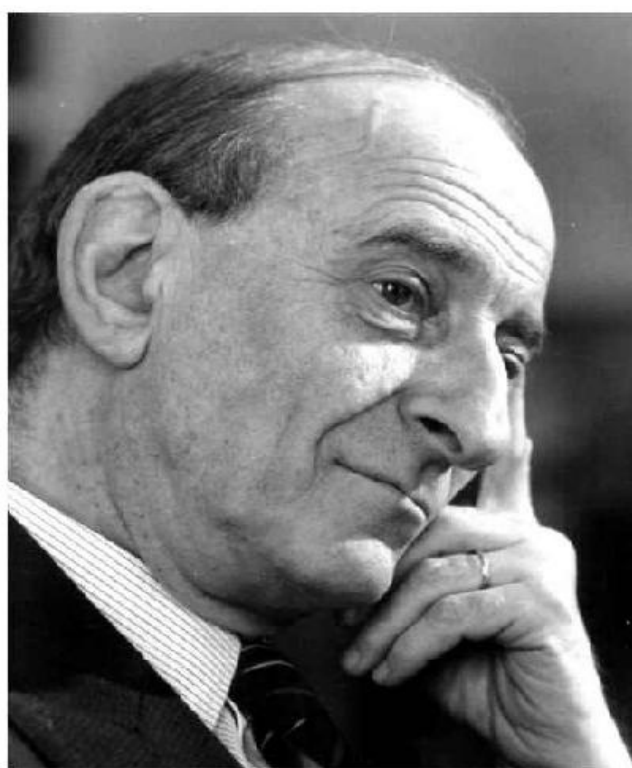


RAYMOND ARON

Politique française

Articles 1944-1977



Editions de Fallois

PARIS

RAYMOND ARON

Politique française

Articles 1944-1977

Textes édités par
Christian Bachelier

Éditions de Fallois



© Éditions de Fallois, 2016
22, rue La Boétie, 75008 Paris

ISBN 978-2-87706-766-9

Les articles d'actualité rédigés par Raymond Aron publiés ici complètent les recueils *Chroniques de guerre* , La France Libre, 1940-1945 (Gallimard, 1990), *Les articles de politique internationale dans Le Figaro de 1947 à 1977* (Éditions de Fallois, 1990-1997) et *De Giscard à Mitterrand 1977-1983* (Éditions de Fallois, 2005). Le présent ensemble est formé des articles traitant de manière prédominante de la politique intérieure parus de 1944 à 1977 dans les quotidiens *Combat* et *Le Figaro* , ainsi que dans divers hebdomadaires comme *Terre des Hommes* , *Le Figaro Littéraire* , ou revues généralistes, notamment *Les Temps Modernes*, *Liberté de l'Esprit*, *Réalités*, *Preuves*, *Contrepoint* . Ces articles témoignent de l'activité de « commentateur de l'histoire se faisant » que fut Aron.

Le texte des articles reproduits ici est conforme à celui de leur publication d'origine. Les règles typographiques des périodiques ont été conservées, toutefois, pour le confort de la lecture, les gras de la presse sont transposés en italiques et les capitales accentuées. Ont été également conservés les intertitres, les notes de la rédaction et les éventuels préambules faits par les rédacteurs en chef ou secrétaires de rédaction, de manière à ce que le lecteur ait une perception la plus proche possible de ces articles de presse, d'autant que certaines de ces présentations apportent des éléments de contexte. Les errata ont été intégrés aux articles et les mises au point ultérieures à la parution originelle ont été reproduites avec leur date de publication en fin d'article.

Le lecteur peut accéder à ces articles selon divers biais : par date, par titre de périodique, par une table des matières. Cette dernière est structurée à la fois chronologiquement et thématiquement. Si elle reprend certes des intitulés aroniens, cette table des matières ne saurait avoir d'autre but que celui de faciliter l'orientation du lecteur dans un corpus de plus d'un millier d'articles, aussi n'engage-t-elle que la responsabilité intellectuelle de l'éditeur.

C.B.

Articles d'actualité française de Raymond Aron 1944-1977

1 1944-1947 : Les désillusions de la liberté

1.1 De la Libération à la Constitution (1944-1946)

1.2 Les débuts de la IV^e République (1946-1947)

2 1947-1955 : À la recherche d'un État

2.1 La IV^e République doit se réformer pour survivre

2.2 En quête d'une politique économique (1947-1952)

2.3 Marasme de l'économie française et modernisation (1952-1955)

2.4 Salaires, prix et crise sociale

2.5 Du réarmement à l'inflation mondiale

2.6 Travaillisme et autres exemples

3 1956-1962 : Démission des Français ou rénovation de la France

3.1 De la IV^e à la V^e République

3.2 De l'inflation à la relance (1956-1959)

3.3 À la recherche de la planification démocratique (1958-1962)

3.4 Productivité, salaires et pouvoir d'achat

3.5 De Suez aux incertitudes monétaires

3.6 Du coût de l'Empire au coût du développement (1953-1964)

4 1962-1969 : La République gaulliste continue

4.1 La République gaullienne

4.2 Les développements de l'expansion économique

4.3 De la politique des revenus à la participation

4.4 Entre croissance mondiale et incertitudes de la conjoncture

4.5 Vers l'éclatement de la crise universitaire (1959-1966)

4.6 La Révolution introuvable (1968-1969)

5 1969-1977 : De Pompidou à Giscard d'Estaing

5.1 D'une présidentielle à l'autre (1969-1974)

5.2 Nouveau visage de la V^e République (1974-1977)

5.3 La lutte contre l'inflation

5.4 La croissance mondiale en question

5.5 L'Université après Mai 68

6 Les hommes, les idées, les sociétés industrielles

6.1 Les hommes, les idées

6.2 Démocratie américaine

6.3 De la démocratie en Europe

6.4 De Staline à Soljenitsyne

6.5 Quelle civilisation ?

Table chronologique

Table des périodiques

Pour la biographie et la bibliographie de Raymond Aron, consulter le site
Raymond Aron: <http://raymond-aron.ehess.fr>

1

**1944-1947 : LES DÉSILLUSIONS
DE LA LIBERTÉ**

1.1

DE LA LIBÉRATION À LA CONSTITUTION (1944-1946)

Les conditions de la grandeur française

Combat
25 octobre 1944

L'existence de la nation française sera dominée dans les années qui viennent par un fait brutal: la pauvreté.

À l'heure présente, l'excès même de la pauvreté freine l'effort de reconstruction. Tout est à refaire et le travail manque. Comment remettre en route les usines tant que le courant électrique et le charbon ne sont pas disponibles en quantité suffisante? Comment extraire le charbon tant qu'il n'y a pas de bois de mine? Et comment transporter ces bois tant que, faute de ponts, de locomotives, de wagons, les trains circulent à peine? On multiplierait facilement ces interrogations. La phase présente est celle où la pauvreté tend à se perpétuer elle-même parce que les instruments du travail créateur - moyens de transport, force motrice, machines - font défaut.

Les premières difficultés, celles qu'il nous faudra surmonter dans les pires conditions au cours de cet hiver, alors que la guerre risque de requérir une part de nos faibles ressources, sont donc essentiellement matérielles. Elles ont, certes, des répercussions morales: tant qu'à côté des ruines, des bras restent sans emploi, un sourd malaise persistera. Mais tout de même, à une échéance plus ou moins longue, nous franchirons cette première étape.

Progressivement le caractère des difficultés changera. Avec le rétablissement des moyens de transport, la distribution de la nourriture deviendra plus équitable. Avec la reconstitution des stocks de matières premières, l'activité reprendra dans toutes les fabriques. Mais à ce moment, la France se trouvera en face d'une tâche immense: il lui faudra restaurer son outillage, moderniser les méthodes de culture dans les campagnes, les méthodes d'organisation dans les usines. Toutes proportions gardées, la France sera dans une situation comparable à celle de la Russie au lendemain de la guerre civile.

Elle devra consacrer une part considérable de son revenu annuel aux investissements, par conséquent réduire la consommation. Quand on construit des ponts, des canaux, des machines, on crée les instruments de la richesse future, mais on limite les produits immédiatement consommables. Investir, c'est accroître demain l'efficacité du travail humain, aujourd'hui c'est s'imposer des privations.

Il s'agira donc de faire accepter par le pays ces nouveaux sacrifices, plus encore il s'agira de susciter dans les masses populaires la même ardeur à bâtir, le même enthousiasme de renouvellement technique que le régime soviétique a su répandre et entretenir, dans un pays vaste comme un continent, à l'époque des plans quinquennaux.

Une démocratie, c'est-à-dire un régime pluraliste, avec des partis multiples, tous candidats à l'exercice du pouvoir, est-elle capable de maintenir, à travers les rivalités légitimes et fécondes, cette commune volonté, ce consentement au sacrifice immédiat dans l'intérêt des générations futures?

À cette question, il faut que l'expérience dans laquelle la France va s'engager apporte une réponse positive. Dès maintenant la pensée doit s'appliquer à définir les mesures - nationalisation, participation des organisations ouvrières à la gestion des entreprises, contrôle des bénéfices distribués, plan national d'équipement - qui donneraient les meilleures chances de réussite. En bref, l'ouvrier doit, comme en Russie, avoir la conviction qu'il œuvre pour lui-même, pour sa patrie et pour ses enfants, non pour quelques privilégiés.

De tous côtés, on cherche de grandes choses à proposer aux Français afin qu'ils surmontent les médiocres querelles qui les guettent. Mais il serait illusoire d'espérer un programme romantique ou spectaculaire. Les Français n'ont ni des terres étrangères à conquérir ni leur propre sol à défricher. Pendant les dix ans où le monde entier peinera pour effacer les traces du cataclysme, on jugera les peuples à leur labeur, à leur méthode, à leur sagesse, à ces vertus, humbles et patientes, qui sont aussi, pour les collectivités, la condition de la grandeur.

La grande chose, ce serait de donner à la France une industrie digne d'elle, d'arracher l'agriculture à l'ornière des pratiques surannées. La grande chose, ce serait de sauvegarder l'unité de la nation au travail, comme on a réalisé l'unité de la nation au combat. La grande chose, ce serait chaque jour de bien faire les petites.

Les chances de la France

**Point de vue
23 mars 1945**

Jamais, depuis les désastres de la guerre de Cent Ans, la terre de France ne fut couverte d'autant de ruines. Envahie, pillée, torturée pendant quatre ans, privée de trois millions de ses fils, avec une production agricole réduite, une industrie sans matières premières, un outillage usé, des moyens de transport délabrés, une population affaiblie, la France arrivera à la victoire, incomparablement plus faible qu'elle ne l'était en 1918. Le triomphe final n'efface pas toutes les suites de la catastrophe de 1940.

Et pourtant, en dépit - peut-être aussi à cause - de cette faiblesse provisoire, notre pays garde, dans l'ordre diplomatique, des chances incomparables.

Ces chances, nous les devons d'abord à la permanence des faveurs de la nature. Aux époques où la Méditerranée était le foyer de la civilisation, comme celles où les grands courants allaient d'Italie vers les Flandres, la France était heureusement située sur les routes du monde. Elle le demeure maintenant que les États-Unis sont devenus un des centres principaux de puissance, elle le demeurerait demain si l'exploitation intensive de l'Afrique passait du rêve à la réalité.

Nous devons ces chances à notre héritage historique. Qui n'a pas franchi les frontières ignore ce que signifie encore aux quatre coins de la planète, le nom français. Notre malheur fut ressenti comme un deuil personnel par des millions d'hommes, jusque dans les profondeurs de la forêt brésilienne, jusqu'au centre du continent noir, jusque dans les glaces du Nord. Le jour où Paris fut libéré par le courage joyeux de ses habitants, la joie de l'univers fit échos à la nôtre. De Monte-Video à Londres, de Stockholm à Téhéran, les peuples retrouvaient avec transport la France qu'ils ne se résignaient pas à avoir perdue et qui se confond avec la liberté.

Nous devons ces chances aussi au redressement de notre peuple, à l'héroïsme de tous ceux qui incarnèrent le sursaut de l'honneur français, qui, en dépit des tentations du découragement et du conformisme, maintinrent notre pays dans la guerre depuis celui qui, le premier, lança à tous les échos les paroles de révolte et d'espoir jusqu'aux humbles agents de liaison, soldats sans uniforme et héros sans médaille.

Mais, ayons le courage de le dire, nous devons ces chances aussi au besoin que l'on aura de nous. L'effondrement du Reich hitlérien, bâti pour mille ans et taillé en pièces, au bout de douze, creuse un vide béant au centre du vieux continent. Entre la puissance de l'Europe, la Russie de 170 millions d'âmes, et la seconde, la distance est infiniment plus grande qu'à aucune autre époque de l'histoire moderne. Qui rendra à nouveau habitable aux hommes la terre dévastée qui s'étend de la Vistule à l'Atlantique? Il dépend de nous que ce soit, dans une large mesure, la France.

Même notre faiblesse, d'une certaine manière peut nous servir. Après l'autre guerre, beaucoup de nos difficultés vinrent de la force et des ambitions que l'on nous prêtait. C'est au fantôme de la France napoléonienne que l'on refusa l'annexion ou simplement l'occupation permanente de la rive gauche du Rhin. Pourquoi n'accorderait-on pas à une France diminuée, à seule fin de la renforcer, ce que n'obtint jamais la première nation d'Europe?

L'Italie, l'Espagne débarrassée de Franco, la Belgique, la Hollande seront demain ouvertes à notre influence, au rayonnement de notre culture. Avec les nations qui sortent de la nuit hitlérienne, la France a en commun l'expérience du malheur. Elle a partagé leur sort, elle a connu les mêmes humiliations, les mêmes souffrances. Elle est la plus proche d'elles parmi les grandes puissances. On n'a rien à craindre de la France, on en attend beaucoup. Elle est capable de guider, non de contraindre; d'inspirer, non de s'imposer. La tâche en est d'autant plus difficile: mais elle prendrait une portée d'autant plus vaste.

La France a offert dans le passé le modèle parfait de l'État national. L'Allemagne avait juré de détruire les États nationaux afin d'édifier sur la servitude des peuples la paix des empires. Un peuple maître aurait fait régner ses armes et ses lois. Uniformité des peuples mis au pas, diffusion d'une idéologie, tyrannie d'un parti unique, exploitation des pays vaincus, telle serait apparue l'unité de l'Europe hitlérienne. La France a pour mission de sauver les États nationaux au siècle où l'économie évolue spontanément vers la constitution de grands espaces. Elle doit organiser les échanges sans détruire l'indépendance, sans blesser la fierté des nations. Elle doit aider l'ordre à sortir du chaos par la force de la raison, par le prestige de l'exemple, par l'autorité de son message.

Mais n'ayons pas d'illusions: une telle œuvre ne relève pas des seuls diplomates. Il ne suffit pas que les plans de nos économistes soient impeccables, il ne suffit pas qu'il ne manque ni une virgule aux rapports de nos ambassadeurs, ni un adjectif aux discours de nos propagandistes. C'est à la France tout entière

qu'il appartient de l'accomplir. Et la première condition, c'est d'abord qu'elle se réforme elle-même.

On n'influence pas les autres quand on leur offre le spectacle de l'incertitude et des déchirements. Si la France relève ses ruines, ranime son industrie, rajeunit sa population sans sacrifier la liberté dont elle reste le porte-drapeau, alors tous les espoirs sont permis. Mais si notre population continue à décliner, si notre outillage demeure désuet et nos méthodes anachroniques, c'est en vain que notre école de peinture continuera de fleurir et nos poètes de chanter. Nous serions réduits à la gloire des musées et au rôle des amuseurs.

Qu'on ne s'y trompe: les périls sont à la mesure des chances. Les mêmes positions stratégiques qui nous offrent tant de possibilités si nous sommes forts, nous exposent à toutes les menaces, si nous sommes faibles. Notre passé grandiose nous sera à charge si nous cessons d'en être dignes. La victoire n'aura fait qu'interrompre notre déclin si elle n'est pas l'origine d'une rénovation profonde.

Avant la nouvelle alliance: "Nos deux nations se retrouvent plus proches que jamais"

**Point de vue
30 mars 1945**

Nous n'oublierons jamais qu'au printemps de 1940, la Grande-Bretagne, restée seule face au tyran, offrit un asile à la liberté et prit en charge l'espoir du monde. Nous n'oublierons jamais que le flot des victoires allemandes vint se briser sur les falaises d'Angleterre, que les oiseaux de mort à croix gammée, orgueil du régime hitlérien, s'abîmèrent par milliers sur les prés et sur les plages, de l'autre côté de la Manche infranchissable. Nous n'oublierons jamais que la voix de Churchill exorcisa le charme qui, en ce temps-là, semblait émaner des hurlements rauques de l'homme qui prétendait asservir l'humanité. Et, aux jours d'incertitude, nous répéterons, avec Bernanos: "Il était une fois, dans une petite île, un grand peuple, seul contre tous..."

Le peuple de France est animé aujourd'hui à l'égard de la Grande-Bretagne d'une immense bonne volonté. Combien d'officiers de la R.A.F., recueillis par des familles françaises (qui n'ignoraient pas les risques) en pourraient témoigner! L'intérêt pour les choses et les gens d'Angleterre est partout présent, la gratitude vibre encore, l'affection s'offre spontanément. Après quatre ans de séparation, quatre ans d'épreuves tout autres, les deux nations se retrouvent plus proches qu'à aucun moment du passé.

Les alliances, il est vrai, ne reposent ni sur la mémoire, ni sur la gratitude, ni sur l'affection. Les cyniques nous diront - et ils n'ont sans doute pas tort - que les propagandistes ont vite fait d'inventer les sentiments ou les affinités qui justifient les rapprochements diplomatiques, dès lors que la convergence d'intérêts existe.

Mais dans le cas de la France et de la Grande-Bretagne cette convergence existe en fait, pourvu que l'on s'élève au-dessus des rancunes historiques et des conflits locaux. Maîtresses de vastes empires, chargées de gloire, mais relativement moins fortes aujourd'hui qu'hier, de dimensions médiocres à l'échelle des colosses du XXe siècle, les deux nations sont inévitablement, dans l'ordre international, des puissances de stabilité. Elles ont un héritage à maintenir, non des terres à conquérir.

Bien plus, quelles que soient les différences entre ce que l'on nomme, ici et là, démocratie, elles se trouvent, si l'on s'en tient à l'essentiel, du même côté de la

barricade. Au siècle des foules mises au pas, elles tentent, l'une et l'autre, de sauver la diversité des convictions et des formes sociales qui firent la grandeur de l'Europe. Au siècle de la production en grande série, elles ne consentent pas à sacrifier au triomphe de l'organisation les charmes de la liberté.

On aurait pu croire en 1919 que l'Entente cordiale, après les sacrifices démesurés consentis en commun, était à jamais cimentée. En fait, dès que les canons se turent, les deux pays se heurtèrent, incapables de s'accorder sur le traitement qu'il convenait de réserver à l'Allemagne vaincue. Or quelques réserves que fassent les Français aujourd'hui sur les voies et moyens de notre politique d'alors, pour l'essentiel, ils demeurent convaincus qu'au fond ils avaient raison puisqu'ils cherchaient à se prémunir contre le retour offensif de l'impérialisme germanique. Obsédée par des fantômes, la diplomatie britannique se dressa contre notre prétendue volonté d'hégémonie, comme si le chiffre de notre population et le potentiel de notre industrie n'excluaient pas toute velléité napoléonienne. On prête à un ambassadeur de Sa Majesté la boutade suivante: "Nous n'avons eu qu'un tort après la guerre: ce fut de prendre les Français pour des Allemands et les Allemands pour des Anglais."

De la puissance anglaise, personne ne doute désormais. Les exploits de la VIII^e armée ont démontré que le soldat anglais, fantassin ou tankiste, est capable de s'élever au niveau de l'aviateur ou du marin. En fait d'armes motorisées, avions, tanks, camions, armes décisives dans la guerre moderne, l'industrie britannique a un potentiel supérieur même à celui de l'industrie soviétique. Mais, ce que les Français clairvoyants incriminaient, ce n'était pas tant la puissance britannique que le temps nécessaire pour la mobiliser. Combien d'années, disions-nous, aurons-nous à supporter le poids principal de la lutte? Combien d'années faudra-t-il pour convertir les usines, entraîner les combattants, équiper les divisions? Personne ne songe, sur le continent, à méconnaître la valeur de l'allié qui, toujours, gagne la dernière bataille. On souhaite qu'à l'avenir cet allié incomparable commence plus tôt la série de ses victoires.

L'expérience de ces cinq années ne sera pas perdue. L'Angleterre ne sera plus tentée de faire confiance à "l'autre Allemagne". Elle n'oubliera pas que la mobilisation permanente d'une partie de sa force est indispensable au maintien de son influence et à la sécurité de son empire. Encore faut-il, par delà les discussions techniques sur les modalités de l'administration internationale à établir dans l'ouest de l'Allemagne, que les deux pays se mettent d'accord sur l'objectif: affaiblissement du potentiel industriel du Reich, renforcement du

potentiel industriel de la France.

Mais il ne suffirait pas d'écarter les sujets de querelles pour atteindre au but. L'alliance franco-anglaise ne signifie rien si elle s'épuise dans des déclarations de principes ou dans des textes de chancelleries. Ce que l'Europe attend en 1945, comme elle l'attendit - vainement - en 1919, c'est que les deux pays proposent en commun des solutions aux difficultés avec lesquelles se débat le vieux continent. Les nations ne conservent un rôle directeur qu'en faisant rayonner leurs idées. Qu'il s'agisse de reconstituer des États, de coordonner les productions, d'équilibrer les échanges, qu'il s'agisse de politique ou d'économie, on espère de l'alliance franco-anglaise des mots d'ordre positifs, de progrès social dans la liberté. Si demain les démocraties occidentales ne se mettaient d'accord que sur une nouvelle formule de "non-intervention", l'entente, même consignée dans des documents impeccables, aurait fait faillite.

Il ne s'agit pas de créer on ne sait quel bloc fermé, hostile à un autre bloc. France et Angleterre ont, de toutes les manières, démontré qu'elles ne concevaient pas la paix sans une collaboration étroite avec l'Union Soviétique et les États-Unis d'Amérique. Mais les deux immenses empires n'ont-ils pas, par leur exemple et par leurs théories, démontré l'avantage d'élargir les unités économiques, d'unifier les systèmes étroits, de multiplier les richesses par leur exploitation rationnelle. Qui pourrait prendre ombrage si, pour la prospérité de tous, la même inspiration présidait à la mise en ordre de l'Europe occidentale?

Au lendemain du désastre de 1870, Renan écrivait: "La disparition de la France du nombre des grandes puissances serait la fin de l'équilibre européen. J'ose dire que l'Angleterre en particulier sentirait, le jour où un tel événement viendrait à se produire, les conditions de son existence toutes changées. La France est une des conditions de la prospérité de l'Angleterre... L'alliance de la France et de l'Angleterre est fondée pour des siècles." Les hommes d'État sauront-ils ratifier par des actes le jugement du sage?

Pour une République de la parole

**Point de vue
6 avril 1945**

La presse quotidienne a annoncé, en quelques lignes, sans commentaires, que la France avait commandé quelque 300.000 tonnes de blé aux États-Unis et au Canada.

Combien de lecteurs ont remarqué la nouvelle? Combien se sont doutés qu'elle consacrerait, si elle était définitive, un véritable désastre national? Nous sommes soumis aux rudes lois de la pauvreté. Nous avons besoin de tout et le tonnage disponible est réduit. Il nous faut donc choisir entre les innombrables produits qui nous font défaut, ou du moins établir entre des achats, tous légitimes, un ordre d'urgence. Le principe de cet ordre ne prête pas au doute. En principe, nous devons importer ce qu'il nous faut pour nous remettre au travail plutôt que les marchandises destinées à la consommation courante. Nous devons faire passer les locomotives, l'essence, la laine, avant le tabac, les vêtements ou la viande.

Qu'une locomotive de plus soit mise en service et l'arrivage de charbon vers les hauts-fourneaux augmente de quelques dizaines de tonnes par jour, donc la production, donc les possibilités de l'industrie métallurgique augmentent à leur tour. Une importation de locomotives prolonge pour ainsi dire indéfiniment ses effets. Au contraire, que l'on importe du beurre et du tabac, le bénéfice s'épuise automatiquement avec la consommation.

Si l'on préfère une tonne de tabac à une tonne de caoutchouc, la tonne de tabac coûtera donc, en réalité, au pays tout ce que les pneus auraient permis de transporter ou de fabriquer. C'est ainsi qu'un économiste a pu calculer que l'achat au dehors d'un paquet de cigarettes reviendrait à la collectivité à plus de 1.000 francs.

Quel ne sera donc pas le prix de 300.000 tonnes de blé si l'on compte les machines, les wagons, les locomotives, la laine, le coton que nous auraient apportés les vingt-cinq cargos qui nous amèneront le blé!

L'importation du blé n'est pas seulement un désastre matériel, dont, après tout, la victoire prochaine atténuera peut-être les conséquences néfastes, elle est aussi un désastre moral.

Le monde fait confiance à notre capacité de redressement, mais il nous

observe et il attend, avant de porter un jugement définitif, de nous avoir vus à l'œuvre. L'œuvre, c'est aujourd'hui avant tout l'organisation, fût-ce l'organisation de la pauvreté. Or, dans la décision prise d'acheter du blé, dont on déclarait, il y a quelques mois, n'avoir pas besoin, l'observateur étranger verra, avant tout, un échec de notre organisation.

Il n'est pas démontré qu'il n'y ait pas en France assez de blé pour atteindre la prochaine récolte. Les services officiels estimaient à 65 millions de quintaux environ la récolte de 1944. Sans doute ce chiffre est-il notablement inférieur à la moyenne d'avant-guerre (70-75), et 10 ou 15 millions de quintaux nous arrivaient, chaque année de l'étranger et des colonies. Mais pendant les années d'occupation les récoltes ont été plutôt inférieures à celles de 1944 et les Allemands en prélevaient une fraction relativement importante (en 1940-1941, 22%; en 1941-1942, 13%; en 1942-1943, 18% de la production commercialisée).

Il est possible que les estimations aient été trop optimistes. Il est possible que les destructions de récoltes aient plus que compensé la suppression des prélèvements allemands; mais il semble bien que le déficit tient encore au retard des livraisons, aux difficultés du collectage. Or, serait-il tolérable d'acheter au dehors ce qui existe en France et que l'administration n'arrive pas à rassembler?

Nous ne critiquons pas la décision d'achat.

Le gouvernement seul disposait de tous les éléments d'appréciation, et si le grain risquait de manquer, c'est-à-dire si la menace de la famine était suspendue sur le pays, la décision s'imposait.

Mais n'aurait-il pas fallu, au moins, avant de consentir à cet aveu d'impuissance, mettre tout en œuvre pour faire comprendre à la nation la portée du problème et la gravité de l'enjeu?

La France avait à gagner sa bataille du blé: en dépit de discours courageux du ministre de l'Économie nationale, lui a-t-on dit assez qu'elle avait à la livrer?

On souriait, avant la guerre, des procédés publicitaires par lesquels Mussolini tâchait d'intéresser les foules aux travaux de la terre et au chiffre des récoltes. On souriait du jargon militaire qui se mêlait dans les journaux soviétiques aux études économiques. On souriait des "fronts économiques", de l'"émulation socialiste", des "bataillons de choc de la production".

On avait tort de sourire parce que cette technique de la propagande est liée tout à la fois au règne de la pénurie et aux exigences d'une économie dirigée.

Avant la guerre, en un temps de relative abondance, en un régime semi-libéral,

l'individu décidait librement de dépenser ou d'épargner, de se mieux loger ou de se mieux vêtir. Le choix de la collectivité était un résultat involontaire de ce choix individuel.

À l'heure présente, c'est le gouvernement qui choisit pour le pays. C'est lui qui fixe le plan d'importation, lui qui distribue les matières premières entre les branches de l'industrie, entre les fabriques, lui qui répartit le travail et les sacrifices entre les classes, entre les générations. Comment accomplira-t-il cette tâche écrasante s'il ne convainc pas l'opinion des nécessités inéluctables de la situation, s'il ne reste pas en contact avec les masses populaires dont la collaboration enthousiaste est indispensable aux grands travaux de la reconstruction?

Au lendemain de la libération, un écrivain souhaitait que la IV^e République gardât quelques-unes des vertus de la République du silence.

Qu'elle en garde les vertus, mais non les méthodes.

À notre époque, un gouvernement silencieux est un gouvernement condamné. Qu'importe que l'on parle de propagande ou d'information pourvu que la parole maintienne, dans la République, l'unité du pouvoir et des citoyens.

La vraie victoire

Point de vue
13 avril 1945

Le désastre qui accable l'Allemagne est à la mesure de la guerre qu'elle a déchaînée sur le monde et des ambitions qu'elle nourrissait. C'est elle qui a pris l'initiative de la guerre totale. C'est elle qui comptait sur l'aviation pour terroriser l'humanité, c'est elle qui a voulu que le champ de bataille fût sans limite et que tous les êtres vivants fussent des combattants.

Aujourd'hui, plus de neuf millions de maisons sont détruites à travers le Reich, vingt millions d'Allemands ont perdu leur foyer, le peuple tout entier est atteint par la débâcle. L'empire hitlérien devait s'étendre à travers l'Europe et l'Afrique, les vaincus auraient été rayés de la carte du monde, voués à subir, passivement, les décisions prises par d'autres. Demain, c'est l'Allemagne qui va perdre toute autonomie et devenir l'objet de la volonté des alliés.

La défaite de l'Allemagne est aussi totale que l'aurait été sa victoire.

De la guerre de 1914, les Allemands avaient tiré une double leçon. La première c'est que la férocité des batailles modernes rend absurde la modération traditionnelle des traités. Il était raisonnable naguère d'engager quelques dizaines de milliers d'hommes pour régler le sort d'une province ou rectifier le tracé d'une frontière. Il est absurde de sacrifier des millions d'hommes pour de tels enjeux transitoires et médiocres. Il faut que les bénéfices de la victoire soient en proportion du coût de la lutte. La guerre hyperbolique appelle la paix hyperbolique.

La deuxième leçon c'est que le bilan le moins truqué, le plus révélateur, c'est le bilan biologique et industriel.

À courte échéance, le parti qui gagne la dernière bataille est toujours le plus fort puisqu'il est seul en armes. Mais, à longue échéance, c'est le potentiel humain et industriel qui est la vraie mesure de la force. Si le vaincu a perdu moins d'hommes et continue de produire plus d'acier, n'est-il pas, à terme, le vrai vainqueur?

De 1914 à 1918, l'Allemagne avait perdu, proportionnellement, moins d'hommes que la France. En dépit du retour de l'Alsace-Lorraine à la patrie, l'Allemagne coulait en 1938 trois fois plus d'acier que la France.

C'est dans les statistiques de natalité et de la production que réside le secret de

la victoire des vaincus.

De ces deux leçons est sorti logiquement le plan hitlérien. Pour élargir et prolonger les bénéfices de la victoire, les pays vaincus devaient être intégrés dans un empire rêvé pour mille ans.

Pour assurer le triomphe du "peuple maître", les peuples sujets devaient être décimés, leurs industries lourdes asservies à celles du Reich ou démantelées.

De cette conception cynique, les alliés doivent, en un sens, prendre le contre-pied; en un autre sens, ils doivent en accepter la logique impérative.

Les alliés ne se résignent pas "à perdre pour vaincre les raisons de vaincre".

Dans la guerre, ils ont retourné contre les Allemands les armes allemandes. Cologne, Francfort, Aix-la-Chapelle, Berlin, ont pour parler avec Goebbels été "coventryisées". Mais les alliés ne retourneront pas contre les Allemands la conception allemande de la paix. Si rude que soit le châtement collectif, si impitoyable que doive être la punition des coupables, si lourdes que soient les réparations, aucun des alliés ne songe à éterniser la servitude des Allemands, ni à leur enlever définitivement les moyens de vivre décemment.

Mais, en un autre sens, aucun des alliés n'a le droit d'oublier qu'à la longue, le nombre d'hommes, le nombre de millions de tonnes d'acier, est la seule expression fidèle de la puissance des nations.

La France, surtout, dont la population est affaiblie par les déportations et les privations, dont l'outillage est usé, ou pillé, n'a chance de prolonger, ou mieux, de consacrer sa victoire qu'en créant la base humaine et industrielle de la puissance.

Il ne s'agit pas, dans les années qui viennent, de lever une grande armée. Les bras manqueront demain dans les usines et dans les champs; il faut dix ans pour relever les ruines... Et les objets les plus indispensables nous font défaut.

Certes les Français seraient prêts à s'imposer les nouveaux sacrifices qui leur paraîtraient nécessaires à la grandeur de la patrie. Mais à quelle fin serait destinée une grande armée après l'écroulement de l'Allemagne? Ce n'est pas au lendemain, mais à la veille d'une guerre, qu'il faut être militairement fort. Nous avons eu la première aviation du monde entre 1920 et 1930, à une époque où elle n'avait aucune chance de servir, nous n'avions plus d'aviation en 1938 quand la guerre menaçait.

Les armes que nous forgerons au lendemain de la victoire sont destinées à rouiller dans les arsenaux ou sur les terrains de manœuvre. Ce qu'il faut

construire demain ce ne sont pas des tanks, mais des hauts fourneaux.

Qu'on n'oppose pas, comme nos amis de *Combat*, quelque chimérique puissance militaire ou économique à la "nécessité pour la France d'instaurer un ordre humain".

Il n'y a pas d'"ordre humain" possible dans une nation qui se dépeuple. Il n'y a pas d'"ordre humain" possible dans une nation qui ne suit pas le rythme du progrès technique, dont le travail est moins bien organisé et moins efficace que celui de ses voisins.

Ce n'est jamais au temps de leur faiblesse que les cités offrent l'image d'un ordre humain.

Restituer à la France le minimum de force biologique et industrielle, faute de quoi sa voix resterait sans écho, et sa volonté sans action, telle est la condition première d'une victoire véritable, celle qui se traduit à longue échéance par l'augmentation de la puissance, celle aussi qui, par delà tous les succès matériels, permet aux nations de remplir leur vocation et de faire rayonner leur message.

Dans notre prochain numéro Raymond Aron exposera les buts de la Conférence de San-Francisco.

Paix sans illusion

Point de vue
20 avril 1945

Les fautes que commettront les négociateurs qui se réunissent à San-Francisco ne seront certes pas, cette fois, imputables à un excès d'idéalisme.

Il y a vingt-cinq ans, au lendemain de quatre années d'épouvante, un grand enthousiasme soulevait les peuples. Les messages du président Wilson suscitaient des espoirs qui ne paraissaient pas hors de proportion avec l'immensité des souffrances endurées. Aujourd'hui rien de pareil. Le souvenir des déceptions nourrit le scepticisme.

Un de nos professeurs, en 1919, nous disait, à notre grand scandale: "Le traité de Versailles est fondé sur le principe de nationalité, sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La prochaine fois, on adoptera des principes contraires et l'on reviendra à la réalité." Nous sommes revenus à la réalité.

Comment la doctrine idéaliste fit faillite, il est à peine besoin de le rappeler.

Le principe des nationalités prêta dans l'application à d'inextricables difficultés. Chacun des États successeurs entre lesquels fut partagé l'Empire austro-hongrois présentait lui aussi une mosaïque de nationalités, presque semblable à celle de la monarchie dualiste.

Mais les querelles de nationalités, quelle que soit la publicité que leur aient donnée les clameurs des revendications allemandes ou hongroises, furent tout au plus le prétexte de la deuxième guerre mondiale.

En vérité on fit l'expérience décisive qu'un ordre juste n'est pas nécessairement un ordre stable. *Ce n'est pas tant l'équité que l'équilibre qui maintient la paix.*

Le traité de Versailles était doublement fragile. La principale précaution prise contre le retour offensif de l'impérialisme allemand était l'occupation de la Rhénanie prévue pour quinze ans. Or, dans les années qui suivent une guerre, la lassitude des peuples, l'impuissance temporaire du vaincu écartent tout danger. *Autrement dit, l'occupation devait durer dans la période où elle était inutile. Elle devait cesser au moment où elle aurait été indispensable.*

De plus, la constellation diplomatique qui existait en 1919 était accidentelle et transitoire. France et Grande-Bretagne étaient chargées d'une tâche qui dépassait leurs forces réelles. États-Unis et Russie demeuraient à l'écart, comme si le concert européen se prolongeait encore au XXe siècle, dans le style du siècle

précédent, comme si le vieux continent était capable de trouver son équilibre, en dehors du système mondial.

La leçon de l'expérience suggère les questions que l'on se pose aujourd'hui: les garanties que l'on prendra contre une nouvelle agression allemande seront-elles encore efficaces dans quinze ans? L'ordre établi sera-t-il encore conforme, dans une génération, à la relation des forces? Ou encore, en d'autres termes, comment conjurer les deux menaces qui pèsent toujours sur un traité: la revanche des vaincus, le désaccord entre les vainqueurs?

L'entente des Grands

Contre cette deuxième menace, la France ne peut pas grand'chose. Il ne dépend pas d'elle que se prolonge l'entente décisive entre les empires: Union soviétique, États-Unis d'Amérique, Commonwealth britannique.

Aussi le gouvernement français a-t-il agi sagement en acceptant, dans leur ensemble, les projets de Dumbarton Oaks et de Yalta, élaborés par le directoire des Trois Grands.

Rien n'aurait été plus absurde que de prendre la tête d'une révolte des petits contre la prétendue dictature des grands. Les petites nations sont incapables de former un front uni ou de définir une politique commune, pour la simple raison que la plupart d'entre elles sont entraînées dans le sillage d'un puissant voisin.

Sur le plan moral, il est facile de critiquer la clause essentielle qui exige l'unanimité des grandes puissances pour toute sanction militaire. Cette clause consacre, en effet, l'inégalité entre les nations.

Mais l'égalité juridique n'entraîne pas plus dans les relations entre États que dans la vie intérieure des peuples l'égalité de fonction, de responsabilité ou de pouvoir.

Supposons un conflit entre le Nicaragua et les États-Unis ou bien entre la Pologne et la Russie. Supposons encore (même si l'éventualité est peu probable) que le verdict du Conseil soit favorable au petit contre le grand, quel moyen aurait-on d'imposer ce verdict? Des sanctions militaires ne déclencheraient-elles pas une nouvelle conflagration mondiale? Si, par malheur, on en venait à une telle extrémité, on n'aurait que faire d'une Société des Nations. *Celle-ci, comme la précédente, vivra aussi longtemps que l'accord entre les grandes puissances victorieuses.*

La France ne prétend pas, aujourd'hui, à déterminer l'ordre mondial, elle se situe dans un ordre qu'elle ne choisit pas.

Pacte régionaux

L'amendement principal suggéré par la France s'inspire du désir de dresser contre l'impérialisme germanique un obstacle cette fois infranchissable.

La France souhaite que "les mesures d'urgence prévues par les traités d'assistance conclus entre membres de l'organisation et notifiés par eux au Conseil de sécurité" puissent être déclenchées sans l'autorisation antérieure du Conseil de la Société. Le pacte franco-soviétique jouera-t-il automatiquement ou sera-t-il, en tout état de cause, subordonné à la décision de l'organisme international?

Un tel amendement contredit incontestablement l'idée de la sécurité collective, mais les sphères d'influence, qui se dessinent en fait, restreignent l'application de l'idée, comme la pratique des "compensations" inaugurée à propos de la Pologne ne s'accorde guère avec le principe des nationalités.

Conversion frappante: *la France, revenue de ses illusions, cherche, cette fois, sa sécurité dans des garanties réelles, dans des accords limités et précis, non plus dans le mécanisme, théoriquement parfait, d'un système rêvé.*

Espérance raisonnable

Le danger n'est plus, aujourd'hui, que l'on attende trop des conférences internationales; le danger est inverse: l'on tend à méconnaître l'importance réelle qu'elles gardent.

Il est essentiel, pour le maintien de la paix, que le peuple américain ne retombe pas dans la tentation de l'isolationnisme, qu'il accepte, de plein cœur, le rôle que lui impose sa grandeur. Or, les formules qui seront élaborées, l'apparence que prendra le jeu diplomatique, influenceront grandement sur l'attitude future de l'opinion des États-Unis.

De plus, la paix dépend de ceux qui ne peuvent pas ne pas assumer les responsabilités, puisqu'ils ont seuls la force, mais le monde ne sera habitable aux hommes qu'à la condition que les grands usent humainement de leur pouvoir.

À travers les discussions plus ou moins techniques, plus ou moins futiles, on guettera les signes de la collaboration des grands et des petits, des grands entre eux, on cherchera la preuve que les nations, au sortir du cauchemar, sont décidées à travailler ensemble, à se consentir les concessions mutuelles, à mettre au point humblement, patiemment, des solutions raisonnables.

Personne ne rêve d'une recette miraculeuse, mais on ne se résigne pas à ne pas espérer la victoire du bon sens.

Au temps de l'étalon beurre

Point de vue
27 avril 1945

Depuis la libération, presque tous les Français ont plus de billets dans leurs poches et moins de beurre sur leur table.

Les événements se chargent ainsi de leur enseigner la signification concrète de l'inflation, au sens technique du terme.

Il y a inflation quand il y a disproportion entre le volume des moyens monétaires et celui de la production, autrement dit quand l'accroissement des moyens monétaires fait monter les prix et non croître la production.

Nous sommes en pleine inflation, non parce que quatre fois plus de billets circulent aujourd'hui qu'avant la guerre, mais parce que la circulation fiduciaire est multipliée par quatre, alors que la production est divisée par trois.

Les hausses de salaires et de traitements accordées depuis huit mois sont des mesures inflationnistes. Non qu'elles soient théoriquement injustifiées, mais les revenus supplémentaires, débouchant sur un marché vide, n'ont d'autre résultat possible que d'élever encore les prix.

Le marché officiel se racornit, le marché noir s'enfle. On calcule les salaires en admettant un ravitaillement partiel au marché noir. Le cours du beurre devient étalon des valeurs.

Risque limité

Certains agitent le spectre d'une inflation vertigineuse, comparable à celle qui a précipité le mark à zéro. Heureusement, rien de pareil n'est à craindre. Le cours du change, dont les variations amplifiaient les mouvements des prix intérieurs en Allemagne, est aujourd'hui bloqué. Le contrôle des prix et la direction de l'économie freinent également, s'ils ne l'empêchent pas, la dévalorisation de la monnaie. D'ici quelques mois, les secours alliés, l'amélioration des moyens de transport faciliteront la répartition et permettront d'assurer à chacun le minimum de nourriture indispensable.

Or, puisque les revenus tendent à être calculés d'après le prix du beurre sur le marché noir, ou du moins d'après les prix des produits alimentaires, on devrait reprendre, à ce moment-là, la maîtrise du marché. Mais quel sera alors le niveau des salaires et des prix?

À longue échéance, tout le monde est d'accord: il n'y a de solution que par l'accroissement de la production. Sur ce point, M. Pleven se rencontre avec M. Mendès France, l'un et l'autre rejoignent M. Prudhomme. Mais la production, à l'heure actuelle, dépend d'éléments matériels (en particulier des ressources en matières premières) bien plus que de facteurs économiques.

Provisoirement donc, on ne peut agir que du côté de la monnaie, et la question se pose: que faire pour limiter la hausse des cours dans cette période transitoire?

Expérience refusée

À cette question, M. Mendès France répondait en proposant les mesures que le Conseil des ministres a écartées: échange des billets avec blocage partiel, recensement des fortunes mobilières, reprise des bénéfices de guerre et impôt sur le capital.

La thèse du ministre de l'Économie nationale était forte, au moins dans sa partie critique. M. Pleven attend de l'impôt sur les bénéfices illicites un rendement de douze milliards cette année. Quand on songe que les bénéfices du marché noir, pour quelques produits essentiels, se sont chiffrés par des dizaines de milliards chaque année, on est bien obligé de conclure qu'il est impossible de frapper les trafiquants du marché noir, à moins de procéder à un recensement des fortunes mobilières. L'impôt de péréquation nationale donnera vingt-cinq milliards par an pendant quatre ans; or les Allemands ont dépensé plus de 200 milliards en France pendant l'occupation.

Sans doute les mesures radicales étaient-elles techniquement malaisées. La réussite en était douteuse, comme est douteuse la réussite de toute politique financière qui ne se plie pas aux règles de l'orthodoxie. Mais en supposant même un échec partiel, en quoi la tentative aurait-elle aggravé la situation? N'aurait-elle pas contribué à ralentir la hausse des prix, durant les mois critiques? N'aurait-on pas, du moins, transformé l'atmosphère, dissipé l'impression que l'on revient à la routine et à la facilité? N'aurait-on pas convaincu tous les Français qu'il y avait quelque chose de changé?

On attendait du neuf. On espérait des initiatives dont l'audace aurait été à la mesure des difficultés. En matière financière aussi, on comptait sur une IV^e République; il n'est pas sans risques de décevoir cette attente.

Retour à l'orthodoxie

La politique de M. Pleven, telle qu'elle a été expliquée à la tribune de l'Assemblée, est toute classique. Elle se propose de reprendre par l'impôt une

part croissante des revenus distribués. Elle proclame la nécessité d'encourager par tous les moyens l'épargne qui servira aux investissements, eux-mêmes destinés au renouvellement de l'outillage.

De manière immédiate, elle se borne à augmenter certains impôts (taxe de luxe, taxe sur les alcools), à réduire certaines dépenses (par exemple les subventions pour maintenir le bas prix du pain), à étudier un impôt de péréquation nationale.

À terme, la politique de M. Pleven se fonde, en réalité, sur deux arguments principaux, qui n'ont été formulés explicitement ni l'un ni l'autre.

Le premier est que, à longue échéance, la charge de la dette publique ne deviendra supportable que par une hausse des prix. Le capital de la dette portant intérêt est aujourd'hui le triple de ce qu'il était en 1939.

Après les travaux de reconstruction, il s'élèvera au moins à quelque 2.500 milliards, c'est-à-dire au coefficient 5 par rapport à 1939.

Ne faut-il pas que la valeur nominale du revenu national soit multipliée par un coefficient équivalent, ce qui, en l'absence d'un accroissement de la production, ne peut s'obtenir que par la hausse des prix?

À supposer même que l'on admette cette argumentation, encore faut-il que cette hausse de prix soit lente, progressive, et surtout qu'elle ne précède pas les dépenses de reconstruction. Si la monnaie se dévalorise avant même que l'on ait les moyens de travailler, les paiements de l'État augmenteront proportionnellement. Et l'on n'aura rien gagné.

Le deuxième argument est politique: le blocage des billets aurait indisposé les paysans et les milieux d'affaires. Les ajustements de salaires que suivent les "harmonisations" de prix ne se heurtent pas à une opposition aussi directe (sauf à celle des gens à revenus fixes, que cette politique condamne impitoyablement: mais ils sont faibles et impuissants).

Ouvriers, fonctionnaires, paysans ont échappé à certaines menaces et obtenu certaines satisfactions. Il faut du temps pour que chacun apprécie le coût collectif de ces avantages particuliers.

Craignons malgré tout qu'à force de n'irriter personne, on finisse par exaspérer tout le monde.

Nouvelle carte du monde

**Point de vue
4 mai 1945**

Rarement guerre aura bouleversé la carte du monde, autant que celle dont l'occasion fut Dantzig, le théâtre la planète entière et l'enjeu le sort de l'univers.

La guerre de 1939-45 fut au fond la première guerre authentiquement mondiale. En 1918, dans les tranchées qui s'étendaient de la mer du Nord à la Suisse, presque toutes les nationalités avaient envoyé des représentants. Mais l'Europe, avec ses prolongements coloniaux, demeurait le cadre du conflit.

La Russie ne participait pas au traité de paix, les États-Unis s'en retirèrent rapidement, le système de Versailles apparaissait comme une version nouvelle du concert européen.

La France, plus ou moins soutenue ou combattue par la Grande-Bretagne, s'efforçait d'organiser le vieux continent à partir de l'Ouest et de faire équilibre à l'Allemagne, avec l'aide d'une série de petits États.

Depuis cinq ans, la terre entière est en feu et la paix prochaine sera à la même échelle: les décisions prises intéresseront le destin de toute l'humanité.

La lutte millénaire des Slaves et des Germains se termine provisoirement et peut-être définitivement par le triomphe des Slaves. Hitler se vantait d'édifier un empire pour 1.000 ans. Le désastre ne se prolongera peut-être pas aussi longtemps que devait le faire l'empire rêvé, mais il a l'ampleur d'une catastrophe historique.

Des territoires colonisés par les chevaliers de l'ordre teutonique depuis plus de huit siècles, la Prusse orientale par exemple, vont faire retour à la Russie. Le reflux des Slaves vient battre la citadelle du prussianisme.

L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques se prolonge par une ceinture d'États: Pologne, Roumanie, Hongrie, Yougoslavie, liés à leur puissant voisin par des relations d'amitié. Tous ces États passent actuellement par la même évolution démocratique. L'épuration, les réformes agraires y éliminent la plus grande partie des anciennes classes dirigeantes. Un front populaire de style nouveau y exerce le pouvoir et y introduit un régime adapté à celui de la Russie victorieuse.

Dans les Balkans, à l'exception de la Grèce, et jusque sur les rives de l'Adriatique, l'influence de Moscou domine.

À Prague, où les Allemands s'irritaient, hier, de la présence d'officiers français, l'armée tchèque sera réorganisée par les officiers de l'armée rouge.

Dès maintenant, Hitler, par sa folle obstination, a châtié son propre peuple, plus cruellement qu'un "Vansittartiste" endurci n'eût osé le faire. D'après la *Neue Zürcher Zeitung*, le bombardement de Dresde fit 200.000 victimes.

Quels que soient les termes du traité - et la haine que les Hitlériens ont suscitée dans le cœur de tous les hommes en garantit la sévérité - tout indique que la puissance de l'Allemagne relativement à celle de la Russie continuera de décliner.

L'U.R.S.S. possède des ressources minérales encore inexploitées, les jeunes classes y sont le double des classes allemandes, et les Russes auront vite fait de rattraper ce qu'ils peuvent encore avoir de retard technique. Enfin, à travers tout le continent, le prestige de la force russe est multiplié par un rayonnement d'une idéologie qui n'a rien perdu au dehors de son universalisme.

Puissance des États-Unis

Dès la dernière guerre, il se trouvait des esprits clairvoyants pour reconnaître que l'hégémonie des États-Unis était aussi inévitable que celle de Rome après la deuxième guerre punique. Mais si, il y a vingt-cinq ans, les États-Unis avaient déjà les moyens, ils n'avaient pas encore la volonté de jouer un rôle à la mesure de leur puissance.

Les moyens sont aujourd'hui plus écrasants encore.

En une année, les États-Unis construisent un tonnage de bateaux marchands qui atteint les quatre cinquièmes du total de la flotte marchande de la Grande-Bretagne en temps de paix. Une seule escadre des États-Unis compte plus de porte-avions que toute la flotte anglaise en 1939. La seule aviation américaine d'Europe ne doit pas être loin du total de toutes les autres aviations alliées.

Les nations pacifiques, bien loin de s'inquiéter de cette ascension, souhaitent que les États-Unis acceptent cette fois, de plein cœur, leurs responsabilités. Sans la participation active de la grande république américaine, il n'y a pas de système équilibré dans le monde. La plus grande menace pour l'Europe, et pour la France, ce serait un nouveau retrait des États-Unis dans l'isolationnisme.

Destin de l'Allemagne

Cependant que monte la puissance du nouveau monde, le vieux monde saccagé par la bataille, déchiré de haines, continue de glisser sur la pente du déclin.

Provisoirement objet de la lutte, il n'a d'autre perspective que de se situer entre le monde slave et le monde de l'Atlantique.

Nous Français, nous restons obsédés par la seule question allemande, comme si l'univers continuait à graviter autour de l'Europe. Et quand M. Wladimir d'Ormesson nous met en garde contre les erreurs de 1919, il nous propose de revenir au partage de l'Allemagne, c'est-à-dire à trois siècles en arrière.

1945 est le 1815 de l'Allemagne. L'Allemagne s'en ira peut-être en morceaux, dominés par des influences divergentes. Même si elle n'est pas divisée, elle perd toute chance, pour une longue période, de satisfaire ses ambitions. Il lui faudra, comme la France après l'écroulement des chimères napoléoniennes, se contenter d'une place dans le cadre européen.

En même temps, il reste vrai que l'avenir de la France dépend avant tout du statut de l'Allemagne.

Si, d'ici vingt ans, l'Allemagne a restauré son industrie, à l'intérieur de ses frontières de 1919, la France, même si elle n'était pas à nouveau envahie, risquerait d'être repoussée au deuxième plan, de devenir un facteur presque négligeable dans le jeu diplomatique.

Autrement dit, il ne s'agit plus seulement de se garantir par un système d'alliance contre une agression que l'Allemagne seule n'aura plus, d'ici longtemps, le moyen d'entreprendre, il faut assurer à la France tout à la fois la sécurité et une puissance accrue par rapport à celle de l'Allemagne.

La solution devrait donc:

1° être encore efficace d'ici vingt ans (dans les années qui viennent les suites de la victoire suffisent à nous préserver de toute menace.)

2° modifier, au profit de la France, la relation des potentiels industriels.

Le rattachement de la Sarre à l'unité économique de la France, le développement de la sidérurgie française, la livraison obligatoire de charbon de la Ruhr importeraient autant que des zones d'occupation. En revanche, un État indépendant rhéno-westphalien qui faciliterait le rétablissement de l'industrie lourde allemande, sous prétexte de sécurité, comporterait le plus grand péril, puisqu'il risquerait d'inhiber encore l'expansion de notre industrie.

Enfin, n'oublions pas que si, en 1919, l'armée française semblait capable d'imposer la volonté française, aujourd'hui la décision dépend surtout de Washington, de Moscou, de Londres.

Or, ici et là, on se rendra peut-être à la force de nos arguments, on ne sera

certainement pas impressionné par l'invocation d'une force que nous ne possédons pas.

Nous avons une chance de convaincre, aucune de contraindre.

La fin du démon

Point de vue
11 mai 1945

"Dans un lustre, l'histoire aura répondu: Hitler sera dieu ou démon." À la question qu'Alfred Fabre-Luce posait il y a cinq ans, à l'heure où l'étendard à croix gammée flottait sur la Concorde, l'histoire a répondu. Et celui qui plaide aujourd'hui la cause des hommes du maréchal dans "les éditions de Midi" consent, à n'en pas douter, que Hitler soit maintenant un démon, mais est-il convaincu qu'Hitler l'était déjà en 1940? Et combien d'autres avec lui ont attendu l'événement pour juger?

Peu importe que le maître de Berchtesgaden se soit enseveli sous les ruines de sa capitale ou ait été assassiné par ses complices.

La défaite de l'Allemagne ne marque pas la fin du démon, tant qu'il se trouvera des Fabre-Luce pour prétendre que le seul crime de Hitler est d'avoir échoué.

Conquête stérile

"Si Hitler gagne la guerre, il apporte la paix à l'Europe." Ainsi raisonnait Fabre-Luce, il y a cinq ans, alors qu'à la première percée sur la Meuse, il consignait sur son journal son ralliement décidé au nazisme.

En fait, Hitler a apporté à l'Europe dévastations, misères et ruines.

Il l'a réduite au rôle dérisoire d'un enjeu dans la lutte des grands empires, il a précipité le déclin peut-être définitif du vieux continent. Or pouvait-il lui rien apporter d'autre, lui qui invoquait la seule doctrine de la race et du peuple-maître pour justifier ses ambitions?

Il est, dans le passé, des conquérants auxquels la postérité a pardonné leur violence parce qu'ils réparaient eux-mêmes la plupart des maux qu'ils causaient.

Peut-être l'unité de la Grèce sous le sceptre de Philippe était-elle la préface nécessaire à la marche d'Alexandre vers l'Asie et au mélange fécond des cultures. Peut-être était-il conforme à une raison supérieure que Vercingétorix succombât et que la paix romaine s'étendît sur la Gaule. Mais pour donner un sens au triomphe des armes, pour concilier les vaincus avec la servitude, encore faut-il que le conquérant s'impose par quelque supériorité et diffuse un message qui ouvre un avenir à ceux que la force a soumis.

On doute que les peuples d'Europe soient mûrs pour un despote, fût-il éclairé. Et quand ce despote se réclame de l'idée nationale sous la forme la plus vulgaire, de l'idée raciale, c'est-à-dire de l'idée qui sépare impitoyablement les hommes et mure chacun dans son destin, comment ne susciterait-il pas la révolte, comment ne déchaînerait-il pas une lutte à mort?

Il se peut que le cadre national, au siècle de la production en grande série et des flottes aériennes, soit devenu trop étroit. Il se peut que l'Europe doive surmonter ses querelles historiques pour reprendre sa place dans le monde. Mais Hitler a souillé les mots d'Europe et d'unité européenne par l'usage qu'il en a fait. Il était démon dès 1940, parce que, sous prétexte d'unifier l'Europe, il s'était voué au rétablissement de l'esclavage.

Barbarie scientifique

La révélation des atrocités d'Auschwitz, de Ravensbrück et de Buchenwald a bouleversé un monde, pourtant recru d'horreurs, que ne parvenaient plus à émouvoir les cris lointains de millions de victimes.

Le spectacle des atrocités a fini par convaincre ceux qui, à force de se défier de la propagande, finissaient par ne plus croire à la vérité.

Dans les camps de la mort, on a découvert d'un coup la sinistre originalité de la barbarie hitlérienne. La route de l'histoire est tout éclaboussée de sang. À chaque page du grand livre où sont enregistrés les exploits et les folies des peuples, on retrouve le même mélange d'héroïsme et de cruauté, de grandeur et d'abjection. Ce n'est pas la première fois que la chronique retient le nom de villages détruits par la fureur des guerriers.

Mais il était réservé à notre siècle de connaître l'organisation rationnelle de ces horreurs.

Il s'est trouvé quelques hommes pour ordonner que les non-aryens fussent éliminés, comme on détruit une espèce animale, et il s'est trouvé des milliers d'autres pour obéir à de tels ordres.

À la racine de la barbarie hitlérienne on retrouve cette simple doctrine: il est logique, il est légitime de traiter ses semblables comme des bêtes. Hitler n'avait jamais dissimulé qu'il dresserait certaines variétés humaines, qu'il en supprimerait d'autres.

Dès 1940, les Polonais périssaient par dizaines de milliers sous les coups de cette technique.

Dans l'hiver 1941-1942, plus d'un million de prisonniers russes mouraient

dans les bagnes du Reich.

Fallait-il que les Allemands, à leur tour, fussent victimes de leur Führer pour qu'on le tînt enfin pour démon?

Menace de nihilisme

Parmi ceux qui composaient les troupes de Hitler, il est deux types principaux. Les millions de jeunes gens que le nazisme a formés selon son "idéal" suivront le chef jusqu'au bout et n'en connaîtront jamais d'autre. Pour eux, anciens membres de la "Hitlerjugend", S.A., S.S., le mot de rééducation a peu de sens; ils ont le mépris des valeurs que l'on tenterait de leur inculquer, ils ont le fanatisme des vertus dévoyées auxquelles on les a accoutumés. Mais il en est d'autres, et ils sont le plus grand nombre, qui dénoncent aujourd'hui ce qu'ils adoraient hier, qui acceptent le décret des Parques. Ceux-là peuvent être ramenés à la communauté humaine.

Mais pour l'instant leur reniement n'a rien à voir avec une conversion. Ils se résignent et ils s'adaptent, mais ils continuent à ne croire à rien. Or la barbarie scientifique est expression d'un nihilisme, moins désespérée que cynique, qui a englouti une nation entière et qui les menace toutes.

"Dieu est mort, tout est permis", s'écriait, il y a un demi-siècle, Nietzsche, prophétisant la montée du nihilisme.

Les chambres à gaz et les fours crématoires illustrent tragiquement les anticipations du solitaire de Sils Maria.

Le plus grave, disait à peu près Bernanos, il y a quelques années, ce n'est pas que Hitler se prenne pour un dieu, mais qu'il y ait des millions d'êtres pour ajouter foi à sa parole.

Aujourd'hui, de même, nous dirons: le plus grave ce n'est pas que Hitler soit un démon, mais qu'il y ait des millions d'êtres qui aient attendu ce que l'on appelait naguère le Jugement de Dieu avant de le reconnaître pour tel.

Le fanatisme comme l'opportunisme naissent dans des âmes viles. Il faut punir les coupables mais il faut aussi remplir les âmes.

En quête d'espérance

Point de vue
18 mai 1945

Il est sans précédent qu'à l'heure de la victoire, il faille mettre les hommes en garde, non pas contre les illusions, mais contre l'excès du scepticisme.

Certes, trop de sang a été versé, la terre maudite a livré au monde qui ne voulait pas croire, trop de secrets horribles, trop des nôtres ne sont pas revenus: il est juste qu'on éprouve plus de soulagement que de joie et que la joie reste grave. Mais il serait fatal que l'on ignorât l'espoir à l'heure où le continent dévasté appelle toutes les énergies à l'immense tâche de reconstruction.

Période de confusion

La guerre se termine comme elle a commencé: dans la confusion. Elle fut déclenchée avant d'être déclarée (et parfois sans l'être) elle finit par une série de capitulations comme si l'on avait eu du mal à trouver un chef qui pût, tout à la fois se faire obéir par les Allemands et accepter par les alliés.

Au delà de l'occupation militaire, personne ne sait le sort qui sera réservé à l'Allemagne ou "aux Allemagnes". Nul journaliste étranger n'est admis à observer le fonctionnement de l'administration russe: tous les journalistes de l'univers observeront et critiqueront le fonctionnement de l'administration anglo-américaine. Les Russes tiennent en réserve le comité de l'Allemagne libre, dans lequel ils sont en mesure de puiser éventuellement des équipes de fonctionnaires. Les alliés n'ont pas recruté à l'avance une clientèle et ils risquent à chaque pas de recourir, à titre d'"expédient provisoire" et faute de mieux, aux services d'anciens nazis.

D'après les accords de Yalta, les problèmes relatifs aux territoires libérés devaient être réglés en commun, par les Trois Grands. Jamais, sur ce point, l'accord n'a été appliqué. L'arrivée de Vychinski à Bucarest précipita la chute du général Radescu qui chercha refuge à l'ambassade de Grande-Bretagne. Trieste a été l'objet de contestations entre les troupes de Tito et celles de Freyberg. Le gouvernement provisoire autrichien, protégé par le gouvernement russe, n'est pas reconnu à Londres, à Washington ou à Paris.

Il semble qu'un malin génie se plaise à brouiller les cartes. La Finlande, dont les canons bombardèrent si longtemps Léninegrad, est traitée généreusement. Elle fut le premier pays d'Europe à organiser, en mars dernier, des élections libres,

réellement démocratiques. La Pologne, premier pays d'Europe qui a résisté par les armes aux ambitions hitlériennes à l'heure où tant d'autres, petits et grands, composaient avec le monstre, a désormais deux gouvernements, dont l'un, qui se rattache à celui de 1939, semble voué à finir sa carrière en exil. Les chefs démocrates polonais qui devaient négocier avec les Russes ont trouvé à Moscou, non une part du pouvoir, mais la prison.

À la recherche d'un équilibre

Ni la Grande-Bretagne ni les États-Unis ne s'opposent à l'extension de l'ascendant soviétique dans les petits pays qui séparaient naguère la Russie de l'Allemagne. Quand l'écrivain anglais Carr, dans son livre sur *Les Conditions de paix*, écrit: "Il est impensable que la Grande-Bretagne ou les États-Unis, à la fin de la présente guerre, défendent une solution du problème de l'Est européen qui ne tienne pas compte pleinement des vues et de la politique de la Russie soviétique", il exprime les sentiments du plus grand nombre dans les milieux dirigeants des deux démocraties anglo-saxonnes.

Cet accord général n'empêche pas des conflits parce qu'il subsiste une double incertitude: l'extension de la zone soviétique, la méthode selon laquelle le nouveau colosse exercera son influence. Dans le cas de Trieste ou de Vienne, on discute des limites. Dans le cas de la Pologne, on discute de la méthode. À propos de l'Allemagne, demain, il s'agira et des unes de l'autre.

Or une telle rivalité est inévitable et, pour ainsi dire, normale dans la relation actuelle des forces mondiales. Les États-Unis sortent de la guerre avec la maîtrise des mers et la suprématie aérienne; l'Union Soviétique en sort avec l'armée la plus imposante. Ces deux puissances directrices sont au fond résolues à collaborer, mais aucune ne sait encore jusqu'où elle peut aller sans heurter l'autre directement.

Les États-Unis, répète Lippmann, ne sont pas disposés à garantir contre l'Union Soviétique l'indépendance des petits États de l'Est et du Sud-Est européens, mais, lui répondent ses contradicteurs américains, les États-Unis ne sont pas non plus disposés à laisser s'étendre indéfiniment la zone soumise à l'autorité de Moscou. Jusqu'où va le consentement? À partir de quel point se durcit le refus? L'expérience seule peut l'apprendre aux intéressés. Les épisodes plus ou moins obscurs ou dramatiques de la politique européenne correspondent à la méthode que l'on appelle en science celle des essais et des erreurs.

Il est improbable que l'on soit déjà au bout des essais, mais il le serait plus encore que ces rivalités secondaires provoquent une explosion.

Victoire complète

La deuxième guerre mondiale n'a été essentiellement ni une guerre pour la démocratie ni une guerre contre le fascisme, elle a été une guerre contre la tentative allemande d'édifier un empire, guerre défensive de la part des nations unies, qui sont entrées, l'une après l'autre, dans la mêlée moins par attachement à une idée que par souci de leur propre existence.

La victoire est donc, en un sens, totale. Non seulement la menace hideuse de l'asservissement du monde par la bande hitlérienne a été écartée mais l'Allemagne, couverte de ruines, s'effondre dans une catastrophe apocalyptique.

Certes, des fissures apparaissent dans le bloc des nations unies, dès lors que l'ennemi commun est à terre. Et un monde que dominant deux ou trois grandes puissances, dont les influences se prolongent à l'intérieur des États, ne répond peut-être pas à tous les vœux des hommes au lendemain de cinq années de souffrance indicible. Mais un tel monde, qui ne laisse pas de place aux illusions du pacifisme, n'exclut pas la paix précaire mais peut-être durable de forces équilibrées.

L'Allemagne vaincue, rien n'est gagné définitivement, mais, du moins, tout est sauvé, tout est possible.

Pas plus que l'homme sans Dieu, la politique sans utopie n'est vouée au désespoir.

Impératif de la reconstruction

**Point de vue
25 mai 1945**

Gouvernement de la Libération hier, gouvernement de la Victoire aujourd'hui, le gouvernement du général de Gaulle doit entreprendre désormais une tâche nouvelle et devenir demain le gouvernement de la Reconstruction.

Certes, depuis sa constitution à Londres, en septembre 1941, le Comité national, puis Comité de la libération, a passé par de multiples mutations. Il a changé de nom, d'hommes et de fonctions. Il a dû, tour à tour, susciter la révolte contre Vichy, puis rallier les Français égarés par le prestige du vieux maréchal. Mais aucune de ces mutations n'avait la gravité de la mutation actuelle.

Depuis six ans, on faisait la guerre, maintenant on va reconstruire. La substitution d'un impératif à un autre suffit à renverser les perspectives.

Primat de réforme intérieure

En un sens la politique extérieure doit toujours avoir le pas. En toutes circonstances on reconnaît la validité de la formule: le salut de la patrie est la loi suprême. Mais le primat de la politique extérieure n'a pas toujours la même signification. Elle a un sens simple et contraignant quand la nation se bat pour son existence. Tout alors doit être subordonné aux exigences de la lutte et aux besoins des forces armées. Dès que les canons se sont tus, en revanche, les besoins de l'armée cessent d'être un absolu, auquel tant bien que mal l'existence de la nation s'adapte.

Ce n'est plus l'économie qui se soumet aux appétits du grand état-major, c'est la politique général du pouvoir civil qui détermine les caractères et les dimensions de l'armée.

Dès demain, l'économie et l'armée vont être en concurrence. Si l'on maintient sous les drapeaux un million de jeunes hommes, ceux-ci manqueront sur les chantiers. Si l'on continue à fabriquer des canons et des avions, non seulement on accumule un matériel déjà désuet et qui risque de nous être aussi fatal dans vingt ans que celui de 1918 l'a été en 1939, mais on réduit d'autant les moyens de production disponibles pour relever les ruines. Autrement dit, ce que l'on accorde à la force militaire actuelle, on l'enlève peut-être à la force humaine et économique de demain.

Sans doute avons-nous besoin d'une armée pour occuper une partie de

l'Allemagne, mais, après tout, même l'extension de la zone d'occupation n'est pas non plus un absolu. La grandeur de la France ne se mesure pas au nombre de kilomètres carrés de sol allemand sur lequel s'établiront nos troupes.

Quand il s'agit d'occupation durable ou définitive, si les territoires peuvent être rattachés un jour à l'unité politique et économique de la France, il est raisonnable de consentir des sacrifices. On s'affaiblit au comptant pour se renforcer à terme. Autrement, à quoi bon?

Le devoir premier, la tâche dont dépend notre avenir, c'est le relèvement de nos ruines, de notre population affaiblie, de notre économie délabrée, de nos institutions vieilles. Ce n'est pas à Berlin, ni à Vienne, ni même à Cologne que nous résoudrons les problèmes de la France. Dans le meilleur cas, nous obtiendrons par la diplomatie quelques éléments de puissance. Pour l'essentiel notre salut n'est pas au dehors.

Plan de reconstruction

Avant de disparaître, le ministre de l'Armement du III^e Reich, Albert Speer, adressa, par l'intermédiaire de la radio-danoise, un appel à ses compatriotes. Il s'agit, disait-il, de maintenir en vie le peuple allemand, plus éprouvé qu'il ne l'a été depuis les calamités de la guerre de Trente Ans. Et il dressait une sorte de plan: priorité absolue des réparations des chemins de fer, de manière à amener la nourriture vers les régions menacées de famine. Les entreprises industrielles doivent donc satisfaire, en premier lieu, les demandes des chemins de fer. Les paysans doivent redoubler d'efforts pour augmenter leurs livraisons. On accordera aux vivres une priorité absolue sur les moyens de transport. Avant même que fût signé l'acte de capitulation, se déroulait ainsi tout un programme d'urgence.

Ne nous arrêtons pas sur le cas psychologique de l'ancien dictateur aux armements du III^e Reich, le plus grand trafiquant d'esclaves de tous les temps. Dégageons la seule leçon qui nous intéresse. Le souci de ceux qui essaient de sauver ce qui peut être sauvé de l'immense désastre qui a englouti l'Allemagne est double. Matériellement, ils sont obsédés par la perspective de nouvelles pertes en vies humaines que pourraient causer la misère ou les déportations. Moralement, ils craignent qu'une apathie désespérée ne s'empare d'un peuple aussi prompt au découragement qu'aux élans du fanatisme. Ils tentent, tout à la fois, de prendre des mesures pour parer au danger de la famine, et de rendre au travail de l'individu un sens dans et par les nécessités de l'ensemble.

La France victorieuse n'a pas à faire face à de telles menaces, mais elle aussi

doit donner un sens à l'effort de chacun dans le labeur collectif.

Il va sans dire que nos techniciens ont fixé un ordre de priorité selon l'urgence des tâches. Mais il ne suffit pas d'un ordre scientifique, élaboré dans l'ombre silencieuse des bureaux, il faut offrir à la nation, comme un objet de volonté et d'exaltation, le plan de l'œuvre immense à accomplir.

La stratégie de la guerre exige le secret, le plan du travail pacifique appelle le grand jour de la publicité.

Unité pour l'action

Les gouvernements d'union nationale étaient, avant la guerre, aussi discutés que les gouvernements de partis. Ceux-ci étaient paralysés par les oppositions qu'ils rencontraient, ceux-là par leurs conflits internes.

En temps de guerre, il est relativement aisé de maintenir l'unité en consentant des concessions aux différents groupes.

Quand arrive la paix, la signification même de l'unité change. Il ne s'agit plus d'expédier les affaires courantes, à l'intérieur, pour avoir la liberté de faire la guerre avec une nation unanime derrière soi, il s'agit de dresser un programme d'intérêt national qui ne saurait contenter tous les partis, qui, parfois, les heurte tous, mais qui répond à l'intérêt durable du pays, par delà même les générations présentes.

Rester unis pour la reconstruction, certes. Mais à condition de savoir pourquoi l'on s'unit. Il n'est d'amitié virile et de concorde durable que dans l'action.

Appelons les choses par leur nom

**Point de vue
1er juin 1945**

On rapporte que le 30 avril 1945, le délégué français à la Conférence de San-Francisco monta à la tribune et prononça un discours dont nous reproduisons les passages essentiels d'après le résumé analytique:

"Messieurs, la lenteur de nos travaux n'est pas sans précédent, et l'on serait mal venu de s'étonner ou de s'indigner que l'élaboration d'un pacte destiné à garantir la paix requière d'aussi longues et pénibles délibérations. Mais l'impatience n'est pas la seule cause de l'indifférence qui commence à entourer nos savants conciles. Pour parler franc, l'opinion ne prête pas toujours à nos discussions la portée que nous sommes professionnellement obligés de leur reconnaître.

"Chacun se demande quelle armée occupera Trieste; mais combien de personnes dans le monde, en dehors des diplomates, s'interrogent sur la composition de la future armée internationale? Avouons-le, messieurs, le bon sens populaire a raison.

"Toutes les flottes de l'univers réunies seraient aujourd'hui inférieures à la seule flotte des États-Unis. Et que pèseraient, contre l'armée rouge, les armées jointes d'une vingtaine de petits pays?

"Si les colosses sont d'accord, chacun se soumettra. S'ils ne le sont pas, ils transigeront ou se battront. Dans aucun cas, il n'y aura d'armée internationale.

"J'entends bien que les diplomates ne doivent pas hésiter parfois à discuter sérieusement de questions futiles. Il entre dans notre métier une part de comédie. N'en abusons pas pourtant et retenons la formule de l'écrivain français: "Être homme", c'est réduire en soi la part de comédie."

Un monde dur

"Le monde dans lequel nous entrons est un monde dur, impitoyable. La puissance est répartie de telle sorte que deux nations, ou plutôt deux empires, exercent sur le sort de la planète une influence sans pareille. Comme l'annonçait, il y a un siècle, avec une lucidité géniale, notre grand Tocqueville, chacun de ces empires "semble appelé par un dessein secret de la Providence à tenir un jour dans ses mains les destinées de la moitié du monde".

"Dieu me garde de soupçonner nos grands Alliés, auxquels l'Europe doit sa

liberté, de quelque dessein agressif. Nous ne doutons pas qu'ils ne mettent demain leur force au service des mêmes idéaux auxquels ils viennent de consentir tant de sacrifices. Mais pour gagner la paix comme pour gagner la guerre, les mots ou les arguments ne leur suffisent pas.

"La France se souvient du temps où elle était le pays le plus peuplé et le plus redoutable d'Europe: elle n'a jamais hésité à jeter le poids de ses armes dans la balance du destin. Elle ne reproche donc pas à d'autres de tenir le sceptre que la pauvreté de son sous-sol lui a progressivement arraché. Aussi bien la France a-t-elle assez de confiance dans sa vigueur et son avenir pour ne pas rejoindre le camp des petits dressés contre les grands. Mais, osons le dire, elle se sentirait étrangement dépaysée dans le directoire des grands si, par malheur, ceux-ci n'avaient d'autre message pour l'humanité que la loi de leurs appétits.

"En tout cas, Américains et Russes n'ont besoin de personne pour causer et disputer, ou même pour s'accorder. Qui tenterait d'être le troisième larron risquerait fort de finir comme le baudet de la fable.

Formules et réalités

"Les difficultés dans lesquelles nous nous empêtrons tiennent avant tout au contraste entre le langage universaliste auquel nous nous croyons tenus et les réalités particulières que nous sommes effectivement contraints de reconnaître. La marine des États-Unis souhaite acquérir dans le Pacifique des bases navales et aériennes. Qui songerait à les lui refuser? L'opinion américaine appelle de ses vœux sincères la modification progressive des régimes coloniaux. Pourquoi les territoires sous mandat, les territoires que les armes américaines ont libérés n'offriraient-ils pas un premier terrain d'expérience?

"Les Républiques de l'Amérique du Sud refusent de subordonner aux décisions du Conseil mondial de sécurité, encore inconnu, le fonctionnement d'accords régionaux qui leur inspirent confiance. Mais les Russes, de leur côté, exigent que les gouvernements des pays voisins soient animés à leur égard de sentiments d'"amitié". Pourquoi faire mystère de ces ambitions dans l'ensemble légitimes? Il s'agit de trouver des formules assez vagues pour respecter ces accords régionaux, assez générales pour créer malgré tout les fondements d'un possible système international.

"Quand nous aurons trouvé les formules, direz-vous, l'essentiel restera à faire? Certes, aucune formule abstraite ne réglera le sort de Trieste ou de l'île de Bornholm. La délimitation des zones d'influence ne s'opérera ni sans peine ni sans bruit. Tout au plus me risquerai-je à rappeler ce que Prévost-Paradol

appelait la loi de la géographie: "Lorsque deux nations également civilisées sont en rivalité pour l'exploitation commerciale ou la domination politique d'un point quelconque du monde, c'est la plus voisine qui, en fin de compte, a le plus de chances de l'emporter."

"Me sera-t-il permis d'ajouter que ce qui importe encore une fois, c'est moins la formule que la réalité?

"Peu importe que l'on parle de zones de sécurité ou de zones d'influence pourvu que dans les zones règne la politique de bon voisinage.

Apport de la France

"À cette politique de bon voisinage, la France, pour son compte, souhaite apporter une contribution immédiate.

"La France souhaite que l'Italie soit admise parmi les Nations Unies. Notre voisine expie durement ses fautes, la France lui tend la main.

"La France proclame ensuite sa résolution de transformer peu à peu le régime économique et politique de son empire. Les terres abreuvées de notre sang, sur lesquelles flotte et continuera de flotter le drapeau tricolore, seront ouvertes à tous, fécondées par les richesses et le travail de tous. Les peuples dont nous avons la charge recevront, dans le cadre de la communauté impériale, une autonomie progressive réelle.

Plus que jamais désireuse d'universalité, la France se risque au suprême scandale: appeler les choses par leur nom et prêter sa voix à la vérité."

Sortir du marasme

Point de vue
8 juin 1945

La situation économique de la France est aussi simple dans ses grandes lignes que complexe dans le détail.

De région à région, de ville à ville, parfois même de quartier à quartier, les prix varient dans des proportions jadis inconnues. Comment calculer un niveau général des prix, comment évaluer les salaires et traitements équitables, aussi longtemps que les statistiques officielles sont à demi fictives et que le recours au marché noir passe pour normal?

Mais cette confusion n'interdit pas de dégager l'essentiel: échange des billets, impôts de péréquation, toutes les mesures monétaires, si justifiées soient-elles, ne portent pas remède au seul mal qui serait à la longue mortel: la pénurie.

Avant de distribuer des richesses, il faut les créer.

Limiter l'inflation

La production globale du pays ne dépasse guère aujourd'hui le tiers de la production d'avant guerre. Si les Français, dans leur ensemble, disposent d'une quantité de biens trois fois plus faible qu'il y a six ans, aucune jonglerie monétaire ne leur rendra le niveau de vie qu'ils ont connu. Or, quand un groupe de Français demande que son salaire ou son traitement soit augmenté dans la proportion de la hausse des prix, il raisonne comme s'il pouvait ou devait échapper à l'appauvrissement commun.

Rien, certes, n'empêche d'accroître à volonté les salaires et les traitements. Mais on modifie ainsi la répartition des sacrifices, sans atténuer la pauvreté de tous. Les classes à revenu fixe continuent de glisser sur la pente de la ruine complète. Les trafiquants du marché noir s'enrichissent, les bénéficiaires des faveurs profitent d'un court moment d'euphorie. À la longue, le résultat le plus certain d'une telle politique c'est la dévalorisation de la monnaie, d'abord visible dans la réduction de son pouvoir d'achat intérieur, et un jour ou l'autre reflétée dans la modification du taux de change.

À ceux qui demandent une "augmentation", il n'y a donc qu'une réponse possible: "La quantité de pouvoir d'achat répartie dans le pays ne détermine pas le niveau de la vie de tous et de chacun, elle détermine seulement la valeur du franc. Vos ressources réelles dépendent et dépendront de votre travail."

Répartir les ressources

La meilleure façon d'atténuer tout à la fois la crise monétaire et la détresse des masses, ce serait d'améliorer les services du ravitaillement au point qu'ils cessent d'offrir aux Français un objet de critique unanime et facile.

Certes, on se fait probablement des illusions sur les possibilités de l'agriculture française. Le déficit en corps gras, en viande, est réel et sera durable (à travers toute l'Europe à peu d'exception près). L'abondance que l'on trouve ici et là, dans les campagnes, est sans commune mesure avec les quantités nécessaires pour fournir aux millions de Parisiens une ration même limitée.

Personne ne doute, malgré tout, que l'on puisse collecter davantage, en augmentant les prix aux producteurs, en assouplissant les organismes de distribution, en délimitant des secteurs libres, dont l'administration se tiendrait soigneusement à l'écart, quitte à renforcer son contrôle sur les autres secteurs.

Un grand ministre du Ravitaillement serait, si l'on peut dire, le ministre des Finances. Les Français réclament des hausses de salaires pour se nourrir; le jour où ils se nourriront à meilleur compte, ils accepteront plus aisément le blocage des salaires et des prix.

Produire

La production est freinée aujourd'hui par deux sortes de causes: le manque de combustible et de matières premières d'une part, la double grève perlée des entrepreneurs et des ouvriers de l'autre.

Les dirigeants de l'industrie et de la banque n'éprouvent guère de sympathie à l'égard du gouvernement actuel. Ils en suspectent l'orientation sans se soucier de l'orientation à coup sûr plus accentuée de celui qui serait éventuellement appelé à lui succéder. Cependant que les patrons craignent la nationalisation, déplorent les excès de l'épuration, se plaignent de la difficulté de calculer les prix et les profits, les ouvriers qui ressentent la fatigue de ces dures années, dressent des accusations analogues, mais de sens contraire.

En ce qui concerne les réformes de structure, quelles que soient les préférences de chacun, tout le monde reconnaît que le pire serait de prolonger l'incertitude. Et peut-être le dernier discours du général de Gaulle est-il destiné à y mettre fin. Supposons que les nationalisations annoncées soient les seules dont le gouvernement provisoire entende prendre l'initiative, avant la réunion de l'Assemblée constituante: les ouvriers y trouveraient une satisfaction partielle et les entrepreneurs auraient un avenir assuré au moins pour quelque temps.

Pour surmonter la méfiance qui règne entre employeurs et employés, entre employeurs et État, on conçoit deux méthodes, qu'il convient probablement d'employer à la fois. Dans le secteur libre, où l'on décide de conserver l'entreprise privée, il serait absurde de ne pas laisser jouer à plein le mobile du profit.

Dans un régime d'économie mixte, le mobile du profit, dans certains secteurs et pour certaines classes de la nation, doit être relayé par des mots d'ordre collectifs, tels qu'ils s'épanouissent dans les régimes collectifs. Et là le gouvernement ne remplira pas sa tâche sans le concours des organisations de masses. Parti communiste, parti socialiste, syndicats ne refuseraient pas leur collaboration aux pouvoirs publics qui lanceraient une vaste croisade de la reconstruction.

Le mot d'ordre: travaillons, travaillons, est aussi bon marché que stérile. À le répéter, on craint de ressembler à ces chœurs de l'Opéra qui chantent indéfiniment: marchons, marchons, sans bouger d'un centimètre. Mais si l'on ne se décide pas à quelque effort grandiose et quotidien, État, entrepreneurs, ouvriers continueront à se suspecter et à se quereller, nous végéterons dans un marasme qui ruine notre crédit au dehors, à un moment où la France, sans armée et sans industrie, n'a guère d'autre force que les promesses de son renouveau.

Limiter ses ambitions

Point de vue
15 juin 1945

La France ne dispose pas pour l'instant des moyens matériels d'une grande puissance. Qu'il s'agisse du ravitaillement de sa population ou de l'armement de ses soldats, elle dépend des autres. Or une grande puissance est, par définition, celle qui jouit d'une large autonomie dans la conduite de sa diplomatie.

Personne n'ignore cette faiblesse présente mais chacun a l'air de tenir pour évident que notre politique étrangère, bien loin de réduire ses ambitions à la mesure de nos forces, doit maintenir des prétentions à la hauteur de nos gloires passées et de notre possible avenir. Quand la France n'est pas invitée à une Conférence des Trois, on proteste avec une indignation feinte ou sincère.

Et pourtant, rejetons les lieux communs du conformisme. Si nous étions présents, certes notre amour-propre y trouverait son compte, mais notre intérêt? Au risque de scandaliser, n'hésitons pas à suggérer les avantages de l'absence.

Opinion divisée

Deux sortes de pays sont aujourd'hui d'accord sur l'orientation générale de leur politique étrangère: les "grands" qui choisissent souverainement, et les petits qui subissent leur destin. En Grande-Bretagne comme aux États-Unis, quelles que soient les querelles secondaires sur les objectifs ultimes, sur les problèmes décisifs en tout cas dans les circonstances où la vie même de la communauté est en jeu, l'unité se reforme spontanément. L'immense majorité des citoyens conçoit de la même manière le régime intérieur et le rôle dans le monde de la nation.

Quand il s'agit d'un petit pays intégré dans une zone d'influence, l'unité risque d'être plus fictive que réelle. On doute, par exemple, que les Polonais soient tous devenus partisans enthousiastes de l'amitié russe. Mais finalement le résultat est le même: contrainte inéluctable ou décision libre, l'unanimité semble régner dans la nation.

Mais il est des pays trop glorieux pour accepter la place d'un satellite, trop faibles malgré tout pour déterminer seuls leur conduite, disposés de telle manière sur la carte du monde qu'ils n'appartiennent à aucun bloc, à aucune sphère d'influence. Ces pays sont voués à connaître à l'intérieur d'eux-mêmes les rivalités qui sévissent à l'échelle de l'univers. Relativement de deuxième ordre,

ils ne connaissent pas d'unité, ni celle qui est le privilège de la puissance, ni celle qui est la sanction de la faiblesse: ils traduisent par leur déchirement même l'équivoque de leur position. La Chine a deux armées, dont l'une se réclame du communisme et l'autre obéit à Tchan Kaï Chek.

L'opposition n'atteint pas, en France, à ces formes extrêmes, mais qu'on imagine une rupture entre les démocraties occidentales et l'Union soviétique, il y aurait des deux côtés un immense parti de Français. Certes, nous nous refusons à envisager une telle éventualité fatale pour l'humanité, mais la scission existe virtuellement. L'unité des Français ne dure qu'aussi longtemps que nous n'avons pas à choisir.

Bénéfice de l'abstention

Chaque Français réagit à sa façon aux nouvelles qui lui viennent de Bucarest ou de Varsovie. En chacun de nous, la nouvelle de l'arrestation de leaders polonais a agité des sentiments contradictoires. Mais la plupart de nos journaux n'ont pas pris parti, ou l'on fait avec retenue, tant nous sommes intimement convaincus que notre action ne s'étend plus jusqu'à la Vistule, tant nous craignons de perdre l'amitié des uns ou des autres.

Si la France était présente à une Conférence des Quatre, il lui faudrait prendre des décisions qu'elle élude jusqu'à présent. Il est loisible de nous prêter un rôle de médiateur. Mais le médiateur s'attire plus souvent l'inimitié que l'amitié des deux parties.

Quelle serait notre attitude à l'égard de la Pologne, de la Corée? Je ne doute pas que sur chaque question les experts du Quai d'Orsay ne préparent un rapport qui vaudrait celui des autres chancelleries. Mais quel poids aurait un avis que n'amplifierait pas le fracas des avions et des chars? Et à quoi bon, par l'expression de souhaits inefficaces, compromettre nos relations avec tel ou tel, et notre unité même? À l'entrée du Concile des Grands, on mesure les forces actuelles: consolons-nous de ne pas obtenir le redoutable honneur d'y siéger.

Soucis français

Mais, dira-t-on, certains problèmes seront traités par les Grands, qui intéressent au plus haut degré le présent et l'avenir de la France? Ne serait-il pas ruineux, suprêmement injuste, suprêmement maladroit, que l'on décidât du sort de l'Allemagne sans que la France fût consultée?

Selon le traitement réservé à l'Allemagne, il est vrai que la France aura, si l'on peut dire, perdu ou gagné la guerre. L'inclusion dans l'unité économique

française des mines de la Sarre a une portée immense pour l'expansion de notre industrie. Nous ne saurions nous désintéresser du régime auquel sera soumis l'arsenal allemand de la Ruhr. Là, en effet, l'abstention serait fatale.

Mais la présence n'implique pas plus le succès que l'absence l'échec de nos revendications. Peu importe, après tout, que nous fassions entendre notre voix dans une délibération commune ou dans des négociations particulières. Nous nous soucions par-dessus tout du sort de l'Allemagne occidentale, c'est-à-dire de la zone soumise à l'occupation et à l'influence anglo-saxonnes.

Après une épreuve comme celle que la France vient de traverser, un pays hésite toujours entre deux attitudes: attendre pour reparaître dans le monde d'avoir reconstitué ses forces, ou bien renouer immédiatement la tradition et ne pas transiger sur ses droits et sur ses prétentions. La Russie de 1917 choisit la première. Il semble que la France choisisse la deuxième.

La diplomatie est autorisée à anticiper sur la réforme intérieure, elle ne saurait à la longue en tenir lieu. La diplomatie se soucie légitimement du prestige, mais finalement elle doit se concentrer sur l'essentiel.

Or l'essentiel, pour nous, c'est que le règlement de la paix améliore définitivement le rapport de notre force à la force allemande.

En vérité, nos authentiques ambitions ne s'étendent pas au delà du rayon d'action de notre puissance.

L'art d'oublier

Point de vue
22 juin 1945

La politique, a-t-on dit, est l'art de se souvenir. Elle n'est pas moins l'art d'oublier. Il est bon de se souvenir lorsque l'événement d'hier annonce celui de demain. On retient moins une injure qu'un avertissement. Mais il y a parfois autant de prudence que de générosité à ne pas dresser sur la route de l'avenir l'obstacle de ressentiments.

Entre la France et l'Italie, il n'y a pas d'autres obstacles. Le "coup de poignard de juin 1940" pèse encore sur la mémoire de beaucoup de Français. Et pourtant, aussi loin que l'on puisse regarder en avant, l'Italie ne sera plus redoutable et son amitié nous sera précieuse.

Un homme seul?

"Un homme, un homme seul", s'écriait Winston Churchill dans un des discours où il s'adressait au peuple italien, pour dénoncer Mussolini et maintenir au-dessus du fracas de la bataille l'idée de l'amitié anglo-italienne. Devons-nous à notre tour répéter: un homme, un homme seul?

Ceux qui réclamaient, en 1921, un dictateur pour rétablir l'ordre, ne savaient pas et ne pouvaient pas savoir qu'ils choisissaient, à vingt ans d'échéance, la guerre pour le roi de Prusse. Et un pays a-t-il encore les moyens, à notre époque, de se débarrasser d'un tyran, maître de la police, de l'armée et de la propagande?

Mais les arguments ne manquent pas non plus dans l'autre sens. Sur nos routes, peuplées, il y a cinq ans, de foules misérables, ont foncé bien des appareils de la *Regia Aeronautica*. Sur la place de Venise, le 12 juin 1940, il n'y avait pas qu'une brigade des acclamations. Et les peuples détestent toujours, après coup, les hommes qui les conduisent au désastre.

En vérité, les philosophes discuteront indéfiniment de la responsabilité collective. Il reste que les membres d'une collectivité n'échappent jamais à la solidarité qui les unit.

On a le droit pourtant de rappeler que le peuple italien ne fut jamais saisi en profondeur par le rêve impérial et les illusions de grandeur. De multiples manières, il a montré, depuis vingt ans et surtout depuis cinq ans, combien peu il se laissait abuser par la démesure de son *Duce*.

Les partisans de l'Italie du Nord, depuis un an, ont déployé plus de courage et

de résolution dans la lutte contre les Allemands que les armées de Mussolini, naguère, pour se battre à leurs côtés.

Déjà les nations qui ont directement contribué à abattre le fascisme, la Grande-Bretagne et les États-Unis, ont compris la leçon et changé de ton. Serons-nous les seuls à voir dans notre voisine l'ennemi d'hier plutôt que l'allié de demain?

Importance de l'Italie

L'Italie est plus pauvre encore que nous, en toutes les matières premières essentielles à l'industrie et à la puissance modernes. Nous importions, avant guerre, un tiers du charbon que nous consommions. L'Italie importait presque la totalité de son combustible. L'observateur superficiel serait donc tenté de dire: "Que nous importe l'Italie, dévastée par la guerre, déchirée par les conflits intérieurs, avec une industrie médiocre et sans avenir!"

Un tel jugement serait absurde. L'Italie possède la richesse qui manque à travers toute l'Europe, autant que le charbon: les hommes. Après la dernière guerre, la France n'est parvenue à relever ses ruines qu'avec l'appoint de deux millions d'étrangers, venus surtout de l'Europe de l'est et du sud-est. Cette fois, la Pologne, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie ont été saignées à blanc, elles sont redevenues conscientes de leur solidarité slave. Elles sont hors d'état de nous envoyer des travailleurs. Un pays et un seul a un surplus de bras: c'est l'Italie.

Des accords sont possibles, de libres accords avec une Italie amie qui se sentirait intéressée à la prospérité que contribueraient à répandre ses fils exilés.

La puissance française, surclassée à travers les océans, n'est pas inégale à la tâche qui s'offre à nous dans le bassin méditerranéen. Alliés à l'Italie, qui détient des positions essentielles, nous devenons, au même titre que nos amis britanniques, un facteur décisif de la politique dans cette mer qui fut le berceau de notre civilisation et qui demeure l'une des grandes voies du commerce et de la stratégie.

Nous ne sommes plus, dans l'ordre matériel, qu'une province d'un monde où l'échelle de grandeur a changé. Il serait aussi absurde de renoncer à toute ambition que de prétendre à un rôle mondial. L'Italie fait partie de la zone où rien ne limite à l'avance notre diffusion pacifique.

"Sœur latine"

On a tant abusé jadis des formules sonores et équivoques, comme "sœur latine", qu'on hésite aujourd'hui à reprendre même des propositions

incontestables.

L'Italie, comme la France, plus proche sur la carte des Anglo-Saxons que de l'Union soviétique, a la volonté d'édifier une démocratie pluraliste dans laquelle les partis ouvriers seraient appelés à tenir une grande place. Elle aussi doit réconcilier les représentants des masses populaires avec les méthodes parlementaires. Elle aussi doit trouver une formule qui ne peut se confondre ni avec celle des Soviets, ni avec celle des démocraties occidentales.

Maurras et l'*Action française* ont, pendant des années, grotesquement surestimé la force italienne. Ils ont parlé de latinité en termes tels qu'ils en ont discrédité l'idée. Il ne s'agit aujourd'hui que de remettre les choses à leur place. Or comment méconnaître la possibilité d'échanges féconds entre Rome, Paris et demain, après la disparition de Franco, Madrid?

Personne ne s'intéresse aux rectifications de frontières, dont un communiqué officieux de l'Agence française de presse nous a appris la nécessité. Sans doute ce projet dormait-il dans quelque carton du Quai d'Orsay, et l'on veut croire que les subordonnés seuls ont pris l'initiative des méthodes que la presse anglaise et américaine a déplorées. Qu'il s'agisse du Val d'Aoste ou de Vintimille, il y a là uniquement matière à négociation. Les arpents de terre que nos stratèges réclament par souci de la sécurité importent moins que l'amitié de l'Italie démocratique.

Mussolini a démontré, à ses dépens, qu'il y avait de la naïveté dans le cynisme. À nous de montrer aujourd'hui que la véritable intelligence est générosité.

Pour une Constituante

**Point de vue
28 juin 1945**

On votera avant la fin de l'année, mais comment et pourquoi votera-t-on? On n'était pas plutôt fixé sur la date approximative des élections que l'on cessait de l'être sur les modalités de la consultation électorale. Depuis quatre ans, le retour à une vie constitutionnelle avait fait l'objet, hors de France, de discussions toujours abondantes et parfois passionnées. On n'a peut-être pas oublié la loi Tréveneuc, naguère célèbre, qui présida à la fusion des deux mouvements du général de Gaulle et du général Giraud.

On pouvait croire que les projets adoptés finalement à Alger demeuraient valables et que l'accord était fait au moins sur la méthode: puisque le Gouvernement provisoire et l'Assemblée Consultative ne sauraient trouver place dans le cadre des lois organiques de 1875, la rupture constitutionnelle est consommée. Et les précédents de 1848 et 1871 suggèrent une formule simple: élection au suffrage universel d'une Assemblée Constituante, chargée tout à la fois de rédiger une nouvelle Constitution et d'exercer les fonctions législatives jusqu'à la réunion des assemblées prévues par la future constitution.

Les déclarations du général de Gaulle ont tout remis en question.

Illusions du Referendum

Le chef du gouvernement provisoire a envisagé trois éventualités:

Ou bien les Français éliront une Assemblée Constituante;

Ou bien ils éliront une Chambre des députés et un Sénat qui, réunis en Assemblée Nationale, modifieront la Constitution de 1875;

Ou bien, enfin, on demandera aux Français, par referendum, de choisir entre les deux termes de l'alternative précédente.

De ces trois solutions, dont chacune présente risques et inconvénients, la dernière nous paraît la pire.

Le referendum n'a jamais obtenu droit de cité dans la démocratie française. Il suffira à évoquer le plébiscite et ses possibles menaces. Il deviendra à son tour, pour lui-même, objet de contestations. Et l'on discutera moins les avantages respectifs de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée Constituante - en tout état de cause difficilement perceptibles au grand public - que le sens et l'opportunité

de cette consultation préliminaire.

Chacun admet l'urgence de sortir du provisoire, de mettre fin à l'incertitude. Le referendum prolongerait le règne du provisoire et de l'incertitude. Au lieu d'une campagne électorale, on en aurait deux. De l'une à l'autre, les coalitions les plus surprenantes se noueraient ou se dénoueraient: ni la clarté ni l'honnêteté, finalement, n'y trouveraient leur compte.

Interrogeons le pays sur ses volontés. Ne l'interrogeons pas sur la meilleure manière de l'interroger.

L'impossible retour

Il est aussi facile d'imaginer une Constitution nouvelle que difficile de lui donner vie. Une Constitution tire sa force de sa durée. Rien ne remplace en ces matières la sanction du temps.

La Constitution de 1875, disent certains, avait résisté à l'épreuve de la guerre de 1914-1918. Elle s'était montrée assez souple pour s'adapter aux circonstances les plus diverses. Elle avait permis à un Clemenceau de sauver la patrie, à un Poincaré de restaurer les finances de l'État. Elle a besoin d'être rénovée, - tout le monde en convient, - elle a besoin surtout d'être servie par des hommes plus fermes que ceux qui laissèrent, entre les deux guerres, s'effriter la fortune de la France et de la République. Qu'on l'améliore, mais qu'on ne la détruise pas. La Constitution de 1875 est une garantie, la Constituante une aventure.

La Constituante aurait tous les défauts des assemblées uniques, inexpérimentées, chargées d'une tâche trop lourde. Comment espérer que les parlementaires, dont la plupart siègeraient pour la première fois dans une assemblée élue, puissent simultanément rédiger une Constitution viable et exercer les pouvoirs joints des deux Chambres de la IIIe République?

Nous ne nierons pas la force de ces arguments. Il se peut qu'il eût mieux valu maintenir la Constitution de 1875. Mais nous nions que le retour de la IIIe République soit aujourd'hui juridiquement ou politiquement possible.

Le gouvernement du général de Gaulle, accepté par l'ensemble de l'opinion, choisi par les organismes les plus représentatifs de la nation, est incontestablement légitime. Mais on voit mal par quelle fiction juridique on le rattacherait au dernier gouvernement de la IIIe République. Bon gré mal gré, il est un gouvernement révolutionnaire: il a pour mission d'être l'origine d'une légalité nouvelle et non de prolonger une légalité évanouie.

Politiquement, l'opposition des partis de gauche et d'extrême-gauche enlève à

cette solution l'avantage principal qu'elle serait susceptible de présenter. Quand une dynastie est acceptée par le pays tout entier (comme c'est le cas en Angleterre), elle ajoute à la stabilité de la démocratie. Quand la dynastie ou la personne du monarque sont discutées, il en résulte un sujet supplémentaire de conflit. Ainsi de la Constitution. Si celle de 1875 était acceptée par l'ensemble du pays, si tous les partis consentaient à livrer bataille selon les règles établies il y a trois quarts de siècle, le pays y gagnerait. Mais telle n'est pas la situation. Dans le désir de réformes profondes, pour écarter l'éventuelle opposition du Sénat, les partis avancés veulent repartir à neuf. Comment s'opposer à leur volonté maintenant que l'on a, en fait, suspendu la Constitution de 1875?

Il n'aurait peut-être pas été impossible de maintenir en vie la III^e République, mais il aurait fallu commencer par ne pas la tuer.

Fatalité d'une Constituante

Ce qui nous détermine à prendre parti en faveur d'une Constituante, ce n'est ni le désir (ou la peur) d'une révolution, ni la préférence pour l'Assemblée unique, c'est la constatation des faits: il n'y a plus de Constitution. Il faut, le plus tôt possible, rentrer dans la légalité démocratique. La méthode la plus conforme aux traditions, la plus logique est celle de l'Assemblée Constituante. Celle-ci, expression de la souveraineté populaire, deviendra automatiquement l'instance suprême.

Est-il besoin d'ajouter que rien n'est encore résolu par une telle décision? La Constituante, à n'en pas douter, est une aventure. Il ne sera pas trop de la bonne volonté de tous pour que l'aventure finisse bien.

Deux Allemagnes?

**Point de vue
5 juillet 1945**

Le châtimement de l'Allemagne, ce n'est pas seulement d'être soumise à un maître, c'est d'être soumise à des maîtres et à leurs relations changeantes. La nation qui se vantait de régner sur l'univers est devenue l'enjeu des rivalités entre ses vainqueurs.

Du coup, toutes les controverses traditionnelles revêtent un caractère étrangement inactuel. Même la question de l'unité du Reich ne se pose plus dans les mêmes termes: ceux qui appelaient de leurs vœux la résurrection des Allemagnes ne souhaiteront pas que l'Elbe, ligne de démarcation entre l'Est et l'Ouest, sépare comme une muraille de Chine deux Allemagnes étrangères l'une à l'autre.

Peu importe qu'il y ait ou non de bons Allemands, peu importe même que les Allemands retiennent ou non, dans le secret de leur cœur, l'évangile nazi: à courte échéance, en tout cas, et probablement à longue échéance, ce n'est pas d'eux, mais des Trois Grands que dépend le sort de l'univers et subsidiairement de l'Allemagne.

Disproportion des ressources

En 1940, la France était divisée en deux zones, dont l'une comprenait la majorité de la population (à la suite de l'exode) et la minorité des ressources alimentaires. À l'heure présente, c'est l'Allemagne qui connaît à son tour, et de manière aggravée, le drame de la ligne de démarcation.

La zone d'occupation russe représente 48% du territoire, en temps ordinaire elle est habitée par 42% de la population, or elle détient 60% du seigle, 50% du blé, 50% de l'orge, 52% de l'avoine, 60% des pommes de terre, 69% des betteraves, 50% des porcs de l'ensemble du Reich de 1939. Il est vrai que 60% du cheptel et plus de 80% de la houille se trouvent dans les zones anglo-américano-française. Mais les pommes de terre et les céréales, base de l'alimentation, manqueront dans l'Allemagne occidentale. Il y aura ou non famine, dans les villes de l'Ouest, au cours de l'hiver, selon que la ligne de démarcation sera ou non ouverte aux échanges.

Au reste, il n'y aura de surplus exportable dans les régions russes que si les récoltes s'opèrent normalement. Reste-t-il là-bas, après la fuite des populations

devant l'Armée Rouge, assez de main-d'œuvre? Se mettra-t-on d'accord pour envoyer dans un sens des hommes, dans l'autre des aliments?

Le chiffre des rations demeure, dans la guerre des propagandes qui survit à celle des armes, un argument que nul n'est tenté de mépriser. Les Russes, qui semblent aussi soucieux de publier leurs bienfaits que de punir les criminels, ne seront pas insensibles aux chances que leur donnent les faveurs de la nature et l'arbitraire de la diplomatie.

L'Allemagne du blé et des pommes de terre d'un côté, l'Allemagne de l'élevage et de l'industrie de l'autre: nul n'aurait conçu une telle division de deux Allemagnes. Là encore, les Allemands récoltent ce qu'ils ont semé. C'est le nombre de leurs ennemis qui, après avoir précipité leur défaite, menace leur unité.

Mots et réalités

Dans la mesure où l'on parvient à percer le mystère que les autorités militaires de tous les pays s'ingénient non sans succès à maintenir, il ne paraît pas que les deux zones se ressemblent plus politiquement qu'économiquement.

Qu'il s'agisse d'enlever l'équipement de l'industrie ou de faire connaître aux Allemands l'équivalent de ce que les peuples d'Europe ont connu pendant des années, les Russes ne restent certes pas en arrière des Anglo-Américains. Mais les rigueurs sont en actes. Et elles n'empêchent pas de faire grand bruit autour des rations relativement plantureuses accordées aux Berlinoises, autour des matches de football entre équipes russe et allemande, autour du renouveau des partis et des organisations syndicales. On parle aux Allemands et on les laisse parler.

On impose à tous l'obligation du travail, mais on offre à la collectivité une perspective de restauration.

À l'ouest, on redouble de sévérité, surtout verbale. On prétend maintenir le règlement proprement absurde de non-fraternisation. On n'a pas encore jugé Gœring ou Rosenberg, mais les Tommies ou les G.I. n'ont pas le droit de sourire aux bambins de cinq ans. On autorise à peine les nouvelles formations politiques. On ne parle pas aux Allemands et on ne les laisse guère parler. On rappelle, à juste titre, aux Allemands leurs crimes, mais on oublie de leur faire entrevoir le sort qui les attend, après un purgatoire nécessaire mais fatalement temporaire.

À la rigueur, on peut espérer que les Trois Grands se mettront d'accord pour

rétablir une certaine unité économique du Reich. Il n'y aura certainement pas d'unité politique pendant les longues années d'occupation. À chacun, non de faire pièce aux autres vainqueurs pour gagner les bonnes grâces du vaincu - ce qui serait le comble de l'absurdité - mais de convaincre les Allemands et le monde qu'il est capable de répandre un message et de reconstruire un ordre humain.

Tâches imprévues

Rien ne se présente aujourd'hui comme les Alliés avaient pu le concevoir à l'origine du conflit. Ils venaient en justiciers. Et il convient, en effet, de juger le plus vite possible les coupables. Mais comment fermer les yeux à l'évidence? C'est Hitler lui-même qui a été le justicier de l'Allemagne. En prolongeant la guerre follement, il a multiplié les pertes de son peuple. Les vainqueurs trouvent des villes en ruine: bon gré mal gré, en dépit de leurs sentiments, ils doivent aider à les reconstruire.

Il ne s'agit pas d'épargner aux Allemands les conséquences de leurs crimes, il s'agit d'avoir le courage de penser et d'appliquer une politique. Or il n'y a pas de politique qui ne doive suggérer à l'ennemi, par delà l'expiation, un avenir tolérable.

On dit volontiers que la solution idéale est de convaincre le vaincu que sa défaite est irrévocable et que la paix sera tolérable. En 1919 les Allemands tenaient leur défaite pour provisoire et la paix pour inacceptable.

En 1945, à condition qu'on offre aux Allemands, pour demain ou après-demain, une paix acceptable, il ne serait peut-être pas impossible de les convaincre que leur défaite est irrévocable.

Rite ou ferveur?

**Point de vue
12 juillet 1945**

Le 14 juillet est-il encore le symbole d'un passé vivant ou s'est-il dégradé en un rite coutumier?

Le souvenir proche encore de la libération donne cette année une signification pathétique à la fête de la liberté. On célébrera la victoire sur la tyrannie fasciste plus encore que la victoire, perdue dans le lointain d'une histoire presque légendaire, sur l'arbitraire des lettres de cachet.

Il est normal, il est juste que les grandes dates qui jalonnent la vie des nations se chargent de significations successives. Encore faut-il, pour que l'équivoque soit féconde, que l'événement d'aujourd'hui prolonge ou reproduise celui d'hier.

Liberté chérie

On déteste toujours les servitudes dont on souffre plus que l'on n'aime la liberté pour elle-même. En 1830, on détestait les ordonnances qui restreignaient la liberté de presse garantie par la Charte. En 1848, on détestait le refus du roi d'élargir le cens électoral. Mais le romantisme du suffrage universel a mal résisté à trois quarts de siècle de scrutin le plus souvent uninominal. Chacun sait que la liberté totale d'expression permet la diffusion du mensonge en même temps que celle de la vérité.

L'expérience toute proche de la contrainte a rendu quelque fraîcheur aux idéaux d'hier. Mais pourquoi fermer les yeux à l'évidence? Les masses réservent leur passion à d'autres objectifs. Ce qui a été longtemps possession assurée cesse d'exalter les cœurs.

On déteste aujourd'hui par-dessus tout deux tyrannies, celle de la misère et celle des puissances économiques, auxquelles le mot de trust prête l'apparence de quelque divinité mystérieuse et redoutable. Que signifie le bulletin de vote pour le chômeur? Que signifie le droit de parler ou de critiquer pour qui n'a pas le minimum vital? La liberté politique est luxe de riches. Au temps de la pauvreté où nous sommes revenus, on revendique la libération fondamentale qu'apporte seule la sécurité. Le plan Beveridge, rationalisation des assurances sociales, soulève plus d'enthousiasme que les grands mots d'hier, usés à force d'avoir servi.

En un sens, ces aspirations sont bien complémentaires des aspirations

révolutionnaires. Mais laissent-elles intacte la liberté que nous ne nous lasserons pas de défendre?

Il n'est pas de réforme aujourd'hui qui n'aboutisse à multiplier le nombre des interdits et des fonctionnaires, à subordonner les actes les plus simples, de tous et de chacun, à des règles minutieuses et arbitraires: initiative, indépendance, fantaisie, les bureaux vont se réserver à eux-mêmes la jouissance de ces biens précieux.

Et surtout, la liberté que l'on revendique désormais sera inévitablement une liberté de participation plutôt que d'autonomie. Quand on substitue des administrateurs nommés par l'État à des entrepreneurs privés, on change moins la condition des individus que la conscience qu'ils en prennent. À mesure que s'étend le secteur nationalisé, l'ouvrier a l'impression de participer davantage au destin collectif.

Là encore, il n'est pas question de se dresser contre un mouvement irrésistible. À condition, du moins, que le désir d'intégration à l'État n'étouffe pas la flamme de la vie individuelle. L'homme libre est celui qui sait dire non au pouvoir et à ses bénéficiaires, aux puissants et à leur orgueil, aux foules mêmes et à leurs aveuglements.

"Un pays libre est celui qui compte une certaine proportion d'hommes fiers, et si la proportion n'est pas atteinte, à quoi bon le faire déclarer libre par les avocats." (Georges Bernanos.)

Il ne suffit pas de reprendre un mot pour ranimer une institution. Les États généraux de la renaissance française ne recréent pas d'un coup l'atmosphère de 1789.

Le Conseil national de la Résistance et les comités départementaux de la Libération n'ont pas une position indiscutée. Sortis de la clandestinité et de l'insurrection nationale, ils ont, peu à peu, perdu leur autorité à mesure que s'imposait celle du gouvernement et des partis. L'administration incombe au pouvoir central et à ses représentants. Les partis constituent l'intermédiaire démocratique entre l'État et les masses populaires. Il ne reste guère de place pour un troisième terme. Les conditions mêmes de la promotion dans la clandestinité expliquent que le C.N.R. (en théorie, organe suprême de la Résistance) ne comprenne pas uniquement, en fait, des personnalités de premier ordre.

Au reste, notre situation, en 1945, n'a rien de commun avec celle de 1789. Quand la volonté de tous les souverains d'Europe se brisait sur la résolution du peuple français, nos querelles donnaient forme à la pensée de l'univers. En notre

siècle, les querelles de l'univers donnent forme à nos pensées.

La France lançait jadis des messages dont le rayonnement se prolongeait à l'infini. Désormais, elle ne peut prétendre à inventer de toutes pièces une solution inédite: il lui reste à réussir une conciliation.

Notre situation géographique, les préférences contradictoires des Français nous interdisent également un choix radical. Nous ne saurions nous intégrer ni à un univers communiste ni à un univers capitaliste. Il n'en résulte pas que nous n'avons pas de révolution à accomplir. Mais cette révolution n'a rien à voir avec des bagarres de rues ou des "aristos à la lanterne".

Révolution technique et administrative autant que politique. À quoi servirait la nationalisation de telle ou telle entreprise si l'État n'avait ni les hommes ni les méthodes pour améliorer la gestion? La bonne volonté des ministres s'épuisera en efforts stériles tant que les services pléthoriques, inadaptés, répondront mal à l'impulsion d'en haut. La mise au point d'un système intermédiaire, qui fasse leur part à la direction étatique et à l'entreprise privée, exige non l'élan d'un jour, mais la patience quotidienne.

Après tout, c'est de la Révolution et de l'Empire que sortit l'administration qui fut, au siècle dernier, l'armature et la force de la France.

Fidélité et renouveau.

En un sens, la devise "Liberté, Égalité, Fraternité" traduit une aspiration éternelle. Mais les institutions historiques dont elle annonçait l'avènement s'enfoncent dans le passé: l'âge de l'économie individualiste s'achève.

À l'âge de l'économie collective, la France n'est vouée ni à répéter stérilement les idées de 1789 ni à lancer une idée inouïe. Il lui appartient de rendre un sens actuel aux idées indissolublement liées à la conscience nationale.

Il n'y a de conservation que par le renouveau. Pour maintenir un héritage, il faut le reconquérir chaque jour.

Du compromis à la confiance

**Point de vue
19 juillet 1945**

Si le pays se passionne peu pour la prétendue crise politique, la raison principale en est que ce qui donnait aux crises d'avant guerre leur pathétique, fait défaut aujourd'hui: l'incertitude du résultat. Chacun est convaincu que tout finira par s'arranger.

Personne ne souhaite renverser le gouvernement. Personne ne songe à prendre la charge du pouvoir à la veille d'un hiver qui s'annonce rude. Personne ne comprendrait que le conflit éclatât à propos d'une question de procédure dont la portée échappe au grand public.

Le général de Gaulle jouit d'une autorité suffisante pour faire passer n'importe quel projet. Mais aurait-il rallié avec son projet primitif ceux qui l'ont suivi depuis cinq ans?

Servitudes du compromis

La solution proposée était un compromis "démocratique". Elle faisait des concessions à tous les partis. C'est dire en même temps qu'elle ne satisfaisait personne.

Le gouvernement n'était pas impatient d'être responsable devant une assemblée unique, élue au suffrage universel. Le parti radical et les modérés refusaient que la Constitution de 1875 fût officiellement tenue pour abrogée. Les résistants, les socialistes, les communistes réclamaient une Constituante souveraine, conforme aux précédents de 1848 et de 1871. Chacun obtenait quelque chose.

Même si le pays se prononçait pour une Constituante, le chef du gouvernement, une fois élu par l'assemblée, n'aurait plus été responsable devant elle. Le pays avait le moyen par son vote d'ordonner le rétablissement provisoire de la Constitution de 1875. (L'Assemblée nationale serait ensuite habilitée à la réformer). Les résistants, les socialistes, les communistes avaient la chance de démontrer qu'ils ont, en effet, comme ils le prétendent, la majorité de la nation derrière eux.

Mais, des trois partis, seul le parti gouvernemental attachait du prix à son succès.

Les partisans de la Constituante avaient de multiples raisons de protester,

puisqu'ils étaient acculés à voter contre leur cœur.

En effet, voter pour la Constituante c'eût été en même temps voter pour une Constitution provisoire où l'exécutif aurait été nommé mais non contrôlé par le législatif. La seule manière de rétablir immédiatement la responsabilité gouvernementale, c'eût été de revenir à la Constitution de 1875. Désormais l'aventure - si on entend par là le risque de la chute du gouvernement - c'était la restauration de la IIIe République. Ce paradoxe fait rêver.

En principe, le referendum représente le moyen démocratique de mettre fin aux controverses. Mais procéder en même temps aux élections et au referendum crée quelque malaise, puisque l'électeur, en déposant son bulletin, sera voué à ne pas savoir s'il désigne un constituant pour sept mois ou un député pour quatre ans. De plus, le lien établi entre la Constituante et une Constitution provisoire de type présidentiel restreignait la liberté de l'électeur.

Si celui-ci voulait avant tout la responsabilité ministérielle, il devait se résigner à la restauration des lois de 1875.

S'il voulait avant tout la Constituante, il devait se résigner à différer de sept mois le rétablissement de la responsabilité ministérielle. Mais s'il voulait l'une et l'autre à la fois.

Sagesse politique?

Le projet gouvernemental portait, semble-t-il, de l'idée suivante: la responsabilité du gouvernement devant les assemblées élues est normale dans le cadre d'une Constitution, elle serait périlleuse dans le cas d'une assemblée unique dont le droit d'initiative est en théorie illimité.

L'argument ne manque pas de force, mais on ne peut pas ne pas se demander: les précautions prises étaient-elles à ce point nécessaires? Sont-elles bien efficaces?

Après tout la nation accorde sa confiance au général de Gaulle, elle connaît mal l'état d'esprit des milieux politiques. Elle aurait eu la révélation des périls auxquels se croit exposé le gouvernement par les mesures mêmes que prenait celui-ci pour s'en préserver. Il est improbable que, dans sa courte durée de sept mois, l'assemblée soit tentée de changer de gouvernement. Mais elle le sera d'autant plus que le gouvernement ne sera pas obligé de tenir compte de ses avis.

Supposons l'hypothèse fatale d'un véritable conflit entre cette assemblée unique et le gouvernement irresponsable. Quelle en aurait été l'issue?

On répond que l'Assemblée votera le budget et les réformes de structure; on

ajoute qu'en sept mois il n'y aura pas tant d'occasions de querelles. Enfin, au cas où cette éventualité se produirait, ne suffirait-il pas d'attendre quelques mois?

Cette prétendue sagesse méconnaît peut-être la force de la logique démocratique.

Une assemblée élue, expression de la souveraineté populaire, ne reconnaîtra jamais la limitation de ses pouvoirs décrétée à l'avance. Le chef du gouvernement parviendra, nous en sommes convaincus, à limiter en fait les empiètements de l'assemblée. Il s'imposera par son prestige, ses titres, sa volonté, il n'imposera pas ses désirs par voie d'autorité.

Tout le monde exige que la future Constitution offre des garanties contre le retour de l'instabilité ministérielle qui a tant contribué à l'impuissance et surtout au discrédit de la III^e République sur son déclin. À la rigueur, on admettra le principe: un seul gouvernement par législature. Mais à la condition que l'assemblée n'aliène pas ses prérogatives en choisissant un chef. Si le pouvoir exécutif, une fois élu, dispose presque seul du droit de décision, l'assemblée sera condamnée au sommeil ou à la révolte. L'assemblée consultative s'est résignée au sommeil.

Craignons que l'Assemblée constituante préfère la révolte.

Pour la confiance

Le peuple français ne pourra accomplir la grande œuvre de reconstruction que dans une atmosphère de foi et d'enthousiasme.

Électeurs et élus, élus et gouvernement, partis et pouvoirs publics sont appelés à une collaboration constante, pour associer les citoyens à une tâche dont personne ne nie qu'elle ne doive mettre à une rude épreuve les nerfs et la bonne volonté de tous.

Rien de plus nécessaire que la stabilité ministérielle, mais rien de plus nécessaire aussi que l'assentiment des masses populaires.

Ce qui est en péril, ce n'est pas la sécurité du gouvernement que rien ne menace sérieusement, c'est l'entente indispensable de celui-ci avec les organisations représentatives du peuple.

En offrant au choix du pays une Constituante souveraine, le général de Gaulle a justement préféré la confiance au compromis.

Le partage de l'Europe

**Point de vue
26 juillet 1945**

À San-Francisco, on cherchait un langage et un décor. À Potsdam, on discute sérieusement.

À Vienne, en 1815, à Paris, en 1919, il ne s'agissait guère que du vieux continent. À Vienne, il y avait quatre grands, et le "grand vaincu" demeurait un grand. À Paris, il y avait quatre grands sans compter la Russie, absente pour cause de révolution, l'Allemagne, provisoirement écrasée, le Japon, associé et lointain.

À Potsdam, ils ne sont plus que trois, entre lesquels on établit déjà une hiérarchie: deux grands, moins deux États que deux continents, moins deux nations que deux univers, s'affrontent en présence d'un empire de type ancien, dispersé à travers les cinq parties du monde. La planète se rétrécit et la puissance se concentre.

Ces deux univers ont leur centre à des milliers et des milliers de kilomètres de distance, à peu près invulnérables l'un à l'autre. Mais leurs extrémités se touchent en Europe et en Asie et de vastes régions du globe, chargées d'une glorieuse histoire, mais ou bien épuisées par la guerre, ou bien dénuées d'un équipement moderne, s'offrent aux influences rivales. Ce sont ces régions qui figureront demain sur la table, au festin des colosses.

Paix des empires

Par rapport aux temps révolus, la rivalité actuelle des empires présente une triple originalité.

1. L'univers entier est à chaque instant remis en question. Aucun équilibre n'apparaît dans le cadre, désormais étroit, d'un seul continent. Russie et États-Unis sont face à face sur l'Elbe, comme ils le sont en Chine. Les marchandages qui appartiennent au train commun des relations diplomatiques ont une ampleur qui déconcerte les spectateurs.

Le statut qui sera finalement adopté à Tanger dépend peut-être moins des désirs français que du compromis relatif à Constantinople ou, qui sait? de l'accord sur la Perse ou sur la Corée.

2. Par un renversement tragique, alors que l'histoire a été faite depuis quatre siècles par la rivalité des nations européennes pour le partage des terres, il

semble que commence aujourd'hui une lutte des empires extra-européens pour le partage de l'Europe.

Or, même dévasté par l'ouragan d'acier, le vieux continent garde d'immenses ressources matérielles et humaines. Qu'on additionne la production de la zone d'Allemagne occupée par les Anglo-Saxons à celle des pays de l'Europe occidentale (sans même compter la Grande-Bretagne), on aboutit à une sorte de colosse, plus de 250 millions de tonnes de charbon, 40 millions de tonnes d'acier par an.

3. Le destin de ces zones contestées ne sera pas déterminé uniquement par le tracé des frontières, sur lequel s'accorderont finalement les visiteurs de Potsdam. L'évolution intérieure des nations reflète les influences subies. Un certain régime politique implique une certaine orientation diplomatique (et inversement).

Or, si l'on conçoit à la rigueur un règlement final en fait de frontières, la rivalité est par définition constante, indéfinie, quand on en vient au statut politique des peuples.

Après tout, on s'est accoutumé à la bataille commerciale pour les marchés: l'exportation des idées et des institutions entraîne une concurrence au moins aussi vive que celle des marchandises.

Destin de l'Allemagne

États-Unis et Grande-Bretagne ont en Europe une stratégie défensive. Ils sont désireux non de conquérir ou de dominer, mais d'éviter qu'une puissance terrestre conquière l'ensemble du vieux continent.

Ils mènent cette défensive sur deux fronts. Ils s'efforcent d'abord de limiter l'expansion territoriale de l'Union soviétique et des pays liés à l'Union soviétique.

Les puissances anglo-saxonnes se défendent aussi sur le front de politiques intérieures. Elles s'inquiètent moins de la diffusion des idées avancées que de l'ascendant des partis dont les yeux sont tournés vers Moscou. (Mais peut-on discerner ceci de cela?)

Dans le cas de l'Allemagne, enjeu essentiel des débats, tout est en question: les frontières futures, les zones d'occupation actuelles, l'organisation politique actuelle et future. Bien plus, une complication supplémentaire tient à l'entrecroisement des préoccupations.

Les unes sont celles d'hier: comment punir les criminels de guerre? Comment faire payer à l'Allemagne les réparations? Pour l'instant, chacun des vainqueurs

s'assure ses propres réparations par des procédés expéditifs. L'outillage des usines Siemens a été expédié vers la Russie avant que les troupes britanniques ne prennent possession des halls désertés. De l'autre côté, les machines spéciales, les brevets, les ingénieurs, suprême richesse, n'ont pas échappé à l'attention des services compétents. Mais le pillage ne suffit pas à déterminer l'avenir de l'industrie allemande.

Or, de plus en plus, les préoccupations d'avenir l'emportent sur celles du passé.

L'annexion de la Silésie par la Pologne tend moins à empêcher une nouvelle agression qu'à intégrer une région riche dans le bloc des États slaves.

Finalement, il s'agit de savoir s'il y aura *une* Allemagne et qui dominera, de l'intérieur ou de l'extérieur, cette Allemagne. À courte échéance, les puissances anglo-saxonnes souhaitent un minimum d'unité entre les quatre zones. Unité économique sans laquelle l'ouest de l'Allemagne souffrirait de la faim. Unité politique, sans laquelle surgiraient de toutes parts des situations absurdes: le même parti est interdit ici, autorisé là, les mêmes événements sont commentés de manière contradictoire par les différentes radios.

De l'unité, chacun attend autre chose. Les Anglo-Saxons auraient l'espoir que le rideau de fer abaissé depuis plus de deux mois sur la ligne de démarcation serait enfin levé. Mais les Russes y verraient la chance d'étendre jusque vers l'ouest de Reich le rayonnement de leurs idées de l'action de leurs représentants.

Qui gagnerait davantage?

Solitude française

La France n'a ni patron ni client. Elle n'a pas de clients, faute de ressources. Elle n'a pas de patron, faute de docilité.

Acceptons cette solitude, rançon de l'autonomie que nous suggèrent ou nous imposent notre situation géographique, nos divisions, notre ambition.

Au lieu de nous abandonner au ressentiment, concentrons-nous sur la tâche essentielle: le relèvement national.

Pour le reste, n'oublions pas que rien n'est définitivement arrêté par une conférence, si solennelle soit-elle. Ce qui nous importe avant tout, c'est le sort de l'Allemagne, et plus précisément encore celui de l'Allemagne occidentale. Demain comme hier, il dépendra avant tout des démocraties anglo-saxonnes que nos revendications soient ou non satisfaites.

L'Allemagne paiera?

**Point de vue
2 août 1945**

Et d'abord, l'Allemagne paie, ou plutôt les Trois Grands se paient. Le délégué du gouvernement Renner a raconté, à Paris et à Londres, que l'ensemble des propriétés, publiques et privées, avait été considéré en Autriche comme prise de guerre par la commission russe des réparations. Sur les trois mille machines d'une grande fabrique de Vienne, quelques dizaines seulement étaient restées sur place.

De source russe ou neutre, on annonce qu'une partie de l'outillage, dans les usines d'Allemagne centrale, avait été emmenée par les services américains avant le retrait des troupes d'Eisenhower.

Si loin qu'on la pousse, cette méthode du fait accompli devra un jour ou l'autre être remplacée par une organisation élaborée en commun.

Capacité de paiement

L'accord s'est déjà fait sur un point. Pour échapper aux difficultés de transfert dans lesquelles les alliés s'étaient empêtrés au lendemain de la dernière guerre, on envisage cette fois, uniquement, des réparations en nature.

Ce principe n'exclut pas des modalités diverses d'application. La méthode la plus simple est de contraindre les Allemands à relever les ruines qu'ils ont eux-mêmes accumulées.

Mais rapidement il conviendra de rationaliser le système. Au lieu d'utiliser les prisonniers au hasard des circonstances, on les répartira entre les usines et les chantiers selon leurs aptitudes en même temps que selon les besoins du pays. Si l'on combine le transport des machines avec celui des ouvriers, la puissance de production de l'Allemagne baissera en proportion même de l'importance de ces transferts. Si elle baisse trop, il ne restera pas de surplus exportable.

Car, en tout état de cause, il faudra bien réserver à la population allemande le minimum indispensable. Il faudra même que ce minimum augmente progressivement, faute de quoi, toute incitation à l'effort disparaîtrait. Ce minimum, dira-t-on, peut être singulièrement réduit, comme les Allemands eux-mêmes nous en ont donné la démonstration. Certes, mais les Allemands eux-mêmes ont appris que le travail servile est celui qui rend le moins.

Ainsi les deux méthodes, faire travailler les Allemands pour nous en

Allemagne ou les faire travailler dans les pays dévastés, ne s'excluent pas, elles se limitent.

Capacité d'absorption

À cette question, les réponses des trois Grands varient en fonction de deux sortes de considérations.

Russes, Anglais, Américains ont chacun leurs idées propres en ce qui concerne l'avenir de l'industrie allemande. Le transport des hommes et de l'outillage, procédé le plus expéditif pour mutiler momentanément et peut-être durablement le potentiel industriel du Reich, présente, aux yeux des Russes, un triple avantage: il leur permet d'accélérer immédiatement le rythme de leur reconstruction, il réduit la puissance future du Reich, il les aide à appliquer, à l'égard de ce qui restera d'Allemagne la tactique de "réconciliation avec le peuple allemand".

Les Anglo-Américains n'acceptent cette méthode qu'avec réserve. À la rigueur, les Anglais utiliseraient pour une courte période les ouvriers allemands dans certaines branches (bâtiment). Mais, essentiellement, ce sont les machines et les brevets, non les bras qui les intéressent. De plus, s'ils souhaitent supprimer certaines industries de guerre allemandes et en contrôler d'autres, ils craignent qu'une Allemagne à demi désindustrialisée soit une Allemagne vouée au désespoir et prête à toutes les aventures.

Une autre sorte de considération tient à la capacité et au désir, différents selon les pays, d'absorber des réparations. Capacité et désir sont illimités dans le cas de l'économie soviétique dont le territoire est à demi inexploité, encore parsemé de ruines et qui obéit à un plan strict, sans possibilité de surproduction.

Aux États-Unis, l'unique problème est de trouver des débouchés pour une puissance de production qui en quatre ans a doublé. Les réparations aideront à la solution du problème dans la mesure où elles offriront à l'industrie américaine une chance de supplanter les exportations allemandes sur certains marchés extérieurs.

En Grande-Bretagne, une fois surmontée la phase initiale de pénurie, le souci prédominant sera le rétablissement de la balance des comptes dont la liquidation des avoirs britanniques à l'étranger a bouleversé les bases. Les réparations allemandes pourraient servir à favoriser les exportations britanniques, éventuellement même à payer à des tiers certains achats indispensables à la Grande-Bretagne. Celle-ci, par exemple, paierait avec du charbon allemand le fer

de Suède. Il reste à espérer que les petits ne feront pas les frais de l'accord des Grands.

Revendications françaises

La position de la France, en fait de réparations comme en tous domaines, est équivoque et difficile. La France a les moyens d'employer 2 millions d'ouvriers étrangers, de consommer 40 millions de tonnes de charbon par an. Elle souhaite récupérer le matériel, les machines, les wagons, les locomotives que les Allemands lui ont volés. D'un autre côté, la France préfère que certaines branches de l'industrie allemande fabriquent, pour elle, en Allemagne, les produits dont elle a besoin.

La difficulté majeure pour la France, ce n'est pas de choisir entre les méthodes - elle est en mesure de les employer toutes -, c'est de faire reconnaître ses revendications par nos alliés. Car nous ne sommes cette fois ni le pays qui a le plus souffert, ni celui qui a apporté la plus grande contribution à la victoire.

La pratique du pillage incoordonné risque, en raison des dimensions réduites de notre zone d'occupation, de jouer contre nous. La France a donc intérêt à un accord entre les Grands qui mettrait fin au provisoire, légaliserait la reprise et, en dépit des exigences russes, mettrait le butin de guerre au compte des réparations. Malheureusement, contre toute justice, nous n'avons même pas de représentant à la commission de Moscou.

Nous en sommes réduits à protester et à prévoir. À rappeler inlassablement sans acrimonie, mais sans honte, le coût de notre participation à la lutte. À proposer dans les conseils internationaux des plans raisonnables pour la collectivité des nations en même temps que pour nous. À défaut d'illusions, ayons au moins des idées.

Si vraiment l'accord secret de Yalta, révélé par la presse américaine, correspond plus ou moins aux projets des Grands, il faudrait dire que le monde actuel est plus cynique encore qu'on ne le pensait.

Cette fois l'Allemagne paiera, mais est-ce nous qui encaisserons?

L'irrésistible poussée

Point de vue
9 août 1945

Le triomphe du parti travailliste clôt une période de l'histoire de la démocratie anglaise.

Depuis plus d'un siècle, en dépit de l'élargissement progressif de la franchise électorale, la classe dirigeante était restée maîtresse de l'État. Libéraux et conservateurs représentaient deux fractions de cette classe. Au contraire, le parti travailliste, dont l'origine a été et dont la base dans le pays est le syndicalisme ouvrier, représente les classes populaires.

Pour la première fois, le parti travailliste gouvernera, non comme en 1924 et en 1929, grâce à la tolérance des autres partis, mais avec le soutien d'une majorité compacte.

Pour la première fois, la Grande-Bretagne sera soumise à l'épreuve que connaît la France depuis si longtemps: le divorce de la puissance sociale et du pouvoir politique.

Ingratitude?

On a cité maintes fois, depuis quelques jours, la formule fameuse: l'ingratitude est la marque des peuples forts. Et rien de plus ingrat en apparence que ce vote massif rejetant l'homme qui incarnait, à l'instant suprême, les plus hautes vertus de la nation. Mais il faut dire, pour être juste, que le peuple anglais ne souhaitait pas cette ingratitude: elle lui a été imposée.

Les observateurs les plus lucides avaient regretté, en 1940, que Churchill acceptât de devenir le leader du parti conservateur, au lieu de dominer et d'inspirer tous les partis par son autorité sans pareille. Plus encore, ils ont déploré l'allure donnée par Churchill (conseillé, dit-on, par lord Beaverbrook) à la campagne électorale. Celui qui avait été le symbole de tout l'empire britannique s'identifia corps et âme aux tories, alors que ses adversaires travaillistes auraient probablement accepté que la personnalité du chef de guerre s'élevât au-dessus de toutes les controverses. Il attaqua violemment ses adversaires travaillistes, "leurs rêves, leurs utopies, leur future gestapo", au lieu de développer des propositions concrètes. Jusqu'au dernier moment, il parut chercher un incident, comparable à la lettre Zinoviev, susceptible d'emporter la décision des électeurs.

La nation anglaise a eu à choisir entre un homme et un programme; elle a choisi le programme.

Expérience socialiste

Le programme travailliste n'est pas foncièrement révolutionnaire; il ne vise pas à une grandeur spectaculaire. Il parle de maisons, de pain et de sécurité: il est sage et raisonnable.

Le peuple anglais qui, grâce à sa situation insulaire, a l'impression qu'il mesure librement sa participation à la guerre, attend toujours de la victoire non pas seulement la survie de l'empire, mais un progrès social. L'amélioration de ses conditions de vie lui paraît moins une conséquence possible qu'une partie intégrante du succès.

Les conservateurs n'auraient pas supprimé d'un coup les contrôles économiques, pas plus que les socialistes ne nationaliseront d'un coup les grandes branches de l'industrie. Mais ceux-là plaident pour le retour aussi rapidement que possible à l'initiative privée, ceux-ci pour l'extension du secteur étatisé. La réponse des électeurs ne prête pas à l'équivoque.

En Angleterre, comme sur le Continent, les masses comptent davantage sur l'État que sur les mécanismes automatiques de l'économie. La formule de nationalisation éveille plus d'espoir que celle de la liberté des échanges. Le système intermédiaire dont chacun proclame la nécessité mais dont personne ne définit exactement les termes exige, au point de départ, pour être accepté par l'opinion, des mesures de socialisation. En Angleterre, celles-ci s'appliqueront probablement d'abord aux mines de charbon, aux transports, à l'électricité.

Le succès ou l'échec dépendra d'abord de la technique de réalisation. Le peuple britannique n'est pas doctrinaire, il ne s'attachera pas à une théorie en tant que telle. Il espère des nationalisations une meilleure organisation, un rendement supérieur du travail: les travaillistes ne l'ignorent pas.

Le succès ou l'échec dépendra ensuite de la réaction des classes dirigeantes elles-mêmes. Céderont-elles à la panique et aux tentations de la politique du pire, comme tant de fois la bourgeoisie française? Ou, comme tout permet de le croire, donneront-elles loyalement leur chance aux hommes nouveaux?

Après tout, au siècle dernier, les conservateurs eurent l'intelligence d'accomplir eux-mêmes les réformes de démocratie politique. Il se peut qu'au XXe siècle les travaillistes soient appelés à accomplir les réformes de la démocratie sociale. L'Angleterre continue.

Démocratie militante

La tâche est d'autant plus lourde que le gouvernement travailliste doit, en même temps, maintenir les positions de l'empire dans le monde. Sur le plan économique, pour compenser la perte qui résulte de la disparition de ses avoirs étrangers, la Grande-Bretagne doit augmenter de 50% ses exportations. Or, sur ce point, l'État ne peut qu'exciter, inspirer ou guider: il est hors d'état de jouer par lui-même le rôle de vendeur.

Sur le plan politique, il faudra, chaque jour, parvenir à cette indispensable et difficile collaboration avec l'Union soviétique qui éveille souvent plus de vœux que de confiance.

Attlee, Bevin travailleront-ils plus aisément avec Staline que Churchill et Eden? On ne saurait en jurer. En tout cas, ils ne défendront pas avec moins d'obstination que leurs prédécesseurs les conditions essentielles de la sécurité impériale en Méditerranée et ailleurs. Ils ne s'opposeront pas avec moins de résolution à toute tentative pour soumettre les pays libérés au despotisme d'un parti unique. Là, s'imposent des constantes de la diplomatie britannique.

La différence sera dans la méthode. En Espagne, en Italie, en Grèce, le Foreign Office comptera moins sur les résidus des anciennes classes dirigeantes, monarques, aristocrates et militaires, davantage sur les partis progressistes, libéraux et socialistes dont les regards sont tournés vers l'Occident.

Du coup, une chance supplémentaire est offerte à la diplomatie française. En Allemagne comme en Espagne, il se peut que les politiques de la France et de la Grande-Bretagne se rapprochent ou même s'accordent. À la seule condition qu'ici et là on reconnaisse l'irrésistible mouvement des peuples vers la gauche et qu'on essaie franchement d'orienter cet élan, non de le refouler.

Méfiance et confusion

Point de vue
16 août 1945

N'en doutons pas: la fin de l'Assemblée consultative marque le début (ou faut-il dire: consacre l'existence!) d'une crise politique de première grandeur. Avec la collaboration volontaire ou involontaire, de tous, ce qui n'était d'abord qu'une controverse théorique a fini par mettre en question le régime d'unanimité sur lequel nous vivons depuis la libération.

Si demain le gouvernement maintenait son projet, le referendum apparaîtrait moins comme un choix entre diverses modalités juridiques qu'une prise de position en faveur de l'exécutif ou du législatif, pour le général de Gaulle ou pour certains partis. La lutte entre le général de Gaulle et ses anciens compagnons risquerait de prendre le pas, dans la campagne électorale, sur la confrontation des idées et des programmes.

Est-il encore temps d'éviter cette faillite et de donner une satisfaction posthume à l'Assemblée?

Referendum et démocratie

L'assemblée a voté presque unanimement contre le referendum tel que l'avait envisagé le gouvernement provisoire.

Le gouvernement proposait à la nation d'approuver une organisation provisoire des pouvoirs publics qui remettait pratiquement toute l'autorité à l'exécutif. Et, en faveur de cette organisation, le général engageait, à travers le pays, son prestige incomparable. Certes, rien n'obligeait la future assemblée à élire président du Conseil le chef actuel du gouvernement, si elle en craignait les entreprises personnelles. Mais il n'est pas moins vrai que la réponse positive à la seconde question eût renforcé considérablement le général de Gaulle, qu'elle aurait été interprétée comme une sorte d'approbation donnée à l'homme en même temps qu'aux idées.

D'un autre côté, il est proprement absurde de rejeter le referendum en tant que tel comme contraire à la démocratie. Le peuple n'aurait-il jamais le droit d'opiner directement sur une question qui le concerne? Or, quoi de plus décisif que la méthode selon laquelle la Constitution sera élaborée? L'Assemblée consultative comptait des partisans de la Constitution de 1875 et des partisans de la Constituante. Pourquoi obliger le gouvernement à choisir entre les uns et les

autres? Pourquoi ne pas laisser le dernier mot à la nation elle-même?

Qu'on pose la question clairement, directement: êtes-vous pour l'élection de deux Chambres prévues par la Constitution de 1875 qui, réunies en assemblée nationale, rédigeront la nouvelle Constitution, ou pour une assemblée constituante unique?

Responsabilité ministérielle

Un deuxième point d'unanimité, à l'Assemblée consultative, fut le principe de la responsabilité ministérielle. Qu'on revienne provisoirement à la Constitution de 1875 ou qu'on élise une constituante, le gouvernement devra être responsable devant les représentants du peuple. En acceptant le contre-projet Auriol, le chef du gouvernement avait consenti la concession décisive.

On conçoit aujourd'hui deux possibilités. Ou bien le referendum comporterait une seule question: deux Chambres ou une constituante. Les pouvoirs de cette dernière seraient non pas tant limités qu'aménagés de telle manière que les dangers de crise ministérielle fussent atténués. Ou bien cet aménagement des pouvoirs publics serait soumis au referendum par une seconde question. Le refus de la proposition signifierait qu'il appartient à la seule constituante de rédiger son propre règlement.

Sans doute les délégués aujourd'hui dispersés n'auraient pas entièrement satisfaction puisqu'ils ont rejeté tout referendum et écarté à une faible majorité le contre-projet Auriol qui offre la seule base pour la recherche d'un compromis. Néanmoins, "en dépersonnalisant" le referendum, en acceptant de plein cœur la responsabilité ministérielle, le gouvernement aurait franchi la moitié du chemin et serait en droit de reprocher à l'Assemblée de n'avoir pas franchi l'autre.

Le gouvernement et les partis

Dès que la question constitutionnelle a été posée, nous pensions - nous l'avons écrit ici même - que la meilleure tactique pour le gouvernement, la meilleure solution pour le pays, eût été que le général de Gaulle prît la tête du mouvement en faveur d'une constituante souveraine. Le referendum, disions-nous, prolongera l'incertitude et fera surgir l'accusation de plébiscite. La Constitution de 1875 n'existe plus. Qu'on revienne donc au précédent de 1848 et de 1871: que le peuple élise une assemblée constituante qui sera inévitablement l'instance suprême.

Le général de Gaulle a considéré que personne n'avait qualité pour abroger définitivement la Constitution de 1875, et il a voulu consulter le pays. Il a craint

les excès d'une assemblée unique et il a cherché à en limiter la durée et la toute-puissance. Malheureusement, il s'est adressé directement au pays avant de parler à l'Assemblée consultative et il a conçu si rigidement un régime présidentiel de sept mois qu'il a suscité soupçons et accusations.

Quant à l'Assemblée, elle a opposé aux tentatives de conciliation le bloc formé par les modérés, les radicaux et les communistes. Les uns et les autres, évoquant l'ombre du despotisme, dénonçaient le référendum et la limitation des prérogatives de la future assemblée. Mais les uns gardaient la nostalgie de 1875, les autres l'espoir d'une constituante. Ils se retrouvaient dans une hostilité commune au gouvernement.

Après les élections, le général de Gaulle n'exercera plus seul une autorité sans partage comme il l'a fait depuis septembre dernier. Son projet primitif revenait à suggérer la prolongation pour sept mois du régime actuel. Le contre-projet Vincent Auriol qui, introduit dès le point de départ, aurait probablement évité la crise présente, prépare une collaboration entre exécutif et législatif.

Mais, d'un autre côté, certains des opposants actuels semblent surtout soucieux, tout en maintenant le gouvernement en fonctions, de l'affaiblir au maximum. On vitupère le référendum plébiscitaire, mais on se défend de la moindre intention de crise ministérielle. Les ministres radicaux et communistes acceptent ce que leurs partis refusent. Comme on l'a dit à l'Assemblée, tout le monde est dans le gouvernement et tout le monde dans l'opposition. À cette unanimité dans l'équivoque et la méfiance, mieux vaudrait substituer des relations claires et franches; il n'est pas nécessaire que tout le monde soit d'accord, il suffit que l'on sache sur qui l'on peut compter.

La France ne saurait se payer le luxe, en pareille période, d'un gouvernement réduit à expédier les affaires courantes.

De Potsdam à Tokio

Point de vue
23 août 1945

La deuxième guerre mondiale du XXe siècle s'achève dans une orgie de destructions qui laisse l'esprit interdit au seuil de l'inconnu. Dans la joie de la victoire, dans la sérénité du spectateur lointain (*Suave mari magno*), les peuples n'échappent pas, au fond d'eux-mêmes, à la crainte que les flammes d'Hiroshima et de Nagasaki ne préfigurent leur propre destin.

Les événements de ces dernières semaines, qui se sont déroulés à un rythme si accéléré que l'on était plus d'une fois tenté de les lire à l'envers (Staline a déclaré la guerre parce qu'il craignait, si l'on ose dire, la capitulation immédiate du Japon) se distribuent plus que jamais selon deux dimensions.

On achève de vaincre ou de dépouiller l'ennemi, mais surtout on accumule des arguments, des territoires ou des engins de feu, en vue de négociations avec les alliés.

Les démonstrations de force ont désormais toujours deux destinataires.

Victoire des vainqueurs

En 1918, on était obsédé, et à juste titre, par la crainte d'une revanche des vaincus. Aujourd'hui, on s'interroge presque uniquement sur la rivalité prochaine des vainqueurs.

En Asie, comme en Europe, ils sont face à face sur les ruines du monde, unis par un lien fragile, le souvenir d'un péril surmonté en commun. Ici et là, la liquidation de l'agresseur n'est qu'un élément secondaire d'un règlement qui embrasse la planète entière et vise à la durée.

Les vaincus ont été plus affaiblis, les vainqueurs (mais non les pays qui furent occupés) plus renforcés qu'ils ne le furent jamais en un temps si court.

Les Russes ont annexé en Europe des territoires qui comptaient plus de vingt millions d'âmes et leur empire ou leur influence s'étendra de Port-Arthur à Stettin et à Fiume.

Quant aux Américains, ils n'ont pas annexé un seul pouce de terrain (peut-être occuperont-ils en permanence quelques bases stratégiques), mais ils ont pris conscience de leur puissance, c'est-à-dire de la facilité avec laquelle on transforme des frigidaires en tanks, des automobiles en avions, et des

laboratoires de physique nucléaire en fabriques de bombes atomiques. Or cette prise de conscience constitue à elle seule une révolution qui, pour n'être pas inscrite sur la carte, n'en est pas moins une des plus décisives de notre siècle.

Du même coup, on mesure à quel point cette guerre, qui a dévasté des continents et ruiné l'Europe pour des décades, peut-être pour des siècles, fut proprement une entreprise de folie: à l'échelle de l'univers, ce sont les faibles qui ont pris l'initiative du cataclysme qui devait finalement les engloutir. Quand les avions nippons bombardaient Pearl Harbour, le 7 décembre 1941, quatre à cinq millions de tonnes d'acier par an déclaraient la guerre à quatre-vingts (production du temps de paix)!

La force allemande était, certes, autrement redoutable que celle du Japon dont les succès initiaux sont presque entièrement imputables à la surprise et à l'impréparation des démocraties anglo-saxonnes. Malgré tout, quand Hitler lui-même provoqua tour à tour l'Empire britannique, l'Union soviétique, puis les États-Unis, il défiait des masses d'hommes, d'acier, de moteurs, plusieurs fois multiples des siennes.

Quoi d'étonnant si, au milieu de leurs villes en ruines et de leurs armées en débandade, Japonais et Allemands méditent sur le sort qu'avait annoncé aux vaincus un critique militaire du Reich: "Les pays vaincus dans la prochaine guerre seront rayés de la carte du monde".

Faits accomplis

En Extrême-Orient, on en est encore à la phase des prises de position. L'armée rouge s'est jetée sur la Mandchourie et la Corée, auxquelles la Russie des tsars avait dû renoncer en 1906, moins pour porter le coup de grâce à l'empire du Mikado que pour fixer sur le terrain des revendications et des droits.

La diplomatie en Europe a confirmé la valeur de cette méthode expéditive.

Les accords de Potsdam ont, dans l'ensemble, surpris et déçu. Entre la solennité et le secret des délibérations et les résultats consignés dans les textes, la disproportion paraît éclatante et choquante.

Beaucoup d'observateurs se sont demandé quelle concession avaient accordée les Russes en contrepartie des avantages substantiels qu'ils avaient obtenus. Certains ont vu dans la déclaration de guerre au Japon la réponse à la question. Mais on inclinait plutôt vers une interprétation contraire: détenteurs de la bombe atomique, les Anglo-Américains n'avaient nul besoin de la coopération russe pour hâter la fin des hostilités et ils n'avaient aucune raison de souhaiter

que les occupations militaires en Asie comme en Europe précèdent les négociations.

On ne voit donc que deux explications: l'existence d'accords antérieurs et la toute-puissance de l'événement.

Les concessions ou prétendues concessions de Postdam équivalent surtout à la reconnaissance des faits accomplis. Les autorités de Lublin ont commencé d'établir sur les terres, naguère allemandes, situées à l'est de la Neisse et de l'Oder, des paysans polonais. Et des compensations à l'ouest, pour balancer l'acceptation de la ligne Curzon, avaient été promises depuis longtemps à la Pologne par les Alliés occidentaux.

En dehors des frontières polonaises, rien n'a été réglé sinon des problèmes urgents et plus d'une fois on s'est borné à constater l'inévitable. On tâche d'atténuer l'opposition entre l'Allemagne agricole occupée par les Russes et l'Allemagne industrielle occupée par les Anglo-Saxons, en prévoyant l'échange de 10% des produits industriels prélevés à l'ouest, contre une valeur équivalente des produits agricoles ou de matières premières expédiés de la zone russe (reste à savoir dans quelle mesure les échanges auront lieu effectivement).

Pour les réparations, on légalise et on prolonge le système actuel de pillage incoordonné. La formule: chacun se servira dans sa propre zone, revient encore une fois à reconnaître les faits accomplis. Il est vrai qu'en plus de ce qu'ils ont déjà saisi en Allemagne, en Autriche et dans les autres pays qu'ils ont libérés (toutes les propriétés allemandes de ces pays leur appartiennent en tant que butin de guerre et la notion de "propriété allemande" est élastique), les Russes recevront encore 15% des réparations levées dans la zone occidentale, industriellement la plus riche. Ce compromis est incontestablement favorable à la thèse soviétique. La Russie, sinon les pays occupés, a pu faire admettre que le droit aux réparations doit être proportionnel aux destructions subies, mais les Anglo-Américains gardent la liberté de choisir ces 10% parmi les machines qui les intéressent le moins.

Quant aux formules sur le statut futur de l'Allemagne, elles sont vagues pour ne pas dire contradictoires. On rétablit la liberté des partis politiques: pouvait-on faire autrement? On envisage une ébauche de gouvernement central à Berlin, mais on insiste sur la décentralisation administrative. L'avenir reste ouvert.

Au reste, on se demande pourquoi le gouvernement français s'est déclaré hostile à une Allemagne unifiée. Le Reich limité par l'Oder et le Rhin, devenu objet de partage et non plus sujet d'une volonté de conquête, n'a rien de commun

avec l'empire de Bismarck ou de Hitler. Pourquoi nous obstiner à craindre des fantômes, pourquoi oublier que ce n'est pas au Rhin que doit s'arrêter l'Europe occidentale?

Ombre de la mort

Nous nous étions accoutumés à suivre la progression des empires sur la carte des pays et sur la carte des partis. Chaque Grand patronnait ses hommes et ses gouvernements et poussait les revendications territoriales de ses protégés. La même course a commencé en Asie, mais ces rivalités qui, hier encore, nous paraissaient le dernier mot de la technique moderne, ont pris, en un jour, une sorte de vétusté.

Que pèseront demain les tanks et les propagandes, s'il est bien vrai qu'une seule bombe suffit à détruire la moitié d'une ville?

C'est dans le secret des laboratoires que le génie fatal des inventeurs décide désormais de la vie et de la mort des nations.

Amica America

Point de vue
30 août 1945

Le voyage du général de Gaulle à Washington n'a rien de commun avec ces visites officielles dont la signification s'épuise avec les réjouissances et les discours.

Personne n'ignore les malentendus qui ont épaissi l'atmosphère entre deux pays dont le président Roosevelt disait qu'"il n'y en avait pas de plus unis par les liens de l'histoire et de l'amitié". Cette fois, nous avons une chance unique, et peut-être faudrait-il dire une dernière chance, de dissiper ces malentendus et de faire un nouveau départ.

Les ministres choisis par le président Truman abordent les hommes et les choses avec un esprit ouvert que ne chargent ni les préjugés ni les souvenirs. Il ne devrait pas nous être difficile, de notre côté, de nous rappeler nos raisons de gratitude, de secouer les amertumes vaines.

Surmonter le passé

Tout un numéro de ce journal ne suffirait pas pour raconter les dissentiments, griefs et contre-griefs, qui ont opposé le général de Gaulle aux dirigeants de Washington, depuis l'aventure de Saint-Pierre-et-Miquelon jusqu'à la conférence de Potsdam, depuis la question de la "reconnaissance" jusqu'à celle de l'Allemagne occidentale.

Des deux côtés des fautes furent commises - aucun de nos amis américains ne justifiait tout ce qui s'est passé en Afrique du Nord. Mais, pour l'essentiel, il était et il demeure facile de comprendre la politique qui fut celle du *State Department*.

Jusqu'en novembre 1942, la diplomatie américaine était avant tout soucieuse d'éviter que l'ennemi ne s'empare de la flotte et de l'empire français. Comme ceux-ci obéissaient aux ordres de Pétain, il en résultait la nécessité, non par sympathie pour Vichy mais afin de vaincre Hitler, de garder contact avec le gouvernement du maréchal. On sait désormais que par d'autres voies, sans se compromettre au même degré mais avec des intentions identiques, le *Foreign Office* n'agit pas autrement.

Après novembre 1942, le motif décisif de la non-reconnaissance - d'autres motifs ont pu jouer - était un scrupule pour le moins compréhensible. L'administration américaine ne voulait pas avoir l'air d'imposer à la France un

gouvernement constitué au dehors. Elle savait, comme tout le monde, que le Comité de Libération nationale deviendrait le gouvernement provisoire. Mais elle ignorait l'évolution future de la politique française: en tout état de cause, la diplomatie américaine n'aurait pas assumé des responsabilités qui ne lui incombaient pas. Le gouvernement provisoire aurait été choisi, acclamé, reconnu par les Français eux-mêmes, après leur libération.

Un mot encore pour en finir avec ce passé encore récent et déjà mort. Même si l'on prête au *State Department* de sombres pensées, le général de Gaulle serait le premier à proclamer que, si le roi de France oubliait les querelles du Dauphin, le président du gouvernement provisoire peut bien oublier les griefs du président du Comité de Libération nationale.

Choc des sensibilités

Entre Français et Américains, du haut en bas de l'échelle, les froissements n'ont pas manqué depuis la libération. Une armée étrangère, même amie et alliée, envahit les rues et les maisons, utilise les routes et les chemins de fer, tient de la place. L'armée américaine éclate de jeunesse et de joie de vivre, et les Français sont malheureux.

Il ne suffit pas de dire que ces heurts étaient inévitables, qu'ils ne tirent pas à conséquence et n'entament pas l'amitié profonde. Je voudrais poser aux Français de bonne volonté, de simples questions: Êtes-vous sûrs d'être justes à l'égard de ces boys toujours cordiaux et parfois encombrants qui ont combattu à des milliers de kilomètres de chez eux pour vous libérer? Êtes-vous sûrs de leur témoigner toute la gratitude que vous leur devez?

Un seul exemple: en deux mois et demi, les organisations anglo-américaines ont rapatrié un million et demi de Français dont 150.000 par avion (plus de passagers que n'en transportait Air France en un an), alors qu'il avait fallu six mois en 1918 pour rapatrier 500.000 prisonniers. Des médecins et infirmiers, anglais et américains, se sont enfermés dans des camps de déportés où le typhus faisait des ravages, où la quarantaine était rigoureuse et où pourtant ils ne comptaient pour ainsi dire pas de leurs nationaux.

Nous ne reprochons pas aux Russes, qui n'ont pas les mêmes moyens, de n'avoir fait montre ni de la même efficacité ni de la même rapidité. Mais on a tout de même le droit de dire: si les Russes avaient rapatrié 600.000 prisonniers par mois ou si les Américains avaient tardé des semaines, que n'aurait-on pas entendu!

Grande politique

Les difficultés de la grande politique n'ont rien à voir, dira-t-on, avec les susceptibilités ou les humeurs. Voire. Après tout, quand nous voulons être admis par les trois grands, sur un pied d'égalité, nous leur demandons de se surmonter par un effort sur soi, comparable à celui que nous demandons souvent de chaque G.I. Rêver d'égalité par les mérites en dépit de l'inégalité matérielle, c'est cultiver à l'avance des amertumes vaines.

Sur tous les sujets de conversation: Extrême-Orient, statut de l'Allemagne, aide pour la reconstruction, nous nous présentons en demandeurs.

Les Français, unanimes, veulent maintenir les positions que nous détenons en Asie. Mais il est presque sans précédent que des droits coloniaux, c'est-à-dire des droits de conquête, soient sauvegardés par les armes et la victoire d'un allié. Nous aurons donc d'autant plus de chance de faire reconnaître nos droits que nous les soutiendrons par un programme de réforme politique (nous en avons déjà esquissé un pour l'Indochine) et de mise en valeur économique.

Même à longue échéance, l'aide à la reconstruction française a une portée plus vaste encore que nos positions d'Extrême-Orient qui, excentriques, nous apportent plus de prestige que de force. On peut dire que la rapidité de notre relèvement, donc la stabilité politique et la paix sociale, dépendent, en une large mesure, du concours que nous donneront nos alliés américains. La guerre finie, les moyens de transport ne manqueront pas plus que la bonne volonté.

Nous ne nous adresserons aux Américains ni en hommes d'affaires - ils en seraient choqués - ni avec des couplets sentimentaux sur La Fayette, Washington et Pershing - ils en seraient irrités.

Nous n'aurons ni honte ni fierté de nos souffrances et nos misères, nous irons vers eux comme vers de vieux amis auxquels on demande, en toute franchise, un coup de main pour démarrer!

Le 22 août 1945.

La fin de l'économie de guerre

**Point de vue
6 septembre 1945**

L'annonce par le président Truman de la suspension de la loi prêt-bail marque la fin de l'économie internationale de guerre, le premier pas vers le régime de paix. Il marque aussi le début de l'après-guerre selon la boutade fameuse: "Maintenant, les difficultés commencent."

La réaction anglaise à la décision du président des États-Unis rappelle singulièrement la réaction française, en 1919, à la suppression de la solidarité monétaire interalliée. Quand les gouvernements anglais et américain mirent fin au système de guerre selon lequel le franc s'échangeait à taux fixe contre la livre sterling et le dollar, les Français protestèrent avec amertume contre ce geste, qui leur parut inamical puisqu'il consacrait la dévaluation de notre monnaie.

Et pourtant, nos alliés avaient raison. Nous avions intérêt à rétablir le plus tôt possible l'équilibre de notre balance des comptes. Or les mécanismes compensateurs n'avaient aucune chance de jouer, la dépréciation de la monnaie, impliquée par la hausse des prix et indispensable à la reprise de nos exportations, ne pouvait se produire aussi longtemps que le taux du change français avec les principales monnaies du monde restait artificiellement bloqué.

Il n'en résulte pas que la réaction anglaise soit aujourd'hui injustifiée. La situation est autre. Car on n'aperçoit pas comment, à courte ou même à lointaine échéance, les États-Unis parviendraient à équilibrer une balance des comptes excédentaire ou la Grande-Bretagne à équilibrer une balance déficitaire.

Crise britannique

Pour la première fois dans les temps modernes, la Grande-Bretagne est devenue une puissance débitrice. Indifférente à l'argent, puisqu'il importait de vaincre, elle a liquidé environ 2 milliards de livres sterling (400 milliards de francs) d'avoirs étrangers, et elle a contracté entre 3 et 4 milliards de dettes à court terme, surtout à l'égard des pays britanniques. Ces dettes, qui correspondent aux frais de la guerre dans les territoires lointains, assumés par la métropole, sont conservés sous forme d'avoirs en sterling, au compte des gouvernements des Indes ou de l'Australie et ne constituent pas une menace immédiate. Plus tard, les créanciers souhaiteront transformer ces avoirs en marchandises et éventuellement en dollars, afin d'acquérir les marchandises

accessibles seulement aux États-Unis.

Depuis 1939, la Grande-Bretagne, pour porter au maximum son effort de guerre, n'a jamais hésité ni à importer, sans regarder au prix de ses importations, ni à réduire ses exportations. Aussi le déficit de sa balance commerciale visible s'est-il élevé à 1.233 millions de livres sterling en 1943. Ce chiffre diminuera de manière substantielle maintenant que l'importation des munitions - poste considérable - (652 millions de livres sterling en 1943) va cesser. Bien plus, la Grande-Bretagne, désormais indifférente au volume et au tonnage, sera en mesure d'acheter moins de produits finis, c'est-à-dire de produits chers, et d'avantage de matières brutes, donc bon marché. D'après les estimations américaines, la Grande-Bretagne possède encore quelque 2 milliards de dollars (700 millions de livres sterling) en or ou en devises américaines. De plus, les États-Unis, pour l'année ou les deux années à venir, continueront à envoyer à la Grande-Bretagne, sans aucun doute, les produits que celle-ci ne peut se procurer du jour au lendemain ailleurs, et les enverra sinon gratuitement, du moins à des conditions financières favorables.

On trouvera donc probablement le moyen de traverser, sans trop de dégâts, la période de transition de la guerre à la paix. Mais les Britanniques hésitent et hésiteront à prendre des engagements en dollars, parce que, débiteurs de bonne foi, ils craignent de ne pouvoir les tenir. La suspension brutale de la loi prêt-bail les inquiète parce qu'elle risque d'aggraver encore les perspectives lointaines, déjà assez sombres, du retour à l'équilibre.

Puissance américaine

Dans l'ordre économique comme dans l'ordre militaire, la puissance américaine est écrasante. C'est l'excès même de cette puissance qui gêne le monde et ceux mêmes qui en paraissent les bénéficiaires.

Les États-Unis, dont la capacité de production a doublé pendant la guerre, ont beaucoup à vendre au dehors et peu à acheter. Les États européens, même la Grande-Bretagne dans une certaine mesure, absorbés par les travaux de reconstruction, ont beaucoup à acheter et peu à vendre. Or il en sera ainsi durant des années.

La seule solution que l'on ait imaginée, c'est que les États-Unis prêtent de l'argent à leurs clients, afin que ceux-ci soient en mesure d'acheter les marchandises dont ils ont besoin. Du même coup, les crédits à l'étranger contribueraient à atténuer la menace du chômage en Amérique.

Mais combien de temps un tel système de crédit peut-il fonctionner? Comment les pays débiteurs paieraient-ils les intérêts des dettes? Ou bien en continuant d'emprunter, mais alors le montant des dettes croîtrait en progression géométrique, et on se demande si les Américains continueraient indéfiniment de nouvelles avances à des débiteurs condamnés à faire défaut. Ou bien en exportant vers la zone du dollar plus qu'ils n'en reçoivent. En ce cas, le surplus de la balance commerciale des pays débiteurs devrait couvrir au moins une partie du service des dettes.

Mais cette deuxième éventualité, seule normale, se produira-t-elle effectivement? Quand la Grande-Bretagne prêtait de l'argent, au siècle dernier, elle acceptait un déficit de sa balance commerciale. Les pays neufs, pays débiteurs, vendaient plus de marchandises au dehors qu'ils n'en achetaient.

En ira-t-il de même pour les États-Unis au XXe siècle? Les États-Unis possèdent sur leur sol la plupart des matières premières nécessaires à l'industrie (ils peuvent même se passer aujourd'hui du caoutchouc naturel). En dépit de très hauts salaires, la productivité du travail y est telle qu'ils fabriquent beaucoup de produits industriels à des prix inférieurs à ceux de leurs concurrents. Pour avoir un surplus d'importations, les États-Unis devraient probablement supprimer leurs propres droits de douane et accepter ceux des autres. Rien n'annonce qu'une telle décision soit politiquement possible ou même concevable.

Il y a plus encore: les crédits ouvrent les marchés. Les sommes avancées par les États-Unis au Brésil et à l'Argentine financeront les achats, à Pittsburg ou à Détroit, de locomotives ou d'automobiles. Les crédits américains aggraveront encore les difficultés auxquelles se heurtera la Grande-Bretagne désireuse d'augmenter ses exportations d'avant guerre de 50%, afin de compenser la perte des revenus de ses avoirs étrangers.

Don et échange

Dans ces conditions, la Grande-Bretagne sera tentée de recourir aux méthodes préférentielles, alors que les États-Unis dénonceront toutes les entraves aux échanges libres, multilatéraux, entre nations. D'un siècle à l'autre, le renversement des théories traduira le renversement des situations.

Les sociologues ont retrouvé dans les tribus les moins évoluées certaines pratiques de don, publiques et solennelles. Ils y ont vu une forme primitive de l'échange.

La loi prêt-bail était une forme complexe du don.

La suppression de cette loi équivaut au retour à l'échange.

Mais tout le monde se demande si un système international, uniquement fondé sur l'échange, est susceptible de fonctionner, comme si l'inégalité entre les différentes unités économiques ne laissait désormais d'autre méthode d'équilibre que celle du don, forme civilisée et non plus primitive de l'échange.

Démocraties balkaniques

Point de vue
13 septembre 1945

Le rideau de fer n'a pas encore été levé, mais le silence a été rompu.

Avant que les journalistes anglais ou américains aient eu le temps de parcourir la zone occupée par les armées soviétiques, les interventions des gouvernements de Londres et de Washington à Sofia, Bucarest et Belgrade ont officiellement remis en question les régimes édifiés dans l'Europe orientale, au lendemain de la capitulation allemande, régimes de coalition antifasciste qui se donnent pour démocratiques, mais dans lesquels les observateurs occidentaux ne retrouvent pas aisément le jeu des partis multiples et de respect des libertés, caractéristiques de la notion anglo-saxonne de démocratie.

Sans doute dira-t-on que la question de savoir si les gouvernements de Tito, Grozea et Georgief, sont ou non conformes à l'orthodoxie démocratique n'est que le prétexte du conflit, la mise en forme idéologique de rivalités d'influence. Et il est bien vrai que la diplomatie des grands se glisse dans les luttes civiles des petits. Mais elle n'agit que par intermédiaire, en s'appuyant sur tel ou tel groupe. Aussi l'opinion des intéressés eux-mêmes, sans être seule déterminante, n'est pas non plus dépourvue d'efficacité.

À travers cette bataille obscure des grandes idées et des petits hommes, des grandes puissances et des petits peuples, l'Europe de demain s'élabore.

Événements

Le scénario des événements n'a pas été exactement le même dans les trois pays, mais les similitudes sont frappantes.

En Roumanie, un gouvernement Radescu, rallié aux nations unies mais où les communistes demeuraient en minorité, fut remplacé au début de l'année, sur l'intervention directe de M. Vychinski (commissaire adjoint aux Affaires étrangères de l'U.R.S.S.), par un gouvernement Grozea où les communistes détiennent quatorze ministères sur dix-huit. Le général Radescu chercha refuge à l'ambassade de Grande-Bretagne.

À Sofia, une évolution comparable s'accomplit par étapes. La coalition antifasciste dont se réclamait le gouvernement Georgief comprenait, à l'origine, les quatre principaux partis de gauche, mais successivement le secrétaire général du parti paysan (le plus important de tous), G.-M. Dimitrof, puis son remplaçant

Petkof, puis le secrétaire général du parti socialiste, dénoncés comme "fascistes" et "réactionnaires", subirent les rigueurs de l'épuration. G.-M. Dimitroff chercha refuge à l'ambassade des États-Unis. (Il a récemment quitté librement sa patrie.)

À Belgrade, le maréchal Tito exerce le pouvoir conformément à l'accord conclu avec M. Soubatchich et les représentants du roi Pierre. Mais l'unité nationale ne paraît pas encore entièrement rétablie. Les Serbes n'acceptent pas de bon cœur la suprématie croate, le chef de l'ancien parti paysan croate, Matchek, qualifie le nouvel état de choses de totalitaire.

Au cours de ces dernières semaines, le reflux a commencé ou, si l'on préfère, la contre-attaque de l'Occident. En Bulgarie, après ou avant (la succession des faits est difficile à établir) la démission des quatre principaux ministres non communistes, le gouvernement américain fit savoir qu'il ne reconnaîtrait pas un gouvernement tant que des élections vraiment libres n'auraient pas eu lieu. Les Anglo-Américains marquèrent un point: sur le conseil de la commission interalliée, les élections furent différées.

En Roumanie, le roi Michel, par-dessus la tête de ses ministres, demanda l'aide des Trois Grands pour la construction d'un gouvernement représentatif. Cette fois, la réplique à cette initiative (et peut-être aussi à la crise bulgare) fut la découverte d'un complot fasciste, dans lequel, évidemment, la plus importante personnalité démocratique, celle de M. Maniu, chef du parti national paysan, fut impliquée.

En Yougoslavie, le vice-président du Conseil, un Serbe, le docteur Milan Groll, donna récemment sa démission. Le roi Pierre, à Londres, au lendemain d'une entrevue avec l'ambassadeur des États-Unis, dénonça l'accord Tito-Soubatchich, et révoqua les régents. Les événements en sont là.

Gouvernements représentatifs

Dans les trois pays, le parti communiste ne représentait, avant la guerre, qu'une minorité assez faible. Dans les trois pays, les gouvernements ne s'appuient que sur une fraction de la population et emploient, contre leurs adversaires, les procédés joints de l'épuration et de la propagande, de la police et de la politique.

Mais il serait hypocrite de ne pas rappeler que ces procédés ne datent pas d'hier et que les régimes qui existaient en Bulgarie ou en Yougoslavie, non pas de 1940 à 1945, mais même en 1939, étaient bien plus éloignés encore des règles démocratiques.

Il serait dangereux aussi de s'imaginer que les hommes aujourd'hui au pouvoir sont imposés du dehors et n'ont pas de soutien populaire. Ont-ils la majorité derrière eux? Personne ne saurait le dire. La base du ministère communiste de Grozea, celle du ministère Georgief (après les récentes démissions), paraissent relativement étroites. Celle du maréchal Tito est probablement plus large, encore qu'ici et là des groupes sincèrement antifascistes et progressistes soient exclus de la coalition, voire même persécutés.

Au cours des cinq années de guerre, la scène politique à travers l'Europe orientale s'est profondément modifiée. La bourgeoisie, dévouée aux idées et aux intérêts de l'Occident, a pris peu de part à la résistance, quand elle n'a pas collaboré. Les anciens dirigeants qui se sont tenus à l'écart, alors que les masses souffraient et combattaient, ont peut-être perdu, plus qu'ils ne le croient eux-mêmes, la confiance de leurs anciens adhérents. Les intellectuels, qui ont encadré les ouvriers et les paysans, ont les yeux tournés vers Moscou, plutôt que vers Paris ou Londres.

Le prestige de l'Union soviétique s'est immensément accru. La puissance navale et aérienne est moins proche, moins vivante que celle de l'armée rouge, elle suscite moins d'admiration fervente que l'héroïsme, prodigue de sang, du peuple russe. Il se peut que l'État soviétique fasse figure de champion du progrès social.

Malheureusement les réquisitions de l'armée rouge, qui sont lourdes et frappent des contrées dévastées par la guerre et pillées par les Allemands, pèsent dans l'autre sens. Les réformes agraires, annoncées ou réalisées, qui multiplient les petites propriétés, n'apportent pas (sauf en Hongrie) d'améliorations substantielles à une population paysanne, condamnée à vivre sur des lots trop étroits et qui a besoin de semences, d'engrais, de machines, de produits industriels, de tout ce que fournissait naguère le Reich.

La Russie, qui doit elle-même relever ses ruines, est-elle en mesure de prendre dans l'économie de l'Europe orientale la place qu'occupait l'Allemagne?

Rencontre de deux mondes

Pour les pays balkaniques, comme pour l'Europe entière, il est souhaitable que l'Occident soit lui aussi présent dans l'Est de l'Europe. Il n'est pas souhaitable que les puissances anglo-saxonnes profitent de la supériorité actuelle de leurs armes pour imposer une solution artificielle, qui ne se maintiendrait que par une pression constante dont les Américains, dans le lointain, et les Anglais, dans leur île, seraient à la longue, incapables. Mais l'influence anglaise et américaine est

susceptible de modérer l'ardeur envahissante des minorités activistes, d'inciter ou d'obliger les gouvernants du jour à employer les méthodes progressives.

Si le monde slave et le monde atlantique se rencontraient non des deux côtés d'une ligne de démarcation, mais à l'intérieur même de toutes les nations d'Europe, peut-être y aurait-il une meilleure chance d'éviter la cassure du vieux continent en deux blocs hostiles. Peut-être les pays balkaniques auraient-ils une meilleure chance de recevoir l'aide indispensable. À un partage d'influences, ils ne gagneraient pas seulement certaines libertés, mais aussi les instruments de la réforme, à la longue seule décisive, celle qui accroîtra le rendement du travail humain et arrachera les paysans, penchés sur la terre, à leur pauvreté séculaire.

Pour l'unité de l'Europe

**Point de vue
20 septembre 1945**

Tous les Français se réjouissent que les Trois soient devenus Cinq. Mais combien prennent conscience des obligations et des servitudes de la "présence"?

Qui connaissait, jusqu'à ce jour, la querelle entre Radescu et Grozea? Qui avait un avis bien défini en ce qui concerne la valeur démocratique du ministère Georgieff? Qui s'est prononcé sur le rattachement de Trieste à la Yougoslavie ou à l'Italie?

En fait, l'opinion française, en dépit de paroles en sens contraire, se résignait sagement à l'attitude d'une puissance "régionale". N'opposons plus les petites et les grandes puissances. La formule date du siècle dernier, de l'époque où la grande puissance européenne, en raison de la suprématie incontestée du vieux continent, était automatiquement une grande puissance mondiale.

Au XXe siècle, il n'y a plus que deux (à la rigueur trois) puissances mondiales, capables, grâce à l'énormité de leur population et de leur industrie, d'imposer leur volonté aux quatre coins de la planète. Au-dessous de ces géants, viennent les puissances régionales, comme la France, dont la force, sinon l'influence, ne rayonne que dans une zone limitée.

A Londres, la France, pour justifier sa présence et donner un sens à sa mission, devra être l'interprète de la région Europe. Alors que les États-Unis et la Russie remettent ce petit cap de l'Asie dans la perspective planétaire et songent à l'équilibre mondial, la France comme l'Angleterre se souciera avant tout de rétablir des conditions de vie tolérables à l'intérieur de notre continent, c'est-à-dire d'abord d'empêcher qu'il ne soit divisé irrémédiablement.

L'unique question

Quel que soit le problème envisagé, on bute, à chaque instant, sur le même obstacle: la rivalité des deux univers, slave et atlantique.

Il serait assez facile de s'entendre sur les termes du traité que signera l'Italie. Même le sort de Trieste contestée par les Italiens et les Yougoslaves (et leurs protecteurs respectifs) se prêterait à un compromis, par exemple ville libre et port international. Mais les Russes souhaitent que l'on signe également la paix avec les satellites orientaux du Reich, la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie. Or les gouvernements de ces pays ne sont pas reconnus pour démocratiques à

l'Occident. De même, le gouvernement grec, soutenu par la Grande-Bretagne, est violemment dénoncé par la presse de Russie et de zone russe comme réactionnaire et fasciste.

On dira que ces controverses se dénoueront finalement par des marchandages et des accords savamment balancés. On dira que des faits accomplis existent à l'est de l'Europe et qu'on discute surtout des modalités et des méthodes. Admettons-le.

Il n'en va pas de même quand on en vient à la question qui dominera la conférence, même si elle n'est pas directement évoquée, à savoir: la question allemande. Non que celle-ci ait gardé la signification qu'elle pouvait avoir jusqu'en 1939. Au contraire, on ne répétera jamais assez que l'Allemagne de 1945, dévastée, vaincue, mutilée, n'a rien de commun avec le Reich de Bismarck et de Hitler et qu'elle sera incapable, d'ici des dizaines d'années, de rien entreprendre contre ses voisins.

Mais les soixante millions d'Allemands, la capacité industrielle du Reich, gardent, à l'échelle continentale, sinon mondiale, une portée décisive.

S'il existe une Allemagne, il y a une chance que l'Europe renaisse. S'il n'y a pas d'Allemagne, il y aura, dans le meilleur cas, deux blocs hostiles l'un à l'autre, s'affrontant des deux côtés d'un *no man's land*, l'un sur l'Oder, l'autre le Rhin.

Balkanisation de l'Allemagne

Provisoirement, les lignes de séparation entre les zones d'occupation sont étanches. Et parfois, à l'intérieur même des zones, les districts tendent, plus ou moins par nécessité, à une absurde autarcie.

Les autorités anglaises comptent si peu sur le rétablissement des échanges, qu'elles ont conçu un plan de développement agricole de manière à rendre la zone dont elles ont la charge indépendante "d'importations" alimentaires.

Il ne semble pas que les accords de Potsdam relatifs aux réparations aient été encore exécutés. La zone russe n'a pas reçu 25% des installations industrielles prélevées à l'ouest, elle n'a pas envoyé en contre-partie la nourriture et les matières premières.

Bien plus, il ne semble pas qu'à l'ouest on ait formulé définitivement une politique en fait de réparations, c'est-à-dire de désindustrialisation. La capacité industrielle du Reich a été, semble-t-il, moins atteinte par les bombardements qu'on ne l'imaginait. Elle l'a été à l'est, dès maintenant, par l'annexion de la Silésie et les récupérations pratiquées sur une grande échelle par l'armée rouge.

Il reste donc finalement l'industrie de l'ouest, c'est-à-dire essentiellement la Ruhr. Dans l'immédiat, toutes les Nations Unies ont un intérêt évident à remettre en route les mines de la Ruhr, qui, avec un effectif ouvrier supérieur à la moitié de celui d'avant guerre, ne produisent que 20% de l'extraction de 1938. Le travail d'esclaves est toujours celui qui rend le moins.

On sait bien ce qu'exige l'accroissement de la production, à savoir l'amélioration du ravitaillement et du logement. Les nations victimes de l'agression allemande jettent un oeil d'envie sur le charbon allemand, mais sont-elles prêtes également à favoriser la reprise d'une existence normale dans le Reich occupé? Et pourtant, il faut choisir: ou les réparations prélevées une fois pour toutes par transfert des machines ou les réparations prélevées durant quelques années sur la production courante.

Raisonnablement, la réponse s'impose: personne n'a avantage à détruire la source même des richesses.

L'ensemble occidental

Le règlement imposé à l'est par les Russes rend singulièrement difficile toute organisation raisonnable de l'Allemagne et de l'Europe. Non seulement, le deuxième bassin industriel du Reich a été annexé, un tiers de terres arables l'a été également. Or, si l'on entendait ramener les Allemands à l'agriculture et les désarmer en les privant de leurs fabriques, encore fallait-il leur laisser assez de terre pour se nourrir. Sur un espace plus étroit que celui de la France, comment soixante millions d'Allemands parviendraient-ils à vivre sans une puissante industrie?

Les propositions formulées par la France au sujet de l'Allemagne occidentale ne tendent pas à une véritable désindustrialisation. La formule d'internationalisation aurait certes besoin d'être précisée, mais l'intention est claire: empêcher la Ruhr de redevenir l'arsenal d'une grande armée, en contrôler de manière permanente l'usage, amener vers la France une partie de l'indispensable charbon.

Certains ont immédiatement exprimé la crainte qu'il ne résulte de ce projet la formation d'un bloc occidental hostile à un bloc oriental. Singulière obligation! De toute manière, l'Europe occidentale s'organisera. Il dépend avant tout de la Russie elle-même que cette organisation soit souple ou rigide, ouverte ou fermée. Si l'empire slave de Port-Arthur à Breslau et à Fiume s'entoure d'une infranchissable muraille et condamne les satellites à imiter son régime et à subir son climat, alors l'Occident risque à son tour de se durcir en une unité close.

Quant à la France, par intérêt aussi bien que par idéal, elle tentera jusqu'au bout de sauver l'unité de l'Europe.

Enjeu traditionnel, technique nouvelle

Point de vue
27 septembre 1945

Qui dominera la Méditerranée?

Entre l'empire britannique résolu à "maintenir" et l'empire des Soviétiques dont les ambitions dépassent largement celles de l'empire des tsars, la conférence de Londres n'eut besoin que de quelques jours pour constater le désaccord.

"Mare nostrum!", clamait l'imperator au temps de son éphémère grandeur. La Méditerranée ne fut jamais un lac italien, mais la liquidation des positions italiennes suffit à remettre en question la relation des puissances autour de la mer éternelle.

Les îles du Dodécanèse, à l'âge de l'aviation, permettent de contrôler l'entrée ou la sortie des Détroits. Qui tient Massawa ouvre ou ferme à volonté le passage de la mer Rouge. De Benghazi et de Tripoli, avions et unités légères sont en mesure de patrouiller vers l'est ou vers l'ouest, vers le canal de Sicile ou vers la Crète. Que ces fragments d'un empire abattu soient recueillis par quelque empire en expansion, et la Grande-Bretagne, pour prix de sa victoire, trouverait en face d'elle un rival autrement redoutable que l'Italie mussolinienne.

Quoi d'étonnant qu'à son tour elle dise non?

Ambitions russes

Au moment même où s'ouvrait la conférence de Londres, la meilleure revue anglaise, *The Economist*, écrivait encore que le traité de paix avec l'Italie ne susciterait pas de difficultés particulières.

Certes, à l'arrière-plan, on connaissait les revendications formulées par l'Union soviétique à l'égard de la Turquie. Après la dénonciation du pacte de neutralité et d'amitié qui le liait au gouvernement d'Ankara depuis 1925, le gouvernement de Moscou avait demandé le retour à la république de Géorgie (c'est-à-dire à l'Union soviétique) des districts, jadis peuplés d'Arméniens, de Kars et d'Ardahan et la révision de la convention de Montreux.

La Turquie était prête à réviser cette convention non pas en tête à tête avec la Russie comme celle-ci, reprenant une tradition tsariste, en avait exprimé le désir, mais dans une conférence internationale. D'un autre côté, elle n'acceptait pas la révision souhaitée par les dirigeants de Moscou qui comportait, semble-t-il, la défense en commun des Détroits, c'est-à-dire l'établissement des bases

soviétiques sur les Dardanelles et le Bosphore, éventuellement même sur les territoires voisins.

L'intervention de l'armée aérienne a bouleversé, en effet, les données traditionnelles. Désormais, il ne suffit plus, pour être maître des Détroits, d'en occuper les côtes, il ne suffit même pas de tenir les îles de la mer de Marmara et les quelques îles grecques les plus proches, Imbros, Tenedos, Lemnos ou Samothrace. Depuis 1941, les Allemands, établis en Crète et dans le Dodécanèse, ont interdit aux flottes alliées l'entrée de la mer Egée. Si donc la Russie souhaitait un contrôle exclusif et absolu des Détroits, elle serait amenée à étendre considérablement ses revendications à l'est et à l'ouest.

La Grande-Bretagne, tout en soutenant le refus turc, aurait probablement consenti à la Russie des avantages substantiels. Elle est toute prête à reconnaître les soucis de sécurité qui continuent, semble-t-il, de tourmenter la géante Russie, mais elle admet difficilement que les Détroits puissent devenir une voie de passage, toujours ouverte à la Russie et à elle seule, grâce à laquelle la force soviétique serait à chaque instant présente en Méditerranée.

Or cette crise latente fut éclipsée d'un coup par une surprenante nouvelle: la Russie s'intéressait à la Tripolitaine, peut-être même à l'Erythrée. Du coup, même le régime du port de Trieste passait en second plan. Ce sont les armes anglaises qui ont conquis et libéré les colonies italiennes, ce sont les drapeaux anglais qui couvrent les régions avoisinantes. Quand M. Molotov invoque l'expérience acquise par le gouvernement soviétique dans l'administration des races inférieures, on se demande s'il ne manie pas délicatement l'ironie.

Pourquoi pas le trusteeship de l'Angleterre sur la Mongolie extérieure? a demandé le *Daily Telegraph*.

Idéologies et réalité

La diplomatie actuelle apparaît tour à tour étrangement compliquée et dérisoirement simple.

Elle est simple quand on en vient à l'essentiel. Chaque fois que la Russie tâche d'élargir à l'excès les bénéfices de sa victoire, d'un coup les nations anglo-saxonnes opposent un front commun, résolues l'une et l'autre à fixer certaines limites à l'expansion soviétique.

Mais cette donnée fondamentale disparaît souvent derrière de subtiles complications.

D'abord, les Grands interviennent le moins souvent possible en personne.

Quand la Russie tente de séparer la Turquie de la Grèce, c'est la Bulgarie qui élève des revendications sur la Thrace occidentale. De l'autre côté, quand il s'agit des Détroits, c'est la Turquie, soucieuse de son indépendance, qui figure au premier plan, et la Grande-Bretagne se borne à un rôle de soutien. Chacun pousse ou retire ses satellites comme des pions sur un échiquier, de telle sorte que toute question, si secondaire soit-elle, met en cause et en conflit l'univers entier.

Ensuite, les formules diplomatiques se sont enrichies et affinées. Le *trusteeship*, version nouvelle des mandats, aurait pu marquer un progrès, dans le sens idéaliste, des régimes coloniaux. Le Conseil des nations unies déléguerait à un ou plusieurs de ses membres le soin d'administrer des populations indigènes, afin de les amener peu à peu à l'indépendance. Mais déjà les rivalités traditionnelles se sont glissées dans ces formes nouvelles.

Si l'on avait confié l'administration des colonies italiennes, mises en *trusteeship*, à l'Italie elle-même (selon le premier plan américain), le monde aurait eu l'impression que l'agresseur vaincu conservait son empire. Grande-Bretagne et France auraient craint la contagion de la formule: accession à l'indépendance. Quand la Russie demande que l'administration de la Tripolitaine lui soit confiée, personne n'est plus tenté même de dire que l'hypocrisie est un hommage du vice à la vertu: les nouvelles conventions diplomatiques montrent la corde avant d'avoir servi.

On hésite aujourd'hui entre *trusteeship* individuel et *trusteeship* collectif. Cette dernière formule, lancée par les États-Unis, après l'échec de leur premier plan, serait susceptible, elle aussi, d'une certaine valeur morale. Plusieurs "protecteurs" sont en général moins oppressifs qu'un seul. Mais si pures que soient les intentions, l'intérêt personnel finit toujours par percer. Étant donné la disproportion actuelle des ressources, les États-Unis gagnent inévitablement au régime de la porte ouverte et de l'égalité des droits.

D'où l'inquiétude des vieilles puissances coloniales devant cette idéologie nouvelle qui paraît condamner les pratiques des puissances coloniales. La stratégie britannique est doublement défensive, celle des États-Unis, défensive contre les ambitions soviétiques, hostile aux formes anciennes de conquête et d'expansion, souhaite d'ouvrir librement l'univers entier aux influences et aux marchandises de tous.

Perspectives

On ne pense pas que la Russie s'attende à obtenir satisfaction dans la mer

Rouge et en Méditerranée. Bien plutôt soupçonne-t-on un jeu tactique. Quelle contre-partie obtiendra-t-elle pour les concessions qu'elle fera par rapport à ses demandes maximum? Reconnaîtra-t-on les gouvernements de Bucarest et de Sofia parce que Moscou aura renoncé à Massaouah? Lui donnera-t-on des bases dans les Détroits parce qu'elle aura abandonné ses prétentions sur Tripoli?

Dans ces marchandages, la France intervient aussi peu que possible, bien qu'inévitablement elle se trouve de plus en plus liée aux puissances de la zone à laquelle elle appartient naturellement à savoir la zone occidentale. En revanche, rien ne l'empêcherait de faire preuve d'autant d'imagination que les autres. Même une stratégie défensive comme celle de la France n'est pas vouée à la stagnation et à la passivité. Il faut renouveler les mots et les méthodes pour sauver au XX^e siècle les empires créés au XIX^e.

Après l'événement, avant l'histoire

Les Temps modernes
octobre 1945

Le Maréchal Pétain ne pouvait pas ne pas être condamné à mort, puisque certains de ses subordonnés l'avaient été pour avoir obéi à ses ordres. En raison de son âge, il ne pouvait pas être exécuté. L'issue était donc prévisible et prévue, de même que les convictions des juges, choisis parmi les Résistants et les parlementaires de l'Assemblée Consultative, ne prêtaient pas au doute. D'où cette impression d'un scénario réglé à l'avance, d'une sorte de rite collectif, auquel les participants ne croyaient qu'à moitié.

Si l'issue était trop claire, le caractère du procès ne l'était pas assez. Il s'agissait nécessairement d'un acte politique ou pour mieux dire révolutionnaire. Le Gouvernement Provisoire, sorti d'une insurrection et non d'un vote populaire, accusait celui qui avait reçu le pouvoir constituant, donc suprême, des derniers représentants élus du peuple français. La mise en forme légale était vouée à affaiblir, voire à fausser la signification de l'acte. Parler d'intelligence avec l'ennemi dans le cas d'un chef d'État, alors que le territoire national est occupé se ramène à une pure fiction juridique. On ne jugeait pas un traître au sens vulgaire du terme, un homme coupable d'avoir entretenu dans l'ombre, par intérêt ou par passion, des relations avec l'ennemi, on jugeait l'homme qui avait sinon décidé, du moins symbolisé une politique. Un tribunal révolutionnaire eût été probablement plus honnête et plus noble.

De plus, l'accusation avait un choix fondamental à faire; ou bien elle dénonçait la politique de Vichy en tant que telle, en tant que, contraire à l'honneur, elle donnait de notre pays, au dehors, une image indigne. En ce cas, elle n'avait nul besoin de nier - ce qui est l'évidence même - que le Maréchal Pétain a voulu atténuer les souffrances des Français. L'accusation aurait précisément reproché aux hommes de Vichy même aux meilleurs d'entre eux, d'avoir préféré le moindre mal à l'honneur. Mais une telle accusation n'aurait pu être développée que par des Français irréprochables, par ceux qui librement avaient choisi l'héroïsme et assumé non le minimum, mais le maximum de risques. On imagine aisément ce qu'aurait pu être un tribunal inspiré par cette conception⁽¹⁾.

Mais comment M. Mornet qui avait accepté de faire partie de la Commission de dénaturalisation (à seul fin, certes, d'en freiner les abus) aurait-il pu reprocher

au Maréchal, au nom de principes, d'avoir suivi jusqu'au bout la voie dans laquelle il s'était lui-même engagé, c'est-à-dire d'avoir utilisé son crédit moral pour protéger certains Français dans le malheur au risque de couvrir de son nom et de son prestige des mesures, en elles-mêmes odieuses? La lettre par laquelle il acceptait de faire partie de la Cour de Riom, révélée au cours d'une audience, prouvait au moins que le Procureur général, à l'époque, ne tenait pas l'armistice pour une trahison.

Si l'on renonçait à cette conception que l'on baptisera romantique, on était amené fatalement à suivre la défense sur le terrain où celle-ci s'était résolument placée, à savoir la discussion pied à pied, argument contre argument, des avantages et des inconvénients de la politique du Maréchal, depuis l'armistice jusqu'au débarquement allié.

Ce procès "réaliste" risquait inévitablement de se perdre dans le maquis des actes et des intentions, des intentions et des conséquences, du double jeu et du moindre mal.

Il eût été possible, pourtant, de le mener à bonne fin, mais il aurait fallu que l'accusation renonçât, dès l'origine, à incriminer l'armistice en tant que tel, pour se concentrer sur la collaboration, surtout après novembre 1942. En effet, l'armistice fut accueilli avec soulagement par une partie du peuple français. Plusieurs des hommes d'État de la III^e République témoignèrent au Maréchal Pétain *après l'armistice*, de leurs "sentiments dévoués". Si donc l'armistice était un crime en lui-même, le crime gagnait de proche en proche, et le Maréchal, bien loin d'en apparaître comme l'initiateur et le seul responsable, devenait pour ainsi dire le représentant d'une faute collective. Pour éviter cette contamination par le crime, un seul recours: démontrer que l'armistice n'avait pas été un acte improvisé dans une conjoncture tragique, mais l'application d'un plan conçu à l'avance.

L'accusation, malheureusement, ne put rien apporter de plus que des présomptions singulièrement faibles. La clique pro-allemande avait depuis 1935 utilisé plus d'une fois le nom du vieux Maréchal. Celui-ci aurait dit à Monzie un mois à l'avance: "Ils auront besoin de moi dans la deuxième quinzaine de mai". Nombre de cagouleurs se trouvaient à Vichy dans les couloirs de l'hôtel du Parc. Que conclure? Weygand était à Beyrouth, Pétain à Madrid, Laval à Paris. Weygand et Laval se détestaient, et, dès le lendemain de l'armistice, le premier s'opposait à la politique pro-allemande du second. Comment les trois principaux acteurs auraient-ils pu s'entendre à l'avance? Qu'il y ait eu des conversations, que

certaines aient songé à une contre-révolution, en cas de défaite, soit. Qu'il y ait eu, à proprement parler, complot, non seulement ce n'est pas démontré, mais ce n'est pas probable.

La faillite de la thèse du complot entraîna celle de toute la première partie du procès, sorte de procès de Riom inversé. Les mêmes personnages figuraient ici et là, mais ils avaient interverti les rôles. Les accusés d'hier étaient devenus témoins à charge. Le juge suprême d'hier, celui qui avait condamné les prévenus sans les entendre, occupait cette fois, en silence, le fauteuil de l'accusé. Les magistrats avaient changé, mais ils gardaient un point commun: les uns et les autres défendaient vigoureusement les théories du gouvernement.

On pourrait même pousser la comparaison plus loin. Le procès de Riom contribua puissamment à la réhabilitation des accusés et de la III^e République. Le procès Pétain eut des conséquences exactement contraires. Quand les grands hommes de la démocratie, emprisonnés par les hommes de la capitulation, défendaient leur passé et la République, ils ne manquaient pas de grandeur et leurs paroles trouvaient un large écho dans la nation. Quand, libres, dès aujourd'hui et demain peut-être puissants, ils prononçaient devant un vieillard, syndic plutôt que responsable de la défaite, des plaidoyers *pro domo*, ils éveillaient des sentiments opposés⁽²⁾. En particulier, celui qui appela Pétain au pouvoir ne pouvait jouer le rôle de l'accusateur public sans s'atteindre lui-même.

Ainsi, entre le procès de principe et celui de fait, on choisit le second. Entre le procès de l'armistice et celui de la collaboration, on choisit d'abord le premier (la plupart des témoins à charge déposèrent sur les événements antérieurs au 25 juin 1940). La défense de son côté s'était préparée au procès de la collaboration et accumula les dépositions de témoins, destinées à soutenir la thèse du double jeu ou du moins mal ou, éventuellement, du martyr. D'où l'impression curieuse de beaucoup de spectateurs: la défense marque des points (on connaissait déjà les arguments de l'accusation, puisqu'ils s'appuyaient sur des faits et des actes publics, on ne connaissait pas tous ceux de la défense, puisqu'ils invoquaient des paroles ou des actes secrets). Et pourtant le réquisitoire, par la simple accumulation des textes et des faits, fut accablant. Rien d'essentiel n'avait été modifié, par les témoins à décharge, des termes dans lesquels se posent rétrospectivement les problèmes décisifs.

Le duel Weygand-Reynaud rappela, à ceux qui trouvaient commode de l'oublier, que les circonstances imposaient à la France, en juin 1940, un choix en tout état de cause tragique.

Capitulation militaire ou capitulation politique? Ou bien l'armée française mettait bas les armes, comme l'avait fait l'armée hollandaise, laissant le gouvernement libre de poursuivre la guerre au dehors, ou bien le gouvernement demandait l'armistice, ce qui entraînait automatiquement la cessation des hostilités dans l'empire. Les militaires, Weygand en tête, tenaient la première solution pour contraire à l'honneur de l'armée, les hommes politiques (Reynaud, Herriot, Jeanneney, Léon Blum) tenaient la seconde pour contraire à l'honneur de la nation. La capitulation en rase campagne n'est pas admise par le code de justice militaire, mais la rupture des alliances en pleine guerre n'est pas tolérée non plus par le code non écrit de la morale des États.

Il n'importe guère de reprendre cette discussion aujourd'hui: entre les civils, une sorte d'unanimité s'est établie. Mais pourquoi un militaire jugeait-il que l'armée aurait été déshonorée si elle avait capitulé et que le pays ne l'était pas s'il retirait de la lutte, sans y être contraint, les bases, les vaisseaux, les avions dont il disposait encore? On a parlé, avec exagération me semble-t-il, du souci de "l'ordre social". D'autres motifs plus puissants ont joué. Ce qu'ils avaient admis dans le cas de l'armée hollandaise, nos généraux se refusaient même à le concevoir dans le cas de l'armée française. Leur pensée en restait à l'époque où les dimensions de notre pays rendaient inconcevable une telle éventualité. De plus, leur pensée se mouvait à l'intérieur de cadres étroits, ceux d'une discipline, d'un métier. Elle commettait l'erreur classique, dénoncée par les philosophes depuis Platon: juger de l'ensemble en fonction d'une partie, prendre une décision, suprêmement politique, pour des raisons étroitement professionnelles.

En dehors de cette alternative (les deux modalités de la capitulation), la discussion, en 1945 comme en 1940, entrechoqua des arguments désormais bien connus: une capitulation militaire aurait condamné l'armée entière à la captivité; l'Afrique du Nord, presque sans matériel, avait-elle les moyens de se défendre? Dans le sens contraire, on fait valoir la contribution qu'auraient apportée à la lutte la flotte, l'aviation, l'empire.

La suite de l'histoire a trompé l'attente des uns et des autres. On ne saura jamais si les Allemands auraient attaqué l'Afrique du Nord en passant par l'Espagne. On ne saura jamais si, en ce cas, nous aurions ou non "tenu". Mais à supposer que nous ayons tenu, il est hautement improbable que Hitler eût attaqué la Russie au printemps 1941, en laissant les forces franco-anglaises maîtresses de la Méditerranée. Dans la mesure où l'armistice a précipité indirectement l'intervention de l'armée rouge, il a servi la cause alliée.

Mais qui ne voit que ces suites n'ont pas été voulues et que les conséquences de l'acte valent mieux que les intentions des acteurs? La décision de l'armistice paraît rétrospectivement justifiable, *sur le plan des faits*, parce que les choses ont bien tourné. Churchill pouvait dire sincèrement au général Georges, au début de 1943, qu'en somme l'armistice avait réservé l'Afrique du Nord et que celle-ci était plus utile en novembre 1942 qu'en juin 1940 (alors qu'aucun des Alliés n'avait d'armes). Mais en 1940 le gouvernement anglais avait une autre opinion: en se retirant du jour au lendemain de la bataille, la flotte française aggravait d'autant les charges de la *Royal Navy*. Des hommes farouchement résolus à vaincre n'auraient pas assumé à la légère un tel risque.

Enfin, n'oublions pas que ni le prestige, ni l'unité morale de la France ne sont entièrement remis du coup que leur porta l'armistice.

De juin 1940 à novembre 1942, le Maréchal lui-même (ou (et) son entourage) est résolument attentiste. Il s'oppose à ce qui risquerait d'entraîner la France en guerre aux côtés des Allemands. Plus nettement que Laval ou Darlan, il s'efforce de s'en tenir, au moins dans l'ordre militaire, aux clauses de l'armistice.

Durant cette période, les Alliés souhaitaient la prolongation de cette demi-neutralité pour éviter que la flotte et l'empire ne tombent aux mains de l'ennemi et pour s'emparer eux-mêmes de l'Afrique en temps opportun. En dehors de ces deux objectifs; atteints en novembre 1942, tout le reste remis, dans la perspective globale du conflit, leur paraissait secondaire.

L'accusation devait donc, pour cette première phase, faire une distinction entre le régime de l'armistice en tant que tel, et les actes de collaboration qui dépassaient les nécessités de droit et de fait. Ces actes, au moins des débuts d'actes, n'ont pas manqué: projet de reconquête des colonies passées à la "dissidence", Montoire, protocole de mai 1941, Syrie, recrutement de la Légion antibolchevique. Mais il n'est pas facile de mesurer en chaque circonstance, la responsabilité propre de Pétain, Pratiquement, Montoire n'abouti à rien. Laval fut chassé le 13 décembre. Le protocole de mai 1941 ne fut pas ratifié (bien qu'il reçut en Syrie un commencement d'exécution). Même le rappel de Laval en avril 1942 ne prouve pas absolument l'intention de pousser plus loin la collaboration politique ou militaire avec l'Allemagne.

Jusqu'en novembre 1942, la théorie de l'attente n'est pas en contradiction formelle avec les faits. "Loyal aux Allemands et aux Anglais", le Maréchal Pétain avait la chance singulière de ne contredire trop nettement ni aux désirs des Allemands ni à ceux des Anglais, parce que les uns et les autres, pour des

raisons contradictoires, acceptaient cette neutralisation provisoire de la Méditerranée occidentale.

Mais cette défense ne couvre pas deux séries d'actes: les réformes intérieures et la persécution des communistes. Entendons-nous bien: la loi contre les francs-maçons n'équivaut pas à la trahison. Mais utiliser la défaite pour entreprendre une révolution contraire aux vœux de la majorité de la population, est moralement bas et politiquement odieux. Il est normal que le régime, sorti de la victoire et soutenu par la volonté nationale, châtie ceux qui se sont appuyés sur les baïonnettes ennemies pour satisfaire leurs ressentiments.

Il n'en va pas autrement des mesures prises contre les communistes. Les lois appliquées jusqu'au printemps 1941, nous dit-on, étaient celles qu'avait faites le gouvernement Daladier? Il se peut, mais elles répondaient à l'attitude prise alors par les communistes à l'égard de la guerre, elles prenaient une signification radicalement autre quand les communistes menaient héroïquement la lutte contre l'ennemi. Là encore politiquement, le verdict s'impose.

Quant à la législation raciale, elle nous ramène à la controverse du moindre mal. Il est certain que la zone inoccupée a offert un abri à de nombreux israélites. Il est possible que le statut des juifs ait servi quelque temps "d'écran de protection" et, en retardant l'application intégrale des lois de Nuremberg, ait atténué les misères des juifs. Sans l'armistice, ceux-ci auraient probablement souffert physiquement davantage. Mais qui osera dire que ces intentions humaines aient été celles de Xavier Vallat, de Charles Maurras ou de Darquier de Pellepoix? À nouveau, on bute sur l'équivoque des intentions et des conséquences.

Jusqu'au débarquement allié en Afrique du Nord, le Maréchal Pétain était resté à la limite des fautes irréparables: il les commit en novembre 1942.

Le débarquement des Alliés en Afrique du Nord marquait la fin de l'attentisme: les derniers atouts de Vichy, empire et flotte, étaient voués, à partir du 8 novembre, à passer d'un côté ou de l'autre - à moins de choisir la mort dans la solitude. L'empire, après trois jours d'hésitation, choisit la lutte pour la libération, la flotte préféra le suicide.

Pour disculper Pétain et de ces hésitations et de ce suicide, les avocats invoquèrent le télégramme secret envoyé à Darlan sous l'influence de l'Amiral Auphan. Mais ce télégramme, moins catégorique qu'on le dit, ne justifie pas le Maréchal, car la seule manière pour lui de se sauver moralement et politiquement eût été de partir pour Alger. Alors la flotte aurait repris la lutte.

Alors il ramenait à la France, c'est-à-dire à la Résistance, les bons Français égarés par son prestige. Resté en France, multipliant les messages contre les dissidents, il empêchait l'unité totale de la nation. Il ne trompait plus guère les Allemands, mais il continuait de tromper certains Français.

Certes, Pétain s'est intéressé pratiquement jusqu'au bout (il y a une déposition relative à la fin de 1943) à l'organisation clandestine de l'armée. Mais, en même temps, il a couvert la nomination et l'action de Darnand, comme s'il ne concevait de résistance que dirigée par des généraux, comme s'il était incapable de reconnaître dans les "terroristes" du maquis les soldats de la nouvelle armée. Il n'est plus question d'attente, il n'est plus guère question de double jeu, il ne subsiste que le possible argument du moindre mal matériel.

Les témoignages n'ont pas manqué qui prouvent que Pétain et même Laval ont freiné les exigences et atténué les exactions de l'occupant. Et nous n'en disconvenons pas. Que certains fassent mine de s'en étonner me paraît le seul sujet d'étonnement. Alors quoi? Imagine-t-on que Pétain et Laval aient envoyé le maximum de Français en Allemagne? Qu'ils aient poussé l'ennemi au maximum de fusillades? Il faut attendre les tueurs et les traîtres fanatisés, Darnand et Déat, pour que l'administration de Vichy aggrave consciemment, au lieu de la réduire, la violence de l'ennemi. Il n'est pas exclu, encore que ce soit indémontrable, que la condition des Français, soumis à un *Gauleiter*, eût été pire encore (bien que la police française, indispensable à la *Gestapo*, n'eût pas obéi à un *Gauleiter* comme au ministre du Maréchal). En tous cas, à partir de 1943 et des déportations massives, plus encore à partir de 1944, de la répression du maquis et des crimes de la milice, la présence de Pétain rapportait toujours moins matériellement et coûtait toujours plus moralement. L'homme, quel qu'il fût, quelles que fussent ses intentions, qui acceptait de couvrir de pareilles atrocités, se déshonorait et la nation se devait de le condamner solennellement.

Il est loisible d'imaginer, comme l'a tenté Me Isorni, un Pétain-martyr offrant aux Français le bouclier de son honneur. Mais pouvait-il y avoir rien de pire pour la France que la persécution des patriotes par une police se réclamant d'un Maréchal? Pouvait-il y avoir rien de pire que l'équivoque entretenue jusqu'au bout sur le sens du devoir? Au reste, il est une réponse plus simple encore: si l'on prête à Pétain une telle intention, sublime et absurde, on lui prête aussi la volonté ou du moins l'acceptation anticipée du châtement que la nation ne pouvait pas ne pas infliger à celui qui, fût-ce pour la sauver, avait paru la trahir.

Après comme avant le procès, un mystère subsiste entier. Quelle fut la

psychologie de cet homme? Ambition sénile du pouvoir? Inculture politique, presque sans limite? Vanité aveugle qui lui faisait croire indispensable son maintien au pouvoir? Obstination à se croire seul investi d'une légitimité, depuis longtemps tombée en déshérence? Pitié pour les Français livrés à la cruauté de l'ennemi? Reprise, sous une forme nouvelle, de cette volonté, naguère juste, de vaincre en réduisant les sacrifices? Préjugés réactionnaires ou fascistes contre les parlementaires et les institutions démocratiques? Le Maréchal Pétain, dans le fond de son cœur, a été hostile aux Allemands, et son dernier gouvernement ne comptait guère que des traîtres qui avaient joué leur vie sur la carte de la victoire hitlérienne.

Chacun compose un portrait qui ne coïncide ni avec l'image d'Épinal de 1940, ni avec l'image d'Épinal (de sens contraire) de 1945. Renonçons à débrouiller l'écheveau de cette âme nouée, abandonnons au passé ce mort vivant et cette tragédie usée.

Faisons confiance non à la sérénité de l'histoire - elle ne sera ni plus juste ni nécessairement mieux informée que nous - mais à la force de l'oubli.

[\(1\)](#) La mère, dont le fils avait été tué dans la lutte contre les Alliés, le Résistant arrêté par la police française, ne discutaient pas, ils n'argumentaient pas: sans Pétain y aurait-il eu plus ou moins de Français sacrifiés? Ils n'en savaient rien et ils ne voulaient pas le savoir. Ce qui leur paraissait intolérable, en tout état de cause, c'est que la politique de Vichy eût entraîné de pareilles conséquences.

[\(2\)](#) Cette remarque ne s'applique pas à Léon Blum, qui montra, au procès, une parfaite dignité.

Les désillusions de la liberté

Les Temps modernes
octobre 1945

Les prophètes de malheur ont eu tort: les optimistes aussi. Aucune des catastrophes dont on nous menaçait - bain de sang, troubles révolutionnaires, anarchie persistante - ne s'est produite. Mais si les craintes se sont dissipées, les espoirs ne se sont pas réalisés. Le pays n'a pas secoué le poids du passé, il n'a pas éliminé les poisons répandus par quatre années d'Occupation, il ne s'est pas jeté avec une allégresse unanime dans la grande œuvre de reconstruction.

Un an après la Libération, le décor a été planté. Nous avons de nouveau un État, une armée, une administration. De la Bastille à l'Étoile, les défilés militaires font accourir des foules enthousiastes qui échappent pour quelques heures aux misères du présent et s'abandonnent à l'illusion des jours de gloire. Mais le train de l'existence quotidienne est tout autre: le marché noir sévit, la majorité des producteurs s'appauvrit, seuls les intermédiaires - profiteurs de la pauvreté commune - s'enrichissent en prélevant une dîme exorbitante sur des échanges chaotiques.

Politiquement, le conflit latent qui opposait depuis des mois le gouvernement et les milieux politiques de l'Assemblée consultative, a éclaté à propos des projets constitutionnels. On a discuté de la Constituante, prévue pour sept mois, comme si l'avenir de la nation en dépendait. Au-dehors, la France n'a pas été invitée à Potsdam et notre "grandeur" reste méconnue et solitaire.

Ici et là, rien d'irréparable n'est encore survenu. Il est normal que nous ne figurions pas parmi les Grands de ce monde puisque nous ne possédons pas les instruments de la grandeur temporelle. Il est normal que les partis s'inquiètent des conditions dans lesquelles le régime provisoire prendra fin et cédera la place à une démocratie réelle. Ce qui n'est pas normal, ce qui rend l'air irrespirable, c'est la méfiance. Méfiance entre la France et les Alliés auxquels nous devons notre liberté. Méfiance entre le gouvernement et les partis qui l'ont choisi et dont les représentants continuent de siéger dans le Conseil des ministres.

Si cette méfiance était insurmontable, il faudrait dire que la France a raté une expérience politique de plus. Le régime actuel, sous une forme ou sous une autre, peut bien se prolonger des mois, voire des années: on ne réussira pas une rénovation nationale dans un tel climat.

1. La lutte pour le pouvoir

À la fin du mois d'août 1944, le général de Gaulle prit le pouvoir avec l'assentiment unanime de la nation. De l'extrême gauche à l'extrême droite, tous les partis, toutes les familles spirituelles acclamaient le premier Résistant de France, l'homme qui symbolisait l'honneur de nos armes, qui avait maintenu la patrie dans la guerre et dans la victoire.

Mais cette chance unique n'était pas sans contreparties. Les espérances contradictoires que les Français liaient à la personne du général de Gaulle rendait inévitable la déception des uns ou des autres (peut-être des uns *et* des autres). L'homme du 18 juin pouvait-il simultanément rétablir une démocratie parlementaire et prendre la tête d'une révolution? Pouvait-il faire la guerre aux "trusts" alors qu'il continuait la guerre contre l'Allemagne? Pouvait-il prendre l'initiative immédiate de réformes profondes, alors qu'il était soucieux, avant tout, d'ordre et de tranquillité sur les arrières du front, c'est-à-dire sur toute l'étendue de la France?

Matériellement, les circonstances compliquaient démesurément l'œuvre que la situation politique semblait suggérer. Chacun se déclarait prêt à accepter n'importe quelle mesure, même radicale, mais quelle mesure, même modérée, était-il possible de prendre avec une administration désorganisée, des moyens de transport déficients, un pays découpé en morceaux par les destructions? Bien plus, si le gouvernement n'était pas discuté, il s'en fallait de beaucoup qu'il fût partout obéi. Au début d'octobre encore, un commissaire de la République, au sud de la Loire, parlait avec un certain détachement du "Gouvernement de Paris".

Les derniers mois de l'année 1944 furent absorbés par ces tâches sans éclat: rétablissement de l'unité matérielle du territoire (chemins de fer, télégraphe, téléphone), rétablissement de l'unité politique du territoire par le refoulement des formations insurrectionnelles (CNR et CDL). En dépit de quelques crises (à propos des FFI et des Milices patriotiques), cette évolution prévisible aboutit en quelques mois à son terme: le gouvernement s'assura en fait le monopole du pouvoir auquel il prétendait en droit. Les FFI furent dissoutes ou absorbées dans l'armée régulière, les CDL réduits à des fonctions consultatives et à une collaboration, parfois efficace, avec les autorités locales, les Milices patriotiques, défendues puis abandonnées par le parti communiste, entrèrent peu à peu en sommeil.

Cette issue du conflit, dit "des deux pouvoirs", était fatale. Un gouvernement

régulier, maître de l'appareil de l'État, n'a jamais de véritable rival dans les organisations spontanées, sorties d'une insurrection populaire, du moins quand celles-ci, comme c'était le cas en France, n'ont pas, au fond, d'intentions révolutionnaires. Malgré tout, les incidents de ces premiers mois commencèrent de séparer gouvernement et Résistance.

Le général de Gaulle n'avait pas seulement été plébiscité par le pays; il avait été désigné et voulu par les mouvements de Résistance (ou du moins ceux qui parlaient en leur nom). Mais ceux-ci ne connaissaient guère celui qu'ils avaient choisi pour chef, de même que celui-ci, en dehors des résistants qui avaient fait les voyages de Londres et d'Alger, connaissait mal les responsables des organisations métropolitaines. La découverte réciproque ne fut pas sans entraîner des déconvenues des deux parts. La plupart des membres du CNR n'apparurent pas à la hauteur du rôle qu'ils étaient censés avoir joué. L'équipe, recrutée en majorité dans l'exil, qui entourait le général de Gaulle, surprit et heurta les résistants qui ne s'attendaient pas à recevoir un gouvernement du dehors. Ceux des résistants qui n'étaient entrés ni au gouvernement ni dans l'administration se trouvèrent exclus des lieux où les décisions étaient prises et exprimèrent leur amertume dans une guérilla d'articles et d'ordres du jour. Le CNR tenta de survivre aux circonstances qui justifiaient son action et offrit, à plusieurs reprises, solennellement, une collaboration qu'on ne lui demandait pas - offre qui ne fut ni acceptée ni repoussée, comme si le gouvernement ne savait que faire de cette encombrante bonne volonté.

Mais rapidement, l'enjeu du conflit s'élargit. Qu'il s'agît de l'épuration ou de réformes de structure, l'impatience de la Résistance venait se briser vainement sur la prudence résolue du gouvernement.

Une sorte d'unanimité s'est établie pour proclamer que l'épuration était un échec. On n'oserait donc rompre cette unanimité. Mais l'opposition, presque toujours, s'est bornée à dénoncer des cas scandaleux dans l'un ou l'autre sens. Or, on ne juge pas une politique d'après ses "ratés". Il aurait fallu articuler les griefs. À quoi en avait-on? À l'insuffisance des dossiers? Mais si on voulait poursuivre jusqu'aux lampistes de la collaboration, les dossiers se comptaient par centaines de milliers et exigeaient de l'administration une compétence et une efficacité improbables. À l'insuffisance des tribunaux? Mais les cours de justice n'ont pas été discutées dans leur principe. Les jurés étaient recrutés parmi les résistants, ils devaient donc, dans l'ensemble, être plus sévères que la moyenne de l'opinion publique. À l'insuffisance des magistrats? L'épuration des épurateurs aurait dû,

certes, précéder l'épuration du pays, mais si elle avait été poussée jusqu'au bout, combien aurait-on gardé d'épurateurs? À l'insuffisance des textes? Mais la presse politique n'a presque jamais discuté les ordonnances relatives à l'épuration.

On s'est arrêté finalement à l'idée que les concepts juridiques, qui figurent dans les lois en vigueur en 1939, suffisent à la répression des actes de collaboration. Pour la collaboration économique, l'ordonnance du 29 mars 1945 a recours à la notion de commerce avec l'ennemi et se borne à en préciser les conditions d'application, en tenant compte des circonstances exceptionnelles: occupation du territoire, existence d'un gouvernement de fait, etc. Pour les autres formes de collaboration, les notions essentielles sont celles d'intelligences avec l'ennemi et d'atteinte à la sûreté de l'État. Inévitablement, cette législation laisse une large part à l'interprétation des magistrats et des jurés. On aurait pu réduire sensiblement cette marge d'incertitude en promulguant après coup une législation conçue pour répondre à la situation sans précédent d'un pays en symbiose, sous régime d'armistice, avec un occupant. Cette solution a été écartée parce qu'elle aurait comporté le scandale juridique de la rétroactivité et elle aurait entraîné probablement d'autres inconvénients.

Tant que l'on ne proposait ni d'autres lois, ni d'autres cours, on en était amené inévitablement, et l'on ne s'en fit pas faute, à dénoncer les freinages, les contrastes entre des impunités et des rigueurs également choquantes. Mais les cours de justice, semi-populaires, étaient vouées à l'avance à ces inégalités et les freinages ne venaient pas tous de l'administration. Combien de collaborateurs avaient des amis ou des parents parmi les résistants? Combien avaient pris un début de contre-assurance? Cela dit, il est probable que les autorités ont eu tendance à freiner.

Le gouvernement, soucieux de remettre en marche la machine administrative et économique, souhaitait conserver à la nation, dans toute la mesure du possible, les hommes compétents. L'opposition peut se permettre d'ignorer ces sortes de considération, mais les résistants, quand ils ont été à leur tour responsables de l'efficacité, dans la presse par exemple, n'y ont pas été insensibles, eux non plus.

À l'Est de l'Europe, l'épuration devint l'équivalent d'une véritable révolution: des classes entières furent éliminées ou décapitées. Peut-être certains auraient-ils rêvé, en France, d'une épuration analogue. Le gouvernement, en tout cas, n'y songeait pas, il considérait l'épuration comme une affaire d'État à traiter comme telle, conformément aux lois, en respectant les formes. Mais, d'un autre côté,

l'épuration ne pouvait pas ne pas être révolutionnaire, puisqu'elle avait pour fondement une légalité insurrectionnelle et que le gouvernement du Maréchal était rétroactivement décrété illégal (en 1940, reconnu par les États-Unis et l'Union soviétique, il avait toutes les apparences de la légalité, voire de la légitimité). L'épuration fut un acte révolutionnaire mis en forme légale, condamné par définition à ne satisfaire ni les révolutionnaires ni les légalistes.

La querelle est au fond analogue dans le cas des nationalisations; ce mot connaît aujourd'hui une fortune éclatante. Bien que la formule "nationalisation des industries clés" traîne dans les programmes de la CGT depuis près d'un demi-siècle, elle occupe la première place dans les plans de rénovation lancés par la Résistance et les partis politiques. L'équivalence établie entre nationalisation et réforme de structure, réforme de structure et révolution, transfigure en un bouleversement l'opération prosaïque qui consiste à substituer des directeurs nommés par l'État aux administrateurs de sociétés.

Le gouvernement décréta la nationalisation des mines du Nord, des usines Renault, de Gnome-et-Rhône, d'Air France; il annonça celles du crédit et de l'électricité, mais les adversaires des trusts ne se tenaient pas pour satisfaits.

La répugnance du gouvernement à réaliser, dans l'immédiat, des nationalisations plus étendues, comporte des explications faciles. Une nationalisation en elle-même ne rapporte et ne résout rien. Elle touche les masses populaires, dans la mesure où celles-ci prennent au pied de la lettre l'expression "retour à la nation des grandes sources de richesse collective". Le plus souvent, ni les conditions de travail, ni le rendement ne sont améliorés de manière immédiate, et une déception s'ensuit. L'État se trouve chargé d'une responsabilité supplémentaire, celle de trouver des hommes capables de faire marcher les entreprises devenues propriété de la nation.

Or, depuis 1940, l'État est pratiquement responsable de toute l'économie, en ce sens qu'il en dirige le fonctionnement: l'État fait produire ce qu'il veut, par qui il veut, aux conditions qu'il veut (on est tenté de substituer "peut" à "veut", mais la faute en est à la résistance des choses bien plus qu'à celle des hommes, à la pénurie plus qu'aux trusts). Si, trop souvent, la volonté de l'État demeure vaine, l'insuffisance des organes d'exécution, la paralysie bureaucratique en portent la responsabilité principale.

Dès lors, pourquoi l'État serait-il impatient de diriger directement des entreprises qui, pour la plupart, fonctionnent aussi bien (ou aussi mal) sans lui? Sur le plan économique, la pensée de gauche a tendance à surestimer

l'importance de la propriété et à méconnaître celle du fonctionnement. Dans le régime intermédiaire que Grande-Bretagne et France veulent édifier, l'État se charge de contrôler l'ensemble, c'est-à-dire, en temps normal, d'assurer le plein emploi, à l'heure présente d'organiser la pauvreté, de toute manière, de répartir rationnellement, pour le plus grand profit de la collectivité, les ressources disponibles. Dans un tel cadre, la nationalisation de telle ou telle branche industrielle devrait être discutée surtout en termes d'opportunité, d'avantages techniques.

Ces considérations, il est vrai, négligent ce qui, aux yeux des révolutionnaires, est probablement l'essentiel. Ceux-ci n'affirmeraient pas que l'entreprise nationalisée sera à coup sûr mieux gérée. Ils avoueraient que l'État a les moyens de diriger l'ensemble de l'économie, sans devenir patron de mines ou d'aciéries. Mais la nationalisation n'en garderait pas moins à leurs yeux une double vertu: elle implique un changement de personnes, elle enlève aux propriétaires des grandes entreprises la puissance qu'ils devaient à la possession des instruments de production. La théorie des réformes de structure est moins économique que politique. De ce fait même, le général de Gaulle n'était pas impatient d'en généraliser l'application puisqu'elle ne rapportait rien dans l'immédiat et qu'elle inaugurerait des changements profonds auxquels il n'était ni définitivement hostile, ni vraiment résolu.

La méthode selon laquelle le chef du gouvernement exerça son autorité créa une autre cause de friction. L'Assemblée consultative fut consultée de temps à autre, mais on tint peu de compte de ses avis. Le projet de loi sur les comités d'entreprises, que l'Assemblée avait modifié dans le sens de l'élargissement des attributions des comités, fut modifié ensuite par le Conseil des ministres dans le sens contraire. Le mécontentement au sujet de la gestion des ministres du Ravitaillement, de la Justice, de l'Information n'aboutit qu'au bout de plusieurs mois. Et encore, le remplacement de M. de Menthon par M. Teitgen ne suffit pas à combler les vœux de ceux qui critiquaient l'un et l'autre à la fois. L'arrivée de M. Soustelle ne répondait pas exactement à l'attente de ceux qui critiquaient le précédent ministre de l'Information.

D'une certaine manière, la querelle des deux pouvoirs réapparaissait sous une forme nouvelle. Partis, mouvements, Assemblée, réclamaient une participation réelle au pouvoir et se contenaient de plus en plus malaisément de la participation par l'intermédiaire de leurs délégués au Conseil des ministres. Au fond de la querelle constitutionnelle, on retrouve cette unique et décisive

question.

Au point de départ, il s'agit d'une alternative simple et claire. La Constitution de 1875 était-elle suspendue ou abrogée? Dans le premier cas, il conviendrait d'élire une Chambre des députés et un Sénat qui, réunis en Assemblée nationale, modifieraient les lois organiques de 1875. Dans le second, il suffirait d'élire au suffrage universel, comme en 1848 et en 1871, une Assemblée constituante unique qui rédigerait une nouvelle Constitution. Radicaux et modérés, les uns par attachement à la IIIe République, les autres parce qu'ils escomptaient une Assemblée nationale moins "avancée" qu'une Assemblée constituante (en raison de la présence des sénateurs élus au suffrage indirect), se ralliaient à la première solution. Résistants, socialistes, communistes, MRP, fidèles à la légalité insurrectionnelle de 1944, par volonté de rénovation, préféraient la deuxième. Les décisions des partis ne laissaient guère de doute sur les résultats d'un éventuel référendum: la Constituante avait toutes les chances de l'emporter.

Le général de Gaulle parut d'abord favorable, en dépit de ses discours de Londres et d'Alger, à un retour à la Constitution de 1875 (du moins à en croire les journaux officiels). Puis il adopta la formule du référendum, mais au lieu de se borner à un référendum sur l'alternative: *deux* Chambres ou *une* Constituante, il proposa une Assemblée unique chargée de rédiger la Constitution, mais dont les pouvoirs seraient doublement limités: elle élirait le président du Conseil, mais celui-ci choisirait ses ministres et ne serait plus responsable devant l'Assemblée. Cette sorte de régime présidentiel équivalait à prolonger pour sept mois le régime actuel, dans lequel le chef du gouvernement possède et exerce seul l'autorité effective.

Le projet fut immédiatement en butte aux critiques les plus vives. Était-il légitime d'obliger les électeurs à renoncer soit à la Constituante, soit à la responsabilité ministérielle? Que se passerait-il en cas de conflit entre cet exécutif irresponsable et cette Assemblée unique? Cette Constitution provisoire n'avait-elle pas d'étranges ressemblances avec celle de 1848 dont on connaît l'aboutissement? Le gouvernement répondait que l'Assemblée n'aurait pas trop de sept mois pour rédiger la Constitution et n'aurait pas le temps de contrôler la gestion quotidienne des affaires publiques. En cas de conflit, ne suffirait-il pas d'attendre quelques mois pour obtenir, aux élections suivantes, la réponse du pays?

Cependant, le gouvernement provisoire consentit bientôt une concession, au fond décisive. Cette organisation provisoire des pouvoirs publics fut soumise,

elle aussi, au référendum: elle fit l'objet d'une deuxième question. En cas de réponse négative, on en venait finalement à la Constituante souveraine. Cette concession ne suffit pas à désarmer les critiques. Le référendum, proclamaient de nombreux membres de l'Assemblée, avait un caractère plébiscitaire. Si le pays acceptait la proposition du gouvernement, c'est au général de Gaulle personnellement qu'il remettait pour sept mois un pouvoir quasi absolu. En théorie, l'Assemblée était libre d'élire un autre président du Conseil, en pratique il n'y aurait probablement pas d'autre candidat. Par suite, le vote des électeurs signifierait moins l'approbation d'une idée que le choix d'un homme.

Jusque-là, la controverse se déroule normalement et, si l'on ose dire, honnêtement. On peut penser que l'enjeu de la querelle ne justifie pas les flots d'encre et les transports d'indignation prodigués de part et d'autre. Il ne s'agit après tout que de sept mois d'hiver au cours desquels personne ne sera anxieux de recueillir la charge du pouvoir, au cours desquels la stabilité politique s'impose à la France dont les positions dans le monde paraissent vulnérables et ébranlées. Malgré tout, le retour à un régime constitutionnel, le rétablissement de la responsabilité ministérielle devant les élus du peuple, le partage du pouvoir entre l'Exécutif et le Législatif (c'est-à-dire entre le général de Gaulle et la future Assemblée) ne s'imposent pas moins et ne s'opposent pas nécessairement à l'impératif de stabilité.

Malheureusement, au lieu de chercher une conciliation qui était possible, l'Assemblée consultative chercha avant tout et parvint à marquer son hostilité au gouvernement. Elle ne rejeta pas seulement le référendum plébiscitaire, elle rejeta tout référendum (et pourtant elle comptait, parmi ses membres, des partisans des deux Assemblées et des partisans de l'Assemblée unique: pourquoi donc prétendait-elle interdire au gouvernement de faire trancher le débat par le suffrage universel?). Une coalition de modérés, de radicaux, de communistes écarta le contre-projet Vincent Auriol qui donnait satisfaction, pour l'essentiel aux vœux de l'Assemblée, puisqu'il prévoyait une Constituante souveraine et se bornait à prendre des précautions contre l'instabilité ministérielle (motion de censure, majorité absolue des effectifs de l'Assemblée seraient nécessaires pour qu'un vote de méfiance entraînant une crise ministérielle). Que radicaux et communistes s'unissent sur les principes de la responsabilité ministérielle, soit qu'ils s'unissent pour empêcher tout accord dans une attitude commune et négative d'opposition, c'est le premier exemple de ces combinaisons subtiles qui ont tant fait pour le discrédit du Parlement et que le parti radical, revenu à la vie, s'empresse de rééditer.

Le gouvernement fut ainsi contraint de présenter un projet constitutionnel désapprouvé à l'avance par l'Assemblée consultative. En fait, il reprit le projet Vincent Auriol qui prévoyait moins une limitation qu'un aménagement de la souveraineté de l'Assemblée.

Les socialistes se tinrent pour satisfaits: radicaux et communistes ne désarmèrent pas. Quand Édouard Herriot donna son adhésion au MURF créé par la minorité communisante du MLN, il commença de transformer ce qui avait paru d'abord une manœuvre de couloirs en une alliance politique. Partisans du parlementarisme intégral et partisans des soviets rééditaient la coalition de 1936, mais avec une pointe contre les socialistes et surtout contre le gouvernement.

Les communistes n'avaient pas eu la moindre intention de renverser le général de Gaulle auquel ils ont, depuis la Libération, apporté un "soutien oppositionnel" (dès les premiers jours de la crise constitutionnelle, ils avaient proclamé qu'ils ne rappelleraient pas leurs ministres, quelle que fût la solution adoptée), mais ils avaient atteint leur objectif. Ils s'étaient mis au premier rang des défenseurs de la démocratie (formelle) et ils avaient affaibli le gouvernement. Ils n'avaient pu, il est vrai, sur le sujet du référendum, établir un front commun des gauches. Ils n'en saisirent qu'avec plus d'ardeur l'occasion que leur offrit un mode de scrutin injuste. Mais il ne suffit pas d'être d'accord contre une loi électorale pour être capable de gouverner ensemble.

2. Économie sans moteur

Un an après la Libération, la production industrielle représente à peu près les deux tiers de celle de 1943, le tiers de celle d'avant-guerre. Ce résultat décevant est le poste principal du passif du gouvernement provisoire, du passif de la France.

Le gouvernement avait recueilli l'héritage des quatre années d'Occupation, héritage qui, dans l'ordre économique, comportait quatre éléments essentiels.

1° *Destructions*. - Le système de transport était délabré, 445.000 maisons détruites, plus d'un million sérieusement endommagées. L'appareil de production, en dépit des machines enlevées par les Allemands et des usines touchées par les bombardements, subsistait dans l'ensemble, mais usé, faute d'entretien et de renouvellement. La terre, privée d'engrais, était appauvrie.

2° *Pénurie*. - Charbon, essence, matières premières, tout manquait.

3° *Surabondance monétaire*. - La circulation fiduciaire dépassait 600 milliards contre 140 avant la guerre.

4° *Chaos des prix*. - Il n'y avait plus ni prix ni marché unique pour le même produit. Selon les marchés, officiel ou non, selon les régions, des décalages de cours considérables apparaissaient. De plus, la politique des autorités d'Occupation, les circonstances exceptionnelles avaient amené une hausse disproportionnée des prix des différentes marchandises.

On s'attaqua immédiatement, avec une ardeur et une efficacité également admirables, aux dommages subis par le système de transport. Le nombre des locomotives disponibles passa de 2.900 au 1er septembre à 6.350 au 1er janvier. Les chemins de fer, dès le printemps de 1945, cessaient d'être "le goulot d'étranglement" et répondaient aux besoins d'une économie, il est vrai, anémiée. En revanche, la reconstruction des villes ne dépassa pas la phase du déblayement.

Des trois autres maux, la pénurie est évidemment le plus grave. Le chaos des prix est, en une large mesure, inévitable en période de disette; il contribue à rendre plus inéquitable encore la répartition des ressources; il est funeste dans la mesure où il freine la production en réduisant la marge de bénéfices des entreprises industrielles. La surabondance monétaire nourrit le marché noir et fait monter les prix, mais, aussi longtemps que l'on manque du nécessaire, comment ne se trouverait-il pas des gens prêts à payer n'importe quel prix pour acquérir un kilo de beurre ou de viande?

Si la pénurie se retrouve à l'origine de tout, il est plus facile, en apparence, d'agir sur l'excès des moyens de paiement que sur l'insuffisance des richesses. Les finances se prêtent à des mesures spectaculaires que la production ne permet guère. Aussi les discussions qui remplirent la première moitié de l'année eurent-elles presque uniquement pour objet la politique financière - prix, budget, circulation.

Le ministre de l'Économie nationale proposait une expérience comparable à l'expérience belge (inspirée elle-même par les mesures prises en Corse par les autorités françaises). Le plan avait été conçu avant même la libération de la France, mais les conditions matérielles d'exécution (répartition des billets, organisation du service d'échange) ne furent réalisées que vers le mois de mars. À ce moment-là, l'opposition latente entre M. Mendès France et M. Plevén éclata en un conflit ouvert et aboutit à la démission du premier.

Quel aurait été le but, quels auraient été les résultats possibles, d'une expérience Mendès France, c'est-à-dire de l'échange des billets avec blocage partiel? S'il s'agissait seulement de réduire la circulation fiduciaire, l'impôt de la

Libération, puis l'échange sans blocage ont effectué, au moins temporairement, une "ponction monétaire". Au lendemain de l'échange, la circulation est tombée au-dessous de 450 milliards (environ 50 milliards non remis à l'échange et 100 milliards de billets transformés en dépôts bancaires), mais les avantages de cette réduction sont faibles. Ni les billets détruits ou emportés ni ceux qui étaient entassés dans les lessiveuses ne pesaient sur le prix. Le blocage aurait-il maintenu plus durablement la circulation à un niveau inférieur? On peut en douter: étant donné le mode actuel des échanges, les prix pratiqués et les revenus distribués, il n'y a guère d'excédent de circulation.

S'agissait-il de liquider, aussi équitablement que possible, les comptes des années d'Occupation, c'est-à-dire de reprendre un pourcentage important des sommes accumulées par les profiteurs de la défaite? L'expérience Pleven vise au même objectif par des méthodes médicales, à froid: confiscation des profits illicites, impôt sur les enrichissements et impôt sur le capital. On a prononcé 18 milliards de confiscation, on attend 125 milliards en quatre ans de l'impôt de solidarité. La politique actuelle, ces chiffres en font foi, comporte donc une large part de résignation. (Chaque année, le marché noir du beurre atteignait un chiffre d'affaires de l'ordre de 20 à 30 milliards de francs.) Aurait-on pu faire mieux? On aurait pu et dû joindre le recensement des obligations et rentes aux autres mesures d'inventaire des fortunes. On aurait pu opérer plus vite et plus brutalement et ainsi réduire les trafics divers qui se sont multipliés et qui ont permis à beaucoup des possesseurs de dissimuler une fraction des biens mal acquis. La différence de rendement, plus ou moins sensible, n'aurait pas été d'importance décisive.

S'agissait-il enfin de réduire en général les moyens de paiement à la disposition du public? Sur ce point, le rendement de la méthode Pleven est à peu près nul. La transformation des billets en compte courant n'a en rien diminué la puissance d'achat susceptible d'affluer sur les marchés vides. Mais le blocage aurait-il été à cet égard beaucoup plus efficace? Pour ramener une sorte d'équilibre entre les marchandises offertes et les moyens de paiement, il aurait fallu bien plus qu'une mesure financière, brutale et unique. Aussi longtemps que la masse des revenus dépasse, et de très loin, la valeur des produits estimés aux cours officiels, la hausse des prix et le développement du marché noir demeurent inévitables. Le blocage, à supposer qu'il l'eût atténuée pour un certain temps, n'aurait certainement pas éliminé l'opposition entre le manque de marchandises et le gonflement des revenus.

Autrement dit, les méthodes financières rigoureuses, conçues par M. Mendès France, n'auraient pris leur sens que dans le cadre d'une politique générale des prix, des revenus et de la production, différente de la politique effectivement suivie depuis la Libération. La question du blocage, à elle seule, ne justifiait pas la démission. Mais le refus du blocage se rattachait à la deuxième hausse des salaires, c'est-à-dire à l'acceptation d'une hausse rapide des prix *avant même le commencement de la reconstruction*. C'est l'ensemble de cette politique que le ministre de l'Économie nationale n'approuvait pas.

Le ministère des Finances, dont on peut critiquer les théories mais non méconnaître la solidité et la qualité technique, a fourni, en un an, un travail considérable. Emprunt de la Libération, commissions de confiscation, échange des billets, impôt de solidarité ont été - une fois la conception globale admise - judicieusement réalisés. L'échange, dont tant d'experts nous décrivaient à l'avance les insurmontables difficultés, se déroula sans frottement. Mais quelque jugement que l'on porte sur elle, cette gestion des finances publiques ne saurait créer ni les richesses, ni même les conditions favorables à la création des richesses.

Au point de départ, le gouvernement prit trois décisions, à peine remarquées à l'époque, dont les conséquences se prolongent encore: fixation à 200 francs du taux de change avec la livre, stabilisation des prix industriels, augmentation de 40% des salaires. En faveur de chacune de ces décisions, on avançait de bons arguments, mais elles étaient, pour le moins, mal accordées.

Le taux de change avait pour but de limiter les achats des soldats anglais et américains en France. Il ne présentait pas d'inconvénients, disait-on, puisque dans les années à venir on aurait beaucoup à acheter au-dehors, presque rien à vendre. À l'expérience, cette décision se révéla fâcheuse. Le taux de change était à tel point fictif que personne n'y vit autre chose qu'un expédient provisoire: du coup, toute incitation à lutter contre la hausse des prix afin de maintenir la valeur de la monnaie tombait. De plus, dès maintenant la nécessité apparaît clairement de reprendre les échanges avec l'extérieur. Notre stock de devises et d'or ne suffira pas longtemps à financer nos achats à l'étranger, nous avons un intérêt politique autant qu'économique à figurer de nouveau sur les marchés mondiaux. Or, au taux actuel du change, nous n'arriverons à exporter qu'en multipliant les primes, les caisses de compensation et autres instruments du commerce dirigé. Enfin, il serait lamentable de modifier plusieurs fois la valeur du franc: or, nous sommes aussi incapables en 1945 qu'en 1944 de préciser la valeur finale de notre

monnaie. On s'aperçoit trop tard que le "taux d'attente" aurait dû être au moins de l'ordre de 300 francs.

Au moment même où l'on calculait aussi généreusement la valeur du franc, on décrétait une hausse des salaires de 40% - hausse pleinement justifiée si l'on considère les conditions de vie, mais qui, en l'absence de tout accroissement des marchandises offertes, devait inévitablement peser sur les prix. Au printemps, une deuxième hausse intervint qui mit les salaires de 1945 à plus du double de ceux de 1944, au-dessus du triple de ceux de 1939. Certes, les salaires ne sont pas réévalués en proportion de la hausse des prix. Mais il serait purement démagogique de laisser croire aux ouvriers qu'ils retrouveront, dans la situation présente, un niveau de vie comparable à celui qu'ils avaient en 1939. À l'appauvrissement de la nation, aucune classe ne saurait échapper: seuls quelques profiteurs y parviennent. La deuxième hausse des salaires aggravait encore l'inflation, c'est-à-dire l'excédent du pouvoir d'achat sur les produits disponibles. Elle tendait à ouvrir aux masses l'accès du marché noir, mais elle aboutissait moins à améliorer le sort du plus grand nombre qu'à gonfler encore les profits des intermédiaires. Pour l'instant, ce sont surtout les méthodes du ravitaillement qui commandent les conditions de vie.

La hausse des salaires, donc des prix, n'est pas par elle-même une catastrophe. Elle détermine à échéance la valeur du franc, elle aggrave pour l'avenir l'infortune des détenteurs de revenus fixes, par suite elle accélère le glissement au socialisme des petits bourgeois, le radicalisme politique des masses. De manière immédiate, elle prête à deux objections: il aurait mieux valu que les prix montent *au fur et à mesure de la reconstruction et non pas avant* (afin de dévaloriser progressivement les emprunts contractés par l'État pour la financer). Aussi longtemps que l'on interdit de tenir compte de toutes les charges supplémentaires des entreprises, on freine le moteur de notre économie, on encourage les "opérations sous la table".

Dans quelle mesure la stagnation de l'activité tient-elle à des causes matérielles (comme le manque de charbon) ou à des causes économiques (comme le régime des prix et le mécontentement des entrepreneurs et des ouvriers)? Il est difficile de mesurer exactement l'importance respective des deux facteurs. En tout cas, il est clair que, si la France continue à vivre sur son capital et non sur son travail, elle est menacée d'une catastrophe sans précédent.

Personne ne nie les difficultés de la tâche. Personne ne prétend que, mis à la place des responsables, il ferait mieux. Le pays s'est pour ainsi dire installé dans

cette anarchie purulente. Pour l'en sortir, il faudra s'attaquer simultanément à la production, aux prix, au ravitaillement, aux méthodes de l'administration économique. Tout au plus se risquera-t-on à indiquer quelques lignes d'action possible, sur le plan de la rationalité économique et sur celui de la mobilisation morale de la nation.

1° Le secteur civil devrait avoir, aujourd'hui, une priorité absolue sur le secteur militaire. Il est insensé que l'on fabrique des avions anachroniques et des tanks de 1940, alors que l'on ne parvient ni à nourrir, ni à vêtir convenablement la population. Il est inconcevable que les effectifs de la Marine actuelle dépassent ceux d'avant-guerre, c'est-à-dire qu'il faille autant d'officiers et d'hommes pour une flotte au moins d'un tiers inférieure. Il est scandaleux que le ravitaillement doive entretenir presque un million et demi de rationnaires. Il est absurde que l'on propose, pour les années à venir, une armée de vingt divisions, dérisoire s'il s'agit de faire la guerre, accablante pour notre pays exsangue. Il ne suffit pas que le général de Gaulle transfère aux industries de paix une partie du charbon affectée aux fabrications de guerre, il faut qu'il accomplisse une tâche comparable à celle qu'il tenta vainement - prophète dans le désert - entre les deux guerres, à savoir adapter notre défense nationale aux exigences de la technique actuelle et à une constellation mondiale sans précédent. L'armée de 1939, qu'on s'ingénie à reconstituer, étouffera le pays sous sa masse sans lui donner ni prestige ni puissance.

2° Il n'est pas question, tant que sévit la pénurie, de renoncer à la répartition autoritaire des ressources. Du moins pourrait-on renoncer aux formes inutiles de direction, laisser jouer l'initiative là où l'État ne juge pas nécessaire d'intervenir directement. Pourquoi donne-t-on aux entreprises existantes une situation privilégiée, en subordonnant l'ouverture de nouvelles entreprises à une autorisation préalable que les Chambres professionnelles, composées des bénéficiaires du monopole, ont tendance à refuser? D'autre part, avec ou sans plan, on devra bien finalement mettre en accord prix de revient et prix de vente.

3° L'économie française est comparable à une machine bardée de freins et dépourvue de moteurs. Dans une économie de type soviétique l'éventail des salaires est infiniment plus large qu'en France. Le désir de gravir les échelons de la hiérarchie, l'attente d'une rétribution proportionnée au rendement incitent en permanence tous et chacun à l'effort. (Si on transposait en France ce système "égalitaire", les plus favorisés seraient à coup sûr les ingénieurs et les directeurs des usines nationalisées.) En même temps que l'égoïsme, l'État soviétique

mobilise l'enthousiasme (émulation socialiste, primes, décorations) et maintient la menace suspendue sur la tête des responsables (épuration). Qu'avons-nous de comparable en France? Le seul secteur où le moteur du profit tourne encore à plein est celui du marché noir. Les appels au travail que les ouvriers semblent le plus tentés de suivre, sont ceux des leaders communistes. Est-ce assez? La leçon est claire: ou bien on laissera libre cours aux mobiles éternels, intéressés et désintéressés, ou bien, même avec l'arrivée des matières premières, l'économie stagnera au-dessous du niveau d'activité indispensable et accessible.

4° Chacun déplore et dénonce la prolifération indéfinie des administrations publiques, administrations militaires en tête. Le budget est au coefficient 7 par rapport à 1939. Sans doute l'État s'est-il, entre-temps, chargé de fonctions nouvelles. Malgré tout, on se demande pourquoi il serait seul à ne pas être sensible à l'impératif d'économie. Un nombre croissant de fonctionnaires civils et militaires vit sur un nombre décroissant de producteurs. On sait trop comment finissent ces sortes de maladies. Dans la superposition actuelle de trois administrations - celle de la IIIe République, celle de Vichy, celle de la France combattante - des coupes sombres sont possibles.

5° La reconstruction dépend avant tout de la suppression ou au moins de l'atténuation de la pénurie fondamentale, le manque de charbon aujourd'hui. Tant que nous disposerons de 30 millions de tonnes de charbon par an au lieu de 70 avant la guerre, il sera difficile de remonter même au bas niveau de 1943. Les mesures, techniques et psychologiques, susceptibles d'accroître la production, relèvent avant tout des spécialistes. Cependant, c'est un spécialiste, M. Sauvy, qui a écrit récemment qu'il eût fallu faire "de la famine charbonnière une question politique, la porter au premier plan de l'opinion, en dénonçant, avec violence et spectacle, ce fléau public".

On est tenté de généraliser le précepte. Le gouvernement devrait prendre la nation à témoin de la misère générale, lui montrer l'abîme dans lequel nous risquons de glisser, la mettre régulièrement au courant de la répartition des ressources, des progrès réalisés, des perspectives prochaines. Avoir un plan des travaux, au moins quelques mois d'avance, donner l'impression que l'on sait où l'on va, tout cela appartient au devoir des dirigeants qui n'ignorent pas qu'en s'enfermant dans le silence, ils se condamneraient à l'échec.

3. Puissance et prestige

Tous les pays libérés, à l'exception de la France, ont été immédiatement intégrés dans une zone d'influence.

Par sa position géographique, par les préférences de la majorité de sa population, la France appartient à l'univers anglo-saxon ou, pour parler avec Walter Lippmann, à la communauté atlantique. Mais une minorité de Français, active, organisée, met ses espoirs dans l'Union soviétique. Cette division intérieure interdit un choix radical. De plus, le général de Gaulle, qui n'avait pas obtenu des gouvernements anglais et américain, avant son retour en France, une reconnaissance pleine et entière, était peu enclin à se lier trop étroitement à nos Alliés occidentaux et désirait avant tout renforcer sa position à leur égard.

Ainsi s'explique le pacte avec la Russie dont les suites se prolongent encore. En lui-même, ce pacte ne signifie à peu près rien, puisqu'il est dirigé uniquement contre l'Allemagne, c'est-à-dire contre une puissance qui, pendant des dizaines d'années, sera hors d'état de rien entreprendre contre ses anciens ennemis. Mais la portée de l'accord, la signification que lui prêta le monde dépassaient de beaucoup la lettre des textes. La France, à peine libérée par les armées anglo-américaines, signait son premier traité avec l'Union soviétique, alliée, il est vrai, à la Grande-Bretagne, mais dont la diplomatie, chacun le sait, suit sa ligne propre. Que la France ait préféré un traité bilatéral immédiat à un traité tripartite, même à terme, ne pouvait pas ne pas être ressenti péniblement à Londres.

On répond, il est vrai, que le traité avec l'Angleterre n'aurait eu de sens que s'il avait été précédé d'une entente sur les points discutés: Syrie et zone française d'occupation en Allemagne. Sans cette entente, le traité n'eût été qu'un geste symbolique. Mais le traité avec la Russie était-il davantage? En subordonnant le traité franco-anglais à une entente complète, on se montrait plus exigeant qu'on ne l'avait été vis-à-vis de Moscou et on courait le risque d'épaissir encore les malentendus et la mauvaise humeur qui séparaient Churchill et de Gaulle pourtant, aux yeux du public, compagnons d'une même cause.

De plus, un traité franco-russe, qui prévoyait une action immédiate et automatique contre toute menace d'agression, engageait la France en faveur d'une certaine conception des pactes régionaux. Notre pays devenait partisan du droit de se faire justice à soi-même ou du moins d'assurer sa sécurité, par ses moyens propres, dans le cadre régional. Encore une fois, il s'agit là de fictions diplomatiques plus que de réalité politique. Il n'y a pour l'instant ni agression à craindre ni organisme international susceptible d'établir et d'ordonner la paix. Néanmoins, la position prise allait susciter de nouvelles difficultés au lendemain de Yalta.

La France avait été invitée à être puissance invitante. Elle demanda la garantie

qu'elle ne perdrait pas, de ce fait, le droit de proposer des amendements (en particulier pour sauvegarder l'autonomie des pactes régionaux) et elle suggéra une modification au texte rédigé par les trois Grands. Cette fois, ce fut la Russie qui, en dépit du traité récent, se montra intransigeante. Nous dûmes finalement nous contenter du rôle de puissance invitée et batailler, pendant des semaines, à San Francisco, pour obtenir à grand-peine ce qu'on nous avait proposé auparavant.

Ces mésaventures, qui appartiennent au train quotidien de la diplomatie, importent assez peu en elles-mêmes mais elles suscitent l'inquiétude. Où va la politique extérieure de la France? Quels objectifs se fixe-t-elle dans la période présente?

Le souci primaire du général de Gaulle est certainement de maintenir l'indépendance totale de la France. Il en résulte le refus d'intégration à un bloc quel qu'il soit. Il en résulte aussi le penchant aux initiatives autonomes, depuis le pacte franco-soviétique jusqu'à l'occupation du Val d'Aoste. Aucun des trois Grands ne doit être assuré des réactions françaises, aucun ne doit nous regarder comme un satellite qui obéira infailliblement aux désirs de son maître (en contrepartie, pour cette même raison, aucun des trois Grands ne souhaite particulièrement notre participation aux conférences). Matériellement nous dépendons surtout de nos Alliés américains. Une menace "extérieure" à notre indépendance vient donc plutôt de l'Ouest que de l'Est. Le gouvernement français se trouve amené, par cette sorte de logique passionnelle, à marquer sa souveraineté intégrale, sa répugnance aux concessions, surtout à l'égard de ceux dont il est le plus proche.

En même temps, le général de Gaulle se tient pour investi de la mission sacrée de maintenir intact l'héritage français. Plutôt que de céder une parcelle de cet héritage, par deux fois, à la fin de 1943 et au printemps de 1945, il n'hésita pas à accepter les dommages d'un violent conflit avec la Grande-Bretagne.

Politique d'indépendance et de conservation, mais aussi politique de grandeur. La France doit être présente partout dans le monde, avoir sa place dans les conseils internationaux. Sa voix doit être écoutée, qu'il s'agisse de l'Extrême-Orient ou de l'Europe, du Moyen-Orient, du Rhin ou des Balkans. Pour retrouver son rang, la diplomatie, certes, ne suffit pas: la réforme intérieure, l'unité reconquise, la reconstruction importent autant et plus. Mais c'est au-dehors que notre pays a chance d'acquérir ce surcroît de force, faute duquel sa prétention à redevenir une grande puissance resterait vaine rhétorique. On n'a pas prononcé le

mot d'annexion, mais on a beaucoup parlé de séparer la Rhénanie et peut-être même la Ruhr du Reich. Si, dans l'administration de ces territoires, la France prenait une part importante, ne deviendrait-elle pas la grande puissance de l'Occident européen, capable de réaliser, sur un pied d'égalité, l'entente avec la Grande-Bretagne qui ferait surgir un troisième colosse?

Il serait facile et injuste d'invoquer, contre ces conceptions, les déconvenues que nous avons éprouvées, la solitude dans laquelle nous nous enfonçons. Au moment de la crise syrienne, le State Department a donné carte blanche au Foreign Office et la Russie a exploité l'incident à son profit, sans se soucier le moins du monde de nos thèses. Les objectifs - indépendance de la France, restauration de notre puissance - s'imposent avec évidence aux Français, et ils sont l'immense majorité, qui ne se résignent pas définitivement à une existence de satellite. Mais l'accord sur les buts n'implique pas l'accord sur les méthodes, une appréciation identique de la situation et des possibilités.

L'indépendance réelle, c'est la liberté d'action. Or, aucun pays, à l'exception des deux empires-continentaux, États-Unis et Russie, ne possède aujourd'hui de complète liberté d'action. Même la Grande-Bretagne, qui a perdu la maîtrise des mers, suit inévitablement, dans les circonstances décisives, les désirs des États-Unis. Quant à notre liberté d'action, elle est en fait réduite au minimum puisque notre existence quotidienne est soumise au bon vouloir de nos Alliés. Même quand nous aurons surmonté la pénurie aiguë, nous continuerons à dépendre des puissances maritimes, ne serait-ce que pour la sauvegarde de notre Empire. Nous ne cesserons pas d'être liés à la Grande-Bretagne en raison de la proximité des territoires et des possibilités de l'aviation. Mais ce lien est susceptible de se transformer en dépendance réciproque.

L'indépendance de fait, dira-t-on, est toujours partielle, mais la souveraineté de droit peut et doit demeurer totale. Certes, mais il serait funeste sous prétexte de sauver celle-ci de sacrifier celle-là. Quand on parle, à mots couverts, des aérodromes ou des ports, ici et là, sur lesquels nos Alliés auraient des visés, on méconnaît étrangement les données actuelles du problème. Si les Américains utilisaient un de nos ports, pendant quelques années, qu'aurions-nous à craindre ou à perdre? C'est notre pauvreté et la richesse des autres, notre faiblesse et la force des autres qui réduisent notre marge de liberté.

Plus on tend, pour demain, à une politique de puissance, moins on doit se soucier, aujourd'hui, du prestige. Après la défaite de 1870, la France s'est repliée sur elle-même pendant près de quinze ans, la Russie fit de même après la

révolution de 1917. À longue échéance, ce qui déterminera notre avenir, c'est notre restauration intérieure, et non les succès diplomatiques. Or, dès que l'on met au premier plan de relèvement matériel du pays, l'amitié américaine apparaît immédiatement décisive. Les États-Unis, et les États-Unis seuls, sont en mesure de nous expédier rapidement les matières premières et les machines qui nous manquent. Entre tous les pays, une course est engagée à qui recevra la plus forte proportion des immenses ressources que les Américains sont prêts à mettre à la disposition des terres dévastées. L'Union soviétique ne considère pas comme au-dessous de sa dignité de faire appel à l'UNRRA (où nous avons vu une menace pour notre souveraineté).

On parle avec effroi de l'asservissement dont "l'invasion" américaine menace notre industrie. Mais notre industrie est aussi menacée de mort. Et là encore, la condition de l'indépendance future, c'est d'abord le rétablissement de la prospérité. Le marché français a, provisoirement, une capacité suffisante d'absorption pour offrir un certain débouché aux marchandises américaines, sans que l'industrie nationale en souffre. Au lendemain de la dernière guerre, l'Allemagne a financé son expansion et sa rationalisation industrielles à l'aide de crédits américains. Son indépendance - hélas! - n'en a pas souffert pour autant.

Notre gouvernement a la tâche ingrate de sauver - presque sans moyens matériels - nos positions dans le monde. Mais ces positions sont d'inégale valeur et, au sortir de quatre années d'Occupation, il se peut que nous soyons contraints à des sacrifices. Personne n'a le droit, honnêtement, de faire grief au général de Gaulle de nos mésaventures en Syrie. Dès avant 1939, notre mandat était impatiemment supporté par l'intelligentsia arabe et le Colonial Office. Les erreurs et les oscillations de notre politique avaient miné notre autorité. La défaite, la guerre civile française de 1941 au milieu du conflit mondial, ont porté un nouveau coup à notre prestige. Le Proche-Orient est dominé par l'Empire britannique qui a choisi d'appliquer les méthodes de "contrôle indirect", incompatibles avec le mandat français. Probablement la Grande Syrie apparaît-elle, plus ou moins clairement, comme une possible solution au drame de la Palestine. Quelles que soient les causes immédiates de la crise finale de mai 1945, rien d'étonnant que l'issue de cette longue "bataille de position" nous ait été défavorable.

Bien plutôt on se demandera si, connaissant la situation, les désirs de nos Alliés et nos ressources, il n'eût pas mieux valu se résigner à l'inévitable. Nous avons, dans le Proche-Orient, trois sortes d'intérêts: des intérêts stratégiques,

dont la valeur a singulièrement diminué puisque notre force ne rayonne plus dans le bassin oriental de la Méditerranée, des intérêts culturels qu'il eût été facile de sauvegarder par des négociations en 1942 ou même en 1943, des intérêts économiques, dont le plus important est notre part dans les pétroles d'Irak et le pipe-line qui aboutit à Tripoli. Là est sans doute l'essentiel. Mais l'évacuation militaire de la Syrie et du Liban n'impliquait pas la perte de ces richesses. On répond que le prestige est indivisible et que, chassés de Damas, nous ne tarderions pas à l'être de Tunis et de Casablanca. On ne niera pas le retentissement de l'affaire syrienne à travers cette vaste caisse de résonance que constitue le monde arabe. Mais il reste à savoir si la modalité actuelle de l'opération n'est pas la pire de toutes.

Il suffit d'ouvrir les yeux pour voir qu'il ne subsiste plus de principes en fait de politique internationale et que, même ou surtout au niveau des trois Grands, la force est presque le seul argument et le marchandage la règle. En ce monde dur, un pays comme le nôtre n'a de chance qu'en se concentrant sur l'essentiel, en acceptant pleinement son rôle, celui d'une *puissance régionale* et non d'une *puissance mondiale*. Or, l'essentiel, pour la diplomatie française, c'est d'abord la restauration intérieure (et les rapports avec le dehors qu'elle implique), c'est ensuite la sauvegarde de l'Afrique française (faute de laquelle notre pays tomberait encore de plusieurs crans dans l'échelle des nations), c'est enfin le sort de l'Allemagne et singulièrement de l'Allemagne occidentale. Il n'importe pas tant à la France que l'Allemagne soit ou non partagée et, en tous cas, nous n'y pouvons pas grand-chose. Mais il importe au plus haut point que la Sarre soit rattachée à l'unité économique du pays et que la Ruhr fournisse chaque année à notre industrie des millions de tonnes de charbon.

Là encore, le succès dépend avant tout du bon vouloir de nos Alliés occidentaux. Qu'on s'en félicite ou qu'on le déplore, les zones d'influence sont une réalité. Les demandes d'un Grand, relatives à la zone d'influence d'un autre Grand, servent surtout d'objet d'échange dans les négociations. Ce n'est pas l'alliance avec Moscou qui nous permettra de vaincre une éventuelle opposition de Londres ou de Washington. Mais, dans une atmosphère de collaboration, l'appel aux gouvernements et aux peuples de Grande-Bretagne et des États-Unis n'est pas condamné d'avance.

Les circonstances offrent au général de Gaulle une occasion presque inespérée. En Amérique, en Grande-Bretagne, des hommes nouveaux ont pris en charge la conduite de la diplomatie. Ni le président Truman ni MM. Attlee et

Bevin ne gardent le souvenir des querelles qui, depuis quatre années, jalonnent la route des relations entre la France et ses Alliés.

Saisira-t-on une chance qui risque d'être la dernière?

4. À pied d'œuvre

Les désillusions de cette longue année n'ont pas été sans modifier l'état d'esprit de la nation. Le chef du gouvernement garde une partie de sa popularité, mais ses ministres n'échappent pas toujours au discrédit. On est déçu que le ravitaillement ne soit pas, ou ne se soit pas davantage, amélioré, on est déçu par l'attitude des Alliés et en particulier des Américains (les enquêtes de l'Institut d'opinion publique en font foi), on est déçu de la lenteur de la reconstruction, on est déçu par l'inefficacité d'une administration pléthorique, on est déçu par les injustices de l'épuration.

Quelle volonté politique résulte de mécontentement diffus? Il est plus difficile de le dire, même en se référant aux élections municipales⁽¹⁾.

Les électeurs ont nettement, résolument, voté pour la Résistance et pour la gauche. Par rapport à 1936, le glissement est sensible. Les communistes obtiennent, dans les villes, environ 30% des voix, le parti socialiste maintient ses positions, mais en perdant sur sa gauche et en gagnant sur sa droite. Le parti radical est en régression marquée. Le MRP prend une position relativement importante, mais aux dépens des anciens partis de droite. (En dépit de tout, un "parti de curés" ne recueille pas les voix de gauche.) La droite, qui ne s'est pas remise de Vichy, semble en pleine décomposition.

La Résistance pour laquelle s'est prononcé le pays, est moins la Résistance au sens étroit des mouvements de Résistance que la Résistance au sens large, où elle englobe tous ceux qui ont "résisté" à la fois aux Allemands et à Vichy. On a fait observer que la Résistance (au sens étroit), quand elle s'est présentée seule, a recueilli un nombre substantiel de voix. Les signes de désaffection à l'égard des anciens partis et surtout des "hommes anciens" ne manquent pas. Ces derniers sont plus d'une fois battus ou arrivent loin sur les listes quand ils sont élus. Malgré tout, les partis d'avant-guerre demeurent les forces électorales décisives.

De manière générale, les préférences des électeurs allaient, semble-t-il, aux listes d'unité, listes du Front populaire sous une forme renouvelée. La liste homogène socialiste, à Lyon, a été écrasée par une liste de coalition. Les listes d'Union républicaine antifasciste, dominées le plus souvent par les communistes, ont habilement exploité ce désir d'entente. Le succès obtenu par le parti

communiste s'adresse donc moins, semble-t-il, à un parti de bouleversement total, différent en nature de tous les autres, qu'au parti le plus à gauche, le mieux organisé, dont les titres de Résistance ne prêtent pas au doute.

Quand on passe du pays aux organisations, la scène change. Le MLN partagé depuis la Libération entre une majorité modérée et une minorité extrémiste a fini par se scinder en deux groupes dont l'un, l'UDSR, devient une sorte d'annexe du parti socialiste et dont l'autre travaille pour l'unité organique avec le parti communiste.

La minorité communisante du MLN emploie un langage violent qui rappelle celui des trotskystes, mais elle travaille dans le cadre et pour le compte du stalinisme. Elle conserve au communisme les militants "radicaux" que risquerait de lasser le "conservatisme" actuel du parti.

La Résistance a ainsi retrouvé pour son propre compte la distinction entre socialistes et communistes. Celle-ci est provisoirement dissimulée par le gouvernement d'unanimité et par la tactique "nationale" du parti communiste. Mais dans quelle mesure ne se creuserait-elle pas à nouveau, le jour où les partis de gauche auraient seuls à assumer la charge du pouvoir?

Quant au gouvernement, on ne saurait dire qu'il ait été approuvé ou désapprouvé par les électeurs pour la simple raison que, si chaque parti critiquait tel ou tel aspect de sa politique, aucun ne rejetait sa politique générale, et que tous y étaient représentés. Cette fois, comme presque toujours en France, on a voté non sur des questions relativement précises, clairement posées au pays, mais selon des préférences coutumières. Le programme du CNR qui, si imparfait soit-il, aurait pu servir de discriminateur, a été adopté par tous les partis, du parti communiste jusqu'au MRP, ce qui achève de le dévaloriser. Il reste simplement que le pays, en gros, est plus à gauche que le gouvernement.

Une année après la Libération, la France se trouve pour ainsi dire à pied d'œuvre. Jusqu'à présent, le général de Gaulle a monopolisé l'exercice du pouvoir; demain il devra faire la preuve qu'il est capable de le partager avec une Assemblée élue, et les partis devront faire la preuve qu'ils sont capables de collaborer avec le gouvernement ou (et) entre eux. Les moyens matériels de travail ont jusqu'à présent manqué, mais notre production de charbon augmente et nous allons en recevoir des États-Unis, d'Angleterre, d'Allemagne: nous devons faire la preuve que nous sommes capables de remettre en marche la machine économique et de relever nos ruines. Refaire une Constitution et refaire une industrie, toutes les tâches s'imposent en même temps et avec une égale

urgence.

L'héritage de cette première année, des désillusions accumulées, est lourd, il n'est pas insurmontable. La nation demeure prête à suivre celui qui, il y a cinq ans, à l'heure du désastre, l'a appelée au combat et lui a rendu l'espoir, mais elle ne le suivra pas aveuglément.

Hier, à une écrasante majorité, la nation anglaise a préféré un programme à un homme, en dépit de la grandeur de l'homme et des services éclatants qu'il avait rendus à la patrie et à l'humanité. Le conflit en France n'est pas encore inévitable mais, pour justifier sa présence au pouvoir, le général de Gaulle ne peut se borner à l'expédition des affaires courantes; il lui faut réaliser des réformes profondes, dont on estime incapables les gouvernements ordinaires. Jusqu'à présent, il ne les a pas accomplies.

Que le général de Gaulle consente à gouverner moins avec ses compagnons de lutte et davantage avec les parlementaires, qu'il facilite la tâche de ceux des partis de gauche qui s'efforcent pour le soutenir. Qu'il n'oublie pas que, pendant des années, les tâches prosaïques de l'administration l'emporteront inévitablement sur la grande politique. Qu'il propose réellement un programme et prenne la tête de l'irrésistible mouvement qui entraîne tous les peuples du continent vers des expériences sociales avancées.

Il n'est pas plus impossible, mais il n'est pas plus facile, de rétablir la confiance entre le gouvernement et les partis qu'entre la France et ses Alliés.

20 août 1945.

(1) Les remarques suivantes se fondent sur les résultats des élections municipales dans 957 communes de plus de 4.000 habitants. Sur ces 957 municipalités, les communistes ont obtenu la majorité dans 171, les communistes et socialistes joints dans 134, les socialistes seuls dans 153, les radicaux dans 55, la gauche sans prédominance d'un ou deux partis dans 164 (sans compter 137 municipalités occupées par des résistants sans appellation politique). En revanche, si l'on considère les 36.000 communes de France, les radicaux-socialistes arriveraient en tête avec 6.436, la Fédération républicaine et l'URD viendraient ensuite avec 5.694, puis les Républicains de gauche et l'Alliance démocratique avec 6.574, les socialistes n'en obtiendraient que 4.115, les communistes 1.413, les indéterminés 4.958.

Faut-il conclure à une opposition entre villes avancées et campagnes modérées? Ou croire que la statistique de 957 grosses communes importe seule ou, au moins, beaucoup plus celle de 36.000? Nous n'hésitons pas à choisir la seconde hypothèse.

La rénovation de l'armée

Point de vue
4 octobre 1945

"Il est impossible de poursuivre une politique militaire, équilibrée et logique, à moins qu'elle ne soit approuvée par les principaux partis." Cette vérité de bon sens, c'est l'expert militaire du "Times" qui l'a formulée récemment, en tête d'une étude sur l'armée de l'avenir.

Parviendrons-nous en France à élever le problème de la Défense nationale au-dessus des querelles partisans, à l'envisager objectivement, avec le souci exclusif de l'efficacité?

Les controverses passionnées et anachroniques autour des deux slogans: armée nationale, armée de métier, montrent combien nous sommes loin encore de cette sérénité.

Il semble même qu'un malin génie se plaise à brouiller les cartes. Les communistes accusent de désarmer la France, de précipiter la "démission nationale", les esprits assez aventureux pour réclamer des économies sur le budget qui, il n'y a pas si longtemps encore, était l'objet de leurs critiques. M. Tillon veut une grande aviation aussi fermement que M. Diethelm veut une grande armée. Désormais, c'est M. Pleven qui rechigne à accorder les crédits et c'est l'extrême-gauche qui les vote d'enthousiasme.

Reconstruire pour réarmer

À la fin d'une guerre, les belligérants ont normalement accumulé du matériel en quantités considérables. Ils sont donc en mesure de suspendre toutes leurs fabrications pendant la période même où les nécessités de la reconstruction sont les plus pressantes et les plus lourdes. La France, au contraire, pillée par l'ennemi, trouve ses magasins vides aussi bien en armements qu'en équipements. L'administration en a immédiatement conclu qu'il convenait avant tout, pour la grandeur du pays, d'acheter au dehors ou de produire en France même les uniformes, les canons et les tanks qui nous font défaut. Or acheter au dehors coûte cher et racornit notre stock de devises déjà maigre, mesuré à nos besoins d'importation. Et quand des journaux ont écrit que plus de la moitié de la production de l'industrie textile française avait été retenue par l'Intendance, l'indignation ne pouvait pas ne pas éclater.

Mais on ne convaincra personne par la simple dénonciation des scandales:

distributions d'essence trop généreuses, réquisitions d'immeubles trop fréquentes, etc. Les autres ministères ne procèdent guère autrement. On ne juge pas une politique sur ses abus. La vraie question est autre, et elle n'est presque jamais posée. De combien de groupes d'aviation avons-nous besoin? De combien de porte-avions? Or, il s'agit d'une question proprement politique. Nous devons avoir, cette fois, non l'armée que préfèrent les techniciens mais celle qu'exige notre diplomatie.

Nous avons besoin de quelques divisions en Allemagne, de quelques troupes dans l'empire, d'un noyau en France pour la formation des recrues. Le profane a du mal à penser que, pour répondre à ces nécessités, il faille une armée de vingt divisions et 120.000 ouvriers dans les usines d'aviation. Il n'est pas convaincu qu'il faille huit divisions pour tenir notre zone d'occupation en Allemagne. Il se demande si des détachements aéroportés ou quelques unités mécanisées ne seraient pas plus efficaces, même pour des besognes de police, que de lourdes divisions de type classique.

Ce n'est pas que nous en revenions à l'idée, plusieurs fois exprimée dans la presse, d'une force d'intervention hautement mécanisée, susceptible à tout instant d'agir brutalement. On craint que cette force d'intervention, conçue entre les deux guerres en fonction d'une situation précise, vainement proposée par le général de Gaulle, n'ait plus de signification aujourd'hui. Si nous l'avions eue en 1936, peut-être Hitler aurait-il été obligé d'évacuer la Rhénanie, peut-être la guerre aurait-elle été évitée. À l'heure présente, la constellation diplomatique semble interdire des opérations militaires, partielles ou locales. Si, d'autre part, il y avait lieu à sanction, chacun sait bien qu'on les demanderait à l'aviation anglaise et américaine qui surclasse et surclassera la nôtre pour longtemps.

Autrement dit, si l'on se contentait, dans la première période d'après-guerre, de l'armée de notre politique, la France consacrerait ses forces à la reconstruction pour être en mesure, le moment venu, de réarmer.

Armée nationale de spécialistes

Toutes les armées modernes sont des armées de spécialistes, même l'infanterie est devenue une arme technique. Toutes les armées modernes sont des armées nationales: les chars soviétiques n'étaient pas conduits par des professionnels mais par des paysans d'Ukraine que la mécanisation de l'agriculture avait préparés à leur métier militaire.

L'alternative actuelle, armée nationale ou armée de métier, est le type même des problèmes mal posés. En temps de guerre, la nation entière, hommes et

machines, est mobilisée pour la défense de la patrie (tel était du moins le cas à l'âge préatomique).

Bien plus, il est aussi vrai de rappeler que chaque soldat est aujourd'hui un spécialiste que faux d'oublier que la formation des spécialistes, même des plus élevés d'entre eux, ne prend, dans la majorité des cas, que quelques mois (dix-huit mois environ dans l'aviation). On a vu le rendement d'une armée de civils, comme celle des États-Unis. La tendance serait bien plutôt de fondre l'armée dans la nation que de la rejeter dans une solitude orgueilleuse.

Mais, d'un autre côté, aucun pays ne peut se tenir en permanence sur le pied de guerre. Qu'il s'agisse du matériel et du personnel, le principe est le même: il faut garder prêts les instruments nécessaires pour transformer les citoyens en soldats et l'industrie mécanique en fabriques de tanks et d'avions. Mais il ne faut entreprendre cette transformation qu'à bon escient, c'est-à-dire au moment opportun. La sécurité est affaire de lucidité politique et de souplesse industrielle.

Plus on dépensera pour les laboratoires et les usines de recherches, moins on dépensera provisoirement pour les fabrications, et mieux cela vaudra pour la défense nationale. À ne pas produire de matériel pour l'instant, on est gagnant sur deux tableaux, celui de la reconstruction et celui du réarmement.

Au point de vue personnel, l'essentiel est l'inventaire des ressources humaines de la nation (bien des métiers militaires sont aujourd'hui semblables ou analogues à des métiers civils). Certes, tous les citoyens doivent faire l'apprentissage d'une technique militaire, mais cet apprentissage sera à la fois plus efficace et plus rapide si l'on tient compte, plus qu'on le faisait naguère, des aptitudes de chacun. Un effort d'imagination et d'innovation s'impose, pour réduire le plus possible le temps du service militaire, pour éviter le désœuvrement et l'ennui des casernes: la préparation militaire serait susceptible d'assurer, dans des meilleures conditions, la formation physique et morale de la jeunesse que l'armée traditionnelle était censée assurer (et assurait fort mal).

Il reste que l'armée requiert, à chaque instant, un corps de professionnels pour l'instruction et l'encadrement et aussi quelques divisions sur le pied de guerre, en Allemagne et aux colonies. Il se peut qu'il soit plus économique et plus rationnel de les constituer avec des soldats engagés à long terme plutôt qu'avec des conscrits renouvelés tous les huit mois.

À ceux qui dénonceraient le danger des "prétoiriens", nous répondrons par de simples arguments: nous avons trop confiance dans la démocratie française pour croire au danger d'un coup d'État des généraux. Et si, par malheur, il se trouvait

un homme, maître du pouvoir et décidé à se maintenir par la force, il n'aurait que faire d'une armée de métier: la police lui suffirait. À notre époque les foules sans armes ne peuvent rien, même contre le bâton blanc du sergent de ville.

Armée et Nation

L'armée que l'on est en train d'organiser coûte cher. Elle paraît s'inspirer davantage de celle de 1939 que celle de 1945. Dispendieuse, peu efficace, impopulaire, elle cumule tous les inconvénients.

Et pourtant, sur les principes essentiels, un large accord existe. La France entend rester une nation militaire, mais elle veut réserver le plus possible ses forces à la reconstruction. Elle veut rompre avec la paresse et la tradition, élever son armée au niveau technique moderne, l'adapter à une situation politique sans précédent. Or, trop souvent, on a l'impression que le vieil esprit l'emporte sur celui de la première armée ou des F.F.I. On craint que les dimensions de notre appareil militaire dépassent nos possibilités économiques, sans accroître le rendement.

La rue Saint-Dominique serait-elle vouée au règne de l'orthodoxie, même quand elle a pour chef le plus illustre des hétérodoxes?

L'abaissement de l'Europe

Terre des hommes

6 octobre 1945

Depuis vingt-cinq ans, on parle du déclin de l'Europe. Ce qui est en question aujourd'hui, c'est la vie ou la mort de l'Europe.

Le déclin relatif du vieux continent, la diminution de la part de son commerce et de son industrie dans l'industrie et le commerce du monde, répondait pour ainsi dire à une fatalité naturelle. La primauté de l'Europe était fondée sur la science positive et la technique industrielle. Ce sont les ingénieurs, non les penseurs ou les saints, qui ont conquis la planète à notre civilisation. Par quel miracle l'Angleterre, la France, l'Allemagne auraient-elles gardé le monopole de ce qui est par essence transmissible?

La première guerre mondiale précipita cette inévitable évolution. Consacrant toutes leurs forces et tout leur génie à produire des canons et des munitions, les grandes puissances d'Occident négligèrent de fournir leurs clients, qui s'adressèrent ailleurs ou se mirent en état de se fournir eux-mêmes. Les États-Unis remboursèrent leurs dettes et devinrent à leur tour créditeurs. En quelques années surgirent outre-mer des industries qui, en des temps normaux, auraient exigé des décades. Mais l'histoire était ainsi accélérée, non détournée. L'hégémonie des États-Unis était inscrite dans la nature des choses, comme la suprématie militaire de Rome après les guerres puniques.

La crise de l'Europe en 1945 apparaît d'un tout autre ordre de grandeur. Pour mieux dire, elle n'est pas d'un degré différent, elle est différente en nature.

États nationaux et État continental

De Stalingrad à Brest, le continent qui fut le foyer et demeure le centre de la culture est semé de ruines.

Si lourd soit-il, l'héritage de cinq années de guerre hyperbolique ne serait pas insurmontable. L'origine de la crise est plus profonde.

L'Europe est divisée en États nationaux, elle tend au principe: une seule nationalité par État. Il en résulta, après la victoire alliée de 1918, la multiplication des petits pays. Certes, ceux-ci ne sont pas, du simple fait de leurs dimensions réduites, voués à la pauvreté. Il suffit de songer au Danemark, à la Hollande, à la Suède, pour se rappeler que le rendement du travail humain n'est nullement proportionnel à la superficie des territoires. Il est d'autres cas, en

revanche, comme celui de la zone danubienne où la destruction d'un ensemble - l'empire austro-hongrois - a accru la pauvreté et réduit les possibilités d'expansion économique.

La vieille Europe a encore pris une part éminente au progrès technique en notre siècle. Qu'il s'agisse du cinéma, de l'automobile ou de l'aviation, la France a figuré parmi les pionniers, l'Allemagne, jusqu'au jour de l'effondrement a tenu un des premiers rangs. La liste des inventions anglaises, au cours de ces années terribles, ne le cède au palmarès d'aucune autre nation. L'extension du marché n'est pas la condition suffisante, à supposer qu'elle soit la condition nécessaire, des résultats obtenus par l'industrie américaine.

Il n'en reste pas moins que l'emploi total de la technique moderne, la croissance de certaines industries essentielles, exigent de vastes espaces (la nécessité est d'autant plus évidente à une époque comme la nôtre qui ignore le libre-échange). Or, l'application de l'idée nationale condamne le vieux continent à la division en petites unités à l'heure même où la Russie et les États-Unis font la preuve de ce que donnent, mises en œuvre sur une vaste échelle, les méthodes actuelles de production. Russie et États-Unis ont des systèmes économiques opposés. Celle-là se fie entièrement à l'impulsion de l'État, ceux-ci à l'initiative des individus. La productivité est infiniment plus élevée dans l'Amérique capitaliste que dans la Russie communiste, sans qu'on ait le droit d'affirmer - les conditions sont trop différentes par ailleurs - que le capitalisme en tant que tel implique un plus haut rendement. Si large qu'on fasse la part de ces oppositions, la similitude n'en ressortira que plus nettement. Les deux colosses sont des États multinationaux, des États-continentaux, l'un et l'autre disposent de matières premières en quantités presque illimitées, l'un et l'autre disposent de masses d'hommes, d'acier, d'espace à la mesure de la capacité que possède l'humanité pour construire et détruire.

Conformément à une sorte de logique de l'histoire, les continents héritiers de l'Europe qui déploient sur des étendues vierges les secrets empruntés à l'ancien continent, atteignent à une hégémonie triomphale. Cependant que l'Europe s'abîme dans des batailles sanglantes, ils s'élèvent à la grandeur temporelle. Au XXe siècle il y a place, de l'Atlantique à la Vistule, pour une grande puissance ou des petites nations.

La décadence n'en est pas pour autant irrémédiable. Le centre de gravité se déplace. L'Amérique a la plus grande flotte, la Russie la plus grande armée du monde. Entre les deux, l'Europe diminuée, modeste, garderait le droit et la force

de vivre si elle n'était désormais disputée entre les puissances extra-européennes.

Ni les États-Unis, formés par la civilisation britannique et peuplés par les enfants de toutes les nations d'Europe, ni la Russie, empire édifié par les armes, qui s'étend jusque loin dans les profondeurs de l'Asie, n'ont participé, en tant qu'organismes politiques, aux siècles d'histoire à travers lesquels les communautés d'Europe ont grandi et pris conscience d'elles-mêmes. Ils lui doivent l'essentiel de leur équipement et de leurs idées; le fond humain, le cadre naturel, les traditions sont autres.

Or, désormais qu'on le veuille ou non, ces colosses dominant notre existence. La France et la Grande-Bretagne ne garderont leur empire qu'avec le consentement des États-Unis, maîtres des océans et du ciel. Et les pays à l'est du Rhin ne garderont leur indépendance qu'avec le consentement de la Russie, en apparence maîtresse de la terre.

Depuis quatre siècles, l'Europe s'est partagé l'univers. Aujourd'hui, c'est elle qui est partagée. Mais, partagée, est-elle encore viable?

Le partage de l'Europe

Des trois Grands, seule la Grande-Bretagne s'intéresse à l'Europe pour elle-même.

La Russie a résolument adopté une politique de cordon sanitaire inversée. Les pays balkaniques, à l'exception de la Grèce, sont soumis à son influence quasi exclusive. Des gouvernements communistes ou à prédominance communiste sont établis à Lublin, à Belgrade, à Bucarest et à Sofia. La Bulgarie réclame un accès à la mer Égée, comme si elle s'était rangée dans le camp des vainqueurs, et multiplie les attaques contre la Grèce, qui a donné le signal de la résistance dès l'année sombre de 1940. En vérité, les faveurs n'ont plus de relations avec les mérites passés. Seule importe la position actuelle sur l'échiquier diplomatique.

Au delà de cette zone d'influence (de quelque nom qu'on la baptise), quelles sont les conceptions de Moscou? L'Armée Rouge a poussé très loin la pratique des récupérations et prises de guerre. Il semble donc que le souci primaire ne soit pas que les populations vaincues tournent leurs regards vers Moscou. Certes, rien n'empêche de combiner le pillage le plus savant avec les déclarations amicales au peuple allemand. Mais, à moins que l'on compte sur la misère elle-même pour la diffusion de la doctrine, normalement on ne se concilie pas les nations en les dépouillant.

De plus, la Silésie, deuxième bassin minier et environ un quart du potentiel du

Reich, a été annexée à la nouvelle Pologne. Si, pour bannir le danger germanique, on avait décidé de réduire substantiellement la capacité industrielle de l'Allemagne, on aurait dû raisonnablement épargner les ressources agricoles. Or, du même coup, la Pologne de Lublin et la Russie ont annexé une superficie de terres arables que Churchill, aux Communes, a estimée à un tiers du total de 1938. Le moins que l'on puisse dire est qu'un tel tracé des frontières se justifie mal en tant que partie d'un statut général de l'Europe. Il est l'expression d'une volonté de puissance, localement irrésistible: il trahit une sorte d'indifférence supérieure à l'égard de ce qui se passera de l'autre côté de la muraille de Chine.

Aux États-Unis, l'Europe apparaît dans la perspective d'un équilibre mondial à établir entre monde slave et communauté atlantique. Ils ne toléreraient pas que la Russie s'avancât trop avant vers l'Ouest, ils sont soucieux de maintenir l'indépendance des pays occidentaux, et l'ancien continent, sans figurer au premier rang de leurs préoccupations économiques (l'Asie leur importe davantage), demeure un des marchés sur lesquels ils espèrent écouler le trop-plein de leur production. Il n'est pas sûr que leur stratégie, régionalement défensive, vise directement à une organisation harmonieuse de l'Europe pour elle-même. C'est donc la Grande-Bretagne finalement qui, dans les conseils des Trois, parle au nom de l'Europe, par vocation autant que par intérêt.

L'Angleterre aborde l'après-guerre avec un crédit moral et un débit financier également impressionnants. Rapprochée de la terre ferme par l'aviation et les bombes volantes, surclassée en forces industrielles et militaires par les colosses du XXe siècle, ayant sacrifié à la cause commune ses richesses accumulées, pays débiteur pour la première fois depuis la reine Élisabeth, elle attend d'une Europe libre la garantie de sa sécurité, elle espère d'une Europe restaurée un renforcement de sa position mondiale.

Mais comment restaurer l'Europe?

Derrière le rideau de fer abaissé sur la ligne de séparation, la migration de millions d'êtres humains chassés de leurs terres se poursuit. L'Allemagne occidentale est divisée en trois zones entre lesquelles les échanges sont réduits au minimum. On parlait en 1919 de la balkanisation de l'Europe: cette fois, on a commencé à balkaniser l'Allemagne. On évoque à chaque instant l'unité du monde, mais entre Cologne et Francfort on a tracé une sorte de frontière provisoire.

Où pourrait s'insérer, dans cet univers dément, une action efficace et raisonnable?

Restauration de l'Allemagne?

Jusqu'à présent, les querelles entre les trois Grands ont porté sur les limites de la zone soviétique et sur les modalités selon lesquelles l'influence de Moscou s'exercerait. Trieste est l'exemple de querelles relatives aux limites. Le gouvernement de Lublin, l'exemple de querelles relatives aux modalités. L'accès de la Bulgarie à la mer Égée, le régime des Détroits rentrent dans la première catégorie. Les notes anglaise et américaine à propos des ministères "démocratiques" de Bucarest ou de Sofia dans la seconde.

Quelle que soit l'importance que l'on attache à ces dialogues diplomatiques, il ne semble pas qu'on en puisse attendre des modifications décisives au cours des événements. La meilleure preuve en est que la question primordiale, celle des frontières orientales de l'Allemagne, n'a été abordée que par Churchill, redevenu simple citoyen et chef de l'opposition. Il serait souhaitable que les Balkans ne fussent pas chasse gardée et que les trois Grands pussent s'y retrouver présents dans une rivalité pacifique d'idées et de crédits. Mais le tracé des frontières orientales de l'Allemagne a une tout autre portée. Là est le point réellement décisif. Si la Russie et la Pologne s'avancent jusqu'à 50 kilomètres de Berlin, si l'Allemagne est privée d'un quart de son potentiel industriel et d'un tiers de ses terres arables, comment le Reich-croupion fera-t-il vivre sa population, gonflée de millions d'êtres expulsés des territoires annexés?

En vérité, on n'aperçoit que deux réponses possibles. Ou bien l'Allemagne mutilée gardera une industrie importante, ou bien elle sera condamnée à un niveau de vie si bas qu'elle demeurera la proie de la misère et d'une agitation chronique.

Il suffit de lire la presse anglaise pour se convaincre qu'on est pleinement conscient, outre-Manche, de cette alternative impitoyable.

À courte échéance, les Anglais, qui ont la charge de la Ruhr sont évidemment impatients de remettre en route les mines et les fabriques. À longue échéance, ils tiennent qu'une Allemagne privée de la Silésie à l'Est et de la Ruhr à l'Ouest, serait probablement hors d'état de subsister. Or, sans Allemagne, y aurait-il encore une Europe? L'Europe occidentale, limitée au Rhin ou même englobant la Ruhr, suffirait-elle comme glacis continental de la communauté atlantique? Les Anglais sont donc partisans de laisser à l'Allemagne son unité et son industrie.

Mais nous, Français, n'allons-nous pas demain, quand cette politique entrera visiblement en application, nous dresser à notre tour et dénoncer le retour du danger allemand, d'autant plus redoutable à l'ouest qu'il a été définitivement

jugulé à l'est?

Ou bien le danger allemand, tel que nous l'avons connu depuis trois quarts de siècle, appartient-il au passé, comparable désormais au danger français après l'écroulement des rêves napoléoniens, dont les diplomates anglais, incapables d'oubli, pourchassaient encore en 1919 le fantôme dérisoire?

Plaisirs et jeux de la politique française

**Point de vue
11 octobre 1945**

Avant la guerre, la politique française avait au dehors mauvaise réputation: elle s'ingénie visiblement, depuis un an, à la regagner.

On s'accorde à proclamer que les élections du 21 octobre ont une portée exceptionnelle. On se gardera de rompre cette unanimité. Mais il est plus malaisé de justifier cette opinion. On va élire ceux qui auront la charge de rédiger un Constitution. Certes, mais quels sont les projets constitutionnels des partis? Comme d'habitude l'électeur fera confiance à ses mandataires, dans la nuit.

Les partis de gauche achèveront de triompher du fascisme? Certes, mais le fascisme, qui continue peut-être d'exister comme un état d'esprit, camouflé, sous des habits d'emprunt, n'existe certainement plus en tant que force électorale. La commune hostilité au fascisme moribond ne suffira pas à maintenir l'accord des trois partis de gauche. Les socialistes s'allieront-ils aux communistes, aux radicaux, au M.R.P.? Aux uns et aux autres? Aux uns ou aux autres? Le résultat de la consultation populaire influera sur les coalitions, il ne les déterminera pas directement.

Quoi d'étonnant que trop d'électeurs se découragent et finissent par se désintéresser de ce combat de nègres dans un tunnel?

Clarté britannique et obscurité française

Quand la nation anglaise fut appelée à élire un parlement, il y a trois mois, elle avait à choisir entre trois et surtout deux partis. Chacun d'eux se présentait drapeau déployé, avec un programme adapté aux circonstances. Le citoyen qui préférait un parti désignait un premier ministre en même temps qu'il approuvait une doctrine. Le ministère, constitué d'après le vote populaire, jouissait immédiatement de toute l'autorité que peut et doit posséder l'exécutif en régime démocratique. Il apparaissait comme voulu et pour ainsi dire plébiscité par le pays. Plus de place, dans un tel système, pour les combinaisons de couloirs et les jeux d'ambition. Le peuple avait parlé et les chefs n'avaient désormais d'autre tâche - mais elle est assez lourde - que de traduire en action quotidienne les aspirations de la majorité.

Aucun des partis français, sauf ceux qui réclament le retour à la Constitution de 1875, n'a fait connaître clairement la constitution qu'il recommanderait à

l'Assemblée constituante.

Aucun n'a une clientèle assez nombreuse pour enlever à lui seul la majorité. Les décisions importantes sortiront des négociations entre les groupes après le scrutin. Le peuple aura parlé: on se disputera sur le sens de ses paroles.

Malgré tout, il est possible de prêter aux élections qui viennent une double signification. D'un côté, les partis se présentent au pays avec leur profession de foi coutumière et font appel à des fidélités traditionnelles. Les gauches pourchassent les ombres mourantes du fascisme, les droites tâchent de revigorer les principes fatigués de la liberté économique, en invoquant les libertés républicaines.

D'un autre côté, indirectement, presque clandestinement, les partis acceptent ou refusent la politique ou plutôt la personne du général de Gaulle. Sur la deuxième question du referendum, partisans et adversaires du gouvernement provisoire se compteront. Et encore cette formule n'est-elle vraie qu'approximativement. Edouard Herriot, avant de justifier un double *non*, a proclamé hautement qu'il souhaitait que le gouvernement provisoire du général de Gaulle se transformât en gouvernement régulier. Beaucoup de radicaux, en tout cas, même s'ils répondent *non* par discipline, désirent au fond de leur cœur que la majorité dise *oui*. Et, d'autre part, l'aménagement des pouvoirs publics prévu pour la durée de la Constituante, inspirée par le projet Vincent Auriol-Bourdet, paraît si raisonnable à certains critiques du gouvernement qu'ils répondront *oui* parce qu'il leur semble bon, en tout état de cause, de réfléchir trois jours avant de renverser un ministère, même provisoire.

Dans l'histoire de la clarté française, on réservera à coup sûr un chapitre à la politique.

Majorité électorale et coalition gouvernementale

Le résultat des élections anglaises a surpris le monde, l'Angleterre et les vainqueurs, mais on doute que les élections françaises réservent une surprise comparable.

Que les partis de gauche, des communistes aux radicaux inclus, emportent, à eux trois, une nette majorité, personne n'en doute. L'incertitude porte uniquement sur les relations de force entre les frères ennemis. Et encore, les élections cantonales ne laissent-elles guère de place au doute. Les socialistes ont gagné aux dépens des radicaux et ont pris désormais la première place, suivis de près, pour le nombre de voix sinon de sièges, par les communistes.

Il n'en résulte pas, pour autant, que le Front populaire doive renaître. Au cours des derniers mois, les trois partis de gauche ne se sont mis d'accord que contre la loi électorale. Sur chacune des questions du referendum, ils se groupent deux contre un, mais le groupement n'est pas le même dans les deux cas: socialistes et communistes disent *oui* à la première question et les radicaux *non*, communistes et radicaux disent *non* à la deuxième question et les socialistes *oui*.

Il ne suffirait pas, d'ailleurs, que la personnalité du général de Gaulle cessât de susciter des enthousiasmes et des inimitiés également farouches, pour que l'entente des gauches refleurît. Prenons le programme du C.N.R.: socialistes et communistes l'acceptent, les radicaux font des réserves, le M.R.P. l'accepte. Et pourtant, les communistes sont alliés aux radicaux et ne veulent rien avoir de commun avec le M.R.P., sous prétexte de défense laïque (comme si la laïcité était en péril!).

Que faire?

Dans ces conditions, que peut-on suggérer à l'électeur de bonne volonté qui, n'ayant pas son siège fait d'avance, cherche à se reconnaître dans ces méandres?

On risquera un premier conseil. Déchiffrer attentivement les initiales des candidats et tâcher d'en saisir la signification exacte à travers tous les camouflages.

Ainsi le Mouvement unifié de la résistance française n'a d'autre unité que celle de son nom. Composé par la minorité du Mouvement de libération nationale, il essaie, par une autre méthode, d'arriver à cette unité organique avec le parti communiste que la majorité de la Résistance avait refusée.

On se demandera ensuite quel est l'enjeu décisif de ces élections. Quelle question se pose l'observateur étranger qui, en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, souhaite collaborer avec une France restaurée? Il me paraît que la question décisive est celle de l'équilibre et de l'efficacité de la nouvelle démocratie française. La IIIe République a fini par s'épuiser dans des querelles qui paralysaient et condamnaient à l'instabilité un exécutif impuissant. La IVe République surmontera-t-elle ces faiblesses? Acceptera-t-elle les disciplines nécessaires? Les partis de la majorité assumeront-ils leurs responsabilités et laisseront-ils le gouvernement prendre les siennes?

Or, à ce point de vue, c'est le parti socialiste qui, depuis un an, a donné le meilleur exemple. Il n'a pas hésité à critiquer plus d'une fois le gouvernement, comme c'était son droit et son devoir, mais il n'a pas tenté d'obtenir à la fois les avantages de la participation et les profits de l'opposition. C'est lui qui, cette fois,

revenu de ses erreurs, met en garde les parlementaires contre l'instabilité ministérielle, tout en maintenant l'indispensable principe de la responsabilité de l'exécutif devant les élus du peuple. C'est lui qui se met à la tête du mouvement, conforme aux aspirations profondes de la majorité, vers des réformes sociales dans le respect des libertés, et vers l'étroite collaboration avec les nations occidentales.

Les jeux de la politique française ne permettent pas à l'électeur de choisir clairement un ministère et un programme. Ils lui laissent le choix entre des partis d'opposition, qui ne sont d'accord que sur le refus, et des partis de gouvernement, qui indiquent le sens et les conditions de leur soutien.

Les élections cantonales l'ont prouvé: au *non*, cristallisation de tous les mécontentements, le pays préférera le *oui*, expression d'une confiance raisonnée.

Y a-t-il encore un danger allemand?

Terre des hommes

13 octobre 1945

Les généraux sont volontiers en retard d'une guerre. Les diplomates en retard d'une paix. Et chacun de nous est menacé de la même infortune. Nous n'imaginons l'avenir qu'en nous souvenant du passé.

Depuis trois quarts de siècle, nous, Français, n'avons cessé d'avoir les yeux tournés vers le Rhin. L'antigermanisme servait de mesure au patriotisme. Le soldat ennemi, par définition, portait le casque à pointe. Quand nous rêvions de paix, c'était la conciliation franco-allemande qui surgissait devant notre esprit. La vie nationale était comme aimantée par cette obsession.

Au lendemain d'une guerre au cours de laquelle la France a subi quatre années d'occupation et côtoyé la mort de si près, comment s'étonner que cette obsession, loin de s'atténuer, soit comme redoublée par l'angoisse toute proche et la volonté d'une juste réparation? Les Anglais viennent à peine de chasser de leur mémoire les dernières survivances de l'aventure napoléonienne. Les ruines semées par l'aventure hitlérienne jonchent encore la terre d'un continent entier. Et pourtant, qui ne voit que l'Allemagne de 1945 n'a plus grand'chose de commun avec celle que Bismarck avait forgée, qu'Hitler avait transformée en un empire monstrueux et précaire?

La défaite de Reich est aussi totale que l'a été la guerre. Regardons l'univers d'un regard neuf.

L'Allemagne a cessé d'être un danger mondial. Naguère l'Europe était le centre économique et militaire du monde. Qui tenait l'Europe, tenait le monde. L'Allemagne, première puissance du vieux continent, avait une chance de tenir l'Europe, donc le monde. Mais, en 1940, l'Allemagne eut beau étendre ses conquêtes vaines de la Vistule à l'Atlantique, la Grande-Bretagne dans son Ile, les États-Unis de l'autre côté de l'océan, la Russie derrière le rempart de son immensité, échappaient à ses prises. Hitler n'avait pas édifié un empire, il avait démesurément élargi le champ de bataille.

Soit, dira-t-on, mais l'expérience suffit. Admettons qu'une Allemagne, rééditant son agression, soit condamnée une fois de plus à la défaite finale. C'est l'éventualité même d'une agression qu'il importe d'arrêter à jamais: le corps mortel de la France n'y résisterait pas. Certes, mais est-il possible que, même à

cette échelle réduite, l'Allemagne retrouve, d'ici quelques dizaines d'années, la chance d'une nouvelle agression?

Depuis le dernier quart du XIXe siècle jusqu'en 1939, le Reich a représenté la plus grande concentration de force politique, économique et militaire de l'Europe. Moins nombreux que les masses slaves, mais de niveau technique plus élevé, plus nombreux et possesseurs d'une plus grande industrie que les Français, les Allemands se vantaient de combiner la civilisation des vieux peuples et la fécondité, les vertus martiales des peuples jeunes.

Aujourd'hui, la Russie compte deux cents millions d'âmes, le Reich-croupion aura du mal à en nourrir soixante-dix. Aujourd'hui, la Russie tout entière est animée d'une volonté farouche de progrès technique, d'exploitation intensive des ressources naturelles. Le pays répond comme un seul homme à l'impulsion d'en haut. Aux richesses minières presque illimitées de la Russie, l'Allemagne n'oppose que les mines de l'Ouest, le bassin de Silésie, le deuxième du Reich, ayant été annexé par la Pologne. C'est elle qui connaîtra désormais les déchirements intérieurs liés à la rivalité des influences. À moins d'un renversement imprévisible dans le statut de l'Est européen, on ne voit pas comment le Reich, moins peuplé, moins uni que son colossal voisin, retrouverait, dans le futur prévisible, la chance de déclencher une guerre aux deux fronts qu'elle a deux fois perdue.

Il ne s'agit pas d'une guerre sur deux fronts, s'empressera-t-on d'objecter. L'Allemagne se heurte désormais d'un côté à une barrière infranchissable, donc la fureur germanique dévalera une fois de plus vers nous. La France risque de faire les frais du règlement sévère que la Russie a dicté, à moins qu'à son tour elle n'impose un règlement impitoyable.

Même M. Schumann n'a pas hésité à reprendre cet argument, qu'on a quelque gêne à discuter sérieusement. Autant dire tout de suite qu'un boxeur amputé du bras gauche deviendra plus dangereux parce qu'il sera plus tenté de frapper, et de frapper plus fort, du droit.

Soyons sérieux. Même en 1939, l'Allemagne n'avait aucune chance sur le papier de l'emporter sur la coalition de ses ennemis virtuels. Les industries jointes des nations antiallemandes surclassaient celles du Reich, même du grand Reich de 1939. Hitler a tout misé sur la tactique de l'artichaut, sur l'avance qu'il s'était assurée dans sa mobilisation (à la longue les tonnes d'acier triomphent, mais encore faut-il les transformer en obus), sur le renforcement que lui apportaient ses conquêtes initiales.

Regardons la carte. Renforcement par les conquêtes initiales (Autriche, Tchécoslovaquie, Pologne)? Mais la Russie a, cette fois, une frontière commune avec le Reich, qui n'est plus entouré de petits États faibles et divisés, mais encerclé par la zone slave. Avance dans la mobilisation? Les démocraties n'ont peut-être pas perdu le goût de l'oubli et de la facilité; tel ne paraît pas le penchant de Staline. Tactique de l'artichaut? À l'Est, une sorte d'unité s'élabore; à l'Ouest, l'ensemble naturel finira par être reconnu.

Il reste, s'obstineront nos contradicteurs, la discorde possible entre l'Est et l'Ouest. Certes, mais en quoi cette discorde ferait-elle surgir à nouveau le danger allemand d'hier? Quels que soient leurs sentiments pour les Français ou les Anglais, les Russes ne laisseront pas les Allemands reconstituer un empire de Berlin jusqu'à Brest. Avec l'Armée Rouge à 50 kilomètres de leur capitale, les Allemands n'auront pas la liberté de nouvelles aventures (à moins qu'ils n'aient été à l'avance intégrés à l'unité slave: mais alors il s'agit d'une tout autre éventualité).

En vérité, quelle que soit l'incertitude des raisonnements relatifs à l'avenir, on a le droit de se fier aux témoignages concordants de la démographie, de l'économie, de la politique.

Le peuple allemand subit aujourd'hui le châtement de ses crimes. Dans ses villes en ruines, il luttera péniblement, au cours de l'hiver qui vient, contre le froid et la faim. Il connaîtra, à son tour, les rigueurs qu'il a infligées à ses victimes. Et personne ne songe à éviter à l'Allemagne les suites inévitables de ses monstrueuses folies. Mais, aux yeux des hommes d'État responsables, le problème allemand n'est plus primaire, mais secondaire: on l'envisage non en lui-même, mais dans une perspective plus large. Il est devenu un élément de l'équilibre mondial.

Prenons la question des réparations, désormais partie intégrante d'un règlement durable. On a admis le principe de paiements en nature et, pour qu'ils s'effectuent rapidement, on les a prévus moins en marchandises qu'en moyens de production. Les Russes ont fait de cette théorie l'application la plus radicale. Toutes les usines établies par les Allemands dans les pays ex-satellites ont été transférées vers la Russie à titre de prises de guerre. En Autriche, le pillage ne s'est pas arrêté au seuil des immeubles privés. La plupart des objets métalliques ont été enlevés. Dans tous les garages de Vienne, racontait un voyageur, on ne trouve plus un seul gonfle-pneus.

Si, à travers toute l'Allemagne, on généralisait le procédé, les réparations

aboutiraient au désarmement le plus total qu'on puisse imaginer, à savoir la désindustrialisation. Les Russes, à la rigueur, n'hésiteraient pas devant ces conséquences extrêmes, dans la mesure où ils se désintéressent des sentiments des peuples qui ne rentrent pas dans leur zone d'influence.

Il n'en va pas de même pour les Anglais et les Américains. Humainement, ils se révoltent contre l'idée que des dizaines de millions d'êtres humains soient condamnés pour des années à une existence dégradante. La guerre ne perdrait-elle pas sa signification si l'on imposait au vaincu un sort comparable à celui que, vainqueur, il eût infligé aux peuples esclaves? Ne serait-ce pas d'une certaine manière la plus tragique revanche de Hitler? En termes de strict égoïsme, est-il raisonnable de se priver de la source de richesses que représentent en Allemagne les mines, le sol, la capacité de travail de la population? N'en doutons pas: les Anglais et les Américains limiteront le plus possible, à l'Ouest, les réparations par transfert d'outillage; ils feront tout pour remettre en marche les mines et les usines. Même s'il en résulte une diminution de ce que nous, Français, espérons recevoir, avons-nous le droit, avons-nous intérêt à nous élever contre ce programme de bons sens?

À l'heure présente, les effectifs des mineurs dans la Ruhr s'élèvent à 50% environ de ceux d'avant guerre, la production à moins de 20%. Comment s'étonner que le rendement ait diminué aussi longtemps que les ouvriers vivent dans des maisons détruites et touchent des rations insuffisantes? Mais, pour améliorer nourriture et logement, c'est l'ensemble de la vie qu'il convient de normaliser. Autrement dit, les Allemands n'auront d'importants surplus, disponibles pour les ayants droit aux réparations, qu'après une phase initiale où ils auront travaillé pour eux-mêmes. Quel moyen de protester?

Au même titre que la désindustrialisation, l'unité du Reich apparaît décisive. Chacun reconnaîtra que le découpage actuel ne répond à aucune rationalité intrinsèque et résulte d'un compromis entre des ambitions opposées. On sait que la répartition des ressources entre les zones est inégale, que la zone russe a un surplus de céréales et de pommes de terre, les zones anglaises et américaines un surplus de charbon et de produits industriels et un déficit de nourriture. Si le statut présent devait être maintenu ou stabilisé, une réadaptation profonde s'imposerait, qui ne pourrait pas ne pas entraîner un appauvrissement peut-être définitif du Reich. Pourquoi la France, par hantise des fantômes, préférerait-elle cette balkanisation absurde à un Reich diminué mais uni?

Il va sans dire que le Reich, si nous le supposons reconstitué, serait à nouveau

objet de pressions rivales. L'Est et l'Ouest rivaliseraient à l'intérieur de l'Allemagne, chaque univers s'efforçant d'orienter vers lui cet ensemble, incomparablement diminué par rapport au grand Reich de 1938, mais malgré tout imposant à l'échelle des nations européennes. Cette rivalité inévitable, pourquoi la France en aurait-elle peur?

En tout cas, ses alliés occidentaux, les plus proches d'elle géographiquement, ne se résignent pas à tracer au milieu de l'Allemagne la ligne de démarcation entre les deux univers. Pourquoi la France hésiterait-elle à se mettre de leur côté? Pourquoi renoncerait-elle à défendre l'idéal de l'unité européenne à laquelle elle a gardé, à travers les siècles, une sorte d'inquiète fidélité?

Autrement dit, qu'il s'agisse de désindustrialisation ou de partage, les données actuelles diffèrent des controverses traditionnelles. L'affaiblissement absolu et relatif de l'Allemagne est consommé, il est définitif.

Entretenir le chaos allemand, selon une vieille formule, n'aboutirait plus à renforcer la France en lui donnant des voisins, rivaux et impuissants, au lieu d'un voisin, fort et redoutable, mais à créer au centre de l'Europe une sorte d'abcès purulent.

Telle ne peut pas être la politique de la France.

Suivant jusqu'au bout la ligne de cette argumentation, ne sommes-nous pas arrivés à une sorte d'énorme paradoxe?

Reconstituer l'unité et l'industrie du Reich, n'est-ce pas vouer la France, d'ici vingt ans, sinon à l'invasion, du moins à une humiliante sujétion?

Que la France aide au relèvement d'une Allemagne, soit! Qu'elle aide au relèvement d'une Allemagne de soixante-dix millions d'habitants, dont l'industrie, même réduite d'un quart, sera double encore de la sienne, n'est-ce pas proprement conduite de gribouille? Car, ou cette Allemagne s'orientera vers l'Ouest et elle deviendra la puissance continentale du monde atlantique, ou elle s'orientera vers l'Est, et quelle espérance de salut nous reste?

Autrement dit, la France ne doit-elle pas se mettre en garde contre le danger allemand non celui d'hier, mais contre celui de demain? contre la supériorité relative d'une Allemagne capable certes d'asservir le monde, capable encore d'éclipser la France?

Oui

**Point de vue
18 octobre 1945**

On aurait aimé voter sur le fond: on votera sur la méthode.

Les Français, le 21 octobre, n'auront pas l'occasion d'exprimer leur préférence pour le principe de l'Assemblée unique ou celui des deux Chambres, ils ne décideront ni la suppression, ni le maintien, ni la modification du Sénat. Ils ne choisiront pas entre démocratie parlementaire et démocratie présidentielle.

Ils devront répondre à deux questions dont on se demande encore comment elles ont pu soulever tant de passion. "L'Assemblée élue sera-t-elle constituante ou non?" Si le pays répond "oui", la future Constitution sera rédigée par cette seule Assemblée. S'il répond "non", on élira un Sénat selon les modalités prévues par les lois organiques de 1875. Les deux Assemblées jointes en Assemblée Nationale modifieront alors les lois de 1875.

"Les pouvoirs de l'Assemblée seront-ils réglementés à l'avance ou non?" Si le pays répond "oui", le ministère dont le chef aura été choisi par l'Assemblée elle-même ne pourra être renversé que dans le cas où une motion de censure, déposée deux jours à l'avance, sera votée par la majorité absolue des députés inscrits.

À ces deux questions, nous répondrons oui.

Le premier oui

Quand il n'y a pas de constitution, il faut bien en établir une autre. Et la méthode normale, conforme aux traditions, est de confier ce soin à une assemblée élue au suffrage universel en vue de cette tâche précise.

On peut bien, en droit, plaider que les actes constitutionnels du maréchal Pétain sont nuls, puisqu'ils violent les engagements pris à Vichy en juillet 1940. Pétain a abusé du mandat qui lui avait été confié, par suite, automatiquement, la légalité ancienne rentre en vigueur. Mais ce raisonnement, qui aurait eu un sens au moment de la libération, n'en a plus guère aujourd'hui. Depuis un an, tout s'est passé comme si les lois organiques de 1875 n'étaient plus valables: gouvernement provisoire, Assemblée consultative sont issus d'une "légalité révolutionnaire". Revenir à la légalité de 1875, ce n'est pas prolonger le statut actuel, c'est le désavouer.

Mais, moralement, aussi bien que politiquement, ce retour au passé ferait mal augurer de l'avenir.

Le non apparaîtrait comme un aveu d'impuissance. Renonçant à innover, lasse d'entreprendre, la France se résignerait à une restauration sans éclat et sans espérance.

Tout le monde reconnaît que la Constitution de 1875 ne répond plus aux nécessités actuelles, qu'elle exige une révision. Dès lors, pourquoi ranimer une constitution morte à seule fin de la tuer une deuxième fois?

En répondant oui à la première question, le pays exprimera tout à la fois son approbation de l'actuelle légalité et sa volonté d'institutions renouvées.

Le deuxième oui

La vivacité des polémiques dissimule l'étendue de l'accord unanime. En effet, le principe essentiel de la démocratie: la responsabilité de l'exécutif devant les élus de la nation est admise par tous les partis et sera consacrée, quelle que soit la réponse à la deuxième question. La loi d'aménagement des pouvoirs publics ne touche nullement à ce principe fondamental. La Constituante est souveraine puisqu'elle élit le président du gouvernement et qu'elle demeure libre à chaque instant de le renverser.

Sans doute, la Constituante, dans l'éventualité d'une réponse positive, ne sera pas libre de faire n'importe quoi. En premier lieu, elle devra avoir achevé ses travaux au bout de sept mois. Mais ne s'accorde-t-on pas pour déplorer la continuation du régime provisoire et pour en souhaiter une fin rapide?

En second lieu, le renversement du ministère exigera une motion de censure, deux jours de réflexion, un scrutin à la tribune et la décision de la majorité des membres de l'Assemblée. En quoi une telle disposition est-elle contraire à l'orthodoxie démocratique? Elle élimine les crises accidentelles, les réactions d'humeur, les mouvements de séance, elle oblige chacun à prendre ses responsabilités après réflexion et en toute clarté. Si une telle proposition avait été faite par Léon Blum, qui se serait indigné?

Certains ont prétendu que cette clause interdirait à l'Assemblée de renverser *un* ministre. Mais sous la IIIe République, la solidarité ministérielle existait déjà et une question de confiance engageait tout le cabinet. Je pense, pour mon compte, que l'instabilité des ministres, individuellement, favoriserait la stabilité des ministères collectivement.

Est-ce enfin contre l'article qui interdit à l'Assemblée de proposer les dépenses que l'on va mener campagne? Mais cette règle s'applique en Grande-Bretagne, une règle analogue existait déjà en France avant 1939. On s'ingéniait à la

tourner? Raison de plus pour la ranimer.

En vérité, la loi soumise à l'approbation des électeurs ne contient rien qui ne doive ou ne puisse figurer dans la Constitution définitive.

Pourquoi le pays hésiterait-il à répondre oui?

Le jeu politique

Les radicaux répondent non aux deux questions. Les communistes oui à la première et non à la deuxième. Disons-le simplement: l'attitude des communistes nous paraît logique, celle des radicaux difficilement intelligible.

Les communistes veulent une Assemblée totalement souveraine, libre de fixer elle-même son mode de travail et sa durée: soit! Les radicaux craignent l'Assemblée unique et ses excès et sa possible tyrannie. Mais alors pourquoi ne pas admettre les précautions discrètes que le projet gouvernemental prévoit contre l'instabilité ministérielle et les éventuels empiétements de l'Assemblée?

Le oui, nous dit-on, en dépit de tout, équivaldra à plébisciter un homme, à lui reconnaître un pouvoir presque illimité.

À supposer qu'il en fût ainsi, qui en porterait la responsabilité, sinon ceux qui ont transfiguré une controverse constitutionnelle en un débat pour ou contre une personne? Le général de Gaulle n'utilise pas son prestige, afin d'imposer des textes inadmissibles, mais certains rejettent des textes raisonnables, parce que c'est lui qui les présente. Ce sont les adversaires du référendum qui, désirant un plébiscite *contre* risqueraient d'amener un plébiscite *pour*.

Fort heureusement, il n'y a pas de plébiscite. Les élus du peuple éliront le chef de l'exécutif et le contrôleront. Adversaires et partisans du général de Gaulle se compteront cette fois en pleine lumière.

En répondant oui à la seconde question, le pays aura contribué autant qu'il le pouvait dans les circonstances où il était placé, à la reconstruction d'une démocratie libre et efficace.

La paix difficile

Point de vue
25 octobre 1945

Notre époque a au moins une vertu: l'absence d'hypocrisie.

Nous avons connu le temps où les conférences internationales s'achevaient sur des accords de politesse qui camouflaient mal les conflits réels. La conférence de Londres a eu le mérite de reconnaître publiquement son échec.

Il est vrai que, malgré tout, on a préféré rompre sur une question de procédure. Les cinq Grands discuteraient-ils ensemble tous les problèmes? Ou bien le droit de discussion comme celui de décision n'appartiendrait-il, dans chaque cas, qu'aux signataires de l'armistice (Grande-Bretagne et U.R.S.S. dans le cas de la Finlande, Grande-Bretagne, U.R.S.S., États-Unis dans le cas de la Bulgarie et de la Roumanie, les mêmes Trois plus la France dans le cas de l'Italie)?

La France s'intéresse à ces controverses techniques, parce qu'elles remettent en question la part qui nous a été attribuée au conseil des Grands. Mais, si l'on songe à l'avenir, c'est le fond, non la forme qui importe.

Menaces

On savait la paix difficile: on continue à la croire possible.

Les deux points de friction sont provisoirement les régimes établis avec le concours de l'armée rouge dans les pays balkaniques et les ambitions russes en Méditerranée.

États-Unis et Grande-Bretagne viennent de prouver, en reconnaissant le gouvernement provisoire autrichien et demain, peut-être, celui de Hongrie, qu'ils sont sans préjugés. Ils ne reconnaîtront pas l'actuel gouvernement roumain, presque tout entier entre les mains du parti communiste, qui ne représente qu'une faible minorité du pays. Et ils attendront que les gouvernements de Tito ou de Georgieff se soient élargis avant de les reconnaître.

Bien plus, les dernières dépêches de Pologne, les mouvements des troupes russes donnent une sorte de confirmation aux rumeurs qui couraient sous le manteau. La solidarité slave n'a pas encore liquidé les sentiments nationaux.

D'un autre côté, l'Union soviétique a revendiqué le trusteeship sur la Libye, une modification au régime des Détroits, et elle n'a pas encore consenti au retour du Dodécanèse à la Grèce, conforme tout à la fois au principe des nationalités et

à l'intérêt britannique. Les pays anglo-saxons accepteront de donner une place à la Russie dans un trusteeship collectif sur les anciennes colonies italiennes, ils lui refuseront certainement le droit d'établir des bases sur la côte africaine de la Méditerranée centrale, de même qu'ils refuseront les énormes réparations que Moscou exige, dit-on, de l'Italie et qui ne sauraient être payées que par des crédits anglo-américains.

Entre le conflit balkanique et le conflit méditerranéen, les trois Grands trouveront-ils un accord par concessions réciproques, la reconnaissance des gouvernements balkaniques étant balancée par l'abandon des aspirations russes ailleurs, un moyen terme étant trouvé dans l'éternelle question des Détroits (internationalisation au lieu du contrôle exclusif souhaité par Moscou?). Des combinaisons de cet ordre sont concevables, mais elles demanderont du temps et le secret. Pour l'instant, les Anglo-Américains ne sont pas enclins à renoncer à leurs principes.

On se demande si les ambitions de la diplomatie soviétique sont entretenues par une sourde angoisse ou suscitées par la griserie de la victoire. Nous inclinons personnellement vers la première hypothèse: la Russie a été trop affaiblie par les sacrifices consentis et les pertes subies, la violence de la bombe atomique est trop foudroyante pour que les cerveaux froids du Kremlin oublient leur légendaire prudence. En tout état de cause, la volonté de paix est évidente des deux côtés. Bien ou mal, on s'accordera. Paix incertaine et précaire fondée sur la lassitude et les calculs, sur un équilibre fragile à l'échelle de la planète entière.

La place de la France

Admise dans le cénacle des Grands, la France a été immédiatement amenée à prendre parti et, comme il était facile de le prévoir, elle a pris parti pour les nations anglo-saxonnes. En Méditerranée, nos intérêts coïncidaient avec les leurs. Nous n'avons aucune raison de souhaiter la présence soviétique à proximité de notre Afrique du Nord. Dans les Balkans, nous tâchons de sauvegarder nos positions économiques et morales, quels que soient les régimes. Mais si on nous demande d'opiner sur la reconnaissance de Grozea ou de Georgieff, nous ne pouvons pas, par principe autant que par solidarité de fait, ne pas rejoindre le camp des démocraties occidentales. Du coup, la Russie s'irrite de trouver en face d'elle trois ou quatre opposants au lieu de deux. Et à notre tour, nous ne pouvons nous défendre de quelque amertume à constater que la Russie, seul pays avec lequel nous avons un traité en bonne et due forme, s'efforce de nous éliminer du conseil des Grands.

Rien de plus normal que cette évolution. Nous n'avions la chance d'éluder le choix qu'en nous abstenant. C'est la raison pour laquelle, à diverses reprises, nous avons souligné les avantages de l'absence. Nous avons préféré la présence. Dès lors, nous sommes embarqués. Nous nous rapprochons fatalement de ceux qui soutiennent nos droits. Et nous acceptons les conséquences inévitables: tension avec l'Union soviétique à l'extérieur, avec le parti communiste à l'intérieur.

Aussi le conflit, surgi à Berlin entre le représentant français et ceux des trois Grands, est-il gros de périls. La France, d'après les commentaires officiels, refuserait d'accepter même une ébauche d'administration centrale, aussi longtemps que le sort de l'Allemagne occidentale n'aurait pas été réglé. Admettons la légitimité des revendications françaises. Une seule question se pose: y a-t-il une probabilité que nous obtenions une satisfaction immédiate? La réponse négative nous paraît d'autant plus vraisemblable que personne n'a encore défini exactement ce qu'il fallait entendre par internationalisation. Quels pays participeraient à l'administration? Les territoires séparés constitueraient-ils une unité économique? Une unité politique? Il reste un immense travail collectif à accomplir pour rendre applicables les propositions françaises.

Un journal américain a écrit brutalement que nous serions éliminés si nous faisons obstruction. Nous avons de bonnes raisons d'élever une protestation contre un tel langage. À quoi bon figurer aux conférences si on attend de nous un acquiescement automatique aux ukases des autres? Mais dans le monde dur d'aujourd'hui, rien ne remplace la force.

Qu'on le déplore, qu'on s'en indigne, peu importe, c'est un fait: un conflit avec les trois Grands ébranle fatalement une position mal assurée.

Ni division, ni annexion

Terre des hommes

27 octobre 1945

La France n'est plus une grande puissance. Avec quarante millions d'hommes, une production annuelle de 45 millions de tonnes de charbon, notre pays ne possède plus la liberté d'action, la capacité d'une diplomatie autonome jusqu'à la guerre inclusivement, qui constituent traditionnellement le privilège et l'essence même des grandes puissances.

Une sorte de pudeur nous interdit, semble-t-il, d'avouer ce déclin. Notre politique officielle consiste à revendiquer les charges et les avantages d'un statut dont les moyens nous font défaut.

Sans doute notre affaiblissement actuel est-il une image aussi fausse de notre condition durable que l'était notre hégémonie de 1919.

D'ici quelques années, nous aurons de nouveau de quoi nourrir notre population, de quoi armer nos soldats, de quoi faire tourner notre industrie. Mais ce relèvement, si impressionnant soit-il, nous laissera loin derrière ceux qui tiennent les premiers rôles.

Tout le monde le sait? Certes, mais alors pourquoi cette rhétorique et ces revendications qui nous rapportent plus d'humiliations que de profits? La raison en est, me semble-t-il, un pessimisme profond. On s'accroche à la fiction parce que l'on craint la réalité. Or, la réalité objectivement analysée est plus réconfortante que les fictions.

Il n'y a plus que trois ou même plus exactement deux grandes puissances. Seule, dans l'univers, la Russie serait éventuellement capable de tenir tête à la volonté des États-Unis. Nous n'appartenons pas à ce groupe étroit, mais nous venons, ou plus précisément, nous avons une chance de venir immédiatement après, parmi les puissances que je qualifierais de *puissances régionales* pour les opposer aux *puissances mondiales*.

Simple changement de vocabulaire? Sans doute, mais en politique, le vocabulaire est riche de résonances et lourd de passions. Les Français se révoltent presque fatalement contre la formule *petite puissance*: pourquoi n'accepteraient-ils pas de bon cœur de jouer le rôle de puissance régionale, si leur région est l'Europe, c'est-à-dire, en dépit de tout, le foyer de la civilisation mondiale?

Il y a là, d'ailleurs, plus qu'une question de vocabulaire. L'expression de petite puissance suggère l'idée d'une sujétion, d'une attente plus ou moins passive d'un destin forgé par d'autres. Rien de pareil aujourd'hui. Précisément parce qu'il y a que deux puissances mondiales – et d'autant plus que l'une d'elles n'a ni traditions ni conceptions diplomatiques arrêtées – tout n'est pas réglé par les décisions de ces deux géants. Au moins dans la zone où s'étend l'influence anglo-saxonne, on aperçoit plutôt des limites à la liberté que des contraintes positives, plutôt des vetos que des impératifs. Le surgissement d'un régime communiste en Amérique du Sud ou dans un pays protégé par les armées anglo-américaines, est pour le moins improbable, mais, dans le cadre fixé par ce refus, il subsiste pour les peuples une marge de choix et d'autonomie. De même, s'il s'agit du tracé des frontières et de l'organisation des relations internationales, les Grands poseront des principes et concluront des accords. Les puissances régionales ne seront pas pour autant confrontées par une nécessité implacable. Les divergences entre les Grands et surtout les solutions multiples qui peuvent leur apparaître également acceptables permettent aux puissances régionales de faire entendre leur voix.

Telle est, en tout cas, la chance et l'unique chance de la France. Nous avons déjà fait l'expérience que nous n'avons rien à gagner en tâchant de jouer d'un Grand contre les autres. Le traité avec la Russie ne nous a valu de faveurs ni de l'Est ni de l'Ouest. L'opposition aux trois Grands simultanément ne nous rapportera pas davantage.

Il nous reste à faire accepter nos revendications en prouvant à ceux dont nous dépendons, États-Unis et Grande-Bretagne, qu'elles ne sont pas incompatibles avec leurs intérêts.

Nos revendications, au fond, se ramenèrent à une seule: améliorer de manière définitive la relation des forces entre la France et l'Allemagne. Nous avons essayé de montrer que le danger allemand n'existe plus sous sa forme ancienne. Momentanément il n'y a plus d'Allemagne, mais il reste soixante millions d'Allemands qui ne pourront importer leur nourriture qu'en exportant des produits industriels. D'ici cinq ou dix ans, il y aura de nouveau une Allemagne. Est-il possible d'utiliser l'écrasante défaite d'aujourd'hui, pour empêcher l'Allemagne, non de vivre, mais de nous menacer? Telle est l'unique question.

La première solution à laquelle on songe, parce qu'elle traîne dans nos mémoires chargées de souvenirs scolaires, c'est la division de l'Allemagne. Le général de Gaulle paraît s'être engagé dans cette voie lorsqu'il a dit à sa dernière

conférence de presse: «Figurez-vous que nous sommes les voisins de l'Allemagne, que nous avons été envahis trois fois par l'Allemagne dans une vie d'homme et concluez que nous ne voulons plus jamais de Reich». Le commentaire de cette déclaration nous est fourni par les dépêches de Berlin annonçant qu'à la Commission de contrôle interalliée, le représentant de la France a opposé un veto aux tentatives de mettre sur pied une administration centrale, fût-elle embryonnaire. (Les commentaires officiels ont, il est vrai, indiqué qu'il s'agissait d'un veto temporaire, qui s'effacerait dès que le statut de l'Allemagne occidentale serait fixé.)

Un exemple, emprunté au proche passé, doit nous rendre prudent.

L'occupation militaire de la Rhénanie était prévue pour quinze ans, c'est-à-dire pour la période même durant laquelle elle était inutile. Elle devait cesser précisément le jour où l'Allemagne, ayant surmonté sa crise d'après-guerre, pouvait se lancer une fois de plus dans des aventures extérieures. De même, tout le monde avouera que d'ici quinze ans l'Allemagne sera hors d'état d'attaquer personne. Or la suppression du Reich durera-t-elle plus longtemps?

On peut d'ailleurs donner à la formule deux interprétations. Ou bien on tend à une simple décentralisation. Rien ne s'oppose à un tel effort, encouragé par les circonstances. Mais ne nous faisons pas d'illusion: l'autonomie des républiques soviétiques n'empêche pas la force de l'État soviétique. Même si l'on imagine en Allemagne une décentralisation réelle, il suffira d'un gouvernement résolu pour rendre à l'État fédéral son autorité. On a vu ce que le gouvernement bavarois a pesé quand Hitler est arrivé au pouvoir.

Que l'on détruise la Prusse, que l'on compose le Reich fédéral avec des États dont aucun ne sera en mesure de tyranniser les autres, soit, mais qu'on n'exagère pas la portée de cette réforme. C'est le potentiel de l'industrie qui mesure, seul, à la longue, les ressources et les menaces.

Ou bien, il s'agit de la suppression radicale de l'unité allemande. Il n'y aurait plus, à Berlin, de gouvernement central. Bavière, Wurtemberg, Bade, Palatinat redeviendraient des États indépendants. On a du mal à croire qu'à l'âge des grands espaces, les vainqueurs s'emploient sérieusement à réaliser cette conception anachronique. Balkaniser l'Allemagne après avoir balkanisé l'Europe, telle serait l'idée constructive et neuve surgie de cinq ans d'agonie! L'unité allemande est désormais enracinée dans la structure économique autant que dans la psychologie du peuple. Entre l'ouest industriel et l'est agricole, les échanges sont nécessaires, naturels. Personne ne songe à les empêcher? Soit,

mais si la division de l'Allemagne ne touche pas à l'unité économique du Reich, celui-ci survivra, latent, et ressuscitera à la première occasion. On ne ranime pas sur commande des patriotismes évanouis, on n'efface pas d'un coup les souvenirs de trois quarts de siècle pendant lesquels les Allemands, ayant enfin assouvi leur nostalgie d'empire, vécurent et combattirent ensemble.

Au reste, la France aurait-elle, pour une telle politique, l'appui ou simplement le consentement de nos alliés? Il ne le semble pas. On a parlé à Potsdam de décentralisation, ce qui n'engageait à rien. On n'a pas parlé de division, parce que personne n'y croit et que personne au fond ne la souhaite.

En effet, supposons l'Allemagne divisée en États indépendants. Il en résulterait presque fatalement le maintien, sous une forme plus ou moins camouflée, du partage actuel. Les États orientaux graviteraient autour de la Russie, les États occidentaux autour des pays anglo-saxons. La ligne de séparation entre les deux Europes serait tirée au milieu de ce qui fut jadis l'Allemagne. Les États-Unis et surtout la Grande-Bretagne ne peuvent pas ne pas s'opposer à une telle solution. Et, à y bien réfléchir, la France elle-même n'y a pas d'intérêt.

Sans doute, en ce cas, les pays de la rive gauche du Rhin seraient plus aisément attirés vers l'Occident. Mais le profit serait peut-être payé trop cher. Rien n'indique, pour l'instant, que la Russie consente à s'ouvrir aux idées ou simplement aux observateurs occidentaux. Si une partie de l'Allemagne était englobée dans la zone slave, au lieu que l'Allemagne entière situe entre les deux univers, tout le continent, de Moscou à Brest, souffrirait de cette organisation irrationnelle.

L'attitude des Russes, l'ampleur des récupérations qu'ils pratiquent dans leur zone, l'indifférence aux suites du pillage, laissent penser que les Soviétiques ne songent pas à une occupation permanente. Tout se passe comme s'ils entendaient tirer le plus vite possible, le plus possible de l'Allemagne, affaiblir ainsi le potentiel industriel du Reich, et abandonner ensuite les vaincus à leur destin.

En ce cas, le refus français d'une administration centrale marquerait une opposition à une politique sur laquelle au fond, en dépit de toutes les divergences, les trois Grands se sont accordés. Opposition vaine et peut-être dangereuse pour le prestige de la France, car elle nous lie à une conception d'une Allemagne divisée que nourrissent peut-être des souvenirs historiques, mais qui n'apparaît, dans les circonstances actuelles, ni promise au succès ni conforme à l'intérêt des nations.

La deuxième partie du programme français, d'après les déclarations officielles, comporterait la séparation de la Rhénanie et de la Ruhr.

Le général de Gaulle a plusieurs fois indiqué qu'il n'était pas question d'annexer la rive gauche du Rhin. Et l'on comprend pourquoi. Que ferions-nous des sept millions de Rhénans? Les rejeter dans le Reich-croupion, comme les Tchèques et les Polonais l'ont fait avec les populations germaniques de leurs territoires? Nous n'avions pas d'hommes à mettre à leur place. Et l'entassement de soixante millions d'Allemands dans le territoire compris entre Rhin et Oder, ne pourrait avoir d'autre but et d'autre conséquence qu'une réduction provoquée de la natalité et de la population. Politique certes concevable, assez grande de celle qu'auraient menée les Allemands en cas de victoire, mais à laquelle les Anglo-Saxons, aussi bien par intérêt que par idéalisme, ne souscriront pas.

S'il ne s'agit pas d'annexion, s'agit-il d'occupation militaire permanente? Le gouvernement français n'a pas précisé sur ce point ses préférences. Bornons-nous à faire observer qu'entre une occupation militaire et l'orientation de la Rhénanie vers l'Occident, il apparaît une sorte d'antinomie. Les armées sont toujours mal adaptées au métier d'ambassadeur. Pour convaincre les Rhénans qu'ils sont des Occidentaux comme nous-mêmes, que leur sort est inséparable du nôtre, que le Rhin doit être non plus une barrière, mais un trait d'union, le mieux serait encore de réduire nos effectifs, de retirer les troupes indigènes et d'interdire à nos soldats de vivre sur le pays.

De plus, autant on s'accorde aisément sur des formules abstraites, autant on souhaite que le Palatinat et le Wurtemberg se rapprochent de notre univers autant on aperçoit mal le statut politique économique auquel on songe. Si, ce qui paraît probable, l'actuel partage de l'Allemagne subsiste, les zones d'occupation deviendront l'origine d'un régime durable. Mais si on restaure le Reich?

La frontière du Rhin aurait pu être une garantie militaire au XIXe siècle et dans la première moitié du XXe siècle. À l'époque des V1, des V2 et de la bombe atomique, on doute qu'il en soit encore ainsi. Une occupation militaire n'aurait donc de sens qu'en tant que moyen politique et économique de séparer la Rhénanie du reste de l'Allemagne et de l'infléchir vers nous. Mais la traduction concrète de cette réorientation reste à définir.

Sans doute, nos troupes demeureront dans la Rhénanie aussi longtemps que l'Allemagne sera occupée par les armées alliées. Mais pour que cette occupation soit le point de départ de quelque transformation permanente, encore faut-il que notre administration ne suscite pas trop de ressentiments. Encore faut-il qu'elle

crée une solidarité susceptible de se maintenir. Encore faut-il qu'elle s'insère dans un statut plus vaste de l'Allemagne occidentale.

Ce n'est pas sur la rive gauche, mais sur la rive droite du Rhin que se trouve l'arsenal de la Wehrmacht, le foyer de la puissance germanique. Le détachement de la seule rive gauche malaisément praticable, justifié non par la technique militaire d'aujourd'hui, mais par celle d'hier semble le type des idées historiques. Notre malheur fut de perdre la Rhénanie aux traités de 1815. Il n'est pas sûr que notre bonheur serait assuré si nous la retrouvions aujourd'hui.

Naissance de la IVe République

**Point de vue
1er novembre 1945**

Les élections du 21 octobre ont tenu plus qu'elles ne promettaient.

À des questions équivoques, le pays a répondu clairement. À travers la broussaille des partis, des listes et des coalitions, à travers le maquis des "non-non" et des "oui-oui", il a tracé des voies larges et nettes.

Les candidats n'avaient pas su se discipliner, nous avions ou nous croyions avoir sept ou huit partis: les électeurs les ont, par leur choix, ramenés à trois.

On nous menaçait d'une résistance à la IVe République, nourrie par la nostalgie de la Constitution de 1875 et par la crainte de l'inconnu: à la quasi-unanimité, le peuple a proclamé sa tranquille résolution de rénover et non pas seulement de restaurer.

On nous menaçait d'une résistance à un aménagement raisonnable des pouvoirs publics, parce que communistes et radicaux évoquaient le fantôme du pouvoir personnel. À une imposante majorité, le souverain a décidé non pas d'abdiquer, mais d'imposer à ses représentants un usage raisonnable de leurs droits inaliénables.

La route est libre.

Liquidation de la IIIe République

Rarement élections auront été aussi brutales dans la négation. Parti radical-socialiste, Alliance démocratique, U.R.D., en bref radicaux et modérés qui, sauf de 1936 à 1938 avaient gouverné la France pendant vingt ans, ont été battus ou, pour mieux dire, liquidés. La condamnation est sans appel. Il importe non pas de la discuter, mais de la comprendre.

Les radicaux ont été victimes de leur passé, de l'évolution sociale et de leur attitude présente. Bon gré mal gré, ils se confondent aux yeux des foules, avec les vices de la démocratie qui s'est effondrée dans la défaite. Leur clientèle d'hier, paysans propriétaires, petits bourgeois individualistes, a été atteinte par l'épreuve. Même si elle a survécu, elle est moralement transformée. Elle craint moins le socialisme, elle compte davantage sur l'État. Elle aussi est mûre pour les formes de vie collective que le développement économique répand à travers le monde.

Quant aux anciens partis modérés, leur clientèle n'a pas disparu. Ce sont eux qui se sont, pour ainsi dire, évanouis. Que leur reprochait-on? Essentiellement de n'avoir pas existé (ou si peu) à une époque où la France jouait son existence. Sur ses affiches, l'U.R.D. rappelait aux citoyens les félicités qu'avaient entraînées les élections à droite de 1919 ou de 1928, les catastrophes qu'avaient provoquées les élections à gauche de 1924 et de 1936: parfait exemple de cette cristallisation sénile, toute proche de la mort, qui avait atteint les anciens partis modérés.

Les Trois Grands

Le Mouvement Républicain Populaire est le grand vainqueur du 21 octobre, si l'on mesure le succès à l'écart entre l'attente et le résultat. Il espérait une centaine de sièges, il en obtient une bonne quarantaine de plus.

Il a recueilli les voix de la droite, dit-on, ici et là, avec indignation. Bien sûr: quelles autres voix aurait-il pu recueillir? La seule question sérieuse est de savoir si l'électeur qui vote aujourd'hui pour le M.R.P. et qui votait hier pour les partis de gauche, s'est borné à obéir à une mode ou a changé véritablement.

Le M.R.P. marque l'avènement, pour la première fois dans l'histoire française, d'un grand parti conservateur (au sens anglais du mot), c'est-à-dire d'un parti de droite progressiste résolu à faire, de préférence lui-même, les réformes, toutes les réformes qui s'imposent. Du coup, il est susceptible de surmonter enfin l'opposition traditionnelle droite-gauche qui a maintenu dans les vieilles ornières la rivalité des partis et l'action des gouvernements.

Pour la première fois, trois partis ont obtenu à eux seuls plus des trois quarts des sièges, de telle sorte que le jeu politique est simplifié comme il ne le fut jamais. Bien loin de la souhaiter, on craindrait une simplification ultérieure. Car s'il ne restait plus que deux partis, dont l'un serait un parti communiste, nous serions, en dépit des apparences, aux antipodes du système britannique. Celui-ci n'a que deux partis, mais l'un et l'autre acquis aux méthodes parlementaires et respectueux des droits des minorités. Au contraire, le heurt des deux partis, dont l'un serait révolutionnaire avec intransigeance, créerait la situation de guerre civile.

Nous n'en sommes pas là. Tout dépend de la disposition des Trois Grands, si l'on ose transposer à l'intérieur le vocabulaire diplomatique. À la ronde des "oui-oui" et des "oui-non", va-t-on faire succéder la ronde des P.C.-S.F.I.O. et des S.F.I.O.-M.R.P.?

Incertitudes

On conçoit, en théorie, trois combinaisons possibles. Ou bien l'entente des Trois Grands. Ou bien l'entente socialiste-communiste. Ou bien, enfin, l'entente socialiste-M.R.P. Les socialistes, qui occupent la position clé parce qu'ils tiennent le centre, préfèrent de beaucoup la première solution. La dernière les exposerait dangereusement à la surenchère de l'extrême gauche. La deuxième est incompatible avec le maintien au pouvoir du général de Gaulle, souhaité par tous et ratifié par le souverain.

Mais l'entente des trois grands partis sera-t-elle beaucoup plus facile que celle des trois grands pays? Après tout, en politique extérieure, un des trois partis représente un des trois pays. Les deux autres partis ne sont pas prêts à suivre les vicissitudes de la diplomatie de Moscou. Et l'organisation de l'Europe occidentale progressera nécessairement, parce qu'elle découle de la nature des choses.

Le prophète de malheur aurait beau jeu à dresser le tableau d'une Chambre ingouvernable, les communistes séparés des deux autres par leur option diplomatique; socialistes et M.R.P. séparés par l'ombre du cléricalisme. Sans méconnaître les obstacles à l'horizon, on est en droit d'écarter le pessimisme. Un large accord existe sur les nécessités actuelles. Des compromis sont possibles à propos des projets constitutionnels. Et les contradictions de la politique étrangère, inconciliables en principe, n'interdisent pas, en fait, une action quotidienne.

On va dresser un programme commun autour duquel les représentants de tous les partis seront appelés à s'unir. Un programme raisonnable et des hommes résolus. Le pays a donné à la IV^e République toutes ses chances: aux chefs de les saisir.

La chance du socialisme

Les Temps modernes
novembre 1945

Politiquement aussi la Grande-Bretagne fait désormais partie du continent.

La victoire du parti travailliste ne marque pas seulement une date dans l'histoire de la démocratie anglaise, elle s'insère dans l'évolution de l'Europe occidentale qu'elle contribuera à orienter.

Les spécialistes de la politique anglaise ont multiplié les analyses et les commentaires destinés à rendre intelligible le raz de marée socialiste. Churchill a été un déplorable manœuvrier. Lui que la nation entière admirait en tant que chef de guerre, il n'hésita pas à se poser du jour au lendemain en chef de parti. Lui qui avait été libéral, il s'ingénia à s'identifier corps et âme avec le conservatisme dans l'espoir de communiquer à celui-ci un reflet de son immense popularité, avec le seul résultat de faire rejaillir sur lui-même le discrédit d'une formation usée par un trop long exercice du pouvoir. Lui qui appartenait à la nation entière, dont il avait incarné à l'heure du danger les plus hautes vertus, il s'abaissa aux procédés électoraux dont la fameuse lettre Zinoviev demeure l'exemple le plus fameux, sans que le professeur Laski pût même un instant rendre les mêmes services que l'homme au couteau entre les dents.

Le parti travailliste n'offrait pas un programme transcendant, il parlait de maisons, de sécurité sociale, de nationalisations, mais du moins il parlait de ce qui intéressait le public. Une certaine platitude ne le desservait peut-être pas en un temps où, fatigué des grands hommes, des Roosevelt et des Churchill, le *common man* aime à se reconnaître dans ses dirigeants. Il ne multipliait pas les promesses démagogiques, il exposait raisonnablement des intentions en gros réalisables. La campagne des conservateurs était toute polémique et négative. Derrière le sage M. Attlee, on suggérait le visage horrible de la Gestapo. À la formule neutre des "contrôles" on tâchait de substituer la réalité déplaisante d'une bureaucratie tracassière et tyrannique, l'approche de la servitude universelle sous le joug des fonctionnaires. L'argumentation a été développée à loisir par les économistes libéraux, récemment encore par F. von Hayek. Mais à supposer que sur le plan de la philosophie de l'histoire elle garde sa valeur, transposée en polémique électorale, dans un pays où le respect de la liberté individuelle est devenu une évidence collective, elle ne pouvait pas ne pas apparaître comme une ruse de guerre, indigne d'un grand homme.

Que l'on fasse la part aussi large que l'on voudra à ces circonstances relativement accidentelles, l'ampleur du triomphe travailliste est telle que l'on incline à croire que les électeurs avaient pris leur décision avant le début de la campagne. Et l'explication doit remonter à des causes plus profondes.

La classe ouvrière était déjà acquise aux travaillistes. Deux couches sociales se sont ralliées massivement à la gauche: les jeunes (25% des électeurs votaient pour la première fois) et les classes moyennes. Les moins de trente ans, jeunes hommes et jeunes femmes, avaient été mobilisés sous l'uniforme ou dans les usines, ils avaient été transplantés, ils avaient échappé à leur entourage, ils avaient pénétré dans d'autres milieux. Ce brassage avait secoué les habitudes, dissipé les préjugés traditionnels, répandu la psychologie des masses urbaines, c'est-à-dire facilité la diffusion du socialisme. En même temps, les classes moyennes, fonctionnaires, propriétaires, habitants des petites villes n'opposaient plus au socialisme la même mauvaise humeur ou le même soupçon. Le socialisme avait acquis droit de cité dans la bourgeoisie parce qu'elle s'était ouverte à lui et parce qu'il s'était rapproché d'elle. Si ouvriers et petits bourgeois ensemble reconnaissaient dans le travaillisme leur représentant, l'interprète de leurs vœux, le prestige en régression de la classe dirigeante ne pouvait arrêter un mouvement de masse irrésistible.

L'arrivée au pouvoir du socialisme ne consacre la victoire ni de la révolution, ni de la seule classe ouvrière. Par son ascension même, par le recrutement de ses députés et de ses électeurs, le Labour Party a été transfiguré bon gré, mal gré, en un grand parti national de gauche.

Jusqu'à présent, le groupe travailliste était avant tout le mandataire au parlement des syndicats ouvriers. Les anciens secrétaires de syndicats ne constituent plus que le tiers du groupe parlementaire. Une organisation plus souple que celle du socialisme français a permis d'intégrer sans bruit, sans discussion des centaines d'hommes jeunes, instruits, sortant des *Forces*, ingénieurs, avocats, journalistes, intellectuels, qui ont obtenu l'investiture du parti, sans avoir à montrer des lettres d'ancienneté.

On hésite donc entre deux interprétations. D'un côté, le parti maître du gouvernement représente avant tout la classe ouvrière, il émane directement des masses populaires. Or, au siècle dernier, les deux principaux partis traduisaient les aspirations et les intérêts des deux fractions des classes dirigeantes, aristocratie ancienne, propriétaires de terres d'une part, industriels, banquiers et commerçants de l'autre. Pour la première fois, risque donc de surgir ce que la

démocratie française connaît depuis longtemps: le divorce du pouvoir politique et de la puissance sociale. Mais, d'un autre côté, le parti travailliste n'est plus ce qu'il était hier. S'il continue à tirer l'essentiel de ses ressources de subventions des *Trade Unions*, il est et sera de plus en plus dirigé par des hommes sortis des universités (peut-être des universités d'État, plutôt que d'Oxford ou de Cambridge). Il se peut donc que l'on assiste à une fusion de l'élite sortie des syndicats et de l'élite composée par les intellectuels progressistes, bourgeois et petits bourgeois d'origine. En ce cas, la Grande-Bretagne serait en voie de réussir une nouvelle relève de sa classe dirigeante sans rupture ni bouleversement.

Cette nouvelle élite a été désignée pour accomplir, dans un esprit et selon une doctrine déterminée, une tâche dont la nation entière reconnaît la nécessité. La tâche, c'est la restauration de la fortune nationale et l'avance dans la voie du progrès social. La doctrine, c'est la direction de l'économie par l'État, sous l'influence non des grands entrepreneurs, mais des délégués de masses populaires.

L'opinion anglaise sait que la survie de la Grande-Bretagne et de l'empire dépend du rétablissement de la balance des comptes, dont l'équilibre a été rompu par la liquidation des placements à l'étranger. Elle sait que la conquête ou la reconquête des marchés extérieurs exige un immense effort de rationalisation: les enquêtes menées par des techniciens américains ont révélé à quel point le rendement du travail humain est inférieur en Angleterre à ce qu'il est aux États-Unis. On sait que la richesse de tous est fonction du produit social et que celui-ci, à son tour, est fonction de la productivité, elle-même enfin, en une large mesure, fonction de l'outillage. Enfin les trois partis se déclaraient prêts à répartir entre la collectivité tout entière les bénéfices de la prospérité future. Le plan de sécurité sociale des conservateurs était presque indiscernable du plan de sécurité des socialistes. Et honnêtement personne n'affirmera que ceux-ci construiront plus de maisons que ceux-là.

Sur quoi donc portait la controverse? Sur deux points: jusqu'à quel point dirigera-t-on et qui dirigera? Les conservateurs avaient mis l'accent dans leur propagande sur la nécessité de revenir le plus tôt possible à la libre initiative. Les travaillistes au contraire affirmaient la nécessité, pour éviter les injustices et l'exploitation de la pénurie par les *vested interest*, de maintenir les contrôles. Beaucoup de jeunes conservateurs - en particulier ceux du *Tory reform Committee* - auraient souhaité d'annexer eux aussi les mots d'ordre populaires de contrôle, ou même de nationalisation. Lord Beaverbrook et Churchill préférèrent

livrer et perdre la bataille de la *free enterprise*.

Mais il est douteux que, même si les jeunes conservateurs l'avaient emporté, les électeurs eussent répondu à l'appel des tories. Certes, ceux-ci sont en droit d'invoquer leur expérience, leur compétence supérieures. Mais, en dehors même du souvenir laissé par leur gestion, ils se rattachent trop visiblement aux possédants, aux chefs de banque, de l'industrie et du commerce. Jusqu'à présent cette solidarité des puissants avait plutôt favorisé les conservateurs. Le respect du Britannique pour les notabilités, l'intérêt sympathique de l'homme de la rue pour les aristocrates, apparaissait aux continentaux comme un objet d'admiration, aux deux sens du mot. Il semble que la guerre ait accéléré, sur ce point, une évolution perceptible depuis des années. Les livres, tels *Your M. P.*, publiés par Gollancz, avec un immense succès, annonçaient et suscitaient une atmosphère nouvelle. Largement en retard sur les autres pays d'Europe, à cet égard, la Grande-Bretagne connaît à son tour un phénomène universel: le déclin des autorités traditionnelles.

Le succès du parti socialiste français aux élections cantonales, son succès probable aux élections générales, exige une analyse plus nuancée. Les modifications des forces relatives révèlent en effet, moins un déplacement des voix de la droite à la gauche qu'à l'intérieur de chacun des deux blocs, la préférence donnée à un parti plutôt qu'à un autre, M.R.P. à droite, S.F.I.O. à gauche. De plus, l'existence du parti communiste, insignifiant en Angleterre, ajoute un personnage équivoque à la scène politique.

Le déclin du parti radical tient à la fois à des causes sociales et à des mouvements d'humeur. Il est normal que le citoyen cocardier et individualiste, paysan propriétaire, petit bourgeois des villes, artisan, farouchement républicain et jaloux de son indépendance économique, perde en importance relative. Les petits des campagnes et des villes sentent trop la puissance des grands et des collectivités pour chercher refuge, comme hier, dans une solitude orgueilleuse. La peur des partageux a perdu sa virulence. On compte davantage sur l'organisation. On redoute plus les trusts que l'État. Le parti radical, d'autre part, quel que soit le rôle joué par le parti socialiste dans l'entre-deux-guerres et surtout à partir de 1936, se confond plus ou moins dans les ressentiments populaires avec le régime qui fut incapable de prévoir, de préparer ou de conduire la guerre et qui s'effondra dans la défaite et dans la capitulation. Ajoutons, sans verser dans la polémique, que les exercices oratoires des leaders radicaux, depuis leur retour d'Allemagne, ne furent pas pour rechausser le

prestige de "l'infanterie de la République". Enfin, l'alliance avec le parti communiste dans le M.U.R.F., sans raison convaincante, devait achever de désorienter des troupes, même solidement accrochées à leur conviction.

Le parti communiste a gagné depuis 1937, il n'a pas gagné, semble-t-il, depuis la libération ou du moins depuis les élections municipales. Les organisations annexes qui se réclamaient de l'unité et qu'il manœuvrait, Front National et M.U.R.F., ont commencé de se dissoudre. Il est facile de recommander une Constituante souveraine pour assurer du lait aux enfants, il est séduisant de faire répandre le mot d'ordre *non* par le Front National, les Comités de Libération et la C.G.T., la traite tirée sur la naïveté humaine finit par ne plus être honorée. Ni les cadres, ni les fidèles n'ont été, et selon toute probabilité, ne seront ébranlés. Ceux qui ont suivi la ligne brisée du parti depuis 1936 continueront à la suivre jusqu'au bout et sans murmurer, mais les indécis et les sympathisants, que les titres de résistance auraient pu gagner, qui auraient rallié le grand parti de la reconstruction, ont été rebutés par l'excès de tactique et une docilité, que la suppression du Komintern n'a pas sensiblement modifiée, à la politique extérieure de l'État russe.

Le parti socialiste, en dépit de la défaillance d'un certain nombre de ses dirigeants, a donc pris une place qu'il n'avait jamais occupée. Certains diront qu'il est devenu le parti radical de la IV^e République et que l'étiquette a rougi sans que l'état d'esprit et les aspirations aient changé en proportion. Peut-être y a-t-il du vrai dans cette proposition. La masse des électeurs socialistes n'est guère plus révolutionnaire que la masse des électeurs travaillistes, encore que la révolte contre les possédants soit plus vive en France que de l'autre côté de la Manche. La lutte contre les trusts a une autre résonance que la campagne pour les nationalisations. Et surtout, les militants, les cadres, l'organisation, la doctrine du parti conservent un caractère plus nettement socialiste, plus marxiste qu'en Angleterre. Il est vrai que la majorité de la classe ouvrière obéit désormais aux mots d'ordre du parti communiste. Les militants socialistes appartiennent souvent à la petite bourgeoisie et non plus au prolétariat. D'anciens radicaux-socialistes, dit-on, ont facilité leur réélection, en changeant d'initiales. Malgré tout, les modifications à la lettre de la doctrine, suggérées par Léon Blum, ont suffi en dépit de leur modération à inquiéter le congrès. Entre la section française de l'Internationale ouvrière et ses électeurs, entre ceux qui, à l'intérieur, inspirent le parti et ceux qui, de l'extérieur, lui font confiance, peut-être existe-t-il une divergence virtuelle.

Il est frappant et presque surprenant que de tous les partis de gauche, ce soit le parti socialiste(1) qui ait le plus gagné au cours de cette première année de liberté. De tous, en effet, il a eu l'attitude la plus honnête. Représenté dans le gouvernement il ne s'est pas borné à exploiter la popularité du général de Gaulle, sans se croire tenu à aucune contre-partie. Il a critiqué la politique du gouvernement à plusieurs reprises, comme il était normal qu'il le fît; mais il n'a pas attisé systématiquement les mécontentements inévitables. Il ne s'est pas ingénié à faire du referendum une crise politique majeure. Bien plus, l'ascension du parti socialiste a peut-être une signification plus large encore; héritier tout à la fois du parti radical et des vieux rêves chiliastes, il a pour mission d'introduire dans la société française les éléments de socialisme, direction de l'économie par l'État sous l'influence des masses populaires, qu'elle peut assimiler tout en recueillant le libéralisme intellectuel et personnel, que la France ne se résigne pas à sacrifier.

Or, cette survie du libéralisme n'est rien moins qu'assurée. Elle est menacée, et par ceux qui tiennent que la transition tyrannique ne serait pas un prix trop lourd pour la suppression du capitalisme et l'unité de l'Europe sous l'égide du premier État prolétarien, et par les débris de la bourgeoisie qui conservent la nostalgie des méthodes fascistes. Entre les deux, le parti socialiste porte les derniers espoirs d'une évolution pacifique et ordonnée dans le cadre de la France et peut-être de l'Europe occidentale.

Au lendemain de la première guerre européenne, le socialisme a eu en apparence sa chance en Allemagne, en Grande-Bretagne, en France.

Il serait trop long de rechercher en détail les causes des échecs successifs. Bornons-nous à dégager ce qui nous paraît après coup avoir été décisif. En Allemagne, la social-démocratie n'a brisé ni la structure économique ni la structure administrative du IIe Reich. Elle a assumé l'impopularité de la défaite et de la politique transitoire d'exécution du traité de Versailles. Coincée entre les communistes qui dénonçaient impitoyablement les social-traîtres, et les tenants du régime passé qui attendaient le moment favorable pour renverser la façade démocratique plantée devant la société wilhelmienne, elle n'eut d'autre ressource que de prolonger au pouvoir la politique de réformes sociales et des lois ouvrières dont Bismarck avait été l'initiateur et qu'elle avait elle-même inspirée par son opposition ou ses idées. Quand la crise économique fit sauter le système de ses gonds, lorsque le parti national-socialiste eut mobilisé des millions de désespérés, elle devint une force proprement conservatrice, conservatrice il est

vrai de la République, mais sans flamme et sans mouvement. Les "bonzes" disparurent à l'avènement de Hitler, sans laisser de trace.

En Angleterre, Macdonald n'eut jamais une majorité assez sûre pour tenter une expérience authentique. En France, le parti socialiste dirigea le gouvernement pour la première fois en 1936, au moment où le réarmement de l'Allemagne imposait des dépenses massives de défense nationale. Il fonda toute sa politique sur une théorie: les mesures de progrès social (augmentation des salaires, réduction de la durée du travail) seraient en même temps des mesures de reprise économique. La théorie du pouvoir d'achat servait à garantir cette identité. Dans certaines conditions, la théorie peut être vraie: en gros quand l'abondance des moyens de production inemployés fait que l'augmentation des moyens de paiement, même si ceux-ci affluent sur le marché des produits de consommation, ne détermine pas une hausse des prix, mais détermine en revanche, à terme, une augmentation des investissements. Malheureusement, cette théorie ne s'appliquait pas au cas français parce que les moyens de production disponibles étaient bien moins abondants qu'on ne l'imaginait (surtout la main-d'œuvre), parce qu'en l'absence de contrôle des changes l'exportation des capitaux était nourrie par les déficits budgétaires, parce que l'insuffisance des investissements, prolongée par la crise de confiance (des capitalistes) et le taux élevé de l'intérêt, devait être aggravée et non atténuée par les mesures gouvernementales.

L'échec ne fut donc nullement celui du marxisme: l'exercice du pouvoir en régime capitaliste se déroule en marge de la doctrine. L'échec fut celui du parti socialiste. Or, la chance du socialisme aujourd'hui se situe à nouveau dans le cadre de la société présente. Les électeurs ne sont nullement prêts à excuser une nouvelle faillite en reprenant dans l'arsenal idéologique quelque instrument subtil. Et ils ont raison: en vérité les circonstances font que les distinctions classiques n'ont plus guère de sens.

L'évolution historique a modifié, sur trois points décisifs, les problèmes de doctrine.

1° En principe la révolution anticipée par le marxisme n'était pas liée à une nation déterminée. *Prolétaires de tous les pays unissez-vous!* Mais quelle signification garde dans la situation présente une telle formule? Chaque type de structure sociale est désormais à tel point enraciné dans un pays ou mieux dans une zone géographico-politique, qu'on n'aperçoit pas de solution unique, valable pour les différentes collectivités, même si l'évolution du capitalisme présente partout les mêmes traits essentiels. Il se peut que l'économie américaine soit

ébranlée d'ici quelques années par une terrible crise, il est suprêmement improbable qu'il en résulte une menace de communisme.

La prise révolutionnaire et totale du pouvoir par un parti marxiste ne s'est produite qu'une seule fois, en Russie. Celle-ci était un champ d'expérience tout à la fois exceptionnellement favorable et exceptionnellement défavorable. Favorable parce que la Russie, continent plutôt que nation, possédait sur son sol presque toutes les ressources indispensables et que, par suite, seule entre tous les États d'Europe, elle était capable de résister à un blocus et de tenter le paradoxe doctrinal du socialisme dans un seul pays. Défavorable parce que le développement capitaliste y était en retard de plusieurs décades sur celui du reste de l'Europe et que, faute de traditions libérales, le socialisme devait y accentuer immédiatement ses virtualités autoritaires.

Dès lors, le communisme tel qu'il se présente au monde, se confond avec la forme que le régime d'économie étatisée a reçu en Russie.

Confusion idéologique: aux yeux des fidèles l'expérience soviétique garde une valeur exemplaire. Confusion de fait: l'autorité et le prestige du gouvernement soviétique garantissent l'orthodoxie stalinienne des partis communistes au dehors. Confusion historique: le communisme étant aujourd'hui le système d'un des deux plus puissants empires du monde, la prise du pouvoir par le parti communiste, c'est-à-dire la Révolution dans un pays donné, aurait pour suite inévitable le ralliement de celui-ci à la puissante Russie. C'est elle qui, désormais, donne une figure concrète au rêve de l'unité européenne.

Les pays qui ne sont intégrés ni à la zone d'économie libre américaine ni à la zone d'économie collectiviste, se définissent, bon gré mal gré, par rapport à ces deux modèles géants. Il n'importe guère provisoirement que socialisme et communisme se réclament l'un et l'autre du marxisme. En fait, les socialistes en France ou en Angleterre ont pour volonté claire de ne pas emprunter la voie suivie par les bolcheviks, ils ne veulent pas une prise de pouvoir par un groupe minoritaire supprimant tous les partis et établissant par voie d'autorité un socialisme d'État. Bien plus, ils rejettent l'attachement exclusif en Russie et craignent la concurrence électorale de leurs frères ennemis. Or, un socialiste partisan de la famille occidentale s'oppose à un communiste dévoué au destin de l'Union soviétique sur le point historiquement décisif: l'orientation diplomatique qui équivaut au choix d'une zone de civilisation. (En politique intérieure les lignes des deux partis prolétariens sont susceptibles de coïncider pour un temps, à condition que les communistes collaborent à la tentative actuelle de socialisme:

direction partielle de l'économie dans le cadre d'une société pluraliste.)

2° Selon le schéma du marxisme, au moins vulgaire, la société au fur et à mesure du vieillissement du capitalisme devait tendre à se simplifier, elle tend au contraire à se compliquer. Si l'on imagine une immense majorité d'exploités en face d'une faible minorité d'exploiteurs, la prise révolutionnaire du pouvoir par l'avant-garde active de la masse répond à la logique historique. Mais, dans une société capitaliste en crise aiguë comme la société allemande de 1930 à 1933, des oppositions profondes d'intérêts et d'aspirations se creusaient à l'intérieur de la foule prétendument unique des exploités.

Il se révèle difficile de maintenir dans le cadre d'une même organisation les ouvriers en chômage et les ouvriers qualifiés, pourvus d'emploi et bénéficiant des lois sociales. De même, pour reprendre un thème souvent traité, les petits bourgeois, même sombrés dans la condition prolétarienne, n'acceptent pas de participer au rêve et à l'action des prolétaires. Des paysans, même accablés de dettes ou exploités par les producteurs d'engrais, n'en deviennent pas automatiquement accessibles au mot d'ordre socialiste. Plus généralement, les classes moyennes meurent et renaissent perpétuellement. Des catégories nouvelles d'artisans ou de commerçants s'élèvent à mesure que d'autres s'effondrent. Dès lors une population différenciée a toutes chances de susciter une constellation politique complexe.

À supposer que toutes les classes s'accordent plus ou moins sur le sujet de la direction de l'économie, il reste à déterminer qui - quelle couche sociale, quelle organisation politique - dirigera l'économie. Or, puisque l'idée de la direction de l'économie a cessé d'appartenir en propre au parti socialiste, il est logique que les possédants cherchent à conserver pour eux-mêmes l'autorité sur le système de production, fût-ce par l'intermédiaire d'un parti populaire. Comme l'Allemagne avait donné l'exemple des lois sociales, conçues et réalisées par Bismarck et les nationalistes, elle a donné l'exemple d'un pseudo-socialisme, allant jusqu'au bout du dirigisme dans l'intérêt de la puissance et l'unité du pays. Comme il y a un "réformisme" conservateur d'origine et d'intention, il y a un "dirigisme" essentiellement national.

Aussi bien l'exemple donné par les partis communistes ne pouvait être perdu: il suffit d'une minorité active pour s'emparer du pouvoir et établir ensuite le règne de sa volonté irrésistible. Pourquoi d'autres ne préviendraient-ils pas ce coup de force et ne feraient-ils pas pour leur propre compte ce que les communistes ne perdent jamais l'espoir de réaliser quelque jour?

Entre ces partis révolutionnaires au sens que le mot a pris au XXe siècle, c'est-à-dire de partis décidés à conquérir l'État et à imposer par la violence leur doctrine, les socialistes sont rejetés vers les méthodes démocratiques. Ils sont amenés à affermir leurs convictions libérales, à reculer s'il le faut le moment du socialisme, économiquement intégral, pour éviter du moins la transition tyrannique. Ils peuvent bien rappeler leur doctrine traditionnelle à seule fin de ne pas troubler leurs adhérents et de se donner à eux-mêmes l'illusion que rien n'est changé. En fait, de même qu'ils se situent dans la géographie politique de l'univers entre les deux régimes du collectivisme russe et du capitalisme américain, ils se situent à l'intérieur de chaque pays entre les monolithes du communisme et du fascisme.

3° Les conséquences désormais connues qu'entraîne fatalement une socialisation radicale, donnent à leurs refus comme à leurs affirmations un fondement solide. On conçoit que le socialisme, s'il s'unit au communisme, parvienne quelque jour à accéder au pouvoir par voie démocratique. Ensuite il aurait beau jeu à socialiser l'économie en bloc et, à moins d'une résistance armée, à établir un système autoritaire de gauche avec parti unique, police politique et unanimité d'enthousiasme. Mais avant de décider si les socialistes qui écartent cette éventualité sont ou non fidèles à leur foi, il importerait de déterminer quel est en vérité leur idéal.

Si l'idéal est uniquement de substituer l'organisation par en haut à l'anarchie des initiatives privées, il se peut qu'en ce cas l'unité ouvrière qui promet un succès plus rapide devrait être recherchée à tout prix. Mais si l'idéal d'organisation a toujours été nuancé et pour ainsi dire qualifié par celui de libération, il en va tout autrement. L'homme occidental ne peut plus vivre sans un minimum de droits de l'homme. Philosophiquement, on a la ressource de reprendre une définition de la liberté par la participation à l'État, qui fasse apparaître suprêmement libre le citoyen totalement intégré à sa communauté. L'idée de liberté, telle qu'elle est vécue en France et dans les autres pays d'Europe, comporte un droit de critique, d'opposition, de choix politique et moral qu'un parti, résolu à la socialisation intégrale contre une partie importante du pays, serait condamné, fût-ce contre ses désirs, à supprimer.

Dira-t-on qu'il s'agit d'une phase transitoire? On conçoit qu'une fois l'industrie entièrement étatisée, la nouvelle société bien établie, la liberté des individus, sécurité de la personne et disparition de la doctrine officielle, s'introduisent peu à peu, au fur et à mesure que des groupes sociaux tendent à se dissocier et, par leur

opposition même, recréent le jeu des partis et des idées. Mais le moins que l'on puisse dire c'est que la transition tyrannique serait prolongée et que l'étape du retour aux libertés se perd encore dans les brumes de l'avenir.

D'autre part, l'exemple de la Russie soviétique prouve qu'une économie dirigée par l'État n'est nullement égalitaire. Certes, il ne s'agit pas d'inégalité comparable à celle du régime capitaliste. Il n'y a pas de Ford ou de Rockefeller en Russie. Nul ne parvient à accumuler une fortune telle que celle-ci devienne par elle-même source de puissance. L'argent a cessé d'être fondement du pouvoir. Bien plutôt la relation serait-elle inverse. Ceux qui ont le pouvoir et participent à la conduite de l'État ou des entreprises, ont aussi l'argent au sens d'un revenu élevé et d'avantages matériels de toutes sortes. L'inégalité de la société communiste est comparable jusqu'à un certain point à celle de l'armée ou d'une fabrique: relations rigoureuses de subordination entre les différents échelons de la hiérarchie, une rétribution plus large étant accordée à ceux qui exercent le commandement, chefs techniques ou chefs politiques.

Une société partiellement socialisée laissera aux détenteurs des moyens de production une certaine puissance largement balancée à coup sûr par celle de l'État et des partis de masses. Précisément à cause de cette dissociation de l'élite, les libertés ont chance de survivre. Bien plus, les gouvernants seront incités à élever le niveau de vie des salariés autant que le permet le volume de la production. Incitation qui ne joue pas au même degré dans un régime du type soviétique.

Le danger est autre. Il y a certainement plus d'écart entre les salaires des diverses catégories d'ouvriers en Russie que dans les pays capitalistes. Les privilégiés y ont un train de vie qui ne le cède guère, compte tenu de la richesse générale, à celui des privilégiés dans les sociétés capitalistes. Mais le niveau de vie de la population dans n'importe quel pays d'Europe, quel que soit le régime, dépend bien moins des volontés politiques que des possibilités économiques. Dans les pays d'occident, l'exploitation du type colonial n'existe plus depuis longtemps. La classe ouvrière jouit d'une influence assez grande pour obtenir la part du revenu total qui, dans le cadre du système, lui revient légitimement. Le vrai problème est d'élever le revenu total aussi haut que possible. Or le volume de la production dépend du nombre d'ouvriers au travail et du rendement de leurs efforts. D'où les deux difficultés auxquelles risque d'achopper le régime intermédiaire: le chômage et l'insuffisance des investissements. La richesse produite reste au-dessous des possibilités matérielles ou bien si le chômage

atteint une quantité substantielle d'ouvriers, ou bien si l'outillage faute de mises de fonds demeure inadéquat. Dans la première période qui suivra la guerre, la question du chômage se posera peut-être aux États-Unis, non en Europe. En revanche, celle des investissements prendra une acuité extrême: il faudra relever les ruines et renouveler l'outillage. La Russie a obtenu des investissements considérables, par la contrainte impitoyable de l'État, sans reculer devant les formes extrêmes de l'épargne forcée. Les États-Unis ont laissé libre cours au mobile du profit. En France ou en Angleterre, comment déterminera-t-on les entrepreneurs à risquer?

Les gouvernements socialistes de France et d'Angleterre seront aux prises plus avec la résistance des choses qu'avec celle des hommes. Les réactionnaires leur seront moins redoutables que la pauvreté.

Que l'on compare le climat lequel les socialistes d'Angleterre accèdent au pouvoir aujourd'hui, dans lequel les socialistes de France y accéderaient éventuellement demain, à l'accueil qui leur fut fait en 1929 ou en 1936: de fait ils n'inspirent plus grand émoi aux classes possédantes. Le changement d'attitude à l'égard de Léon Blum, si longtemps objet des haines les plus farouches, est caractéristique. Autrement dit, les gouvernements socialistes, au lendemain de la seconde guerre mondiale, peuvent, sans trop de présomption, compter au point de départ, sinon sur un préjugé favorable, du moins sur une semi-neutralité de la bourgeoisie.

Mais la contre-partie est lourde. Pour faire vivre 47 millions d'âmes dans les Îles Britanniques, il faut importer au moins un tiers de la nourriture, donc s'assurer un excédent sur les autres postes de la balance des comptes. Dans les temps modernes, l'Angleterre achetait normalement plus de marchandises au dehors qu'elle n'en vendait. Le revenu de ses placements à l'étranger, les services (fret, assurances, etc...) qu'elle rendait au reste du monde, suffisaient à lui donner, en permanence, une balance créditrice, grâce à laquelle elle amplifiait ses placements à l'extérieur. Or, à l'heure présente, elle a liquidé la plus grande partie de ses créances à l'étranger (deux milliards de £), les Dominions, les pays du Proche-Orient et l'Inde ont accumulé d'énormes crédits en £ (environ 3,5 milliards), prix de la guerre menée par la Grande-Bretagne sur leurs territoires et elle a suspendu la plus grande partie de ses exportations, une fois de plus indifférente à l'argent puisqu'il s'agissait de vaincre.

Dès lors le gouvernement travailliste a pour devoir immédiat de négocier un accord transitoire avec les États-Unis, pour traverser, sans trop de dégât, le

passage de l'économie de guerre à l'économie de paix. Il doit ensuite faire accomplir au pays l'effort nécessaire pour reconquérir les marchés au dehors. Mais que signifient pour la population britannique ces devoirs gouvernementaux? La suppression du *lease-lend* obligera à acheter moins dans la zone dollar et peut-être absolument à acheter moins à l'extérieur. Autrement dit, la fin de la guerre risque de se traduire par le maintien et, sur certains points, l'aggravation du rationnement au moment même où la victoire entraîne un relâchement de la tension.

Quant au programme de socialisation, il ne rapporte rien dans l'immédiat. La nationalisation de la Banque d'Angleterre se traduira par une simple reprise des actions de la banque sans que, semble-t-il, l'organisation ou le personnel de celle-ci soient sensiblement modifiés. La nationalisation des mines de houille est probablement la préface nécessaire à une réorganisation générale de cette industrie dans le marasme. Mais elle n'en est que la préface. Par elle-même coûte (compensation aux propriétaires) et il ne suffira pas que les mines appartiennent à l'État pour que les travailleurs augmentent l'extraction. La nationalisation des chemins de fer aboutira peut-être également à une rationalisation dans l'avenir. Pour commencer, elle laisse intact le problème du rendement.

Personne ne conclura qu'il ne faille pas procéder à des nationalisations. Elles ont été annoncées, proclamées, elles suscitent des espoirs qu'il serait dangereux de décevoir. Elles sont susceptibles d'offrir, dans certains cas, des conditions favorables à l'œuvre décisive de progrès technique. Mais il n'en reste pas moins que le succès ou l'échec ne dépendra pas tant de la réalisation du programme travailliste, dans son aspect doctrinal, que de la réalisation du programme national d'intérêt commun. Celui-là comporte, avant tout, des nationalisations, celui-ci l'accroissement de la productivité. La tâche du socialisme est d'aider les entreprises privées à soutenir victorieusement la concurrence internationale.

Cette tâche ne peut être accomplie que si la nation consent à une consommation réduite (ou à un relèvement ralenti de la consommation tombée au cours des années de guerre), afin de libérer capitaux, main-d'œuvre, matières premières, en vue des investissements. Le socialisme qui, dans la plupart des pays, a été en fait une doctrine de la distribution (ou de la redistribution équitable des revenus) doit se muer en doctrine de la production. Le socialisme qui parlait si volontiers d'abondance doit s'accommoder de la pauvreté.

Ce paradoxe se retrouve, accentué, dans le cas de la France. Le pays a été pillé. Les stocks de matières premières n'existent plus. L'outillage, aux quatre

cinquièmes intact, n'a pas été renouvelé ou même entretenu pendant la guerre. Le capital immobilier, déjà vieilli et insuffisant avant la guerre, est amputé d'un demi-million de maisons complètement détruites, d'un million de maisons à moitié détruites. En francs de 1945, la reconstruction coûtera au budget entre 300 à 400 milliards par an, à partir de 1946 (si on la répartit sur une demi-douzaine d'années). Il ne sera donc plus question de tourner l'antinomie entre nécessités économiques et lois sociales, en inventant une théorie comme celle du pouvoir d'achat qui suppose un accord préétabli entre les uns et les autres. Il faudra choisir non entre reconstruction et consommation, mais entre un rythme plus ou moins rapide de celle-là et une restriction plus ou moins poussée de celle-ci. La reconstruction se déroulera d'autant plus vite que la population acceptera de renoncer à plus de jouissances.

En même temps les gouvernements socialistes auront à assumer un autre aspect de l'héritage de guerre: l'existence des contrôles multiples et étroits contre lesquels s'insurge une part de l'opinion. La suppression de certaines formes de rationnement, de certains comités d'organisation ou offices professionnels, serait accueillie avec soulagement par les intéressés et le grand public même. Or les socialistes préfèrent se fier à la direction plutôt qu'aux initiatives privées. Personne ne songe à revenir au libéralisme intégral. Mais personne non plus ne songe à maintenir indéfiniment l'étroite réglementation actuelle. Les socialistes, condamnés à l'organisation de la pénurie, seront-ils aussi amenés par les circonstances à préparer le retour à certaines formes de liberté économique?

La solution de ce paradoxe se profile, nous semble-t-il, dans la direction suivante: les gouvernements, en Grande-Bretagne comme en France, seront responsables *du* tout. Ils ne prendront pas la charge directe *de* tout. Autrement dit, en temps normal, ils tiendront pour une de leurs attributions d'assurer le plein emploi; en temps de disette, ils s'efforceront de répartir entre consommation et investissement, entre les branches de l'économie, les ressources disponibles. Mais ce plan d'ensemble ne peut et ne doit pas être un plan du type soviétique, allant jusqu'au détail des attributions et des prévisions, mais un schéma d'ensemble qui laissera aux entrepreneurs une marge d'initiative et une chance de profit.

En Angleterre, l'expérience socialiste a commencé en toute clarté. En France, même si le parti socialiste le 21 octobre confirme son succès des élections cantonales, même s'il s'affirme le premier parti de la République, il sera bien loin d'être capable de gouverner seul.

Il ne dispose pas des cadres comparables à ceux du groupe travailliste (et pourtant, de l'autre côté de la Manche aussi, on déplore le manque d'hommes). La plupart des ministrables du parti socialiste n'ont jamais été ministres, aucun de ceux qui l'ont été n'a fait preuve de capacité hors pair. Et pourtant, la tâche de demain exigera un courage et une compétence également hors pair.

De plus, nul ne sait comment se grouperont majorité et opposition. Diverses lignes de séparation se croisent dans la politique actuelle de la France. L'une, qui reparaît au deuxième tour de scrutin, est la vieille ligne tracée par les traditions entre la droite et la gauche, la gauche allant jusqu'aux radicaux inclus. Les autres sont marquées par la position prise pour ou contre le communisme, pour ou contre le gaullisme.

On ne voit plus aujourd'hui un seul problème à propos duquel les deux blocs de droite et de gauche répondent aux deux attitudes fondamentales de l'opinion française. S'agit-il du referendum? Les trois principaux partis de gauche votent les uns oui-non, les autres oui-oui, les autres non-non, et peut-être certains isolés votent-ils non-oui.

La Fédération Républicaine, soucieuse de parlementarisme intégral, est sur certains points plus proche des radicaux que les socialistes, et ceux-ci, en dehors de la question religieuse, sont singulièrement proches des M.R.P. Socialistes et communistes se réclament du marxisme et leurs troupes tendent en plus d'une région à se confondre. Mais un socialiste d'inspiration humanitaire, comme Léon Blum, partisan de la "famille occidentale", s'entend mal avec le communiste, réaliste, brutal et obsédé par le modèle russe.

Quel groupement serait logique? Probablement un groupement tripartite. Parti communiste d'un côté, que sa technique d'action, son orientation diplomatique, ses vertus et ses faiblesses mettent également à part. Ensuite un ensemble dominé par le parti socialiste auquel se joindraient les M.R.P. et ceux des radicaux qui acceptent le programme du C.N.R., c'est-à-dire qui ne reculent pas devant des mesures sociales avancées. À droite de ce groupe, les débris des républicains de gauche, de la Fédération Républicaine, conservateurs et libéraux (le libéralisme à notre époque prend inévitablement un certain caractère conservateur). Mais ce groupement est rendu difficile par la concurrence des fractions.

On risque d'en arriver au groupement actuel, radicaux et communistes contre socialistes et M.R.P. Groupement contre nature en un sens (il n'y a rien de plus éloigné du soviétisme que le radicalisme petit-bourgeois). En un autre sens

compréhensible, puisque les inimitiés communes sont le meilleur ciment de l'amitié.

Dira-t-on que ces manœuvres ont pour origine l'existence même du gaullisme, les socialistes prenant position pour, les communistes et les radicaux contre? Telle est effectivement la situation ou l'apparence. Mais les divergences entre les partis de gauche apparaissent à chaque occasion et, tant qu'elle n'est pas fondée sur un programme commun, l'alliance du gaullisme et du socialisme reste une conjonction accidentelle et fragile (une partie du congrès socialiste ne suivit que de mauvais gré les appels de Léon Blum et de Daniel Mayer).

On n'aperçoit qu'une seule voie qui permette de sortir de cette confusion, à savoir la rencontre du socialisme démocratique, qui cherche des hommes, et du gaullisme et de la résistance, équipe de gouvernement qui cherche une idée. Le gaullisme a incarné une mission: assurer la présence politique et morale de la France dans le camp des vainqueurs (la contribution matérielle à la victoire était fatalement limitée par les circonstances). À l'intérieur du pays on ne sait encore à quoi il tend en dehors du fait qu'il exerce le pouvoir par le consentement général. Le chef du gouvernement a paru hésiter entre démocratie parlementaire et démocratie présidentielle. Il s'est placé au-dessus des partis, comme s'il voulait offrir à tous les Français un centre de ralliement. Parfois même il s'adressait à eux par-dessus les partis et presque contre eux, comme s'il se préparait à devenir l'exécutif d'un régime comparable à celui de 1848.

Le choix en faveur de la démocratie parlementaire paraît acquis. Le général de Gaulle aura donc le choix entre la Présidence de la République dans une démocratie parlementaire et la Présidence du Conseil.

S'il préfère le deuxième terme de l'alternative, il devra rompre tôt ou tard avec la fiction de l'unanimité nationale. Faudra-t-il le regretter? Quand tout le monde est dans le gouvernement, tout le monde aussi est dans l'opposition. On n'a pas de majorité sûre tant qu'on n'a pas d'opposition avouée. En choisissant ses adversaires, on choisit ses amis. Bien plus, à la réalisation d'un programme d'inspiration socialiste, les communistes ne refuseraient pas leur collaboration (à condition de maintenir en même temps leur opposition).

À la longue le pire régime est celui qui consent à n'avoir pas de signification.

⁽¹⁾ Cet article était écrit avant les élections du 21 octobre. Le succès du M.R.P., la régression relative des socialistes exigeraient évidemment une analyse complémentaire. Nous y reviendrons dans un prochain numéro.

Internationalisation de la Ruhr et de la Rhénanie?

Terre des hommes
3 novembre 1945

Qui tient la Ruhr tient l'Allemagne. Tant que la Ruhr sera partie intégrante du Reich, celui-ci restera virtuellement une grande puissance économique, donc militaire. Le jour où elle serait détachée, le problème allemand aurait cessé d'exister.

On extrayait, avant la guerre, 120 à 130 millions de tonnes de houille par an dans la Ruhr, 7 à 8 dans le bassin d'Aix-la-Chapelle, une quinzaine dans la Sarre, soit un total de 180 à 190. De plus, à l'ouest de Cologne, se trouvent des gisements de lignite dont on tirait une soixantaine de millions de tonnes, un tiers environ du total de la production allemande de lignite (180 à 190 millions).

Comme le lignite allemand équivalait à un tiers en valeur de la houille, la région rhéno-westphalienne produisait les deux tiers environ de la production charbonnière du Reich de 1938 (250 millions de tonnes de houille). Après l'annexion par la Pologne du bassin silésien, cette production s'élève à plus des trois quarts. De plus, la Ruhr produisait les cinq septièmes de la fonte et de l'acier et plus de la moitié des produits chimiques de l'Allemagne entière.

L'incertitude ne se porte donc pas sur la gravité du coup qu'une séparation éventuelle de la région rhéno-westphalienne porterait à la force allemande, le Reich serait frappé de mort. L'incertitude porte essentiellement sur les modalités de réalisation: Comment serait organisé, politiquement et économiquement, ce territoire de superficie étroite et de concentration industrielle proprement monstrueuse?

Supposons admis le principe de l'internationalisation. La rive gauche du Rhin et la Ruhr seraient soustraites à l'autorité de la future administration centrale et gouvernée par une commission interalliée.

Laissons de côté les difficultés diplomatiques. Qui participerait à cette commission? Les seules puissances occidentales ou la Russie également? Seule la première hypothèse a ses chances d'obtenir l'assentiment des nations anglo-saxonnes. Quel serait le statut? Y aurait-il un État unique, avec une monnaie, une police, un parlement ou bien autant de régions autonomes que d'anciens pays? Ni un ni plusieurs États ne seraient soutenus par une volonté politique des

habitants. Il n'existe pas et il n'existera jamais de patriotisme «rhéno-westphalien» et les patriotismes badois ou hessois ou rhénan ne semblent pas promis à une vie assez intense pour garantir, ici ou là, une quelconque indépendance morale. La région rhéno-westphalienne est une notion de géographie, le Palatinat ou le pays de Bade sont des souvenirs historiques; or, il s'agirait de trouver ou de créer une ou des entités politiques.

Ces objections ne sont pas décisives. Le détachement s'impose, peut-être pour des raisons supérieures, par suite des besoins de la paix et de l'équilibre européen, mais elles suggérèrent au moins une idée qu'il faut avoir le courage de regarder en face. La séparation de la région rhéno-westphalienne est une solution de contrainte qui suppose l'application continue d'une volonté extérieure.

Les Allemands de Cologne et de Duisbourg continueront à se sentir tout aussi Allemands que ceux de Hambourg et de Lubeck. À moins, encore une fois, que les influences des Grands ne soumettent les deux moitiés de l'Allemagne, à des régimes différents, l'unité morale du Reich substituera en profondeur. Le retour de la région rhéno-westphalienne à l'Allemagne demeurera à chaque instant possible, et, en ce cas, ne sera-t-elle pas, aussi, probable? D'ici cinq, dix ou quinze ans, les peuples d'Occident ne seront-ils pas las de gouverner par l'intermédiaire de «collaborateurs» une population qui aspirera fatalement à rentrer dans le sein de la grande famille germanique?

Économiquement, quel sera le statut de cet État intermédiaire? Établira-t-on des droits de douanes aux frontières du côté allemand? Mais on se demande, dans cette hypothèse, comment le Reich-croupion parviendrait à payer la part importante de la production de la Ruhr dont chacun reconnaît qu'il a besoin pour vivre? Du côté occidental? Il faudra donc, comme pour la Sarre entre les deux guerres, donner à la région industrielle la plus puissante et la plus riche de l'Europe l'insigne faveur d'un marché immense qui s'étendra du «rideau de fer» jusqu'à Brest et peut-être même jusqu'à Londres ou Birmingham.

La conséquence probable sera un épanouissement de l'industrie rhéno-westphalienne. Après la dernière guerre, l'Allemagne a développé son potentiel de production et rationalisé ses méthodes grâce aux crédits que le plan anglo-saxon mit généreusement à sa disposition. Sous une forme différente, la séparation de la région rhéno-westphalienne risque d'aboutir à des résultats semblables. La concurrence de l'industrie lourde allemande freinera l'expansion de l'industrie française. Nos industriels se prêteront à des accords de partage de marché s qui laisseront la part du lion à leurs concurrents allemands. En d'autres

termes, faire rentrer sur un pied d'égalité, en complète liberté, la région rhéno-westphalienne dans l'ensemble occidental, c'est favoriser le maintien de la prépondérance économique des populations germaniques.

Mais, dira-t-on, peu importe la localisation, du moment que ce qui était hier l'arsenal de la Wehrmacht travaillera désormais pour l'Occident et pour la paix. Sans doute, aussi longtemps que l'indépendance rhéno-westphalienne sera sauvegardée, cette concentration de l'industrie lourde dans les territoires peuplés par des Allemands ne causera pas des dommages irréparables. Mais, si un jour, l'Anschluss se produit, la France se retrouvera avec une industrie étiolée en face d'une industrie florissante: autrement dit on aurait une fois de plus travaillé pour le roi de Prusse.

On affirmera que si la région rhéno-westphalienne est soumise à l'autorité d'une commission internationale, il sera facile d'orienter la reconstruction d'une manière telle que le potentiel de production soit plus équitablement réparti entre les nations représentées? Certes, mais nous ne serons pas seuls à la commission internationale: rien ne prouve que celle-ci adopterait une politique conforme à nos desseins. Il y a plus encore: Si notre objectif réel est non de désindustrialiser l'Allemagne (ce qui est absurde et irréalisable) mais de transporter ailleurs une partie des usines de la Ruhr, pourquoi ne pas formuler directement cette revendication, plus aisée à satisfaire et au fond plus efficace?

En d'autres termes, deux solutions sont concevables: l'une consiste à ne pas changer substantiellement l'organisation actuelle de l'économie européenne et à se fier à l'internationalisation de la Ruhr, l'autre c'est de profiter des circonstances pour modifier cette organisation et de ne faire appel au contrôle international que dans la mesure nécessaire au maintien de ces modifications. Dans la première direction, le contrôle sera probablement de plus en plus nécessaire au fur et à mesure que le temps passera, que les Allemands aspireront plus fortement à la reconstitution de leur unité et que la répugnance du vainqueur à l'emploi de la force s'exprimera. Dans l'autre direction, le contrôle et la contrainte pourront sans inconvénient se relâcher au fur et à mesure que la nouvelle répartition de l'industrie sera confirmée par le temps.

Abstraitement, le choix n'est pas douteux. Une seule question: Est-il possible de modifier l'organisation actuelle de telle sorte que la France et non plus l'Allemagne détienne les positions clés?

La France vise trois objectifs principaux: 1. Empêcher l'Allemagne de redevenir, une fois encore, une puissance d'agression; 2. Accroître de manière

permanente l'importance qualitative et quantitative de notre industrie par rapport à celle de l'industrie allemande; 3. Détruire les trusts de la Ruhr qui concentrent en un petit nombre de mains des moyens d'action formidables.

Les ministères français ont mis au point un projet précis qui permet d'atteindre, dans une large mesure, ce triple objectif. Des trois phases essentiels du processus industriel, l'une, l'extraction du charbon, n'est pas transférable, la troisième, la transformation de l'acier et de la fonte en produits finis ne l'est que partiellement et difficilement (par exemple, la France ne serait pas capable d'improviser une grande industrie de machines-outils). Mais le processus intermédiaire, celui de la transformation du minerai de fer en fonte et en acier, devrait normalement se dérouler pour la plus grande partie en France. Il est en effet économiquement plus rationnel d'amener le charbon au fer que le fer au charbon. Or, une partie du fer traité dans la Ruhr vient de Lorraine. Qu'on renverse le sens des échanges; que l'Allemagne dépende pour son ravitaillement en acier de la France et un progrès décisif aura été accompli.

Le projet français, dans les détails duquel nous n'entrerons pas, est plus précis encore. Il laisse à l'Allemagne le droit de traiter les minerais tirés de son sol et la ferraille, il interdit toute importation de minerais de fer de l'étranger, de la Sarre comme de la France. Dans ces conditions, l'Allemagne atteindrait à une production de 6 ou 7 millions de tonnes d'acier par an. Elle recevrait le reste de l'acier nécessaire à son industrie (5 millions environ) de la France, de la Belgique et du Luxembourg. Les hauts fourneaux, les aciéries, les laminoirs devenus inutiles seraient transformés dans ces trois pays (Il n'y aurait donc aucune diminution de potentiel). Le charbon de la Ruhr, richesse fondamentale de l'Europe occidentale, cesserait d'être uniquement au service de la prospérité allemande. Il deviendrait alors (conformément aux expressions jusqu'à présent inexactes de l'*Economist*) le fondement de la prospérité européenne.

Supposons ce principe posé au traité de paix et le transfert d'outillage réalisé. La garantie de sécurité serait solide. En effet, à moins d'armes foudroyantes du type de la bombe atomique (mais en ce cas, le danger sera partout et toujours) l'étape initiale, indispensable, de tout réarmement serait la reconstruction de hauts fourneaux, elle durerait dix-huit mois et ne saurait passer inaperçue. La France, avec l'avance que lui assure une production d'acier double de celle de l'Allemagne, serait en mesure de se prémunir ou plus exactement de riposter par anticipation.

La base des trusts allemands serait détruite. La plus grande partie (98%) de la

production allemande d'acier du groupe dit du Nord-Ouest est contrôlée par six sociétés (Krupp, Vereinigte Stahlwerke, Klöckner, Hoesch, Gutehoffnungshütte, Mannesmann).

Il n'est pas question de détruire cette organisation en la «décentralisant». (On ne sait même pas trop ce que signifierait pratiquement une telle formule.) Mais sans modifier la concentration technique et même administrative. Il serait loisible de transférer la propriété ou le droit de contrôle à une société internationale.

Quant au troisième point du programme français, il serait lui aussi acquis. La France dotée d'une industrie sidérurgique dont la production deviendrait indispensable à la Ruhr, demeurerait quoi qu'il arrive, un élément essentiel de l'équilibre européen.

Si le projet Lorraine-Ruhr était adopté officiellement et devenait le centre du plan français. Il serait facile ensuite de l'élargir et de le compléter. La France pourrait demander la suppression des industries de guerre ou une limitation de certaines industries indispensables à la guerre (industries chimiques, acides sulfuriques et nitriques). La France pourrait, avec de solides arguments, réclamer l'intégration de la Sarre à son unité économique.

Les 15 millions de tonnes de charbon extraites chaque année de la Sarre compteraient bien plus pour la France que pour l'Allemagne, même mutilée. La population est assez limitée pour qu'un transfert progressif dans des conditions humaines soit concevable. Et nous avons des arguments plus solides encore qu'il y a vingt-cinq ans pour présenter cette revendication au titre des réparations.

L'internationalisation de la Ruhr n'aurait plus le sens d'un détachement territorial mais d'un contrôle par les représentants des nations occidentales. Le contrôle international répondrait aux désirs des socialistes puisqu'il détruirait la force exorbitante des trusts allemands. Il répondrait aux aspirations de ceux qui souhaitent une organisation de l'Occident puisque la Ruhr serait au service non plus des ambitions germaniques mais de la restauration européenne.

Enfin et surtout, la France aurait le mérite d'une proposition qui donnerait satisfaction à ses exigences légitimes de sécurité, sans porter atteinte à la richesse de tous et même au relèvement de l'Allemagne.

Le plan français sera-t-il accepté par les Alliés? Nous pensons qu'il aurait une chance sérieuse de succès. Aux Anglais, inquiets de la politique de dévastation économique pratiquée par les Russes et de l'indifférence américaine, il apparaîtrait peut-être comme une issue. Mettant fin aux allusions d'un partage,

aux risques de nouvelles annexions, aux incertitudes de l'internationalisation, il permettrait l'accord de la France, de la Grande-Bretagne et probablement des États-Unis sur une politique constructive.

Il serait normal que les Français se soucient de l'avenir, même lointain, à l'heure où la misère et la famine rôdent à travers l'Europe. Mais encore faut-il que ces soucis ne paralysent pas les efforts immédiats qu'appellent impérieusement les ruines accumulées. Or le suprême avantage que nous voyons à un tel plan c'est qu'enfin il arracherait la France à ses hantises et la rendrait au rôle qu'il doit être le sien: penser pour la paix et non plus seulement par crainte de la guerre.

Dans la région du monde qui s'appelle l'Europe et où son destin est engagé, la France ne reprendra sa place qu'en retrouvant son langage. Elle invitera les peuples à penser à leur avenir et, par delà le châtement des coupables, à préparer les réconciliations: surmonter les haines, retrouver le sens des solidarités inévitables. Il n'y a pas pour l'Europe d'autre voie, d'autre espoir de salut.

Réflexions impopulaires

**Point de vue
8 novembre 1945**

Pour se sentir optimiste, il suffit de comparer notre situation présente à celle du pays au moment de la Libération. Pour retomber dans le pessimisme, il n'est que de comparer les réalisations aux espoirs que l'on nourrissait aux heures éclatantes de la victoire.

Les deux comparaisons sont légitimes. La première nous montre le chemin déjà parcouru. La deuxième nous rappelle que, fût-ce pour mesurer la hauteur de la montagne, il faut déjà être arrivé à mi-côte. Nous commençons seulement de savoir ce que la reconstruction coûtera de temps, d'efforts, de sacrifices.

Nous sommes loin encore d'avoir retrouvé même le bas niveau de production de 1943 qui représentait les deux tiers de celui de 1938. Les 160.000 tonnes d'acier sorties en septembre nous permettent tout juste d'entretenir l'outillage existant.

On se risquera donc à rappeler les faits qui, quoi qu'on en ait, domineront l'existence de la nation au cours des mois qui viennent: l'inflation et la pénurie.

La fin des expédients financiers

Quand les dépenses publiques dépassent les recettes, l'État distribue une puissance d'achat supplémentaire. Celle-ci, toutes choses restant égales d'ailleurs, revient normalement au Trésor par l'intermédiaire des dépôts bancaires et des bons à court terme. Mais si les prix augmentent, si l'activité économique s'accroît, les besoins de billets s'élèvent parallèlement et, par conséquent, l'État, au lieu de financer ses dépenses par voie de crédit à court terme, doit créer des billets de banque.

Au moment de l'échange, une centaine de milliards de billets avaient été transformés en dépôts bancaires. À l'heure présente, un processus contraire se poursuit: les dépôts se transforment en billets. Au niveau actuel des prix, au rythme de la production et des échanges, une circulation fiduciaire de 500 à 550 milliards répond probablement aux besoins.

S'il n'y a pas lieu de s'inquiéter que l'inflation prenne la forme particulière de billets de banque, il reste que les revenus distribués, depuis des années, dépassent largement les marchandises disponibles.

Le déficit budgétaire, avant même la reconstruction, atteint à des chiffres

écrasants. En 1945 on compte 225 milliards de dépenses civiles, 150 de dépenses militaires, pour des rentrées de l'ordre de 175 milliards. Pour 1946 on peut s'attendre à un écart de 150 milliards (375 milliards de dépenses. 225 de recettes).

Il importe de ramener, en peu d'années, les dépenses normales, civiles et militaires, au niveau des recettes, de manière à limiter le déficit au financement de la reconstruction.

On a épuisé, en un an, le stock des expédients financiers (sans recourir, il est vrai, aux mesures décisives qu'avait souhaitées M. Mendès-France.) Aujourd'hui, il ne reste plus qu'à appliquer le mieux possible les lois sur les profits illicites et l'impôt de solidarité nationale et à faire marcher la production.

La course infernale

Au moment de la Libération, l'indice des actions dépassait 650, celui des salaires était aux alentours de 170. Cet écart, certainement intolérable, s'est depuis lors sensiblement réduit. L'indice des salaires n'est plus très éloigné de 4, l'indice des prix est nettement plus élevé si l'on tient compte de l'ensemble des prix, mais ce décalage est inévitable parce qu'il réduit l'appauvrissement de la nation à laquelle aucune classe ne saurait échapper. La seule question qui se pose est de savoir si on améliorerait sensiblement le sort des masses populaires par une nouvelle hausse des salaires. Or, à cette question, nous n'hésiterons pas à répondre: Non.

Certaines catégories de salariés, spécialement défavorisés, comme les petits fonctionnaires, doivent obtenir un rajustement de leurs traitements. Mais une hausse générale des salaires se traduirait, à quelques semaines d'échéance, par une nouvelle hausse des prix, sans profit pour personne, sinon pour les intermédiaires.

L'action efficace devrait donc s'exercer moins sur les salaires et les prix que sur la distribution. À l'heure présente, une fraction considérable de transactions se déroule en dehors des marchés officiels. Des milliers et des milliers de privilégiés accumulent des bénéfices, insaisissables au fisc. D'où l'impression de désordre et d'injustice qui empoisonne l'atmosphère morale de la nation.

La solution n'est ni simple à définir ni facile à appliquer, mais c'est dans ce sens qu'on a le droit d'espérer un progrès réel. Tout le reste, y compris la fameuse échelle mobile, serait remède de charlatan.

L'unique remède

L'apparence monétaire n'importe guère en elle-même, il s'agit de produire le plus possible, de distribuer le mieux possible la production qui, dès maintenant, s'enfle de mois en mois.

Dans la mesure où la reprise dépendait essentiellement du charbon, beaucoup a été fait. L'extraction des houillères françaises a atteint 80% du volume de 1938 (proportion dont les houillères belges sont encore très loin). Mais nous importions avant la guerre un tiers du charbon que nous consommions. Pologne et Grande-Bretagne sont hors d'état de reprendre leur rôle de fournisseurs. Il reste le charbon allemand. Mais la Ruhr produit 20% de ce qu'elle produisait avant la guerre. À longue échéance, la reconstruction française ne saurait se passer du charbon allemand, mais, à courte échéance, on ne saurait se faire trop d'illusions.

En tout état de cause, les observateurs étrangers attendent que nous fassions tout pour nous aider nous-mêmes. Et nous ne sommes pas au bout de nos possibilités. Les offices professionnels ralentissent et parfois paralysent les activités qui ne demandent qu'à s'employer. Il s'écoule trop de temps entre le moment où les pneus sortent des usines et celui où ils viennent équiper les camions qui rouillent dans les hangars, et beaucoup s'égarent en chemin. Ce n'est pas diriger l'économie que de réprimer les initiatives.

Profit, service public, enthousiasme: tous les mobiles joints ne seront pas de trop pour ranimer un système économique que l'absence de moteur humain freine autant que le manque de charbon.

Dévaluation à froid

Point de vue
15 novembre 1945

Avant la guerre, on a sacrifié la France au franc.

Pendant des années, la gauche et la droite, syndicats ouvriers et syndicats patronaux s'accordaient dans un refus aveugle. Tous prétendaient faire l'économie de la dévaluation de la monnaie, qui pourtant eût été indispensable pour ramener nos prix intérieurs au niveau des prix mondiaux, pour modifier le rapport entre prix de gros et prix de détail, dans un sens favorable à la reprise de l'activité.

La dévaluation de la livre et du dollar avait provoqué une telle baisse des prix mondiaux que la dévaluation nécessaire pour rétablir l'équilibre aurait dû être poussée tellement loin qu'elle serait devenue une de ces opérations chirurgicales qui réussissent parfois, mais auxquelles le patient ne survit jamais.

Le refus de la dévaluation fut pour beaucoup, dans le marasme prolongé de notre économie et, par contrecoup, dans la stagnation des investissements, la décadence de notre outillage, la violence des conflits sociaux, au cours des années qui précédèrent la guerre.

La querelle de la dévaluation n'a pas la même portée aujourd'hui. Pratiquement, il n'y a plus ni système international ni prix mondiaux. En tout cas, notre économie est séparée du dehors par le contrôle des changes et du commerce extérieur.

Le taux du franc n'est susceptible ni de précipiter une catastrophe, ni d'apporter le salut.

Erreur initiale

Quand on fixa à 200 francs la valeur de la livre et à 40 francs celle du dollar, on avança deux arguments pour justifier ces équivalences qui ne correspondaient manifestement pas aux relations des pouvoirs d'achats intérieurs.

Le premier était la nécessité de réduire le plus possible les achats des soldats anglais et américains en France, afin d'éviter une aggravation de la pénurie. Cet argument n'a jamais été très solide: les achats dépendaient des quantités de francs mises par les autorités américaines à la disposition des troupes alliées plus que du taux officiel du change. De toute manière, cette justification appartient au passé.

Le deuxième était l'avantage de surévaluer le franc à une époque où nous avions beaucoup à acheter au dehors et peu à vendre. Cet argument a toujours été dépourvu de signification, pour la simple raison que l'État français n'a jamais rien acheté en Grande-Bretagne et aux États-Unis avec des francs. Ici et là, nous avons payé en or, en livres ou en dollars, ce que nous n'avons pas reçu en crédits.

En réalité, M. Mendès-France rattachait la décision initiale qu'il inspira, à une doctrine d'ensemble: blocage rigoureux des prix et des salaires, ponction monétaire comparable à celle que pratiquèrent les Belges. Une fois cette doctrine abandonnée, une fois la hausse des salaires et des prix déclenchée, le taux du franc devenait absurde.

Évidence actuelle

Sur les données principales de la situation, il n'existe guère de désaccord. Au taux officiel du change, les prix français sont de deux à trois fois plus élevés qu'en Grande-Bretagne et aux États-Unis (à condition encore de ne pas faire intervenir les prix du marché noir et les "prix de pénurie" qui sévissent dans certains secteurs). Quelle que soit l'évolution des prix anglais et américains, même si, comme il est probable, ils s'élèvent quelque peu au cours des prochaines années, il n'y a aucune chance que l'équilibre se rétablisse sans dévaluation du franc.

Il ne reste donc qu'une seule objection contre cette mesure: c'est que la disparité des prix à l'heure présente n'importe guère. Aux exportateurs, l'État français accorde des subventions de telle sorte qu'ils puissent amener leurs prix de vente au niveau des prix étrangers. Et l'État obtient ou obtiendra les ressources nécessaires en prélevant sur les importations la somme correspondante à l'écart entre le prix d'achat à l'extérieur et le prix du marché intérieur.

On ne niera pas que ces méthodes, progressivement mises en pratique, ne se justifient pleinement dans les circonstances présentes, mais on ne voit pas pourquoi on les préférerait à l'aveu honnête d'une dévaluation, en fait incontestable. Ces méthodes sont lourdes, lentes, injustes, elles ouvrent un champ illimité à l'arbitraire, elles indisposent les gouvernements étrangers qui soupçonnent quelque malhonnêteté.

Personne n'affirmera que la dévaluation suffirait à donner à nos exportations une impulsion puissante. La plupart de nos industries n'ont guère de surplus disponible. Malgré tout, au rythme actuel de nos importations, notre stock d'or et

de devises s'épuiserait en peu de temps. Nous aussi nous devons nous rappeler la formule fameuse: exporter ou mourir.

Or, qui oserait nier que les entrepreneurs ont une meilleure chance de conclure des contrats, s'il leur suffit de traiter directement avec leurs clients, sans avoir à passer par les formalités d'une caisse de compensation?

Normalement, la dévaluation ne doit pas avoir d'influence sur le niveau des prix français.

Nous vivons en vase clos, les produits importés n'entrent pas dans les canaux de la circulation aux prix correspondant au change officiel.

Pourquoi la modification d'un taux fictif entraînerait-elle des conséquences réelles.

Incertitudes politiques

On ne voit pas sur quoi se fonderait la résistance politique que certains journaux, en particulier communistes, nous annoncent. Il est vrai qu'en régime d'économie fermée et dirigée, les autorités jouissent d'une plus grande liberté de manœuvre. Les disparités de prix n'interviennent plus de la même façon. L'administration garde les moyens de rectifier les déséquilibres momentanés et de choisir son moment d'action. Mais cette liberté n'est pas sans limites. Même l'Allemagne hitlérienne n'a jamais prétendu maintenir un décalage aussi important que celui que nous connaissons aujourd'hui entre le taux officiel de sa monnaie et le taux qui répond à la relation des pouvoirs d'achats.

Psychologiquement, on aperçoit une difficulté et une seule. Rien ne prouve que la dévaluation prochaine sera la dernière. On n'est pas assuré de maintenir indéfiniment le franc à 350 ou 400 francs par livre (taux que l'on semble envisager).

La dévaluation est toujours par elle-même une mesure fâcheuse. Une cascade de dévaluation serait certainement fatale au franc.

La réponse est qu'on ne conjurera pas ce péril en s'accrochant à des illusions mais par des mesures courageuses: réduction des dépenses budgétaires, accroissement de la production.

On ne sauvera pas le franc en feignant d'ignorer la dépréciation déjà acquise, mais en mettant un terme à une dépréciation qui, pour l'instant, s'accroît chaque jour.

Comédie ou réalité?

Point de vue
22 novembre 1945

Tout s'est passé d'abord comme si le régime démocratique fonctionnait normalement.

Les partis ont négocié comme s'ils ignoraient celui qui ils allaient désigner comme chef de l'exécutif. Ils ont rédigé un programme comme s'ils étaient résolus à poser au président du gouvernement certaines conditions et à lui imposer certaines réformes. Les uns ont proclamé: programme d'abord; les autres ont répondu: homme d'abord. Les uns et les autres n'ignoraient pas que le général de Gaulle serait élu à l'unanimité, qu'il acceptait l'esprit du programme du C.N.R., mais qu'il refusait d'être lié par un texte trop ambitieux et trop imprécis: trop ambitieux pour être réalisé en sept mois, trop imprécis pour ne pas offrir aux adversaires des occasions quotidiennes des dénoncer l'insuffisance de l'action gouvernementale.

Ces simulacres de vie parlementaire ont abouti à une manifestation de pseudo unanimité nationale. Ensuite seulement les difficultés réelles ont commencé.

Charte des gauches

Le programme rédigé par la délégation des gauches, partis socialiste et communiste, ligue des droits de l'homme et C.G.T. (avec un observateur radical) est un mélange curieux de quatre sortes de propositions.

Les unes indiquent avec une plus ou moins grande précision des mesures, opportunes ou inopportunes, mais qui sont incontestablement réalisables et appartiennent à un authentique programme de gouvernement, par exemple "l'application des mesures demandées par la Confédération du Travail concernant l'augmentation provisionnelle des salaires dans les services publics, la majoration des heures supplémentaires selon la réglementation de 1936, l'élévation de l'abattement à la base de l'impôt sur les salaires, etc. Tous les groupes sociaux ont des revendications de cet ordre à formuler. Chacune de ces revendications est le plus souvent légitime, ensemble elles risquent finalement de desservir tous et chacun, et la communauté elle-même.

Certains autres chapitres du programme se bornent à exprimer des souhaits pieux auxquels personne ne refusera de souscrire: "Les différends entre les grandes puissances doivent se résoudre par leur volonté de concorde. Le rôle de

la France est d'y contribuer. Elle ne jouera ce rôle qu'en étant l'amie et l'alliée de chacune des trois puissances." Certes, mais s'il faut choisir? Peut-on nouer "les alliances particulières et les ententes régionales" sans se faire accuser de suivre une politique de bloc?

Un troisième chapitre est constitué par l'énumération des industries-clés qui devraient être nationalisées (banques de dépôt et d'affaires, compagnies d'assurances, production, transport et distribution de l'énergie électrique et du gaz, mines de fer et sidérurgie, marine marchande, industrie des métaux légers, de l'air liquide, du ciment, des explosifs, de la soude, importation et transports de combustibles liquides). Il serait facile, à propos d'une telle liste, de multiplier les questions sinon les objections. Un point, en tout cas, n'est pas douteux.

L'assemblée qui, élue pour sept mois, a la mission de rédiger une Constitution, n'a pas le temps matériel de mener à bien en même temps de telles réformes qui équivalent à un bouleversement quasi révolutionnaire de notre économie.

Enfin, on ne sait trop pourquoi on a joint en annexe la demande d'une rupture immédiate avec Franco et la reconnaissance du gouvernement républicain. Aucun homme d'État responsable ne prendra à l'avance un engagement formel sur un tel sujet. Nous ne sommes pas seuls dans le monde et la décision du gouvernement français ne suffirait pas à précipiter la chute du fascisme espagnol.

La délégation des gauches a fait comme si elle rédigeait un programme de gouvernement, elle s'est bornée à suivre la tradition des partis politiques qui terminaient leurs congrès par des déclarations plus ou moins solennelles, à l'adresse des électeurs plus que des pouvoirs publics.

Campagne électorale

Les communistes tenaient à manifester leur accord avec les socialistes, leur désaccord avec les M.R.P. Les socialistes tenaient à manifester leur accord avec les uns et les autres. Les M.R.P. préféraient l'accord, mais tenaient surtout, s'il surgissait un désaccord, à ne pas en porter la responsabilité. Les communistes, meilleurs manœuvriers, sont arrivés à leur fin (au reste, leur tâche était plus facile: on a plus vite fait de s'opposer que de s'unir).

On dira qu'entre les communistes qui reprennent les mots d'ordre du radical-socialisme et les M.R.P., élus par les masses catholiques, il y a vraiment désaccord sur le sujet de la laïcité. Nous nous garderons bien de le nier. Mais, entre socialistes et communistes, les divergences ne sont pas moins réelles, qu'il s'agisse de l'orientation diplomatique ou de la personne du général de Gaulle. Et

pourtant, on s'est accordé sur un programme commun. Avec les M.R.P. qui se sont déclarés prêts aux réformes de structure, qui se sont résignés à la suppression des subventions aux écoles libres, on aurait pu de la même façon aboutir à un accord qui aurait plus ou moins camouflé les oppositions.

En fait, accords et désaccords sont également fictifs ou également réels. On parle comme s'il existait une majorité socialiste-communiste prête à gouverner (or les socialistes refusent obstinément le tête-à-tête), comme s'il existait un fossé entre les partis marxistes et le M.R.P. (or les uns et les autres se retrouvent dans le gouvernement).

Il va de soi que les apparences ont une signification et une portée. Chacune prépare tout à la fois ses positions au gouvernement et ses positions devant les électeurs. On veut s'emparer des leviers de commande, mais prendre le minimum de responsabilités gênantes.

La campagne électorale est ouverte.

Réalité des conflits

Le jeu politique a perdu son caractère de comédie, il est devenu terriblement sérieux lorsque le général de Gaulle a refusé au parti communiste un des ministères-clés.

Conflit secondaire, dira-t-on, on ne rompt pas l'union nationale, proclamée solennellement quelques jours auparavant pour une question de portefeuilles. Cette fois, la comédie consisterait à réduire la portée des divergences. Le général de Gaulle a dit - ce que tout le monde savait et ce que chacun voulait maintenir dans l'ombre - que le parti communiste n'était pas un parti comme les autres parce qu'il avait fait une fois pour toutes, en politique extérieure, un choix résolu, total, qui ne coïncide pas avec celui du reste de la nation. Ce n'est pas au parti le plus à gauche, c'est au parti qui était hier une section du Komintern que le général de Gaulle n'a pas accordé l'Intérieur, la Guerre ou les Affaires étrangères. Or, comme celui qui fut le chef de la France combattante ne consent pas à gouverner contre une partie importante du pays, il n'y avait d'autre issue qu'une démission de l'élu de la Constituante ou une concession du parti communiste.

Qu'au dernier moment on trouve une solution ou que les partis fassent l'expérience du pouvoir, les perspectives sont également sombres. Rien n'est changé en profondeur, mais, après la fiction de l'unanimité nationale, la France a pris conscience de la gravité de ses divisions.

La nécessaire équivoque

Point de vue
29 novembre 1945

Beaucoup de bruit pour rien. Tout s'est terminé comme on s'y attendait au point de départ. Et que reste-t-il finalement de ces journées fiévreuses où planait sur la capitale une angoisse diffuse sinon l'expression officielle de conflits que personne n'ignorait? Ainsi raisonnent beaucoup d'observateurs. On ne dira pas qu'ils ont tort. Mais ce n'est là qu'une partie de la vérité. Les lettres de Maurice Thorez ont répété ce que l'on peut lire chaque jour dans *l'Humanité*. Lettre et discours du général de Gaulle n'ont pas été au delà de ce qu'avait écrit Léon Blum dans *le Populaire*, de ce que la plupart des socialistes disent quotidiennement dans les conversations privées.

Et malgré tout, quelque chose a changé, du simple fait que le chef du gouvernement a proclamé hautement ce que l'on murmurait tout bas. La lutte pour le pouvoir qui ne cesse pas depuis la libération est entrée dans une phase nouvelle.

Choisir ou pas choisir

Chaque Français ne peut pas ne pas choisir, dans le fond de son cœur, entre l'une ou l'autre des grandes puissances. De même, les partis, consciemment ou inconsciemment, préfèrent l'un ou l'autre des colosses et trahissent leurs préférences dans leurs actes ou leurs paroles.

Bien plus, comme l'ont remarqué plusieurs journalistes étrangers, les partis le plus typiquement, le plus étroitement français comme le parti radical, ont été irrémédiablement battus aux élections du 21 octobre. Les traits singuliers de la politique française: cléricalisme et anticléricalisme, citoyen contre les pouvoirs, multiplication des groupes parlementaires tendent à s'effacer. Les Trois Grands présentent le même aspect de totalités closes que les partis allemands à la fin de la république de Weimar. Chacun d'eux est une section d'internationale: dans tous les pays d'Europe, on retrouve les représentants du communisme, ceux du socialisme démocratique, ceux du catholicisme social. Trois types d'hommes, trois types d'idéologie, trois formations de masses dominant la scène à travers le continent. La France a perdu son insularité politique, elle est devenue intégralement européenne.

Il serait exagéré d'en conclure que tous les partis sont, à cet égard, sur le

même plan. L'idée de chacun des trois partis est internationale. Une seule des trois idées se trouve incarnée dans une grande puissance, un seul des trois partis est amené, par fidélité et par amour, à épouser les querelles et à suivre le jeu d'une diplomatie subtile. Quand le sort de Trieste fut en suspens, le parti communiste italien ne s'opposa pas aux ambitions de Tito, soutenu par le gouvernement de Moscou. Au reste, si le destin du communisme est lié à celui du pays qui, le premier, accomplit sa révolution, cette démarche devient du moins intelligible.

D'un autre côté, les enquêtes menées par les Instituts d'opinion publique confirment qu'en cas de choix inévitable, au moins 75% des Français choisiraient l'Ouest.

La seule solution, pour éviter une scission mortelle, c'est, comme nous l'avons tant de fois répété ici même, l'abstention ou, si l'on veut, la neutralité.

Géographiquement, nous appartenons à la zone atlantique, avec la même fatalité que la Pologne à la zone slave. Politiquement, notre solidarité avec ceux qui nous ravitaillent, dont les armées ont libéré notre sol, est forcément plus étroite que toute autre.

L'arbitre

Les trois partis s'étaient mis d'accord pour confier au général de Gaulle le soin d'arbitrer leurs divergences. Quand le conflit entre Maurice Thorez et le chef du gouvernement éclata, les partis furent mis à l'épreuve. Étaient-ils capables de constituer un gouvernement sans recourir au prestige de l'homme du 18 juin? La réponse fut négative.

Les communistes étaient prêts à former, avec les socialistes, un ministère qui n'aurait eu qu'une faible majorité. Mais les socialistes refusèrent le tête-à-tête avec un parti aussi vigoureux et dynamique que le parti communiste. De même, un ministère M.R.P. et socialistes aurait eu une majorité parlementaire. Mais les socialistes s'y refusaient également pour une double raison: gouverner contre une large fraction de la classe ouvrière, alors qu'il importe avant tout de relever les ruines accumulées, serait pure folie. De plus, les socialistes craignent de perdre le contact avec le prolétariat qui leur fournit leurs premières troupes et qu'ils ne se résignent pas à abandonner à d'autres influences.

Le parti socialiste a donc été condamné au rôle de médiateur. Rôle ingrat d'autant plus que déjà apparaissent, dans la formation centrale, les premières fissures, comme si le socialisme, à l'image de la France, risquait de se couper en

deux. Or, qu'on ne s'y trompe pas, si le parti socialiste se désagrège et que les deux moitiés s'orientent l'une à gauche, l'autre à droite, la démocratie est morte et nous entrons dans la situation de guerre civile.

Étrange destin! Le socialisme correspond à l'état d'esprit de la majorité des Français épris à la fois de liberté et de justice, de démocratie formelle et d'économie dirigée. Or le parti dépositaire de tant d'espérances n'a ni l'allant, ni la vitalité, ni la qualité de ses voisins de gauche et de droite. Comme le radical-socialisme, il risque de se perdre dans la grisaille.

On en est donc arrivé finalement à la seule solution possible: camoufler les divergences, multiplier les compromis, constituer un ministère à l'image de la nation et du parlement, c'est-à-dire divisé en profondeur et uni en surface, décidé malgré tout à faire jusqu'au bout l'essai de l'existence et du travail en commun.

Solution équivoque que les esprits rigoureux dénonceront à juste titre. Équivoque nécessaire si toute tentative de clarification précipite la rupture.

L'attente du monde

Tournons les yeux vers le dehors. Nulle part on n'aperçoit une éclaircie. En Chine, en Perse, une guerre civile, derrière laquelle on devine les rivalités des Grands, a commencé. En Europe, quand les Grands ont la charge commune de l'administration, le résultat est une paralysie presque complète.

L'humanité, consciente désormais de son pouvoir presque illimité de détruire, a peur de l'avenir. Le monde est paralysé par des conflits dont chacun aperçoit l'origine, mais dont personne ne conçoit la solution. Alors, on se résigne à vivre à la petite semaine, à compter sur le temps, la patience ou le miracle.

Ainsi de la politique française. Pour se représenter les catastrophes futures, la cristallisation des blocs communiste et anticomuniste, la dictature de droite ou de gauche, il n'est pas besoin de beaucoup d'imagination. Pour comprendre qu'il n'y a pas d'issue immédiate, il n'est pas besoin de beaucoup d'intelligence. Alors, on continue de naviguer avec le vague espoir, non pas d'arriver au port, mais d'éviter les récifs.

La scène politique

Combat
14-15 avril 1946

La politique européenne a changé de face. Plus violente qu'une révolution, la guerre planétaire a bouleversé l'ordre ancien, disparu sous les ruines d'un continent dévasté. Tous les régimes autoritaires de droite, à l'exception de ceux de Franco et de Salazar se sont effondrés. Partout une coalition de partis est au pouvoir. Presque partout le parti communiste joue dans les coalitions un des premiers, sinon le premier rôle.

Et pourtant, nulle part la continuité n'est complètement rompue entre le passé et le présent. Même dans l'Europe centrale, du moins en Hongrie et en Autriche où les élections se sont déroulées normalement, on a vu reparaître les partis d'hier, comme si la vague de l'occupation, du fascisme, de la mise au pas avait recouvert sans les effacer les structures enracinées. En Belgique, le jeu politique a repris son allure de naguère, sans modification décisive: les communistes ont gagné des voix, les libéraux en ont perdu, les voix des anciens fascistes se sont reportées sur le parti catholique - changements qui, pour l'essentiel, ont une signification européenne.

La France n'offre l'image ni de la continuité belge, ni de la rupture yougoslave ou roumaine.

Au premier regard, la scène politique paraît profondément transformée. La France était renommée pour sa multiplicité de partis inorganiques. Elle est gouvernée aujourd'hui par trois partis qui, à eux seuls, recueillent les trois quarts des voix et dont la rigidité rappelle celle des partis allemands dans les dernières années de la République de Weimar. À formes de vie collective répondent, peut-être fatalement, des partis de masses.

Du coup, la vie parlementaire a pris une figure nouvelle. La fonction du Parlement n'est plus la même. Hier il faisait et défaisait les cabinets. Un ministre, par son éloquence ou son à-propos, y perdait ou gagnait un portefeuille. Les grandes séances étaient pathétiques parce que l'issue en était ignorée et des auteurs et des spectateurs. Désormais l'issue du "match public" est connue à l'avance. Tenus par la discipline, les députés expriment par leurs votes leur fidélité plutôt que leur conviction. L'essentiel se déroule en dehors de l'hémicycle. Le vrai dirigeant n'est plus l'orateur, c'est le fonctionnaire du parti. Le bureaucrate l'emporte sur la personnalité.

La politique française passait pour un jeu subtil, intelligible aux seuls initiés, où les mots prenaient un sens secret, où les partis de droite se baptisaient démocratiques et les hommes du centre se donnaient pour "radicaux". Ces subtilités se sont évanouies. Les partis spécifiquement français, avant tout le parti radical, ont subi une défaite probablement définitive. La France est emportée à son tour dans le mouvement général de l'Histoire. Les trois grands partis se rattachent à des Internationales virtuelles ou actuelles. Avec ou sans Komintern, il y a une Internationale communiste, plus agissante dans son néant que l'Internationale socialiste dans sa précaire résurrection. Quant au MRP, il n'a pas de lien organique avec les partis frères, mais, dans la plupart des pays européens, on retrouve un parti catholique ou chrétien social, auquel se rallient les anciens conservateurs convertis sincèrement, ou par nécessité, aux réformes sociales.

Grâce à ce parti, à la fois catholique et social, des réformes de structure que refusaient ou freinaient avant-guerre les radicaux sont votées par les trois quarts des députés. Autour d'un socialisme, passablement vague d'ailleurs, trois quarts des Français semblent s'accorder.

Cette majorité socialiste est, en France, le résultat d'une évolution séculaire plutôt que d'une révolution. Depuis 1924, le bloc des gauches n'a cessé de gagner des voix. Il obtient 48% des suffrages en 1924, plus de 52% en 1928, 54% en 1932, 57% en 1936; il en a 60% en 1945. En même temps que s'affirme ce glissement vers la gauche du corps électoral, à l'intérieur du bloc des gauches les voix se déplacent de la gauche modérée à l'extrême-gauche. Le parti communiste groupait 8,4% des voix en 1932, 15,4% en 1936; il monte à 26,1% en 1945. Les socialistes passent de 18,2% en 1928 à 28% en 1945. Les radicaux s'effondrent, entre ces deux dates, de 17,1% à 5,8%.

Un phénomène analogue se produit à l'intérieur du bloc des droites. Le MRP est un parti nouveau, mais il continue une tradition, celle des démocrates populaires et des chrétiens sociaux. Il représente la gauche de la droite. Or, c'est lui qui recueille la plus grande partie des anciennes voix de droite. Dans le Nord et l'Ouest, par exemple, il est clair que les électeurs de droite, suivant certains mots d'ordre, ont voté en masse pour ce parti dont les chefs désirent sincèrement des réformes avancées, mais qui, pénétré de pensée catholique, n'en apparaît pas moins aux conservateurs comme un rempart contre l'extrémisme révolutionnaire.

Ce double mouvement vers la gauche, d'un bloc à l'autre et à l'intérieur de chaque bloc a une portée qu'il serait absurde de méconnaître. Le paysan,

l'artisan, le petit bourgeois qui vote pour le candidat socialiste et non plus pour le candidat radical, révèle par là même que sa condition a changé et qu'il a pris conscience de ces changements. Il a renoncé à une certaine forme d'individualisme. Il reconnaît les forces collectives dont il dépend. Malgré tout, pas plus que l'électeur du MRP n'est toujours un partisan résolu des nationalisations, l'électeur communiste n'est nécessairement un partisan des Soviets en France.

À la rigueur, si la politique française se déroulait en vase clos, s'il ne s'agissait que de nationaliser les banques d'affaires ou les assurances, on pourrait dire que le pays exprime clairement sa volonté. Mais l'équivoque éclate dès que l'on remet la France dans le monde. Car la politique française a changé, mais elle a moins changé que la situation de la France.

Jusqu'en 1939, la France était, dans la diplomatie européenne et même mondiale, une nation de premier ordre. Elle choisissait sa route, tenue par les circonstances, mais avec une marge assez large de liberté. Dans le monde sorti de la tourmente, monde unifié où les événements se répercutent d'un bout à l'autre de la planète, où la puissance est concentrée presque tout entière dans deux États-continent, la France a perdu la plus grande partie de son autonomie. Historiquement, la décision, première, fondamentale qui devrait dominer toutes les préférences intérieures, est celle d'une orientation diplomatique. Or, quand il s'agit de ce choix, dont on ne parle jamais, mais auquel on pense toujours, la ligne de séparation passe quelque part entre le parti communiste et le parti socialiste (ou à l'intérieur de celui-ci). Thorez annonçait l'arrivée du blé soviétique au moment où Léon Blum partait pour Washington. En matière de politique extérieure, le socialisme fait partie de la majorité (les trois quarts environ) de la nation, qui tourne les yeux vers l'Ouest, vers Londres ou Washington.

Mais qui parle de politique extérieure au moment des élections?

Un directeur de l'École de Saumur écrivait vers 1928: "À mesure que la guerre s'éloigne, la cavalerie reprend toute son importance". À mesure que les élections approchent, la question de la laïcité reprend toute son importance. Dès lors la ligne de séparation traditionnelle se dessine d'elle-même, entre les radicaux et le MRP.

Ainsi, selon les problèmes, on aperçoit trois groupements possibles. Environ les trois quarts des Français préfèrent (s'il faut choisir) l'Occident, 60% des Français opinent en faveur de la laïcité intégrale, 25% des Français souhaitent

des réformes de structure.

L'alternance des majorités de gauche et de droite - les radicaux constituant dans un cas la droite, dans l'autre la gauche - est exclue puisque socialistes et communistes joints ont la majorité absolue. Quelles combinaisons permettront aux partis de traduire ce système contradictoire de préférences?

La scène politique. II. - Le parti communiste français

Combat
16 avril 1946

Qu'on le veuille ou non, la politique française est aimantée par l'action communiste. Secrètement, sinon publiquement (le règne de la peur a commencé) c'est par rapport à elle que chacun prend position. Et comment s'étonner?

Le parti communiste est un parti révolutionnaire. L'expérience a montré à l'évidence qu'une révolution du type communiste, au moins dans sa première phase, qui au bout de vingt ans ne paraît pas toucher à sa fin, établit un régime totalitaire, avec parti unique, credo impératif et police onnipotente. Le parti communiste joue provisoirement le jeu démocratique, parlementaire, mais personne ne sait pour combien de temps. Personne ne sait même si le parti lui-même le sait, puisque, au bout du compte, la décision est susceptible d'être prise par d'autres que par lui.

Le parti communiste se donne pour national. Il a pris effectivement à la Résistance une part considérable. Des millions de bons Français le suivent, sans séparer leur patriotisme de leur ferveur révolutionnaire. Mais d'autre part, depuis des années, il n'a jamais discuté la politique extérieure de Moscou, quel que fût l'enjeu, pacte germano-soviétique ou "démocrates" d'Azerbaïdjan. Aujourd'hui, à supposer même que depuis la dissolution du Komintern il soit libre de toute attache matérielle, il n'en reste pas moins, comme l'écrivait M. Léon Blum, attaché à l'URSS par les liens de l'amour.

Par ses buts, par sa conception diplomatique, le parti communiste n'est donc pas "un parti comme les autres". Or, le jeu politique consiste à le prendre pour "un parti comme les autres". À quoi bon, me dit-on, dire tout haut ce que chacun murmure? Il se peut que l'on doive se résigner au silence. Mais que l'on ne s'y trompe pas: ce silence empoisonne l'atmosphère parce qu'il contraint chacun à l'insincérité.

À la faveur de l'insurrection, le parti communiste a organisé un réseau serré d'organisations et de publications. Les formations politiques annexes, Front National, MURF, paraissent avoir épuisé leur utilité et entrent en sommeil. Mais il reste des associations innombrables, depuis France-URSS jusqu'aux Femmes Françaises, où les sympathisants se retrouvent avec les militants (qui tiennent les

leviers de commande). La presse du parti est nombreuse et s'adapte habilement aux divers publics: journaux agricoles, journaux d'enfants, journaux féminins, hebdomadaires littéraires, revues de doctrine, rien ne manque, et l'ensemble atteint un niveau élevé d'efficacité, dans le style aujourd'hui classique de la propagande obsessionnelle. Les ressources financières paraissent considérables: pour l'instant, illimitées.

L'effort de propagande paraît avoir porté sur les milieux sociaux normalement rebelles aux mots d'ordre soviétiques. "Jacques Duclos est le seul à parler le langage républicain", me disait, au moment des élections, un vieux radical. De même, au Gouvernement, les communistes sont manifestement soucieux de rassurer les inquiétudes qu'ils suscitaient naguère. Ils agissent et font hautement valoir qu'ils agissent en hommes de gouvernement. Ils n'ont cessé d'influer sur la classe ouvrière dans le sens de la modération, ils ont freiné les mouvements de grève, ils ont multiplié les appels au travail, au rendement, conformément à l'intérêt incontestable du pays.

Leurs effectifs, à la faveur des circonstances, se sont considérablement gonflés. Ils comptent aujourd'hui près d'un million d'adhérents, cinq millions d'électeurs. Leurs dirigeants ne se font pas d'illusions sur la valeur de certaines des recrues les plus récentes. À l'heure présente, la conversion rapporte plus qu'elle ne coûte. Certains y cherchent l'oubli de leurs péchés, d'autres des assurances pour l'avenir. Dans les milieux littéraires, l'adhésion entraîne automatiquement une promotion. S'il n'était chargé de dénoncer "l'obscurantisme" de Sartre, M. Garaudy ne jouerait pas les vedettes et M. Pierre Hervé n'aurait pas acquis la réputation d'un grand penseur, s'il n'était tenu pour l'interprète officiel de l'église.

Au reste, ces millions de militants ou d'électeurs n'ont rien changé à la structure du parti. Aujourd'hui comme hier, celui-ci est capable de passer, du jour au lendemain, de l'action publique à l'action clandestine. L'autorité vient d'en haut. Les mots d'ordre formulés par le bureau politique descendant jusqu'à la base et sont suivis avec une discipline rigoureuse. La doctrine tient peu de place dans la propagande à l'adresse des campagnes et des milieux "petit-bourgeois", elle est maintenue intégralement dans les revues destinées aux intellectuels et aux militants. Le communisme est devenu un parti de masses, il est resté une secte.

Dans ces conditions, le parti communiste se grossit normalement de voix qui, dans une démocratie, vont au parti le plus à gauche: voix des mécontents, voix

des révolutionnaires par romantisme, voix des révolutionnaires par dégoût de l'anarchie présente.

Il ne semble pas, d'ailleurs, que le parti vise pour l'instant à une prise du pouvoir, au sens que cette expression reçoit dans le langage marxiste. On n'ignore pas que les progrès du parti communiste ont aussi une signification internationale. Churchill, avec sa brutalité coutumière, a parlé des partis communistes, cinquième colonne de l'empire slave. À moins que les relations entre les Grands ne se tendent davantage, on ne voit pas qui aurait intérêt à une tentative révolutionnaire dont l'issue serait incertaine et qui passerait pour une provocation à l'égard des Anglo-Saxons. Tout se passe simplement comme si le parti communiste était soucieux d'imposer sa présence dans les gouvernements, de mettre en place un appareil susceptible de paralyser dans l'immédiat toute action jugée contraire à ses intérêts, susceptible, le cas échéant, de favoriser une conquête totale de l'État.

Le simple fait d'évoquer ces questions, réservées ordinairement aux salles de rédaction, nous vaudra probablement l'accusation d'anticommunisme. Mais peut-être faudrait-il en finir une fois pour toutes avec cette notion, dont on use pour interdire à tous les non-communistes de justifier leur décision. Si l'anticommunisme consiste à méconnaître les vertus des militants, à ignorer l'adhésion d'une majorité de la classe ouvrière à l'espérance communiste, à oublier les réformes sociales dont les partis ouvriers répètent justement la nécessité, nous n'en sommes pas. Mais si, pour éviter l'accusation d'anticommunisme, il faut approuver toutes les méthodes d'action, se résigner à un régime totalitaire, croire que Staline a toujours raison et que la diplomatie de Bevin a de quoi "faire rougir les singes", alors nous accepterons de subir l'accusation et nous revendiquerons les droits de la pensée libre.

Aucun pays, dans le monde actuel, ne choisit librement son destin. Une révolution de type communiste dans le cadre étroit d'une nation de 40 millions d'habitants n'a aucun sens. Or, à la place que la géographie nous impose, comment le rattachement à une Union des Républiques Socialistes Soviétiques serait-il possible pacifiquement, aussi longtemps que cette Union ne s'étend pas à la planète entière?

La scène politique. III.- Le MRP

Combat
17 avril 1946

Le MRP est un parti nouveau qui se rattache à une tradition déjà ancienne.

Depuis un demi-siècle, une fraction des catholiques français a voulu rompre la solidarité qui, au cours du XIXe siècle, s'était maintenue entre la cause des privilégiés et celle de l'Église. Le parti démocrate populaire fut l'expression politique, avant la guerre, de cette volonté.

Et, pourtant, l'énorme décalage entre les voix obtenues naguère par les démocrates populaires (3,3% en 1932, 2,5% en 1936) et celles obtenues par le MRP en octobre dernier, suffit à démontrer que ce dernier n'aurait pas fait une telle carrière s'il avait dû compter sur les seuls électeurs sincèrement ralliés aux idées de Marc Sangnier et de Francisque Gay. Les JOC, les JEC ont pu fournir au MRP les meilleurs de ses militants. Les professeurs et intellectuels catholiques de gauche, - dont les maîtres à penser furent Maritain, Bernanos et certaines encycliques papales, - qui s'étaient spontanément groupés dans la Résistance, ont constitué l'état-major. Les troupes électorales ont une autre origine, à savoir les anciens électeurs de droite. C'est dans les régions où, historiquement, les conservateurs sont les plus forts, Est, Ouest, Nord, que le MRP a obtenu le plus de suffrages. En comparant les statistiques des élections cantonales et celles des élections législatives, on constate que des centaines de milliers d'électeurs, qui avaient voté pour les modérés quelques mois auparavant, votèrent pour le MRP en octobre dernier. Dans l'Ouest, par exemple, le MRP a recueilli 14,4% des voix aux élections cantonales, 30,8% aux élections législatives. Pour les modérés, le mouvement est de sens contraire et il compense exactement le premier: le pourcentage passe de 35,2% à 20,9%.

Sans doute serait-il malhonnête d'écarter a priori l'hypothèse d'une conversion des modérés aux idées sociales avancées du MRP. Après tout, si l'on jugeait les partis d'après l'origine de leurs électeurs, on pourrait dire tout aussi bien que le parti socialiste n'est plus qu'un parti radical. Mais il serait aussi exagérément optimiste de penser qu'aucune audace socialiste n'inquiétera les électeurs MRP d'Ille-et-Vilaine ou des Basses-Pyrénées.

Cette divergence éventuelle entre les chefs et les troupes condamne-t-elle le MRP à un déclin aussi rapide que le fut son ascension? Sans nous livrer au jeu futile des pronostics, voyons les données de la situation.

Le MRP est aujourd'hui solidement organisé, il a des cadres de militants dévoués et actifs. Il a pu au lendemain de la libération, lancer une presse régionale et départementale assez nombreuse. Il dispose donc de l'appareil d'un grand parti, ce qui l'aidera efficacement à maintenir ses conquêtes.

L'appareil, il est vrai, ne suffit pas. Les causes qui ont provoqué l'afflux des voix sont-elles durables ou bien, au contraire, des causes opposées vont-elles provoquer le reflux? Le MRP craint de perdre les voix des électeurs de droite qui avaient fait bloc sur ses listes soit pour acquérir rétrospectivement des titres de résistance, soit pour obéir au mot d'ordre de l'Église. Le PRL espère profiter d'un retour des modérés au bercail. D'où les campagnes qu'il a entreprises: il accuse le MRP d'avoir mal défendu l'enseignement libre. Comme le pays est mécontent, le PRL essaie de tourner ce mécontentement contre le tripartisme compromis dans le régime actuel dont chacun se hâte de proclamer la faillite, le MRP serait abandonné par ses électeurs de droite qui, passés à l'opposition active, retrouveraient, sous un nom nouveau - celui de PRL - l'expression classique de leur conservatisme.

Cette éventualité n'est pas aussi certaine que d'aucuns le prétendent. S'il y avait à la droite du MRP un seul parti cohérent, bien organisé et bien dirigé, sans doute verrait-il affluer vers lui les électeurs effrayés après coup de leur hardiesse républicaine populaire. Mais cette unification de la droite est loin d'être réalisée. La Fédération Républicaine ne désarme pas, M. Louis Marin n'a pas dit son dernier mot. Quant à MM. Ramarony et Mutter, arrivent-ils même à faire oublier le colonel de La Rocque? Le choix de L'Église, qui peut être décisif finalement, n'est pas encore acquis ou du moins pas encore connu. Le MRP n'a pas obtenu de subventions pour les écoles libres, mais le PRL en obtiendrait-il davantage? Enfin, le jour des élections, dans quelle mesure le MRP sera-t-il encore chargé de l'opprobre du tripartisme?

Quand le général de Gaulle abandonna le pouvoir, une fraction importante du MRP souhaitait que le parti, lui aussi, se retirât du gouvernement. L'état-major, ministres en tête, réussit à convaincre les militants et à obtenir un délai.

Les arguments des ministres étaient nombreux, pressants. S'en aller en même temps que le général, n'était-ce pas avouer que l'on était le serviteur d'un homme et non le parti d'une idée? Que deviendrait la continuité de notre diplomatie si Bidault livrait le Quai d'Orsay à un socialiste, voire à un communiste? Le MRP, contre sa vocation première, ne retomberait-il pas à droite, s'il refusait d'assumer avec les partis ouvriers la responsabilité du gouvernement? La scission de la

France en deux blocs, que ce parti bourgeois de gauche voulait à tout prix éviter, se creuserait à nouveau. Et cette scission serait d'autant plus funeste qu'elle serait aujourd'hui anachronique. En dépit de la doctrine commune dont ils se réclament, les partis ouvriers sont séparés à l'heure présente sur l'essentiel: l'orientation diplomatique.

Au fur et à mesure que les semaines ont passé et que les élections se sont rapprochées, l'argumentation apparut de moins en moins convaincante aux militants. Non que sur les problèmes décisifs, le MRP se soit opposé violemment aux communistes à l'intérieur du gouvernement (à propos de la Ruhr, ce furent les communistes qui firent triompher la thèse de Bidault contre celle de Blum et de Gouin). Mais, dans l'exercice quotidien du pouvoir, le MRP sent son influence faiblir, celle de ses puissants alliés l'emporter. Le MRP n'était pas hostile aux nationalisations, mais ... Les "mais" étaient loin d'être tous injustifiés. Le désir d'indemniser équitablement les actionnaires dépossédés, d'éviter les spoliations, de ne pas froisser les susceptibilités étrangères en cas de nationalisation des assurances, ces soucis de légalité et de prudence n'ont rien que d'honorable. Après tout, le MRP accepterait volontiers les nationalisations telles que les pratiquent les travaillistes anglais. Mais, dans l'atmosphère française, le MRP risque d'apparaître à chaque occasion comme un frein: ce qui ne peut satisfaire ni les hommes de gauche, ni les hommes de droite. La tentation de la liberté, c'est-à-dire de l'opposition gagne de proche en proche.

Les partisans du tripartisme gardent un suprême argument. Hier il était trop tôt, aujourd'hui il est trop tard. Comment se désolidariser, à trois semaines du referendum, d'une formation politique à laquelle on a participé aussi longtemps? Même la Constitution n'offre pas de solution. Les communistes, sans quitter le gouvernement avaient répondu "non" à la Constitution provisoire soumise au pays par le général de Gaulle. Le MRP voterait "non" à la Constitution définitive soumise au pays par les socialo-communistes, mais il ne quitterait pas davantage le gouvernement, il partirait si on l'obligeait à partir: la responsabilité incomberait à d'autres.

Or, il eut été par trop paradoxal que les socialistes prissent l'initiative d'un tête-à-tête avec les communistes qu'ils redoutent par dessus tout.

La scène politique. IV.- Le parti socialiste

Combat
18 avril 1946

Le parti socialiste est le microcosme de la France entière. Il en reflète les hésitations, les tendances contradictoires, la bonne volonté, la faiblesse aussi. Dirigiste et libéral à la fois, il se refuse à choisir, comme la nation elle-même, et il aboutit, lui aussi, à des compromis précaires.

Il y a une vingtaine d'années, Léon Blum expliquait que le parti socialiste, avec les moyens qu'emploient les radicaux, voulait atteindre des buts analogues à ceux des communistes. Programme révolutionnaire et méthode démocratique: la formule n'est pas nécessairement contradictoire. Mais, avec le temps, un parti ressemble plus à son action quotidienne, c'est-à-dire à ses moyens, qu'à ses buts. Le parti socialiste est aujourd'hui parti de réformes et de gouvernement, bien qu'il maintienne sa doctrine et son objectif final.

Au rebours de ce que l'on a écrit souvent, le Congrès de la SFIO a admis intégralement le nouveau préambule, rédigé par Léon Blum, pour la charte du parti. Il a donc élargi le matérialisme traditionnel en un humanisme compatible avec une philosophie spiritualiste. C'est en substituant à l'article premier des statuts "lutte de classes" à "action de classes" qu'il a marqué sa fidélité à la thèse tenue pour centrale dans le marxisme. Et, pourtant, c'est la thèse de la lutte de classes que le parti socialiste devrait être le plus enclin à assouplir, sinon à rejeter. Car elle se retourne inévitablement contre lui.

Ce n'est un secret pour personne que la majorité de la classe ouvrière vote pour le parti communiste, que la majorité de la CGT est d'obédience communiste. Le parti socialiste a retenu des troupes ouvrières dans certaines régions, comme le Nord ou le Sud-Est, mais il recrute désormais surtout parmi les fonctionnaires, les petits bourgeois, les paysans. Plus on insiste sur la vocation unique du prolétariat, plus on affaiblit les titres d'un parti qui groupe des masses populaires, mais non pas la majorité ouvrière.

En tant que parti ouvrier, le parti socialiste restera le frère mineur, incapable de secouer le complexe d'infériorité qui le paralyse. Chaque fois qu'il voudra déborder le communisme sur la gauche ou rivaliser avec lui d'ardeur démagogique, il échouera. Mais s'il se donnait publiquement pour ce qu'il est, à savoir un parti démocratique, acquis à toutes les réformes sociales, mais désireux de sauvegarder les libertés et résolu à intégrer la France dans le monde

occidental, il garderait toutes ses chances.

Depuis une trentaine d'années, le parti socialiste a progressivement enlevé aux radicaux une part considérable des positions que ceux-ci détenaient dans l'administration du pays. Il compte des conseillers municipaux, des conseillers généraux, des maires par centaines. Il se trouve donc, bon gré mal gré, installé dans la société actuelle. Insensiblement, il a perdu le prestige, le dynamisme du parti qui dit "non" à l'ordre établi et annonce l'avènement d'un ordre nouveau.

Cette retombée dans le prosaïsme est, pour une part, la rançon du succès. Le parti communiste n'y échappera pas entièrement non plus, s'il prolonge son action actuelle. Malgré tout, le parti socialiste a subi cette fatalité plus que de raison.

La presse socialiste, trop souvent, se signale par sa médiocrité. Elle n'atteint ni à la virulence de la presse communiste, ni au niveau intellectuel des publications "hors tripartisme". Il semble que le parti, qui fut celui de Jaurès et qui demeure celui de Léon Blum, se méfie désormais de l'intelligence. La plupart des intellectuels non communistes, s'ils avaient à choisir, se rallieraient à lui. Or, aucun ou presque ne se fait inscrire au parti: bien peu écrivent dans ces journaux, où règne l'ennui.

De même, les promotions à l'intérieur du parti obéissent à des règles qui ne favorisent pas nécessairement les meilleurs. Les militants se méfient à juste titre des arrivistes. Ils n'ont pas oublié les hommes d'État de la III^e République qui ont passé parmi eux à seule fin de faciliter les premières étapes de leur carrière. Mais, d'un autre côté, il faut bien dire que les mérites des militants n'ont rien de commun avec les qualités de législateur ou d'homme d'État.

Le système de la RP confie en fait aux partis le choix des députés. Dans le parti socialiste, tel qu'il est actuellement organisé, ce choix incombe finalement aux fédérations plutôt qu'aux organes directeurs. Avant la guerre, le scrutin uninominal avait rassemblé dans le groupe parlementaire peut-être moins de dévouements, mais à coup sûr plus de talents.

Dans le communisme aussi, c'est le parti qui désigne les hommes pour les fonctions. Mais le communisme est soumis à une autorité centrale: les chefs jugent les capacités de chacun et s'efforcent de proportionner les emplois aux capacités. Dans les partis de type ancien (aujourd'hui encore dans le parti travailliste anglais), ni le recrutement ni la promotion n'étaient bureaucratiques: les personnes s'imposaient par elles-mêmes. La combinaison du système bureaucratique et de la dispersion de l'autorité donne les pires résultats. Les

fédérations deviennent les "grandes électriques": est-ce la meilleure façon d'assurer à un parti de gouvernement l'état-major dont il a besoin?

Le parti socialiste est à la fois parti de synthèse et parti charnière. Parti de synthèse, il tente d'édifier en France un régime économique intermédiaire entre capitalisme et socialisme. Un tel régime n'est ni inconcevable, ni irréalisable (les travaillistes anglais sont en train d'en donner la preuve). Malheureusement les socialistes français n'en ont pour l'instant même pas élaboré intellectuellement les lignes maîtresses. Ils procèdent hâtivement à des nationalisations, sans avoir de doctrine précise ni sur le mode de gestion des entreprises nationalisées, ni sur la manière de diriger ou d'orienter l'ensemble de l'économie, ni sur les modalités de la co-existence du secteur nationalisé et du secteur libre.

Sans doute seraient-ils en meilleure situation pour élaborer cette synthèse s'ils constituaient l'élément directeur de la coalition. Mais, parti charnière sans être le parti le plus nombreux, le parti socialiste sent à droite et à gauche et à l'intérieur de lui-même des sollicitations contradictoires.

Le parti socialiste, dans les années qui précédèrent le conflit, fut réduit à l'impuissance par les conflits de tendances. Entre Paul Faure et les munichois d'une part, Léon Blum et les résistants de l'autre, les compromis signifiaient l'inaction.

Il n'y a plus officiellement de tendances à l'intérieur du parti renouvelé, qui a procédé à son épuration avec une rigueur et une honnêteté remarquables (encore qu'il ait été question récemment de rétablir la représentation des tendances au sein des organes directeurs). Tant que les circonstances demeurent ce qu'elles sont aujourd'hui, les socialistes, qu'ils soient partisans ou adversaires de la collaboration totale avec les communistes, durs ou mous, révolutionnaires ou modérés, s'accordent sans trop de peine sur une ligne intermédiaire. On n'aperçoit pas moins virtuellement deux conceptions: faire l'union des partis ouvriers en vue d'une œuvre révolutionnaire, garder sa distance à l'égard des communistes en vue de sauvegarder les libertés et l'orientation occidentale de la diplomatie.

Le tripartisme, au regard du parti socialiste, a (ou avait) la même vertu qu'au regard de la France entière: il permet de camoufler les conflits que l'on ne parvient pas à résoudre.

La scène politique. V.- Le rassemblement des gauches

Combat
20 avril 1946

Le rassemblement des gauches ou du centre (comme on voudra dire) est né par la force des choses, plus que par la volonté des hommes.

La loi électorale, imposée par les "trois grands" réserve le bénéfice des restes aux listes qui auront obtenu dans le pays au moins 5% des voix. Pour tous les groupes "hors tripartisme", aller aux élections en ordre dispersé implique donc une certitude de défaite. Non seulement, ils sacrifient leurs restes, mais ils risquent de subir les conséquences de la répugnance des électeurs à "perdre leur voix".

Or, quelque part entre les socialistes et les MRP, se situent les radicaux-socialistes, les républicains socialistes et les membres de l'UDSR. Quoi de plus logique que d'unir tous ces petits afin d'en faire un quatrième grand? Il y a quelque vingt-cinq radicaux à la Constituante; autant d'UDSR. Pour peu que le mécontentement populaire rejaillisse sur les partis responsables de l'échec, pour peu qu'une fraction des anciens électeurs radicaux reviennent à leurs amours d'antan, ces effectifs, nous dit-on, pourraient être aisément doublés. Quarante-vingts députés du centre, même dans l'hypothèse où socialistes et communistes auraient la majorité absolue, deviendraient une puissance avec laquelle il faudrait compter. Ne serait-ce pas à eux que les socialistes feraient appel pour échapper au tête-à-tête fatal?

Mais pour organiser ce parti unique des radicaux, des républicains socialistes, des résistants de l'intérieur et de l'extérieur, que de rivalités à apaiser, que de conflits à oublier! Rarement croisés auront eu aussi peu d'amours en commun que les croisés de l'anti-tripartisme. Leur hostilité aux "trois grands" suffira-t-elle à cimenter l'union de ceux qui demeurent, en leur cœur, fidèles à l'homme du 18 juin et de ceux qui suivent, non sans rechigner parfois, le maire de Lyon, à peine revenu de ses escapades murfistes?

Le déclin du radicalisme est, partiellement au moins, un phénomène européen, dont les victimes ne sont pour ainsi dire pas responsables. Les libéraux ont perdu en Belgique la moitié de leurs sièges. Nulle part, ni dans l'Europe dominée par l'influence soviétique, ni dans l'Europe occidentale, les partis démocrates, qui ne

se réclament ni du socialisme, ni du christianisme, ne jouent les premiers rôles. Le mot d'ordre de liberté dans l'ordre économique n'attire plus les électeurs (qui, pourtant, ne cessent de bougonner contre la bureaucratie). Churchill a livré et perdu la bataille de la libre entreprise. Même politiquement, il semble que l'on aime aujourd'hui plutôt la liberté contre ses adversaires, réels ou supposés, que pour elle-même.

Si la décadence radicale était inévitable, la chute brutale de 1945-1946 tient largement aux circonstances. La force du parti radical, parti d'ancien modèle sans bureaucratie ni organisation rigide, était liée à des relations et à des positions personnelles, qui furent en majorité emportées par la tourmente. Par sa structure, par son recrutement, le radicalisme était mal équipé pour la lutte clandestine. Au moment de la libération, la presse communiste et socialiste prit la place de la presse radicale qui, en tirage au moment des élections, ne représentait que 5% environ du tirage total de la presse quotidienne de province. Enfin, l'attitude adoptée par Édouard Herriot, qu'on l'explique par des susceptibilités personnelles ou par la perspective lyonnaise, acheva de gâcher les dernières chances. Défendre la république contre une menace supposée du pouvoir personnel en s'alliant à un parti totalitaire, c'était peut-être là un jeu infiniment subtil. Les électeurs qui refusèrent de comprendre et d'obéir ne manquent pas, en vérité, de circonstances atténuantes.

Depuis la retraite du général de Gaulle, Herriot a continué les mêmes campagnes, mais changé de cible. L'autorisation préalable, dans laquelle il dénonce un retour au Second Empire, n'a pas été supprimée, pas plus qu'on a supprimé la répartition autoritaire de l'acier ou du bois (on dépensait 35.000 tonnes de papier journal par mois en 1938, on en a 10.000 aujourd'hui). Désormais le coupable ce sont les trois partis qui abusent de leur pouvoir dans la distribution du papier, votent une loi électorale favorable à la prolongation de leur règne, gouvernent dans l'arbitraire et le chaos. Devenu le plus virulent des journaux d'opposition, *L'Aurore*, journal radical, attire de nouveau le grand public.

L'UDSR comprend deux groupes de personnalités: des résistants de l'extérieur et des résistants de l'intérieur, des compagnons du général de Gaulle et des dirigeants et militants de ce qui fut, au lendemain de la libération, le Mouvement de Libération Nationale.

Le MLN groupait à la fin de 1944 presque tous les résistants qui désiraient prolonger leur action clandestine en action politique. Il fut immédiatement

paralysé par le conflit des communistes (ou communisants) et des non communistes. Les premiers, mis en minorité, reportèrent leurs espoirs sur le MURF, qui achève aujourd'hui de mourir.

La majorité conclut en octobre un pacte avec le parti socialiste. Un certain nombre de résistants qui figuraient en bonne place sur les listes SFIO-UDSR furent élus. Léon Blum, Daniel Mayer, désireux d'infuser au parti socialiste un sang nouveau, avaient réussi à convaincre les fédérations peu enthousiastes. Mais le renouvellement n'eut pas l'ampleur souhaitée. Tel ministre patronné par Léon Blum, se vit refuser par la population locale la première place sur la liste qui lui avait été promise par le comité directeur.

En tout cas, il ne sera plus question cette fois d'aucune alliance. Les résistants élus sur les listes socialistes ont été obligés de choisir: ou l'affiliation au parti ou la candidature solitaire. Certains se sont résolus ou résignés à franchir le pas, les autres, en quête d'un parti à plus de 5%, ont rejoint les radicaux, tels M. Anxionnaz, désireux d'élargir le radicalisme lyonnais.

Nous n'entrerons pas dans le détail des négociations entre groupes, sous-groupes et personnalités. On eut bientôt deux rassemblements au lieu d'un, le Bloc des Gauches républicaines et la Ligue de la République. Le premier plus à droite, le second plus à gauche. Le premier était dominé par les radicaux les plus éloignés du communisme. Dans le second, d'anciens commissaires de la République réputés d'extrême-gauche, tel M. Farge qui avait passé par le MURF, voisinaient avec des libéraux impénitents comme M. Pierre Bourdan.

Olympien, Édouard Herriot suivait de haut les négociations sans dire ni oui ni non. Au congrès radical, il se laissa arracher un "oui" conditionnel, mais il garde sa majorité au comité directeur qui, en principe, contrôlera les alliances conclues par les fédérations. Il est probable que finalement la nécessité commune l'emportera sur les querelles particulières. Avec l'appoint de l'UDSR et la défaveur du tripartisme, les radicaux pourraient augmenter de quelques points leur pourcentage de voix. De ce fait, ils joueront peut-être un rôle dans la formation des majorités.

Telles sont les perspectives les plus optimistes. Dans le jeu parlementaire, elles ne sont pas méprisables. Pour ceux qui se souviennent des espoirs d'hier elles n'en sont pas moins décevantes. En démissionnant il y a quelques jours, du comité directeur du MLN, quelques anciens de la Résistance ont voulu témoigner qu'ils ne reconnaissent pas dans ce Rassemblement laborieux le parti neuf dont ils avaient rêvé dans la clandestinité.

La scène politique. VI.- Le PRL

Combat
21-22 avril 1946

La gauche a gardé, presque jusqu'à la fin de la IIIe République, le monopole des partis de masse organisés. La droite comptait peu d'hommes politiques professionnels (M. Marin a été l'un des rares d'entre eux). Ses députés devaient en général leur siège à leur position personnelle dans une circonscription. Quant aux électeurs bourgeois et petits bourgeois, ils votaient ensemble sans éprouver le besoin de se grouper en permanence sous une bureaucratie politique. À quoi bon enrégimenter ceux qu'anime non la volonté d'un ordre nouveau, mais le sage désir de stabilité ou de prudentes réformes?

Dans les années qui précédèrent la guerre, le PSF avait tenté de monter l'appareil d'un grand parti, susceptible de rivaliser aux élections et dans la vie quotidienne, avec les formations d'extrême-gauche. Le PRL paraît résolu à tenter la même aventure, dans des conditions il est vrai aggravées, puisqu'il ne s'agit plus de fédérer des conservateurs dispersés, mais d'entraîner vers une opposition combative les conservateurs que le MRP voulait pénétrer du sens social et incliner vers l'alliance avec les socialistes.

À la Libération, on eut l'impression, durant quelques semaines, qu'il n'y avait plus de droite. Aucun des groupements modérés n'avait joué de rôle important dans la clandestinité (il va sans dire que cette remarque vaut pour les groupes, non pour les hommes: beaucoup d'hommes de droite et d'extrême-droite ont été de grands résistants). La bourgeoisie craignait que l'insurrection patriotique ne s'élargît en action révolutionnaire. La gauche occupait seule la scène et, pour parfaire la confusion, tel délégué de la Fédération Républicaine au CNR, M. Debû-Bridel, dépassait plus d'une fois en ardeur les communistes eux-mêmes.

Dès les premières élections pourtant, on vit bien que les électeurs modérés n'avaient pas disparu. La structure politique ancienne revenait au jour. Les modérés obtenaient 22,3% des voix aux élections cantonales. La géographie politique se révélait plus stable encore. Les modérés gardaient leurs plus solides bastions dans l'Ouest et dans l'Est, où ils recueillaient plus de 30% des voix. Aux élections générales, ils en perdirent une fraction importante, manifestement au profit du MRP qui passait de 13,1 à 29,9, pendant qu'ils tombaient de 22,3 à 16. Ces pertes ne sont donc pas nécessairement définitives.

En tout cas, MRP et modérés joints représentent environ 40% du corps

électoral. Le PRL semble avoir moins pour objectif ou pour fonction d'élargir cette masse que d'en mobiliser à son profit une fraction aussi large que possible.

Le PRL manque de chefs, il ne manque pas d'argent qui vient de "ceux qui en ont": la campagne contre les nationalisations passe pour avoir suscité et justifié cette générosité. Beaucoup de ses militants et de ses cadres ont naguère appartenu aux troupes du colonel de la Rocque, quelques-uns à celles d'"Action Française". Un des plus brillants journalistes de *L'Époque* rappelle de temps à autre les "corps intermédiaires" et les "libertés réelles", expressions qui trahissent à coup sûr les leçons de Maurras et non celles du colonel.

Quant à l'idéologie, elle paraît un mélange de parlementarisme bourgeois et de théories traditionnelles du conservatisme, avec quelque piment maurrassien.

À en juger d'après ses affiches, le PRL pourrait apparaître comme un défenseur du temps passé, fidèle à la République conservatrice ou à la rigueur radicale. On dira que la revendication des libertés, personnelles ou politiques, est souvent affaire de tactique plutôt que de conviction. La minorité se réclame des libertés quand elle se révolte contre la loi de la majorité, même si la liberté n'est pas réellement en péril. Et l'accent mis sur la liberté économique révèle d'autres intentions. Malgré tout, il est frappant que les modérés, en quête d'un parti et d'une idéologie, aient choisi ce mot pour celui-là et pour celle-ci.

Est-ce à dire que cette tentative soit destinée au succès? On a le droit d'en douter. Ceux mêmes des hommes de gauche et du centre qui déplorent et dénoncent les progrès de l'arbitraire, le mépris des formes légales, le despotisme d'une administration et d'une majorité impuissantes, la menace d'un nouveau totalitarisme, ne mêleront pas leurs voix à celles des anciens fidèles des Croix de Feu. Les hommes qui ont, il n'y a pas si longtemps, montré de l'inclination pour le fascisme, n'arriveront pas à se transfigurer en champions de la liberté. À moins qu'il ne s'agisse de la liberté des entrepreneurs: or, cette liberté-là, nous en avons assez de preuves, ne constitue pas, en notre siècle, un slogan populaire.

Quelle sera l'issue aux prochaines élections de la rivalité du MRP et du PRL? Il est, à l'heure présente, difficile de répondre, car les événements décisifs, qui commanderont les résultats, ne sont peut-être pas encore intervenus. Le PRL arrivera-t-il à faire l'unité de tous les groupes et sous-groupes situés à droite du MRP? Parviendra-t-il à attirer les suffrages de ceux qui furent, au moins jusqu'en 1942, de bons vichystes (anti-Allemands d'ordinaire) et que le gaullisme intransigeant du MRP rebute? Bénéficiera-t-il d'un appui discret de la hiérarchie ecclésiastique, dont la parole est suivie dans certaines régions, par des milliers et

des milliers de citoyens et de citoyennes?

Quoi qu'il en soit, quelle importance y a-t-il lieu d'attacher à ces interrogations? Le reflux des électeurs, à l'intérieur du bloc des droites, de la gauche vers la droite, entraînerait-il de graves conséquences? Le MRP affaibli, serait davantage porté à l'opposition, alors qu'au contraire, s'il repoussait victorieusement l'assaut venu de sa droite, il se sentirait confirmé dans sa résolution actuelle de composer avec ses adversaires et de consentir au tripartisme. En d'autres termes, le renforcement de l'extrême-droite contribuerait à la dissociation de la majorité et à la cristallisation de blocs opposés.

La majorité d'hier, il est vrai, est déchirée par tant de contradictions, menacée par tant de périls, qu'on ne saurait accorder au PRL, même dans l'antitripartisme, une place de premier rang.

La scène politique. VII. - En quête d'une majorité

Combat
23 avril 1946

L'an dernier, l'*Economist* avait passé en revue les trois partis qui se présentaient aux suffrages du peuple anglais et il avait suggéré qu'aucun d'eux ne répondait pleinement aux vœux de l'opinion progressiste. Nul n'avait songé à en conclure qu'il valait aussi bien s'abstenir. Disons-le, pour éviter toute équivoque: la situation française, bien loin de justifier l'indifférence, appelle de chacun une prise de position. Aujourd'hui plus que jamais la politique est notre destin: il y va du tout.

Si l'enjeu des querelles intérieures est en France infiniment plus grave que dans la pacifique Angleterre où gouvernement et opposition s'accordent sur l'essentiel, il n'apparaît pas aussi clairement. En effet, et c'est là sans doute une des origines de la confusion où nous nous débattons, les partis ne définissent jamais leur programme de telle sorte que la nation puisse rendre un verdict univoque. On vote en France plus selon des préférences traditionnelles que pour ou contre une plate-forme précise. Quoi d'étonnant qu'on ne se trouve pas sensiblement plus avancé au lendemain qu'à la veille des élections? Rouge, rose, bleu, blanc: chacune de ces couleurs attire une masse électorale dont l'importance relative ne varie que lentement.

Comme le suffrage électoral n'a ni désigné une majorité ni répondu à des questions (parce qu'on ne lui a pas posé) on n'ose jouer le jeu démocratique, c'est-à-dire séparer un parti gouvernemental et une opposition. Il suffit que l'on dénonce l'impuissance de l'union nationale, sous la forme du tripartisme, pour que l'on vous accuse de diviser le pays et de dresser deux blocs l'un contre l'autre. En vérité, le mal n'est pas que deux masses s'opposent, c'est que l'unité de chacune d'elles soit fictive. Socialistes et communistes ont beau se qualifier de partis frères, leur parenté est historique et doctrinale, non actuelle. Malgré tout les socialistes n'ont pas oublié comment finissent normalement les mencheviks. Et s'ils n'en parlent jamais, ils pensent toujours aux événements de 1939-1941.

Telle semblait donc l'alternative au cours de cette législature: ou bien la formule tripartite à laquelle les trois partis eux-mêmes ne croient plus guère, ou bien un gouvernement socialiste-communiste dont les socialistes, victimes

désignées et conscientes, pressentent la fatalité et redoutent l'approche.

Si encore le gouvernement se bornait à administrer les affaires courantes, on concevrait le tripartisme comme une solution d'attente, une manière de réserver les décisions politiques et d'éviter au pays les bouleversements qu'entraînerait la lutte ouverte des factions. Mais aucun des trois grands ne s'impose une véritable retenue, chacun tâche d'exploiter et de renforcer les positions que le partage des portefeuilles lui a livrées, chacun prépare sa campagne électorale en travaillant pour lui-même et contre ses alliés. Il n'y a ni trêve réelle, ni ministère d'union; on a en réalité transporté à l'intérieur de l'État les conflits partisans. Le résultat inévitable est que l'État achève de se désagréger. La bureaucratie, par elle-même inefficace, connaît une paralysie supplémentaire par l'absence d'une doctrine et d'une volonté une.

Aperçoit-on une issue? Est-il légitime d'espérer que les prochaines élections renouvelleront la scène politique?

La loi électorale aggravera le défaut des consultations françaises. Plus que jamais on exprimera des préférences coutumières, plutôt qu'on ne choisira entre deux programmes. On ne prétendra pas que le scrutin majoritaire suffirait à dégager une majorité et une minorité. Nous avons connu entre les deux guerres des majorités électorales incapables de se prolonger en majorités gouvernementales. En tout cas, la proportionnelle exclut les réponses claires, les discriminations nettes. Les cinq partis se retrouveront en présence, demain comme hier, sans que la modification éventuelle de leurs effectifs change profondément les données du problème.

Trois majorités sont théoriquement possibles: la majorité composée par les deux partis ouvriers, la majorité tripartite (le rassemblement des gauches étant susceptible de remplacer le MRP au cas où ce dernier serait affaibli ou se refuserait à une nouvelle expérience), enfin la majorité dont personne ne souffle mot, mais qui serait à beaucoup d'égards la plus logique, qui laisserait d'un côté les communistes, de l'autre le PRL et grouperait tous ceux qui se réclament d'une sorte de travaillisme.

Si les partis ouvriers obtiennent à eux deux la majorité absolue, la décision dépendra des communistes: ils imposeront le fameux tête-à-tête le jour où ils le voudront. En effet, puisque les socialistes sont résolus à ne jamais entrer dans un gouvernement auquel ne participeraient pas les communistes, il suffira à ces derniers de poser des conditions inacceptables au troisième pour que le bipartisme naisse de lui-même. Que cette formule soit un arrêt de mort pour les

socialistes (à moins que ceux-ci ne soient sensiblement plus nombreux que leurs alliés, ce qui paraît exclu), personne ne l'ignore, pas même les principaux intéressés. Mais nulle part les socialistes n'ont manifesté une telle répugnance pour le suicide.

Il leur reste à souhaiter, dans le fond de leur cœur, que cette majorité ouvrière ne sorte pas des urnes. Alors ils retrouveraient le tripartisme, qu'ils ne se résignent pas à abandonner avec la direction au moins théorique du ministère et les avantages du pouvoir. Pourvu que les crédits américains et le charbon de la Ruhr arrivent en quantités suffisantes, une amélioration économique et par suite morale interviendrait pour ainsi dire automatiquement. Un nouveau sursis leur serait offert, la crise serait différée.

Quant à l'union de ceux qui souhaitent un socialisme libéral et l'orientation occidentale de notre diplomatie, elle apparut au referendum d'octobre, mais elle n'avait aucune chance de survivre. Laissons même de côté l'opposition des MRP et des socialistes sur la question allemande: les troupes des deux partis, à supposer qu'elles s'accordent en gros sur les questions actuelles, restent séparées par des conflits historiques; elles se recrutent dans des milieux qui, depuis un siècle et demi, se regardent avec suspicion. Les subventions aux écoles libres, si dérisoire qu'en soit le montant, pèsent plus lourdement sur les coalitions électorales ou même gouvernementales que toutes les divergences de politique extérieure.

À l'échelle de la commune, la séparation de la droite et de la gauche coupe en deux tout groupement travailliste. Qu'importe qu'à l'échelle du monde, communisme soviétique et socialisme occidental soient à l'opposé l'un de l'autre. La perspective communale importe davantage, dans le jeu actuel, que la perspective mondiale.

Reste à savoir si la politique mondiale ne se vengera pas. Combien de temps nous laissera-t-elle le loisir de prolonger ce jeu? Mots d'ordre d'un côté, générosités de l'autre: même notre niveau de vie médiocre, même notre calme relatif sont suspendus au bon vouloir de l'étranger.

Oui ou non?

Combat
26 avril 1946

La Constitution votée le 19 avril demeure marquée, en dépit des retouches successives et des compromis inlassablement renouvelés, par les conceptions de celui qui en fut véritablement le père, M. André Philip, le premier président de la commission chargée de la rédiger.

L'objectif de M. Philip était-il un régime d'assemblée ou un régime parlementaire? La réponse est malaisée, il semble que la pratique anglaise ait été prise plus d'une fois pour modèle. Et pourtant le résultat se situe aux antipodes de la démocratie britannique.

Une certaine critique de la IIIe République paraît avoir été à l'origine du travail entrepris. Quels étaient les vices de la IIIe République?

L'instabilité ministérielle d'abord. D'où l'idée d'une dissolution automatique après une deuxième crise (qui a été finalement abandonnée), la suppression de la question de confiance, posée naguère "à tout et hors de tout propos", le renversement de cabinet exigeant désormais une motion préalable de censure.

La multiplicité des partis ensuite. D'où l'idée d'un statut des partis et d'une prime électorale aux grandes formations.

L'excès des contrepoids et des freins enfin: le président de la République avait le moyen de s'opposer subtilement à la volonté du suffrage universel, le Sénat, élu à deux degrés par les collèges électoraux restreints, était en mesure de freiner et même de paralyser la Chambre directement issue des élections générales. D'où la diminution des prérogatives du président de la République, à défaut de la solution radicale d'abord proposée (confusion des deux charges de chef de l'État et de chef du Gouvernement); d'où la suppression, primitivement envisagée, de la deuxième assemblée et la réduction définitive des pouvoirs de celle-ci.

Dans l'abstrait, tout paraît simple et clair. L'Assemblée élit un président du Conseil. Celui-ci soumet à l'Assemblée son ministère et son programme, éventuellement son plan de cinq ans. Le cabinet dure aussi longtemps que le Parlement lui-même, protégé contre les mouvements d'humeur des députés par la règle de la motion de censure, contre les tentations de changement de majorité par la menace de dissolution. N'avons-nous pas, du même coup, l'équivalent du système anglais, un Gouvernement par législature, l'exacte correspondance entre

Assemblée et ministère?

En vérité, la similitude est apparente: dans le cadre français la réalité du système Philip est tout autre. En Angleterre, la majorité appartient à un parti et à un seul. À supposer que cette majorité manque à la modération, il existe le contrepoids moral de la Couronne et le veto suspensif de la Chambre des Lords. Enfin les relations entre les partis et leurs chefs, les Communes et le cabinet, sont telles que les ministres jouissent d'une large liberté d'action.

En France, dans la structure actuelle de notre vie politique, la majorité sera composée par une coalition. Le chef élu du Gouvernement sera normalement le chef d'un des partis. Ses collègues appartenant à d'autres partis lui obéiront dans l'exacte mesure où ils en auront reçu l'ordre de leur comité directeur. L'autorité du Gouvernement sera à l'image de la majorité dans l'hémicycle, c'est-à-dire précaire. Puisque l'autorité supérieure sera celle, non du président du Conseil, mais des secrétaires de partis, les décisions vitales ne seront prises ni à l'Hôtel Matignon, ni au Palais-Bourbon, mais aux sièges des partis eux-mêmes.

Dans le fameux dialogue du 1er janvier, entre le général de Gaulle et M. André Philip, la controverse constitutionnelle était déjà préfigurée.

- Vous devez vous soumettre à la volonté du Parlement, s'écriait M. André Philip; la divergence sur un point particulier n'entame pas notre confiance, pas plus qu'elle ne justifie votre menace de départ. (En d'autres termes, interdiction de démissionner, sauf décision expresse de l'Assemblée).

- Je refuse d'assumer les responsabilités du pouvoir, répondait le chef du Gouvernement, si l'Assemblée me refuse les crédits que je tiens pour indispensables.

L'alternative était claire: le ministère, une fois constitué, obtient-il un large crédit, une suffisante autonomie? Ou bien, à chaque instant, doit-il se soumettre aux décisions des députés, c'est-à-dire se dégrader en simple agent d'exécution d'une assemblée omnipotente? Il n'est pas douteux qu'on ait choisi le deuxième terme de l'alternative. Peut-être même la distinction du législatif et de l'exécutif n'a-t-elle plus de sens; au-dessus et de l'un et de l'autre, règneront les partis majoritaires, détenteurs authentiques de la souveraineté.

Plus encore qu'un régime d'assemblée, on a consacré la toute-puissance des partis.

Après la démission du général de Gaulle et la nomination de M. André Philip au ministère des Finances, la commission reprit son projet initial et en atténua la

rigueur, soit à la suite de négociations entre les partis socialiste et communiste, soit pour parer aux objections les plus gênantes.

Le statut des partis, qui contrariait les communistes, fut sacrifié à l'unité ouvrière. Les pouvoirs du président de la République furent élargis, on lui rendit le droit de présider le Conseil des ministres, de nommer certains hauts fonctionnaires, de communiquer au président de l'Assemblée la liste des candidats à la présidence du Conseil. La dissolution automatique, dont le précédent de la république de Weimar avait montré le danger, fut écartée; on introduisit deux conseils, à défaut d'une deuxième Chambre, on permit au président du Conseil de poser la question de confiance.

Pourtant, rien d'essentiel n'a changé. Le statut du président de la République dépendait de deux questions seulement: le chef de l'État serait-il élu par l'Assemblée nationale ou par un collège électoral élargi? Aurait-il la charge de désigner le chef du Gouvernement? Or, sur ces deux points, la majorité socialiste-communiste ne fit pas de concession. Élu par la seule Assemblée nationale, le président de la République sera le représentant de la même majorité que le président du Conseil. Ses fonctions purement honorifiques (greffier et facteur a-t-on dit) décourageront les ambitions, même modestes.

Quant aux deux conseils, Conseil de l'Union Française et Conseil Économique, ni l'un ni l'autre ne seront en mesure de faire contrepoids à l'Assemblée. En cas d'avis défavorable du Conseil de l'Union Française, une seconde lecture est obligatoire, mais au cas où l'Assemblée maintient sa décision première, la loi est promulguée. En d'autres termes, la durée du veto suspensif du Conseil de l'Union Française n'est que de quelques jours. Dans le meilleur des cas, ce Conseil aura pour fonction d'améliorer la rédaction des lois! Il n'aura aucune autorité politique.

La Constitution reste donc au point d'arrivée ce qu'elle était dans le projet initial: tout le pouvoir appartient à l'Assemblée nationale, et à travers elle, aux partis. Si une majorité cohérente se dégage, rien n'interdit le fonctionnement de ce système. Si les partis camouflent leurs conflits en des coalitions impuissantes, le Gouvernement reflétera fidèlement leurs conflits et leur impuissance.

À cet égard, la Constitution définitive ressemble singulièrement à la Constitution provisoire sous laquelle nous vivons, au moins depuis le départ du général de Gaulle. Si le pays répond NON, il reconduit le provisoire pour sept mois. S'il répond OUI, il le reconduit définitivement. Mais quelle sera la durée du définitif?

Les libertés en péril

Combat
27 avril 1946

Une Constitution n'est jamais bonne ou mauvaise en soi. Elle est bien ou mal adaptée à certaines circonstances, conforme ou non à une certaine théorie, efficace ou non en vue d'une certaine fin.

La IV^e République, comme la République de Weimar, est un régime de masses et de partis de masses. Elle est menacée par la violence des conflits entre les formations compactes qui n'oublient jamais leur inimitié, même lorsqu'elles collaborent à l'intérieur du même Gouvernement et dont l'une au moins tend à un ordre radicalement nouveau.

Quelle était la Constitution adaptée à une telle situation? On en pouvait concevoir deux. Ou bien on désirait la survie d'un régime démocratique et libéral: en ce cas, on devait multiplier les freins, soustraire certaines institutions au noyautage partisan, créer un État partiellement au moins, au-dessus des partis, afin d'éviter qu'il ne devienne demain l'État partisan, l'État totalitaire. Ou bien on considérait le régime actuel comme transitoire, et on se bornait à dessiner un cadre, on laissait intentionnellement aux gouvernants de demain une marge de décision et d'action aussi large que possible. On réservait les possibilités révolutionnaires plutôt qu'on ne se souciait de sauvegarder la liberté.

Les constituants ont choisi le deuxième terme de cette alternative, sans avoir, pour la plupart, une conscience claire de leur choix.

La Constitution d'avril 1946 n'est à aucun degré une œuvre de doctrine. Ses auteurs ne se sont pas embarrassés de considérations subtiles sur l'origine ou l'équilibre des pouvoirs. Ils ont codifié la pratique parlementaire telle qu'elle s'est établie depuis quelques mois; ils ont poussé aussi loin que possible l'application du principe majoritaire, sans réserves ni précautions d'aucune sorte. Bien plus, ils se sont ingéniés, consciemment ou non, à opposer le minimum d'obstacles à une majorité désireuse éventuellement d'un pouvoir absolu.

Par exemple, la proclamation de la République en danger permet en pleine paix de suspendre les libertés prévues aux articles V (droit de se déplacer librement), VIII (secret de la correspondance), XIV (droit de parler, d'écrire et de publier). Il faudrait donc les deux tiers des voix au Parlement pour s'assurer légalement les facilités du despotisme.

À l'intérieur de l'État actuel, aucune institution n'est soustraite à la toute puissance de l'Assemblée, c'est-à-dire du ou des partis majoritaires. La Constitution reconnaît les collectivités locales, mais (article 117) "la coordination de l'activité des fonctionnaires de l'État, la représentation des intérêts nationaux et le contrôle administratif des collectivités locales sont assurés dans le cadre départemental par des délégués du Gouvernement, désignés en Conseil des ministres". En cas de besoin, le contrôle par les délégués du Gouvernement serait susceptible de s'étendre démesurément.

Même la magistrature sera désormais soumise à la volonté des maîtres du jeu politique. Le Conseil supérieur de la magistrature, sur douze membres, comprend six personnalités élues par l'Assemblée nationale, plus le président de la République et le garde des Sceaux. Il n'y a donc que quatre représentants de la magistrature elle-même. Or, ce Conseil exerce un rôle décisif dans les nominations, sans compter qu'il assure la discipline des magistrats et "l'administration des tribunaux judiciaires".

En d'autres termes, un parti révolutionnaire, qui aurait décidé de jouer le jeu démocratique pour parvenir au pouvoir, aurait un minimum d'illégalités à commettre, une fois installé au Gouvernement, pour passer de la IV^e République à un régime totalitaire.

On nous répète que la Constitution est profondément démocratique puisqu'elle permet à la majorité choisie par le suffrage universel, de traduire souverainement la volonté du pays. Mais le principe majoritaire ne suffit pas à définir la démocratie. Tous les régimes totalitaires seraient en droit de se dire démocratiques, si un tyran qui obtient une majorité de suffrages devient du même coup un démocrate. La notion occidentale de démocratie implique, en plus le respect de la loi et des libertés, la légitimité de l'opposition, autrement dit des limites au bon plaisir des gouvernants, même élus.

La discussion de la Constitution sera poursuivie des mois durant au milieu de l'indifférence générale. Seules, des modalités relativement techniques semblaient constituer l'enjeu des controverses. Même la question de la deuxième Chambre, à propos de laquelle on a tant de fois échangé des arguments, tous classiques, demeurerait plus académique que politique.

Les défenseurs du Sénat acceptaient d'en élargir le recrutement et d'en réduire les attributions. Les adversaires du Sénat ne rejetaient pas absolument la création d'une deuxième Chambre consultative. Entre les uns et les autres, la distance n'était pas telle que le compromis parût impossible.

D'où vient donc que finalement les trois Grands n'aient pas pu s'accorder sur un texte constitutionnel et que le referendum donne lieu, au même titre que les élections, à une décision politique de portée considérable? Dans les derniers jours, communistes et MRP avaient manifestement épuisé leur désir de conciliation. Les troupes MRP supportaient de plus en plus impatiemment une coalition qui les expose dangereusement aux attaques venues de la droite. Les communistes souhaitaient probablement un thème se prêtant à une propagande de grand style, en même temps qu'ils saisissaient l'occasion de mettre à l'épreuve dans le pays la majorité socialiste-communiste.

Mais la Constitution n'est pas étrangère tout de même à cet éveil des passions. Aucun des points restés en suspens ne justifiait à lui seul la rupture, mais l'accumulation des divergences la justifiait. En effet, rien n'échappe au règne de la majorité, ni le président de la République, ni la magistrature, ni même l'administration coloniale (qui sera contrôlée sur place par des sous-secrétaires d'État). L'opinion a fini par saisir les incidences de ce qui semblait d'abord subtilité juridique.

En vérité, ce qui surprend, ce n'est pas que les partisans du parlementarisme aient fini par dire non, c'est qu'ils aient mis aussi longtemps à comprendre de quoi il s'agissait.

Le débat constitutionnel est aujourd'hui largement dépassé. On votera moins pour ou contre une deuxième Chambre, une magistrature indépendante, le renforcement des pouvoirs de président de la République, que pour ou contre la majorité socialiste-communiste. Et c'est pourquoi, les communistes se lancent dans la bagarre avec allégresse, les socialistes avec crainte et tremblement.

Chacun trouve normal que les communistes et les socialistes plaident pour une Constitution aussi favorable à la majorité. Personne ne paraît songer aux possibles retours de fortune. Pourtant, une Constitution sans équilibre des pouvoirs se prête à des mouvements rapides de sens contraire. Ceux qui seront demain les bénéficiaires des lois qu'ils ont eux-mêmes rédigées, risquent d'en être après-demain les victimes.

Ce ne serait pas la première fois qu'un disciple de Machiavel passerait après coup pour un imitateur de Gribouille.

Le moindre mal

Combat
28-29 avril 1946

La similitude entre la Constitution provisoire et la Constitution définitive donne à la violence des campagnes pour ou contre une allure apparemment paradoxale. Pourquoi le "non" serait-il à ce point funeste au pays, puisqu'il ramènerait pour sept mois le régime d'une Assemblée unique que l'on entend prolonger indéfiniment? Pourquoi le "oui" mettrait-il à ce point en danger les libertés puisque, en cas de non, nous commencerions par n'avoir ni président de la République, ni même de Conseil de l'Union Française?

La différence, qui est loin d'être sans portée, est que, dans un cas, la future Assemblée serait élue pour cinq ans, dans l'autre pour sept mois. Les partisans du oui cherchent l'approbation du régime actuel, les partisans du non combattent la majorité socialiste-communiste, virtuellement constituée, depuis la rupture avec le MRP, autant que la Constitution du 19 avril. Les arguments juridiques pèseront moins lourd que les raisons politiques.

Le président du Conseil a affirmé, et il se propose de répéter, que le rejet de la Constitution compromettrait les intérêts supérieurs du pays. Il ne nous a pas convaincus.

L'Assemblée Constituante, quel que soit le jugement que l'on porte sur son œuvre, ne saurait être accusée de stérilité. En moins de sept mois, elle a voté les nationalisations du crédit, du gaz, de l'électricité, des assurances et des houillères. Que la seconde Assemblée Constituante maintienne la même allure, et le secteur nationalisé, d'ici un an, aura été largement taillé. En tout cas, l'expérience prouve que le sentiment du provisoire n'étouffe pas l'activité révolutionnaire de nos constituants.

Dira-t-on que la politique étrangère de la France serait atteinte? Mais chacun dit que les trois ou les deux partis de la majorité n'ont pas de conception commune en matière diplomatique. La France, selon le slogan à la mode, doit être un lien, non un enjeu, et, par conséquent, ne pas choisir, entre les deux camps. Pour une politique d'abstention et de neutralité, un gouvernement provisoire suffit. Ce qui paralyse notre diplomatie n'est pas l'absence de Constitution, c'est l'absence d'accord entre les partis.

Nos Alliés ne s'engageront pas tant que nous ne sortirons pas de l'équivoque?

Et nous attendons pour notre reconstruction les crédits américains et le charbon de la Ruhr, pour notre sécurité la fixation des frontières occidentales de l'Allemagne. Certes, si les crédits américains dépendaient d'un oui au referendum, en dépit de nos préférences, nous n'hésiterions pas. Mais à qui ferait-on croire qu'un gouvernement à prédominance communiste aurait les meilleures chances d'obtenir l'appui de nos Alliés occidentaux? Or, c'est un tel gouvernement que nous sommes amenés indirectement à plébisciter si nous approuvons la Constitution.

Reste, il est vrai, un argument dont on ne saurait méconnaître le poids. Les Assemblées, murmurent volontiers les habitués des couloirs, sont ingouvernables dans les six premiers mois et les six derniers mois de leur existence. Alors, quand elles ne durent que six mois...

À n'en pas douter, une nouvelle Constituante, élue pour sept mois, vivrait en permanence dans un climat de lutte électorale, peu propice à la reconstruction. On souhaitait qu'elle pût réviser la Constitution, soumettre son œuvre au referendum et, en cas d'approbation, se prolonger en Assemblée Nationale.

Mais, si cette combinaison est juridiquement impossible, il faut choisir entre les inconvénients et, en votant non, je suis convaincu de choisir le moindre. Je ne suivrai pas cette fois le mot d'ordre du parti socialiste pour lequel j'ai régulièrement voté, mais combien de socialistes, dans le fond de leur cœur, partagent nos inquiétudes et souhaiteraient voter non?

Le non a une triple signification. Il signifie d'abord et avant tout que la Constitution de 1946, qui institue le régime d'une Assemblée unique, toute puissante, qui, combinée avec la loi électorale, consacre le règne des partis, est mauvaise.

Il signifie ensuite qu'une Constitution doit être acceptable à une large majorité de la nation. Une Constitution vise à définir les règles selon lesquelles se déroulera la lutte pacifique des partis. Elle est condamnée à l'avance si la moitié du pays la rejette. Peu importe la faiblesse de la majorité quand il s'agit d'un programme de gouvernement. Quand il s'agit de lois fondamentales, essentielles pour l'opposition autant que pour le parti au pouvoir, la division du pays en deux blocs, presque égaux, est la preuve même que les législateurs ont échoué.

Le non au referendum signifie enfin, qu'on le veuille ou non, le refus d'une majorité socialiste-communiste. On connaît trop le destin de ces coalitions entre un parti démocratique et un parti totalitaire. Les socialistes seraient - et ils ne l'ignorent pas - les victimes d'une telle formation. Combien de temps resteraient-

ils même les brillants seconds? Est-on prêt à confier le sort du pays à un parti qui, en dépit de son opportunisme, n'a jamais fait mystère de ses ambitions?

Les partisans du oui voudraient tirer profit de cette bataille politique qui se superpose à la bataille constitutionnelle. Déjà on multiplie les slogans stupides (voter non, c'est voter pour Vichy, ou encore, voter non, c'est voter fasciste), nécessaires, dit-on, et peut-être efficaces dans la propagande de masses. Il est effectivement plus facile de vitupérer Vichy, la réaction et les trusts que de défendre ou d'illustrer un texte qui évoque la vieille formule: *Point ne voulut l'avoir fait, l'un ni l'autre.*

On ne votera pas le 5 mai pour la République ou pour la réaction, mais pour ou contre une Assemblée omnipotente, pour ou contre une majorité qui diviserait la France en deux camps et contraindrait finalement de choisir entre deux despotismes.

Ni le oui, ni le non ne résoudra la crise politique. Ni l'un ni l'autre ne suffira à chasser le spectre de la tyrannie et à susciter un gouvernement efficace. Malgré tout, le non aurait un immense retentissement. Il témoignerait qu'aujourd'hui comme hier, la France demeure attachée par-dessus tout à la liberté.

Signification du scrutin

Combat
8 mai 1946

C'est entendu: il n'y a pas lieu de triompher bruyamment. Le rejet de la Constitution n'est et ne pouvait être qu'un moindre mal. On ne remporte pas une grande victoire en écartant un danger. Et la perspective d'une nouvelle Assemblée Constituante, d'un nouveau débat où de MM. Zaksas et Senghor à MM. Herriot et de Menthon, se retrouveront les mêmes orateurs, de nouvelles discussions sur les deux ou trois Chambres, n'est pas de nature à soulever l'enthousiasme.

Pourquoi insister sur ces raisons prévisibles à l'avance, de mélancolie? L'essentiel, ce qui justifie une honnête satisfaction, c'est que le referendum ait donné tout ce que l'on pouvait en attendre.

En repoussant une Constitution, qui, qu'on le veuille ou non, était une œuvre partisane, le pays a rappelé à ses élus que des lois organiques doivent être acceptables à l'ensemble de la nation, aux gouvernements d'hier ou de demain autant qu'à ceux d'aujourd'hui. En repoussant une Constitution défendue par les seuls partis socialiste et communiste, le pays a manifesté avec éclat qu'il n'était pas mûr pour le gouvernement biparti et qu'il ne se résignait pas à la décadence de la liberté.

Bien plus, le pays a donné à sa réponse une signification plus riche d'enseignements. La bataille avait été portée, par les deux partis d'extrême-gauche, sur le terrain politique. République contre Réaction, clamait-on à tous les échos. Et l'on tentait de gagner les électeurs en les persuadant que voter "non", c'était manquer au devoir républicain. Or, c'est précisément cette explication absurde que les Français ont refusé de subir.

L'analyse géographique des résultats est plus révélatrice encore que la comparaison du nombre total des "oui" et des "non". Dans les départements de l'Ouest et de l'Est, traditionnellement conservateurs, où la concurrence électorale continue d'opposer la droite et la gauche, on compte dans l'ensemble plus de "oui" qu'on ne comptait de voix socialistes et communistes aux élections du 21 octobre. Au contraire, dans les grandes villes, Paris, Lyon, Bordeaux, dans les régions acquises aux idées socialistes, comme le Nord ou le Sud-Est, dans la Marne, dans l'Yonne, dans la Sarthe, le total des "oui" est nettement inférieur à celui des voix socialistes et communistes aux élections générales.

Dans des circonscriptions de structure sociale complexe, où la vie politique a atteint le maximum d'intensité et de conscience, les électeurs ont rejeté la simplification qu'on voulait leur dicter. Certains socialistes, par hostilité au communisme, par souci de la liberté, ont obéi à leur jugement plutôt qu'aux consignes de leur parti. En revanche, là où la réaction reste puissante, la discipline républicaine a effectivement joué. On pourrait dire que le pays a voté "non", précisément parce qu'il est convaincu qu'il n'y a pas pour l'instant de danger réactionnaire.

Tout se passe comme si le résultat final était la somme algébrique de deux mouvements, d'origine et de portée différentes. Dans les provinces qui ont le plus longtemps "résisté" à la grande Révolution, dans beaucoup de campagnes, le glissement vers la gauche, caractéristique de l'évolution séculaire de la politique française, a été ralenti cette fois par la mobilisation de certains abstentionnistes, il n'a pas été complètement interrompu et il ne semble pas avoir atteint son terme. Ailleurs, l'unité de l'ancienne gauche est compromise: en tout cas, dimanche dernier, elle ne s'est pas cristallisée et certains électeurs, radicaux ou socialistes, plutôt que de revenir au tête-à-tête avec les communistes, ont reflué dans l'autre camp. En bref, la victoire des "non" est due essentiellement au fait que beaucoup de républicains ont jugé, comme nous l'avons écrit ici même, que le "oui" était plus dangereux pour la République que le "non".

Rien ne paraît donc plus surprenant que les plaintes sur la "France divisée". La France n'est ni plus ni moins divisée le 6 mai qu'elle ne l'était le 4. La majorité des "non" n'a évidemment qu'une valeur négative. 10 millions de Français se sont trouvés d'accord "contre". Mais une majorité de "oui" n'aurait pas été sensiblement plus cohérente: en dehors de quelques souvenirs et de quelques rêves, socialistes et communistes n'ont plus grand chose en commun.

Bien plus, si l'on entend par division la coupure de la nation en deux blocs, et l'exercice du pouvoir par les élus de l'un d'eux, le scrutin du 5 mai contribuera à l'atténuer et non à l'aggraver. Les véritables vaincus de dimanche, ce ne sont ni les socialistes, ni les communistes, mais les partisans, s'il en existe, d'un gouvernement socialiste-communiste.

Cette hypothèse écartée, ne va-t-on pas être rejeté, *nolens, volens*, vers une version plus ou moins modifiée du tripartisme (ou, pourquoi pas? du quadripartisme)? M. Gouin, dit-on, en apprenant les résultats du referendum, a parlé de démission. Ce réflexe lui fait honneur, mais il ne correspond pas à la situation. Il serait paradoxal, mais non invraisemblable, que M. Gouin (ou l'un

des siens) fût finalement renforcé par le désaveu que vient de lui infliger le pays.

Le socialisme sauvé par sa défaite?

Combat
10 mai 1946

À en juger d'après la presse de ces derniers jours, le rejet de la Constitution aurait entraîné des conséquences exactement contraires à celles dont on nous menaçait la semaine dernière.

La République en péril, la nation divisée en deux blocs et pour ainsi dire ingouvernable? Rien de pareil. De tous côtés, on s'ingénie à recoudre ce qui a été à peine déchirée. On ne crie plus: "Thorez au pouvoir". M. Thorez s'écrie à la gare de l'Est: "Unité républicaine". Un instant partagé entre le dépit et le soulagement, les socialistes ont finalement choisi la bonne humeur. M. Daniel Mayer nous confirme que les adversaires de la Constitution n'étaient nullement des réactionnaires, mais la plupart du temps des démocrates, à tort ou à raison alarmés. Certains dirigeants du parti, dont la pensée suivait les négociations de Léon Blum, se demandent obscurément s'ils n'ont pas été sauvés malgré eux par la désertion de leurs troupes.

Quant aux vainqueurs, ils ne sont pas en reste de sagesse. Comment se feraient-ils des illusions sur la portée de leur victoire? Le coup d'arrêt est net, la résistance à une expérience communiste serait tenace, probablement insurmontable. Les électeurs ont donné à leurs élus une leçon, ils leur ont montré que la discipline de parti ne devait pas dépasser certaines limites au-delà desquelles la notion même de démocratie perdrait sa signification. Mais il serait absurde de lire beaucoup plus dans le vote du 5 mai.

Une Constitution présentée par les seuls communistes et socialistes a été repoussée au suffrage universel. Croit-on qu'une Constitution présentée par la coalition qui l'a emporté dimanche aurait été acceptée davantage?

Je suis convaincu que le pays aurait répondu "non" à une Constitution faite contre les deux partis ouvriers, comme il a répondu "non" à une Constitution faite par eux seuls.

En déduira-t-on que la France n'est capable que de majorité négative? Une telle conclusion ne serait pas justifiée. La double négation condamne le jeu traditionnel, l'alternative usée de la droite et de la gauche. L'opinion sent confusément qu'aucun des deux blocs n'est homogène, qu'aucun d'eux n'est susceptible de former un gouvernement uni, résolu et acceptable à la France

entière. Par accident ou par calcul, on a mis à l'épreuve la coalition des partis ouvriers: le résultat du reste ne laisse pas de place au doute.

La future majorité dépendra certes des élections plutôt que du referendum. La force relative du parti communiste, du parti socialiste, du Rassemblement des gauches, du MRP, déterminera la place de chacun dans l'alliance appelée à l'exercice du pouvoir. Or, sur quoi se fonderaient les prévisions? Les pertes de l'extrême-gauche sont-elles imputables à une régression communiste, à une défaillance des socialistes ou au passage de l'UDSR dans l'autre camp? Tout ce que l'on peut dire, c'est que l'idée centriste ou travailliste a gagné ce qu'a perdu celle de l'unité ouvrière.

M. Daniel Mayer vient de rappeler que le pays est à juste titre hostile à une expérience bolchevique; il a souligné discrètement que son parti est, lui, indépendant de l'étranger. Dans l'échec qui le libère d'une amitié accablante, le parti socialiste paraît puiser un courage et une confiance renouvelés. Puisque la France repousse toute éventualité d'aventure totalitaire, il faudra bien combiner des réformes sociales avec la sauvegarde de libertés formelles. Or, cette combinaison, n'est-ce pas la doctrine même du socialisme démocratique, de Jaurès à Léon Blum?

Non que l'on veuille exclure le parti communiste, qui sera probablement demain le parti le plus nombreux. Pour l'immense effort qui s'impose au pays tout entier, s'il veut relever ses ruines et rénover son outillage, la collaboration des organisations syndicales et politiques, représentatives de la classe ouvrière, est indispensable. Personne, en France ou au-dehors, ne s'inquiètera d'une telle collaboration, pourvu que celle-ci n'apparaisse pas comme une étape vers la prise totale du pouvoir, pourvu qu'elle laisse à notre diplomatie une liberté de manœuvre suffisante.

Ces conditions, qui n'étaient plus remplies hier, le seront-elles demain? Nous n'oserons l'affirmer. Mais il est certain que le rejet de la Constitution contribue à rétablir un équilibre nécessaire à notre position diplomatique et, du même coup, à la reconstruction (qui, personne ne l'ignore, dépend des concours étrangers).

Rien n'est encore gagné: du moins le socialisme retrouve une chance. Il faut seulement, pour parler comme notre confrère Civis, qui nous prête de sombres arrière-pensées et qui est beaucoup plus près de nous qu'il ne consent à l'avouer, que le socialisme se montre digne de son destin.

Révision constitutionnelle [1]

Combat
21 mai 1946

Depuis que la campagne électorale a commencé, les partis s'ingénient à oublier, et à faire oublier le referendum. Rien de plus logique, au reste, puisque les alliés du 5 mai seront les rivaux du 2 juin.

M. Daniel Mayer réserve ses sévérités à ses "camarades communistes", comme si la leçon d'une défaite avait été retenue. Pendant les derniers mois de la Constituante, le parti socialiste s'était soucié principalement de son aile gauche. Il est temps d'accorder des satisfactions à l'aile droite, que le passage de l'UDSR à l'opposition risque de renvoyer vers le radicalisme "nouvelle version". Quant au MRP, il lui faut convaincre ses électeurs de gauche qu'il n'a rien de commun avec la réaction; ses électeurs de droite qu'il est contre le communisme un bastion aussi solide que le PRL; les uns et les autres qu'il est appelé à un rôle décisif dans le gouvernement de la IVe République.

Il serait absurde de protester contre ces manœuvres plus ou moins subtiles, naïf d'en tirer des conclusions trop précises. Pour l'instant, les bagarres entre socialistes et communistes, MRP et PRL ressortissent à la chronique électorale. Ces partis voisins, qui s'adressent à la même clientèle, sont bien obligés de se poser en s'opposant.

On n'en risque pas moins, dans cette atmosphère équivoque, d'oublier certains enjeux de la lutte. On a presque l'impression d'être importun et inactuel quand on rappelle qu'il s'agit, cette fois encore, d'élire une Constituante. Je sais bien que d'aucuns souhaitent de prolonger cette Constituante et d'allonger les sept mois en cinq années. De toute manière, la nouvelle Assemblée aura pour première tâche de réviser la Constitution que le pays a repoussée. Un électeur désireux de faire honnêtement son métier ne peut pas ne pas demander aux candidats des partis favorables au "oui": "Quelles conséquences allez-vous tirer de votre échec?", aux candidats des partis favorables au "non": "Quelles sont les conditions auxquelles vous consentirez à soutenir devant la Nation le nouveau projet de Constitution?"

Le résultat du referendum a effectivement démontré qu'une Constitution présentée par les deux seuls partis d'extrême-gauche ne ralliait pas une majorité d'électeurs. Même si les deux partis ont, dans la prochaine Chambre, la majorité absolue, ils auront besoin d'obtenir l'appui d'au moins un autre parti.

Rassemblement des gauches ou MRP. Pourquoi ces deux formations ne se mettraient-elles pas d'accord sur un programme de révision constitutionnelle qui servirait de base aux travaux de la Constituante? Pourquoi les électeurs n'interrogeraient-ils pas les candidats? Non pas du tout qu'il soit souhaitable de choisir des législateurs d'après leurs conceptions juridiques. Tout au contraire, la meilleure façon de neutraliser la controverse constitutionnelle, c'est d'élaborer à l'avance les modifications qu'il convient d'apporter au texte voté le 19 avril.

L'accord sera-t-il facile? Au lendemain du referendum, on était tenté de répondre oui, tant les partis multipliaient les déclarations conciliantes. On n'en est plus aussi sûr, puisque socialistes et communistes maintiennent l'essentiel de leur doctrine, de telle sorte qu'on semble avoir le choix entre une querelle indéfiniment prolongée et une révision si limitée qu'elle suscite rétrospectivement des doutes sur la signification généreusement prêtée au vote du 5 mai.

Bornons-nous, pour aujourd'hui, à indiquer quelques points sur lesquels, semble-t-il, l'accord ne se heurterait pas à de véritables obstacles:

1° Conseil supérieur de la magistrature. - Celui-ci devait comprendre, rappelons-le, une majorité d'hommes politiques, huit membres sur douze, dont six élus par l'Assemblée Nationale. À supposer que l'on maintienne ce Conseil, il faudrait, pour le moins, en modifier la composition. Ou bien, on augmenterait le nombre des représentants de la magistrature, ou bien l'élection des membres politiques n'appartiendrait pas à la seule Assemblée.

On m'objecte que l'indépendance du pouvoir judiciaire n'est qu'une fiction de théoriciens, un souvenir du passé. Après les événements de ces dernières années, après les serments solennels et contradictoires, qui peut encore s'abandonner aux illusions qui fleurissaient durant "le stupide XIXe siècle"? Que le lecteur ne nous prête pas une excessive naïveté. Nous n'ignorons pas le statut réel des magistrats. La seule question est de savoir si l'on entend consacrer une situation de fait déplorable ou si, du mieux possible, on tâche de réagir. Plus la force des choses tend à subordonner le juge au gouvernant, plus la volonté du législateur tendra à le libérer.

2° République en danger. - L'article 19 prévoit que les libertés individuelles peuvent être suspendues pour six mois quand l'Assemblée, à la majorité des deux tiers, déclare la République en danger. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la République ne serait pas en danger si cette disposition était écartée. L'État au XXe siècle ne manque certes pas de moyens d'action. Que nos législateurs

songent demain plutôt à préserver nos libertés qu'à fournir des armes nouvelles à nos chefs, qui en ont déjà plein les mains.

3° Président de la République. - Il était légitime d'hésiter entre deux conceptions, celle qui fondait les deux fonctions de chef de l'État et de chef du Gouvernement, celle qui en maintenait la distinction, telle qu'elle existait dans les lois organiques de 1875. En revanche, il était proprement absurde de créer une fonction à tel point inefficace qu'elle ne pût tenter que des hommes revenus de toute ambition.

Le président de la République incarne l'unité, la continuité nationale. Le collègue chargé de l'élire doit donc être aussi large que possible et, pour le moins, comprendre l'ensemble du Parlement. Quant au droit de choisir le président du Conseil, il me paraît lui appartenir logiquement.

Dans les circonstances normales, il choisira nécessairement celui que l'Assemblée aurait élu. Dans les conjonctures exceptionnelles, si l'on suppose le système des partis bloqué dans un conflit sans issue, peut-être parviendra-t-il à imaginer le compromis auquel les groupes se résigneront sans en prendre la responsabilité.

En tout cas, la Constitution fait aux partis une place assez large; qu'elle laisse une dernière chance aux hommes.

Révision constitutionnelle [2]

Combat
23 mai 1946

Au cours de la campagne du referendum, l'opposition prit pour thème central de ses critiques le régime d'assemblée que la Constitution finissait, disait-elle, par instituer. Est-il possible, sur ce point décisif, de modifier réellement le texte du 19 avril?

Mais d'abord, la différence entre régime d'assemblée et régime parlementaire est-elle bien claire? D'une manière ou d'une autre, en démocratie, gouvernement et assemblée se partagent le pouvoir législatif. Celle-ci contrôle, celui-là décide; la part d'autorité qui revient à l'un et à l'autre n'est jamais fixée à l'avance et dépend surtout des hommes et des mœurs.

Au cours de ces derniers mois, avec une Constitution provisoire, mais proche de la Constitution ex-définitive, le Gouvernement a-t-il été asservi à l'Assemblée? Celle-ci a-t-elle abusé de son droit d'examen? Il ne le semble pas, puisque, tout au contraire, on s'est plaint que la Constituante se fût réduite elle-même au rôle dérisoire d'une Chambre d'enregistrement.

Nous avons déjà fait deux expériences instructives. Tant que le général de Gaulle était président du Conseil, une sorte de concurrence s'exerçait effectivement entre législatif et exécutif. L'Assemblée s'ingéniait à faire reconnaître son droit non pas seulement de contrôle, mais de décision (on se souvient de la crise du 1er janvier à propos des crédits militaires). Il était juste alors d'opposer les deux notions de régime parlementaire et de régime d'assemblée, celui-là laissant au Gouvernement une assez large autonomie, celui-ci abaissant les ministres au rang de délégués du Parlement.

Depuis que le général de Gaulle a quitté la Rue Saint-Dominique, cette rivalité a disparu comme par enchantement. En apparence, la rivalité jouait entre assemblée et ministère, mais elle n'était qu'un reflet de la lutte véritable entre le général de Gaulle et les partis. Cette lutte s'est terminée par le retrait d'un des adversaires: désormais les partis détiennent seuls la souveraineté. Assemblée et Gouvernement sont l'un et l'autre dominés par ces organisations massives et irresponsables.

On conçoit donc deux sortes de réformes. Les unes tendraient à limiter la toute-puissance de l'assemblée unique, les autres à limiter la toute-puissance des

partis eux-mêmes. Si notre analyse est exacte, ces dernières auraient eu plus de portée encore que les premières.

Parmi celles-ci, la plus importante serait le renforcement de la Chambre Haute. On a montré ici même qu'il ne fallait pas attendre de miracle d'un Conseil de l'Union française qui risque, soit de freiner dangereusement l'Assemblée Nationale (s'il est de composition et de recrutement trop différents), soit de la redoubler stérilement (dans l'hypothèse contraire).

Il n'est pas impossible cependant de concevoir une solution intermédiaire qui, sans promettre de merveilles, comporte des avantages sérieux.

La Chambre Haute ne devrait, en aucun cas, retrouver le pouvoir, que s'était attribué le Sénat, de renverser le Gouvernement. Elle ne devrait pas non plus être en mesure d'arrêter indéfiniment une réforme voulue par le suffrage universel. D'un autre côté, il suffit à l'Assemblée de voter une seconde fois une loi, huit jours après la première lecture, pour écarter le veto de la deuxième Chambre, celle-ci fera piètre figure. Pour une fois, la solution pourrait être trouvée dans une sage moyenne: le veto de la deuxième Chambre serait suspensif. Un projet repoussé par elle ne pourrait être repris qu'au cours de la session suivante. L'Assemblée Nationale ne connaîtrait ainsi ni la tentation de l'irresponsabilité ni la liberté de l'improvisation; la deuxième Chambre ne lui enlèverait aucune de ses obligations, aucune de ses prérogatives, elle la protégerait contre les mouvements d'humeur.

Élu à deux degrés par les représentants des collectivités locales, le Conseil de l'Union française ne serait probablement pas soumis au même degré à la loi des partis. Le personnel et, par suite, le climat du Conseil ne seraient pas ceux de l'Assemblée. Comme la composition des assemblées locales se modifie plus lentement que celle de l'Assemblée nationale, le Conseil exprimerait une opinion publique relativement durable. L'opinion d'hier, dira-t-on, et tel est en effet le péril. Mais puisque le Conseil n'aurait en aucun cas la possibilité de faire obstruction, on n'aurait pas lieu de craindre la paralysie des pouvoirs publics que provoque aisément le système des contre-poids.

Supposons que l'accord s'établisse sur l'ensemble des réformes que nous venons de suggérer. La nouvelle Constitution ne présenterait plus la même simplicité "monolithique". On aurait plus de mal à concevoir une majorité, maîtresse de l'Assemblée unique et abusant de son autorité transitoire. Mais, rien ne prouve que la pratique actuelle de la démocratie, contre laquelle l'opposition n'est jamais lasse d'invectiver, en serait transformée pour autant. La vie politique

continuerait à se dérouler en dehors de l'hémicycle. Les députés seraient soumis aux fonctionnaires des partis, puisque ces fonctionnaires resteraient les "grands électeurs". Des combinaisons ministérielles, résultat de négociations entre les comités directeurs, dureraient autant que ces accords fragiles. En bref, sous la formule du bipartisme, du tripartisme ou du quadripartisme, la démocratie des partis prolongerait son règne.

Pour une part, ce régime est lié à des circonstances sur lesquelles la volonté des hommes a peu de prise. Dans la mesure où il est modifiable, il dépend moins de la Constitution que de la loi électorale. Si paradoxale que la formule puisse paraître, la meilleure chance de transformer les relations entre législatif et exécutif, c'est de réviser la loi électorale.

Une Constitution provisoire

Les Temps modernes
juin 1946

Préparée durant des mois dans l'indifférence générale, la Constitution a été votée par l'Assemblée Constituante dans une atmosphère de crise. Le M.R.P. a rejoint l'opposition qui comprend désormais tous les partis, sauf les deux partis ouvriers. Et la désagrégation de la majorité tripartite a laissé entrevoir une éventuelle majorité, socialiste-communiste, qu'accueillent de tous côtés des sentiments violents, de crainte ici, d'espoir là. Ainsi, à l'occasion de textes constitutionnels, la politique paraît sortir du calme relatif qui s'était maintenu tant bien que mal depuis la Libération. Pour ou contre la prise du pouvoir par le parti communiste, la question décisive s'est trouvée indirectement, mais clairement, posée.

Ces passions déchaînées contredisent moins qu'il ne paraît l'indifférence initiale. L'opinion a commencé de réagir lorsqu'elle a aperçu, au travers du débat juridique, les conflits réels des classes et des partis. En ce sens, le marxisme a fait école, même chez ses adversaires.

Dans la littérature politique, d'Aristote à Jean-Jacques Rousseau en passant par Machiavel, le législateur tient la première place. Plus encore que le prophète ou le conquérant, il fait figure de héros. Les cités antiques, pour rehausser le prestige de leurs lois fondamentales, en attribuaient la paternité à quelque personnage illustre (plus mythique que réel). Rien de pareil aujourd'hui. Aux États-Unis, certes, la Charte de l'Union, rédigée par les grands ancêtres, reste entourée d'un halo mystique. L'attachement de la Grande-Bretagne à sa pratique constitutionnelle ne s'est pas relâché, mais, sur le vieux continent, personne ne se fait plus d'illusion sur la vertu des Constitutions et des Constituantes. En rédigeant une Déclaration des Droits, on a voulu se convaincre soi-même que l'on renouvelait les gestes du passé. On a imité les hommes de 1848 qui eux-mêmes imitaient ceux de 1789. Cette imitation au deuxième degré n'était pas faite pour soulever l'enthousiasme des foules.

En vérité, les événements et les idées de notre temps ne permettent plus guère d'accorder aux lois (et moins encore aux lois fondamentales) une importance décisive. La philosophie historique, d'inspiration hégélienne ou marxiste, nous a appris à voir dans les formules juridiques l'expression de réalités économiques ou sociales plutôt qu'une cause, par elle-même efficace, de la destinée des

peuples. De plus, à une époque où chacun fait profession de volonté révolutionnaire, la prétention de fixer définitivement le cadre dans lequel se déroulera la vie politique, présenterait par elle-même une sorte d'absurdité. N'est-il pas évident que les révolutionnaires n'acceptent un ordre constitutionnel, quel qu'il soit, qu'à titre précaire et avec l'arrière-pensée de le liquider le jour où les circonstances favoriseraient leurs ambitions dernières?

Le projet constitutionnel, mis en avant par le parti communiste, ressemblait au régime réel de l'Union Soviétique "comme le chien aboyant à la constellation céleste". Il appliquait jusqu'au bout, avec une logique impitoyable, le principe électif, alors qu'en Russie, l'État appartient effectivement au parti et à ses chefs. Que les communistes aient eu l'intention de faire passer tout ou partie de ce projet ou qu'ils aient simplement songé à un avantage de propagande, peu importe. Des révolutionnaires ne sauraient être liés par une constitution rédigée avant la prise du pouvoir: comment se passionneraient-ils pour une œuvre transitoire, dont l'utilité sera tout au plus tactique?

Quant aux deux autres grands partis, les souvenirs de notre histoire et l'angoisse de l'avenir paralysaient leur bonne volonté. Depuis 1789, la France a connu trois républiques, deux monarchies constitutionnelles, deux césarismes plébiscitaires: quelle nouveauté pourrait-elle mettre à l'épreuve, alors qu'elle a essayé le mono- et le bicamérisme, l'élection du président de la République au suffrage universel et l'élection par les deux Chambres, le scrutin uninominal et le scrutin de liste? Non qu'il soit impossible d'inventer quelque combinaison originale (il en reste toujours), mais l'intérêt pour ces versions inédites d'institutions déjà vues ne dépasse guère le cercle des spécialistes. D'autant plus que chacun pense que les conflits entre partis ne se régleront finalement ni par des bulletins de vote, ni même par des lois.

Au siècle dernier, la plupart des révolutions françaises ont eu à la fois pour occasion et pour enjeu telle ou telle loi fondamentale. En 1830, contre les ordonnances qui restreignaient la liberté de la presse et violaient la Charte, le peuple de Paris se souleva. En 1848, le refus d'élargir la franchise électorale déclencha la campagne des banquets d'où sortirent les journées de février. En 1789, en 1848, même en 1871, l'élection d'une Constituante passait pour un acte solennel, hors du commun, qui engageait chaque citoyen, comme il engageait la communauté entière.

L'explication de cet intérêt passionné me paraît double. En 1830, en 1848, les masses populaires combattirent effectivement pour la liberté de la presse et pour

la réduction du cens électoral. Ces revendications, bourgeoises d'origine et de signification, n'en étaient pas moins conformes aux intérêts et aux sentiments du peuple tout entier. Le droit de parler ou d'écrire librement, le droit de voter rendaient possible l'accession des masses misérables à la vie politique. Ces droits jouaient d'abord en faveur des privilégiés. À longue échéance, ils jouaient en faveur de tous. En d'autres termes, le libéralisme politique n'aurait pas triomphé s'il n'avait exprimé, au moins à cette époque, les aspirations de l'ensemble de la société.

En même temps, au siècle dernier, la décision en matière constitutionnelle entraînait un choix total: Monarchie ou République, République ou Empire. Ce qui était l'enjeu véritable, ce n'était pas le détail des institutions, une ou deux chambres, élection du président de la République, droit de dissolution, c'était l'alternative, toujours actuelle, de l'Ancien Régime et de la Révolution. Les conflits politiques reflétaient les conflits historiquement décisifs.

Aujourd'hui la forme de l'État, République ou Monarchie n'est plus en question. La République parlementaire était acquise à l'avance. Le mythe de la République a disparu au fur et à mesure que la monarchie a perdu ses partisans et que la République est devenue une habitude. Les dissensions ont porté sur des modalités quasi techniques, une ou deux chambres, élection du président, auxquelles l'opinion paraissait indifférente jusqu'au jour où le M.R.P., à l'occasion de ces désaccords, se sépara des deux autres grands partis.

Auparavant, par trois fois, les discussions s'étaient échauffées: à propos de la liberté de l'enseignement (querelle d'hier que la France semble incapable d'oublier), à propos du droit de propriété (enjeu de la lutte sociale d'aujourd'hui), à propos de la liberté de la presse (liberté hier acquise, aujourd'hui remise en question). Pourtant, même ces discussions n'avaient pas sensiblement débordé les limites de l'hémicycle, du moins les milieux étroits dont la politique est le métier. En revanche, quand la Constitution dans son ensemble fut soumise au jugement des députés et du pays, quand il fallut approuver ou rejeter le projet, soutenu par les communistes et les socialistes, d'une assemblée omnipotente, les blocs opposés se cristallisèrent d'un coup.

Comme au siècle dernier, on se passionnait pour les Constitutions parce qu'on avait juré fidélité à la République ou au Roi, ainsi aujourd'hui on votera pour ou contre la Constitution du 19 avril parce qu'on accepte ou qu'on refuse la *société moniste* à laquelle tend le communisme.

Les constitutions en tant que telles, les modalités constitutionnelles, pour ainsi

dire, ont-elles exercé une action sur le cours des événements? Est-il ou non légitime de les tenir pour secondaires, presque indifférentes?

Dans l'histoire contemporaine de la France, nous connaissons au moins un cas où les Constituants, par une erreur quasi technique, provoquèrent une suite de conséquences indéfinies: nous songeons à la Constitution de 1848.

La monarchie de Louis-Philippe avait été renversée par accident plutôt que par une vague de fond populaire. La campagne des Banquets avait été organisée par l'opposition dynastique qui en voulait aux lois électorales et à Guizot, non pas au roi lui-même et moins encore à la monarchie. Les premières élections au suffrage universel avaient donné une forte majorité aux conservateurs, monarchistes de tendance, ralliés à la République faute de mieux, c'est-à-dire en attendant la réconciliation des deux branches de la famille royale. Diverses évolutions semblaient alors possibles, aux yeux des observateurs les plus lucides, sans que l'historien d'aujourd'hui ait des raisons de décréter après coup fatale celle qui est effectivement intervenue. Ou bien une République (probablement conservatrice) se stabiliserait et entrerait peu à peu dans les mœurs, ou bien la République s'effacerait au profit d'une restauration monarchique, ou bien enfin la République, suscitant la crainte d'anarchie, s'aliénant les masses populaires, s'abîmerait dans le césarisme. Dans une large mesure, ce sont les Constituants eux-mêmes qui, par les textes qu'ils ont rédigés, ont choisi cette dernière éventualité.

La Constitution dressait face à face un Président élu au suffrage universel, c'est-à-dire en quelque sorte plébiscité, et une Assemblée unique. Entre l'élu de la nation et l'élu d'un département, la partie n'était pas égale. Quels obstacles s'opposaient à l'établissement du pouvoir personnel? L'interdiction de réélire le président de la République? Fragile barrière que l'homme résolu au coup d'État n'eut aucune peine à emporter. La politique réactionnaire suivie par l'Assemblée séparait du peuple ceux qui se donnaient pour les défenseurs de la République (bien qu'ils fussent au fond de tendances monarchistes). Et comme beaucoup de conservateurs, effrayés par les journées de juin et le mouvement socialiste, se ralliaient à Louis-Napoléon, le neveu du Grand Empereur trouvait devant lui une carrière presque ouverte.

Sans doute objectera-t-on que ces circonstances favorables diminuent d'autant l'action propre des Constituants. Il est bien évident qu'une Constitution n'est jamais, à elle seule, cause de son succès ou de son échec. Il n'en reste pas moins que le Second Empire n'était pas inscrit dans la structure de la société française

au milieu du siècle dernier. À supposer que l'on tienne la IIe République pour condamnée à l'avance, ce qui n'est pas démontré, l'issue n'était pas nécessairement un césarisme plébiscitaire. Or, l'action de Louis-Napoléon et de sa politique personnelle a pesé assez lourdement sur le destin de la France pour que l'on n'estime pas légères les responsabilités indirectes des Constituants.

Des remarques analogues sont possibles à propos de la Constitution de Weimar. La pratique de la dissolution, l'existence d'une seule Chambre dotée d'une véritable autorité, l'article de la Constitution qui permettait au président de la République d'user de pouvoirs exceptionnels ont puissamment aidé à la conquête de l'État par Hitler. Les partis, lorsqu'ils arrivèrent à une impasse faute de s'entendre sur un programme cohérent et une majorité viable, s'en remirent au Président du soin de gouverner à leur place et ils accoutumèrent peu à peu le pays à la dictature. Ils laissèrent le nazisme jouer à plein des élections successives transformées en autant de plébiscites. Le mécanisme constitutionnel favorisait ainsi l'avènement légal du parti résolu à supprimer la légalité au lendemain de la victoire. Encore une fois, et plus nettement encore que dans l'exemple de Napoléon III, nul ne dira que les Constituants de Weimar portent la responsabilité unique ou principale de la ruine de leur œuvre. On constate simplement qu'ils ont, sans le vouloir, donné à leurs ennemis les armes que ceux-ci ont, le moment venu, retournées contre eux.

Si l'analyse historique parvient, lorsqu'il s'agit de Louis-Napoléon et de Hitler, à isoler l'*efficacité* des lois fondamentales, la raison en est que ces deux despotes ont utilisé à leurs fins le mécanisme constitutionnel lui-même. La plupart du temps, il est singulièrement plus malaisé de démêler l'écheveau des séries historiques.

Prenons l'exemple de la Constitution de 1790. On ne niera pas que le système d'une chambre unique, la division du pouvoir entre le législatif et le roi, la règle du veto étaient de nature à susciter ou à aggraver le conflit prévisible entre les élus de la nation et le monarque, ceux-là impatients de la tradition, celui-ci mal résigné aux institutions nouvelles. Le conflit aurait-il éclaté en tout état de cause? Le mouvement révolutionnaire était-il impossible à arrêter? Il se peut. Il est aussi difficile rétrospectivement d'affirmer que de nier. La Constitution de 1790 accroissait le risque puisqu'elle séparait législatif et exécutif sans prévoir de solution en cas de conflit. Mais, évidemment, dans la première phase de la Révolution, celle qui s'étend de la convocation des États-Généraux à la Convention, les forces décisives ne sont certainement pas celles des légistes et

des lois. Peuple de Paris, clubs, assemblée, liquidation des biens nationaux, menaces de guerre, difficultés du ravitaillement, pèsent plus lourd sur les événements que les conceptions des théoriciens et des parlementaires.

Dans la deuxième phase de la Révolution, de la Convention au 18 Brumaire, le rôle des textes s'efface encore davantage. La Convention se crée son régime dans l'action. La Constitution de 1793 n'entre jamais en vigueur. Celle de 1795, rédigée dans la crainte d'un coup d'État militaire, aboutit au 18 Brumaire. Dira-t-on que l'histoire montre clairement la vanité de toutes les précautions? Ou lira-t-on la leçon contraire: pour ne pas donner d'armes au candidat dictateur, les Constituants de 1793 finirent par désagréger, par disperser le pouvoir exécutif au moment même où chacun sentait la nécessité de le renforcer. Ainsi, l'on précipita la catastrophe que l'on redoutait.

Il n'est guère plus facile de mesurer la part que les Constitutions elles-mêmes ont eue dans leur réussite, c'est-à-dire dans leur durée. Par exemple, la Constitution de 1875, élaborée dans l'équivoque, au milieu du scepticisme et de la défiance, triompha de crises successives: Mac Mahon, Panama, Boulanger, la Grande Guerre, l'inflation, et ne succomba, en 1940, qu'au choc de la défaite et à la conspiration de ses ennemis. Mais quels sont les mérites propres des lois organiques? Il est banal de rappeler que les institutions valent ce que valent les hommes qui leur donnent vie. Ce n'est pas la Constitution de 1875 qui repoussa l'assaut du boulangisme (mais celle de 1848 n'avait pas repoussé l'assaut de Louis-Napoléon), ce n'est pas elle qui gagna la guerre (mais nous a-t-on assez dit, en 1940, que c'était la République qui l'avait perdue).

La Constitution de 1875 avait certaines qualités sans éclat qui n'en sont pas moins peut-être décisives, avant tout la souplesse. Les textes ne fixaient de manière univoque et rigide ni les pouvoirs du Président de la République, ni les relations de l'exécutif et du législatif. À l'interprétation première, celle de Thiers et de MacMahon, se substitua, à partir de 1877, celle de Grévy: le Président de la République abdiqua en fait la plupart de ses prérogatives, la nécessité du contre-seing ministériel fit du Président du Conseil le véritable chef de l'exécutif. Celui-ci, sans grande autorité quand il s'appelait Georges Leygues ou Albert Sarraut, devenait presque un dictateur, au sens romain, quand il s'appelait Clemenceau ou Poincaré. L'absence de partis organisés empêchait la formation de majorités stables, mais elle multipliait les possibilités de manœuvres et de compromis. En cas de danger, la majorité républicaine se reformait automatiquement. Le même parlement tolérait des coalitions diverses, les unes orientées vers la gauche, les

autres vers la droite. Sans doute une telle politique excluait les vastes pensées et les plans à longue échéance. La solide armature administrative, héritée des régimes antérieurs, atténuait, au moins jusqu'en 1914, les répercussions de l'instabilité gouvernementale.

Une constitution vise à délimiter le cadre dans lequel les luttes politiques et sociales se dérouleront, à préciser les règles qu'elles respecteront. Si le cadre est trop étroit, s'il réserve des avantages excessifs aux détenteurs du pouvoir, il saute dès que la pression des masses défavorisées devient assez forte: ainsi furent emportées les constitutions monarchiques du XIXe siècle en France, qui empêchaient la relève pacifique des équipes dirigeantes. Si le cadre est trop large, si les règles sont trop vagues, le danger surgit de mouvements violents dans les deux sens. La dictature des majorités se substitue à l'équilibre des forces contraires.

La Constitution de 1875 a offert, pendant trois quarts de siècle, un cadre acceptable à l'intérieur duquel s'est déroulée pacifiquement l'évolution politique de la nation. Dans les dernières années, elle avait abouti à la paralysie de l'État. Le système des contrepoids constitutionnels, combiné avec les conflits irréductibles de l'opinion, ne laissait place qu'à des majorités impuissantes ou à la politique des décrets-lois.

On a supprimé le système des contrepoids sans atténuer les divisions du pays. Quelles perspectives s'ouvrent dès lors pour la IVe République?

Les Constituants s'inspirent de doctrines, de souvenirs, de craintes ou d'intentions plus ou moins camouflées.

La doctrine de la séparation des pouvoirs a pesé sur l'esprit des législateurs américains en 1787, sur celui des législateurs français en 1790. La crainte du césarisme a inspiré aux Conventionnels, en 1795, une série de précautions. Le souvenir de l'instabilité ministérielle hante les commissaires de 1946. L'avantage tactique que promettent des propositions spectaculaires a suggéré certaines initiatives communistes, de même que le contrôle de la constitutionnalité des lois aurait permis, dans l'intention des socialistes et des M.R.P., d'opposer un obstacle aux éventuelles entreprises de leurs alliés.

Les événements répondent rarement aux intentions des hommes. Le Directoire a fini dans le césarisme. La place du roi, réservée en 1875, a été occupée finalement par un Président du type Fallières ou Albert Lebrun. Quant aux souvenirs, ils aident peut-être à éviter les erreurs d'hier, ils précipitent plus d'une fois des erreurs contraires, encore plus redoutables. La IIIe République manquait

de partis organisés. La IVe souffre de partis trop rigides.

Tant qu'André Philip présida la Commission chargée de rédiger la Constitution, un homme au moins savait ce qu'il voulait et où il allait. Et on aperçoit clairement la doctrine, les souvenirs, les craintes, les intentions qui lui dictaient ses prises de position successives.

La doctrine non formulée et peut-être à peine consciente est celle d'un gouvernement à l'image de l'Assemblée (ce qui pouvait passer pour une transposition de la pratique anglaise). Au lendemain des élections, l'Assemblée élit un Président du Conseil qui présente un programme, voire un plan quinquennal. En principe, ce gouvernement dure jusqu'à la fin de la législature. Pour éviter le retour des crises ministérielles "à la chaîne", on introduit la règle de la dissolution automatique. Pour éviter que la question de confiance ne soit posée à tous et hors de tout propos, on subordonne le renversement du cabinet à une procédure déterminée (motion de censure, etc.). Pour éviter que le Président de la République ne freine ou ne détourne la volonté du suffrage universel, on substitue l'élection du Premier ministre par l'Assemblée à la désignation par le Président de la République. Par ce biais, on revient à la thèse favorite de Léon Blum, partisan du système américain: à défaut de l'élection du chef de l'exécutif par le suffrage universel, on le fait élire par les représentants du suffrage universel et on supprime virtuellement la dualité chef de l'État-chef du gouvernement.

Jusque-là, André Philip marche en accord avec le parti communiste. Ne craint-il pas l'envahissement de l'État par son redoutable allié? Ne prête-t-il pas au parti frère des ambitions totalitaires? Il n'est pas étranger à ces craintes et il conçoit deux barrières qu'il édifie avec l'aide du M.R.P.: le statut qui imposera à tous les partis une forme démocratique, et le contrôle de la constitutionnalité des lois, qui marquerait une limite à la toute-puissance de la majorité.

La démission du général de Gaulle fait d'André Philip un ministre des Finances et, d'un coup, la scène change. La Commission semble défaire ce qu'elle a fait: la toile de Pénélope est remise sur le métier.

Pourquoi? En vérité, la constitution Philip se présente avec une cohérence logique qui, au premier abord, impressionne. Mais elle dissimule une absurdité fondamentale. Un gouvernement à l'image de l'Assemblée, soit, si celle-ci comprend une majorité et une opposition. En ce cas, peu importe que le Président du Conseil soit élu ou choisi. Peu importe même la suppression de la question de confiance. (Appuyé sur une majorité sûre, aidé des *whips*, le

ministère en a rarement besoin.) Mais, en France, dans la situation actuelle, aucun parti n'obtiendra la majorité. Le gouvernement, dépourvu de moyens d'action propres, reflètera fidèlement les querelles des partis. Il sera peut-être stable, mais ne payera-t-il pas cette stabilité par l'impuissance?

Le débat fut ouvert, le 1er janvier, au cours du dialogue entre le général de Gaulle et André Philip. Nous avons confiance en vous, mais nous sommes en désaccord avec vous sur un point particulier, celui des crédits militaires, répétait André Philip, et vous n'avez pas le droit de poser la question de confiance dont la règle de la motion de censure a pour fin de réduire la fréquence. À quoi le général de Gaulle objectait: je ne resterai pas au pouvoir, avec ou sans question de confiance, si l'Assemblée m'impose des réductions de crédit que je tiens pour impossibles. Le législateur répétait: vous devez vous incliner, sans nous menacer de votre démission. À quoi l'homme d'État répondait: je n'assumerai pas la responsabilité du pouvoir si vous me refusez les ressources indispensables. Si l'on va jusqu'au bout de la théorie d'André Philip, les gouvernants seront les simples agents d'exécution de l'Assemblée⁽¹⁾.

La révision à laquelle procéda la Commission, après le départ d'André Philip, fut inspirée par le souci de rassembler une large majorité en faveur du projet, au parlement et dans le pays. Les commissaires supprimèrent certains articles contre lesquels l'opinion semblait dressée, par exemple la révocabilité des élus (mais il n'est guère besoin de cette clause pour garantir la fidélité des députés dont la réélection dépend des partis), ils en supprimèrent d'autres que critiquaient l'un ou l'autre des trois grands: par exemple, le statut de partis, combattu par le parti communiste. On assouplit le système, en écartant la dissolution automatique, en rétablissant la question de confiance. À défaut d'une deuxième chambre, on créa deux conseils.

Pour l'essentiel, rien n'est changé. La Constitution accorde effectivement à l'Assemblée, c'est-à-dire en fait au parti majoritaire, un pouvoir presque illimité. Ni le Président de la République, ni le Conseil de l'Union française, ni les collectivités locales, ni la magistrature, ni l'administration coloniale n'échappent à leur loi, aucun homme, aucune institution ne possède d'autorité propre, susceptible de faire contrepoids à l'Assemblée nationale.

Après de longues hésitations et pour des raisons largement extra-constitutionnelles, le M.R.P. se résolut à dire *non*. Le parti socialiste était trop engagé pour faire machine arrière, il se résigna à dire *oui* avec les communistes. La controverse constitutionnelle devenait bataille politique.

Autour du texte voté le 19 avril, une polémique violente s'est déchaînée. Au nom de la République et de la démocratie, contre les trusts, s'écrient les partisans du *oui*. Au nom de la liberté, contre la tyrannie des partis, de l'Assemblée et demain des marxistes, répondent les partisans du *non*. En ce sens, rarement texte constitutionnel aura mérité aussi peu son destin, car nul n'est plus terne et plus médiocre, dans la forme et dans le fond.

La Constitution codifie la pratique actuelle. Le Président du Conseil sera élu par l'Assemblée (en fait après négociation entre les partis). Il y aura bien demain un Président de la République, mais tout se passera comme s'il n'y en avait pas. Les élections se feront au scrutin proportionnel, donc les partis seront les grands électeurs. Le gouvernement, une fois constitué, durera aussi longtemps que le pacte conclu entre les partis. Il ne sera plus question d'une crise accidentelle, parce qu'il n'y a plus d'accident de séance depuis que les députés sont devenus fonctionnaires des partis. La motion de censure interviendra rarement: ou bien la majorité restera cohérente et une motion de censure n'aura aucune chance d'aboutir, ou bien elle se sera dissociée et le gouvernement démissionnera avant d'affronter le vote. Quant au Conseil de l'Union française et au Conseil économique, ils mèneront dans l'ombre une existence médiocre, sans éclat et sans illusion.

Que peut-on reprocher honnêtement à la Constitution? Précisément ce manque d'imagination, cette simplicité de mauvais aloi qui aboutissent à remettre tous les pouvoirs, celui de nommer le Président de la République, celui de nommer le Président du Conseil, celui de nommer la majorité des membres du Conseil supérieur de la magistrature, celui de proclamer la République en danger, à une seule et même Assemblée, élue pour cinq ans. La IV^e République est pour l'instant une démocratie de partis, comparable à certains égards à la République de Weimar. La vie politique se déroule dans le pays ou dans les couloirs et non plus dans l'hémicycle, lieu désormais réservé à des rites sans efficacité. Que l'on suppose des Constituants inquiets de ce glissement vers des formes autoritaires, résolus à sauvegarder la démocratie libérale: à coup sûr ils auraient pris des précautions contre les excès éventuels des détenteurs du pouvoir, ils auraient tenté de mettre un frein au noyautage politique de l'administration, en bref ils auraient créé certaines institutions, soustraites à la loi des partis et au bon plaisir de l'Assemblée.

Or, non seulement on n'observe rien de pareil dans la Constitution d'avril 1946, mais on décèle sans peine l'intention contraire. Les Constituants ont

suscité le minimum d'obstacles à l'action d'une majorité, quelle qu'elle soit. On risque de renforcer ainsi l'idée, qui court déjà dans certains milieux, que l'enjeu des querelles, ce n'est plus la sauvegarde de la liberté, mais le choix de celui qui l'étranglera.

On comprend dès lors comment l'intérêt qui s'est refusé au détail, s'est attaché finalement à l'ensemble. Mode d'élection du Président de la République, composition du Conseil supérieur de la législature, pouvoir de la deuxième chambre, contrôle de la constitutionnalité des lois, chacun de ces points, en particulier, passe pour technique et rebute le grand public. Mais si, sur chacun d'eux, la solution finalement adoptée va dans le même sens, si l'on se refuse systématiquement à limiter la toute puissance de l'Assemblée unique, à soustraire le pouvoir judiciaire ou les pouvoirs locaux à son autorité, la minorité, actuelle ou virtuelle, se sent menacée dans son existence et répond un *non* passionné, qui s'adresse moins peut-être au texte lui-même qu'aux arrière-pensées supposées de ses auteurs.

Bien plus, la coupure entre partisans et adversaires sépare les socialistes-communistes de tous les autres. Inévitablement, la Constitution passe au second plan. On vote moins contre l'Assemblée unique que contre la majorité socialiste-communiste. De même que le second *oui* du 21 octobre avait moins exprimé un avis sur des dispositions constitutionnelles que la confiance dans le chef du gouvernement, le *oui* ou le *non* du 5 mai traduira l'acceptation ou le refus d'une formation politique.

À ce titre, le referendum exercera une influence certaine sur l'avenir politique du pays. Dans une large mesure, la composition de la future majorité en dépend. Quant à la Constitution elle-même, je ne parviens pas à me convaincre qu'elle pèsera d'un poids très lourd sur la suite des événements. Il est difficile, nous l'avons vu, de mesurer la responsabilité propre des techniques constitutionnelles, quand il s'agit du passé. *A fortiori* quand il s'agit de l'avenir. À l'avance, on est tenté de dire qu'à supposer que la Constitution doive demain s'abîmer dans un despotisme de gauche ou de droite, elle ne sera que pour une part assez faible responsable de sa propre ruine. En fait, elle n'aggrave ni n'atténue la crise politique: elle la reflète.

Le destin d'une démocratie de partis dépend évidemment du jeu des partis. Or, la Constitution ne diminue ni n'accroît la liberté d'action des partis socialiste ou M.R.P. Elle ne gêne pas et ne facilite guère la tactique des communistes. Elle ne protège pas les non-communistes des conséquences éventuelles d'un

gouvernement dirigé par les communistes, mais elle donne à ceux-ci peu d'armes supplémentaires. Elle ne suscite ni ne conjure les deux périls qui hantent les esprits: la tyrannie communiste et le césarisme anticomuniste. Elle n'est qu'une solution d'attente: les vainqueurs de demain, quels qu'ils soient, la réviseront.

La bataille du referendum se livre sur fronts renversés: ce sont les partisans de cette Constitution provisoire qui sont, comme il est logique de la part de révolutionnaires, les adversaires d'une constitution définitive.

Le 25 avril 1946.

⁽¹⁾ Dès que l'exécutif émane de l'Assemblée et des partis, ce dialogue même devient à peine concevable. Ou du moins, il se déroule à huis clos, aux Comités directeurs des partis.

Du jeu électoral aux réalités politiques

Combat
2 juin 1946

Mis à part quelques incidents, burlesques (comme les accusations de *L'Humanité* contre Daladier) ou tragiques (comme l'assassinat d'un candidat MRP à La Réunion), la campagne électorale s'est déroulée selon les rites. Les déclarations des partis et les discours des candidats ne permettent guère de deviner les mesures concrètes que les uns ou les autres envisagent de prendre, s'ils ont la charge du pouvoir. Et l'on parviendrait malaisément à discerner, à travers les joutes traditionnelles, les groupements de demain.

Mais les événements ont suppléé à la carence des hommes. En quelques jours, politique étrangère et politique intérieure ont été remises en question. Les Américains, puis les Anglais, en suspendant le transfert d'outillage allemand destiné aux réparations, ont franchi un premier pas vers la dénonciation des accords de Potsdam. La situation actuelle, la division de l'Allemagne en quatre zones étanches, ne saurait se prolonger indéfiniment. Les deux gouvernements de Londres et de Washington se lassent d'un système qui, bien loin de rapporter, coûte des centaines de millions de dollars aux puissances occupantes.

Rien n'indique que la solution à laquelle iraient les préférences anglo-saxonnes, le rétablissement de l'unité économique du Reich, prévu à Potsdam, ait une chance sérieuse d'être adoptée dans les semaines ou les mois qui viennent. Bon gré mal gré, Anglais et Américains se résignent à consacrer la situation actuelle, à reconnaître qu'il y a une Allemagne orientale sous protectorat russe, gouvernée demain par le parti unifié; inévitablement, ils vont tâcher d'organiser les trois zones de l'Allemagne occidentale. Du coup, la diplomatie française sera contrainte de réviser ses positions.

Quelle que soit l'opinion que l'on professe sur la possibilité ou l'opportunité de la séparation politique de la Ruhr, on avouera que cette conception, en tant que mesure de sécurité, n'a de sens que par rapport à une Allemagne unifiée. On proposera difficilement de séparer politiquement la Ruhr d'une unité composée par la seule Allemagne occidentale. Mais si la diplomatie française s'engage dans cette voie, elle se rapproche, sur ce terrain décisif, de la diplomatie britannique et américaine, et l'on doit s'attendre alors à une opposition du parti communiste, qui saisira l'occasion de reprendre les vieilles formules du nationalisme français.

L'accueil réticent fait par le parti communiste à l'accord franco-américain est

un premier signe de cette opposition latente au resserrement des liens entre la France et le monde occidental. En manifestant hautement "le souci de veiller que la suppression prévue de toutes les mesures protectionnistes ne mette pas en cause, dans un avenir plus ou moins proche, certaines branches de notre production industrielle, agricole et artistique", le bureau politique a indiqué le thème: défense de l'économie nationale, qu'il réserve d'exploiter contre les méthodes libérales auxquelles nous incline l'entente avec les États-Unis.

Enfin, le discours de M. Gouin a accentué la divergence des deux partis d'extrême-gauche en matière constitutionnelle. En acceptant une seconde Chambre, dont le veto serait au moins suspensif, en consentant à élargir les pouvoirs du président de la République, en souscrivant au principe de la séparation des pouvoirs, le président du Conseil accordait, au fond, à l'opposition modérée, l'essentiel de ce qu'elle avait réclamé. Le parti communiste n'a pas dissimulé sa mauvaise humeur.

Faut-il dire qu'un large accord "centriste", une nouvelle majorité axée sur les socialistes est en train de se dégager? Une telle conclusion serait singulièrement précipitée. Parlant presque au même moment que son chef, M. Moch proclamait que le parti socialiste ne gouvernerait jamais sans les communistes. Prudence parfaitement compréhensible: la situation présente prête plus souvent à des mesures impopulaires qu'à des faveurs démagogiques. Si le parti communiste, par l'intermédiaire de la CGT multipliait les revendications et les grèves, la reconstruction française, dans l'intérêt de laquelle on a souscrit à l'accord américain, serait compromise. La décision récente du parti communiste de soutenir la demande syndicale de hausse des salaires comporte probablement une double signification: elle vise à apaiser le légitime mécontentement des salariés, elle laisse entrevoir les conséquences d'un passage éventuel à l'opposition (ou encore, d'une part accrue d'opposition dans une tactique qui n'exclurait pas la participation au gouvernement).

Telles sont les réalités avec lesquelles le futur gouvernement se trouvera aux prises. L'électeur, pour son compte, serait bien en peine de choisir, puisqu'il choisit un parti, non les alliances, c'est-à-dire la politique réelle de ce parti. Quant aux partis eux-mêmes, ils espèrent manifestement que, demain comme hier, ils éluderont les difficultés et éviteront les véritables décisions. Mais les mêmes événements, qui ont posé les problèmes à l'heure où la proximité des élections engageait à les dissimuler, obligeront peut-être demain à donner une réponse immédiate à des questions que l'on s'ingénie à reposer indéfiniment.

Le christianisme social au pouvoir

Combat
5 juin 1946

Depuis la Libération, le MRP, à chaque élection, étonne tout le monde - lui-même compris - par l'ampleur de ses succès.

Peut-être les observateurs, lassés de prédire le "dégonflement" de ce parti "équivoque" vont-ils essayer de comprendre les raisons françaises et européennes, qui ont favorisé l'ascension, en un temps record, du "premier parti français".

Des partis analogues au MRP jouent un rôle de premier plan en Italie et en Autriche, où ils dirigent le Gouvernement, en Allemagne occidentale, où les élections de la zone américaine leur ont donné une nette majorité. En Belgique, au contraire, la structure politique ancienne n'a pas été bouleversée par le passage de la vague hitlérienne et une tentative de parti chrétien-social s'est brisée sur la résistance du vieux parti catholique.

Ces partis chrétiens-sociaux ne sont pas nés de l'occupation. En Italie, avant le fascisme, en Autriche, avant l'Anschluss, en Allemagne, avant Hitler, un parti catholique ou chrétien-social occupait déjà une place importante. Mais ils sortent grandis et transformés des années terribles.

On attribue parfois leurs progrès à l'afflux des voix conservatrices. Les bourgeois, nous dit-on, font bloc sur le parti non-marxiste qui, après le déclin des partis conservateurs ou réactionnaires, leur paraît le mieux fait pour s'opposer à la poussée communiste. Les partis, soi-disant inspirés par le christianisme, attirent désormais les incroyants aussi bien que les croyants: ce qui unit leurs troupes, c'est la peur de la révolution.

Une telle interprétation, qui comporte une part de vérité, est singulièrement superficielle. À supposer même que l'anticommunisme tourne au bénéfice des partis chrétiens-sociaux, il reste à savoir pourquoi il en est ainsi, pourquoi, par exemple, en France, on fait confiance au MRP plutôt qu'au PRL ou au parti radical?

Le fait premier dont il faut partir, sur lequel on peut épiloguer indéfiniment, mais que l'on ne peut pas contester, c'est que certaines idéologies historiques sont mortes et d'autres vivantes. PRL et radicalisme se réclament d'idéologies mortes, le MRP d'une idéologie vivante. On ne croit plus à la liberté quand elle se

confond avec la liberté d'entreprise; on ne croit plus à l'individualisme quand il évoque le règne des radicaux d'avant-guerre. En revanche, on n'a pas cessé de croire, ou plutôt on a recommencé de croire à un certain humanisme chrétien - foi en l'homme liée à la foi en Dieu - susceptible d'inspirer une reconstruction de la société à la fois socialiste et libérale.

Trois types d'hommes se sont retrouvés dans la Résistance: les communistes, les humanistes, les chrétiens. Les humanistes, ceux qui ne croient ni en Dieu ni en Staline, cherchent encore le parti qui traduirait leur message en action quotidienne. Communistes et chrétiens ont trouvé un parti qui incarne leurs convictions et répond à leurs espoirs.

Ainsi, qu'on le veuille ou non, le MRP demeure un mouvement, bien qu'il soit devenu un parti solidement organisé. Il éveille des dévouements et ne se borne pas à solliciter des intérêts. Les membres anciens ou actuels des JOC, des JEC, des militants de la Résistance, continuent de le servir avec une mystique qui a résisté à près de deux années de politique. (Ajoutons que dans l'organisation de la presse et dans la prise des positions, la mystique n'a fait aucun tort à l'efficacité politique de dirigeants comme MM. Amaury, Teitgen, etc.).

Bien plus, les résultats des dernières élections prouvent que le MRP a élargi son recrutement jusque dans les milieux laïques, dont le ralliement à un "parti de curés" consacre la décadence de l'anticléricalisme de style ancien. Si le MRP obtient le plus de voix dans les régions traditionnellement modérées de la France, il a progressé un peu partout, sauf à Paris, continuant à décimer les troupes de la vieille droite, mordant sur la gauche radicale ou socialiste.

Les perspectives les plus glorieuses semblent donc offertes, à ce parti qui est trop jeune pour être solidaire de l'avant-défaite, assez vieux déjà pour pratiquer avec art le jeu combiné du gouvernement et de l'opposition. Si nous vivions encore une période tranquille, si l'on demandait simplement au pouvoir d'administrer les fonctions de la vie collective et de laisser la paix aux citoyens, le MRP pourrait envisager avec sérénité une longue période d'occupation fructueuse de l'État.

Mais la situation française est tout autre. Ce qui doit préoccuper le MRP, au lendemain de sa victoire, n'est pas l'infidélité éventuelle de ses troupes, c'est l'usage qu'il compte faire de sa neuve puissance. Il ne s'agit pas de gérer les affaires courantes, mais d'élaborer le régime politique, économique et social de la France. Jusqu'à présent, on s'est borné aux tâches les plus faciles. On a nationalisé un certain nombre d'entreprises: il reste à assurer l'efficacité de la

gestion étatique. On a dépensé une bonne partie de notre stock d'or: il faut reconquérir les marchés extérieurs. On a déblayé les ruines: on n'a pas encore reconstruit. On a mis un plan sur le papier: on ne l'a pas encore mis en application.

Qu'avons-nous à voir avec tout cela, répondra le MRP, nous ne détenions aucun des ministères économiques? Il est bien vrai que sa responsabilité n'est pas engagée pour le passé, mais elle l'est déjà pour l'avenir. Un grand parti n'est pas seulement celui qui obtient beaucoup de suffrages, c'est surtout celui qui prend en charge, celui qui fait siens les grands intérêts nationaux. Or, il n'est pas d'intérêt national plus évident, plus impératif que l'augmentation du rendement du travail français, la rénovation de nos méthodes et de nos moyens de production.

Le MRP ne sera jugé, finalement, ni sur le nombre de ses fidèles, ni sur la générosité de ses idéologies, mais sur l'efficacité de son action gouvernementale. Il n'a eu besoin jusqu'à présent que de troupes et d'idéologie, il lui faut désormais des hommes d'État et des idées.

L'État et les partis

Combat
18 juin 1946

Le discours prononcé par le général de Gaulle à Bayeux ne visait pas à influencer sur le déroulement de l'actuelle crise gouvernementale. Il visait manifestement une ambition plus haute: influencer sur l'évolution de la crise politique dans laquelle se débat la nation française. Volontairement inefficace à courte échéance, il sera finalement jugé sur les suites que l'Histoire lui réservera. A-t-on assisté à une cérémonie du souvenir ou à l'inauguration d'un mouvement nouveau? Cette question, que chacun se posait à Bayeux, est celle même que suscitent inévitablement les paroles du général de Gaulle, à la fois dans leur signification intrinsèque et dans celle que leur ajoute la personnalité de celui qui les prononçait.

Le thème central autour duquel s'orchestre le discours est celui d'un État digne de ce nom. L'État était dégradé hier quand la servitude n'en retenait que les apparences, il est menacé aujourd'hui quand il devient l'enjeu de querelles entre les partis. La pensée du général de Gaulle est manifestement dominée par un souci majeur: comment empêcher que l'État, déchiré entre des ambitions rivales, ne se désagrège au point que le pays n'ait plus de choix qu'entre l'anarchie et une tyrannie, de droite ou de gauche, réaction désespérée et stérile à l'anarchie.

Qu'il ne s'agisse pas de craintes illusoires, l'observation quotidienne de la scène, et des coulisses de la politique suffit à en témoigner. La politisation de l'existence française - économie, administration, littérature - fait des progrès qui rappellent les dernières années de la République de Weimar. Fût-ce pour être sacré grand poète, on se passe de plus en plus d'une affiliation. La notion du fonctionnaire voué au service de l'État et indifférent aux vicissitudes électorales tombe de plus en plus en désuétude. Au milieu d'une campagne électorale, le ministre des Finances n'hésite pas à nommer son directeur de cabinet à l'un des plus grands postes de son administration. On sait que, désormais, en France, le charbon est communiste, la société de presse socialiste, l'agence de publicité MRP. Le tripartisme ne s'exerce pas seulement dans la répartition des portefeuilles ministériels, il s'étend à un secteur croissant de la vie nationale. Un tel régime, par définition, n'offre aucune promesse de stabilité. Partagé aujourd'hui entre trois organisations partisans et totales, l'État doit finir, si on laisse aller les choses, par devenir la possession exclusive d'un parti totalitaire.

"Comment préserver le crédit des lois, la cohésion du gouvernement, l'efficacité des administrations, le prestige et l'autorité de l'État?" Le sens de la réponse que suggère le général de Gaulle est clair: en mettant au-dessus des partis celui qui, comptable des intérêts nationaux dans leur continuité, aura la charge de nommer les ministres, de présider leur conseil, en cas de besoin de dissoudre la Chambre et de provoquer de nouvelles élections.

Plusieurs des propositions constitutionnelles du général de Gaulle obtiendront sans grand peine l'assentiment de la majorité des partisans du "non". L'extension des pouvoirs de la deuxième Chambre a été implicitement concédée par M. Gouin. De même, on a envisagé ici et là, pour élire le président de la République, un collège plus large que la seule Assemblée nationale. Mais ces réformes, si utiles qu'elles puissent être, ne touchent pas l'essentiel.

L'idée décisive, celle qui provoquera le plus de critiques, celle aussi qui aurait la plus grande portée, c'est que l'exécutif ne doit pas procéder du législatif "sous peine d'aboutir à cette confusion des pouvoirs dans laquelle le gouvernement ne serait bientôt plus qu'un assemblage des délégations". Nous reviendrons, un autre jour, sur la conception qu'a exprimée le général de Gaulle des rapports entre exécutif et législatif, entre président de la République et président du Conseil. Bornons-nous aujourd'hui à constater qu'elle exige un président de la République, doué de vertus hors série. Cet homme, étranger aux conflits partisans, doit être l'arbitre équitable, celui qui "accorde l'intérêt général quant au choix des hommes avec l'orientation qui se dégage du Parlement", il doit être impartial à l'égard de tous les groupes et organisations, passionné seulement de la France et de sa grandeur. Comment s'étonner que les auditeurs aient été sensibles, avant tout, à la signification actuelle d'un tel programme, fait non pas seulement pour un peuple à une époque donnée de son Histoire, mais aussi pour un homme?

Après le refus par le parti communiste d'une direction MRP, la reconduction du tripartisme paraît l'issue la plus vraisemblable. Ainsi donc, campagne électorale, élections, réunions des comités directeurs, tout aura été finalement fait pour rien et l'on se retrouvera au point de départ.

Désormais, en dehors de ce régime dont personne ne se déclare satisfait, pas même ceux qui le dirigent, il y a au moins une autre possibilité. La Constitution, intermédiaire entre le parlementarisme britannique et le système présidentiel américain, esquissée par le général de Gaulle, n'est probablement pas viable en période tranquille, mais du moins laisse-t-elle apercevoir l'éventualité d'une

tentative, à laquelle les partis ne se résoudreont pas volontiers, mais à laquelle certains d'entre eux se résigneront peut-être, par nécessité, quelque jour.

De Bayeux au Palais-Bourbon

Combat
20 juin 1946

La Constitution esquissée par le général de Gaulle est-elle présidentielle ou parlementaire? On hésite à répondre parce qu'une précision, d'importance décisive, manque.

Le président de la République nomme les ministres, et d'abord le premier ministre. Soit! Mais le cabinet est-il, comme en Angleterre, responsable devant l'Assemblée ou, comme aux États-Unis, devant le seul président de la République? Dans le premier cas, nous resterions dans le cadre du régime parlementaire; dans le deuxième, il s'agirait proprement d'un régime présidentiel, avec la différence, par rapport au modèle américain, que le président serait élu au deuxième degré par un collège qui comprendrait les membres du Parlement, et non au suffrage universel par le peuple entier.

Quelle que soit l'interprétation que l'on retienne, la "Constitution de Bayeux" ne doit pas son inspiration aux démocraties anglo-saxonnes. En effet, et en Angleterre, et aux États-Unis, le chef de l'Exécutif est normalement le chef du plus grand parti. Ici, il est élu au suffrage universel; là, choisi par le roi; mais ces modalités techniques ne devraient pas dissimuler le fait fondamental que la stabilité de l'Exécutif, outre-Manche comme outre-Atlantique, tient à un accord, enraciné dans une pratique traditionnelle, entre le système des deux partis et le mécanisme constitutionnel.

Les partis anglais ou américains ne remettent pas tout en jeu dans leur rivalité. La diplomatie de M. Bevin ne s'écarte guère de celle de M. Eden. Personne n'oserait énoncer la même proposition à propos de MM. Thorez, Blum et Bidault. On exagérerait à peine en suggérant que les partis, conservateur et travailliste, quand les questions posées intéressent l'existence même de la nation britannique, retrouvent spontanément l'unanimité nationale. Et, s'il y a aux États-Unis des oppositions graves entre des groupes, ces oppositions apparaissent plus d'une fois à l'intérieur même des partis, qui ressemblent davantage à des équipes concurrentes, appelées à prendre tour à tour la charge de l'État, qu'aux organisations massives de la République de Weimar ou de la IV^e République française.

C'est à la situation particulière de la France, déchirée entre des partis dont les idées, les conceptions du monde se heurtent brutalement que répond le projet du

général de Gaulle. La séparation presque complète du Législatif et de l'Exécutif, difficile à négocier en théorie puisque l'un et l'autre procèdent finalement de la nation souveraine, a manifestement pour fin, dans sa pensée, de soustraire le chef de l'Exécutif, non au contrôle des représentants du peuple, mais à la toute-puissance des partis. Mais, du même coup, on s'explique la réaction de ceux-ci à un tel programme.

En fait, il n'y a aucune chance que la version présidentielle de la "Constitution de Bayeux" soit mise pour l'instant à l'épreuve. La présente Assemblée exigera en tout cas la responsabilité du ministère devant la Chambre. Pour que cette responsabilité ait un sens, il faut que les ministres soient choisis par le Premier autant que par le Président, que celui-ci ne dispose pas seul du droit de dissolution.

Ces réserves faites - et elles sont de portée considérable - on introduira aisément, dans la Constitution que la présente Assemblée soumettra au pays d'ici quelques mois, plusieurs des propositions sur lesquelles les représentants du parti socialiste s'accordent avec le général de Gaulle: indépendance du judiciaire, deuxième Chambre de réflexion, président de la République élu par un collège élargi et choisissant, en tout cas, le Président du conseil.

On dira que cette révision de la Constitution rejetée par le pays le 5 mai ne toucherait pas l'essentiel: le régime des partis. Il est probable, en effet, qu'à moins d'une modification de la loi électorale, on se heurtera, après les prochaines élections, aux mêmes difficultés. On aura autant de peine, on mettra autant de temps à trouver une majorité et un chef de gouvernement: cette majorité risquera d'être aussi incohérente, ce chef aussi impuissant.

Malgré tout, peut-être, le parti dont dépend l'orientation de la majorité, parce qu'il se situe au centre, montrera-t-il plus de résolution s'il a cinq ans et non sept mois devant lui. Peut-être les parlementaires se souviendront-ils assez tôt qu'un régime paralysé est un régime condamné. Peut-être, au lieu de vitupérer leurs ennemis réels ou imaginaires, les partis, aujourd'hui au pouvoir, finiront-ils par comprendre que leur règne n'est menacé ni par les mythes ni par les hommes, mais par leur incapacité à définir et à exécuter une politique.

On verra, dans les jours qui viennent, ceux qui, en actes et non en paroles, sont les défenseurs de la démocratie, c'est-à-dire ceux qui, authentiquement, en souhaitent et en assurent le fonctionnement.

Fixation des salaires. Direction de l'économie

Combat
22 juin 1946

Les revendications des syndicats ouvriers ne s'adressent pas au patronat: elles s'adressent à l'État. La phase des conventions collectives est aussi irrémédiablement dépassée que le temps où patrons et ouvriers débattaient les conditions du travail dans une apparente liberté qui jouait trop souvent au profit des plus forts, c'est-à-dire des employeurs. Désormais les organisations patronales inclinent à l'attitude qu'elles ont adoptée hier, après quelque hésitation, elles laissent aux pouvoirs publics les responsabilités qu'ils sont effectivement seuls en mesure d'assumer.

Si l'État fixe les salaires, il se trouve amené, de proche en proche, à fixer aussi les prix, puis à répartir le revenu national entre les classes sociales, entre épargne et investissement. Qu'il le veuille ou non, il porte la charge non *de* tout, mais *du* tout. En d'autres termes, le fonctionnement de l'ensemble du système dépend de plus en plus de ses décisions.

À l'heure présente, celles-ci sont prises trop souvent dans la nuit. Pour que les hommes d'État eussent une chance de remplir convenablement leurs fonctions, démesurément élargies, ils devraient disposer de renseignements statistiques qui, en fait, leur manquent plus d'une fois. Que l'on compare la présentation du budget anglais et du budget français, l'un rattaché à la situation générale de l'économie, l'autre limité à un état comptable des finances publiques, et l'on mesurera le retard qu'il nous faut rattraper. Très justement, M. André Philip a confié à une commission le soin de calculer le revenu national (donnée indispensable à toute politique rationnelle), souvent estimé mais à partir de chiffres trop incertains et incomplets.

Il va sans dire que l'appel aux experts ne résout rien. Il faut que l'État connaisse non pas seulement ce qui est, mais ce qu'il veut. Il doit se proposer un plan à échéances, envisager la stabilisation des prix et des salaires à un certain niveau. Toutes les politiques peuvent se défendre, même une politique d'inflation: encore faut-il qu'il y en ait une. Le risque, quand plusieurs partis sont simultanément au pouvoir, c'est qu'il y en ait plusieurs, c'est-à-dire aucune.

En démocratie, le compromis est légitime, indispensable. La solution modérée ressortit à la pratique démocratique aussi naturellement que le partage des portefeuilles. Économiquement, le compromis est le plus souvent exclu. On ne

juxtapose pas impunément le dirigisme dans un département et la liberté dans un autre, sous prétexte que les titulaires des deux ministères obéissent à des inspirations différentes. L'échec du ravitaillement, depuis la Libération, tient largement aux contradictions entre les préférences de multiples ministères dont MM. Ramadier, Pineau, Tanguy-Prigent et Longchambon étaient les serviteurs plus que les chefs.

N'imaginons pas d'ailleurs qu'il s'agisse là d'une déplorable nouveauté, dont le tripartisme se serait le premier rendu coupable. L'histoire économique de la France, entre les deux guerres, est riche en exemples de cette sorte.

La politique pratiquée par le premier gouvernement du Front populaire aurait en tout cas exigé le contrôle des changes. Parce que le parti radical rejetait cette mesure, pourtant solidaire du reste du programme économique, on consentit allègrement à nourrir, par l'augmentation du pouvoir d'achat, l'exportation des capitaux plus encore que le marché intérieur.

Les défenseurs du libéralisme prophétisent que la liberté déclinera au fur et à mesure que l'État étendra ses attributions économiques. Sans partager ce pessimisme, tous les observateurs reconnaissent la gravité d'un problème dont la crise actuelle est une illustration. Quand les syndicats obéissent aux mots d'ordre d'un parti entre d'autres, celui-ci a beau jeu à manœuvrer les organisations ouvrières selon les exigences de sa tactique. Quand *un* parti se confond avec l'État, comme en Russie soviétique, l'accord entre la politique économique décidée par le gouvernement et les mouvements de masses est acquis à l'avance.

La démocratie ne tend pas à cette sorte d'accord, infaillible et unanime. Encore reste-t-il qu'un certain accord s'impose. Le choix de M. Bidault aura, en tout état de cause, des conséquences à longue portée. On est en droit de demander que ce choix soit fait en toute connaissance de cause et qu'il s'insère dans une conception d'ensemble, clairement exposée au pays.

Les Cent Jours

Combat
25 juin 1946

Il serait déplacé d'accueillir le ministère Bidault par des acclamations ou par des invectives.

Comme trop souvent dans la politique française, la combinaison ministérielle se justifie plus aisément par les maux qu'elle évite que par le bien qu'elle apporte. En effet, quelles autres solutions pouvait-on concevoir il y a une semaine? La reconduction du ministère Gouin? Le système aurait paru plus dérisoire encore, puisque l'on aurait été obligé de dire que la direction du gouvernement était la sanction de l'échec électoral. Si les communistes s'étaient opiniâtrés dans le refus d'un président MRP et les socialistes dans le refus des leviers de commande, le mécanisme du tripartisme aurait été bloqué. Or, à supposer qu'une crise de cet ordre doive survenir quelque jour, le moment eût été singulièrement mal choisi. Non pas tant à cause de l'urgence des négociations diplomatiques qu'en raison de la proximité de nouvelles élections: aucun parti n'aurait pris de responsabilités décisives à quelques mois d'une consultation populaire.

Au reste, le nouveau cabinet ressemble trop à son prédécesseur pour qu'il prête à de nombreux commentaires. Tout au plus sera-t-on tenté, en comparant la liste d'aujourd'hui à celle d'hier, de dégager les règles, nées de l'expérience, auxquelles obéit désormais le tripartisme. Le parti qui détient la présidence accepte certaines servitudes et revendique certains privilèges. Les ministères-clés de l'économie - Finances et Économie nationale - qui passent des mains socialistes aux mains républicaines populaires, entraînent le risque de l'impopularité. Le secrétariat d'État à l'Information aurait pour fin d'atténuer ces conséquences fâcheuses: le propagandiste compense le financier.

Quant au ministère du Ravitaillement, l'appel à M. Farge "technicien" hors parti, dont on s'assure régulièrement le refus, est en passe de devenir rituel. Que ce ministère exerce une influence décisive puisque le niveau des salaires, donc celui des prix, donc la valeur de la monnaie, dépendent de la répartition équitable des ressources disponibles, cette vérité simple, sur laquelle nous ne nous lasserons pas de revenir, n'a pas encore, semble-t-il, pénétré les milieux parlementaires.

Voici donc, encore une fois, assis côte à côte, les représentants de trois partis,

dont les journaux ne cessent d'échanger accusations et injures. Voici donc "un corbeau noir", "un suppôt de la réaction et de l'Église" promu au rôle de chef du Gouvernement provisoire avec le consentement et la collaboration des partis ouvriers. M. Marcel Paul continuera à répartir les pneumatiques en dehors de tout formalisme bureaucratique. M. Tanguy-Prigent continuera à réserver toute sa sollicitude à la Confédération Générale de l'Agriculture. MM. de Menthon et Robert Schuman, après M. André Philip, se voueront à la tâche ingrate d'imposer une ligne commune à leurs collègues récalcitrants.

Dans ces conditions, on se bornera à souhaiter que le programme limité sur lequel les trois partis se sont mis d'accord soit effectivement appliqué.

Que l'on se reporte aux déclarations de M. Bidault ou de M. Daniel Mayer. On y trouvera indiqués trois ordres de projets.

D'abord, la ratification des accords de Washington et quelques débats inévitables (Algérie, Indochine). Les difficultés parlementaires n'étant pas en proportion (souvent en raison inverse) de la difficulté intrinsèque des questions, il n'y a pas lieu de prévoir de crise grave.

"L'augmentation du pouvoir d'achat des masses laborieuses liant les problèmes de la monnaie, les prix de la production et des salaires", pour reprendre la formule de M. Daniel Mayer, intéresse, en réalité, tout le champ de l'économie française. En l'état actuel des choses, personne n'imagine que le Gouvernement, unanime, définira une politique cohérente. On essaiera de limiter le plus possible la poussée inflationniste, d'hypothéquer le moins possible l'avenir, avec l'espoir qu'un jour, au-delà de ces élections successives dans lesquelles la nation exprime à chaque coup des préférences constantes et contradictoires, les partis, au risque de se séparer, auront le courage de choisir.

Reste enfin le vote de la Constitution, devoir primordial de la Constituante. Les grandes lignes du compromis concevable ont été plus d'une fois tracées ici et ailleurs. Trois mois plus que suffisants pour aboutir à un accord, à condition non pas même de vouloir cet accord, mais simplement d'y consentir.

Si tout se passe conformément aux prévisions, la France aurait donc, en octobre prochain, une Constitution raisonnable et un Parlement élu pour cinq ans. La restauration impériale ne dura que cent jours. Le règne de M. Bidault est promis à une existence aussi brève, mais, dans son cas, au rebours de tous les principes, la fin rapide sera la consécration du succès.

Comment sortir du tripartisme

Combat
27 juin 1946

Personne ne défend le tripartisme, et pourtant personne ne voit clairement le moyen de le surmonter. L'actuelle formule gouvernementale n'a qu'un mérite, fragile au regard de la théorie, considérable aux yeux des hommes d'action: elle existe.

On a toujours raison quand on la critique, quand on en dénonce les contradictions internes et l'impuissance. Mais plus d'un lecteur nous répond: que proposez-vous de mettre à la place?

On conçoit, me semble-t-il, trois solutions à la crise. La première est la modification de la force relative des partis par une révision de la loi électorale; la seconde est l'acceptation, par le parti socialiste, d'un gouvernement soit avec les seuls communistes, soit avec le seul MRP; la troisième est celle qu'a esquissée le discours de Bayeux.

Nous avons plus d'une fois souligné les conséquences de la loi électorale qui transforme les états-majors de partis en grands électeurs, enlève aux députés toute autonomie et fait dépendre le succès ou l'échec du numéro d'ordre sur la liste électorale. Une révision limitée qui autoriserait le vote préférentiel sans sortir du cadre de la proportionnelle améliorerait probablement la qualité et le statut du personnel parlementaire: elle ne modifierait pas les effectifs des groupes.

Le retour au scrutin uninominal mettrait-il fin au règne des trois grands? Beaucoup d'observateurs le proclament très haut, mais la démonstration est pour le moins difficile. Dès avant la guerre, l'investiture des partis donnait aux candidats un avantage souvent décisif. Malgré tout, l'expérience vaudrait d'être tentée, mais l'opposition des communistes et des MRP suffira très probablement à l'empêcher. Mieux vaut donc ne pas se faire d'illusions excessives. Élu au scrutin proportionnel, la prochaine Assemblée ne différera pas profondément de la Constituante n°2.

Le changement ne pourrait venir, en ce cas, que des partis et non des électeurs. Les groupes parlementaires prendraient l'initiative d'autres alliances: gouvernement socialiste-communiste, à supposer que les deux partis ouvriers obtiennent cette fois la majorité absolue, gouvernement du front populaire, si le

rassemblement des gauches s'y prête, gouvernement du centre, laissant en dehors communistes et PRL.

Pourquoi aucune de ces formations, qui réduirait au moins l'hétérogénéité du ministère, n'a-t-elle, pour l'instant, aucune chance? À cause du choix, fait résolument par le parti socialiste, de ne pas choisir. Parti du centre, il ne trouve une énergie proche de la violence que pour rejeter la tentation soit d'un tête-à-tête avec le parti communiste (qui serait sa mort), soit d'une majorité du centre, qui le séparerait, pense-t-il, de la classe ouvrière.

Chacun comprend les raisons de cette attitude, mais l'expérience n'en a-t-elle pas enseigné abondamment les suites? Assurés que les socialistes ne se détacheront jamais d'eux, communistes et MRP jouent à coup sûr. L'influence du troisième grand va déclinant et déjà l'on se demande (on se pose une question analogue à propos du concert mondial) s'il s'agit bien d'un grand.

Les socialistes ont imputé leur échec électoral, qui n'avait rien de catastrophique, aux lourdes responsabilités qu'ils avaient assumées. Ils ne se sont pas contentés de strapontins, comme ils l'avaient dit; du moins, ils ont laissé à d'autres l'initiative en matière de salaires et de prix. Je souhaite que cette demi-abstention leur profite, parce que la vigueur du parti socialiste me paraît indispensable à la vigueur de la démocratie française, mais je n'en suis pas convaincu. Un parti à la remorque des autres, bureaucratisé sans avoir le dynamisme des organisations autoritaires, ne parvient plus à éveiller les espérances qui attirent les jeunes et soulèvent les foules. Le refus de choisir est aussi un refus de risquer: le courage attire davantage.

En tout cas, si le parti socialiste maintenait jusqu'au bout sa ligne actuelle, le système tout entier serait exposé aux mêmes menaces que le tripartisme. Et un régime plus ou moins proche du régime présidentiel, dont Léon Blum était partisan lorsqu'il écrivait *À l'échelle humaine*, semblerait peut-être encore offrir la seule issue.

On ne méconnaîtra pas les inconvénients et les périls d'une telle éventualité. Mais, plutôt que de la vitupérer, mieux vaudrait la rendre inutile en donnant à la France un gouvernement capable de la gouverner.

Pour la résurrection d'une internationale

Combat
29 juin 1946

Le tripartisme est un phénomène européen. En Italie, en Allemagne, comme en France, la politique est dominée par les réactions réciproques de trois partis, dont l'un se réclame du modèle soviétique, le deuxième se donne pour objectif une économie dirigée compatible avec la liberté, le troisième affirme une volonté de réforme sociale tout en invoquant la morale, sinon le Credo catholique. Or, bien qu'en ce sens, l'Europe, à l'ouest du rideau de fer, tende à évoluer selon les mêmes lignes directrices, les Internationales restent virtuelles ou, pour ainsi dire, en sommeil.

Il est probable que l'Église catholique donne des consignes semblables ici et là, mais on doute qu'entre M. de Gasperi et M. Maurice Schumann il y ait un début de collaboration "partisane". M. Léon Blum a été acclamé au congrès de Bournemouth, mais il n'y a pas de délibération commune entre les représentants des diverses social-démocraties. La IIe Internationale n'est plus qu'un souvenir ou un espoir.

Même la IIIe Internationale s'est transformée, au moins dans ses formes extérieures, depuis la suppression du Komintern. Suivant le même mot d'ordre, tous les partis communistes jouent le jeu du nationalisme, tactique uniforme qui aboutit évidemment à des contradictions, fâcheuses, au moins transitoirement, pour l'amitié des partis frères.

Les communistes français exigent la séparation politique de la Ruhr, alors que le parti unifié allemand, soutenu par les autorités soviétiques, mène une bruyante campagne au cri de "*Ein Volk, ein Reich, Einheit*", un peuple, un Reich, unité. (Un seul mot a changé depuis la mort du IIIe Reich). Les communistes italiens souhaiteraient garder Trieste à leur patrie, mais les faveurs de Moscou vont au maréchal Tito.

Sans doute, ces oppositions restent superficielles. Entre le parti communiste, maître du plus grand Empire continental, et tous les autres partis communistes, le décalage de force est trop grand pour que les faibles puissent connaître la tentation de la révolte. Même si les communistes du monde entier n'étaient pas tenus par les liens de l'amour, même s'ils n'étaient pas convaincus, comme ils le sont effectivement, que toute avance de la Russie soviétique marque un progrès social, l'Internationale communiste demeurerait soumise aux besoins de la

diplomatie russe et continuerait d'apparaître comme une expression de l'idée impériale de la plus grande Russie.

Les autres partis n'ont pas la même chance, ils ne subissent pas la même servitude. Leur foi n'est pas réalisée dans une nation, lointaine parce que mal connue; ils ne sont donc obligés ni de croire à un khalife, ni d'obéir aux ordres de leur patrie spirituelle. En revanche, il leur manque un foyer de rayonnement, un principe de séduction, comparable à l'Union soviétique victorieuse au terme de la plus héroïque et de la plus glorieuse des guerres.

Bien plus, la tactique communiste engage les autres partis dans une surenchère de nationalisme. Lorsque les communistes revendiquent l'héritage de tout le passé français, s'instituent les défenseurs jaloux de la sécurité et de la grandeur nationales, chacun craint d'être distancé dans la course.

Il est normal que le patriotisme sorte renforcé des épreuves de la défaite et de la victoire, mais la violence du nationalisme conserve aujourd'hui, quoi qu'on en ait, quelque chose d'artificiel. À l'heure où l'univers est partagé entre deux Empires gigantesques, à une époque où, entre les deux Grands et tous les autres pays, la distance s'est élargie démesurément, rien ne permettra aux nations européennes de s'abandonner à des illusions de puissance. Isolées, elles sont condamnées à une existence précaire, qui contrastera de plus en plus avec les déclamations empruntées à un temps où elles divisaient la planète en sphères d'influence.

Cette prise de conscience devrait favoriser la résurrection d'une Internationale socialiste. Celle-ci ne prétendrait ni à ranimer l'organisation, impressionnante et vaine, qui s'effondra en 1914 et végéta entre les deux guerres, ni à représenter l'idée impériale d'une grande puissance. À partir de contacts réels entre des partis inspirés par des idéologies analogues, elle viserait à élaborer peu à peu une fédération de nations, libres et égales. Elle se fonderait sur l'acceptation, pleine et entière, par chaque parti, de la réalité nationale, mais elle aurait, elle aussi, pour objectif, comme l'Internationale communiste mais dans un style différent, une certaine intégration supra-nationale de l'Europe.

Utopie? Sans doute, il s'agit là de perspectives lointaines. Mais un parti vivant ne se passe pas impunément de vastes espérances.

Peut-être le parti socialiste français trouverait-il un élan nouveau s'il prenait à son compte un idéal que le déclin des nations, surclassées par les colosses, marque du sceau de la raison historique.

Problèmes des nationalisations

Combat
5 juillet 1946

Quel sera le statut des salariés travaillant dans les entreprises nationalisées?

Le décret, publié le 22 juin, donc au titre des affaires courantes, signé de MM. Marcel Paul et Croizat sans contreseing du ministre des Finances et fixant le barème des traitements pour les employés du Gaz et de l'Électricité, a suscité une polémique entre "les agents des trusts" et "les défenseurs de la classe ouvrière". Et, pourtant, la question est trop grave pour qu'on s'en tienne à des invectives.

On a montré - et les syndicats ouvriers n'ont pas réfuté la démonstration - que, d'après le nouveau barème, les employés du Gaz et de l'Électricité gagneraient sensiblement plus (de 50 à 75% et parfois 100%) que les fonctionnaires de la préfecture de la Seine auxquels ils étaient assimilés. Ils bénéficieraient aussi d'avantages (un mois de congé annuel) supérieurs à ceux des ouvriers d'industries privées.

La comparaison avec les fonctionnaires de l'administration préfectorale n'est certes pas décisive. Au fur et à mesure que les pouvoirs publics se substituent aux entrepreneurs, ils entrent en compétition avec l'industrie privée. Or, le plus souvent, celle-ci, pour le même travail, accorde une rétribution supérieure à celle que reçoivent les serviteurs de l'État. En particulier, chacun sait qu'un fonctionnaire de rang élevé, qui "entre dans les affaires", accroît immédiatement et considérablement ses revenus.

Le statut des salariés dans le secteur nationalisé ne peut donc pas être aligné uniquement sur celui des fonctionnaires des vieilles administrations. Encore faut-il ne pas créer des différences telles que ces derniers aient l'irrésistible impression d'être victimes d'une injustice gratuite. Encore faut-il ne pas oublier que, dans le cas de services publics tels que le Gaz et l'Électricité, c'est la collectivité tout entière (et non pas les trusts) qui fait désormais les frais des privilèges consentis à certains. Encore faut-il ne pas oublier que le niveau des salaires réels dépend moins des décisions prises par les ministres que du volume de la production et du rendement du travail. Instituer une catégorie, dotée d'avantages particuliers, aide sans doute au recrutement d'une clientèle, mais non à l'amélioration de la condition des travailleurs dans leur ensemble.

L'importance des traitements accordés aux employés de rang élevé n'a pas

moins frappé que le niveau général des salaires. Un directeur de premier échelon touchera entre 643.000 et 1.029.000 francs par an, c'est-à-dire bien davantage que les plus hauts fonctionnaires de la République, dont les mensualités ne dépassent jamais une quarantaine de mille francs par mois.

Là encore, avant de protester, il importe de se rappeler, qu'il s'agit de fonctions, comparables à celles des directeurs de sociétés industrielles, plutôt qu'à celles de fonctionnaires d'ancien style. D'autre part, pourquoi s'étonnerait-on que des ministres communistes soient favorables à une grande inégalité de salaires? L'éventail des salaires est plus large en Russie soviétique qu'en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Sans doute, les ministres ont pu être soucieux d'étendre leur influence parmi les ingénieurs et les techniciens, de montrer qu'ils étaient les défenseurs des cadres et des élites autant que des masses, mais leur attitude a des causes plus profondes.

Partout où l'intérêt de la production passe avant tout, l'inégalité des salaires est forte. À mesure que la richesse augmente, elle tend à diminuer. S'il est vrai que depuis trente ans, dans les vieux pays capitalistes, l'éventail des salaires s'est rétréci, la raison n'en est pas seulement la puissance des syndicats ouvriers: l'obsession de produire à tout prix s'est atténuée, le désir d'égalité pèse plus lourd dans la balance.

Actuellement, et pour de longues années encore, l'économie française est dominée par l'exigence de la production. Il est donc normal que les organisations ouvrières et patronales s'opposent aux mesures, justifiées à d'autres égards, qui rendraient plus étroit l'éventail des salaires.

Mais il est une réserve que l'on ne peut pas ne pas faire. Tout ce qui contribue à améliorer le rendement des entreprises nationalisées sera accepté de bon cœur. En revanche, les avantages différentiels, distribués à tel ou tel groupe, par démagogie partisane, iraient à l'encontre du but visé. Des inégalités injustifiables entre fonctionnaires d'administration centrale, employés des secteurs nationalisés, ouvriers des entreprises privées, finiraient par paralyser tout le système économique.

C'est le succès même des nationalisations qui est en jeu: car une nationalisation n'est pleinement réussie que si l'entreprise collective rend, à meilleur compte, les mêmes services que l'entreprise privée.

Sécurité sociale et insécurité monétaire

Combat
7-8 juillet 1946

M. Croizat vient de tenir une conférence de presse tout entière dirigée contre une proposition de loi, déposée par deux députés MRP. Comme ceux-ci n'ont certainement pas manqué à la discipline du parti, on est tenté de conclure que le ministre du Travail s'en prenait à la thèse supposée de son président du Conseil.

Il s'agit en apparence, d'une question secondaire: la date d'entrée en vigueur du plan de sécurité sociale dont l'élaboration avait commencé sous la direction de M. Parodi et a été achevée sous celle de M. Croizat. Le retard de six mois ne paraît pas en lui-même, aux yeux des observateurs non prévenus, présenter une telle importance, d'autant plus que l'application du système général des retraites est différée jusqu'au moment où la production dépassera de 10% le niveau de 1938. Mais le débat sur les dates dissimule des divergences plus graves.

L'idée directrice du plan est d'instaurer des caisses uniques et obligatoires d'assurances sociales. Comme on pouvait s'y attendre, elle est combattue par ceux qui souhaitent défendre certaines caisses particulières déjà existantes, soit qu'elles soient gérées par des groupements jaloux de leur indépendance et de leurs idéologies propres (mutuelles), soit qu'elles confèrent des avantages que les assurés craignent de perdre lorsqu'ils seront soumis au droit commun (cadres).

En théorie, on peut attendre d'un système établi sur le plan national certains bénéfices non négligeables: l'uniformité de sa réglementation devrait entraîner une simplification, une rationalité plus grande de l'appareil bureaucratique. Les grands fonctionnaires enthousiastes du plan, en particulier le directeur général des Assurances, ont été inspirés, à coup sûr, par des considérations de cette sorte.

Ils ont probablement fermé les yeux à deux conséquences auxquelles les partis ne pouvaient pas ne pas être attentifs. La tendance à la prise en charge par l'État de tout le mécanisme des assurances répond, certes, à une tendance visible dans tous les États modernes. L'État bismarckien a donné l'exemple, il y a plus d'un demi-siècle: même les démocraties anglo-saxonnes s'engagent peu à peu dans cette voie. Mais, sans rejeter le principe de la normalisation à l'échelle nationale, on aurait pu procéder par paliers et ne pas supprimer des organisations qui avaient au moins le mérite d'une vieille existence et de traditions. Il est souhaitable de ne pas liquider systématiquement les corps intermédiaires lorsqu'ils expriment des groupes réels.

De plus, le rôle que les représentants, désignés et non élus, des organisations syndicales sont appelés à jouer dans la gestion des caisses, soulève légitimement des inquiétudes, à partir du moment où les syndicats obéissent aux mots d'ordre d'un parti et, par conséquent, ne constituent plus des organisations professionnelles au sens strict du terme. Sera-t-on amené à dire demain que les assurances sont aussi communistes que le charbon, alors qu'un service de sécurité sociale fonctionne d'autant mieux qu'il échappe davantage à tout souci extérieur à l'efficacité administrative?

L'opposition n'est donc pas seulement, comme le dit le ministre, "entre ceux qui ne conçoivent la solidarité qu'au sein de groupes étroits, rassemblant les individus d'après leurs affinités, leur profession, leur milieu social, parfois même leur religion" et ceux qui jugent "que la sécurité sociale doit reposer sur une solidarité nationale aussi large que possible". Même si l'on admet la deuxième conception, on n'est pas obligé de détruire les institutions qui répondaient à la première. Et, en fait, les avocats de "l'échelle nationale" ne sont pas plus indifférents que les autres aux positions de puissance que leur réservera l'application de la théorie.

On doute que le changement de date présenterait des avantages susceptibles d'en compenser les inconvénients, inévitables et évidents. Mais comment ne pas noter le caractère fictif de la sécurité sociale tant que nous vivrons dans une époque d'inflation? Quand le décalage est réduit entre les prestations et les versements, les assurés ne subissent pas trop fortement les contre-coups de l'instabilité monétaire. Ils les subissent d'autant plus rudement quand il s'agit de retraite.

Si parfait soit-il sur le papier, un plan de sécurité sociale demeure illusoire aussi longtemps que les conditions économiques de la sécurité ne sont pas remplies. Pour qu'on puisse prélever sur la production courante les sommes nécessaires, il faut que le nombre des travailleurs par rapport à celui des retraités, donc des adultes par rapport aux vieillards reste assez élevé. Il faut ensuite que le volume de la production augmente régulièrement. Il faut enfin que les primes accumulées ne soient pas dévalorisées par la dépréciation de la monnaie.

Félicitons-nous que la France soit dotée d'un système rationnel de sécurité sociale, mais ne donnons pas aux Français une confiance naïve dans la vertu des décrets. Il n'y a de sécurité authentique que dans une économie prospère et par une monnaie stable.

Le Pouvoir exécutif et le droit de dissolution

Combat
10 juillet 1946

Convient-il ou non de limiter le droit de dissolution reconnu au Pouvoir exécutif?

La commission de la Constitution va reprendre aujourd'hui la discussion de ce problème qui, entamée la semaine dernière, n'avait abouti à aucune conclusion, puisque vingt et un de ses membres avaient approuvé et vingt et un désapprouvé la proposition du MRP.

D'après la Constitution du 19 avril, l'Assemblée, à la majorité des deux tiers, pouvait prononcer sa propre dissolution. En revanche, le Gouvernement n'obtenait le même droit que dans la deuxième partie de la législature et après deux crises ministérielles au cours de la même session. Les républicains populaires demandent que le président de la République soit habilité à dissoudre l'Assemblée nationale par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du président du Conseil.

Les trois partis ont déjà pris position, chacun dans son style propre. Pierre Hervé fait de son mieux pour dramatiser cette controverse technique et proclame que si on accorde à l'Exécutif "le pouvoir de dissolution inconditionnel", "la voie est ouverte au bonapartisme". André Philip, dans un article très modéré de *Cité-Soir*, précise les modifications que les socialistes consentent à apporter au texte du 19 avril et celles qu'ils rejettent. Des deux conditions, auxquelles était soumis le droit de dissolution par l'Exécutif, deuxième partie de la législature et deux crises ministérielles pendant la même session, André Philip est prêt à abandonner la première, non la seconde. L'objet du débat se trouve donc finalement réduit à ce point unique: l'Exécutif, président de la République et Gouvernement, seront-ils maîtres de dissoudre l'Assemblée "en toute circonstance" ou seulement après deux crises ministérielles en six mois?

On parviendra difficilement à passionner l'opinion pour un débat aussi subtil. En effet, tant que l'on se tient dans le cadre du régime actuel, on ne voit pas comment un gouvernement représentatif de l'Assemblée entière ou de la majorité de l'Assemblée, en viendrait à décréter la dissolution contre la volonté de l'Assemblée elle-même. Les craintes que l'on exprime seraient justifiées si le président de la République détenait "seul" le droit de dissolution. Or, même dans la conception constitutionnelle du MRP, le président de la République a besoin

de l'accord du président du Conseil et des ministres. Et comme un président du Conseil, désigné par le président de la République, n'entre en fonction qu'après un vote de l'Assemblée, il en résulte, de toute évidence, que le président de la République, selon le mécanisme envisagé, ne saurait recourir à la dissolution sans l'accord de la majorité parlementaire. Pour écarter l'éventualité, passablement invraisemblable, qu'évoque André Philip - celle d'un gouvernement recourant une deuxième fois à la dissolution après avoir été désavoué par le pays - il suffirait de préciser qu'un même gouvernement ne saurait dissoudre deux fois l'Assemblée.

Le parti socialiste souhaite introduire le droit de dissolution pour éviter le retour de l'instabilité ministérielle que l'on reprochait si amèrement à la III^e République. Il souhaite le restreindre, de peur que la IV^e République ne suive l'exemple déplorable de la République de Weimar et que l'instabilité du Parlement, substituée à celle des ministères par le jeu des dissolutions successives, précipite la ruine de la démocratie.

Rien n'est plus juste que la recherche de cette voie moyenne entre le Charybde de l'instabilité ministérielle et le Scylla de l'instabilité du Parlement, mais l'expérience actuelle ne suggère pas que ni l'une ni l'autre soit si menaçante. Les combinaisons ministérielles, comme les Assemblées, ont et auront, la stabilité précaire des accords conclus tant bien que mal entre partis organisés.

Faut-il dire que toute la discussion est byzantine et que peu importe la solution? Certainement, non. Une opposition réelle se dissimule derrière ces formules juridiques. Le droit de dissolution sans réserve donnerait non pas à l'Exécutif sur le Législatif, mais au parti majoritaire, éventuellement au président du Conseil, sur ses partenaires-ennemis, un instrument de pression. Ce qui est en jeu, ce n'est pas la souveraineté de l'Assemblée (puisque le gouvernement en exprime toujours la majorité), c'est l'indépendance, l'autorité de ceux qui dirigent l'Exécutif.

Certes, le droit de dissolution ne suffira pas à rétablir dans son prestige, dans son efficacité, la fonction, aujourd'hui abaissée, de président du Conseil; il pourrait, malgré tout, contribuer à ce rétablissement.

On conçoit aisément l'opposition des communistes. Aussi longtemps qu'ils sont minoritaires, ils ont intérêt, dans leur œuvre de colonisation et de noyautage, à la désagrégation du Pouvoir exécutif. Le jour où ils seront majoritaires, ils trouveront d'autres armes. Mais pourquoi les socialistes, qui ont été à la tête du gouvernement hier, qui le seront à nouveau demain, après avoir

pris des assurances contre l'abus de la dissolution, se priveraient-ils de ce moyen d'action éventuel?

La Constitution de 1795 multipliait les précautions contre les coups d'État: elle sombra au 18 Brumaire. Il aurait mieux valu se moins soucier de garanties juridiques et se soucier davantage de la seule garantie réelle: la Restauration de l'État.

Les compromis constitutionnels

Combat
13 juillet 1946

La commission de la Constitution progresse rapidement, de compromis en compromis.

Le Conseil supérieur de la Magistrature a été quelque peu "dépolitisé". La majorité n'y est plus assurée aux partis, puisque l'Assemblée élit quatre membres seulement de ce Conseil, parmi des non-parlementaires et à la majorité des deux tiers, les magistrats choisissent un nombre égal de membres, le président de la République désignant à son gré les derniers.

Sur le contrôle de la constitutionnalité des lois, on annonce également un accord entre MRP et socialistes, les communistes, dans ce cas comme dans le précédent, ayant maintenu, contre les concessions acceptées par le parti frère, des thèses proches de celles qui avaient triomphé le 19 avril. Le contrôle de la constitutionnalité ne s'appliquerait qu'aux lois organiques, c'est-à-dire aux lois relatives à l'organisation des pouvoirs publics. Autrement dit, il ne serait qu'une forme particulière des modalités prévues pour la révision constitutionnelle (qui suppose, on le sait, un referendum préalable).

Enfin, MRP et socialistes ont abouti, à propos de la dissolution, à une solution tolérable aux deux partis. D'après le texte repoussé par le pays, la dissolution n'était autorisée qu'au bout de deux ans de législature; ce délai a été réduit à un an. On exigeait deux crises au cours de la même session; il suffira de deux crises en moins de deux ans.

On aurait mauvaise grâce à s'élever contre tant de sagesse – à condition du moins qu'une moyenne puisse toujours passer pour sage. (La diplomatie française suscite plus d'une fois la même interrogation).

On se félicitera sans réserve que la composition du Conseil supérieur de la Magistrature ait été modifiée de telle manière que les influences partisans y soient moins pesantes, ou, en tout cas, moins probables.

La formule adoptée, à propos du contrôle de la constitutionnalité des lois, ne laisse pas subsister grand chose de l'idée initiale. Mais cette idée était, me semble-t-il, plus séduisante que réalisable. La difficulté essentielle, on la connaît: comment recruter des juges dont l'autorité morale et l'impartialité soient telles, et tellement reconnues, que leur verdict ne soit jamais imputé à quelque arrière-

pensée intéressée. Même aux États-Unis, dans des conditions exceptionnellement favorables (une Constitution soucieuse de réserver et les droits de l'État fédéral et ceux des États offre d'innombrables occasions de controverses juridiques), la Haute Cour n'a pas évité une sorte de glissement dans la politique. Roosevelt y a nommé des juges démocrates pour briser l'opposition à la législation économique et sociale du NRA, qu'avaient inspirée aux juges vénérables peut-être des scrupules de légistes, peut-être aussi des préférences personnelles.

En France, une pareille expérience s'annonçait plus mal encore. La Déclaration des Droits est si vague que, prise pour critère, elle aurait permis tous les jugements arbitraires. La Constitution nouvelle manquera de ce prestige que confèrent à la Constitution américaine la durée et la gloire de ceux qui l'ont rédigée. Enfin, la Magistrature, à peine sortie des années tragiques au cours desquelles elle se plia à des fidélités successives et contradictoires, ne jouit certes pas, malheureusement, d'une autorité unanimement reconnue. Il n'y a donc pas lieu, semble-t-il, de regretter un contrôle, condamné à l'avance à ne pas fonctionner.

En revanche, on doute que le compromis au sujet du droit de dissolution soit satisfaisant. La dissolution a pour véritable fonction, en démocratie, de permettre que les élections se fassent sur un objet déterminé. Bien loin d'être un suprême recours, la dernière issue hors d'une situation inextricable, elle devrait apparaître comme un moyen normal de consulter le pays quand une coalition se dénoue, quand une assemblée s'épuise, quand l'opinion publique est incertaine. Si les élections générales ont lieu tous les quatre ans, le vote devient un geste rituel: chacun se borne à exprimer un attachement coutumier à un parti. On choisit entre MRP et socialiste, un peu comme entre le café et le thé, la Bretagne ou la Normandie, le rose ou le rouge. Au contraire, si le Gouvernement procédait à une dissolution de l'Assemblée à la suite d'un conflit soit avec l'opposition, soit à l'intérieur de sa majorité, la nation serait en mesure de répondre par un oui ou par un non à une question de confiance clairement posée. En suspendant le droit de dissolution à la règle des deux crises ministérielles préalables, je crains qu'on l'ait voué à demeurer lettre morte sous la IV^e République comme il était tombé en désuétude sous la III^e.

Et, pourtant, de quelles garanties n'en a-t-on pas entouré l'exercice! Le gouvernement intérimaire ne sera pas celui qui a prononcé la dissolution, mais un gouvernement dans lequel tous les groupes seront représentés et qui aura pour

chef le président de l'Assemblée. À quoi tendent ces dispositions surprenantes (en pleine bataille, on réunira les délégués des partis ennemis!). N'en doutons pas. Les hommes politiques ont aussi bonne mémoire que les généraux: les constituants de 1946 viennent de repousser victorieusement l'assaut de Mac-Mahon.

Chacun sa vérité

Combat
20 juillet 1946

La validation de M. Daladier ne prêtait pas au doute et la séance réserva peu de surprises. Tous les groupes avaient déjà pris position et les arguments des uns et des autres, s'ils ne devenaient pas plus convaincants, étaient du moins bien connus pour avoir été répétés cent fois.

Les commentaires de l'opinion ont suivi également des chemins tracés à l'avance. En dehors du parti communiste, qui s'efforce de revigorer le fantôme de Munich pour le tuer à nouveau, les interprètes des autres partis condamnent l'homme (car, bien sûr, personne n'a approuvé Munich) et maintiennent le principe: il appartient au suffrage universel de choisir ses représentants et aux tribunaux de juger les accusés.

On aurait mauvaise grâce à ne pas se joindre à ce chœur bien accordé, encore qu'on répugne à céder à cette sorte de conformisme subtil. M. Daladier n'a plus politiquement d'existence. Les communistes ont fait de leur mieux pour lui en rendre une: ils ne sont certes pas parvenus à lui donner un avenir. Celui qui fut le président du Conseil, dans les jours funestes de l'été 1938, demeure lié, quoi qu'il en ait, même si on lui reconnaît après coup toutes les circonstances atténuantes, à un des épisodes les plus lamentables de notre Histoire. Les Français ne lui pardonnent pas, même (ou peut-être surtout) ceux qui l'acclamèrent à sa descente d'avion.

Aussi ne peut-on se défendre de quelque surprise à observer l'obstination avec laquelle le parti communiste a mené une campagne, qui offrait l'occasion, saisie par beaucoup avec joie, de rappeler les événements que "le parti de la renaissance française" devait être par-dessus tout, soucieux d'enfouir dans l'oubli. Rien ne supprimera la lettre de M. Billoux demandant au maréchal Pétain à témoigner au procès de Riom, ou les déclarations de M. Thorez au *Daily Worker*. Pourquoi le parti communiste a-t-il lui-même obligé les journaux à les citer, en citant M. Daladier?

Sans doute, aperçoit-on certains avantages de la manœuvre. Un parti révolutionnaire a d'autant plus besoin d'entretenir le dynamisme de ses troupes, qu'il emploie, à titre provisoire, une tactique plus modérée. Peut-être manquait-on de cet ennemi énorme, hideux, dont les "activistes" ont besoin pour le pourfendre chaque jour et qui entretient l'ardeur des masses, appelées à

combattre le monstre. L'esprit de Munich aurait en ce cas pour fonction de rendre quelque virulence à la réaction ou aux trusts fatigués. Ou bien quelque théoricien de psychotechnique a-t-il conseillé de revenir infatigablement sur ces années troubles, parce que la seule manière de les effacer serait de renouveler la confusion et de reporter en 1938 le commencement de Vichy. Après tout, dans les récits actuels de la révolution russe, Trotsky ne joue plus guère de rôle. Déjà, on nous explique que, dès 1940, M. Thorez a donné le signal de la Résistance et conduit le combat sur le sol national. Quand on récrit l'Histoire, pourquoi s'arrêter?

La conclusion logique serait donc la réunion aussi rapide que possible de la commission d'enquête demandée par le parti socialiste, demande à laquelle tous les autres partis ont adhéré, chacun élargissant le champ de la recherche selon ses intérêts supposés. L'initiative socialiste se justifie pleinement, dans le jeu politique, par la nécessité d'une réplique à l'accusation communiste (vous avez validé les munichois). Elle se justifie aussi, en elle-même, par le désir, commun à la plupart des Français, d'établir la vérité dans toute la mesure où le permet l'investigation historique.

Mais on ne saurait s'abandonner à de trop grandes illusions. Une commission comme celle que l'on propose deviendra vite aussi unanime que les gouvernements tripartis. Les communistes ne sont pas seuls désireux de récrire l'Histoire. On trouve dans les autres partis des hommes qui se sont effectivement prononcés en faveur de Munich et qui n'ont pas tous été épurés, - à juste titre, d'ailleurs, puisque souvent ils furent ensuite de bons résistants. Un parti ou un homme politique défend son passé aussi jalousement que son présent: la règle suprême paraît être de ne jamais confesser ses erreurs. L'enquête risque donc d'aboutir non à une, mais à trois versions des événements.

La démocratie s'accommode peut-être, mais la vérité, à coup sûr, ne s'accommode pas de ce pluralisme.

Responsabilité de l'État

Combat
21-22 juillet 1946

La commission des salaires et des prix de la Conférence économique vient d'arriver à un accord sur les 25%, dont chacun se félicite et qui ne règle exactement rien.

La décision appartient et a toujours appartenu au Gouvernement, et à lui seul. Les recommandations de la Conférence lui serviront de justification, s'il se résigne à accorder les 25%; elles rendent plus difficile sa résistance, s'il s'en tient aux 15%. Dans aucun cas, la responsabilité qui lui incombe ne saurait être assumée par des organismes privés, si grande que soit leur puissance, même quand leurs adhérents se comptent par millions.

On hésite à rappeler de telles banalités, mais dans aucun pays du monde, qu'il soit communiste ou capitaliste, les groupements professionnels ne déterminent l'orientation générale d'une économie dirigée. Les groupements patronaux remplissent certaines fonctions indispensables: ils fournissent les documents qu'utilisent les bureaux du plan pour établir les prévisions à plus ou moins longue échéance; éventuellement, ils répartissent ou "sous-répartissent" les matières premières. Les groupements ouvriers interviennent dans la réglementation des conditions du travail. Ils sont susceptibles de participer à la gestion des entreprises. À la limite, on conçoit qu'ils prennent en charge les entreprises elles-mêmes. Mais quand il s'agit d'une mesure qui intéresse l'ensemble, quand il importe de répartir les ressources nationales entre les branches industrielles, entre l'épargne et l'investissement, l'État, et l'État seul, sous tous les régimes, est compétent.

Or une augmentation générale des salaires entre dans cette catégorie. Tant que les ouvriers d'une fabrique s'adressent à leurs patrons, à la rigueur quand une fédération ouvrière négocie avec une fédération patronale, on peut admettre que le problème est d'ordre privé et que l'État se borne à garantir la liberté de discussion ou, en cas de besoin, à arbitrer. Le jour où "tous" les salariés réclament une augmentation de salaires de 25%, les conséquences sur les prix, le budget, la monnaie, éventuellement même la distribution des ressources nationales sont telles que, seul, l'État, a le droit et le moyen de trancher.

On nous dira que cette doctrine a été effectivement maintenue, puisque la Conférence se borne à transmettre des recommandations. Certes, mais alors

qu'attendait l'État de ces longues délibérations? Une analyse approfondie et chiffrée de la situation? Faut-il supposer que les services, chargés de fixer les prix, ne sont pas en possession des statistiques nécessaires? Si, par malheur, cette hypothèse pessimiste était vérifiée, la Conférence paraît peu apte à combler la lacune. Les pourcentages, jetés dans la bataille et les manifestations, sont en passe de devenir des slogans. On souhaiterait des preuves qu'ils résultent, comme on nous le dit, d'études objectives.

Ou bien la fonction de la Conférence n'était pas tant économique que politique. Pour éviter la discussion directe entre Gouvernement et syndicats, entre républicains populaires et communistes, on a provoqué une discussion entre les représentants des ouvriers et ceux des patrons et de l'agriculture, dans l'espoir qu'ils trouveraient la quadrature du cercle, c'est-à-dire qu'ils donneraient aux salariés une augmentation de 25% qui n'entraînerait pour l'économie et l'État qu'une charge supplémentaire de 15%.

Cette solution miraculeuse ne semble pas avoir été trouvée et l'on revient au point de départ. Pas tout à fait cependant, car, en dépit de ses déclarations, le Gouvernement se trouve engagé, plus qu'il ne le voudrait peut-être, par les recommandations d'une conférence nationale à laquelle il a lui-même donné le maximum de solennité.

On a du mal à croire, d'ailleurs, qu'il y ait une différence de nature, entre 15 et 25%, que l'économie soit en mesure de "digérer" sans hausse de prix une hausse des salaires de 15% et qu'une hausse de 25% mettrait en danger la monnaie. Au bout du compte, on arrivera à une transaction.

La question posée avait un double accès, technique et politique. Techniquement, les services ministériels devaient être capables de fournir les données statistiques à partir desquelles nos gouvernants auraient eu à faire leur choix. Politiquement, tout se ramène à un dialogue entre M. Thorez (ou M. Benoît Frachon) et M. Bidault. On y viendra au prochain Conseil des ministres.

Tout le reste, Conférence nationale, réunions publiques, appartient à l'ordre de la mise en scène, peut-être inévitable, mais sans grande portée.

Industrialisation de l'Empire

Combat
24 juillet 1946

Tout le monde convient que le colonialisme, au sens que l'on donnait à ce mot vers la fin du siècle dernier, appartient désormais à une époque révolue. Il n'est pas de tâche plus urgente, de portée plus vaste pour la France, que l'élaboration progressive, en doctrine et en fait, du régime destiné à prendre la place du régime colonial.

Dans la plupart des cas, l'indépendance pure et simple, qui livrerait les territoires émancipés à d'autres impérialismes, risquerait d'être une solution illusoire. L'idée de l'Union française, riche de possibles et de féconds développements, demeure encore vague. Tout le monde l'utilise parce que chacun lui donne un autre contenu.

La difficulté majeure tient à la diversité des pays membres de la future Fédération. De toute manière, pour que l'on arrive à une véritable Fédération, encore faut-il que les peuples, qui vivent aujourd'hui sous la loi française, mais dont chacun est solidaire d'un passé original, aient pris ou repris conscience d'eux-mêmes, qu'ils aient constitué des personnalités autonomes.

Si, à travers la France d'outre-mer, existaient des institutions représentatives, la question des députés impériaux aux assemblées métropolitaines ne se poserait même pas. Les représentants de la métropole rédigeraient des lois faites pour elle seule; les représentants de l'Empire, les lois valables à travers toute l'Union.

Le problème constitutionnel ne se pose pas au Maroc, État souverain sous protectorat français, dans les mêmes termes qu'aux colonies. Malgré tout, là comme ailleurs, l'évolution économique et politique ne saurait attendre la mise au point d'une Constitution.

Le discours prononcé par M. Eirik Labonne au Conseil du Gouvernement dépasse de beaucoup le cadre d'une manifestation officielle. La vivacité des réactions qu'il a provoquées prouve en tout cas l'importance du programme esquissé.

Nous en retiendrons aujourd'hui la partie économique, la plus solide certainement, dominée par le thème de l'industrialisation. En apparence, rien de plus simple, de plus évidemment nécessaire qu'un effort d'industrialisation dans un pays dont la population augmente tous les ans de plusieurs centaines de

milliers d'âmes. Comment éviter autrement l'abaissement continu du niveau de vie ou, au moins, la prolongation de la pauvreté ancestrale?

Et, pourtant, l'idée que la métropole doit investir des milliards outre-mer pour susciter, sur place, des industries, y compris des industries lourdes, s'est heurtée longtemps à des résistances tenaces. Le désir de réserver à l'industrie nationale des marchés a fait trop souvent oublier que les possibilités d'échange s'accroissent quand l'outillage moderne gonfle le revenu et, par conséquent, le pouvoir d'achat d'un pays.

En matière doctrinale, M. Labonne se montre étranger à tout parti pris. Écartant le plan, au sens rigoureux du terme, exclu par les engagements internationaux qui imposent la liberté du commerce extérieur, il attribue à l'État les fonctions les plus variées, l'incitation, le contrôle, le recensement, parfois la gestion, selon les besoins des diverses branches industrielles. Société de charbonnage, Énergie thermique nord-africaine, Société d'études de la sidérurgie marocaine seront contrôlées par l'État tant à l'égard du capital que de la gestion, non par préférence pour l'étatisme, mais parce que l'État seul est en mesure de mobiliser les milliards nécessaires pour les barrages ou pour les mines.

Plus encore que ce souci d'industrialisation, celui du prix de revient distingue heureusement le programme économique du Résident. Que la richesse réelle d'un pays dépende du rendement du travail, donc de la qualité de l'outillage et de l'organisation, c'est là sans doute une de ces platitudes qu'il devrait être inutile de rappeler. Et, pourtant, l'État français, depuis qu'il a pris en charge certains secteurs de l'économie, n'a pas manifesté un intérêt excessif pour le prix de revient. Dans les discussions autour des divers modes de gestion, l'opinion française n'accorde guère d'attention à cette considération, pourtant essentielle.

Il est vrai que les dirigeants responsables du Protectorat ne sauraient commettre pareil oubli, puisque le Maroc vit "en régime de concurrence internationale et que l'industrie à naître devra subir l'inexorable loi des prix mondiaux". Mais, en réalité, quelles que soient les méthodes du commerce international, la concurrence joue entre les nations. Par des artifices, on peut en masquer pour un temps les effets, on ne les supprime pas. Rien n'empêchera à la longue un pays qui produit à moins bon compte que les autres de s'appauvrir relativement.

Le plan Monnet n'est pas moins décisif pour la métropole que le programme Labonne pour le Maroc.

N'oublions pas, enfin, que ni l'un ni l'autre ne saurait être exécuté sans le

consentement ou même l'enthousiasme de la nation, - ce qui implique que la nation française s'unisse pour une tâche commune, que la nation marocaine soit réconciliée avec son destin.

Guerre ou paix atomique

Combat
26 juillet 1946

La bombe atomique n'est plus un sujet "public", m'affirme le secrétaire de la rédaction. Et, de fait, de la première à la deuxième expérience de Bikini, une évolution incontestable s'est produite dans l'intérêt des journaux, sinon dans celui du public. En général, les titres se sont dégonflés et les articles ont rétréci.

La première expérience avait suscité des mouvements divers. Dans un journal que nos lecteurs connaissent bien, un écrivain alla jusqu'à parler de "bluff". Je ne sais si, soucieux de leur avenir professionnel, les amiraux avaient souhaité un échec-camouflage, comparable à celui de l'armée rouge en Finlande. Mais je me demande ce qu'attendaient les observateurs, déçus parce qu'une "seule" bombe détruisit ou endommagea "seulement" une douzaine de navires. Le bombardement de Tarente, qui, en l'an de grâce préatomique 1941, passa pour une grande victoire, n'avait pas fait mieux.

D'aucuns ont exprimé la crainte que l'humanité fût rassurée à tort par le "fiasco" de Bikini. Heureuse humanité, qui se sentirait en sécurité parce que l'anéantissement de Londres exigerait non pas cinq, mais disons cinquante bombes atomiques! Provisoirement, les savants ne paraissent pas encore capables de faire sauter la planète entière; ils sont déjà capables de pulvériser en quelques secondes, avec les monuments, orgueil et justification suprême des civilisations, des centaines de milliers d'êtres vivants.

Les hommes seuls, maîtres de leur vie et de leur mort, la conquête de la nature consacrée par la possession d'un pouvoir que les sages, dans leurs rêves, réservaient aux dieux: rien ni personne ne parviendra à voiler la grandeur tragique de ce moment historique.

Il est plus malaisé de discerner dès maintenant toutes les conséquences politiques de l'arme nouvelle. La plus visible est probablement le changement intervenu dans l'opinion américaine. Parvenus avec une rapidité exceptionnelle à une hégémonie mondiale, grâce à une puissance industrielle et militaire écrasante, les États-Unis, qui n'avaient pas consciemment voulu ce destin impérial, se sentaient plus ou moins libres de s'engager ou de s'abstenir. L'isolationnisme était peut-être mort: la sécurité dont jouissait la grande République, étendue aux limites d'un continent, risquait à chaque instant de le ressusciter.

Cette assurance hautaine de sécurité n'existe plus: des physiciens ont appris à l'Américain moyen qu'une attaque par bombes atomiques de New York ou de Washington appartient à l'ordre non des anticipations lointaines, mais des proches possibilités. Aux yeux du représentant américain, c'est à la Commission atomique, bien plus encore qu'aux conférences des Quatre, que se joue l'avenir de son pays et de la paix. Plus encore que le sort contesté de la Mandchourie et de l'Allemagne, celui de la bombe atomique pèse sur les relations des États-Unis et de la Russie.

Le contrôle de l'énergie atomique a un double aspect, scientifique et politique. Le rapport Lilienthal, qui devrait être mieux connu en France, a précisé les modalités techniques du contrôle nécessaire dans l'état actuel de nos connaissances. Les conclusions en sont encourageantes, en ce sens qu'il suffirait, d'après les auteurs du rapport, de faire porter la surveillance sur les gisements d'uranium et sur certains processus décisifs de transformation.

Malheureusement, l'accord éventuel des savants laisserait aux politiques une tâche entière. Car, ni veto ni rideau de fer ou de velours ne sont compatibles, en une pareille matière, avec un contrôle international. Les États-Unis ne livreraient le secret qu'à un organisme dont les délégués auraient libre droit de circulation et d'inspection à travers le monde, dont les décisions ne sauraient être paralysées par un seul gouvernement. Or, la Russie, de son côté, ne se résignerait à accepter des clauses pareilles que si la contrepartie lui était donnée à l'avance: destruction du stock des bombes, communication des procédés de fabrication. Ainsi, la diplomatie mondiale se débat dans un cercle vicieux: un accord sur l'énergie atomique suppose une confiance réciproque, qui, en tout état de cause, est exclu aussi longtemps qu'un seul pays conserve le monopole de l'arme terrifiante. Et personne ne demandera à ce pays de renoncer à ce monopole, aussi longtemps qu'il n'a pas la preuve des intentions pacifiques de tous.

La bombe atomique permet de concevoir un État mondial; elle est susceptible, dans un avenir plus ou moins proche, de déclasser les instruments de guerre du passé, au point que la police de la planète puisse être assurée à partir d'un centre unique. Mais on hésite à regarder aussi loin en avant: aujourd'hui, rien ne protège l'humanité d'elle-même et de sa toute-puissance mortelle.

Renversement des fronts?

Combat
27 juillet 1946

Le troisième referendum constitutionnel provoquera-t-il une bataille comparable à celle du 21 octobre et du 5 mai?

À s'en tenir au calme parlementaire et à l'indifférence de l'opinion, au demi-silence qui entoure les débats de la commission, on serait tenté de répondre par la négative. Mais, dès maintenant, de deux côtés, on formule des critiques contre l'œuvre de la commission. Or, si les critiques de M. Bastid ont, certes, un intérêt académique, celles de M. Copeau ou de M. Fajon ont une portée politique. Elles laissent deviner de possibles développements.

M. Bastid tient qu'au bout du compte la révision du texte du 19 avril est insuffisante, dérisoire. La seconde Assemblée, le Conseil de la République, ne sera "qu'un organe technique auquel toute activité politique est rigoureusement interdite". Quant au président de la République, "il demeure, comme dans la Constitution du 19 avril, un personnage de pur apparat, dépourvu de toute autorité utile".

Comme on pouvait s'y attendre, les critiques de MM. Copeau et Fajon portent sur les mêmes points, mais elles sont de sens contraires. M. Bastid s'indigne que les propositions de loi, déposées par les membres du Conseil de la République, soient transmises sans débat à l'Assemblée nationale. Le sens républicain de M. Fajon se révolte à l'idée que le Conseil de la République retrouve, même sous une forme atténuée, l'initiative des lois, "privilège politique important du Sénat d'avant-guerre". Élargissant la discussion, il énumère les traits communs au Conseil de la République et à l'ancien Sénat: le Conseil de la République participera à l'élection du président de la République, il sera élu par les collectivités locales. Selon une technique bien connue, le monstre sénatorial reprend vie pour s'offrir à une mort nouvelle.

Quant à M. Copeau, le droit de dissolution accordé au président de la République (dans certaines conditions) et le contrôle de la constitutionnalité des lois lui paraissent mettre en péril "l'autorité de la représentation nationale". Le député murfiste se croit-il obligé d'être plus royaliste que le roi? Ou bien, par prescience ou par fonction, est-il dépositaire de secrètes pensées?

Nous n'entrerons pas aujourd'hui dans la controverse juridique. Nous nous

bornerons à une simple remarque. La thèse de M. Bastid nous paraît plus aisée à défendre que celle de l'autre camp. La révision constitutionnelle n'a pas dépassé les limites étroites, fixées par les deux votes, en apparence contradictoires, du 21 octobre et du 5 mai. On n'a pas reconstitué le Sénat: on a donné une ombre de réalité au Conseil de la République. On n'a pas conféré au président de la République des pouvoirs exorbitants: on lui a conféré des pouvoirs à peu près suffisants pour justifier son existence. Dans la situation actuelle, on ne pouvait guère espérer ou craindre davantage.

Pour l'essentiel, le compromis a été obtenu par des accords entre le parti socialiste et le MRP. Sur quelques points soigneusement choisis (droit de dissolution, collège chargé d'élire le président de la République, droit d'initiative des membres du Conseil), les communistes ont voté contre et manifesté l'intention de mener la lutte. Lutte au Parlement? À coup sûr, mais peut-être aussi dans le pays. Au lieu d'être alliés aux socialistes comme le 5 mai, les communistes se présenteraient seuls, comme le 21 octobre, seuls à défendre la souveraineté du peuple, seuls à vitupérer la résurrection du Sénat.

La décision a-t-elle déjà été arrêtée? On ne sait. Mais on doute qu'elle dépende des transactions de dernière heure. Les concessions, indispensables pour obtenir l'acquiescement du MRP, permettront toujours aux communistes, s'ils en ont le désir, de passer à l'opposition. Les suprêmes négociations que M. Vincent Auriol tisse avec tant d'art et de patience risquent de ne pas connaître plus d'achèvement, cette fois encore, que la tapisserie de Pénélope.

Le parti socialiste trouverait déplaisant d'être rejeté à droite, après avoir été déporté à gauche. Mais si les communistes jugent opportun de déclencher une nouvelle mobilisation de leurs troupes, d'exploiter la consultation électorale pour multiplier le nombre et entretenir l'ardeur de leurs adhérents, s'ils préfèrent la pureté de la solitude aux souillures des coalitions - ils furent seuls contre la validation de MM. Reynaud et Daladier - toute bonne volonté socialiste ne les détournera pas de leur route.

Certes, un compromis constitutionnel, à peu près acceptable à une vaste majorité, paraît possible, souhaitable: on a bien assez d'autres sujets de querelles. Personne ne veut que la guerre de Troie ait lieu. Reste que la meilleure chance de l'éviter, c'est d'être prêt à la livrer et à la gagner.

Bénéfice de l'isolement

Combat
28-29 juillet 1946

L'attitude adoptée par les trois partis de la majorité à l'égard du problème allemand se prête mal, en apparence, aux explications ordinaires. Les déclarations du parti communiste ne s'accordent pas avec celles de M. Molotov. La théorie de M. Bidault se heurte à l'opposition de MM. Bevin et Molotov. Quant à la conception de M. Léon Blum (internationalisation économique de la Ruhr), elle est, pour l'instant, tombée dans le vide.

Peut-être est-il nécessaire, pour comprendre le jeu des trois partis, d'analyser le jeu des trois Grands. Ceux-ci sont, en réalité, d'accord sur un point, mais sur un point seulement. Aucun d'eux ne croit plus au danger allemand, tel du moins qu'il se présentait jusqu'en 1939.

De la fin de la guerre de 1870 à 1945, l'Allemagne possédait une force suffisante pour menacer simultanément l'Est et l'Ouest. Pour faire équilibre au Reich de Guillaume II ou au Reich de Hitler, il ne fallait rien de moins qu'une coalition entre l'entente franco-britannique et la Russie tsariste ou communiste, coalition difficile à nouer, que les dirigeants de Berlin conservaient toujours l'espoir de retarder ou d'empêcher. Bien plus, l'Allemagne, maîtresse de l'Europe centrale, grâce à l'alliance autrichienne ou grâce aux conquêtes de 1938, libre de manœuvrer sur lignes intérieures, de déplacer rapidement ses troupes d'un front à l'autre, avait une chance d'abattre tour à tour l'armée française et l'armée russe. Il s'en fallut de peu sur la Marne en 1914, devant Moscou en novembre 1941.

Molotov, Bevin et Byrnes sont également convaincus qu'une autre éventualité est exclue dans un avenir prévisible. Sur les territoires annexés à la Pologne, l'Allemagne a perdu 20% de son potentiel industriel. L'avance technique dont elle bénéficiait par rapport à la Russie est en voie de disparition. La population slave augmente beaucoup plus vite que la population germanique. La ceinture de petits États, créée par le traité de Versailles entre Russie et Allemagne, est désormais rattachée à la zone soviétique.

Une agression allemande ne paraît concevable aux ministres des Affaires étrangères des trois Grands que dans l'hypothèse où la puissance du milieu obtiendrait l'accord d'un des deux côtés contre l'autre. Aux yeux de M. Bevin, le péril suprême n'est pas la reconstitution du Reich, c'est la reconstitution d'un Reich inféodé à la Russie. Et de même, aux yeux de M. Molotov, la

reconstitution d'un Reich, partie d'une union occidentale.

Les doctrines de Londres et de Moscou sont donc analogues, mais de sens contraire. Les préférences de Molotov iraient à une Allemagne une, soumise au régime du parti socialiste unifié. Celles de M. Bevin, à une Allemagne une, que le parti social-démocrate ou le parti chrétien-social maintiendrait dans le camp des démocraties anglo-saxonnes.

Sans doute, ce résumé marque-t-il une simplification excessive de diplomatie plus nuancées. Les États-Unis souhaitent renforcer le fédéralisme et réduire l'industrie de l'Allemagne dans l'espoir de hâter le moment de l'évacuation (que les Anglais ne souhaitent pas aussi proche). Malgré tout, une idée élémentaire s'impose: Russie d'une part, monde anglo-saxon de l'autre, appellent de leurs vœux une Allemagne une, dans l'exacte mesure où l'un et l'autre pensent que cette Allemagne se rangerait du bon côté, c'est-à-dire du sien. À défaut de cette solution idéale, chacun compte bien garder la moitié de ce qui lui appartient déjà.

Or, la séparation politique de la Ruhr ne cadre avec aucune de ces préoccupations. Une internationalisation qui amènerait les Russes sur le Rhin est inacceptable aux Anglo-Saxons, une internationalisation qui la livrerait au bloc occidental, inacceptable aux Russes. Les Anglo-Saxons refusent de paralyser, en lui arrachant les trois quarts de ses ressources charbonnières et plus de la moitié de sa sidérurgie, une Allemagne qui contribuerait à rétablir l'équilibre européen. Les Russes ne consentent pas davantage à cette mutilation si l'Allemagne se place à l'avant-garde de leur mouvement d'expansion. Enfin, si l'Allemagne est finalement coupée en deux, comment songerait-on à séparer la Ruhr de la zone occidentale?

La thèse française qui, dans cette situation diplomatique, n'avait et n'a aucune chance d'être acceptée, a l'avantage d'offrir aux partis un moyen d'évasion. Les communistes qui la maintiennent témoignent de leur indépendance, ils suivent la consigne de nationalisme intégral, donnée à tous les partis communistes d'Europe, ils empêchent un accord entre la France et ses alliés occidentaux. Le MRP hésite entre une double justification. Parfois, il invoque le danger allemand sous sa forme ancienne. Parfois, il parle de neutraliser l'Allemagne, comme si une concentration de force économique, donc militaire, pouvait durablement constituer une sorte de *no man's land* et n'appartenir à personne.

Quant au parti socialiste, conscient à juste titre que la thèse officielle est vouée à l'échec, il propose une internationalisation purement économique. Mais il

parvient difficilement à démontrer qu'un tel régime est viable, plus difficilement encore à nous convaincre que sa proposition ferait l'unanimité des Grands. Et il oublie qu'aux yeux de nos diplomates, si paradoxale que la formule puisse paraître, le mérite essentiel de notre thèse est de nous isoler.

La solitude paraît le suprême recours contre les risques du choix.

L'État et ses serviteurs

Combat
31 juillet 1946

Une grève de fonctionnaires est en elle-même un événement grave. Car l'État a toujours maintenu qu'en contre-partie des garanties qu'il donnait à ses serviteurs, ceux-ci, même organisés en syndicats, n'avaient pas le même droit de grève que les salariés des entreprises privées. Mais l'événement devient plus grave encore lorsque les circonstances obligent les observateurs de bonne foi à donner raison aux mécontents.

Personne ne nie, pas même le ministre des Finances, que les traitements des petits fonctionnaires, de beaucoup les plus nombreux, restent au-dessous du minimum vital. Personne ne nie qu'à égalité de fonction et de capacités, les travailleurs des administrations publiques gagnent moins que ceux de l'industrie et du commerce. Comme les avantages en fait de stabilité de l'emploi, de vacances, de retraites dont bénéficiaient jusqu'à présent les fonctionnaires tendent à disparaître, parce que des avantages analogues sont accordés à un nombre croissant d'ouvriers et d'employés, il ne subsiste plus qu'une inégalité pure et simple, choquante, injustifiable.

Les résultats, on les connaît: l'État recrute de plus en plus difficilement, de plus en plus mal. On trouve encore des candidats à l'agrégation: presque tous les agrégés refusent d'entrer dans l'Université. Le traitement d'un agrégé à ses débuts est inférieur à la moitié de celui d'un bon comptable. L'enseignement, me dira-t-on, est particulièrement défavorisé et chacun s'accorde à reconnaître la nécessité d'un reclassement.

Mais il n'en va pas autrement pour les magistrats. Là encore, si l'on ne se décide pas à prendre des mesures, le recrutement sera tari. Et qui ne mesure les conséquences, pour la société tout entière, d'une dégradation du personnel enseignant ou du personnel de justice?

La nationalisation des services industriels, comme ceux du gaz et de l'électricité, ajoute une complication supplémentaire. Le barème a été établi d'après les traitements les plus élevés que recevaient les employés des divers échelons dans les entreprises les plus généreuses. Comme on y a joint une série d'avantages particuliers (pour les vacances, les assurances sociales, etc.), on a créé, volontairement ou involontairement, une catégorie de privilégiés.

L'article publié ici même, sur ce sujet, il y a quelques semaines, m'a valu une abondante correspondance. Un fonctionnaire des Contributions directes m'a envoyé le tableau suivant d'équivalences:

"Le cadre principal des Contributions directes (contrôleurs et inspecteurs) a actuellement des traitements du même ordre que les manœuvres spécialisés du gaz et de l'électricité. Le cadre supérieur (inspecteurs principaux) correspond aux ouvriers qualifiés. Le cadre des directeurs est sensiblement au-dessous des chefs d'équipe. Le directeur général touche le traitement d'un rédacteur principal de la Compagnie du Gaz."

Je n'ignore pas les arguments qu'invoque le ministre et l'état des finances publiques. Mais on a le droit de penser que la répartition des dépenses aurait pu être plus judicieuse. Je tiens que les milliards de subvention, accordés pour maintenir, en faveur de tous les consommateurs, le prix du pain en dessous du prix de revient, auraient été mieux employés s'ils avaient servi à améliorer les conditions de vie des serviteurs de l'État.

On ne le proclamera jamais assez fortement: la situation actuelle est intenable. Qu'on réduise le nombre des fonctionnaires s'ils sont trop nombreux, qu'on licencie les administrations inutiles, mais qu'on ne prétende pas garder un personnel de choix en lui refusant les moyens de vivre décemment.

Cette politique est d'autant plus incohérente que, simultanément, l'État élargit ses attributions et exige davantage de ses employés. Les agents du Contrôle économique gagnent quelques milliers de francs par mois et sont chargés de la surveillance de trafiquants qui, en une affaire, gagnent plus que leurs contrôleurs en un mois ou en un an.

Nous sommes entrés dans l'âge administratif. Autorité, initiative, sens des responsabilités, ces vertus ne sont pas moins nécessaires aujourd'hui, aux échelons supérieurs des services publics, que dans les entreprises privées. Les États qui ont poussé le plus loin cette promotion des organisateurs ont donné à ceux qui les servent le prestige qui ne se sépare pas d'un niveau de vie élevé. Sans même aller aussi loin dans cette voie, le professeur, le juge ou l'administrateur n'est en mesure de remplir correctement sa mission que s'il n'est pas disqualifié socialement par sa pauvreté.

Mais le comble de l'absurdité, c'est, à la manière de l'État français, d'imposer sans cesse aux fonctionnaires des tâches nouvelles et d'abaisser leur niveau de vie et leur statut dans la Société.

Lutte avec les fantômes

Combat
2 août 1946

Tous les procès en Haute Cour ont été et ne pouvaient pas ne pas être des procès politiques.

L'application de concepts juridiques, comme ceux d'intelligence avec l'ennemi ou de complot contre la sûreté de l'État, aux actes des gouvernants d'un pays occupé, exige pour le moins une certaine ingéniosité. Les jurés, choisis naguère dans l'Assemblée Consultative, c'est-à-dire non élus, ont jugé, et à juste titre, le maréchal Pétain dont l'avènement au pouvoir avait été conforme à la Constitution de 1875. Le verdict, l'accusation elle-même, ne se comprenaient et ne se justifiaient que par une volonté politique, expression elle-même d'une réalité semi-révolutionnaire: la victoire de la Résistance.

Dès l'origine, la procédure d'épuration a eu, surtout quand elle visait les hauts dignitaires de Vichy, un caractère équivoque. Mise en forme juridique d'une décision politique, elle ne pouvait satisfaire ni ceux qui avaient souhaité le strict respect des méthodes employées par les tribunaux ordinaires, ni ceux qui espéraient pousser le plus loin possible la liquidation de leurs ennemis.

L'attitude adoptée par le parti communiste à l'égard de la Haute Cour ne révèle donc rien d'essentiellement nouveau. Elle équivaut à proclamer ouvertement une conception déjà connue de l'épuration, à rejeter la mise en forme juridique, à souligner encore le caractère politique de l'opération (que les autres partis cherchent au contraire à dissimuler ou à réduire).

Le retrait des jurés communistes n'apporte pas moins deux sortes d'enseignements, grâce aux propositions dont il s'accompagne, à cause du motif qui a été invoqué.

Le parti communiste demande la publicité des débats à la Commission d'instruction aussi bien qu'aux délibérations du jury. Il en résulte, nous dit-on, que les jurés ne jugeraient plus en leur âme et conscience, mais selon la discipline des partis. Certes, mais cette discipline joue depuis longtemps. Ne sait-on pas que la sévérité des verdicts dépend du tirage au sort: la proportion des jurés communistes et des jurés non-communistes autorise des pronostics, rarement démentis. La publicité consacrerait l'état de fait bien plutôt qu'elle ne le modifierait.

Ce n'est pas une raison pour accepter une pareille réforme. Au moment de la Libération, on aurait pu concevoir une justice expéditive, qui se serait donnée pour ce qu'elle aurait été, c'est-à-dire révolutionnaire. Aujourd'hui, personne ne songe à reprendre de telles pratiques, pas même ceux qui les recommandent. Peu à peu des règles, sinon des principes, ont été dégagées: la part prise personnellement à la collaboration par le ministre ou le grand fonctionnaire mesure la culpabilité de chacun. Une fois cette définition politique posée, une étude objective des dossiers et la bonne foi suffisent.

Pourquoi les communistes se sont-ils soudain révoltés contre cette sorte de jurisprudence? Pourquoi ont-ils saisi l'occasion d'afficher une doctrine de la justice partisane qui choque la majorité des Français? Pourquoi ont-ils prêté à l'accusation facile de "manquement à la démocratie", en refusant de se plier à la loi de la majorité? Pourquoi ont-ils suggéré des rapprochements avec le livre qui connaît aujourd'hui le plus grand succès de librairie? Pourquoi se sont-ils une fois de plus isolés? Qu'on ne nous parle pas de maladresse: qu'il s'agisse de M. Reynaud ou de M. Daladier ou de M. Flandin, la tactique est la même, l'intention identique.

M. Flandin a été acquitté ou, si l'on préfère, relevé de cinq ans d'indignité nationale pour deux raisons: on n'a pas trouvé la trace d'acte de collaboration commis par M. Flandin pendant les 56 jours de son passage aux Affaires étrangères. Les services rendus ensuite à la cause nationale parurent, aux yeux des jurés, compenser la faute qu'implique par elle-même l'acceptation d'une fonction ministérielle à Vichy. Or, sur le premier point, personne n'a apporté de faits ou d'arguments nouveaux, pas même ceux qui vitupérèrent le verdict. Ce que l'on évoque avec indignation, c'est le rôle de M. Flandin au moment de la crise de Munich. Mais les événements de 1938 n'ont rien à voir avec le procès, ils ne figurent pas parmi les chefs d'accusation.

Dans l'acquittement de M. Flandin, comme dans la validation de M. Daladier, le parti communiste prétend voir une réhabilitation de Munich, réhabilitation qu'il a beau jeu ensuite à dénoncer. Il y met d'autant plus de passion que Munich demeure, à ses yeux, l'excuse et pour ainsi dire l'alibi indispensable. Le Gouvernement français doit avoir trahi en 1938, en 1939, avant juin 1940, pour que personne d'autre, au cours de ces années n'ait pu commettre de trahison.

Le parti communiste pourchasse des fantômes parce que le fantôme de son passé ne le laisse pas en repos.

Intervention d'un personnage oublié

Combat
3 août 1946

La politique intérieure de la France rivalise victorieusement de confusion avec la Conférence de la Paix.

À peine un pourcentage de hausse des salaires avait-il été fixé, conforme à la fois aux 25% réclamés et aux 15% accordés, que surgissait la grève d'avertissement des PTT. On croyait naïvement que la décision ministérielle, prise unanimement, avait satisfait et les trois partis et les syndicats, et voici que M. Thorez et que M. Schuman échangent des communiqués vengeurs, voici que la grève des PTT rebondit ici et là, fait tache d'huile, bien que le "bureau fédéral et la commission exécutive considèrent les promoteurs du désordre... comme des saboteurs et des provocateurs".

Disons-le tout net. Notre réserve d'indignation, quand il s'agit du tripartisme et de ses pompes, est épuisée. Je n'aime pas le ministre qui explique à qui veut l'entendre la fatalité du tripartisme, et qui proteste, avec une surprise feinte, contre la grave rupture de la solidarité ministérielle. Tout le monde sait que cette solidarité n'existe pas et que la bataille électorale fait rage sous les lambris de l'Hôtel Matignon aussi bien qu'au Vélodrome d'Hiver ou au Parc de Sceaux.

M. Robert Schuman avait expliqué, sur un ton d'ailleurs mesuré et objectif, que le Conseil des ministres n'avait pas retenu son projet "peut-être trop courageux, sans doute prématuré. Pour reprendre la formule de M. Bidault, il a préféré sauvegarder l'avenir sans le régler". Mais il avait ensuite comparé les avantages obtenus par les fonctionnaires à ceux que son propre projet leur aurait réservés. Du coup, les autres partis de la majorité ont cru deviner une manœuvre. Le MRP se posait comme défenseur numéro 1 des serviteurs de l'État: la solidarité ministérielle fut emportée comme un fétu de paille. Et M. Thorez d'accuser le plan de M. Schuman de favoriser indûment les hauts traitements aux dépens des petits. La signification de cette mise au point de la vice-présidence du Conseil était précisée par le commentaire de *L'Humanité*: "Les fonctionnaires comprendront que les élus communistes à la Constituante et au Gouvernement ont bien travaillé pour eux."

Au temps où les ministères étaient faibles et impuissants, sous la IIIe République, un dialogue aussi courtois aurait passé pour un incident grave, il aurait éventuellement provoqué une crise. Nous conservons aujourd'hui

confiance dans la stabilité ministérielle. Puisqu'on a réussi finalement à poser l'équivalence de 15 et de 25, nous espérons en toute sérénité qu'un hommage égal sera rendu finalement à la sollicitude pour les fonctionnaires et du MRP et du parti communiste.

Il est vrai que la grève, poursuivie en dépit des ordres d'en haut, marque l'intervention, dans le jeu des trois, d'un quatrième personnage: les intéressés eux-mêmes. Les causes de l'indiscipline dont témoignent les grévistes paraissent nombreuses. Les avantages distribués à certaines catégories de salariés, dans les Régies nationales par exemple, ont fait des envieux dont les sympathies pour le parti, responsable de ces générosités, ont été ébranlées. Le vieil esprit d'indépendance syndicale a reparu, d'anciens dirigeants, que la tactique de noyautage avait rejetés au second plan, ont saisi l'occasion. L'incident jette un jour curieux sur la lutte des tendances qui se prolonge dans la CGT, derrière la façade d'unité. Révolte des troupes contre les chefs, des fédérations contre le bureau central, des socialisants contre les communisants, des plaideurs contre leurs avocats? Un peu de tout cela probablement, sans que l'on ose, dès maintenant, préciser la part qui revient à chacune de ces impulsions.

Encore moins se risquera-t-on à prévoir les conséquences d'un tel mouvement, s'il venait à s'étendre. D'un côté, la grève d'un service aussi essentiel à la vie nationale que celui des PTT marque une étape nouvelle de la dégradation de l'État. On a peine à se convaincre que l'interruption du travail s'imposait, alors que les revendications ont été en partie satisfaites et que la discussion continue sur les points en litige. Le reclassement d'une catégorie de fonctionnaires peut-il être obtenu d'un coup, séance tenante, même si l'on recourt à de pareils moyens?

La politique française, quand elle se ramenait aux relations subtiles de trois acteurs, manquait déjà de clarté et de cohérence. Si les organisations sont à leur tour divisées, si les rivalités politiques prennent une virulence accrue à l'intérieur des groupements professionnels, si l'État est incapable de tenir ses employés, si les partis deviennent incapables de tenir leurs troupes, quels beaux jours en perspective pour le tripartisme et pour la France!

Mais, d'un autre côté, le refus d'une obéissance aveugle, la réaction contre l'autorité discrétionnaire des organismes centraux, eux-mêmes inféodés à un parti, sont, à bien des égards, un symptôme encourageant. Il est certes plus difficile de gouverner des citoyens, mais des foules passives seraient mûres pour la tyrannie totalitaire.

Règles constitutionnelles et pratique politique

Combat
4-5 août 1946

Les institutions gardent leur nom et changent de sens: la séance tenue hier par la Constituante suffirait, s'il en était besoin, à nous rappeler cette vérité de l'expérience historique.

La fonction du Parlement anglais, ancêtre de tous les parlements, était de consentir les impôts qu'exigeait le roi pour couvrir ses dépenses. En ces temps lointains, le monarque réclamait le plus d'argent possible, le Parlement, interprète de ceux qui avaient à le fournir, inclinait à restreindre les prodigalités de l'État.

Rien de pareil, aujourd'hui. Le Parlement représente avant tout les bénéficiaires des faveurs des pouvoirs publics. Il aspire encore à remplir sa fonction de contrôle, mais il n'y parvient que partiellement (il n'a pas encore délibéré sur l'emploi fait par les gouvernements successifs de nos réserves, précieuses et fondantes, de devises). Mais il est plus soucieux, surtout en période électorale - or, nous vivons depuis la Libération en période électorale - de répondre aux désirs des électeurs, convaincu que ceux-ci, en majorité, se tiennent pour salariés, fonctionnaires ou retraités avant de se souvenir qu'ils sont aussi contribuables.

Dans la Constitution provisoire du 21 octobre, on avait tenté de mettre les députés en garde contre eux-mêmes. Ils ne devaient plus avoir l'initiative des dépenses. On a vu hier ce que pesaient les règles constitutionnelles. Certes, la lettre a été sauvegardée, mais il a suffi que le gouvernement accède au vœu de la commission des Finances pour que les propositions retenues au Conseil des ministres soient dépassées.

Sur un point particulier, celui du coefficient de revalorisation des pensions des victimes de la guerre, M. Bidault, soudainement, esquissa un coup d'arrêt. Il rappela la loi constitutionnelle et posa la question préalable. Celle-ci fut retirée sur la promesse de l'Assemblée que l'article en discussion serait provisoirement disjoint, sur la promesse du gouvernement qu'un nouveau texte serait prochainement soumis à la Chambre. En bref, quand l'Assemblée n'a pas directement l'initiative des dépenses, elle conserve le moyen "d'inviter" le gouvernement à prendre cette initiative. Ainsi fut fait dans le cas des postiers: le gouvernement était "invité à rétablir les parités d'indemnités existant

antérieurement entre le personnel des PTT et les régies financières".

Il se peut que toutes les revendications soient justifiées (en un sens même, elles l'étaient certainement), ce qui est en question, c'est leur efficacité réelle. Nous nous bornons à constater que les obstacles constitutionnels sont aisément tournés par la pratique politique.

Les ministres tiennent leur autorité des partis, comme les députés en reçoivent leurs consignes. Le dialogue entre ministres et députés est donc le plus souvent fictif: le véritable dialogue est celui qui se déroule en dehors de l'hémicycle, entre les partis eux-mêmes. Lorsque ceux-ci ont conclu un accord sérieux, l'Assemblée l'entérine. Lorsque l'accord est imparfait, lorsqu'un des partis craint qu'un rival tire un bénéfice indu d'une proposition quelconque (même si cette proposition n'a pas été adoptée), le jeu de la surenchère, des attitudes avantageuses se poursuit au parlement. L'apparente controverse de l'Assemblée et du Gouvernement n'est, en réalité, que la phase publique et publicitaire de la concurrence entre les partis. Finalement, celui d'entre eux qui, détenant la présidence du Conseil, s'estime le plus engagé, essaie de freiner le mouvement. À chaque instant, le moteur électoral n'en risque pas moins de s'emballer.

Une meilleure Constitution permettrait-elle d'arrêter ce glissement fatal? En vérité, on revient toujours aux mêmes idées. En régime démocratique, l'exécutif est susceptible d'acquiescer de l'autorité, ou bien s'il s'appuie sur une majorité stable et cohérente, ou bien s'il dispose par rapport aux Chambres d'une certaine autonomie: ou bien le système parlementaire de style britannique, ou bien le style présidentiel de type américain.

Dans la situation présente, la deuxième hypothèse est exclue. Reste donc la première. Il y aura une chance de restaurer l'État en France quand la majorité groupera non tous les grands partis, mais seulement les partis suffisamment proches les uns des autres pour mener une politique dont ils acceptent solidairement la responsabilité.

Je sais qu'il n'en est pas question pour l'instant, encore que dans la tactique du parti communiste, faite d'un mélange d'opposition et de soutien, la part d'opposition (Haute Cour, Constitution) ronge peu à peu la part de soutien. Mais il faudra bien qu'il en soit question un jour. Autrement, comme le disait à peu près notre confrère *Franc-Tireur*, c'est la démocratie elle-même qui, à la longue n'y résisterait pas.

Obscure clarté

Combat
29 août 1946

La critique, faite publiquement par le général de Gaulle, du texte discuté par l'Assemblée Constituante, semble avoir ajouté une complication supplémentaire à ce que l'on appellera le rébus constitutionnel. En fait, elle éclaire la controverse constitutionnelle, elle obscurcit le jeu politique.

Le parti communiste, par ses orateurs, par ses valets de plume qui usurpent le nom jadis respecté de Ligue des Droits de l'Homme, a dénoncé le projet soumis à l'Assemblée comme réactionnaire et bonapartiste. "Décalque du discours de Bayeux", disait l'un; "Résurrection du Sénat", disait l'autre; "Antichambre du pouvoir personnel", renchérissait le troisième. Certes, Léon Blum n'avait aucune peine à remettre les choses au point et à démontrer que la réalité du pouvoir exécutif appartenait tout entière au Conseil des ministres et à son chef, ou président; que le Conseil de la République était sans force; et que, par conséquent, le principe de la souveraineté populaire, tel qu'il l'entend (c'est-à-dire, en fait, la souveraineté des élus du suffrage direct, choisis parmi les candidats désignés par les partis) était sauf.

Malgré tout, on pouvait, et on ne s'en faisait pas faute, suspecter la démonstration. Léon Blum n'était-il pas soucieux, avant tout, de parer les accusations du parti communiste ou de l'extrême gauche de son propre parti? Pour désarmer l'opposition, ne faussait-il pas les perspectives?

La déclaration du général de Gaulle apporte à la thèse du leader socialiste un soutien décisif (mais non souhaité). Entre la Constitution repoussée par le pays le 5 mai et le projet décidé par la Commission, il n'y a pas, pour l'essentiel, de grandes différences. Le Conseil de la République ne dispose même pas d'un veto suspensif: une loi repoussée par le Conseil peut être votée deux jours plus tard par l'Assemblée Nationale, en deuxième lecture, et entrer immédiatement en vigueur. Le président de la République, élu, il est vrai, par les deux Chambres, n'a d'autorité propre ni pour la désignation du président du Conseil (puisque son choix doit être, avant la formation du ministère, ratifié par la majorité de l'Assemblée), ni pour la dissolution de l'Assemblée (qui ne saurait intervenir qu'après deux crises ministérielles en deux ans, et par la décision du gouvernement lui-même).

Il nous paraît donc - nous y reviendrons si besoin est - que, désormais, la

cause est entendue. Tout le monde, sauf les aveugles volontaires voit que le projet rapporté par M. Coste-Floret part de la même inspiration que la Constitution votée le 19 avril par la première Constituante. En gros, elle codifie la pratique actuelle, et elle prolongera, sans le modifier sérieusement, le parlementarisme sous sa forme présente, c'est-à-dire le règne des partis.

Je ne nie pas les améliorations ou les atténuations obtenues grâce au vote du 5 mai. Peut-être faut-il s'en tenir là, et voter la Constitution afin de sortir au plus tôt du provisoire. Une Constitution d'inspiration autre, comme celle que suggère le général de Gaulle, exige des partis le renoncement à une part du pouvoir qu'ils détiennent. Comment s'étonner que leur volonté de puissance se cabre contre les sacrifices auxquels on les convie? Ces "grands" d'aujourd'hui n'en sont pas encore à leur Nuit du 4 Août.

La nature, la signification du texte constitutionnel sont donc éclaircies, mais la situation s'est embrouillée. M. Pierre Hervé et M. Maurice Schumann se trouvent amenés à des acrobaties, si l'on ose dire, parallèles et de sens contraires.

M. Pierre Hervé s'ingénie à prouver que le général de Gaulle n'est pas aussi hostile qu'il voudrait le faire croire au projet MRP-socialiste. Pour un peu, il ne verrait dans la déclaration du général qu'une manœuvre subtile, favorable au MRP qu'il pousse à l'intransigeance, défavorable au parti communiste qu'il repousse sur la défensive.

Quant M. Maurice Schumann, il insiste sur le désaveu de paternité que M. Coste-Floret venait de publier le jour même, sur le renvoi à la commission des articles relatifs à la l'Union française. En bref, il se détache le plus possible d'un projet dont son parti, par ses propositions et par ses concessions est largement l'auteur.

Le parti socialiste sera-t-il finalement seul, une fois encore, à assumer pleinement des responsabilités, au fond partagées? Nous nous garderons de le prévoir. Le congrès du parti crée une incertitude de plus. Il se peut que l'on assiste à un renversement des fronts; il se peut aussi que chacun, une fois l'émotion passée, maintienne ses positions initiales. Un seul résultat nous paraît acquis. Une fois encore, on aura l'occasion de répéter: "Point ne voulut l'avoir fait, l'un ni l'autre." Aucun parti ne revendique la Constitution, comme aucun ne revendique la politique gouvernementale, parce qu'elle est leur œuvre commune et contradictoire.

Jouer le jeu?

Combat
31 août 1946

Faudra-t-il, demain, voter la Constitution, même si le texte rédigé par la commission n'est pas sérieusement amendé, même si elle ne nous satisfait pas? Pour mon compte, je pense que je répondrai oui, à la condition qu'une large majorité de l'Assemblée s'accorde pour la proposer au pays. Je voterai oui sans illusions, mais je m'y résignerai.

N'insistons pas sur les améliorations obtenues grâce à la victoire du 5 mai: on aurait vite fait d'en surestimer les vertus. Supposons que quelque parti "unifié" obtienne la majorité absolue. Il serait en mesure de bouleverser toute la structure économique et sociale du pays, même de poursuivre en Haute Cour les ministres d'hier, sans porter atteinte à la légalité.

En effet, trois freins constitutionnels sont concevables pour que des mesures décisives, définitives ne puissent être prises par une majorité d'un jour: ou bien un veto au moins suspensif de la deuxième Chambre, ou bien le droit de dissolution accordé au chef de l'État, ou bien le contrôle de la constitutionnalité des lois. Le texte actuellement en discussion ne prévoit ni l'une ni l'autre de ces modalités. On n'a pas besoin d'être opposé par principe à l'éventualité d'une révolution pour penser qu'en tout état de cause il serait préférable qu'elle ne pût trouver place dans le cadre de la Constitution.

Peut-on espérer qu'à la suite de la déclaration du général de Gaulle le projet initial sera révisé? Disons-le franchement: cette déclaration, sauf pour ce qui concerne l'Union française, rend une révision plus improbable.

Les pouvoirs du président de la République seront-ils élargis? Certainement pas. La première réplique de la commission a été d'enlever au chef de l'État la disposition de la force armée, formule rituelle, d'ailleurs sans efficacité, qui figurait dans les lois organiques de 1875 et dans la Constitution d'avril dernier. Certes, cette réplique n'est rien moins que rationnelle, puisque la déclaration du général équivalait à un retrait de la candidature à la présidence de la République que d'aucuns lui prêtaient. Mais elle est le symptôme irrécusable d'un état d'esprit: socialistes et communistes passent sur les fonctions du chef de l'État l'irritation que leur a causé l'intervention de celui qu'ils appelaient naguère le "Premier Résistant de France".

Prendra-t-on, du moins, des dispositions pour rétablir la situation ministérielle dont chacun avoue qu'elle est devenue un mot vide de sens? On n'ose l'espérer. M. André Philip, invoquant ses expériences du Gouvernement provisoire, n'accepte pas que le président du Conseil puisse "révoquer suivant son caprice, les membres individuels du gouvernement". L'absence d'unité gouvernementale, le transfert à l'intérieur même du Conseil des ministres des querelles entre partis, tous les maux de la pratique actuelle, la Constitution ne prévoit rien pour y remédier. Elle les "reconduit".

Au reste, laissons les détails. Quelle méthode donnerait une chance, si faible soit-elle de restaurer un gouvernement capable d'action? Une réforme électorale qui réduirait la toute-puissance des états-majors de partis? Il n'y a pas de majorité à la Chambre pour voter une pareille réforme. Parti communiste et M.R.P. ont un intérêt égoïste à la proportionnelle, le parti socialiste est lié par sa doctrine. La constitution d'une majorité homogène? Cela ne dépend guère de la Constitution.

Reste donc l'idée centrale de la conception développée par le général de Gaulle: "C'est du président de la République que devrait, en toutes circonstances, procéder le gouvernement." Cette proposition hétérodoxe, puisqu'elle introduit un élément essentiel du régime présidentiel dans un régime que l'on veut parlementaire, a manifestement pour but d'éviter que l'exécutif, simple mandataire des partis, ne soit plus que le reflet de leurs luttes et l'expression de leur impuissance. Mais cette proposition, qui se justifie peut-être par la paralysie de l'État triparti, ne sera évidemment pas adoptée par l'Assemblée, précisément parce que celle-ci est soumise à la loi du tripartisme.

On comprend donc que Maurice Schumann maintienne l'adhésion de son parti à un projet qu'il désavoue. Car une Constitution définitive aura du moins un avantage: elle permettra l'expérience du tripartisme en dehors d'une période électorale. La politique française ne parviendra peut-être à surmonter le tripartisme qu'après en avoir fait l'expérience jusqu'au bout. Pour l'instant, on peut encore incriminer la proximité des élections autant que le système. Demain, ce dernier alibi aura disparu.

Dans le cadre du jeu politique actuel, la déclaration déjà fameuse, ne résout rien, ne facilite rien. Et, pourtant, des souvenirs encore proches empêchent de conclure. Ceux qui, en 1933, réclamaient une dévaluation que la baisse de la livre et du dollar rendait inévitable, ne jouaient pas le jeu. Ceux qui, en 1936, réclamaient des mesures militaires contre l'entrée de la Wehrmacht en Rhénanie,

ne jouaient pas le jeu, car, sur le plan parlementaire, on ne décrète pas une mobilisation à la veille des élections. Et même en 1938, jouaient-ils le jeu, ceux qui voulaient que l'on assumât, le risque de guerre, en dépit des réticences (pour ne pas dire plus) de la moitié de l'opinion?

Sommes-nous sûrs que pour que, demain, nous ayons eu raison, il ne faille pas nous refuser aujourd'hui à jouer le jeu?

Destin du socialisme

Combat
3 septembre 1946

Quel Français est content de la politique française? Les socialistes ont manifesté, en public, qu'ils n'étaient pas contents de leur comité directeur, mais si les autres partis étaient moins disciplinés ou moins discrets, on saurait qu'ils n'échappent pas plus que la vieille SFIO à l'inquiétude et aux discordes. N'accablons pas ceux qui ont le courage d'offrir à tous les observateurs le spectacle de leurs déchirements, mais aussi l'exemple d'une auto-critique authentique.

La crise socialiste est plus grave, j'en conviens, parce que la position centrale est la plus inconfortable. Les socialistes ont l'impression d'être les victimes du tripartisme, dont ils sont les plus fermes et les plus loyaux défenseurs. Ils savent bien que le gouvernement socialiste homogène est à peu près aussi probable, dans la situation présente, qu'un voyage dans la Lune, pour emprunter à André Philip une formule promise au succès.

Sur le plan doctrinal, on retrouve l'équivalent de cet embarras tactique. L'ennemi n°1, est-ce le capitalisme ou le totalitarisme? Que le régime destiné à succéder au capitalisme, celui de la propriété collective et de l'économie dirigée "puisse" être totalitaire, on ne le sait que trop. Or, en France, l'État prend peu à peu en charge une part croissante des instruments de production, le contrôle administratif se substitue de plus en plus aux mécanismes du marché. Le capitalisme se meurt: la tâche première serait donc, désormais, d'éviter que la rationalisation de l'économie soit acquise aux prix de toutes les libertés, que l'évolution aboutisse "à une sorte de collectivisme autoritaire et technocratique qui prendra la forme d'un national-socialisme ou d'un national-communisme". Et, du même coup, en dépit de leur commune hostilité au capitalisme, le socialisme s'oppose directement à l'autre parti marxiste (sans même parler des éventualités tragiques, évoquées par Eugène Thomas).

Mais comme, avec une vigueur au moins égale, ils dénoncent le MRP "parti confessionnel" et le parti radical devenu "réactionnaire", les socialistes restent seuls dans une solitude, orgueilleuse peut-être, mais qui s'annonce impuissante.

Est-ce à dire qu'il n'y ait rien de changé, que la tempête en un jour de congrès se soit apaisée? Comme dans les mélodrames, faut-il dire: "Tout est bien qui finit bien"? Laissons de côté les questions de personnes qui furent l'aspect le plus

pénible et peut-être aussi le plus important de la querelle. Le résultat essentiel de ces quatre jours de discussions passionnées, c'est l'apparition d'un "gauchisme" où se mêlent le meilleur et le pire.

Les militants craignent que le parti s'enfonce dans une médiocrité petite-bourgeoise, qu'à force d'exercer le pouvoir il cesse d'apparaître comme une force de création et que, par suite, les jeunes se détournent de lui. Peut-être le mal est-il déjà plus avancé qu'ils ne le pensent, mais qui leur reprochera cette aspiration à une nouvelle jeunesse?

On demandera comment ce dynamisme va se traduire dans la réalité. Avant tout, par l'effort pour disputer aux communistes les leviers de commande à l'intérieur des syndicats. La bataille risque de rendre plus malaisé encore le gouvernement du pays. Quelques grèves récentes ont été l'expression d'une volonté qui ne s'affirmera féconde que dans la mesure où elle échappera aux facilités de la surenchère. On ne déborde pas facilement le parti communiste sur sa gauche, et la démagogie, à la longue, ne permettrait pas de reconstituer, comme on l'espère, un libre syndicalisme.

La démagogie paiera d'autant moins que le parti socialiste, qu'il le veuille ou non, demeure un parti de gouvernement. Il ne retrouverait les douceurs de l'opposition qu'après une déroute électorale qu'il sera le dernier à appeler de ses vœux. Quant aux formations biparties, même baptisées Union des Gauches, c'est lui-même qui les repousse, puisqu'elles impliqueraient le choix qu'il entend éluder.

L'unanimité sur laquelle s'est terminé le Congrès n'a pas été seulement la répétition des "nègres-blancs" traditionnels; elle a marqué, après l'explosion d'une mauvaise humeur longtemps contenue, l'acceptation d'une déplaisante, mais inexorable nécessité. Le parti socialiste ne pouvait ni se scinder ni changer de route à la veille des élections. Il devait assumer son destin, comme la France elle-même.

On a beaucoup parlé, ces jours derniers, du déclin socialiste. Et il est bien vrai qu'en France, comme dans le monde, l'Histoire tend à la cristallisation de deux blocs entre lesquels on coinçait un armistice plus ou moins prolongé, mais non la paix. Pourtant, nous nous sentons trop intéressés à la survie du socialisme pour renoncer à l'espoir. Et les socialistes de la majorité victorieuse seront les premiers à reconnaître que, pour le renouveau des hommes, des idées et des méthodes, l'essentiel reste à faire.

Stérilité du compromis

Combat
5 septembre 1946

Si l'art du compromis constitue l'essence de la démocratie, comme on dit parfois, nul régime, en vérité, n'est plus démocratique que la IV^e République à la recherche d'une Constitution. Et M. Vincent Auriol, dont la persévérance force l'estime, aura bien mérité d'en devenir le premier magistrat.

Le compromis qu'a suggéré le président de l'Assemblée, si l'on se réfère aux positions actuelles des trois partis, passera pour équitable. (Il n'en serait pas de même si l'on revenait aux thèses initiales.) Le MRP ne lui a pas fait mauvais accueil, sauf sur le mode d'élection des membres du Conseil de la République, modalité dont l'importance reste à démontrer, étant donné les médiocres pouvoirs reconnus à la "Chambre de réflexion". Les communistes montrent plus de froideur, mais cette réserve fait partie du jeu. On gagne d'autant plus, au bout du compte, que l'on se refuse plus longtemps aux concessions.

Si nous nous sentons incapables de prendre trop au sérieux ces délibérations laborieuses, c'est que, en fait, la cause est entendue. Les conceptions du parti communiste et du parti socialiste l'ont emporté, en dépit de leur défaite du 5 mai. Pour l'essentiel, la nouvelle Constitution ressemble à la précédente comme une sœur. Léon Blum l'a démontré et les communistes le savent bien.

Ces derniers dénonçaient à grands cris le néo-bonapartisme. En réalité, leur comédie d'opposition ne pouvait avoir que deux buts. Le chef de l'État, bien que ses pouvoirs fussent limités, n'était plus tout à fait une potiche ou une boîte aux lettres. Comme le bruit d'une candidature du général de Gaulle circulait, les communistes étaient soucieux de diminuer encore les fonctions du futur président de la République. Par sa déclaration récente, le général de Gaulle vient de faire savoir qu'il ne se résignerait pas à finir sa carrière en successeur d'Albert Lebrun. Du coup, le premier objectif tombe.

On prêtait aussi aux communistes le désir d'embarrasser les socialistes en les amenant à prendre, aux côtés du MRP, la responsabilité d'une Constitution qui aurait été repoussée par le parti de la Renaissance française. Mais le renversement des fronts, provoqué par le désaccord entre le premier résistant de France et le parti de la fidélité, rend presque impossible une telle tactique. Qui en serait dupe?

Dès lors, rien n'empêche d'arriver, entre les trois partis, à un accord auquel le pays se résignera. Mais le compromis ne représentera à aucun degré une synthèse, il ne sera même pas à égale distance des doctrines opposées. Pour le fond, les uns l'auront emporté. Bien plus, on n'aura pas progressé d'un pas. La politique française, dotée d'une Constitution définitive, sera chargée de la même hypothèque: le règne de partis, également incapables de conjuguer leurs efforts ou de se séparer.

Je crains que, trop souvent, la diplomatie française ne joue un rôle comparable à celui de M. Vincent Auriol, avec des résultats guère plus satisfaisants. L'axiome premier de notre politique étrangère est que nous ne devons pas prendre parti. Soit! Mais, alors, que faisons-nous?

Quand l'objet de la querelle ne nous intéresse pas directement, nous nous bornons à imaginer une solution moyenne. Trieste ne sera ni italienne ni yougoslave; elle sera internationale, avec participation italienne et yougoslave. Cette solution est-elle juste? Est-elle viable? Personne ne s'en soucie. Il est fâcheux que les deux intéressés nous reprochent notre initiative. Mais le pire, c'est que nous n'ayons pour nous défendre que des arguments d'opportunité. Quand on n'a pas la force, mieux vaut se réclamer d'une idée. L'abstention pure et simple eût été préférable.

Quand l'objet de la querelle nous touche directement, comme dans le cas de l'Allemagne et de l'unification des zones occidentales, nous nous réfugions dans la solitude. Pour ne pas choisir, nous proposons une méthode qu'aucun des trois Grands n'accepte. Or, sans faire de choix total et définitif, il reste que notre zone d'occupation est englobée dans les zones anglaise et américaine. Il nous faudra bien traiter avec nos voisins, si un accord général n'intervient pas. Nous ne pouvons pas indéfiniment nous contenter de ne pas nous faire d'ennemis: nous devons nous faire des alliés.

Le compromis, qu'il soit moyenne, fuite ou nègre-blanc, ne résout rien; il n'a qu'une justification: le moindre mal. Mais une politique qui se justifie exclusivement par les maux qu'elle évite est vouée à la stérilité. Un pays ne trouve pas son unité à force de craindre ses divisions.

Que faire?

Combat
10 septembre 1946

La revue de presse de *L'Aube* nous reprochait, il y a quelques jours, de nous livrer au jeu facile de la critique parce que nous étions "sans responsabilités". Certes, la responsabilité du journaliste n'est pas celle de l'homme d'État. Il se peut que celui-ci doive parfois se plier à des servitudes que celui-là rejette. Mais un journaliste se sent toujours responsable devant ses lecteurs. Si faible que soit son influence, si limité que soit son crédit, il se donne l'illusion, pour écrire, que l'opinion du pays dépend de la sienne.

Il est vrai encore que, parfois, nous ne nous mettons pas à la place des hommes politiques parce que nous imaginons, à tort ou à raison, que, à leur place, nous ne nous serions pas laissés acculer à la situation dans laquelle ils se trouvent. Tel est le cas, en particulier, dans l'actuelle controverse constitutionnelle: l'accord des trois grands partis risque d'échouer sur des questions qui nous paraissent secondaires; mais l'essentiel, à notre avis, a déjà été sacrifié au souci de l'unanimité. Cependant, puisqu'on nous y invite, mettons-nous à la place de ceux qui, demain, voteront à l'Assemblée. Après tout, leur décision précédera de peu la nôtre.

Avec les partisans de l'accord, nous pensons qu'il est nécessaire de sortir du provisoire. La Constitution que l'on est en train de voter aboutit, nous l'avons déjà dit, à une reconduction de la pratique actuelle. Elle consacre le règne des partis tel qu'il s'est institué à la Constituante, tel qu'il s'exprime dans des gouvernements paralysés. Le régime définitif aura un seul avantage, mais sérieux: il mettra fin à la période électorale qui, depuis septembre dernier, sévit sans discontinuer.

On nous demandera pourquoi nous nous résignons aujourd'hui, après avoir résisté une première fois. Nous répondrons d'abord que, le 5 mai dernier, ce qui était soumis à l'approbation du pays, ce n'était pas seulement un texte constitutionnel qui nous paraissait mauvais, mais aussi une majorité socialiste-communiste destinée, d'après les plans de sa fraction agissante, à devenir une majorité de gouvernement. De plus, nous espérions alors qu'une révision permettrait d'améliorer véritablement nos futures institutions. Nous n'avons plus cet espoir aujourd'hui.

On nous assure que la dernière divergence, susceptible de ruiner l'entente des

trois, est le mode d'élection du Conseil de la République. Or, comment attacherait-on tant d'importance au mode d'élection d'une Assemblée réduite, par tant d'ingéniosité, à tant de faiblesse? On se braque contre les électeurs dont le rôle s'épuisera dans la désignation de conseillers dont, à leur tour, l'efficacité s'épuisera presque dans le choix d'un président de la République, lui-même, finalement, sans pouvoir? Mais si l'on prétend enlever aux campagnes les privilèges qu'elles avaient dans l'élection des sénateurs, si l'on décide qu'il y aura un délégué par mille habitants, les conseillers municipaux des grandes villes ne seront pas assez nombreux et on sera bien obligé de recourir à de grands électeurs. L'enracinement du Conseil de la République dans les Assemblées locales me paraît souhaitable. Encore ne faudrait-il pas, en introduisant la proportionnelle dans tous les scrutins, politiser encore davantage les Assemblées locales, sous prétexte d'en faire le substrat du Conseil de la République. Un dernier effort devrait permettre d'aboutir, si pour le reste le fameux compromis a été trouvé.

À une condition pourtant: qu'on ne s'interroge pas trop sur le fond. L'idée dominante de la Constitution repoussée le 5 mai était que l'Assemblée Nationale, c'est-à-dire, en fait, la majorité issue des élections, ne devait connaître ni résistance ni obstacle. Rien n'est changé. L'exécutif demeure un simple mandataire de l'Assemblée. La seconde Chambre ne possède même pas de veto suspensif. Il n'y a pas de contrôle de la constitutionnalité des lois (sauf en ce qui concerne l'organisation des pouvoirs publics qu'une majorité révolutionnaire n'aurait aucune raison de changer). Le président de la République ne dispose effectivement ni du droit de choisir le président du Conseil, ni du droit de dissoudre la Chambre. Rien n'a été prévu pour qu'une mesure grave puisse être éventuellement différée de quelques mois ou sanctionnée par de nouvelles élections. Aucune institution dotée de pouvoirs réels n'est élevée au-dessus du jeu des partis, c'est-à-dire de la volonté de leurs états-majors.

Il est bien vrai que la politique ne dépend qu'en faible mesure des constitutions et que celles-ci, à leur tour, dépendent des hommes autant que des textes. Le moins pourtant que l'on puisse dire est qu'on n'a pas saisi cette occasion de corriger dans la mesure du possible un système dont les défauts apparaissent aujourd'hui assez clairement.

Conclusion? Pour le citoyen, l'abstention sera probablement le seul moyen de manifester et son désir de sortir du provisoire et sa répugnance pour la Constitution qu'on lui offre. Peut-être même des abstentions assez nombreuses

rendraient-elles possible, à bref délai, la révision d'une Constitution prétendument définitive.

La Grande Illusion

Combat

12 septembre 1946

Abandonnons aujourd'hui la Constituante à ce que les uns appellent partie de poker, et les autres valse-hésitation, et revenons sur une déclaration du président du Gouvernement qui mérite d'être appelée sensationnelle. À partir du 20 septembre, on en aurait fini avec les hausses de prix en retard (les queues de hausse, comme on dit) et un blocage rigoureux des prix interviendrait. Demain, - on précise impitoyablement la date de ce demain, - les prix seront stables. On nous pardonnera d'évoquer la formule pour enfants: "Demain, on rase gratis."

Nous ne mettons pas en doute les bonnes intentions des ministres. Il se peut que les marchés de certains produits industriels d'usage courant soient mieux alimentés et, par suite, accusent une certaine baisse. La simple possibilité de recourir, dans certains cas, au marché officiel et non plus au marché parallèle, se traduira par des économies pour beaucoup de budgets.

Mais on doute que ces phénomènes, quelle qu'en soit la portée, suffisent à compenser le facteur permanent de hausse qui pèse sur l'économie française: un déficit budgétaire qui, si l'on tient compte de tout (budget extraordinaire, subventions économiques, subventions aux services publics et aux entreprises nationalisées, etc.) se situe entre trois cents et quatre cents milliards.

Dès lors, celui qui affirme la prochaine stabilisation des prix a le devoir, s'il désire qu'on le prenne au sérieux, de nous expliquer comment il compte stériliser le pouvoir d'achat créé par l'excédent des dépenses sur les recettes de l'État, auquel ne correspondent pas de biens réels.

Dans l'Allemagne de 1933, six millions d'ouvriers étaient en chômage: les dépenses publiques nourrissaient un accroissement de la production. Si le cas de la France était comparable, on aurait le droit de ne pas trop s'inquiéter du volume du déficit. Mais chacun sait que, dans la situation présente, notre capacité de production est peu élastique. Les goulots d'étranglement subsistent. Tant qu'il nous manquera un million de tonnes de charbon par mois, la production plafonnera autour de 80 % du niveau de 1938. Et, après le problème du charbon, celui de la main-d'œuvre se posera, non moins angoissant.

Il est vrai que les Anglais ont réussi à empêcher que les déficits budgétaires, inévitables en temps de guerre, ne déclenchent une hausse massive des prix.

Mais cette résorption du pouvoir d'achat a été rendue possible par une mise au point de l'administration économique dont, vainement, on chercherait l'équivalent dans notre pays. L'efficacité du système fiscal a permis de reprendre une part importante des revenus distribués. La répartition équitable des ressources alimentaires, facilitée par le volume des importations et le nombre réduit des entreprises agricoles, a assuré à chacun une ration convenable. Ainsi, l'épargne était encouragée et l'emprunt a pu achever, ou presque, de pomper les revenus auxquels ne correspondaient pas de biens disponibles sur le marché.

Rien de pareil en France. La hausse continue des prix et les tentations du marché noir découragent l'épargne. Le retour à la liberté, dans un grand nombre de secteurs, légalise la hausse. Et, surtout, notre système fiscal ne parvient à saisir qu'une fraction insuffisante des revenus distribués.

L'échec tient, pour une part, à la dislocation de la vie économique, à la floraison des marchés noirs et des dessous de table, qui réservent, chaque année, à une nouvelle et abjecte bourgeoisie, des milliards de gains. Mais cette cause n'est pas la seule.

Des catégories entières de citoyens ne participent pas assez aux charges publiques. Les trois milliards que rapporte la cédule agricole sont sans commune mesure avec les revenus réels de l'agriculture. Le régime du forfait épargne le petit commerce. Plusieurs des professions non commerciales échappent largement au recensement. Même en fait de bénéfices industriels et commerciaux, la rigueur du fisc ne l'emporte pas toujours sur les ruses des assujettis. Finalement, seuls, les salariés, depuis les ouvriers jusqu'aux directeurs, payent tout ce qu'ils doivent payer. Les taux de l'impôt général sur le revenu, à peine modifiés depuis 1941 (sauf pour le dégrèvement à la base), sont devenus exorbitants. Ils écrasent ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas dissimuler, ils n'apporteront pas de remède à la crise des finances publiques tant qu'une part énorme du revenu national (j'espère que des statisticiens tenteront de calculer cette part) échappe aux contrôleurs des contributions directes.

Aussi longtemps que le déficit budgétaire n'aura pas été ramené à une mesure tolérable, c'est-à-dire aussi longtemps que notre système fiscal n'aura pas été réformé, la stabilisation des prix sera une grande illusion dont, pour comble de malheur, les auditeurs du chef du Gouvernement ne sont pas plus dupes que lui.

À propos de l'Union française

Combat

15-16 septembre 1946

L'Assemblée Constituante, qui s'efforcera, cette semaine, de voter la Constitution de l'Union française, fournira un exemple singulièrement favorable aux critiques étrangers, qui reprochent aux Français leur goût de l'abstraction et de la théorie. Comment serait-il possible de définir avec précision une fédération, alors que les différents territoires auxquels on prête la volonté de s'unir ne sont pas encore dotés d'institutions représentatives et, pour la plupart, ne constituent pas encore des États?

Une fédération peut être conçue comme le terme de deux évolutions différentes: ou bien des États indépendants décident de traduire une solidarité de fait en s'associant, ou bien des États, d'abord étroitement subordonnés à la métropole, élargissent peu à peu leur autonomie jusqu'à l'indépendance, mais, refusant de se séparer, organisent et sanctionnent leur communauté. La Fédération des États-Unis a été créée par la libre décision d'États, liés entre eux de multiples manières, qui viennent de se détacher de la Couronne anglaise. Le Commonwealth britannique s'est constitué peu à peu empiriquement. Les Dominions, devenus libres, ont eux-mêmes choisi de rester membres de la Fédération des peuples britanniques (et l'exemple de l'Irlande prouve que cette liberté n'était pas une fiction).

L'identité de race, de langue, de traditions, les souvenirs d'une même origine, qui facilitent la formation de la Fédération américaine et de la Fédération britannique n'existent pas à travers l'Union française. Une fédération qui grouperait l'Indochine, l'Afrique noire, l'Afrique du Nord, offre aux imaginations et aux efforts des Français un objectif grandiose. Il serait naïf de penser qu'un texte voté par une assemblée métropolitaine la transformera en réalité.

Tous les partis se réclament désormais de l'Union française, mais dans des intentions divergentes. Les uns souhaitent la dissolution de l'Empire, ou, du moins, entendent, par principe ou par intérêt, donner aux peuples de nos colonies la liberté immédiate et totale du choix, sans se demander qui est qualifié pour exprimer les désirs des populations, sans s'interroger sur les conséquences de notre abdication et les convoitises étrangères. À l'autre extrême, certains ne songent qu'à camoufler le régime actuel sous un vocabulaire au goût du jour. Le plus grand nombre désire sincèrement que l'Union française favorise un

changement progressif du régime colonial et des relations entre colonies et métropole. Mais la Constitution actuellement en discussion ne prévoit et ne saurait prévoir ni les institutions propres aux colonies ou États associés, ni le mode de représentation de chacun d'eux aux institutions fédérales. L'essentiel devra donc inévitablement renvoyer aux lois organiques. On se bornera aux principes: excellente occasion de discussions subtiles et passionnées.

Les discussions risquent de se prolonger d'autant plus que l'on n'évitera pas les contradictions. La fédération, en théorie, suppose de la part de chaque associé un acte de libre adhésion. Mais cette adhésion ne heurtera-t-elle pas les scrupules juridiques et les sentiments de fierté des États sous protectorat, donc, en droit, souverains? Laissons même cette difficulté. Qui sera en mesure d'apporter cette adhésion dans la majorité de nos territoires d'outre-mer? Quant à la liberté de sécession, l'Union soviétique n'hésite pas à l'inscrire dans les textes. Mais l'État russe est désormais assez solide et autoritaire pour que nulle République autonome ne soit tentée de faire usage de cette liberté. Il n'en irait pas de même dans un État de type démocratique occidental.

En fait, la Constitution proposée par le Gouvernement est avant tout soucieuse d'atténuer les dangers qu'entraîne cette législation dans l'abstrait. Puisque l'on commence par la fin, c'est-à-dire les institutions fédérales, on se borne à énumérer les trois organes essentiels: Président, Conseil et Assemblée de l'Union; à indiquer en gros les fonctions (consultatives, délibératives) de l'Assemblée, sans préciser ni le nombre ni le mode de désignation des délégués de chaque État. Cette prudence est probablement sage, mais elle ne fait pas progresser les problèmes réels de l'Union française.

Malgré tout, la situation politique donnera peut-être au débat sur la Constitution de l'Union une portée décisive. Partagé entre le désir de s'entendre avec ses partenaires du Gouvernement et celui de se distinguer, conscient des périls qu'entraîneraient des formules simplistes, le MRP a décidé cette fois de ne pas faire de concessions et de s'en tenir au texte du Gouvernement. Le parti communiste préférera-t-il entraîner le MRP devant le pays dans le bloc tripartite, ou lui facilitera-t-il, par son intransigeance, le retour à sa vocation de "fidélité"?

Une bonne nouvelle

Combat
18 septembre 1946

Pourquoi dissimuler notre satisfaction? Nous n'avons pas si souvent l'occasion de nous réjouir: ne laissons pas échapper celle que nous offre l'accord financier franco-anglais.

La consolidation d'une dette de 100 millions de livres, qui représentait le déficit de notre balance des comptes au cours des derniers dix-huit mois, nous évite la liquidation immédiate des valeurs libellées en sterling appartenant à des particuliers et réquisitionnées par l'État. Elle équivaut à augmenter d'autant les devises dont nous pouvons disposer au cours des trois prochaines années. Le taux très bas d'intérêt consenti par le gouvernement britannique est une marque d'intention politique, qu'il serait injuste et absurde de méconnaître.

Ce premier accord nous apporte un soulagement financier, mais l'accord commercial que l'on va négocier aura une portée plus vaste. Si le déficit de nos échanges avec la zone sterling restait aussi élevé, si l'Angleterre continuait à ne pas vouloir des produits que nous lui proposons et à ne pas trouver chez nous ce qu'elle désire, il ne faudrait pas longtemps pour que se reconstitue une dette égale à celle que nous venons de consolider. Finalement, cette convention financière vaudra ce que vaudra la convention économique que l'on espère.

Dès aujourd'hui, un résultat essentiel a été obtenu. On a mis fin à cette sorte de paralysie dont souffraient les relations franco-britanniques. On est sorti de "*dead-lock*".

On avait lieu de déplorer, mais non de s'étonner, que, depuis la Libération, les chemins suivis par les deux pays parussent s'écarter l'un de l'autre. La Grande-Bretagne fait, à son tour, l'expérience que la victoire ne se traduit pas nécessairement par des bénéfices proportionnés aux mérites. Elle est, avec la France, la seule des grandes puissances à être entrée de sa propre décision dans la guerre, sans attendre l'agression hitlérienne. Seule, pendant un an, elle a tenu tête à Hitler, maître du continent de la Vistule à l'Atlantique. Pendant cinq ans, elle n'a mesuré ni ses efforts, ni ses richesses. Aujourd'hui, comme la France en 1919, elle est plus riche de gloire que de réserves. Elle sait qu'elle n'est plus à l'échelle des géants. Ayant liquidé la plus grande partie de ses avoirs à l'étranger, elle se prive pour exporter. Elle doit organiser l'évolution de l'Empire britannique vers des formes nouvelles.

Comment l'Angleterre aurait-elle accepté nos produits de luxe, alors qu'elle s'impose des restrictions plus dures qu'en temps de guerre? Comment aurait-elle mis au premier plan de ses préoccupations une France toute couverte de ruines, incertaine d'elle-même, condamnée par les conflits mêmes des partis à éluder les engagements et à se réfugier dans une solitude, tour à tour humble et glorieuse?

Il y a plus. L'entente franco-anglaise, depuis le début du siècle, a eu avant tout une fonction négative, défensive. Elle devait dresser une barrière aux ambitions germaniques. Or, les deux pays, même en vue de cet objectif pourtant précis, ne parvinrent jamais à s'entendre, sinon au dernier moment, assez tôt pour se battre côte à côte et pour vaincre, pas assez tôt pour éviter la guerre. Cette commune hostilité, principe de leur alliance, n'existe plus, au moins momentanément. Signer un pacte contre l'Allemagne prêterait aujourd'hui à sourire. Il faudrait s'entendre, non plus contre un fantôme, mais pour une tâche constructive.

Français et Britanniques n'envisagent de la même façon ni les problèmes immédiats de la production et de la distribution du charbon allemand, ni les problèmes à long terme du sort de l'Allemagne. La facilité consiste à laisser aller les choses. Presse et radio anglaises expliqueront les bonnes raisons du gouvernement britannique, la presse française développera les solides griefs du gouvernement français. Ces échanges de polémiques pourraient être plus intenses que les échanges commerciaux.

Une lettre de M. Bidault, nous dit-on, a rompu la glace. On attend une autre initiative. Britanniques et Américains ont décidé d'entreprendre une certaine reconstruction économique de l'Allemagne. Il est plus facile de vitupérer cette politique que de la modifier. Mais il n'est pas impossible d'obtenir, par des négociations la sauvegarde de nos intérêts essentiels dans le cadre de cette politique.

De l'Histoire à la politique

Combat
20 septembre 1946

Le dialogue politique à trois personnages, qui se poursuit depuis la Libération, passait déjà pour subtil et parfois hermétique. L'intervention d'un quatrième interlocuteur a pour résultat immédiat de rendre à peu près inextricable l'imbroglio constitutionnel.

La déclaration du général de Gaulle, quoi qu'on en pense, nous paraît conforme au "style du 18 juin". Le général de Gaulle est convaincu d'accomplir un devoir national en critiquant le projet constitutionnel, comme il en était convaincu hier en appelant les Français à la lutte. Il ne s'attend pas à être approuvé par les partis, peut-être même ne compte-t-il pas que le pays le suive si les trois Grands invitent le souverain à voter oui. Il ne sera pas déçu par un échec provisoire, parce ce qu'il n'attend que de l'avenir la justification de ses actes. Il consent qu'on lui donne tort, puisque après coup, pense-t-il, l'Histoire et l'expérience lui donneront raison.

Je ne suis pas sûr, pour mon compte, que cette "stratégie 18 juin" soit efficace dans la situation présente. Mais il nous serait difficile de récuser les jugements qu'il porte sur le texte actuellement en discussion. Nous pensons, nous aussi, et nous avons écrit, que la Constitution rejetée une première fois par le pays a été maintenue dans son inspiration et dans ses traits essentiels: l'Assemblée sera omnipotente, le président de la République et le Conseil de la République ne détiendront aucune autorité réelle.

Si la condamnation du général de Gaulle demeurerait sur le plan de l'Histoire, les partis s'en accommoderaient. Heureusement, ou malheureusement, elle a une répercussion immédiate sur la discussion parlementaire et sur la prochaine lutte électorale.

À première vue, les communistes seront tentés de s'en réjouir, ils étaient menacés d'une morne campagne pour le "oui", menée en accord avec le parti "réactionnaire et confessionnel". Voici qu'on leur donne un adversaire de taille à dénoncer, le fantôme des dictatures à pourchasser. Voici qu'on refoule vers eux les socialistes, toujours incertains de leur route, qu'un vieux réflexe va dresser contre le général qui jette dans la politique le poids de son prestige.

Certes, l'accusation de viser au pouvoir personnel est moins fondée qu'elle ne

l'a jamais été. On pouvait nourrir de pareilles craintes à l'époque où la ferveur d'un peuple entier remettait au premier résistant de France un pouvoir pratiquement absolu. Simple citoyen, il joue les mains vides et ses récentes déclarations ont encore diminué ses chances de revenir au pouvoir. De telles accusations lui prêtent donc une maladresse à la mesure de ses ambitions supposées.

Le parti socialiste regrette peut-être de glisser trop à gauche, après avoir incliné trop à droite. Il craint certainement une nouvelle bataille du referendum. Si cette bataille est livrée contre le MRP, elle risque d'aboutir à une seconde défaite. Si elle est livrée aux côtés du MRP, une forte minorité de "non" diminuerait encore le crédit, déjà atteint, du tripartisme, et mettrait à l'ordre du jour la révision constitutionnelle.

Cet embarras, pourtant, n'est rien auprès de celui du MRP. Celui-ci n'a pas encore adopté d'attitude définitive. Il fait dépendre son vote final des articles relatifs à l'Union française, de la loi organique fixant le mode d'élection du Conseil de la République, et peut-être de certaines modifications au texte voté en première lecture. Ses réserves lui permettront-elles de se tirer d'affaire? On en doute.

Certains de ses membres en sont venus à souhaiter, au fond de leur cœur, que les communistes s'obstinent à ne pas ratifier le projet gouvernemental d'Union française. Mais pourquoi les communistes leur offriraient-ils gratuitement un point de rupture commode? Il y a beau temps qu'ils n'ont plus de leçon de tactique parlementaire à recevoir. Mode d'élection du Conseil de la République? Élection au suffrage secret du président de la République? Maintien en fonction provisoire du gouvernement qui a prononcé la dissolution de l'Assemblée? Soit! Toutes ces questions ont leur importance. Pour que la deuxième Chambre garde une valeur, il faut évidemment qu'elle ne soit pas le reflet de la première. Mieux vaut que, grâce au suffrage secret, le président de la République, appelé au rôle d'arbitre, ne soit pas un simple mandataire des partis. Après tout cela, nous répéterons la même interrogation: pourquoi les partenaires du tripartisme montreraient-ils une intransigeance qui ouvrirait une issue au MRP?

Or, à supposer que ce dernier obtienne pleine satisfaction sur tous ces sujets de litige, la condamnation portée par le général de Gaulle en serait à peine atténuée. Et le MRP perdrait la face s'il renversait sa position en invoquant de nouveaux griefs. Le paradoxe, c'est qu'il ne puisse plus désormais rompre que sur des détails, parce qu'il a concédé l'essentiel.

Nous ne tirons de cette analyse aucune joie. Nous voyons mal ce que la politique française gagnerait à une dispersion des voix qui, aux dernières élections, se sont bloquées sur le "parti de la Fidélité". Reste l'hypothèse optimiste où les citoyens feraient une distinction rigoureuse entre le referendum et les élections et chargeraient finalement de réviser la Constitution ceux-là mêmes qui, après avoir pris une part active à sa rédaction, inclinent à la désavouer avant même de la voter.

Pouvoir personnel?

Combat

22-23 septembre 1946

Avec cette mesure dans la discussion qui est la marque des bons esprits, notre confrère Charpy, du *Populaire*, nous accable de son mépris: "*Combat* 1946 n'a plus de rapport avec *Combat* clandestin." Quel est notre crime? Nous avons refusé de prêter au général de Gaulle l'ambition du pouvoir personnel. Or, dans le même numéro du *Populaire*, M. Léon Blum écrit: "Je ne lui prêterai, pour ma part, aucun mobile intéressé ou médiocre. Je suis convaincu que ni l'ambition ni l'orgueil blessé n'ont une part dans sa détermination." Nous voilà donc en bonne compagnie. Le leader socialiste est-il, lui aussi, devenu indigne parce qu'il a refusé cette forme courante de la bassesse qui consiste à prêter à ses adversaires les mobiles les plus vils?

Laissons ces misérables polémiques et prenons en elle-même la question du pouvoir personnel. Nous l'avons craint quand les circonstances, la propagande, les services rendus conféraient au général de Gaulle un éclat sans pareil et un pouvoir presque sans limite. Mais le premier chef du Gouvernement provisoire a témoigné, de la Libération à sa démission, tout à la fois du sens de l'autorité et de l'État, et du respect de la légalité. Il avait l'allure d'un souverain légitime, non d'un usurpateur ou d'un tyran. Le pays a été consulté; les institutions représentatives ont été remises en route. Jamais les événements ne lui offrirent d'occasion aussi favorable aux ambitions qu'on lui suppose, que celle qu'il a laissée échapper.

Il est vrai que le général de Gaulle a recommandé publiquement une Constitution d'après laquelle le président de la République jouirait de larges prérogatives. Le système qu'il envisage tient du régime présidentiel en même temps que du régime parlementaire. Il est normal que l'on critique ce système, difficile en des temps normaux à adapter aux traditions françaises. Mais le général serait-il partisan du régime présidentiel, qu'il ne serait pas encore candidat au pouvoir personnel. Ou bien veut-on que Roosevelt et Hitler soient des chefs de même espèce?

Il est vrai encore que l'on peut attribuer au premier Résistant de France l'intention d'accéder à une présidence de la République conçue dans le style du discours de Bayeux. Vraie ou fausse, une telle hypothèse ne cadre pas avec l'accusation de viser au pouvoir personnel. En quelques jours, le général de

Gaulle s'est aliéné les sympathies d'à peu près tous les partis politiques. Avouons que ses interventions, si on imagine qu'elles préparent un retour, relèvent d'une tactique singulière, dont la maladresse serait la caractéristique principale.

On dira encore que la condamnation du projet constitutionnel, prononcée solennellement et du dehors, ne s'accorde pas avec le style parlementaire auquel nous sommes accoutumés. Nous en convenons volontiers, mais aucun des actes du général, depuis des années, ne s'est plié à ce style. À coup sûr, il n'est pas un parlementaire classique. Fallait-il attendre 1946 pour s'en apercevoir?

Si l'on passe de De Gaulle au gaullisme, il faut reconnaître que les choses ne sont pas aussi claires. Nous n'avons aucun goût pour ces unions qui sont au-dessus des partis, mais qui, en même temps, songent à présenter des listes électorales. La seule excuse (si l'on peut dire) de quelques trublions, c'est qu'ils ne peuvent guère nuire qu'à la cause qu'ils prétendent servir.

En vérité, ce qui rend la situation à peu près inextricable, c'est que les déclarations du général de Gaulle, parfaitement légitimes quand elles se situent sur le plan de l'Histoire, provoquent, dans la lutte politique, des remous difficilement prévisibles qui ne sont pas tous favorables.

Le plus grave tient à l'origine politique de certains néo-gaullistes. C'est de la Résistance que le général de Gaulle tire ses titres. On n'en saurait dire autant de tous ceux qui, aujourd'hui, se réclament bruyamment de lui. C'est son accord avec le sentiment du peuple entier qui lui a donné sa force et a finalement assuré son succès. En 1946, il se trouve en opposition avec des partis auxquels vont les suffrages d'une moitié du pays.

Mais, dès lors qu'il s'agit de politique, peut-il en être autrement? On a évoqué l'éventualité tragique à laquelle se réfèreraient, dit-on, les idées du général de Gaulle. On lui a reproché de diviser à l'avance la nation, qu'il faudrait maintenir unie jusqu'au bout. Mais cette unité, en ce cas, serait-elle possible? Et, pour les besoins de la discussion, faut-il feindre d'ignorer ce que chacun sait?

Pour en revenir au présent et à la paix, on aperçoit un aboutissement favorable de la crise présente. Le statut de l'Union française a été finalement adopté sans modification sérieuse aux propositions gouvernementales. Le MRP obtiendra peut-être, en partie grâce à la pression extérieure, des améliorations au texte voté en première lecture. Il se peut que l'on évite une nouvelle bataille du referendum que nous n'avons jamais souhaitée. Nous ne terminerons donc pas sur une de ces synthèses désabusées que notre confrère *L'Aube* a l'innocente manie de nous reprocher chaque jour.

Encore que nous soyons toujours tentés de demander à ceux qui nous accusent de pessimisme si, en dehors des succès électoraux de leur parti, le jeu politique leur offre si souvent des sujets de satisfaction.

Du pouvoir personnel au régime parlementaire

Combat

25 septembre 1946

M. Léon Blum est revenu hier matin sur la question, à ses yeux, cruciale, du pouvoir personnel, et, bien qu'il ne discute pas explicitement le précédent éditorial de *Combat*, j'y crois voir une sorte de réponse indirecte. Au reste, même si je me trompe, il ne m'en vaudra pas de saisir cette occasion d'un dialogue.

M. Léon Blum, à la différence de certains de ses collaborateurs, se place sur un plan trop élevé pour consentir aux insinuations ou aux accusations d'ordre personnel. Il ne prête au général de Gaulle aucune arrière-pensée. Il se borne à analyser la situation telle qu'elle résulte de ce qu'il appelle un "*pronunciamiento*" civil. Le général de Gaulle, dit-il, a recommandé une Constitution d'un certain type, inacceptable à la majorité de la Constituante. Quelles que soient les atténuations ou les améliorations apportées en deuxième lecture au texte voté une première fois, l'abîme restera infranchissable entre la conception du premier Résistant de France et celle des trois partis. Celle-là remet l'essentiel du pouvoir exécutif au chef de l'État, celle-ci ne connaît que l'Assemblée et le chef du gouvernement, nommé ou investi par elle.

Supposons que la campagne des "non" se déchaîne dans le pays, elle invoquera le patronage de l'illustre chef du premier gouvernement provisoire. Qu'elle groupe une importante minorité du pays, et le révisionnisme naîtra au lendemain même du jour où l'on aura cru sortir du provisoire. Ce révisionnisme tendra moins à des institutions déterminées qu'à une organisation des pouvoirs publics qui réserve au chef de l'État une place à la mesure de la personnalité du général de Gaulle. Dès lors, qu'on le veuille ou non, on prendra position, non plus pour une idée, mais pour ou contre un homme, pour ou contre un régime, défini par un homme. En ce sens, l'intervention dramatique du général de Gaulle fait surgir le risque du pouvoir personnel. Pour mieux dire, elle transforme d'un coup la nature des groupements politiques: la fidélité ou l'hostilité à une personne remplace l'adhésion au parti.

Nous ne tenterons pas de nier l'évidence: l'autorité morale du général de Gaulle pèse lourdement sur les controverses constitutionnelles. Et l'on se situe par rapport à lui, autant ou plus que par rapport à des formules abstraites,

souvent peu compréhensibles. Mais si l'on allait jusqu'au bout de ce raisonnement, on conclurait logiquement que le général devrait s'abstenir de toute prise de position. Car, ou bien il adoptera les idées d'un parti, et alors on l'accusera de se transformer en chef de parti; ou bien il contredira les idées de tous les partis, et on l'accusera de s'en prendre au régime lui-même.

D'autre part, M. Léon Blum semble admettre comme probable, ou au moins comme possible, que l'appel du général soit entendu en dépit des partis, par une fraction importante des électeurs. Il prête à un homme seul un prestige susceptible de balancer le poids des machines électorales. Pour mon compte, je ne suis pas aussi pessimiste (ou optimiste, comme on voudra dire). Je ne crois pas que, dans une bataille aussi inégale, les partis soient sérieusement menacés. D'ailleurs, à supposer qu'ils le soient, le symptôme ne serait-il pas alarmant? Après tout, ils n'ont d'autres titres que ceux que leur confère la volonté du peuple souverain. Si les déclarations d'un seul homme suffisaient à créer ou à révéler une discordance entre les actes des élus et les sentiments des électeurs, ne serait-ce pas là le signe d'une crise grave?

Mais il y a plus. Admettons qu'une bataille entre partisans du "non", conduits par le général de Gaulle, et partisans du "oui", obéissant aux mots d'ordre des trois grands, prenne inévitablement une allure plébiscitaire. Ce choc est-il fatal? On a pu le craindre: je n'en suis pas sûr aujourd'hui.

Le fameux discours de Bayeux, qu'on a fini par oublier à force de le citer, parle de ministres responsables devant l'Assemblée. Dès lors, le débat porterait essentiellement sur le mode de désignation des ministres. Que le président du Conseil, choisi par le président de la République, constitue son cabinet et le présente ensuite à l'Assemblée, et nous revenons au régime parlementaire. Qu'au contraire, le président du Conseil ait besoin, avant de rassembler ses collaborateurs, d'obtenir l'investiture du Parlement, et l'on revient indirectement au régime d'Assemblée. Sans doute, ne sait-on pas jusqu'à quel point ces deux méthodes, opposées en théorie, donneraient en pratique des résultats différents. Ne vaudrait-il pas la peine d'essayer? Et le MRP ne pourrait-il pas ajouter à sa liste une telle modification, que l'orthodoxie démocratique ne saurait incriminer, et à laquelle certains attachent une valeur de symbole en même temps que d'efficacité?

Dans la Constitution de 1875, en Grande-Bretagne, le chef de l'État désigne le président du Conseil, qui désigne les ministres avant de se rendre devant le Parlement. Nul ne sera donc tenté de voir une menace dans ce mécanisme

classique des institutions représentatives.

Peut-être suffirait-il de s'avancer dans cette voie pour que la guerre de Troie n'ait pas lieu et que le pouvoir personnel se laisse ramener, sans trop de mal, au régime parlementaire.

Le Cercle vicieux

Combat

27 septembre 1946

Au moment où l'Assemblée constituante discute un "collectif" de 67 milliards, 64% des Français, interrogés par l'Institut d'Opinion publique, prévoient une hausse des prix. Les ministres qui affichent une confiance robuste dans la stabilité des prix sont donc dangereusement en minorité. Mais comme la hausse des prix équivaut à la dévalorisation de la monnaie, on est obligé de conclure que l'opinion reste sceptique sur l'avenir du franc, en dépit de la volonté tant de fois proclamée par nos gouvernants de le défendre farouchement.

Comment pourrait-il en être autrement, alors que le déficit budgétaire s'élève à 400 milliards, dans une économie où, faute de charbon et de main-d'œuvre, la production est peu élastique? Certes, une centaine de milliards est couverte par les rentrées de l'Impex, c'est-à-dire par la contrepartie en francs, versée à l'État par les importateurs, des achats faits au dehors avec de l'or ou des devises. Ces rentrées impliquent donc un pompage de revenus effectifs (en même temps, il est vrai, que la liquidation progressive du capital national). Même ramené à 300 milliards, le déficit budgétaire ne peut pas ne pas peser sur les prix.

À quelles conditions, cette pression pourrait-elle être atténuée? Sans être technicien, on répond aisément. Il faudrait, ou bien que l'État parvînt à reprendre, par l'impôt ou par l'emprunt, la plus grande partie des revenus excédentaires, ou bien que le contrôle de l'administration fût assez strict pour que la répartition des produits essentiels, aux prix fixés, fût assurée d'un bout à l'autre du circuit. Chacun sait qu'aucune de ces deux conditions n'est remplie.

Notre système fiscal est organisé de telle sorte qu'une fraction importante des revenus distribués échappe à l'impôt direct. On ne prétendra pas calculer exactement cette fraction. Cependant, si l'on tient compte de l'ampleur du marché parallèle, du faible rendement de la cédule agricole, de la dissimulation de certains bénéfices, je suis tenté de croire qu'au moins la moitié du revenu national arrive à passer entre les mailles du fisc. Il ne suffit pas d'augmenter les taux du prélèvement qui frappent les revenus impossibles à camoufler pour rétablir l'équilibre.

Quant au contrôle administratif de la répartition des prix, chacun en connaît les insuffisances. En fait, sinon en droit, la liberté a été rendue à un grand nombre de produits alimentaires. Même pour les produits industriels, le marché

noir sévit à tous les échelons. Et le service des prix, au ministère de l'Économie nationale, est doté d'un équipement si dérisoire que ses estimations relèvent souvent plutôt de ce qu'en langage militaire on appelle le "piffomètre" que de méthodes scientifiques.

Le résultat le plus grave de cette situation, c'est que, à l'heure présente, l'on ne voit guère de catégorie sociale susceptible d'épargner, en dehors de la catégorie, trop nombreuse, des profiteurs du marché noir. Pour les salariés, qui dépensent presque 80% de leur revenu pour se nourrir, il n'en est pas question. Il en est question davantage pour certains entrepreneurs, mais surtout dans la mesure où tous leurs revenus ne sont pas officiellement déclarés. Pratiquement, l'argent mal gagné devient la principale source de l'épargne nationale. Cet argent sera-t-il porté à s'investir dans les affaires industrielles? Dans quelles proportions?

En vérité, on se demande comment la nation, tant que se prolonge ce régime d'inflation, épargnera les sommes nécessaires à l'exécution d'un plan d'équipement. Or, si dans les années qui viennent, notre industrie ne modernise pas son outillage, si la production et la productivité de nos usines n'augmentent pas, nous sommes condamnés à la déchéance. À toutes les raisons évidentes par lesquelles on justifie la lutte contre l'inflation, on en ajoutera donc une autre: la nécessité de prix stables, pour mettre en œuvre un plan tel que le plan Monnet.

La difficulté principale à laquelle on se heurte, quand on a laissé les choses en arriver aussi loin, c'est la solidarité réciproque des divers phénomènes. Comment stabiliser les prix tant que les revenus excédentaires sont toujours aussi considérables? Comment liquider le marché noir tant que les acheteurs, dans des secteurs multiples, se disputent des ressources insuffisantes? Comment comprimer le déficit budgétaire alors que la reconstruction est à peine entamée?

Probablement n'y a-t-il pas de solution globale, mais une méthode complexe qui s'attaquerait simultanément aux divers symptômes du mal. Il faudra bien que l'État passe en revue ses dépenses et ampute celles qui ne sont pas indispensables et qui sont économiquement stériles. Il faudra bien que l'État entreprenne la réforme d'un système fiscal dont ceux-là mêmes qui l'appliquent ont plus d'une fois dénoncé les défauts. Il faudra bien, enfin, que l'État rende effectif le contrôle de certains produits fondamentaux, quitte à renoncer à ses interventions, tatillonnes et maladroites sur des marchés secondaires.

En matière économique, plus encore que pour nos institutions politiques, souhaitons que le définitif ne consiste pas à reconduire le provisoire. Car si dans le régime provisoire d'inflation dans lequel nous vivons depuis deux ans se

prolongeait, même la Constitution définitive n'y résisterait pas.

Le MRP en péril?

Combat

28 septembre 1946

Si l'on mesurait le danger d'après le nombre des sauveteurs, il faudrait dire que le MRP traverse une crise mortelle. Depuis quelques jours, la presse, modérée de tendance, mais libre de toute affiliation, n'a pas ménagé l'Union gaulliste et, en revanche, s'est plu à louer "la double fidélité à soi-même et au Libérateur", que maintiendrait le MRP, "même s'il ne devait pas être compris".

L'origine de cette inquiétude, tout le monde la connaît. Le général de Gaulle avait condamné le projet de Constitution auquel les Républicains populaires étaient prêts à se résigner. On se demandait donc si, au referendum, peut-être même aux prochaines élections, le Libérateur et le parti qui naguère se réclamait de lui n'allait pas se trouver dans des camps opposés. Cette éventualité paraît désormais improbable. Après les améliorations obtenues grâce aux ultimes négociations, il se peut que le général de Gaulle renonce à dire "non". Et s'il condamnait, malgré tout, la Constitution, en se référant à la forme extrême de la doctrine de Bayeux sur les pouvoirs du président de la République, il se situerait plutôt sur le plan de l'Histoire que sur celui de la politique électorale. Tout annonce que les tenants de la double fidélité ne seront pas écartelés.

Pourquoi un parti, qui proclame la même doctrine que les démocrates-chrétiens avant la guerre, bénéficie-t-il de presque toutes les voix modérées et catholiques alors que, jusqu'en 1939, M. Georges Bidault n'arrivait pas à se faire élire et que M. Champetier de Ribes présidait aux destinées d'un groupe d'une vingtaine de députés?

On parle à juste titre du rôle joué dans la Résistance par les hommes qui constituent aujourd'hui l'état-major du MRP, depuis le président du CNR jusqu'au porte-parole de la France Combattante. Mais cette explication, particulièrement valable en France, ne l'est pas au même degré en Italie ou en Allemagne occidentale. Et pourtant des partis analogues au MRP y remportent des triomphes comparables, qui tiennent aux circonstances plus qu'à leurs mérites propres.

La véritable explication me paraît la rencontre d'un besoin spirituel et d'un réflexe de défense. À une époque où l'homme s'engage tout entier dans la politique, joue sa vie et son âme dans les batailles des peuples et des partis, quoi d'étonnant que les individus se sentent attirés par les groupes qu'anime la foi en

une vérité absolue? Le marxisme enseigne à des millions d'hommes le secret de l'Histoire. À la religion séculière, le MRP oppose un dogmatisme qui, pour ne pas porter sur les institutions de l'État ou les régimes économiques, n'en suscite pas moins l'action et le dévouement des fidèles. Le socialisme, quoi qu'il en ait, a perdu l'orthodoxie marxiste, il demeure incroyant et pâtit d'être simplement raisonnable en un monde où la raison découvre plus d'occasions d'inquiétude que de joie.

Le désir d'une barrière contre le communisme rejoint cette aspiration spirituelle. Ensemble ils assurent au MRP une clientèle que je crois stable. Que l'Église soutienne ce parti presque sans passé est encore plus un symptôme qu'une cause. En fait, les électeurs qui, jadis, votaient pour la "droite" font de plus en plus confiance aux Républicains populaires, de moins en moins aux anciens modérés et aux nouveaux partis de droite. Jugent-ils certaines concessions au socialisme indispensable? Croient-ils à l'efficacité supérieure de cette organisation toute fraîche, de ces militants sortis de la lutte clandestine? Quoi qu'il en soit, on n'a pas l'impression que le MRP ait encore fait le plein. De la droite surtout, de milieux socialistes ou radicaux aussi, des recrues peuvent venir gonfler ses effectifs électoraux.

Aurait-il été possible, en quelques semaines, de rassembler des candidats rivaux? Autant l'immense popularité d'un homme agit puissamment dans le cas d'un referendum, alors qu'il faut dire "oui" ou "non", autant elle s'exprime malaisément au milieu des conflits de partis. Pour déplacer des suffrages, il ne suffit pas de critiquer tel ou tel, il faut offrir aux citoyens un choix plus séduisant que celui auquel ils sont accoutumés et auquel on leur demande de renoncer. Sur ce point, l'Union gaulliste est infiniment plus faible encore que le MRP n'est fort.

Est-ce à dire que celui-ci doit envisager l'avenir avec un optimisme sans nuage? Il lui reste à faire l'essentiel, c'est-à-dire justifier ses victoires électorales, en gouvernant, selon ses idées et dans l'intérêt de la nation. Un journaliste américain écrivait que la guerre avait eu pour résultat, dans la politique européenne, de substituer à la lutte du fascisme et du communisme, la rivalité des démocrates-chrétiens et des communistes. Le MRP remplira sa mission dans la mesure même où il rendra cette comparaison inexacte.

Une deuxième Constitution provisoire

Combat

29-30 septembre 1946

Adoptée en deuxième lecture par les trois grands partis, la Constitution du 28 septembre sera, selon toute probabilité, ratifiée par le pays, quels que soient les termes et le ton du discours d'aujourd'hui. Au risque de ne satisfaire personne, selon une vieille habitude de *Combat*, je me réjouirai avec mesure de l'accord des Grands, et je n'accorderai à la charte de la IV^e République qu'une adhésion résignée.

Sur certains points, les partisans du "non" ont obtenu des améliorations incontestables au texte repoussé par le pays. Le Conseil de la magistrature est, dans une certaine mesure, "dépolitisé". Le Conseil de la République fait partie du Parlement et reçoit des attributions suffisantes pour qu'il puisse éventuellement exercer une influence morale. La présidence de la République n'est plus conçue de telle sorte qu'elle décourage les candidatures des moins ambitieux. Enfin, en un temps où l'on tient pour un immense succès le seul fait d'éviter une catastrophe, les articles relatifs à l'Union française ont le mérite de résoudre sans dommage un problème posé dans des termes absurdes (on ne rédige pas une Constitution fédérale alors que les États à fédérer n'ont pas encore d'institutions). Ceux qui diront "oui" le 13 octobre, après avoir dit "non" le 5 mai, disposent donc d'assez d'arguments pour qu'on n'impute pas leur revirement à la seule lassitude.

Est-ce à dire que, même dans le cadre du tripartisme, il fût impossible d'obtenir davantage? Les affirmations du MRP n'arrivent pas à nous convaincre. Toute la question est de savoir si l'on n'a pas commencé trop tard à livrer bataille et si l'on a bien choisi les occasions de "durcissement".

Tout le monde était d'accord pour refuser à la deuxième Chambre les pouvoirs excessifs du Sénat. Mais si l'on décidait d'en créer une, encore fallait-il lui donner assez de pouvoirs pour justifier pleinement son existence. Un veto suspensif pour la durée d'une session, au moins sur certaines matières (par exemple, les augmentations de dépenses) paraissait un minimum. D'après le texte voté, il suffit à l'Assemblée de maintenir sa première décision à la majorité absolue pour que l'opposition du Conseil de la République devienne inopérante. Il ne nous reste plus qu'à compter sur la seule sagesse de l'Assemblée.

On a répété depuis quelques jours que la deuxième Chambre n'avait de sens

qu'à la condition qu'elle ne fût pas le reflet de la première. Je me garderai de prévoir le résultat d'un mode d'élection dont la complexité décourage la bonne volonté même des spécialistes de droit constitutionnel. Mais il semble qu'une part si large ait été faite à la proportionnelle, combinée avec la règle de la plus forte moyenne, pour que les grands partis soient assurés d'une représentation analogue à celle dont ils disposeront dans la première. Les ennemis du Sénat peuvent dormir en paix sur leurs lauriers.

Quant au droit de dissolution qui offrait le meilleur moyen de réserver à l'exécutif une certaine liberté d'action, il a été entouré de tant de réserves et de précautions qu'on se demande si on ne l'utilisera jamais. La dissolution prononcée en Conseil des ministres n'est autorisée qu'après deux crises ministérielles en dix-huit mois. Or les ministères de la IV^e République ne sont pas instables comme ceux de la III^e: ils sont paralysés. Les dispositions prises en ce qui concerne le droit de dissolution ou la question de confiance sont typiques de cette pensée à retardement qui s'obstine à corriger les vices du régime d'hier. On s'est mis en garde contre l'instabilité, alors qu'il eût fallu triompher de la paralysie.

Si l'on ajoute que le choix du président du Conseil par le président de la République demeure plus fictif que réel, que la loi électorale va être maintenue, on arrive à la conclusion que, pour l'essentiel, la pratique actuelle a toutes les chances de se prolonger sans modification sérieuse.

Et, pourtant, nous penchons à la résignation. D'abord, les circonstances se prêtent mal à une nouvelle bataille. L'enjeu politique, si clair en mai dernier, est, cette fois, incertain, équivoque. Le pays est las de ces controverses subtiles et il aspire à la fin de cette période électorale continue. De plus, le tripartisme, qui a des racines profondes dans la structure même de l'opinion française, est rendu inévitable par la perspective d'élections. Pour qu'on ait une possibilité d'en sortir, pour qu'on ose espérer une administration plus efficace de notre économie et de nos finances, il faut d'abord que le Parlement ait quelques années devant lui. Enfin, une Constitution, quelle qu'elle soit, reflète inévitablement un certain état de la société, un certain équilibre des forces politiques. Celle qui vient d'être adoptée ne favorise pas la durée de la démocratie de masses, mais elle reflète la puissance de ces partis monolithiques qui, demain comme hier, par l'intermédiaire de leurs états-majors plus que leurs élus, détiendront l'autorité réelle. Il était plus facile de souhaiter que de croire que les partis, maîtres du jeu, donneraient à la France des institutions susceptibles de limiter leur dictature.

Mais, du même coup, les constituants, qu'ils l'aient ou non voulu, ont donné à leur œuvre la même précarité qui marquait le régime provisoire. Il ne suffit pas de baptiser une Constitution définitive pour mettre un terme à la désagrégation de l'État. Et quand l'État s'en va en morceaux, l'ère des aventures commence.

Le discours d'Épinal

Combat
1er octobre 1946

Que le général de Gaulle ne fût pas un admirateur de la Constitution n°2, on le savait à l'avance, et, comme le dit M. Coste-Floret, avec une ironie peut-être involontaire, il n'est pas le seul dans ce cas: "Il répond non et les trois partis en font autant, puisque le projet est un compromis qui ne satisfait intégralement aucun d'entre eux."

De même, les vues constitutionnelles, développées dans le discours d'Épinal, restent dans la ligne des déclarations précédentes. Au bout du compte, elles me paraissent, dans leur dernière expression, très proches d'un régime parlementaire avec renforcement des pouvoirs du président de la République. Gaston Doumergue avait proposé en 1934, de donner au chef de l'État le droit de dissolution sans avis conforme du Sénat, et c'est à ce droit de dissolution, ainsi qu'au droit de choisir le président du Conseil, que le général de Gaulle paraît attacher le plus de prix.

Les questions que l'on se posait à l'avance ne touchaient donc ni à une condamnation que l'on prévoyait, ni à une doctrine déjà connue et discutée avec passion depuis des semaines. On se demandait: 1° Dans quelle mesure la condamnation serait nuancée par la résignation; 2° Dans quelle mesure le jugement sur la Constitution entraînerait des conséquences sur le plan politique.

La réponse, assez paradoxale, à ces deux questions me paraît la suivante. La condamnation n'est atténuée par aucun souci de contingences, par aucune concession à la lassitude. En même temps, elle est maintenue sur un plan tel, exprimée dans des termes tels, qu'elle se prête malaisément à une exploitation par tel ou tel, comme si le général souhaitait que sa voix fût entendue le jour du referendum et restât, quelques semaines plus tard, au-dessus du tumulte électoral.

Nous ne reviendrons pas sur les "attendus" du jugement constitutionnel. Nous avons eu assez d'occasions, au cours des jours précédents, de montrer pourquoi, à notre sens, le compromis final penchait dangereusement vers les idées des auteurs de la Constitution repoussée le 5 mai. À lire attentivement le texte tel qu'il a été adopté, on trouverait encore d'autres objets de critique. Le droit pour une majorité des deux tiers de réviser la Constitution, sans que la révision soit soumise au referendum, constitue une innovation inutile et dangereuse. L'article

relatif aux collectivités locales, équivoque dans sa rédaction, promet, à une époque où toutes les élections sont soumises à la loi des partis, d'aboutir non à un renforcement des autonomies régionales, ce qui serait souhaitable, mais à une "politisation" de l'autorité départementale, et ainsi de favoriser, sous une nouvelle forme, la désagrégation de l'État.

D'un autre côté, le général de Gaulle a voulu manifestement éviter que son intervention prît un accent partisan: "Ces convictions-là sont les nôtres. Elles n'ont point de parti. Elles ne sont ni de gauche ni de droite. Elles n'ont qu'un seul objet, qui est d'être utiles au pays." Le rappel des événements de 1940 à 1945 vise aussi à suggérer ce que nous appelions, il y a quelques jours, le "style du 18 juin", le consentement à avoir tort dans l'immédiat pour avoir eu raison rétrospectivement.

Car le général de Gaulle ne saurait guère se faire d'illusions sur le résultat d'une bataille qu'il ne livre qu'à moitié. Le 5 mai, alors que le nombre des abstentions était tombé très bas, les partisans du "oui" groupaient 47% des électeurs. Avec une participation probablement moins forte, ces 47% représenteront peut-être le 13 octobre une majorité. Et un certain nombre des électeurs MRP suivra à coup sûr le mot d'ordre du parti (la proportion est incertaine et dépendra partiellement de l'attitude de certaines autorités spirituelles).

Bien plus, l'allure que prendra inévitablement la lutte entre les trois partis d'une part, le général de Gaulle, de l'autre (car les radicaux et le PRL comptent moins que le général lui-même), incitera peut-être une part des républicains et des libéraux, qui votèrent "non" en mai dernier, à voter "oui" cette fois, contre la menace de pouvoir personnel. Aussi bien la propagande invoquera bien plus cette menace que les mérites de la Constitution.

Si donc il doit y avoir une "épreuve de force", comme le pense notre confrère Jean Texcier, l'issue n'en paraît guère douteuse. En vérité, il suffirait que la minorité des "non" fût imposante pour que fût remis en question l'accord nécessaire du pays et de ses représentants.

L'essentiel pourtant, à mes yeux, n'est pas là. La critique de la Constitution se prolonge, dans le discours d'Épinal, en une critique du système politique actuel. Quand le général de Gaulle réclame un gouvernement homogène, on sait bien qu'il a raison en théorie, mais on se demande comment une nation aussi profondément divisée que la nôtre pourrait avoir un gouvernement uni. Ou, plutôt, on hésite devant les risques d'un gouvernement majoritaire, condamné à

subir l'assaut d'une opposition nombreuse et puissante.

Le chef du Gouvernement provisoire, au moment de la Libération de la France, a hésité, lui aussi, puisqu'il a instauré le tripartisme. Aujourd'hui, tournant ses regards vers le dehors, il semble écarter toute hésitation. Que l'on partage ou non son pessimisme, que l'on se décide ou non à prendre position, il est clair que la politique française, bien au-delà du referendum, reste dominée par l'alternative du tripartisme ou du choix.

Victoire de la justice

Combat
2 octobre 1946

Le verdict de Nuremberg surprendra l'opinion allemande aussi bien que celle des Nations Unies, non par ses rigueurs, mais par ses indulgences. Les condamnations à mort étaient attendues, non les acquittements.

Habitués aux pratiques de la justice politique, les Allemands prévoyaient une condamnation générale. Ceux d'entre eux qui étaient résolus à ne voir dans le tribunal interallié que le travestissement juridique de la vengeance des vainqueurs, déploreront que certaines organisations n'aient pas été reconnues coupables, dans la mesure même où ce souci d'équitable discernement renforcera le prestige des juges aux yeux de leurs compatriotes. Ceux, au contraire, qui aspirent à une rénovation de leur pays, se réjouiront que les nazis aient été frappés, dans le respect des formes, sans que des millions d'Allemands qui ont appartenu à la Wehrmacht ou aux SA soient frappés du même coup.

En revanche, dans beaucoup de pays, on s'interrogera non sur le cas d'un médiocre comparse, tel Fritzsche, mais sur les cas de Schacht et de Papen. Que le premier n'ait guère aimé la clique hitlérienne, qu'il ait entretenu des rapports avec l'opposition, en particulier avec les conspirateurs du 20 juillet, nous sommes prêts à l'admettre et les révélations de Gisevius le confirment. Mais on n'a pas oublié le ralliement de Schacht à Hitler avant 1933, et on se demande comment l'homme qui organisa l'économie de guerre allemande a pu apparaître sans responsabilité dans le complot contre la paix. Quant à Papen, s'il faillit être victime de la répression déclenchée en juin 1934, au lendemain du discours où il s'en prenait assez clairement aux nouveaux maîtres du III^e Reich, c'est lui qui amena Hitler au pouvoir en janvier 1933. Une fois de plus, il se révèle prisonnier (ou criminel) chanceux.

Cette inquiétude ne s'inspire d'aucun désir de violence ou de persécution. Mais Papen et Schacht appartiennent à un même milieu social, dont les amitiés au dehors sont connues. Ce milieu conservateur, allemand national, dont les fautes furent écrasantes en dépit des efforts tardifs de quelques-uns, les acquittements semblent l'innocenter, alors qu'on en jugeait la condamnation bien fondée.

Pour le reste, le plus grand procès de l'Histoire inflige aux plus grands criminels de l'Histoire le châtiment prévu, sans que l'on ose dire que les longues délibérations aient sensiblement modifié les convictions de personne, - accusés,

juges ou opinion publique, - sans que la minutie de la procédure ait donné réponse aux incertitudes.

Dès l'origine, un fait massif aveuglant, était acquis. Profitant de leur hégémonie temporaire en Europe, les hitlériens avaient froidement résolu d'exterminer des millions d'êtres humains, et ils ont mis leur plan à exécution avec cette méthode scientifique qu'appliquent les Allemands jusque dans leurs entreprises les plus monstrueuses. Qu'on parle de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité importe peu. Cinq millions d'hommes au moins, presque tous Juifs, ont passé par les chambres à gaz, des millions d'autres, dans les camps de concentration, dans certains camps de prisonniers russes, dans les territoires occupés, ont été abattus ou condamnés à une mort lente. Avec une technique raffinée et morbide, les Allemands se sont ingéniés à martyriser et à avilir leurs victimes. Ces forfaits hurlaient au ciel. Rien ne pouvait les effacer, rien ne pouvait les excuser. Les dirigeants du régime en portaient la responsabilité collective et solidaire. Si le procès s'était limité à ces chefs d'accusation, la justice eût été simple, expéditive, si l'on veut. Je ne suis pas sûr qu'elle eût été affaiblie.

J'entends bien que les autres chefs d'accusation, conspiration contre la paix, ou complot ayant pour objet de commettre des crimes contre la paix, préparation de guerre d'agression, constituent une innovation plus intéressante. On s'est efforcé de créer la loi ou le précédent, au moment même où l'on punissait les coupables. Et il est vrai encore que rarement la volonté d'une guerre d'agression fut aussi évidente, aussi amplement démontrée. S'il nous reste dans l'esprit quelque doute, celui-ci ne porte pas sur le complot hitlérien contre la paix, il porte sur la difficulté d'établir en pareille matière une législation valable.

L'agression hitlérienne, ou, plus largement encore, la tentative hitlérienne pour soumettre les nations voisines et édifier un Empire, n'est pas la première dans l'histoire de l'humanité. Encore faut-il qu'elle soit la dernière.

Le procès de Nuremberg garantit que, désormais, les chefs d'un État agresseur seront, après la défaite, traduits en jugement. Mais il ne garantit pas que les chefs d'un État, victime d'une agression, mais finalement vaincu, ne subiront pas le même sort.

Le droit international, plus encore que tout autre droit, a besoin de la force. Ce sont les armes, et non les lois qui assurent la victoire de la justice.

[Post-Scriptum à son éditorial dans *Combat*, le 4 octobre: Quelques lecteurs ont été choqués par le titre "Victoire de la Justice" que j'avais donné à des

commentaires sur le verdict de Nuremberg. Le contenu de l'article ne laissait pas de doute sur mes sentiments, mais le titre était équivoque. Je me félicitais de la victoire de la Justice en songeant au procès qu'auraient institué, eux aussi, les nazis triomphants.]

Conjonction des extrêmes

Combat
4 octobre 1946

Le débat sur la loi électorale a abouti finalement à une conclusion prévue. Les communistes, décidés à éviter le panachage, le MRP, non moins décidé à éviter le report des restes sur le plan national, ont, par une série d'opérations subtiles, rendu inévitable le maintien de la loi actuelle (avec de faibles modifications).

Nous ne nous attarderons pas à l'adresse tactique déployée de part et d'autre. Sans doute est-ce le fin du fin que de se déclarer en faveur d'un referendum sur la loi électorale, tout en manœuvrant pour ne pas l'obtenir. Nous ajouterons qu'à nos yeux le panachage, qui atténue peut-être certains défauts de la RP, lui en ajoute d'autres, singulièrement graves. À la concurrence des listes, il joint (et parfois substitue) la concurrence entre les co-listiers. Il mêle, dans une étrange confusion, les querelles d'hommes et les querelles d'idées et de partis.

En réalité, il faut choisir entre le scrutin majoritaire (uninominal dans le cadre de l'arrondissement ou de liste dans le cadre du département) et la représentation proportionnelle. Si l'on s'en tenait à ce dernier mode de scrutin, on était en droit de demander deux sortes d'amélioration: d'une part, le vote préférentiel, c'est-à-dire la possibilité effective pour l'électeur d'établir lui-même l'ordre des candidats - ce que le système adopté exclut pratiquement tout en ayant l'air de la permettre - de l'autre, une véritable équité dans la représentation proportionnelle, c'est-à-dire un système quelconque de report des voix perdues dans les départements par les listes défavorisées. D'après notre confrère *Le Populaire*, le Rassemblement des Gauches, si l'on suppose une répartition correcte, aurait dû avoir en juin 23 sièges de plus, le MRP et le parti communiste chacun 14 de moins.

Rien d'étonnant, dira-t-on, que cette proportionnelle imparfaite ait eu les faveurs des deux Grands, qui en tirent un égal profit. Et pourquoi s'indigner contre un exemple, entre tant d'autres, d'immoralité ou, si l'on préfère, d'opportunité politique? Malgré tout l'événement a une valeur de symbole.

La campagne du referendum est entreprise contre la menace du pouvoir personnel. La majorité, maîtresse de l'Assemblée, proclame donc elle-même la réalité du péril. Or, d'où viendrait ce péril, sinon d'une désaffection du pays à l'égard de ses représentants, de la lassitude des électeurs que rebute la carte forcée du mode de scrutin? Tout se passe comme si l'on s'ingéniait à cristalliser

indéfiniment une situation de paralysie, comme si l'on voulait perpétuer une coalition dont chacun vitupère l'impuissance.

Il y a plus. Puisque le MRP et les communistes doivent à la loi électorale le gonflement de leurs effectifs, ils agissent logiquement dans l'optique étroite de la lutte des partis. Mais au fond ils se tiennent l'un l'autre pour l'ennemi n°1. Ils acceptent, selon le vocabulaire à la mode, de faire un bout de chemin ensemble, sans ignorer que ce compagnonnage est provisoire et qu'un jour l'explication décisive devra intervenir.

Dès lors, deux conceptions sont possibles: ou bien les deux Grands envisagent une sorte d'alliance des extrêmes dont les petits partis, ou même le troisième Grand, feraient les frais. Le MRP tiendrait, pour essentiel l'accord des seuls communistes, non pas seulement dans le cadre de la loi électorale, mais aussi en matière de gouvernement. Ou bien, au contraire, pour éviter ou au moins atténuer le heurt brutal des deux masses, le MRP verrait dans les partis dont l'orientation est proche de la sienne des alliés virtuels et travaillerait à la formation d'une coalition assez homogène pour assumer la responsabilité solidaire de l'État.

La première conception recule peut-être le moment de la rupture; elle accroît la probabilité de celle-ci et elle en aggraverait la violence. La deuxième, qui compliquerait la tâche à courte échéance, offre seule une perspective de salut. Et pourtant, c'est la première que l'on semble préférer.

Il est surprenant que le MRP, qui dénonce chaque jour avec horreur la division du pays en deux blocs, agisse trop souvent comme s'il en avait par-dessus tout aux groupes intermédiaires.

La vérité non le scandale

Combat
6-7 octobre 1946

Aucun pays, aucun régime n'a le monopole des scandales. La démocratie et le France ont le double privilège de leur donner le maximum de retentissement, et d'être particulièrement vulnérables à l'exploitation politique qu'ils permettent.

Quand les hitlériens prirent le pouvoir, ils multiplièrent les procès de corruption contre leurs adversaires, pour les déshonorer avant de les livrer aux camps de concentration. Je ne sais s'ils frappèrent des coupables ou des innocents. Je sais que les juges n'étaient pas, ou n'étaient pas destinés à demeurer des innocents. Goering a trouvé dans la reconstruction d'une aviation, au reste de premier ordre, la source d'un enrichissement démesuré. Nul n'a poussé plus loin que lui et ses semblables la confusion des fonds publics et des fonds privés, Rauschning raconte que Hitler a lancé à ses vieux compagnons, au lendemain de leur triomphe, le mot célèbre: "Enrichissez-vous", que Guizot n'entendait certes pas en ce sens.

Le risque de corruption augmente avec les fonctions de l'État. L'administration qui dirige une économie assure inévitablement, par ses décisions, la fortune de ses favoris. Les trafiquants cherchent à gagner les faveurs des fonctionnaires avec une ardeur qui s'accroît à la mesure des bénéfices qu'ils envisagent, et des pouvoirs que possèdent les détenteurs des précieux bons d'achat, de transport ou d'exportation.

L'État exige, à juste titre, de ceux qui le servent, une honnêteté à toute épreuve. Mais, dans aucun pays où il a pris la charge de la production ou de la distribution, il ne l'obtient autant qu'il le souhaiterait. La bureaucratie des États totalitaires connaît, de temps à autre, des épurations, dont les faits de corruption sont une des causes.

Les démocraties n'ont pas la ressource de ces solutions expéditives. La rivalité des partis encourage chacun à dénoncer les méfaits des autres, surtout en période électorale, même si chacune des équipes, groupées dans le tripartisme, incline à couvrir les siens et favorise la vénalité, en substituant au recrutement normal de l'administration le jeu des amitiés politiques.

Nous ne savons rien de plus sur le scandale du vin que ce qu'ont pu apprendre tous les journaux. Nous ne savons si le haut fonctionnaire mis en cause mérite ou

non l'opprobre dont on le charge. La justice est saisie, et le journaliste n'a ni à hurler avec les loups, ni à prêter main-forte à la défense.

La rumeur publique met en cause de grands personnages d'un parti et de la République. L'accusation portée contre eux a une telle gravité, pour eux-mêmes, pour leur parti, pour la République, qu'il n'est plus question de s'arrêter à mi-chemin. Ou ces hommes sont innocents, et on doit leur donner le moyen de se disculper publiquement, ou ils sont coupables et leur parti n'évitera pas une épuration, si pénible soit-elle.

Nous n'avons pas oublié à quelle fin certains tentèrent d'exploiter l'affaire Stawisky. Nous ne nous prêterons à aucune manœuvre de cette sorte. Mais la seule manière de parer à la menace, ce n'est pas d'étouffer le scandale, si scandale il y a, c'est de dire la vérité.

Le Statut de la fonction publique

Combat
8 octobre 1946

Une fois de plus, l'Assemblée Constituante vient de démontrer que l'ampleur et la vivacité des discussions peuvent être en raison inverse de l'importance de la loi. Le statut de la fonction publique a été adopté sans même une discussion générale. Et si l'Assemblée unanime a finalement approuvé le texte, socialistes et radicaux ont fait, à diverses reprises, d'expresses réserves: un orateur a été jusqu'à parler d'esprit totalitaire.

Les travaux qui viennent d'aboutir ont été entrepris alors que le général de Gaulle était au pouvoir. Une mission provisoire de réforme de la fonction publique fut créée auprès du Gouvernement provisoire. L'École nationale d'administration fondée il y a un an et destinée à unifier le recrutement des fonctionnaires supérieurs, préparait le statut actuel.

Sur certains points, il y aura dans l'opinion le même accord qu'au Parlement. La reconnaissance du droit syndical consacre un état de fait. La représentation des syndicats aux commissions paritaires et auprès de la direction de la fonction publique, les mesures prises pour que les fonctionnaires prennent une part active au perfectionnement indispensable des méthodes, tout ce qui tend à codifier et à mettre au point la collaboration de l'État et des organisations professionnelles sera tenu pour un progrès incontestable. La fixation des traitements les plus bas à 120% du minimum vital ne soulève pas non plus d'objection de principe, encore qu'on s'interroge sur les répercussions financières (les 120% ne deviendront-ils pas, automatiquement, pour l'ensemble de la nation, le minimum vital effectif?)

Il semble que les discussions aient porté d'abord sur l'autorité reconnue à l'État, aussi bien pour les primes de rendement que pour le passage d'un grade à un autre (qui se fera toujours au choix), ensuite sur les effets probables de la direction de la fonction publique, c'est-à-dire sur la subordination à un seul organisme de la carrière des principaux fonctionnaires.

La question des primes individuelles de rendement est, en elle-même, de portée médiocre. On doute que ces primes prennent une grande extension et montent à des chiffres importants. Mais la critique qu'en fit M. Pineau, la plaidoirie du vice-président du Conseil sont également caractéristiques de l'attitude des socialistes et des communistes. Souci de l'égalité, d'une part; souci du rendement de l'autre.

De même, l'accent mis sur le choix dans la promotion des fonctionnaires, le droit souverain de décision soigneusement réservé aux supérieurs, quelles que soient les garanties et les règles, sont caractéristiques de ce sens de l'État que le parti communiste affiche si volontiers aujourd'hui.

L'incertitude commence dès que l'on se demande de quel État il s'agit. Par exemple, on a applaudi à la suppression des concours séparés du Conseil d'État, de l'Inspection des Finances et des Affaires étrangères. Dans la mesure où l'École d'administration accomplira sa tâche, elle supprimera les cloisons étanches, les systèmes de préjugés et de prétentions qui isolaient tant de fois et stérilisaient les grands corps de l'État. Elle contribuera à répandre un esprit commun, comparable à celui qui anime le Civil Service britannique, que nos réformateurs ont pris pour modèle. La direction de la fonction publique, qui suivra la carrière des fonctionnaires, qui abattra les barrières entre les ministères, agira, elle aussi, dans le sens de l'unité de l'administration. Or, à n'en pas douter, cette évolution répond aux idées qu'affirmaient les observateurs les plus compétents de notre système.

Si l'on hésite à aller jusqu'au bout de l'assentiment, c'est que l'on sait à quelles fins et par qui seront employés les pouvoirs considérables remis à la direction de la fonction publique et, par son intermédiaire, à la présidence du Conseil. Que l'on suppose le statut appliqué par des gouvernants désireux de renforcer l'indépendance de l'administration, et tout ira bien. Mais si l'on suppose des gouvernants inspirés d'intentions contraires, ne trouveront-ils pas dans la loi des facilités nouvelles?

La liberté de choix assouplira un mécanisme trop rigide, elle évitera que les déplacements, comme il est de coutume aujourd'hui, se traduisent à tout coup par des avancements, elle accélérera la promotion des actifs, elle ralentira celle des médiocres. Mais suffit-il que les opinions publiques et que les convictions religieuses des fonctionnaires soient de droit exclues des dossiers pour qu'elles soient écartées de l'esprit des ministres?

Nous demanderons aux intéressés eux-mêmes dans quelle mesure ils voient, dans ces dispositions, une avance vers les objectifs qu'ils ont depuis toujours proclamés. Quant aux conséquences de fait, elles dépendent probablement moins des textes que des hommes. Depuis deux ans, la politisation a gagné notre administration aussi vite que les autres secteurs de la vie nationale. Il ne suffit pas d'une loi pour y mettre un terme.

Le "Non" du général de Gaulle

Combat
10 octobre 1946

Et d'abord, le général de Gaulle n'est pas le maréchal Pétain. Quand des Français, honnêtes et patriotes, désireux de concilier leur admiration pour le vainqueur de Verdun avec la résistance à l'envahisseur, s'opposaient aux paroles du chef de l'État afin de mieux obéir aux sentiments intimes qu'ils lui prêtaient, ils avaient au moins deux excuses: l'âge du maréchal et la présence des Allemands qui imposait le double jeu, les restrictions mentales, les distinguos. Aujourd'hui, rien de pareil. Quand le général de Gaulle, à tort ou à raison, dit: "Franchement non", il n'y a aucune raison de supposer qu'il pense: malgré tout oui. Au risque d'amener Maurice Schumann à crier une deuxième fois au miracle, je dirai donc que la déclaration du général de Gaulle est, à cet égard, une bonne nouvelle, puisqu'elle apporte quelque clarté dans une situation inextricablement confuse.

On me répond que les conséquences politiques peuvent être redoutables. Ne faut-il pas éviter avant tout que s'élargisse le fossé entre le MRP et le Libérateur? Ne faut-il pas que les électeurs qui diront non votent malgré tout pour le parti de la fidélité, afin que celui-ci demeure le premier parti de France? Ne faut-il pas que le prestige du général reste au-dessus des conflits partisans? Tous ces objectifs me paraissent légitimes. Mais si, pour les atteindre, on n'a plus le droit d'appeler un chat un chat, le prix est lourd. Et nous ne nous résignons pas à le payer.

Au reste, est-ce indispensable? Ne vaut-il pas mieux soumettre aux électeurs, pour que chacun prenne sa décision en toute conscience, les éléments d'un problème qui suscite, dans le pays et en chacun de nous, des débats graves?

Sur sa propre conception constitutionnelle, le général de Gaulle a apporté, brièvement mais brutalement, une précision. Il a rejeté les formules de pouvoir présidentiel et de pouvoir personnel. Il ne s'agit, affirme-t-il, que de séparation et d'équilibre des pouvoirs. Les discours précédents laissaient place à quelque équivoque. Parce que l'accent était mis sur le président de la République plutôt que sur le président du Conseil, parce que les ministres "procédaient" du chef de l'État, on songeait inévitablement à une version atténuée du régime présidentiel.

Les termes employés dans la déclaration d'hier permettent d'affirmer que la Constitution de Gaulle, si l'on ose dire, accepterait pleinement la responsabilité

du ministère devant l'Assemblée et marquerait surtout la séparation de l'exécutif par deux dispositions: désignation du président du Conseil par le chef de l'État, droit de dissolution reconnu à celui-ci.

Cette précision de dernière heure ne change malheureusement rien à l'actuelle controverse. Il est trop tard pour que l'on reconnaisse que le régime parlementaire conçu par le premier résistant de France ne s'oppose pas, en nature et de manière absolue, au régime souhaité par les partis. Cette opposition va être soulignée, accentuée, exploitée de toutes les façons. Les partis communiste et socialiste combattraient demain avec la même violence qu'aujourd'hui les idées de Bayeux, si, par extraordinaire, le débat constitutionnel restait à l'ordre du jour.

Et c'est pourquoi je n'envisage pas les perspectives prochaines comme le fait la déclaration. La prochaine Assemblée pourrait être effectivement élue pour cinq ans (nous avons déjà envisagé une solution de cet ordre au moment du premier referendum). Mais, avec la loi électorale actuelle, cette Assemblée, selon toutes probabilités, ressemblerait singulièrement à la précédente. Les partis ouvriers y inclineraient encore moins aux concessions, puisque le renforcement des pouvoirs présidentiels leur paraîtrait d'autant plus périlleux que le général de Gaulle, dans cette hypothèse, l'aurait emporté seul sur les trois Grands.

Que la Constitution dite définitive ne nous fasse pas réellement sortir du régime de fait qui règne et sévit, c'est parfaitement vrai. Mais, en cas de victoire des "non", nous n'en sortirions pas davantage. Encore une fois l'Assemblée serait incapable de traduire en textes constitutionnels le sens du referendum. Qu'on ne nous accuse pas d'être sceptiques ou résignés: nous sommes bien obligés de réfléchir sur une situation que nous n'avons certes pas voulue, mais qui, bon gré, mal gré, fixe les cadres de notre action.

L'objectif est celui même qu'indique la déclaration: éviter que la IV^e République glisse de l'impuissance à l'anarchie et à la dictature. Mais il suffirait d'une importante minorité de "non" pour que la porte restât ouverte à la révision, sans que la victoire d'un homme renforce l'hostilité des partis à celui que la nation aurait indirectement désigné.

Chacun de nous, dans ce journal, chacun de nos lecteurs, pèsera pour lui-même les mérites et les défauts du projet constitutionnel, les périls et les avantages du "oui" et du "non". Pour moi, je continue à croire que la IV^e République aura plus de chances de sortir de l'incohérence et de surmonter la paralysie le jour où elle aura une Constitution.

Pour une administration à "ciel ouvert"

Combat
12 octobre 1946

La course aux scandales continue. Après le vin d'Algérie, la farine de Seine-Inférieure, les points textiles des grands magasins, les foyers franco-alliés, les collectivités, etc., on nous en annonce d'autres. Avec l'approche des élections, les ministères semblent saisis d'une frénésie de pureté.

On voudrait s'en réjouir. Nul, selon la formule consacrée, ne souhaite la vérité plus ardemment que nous. Mais nous craignons que la vérité s'accommode mal de tant de tapage. Certains tentent, selon une pratique détestable, de lier aux affaires de corruption le referendum et les élections. D'un autre côté, la coalition tripartite nourrit elle-même la campagne, comme si chacun des groupes qui la composent était uniquement soucieux de ses intérêts propres. On veut compromettre son associé (qui est aussi un rival), même si les trois partis ensemble finissent par être atteints.

En quel sens les partis sont-ils responsables de ces scandales? Leur responsabilité est évidente s'il est démontré que des hommes politiques ont usé des pouvoirs qu'ils devaient à leurs fonctions, soit pour remplir les caisses de leur parti, soit pour remplir leur caisse personnelle. Dans la mesure où ils ont nommé des fonctionnaires, moins selon les règles ou les titres, que d'après les affiliations, ils encourent une responsabilité supplémentaire. Mais on ne saurait oublier que dans les régimes où il ne subsiste qu'un parti ou pas de parti du tout, l'honnêteté ne règne pas davantage. Les conditions actuelles de l'existence, la floraison du marché noir, l'inflation mettent à rude épreuve les caractères, tant ils pénalisent les producteurs et favorisent les trafiquants.

Au-delà de ces remarques banales, il faut bien dire que système actuel de direction économique tend par lui-même à multiplier les cas de concussion, parce qu'il fait dépendre de décisions, prises par des fonctionnaires médiocrement rétribués, des bénéfices considérables. Il n'est pas nécessaire que la moindre irrégularité soit commise. Une licence d'exportation, à laquelle ne manque aucun cachet, qui donne toutes les garanties d'authenticité, se traduit parfois, pour une société, par des gains de plusieurs centaines de millions. Quoi d'étonnant qu'elle cherche à s'attirer les faveurs de ces fonctionnaires, petits et puissants, par des marques anticipées de reconnaissance? Si la justice entreprend une enquête, que trouvera-t-elle? Peut-être rien. La légalité a été respectée, et les

dessous-de-table ne laissent pas de trace.

Là est sans doute l'origine profonde de toutes les difficultés. Bons-matières, licences d'achat, licences d'exportation sont distribués selon certaines règles qui, presque inévitablement, laissent place à un certain arbitraire. On dirige cet arbitraire par le jeu d'une sorte de corruption dans la légalité.

Sans doute parviendrait-on, grâce à certaines réformes techniques, à améliorer la répartition administrative de la production. Pour que le système fonctionne, il faut évidemment que les bons attribués correspondent au volume de matières disponibles. Que des bons en surplus soient en circulation, et le marché noir est créé automatiquement, puisque les détenteurs de ces bons, pour les faire honorer, seront prêts à la surenchère. De même, si on libère moins de points dans les cartes individuelles qu'il y a de marchandises à vendre dans le commerce, on crée aussi le marché noir. Ces discordances sont malheureusement fréquentes.

Au-delà de toutes les réformes techniques, il subsiste une interrogation. Comment éviter que le choix fait par tel fonctionnaire, en faveur de tel particulier ou de telle société, soit dicté par des arguments sonnants et trébuchants? Comment préserver notre bureaucratie de ce mal insidieux, que fusillade et épuration, ailleurs, arrivent péniblement à limiter?

Nous n'aurons pas la naïveté de découvrir une panacée. Malgré tout, le meilleur remède nous paraît simple, et il s'appelle l'information. Qu'il s'agisse de la répartition du charbon entre les branches industrielles, de la répartition des voitures entre les corps professionnels ou entre les personnes, il importe que ministres et fonctionnaires décident, non dans la nuit du secret d'État ou le demi-jour des cabinets ministériels, mais en pleine clarté, sous la surveillance de la presse et de l'opinion.

Ces décisions, au moins les plus importantes d'entre elles, sont plus d'une fois, dira-t-on, communiquées au public. Il est vrai, mais beaucoup trop restent ignorées et personne n'en explique la signification et la portée. Si chacun avait le droit de savoir à qui vont ces rares et précieux papiers, le favoritisme serait plus facilement décelé. Les distributeurs se sentiraient menacés en cas d'injustice. Ils perdraient cette conscience de sécurité et de pouvoir discrétionnaire qui les livre aux tentations et les soustrait au contrôle démocratique.

Sans un échange incessant d'informations et de critiques entre administrateurs et citoyens, l'économie dirigée appellera la dictature ou se perdra dans le chaos.

Le révisionnisme

Combat
17 octobre 1946

Les partis se placent, comme les coureurs, en vue de l'effort final. Le plus atteint par le referendum a pris les devants. Le MRP, décidé à ne pas offrir une deuxième fois au pays le spectacle d'un accord, même temporaire, avec le parti communiste, a solennellement dénoncé le tripartisme et tendu aux socialistes une main qui a toutes chances de rester en l'air.

Rien de plus légitime, d'ailleurs, que ce mouvement de dégagement. Hier, il s'agissait (ou il aurait dû s'agir) d'une Constitution faite pour tous et pour l'éternité. Demain, il s'agira d'une majorité prévue pour cinq ans. Nul ne sait combien dureront, et cette éternité, et ces cinq ans. Il est clair, en tout cas, que les deux problèmes sont, en droit, distincts et justifient des attitudes opposées.

Reste à savoir si cette distinction va être maintenue ou si, au contraire, une campagne révisionniste visera à rassembler ceux qui, hier, ont voté "non", et quelques-uns de ceux qui se sont résignés au "oui".

Que la faible majorité obtenue par la Constitution laisse ouverte l'éventualité d'une révision, c'est incontestable et c'est heureux. Ceux qui ont souligné les défauts du texte ratifié dimanche n'écartent évidemment pas l'idée d'améliorer demain les institutions de l'État. Mais la question qui se pose dans l'immédiat est tout autre: convient-il de mettre au premier plan, dans les semaines qui viennent, le mot d'ordre révisionniste? Est-ce sur ce mot d'ordre qu'il convient de procéder au reclassement des hommes et des groupes, que chacun reconnaisse nécessaire pour sortir du tripartisme?

On me dira que la réponse, en fait, dépend moins du MRP que de celui que l'on considérerait, il y a peu de temps encore, comme son illustre patron. Si le général de Gaulle intervient dans la lutte électorale, si la révision devient le signe de ralliement, le parti de la fidélité ne se risquera probablement pas à une seconde infidélité. Mais on déplorerait qu'il fût amené à traduire sa fidélité de cette manière.

Chacun proclame qu'il importe avant tout, aujourd'hui, de mettre le maximum de clarté dans les controverses électorales. On va élire non plus des constituants, mais des législateurs. Nos représentants auront à prendre des mesures pour juguler la hausse des prix, sauver la monnaie, organiser enfin une économie

viable. Comment une Chambre, élue pour ou contre la Constitution, nous donnerait-elle enfin une majorité homogène, capable d'une action cohérente?

J'entends bien que certains de nos confrères voient dans le révisionnisme un moyen de cimenter une majorité anticomuniste. Il est vrai que le scrutin du 13 octobre a une fois de plus démontré que les deux partis ouvriers ne disposent pas d'une majorité dans le pays. Il se peut même qu'ils en soient aujourd'hui plus loin que le 5 mai. Mais cette minorité est susceptible de se transformer, comme c'était le cas dans la précédente Constituante, en majorité, par la simple adjonction des députés d'outre-mer. On dénoncera tant que l'on voudra ce rôle décisif de la représentation de l'Empire. Pour y mettre fin, encore faut-il d'abord faire voter une loi par le Parlement.

Supposons même que l'on envisage de gouverner sans les deux partis ouvriers. Croit-on que la majorité qui irait du MRP au PRL inclusivement, serait homogène? Même sur la Constitution, l'accord d'Édouard Herriot, de Ramarony, de Maurice Schumann et du général de Gaulle ne serait que négatif. Quand on en viendra à la politique économique et sociale, y aura-t-il même un accord quelconque?

Nous ne pensons pas que les partis, dans leur structure et leurs relations actuelles, soient une image, exacte et définitive, des opinions des Français. Nous souhaitons, nous aussi, un reclassement qui mette fin à la fiction d'une unité indissoluble entre marxistes orientaux et marxistes occidentaux, au préjugé anachronique d'une opposition inexpiable entre marxistes et non marxistes. Mais le reclassement par la révision ajouterait encore à la confusion.

Ranimer les souvenirs du boulangisme n'est pas la meilleure façon de mettre la politique française au niveau des problèmes de la France.

Aménagement du tripartisme

Combat
22 octobre 1946

Huit jours après sa mort, il était encore en vie. Le referendum, disait-on, avait condamné à mort le tripartisme: les déclarations des partis en démontrent la vitalité.

Certes, les républicains populaires ont fait appel à une majorité de démocrates dont ils excluèrent discrètement les communistes; les communistes, à une majorité républicaine dont ils excluèrent discrètement le MRP. Mais les uns et les autres savaient que les socialistes rejettent l'une et l'autre proposition. À tort ou à raison - à tort, selon moi, - le parti socialiste estime qu'il perdrait davantage s'il se séparait d'un de ses deux grands voisins, s'il se décidait à choisir la droite ou la gauche, le gouvernement socialiste-communiste (avec un vague appoint radical) ou le gouvernement de concentration avec MRP et radicaux.

Je souhaite que le parti socialiste ne soit pas victime de l'impopularité du tripartisme. Il est clair que les attitudes et les paroles de ses deux associés relèvent de la technique électorale. Peut-être républicains populaires et communistes ne désirent-ils pas réellement la formation nouvelle dont ils s'affirment partisans. Reste qu'ils ont l'un et l'autre un alibi, aux yeux des électeurs, alors que le parti socialiste assume seul le rôle discrédité de l'âne de Buridan.

Peut-être pour parer à cette menace, M. Léon Blum a suggéré, à défaut de la suppression, l'aménagement du tripartisme. Pourquoi les partis de la majorité devraient-ils être tous représentés dans le gouvernement? L'idée de soutien tendrait à remplacer celle de participation.

La politique française, entre 1924 et 1934, fut dominée par la répugnance des socialistes à accepter le partage avec les radicaux des responsabilités ministérielles. À cette époque, l'effort allait du soutien à la participation. Par une ironie de l'histoire, l'effort semble être cette fois de sens contraire. On voudrait ramener une fraction de ceux qui participent à un simple soutien.

Cette conception semble s'être heurtée à un certain scepticisme. On a invoqué la quasi-impossibilité, pour un parti minoritaire, de prendre seul les mesures graves et impopulaires qui s'imposeront pour stabiliser les prix et sauver le franc. Au-delà de cet argument valable, l'essentiel me paraît être l'avantage immense

que trouvent désormais les partis à occuper des ministères. Tant que l'on vivait en une société à demi libérale, certains groupes avaient peut-être tendance à préférer les facilités de l'opposition aux charges du pouvoir. Aujourd'hui, le pouvoir comporte bien plus de profits que de charges. Les partis, par l'intermédiaire des ministres, nomment aux postes dirigeants de la vie économique, ils répartissent les bons-matière, les licences d'exportation, les pneus et les automobiles, ils placent leur clientèle, ils renforcent leur puissance. Pourquoi laisseraient-ils à un rival de tels bénéfices?

Qu'on ne se fasse aucune illusion. Ou le parti communiste aura son pourcentage de ministres, ou il sera dans l'opposition. La tactique des communistes dictera aux républicains populaires une tactique exactement semblable et de sens contraire. Les socialistes, finalement, ne voudront pas être les seuls à soutenir de l'extérieur.

On sera donc amené, une fois encore, à chercher l'aménagement du tripartisme dans une autre voie. On composera un programme commun, on proclamera solennellement de part et d'autre que la participation sera subordonnée à l'acceptation de ce programme et au respect de la solidarité ministérielle.

L'optimisme, pourtant, semble malaisé. Le programme dont la France a besoin ne présente pas de caractère idéologique. Il s'agira, demain, de réduire le déficit budgétaire, d'améliorer le système fiscal, de mieux contrôler les prix, d'entreprendre la modernisation de notre appareil industriel. Il était facile de souscrire au programme-propagande du CNR. Au programme concret et prosaïque, précis et rigoureux de redressement économique, il ne suffira pas de souscrire un jour et en paroles, il faudra souscrire chaque jour et en actes. Des partis opposés sur l'essentiel, animés d'ambitions totales et contradictoires, y parviendront-ils?

Une coalition gouvernementale n'est pas condamnée à l'impuissance, mais encore faut-il que les partenaires de la coalition soient assez proches les uns des autres pour se plier aux règles d'une action commune. Le tripartisme que recommande Maurice Thorez, ou celui que désire Maurice Schumann, surmonterait peut-être les divisions et la paralysie.

Je crains que le tripartisme actuel ait plus de chances de durer que de se réformer.

Au pays du bon sens

Combat
24 octobre 1946

Le communiqué publié à l'issue du Conseil des ministres offre un parfait exemple des méthodes incohérentes, unanimement condamnées selon la formule de M. Léon Blum, comme si, avant de partir, le Gouvernement avait tenu à fournir à ses adversaires des arguments supplémentaires.

La crise actuelle, tout le monde la connaît et tout le monde en connaît les causes. Un certain nombre de produits ont depuis quelques jours, disparu des marchés parce qu'ils ont été taxés à des prix que les producteurs ne jugent pas rémunérateurs. Le fait n'a rien de surprenant. Les expériences de taxation sans contrôle des marchés aux différents échelons ont toujours échoué. De plus, la loi sur les achats prioritaires, qui menace non les producteurs, mais les grossistes, détourne ces derniers d'acheter au-dessus des cours officiels.

Logiquement, l'échec étant constaté, il fallait, si l'on entendait maintenir la taxation, revenir aux procédés du contrôle. Que nous dit le communiqué ministériel? "Un contrôle remontant jusqu'à la production n'est pas exclu." Cette expression, de discrète antiphrase, est charmante. Elle veut probablement dire qu'il n'y aura pas de contrôle de la production: quel parti prendra la responsabilité de rétablir la collecte ou la réquisition à la veille des élections? Mais alors, comment tenir bon sur les prix?

À défaut de contrôle, le Gouvernement nous annonce qu'il va attaquer les prix excessifs en jetant sur le marché les viandes d'Argentine, le vin d'Italie, les pommes de terre de Tchécoslovaquie, qui reviennent moins cher, livrés en France, que les produits français. Quelle perspective! Quelle masse de devises sera engloutie dans ces subtiles manœuvres à la baisse? Quelles quantités de pommes de terre tchèques parviendront à faire sortir les pommes de terre françaises de leurs repaires? Le Gouvernement ne sera pas étonné si le public suit cette tentative désespérée avec plus de scepticisme encore que les précédentes.

Le communiqué officiel ajoute, comme une bonne nouvelle, que la valeur extérieure du franc est supérieure à sa valeur intérieure. Un tel décalage ne témoigne nullement du prestige de notre monnaie au-dehors. En fait, le taux de change entre deux dévaluations ne peut pas subir de variations, sinon sur le marché noir. Le franc ne peut donc se déprécier que par la hausse des prix

intérieurs. Si l'avantage qu'on aperçoit à acheter au-dehors se généralisait, ce serait le signe fatal d'une dévaluation qu'il serait possible de retarder, mais non d'empêcher.

Est-ce à dire que nous nous joindrons aux partisans de la liberté immédiate et totale? Là encore, les inconvénients n'échappent à personne. Les prix libres tendent à rejoindre ceux du marché noir, la minorité qui dispose d'un pouvoir d'achat suffisant préfère incontestablement le marché libre au marché noir, à la fois parce que les cours sont malgré tout inférieurs et parce que risques et inconvénients disparaissent. D'ailleurs, même la grande masse préfère encore la liberté à la taxation, quand celle-ci fait le vide sur les marchés.

Au point où nous en sommes, je doute qu'aucun gouvernement, après les élections, prenne la responsabilité du seul contrôle efficace, à la production. Même les communistes, soucieux de leur clientèle paysanne, hésiteraient à rétablir la collecte, créée et déconsidérée par Vichy. Au reste, il y aurait quelque chose d'absurde à recourir à la contrainte pour les produits comme les pommes de terre, dont la récolte répond aux besoins normaux du pays.

La voie dans laquelle on aurait, me semble-t-il, une chance de sortir du cercle vicieux, serait celle qu'avait empruntée Yves Farge: celle des deux secteurs. Les paysans livreraient une partie de leur production aux cours officiels, une ration minimum serait assurée à tous à des prix acceptables. Pour le reste, on se fierait à la liberté. Je sais bien que ce système est difficile à mettre au point, que pour la viande, il a, dit-on, échoué. Mais l'échec n'a pas été complet et toute solution prête à la critique. Celle des deux secteurs, que l'Union Soviétique continue de pratiquer, a le double avantage de ne pas écraser les masses et de ne pas refouler les marchandises vers le marché noir.

Encore faut-il que la méthode choisie soit appliquée avec assez de vigueur et de continuité, qu'elle ait le soutien du gouvernement solidaire. Que l'on emploie la contrainte, que l'on s'abandonne à la liberté ou que l'on essaie un système intermédiaire, l'opposition aura toujours beau jeu de soulever l'indignation du public. À l'heure présente, aucun des trois Grands ne s'est chargé du ministère du Ravitaillement. Pour aménager réellement le tripartisme, ils devraient y être présents tous les trois.

Nous ne sommes pas aussi convaincus que le leader socialiste qu'un tel aménagement soit probable.

Le spectre de l'inflation

Combat
26 octobre 1946

L'atmosphère créée par l'approche des élections, la publicité des scandales, la crise du ravitaillement, les règlements de comptes personnels, est devenue proprement irrespirable. On voudrait crier "Assez!" On voudrait que les Français cessent d'offrir au monde l'image d'une France déchirée, corrompue, décadente. La France, en dépit de tout, ne mérite pas l'abjection dont trop de Français se plaisent à la couvrir.

La gravité de la situation financière est telle que l'instinct de conservation devrait suffire à nous imposer la décence, d'abord, une action énergique, ensuite.

L'inflation, au sens technique du terme, ne date pas d'hier.

Depuis la Libération, et même depuis la guerre, on distribue un pouvoir d'achat qui dépasse largement la masse des produits disponibles aux cours officiels. La hausse des prix a été la conséquence inévitable de cette rivalité des acheteurs, désireux d'arracher une part des maigres ressources disponibles.

Jusqu'à présent, l'inflation était restée un mal chronique, traînant, insidieux. La fixité du taux de change, le contrôle des prix, les mesures diverses de rationnement freinaient la course des salaires et des prix. Depuis quelques jours, des phénomènes encore dispersés, mais déjà trop nombreux, révèlent le risque: l'inflation menace de devenir vertigineuse.

Objectivement, rien ne justifie ce changement de climat. L'accroissement de la circulation fiduciaire est la suite fatale et, pour ainsi dire, le reflet de la hausse des salaires. Les entreprises, comme les particuliers, sont obligées d'accroître leurs encaisses pour répondre à des besoins gonflés. M. Philip avait annoncé, il y a plusieurs mois, que l'État, une fois épuisées ses rentrées d'impôts et d'emprunts, serait obligé, afin de couvrir ses dépenses, de recourir aux avances de la Banque pour un montant de quelque cent milliards.

L'attitude d'une partie des producteurs crée le fait nouveau. Les producteurs retiennent les marchandises, non plus seulement parce qu'ils sont mécontents de certains prix taxés, mais aussi parce qu'ils se méfient du franc. Les hausses subites et brutales des cours sur certains marchés libres ne tiennent plus à l'augmentation des coûts, mais à l'anticipation d'une dévalorisation de la monnaie. À défaut du change officiel, les cours noirs du franc sont suivis par une

opinion inquiète. Et on évoque les jours fiévreux qui précédèrent le retour de Raymond Poincaré au pouvoir, quand les commerçants changeaient les chiffres de leurs écriteaux au fur et à mesure que la valeur de la livre ou du dollar leur était communiquée.

Nous n'en sommes pas là, heureusement. La stabilité du change officiel, le contrôle des prix, ou ce qu'il en subsiste, constituent encore un frein. Mais il serait dangereux de sous-estimer le péril. Quand le ministre du Ravitaillement a expliqué naïvement que les produits alimentaires achetés au-dehors revenaient moins cher, il a, sans le vouloir et peut-être sans le savoir, donné un argument-massue aux partisans de la dévaluation. Avouer que le franc vaut plus au-dehors qu'au-dedans, c'est reconnaître que le rétablissement de la parité des prix impliquerait une dévaluation.

Il ne suffit pas, pour renverser le courant, de jurer ses grands dieux qu'il n'est pas question d'une dévaluation supplémentaire. Le cours extérieur du franc est, au bout du compte, fonction des prix intérieurs. Si ceux-ci continuent de monter, on sera acculé, un jour ou l'autre, à consacrer une dépréciation déjà inscrite dans les faits. Il s'agit donc, pour arrêter la contagion, de provoquer un choc psychologique, cette fois dans le bon sens.

Ravitaillement, salaire, prix, budget, monnaie, tous ces problèmes sont inséparables, ils ne sont que les aspects complémentaires d'un seul et unique problème, qui ne peut être résolu que par des mesures d'ensemble. L'échec du ravitaillement organisé est à l'origine de la dévaluation du franc, au même titre que l'excès du déficit budgétaire. Le coup d'arrêt, dont l'urgence éclate à tous les yeux, ne sera pas donné par les seules paroles.

Je sais bien qu'un gouvernement intérimaire incline à proclamer lui-même son impuissance. Si le gouvernement triparti a été incapable de choisir une politique économique cohérente, comment y parviendrait-il à la veille des élections?

Qu'il nous soit permis pourtant d'alerter nos gouvernants, ceux d'aujourd'hui et ceux de demain: ceux d'aujourd'hui pour que, du moins, ils prennent des mesures conservatoires, ceux de demain pour qu'après les élections qui doivent marquer la fin du provisoire, ils entreprennent enfin la tâche de salut monétaire.

Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement l'avenir du franc, c'est aussi le destin de la liberté.

Élections et gouvernement

Combat
29 octobre 1946

Jusqu'à présent, la campagne électorale n'a fait qu'une victime: l'Union gaulliste de M. Capitant. L'ancien ministre de l'Éducation nationale ayant trop longtemps hésité entre "être ou ne pas être" candidat, a définitivement choisi de n'être pas politiquement.

On ne saurait trop se réjouir, d'ailleurs, de ce choix involontaire. Je ne sais si le gaullisme de 1946 est susceptible de se transformer en parti, je ne sais si le général de Gaulle provoquera quelque jour un regroupement des forces dans le pays. Mais je suis convaincu que, dans la situation actuelle, aucun groupement ne saurait invoquer le parrainage du premier Résistant de France. On se rappelle les aventures récentes du parti de la fidélité. Et le gaullisme de beaucoup de radicaux ou de membres du PRL est, pour le moins, de fraîche date.

Sur ce point, il y aurait donc un progrès vers la clarté. Si, dans trop de circonscriptions, certaines listes ne paraissent séparées que par des ambitions locales, du moins l'usage fantaisiste de l'épithète gaulliste tend à réduire les périls et la portée de ces accaparements contradictoires.

Pour le reste, on serait bien en peine de dire quel est l'enjeu exact des élections. Grâce au système des deux partis, en Angleterre, l'électeur, tout en désignant un député qu'il connaît personnellement, vote pour un chef de gouvernement et pour un programme. L'électeur français votera, le 10 novembre, pour une liste, mais non pas pour un chef de Gouvernement ou pour un programme. Le système de partis multiples fait dépendre la composition du ministère d'accords négociés au Parlement, sur lesquels les citoyens exercent, par leurs votes, une influence difficilement prévisible.

On dira que le problème de la majorité future est au premier plan des controverses. Certes, mais si les petits dénoncent le tripartisme, les trois Grands les imitent et rivalisent avec eux de vigueur critique. Au reste, les uns et les autres sont sincères, car personne n'aime le tripartisme: en politique, comme à la guerre, on subit ses alliés.

Mais la sincérité n'est probablement plus la même quand on lance bruyamment le slogan "Bidault sans Thorez", auquel on répondrait, de l'autre côté, par "Thorez sans Bidault" si, pour éviter aux deux hommes l'éclat de la

rampe, on ne préférerait l'abstraction traditionnelle "Union des Gauches". Sans doute le MRP trouverait meilleur de gouverner sans la participation des communistes. Mais la force des communistes tient à leur autorité sur les syndicats, plus encore qu'à leurs effectifs parlementaires. En quoi le renforcement du MRP faciliterait-il l'exclusion du PC? Aucun parti n'aura la majorité à lui seul. Le MRP aura besoin, dans l'hypothèse la plus optimiste, des radicaux et de la droite. Est-il résolu à rejeter dans l'opposition socialistes et communistes? On nous permettra d'en douter. Quant à la coalition des centres ou coalition travailliste, la décision du Congrès socialiste et la tendance de M. Guy Mollet la rendent impossible.

Le renforcement du MRP peut se justifier pour d'autres raisons, mais l'électeur qui votera pour lui afin de chasser les ministres communistes risque d'être aussi déçu que l'électeur qui aura voté communiste pour chasser les ministres MRP. Car, l'un et l'autre, en gonflant les effectifs des masses opposées, prolongeront peut-être la durée du compromis ou de la trêve durant laquelle les deux grands rivaux se résignent, assez allègrement, à se partager l'État.

Le paradoxe est le même de l'autre côté. La formule gouvernementale recommandée par les communistes suppose la substitution des radicaux aux républicains populaires. Or, cette hypothèse sera d'autant plus improbable que les communistes inspireront plus de crainte, c'est-à-dire obtiendront plus de voix. On augmenterait donc la probabilité de la combinaison en ne votant pas pour ceux qui la proposent.

Nous voilà en pleine "dialectique". Pour donner une chance à l'Union des Gauches, plate-forme communiste, il faudrait modifier la relation des forces en faveur des socialistes et des radicaux. Pour donner une chance à la plate-forme du MRP il ne faudrait pas tant gonfler les effectifs de M. Bidault que ceux de ses éventuels associés. Autrement dit, en l'état actuel des choses, l'électeur doit se résigner à donner sa voix et sa confiance à un parti, sans déterminer ni les contours de la majorité, ni la composition, même approximative du ministère.

Quant aux partis, ils ont lancé des slogans qui répondent aux désirs supposés de leurs électeurs, mais qui ne les engagent en rien. Sur l'essentiel: programme de gouvernement et exercice solidaire du pouvoir, ils sont discrets.

Une campagne paisible

Combat
1er novembre 1946

La campagne électorale se déroule dans un calme qu'on aimerait dire exemplaire. Mais on se demande quelle est la part de la discipline et celle de l'indifférence.

Des conversations, des lettres, une impression se dégage: beaucoup d'électeurs paraissent, non pas lassés de trop de consultations, mais sceptiques sur les effets possibles de leur vote. La loi électorale tend à cristalliser la structure politique. Des deux côtés, on dénonce le tripartisme, mais ces invectives appartiennent à l'ordre de la tactique. Personne n'en conclut que MRP et communistes refusent à l'avance de collaborer. Au reste, comment pourraient-ils prendre un pareil engagement? Mais alors, comment s'étonnerait-on que le citoyen marque peu d'enthousiasme pour ce jeu subtil où l'on assure la survie du tripartisme à force de voter contre lui? À peu de choses près, la déception est la même des deux côtés. Car l'électeur qui vote communiste ne souhaite pas non plus que le parti "des curés et de la réaction" reste au pouvoir.

À cette déception, partiellement inévitable, s'ajoute la discrétion des partis en ce qui concerne leurs intentions. Sans doute, chacun d'eux a rédigé un manifeste, mais cette sorte de littérature ne permet guère de prévoir la pratique gouvernementale. D'autant plus que le programme décisif sera, non pas celui des partis pris individuellement, mais leur programme commun.

Léon Blum répète justement que la prochaine coalition aura une chance d'efficacité dans la mesure où tous les participants auront adhéré à une charte précise, qui deviendra la loi de leur action. Le citoyen pourrait déjà se plaindre que ces négociations, effectivement indispensables, se déroulent après les élections, de telle sorte que le programme réel, bien loin d'être soumis à l'avance au pays, lui est octroyé après coup.

Mais il y a plus. On craint que le programme n'appartienne au genre "programme du CNR". Il est relativement facile de s'accorder sur des généralités doctrinales. Que reste-t-il de cet accord au long des jours, quand l'ingrate réalité oblige à préférer ceci à cela, à sacrifier tels intérêts particuliers, en eux-mêmes respectables, à l'intérêt général? Que l'on dise: modernisation de l'outillage, et chacun applaudit. Mais où prendra-t-on les fonds nécessaires à cette modernisation? Tous les partis se retrouveront-ils solidaires quand il s'agira, non

plus de lancer, à grand renfort de publicité, le plan de quatre ans, mais d'accepter pour financer les investissements une technique déterminée (auto-financement des entreprises par exemple), inévitablement impopulaire. Il en va de même quand on voudra découvrir la main-d'œuvre qui nous manque (en Italie ou en Allemagne?).

La majorité du corps électoral échappe à ces incertitudes parce qu'elle vote "contre" plutôt que "pour", contre le parti communiste ou contre la réaction. Dès lors, on est ramené à des interrogations simples. D'un côté, on hésite entre deux attitudes: voter pour le plus grand parti bourgeois, afin que le communisme soit freiné par un rival aussi vigoureux que lui, ou bien voter pour les petits partis, afin de rompre le corset de fer de la combinaison actuelle. À gauche, une alternative analogue existe, bien que personne ne se risque à la formuler: ou bien renforcer le communisme, ce qui ne conduit pas nécessairement à la formule d'union des gauches, ou bien renforcer les partis avancés, susceptibles de constituer un Front populaire nouveau style.

Pour les électeurs que n'animerait, par extraordinaire, aucune passion même négative, il reste un argument qui, peut-être, les inclinera à accomplir ce que l'on appelle "son devoir de citoyen". Jusqu'à présent, la IV^e République a vécu en période électorale permanente. À cette hantise des consultations populaires, on pouvait imputer, pour une part, la démagogie et l'impuissance du tripartisme. Désormais, cet alibi aura disparu et l'épreuve décisive du régime commencera.

Mieux vaut, me semble-t-il, que l'épreuve, quelle qu'en soit l'issue, présente toutes les garanties d'authenticité, c'est-à-dire que l'Assemblée représente vraiment le pays.

L'Unique problème

Combat

3-4 novembre 1946

Les réactions des partis aux déclarations du général de Gaulle n'ont pas réservé de surprise: la sévérité de Florimond Bonte et de Guy Mollet était aussi prévisible que l'approbation embarrassée du MRP, qualifiée des radicaux, enthousiaste du PRL. Le style de l'approbation relève d'ailleurs de l'opportunité électorale autant que des convictions doctrinales.

En revanche, sur les conséquences probables de cette déclaration, les opinions divergent largement. Le *Times* y voit l'amorce d'un rapprochement du MRP et du général de Gaulle; André Stibio, notant que la déclaration ne contient pas le rejet anticipé d'une candidature à la présidence de la République, y voit "le grand événement de la campagne électorale". Pour nous, nous continuerons à penser, comme *Combat* l'écrivait hier, que l'événement ne modifiera pas sensiblement la campagne électorale. Bien plus, il nous paraît évident que cette déclaration a été rédigée en termes tels qu'aucun parti ne puisse en tirer profit. Le général de Gaulle a rappelé les idées qu'il croit vitales pour le destin de la nation, avec d'autant plus d'énergie qu'il ne voulait pas intervenir dans des luttes partisans, qu'il juge d'avance stériles. Tous les partis à droite du socialisme, dans l'attente ou la crainte d'un message de Colombey, s'étaient "couverts": tous avaient marqué au moins leur consentement à la révision.

Pour le reste, le point essentiel nous paraît le lien établi entre la Constitution et l'actuel régime des partis, celle-là étant condamnée avant tout parce qu'elle perpétue celui-ci. Non qu'il y ait là, à proprement parler, une nouveauté. Mais l'accent mis sur les partis ne peut pas ne pas susciter l'interrogation: dans quelle mesure un mécanisme constitutionnel suffirait-il à surmonter une pratique liée à des réalités sociales et psychologiques, enracinées dans la structure même de l'opinion et du pays?

Nos partis de masse, disciplinés et militants, non plus guère que le nom de commun avec les partis que l'on a connus au début de la IIIe République, sortes de clubs parlementaires. Nous déplorons leur rigidité excessive, la toute-puissance de leurs états-majors, l'écran qu'ils interposent entre le citoyen et le député. Mais l'évolution s'esquissait avant la guerre et elle est probablement irréversible. Les défenseurs des partis n'ont pas tort de rappeler le désordre et l'instabilité que créait la multiplication des groupes intermédiaires, que cimentait

plutôt la communauté des ambitions ministérielles que la communauté de sentiments ou d'idées. En Belgique, en Tchécoslovaquie, une démocratie de partis organisés a fonctionné convenablement.

Le mal dont souffrent la France et, à un degré ou à un autre, tous les pays du continent, c'est la nécessité de coalitions hétérogènes ou, plus précisément encore, la nécessité de coalitions qui rassemblent communistes et anticommunistes. Par définition, le parti communiste n'est pas un parti comme les autres. Il refoule provisoirement sa volonté révolutionnaire, mais il n'est pas changé pour autant. Secte demi guerrière, il voit dans l'exercice du pouvoir une étape vers la possession totale de l'État, qu'il s'ingénie à coloniser à son profit, et non à renforcer au profit de la société présente. Du coup, les autres partis, par réflexe, par souci de sécurité, en font autant. Ainsi l'État devient "une conquête dont les partis se partagent les morceaux".

Ni le parti socialiste, ni le parti républicain populaire ne seraient incapables de soumettre leur action à une loi commune, de rédiger un programme et d'en assumer la responsabilité solidaire. Même si le parti communiste acceptait d'en faire autant - aucune subtilité tactique n'est exclue - ses partenaires continueraient de suspecter ses arrière-pensées. On ferait injure aux communistes en leur prêtant l'oubli de leur fin immuable, on sous-estimerait leur habileté, si l'on attribuait à l'infidélité les changements successifs de leur visage et de leurs paroles.

Il y a donc quelque illusion ou quelque naïveté à vitupérer le tripartisme et, de la même encre et dans la même phrase, à repousser la division du pays en deux blocs. Le tripartisme est une des modalités de la collaboration entre communistes et anticommunistes que reconnaissent inévitable les adversaires des deux blocs. On peut concevoir d'autres modalités (comme le quadripartisme ou l'Union nationale): changeraient-elles les données essentielles du problème?

Au tripartisme, on doit, certes, l'incohérente politique économique et la désagrégation de l'État. On lui doit aussi la paix sociale et l'effort de production que le parti communiste a loyalement soutenu de sa propagande.

Cette trêve belliqueuse, ces alliances des contraires, donneront-elles à la France le gouvernement, uni et résolu, qu'exige impérieusement notre reconstruction. On a le droit d'en douter et même Léon Blum paraît parfois près d'en désespérer. Si *Combat* hésite à dicter, d'une voix impérieuse, sa solution, ce n'est pas qu'il ait le goût de la critique pour elle-même. Tant que le parti socialiste voit son ennemi n°1 à droite, tant que les syndicats ouvriers obéissent

aux mots d'ordre du parti communiste, on n'a d'autres recours que la recherche inquiète du moindre mal.

L'Illusion du progrès

Combat
6 novembre 1946

L'idée de progrès n'est plus européenne, disait hier André Malraux à la Sorbonne, elle est aujourd'hui russe ou américaine. Et, sans doute, a-t-il raison. Mais les empires-continentes dont l'ombre s'étend sur le sol dévasté, sur l'espace rétréci entre l'Atlantique et le rideau de fer, l'ont empruntée au Vieux Continent. Ils sont les héritiers de nos espoirs, peut-être de nos illusions. Si nous avons perdu la foi, nous reste-t-il un avenir?

L'optimisme du siècle dernier trouvait sa source et sa force dans les triomphes de la connaissance positive, dans les conquêtes de la technique. L'homme anticipait avec joie et fierté le jour où, maître et possesseur de la nature, il organiserait librement son règne. De la science rayonnerait la sagesse. L'administration des choses remplacerait le gouvernement des personnes. Les sociétés industrielles seraient spontanément pacifiques. La vérité universelle donnerait à la concorde entre les nations et à la dignité des personnes un fondement assuré.

Les triomphes de la science ont dépassé les prévisions les plus enthousiastes, mais ni la sagesse, ni la paix, ni la dignité n'en ont tiré profit. Les sciences de la nature nous ont livré des pouvoirs démesurés, disponibles à toutes fins: ni l'individu, ni les masses n'en ont été, pour autant, transfigurés. Bien plus, les sciences de l'homme, et surtout les techniques du maniement des foules ont été les meilleurs instruments de la tyrannie. La psychologie a inspiré, non la résolution d'instruire les esprits, mais la tentation de les contraindre.

S'il est vrai, que désormais, l'Occident a peur de lui-même, peur de sa puissance, peur de ses créations, une conversion s'impose à lui, dont la gravité marquera une étape de l'Histoire. Car c'est la science qui a permis à l'Europe de coloniser les autres continents, c'est elle qui a abattu la grande muraille qui entourait la civilisation raffinée de Chine, c'est elle qui a forcé l'entrée du Japon, c'est elle qui a réduit en esclavage les populations dites primitives. C'est de la science que l'Europe tirait sa supériorité et son orgueil. À l'instant où elle doute de la science, ou du moins de la valeur humaine de la science, l'Europe doute d'elle-même et de sa mission. Elle se demande si elle ne préfère pas les œuvres rares qu'elle détruit aux vérités communicables qu'elle répand.

Sans doute, la Russie soviétique a repris l'élan faustien avec l'ardeur d'une

société qui se sait un avenir illimité. Marx avait enseigné qu'il fallait supprimer la distinction des classes et socialiser les moyens de production pour que la science étendît ses bienfaits à tous. Les réalisations soviétiques ne sont-elles pas la confirmation de la doctrine?

Au risque de heurter les convictions, je dirai qu'à mon sens le mythe soviétique est déjà sur le déclin parce qu'à la longue la distance entre le mythe et la réalité éclatera à tous les yeux. Quand le système socialiste prend la forme d'un credo impératif, d'une discipline impitoyable (la grève ou l'opposition est un crime), d'une police partout présente, d'une inégalité, qui n'a rien à envier à celle du régime capitaliste, entre les ouvriers, entre les travailleurs et la bureaucratie, le moins que l'on puisse dire est que cette libération n'accomplit pas les rêves des humanistes. Or le communisme français se nourrit de romantisme révolutionnaire: le malentendu ne demeurera pas indéfiniment caché. L'effort, si grandiose soit-il, des bâtisseurs de pyramides, ne répond pas aux espérances de 1848.

Nous voilà loin des controverses électorales et des jeux politiques. Et pourtant, une des causes profondes de la médiocrité dans laquelle stagne la lutte des partis, n'est-elle pas la mort de nos dieux? On répète que seul le communisme offre une doctrine totale, qui permette une adhésion totale. Et c'est vrai. Mais cette doctrine se survit par des équivoques.

Ce qui nous menace, bien plus que l'aveuglement de ceux qui s'accrochent à une illusion, c'est le scepticisme de tous. Le fanatisme est l'envers du nihilisme qu'annonçait Nietzsche il y a un demi-siècle (et les hitlériens nous ont appris à quelles horribles extrémités le nihilisme peut atteindre). Les républicains populaires et les socialistes - on ne médiera pas en le reconnaissant - n'ont pas suscité jusqu'à présent une ferveur comparable à celle qu'éveillent les religions séculières.

Les mythes ne surgissent pas à volonté, surtout pas à l'appel des intellectuels. On se gardera donc de conclure et de prophétiser. On se risquera à une seule remarque. L'homme ne se résigne pas à l'image de lui-même que s'obstinent à lui imposer les ingénieurs des âmes et les spécialistes de la propagande. À l'âge des camps de la mort lente, à l'heure où les déportations de millions d'hommes ne parviennent même plus à émouvoir, peut-être les simples droits de l'homme, authentiquement proclamés, reprendraient-ils une fraîcheur neuve et une force inattendue. De vérités, humbles et éternelles, peut naître une foi vivante.

Bayeux et Washington

Combat
9 novembre 1946

Pendant deux ans, à moins que M. Truman ne se résigne à démissionner, un président démocrate devra collaborer avec un Congrès républicain. Toutes les conditions se trouvent donc réunies pour que le gouvernement de la plus grande puissance du monde soit divisé et faible, à un moment où les décisions vitales pour l'avenir de l'humanité seront prises.

Cette situation n'est pas sans précédent dans l'histoire des États-Unis. La Constitution, soutenue par une longue tradition, enracinée dans des habitudes et des convictions nationales, ne sera pas, pour autant, menacée. L'accord des deux partis, sur les grandes lignes de la politique étrangère, a été méthodiquement préparé. Rien de comparable au désaveu infligé à Wilson par le Congrès et au retour à l'isolationnisme, au lendemain de la première guerre mondiale.

Malgré tout, le divorce entre le législatif et l'exécutif entraîne assez de conséquences fâcheuses pour qu'on insiste légitimement sur ce défaut fondamental du régime présidentiel. Quand les deux pouvoirs sont presque complètement séparés et que l'opinion publique évolue, le système des deux partis n'empêche pas le heurt entre président et Congrès. Et il ne subsiste d'autre issue que l'attente de nouvelles élections. En Europe, chacun anticiperait, en pareilles circonstances, un coup d'État.

Il n'est pas douteux que la meilleure méthode, pour donner à une démocratie un exécutif fort, soit la méthode britannique: le chef de la majorité parlementaire devient automatiquement chef du gouvernement. Mais, on ne le répétera jamais assez, cette méthode implique l'existence d'une majorité homogène (que garantit l'alternance de deux partis, au reste proches l'un de l'autre sur l'essentiel) et une certaine indépendance des ministres, par rapport à leurs organisations (qui dépend des mœurs plus que des lois).

Si d'aucuns ont cherché à résoudre le problème constitutionnel français en renforçant les attributions du président de la République, ce n'est pas que cette solution soit en elle-même la meilleure, c'est qu'elle leur paraissait un des rares moyens encore offerts d'éviter une totale désagrégation de l'État. Ils sont inspirés, non par l'hostilité à l'égard des partis en tant que tels (la multiplicité des partis constitue à notre époque l'essence même de la démocratie), mais par la crainte que les coalitions de partis ennemis ne finissent par paralyser les

pouvoirs publics.

Léon Blum dénonce cette paralysie quand elle résulte de la confrontation d'un président démocrate et d'un Congrès républicain. Mais il oublie que la paralysie est la même quand, à l'intérieur du gouvernement, communistes, socialistes et républicains populaires continuent leur querelle en feignant de collaborer. En France, l'union combattante des contraires est donnée au Parlement et au ministère. Le président, tel que l'a conçu le projet de Bayeux, aurait pour mission de surmonter cette union impuissante.

Y parviendrait-il? Nous n'en sommes pas assurés. En tout cas, il conviendrait, pour que la critique fût convaincante, de se référer au cas français et non au cas américain, dont les données sont tout autres.

Il est vrai que Léon Blum ajoute un argument-massue. La Constitution de Bayeux, à la différence de celle de Washington, aurait prévu une issue en cas de conflit entre exécutif et législatif: la dissolution de ce dernier proclamé par le premier. Mais, du même coup, la Constitution de Bayeux cesserait d'être démocratique, elle violerait le principe de la séparation des pouvoirs, elle deviendrait "consulaire", "monocratique". Nous serions effectivement saisis par l'angoisse si les discours de Bayeux et d'Épinal accordaient au président de la République les pouvoirs du président américain, *plus* le droit de dissolution. Mais il n'en est rien. Les dernières déclarations du général de Gaulle ne permettent pas de douter qu'il envisage un gouvernement responsable devant le Parlement. Le président de la République désignerait le président du Conseil, comme dans les lois organiques de 1875, il aurait le droit de dissoudre l'Assemblée, l'avis conforme du Sénat, nécessaire sous la IIIe République, disparaissant.

Pour mon compte, je me demanderais, non pas si une telle Constitution glisserait au régime consulaire, mais si elle suffirait à modifier profondément la pratique actuelle, liée au jeu de partis, farouchement hostiles, dont les forces s'équilibrent. Car là est le problème, l'unique problème. Si la IVe République est menacée par la dictature, ce n'est pas parce que le général de Gaulle jouit d'une large popularité et a ses idées sur l'organisation de l'État, c'est parce que les coalitions, qui passent pour inévitables, se sont révélées impuissantes.

Et c'est pourquoi, en dépit de tout, je m'obstine à prêter aux élections une portée qui dépasse largement celle que leur reconnaissent les électeurs lassés et déçus. On ne s'interroge ni sur la prochaine majorité, qui sera aussi composite que celle d'hier, ni sur l'éventuelle révision des textes constitutionnels. Tous les

amis de la liberté répètent une seule question: aurons-nous, demain, un gouvernement?

Programme socialiste

Combat
14 novembre 1946

Au lendemain des élections du 2 juin, Léon Blum avait imputé l'échec de son parti à l'impopularité des mesures qu'avait exigées l'exercice courageux du pouvoir. Cette fois, le leader de la SFIO nous propose une nouvelle explication d'un nouvel échec. L'intervention du général de Gaulle n'aurait pas réussi à mettre au premier plan la révision constitutionnelle, mais elle aurait amené le MRP à accentuer son anticommunisme. Le slogan "Bidault sans Thorez" aurait provoqué la riposte "Thorez sans Bidault", et transformé la confrontation des programmes en un match à deux, en un referendum camouflé, pour ou contre le communisme. Le parti socialiste, "qui n'est ni pro, ni anticommuniste", se serait trouvé dans la pire situation, celle du spectateur qui n'est pas dans le coup.

Tout, dans cette interprétation subtile, nous confond. Rejeter sur le général de Gaulle la responsabilité de la polarisation pour ou contre le communisme, revient à confondre l'occasion et la cause. Assurer que le parti socialiste n'a pas à prendre parti dans le débat tragique qui domine l'existence de la nation, c'est avouer qu'il n'a plus ni mission ni avenir.

Mais laissons même ces objections sur lesquelles nous reviendrons. Le socialisme l'aurait-il emporté dans une confrontation des programmes?

Portons d'abord au crédit de la SFIO des mérites moraux qui ont pu, sur le plan de la politique, être une source de faiblesse. Les socialistes sont les seuls qui n'ont pas vitupéré le tripartisme avec prodigalité. Or, MRP et communistes savaient tout aussi bien qu'eux que la loi électorale, imposée par la coalition des deux grands, entraînerait la reconduction d'une alliance des contraires en renforçant les extrêmes. Les socialistes ont donc été, sur ce point, les plus honnêtes sinon les plus adroits.

D'autre part, l'idéologie socialiste, au sens vague du terme, est devenue le bien commun de tous les partis. Seul, le PRL se déclare hostile aux nationalisations en tant que telles. Personne ne critique les plans les plus généreux de sécurité sociale. Et si les concurrents de la course électorale faisaient, au dirigisme et à la liberté, des parts différentes, chacun y mettait plus de nuances que de clarté. M. Marcel Paul s'affirmait, dans une interview récente, partisan de la liberté plutôt que de la répartition toujours arbitraire. Et, de l'autre côté, on ne rejetait pas les modalités du contrôle rendu nécessaire par la pénurie. Comme le parti libéral en

Angleterre, le parti socialiste en France peut se prétendre vaincu par la victoire de ses idées.

Admettons ces circonstances atténuantes, encore qu'un bon technicien en aurait tenu compte à l'avance. Le parti socialiste a-t-il effectivement proposé un programme qui l'aurait mis au-dessus de ses rivaux?

Quelle technique proposait-il pour stabiliser les prix et arrêter la chute de la monnaie? Avait-il, dans ses dossiers, un plan d'ensemble pour réduire les dépenses publiques, accroître les rentrées d'impôts par une réforme fiscale, assurer l'équitable distribution des produits alimentaires? Voulait-il revenir au contrôle de la production agricole ou généraliser le marché libre? Sur tous ces points, il n'était ni plus ni moins précis que ses rivaux. Pour lui comme pour eux, la rédaction du programme vient après la consultation du pays.

Élargissons même le débat. En matière de reconstruction, avait-il des conceptions mûrement élaborées? La reconstruction dépend essentiellement, d'une part, du charbon et de la main-d'œuvre, de l'autre du financement des investissements. Or, qu'il s'agisse de négocier avec la Grande-Bretagne les importations de charbon de la Ruhr, avec l'Italie (ou l'Allemagne?) les immigrations de travailleurs, tous les partis se sont bornés à faire connaître leur désir identique, non leur méthode, c'est-à-dire les concessions qu'ils accepteraient ou les exigences qu'ils maintiendraient. De même, aucun d'eux n'a précisé les modalités qu'il envisageait pour le financement du plan Monnet (épargne individuelle grâce à la stabilité des prix, bénéfices des entreprises que ne frapperait pas le fisc dans le cas de l'emploi pour le renouvellement de l'outillage?).

On m'objectera à juste titre que ces questions techniques se prêtent mal à des controverses électorales. Et j'en conviendrai volontiers. Mais alors où se situait la supériorité du programme socialiste? Inévitablement, sur le plan de l'idéologie. Le parti socialiste, dira-t-on, est le seul qui prétende concilier une économie collective avec la sauvegarde des libertés humaines. Encore une fois, d'accord. Le malheur est qu'il ne s'agit plus d'un programme, mais d'un vœu.

Car on se demande non pas si cette conciliation est souhaitable, mais si elle est possible, ou encore à quelles conditions elle est possible. Les conditions de possibilité sont de deux ordres: technique et politique. À quels moyens aura-t-on recours? Qui prendra la direction du système? Il aurait fallu répondre à ces deux interrogations pour que la volonté de conciliation prît un sens clair pour la plupart des Français.

Le SFIO n'a répondu ni à l'une, ni à l'autre, puisqu'elle n'a dit ni comment, ni avec qui, elle comptait réaliser un "socialisme humaniste".

Tactique socialiste

Combat
15 novembre 1946

Entre les deux guerres, le parti socialiste avait à sa droite un parti libéral bourgeois et à sa gauche un parti marxiste révolutionnaire. Aujourd'hui, il a sa droite un parti, certes de recrutement bourgeois, mais qui ne craint pas le langage socialisant, le MRP, et surtout il a à sa gauche un parti qui agit en réformiste, même s'il demeure, en dernière analyse, révolutionnaire.

De là résultent les embarras tactiques des socialistes qui sont tentés, tantôt de déborder le réformisme communiste sur sa gauche, et tantôt de se poser en barrière contre l'extrémisme révolutionnaire, et qui ne parviennent à se décider ni pour l'une, ni pour l'autre solution. À vrai dire, il est plus aisé de poser le problème que de le résoudre. Et l'on s'attire rapidement la réplique: les conseillers ne sont pas les payeurs.

La gauche socialiste comprend certains des éléments les plus dynamiques, les plus valables du parti. Mais elle n'arrive pas elle-même à définir ses objectifs et ses méthodes. Elle hésite entre avant-hier et après-demain, entre l'Union des Gauches et une sorte de trotskysme. L'Union des Gauches appartient au passé, car une telle coalition, aujourd'hui, serait dominée par les communistes et aurait une tout autre signification que le Front Populaire à direction socialiste ou radicale d'avant-guerre. (Au reste, les radicaux, indispensables pour faire une majorité, ne s'y prêteront jamais). Quant au trotskysme, reprise d'un élan révolutionnaire, dressé tout à la fois contre la bureaucratie stalinienne et contre le capitalisme, il a peut-être un avenir, mais au-delà des prochaines années.

Le parti socialiste a eu, je crois, une chance qu'il n'a pas saisie. Au moment de la Libération, il aurait pu se renouveler au contact de la Résistance et prendre la tête d'une vaste formation - appelons-la travailliste - dont il aurait été l'inspirateur et le chef. Aujourd'hui, ayant perdu en un an un million d'électeurs surtout sur sa droite, il est sérieusement affaibli. S'il se résignait à un réformisme définitif, qui répond probablement au désir de la plus grande faction de ses troupes, il devrait se contenter d'une place honorable, mais qui ne serait plus la première. On comprend que cette perspective ne l'enthousiasme pas.

Et pourtant il est une vérité qui n'échappe plus désormais à aucun observateur. Pour les partis comme pour les armées, refuser tous les risques, c'est à coup sûr courir le plus grand risque. En 1940, notre état-major avait réparti à peu près

également ses divisions entre le front Est et le front Nord: ainsi furent-elles détruites les unes après les autres sans avoir, à aucun moment, un espoir de succès. La prudence du parti socialiste, qui s'ingénie à se garder sur sa droite et sur sa gauche, équivaut à ce même refus de toute manœuvre. Elle aussi équivaut au plus grand péril, ou, pour mieux dire, à une sorte de suicide. On a le droit de rappeler la vieille formule: vivre, c'est risquer, c'est choisir.

Il est vrai que Léon Blum nous rappelait hier que le parti socialiste n'a pas à choisir parce qu'il n'est ni pro, ni anticomuniste. Mais il y a là manifestement une confusion sur l'idée même du choix. Le parti communiste, quels que soient les méandres de sa route, tend à une certaine forme de révolution, dont les expériences étrangères nous offrent une image au moins approchée, il représente une orientation diplomatique bien déterminée (l'histoire des dix dernières années parle un langage clair), il instaurerait, en cas de victoire, un régime de parti unique et de bureaucratie autoritaire. Cette révolution et cette diplomatie, on les accepte ou on ne les accepte pas. On tient ce régime pour la réalisation ou pour la contrefaçon de la libération rêvée par les penseurs socialistes. Si on dit oui, rien d'essentiel ne vous distingue plus des communistes; si on dit non, aucune fidélité ou pseudo-fidélité doctrinale ne comblera l'abîme qui vous sépare d'eux. Les électeurs sont en droit d'exiger cette prise de position, et ils l'exigent de plus en plus. Il ne s'agit pas, si on choisit le refus, d'être obsédé par le seul PC et de refuser toute collaboration avec lui. Il s'agit seulement de décider pour soi-même et de convaincre les autres qu'on est et sera opposé, en toutes circonstances, à la prise du pouvoir par les communistes. Ni un parti, ni un individu ne saurait attendre la dernière minute pour se ranger dans un camp.

Bien plus, les deux tendances du socialisme, qui ont désormais une signification historique, celle d'un renouvellement révolutionnaire, celle d'un travaillisme gouvernemental, se rejoindraient sur ce point. À la résolution doctrinale, sinon à une orientation tactique immédiate, l'unité du parti résisterait.

Comédie ou réalité?

Combat
16 novembre 1946

Il n'y avait guère de désaccord, entre les observateurs, sur le scénario politique qui se déroulerait jusqu'à la constitution du nouveau Gouvernement.

Premier parti de France, le parti communiste revendiquerait hautement les responsabilités et les charges qui découlent logiquement de son succès. Il offrirait aux socialistes et aux républicains "laïques" de former un gouvernement d'Union des gauches, conformément au mot d'ordre lancé au cours de la campagne électorale. Les socialistes attendraient le refus radical pour reconnaître l'impossibilité arithmétique d'une telle combinaison. De leur côté, les MRP refuseraient d'entrer dans un ministère présidé par un communiste. Finalement, on aboutirait, sans que personne ait manqué à ses engagements antérieurs, à une coalition des trois grands partis, complétés par le Rassemblement des gauches. Le tripartisme est mort: vive le quadripartisme!

Ce scénario reste aujourd'hui encore le plus probable. Mais l'attitude adoptée par le parti communiste, les déclarations de ses chefs, prouvent au moins qu'on aurait tort d'écarter à l'avance toute autre éventualité. Les communistes manifestent un désir, où il entre au moins une part de sincérité, d'assumer la direction du Gouvernement.

Il était impossible de ne pas être frappé depuis le 10 novembre, de la maîtrise dont témoignait le premier parti de France. Il "surmontait sa victoire" avec une éclatante sagesse, il se refusait à excommunier personne, il faisait appel à l'entente de tous les républicains. Même les manchettes de *L'Humanité* ne dépassaient pas une honnête mesure. Il n'était pas question d'un ministère de révolution, mais d'un ministère de la France.

Les propos tenus par M. Maurice Thorez au représentant de l'agence Reuter, s'inspirent de la même volonté de "démocratie populaire", selon l'expression de M. Dimitrov. On s'efforce de dissiper l'inquiétude qu'éveillent, dans une large partie de l'opinion, les souvenirs de l'homme-au-couteau-entre-les-dents ou de la dictature du prolétariat. Rendons hommage au vice-président du Conseil: il parle en homme d'État.

Il rejette toute idée de choix entre les alliés, il se déclare favorable à une alliance avec la Grande-Bretagne, dès qu'un accord aura été réalisé sur la

politique à adopter vis-à-vis de l'Allemagne. Il nie que jamais les ministres communistes aient freiné les négociations économiques avec l'Angleterre. Pour un peu, il affirmerait que la prose de *L'Humanité*, celle de MM. Hervé et Courtade, est empreinte de la même neutralité entre l'Est et l'Ouest. Qui donc a prétendu que la diplomatie de M. Bevin aurait de quoi faire rougir un singe?

Le MRP, les radicaux, sont évidemment en droit de ne pas prendre ces paroles pour argent comptant. La règle que le parti le plus nombreux obtient la présidence du Conseil, est de fraîche date: en théorie, c'est la majorité et non le premier parti qui gouverne. On a toujours la ressource de rappeler que le parti communiste n'est pas un parti comme les autres, puisque sa doctrine ne comporte qu'un respect provisoire et tactique de la légalité démocratique.

Ce refus pourtant n'irait pas sans inconvénients. Le parti communiste n'est pas comme les autres: on a tout de même partagé le pouvoir avec lui. Le MRP a vigoureusement invoqué ses droits de premier parti: il sera embarrassé le jour où il devra révoquer un principe qu'il a créé à son profit il y a si peu de temps. Le parti socialiste, plus encore, n'aura pas de bons arguments à opposer à ses camarades. Il ne pourra que se réfugier derrière la répugnance des alliés nécessaires.

D'autre part, certains ne manqueront pas de dire que le parti communiste, injustement écarté de la présidence, disposera d'une magnifique plate-forme démocratique. À la faveur d'une combinaison quadripartite, il continuera à bénéficier des avantages et à éviter les servitudes du pouvoir. Il poursuivra sa colonisation de l'économie et de l'administration, il ne cessera de recruter de nouveaux adhérents. Pour lever l'hypothèque qui pèse sur la vie française, ne vaut-il pas mieux provoquer dès maintenant une expérience à laquelle on n'échappera pas à la longue? Ainsi se mêleront les scrupules démocratiques et les manœuvres subtiles.

Nous ne sommes encore qu'à la première étape des négociations et nous nous garderons de devancer les décisions des partis. Mais on aperçoit déjà les termes dans lesquels se posera la question, entre partisans et adversaires de l'expérience communiste. Tout se ramène à une alternative: Machiavel ou Gribouille?

Réflexion ou reflet?

Combat
26 novembre 1946

Les élections de dimanche suivaient de trop près celles du 10 novembre pour qu'on pût craindre ou espérer des surprises. La plus grande incertitude portait probablement sur le pourcentage des abstentions. Or, le fait que ce pourcentage n'ait pas trop augmenté (5,7%), témoigne, de la part du corps électoral, d'une admirable bonne volonté. Car les complications d'une loi électorale, hermétique même pour les spécialistes, l'incohérence des listes, la limitation des pouvoirs d'une deuxième Chambre, destinée finalement à refléter la première, tout risquait d'incliner les électeurs à l'indifférence, voire au dégoût.

Peut-être la participation relativement élevée s'explique-t-elle par les mêmes tendances dominantes qui apparaissent dans les résultats. On a voté contre, - contre la réaction ou contre le communisme. Le match Bidault-Thorez a été, une fois de plus, la caractéristique de la consultation.

À partir de là, tout s'explique. Enfermé dans une neutralité que les électeurs jugent stérile, le parti socialiste continue à décliner, nettement dans les grandes villes, dans la Seine, dans les Bouches-du-Rhône, dans le Nord, partout où la force communiste renforce le désir d'une barrière solide. Il se maintient dans certaines régions, moins atteintes par la polarisation, où les personnalités ne s'effacent pas complètement devant les idéologies.

Le parti communiste a consolidé ses derniers gains, il accuse même un léger progrès dans l'ensemble du pays. Quant au MRP, qui sera le premier parti pour le nombre des Grands Électeurs, sinon pour celui des petits, il a remporté une victoire qui permet, par comparaison, de préciser ce que lui ont coûté, le 10 novembre, des interventions accidentelles comme celles des gaullistes. La loi électorale a donc joué en faveur des grands partis, au Conseil de la République comme à l'Assemblée nationale.

Certains de nos confrères ont cru voir dans les succès obtenus, ici et là, par des listes de maires ou de notabilités, un signe de réaction en sens contraire. La représentation du peuple doit être enracinée dans la vie locale: les citoyens désirent connaître et choisir leurs représentants. Il se peut que tel soit effectivement l'état d'esprit de beaucoup de Français. Mais les élections de dimanche manifestent surtout la faiblesse et l'impuissance de ce désir. Les maires ou notabilités qui ne se rattachent à aucun parti seront perdus parmi les quelque

80.000 Grands Électeurs. Le Conseil de la République, comme l'Assemblée Nationale, sera dominé par les partis et virtuellement fermé aux francs-tireurs et aux indépendants.

Bien plus, il apparaît clairement que la deuxième Assemblée, dont on a soigneusement rogné les prérogatives, n'aura même pas la tentation de s'opposer aux initiatives de la première. Certes, on ne saurait prévoir la composition exacte du Conseil de la République, puisque seuls les techniciens (et encore!) se risquent à prévoir la répartition des cinquante sièges attribués aux territoires d'outre-mer. De plus, l'affiliation d'une fraction des Grands Électeurs prête au doute. Malgré tout, pour l'essentiel, nous sommes fixés. Puisque l'Assemblée Nationale commencera par rectifier les manquements à la proportionnelle, entraînés par une combinaison extravagante des modes de scrutins, les deux cent cinquante sièges métropolitains seront distribués entre les partis, selon les pourcentages de voix (ou de Grands Électeurs?) obtenus hier. Socialistes et communistes auront ensemble entre 45 et 47% des sièges, les partis non marxistes se partageront les autres, le groupe MRP étant un peu plus nombreux ici que là. Enfin, ici et là, les délégués de l'Empire renverseront la majorité, ou, du moins, rapprocheront les deux blocs de l'égalité.

Les événements ont obéi fidèlement à une logique qu'il était facile de déterminer à l'avance. Les lois électorales, imposées par la conjonction des extrêmes, ont accentué la division du pays en deux masses, cristallisées, l'une autour du parti communiste, l'autre autour du refus du communisme. La deuxième Chambre ne sera ni frein ni accélérateur: la "Chambre de réflexion" réfléchira purement et simplement la première.

La fin de l'alibi

Combat
27 novembre 1946

Les élections au Conseil de la République n'étaient pas susceptibles de modifier les données réelles du problème gouvernemental. Elles en pouvaient modifier légèrement les données publicitaires. Le MRP a effectivement trouvé dans sa victoire une raison supplémentaire de s'opposer à une présidence communiste.

Mais il faudrait beaucoup de naïveté pour prendre au sérieux la lutte des mots et de statistiques autour du titre de premier parti de France. L'argument que l'on tire de ce titre glorieux pour prétendre à la direction du ministère, a tout juste la valeur que les autres partis lui reconnaissent, c'est-à-dire qu'il passe pour faible ou fort, selon les cas. Le MRP a obtenu la présidence en juin dernier, parce que les socialistes, qui attribuaient leur défaite aux responsabilités assumées n'en voulaient plus. Le parti communiste ne l'obtiendra pas, parce que le MRP ne soumettra jamais ses représentants à l'autorité, même fictive, du secrétaire général du PC. Le slogan "Bidault sans Thorez" préparait à la rigueur un ministère Bidault-Thorez, il est incompatible avec un ministère Thorez-Bidault.

Aussi la discussion que nous avons esquissée, il y a une semaine, sur les avantages et les périls de "l'expérience communiste" est-elle purement théorique. Le MRP, interprète de la majorité de l'opinion, s'y refuse avec violence. Au reste, je tiens ce refus pour normal: je me souviens trop bien des démocrates et des libéraux allemands qui, eux aussi, souhaitaient une "expérience hitlérienne" pour liquider le national-socialisme.

L'hypothèse d'une présidence Thorez écartée, l'incertitude porte sur la réaction du parti communiste. Celui-ci a les moyens, s'il en a le désir, de susciter une crise inextricable: il lui suffit de refuser à son tour la participation sans présidence, les socialistes se retireront et il restera une coalition modérée, probablement sans majorité et en tous cas invivable. Mais on serait surpris que "le parti de la Renaissance française" manifestât une telle intransigeance au lendemain de déclarations aussi modérées. Les socialistes, ayant constaté que les strapontins ne leur étaient pas plus profitables que les fauteuils, jugent que ces derniers sont au moins plus confortables. Le jour où il s'agira de constituer le premier gouvernement provisoire de la Constitution définitive, on ne manquera donc pas de candidats. Les deux grands partis devraient se jeter l'un sur l'autre

l'interdit, et par conséquent, laisser la direction aux partis intermédiaires. Une règle subtile donnerait ainsi le pouvoir aux vaincus qui y trouveraient moins une compensation que la consécration de leur faiblesse: les deux grands se réservent pour l'explication définitive.

Dans l'immédiat, la controverse aura pour objet la reconduction de la formule actuelle: le ministère Bidault continuera-t-il à gérer les affaires jusqu'à la mise en place de tous les organes prévus par la Constitution?

Cette solution éviterait de mettre le futur président de la République en face de faits accomplis et de lui démontrer à l'avance la vanité de sa fonction. Encore faut-il que les communistes consentent à cette opération qui, en vérité, exige beaucoup de leur bonne volonté.

On est tenté de dire que de telles querelles n'importent guère au regard de l'intérêt national. Qu'importe que le ministère Bidault prolonge son règne hésitant ou soit remplacé par une combinaison à laquelle participeraient les représentants du Rassemblement des Gauches. La vraie, la seule question est de savoir si le gouvernement de demain sera capable d'action continue, s'il prendra les mesures impopulaires, faute desquelles on ne saurait mettre un terme à la hausse des prix, c'est-à-dire à la dévalorisation de la monnaie. Or, aucune des deux solutions possibles n'apporte par elle-même de réponse à une telle question. Le gouvernement Bidault reconduit risque de se sentir "intérimaire", limité aux affaires courantes. En ce sens, mieux vaudrait une autre formation qui ne douterait pas de son avenir. Mais il n'est pas démontré que cette nouvelle formation doive être solide et solidaire. D'autre part, si les grands partis décidaient sincèrement de mettre un terme, au moins provisoire, à leur conflit, dans la volonté commune de sauver le franc, ils seraient en mesure de donner au gouvernement Bidault une efficacité que celui-ci n'a jamais eue. Une telle conversion n'est guère probable, j'en conviens. Mais d'où viendrait l'efficacité supérieure de la combinaison à quatre?

Comme nous ne cessons de le répéter, avec la période électorale disparaît l'alibi qu'invoquaient les partis. À eux de faire la preuve qu'il ne s'agissait pas d'un alibi. Le sort de la monnaie est en jeu, et bien plus encore.

Le chat et la souris

Combat
29 novembre 1946

On a tort de dire que les communistes ne sont pas sincères quand ils réclament la présidence du gouvernement. Qu'on fasse droit à leur requête, et ils accepteront volontiers le cadeau. Leur revendication est sincère, mais leur conviction que le refus des autres partis leur laissera le mérite d'avoir demandé, et l'avantage de n'avoir pas obtenu, ne l'est pas moins.

Les bénéfices qu'ils attendent de la manœuvre sont multiples. Comme l'a dit (ou plutôt comme ne l'a pas dit) Maurice Schumann, ils habituent l'opinion rétive à l'idée d'un gouvernement Thorez. À force d'être répétée, l'expression perdra peu à peu sa force explosive. Thorez s'ajoute à la liste des "possibles" comme Tardieu, Daladier, et Laval le firent, l'un après l'autre, entre les deux guerres. Même la dictature du prolétariat vient d'être sacrifiée à la mode de la "démocratie populaire", lancée par Dimitrov. La France s'aligne sur la Bulgarie.

D'un autre côté, les droits de chaque parti, quand viendra le moment de la répartition des portefeuilles, se détermineront, pour une part, d'après les sacrifices consentis à l'avance. Les communistes prétendront, par exemple, au ministère de l'Agriculture, parce qu'ils ont généreusement renoncé à la présidence, due, comme chacun le sait, au premier parti de France.

Enfin, et ce dernier objectif pourrait bien être le plus important, le parti frère risque d'être, une fois de plus, victime de l'amour que lui portent les camarades marxistes. Le MRP, lui, est heureux de repousser une présidence communiste; il reste dans la ligne de sa campagne électorale. Le parti socialiste se sent mauvaise conscience dans la mesure où il n'a pas le courage d'avouer que la vieille formule d'union des gauches est devenue anachronique. Le parti socialiste ne veut pas d'un ministère à direction communiste dont seraient exclus les MRP, mais il voudrait bien ne pas le dire publiquement. Le parti communiste, en revanche, tient à obliger les socialistes à publier leur refus. Pour gagner du temps et esquiver le coup, le Conseil national socialiste a été reporté à mardi.

Comme d'habitude, la position du parti socialiste est forte au regard de l'honnêteté, et faible au regard de la propagande. Elle est forte, puisqu'elle se borne à prendre acte du fait qu'il n'y a de majorité viable ni marxiste, ni antimarxiste. (Nous employons ces expressions qui tendent à devenir classiques, encore que l'unité des marxistes soit tout aussi fictive que celle des

antimarxistes). Elle est faible, parce qu'elle fait de la SFIO le champion officiel du tripartisme (ou du quadripartisme), vitupéré par tous et impopulaire dans le pays.

Sans doute, les socialistes tenteront-ils d'amener la discussion sur le terrain du programme. Mais là encore, les communistes jouent serré. À n'en pas douter, leur programme (si l'on ose dire) publié dans *L'Humanité* offre une ample matière moins à la critique qu'à l'interrogation. Qui n'applaudirait à "la modernisation complète de l'équipement agricole permettant au pays de mieux se nourrir, d'approvisionner certaines industries de transformation, et d'améliorer la balance du commerce extérieur"? Mais, jusqu'à présent, de telles propositions relevaient du style Ubu plutôt que du style de gouvernement. Le parti socialiste ne rejettera certainement pas l'extension des nationalisations à de nouvelles industries: pétroles, ciments, sidérurgie, engrais chimiques, navigation maritime. Pour le reste, il demandera des précisions qu'il obtiendra ou n'obtiendra pas: en tout cas, il ne trouvera pas dans le programme une bonne raison de motiver son refus.

Les mesures à prendre sont largement dictées par les circonstances. Il s'agit de savoir qui les prendra, selon quelle méthode on gouvernera et quel parti s'emparera finalement de l'État. Or, quand on en vient à cette bataille décisive dont l'enjeu est la possession de l'État, les socialistes ne trouvent à répondre que: ni l'un, ni l'autre. Pire encore, ils s'étonnent que les électeurs jugent cette réponse peu satisfaisante, et ils s'indignent contre les conseillers bénévoles de l'un ou l'autre bord.

Aujourd'hui, ils s'en prennent aux partisans du travaillisme, le lendemain aux communistes qui garantissent aux militants socialistes le maintien de leurs droits acquis à l'ancienneté, dans le cas d'une adhésion au parti unifié. On entre ainsi dans la phase du grignotage: on a perdu des électeurs, on risque de perdre des troupes par débauchage individuel.

Sans doute, une ou deux présidences seront-elles, pour quelques chefs socialistes, une compensation substantielle. Et, puisqu'il n'y a plus d'élections en perspective, on ne lira plus, d'ici quelque temps, de bulletin de santé. Mais il n'a jamais suffi de ne pas prendre sa température pour faire tomber la fièvre.

Union des gauches?

Combat

1er-2 décembre 1946

Il y a peu d'observateurs qui croient au succès de la tentative d'un ministère d'Union des gauches, dirigé par le parti communiste. Socialistes et radicaux, dans l'ensemble, cachent à peine leur scepticisme. Comme la combinaison exige l'assentiment des uns et des autres, on risquera, sans grand danger, un pronostic, même si la SFIO, par tactique accorde ses voix au président Thorez.

Malgré tout, une question se pose. L'Union des gauches offre-t-elle pour l'avenir, une possibilité de formation gouvernementale? L'échec est-il imputable à la faiblesse des hommes, ou bien, au contraire, comme nous le croyons, traduit-il un changement profond, intervenu dans la structure de l'opinion et de la politique française?

Pendant un siècle et demi, les Français se sont groupés et opposés en parti du mouvement et parti de la résistance: d'un côté, ceux qui entendaient prolonger l'élan de la Révolution française; de l'autre, ceux qui s'efforçaient de sauvegarder le plus possible l'ordre traditionnel; d'un côté, les mots-clés étaient justice et liberté; de l'autre, hiérarchie et autorité. Dans un tel débat, la bourgeoisie libérale et républicaine se situait à gauche. Longtemps la ligne de démarcation entre les deux blocs a séparé adversaires et partisans de la laïcité de l'État.

Les communistes invoquent aussi souvent que possible les souvenirs de la Révolution, et on comprend aisément leurs raisons. Tant que l'on met les querelles d'aujourd'hui dans la perspective d'hier, le parti communiste apparaît un parti comme les autres, simplement plus à gauche que les socialistes, et il recueille les voix qui vont normalement au plus avancé. Mais le refus opposé par une fraction des socialistes et la majorité des radicaux aux offres communistes révèle et consacre un changement de perspective.

Le Front Populaire de 1936 comportait une direction socialiste ou radicale. C'était donc ces deux partis réformistes qui donnaient à l'expérience sa signification. En dépit des fameuses "vacances de légalité", on ne doutait pas que Léon Blum, mis en minorité, démissionnerait suivant les normes parlementaires. Un Front Populaire à direction communiste prend immédiatement un autre caractère, précisément parce que, dans le cas de Maurice Thorez, le doute sur le respect de la démocratie formelle existe à juste titre.

De plus, l'enjeu des conflits s'est transformé et élargi. On simplifierait exagérément la réalité si l'on disait que l'enjeu de l'opposition ancienne entre la droite et la gauche était plus politique que social. Dans les révolutions du siècle dernier, on retrouve évidemment la lutte des classes. Mais il est vrai qu'une fois détruites la monarchie et la noblesse, une fois posé le droit égalitaire, on se battit longtemps pour les institutions et les idées plus qu'à propos du régime de propriété.

Et pourtant, droite et gauche se regrouperaient, même dans la question sociale, si la révolution de style communiste pouvait réellement passer pour un simple prolongement de la Révolution de 1789. Mais on sait bien qu'il n'en est rien. La prise du pouvoir par un parti, résolu à imposer un système d'économie dirigée et de propriété collective, implique la suppression des libertés, personnelles et politiques, non pas seulement pour une période transitoire de combat, mais pour une durée impossible à limiter à l'avance. Il ne suffit pas de dire que l'on sacrifie la liberté à la justice. On reconstitue une hiérarchie d'un type original, on renforce l'autorité d'un État, libéré de toute entrave. Aussi le parti communiste, dans la phase actuelle intermédiaire, parle d'autorité et de discipline aussi bien que de justice et de liberté. Il mêle déjà les mots de droite à ceux de gauche. Ceux-ci valent pour détruire l'ordre présent; ceux-là pour construire l'ordre nouveau.

Sans doute la démarche est-elle normale. Mais il se trouve que nous sommes en mesure de prévoir, d'après les modèles étrangers, ce que serait l'ordre souhaité par nos révolutionnaires. Or cet ordre, peut-être grandiose et efficace, est à coup sûr plus éloigné des idéaux de gauche que l'ordre actuel.

Aussi je ne pense pas que l'Union des gauches soit promise à une grande carrière. Les véritables oppositions ne concernent même plus l'ampleur des nationalisations ou le degré de direction économique, - problèmes au fond d'ordre technique. On se demande par quelles méthodes et à quel prix on accédera à une économie organisée. Devra-t-on ou non sacrifier les libertés? Or, s'il s'agit des méthodes et de la liberté, la coupure ne passe pas entre la vieille droite et la vieille gauche, mais quelque part à l'intérieur du parti socialiste. Combien de temps celui-ci parviendra-t-il à la dissimuler?

Les détours du sérail

Combat
4 décembre 1946

On prêtait, avant-hier, à Édouard Herriot, le mot: "Nous verrons plus clair mardi, à la fin de l'après-midi". Je pense que nous ne voyons aujourd'hui ni plus ni moins clair: on connaît de mieux en mieux la solution qui ne sera pas adoptée, on ne connaît pas encore celle qui finira par intervenir.

L'élection de Vincent Auriol par les voix combinées de la SFIO, du MRP et du PRL, contre les voix des communistes et du Rassemblement des gauches, s'explique par les manœuvres subtiles des différents partis. Nos lecteurs nous excuseront de les entraîner dans les couloirs sinueux du Palais-Bourbon.

Les socialistes avaient refusé de lier les deux élections du président de l'Assemblée et du président du Conseil. Ils souhaitaient la première présidence, mais ils n'entendaient pas donner de contre-partie ou s'engager à l'égard de leurs camarades marxistes. La séance de leur Conseil national ayant été reportée au mardi soir, ils opposaient, en toute candeur, un "*non possumus*" aux demandes communistes "d'interdépendance".

Du coup, les communistes n'attendaient plus qu'un seul profit de l'élection de Vincent Auriol (qu'ils ne souhaitaient pas sérieusement empêcher): celui de rejeter le parti frère sur la droite en l'obligeant à recueillir les voix du MRP et du PRL. Le parti socialiste, on l'a dit, n'est pas résigné à un ministère Thorez, mais il ne veut pas le dire, pour ne pas attenter à la mystique des gauches. Les communistes, au contraire, tiennent à rendre la SFIO responsable de l'échec prévu de l'Union des gauches. Déjà ils interprètent ce premier vote comme un vote politique, qui marquerait un glissement à droite. Quant au MRP, il a, lui aussi, tiré un double bénéfice de l'opération: il a manifesté son désintéressement et donné un exemple, qu'il voudrait convaincant, du rapprochement travailliste.

Le jeu, jusqu'à présent, ne comporte donc que des gagnants. Les socialistes ont obtenu la présidence de la Chambre, les communistes ont compromis les socialistes sur leur droite, les MRP ont substitué, en apparence, le vote de l'Assemblée aux délibérations des partis. Il n'est pas jusqu'au Rassemblement des gauches qui ne se félicite d'avoir maintenu une attitude d'expectative, qui promet pour demain les plus gros dividendes.

De cette victoire générale, peut-on tirer un enseignement? Je crains bien que

non. Il se peut que les socialistes votent demain pour Maurice Thorez, afin de compenser par un pas à gauche le pas qu'ils viennent de risquer vers la droite - étant bien entendu que ce vote de principe ne devrait pas suffire à donner au secrétaire général du parti communiste la majorité nécessaire. Tout demeure en l'état, la revendication communiste subsiste, comme la répugnance socialiste, comme le silence radical, comme l'attente impatiente du MRP.

Plusieurs de nos confrères s'irritent de ces jeux du cirque, et nous comprenons leurs sentiments. Mais quand ils demandent un ministère de transition, chargé de prendre des mesures financières, ils traduisent les désirs d'un seul parti. Le MRP semble s'être assigné pour objectif un cabinet présidé par Georges Bidault ou Robert Schuman, qui aurait pour fonction de faire voter le budget et de ne pas mettre le président de la République devant un fait accompli. Je vois bien les avantages que cette combinaison offrirait aux républicains populaires qui conserveraient la direction du Gouvernement. Malheureusement, personne n'ignore qu'il n'y a pas de technique sans politique. Le redressement financier exige beaucoup plus que la suppression des subventions et certaines économies, il exige une action concertée et continue sur tous les secteurs de l'économie française: fiscalité, distribution des produits, prix, dépenses de l'État. Une telle action ne sera menée que par un gouvernement fort, assuré d'une majorité durable. Un gouvernement intérimaire serait-il dans ce cas?

On insiste, à juste titre, sur la nécessité de sortir du régime d'Assemblée et de ne pas retomber dans les pratiques du provisoire. À n'en pas douter, les débuts du définitif ressemblent singulièrement à la fin du provisoire. Pourquoi en serait-il autrement? Les séances publiques sont dominées par le jeu des partis, exactement comme les délibérations en dehors de l'hémicycle. On s'indigne du partage éventuel des présidences: pour ne pas être avoué, ce partage existe. L'élection de Vincent Auriol s'explique moins par les mérites de celui-ci que par des soucis de manœuvres. Ce sont les partis qui, dans la France actuelle, détiennent le pouvoir réel. La Constitution impose seulement à leur rivalité des formes déterminées, elle ne touche pas à l'essentiel.

Le véritable motif d'inquiétude est autre. On voulait espérer que la Constitution définitive, en supprimant l'obsession électorale, rendrait les partis moins sensibles aux besoins de la tactique et plus à ceux du pays. À cet égard, les premiers jours de la IV^e République n'inspirent pas l'optimisme.

Exercice et prise du pouvoir

Combat
8 décembre 1946

La crise dans laquelle piétine la IV^e République à ses débuts évoque irrésistiblement les malheurs de la III^e. La France n'avait pas de gouvernement le jour où les armées allemandes franchirent les frontières d'Autriche. Ainsi les partis proclament la gravité de la situation financière et l'urgence de mesures de salut public: et l'on a perdu une semaine pour démontrer l'impossibilité et d'un ministère Thorez et d'un ministère Bidault - impossibilité dont tout le monde (les intéressés les premiers) étaient convaincus à l'avance.

Et pourtant la ressemblance demeure superficielle. On insiste à juste titre sur la transformation de la scène politique, le renforcement des groupes organisés, la substitution d'un parlement de partis au parlement de personnalités. On vitupère aujourd'hui la rigidité des partis alors qu'on vitupérait naguère leur dispersion et leur anarchie. Mais ce changement de structure n'est que le reflet de la nouveauté décisive.

La démocratie libérale, celle du XIX^e siècle, supposait une société stable, reconnue par la majorité du pays, soutenue par les classes dirigeantes et les forces sociales. L'opposition des partis ne touchait pas à l'essentiel. Tous se pliaient aux règles du jeu parlementaire parce qu'aucun n'appelait de ses vœux une révolution violente. À l'heure présente, les principes mêmes du système économique et politique sont l'enjeu de la lutte.

Du coup, celle-ci prend un autre caractère. À chaque instant, deux questions sont posées simultanément: comment sera exercé le pouvoir dans le cadre de l'ordre présent plus ou moins réformé? Qui s'emparera finalement du pouvoir? Il serait singulièrement plus facile de donner une réponse à la première si la deuxième ne pesait pas sur les esprits.

La Constitution qui vient d'être donnée à la IV^e République ne résulte pas d'une préférence qu'aurait manifestée l'opinion, pour des formes parlementaires héritées du siècle dernier. Elle résulte simplement d'un équilibre entre des tendances contraires. Les partis se sont accordés pour livrer provisoirement leur combat dans un cadre et selon des méthodes déterminés.

On pouvait concevoir que le compromis constitutionnel se prolonge et que les partis, candidats rivaux à la prise du pouvoir, continuent à exercer celui-ci

ensemble. Sur cette possibilité reposaient les espoirs d'un développement pacifique de la démocratie restaurée.

Je ne dirai pas que cette possibilité a déjà disparu, mais il faudrait être aveugle pour ne pas remarquer les signes d'une tension croissante. La cristallisation du corps électoral en deux blocs, si frappante aux dernières élections, ne reste pas sans contre-coup sur le climat du Palais-Bourbon. L'exercice du pouvoir en commun par des adversaires dressés les uns contre les autres dans le pays devient un paradoxe toujours plus difficile à maintenir.

À mesure que le parti communiste gonfle ses effectifs et semble se rapprocher du pouvoir, le réflexe de défense joue plus vigoureusement de l'autre côté. On ne peut pas oublier que le parti communiste songe, non pas seulement à exercer, mais aussi à prendre le pouvoir. On craint qu'ayant accédé légalement au pouvoir et promis de l'exercer démocratiquement, il ne passe du gouvernement parlementaire à l'action révolutionnaire.

Certes, la crise présente sera résolue encore une fois dans le style qui est devenu habituel depuis la Libération. Un des deux groupes intermédiaires, SFIO ou Rassemblement des gauches, fournira le président du Conseil. Mais d'où celui-ci tirera-t-il son autorité? Comment rétablira-t-il la solidarité ministérielle? Or, si le quadripartisme est paralysé par les mêmes contradictions que le tripartisme, la hausse des prix et la dévalorisation de la monnaie aggraveront le malaise économique qui, à son tour, rendra plus lourde l'atmosphère politique. L'inflation n'a pas suscité, mais elle intensifie la lutte entre communistes et non-communistes.

Des circonstances indépendantes de notre volonté menacent de réduire le niveau, en lui-même insuffisant, de la production française. Notre approvisionnement en charbon risque d'être atteint par les grèves américaines, par le départ des prisonniers allemands, par la décision prise par les autorités anglo-américaines de subordonner les exportations de houille de la Ruhr aux besoins de la reconstruction allemande.

L'année qui vient s'annonce lourde de périls de toutes sortes. Pour survivre, le régime, à peine établi, aura à choisir - et vite - entre deux solutions: ou une trêve réelle des partis, ou la formation d'une majorité, si étroite soit-elle, décidée et capable d'imposer une politique.

Esquives et alibis

Combat
10 décembre 1946

Rarement crise politique a comporté des données aussi claires. Qu'il s'agisse des problèmes à résoudre ou des combinaisons possibles, les hommes et les événements se sont chargés d'une mise au point à laquelle presque rien ne manque.

L'inventaire de M. Robert Schuman complète les publications du Commissariat au Plan. Celles-ci montrent les espoirs que le pays est en droit de nourrir s'il s'impose un grand effort de travail et d'organisation. Celui-là chiffre les charges énormes qui pèsent sur la nation et dont l'allègement est une des conditions indispensables du redressement.

L'un et l'autre documents, certes, sont plus convaincants dans l'exposé des faits que dans celui des solutions. L'indispensable réforme fiscale est à peine esquissée. Ces textes administratifs se bornent à suggérer les choix nécessaires, d'ordre politique: par exemple, sur quels mobiles comptera-t-on pour animer l'économie française?

Malgré tout, on n'aurait pas grand peine à tirer de l'inventaire financier et du plan Monnet les éléments d'un programme d'action immédiate: ensemble des mesures pour assurer l'équilibre du budget ordinaire, d'une part, premières commandes pour mettre en route la fraction 1947 du plan, de l'autre.

De plus, les votes de la semaine dernière, bien qu'ils fussent prévisibles et prévus, ont, pour ainsi dire, déblayé le terrain. Les exclusives lancées, par le MRP contre une présidence Thorez, par les communistes contre une présidence Bidault, limitent au moins l'incertitude: on n'a plus d'hésitation qu'entre un membre du Rassemblement des gauches et un socialiste. Quant aux deux formules, Union nationale ou quadripartisme, elles diffèrent surtout en paroles. Dès lors, des négociations entre partis, - puisque telle est la règle du jeu dans un régime où les partis détiennent la réalité du pouvoir, - devraient mettre fin à une crise dont le contraste avec la "gravité de la situation" (comme disent nos ministres) finit par exaspérer l'opinion.

Encore faut-il que la partie de cache-cache ne se prolonge pas indéfiniment. Tout le monde savait que les élections au Conseil de la République aboutiraient, par l'application d'une proportionnelle absurdement compliquée, à faire de la

deuxième assemblée, à peu de chose près, une réplique de la première (avec renforcement des deux grands). Pourquoi Maurice Schuman, dans le feu de la victoire, croit-il nécessaire de reposer une candidature Bidault que condamne le veto communiste?

Le Rassemblement des gauches est devenu l'arbitre de la majorité. Écartés du pouvoir depuis la Libération, réduits à la portion congrue en fait des faveurs de l'État, les radicaux entendent "monnayer" leur rentrée en scène. Soit! Rien de plus normal, encore une fois, dans le système d'aujourd'hui. Mais, dans leur intérêt comme dans celui du pays, mieux vaut qu'ils ne s'obstinent pas trop longtemps dans un silence hautain et mystérieux. Qu'ils présentent ou non un candidat à la présidence du Gouvernement, mais qu'ils disent ce qu'ils veulent. Quand Bourdan, dans *La Dépêche*, condamne la répartition plus ou moins proportionnelle des ministères, il ne nous apprend rien sur la pensée véritable de son groupe. Les communistes demanderont évidemment des postes, en qualité et en quantité, à la mesure de leur force numérique. Pourquoi feindre d'ignorer la loi du régime?

Il n'est pas jusqu'au programme socialiste, sur lequel nous reviendrons plus longuement un autre jour, qui ne semble ressortir à l'art de l'esquive. Si ce programme devait être pris au pied de la lettre, il constituerait un fait nouveau, de première importance. On doute, en effet, que les autres partis soient disposés à accepter le dirigisme agricole qu'implique la proposition d'Offices du Lait et de la Viande sur le modèle de l'Office des Céréales. La SFIO s'est donc assuré le moyen de refuser la participation, si elle en a l'intention. Mais ce programme ne prépare-t-il pas surtout un alibi et une justification en cas d'échec du futur ministère? Comment oublier que c'est un ministre socialiste de l'Agriculture qui a supprimé les contrôles de la production agricole, un ministre socialiste de l'Intérieur qui a rendu la liberté à la circulation automobile (que l'on prétend réglementer)?

On nous dira que ces manœuvres inévitables retardent simplement la substitution d'un ministère intérimaire à un ministère d'affaires courantes. Cette substitution présente-t-elle une telle urgence? Je crois, pour mon compte, que la situation économique appelle des décisions rapides. Mais, en tout cas, les conséquences psychologiques de la paralysie politique sont, dès maintenant, désastreuses. La méfiance à l'égard du régime redouble la méfiance à l'égard du franc. Au train dont vont les choses, le quadripartisme va bientôt faire regretter le tripartisme.

Avant même de naître, la IVe République paraît déjà en péril.

Autorité personnelle

Combat
14 décembre 1946

Il y a dix ans, quand Léon Blum constituait son premier cabinet, la peur régnait dans les milieux des bien-pensants, et un grand espoir soulevait les masses populaires. Rien de commun avec le climat d'aujourd'hui: la peur a disparu, mais ce qui domine pour l'instant, c'est moins l'espérance qu'une sorte de soulagement.

Le changement, au reste, est bien plus imputable aux circonstances qu'à Léon Blum, resté profondément fidèle à lui-même, aux convictions de toute sa vie, à son parti, à son idéal. Mais le socialisme, pour une part, est entré dans les mœurs et, en tout cas, il n'inspire plus la terreur (dans ce rôle, le communisme l'a remplacé). Le courage et la dignité dont a témoigné le leader de la SFIO depuis dix ans ont forcé l'estime et le respect de tous. Enfin, ce n'est pas en tant que chef d'un parti, mais en tant que personnalité hors série qu'il a été élu à la quasi-unanimité.

Qu'on le veuille ou non, l'appel à Léon Blum nous rappelle les retours au pouvoir, que l'on a connus entre les deux guerres, d'anciens présidents auxquels les services rendus et le nombre des années conféraient un prestige particulier. Ce n'est pas l'homme providentiel, ce n'est plus l'homme de parti. Entre l'un et l'autre figure le sage ou l'ancêtre, Poincaré ou Doumergue, celui qui sauva effectivement le franc et celui qui voulut et crut le sauver (alors qu'une dévaluation était nécessaire).

Que la Quatrième République ait recours, dès ses débuts, à ce qui passait pour un expédient de la Troisième, le fait, en lui-même révélateur, jette un jour nouveau sur les discussions constitutionnelles d'hier. On reprochait à la Constitution, même sous la forme atténuée qui lui fut donnée après le referendum de mai, de prolonger le jeu des partis tel qu'il s'était institué sous le régime provisoire. À toutes les tentatives pour surmonter ce jeu, Léon Blum objectait qu'elles tendaient à rétablir un pouvoir personnel, à attribuer à un homme un pouvoir qu'il détiendrait à titre personnel plutôt que comme délégué du souverain. Or Léon Blum réussira dans la mesure où l'autorité qu'il détient à titre personnel l'emportera sur les résistances et les querelles des groupes. Le succès que nous lui souhaitons de tout cœur témoignera en faveur de sa personne, plutôt qu'en faveur de ses idées.

Sans doute la stricte démocratie comporte ou, mieux, exige cette autorité des personnes, si elle exclut le pouvoir personnel. Et rien ne sera plus démocratique demain que l'autorité du président Blum. Il n'en reste pas moins qu'ainsi aura été ramené dans la démocratie des masses un élément indispensable, étranger aux partis, à leurs négociations, à leur proportionnelle: l'ascendant d'un homme qui s'impose, moins par le nombre de ses fidèles que par ses talents et ses mérites.

Il est heureux que la première Assemblée Nationale de la Quatrième République ait reconnu cette nécessité assez vite. Il est inquiétant qu'elle n'ait trouvé cet homme que parmi les survivants du régime qu'elle prétendait dépasser.

Du jeu électoral au jeu parlementaire

Combat

17 décembre 1946

On prête à Abel Bonnard le mot cruel: "Nos généraux ont de la chance. Quand ils gagnent la guerre, ils ont la gloire; quand ils perdent, ils ont le pouvoir". On serait tenté de reprendre la formule aujourd'hui. Vaincus de toutes les consultations électorales depuis dix-huit mois, les socialistes sont acculés à constituer, seuls, un cabinet homogène. Bien plus, on s'incline - et à juste titre - devant les mérites du chef et de son parti.

En dépit des apparences, il ne s'agit pas d'une histoire de fous. Les campagnes électorales ont accentué la polarisation du pays. Le MRP a maintenu ses positions en proclamant un anticommunisme militant; le parti communiste, engagé dans une action réformiste, mais désireux d'entretenir la flamme révolutionnaire, ne cesse de pourfendre la réaction. Le jeu électoral a donc approfondi le fossé entre les deux grands. La formation d'un ministère de coalition aurait exigé que ce fossé fût comblé. Il n'est pas surprenant qu'on n'y ait pas réussi.

Les partis vont demain se rejeter les uns sur les autres la responsabilité de l'échec. Mais selon quelle règle juger? Dans la mesure où le parti communiste est assimilé à un parti démocratique semblable aux autres, on n'a pas de motif sérieux de lui refuser un ministère-clé comme celui de la Défense nationale. Dans la mesure où l'on suspecte ses intentions (et on a les meilleurs motifs de le faire), il est compréhensible qu'on ne lui donne pas la haute main sur nos institutions militaires. Le jeu parlementaire avec un parti totalitaire est marqué d'une sorte de fausseté essentielle.

Dans les partis modérés, on s'interrogera sur l'opportunité du refus. En lui-même, le ministre de la Défense nationale, privé du contrôle direct des trois armes, aurait pu ne pas offrir une telle facilité à la "colonisation" (puisque c'est à cela que l'on songe). C'est donc moins le danger intrinsèque que la signification de la concession demandée par le PC, qui a dressé MRP et Rassemblement des gauches. On a préféré la rupture à l'acceptation d'une exigence qui, pensait-on, en annonçait d'autres à la prochaine crise.

Au reste, ces discussions semblent déjà dépassées. Qu'on incrimine ceux-ci ou ceux-là, le fait est là: après la phase du tripartisme, c'est-à-dire celle de l'alliance des partis ennemis, s'en ouvre une autre, qui évoque les dernières années de la

République de Weimar. En Allemagne aussi, on crut sauver la démocratie, déchirée entre les organisations de masses, en se résignant à des ministères de minorité, soutenus au Reichstag par des groupes qui se refusaient à participer. Mais ces ministères demeuraient faibles, ou du moins cherchaient leur force, non dans la collaboration du Parlement, mais dans les ressources propres du pouvoir exécutif. On connaît la fin de l'histoire.

Nous n'en sommes pas là et notre histoire comporte une autre fin. Pour l'instant, le ministère Blum se propose une tâche limitée: faire voter un budget pour trois mois et traverser sans encombres les quelques semaines qui nous séparent de l'élection présidentielle. Mais en quoi le futur hôte de l'Élysée modifiera-t-il les données fondamentales du problème? L'ascendant des partis extrêmes fait qu'un ministère de gauche passerait pour communiste, un ministère sans participation marxiste pour réactionnaire. Et un ministère de coalition qui, sous la forme du tripartisme, a, si l'on ose dire, affirmé son impuissance, devient de plus en plus difficile à former à mesure que s'intensifie la lutte pour le pouvoir. En est-on réduit à espérer que peu à peu les nécessités parlementaires effacent les souvenirs électoraux et que les partis oublient leurs engagements?

Dans l'immédiat, chacun saluera le courage de Léon Blum et de ses collègues. On souhaitera sincèrement que le troisième parti de France se révèle au gouvernement le premier par le talent de ses ministres. À défaut du nombre, il reste toujours à jouer la carte de l'intelligence.

À propos de la mort d'un ministère

Combat
20 décembre 1946

Le nombre des ministères a diminué d'un coup, celui des sous-secrétariats d'État augmente lentement, mais monte d'autant plus haut.

Si le cabinet était prévu pour une longue durée, nous n'aurions rien à objecter à la multiplication des sous-ministres. En une démocratie stable et ordonnée comme la démocratie britannique, cet échelon intermédiaire marque une étape dans les carrières, un moment de l'apprentissage.

En revanche, même pour cinq semaines, on ne saurait se passer d'un (ou à la rigueur plusieurs) "responsable" du ravitaillement. On a supprimé le ministère de ce nom pour répondre à la demande, bruyamment soutenue par une partie de l'opinion. Mais les adversaires du "Ravitaillement" voulaient moins la mort d'un homme que celle d'un système, de la bureaucratie chargée de recenser et de répartir les ressources disponibles. La suppression du ministère était, pour elle, synonyme de retour à la liberté.

Jusqu'à présent, les programmes socialistes n'allaient pas dans ce sens. On ne conclura donc pas, du fait que M. Farge reste provisoirement le dernier de la lignée, au succès définitif du libéralisme. En dehors même des préférences socialistes, les circonstances ne permettent guère l'élimination de toutes les formes de contrôle, de rationnement ou de distribution réglementés.

Pour l'instant, il s'agit donc d'un phénomène bien connu dans la biologie administrative: l'éclatement d'une unité et l'éparpillement des services. On a annoncé la destruction d'une unité, on ne sait pas encore quels services disparaîtront effectivement. Pour juger de l'avantage ou des inconvénients de l'organisation nouvelle, nous attendrons patiemment de la connaître.

On a pourtant quelques sujets d'inquiétude. L'arrêt de mort porté contre une unité bureaucratique devrait être la conséquence d'une réforme conçue, sinon déjà réalisée. Or il semble qu'on sache mal comment distribuer entre les diverses administrations les fonctions que remplissait vaille que vaille le ministère défunt. Certes, celui-ci, coincé entre les ministères de l'Agriculture, de l'Économie nationale, des Transports, de la Production industrielle, récoltait souvent l'impopularité sans avoir l'autorité. Mais les mesures prises sont-elles destinées réellement à pallier cette dispersion des responsabilités? Provisoirement, en

supprimant un titre, on protège un homme. La presse et l'opinion n'auront plus de tête de Turc. Aucune de nos Excellences ne s'offrira en victime expiatoire pour fixer les ressentiments quand le vin, le beurre ou la viande viendront à manquer.

Nous avons tort de croire que les coalitions hétérogènes étaient la cause de tous nos maux. Si le ministère était triparti ou quadriparti, on incriminerait le système. Effectivement, sous le règne du tripartisme, un technicien était appelé au sacrifice. Dira-t-on que le ministère homogène, cet expédient écarté, ne trouve plus personne?

Pour sauver le franc, c'est-à-dire pour stabiliser le pouvoir d'achat du franc, il faut, avant tout, mettre un terme à la hausse des prix des objets de première nécessité. Le prix de la nourriture commande le taux des salaires, et celui-ci, à son tour, la valeur de la monnaie. Depuis la Libération, nous vivons sous un régime d'étalon-beurre ou d'étalon-viande. L'échec de la politique du ravitaillement a signifié et continuerait de signifier la ruine de la monnaie.

C'est aux étalages des détaillants que se livre chaque jour la bataille du franc. Les bulletins décisifs de victoire ou de défaite, on les lira moins dans les bilans de la Banque de France que sur les ardoises des commerçants.

Le parti socialiste s'est engagé sur la route du courage: il ne saurait s'arrêter à mi-chemin.

Maintenir

Combat
22-23 décembre 1946

Les responsabilités immédiates de la tragédie qui ensanglante l'Indochine paraissent trop évidentes, trop indiscutables pour qu'un sentiment ne domine pas les scrupules et les doutes: quand nos troupes se défendent contre une attaque délibérée, déclenchée par surprise et sur ordre, nous nous sentons solidaires des Français qui se battent et meurent sur une terre lointaine. À ceux qui risquent leur vie dans l'accomplissement de leur devoir, on ne prêterait aucun souci mesquin, aucune arrière-pensée. Ils consentent les mêmes sacrifices par lesquels ont été sauvées, au cours des siècles, l'indépendance et la grandeur de la patrie.

On voudrait s'en tenir là: il y aurait pourtant quelque lâcheté à le faire. Pourquoi dissimuler notre émotion profonde? Il se peut bien que, dans la situation actuelle, l'affirmation de la force soit une nécessité inéluctable. Fût-ce pour négocier demain, il faut aujourd'hui recourir aux armes. Mais comment ne pas avouer que cette nécessité même marque pour les espoirs qui nous animaient tous au lendemain de la Libération, une rude déception, un échec amer? La Constitution qui vient d'être adoptée proclame solennellement que la France n'entreprendra rien contre la liberté d'aucun peuple. Nous avons reconnu l'indépendance du Viet Nam dans le cadre de l'Union française. Rien ne nous autorise à penser que nos représentants veuillent revenir sur le principe. Mais la bataille actuelle n'en paraît que plus funeste, puisque nous n'avons pas et ne pouvons pas avoir l'intention d'une reconquête militaire et que le Viet Nam jusqu'à présent ne niait pas nos droits.

Certes, l'accord du 6 mars prêtait à des controverses indéfinies. Les mêmes mots n'avaient pas le même sens des deux côtés. Le Viet Nam nous accusait de reprendre d'une main ce que nous accordions de l'autre. Les Français accusaient le gouvernement de Ho Chi Minh de pratiquer subtilement un double jeu. Rien n'était encore réglé aussi longtemps que le referendum prévu n'avait pas décidé du sort de la Cochinchine qui, aux yeux du Viet Nam, passe pour une partie intégrante de l'État nouveau et qui est indispensable à l'équilibre de celui-ci.

Le journaliste qui n'est pas un spécialiste de ces questions, donnerait une pauvre idée de son honnêteté s'il prétendait trancher là où les experts hésitent. Nul, à plusieurs milliers de kilomètres de distance, n'est en mesure de suivre le détail des négociations et des incidents et, par suite, de distribuer équitablement

les responsabilités. Aussi bien, quand les canons tonnent et que les hommes meurent, le moment n'est pas venu d'une telle enquête.

Tout ce que l'on osera dire, sans heurter aucun des sentiments que l'épreuve met à vif, c'est qu'il importe suprêmement, pour l'efficacité de notre action, pour le renom de notre pays, que le Parlement français prenne officiellement position et fasse connaître la doctrine de la France. Nous ne doutons pas que les élus du peuple n'affirment la volonté de "maintenir". Mais les véritables positions françaises, celles qui ne se confondent pas avec des intérêts sordides, celles que la nation est résolue à sauver, ne sont pas de celles que la force seule puisse maintenir. Maintenir par la violence, ce ne serait pas maintenir la France.

Le Conseil de la République

Combat
25 décembre 1946

L'Assemblée, qui a tenu hier sa première séance, est presque assurée de ne pas décevoir, tant sont modestes les espoirs que l'on fonde sur elle.

En théorie, une deuxième Chambre a pour fonction de modérer la première, de traduire l'opinion durable du pays par opposition aux emportements d'un jour. Éluë selon un autre mode de suffrage, qui soustrait les élus à une pression trop vive des électeurs, elle est supposée moins accessible aux passions partisans, plus capable de s'élever au souci de l'intérêt général.

En fait, le Sénat avait l'inconvénient majeur, même si son action se conformait à cette théorie, de créer une cause supplémentaire de paralysie dans un mécanisme qui manquait déjà plutôt d'un moteur que d'un frein. Les partis avaient assez de peine à constituer une majorité de gouvernement à la Chambre des Députés: la nécessité d'obtenir l'adhésion du Sénat ajoutait encore une complication et une gêne, d'autant plus inutiles que, jusqu'aux années 30, nul extrémisme, même passager, ne menaçait les institutions.

Le Sénat a probablement évité à la Chambre des Députés de multiples erreurs, commises dans la hâte ou par ignorance, il a certainement pris une part méritoire à la législation. Mais, quel que soit le jugement que l'on porte sur le Front populaire de 1936, il aurait mieux valu que l'expérience ne fût pas interrompue par un vote de la Chambre Haute. Après la chute du ministère sorti des élections, on retombait fatalement dans des compromis équivoques. L'intervention du Sénat donnait aux partisans du Front populaire un alibi (on ne nous a pas donné le temps...); quant aux adversaires, ils devraient reconnaître après coup que quelques mois, et même si l'on veut quelques dégâts supplémentaires, eussent été préférables: la rupture de la coalition à la Chambre aurait eu au moins une signification claire.

Les données du problème sont aujourd'hui tout autres. Entre les électeurs et les élus, s'interposent désormais, à droite presque autant qu'à gauche, les partis de masse organisés. La formation des ministères, la rédaction des lois, dépendent des négociations entre les partis. Par conséquent, le Conseil de la République promettait d'être d'autant plus utile qu'il aurait une composition et un recrutement plus différents de ceux de l'Assemblée Nationale.

Or les forces relatives des groupes sont analogues ici et là (avec renforcement des deux "Grands" au Conseil). Quant au recrutement, il s'est opéré pour l'essentiel, ici et là, selon les mêmes méthodes. Presque aucune personnalité indépendante n'a pu pénétrer au Palais du Luxembourg. La plupart des membres du Conseil sortent pour la première fois de l'ombre. Les états-majors des partis semblent avoir été soucieux de récompenser de loyaux services, ou de donner des compensations, ou de s'assurer une position locale. L'idée qu'une assemblée sans pouvoirs ne pouvait s'imposer que par la qualité intellectuelle et morale, le prestige et le rayonnement de ses membres, n'a guère inspiré les décisions des comités directeurs. Et pourtant ceux qui sont, en théorie, favorables à une Chambre de réflexion, auraient dû, dans l'intérêt même du Conseil, attacher plus de prix à l'intelligence qu'au loyalisme. Faut-il croire que rien n'arrêtera les partis dans cette voie?

Il ne s'agissait plus, aujourd'hui, de freiner une éventuelle Chambre de gauche par un Sénat plus prudent ou une Chambre de droite par un Sénat demeuré radical: ce jeu de bascule appartient au passé. On ne pouvait demander à une deuxième Assemblée de découvrir le secret d'une majorité cohérente dans un pays divisé. En revanche, on pouvait souhaiter que le Conseil de la République ne fût pas le reflet de l'Assemblée Nationale, qu'il ne fût pas peuplé par la deuxième garniture ou les vénérables des mêmes groupes qui dominent la Chambre. On pouvait souhaiter qu'entre les deux Assemblées le dialogue fût possible, dans un commun effort d'invention ou de perfectionnement des lois. On pouvait souhaiter qu'on respirât une autre atmosphère, qu'on entendît d'autres voix au Luxembourg qu'au Palais Bourbon.

Ces souhaits seront-ils exaucés? On ne se risquera pas à l'affirmer. Il nous reste à espérer que ce scepticisme, assez général, portera chance au Conseil et lui inspirera le courage de nous surprendre par sa vitalité et son indépendance.

Le silence des Églises

Combat
27 décembre 1946

On a donné le départ de la course à l'Élysée, et certains journaux ont commencé de coter les chances.

Cet intérêt professionnel nous paraît parfaitement légitime. Nous ne sommes pas assurés que l'opinion l'éprouve, au même degré, mais après tout, la presse a bien le droit de guider l'opinion au lieu de la refléter.

En revanche, au risque de nous attirer une fois de plus les reproches de scepticisme ou de pessimisme (ne faut-il pas, au contraire, un robuste optimisme pour maintenir nos espoirs à travers les vicissitudes de la politique quotidienne?), nous doutons à l'avance que l'édifice constitutionnel soit sérieusement renforcé quand on aura planté sur le toit un drapeau tricolore. Si M. Vincent Auriol change de titre, il mènera, ou à peu près, les mêmes négociations.

La crise actuelle se ramène à des données aussi simples à définir que difficiles à modifier. Grâce à l'intervention de M. Léon Blum, on a désormais le choix entre un gouvernement de minorité et un gouvernement de coalition (quadriparti ou union nationale, peu importe). Dans l'abstrait, le premier, grâce à son homogénéité, vaut mieux. Mais il exige des deux géants un désintéressement sur lequel on ne saurait compter à longue échéance. On conçoit, en théorie, que le MRP consente à soutenir un gouvernement socialiste, ou même, de préférence, un gouvernement mixte, socialiste-Rassemblement des gauches, renonçant aux bénéfices du pouvoir pour en priver son rival direct. On a peur que l'un ou l'autre des grands, peut-être l'un et l'autre, s'y refusent. En ce cas, on reviendrait à un tri ou quadripartisme "unaniment condamné".

L'oscillation entre ces diverses formules pourrait se poursuivre, si la crise économique et financière ne continuait de s'aggraver. Par l'intermédiaire du minimum vital, une hausse générale des salaires est désormais à l'ordre du jour, hausse aussi indiscutablement justifiée qu'évidemment stérile. Personne n'ignore les conséquences de cette hausse, personne ne se sent la capacité ou le courage de rompre le cycle infernal.

Non qu'il s'agisse d'une véritable fatalité. Techniquement, à coup sûr, il y a des solutions. Une politique concertée, agissant simultanément sur le déficit budgétaire, le système fiscal, les prix agricoles, arrêterait la dévalorisation de la

monnaie qui s'inscrit de mois en mois dans la hausse des prix. Mais une telle politique suppose qu'on dispose de temps, qu'on applique une doctrine claire, qu'on dissipe l'obsession de la ruine monétaire, qu'on ranime la confiance de tous dans le destin commun. Le gouvernement de minorité ou le gouvernement de coalition créeront-ils de telles conditions?

La réponse, quelle qu'elle soit, que l'on donne à l'interrogation, dépend manifestement des partis, de leur accord, de leur sagesse, de leur résolution. Dans le cadre de la Constitution actuelle, le président de la République, qu'il s'appelle Vincent Auriol, Édouard Herriot ou Francisque Gay, est en mesure, tout au plus, de faciliter le jeu du régime. Ce n'est pas lui qui répandra dans le pays la conviction nécessaire que le provisoire s'achève et que le définitif commence, que l'inflation sera jugulée, que la stabilité des prix sera maintenue.

Sans doute, certains songent-ils - suprême pensée - à un président hors série, dont l'autorité personnelle suppléerait à l'insuffisance des pouvoirs reconnus par les textes. On a déjà choisi le président du Conseil en dehors du Parlement: pourquoi pas le chef de l'État? Aussi, en dépit de tout, les rumeurs circulent et "son nom" figure sur la liste des partants.

Soyons justes: le rêve des uns est le cauchemar des autres (on ne confie pas la garde de la Constitution à celui qui l'a combattue...). Et c'est pourquoi les uns et les autres, avec des sentiments mêlés, écoutent passionnément le silence des Églises.

Pourtant, le silence d'aujourd'hui comme les paroles d'hier devraient apaiser les craintes ou écarter les espoirs. On n'entre pas dans un système auquel on ne croit pas.

Refus prévisible

Combat
29-30 décembre 1946

Comment ne pas être d'accord avec M. Jacques Duclos lorsque le leader communiste écrit: "Par tradition, le Président de la République est le gardien de la Constitution. On comprend que dans de telles conditions le général de Gaulle considère ne pas pouvoir devenir le garant de la nouvelle Constitution de la République française qu'il a nettement combattue." Le refus par le général de Gaulle d'une candidature que d'aucuns s'obstinaient à lui prêter, ne change d'ailleurs rien à la bataille pour une présidence dont les prérogatives sont strictement limitées par la Constitution.

Le premier Résistant de France ne croit pas, et il n'en a jamais fait mystère, que les partis tels qu'ils sont, dans la France telle qu'elle est, parviennent à former un gouvernement capable d'une action cohérente et continue. Son abstention découle logiquement de ce scepticisme.

Ce scepticisme, objectent les socialistes, n'équivaut-il pas à douter de la démocratie elle-même? Celle-ci, à notre époque, se définit avant tout, sur le plan des institutions, par la pluralité des partis candidats à l'exercice du pouvoir. S'en prendre au régime des partis, n'est-ce pas mettre en cause la démocratie elle-même?

Il est très vrai que la vie des partis ne se sépare pas de la réalité démocratique. Un des traits les plus caractéristiques des régimes non démocratiques, fascisme ou communisme, est précisément la réduction des partis à l'unité, l'identification d'un parti et d'un credo avec l'État qui, simultanément, étend à l'infini ses fonctions et renforce son autorité par le prestige d'une prétendue vérité absolue. Le totalitarisme contre lequel nous défendons la démocratie, se définit et par cette confusion du temporel et du spirituel, et par le caractère illimité des attributions étatiques.

Mais il faudrait un singulier aveuglement pour méconnaître les difficultés auxquelles se heurte aujourd'hui le fonctionnement d'un système pluraliste. Ces difficultés tiennent, pour une part, à l'évolution même de la structure sociale, à l'avènement des masses et de leurs organisations. Rien de plus normal que la représentation des intérêts collectifs, rien de plus difficile que de sauvegarder l'indépendance, la capacité de décision des pouvoirs publics, pressés de toutes parts par les revendications des groupes sociaux.

Ces difficultés sont multipliées ou plutôt elles prennent une nature différente, le jour où, parmi les partis, figure un parti totalitaire, c'est-à-dire un parti dont l'ambition avouée est d'instaurer un régime où il régnerait seul, lui et sa religion séculière et son État partisan. Même s'il se plie momentanément aux méthodes démocratiques qu'il a fait si longtemps profession de mépriser, ses adversaires ne cessent de soupçonner ses arrière-pensées et lui refusent certains avantages auxquels il aurait droit s'il était mis sur le même plan que les autres.

Telle est la crise fondamentale dans laquelle nous nous débattons. Il ne suffit malheureusement pas d'invoquer "les partis inséparables de la démocratie elle-même" pour la résoudre. Le général de Gaulle avait proposé une solution qui consistait à soustraire certaines fonctions à l'influence directe des groupes. Ces idées constitutionnelles, qui demeurent un témoignage historique, n'ont plus dans l'immédiat de signification politique.

La IV^e République existe. Tout le pouvoir, tous les postes appartiennent aux partis, à charge pour eux de les répartir selon la raison ou selon la proportionnelle. Une voix, si sonore soit-elle, même à la septième fois, ne fera pas tomber les murailles.

Pourtant les partis n'ont pas tort d'éprouver de l'inquiétude, à condition qu'ils ne se trompent pas sur l'origine du mal et les causes du péril. Qu'ils surmontent leurs querelles et la paralysie de l'État, qu'ils constituent un gouvernement homogène et résolu, et ils retrouveront la sérénité.

Leur ennemi le plus redoutable n'est pas au dehors, il est en eux. Pour vaincre l'homme seul qu'ils redoutent, il leur suffit de donner tort à son scepticisme.

Transition ou solution?

Combat
4 janvier 1947

Le gouvernement n'avait plus hier que treize jours à vivre et le président du Conseil a précisé qu'il "n'irait pas au-delà". "C'est la sagesse même", commente M. Cogniot. Est-ce sûr? Le pays qui, depuis quelques semaines, éprouve l'agréable surprise d'avoir un gouvernement et un seul, est-il convaincu que l'expérience doit être aussi vite interrompue?

Le ministère homogène affirme sur les ministères de coalition une supériorité difficilement contestable. En quelques jours, il n'a évidemment résolu aucun des problèmes qui se sont accumulés et aggravés depuis des mois. Mais il a donné l'impression d'être éventuellement capable d'une action continue et cohérente. On n'aurait pu en dire autant des combinaisons précédentes.

Il est vrai que l'on hésite entre deux interprétations. Doit-on imputer l'efficacité possible du cabinet actuel à son homogénéité ou à la personne de son président? On fait difficilement le départ entre les mérites de l'équipe et ceux de son chef. La vérité est que nous avons aujourd'hui un chef de gouvernement et que nous en avons perdu l'habitude. Le chef de gouvernement ne se borne pas à diriger les délibérations ou à planer au-dessus des contingences quotidiennes, il coordonne les mesures prises dans les différents départements, il marque à tous ses collaborateurs l'objectif et leur communique l'impulsion. Chaque fois qu'une question grave se pose, il intervient personnellement pour soutenir et guider le ministre responsable. Qu'il s'agisse de prix, de salaires ou d'Indochine, toujours et partout, c'est lui qui, effectivement, a le dernier mot parce que lui seul engage la responsabilité solidaire du gouvernement, c'est-à-dire l'autorité de l'État.

Qu'un ministère recruté dans un parti qui ne compte qu'un sixième des députés ait pu s'imposer et entreprendre, lui condamné à une proche disparition, une campagne à longue échéance, le fait, incontestable et paradoxal, s'explique avant tout, semble-t-il, par l'ascendant d'un homme.

Et pourtant, ce que M. Cogniot appelle la sagesse deviendra probablement réalité. Le parti communiste, les éditoriaux quotidiens de *L'Humanité* en font foi, désire que son éloignement du pouvoir soit aussi bref que possible. Le MRP n'étale pas aussi complaisamment ses ambitions, mais sa volonté d'imiter son rival pour lui faire barrage n'est pas douteuse. M. Léon Blum paraît résolu à se retirer: or un ministère socialiste homogène, sans une personnalité hors série à sa

tête, perdrait ses meilleures chances d'exister et d'agir. Une coalition du centre, SFIO-Rassemblement des Gauches, qui élargirait la base parlementaire de la combinaison, se heurte à des conflits moins d'idées que de préjugés ou de personne. On n'est pas sûr que le MRP se résigne à une simple participation à seule fin d'obliger le parti communiste au même renoncement.

Au reste, à supposer que le MRP fasse montre d'un tel désintéressement, l'obstacle essentiel subsiste. L'offensive contre les prix, pour reprendre le langage militaire à l'ordre du jour, serait évidemment brisée si une hausse générale des salaires, comme celle qu'annonçaient les revendications du minimum vital, devait intervenir d'ici peu. Or du parti communiste dépend au moins l'intensité, l'impatience de ces revendications. À l'effort de modération qu'on lui demande (ou que l'on demande aux syndicats), le parti communiste se prêtera peut-être, mais à la condition qu'il en ait les bénéfices, c'est-à-dire qu'il figure dans les conseils du gouvernement.

Quelle que soit la formation gouvernementale de demain, l'apport du cabinet socialiste, transition plutôt que solution, ne sera pas perdu. L'effort pour rompre le cycle infernal, et substituer aux hausses fictives des revenus une baisse effective des prix, devrait être poursuivi. Peut-être même les grands partis ne resteront-ils pas complètement insensibles à la leçon, peut-être reconnaîtront-ils le rôle nécessaire des hommes et délègueront-ils au chef de demain une autorité réelle.

Jusqu'à présent, en fait d'hommes, la IV^e République a préféré le raisonnable au neuf: pour son salut, il lui faudrait trouver les deux à la fois.

Politique de la confiance

Combat
7 janvier 1947

Il était de bon ton, il y a dix ans, de plaisanter le langage militaire dont usaient les journaux soviétiques pour traiter des problèmes économiques. En quelques jours nous avons brûlé les étapes: l'offensive est déclenchée sur tout le front des prix et de la presse.

L'emploi de procédés analogues, dans des régimes différents, confirmerait, s'il en était besoin, que certaines nécessités sont communes à toutes les sociétés de notre temps. Il n'y a pas de politique désormais, qui n'exige la collaboration active des masses profondes du pays. Qu'il s'agisse d'accroître la production ou de faire baisser les prix, les mesures techniques perdraient moitié de leur efficacité si elles n'étaient accompagnées de préparation psychologique: fixer un objectif, inspirer à tous la conviction que cet objectif est accessible, qu'il répond à l'utilité commune, éveiller à la fois le sens de l'intérêt individuel et celui de l'œuvre collective, ces règles, évidentes naguère quand l'existence de la nation était en jeu, conservent leur signification dans la paix revenue.

On pensait souvent que ces méthodes n'étaient pas compatibles avec les querelles de groupes et la liberté démocratique. Sans doute doit-on reconnaître que les gouvernements, qui ignorent l'incertitude du lendemain et les sévérités de l'opposition, ont plus de facilité pour y recourir. Mais la collaboration entre la nation et ses chefs est d'autant plus nécessaire qu'à l'intérieur du système des partis les citoyens ont plus souvent l'occasion de s'opposer que de s'unir. Or cette collaboration suppose que le gouvernement informe les gouvernés de ce qu'il entreprend et exécute, au nom de ses idées, mais pour le bien de la collectivité tout entière.

D'un autre côté, on nous objectera peut-être qu'il s'agit là, après tout, du retour à la politique de la confiance. Il est bien vrai que Raymond Poincaré avait, lui aussi, fait appel à tous les Français. Il serait profondément injuste d'opposer la confiance obtenue par Poincaré à celle qui va aujourd'hui à Léon Blum, comme la confiance des capitalistes à celle du peuple. Dans les deux cas, le mouvement dépasse les frontières des classes et des partis. Mais l'expérience actuelle s'éloigne autant de celle de 1926 que la société présente, bouleversée et chaotique, de la société bourgeoise, sortie encore relativement stable de la première guerre mondiale. Aujourd'hui, on s'adresse à des organisations

collectives plus qu'à des individus, on appelle les innombrables "corps intermédiaires" à participer à la tentative et, en même temps, on s'efforce de toucher chacun individuellement, pour forcer les résistances éventuelles. La confiance est plus difficile à gagner dans une société où les régimes économiques et les hiérarchies politiques se mêlent de façon incohérente, que dans une société encore ordonnée selon un principe unique. Sur le plan politique et psychologique comme sur le plan économique, le redressement effectué par Poincaré paraît respectivement jeu d'enfant comparé à celui que réclame le salut de la France.

Rien ne serait plus absurde que de publier chaque jour des bulletins de victoire, alors que les opérations en sont encore à leur début. Ne tombons pas dans l'illusion de croire que l'économie obéit fidèlement à la méthode Coué. On n'en sera que plus à l'aise ensuite pour marquer un fait incontestable: la réponse de l'opinion. Après un moment de scepticisme aisément compréhensible, les Français, une fois de plus, ont témoigné de leur bonne volonté. On leur ouvrait enfin une perspective: du coup le climat était changé.

Pendant les deux dernières semaines, il a été question simultanément de hausse de salaires et de baisse de prix. Manifestement, personne ne se trompait sur les conséquences d'une telle hausse. Chaque catégorie sociale réclamait justement son dû, dans la mesure où elle se résignait au cycle fatal. Personne n'acceptait de prendre du retard, si la course des salaires et des prix continuait. Mais que l'on propose une autre solution, et le scepticisme que l'on éprouvait à l'égard de ce système absurde éclate immédiatement. La popularité du mot d'ordre "baisse des prix" a surpris certains meneurs de masses professionnels. Le bon sens populaire, en dehors des propagandes partisans, s'est soudain imposé.

Raison de plus pour ne pas tomber dans l'erreur des théoriciens militaires qui surestiment le rôle du moral. Dieu est volontiers du côté des plus gros bataillons, disait un général qui passe pour compétent. La baisse des prix, elle aussi, suppose certaines conditions d'ordre matériel, par exemple l'équilibre entre revenus distribués et produits disponibles.

1.2

LES DÉBUTS DE LA IV^e RÉPUBLIQUE (1946-1947)

Anniversaire

Combat
14 mai 1946

L'anniversaire de la Victoire fut célébré avec recueillement et l'on chercherait vainement les signes d'allégresse. Nulle part, semblait-il, on ne fêtait l'aube d'une vie nouvelle. La fin des horreurs n'a pas marqué le début de l'espérance.

En France, comme pour rappeler à tous que l'unité de la nation en guerre ne s'était pas prolongée dans les travaux de la paix, les pensées hésitaient entre deux cérémonies, entre deux discours. La présence dans nos murs des représentants des Grands, enlisés dans des querelles obscures, ne nous laissait pas d'illusions sur la signification même de nos débats. Le monde n'est pas plus uni que notre pays.

La mélancolie ne se nourrissait pas de souvenirs. C'est l'appréhension des lendemains qui interdit aux hommes de s'abandonner à la joie et qui rend triste, au-delà de toute limite, l'évocation des combats et des absents.

Un an après la plus grande, la plus inhumaine des guerres, la trêve sur laquelle on ne se résignait pas à ne pas compter, nous paraît refusée.

En 1919, un an n'avait pas suffi non plus à transformer un armistice en paix. L'amitié des vainqueurs n'avait pas résisté aux négociations diplomatiques. Les États-Unis se préparaient à se replier sur leurs richesses et leur sécurité invulnérables. Grande-Bretagne et France empruntaient les routes divergentes qui menaient tout droit à la revanche des vaincus.

Mais les données essentielles du problème échappaient encore aux observateurs, même clairvoyants. Par suite d'un accident historique, les deux plus grandes puissances du continent étaient simultanément hors de jeu. Les démocraties occidentales dictaient les termes du traité parce qu'effectivement elles étaient seules armées. Mais leur force du moment ne reflétait pas fidèlement le rapport véritable des forces potentielles, tel qu'il résulte fatalement, en notre siècle de fer, des ressources en hommes, en matières premières et en outillage industriel.

Rien de pareil cette fois. Pour avoir été aussi totale que la guerre elle-même, la victoire a liquidé l'enjeu du conflit. Les Nations Unies s'étaient coalisées pour empêcher l'Allemagne d'édifier un empire, européen d'abord, mondial ensuite. Non seulement elles ont atteint leur but, mais elles l'ont presque dépassé.

L'Europe entière est pour ainsi dire un «vide de puissance» et, en Extrême-Orient, la Chine est plutôt l'objet d'une concurrence extérieure qu'un sujet historique, capable de décisions autonomes.

En 1919, la relation des forces était fictive, transitoire. En 1946, la relation des forces, sans être définitive (d'une manière ou d'une autre, les pays européens se relèveront), manifeste du moins une réalité durable. Les Grands de 1919 n'avaient ni un nombre d'hommes, ni un nombre de hauts-fourneaux suffisant pour régner sur l'univers ou même sur le vieux continent. Les Grands de 1946 sont à coup sûr les Grands du XXe siècle.

Ainsi, les résultats de la guerre dégagent immédiatement la situation d'où «risque» de surgir le futur conflit. Comme si le rythme de l'histoire s'accélérait, l'humanité n'a pas le temps de se réjouir du triomphe remporté sur le César germanique, qu'elle s'interroge déjà sur les chances d'un nouveau César.

À quoi bon fermer les yeux? À quoi bon gémir? La rivalité des États-continentaux, des empires extra-européens, est un fait évident, contre lequel la révolte serait inutile et lâche. Mais nul ne sait encore la forme que prendra cette rivalité inévitable. Le pessimiste attend pour demain l'explosion guerrière. L'optimiste raisonnable, sans se livrer au jeu stérile des prophéties, cherche à s'adapter à un monde que nous n'avons pas à choisir, mais à reconnaître.

Ce que devient l'existence des petits et des demi-grands, dans un univers que la technique a unifié et où la puissance est concentrée dans deux ou, à la rigueur, trois États, nous commençons de le savoir. Mais il n'y a pas de défi qui ne puisse être relevé. Il n'y a pas de situation qui ne comporte une issue.

Une nation résolue trouve finalement le chemin de la vie. En 1940, nous nous répétions: est esclave non celui qui est vaincu mais celui qui accepte moralement de l'être. Aujourd'hui comme hier, une seule faute serait mortelle: la résignation au destin, qui consacrerait l'abdication.

Révision constitutionnelle

Combat
25 mai 1946

Les partis sont inséparables de la démocratie. La critique des partis en tant que tels aboutit inévitablement à la négation de la démocratie elle-même, soit au profit d'un parti unique, soit au profit d'un despotisme soi-disant éclairé.

Une évolution, probablement irréversible, a transformé les groupes, improvisés et mouvants, que connaissait le Parlement à la fin du XIXe siècle en ces organisations massives, souveraines, qui dominent désormais la vie politique de la nation.

On disserte indéfiniment sur les inconvénients de l'un et de l'autre régime. On dénonce l'instabilité du pouvoir aux époques où les ministères résultaient de combinaisons entre des hommes et des «clubs». On déplore l'instabilité impuissante de ministères fondés sur des accords négociés entre des partis qui, divisés sur l'essentiel, n'en sont pas moins résolus à se réserver collectivement les bénéfices du gouvernement.

Quelles que soient les préférences de chacun pour le «Parlement de personnalités» ou le «Parlement de partis, c'est ce dernier, personne ne saurait en douter, qui est la fatalité de notre temps. Au lieu de vitupérer les méfaits, il vaut mieux tenter honnêtement d'en atténuer les faiblesses.

Les partis français ont tenté de rivaliser avec le parti communiste et d'opposer à celui-ci une structure aussi solide et une discipline, d'autre nature mais aussi stricte. Il est à craindre qu'ils ne perdent plus qu'ils ne gagnent à cet essai d'imitation. Si l'on n'oppose pas un parti totalitaire à un autre totalitarisme, mieux vaut ne pas sacrifier la capacité d'initiative et de libre jugement des personnes. Or quelle place reste-t-il aux individus dans un système où les décisions sur les problèmes essentiels sont prises par des comités directeurs auxquels on n'accède qu'après des années de vie militante, où toute tentation de révolte entraîne à coup sûr pour le coupable la ruine de ses ambitions? La politique est un métier: si la réélection dépend exclusivement des partis, le règne de ceux-ci continuera, tel que nous l'observons depuis un an, et il deviendra probablement plus étouffant encore. La seule manière de relâcher la prise des organisations sur les individus est de modifier la loi électorale.

Qu'on nous entende bien. Nous ne protestons pas contre la discipline des

partis, en elle-même justifiée. Nous ne songeons pas à défendre ces parlementaires qui changent d'étiquette et de convictions au cours d'une législature, au gré des circonstances. Tout ce que nous disons, c'est que le péril s'est inversé. La IIIe République souffrait de la multiplicité des groupes, la IVe République souffre de la rigidité des cadres. La pire sottise serait de faire comme ces généraux qui, obsédés par les souvenirs de 1914, voulaient à tout prix, en 1939, ne pas retomber dans la folie de l'offensive à outrance. N'aggravons pas les défauts de la IVe République en évitant après coup ceux de la IIIe.

La loi électorale conçue par la Constituante me paraît un parfait exemple de cette pensée à retardement. La prime aux grands partis aurait été justifiée il y a vingt ans. Aujourd'hui je proposerais volontiers la prime aux francs-tireurs.

Plus précisément, une réforme devrait viser, semble-t-il, trois résultats:

1° Quel que soit le mode de scrutin, les députés seront en majorité les élus des partis. Même dans le cadre de l'arrondissement, les candidats qui auraient l'investiture de l'un ou l'autre des grands recueilleraient plus facilement les suffrages populaires. Mais quel que soit le mode scrutin aussi, la vie parlementaire n'échappera à la sclérose bureaucratique qu'en tolérant l'action de personnalités hors cadre. La loi électorale peut et doit laisser une chance – une petite chance – aux indépendants.

2° Qu'il y ait scrutin de liste ou scrutin uninominal, les partis désigneront les candidats, dans un cas en établissant les listes, dans l'autre en donnant l'investiture. Mais ils ne choisiront pas nécessairement les députés: leur puissance actuelle tient au droit qu'ils se sont réservé de fixer l'ordre des candidatures, au droit qu'ils ont enlevé aux citoyens de modifier cet ordre. La réforme minimum que nous revendiquons, c'est le droit pour le citoyen de composer lui-même sa liste.

On nous objectera que le panachage ramènera ces batailles clandestines entre co-listiers que l'on déplorait en 1919 et en 1924. Et nous ne nierons pas cet inconvénient. Mais il y a longtemps que la politique a été définie «l'art du moindre mal». L'essentiel, à l'heure présente, c'est de dissiper la menace mortelle qui pèse sur la démocratie française: la cooptation des médiocres au sein des partis.

3° Peut-être cette simple réforme améliorerait-elle la qualité du personnel parlementaire. Elle contribuerait, en tout cas, à élargir la marge d'autonomie dont disposent les élus par rapport à leur organisation locale, et même les groupes parlementaires par rapport aux comités des partis. La fédération

terrorise ses élus, puisque c'est elle qui met chacun à sa place. Or, bien souvent, la première place signifie le succès, la deuxième l'échec. Si les électeurs retrouvaient le droit de composer la liste de leurs préférences, les partis demeuraient puissants, ils cesseraient d'être tyranniques. À l'intérieur ou à l'extérieur des organisations, les personnes recommenceraient à compter.

Comment une telle réforme, me dira-t-on, à supposer qu'elle soit souhaitable, pourrait-elle aboutir? Pourquoi les partis renonceraient-ils au principe même de leur autorité absolue? Je ne crois pas, en effet, que l'on obtienne de la prochaine Constituante une modification profonde de la loi électorale. Mais on obtiendra peut-être que *la question de la loi électorale soit soumise à un referendum*.

Quels arguments les partis qui se réclament de la démocratie opposeraient-ils à une procédure aussi strictement démocratique? Communistes et M.R.P. tiennent à la loi actuelle? Soit, mais il reste tous les autres, y compris le parti socialiste, dont beaucoup des élus dénoncent secrètement la loi qu'ils rédigèrent et votèrent publiquement.

Que les socialistes se souviennent du 5 mai: le vote du pays leur a permis de sortir de l'impasse dans laquelle ils s'étaient à contre-cœur engagés. Un referendum sur la loi électorale leur apporterait peut-être, lui aussi, la liberté à laquelle ils aspirent, mais qu'ils ne se sentent pas de force à arracher par eux-mêmes.

Les syndicats et l'État

Combat
29 mai 1946

L'évolution sociale des États-Unis a toujours été, pour les observateurs européens, un objet d'étonnement. Les partisans du capitalisme tournaient un regard d'envie vers cet immense pays, où syndicats et partis ouvriers, loin de s'opposer au régime de la libre entreprise en tant que tel, se bornaient à des revendications de salaires ou de conditions de travail, compatibles avec le système existant. Quant aux marxistes, ils voyaient d'un mauvais œil l'indifférence doctrinale du prolétariat américain: que le maximum de développement des forces productives coïncidât avec le minimum de volonté socialiste ou révolutionnaire, ce phénomène marquait en tout cas une exception instructive au schéma classique.

Certes, on n'était pas en mal d'explications. Continent neuf, aux ressources illimitées, sans hiérarchie sociale enracinée dans les traditions historiques, où chacun, longtemps, garde la perspective d'une promotion rapide, où le règne de l'abondance assure à l'ouvrier un niveau de vie qu'accepteraient volontiers plus d'un bourgeois d'Europe, les États-Unis évitent la lutte de classes, disait-on, par le privilège de la richesse et les bienfaits de la liberté.

Chacun se réservait de tirer de cette expérience inimitable une leçon conforme à ses préférences. Laissez jouer à plein, sans réserve et sans restrictions, le régime capitaliste, affirmaient les entrepreneurs, et la classe ouvrière, ici comme là-bas, recevra une part accrue d'une production croissante. N'oubliez pas, rétorquaient les autres, que nulle part ne sont données les conditions physiques de la prospérité américaine, n'oubliez pas qu'au-dessous des syndiqués, au-dessous des ouvriers qualifiés, l'immigration jusqu'à une date récente n'a cessé, en Amérique, de renouveler une population pauvre, qui constituait le véritable prolétariat.

Depuis la fin des hostilités, un autre paradoxe s'offre aux observateurs. Sur le vieux continent, où partis et syndicats ouvriers se réclament du marxisme, ou du moins du travaillisme, la paix sociale n'a pas été sérieusement troublée. Aux États-Unis, au contraire, bien que la Fédération américaine du travail (A.F.L.) reste aussi modérée que naguère, bien que même le Comité d'organisation industrielle (C.I.O.) ne s'en prenne pas au capitalisme lui-même, la vie de la nation est agitée par des grèves démesurées. Tour à tour, les charbonnages et les

chemins de fer, c'est-à-dire les branches de l'économie les plus indispensables à la collectivité, sont atteints par des mouvements suscités par des demandes de hausse de salaires.

Là encore, l'explication est simple: le vieux continent échappe aux grèves pour deux raisons principales. La plupart des prix y sont fixés, directement ou indirectement, par l'État et non plus débattus librement sur le marché. Les salaires, en particulier, dépendent désormais du ministère du Travail bien plutôt que des propriétaires des moyens de production. D'autre part, les syndicats ont, pour l'essentiel, renoncé à leur indépendance. Même quand ils revendiquent en théorie l'autonomie, ils subordonnent en fait leur action aux directives des partis. En France, personne n'ignore que plus de 80% des dirigeants syndicaux appartiennent au parti communiste et en suivent fidèlement les instructions. La paix sociale, si précaire soit-elle, a chance de durer aussi longtemps que la participation des communistes au gouvernement.

Aux États-Unis, en revanche, les grèves sont la rançon d'une économie encore largement régie par les mécanismes du marché, d'un syndicalisme qui prétend jalousement n'obéir qu'à lui-même. Pour l'instant, le principe de ce régime n'est pas mis en cause, mais l'ampleur des troubles amène le président Truman à proposer une législation exceptionnelle, qui restreindra singulièrement les possibilités d'action syndicale. Armé du droit de mobiliser sur place les ouvriers, l'État deviendra, qu'il le veuille ou non, un «briseur de grèves» incomparable.

Aucun gouvernement, quel qu'il soit, ne peut accepter avec indifférence des arrêts du travail qui paralysent la vie d'un pays. Par leurs dimensions mêmes, les grèves ont débordé le cadre des relations entre particuliers ou entre groupes, elles se transforment d'elles-mêmes en événements politique de première grandeur. L'État, bon gré, mal gré, intervient pour y mettre fin soit qu'il rende une sentence impérative sur l'enjeu de la querelle, soit qu'il oblige les ouvriers à reprendre le travail quand la prolongation de la grève frapperait la communauté tout entière. L'intégration des syndicats à l'État dans le communisme, leur noyautage par les partis dont la démocratie plus ou moins collectiviste que connaît la France marquent les aboutissements possibles de cette évolution.

Nous nous garderons bien de décréter qu'un tel aboutissement est inévitable. Les États-Unis surmonteront à coup sûr les difficultés, aiguës mais transitoires, qu'entraîne la phase de «reconversion». Le péril véritable, à échéance, apparaîtra avec la première dépression cyclique que chacun redoute au-delà des années de reconstruction. Pour l'instant rien n'indique que la République américaine

incline, si peu que ce soit, à renoncer au système économique lié, dans l'histoire et dans sa conscience nationale, à son éclatante fortune. La crise présente n'est qu'un premier avertissement.

Qu'ils se réclament du capitalisme ou du socialisme, les syndicats ne paraissent conserver leur pleine autonomie qu'à la condition d'être ou faibles ou modérés. Leur subordination à l'État ou aux partis est la sanction de leur puissance ou de leur violence. Elle consacre leur accession à un rôle officiel, elle liquide aussi quelques-unes de leurs illusions révolutionnaires.

On demande un président du Conseil

Combat
8 juin 1946

Les partis font du «sur place»; chacun invite ses rivaux à prendre la tête de la course, dans l'espoir clairement avoué, que le premier au départ sera le dernier à l'arrivée. (L'arrivée est-il besoin de le dire, ce sont les prochaines élections).

Il faudrait beaucoup de naïveté pour attribuer ce jeu à un désintéressement, encore jamais vu, des hommes et des partis. La vérité, c'est que la fonction de chef de Gouvernement est en train de se dévaloriser sous la IVe République, comme celle de chef de l'État sous la Troisième.

Dès maintenant, les partis inclinent à penser que, dans les circonstances actuelles, elle n'est plus «payante». Elle entraînerait plus de charges que de profits, ou encore, en termes plus précis, elle obligerait à prendre l'initiative de mesures impopulaires sans que les pouvoirs qu'elle assure, permettent de compenser ces pertes inévitables.

Cette théorie est fondée sur l'échec électoral du parti socialiste et, en particulier, sur l'interprétation qu'en a donnée Léon Blum. Seul des trois Grands, le parti socialiste a subi les contre-coups du mécontentement du pays: pourquoi, sinon parce qu'il avait assumé le maximum de responsabilités? À partir de là, on suggère discrètement que si le parti socialiste a été seul victime du tripartisme, c'est qu'il l'a seul pratiqué jusqu'au bout avec loyauté.

Je serais loin, pour mon compte, de souscrire à une telle interprétation. La position centrale, dans une valse à trois, est par elle-même incommode. Chacun sait qu'il importe avant tout, en pareil cas, de ne pas être (ou de ne pas paraître) à la remorque de l'un ou de l'autre de ses voisins rivaux. Le parti socialiste commit, ou se trouve contraint de commettre une faute décisive en faisant campagne dans le pays pour une Constitution que soutenait seul, avec lui, le parti communiste. Conscient de sa faute, au lendemain du 5 mai, il voulut hâtivement la réparer et ne parvint qu'à la redoubler, par une faute analogue et de sens contraire.

Ces maladresses tactiques n'ont rien à voir, me semble-t-il, avec le fait que l'hôte provisoire de la rue Saint-Dominique était un socialiste. Tout au contraire, cette position-clé aurait pu réserver à la S.F.I.O. des facilités supplémentaires de manœuvre.

En tout cas, si l'opinion continue à attribuer au président du Conseil un rôle éminent, elle se trompe.

Le chef du Gouvernement a perdu le droit de choisir ses collaborateurs puisque les partis, en fait, désignent les ministres. Or, pour citer l'auteur de *La Réforme gouvernementale*, M. Léon Blum, «imagine-t-on un chef véritable qui n'ait pas choisi, par un choix réel, je veux dire à son propre gré et selon ses propres vues, ses collaborateurs essentiels? Si les ministres ne tiennent pas leur mandat d'un choix délibéré et pleinement conscient du chef, comment le chef exercera-t-il sur ses ministres l'autorité nécessaire?»

Effectivement, le président du Conseil n'exerce plus d'autorité sur ses ministres. Certes, quand il s'appelait le général de Gaulle, quelque chose de cette autorité subsistait. Certains ministres ne prenaient pas de décisions importantes sans consulter le général. Et celui-ci, par le prestige de son nom, de son rôle historique, par sa personnalité même, influençait grandement le Conseil des ministres. Mais, déjà, après le 21 octobre, les ministres avaient commencé de se retrancher dans leurs ministères comme dans des positions fortifiées, enlevées de haute lutte et destinées à être tenues contre tous les retours offensifs de l'adversaire, déjà chacun menait une politique de personnel administratif strictement fidèle aux directives de son parti et nullement à une direction générale du gouvernement. Déjà, les ministres prenaient l'habitude de se tolérer réciproquement plutôt que d'arriver à un accord exprimant une pensée commune. Certains projets de loi passaient au Conseil des ministres sans obtenir l'assentiment des délégués d'un des trois Grands et n'étaient votés à l'Assemblée que par une fraction de la majorité.

Quand le chef du Gouvernement ne s'impose pas par lui-même, que lui reste-t-il? Des obligations officielles, beaucoup de présidences et de signatures, mais quelle action a-t-il réellement l'occasion d'exercer? Ou bien les ministres agissent sans consulter leurs collègues, ou bien la question est portée au Conseil. Dans l'un ou l'autre cas, le chef du Gouvernement est soumis, ou peu s'en faut, à la loi commune.

Or, pour citer encore M. Léon Blum, «il faut un chef de Gouvernement, comme il faut un chef d'industrie. La mission, la tâche nécessaire de ce chef est d'ordonner l'ensemble de l'activité gouvernementale ou, en termes plus précis, d'adapter l'administration à une politique, ce qui implique la direction effective du travail politique comme du travail administratif.»

Les partis cherchent un chef de Gouvernement. Sur ce point, nous sommes

résolument optimiste: ils en trouveront un, et nous n'avons de préventions ni contre M. Gay, ni contre M. Schumann, ni contre M. Gouin, ni contre M. Vincent Auriol.

La vraie question, à nos yeux, est de savoir si le troisième chef du Gouvernement provisoire continuera à descendre la pente ou si les partis s'apercevront à temps qu'aucun gouvernement, même triparti, ne se soustrait impunément à la règle de l'unité d'action.

Deux fois sur le métier...

Combat
12 juin 1946

Ce n'est pas la première fois dans son Histoire que la France connaît une succession d'Assemblées Constituantes. Après l'intermède de la Législative, la Convention avait été élue pour reprendre l'œuvre de la Constituante, que le mouvement de l'Histoire avait emportée.

Mais ces deux cas présentent une différence fondamentale. La monarchie constitutionnelle dans laquelle la première assemblée révolutionnaire avait tenté de concilier l'héritage du passé et l'effort impétueux de renouvellement n'avait pas résisté au conflit des pouvoirs exécutif et législatif, à la révolte du peuple parisien. La deuxième assemblée de 1946 porte le même nom que sa devancière, comme pour souligner que rien n'est changé et qu'elle a simplement pour fonction de mener à son terme la tâche vainement entreprise.

Sans doute, aurait-on peu de peine à noter quelques changements. Les hommes d'État vieillis sous le harnois de la III^e République font leur rentrée. Le parti socialiste, plus visiblement encore, est coincé entre les deux masses compactes du parti communiste et du M.R.P. Les deux partis ouvriers ont perdu la majorité absolue qu'ils détenaient naguère et qui permettait au moins de concevoir une combinaison autre que le tripartisme.

Nous ne sous-estimons pas la portée de ces modifications de la scène politique. Malgré tout, la valse-hésitation se poursuit. Demain comme hier, tout dépend des combinaisons – elles ne sont pas en nombre illimité – entre trois personnages condamnés, en dépit de leurs sentiments intimes, à ne pas se séparer. Dès lors, au moins en ce qui concerne la Constitution, la question décisive peut être formulée dès le point de départ: après avoir gagné le referendum du 21 octobre avec le M.R.P., perdu celui du 5 mai avec le parti communiste, le parti socialiste risquera-t-il, le cas échéant, un nouveau mariage à deux avec le M.R.P.?

Dans un de ses derniers discours, M. Gouin avait indiqué les concessions qu'il consentirait à l'entente des républicains: or, ces concessions répondent à l'essentiel de ce que demandaient le M.R.P. et les partisans du "non". Il a proclamé l'indépendance nécessaire du pouvoir judiciaire, ce qui implique la réforme profonde du Conseil supérieur de la magistrature. Il a accepté de rendre au président de la République un certain prestige, ce qui implique l'élargissement

du collège chargé de l'élire et une part accrue dans le choix du président du Conseil. Enfin, il a reconnu la deuxième assemblée comme proprement politique, et lui a plus ou moins nettement accordé un veto suspensif.

Si le parti socialiste reprend à son compte ces propositions, l'accord avec le M.R.P. et les radicaux, ne devrait pas se heurter à de grands obstacles. L'aménagement du droit de dissolution, le contrôle de la constitutionnalité des lois (qui figuraient dans le programme d'André Philip) ne semblent pas de nature à soulever des tempêtes. Le M.R.P. aura peut-être assez de sens politique pour ne pas exiger l'inscription, dans les lois organiques, de la liberté de l'enseignement, qui, en l'état actuel des choses, n'est pas menacée.

Reste à savoir si le parti communiste souscrira à une révision de cet ordre, qui ne heurte ni le principe de la souveraineté nationale, ni la laïcité sur laquelle, M. Duclos *dixit*, aucun compromis n'est possible.

Il serait vain de se livrer au jeu des pronostics. Car la décision du parti communiste sera prise, non en fonction des problèmes constitutionnels eux-mêmes, mais pour des raisons de tactique. Le refus de dernière heure, qui a si bien réussi au M.R.P., est tentant à bien des égards. Et le parti socialiste se trouverait une fois de plus mal à l'aise, même s'il est assis sur des strapontins (pour parler comme M. Vincent Auriol).

Pour l'instant, à s'en tenir aux déclarations verbales, tous les partis s'accordent pour prêter à la nouvelle assemblée une existence brève. En quatre mois, la Constitution sera achevée. En octobre, après les vacances, avant l'hiver, le pays serait appelé à ratifier la deuxième version de la IV^e République et à élire, cette fois pour cinq ans, ses représentants.

Comment ne pas approuver un tel programme? Comment refuser sa voix au chœur qui maudit le provisoire et entonne les louanges du définitif? Une politique sérieuse de reconstruction financière, économique et sociale n'est guère concevable tant que le proche horizon est bouché par les élections générales. Déjà, les revendications de la C.G.T. pèsent sur les présentes négociations.

Il serait souhaitable, mais il est inutile de souhaiter, que les querelles fassent trêve pour doter le pays des institutions qu'il attend.

Le mal et ses symptômes

Combat

21 septembre 1946

Les adversaires du tripartisme recrutent chaque jour de nouveaux adhérents. Et certaines adhésions retentissantes ne laissent pas de surprendre.

Je ne fais même pas allusion au fait que des ministres en exercice dénoncent la formation à laquelle ils appartiennent. Il y a beau temps que de tels discours, qui auraient ébranlé les ministères faibles de la IIIe République dégénérée, sont reçus avec indifférence. Je songe au slogan lancé par M. Gazier: "Le tripartisme, mal n°1." Cette fois, je n'arrive plus à comprendre, car M. Gazier est socialiste, et le parti socialiste est à coup sûr le plus ferme soutien du tripartisme.

Celui-ci n'est pas né d'une décision arbitraire ou d'une invention maligne. Il s'est instauré peu à peu, alors même que le général de Gaulle était au pouvoir. Il a été l'expression gouvernementale de la structure politique du pays. Puisque trois partis groupent à eux seuls les trois quarts des voix, la majorité pouvait être constituée, soit par deux d'entre eux, soit par les trois ensemble. Le deuxième terme de l'alternative a été imposé, et risque de l'être longtemps encore, par le refus socialiste des autres formules concevables: unité ouvrière ou concentration travailliste. Tant que les socialistes n'auront pas déclaré leur préférence pour l'une ou l'autre de ces formules biparties, ils seront peu qualifiés pour vitupérer une coalition qu'eux-mêmes rendent inévitable.

Au reste, pourquoi le goût de la polémique entraînerait-il à méconnaître les solides raisons qui motivent leur attachement au tripartisme renié, mais maintenu? Le bloc ouvrier ne dispose, dans cette deuxième Constituante, que de quelques voix de majorité, avec l'appoint des Amis du Manifeste. Il serait parfaitement exclu de gouverner dans de telles conditions. Quant à la concentration travailliste, le plus grand nombre des socialistes y répugnent: le M.R.P. leur paraît trop proche d'un parti confessionnel, et les communistes, appuyés sur la C.G.T. seraient, à leurs yeux, plus redoutables en dehors du Gouvernement, c'est-à-dire soustraits aux responsabilités et aux servitudes du pouvoir. André Philip, qui déclarait au récent congrès du parti socialiste qu'il était impossible de gouverner avec les communistes, aurait volontiers ajouté, je pense, qu'il était plus impossible encore de gouverner sans eux. On peut n'être pas convaincu par cette argumentation. On avouera qu'elle ne manque pas de poids.

Sans réduire la portée de la discussion constitutionnelle, il faudrait tout de même ne pas oublier que les formes juridiques ne suffisent jamais à modifier les réalités sociales, explicables tout à la fois par de lointaines traditions et par la constellation mondiale. Les déchirements de la France reflètent ceux de l'univers.

Est-ce à dire qu'on doive se résigner à ces gouvernements impuissants, à cette désagrégation de l'État? Rien ne serait plus loin de notre pensée. Le spectacle que nous offrent les derniers jours de l'Assemblée suffirait à nous l'interdire. La discussion hâtive de problèmes aussi graves que ceux que pose l'Union française (probablement insolubles, d'ailleurs, au niveau d'abstraction où l'on s'est placé), ces votes contradictoires sur le même sujet à vingt-quatre heures d'intervalle (on a approuvé le refus de M. Bidault quelques heures après avoir approuvé la demande des fonctionnaires), toutes ces incertitudes, toute cette confusion ne sauraient se prolonger indéfiniment sans mettre en péril les institutions représentatives. Mais on ne les sauvera pas en vitupérant les symptômes et en négligeant le mal lui-même.

Si d'autres partis recueillaient une fraction des voix M.R.P., si, au lieu de trois, on comptait quatre partis au pouvoir, on n'aurait rien gagné. Peut-être même aurait-on perdu quelque chose. D'autre part, il est plus facile de souhaiter que d'espérer la réforme spontanée des partis. Et, pourtant, le parti socialiste souffre d'une organisation pseudo-rigide, du manque de cadres de valeur. En rendant du jeu aux individus, en laissant plus d'initiative aux parlementaires et aux ministres, les partis échapperaient à la fascination du communisme qui les paralyse bien plus qu'elle ne les sert.

La loi électorale, la Constitution offraient une autre chance d'assouplir un régime qui, sous l'influence des formations de masse, tend à se cristalliser. Cette chance n'a pas été saisie. Les véritables défenseurs de la démocratie parlementaire ne peuvent pas ne pas le déplorer.

On en arrive donc, une fois de plus, à une dernière perspective. Libérés de l'hypothèque électorale, assurés d'une existence de cinq ans, les partis auront-ils le courage et la sagesse d'entreprendre ensemble une œuvre collective? Surtout, une majorité à peu près homogène acceptera-t-elle les risques d'une opposition dont on peut prévoir la violence?

Ceux qui auront à répondre feront bien de méditer la vieille formule: refuser tous les risques, n'est-ce pas bien souvent, courir le plus grand risque? On sait, depuis Platon, comment finissent les démocraties qui sombrent dans l'anarchie.

1947

Combat
1er janvier 1947

Détente internationale, aggravation de la crise intérieure, ces deux faits s'imposent au regard du Français qui, au seuil de l'année 1947, interroge l'avenir.

L'accord auquel les quatre Grands sont parvenus sur les traités avec les satellites de l'Axe vaut plus encore par les promesses qu'il apporte que par les résultats qu'il consacre. Après tout, aucun des points en discussion n'avait de portée décisive pour les États-Unis ou la République Soviétique. Parmi les questions les plus ardues, certaines, comme celle des colonies italiennes, ont été réservées, d'autres, comme celle de Trieste, ont été réglées dans des termes tels que chaque partie y trouvera, si elle le désire, de multiples occasions de controverse. Mais l'accord final, alors que plus d'une fois la rupture avait paru proche, a révélé, de la part de l'Union Soviétique, un consentement aux compromis. On a le droit, sans optimisme excessif, d'espérer que cette attitude nouvelle se maintiendra dans les conférences de demain.

Certes, nous nous garderons de pavoiser. Pour l'instant, il s'agit d'un compromis réaliste, qui stabilise les zones d'influence telles qu'elles ont été approximativement délimitées au lendemain de la défaite allemande. Le gouvernement polonais continue de «préparer» les élections, dans un style désormais bien connu. La guerre civile continue en Grèce. Et la rivalité des idéologies des empires et des partis qui se réclament des uns et des autres, continue à l'intérieur des pays.

Malgré tout, si le rapprochement des deux Grands s'affirme, le monde nous donnerait provisoirement, ce que nous lui demandions par-dessus tout: la paix. Que la France joue la carte de la paix, on le sait, et chaque nation en dirait autant. Mais ce n'est pas assez dire. La France n'a une chance que dans la mesure où l'horizon ne paraît pas bouché par un orage près d'éclater. En cas de conflagration, elle serait de toute manière, quel que soit son choix, quelle que soit l'issue, piétinée, dévastée, détruite. Pour que les Français prennent conscience de leur tâche, pour qu'ils trouvent le courage de l'entreprendre, il faut qu'ils aperçoivent devant eux une perspective ouverte, des années de paix ou du moins d'absence de guerre. Le rassemblement des Français en vue de l'œuvre commune suppose qu'au-dehors la rivalité des Grands ne dépasse pas certaines limites.

Ces conditions semblent sur le point d'être remplies. Or, au même moment, comme pour démentir la formule reprise récemment par Léon Blum, que les conflits français reflètent ceux de l'univers, l'atmosphère politique, à l'intérieur, devient chaque jour plus lourde. M. Philip mène avec la Fédération des fonctionnaires des négociations aussi difficiles que celles que menait, il y a un an exactement, avec la même Fédération, son prédécesseur M. Pleven. La revendication du minimum vital entraînerait une nouvelle hausse générale des salaires de 25%. Le parti communiste indique nettement qu'il n'acceptera pas, au-delà de l'élection présidentielle, un ministère auquel il ne participerait pas. Et les autres partis ne paraissent pas plus résignés aujourd'hui qu'hier à accéder aux demandes du «premier parti de France».

Ainsi éclatent à tous les yeux les symptômes des deux maux dont souffre le pays depuis la libération: dévalorisation de la monnaie par la hausse des prix et des salaires, impossibilité d'un gouvernement uni dans une volonté et pour une action communes. On ne dira pas que l'un est cause et l'autre effet. Des erreurs techniques, l'insuffisance de notre administration économique sont aussi, pour une part, responsables de la course des prix. Mais, désormais, ces deux crises agissent l'une sur l'autre. L'inflation accentue les antagonismes sociaux, la bataille entre les partis, ou bien entre les partis et les syndicats, paralyse l'effet de redressement.

Au lendemain de la dernière guerre, nous avons passé par plusieurs années de troubles monétaires, et le franc avait peu à peu perdu de sa valeur. En 1924, alors que nous nous croyions au plus bas, nous approchions du but, parce que la reconstruction était presque achevée et que, dans une économie en plein essor, des réformes financières suffisaient pour stabiliser la monnaie. Cette fois, nous avons dévalué avant de reconstruire. Le niveau de production, autour de 85% de 1938, est aussi élevé, ou à peu près, qu'il peut l'être, étant donné nos ressources d'énergie. Il faudrait davantage pour surmonter la pénurie.

Nos institutions sont en place, la Chambre est élue pour cinq ans. Mais les choses pressent. Politiquement, nos législateurs ont du temps, puisqu'ils n'ont plus, d'ici longtemps, d'élections à craindre. Mais ils n'en ont plus beaucoup s'ils veulent conjurer des risques plus graves que des risques électoraux.

Naissance de la IV^e République

Combat
17 janvier 1947

L'homme qui vient d'être élu au premier tour chef de l'État a largement contribué à faire accepter, par le Parlement et par le pays, la Constitution dont il est désormais le garant. M. Vincent Auriol se trouve donc naturellement adapté à sa fonction: elle lui revenait en toute justice. L'harmonie entre la présidence de la République et le premier titulaire du poste a été, pour ainsi dire, préétablie.

On aurait mauvaise grâce à ménager les félicitations à un parfait honnête homme, à un patriote dont le courage s'est affirmé au cours des années tragiques, à un négociateur dont chacun reconnaît l'ingéniosité inépuisable, à un démocrate sincère, conscient des périls que court la démocratie.

Il n'en faut pas moins constater, non sans mélancolie, que la IV^e République, à ses débuts, ressemble davantage, sur un point décisif, à la III^e qu'aux espoirs de la Libération. À la fin de 1944, aucun mot d'ordre n'était aussi populaire que celui du "neuf". Or, la Résistance, en tant que réalité politique, a progressivement disparu, en France, comme dans tous les pays du continent. Et les grands parlementaires d'hier se sont affirmés aux dépens de leurs cadets. On cherche vainement parmi les présidents les représentants de la nouvelle génération, comme si le retour à la normale, en France, signifiait le retour à la gérontocratie. Mais, après tout, peut-être est-ce là le raisonnable et, en tout cas, il serait injuste de rendre les vieux responsables de l'échec des jeunes.

Pour le reste, il serait facile d'exagérer la portée de ces grandes journées politiques. Les tentatives subtiles pour compliquer les opérations par des ballottages, à toutes fins utiles, ont fait long feu. Au Palais Bourbon comme à Versailles, le résultat a été acquis dès le premier tour par les voix des socialistes et des communistes, renforcées par celles des dissidents ou des "sympathisants personnels".

Que peut-on en conclure, sinon l'adresse manœuvrière du vainqueur? Au moment de la démission du général de Gaulle, les communistes avaient exprimé leurs préférences pour M. Félix Gouin. On peut dire, sans forcer la note, que les circonstances ont changé, plutôt que les sentiments. Le principe de l'interdépendance des présidences n'est finalement accepté par personne. Et la majorité de gauche au scrutin secret (passionnément réclamé par le MRP et la droite) ne se retrouverait pas au grand jour de l'Assemblée Nationale.

Le président de la République se trouve donc en présence du même obstacle sur lequel se brisèrent, il y a quelques semaines, les efforts du président de l'Assemblée. Le titre de M. Vincent Auriol a changé, mais non sa tâche: réaliser l'accord des partis pour un ministère de coalition (puisque personne ne s'avoue, en théorie, partisan d'un ministère homogène de minorité).

Les chances du quadripartisme ou de l'union nationale sont-elles meilleures aujourd'hui qu'hier? C'est probable. Les communistes sont plus impatients encore de reconquérir qu'ils ne l'étaient de maintenir. Le gouvernement auquel ils ne participaient pas a joui d'une relative popularité qui, à coup sûr, faisait défaut à ses prédécesseurs. La durée d'un cabinet homogène ne finirait-elle pas par dissiper l'obsession, dont le parti communiste a tiré tant de profit, "qu'on ne peut pas gouverner sans lui"? Au MRP, l'impatience de revenir au pouvoir, si elle est loin d'être générale parmi les militants, encore sous le coup des souvenirs amers du tripartisme, est vive dans certains milieux dirigeants du parti. On ne conçoit guère de cabinet socialiste sans la personnalité de Léon Blum résolu, dit-on à se retirer, bien que ses derniers actes aient ouverts des perspectives d'avenir.

Nous nous garderons des pronostics qui se multiplient dans les rubriques politiques autant que dans les rubriques sportives. Mais nous sommes sûrs que le président de la République ne nous contredira pas si nous affirmons que, cette fois, l'expérience est décisive. Le régime définitif commence: la IV^e République ne résisterait pas indéfiniment aux vices qui ont déconsidéré le régime provisoire.

La crise

Combat
19-20 janvier 1947

La première crise ministérielle de la IV^e République se déroule selon un scénario qui nous est connu depuis le départ du général de Gaulle. Comme il était aisé de le prévoir, l'intervention d'un président de la République ne modifie pas sensiblement les habitudes acquises.

Le premier magistrat de l'État a le droit de choisir l'homme appelé à constituer le ministère. Mais il ne saurait courir le risque d'un désaveu de son choix par l'Assemblée Nationale. Dès lors, aussi bien le choix initial que l'investiture finale deviennent des fictions ou des formalités, et la réalité apparaît sans fard: les négociations entre les partis.

L'atmosphère, nous dit-on, est meilleure qu'en décembre dernier. Nous voulons bien le croire et, en tout cas, elle est autre. Bien que la reconduction soit écartée par le parti communiste et par le parti socialiste, principal intéressé, personne n'ignore qu'elle demeure une solution possible. Cette possibilité est provisoirement lointaine (l'éloignement se compte en jours), car elle implique l'échec antérieur des autres tentatives. Aussi, quand M. Teitgen avait demandé brutalement aux socialistes de se déclarer, tout le monde avait cru comprendre qu'il se posait en adversaire de la reconduction.

Aux dernières nouvelles, il en irait autrement, et c'est le MRP qui s'opposerait à la formation de "large union" proposée par M. Ramadier. On explique aisément cette attitude: les militants et députés moyens du MRP n'apprécient guère l'éventualité d'une coalition dont ils connaissent par expérience l'impopularité et l'impuissance, les chefs préfèrent laisser aux socialistes la responsabilité d'une politique dont les chances de succès ne sont pas écrasantes.

Au reste, la combinaison de M. Ramadier est peu convaincante, même pour l'opinion étrangère aux jeux partisans. Nous avons soutenu de notre mieux l'effort de M. Léon Blum, mais celui-ci sera le premier à reconnaître que rien n'est encore résolu et que les résultats atteints sont surtout d'ordre psychologique.

En quelques semaines, dit-on, le précédent cabinet a créé des faits accomplis: campagne de baisse des prix, vertu de la solidarité ministérielle, rapprochement avec la Grande-Bretagne.

Mais ce rapprochement (pourquoi feindre de l'ignorer) implique la

modification des thèses françaises relatives à l'Allemagne. Du coup, le MRP hésite. La solidarité serait-elle maintenue après l'entrée de quatre communistes, de quatre MRP et de quatre membres du Rassemblement des Gauches dans le ministère, même si celui-ci était en majorité socialiste? Enfin, la campagne de baisse des prix ne saurait être poursuivie sans une décision ferme sur la revendication d'une hausse des salaires de 25%, soulevée par l'intermédiaire du minimum vital. Quelle est l'opinion du parti communiste sur ce dernier point?

Il y a plus encore. On prêtait au cabinet intérimaire trois mérites principaux: avoir lancé une politique économique, qui, du moins, n'était pas absurde et offrait une perspective, avoir rétabli le sens d'un gouvernement homogène, avoir ranimé la fonction d'un véritable chef de gouvernement. À la rigueur, si l'on s'abandonne à beaucoup d'optimisme, le cabinet de M. Ramadier conserverait-il les deux premiers: mais ne perdrait-il pas le troisième?

Nous ne nourrissons aucune hostilité à l'égard de M. Ramadier, mais on avouera qu'il ne possède ni l'autorité personnelle de son prédécesseur, ni l'autorité indirecte qui tient au nombre des fidèles. Or je crois que des trois mérites, l'autorité personnelle du chef était l'élément décisif. M. Léon Blum, dans son dialogue avec le président de la République, a fait observer qu'un président du Conseil ne saurait ni abdiquer ni déléguer ses attributions.

On a beaucoup dit que la IIIe République continuait parce que les parlementaires d'hier étaient revenus au premier plan, que la IVe République, celle de nos rêves, était morte avant de naître. Sans doute, ces formules ne sont-elles pas fausses. Mais aucune des circonstances, intérieures ou extérieures, qui ont favorisé pendant près de trois quarts de siècle le fonctionnement du régime parlementaire, n'a été rétablie, le jour où l'Élysée a rouvert ses portes. Quand on mesure la tâche à accomplir et les contradictions à surmonter, il n'est plus question que la IIIe République continue. La IVe commence, et tout reste à faire.

Nos paroles et leurs actes

Combat
22 janvier 1947

La question de la défense nationale est moins la cause que le prétexte des difficultés que rencontre M. Ramadier. Quel que soit le texte exact des décrets-lois qui fixeront les attributions du ministre-coordonateur, celui-ci, coincé entre le président du Conseil et les ministres des trois armes, aura une liberté d'action chichement mesurée. Les nominations seront faites ou par les trois ministres ou par le Conseil. Les risques de noyautage ou de colonisation deviennent, dans ces conditions, singulièrement faibles. Quant à nos fameux secrets de la défense nationale, j'éprouve peu d'inquiétude, parce que nous n'avons pas grand chose à cacher et que nous ne cachons presque rien.

La résistance du MRP s'explique surtout par d'autres motifs. À quoi bon prendre, par l'intermédiaire du ministre des Finances, la responsabilité d'une politique économique que l'on ne dirige pas et dont on subira l'impopularité? À quoi bon prendre, par l'intermédiaire du ministre des Affaires étrangères, la responsabilité d'une diplomatie acculée, dans les mois qui viennent à des concessions, mollement soutenue par la majorité socialiste du Cabinet? À quoi bon participer au Pouvoir avec d'aussi faibles armes? Des raisonnements de cet ordre, dont nous ne discutons pas la validité, interviennent, sans aucun doute, dans les réunions passionnées des républicains populaires.

Cela dit, il n'empêche que la question de défense nationale garde une signification symbolique. Les communistes réclament ce ministère-clé, non parce que la clé ouvre beaucoup de portes, mais simplement parce qu'elle ouvre celle des salons. Ils visent avant tout un succès de prestige. Il s'agit pour eux d'une étape sur la voie de la "réhabilitation", de la "nationalisation" intégrale. Une fois pour toutes, il doit être entendu que le parti communiste est un parti comme les autres, digne d'obtenir, au même titre que ses rivaux, une part des fonctions officielles proportionnelle au chiffre de ses représentants. Or, s'il me paraît concevable de céder sur le cas d'espèce, il me paraîtrait funeste de transiger sur la vérité, de qualifier un loup d'agneau et un communiste de démocrate.

Tout le monde sait, les chefs communistes l'ont écrit bien souvent, que le parti n'hésite pas à changer de langage et de tactique, qu'il multiplie, durant certaines périodes, les offres de collaboration, qu'il consent à entrer dans les organisations

professionnelles, politiques et culturelles, avec des hommes très éloignés de partager son Credo. Mais il ne cesse de tendre à son but unique: le monopole du Pouvoir en vue de l'œuvre révolutionnaire. Que les communistes ou communisants approuvent la méthode, rien de plus naturel, mais ceux qui refusent la fin ou les moyens doivent évidemment se mettre en garde contre le procédé du cheval de Troie. (La fusion syndicale a donné, en quelques années, aux communistes le contrôle de la CGT: il en sera toujours ainsi dans les fronts communs ou pactes d'unité d'action).

Sur quoi, certains observateurs, M. Fauvet, par exemple, nous jettent à la figure qu'il faut choisir: "collaborer avec lui ou le mettre hors la loi". Et comme on s'empressera de répondre que personne ne songe à mettre le PC hors la loi, on sera acculé à "jouer le jeu avec lui, mais non pas à moitié..., car on l'accepte ou on ne l'accepte pas."

Heureusement un tel dilemme n'existe que dans l'imagination de celui qui le formule. La politique n'est pas réductible à cette logique abstraite. On collabore, dans la situation présente de la France, avec le parti communiste, parce que la majorité de la classe ouvrière le suit et que l'on ne peut pas faire autrement. Mais comme on n'ignore pas qu'il arracherait aux autres, s'il en avait le pouvoir, les libertés dont il jouit, on ne cesse de répéter qu'on ne le tient pas pour un parti démocratique comme les autres. Nos paroles indisposeront ceux qui sont inévitablement nos partenaires? L'objection est naïve. Les actes des communistes ne sont pas déterminés par nos paroles, mais par les circonstances, par leur doctrine, par leurs buts proches et lointains. Croire que pour collaborer avec les communistes il faut d'abord mentir à soi-même et aux autres, c'est l'absurdité pure, bien plus encore, c'est le début de tous les reniements.

Continuons à dire la vérité et à appeler un chat un chat. La collaboration n'en souffrira pas. Au contraire.

Le ministère

Combat
23 janvier 1947

Le nouveau ministère soulèvera peut-être des mouvements divers, mais la passion n'y sera pas. Protestation ou enthousiasme sembleraient également déplacés. La solution à laquelle on a finalement abouti, était probablement la seule possible, à la rigueur la moins mauvaise. On tâchera d'en fixer objectivement le fort et le faible.

Le Cabinet socialiste avait eu le mérite de changer le climat, de mettre en route une politique qui ouvrait un espoir. L'opinion aurait accueilli volontiers la continuation de l'expérience. L'opposition communiste écartait cette éventualité. On est donc revenu à une large coalition, plus large même que le quadripartisme (les objections que les communistes faisaient valoir, le mois dernier, contre l'Union nationale, ont disparu entre temps). Mais M. Ramadier a fait de son mieux pour ne pas retomber dans les contradictions qui paralysèrent les ministères tripartis.

Au lieu d'appliquer presque mécaniquement le principe de la proportionnelle, il a non pas choisi les ministres d'après leurs capacités - ce serait trop beau - mais maintenu une prédominance socialiste, de telle sorte que l'expérience Blum fût poursuivie et que le pays en fût convaincu. En particulier plusieurs ministères économiques restent entre les mains des socialistes. Toutefois, M. Robert Schuman revient aux Finances. On a pensé, semble-t-il, que M. Philip et M. Schuman avaient suffisamment prouvé leur accord et que rien ne s'opposait à leur collaboration. Les paroles énergiques prononcées par M. Ramadier à propos de la fiction des hausses nominales de salaires, témoignent que sur le plan économique, on est résolu à "continuer".

En revanche, l'équivoque n'est dissipée ni en fait d'affaires étrangères (les déclarations officielles ont nié l'existence même d'un problème diplomatique), ni en matière de Défense nationale. Une fois de plus, l'organisation des services est bouleversée. On revient aux trois ministères des trois armes, après avoir tenté la distinction armement-armée. Les techniciens disent, en général, que cette dernière tentative n'avait pas été heureuse. En tout cas, ils seront tous d'accord sur un point: ces révolutions administratives provoquées non par les exigences des choses, mais par les soucis de dosage, sont funestes à la fois à l'efficacité de la gestion et au prestige du régime. Enfin, le système qui consiste à nommer

quelqu'un ministre de la Défense nationale et à prendre des précautions contre lui, est de ceux que l'on subit avec une résignation plus ou moins impatiente.

Pour le reste, on ne peut qu'attendre l'équipe au travail et souhaiter que la volonté commune l'emporte sur les tendances divergentes. On fera simplement observer que la combinaison actuelle représente un curieux renversement du principe de la proportionnelle. Les partis comptent d'autant plus de ministres qu'ils comptent moins de députés. Pour une part, ce n'est là qu'une autre expression de l'équilibre instable entre les deux grands partis, qui freine inévitablement l'action de l'un et de l'autre.

On aperçoit cependant un autre phénomène. À mesure que le parti socialiste perd des voix dans le pays, il gagne en autorité à la Chambre. Ce paradoxe apparent répond peut-être à une constante de la politique française. Entre les deux guerres, le parti radical, lui aussi, déclinait dans le pays, il n'en gardait pas moins une part décisive dans le Gouvernement. Les Français redoutent les aventures et préfèrent laisser le Pouvoir (même s'ils ne leur donnent pas leurs voix), aux partis dont le vieillissement garantit ce que l'on appelle la sagesse (il n'en va pas autrement pour les hommes). Inclivée à gauche, et hostile aux hasards de la Révolution, la nation accepte aisément le règne du parti qui se situe à l'extrême-gauche d'une majorité, virtuelle ou réelle, de droite.

Le parti radical occupait avant 1939 cette position enviée, le parti socialiste l'occupe aujourd'hui. Que celui-ci envisage donc avec sérénité d'éventuelles défaites électorales, suivies de nouvelles promotions gouvernementales.

La France peut-elle avoir une politique étrangère?

Combat
25 janvier 1947

L'interprétation de la politique étrangère de la France depuis la Libération n'offre guère matière à contestations. Observateurs français et étrangers s'accordent sur une définition simple: le refus de choisir entre les deux grands Empires qui s'affrontent aux quatre coins de la planète.

La voie moyenne choisie par la diplomatie française s'explique évidemment, en première analyse, par la composition de nos gouvernements. Ceux-ci rassemblaient des communistes, des socialistes et des MRP qui, selon la légende, regardent les uns vers Moscou, les autres vers Londres et les derniers vers Rome; ils devaient se résigner à des demi-mesures. Mais il serait trop simple d'expliquer cette hésitation uniquement par un souci d'équilibre intérieur. Un gouvernement homogène aurait, lui aussi, hésité.

Envisageons, pour les besoins du raisonnement, les perspectives militaires (et qui, tacitement au moins, ne le fait pas?) La France semble condamnée par sa situation géographique, à tomber d'abord sous la domination de la puissance continentale, quitte à être libérée plus tard par les puissances maritimes. Le pays a déjà fait une fois l'expérience de ce flux et reflux des armées. Une deuxième expérience promet d'être aussi supérieure à la première que la bombe atomique l'est dès maintenant à la bombe des Stukas. On conçoit que l'on s'ingénie à éviter tout ce qui précipiterait ou aggraverait ce malheur, fût-il temporaire. Une prise de position définitive n'aurait de sens que si elle assurait une chance sérieuse de déplacer vers l'Est la barrière sur laquelle se briserait éventuellement la vague. Dans la mesure où les puissances occidentales regarderaient l'Elbe et non le Rhin comme une véritable ligne de défense, destinée à être tenue, la France pourrait s'interroger sur l'opportunité d'une décision prise à l'avance.

Heureusement, pour l'instant, ces perspectives guerrières reculent, et c'est par rapport à la paix - paix belliqueuse, paix de rivalités et d'armement, mais du moins absence de guerre - que la France prend position.

Nation européenne, métropole d'un empire colonial, la France dépend et de la plus grande puissance continentale et de la plus grande puissance maritime. Cette double dépendance est incontestable. Il n'en serait pas moins inexact de

conclure que nous dépendons également de l'un et de l'autre empire. Les objectifs essentiels que toute politique française doit aujourd'hui se fixer, sont la reconstruction et la modernisation de notre économie, d'une part, le maintien et l'évolution pacifique de nos possessions d'outre-mer, de l'autre. Or, pour atteindre l'un et l'autre, nous attendons beaucoup de nos alliés occidentaux et surtout des États-Unis. Sans les crédits américains, le niveau de vie médiocre de la population française serait impossible. Sans les crédits américains, la réalisation du plan Monnet ne saurait être envisagée. Même si elle en avait le désir, l'Union Soviétique serait incapable de nous fournir l'équivalent. Quant au sort de notre empire, il dépend du bon vouloir américain, moins visiblement, mais peut-être aussi réellement, que notre niveau de vie. Qui dispose de la maîtrise des mers décide finalement de l'avenir des territoires d'outre-mer. Admettons que les États-Unis ne fassent rien pour atténuer nos difficultés en Afrique ou en Asie. S'ils voulaient les aggraver, ils auraient beau jeu. Et leur tolérance finirait le jour où nous serions acculés à nous maintenir par la seule violence, le jour aussi, où ils craindraient que, par notre intermédiaire, leur rivale ne s'installe en Asie ou en Afrique.

Quand, interrogés par les méthodes Gallup, les trois quarts des Français se sont déclarés en faveur d'une orientation occidentale de notre diplomatie, ils se sont, au fond, bornés à reconnaître une situation de fait. Que nous le voulions, ou non, quelle que soit notre sympathie, par notre position géographique, par les besoins de notre économie, par les exigences de notre empire, nous sommes situés dans la zone de l'influence anglo-saxonne.

Comment s'est exprimée jusqu'à présent la neutralité française? Sans trop d'artifice, on distinguerait, me semble-t-il, trois formes de cette neutralité. Quand les intérêts français ne sont pas engagés, quand il s'agit de contrées lointaines où, même dans le passé, la France n'a guère été présente, notre diplomatie s'abstient. Il ne semble pas qu'il y ait une thèse du Quai d'Orsay relative à la Mandchourie, au Japon ou à la Corée, bien que, dans l'histoire universelle, le destin de ces pays importe singulièrement plus que celui de Trieste ou de Tende.

Quand les intérêts français ne sont pas directement engagés, mais dans des régions trop proches de la France pour que nous renoncions à formuler un avis, ou sur des questions de principe ou de procédure à l'ONU, nous nous efforçons obstinément de favoriser un compromis. Entre les thèses qui s'affrontent, nous proposons des cotes plus ou moins bien taillées: ainsi dans la querelle de Trieste. Je ne suis pas sûr qu'on nous en ait su gré. Au reste, quand États-Unis et Russie

ont décidé authentiquement de s'entendre, ils n'ont plus eu besoin de nos bons offices.

Enfin, quand les intérêts français sont directement engagés, par exemple dans la question allemande, nous prétendons défendre notre doctrine, sans nous lier à celle d'aucun des trois Grands.

Il n'y a rien à objecter aux deux premières formes de la neutralité. Là où notre force n'atteint pas, là où notre influence ne rayonne pas, bornons-nous au rôle de spectateur ou à l'affirmation de notre bon vouloir. En revanche, là où nos intérêts sont directement engagés, c'est-à-dire, pour le moins à travers toute l'Europe, avons-nous des idées constructives? Il se peut que la séparation de la Ruhr et de la Rhénanie ait paru, il y a deux ans, la meilleure solution. Aujourd'hui, tout le monde sait que cette thèse, écartée par les trois Grands, n'a aucune chance de succès, et il semble que nous la maintenions précisément parce qu'il y a deux manières de ne pas choisir: ou s'accorder avec tous, ou s'opposer à tous. La France oscille-t-elle inévitablement entre ceci et cela, cherchant l'accord général par le compromis quand elle est indifférente, et l'isolement par l'affirmation intransigeante de ses "droits" quand il y va de son existence?

Y a-t-il encore un danger allemand?

Combat

26-27 janvier 1947

Les thèses initiales de la politique française à l'égard de l'Allemagne se heurtent de toutes parts à un scepticisme à peine dissimulé (1). Chacun nous prête des arrière-pensées. On comprend malaisément que nous prenions tant de précautions contre l'Allemagne, parce que l'on ne croit plus au danger allemand, tel du moins qu'il s'est manifesté depuis trois quarts de siècle.

Plus forte que la Russie ou l'alliance franco-britannique prise séparément, l'Allemagne ne pouvait être réduite qu'au terme de longues années de lutte, par une coalition de l'Est et de l'Ouest européens, renforcée même par les inépuisables ressources américaines. L'Allemagne de demain ne sera plus, à elle seule, supérieure à aucun des deux blocs entre lesquels elle est située. Elle ne reviendrait donc dangereuse qu'en conjonction avec l'un contre l'autre, en tant qu'avant-garde de la révolution communiste contre l'Occident, ou en tant que première ligne du capitalisme américain contre l'Union Soviétique.

Américains, Russes, Anglais sont d'accord pour voir le problème allemand dans cette perspective. Avons-nous le mérite des sages qui n'oublient pas, ou la sottise des vieilles gens qui préparent toujours la guerre ou la paix précédente?

Les démographes sont venus au secours des diplomates français. Les Allemands, disent-ils, ont gagné la guerre biologique. Pour un Allemand tué, il y a eu quatre morts environ parmi les Alliés, six si l'on tient compte des pertes civiles en Russie. Grâce à des mesures spéciales, la natalité s'est maintenue dans le Reich à un niveau élevé (1.170.000 en 1944 à l'intérieur des frontières de 1937 contre 1.402.000 en 1940). Les pertes militaires atteignent trois millions, et les pertes dans la population civile 350.000. Les unes et les autres ont été plus que compensées par la "récupération" des Allemands chassés de Pologne, de Tchécoslovaquie et des Pays balkaniques. À l'intérieur de ces nouvelles frontières, le IV^e Reich comptera quelque 70 millions d'habitants, plus que l'Allemagne n'en avait jamais eu.

Ne nous arrêtons pas à la discussion des chiffres (encore que, d'après d'autres estimations, les chiffres réels des pertes soient plus élevés.) La formule de la "victoire démographique de l'Allemagne" nous paraît, en tout état de cause, peu fondée. Sans doute y a-t-il eu moins de morts allemands qu'alliés, mais la signification de ces pertes n'apparaît que par comparaison avec le total des

populations et la fécondité actuelle de chacune d'elles. D'après les statistiques soviétiques, la Russie aurait perdu sept millions de soldats et dix millions de civils, mais les territoires annexés comblent largement ces vides. L'ensemble de la population russe se trouve dès maintenant égale à ce qu'elle était en 1940 avec une composition plus jeune. En 1950, elle montera à 200 millions. En 1970, d'après les prévisions modérées des spécialistes, à 250 millions dans les frontières de 1939: à 285 millions pour le territoire actuel. À ce moment, l'Allemagne aura tout au plus, dans une hypothèse optimiste, gagné quelques millions d'individus.

Les pertes les plus fortes ont été infligées à des populations slaves très fécondes. Russie, Pologne, Yougoslavie; les populations de l'Occident, plus âgées et moins fécondes, ont été toutes moins durement frappées que l'Allemagne (même la France relativement la plus atteinte). La Grande-Bretagne a eu 400.000 morts militaires, proportion très inférieure à celle du Reich. L'Allemagne se trouve, démographiquement, dans une situation moins favorable aussi bien vis-à-vis des Slaves (en dépit de procédés d'extermination qu'elle a employés) que vis-à-vis des nations d'Occident. Singulier résultat pour une nation qu'on nous dit "démographiquement victorieuse".

En fait, les conséquences de la guerre, pour l'Allemagne, sont plus graves encore que ne l'indiquent les comparaisons précédentes. Il reste deux à trois millions de prisonniers allemands, surtout en Russie, dont on ne sait ni quand, ni dans quel état ils reviendront. Le nombre des grands blessés et mutilés s'élève à 2 millions 700.000. Dans le groupe des Allemands entre 18 et 40 ans, il y aurait 1.262 femmes pour 1.000 hommes. Pendant la guerre, la population et la natalité ont été relativement protégées et épargnées. Il n'en va plus de même depuis la défaite. Dans les villes, la natalité s'est effondrée, la mortalité infantile élevée. Aux pertes de la guerre, il faudra bientôt ajouter celles de la défaite.

L'armée des travailleurs a été décimée. D'après les statisticiens allemands, le nombre de travailleurs du sexe masculin serait tombé de 22.000.000 à 16.700.000. Trois cinquièmes des jeunes, entre 25 et 30 ans auraient disparu.

Cette fois, l'Allemagne est vaincue et bien vaincue.

Il n'en reste pas moins, dira-t-on, 70 à 75 millions d'Allemands sur un territoire plus petit que la France. Le potentiel industriel du nouveau Reich a été réduit d'un quart environ par l'annexion du bassin de Silésie, mais il avait sensiblement augmenté durant la guerre grâce aux constructions d'usines et aux mesures rigoureuses et efficaces de rationalisation, 70 millions d'hommes, serrés

sur un sol trop étroit (la densité va s'élever à environ 200 au kilomètre carré) et demain en possession d'une grande industrie: la France n'a-t-elle pas toute raison de craindre une nouvelle explosion?

Si la France demeurerait en tête à tête avec l'Allemagne, ou encore si la question des relations franco-allemandes se posait dans le cadre restreint de la vieille Europe, on concevrait ces inquiétudes. Résignons-nous pourtant, une fois pour toutes, à comprendre que ni la France, ni l'Europe ne sont plus au centre du monde, que ni l'une ni l'autre ne sont séparables du concert mondial. La force démographique et industrielle de l'Allemagne a décliné absolument, elle a décliné plus encore relativement, au fur et à mesure, qu'a monté celle des deux géants. Stratégiquement enfin, la position du Reich pour une campagne d'agression est devenue bien pire encore. Si en 1914 et en 1939 le Reich a risqué sa tentative d'hégémonie, c'est qu'il disposait, par l'intermédiaire de l'Autriche-Hongrie ou grâce à des conquêtes préalables, des ressources de l'Europe Centrale. Désormais, tous les peuples slaves jusqu'à la Bohême font partie de la zone soviétique. Les Russes tiennent une partie de la Prusse orientale. Les armées polonaises sont à 100 kilomètres de Berlin. L'Union Soviétique n'accroît pas seulement ses effectifs mobilisables, elle est en train de rattraper le retard technique qu'elle conservait encore vis-à-vis de l'Allemagne.

La France seule serait exposée à une agression de l'Allemagne, mais la France représente les positions stratégiques, importantes pour les puissances maritimes. Or l'Allemagne ne pourra pas plus se payer le luxe d'une guerre contre les États-Unis que d'une guerre contre la Russie.

Le IVe Reich ne sera plus au centre de la politique internationale. Pour le bien ou pour le mal, il sera encore susceptible de jouer un rôle. Inévitablement les politiciens allemands manœuvreront entre les deux camps, profitant au maximum des faveurs de l'un et de l'autre, dans l'unique pensée de se relever le plus tôt possible. C'est à cette menace qu'il convient de parer, non en répétant des formules toutes faites, que l'histoire a vidé de leur signification, mais en cherchant, dans une conjoncture sans précédent, une politique neuve.

(1) Voir dans le numéro de *Combat* du 25 janvier, "La France peut-elle avoir une politique étrangère?"

Le ministre-fantôme

Combat
26-27 janvier 1947

Le ministère Ramadier bénéficiait, au départ d'un préjugé favorable. On était sensible, certes, aux risques que comportait le retour aux dosages, aux compromis équivoques entre les ambitions des partis et des hommes. Mais on espérait, on voulait espérer, que la volonté de poursuivre l'expérience Blum l'emporterait sur les divergences et qu'une équipe finirait par sortir de ce rassemblement hétérogène.

Les premiers jours du nouveau cabinet ont malheureusement apporté des arguments aux sceptiques. On répète que le climat a été transformé depuis quelques semaines: il n'en faut pas beaucoup pour que le climat change une seconde fois et redevienne ce qu'il était, c'est-à-dire pour que les efforts du Gouvernement se heurtent de toutes parts au cynisme ou au découragement.

En elle-même, la querelle des sous-secrétariats d'État ne mérite pas d'être prise au tragique. Elle appartient plutôt à l'ordre comique. Anatole France lui aurait volontiers consacré un chapitre de *l'Histoire contemporaine*. Malgré tout l'épisode laisse une impression fâcheuse. Si l'on supprime aussi aisément tous les sous-secrétaires d'État, doit-on croire qu'ils ne servaient à rien? Ou que, faute de s'entendre, on a supprimé des organismes utiles afin d'éviter un conflit?

En principe, dans une démocratie organisée, les sous-secrétaires d'État ont au moins une double utilité: ils offrent à de jeunes parlementaires l'occasion d'apprendre leur métier de ministre, ils permettent aux titulaires d'un département, accablés d'occupations, de se décharger d'une part, soit du travail administratif, soit du travail parlementaire. Les ministères anglais sont plus nombreux que les nôtres et personne n'y chôme.

L'idée du panachage - le sous-secrétaire d'État n'aurait pas appartenu au même parti que le ministre - était séduisante en théorie. Le président du Conseil l'a quelque peu démonétisée en en réservant les bienfaits aux non-socialistes. En tout état de cause, la collaboration d'un ministre et d'un sous-secrétaire d'État suppose une confiance totale, qui n'existe pas toujours entre membres d'un même parti, mais qui n'existe pour ainsi dire jamais entre membres de groupes différents.

Plus grave est la question du ministère du Ravitaillement (à moins qu'il ne

s'agisse du sous-secrétariat à la Répartition, à moins que l'on ne parle d'un haut commissariat aux vivres). Depuis un an, on s'ingénie à dévaloriser le titre, comme s'il suffisait de baisser la voix pour réduire l'importance des choses. Le fameux ministère a "éclaté", un sous-secrétaire d'État en a repris les morceaux. Nommé pour quelques semaines, il a conçu un nième plan pour la viande, plan qui, dans le meilleur cas, donnera des résultats positifs dans quelques mois, mais qui a immédiatement vidé les boucheries de Paris et de quelques grandes villes. Après les techniciens, Longchambon et Farge, on nous annonce un fonctionnaire. On est donc descendu encore d'un cran

Aucun parlementaire, aucun parti, n'a voulu assumer la responsabilité du ravitaillement. Personne ne se soucie d'attirer sur lui ou sur son parti l'impopularité qui s'attache et au système de la contrainte, et au système de la liberté (c'est-à-dire au rationnement par les prix) et enfin à l'insuccès des compromis, peu défendables mais probables, entre la contrainte et la liberté. Comme d'ailleurs, le ministre n'a jamais eu entre les mains de moyens d'action, ce refus est largement compréhensible.

Or, nous ne nous lassons pas de le répéter, c'est la hausse des prix des produits alimentaires dans les villes qui est à l'origine de la dévalorisation de la monnaie. C'est l'échec du ravitaillement qui, par l'intermédiaire des salaires, risque de provoquer une hausse générale des prix et de rendre inévitable une dévaluation du franc. Le ministre-fantôme est le personnage décisif de l'expérience que l'on prétend continuer. Dès lors, le choix d'un fonctionnaire pour jouer le rôle ne saurait avoir qu'un sens: c'est le Conseil des ministres tout entier qui prendra les responsabilités que chacun récuse.

M. Ramadier, devenu président du Conseil, a, en somme, décidé de redevenir ministre du Ravitaillement. En tout cas, qu'il le veuille ou non, l'opinion le tiendra pour tel.

L'inévitable reconstruction de l'industrie allemande

Combat
29 janvier 1947

Au temps de leurs triomphes éphémères, les Allemands s'étaient plus à tracer, au gré d'intérêts passagers ou de leur fantaisie, des frontières arbitraires. L'Allemagne vaincue connaît à son tour les lignes de démarcation et le découpage des zones. On pourrait se réjouir de cette justice immanente si les conséquences de l'actuelle division ne retombaient pas en partie sur les Alliés eux-mêmes. Aucune des quatre zones ne constitue, si peu que ce soit, à aucun point de vue, une unité. Les ressources économiques en particulier sont inégalement réparties.

Pour 33% de la population, la zone soviétique contient 56,2% des céréales panifiables, 59% des pommes de terre, 67% des betteraves, 53,9% des céréales à fourrage. En revanche, pour 33,4% de la population, la zone britannique ne dispose que de 17% des céréales panifiables, 16,3% des pommes de terre, 23,2% des céréales, 25,7% des céréales à fourrage.

Dans l'ordre industriel, les disparités ne sont pas moins frappantes. La zone britannique, qui comprend le bassin de la Ruhr, produit à elle seule 78% du charbon, 72% du fer brut, 72% de l'acier que produisait l'Allemagne d'avant guerre. En revanche, certaines industries de transformation sont concentrées à l'Est: électricité, 60 % dans la zone soviétique, machines-outils, 55%, habillement, 60%. On conçoit qu'un journal allemand en tire cette conclusion: "La production agricole à l'Est, la production minière (houille et fer) à l'Ouest, l'industrie des produits transformés à Berlin, en Saxe, au Wurtemberg et en Bavière, est-ce que cela ne forme pas un tout qui devrait être réuni?"

Sans doute y a-t-il quelques échanges entre les zones, mais ils n'atteignent pas un volume considérable. Par exemple, pour la période qui va de mars à juillet 1946, la zone américaine a exporté pour 77 millions de marks vers la zone britannique, 45 vers la zone française, 5,7 vers la zone russe et elle a reçu en retour de celles-ci respectivement: 58,7, 27,7, et 5,1 millions de marks de marchandises. De tels échanges, bien qu'ils aient augmenté au cours de ces derniers mois, entravés par la bureaucratie, les formalités inévitables, le souci de chaque administration d'équilibrer son commerce extérieur, sont loin de créer

l'équivalent de l'unité économique, disparue depuis la défaite.

C'est, pour une large part, aux suites de cette dislocation que Britanniques et Américains attribuent la lenteur du relèvement industriel dans leur zone et le coût de l'occupation. L'extraction du charbon dans la Ruhr rejoint péniblement la moitié des chiffres d'avant guerre. La production d'acier, pour l'année, dépasse à peine deux millions de tonnes. Faute de produits de base, l'activité de l'ensemble de l'industrie est freinée. Par conséquent, les exportations ne suffisent pas à payer la nourriture que Britanniques et Américains, pour donner fût-ce 1.000 à 1.200 calories par jour à la population, sont obligés d'importer.

La zone française ne coûte rien. La zone soviétique rapporte certainement, puisque la plus grande partie de l'industrie y travaille pour le vainqueur. Malgré tout, ici et là, la pénurie est entretenue. Même, ou plutôt surtout, si l'on se propose de tirer de l'Allemagne le maximum, la situation actuelle est absurde: si l'économie du Reich était remise en route, les Alliés seraient en mesure de prélever davantage et de laisser davantage aux Allemands.

De cette expérience de dix-huit mois, Anglais et Américains ont tiré une leçon qu'aucune objection ne leur fera abandonner: la reconstruction de l'industrie allemande est inévitable et indispensable. On exprimera encore la même idée sous forme d'une alternative: ou bien les contribuables anglais et américains continueront de nourrir, à leurs frais, la population allemande, ou bien il faut que l'industrie allemande soit en mesure d'exporter assez de marchandises pour payer ses importations de produits alimentaires.

Certes, pour commencer, cette politique de reconstruction coûte plus cher encore que la politique précédente. Pour remettre en route le mécanisme grippé, il faut d'abord investir des centaines de millions de dollars supplémentaires, sous forme de matières premières, (faute desquels les usines ne tournent pas) et d'objets de consommation (faute desquels les hommes sont incapables de travailler). Les restrictions des exportations de charbon de la Ruhr font partie de la même conception.

Dès que l'on parle de reconstruire l'industrie allemande, une partie de la presse française prête immédiatement à nos Alliés l'intention de susciter une Allemagne forte contre une Russie menaçante. Ces arrière-pensées ne sont certainement pas étrangères à certains esprits et à certaines combinaisons. Nos critiques seraient malgré tout plus convaincantes si nous offrions une autre solution. Or, y en a-t-il une autre?

N'oublions pas que le déficit de la balance des comptes qui apparaît dans le

bilan des zones anglo-américaines risque d'apparaître aussi demain dans le bilan d'une Allemagne unifiée. Le Reich d'avant guerre achetait au dehors 15% environ de sa nourriture. Après les amputations territoriales qu'il a subies, il devra en acheter davantage, 40% environ, s'il prétendait retrouver le même niveau de vie, au moins 30% même s'il se contente d'un niveau de vie diminué. Encore une fois quel autre moyen de payer cette nourriture que la vente au dehors d'objets fabriqués? Sur un territoire plus petit que la France, sur un sol en général pauvre, on a entassé 70 millions d'êtres vivants. Une telle Allemagne sera fatalement dotée d'une industrie assez forte ou elle ne sera pas viable.

La tragédie d'Indochine

Combat
29 janvier 1947

Pour qui échappe à l'obsession de l'actualité et aux querelles des partis, une question domine tout parce qu'elle engage le destin historique de la France: le sort de nos territoires d'outre-mer. Oui ou non, parviendrons-nous à substituer au régime colonial d'hier un système nouveau de relations économiques, politiques et morales, qui tout à la fois réponde aux vœux des populations et à notre volonté de maintenir notre mission impériale? Oui ou non, parviendrons-nous à faire de l'Union Française, qui n'est encore qu'un mot, une réalité?

Les événements d'Indochine sont en eux-mêmes tragiques. Mais leur gravité est encore multipliée par les répercussions qu'ils ont inévitablement aux quatre coins de notre Empire. Deux périls nous guettent (bien que la plupart des observateurs s'obstinent à n'en reconnaître qu'un). Notre démission, notre faiblesse appelleraient la violence mais l'intransigeance risque d'acculer nos protégés d'hier au désespoir. Il est des cas, dans notre histoire, lointains et proches, où nous avons fini par tout perdre à force de ne rien céder. Fermeté et consentement loyal à une expérience nouvelle, la conciliation de ces deux vertus est aussi facile en paroles que difficile en acte. On le voit assez en Indochine.

Les déclarations de M. Moutet, à son retour d'Indochine, ne laissent aucun doute sur l'interprétation que le ministre de la France d'Outre-mer donne des événements de décembre. L'attaque du 19, longuement préméditée, aurait été déclenchée par le Viet Minh au moment tenu par lui pour favorable.

Admettons le jugement, prononcé après enquête, d'un homme dont l'hostilité aux formes anciennes du colonialisme est bien connue. La crise aiguë, dont nous ne sommes pas encore sortis, a certainement des causes plus éloignées de même qu'elle risque de développer encore des conséquences graves. Il serait dangereux d'oublier les unes ou les autres.

On n'ignore pas que le président Roosevelt jugeait sans indulgence le régime instauré par les vieilles puissances européennes dans leurs possessions coloniales. Il était sévère, dit-on, pour l'œuvre de la France en Indochine. L'administration Truman a pris, à cet égard, une position moins affirmée, elle n'a fait aucune objection, elle n'a créé aucun obstacle à la politique française en Extrême-Orient. Il reste que, dans l'ensemble, la presse américaine ne nous approuve guère.

À n'en pas douter, les intérêts américains en Indochine sont relativement secondaires. Qu'est-ce que le marché indochinois, quelque vingt millions d'hommes avec un pouvoir d'achat faible et un niveau de vie bas, auprès des centaines de millions de Chinois? Malgré tout, le State Department pourrait bien ne pas garder indéfiniment une attitude de spectateur. Il accepterait difficilement des opérations militaires prolongées, dans une région du monde où domine l'influence des États-Unis. Sur le plan des idées ou des idéologies, la contradiction entre la bataille d'Indochine et les principes de l'ONU heurte et inquiète les dirigeants américains. Ils conservent assez de confiance dans les institutions internationales pour multiplier les efforts, afin de surmonter la contradiction.

Nous sommes convaincus que les dirigeants français ne ménagent pas non plus leurs efforts en vue du même objectif. M. Moutet, semble-t-il, conçoit les opérations militaires comme un moyen de revenir ensuite à des méthodes pacifiques. Il ne doit pas être question de cette reconquête de l'Indochine que M. Léon Blum, avant de devenir président du Conseil, condamnait vigoureusement. Par conséquent, le Viet Nam ne doit pas être tenu pour un bloc sans fissures. On fera la distinction entre ceux des politiciens du Viet Nam partisans d'un accord avec la France et ceux d'entre eux qui n'ont vu dans les accords négociés qu'un stratagème pour gagner du temps et rassembler des forces en vue de la lutte décisive.

La question se pose pour le passé de savoir dans quelle mesure nous avons renforcé les modérés ou les extrémistes, la question se pose pour l'avenir de savoir si et comment nous souhaitons renforcer les premiers et affaiblir les seconds.

Un journal dont la ferveur patriotique ne saurait être soupçonnée, *Le Monde* a parlé, il y a quelques semaines, "des fausses manœuvres de nos représentants comme l'invention de la République de Cochinchine", qui aurait "favorisé au sein du Viet Minh le jeu des extrémistes aux dépens des modérés". On ne doute pas que, dans ses prochaines déclarations, M. Moutet ne précise sur ce point sa pensée et sa politique. Si la phase militaire est considérée comme une étape vers les nouvelles négociations, c'est que nous n'étendons pas à toutes les fractions du Viet Minh la condamnation portée contre les responsables du 19 décembre; c'est aussi que nous n'entendons pas jouer de la Fédération Indochinoise de manière à réduire le Viet Nam à l'impuissance ou au désespoir; c'est enfin que nous consentirons à reprendre les conversations, non pas avec nos seuls protégés,

mais, avant tout, avec ceux qui jouissent de la confiance des populations.

Au cas où les intentions des autorités françaises seraient autres, au cas où l'occupation de positions-clés passerait pour condition suffisante d'une pacification totale, il importerait plus encore que l'opinion française fût mise en face des réalités. Il faut que les élus de la Nation proclament au grand jour la doctrine de la France.

Unité allemande. Désindustrialisation. Réparations

Combat
31 janvier 1947

Depuis l'accord de Potsdam trois problèmes se trouvent liés de manière inextricable et font l'objet de controverses indéfinies. On avait décidé que l'Allemagne serait traitée comme une unité et qu'elle fournirait des réparations, d'abord par transfert d'installations industrielles. En compensation des dommages causés par l'agression hitlérienne, les vainqueurs recevaient les machines qui ne seraient pas jugées nécessaires à l'économie de paix du Reich. Politique de réparation et politique de sécurité, pour la première fois, devenaient inséparables: la désindustrialisation apporterait aux victimes à la fois un dédommagement et une garantie pour l'avenir.

En fait, on ne l'ignore pas, l'accord est pour le moins suspendu. Chaque occupant a agi dans sa zone comme il l'entendait (les Russes prélèvent des réparations sur la production courante après avoir transféré un certain nombre d'usines), l'unité de l'Allemagne n'a pas été rétablie, quelques usines ont été détruites, d'autres ont été transportées, d'autres encore désignées pour subir le même sort: depuis plusieurs mois aucun transfert n'a plus été exécuté. (Les réparations sur la production courante ne devaient intervenir qu'après équilibre de la balance des comptes).

Ne cherchons pas qui porte la responsabilité principale de l'échec. Anglais et Américains accusent les Russes d'avoir rendu l'accord caduc en se refusant à reconnaître et à reconstituer l'unité du Reich; les Russes rétorquent qu'il leur avait été promis 25% des installations industrielles prélevées à l'Ouest (dont 15% contre livraison de matières premières et de produits alimentaires) et qu'ils n'ont encore rien obtenu. Les deux accusations paraissent justifiées sans que la priorité soit facile à établir. La vérité est qu'aucun partenaire ne semble enclin, après réflexion, à s'en tenir aux solutions d'abord envisagées.

Aux yeux des Britanniques et des Américains, désireux d'alléger la charge qui pèse sur leurs contribuables du fait de l'occupation, les chiffres définitifs de l'industrie allemande, tels qu'ils ont été fixés par la commission de contrôle interalliée, paraissent inadmissibles. Une industrie allemande réduite de 45 à 50% fournira-t-elle une production suffisante pour permettre la reconstruction, et

en même temps les exportations indispensables pour acheter au dehors matières premières et nourriture? À l'heure présente, les experts anglo-saxons sont tentés de répondre négativement à une telle question. D'autre part, est-il raisonnable de limiter à 150 millions de tonnes l'extraction annuelle du charbon, alors que le continent entier souffrira pendant des années d'une disette de combustible? Économiquement, il serait plus sensé de laisser les Allemands travailler, quitte à prélever une portion accrue du produit de leur travail.

La commission de contrôle interalliée prévoyait une réduction de près des deux tiers pour l'industrie chimique (de 921 millions de marks à 368), plus forte encore pour les machines-outils (de 645 à 74), pour les voitures automobiles (de 245 à 40). De tels chiffres laisseraient-ils une marge suffisante pour les exportations allemandes?

De leur côté, les Russes ne se souciaient pas, au moins dans une première phase, de laisser à leurs compagnons de guerre et rivaux, un droit de regard sur ce qui se passait dans leur zone. Ils ont mené rondement à bien la dénazification, telle qu'ils l'entendaient, c'est-à-dire une révolution sociale. Ils ont partagé les terres, transféré une partie de l'outillage industriel et ils ont fait tourner le reste essentiellement à leur profit. En même temps, ils imposaient la fusion des partis socialiste et communiste et créaient dans le parti unifié une organisation susceptible éventuellement de gouverner leur zone, ou l'Allemagne entière, selon leurs désirs.

Les signes ne manquent pas cependant d'une modification progressive des positions adoptées par les Russes, les Anglais et les Américains. Les Anglo-Américains restent partisans de l'unité économique, cependant l'unité leur paraît moins nécessaire, moins urgente (surtout aux Anglais) depuis la fusion des zones anglaise et américaine et la décision prise en commun d'investir des centaines de millions dans la reconstruction industrielle de l'Allemagne occidentale.

Les surplus de produits alimentaires, disponibles dans la zone orientale, semblent plus faibles qu'on ne le pensait. Au début au moins, le partage des terres sur un sol pauvre doit entraîner une diminution de rendement. D'autre part, pour les produits de base, la zone orientale dépend des zones occidentales plus que celles-ci ne dépendent de celle-là. L'unité faciliterait, à bien des égards, le retour à l'activité économique et à l'équilibre de la balance des comptes, mais les Anglais et les Américains ne sont plus décidés à lui faire des sacrifices démesurés (en particulier sous forme de réparations prélevées sur la production courante).

Simultanément la Russie, qui a résolument protesté contre la fusion des zones anglaise et américaine, inclinerait à faire des concessions si on lui assurait une part substantielle de réparations. Plus que jamais elle en a besoin pour hâter un relèvement pénible, pour atténuer les rigueurs imposées à sa population. Politiquement une évolution semble aussi s'esquisser. À en juger d'après les élections de Berlin, les méthodes employées par les Russes n'ont pas donné les résultats attendus. Si les Allemands avaient à choisir, ils choisiraient plutôt, en l'état actuel des choses, la richesse et le gant de velours des démocraties capitalistes ou socialisantes. La suppression des barrières entre les zones ouvrirait de nouvelles perspectives à l'action de la propagande: il n'est pas sûr que les Russes, même de leur propre point de vue, ne regagneraient pas ailleurs ce qu'ils perdraient en ouvrant aux autres les portes de leur zone. La création récente de gouvernements de pays par les autorités soviétiques marque un rapprochement avec la technique américaine, comme si l'on faisait le premier pas vers l'unité du Reich, jusqu'à présent proclamée et méconnue.

Les Alliés et l'Allemagne

Combat
2-3 février 1947

La politique française à l'égard de l'Allemagne, telle qu'elle était présentée initialement, présentait une double faiblesse. Elle était négative, en ce sens qu'elle était dominée par l'obsession de la sécurité. Elle suggérait moins une méthode de reconstruction européenne que des procédés de défense contre un retour éventuel du monstre germanique. D'autre part, elle se compromettait elle-même par l'excès de précautions qu'elle recommandait.

On imagine un plan de sécurité qui serait fondé sur la désindustrialisation du Reich, on en imagine une autre qui aurait pour centre la séparation ou le contrôle de la Ruhr, on imagine enfin, quoique plus difficilement, l'avantage d'une occupation militaire permanente de la rive gauche du Rhin. Mais recommander tous ces plans à la fois, c'est affaiblir ses propres revendications car chacun d'eux pris séparément, s'il était réellement appliqué, suffirait à donner le résultat visé.

Jusqu'à maintenant, quiconque a suivi, même distraitemment l'évolution diplomatique, connaît les points de notre programme qui resteront à coup sûr lettre morte. L'occupation indéfinie, par les seules armées françaises, de la rive gauche du Rhin, ne ralliera certainement pas les suffrages des Britanniques et des Américains et rien n'annonce que les Russes nous soutiendront (au contraire). Quels que soient les termes que nous employions, une telle proposition évoque les souvenirs d'une politique rhénane qui a toujours été désapprouvée par nos Alliés. Peut-on concevoir une occupation militaire permanente? Ou du moins peut-on concevoir simultanément occupation militaire et pacification? Comment justifier, par les besoins de notre sécurité, le déplacement de notre frontière militaire, comme si nous en étions encore au temps où les fleuves étaient une barrière pour les armées?

La séparation politique de la Ruhr est également condamnée, à tort ou à raison, par les doctrines du Foreign Office, du State Department et du Kremlin. Russes, Anglais et Américains tâchent également de se concilier l'opinion allemande, parce qu'ils sont tous convaincus qu'à la longue les Allemands exerceront une influence sur leur propre destin.

Or, parler de séparation politique de la Ruhr, c'est, d'un coup, s'interdire toute propagande, ou même toute parole efficace à l'adresse des Allemands. De plus, dans cette séparation, les Russes voient une étape vers le bloc occidental, les

Anglais n'en voient guère la nécessité tant ils sont convaincus de garder sur l'Allemagne occidentale une influence décisive. Les uns et les autres mesurent les difficultés de créer un État ou un territoire international qui comprendrait le bassin de la Ruhr, sorte d'usine unique et gigantesque, peuplée de plus de 8 millions d'hommes.

Enfin, la Ruhr, même séparée en théorie, resterait pratiquement à l'intérieur de l'unité économique allemande. Le Reich-Croupion, après amputation des deux bassins principaux, à l'Est et à l'Ouest, serait incapable de vivre s'il ne disposait pas, pour sa balance des comptes, des produits de la Ruhr. Mais dans la mesure où cette unité économique est maintenue, la séparation politique n'est-elle pas une fiction? Les protestations allemandes ne cesseraient pas et, le jour où elles seraient entendues, le Reich retrouverait son arsenal, reconstruit par les soins et l'argent des Alliés.

Ces faits, qu'ils nous plaisent ou non, nous paraissent incontestables. Ce que nous n'avons pu empêcher en 1918, après avoir fourni une contribution décisive à la victoire, nous l'empêcherons moins encore après nos désastres. Mieux vaut le reconnaître courageusement, d'autant plus que dans le cadre fixé par d'autres, il reste place pour une politique française qui sauvegarde l'essentiel de nos intérêts.

Que cherchions-nous dans la Ruhr? La garantie que l'arsenal de l'armée allemande ne serait pas rendu à la seule discrétion des dirigeants de Berlin. Or, cette garantie n'exige pas la séparation politique. La diplomatie anglaise est favorable à la nationalisation des principales industries de la Ruhr. Que ces entreprises soient remises, non à des autorités strictement allemandes, locales, régionales ou nationales, mais à des autorités partiellement internationales, et les Alliés garderont le moyen d'orienter la reconstruction industrielle dans le sens qu'ils désirent.

Au reste, ne nous y trompons pas, Anglais et Américains sont aussi soucieux que nous d'un tel contrôle. Ils ne sont pas tellement sûrs que l'Allemagne se range définitivement dans leur camp. Ils ne relâcheront leur emprise qu'au fur et à mesure que les faits et les hommes renforceront leur confiance.

En revanche, il est des intérêts propres à la France que l'acceptation de l'inévitable nous permettra de défendre plus énergiquement. On ne reconstruira pas forcément les mêmes industries que celles qui existaient avant la guerre. Telle branche industrielle, aviation ou essence synthétique, pourra être réduite ou supprimée, sans faire le moindre tort à l'avenir pacifique du Reich. Plus

largement, il n'y a aucune raison d'admettre que la répartition de l'industrie de l'Europe occidentale entre la France et l'Allemagne doive être demain ce qu'elle était en 1939. Par exemple, France, Belgique, Luxembourg, pourraient produire avec le charbon de la Ruhr une partie de l'acier que consomme l'économie allemande. L'administration française a préparé, depuis de longs mois, un plan de *combinat* Ruhr-Lorraine d'après lequel le charbon de la Ruhr viendrait au fer de Lorraine, au lieu de l'échange inverse, économiquement plus coûteux. Dans d'autres secteurs, industrie chimique par exemple, la France demanderait une part plus large que celle qu'elle détenait avant la guerre, de la production et des marchés européens. Mutiler l'industrie allemande, c'est appauvrir toute l'Europe, dit-on souvent en Angleterre: un tel argument ne porte plus contre ces changements de répartitions.

Reconstruction de l'Allemagne, soit, mais d'une Allemagne intégrée à l'Europe, dont les mines et le travail profiteraient au continent entier en même temps qu'à elle-même.

Sortira-t-on du cercle infernal?

Combat
5 février 1947

Sous de multiples formes, minimum vital, primes de production, etc., un problème d'ensemble se trouve posé devant le Gouvernement et devant l'opinion: celui d'une hausse générale des salaires.

Nous laissons de côté les revendications particulières de certaines catégories de fonctionnaires et d'ouvriers qui s'estiment lésés par rapport à d'autres, ou même des salariés les plus défavorisés dont le sort est tragique. Il n'est pas impossible de régler ces conflits sans mettre en jeu le niveau des prix, donc la valeur de la monnaie.

Si l'on décidait de fixer le minimum vital 20 à 25% au-dessus des salaires les plus bas et de maintenir l'éventail actuel, il en résulterait, comme il y a six mois, une augmentation de la masse des revenus distribués, augmentation qui serait, par an, pour le pays entier, de l'ordre de 300 milliards. Et en dépit des affirmations de M. Benoît Frachon, les conséquences d'une telle mesure sont parfaitement prévisibles.

Sans doute peut-on concevoir pour les prix industriels un amortissement de la hausse par l'accroissement de la production ou l'amélioration du rendement. Mais tant que nos ressources en charbon demeurent insuffisantes, l'industrie française ne dispose que d'une marge réduite de production supplémentaire. Il est probable que souvent le travail pourrait être mieux organisé et par conséquent le prix de revient abaissé. Mais il faudrait un singulier optimisme pour penser que la hausse des salaires suffira à provoquer la rationalisation compensatrice. Quant à admettre que ce résultat serait obtenu par de nouvelles nationalisations, nous demanderons, avant d'être convaincus, la publication des bilans des entreprises déjà nationalisées. Enfin, dans la majorité des cas, la marge bénéficiaire n'est pas telle qu'elle puisse absorber la hausse envisagée.

Il y a plus. La hausse des salaires ne se répercute pas seulement sur les prix industriels, elle touchera aussi les prix agricoles et en particulier les prix de détail de la nourriture par l'intermédiaire du gonflement de la demande. À l'heure présente, bon nombre des produits alimentaires se vendent librement, leur cours est donc fixé par la demande, c'est-à-dire par les quantités de revenus disponibles. Que ces dernières augmentent brusquement et les prix seront emportés à leur tour, d'autant plus que la psychologie de spéculation

interviendra, défiance à l'égard de la monnaie, anticipation de la hausse future aggravant la hausse actuelle, etc.

Tous ces phénomènes ne sont que trop connus. En ces matières, personne désormais ne se trompe involontairement. Aussi bien les termes de la déclaration de M. Ramadier à la Chambre étaient formels, ils ne devraient laisser place à aucune incertitude sur les intentions du Gouvernement.

Malgré tout, le problème est posé, d'abord et avant tout parce que les revendications en elles-mêmes sont justifiées. Les sommes que reçoivent les salariés ont perdu, depuis juillet dernier, une fraction de leur pouvoir d'achat qui n'est pas inférieure au pourcentage de hausse réclamé.

Il est posé ensuite par les revendications des intéressés eux-mêmes et des organisations ouvrières. Or, chacun sait à quel point les gouvernements ont de peine à résister aux demandes de la CGT, tant est grande la puissance d'une organisation qui groupe l'immense majorité de la classe ouvrière. Quant aux influences politiques auxquelles la CGT est accessible, on ne voit pas encore clairement dans quels sens elles s'exerceront.

Il y a quelques semaines, dans une situation analogue, M. Léon Blum a tenté de briser le cercle infernal de la défiance monétaire nourrissant la hausse des prix, cette hausse suscitant à son tour les revendications des salariés. Il a décidé d'agir sur les prix, considérés comme un secteur de moindre résistance. Il a obtenu un certain succès, mais on ne saurait se faire trop d'illusion sur la répétition de l'expérience. Une baisse générale, sans discrimination, deviendra de plus en plus difficile à appliquer et risque de jouer le moins là où elle serait le plus désirable, à savoir sur les prix de détail des produits alimentaires. C'est sur ce point, semble-t-il, que le deuxième coup devrait être frappé. Mais une méthode simple, comme celle qui a été employée jusqu'à présent, ne suffirait pas. En réalité, c'est l'organisation du ravitaillement qu'il faut améliorer le plus vite possible, fût-ce en recourant à des expédients comme l'extension des deux secteurs.

En liant à la présidence du Conseil le commissariat au Ravitaillement, M. Ramadier a fait plus qu'un geste symbolique, il a marqué la hiérarchie des tâches gouvernementales.

Une autre Allemagne

Combat
7 février 1947

La diplomatie française a peut-être été raisonnable, consciencieuse, prudente depuis la Libération. Elle n'en a pas moins sombré dans la grisaille, parce qu'elle était dépourvue d'idées et d'inspiration. Une puissance, petite ou grande, a toujours des intérêts à défendre. Il est normal que la France défende ses intérêts, par exemple dans le cas de l'Allemagne, qu'elle réclame le maximum de charbon, de réparations, etc. Mais s'en tenir là, c'est s'enlever toute chance et toute capacité de rayonnement, d'influence morale.

L'Europe, naguère centre de la politique mondiale, n'est plus qu'un champ de ruines dans lequel des millions d'hommes, dévorés de haine, de ressentiments et d'angoisse, cherchent à tâtons un avenir. La France a pris une part éminente à l'épopée de l'Europe, militaire et spirituelle: on attendait d'elle autre chose que des annexions directes ou indirectes, autre chose que des précautions, si nécessaires soit-elles. Si la France n'a rien à offrir, qui prendra la place que l'Histoire laisse vacante?

L'expression: reconstruction de l'Europe soulève immédiatement des inquiétudes et des doutes. Par le biais de la reconstruction européenne, n'est-ce pas à la reconstruction de l'Allemagne que l'on tend? Et il y a dans cette objection une part de vérité. L'Europe n'existera pas si l'Allemagne demeure un monceau de décombres, si les 70 millions d'Allemands ne retrouvent pas un ordre, une conscience, un espoir.

Nous avons, ici même, discuté la question allemande sans faire allusion à l'éventualité d'une autre Allemagne, sans nous demander ce que serait demain la psychologie du peuple dont le destin a fait nos voisins. Cette omission était volontaire car, en tout état de cause, la sécurité ne doit pas être fondée sur l'hypothèse d'une conversion spirituelle, mais sur des données solides, démographiques, économiques et politiques. Mais si l'évolution morale du peuple allemand ne décidera pas de la paix ou de la guerre, elle contribuera pour une large part à donner à la vie européenne son caractère. En bref, la renaissance de l'Europe, c'est-à-dire des États nationaux situés entre la frontière de Russie et l'Atlantique, n'est guère concevable sans la réintégration du Reich, ou de ce qui en tiendra lieu, dans une communauté pacifique.

Certains tiennent pour condamnée toute tentative de cet ordre, sans même se

rendre compte qu'ils tombent à leur tour dans le racisme qu'ils ont combattu. En effet, on ne saurait écarter à l'avance une conversion des Allemands, à moins que ceux-ci ne soient, par nature, voués à l'agression, à la conquête, à la cruauté. En revanche, si les Allemands qui ont été, effectivement, depuis trois quarts de siècle, un danger pour le monde, ont dû leur prétendu tempérament national à des circonstances historiques, à l'influence de certaines idées, à l'ascendant d'une certaine élite, la rééducation, si longue et difficile qu'elle puisse s'annoncer, ne saurait être exclue à l'avance. Bien plus, il serait dans l'intérêt de la France, comme de l'Europe entière, de tout mettre en œuvre pour la favoriser.

Certes, rien aujourd'hui n'incline à l'optimisme. Il semble bien que les Allemands, pour la plupart, éprouvent plutôt le regret de leur défaite que le remords de leurs crimes. L'occupation militaire crée les circonstances les moins propices à une rééducation qui, par définition, doit venir du peuple lui-même et non d'une contrainte extérieure. De plus, l'occupation telle qu'elle est pratiquée, avec la désunion des vainqueurs, les camps de "*displaced persons*", l'incohérence d'une politique qui détruit les usines et achète, aux frais du contribuable anglais et américain, la nourriture pour les populations affamées, le mélange de flatterie verbale et d'incohérente rigueur, tous les événements depuis mai 1945 sont plutôt de nature à susciter le cynisme qu'une fois nouvelle.

Tout ce que nous souhaitons, c'est que la France adopte franchement, résolument, une attitude positive à l'égard de la reconstruction allemande. Qu'au lieu de la craindre, elle donne l'impression de la souhaiter et s'affirme capable de l'orienter. Qu'on nous comprenne bien: quand un haut dirigeant américain exprime l'admiration qu'il éprouve pour l'effort démocratique des Allemands depuis la défaite, il se moque de ses auditeurs comme il se moque des grands mots qu'il emploie. Il n'y a pas de démocratie sous un maître étranger. Il n'y a pas de démocratie dans la misère et la faim. La France, la plus désintéressée des quatre grandes puissances, puisqu'elle ne songe pas à utiliser l'Allemagne à ses fins propres, est en mesure d'éviter cette hypocrisie et de dire franchement ce qu'elle attend, ce qu'elle espère.

Elle attend des réparations allemandes une aide pour sa reconstruction, l'intégration de la Sarre dans son économie, une part du charbon de la Ruhr, une nouvelle organisation du combinat Ruhr-Lorraine. Aucune de ces exigences n'est incompatible avec les perspectives raisonnables d'un patriote allemand. Même si la France continuait à insister sur une certaine décentralisation, une forme de fédéralisme, elle ne touche pas à l'essentiel. Puisqu'elle accepte l'unité

économique - et comment s'y refuserait-elle - elle accepte virtuellement une certaine forme d'unité politique. Celle-ci est menacée aujourd'hui non par la renaissance des anciens États, mais par la rivalité des grands. Or la France est aussi hostile que l'Allemagne à la permanence d'une ligne de séparation au milieu de ce qui fut le Reich.

Rien ne s'oppose donc à l'affirmation d'une doctrine française, doctrine positive et constructive qui se donne pour fin une Allemagne reconstituée dans une Europe pacifique. Du coup, notre régime d'occupation trouverait ce qui lui a manqué: une idée directrice. Nous ne savons quel objectif lointain nous visons. Nous ne savons quel langage adopter à l'égard de l'ennemi d'hier. Nous ne savons pour quelle Allemagne, pour quelle Europe nous travaillons.

Je pense que notre chance, si faible soit-elle, de refaire société avec un peuple dont les forfaits crient au ciel, consiste à affirmer que nous en avons la volonté et que nous ne désespérons pas d'y parvenir.

Je pense que la reconstruction de l'Allemagne se fera contre nous, si par notre faute, elle se fait sans nous.

Le pluralisme syndical

Combat
8 février 1947

La prétention, exprimée par la CGT, de représenter seule la classe ouvrière dans la discussion des conventions collectives, est exorbitante en droit comme elle est injustifiable en fait. Élément de la tactique par laquelle la CGT et le parti communiste tendent au contrôle exclusif de la classe ouvrière, elle doit être envisagée dans toute sa gravité, à la fois sur le plan des principes et sur celui de la politique concrète.

Comment soutient-on une telle prétention? Un seul argument serait acceptable: l'absence d'une autre organisation représentative des salariés. Or, comment refuser à la CFTC ce caractère représentatif qu'on lui a reconnu en tant d'autres circonstances, par exemple en acceptant sa participation à la commission supérieure des conventions collectives, ou aux accords signés avec la Fédération des Caisses de sécurité sociale? Dira-t-on que dans certaines branches industrielles, elle ne groupe que de faibles effectifs? C'est bien possible, encore que dans la plupart des cas, à en juger par les élections aux comités d'entreprises, il s'agisse d'une minorité non négligeable. Mais admettons même que cette minorité soit ici ou là, non pas d'un quart ou d'un cinquième, mais d'un dixième. L'exclusion de ce petit nombre, le pouvoir absolu de la majorité, n'en deviendraient pas légitimes pour autant. On serait seulement conduit à appliquer les règles de la proportionnelle (ce qui se produit d'ailleurs très souvent).

En vérité, la question est d'une extrême simplicité: ou bien l'on reconnaît le pluralisme syndical, ou bien on le rejette. Si l'on admet que l'ouvrier est libre d'adhérer au syndicat de son choix, la CFTC doit participer à la discussion des conventions collectives. Ou bien, tout en souscrivant du bout des lèvres au principe du pluralisme, on s'ingénie à le tourner et on s'efforce d'étouffer les groupements rivaux. Alors tout devient clair, mais du coup les démocrates authentiques ont l'occasion de se compter.

Les communistes, ce n'est pas un mystère, s'intéressent avant tout aux fédérations, car c'est dans les fédérations que se développe l'activité essentielle des organismes professionnels. Au niveau inférieur, les perspectives sont trop étroites, et, de plus en plus, directives et décisions viennent d'en haut. Au niveau supérieur, celui du comité central, les opposants sont désarmés s'ils n'ont pas d'action sur les forces véritables, à savoir les fédérations. Le refus opposé à la

CFTC se rattache à la manœuvre d'ensemble par laquelle les communistes ont réussi à s'assurer une autorité presque complète sur les fédérations ouvrières.

Une concession sur ce point ne serait pas funeste seulement par le fait qu'elle violerait le principe du choix individuel, faute duquel la liberté meurt et la mise au pas autoritaire triomphe. Elle équivaldrait à consacrer le pouvoir des dirigeants actuels et à leur donner une assurance de durée indéfinie. En effet, une organisation condamnée au silence et à l'inaction, quand il s'agit des conventions collectives, c'est-à-dire aux yeux des ouvriers, de l'essentiel, est inévitablement discréditée. Indirectement, l'organisation majoritaire recevrait un monopole de fait.

Certains, parmi ceux qui appartenaient, avant la fusion, à la vieille CGT, (celle qui était jalouse de son indépendance à l'égard de tous les partis politiques) inclineront peut-être à suivre le mouvement et à manquer à leurs propres idées sous prétexte qu'ils ont peu de sympathie pour les travailleurs chrétiens. Ce serait là une pauvre raison et une pauvre politique. Ce qui est en jeu, ce n'est pas la cause d'une minorité mais celle de toutes les minorités. Et qui, sauf les opportunistes et les lâches, peut se dire qu'il sera toujours de la majorité?

Les vieux syndicalistes ont beau avoir la mémoire courte et beaucoup de résignation, ils n'ont pas perdu le souvenir du temps où il existait deux organisations révolutionnaires. À défaut de motif plus haut, ne seront-ils pas au moins soucieux de réserver l'avenir?

Sauvegarder les droits des minorités, c'est défendre la liberté de tous.

Déception

Combat
9-10 février 1947

Il est excellent que le chef du Gouvernement s'adresse directement au pays, mais à une condition: qu'il ait quelque chose d'important à lui dire. Autrement le discours risque de décevoir d'autant plus que l'on espérait davantage.

L'annonce d'une nouvelle baisse de cinq pour cent, que toute la presse laissait prévoir depuis quelques jours, n'a certainement surpris personne. De toute manière, l'effet psychologique obtenu la première fois ne pouvait être répété. Le président du Conseil a lui-même reconnu que la mesure comporterait des modalités complexes d'application, ce que l'on admettra volontiers. (Pour ne prendre qu'un exemple, la baisse de cinq pour cent sur les produits subventionnés équivaut à une augmentation des subventions de l'État). Chacun souscrira à la politique qui tend à la baisse des prix, au dégonflement des stocks, à la moralisation du commerce, mais l'affirmation vigoureuse de ces intentions irréprochables ne suffit pas à dissiper le malaise qu'entretient le spectacle renouvelé des conflits entre les ministres, entre les partis.

Il n'y a plus de résident général en Tunisie et on se demande s'il y a encore un haut-commissaire en Indochine. Interrègne périlleux en une période comme la nôtre. La pire solution consisterait d'ailleurs à maintenir un homme auquel les campagnes de presse enlèveraient simultanément toute autorité. Le Quai d'Orsay négocie un traité d'alliance avec la Grande-Bretagne et le comité central d'un des partis du Gouvernement fait connaître publiquement les conditions auxquelles il subordonnerait la conclusion de l'alliance, comme pour renforcer l'action de ses représentants dans les Conseils des ministres.

Dans l'ordre économique, l'incertitude est la même. On prétend déclencher un mouvement de baisse des prix par voie d'autorité et en forçant la conviction des intéressés, mais l'alternative, baisse des prix ou hausse des salaires, n'est pas clairement tranchée. Or, pour que la psychologie de baisse se répande peu à peu, il faudrait en tout cas, que la volonté du Gouvernement sur ce point décisif ne pût être mise en doute.

On aurait tort, du reste, de fonder des espoirs excessifs sur la technique de baisse décrétée, tant que les causes de hausse, pénurie et excès des revenus, continuent d'agir. Par le déficit budgétaire, l'État distribue des masses de revenus auxquelles ne correspondent pas des biens réels. Le déficit de l'année 1947 sera,

nous dit-on, supérieur à l'année 1946. Comment arrivera-t-on à stériliser ce pouvoir d'achat excédentaire, à maintenir stables les cours des objets de première nécessité? On aurait aimé que le président du Conseil définît dans l'ensemble ses conceptions économiques, qu'il répondît aux questions que se pose l'opinion: quelle va être l'organisation du ravitaillement? Quelles sont les perspectives d'obtenir au-dehors de nouveaux crédits, puisque les anciens approchent de l'épuisement?

On nous répondra qu'il s'agissait de frapper un deuxième coup, d'appeler les Français à collaborer à l'œuvre commune d'assainissement économique. Nous soutiendrons la tentative demain comme nous l'avons fait hier. Mais qu'on ne se fasse pas d'illusion: la méthode Coué ne suffit pas.

On avait acclamé le premier discours de baisse de Léon Blum. On a encore écouté celui de M. Ramadier. Mais on attend autre chose.

Le spectacle et la réalité

Combat
18 mars 1947

Scandales financiers, complot de Fresnes, bagarres parlementaires, fermeture des boucheries, découvertes de dépôts d'armes, etc., tel est le tableau de la France que les journaux furent bien obligés d'offrir à leurs lecteurs en cadeau de joyeux avènement. Aucun de ces faits n'était inconnu du public, aucun n'est inédit ni décisif: rassemblés sur quelques pages et titrés comme il convenait, ils risquaient d'éveiller l'impression d'une crise aggravée, proche de la rupture finale.

Sur la force et la faiblesse du Gouvernement, on a tout dit. Composé des représentants de partis ennemis, présidé par un homme politique dont les relations s'étendent loin, mais dont l'autorité personnelle est limitée, il ne craint pas d'être renversé, mais il risque à chaque instant de se dissoudre. Plus encore que la conférence de Moscou, c'est la difficulté de le remplacer qui lui vaut de durer. Quand il n'y a pas de distinction entre la majorité et l'opposition, toute crise ministérielle prend plus ou moins figure de crise de régime.

Les incidents parlementaires ou les faits divers sensationnels n'ont évidemment pas une portée immédiate à la mesure de la signification symbolique que leur prête l'opinion. Rien n'indique que les communistes désirent, pour l'instant, quitter le Gouvernement. Or il faudrait une singulière naïveté pour croire qu'un épisode accidentel, si spectaculaire soit-il, les contraindra à une démarche contraire à leurs intentions ou à leurs intérêts. Et, de l'autre côté, le désir de prolonger la trêve existe également.

Au reste, les griefs que la presse, en tant que telle, nourrit à l'égard du Gouvernement, ne nous inclineront pas à une hostilité systématique. M. Ramadier et ses collègues se sont efforcés laborieusement de poursuivre la politique amorcée par Léon Blum. Ils ont eu le courage de résister aux pressions, de maintenir la stabilité des salaires et ils ont tenté d'agir sur les prix. S'il est vrai que, pour l'ensemble des prix, la baisse est faible, du moins le mouvement continu de hausse a-t-il été arrêté, certains prix spéculatifs ou de marché noir se sont effondrés. On a tendance à méconnaître ces résultats partiels mais effectifs, tant le style gouvernemental décourage l'approbation. Dans son cas, la manière de faire vaut certes encore moins que ce qu'il fait.

Ces constatations ne justifient pourtant pas l'optimisme. Dans les mois, sinon

dans les semaines qui viennent, la France devra surmonter des obstacles autrement redoutables que le scandale Joanowici. Les crédits américains sont épuisés et nous aurions engagé déjà, dit-on, une partie du prêt que nous espérons obtenir de la Banque de Reconstruction. On arrivera probablement à faire la soudure pour le blé, mais la diminution des emblavures, due moins au gel qu'à la dévalorisation du blé par rapport aux céréales secondaires, nous oblige à consacrer des millions de dollars à l'achat de produits alimentaires, alors que nous avons besoin d'acquérir des machines pour réaliser le plan Monnet.

Ces problèmes sont ceux qui commandent en réalité la vie nationale et ils intéressent finalement toute notre politique, intérieure et extérieure. Notre niveau de vie, si médiocre soit-il, dépend de l'aide américaine, il baisserait encore au cas où le manque de devises nous obligerait à restreindre nos achats au-dehors. Quelle somme obtiendrons-nous à Washington? Et à quelles conditions, en adoptant quelle attitude diplomatique?

La revalorisation du blé, décidée en principe par le Gouvernement, est fatale, mais le décalage de prix entre céréales secondaires et blé montre l'insuffisance de la baisse uniforme des prix, conçue par Léon Blum en vue d'un choc psychologique et non comme une méthode technique. Il montre aussi les conséquences désastreuses du dirigisme partiel. Ce sont les prix excessifs de la viande qui ont fait monter ceux des aliments pour le bétail. Aucun moyen de sortir du cercle vicieux sans une conception d'ensemble, rigoureusement appliquée.

Enfin, la situation internationale a changé et la France en a subi le contrecoup. Le discours du président Truman est un élément du jeu politique à l'intérieur de tous les pays du monde. Que les Américains voient dans les progrès de n'importe quel parti communiste, dans n'importe quel point de l'univers, une avance de la Russie soviétique, donc une menace pour leurs intérêts, on le savait déjà, mais on n'osait pas toujours se l'avouer. Désormais, l'équivoque n'est plus possible. Or, comment oublier que le Gouvernement, ou même le régime, actuel est fondé précisément sur le camouflage de conflits tenus pour insolubles, sur des compromis acceptés comme funestes et inévitables? Ce qui allait sans le dire, ira-t-il encore si l'on appelle les choses par leur nom?

En pleine confusion

Combat
20 mars 1947

Commencé dans l'incertitude, poursuivi dans le tumulte, le grand débat de l'Assemblée Nationale sur l'Indochine s'est terminé dans l'équivoque. La majorité gouvernementale s'est divisée, sans que l'on connaisse avec précision la politique que mènera le Gouvernement ou celle que déciderait la minorité communiste au cas où elle obtiendrait le pouvoir.

Sur des formules abstraites, tout le monde s'accorde. Les uns et les autres rejettent l'abandon et l'aventure, les uns et les autres se réclament de l'Union française et de la liberté, condamnent, encore qu'avec des accents différents, le colonialisme du passé, les uns et les autres proclament qu'aucune solution de force ne saurait tenir lieu de solution politique. Plus que jamais, notre but est l'association et l'amitié, non la violence. Certes, mais le sang continue de couler et l'on n'entrevoit pas encore la fin des opérations. Quel homme de cœur n'éprouve une sourde angoisse et une sorte de mauvaise conscience à l'idée que les troupes de la France libérée combattent sur une terre lointaine.

Notre position militaire s'est heureusement améliorée, mais ni M. Ramadier ni M. Moutet n'ont pu fixer le moment où les paroles feraient taire les canons, indiquer les hommes et les partis politiques avec lesquels nous consentirions à traiter. M. Cot et les communistes ont recommandé, semble t-il, de tenir Ho Chi Minh et lui seul, le Viet Minh et lui seul, pour les représentants de la nation annamite. Au contraire, le ministre de la France d'Outre-mer a nié que le Viet Minh, après avoir liquidé ses rivaux, représentât encore l'ensemble de la population. Il semble dès lors que rien ne soit encore décidé et que l'on sache mal comment et avec qui traduire notre volonté d'association. Bien plus, tout en dénonçant les "criminels", les responsables de l'agression du 19 décembre, M. Moutet n'a jeté l'exclusive sur personne, même pas sur celui dont la vie de militant communiste avait été longuement racontée.

Il a été davantage question, au reste, du passé que de l'avenir. Plusieurs orateurs ont démontré une fois de plus les responsabilités directes des chefs du Viet Minh dans les événements de décembre. D'un autre côté, M. Moutet lui-même approuve-t-il sans réserve notre politique cochinchinoise (où les meilleurs observateurs voient notre erreur la plus grave)? Il a parlé, en effet, des autorités qui avaient, sur ce point, "devancé" les instructions du Gouvernement.

Peut-être était-il naïf d'exiger davantage. Peut-être est-il impossible de donner, à l'heure présente, des dates et des noms, peut-être convient-il d'attendre que sortent du chaos indochinois les hommes susceptibles de donner aux Français la double garantie de leur sincérité à notre égard et de leur autorité réelle sur les Annamites. Nous ne refuserons pas cette confiance, sans dissimuler notre impatience.

Le parti communiste, auquel appartiennent le vice-président du Conseil et le ministre de la Défense Nationale, a refusé cette confiance sans qu'il s'ensuive une crise gouvernementale. Encore une fois, pourquoi devrions-nous jouer la comédie de l'étonnement? Cette situation est absurde, elle est néfaste, car n'importe quelle politique vaut mieux que l'absence de politique ou la juxtaposition de politiques contradictoires. Mais puisque les partis refusent d'envisager un ministère sans participation communiste, la dissolution du Cabinet actuel aurait provoqué une crise aux prolongements incalculables. Tout le monde a reculé devant la menace, les uns en votant déjà en commission une partie des crédits militaires qu'exige la politique d'Indochine qu'ils condamnent, les autres en oubliant que désormais même la fiction de la solidarité gouvernementale, charte du ministère Ramadier, a disparu.

Il reste que l'abstention communiste, si elle n'indique pas une intention de rupture, révèle au moins une volonté de durcissement. On ne manquera pas d'observer demain d'autres signes, plus ou moins graves de cette attitude nouvelle. La vie du ministère et du régime en deviendra plus confuse encore. Seul un relâchement de la tension internationale provoquée par le discours de Truman serait susceptible de modifier ces sombres perspectives.

Partie remise

Combat
23-24 mars 1947

La crise ministérielle aurait ouvert une crise de régime. Depuis quarante-huit heures, journalistes et politiques ne cessaient de le répéter et nous en tombons d'accord. Reste à savoir si la manière dont on a évité la dissolution du Cabinet ne révèle pas une crise plus aiguë encore qu'on ne le pensait, et ne contribue pas à l'aggraver.

Dans une perspective à très courte échéance, les raisons de soulagement ne manquent pas. La IV^e République, la France même, aurait perdu la face si la conférence des Quatre avait dû se poursuivre à trois, ou s'interrompre faute de représentant français. L'occasion de la rupture demeurait, en dépit de toute équivoque. L'exigence de négociations immédiates avec Ho Chi Minh, formulée par le parti communiste, était difficilement admissible, puisque les télégrammes, surgis sur commande et démentis quelques heures après, ne permettent guère de connaître les intentions réelles de ce partenaire imposé. Mais, d'un autre côté, l'opinion française est loin d'être convaincue et unanime, elle désire passionnément que les opérations militaires se terminent aussitôt que possible et que la diplomatie prenne la relève des canons. Aussi la comparaison, faite par certains, avec les événements de septembre 1939 ne nous paraît pas valable. L'abstention communiste vise avant tout un avantage tactique et idéologique. L'opposition communiste en 1939 avait une portée et une efficacité autrement grandes.

En face de ce maigre crédit, le débit est immense. M. Ramadier achève de perdre ce qu'il pouvait garder encore d'autorité. Il avait proclamé solennellement qu'il ne gouvernerait pas dans l'équivoque. Par conscience et par devoir sans aucun doute, il a préféré se renier que se retirer. Le ministre de la Défense Nationale aura la charge de répartir les crédits qu'en tant que membre de son parti il désapprouve. Nos troupes, dans leurs épreuves, n'auront même pas le réconfort d'être approuvées par le Gouvernement de leur pays. L'autorité de nos négociateurs sur place sera atteinte autant que celle de nos ministres. On nous a répété, et à juste titre, que la paix en Indochine dépend de Paris en même temps que de Saïgon ou de Hanoï. Aussi longtemps que le Gouvernement français n'a pas fait choix d'une politique, aussi longtemps qu'on peut douter de sa résolution (dans un sens ou dans un autre), comment espérer que les diverses fractions du

Viet Nam aboutissent, elles aussi, à un accord et à un choix?

Sur le plan intérieur, la tragi-comédie, terminée au cinquième acte par une réconciliation générale, ne nous a peut-être rien appris de foncièrement nouveau: elle oblige les plus aveugles à regarder en face la réalité. Aucun des partis de la majorité n'a eu le courage de tirer les conséquences de ses principes: quand il a été question d'un gouvernement sans participation communiste, les plus farouches partisans de la solidarité ministérielle, les tenants du "Bidault sans Thorez", ont tout oublié, tout accepté. Ils ont par leurs actes, confirmé la règle de la IV^e République: il n'y a de gouvernement que de coalition. La démocratie 1947 ne supporte pas d'opposition.

Le plus grave, c'est qu'effectivement, la question se pose: supporterait-elle l'opposition d'un parti, maître, directement ou indirectement, des syndicats ouvriers? Si, à une telle question, on donne une réponse négative, si on estime que le régime sorti de la Libération est inséparable de la collaboration constante entre les principaux partis de masse, alors il faut avouer que ce régime n'a rien de commun avec le parlementarisme, et qu'il a pour seule fonction de camoufler les conflits et de différer les solutions. Bien plus, il faut dire qu'il est déjà presque aussi fragile que le ministère Ramadier.

Pour l'instant, on n'a rien gagné, sinon du temps. Quant au pari sur la modération du parti communiste, je crains qu'on ne le gagne pas durablement. Les incidents de ces derniers jours, le passage à l'opposition des partis communistes en Italie et en Belgique témoignent d'un raidissement dont nous aurons bientôt d'autres témoignages. Que ce raidissement s'explique par la diplomatie internationale ou par l'influence des masses mécontentes et des vieux militants révolutionnaires, il ne s'effacera pas aussi vite que les déclarations du président du Conseil. Les mois prochains s'annoncent lourds de difficultés économiques et sociales. Un gouvernement divisé ne parviendra pas à les surmonter et les occasions d'abstentions seront nombreuses et séduisantes.

On a provisoirement sauvé le patient en reportant l'opération chirurgicale. Mais on a aussi, sans le vouloir, démontré que l'art du médecin était désormais incapable de guérir.

L'étalon bifteck

Combat
28 mars 1947

Les Parisiens, privés de viande, ne seront certes pas consolés en apprenant qu'un ministre prend leur misère et ses devoirs à cœur au point d'offrir sa démission à propos du prix de la viande. Mais peut-être l'incident aidera-t-il l'opinion à comprendre les données essentielles du problème économique français.

La solidarité entre les différents marchés, quel que soit le régime, libéral ou dirigiste, est une vérité aussi banale que méconnue. Le ministre qui s'obstine sur ces positions n'obéit pas nécessairement à un caprice ou à un fanatisme doctrinal, car, d'une certaine manière, le prix de la viande intéresse tous les prix, ceux des produits agricoles d'abord, puis par l'intermédiaire de ces derniers le niveau des salaires, et, en dernière analyse, le niveau général des prix et la valeur de la monnaie. En ce sens, on a pu dire que le bifteck était aujourd'hui l'étalon des valeurs.

Ces relations complexes n'ont d'ailleurs rien de mystérieux. Le prix de la viande détermine celui des céréales secondaires et des aliments pour le bétail, sur le marché parallèle, sinon sur le marché légal. Si ces prix "libérés" montent en dépit de la taxe, le blé sur lequel le contrôle s'exerce plus efficacement, deviendra moins rémunérateur pour le paysan et les emblavures diminueront. La disproportion entre prix de la viande et prix du blé entraînera une crise du ravitaillement en pain et le plan Monnet sera compromis par l'obligation d'utiliser nos dollars à l'achat de céréales. En même temps, il faudra adapter les prix du lait et des produits laitiers au niveau toléré pour la viande, sans quoi on ne trouvera plus les marchandises défavorisées.

Ce n'est pas tout. La masse de la population laborieuse dépense entre 70 et 80% de ses revenus pour la nourriture. Si les prix de tous les produits agricoles sont entraînés par la hausse de l'un d'entre eux, tôt ou tard, il faudra réévaluer les salaires. Or, on sait désormais les conséquences d'une telle mesure qui, inévitablement, déclenche une hausse des prix industriels par suite du gonflement des cours et, à terme, une hausse de tous les prix par suite du gonflement des revenus.

Une double leçon ressort clairement. D'abord la condition de la stabilité économique et de la sauvegarde du franc, c'est la répartition à des prix constants

des objets de première nécessité. L'Angleterre a maintenu la stabilité de son économie après sept années de déficit budgétaire considérable, parce qu'elle a réussi l'organisation du rationnement et de la taxation des produits agricoles. Ensuite, une politique dirigiste n'a chance de succès que dans la mesure où elle est cohérente, totale. Quand l'État intervient et décide de fixer les prix par voie d'autorité, il est obligé d'aller jusqu'au bout. Une faille dans le système, la hausse disproportionnée d'un prix aussi important que celui de la viande, précipiterait fatalement la ruine de l'entreprise.

Sur cette voie, il n'est pas question de s'arrêter à mi-chemin. La taxation seule a fait faillite. Pour faire respecter la taxe, on est conduit à remonter jusqu'au producteur et à rétablir, d'une manière ou d'une autre, la collecte supprimée après la Libération. À supposer que telle soit la doctrine du Gouvernement unanime, qu'on n'hésite pas à la proclamer et à agir en conséquence! Les tentatives pour combiner des techniques contradictoires donneraient à coup sûr les pires résultats. En cette matière, le compromis est exclu: il faut choisir.

L'excès des dépenses sur les recettes de l'État met chaque année en circulation des revenus de plusieurs centaines de milliards auxquels ne correspondent pas de biens réels. Ce déficit exerce une pression constante sur les prix. L'exemple britannique prouve qu'il n'est pas impossible, dans des conditions, il est vrai, différentes des conditions françaises, de tenir ceux des prix qui jouent un rôle décisif dans le budget des masses populaires, de canaliser le pouvoir d'achat supplémentaire vers des objets de luxe, de pomper par l'impôt direct et par l'emprunt les revenus fictifs. Mais l'exemple français a prouvé également que, faute d'une politique systématique et continue, la double action du déficit budgétaire et de la pénurie entraîne une hausse indéfinie des prix, les interventions partielles et les taxations sans moyens de contrainte n'ayant d'autres conséquences que de priver les grandes villes de tel ou tel produit indispensable.

L'opinion, quelles que soient ses préférences doctrinales, ne refuserait pas de suivre et de soutenir le Gouvernement, pourvu qu'on lui offre une perspective de surmonter l'inacceptable dilemme de la hausse des prix ou de la disparition des marchandises.

Dilemme français

Combat
1er avril 1947

Les "événements" du dimanche, discours du général de Gaulle, discours du président Ramadier, élection partielle, n'ont pas modifié la situation politique, mais ils en ont brutalement éclairé les traits dominants.

Les trois grands partis, seuls aux prises dans la Drôme, ont maintenu, ou à peu près, leurs positions respectives. Une fois de plus, la preuve a été faite que les opinions des Français sont étrangement constantes. Pour ceux qui imaginent que la dissolution offrirait une issue en cas de crise, la leçon est évidente. Interrogé selon la même méthode, le pays donnerait, selon toute probabilité, une réponse semblable. Tout au plus, le fait que les voix du Rassemblement des Gauches se soient presque toutes reportées sur le MRP suggère-t-il que la question laïque a perdu beaucoup de son importance électorale. Le paysan ou le petit-bourgeois individualiste reconnaît désormais dans le parti des soutanes et la doctrine de la communauté, sinon l'expression de ses désirs, du moins la meilleure protection contre ses pires ennemis.

Solidement retranchés dans leurs fiefs, les partis devraient être assurés de leur sort et dédaigner les paroles d'un homme qui n'a plus d'autres armes que son passé et son prestige. En fait, il suffit d'approcher les grands hommes de la IV^e République pour savoir que le nouveau régime manque de confiance en lui-même et en l'avenir. M. Ramadier a tenu à répondre à l'avance au général de Gaulle: celui qui craint que, à la septième fois, les murailles s'effondrent sous le poids des mots est guetté par le défaitisme.

De ce défaitisme, chacun saisit les véritables raisons, encore que, dans les joutes oratoires, celles-ci soient soigneusement dissimulées. Les éloges prodigués par le président du Conseil au régime parlementaire, "régime de sincérité", valent certainement pour la République idéale, partiellement au moins pour la République d'hier. Comment croire qu'ils valent pour celle d'aujourd'hui?

L'effort de synthèse a un sens. Il répond à une nécessité quand les partis, comme c'est le cas en Angleterre ou aux États-Unis, sont d'accord sur l'essentiel et que leurs programmes traduisent sincèrement leurs intentions. Quand les oppositions mettent en jeu la structure économique et sociale, la vocation spirituelle et la place de la nation dans le monde, il n'y a plus de synthèse possible. L'alternative est celle du compromis (ou du camouflage) et du choix.

La IVe République est fondée sur le compromis entre des idées inconciliables, sur la collaboration entre des partis qui tâchent tout à la fois de poursuivre leur lutte et de gouverner en commun. Quoi d'étonnant qu'elle paraisse usée et que, dans ces premiers pas, on discerne déjà les signes de la vieillesse?

Les mêmes causes qui affaiblissent l'éloge de la synthèse parlementaire, rendent, provisoirement au moins, inefficaces les appels à l'unité nationale. Lorsque le général de Gaulle défend la résistance, œuvre de la France entière, contre les tentatives d'exploitation partisane, il devrait être applaudi par tous: il ne l'a pas été. Entre communistes et non-communistes, l'unité morale, l'unité d'action n'a pas survécu à la présence de l'ennemi sur notre sol. Bien plus, - pourquoi taire la vérité, si amère soit-elle? - même la présence de l'ennemi ne suffisait pas à cimenter l'union entre des soldats qui livraient combat ensemble, mais non pour les mêmes raisons, ni avec les mêmes espoirs.

M. Ramadier dénonce l'unité autour de "la grandeur éphémère d'un homme" et il est vrai que même la grandeur durable d'un homme ne suffit pas à la longue à rassembler les énergies. En revanche, s'il parle de l'unité qui viendrait des idées, on a beau jeu de lui demander où sont les idées susceptibles de rapprocher, dans une seule et même volonté, communistes et démocrates!

Le dilemme de la France n'est donc à aucun degré, comme on voudrait nous le faire croire: un homme ou les idées. Le dilemme véritable, celui que l'on formule dans les conversations privées, est autrement tragique: ou une coalition des contraires, végétant dans la médiocrité et à chaque instant menacée par la paralysie, ou la scission, avec le risque de guerre civile et de recours à des méthodes autoritaires.

Peut-être n'y a-t-il pas de troisième terme, comme le croient au fond également partisans et adversaires du général de Gaulle. Mais je n'en suis pas sûr. Il existe virtuellement une majorité de démocrates qui, à condition de surmonter les querelles secondaires ou anachroniques, rendrait la vie au Parlement en restaurant la distinction, indispensable en démocratie, de la majorité et de l'opposition. Faute d'un tel regroupement, aucun régime ne sera viable, ni celui d'aujourd'hui, ni celui que l'on tenterait d'édifier dans une heure de détresse.

Le courage d'innover

Combat
3 avril 1947

Les négociations officielles n'ont pas encore commencé en Indochine et le sang a déjà coulé à Madagascar. S'il était besoin d'une démonstration supplémentaire, cette succession d'événements l'apporterait: la crise latente ou déclarée, intéresse l'ensemble de ce que l'on appelait Empire français et que l'on a entrepris de transformer en une Union française.

Quelles que soient les causes immédiates de la révolte, que les informations des agences ne permettent pas d'apprécier exactement, il est difficile de se faire des illusions sur le caractère et la portée du mouvement qui entraîne vers la libération les populations soumises au régime colonial. On ne le répétera jamais trop: ce régime est mort. La perte de puissance et de prestige des nations européennes, la diffusion des idées empruntées aux colonisateurs eux-mêmes, l'éveil ou le réveil de la conscience politique dans les populations indigènes, les propagandes, proches ou lointaines, des grands empires du XXe siècle, Union Soviétique et États-Unis, dont les idéologies contradictoires s'opposent également au maintien du statu quo, toutes ces raisons "réalistes" suffisent, sans même invoquer les arguments moraux pour condamner l'absurde prétention de prolonger l'ordre, ou le prétendu ordre établi.

D'un autre côté, il n'est pas moins clair que la diplomatie mondiale ne tolère pas de vide et que nos colonies, même si elles obtenaient une théorique indépendance, représenteraient un vide bientôt rempli par d'autres présences. Aussi ne semble-t-il ni naïf, ni utopique d'espérer que l'évolution de nos territoires d'outre-mer vers une authentique autonomie puisse se dérouler dans le cadre de l'Union française.

Il est à craindre, malheureusement, que l'on ne tire une leçon contraire des troubles de Madagascar. Ceux-ci ont, en effet, surgi à la suite d'élections et beaucoup inclineront à imputer à ces mesures libérales les émeutes et les combats. Il se peut que l'introduction des méthodes européennes ait favorisé l'agitation et l'organisation des opposants. La minorité à laquelle le droit de vote a été attribué se recrute surtout dans la population des plateaux, qui régnait sur la grande île avant notre arrivée et qui désire le plus vivement notre départ parce qu'elle y trouverait le plus d'avantages.

Une telle argumentation serait fatale si elle inclinait à rechercher une solution

dans le seul recours aux procédés de force. Un empire qui ne tiendrait que par l'usage ou la menace permanente de la violence, quelle valeur aurait-il pour la France, pour son autorité dans le monde, pour sa vocation, pour sa puissance même? Et combien de temps durerait-il, au-delà de la trêve que nous assurerait la possession d'une force qui, si diminuée soit-elle, reste encore supérieure à celle de nos protégés? Qu'on le veuille ou non, pour la conscience française comme pour le destin temporel de la France, il n'y a pas d'espoir dans un retour en arrière.

Et il y en a dans l'audace et la générosité. En Indochine, comme à Madagascar ou en Afrique du Nord, les dirigeants de ces peuples jeunes ou rajeunis n'ont pas fixé une fois pour toutes leur position. Leur choix en faveur d'une évolution pacifique ou d'une lutte révolutionnaire dépend certes pour une part des influences extérieures qu'ils subissent. (Certains peut-être sont déterminés par une doctrine ou des mots d'ordre sur lesquels nous n'avons pas de prise). Mais leur choix dépend aussi de nous-mêmes. Les modérés l'emporteront dans la mesure où nous témoignerons de notre sincérité, où nous leur donnerons la preuve que l'Union française n'est pas seulement un mot destiné à couvrir la réalité d'hier mais un avenir à la mesure de nos devoirs et de leurs aspirations.

Que les suites économiques de la guerre aggravent la crise, il serait absurde de l'oublier. Nos colonies recevaient leurs produits manufacturés de France et la métropole n'a plus les moyens ni de les fournir, ni de les acheter au-dehors. Mais cette pauvreté même nous impose le courage d'innover. La mise en valeur des ressources locales, l'industrialisation des territoires d'outre-mer, une plus grande liberté douanière, ne sont pas moins inéluctables que l'accession des élites indigènes à des fonctions responsables. Là encore il faut prévenir au lieu de subir, concevoir et réaliser d'avance au lieu de s'adapter vaille que vaille à la contrainte des événements: affaire d'intelligence et de foi.

Pour surmonter la révoltante alternative de l'abdication et de la violence, la France ne saurait compter ni sur l'éclat de son passé, ni sur la complicité des hommes et des choses, ni sur l'aide du temps: la France ne peut compter que sur elle-même.

Le Père Ubu au travail

Combat
6-7 avril 1947

L'État réduit son train de vie. L'activité impitoyable de la commission de la "hache" vaut au Gouvernement des félicitations unanimes. Nous ne marchanderons pas les nôtres: quoi de plus raisonnable, en effet, au temps de la pauvreté, que la réduction des dépenses publiques?

Il serait fâcheux pourtant d'éveiller dans l'opinion des espoirs que les chiffres suffisent à dissiper. La suppression de 50.000 emplois entraînera 2 à 3 milliards d'économies, l'année prochaine. Je me permets de rappeler que les dépenses de l'État dépasseront cette année les recettes de plus de 400 milliards.

Ce n'est pas 50.000 fonctionnaires qu'il faudrait licencier, nous dit-on, c'est plusieurs centaines de milliers. Reportons-nous aux statistiques. Les effectifs des fonctionnaires à la charge du budget central ont augmenté de 60% par rapport à 1936, de 40% par rapport à 1941. Mais en Grande-Bretagne, entre 1939 et 1946, l'augmentation atteint 80%. Il est facile de soulever les passions en vitupérant les 400.000 budgétivores supplémentaires. On oublie qu'aucun pays n'échappe à ce phénomène qu'appelle inévitablement le changement de la structure politique et sociale: les fonctionnaires se multiplient à mesure que s'élargissent les attributions de l'État. Qu'on s'en prenne donc à la cause et non à l'effet.

Le ministère du Ravitaillement employait, en 1946, 27.000 agents: qu'on revienne à la liberté et ils disparaîtront. Si c'est cela que l'on veut, qu'on le dise. L'Éducation en emploie 45.000 de plus: y a-t-il trop d'instituteurs? Les PTT et les Travaux Publics, près de 100.000 de plus: y a-t-il trop d'employés derrière les guichets? Les ministères des Anciens Combattants et de la Reconstruction ont embauché 40.000 agents. L'organe est né de la fonction. Nous payons les suites de la guerre: encore une fois, nous ne sommes pas seuls dans ce cas.

Nous ne songeons pas à nier d'incontestables abus que l'on a souvent dénoncés. Dans certaines administrations centrales, une inflation de directeurs a sévi. Les 70.000 agents supplémentaires des ministères des Armées et de l'Armement nous laissent rêveur quand nous songeons au déclin de nos forces navales, terrestres et aériennes. Nous voulons simplement marquer un ordre de grandeur. En l'absence d'une réforme profonde qui accroîtrait le rendement de la machine administrative, en dehors d'une réforme politique qui restreindrait les pouvoirs de l'État, la réduction d'effectifs (qui s'appliquera surtout aux auxiliaires

et aux contractuels mal payés) portera, dans l'hypothèse la plus optimiste, sur 100.000 postes. En deux ou trois ans, on arrivera, par cette méthode, à quelque 10 ou 15 milliards d'économies. C'est parfait, mais ce n'est pas à l'échelle de nos besoins.

Encore faut-il que la "hache" soit maniée avec un minimum de discernement. Une récente proposition, non encore ratifiée, de la direction de la Radio, offre un exemple irréprochable de ce qu'il ne faut pas faire. Le plan établi à l'avance comportait la suppression de 300 emplois à la Radiodiffusion. Qui a été frappé? Manifestement, le choix a été dicté par l'estimation, non des valeurs, mais des résistances prévisibles. 1.000 personnes assurent la perception des redevances: toutes sont indispensables. Il y a 1.300 techniciens: on ne saurait se passer des services d'aucun d'eux. Sur les "variétés" dont nous apprécions chaque jour la subtilité et le goût impeccable, aucune économie n'est possible. En revanche, moins de cent personnes ont la mission de répandre à travers le monde la voix de la France: 70 sont de trop. Père Ubu pas mort: à la trappe les émissions étrangères, à la trappe!

La France est trop pauvre pour se payer le luxe de maintenir le contact avec ses innombrables amis, dispersés aux quatre coins de la planète! L'argument serait absurde, car les émissions parlées en langue étrangère sont la forme la moins coûteuse de propagande, puisqu'elles sont payées en francs à Paris. Nos attachés de presse et l'Agence de Presse consomment des devises.

En vérité, nous n'y croyons pas. Nous n'aimons pas à hausser le ton et nous sommes convaincu que la nouvelle est fausse ou, du moins, qu'elle va être démentie. Au reste, il est certaines absurdités que l'opinion publique demeure encore capable d'empêcher. Poussée à un certain degré, la bêtise d'abord fait rire, mais elle inspire ensuite des sentiments violents.

En quête d'une majorité

Combat
8 avril 1947

La phrase finale du discours de Bruneval avait suffi pour que Maurice Thorez, Léon Blum et Julien Benda proclament la République en danger. Un des objectifs du discours, prononcé hier à Strasbourg, est manifestement d'apaiser ces inquiétudes, dans la mesure du moins où elles étaient sincères et ne servaient pas à rassembler des partis, séparés sur l'essentiel, sous prétexte de faire front à un commun péril. Le général de Gaulle a mis l'accent sur la République et précisé que le rassemblement de la France auquel il convie les Français se déroulerait "dans le cadre des lois".

Sans doute le général de Gaulle a-t-il repris les idées qu'il avait plus d'une fois développées sur la Constitution et les partis. Encore a-t-il pris soin de juger moins selon les principes que d'après l'expérience. On ne condamne pas les partis, inséparables de la démocratie moderne, en tant que tels. On condamne un régime qui leur remet tous les pouvoirs, alors qu'ils sont voués, en dépit de leurs discordes, à se partager les postes de direction. On condamne ou plutôt on déplore l'impuissance de ministères, formés par les représentants de partis rivaux et incapables d'une politique continue et cohérente.

Certains ne manqueront pas de dénoncer cette condamnation, comme si elle équivalait à une condamnation de la République et de la démocratie. Et pourtant, dès qu'ils s'expriment librement, la plupart des parlementaires ne sont pas moins sévères que l'orateur de Strasbourg. Les confidences des ministres sur le fonctionnement des ministères de coalition enrichiraient aisément l'acte d'accusation. En vérité, le doute ne porte guère sur la justesse de la critique. La vraie question est autre: quel moyen d'en sortir?

Admettons même que le général de Gaulle tienne toute prête une réforme de la Constitution, susceptible d'atténuer les vices reconnus du système. Personne ne s'abandonnera à l'illusion qu'une telle réforme suffirait. Plus que les lois organiques, ce sont les relations de force entre les partis qui portent la responsabilité des gouvernements contradictoires et de l'État paralysé. De plus, la réforme constitutionnelle ne tombera pas du ciel, elle suppose le rassemblement préalable d'une majorité résolue à l'imposer. Le parti communiste se dressera contre le révisionnisme. Celui-ci n'a donc une chance de l'emporter qu'à la suite d'un regroupement des hommes et des partis. Mais socialistes et

MRP ont plus d'une fois démontré qu'ils ne conçoivent pas de gouvernement sans la participation des Trois Grands. Nous voilà au rouet.

Au reste, un tel regroupement ne pourrait guère s'opérer autour du thème, abstrait et lointain, de la réforme constitutionnelle. Tout au plus celle-ci serait-elle un des éléments de la doctrine. Telle est, semble-t-il, la conviction du général de Gaulle, puisqu'il a esquissé un programme de gouvernement, dont on discerne aisément les grandes lignes. Nous sommes des Occidentaux. Nous refusons de nous lier à l'un ou l'autre des blocs rivaux, mais si la liberté était en péril dans le monde, États-Unis et France se retrouveraient côte à côte. Il faut reconstruire l'Europe pour qu'une zone neutre s'établisse entre les empires géants. Par suite, dans l'ordre économique, nous écarterons à la fois le capitalisme traditionnel et le collectivisme totalitaire. Ces idées directrices rallieraient à coup sûr une large majorité du pays. Les difficultés interviendraient au-delà de ces propositions, fatalement vagues et générales. Par souci d'adoucir l'expression, que l'on juge d'ordinaire brutale, de sa pensée, le général de Gaulle a éveillé le désir de compléments et de précisions.

Du même coup peut-être a-t-il atténué ce qui aurait pu être le danger de sa campagne. Les attaques contre la Constitution risquaient de forger, contre la menace de "pouvoir personnel", une solidarité, artificielle et stérile, entre les partis rivaux et d'ajouter à nos querelles une querelle de plus. L'appel à un rassemblement autour d'un programme de gouvernement devrait écarter ce risque.

En régime démocratique, l'unanimité nationale ne survit pas aux circonstances exceptionnelles de guerre ou de crise. Personne ne songe à un rassemblement contre le Parlement. Le but, c'est de substituer à des coalitions déchirées une majorité capable de concevoir et d'appliquer un programme. Le prestige d'un homme peut aider à la formation de cette majorité, mais en fin de compte l'essentiel reste de se grouper autour des idées et en vue de l'action.

Stabilité politique de la France?

Combat
12 avril 1947

On nous accusera, à coup sûr, de cultiver le paradoxe. La République vient à peine de mettre en vigueur sa Constitution, et déjà elle se proclame menacée par l'hostilité d'un homme et le complot de ses éternels ennemis. Ses plus fermes partisans, convaincus qu'elle est encore mal assurée, s'interrogent sur son avenir. En URSS comme aux États-Unis, on se demande, avec des espérances contradictoires, dans quel camp notre pays divisé va finalement se ranger. Et nous parlons de stabilité!

Nous n'ignorons rien de ces incertitudes et bien souvent, parce que nous avons exposé brutalement les motifs de nos doutes, on nous a imputé de sinistres arrière-pensées. Nous voudrions seulement compléter l'analyse, en soulignant deux faits: la constance des opinions politiques des Français, l'équilibre approximatif des forces.

Aux élections partielles de la Drôme, les grands partis ont, à peu de chose près, retrouvé leurs troupes. Le MRP a rallié la plupart des voix radicales, plus opposées manifestement à l'Église rouge qu'à l'Église noire. Cette répartition des électeurs rend à peu près inévitable la coalition des contraires puisque, on l'a répété plus d'une fois, le parti socialiste se refuse à choisir, c'est-à-dire à gouverner soit avec les seuls communistes, soit avec le seul MRP.

La politique française était orientée par un mouvement séculaire vers la gauche. La fonction gouvernementale est passée des notables aux opportunistes, des opportunistes aux radicaux, des radicaux aux socialistes, enfin des socialistes aux communistes. Le "sinistrisme" continue, mais un autre mouvement a surgi en réaction. La coalition Front Populaire grouperait aujourd'hui quelque 60% des votants, soit entre 5 et 10% de plus qu'en 1936, mais elle est définitivement brisée. L'anticommunisme des socialistes modérés et des radicaux ne le cède en rien en virulence à celui du MRP, et il existe ainsi, en puissance, une coalition anticommuniste qui grouperait, elle aussi, quelque 60% du pays. Mais dans le cadre parlementaire, cette coalition demeure tout aussi virtuelle que celle du Front Populaire parce que les groupes qui en feraient partie ne s'aiment pas, et qu'ils n'ont ni le désir ni le courage de rompre avec les communistes et la CGT. La combinaison de ces deux oppositions droite-gauche, anticommunisme-communisme, ou si l'on préfère le recouplement des oppositions d'hier et de

celles d'aujourd'hui, aboutit à une sorte d'équilibre, précaire et peut-être durable.

D'où viendrait la rupture? Les déplacements de voix, sauf événement imprévisible, ne donneront pas la majorité aux communistes et communisants. Le parti socialiste ne renoncera pas non plus à la solidarité ouvrière (ou à ce qu'il en reste). Les positions sont prises: citoyens, partis, classes sociales s'opiniâtrent dans leurs haines, leur attente, leur refus, vitupérant les uns la réaction, les autres la tyrannie communiste. Mais en dépit de la polarisation dont il est tant question, ni d'un côté ni de l'autre, les passions ne s'échauffent au point que l'on aspire à descendre dans la rue et à régler par la violence les conflits, inexpiables sur le plan des idéologies.

Même le général de Gaulle est, d'une certaine manière, intégré à ce système de force. Sans doute éveille-t-il l'enthousiasme d'une large minorité (35% environ, d'après l'Institut d'opinion publique). Il apparaît à beaucoup comme le chef désigné "d'une alliance occidentale", qui rassemblerait la majorité des électeurs et des élus. Mais cette coalition, elle aussi, appartient au royaume des ombres. Le referendum a montré la résonance de la voix du général de Gaulle quand le peuple souverain est invité à répondre oui ou non; il n'en résulte pas encore qu'un parti gaulliste, rivalisant avec les autres partis, trouverait la même faveur. (Il n'y a pas d'élections générales prévues avant quatre ans).

Dans l'immédiat, le discours du général de Gaulle suscitant la crainte des partis et du Parlement, amène ceux-là à se raidir, celui-ci peut-être à s'unir. Les quelques socialistes dont on connaît les sympathies pour le général de Gaulle, se défendent énergiquement contre l'accusation de "gaullisme" aux séances du comité directeur ou du groupe parlementaire. Combien de députés MRP, s'ils étaient acculés au choix, renonceraient à leur mandat pour s'inscrire au RPF? Même les partis inclinent à la sagesse et s'efforcent de suspendre leurs querelles pour faire front à ce qu'ils estiment un commun péril.

Il reste que la rupture sera peut-être imposée aux hommes par les choses et à la France par le monde. L'arrêt de l'inflation écarte provisoirement une des éventualités que d'aucuns envisageaient. Mais la crise de l'empire et la tension américano-russe sont susceptibles de provoquer les conditions de rupture.

Les Français auraient tort, d'ailleurs, de voir, dans ces menaces extérieures, un alibi et une excuse. Car il ne suffit pas d'éviter la rupture pour assurer le relèvement de la France, il faut encore, et c'est le plus difficile, éviter que l'équilibre des forces ne perpétue l'impuissance et la paralysie.

L'occasion de la rupture

Combat
17 avril 1947

L'attitude adoptée hier par les ministres communistes pose deux sortes de questions: les unes concernent Madagascar et l'Union Française; les autres la politique française tout entière.

Nous n'avons jamais dissimulé les inquiétudes que nous inspirait le destin de l'Empire. Convaincus que le système colonial appartient au passé, nous attendions impatiemment que l'idée généreuse de l'Union Française se traduisît en actes et en institutions. Le risque était double. Plus nous retardions les réformes, plus la fièvre montait. D'un autre côté, les réformes faites à chaud, au moment où sévit la pénurie, alors que le prestige et la puissance de la métropole sont au plus bas, suscitent inévitablement, dans la période transitoire, le danger de réactions violentes. Entre ces risques, nous avons fait un choix: le risque suprême à nos yeux, c'était l'inaction et la facilité.

Les derniers incidents ne nous amèneront pas à changer de position et nous nous garderons d'adopter telle quelle la doctrine du ministre de la France d'Outre-mer. L'arrestation de députés couverts par l'immunité parlementaire nous a paru aussi grave en fait qu'en droit. Mais nous ne sommes pas juristes et nous laisserons aux juges le soin de décider si la notion de "flagrant délit continu" s'applique valablement au cas actuel.

Il reste que M. Moutet a soumis au Conseil un dossier d'où il ressort que l'insurrection a été préparée, organisée, déclenchée par le parti de la Rénovation Malgache. L'insurrection aurait éclaté à l'heure H, sur un mot d'ordre venu de la capitale, après une décision prise par le Comité directeur du parti. Si cette version est exacte, on voit mal comment un gouvernement, quel qu'il soit, aurait pu agir, dans ces derniers jours, autrement que le gouvernement Ramadier. Il ne semble pas que les ministres communistes aient contesté les documents apportés par M. Moutet. Dans ces conditions, quelles que soient les responsabilités lointaines, la question des responsabilités immédiates serait claire.

Dès lors, on se demande pourquoi les communistes ont poussé jusqu'à la rupture leur hostilité au ministre de la France d'Outre mer et à sa politique. Le Viet Minh, par son idéologie, par ses dirigeants, peut passer pour un parti frère et l'appui intermittent qu'il a reçu du PC s'explique aisément. Rien de pareil avec le parti de la Rénovation Malgache qui se recrute parmi les Mérinas des plateaux,

maîtres avant notre arrivée, d'une partie de l'île. Les députés malgaches n'ont pas été accueillis sans réserve par les communistes français qui les dénonçaient, naguère encore, comme des féodaux. L'occasion même paraît peu propice à la rupture: l'opinion ne s'est pas passionnée jusqu'à présent pour les événements lointains de Madagascar. Et comment, à moins de réclamer purement et simplement l'évacuation de Madagascar, les communistes approuveraient-ils politiquement une insurrection qui aboutit, comme il était prévisible, non à la liberté, mais à l'effusion de sang?

On est donc conduit à chercher plus loin. Le refus des crédits d'Indochine hier, le refus des mesures prises à Madagascar aujourd'hui auront à brève échéance une conséquence fatale: la dissociation de la majorité qui gouverne la France depuis la Libération, autrement dit la fin du compromis entre communistes et non-communistes. La formation de comités de vigilance contre le RPF tendait, en apparence, à un front populaire de nouveau style, à une alliance plus étroite entre communistes et socialistes. Le retour à un anticolonialisme radical relèverait d'une autre tactique. Elle isolerait les communistes et communistes et provoquerait ce regroupement des partis auquel songeait le général de Gaulle et que les communistes eux-mêmes ne cessaient de vitupérer.

Personne n'ignore ces conséquences, surtout pas les premiers intéressés. Ils ont à coup sûr obéi à des raisons impérieuses, profondes. Une fois de plus, pour comprendre, on tourne les yeux vers le dehors. En dépit de sa prudence, M. Bidault s'est trouvé finalement plus proche des Anglo-Saxons que de la Russie soviétique. La rivalité des "Grands" traverse actuellement une phase aiguë et s'étend à la planète entière. Que les communistes aient été invités à un regain d'activisme et tout s'expliquerait: plus d'un supportaient impatiemment la modération à laquelle ils s'étaient pliés depuis des années.

Crise de l'Empire et tension russo-américaine, disions-nous il y a quelques jours, menacent l'équilibre instable du système politique de la France. Si le moment de la rupture était déjà arrivé, la crise actuelle signifierait bien autre chose qu'une crise ministérielle.

Crise permanente

Combat
18 avril 1947

Donc, il ne s'est rien passé. M. Ramadier a dit: "Le Gouvernement a arrêté des solutions, elles ont été adoptées. Je n'ai été informé d'aucun propos d'un membre du Gouvernement déclarant qu'il n'acceptait pas les décisions prises". Certains avaient la naïveté de croire que l'opposition des ministres, représentant un des partis de la majorité, à la politique du gouvernement dans l'Union Française, tirait encore à conséquence. Ils avaient tort. Le principe de la solidarité ministérielle est sauf dès lors que personne n'a déclaré "qu'il n'acceptait pas les décisions prises".

Si nous comprenons bien cette formule, le maintien de l'équipe au pouvoir, n'exige ni l'accord des ministres sur les idées et les actes, ni le vote de confiance de tous les partis de la majorité. M. Thorez et ses collègues communistes critiquent âprement M. Moutet, le groupe communiste n'a pas voté les crédits pour l'Indochine. Peu importe: il suffit que personne ne démissionne pour que la séance continue.

Dans ces conditions, on voit mal comment le président du Conseil (à moins qu'il ne dissimule, en l'absence de M. Vincent Auriol et les Chambres, son ferme propos de démissionner) trouverait jamais une raison valable de mettre fin à ce "gouvernement dans l'équivoque". L'initiative appartient aux partis. Pour que la crise latente s'ouvre officiellement, il faudra qu'un parti dise non et se retire.

Au reste, pour n'avoir pas été élaborée en doctrine, cette conception a été appliquée en fait depuis un an et demi. Elle marquait un des traits distinctifs de ce que l'on dénonçait naguère sous le nom de tripartisme. On avait solennellement annoncé, au moment où se constitua le premier gouvernement régulier de la IV^e République, que l'on ne retomberait pas dans les errements de la veille. La solidarité ministérielle quitterait l'empyrée des mots et des principes et entrerait dans la réalité de l'action quotidienne. De toutes ces promesses, il ne reste rien. Nous en sommes revenus au régime provisoire: un ministère, divisé sur l'essentiel, prolonge une existence déchirée. Non que les hommes s'accrochent à leur portefeuille par ambition. La seule raison est que l'on n'aperçoit pas d'autre combinaison possible ou que l'on n'a pas le courage de mettre fin à l'équivoque.

On n'ignore pas les arguments, dont beaucoup sont valables, que l'on fait

valoir en faveur du compromis. Comment exclure aucun des grands partis sans compromettre la paix sociale et, du même coup, les résultats, encore mal assurés, obtenus par l'effort de la nation pour stabiliser les prix et restaurer l'économie? N'a-t-on pas plus d'une fois démontré qu'aucune combinaison partielle n'est acceptée par les partis intéressés?

Dans le cadre français, probablement ces objections seraient-elles, en dépit de tout, décisives, mais il s'agit aujourd'hui de l'Union Française. À Madagascar, en Indochine, le sang coule et la question de l'Afrique du Nord est posée. Or, le système d'hypocrisie et de mensonge qui permet au ministre de la Défense Nationale de demeurer en fonction, tout en désapprouvant la politique qui conduit à la mort des Français, des Annamites et des Malgaches, est proprement insupportable.

Ce journal n'a jamais été suspect de colonialisme. Nous n'avons pas sous-estimé la gravité de la crise qui s'étend à l'Empire entier et nous ne voyons d'espoir que dans la générosité et l'audace. Mais la chance de réaliser des réformes profondes dans la paix dépend de l'image que nous offrons de nous-mêmes aux populations indigènes, elle dépend de la clarté de nos projets et de la force de notre volonté. Que les différents partis de gouvernement soutiennent chacun un des partis indigènes, y compris ceux contre lesquels nos troupes, au même instant, reçoivent l'ordre de tirer, et, du même coup, on multiplie les risques d'explosion, c'est-à-dire de catastrophe pour tous.

Dans les mois qui viennent, la politique française sera dominée, non par le manque de blé ou la disparition du bifteck, mais par les événements de l'Union Française. Qu'on le veuille ou non, ces événements contiennent en germe une crise politique dont la chute d'un ministère paraîtra un simple épisode.

Les vigilants

Combat
20-21 avril 1947

Les déclarations du général de Gaulle et la formation du RPF ne pouvaient pas ne pas provoquer une réaction. Les rassemblements appellent les contre-rassemblements. La condamnation portée sur le système actuel des partis pouvait susciter la défense des "partis inséparables de la démocratie". Le lien, établi en fait, entre certaines idées constitutionnelles et le prestige d'un homme, rendait inévitables les accusations traditionnelles de "pouvoir personnel".

Certes, on aurait pu espérer que la polémique se maintiendrait à un niveau plus élevé et que l'on n'oublierait pas aussi vite que celui auquel on prêtait l'intention de renverser la IV^e République avait, plus que tout autre, contribué à l'instaurer. Malgré tout, dans la mesure où s'affirmait une candidature à la présidence du gouvernement, dans la mesure où s'esquissait une conception de l'État, différente du régime présent, l'opposition, que redoutaient beaucoup des amis du général, et que lui-même a certainement prévue, appartenait au train normal de la politique.

Il n'en va pas de même des comités de vigilance dont le parti communiste favorise, un peu partout, le surgissement spontané. Quelle sera la fonction de ces comités et sur quoi va porter leur inquiète vigilance? Si l'on fait profession, assez gratuitement, de craindre un coup d'État, on avouera que l'État est assez fort pour le prévenir, et se passera aisément de ces collaborations envahissantes. S'agit-il de faire pièce au recrutement du RPF? Va-t-on, comme d'aucuns, agiter l'épouvantail des huit millions d'abstentionnistes? Admettons que quelques-uns de ceux qui, par dégoût, n'ont pas participé aux élections, se rallient au mouvement. Il reste, en tout état de cause, l'immense masse des indifférents. Ce ne sont pas les abstentionnistes, d'ordinaire, qui descendent dans la rue.

Au reste, que signifie ce contre-recrutement? Il existe déjà. Les partis ont leurs troupes, adhérents, sympathisants, électeurs. Les vigilants figurent à l'avance dans les listes des partis, on les aura simplement conviés à prendre exemple sur les figurants de l'Opéra, et à défiler une deuxième fois.

La vérité, et le parti socialiste s'en est avisé, est que ces comités n'ont pas pour fonction d'accroître le nombre des gardiens de la République, mais de rapprocher, dans une de ces lignes à figure innocente dont le parti communiste a le secret, les anciens du Front Populaire. Mais la situation est aujourd'hui tout

autre: cette fois, ce sont les communistes, bien plus que les socialistes ou démocrates bourgeois, qui prendraient l'initiative et la direction. Et le nationalisme étranger, dont la menace multipliait le péril fasciste, a disparu.

Nous nous réjouissons que le parti communiste, revenant sur ces sévérités d'hier, affiche un attachement sourcilleux à la démocratie formelle. Souhaitons que cet attachement ne se manifeste pas seulement dans la lutte vocale contre les dangers hypothétiques, mais dans la pratique quotidienne du parlementarisme.

L'effort pour souder les partis qui gouvernent ensemble ne nous paraît pas déplacé. Faisons seulement la même réserve: socialistes, radicaux, communistes, veilleront aux créneaux de la forteresse pour regarder venir et repousser l'assaillant éventuel. Il serait préférable que leur accord s'étendît aux choses sérieuses, par exemple à l'Union Française.

L'unité dans l'action importerait plus au salut de la démocratie que l'expression tumultueuse d'une commune hostilité.

L'exemple anglais

Combat
22 avril 1947

En lisant le discours du ministre des Finances de Grande-Bretagne, M. Schuman a dû éprouver quelque sentiment d'envie. Pour la première fois depuis la guerre, la Chambre des Communes a entendu des prévisions budgétaires qui comportent mieux qu'un équilibre, un excédent de recettes de plus de 250 millions de £.

Certes, ce résultat n'est pas obtenu sans quelque ingéniosité. On a fait figurer au crédit certaines rentrées exceptionnelles alors que des dépenses, de l'ordre de 450 millions de £ (comparables à celles qui sont renvoyées à notre budget extraordinaire, par exemple les dommages de guerre) doivent être couvertes par l'emprunt et n'apparaissent pas dans la balance budgétaire. Malgré tout, il reste que les dépenses totales de l'État ne dépasseront les recettes totales que de quelque deux cents millions de £, en dépit du montant énorme des dépenses (plus de trois milliards et demi de £.)

Il y aurait à coup sûr des enseignements à tirer d'un examen plus détaillé. Les dépenses militaires sont réduites de 46% par rapport à l'année écoulée. En revanche, on dépensera, pour l'éducation, 29 millions de plus, et les Universités recevront des dotations cinq fois plus fortes que celles d'avant guerre. L'augmentation de droits la plus spectaculaire est celle qui frappera les cigarettes, mesure qui tend explicitement à réduire la consommation afin d'économiser les dollars (l'Angleterre a prélevé 50 millions de £ en 1946, sur son crédit en dollars pour acheter du tabac).

Sans nous arrêter au détail, ni prétendre à des comparaisons toujours hasardeuses, nous marquerons une fois de plus l'admirable rendement de la machine fiscale britannique. Sur un revenu national qui atteindra tout au plus neuf milliards de £, l'impôt en prélèvera trois. M. Schuman a annoncé 550 milliards de recettes et on a estimé le revenu national français entre 2.500 et 3.000 milliards de francs (ces estimations sont, il est vrai, contestées). Si la proportion entre rentrées fiscales et revenu national était la même, le problème des dépenses publiques qui, avec quelque 500 milliards de déficit, paraît monstrueux, serait en voie d'être résolu.

Certes, la structure des deux économies est autre et je veux bien admettre que la propriété plus divisée, la répartition peut-être moins inégale des revenus

opposent des obstacles supplémentaires à notre administration. Mais le fait est que la cédule des revenus agricoles ne rapporte que 2 à 3 milliards, que les cédules des professions libérales et des bénéfices industriels et commerciaux figurent dans une proportion plus faible qu'avant-guerre dans le rendement total de l'impôt direct. Le fait est, enfin, que les revenus énormes des marchés parallèles échappent entièrement au fisc. Seuls, les salariés, depuis les ouvriers jusqu'aux directeurs, payent intégralement ce qu'ils doivent parce que leurs revenus sont offerts au grand jour. Ce ne sont pas les taux des impôts qui sont insuffisants (ils sont souvent excessifs), c'est l'évasion et l'injustice fiscales qui sont exorbitantes.

Ces remarques ne tendent pas à réduire l'importance de l'effort qu'a entrepris le gouvernement pour réduire les dépenses publiques. À la suite de l'éditorial où je mettais en cause le père Ubu de la radio, un ancien ministre de l'Économie nationale m'écrivit, non pour défendre le père Ubu, mais pour insister sur les économies, indispensables et possibles. Pourquoi cent mille fonctionnaires de plus aux PTT, alors qu'il n'y a pas plus de lettres à distribuer? Pourquoi 3 ou 4 milliards par an pour achever le *Jean-Bart*? Pourquoi une vingtaine d'universités et de cours d'appel, comme du temps de Napoléon? Pourquoi ne pas relever l'âge de la retraite et organiser une demi-retraite pour ceux qui ne peuvent plus assurer un service fatigant? Chacun ajoutera d'autres questions, d'autres exemples. En particulier on ne dénoncera jamais trop fortement le scandale du déficit des entreprises nationalisées, qui monte à des dizaines de milliards, et risque de discréditer l'idée même de nationalisation.

La vérité que nous souhaitons rappeler est de simple bon sens. Quand les dépenses dépassent les recettes de centaines de milliards, l'action sur les deux termes du bilan s'impose. Étant donné les fonctions qu'assume l'État dans les sociétés modernes, il faudra bien que le prélèvement par l'État de 30% du revenu national, si énorme puisse-t-il sembler, soit accepté par l'opinion et entre dans les mœurs. Car on sait trop à quoi conduirait le refus: l'inflation et la ruine de la monnaie.

L'accord sur le charbon

Combat
23 avril 1947

Le problème du ravitaillement de la France en charbon est d'intérêt national. Il est en train de revêtir un caractère politique et d'offrir une occasion de conflit ouvert aux partis orientés vers l'Ouest et aux partis orientés vers l'Est.

L'accord signé à Moscou est satisfaisant sur un point, décevant sur un autre. Il pose pour la première fois, de manière catégorique, le principe d'une proportion entre le volume de la production dans la Ruhr et le volume des exportations. Anglais et Américains ont finalement souscrit à la revendication, maintes fois présentée par la France, d'une échelle mobile: le pourcentage de charbon de la Ruhr exporté sera de 21% quand l'extraction quotidienne atteindra 280.000 tonnes, de 25% quand elle atteindra 360.000 tonnes. Dans le cadre de cet accord, si l'extraction augmente conformément aux prévisions, la France recevra, en décembre prochain, 370.000 tonnes.

La déception porte sur la réserve relative à la Sarre. On s'était demandé dans quelle mesure la part de la France dans les exportations de la Ruhr (qui est de 28% aujourd'hui) serait diminuée, le jour où nous reviendrait la totalité du charbon de la Sarre. Le texte ne dissipe pas l'incertitude.

L'"Organisation européenne du charbon", nous dit-on, sera informée de l'intégration éventuelle de la Sarre dans l'économie française. La part de la France dans les exportations de la Ruhr sera alors révisée. Quelle sera la diminution? Nous n'en savons rien. Peut-être, cependant, les experts français ont-ils obtenu des assurances, puisque M. Alphand, dans ces commentaires, a indiqué qu'à la fin de l'année, les importations en France de charbon allemand (Ruhr et Sarre inclus) s'élèveraient à 600.000 tonnes par mois.

Nos besoins de 1947 ont été estimés par le plan Monnet entre 64 et 74 millions de tonnes. Comme notre propre production est de l'ordre de 50 millions, il nous aurait fallu recevoir du dehors environ 1 million et demi de tonnes par mois. Il est facile de montrer que les importations allemandes ne suffiront pas à couvrir nos besoins et que nous devons acheter du charbon américain en précieux dollars et à des prix exorbitants.

Il n'y a donc pas lieu de pavoiser. Mais il n'y a pas davantage prétexte à critiquer nos négociateurs. Car il importe de mesurer les résultats, non à nos

désirs, mais aux possibilités.

Les journaux communistes multiplient les critiques. Le règlement adopté, disent-ils, est redoutable, parce qu'il ne comporte pas la gestion interalliée de la Ruhr. Par conséquent, nos alliés anglais et américains disposeront à leur gré de la production, les chiffres d'extraction ne seront connus que par leurs statistiques.

Incontestablement, nous continuerons à dépendre de la bonne volonté de nos alliés occidentaux, du moins le principe de l'échelle mobile nous donne-t-il une sorte de garantie. Or, quelle chance avons-nous d'obtenir davantage? La Russie dispose souverainement du charbon et du lignite de sa zone d'occupation, elle n'en verse aucune part au pool interallié. Dans l'état actuel des relations internationales, pourquoi les Anglais et les Américains auraient-ils accordé un droit de regard sur leur zone aux Russes alors que ceux-ci entendent rester seuls maîtres dans la leur? Notre dépendance par rapport aux Anglais et aux Américains tient à la réalité et non à l'accord.

Hier, on voulait nous faire croire, en dépit de tout bon sens, que M. Molotov nous avait rendu service en refusant l'intégration immédiate de la Sarre à l'économie française. Aujourd'hui, on reproche à nos représentants de faire de la France la dupe du bloc occidental. Que parmi les nations occidentales, la France ne tienne pas le premier rang, le fait est aussi incontestable que déplorable. M. Bidault préférerait à coup sûr la Ruhr à la Sarre. Le malheur est qu'on ne lui a pas offert de choisir.

Au reste, cet accord technique, auquel la Russie ne participe pas parce qu'elle n'appartient pas à l'"Organisation européenne du charbon", ne comporte pas pour l'instant de conséquences politiques. La France souhaite ardemment que les "Grands" finissent par s'entendre. Malheureusement, les préférences des Français, même de ceux qui sont ministres, n'ont pas d'effet décisif sur l'évolution diplomatique.

La France s'est soigneusement gardée de prendre parti entre les camps opposés, mais elle ne pouvait pousser cette volonté d'abstention jusqu'au sacrifice de ses intérêts les plus évidents.

La Sécurité sociale

Combat
24 avril 1947

La Grande-Bretagne en guerre n'avait pas hésité à consacrer une bonne part de ses ressources publicitaires au lancement du plan Beveridge. La France en paix n'a pas réussi, semble-t-il, à passionner l'opinion pour le plan de sécurité sociale.

En revanche, dans la presse et dans les partis, la controverse est devenue politique, comme si aucune de nos institutions n'avait chance d'échapper à la "politisation" et à la proportionnelle des partis. On peut déplorer le fait, mais non s'en étonner: les auteurs de la loi, s'ils ne l'ont pas souhaité, n'ont pas manqué de le prévoir.

Entendons-nous bien. Le principe de la sécurité sociale est incontestable et Louis Barral a exposé dans ce journal des garanties supplémentaires qu'apporte le système (intégration des accidents du travail, assurance de longue maladie et d'invalidité, etc.). Nous ne songeons pas à méconnaître ces avantages, mais il convient, en contre-partie, de préciser les trois difficultés principales que suscite la nouvelle législation.

La substitution de la caisse unique aux anciennes caisses, diverses d'origine et de caractère, équivaut, en théorie, à une rationalisation administrative. La loi Morice, en redonnant une fonction aux mutuelles, pallie dans une large mesure les défauts du règlement initial. Elle permettra d'utiliser l'expérience des anciens administrateurs, qui avaient été trop souvent éliminés au moment de l'institution des caisses primaires.

Il reste l'essentiel: la conception, en elle-même juste, d'une gestion des fonds de la sécurité sociale par les assurés, aboutit en fait, dans les circonstances présentes, à introduire la politique dans une administration dont la neutralité serait hautement souhaitable. La CGT, personne ne l'ignore, est dominée par les représentants du parti communiste. Déjà, plusieurs de ceux-ci occupent des postes directeurs dans la gestion des caisses. Inévitablement, les administrations élues refléteront, comme un parlement ou un gouvernement de la IV^e République, les forces relatives des opinions politiques: est-ce la meilleure manière de choisir de bons administrateurs?

Sans doute, les listes de la CGT inclinent-elles vers une doctrine rigide de la caisse unique, cependant que les listes concurrentes défendent l'idée du

pluralisme. Mais l'opposition demeure passablement abstraite, et on votera surtout pour ou contre la mainmise de la CGT sur les caisses de sécurité sociale. Ici encore, la proportionnelle élimine la désignation des hommes par les électeurs et ne laisse subsister que l'expression globale d'une préférence ou d'une hostilité.

La deuxième difficulté touche au financement de l'assistance aux vieillards non assurés. La généralisation obligatoire de l'assurance-vieillesse devait, dans les premières années, fournir les quelque trente milliards nécessaires. La résistance des indépendants, qui ont interprété les versements exigés comme une sorte d'impôt supplémentaire, a fait échouer le projet.

Enfin, la troisième difficulté, peut-être la plus grave, concerne les répercussions économiques du système tout entier. Les organismes de sécurité sociale auront à manier 160 milliards cette année. Quelles seront les conséquences sur l'épargne nationale de cet énorme transfert de revenus? Puisque la méthode retenue est celle de la répartition, l'effet probable ne sera-t-il pas de réduire l'épargne que les responsables du plan Monnet recommandent d'élargir le plus possible afin de financer la reconstruction?

Jamais on n'a tant parlé de sécurité qu'à notre époque et aucune pourtant n'est plus riche en catastrophes. Les idées directrices de la sécurité sociale, encore une fois, sont incontestables. Mais la sécurité d'un pays suppose une proportion acceptable entre hommes au travail et vieillards à secourir, l'accumulation des fonds indispensables au renouvellement de l'outillage, la stabilité des prix et de la monnaie. Souhaitons que l'équilibre comptable, calculé par les savants fonctionnaires du ministère du Travail, ne soit pas bouleversé par le déséquilibre réel de l'économie.

Un regroupement politique est-il possible?

Combat
25 avril 1947

Les déclarations faites hier à la presse par le général de Gaulle ne semblent pas susceptibles de modifier les positions prises de part et d'autre. Non qu'elles n'apportent des éclaircissements et des précisions sur de nombreux points, mais les partis ont, dès maintenant, jugé leur juge et ils ne reviendront pas sur leur verdict. Quant à la question que chacun se posait: comment dans la France "telle qu'elle est", passer du système des partis "tel qu'il est" à la Constitution telle que la souhaite le général de Gaulle, elle n'a pas trouvé de réponse, peut-être parce qu'en théorie elle n'en comporte pas.

Les auditeurs n'ont pas manqué, à coup sûr, d'être frappés par la violence, tour à tour ironique ou brutale, avec laquelle le président du RPF a répondu à l'accusation de viser à la dictature ou au pouvoir personnel. La Constitution à laquelle le général s'est référé hier, esquissée à Bayeux, intermédiaire entre le régime parlementaire et le régime présidentiel, prête évidemment à des objections comme tout projet constitutionnel, mais elle demeure à l'intérieur du cadre démocratique. L'élection du président de la République par un collège élargi, l'extension des pouvoirs du chef de l'État ne sont pas incompatibles avec la République.

Mais je doute que la discussion s'engage sur ce terrain. On reviendra indéfiniment sur les deux thèmes principaux: critique du système actuel des partis, formation du Rassemblement du Peuple Français. Or, beaucoup seront tentés de souscrire à une large part de la critique, tout en se demandant par quelle méthode le RPF parviendra à réformer la structure de l'État. Car tout le problème est là: la coalition de partis, divisés sur l'essentiel, ne peut passer, même auprès de ses plus fermes partisans, pour un gouvernement idéal ou simplement efficace. Mais elle passe pour l'expression presque fatale du rapport actuel des forces dans le pays. Aussi longtemps que les choses ne contraindront pas la volonté des hommes, ceux-ci s'obstineront dans un compromis qui se justifie moins par ses mérites que par les maux qu'il évite. Bien plus, provisoirement, les partis voient dans l'hostilité au révisionnisme un élément de cohésion et un motif de sagesse.

Sans doute, le général de Gaulle a-t-il évoqué le rassemblement spontané des Français qui ne songent qu'à la France, l'opinion commune qui serait en voie de

naître sur les grandes tâches de la reconstruction nationale. J'ai peur que le président du RPF pêche par optimisme. Il n'y a pas d'accord profond sur notre orientation diplomatique entre communistes (auxquels se joint une fraction de socialistes de gauche) et non-communistes. Nos gouvernants tâchent d'éluder la décision par une neutralité que la situation internationale rend chaque jour plus malaisée. Il n'y a pas davantage d'accord réel, sinon sur des abstractions (régime intermédiaire entre communisme et capitalisme) en matière économique. Les referendums ont prouvé qu'en fait de doctrine politique, les Français se scindent en groupes opposés, aux effectifs presque égaux. Vaille que vaille, le Parlement reflète le pays: celui-ci n'est guère plus uni que celui-là.

Est-ce à dire qu'il le soit exactement de la même manière? Certainement pas. Qu'il s'agisse de dirigisme, de diplomatie ou de Constitution, les lignes de séparation passent à travers tous les partis (sauf probablement le parti communiste). Quand on envisage les choix ultimes, probablement la coupure se situe-t-elle quelque part à l'intérieur du parti socialiste. Si donc on cherche une issue hors de cette paralysie stabilisée qui caractérise la politique française, il faut regrouper les hommes qui, face aux problèmes décisifs d'aujourd'hui, adoptent la même attitude.

Nos divisions officielles nous ont été léguées par le passé. Elles sont chargées de souvenirs et de traditions. Pour assouplir les vieux cadres et substituer à l'alliance des contraires une majorité résolue à appliquer un programme et à accepter une opposition, il est vain d'invoquer une unanimité fictive. Le regroupement, s'il doit se faire, sera imposé par les circonstances le jour où il deviendra impossible de se tenir sur la ligne médiane.

Ce qui revient à rappeler, une fois de plus, que l'évolution de notre politique dépend moins des Français et de leurs paroles que du monde et de ses conflits tragiques.

La crainte de l'impopularité

Combat
27-28 avril 1947

Nous n'avons ni l'habitude ni le goût d'exploiter le mécontentement. Au moment où la crise sévit, il importe avant tout d'y faire face. Nous sommes tout prêts à écouter l'appel de M. Ramadier qui nous convie à apaiser l'opinion. Mais il n'y a qu'une seule manière d'apaiser l'opinion, c'est d'abord et avant tout de l'informer exactement.

À l'origine de la pénurie actuelle, on trouve d'abord la diminution des emblavures, tombées d'un million d'hectares environ par rapport à l'avant-guerre, c'est-à-dire d'un cinquième. Les récoltes sont désormais normalement inférieures à celles des années 30.

En 1946, les circonstances nous avaient été favorables et la récolte, estimée entre 65 et 70 millions de quintaux, soit 80% de la moyenne d'avant-guerre, suffisait approximativement à couvrir nos besoins. Les gelées de cet hiver ont rompu ce fragile équilibre. Le réensemencement d'un million et demi d'hectares, l'inquiétude des cultivateurs devaient réduire de quelques millions de quintaux la collecte de cette année. Les spécialistes, dès la fin de janvier, avaient estimé que la récolte de 1947 serait largement déficitaire.

Ce rappel des faits suggère deux questions: à quoi faut-il attribuer le déclin de la culture du blé? Le gouvernement a-t-il, en janvier et février, lorsque les conséquences du gel devinrent apparentes, pris les mesures que commandaient les circonstances?

On cultive moins volontiers le blé parce qu'il rapporte moins que d'autres produits. Les prix réels, c'est-à-dire les prix libres, des céréales secondaires sont supérieurs au prix réel, c'est-à-dire, pour la majeure partie, au prix taxé du blé. Si les paysans n'étaient pas conservateurs et modifiaient brutalement leurs habitudes, les suites de cette disparité de prix auraient été plus terribles encore. Comme à propos de la viande, on en revient à cette vérité banale que la marchandise taxée trop bas disparaît. Seule une politique d'ensemble, rétablissant un rapport normal entre les différents prix agricoles, est susceptible de mettre fin d'ici deux ans, à la pénurie chronique du blé. Cette politique d'ensemble sera d'autant plus indispensable qu'il faudra incorporer au pain, dans une mesure accrue, des céréales secondaires (ce qui obligera à réorganiser l'alimentation du bétail).

Si, dans cette perspective, les responsabilités paraissent lointaines et diffuses, il reste une autre responsabilité, proche et précise. En février, quand les experts ont annoncé la crise, qu'a-t-on fait? On a envoyé M. Tanguy-Prigent aux États-Unis. D'accord. Mais l'essentiel n'était-il pas de mettre d'abord la maison en ordre, à la fois pour réduire la consommation et pour justifier nos demandes de secours? Je ne discuterai pas les calculs par lesquels M. Ramadier s'est efforcé de démontrer qu'avec l'aide de la bonne fortune et du débrouillage, on aurait pu faire la soudure sans accident. Mais on n'avait pas le droit de courir cette chance incertaine. D'abord il était prévisible que la collecte donnerait quelques millions de quintaux de moins, puisque les paysans, connaissant la mauvaise récolte à venir, mettraient de côté quelques réserves. Et surtout, puisque le déficit de 1947 était d'ores et déjà connu, on devait commencer aussitôt que possible à économiser, dans l'espoir d'accumuler des stocks de report. Même s'il n'y avait eu de retard ni dans les livraisons des agriculteurs, ni dans les arrivages américains, le gaspillage de pain, alors qu'il nous manquera vingt millions de quintaux l'an prochain, devenait un scandale.

M. Ramadier a déclaré qu'il avait pris des mesures. M. Léon Blum a indiqué qu'on a dû remettre sur pied le système de distribution et de contrôle. On nous permettra de dire que les mesures prises témoignèrent d'une modestie et d'une prudence peu louables. Il y a trois semaines encore, on accusait les journalistes qui annonçaient les événements que nous sommes en train de vivre, de semer la panique, comme si les paysans fondaient sur la lecture des journaux parisiens leurs estimations de la future récolte.

Une fois de plus on a attendu, pour prendre les décisions impopulaires, d'être acculé à le faire. On a eu peur de dire la vérité sous prétexte qu'elle était déplaisante et on a été obligé, trois mois plus tard, d'affronter une réalité plus déplaisante encore. On a traité les Français en enfants auxquels on cache les mauvaises nouvelles. La démocratie exige la confiance réciproque. Nos gouvernants n'ont pas eu confiance en nous. Ils risquent de connaître à leur tour la méfiance des gouvernés.

La rentrée parlementaire

Combat
29 avril 1947

La tradition veut qu'à la veille de la rentrée des Chambres on s'interroge sur la solidité du gouvernement. Les raisons d'une crise ministérielle ont rarement été aussi fortes qu'aujourd'hui, et pourtant on ne se risquera pas à l'annoncer. La IIIe République souffrait de crises ministérielles provoquées sans motifs valables, la IVe tâche d'éluder les crises qui s'imposent.

Les discordes gouvernementales s'étalent au grand jour, dans les discours de nos Excellences et dans les journaux de partis. Les allusions de M. Naegelen au monopole de l'enseignement soulèvent l'indignation du MRP. Les conceptions de M. Billoux, empruntées à la fois au souvenir de 1793, aux anticipations de l'âge atomique et aux manuels de guerre civile, suscitent l'amusement ou la fureur de tous les autres partis. Les comptes de blé russe et de blé américain varient selon les préférences, occidentales ou orientales, des socialistes et des communistes. Le Rassemblement des Gauches dénonce le parti qui ne cherche "qu'à asservir la France et à désarmer l'Union Française", mais il partage avec lui les responsabilités du pouvoir.

Laissons de côté ces divertissements dominicaux pour revenir aux choses sérieuses. À propos de l'Union Française et des événements de Madagascar, la rupture paraissait, il y a quelques jours encore, probable. Mais il semble que des deux côtés on ait manœuvré pour éviter le choc. Pourquoi ne pas attendre l'arrivée en France des députés malgaches arrêtés, avant de mettre en discussion la levée de l'immunité parlementaire? Au reste, sur ce point, M. Ramadier se heurte à des résistances dans son propre parti, ce qui incitera probablement tous les groupes à ne pas risquer, dans ce débat, l'existence du ministère.

En vérité, celui-ci doit un regain de force à deux circonstances: la formation du RPF et la répugnance des trois "Grands" à prendre l'initiative de la cassure. Certes, la défense de la République est devenue immédiatement sujet de controverse entre républicains, scindés en partisans et adversaires des comités de vigilance. Il n'en reste pas moins que les partis trouvent un prétexte à prolonger le compromis dans la "menace extérieure". Et, des deux côtés, on hésite. Le MRP, qui redoute les conséquences imprévisibles de la rupture, souhaite et attend que les communistes lui en fournissent une justification éclatante. Mais pourquoi les communistes dépasseraient-ils la limite de l'opposition tolérée, dès

lors que cette limite est aussi élastique?

Au reste, il importe assez peu que la combinaison Ramadier se maintienne telle quelle, se réforme elle-même ou cède la place à une autre combinaison de même style. La seule question est de savoir si nos gouvernants parviendront à surmonter les terribles difficultés avec lesquelles ils seront aux prises dans un proche avenir.

On en aperçoit trois principales: l'Union Française, la stabilité des prix agricoles, nos réserves de devises. Quand se situent les échéances? Il est malaisé de l'indiquer exactement. Pour réaliser notre plan d'importations de 1947, nous avons besoin, selon les estimations de M. Schuman, de 600 millions de dollars supplémentaires. Nous obtiendrons probablement une partie de cette somme, ce qui nous permettra de gagner la fin de l'année, mais quels crédits aurons-nous en 1948? Quelle sera notre condition économique si nous en sommes réduits à n'acheter au-dehors que dans la mesure de nos ventes? La stabilité des prix agricoles sera remise en question dès l'été prochain, au moment de l'inévitable augmentation du prix du blé. Enfin, l'Union Française est et demeurera à l'ordre du jour, sans que l'on puisse prévoir le rythme des événements. Qu'il s'agisse de devises, de prix ou d'Union Française, nous poserons la même question: quelle est la doctrine du gouvernement? A-t-il l'espoir de recevoir de nouveaux crédits américains ou pense-t-il s'en passer? Compte-t-il maintenir les prix stables en revenant à la liberté ou en renforçant les contrôles? Sur quels éléments des populations indigènes pense-t-il s'appuyer en Algérie, en Indochine?

Si, à toutes ces questions, nos gouvernants ne parviennent pas à donner une réponse unique et unanime, les événements auront vite fait d'emporter la fragile cohésion, due à la peur d'une grande ombre.

L'éternel problème

Combat
2 mai 1947

La rentrée parlementaire avait été dominée par les problèmes de la France, Union Française et orientation de notre diplomatie. La grève qui a surgi spontanément, aux usines Renault, a remis au premier plan le problème qui intéresse chaque Français dans sa vie quotidienne: celui des salaires et des prix.

Il serait injuste d'accuser tel ou tel d'avoir provoqué la crise. Le mouvement, conforme à la tradition ouvrière, est dû aux circonstances elles-mêmes, au mécontentement des masses populaires, dont les difficiles conditions d'existence ont été encore aggravées par la pénurie de pain et de viande. Le mouvement a été certainement soutenu par les minoritaires, CFTC, socialistes de gauche, trotskystes et anarchistes, désireux d'enlever à la CGT une partie de ses troupes, en la débordant sur sa gauche. Malgré tout, à l'origine, on n'aperçoit non un complot, mais l'explosion soudaine de revendications depuis longtemps refoulées.

Par un curieux paradoxe, les ouvriers d'une usine nationalisée se trouvent ainsi remettre en question la politique économique de la nation. Une augmentation de salaires ne serait pas limitée à l'usine Renault, ni à l'Union des Syndicats des Métaux, elle gagnerait bientôt les autres branches de la production.

L'attitude, ou plutôt les attitudes des différents partis, s'expliquent aisément par des soucis contradictoires. Aucun parti, ni le MRP, ni la SFIO (qui vient de réaffirmer le principe du blocage des salaires), ni le PC (qui avait commencé d'invectiver contre les grévistes) ne souhaite une hausse générale des salaires aussi longtemps qu'il participe aux charges du pouvoir. Mais, d'un autre côté, aucun d'eux ne consent à s'aliéner tout ou partie de sa clientèle. Socialistes et CFTC approuvaient les grévistes pour faire pièce à la CGT communiste. Celle-ci avait tenté tout d'abord de freiner le mouvement: débordée, elle se décide à en prendre la tête. D'où un admirable chassé-croisé. Les uns soutiennent les grévistes sans souscrire à leurs revendications, les autres, après avoir condamné les grévistes, reprennent à leur compte les revendications. Avouons que le scénario était prévisible.

Quelle que soit la solution donnée à ce conflit particulier (et il semble que nos ministres s'emploient à en trouver une), il est clair que le problème des salaires et des prix est posé une fois de plus, et toujours dans les mêmes termes. En

décembre dernier, au moment où, par l'intermédiaire du minimum vital, les organisations ouvrières réclamaient une hausse d'environ 25%, Léon Blum lança le mot d'ordre de la baisse des prix. Les salaires, à l'exception des plus bas, furent bloqués, et l'on s'employa à traduire en réalité la formule des 5, puis des 10%.

En fait, les prix se retrouvent dans leur ensemble à peu près au même niveau qu'il y a quatre mois: leur ascension, continue depuis des années, a été arrêtée. Ce résultat incomplet et précaire serait inévitablement compromis si l'on répétait l'expérience, faite l'année dernière par le ministre Bidault, d'une hausse générale des salaires de 20 à 25%. Et M. Ramadier n'a pas tort de proclamer que le maintien du pouvoir d'achat de la monnaie s'impose dans l'intérêt de toutes les classes du pays. Encore faut-il, pour que la politique de stabilité soit praticable, qu'elle n'inflige pas aux masses populaires des rigueurs insupportables. Les difficultés de ravitaillement pour certains produits de première nécessité sont pour beaucoup dans la crise qui vient d'éclater.

Du même coup, on aperçoit le sens de l'action à entreprendre si l'on ne veut pas retomber dans le cycle infernal. C'est par une organisation plus efficace du ravitaillement qu'on aura une chance d'éviter l'alternative, ou rejeter des revendications légitimes, ou consentir à un accroissement des revenus nominaux, bientôt annihilé par la hausse des prix.

J'entends bien que l'organisation du ravitaillement, à son tour, n'est pas séparable de la politique des prix, et d'un choix entre le dirigisme et la liberté. La vie économique forme un tout: chaque élément exerce des réactions indéfinies. Si nous parlons du ravitaillement, c'est qu'il constitue probablement le point d'application de mesures immédiates. Peut-être l'amélioration du ravitaillement serait-elle susceptible de jouer le même rôle qu'il y a quatre mois la baisse spectaculaire des prix.

Crise

Combat
3 mai 1947

Le déroulement de la crise prêterait aisément à des commentaires ironiques. Les ministres qui se refusent à faire confiance au ministère et à le quitter, le président du Conseil qui souhaite que ses collègues communistes l'abandonnent mais qui ne veut pas les chasser, le divorce d'aujourd'hui aussi pénible que le mariage d'hier, tout ce jeu politique offre, en apparence, la matière d'une histoire comique. Mais la réalité est autre. On ne saurait rire ni du mécontentement et des souffrances des masses populaires, qui sont à l'origine de l'attitude adoptée par le parti communiste, ni par les conséquences d'une rupture, peut-être inévitable mais certainement malaisée.

On dira, nous l'avons indiqué plus d'une fois, que la rupture s'annonçait depuis un mois. On est surpris seulement de l'occasion. Il y a huit jours encore, le parti communiste refoulait ou atténuait les demandes ouvrières. Il ne semble donc pas qu'il s'agisse d'un choix délibéré, qu'on ait préféré la hausse des salaires à Madagascar ou à l'Indochine comme point de chute. Le brusque retournement a été provoqué par deux événements: l'échec subi par la CGT aux élections de la Sécurité Sociale (elle perd la majorité absolue dans les conseils d'administration), et la grève des usines Renault. Redoutant de perdre leurs troupes, furieux du parti que tiraient les minorités syndicales de la modération de la CGT, les communistes ont d'un coup subordonné leurs soucis gouvernementaux aux besoins de la propagande.

Il ne s'ensuit pas qu'ils se résigneront volontiers à une cure d'opposition: leurs raisons de préférer la participation n'ont pas disparu. Et à supposer même qu'ils s'y résignent, les difficultés n'en seront pas résolues pour autant. Les syndicalistes dissidents ne constituent pas une unité. Si certains se dressent contre "la tyrannie communiste", d'autres protestent contre le soutien qu'apportaient les dirigeants de la CGT à la politique gouvernementale. Les partis favorables aux grévistes parce que ceux-ci n'obéissaient pas aux mots d'ordre officiels vont désormais porter seuls la responsabilité du blocage des salaires. Eux aussi risquent, dans l'aventure, d'être désertés par leurs troupes ouvrières.

Sur le plan parlementaire, une majorité de rechange existe virtuellement, qui comprendrait les trois partis du centre et laisserait de côté les communistes à

gauche et le PRL à droite. Mais le Rassemblement des Gauches souscrira-t-il au dirigisme que vient de réaffirmer le comité directeur socialiste? Le Conseil national de la SFIO reviendra-t-il sur ses décisions antérieures et consentira-t-il à un ministère de coalition dont les communistes se seraient eux-mêmes exclus? On hésite à répondre affirmativement à ces questions. En ce cas, on aboutirait finalement à un ministère socialiste homogène.

Cette formule a laissé de bons souvenirs dans l'opinion. D'après l'enquête de l'Institut d'opinion publique, les Français jugeraient en majorité que le ministère qui a le mieux réussi depuis la Libération est celui de Léon Blum. Mais on oublie souvent qu'il a été favorisé par deux circonstances, qui ne sont pas destinées à se reproduire: le prestige et l'autorité personnelle du président du Conseil, la conviction des autres partis que le ministère socialiste était transitoire. Personne ne tenait à gêner l'action d'un gouvernement qui n'avait pas la prétention de durer. Il n'en irait plus de même cette fois. L'opposition prendrait d'autant plus de vigueur que la règle constante des communistes, depuis 1917, est d'interdire le succès au parti frère, à la social-démocratie. Tant qu'à faire, les communistes préfèrent encore la réussite de la réaction à celle des socialistes.

Si donc le ministère socialiste était, dans l'ordre parlementaire la seule issue, il ne constituerait qu'un nouvel expédient, la préface de nouveaux troubles. Je n'en conclus nullement qu'il convient de retenir à tout prix les communistes dans le gouvernement. Bien que la crise actuelle présente un caractère relativement accidentel, les divergences sur l'orientation de notre diplomatie et l'Union Française rendaient, à brève échéance, la rupture fatale.

Mais, une fois écartée la coalition tri- ou quadri-parti, qui a régné depuis la Libération, la seule formule viable est celle de la coalition des trois partis du centre. Or, je ne suis pas sûr que les intéressés soient dès maintenant prêts à une telle éventualité. Les militants socialistes y répugnent, le programme concret d'action commune manque.

L'expérience, dangereuse en tout état de cause, devra être tentée. Encore faut-il, par une préparation morale et politique, réduire les périls évidents, accroître les chances, de cette tentative nécessaire.

L'heure de la décision

Combat
6 mai 1947

M. Ramadier a-t-il créé un précédent, susceptible de compléter une Constitution imprécise? Disons-le franchement: nous ne le croyons pas. Des préoccupations politiques ont dicté les attitudes prises des deux côtés et on a joué finalement une comédie assez misérable.

Il aurait été absurde que le Gouvernement démissionnât à la suite d'un vote de confiance? Certes, mais est-il plus logique qu'un vote de confiance, accordé à un gouvernement collectivement responsable devant l'Assemblée, soit interprété dans le sens d'un remaniement ministériel? L'erreur constitutionnelle, sinon politique, c'est d'avoir pris l'Assemblée à témoin d'un conflit intérieur au Cabinet, qui aurait dû être réglé par le président du Conseil. Ou les ministres en désaccord acceptaient de démissionner, et le ministère replâtré se serait présenté ensuite devant le Parlement, ou bien ils refusaient, et M. Ramadier n'avait qu'à remettre sa démission, obtenir du président de la République une deuxième investiture et de l'Assemblée un vote de confiance: il aurait alors constitué une nouvelle combinaison, selon le même programme mais avec une autre majorité. Seule cette procédure eût été conforme au bon sens, encore qu'elle ne soit pas strictement imposée par la lettre de la Constitution.

Je n'ignore pas les raisons que l'on invoquait, ici et là, avec plus ou moins de véhémence. En théorie il s'agissait de renforcer l'autorité du chef du Gouvernement, en fait d'éviter les délais et les négociations, inévitables en cas de démission. Enfin, puisque les communistes refusaient de s'en aller, on voulait jouer au plus fin et garder le dernier mot dans cette joute subtile. Je ne suis pas sûr qu'on ait gagné grand-chose à cette procédure laborieuse. Au bout du compte, une seule question se pose: oui ou non, le Conseil national du parti socialiste reviendra-t-il sur ses motions antérieures, et consentira-t-il à participer à une coalition gouvernementale, dont les communistes seront absents?

Personne n'ignore la force des arguments de faits, de traditions, de sentiments, que les militants socialistes font valoir contre cette éventualité. Le mécontentement populaire, difficilement contenu par la CGT, ne va-t-il pas exploser le jour où le parti communiste aura passé à l'opposition? Le parti socialiste, en rejetant les revendications syndicales, ne va-t-il pas s'éloigner plus encore des masses travailleuses? L'aspiration à l'unité ouvrière, à la solidarité des

partis marxistes, a résisté aux leçons de l'Histoire et à l'élimination des social-démocrates dans la Russie soviétique. Quelle sera la réaction populaire à l'alliance des socialistes avec les partis bourgeois?

Dans cette ligne, il serait facile de développer l'argumentation. Mais celle-ci, en dépit de tout, ne nous paraît pas convaincante. La rupture a eu pour occasion le conflit des salaires surgi à la suite des grèves Renault mais elle a pour cause le dissentiment qui s'est accusé, sur tous les problèmes importants, depuis deux mois, entre communistes et non communistes. Indochine, Madagascar, accord triparti du charbon: chaque fois les ministres communistes avaient une opinion, leurs collègues une autre. L'orientation diplomatique opposée des partenaires de la grande coalition, aurait inévitablement suscité, au cours des mois prochains, de nouveaux conflits. On ne gagnerait rien à reporter l'échéance.

Le risque d'impopularité est réel, il n'est pas insurmontable. Les économistes ne sont pas seuls à éprouver un certain scepticisme sur les mérites d'une hausse générale des salaires et des prix. C'est faire preuve d'un singulier mépris à l'égard des masses que leur prêter la réaction primitive, qui consisterait à incriminer les ministres du jour et à tout pardonner à ceux de la veille. Si l'on est convaincu que seule la politique de stabilité offre une chance de salut, on n'a pas le droit d'y renoncer pour des motifs tactiques.

Enfin, en dehors de la combinaison qui s'est formée dans la crise présente, quelle solution pourrait-on adopter? Un ministère socialiste homogène? Il présenterait presque tous les inconvénients que l'on impute au ministère Ramadier et il en aurait d'autres, supplémentaires. Il ne serait qu'un expédient transitoire, en une conjoncture grave, alors que la France a besoin d'un vrai gouvernement. Il équivaldrait à un effort pour différer l'heure de la décision. Quel serait le bénéfice, même pour le parti socialiste?

À pied d'œuvre

Combat
8 mai 1947

Après une discussion passionnée, et à une faible majorité, le Conseil national de la SFIO a fini par répondre aux adjurations de M. Ramadier et aux conseils de M. Léon Blum: il a consenti au maintien d'un gouvernement à direction socialiste, sans participation communiste.

Il se peut que la date marque dans l'Histoire une coupure entre le système politique, défini par la grande coalition, qui a duré depuis la Libération, et le système de la coalition des centres. On se gardera d'être trop affirmatif. Des deux côtés, on évite tout ce qui passerait pour une volonté de rupture. Ici, il n'est pas question de grève générale, là il n'est pas question d'accepter les voix de la réaction ou de se séparer des masses populaires. L'opposition constructive et la politique gouvernementale témoignent d'une égale et louable prudence.

Que la décision prise par le parti socialiste soit juste, nous en sommes profondément convaincus. Pour s'en assurer, il suffit d'évoquer la crise qu'aurait provoquée la décision contraire. Le parti socialiste aurait perdu la face. Il aurait été incapable de mettre sur pied un ministère homogène. On aurait dû reprendre des négociations à quatre, sans espoir d'aboutissement raisonnable puisque les socialistes ne pouvaient renoncer au principe de la stabilité des salaires et des prix, ni les communistes y souscrire. Le régime lui-même aurait paru paralysé. Aucune des difficultés que suscite la solution adoptée ne devrait faire oublier les maux qu'elle évite.

Le ministère, après le remaniement, présente assez de cohérence pour qu'il ne soit pas, à l'avance, incapable de gouverner. Certes, les représentants du Rassemblement des Gauches n'aiment guère le dirigisme dont M. Philip a la réputation d'être l'avocat le plus ardent. Mais le contrôle strict et le retour progressif à la liberté ont des défenseurs dans tous les partis. L'oscillation entre les deux méthodes n'en serait pas moins grave, mais un ministère formé par un seul parti n'échapperait pas au péril. Du moins, en politique étrangère, dans ces objectifs lointains et ses techniques d'action, l'équipe ministérielle n'est plus déchirée par des oppositions inconciliables.

Le succès de l'expérience nouvelle n'est pas garanti pour autant. Il serait absurde de se réjouir bruyamment comme si l'expulsion des communistes constituait une sorte de panacée. Les problèmes subsistent, avec leur urgence et

leur acuité.

La première tâche du Gouvernement est d'améliorer le ravitaillement des grandes villes et surtout de Paris. Si l'on n'y parvient pas rapidement, le mouvement de revendications emportera les fragiles barrages que l'on s'efforce de dresser. Nous ne reviendrons pas sur l'éternelle alternative des prix taxés qui font disparaître les marchandises, et des prix libres, dont les cours excessifs compromettent l'équilibre du système. Mais certains cas exigent des mesures immédiates, par exemple celui de la viande. Si toutes les classes de la population sont contraintes de recourir au marché parallèle, les demandes de hausse des salaires deviennent irrésistibles. Et l'on accentue le danger même que l'on voulait prévenir en refusant d'homologuer des prix trop élevés. Pour vivre jusqu'en juillet, sans que les rajustements de salaires trop bas aboutissent à un gonflement massif des revenus nominaux, générateur d'inflation, la fermeté dirigiste devra composer avec les circonstances.

Nous parlons de juillet parce que, un peu partout, on fixe cette échéance. Au vrai, l'amélioration saisonnière n'apportera qu'un bref répit. La mauvaise récolte de blé continuera de développer ses conséquences durant toute l'année. Et il faudra bien, pour que la terre de France fournisse à nouveau aux Français le pain quotidien, rétablir un rapport normal entre le prix du blé et celui des céréales secondaires, abaisser celui-ci ou hélas, plus probablement, élever celui-là. Une fois de plus, la stabilité du système sera remise en cause.

Enfin, si méritoires que soient les efforts de M. Schuman pour trouver les vingt milliards qui manquent au budget ordinaire, on n'oubliera pas que l'équilibre de celui-ci laisserait, à la charge du Trésor ou au compte du budget extraordinaire, quelques centaines de milliards. L'effet "inflationniste" de ce déficit n'est pas supprimé, du simple fait qu'on l'a transféré à une autre comptabilité.

Le courage politique qu'il a fallu pour entreprendre l'expérience ne sera pas moins nécessaire pour la mener à bien.

La Conférence de Genève

Combat
9 mai 1947

Jusqu'en 1914, l'Europe était le banquier du monde. La première guerre mondiale avait transféré ce rôle aux États-Unis, mais les vainqueurs, Grande-Bretagne et France, gardaient une part suffisante des milliards qu'ils avaient prêtés, au cours du siècle précédent, pour compenser le déficit de leur balance commerciale.

La deuxième guerre mondiale a consommé la ruine du vieux continent. Vainqueurs et vaincus vivent également de la générosité américaine. La France espère 400 millions de dollars de crédits supplémentaires pour finir l'année. L'Angleterre prélève 350 millions de livres par an sur le prêt d'un milliard environ, qui lui a été consenti par les États-Unis. L'Allemagne occidentale végète dans une misère extrême, mais cette misère même coûte aux Anglo-Saxons des centaines de millions de dollars.

Pour la première fois dans l'Histoire, un pays qui est à la fois la plus grande puissance financière et la plus grande puissance industrielle de la planète, trouve à l'intérieur de ses frontières, la nourriture et la plupart des matières premières dont elle a besoin. Au temps de son hégémonie commerciale, l'Angleterre achetait outre-mer une fraction importante de sa nourriture et de ses matières premières. Les États-Unis ignorent une telle nécessité. Aussi, le déséquilibre des échanges internationaux apparaît-il à tel point fondamental, qu'on n'aperçoit pour l'instant d'autre solution que celle des dons américains.

Il serait absurde de compter sur la prolongation indéfinie d'un tel système. Un créancier est en droit d'exiger que son débiteur soit en mesure, à une échéance prévisible, sinon de rembourser ses dettes, au moins de balancer ses comptes. On avait fixé cette échéance, pour la Grande-Bretagne et pour la France en 1950. Il semble bien qu'on ait été trop optimiste.

De plus, un créancier est toujours tenté de poser ses conditions. Les Français évoquent volontiers, à ce propos, des conditions politiques. Il se peut qu'on nous demande demain une diplomatie plus nette, encore qu'aucune exigence semblable n'ait été formulée depuis trois ans, quand nous avons demandé et obtenu des crédits. Le prêt à la Grande-Bretagne impliquait, de la part de celle-ci, certains engagements d'ordre économique, le retour à la convertibilité de la livre, conformément aux accords de Bretton Woods, et l'adhésion à une charte du

commerce international qui rétablirait les échanges multilatéraux et exclurait les accords bilatéraux et les multiples modalités de "préférences impériales".

Pour tenir ses promesses, encore faut-il que la Grande-Bretagne négocie un règlement de ses dettes de guerre. Elle doit, en effet, surtout à ses Dominions et aux Indes, entre 3 et 4 milliards de livres. Ces sommes énormes ont été dépensées par nos amis anglais pour faire la guerre et, presque pour moitié, sur le sol des Indes et de l'Égypte, (d'où l'importance des créances en sterling détenues par ces deux pays). Avant-hier, dans un discours retentissant, le ministre des Finances travailliste, M. Dalton, rappelait qu'il ne s'agit pas de dettes ordinaires, mais de la traduction financière des sacrifices consentis par l'Angleterre pour la cause commune. On aurait cru entendre un ministre français plaidant le dossier des dettes interalliées après 1919. Les arguments de M. Dalton sont irrésistibles en équité. Emporteront-ils l'assentiment des créanciers?

Au-delà de cet obstacle, on aborde la véritable difficulté. Le rétablissement de la convertibilité des monnaies, d'échanges libres multilatéraux, apparaît chargé de risques aux yeux des Européens, britanniques ou français, qui constatent le déficit de leur balance des comptes et l'infériorité de leur appareil de production, comparé à celui des États-Unis. Certes, quand les Américains réclament avec insistance la liquidation des contrôles et la restauration de la liberté économique internationale, ils sont convaincus de défendre l'intérêt de tous en même temps que le leur. Comme l'Angleterre au XIXe siècle et pour des raisons analogues, les États-Unis, au XXe siècle, sont, en toute sincérité, partisans de méthodes aussi proches que possible du libre échange.

À Genève, derrière des portes closes, des experts discutent actuellement de la charte du commerce international et tâchent d'élaborer un compromis entre la doctrine américaine et les servitudes européennes de la pauvreté. La portée de cette conférence, entourée de discrétions et de silence, est immense. Personne n'aurait intérêt, à l'instauration prématurée d'un régime international qui entretiendrait le déficit de la balance des comptes européenne, c'est-à-dire obligerait les nations ruinées à faire appel indéfiniment aux dons américains. Pour que les mécanismes automatiques ramènent l'équilibre et permettent aux victimes de la guerre de payer leurs importations indispensables par leurs ventes, peut-être faudrait-il d'abord constituer des ensembles, dont les dimensions et la richesse ne soient pas trop disproportionnées.

L'Europe a beaucoup attendu de l'aide américaine, et elle n'a pas été déçue. Mais il est temps qu'elle s'aide elle-même en s'organisant.

Les ciseaux

Combat
11-12 mai 1947

J'avais commis l'imprudence d'écrire que la première tâche du ministère était d'améliorer le ravitaillement. Le jour même, un de mes amis, fonctionnaire de l'Économie nationale, m'appela au téléphone et me tança vertement: "Décidément, tu es aussi démagogue que les autres: tu parles d'améliorer le ravitaillement..." Je répondis timidement que tel était le vœu unanime des ménagères. "Les Français doivent prendre l'habitude de se passer de viande, comme ils se passent d'automobiles et utilisent la bicyclette." J'essayai à nouveau de me défendre. S'il n'y avait pas de viande ou si elle était exportée pour nous procurer les devises indispensables, les Français, qui ne manquent pas de patience, se résigneraient avec bonne grâce. Ce qui rend la patience malaisée, c'est l'impression qu'il y a de la viande et que les privations sont pour le moins aggravées par une mauvaise distribution.

Les objections de cet excellent fonctionnaire ne m'ont pas convaincu, mais elles m'ont rappelé l'extraordinaire complication du problème actuel. À n'en pas douter, mis à la place des responsables, les journalistes qui critiquent bruyamment auraient, eux aussi, de la peine à trouver la solution. Notre économie souffre d'un déséquilibre entre les prix des campagnes et les prix des villes, comparable à celui qu'a connu, sous le nom de "ciseaux", la Russie Soviétique pendant des années après la révolution. On a rendu la pleine liberté au commerce des œufs et l'abondance est effectivement revenue. Mais les prix se sont établis au coefficient 10 à 12 par rapport à l'avant-guerre, le coefficient d'augmentation des salaires et des prix industriels est de l'ordre de 6 à 8. Même si l'on tient compte de l'appauvrissement du pays, qui rend inévitable un certain décalage entre le mouvement des prix et celui des revenus, il reste une disproportion, qui explique que les produits agricoles disparaissent des marchés urbains, dès que le gouvernement les taxe à un cours compatible avec sa politique des salaires, incompatible avec les exigences des agriculteurs.

Sauf dans quelques cas privilégiés (sucre, blé, lait), on a supprimé ou disloqué l'organisation administrative susceptible de collecter ou d'acheter en priorité les produits à la source. Le ministre n'a plus d'autre arme que la fixation des prix, méthode dont les résultats sont désormais bien connus, pour la viande par exemple: le marché noir gonfle son chiffre d'affaires, les paysans augmentent

leur consommation, les arrivages à la Villette s'arrêtent.

Les milieux officiels espéraient, il y a quelques semaines, qu'en juillet l'accumulation du bétail finirait par provoquer l'effondrement des cours et que nous serions payés alors des sacrifices consentis à la stabilité de la monnaie. La crise du pain compromet ces perspectives. Le prix relativement bas du blé a réduit les emblavures, comme les prix relativement élevés de la viande ont réduit nos ressources en lait. Pour rendre possible une bonne récolte de blé en 1948, on envisage d'en élever le prix, mais la hausse de ce prix, dont la signification réelle et symbolique est considérable, rend singulièrement aléatoires les chances de baisse sur les autres marchés agricoles.

Nous n'aurons donc pas la naïveté de réclamer des mesures, qui mettraient fin immédiatement aux contradictions qui résultent de trois années de politiques incohérentes. Malgré tout, sans être spécialiste, on est tenté de risquer quelques suggestions. Pour certains produits à peu près indépendants, dont les prix n'exercent guère de répercussions directes sur les autres marchés, comme le poisson (il y a d'autres cas), pourquoi ne pas aller jusqu'au bout de l'expérience de la liberté et ne pas renoncer à des taxations, variables selon les catégories et les régions, qui suscitent, au hasard des règlements, abondance ou pénurie?

En ce qui concerne l'essentiel, c'est-à-dire les questions liées des céréales et des produits laitiers, on est en droit de réclamer, non pas que le gouvernement fasse des miracles, mais qu'il fasse la preuve d'une politique d'ensemble visant à rétablir des relations normales entre les différents prix. On peut concevoir la collecte d'une fraction de la récolte, qui serait destinée à servir les masses populaires dont les revenus seraient inférieurs à certains niveaux, le reste de la production étant libre. On peut concevoir la mise au point d'échanges entre produits industriels et produits agricoles, quitte à limiter certaines exportations (les pertes sur l'exportation des automobiles seraient aisément compensées si nous réalisions des économies sur les importations de blé).

Les experts disposent seuls de tous les éléments qui permettent un choix raisonné. Encore faut-il que le gouvernement ait le courage de choisir un système et ne modifie pas son choix aussi souvent qu'il change de ministre du Ravitaillement et de plan de la viande.

Embarras dialectique

Combat
13 mai 1947

Il serait imprudent de tirer de quelques élections partielles, marquées par des gains socialistes et des pertes communistes, des conclusions générales: le choix de conseillers généraux peut être influencé par des circonstances locales ou des raisons personnelles. Les élections aux caisses de Sécurité Sociale ont une portée plus vaste. On ne saurait, sans une exagération manifeste, parler de défaite de la CGT, puisque les listes de celle-ci, d'après les résultats encore incomplets obtiennent environ 60% des voix. Malgré tout, le "succès" doit être, pour le moins, nuancé par deux réserves: la CFTC a recueilli, comme le MRP sur le plan politique, la plupart des voix des non communistes et elle a démontré indiscutablement son caractère représentatif. D'autre part, la majorité dans les conseils d'administration échappe, presque partout, à la CGT seule. Celle-ci ne parviendra à désigner ses représentants aux bureaux que dans la mesure où d'autres groupes feront bloc avec elle.

Peut-être le fait le plus symptomatique est-il l'échec, à Paris et dans beaucoup de régions, de personnalités mises en tête de la liste syndicale. Le droit au panachage a donné des résultats susceptibles de faire réfléchir les partisans du panachage aux élections législatives. Les citoyens ont préféré d'humbles militants aux dirigeants renommés: on ne saurait manifester avec plus d'éclat de la mauvaise humeur à l'égard d'un parti ou d'une organisation, auxquels on reste fidèle sans approuver leur "ligne" ou leur direction.

Tous ces indices joints autorisent à s'interroger sur une évolution dont on se gardera de prévoir la suite. Manifestement, et ce fut là une des causes de la décision prise par les communistes de quitter le gouvernement, l'état-major syndical n'était plus sûr de ses troupes. S'agit-il du vieux penchant ouvrier à l'indépendance syndicale? D'une réaction contre les méthodes, souvent plus efficaces que démocratiques, par lesquelles les communistes se sont emparés des leviers de commande? D'une vague d'extrémisme, provoquée par la propagande trotskyste? Ces sentiments se mêlent et expliquent ensemble le divorce naissant entre ouvriers et cadres syndicaux.

La plupart des observateurs inclinaient jusqu'à présent à croire que le parti communiste, à la fois au gouvernement et dans l'opposition, gagnait sur les deux tableaux. Le parti semble bien n'être plus aussi optimiste pour lui-même que ne

le sont ses adversaires. Après tout, qui prétend gagner sur les deux tableaux risque aussi quelque jour de perdre sur les deux.

Parti de gouvernement, il ne garde plus toute la puissance d'attraction réservée à ceux qui refusent en bloc l'ordre existant et laissent espérer un ordre radicalement neuf. Parti révolutionnaire, (et comment pourrait-il sans abdication renoncer à l'être?), il ne peut assumer jusqu'au bout les tâches ingrates et impopulaires qu'implique l'effort quotidien pour administrer un pays et améliorer peu à peu sa condition. La synthèse du messianisme et de la sagesse radicale-socialiste finit par dépasser les ressources de la dialectique la plus subtile.

Au reste, la retraite dans l'opposition constructive modifie à peine les données du problème. Ce qui exclut l'éventualité révolutionnaire, c'est-à-dire la prise du pouvoir par le parti communiste, c'est avant tout la situation internationale. Aussi longtemps que deux États géants se partagent l'empire de la planète en une paix belliqueuse, les États de deuxième ordre subissent la loi de la géographie. Les Français savent bien que le triomphe communiste nous séparerait des démocraties anglo-saxonnes, comme ils savent que, seules, ces démocraties ont les moyens d'aider à notre reconstruction. Il n'en résulte pas un choix, si l'on entend par là une prise de position diplomatique et militaire, pour un des camps. Il en résulte, en fait, une coopération active avec ceux qui détiennent le charbon, le blé et les dollars.

La dialectique, permettra-t-elle, malgré tout, de surmonter la contradiction entre le verbalisme révolutionnaire et la situation française? Bornons-nous à constater que cette contradiction donne aux socialistes leur chance.

Dollars et indépendance

Combat
15 mai 1947

Le prêt de 250 millions de dollars qui vient de nous être accordé par la Banque de reconstruction, l'annonce, plus ou moins fantaisiste, d'un vaste plan de "prêt-bail de la paix", ont déclenché une bagarre idéologique autour du thème: accepter les dollars de l'oncle d'Amérique, est-ce perdre notre indépendance?

Ne nous étonnons pas que les défenseurs les plus farouches de notre indépendance se recrutent dans un parti qui faisait profession naguère d'internationalisme, et qui se réclame encore d'une doctrine universaliste. Cette logique paradoxale est devenue la règle. Ceux qui trouvent mauvaise odeur au charbon de la Sarre et qui redoutent les Américains, même lorsqu'ils font des cadeaux, s'accommoderaient de l'indépendance assez particulière dont jouissent la Pologne et la Roumanie.

La préférence pour l'Union Soviétique, nous dira-t-on, inspire peut-être les inquiétudes des communistes, mais il n'en reste pas moins que leurs arguments ont une valeur en eux-mêmes. Une nation qui s'endette peut-elle demeurer maîtresse de son destin?

Remarquons d'abord que depuis la Libération, les États-Unis nous ont prêté quelque deux milliards de dollars, sans poser d'autres conditions, que le fameux accord sur le cinéma. Avant de dénoncer les sombres projets de nos alliés, ayons du moins l'élémentaire honnêteté de reconnaître l'aide qu'ils nous ont gratuitement donnée.

Cette aide sans contre-partie était-elle sans arrière-pensée? Il serait naïf de le croire: les grandes puissances, qu'elles s'appellent États-unis ou Russie, n'appartiennent pas à l'espèce des anges. Ceux qui ont voulu adoucir nos privations ont, en même temps, songé que la misère est mauvaise conseillère. Puisque, dans le monde actuel, la progression des partis communistes équivaut, aux yeux des Anglo-Saxons, à une avance de la puissance soviétique, les dollars constituent à coup sûr une arme de la stratégie américaine. Nos créanciers comptent bien que nous ne tomberons pas, directement ou indirectement, dans l'orbite russe. Nous demeurons libres de notre choix. Encore faut-il ne pas oublier ce qu'implique et ce qu'exclut "Thorez au pouvoir".

L'acceptation de crédits américains impliquera-t-elle demain de plus larges

sacrifices? On a parlé de la fusion de la zone française et des zones anglaise et américaine en Allemagne, on a parlé également d'une ouverture de l'Empire français aux investissements américains. La première mesure, dont nous discuterons librement les avantages et les inconvénients, a surtout une portée symbolique. Quant à la deuxième, qui appartient provisoirement à l'ordre des fictions journalistiques, elle mériterait d'être discutée sérieusement, au lieu d'être adoptée d'enthousiasme ou vitupérée avec fureur. Nous manquons de capitaux pour mettre en valeur nos colonies, c'est-à-dire élever le niveau de vie des populations. Jadis, les hommes de gauche s'indignaient que les territoires d'outre-mer fussent pour la métropole une chasse gardée, ils réclamaient la collaboration internationale des hommes et des capitaux. Pourquoi sombrer dans un nationalisme obtus et suranné?

L'essentiel, me dira-t-on, c'est qu'un pays qui s'endette indéfiniment tombe fatalement, tôt ou tard, sous la domination du créancier. Le péril existe, bien que l'Allemagne qui, entre les deux guerres, emprunta plus de 25 milliards de marks au-dehors, nous ait montré que l'endettement n'entraîne pas toujours la servitude. Personne ne songe à prendre pour modèle la mauvaise foi allemande, mais l'exemple suggère une leçon valable. Les conséquences de l'endettement varient du tout au tout selon l'emploi qui est fait des sommes empruntées. Quand nous utilisons des dollars pour acheter des machines et renouveler notre outillage, nous forgeons notre indépendance. Quand nous consommons les dollars sous forme de blé ou de café, nous préparons notre asservissement. Ce qui décidera de notre avenir, c'est l'usage que nous ferons des crédits américains.

Si nous reconstruisons notre industrie et rétablissons l'équilibre de la balance des comptes, nous jouirons demain de toute l'autonomie compatible avec la concentration mondiale de la puissance. Si nous dépensons nos crédits sans accroître notre capacité de production ou le rendement du travail français, nous subirons la loi de la pauvreté.

L'Union Française

Combat
16 mai 1947

On commémorait hier, à Bordeaux, la mémoire du gouverneur général Éboué, c'est-à-dire un des exemples les plus éclatants de réussite de la politique d'assimilation. Par un paradoxe plus apparent que réel, le discours du général de Gaulle a mis l'accent sur la politique opposée, celle de l'autonomie progressive des territoires d'outre-mer, chacun destiné à prendre peu à peu sa personnalité propre, à créer des institutions adaptées aux désirs et aux capacités de sa population. Entre l'assimilation et la fédération, le choix du général de Gaulle a été net.

Il importe d'autant plus de souligner cette orientation de sa pensée qu'il a pris, pendant qu'il dirigeait le gouvernement de la France, des initiatives qui semblaient inspirées par l'idéal de l'assimilation. C'est lui, en effet, qui, par l'ordonnance du 7 mars 1944, a ouvert le collège français d'Algérie à une centaine de milliers d'électeurs arabes, sans que ceux-ci aient à renoncer à leur statut personnel. C'est lui qui a permis aux représentants de l'Empire l'accès de l'Assemblée Constituante et de l'Assemblée Nationale. Beaucoup lui ont reproché amèrement ces mesures libérales. Le général de Gaulle les a rappelées, ce qui suffit à prouver qu'il ne les renie pas, encore que, selon la logique de sa doctrine, les députés d'outre-mer devraient siéger dans l'Assemblée de l'Union Française plutôt que dans l'Assemblée métropolitaine.

Au reste, ces discussions constitutionnelles revêtent aujourd'hui un caractère théorique, tant que les problèmes immédiats sont urgents. La diversité des territoires rattachés à l'Empire français est telle que la future fédération ne saurait se constituer, ni à la manière des États-Unis par libre décision des États, ni à la manière du Commonwealth britannique, par abandon progressif des privilèges de la métropole et substitution d'une communauté vécue et voulue à la suprématie impériale. Pour que l'Empire devienne un jour une fédération, nous avons moins besoin d'une charte légale (si nécessaire que soit celle-ci) que de politiques, aussi variées que nos territoires. Cette variété n'exclurait pas un but identique: permettre à tous les pays de s'administrer eux-mêmes, sans rompre les liens qui les rattachent à la France.

Telle est à n'en pas douter la conviction du général de Gaulle. Mais il faut bien dire que ce but est aussi simple et évident que les moyens de l'atteindre sont

complexes et malaisés. Dans certains cas, la formule de l'Union Française suscite des difficultés supplémentaires. Un souverain à la fois spirituel et temporel, comme le Sultan du Maroc, ne reconnaîtra jamais une souveraineté supérieure à la sienne comme celle du Président de la République. La nomination d'un général à la place d'un ambassadeur ne modifiera pas l'attitude du Sultan, devenu officiellement, depuis le discours de Tanger, chef des nationalistes marocains. Or, notre embarras ne tient pas au discours lui-même, mais à la réalité qu'il révèle.

Sans doute était-il impossible à Bordeaux, d'entrer dans le détail et de préciser l'action à entreprendre ici ou là. L'idée fédérale ne comporte guère de généralités, valables à la fois pour l'Afrique noire, l'Indochine et le Maroc. On aurait donc tort de déplorer l'absence de précisions. On ne peut que reprendre, pour la politique de l'Union Française, ce que Napoléon disait de la stratégie: "Art simple, et tout d'exécution".

Aussi bien le général de Gaulle était-il moins soucieux de développer sa doctrine que de poser des principes, inséparables à ses yeux d'une réforme de l'État. Il a donc repris sa critique des partis et affirmé l'inéluctable nécessité d'un État fort, à la tête duquel se trouverait un homme habilité à gouverner, c'est-à-dire à décider et à agir. Cette condition fondamentale, a-t-il indiqué, est remplie à Moscou et à Washington. On ajoutera qu'elle l'est aussi à Londres, et par un président du Conseil.

Il est vrai que les empires se gagnent et se perdent sur le sol des métropoles. La crise française n'épargne pas nos territoires d'outre-mer. L'évolution de l'Empire vers l'Union Française n'a une chance de s'accomplir sans violence que dans la mesure où nos gouvernants seront capables de concevoir une politique et de la mettre en application. À eux de démontrer par des actes que leur solidarité avec les partis, donnée permanente des démocraties modernes, ne leur interdit pas d'assurer le destin de la patrie.

Le Gouvernement et l'opinion

Combat
18-19 mai 1947

Le débat à l'Assemblée Nationale a fourni au président du Conseil et au ministre de l'Agriculture l'occasion d'user largement du droit de réponse à la presse. Nous aurions d'autant plus mauvaise grâce à protester qu'il s'agissait surtout de controverses entre les partis. Ceux-ci s'accusaient réciproquement d'avoir déformé les faits chacun dans l'intérêt de sa propagande propre et de ses délégués au ministère. On a même cité les cas de mensonges purs et simples, par exemple à propos de la prétendue exportation de céréales, démentis par les services officiels sans que les journaux responsables consentent à informer leurs lecteurs de ces démentis.

En revanche, nous relèverons une déclaration de M. Ramadier qui nous paraît présenter une signification générale. "Il a fallu, pour que la collecte se poursuive normalement, accepter certaines responsabilités. Nous l'avons fait sachant où nous irions, mais sachant surtout que, si l'on annonçait prématurément la crise qui menaçait, celle-ci aurait été avancée de plusieurs semaines." Quelques instants après, M. Tanguy-Prigent commentait et précisait: "La collecte était difficile et des propos pessimistes l'auraient encore ralentie".

Disons-le en toute naïveté: cette théorie du silence nous paraît stupéfiante. Nous n'aurons certes pas la prétention de mieux pénétrer la psychologie des paysans que les deux éminents orateurs. Mais, si nous les comprenons bien, l'agriculteur serait d'autant plus tenté de retenir son blé qu'il connaîtrait mieux la pénurie des villes. Ou encore, s'il avait su à l'avance la soudure difficile, il aurait pris immédiatement des précautions pour lui-même et sa prévoyance individuelle aurait abouti à l'imprévoyance collective.

Cette interprétation n'est pas inconcevable: le moins que l'on puisse dire est qu'elle n'est pas flatteuse pour les intéressés. Ce qui m'interdit pourtant d'y souscrire, c'est d'abord que toute la campagne menée actuellement par les pouvoirs publics est manifestement inspirée par une conviction contraire. D'ailleurs admettons par hypothèse qu'effectivement les masses paysannes soient indifférentes aux arguments d'intérêt national: leur attitude, en ce cas, ne serait-elle pas déterminée avant tout par leur situation propre, par leurs réserves, leurs besoins, l'attente d'une bonne ou d'une mauvaise récolte? Les faits qui influent sur leur décision ne sont-ils pas ceux qu'ils connaissent d'expérience directe, bien

plutôt que ceux que rapporte avec plus ou moins d'éclat la lointaine presse parisienne?

Supposons enfin que le pessimisme gouvernemental sur la nature humaine soit justifié, que, si nos gouvernants avaient révélé la situation au pays, ils auraient avancé le moment de la crise. N'aurait-il pas mieux valu précipiter l'échéance pour en atténuer la rigueur? Ramenée à 250 grammes deux mois plus tôt, la ration risquerait moins aujourd'hui de descendre à 200 grammes. M. Tanguy-Prigent a expliqué que la phrase prononcée par lui à son retour d'Amérique et si souvent citée, "compte non tenu des 5.530.000 quintaux mis à notre disposition par les États-Unis, nous serions assurés de faire la soudure", avait été faussée par une erreur matérielle au compte rendu officiel. Il fallait lire "compte tenu". Prenons acte de cette erreur fâcheuse et constatons que, même sous cette forme, l'affirmation aurait témoigné de quelque optimisme.

En tout état de cause, l'essentiel reste: le gouvernement a éprouvé des inquiétudes sur la soudure et la prochaine récolte, trois mois avant de les faire partager à la nation. Il a attendu trois mois pour réprimer la surconsommation, renforcer les contrôles et faire appel au civisme des producteurs et des consommateurs. Nous continuons à croire qu'il a eu tort.

Il est bien évident que les privations des Français sont dues avant tout aux suites de la guerre et aux intempéries. Il serait absurde et funeste de répandre une autre explication. M. Ramadier, en assurant lui-même la charge du ravitaillement, a témoigné de courage et s'est grandi aux yeux du public. Encore faut-il, pour conquérir la confiance, qu'il ne méconnaisse pas, sous prétexte de prudence ou d'efficacité, le principe élémentaire de la démocratie: dire la vérité au pays.

Pseudo dirigisme

Combat
20 mai 1947

Les cérémonies dominicales ont fourni à nos Excellences une nouvelle occasion de rhétorique économique. On a jonglé avec les glorieuses abstractions, dirigisme et liberté. M. Ramadier a décrété que "le retour à la liberté économique serait la ruine du franc" au moment même où son ministre de l'Air, M. Maroselli, décrétait avec la même assurance que "pour le blé, la viande ou le vin, il importe que la liberté des transactions soit méthodiquement rétablie". (J'espère que les propos du ministre ont été inexactement rapportés, car prendre le blé, dont la prochaine récolte sera largement déficitaire, pour exemple d'un produit "non rare", témoignerait d'une fantaisie, excessive même pour un spécialiste de l'aviation).

Je ne discuterai pas aujourd'hui le fond du problème, sur lequel je reviendrai plus longtemps au cours des prochains jours. Je voudrais préciser le sens des mots. Le régime actuellement appliqué n'a guère que le nom de commun avec un dirigisme authentique.

Envisageons seulement les produits agricoles, sur lesquels l'attention publique est concentrée. Fruits, légumes, œufs, volailles, poissons sont pratiquement en vente libre. L'administration se borne, de temps à autre, à taxer tel ou tel de ces produits, sans inconvénient grave quand la taxe répond à peu près aux cours qui s'établiraient d'eux-mêmes, avec pour résultat de détourner les marchandises vers les marchés parallèles ou de provoquer une pénurie de ceci ou de cela, sur tel marché ou dans tel département, quand les cours taxés sont inférieurs aux exigences des vendeurs ou aux taxes fixées en un autre lieu. La taxation des marchandises au détail, sans contrôle effectif aux autres stades des échanges, est une méthode illusoire, à laquelle personne ne croit plus. Dans tous ces cas, on ne perdrait presque rien et on aurait une chance de gagner quelque chose, si, au lieu de s'arrêter à mi-chemin, on allait jusqu'au bout de l'expérience de la liberté.

En revanche, le commerce libre du blé n'existe plus depuis 1936. Là, on peut parler de dirigisme, bien que l'on n'ait jamais été, en France, aussi loin qu'en Russie, en Allemagne ou même en Angleterre pendant la guerre, où l'on imposait ou suggérait aux paysans l'importance relative à donner aux diverses cultures. L'Office du blé avait été créé pour résoudre les problèmes de l'abondance et stabiliser les prix qui menaçaient de s'effondrer. Il a été moins heureux quand la

pénurie est venue. Il n'a pas évité le décalage entre le prix officiel du blé et les prix libres, c'est-à-dire réels, des céréales secondaires. Mais un étudiant en économie politique de première année sait déjà que la solidarité entre les marchés des diverses céréales est telle, qu'il faut les contrôler tous ou n'en contrôler aucun. Comme il nous manquera l'an prochain 20 millions de quintaux de blé, on risque de n'avoir pas, sur ce point, l'embarras du choix.

Enfin, on ne saurait dire que les marchés de la viande, ou plus généralement ceux des produits laitiers (lait, beurre, fromage), aient été réglementés selon les principes du dirigisme. On a depuis longtemps renoncé à collecter la viande à la ferme. L'avant-dernier plan, qui vient d'être abandonné et qui avait vidé les boucheries, revenait à une technique primitive, celle de la taxe à l'étape terminale des échanges. Peut-être, si l'on avait "tenu" assez longtemps, l'abondance aurait-elle fini, en juillet, par provoquer l'effondrement des cours, mais la consommation accrue des paysans et le volume du trafic parallèle rendaient cet espoir fragile. On vient de réamorcer le marché, en laissant monter les prix, ce qui ne présentait aucune difficulté et ne donne pas de réponse à l'interrogation décisive. Les coefficients de hausse des prix spontanés, pour les produits agricoles, se situent entre 10 et 15. Quel sera l'effet, sur le niveau des salaires et des prix industriels, de la légalisation de ces cours?

En bref, la collecte ne s'applique plus guère qu'au blé et, partiellement, au lait et au beurre. Il passe probablement plus de vin par le marché libre que par la répartition des services officiels. On a tant de fois modifié le système des relations entre les producteurs et les consommateurs, collecte administrative, commissions d'achats, achats prioritaires, mutuelles d'achats, qu'on a finalement ruiné tous les procédés concevables. La réglementation actuelle apparaît comme un ensemble d'expédients, inspirés non par des conceptions théoriques mais par les circonstances et les convictions, successives et contradictoires, des différents ministres. Les doctrines, socialisme ou dirigisme, ne sont guère engagées dans cette organisation chaotique de la pauvreté.

L'échec du ravitaillement n'est ni celui du dirigisme, ni celui de la liberté: il est la sanction de l'incohérence.

Appel au bon sens

Combat
22 mai 1947

Manifestations violentes de commerçants à Dijon, envahissement de la préfecture à Lyon, menace de grève du gaz et de l'électricité à Paris, l'agitation entretenue par le mécontentement des ouvriers et aussi de certains patrons, s'étend de tous côtés et met en danger les bases, politique et économique, du relèvement français: l'autorité de l'État et la stabilité des salaires et des prix.

Quand on analyse la structure de la IV^e République, on insiste, et à juste titre, sur le rôle des partis de masses, intransigeants et inconciliables, qui mobilisent et encadrent des millions d'individus. On néglige l'autre trait, peut-être plus important encore, des démocraties modernes: la cristallisation des groupes sociaux. Il n'est pas de profession qui n'ait son organisation syndicale. Il fut beaucoup question, il y a quelques mois, d'une grève "des marchands de charbon au détail". Il est beaucoup question, à propos de la viande, de groupements comme ceux des marchands de bestiaux. Rien de plus légitime que l'association pour la défense de leurs intérêts, de ceux qui exercent le même métier. Encore faut-il pour qu'une démocratie collective de ce type soit viable, que l'État reste capable d'arbitrer les conflits et d'imposer ses décisions.

L'État actuel, condamné, par ses fonctions étendues, à être à la fois juge et partie, à prendre des mesures qui lèsent les intérêts immédiats des uns et des autres, oscille misérablement entre les pressions contraires. Le préfet qui, sans moyens contre les manifestants, court à la radio pour annoncer l'annulation du décret qu'il vient de signer, devient l'image, dérisoire mais aussi tragique, d'une République qui s'abandonne.

Les partisans de la liberté se réjouissent bruyamment que certains intéressés passent à l'action directe, pillent les locaux du contrôle économique, et refusent d'appliquer une réglementation, théoriquement en vigueur. Il nous paraît opportun de mettre fin au système des points textiles, déjà tombé en désuétude. Mais nous ne partageons pas l'allégresse de ces libéraux, qui applaudissent à ces protestations plus que verbales contre le dirigisme, et oublient que de telles pratiques sont contagieuses. D'autres réuniront demain les foules, aussi vibrantes, contre la liberté, quand celle-ci aura provoqué, sur tel ou tel marché, une hausse des cours.

Le moment est d'autant plus mal choisi que la stabilité des salaires, c'est-à-dire

la valeur du franc, est aujourd'hui en péril. Que la baisse de 10%, décrétée par le Gouvernement, ne soit pas traduite par une baisse équivalente du prix de la vie, c'est certain. Les difficultés de ravitaillement, pour le pain et la viande, ont multiplié, comme il était prévisible, les revendications populaires. Le relèvement des salaires les plus bas, que l'équité exige, n'est probablement pas incompatible avec la politique gouvernementale. Mais on s'oriente, par l'intermédiaire de primes diverses, vers une hausse générale des salaires. Que l'on réfléchisse aux conséquences inévitables que développerait la résignation ou la faiblesse.

Aujourd'hui comme hier, il demeure vrai que les conditions d'existence des masses ne sauraient être réellement améliorées que par une réduction des prix. La hausse des salaires, accordée par le ministère Bidault il y a un an, a suscité une hausse supérieure des prix, et par conséquent, à terme, elle a abaissé encore le niveau de vie du peuple. Tout annonce qu'il en serait de même cette fois. Bien plus, on peut craindre que le gonflement des revenus nominaux, accompagné par le relâchement des contrôles administratifs, entraîne un mouvement d'inflation plus rapide encore et un nouvel accès de "défiance monétaire". L'ascension des prix freinerait nos exportations et obligerait à dévaluer le franc. L'espoir qu'avait réveillé l'expérience Blum, s'évanouirait. Nous rentrerions dans le cycle infernal, avec moins de chances d'en sortir.

Il n'est pas trop tard pour tenir. On a réduit le déficit budgétaire. En juillet, le ravitaillement en viande s'améliorera de lui-même. On s'indigne contre le chaos sans attendre beaucoup des accroissements nominaux de salaires. Au gouvernement d'orienter l'opinion et lui indiquer la seule voie de salut. Le courage est difficile: l'abdication de l'État préparerait des lendemains autrement difficiles.

Pour un compromis viable

Combat
24 mai 1947

Les manifestations anti-dirigistes se multiplient, mais le Comité directeur du parti socialiste vient d'affirmer une fois de plus qu'il demeure partisan de la politique que symbolise M. André Philip, celle que l'on vient de baptiser dirigiste. Comme aucun gouvernement n'est possible sans la participation socialiste, comme le Rassemblement des Gauches se déclare avec la même énergie en faveur du retour à la liberté, il semble que l'on ait le choix, dans la situation présente, entre une coalition des trois "Grands", dont l'expérience a été faite et l'impuissance démontrée, ou la présente coalition, divisée sur ce point essentiel.

Dans l'abstrait, aussi longtemps que l'on entrechoque des doctrines, effectivement aucune solution n'apparaît. En revanche, si l'on s'attache à la réalité, les grandes lignes d'un compromis se dégagent - compromis qui, de toute évidence, n'exclurait pas, mais au contraire impliquerait, certaines décisions radicales, dans un sens ou dans un autre.

Personne ne prétendra que la liberté totale doive être rendue à la production et au commerce du charbon, de l'acier ou du ciment. Personne ne prétendra non plus que le rationnement des produits industriels de consommation courante doive être maintenu un jour de plus que ne l'exige l'insuffisance de l'offre. Ces deux propositions de bon sens suggèrent déjà que l'orientation de la production durera aussi longtemps que nos ressources seront insuffisantes pour satisfaire à tous les besoins de la reconstruction et de la rénovation industrielle en même temps qu'à tous les désirs de la population. En revanche, le rationnement des marchandises au détail n'est qu'un expédient transitoire, valable dans la période où la pénurie impose de fixer un ordre de priorité entre les ayants droit. Pour la plupart des produits textiles et des objets de ménage, il semble bien que l'approvisionnement ne dépasse plus la capacité d'achat disponible et que, par conséquent, la suppression du rationnement doive être tentée, sans risque grave.

Dans cette direction, on parviendrait à assouplir les contrôles, à réduire la paperasserie dont se plaignent les moyennes et petites entreprises. La répartition des matières premières de base entre les branches industrielles que l'État maintiendra afin d'utiliser les forces productives selon les nécessités nationales, suscite, par elle-même, de grandes difficultés. (Comment assurer la distribution

équitable des contingents de charbon, d'acier ou d'engrais entre les régions ou les entreprises?) La liberté de vente, pour les marchandises offertes au public, représenterait déjà un progrès substantiel.

Pour les produits agricoles, on aperçoit deux catégories nettement tranchées: d'une part les légumes, les fruits, les œufs, qui sont pratiquement en vente libre et pour lesquels on pourrait relâcher encore les vagues contrôles qui subsistent, d'autre part le blé (et, par voie de conséquence, une partie des céréales secondaires) dont le commerce, en raison de la mauvaise récolte, ne peut être libéré. Si l'on met de côté le café ou le sucre, faciles à collecter et à répartir, et le vin, distribué en fait selon un système de double secteur, institué à la faveur de la faiblesse des services officiels, il reste un problème décisif, celui de la viande et des produits laitiers. Là, il faut que le Gouvernement choisisse et donne à son choix, quel qu'il soit, la chance de réussir, c'est-à-dire ne change pas de plan tous les trois mois.

Par dégoût de l'incohérence administrative, l'opinion penche pour l'essai de la liberté. J'admire ceux qui proclament leur certitude de succès. À supposer que les ressources soient aussi abondantes qu'avant la guerre, les paysans ont pris l'habitude de consommer davantage de viande. Des cours trop élevés continueraient de décourager la culture du blé et la production de lait. Prix directeur, le prix de la viande risquerait d'entraîner tous les autres et de rendre irrésistibles les revendications des masses. Les libéraux les plus réfléchis, comme M. Courtin, redoutent cette éventualité. Les marchés urbains seraient ravitaillés, mais le Gouvernement devrait faire preuve, pour tenir le système des prix, du courage qu'il n'a pas montré dans l'organisation du circuit entre campagnes et villes.

Au mois de juillet, l'abondance saisonnière créera des circonstances favorables. Il faut qu'à ce moment nos dirigeants aient arrêté une méthode: ou des commissions d'achat, c'est-à-dire la fixation des prix à la production en même temps qu'à la consommation, ou la liberté à la source comme au point d'arrivée. Contre la première solution on invoque la résistance des paysans à des procédés impopulaires et discrédités. Mais si tous les prix de la nourriture s'établissent au coefficient 12 ou 15, la liberté apparaîtra belle sous le dirigisme, comme la République sous l'Empire.

Les grèves et l'État

Combat
25-26 mai 1947

La réquisition du personnel du gaz et de l'électricité est une mesure grave: la grève d'un service indispensable à la vie de la nation ne serait pas un événement moins grave.

On invoquera, sans doute, le droit de grève et l'on plaidera que la réquisition équivaut à priver une catégorie d'employés de l'exercice de ce droit. Mais nous répondrons que le droit de grève comporte inévitablement certaines limites de fait. L'activité de millions de Français serait paralysée par l'arrêt du gaz et de l'électricité. L'existence du pays serait pour ainsi dire suspendue. Aucun gouvernement, quel qu'il soit, ne saurait tolérer que le droit de quelques-uns aboutisse à léser celui du plus grand nombre. Il y a quelque trente ans, Aristide Briand avait mis fin de la même manière à une grève des cheminots. Il n'est pas question de rappeler un précédent, pour justifier l'attitude du ministère Ramadier. Une menace analogue a appelé fatalement la même réaction.

Nous pourrions nous en tenir là: il y aurait quelque lâcheté à le faire. La crise actuelle pose en effet une question de principe, qu'il faut avoir le courage d'aborder. Dans quelle mesure une grève dirigée contre une décision gouvernementale est-elle légitime?

Qu'on nous entende bien. Nous ne discutons pas les revendications de la Fédération de l'Éclairage en elle-même. Nous discutons un problème que pose l'évolution de la structure et du régime de notre économie. Non seulement l'État est l'employeur contre lequel se dressent les salariés, mais c'est lui qui fixe, directement ou indirectement, le niveau des rétributions. C'est lui qui autorise ou interdit les hausses de salaires. Un groupe quelconque est-il autorisé à suspendre le travail pour contraindre les représentants, librement choisis par la collectivité tout entière, à revenir sur leur décision?

Encore une fois, précisons bien notre pensée. À la rigueur, l'État employeur est susceptible d'accorder à ses ouvriers ou à ses fonctionnaires les mêmes droits que l'employeur privé. Une entreprise nationalisée, qui jouit d'un statut comparable à celui d'une entreprise industrielle, est exposée aux mêmes pressions de la part de ses employés. L'expérience dissipe plus d'une fois le mythe de la nationalisation et les prolétaires, en relation avec l'État-patron, ne trouvent pas toujours qu'ils ont gagné au change.

Le point essentiel est autre: la grève est un moyen normal dans le cas d'un conflit privé, entre employeur (ou fédération d'employeurs) et syndicat. Elle sert à appuyer les demandes des salariés, à donner plus de poids à leurs arguments, plus d'autorité à ceux qui parlent en leur nom. Mais le conflit cesse d'être privé quand il oppose un syndicat ouvrier à l'État et à la politique générale de celui-ci. Du même coup la grève perd son sens, car il devient absurde que le gouvernement, c'est-à-dire les chefs élus de la nation, soit défié ou éventuellement, réduit à la capitulation par une coalition particulière. Dans les régimes fascistes ou communistes, quand l'État prend en charge l'ensemble de l'activité économique, le droit de grève disparaît.

Nous n'en sommes pas là en France, fort heureusement, et nous sommes tous d'accord pour repousser le totalitarisme. (Les communistes condamneraient les grèves le jour où ils seraient seuls au pouvoir: ils ne le feront pas avant). Notre régime intermédiaire offre aux salariés deux méthodes pour défendre leurs intérêts: ou bien ils sont aux prises, dans un conflit privé, avec leurs employeurs et alors ils recourent aux procédés traditionnels, y compris, quand ils ont épuisé les ressources de la conciliation et de l'arbitrage, la cessation du travail. Ou bien ils protestent contre la politique gouvernementale, et alors ils doivent, comme tous les citoyens, s'efforcer de convaincre les ministres ou les législateurs. Mais ils ne sauraient revendiquer le privilège de traiter d'égal à égal avec l'État et de lui imposer par la force leur volonté.

Sans doute cette distinction est-elle moins nette en pratique qu'en théorie. Elle n'en est pas moins indispensable. Si la sagesse ouvrière ne limite pas spontanément l'exercice du droit de grève, la décomposition de la République suscitera, un jour ou l'autre, un pouvoir assez fort pour dédaigner ces distinctions subtiles et ramener l'ordre à tout prix.

Il appartient aux défenseurs de la démocratie de mettre en garde la classe ouvrière contre l'abus mortel de ses libertés.

Les salariés, les employeurs et l'État

Combat
27 mai 1947

Mon dernier article, sur les grèves et l'État, a soulevé quelque émotion, même parmi nos fidèles amis. On m'a adressé de multiples objections auxquelles je tâcherai de répondre. Mais personne ne s'en est pris à l'idée centrale: le grève est un moyen normal de lutte entre ouvriers et patrons, elle devient absurde quand elle traduit la révolte d'un groupe particulier contre la politique générale du gouvernement.

Chaque régime a ses lois. En économie de marché, pour rétablir quelque équilibre de puissance entre les détenteurs des moyens de production et les salariés, ceux-ci ont tout à la fois le droit de coalition et le droit de suspendre le travail, pour obtenir une amélioration de leur condition. L'État se borne à fixer les règles selon lesquelles se déroulent les conflits. Éventuellement, il met au point des méthodes de conciliation et d'arbitrage, pour éviter que les uns ou les autres n'usent trop souvent du procédé extrême, grève ou lock-out.

Tout change le jour où les pouvoirs publics assument la responsabilité de la politique économique dans son ensemble, c'est-à-dire du niveau des salaires, des prix et de la monnaie. Certes, dans le cadre de la politique définie par le gouvernement, il reste place pour des divergences, dues soit à des interprétations contradictoires données aux textes ministériels, soit à l'incertitude, relative à la place d'une corporation ou d'un métier dans la hiérarchie des rétributions. Mais si la grève tend à obtenir des hausses de salaires que les gouvernants interdisent aux employeurs d'accorder, quelle est l'issue? Ou bien une grève indéfinie dont les ouvriers eux-mêmes finissent par être victimes, ou bien la "combine" pseudo-clandestine, les employeurs donnant "sous la table" ce qu'on leur interdit de donner au-dessus.

Je n'ignore pas que telle est désormais la pratique courante, mais je maintiens qu'un tel régime est contradictoire, qu'il n'est pas viable et qu'il sera balayé, un jour ou l'autre, par la violence, de droite ou de gauche, si l'on n'a pas le courage d'élaborer à temps des règles, adaptées à la réalité nouvelle d'une économie à moitié dirigée.

On m'objecte qu'un gouvernement de droite abusera des avantages que lui offrirait une limitation du droit de grève. La force actuelle des partis ouvriers ne rend pas très probable une telle éventualité. Reconnaissons pourtant le risque. Il

n'est pas impossible de prendre certaines garanties. Le soin d'interpréter les décisions gouvernementales et de déterminer les grèves légitimes pourrait être laissé à des tribunaux paritaires, dont les membres seraient équitablement choisis parmi les représentants des diverses organisations professionnelles et dont la présidence reviendrait à un magistrat. On s'efforcerait de créer une jurisprudence, applicable aux conflits du travail et soustraite le plus possible aux passions politiques.

On m'objecte encore que la grève, en particulier la grève générale, fait partie de la tradition la plus chère de l'idéologie vivante de la classe ouvrière. Lui enlever cette arme et cette espérance, ce serait la frapper au cœur. En vérité nulle législation n'est susceptible d'éliminer le mythe de la grève générale. Car celle-ci, pour parler avec Georges Sorel, équivaut à une bataille d'anéantissement. Par hypothèse, elle met fin à la paix et déclenche une guerre inexpiable. Le jour où une grève générale serait déclenchée, ou bien les ouvriers l'emporteraient et ils créeraient une autre législation, ou bien ils seraient vaincus et ils subiraient des conditions autrement graves que la modeste législation que nous envisageons ici.

Il se peut, il est même probable que ces considérations soient inactuelles. La Fédération de l'éclairage, depuis quarante-huit heures, fait preuve d'une sagesse louable et le gouvernement est tout le premier désireux de ne pas recourir à la réquisition. Le problème n'en continuera pas moins de se poser.

Le parti communiste au pouvoir, en Russie, condamne les grèves sous prétexte que le prolétariat est maître de l'État. Toute expression de mécontentement devient, à ses yeux, un geste de sabotage, imputable à la réaction, au "trotskysme". Mais les ouvriers russes n'ont aucun moyen de manifester s'ils sont ou non d'accord avec la politique que le parti communiste décide seul, au nom des nécessités historiques qu'il interprète à sa guise. L'ouvrier français mécontent conserve, en dehors même de la grève, les moyens d'action offerts à tous les citoyens en une démocratie pluraliste. L'État français est partagé entre partis ouvriers et partis bourgeois. Ce régime intermédiaire, qui vise à concilier une économie partiellement dirigée et la liberté, est fragile. On ne le sauvera pas en se refusant à l'organiser.

2

**1947-1955 : À LA RECHERCHE
D'UN ÉTAT**

2.1

LA IV^e RÉPUBLIQUE DOIT SE RÉFORMER POUR SURVIVRE

Peut-on gouverner sans les communistes?

Le Figaro
29-30 juin 1947

La question est posée depuis la Libération, elle prend aujourd'hui une urgence extrême. En effet, la grève des mineurs et le discours de Maurice Thorez ne permettent plus à personne de se dissimuler l'enjeu de la crise présente: le parti communiste est décidé à revenir au gouvernement et il compte que l'agitation sociale finira par vaincre l'obstination de M. Ramadier.

Chaque parti pèse les avantages et les inconvénients du retour à une coalition tri ou quadripartite. La gauche de la S.F.I.O., constatant que le ministère présidé par un socialiste est aux prises avec les syndicats ouvriers, souhaite une participation communiste qui permettrait de partager, sinon d'éluder, les responsabilités impopulaires. D'autres socialistes mesurent la perte de prestige qu'entraînerait pour eux et pour le régime une capitulation devant des forces extra-parlementaires. Quant au M.R.P., à quelques mois des élections municipales, il n'envisage pas de reprendre avec les communistes une collaboration qui lui ferait perdre la face.

En dehors des partis, beaucoup d'esprits, indifférents à ces calculs légitimes mais bornés, s'interrogent: les grèves, perlées ou déclarées, qui cheminent insidieusement à travers les régions et les professions ne sont-elles pas plus nuisibles finalement au pays que la présence de quelques communistes dans les ministères, même si ces derniers sont transformés une fois de plus en points fortifiés ou en centres de noyautage?

Bilan intérieur

Depuis la Libération, le parti communiste entend à la fois demeurer un parti révolutionnaire et devenir un parti de gouvernement. Parti révolutionnaire, il n'abandonne pas l'idée (bien qu'il l'écarte momentanément) d'une prise du pouvoir, il entretient dans les masses populaires les sentiments d'indignation contre la réalité et d'espoir en un avenir transfiguré.

Parti de gouvernement, il prêche le travail, dénonce le gauchisme, convie au ralliement les paysans propriétaires et les commerçants, usant, avec l'infinie souplesse qu'on lui connaît, des mots d'ordre les plus divers, selon les préférences supposées des clientèles qu'il vise.

Qu'il soit ou non représenté dans le ministère, il garde cette double face. Ce

qui signifie deux choses: quand il participe, il n'en dénonce pas moins certains ministres, sinon le ministère. Quand il ne participe pas, son opposition ne dépasse pas certaines limites. On n'a pas perdu le souvenir des invectives contre M. de Menthon. Et le ton de l'*Humanité* n'a pas tellement monté depuis que M. Thorez n'est plus vice-président du Conseil. En d'autres termes, le parti communiste combine toujours soutien et opposition dans la mesure même où il joue le jeu parlementaire tout en prétendant au monopole de l'action et de l'espérance révolutionnaires.

Dès lors la tactique communiste au cours de ces derniers mois apparaît pleinement intelligible. La direction du parti, qui n'a pas d'illusions sur les suites d'une hausse générale des salaires, fit barrage aux revendications ouvrières aussi longtemps qu'elle jugea la résistance sans danger. Lorsque des grèves spontanées, les résultats des élections à la Sécurité sociale, la surenchère des fractions anticomunistes à l'intérieur des syndicats montrèrent que le parti risquait d'être débordé sur la gauche, le retournement fut immédiat. On prit la tête d'un mouvement dont on n'était plus le maître. Plutôt que de perdre des troupes, on sacrifia les portefeuilles ministériels.

La présence ou l'absence de représentants communistes à l'intérieur du gouvernement n'a donc pas une telle portée au regard de la politique économique. Aussi longtemps que l'on ne parviendra pas à distribuer aux populations urbaines une ration alimentaire de base à des prix stables, une fois par an au moins les masses réclameront des hausses de salaires. Et, bien que la stérilité du gonflement des revenus nominaux ait été cent fois démontrée, les gouvernements céderont, avec ou sans participation communiste. Dans le régime actuel ni le parti communiste, ni aucun autre parti, ni le gouvernement ne sont en mesure de «tenir» contre la pression populaire quand celle-ci atteint une certaine force.

Nous en avons une preuve éclatante. Les communistes voulaient accorder, il y a trois mois, ce que le cabinet Ramadier est en train de concéder aujourd'hui. Il subit ce que les ministres «exclus» lui conseillaient d'accepter de bon gré.

Bilan extérieur

Pourquoi donc les communistes, qui obtiennent satisfaction et qui tirent un bénéfice publicitaire de leurs succès, veulent-ils avec passion une part du pouvoir? On aperçoit deux raisons principales.

La première est qu'ils entendent démontrer qu'on ne peut pas gouverner sans eux. Personne n'ignore que l'état-major de la C.G.T. est dominé par les

communistes. Ceux-ci inscrivaient la victoire à leur crédit si la C.G.T. l'emportait sur le gouvernement. Mais l'on comprend du même coup pourquoi il importe que le cabinet Ramadier surmonte la crise.

Une démission provoquée, directement ou indirectement, par les grèves équivaldrait à une abdication de l'État devant les syndicats. La démocratie parlementaire avouerait son impuissance et consacrerait sa faillite.

La deuxième raison, probablement décisive, est le désir de prendre part aux conseils des ministres au moment où des négociations internationales, d'importance décisive, s'engagent.

Que M. Thorez ait ou non qualifié le projet Marshall de piège occidental est secondaire. Les articles quotidiens de l'*Humanité* suffisent. Alors que la France a dépensé les trois quarts de son encaisse-or, alors que nous ne disposons pas du premier *cent* pour financer notre programme d'importations de 1948, toute l'ardeur des journalistes et des orateurs communistes est consacrée à la lutte contre l'expansionnisme américain et le redoutable afflux de dollars. Cette propagande est si évidemment contraire aux intérêts français qu'on est conduit à évoquer la situation de 1939, au lendemain du pacte germano-soviétique.

Peut-être y aurait-il une certaine noblesse à prêcher le refus de l'aide extérieure. Encore faudrait-il, en ce cas, prêcher aussi une austérité accrue, un effort surhumain et annoncer aux Français des années de privations. Notre niveau de vie, si médiocre soit-il, suppose un crédit annuel d'environ un milliard de dollars. Que serait-il si nous en étions réduits aux devises que nous procurent nos exportations? Quant à notre indépendance, elle est limitée avant tout par notre faiblesse et notre pauvreté. Par eux-mêmes, les crédits ne l'entameront pas. Ils la renforceront même si nous les utilisons à renouveler notre outillage industriel. Entre les deux guerres, l'Allemagne avait emprunté plus de vingt-cinq milliards de marks. Il n'apparaît pas qu'elle eût pour autant aliéné son indépendance.

Sans doute l'opposition communiste est-elle dirigée moins contre les dollars que contre l'idée d'une organisation européenne. Mais, sans nier les obstacles à surmonter, l'idée de l'Europe unie représente, en notre siècle, le dernier espoir des vieilles nations qui ne sont plus à l'échelle des immenses espaces eurasiatiques ou américains.

À aucun prix, le gouvernement français ne doit laisser passer la chance que nous offre le plan Marshall – quitte à déplaire à un parti dont les conceptions diplomatiques, par un hasard perpétuellement renouvelé, coïncident toujours

avec les préférences ou les consignes de l'Union soviétique.

Souhaitable ou possible

Reste une dernière objection. Admettons qu'il soit en effet *souhaitable* que le gouvernement Ramadier ne s'incline pas devant les menaces et le chantage: comment peut-il résister, si les grèves continuent indéfiniment, au-delà des revendications satisfaites?

L'interrogation est trop grave pour qu'on y réponde en quelques mots. Bornons-nous à deux remarques. Qu'on le veuille ou non, la réglementation du droit de grève est désormais à l'ordre du jour. De plus, si la C.G.T. et le parti communiste usaient trop généreusement de l'arme de la grève pour atteindre des objectifs extra-professionnels, ils provoqueraient une crise, dont l'issue est peut-être imprévisible, mais dans laquelle, en tout cas, la démocratie parlementaire sombrerait.

Plutôt que d'envisager ces sombres perspectives, espérons la réussite des négociations internationales. Car, plus que toute autre circonstance, cette réussite faciliterait le gouvernement de la France, avec ou sans les communistes.

Qui gouverne la France?

Réalités
juillet-décembre 1947

Quatre groupes composent l'élite des sociétés modernes: les dirigeants politiques, les administrateurs, les meneurs de masse et les maîtres de l'économie. De la collaboration confiante entre ces groupes dépend la bonne marche d'une démocratie. Mais, en France, l'élite est divisée au point d'avoir perdu conscience de sa vocation. Elle se montre moins soucieuse de la gestion des affaires publiques que de la bataille politique perpétuellement engagée.

Il y a peut-être des gouvernements *pour* le peuple, il n'y a pas de gouvernement *par* le peuple.

Dans les groupements humains les plus simples, comme ceux des enfants, se dégagent spontanément des relations de commandement. Tel garçon donne des ordres et il est obéi. On conçoit que l'égalité économique puisse régner quelque jour au sein des sociétés, encore qu'il n'y en ait pas d'exemples historiquement connus (en dehors des sociétés «en marge», comme celles des jésuites du Paraguay). Même avec l'imagination la plus riche et la plus naïve, on ne conçoit pas que l'égalité politique effective puisse jamais s'établir: toujours certains détiendront la puissance et d'autres la subiront, toujours le petit nombre ordonnera et le plus grand nombre exécutera.

La distinction entre la minorité des gouvernants et le grand nombre des autres ne disparaîtrait que dans une démocratie intégrale, telle que l'ont rêvée certains philosophes grecs. Les citoyens seraient effectivement égaux, les titulaires des fonctions administratives ou gouvernementales ne seraient ni nommés ni élus, mais tirés au sort et renouvelés à intervalles courts et réguliers. À tout instant, certains commanderaient et d'autres obéiraient, mais chacun serait tour à tour parmi ceux-là et parmi ceux-ci, de telle sorte que la variété des lâches n'entraînerait pas une cristallisation de groupes séparés. Même la démocratie athénienne, aristocratie de citoyens, fermée aux esclaves et aux «métèques», fut loin d'approcher un tel idéal. Est-il besoin d'ajouter que la complexité de la civilisation moderne rend inévitable et nécessaire l'existence d'hommes dont le métier est d'administrer les affaires collectives, de légiférer ou de gouverner?

Les sociologues modernes, depuis Georges Sorel et Pareto, ont coutume d'appeler *élite* la minorité qui, à l'intérieur de chaque société, occupe effectivement les postes de direction. Le terme d'élite est pris au sens neutre,

sans quelconque nuance de valeur. Une certaine équivoque subsiste en ce qui concerne l'extension de l'élite. Convient-il d'y inclure tous ceux qui, chacun dans leur profession, ont réussi et atteint les échelons supérieurs ou bien ceux-là seulement qui, de près ou de loin, appartiennent au personnel de gouvernement? Pour éviter ces incertitudes, j'ai proposé, pour mon compte, de déterminer dans l'élite des sociétés modernes quatre groupes: *les dirigeants politiques, les meneurs de masse, les administrateurs, les maîtres de l'économie*.

Chacun de ces mots est clair de lui-même. Députés et ministres, secrétaires de syndicats, hauts fonctionnaires civils et militaires, directeurs et membres des conseils d'administration des grandes entreprises, telles sont, me semble-t-il, les quatre catégories sociales entre lesquelles se décompose l'élite des sociétés européennes du XXe siècle. Bien plus, il suffit d'une analyse rapide pour s'assurer que les différents régimes de notre époque sont définis avec assez de précision par les relations, propres à chacun, entre ces quatre catégories⁽¹⁾.

Considérons d'abord le régime soviétique, le plus cohérent de tous. Il saute aux yeux que, dans l'ordre politique, l'essence de ce que l'on appelle totalitarisme, c'est tout simplement *l'unification totale de l'élite*.

Administrateurs et chefs d'entreprises sont interchangeables, ils se recrutent selon les mêmes procédés, ils appartiennent au même groupe social. On passe d'une fabrique à un trust ou à un commissariat à l'industrie à mesure que l'on gravit les degrés de la hiérarchie. Les meneurs de masses et les dirigeants politiques ne se séparent pas réellement des administrateurs et des entrepreneurs. Dans la première équipe de la Révolution, les mêmes hommes passaient des ministères techniques à des ministères politiques, du commissariat à l'Industrie lourde ou aux Transports au commissariat à l'Intérieur. De même, les secrétaires de syndicats, au moins aux échelons les plus élevés, appartiennent au parti communiste et, comme les autres fonctionnaires, sont nommés par les autorités supérieures. Autrement dit, l'élite tend à se confondre avec un parti unique, qui sert de voie d'accès aux postes directeurs, qui impose à tous une idéologie impérative, qui ne laisse subsister entre les membres de l'élite que des spécialisations, le plus souvent temporaires, de compétence ou de fonctions. Tel est plutôt organisateur de la sidérurgie et tel autre de la propagande, mais c'est le même type d'homme, le même groupe qui s'affirme ingénieur des âmes et ingénieur des usines.

Dans le régime totalitaire du type national-socialiste, l'unification n'est pas poussée aussi loin. L'administration demeurerait composée en majorité de

fonctionnaires légués par le Deuxième Reich ou la République de Weimar. Les chefs de l'industrie – les Juifs et quelques personnalités célèbres mises à part – n'avaient pas été touchés par l'opération. La nazification de l'armée et de la bureaucratie ne progressa que lentement, sans être achevée au moment même de l'écroulement. En revanche, Hitler poussa à son terme la fusion des meneurs de masses et des dirigeants politiques. La révolution hitlérienne fut, au sens propre du terme, une révolution de démagogues. Arrivés au pouvoir, ceux-ci se réservèrent le monopole de l'action sur le peuple et une autorité inconditionnelle pour fixer les objectifs et prendre les décisions graves; capitalistes, fonctionnaires et généraux s'inclinèrent devant la volonté des agitateurs triomphants.

Un régime démocratique, à notre époque, se caractérise par la distinction, plus ou moins complète, de ces quatre groupes. En théorie, l'administration est apolitique: chaque parti exerce tour à tour le pouvoir, mais les fonctionnaires survivent à ces changements d'équipes parce qu'ils incarnent l'État dans sa permanence nationale. De même, en théorie, le syndicalisme est apolitique, ou, du moins, non partisan, chargé de défendre les intérêts professionnels, sans être asservi à aucun parti ni prisonnier d'aucune idéologie. Chefs d'entreprises et fonctionnaires, chargés d'organiser ou de diriger l'économie, ne constituent pas une unité; chaque groupe garde ses conceptions, chacun a une formation et un recrutement autres. Enfin, les hommes politiques, entrés au Parlement par la voie de la concurrence électorale, doivent, par des votes, désigner les gouvernants et rédiger les lois. Le problème fondamental de la démocratie moderne se formulerait en ces termes: *à quelles conditions ces quatre groupes de l'élite sont-ils susceptibles, en maintenant leur distinction, d'assurer un gouvernement efficace?*

Couramment, on se borne à s'interroger sur le caractère humain et social de l'élite, caractéristique de chaque société. L'activité qui qualifiait pour les postes de direction était jadis la capacité militaire. Le noble était, d'origine et de vocation, celui qui faisait la guerre, celui qui avait, à l'aube du moyen âge, garanti par l'épée la sécurité de ceux qui lui obéissaient. À la fin de la monarchie, les nobles demeuraient des guerriers, mais, une fois la paix intérieure garantie par l'État, leur activité martiale ne justifiait plus leurs privilèges. Les bourgeois, qui exerçaient déjà, en fait, la plupart des fonctions administratives, arrachèrent, par révolution violente ou par évolution, le premier rang dans l'État et dans la hiérarchie sociale que retenaient les représentants du passé. La crise actuelle n'est pas de même nature. Le directeur d'une entreprise ou d'une

branche économique fait le même genre de travail, en France, en Angleterre ou en Russie. Les incertitudes portent essentiellement sur deux points: quelles relations s'établissent entre les quatre sous-groupes de l'élite? Dans quelles classes sociales, par quelles méthodes se recrutent les membres de ces groupes?

I. Le personnel politique

Trois ans se sont écoulés depuis la libération de la France. L'insurrection nationale, l'épuration, trois élections générales ont passé. Qui est président de la République? M. Vincent Auriol, qui fut ministre des Finances de Léon Blum en 1936, ministre de la Justice plus tard, un des membres les plus influents de la fraction socialiste dans toutes les législatures entre les deux guerres. Qui est président de l'Assemblée nationale? M. Édouard Herriot, qui occupait déjà le fauteuil en 1940. Qui était président du gouvernement en octobre 1947? M. Paul Ramadier, honnête député, membre intermittent du parti socialiste, qui appartenait au ministère Daladier en 1939 et fit parler de lui quelques jours, lorsqu'il donna sa démission à la suite du discours où le chef du gouvernement avait lancé la formule: remettre la France au travail. En bref, les anciens de la IIIe République ont repris possession de la IVe République. Pour le choix des hommes, du moins, on a préféré le raisonnable au neuf.

Le slogan des hommes nouveaux est-il donc resté sans écho et sans effet? Certainement pas. Aux premières élections, celles du 21 octobre 1945, les anciens parlementaires, députés et sénateurs, constituent une faible minorité (46 députés et 8 sénateurs, plus 9 anciens ministres). Même si l'on ajoute à ce chiffre les 75 membres de l'Assemblée consultative élus (qui, pour la plupart, sortent de la résistance et n'appartenaient pas au personnel politique d'avant guerre), la majorité reste, et de loin, aux hommes qui n'ont encore jamais siégé dans une assemblée nationale (370 sur 522). Bien plus, sur ces 370, 207 sont, d'après les statistiques, sans antécédents politiques, cependant que 163 ont été déjà maires ou conseillers généraux. Autrement dit, en 1945, le personnel parlementaire a été renouvelé pour les quatre cinquièmes, renouvellement qui s'explique par le gonflement massif des effectifs de deux grands partis (le parti communiste, qui double le nombre de ses députés, le M.R.P., qui n'existait pas avant 1939), par l'effondrement des partis de droite et du parti radical, par l'épuration rigoureuse à l'intérieur du parti socialiste.

Il est donc vrai que, en 1945, place a été faite à des hommes neufs. Que s'est-il passé ensuite? Deux phénomènes également caractérisés. Le nouveau personnel s'est installé dans la place et a montré, à travers les élections

successives, tenues, d'ailleurs, à intervalles rapprochés, une grande stabilité. Sur 522 députés métropolitains, il n'y en a que 108, le 2 juin 1946, qui n'aient jamais appartenu à une assemblée législative. Pour les quatre cinquièmes, la deuxième assemblée constituante est la même que la première. Les changements tiennent au progrès de certains partis, au déclin de certains autres. Mais les partis présentent, en règle générale, les mêmes hommes aux mêmes endroits. Le 10 novembre 1946, la stabilité est plus marquée encore: 452 députés sortants sur 544.

La proportion des députés non sortants était sensiblement plus forte avant guerre, puisqu'elle s'élevait à 59,1 en 1919, 44,5 en 1924, 50,1 en 1928, 34,1 en 1932, 45% en 1936. On objectera sans doute que naguère quatre ans s'écoulaient entre deux élections, alors que les élections se sont succédé de six mois en six mois. C'est là, en effet, une des explications de la stabilité du personnel parlementaire. Mais il y en a une autre, que je crois plus probante. Dans le cas du scrutin proportionnel, l'élection est précédée d'une désignation. La tête de liste M.R.P. à Brest ou à Strasbourg, la tête de liste communiste à Paris ou à Marseille, la tête de liste socialiste à Toulouse ou à Limoges est élue d'avance. Ce sont les états-majors des partis qui, par la constance de leur choix, assurent la stabilité du personnel politique.

Or, c'est là un deuxième phénomène incontestable; le personnel politique, qui a fait carrière par l'intermédiaire des partis ou qui vient de la résistance, a laissé peu à peu la majorité des postes supérieurs à des parlementaires chevronnés: Vincent Auriol, Ramadier, Herriot. Même le président du Conseil M.R.P. appartient aux assemblées d'avant guerre. Pour certains ministres, ceux du M.R.P. en particulier, la promotion a été exceptionnellement rapide. Bidault a fait ses premières armes d'homme d'État au quai d'Orsay, d'autres M.R.P. ont reçu un portefeuille sans avoir les quelques années d'ancienneté parlementaire qui, dans la pratique antérieure, passaient pour nécessaires. Mais cette accélération des carrières est beaucoup moins accentuée ailleurs. Même dans des circonstances normales, Ramadier arrivait à l'âge où notre république, toujours inclinée à la gérontocratie, autorise les plus hautes ambitions. Depreux est un jeune parlementaire, mais un vieux militant socialiste. Le maroquin lui est échu probablement quelques années plus tôt qu'en des temps moins troublés. Autrement dit, certains ont pu brûler les étapes qui conduisent du fauteuil de député à celui d'Excellence, mais peu à peu ces carrières-éclair se font plus rares. La vie parlementaire reprend – pour combien de temps? – son rythme accoutumé.

Pourquoi Vincent Auriol, Ramadier, Édouard Herriot se sont-ils imposés, alors qu'en 1944 ils participaient du discrédit répandu sur le régime qui s'était suicidé en 1940? On dira que la conjoncture politique a réservé aux partis du centre, socialiste et radical, vaincus aux élections, mais indispensables au gouvernement, une position-charnière et que ces vieux partis ont favorisé la revanche des hommes vieux. On ajoutera que la solidarité des générations, des amitiés, celle aussi des associations dites secrètes, ont joué. Léon Blum, Édouard Herriot ont conseillé, dit-on, à Vincent Auriol, de faire appel à Ramadier. Les maîtres de la troisième ont colonisé la quatrième. Mais il y a autre chose. Les talents sont rares dans le personnel nouveau. Comme orateurs, les anciens n'eurent pas grand mal à éclipser les jeunes (à quelques exceptions près). Ils ont aussi plus d'expérience des affaires, plus de subtilité tactique. Ils manœuvrent mieux dans l'hémicycle et surtout dans les couloirs. Quand on rêve d'un grand ministre des Finances, c'est la figure de Paul Reynaud qui apparaît. Quand on a besoin d'un sauveur, c'est Léon Blum que l'on invoque. Il serait injuste de dire que la génération d'après guerre a fait faillite, elle a fourni quelques ministres honorables, mais elle ne s'est pas imposée.

La politique est parfois une vocation, elle est presque toujours un métier. Le député parvient difficilement à vivre à Paris avec la seule indemnité parlementaire, du moins s'il appartient à un milieu bourgeois. Ou bien, donc, il cumule la profession parlementaire avec sa profession antérieure: c'est le cas de la majorité des avocats ou journalistes qui, bien souvent, doivent à leurs élections, directement ou indirectement, un supplément de revenus professionnels. C'est le cas aussi des chefs d'entreprises agricoles, industrielles ou commerciales. Ou bien ils renoncent à leur ancien métier, mais trouvent dans le métier parlementaire des revenus au moins équivalents à ceux dont ils disposaient auparavant: c'est le cas des fonctionnaires et, en particulier, des professeurs qui jouent un rôle croissant dans la démocratie française du XXe siècle. Ou bien, enfin, ce sont des ouvriers, militants syndicalistes ou communistes, qui, parfois, se contentent de l'indemnité parlementaire, parfois ont des activités complémentaires dans la presse ou dans d'autres organisations du parti.

Les assemblées libérales de la fin du siècle dernier, après l'élimination progressive des ducs et des grands bourgeois, comprenaient une proportion importante d'avocats. Les parlementaires réputés de la Troisième République ont été de grands avocats: Ribot, Poincaré, Millerand, Paul-Boncour, etc. Entre les deux guerres, déjà, on assiste au déclin des avocats. Les chefs du cartel des

gauches, Herriot, Painlevé, Daladier, sont des professeurs. Léon Blum, bien qu'il ait un cabinet d'avocat, est surtout un juriste du conseil d'État. Dans les statistiques de la répartition des députés selon les catégories professionnelles, on trouve la marque de cette évolution. Les membres des professions judiciaires, dans les Chambres de 1936, où ils ont déjà sensiblement perdu, sont encore au nombre de 131; ils ne sont plus que 72 dans la Chambre du 10 novembre 1946. En revanche, les fonctionnaires en activité, qui n'étaient que 96 en 1936, sont 125 en 1946. Il n'y avait que 13 députés catalogués «cadres de l'industrie», il y en a 25; 7 ouvriers, il y en a 53.

Ces changements sont aisément explicables. Dès avant la guerre, on devenait député socialiste ou communiste quand on avait obtenu l'investiture du parti. Cette investiture était donnée par la fédération socialiste ou sur la recommandation de celle-ci, ou encore par le bureau politique du parti communiste. La fédération socialiste était dirigée par des militants locaux, le plus souvent fonctionnaires, en particulier professeurs: d'où le nombre des fonctionnaires (32 sur 89 et 28 professeurs) dans le groupe S.F.I.O. Les candidats communistes sont des militants du parti, très souvent sortis de la classe ouvrière, et qui ont gravi les échelons des syndicats et du parti. Dans les partis du centre et de droite, les situations locales et la personnalité du candidat jouaient encore un grand rôle. L'investiture de la rue de Valois, de l'Alliance démocratique ou de l'U.R.D. ne pesait pas lourd sur la décision des électeurs. Le M.R.P. a introduit au centre droit le recrutement par l'intermédiaire du parti. Quelques personnalités sorties de la démocratie chrétienne ou de la résistance tiennent l'état-major et, par suite, contrôlent la désignation des candidats. D'après la répartition professionnelle, le recrutement paraît avoir été assez éclectique. Du groupe M.R.P., le 10 novembre 1946, les fonctionnaires représentent le sixième (25), les professions libérales, près des deux sixièmes, l'industrie, à peu près un sixième, partagé presque également entre direction et cadres ou ouvriers, les chefs d'exploitations agricoles, 19. Cette statistique parle d'elle-même. Le personnel comprend trois types principaux: des notabilités locales que le parti a volontiers acceptées, des militants de syndicats chrétiens, des intellectuels, avocats et professeurs (Bidault, Teitgen). Ceux qui, en 1946, ont été élus grâce à leur influence personnelle se situent à droite ou surtout dans le R.G.R. Que de jeunes hommes, comme le général Chaban-Delmas ou Bourguès-Maunoury, grands chefs de la résistance, se soient inscrits provisoirement au parti radical est un signe des temps. Les personnalités, rebelles à la discipline des partis monolithiques, reviennent au radicalisme, qui

passait pour mort et auquel ils promettent peut-être une nouvelle jeunesse.

Le recrutement par les partis n'est pas en soi et nécessairement mauvais. Tel qu'il est pratiqué à la S.F.I.O, il entretient la cooptation des médiocres, il décourage les esprits indépendants et les caractères vigoureux. Il impose une progression lente, presque à l'ancienneté, des sections aux fédérations et de celles-ci au parlement. Sans doute, à la libération, à la faveur de l'épuration, le rythme a été grandement accéléré et les promotions ont été rapides, mais les hommes venus de l'extérieur ont été repoussés (Alexandre Parodi) ou écartés (U.D.S.R.). À nouveau, le vieil organisme est cristallisé. L'état-major est en place pour de longues années, à moins qu'il ne soit emporté en même temps que la Quatrième République elle-même.

Il subsiste plus de jeu dans le mécanisme M.R.P., encore que la prise de possession par l'équipe dirigeante soit solide. Mais les troupes sont encore trop instables pour que l'état-major soit entièrement rebelle au renouvellement.

On voudrait suspendre son jugement et laisser à l'avenir le soin de porter un jugement définitif sur le personnel politique d'après guerre. Mais ce personnel a-t-il encore du temps devant lui?

II. L'administration

L'administration française a été épurée. Dans quelle mesure est-elle aujourd'hui autre qu'elle était avant la guerre?

Au ministère des Finances, les cadres supérieurs (inspection) n'ont presque pas été touchés par l'épuration. Il y a eu des déplacements, mais pas de révocations. Le redoutable et légendaire directeur du Budget, Didier Gregh, est devenu «comptable national» dès Alger, où il arriva de Vichy à la fin de 1942. Le directeur des finances extérieures, M. Guindey, suivit le même itinéraire, à la même époque. Dès la quarantaine, ils touchent au sommet de la hiérarchie. Mais bien d'autres inspecteurs, entre les deux guerres, s'élevèrent aussi vite, aussi haut. Peut-être la guerre leur a-t-elle fait gagner quelques années, ce n'est même pas sûr. On en dirait autant de M. Monick, gouverneur de la Banque de France, attaché financier à Londres en 1940, secrétaire général du Maroc en 1940-1941, révoqué sur l'ordre des Allemands et, ensuite, actif dans la résistance. Lui aussi était promis à ces honneurs, couronnement d'une carrière.

Aux Affaires étrangères, on a créé, après la libération, un «cadre latéral» qui permit de recevoir quelques dizaines de combattants et de résistants qui avaient bien mérité de la patrie, mais n'avaient pas passé par le fameux concours. On ne

saurait dire que cette mesure ait sensiblement modifié le corps diplomatique. Au quai d'Orsay, à l'administration centrale, trois fonctionnaires seulement, dont un directeur, Étienne Dennerly, appartiennent au cadre latéral. Deux des chefs administratifs de notre diplomatie, Hervé Alphand et Couve de Murville, viennent de l'inspection des finances. Aux Relations culturelles, Louis Joxe et Baillou sont des transfuges de l'Université. À quelques exceptions près, le personnel du quai d'Orsay a été fourni par la méthode traditionnelle de recrutement. Parmi les ambassadeurs, on compte, il est vrai, quelques exceptions de marque, comme Henri Bonnet à Washington. Mais, déjà, les gouvernements de la Troisième République se réservaient le droit de désigner des hommes politiques ou des personnalités à ces postes dont l'importance dépasse le cadre bureaucratique sans exiger de formation spécialisée.

Au ministère de l'Intérieur, les modifications paraissent plus sensibles. Les titulaires des principaux postes ont changé depuis 1939, mais, dans la majorité des cas, les titulaires actuels faisaient partie de l'administration. Pour certains, la promotion est due à des services exceptionnels rendus pendant l'occupation. Pour d'autres, plus nombreux, elle a été simplement accélérée en raison des vides creusés par l'épuration. Très exceptionnellement, le haut fonctionnaire vient du dehors et doit sa situation exclusivement à son action de guerre (cas du directeur général de la Sûreté générale, commissaire de la République à Limoges).

La liste des préfets suggère des commentaires du même ordre. La majorité des préfets actuels sort de la carrière préfectorale. Ils étaient, en 1940, sous-préfets ou secrétaires généraux de préfecture. Cependant, une trentaine de préfets de 1946 venaient de la Résistance, et, parmi eux, une dizaine étaient d'anciens professeurs: Pierre Bertaux, préfet du Rhône, après avoir été commissaire de la République à Toulouse, Vivier, Lebas, Delaunay, professeurs d'histoire, résistants et aujourd'hui préfets.

Le ministère de l'Intérieur (on ferait des remarques analogues à propos du ministère de la Justice) marque la forme extrême du bouleversement subi par notre administration: les titulaires de la plupart des postes supérieurs ou même moyens (pour les préfets) ont changé, encore que le recrutement ait, quatre fois sur cinq, favorisé l'avancement à l'intérieur du corps lui-même. Les changements sont moins nombreux, l'introduction d'éléments étrangers, plus rare dans les ministères techniques, Finances et Travaux publics. Dans ce dernier ministère, on aurait probablement constaté autant de modifications de 1929 à

1939 que de 1939 à 1947.

Le problème se pose en termes moins simples dans les ministères sans tradition et sans cadres, Production industrielle et Économie nationale. Les cadres supérieurs du premier furent évidemment bouleversés au moment de la libération, mais le passage d'un ministre communiste n'y laissa pas autant de traces qu'on le dit. M. Marcel Paul avait amené avec lui un cabinet exceptionnellement nombreux. Chaque membre de celui-ci avait pour mission de contrôler un secteur de l'administration, peut-être de s'initier au métier, afin de remplacer un jour le directeur ou le sous-directeur en place. Mais ce remplacement ne se produisit que très rarement (il en fut tout autrement dans certaines entreprises nationalisées, comme les houillères où les premiers directeurs furent choisis en raison de leur appartenance politique).

Au ministère de l'Économie nationale, les grands fonctionnaires, M. Rosenstock-Franck, directeur des prix, M. Roger Nathan, directeur du Commerce extérieur, viennent du dehors. Le premier est un ancien ingénieur des Tabacs, le second, un agrégé de philosophie: l'un et l'autre sont des sociologues et des économistes connus pour leurs livres et leurs articles. Leur présence à ces postes illustre l'avantage éventuel du recrutement libre, livré à la discrétion du ministre, quand celui-ci en profite pour désigner non des clients, mais des hommes de compétence et de caractère.

Que conclure de ces rapides indications? Que, dans l'ensemble, notre administration ne diffère pas essentiellement de ce qu'elle était en 1939. La réforme du recrutement qu'entraîne la création de l'École d'administration ne donnera de résultats que dans dix ans. Certains services, comme ceux de la police, passent pour avoir été désorganisés et pour être encore noyautés par les partis rivaux. À s'en tenir aux chefs de service, on constate qu'en huit ans les hommes ont, dans les ministères politiques, presque tous changé, mais que les remplaçants appartiennent aux mêmes milieux sociaux, aux mêmes corps professionnels, ont passé par les mêmes filières que leurs devanciers. Quelques-uns ont brûlé les étapes, leurs titres de guerre les ayant qualifiés plutôt que la compétence. Mais ces cas sont moins fréquents qu'on ne le dit, très rares, en tout cas, aux Affaires étrangères, aux Finances, aux Travaux publics.

Nous avons omis volontairement l'élite militaire. Les grands chefs de l'armée se sont affirmés à la seule épreuve valable, celle du combat. Certaines carrières, celles de Koenig et de Leclerc, rappellent celles des généraux de la Révolution. En ce sens, la qualité devrait être plus incontestable après qu'avant la guerre.

Mais osera-t-on en dire autant des chefs de notre marine, de notre aviation? La discrimination n'a-t-elle pas été faite autant par le hasard (présence en Afrique du Nord à la fin de 1942) que selon les mérites? Et ceux qui sont restés jusqu'au bout fidèles au maréchal étaient-ils nécessairement inférieurs en valeur professionnelle à ceux qui ont «compris» à temps?

III. Meneurs de masses

Quand on jette un coup d'œil sur le personnel de la C.G.T. on ne peut manquer d'être frappé par le fait que les mêmes hommes sont restés en place depuis l'avant-guerre. Quelques-uns ont disparu: Belin, Dumoulin, la fraction syndicaliste liée à Paul Faure et aux Munichois du parti socialiste, qui se sont engagés peu ou prou dans le vichysme ou la collaboration. Ces exclusions mises à part, les hommes qui, aujourd'hui, dirigent la grande confédération ouvrière étaient à peu près tous déjà connus avant la guerre (Louis Saillant est la seule «révélation» syndicale de ces dernières années). Ils occupaient tous dans le parti communiste ou la C.G.T. des positions importantes. Des deux secrétaires généraux, l'un, Léon Jouhaux, remplissait ces fonctions à l'ancienne C.G.T., l'autre, Benoît Frachon, à la C.G.T.U., avant la fusion. Des secrétaires actuels, deux, Bothereau et Racamond, l'étaient déjà en 1939, les autres, Marie Couette, G. Monmousseau, A. Tollet, H. Raynaud, P. Le Brun, étaient des militants communistes connus, les autres, Neumeyer, Bouzanquet et Delamare, des militants syndicalistes connus (C.G.T. non communiste).

Il est probable que dans les fédérations et les sections départementales on rencontrerait davantage de noms nouveaux, encore que, là aussi, les notables de la politique et du syndicalisme ne manquent pas: Hénaff (à l'Union des syndicats parisiens), Arrachard (à la Fédération du bâtiment). Pour l'instant, bornons-nous à marquer qu'en France, comme dans la plupart des pays étrangers, l'élite syndicale est une élite stable. L'ouvrier qui a gravi les échelons de la hiérarchie syndicale ne les redescend presque jamais. La direction d'un syndicat est une sorte de métier. Une fois qu'on l'a choisi, on le garde. Le phénomène que l'on désignait en Allemagne par le terme, peut-être injustement péjoratif, de «bonze» est universel.

Quelles qualités désignent pour les fonctions syndicales? Quelles qualités permettent de faire carrière dans la profession? Des analyses plus poussées seraient nécessaires pour répondre à ces interrogations avec une suffisante précision. À l'heure présente, il semble que la désignation aux postes supérieurs soit surtout affaire politique. Dans les comités d'entreprises, l'ouvrier connaît les

candidats et les élit selon ses préférences, à moins qu'il n'obéisse aux consignes de la «cellule». En étudiant les caractères des élus on parviendrait à déterminer les qualités humaines qui imposent aux ouvriers et attirent leurs suffrages. Les élections aux niveaux supérieurs, aux fédérations, aux unions départementales, aux confédérations, quand elles ont lieu régulièrement, se font inévitablement à plusieurs degrés. Les travailleurs n'ont guère le moyen de se décider en faveur de ceux qui ont le mieux défendu leurs intérêts. De plus en plus, là même où il subsiste des élections à peu près régulières, on vote politiquement, pour le représentant de telle ou telle tendance. L'art d'arriver au sommet dans une C.G.T. colonisée n'est pas différent de l'art d'arriver à l'intérieur du parti communiste lui-même.

Aussi, la différence la plus frappante entre la C.G.T. d'avant guerre et celle d'après guerre est-elle marquée par la promotion des militants communistes et la supériorité de force qu'ils ont acquise au moment de la libération sur les militants ex-confédérés. À la commission administrative, aux fédérations et unions départementales ils détiennent, le plus souvent, les leviers de commandes. Le noyautage était déjà en bonne voie avant 1939, il était loin d'être aussi poussé qu'aujourd'hui. Encore convient-il d'ajouter qu'un mouvement de réaction se développe depuis plusieurs mois, que des fédérations dissidentes se sont constituées chez les cheminots, dans la sidérurgie, les postes, etc., et que la tendance ex-confédérés s'organise, soit en vue d'une scission, soit en vue de la résistance à l'intérieur de l'unique C.G.T.

La confédération ouvrière représente la plus puissante organisation de masses, mais toutes les classes ou couches de la nation ont aujourd'hui leurs syndicats, leurs fédérations, leurs confédérations. Les agriculteurs ont leur C.G.A., sortie de la corporation agricole par voie de métamorphose démocratique. Mais que peut être l'influence réelle de la C.G.A. sur les masses agricoles? Dans quelle mesure les consignes venues d'en haut sont-elles suivies par les adhérents? Le moins que l'on doive dire, c'est que l'organisation en est encore à la phase de mise en place et que son prestige dans les campagnes varie singulièrement selon le crédit dont jouissent localement ceux qui la représentent. Au fur et à mesure que l'on passe de la C.G.T. à la C.G.A., à la Confédération des classes moyennes et à la Confédération du patronat français, la nature même des organisations change peu à peu. Pour reprendre notre vocabulaire, on glisse des meneurs de masses aux maîtres de l'économie. Certes, confédérations ouvrières et confédérations patronales défendent les intérêts de leurs mandants, les uns contre les autres ou tous et chacun contre l'État. Mais les dirigeants de la C.G.T. encadrent, animent,

soulèvent, apaisent des masses composées de ceux qui n'ont d'autre richesse que leur travail, d'autre force que leur nombre. Les masses agricoles sont singulièrement plus diverses: fermiers et propriétaires, producteurs de blé et éleveurs de bétail ont au moins autant de motifs de s'opposer que de s'unir. Sans doute, l'unité de la classe ouvrière est-elle aussi, pour une part, un mythe. Il y a une hiérarchie des salaires que les uns souhaitent élargir et les autres réduire. À courte échéance, les syndicats des industries mécaniques ont le même intérêt à obtenir un accroissement des attributions de matières premières que les patrons de la même industrie. Du moins, les divergences sont-elles surmontées, dans la psychologie ouvrière, par l'idée de l'unité de classe. Cette idée n'existe pas dans les classes moyennes, à peine chez les chefs d'entreprises. Les confédérations patronales remplissent des tâches intermédiaires entre celles des meneurs de masses et celles des dirigeants de l'économie. Ils n'animent pas des masses, ils défendent, par des méthodes parfois imitées de celles des masses ouvrières (grève des commerçants), des intérêts professionnels, ils négocient avec les syndicats ouvriers ou avec les pouvoirs publics quand ceux-ci ont à prendre des décisions qui affectent l'ensemble ou une fraction du patronat. Ils deviennent politiques parce qu'à notre époque tout dépend de l'État et qu'il n'y a pas de défense professionnelle sans action sur l'État.

Comment les chefs politiques des classes moyennes ou du patronat sont-ils parvenus aux postes qu'ils occupent? Dans le cadre du patronat, il s'agit d'une cooptation authentique. M. Villiers a été désigné par ses pairs. Les dirigeants de la Confédération des classes moyennes sont ceux mêmes qui en ont pris l'initiative. Actifs dans une organisation particulière, ils ont conçu et réalisé un groupement plus vaste, dont l'importance politique reste encore inconnue.

IV. Maîtres de l'économie

L'élite de notre économie, dans tout le secteur non nationalisé, n'a subi de modification sensible depuis l'avant-guerre. Telle ou telle personnalité compromise a disparu. Ici et là, des Joanovici ont surgi, à la faveur du marché noir, des trafics de devises et des compromissions multiples de la collaboration et de la libération, une classe de gangsters embourgeoisés s'étale sur les pavés de la capitale. Mais, à ces réserves près, le monde de ce que la propagande appelle les deux cents familles a survécu aux catastrophes.

Rien de plus révélateur, à cet égard, que de parcourir les annuaires. La plupart des membres des conseils d'administration des grandes sociétés anonymes ont conservé leur situation sans que les changements paraissent sensiblement plus

nombreux que ceux auxquels on se serait attendu après un intervalle de dix années. Les grands noms des dynasties bourgeoises reviennent avec une fréquence normale. Seule, la loi sur les sociétés anonymes a limité le nombre des conseils dont fait partie une seule et même personne. Il n'est pas sûr que cette limitation légale modifie les entrecroisements d'intérêts.

En revanche, le secteur nationalisé a favorisé la promotion d'une nouvelle élite économique. Dans toutes les entreprises nationalisées, les conseils d'administration ont été entièrement renouvelés. Les grands bourgeois administrateurs de sociétés anonymes ont, en majorité, disparu, des administrateurs, soit nommés par les ministères, soit désignés par des coalitions privées, prennent leur place. En revanche, le personnel de direction semble avoir été à peine atteint dans les banques, davantage dans les assurances, plus encore dans les houillères et dans le Gaz et l'Électricité de France, où, surtout dans les houillères, la «politisation» semble avoir été poussée le plus loin.

Les administrateurs généraux ou directeurs généraux des banques nationalisées viennent du milieu même qui fournissait les directeurs des anciennes banques. Ils remplissaient déjà auparavant des fonctions de premier ordre: Pierre de Mouy, à la Société Générale (vice-président du conseil d'administration en 1939), Édouard Escarra, administrateur général du Crédit Lyonnais, administrateur de plusieurs autres sociétés (Société foncière lyonnaise, Union pour le Crédit à l'Industrie nationale, Crédit national). Le vice-président, directeur général du Comptoir national d'Escompte, est Charles Farnier, qui, en 1939, était administrateur directeur général de la même banque.

Les conseils d'administration, en revanche, portent la marque de la «révolution» ou «réforme de structure» intervenue. La loi prévoit que les conseils comprendront quatre administrateurs désignés par le ministre de l'Économie nationale, quatre désignés par les grandes organisations syndicales, quatre désignés par le ministre des Finances, dont deux pour représenter la Banque de France et deux parmi les personnalités ayant une expérience bancaire. Ces lois ont eu, évidemment, pour résultat de faire entrer dans les conseils d'administration des banques des représentants des classes populaires comme Raynaud (Crédit Lyonnais) et Bothereau (Société Générale).

Par suite, ce personnel d'administration des sociétés nationalisées est devenu extrêmement hétérogène: survivants des anciens conseils, choisis par les ministères en fonction de leur compétence, militants des organismes syndicaux, anciens fonctionnaires amis de ministres, ayant fait carrière dans les zones

intermédiaires entre la politique, les affaires privées et l'administration publique. Ces divers types se retrouvent dans les conseils d'administration des sociétés d'assurances nationalisées, du Gaz et de l'Électricité de France, sans qu'il soit aisé, après un temps aussi court, de juger les résultats obtenus.

Tout ce que l'on est en droit de dire, c'est que la méthode de recrutement paraît singulièrement aléatoire. Des représentants syndicaux ne sont pas des hommes choisis pour leur savoir, mais des «bonzes». Les fauteuils d'administrateurs sont devenus des prébendes. Il en était parfois ainsi dans le capitalisme privé. Le capitalisme d'État commet, d'emblée, la même erreur. Les représentants de l'État sont désignés par les ministres: ceux-ci ne manquent pas nécessairement de jugement, mais ils ont des obligations à l'égard de leur clientèle. Ceux qui, pour faire carrière, s'attachent à la fortune d'un ministre sont rarement les meilleurs. Enfin, la conséquence la plus claire de ce système est d'introduire la politique dans l'administration des grandes affaires.

Le mal demeure limité aussi longtemps que, seul, le conseil d'administration est atteint. C'est le cas, semble-t-il, dans les banques. Ce n'est le cas ni des houillères, ni du gaz, ni de l'électricité. La commission d'enquête belge sur les houillères a signalé les ravages que cause l'intrusion de la politique et des rivalités de partis dans une question qui devrait être soumise aux seules considérations techniques. On n'a pas oublié la controverse entre socialistes et communistes à propos des directeurs des houillères, la démission récente de M. Duguet, le changement du titulaire à la direction générale de l'électricité quand un ministre socialiste prit la succession du ministre communiste. Le secteur nationalisé a connu les méfaits du tripartisme: il ne les a pas encore surmontés.

V. La relation des forces

Comment ont évolué, depuis l'avant-guerre, les forces relatives des quatre groupes de l'élite? On constate tout d'abord l'affaiblissement, absolu et relatif, des maîtres de l'économie (appelons-les maintenant milieux capitalistes, puisque nous englobons sous ce terme les chefs d'entreprises, les financiers, les administrateurs de sociétés), le renforcement, absolu et relatif, des meneurs de masses.

L'affaiblissement des premiers tient à de multiples causes, au reste bien connues. Banques et entreprises françaises ont perdu une grande partie de leur portefeuille étranger. Les participations dans l'industrie d'Europe centrale et orientale ont été liquidées par les Allemands, l'État français s'est fait céder les valeurs mobilisables. Le capitalisme français a perdu, en large mesure, sa

position internationale (que même les avoirs français clandestins en Suisse et aux États-Unis ne lui rendraient pas). Il a perdu ensuite des positions intérieures. Gaz, électricité, houillères, banques de dépôts, assurances échappent au contrôle des chefs d'entreprises ou des financiers. Certains hommes, issus des milieux d'affaires, ont conservé la haute main sur telle banque ou telle société d'assurances. Les capitalistes ne sont ni sans liens avec la direction du secteur nationalisé ni sans action sur elle. Malgré tout, ils ne gardent cette influence qu'à titre précaire. N'importe quelle équipe résolue, maîtresse de l'État, imposerait aisément sa volonté. Enfin, les maîtres de l'économie ont perdu une bonne part des positions qu'ils tenaient dans les organismes de presse et de publicité. La radio est tout entière «nationalisée» (au moins provisoirement). La presse, sortie de la Résistance et de la Libération, est surtout une presse de partis. Le nombre de journaux qui appartiennent à des capitalistes privés est réduit. En dehors de l'anticommunisme, on ne voit pas que les maîtres de l'économie aient, depuis trois ans, inspiré aucun thème de propagande politique. Ils n'ont ni soutenu énergiquement ni combattu violemment aucun gouvernement. Le seul moment où leur collaboration avec les pouvoirs publics se nuance d'ardeur fut celui du gouvernement Blum.

Le renforcement des meneurs de masses est tout aussi évident et tient à des causes également visibles. Le nombre des syndiqués a augmenté, ou plutôt avait augmenté, en 1944-1946. La C.G.T. se vantait de plus de 6 millions d'adhérents, mais ce chiffre n'a jamais été contesté, en raison de l'habitude prise par les fédérations d'acheter les cartes et les timbres en bloc, quitte à ne pas les revendre aux ouvriers. Au reste, depuis un an, les effectifs ont fondu, de l'aveu même des dirigeants. La centrale ouvrière n'en reste pas moins puissante parce qu'elle groupe l'immense majorité des salariés (la C.F.T.C. n'en groupe guère plus qu'un cinquième), et qu'elle obéit jusqu'à présent aux consignes d'un parti. En une période comme celle que nous traversons, les occasions de conflits sociaux surgissent à chaque instant. La C.G.T. amplifie ou refoule les revendications des masses, selon les intentions et les intérêts du parti communiste. Cette solidarité entre organisme syndical et formation politique, la présence de communistes, soumis à la même discipline, d'une part, dans les conseils d'administration du secteur nationalisé ou dans le groupe parlementaire le plus nombreux, d'autre part, dans les conseils directeurs de la C.G.T., cette interpénétration du syndicalisme et de la politique constitue (ou constituait) l'arme décisive de la puissance communiste. Tel est précisément l'enjeu de la bataille présente, aussi bien dans la C.G.T. qu'au parlement et dans le pays: les communistes veulent

garder cette arme, leurs adversaires, la leur arracher.

L'affaiblissement des maîtres de l'économie, le renforcement des meneurs de masses (syndicalistes et politiques) se traduisent d'ailleurs moins à l'intérieur des entreprises que dans la politique de l'économie. Les comités d'entreprises ont donné aux délégués élus du personnel un droit de regard sur la gestion. Il en est résulté, selon les cas, des contestations stériles ou une participation psychologiquement, sinon techniquement, féconde. Mais, pour l'essentiel, l'autorité nécessaire des chefs d'entreprises a été maintenue ou peu à peu restaurée (dans le cadre de règlements, d'ailleurs stricts, comme ceux qui concernent l'embauchage et le débauchage du personnel). C'est l'autorité politique des maîtres de l'économie dans la cité qui a diminué, c'est l'autorité politique des meneurs de masses qui a augmenté.

Comment ont évolué les relations entre les forces sociales – ouvrières et patronales – et les pouvoirs publics – gouvernement et administration? La réponse est sur ce point plus difficile, car l'évolution est moins nette. Le gouvernement craint davantage la pression directe des syndicats ouvriers que celle des syndicats patronaux, mais il redoute aussi l'hostilité de ces derniers qui, de multiples manières, sont en mesure de freiner ou de paralyser l'action de l'État. Les pouvoirs publics, depuis le début de la guerre, dirigent l'activité économique en fixant les prix, les salaires, la répartition des matières premières et le plan d'importations. Inévitablement, les décisions prises sont favorables ou contraires à tel ou tel intérêt privé. L'industrie automobile proteste contre l'insuffisance de l'allocation des matières premières et obtient parfois une augmentation des contingents. Contre la fixation des prix, les entrepreneurs ont la ressource de protester publiquement, mais aussi de tourner le décret. En fait de salaires, la réponse des administrés aux administrateurs est double: les salaires effectifs, depuis un an et demi, dépassent régulièrement les salaires légaux; d'autre part, par la grève, on obtient la hausse des salaires légaux. En fait d'économie, le gouvernement légal est inhibé, contrarié, nargué, défié, paralysé par la fraude individuelle et collective et par la révolte, ouverte ou secrète, des organismes professionnels.

Quant aux relations entre ministres, fonctionnaires et députés, elles résistent moins encore à des généralisations, tant la situation varie de ministère à ministère, selon la personnalité des ministres et des fonctionnaires. En simplifiant, on dira d'abord que l'influence des députés, toujours sensible dans les questions particulières affectant des intérêts de personnes, est de plus en plus

faible sur les décisions qui affectent le destin national. Les délibérations publiques sur les Affaires étrangères ne sont que spectacles. On n'a jamais discuté au parlement le plan Monnet, le plan d'importations. Le contrôle s'exerce sur le budget, mais dans le détail plutôt que dans l'ensemble. Les commissions et les assemblées corrigent les écritures et les additions après le directeur du budget. Ce travail, humble, n'est pas nécessairement stérile, mais il devrait être complété par des études portant sur l'essentiel.

De cette carence, le parlement n'est pas toujours responsable. La discussion qu'on lui demande n'aurait de sens que si le gouvernement lui soumettait une doctrine. Or, les congrès des partis improvisent volontiers des programmes destinés à demeurer lettre morte. On ne saurait dire que les gouvernements aient eu une conception d'ensemble du régime économique qu'ils souhaitaient ou des buts et moyens de notre occupation en Allemagne. Or, quand les ministres n'ont pas d'idées, ce sont les fonctionnaires qui en ont pour eux ou qui agissent comme s'ils en avaient. On peut noter la tendance des fonctionnaires à imposer leur ascendant à la plupart des ministres.

Sans doute est-il difficile de démontrer une telle affirmation sans mettre en cause des personnes ou utiliser des confidences. En outre, il n'y a plus, en cette matière, de vérité générale. M. Ramadier voulait tout voir et tout décider, et il connaissait souvent les dossiers mieux que ses ministres. Mais il connaissait mieux le dossier du lait que celui de la France. Il avait une politique pour plusieurs prix plutôt qu'une politique des prix. En revanche, le ministre des Affaires étrangères connaît mal les dossiers, sans que cette liberté d'esprit semble utilisée pour de vastes projets. L'administration des Finances n'a cessé de conduire ses conducteurs. Un peu partout, les fonctionnaires de qualité ne craignent pas de prendre des initiatives qui relèvent, en théorie, de leurs ministres. Ils savent qu'ils n'ont pas grand'chose à craindre, tant que ces initiatives demeurent sans répercussion sur les partis et les personnes.

Beaucoup imaginent, pour ne pas s'arrêter à cette désagrégation des pouvoirs, que des coalitions clandestines orientent le destin du pays derrière les façades officielles. À n'en pas douter, les francs-maçonneries ne manquent pas, depuis celles d'hier, survivantes de la Troisième République, jusqu'à celles de demain, celles du parti communiste ou du R.P.F. Les liens qui se sont tissés pendant l'occupation entre les trafiquants et la police, entre des groupes de résistants, entre des gangsters internationaux, n'ont pas été rompus. Nous vivons en une époque de sociétés secrètes autant que de masses. Il faut beaucoup de confiance

dans le mystère pour prêter à ces bandes une autorité qui manque aux pouvoirs officiels.

VI. Perspectives

Pour juger objectivement de la qualité d'une élite, on doit répondre à des questions valables pour tous les pays.

Jusqu'à quel point l'élite est-elle ouverte ou fermée? Jusqu'à quel point les promotions sont-elles fréquentes? La caractéristique de la présente élite ne me paraît pas être la facilité d'accès qu'elle offre aux neuves ambitions, mais la multiplicité des chemins. Un jeune ingénieur ou un jeune industriel peut faire carrière en passant par l'administration publique, par les affaires privées, par les partis. Il préfère l'une ou l'autre voie, selon ses convictions ou son caractère. Un jeune écrivain a le choix entre le talent et l'adhésion à un parti. Mais, sur chacune de ces voies, la progression n'est pas, en général, plus rapide ou plus aisée, au contraire. Les partis et les syndicats ont leurs «bonzes», les affaires privées tendent à la cristallisation, le parlement, par lui-même, n'offre guère d'occasions de «percer», la presse est solidement tenue, les maîtres de la littérature sont encore jeunes. Il y a plusieurs chemins, aucun ne mène rapidement au sommet.

Jusqu'à quel point l'élite abuse-t-elle de sa position pour exploiter le pays et s'enrichir elle-même? Toutes les élites consomment une part du revenu national que les moralistes jugent excessive. En France, l'élite administrative est pauvre, l'élite politique, modérée dans ses exigences. Les anciens maîtres de l'économie accaparent une moindre fraction que naguère des bénéfices légaux. Ce qui aggrave l'injustice et la rend insupportable, c'est l'existence d'une pseudo-bourgeoisie composée de trafiquants et de gangsters.

Comment l'élite traite-t-elle la majorité du pays? Comment les gouvernants traitent-ils les gouvernés, les administrateurs, les administrés? Or, là encore, la réponse doit être relativement favorable à l'élite actuelle. Sans nier les injustices et les abus, sans méconnaître la politisation de la justice, la grossièreté de tant de services, les citoyens, dans l'ensemble, jouissent encore de larges libertés. Ils ne sont contraints ni d'aimer ni d'acclamer leurs chefs. Chacun garde une possibilité de choisir ceux qu'il suivra.

Quelle est donc la critique décisive à adresser à l'élite actuelle? C'est qu'elle n'en est pas une et qu'elle gère mal les intérêts nationaux qui lui sont confiés. Non qu'elle soit plus incompétente qu'une autre: la véritable raison est qu'elle est divisée au point d'avoir perdu conscience d'elle-même, de son unité

nécessaire et de sa vocation. Aucune économie ne saurait fonctionner sans un minimum de collaboration confiante entre fonctionnaires, entrepreneurs et meneurs de masses. Aucune société ne saurait prospérer si les hommes appelés à gouverner ensemble se tiennent pour ennemis irréconciliables et attendent l'instant propice à la bataille décisive. L'unification totale de l'élite, c'est la mort de la liberté. La division inexpiable, c'est la mort de l'État. La démocratie survit dans les pays heureux, où les distinctions à l'intérieur de l'élite n'empêchent pas la collaboration et l'accord sur l'essentiel.

À la libération, on a tenté une semi-révolution dans la légalité, le renouvellement partiel, sans violence, de la classe dirigeante. Comme l'aristocratie anglaise s'est peu à peu enrichie des représentants des nouvelles forces sociales, commerçants, banquiers, industriels, aujourd'hui secrétaires de syndicats, ainsi un personnel issu de la classe ouvrière, et ayant passé par les syndicats et les partis, aurait pénétré dans l'élite française. Je crois que la tentative a échoué.

La classe ouvrière, en tant que telle, ne détient jamais le pouvoir, les ouvriers ne remplissent jamais les fonctions directrices de la société. Ceux qui prennent le pouvoir se donnent pour représentants du prolétariat, anciens ouvriers ou intellectuels socialistes ou communistes. Quand ces représentants consentent au réformisme, la transformation pacifique des institutions et de l'élite est possible. Quand ils visent à la prise révolutionnaire de l'État et à l'instauration d'une dictature, qui serait celle non d'une classe, mais d'un parti, la fusion des éléments anciens et nouveaux en une seule classe dirigeante est évidemment exclue. Tel est le cas de la France.

La division de l'élite française, la désagrégation de l'État qui en résulte, la dispersion de l'autorité entre les pouvoirs publics et les coalitions privées mènent peu à peu la nation à une crise redoutable. Chacun pressent qu'un jour prochain les disciplines rigoureuses de la reconstruction dissiperont les charmes délétères de l'anarchie (ou pluri-archie). Mais on ne se décide pas sans peine à préférer une élite vigoureuse, consciente d'elle-même et de sa volonté aux conflits des classes, des partis, des équipes et des bandes. On voudrait moins l'unification de l'élite, qui condamne la liberté, que la collaboration entre groupes distincts, qui permet la démocratie. Car l'individu craint de perdre ce que l'État gagnera.

(1) *Réalités* se propose de décrire ultérieurement les principaux régimes contemporains, en fonction de ces quatre groupes, et de pousser plus avant l'exploration de chacun de ces groupes en France même.

La pratique constitutionnelle. I. - Le déclin du Parlement

Le Figaro
18 juillet 1947

Au cours de trois campagnes électorales, à propos de trois projets, provisoires ou définitifs, soumis au referendum, on a discuté avec passion du gouvernement d'assemblée, des pouvoirs de la deuxième Chambre, des droits respectifs de l'exécutif et du législatif. Six mois ont passé depuis qu'enfin le pays, lassé plutôt que convaincu, a approuvé le texte préparé par la Constituante n° 2, et déjà ces discussions sont oubliées ou paraissent anachroniques.

La pratique constitutionnelle a déçu à la fois les espoirs et les craintes. L'exécutif, ballotté entre des forces rivales, manque d'autorité, il n'est pas proprement instable puisque les cabinets trouvent, dans leur faiblesse, dans l'absence de candidat à la succession, une cause de durée. L'Assemblée est souveraine, mais elle n'empiète pas sur les prérogatives du gouvernement. Bien plus, il ne semble pas qu'elle ait jamais modifié sensiblement, par ses interventions, la politique extérieure, coloniale ou économique du ministère. La Constitution fonctionne mal, mais les défauts qui se révèlent à l'expérience ne sont pas exactement ceux que la critique dénonçait passionnément à l'avance.

Les états-majors de Partis

On s'est beaucoup battu pour créer une deuxième assemblée et lui réserver un minimum de prérogatives. Ce minimum s'est révélé insuffisant pour éviter au Conseil de la République la chute rapide dans le sommeil, et peut-être dans la mort.

L'échec du Conseil de la République tient à des raisons multiples. Le parti communiste et, avec plus d'hésitation, le parti socialiste, ne tiennent pas à "valoriser" une assemblée dont ils n'ont le droit à la vie. À défaut d'autorité légale, le Conseil ne pouvait prétendre qu'à une autorité morale. Or, les partis lui ont enlevé cette chance par leur indifférence à la qualité dans le recrutement des conseillers. À peu d'exceptions près, ces derniers ont été choisis dans la "deuxième garniture" des partis.

Mais la véritable explication est autre, singulièrement plus simple bien qu'en apparence paradoxale. L'Assemblée nationale, en tant que telle, joue à peine de rôle. Comment le Conseil conserverait-il une ombre d'existence?

Depuis la Libération, aucune assemblée n'a vraiment soumis à discussion les mesures qui engagent la destinée nationale et qui pèsent sur le sort de tous et de chacun: plan d'importations, plan de répartition des matières premières, plan Monnet. Nous avons dépensé les trois quarts de notre encaisse-or, liquidé une importante fraction de nos devises étrangères, emprunté quelque deux milliards de dollars, et jamais la liste des besoins et la détermination des priorités n'ont été examinées par les représentants du peuple. En quelques heures, les accords Blum ou le crédit de la Banque de Reconstruction ont été ratifiés, après des débats rapides.

L'Assemblée ne parvient même plus à accomplir ses tâches traditionnelles. En juillet, le budget de 1947 n'est pas encore voté. Le fait est là. La première Assemblée de la IV^e République connaît immédiatement le mal qui minait la dernière Assemblée de la III^e.

Sans doute l'Assemblée demeure souveraine, libre de faire et de défaire les ministères. Mais quand il s'agit d'accorder ou de refuser la confiance, les députés des trois grands partis suivent les consignes de leurs états-majors. En ce sens, ce sont les états-majors de partis, bien plus que l'Assemblée, qui exercent en fait la souveraineté. Cette souveraineté des partis ne devrait pas interdire à l'Assemblée de légiférer ou de contrôler. Mais c'est là précisément qu'éclate la crise, puisque l'Assemblée paraît incapable de remplir ses fonctions propres.

Politique et technique

Dans tous les pays, même en Grande-Bretagne, berceau et modèle du parlementarisme, les Assemblées sont accablées par le volume et la complexité de la matière législative. L'activité de l'État pénètre si profondément la vie de la nation que les députés devraient avoir une compétence universelle et des loisirs infinis pour être à la mesure de leur rôle.

Mais en France, le Parlement souffre, en plus, d'un défaut qui lui est propre et qui est guérissable: l'incapacité de séparer le choix, essentiellement politique, du gouvernement, et le contrôle, essentiellement technique, des ministres et de la bureaucratie.

En régime parlementaire, la désignation du président du Conseil dépend toujours, directement ou indirectement, de l'Assemblée, quelle que soit la procédure constitutionnelle. Mais une fois le cabinet constitué, une collaboration devrait s'établir entre le gouvernement qui décide, et l'assemblée qui contrôle. Pour être féconde, cette collaboration suppose que chacun tienne sa partie. Il faut

que le ministère, assuré de son existence, conçoive et applique un programme; il faut, d'autre part, que l'Assemblée soit soucieuse de la qualité des lois, de l'efficacité administrative. Or, aucune de ces deux conditions n'est pleinement remplie. Incertain de l'avenir, sans cohésion et sans idée, le ministère est réduit à une sorte de gestion des affaires courantes. Quant aux députés, faute de compétence ou d'intérêt, ils négligent souvent l'étude des problèmes ou s'en tiennent au seul aspect politique.

De fait, l'étude technique se déroule principalement dans les séances de commissions ou, à la rigueur, dans les séances de l'Assemblée, l'examen politique, dans les séances des groupes. Il est clair que les premières ont perdu en importance, par rapport aux secondes. Peu de députés sont présents aux séances de travail. Il y a foule encore aux grandes séances, mais celles-ci se dégradent en représentations, sans éclat et sans surprise. En général, les votes sont acquis à l'avance; au pire, les groupes se décident pendant les suspensions. Personne ne vise à convaincre personne. Chacun exprime ou camoufle une opinion connue. On écoute certains orateurs, à cause de leur talent, non pour s'instruire, mais pour se distraire. Et l'on vote comme si l'on n'avait pas écouté. La pièce se joue, non sur la scène, mais dans les coulisses.

Comment s'étonner que le Parlement perde peu à peu le prestige dont il ne saurait se passer? Ce n'est pas à l'Assemblée, c'est dans les partis que l'on fait carrière et que l'on gravit les échelons qui mènent aux postes ministériels. Ce n'est pas à l'Assemblée, c'est dans l'administration que l'on a une chance d'exercer une action efficace. Ce n'est pas à l'Assemblée, c'est dans les syndicats que l'on influe sur les masses.

L'ambition parlementaire serait-elle devenue une forme subtile de la modestie?

La pratique constitutionnelle. II. - Les forces véritables

Le Figaro
19 juillet 1947

Des organes prévus par la Constitution, un seul détient une autorité effective, le Gouvernement. Les autres centres de force ne figurent pas dans les textes: administration, partis, syndicats.

La France est gouvernée (dans la mesure où elle l'est) par l'administration. Celle-ci obéit, évidemment, aux directives des ministres, mais comme ces derniers ont rarement une doctrine cohérente et une volonté claire, ils laissent aux grands fonctionnaires une part considérable du pouvoir réel. Les partis se réservent essentiellement le privilège de distribuer les postes, de choisir les députés et de provoquer un changement de l'équipe ministérielle en cas d'échec trop éclatant ou de protestation trop violente. Quant aux syndicats, ils revendiquent le droit de faire obstruction à la politique du gouvernement; quand elle leur paraît contraire à leurs intérêts.

Gouvernement et Administration

Le transfert du pouvoir des assemblées à l'administration n'est ni un phénomène nouveau, ni un phénomène exclusivement français. Il est la suite fatale de l'ampleur croissante prise par l'activité de l'État. Seule l'administration a la compétence et la continuité nécessaires pour diriger ou orienter l'économie d'une nation. Les ministres passent, les directeurs (ou du moins les sous-directeurs) demeurent. Les ministres plaident, les fonctionnaires établissent les dossiers.

Il ne s'agit pas de se révolter contre une évolution irréversible, il s'agit d'adapter les vieilles institutions aux tâches nouvelles, de se demander à quelles conditions un tel régime sera efficace.

Il me paraît qu'une administration a besoin, pour fonctionner convenablement, d'abord d'être inspirée par une conception d'ensemble, inévitablement politique, ensuite d'être contrôlée. Abandonnée à elle-même, elle devient à la fois arbitraire et impuissante. (Nous en avons eu, entre les deux guerres, un exemple terrible dans la sclérose de notre armée.) À l'heure présente, doctrine de gouvernement et contrôle des parlementaires et de l'opinion font également défaut.

Il est vrai que, s'ils ne l'inspirent pas toujours, les gouvernements cherchent à "politiser" l'administration, en y plaçant leurs hommes de confiance. Que les ministres nomment aux postes supérieurs des fonctionnaires qu'ils supposent proches de leur pensée, il n'y a pas lieu de s'en étonner ou de s'en indigner. Il se peut qu'une complète neutralité de la bureaucratie soit désormais impossible. Ce qui est grave, c'est que ces nominations paraissent moins dictées par la résolution d'appliquer un certain programme que par le hasard ou le désir de colonisation. Que M. Mons remplace le général Maast, ou le général Juin M. Labonne, soit. Encore voudrait-on savoir pourquoi l'un s'en va et l'autre vient, quelle politique représentent l'un et l'autre. On n'a pas l'impression que le Gouvernement le sache mieux que l'opinion.

De même, les autorités françaises en Allemagne n'ont jamais su comment, à Paris, on concevait l'occupation. On a bien esquissé une sorte de contrôle parlementaire, à propos du nombre des voitures ou des fonctionnaires, à propos des Vichystes blanchis. Mais un vrai contrôle aurait impliqué que Gouvernement, Assemblée, administration eussent une doctrine commune. Voulions-nous punir les Allemands ou les gagner? Quel sens donnions-nous à la dénazification? On pourrait énumérer des interrogations analogues à propos du ravitaillement, de l'agriculture ou des finances.

Un homme aussi estimable que l'actuel président du Conseil, représentant typique du radicalisme de la III^e République, s'obstine à croire qu'un État qui s'occupe de tout peut se passer d'idées générales et se tirer d'affaire en négociant au jour le jour. Les événements se chargent de lui démontrer quotidiennement qu'il se trompe.

L'État et les forces extra-parlementaires

À supposer que le Gouvernement eût une politique, il lui faudrait encore l'imposer. Or les exemples sont innombrables qui montrent le Gouvernement sans force ou sans courage pour faire exécuter ses décisions.

Les plans de la viande, préparés par les ministres successifs et les services permanents, se sont brisés sur la résistance, moins des paysans que des marchands de bestiaux et des intermédiaires. Le plan du double secteur de l'essence a été arrêté, avant même d'entrer en vigueur, par le refus de certains prioritaires. Les projets financiers de M. Schuman ont été publiquement condamnés par les syndicats ouvriers. Tous les groupements d'intérêts particuliers discutent d'égal à égal avec l'État et se révoltent contre les mesures qu'ils jugent néfastes, moins au pays qu'à eux-mêmes.

Cette révolte prend une forme extrême dans les grandes grèves qui visent, non l'État-patron (il n'y a pas de raison pour que les ouvriers de Renault perdent le droit de grève parce que M. Lefauchaux est nommé par le ministre), mais l'État représentant de la volonté générale. Par exemple, le Gouvernement était convaincu que les hausses nominales de salaires sont stériles, mais il finit par succomber à la symphonie (ou à la cacophonie) des grèves.

Notre régime tout entier est à l'image de la répartition des matières premières. Au niveau supérieur, la répartition entre les branches industrielles est décidée souverainement par les ministres ou directeurs, la répartition entre les entreprises dépend des organismes professionnels. L'anarchie individuelle ou collective freine limite, pénètre de toute part l'autorité, en théorie discrétionnaire, de l'État. Gouvernement, partis, administration, syndicats se tolèrent réciproquement. Malheureusement, leurs relations complexes aboutissent, non à l'action, mais au désordre et à la paralysie.

Problèmes du XXe siècle

Dans toutes les sociétés de masses, au vingtième siècle, les mêmes problèmes apparaissent, partout, ouvriers et chefs d'entreprises s'organisent en syndicats: comment s'établit la collaboration nécessaire entre ces syndicats, d'une part, entre ces syndicats et l'État de l'autre? Partout la bureaucratie détient une part croissante du pouvoir: comment orienter, contrôler, limiter ce quatrième pouvoir? Partout, les gouvernements se réclament de la volonté populaire: comment parviennent-ils à maintenir le sens de l'intérêt national, s'ils représentent les intérêts particuliers des groupes sociaux ou des partis politiques, dont ils sont issus par le jeu des élections?

À ces interrogations, les régimes totalitaires donnent une réponse brutale, primitive. En réservant à un parti le droit exclusif à l'action politique, en intégrant à l'État tous les groupes particuliers, en créant un monopole de l'idéologie et de la propagande, ils suppriment les problèmes, plutôt qu'ils ne les résolvent. Il est bon de dénoncer cette simplification barbare. Encore faut-il trouver une autre solution. Or la IVe République n'a pas résolu ces problèmes. À dire vrai, elle ne les a encore ni posés, ni pensés.

Veillée d'armes

Le Figaro
26 septembre 1947

Il est assez vain de se demander si les élections municipales revêtiront ou non un caractère politique. Tout le monde répond oui. Les partisans du scrutin proportionnel sont les derniers à être en droit de protester contre la "politisation". Sans doute, les capacités d'administrateurs ne sont ni infirmées ni confirmées par l'adhésion à tel ou tel parti. Mais la remarque n'a guère que la valeur d'un regret inactuel ou d'un souhait pieux, à une époque où l'esprit partisan s'est insinué dans tous les détours de la vie nationale.

S'il est vrai que les élections prendront inévitablement une *signification politique*, en revanche elles n'auront pas nécessairement des *conséquences parlementaires*. Il y a deux ans, les élections municipales, à la faveur des équivoques et des illusions de la Résistance et du tripartisme, n'exercèrent aucune influence appréciable sur la situation gouvernementale. Elles ne permirent même pas de dégager d'enseignement clair sur la puissance relative des partis. Elles révélèrent sans doute la décadence du radicalisme, mais le socialisme se crut plus fort qu'il n'était en réalité. Comme son concurrent radical naguère, il profitait du prestige ou de l'autorité dont ses candidats jouissaient localement. Aux élections législatives, la concurrence des idéologies lui fut moins favorable.

Cette fois, la confusion sera moindre, bien qu'elle n'ait pas disparu. Les listes du parti communiste continueront à porter le masque puisqu'elles invoqueront la République, la Résistance et la défense des intérêts communaux. Ces ruses ne tromperont personne? Souhaitons-le, sans en être sûrs. En tout cas, elles permettront maintes subtilités dans le dépouillement.

Dans l'autre camp, on sait mal, pour l'instant, comment se traduiront sur le terrain les consignes assez vagues données par les états-majors. Celles du parti radical, conformément à la tradition, permettent toutes les combinaisons. Celles du parti socialiste, en théorie, n'en permettent aucune. Celles du R.P.F. sont impérieuses, mais tout dépend de la manière dont les militants des anciens partis, admis sur les listes du Rassemblement, interpréteront l'obligation du "ralliement".

Autrement dit, l'incertitude porte précisément sur les deux enjeux prévisibles. Les communistes, en effet, comptent sur un accroissement de leurs voix pour

frapper à mort l'actuelle coalition. Le R.P.F. compte sur un succès suffisant pour frapper à mort les partis qui groupaient jusqu'à présent les électeurs anti-communistes.

Bataille entre alliés

Quand des partis multiples sont aux prises, les batailles électorales se livrent toujours entre alliés virtuels au moins autant qu'entre adversaires déclarés. Dans les prochaines élections, la concurrence entre partis qui s'adressent aux mêmes clientèles sera plus accentuée encore que de coutume, à cause de l'intervention du R.P.F.

L'ennemi intime de celui-ci, c'est le M.R.P. À en juger d'après les sondages comme d'après les observations directes, le général de Gaulle recrute la majorité de ses partisans parmi les électeurs du M.R.P. La rivalité joue évidemment entre les cadres, voire les états-majors, bien plus qu'entre les troupes, elle n'en sera pas moins vive. Au contraire.

Déjà, à l'occasion du deuxième referendum, le général avait cherché à administrer la preuve que la clientèle M.R.P., si elle devait choisir, suivrait ses mots d'ordre plutôt que ceux du parti. Effectivement, deux tiers au moins des électeurs républicains populaires votèrent contre la Constitution ou s'abstinrent. Mais cette dissociation demeura l'accident d'un jour. Aux élections suivantes, il ne manquait plus grand monde à l'appel.

Le principal objectif du R.P.F. est de réussir pour la deuxième fois cette dissociation dans des conditions singulièrement plus difficiles. Dans le cas d'un referendum comme dans celui d'un plébiscite, la personnalité du *leader* intervient à plein, sans qu'une organisation s'interpose entre lui et les masses. Dans le cas d'une élection, on vote pour des hommes, pour une liste. Sans doute, ceux-ci auront reçu l'investiture du général et participeront de son prestige, mais jusqu'à quel point ce prestige est-il transmissible? Jusqu'à quel point le R.P.F. est-il parvenu à grouper un personnel politique? Jusqu'à quel point ses candidats occupent-ils des positions locales qui justifient les ambitions d'un Rassemblement qui prétend à la fois surmonter les partis et s'opposer à eux? Si l'événement consacrait la réussite, il faudrait reconnaître qu'il s'agit d'un tour de force sans précédent.

Le R.P.F. est susceptible de prendre aussi des voix au Rassemblement des Gauches et au P.R.L. et même aux socialistes. Mais l'alliance avec les jeunes radicaux est déjà acquise, l'adhésion de la majorité du P.R.L., en cas de crise, ne fait pas de doute. Quant aux socialistes, provisoirement, ils ne seront guère

entamés.

C'est donc avant tout l'avenir du M.R.P. qui est en jeu. Tant que le R.P.F. n'existait pas, la "fidélité" était susceptible de renaître. On concevait que le général de Gaulle revint au pouvoir avec l'assentiment résigné des grands partis non communistes. Désormais, l'ascension du général entraînerait le déclin de l'état-major M.R.P.

C'est aussi du même coup l'avenir de la coalition des centres qui est en jeu. Si le R.P.F. obtient une fraction suffisante des suffrages, l'actuelle formation gouvernementale, sans participation communiste, dressée contre les deux extrêmes, sera condamnée.

Bataille entre adversaires

Pour des motifs opposés, les communistes attendent des élections la même condamnation. Ils ont été écartés du pouvoir depuis plusieurs mois et les circonstances offrent à leur propagande des arguments multiples et faciles. Certes, au printemps, la récolte de blé ne dépendait plus des hommes, mais des éléments, et, avant le glissement à droite le gouvernement n'était ni plus cohérent ni plus efficace. Malgré tout, l'opposition a une chance de recueillir les bénéfices du mécontentement.

Leurs frères ennemis, les socialistes ont pris, avec une obstination touchante, une pose doublement désavantageuse: théoriciens du dirigisme et praticiens d'un système intermédiaire, dont chacun dénonce l'incohérence. Le parti socialiste n'accepte pas de passer pour solidaire de ses ministres et il veut se définir par un programme rigoureux, qui ne semble ni populaire ni politiquement réalisable. Au nom de l'école laïque, il se détourne du M.R.P. Partisan du plan Marshall, il se distance des communistes. Il est vrai que, de défaite électorale en défaite électorale, il continue de gouverner la France.

Si tous les partis allaient jusqu'au bout de leur logique, le parti communiste serait le seul à proposer l'entente des Républicains et des Résistants. Conformément à de vieilles et mauvaises habitudes, le jeu électoral serait le contraire du jeu parlementaire. Ceux qui s'isolent à l'Assemblée parlent d'union devant le pays. Ceux qui gouvernent ensemble font campagne les uns contre les autres.

La politique française mérite toujours sa réputation de byzantinisme... jusqu'au jour où la tempête balaiera ces subtilités d'un autre âge.

L'éternel référendum

Le Figaro
10 octobre 1947

On n'attendait pas de surprise de la campagne électorale. Les deux articles dans lesquels M. Léon Blum a précisé la position du parti socialiste en ont apporté une, de première grandeur. Non que la dialectique du leader socialiste ait rien perdu de sa subtilité et de son élégance. Au contraire, jamais elle n'a joué plus librement, comme si elle ignorait désormais les servitudes de la réalité, comme si les clameurs du monde déchiré ne parvenaient pas jusqu'à la retraite du sage.

Les mérites que Léon Blum reconnaît à son parti (refus de se déclarer pour ou contre le communisme, défense du dirigisme) ne sont pas étrangers, de l'opinion unanime des intéressés et des observateurs, au déclin passé et, je le crains, futur, de la S.F.I.O. Faut-il dire que la vertu est mal récompensée ou que la neutralité est la pire politique?

L'impossible abstention

Reprenant à un niveau supérieur l'argumentation de M. Ramadier, M. Léon Blum fait front et contre le communisme et contre le gaullisme. Uni au communisme, le parti socialiste aurait connu le sort des partis socialistes de l'Est européen, absorbés par un trop puissant allié. Le gaullisme, d'autre part, menace pour les institutions républicaines, montre à quelles extrémités conduit l'obsession anticomuniste.

Que ce refus de choisir ait été la cause des échecs subis par la S.F.I.O. aux élections, on ne le nie pas. Mais on tient que la faute en est à un «concours déplorable des circonstances». La déclaration commune des partis communistes d'Europe qui, au même titre que le discours du général de Gaulle, commandera la prochaine consultation, constitue sans doute une de ces circonstances déplorables qui vont, une fois de plus, transformer les élections en un référendum pour ou contre le communisme. À nouveau, M. Léon Blum jugera que l'Histoire a tort et qu'il a raison.

Est-il sûr, d'ailleurs, que le reproche des électeurs soit exactement celui qu'on leur prête? Personne ne demandait à la S.F.I.O. l'union ou la rupture avec les Staliniens, on lui demandait de dire hautement avec qui elle comptait gouverner et quel camp elle choisirait, dans l'éventualité tragique à laquelle chacun songe

silencieusement. Or à ces demandes légitimes le parti socialiste refuse obstinément de satisfaire.

En vain, tous les ministres socialistes et quatre députés sur cinq vous répètent en privé qu'il est impossible de collaborer avec les communistes. En vain, au cours d'un congrès, l'an dernier, un orateur évoqua-t-il le jour où il serait dans la Résistance et Maurice Thorez à l'Élysée. Le parti, en tant que parti, s'opiniâtre dans l'abstention.

L'éternel référendum

Il ne saurait, nous dit-on, en sortir sans se diviser. Soit, mais s'il ne sait pas lui-même ce qu'il est, comment les électeurs pourraient-ils se reconnaître en lui? Même aux époques tranquilles, un parti se définit par les coalitions qu'il recherche, accueille ou refuse. Quand un schisme brise l'unité de l'univers entier et de chaque nation, celui qui ne sait pas ce qu'il déteste le plus s'élimine lui-même de la scène politique. Le double refus n'est qu'une attitude morale digne des prophètes ou du Café de Flore.

L'amiral de Laborde aussi haïssait les Allemands et abhorrait les Anglo-Saxons: il n'a trouvé d'autre issue que le suicide (de sa flotte).

Le choix du Kremlin

Au reste, si Léon Blum rejette l'anticommunisme systématique, les communistes ne lui rendent pas son indulgence. Ils n'hésitent pas, eux, à dénoncer les socialistes du type Blum qui «...s'efforcent de dissimuler le caractère de brigandage de la politique impérialiste», qui suscitent «la désagrégation de la classe ouvrière et empoisonnent la conscience de cette dernière». Le temps n'est plus de l'union des forces démocratiques et progressistes, les socialistes redeviennent des «social-traîtres», «auxiliaires fidèles» de l'impérialisme. On sait le sort qui les attend le jour où la libération humaine sera enfin assurée par la grâce du N.K.V.D.

Sans doute limite-t-on cette condamnation aux «socialistes de droite», mais appartiennent à ce groupe Attlee et Bevin en Angleterre; Schumacher en Allemagne; Renner et Scherf en Autriche; Saragat en Italie, tous ceux qui, comme ce dernier, répondraient aux communistes: «Il n'y a entre nous qu'une petite chose, la liberté humaine.» Échappent seuls à l'excommunication majeure les socialistes qui, librement ou sous la contrainte, obéissent aux ordres du Kremlin, camouflent la tyrannie des communistes, en un mot, consentent à devenir «les auxiliaires fidèles» du stalinisme. Le choix auquel Léon Blum se

refusait, les partis communistes d'Europe l'ont fait pour lui.

Le sens de la déclaration de Varsovie est parfaitement clair. Sur le plan de la propagande, les partis communistes, bien loin de jeter le masque du patriotisme qu'ils portent depuis juin 1941, se posent en défenseurs des indépendances nationales et ils vont exploiter le chauvinisme et les ressentiments des peuples éprouvés contre le seul pays susceptible de secourir le vieux continent. Sur le plan de l'action, ils s'ingénieront à paralyser l'effort de reconstruction, en particulier toute tentative de solidarité européenne. Le plan Marshall avait réveillé l'espérance: Moscou veut se réserver le monopole de l'espérance. À l'ouest du «rideau de fer», les nations doivent s'enfoncer dans la misère avant de sombrer dans la servitude des Républiques soviétiques.

Cette déclaration de guerre politique consacre, sans les modifier, et la diplomatie soviétique et la tactique du parti communiste. France et Italie, les deux seuls pays de l'Ouest représentés à Varsovie, seront les théâtres de la campagne déclenchée contre les États-Unis. Moscou veut, par l'intermédiaire de ses cinquièmes colonnes, interdire le relèvement de la France et de l'Italie, et contraindre les États-Unis à se désintéresser de l'Europe. Les élections municipales françaises seront le premier épisode de cette lutte décisive.

Alliés inévitables

On répétait, depuis trois ans, que l'alternative posée à notre diplomatie domine de très haut les divisions traditionnelles des partis. On est «oriental» ou «occidental» avant d'être socialiste, radical, M.R.P. ou gaulliste. Peut-être les sourds finiront-ils par entendre aujourd'hui que les haut-parleurs de la propagande communiste hurlent à tous les échos ce propos de bon sens.

Dès lors, comment maintenir la symétrie de l'anticommunisme et de l'antigaullisme, chère à Paul Ramadier et à Léon Blum? Il n'y a plus qu'une seule question: l'Europe occidentale parviendra-t-elle à se relever, en dépit du veto de Moscou, ou sera-t-elle précipitée dans le chaos par l'agitation et le sabotage des partis communistes? Dans cette bataille où la France joue son existence, Léon Blum et le général de Gaulle, qu'ils le veuillent ou non, sont dans le même camp.

Leur conflit, dans la mesure où l'on parvient à lui donner un sens à peu près raisonnable, se ramène à une seule divergence essentielle. L'un prétend que le régime actuel est susceptible de durer sans modification, l'autre nie que l'on puisse gouverner la France contre l'opposition communiste, selon les principes et avec les méthodes de la Constitution présente. On souhaiterait que le premier

eût raison, l'expérience plaide en faveur du second.

Les événements trancheront le débat, mais ils ne toucheront pas à une vérité évidente: si la France veut échapper au sort qu'on lui prépare à Moscou, elle aura besoin d'un vaste rassemblement, défini par une seule inimitié et une seule volonté.

Du gaullisme au R.P.F.

Le Figaro
23 octobre 1947

Tous les Français étaient gaullistes en 1944. Quarante pour cent des électeurs ont voté pour le R.P.F. en octobre 1947.

Tirer de ce rapprochement la conclusion que le général de Gaulle a perdu une partie de ses troupes opposer les 66,5% de *oui* du referendum d'octobre 1945 au 40% des élections municipales, serait une absurdité ou une plaisanterie. La confrontation du proche passé et du présent n'a qu'un but: nous faire mesurer, d'un coup, l'évolution politique intervenue au cours des trois dernières années, nous rappeler la signification différente, presque opposée, du gaullisme 44 et du Rassemblement 47.

Gaullisme d'unanimité

Le premier gaullisme, celui qui est né le 18 juin, qui s'est développé dans l'émigration et qui est arrivé au pouvoir en août 44, visait à unir l'unanimité de la nation. Il s'était donné dès l'origine et il est devenu finalement le symbole et le guide de la nation au combat. Chef d'un gouvernement d'union nationale, le général de Gaulle ne représentait pas, à l'intérieur, une politique précise. Pendant les dix-huit mois où il fut président du Conseil, on ne saurait dire qu'il ait suivi une tactique déterminée. Il n'a pas constitué *son* parti, il s'est tenu au-dessus de tous les partis et il a donné sa démission avant d'engager la lutte pour la Constitution.

Sans doute, personne n'ignorait l'hostilité des communistes, qui s'évertuaient à l'affaiblir, tout en se réclamant de lui pour redorer un patriotisme, défraîchi par les événements de 39-40. Mais ces escarmouches préliminaires ne s'enflaient pas en bataille rangée. Car le général de Gaulle n'aurait pu prendre position, dans les conflits intérieurs, sans renoncer au rôle d'arbitre auquel il se croyait appelé. Et les communistes n'auraient pu l'attaquer ouvertement, sans désavouer leur propagande clandestine et leurs mots d'ordre de réconciliation et de renaissance française.

Ainsi s'explique que le premier gaullisme ait paru disparaître, au début de 1946, sans laisser de trace, puisqu'il n'y avait ni parti, ni doctrine gaulliste, et que les quelques députés qui appartenaient à l'équipe de Londres et d'Alger s'étaient intégrés à l'une ou l'autre des formations parlementaires. À la fin de 1947, le

Rassemblement du Peuple Français est virtuellement le "premier parti" de France. Bien plus, il se propose de modifier profondément le système politique qui s'est formé en 1945, c'est-à-dire à l'époque où le général de Gaulle était président du Conseil. En bref, il vise à détruire, ou du moins à réviser, ce que le gaullisme première manière a construit ou toléré. Comment s'explique cet apparent paradoxe?

Expérience des partis

C'est à l'ombre du gaullisme que les trois grands partis, communiste, socialiste, républicain populaire, ont reçu les leviers de commande de la République naissante. Par suite des circonstances, les premiers journaux étaient en majorité de gauche ou d'extrême-gauche. Les autorisations de paraître furent réparties selon une proportionnelle, dont les radicaux et les modérés furent, ou se crurent victimes. La loi électorale, critiquée à l'origine par l'extrême-gauche, se révéla, à l'épreuve, favorable aux trois grands. Avant même le départ du général de Gaulle, le tripartisme était installé dans la place: il tenait les trois quarts du parlement et du gouvernement, il répartissait entre ses adhérents dans l'Administration, dans le secteur nationalisé, au moins les trois quarts des postes. Les communistes manœuvraient la C.G.T. Tous les organes de l'État étaient noyautés par des clientèles rivales, provisoirement résolues aux compromis.

Dans quelle mesure le général de Gaulle a-t-il favorisé cette toute-puissance des corps intermédiaires? Dans quelle mesure a-t-il simplement toléré ce qu'il n'était pas en mesure d'empêcher? Aurait-il pu, en reconduisant la Constitution de 1875, en rédigeant une autre loi électorale, en prenant la tête d'un rassemblement travailliste, engager la République sur une autre voie? On laissera aux historiens le soin d'en décider.

La démission du général de Gaulle, si surprenante qu'elle ait semblé à l'époque, prend rétrospectivement une signification logique. Après l'élection de la première Constituante, les partis détenaient la réalité du pouvoir. Le président du Conseil, qui n'avait derrière lui ni groupe, ni parti, perdait peu à peu son autorité. Il se heurtait à des difficultés économiques croissantes, sans avoir ni le goût de les étudier ni une conception d'ensemble pour les maîtriser. Il lui fallait, au nom d'une unité nationale dont la fiction n'avait pas survécu à la guerre, assumer une fonction d'arbitre de plus en plus illusoire. Comme aucun des partis existants ne répondait pas à ses préférences, il ne pouvait pas non plus descendre dans la lice. Il ne consentait pas encore à renoncer au gaullisme d'unanimité pour lancer un gaullisme politique. Cette transformation impliquait encore une étape

intermédiaire: le fonctionnement, à l'état pur, du régime des partis, soit sous sa forme provisoire, soit sous sa forme définitive.

L'expérience a maintenant été faite et elle passe pour concluante, aux yeux sinon de la majorité, du moins d'une importante fraction du pays. Ce qui est en question, rappelons-le une fois encore, ce n'est pas le principe du système électif, ce n'est même pas la division du pouvoir entre législatif et exécutif.

Quoi qu'on en dise, l'Assemblée n'empiète pas sur les privilèges de l'exécutif. Celui-ci n'est pas impuissant parce qu'il est soumis au contrôle inquisiteur du parlement (au contraire, le contrôle manque le plus souvent de sérieux et d'efficacité). L'impuissance des gouvernements tient à l'incohérence des majorités et à la force massive, envahissante, des syndicats professionnels et surtout de la C.G.T., réduite à servir d'instrument aux manœuvres communistes.

Aussi longtemps que cette structure, moins constitutionnelle que sociale et politique, ne sera pas modifiée, le régime sera paralysé et le pays condamné à la stagnation dans le chaos. En revanche, si l'on reconstitue, non pas une union nationale (qui n'a pas de sens qu'en temps de guerre) mais une majorité homogène, si l'on arrache les syndicats à l'emprise communiste, si l'on parvient à les ramener à leur fonction légitime de défense des intérêts professionnels, alors le parlementarisme, dont la cristallisation des groupes sociaux a précipité le déclin, retrouve une chance. On peut se demander si le Rassemblement du Peuple Français accomplira cette tâche. À moins d'être aveugle, on ne peut pas douter que cette tâche soit nécessaire.

Gaullisme et radicalisme

Le gaullisme a pratiqué la collaboration ministérielle avec le parti communiste. Le Rassemblement doit largement son succès au dynamisme de son anticommunisme. Le gaullisme a introduit le règne des trois grands partis. Le Rassemblement a pulvérisé le M.R.P. et il est en train de repousser le socialisme contre le mur. Le gaullisme a précipité l'effondrement du radicalisme, le Rassemblement en prépare la résurrection.

Simple bizarrerie de la petite histoire? Je ne le pense pas. La vérité est que le gaullisme, qui est sorti de la Résistance et qui a vécu pour elle, n'avait ni doctrine, ni volonté en politique intérieure. Il a subi, de bon ou de mauvais gré, une évolution qu'il n'était peut-être pas en mesure de détourner. Le Rassemblement n'a pas de doctrine arrêtée, mais on lui devine une volonté, orientée peut-être à contre-sens de la pesanteur historique. À une époque où tout conspire à renforcer les partis de masses et les syndicats dictatoriaux, il s'en

prend aux uns et aux autres pour rendre une marge de liberté aux individus et à l'État. Pouvoir fort et citoyens libres, la formule garde un accent radical - pourvu que le premier terme n'écrase pas le second.

Portée d'une victoire électorale

Le Figaro
26 octobre 1947

Le remaniement du Cabinet Ramadier ne résout pas la crise ouverte par le scrutin de dimanche.

Supposons que des élections générales aient lieu dans le climat actuel. D'après les résultats des élections municipales, le R.P.F. remporterait au moins 40 % des suffrages (rien n'attire comme le succès). Admettons que le parti communiste en conserve quelque 30 % (évaluation qui lui fait la part belle). Il reste 30 % pour les partis dits du centre, ceux qui aujourd'hui constituent la majorité gouvernementale. Croit-on sérieusement qu'un tel ministère, que le Parlement comme l'opinion savent minoritaire, soit susceptible d'assumer les charges écrasantes du pouvoir, avec un Trésor aux abois, une agitation sociale permanente, des prix en hausse et des tiroirs vides de dollars?

Il est vain de chercher à prévoir le scénario de la crise, au cours des mois à venir. L'intergroupe gaulliste fera-t-il éclater la majorité parlementaire, comme le R.P.F. a fait éclater les partis dans le pays? Ou bien, au contraire, le M.R.P. se durcira-t-il dans son refus avec l'espoir que Ramadier, ou l'un des siens, tienne jusqu'au reflux de la vague? Peu importe tel ou tel incident. L'essentiel, qu'on le déplore ou qu'on s'en félicite, c'est qu'il y a désormais deux points de cristallisation, deux volontés ou deux mythes: le communisme et le Rassemblement. Plus vite qu'on ne le croit, les gouvernants devront prendre appui d'un côté ou de l'autre.

Front populaire?

Si les communistes étaient libres de leur tactique, ils n'hésiteraient pas à revenir aux mots d'ordre Front populaire. Pour le salut de la République, ils convieraient à s'unir tous les tenants de la démocratie, formelle ou réelle, tous les amis de la liberté, du progrès, etc. Malheureusement pour eux, hier encore, par la voix des neuf principaux partis communistes d'Europe, les socialistes de droite (c'est-à-dire tous ceux qui ne se soumettent pas aux ordres venus de Moscou) ont été stigmatisés comme des agents de l'impérialisme américain. Ce langage n'est pas compatible avec la tactique du Front populaire. Celui-ci n'existait au temps où les socialistes n'étaient que des social-traîtres. Et quand il existait, les socialistes étaient redevenus au moins de bons démocrates bourgeois.

Moscou consentira-t-il à un brusque retournement? L'éventualité me paraît improbable. La propagande antiaméricaine traduit une décision prise pour l'Europe entière. Plus que jamais, l'avenir de l'Europe occidentale demeure l'enjeu de la bataille politique: les Russes veulent la maintenir dans le chaos, les États-Unis la reconstruire. Comment les communistes français, sur ce point décisif, recevraient-ils la permission de s'écarter de la ligne commune?

Aussi longtemps que les socialistes acceptent de tout cœur et que les communistes rejettent avec violence le plan Marshall, l'accord des uns et des autres même contre "le péril du pouvoir personnel", n'ira guère au delà des discours de réunions publiques et des coalitions de deuxième tour.

L'hésitation socialiste

Comme d'habitude, au lendemain d'une consultation électorale, les socialistes sont assaillis de bons conseils et d'invitations à la valse. Les communistes se font, une fois de plus, tentateurs. Les intellectuels les exhortent à constituer la troisième force, qui semble se dissoudre au fur et à mesure qu'on en parle. D'autres, enfin, les conjurent de rallier le vaste rassemblement qui, contre le parti des "séparatistes", prépare le gouvernement de demain.

L'expérience permet de prévoir la réponse socialiste. Le parti socialiste décidera de rester fidèle à lui-même, c'est-à-dire sourd à l'appel des uns et des autres, superficiellement unanime dans le double refus, secrètement déchiré, puisque ni ses troupes, ni ses militants n'adhèrent à la même hiérarchie de préférences (ou, si l'on veut, de répugnance).

Pourra-t-il, dans ces conditions, garder le gouvernail? Encore une fois, je ne le crois pas. La période pendant laquelle les défaites électorales qualifiaient à l'exercice du pouvoir, est close. Toutes les échéances s'accumulent en cette fin d'année: épuisement des dollars, revendications socialistes, hausse des prix. Le nouveau gonflement des revenus nominaux que susciterait le rajustement de 25 %, réclamé par la C.G.T., donnerait à l'inflation un nouvel élan, au franc peut-être le coup de grâce. Or, à moins que le parti communiste ne renverse la vapeur (et on ne le croît pas), quelle chance y a-t-il qu'un gouvernement sans prestige et sans avenir dise non? Un non qui signifie véritablement non, non pour aujourd'hui et pour demain, dans l'intérêt même de la classe ouvrière?

La grève des services publics parisiens s'est terminée par une capitulation gouvernementale, y compris dans la question symbolique du paiement des jours de grève. Remanié, le ministère Ramadier aura-t-il demain le courage ou la force qu'il n'avait pas hier?

Risque inévitable

Depuis la Libération, une bataille pour la prise du pouvoir se dissimule sous la lutte démocratique pour l'exercice du pouvoir. Cette bataille, le parti communiste l'a perdue sur le plan électoral et sur le plan parlementaire. Le referendum de mai 1946 a marqué le premier tournant, les élections municipales de dimanche marquent le deuxième.

Cette défaite tient à deux raisons principales. L'orientation que les communistes entendaient donner à notre politique étrangère est, du point de vue français, une pure absurdité. Nous avons un besoin évident de l'aide américaine. Quand on dénonce l'envoi de charbon pour nos usines et de blé pour la population comme une offensive impérialiste, on fait un crédit, finalement exagéré, à la bêtise humaine. D'autre part, les communistes étaient contraints de maintenir leurs troupes en état de perpétuelle mobilisation, tout en les arrêtant à la limite des gestes irréparables. Ils n'ont jamais songé à un coup de force, même quand ils en avaient les moyens matériels, parce que la constellation internationale excluait une telle éventualité qui aurait eu la signification d'un défi lancé par Moscou à Washington. Mais, à la longue, l'excitation qui n'aboutit pas retombe en lassitude.

En revanche, les communistes n'ont nullement renoncé à interdire la stabilisation et le relèvement ordonné de l'économie française. Bien plus, le théâtre du combat est en train de passer de l'hémicycle à la rue. Du même coup, monte à l'horizon le risque de heurts violents. Mais comment, à moins de consentir à la stagnation et au chaos, ne pas courir ce risque?

De tout côté, on déplore la formation de deux blocs, comme si le R.P.F. avait créé ce qu'il se borne à exprimer. À mon sens, l'ampleur du succès R.P.F. atténue le péril, bien plutôt qu'il ne l'exaspère. Pour la première fois, on aperçoit la possibilité d'un gouvernement soutenu par une majorité homogène. Encore faut-il que les démocrates anticomunistes ne soient pas rejetés vers les Staliniens par la crainte du césarisme. Le choix des "centristes", incapables désormais de gouverner seuls, sera lourd de signification historique.

Beaucoup dépend de la manière dont les uns réagiront à leur défaite. Beaucoup aussi de la manière dont les autres useront de leur victoire.

Maurice Thorez bat sa coulpe

Le Figaro
8 novembre 1947

Les procès de Moscou sont possibles dans tous les pays. Pour l'essentiel, ils s'expliquent non par les singularités de l'âme slave, mais par les exigences d'une technique politique qui ignore les différences des peuples et des climats. Maurice Thorez, dans son dernier rapport au Comité central du parti communiste, vient de nous en donner une nouvelle et éclatante démonstration.

Lui aussi bat sa coulpe publiquement. Le Comité central a tardé «à constater et à définir clairement la nature et la portée des changements intervenus dans la situation internationale et, notamment, du regroupement des forces impérialistes et antidémocratiques sous la direction et au profit des États-Unis». Il n'a pas tiré la leçon de l'expérience du Front Populaire qui «s'est désagrégé pour s'effondrer complètement à l'approche de la guerre», parce qu'il se réduisait à une «entente par le sommet». Il a répété cette faute dans la Résistance, où le C.N.R. était constitué directement par les partis au lieu d'être «l'émanation des comités de base et de leurs organisations militaires». Le Comité central a péché, il est, dans une certaine mesure, responsable des déviations opportunistes.

Technique de la confession

Pourquoi cette autocritique qui remonte plus de dix ans en arrière et met en cause une tactique dont les communistes français n'eurent pas plus l'initiative qu'ils n'ont aujourd'hui celle du front anti-impérialiste?

Léon Blum a suggéré une élégante interprétation: «Pour nous condamner plus sûrement, Maurice Thorez enveloppe son propre parti et il enveloppe sa propre personne dans la condamnation.» Je ne crois pas que ce motif – qui a pu jouer – ait été décisif. Les fautes du Comité central ne se confondent nullement, d'après le rapport, avec celles des socialistes. Ceux-ci restent toujours, virtuellement, des social-traîtres. Ils se sont mis aujourd'hui au service de l'impérialisme américain, mais ils étaient déjà, il y a trente ans, sous le nom de social-chauvins, aux ordres des gouvernements responsables de la guerre mondiale. Nul besoin de s'accuser soi-même pour les accuser plus sûrement.

Quand la politique, décidée en haut lieu, aboutit à un échec, ou, sans avoir échoué, doit être modifiée par suite des circonstances, la technique communiste comporte deux modalités: ou bien Staline lui-même dénonce ceux qui ont

exécuté ses consignes et les charges de toutes les responsabilités: ce fut le cas au moment de la collectivisation des terres, à l'époque où les paysans répondirent à la contrainte par le massacre du bétail. Ou bien telle ou telle fraction du parti prend à son compte la ligne suivie auparavant, revendique, avec une orgueilleuse humilité, l'opprobre de la faute, de telle sorte que la tactique nouvelle apparaisse non comme un retournement soudain, mais comme la suite d'une action logique et continue, celle de Moscou ou de Staline, qui, eux, sont au-dessus des faiblesses humaines.

De manière générale, celui qui dénonce son passé est celui que l'on suspecte d'y être encore attaché. Le parti français renie jusqu'au Front Populaire parce qu'il y a quelques mois encore, il protestait contre son expulsion du gouvernement et proclamait sa volonté d'un ministère conforme à la volonté du pays. S'il vitupère l'impérialisme américain et confond, dans sa fureur, les films, les dollars et les *comics*, c'est qu'il a hésité à prendre position contre les crédits dont le monde entier (Russie soviétique incluse) désire passionnément les bénéfices. Tous les partis communistes d'Europe occidentale ont, sur l'ordre de Moscou, pratiqué le Front Populaire et l'union de la Résistance dans le style même que Maurice Thorez critique rétrospectivement. Peut-être le parti français s'était-il plus que les autres laissé prendre au jeu. Aucun n'a dû éprouver autant d'amertume à l'annonce du tournant 1947. C'est ce début d'embourgeoisement, c'est la part de sincérité qui entraine dans le ralliement à la France, que le parti paye par ses aveux publics. Et le secrétaire général du parti passait pour le plus ferme défenseur de la politique qu'il abjure.

Des hommes comme Duclos et Thorez savent parfaitement bien que la déclaration des Neuf va, comme le pacte germano-soviétique de 1939, enfermer le parti dans un isolement sans espoir. En 1939, les événements ne laissèrent pas aux communistes français le temps de camoufler leurs regrets ou leurs protestations sous la ferveur spectaculaire des reniements.

Perspective historique

La tactique, imposée de l'extérieur aux communistes français, devait aboutir à des succès électoraux et parlementaires. Les chefs français le savaient. Il se peut que les dirigeants russes l'aient méconnu, mais avant de conclure que Moscou a, une fois de plus, par ignorance, sacrifié un parti étranger aux intérêts réels ou supposés de sa diplomatie, encore convient-il de s'interroger sur les intentions dernières des stratèges du Kremlin.

La clientèle que recrutait le parti français depuis trois ans était souvent, au

regard d'une organisation révolutionnaire, de qualité douteuse. Des opportunistes, soucieux de tourner à leur profit une éventualité qu'ils craignaient, des naïfs que des municipalités «extrémistes», reprenant la tradition radical-socialiste, élevaient à la dignité de pompiers et de cantonniers, se mêlaient aux vrais convertis. Tant qu'il s'agissait de faire nombre et d'accumuler des voix aux élections, on se félicitait de toutes les adhésions. Mais à partir du moment où l'on renonce à s'infiltrer progressivement au pouvoir par les voies légales, qu'importe la désertion de ces troupes instables? Le parti doit sa force aux quelques dizaines de milliers d'hommes absolument sûrs, cadres éprouvés, à chaque instant prêts à l'action clandestine comme à la propagande des masses; il la doit aussi aux centaines de milliers d'ouvriers qui tiennent le stalinisme pour le seul espoir et lui restent attachés envers et contre tout. Réduit à ce noyau inentamable, débarrassé de sa chair bourgeoise, le parti français n'est-il pas mieux adapté à sa tâche actuelle?

Le but demeure inchangé: interdire la stabilité, la reconstruction ordonnée des pays européens situés entre l'Empire slave et la zone d'exclusive influence américaine. Battus sur le terrain parlementaire, les partis communistes reviennent à l'agitation sociale et à l'action directe. S'il s'agit d'entretenir le chaos, la méthode n'est-elle pas tout aussi efficace? On renonce à s'emparer du pouvoir en collectionnant des suffrages (à supposer qu'on l'ait jamais espéré), mais la présence, directe ou indirecte, de l'armée russe, n'est-elle pas de plus en plus, aux yeux des maîtres du Kremlin, la condition indispensable de ce qu'ils appellent une révolution communiste? On élimine les dernières chances d'un accord avec les socialistes mais, vue de Moscou, la situation comporte-t-elle encore cette possibilité? Avant 1939, le conflit entre fascismes et démocraties permettait de jouer tour à tour avec les uns et avec les autres. Le Front Populaire répétait, à l'intérieur des nations, l'alliance de l'U.R.S.S. et des démocraties bourgeoises. Désormais, il n'y a plus de jeu concevable parce qu'il ne subsiste, dans le monde capitaliste, qu'une seule force, celle des États-Unis. Ceux qui s'orientent vers l'Ouest, fût-ce pour accepter du blé ou du charbon, prennent une position antisoviétique. Le parti communiste français s'est soumis à la loi commune, formulée à Moscou.

Si nous étions, comme on nous en accuse, obsédés par l'anticommunisme, nous aurions lieu de nous réjouir, car la politique actuelle des communistes contredit à tel point les sentiments des Français et les intérêts de la France qu'elle équivaut proprement, mise à part l'hypothèse d'une aide militaire venue de l'extérieur, à une tactique de suicide. Le problème n'est malheureusement pas

résolu pour autant. Il fallait écarter les communistes du pouvoir, mais il faut réintégrer dans la communauté française ceux que la propagande a égarés. D'autre part, les méthodes du gouvernement dépendront largement des méthodes de l'opposition. Réduits à leurs seules ressources, les communistes ont peu de chances de gagner la bataille qu'ils engagent, mais ils en ont de sérieuses d'approfondir les divisions entre Français et de susciter, par leur violence, la violence de l'État.

Destin de la IVe République

Le Figaro
12 novembre 1947

La première Assemblée de la IVe République entame sa deuxième année d'existence, sans orgueil de son passé et sans confiance dans son avenir.

Le seul moment d'espoir fut celui où le fonctionnement normal des institutions fut suspendu, où une personnalité extra-parlementaire prit la direction d'un ministère minoritaire. Pendant les quelques semaines de l'expérience Blum, le pays eut l'impression qu'une équipe d'hommes de bonne volonté, animée par un homme d'État, appliquait une politique d'ensemble, avec le consentement tacite des autres partis et des syndicats. En bref, il fallut rompre avec les règles ou les coutumes du système actuel pour créer les conditions indispensables à un régime démocratique.

La tragédie de la IVe République est là. La IIIe, dans ses dernières années, ne se maintenait qu'en se reniant, par le recours aux décrets-lois. La IVe rêve d'un ou de plusieurs sauveurs, d'un ministère de présidents (ceux d'avant-hier, d'hier et d'aujourd'hui), comme si elle avait déjà épuisé toutes ses cartes, sauf la dernière, celle que l'on garde en réserve pour la tentative de désespoir.

Faiblesses profondes

La force de l'État doit être à la mesure des fonctions qu'il exerce. Plus s'étend le secteur de l'existence collective qu'il dirige ou administre, plus il doit être armé. Or l'État nouveau, tel qu'il est sorti, moins de la Constitution que de la situation sociale, était démesurément gonflé et dérisoirement faible.

Il avait l'ambition de répartir les produits, de fixer les prix et les salaires, d'assurer à la fois la vie quotidienne et l'avenir de la nation, la distribution du blé et le renouvellement de l'outillage, et n'importe qui était en mesure de le défier. On chassait les contrôleurs, on tournait les contrôles. On décrétait le blocage des salaires et les syndicats emportaient les barrages par la grève. Chacun réclamait le droit de vendre librement et le privilège d'acheter aux cours légaux. Il était facile de prévoir les termes de l'alternative fondamentale: ou bien l'État consentirait à restreindre ses attributions ou bien il devrait s'attribuer des pouvoirs proportionnés à ses responsabilités. Peut-être aurait-il fallu l'un et l'autre, alléger les attributions et renforcer les pouvoirs. On n'a fait ni l'un ni l'autre.

On savait, par assez de tragiques expériences, que les démocraties meurent quand le pluralisme, en lui-même légitime et sain, aboutit à la paralysie de l'exécutif. Les gouvernements de coalition, toujours inférieurs en vigueur et en efficacité aux gouvernements cohérents, sont d'autant plus déchirés que les partis sont plus massifs, plus autoritaires, plus exclusifs. Un cabinet de personnalités, venues de divers partis, a une chance de s'unir et d'agir, un cabinet de représentants des partis est presque condamné à l'avance, puisque les ministres obéissent plutôt à leur chef de groupe qu'à leur chef de gouvernement. La folie des hommes conspira avec la pesanteur des choses. On fit tout pour aggraver un mal qu'on aurait dû prévoir mortel. Le mode de scrutin livra à la discrétion des états-majors de partis la désignation des candidats, il leur donna droit de vie et de mort parlementaire sur les députés. L'intérêt commun du M.R.P. et du P.C. imposait une loi électorale comparable à celle de la République de Weimar.

Dans toutes les sociétés modernes, les organisations professionnelles pullulent. Ouvriers, cadres, entrepreneurs, petites et grandes entreprises, commerçants et industriels, tous et chacun se groupent. Horizontalement et verticalement, à chaque échelon de la hiérarchie, dans chaque branche de la production ou de la distribution, les intérêts se coalisent et s'expriment. Dans aucun pays, cette cristallisation des relations sociales n'atteint une forme aussi parfaite. Toute décision de l'État, si médiocre soit-elle, touche un groupement particulier et les décisions d'envergure atteignent les confédérations les plus vastes, C.G.T., C.G.A., Confédération du Patronat. À supposer que les individus soient voués à disparaître dans ces collectivités, encore importe-t-il d'élever l'État au-dessus d'elles. Faute de quoi, victime de leur concurrence anarchique, l'État et la nation se perdront dans le chaos.

Illusion perdue

On n'a même pas posé clairement le problème. Mais aurait-on pu le résoudre aussi longtemps que le plus puissant des corps intermédiaires, la C.G.T., obéissait aux ordres d'un parti, lui-même soumis à de lointains oukases?

La politique suivie à la Libération était fondée sur l'illusion de l'unité de la Résistance. La IV^e République était fondée sur l'illusion d'un parti communiste converti au réformisme et jouant le jeu parlementaire. Ni l'une ni l'autre illusion n'ont résisté plus de six mois à l'expérience.

Un régime parlementaire dans lequel des partis organisés désignent les candidats et forment par négociation des ministères de coalition peut fonctionner (il a fonctionné honorablement entre les deux guerres, en Tchécoslovaquie, il

fonctionne encore en Hollande et en Belgique), mais à une condition: que les principaux partis se sentent intéressés solidairement à la survie des institutions et à la prospérité du pays. Autrement dit, qu'ils conçoivent de la même façon la vocation de la patrie. Tant que le parti communiste faisait profession de "démocratie occidentale", la théorie et la pratique constitutionnelle de la IV^e République gardaient un sens et une chance. Si Russie et États-Unis avaient conclu une trêve, on aurait eu le droit d'espérer que le régime s'améliorerait peu à peu et surmonterait ses défauts. La déclaration de Varsovie annonce une période de lutte. Dès lors, pour résister à une opposition violente du parti communiste, provisoirement maître de la C.G.T., il faut procéder immédiatement aux réformes qu'autrement on aurait pu attendre de l'expérience et du temps.

On nous répond qu'il faut parer au plus pressé et que l'urgence de la crise économique ne permet pas de sacrifier aux querelles de doctrines. Comment ne voit-on pas qu'au point où nous sommes, la crise ne comporte plus de solution technique? Sauf pour quelques produits, victimes des circonstances atmosphériques ou d'une fixation arbitraire des prix, la production agricole approche du volume d'avant guerre. Les importations de charbon ont amené l'indice de la production industrielle au niveau de 1938. Il ne serait même pas impossible d'équilibrer le budget et ainsi de tarir la source de l'inflation. Mais encore faudrait-il restaurer la confiance dans la monnaie, de telle sorte que le public consente à épargner et à confier son épargne à l'État et à l'industrie.

Or comment cette confiance pourrait-elle renaître, aussi longtemps que les pouvoirs publics sont manifestement incapables de résister à la pression des syndicats, manœuvrés par ceux qui sont résolus au sabotage? Il n'y aurait pas de stabilité monétaire, il n'y aura pas d'équilibre entre prix agricoles et prix industriels tant que l'on augmentera tous les six mois la masse des revenus distribués. La restauration de l'État est devenue la condition première, la condition indispensable est relèvement économique.

Quoi qu'on en dise, cette restauration ne sera pas une fin mais un commencement. Rendre à l'État une autorité supérieure celle à des corps intermédiaires, donner à un gouvernement durable l'appui d'une majorité cohérente, fixer les devoirs et les droits des syndicats professionnels, interdire l'exploitation partisane, au profit d'une puissance étrangère, des conflits d'intérêts, ce ne serait pas détruire la démocratie, mais la réaliser.

De la panique à la réflexion

Le Figaro
23 novembre 1947

Les événements de ces derniers jours seraient incompréhensibles, si l'on supposait les acteurs de sang-froid. Comparables à ces conducteurs que la peur précipite sur l'obstacle, les parlementaires ont créé précisément la situation qu'ils redoutaient: une crise ministérielle, au moment même où les communistes lancent leurs bataillons de grévistes (ou de choc) à l'assaut de la République.

M. Ramadier a donné une démission qu'il refusait depuis plusieurs semaines, à la suite d'une incartade, dont la sottise le disputait à la perfidie, de M. Guy Mollet. M. Vincent Auriol a accepté une démission, que n'avait pas précédée un vote de l'Assemblée, contrairement à la théorie qu'il soutenait depuis des mois. Un gouvernement démissionnaire rappelle un demi-contingent. Nous n'avions pas non plus de gouvernement le jour où Hitler envahit l'Autriche, mais deux ans après la République était morte.

Huis clos

Comme les personnages de Jean Paul Sartre, les dirigeants du régime se cognent de tous côtés la tête contre les portes fermées. Pas d'union des gauches possible, depuis la tactique du Kominform. Pas de dissolution possible aussi longtemps que les socialistes et les M.R.P. se refusent à une révision constitutionnelle. Pas de grand ministère possible, aussi longtemps que la troisième force et le Rassemblement, d'accord sur le plan Marshall et contre le communisme, se défient et s'insultent. Un gouvernement Schuman est en train de naître de l'angoisse, mais avec une majorité de circonstance. Et pourtant, il faut en sortir.

Pourquoi n'y a-t-il pas d'issue? Pour deux raisons fondamentales: parce que le parti communiste est redevenu un parti révolutionnaire et, se désintéressant du travail parlementaire, passe à l'action directe; parce qu'il s'est constitué dans le pays un Rassemblement gaulliste, qui dénonce le système politique en bloc et pose que la réforme de l'État est la condition indispensable du redressement national.

M. Léon Blum est un incomparable négociateur, mais, pour négocier, il faut être deux. Avec Benoît Frachon, style 1936, obéissant aux consignes de Front Populaire données par Moscou, la négociation était possible. Avec Benoît

Frachon, style 1947, obéissant aux mots d'ordre venus de Moscou, mais, cette fois, mots d'ordre d'agitation et de sabotage, il n'y a pas de négociation possible. Ou, du moins, un accord obtenu aujourd'hui sera remis sa question demain. Que l'on accorde 25 % en novembre et la hausse des prix d'ici quelques mois suscitera la même crise, à supposer même que la revendication politique, à peine dissimulée, ne prenne pas, entre temps, la relève de la revendication économique qui aurait été satisfaite.

Tout gouvernement, quel qu'il soit, devra donc combattre, non contre la classe ouvrière, dont une fraction croissante se révolte contre l'exploitation, au profit d'une puissance étrangère, de nos difficultés, mais contre le parti communiste et ses agents d'exécution syndicaux. Nul ne saurait honnêtement prévoir quels instruments exigera ce combat, parce que ce choix dépend bien plus des agresseurs, c'est-à-dire des communistes, que des défenseurs, c'est-à-dire l'État. Mais on sait une chose: on ne parviendra à surmonter l'obstruction qu'en regroupant toutes les forces, actuellement divisées. Dans la conjoncture présente, la troisième force est faiblesse. Elle est capable de durer, non de vaincre.

La révision indispensable

Quand les députés M.R.P. défendent la République contre le Rassemblement, ils manquent d'ardeur et d'autorité: on leur impute trop aisément des arrière-pensées personnelles. Après tout, ils défendent la République contre leurs propres électeurs. Rien de pareil dans le cas de M. Léon Blum, dont personne ne suspecte la passion du bien public. Il n'hésiterait pas à se retirer s'il jugeait l'effacement conforme à l'intérêt de la France.

À ses yeux, le Rassemblement n'est qu'un accès de boulangisme, maladie à laquelle le corps politique français est prédisposé et qui prend une virulence tragique dans un milieu favorable. La seule différence qu'il consente à reconnaître est entre la personnalité du général à l'œillet rouge et celle de Charles de Gaulle. Sans discuter les analogies et les oppositions, il me semble que Léon Blum oublie l'essentiel: l'impuissance du régime, tel qu'il fonctionne actuellement.

Supposons que les calculs du leader socialiste soient confirmés par les événements. Supposons que les ministères de la troisième force parviennent à tenir, vaille que vaille, jusqu'au printemps. Une récolte, qui sera peut-être bonne (le ciel atténuerait ses rigueurs), les crédits américains apporteront une amélioration économique qui faciliterait la résistance à la démagogie communiste. Le R.P.F., incapable d'organiser ses troupes et d'entretenir l'élan de

ses fidèles, perdrait, peu à peu, sa force d'attraction, si on ne lui donnait pas la chance de mobilisations spectaculaires. La vague refluerait, peut-être lentement, peut-être aussi soudainement qu'elle s'est gonflée.

Je ne crois pas, pour mon compte, à ces perspectives, pacifiques et bourgeoises. Mais, en admettant même que les choses se passent ainsi, je dis que la crise de la IV^e République serait différée, mais non résolue. Il faut être aveugle pour ne pas voir que, sans réformes profondes, le régime est condamné.

Aucun gouvernement ne saurait maîtriser les terribles difficultés dans lesquelles se débat la vieille Europe, s'il ne dispose pas de temps. Le Président américain est élu pour quatre ans; en Grande-Bretagne, le parti, désigné par le suffrage universel, peut répartir sa tâche sur cinq années. Tant qu'on n'aura pas assuré aux gouvernements français une stabilité comparable, la démocratie française cherchera vainement, au milieu de l'agitation et de l'inquiétude, le chemin de l'action efficace.

Tous les groupes sont divisés en profondeur. Dirigistes et libéraux s'affrontent à l'intérieur de chaque parti. Même le ministère anglais, expression d'un seul parti, passait, il y a quelques semaines, pour paralysé par les dimensions. Il n'est au pouvoir de personne de supprimer ces controverses qui naissent et se multiplient spontanément aux époques de crise. Mais si le gouvernement formé par des coalitions, à coups de négociations et de dosages, offre l'image amplifiée de ses désaccords, tout espoir disparaît d'une volonté forte et d'une inspiration. La démocratie n'est pas l'anarchie.

Depuis six mois, nous demandons vainement une réglementation du droit de grève, convaincu qu'au bout du compte, la carence des lois prépare l'irruption de la violence. Faudra-t-il risquer à chaud ce qu'on n'a pas eu le bon sens d'élaborer à froid? Quand admettra-t-on, enfin, que les syndicats peuvent être, comme en Russie ou dans les régimes fascistes, un appareil d'État, ou bien, comme dans les démocraties anglo-saxonnes, des organismes professionnels, mais qu'ils ne sauraient demeurer un État dans l'État, sans précipiter la ruine de la République?

À quoi bon allonger la liste? C'est moins la clairvoyance qui manque que le courage. Et pourtant, M. Léon Blum, dans sa fière solitude, avait admis que le parlementarisme d'avant guerre n'était pas adapté aux exigences de l'après guerre. Lui aussi avait conçu le recours à certains éléments du système présidentiel, non pour détruire, mais pour sauver la démocratie.

La bataille engagée en Italie et en France par les partis communistes est l'épisode décisif de la guerre froide entre les États-Unis et la Russie, dont la

phase actuelle a pour enjeu l'avenir de l'Europe. La gravité de l'enjeu devrait imposer à tous les hommes responsables la réflexion, assurer à toutes les voix sincères, si modestes soient-elles, une résonance.

La réconciliation immédiate du centre et du Rassemblement n'est pas possible, mais il est possible de la préparer immédiatement. Chacun, quelles que soient ses préférences, devrait reconnaître le péril qui grandit chaque jour: si l'on s'obstine sur des positions intenable, on finira par acculer le régime à l'illégalité.

Gouvernement et Assemblée

Le Figaro
10 janvier 1948

Si une Constitution se juge à l'usage que l'on en fait, on ne saurait dire que la Constitution de la IV^e République sorte triomphante d'une épreuve, courte mais rigoureuse. En particulier, les longs débats suscités par le projet de prélèvement exceptionnel, le retrait du projet initial, les cinq questions de confiance posées contre les amendements n'ont certainement servi ni le prestige de l'Assemblée ni l'autorité du gouvernement.

La crise a paru assez grave pour que M. Paul Reynaud propose de rétablir la procédure des décrets-lois pour "sauver le régime". Or l'article 13 de la Constitution proclame que "l'Assemblée vote seule la loi et ne peut déléguer ce droit". D'autre part, l'article 49 précise les conditions dans lesquelles la question de confiance peut être posée (par le président du Conseil seul, après délibération du Conseil des ministres, vote au scrutin public, après un jour franc, majorité absolue des députés à l'Assemblée nécessaire pour refuser la confiance). Manifestement il s'agissait, dans la pensée du législateur, d'un acte rare et solennel, prévu pour des circonstances graves dans lesquelles la politique générale du ministère serait en question. La pratique introduite par M. Paul Ramadier, lors du débat sur le statut de l'Algérie, aggravée par M. Robert Schuman récemment, n'est évidemment pas conforme à l'esprit du texte approuvé par le peuple en octobre 1946.

Cette novation était probablement nécessaire. Mais ne vaudrait-il pas mieux s'interroger sur le fond?

Décret-loi et question de confiance

Les législateurs de la IV^e République étaient partis d'une critique des vices de la III^e. Les présidents du Conseil d'hier, disait-on, galvaudaient la question de confiance, ils la posaient à propos de tout et de rien, ils acculaient ainsi l'Assemblée à multiplier les crises ministérielles ou à voter contre ses convictions. Quant aux décrets-lois, ne sont-ils pas la négation même de la démocratie, un aveu d'impuissance de la part du législatif qui se renie en déléguant un droit inaliénable? On a donc interdit les décrets-lois pour défendre l'Assemblée contre les tentations et on a réglementé la question de confiance, pour lui rendre sa dignité. Malheureusement, la critique, qui n'était pas fausse,

était superficielle, et la Constitution a aggravé le mal, parce qu'au lieu de le guérir, elle s'est bornée à exclure les remèdes empiriques à l'aide desquels on avait tenté, vaille que vaille, de le surmonter.

Quel est le mal? Tous les députés, dans tous les pays de démocratie occidentale, le connaissent: la machine parlementaire ne parvient plus à débiter les lois à la cadence qu'exige la complexité des sociétés modernes. D'autre part, les députés, qui sont "humains, trop humains", répugnent à se charger de responsabilités impopulaires. L'Assemblée française est obligée de reconduire le budget de l'année précédente, certaines lois sont appliquées avant même d'être votées. Il fallut la question de confiance pour défendre un projet financier (d'ailleurs discutable) contre les amendements.

Convient-il de revenir aux décrets-lois? J'aperçois, au moins, deux objections. Il faudrait procéder à une révision constitutionnelle qui, dans l'immédiat, se heurterait à des difficultés de toutes sortes. D'autre part, sans même insister sur les répercussions psychologiques de ce revirement précipité, il ne s'agirait encore que d'une mesure de circonstance. Faute d'établir une délimitation, logique et réfléchie, des domaines respectifs de l'exécutif et du législatif, on aurait recours, une fois de plus, à un expédient.

M. Paul Reynaud invoque l'exemple du gouvernement travailliste qui s'est fait accorder une délégation législative. Mais l'exemple de l'Angleterre suggère au moins une autre réforme. Les lois de finances y sont approuvées en bloc; elles ne sont pas soumises, dans la confusion des séances et la rivalité des démagogues, à des amendements improvisés et contradictoires. Rien n'empêche de décréter qu'il en ira de même en France.

Bien plus, il suffirait de préciser dans ce sens l'article 16 qui prévoit "qu'une loi organique réglera le mode de présentation du budget".

Les parlementaires garderaient le droit d'éplucher les dépenses (pour les réduire), ils perdraient celui de rogner les recettes.

Répartition des tâches

Une telle réforme se justifierait par d'autres arguments que les risques de démagogie. Une véritable loi de finances ne vise pas seulement à couvrir tant bien que mal les dépenses de l'État, elle tend à certains objectifs économiques: éponger le pouvoir d'achat, redistribuer les revenus. Elle présente un caractère trop technique pour être modifiée au hasard des discussions. Qu'elle soit étudiée par les commissions spécialisées, en collaboration avec le ministre, soit. Une fois

soumise au public, elle devrait être définitive, comme en Grande-Bretagne.

Du même coup, on serait amené à "repenser" un des problèmes décisifs des régimes parlementaires à notre époque. Comment répartir le travail entre les ministres, c'est-à-dire essentiellement l'administration, et les élus du peuple? L'Assemblée n'a ni discuté ni voté le plan Monnet, on ne lui a jamais soumis les plans d'importation ou les plans de répartition de matières premières. On restreint et on élargit les facilités de crédit, sans lui demander son avis. Et l'on a peut-être raison. Une assemblée n'est en mesure ni de gouverner ni d'administrer. Or ce sont là mesures de gouvernement ou d'administration.

Il reste à l'Assemblée trois tâches qui, ensemble, suffisent largement à absorber l'énergie et le temps des députés. La première est d'interroger de temps à autre le gouvernement sur sa politique générale et de lui renouveler ou de lui retirer sa confiance. Tous les ans, à l'occasion du budget, les ministres exposeraient à la Chambre et au pays l'état des ressources nationales et l'orientation de leurs efforts. Tous les six mois, les plans d'importation ou de répartition des matières premières seraient de même annoncés, publiés, commentés.

La deuxième tâche est de contrôler les actes des pouvoirs et, en particulier, de l'administration. Plus celle-ci étend ses fonctions et plus le contrôle devient difficile et nécessaire. Questions écrites et orales, commissions d'enquête traduiraient les doléances des administrés et les inquiétudes des contribuables. Labeur sans éclat, mais peut-être une des sauvegardes les plus sûres des citoyens.

Enfin la troisième tâche serait de légiférer, mais il importerait de définir la loi par rapport au décret selon des critères non plus formels mais réels, non plus traditionnels, mais actuels. Je ne sous-estime pas les difficultés de l'entreprise, mais le statut présent est pour le moins paradoxal. À l'heure actuelle, il faut une loi pour modifier les traitements des facteurs ou des cantonniers, mais il suffit de décrets ou d'arrêtés pour fixer les salaires de tous les ouvriers de France. (Il est vrai que les salaires réels ne se conforment pas aux salaires légaux.)

L'idée directrice me paraît être qu'une modification de structure ou d'organisation appelle l'intervention du Parlement, mais non une mesure qui met en application une politique d'ensemble déjà approuvée, ou qui ressortit au train quotidien de l'administration. Il est normal qu'un projet de reclassement de la fonction publique soit discuté par l'Assemblée, mais les rajustements de traitements, inévitables en période d'inflation, qui exigent des lois, puisqu'il s'agit

des dépenses de l'État, pourraient faire l'objet d'une délégation législative. Une telle délégation, limitée dans son extension et sa portée, soulagerait le Parlement et lui rendrait le loisir de la réflexion et du travail médité.

Encore une fois, je voudrais seulement marquer une direction d'enquête. Les parlements, expression, au dix-neuvième siècle, de la bourgeoisie libérale, ne sont plus adaptés à une société de masses et à l'énormité de l'œuvre législative. Ils survivront qu'en se transformant.

Des partis aux rassemblements

Le Figaro
21 janvier 1948

Le R.P.F. ferait-il école? Ceux mêmes qui dénonçaient hier les rassemblements de troupes hétérogènes essaient aujourd'hui de grouper socialistes, républicains populaires et le dernier carré des radicaux orthodoxes en une formation supérieure aux partis traditionnels. Du coup, ils sont exposés aux mêmes critiques qu'ils prodiguaient si volontiers à leurs rivaux. Les uns les mettent au défi d'élaborer une doctrine, les autres leur conseillent de n'approfondir ni leur communauté ni leurs différences et de s'en tenir aux tâches urgentes, dictées par les circonstances.

Je tiens, pour mon compte, ces critiques adressées à la III^e Force pour injustes, comme je tenais ces mêmes critiques pour injustes quand elles visaient le R.P.F. et je voudrais, sans paradoxe, esquisser un éloge de ce qu'il est de bon ton d'appeler "confusion".

Partis et programmes

On accuse les rassemblements de confusion. Soit. Mais les partis sont-ils exempts de ce péché? Combien, parmi les électeurs du M.R.P., étaient authentiquement touchés par la grâce de la démocratie chrétienne? Je me garderai de répondre à la question en invoquant les résultats des élections municipales, mais on avouera que les succès du M.R.P., rétrospectivement, paraissent, eux aussi, quelque peu équivoques. Le radicalisme, disait-on jadis, est un état d'esprit. Admettons. Mais cet état d'esprit englobe aujourd'hui le dirigisme de M. Mendès-France et le libéralisme de M. René Mayer, il se manifeste, aux congrès radicaux, par les applaudissements qui saluent avec le même enthousiasme les discours de M. Édouard Daladier et ceux de M. Édouard Herriot. Faut-il dire que chaque congressiste n'applaudit sincèrement qu'une fois sur deux ou que son âme est double et qu'une moitié approuve chacun de ses chefs? Le parti socialiste continue à se réclamer du marxisme révolutionnaire et à recueillir en majorité les voix de Français moyens que l'on surprendrait fort si on leur expliquait qu'ils se prononcent en faveur de la dictature du prolétariat. Entre le marxisme traditionnel et l'action de la S.F.I.O., les relations sont pour le moins subtiles.

Quel pourrait être, d'ailleurs, le principe d'homogénéité des partis? L'identité

d'origine sociale et d'intérêt de ceux qui votent pour eux? Dans une période de pénurie et d'inflation, les conflits les plus graves opposent les villes aux campagnes et les détenteurs de revenus fixes à ceux dont les revenus suivent, avec retard, la hausse du prix de la vie. Le conflit classique, que dénonce le marxisme, entre propriétaires des moyens de production et salariés est aujourd'hui singulièrement atténué. Chaque fois que la C.G.T. et la Confédération du patronat entreprennent des négociations directes, elles aboutissent à un accord. La hausse des salaires, que compense la hausse des prix industriels, atteint effectivement moins le patronat que ceux qui attendent des mois ou des années le rajustement de leurs retraites ou de leurs rentes.

Sans doute, les préférences politiques dépendent largement de la situation sociale. La grande majorité des salariés vote pour les partis communiste ou socialiste. Il n'en reste pas moins que tous les partis recueillent les suffrages d'électeurs dont les intérêts sont contradictoires. Les fonctionnaires, les employés, les paysans, les retraités, les ouvriers qui déposent des bulletins en faveur des socialistes ne sont unis ni par une conception du monde, qu'ils ignorent, ni par leurs revendications, qui se heurtent.

Les partis, dira-t-on, ont un programme. Il serait plus juste de dire qu'ils en ont plusieurs. Le fameux programme de Lyon n'a pas survécu à la dernière session parlementaire. Ces sortes de programmes ne sont, en réalité, ni des doctrines, au sens où, il y a cinquante ans, le marxisme était la doctrine du socialisme, ni des "plates-formes" au sens anglais et américain, c'est-à-dire un ensemble de mesures qu'un parti propose au pays et s'engage à réaliser, en cas de succès. Les programmes remplacent les doctrines et les plates-formes - parce que celles-là datent du passé et que celles-ci sont difficiles à préciser.

Rassemblement et plates-formes

On pourrait, me semble-il, distinguer quatre types de partis: le parti communiste, à la fois secte religieuse et armée révolutionnaire, le parti de vocation parlementaire, socialiste ou républicain populaire, fondé sur des affinités idéologiques, qui exprime une famille spirituelle, le parti qui n'est qu'un groupe de députés, plus ou moins proches les uns des autres, parfois réunis par leur semblable isolement, enfin le parti qui se pose en formation gouvernementale, voire en équipe ministérielle. Au cours des trois dernières années, on est passé progressivement du premier au dernier de ces types.

À l'origine, le parti communiste terrorisait ou, mieux encore, fascinait ses rivaux. Pour lui résister, socialistes et M.R.P. ont tenté d'être aussi "durs" que lui:

ce fut la période du tripartisme, où l'on se partageait l'État au lieu de le diriger. On prit peu à peu conscience qu'il était impossible de gouverner selon les règles de la proportionnelle. Le Kominform survint. Du coup, les deux grands partis non communistes eurent besoin de l'appoint des groupes du centre et de la droite, qu'ils méprisaient la veille du haut de leur nombre. Le jeu parlementaire reprit une certaine souplesse. Depuis que M. Guy Mollet n'a plus de haine à assouvir contre son camarade, M. Ramadier, il n'intéresse plus personne. Le rôle des partis fondés sur des affinités idéologiques et des partis-groupes parlementaires a rapproché la IV^e République de la III^e.

La formule vaut probablement mieux que celle du tripartisme. Et pourtant on tend à la dépasser.

Les partis ne créent pas les divergences d'intérêts et d'idées qui paralysent les gouvernants, mais ils les cristallisent. Dirigistes et libéraux, villes et campagnes, continueraient à s'opposer, même à l'intérieur d'un rassemblement qui engloberait tous les non communistes. Mais les rassemblements proposent au pays une plate-forme, ils laissent aux gouvernants plus de liberté d'action. Ils n'interposent pas les rivalités d'états-majors et les considérations de dosage entre les problèmes réels et ceux qui ont à les résoudre.

Troisième Force et R.P.F. sont, comme les partis anglais et américains, candidats à l'exercice du pouvoir. Rien n'est plus absurdement hypocrite que de traiter de politique en oubliant l'essentiel, c'est-à-dire la lutte pour le pouvoir. Les uns veulent le garder, les autres le conquérir, les uns et les autres au nom de certaines idées. Mais c'est aux États-Unis que la lutte est, sur le plan idéologique, la plus confuse et ressemble à une rivalité sportive ou publicitaire. Le régime n'en fonctionne pas plus mal.

À l'heure présent, l'opinion a l'impression qu'il y a un seul choix décisif, chargé de signification morale et historique, celui qui nous situe dans le système soviétique ou dans le monde anglo-saxon. Ensuite, quelles que soient les divergences théoriques et les difficultés techniques qui subsistent, le vrai problème est d'agir efficacement.

Sans doute la lutte de la III^e Force et du R.P.F. diffère-t-elle de celle qui oppose républicains et démocrates, travaillistes et conservateurs. Dans les démocraties anglo-saxonnes, les partis acceptent le cadre constitutionnel que le R.P.F. remet en question. Les deux partis y sont organisés selon les mêmes principes alors qu'un des deux rassemblements en France se fait surtout autour d'un homme. Malgré tout, d'accord sur l'orientation occidentale, d'accord contre

les communistes, d'accord pour le retour à la liberté économique, les deux formations rivales qui, quoi qu'en dise l'*Humanité*, ne s'entendent pas comme "larrons en foire", sont moins ennemies que leurs propos ne le suggèrent.

Assurément, un doute subsiste sur la portée exacte de l'opposition, puisque le R.P.F. refuse de s'enfermer dans une définition, mais ce refus offre aussi certains avantages.

Dans les temps de crise, les hommes en arrivent souvent à préférer l'avenir inconnu à un présent trop connu.

Du gaullisme au R.P.F.

Les Cahiers du Monde nouveau
mars 1948

1944-1947: qu'y a-t-il de changé, dans la politique, de la France depuis l'été de la Libération?

Peut-être la meilleure manière de saisir les transformations intervenues entre les deux dates est-elle de se référer au général de Gaulle, naguère chef d'un gouvernement d'unanimité nationale, aujourd'hui chef d'un parti d'opposition au régime. Au lendemain de la Libération, il était reconnu par la nation entière, mais, politiquement, il apparaissait surtout comme le leader d'un rassemblement du style Front populaire, dans lequel les trois grands partis tenaient les leviers de commande. Les radicaux, les groupes de droite ont critiqué le tripartisme même quand celui-ci se dissimulait encore sous la grande ombre du libérateur. Aujourd'hui, le général de Gaulle est devenu l'ennemi numéro un des trois grands partis, dont il avait aidé ou du moins toléré l'installation solide dans la place, et il recueille le soutien de bon nombre de radicaux et d'électeurs ou militants de droite. Autrement dit les adversaires du gaullisme ont, en grand nombre, rallié le R.P.F.

Nous avons vécu, jour après jour, cette proche histoire. Aussi nous paraît-elle logique, évidente. Il n'en reste pas moins à comprendre la signification de ce retournement, lié aux faits décisifs de ces trois années: *dissociation rapide de la pseudo-unité de la Résistance, échec des gouvernements de coalition*, avec ou sans de Gaulle, avec trois ou quatre partis, avec ou sans participation communiste; *remise en question du régime*, à peine constitué, sous la double pression du conflit entre communistes et anticommunistes et du conflit entre partisans et adversaires des institutions.

Au point de départ, le gouvernement présidé par le général de Gaulle partageait le pouvoir avec les organismes insurrectionnels surgis de la clandestinité, comités départementaux de la Libération et milices patriotiques. Mais ce régime de double pouvoir, pour reprendre l'expression souvent employée en Russie entre février et octobre 1917, ne présentait pas, en dépit des apparences, de caractère révolutionnaire. La guerre continuait, les masses n'étaient pas animées par une ardeur de combat social, enfin et surtout aucun parti ne nourrissait d'intentions subversives, aucun ne songeait à s'emparer du pouvoir par la violence. Le parti communiste s'ingéniait à prendre dans la

quatrième République une place aussi large que possible; il ne préparait pas de journées d'octobre. Il n'opposa de résistance sérieuse ni au désarmement des milices patriotiques, ni à la décomposition progressive des comités départementaux de la Libération, qu'il manœuvrait la plupart du temps. En quelques semaines, le théâtre de la lutte s'était déplacé et les adversaires s'étaient démasqués. La rivalité entre gouvernement légal et organismes insurrectionnels s'était terminée au profit du premier. La bataille s'engageait entre les candidats à l'exercice du pouvoir à l'intérieur de la République nouvelle.

Ces candidats étaient, d'une part, les principaux partis politiques, de l'autre, les petits groupes de résistants sans parti et, enfin, le général de Gaulle. L'élimination des résistants sans parti fut accomplie dès les premières élections législatives. Le général de Gaulle donna sa démission deux mois plus tard.

Les mouvements de Résistance avaient, dans l'Assemblée consultative, une représentation à la mesure peut-être de leur rôle dans la clandestinité, mais non de leur influence proprement politique. Ils étaient peu connus du grand public, ils invoquaient leur passé plutôt que leur avenir, leur action militaire plutôt que leur volonté de réforme ou de révolution. Ils n'étaient équipés ni pour devenir la milice ou le parti unique d'un régime autoritaire, ni pour récolter des voix dans la lutte électorale. Or, il n'y a pas de troisième terme.

De plus, le Mouvement de Libération nationale (M.L.N.), qui groupait la plupart des résistants extérieurs aux partis, fut déchiré et paralysé par le conflit entre ceux qui voulaient collaborer avec le parti communiste et ceux qui s'y refusaient. Ces derniers s'assurèrent la majorité dès le début de 1945, mais ils furent incapables de transformer leur organisation en un parti de masses. Les anticommunistes souhaitaient, au fond, un parti socialiste régénéré et rajeuni. Aux élections municipales, ils figurèrent souvent sur les listes de la S.F.I.O. et, aux premières élections législatives, un pacte d'alliance fut conclu et des listes communes furent établies dans un assez grand nombre de circonscriptions. Mais les fédérations socialistes, plus jalouses que jamais de leurs prérogatives, refusèrent souvent de suivre les suggestions du Comité directeur, et plus d'un résistant n'obtint pas la première – ou même la seconde – place sur une liste, malgré les promesses faites. Aux élections législatives suivantes, la Résistance était suffisamment lointaine et l'armature administrative du parti avait retrouvé assez de solidité: les amateurs furent écartés, et le parti socialiste, fidèle à lui-même, alla tout seul aux élections. Les résistants n'avaient réussi aucune des

deux tâches auxquelles ils avaient songé: ils n'avaient ni créé un parti de masses, ni réformé ou rajeuni les vieux partis. Ils disparaissaient de la politique presque sans laisser de traces.

Les derniers survivants, groupés dans l'U.D.S.R., avaient conclu avec les radicaux un pacte à la fois paradoxal et logique. Paradoxal, puisque les résistants n'avaient cessé d'exalter la nouveauté, voire la révolution, et qu'ils rejoignaient finalement les tenants du passé, les défenseurs nostalgiques de la troisième République. Logique, car les uns et les autres, par tempérament autant que par doctrine, inclinaient à l'individualisme, répugnaient à la discipline des grands partis. Bien plus, les vieux slogans de liberté retrouvaient un sens et une jeunesse, puisque les progrès du collectivisme compromettraient les conquêtes que l'on croyait naguère acquises.

Les résistants parcoururent les premiers l'itinéraire de la révolution au radical-socialisme, que le R.P.F., plus tard, devait suivre à son tour. Quand l'Assemblée constituante se réunit en octobre 1945, la Résistance non partisane était liquidée et les trois grands partis, qui détenaient 75p.100 des sièges et la plus grande partie de la presse à Paris et en province, étaient les maîtres du jeu. Il ne subsistait en dehors d'eux qu'une seule force, difficile à évaluer mais réelle, le général de Gaulle.

L'autorité de celui-ci, au Parlement et au Gouvernement, avait sensiblement décliné depuis la réunion d'une assemblée élue. Il s'imposait difficilement à ses ministres communistes et même socialistes (dans la mesure où ces derniers ne lui étaient pas attachés par une fidélité personnelle). Dans un régime où le Parlement est souverain, dans un système électoral que domine l'activité des partis de masses, celui, qui n'a derrière lui ni groupe parlementaire, ni organisation électorale, se trouve finalement isolé et impuissant. La démission du général de Gaulle, bien que le style ait été maladroit et le moment mal choisi (il eût été plus normal de partir, soit en octobre, quand la promesse de rendre la parole au pays avait été tenue, soit quatre mois plus tard, en s'opposant au projet constitutionnel), était donc logique. Le gaullisme sous sa première forme, comme la Résistance, devait s'effacer devant les élus, c'est-à-dire devant les partis.

Certes, le général de Gaulle aurait pu rester au pouvoir et, à l'occasion de la controverse constitutionnelle, tenter le ralliement d'une majorité. Il craignit d'user son prestige dans des conflits obscurs. Il préféra inviter les partis à une expérience totale, dont il attendait la condamnation du régime que les députés se

préparaient à consacrer dans la Constitution de la quatrième République.

Jusqu'en 1946, les trois grands partis avaient été d'accord pour se partager, à la faveur de la Résistance, la presse, l'Assemblée et le Gouvernement. Une fois le général de Gaulle retiré à Colombey, ils se retrouvèrent entre eux, libérés de la grande ombre, débarrassés de quelques ministres exclusivement gaullistes. Mais, solidaires dans la répartition des bénéfices, ils étaient, par définition, rivaux devant le pays pour recueillir les voix, rivaux dans l'État pour l'exercice du pouvoir, ennemis peut-être le jour où il ne suffirait plus d'exercer le pouvoir selon des formes démocratiques, mais de le prendre pour le garder, selon le modèle de toutes les révolutions. L'année 1946 fut remplie par les batailles constitutionnelles et caractérisée par la paralysie du gouvernement triparti.

Les batailles constitutionnelles gardèrent, d'un bout à l'autre, un caractère paradoxal, parce qu'à l'origine les trois partis n'étaient pas loin de souscrire aux mêmes principes. Notamment, ils étaient tous trois résolus à dévaloriser la deuxième Chambre, à lui retirer le droit de renverser le ministère ou de rejeter les lois votées par la première Chambre. Ils étaient d'accord sur le scrutin proportionnel, d'accord sur la souveraineté de l'Assemblée nationale, d'accord pour restreindre plutôt que d'élargir les prérogatives du président de la République. Les référendums ont fourni l'occasion et l'enjeu apparent de batailles électorales. Ils n'auraient passionné personne si les pouvoirs de la deuxième Chambre avaient été au centre du débat. De fait, on votait pour ou contre un gouvernement socialiste-communiste bien plus que pour ou contre une assemblée omnipotente. Ou plutôt cette notion rejoignait la première. On repoussait une assemblée omnipotente qu'on imaginait, à l'avance, dominée par la coalition socialiste-communiste.

La deuxième Constitution aurait été rédigée et approuvée sans trop de peine si les interventions du général de Gaulle n'avaient mis le M.R.P. en difficulté. Sous le manteau, des négociations triangulaires s'engagèrent, le M.R.P. s'efforçant de déterminer les concessions que le général exigeait pour retirer son opposition et, d'autre part, tâchant d'obtenir de ses partenaires les concessions nécessaires pour que le parti de la «fidélité» ne fut pas désavoué, devant le pays, par son inspirateur. Les communistes, de leur côté, avaient intérêt à céder le moins possible, pour contraindre le M.R.P. à faire campagne contre le discours du général de Gaulle.

Finalement, les trois grands partis se mirent d'accord entre eux, mais non pas avec «le Premier Résistant de France». La Constitution n°2, intermédiaire entre

les lois organiques de 1875 et le texte repoussé par le pays, se bornait à codifier et à assouplir la pratique du régime provisoire. En particulier, les partis, bien qu'ils ne fussent pas mentionnés, devaient garder le rôle prédominant qu'ils exerçaient en fait. La Constitution esquissée par le général de Gaulle s'inspirait de la volonté de rompre avec la pratique établie, de remettre à l'exécutif une autorité véritable et de le soustraire à l'emprise des partis. Ainsi, le deuxième referendum prit la signification *pour* ou *contre* le règne des grands partis (cette expression manque de précision: il s'agit du régime dans lequel les grands partis, maîtres des élections, tiennent sous leur dépendance l'Assemblée et le Gouvernement, et finalement tous les organes de l'État). Le parti radical, qui, au premier referendum, répondait par un double *non*, alors que le général de Gaulle invitait le pays à dire deux fois *oui*, rejoignait, pour la première fois, l'opposition gaulliste. La nostalgie de la République individualiste se confondait, en apparence, avec le désir d'un exécutif

Il y eut, au premier referendum, une majorité d'un million contre le bloc socialiste-communiste. Il y eut, au second, une majorité de un million deux cent mille voix pour la Constitution, mais les abstentions étaient presque aussi nombreuses que les votes positifs: près de huit millions contre neuf millions de *oui*. Pris entre les consignes de leur parti et celles du général de Gaulle, les électeurs du M.R.P. avaient, pour la plupart, suivi la consigne du général ou cherché refuge dans l'abstention.

Au cours de cette année 1946, marquée par les gouvernements tripartis et les batailles constitutionnelles, la situation politique avait lentement, mais continûment, évolué. Un gouvernement limité aux socialistes et aux communistes (qui eût été évidemment dominé par ces derniers) n'était pas exclu par l'arithmétique parlementaire, durant la première Constituante. Les communistes usaient de cette combinaison, théoriquement possible (qu'ils ne souhaitaient nullement transformer en réalité), comme d'un moyen de chantage ou d'un thème de propagande. On faisait honte au parti socialiste de préférer à la «fraternité ouvrière» les compromissions avec le M.R.P. Le premier referendum leva cette hypothèque. Le «bloc marxiste» eut désormais quelques voix de moins que le bloc opposé (bien entendu, les deux blocs ne sont rien moins qu'homogènes), et les socialistes, qui s'étaient engagés à contrecœur dans l'aventure d'une alliance avec les communistes contre tous les autres partis, accueillirent la défaite qui les sauvait tous sans amertume, et quelques-uns avec soulagement. Il ne fut plus question de renouveler l'aventure. Lentement, le pendule se déplaçait vers le centre.

On eut l'impression, à l'époque, que le referendum de mai 1946 marquait un tournant peut-être décisif. Jusqu'à ce moment, la progression du «Parti de la Renaissance française» semblait ininterrompue. Beaucoup la tenaient pour inévitable et déjà la crainte du pouvoir total paralysait les prudents. On percevait les premiers signes de l'approche de la tyrannie. La censure de la peur précédait la censure du pouvoir. Le rejet du projet constitutionnel, défaite évidente du parti communiste, mit fin à l'envoûtement. Pour le proche avenir, au moins, il n'était plus question que l'État fût dominé par Maurice Thorez et Jacques Duclos.

Progressivement aussi, les forces relatives des partis s'étaient modifiées, parti communiste et M.R.P. s'affirmaient peu à peu *les deux grands*, la S.F.I.O. accusant, d'élections en élections, un déclin plus facile à expliquer qu'à interrompre. Les progrès du parti communiste tenaient surtout à l'élargissement de sa clientèle. Dans les villes, il ne gagna guère de voix entre l'automne 1945 et l'automne 1946, entre la première Constituante et la première Assemblée nationale. En revanche, il en gagna dans les campagnes et les petites villes, et aussi dans les régions traditionnellement conservatrices de l'Ouest et de l'Est, où la lutte gardait la vieille signification droite contre gauche; République contre Réaction, et non, comme dans les villes, la signification actuelle communistes contre anticommunistes. Dans les campagnes, la propagande communiste ne touchait pas seulement les ouvriers agricoles, ce qui eût été normal, mais les fermiers et les métayers (à la faveur de la loi sur le fermage et le métayage et des contestations auxquelles elle donnait lieu), éventuellement même les petits propriétaires. L'attrait du communisme n'avait, évidemment, rien à voir ni avec la doctrine marxiste, ni avec la puissance de l'Armée rouge: la qualité de la propagande était la raison essentielle du succès. La presse agraire du parti était de beaucoup la meilleure, la plus informée des difficultés auxquelles se heurte le paysan, la plus riche en conseils et suggestions, en projets populaires. Partout présent, le parti se mettait au service de chacun, du fermier ou du métayer empêtré dans l'interprétation d'une loi complexe. Même, le propriétaire avait parfois l'impression que le communisme français à la mode de 1946 l'aiderait à résoudre ses problèmes d'engrais, de semences, de prix...

Le M.R.P. devait, avant tout, sa progression à la peur qu'inspirait son rival. Les démocrates chrétiens, une poignée avant la guerre, avaient fourni au M.R.P. son inspiration et la majorité de ses cadres. Les troupes lui vinrent des régions où l'Église garde son influence, de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie des villes, désireuse d'opposer au communisme la barrière d'un parti aussi compact et aussi nombreux, et de la minorité des salariés qui adhèrent à la C.F.T.C. Le

scrutin proportionnel favorise les grands partis dans la mesure où, pour faire le meilleur usage de sa voix, chaque électeur choisit de préférence entre les partis voisins celui qui est le plus nombreux. Ainsi le succès se nourrit lui-même. En juin 1946, le M.R.P. obtint un million de voix de plus qu'en octobre 1945. S'il reperdit à peu près la moitié de ses gains après le deuxième référendum, la cause en fut l'intervention du général de Gaulle et les attaques des petits groupes s'adressant à la même clientèle. Les troupes du M.R.P. ne comprennent qu'une minorité de républicains populaires par conviction. Elles se gonflent aussi longtemps que les modérés inclinent à faire bloc sur un grand parti; elles risquent de se dégonfler dès qu'une formation rivale s'adresse à la même clientèle.

Quant au déclin du parti socialiste, personne, pas même les intéressés, n'en ignore les causes. Jusqu'à la fin de 1947, la S.F.I.O. s'obstinait dans une position intermédiaire; elle répugnait à choisir entre la droite et la gauche, entre ses militants et ses électeurs. Au Parlement, elle préférait collaborer avec le M.R.P., lui aussi orienté vers l'Occident et la communauté atlantique. Mais, aux élections, la clientèle M.R.P. vient de l'ancienne droite; dans certaines régions, même, de la réaction; elle appartient au milieu catholique, celui qui fournit à l'école libre élèves et argent. Comme le parti communiste, le parti socialiste se réclame du marxisme, mais il n'ignore pas le sort des *mencheviks* et des socialistes révolutionnaires en Russie, ni celui des socialistes dans les pays de l'Est européen libérés par l'Armée rouge. Certains des militants souhaiteraient une politique avancée, avec le maximum d'austérité et de dirigisme, mais pour la réaliser, ils n'obtiendront l'appui ni du M.R.P., ni même du communisme, plus opportuniste et plus soucieux de popularité. Au premier référendum, la S.F.I.O. s'aliéna la droite en acceptant le tête-à-tête avec les communistes. Dans les semaines qui suivirent, pour rétablir l'équilibre, elle dénonça avec passion le parti frère: finalement, elle perdit des deux côtés. Les élections se font, en France, plutôt *contre* que *pour*. Mise à part une minorité qui adhère avec conviction à l'un ou à l'autre parti, les électeurs votent surtout *contre*, contre le communisme, ou contre la réaction. Le parti socialiste ne pouvait se résoudre à proclamer le camp qu'il choisirait en cas de crise. Et comment pouvait-il en être autrement, aussi longtemps qu'il n'était pas sûr que les socialistes choisiraient tous le même?

Cette faiblesse se transforme en force quand il s'agit non plus de voter, mais de gouverner. On en revient fatalement au compromis et à la conciliation, méconnus par la passion électorale. Il faut bien oublier ou surmonter les

exclusives échangées par la droite et la gauche. Tout ce qui qui reste, c'est le refus par chaque extrême d'un chef de gouvernement emprunté à l'autre. Le slogan: «Bidault sans Thorez» suscite le slogan contraire: «Thorez sans Bidault». Tous deux ne comportent qu'une traduction: «Vive Ramadier!»

Peut-être est-ce d'ailleurs une loi de la politique française que le Gouvernement revienne aux partis en décadence. Leur affaiblissement rassure. On les connaît. S'ils n'inspirent plus d'illusions, ils n'éveillent pas non plus de craintes. Le règne du centre gauche fut le temps de l'ascension des républicains. Le règne de ceux-ci marque la période ascendante du radicalisme. Celui-ci domina l'entre-deux-guerres, parce que le parti socialiste était en train de le supplanter. Au parti socialiste, désormais, de jouir des bénéfices du pouvoir, au seuil de la mort.

Reste à savoir si cette loi, expression du goût des Français pour les gouvernements faibles, est compatible avec le destin de la patrie, dans un monde déchiré.

Quand la Constitution définitive entra en vigueur, une sorte d'unanimité s'était établie contre le tripartisme. Mais cette unanimité dissimulait une série d'équivoques. On condamnait la politique gouvernementale que l'on observait depuis deux ans, les ministres, simples représentants des partis, prenant possession de leurs départements comme de bastions, élevant les fortifications autour de leurs fiefs, peuplant l'administration de leurs créatures, chacun suivant les ordres de son parti bien plutôt que de son chef, - indifférent à la solidarité ministérielle. Mais ces maux ne tenaient pas au fait que les partis coalisés étaient au nombre de trois, ils tenaient à la structure et aux méthodes des partis. Suffirait-il, pour les guérir, d'accroître le nombre des partenaires ou d'invoquer les termes de la récente Constitution.

La réponse fut différée par l'intermède du gouvernement socialiste homogène présidé par Léon Blum. M.R.P. et parti communiste n'ayant pu se mettre d'accord sur la distribution des ministères-clefs, on fit appel à Léon Blum pour sortir de l'impasse le régime à peine né et non encore en place, puisque le Conseil de la République et le président de la République n'étaient pas encore entrés en fonctions. En quelques semaines, le Gouvernement donna une impression d'énergie et d'efficacité qui accentua encore, par contraste, le discrédit des ministères de coalition.

Sans doute cette impression n'était-elle pas entièrement justifiée. L'opération de la baisse des prix, même poursuivie sans relâche, n'aurait pas suffi à arrêter

définitivement l'inflation, si des mesures techniques n'étaient pas venues soutenir les effets du choc psychologique. D'autre part, les partis et les syndicats se montrèrent favorables à l'entreprise (ou du moins neutres) dans la mesure même où la durée du règne de Léon Blum était limitée à l'avance. Un gouvernement socialiste homogène, qui ne dispose pas d'un cinquième des sièges de l'Assemblée, n'a aucune chance de s'imposer dans un régime des partis.

Aussi bien, dès l'élection du président de la République, on revint à un ministère de coalition, qui comprenait quatre partis au lieu de trois (on était donc sorti du tripartisme). L'avènement de la quatrième République marqua, d'ailleurs, si l'on peut dire, la revanche de la troisième. Les grands hommes du précédent régime reprirent possession des fonctions dirigeantes. Vincent Auriol à l'Élysée, Édouard Herriot au Palais-Bourbon, Paul Ramadier (haut dignitaire de la franc-maçonnerie) à l'Hôtel Matignon: il n'était pas question de nouveauté, ni de rajeunissement des cadres. L'heure du «raisonnable» avait-elle sonné?

Il est certain que le ministère quadriparti atténua quelque peu l'incohérence des combinaisons précédentes. On n'apercevait plus aussi nettement trois ministères au lieu d'un, trois équipes juxtaposées au lieu d'une équipe dirigée.

Mais le gouvernement Ramadier jouait son existence sur la politique économique. Il s'était engagé à poursuivre l'expérience Blum, à maintenir la stabilité des prix et des salaires. Jusqu'au printemps, il y parvint à peu près. Les premières hausses constatées sur les indices statistiques étaient, pour la plus grande part, imputables à des mouvements saisonniers. La rupture fut provoquée par l'agitation sociale, les hausses de salaires qui s'ensuivirent, le déficit de la récolte de blé et, finalement, l'impossibilité de régulariser le marché de la viande.

La grande coalition, qui se maintenait péniblement, en dépit des conflits à propos de l'Indochine et de Madagascar, ne résista pas au mécontentement des masses, dont la grève de Renault fut la première expression. Depuis la Libération, le parti communiste était engagé dans une tactique, à la fois subtile et dangereuse, qui consistait à se poser en parti de gouvernement tout en gardant le monopole de l'espérance et de l'action révolutionnaires. D'où le double jeu qu'il ne cessait de jouer et le «soutien oppositionnel» qu'il offrait aux ministères auxquels il participait.

Révolutionnaire, il dénonçait le colonialisme, la guerre d'Indochine, la réaction cléricale, «les queues de hausse de M. de Menthon»; il soutenait les

revendications ouvrières dans l'été de 1946. Gouvernemental, il prêcha le travail, l'effort de reconstruction, éliminait la propagande antimilitariste, tâchait de gagner les cadres en élargissant l'éventail des salaires, s'assurait partout, dans toutes les classes et tous les milieux, des clientèles liées à ceux qui leur assuraient des postes et des avantages. Il n'avait nullement renoncé, au printemps de 1947, à ce compromis instable entre sa tradition et les nécessités du moment. Mais la grève, soit spontanée, soit suscitée par les syndicats anticommunistes, lui révéla l'urgence d'un péril qu'il ne sera jamais tenté de sous-estimer: le risque d'être débordé sur sa gauche.

La force du parti communiste, c'est moins le nombre des adhérents (près d'un million) que l'autorité qu'il exerce, par l'intermédiaire de la C.G.T., sur les masses ouvrières. Au lendemain de la Libération, à la faveur de l'épuration, les communistes réussirent à liquider la plupart des dirigeants des syndicats ex-confédérés qui, durant l'occupation, souvent sans collaborer, étaient restés en place, et ils s'emparèrent des postes de direction. La technique employée n'offre pas de mystère. L'élection est plus souvent publique que secrète, elle comporte des acclamations plutôt que des bulletins secrets... Les communistes profitaient aussi du prestige que leur avait valu leur action clandestine, de la peur qu'ils inspiraient, du discrédit des anciens cadres, de la passion et du dévouement de leurs militants. Les ex-confédérés, réformistes ou syndicalistes révolutionnaires, furent apaisés par des postes glorieux, quand ils ne furent pas liquidés. Bientôt la vie syndicale prit l'allure caractéristique du style communiste. L'initiative et l'activité viennent exclusivement ou presque d'en haut. Les rassemblements font preuve d'une unanimité touchante. Les tendances cessent de s'exprimer au grand jour. Les actes et les paroles des syndicats témoignent d'un accord constant avec les mots d'ordre du parti communiste.

Cette emprise communiste sur la C.G.T., totale en 1944 et 1945, se relâcha peu à peu au cours de l'année 1946. Les opposants reprirent courage à mesure que le mécontentement de la base s'affirmait. Sans doute le mécontentement ne visait-il pas uniquement la technique communiste de colonisation et de mise au pas. Si les opposants trouvaient une plate-forme commune dans l'indépendance syndicale, dans le refus de la subordination à un parti, quel qu'il soit, ils se séparaient en fractions multiples dès qu'ils envisageaient doctrines et perspectives. Réformistes trotskystes, syndicalistes révolutionnaires, les uns reprochaient aux communistes leur modération et leur embourgeoisement et rêvaient d'un retour à la tradition d'un syndicalisme étranger à la politique, qui livrerait la bataille sociale dans le cadre même des entreprises; les autres

prenaient la suite de l'équipe confédérée, indépendance syndicale en théorie, collaboration avec les partis de gauche en fait. Encore une fois, la résistance à la mise au pas était leur inspiration commune et le principe de leur unité.

La grève des usines Renault partit, semble-t-il, de la base, encore qu'elle ait été probablement encouragée par certains «opposants», trotskystes ou anarchisants. Les communistes la dénoncèrent pendant quarante-huit heures comme une manœuvre des trotskystes et des ennemis du peuple. Quand ils constatèrent la rébellion des masses, une inquiétude déjà éveillée par leur relatif insuccès aux élections à la Sécurité sociale les incita à un renversement brutal. Ils prirent la tête d'un mouvement qui menaçait leur popularité et leur puissance. Ils prirent position au gouvernement contre la politique de blocage des salaires. Exclue du gouvernement au lendemain du jour où ils avaient voté contre la question de confiance, ils purent, sans difficulté, reprendre leur rôle coutumier de soutien ou de guide des revendications ouvrières.

L'élimination des communistes apparut aux partis non communistes, R.G.R. et M.R.P., comme un succès de première grandeur. Elle enlevait au Rassemblement du Peuple français, que le général de Gaulle venait de créer, son meilleur argument, puisque l'objectif de la nouvelle formation semblait être de refouler l'influence communiste. Tous les partis, tous les ministres ressentaient une sorte de soulagement à l'idée d'être débarrassés des conflits incessants qu'entraînait la collaboration avec un parti dont les intentions sont incompatibles avec celles des autres Français, et dont la tactique, indifférente aux règles de la moralité ordinaire, ignore les nécessités du travail en commun.

La politique étrangère inclinait dans le même sens. Jusqu'alors, la diplomatie française avait à tel point limité ses ambitions que la présence communiste la gênait à peine. Le principe, accepté par tous, était de ne pas prendre parti entre les deux géants, refus de choisir qui s'exprimait soit par l'abstention, soit par la médiation.

Au printemps de 1947, cette attitude devenait de plus en plus malaisée à maintenir. La tension entre Union soviétique et États-Unis aboutissait à une sorte de non-collaboration générale. Qu'il s'agît de la Grèce, de la Corée, du contrôle de l'énergie atomique ou de l'entrée à l'O.N.U. des États neutres ou ex-ennemis, la diplomatie des chancelleries, comme celle de Lake-Success ou de Berlin, aboutissait à une impasse.

À la Conférence de Moscou, une sorte de «front occidental» s'était peu à peu constitué, à la grande irritation des dirigeants soviétiques. Ceux-ci avaient refusé

de souscrire à l'intégration économique de la Sarre, acceptée par la Grande-Bretagne et les États-Unis. De son côté, Bidault avait refusé de soutenir la thèse soviétique au sujet des réparations à prélever sur la production courante. Nous avons finalement signé à Moscou un accord à trois sur le charbon, comme pour faire ressortir l'isolement russe et la coupure entre les deux camps. Un jour ou l'autre, les ministres communistes auraient refusé de suivre le Quai d'Orsay: les ministres «occidentaux» se réjouissaient qu'ils fussent éliminés du gouvernement avant que la crise internationale rendît fatale la rupture à l'intérieur.

Pendant quelques semaines, les communistes protestèrent avec violence contre leur «exclusion» et passèrent à l'«opposition constructive», comme s'ils envisageaient une prochaine reprise des postes abandonnés. En fait, ils trouvaient, eux aussi, un avantage à la fin d'une collaboration tourmentée. Car le parti était menacé d'une crise, par suite de la tension entre révolutionnaires et modérés: soustrait aux responsabilités gouvernementales, il refît aisément son unité et s'employa à reprendre le contrôle de ses troupes, sans parvenir, d'ailleurs, à liquider ou à arrêter les dissidences syndicales.

L'opposition était d'autant plus payante que le départ des communistes ne suffit pas à donner au gouvernement cohérence et efficacité et que la situation économique, par la faute des éléments autant que des hommes, s'aggrava. Certes, les polémiques entre partenaires de la coalition furent atténuées, les décisions résultèrent en général de compromis honnêtement négociés. Mais, à l'intérieur de l'équipe ministérielle, dirigistes et libéraux continuaient à s'opposer, l'échec du système mixte laissant aux uns et aux autres la possibilité d'interpréter les faits en faveur de leur solution. Faute d'expérience «pure», les théoriciens des deux camps gardaient le droit de s'entêter dans leurs préférences doctrinales.

D'autre part, les mouvements de grève qui mirent fin à la tentative de blocage des salaires et des prix n'étaient pas moins difficiles à freiner – au contraire – depuis que les communistes ne siégeaient plus au Conseil du gouvernement. La faiblesse de l'exécutif tient moins à la résistance de l'Assemblée qu'à celle des «corps intermédiaires», en particulier des groupes professionnels. Le rétrécissement de la majorité aggravait cette dernière cause de faiblesse bien plutôt qu'il ne l'atténuait.

La mauvaise récolte de blé, les restrictions imposées par l'épuisement de nos réserves de dollars, la flambée des prix de détail au cours de l'été, les

incertitudes de la politique gouvernementale (on décide de supprimer les subventions, puis, quelques mois plus tard, on demande des crédits pour les rétablir partiellement), tout contribuait à alourdir l'atmosphère politique. À l'automne de 1947 à la veille des élections municipales, le ministère Ramadier et même la majorité qui le soutenait apparaissaient usés. Les socialistes, déchirés par la discorde, prétendaient se désolidariser devant le pays du gouvernement qu'un des leurs présidait, et ainsi ils accumulaient l'impopularité d'une gestion inefficace et celle d'un programme inapplicable. Le M.R.P. était exposé aux coups du Rassemblement du Peuple français, plus anticommuniste que lui et moins lié au désordre établi. Quant aux radicaux, si la vieille garde groupée autour d'Édouard Herriot restait fidèle aux mots d'ordre traditionnels, rêvant, jusqu'à la proclamation du *Kominform*, d'une grande majorité de gauche, les jeunes n'hésitaient pas à abandonner la galère non du seul ministère, mais du régime lui-même. En dépit de la tradition «pas d'ennemi à gauche», en dépit de leur hostilité soupçonneuse à l'égard du pouvoir personnel, les radicaux, dans leur majorité, ralliaient le R.P.F. C'est dans cette atmosphère d'incertitude et de marasme qu'éclatèrent deux bombes: la déclaration du *Kominform* et le succès du R.P.F. aux élections municipales.

Depuis deux ans, chaque élection se ramène à deux questions au pays: Pour ou contre le communisme? À qui confier la tâche d'élever le barrage?

D'élection en élection, jusqu'à présent, les communistes avaient gagné des voix. De 20,3p.100 des inscrits, le 21 octobre 1945, ils passent à 21p.100 en juin 1946, à 21,9p.100 en novembre 1946 (de 5.005.000 voix à 5.199.000 et à 5.489.000). En pourcentage des votants, ils passent de 26p.100 à 26,2 et à 28,6 p.100 (et même à 29,2 p.100 le 8 décembre, au premier tour des élections au Conseil de la République). Le 19 octobre 1947, dans presque toutes les villes principales, le parti communiste est en régression. Une statistique relative à 344 communes de plus de 9.000 habitants indique que le pourcentage des voix recueillies par le parti communiste (par rapport aux suffrages exprimés) tombe de 32,4 à 29,3; à Paris de 30,1 à 27, à Marseille de 47,3 à 37, à Lyon de 24,8 à 21,7, à Toulouse de 29,1 à 25,2, à Bordeaux de 19,2 à 16,9, à Nice de 37,6 à 31,4. La chute est nette. Dans la banlieue, elle est moins accentuée; par places, le parti communiste gagne quelque peu, mais, dans l'ensemble, on note aussi une baisse.

En même temps, le déclin du total des voix marxistes (communistes et socialistes) continue. Le total était de 49,8p.100 des suffrages en octobre 1945,

47,3 le 2 juin 1946, 46,5 le 10 novembre 1946. Pour les 344 principales communes, le total tombe de 49p.100 le 10 novembre 1946 à 43,6 le 19 octobre 1947. La progression communiste et le déclin marxiste étaient, depuis deux ans, le résultat algébrique de plusieurs mouvements de sens contraire. Dans les régions qui votent à droite, départements agricoles modérés, versant méridional du Massif Central, Maine et Anjou, Normandie, le glissement vers la gauche, traditionnel dans la politique française, se poursuivait avec retard. La gauche, la République y est représentée par les partis marxistes. En revanche, dans les régions qui votent à gauche, en particulier dans les villes où la conscience politique est plus différenciée, on votait de plus en plus pour ou contre le communisme. Celui-ci progressait encore aux dépens des socialistes, mais ceux-ci perdaient plus que celui-là ne gagnait.

Il est difficile de juger sur les résultats des élections municipales si le glissement à gauche est ou non interrompu dans la France modérée (il semble bien qu'il en soit ainsi). En tout cas, dans la France avancée, celle des villes et des concentrations industrielles, le déclin marxiste s'accuse et l'effritement socialiste s'arrête. Ici et là, dans le Nord en particulier, les socialistes reprennent des voix aux communistes. L'incessante agitation a fini par lasser les masses. L'anticommunisme ramène à la S.F.I.O. des ouvriers que la technique ou la tactique stalinienne ont fini par révolter.

Le 19 octobre 1947, les communistes allaient à la bataille, sinon drapeaux déployés (ils parlaient de Résistance, de la République et d'intérêts communaux), du moins seuls. Le scrutin marque donc, une fois de plus, que les communistes demeurent une minorité, puissante par le nombre, plus puissante encore par les leviers de commande qu'elle détient, - malgré tout simple minorité du quart des inscrits et de moins de 30p.100 des votants.

Quant à la deuxième question, elle a reçu une réponse plus nette encore. 30 à 40p.100 des électeurs qui ont pris part au vote (en dehors des grandes villes, le scrutin n'a pas eu toujours de signification claire) ont fait confiance au général de Gaulle. Nous disons bien: au général de Gaulle, bien plutôt qu'au R.P.F., tant le succès égal des candidats venus des points les plus éloignés de l'horizon témoigne que la faveur allait, avant tout, à celui dont ils se réclamaient. Bien des électeurs ont accepté le R.P.F. en dépit de la personnalité des candidats. Les électeurs ont suivi leurs chefs lorsque ceux-ci passaient dans le camp du Rassemblement, ils les ont désertés quand ils s'obstinaient dans l'isolement.

L'écrasement le plus sensationnel est, évidemment, celui du M.R.P., dont la

proportion des voix, dans 344 communes, tombe de 23,8 à 10,2p.100. La chute vertigineuse de ce parti s'explique aussi simplement que sa croissance miraculeuse. Les démocrates chrétiens, avant la guerre, ne groupaient que 5p.100 des voix. Ils avaient récolté plus de 28p.100 des suffrages exprimés en juin 1946, plus de 26 en novembre. Cinq millions de Français n'étaient pas devenus démocrates chrétiens, ils votaient pour un état-major imprégné de démocratie chrétienne, parce que le M.R.P. était le seul grand parti modéré, parce qu'à l'origine il avait fait profession de «fidélité», parce qu'il avait l'auréole de la Résistance. Le jour où le «Premier Résistant» prendrait à son compte l'anticommunisme et lui communiquerait un dynamisme supérieur, ceux des électeurs qui votaient M.R.P. par tactique et non par conviction profonde risquaient de l'abandonner. L'expérience fut faite une première fois au moment du deuxième referendum, elle fut renouvelée aux élections municipales. Le résultat fut finalement net dans les deux cas: les trois quarts ou les deux tiers des électeurs M.R.P. suivirent Charles de Gaulle plutôt que Georges Bidault. Peut-être préféreraient-ils encore suivre des mots d'ordre de l'un *et* de l'autre: en cas de choix nécessaire, ils sont gaullistes avant d'être M.R.P.

Dans le cadre français, si le parti communiste n'obéissait pas à des consignes venues du dehors, la montée d'un parti que le réflexe républicain traitait de césarien aurait immédiatement provoqué la réplique de l'Union des Gauches. De tous côtés, on déplorait que l'action du général de Gaulle rejetât vers les Staliniens le parti socialiste. Ce danger n'existait plus, en réalité, depuis que Molotov avait quitté Paris en dénonçant le plan Marshall comme un instrument de l'impérialisme américain, depuis que les représentants de sept partis communistes s'étaient engagés par la déclaration commune de Varsovie. La rupture entre socialistes et communistes était consommée: les socialistes ne pouvaient renoncer au plan Marshall, qui offrait à l'économie française la seule perspective de retour à la prospérité; les ministres, aux ordres de Moscou, ne pourraient, à moins d'un retournement diplomatique à l'échelle mondiale, renoncer à joindre leurs voix à celles des communistes orientaux. Un accident de politique intérieure française, comme le succès du R.P.F., ne modifiait pas une tactique conçue à Moscou et valable pour l'Europe entière.

Depuis la révolution de 1917, les communistes ont oscillé entre deux attitudes que l'on pourrait appeler A et B, ou révolutionnaire et réformiste. Dans l'attitude A, ils concentrent leurs coups sur les socialistes, considérés comme les ennemis n°1. Dans l'attitude B, ils collaborent avec les autres partis progressistes et prennent l'initiative des Fronts populaires. L'attitude A fut maintenue, à de rares

exceptions près, jusqu'à la prise du pouvoir par Hitler.

Les intentions agressives prêtées au troisième Reich, le risque d'une coalition capitaliste contre l'Union soviétique éveillèrent les inquiétudes du Kremlin. On passa à l'attitude B: Front populaire, union des forces progressistes, etc. Cette attitude – mis à part l'intermède de deux ans du pacte germano-soviétique – dura jusqu'à l'été 1947.

À partir du printemps de 1947, les symptômes d'un tournant s'étaient multipliés. Après que les communistes eurent été exclus du gouvernement en France et en Italie, le ton de la presse et des orateurs monta. Grèves politiques et émeutes absurdes (péniches de sucre!) surgirent un peu partout. À Varsovie, dans une déclaration commune, les partis communistes de l'Est européen, renforcés par les représentants des partis français et italien, proclamèrent à la fois la ligne de leur propagande et l'intention de leur tactique. Une fois de plus, les socialistes de droite, Attlee, Léon Blum, Bevin, reprenaient leur dignité d'ennemis n°1. On n'abjurait pas le nationalisme, on l'orientait contre l'impérialisme américain. La bataille de l'Europe était engagée.

Pourquoi, dira-t-on, ce retour à l'attitude A? On répond d'ordinaire: pour empêcher le succès du plan Marshall. Que tel soit l'objectif ne prête pas au doute. Mais la tactique souple de «soutien oppositionnel» ou d'«opposition constructive» n'aurait-elle pas donné des résultats équivalents, à moindres risques? En déclenchant des grèves, progressivement généralisés, contre le sentiment des masses, les communistes ont précipité l'éclatement de la C.G.T. et probablement écarté d'eux les demi-ralliés, les sympathisants non encore rompus à la dialectique stalinienne. Il convient manifestement de tenir compte d'une deuxième intention: les hommes de Moscou craignent que les partis occidentaux ne se laissent peu à peu embourgeoiser. Il est dangereux que des chefs comme Thorez ou Duclos goûtent à beaucoup de charmes du pouvoir avant de tenir celui-ci tout entier. Le changement de tactique servira au réentraînement révolutionnaire des masses et des cadres.

Le dégonflement du parti apparaît alors comme la condition préalable à l'action – ou simplement à l'éventualité d'une action – authentiquement révolutionnaire.

Enfin, si l'Europe occidentale doit échapper pour un temps – quelques années ou bien une ou deux décades – à l'influence soviétique, il importe, avant tout, qu'un succès économique, plus ou moins limité, du monde occidental crée le minimum de concurrence idéologique à la Russie des Soviets. Plus les régimes

seront réactionnaires, moins ils mordront sur la clientèle communiste, moins ils offriront aux masses une perspective historique susceptible de l'emporter sur la perspective communiste. Or, en se retranchant de la communauté nationale, ou même en acculant les gouvernements à prendre contre eux des mesures de force, les communistes affaiblissent les partis du centre et favorisent les partis de droite. En même temps, ils se mettent en mesure de traverser la période «occidentale» aux moindres frais, sans perdre leur dynamisme et leur prestige, Et peut-être est-ce là, du point de vue de Moscou, l'essentiel.

Les hommes du Kremlin ne comptent pas, pour le moment, étendre la zone soviétique jusqu'aux côtes de l'Atlantique. Aussi longtemps que la puissance américaine est présente en Europe, qu'elle ne s'est ni détournée vers l'Asie, ni repliée sur elle-même à cause d'une crise économique, les partis communistes, qui n'ont guère de chances de s'emparer du pouvoir en France ou en Italie par leurs propres forces, ne sauraient compter sur une intervention des armées soviétiques. On se demande donc, à Moscou, ce que doivent faire les partis communistes dans l'Europe «américaine»? La réponse a été: revenir à l'attitude A, c'est-à-dire révolutionnaire. Réponse parfaitement conforme à la tradition doctrinale, puisque cette attitude est, d'une certaine manière, défensive: elle a pour but de sauvegarder le dynamisme, politique et policier, des cinquièmes colonnes, en dépit de la stabilisation, tenue toujours pour provisoire, du capitalisme. On ne collabore pas avec l'ennemi quand celui-ci semble l'emporter.

Sécession communiste et succès du R.P.F. introduisent la dernière étape de la politique française, celle de la bataille triangulaire. Socialistes, M.R.P. et une fraction des radicaux ont, à la Chambre, une majorité faible, mais suffisante. Or, ils savent qu'en cas de nouvelles élections ils n'ont aucune chance de garder cette majorité. Ils sont donc farouchement hostiles à de nouvelles élections, que réclame le général de Gaulle. Mais, du même coup, la nature de la Troisième Force, sur laquelle on ne se fatigue pas de dissenter, apparaît clairement: formation parlementaire et non mouvement de masses.

Au reste, si, en cas d'élections, la Troisième Force perdait à coup sûr la majorité, il est improbable qu'aucun de ses deux rivaux se l'assurerait à lui seul. Les résultats obtenus par le R.P.F. passent pour sensationnels parce qu'on les compare à ceux des élections antérieures, ils passeraient pour normaux si on les comparait aux résultats des sondages de l'Institut d'opinion publique. Depuis janvier 1946, à la question: êtes-vous partisan du retour au pouvoir du général de

Gaulle?, on observe régulièrement entre 30 et 35p.100 de réponses positives. En juillet 1947, 34p.100 des personnes interrogées approuvaient la fondation du R.P.F. Les sondages indiquaient aussi que 76p.100 des électeurs P.R.L., 65p.100 des électeurs M.R.P., 43p.100 des électeurs du Rassemblement des Gauches, 12p.100 des électeurs socialistes abandonneraient leur ancien parti et retourneraient vers la formation politique dont le général de Gaulle aurait pris la tête. Il ne s'agit donc pas d'une lame de fond, mais de la cristallisation soudaine d'une opinion préexistante.

À s'en tenir à leurs propos, chacun des trois combattants détesterait aussi cordialement ses *deux* adversaires. Les communistes ne cessent de dénoncer Troisième Force et R.P.F., qui s'entendent «comme larrons en foire», soit pour obéir aux ordres de *Wall Street*, soit pour se partager les mairies, M.R.P. et socialistes dénoncent la conjonction des extrêmes, du *Kominform* et du bonapartisme, contre tous les plans de redressement financier. Et le R.P.F. compare volontiers la Troisième Force, qui refuse de choisir, à Vichy 1940-1942, lui aussi hésitant entre Paris et Londres, entre la collaboration et la résistance. En fait, il n'est pas vrai que Troisième Force et R.P.F. se détestent comme ensemble ils détestent les Staliniens. Entre les partisans du *Kominform* et les défenseurs du plan Marshall, une barrière s'élève désormais, la même qui coupe en deux le Vieux Continent: d'un côté, la «démocratie populaire», de l'autre, la «démocratie occidentale»; d'un côté, le glissement au totalitarisme, de l'autre, l'effort pour sauvegarder certaines libertés. Troisième Force et R.P.F. sont, quoi qu'ils en disent, d'accord sur ce point essentiel, d'accord sur l'orientation de notre diplomatie, d'accord sur la vocation de notre pays dans le monde. Mais ils représentent des équipes rivales, l'une et l'autre candidates à l'exercice du pouvoir. On sait qu'en cas de succès l'équipe du général de Gaulle modifierait les institutions et, plus encore, leur fonctionnement. On ne sait quelle forme précise prendrait la «démocratie à exécutif renforcé», la «démocratie semi-autoritaire» du général de Gaulle.

L'instabilité politique durera aussi longtemps que la bataille triangulaire. Et celle-ci se prolongera au moins jusqu'à de nouvelles élections. La Troisième Force espère «tenir» assez longtemps pour qu'une bonne récolte et le plan Marshall permettent la stabilisation des prix et des salaires. Le R.P.F. croit au développement inéluctable de l'inflation, à des troubles sociaux, à la fatalité d'élections générales au cours de l'année. Or, des élections feront du général de Gaulle l'arbitre de la situation, même si elles ne lui donnent pas une majorité absolue. Chacun calculera les chances des uns et des autres... Pour mon compte,

je me bornerai à une remarque finale: depuis onze ans, en France, ceux qui ont misé sur l'inflation ne se sont, hélas! jamais trompés.

La guerre des écoles aura-t-elle lieu?

Le Figaro
17 juin 1948

Il n'est pas trop tard pour parler encore de lui. Commenté, interprété, assorti d'une circulaire d'application, rédigé en termes nouveaux, le fameux décret Poinso-Chapuis, objet de tant de soins, origine de tant de colères, a fini, nous dit-on, par respecter les principes et par épargner la coalition gouvernementale.

On s'en réjouira d'autant plus franchement que personne (sauf le parti communiste) n'a intérêt à ranimer la querelle de la laïcité, que les partis, par suite de la rivalité de leurs clientèles électorales, ont tendance à entretenir ou à aiguïser. (Encore n'est-il pas sûr qu'il suffise de mettre partisans et adversaires des subventions aux écoles libres à l'intérieur d'un même groupement pour éteindre les ardeurs, anachroniques et sincères.)

Les observateurs raisonnables ont à l'envi déploré que le Parlement français se discréditât lui-même, tant était éclatante la disproportion entre la médiocrité de l'enjeu et la violence des passions, entre les problèmes actuellement posés dont la solution engage l'avenir de la collectivité et les quelques millions qui, par l'intermédiaire des associations familiales, risquaient de remplir les caisses de l'enseignement catholique. Mais les parlementaires raisonnables (il y en a), emportés eux aussi par la tempête qui soufflait sur le Palais-Bourbon, s'excusaient en invoquant leurs électeurs. "Même dans les villes détruites, me disait l'un d'eux, les auditoires s'intéressent plus aux droits respectifs de l'État et des familles qu'au plan de reconstruction." Faut-il admirer davantage l'idéalisme du citoyen français ou son manque de bons sens?

Principe ou compromis?

De tous côtés, on cherche à convaincre les laïcs de la Troisième Force. La lutte anticléricale, leur dit-on, se justifiait peut-être il y a un demi-siècle, à l'époque où l'Église hésitait à se rallier à la République et apparaissait comme une force réactionnaire, hostile à la démocratie et au progrès social. Aujourd'hui, les fronts sont renversés. La gauche est irrémédiablement déchirée par la scission entre communistes et anticommunistes. Or, une majorité de laïcisme combatif n'existe qu'avec l'appoint des communistes. L'alliance des socialistes et des M.R.P., dans le cadre de la Troisième Force, n'est peut-être qu'un accident du jeu parlementaire, mais à travers l'Europe entière, en Belgique, en Italie, en

Allemagne, catholiques et humanistes athées, chrétiens-sociaux et socialistes sont voués à gouverner ensemble, à mener en commun le même combat, à opposer au totalitarisme le même refus (encore qu'au nom de valeurs, en dernière analyse divergentes).

En Belgique, un premier ministre socialiste, un des rares hommes d'État des démocraties occidentales depuis la guerre, a eu le courage de rompre avec des intransigeances périmées, au risque de heurter une fraction de son propre parti. Marxistes du bout des lèvres, les socialistes français sont-ils condamnés à être anticléricaux du fond du cœur?

Sans doute, la loi interdit que des fonds publics aillent à d'autres écoles qu'aux écoles publiques et la loi doit être respectée. Mais il s'agit d'une loi de circonstance, non d'un principe qu'imposerait l'équité. Dans la plupart des pays de confessions multiples, en Grande-Bretagne par exemple, nul ne s'étonne que l'État aide à vivre des écoles catholiques, faites par et pour une minorité. J'entends bien que la France est un cas unique, singulièrement plus difficile, puisque presque toute la population est catholique et que la moitié, et un peu plus, est anticléricale! Le conflit passé entre l'Église et l'État explique les susceptibilités persistantes. Il n'en reste pas moins que le principe que l'on invoque n'est en réalité qu'un compromis historique. Entre le monopole étatique et la proportionnelle scolaire, le statut actuel, insatisfaisant pour chacun, est finalement accepté par tous.

On conçoit donc que M. Léon Blum ait affirmé que le *statu quo* était le seul moyen d'éviter la guerre des écoles. À ses yeux, le fondement de la paix, c'est que l'enseignement libre se développe sans entraves, mais ne reçoive aucune subvention, directe ou indirecte, de l'État. Il aurait probablement raison si n'intervenait pas un fait nouveau, dont personne n'est responsable: la situation économique. Les incidents qui se sont, multipliés dans l'Ouest de la France ne témoignent pas de "l'agressivité cléricale", mais des embarras dans lesquels se débat l'enseignement catholique.

Parlons franc. Le décret Poinso-Chapuis, en accordant une aide financière aux familles, y compris à celles dont les enfants fréquentaient l'école libre, rendait manifestement possible l'utilisation de fonds publics au bénéfice de celle-ci. Il tournait, en passant par les associations familiales, le sacro-saint principe.

Je ne sais quel sera l'effet ultime du décret dans sa nouvelle rédaction. En présence d'un texte, qu'on qualifiera pour le moins de subtil, on est tenté d'attendre l'expérience pour choisir entre M. Deixonne et M. Maurice Schumann,

qui affirment, l'un, que l'assaut contre la laïcité a été victorieusement repoussé, l'autre, que le décret Poinso-Chapuis ouvre une ère nouvelle.

Je crains que si M. Deixonne a raison, la querelle ne tarde pas à se ranimer. Les difficultés économiques susciteront de nouvelles revendications. De qui devront venir les concessions? Interrogeons les faits. L'enjeu financier est dérisoire, quand on songe au trillion de francs que l'État dépense chaque année, 20 % environ des enfants passent par les écoles primaires libres: que celles-ci viennent à fermer leurs portes, l'État n'aurait ni les locaux, ni les maîtres pour les remplacer du jour au lendemain. En tout état de cause, la prise en charge par l'État des élèves de l'enseignement catholique coûterait plus cher que l'aide limitée qu'on lui demande ou qu'on lui demandera.

J'emploie volontairement de tels arguments, car la discussion doctrinale serait sans fin et sans espoir. Je n'ai pas l'illusion de convaincre ni ceux qui voient dans la bataille de la laïcité l'occasion de reconstituer une majorité de Front Populaire, ni ceux qu'anime une passion, audacieuse il y a un demi-siècle. Je dois tout à l'enseignement et à l'université d'État, mais ni l'un ni l'autre ne sont en danger. Ce qui est en danger, c'est une certaine orthodoxie, qui a perdu sa raison d'être en même temps que le conflit politique qui la justifiait.

Certes, si le *statu quo* peut être maintenu, tant mieux. Chacun restera sur ses positions. Mais si, comme je le crois, une aide financière de l'État devient inévitable, il faudra bien, en attendant une solution idéale, recourir au plus simple moyen de maintenir la coexistence pacifique des deux écoles. Il n'en coûtera que quelques dizaines de millions et l'abandon d'un dogmatisme désuet.

Le mode de scrutin déterminera-t-il l'avenir de la Quatrième République

France Illustration
18 décembre 1948

Le parti radical, en son récent congrès, vient de voter une motion en faveur du scrutin uninominal à deux tours. Victime du scrutin de liste au début de la Quatrième République, il espère confirmer et élargir ses positions actuelles en rétablissant la procédure électorale qui fut celle de la Troisième République.

Nul ne sait s'il y aura prochainement des élections générales. La discussion sur le mode de scrutin précède pour ainsi dire et dépasse en intensité la discussion sur l'opportunité d'une dissolution. Ce paradoxe apparent s'explique aisément si l'on songe que le choix pour ou contre le scrutin majoritaire uninominal risque d'exercer une influence décisive sur l'évolution de la conjoncture politique. Rarement décision, en apparence technique, aura eu une telle portée sur l'avenir du régime lui-même.

Il y a deux ans, la controverse revêtait un caractère doctrinal. On avait reproché aux partis de la Troisième République d'être trop nombreux et pas assez organisés. On reprochait à ceux de la Quatrième d'être monolithiques. Hier, on avait accusé les députés d'entretenir par indiscipline, par ambition ou par goût de l'intrigue une instabilité permanente. Désormais, on dénonçait les ukases des comités directeurs et la soumission des parlementaires à des organismes irresponsables.

Les partisans de la représentation proportionnelle s'étaient vantés de guérir l'anarchie parlementaire en substituant des candidatures collectives aux candidatures individuelles. Les partisans du scrutin uninominal défendent aujourd'hui une thèse analogue, quoique de sens contraire; pour briser le corset de fer des partis, ils proposent de rétablir le contact direct de l'électeur et du député et de restaurer la règle simple: celui a le plus de voix est élu.

En théorie, personne ne manque de bons arguments. Les élections remplissent une triple fonction: désignation de représentants, expression de préférences, constitution d'une majorité. Quand on met l'accent sur la première fonction, on incline vers le scrutin uninominal, qui rapproche effectivement électeur et élu: le député est authentiquement le représentant de la circonscription. Quand on met l'accent sur la deuxième fonction, on incline vers la proportionnelle, qui

transforme l'Assemblée en microcosme du pays: les forces relatives des partis sont à peu près les mêmes au parlement et dans la nation. Quand on met l'accent sur le besoin d'une majorité, on incline vers le scrutin de liste majoritaire à deux tours, qui oblige les partis voisins à s'entendre au deuxième tour, comme ils devront le faire au gouvernement.

Il est clair qu'aucun mode de scrutin ne remplit parfaitement ces trois fonctions à la fois. Celui que pratique la Grande-Bretagne (scrutin uninominal à un tour) assure, en général, la formation d'une majorité cohérente, sans rompre tous les liens entre l'électeur et l'élu, mais la Chambre des Communes ne reflète nullement la répartition des voix dans le pays. Les travaillistes avaient obtenu un peu moins que la majorité des voix, ils ont une majorité confortable aux Communes. Les libéraux avaient recueilli plus de deux millions de voix, leur groupe parlementaire est dérisoire (12). Le scrutin de liste proportionnel pratiqué depuis la libération donne une image, légèrement déformée en faveur des grands partis, de la répartition des préférences politiques. Il détache le député de ses électeurs, il renforce l'autorité des états-majors, il ne dégagne pas de majorité cohérente, il oblige à des gouvernements coalition.

Sur ce plan, la discussion pourrait se poursuivre indéfiniment. Les arguments contre les «mares stagnantes» sont aussi nombreux et probants que les arguments contre la tyrannie des partis. Quand le sort du gouvernement est suspendu au vote de quelques dizaines d'indépendants, le risque d'instabilité surgit. Quand les grands partis règnent seuls, les comités s'arrogent les pouvoirs qui appartiennent en droit aux Assemblées.

En fait, chaque parti recommande, d'ordinaire, le mode de scrutin dont il attend le plus d'avantages. Les théories servent de justification, elles ne sont pas le mobile de la conduite.

Parti communiste et mouvement républicain populaire se sont toujours déclarés en faveur de la proportionnelle. Le premier craint un mode de scrutin majoritaire quel qu'il soit: les coalitions risqueraient de se faire contre lui, entre le premier et le deuxième tour. Au scrutin uninominal, il emporterait peut-être quelques sièges au premier tour. Au scrutin de liste (dans le cadre départemental), il risquerait de n'obtenir nulle part de majorité absolue: si ses adversaires établissaient pour le deuxième tour une liste commune, sa représentation parlementaire serait probablement réduite à sa plus simple expression.

Le M.R.P., parti neuf, dont les représentants ont rarement une position locale

assurée, est hostile au scrutin uninominal. L'investiture du M.R.P. n'aurait pas la même autorité auprès des électeurs modérés que l'investiture du P.C. et de la S.F.I.O. auprès des électeurs de gauche et d'extrême gauche. Le M.R.P. a dû pour une large part sa croissance miraculeuse au scrutin proportionnel. Un état-major passionné de démocratie chrétienne a pu grouper 25% des électeurs (dont une faible minorité partageait de telles convictions) parce que le M.R.P. paraissait seul capable d'opposer aux partis marxistes une force compacte et une structure solide. Même si le R.P.F. n'existait pas, le rassemblement, réalisé par le M.R.P., se dissoudrait le jour où l'on voterait à nouveau pour des individus et non pour des listes.

En revanche, radicaux et modérés espèrent le scrutin uninominal que le M.R.P. redoute. Ils se sentent appelés à recueillir les dépouilles de celui-ci. Ils ignorent l'organisation rigide des partis de masses, ils misent sur la situation locale de leurs candidats plus que sur les investitures de lointains comités.

Seul le parti socialiste hésite, pris entre sa doctrine traditionnelle et son intérêt (ou du moins ce qu'il considère, de plus en plus, comme son intérêt). La proportionnelle l'affaiblit, parce qu'il n'adopte pas d'attitude assez nette et ne jouit pas d'un prestige national. En revanche, il conserve un acquit solide dans les municipalités, dans les conseils généraux. Ne retrouverait-il pas une sorte de jeunesse si, prenant la suite du radicalisme, il ramenait la bataille électorale à l'intérieur des circonscriptions, dans un cadre étroit où jouent les rivalités de personnes et de clientèles plus que les grands conflits d'idées? Or, depuis qu'il a, en fait, abandonné le marxisme, le parti socialiste représente plutôt un état d'esprit qu'une doctrine.

Aussi longtemps que le R.P.F. n'existait pas et que l'on n'envisageait pas d'élections prochaines, les controverses gardaient un caractère académique. L'hostilité connue des communistes et du M.R.P. au principe majoritaire condamnait à l'impuissance les velléités radicales. L'intervention du R.P.F. n'a pas seulement donné un intérêt immédiat à ces controverses académiques, elle en a accru immensément la signification.

Le R.P.F. s'est toujours déclaré hostile au scrutin proportionnel, mais il ne recommande pas pour autant le scrutin uninominal à deux tours. Il souhaite le scrutin de liste majoritaire dans le cadre départemental. Au premier tour, il enlèverait bon nombre de sièges à la majorité absolue; au second, il conclurait des alliances avec les autres partis anticomunistes. Un tel système est de nature à faciliter la formation d'une majorité cohérente. En ce sens, il répond au besoin

N°1 de la démocratie française, mais il jouerait provisoirement au bénéfice du R.P.F. On conçoit que les partis groupés dans la Troisième Force, hésitent à combler les vœux de leur rival.

Dès lors, la véritable alternative semble bien: scrutin proportionnel (la loi actuelle plus ou moins modifiée) ou scrutin uninominal à deux tours. Pour comprendre la portée de l'alternative, demandons-nous quels seraient les résultats probables de chacune de ces deux éventualités.

La composition du Conseil de la République permet d'imaginer ce que serait l'Assemblée nationale élue au scrutin uninominal à deux tours. Le groupe communiste verrait fondre ses effectifs: il dispose rarement de la majorité absolue et toutes les coalitions se feraient contre lui. Le R.P.F. constituerait la minorité la plus importante, mais la fidélité des élus R.P.F. oscille entre l'adhésion totale et l'opportunisme à terme. Socialistes, radicaux, restes du M.R.P., indépendants, paysans, P.R.L. antigauillistes représenteraient probablement plus de la moitié des élus. Dans cette coalition centriste les radicaux exerceraient une influence décisive parce que, jouant sur les deux tableaux, ils pourraient menacer les socialistes d'un renversement des alliances. Le retour au scrutin uninominal à deux tours sera une tentative de retour à la République radicale, c'est-à-dire à la Troisième République.

En revanche, le maintien du mode de scrutin actuel laisserait subsister un groupe communiste important. Du même coup, aucune majorité anticomuniste ne serait possible sans le R.P.F., même si celui-ci n'obtenait pas la majorité absolue. Une coalition entre une fraction de la Troisième Force et le R.P.F. deviendrait inévitable. Le scrutin proportionnel signifierait donc un glissement vers la République gaulliste.

En d'autres termes, la Quatrième République, celle des partis organisés, est morte. La seule question est de savoir si l'héritage en sera recueilli par les gaullistes ou les radicaux, demi-alliés aujourd'hui et rivaux en profondeur. Or, la réponse dépend, pour une large part, du mode de scrutin.

Mais celui-ci, à son tour, me demandera-t-on, qui le déterminera? Jetons un coup d'œil sur l'Assemblée actuelle. Même si les socialistes renient leur doctrine traditionnelle et se convertissent aux «mares stagnantes», il n'y aura pas de majorité pour le scrutin uninominal à deux tours dans l'Assemblée, à moins que le M.R.P. n'y souscrive à son tour? L'exemple du Conseil de la République ne lui laisse pas d'illusions: le scrutin uninominal sauverait peut-être une version «radicalisante» de la Troisième Force, il ruinerait à coup sûr le M.R.P. En bref,

les radicaux invitent les républicains populaires à se sacrifier sur l'autel de l'antigaullisme.

On conçoit que le M.R.P., invité à choisir entre celui qui fut son patron spirituel et ceux qu'ils ont toujours combattus avec passion, hésite encore et prenne le temps de la réflexion.

Comment l'État doit choisir ses grands commis

**Réalités
mai 1951**

Un État démocratique a plus que tout autre besoin d'une administration solide. Les ministres qui nomment à de hauts emplois les membres de leur cabinet que rien, en dehors de la faveur du prince, ne désigne pour une telle fortune, les partis qui s'efforcent de «noyauter» les fonctionnaires, c'est-à-dire d'augmenter le nombre de ceux qui sont, sur le papier, adhérents à leurs «amicales», commettent un crime contre le régime qu'ils font profession de servir. Le jour où l'administration est politisée, une démocratie parlementaire est bien près de sa fin.

En dehors de cette politisation, l'administration de la République est exposée aujourd'hui à deux autres menaces. Le directeur de ministère, le conseiller d'État, au début du siècle, étaient de grands personnages. Avec un traitement d'une vingtaine de milliers de francs Germinal, ils faisaient honnête figure auprès des dirigeants des entreprises privées, même s'ils ne possédaient pas de ressources personnelles (et ils en possédaient presque toujours). Le traitement actuel représente moins de la moitié, à peine plus du tiers des 20.000 francs de 1910. L'évolution ne tient pas à une dévalorisation générale des traitements de fonctionnaires par rapport aux salaires ou traitements de l'industrie et du commerce, mais à un rétrécissement de l'éventail des rémunérations publiques.

En même temps les fonctions traditionnelles de l'administration étatique se sont prodigieusement amplifiées. Le directeur de ministère, il y a un demi-siècle, avait un métier différent en nature de celui de l'entrepreneur privé. Il contrôlait, il veillait aux adjudications, il préparait les lois selon lesquelles se déroulerait l'activité économique, il établissait les droits de douane ou les impôts qui influeraient sur les conditions de cette activité. Mais il n'avait jamais ou presque à résoudre les problèmes, à manifester les qualités de l'industriel ou du commerçant.

L'État, au milieu du XXe siècle, même dans les pays de civilisation libérale, a pris en charge un secteur important de l'économie et, là même où il n'est pas directement responsable de la gestion, il assume des tâches plus analogues à celles des entrepreneurs qu'à celles des fonctionnaires d'hier. Répartition des

produits, plans d'importations, négociations d'échanges bilatéraux, politique de plein emploi par l'intermédiaire de grands travaux ou de mesures fiscales requièrent des connaissances plus vastes et des qualités plus rares que celles qui suffisaient pleinement aux fonctionnaires supérieurs d'un passé encore récent.

Désormais les grands commis doivent posséder une véritable culture économique afin de saisir le fonctionnement du système économique dans son ensemble, d'apercevoir les conséquences, directes ou indirectes, des impôts, contingents, restrictions de crédit qu'ils décident ou font décider par leurs ministres ou par le parlement. D'un autre côté ils doivent (ou du moins certains d'entre eux doivent) avoir une compétence, une efficacité analogues à celles des industriels ou des banquiers. Les voici hommes d'action et non plus d'administration, gestionnaires et non plus contrôleurs.

Où l'État va-t-il trouver les grands commis du XXe siècle?

En Russie stalinienne il n'y a plus de séparation entre administrateurs et entrepreneurs. Les mêmes hommes dirigent les usines, les trusts, les ministères. Ces derniers apparaissent comme le terme normal de la carrière. Élargissement des responsabilités, augmentation des traitements vont de pair. Le ministre d'une branche industrielle est le chef suprême d'une hiérarchie d'entrepreneurs, il en a les charges et les privilèges.

Sans doute la réalité ne répond-elle pas à ce schéma rationnel pour des raisons propres au régime soviétique, à la dualité entre l'État apparent et le pouvoir réel, entre l'administration et le parti. Il y a une tension permanente entre les techniciens sans parti et les membres du parti, de telle sorte que, ni dans une entreprise, ni dans un trust, ni dans une ambassade, on ne sait quelle personne détient l'autorité véritable. Là même où le chef est membre du parti, l'incertitude surgit, à cause de la police secrète (ou plutôt des polices secrètes), le représentant de cette dernière détenant une autorité que redoute l'administrateur, si haut placé soit-il. Nous sortirions de notre sujet si nous posions la grave question: l'unification, en un corps unique, des gestionnaires, privés et publics, entraîne-t-elle, par accident ou par nécessité, la division de ce corps entre les membres du parti et les autres, entre la bureaucratie officielle et la société secrète de la police?

Aux États-Unis la différence entre administrateurs et entrepreneurs subsiste, aussi bien en théorie qu'en pratique. Mais nul ne voit d'inconvénient à l'emploi par l'État de personnalités qui ont affirmé leur valeur dans les affaires privées, dès que les tâches à accomplir exigent des capacités au premier ordre

comparables à celles des *managers*. On lance le plan Marshall: à qui le président Truman fait-il appel? À Paul Hoffman qui a rendu la prospérité à la société des automobiles Studebaker et qui est d'ailleurs un républicain. S'agit-il d'organiser la mobilisation économique? On fait venir à Washington Charles Wilson, qui dirigeait la *General Electric*. Nous pourrions multiplier indéfiniment les exemples. Il n'y a pas de confusion, mais il n'y a pas non plus de cloison étanche entre les affaires et l'administration.

Une telle méthode est favorisée par des circonstances propres aux États-Unis. La constitution d'un cadre régulier de fonctionnaires, avec son statut et ses garanties, est de date relativement récente. Aujourd'hui encore les textes et la pratique laissent, pour le recrutement, et l'avancement, une grande liberté aux chefs politiques. Les capacités exceptionnelles sont requises avant tout dans les administrations nouvelles, improvisées (Énergie atomique, Tennessee Valley Authority, plan Marshall, Mobilisation économique, etc.), pour lesquelles aucune réglementation n'existe. Enfin le service public devient, de plus en plus, l'ambition des industriels, des banquiers, des hommes de loi qui ont réussi et accumulé quelque fortune. D'où les deux systèmes de paiement appliqués à ces personnalités hors du commun. Le Congrès a autorisé le Président à accorder un certain nombre de traitements supérieurs à 20.000 dollars afin de retenir à Washington des hommes de valeur incontestable. Même de tels traitements ne rejoignent pas, et de loin, ceux des sociétés privées. Mais les sacrifices que comporte le service de l'État sont ramenés à une mesure tolérable. Certains de ces hommes, qui disposent de moyens considérables, renoncent volontairement à tout traitement et touchent le *one dollar* symbolique.

C'est en Angleterre et en France que les difficultés sont le plus aiguës, en raison du vaste programme de nationalisations qui a été appliqué. On y doit en effet répondre à deux nécessités: choisir pour les sociétés nationales un personnel de direction compétent, régler les relations entre ces quasi-fonctionnaires et les fonctionnaires du cadre ancien.

Le choix du personnel dirigeant du secteur nationalisé, en France bien plus qu'en Angleterre, a été limité par les préjugés de l'opinion publique et une sorte d'antipathie, faite de soupçons réciproques, entre fonctionnaires et entrepreneurs. En Angleterre on a malgré tout embauché quelques dirigeants de sociétés privées, mais, semble-t-il, plutôt des hommes d'un certain âge que des hommes d'une valeur certaine. On y a joint des ex-secrétaires de syndicats et des ex-fonctionnaires. Le tout compose des conseils de direction d'une honnêteté

absolue, mais d'un dynamisme discutable.

En France, mises à part les banques et partiellement les assurances, où l'ancien personnel est resté en place, il a fallu promouvoir soit des ingénieurs, soit des employés supérieurs des sociétés privées, soit des fonctionnaires. Trop de facteurs divers ont influé sur la gestion des sociétés nationales pour qu'on puisse dès maintenant formuler un jugement définitif sur la qualité de cette nouvelle direction. On peut dire, malgré tout, que certains dangers sont apparus, par exemple les désignations arbitraires par les ministres, et aussi certaines difficultés fondamentales: comment reconnaître les capacités en un système pour ainsi dire sans obligations ni sanctions, où les décisions parfois les plus importantes sont prises, en dehors des sociétés nationales, par les ministères de tutelle?

La situation des fonctionnaires, dans les ministères, est devenue plus paradoxale encore. Ils sont régulièrement moins bien rétribués que leurs inférieurs: d'où le désir de tant d'entre eux de descendre dans l'échelle du pouvoir théorique pour monter dans celle des traitements effectifs. Peut-on en vouloir à telle personnalité de quitter la direction de l'aviation civile pour prendre la direction générale d'Air France, c'est-à-dire de multiplier son traitement par trois ou quatre? De tels exemples sont nombreux. Ambitions humaines, trop humaines, et pourtant inadmissibles. Quelle autorité conserve le contrôleur si on lui impute de telles arrière-pensées? Les relations du contrôleur au contrôlé, du directeur de ministère aux dirigeants des sociétés nationales sont faussées par la situation matériellement inférieure du premier et la solidarité équivoque entre l'un et l'autre.

Il n'est pas question de résoudre en quelques lignes les problèmes que nous avons soulevés. Pour une part, ils ne comportent pas une solution inventée, si ingénieuse soit-elle, mais seulement une découverte progressive, au contact de l'expérience. Une seule conclusion nous paraît s'imposer avec évidence. La mythologie d'une opposition entre grands industriels et grands fonctionnaires est mortelle. À notre époque, avec les tâches qu'il assume, l'État, qu'il soit démocratique ou autoritaire, ne saurait agir qu'en bon accord avec les dirigeants des entreprises, privées ou publiques. Il ne saurait trouver les administrateurs dont il a besoin qu'en les recrutant selon le critère de la compétence, démontrée par le succès.

Pour paraphraser le mot fameux de Renaudel: «L'État doit prendre l'argent où il est», disons: «L'État doit prendre les capacités où elles sont».

Un grand effort de salut public

Le Rassemblement

24 août 1951

Ce denier et remarquable ouvrage de Raymond Aron, "Les Guerres en chaîne", est consacré d'abord aux problèmes de la paix et de la guerre. Il contient cependant des passages ayant trait à l'impuissance de certains hommes politiques en France et au sabotage par ces mêmes hommes du rassemblement nécessaire.

On peut faire des réserves sur tel ou tel point de l'analyse de Raymond Aron, mais comment ne pas admirer sa clarté et sa probité d'esprit?

L'organisation des partis interpose un écran entre les électeurs et l'État, elle canalise les opinions populaires dans les directions fixées par les oligarchies de presse, d'affaires ou de parlement. Après l'accomplissement du rite électoral, sauf dans les rares pays comme la Suisse où subsistent certains éléments de démocratie directe, le souverain est, pour ainsi dire, exclu du jeu.

On a cru jadis que la démocratie était un régime fondé sur la discussion et que la vérité se dégagerait des opinions loyalement confrontées. La confrontation loyale est devenue l'exception, le choc des propagandes, la règle. Chaque parti détient sa vérité qu'il se soucie moins de corriger que de répandre. Sûr de sa doctrine, il attend de ses fidèles l'obéissance. Il défend farouchement les intérêts de la clientèle qu'il représente, prêt à conclure des accords avec les représentants d'autres clientèles. Au lieu du dialogue, on ne trouve que la répétition indéfinie de "systèmes de paroles" qui tiennent lieu de pensée. La pluralité des mensonges vaut mieux que le mensonge unique, décrété par l'État. Les mensonges se limitent les uns les autres et l'information objective, la recherche de la vérité s'insinuent dans les interstices. Mais, à nouveau, il s'agit d'une justification par le moindre mal. Les hommes acceptent plus aisément de mourir pour un bien illusoire que pour le moindre mal réel.

La démocratie tend à l'anonymat des pouvoirs. On connaît et on reconnaît les fonctions plutôt que les hommes. Ces derniers sortent de l'ombre ou y rentrent selon les accidents de votes populaires ou parlementaires. Les fonctions durent, les individus passent. Cet anonymat est le terme d'une longue évolution, qui renverse la relation initiale. À l'origine, ce sont des êtres de chair et d'os qui obtiennent l'obéissance. En démocratie, l'autorité appartient aux fonctionnaires ou bien à des lois, jamais à des personnes en tant que telles.

Le système de pouvoirs anonymes peut être moralement supérieur, il ne répond ni à toutes les aspirations, ni à tous les besoins des sociétés. Les foules suivent plus volontiers un homme qu'une abstraction sur la voie des sacrifices. En temps de guerre et de troubles, les démocraties font appel au dictateur (au sens romain) afin de donner à l'État invisible une incarnation.

La démocratie parlementaire, telle qu'elle fonctionne en France, tels que sont les hommes qui la gèrent, est capable de durer, vaille que vaille, en temps de paix; elle parviendra malaisément à supporter les épreuves d'une économie de réarmement. En dépit des déclarations officielles, l'action des gouvernants français est fondée sur l'hypothèse qu'il n'y a pas de danger sérieux de guerre. On souhaite passionnément que cet optimisme soit confirmé par l'événement.

Par son passé, le chef de la France libre suscite l'enthousiasme d'une fraction des Français, mais aussi la colère d'une autre fraction, moins nombreuse, mais influente dans les classes dirigeantes.

Il y a passablement d'hypocrisie dans l'accusation qu'on lance de tous côtés contre le chef du Comité de Libération nationale et du gouvernement provisoire d'avoir introduit les communistes dans les conseils du gouvernement, d'avoir amnistié Thorez. Voulait-on qu'il refusât tout contact avec les communistes, alors que ceux-ci se battaient contre l'ennemi, aux côtés des résistants? Voulait-on qu'il refusât la collaboration temporaire que les dirigeants des démocraties anglo-saxonnes pratiquaient sur le plan de la diplomatie mondiale, à laquelle ils se prêtaient à l'intérieur de chaque pays libéré? La Résistance, en 1944, était devenue une sorte de Front populaire, elle a pris le pouvoir à la faveur de la Libération. Encore ne doit-on pas méconnaître le dynamisme des forces politiques. Les conservateurs qui, après 1942, ont maintenu la fiction d'un gouvernement français, qui ont couvert la formation de la Milice et des tribunaux d'exception, ont fait le jeu de leurs adversaires. Ils ont incliné la Résistance vers la gauche: personne ne pouvait arrêter ce glissement. Les fautes des uns et des autres (et personne, en une telle époque, n'est innocent) s'insèrent en un enchaînement de causes et d'effets qui rend difficile la répartition des responsabilités individuelles. En tout cas, on fera bien de ne pas oublier que les partis de gouvernement, en décembre 1945, firent grief au général de Gaulle non de l'insuffisance, mais de l'excès de son anticommunisme. Ils étaient prêts, eux, à accorder aux staliniens un ministère-clé.

Plus grave serait l'objection fondée sur la gestion du gouvernement provisoire. Mais un État délabré, sans force pour imposer la loi à travers les départements,

en un pays presque sans moyens de transport, est impuissant, quel que soit le prestige de celui qui le dirige. On imagine toujours des réformes romantiques (ce que l'on appelle révolution⁽¹⁾), qui mettraient fin aux déchirements de la nation. Mais une telle révolution n'existe que dans les imaginations complaisantes des intellectuels. La France avait, à la Libération, besoin d'ordre, de bonne administration, d'apaisement, elle avait à restaurer son appareil de production, à entreprendre la modernisation de l'outillage, à secouer l'inertie baptisée goût de la tradition. Rien de tout cela ne pouvait se passer du jour au lendemain...

... À l'exception des radicaux, tous les membres de l'actuelle coalition participèrent au gouvernement provisoire. Les actes de ce dernier furent la suite presque inévitable de la politique clandestine et des relations entre la Résistance, Londres et Alger. La quasi-disparition des radicaux et des modérés (en tant qu'organisations) laissa la place libre à l'alliance socialisante, communisme-S.F.I.O.-M.R.P. Accusations et plaidoyers rétrospectifs pourraient se poursuivre indéfiniment. Les contemporains parviennent rarement à échapper à leurs passions. En dépit de tout, leurs jugements restent plus ou moins solidaires de l'attitude qu'ils adoptèrent sur le moment même. Il n'est pas sûr que les historiens se soucient encore assez de ces querelles pour distribuer les torts et les mérites.

La question essentielle, me semble-t-il, est celle-ci: aurait-on pu, en dépit de l'armistice, éviter la guerre civile 1940-1944⁽²⁾? Aurait-il été possible de refaire l'unité de la France dans la guerre sans passer par la dissidence? La seule réponse me paraît: non. Le gouvernement de Vichy, après l'armistice, devait adopter, quelle que fût sa pensée secrète, un langage de collaboration et glisser du double jeu au jeu sur les deux tableaux (sans compter les hommes qui, par désespoir ou par idéologie, jouaient franchement la carte allemande). Écartons les arguments de moralité ou d'honneur: une telle politique, à supposer qu'elle fût partiellement justifiée par le désir de gagner du temps et d'épargner le pire à la population, devait soulever la révolte des patriotes et des masses, progressivement soulevés contre l'occupant. Comme elle aboutit, en fait, à engager ce qui restait de forces françaises contre les Alliés et non pas contre les Allemands, comme elle obligea la flotte au suicide, comme elle ne fut pas renversée par le maréchal Pétain au suprême instant (novembre 1942), on ne voit pas comment on aurait évité le transfert de la souveraineté française à un comité de Libération nationale. Le reste suivit de lui-même.

Ces discussions, par essence interminables, n'ont d'autre fin que de rappeler un fait malheureux et indiscutable: le général de Gaulle ne refera pas l'unité de tous

les non-communistes. Mais il n'y a aucun autre Français, à l'heure présente, qui puisse refaire cette unité. Il n'y en a aucun autre qui ait gardé sur une fraction des Français une autorité réelle, aucun qui inspire autant de respect. Les parlementaires sont incapables de rallier la nation en vue d'un grand effort de salut public. Les Clemenceau, les Poincaré en furent capables à une époque où la désagrégation de la nation n'avait pas atteint le même degré. Il faut aujourd'hui un homme extérieur au système des partis.

(1) Il y eut effectivement, à la Libération, une quasi-révolution. Mais elle eut surtout le caractère d'un changement d'équipes. Les vieilles équipes furent chassées, de nouvelles prirent la place, au parlement et dans la presse. Le processus soulève l'indignation des victimes, l'enthousiasme des profiteurs.

(2) Qu'il eût été possible d'atténuer cette guerre civile par plus de modération, d'un côté et de l'autre, me paraît indiscutable. Mais la guerre moderne tolère-t-elle la modération?

La menace de décadence

Le Rassemblement

25 juin 1953

Plutôt que publier une sèche analyse du brillant exposé de Raymond Aron à la conférence économique et financière de "l'action cadres" du Rassemblement le 13 juin, nous avons demandé à notre compagnon de reprendre pour nos lecteurs les principaux thèmes de son discours.

L'actuelle crise ministérielle ne diffère pas seulement par sa durée des crises précédentes. Un rite nouveau s'est instauré; les présidents du conseil "désignés" rivalisent de pessimisme. Ils viennent l'un après l'autre devant l'assemblée établir un sombre diagnostic, proclamer l'urgence de réformes, l'impossibilité de l'immobilisme. Ils recueillent des applaudissements, sans éveiller d'émotion. Tout se passe comme si le "tout va mal", "l'homme malade de l'Europe" avaient rejoint "la vocation mondiale" ou "la France éternelle" dans la collection des formules consacrées, que l'on serait étonné de ne pas entendre, mais que l'on jugerait ridicule d'interpréter à la lettre.

Cette indifférence à l'égard d'un pessimisme agressivement affiché s'explique, à mon sens, par un malentendu soigneusement cultivé. La situation actuelle de l'économie comporte certains éléments de crise, mais cette crise ne met pas la France à l'article de la mort. La France n'est pas en agonie. Les mesures nécessaires pour surmonter la crise actuelle (ou conjoncturelle, si l'on préfère) ne sont pas mystérieuses, elles n'exigent pas un héroïsme hors du commun. Mais il est vrai aussi qu'à long terme, les difficultés dans lesquelles se débat notre pays sont symptômes d'une crise profonde qui fait peser la menace non d'une catastrophe soudaine, mais d'une progressive décadence.

On dramatise mensongèrement une crise de circonstances pour fermer les yeux à la menace de décadence. Le faux pathétique d'une France à l'agonie sert à oublier les nécessités durables du redressement national. Et l'opinion, dont un pessimisme affecté émousse la sensibilité, devient incapable de réagir quand le destin de la patrie est en jeu.

Recettes et dépenses de l'État

À l'heure présente, la crise économique présente trois symptômes principaux: *l'insuffisance des ressources de l'État*, qui exigent un relèvement du plafond des avances de la Banque, *le déficit de la balance des comptes*, à l'égard de la zone

européenne aussi bien que de la zone dollar, enfin, *la stagnation de la production*, l'indice de celle-ci étant aujourd'hui inférieur au niveau de l'an dernier.

Il est fâcheux de faire appel directement à l'institut d'émission. Le public est sensible au fait lui-même, dont il saisit mal la portée exacte. Mais parlementaires et ministres savent que l'écart entre recettes et dépenses de l'État n'est pas la cause unique de l'inflation (l'écart était moindre en 1951, année d'inflation, qu'en 1952, année de stabilité de prix). Les diverses méthodes pour combler cet écart diffèrent moins dans leurs conséquences économiques que dans leur définition juridique. Certains procédés de crédit ne sont guère moins inflationnistes que les avances de la Banque de l'État.

L'écart, en 1953, entre dépenses globales de l'État et recettes est de l'ordre de 800 à 1.000 milliards. Cet écart est incontestablement excessif. Il est l'expression d'une donnée grave, la disproportion entre les obligations de l'État et les ressources de la collectivité. Cet écart impose une politique restrictive de crédit et, par suite, il freine l'expansion du secteur privé. Il n'implique pas l'inflation, mais il en entretient un risque permanent. Probablement n'est-il compatible avec la stabilité des prix que dans une période de stagnation.

Il est donc vrai que tout gouvernement digne de ce nom devrait se donner pour objectif de réduire de 300 à 400 milliards le total des dépenses de l'État (si on ajoute au budget la Sécurité sociale et les budgets départementaux et municipaux, le total dépasse 5.000 milliards). Cette réduction, comme M. Mendès France le dit justement, implique des choix et peut-être des choix douloureux. Cette résolution ne sera pas obtenue par des formules de facilité, comme l'application à tous les chapitres des dépenses d'un certain pourcentage de baisse. Il faudra "repenser" nos obligations extérieures, notre politique militaire en Europe, la répartition des dépenses sociales.

Cela dit, il y a quelque hypocrisie à faire croire que le but sera atteint du jour au lendemain, en cours d'année. Les dépenses du fonctionnement de l'État, en monnaie stable, restent à peu près ce qu'elles étaient en 1938. L'augmentation a porté sur la défense nationale, la reconstruction, les investissements. La question des dépenses publiques ne se sépare pas de l'ensemble diplomatique et social. Or, personne, pas plus M. Mendès France que les présidents du conseil antérieurs, ne possède le secret d'arrêter, immédiatement et honorablement, le conflit d'Indochine. Ajoutons que, dans la conjoncture actuelle, le déficit des finances publiques pourra être supporté encore plusieurs mois sans que l'inflation

soit relancée.

Le déficit des comptes extérieurs

Le déficit français à l'U.E.P. a été, au cours des mois derniers, de quelques dizaines de millions de dollars (51 en avril, une trentaine en mai). Les derniers déficits ont été financés par une aide directe américaine, les ressources du fonds d'égalisation des changes touchant à leur fin. Au train actuel, les réserves d'or (600 millions de dollars) de la Banque de France ne dureraient guère plus d'un an. Il se peut que les chiffres de l'U.E.P. soient gonflés par la tendance des exportateurs à rapatrier les devises le plus tard possible. Les statistiques commerciales sont moins mauvaises que les statistiques des comptes.

Il n'en reste pas moins que cette limitation du déficit n'est obtenue que par le contingentement des importations et des subventions à l'exportation, sous forme d'exonérations fiscales. Combien de temps les autres pays européens nous laisseront-ils à la fois le bénéfice de la libération des échanges qu'ils pratiquent et du contingentement des importations que nous avons rétabli? Combien de temps les procédés administratifs en faveur de l'exportation permettront-ils d'éviter l'alignement monétaire?

Le déficit des comptes extérieurs est la manifestation la plus aiguë de la crise présente. En termes ordinaires, le déficit signifie que la France est incapable de vivre de ses seules ressources. À courte échéance, on pourrait au moins atténuer la crise en ramenant les prix français, gonflés par l'inflation de 1950-51, au niveau des prix étrangers. Mais, à terme, on se demande comment l'économie française pourrait être mise en état de tenir sa place dans la concurrence internationale, comment elle pourrait assumer la charge des investissements dans l'Union française, tout en s'intégrant, selon la méthode des pools, à un marché européen.

Faiblesse de l'activité française

Enfin, le ralentissement de l'activité économique n'a pas un caractère tragique. Il n'y a pas de chômage massif. On ne s'étonne pas que la stabilisation des prix, après des années d'inflation, entraîne un arrêt de l'expansion. On n'a pas le droit, pour l'instant, d'évoquer catastrophe ou agonie. Mais, à terme, nous sommes en présence d'un phénomène grave. Pour des raisons de structure, l'économie française est vulnérable à l'inflation en période d'expansion, prompte à la stagnation, quand le climat économique change. *L'indice de production française n'a pas dépassé de 10% le niveau de 1929, alors qu'en Allemagne ou en Grande-*

Bretagne, l'accroissement dépasse 50% et qu'aux États-Unis, il atteint 100%.

Qu'il faille réduire de 300 milliards les dépenses de l'État, rétablir les conditions d'équilibre entre l'économie française et le monde extérieur et relancer l'activité, on n'en doute pas. Encore une fois, cette triple nécessité ne justifie pas la panique et peut être assumée froidement.

Mais comment ramener durablement les obligations de l'État à la mesure des ressources collectives? Comment adapter l'économie française aux rigueurs de la concurrence internationale? Comment éviter que la France progresse de 10 pendant que ses rivaux progressent de 20 ou de 50? Le régime actuel de la France paraît incapable de donner réponse à de telles interrogations. Or, tant que ces questions resteront sans réponse, la France, sans perdre les charmes de sa civilisation, ni infliger à une majorité de Français des souffrances qui susciteraient la révolte, continuera de glisser sur la pente de la décadence historique.

La Quatrième République doit se réformer pour survivre. I. Le jeu parlementaire

Le Figaro
2 mars 1955

Il en est des crises ministérielles comme des crises économiques. Chacune a une histoire et toutes présentent quelques traits communs. Celle qui vient de s'achever présente une originalité puisque le président du Conseil démissionnaire, pour la première fois, a manœuvré, dans la coulisse, pour ou contre certaines combinaisons.

Ce détail mis à part, on a oublié, avant même la constitution du nouveau cabinet, la raison de la chute de l'ancien. On affiche hautement la volonté de suivre la politique du ministère défunt sur le sujet même à propos duquel il a été mis en minorité. On ne fait pas appel immédiatement à la personnalité qui a les meilleures chances d'aboutir, on procède par élimination. On démontre - ce que les initiés savaient à l'avance - d'abord que le M.R.P. ne voulait pas se situer à droite en servant sous un président modéré, puis que les radicaux ne voulaient pas accorder la présidence du gouvernement au M.R.P. (qui détient déjà celle de l'Assemblée), enfin, qu'un gouvernement à présidence socialiste ne trouverait pas de majorité durant cette législature.

Les démonstrations étaient inutiles? Pas complètement. Il subsiste un élément de doute, à la veille de chaque tentative, parce qu'en l'absence de discipline de vote dans les groupes, des mouvements de séance, des accès de confiance et de défiance, des ambitions ou des rancœurs personnelles peuvent inverser le résultat calculé à l'avance par les experts et les meneurs du jeu.

Par la même, nous en arrivons à une des caractéristiques majeures du régime parlementaire tel que les Français, depuis 1871 (et peut-être faudrait-il dire depuis 1790) le pratiquent: le Parlement français n'a jamais eu de partis organisés en dehors des deux partis communiste et socialiste; les gouvernements ont toujours résulté d'une compétition subtile entre des groupes sans cohérence et des appétits multiples.

La souveraineté réside bien plus en l'Assemblée que dans le peuple. Une fois que celui-ci a parlé, pendant cinq ans l'Assemblée est souveraine, sûre de son avenir. Elle est stable et les ministères ne le sont pas. Elle dure et les ministères passent. On ne saurait dire qu'elle gouverne, du moins réduit-elle au minimum la

capacité des ministres de le faire.

Au degré près, cette description s'appliquerait à la IIIe aussi bien qu'à la IVe République. Sans organe de démocratie directe (référendum), sans pratique de dissolution, la République française a toujours fait du député le personnage central de la pièce, personnage envié autant que persiflé, irritant et indispensable. Tant qu'il jouera son rôle de la même façon, on ne guérira pas les vices du système que chacun dénonce: faible durée des ministères, incapacité de plans à long terme, administration plus puissante que ses chefs précaires, influence excessive des groupes d'intérêts (betteraviers, transporteurs routiers, colons d'Algérie, etc.).

Hier et aujourd'hui

La décadence du régime, dira-t-on s'est notablement accentuée depuis quelques années. Et personne ne songera à le nier. Mais la décadence ne résulte pas de phénomènes nouveaux, seulement de l'aggravation, temporaire ou définitive, des phénomènes traditionnels.

1° Il y a, dans la Chambre élue en 1951, plus de groupes que dans celle de 1946 ou, du moins, les principaux groupes comptent moins de membres, de telle sorte qu'une majorité requiert la participation et l'accord d'un plus grand nombre de groupes.

2° Cette dispersion parlementaire a été causée par le fractionnement des partis, les R.P.F. ont donné naissance à deux fractions sans compter quelques francs-tireurs, les socialistes ont vu partir une vingtaine d'exclus. Les partis mêmes qui sont théoriquement unis se scindent dans la plupart des scrutins, soit pour des raisons de portée nationale (accords de Paris), soit pour des questions de personne (René Mayer contre Mendès-France).

3° L'indiscipline des groupes n'est pas non plus une donnée inédite. Elle est plus accentuée aujourd'hui qu'hier dans les groupes de la majorité. La tentation est grande, pour tous les groupes, de retrouver leur unité dans l'opposition, cependant qu'un président du Conseil radical ne suffit pas à déterminer le vote favorable de tous les députés radicaux.

4° Tant de conflits s'entrecroisent dans les controverses présentes qu'il faudrait, pour ainsi dire, modifier le gouvernement selon le problème soumis à l'Assemblée. Les républicains sociaux, favorables aux négociations avec l'Est, comme passait pour l'être M. Mendès-France, étaient souvent hostiles à la politique africaine de ce dernier. Les M.R.P. étaient théoriquement favorables à

sa politique africaine, effectivement hostiles à sa politique européenne et, dans le doute, n'hésitaient pas à voter contre lui... dans le scrutin relatif à l'Afrique.

5° De 1947 à 1951, le personnel gouvernemental, au moins, était relativement stable. Jusqu'à un certain point, une doctrine commune liait les quelques dizaines de ministrables, la demi-douzaine de présidents du Conseil possibles. Rien de tout cela n'existe plus. Une lutte de générations s'ajoute aux luttes de partis, de personnalités et d'idées. Un député sur quatre, dit-on, a été ministre, un sur deux au moins voudrait l'être.

Jamais les ambitions ne se sont étalées plus candidement, jamais autant d'élus n'ont été aussi sincèrement convaincus qu'aucun poste n'était au-dessus de leurs mérites. Les règles ordinaires de la carrière des honneurs étant tombées en désuétude, composer un cabinet, c'est choisir vingt heureux et se faire soixante ennemis.

Et encore certains des heureux sont-ils des candidats éventuels à la succession de leur chef. Cette analyse est une caricature? Espérons-le, mais l'actuelle Assemblée est elle-même une caricature du parlementarisme français: elle semble s'ingénier à pousser jusqu'à l'absurde, jusqu'à la perfection, les tares de la démocratie à la française.

Il n'est certes pas inconcevable que la crise s'atténue après les prochaines élections. Le R.P.F., dans l'opposition, contribuait au fonctionnement du système, en incitant les partis menacés au compromis sinon à l'action. Le R.P.F. éclaté, le parti socialiste s'est senti autorisé à se maintenir dans l'opposition.

Les républicains sociaux, qui ne savent plus ce qu'ils représentent ni combien d'électeurs leur sont fidèles, prennent les attitudes les plus surprenantes. Pourfendeurs du séparatisme hier, les voici aujourd'hui doctrinaires et propagandistes de la détente, cependant que M. Capitant compte désormais sur le front populaire (avec les séparatistes) pour la rénovation du pays.

Que s'est-il passé dans le monde qui justifie ces retournements? À lire certains discours, on finit par croire leurs auteurs victimes "des poisons et des délices" du système qu'ils avaient tant dénoncé. Le jeu diplomatique n'obéit pas aux mêmes lois que le jeu parlementaire; un tour de valse avec l'Union soviétique ou avec le parti communiste engage plus qu'une cohabitation temporaire, dans une majorité, avec les socialistes ou les neutralistes.

Le jeu des partis est susceptible de se simplifier demain par l'expulsion de quelques joueurs et, de même, certains problèmes, en dépit de l'immobilisme ou du mouvement, finiront par être résolus. La querelle de la C.E.D. concernait le

réarmement de la République fédérale et la méthode de coopération européenne et ne touchait pas aux principes mêmes de l'alliance atlantique. Une fois les accords de Paris ratifiés, une des causes majeures du fractionnement de l'Assemblée en général, et de chaque parti en particulier, aura disparu.

De multiples causes

Ainsi pourrait-on se rassurer en expliquant l'acuité de la crise actuelle par la conjonction de multiples causes: une Assemblée mal élue, selon une loi électorale conçue en vue de la lutte sur deux fronts, une déconfiture des "caciques" de la République par suite des désastres d'Indochine, une accumulation de décisions impopulaires à prendre, en Europe et en Afrique du Nord. Une Assemblée où les grands groupes seraient renforcés en nombre et en cohérence, une majorité possible pour une "relance européenne" donneraient éventuellement l'impression d'un retour à la santé. Il n'en serait rien.

Qu'on médite sur la dernière crise. Quatre cents députés étaient au fond d'eux-mêmes, presque ouvertement, d'accord sur la signature des conventions avec les nationalistes tunisiens, d'accord sur la nécessité de ratifier les traités de Paris, d'accord sur la poursuite de la politique économique menée depuis dix-neuf mois par M. Edgar Faure.

Or, en l'absence de dissentiments réels sur le programme à court terme, le choc de prétentions inconciliables, les spéculations indéfinies sur les responsabilités à prendre ou à refuser, sur les prises de position favorables aux prochaines élections, ont suffi à prolonger la crise et exposer le nouveau cabinet aux coups moins de ses adversaires que de ses partisans, car il tombera le jour où se détachera un fragment de sa propre majorité, fragment que composeront les tenants du gouvernement d'hier ou de demain.

Il serait illusoire d'imaginer que l'obstacle du réarmement allemand franchi, les problèmes ne dépasseront plus les moyens des gouvernements que tolère notre régime. La France est engagée, depuis 1945, dans un procès sain, mais à certains égards douloureux, de modernisation. En dix ans, le rendement du blé à l'hectare a augmenté autant que durant le demi-siècle précédent. De 1930 à 1938, l'indice de production industrielle avait baissé de 20%; il a progressé de 60% de 1938 à 1954.

Le progrès est inégal selon les régions; les uns voient s'accuser leur déclin, d'autres s'accroître leur fortune. Des formes traditionnelles d'exploitation sont condamnées par le progrès. Le poids des efforts simultanés de défense et d'investissement suscite des protestations qui ne viennent pas toutes des féodaux

et qui sont souvent humainement justifiées.

Tant que le jeu parlementaire sera ce qu'il est, les gouvernements seront incapables de la continuité d'action et des mesures courageuses, fautes desquelles, ni à l'extérieur ni à l'intérieur, le bien commun ne sera assuré.

La Quatrième République doit se réformer pour survivre. II. L'instabilité ministérielle

Le Figaro
3 mars 1955

Nous avons tous plaidé, quand nous étions à l'étranger, le dossier de la démocratie française. L'instabilité ministérielle est toute superficielle, disons-nous. De 1945 à 1954, la France n'a eu que trois ministres des Affaires étrangères moins que la Grande-Bretagne et les États-Unis. Nous changeons de gouvernement sans changer de politique; vous, Britanniques et Américains, vous gardez le même gouvernement ou le même président, mais les hommes ne se refusent pas le droit de changer de politique.

Je me souviens d'avoir surpris, mais non convaincu un auditoire allemand en opposant l'inquiétude que crée le rôle du chancelier Adenauer l'indifférence que laisse la ronde de nos ministères. Que se passera-t-il, disais-je, quand l'homme fort ne sera plus là? Personne ne se demande ce qui se passera quand M. X..., président du Conseil français, sera remplacé par M. Y.... (probablement membre du cabinet de M. X...).

Ces arguments comportent une part de la vérité, mais ils en méconnaissent une autre, non moins importante: depuis quelques années, l'instabilité ministérielle reflète et détermine à la fois l'incapacité d'agir dans les matières qui appellent l'action de la manière la plus urgente. Les gouvernements à titre précaire, les seuls que tolère notre régime, sont incapables de faire les choix que requiert l'économie à notre époque. L'absence de durée détourne les ministres d'attacher leur nom à des mesures dont le coût serait immédiatement apparent et le bénéfice à terme.

Toute démocratie est, par essence, en péril de perdre le sens des intérêts supérieurs dans le tumulte des partis en compétition. Lorsque cette compétition est menée dans le style français, le péril s'accroît démesurément.

Sans réforme des institutions, pas de politique extérieure

Il est assez vain de se demander si les gouvernements durables auraient évité ou gagné la guerre d'Indochine, ou bien auraient traité avant la défaite. Ce qui est rétrospectivement probable, c'est que la faiblesse des gouvernements successifs a contribué à cet abandon au courant, à ce refus d'envisager les conséquences de l'arrivée aux frontières des communistes chinois, à ces espoirs

sans fondement, à ces instructions données aux généraux, sans moyens militaires indispensables à la politique théoriquement décidée à Paris.

Certes, les institutions ne sont pas seules responsables. Nous, Français, avons toujours montré un étrange aveuglement: nous ne consentons ni à mesurer nos prétentions à nos ressources ni à reconnaître que les faits (déplorables ou admirables, peu importe!) créent des nécessités auxquelles on tenterait vainement de se soustraire.

On ne trouverait guère l'équivalent, dans l'histoire de la France, de l'évacuation de l'Inde par la Grande-Bretagne. Il semble que les Britanniques aient retenu la leçon de la révolte des colonies américaines. Et surtout, quand ils ont pris une décision, ils l'appliquent résolument, sans hésitation; ils n'oublient jamais le précepte: «Donner et retenir ne vaut».

Combien de fois avons-nous, entre 1946 et 1954, promis l'indépendance au Viet Nam, en «qualifiant» chaque fois notre promesse, en retardant le moment où elle deviendrait effective. On en était encore à négocier au moment de Dien-Bien-Phu. Tout se passe, hélas! comme si l'on rééditait la même erreur à propos de l'autonomie interne en Tunisie.

L'action ne s'accommode pas de tant de fausses garanties, de précautions contre un avenir imprévisible, que la confiance donnerait meilleure chance de maîtriser que le défaitisme camouflé en obsession des textes. Les gouvernements, minés de l'intérieur et privés de temps, sont presque irrésistiblement amenés aux demi-mesures, aux compromis à l'avance stériles.

Tout régime, surtout démocratique, a besoin de compromis et l'habileté à composer les divergences est une qualité de l'homme d'État. Mais il y a un bon et un mauvais usage des compromis. En 1947 et en 1948, refuser à la fois l'accord avec Ho Chi Minh et l'envoi des troupes et du matériel nécessaire pour remporter des succès décisifs, était la meilleure méthode pour apaiser partisans et adversaires de la campagne d'Indochine. À la longue, on a manqué et la paix et la guerre.

La France a eu une politique étrangère de 1946 à 1952, comme elle en avait eu une de 1924 à 1933, tant que l'accord sur une orientation existait entre une majorité de députés et que ne survenait pas d'événements imprévus, obligeant à des réactions rapides. La nature des gouvernements français excluait en mars 1936, une réplique militaire à l'entrée des troupes allemandes en Rhénanie.

Les ministres français, depuis quelques années, ne savent plus quoi dire dans les conférences internationales, parce qu'ils ne peuvent garantir l'approbation

par l'Assemblée d'aucune des modalités concevables du réarmement allemand ou de l'intégration européenne. Si l'Assemblée semble être favorable à une négociation avec l'Union soviétique, c'est à condition de ne pas définir l'objet de cette négociation et de ne pas préciser les termes auxquels elle consentirait à l'unité allemande.

Sans doute les institutions ne créent pas les divisions des Français. Mais les autres pays, quand on interroge parlementaires ou simples citoyens, n'apparaissent pas moins hésitants que le nôtre, par exemple sur le sujet du réarmement allemand. Ailleurs, la discipline des partis, l'ascendant des états-majors, l'autorité du gouvernement permettent d'arriver à une décision. Le système français ne permet de dégager ni une opinion ni une volonté.

À supposer qu'aucun événement international ne survienne au cours des prochaines années, qui demande une décision, à coup sûr l'Afrique du Nord exigera des décisions organisées selon une conception d'ensemble, d'ordre économique et politique à la fois. Or tout indique qu'à moins d'une réforme de nos institutions, nos ministres, non par la faute des hommes, mais par celle des mœurs, seront hors d'état de penser cette conception d'ensemble, incapables de l'appliquer s'ils la pensent. De nouveau, comme à propos de l'Indochine, les concessions offertes ou les réformes pratiquées seront en retard sur l'évolution, stérilisées par le désir d'apaiser les partisans d'une politique opposée.

Il ne reste que quelques années pour prévenir une dégradation irrémédiable de la situation en Afrique du Nord, à peine quelques années de plus pour prévenir les troubles qui mûrissent en Afrique noire. La réforme des institutions ne garantit pas que l'action sera à la mesure des périls. Sans réforme des institutions, il faudrait compter sur un miracle.

À l'intérieur

En dépit des légendes, c'est à l'intérieur, en matière économique et sociale, que la France peut encore se passer de gouvernement stable avec les moindres dégâts. Les graves erreurs commises entre les deux guerres, les absurdes politiques menées de 1930 à 1938 sont imputables moins aux institutions qu'à la méconnaissance des problèmes: la Grande-Bretagne, avec les meilleures institutions, n'a pas été préservée d'erreurs comparables au cours des années 1920.

La faiblesse et l'instabilité des gouvernements français entraînent des conséquences, au reste bien connues. La tendance à satisfaire toutes les revendications a souvent précipité l'inflation et risque encore de le faire demain.

Les groupes d'intérêts exercent une influence excessive. La législation sociale est démesurée, d'une inextricable complexité et, à force de distribuer des avantages plus ou moins justifiés, à d'innombrables bénéficiaires, on finit par manquer de ressources pour les besoins réels et misères authentiques.

L'action conjuguée d'une administration acquise aux investissements et à une semi-planification et d'un personnel politique soucieux de satisfaire toutes les clientèles a créé notre étrange régime qui comporte à la fois le plus grand pourcentage de revenus mixtes (32,1% du total des revenus en 1952) et le plus grand pourcentage des revenus de transferts (14,3%): autrement dit, la structure relativement la moins capitaliste de la production et de la redistribution des revenus la plus savante.

En l'absence de gouvernement solide, on doute que l'on parvienne à imposer les réformes nécessaires (par exemple, de la régie des alcools, de la fiscalité), à mener contre l'alcoolisme une action d'envergure, à pratiquer l'arbitrage de l'intérêt national entre les intérêts contradictoires des uns et des autres, qu'il s'agisse de coordination des transports ou de commerce extérieur. Le progrès de l'économie sera retardé, les souffrances provoquées par les transformations seront accrues, l'écart entre la progression possible et la progression réalisable s'élargira.

Je ne crois pas que la progression sera paralysée. N'étendons pas la sévérité qui frappe nos habitudes politiques à la nation tout entière. Depuis la guerre, l'effort de reconstruction, de modernisation, que consignent les statistiques, n'est pas méprisable et il supporte la comparaison avec les accomplissements des pays voisins.

L'économie française, depuis dix ans, a commencé d'arracher les bandelettes qui l'enserraient. Comme toujours, les résultats acquis posent autant de problèmes qu'ils en résolvent. Il s'agit désormais de vendre les excédents des récoltes que gonfle l'élévation des rendements. Il s'agit de ne pas retomber dans la protection et le malthusianisme, d'aider les exploitations inefficaces, non à se maintenir, mais à se transformer.

Les réformes multiples que l'opinion appelle, qu'il s'agisse de la fiscalité ou de l'éducation, on a raison de penser qu'elles seront freinées ou empêchées tant qu'il n'y aura pas de révision constitutionnelle. On aurait tort de croire qu'aucun État, si bien géré soit-il, soit capable de garantir à tous les citoyens le maintien des «situations acquises», et au pays le progrès sans larmes.

La Quatrième République doit se réformer pour survivre. III. - Trois objectifs immédiats: loi électorale, organisation du travail parlementaire, droit de dissolution

**Le Figaro
4 mars 1955**

L'analyse du jeu parlementaire et de l'instabilité ministérielle est facile: dès que l'on cherche à définir les remèdes, l'esprit s'arrête, interdit. Non qu'il soit difficile de concevoir des remèdes dont on peut raisonnablement penser qu'ils agiraient. Mais on se demande pourquoi, en l'absence de révolution, ils seraient appliqués. Pourquoi le régime se réformerait-il lui-même, à froid, sans subir de contraintes extérieures?

Le jeu parlementaire reflète étrangement la tradition démocratique de la France, certains traits du caractère national, le goût de l'idéologie et l'argutie, les intransigeances abstraites et les compromis d'intérêts. L'éparpillement parlementaire amplifie les querelles des Français: il ne les crée pas *ex nihilo*. Les députés, au fond d'eux-mêmes, détestent ce jeu bien moins qu'ils ne le disent. Le travail législatif est austère, le jeu passionnant. Combien de députés seraient ministres si le gouvernement durait aussi longtemps qu'une Assemblée?

Il est donc vain, si l'on cherche à définir le possible, d'évoquer des changements fondamentaux, peut-être souhaitables, mais que ni l'actuelle ni la prochaine Assemblée ne ratifierait. Inutile de s'interroger sur les mérites, en soi ou en France, d'une Constitution présidentielle. Aucun Parlement ne votera un texte selon lequel les ministres ne seraient pas choisis parmi les députés. Aucun Parlement, à moins de catastrophes, ne votera même des textes comme ceux qu'avait envisagés le général de Gaulle, qui auraient considérablement renforcé les pouvoirs du président de la République.

Nous ne dirons rien non plus de réformes, évidemment désirables, qui dépendent des hommes et non des textes. Un regroupement des fractions parlementaires, que rien d'important ne sépare, une autorité accrue des états-majors contribueraient à simplifier le jeu. Mais il n'est au pouvoir de personne de rendre à des chefs le prestige qu'ils ont perdu, ni de réprimer l'impatience des ambitions, ni d'insuffler sagesse et retenue aux habitués des couloirs ou aux

obsédés des portefeuilles.

Ainsi délimitée, la recherche porte, me semble-t-il, essentiellement sur trois points: loi électorale, organisation du travail parlementaire, droit de dissolution.

On peut discuter indéfiniment sur les avantages et les inconvénients des divers modes de scrutin. Celui qui reflète le mieux la force respective des partis éloigne l'élu de l'électeur et peut rendre plus difficile la constitution d'une majorité cohérente. Celui qui rapproche l'élu de l'électeur réduit encore l'autorité des états-majors et augmente l'indépendance de l'élu qui ne doit rien ou presque rien à l'investiture du parti.

Peut-être le mode de scrutin a-t-il une importance considérable au début d'une démocratie, dans la mesure où il constitue un des facteurs qui déterminent le caractère des partis et les relations qu'ils nouent les uns avec les autres. Une fois le régime établi, les partis constitués, on ne peut compter sur une loi électorale pour changer la structure du jeu parlementaire, à peine pour modifier les forces relatives des partis.

Le scrutin de liste semi-proportionnel a donné en 1924 une victoire au cartel de gauche; le scrutin uninominal à deux tours une victoire au front populaire en 1936. Le même mode de scrutin avait amené au Palais-Bourbon une majorité modérée en 1928, une du centre gauche en 1932. Aucune de ces majorités ne s'est maintenue durant toute la législature. Le retour au scrutin d'arrondissement affaiblirait, dit-on, le M.R.P. - ce que, selon les préférences, les commentateurs approuveront ou détesteront.

Bien que je ne sois pas hostile, en général, au scrutin uninominal à deux tours, je vois, dans la conjoncture présente, deux inconvénients du retour aux "mares stagnantes": au deuxième tour, le parti communiste sera l'arbitre d'un grand nombre d'élections, il usera de cette capacité d'arbitrage selon des considérations de politique étrangère. Combien de députés, qui devront leur élection aux voix du parti communiste, oseront voter les mesures contre lesquelles donnera à plein la propagande du P.C.?

Donner aux luttes électorales le cadre de la circonscription, c'est accorder une prime aux personnalités locales, soumettre les élus aux pressions des intérêts les plus particuliers, accélérer l'émiettement des groupes, en bref aggraver les maux que l'on dénonce. À moins que l'on ne rêve d'une majorité plus ou moins ouvertement liée aux communistes, je vois mal à quoi tend une telle réforme électorale.

L'actuel mode de scrutin, la proportionnelle systématiquement faussée par les

apparemment, me paraît avoir le défaut de discréditer encore davantage les pratiques électorales, de donner aux sortants une trop grande chance de réélection, de multiplier les cas où les élus ont sensiblement moins de voix que les non-élus.

Personnellement, je pencherais pour un scrutin de liste majoritaire à deux tours dans le cadre départemental, mais d'autres modes de scrutin existent qui éviteraient les maux du scrutin d'arrondissement et du mode de scrutin de 1951. Et j'ajouterai qu'aucun mode de scrutin ne promet d'affecter sérieusement les caractères du jeu parlementaire: qu'ils soient élus séparément, sur la même liste ou par apparentement, les députés se disperseront en groupes à l'Assemblée, et continueront de harceler les ministères sous prétexte de les contrôler.

À moins de faire rentrer les communistes dans le jeu, il y aura demain comme aujourd'hui deux sortes de majorités: l'une qui laisse en dehors communistes et socialistes (celle de M. Laniel et de M. Edgar Faure), l'autre qui laisse en dehors les communistes et une fraction de la droite. La majorité de M. Mendès-France était hétérogène et accidentelle. Aucune réforme électorale ne changera les données du problème fondamental.

Travail parlementaire

Les conditions dans lesquelles est chaque année voté le budget sont scandaleuses. La pétition des grands débats sur un même sujet à quelques jours d'intervalle, quand l'opposition s'entraîne en vue de la mise à mort - interpellations sur l'Indochine pendant la conférence de Genève, interpellations sur l'Afrique du Nord pendant les négociations avec le gouvernement tunisien - aboutit à paralyser les ministres au moment où ils auraient le plus besoin de liberté d'action. Il ne me paraît ni impossible ni illégitime d'interdire cette sorte d'empiètement sur les devoirs et les responsabilités de l'exécutif.

En Grande-Bretagne, l'ordre des travaux parlementaires est établi par le cabinet. Le gouvernement français devrait être armé pour interdire la guérilla de l'opposition, pour accélérer le vote du budget. À l'heure présente, l'Assemblée délibère longuement sur les questions particulières, souvent de portée réduite, et n'a pas toujours le temps de délibérer des grandes orientations politiques ou économiques. Le plan Monnet ne fut jamais voté par le Parlement.

Repenser la discrimination des lois et des décrets, fixer une pratique en matière de lois-cadres, réviser les relations entre gouvernement et commissions permanentes, on conçoit des améliorations multiples dans le détail desquelles nous n'avons pas le loisir d'entrer et qui seraient probablement moins stériles

qu'on ne le croit.

Il n'en reste pas moins un fait essentiel: si les gouvernements duraient normalement deux ou trois ans comme en Grande-Bretagne, en Hollande ou en Belgique, les relations entre gouvernement, commissions, Assemblée tendraient à se régulariser. La réforme du travail parlementaire suivrait la stabilisation des ministères.

La question-clé, la question presque unique est la suivante: peut-on donner à des gouvernements, qui seront inévitablement de coalition, la mesure d'autorité et de durée faute de laquelle rien ne peut être fait?

Droit de dissolution

S'il est une réponse positive à cette question, elle ne peut venir que de l'usage du droit de dissolution. On se souvient que l'épisode Mac-Mahon a discrédité la dissolution pour toute la IIIe République. La Constitution de 1945 fut rédigée en des termes qui rendaient la dissolution sinon impossible, du moins extraordinairement difficile. La discrimination, contraire à l'esprit des textes, entre crise ministérielle sous la forme constitutionnelle et crise ministérielle ordinaire, a permis à l'Assemblée de massacrer les gouvernements sans courir le risque d'élections anticipées.

À l'heure présente, trois modalités du droit de dissolution sont envisagées: ou bien une dissolution automatique au bout d'une, deux ou trois crises ministérielles durant la même législature, ou bien le droit de dissolution reconnu au Président de la République avec le contreseing du président du Conseil auquel la confiance a été refusée, ou enfin un système imité de celui de la République de Bonn selon lequel la confiance ne peut être refusée à un projet du gouvernement que si, simultanément, la confiance est votée à un autre projet. Chacune de ces trois solutions comporte plusieurs versions.

On peut critiquer les trois solutions. L'automatisme de la dissolution risque d'ajouter l'instabilité des assemblées à celle des ministères ou de prolonger la vie de gouvernements paralysés. En l'absence d'automatisme, on se demande si les présidents du Conseil feront usage du droit qui leur sera reconnu. Ne craindront-ils pas de ne plus jamais être appelés s'ils infligent à leurs collègues l'épreuve d'une campagne électorale supplémentaire?

La formule de la "motion alternative" n'exclut pas que l'opposition s'accorde sur un texte nègre-blanc. Mieux vaudrait en ce cas que le président du Conseil fût élu à la majorité absolue des députés et ne pût être renversé que par une

majorité d'accord sur son remplaçant.

Personnellement, je pencherais pour une combinaison de la première et de la deuxième solution. Aucune législature ne pourrait renverser plus de deux gouvernements: à la troisième crise ministérielle, la dissolution serait automatique. Simultanément, le droit de dissolution serait accordé à tout président du Conseil: le danger ne me paraît pas qu'on en abuse.

Il n'importe guère de prolonger le débat. On peut plaider indéfiniment pour ou contre telle ou telle solution. La meilleure sera celle qui ralliera l'opinion et une majorité à l'Assemblée, celle qui sera appliquée, non pas celle qui entraînera des dissolutions fréquentes, mais celle qui renforcera les gouvernements.

Il reste une dernière question, probablement décisive: comment obtenir une telle révision? Par le groupement autour d'un homme ou par une mobilisation de l'opinion?

La Quatrième République doit se réformer pour survivre. IV. – L'échec des rassemblements

Le Figaro
5-6 mars 1955

Par quels moyens a-t-on chance de réformer une démocratie corrompue? L'histoire, aussi bien que la théorie, indique trois voies: *l'accident, l'individu, l'opinion.*

Des événements, quelque jour, peuvent ébranler à ce point, la nation que le jeu parlementaire s'arrête et que les députés, saisis de stupeur, laissent à un homme, pour quelques semaines, quelques mois ou quelques années, la liberté d'agir. La République romaine connaissait la dictature de six mois au temps du péril. La République française ne la connaît pas. Le malheur seul, en Afrique du Nord ou ailleurs, ferait surgir l'équivalent de cette institution romaine. On peut craindre mais non espérer une telle éventualité.

La réforme par le rassemblement autour d'un homme fut tentée par le général de Gaulle; elle le sera peut-être demain par M. Mendès-France. Un homme se sent responsable du destin commun, il fait confiance à quelques-uns, il cherche à rallier tous les citoyens. Ainsi fut le gaullisme de 1940 à 1944. La tentative de reproduire en temps de paix, pour une œuvre de législation, l'aventure du gaullisme échoua.

Il ne s'agit pas aujourd'hui d'épiloguer sur les causes et les conséquences, de se demander ce qu'aurait fait le Rassemblement au pouvoir. L'échec est patent: c'est la leçon de cet échec pour l'avenir que l'on voudrait tirer.

La tentative exigeait que l'homme du Rassemblement devînt le chef d'un mouvement ou d'une équipe et demeurât l'expression de la nation entière. Peut-être une telle coïncidence est-elle, sauf en période de guerre, exclue par la nature même de la politique démocratique.

Beaucoup de Français, qui souscrivaient à la critique faite par le général de Gaulle du régime, n'avaient qu'une confiance médiocre dans les projets de révision constitutionnelle du Rassemblement, pas de confiance du tout dans le programme diplomatique, social ou économique que le Rassemblement avait, vaille que vaille, rattaché à l'intention révisionniste. Personnellement, dans la

période où je mettais mon espoir dans le Rassemblement, je n'ai jamais accepté ni les thèses relatives aux Allemandes, ni le refus d'un Reich, ni certains jugements, catégoriques et changeants, sur la politique mondiale ou européenne

Les contradictions du Rassemblement

En d'autres termes, en liant à un projet de révision constitutionnelle, pour lequel on pourrait obtenir un très large accord de l'opinion publique et parlementaire, un programme inévitablement partisan, on risque de réduire les chances de la révision que l'on souhaite.

Le Rassemblement, si vaste fut-il numériquement, était dirigé par une équipe étroite qui suscitait inquiétudes, ...critiques et jalousies. Cette équipe se donnait pour l'incarnation de la volonté nationale, mais, aux yeux des parlementaires en place, elle représentait un personnel de remplacement. Inévitablement, elle dut entrer dans la compétition des partis et, avant même de se perdre dans le régime, elle avait commencé de lui ressembler.

Comment aurait-elle pu arriver au pouvoir? Puisque le coup de force était exclu et que l'événement est imprévisible, il fallait miser sur les suffrages. Le régime aurait été paralysé si l'opposition révisionniste, jointe à l'opposition séparatiste, avait été en mesure d'interdire la formation ou l'exercice du gouvernement. Telle eût été la situation si le mode de scrutin de 1946 avait été maintenu en 1951.

La réforme électorale suffit à faire élire près de quatre cents députés qui n'appartenaient ni à l'une ni à l'autre opposition. Si le groupe parlementaire de Rassemblement avait proposé des réformes acceptables aux autres partis, peut-être aurait-il pu entrer uni dans le régime et exercer une influence favorable. La direction du Rassemblement ayant voulu imposer au groupe de rester indéfiniment sur l'Aventin, sans perspective de victoire, la désagrégation intervint rapidement. Tous les ex-gaullistes participent maintenant au jeu; ils n'y montrent ni moins de virtuosité ni moins d'appétit que les autres députés.

Rassemblement mendésien?

Las de gouvernants anonymes, les Français placent, en de soudains accès d'enthousiasme, leurs espoirs en un homme. Mais le penchant bonapartiste est normalement plus faible que l'hostilité au césarisme. On ne fait pas impunément appel au pays contre le Parlement. Le président, grandi par la popularité dont il jouit, immédiatement devient suspect aux yeux de ses collègues.

Comment exploitera-t-il sa popularité?

Comment obtiendra-t-il que l'on vote pour ou contre lui?

À supposer que les députés dans leur circonscription se réclament de M. Mendès-France, le suivront-ils plus longtemps que tant de députés, élus en se réclamant du général de Gaulle, n'ont suivi ce dernier après 1951? Je ne crois, à aucun degré, à un "Rassemblement mendésien" qui me paraît essentiellement équivoque.

La nouvelle gauche est, dès l'origine, divisée entre ceux qui y voient une forme de collaboration avec le parti communiste, et ceux qui en attendent le dégonflement des effectifs communistes aux élections. Dans la première conception, elle est une version nouvelle de ces mouvements demi-politiques qui, depuis dix ans, expriment par leur naissance la nostalgie d'une gauche unifiée et, par leur mort, la résistance des faits à l'idéologie. Selon la deuxième conception, elle suppose un regroupement électoral de la gauche socialiste et radicale, et l'on voit mal comment cette gauche obtiendrait la majorité. Les sondages et les élections partielles n'indiquent aucun déclin de la force électorale du parti communiste.

L'équivoque est plus grande encore dès qu'il s'agit du programme ou des objectifs. Tout l'art de certains porte-parole de M. Mendès-France consiste à faire croire que leur héros était l'homme de la détente bien qu'il ait fait voter les accords de Paris, l'homme de la réforme économique bien qu'il ait continué sur ce terrain la politique du gouvernement précédent, l'homme de la coexistence avec le Viet Minh dans le Nord-Viet Nam bien qu'il soit le plus ferme défenseur de l'alliance atlantique et de l'action conjuguée avec les États-Unis.

On cultive systématiquement l'équivoque, on manie l'injure. Comme les successeurs de M. Mendès-France affirment, autant que lui, la nécessité de ratifier les accords de Paris, on baptise "serviles" tous les hommes d'État de l'ère d'immobilisme et on laisse entendre que les ministres de demain ne voudront pas la négociation avec Moscou ou la paix avec la ferveur du président du Conseil démissionnaire.

L'équipe mendésienne ne peut pas ne pas susciter autant d'amertume et d'hostilité dans les milieux politiques que d'espoir dans le grand public sensible au style de l'homme et à la propagande. Elle n'est ni plus ni moins pure que les équipes précédentes, la plupart de ceux qui s'en réclament ne sont pas plus indifférents aux Légions d'honneur et aux biens de ce monde que ceux qui se dressent contre elle.

M. Mendès-France a rendu des services au pays: il a conclu l'armistice en

Indochine auquel aspirait la nation entière, il a pris l'initiative de négociations avec le Néo-Destour en Tunisie - initiative courageuse, sur laquelle on ne peut plus revenir et qui marque la seule voie d'avenir. Mais sur les sujets qui, au même titre que l'Afrique, dominent notre destin - relations avec l'Est, politique européenne - on ne sait s'il avait à l'avance des idées arrêtées, on ne sait après expérience quelles sont ses intentions profondes.

Probablement a-t-il été victime d'un "amalgame politico-passionnel". Autour de lui s'étaient ralliés tous les opposants, qui voulaient les uns la paix en Indochine, des réformes en Afrique du Nord, d'autres une négociation avec Moscou, la liquidation de l'intégration européenne, d'autres encore plus de mouvement et d'autorité. Il n'y a aucun lien raisonnable entre ces divers souhaits. Un atlantique n'a pas plus de raison d'approuver la déposition de l'ancien sultan du Maroc qu'un neutraliste.

M. Mendès-France ne pouvait pas ne pas être victime de sa majorité hétéroclite, de la diversité des hommes qui voulaient se reconnaître en lui, des violences verbales de quelques-uns de ses partisans. Il serait lamentable qu'il n'eût plus d'autre occasion de manifester les dons exceptionnels que personne ne lui conteste. Mais du train dont vont les choses, on a peur qu'une fois de plus un sauveur ne divise les Français et n'achève l'émiettement sous prétexte de rassembler.

Nous avons une extraordinaire capacité, en France, d'entretenir indéfiniment les querelles. Nous ne sommes jamais sûrs d'avoir surmonté le passé. Nous continuons de nous heurter sur l'armistice de 1940, sur la C.E.D., sur la loi Barangé, qui ne vaut pas tant de passion, et sur l'accord entre l'Est et l'Ouest, qui ne dépend guère de nous.

Bientôt, si nous n'y prenons garde, chacun de nos sauveurs va créer un "grand débat" supplémentaire. On sera "mendésien" ou "antimendésien", dans le doute et la confusion. La voie de l'individu conduit à l'équipe, et celle-ci est toute proche de la faction, lourde d'ambitions temporelles cuirassées de grands mots.

Que les équipes se disputent l'exercice du pouvoir, rien de plus normal. Cette lutte est l'essence de la démocratie. S'il s'agit de réforme constitutionnelle ou des grands intérêts nationaux, je ne crois plus à cette méthode! J'attends davantage d'une mobilisation de l'opinion.

(À suivre.)

La Quatrième République doit se réformer pour survivre. V.-Pour mobiliser l'opinion

Le Figaro
7 mars 1955

Le titre de ce dernier article suffira, j'en suis sûr, à susciter l'ironie du lecteur. Beau travail, en vérité, me dira-t-il: vous montrez des maux que personne n'ignore, vous indiquez quelques causes, qui ne sont pas mystérieuses, vous tâchez de dissiper les espoirs que certains Français mettaient en tel homme ou tel mouvement. Et quand vous arrivez à vos propres remèdes, vous ne trouvez rien que des réformes banales, maintes fois proposées et jamais appliquées, en fait de loi électorale, de travail parlementaire ou du droit de dissolution. J'en conviens: toute étude sur la politique française est décevante, tant éclate le contraste entre l'évidence des tares et l'équivoque des remèdes. Notre régime est ce que le fait l'Assemblée nationale et celle-ci est à l'image des parlementaires, dont la vie est difficile, ingrate, tant qu'ils ne sont pas ministre et d'un coup, transfigurée dès qu'ils participent au conseil du gouvernement. Députés, assiégés de solliciteurs, qui assiègent les ministres; ministres harcelés par une opposition plus préoccupée de renverser le cabinet que de résoudre les problèmes; Assemblée souveraine, qui n'use guère de sa toute-puissance que pour paralyser le gouvernement et pour protéger des intérêts: par quel biais réformer le jeu politique, qui est fonction à la fois du métier parlementaire, de la structure des partis, du caractère national?

Je me borne à constater qu'il serait vain et criminel de *compter* sur les catastrophes, que l'expérience du Rassemblement a été faite et qu'elle a échoué. Les Français sont volontiers antiparlementaires, mais ils le sont comme ils sont anticapitalistes, antibourgeois, autrement dit, ils critiquent avec joie ce qu'ils sont, sans aucun désir, en tout cas sans autre volonté résolue, de détruire le parlementarisme, le capitalisme ou la bourgeoisie.

S'il en est ainsi et si le régime ne se réforme pas de lui-même, je ne vois qu'un seul espoir: que l'opinion elle-même se mobilise. À qui me dira que l'opinion est indifférente ou dégoûtée, que les Français mettent le meilleur d'eux-mêmes dans leurs affaires privées parce qu'ils n'attendent plus rien du régime, je répondrai: accepterons-nous indéfiniment d'avoir honte du spectacle que nous donnons au monde, honte de la politique, qui tout de même, est une partie de la France?

Un plan possible

Comment pourrait-on opérer cette mobilisation de l'opinion?

Voici un plan possible, entre d'autres.

Imaginons que dirigeants du patronat, des syndicats ouvriers, des cadres, des universités, personnalités intellectuelles au-dessus de la mêlée et d'une autorité indiscutable, se rencontrent et décident, pour la première fois, d'entreprendre une action en commun, en vue d'un objectif qui transcende les intérêts particuliers. Les représentants patronaux ne plaideraient pas pour des droits de douane ou des subventions, ni les représentants ouvriers pour des augmentations de salaires, ni les cadres pour le rétablissement de la hiérarchie, mais ils se prépareraient à mener ensemble une campagne pour que la France eût, enfin, un État, capable de ne pas céder aux revendications des uns et des autres.

Tous ensemble, ils commenceraient par confier à un petit nombre d'hommes le soin de rédiger un programme de réformes constitutionnelles. Ce comité essaierait, dans toute la mesure du possible, d'obtenir l'accord de personnalités parlementaires capables de convaincre les groupes. Une fois l'accord obtenu sur une des modalités possibles de réforme constitutionnelle (dont le point central serait la stabilisation des gouvernements par l'usage ou la menace d'user du droit de dissolution), les élites de la nation s'engageraient à mettre leur influence au service de cette charte constitutionnelle.

Pour intéresser l'opinion à la réforme, à supposer que la radio refuse de se rappeler qu'elle devrait être nationale et non partisane, on conçoit une grande alliance de la presse non liée aux partis, c'est-à-dire de la plus grande majorité de la presse française. Une quinzaine de quotidiens régionaux, une demi-douzaine de quotidiens parisiens et de grands hebdomadaires donneraient leur appui à cette tentative des Français pour rénover l'État.

À partir de là, dans tout le pays, les initiatives surgiraient, les bonnes volontés s'assembleraient. Pour la première fois, un mouvement *privé* aurait pour objet un intérêt strictement national, car pas un Français, pas un député qui ne reconnaisse que le régime, tel qu'il fonctionne, est en train de ruiner la patrie.

Cette tentative, si elle était couronnée de succès, pourrait servir de précédent. La démocratie a besoin d'une information aussi objective que possible, d'échanges entre l'opinion et les gouvernants. Nous n'avons pas l'équivalent des commissions royales d'enquête de la Grande-Bretagne. Les études du Conseil économique sont souvent d'excellente qualité, mais les membres du Conseil économique sont presque tous recrutés parmi les représentants des groupes

d'intérêts et les enquêtes sont, d'ordinaire, de tel caractère qu'elles sont difficiles à présenter au grand public.

Les journaux et les revues qui se seraient unis pour recommander une réforme constitutionnelle pour recommander pourraient reprendre, sur d'autres sujets d'intérêt national, des campagnes comparables. L'été dernier, notre confrère *Réalités* avait lancé un appel à ses lecteurs en faveur de quelques mesures précises. La réponse des lecteurs avait été étonnamment favorable. Je pense que la disponibilité existe.

Nous oscillons tous entre le découragement et la révolte; tantôt nous nous laissons aller au sentiment que le régime est aussi invulnérable à la mort qu'à la raison, tantôt nous nous disons que tant d'intelligences, de dévouements ne seront pas indéfiniment stérilisés par un jeu absurde.

Il s'agit de mobiliser la volonté de réformes sans ajouter une équipe de plus à celles qui se disputent l'État. La volonté gaulliste de réformes aboutit aujourd'hui à une fraction parlementaire qui n'a rien à envier aux autres. Durant les dernières semaines, M. Mendès-France, pour sauver son gouvernement, a usé de procédés qu'il reprochait justement à ses prédécesseurs.

Faut-il donc que toutes les tentatives de réformes finissent par s'enliser dans le système et en aggravent les défauts?

Les Français ne sont pas à ce point divisés

Une conviction est à l'origine de cette série d'articles, qu'il ne sera pas inutile d'exprimer clairement à la fin. Entre la majorité des Français non communistes il n'y a pas de querelles inexpiables. Puisque l'on admet la politique atlantique, on peut hésiter sur la meilleure méthode de coopération ou d'intégration européenne, mais des hommes de bonne volonté devraient normalement s'entendre sur une formule.

De même, qu'il s'agisse de donner à l'économie française les moyens de résister à la compétition étrangère ou d'accélérer l'expansion, il y a place pour les controverses techniques, les oppositions d'intérêts; aucun enjeu n'est tel qu'il exclut les ententes raisonnables entre les hommes, entre les représentants des groupes. Même à propos de l'Afrique du Nord, un consensus est en train de se former sur l'orientation de la politique à suivre.

Encore une fois, il serait absurde d'affirmer que les oppositions d'idées ou d'intérêts sont créées par les joutes partisans, mais elles sont démesurément amplifiées, elles sont systématiquement entretenues. Le jour où partisans et

adversaires de la loi Barangé seraient *condamnés* par la Constitution à gouverner ensemble pendant quatre ans, ils auraient vite fait d'élaborer un compromis raisonnable.

L'assemblée française est devenue l'image caricaturale de quelques traits du caractère national: intransigeance idéologique, conservatisme de fait, révolutionnarisme verbal, refus d'affronter la réalité, insuffisance d'information.

Je constate avec stupeur que les hommes les plus désintéressés, les plus honnêtes, résistent mal à l'étrange atmosphère du Parlement français. Non qu'ils soient, comme on dit absurdement, corrompus, mais ils se laissent prendre aux subtilités stériles du système et ils finissent par perdre contact avec le monde.

La France ne peut pas impunément ignorer les dangers qui la menacent de toutes parts et qui rendent mortels les jeux, tolérables en période tranquille. Le pays paraît parfois s'isoler de l'univers, et les députés sont prisonniers, derrière les hauts murs, de la ronde, monotone et pathétique, des bonnes volontés impuissantes.

N'entendent-ils pas les rumeurs du dehors? Ne rêvent-ils pas d'une autre République? Et ne savent-ils pas que jamais les cités ne se sont réformées sans l'action du législateur, qui ne change pas les hommes mais les lois. Ce sont les lois qui décident si les hommes manifestent le pire ou le meilleur d'eux-mêmes.

La IVème République doit se réformer pour survivre. Analyse d'un courrier

Le Figaro
28 mars 1955

Parmi les lettres que les lecteurs ont bien voulu m'écrire, je distinguerai plusieurs catégories. Je laisserai de côté la première: les lettres qui approuvent les propositions de réforme que j'avais indiquées et la méthode d'action que j'avais suggérée. J'en remercie mes correspondants.

Une deuxième catégorie de lettres proposent des réformes différentes de celles que j'avais recommandées. En particulier la question du mode de scrutin a retenu l'attention de plusieurs de mes correspondants. M. Equios, ingénieur civil des mines, m'écrit: "Je me demande pourquoi vous n'avez pas envisagé le scrutin uninominal majoritaire à un tour, analogue à celui qui a cours en Angleterre. Je crois me souvenir que notre professeur d'histoire de mathématiques élémentaires nous enseignait, à Louis-le-Grand, déjà en 1937, que c'était la loi électorale anglaise qui avait voulu l'existence des deux ou trois seuls partis de Grande-Bretagne, malgré la grande divergence de vues d'hommes d'un même parti politique."

Un autre correspondant, M. Hirigoyen, veut, lui aussi, que "l'on revienne au scrutin uninominal à un tour (un député pour 100.000 habitants pour les territoires métropolitains)... mais pour éviter les renversements brutaux de politique que des élections générales risquent d'amener, pense qu'il y aurait lieu de renouveler le Parlement par tiers".

Les plus nombreux parmi mes correspondants paraissent souhaiter le retour au scrutin uninominal à deux tours, tel qu'il était pratiqué à la veille de la guerre. Je ferai deux observations préliminaires. D'abord le mode de scrutin me paraît poser un problème d'opportunité, non de principe. Ensuite, aucun des modes de scrutin que l'on a mis à l'épreuve en France n'a assuré une majorité stable au Parlement. Il n'y a strictement aucune raison de penser que le scrutin uninominal à deux tours révélerait demain des vertus qu'il ne possédait pas hier.

On objectera que la France n'a jamais mis à l'épreuve, sous la IIIe République, le scrutin uninominal majoritaire à un tour. Et l'objection est incontestable. Peut-être aurait-on pu faire l'expérience en 1871, à une époque où les partis existaient à peine et où peut-être la loi électorale aurait influé sur leur développement.

Mais, à partir du moment où des partis multiples se sont organisés, d'un côté ou de l'autre, tour à tour la droite et la gauche craignent d'être victimes d'un tel système. Le bloc, momentanément le plus désuni, imagine à l'avance une candidature unique de la droite (ou de la gauche) contre une gauche (ou une droite) divisée. Cette crainte est aujourd'hui amplifiée et justifiée par la force du parti communiste. Dès lors, tous les arguments, si raisonnables soient-ils ou puissent-ils paraître, n'emporteront jamais l'assentiment des députés.

Le scrutin uninominal à deux tours ne se heurtera pas à une opposition aussi radicale. Les prises de position des uns et des autres dépendront des perspectives de réélection qu'offrirait à chaque sortant le retour à l'arrondissement. On ne peut pas demander à un leader politique, qui a occupé les plus hauts postes de l'État mais qui ne dispose pas d'une circonscription sûre, de sacrifier son avenir à une loi électorale dont les mérites prêtent à discussion. Communistes et républicains populaires sont unanimement hostiles au scrutin d'arrondissement, les premiers l'ont toujours été et peuvent malaisément changer d'opinion (le scrutin de liste est un scrutin de partis). Les socialistes sont divisés entre un principe traditionnel et des préférences variables de député à député.

Une Assemblée élue au scrutin uninominal à deux tours vaudrait-elle mieux que la présente Assemblée ou que la prochaine Assemblée élue dans le cadre du département? Beaucoup de lecteurs en paraissent convaincus. Personnellement j'en doute, mais je me sens peu passionné en la matière. Quel que soit le mode de scrutin, on retrouvera les mêmes groupes multiples qu'aujourd'hui, tout gouvernement exigera une coalition entre plusieurs groupes, et l'instabilité des coalitions enlèvera aux ministères autorité et durée.

La question du mode de scrutin est de celles sur lesquelles on tenterait vainement de réaliser un large accord de l'opinion. Mieux vaut donc ne pas lui attribuer une importance excessive et reconnaître qu'avec ou sans réforme électorale, on se retrouvera demain en face du même problème: comment donner à des ministères de coalition le moyen de prendre les décisions et de mener à bien une politique?

Le droit de dissolution

Beaucoup de mes correspondants ne sont pas convaincus (je ne le suis pas non plus) que l'usage du droit de dissolution suffirait à guérir les maux de la IV^e République. La plupart sont favorables à une tentative de ce genre; les autres suggestions que nous avons reçues seraient peut-être plus efficaces, mais elles n'auraient guère de chance d'être approuvées.

Presque tout le monde étant d'accord sur le droit de dissolution, on cherchera la modalité la plus efficace. M. Paul Reynaud a soumis une proposition précise, qui a le mérite de mettre l'accent sur l'essentiel et peut-être de mobiliser l'opinion publique. Si cette proposition a plus de chance d'être votée par l'Assemblée qu'une autre, je suis tout prêt à m'y rallier, en dépit de mes préférences pour une autre méthode.

M. Paul Reynaud veut supprimer les paragraphes 3 et 4 de l'article 49, ce qui équivaut à effacer la distinction entre question de confiance sous la forme constitutionnelle et question de confiance ordinaire. Après un vote de défiance, à la majorité ordinaire, le président du Conseil a la faculté de demander un deuxième vote, et si celui-ci est également négatif, la dissolution serait de plein droit, à condition que le gouvernement ne durât pas depuis plus de deux ans.

Une réserve de principe peut être formulée sur le fait que dans ce système, l'Assemblée elle-même décide sa dissolution. Dans tous les régimes qui se respectent, c'est le chef de l'État ou le chef du gouvernement qui prend l'initiative de la dissolution. Ceux mêmes qui veulent réformer nos institutions sont à ce point obsédés par la crainte du pouvoir personnel, accoutumés au régime d'assemblée que leur première idée est de déposséder l'exécutif d'une prérogative et de consacrer par leur réforme même la souveraineté de l'Assemblée.

Je passerais aisément sur cette objection de principe si je n'avais une inquiétude sur l'efficacité du système. En laissant un intervalle de trois jours entre le premier et le deuxième vote, on risque la désagrégation du cabinet, qui n'existerait plus pour demander un deuxième vote. Tel parti représenté dans le ministère retirerait ses ministres, et la "combinaison" éclaterait. L'Assemblée ne procéderait pas à un deuxième vote de défiance et la connaissance anticipée de cet éclatement enlèverait à la menace de dissolution la plus grande partie de son efficacité.

Personnellement, je trouverais préférable le système le moins subtil, le plus simple: un président du Conseil renversé aurait toujours le droit de dissoudre l'Assemblée, si le Président de la République y consentait. Et comme le danger n'est pas que les présidents du Conseil abusent de cette prérogative (ils connaissent trop le ressentiment que leur garderaient leurs collègues), on y joindrait la règle, limitée de celle que M. Paul Reynaud suggère, selon laquelle une législature compterait au maximum trois chefs de gouvernement, quelles que soient les circonstances dans lesquelles seraient intervenues les crises.

Encore une fois, je ne tiens pas à cette formule plus qu'à une autre, pourvu que

la formule finalement retenue réponde aux deux exigences suivantes: que le droit de dissolution soit accordé de telle sorte que l'autorité des ministres soit renforcée, qu'une clause tende à parer au risque de renversement du cabinet par guérilla parlementaire ou éclatement interne. Ne l'oublions pas: il ne s'agit pas de créer l'instabilité parlementaire, mais de réduire l'impuissance ministérielle.

Insuffisance des remèdes

Une dernière catégorie de lettres m'expriment la déception des lecteurs, convaincus que les réformes envisagées sont insuffisantes. Ainsi M. François Louis-Bertrand m'écrit: "Votre étude actuelle, permettez-moi de vous le dire très amicalement et en qualité de vétéran, déçoit. Vous noyez le poisson... L'instabilité parlementaire résulte surtout des appétits de portefeuilles. Nul ne peut la nier. Or cette compétition sordide serait impossible si nous avions une constitution digne de ce nom, c'est-à-dire séparant les trois pouvoirs comme l'explique Montesquieu et comme c'est le cas aux États-Unis. Il est illogique et contraire à toute règle constitutionnelle saine qu'une même personne cumule le pouvoir législatif (député, sénateur) et le pouvoir exécutif (ministre)... Le seul remède? Une refonte complète de la Constitution préparée par des juristes compétents..."

M. André Michel, de Saint-Germain-en-Laye, trouve, lui aussi, que toutes les réformes envisagées ne sont que "palliatifs, cautères sur une jambe de bois, alors qu'il faudrait une opération chirurgicale pour sauver le malade... Rien de sérieux ne peut être fait de l'intérieur. Vous ne pouvez exiger d'un malade qu'il s'opère lui-même."

En revanche, M. Gerville-Réache, en réponse à mes articles, écrit qu'une réforme constitutionnelle sérieuse incombe au pouvoir exécutif. "Nous avons dans notre histoire un tel arsenal de lois et dans nos facultés des professeurs si éminents qu'un gouvernement résolu à faire son devoir n'aurait aucune peine à établir un projet extraparlémentaire qui pourrait d'ailleurs s'inspirer des textes de 1875... Un projet établi dans ces conditions et plus largement diffusé que par le *Journal officiel* serait soumis au Parlement quelques mois avant les élections générales, de telle sorte que, voté ou repoussé par lui, il permettrait au collège électoral de reconnaître les siens..."

M. Robert Lecourt, en un discours récent, a parlé avec le mépris convenable des réformateurs amateurs (sans doute les parlementaires sont-ils des "professionnels") et assuré que la meilleure réforme serait celle sur laquelle s'accorderaient les représentants des principaux groupes parlementaires.

Ces deux sortes de réactions me paraissent également typiques. Le député a une tendance fâcheuse à distinguer dans l'humanité deux catégories et deux seulement, les députés d'une part, tous les non-députés de l'autre, cette dernière catégorie étant à la fois la plus nombreuse et la moins importante. Ajoutons que les plus antiparlementaires, dans cette dernière catégorie, ont montré une étonnante capacité de s'adapter aux mœurs parlementaires, dès qu'à leur tour, ils eurent pénétré dans l'enceinte sacrée. Tâchons de ne pas succomber à la démagogie antiparlementaire, facile et stérile, puisqu'il n'est ni possible ni souhaitable de sortir du régime parlementaire et, en même temps, de nous garder cette étrange maladie qui affecte les députés français et leur considérer le monde entier sous l'angle particulier du jeu politique et de la suprême dignité de l'élu.

Réformes possibles et réformes impossibles

Je l'accorde bien volontiers à mes contradicteurs, bien d'autres réformes sont concevables et seraient souhaitables. Les quatre assemblées dont nous a dotés la Constitution de 1946 ne contribuent pas au crédit du pays. Les organisations professionnelles ne manquent pas de moyens pour faire connaître leurs points de vue et leurs vœux aux députés et aux ministres, on se demande pourquoi elles doivent encore peupler de leurs représentants une assemblée supplémentaire. S'il ne s'agit que d'études objectives (et celles du Conseil national économique sont souvent excellentes), on ne voit pas la nécessité d'un Parlement au petit pied.

La séparation radicale entre législatif et exécutif, dans le style américain, nous vaudrait peut-être un régime plus efficace. Il se peut qu'il y ait une erreur fondamentale dans la pratique démocratique de la France; on veut faire sortir la décision du chaos des opinions et des groupes. Les élus représentant la diversité des querelles des Français; l'homme ou les hommes qui incarneraient la volonté de la nation devraient avoir une autre origine. Mais ces sortes de considérations sont malheureusement théoriques. Le souvenir des deux Napoléons suffit à exclure toute constitution du type présidentiel. On ne tolérera pas un président de la République élu au suffrage universel ou par un corps électoral élargi. On craindra qu'en cas de conflit entre le législatif et l'exécutif, celui-ci ne cherche une issue dans un coup d'État.

Je me suis donc volontairement mis dans le cadre des possibilités actuelles et, sans aucune illusion, j'ai indiqué la seule réforme qui me paraissait offrir une chance de guérir ou, au moins, d'atténuer les maux de la IV^e République. Par qui doit être étudiée la réforme? Par le pouvoir exécutif, comme le dit M. Gerville-Réache, par les représentants des groupes parlementaires, comme le dit M.

Lecourt, par des associations privées de citoyens? La querelle des compétences ou des investitures serait dérisoire. L'essentiel est qu'une réforme intervienne.

Quand on parle de mobiliser l'opinion, les députés s'inquiètent. Mais si l'on remettait aux malades le soin de guérir la maladie, aux seuls parlementaires le soin de réformer le parlementarisme, on serait accueilli, hors du Palais-Bourbon, par des éclats de rire.

Les députés auraient tort de ne pas méditer les propos de M. Attlee à la Chambre des Communes, de ne pas sentir qu'à la longue, un régime méprisé par l'opinion va vers sa propre mort ou vers la mort du pays lui-même. Et si nos amis députés nous répondent qu'ils ne sont ni meilleurs ni pires que leurs électeurs, c'est-à-dire vous et moi, alors nous leur répondrons que nos institutions doivent être encore pires que nous ne le pensons, puisque aucun autre régime d'Occident n'offre l'équivalent du spectacle qui humilie les Français et déconsidère la France.

Entre tant de lettres, qu'on me permette, pour finir, de citer ces mots de M. M. A.:

"Il ne me viendrait pas à l'esprit que je suis patriote si je ne sentais depuis longtemps dans la partie haute de moi cette maladie ou cette passion triste et qui se reconnaît par la douleur"... Depuis vingt ans, ce mot de Montherlant reste gravé dans ma mémoire. Car je ne me souviens pas d'avoir vécu un seul jour de ma vie avec le sentiment d'être d'une France qui fût digne d'être la France.

Sortir du cercle vicieux qu'évoque Tacite dans cette phase ultime, la décadence infernale "où l'on ne peut plus supporter ni les maux ni les remèdes".

En sortir...

Que l'armée des sceptiques cesse de l'être et ils sont aussitôt tout-puissants.

2.2

EN QUÊTE D'UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE (1947-1952)

De l'expérience Blum aux projets Schuman

Le Figaro
22-23 juin 1947

L'expérience Blum avait été accueillie avec enthousiasme par l'opinion. Enfin, un gouvernement s'efforçait de diriger les événements au lieu de les subir. Les projets Schuman rencontrent aujourd'hui un scepticisme lassé. Il est clair qu'à nouveau nos gouvernants, incapables de résister aux pressions des intérêts particuliers, sont le jouet des circonstances.

Il serait injuste de méconnaître les résultats obtenus par l'expérience Blum.

Dans les six mois qui ont suivi la hausse générale des salaires de juillet 1946, les prix ont monté plus que les salaires. En revanche, depuis le début de l'année, les prix sont, en gros, demeurés stables. Autrement dit, le gonflement des salaires nominaux ne donne aux salariés que des avantages éphémères et il aboutit à la détérioration de leurs conditions de vie réelles. Le blocage des salaires a du moins permis de maintenir ses conditions de vie.

La leçon est claire: il n'y a d'espoir, pour les salariés, comme pour la nation entière, que dans la stabilité des salaires et des prix, dans l'adaptation des revenus distribués aux marchandises disponibles. Une telle leçon n'a pas de couleur politique; les partis socialistes de Belgique, de Hollande ou de Grande-Bretagne l'ont retenue depuis longtemps. La démocratie française gardera-t-elle le triste privilège de croire aux remèdes de charlatans?

Le chaos des prix

L'amélioration du sort des classes populaires supposait une baisse des prix. Or, en dépit des décrets ministériels, celle-ci est restée largement inférieure aux 10% souhaités.

Les causes de l'échec sont multiples. Les phénomènes économiques n'obéissent pas indéfiniment à la méthode Coué. Le choc psychologique obtenu au début s'amortit rapidement. Certains facteurs de hausse continuaient à jouer: déficit budgétaire, pénurie relative sur certains marchés essentiels. Les décrets de l'État agissaient davantage sur les prix industriels, moins imparfaitement contrôlés, que sur les prix agricoles. Or ceux-ci importent bien plus que ceux-là aux masses populaires.

Enfin et surtout, une baisse uniforme des prix n'aurait été concevable que si les relations entre les différents prix avaient été normales. Or nous ne sommes

pas encore sortis du chaos des prix. Dans le secteur industriel, certains prix de produits subventionnés, certains tarifs de services publics n'avaient pas suivi le mouvement général. Dans le secteur agricole, le cours du blé était au-dessous du coefficient 4 par rapport à 1938, celui de la viande (du moins quand il était libre), entre 12 et 15. La disparité entre les prix des secteurs industriel et agricole n'était pas moins évidente. Dans le secteur industriel, le coefficient de hausse par rapport à 1938 se situe entre 6 et 9, dans le secteur agricole entre 10 et 15.

Incapable de choisir entre un dirigisme effectif et la liberté, le Gouvernement ne parvint ni à réduire les prix agricoles excessifs, ni à assurer aux grandes villes une ration alimentaire de base. Le mécontentement populaire, encore aggravé par la crise du pain et de la viande, éclata en grèves. Pour apaiser les revendications, on se résigna à les satisfaire.

Sous le nom de "prime à la production", on s'engage dans la voie d'une hausse générale des salaires, alors que, depuis plusieurs mois, l'indice de la production n'a pas monté. Personne ne se fait d'illusion. Mais il n'y a pas d'État pour imposer la sagesse.

Les projets Schuman

Les difficultés auxquelles s'attaquent les projets de M. Schuman ne dérivent pas toutes des derniers événements. Les avantages accordés aux cheminots et aux employés du Gaz et de l'Électricité élargissaient les déficits d'exploitation, mais il était normal de réduire ceux-ci en élevant les tarifs qui restent au-dessous du coefficient général de hausse.

Les troubles sociaux, l'inquiétude qu'ils ont suscitée ont contribué à l'accroissement rapide de la circulation fiduciaire, mais le recours aux avances de la Banque de France (c'est-à-dire à la planche à billets) s'explique avant tout par les besoins supplémentaires de l'économie. On a restreint les facilités bancaires, on élève les salaires: les entreprises sont donc obligées d'accroître leurs disponibilités, de retirer des banques une partie de leurs dépôts. Les banques, à leur tour, ne sont pas en mesure de renouveler certains des bons qui viennent à échéance.

Le déficit budgétaire n'est donc pas directement à l'origine de l'augmentation des billets en circulation. Mais le ministre des Finances avait estimé entre 350 et 400 milliards le montant du budget extraordinaire, non couvert par l'impôt. Il est donc heureux que le Gouvernement, mis en éveil par des difficultés de trésorerie peut-être mal interprétées, ait décidé de comprimer les dépenses et d'accroître les recettes. Les moyens envisagés témoignent de peu d'imagination.

Dans les milieux politiques, on a discuté moins leur efficacité que leur orientation politique. Et on a ajouté quelques mesures "dites de gauche" (imposition sur les signes extérieurs de la richesse, augmentation de l'impôt de solidarité) pour atténuer l'effet des mesures "dites de droite" (relèvement des tarifs, réduction des subventions économiques).

Peut-on réaliser des économies sans une véritable réforme administrative?

Les économies sur les dépenses civiles et militaires sont indispensables, mais les réalisera-t-on sans une véritable réforme administrative? Il faut accroître les recettes, mais y parviendra-t-on sans une réforme profonde de la fiscalité? Les taux des impôts sont en général excessifs, mais trop de revenus passent à travers les mailles du filet. L'impôt sur le revenu représentait 24 % des ressources fiscales en 1938, il n'en représente que 15 % en 1946 (65 % en Angleterre). La part des salariés dans le total des impôts directs a plus que doublé entre 1938 et 1945.

Si courageux que soit l'effort fiscal, à quoi mène-t-il? On accorde des augmentations de salaires, et on les neutralise par la hausse des prix. On met en circulation des revenus fictifs par des primes à la production, on tâche de les retirer en comprimant le déficit budgétaire. Le ministre des Finances s'efforce d'annuler l'effet des mesures prises ou subies par le ministre du Travail. Ces actions, à la fois complémentaires et contradictoires, traduisent moins une politique qu'un aveu d'impuissance.

On a présenté ces projets comme destinés à garantir l'avenir du franc. Ils n'autorisent en vérité aucune prévision sur la valeur future de la monnaie.

Le déficit budgétaire n'est pas la seule cause de la hausse des prix. Les tarifs des services publics et les prix des produits subventionnés vont augmenter immédiatement. On va réévaluer le blé dont le cours était anormalement bas. Empêchera-t-on la contagion de hausse de gagner les autres prix agricoles anormalement élevés? Quel pourcentage de hausse (10%? 15%?) représenteront finalement les primes à la production?

M. Schuman sait parfaitement que nos exportations sont dès maintenant freinées par le niveau des prix. Et il n'ignore pas que ce niveau ne sera pas déterminé demain par ses seuls projets financiers, si méritoires soient-ils, mais par les décisions de ses collègues du Travail, de l'Agriculture et de l'Économie nationale, c'est-à-dire par la politique des salaires, du ravitaillement et des prix.

Or, depuis que l'expérience Blum a été en fait liquidée, on ne sait plus ce

qu'est la politique gouvernementale. Celle que M. Ramadier s'était engagé à poursuivre, il l'a en fait abandonnée. L'a-t-il remplacée par une autre?

Une deuxième expérience Blum est-elle possible?

Le Figaro
13-14 juillet 1947

La politique vit de mythes. L'expérience Blum est à peine liquidée que déjà on lance la formule d'une deuxième expérience Blum, comme si le leader du parti socialiste était détenteur d'un secret chargé d'une vertu mystérieuse et susceptible d'être mis à l'épreuve une fois de plus.

La baisse uniforme de 5 ou de 10 %, ordonnée par décret, ne se justifiait que par la nécessité d'un choc psychologique. Techniquement, elle comportait de multiples inconvénients, puisqu'elle s'appliquait uniformément aux prix des produits subventionnés (ce qui se traduisait par une dépense supplémentaire pour l'État) à certains prix anormalement bas, comme aux prix excessifs. Personne ne songe à rééditer le coup de surprise.

On ne saurait créer, à l'heure présente, une psychose de baisse: d'après l'Institut d'opinion publique, 52 % des Français, en janvier dernier, croyaient à la baisse des prix, 15 % à la hausse; en juin, 71 % croient à la hausse, 3 % à la baisse. En tout état de cause, les augmentations de salaires et d'impôts, la suppression des subventions rendent inévitable une montée, provisoire au moins, des prix.

Que reste-t-il de l'expérience Blum, une fois écartée la baisse par décret et par choc psychologique? Une tentative de stabiliser les prix et de bloquer les salaires. Quand on s'interroge sur la possibilité d'une nouvelle expérience, on se demande simplement si, au palier atteint par les salaires et par les prix après le réajustement actuel, on a une chance de tenir.

Perspectives techniques

Techniquement, certaines conditions sont relativement moins défavorables qu'il y a six mois. La disparité entre les différents prix est réduite par l'élévation des prix du blé, de certains services publics et des produits naguère subventionnés. Dans l'angoisse suscitée par la crise de la trésorerie, on a pris des mesures pour accroître les recettes et diminuer les dépenses de l'État, pour réduire l'importance du budget extraordinaire à couvrir par l'emprunt.

Déficit des finances publiques et déséquilibre des prix, les deux facteurs

principaux qui agissaient contre la stabilité, sont donc plutôt atténués qu'aggravés. Malheureusement l'un et l'autre subsistent, et rien n'indique que le Gouvernement ait conçu le moyen de surmonter ces éternels obstacles.

Si le ravitaillement en viande passe par la phase saisonnière d'abondance, on ne voit pas de raison pour que les cours baissent sensiblement, aussi longtemps que la situation du marché n'est pas modifiée (ressources globales plus faibles qu'avant la guerre, accroissement de la consommation paysanne, tendance du producteur à ne pas vendre ses bêtes quand les offres ne répondent pas à ses exigences).

Il est même à craindre que le prix du blé, qu'il a fallu relever, n'entraîne, en raison de son caractère symbolique, les autres prix agricoles.

Le risque est d'autant plus grand qu'au même moment on procède à une hausse générale des salaires. On calcule aisément la hausse des prix industriels, directement provoquée par le gonflement de la rémunération ouvrière, mais, l'expérience faite dans le deuxième semestre de l'année 1946 l'a prouvé, le volume accru du pouvoir d'achat est susceptible, par suite de l'incrédulité monétaire et de la demande supplémentaire sur les marchés, de se traduire par un renchérissement de toutes les marchandises, même de celles dont le coût de revient n'a pas été modifié.

Faute de charbon, on n'envisage pas, pour les mois qui viennent, d'accroissement sensible de la production industrielle. Les prix français sont déjà à un niveau tel que nos exportations, indispensables à notre survie comme nation indépendante, deviennent chaque jour plus difficiles. Avant de parler d'une nouvelle tentative de blocage, il faudrait donc savoir si le taux actuel du change peut être maintenu.

Le gouvernement n'a pas fait connaître, jusqu'à présent, un ensemble coordonné de mesures qui permette de parler d'une expérience.

Certes, il va tenter, une fois les hausses de salaires absorbées par l'industrie, de freiner le mouvement des prix. Il s'efforcera d'élargir l'intervalle entre deux poussées successives de revendications. À moins de choisir résolument l'inflation sans contrôle, dans l'espoir qu'à un niveau imprévisible l'équilibre finisse par s'établir de lui-même, on ne voit pas ce qu'il pourrait essayer d'autre.

Mais l'effort pour limiter les dégâts et gagner du temps n'équivaut pas à une politique véritable, c'est-à-dire à un programme visant à maîtriser les forces aveugles et à orienter les événements.

Il reste évidemment la foi: hier, on croyait à Coué, aujourd'hui, au père Noël (Américain). Nul ne sait si nous recevrons les milliards de dollars, suprême espoir de nos dirigeants. Mais l'aide extérieure ne remplacera jamais l'effort français. Après tout, nous avons dépensé annuellement, depuis la Libération, un milliard et demi de dollars, prélevé sur notre capital de devises ou d'or et sur nos crédits, sans rompre le cycle infernal.

En quête d'un gouvernement

Qu'aurait-il fallu pour le rompre? Ni les gouvernants, ni les gouvernés, n'ont manqué de bonne volonté. Nous mangeons déjà le pain noir auquel nous convie Maurice Thorez, défenseur sourcilleux, mais à sens unique, de l'indépendance nationale. M. Ramadier, par son honnêteté et son labeur infatigable, force l'estime. Il n'en reste pas moins que la dégradation de l'autorité publique, sous l'actuel ministère, s'est poursuivie à une allure terriblement accélérée.

Ballotté entre les pressions contradictoires, l'État subit, de mauvaise grâce, tour à tour l'ultimatum des fonctionnaires, celui de la C.G.A., celui de la C.G.T. Chacune des revendications, en elle-même, peut paraître justifiée. Toutes ensemble n'ont qu'un aboutissement possible: l'inflation et la ruine de la monnaie. Le président du Conseil s'est écrié qu'il sauverait les Français malgré eux. Il ne le fait malheureusement pas, sinon en paroles.

En vain, le gouvernement, conscient qu'à force de s'occuper de tout il n'arrivait à rien, a invité employeurs et employés à s'entendre directement. Ou bien les intéressés respectaient le plafond fixé pour la prime à la production, et les conflits s'éternisaient. Ou bien ils le dépassaient, et ils entraient dans l'illégalité, ouverte ou clandestine. La politique générale des salaires, dans le régime actuel, relève de l'État qui ne peut, sans abdication, transférer à d'autres les responsabilités qui lui incombent.

Aujourd'hui, comme par dérision, c'est la C.G.T. qui publie un plan d'ensemble, mélange confus d'idées justes et de formules démagogiques, cependant que les ministres, absorbés par le règlement de querelles innombrables, n'interviennent plus que par des décisions parcellaires. On a bouclé la boucle. Les coalitions privées ont pris la place de l'État: la discipline de grève est la dernière forme de discipline à laquelle le citoyen se soumette (le plus souvent, d'ailleurs sans enthousiasme).

La France offre l'exemple parfait de la décomposition du régime pluraliste. Dans le régime totalitaire, l'État existe seul et absorbe les groupes particuliers. Sous la IV^e République, tous les groupes particuliers détiennent une parcelle de

puissance et l'État devient le jouet de forces incontrôlées. Faut-il se résigner soit à cette extension monstrueuse, soit à cet affaiblissement funeste de l'État?

L'alternative serait révoltante et l'on refuse de choisir l'un ou l'autre terme. Aussi bien, philosophes et historiens nous ont-ils enseigné que les sociétés passent souvent d'un extrême à l'autre.

Le dirigisme conservateur

Le Figaro
14 août 1947

Les mots autour desquels se livrent les batailles politiques ne sont jamais définis avec précision. Peut-être doivent-ils demeurer équivoques pour soulever les passions. En France, nous attribuons au dirigisme et le système des points et des cartes, expédient lié à la pénurie, sans signification théorique, et le système de répartition, qui devrait permettre à l'État de distribuer les ressources nationales en fonction de l'urgence ou de l'intérêt collectif, et la fixation des prix qui, séparée de la répartition, a tant de fois fait faillite. On ne distingue pas plus les objectifs que les modalités du dirigisme. Or qu'y a-t-il de commun entre le dirigisme soviétique, indifférent aux situations acquises, uniquement tendu vers l'accroissement de la production, et le dirigisme français, né du désir de soutenir les entreprises en difficultés, étendu pendant la guerre pour organiser la pénurie, animé toujours moins par la volonté de création que par le souci de conservation.

Règles universelles

Communisme et national-socialisme ont développé des régimes que j'appellerai *dirigisme d'expansion*. Dans les deux cas, l'objectif est d'augmenter le plus possible la force économique de la nation. On ne songe pas à rétablir l'équilibre de l'offre et de la demande en réduisant la production ou en élevant le pouvoir d'achat des masses. On limite strictement les revenus susceptibles d'être dépensés afin de réserver des sommes considérables aux investissements. Quand on décide d'étendre une branche industrielle aux dépens d'une autre, on provoque le transfert de la main-d'œuvre par voie d'autorité. On envoie les ouvriers ukrainiens vers la Sibérie, les petits commerçants vers les chantiers de la ligne Siegfried. Hommes et matériaux sont perpétuellement à la disposition des planificateurs.

Personne ne donnera ces procédés en modèle. L'idéal n'est pas de sacrifier le bien-être des masses à l'édification de pyramides. La toute-puissance des technocrates, maîtres du travail et de la résidence, de la vie et de la mort de millions d'hommes, suscite plus d'horreur que d'admiration. Mais ces exemples rappellent certaines règles valables pour tous les régimes économiques.

Appelé à intervenir en période de crise pour sauver les banques ou les viticulteurs en péril, l'État a pris l'habitude de craindre l'abondance. Encore

aujourd'hui, où il s'agit de surmonter la disette, il réussit mieux à restreindre qu'à encourager la production. Dans l'Europe occidentale, en Grande-Bretagne comme en France, nous avons besoin d'un dirigisme d'expansion et non d'un dirigisme de conservation. Or le premier comporte une double nécessité: nécessité de produire le plus possible, de renouveler l'outillage, donc de réduire la consommation afin de libérer des capitaux, des ouvriers, des matières premières, en vue des investissements; nécessité de consentir aux éliminations et aux déplacements, élimination des hommes et des affaires inefficaces ou inutiles, déplacements des travailleurs et des matières d'une branche secondaire vers une branche appelée à s'étendre.

Notre régime actuel est-il équipé pour satisfaire à cette double nécessité?

Investissements et transferts

Nous vivons, depuis la Libération, en inflation permanente. Les masses populaires ont été, en fait, amenées à subir des privations comme si nous mettions en œuvre un plan d'équipement. À partir du printemps 1945 jusqu'à la fin de 1946, les marges bénéficiaires ont été en général calculées, et surtout accrues par l'augmentation de la production, de telle sorte que beaucoup d'entreprises ont disposé de capitaux. Malheureusement une fraction importante des profits a été constituée grâce aux transactions du marché noir. Or ces sortes de profits se dispersent en dépenses somptuaires, plutôt qu'ils ne servent à l'achat d'outillage. D'où le contraste entre la misère et le luxe, qui décourage les travailleurs honnêtes et tourne en dérision nos efforts de dirigisme. Tant qu'on n'aura pas mis fin à l'inflation, tant qu'on n'aura pas rétabli la stabilité des prix et des salaires, les plans de répartition du revenu national entre la consommation et l'investissement ne sortiront pas du domaine de la fantaisie.

On aperçoit moins encore comment, en l'état actuel des choses, s'opéreraient les transferts. En régime de liberté, une industrie en expansion attire des ouvriers en leur offrant des avantages supplémentaires. En régime de direction autoritaire, c'est l'administration qui envoie les ouvriers là où ils passent pour être le plus utiles. Il n'y a pas, en France, officiellement de dirigisme de la main-d'œuvre. (Il n'y en a pas davantage en Grande-Bretagne, où les industries essentielles manquent de bras et où plusieurs centaines de milliers d'hommes sont employés dans les différents paris mutuels, chevaux et football.) La surenchère des salaires ne joue que partiellement (elle a joué pour le recrutement des mineurs) et, d'ordinaire, clandestinement.

Les méthodes par lesquelles, jusqu'à présent, on fixait les prix et les marges

bénéficiaires aboutissaient à cristalliser la structure économique. Les prix devaient permettre à toutes les entreprises de survivre. Il en résultait une sécurité, plaisante peut-être à l'individu mais funeste à la collectivité. Il est difficile, en ces matières, de s'arrêter à mi-chemin. Il faut, selon l'exemple allemand, briser les cloisons entre les entreprises, supprimer les secrets de fabrication ou du moins instituer des caisses de péréquation, afin que les prix ne soient plus fixés en fonction du rendement inférieur, sans que pourtant les entreprises défavorisées soient contraintes de fermer leurs portes.

En matière de commerce, la tendance conservatrice a été poussée plus loin encore. Les marges bénéficiaires devaient laisser à tous les commerçants la possibilité de poursuivre leur activité en dépit d'un volume d'affaires réduit. Un des avantages du dirigisme, en théorie, est la simplification qu'il autorise de la distribution. Mais on n'a fait rien de tel. Chacun a conservé son ancien métier, même si celui-ci ne répond plus à aucune utilité. Les voyageurs attendent le jour où l'abondance rétablira la concurrence. L'exportateur, qui prenait naguère des risques en achetant à terme du coton, de la laine ou du café, s'est vu garantir un pourcentage sur des achats faits pour le compte de l'État. Bien plus, le nombre des intermédiaires (par exemple des grossistes en textiles) a augmenté au lieu de diminuer, parce que ceux qui achètent pour revendre ont une chance de recueillir des profits illégaux.

Ni obligation, ni sanction

Notre économie ignore obligation et sanction. La sanction économique, la faillite, a pratiquement disparu, sans que la sanction politique prenne la relève et remplisse une fonction indispensable à toute collectivité: l'élimination des incapables. D'aucuns s'en félicitent, parce qu'ils y voient une promotion de la sécurité. Mais les progrès de la sécurité sociale ont pour contre-partie l'universelle insécurité qui tient à une monnaie fondante. Il est d'ailleurs tout aussi essentiel d'assurer une perspective de carrière rapide aux mieux doués qu'un minimum de sécurité à tous. Une société dont la seule ambition est de donner à chacun la certitude de conserver sa situation, si médiocre soit-elle, est mûre pour la bureaucratisation universelle. C'est-à-dire pour la servitude.

L'heure de la réflexion

Le Figaro
7 septembre 1947

À force de succès parlementaires et d'insuccès économiques, voici le gouvernement Ramadier enfin arrivé à bon port. Les députés partent en vacances au moment où les citoyens en reviennent. Le président du Conseil a obtenu de sa fidèle majorité tout ce qu'il lui a demandé, la réduction puis la majoration des subventions, la liberté de la viande et le plan de congélation. La preuve est faite que l'Assemblée, de plus ou moins bon gré, se plie aux volontés, successives et contradictoires, de nos gouvernants. Si ceux-ci manquent d'autorité, ils ne sauraient en accuser les législateurs. La cause de leur impuissance est en eux-mêmes, ou dans les choses.

On invitera donc respectueusement nos Excellences à utiliser au mieux, c'est-à-dire à l'élaboration d'une politique, le répit que d'autres consacreront à des campagnes électorales. Jusqu'à présent, M. Ramadier s'est maintenu, sinon renforcé, grâce à l'aggravation des difficultés, tant l'héritage décourageait les ambitions. Il serait périlleux de fonder indéfiniment sur l'échec l'espoir de durée.

Subventions

M. Ramadier, au dernier moment, a failli trébucher sur l'obstacle de la subvention pour le charbon. Si nous faisons abstraction des arrière-pensées politiques et de l'approche des élections municipales, la résistance de l'Assemblée tenait d'abord au démenti que le ministère s'infligeait à lui-même, puisqu'il avait dénoncé, trois mois auparavant, avec des accents pathétiques, les subventions, au nom de l'équilibre budgétaire. Elle tenait ensuite à l'impossibilité de donner une signification raisonnable aux décisions des pouvoirs publics.

C'est la hausse des prix agricoles qui entraîne les salaires et précipite la dévalorisation de la monnaie. On voit mal pourquoi on accentue le déséquilibre en interdisant de rajuster les prix industriels, en fonction des coûts de production. Bien plus, la hausse des prix agricoles est provoquée surtout par l'excès du pouvoir d'achat. L'effort pour maintenir certains prix à des niveaux anormalement bas aboutit à accroître même les revenus qui affluent sur les marchés les plus importants. Le retour aux subventions, méthode justifiable en temps de guerre ou dans un système ordonné comme celui de la Grande-Bretagne, n'apparaît que comme un expédient de facilité dans une économie

comme la nôtre, rongée par l'inflation et par la disparité des prix.

Sans doute une hausse de 50 % du prix du charbon aurait provoqué une hausse générale des prix industriels et, dans l'atmosphère de quasi-panique, suscitée par les circonstances et les déclarations ministérielles, elle risquait d'amplifier encore la crise générale. On comprend les craintes du Gouvernement. Il n'en reste pas moins que, pour des raisons compréhensives à échéance de quelques jours ou de quelques semaines, on prend des mesures directement contraires aux nécessités profondes de la situation. On gonfle le déficit budgétaire, alors qu'il faudrait par tous les moyens le réduire, on tient les prix industriels, alors qu'il faudrait surtout tenir les prix agricoles, et en particulier les prix directeurs, comme celui de la viande.

L'inflation et les prix

Aucun critique de bonne foi ne prétendra qu'il garde, dans ses dossiers, toute prête une solution des problèmes français. Le recours aux slogans, liberté ou salut public, n'est qu'une ruse de la démagogie. En revanche, il ne serait pas excessif de demander un diagnostic exact du mal et l'esquisse d'un programme général d'action. On n'a trouvé ni l'un ni l'autre, dans les déclarations du Président du Conseil.

Celui-ci pensait que l'abondance amènerait, en été, une baisse du prix de la viande, dont le marché, depuis plusieurs mois, est pratiquement libre. Cette baisse ne s'est pas produite. Il est facile d'incriminer les intermédiaires, mais, quelle que soit la responsabilité de ceux-ci (les prix pratiqués sur les lieux mêmes de la production suggèrent qu'elle est réduite), l'essentiel n'est pas là. Les prix n'ont pas baissé, parce que toute la viande offerte aux cours les plus élevés a trouvé preneurs. C'est la masse du pouvoir d'achat qui a freiné la baisse.

Par conséquent, quel que soit le système auquel on s'arrête, la première chose à faire, c'est de réduire l'excès du pouvoir d'achat ou, si l'on préfère, l'inflation. Nous ne nous lasserons pas de le répéter. C'est l'inflation, nourrie par le déficit des finances publiques, les bénéfices des marchés parallèles, les profits accumulés durant les années de guerre, qui est à l'origine de l'instabilité. Tant qu'on n'y aura pas porté remède, contrôle et taxes feront fuir la marchandise et la liberté fera monter les prix. Nous avons désormais une expérience suffisante des deux méthodes pour ne plus garder d'illusions.

L'accroissement de la production est à terme le meilleur antidote de l'inflation. Mais, l'élasticité de notre production est, pour l'instant, faible. Il importe donc de limiter les revenus distribués et de reprendre par l'impôt une part des revenus

excédentaires.

Or, notre système fiscal est à tel point injuste et inefficace qu'il est incapable de remplir cette fonction. Il frappe rigoureusement les contribuables honnêtes et facilite l'évasion à la plupart de ceux dont les ressources ne sont pas déclarées (c'est-à-dire qui ne sont pas salariés). La réforme de la fiscalité est la tâche numéro 1 de la restauration économique.

C'est un fait, d'autre part, que la pénurie sévit particulièrement en fait de blé et de lait, c'est-à-dire les aliments dont les prix ont été maintenus artificiellement au-dessous de leur niveau d'équilibre. Là encore, il s'agit d'une expérience universelle. Les marchandises que l'on taxe à un prix "social" ont tendance à disparaître. La leçon est claire: les produits complémentaires, dont les marchés sont solidaires, doivent être soumis à un même régime, afin que leurs prix restent en harmonie. Tant que le paysan trouvera plus de profit à élever du bétail qu'à vendre du blé ou du lait, le blé ira dans l'estomac des animaux et nous n'aurons même pas toujours du maïs pour remplir le nôtre.

Le compromis de style parlementaire, qui consiste à contrôler le blé et à libérer la viande est, à coup sûr, la pire solution.

Dans les mois qui viennent, nous palerons les conséquences des erreurs passées, aggravées par des conditions atmosphériques défavorables. Encore reste-t-il à prendre, d'ici la fin de l'année, des mesures qui nous donnent une chance d'obtenir l'an prochain à la fois bonne récolte et bonne collecte. Les appels au civisme ne suffiront pas.

Une politique

M. Ramadier se vante de n'avoir pas de doctrine en ces matières. S'il entend par doctrine l'une ou l'autre des abstractions que l'on entrechoque dans la presse, il a probablement raison. Mais je crains qu'il ne commette une confusion. Consacrant dix-huit heures par jour de labeur à régler des questions particulières, il finit par tenir pour doctrine, c'est-à-dire jeu d'esprit et généralité vains, toute conception d'ensemble. Or, la lutte contre l'inflation ou l'adaptation de différents marchés agricoles les uns aux autres, ne s'accommodent pas de mesures dispersées et occasionnelles. Il y faut précisément une conception d'ensemble, en bref ce que l'on a toujours appelé une politique.

M. Ramadier s'est institué le défenseur de la République contre ses ennemis, réels ou imaginaires. Mais il s'agit de sauver la France en même temps que la République. Et ce n'est pas seulement la lâcheté, quoi qu'il en pense, qui mène

tant de bons citoyens à désespérer du régime.

En quête d'une politique économique

Le Figaro
14 octobre 1947

La presse a accueilli avec ironie et l'opinion avec indifférence le dernier discours de M. Ramadier. Tant de faux bruits avaient circulé dans les jours précédents (blocage des comptes, échange des billets, démonétisation des coupures de 5.000 francs) qu'en l'absence de ces mesures spectaculaires et d'ailleurs absurdes, on n'a rien retenu des propos ministériels.

Cette sévérité ne va pas sans quelque injustice. Non que les déclarations du président du Conseil soient assez frappantes pour dissiper le marasme. Peut-être aurait-il mieux valu, avant de prendre la nation à témoin de bonnes intentions, que l'importance des résultats dépassât celle des promesses. Malgré tout, il convient de reconnaître honnêtement que la doctrine gouvernementale est désormais aussi saine que banale (plus de recettes, moins de dépenses), quitte à souligner les risques que comportent certains des moyens choisis.

Économies et fiscalité

Rien de plus facile, à en croire certains publicistes, que de réaliser des économies massives en supprimant des centaines de milliers de fonctionnaires.

Interrogeons les statistiques. Il y a en 1946 environ 418.000 agents des services publics de plus qu'en 1936 (soit une augmentation de 60 %), et 317.000 de plus qu'en 1941 (augmentation de 40 %). En Angleterre, l'augmentation est de 80 % entre 1939 et 1946. En ajoutant aux fonctionnaires imputés sur le budget de l'État ceux qui sont à la charge des collectivités locales, on arrive à un total de 1.479.000 en France, de 2.009.000 en Angleterre (3,7 % de la population ici contre 4,3 là-bas). Si l'on tient compte des fonctions nouvelles assumées par l'État à cause de la guerre ou de l'évolution sociale (Reconstruction, Anciens Combattants, Contrôle économique), on ne conclura certes pas que les compressions d'effectifs soient exclues. Mais on se gardera des illusions. En dépit de tous les slogans, il n'y a ni un million ni même un demi-million de fonctionnaires à rendre à la production. Il y a des services non indispensables à éliminer, des regroupements à opérer, il y a surtout une administration à repenser et à réorganiser.

Sans doute conçoit-on d'autres économies, qui porteraient avant tout sur les dépenses militaires et le déficit éventuel du secteur nationalisé. Mais la

discussion serait prématurée puisque les lois sur l'armée en sont au stade de la mise au point et que le bilan des entreprises nationalisées n'est pas encore établi.

En tout cas, on ne comblera pas la différence de plus de 200 milliards entre dépenses prévues et recettes espérées pour 1948 par la seule réduction des dépenses. D'autant plus que la stabilité des dépenses nominales, étant donné la hausse des prix, équivaldrait à une diminution des dépenses réelles.

Force est, donc, d'envisager un accroissement des recettes. Comme, de l'avis unanime, les taux sont déjà exorbitants, que la dévalorisation de la monnaie accentue encore la progressivité, on est acculé à une réforme fiscale dont tous les observateurs proclamaient la nécessité depuis des années et dont le chef du gouvernement a reconnu l'urgence. Il a rappelé, ce que tout le monde sait, que certains revenus ne sont pas imposés dans la même proportion que les autres, et il a cité les revenus commerciaux, les revenus agricoles et les revenus des professions libérales (ces deux dernières cédules ont rapporté chacune moins de 2 milliards en 1946).

À ceux qui s'obstinent à affirmer que les limites de la fiscalité sont atteintes, il aurait pu répondre que l'impôt anglais prélève un tiers du revenu national et l'impôt français 20 à 25 % environ (d'après les estimations les plus probables).

Investissements et inflation

En attendant que, ces deux séries de mesures portent leurs fruits, M. Ramadier a pris la décision de suspendre les engagements de dépenses pour les travaux prévus au budget extraordinaire. La décision, qui ne semble pas s'appliquer aux travaux en cours, serait en quelque sorte désespérée, si elle était réellement appliquée. Le plan de modernisation portait tous nos espoirs de rétablir d'ici quelques années l'équilibre de notre système économique. Provisoirement, le gouvernement, à juste titre, semble-t-il, subordonne tout à la lutte contre l'inflation.

Après les années de privation, les Français étaient désireux de retrouver, le plus vite possible, un niveau de vie aussi proche que possible de celui d'avant guerre.

En même temps, l'État élargissait la Sécurité sociale, entamait la Reconstruction (surtout des moyens de transport) et lançait un programme de rééquipement industriel. En d'autres termes, le public était désireux de consommer, les dirigeants étaient convaincus de la nécessité d'investir. Chacun a suivi son penchant et le résultat fut l'inflation.

Jusqu'à présent, les grands travaux furent entrepris selon les injonctions des techniciens et non selon les possibilités financières. M. Ramadier vient de poser le principe contraire: le rythme des investissements sera commandé par celui de l'épargne effective. La décision semble opportune dans la conjoncture présente, à condition qu'elle ne se traduise pas par l'arrêt progressif des grands travaux, autrement dit à condition que l'emprunt fournisse ce que l'on renonce à demander au crédit bancaire ou au Trésor. Le plan Monnet comportait une lacune grave qu'il importe de combler: il laissait dans l'ombre les méthodes de financement.

Dans les dernières années avant la guerre, la France épargnait assez pour entretenir son capital industriel (mais non capital immobilier). On estimait à 2 % seulement la part du revenu national qui allait à des investissements neufs. Pour mener à bien dans un délai raisonnable reconstruction et modernisation, la France devra épargner plus qu'avant la guerre. À l'heure présente, les conditions monétaires découragent l'épargne spontanée (on ne garde pas une monnaie qui perd 40 % de sa valeur par an) et on n'emploie aucune des techniques, pratiquées ailleurs, d'épargne forcée. Il faudra bien recourir à l'une ou à l'autre, peut-être à l'une et à l'autre, si l'on entend surmonter l'actuelle alternative: ou bien nourrir l'inflation par un budget extraordinaire que ni l'impôt ni l'emprunt n'arrivent à couvrir, ou bien renoncer aux grands travaux qui seuls permettent un relèvement de la production.

Crise de confiance

On a beaucoup discuté et critiqué les restrictions de crédit et le relèvement du taux de l'escompte. Le principe de ces mesures paraît justifiable dans la mesure où des facilités de crédit trop généreuses entretiennent des stocks anormaux et la rétention des marchandises.

On craint, malgré tout, que cette politique mette de nombreuses entreprises en difficulté (la hausse des prix augmente les besoins au moment où les banques sont invitées à une extrême sévérité), sans toucher à la cause du mal: l'inquiétude générale sur l'avenir du franc. La technique réduite à ses seules ressources est impuissante quand chacun fuit la monnaie parce qu'il en anticipe la dévalorisation. Aucun taux d'intérêt n'absorbera jamais le profit de l'emprunteur qui rembourse au bout de six mois des francs qui valent 20 ou 30 % de moins. Saine dans sa doctrine, incertaine dans ses moyens, la politique de M. Ramadier, telle qu'elle a été esquissée, ne suffit pas à renverser la tendance et à renouveler l'atmosphère.

Nous voici revenus à la situation dans laquelle Léon Blum lança, il y a un an, son expérience. La situation est même aggravée, car la menace du sabotage communiste pèse sur un gouvernement qui ne croit pas à son avenir, et sur un pays qui attend et craint à la fois les changements. Et, quand il s'agit de "choc psychologique", ni les hommes ni les idées ne servent deux fois.

Les nouveaux projets financiers

Le Figaro
25 décembre 1947

On hésite à se montrer sévère à l'égard d'hommes dont le dévouement au bien public ne prête pas au doute. L'effort visible, dans les projets de M. René Mayer, pour épargner les salariés et frapper rudement les privilégiés, témoigne d'un courage certain et prouve, une fois de plus, qu'en matière de finances et d'économie, les notions de droite et de gauche n'ont plus de sens.

Bien plus, comme l'a dit Jean Claude ici même, on s'accordera assez aisément sur les têtes de chapitres de la politique gouvernementale. Les prix industriels sont à un coefficient de hausse inférieur à celui des prix agricoles: pour amener les premiers au niveau des seconds, le ministre relève les prix de produits de base (charbon) et libère la plupart des produits industriels "finaux". On rompt définitivement avec la pratique des subventions, financées par la planche à billets. On promet d'élever les recettes de l'État au niveau des dépenses et on décrète un super-impôt pour couvrir les besoins de l'équipement et de la reconstruction.

Toutes ces décisions de principe sont raisonnables. Mais répondent-elles entièrement aux problèmes tels qu'après le bilan national le ministre lui-même les avait posés? L'écart entre la masse du pouvoir d'achat et les marchandises disponibles aux cours actuellement pratiqués était estimé par le bilan à 200 milliards pour le premier semestre de 1948. Cet écart a été augmenté par les récents événements de 170 milliards. Il y aura donc, au minimum, pendant les six premiers mois de 1948, 350 milliards qui n'obtiendront leur part des marchandises offertes qu'en faisant monter les prix de celles-ci. Oui ou non, les projets de M. René Mayer entraînent-ils une "ponction" suffisante de cet excédent? La super-fiscalité est-elle établie de telle sorte qu'elle soit ou bien équitable ou bien efficace? Je crains qu'à ces deux questions il faille répondre négativement.

Inflation et fiscalité

Une première contradiction frappe entre l'urgence de l'inflation et le délai de la fiscalité. Le prélèvement exceptionnel serait perçu à la fin du semestre, les revenus supplémentaires sont distribués en partie immédiatement. Sans doute, le ministre a-t-il pensé que les contribuables se libéreraient en majorité par

souscription à l'emprunt.

L'événement lui donnera sans doute raison, pour la plus grande part (encore qu'un doute subsiste sur la décision du contribuable aussi longtemps que chacun, spéculant sur la hausse des prix, recule le plus possible l'instant de payer ses dettes). Il s'agit donc moins d'un impôt que d'un emprunt forcé. N'insistons pas non plus sur l'écart entre les 150 milliards attendus de cette super-fiscalité (que les amendements ont encore réduits de quelques dizaines de milliards) et les 500 milliards d'excédent inflationniste calculé par les techniciens du bilan. En tout cas, les revenus "ajoutés" par la hausse des salaires et les revenus "éponnés" par la contribution exceptionnelle ne sont pas équivalents.

Les premiers vont se porter, au moins pour moitié, sur les marchés de denrées alimentaires; les seconds, qui sont considérés comme revenus supérieurs, indûment soustraits à l'impôt, ne se seraient guère employés à l'achat des objets de première nécessité. Autrement dit, la contribution exceptionnelle n'atténuera pas sensiblement la pression inflationniste qui s'exerce sur le secteur agricole.

Si nous comprenons bien la pensée de M. Mayer, il compte, pour empêcher la hausse des denrées alimentaires, sur les importations. Il ne paraît pas que l'état des stocks mondiaux, nos réserves de devises permettent de jeter dans la circulation une masse de produits susceptible de balancer la "pression inflationniste". Le ministre des Finances qualifie les trois prochains mois de décisifs (politiquement peut-être, économiquement, ils ne le sont ni plus ni moins que les six précédents ou les douze suivants). Espère-t-il freiner la hausse du prix de la vie jusqu'à la prochaine récolte et, à cette fin, est-il prêt à dépenser toutes les conserves de vivres accumulées? Le calcul paraîtrait si aventureux qu'il rappellerait ici les expédients d'un homme aux abois plutôt que la sage gestion d'un père de famille.

Prélèvement exceptionnel

Il est très vrai qu'il faut payer la note, et qu'il faudra même la payer plusieurs fois. Nous ne discuterons pas l'inspiration, mais la technique. D'une part, les taux envisagés s'expliquent par la conviction qu'une énorme fraction des revenus ne supporte pas de charge fiscale. Mais, d'autre part, la contribution est établie d'après les mêmes déclarations que les impôts ordinaires, c'est-à-dire d'après les déclarations mêmes que l'on estime mensongères. Le résultat inévitable est que les contribuables honnêtes seront écrasés et les autres encore insuffisamment atteints.

Prenons le cas de l'exploitant agricole exonéré de l'impôt sur les bénéfices

agricoles. Les projets Mayer l'imposaient de 5.000 francs si la superficie de sa propriété est comprise entre 2 et 5 hectares, de 10.000 au-dessus. Or ou les exonérés auraient dû déjà payer, et, en ce cas, il ne s'agit pas d'une contribution exceptionnelle, mais d'un impôt normal qu'il aurait fallu inscrire au compte régulier. Ou bien ils ne pouvaient pas payer, et que signifie cette contribution? On prétendait reprendre 15.000 fr. lorsque le bénéfice agricole est compris entre 16.000 et 20.000. Le taux de l'impôt est presque de 100%. Quel est, donc, le taux de dissimulation admis par les savants fonctionnaires de la rue de Rivoli? De même, on prétend reprendre 25% (en plus de l'impôt cédulaire de 21% et de l'impôt général) sur les bénéfices non commerciaux. Les contribuables honnêtes ou incapables de frauder (parce que leurs gains sont déclarés par les employeurs) parviendront-ils à transférer à l'État 50% de leurs revenus (si ceux-ci sont des revenus moyens)?

Était-il possible de faire autrement? En fait, on a scrupuleusement conservé l'assiette de l'impôt, au moment même où l'on en proclamait l'insuffisance. On aurait pu tenter l'estimation des bénéfices agricoles d'après la superficie des propriétés et la valeur des produits. On aurait pu évaluer les revenus des médecins ou avocats d'après le prix de chaque consultation ou de chaque affaire. On aurait pu réviser les forfaits d'après le chiffre d'affaires réel et la valeur des fonds de commerce.

Un non-spécialiste se gardera d'affirmations tranchantes, mais il est obligé de constater que l'administration se résigne à un aveu d'impuissance.

Les amendements votés par l'Assemblée ont presque tous aggravé les défauts des textes initiaux. Pour exonérer les petits cultivateurs, on a repris pour base le revenu cadastral dont chacun sait qu'il ne répond plus à la réalité. On a exonéré les petits commerçants, réduit les taux du prélèvement sur les bénéfices industriels et commerciaux aux premiers échelons, diminué d'autant le rendement global, et on a voulu ensuite combler ce déficit en ramenant de 750.000 à 450.000 fr. le chiffre du revenu à partir duquel l'impôt général sera accru. Du même coup on achève de brouiller les cartes, car l'idée primitive était d'atteindre les revenus dissimulés. Or il s'agit là, partiellement, des revenus déclarés par les employeurs.

Sous leur forme actuelle, les mesures votées peuvent tout au plus ralentir l'inflation, non l'arrêter.

Il est vrai que personne ne peut réussir en trois mois.

On ne guérit pas ainsi une maladie qui a profondément attaqué le corps même

de la nation. On continuera à se disputer aux enchères des produits alimentaires trop rares. On a déjà fixé au 1er juin la date de la prochaine révision des salaires. Le gouvernement s'efforce de se rapprocher progressivement de l'équilibre en laissant monter les prix industriels plus vite que les prix agricoles. La contribution exceptionnelle n'est que le premier élément d'une œuvre fiscale de longue haleine. Elle habitue l'opinion aux sacrifices qui seront nécessaires. Les projets de M. René Mayer ne doivent pas être envisagés comme un plan de stabilisation, mais comme une étape dans le lent processus de réadaptation qu'impliquent le retour de la liberté et la lutte contre l'inflation.

Ils vaudront moins par eux-mêmes que par l'action qui leur fera suite.

Dépenses et crédit de l'État

Le Figaro
1er janvier 1948

Le prélèvement exceptionnel, voté il y a quelques jours par l'Assemblée, apparaît surtout comme un emprunt forcé. Et si l'on convient volontiers que l'emprunt forcé vaut mieux que l'inflation chacun reconnaîtra que l'emprunt forcé est, lui-même, une mesure fâcheuse. Il équivaut à publier la détérioration du crédit de l'État. Faute d'obtenir que les particuliers lui cèdent leur épargne, les pouvoirs publics sont contraints de prendre ce que, en d'autres temps, on leur avancerait de bon gré. De plus, le rendement final des emprunts forcés demeure incertain: n'entraîneront-ils pas, par ailleurs, une diminution des emprunts volontairement souscrits?

On conçoit donc, que l'Assemblée ait suggéré au gouvernement de rétablir l'équilibre en agissant aussi sur l'autre terme du bilan, en diminuant les dépenses, et non pas seulement en augmentant les recettes. De telles propositions sont en elles-mêmes irréprochables et rallient l'unanimité. Encore faut-il, pour mesurer les difficultés, ne pas méconnaître la structure du budget.

Structure du budget

Pour l'opinion, insuffisamment informée, faire des économies équivaut à réduire le nombre des fonctionnaires. Encore une fois, tout le monde, fonctionnaires et non-fonctionnaires, applaudit. Mais les frais du fonctionnement courant des services publics montaient, d'après le bilan national (avant les récents ajustements), à 552 milliards, soit environ la moitié des dépenses totales de l'État. Si la réduction de 20 % envisagée par la commission des Finances avait porté exclusivement sur cette moitié, il aurait fallu amputer de 40 % les frais de personnel et de matériel, civil et militaire, ce qui était manifestement impossible.

Les dépenses courantes de matériel, en 1947, n'étaient qu'au coefficient 6. Elles n'avaient, donc, même pas suivi le mouvement des prix. En revanche, les dépenses de personnel avaient augmenté d'un coefficient très supérieur, (à peu près le double), décalage qui répond d'abord à celui que l'on constate entre les prix industriels et les prix agricoles, mais qui traduit aussi le gonflement des effectifs de fonctionnaires.

Il n'est donc, nullement exclu de faire des économies en réduisant les effectifs, mais l'ordre de grandeur n'est pas celui que l'on imagine. M. Schuman a rappelé

que, sur le total des fonctionnaires (qu'il a évalué à un million et que le dénombrement officiel, publié par la Statistique générale de la France, évalue à 1.115.000), 230.000 appartiennent aux P.T.T., 224.000 à l'enseignement, 77.000 à l'Intérieur et 121.000 aux Finances, soit 652.000 sur lesquels les compressions sont difficilement praticables. En imposant au gouvernement le licenciement de 150.000 agents de l'État, l'Assemblée a fait crédit à l'ingéniosité, à l'énergie, au sens de l'organisation des pouvoirs publics. C'est, en effet, à condition de repenser l'administration, de l'adapter à ses tâches actuelles qu'on aura une chance d'obéir à l'impératif du Parlement. Même en ce cas, les économies de dizaines de milliards ne combleraient pas le déficit.

Pourquoi, d'ailleurs, les autres chapitres du budget seraient-ils intouchables? Ils soulèvent, au moins, deux questions. Est-il possible de réduire les 280 milliards de dépenses militaires? L'État a-t-il les moyens de consacrer 27 % de ses dépenses à la reconstruction et à l'équipement du pays? L'écart entre les dépenses et les recettes de l'État ne tient pas à l'insuffisance des recettes par rapport aux dépenses courantes, mais à la nécessité de couvrir aussi les dépenses exceptionnelles de reconstruction et d'outillage. L'emprunt forcé a pour but d'obtenir, par la contrainte, l'épargne indispensable pour financer, sans inflation, les investissements qui retombent à la charge de l'État.

Crédit public

Les dépenses d'investissement mesurées au produit social ne sont pas en elles-mêmes exorbitantes. Les techniciens du plan et du bilan ont raison de nous rappeler que l'avenir de l'économie française en dépend. À leurs yeux, le mal fondamental est l'imperfection de la fiscalité française, qui ne prélève que 15 % du revenu national (moins de la moitié du rendement de la fiscalité anglaise). Quelles que soient les réserves que l'on fasse sur les chiffres globaux, toujours approximatifs, l'insuffisance de notre fiscalité est incontestable. Mais la seule conclusion me paraît être non le respect absolu des investissements, quelles que soient les conséquences, mais un choix: ou bien une réforme fiscale qui élargisse l'assiette des impositions, ou bien un étalement des travaux souhaitables sur un plus grand nombre d'années. Le chemin sur lequel on s'est engagé me paraît redoutable: on ne financera pas l'équipement du pays par des emprunts forcés.

N'oublions pas que le marché noir soustrait au fisc une fraction importante des revenus. La hausse des prix abaisse la valeur des impôts directs, prélevés avec retard. La répartition des revenus, et en particulier l'éparpillement de la propriété agricole, oppose à la perception des impôts des obstacles qu'on ne rencontre pas

au même degré en Grande-Bretagne. En tout cas, la nécessité de la réforme fiscale n'empêche pas que, pour l'instant, le "stoppage" de l'inflation est l'impératif n° 1.

Il n'est même pas sûr que les travaux prévus par l'État pour 1948 présentent tous le même caractère d'urgence. Faut-il, en 1948, inscrire 50 milliards pour la flotte de commerce, 45 milliards pour la S.N.C.F.? Sans doute, les moyens de transport seront-ils demain indispensables à l'expansion que l'on prévoit. Mais, si les salaires, payés pour ces travaux, affluent sur le marché des produits agricoles, il en résultera une hausse rapide des prix et une dévalorisation de la monnaie. À l'heure présente, le retour à la stabilité importe plus que tout.

En attendant que la stabilisation progressive restaure le crédit public, on tâchera de rendre au secteur nationalisé une part de l'autonomie qu'il a perdue. Les sociétés privées d'électricité auraient trouvé des fonds pour les barrages, plus facilement que l'Électricité de France. Le public qui ne souscrit pas aux emprunts et aux obligations aurait peut-être pris des actions.

À la Libération, la France a voulu entreprendre trop de tâches à la fois: reconstruction, équipement, sécurité sociale. Comme l'État n'a pu équilibrer son budget et que la production agricole ne suffisait pas à satisfaire les besoins traditionnels des Français, on n'a obtenu l'épargne nécessaire à des plans trop ambitieux que par l'inflation. Le résultat est qu'au bout de trois ans les particuliers refusent de prêter à l'État leur argent, qu'ils croient voué à une dévaluation progressive par la hausse des prix. Le moment n'est-il pas venu de renverser la vapeur, de ralentir provisoirement certaines dépenses d'investissement et d'accorder une priorité absolue au secteur agricole? Tant qu'on n'aura pas assuré aux Français une ration alimentaire de base à des prix stables, on bâtit sur le sable.

Problèmes de la dévaluation. II. - Répercussions intérieures

Le Figaro
29 janvier 1948

Quelles seront les conséquences de la dévaluation sur la situation de notre économie? Ministres et journalistes se sont accordés sur quelques points essentiels: le charbon et le blé, livrés à la France au titre de l'aide intérimaire, ne subiront pas de modifications de prix, puisqu'il s'agit de dons américains dont le gouvernement français fixe librement les conditions de vente aux consommateurs. En revanche, les cours des matières premières importées subiront une hausse, de 80 % au moins, supérieure encore si ces matières ne figurent pas sur la liste des marchandises pour lesquelles l'Office des Changes fournira aux importateurs des devises au cours officiel de 214 fr. La dévaluation, par elle-même, ne devrait pas affecter le prix de la vie ou des objets de consommation courante, elle déclenchera une certaine hausse des prix industriels, en théorie, limitée, puisque les matières premières n'entrent que pour une faible part dans le coût de revient global.

Ces observations ou prévisions, prises chacune en elles-mêmes, paraissent incontestables, mais elles ne répondent pas à la véritable question. Quelle action d'ensemble exerceront sur la conjoncture française ces différents phénomènes?

Inflation ou déflation?

L'arrêté récent du ministère du Travail va se traduire par un accroissement du volume global des salaires distribués, qui ne semble pas être inférieur à 30 %. On avait chiffré à plus de 40 % cet accroissement d'après l'arrêté du 31 décembre, la circulaire interprétative du 20 janvier devrait le réduire sensiblement. Sans prétendre à une précision que n'autorisent ni la complexité des textes, ni les écarts entre les salaires légaux et les salaires réels, ni l'insuffisance des statistiques sur l'échelle des salaires, on peut dire qu'une trentaine de milliards seront distribués en plus, chaque mois.

À condition que l'emprunt forcé soit souscrit conformément aux prévisions, il "épongera", pendant quatre mois, l'équivalent en volume de ce pouvoir d'achat supplémentaire. Mais les revenus ajoutés se porteront en grande partie vers les produits alimentaires, les revenus retirés au commerce, aux professions libérales, aux agriculteurs, n'aurait pas été employés de la même façon. L'économie

française va, donc, être soumise à deux tendances de sens contraire: tendance à la hausse du prix de la vie, liée au gonflement des revenus des masses populaires, déflation dans certains secteurs, provoquée par la superfiscalité (prélèvement exceptionnel, acomptes sur les impôts de 1948, liquidation des impôts de 1947 et de l'impôt de solidarité), au moment même où la hausse des salaires, de certaines matières premières et de certains services met les trésoreries à sec. Comment la dévaluation va-t-elle influencer sur ces deux tendances?

Pour arrêter la montée des cours des denrées alimentaires, il faudrait que la dévaluation amenât un accroissement de l'offre. Est-ce concevable? Abstraitement, on aperçoit deux mécanismes possibles: le paysan accroîtrait ses livraisons, soit pour payer le prélèvement exceptionnel, soit pour utiliser les billets à l'achat de l'or. D'autre part, si nos exportations sont stimulées, l'Office des Changes ou les détenteurs privés de devises seront en mesure d'acheter davantage au dehors. Même si ces mécanismes jouent, on doute qu'ils accroissent l'offre dans une mesure telle que les marchés puissent absorber, sans hausse des prix, les revenus supplémentaires mis en circulation par la hausse des salaires.

Quant au secteur industriel et commercial, soumis par les mesures fiscales à une sorte de déflation, on compte manifestement qu'il se tirera d'affaire en rapatriant des capitaux, camouflés au dehors. N'insistons pas sur les injustices qui en résultent pour ceux, très nombreux, qui ne sont pas dans ce cas. Le rapatriement des capitaux sous la contrainte fiscale, sans retour de la confiance, implique une déflation brutale. Il ne faudrait pas seulement restreindre le crédit, mais en accroître le prix, c'est-à-dire élever le taux de l'escompte et les taux d'intérêts. Faillites, licenciements seront-ils acceptés, alors que dans d'autres secteurs, l'inflation continue?

En d'autres termes ni sur l'un ni sur l'autre point, il ne me paraît que la dévaluation modifie décisivement les données de l'expérience actuelle. On se demande toujours si et jusqu'à quel point une politique fiscale parviendra à neutraliser ou à ralentir les conséquences, autrement fatales, d'une hausse générale des salaires, en période de pénurie. La dévaluation s'imposait, parce qu'au taux ancien du change nous n'aurions pas pu, même avec l'aide intérimaire, tenir jusqu'à la mise en application du plan Marshall. Les modalités, finalement adoptées, ajoutent une chance de récupérer quelques capitaux clandestins et d'accroître nos achats au dehors. D'un autre côté, la dévaluation crée un facteur

de hausse des prix industriels qui risque d'agir, par contagion, sur tous les prix. Quels que soient les résultats partiels obtenus d'ici un, deux ou trois mois, de nouvelles revendications surgiront. Nous connaissons assez et la difficulté politique de ne pas les satisfaire et les ravages économiques des générosités fictives.

Avantages et risques de la liberté

N'aurait-il pas mieux valu, dira-t-on, attendre des circonstances plus favorables à une stabilisation générale avant de se lancer dans "l'aventure"? À supposer que l'on ne pût pas attendre plus longtemps pour changer la valeur extérieure du franc (ce qui me paraît incontestable), n'aurait-on pu attendre, du moins, pour établir un marché libre?

En un sens, ces regrets sont légitimes. Un gouvernement qui n'est pas assuré de l'avenir, qui n'a pas derrière lui la majorité du pays, perd automatiquement une partie de son efficacité. Nous sommes convaincus que la division du pays en trois partis, forces ou rassemblements, chacun muré dans son isolement, est, à la longue, intenable. Mais, économiquement, les arguments en faveur de l'attente sont singulièrement moins forts.

Car les circonstances favorables à la stabilité ne se réaliseront pas spontanément. Au contraire, l'inflation, au point où elle en est arrivée, se nourrit elle-même.

Au reste, l'expression de marché libre est largement exagérée, puisque la liberté ne joue que dans un sens. L'exportation des capitaux reste interdite. Il faut obtenir une licence d'importation pour se porter acquéreur de devises étrangères sur le marché où les cours sont fixés par l'offre et la demande. On dira que la tentation d'un "voyage sans retour", pour les capitaux fugitifs, sera réduite d'autant (de même que l'impôt de 25 % sur les capitaux illégaux est une cote mal taillée entre la morale et l'efficacité). L'objection est incontestable, et pourtant, même dans ce cadre étroit, la liberté présente des avantages.

Les chefs d'entreprises seront encouragés à exporter, puisqu'ils auront le libre usage de la moitié des devises. Ils choisiront eux-mêmes, selon leurs besoins, matières premières ou machines. Un mécanisme de régulation entrera en action: on importera moins si le cours du dollar monte. Le taux du change corrigera automatiquement les mouvements des prix intérieurs. Quoi qu'en pensent les idéologues, l'expérience suggère que ce système est plus efficace que celui de la contrainte administrative et du commerce dirigé.

Que se passera-t-il, dira-t-on, si les prix français continuent à monter, si le franc baisse sur le marché libre? On ne voit pas en quoi, techniquement, l'existence du marché, dit libre, aggraverait la situation (à condition que l'interdiction d'exporter des capitaux soit strictement appliquée). C'est l'inflation qui dévalorise progressivement notre monnaie, le taux de change hier au marché noir, aujourd'hui au marché spécial, se borne à consigner cette dévalorisation. On ne supprime pas la fièvre en cassant le thermomètre.

Il reste une différence psychologique. Les cours du marché noir n'étaient pas connus du grand public, ceux du marché libre le seront. Du coup, les mouvements d'opinion sont susceptibles d'amplifier les phénomènes. D'autres pays ont connu ces périodes tragiques où l'on modifiait les étiquettes selon les bulletins de la Bourse. Le blocage des changes n'arrêtait pas l'inflation, il en freinait le développement. La liberté des changes ne crée, ni n'accroît les causes réelles de l'inflation, elle risque d'en multiplier les effets moraux et l'allure.

Patience et longueur de temps...

Le Figaro
10 février 1948

On demande de tous côtés: "Croyez-vous au succès de l'expérience René Mayer?" comme on demanderait: "Croyez-vous qu'il fera beau, dimanche prochain?" ou "Croyez-vous à l'immortalité de l'âme?" Désorientée par une succession de mesures spectaculaires, hausse des salaires, prélèvement exceptionnel, dévaluation du franc, marché libre de l'or, retrait des billets de 5.000 francs, l'opinion renonce à comprendre et se résigne à l'irrationalité imprévisible des événements. Et pourtant, les données fondamentales de la situation française sont à peine modifiées.

Le bilan national avait dénoncé l'origine profonde du mal, l'inflation, et l'avait définie exactement non par l'excès de la circulation fiduciaire ou des moyens monétaires, mais par l'excédent des revenus distribués au public sur les marchandises disponibles aux prix pratiqués. La montée des prix est la suite inévitable de cette disproportion, elle est destinée à rétablir l'équilibre entre offre et demande, mais à un niveau supérieur.

Le décalage entre revenus et marchandises est lui-même la conséquence de deux phénomènes. L'État est, à l'heure présente, à peu près incapable d'emprunter, parce que chacun, anticipant la dévalorisation de la monnaie, veut éviter le sort que connaissent, depuis des années, les rentiers. Or si l'État arrive approximativement à équilibrer son budget, il est incapable de prélever par l'impôt les sommes nécessaires au financement des investissements et de la reconstruction.

D'autre part, à supposer même qu'existât un équilibre global entre revenus et marchandises, il n'en résulterait pas que tous les marchés fussent équilibrés, c'est-à-dire que les biens produits fussent ceux mêmes que les détenteurs des revenus désirent obtenir. En particulier, chacun sait que les masses populaires consacrent 60% environ de leurs revenus à l'achat de la nourriture. Si l'on construit des barrages et que les salaires affluent sur les marchés des denrées alimentaires, les cours de celles-ci monteront, en dépit des protestations et des décrets, selon un inexorable déterminisme.

Par conséquent, la lutte contre l'inflation n'exige pas seulement que l'on comprime le pouvoir d'achat global, mais que l'on comprime celui qui est employé à l'acquisition des marchandises courantes, ou bien que l'on accroisse

l'offre de ces mêmes marchandises, dont les cours définissent le prix de la vie.

Quelle est la perspective à long terme du Gouvernement? Pour la deuxième partie de l'année, les ministres misent manifestement sur une bonne récolte et sur le plan Marshall. Ces deux événements, pense-t-on, accroîtraient massivement l'offre des denrées alimentaires. Ainsi s'explique l'échéance de juin, sur laquelle insistent tous les commentateurs. Encore faut-il tenir jusque-là. L'objectif que s'est assigné M. René Mayer est de freiner la hausse des prix jusqu'au moment où la production intérieure et les importations feront équilibre aux revenus disponibles. Dès lors, la question se ramène à des termes simples: jusqu'à quel point les différentes mesures prises suffisent-elles à ramener le pouvoir d'achat au niveau des biens offerts au cours des premiers mois de l'année?

La réduction du pouvoir d'achat

Le ministre a multiplié les mesures fiscales: prélèvement exceptionnel, paiement du cinquième quart de l'impôt de solidarité, acomptes provisionnels sur les impôts de 1948. On ne saurait reprocher à M. René Mayer d'avoir manqué de résolution ou de brutalité. Malgré tout, le rendement de cette superfiscalité n'atteint pas les 350 milliards auxquels le bilan estimait, pour le premier semestre, l'écart inflationniste. Et surtout, sans même insister sur les injustices, peut-être inévitables, qui résultent des modalités du prélèvement, personne ne sait dans quelle mesure impôts et emprunt forcé soulageront les marchés des produits agricoles. Les contribuables frappés épargneront sur d'autres dépenses que sur celles de nourriture, les salaires supplémentaires viendront gonfler la demande de denrées alimentaires.

Or ni la dévaluation, ni le marché libre des devises et de l'or, ni la démonétisation des billets de 5.000 francs n'exerceront d'influence immédiate sur cette crise fondamentale. Il faut du temps pour que l'accroissement des exportations nous permette d'acheter davantage au dehors. Que le Congrès américain souscrive aux propositions de M. Snyder, et nous récupérerons quelques centaines de millions de dollars, mais, là encore, l'effet ne se fera pas sentir du jour au lendemain. Le retour à la libre cotation du franc marque un pas vers la vérité, mais personne n'en attend de bénéfices immédiats.

Quant à la démonétisation des billets de 5.000 francs, c'est la mesure la plus inefficace de toutes celles auxquelles M. René Mayer a attaché son nom. En 1944, les moyens monétaires et, en particulier, la circulation fiduciaire étaient disproportionnés à la masse des biens, aux prix de l'époque. À ce moment, le blocage aurait pu avoir une signification. Depuis le second semestre de 1947, le

volume de la circulation fiduciaire était en retard sur le mouvement des prix. Réduire le volume des billets, sans toucher aux revenus, ne promet à aucun degré une baisse des prix. Même l'emprunt forcé à court terme, de 100 ou 200 milliards de coupures de 5.000 francs, ne présente pas d'utilité véritable. Des billets de 1.000 francs vont rapidement remplacer les billets de 5.000 disparus. Même si la circulation fiduciaire reste, durant quelques mois, inférieure à ce qu'elle était, il n'en résulte pas que le public, assuré de retrouver ce qui lui a été retiré provisoirement, réduise ses achats.

Le vrai mérite de l'opération est de permettre un inventaire fiscal et de débusquer un certain nombre de "fraudeurs" ou "margoulins". Seules les statistiques finales permettront de répondre à l'interrogation: les milliards saisis par le fisc compensent-ils le tort durable que risque de porter à la monnaie et à la confiance une manipulation qui ne saurait être répétée?

Ces analyses ne prétendent nullement à saisir *toutes* les données du problème.

Par exemple, il est visible que l'ensemble des mesures fiscales et monétaires tend à provoquer une déflation, à mettre en difficulté certains privilégiés, certains secteurs de l'industrie et du commerce, afin de provoquer un dégonflement des stocks. On espère que les entreprises, obligées de vendre, accroîtront la quantité des biens offerts, ce qui agirait dans le sens de la baisse des prix. Je ne suis pas certain que cette politique de déflation (qui freinera certaines activités industrielles et commerciales) aboutisse aux résultats visés. La rétention des produits n'est qu'un effet secondaire du processus inflationniste. Dans le climat actuel, qui, avouons-le, ne s'est pas amélioré, la fuite devant la monnaie à la poursuite des biens réels ne semble pas sur le point de s'arrêter. Le retrait des billets de 5.000 francs lui a donné un nouvel élan.

La seule conclusion que nous voulions dégager est que rien n'annonce un renversement immédiat et sensationnel de la tendance (nulle politique économique, d'ailleurs, ne provoquerait un tel renversement). Au début de l'hiver, alors que les ressources alimentaires sont limitées et ne sauraient être accrues, on décida de distribuer chaque mois 25 ou 30 milliards de pouvoir d'achat supplémentaire, sous forme de salaires. Il serait miraculeux que le prix de la vie ne s'élevât point. Nos gouvernants ne sauraient avoir d'autre prétention que de ralentir le plus possible les mouvements prévisibles, d'éviter que la hausse générale des salaires, en période de pénurie, aboutisse, une fois de plus, à un gonflement des profits parasites et à une dégradation de la condition ouvrière. Si l'on prend comme mesure de succès une stabilité parfaite, l'échec est certain.

Dès maintenant, les organisations syndicales ont lancé de nouvelles revendications. Certes, celles-ci sont compréhensibles psychologiquement, mais elles mettraient fin à l'expérience avant même que celle-ci ait réellement commencé, au cas où elles dégénéreraient en troubles sociaux ou obligeraient à des augmentations des salaires nominaux. Il n'y a pas de miracle en matière économique, et toute politique exige du temps.

Les Français rêvent d'un chirurgien qui les soulagerait de l'inflation, comme on ouvre un abcès ou on enlève un appendice. Ils ont besoin d'un médecin, qui les soumette à une longue cure de désintoxication.

Pour la réforme du secteur nationalisé. I. - Inventaire indispensable

**Le Figaro
6 mai 1948**

L'État est, aujourd'hui, le plus grand capitaliste du pays, et de très loin. Armateur, charbonnier, banquier, électricien, assureur, cinéaste, imprimeur, fabricant d'automobiles et d'avions, il a acquis la propriété, partielle ou totale, d'innombrables sociétés, depuis l'extraction de charbon jusqu'aux circuits de salles de cinéma.

La délimitation actuelle du secteur nationalisé n'est pas l'effet d'une conception d'ensemble, élaborée à l'avance et consciemment appliquée. Les deux grandes vagues de nationalisations ont été lancées, l'une par la victoire du Front populaire en 1936 (armements, aviation), l'autre par l'arrivée au pouvoir de la Résistance et du gouvernement de Libération nationale (houillères, électricité et gaz, banques de dépôts, quelques compagnies d'assurances, Banque de France). En dehors de ces nationalisations de base, l'État, par suite d'accidents plus que par volonté réfléchie, s'est trouvé propriétaire d'un grand nombre d'entreprises dispersées (Renault, Havas, imprimeries de presse, sociétés de cinéma et, après la guerre de 1919, Office national industriel de l'azote, mines domaniales de potasse d'Alsace), sans même parler des monopoles fiscaux (tabac, allumettes) et des services publics (S.N.C.F.).

La première réforme, qui devrait être à la portée de n'importe quel gouvernement, consisterait à faire un inventaire intégral de toutes ces sociétés nationales et mixtes, à établir le bilan de leur gestion, la liste de leurs administrateurs, de manière à offrir à l'opinion les éléments indispensables à une discussion sérieuse.

Les limites du secteur nationalisé

Quelles que soient les préférences doctrinales de chacun, un fait me paraît indiscutable: pour l'essentiel, c'est-à-dire au moins pour les houillères, l'Électricité et le Gaz de France, les usines d'aviation, les banques de dépôts, la Banque de France, on ne reviendra pas sur les nationalisations. Peut-être trouvera-t-on une formule plus souple, susceptible d'amorcer une participation du capital privé, mais l'État continuera à assumer la responsabilité de ces industries et de ces établissements de base.

Il n'en va pas de même des nationalisations accidentelles et dispersées. La S.N.E.P. (Société nationale des entreprises de presse) ne saurait être jugée sur une expérience trop courte, commencée dans des conditions déplorables et avec un lourd passif, mais le principe même d'une société unique pour gérer des centaines d'imprimeries, de toutes les tailles et de tous les âges, ne se justifie ni économiquement, ni politiquement. Il est dangereux, pour le libéralisme, que tous les partis occidentaux font profession de défendre, d'accorder à l'État un quasi-monopole des moyens d'impression. Économiquement, ces imprimeries, mises sous séquestre au moment de la Libération et transférées à la S.N.E.P., ne constituent pas une unité de production. La centralisation de la direction présente, en ce cas, plus de risques et de difficultés que d'avantages.

De même, on voit mal à quelle intention répond la Régie nationale des usines Renault. En général, les services publics se prêtent mieux à la gestion étatique que les entreprises industrielles, qui doivent fréquemment modifier leurs types, renouveler leur outillage et dont, par conséquent, la direction doit conserver le maximum d'initiative. Plus les problèmes sont administratifs et techniques moins ils impliquent de calculs économiques complexes et moins les méthodes qu'entraîne fatalement la nationalisation causent de dégâts.

De plus, l'État sera tenté de favoriser la Régie Renault aux dépens des entreprises privées. Que se passera-t-il quand les acheteurs et non plus les vendeurs feront la loi sur le marché? Que l'attitude de M. Renault pendant la guerre ait justifié des sanctions, c'est possible: l'épuration n'a rien à voir avec la nationalisation.

On posera la même question d'opportunité à propos d'autres participations. Ni la Norvège, ni la Grande-Bretagne, en dépit de tendances au socialisme, n'ont modifié le statut de leur flotte marchande, dont ces deux pays attendent de considérables rentrées en devises. L'État a acquis des intérêts importants dans les compagnies de navigation, à la suite des difficultés financières de celles-ci. Il n'en devrait pas moins, dans son propre intérêt, sauvegarder la souplesse d'organisation et d'action, indispensable en ce secteur exposé constamment à la concurrence internationale.

Pourquoi nationaliser?

Par quels arguments a-t-on justifié les nationalisations?

Arguments politiques. La concentration industrielle livre à quelques personnes une puissance formidable, et souvent corruptrice, susceptible d'agir sur la vie politique et de faire obstacle à la volonté nationale, dont le Parlement et le

Gouvernement sont les interprètes. La nationalisation a pour fin théorique de transférer à la nation les monopoles de fait. Incontestablement, la nationalisation met le personnel de direction à la merci des ministres et renforce l'autorité de ces derniers. On fera cependant observer que l'on a, non pas brisé les trusts, mais substitué aux trusts privés des trusts publics, encore beaucoup plus concentrés. Il n'est pas sûr que l'État impose toujours plus facilement sa volonté aux trusts qu'il a créés lui-même.

Arguments idéologiques et moraux. On reproche aux grandes compagnies privées d'avoir souvent adopté une attitude plus conforme à leurs intérêts qu'à l'intérêt public. On s'indigne que telle activité, essentielle pour la collectivité, puisse fournir l'occasion de fortunes considérables. Ces thèmes se prêtent à des discussions indéfinies. On comprend que l'État souhaite réserver à la collectivité une part des profits capitalistes. Encore faut-il que la nationalisation n'ait pas pour résultat de transformer ces profits en déficit. Par exemple, une part importante des bénéfices des sociétés charbonnières était réinvestie, les sommes qui allaient au capital (réparti entre des milliers d'actionnaires) ne représentaient qu'un très faible pourcentage du chiffre d'affaires. Les Houillères de France ne songent pas - on ne le sait que trop - à la distribution de bénéfices.

On invoquait aussi les nécessités de la paix sociale. La lutte des classes serait atténuée lorsque les mineurs n'auraient plus en face d'eux des patrons capitalistes mais la collectivité elle-même. Jusqu'à présent, les faits n'ont pas confirmé cet optimisme. Les campagnes de grèves sont presque toujours parties d'entreprises nationalisées. Les ouvriers ont été déçus, parce que le changement de propriétaire, en dépit de toutes les idéologies, n'a entraîné aucune transformation profonde de leurs conditions de vie et de travail.

Arguments économiques. Maître des industries de base, l'État est en mesure d'influer sur la conjoncture, de commander le niveau des prix en fixant les prix du charbon et de l'électricité. Il décrète les investissements massifs qu'exige le développement des moyens de production et qui auraient dépassé les ressources des affaires privées. La direction de l'économie est certes plus facile quand certains secteurs sont nationalisés mais, en théorie et en fait, l'État peut diriger l'économie sans acquérir la propriété des industries et il peut acquérir la propriété des industries sans diriger l'économie. Quant au programme d'investissements qu'on reproche aux anciennes sociétés d'avoir ralenti ou négligé, le fait est que l'État, jusqu'à présent, l'a surtout financé par l'inflation.

En vérité, si l'on met à part certains cas où la nationalisation favorise une

réorganisation technique (S.N.C.F.), les véritables objectifs ont été politiques: briser la puissance des trusts, donner satisfaction à l'idéologie anticapitaliste des masses, accroître les moyens d'action de l'État.

Pour mon compte, je tiens que ces trois objectifs, dans ce qu'ils ont de légitime, auraient pu être atteints sans charger l'État de l'écrasante responsabilité de la gestion directe.

On peut faire des concessions à l'idéologie, encore faut-il qu'elles n'entraînent pas une diminution trop forte de la productivité. Faute de quoi, on aggrave les revendications que l'on voulait apaiser.

Pour une réforme du secteur nationalisé. II. - Bilan indispensable

**Le Figaro
9-10 mai 1948**

Je doute que les ministres soient en mesure de fournir un bilan complet pour l'ensemble des entreprises nationalisées depuis la Libération. L'opinion, en tout cas, même en fouillant les publications officielles ou privées, ne recueille que des données fragmentaires, dont l'interprétation présente de multiples difficultés.

On dit souvent que les nationalisations ont fait faillite. Je crois que, le plus souvent, les résultats n'ont pas été heureux. Mais il y a des différences considérables selon les secteurs et l'honnêteté impose plusieurs réserves de principe avant d'insister sur les erreurs et les faiblesses incontestables.

Difficultés du jugement

L'expérience est trop brève pour qu'un jugement définitif soit, dès maintenant, possible. Une transformation de structure juridique et administrative entraîne normalement une période d'incertitudes et de tâtonnements. Sans doute peut-on regretter qu'on ait ajouté aux tâches urgentes et écrasantes de la reconstruction les servitudes de la "révolution par la loi". Mais il faut dire aussi que l'organisation intérieure n'est encore achevée ni à l'Électricité et Gaz de France, ni aux Houillères Nationales. Même l'État a le droit de demander un délai de grâce avant d'être condamné.

Les chiffres absolus de déficit ou de "bénéfices" sont, en général, dénués de signification, parce que l'autonomie financière, proclamée par la loi, est, le plus souvent, une fiction. L'Électricité de France, par exemple, n'est libre ni des salaires qu'elle paye, ni de ses prix de vente, ni des crédits qu'elle reçoit. Dans ces conditions, le déséquilibre des recettes et des dépenses ne prouve pas une mauvaise gestion, pas plus que l'équilibre ne prouve une bonne gestion. Tout dépend du prix que l'État fixe pour ces prix de monopole. En fait, après la hausse des tarifs en janvier dernier, l'Électricité de France avait un surplus d'exploitation, le gaz un déficit que l'Électricité comblait. La S.N.C.F., dont on reconnaît presque unanimement la bonne gestion, a un déficit d'exploitation lorsque l'État, en dépit de règles fixées par la loi, refuse d'accepter le relèvement de tarifs en fonction de l'augmentation des coûts. Dans le cas des sociétés d'aviation où l'État est le propriétaire unique et le principal client, les résultats

comptables dépendent des relations entre les prix de vente fixés par l'État-acheteur et les prix de revient de l'État-producteur. Si les calculs du premier étaient justes, les déficits du second seraient signes de mauvaise gestion. Mais les contestations entre services d'achat du ministère et services de production des sociétés nationales n'ont jamais cessé.

On dira que le coefficient de hausse des prix par rapport à l'avant-guerre devrait donner des indications précises. L'électricité est au coefficient 8, le gaz au coefficient 6,5, le charbon au coefficient 17. Les deux premiers coefficients sont largement inférieurs au coefficient moyen de hausse des prix industriels, le dernier sensiblement supérieur. Il semble bien, en effet, que les résultats de l'électricité soient plus satisfaisants que ceux des Houillères, mais, là encore, quelques réserves s'imposent.

Le président du conseil national de l'Électricité de France a lui-même rappelé, dans une conférence de presse, que l'excédent des recettes n'était obtenu que par un ralentissement dangereux des travaux de renouvellement. Pour maintenir l'intégrité du potentiel des installations, a-t-il dit, il faudrait consacrer annuellement au renouvellement *au moins* une quinzaine de milliards de plus.

De plus, la part des diverses dépenses dans le prix de revient varie d'une branche industrielle à une autre et il est probable qu'en tout état de cause, le prix du charbon, dans lequel les dépenses de main-d'œuvre représentent un pourcentage exceptionnellement élevé, aurait monté davantage. La crise des Houillères a été certainement aggravée par la nationalisation, mais il y aurait eu une crise de toute façon. On répugne de plus en plus, dans les pays occidentaux, à descendre dans la mine et il est, par conséquent, inévitable et équitable que les mineurs soient mieux payés que les travailleurs, même plus qualifiés, qui exercent un métier moins pénible. L'outillage n'a pu être normalement entretenu et renouvelé pendant la guerre, on emploie des prisonniers allemands dont le rendement n'atteint que les trois quarts de celui d'un mineur professionnel.

Le rendement d'un mineur de fond reste inférieur de quelque 20 % à celui d'avant-guerre. On n'a dépassé les chiffres absolus de production de 1938 qu'avec un personnel de fond de 35 % plus nombreux, un personnel de surface accru de 40 %, un allongement de la durée de travail, et encore le charbon extrait comporte-t-il un pourcentage accru d'impuretés. Mais nul ne saurait dire dans quelle mesure cette baisse de productivité aurait pu être évitée par le refus de la nationalisation. Les critiques oublient trop aisément l'atmosphère de bataille sociale qui régnait dans le nord de la France après la Libération, les conflits entre

les mineurs et la maîtrise. Les sociétés privées ne détenaient pas non plus un secret infailible d'ordre et de discipline.

Quelques résultats

Le fonctionnement des banques nationalisées ne semble pas, jusqu'à présent, très différent de ce qu'il était auparavant. Les nouveaux directeurs occupaient déjà des situations élevées dans la direction ou les conseils d'administration des établissements privés. Les directeurs des sociétés d'assurances passent pour avoir été choisis également parmi des personnalités compétentes. On aimerait cependant en savoir davantage: comment se présentent les bilans financiers? La machine administrative n'a-t-elle pas été encore alourdie?

Les chiffres donnés par le président du conseil d'administration de l'Électricité de France sont encourageants. Pour produire un million de kw.-h. il a suffi, en 1947, de 2,2 agents, alors qu'il en fallait 3,7 en 1945. De même, pour le gaz, il a suffi, en 1947, de 12,0 agents pour un million de mètres cubes, alors qu'il en fallait 15,6 en 1945. Sans doute s'agit-il d'une présentation ingénieuse qu'il ne serait pas impossible de discuter, puisque les dépenses de personnel auraient été, en 1947, au coefficient 12 par rapport à 1938. Les chiffres suggèrent, cependant, que l'effort de compression du personnel de 20 % qui avait été demandé, est en voie de s'accomplir.

Il est d'autres secteurs, en revanche, sur lesquels les documents ne manquent pas. Le bilan des sociétés de construction aéronautique est, dans l'ensemble, désastreux. En dehors des rapports récents, rédigés par des fonctionnaires des Finances, on rappellera qu'un rapport sur la S.N.C.A. du Sud-Est, signé, en 1946, par M. Jean Moreau et par M. Pierre Meunier (député communiste), allait jusqu'à dénoncer "la politique personnelle du directeur caractérisée par une facilité d'excessive camaraderie, conduisant à la nomination de fonctionnaires incapables ou insuffisants jusqu'aux échelons les plus élevés de la hiérarchie". Toutes les erreurs qui mettent en péril les nationalisations ont été commises en ce cas. Le ministère n'a pas eu de politique d'ensemble, ou bien il a conçu des projets disproportionnés à nos ressources. Au lieu de se concentrer sur un petit nombre de types, de fixer l'objectif de production à atteindre et d'adapter les moyens à l'objectif, on a fabriqué, un peu au hasard, des appareils souvent à peine utilisables. Nulle part la politisation n'a été poussée aussi loin, nulle part les méfaits du noyautage ne sont apparus avec autant d'éclat.

En ce qui concerne les Houillères, le rapport rédigé par la commission d'enquête belge, et signé par les représentants du parti socialiste, est tristement

éloquent: l'ingérence de la politique partisane dans la vie des entreprises résulte du fait que les syndicats sont mus par les partis, les travailleurs recherchent appui, contre leurs chefs hiérarchiques ou les mesures prises, auprès des dirigeants ou des membres des conseils d'administration qui sont de leur parti, les relations sont rendues très difficiles et très lentes par suite de la complexité des multiples rouages de la hiérarchie, la nationalisation énerve la direction et le financement par unité organique.

Citons encore, pour terminer cette formule du même rapport qui résume la leçon de ces trois dernières années: "Toute immixtion de la politique partisane dans les entreprises peut dégénérer en catastrophe, au sens plénier du terme, tant pour les travailleurs que pour la prospérité des exploitations et celle du pays tout entier."

Pour une réforme du secteur nationalisé. III. - Réformes indispensables

**Le Figaro
18 mai 1948**

Les conditions nécessaires à la bonne marche d'une entreprise, qu'elle soit publique ou privée, sont aussi faciles à énumérer que difficiles à réaliser: qualité des cadres, discipline du travail, incitation à l'effort, autorité et capacité d'initiative de la direction, collaboration entre tout le personnel, organisation administrative qui favorise à tous les échelons le sens de la responsabilité, système de sanctions qui récompense la réussite et punisse le relâchement.

Ces principes éternels ont été reconnus et proclamés par le régime soviétique. Ils ont été méconnus par nos législateurs.

La politique et le choix des hommes

La loi a prévu, en général, des conseils d'administration tripartis: représentants de l'État, des employés, des usagers, détenant chacun un tiers des sièges. Les fonctions d'administrateur sont gratuites, de telle sorte que les leaders syndicaux ou les hauts fonctionnaires les remplissent en dehors de leurs autres activités (quelquefois les mêmes hommes figurent dans plusieurs conseils). Ces cumuls, qu'on a tant reprochés aux conseils d'administration privés, ne sont pas moins fâcheux pour être désintéressés.

La conception d'un équilibre entre État, ouvriers et consommateurs, que je crois discutable en tout état de cause, perd toute signification, quand les délégués ouvriers ou ceux des consommateurs suivent les consignes d'un parti politique. Au temps des gouvernements tripartis, le parti communiste avait réussi à s'assurer la majorité dans les conseils d'administration des houillères et de l'électricité (il lui suffisait d'ajouter aux représentants ouvriers, venus presque tous de la C.G.T., quelques représentants de l'État ou des usagers choisis parmi les membres du parti). Depuis lors, l'autre camp a repris la majorité, mais la politique reste présente dans des conseils, qui ne devraient se soucier que de bonne gestion.

Il paraîtrait souhaitable de réviser les lois de nationalisation et de prévoir, à la tête des grands trusts publics, des comités de direction dont les membres seraient choisis par le ministre uniquement d'après la compétence, sans tenir compte de proportionnelle ou d'affiliation. On conserverait, à la rigueur, l'actuelle structure

tripartite dans les comités consultatifs. En Grande-Bretagne, le parti travailliste a appliqué un tel système: les *boards* de direction ne comprennent que des personnalités nommées par le ministre, en raison de leur valeur et sans souci de représentation des partis, des syndicats ou des catégories sociales.

Sans doute pourrait-on craindre que les ministres n'usent de leur pouvoir discrétionnaire en faveur de leur clientèle. Mais il y a divers moyens de parer à ce risque: intervention du Conseil des Ministres, questions ou commissions d'enquête parlementaires, obligation de choisir directeurs ou administrateurs dans certains grands corps de l'État ou parmi ceux qui auraient déjà exercé des fonctions analogues, etc.

Cette réforme des conseils d'administration ne suffirait pas à "dépolitiser" les entreprises nationales, aussi longtemps que subsiste le double pouvoir, des syndicats d'obédience communiste d'une part, de la maîtrise et de la direction de l'autre. Rétablir à tous les échelons, de la base au sommet, une autorité *une*, telle est évidemment la tâche décisive, que ni des paroles ni des textes n'accompliront du jour au lendemain, mais qui domine l'avenir des nationalisations. Tant que les problèmes de gestion se poseront en termes plus ou moins politiques, tant que les cadres et les ingénieurs craindront les meneurs syndicaux autant que leurs chefs, tant que les grands dirigeants seront obligés de recourir à des négociations de style parlementaire, tant que le déplacement d'un secrétaire général sera accueilli par des menaces de grève, l'essentiel restera à faire. Qu'on ne s'y trompe pas: c'est là pour la démocratie une question de vie ou de mort. Les régimes totalitaires introduisent la politique dans l'économie, mais ils réservent le monopole de la politique à *un* parti, qui use de sa toute-puissance pour rendre ses droits à la technique.

Structure administrative

On a créé des entreprises gigantesques: il s'agit maintenant de les diviser en unités de production qui soient à l'échelle humaine, de restituer aux directeurs de ces unités une responsabilité propre, économique et financière, afin qu'ils soient incités à obtenir le meilleur rendement. De multiples problèmes se posent ici, que nous pouvons à peine effleurer. La nationalisation permet, en théorie, de procéder à une organisation plus rationnelle que celle qui résultait auparavant d'une longue histoire et de beaucoup d'accidents. Le découpage des unités charbonnières de production a donné lieu à des controverses entre experts. La décentralisation administrative de la distribution d'électricité est encore à l'étude. On ne semble pas encore avoir utilisé la nationalisation des banques de dépôt

pour réduire le nombre des succursales et comprimer le personnel.

Des trusts étatiques sont toujours menacés de sclérose administrative, d'engourdissement dans la paperasse. Sans doute beaucoup dépend des hommes. Les chemins de fer de l'État ont dû leur réussite aux qualités de quelques chefs et de leurs équipes. Mais si la structure de la bureaucratie est défectueuse, les meilleurs sont paralysés.

Financement

On dit souvent que le déficit du secteur nationalisé est une des causes profondes et persistantes de la crise des finances publiques. On a raison, mais à condition de faire le départ entre trois espèces distinctes de déficit. Il y a d'abord les déficits d'exploitation, imputables, ici ou là, à une gestion relâchée. Il y a les déficits voulus par l'État, afin de stabiliser les prix et qui équivalaient à des subventions. Il y a, enfin, les déficits imputables à des grands travaux, ordonnés dans le cadre du plan Monnet, qui, jusqu'à cette année, avaient été financés par des crédits bancaires de caractère inflationniste.

Au déficit d'exploitation, on cherchera remède en changeant les hommes et les méthodes. Au déficit imputable à la politique des tarifs adoptée par les pouvoirs publics, on répondra, comme M. René Mayer l'a fait, en affirmant le principe que l'État doit vendre ses services à un prix qui permette d'équilibrer dépenses et recettes. Dans quelques cas, nous expliquent les économistes, il peut être utile de vendre certains produits de base au-dessous du prix de revient. Un futur ministre de l'Économie Nationale, dans une discussion à Londres en 1945, me donnait comme argument, en faveur des nationalisations, la possibilité pour les entreprises d'État de consentir au déficit. Il avouerait lui-même, aujourd'hui, qu'elles ont abusé de ce consentement.

Reste, enfin, la plus grave question: comment financer les investissements qu'exige l'expansion ultérieure de la production? La spoliation des actionnaires, au moment de la nationalisation, ne facilite pas l'appel à l'épargne. La dévalorisation de la monnaie par la hausse des prix décourage les prêteurs. L'État n'a pas la ressource, qu'auraient eue les compagnies privées, de procéder à des augmentations de capital. Les sociétés nationales en viennent à recommander les emprunts à garantie de pouvoir d'achat, ce qui paraît un expédient justifié dans la conjoncture actuelle (si le prélèvement exceptionnel et la contrepartie de l'aide américaine ne suffisent pas).

Toutes les contradictions de notre système économique apparaissent dans le secteur nationalisé: disproportion entre les nécessités de la rénovation et

l'épargne spontanée, volonté d'accroître la production et baisse du rendement, politisation, affaiblissement de l'incitation à l'effort et à l'initiative.

L'assainissement du secteur nationalisé est inséparable de l'assainissement de notre économie tout entière.

L'échéance de juin

Le Figaro
29 mai 1948

On ne saurait porter de jugement définitif sur une expérience économique au bout de six mois. Ou, du moins, un tel délai suffit parfois à consacrer un échec, jamais à garantir le succès. On doit reconnaître simplement que M. René Mayer se présente au rendez-vous fixé aux organisations syndicales muni d'un dossier fort honorable...

Résultat obtenu

On avait procédé, en janvier, à un rajustement des salaires. On pouvait craindre que la hausse du prix de la vie n'enlevât rapidement aux travailleurs les avantages obtenus et n'entraînât même une dégradation de leur revenu réel (tel avait été le cas après juillet 1946 et au cours de l'été 1947). Or il ne paraît guère contestable, quel que soit le caractère approximatif des statistiques, que le pourcentage de hausse du prix de la vie, entre novembre 1947 et juin 1948, ait été sensiblement inférieur au pourcentage d'accroissement des rémunérations (20 p. 100 environ contre 30 à 35 p. 100).

En résulte-t-il un équilibre entre prix et salaires? La question est, en vérité, équivoque. S'agit-il d'un équilibre psychologique entre désirs et satisfaction? Il est loin d'être établi: les aspirations ont augmenté depuis la guerre et les ressources collectives diminué. S'agit-il d'un équilibre coutumier, qui devrait reproduire une relation tenue pour normale? Mais quelle année choisira-t-on pour normale: 1929? 1938? Il semble qu'il y ait une sorte d'égalité entre la quantité de pouvoir d'achat qu'en l'état actuel de ses revenus le public consacre à l'achat de la nourriture et la quantité de denrées alimentaires aux prix actuellement pratiqués.

Cet équilibre n'est ni à toute épreuve ni satisfaisant. Certains marchés risquent d'être insuffisamment approvisionnés (viande). D'autre part, pour obtenir la ration alimentaire, qu'ils souhaitent, les Français dépensent une fraction trop importante de leurs revenus globaux, de telle sorte que les autres activités et l'épargne sont dangereusement freinées. Malgré ces réserves pour la première fois depuis juillet 1946 (avant la funeste conférence du Palais Royal), on aperçoit la possibilité d'une stabilisation prolongée.

Ce résultat est dû à l'action menée par M. René Mayer et par M. Coudé du

Foresto. Le premier a concentré les versements fiscaux dans le premier semestre, afin de réduire le pouvoir d'achat et de provoquer une sorte de déflation; le deuxième, au moment critique, vers le milieu de février, a, par une série d'expédients, ralenti, puis arrêté la hausse de certains prix directeurs, comme celui de la viande. Ajoutons que les circonstances atmosphériques et les importations ont favorisé la politique gouvernementale.

Dans de telles conditions, une hausse générale des salaires serait une pure aberration et ne s'expliquerait que par une volonté de sabotage. Elle remettrait en question la stabilisation provisoire, sans améliorer le sort des salariés.

Cette amélioration ne saurait être obtenue que par une baisse des prix, tout le monde désormais en tombe d'accord. Mais comment provoquer cette baisse?

Certains journaux nous menacent d'une baisse qui s'abattrait sur l'économie du jour au lendemain et sèmerait peut-être autant de ravages que l'inflation d'hier. Des stocks s'accumulent ici et là, des baisses parcellaires ne sont pas exclues. Les prix de certains articles de consommation courante (par exemple textiles) sont encore bien supérieurs au coefficient général de hausse, ils ne se justifient plus, alors que la pénurie a disparu. Les marchés de quelques denrées alimentaires pourraient être saturés après les prochaines récoltes. Mais une baisse d'ensemble ne me paraît probable ni dans l'industrie ni dans l'agriculture. Le prix du charbon (dont on annonce la hausse prochaine), les charges sociales et fiscales ne permettent guère une réduction rapide des prix de revient. Les prix du pain et du lait devront être relevés, à moins que l'on ne préfère que le paysan continue à utiliser ces produits à des usages plus rémunérateurs que l'alimentation des humains.

Les perspectives de baisse du prix de la vie sont, donc, liées à des mesures de circonstance (articles d'utilité sociale, réduction temporaire des taxes) ou à une évolution, plus lente mais à la longue seule décisive: l'accroissement de la production.

Il reste à faire

Il serait injuste de nier les progrès réalisés, absurde d'entonner un chant de triomphe.

Nous n'avons pas encore de budget et, entre les évaluations du début de l'année et les évaluations actuelles, les dépenses se sont gonflées d'un certain nombre de dizaines de milliards supplémentaires qui rapprochent le total de mille milliards. Quelle que soit la disproportion entre les économies à attendre

immédiatement des licenciements de fonctionnaires et le volume des dépenses publiques, on comprendrait difficilement que l'Assemblée hésitât, sur ce point, à passer des déclarations solennelles aux actes.

Plus grave que le déficit du budget apparaît le problème des investissements, en particulier dans le secteur nationalisé. L'État ne parviendra pas à financer exclusivement par l'impôt la reconstruction des villes et la modernisation de l'outillage. Or, depuis deux ans, l'État est devenu à peu près incapable d'emprunter. Cette incapacité est un sous-produit de l'inflation: la hausse des prix incite chacun à dépenser tous ses revenus plutôt qu'à en réserver une part pour l'avenir. Si certains Français épargnent, ils investissent leurs réserves en or ou en bétail, ils refusent de les placer en obligations d'État ou des Houillères. Il ne suffit donc pas de ranimer le goût de l'épargne en convainquant les Français que le franc ne perdra plus 30 ou 40 % de son pouvoir d'achat par an, il faut encore remettre en route le mécanisme destiné à collecter les sommes mises de côté par les particuliers, mécanisme actuellement grippé.

Pas plus que l'équilibre n'est rétabli entre les besoins d'investissement et le consentement à l'épargne, il ne l'est entre l'économie française et l'extérieur. La dévaluation ne semble pas avoir exercé d'influence sensible sur notre balance des comptes. Ni en volume ni en valeur, on n'observe de progression importante de nos exportations. Le plan Marshall atténue provisoirement la crise, mais il ne comble guère que les deux tiers de notre déficit. Bien plus, les quatre cinquièmes des dollars attribués à la France sont consacrés à l'achat de matières premières et de produits d'alimentation, ce qui nous permet de vivre mais non de renouveler notre outillage. Or, seule la rénovation de nos moyens de production nous donnerait l'espoir d'être en mesure, d'ici quelques années, de nous passer d'aide extérieure. L'Angleterre entière est unie dans la volonté de réduire le déficit de sa balance des comptes. Les Français acceptent trop aisément, en fait sinon en paroles, les dons américains.

Au lendemain de la Libération, les autorités économiques avaient entrepris, peut-être imprudemment, un plan d'équipement industriel. Il apparaît, après coup, qu'il aurait mieux valu accorder une priorité absolue à l'agriculture, afin d'assurer aux Français, en même temps que la nourriture, la stabilité du prix de la vie. Aujourd'hui, on renverse la vapeur et l'on mise tout sur la stabilité des prix. On songe à ralentir les investissements et on importe le plus possible de denrées alimentaires. Peut-être la décision est-elle inévitable, mais l'objectif demeure le même: reconstruire sans recours à l'inflation. Tant que l'on sacrifie tour à tour

stabilité et reconstruction, on n'est pas sorti du cercle vicieux...

Le président du M.R.P. menaçait, il y a quelques jours, ceux qui ne se rallient pas l'actuel gouvernement de sauver la France sans eux. Osera-t-on lui suggérer que ni les opposants d'aujourd'hui, ni les gouvernants de demain ne courent le danger de manquer de travail?

Le tournant dangereux

Le Figaro
24 juin 1948

À en croire les commentateurs officiels, le gouvernement devait, en juin, arriver, sinon au bout de ses peines, du moins au terme de la première étape. Si l'on tenait jusque là, l'abondance des récoltes et la manne des dollars répandraient leurs bienfaits, pour la gloire des ministres et le bonheur des citoyens. Naturellement, la réalité ne se conforme pas à ces mythologies.

Il serait excessif de dire que les difficultés commencent, elles n'ont jamais cessé. Mais il est de fait qu'en 1946 et 1947, c'est au deuxième semestre que les barrages ont sauté, que les prix ont accéléré leur ascension. Le tournant dangereux se situe entre mai et juillet. C'est en juillet 1946 que la fatale conférence du Palais-Royal donna une impulsion nouvelle à l'inflation. C'est en mai-juin 1947 que les mouvements ouvriers mirent fin définitivement à l'expérience Blum que M. Ramadier tâchait de poursuivre. L'inflation d'été, si j'ose dire, est-elle le fait des hommes ou des éléments?

Les précédents

La relative stabilité des prix de détail, qui dure depuis la deuxième quinzaine de février, n'est pas la première que nous ayons connue. Les indices des prix de détail avaient à peine bougé de décembre 1945 à juillet 1946, de novembre 1946 à mai 1947. Et pourtant le mécontentement ouvrier suscita des revendications qui mirent fin au blocage des salaires.

L'explication est différente pour les deux cas. Le mot d'ordre des 25%, lancé par la C.G.T. après l'échec du premier référendum et avant l'élection de la deuxième Constituante, était politique et démagogique. On ne le justifiait pas par l'avance des prix sur les salaires, mais par l'augmentation de la production. Il ne se trouva pas de chef de gouvernement pour dénoncer l'absurdité d'un pareil raisonnement. Si les hausses de salaires de 1944-45 avaient dépassé en pourcentage les hausses des prix, si la situation relative des travailleurs s'était améliorée, c'est précisément que le pouvoir d'achat supplémentaire trouvait sur le marché une masse de produits plus importante. Le résultat de la générosité nominale fut de détériorer la condition ouvrière. L'indice des 34 articles progressa de 50% en trois mois, celui des salaires de 30%.

Au printemps 1947, l'indice des 34 articles n'avait pas sensiblement monté,

mais la diminution de la ration de pain, la crise de la viande et du vin avaient réellement alourdi le budget des masses, en obligeant les moins favorisés à recourir davantage au marché noir. Les revendications étaient plus ardentes que l'année précédente. Elles obtinrent le même résultat: les indices de prix grimpèrent à une allure deux fois plus rapide que les indices de salaires.

Le rapport prix-salaires

La situation est encore différente en juin 1948. Depuis novembre 1947, les salaires ont été accrus d'environ 35%, le prix de la vie (au moins pour les budgets des salariés au bas de la hiérarchie) d'environ 25%. La hausse a été absorbée non plus par les seuls produits alimentaires, mais aussi par les services et les produits industriels. Prix industriels et prix agricoles paraissent alignés dans les statistiques globales, encore qu'à l'intérieur de chaque groupe des disparités considérables subsistent. Le rapport prix-salaires est moins défavorable qu'il ne l'était il y a six mois.

Il n'est pas satisfaisant, incontestablement, mais il ne peut pas être satisfaisant dans un pays comme la France dont la production rejoint à peine en 1948 le niveau de 1913, ce qui signifie qu'en 35 ans, le pays a modifié la répartition mais non accru le volume de la richesse produite chaque année. Le progrès économique est, à échéance, bien plus que les réformes sociales, réelles ou illusoire, la condition de la paix intérieure.

Peut-on améliorer ce rapport immédiatement? Une hausse générale des salaires, en tout cas, d'après toutes les expériences antérieures, aurait bien plutôt tendance à l'aggraver qu'à l'améliorer. Elle relancerait l'inflation, à peine jugulée. Reste donc l'autre voie, celle de la baisse des prix. Que peut-on en attendre?

Il faut d'abord avoir le courage de dire que le rapport prix-salaires n'est pas malléable à merci. Les gouvernants n'ont pas les moyens de le modifier sur commande, parce qu'il traduit un certain équilibre entre le pouvoir d'achat et les marchandises disponibles. Une certaine répartition du revenu national, un certain système de distribution commerciale, un certain volume de biens de consommation étant donnés, le rapport prix-salaires peut-il être très différent qu'il n'est aujourd'hui? Or, les mesures fiscales, susceptibles de modifier la répartition du revenu national, sont, en France, d'efficacité douteuse et, en tout cas, lente. Les efforts pour réformer l'appareil de distribution sont nécessaires, mais malaisés. Il reste donc une seule perspective prochaine: la baisse des prix grâce à l'augmentation de l'offre, elle-même rendue possible par l'accroissement de la production.

Si l'on suppose la stabilité du pouvoir d'achat, il se peut qu'on enregistre des baisses sur certains marchés (viande, pommes de terre), grâce à l'abondance des produits. Si l'on suppose la stabilité du prix du charbon, certaines industries légères, travaillant pour la consommation courante, seraient en mesure, d'après les déclarations du patronat, de consentir des baisses de 3 à 10 p. cent. La mévente, sensible dans certains commerces, finira peut-être par provoquer des baisses, non souhaitées, par les détenteurs de stocks.

Mais, sur d'autres points, des hausses sont inévitables. On sera obligé, un jour ou l'autre, de calculer le prix de certaines matières premières (coton) et produits coloniaux en fonction du véritable taux de change. Le prix du pain sera relevé en même temps que celui du blé. L'augmentation de la ration compensera d'ailleurs, pour les budgets les plus modestes, la hausse du prix unitaire. Même au nouveau cours, le pain fournira des calories meilleur marché que les produits de remplacement (ou le pain acheté naguère au marché noir).

Enfin, une subvention financée par l'impôt permettra peut-être d'atténuer les répercussions de la hausse du prix du charbon qu'impose la comptabilisation à 214 fr. du charbon américain importé. Encore faut-il que le prix de revient du charbon français ne dépasse pas l'actuel prix de vente.

Autrement dit, l'hypothèse optimiste est celle d'une stabilité approximative des prix, grâce à des mouvements dans les deux sens, dont la résultante serait à peu près nulle. Un tel résultat, que les uns baptiseront succès et les autres échec, sera-t-il accepté par l'impatience compréhensible du pays? Je ne sais, mais je crains que ceux qui tiendront ce résultat pour insuffisant, en obtiennent, par légèreté ou par démagogie, un pire encore.

Ajoutons que, si le rapport prix-salaires domine la politique de l'économie, d'autres problèmes sont en réalité plus graves pour la collectivité. Tant que l'État ne parviendra pas à emprunter, l'essentiel restera à faire. Quant au plan Marshall, vitupéré par les uns comme un instrument de domination, exalté par les autres comme une panacée, il est aujourd'hui entre les mains des sages, c'est-à-dire des calculateurs. Il nous apporte, à des conditions qui ne sont pas toutes plaisantes, un peu plus de la moitié des deux milliards de dollars, montant du déficit de notre balance des comptes en 1946 et 1947. Il nous manque 500 millions de dollars par an pour maintenir un niveau de vie que l'ensemble de la population continue de juger intolérablement bas.

De la stabilité à la confiance

France Illustration

7 août 1948

L'opinion française a pris l'habitude de rattacher les étapes du développement économique aux vicissitudes de la politique parlementaire. Chaque ministre des Finances et de l'Économie marquerait l'inauguration d'une nouvelle expérience, comme si les mesures décidées rue de Rivoli exerçaient une influence décisive sur le volume de la production ou le rythme de l'inflation. En fait, quand on regarde après coup la suite des événements ou les mouvements des statistiques, c'est à peine si l'on retrouve la trace des alternances ministérielles.

Même s'il n'y avait pas eu de crise ministérielle, le moment n'en aurait pas moins été favorable à une sorte de bilan. Au bout de huit mois, quels résultats avait obtenus M. René Mayer? Quels progrès avaient été accomplis? Quels problèmes demeuraient sans solution?

Après le mois de décembre dernier, après la crise des grèves, l'inflation risquait de prendre une allure accélérée. On avait consenti une augmentation de la masse des salaires de l'ordre de 35% et les experts du plan calculaient que le pouvoir d'achat dépasserait d'au moins 200 milliards, au cours du premier semestre, les biens disponibles. Tout le monde craignait que la hausse des prix qui, au cours de l'été, avait largement dépassé celle des salaires, ne prît un nouvel élan.

La politique du gouvernement se proposa donc un but immédiat: empêcher ou du moins ralentir la hausse du prix de la vie (en particulier la hausse des prix des produits alimentaires), conserver aux salariés une part de ce que leur avait accordé le relèvement des salaires nominaux. Dans les premiers jours de février on nota une poussée violente des prix. Heureusement, dès la fin du mois, une stabilisation intervint et l'indice des trente-quatre articles demeura depuis lors à peu près stationnaire.

Ce succès partiel est dû, semble-t-il, à trois causes principales. Les services du Ravitaillement intervinrent sur le circuit de distribution de manière empirique mais efficace et parvinrent à stopper la hausse des cours de la viande (qui depuis deux ans jouent un rôle directeur). Achats prioritaires, taxation, contrôles, tous ces expédients, peu recommandables en eux-mêmes, parvinrent à freiner le mouvement ascensionnel.

Simultanément, des mesures fiscales: prélèvement exceptionnel, cinquième quart de l'impôt de solidarité, paiement anticipé de l'impôt général sur le revenu, agissaient sur le pouvoir d'achat et diminuaient la pression sur le marché. Il en résultait évidemment, en certains secteurs, un ralentissement de l'activité commerciale. Du moins le pire avait été temporairement évité.

Enfin, M. René Mayer décidait un relèvement substantiel des prix des matières premières et des produits industriels de base, afin de mettre un terme au régime des subventions ou au déficit des entreprises nationalisées. En l'été 1948, pour la première fois l'indice des prix industriels dépasse celui des prix agricoles, l'indice des prix de gros, celui des prix de détail.

La relation prix-salaires n'en est pas pour autant satisfaisante. Le minimum vital a dû progresser de 25 à 30% depuis la fin de l'année dernière. Autrement dit la hausse des salaires a été presque entièrement compensée par la hausse des prix et la situation des salariés est à peine meilleure aujourd'hui qu'elle ne l'était à la veille des troubles sociaux de l'automne 1947. Les observateurs de bonne foi savent qu'un relèvement des salaires nominaux n'améliorerait pas durablement le sort des masses populaires. Mais celles-ci supportent effectivement avec impatience un niveau de vie médiocre. Augmentation de la production, simplification de l'appareil de distribution, d'où viendra le progrès souhaité de la condition du peuple français.

Les récoltes s'annoncent favorables, la production industrielle dépasse de 10 à 15% le niveau de 1938. Ne sont-ce pas là autant de signes manifestes de relèvement? Certes, mais gardons-nous des illusions complaisantes. Nous produisons en 1938 25% de moins qu'en 1929, un peu moins qu'en 1913. À supposer que la terre de France nous apporte cette année ce qu'elle nous livrait avant la guerre, les paysans consomment aujourd'hui davantage, de telle sorte qu'il restera moins pour les habitants des villes. Il serait donc redoutable d'espérer mieux qu'une lente progression du niveau de vie.

De plus, trois menaces pèsent sur notre économie. La première, la moins grave, vient des prix de quelques produits alimentaires, blé et lait, qui sont fixés par décret et dont les producteurs réclament le relèvement. Le pain ne constitue plus qu'une fraction réduite du budget, même des familles les plus humbles, mais il a conservé une signification symbolique. Si pour éviter la hausse des prix du pain ou le retour aux subventions le cours officiel du blé est fixé trop bas, le risque subsiste qu'une fraction de la récolte soit détournée de la collecte en vue de l'alimentation plus rémunératrice du bétail.

La seconde menace vient de l'état de notre balance des paiements. Le plan Marshall nous apporte environ 1.100 millions de dollars, mais d'après les services de l'Économie nationale nous aurions besoin de quelques centaines de millions de plus pour financer le plan d'importations prévu. Nous sommes déficitaires, non pas seulement comme tous les Européens, à l'égard de la zone dollar, mais aussi à l'égard de la zone sterling, du franc belge, de l'Italie même. L'impératif évident en pareilles circonstances: importer moins, exporter plus, n'est-il pas en contradiction avec le désir universel d'un niveau de vie plus élevé?

Enfin, il manque à l'État au moins 150 milliards pour le deuxième semestre de 1948, une cinquantaine pour le budget, une centaine au moins pour le financement de la reconstruction et des investissements du secteur nationalisé.

Nous arrivons là au centre du problème économique français. 150 milliards d'emprunt ne représentent pas une fraction anormale d'un revenu national qui dépasse 4.000 milliards. Mais l'État est désormais incapable d'emprunter. Par un phénomène presque sans précédent en période d'inflation, la Bourse stagne dans le marasme. Les entreprises industrielles, même par le procédé des augmentations de capital, ont du mal à se procurer des capitaux, soit que le public refuse d'épargner, soit que le mécanisme de collecte de l'épargne soit grippé.

Sur ce point décisif, l'expérience Mayer n'a pas renversé la tendance. Or il demeurera impossible de financer la reconstruction et le renouvellement de l'outillage aussi longtemps que les capitaux se déroberont et que l'or et le bétail apparaîtront comme des placements privilégiés. Comme en 1926, le restaurateur de l'économie française sera celui qui rétablira la confiance et ramènera les capitaux dans les circuits économiques.

La recherche de 150 milliards pour le deuxième semestre place les gouvernants devant l'alternative décisive: ou bien s'engager plus avant dans la voie des interventions de l'État ou bien rétablir les conditions de fonctionnement d'une économie libre. En effet, de deux choses l'une: ou l'on demandera l'argent à l'impôt ou bien on le demandera à l'emprunt. Dans la première éventualité, on misera sur le contrôle plus que sur la confiance. Dans la deuxième, on misera sur la confiance et l'on fera le nécessaire pour l'obtenir.

Depuis trois ans tout a été fait pour paralyser les mécanismes du crédit. Le secret bancaire a été supprimé, tous les titres sont désormais au porteur, les actionnaires des entreprises nationalisées ont été spoliés, l'État a violé de

multiples fois ses engagements, les billets de 5.000 francs ont été retirés de la circulation, les porteurs d'or et de devises ont été condamnés, puis graciés. Les détenteurs de capitaux se sentent entourés de menaces imprévisibles. On a le droit, au nom de la morale, de refuser les mesures susceptibles de restaurer la confiance, mais il faut savoir à quoi mènerait la persistance de l'incrédulité monétaire.

La conjoncture politique rendait quasi inévitable le choix de la confiance. Le nom de M. Paul Reynaud confirme l'orientation. On continuera de desserrer les contrôles, on assouplira la loi de quarante heures pour permettre l'accroissement de la production, on réformera le secteur nationalisé, on tentera d'alléger le poids des charges sociales. Pour que la tentative ait une chance de succès, deux conditions paraissent indispensables: la première est qu'une fois la décision prise on ait le courage de ne pas s'arrêter à mi-chemin et que l'on ne recommence pas l'erreur des compromis politiques en un domaine qui ne les supporte pas (le retrait des billets de 5.000 francs, dans le cadre d'une politique libérale, est l'exemple le plus éclatant de l'incompatibilité entre la raison économique et les marchandages entre partis). La deuxième condition dépasse le cadre de l'économie. La confiance ne dépend pas seulement de mesures techniques. Elle suppose la stabilité politique. Le public ne sera convaincu que par un gouvernement qui soit et qui paraisse assuré du lendemain.

En ces matières plus qu'en tout autre, rien ne se fait sans la durée. Le nouveau gouvernement est-il en possession de ce bien inestimable? Tel est, en fin de compte, le véritable problème.

Caillaux ou Poincaré?

Le Figaro
19 août 1948

Il ne me paraît pas illégitime de comparer la tentative de M. Paul Reynaud à celle de Raymond Poincaré il y a vingt-deux ans, en dépit de différences éclatantes, car l'une et l'autre visent premièrement à renverser la tendance et à restaurer la confiance. Il suffisait, jadis, de restaurer l'équilibre budgétaire, et la confiance suivait. Les vrais problèmes étaient déjà résolus quand Poincaré arriva rue de Rivoli: la reconstruction était presque achevée, l'équilibre de la balance des comptes assurée, le poids de la dette publique allégé par la dévalorisation de la monnaie. Quelques impôts ramenèrent les recettes de l'État au niveau des dépenses. Quelques crédits de banques américaines permirent de briser la spéculation à la baisse du franc et le "miracle" fut consommé.

Aujourd'hui, M. Paul Reynaud a dressé un bilan qui aurait bouleversé l'opinion, s'il existait encore, en France, une opinion capable de prendre à cœur les affaires de l'État.

Bilan

Non que le nouveau ministre ait apporté aucune donnée originale ou sensationnelle. À quelques dizaines de milliards près, M. René Mayer avait chiffré de même manière les besoins du Trésor au cours du deuxième semestre: environ 200 milliards, dont la moitié au titre du budget ordinaire et la moitié au titre des dépenses d'investissement (en supposant acquise la contrepartie en francs des dons américains). La seule nouveauté est que M. Paul Reynaud a élargi les perspectives. Au lieu de revenir indéfiniment sur le rapport des prix et des salaires, origine de tous les mécontentements individuels, il a montré dans le manque de dollars et l'impossibilité d'emprunter à l'intérieur la cause d'une éventuelle catastrophe collective.

La presse s'est jetée sur le chiffre de 1.000 milliards qui, d'après le ministre lui-même, ne répond à rien qu'à une angoisse. Les vrais chiffres, qui se suffisent à eux-mêmes, sont 200 milliards de déficit du budget ordinaire de 1949 et 500 milliards de dépenses hors budget, dont un peu plus de la moitié pour la reconstruction et le reste pour les investissements des services publics et des entreprises nationalisées.

Ces prévisions marquent en même temps les grandes lignes de la prochaine

expérience. Par des économies et la réforme fiscale, on prétend combler le déficit du budget ordinaire. Quant aux 500 milliards d'investissements et de reconstruction, on les demandera à l'emprunt. Depuis 1946, l'État n'a pu emprunter ni à court ni à long terme, les grands travaux ont été financés en large mesure par l'inflation. Les entreprises privées éprouvaient une difficulté croissante à collecter des fonds, même sous forme d'augmentation de capital. La Bourse qui, d'ordinaire, en période d'inflation, sert de refuge aux capitaux, était désertée et stagnait dans le marasme.

Nous sommes bien à un croisement de routes: d'une manière ou d'une autre, il faut que la collectivité française s'abstienne de consommer une part de son revenu annuel, afin de subvenir aux frais de la reconstruction immobilière et de la rénovation industrielle. D'une manière ou d'une autre, il faut que le revenu épargné aboutisse aux caisses de l'État et des industriels. Or il n'y a que deux manières: l'une consiste à faire appel à la bonne volonté des individus, c'est-à-dire à miser sur la confiance; l'autre à recourir à la contrainte. M. Paul Reynaud, à la différence de Raymond Poincaré, a obtenu la bénédiction de M. Léon Blum pour choisir le premier terme de l'alternative.

Épargne et confiance

Toute économie moderne exige ce que Marx appelait l'accumulation du capital, c'est-à-dire l'usage d'une part de la production courante en vue de l'élargissement des moyens de produire. En France, le mécanisme d'accumulation du capital est actuellement grippé.

En Union Soviétique, le mécanisme n'exige ni décision, ni même consentement des individus. La manipulation des prix des denrées agricoles, la différence entre les prix payés aux paysans et les prix imposés aux consommateurs des villes, l'impôt sur le chiffre d'affaires, les bénéfices des entreprises industrielles permettent à l'État de réduire presque à volonté la consommation et de gonfler en proportion le volume des investissements. Aussi longtemps que subsiste la propriété privée des moyens de production et d'échange, l'accumulation du capital exige que le public ne dépense pas tous ses revenus et qu'il en confie une partie à ceux - État ou entreprises privées - qui désirent renouveler leur équipement.

Le peuple français, en tout état de cause, aurait été moins enclin à l'épargne, dans la mesure où l'appauvrissement général se répercute sur les budgets individuels. Chacun aspire d'abord à retrouver le niveau de vie ancien, avant de renoncer à des jouissances immédiates par souci d'avenir. Mais il est clair que

l'inflation déchaînée depuis trois ans a multiplié la propension à la consommation. À quoi bon se priver si les francs que l'on épargne perdent chaque année un tiers de leur valeur? La redistribution des revenus, suscités par l'inflation, réduit également la capacité d'épargne de la collectivité: les profiteurs du marché noir n'épargnent guère, sinon en bijoux ou en châteaux, et la petite bourgeoisie lutte vainement pour maintenir standard de vie.

Le ralentissement de l'épargne spontané n'est qu'un des aspects de la crise. Le refus de prêter les sommes mises de côté n'est pas un symptôme moins grave. Or, ce refus, l'ensemble des Français l'oppose à toutes les sollicitations, aussi bien de l'État que des entreprises nationalisées ou des affaires privées (encore que, dans ce dernier cas, avec moins de rigueur). L'or, le bétail, les objets d'art servent d'abri aux capitaux qui redoutent le fisc et le dévaluation. Au lieu de se lamenter sur l'insuffisance de l'épargne en un pays qui, il y a quarante ans, était le meilleur épargnant du monde, il importe d'abord de collecter celle qui existe virtuellement mais se dérobe.

Sur les difficultés de la tâche, on a déjà tout dit. Je n'ai pas la naïveté de croire que, demain, les devises étrangères clandestines retrouveront le chemin de la mère patrie, que les 4.000 tonnes d'or enfouies dans le terroir afflueront à la Banque de France. Ni les économies spectaculaires, ni les réformes administratives (inévitavelmente lentes), ni la rationalisation du secteur nationalisé et de la Sécurité sociale ne rendront à l'État le crédit qu'il a perdu, en partie par sa faute. Pour que l'expérience ait une chance. Il faut que l'État donne des preuves qu'il est redevenu honnête, qu'il n'entend pas payer les intérêts de ses futurs emprunts en monnaie dépréciée. Autrement dit, la confiance que l'on souhaite restaurer est d'abord la confiance dans la stabilité du pouvoir d'achat de l'étalon monétaire.

Disons-le brutalement. L'État ne redeviendra honnête, au sens que garde le mot honnêteté dans les cadres de l'économie privée, qu'en prenant sur plus d'un point le contre-pied de ce qu'il a fait trop volontiers depuis ces années. La spoliation de telle ou telle catégorie d'actionnaires ne doit plus être confondue avec une étape du progrès social. Il ne suffit même pas que l'État, demain, tienne ses engagements, il importe qu'il persuade, dès aujourd'hui, le public qu'il les tiendra effectivement dans l'avenir. À supposer que M. Reynaud jouisse réellement du prestige que la presse lui attribue, encore lui reste-t-il à convaincre les Français que son règne est moins éphémère que celui de ses prédécesseurs.

Nous nous garderons d'aucune prévision. Nous voudrions seulement prévenir

un jugement qu'ici et là on formule à l'avance. La tentative de M. Paul Reynaud n'est nullement la dernière carte du libéralisme. Quelles que soient les mesures techniques adoptées, et même si elles sont impeccables, la résistance des choses ne prouverait pas que la volonté des hommes était vaine. Ne l'oublions pas, Caillaux, en 1926, avait, lui aussi, approuvé le rapport des experts. Il avait accepté de collaborer avec Briand, en dépit de leurs querelles passées, comme Paul Reynaud et Léon Blum viennent, enfin, de se retrouver dans une combinaison ministérielle, dont il était question depuis plus de dix ans. Caillaux n'aurait pas agi, pour l'essentiel, autrement que Poincaré. Que lui manquait-il pour réussir? L'apaisement des conflits intérieurs et la constitution d'une majorité cohérente et durable.

On ne saurait dire que la conversion de M. Léon Blum apporte à l'expérience Reynaud la stabilité politique, qui fut une des conditions essentielles de l'expérience Poincaré.

Malade imaginaire?

Le Figaro
21 octobre 1948

Le Dr Knock disait que les hommes en bonne santé sont des malades qui s'ignorent. Faut-il retourner la proposition et dire que certains sont malades seulement parce qu'ils ignorent qu'ils sont en bonne santé? Quelques observateurs, français et étrangers, ne se lassent pas d'insister sur la prospérité fondamentale de l'économie française. La production industrielle dépasse de 10 à 15% celle de 1938, les récoltes de cette année sont, pour la plupart, exceptionnellement favorables, le prix des légumes a baissé depuis l'an dernier (en dépit de la dévalorisation), la viande est abondante et moins chère (au taux du change officiel) que dans la plupart des autres pays d'Europe. L'incertitude politique, l'incrédulité monétaire entretiennent un marasme chronique que les faits ne justifient pas.

Il suffirait, affirment les optimistes, que les oppositions "extrémistes" s'apaisent pour que les Français découvrent avec ravissement que leur santé est, au fond, si solide qu'elle a résisté et à tous les traitements et à une mélancolie chronique.

Stabilisation possible?

Pour une part, cette description est exacte. Rien n'empêchera les Français de manger du pain à volonté, dès lors que la récolte atteint 75 à 80 millions de quintaux (même si une dizaine d'entre eux passent à la nourriture du bétail). Les habitants des villes n'auront pas de viande à volonté, mais ils en auront plus que les Anglais et autant, pour le moins, que les autres Européens. À moins que les grèves ne s'étendent et ne se multiplient, la production industrielle dépassera probablement le niveau actuel.

Aucune donnée matérielle n'interdit un redressement. Mais aucune non plus n'en donne la promesse immédiate. L'inflation allemande a abouti à la ruine complète du mark, sans qu'il y eût ni pénurie extrême ni paralysie de l'activité industrielle. À l'heure présente, tout le monde s'accorde à reconnaître que la défiance à l'égard de la monnaie est la cause profonde de toutes les difficultés. Si l'on est obligé à recourir à la réquisition du bétail, alors que celui-ci n'a jamais été aussi abondant, la responsabilité principale n'en incombe ni aux paysans (qui consomment plus de viande qu'avant la guerre) ni aux intermédiaires (quels que

soient leurs méfaits), mais à l'incrédulité monétaire. Or celle-ci est peut-être une maladie *psychologique*, elle n'est certainement pas une maladie *imaginaire*.

Comment guérir cette maladie? Ceux qui répondent: par la confiance, sont comparables aux médecins qui donneraient comme ordonnance: la santé. Il faut évidemment restaurer la confiance, mais comment?

La doctrine qui paraît celle des milieux officiels et même celle des savants économistes du Plan, est que l'incrédulité monétaire est un effet second de l'inflation. Parce qu'on a distribué, depuis des années, plus de revenus qu'il n'y avait de biens offerts aux prix pratiqués, ceux-ci ont monté. Parce que les prix ont monté, les détenteurs de francs ont perdu une partie de leur pouvoir d'achat. Ils refusent maintenant de conserver des francs ou d'échanger leurs marchandises contre des francs fondants. Du coup, la disproportion entre marchandises et demande est accrue par la répugnance de tous à se dessaisir des biens réels. Pour dissiper l'atmosphère d'incrédulité, il faut et il suffit de stabiliser durablement les prix. Cette stabilisation est-elle possible dans le climat politique actuel?

Ceux qui répondent affirmativement à cette question mettent l'accent sur les résultats obtenus de février à mai par les ponctions fiscales. L'"écart inflationniste" qu'avait prévu le bilan national à la fin de 1947 avait été à peu près comblé, au cours du premier semestre de 1948, grâce à l'accumulation des versements fiscaux. Grâce aux récoltes favorables, l'écart inflationniste du deuxième semestre n'était pas considérable. Il aurait suffi d'une centaine de milliards d'impôts supplémentaires, votés en mai ou en juin, avant les crises ministérielles de l'été.

Sans doute, un rajustement des prix du lait et du blé était inévitable. Mais on aurait pu limiter la hausse du prix du lait, en tenant compte des rendements élevés de cette année. D'autre part, la hausse de certains prix agricoles qui n'étaient pas dans l'alignement ne devait pas entraîner fatalement une montée générale des cours (en particulier de ceux de la viande). L'erreur, disent d'autres, a été de libérer les produits industriels finaux, car le paysan, qui payait plus cher ses instruments de travail, devait normalement vendre plus cher ses récoltes.

Il n'importe guère de revenir sur cette récente histoire, sinon pour en tirer la leçon. Or la leçon des optimistes est qu'il s'en fallut de peu que la stabilisation, qui dura de février à mai, ne se prolongeât encore plusieurs mois. Si un palier avait pu être tenu un an, l'incrédulité monétaire n'aurait-elle pas cédé à l'autorité des faits?

Travail de Sisyphe

La réponse des pessimistes est que chaque tentative de stabilisation, par blocage des salaires et ponction monétaire, est plus difficile que les précédentes, en dépit de l'accroissement de la production intervenu entre temps.

L'inflation se nourrit elle-même et développe des conséquences, économiques et psychologiques, qui aggravent les exigences de la cure. En un sens, plus la valeur de l'unité monétaire s'est amenuisée, plus on a de mal à la fixer. Chaque tentative de stabilisation a échoué pour une raison en apparence différente. Tantôt les prix industriels de base avaient besoin d'être rajustés, tantôt les revendications des salariés étaient impératives, tantôt la libération de certains prix entraînent la montée des autres, etc. L'effort de stabilisation par les procédés classiques, dans l'atmosphère actuelle, apparaît aussi vain que celui de Sisyphe.

Non que la plupart des mesures prises ne soient, en tant que telles, nécessaires, quelle que soit la politique choisie. Aucun gouvernement qui visera au redressement économique n'évitera de nouvelles impositions. Mais il est impossible, à la longue, de recourir à des prélèvements exceptionnels. Une réforme fiscale devra procurer à l'État des ressources à la mesure de ses besoins, sans que les obligations des contribuables soient modifiées plusieurs fois en cours d'année.

Ces besoins sont considérables. L'État a promis la réparation intégrale des dommages de guerre aux sinistrés. Il a pris en charge les houillères, l'Électricité de France et les moyens de transport, de telle sorte que c'est lui qui doit se procurer les capitaux que, naguère, les sociétés privées obtenaient par des obligations ou des augmentations de capital. Obsédés par des difficultés à court terme, ni les gouvernants ni le public n'ont jamais voulu prendre conscience de l'essentiel: comment prélever sur un revenu national du même ordre que celui de 1938 le coût de la reconstruction, des investissements industriels, d'une armée, tout en assurant à la population son niveau de vie accoutumé? La vérité est qu'il n'y a plus de solution sans un accroissement substantiel du revenu national, ce qui signifie qu'il faut travailler plus et qu'il faut travailler mieux. Aucune collectivité ne saurait à la fois investir plus et consommer plus, à moins qu'elle ne produise davantage.

Si l'État n'arrive pas à équilibrer dépenses et recettes, c'est qu'aux frais de l'appareil administratif s'ajoutent le coût des forces armées et les besoins d'investissement et de reconstruction. On a lancé le plan Monnet sans aucune doctrine ou méthode de financement. Personne ne sait comment on financera, l'an prochain, la reconstruction. Quand Poincaré stabilisa le franc, en 1926, la

reconstruction était à peu près achevée. Nous arrivons aujourd'hui à l'avant-dernière étape de l'inflation et la reconstruction est à peine commencée.

Il n'est pas vrai que le problème économique de la France, celui de l'équilibre entre les besoins et les ressources, entre les importations et les exportations, soit sur le point d'être résolu: on commence à peine à le poser.

Nostalgie de la IIIe République

Le Figaro
11 novembre 1948

Les économistes ne cessent de comparer au niveau de 1938 les chiffres actuels de la production. Les politiques, au fond d'eux-mêmes, rêvent d'un retour à l'avant-guerre. Au lendemain de la défaite et même de la Libération, on n'était jamais las de dénoncer le régime qui s'était effondré dans la catastrophe. La crise de la IVe République a redonné à la IIIe le prestige de la stabilité et de la sagesse.

En 1944, nos fougueux réformateurs en avaient, avant tout, au Sénat. La grande ambition des sages réformateurs semble être aujourd'hui de rapprocher le Conseil de la République de l'Assemblée qu'on lui interdisait naguère de prendre pour modèle. Le mode de scrutin que l'on applique cette fois favorise les campagnes aux dépens des villes, rend une chance aux indépendants. La modération a remplacé la révolution dans la phraséologie à la mode.

Évolution des partis

La République de 1948 diffère profondément de celle de 1946 ou de celle de 1944. À la faveur de la Libération, trois partis organisés s'étaient emparés de l'État et s'étaient partagé les ministères, la plupart des journaux et même les administrations. La politique française semblait être passée, d'un coup, d'un extrême à l'autre, de l'excessive dispersion aux trois "monolithes".

Depuis la naissance de la IIIe République, presque tous les observateurs français et étrangers imputaient à l'absence des partis organisés les faiblesses de notre parlementarisme. L'instabilité ministérielle n'était-elle pas due avant tout à la multiplicité des petits groupes, dont chaque membre votait librement, les yeux tournés soit vers sa circonscription, soit vers la maroquin espéré? La démocratie britannique ne donnait-elle pas l'exemple et la preuve de la stabilité grâce à l'alternance au pouvoir de deux grands partis? Quelques parlementaires avaient même songé, en 1945 et 1946, à consacrer par le texte de la Constitution l'existence et les droits des partis, à les reconnaître solennellement comme l'intermédiaire indispensable entre les électeurs et l'Assemblée. Le parlement des personnalités cédait la place au parlement des partis. Le jeu politique ne se décidait plus dans l'hémicycle, mais dans les conseils des états-majors. La décadence n'a pas tardé à suivre la grandeur.

Le régime des grands partis organisés appartient déjà au passé. Le partage de l'État et des prébendes entre les partenaires du tripartisme n'était même pas une caricature de la démocratie anglaise, un tel système reproduisait, aggravés, les vices de la République de Weimar. Manifestement il n'était pas viable. On devait rétablir un minimum d'unité à l'intérieur des équipes ministérielles, ce qui exigeait soit le glissement vers une démocratie populaire sous la direction des communistes, soit la rupture avec ceux-ci. Le plan Marshall et le Kominform élevèrent une barrière entre ceux qui avaient gouverné ensemble depuis la Libération. Du coup, socialistes et républicains populaires eurent besoin de ceux qu'ils avaient accablés de leur mépris: les radicaux et les indépendants du centre et de la droite.

Les petits groupes et les personnalités indépendantes retrouvaient le rôle qu'on leur avait dénié. À nouveau, comme sous la IIIe République, aucune majorité n'était possible sans l'appoint des députés qui n'obéissent qu'à eux-mêmes. Bien plus, on découvrait à quel point le tripartisme était fragile et artificiel. Après tout, la force et la cohérence des grands partis de gauche, socialiste et communiste, remontaient à la IIIe République. Le fait original, c'était la constitution, au centre, du M.R.P. aussi cohérent en apparence que ses partenaires et rivaux. Mais cette apparence était trompeuse. Un état-major démocrate-chrétien n'avait rassemblé 25 % des électeurs qu'à la faveur d'un malentendu ou des circonstances accidentelles (désagrégation des anciennes formations du centre et de la droite, scrutin proportionnel, disparition de la presse radicale, etc.). Si l'on suppose, à l'Assemblée, un groupe M.R.P. réduit aux dimensions du groupe M.R.P. du prochain Conseil de la République de 1948. Il n'y aurait plus de "grand parti" à droite de la S.F.I.O.

Gaullisme et radicalisme

Le R.P.F. a, jusqu'à présent, à la fois favorisé et contrarié cette "réaction". Il a démesurément grandi l'importance des radicaux. Indispensables à une majorité Troisième Force: ceux-ci, conformément à de vieilles habitudes, se sont divisés en gaullistes et antigauillistes, sans que ni d'un côté ni de l'autre on parle de scission. Chaque fédération a gardé son autonomie, décidé de sa tactique électorale selon l'opportunité et défendu la République avec ou contre le Rassemblement, selon l'atmosphère locale et le nombre des places offertes sur la liste commune. Qu'il en résulte des tiraillements entre l'état-major du Rassemblement et les radicaux (ou indépendants), rien de plus naturel. Les listes ne sont pas extensibles à la volonté, le Rassemblement amène avec lui un

personnel politique nouveau, dont les ambitions se heurtent à celles du personnel de la IIIe, impatient de rentrer dans le circuit.

Il se peut même que l'existence du R.P.F. précipite le retour au scrutin d'arrondissement. Les socialistes, au fond d'eux-mêmes, ont déjà fait leur choix. Certains républicains populaires commencent à se demander si le cadre des circonscriptions ne leur offrirait pas de meilleures chances de salut, au moins partiel. Le scrutin de liste exprime ou amplifie les mouvements d'opinion, le scrutin uninominal à deux tours les amortit. Les partis sur la défensive cherchent les "amortisseurs".

D'un autre côté, le R.P.F. a momentanément contrarié la constitution d'un gouvernement axé sur la droite ou le centre droit. Le renversement de majorité, à l'intérieur d'une même législature, que l'on observait naguère deux ans après les victoires électorales de la gauche (1926 et 1938), ne s'est pas produit, parce qu'une fraction de l'Assemblée demeure systématiquement hostile aux combinaisons actuelles. Une majorité existe, parmi les non-communistes, contre la "République des partis". Mais quelle sera la République de demain? Celle des radicaux ou celle des gaullistes?

Les radicaux et les indépendants profitent du discrédit qui s'attache au régime actuel. Certains hommes d'hier en profitent pour faire leur rentrée. Ils parcourent bien, ici et là, un bout de chemin avec les gaullistes, mais les routes des uns et des autres ne divergeront-elles pas fatalement quelque jour? Ne divergent-elles pas dès maintenant?

Si la politique française se déroulait en vase clos, le mouvement vers la restauration de la République modérée aurait peut-être une chance de l'emporter, les radicaux arrachant aux socialistes la position centrale, source de tant de profits et d'honneurs. Mais les jeux subtils et traditionnels sont soumis à l'action de deux facteurs, dont les spécialistes du Parlement sous-estiment l'importance: la tactique du Kominform et l'inflation.

Peu importe que l'on préfère le gouvernement des radicaux à celui des socialistes. La crise de régime sévissait déjà au cours des dix dernières années de l'entre-deux-guerres. La vraie question demeure toujours la même: à quelles conditions le parlementarisme parviendra-t-il à fonctionner en France?

On a dénoncé les partis organisés, depuis 1944, mais on oublie les critiques dont on accablait le Parlement de personnalités, les intrigues des hommes et l'instabilité des combinaisons, durant les années 30. Il est probable que le scrutin uninominal donnerait aux élus une plus grande autonomie à l'égard des comités,

il est possible qu'il facilite la carrière des talents, il reste à démontrer qu'il assurerait la cohérence d'une majorité et la durée des gouvernements. C'est moins encore l'instabilité que la paralysie de l'exécutif qui est le mal de la IVe République, comme il fut celui de la IIIe à son déclin. Les indépendants, soucieux de leur clientèle, rebelles à toute discipline, souscriraient-ils aux mesures impopulaires plus aisément que les grands partis.

Stabilisation ou Inflation

Le Figaro
9 décembre 1948

Depuis quatre ans, l'opinion publique a été obsédée par le rapport des prix et des salaires. Aujourd'hui l'équilibre des recettes et des dépenses de l'État passe au premier plan. À n'en pas douter, il y a là un progrès dans la compréhension du problème économique français, à condition que l'on aperçoive les réalités qui se dissimulent derrière les formules banales du rapport prix-salaires ou de l'équilibre budgétaire.

Répartition de la ration alimentaire

De 1944 à 1948, la France a disposé de ressources alimentaires sensiblement inférieures à celles d'avant-guerre. Elle ne pouvait donc assurer à tous les Français une ration alimentaire conforme à leurs désirs et à leurs habitudes. Elle devait répartir équitablement une certaine pénurie. Les gouvernements successifs échouèrent tous dans cette tâche et pour la même raison: l'incapacité de faire un choix ou un compromis raisonnable entre les diverses méthodes concevables, répartition administrative de style anglais ou répartition demi-libérale de style belge. Bien plus, on condamna à l'échec l'une et l'autre méthode, en multipliant, de 1944 à 1947, les augmentations de salaires nominaux, dont le seul résultat était d'accélérer la dévalorisation de la monnaie, de gonfler les bénéfices et non d'accroître la part des salariés.

Le problème des prix et des salaires, c'est-à-dire celui du ravitaillement des Français, n'est résolu ni définitivement ni à la satisfaction de tous. Le niveau de vie des masses reste inévitablement inférieur à celui d'avant-guerre et à leurs aspirations. Malgré tout, l'amélioration n'est pas douteuse. Au cours de l'année 1948, l'inflation a été ralentie, les hausses de salaires ont suivi les hausses de prix et n'ont pas dépassé la mesure économiquement tolérable. Et surtout, des récoltes exceptionnellement favorables ont d'elles-mêmes amélioré la condition des habitants des grandes villes. Si les marchés de la viande et du beurre sont loin d'être saturés, on a assisté à des baisses de prix sur les légumes, uniquement parce que l'offre atteignait ou même dépassait la limite des demandes habituelles.

Certes, des difficultés surgiraient à nouveau si les circonstances atmosphériques étaient, l'an prochain, moins clémentes. Avant les prochaines

récoltes, une crise de soudure sur certains produits, comme la viande, est à craindre au cours des premiers mois de l'année 1949. Malgré tout, nous sommes loin désormais de la pénurie de 1944 et une distribution libérale, complétée par le contrôle de quelques marchés encore insuffisamment approvisionnés, doit suffire à répartir une ration alimentaire acceptable pour tous.

Malheureusement, les erreurs de ces dernières années ont laissé des traces, en particulier une incrédulité, à l'égard de la monnaie, qui crée un obstacle supplémentaire à la stabilisation. Et, en tout état de cause, le vrai problème se dégage aujourd'hui: comment prélever sur le revenu national français les biens nécessaires à la consommation de la population, aux dépenses civiles et militaires de l'État, aux investissements et à la reconstruction?

Équilibre global

Aux ministres, aux parlementaires, on demande de trouver, d'ici la fin de l'année, les quelques centaines de milliards indispensables pour couvrir les charges de l'État. Mais il serait absurde d'imaginer que les frais de personnel et de matériel des services publics représentent la plus grande part de ces charges. Ils montent pour 1949 à quelque 400 milliards.

Comme les dépenses de matériel n'ont même pas suivi la hausse des prix, c'est sur les dépenses de personnel que des économies seraient pratiquées. Sans nier l'opportunité ou même la possibilité de telles économies, il est clair qu'elles ne seraient pas du même ordre de grandeur que le déficit. Celui-ci est de quelques centaines de milliards, les économies seraient tout au plus de quelques dizaines.

La vérité est simple: si l'État doit dépenser moins, il aura à amputer soit les dépenses militaires (entre 350 et 400 milliards), soit les dépenses sociales (quelque 500 milliards, avec la Sécurité sociale), soit les investissements du secteur public ou pris en compte par l'État, soit les investissements du secteur public ou pris en compte par l'État, soit les sommes affectées à la Reconstruction. *Il s'agit, donc, en premier lieu, d'une décision politique et non technique.* Il incombe au gouvernement de dire comment il compte répartir les ressources nationales, à quelle allure il entend poursuivre la reconstruction. Éventuellement même, il doit dire si les deux objectifs de la politique occidentale, indépendance économique et réarmement, sont ou non compatibles.

L'opinion ne facilite guère, pour l'instant, le travail des gouvernants, car une partie de la presse décrète impérativement qu'il est impossible de demander plus à l'impôt, une autre qu'il est impossible et qu'il serait d'ailleurs fâcheux de demander plus à l'emprunt, une autre, enfin, qu'il serait criminel de toucher aux

investissements et à la reconstruction, dont dépend, à échéance, la restauration de notre économie.

En fait, aucune de ces propositions ne résiste à un examen attentif. Si, comme l'affirment les techniciens, le prélèvement fiscal ne représente qu'entre 16 et 17% du revenu national (Sécurité sociale non comprise), il est absurde de déclarer impossibles ou mortelles de nouvelles impositions. Les bénéfices agricoles et commerciaux ne sont certes pas pressurés par le fisc. Malheureusement, la réforme fiscale telle qu'elle a été résumée par la presse, au sortir de multiples comités et commissions, n'annonce guère l'élargissement indispensable de l'assiette, ni la répression de la fraude.

Il ne devrait pas être question de toucher à certains investissements de rendement rapide, comme l'équipement électrique, le machinisme agricole ou l'augmentation des engrais. Mais tous les investissements prévus par les ingénieurs ou les technocrates du plan Monnet ne sont pas dans ce cas. On peut discuter l'urgence de l'électrification de telle voie ferrée, de la reconstruction des gares, on peut même discuter certains investissements des houillères.

L'emprunt pur et simple ne donnerait guère de résultats: on ne saurait demander aux épargnants d'avoir confiance dans l'État et dans la monnaie, après les expériences de ces dernières années. Mais les emprunts à garantie de pouvoir d'achat, emprunts-kwh ou emprunts-tonnes de charbon auraient une chance de succès.

N'oublions pas, enfin que la contrepartie du plan Marshall fournit la plus grande partie des investissements industriels. Le déficit correspond à peu près aux besoins de la reconstruction. Le gouvernement, après avoir garanti aux sinistrés une créance-or, devrait bien se demander sur quels revenus il compte prélever les sommes nécessaires pour honorer sa dette. La discussion impôt-emprunt, qui risque de remplacer d'ici peu la fameuse discussion dirigisme-liberté, est également vaine. Ni les impôts ni les emprunts classiques ne fourniront les milliers de milliards qu'exige l'application de la loi sur les dommages de guerre. D'une manière ou d'une autre, on sera acculé à une péréquation: le capital épargné devra assumer, pour une part, les frais de la reconstruction du capital détruit.

La tâche est lourde, elle n'est pas insurmontable. La production industrielle a dépassé, la production agricole approche le niveau d'avant guerre. Une seule question se pose, qui commande l'avenir de la France et même de l'Europe: sommes-nous capables de renouveler notre outillage, de relever nos ruines,

d'entretenir une armée, sans recourir à l'inflation?

Batailles autour du plan d'équipement

Le Figaro
16 décembre 1948

Il devient presque aussi difficile de traiter sans passion d'économie que de politique. Si les rivalités des administrations sont moins connues du grand public, elles ne sont guère moins ardentes que celles des partis. Dès que l'on ne proclame pas solennellement le caractère sacro-saint du programme d'investissements, on passe pour un défenseur du ministère des Finances contre le Commissariat au Plan, de la liberté contre le dirigisme, de la facilité contre l'austérité, de la réaction contre le progrès.

Le Commissariat au Plan a rendu au pays des services que ses adversaires ont grand tort de méconnaître. Il a répandu dans l'opinion la conviction, amère mais tonique, que l'avenir du pays dépendait d'un grand effort d'outillage. Le bilan national, publié il y a un an, avait le mérite de dissiper les illusions et de poser, dans ses termes exacts, le problème de l'inflation

Malheureusement les gouvernements souscrivirent au plan Monnet comme ils acceptèrent la loi sur les dommages de guerre, sans avoir conscience de la portée de leur acte.

Tout le monde était d'accord pour porter l'extraction de charbon à soixante millions de tonnes par an et la production d'acier à 12 millions de tonnes, comme tout le monde était d'accord pour payer aux sinistrés le prix actuel de la reconstruction de leurs maisons.

On oubliait, dans les deux cas, de se demander sur quels revenus on prélèverait les sommes nécessaires au financement. Plus encore, on oubliait de se demander quelle serait la fraction du revenu national que le public consentirait de lui-même à ne pas consommer ou, si cette fraction était insuffisante, par quels moyens on le forcerait à épargner plus qu'il ne le ferait spontanément.

Investissements au jugé

Les partisans du plan Monnet ont mille fois raison de rappeler que, dans les dix années qui précédèrent la guerre, la France laissait se dégrader son capital immobilier et entretenait à peine son capital industriel. Ils ont mille fois raison de rappeler que la France est condamnée à une décadence irrémédiable, si elle n'a pas le courage de rénover son économie. Mais en résulte-t-il que toute velléité de discuter le plan Monnet soit sacrilège?

Les commissions, réunies par le Commissariat au Plan, ont consigné la situation des diverses branches de l'économie, elles ont fait une liste des travaux souhaitables. Mais ceux-ci sont en nombre indéfini. Il n'est pas question de réaliser en quelques années tous les investissements dont on a reconnu, en principe, l'utilité. Il s'agit, donc, de faire un choix, d'établir un ordre d'urgence, de fixer un calendrier. Or, dès que l'on passe de la liste des travaux souhaitables à celle des travaux à exécuter en quatre ans, on passe du certain au probable et aussi, pour une part, de la technique à la politique.

On pourrait concevoir que les planificateurs choisissent, parmi les investissements, ceux qui assurent au capital le rendement le plus élevé. Autrement dit, ils s'efforceraient de réaliser l'équivalent du marché idéal. Mais, en période de fixation administrative des prix, le calcul du rendement marginal du capital devient presque impossible ou, du moins, les données en sont faussées. Au reste, on se donne pour but de rétablir l'équilibre de la balance des comptes et l'on n'entend pas laisser le public dépenser ses revenus selon ses préférences.

Dès lors, les planificateurs choisissent "au jugé", d'après des raisonnements vraisemblables, ou, pour employer un terme de l'argot militaire, au "piffomètre". Quand il s'agit de l'équipement hydroélectrique ou du remembrement, l'incertitude est plus théorique que réelle. Mais il n'en va pas toujours ainsi.

Prenons même le cas des houillères. Le plan Monnet avait fixé à 60 millions de tonnes le chiffre de la production française pour l'année 1952. Il serait évidemment souhaitable de réduire les importations de charbon qui grèvent notre balance des comptes. Mais si nous pouvions obtenir les dix millions de tonnes d'accroissement prévu de la Ruhr ou de la Grande-Bretagne, en exportant des produits agricoles, la solution serait-elle ou non plus coûteuse pour la collectivité? Quand on fixe la capacité des raffineries de pétrole, quand on a encouragé le machinisme agricole, on a, de même, pris des décisions dont personne n'est en mesure de calculer rigoureusement les implications. Trop de variables interviennent pour que l'on puisse répondre avec certitude.

Dans sa première version, le plan Monnet mettait l'accent sur l'industrie lourde et n'envisageait pas une expansion importante de l'agriculture au-dessus du niveau d'avant guerre. La version rectifiée, soumise à l'Organisation Économique Européenne, prévoit un accroissement de 25 % de la production agricole. Il serait absurde de critiquer les responsables du Plan, parce que, de 1946 à 1948, ils ont modifié leurs perspectives: seuls les imbéciles, comme on dit, ne changent

pas d'opinion. Il en résulte du moins que la discussion est légitime.

Le choix politique

Ces remarques ne prouvent nullement que les investissements par décision d'entrepreneurs vaudraient mieux que les "investissements planifiés". Quelles que soient les préférences théoriques de chacun, le fait est que les houillères, l'électricité et les transports sont désormais propriété de l'État. Au moins pour le secteur nationalisé, le besoin d'un programme à quelques années d'échéance est évident et ce programme n'est guère séparable de prévision pour l'industrie lourde (sidérurgie), sinon pour l'industrie entière.

Le mal n'est pas que l'on établisse un programme, même ambitieux, de grands travaux, mais que, le gouvernement adopte celui-ci à l'aveugle, sans le mettre en accord avec l'ensemble de son action. Il n'appartient pas au seul technicien de fixer le volume des investissements. C'est le ministre des Finances ou de l'Économie nationale qui doit déterminer la part du revenu national qui leur sera consacrée.

Il est vrai que les dépenses d'investissement pour 1949 viennent d'être réduites. Mais on avait, il y a quelques semaines, envoyé à l'Organisation Européenne de Coopération Économique un plan de quatre ans, qui prévoyait plus de 4 000 milliards d'investissements nets, d'ici 1952. Comment l'étranger nous ferait-il confiance, si le plan français, œuvre du Commissariat, est désavoué par les ministères, et, dès la première année, subit des amputations?

Le moment est venu de choisir et de parler clairement. Ou bien, comme le prétendent les techniciens du Plan, il est possible d'accroître massivement le rendement de la fiscalité et de financer par l'impôt une part plus importante des investissements et de la reconstruction. En ce cas, qu'on soumette les chiffres à l'opinion et qu'on adapte toute la politique économique à cette décision. Ou bien, comme le prétendent les techniciens du ministère des Finances, le rendement de la fiscalité ne peut être accru que progressivement, par un resserrement des contrôles, et le plan Monnet dépasse les possibilités françaises et alors, il faut le dire et ramener nos ambitions au niveau de notre capacité.

Mais il n'est pas tolérable que nous ayons deux politiques: l'une sur le papier, à l'usage des experts de l'Organisation Européenne, l'autre réelle, à l'usage des Français.

P.-S. - Plusieurs lecteurs m'ont reproché d'une phrase de mon dernier article: "Les bénéfices commerciaux et agricoles ne sont pas pressurés.". Leurs critiques

sont, pour une part, justifiées. Les commerçants qui paient tout ce qu'ils doivent sont effectivement écrasés. Le problème, en ce cas, est celui de l'évasion, légale ou illégale. Il n'en va pas de même pour les bénéfices agricoles. Nous reviendrons sur le problème.

Impôt ou emprunt? Les mécanisme de l'épargne

Le Figaro
11 janvier 1949

La controverse autour de l'alternative: impôt ou emprunt? rappelle la grande querelle d'hier; dirigisme ou liberté? Tantôt l'on est tenté de renvoyer dos à dos les adversaires, tantôt d'exiger un choix radical. Tout dépend du niveau auquel on envisage le problème. La planification centrale et les mécanismes du marché représentent deux types d'économie et même de société: chacun préfère l'une ou l'autre. En revanche, s'il s'agit des seuls produits alimentaires, de multiples exemples étrangers nous prouvent que l'on peut en distribuer certains par voie administrative et rétablir pour d'autres la liberté de circulation et de prix. En d'autres termes, les systèmes sont, en théorie, opposés, incompatibles. En fait, on arrive à combiner des pratiques empruntées à l'un et à l'autre.

Il en va de même de l'antithèse: impôt ou emprunt? Épargne forcée et épargne spontanée, épargne collective et épargne individuelle marquent deux types d'économie. Il est normal que chacun préfère l'une ou l'autre. Mais, en une situation donnée, il n'est évidemment pas impossible de combiner intelligemment l'une et l'autre.

Épargne spontanée et épargne forcée

L'emprunt ne consiste pas, comme on le lit encore fréquemment, à répartir sur de nombreuses générations la charge de grands travaux. On ne construit des maisons qu'avec des hommes vivants et des matériaux existants, non avec les travailleurs ou les matériaux de demain. Les moyens de production sont prélevée sur les ressources actuelles de la collectivité, quel que soit le mode de financement adopté, la différence est que l'emprunt oblige, au cours des années suivantes à transférer des revenus, de ceux qui les ont gagnés à ceux qui détiennent les obligations ou les restes. Ces transferts ne sont fâcheux qu'à partir du moment où ils atteignent un volume considérable. Au reste, l'État, en France, a pris d'habitude d'en réduire le solde par des dévalorisations monétaires.

Qu'il souscrive à un emprunt ou qu'il envoie un chèque au percepteur, le particulier renonce de bon ou de mauvais gré, à dépenser pour lui-même une fraction de ses revenus. Dans les deux cas, il épargne, mais, dans le premier, c'est lui qui a pris la décision relative et au montant et à l'emploi de son épargne; dans

le deuxième, cette double décision a été prise par les pouvoirs publics, qui détermineront souverainement l'emploi des sommes collectées par l'impôt.

L'impôt n'apparaissait nullement comme une forme d'épargne forcée, aussi longtemps que l'État ne demandait à la fiscalité que les ressources nécessaires à l'entretien de l'administration civile et militaire. L'État collectait, directement ou indirectement, quelques milliards qu'il consacrait à payer les fonctionnaires ou les officiers, à fabriquer des canons, à construire des écoles. Quand il se lançait dans de grands travaux. Il faisait appel au public qui, qu'à la guerre de 1914, ne boudait jamais.

La société libérale pourrait être définie comme celle où l'épargne indispensable au renouvellement et à l'expansion de l'outillage national est fournie par l'épargne spontanée des individus. En ce sens, les démocraties occidentales sont de moins en moins libérales: volume et usage de l'épargne dépendent de plus en plus des gouvernants et de leurs experts, de moins en moins de particuliers et de leurs désirs.

En Union soviétique, l'épargne individuelle et volontaire ne joue plus qu'un rôle dérisoire, sans doute, durant la guerre a-t-on chanté les louanges du kolkhosien millionnaire qui vidait ses lessiveuses dans les caisses publiques. Mais, en temps normal, les emprunts d'État sont souscrits en quelques heures, au milieu d'un enthousiasme savamment organisé. Ces emprunts eux-mêmes n'apportent qu'un complément: l'épargne collective est fournie par les bénéfices de l'industrie et surtout par une sorte d'impôt sur les transactions. La différence entre les prix d'achat au paysan et les prix de vente au consommateur des villes (différence souvent considérable) fournit automatiquement l'épargne, aux dépens du niveau de vie des masses.

Nous n'en sommes pas encore là en Occident, mais nous avançons hardiment dans cette direction. Autofinancement des entreprises, financement par l'impôt du plan d'investissement y sont désormais pratiques normales. On conçoit les protestations de ceux qui veulent défendre et illustrer les structures et les valeurs libérales. Encore faut-il comprendre avant de dénoncer, reconnaître les causes si l'on veut éliminer les effets.

L'autofinancement est, pour les entreprises, l'équivalent du financement par l'impôt des plans d'équipement pour l'État. L'entreprise impute sur le prix de vente de la marchandise une part des sommes nécessaires à l'acquisition de l'outillage nouveau, comme l'État ajoute aux dépenses courantes une fraction des dépenses d'outillage dans le calcul de ses besoins. La décision est transférée de

l'individu à la collectivité. Ce n'est plus lui qui choisit de renoncer à des jouissances immédiates afin d'accumuler des réserves pour lui ou pour ses descendants, c'est elle qui soustrait aux particuliers une fraction du revenu national et qui se montre prévoyante pour eux. L'économiste voit là deux mécanismes alternatifs. Si le circuit classique des capitaux ne fonctionne plus, on s'en passera. L'État n'inspire plus confiance: il augmentera les impositions. On se méfie même des entreprises privées, toujours sous le coup des nationalisations. Qu'à cela ne tienne: on laissera s'enfler les marges bénéficiaires.

Cette substitution d'un mécanisme à un autre est conforme à l'esprit du siècle. La sécurité sociale, généralisée, est un substitut de l'épargne individuelle. Les allocations familiales, certainement conformes à notre sens de la justice, qui contribuent à la reprise de la natalité, tendent, en fait, à réduire l'épargne. On "mettait de côté", en prévision d'accident ou de la vieillesse. Il est inévitable que l'on compte davantage sur l'administration et moins sur la valeur d'une monnaie fondante.

Un peu partout, on a multiplié les efforts pour atténuer, grâce à l'action de la fiscalité, les inégalités de répartition, pour accroître la part des salariés. Plus ces efforts sont heureux, plus l'épargne spontanée risque de diminuer. La fraction du revenu national qu'une collectivité épargne d'elle-même ne dépend pas seulement du volume de ce revenu, elle dépend aussi de sa répartition. Les diverses classes sociales n'ont pas la même propension à l'épargne. Le relèvement du niveau de vie ouvrier, l'abaissement relatif de celui des classes moyennes accroissent, l'un et l'autre, la propension globale à la dépense.

La fiscalité, elle aussi, agit, en gros, dans le même sens. Des impôts indirecte, très lourds, frappant certaines consommations de luxe, peuvent éventuellement favoriser et non contrarier l'épargne. Mais les taux élevés des impôts directs contribuent doublement à la réduire. Ce que prend l'État diminue d'autant ce qui demeure disponible, le niveau de vie accoutumé étant maintenu. On dépense ou l'on dissimule les revenus non déclarés, on ne les confie ni à l'industrie ni aux caisses publiques.

L'évolution de l'épargne individuelle et spontanée à l'épargne collective et forcée est visible, plus ou moins accentuée, dans presque tous les pays. Elle ne suscite pas partout de crise comparable à celle que connaît la France. Tant que la confiance monétaire est sauvegardée, c'est affaire de technique intelligente de combiner en proportion variable les deux mécanismes. Les conservateurs manifesteront leur préférence pour le mécanisme libéral, pour la société qui

laisse aux individus le maximum de choix et d'initiative, fût-ce au prix d'une inégalité accrue. Les socialistes, au contraire, confieront à l'État des services sociaux de plus en plus larges et minutieux, par souci d'égalité, par goût d'administration rationnelle et de prévoyance collective, fût-ce au risque de réduire le citoyen au statut d'un enfant éternellement mineur et assisté. Ni le gouvernement conservateur ni le gouvernement socialiste, pourvu qu'ils soient raisonnables, ne projetteront ce conflit de doctrine sur le plan de l'action quotidienne: on s'adapte aux circonstances par des compromis.

La France a la périlleuse originalité d'avoir paralysé ou freiné les deux mécanismes, à force d'incohérence et d'inflation.

Impôt ou emprunt? Compromis nécessaires

Le Figaro
14 janvier 1949

Depuis la Libération, la structure de l'économie française a été profondément modifiée par la politique des gouvernements successifs. Mais les modifications de structure ont été les unes voulues, les autres involontaires. On a décidé la nationalisation des houillères, de l'électricité, du gaz, l'élargissement de la sécurité sociale, la mise en route d'un plan d'équipement. D'autre part, on a déclenché (sans l'avoir décidé) une inflation qui gonflait les trafics clandestins, multipliait les points de vente, assurait des bénéfices, au moins nominaux, à tous les détenteurs de marchandises. Ces deux sortes de modifications étaient en contradiction éclatante.

Les premières transféraient à l'État la responsabilité des investissements, liaient au crédit public le financement des travaux industriels, réduisaient l'incitation à l'épargne individuelle, en d'autres termes accéléraient l'évolution vers les formes d'épargne forcée et collective. Mais, simultanément, les conséquences de l'inflation favorisaient, non les grandes sociétés, à comptabilité régulière, mais certaines entreprises industrielles, agricoles et commerciales de dimension réduite, sans comptabilité ou à comptabilité impénétrable.

Le résultat de cette contradiction apparaît aujourd'hui. La défiance à l'égard de la monnaie rend à peu près impossible le recours à des emprunts. L'injustice de la fiscalité rend malaisé, à moins d'un élargissement de l'assiette, un accroissement massif du rendement des impôts. Or, il faut bien reconstruire des maisons et construire des barrages.

Emprunt et confiance

Les techniciens du Commissariat au Plan mettent en garde contre les illusions que l'on attache à la formule de l'emprunt.

L'équilibre des recettes et des dépenses ne doit pas être entendu en un sens purement comptable. Les différentes méthodes pour se procurer de l'argent n'ont pas la même efficacité dans la lutte contre l'inflation. Que l'on paye tels ou tels travaux de reconstruction par des titres d'annuité ne change rien à la quantité des revenus distribués aux entrepreneurs et aux ouvriers. Si ces revenus sont dépensés sans que d'autres particuliers s'abstiennent de consommer une part des leurs, la demande solvable l'emportera sur les marchandises offertes et il y aura

hausse des prix.

De même, n'importe quel emprunt ne traduit pas une épargne réelle. Quand la somme souscrite provient d'un capital thésaurisé ou placé autrement, la quantité des revenus jetés sur le marché n'est pas réduite.

L'épargne finit toujours, au bout du compte, par être égale aux investissements. Mais la question est de savoir à quel niveau de prix cette égalité est obtenue. Quand on mise sur l'emprunt, on incline à alourdir les emprunts indirects, à consentir à une inégalité accrue de répartition, à une hausse des prix. Sur les bénéfices ou revenus supplémentaires, l'épargne sera prélevée, mais les salariés ou détenteurs de revenus fixes seront les victimes de cette politique.

Ces objections portent incontestablement sur l'éventuelle conception de l'emprunt à tout prix. Celui-ci n'est pas non plus une panacée. Mais ceux qui recommandent l'emprunt, y voient le symbole et la preuve d'un retour à la confiance, d'un rétablissement du circuit des capitaux. Or, en dépit de toutes les théories, il demeure que la confiance, et avant tout la stabilité de la monnaie, est une condition essentielle de l'assainissement.

Aussi longtemps que cette confiance n'existe pas, personne ne garde d'encaisse, chacun se débarrasse de ses francs et achète des marchandises, les producteurs élargissent leurs stocks, les bénéfices prennent la forme d'or ou de bétail et non d'obligations ou de rentes. L'incrédulité monétaire agit, donc, puissamment sur le rapport entre la demande solvable et l'offre de marchandises, elle augmente celle-là, elle amoindrit celle-ci.

Rien ne serait moins scientifique que la méconnaissance du facteur psychologique, sous prétexte de rigueur mathématique.

Inflation, impôt, emprunt

Les partisans de l'emprunt ont raison dans la mesure où ils assignent pour but à la politique économique la restauration de la confiance, qui mettrait fin aux stockages excessifs, à la fuite devant la monnaie et les fonds d'État, à la frénésie d'achat. Mais l'indication du but ne nous révèle pas les moyens de l'atteindre. Si nous laissons de côté les moyens politiques - trêve ou stabilisation comparable à celle qui suivit l'avènement du ministère Poincaré en 1926 - on en est réduit aux procédés classiques: élévation des impôts, restriction de crédit, réduction des dépenses. L'emprunt ordinaire n'est pas un instrument utilisable contre l'inflation, puisque le refus de prêter à l'État est un des signes les moins équivoques, une des suites les plus constantes de l'inflation elle-même.

Il reste, cependant, un moyen d'échapper à ce cercle vicieux, c'est l'emprunt indicé (ou, si l'on préfère, l'emprunt à garantie de pouvoir d'achat). Un tel emprunt, application partielle de l'idée, honnie par tous les experts orthodoxes, de la monnaie de compte, serait susceptible de favoriser une épargne authentique, d'amorcer à nouveau le circuit des capitaux.

Les partisans de l'impôt ont raison, eux aussi, d'affirmer que, dans le climat actuel, l'impôt demeure un procédé anti-inflationniste indispensable. Ils ont raison également de rappeler que la structure nouvelle de l'économie conduit aux techniques d'épargne collective et privée. Même s'il n'y avait pas de plan Monnet, que les sots chargent aujourd'hui de tous les péchés, après l'avoir couvert de toutes les louanges, la direction des houillères, celle de l'électricité, celle des transports établiraient des programmes de deux ou trois ans. Ces sociétés nationales devraient trouver de l'argent pour renouveler et rénover leur outillage. Il n'y a pas de décret transcendant qui impose de recourir à l'emprunt, dès que l'on dépasse les dépenses d'entretien. Enfin, ils ont raison encore d'attirer l'attention sur ce qu'il faudra bien appeler le scandale de la reconstruction. Il n'y a pas de bons sens à promettre la réparation intégrale des dommages de guerre (sans même de réduction de coefficients de vétusté) et à ignorer le problème du financement (alors que les lois ne permettent pas à la construction immobilière d'être rentable). La formule de l'emprunt et celle de l'impôt, sont, en ce cas, insuffisantes. Ni l'une ni l'autre ne fourniront, en un délai raisonnable, les milliers de milliards qu'exigerait l'indemnisation des sinistrés.

Mais les partisans de l'impôt oublient trop souvent que la restauration de la confiance, le rétablissement du circuit des capitaux constitue l'objectif dernier, soit qu'ils méconnaissent le facteur psychologique, soit que, par préférence doctrinale, ils souhaitent le triomphe de la technique étatiste d'épargne. Aussi longtemps qu'un secteur important de l'économie industrielle et surtout commerciale et agricole sera peuplé de petites entreprises, d'esprit souvent pré-capitaliste, l'épargne individuelle gardera un rôle irremplaçable.

On nous affirme que le peuple français, jadis le meilleur épargnant du monde, est désormais à tel point changé que l'État doit prendre ce que jadis on lui donnait de bon gré. C'est possible: l'inflation, en tout cas, n'a pas permis, jusqu'à présent, de faire la preuve expérimentale de cette affirmation.

Les projets financiers qui viennent d'être adoptés, nous conduisent-ils hors de l'impasse? On n'osera pas l'affirmer. Il faudra, au moins une fois dans l'année, revenir devant l'Assemblée avec des projets supplémentaires. On n'accorde aux

investissements qu'un chiffre de milliards inférieur à la contrepartie du plan Marshall. Le montant prévu pour la reconstruction suffirait à peine au renouvellement normal du capital immobilier.

Certains Français annoncent chaque jour pour les mois ou le trimestre suivants un effondrement spectaculaire. D'autres annoncent pour le printemps ou la récolte à venir la guérison définitive. Entre ce pessimisme et cet optimisme également dérisoires, je crains que notre pays, s'il ne parvient pas à surmonter ses contradictions, ne s'enfonce dans l'ornière de la déchéance.

Impôt ou emprunt? Compromis nécessaires

Le Figaro
14 janvier 1949

Depuis la Libération, la structure de l'économie française a été profondément modifiée par la politique des gouvernements successifs. Mais les modifications de structure ont été les unes voulues, les autres involontaires. On a décidé la nationalisation des houillères, de l'électricité, du gaz, l'élargissement de la sécurité sociale, la mise en route d'un plan d'équipement. D'autre part, on a déclenché (sans l'avoir décidé) une inflation qui gonflait les trafics clandestins, multipliait les points de vente, assurait des bénéfices, au moins nominaux, à tous les détenteurs de marchandises. Ces deux sortes de modifications étaient en contradiction éclatante.

Les premières transféraient à l'État la responsabilité des investissements, liaient au crédit public le financement des travaux industriels, réduisaient l'incitation à l'épargne individuelle, en d'autres termes accéléraient l'évolution vers les formes d'épargne forcée et collective. Mais, simultanément, les conséquences de l'inflation favorisaient, non les grandes sociétés, à comptabilité régulière, mais certaines entreprises industrielles, agricoles et commerciales de dimension réduite, sans comptabilité ou à comptabilité impénétrable.

Le résultat de cette contradiction apparaît aujourd'hui. La défiance à l'égard de la monnaie rend à peu près impossible le recours à des emprunts. L'injustice de la fiscalité rend malaisé, à moins d'un élargissement de l'assiette, un accroissement massif du rendement des impôts. Or, il faut bien reconstruire des maisons et construire des barrages.

Emprunt et confiance

Les techniciens du Commissariat au Plan mettent en garde contre les illusions que l'on attache à la formule de l'emprunt.

L'équilibre des recettes et des dépenses ne doit pas être entendu en un sens purement comptable. Les différentes méthodes pour se procurer de l'argent n'ont pas la même efficacité dans la lutte contre l'inflation. Que l'on paye tels ou tels travaux de reconstruction par des titres d'annuité ne change rien à la quantité des revenus distribués aux entrepreneurs et aux ouvriers. Si ces revenus sont dépensés sans que d'autres particuliers s'abstiennent de consommer une part des leurs, la demande solvable l'emportera sur les marchandises offertes et il y aura

hausse des prix.

De même, n'importe quel emprunt ne traduit pas une épargne réelle. Quand la somme souscrite provient d'un capital thésaurisé ou placé autrement, la quantité des revenus jetés sur le marché n'est pas réduite.

L'épargne finit toujours, au bout du compte, par être égale aux investissements. Mais la question est de savoir à quel niveau de prix cette égalité est obtenue. Quand on mise sur l'emprunt, on incline à alourdir les emprunts indirects, à consentir à une inégalité accrue de répartition, à une hausse des prix. Sur les bénéfices ou revenus supplémentaires, l'épargne sera prélevée, mais les salariés ou détenteurs de revenus fixes seront les victimes de cette politique.

Ces objections portent incontestablement sur l'éventuelle conception de l'emprunt à tout prix. Celui-ci n'est pas non plus une panacée. Mais ceux qui recommandent l'emprunt, y voient le symbole et la preuve d'un retour à la confiance, d'un rétablissement du circuit des capitaux. Or, en dépit de toutes les théories, il demeure que la confiance, et avant tout la stabilité de la monnaie, est une condition essentielle de l'assainissement.

Aussi longtemps que cette confiance n'existe pas, personne ne garde d'encaisse, chacun se débarrasse de ses francs et achète des marchandises, les producteurs élargissent leurs stocks, les bénéfices prennent la forme d'or ou de bétail et non d'obligations ou de rentes. L'incrédulité monétaire agit, donc, puissamment sur le rapport entre la demande solvable et l'offre de marchandises, elle augmente celle-là, elle amoindrit celle-ci.

Rien ne serait moins scientifique que la méconnaissance du facteur psychologique, sous prétexte de rigueur mathématique.

Inflation, impôt, emprunt

Les partisans de l'emprunt ont raison dans la mesure où ils assignent pour but à la politique économique la restauration de la confiance, qui mettrait fin aux stockages excessifs, à la fuite devant la monnaie et les fonds d'État, à la frénésie d'achat. Mais l'indication du but ne nous révèle pas les moyens de l'atteindre. Si nous laissons de côté les moyens politiques - trêve ou stabilisation comparable à celle qui suivit l'avènement du ministère Poincaré en 1926 - on en est réduit aux procédés classiques: élévation des impôts, restriction de crédit, réduction des dépenses. L'emprunt ordinaire n'est pas un instrument utilisable contre l'inflation, puisque le refus de prêter à l'État est un des signes les moins équivoques, une des suites les plus constantes de l'inflation elle-même.

Il reste, cependant, un moyen d'échapper à ce cercle vicieux, c'est l'emprunt indicé (ou, si l'on préfère, l'emprunt à garantie de pouvoir d'achat). Un tel emprunt, application partielle de l'idée, honnie par tous les experts orthodoxes, de la monnaie de compte, serait susceptible de favoriser une épargne authentique, d'amorcer à nouveau le circuit des capitaux.

Les partisans de l'impôt ont raison, eux aussi, d'affirmer que, dans le climat actuel, l'impôt demeure un procédé anti-inflationniste indispensable. Ils ont raison également de rappeler que la structure nouvelle de l'économie conduit aux techniques d'épargne collective et privée. Même s'il n'y avait pas de plan Monnet, que les sots chargent aujourd'hui de tous les péchés, après l'avoir couvert de toutes les louanges, la direction des houillères, celle de l'électricité, celle des transports établiraient des programmes de deux ou trois ans. Ces sociétés nationales devraient trouver de l'argent pour renouveler et rénover leur outillage. Il n'y a pas de décret transcendant qui impose de recourir à l'emprunt, dès que l'on dépasse les dépenses d'entretien. Enfin, ils ont raison encore d'attirer l'attention sur ce qu'il faudra bien appeler le scandale de la reconstruction. Il n'y a pas de bons sens à promettre la réparation intégrale des dommages de guerre (sans même de réduction de coefficients de vétusté) et à ignorer le problème du financement (alors que les lois ne permettent pas à la construction immobilière d'être rentable). La formule de l'emprunt et celle de l'impôt, sont, en ce cas, insuffisantes. Ni l'une ni l'autre ne fourniront, en un délai raisonnable, les milliers de milliards qu'exigerait l'indemnisation des sinistrés.

Mais les partisans de l'impôt oublient trop souvent que la restauration de la confiance, le rétablissement du circuit des capitaux constitue l'objectif dernier, soit qu'ils méconnaissent le facteur psychologique, soit que, par préférence doctrinale, ils souhaitent le triomphe de la technique étatiste d'épargne. Aussi longtemps qu'un secteur important de l'économie industrielle et surtout commerciale et agricole sera peuplé de petites entreprises, d'esprit souvent pré-capitaliste, l'épargne individuelle gardera un rôle irremplaçable.

On nous affirme que le peuple français, jadis le meilleur épargnant du monde, est désormais à tel point changé que l'État doit prendre ce que jadis on lui donnait de bon gré. C'est possible: l'inflation, en tout cas, n'a pas permis, jusqu'à présent, de faire la preuve expérimentale de cette affirmation.

Les projets financiers qui viennent d'être adoptés, nous conduisent-ils hors de l'impasse? On n'osera pas l'affirmer. Il faudra, au moins une fois dans l'année, revenir devant l'Assemblée avec des projets supplémentaires. On n'accorde aux

investissements qu'un chiffre de milliards inférieur à la contrepartie du plan Marshall. Le montant prévu pour la reconstruction suffirait à peine au renouvellement normal du capital immobilier.

Certains Français annoncent chaque jour pour les mois ou le trimestre suivants un effondrement spectaculaire. D'autres annoncent pour le printemps ou la récolte à venir la guérison définitive. Entre ce pessimisme et cet optimisme également dérisoires, je crains que notre pays, s'il ne parvient pas à surmonter ses contradictions, ne s'enfonce dans l'ornière de la déchéance.

Mystique de l'emprunt

France Illustration

12 février 1949

La France de la Troisième République fut avant 1914 le banquier de l'univers. Par sa puissance financière, elle venait sinon au premier rang, réservé à la Grande-Bretagne, du moins au second. Elle possédait au dehors quelque 40 milliards de francs germinal. Le Français moyen était réputé pour sa capacité d'épargne. Au lendemain de la défaite de 1870 l'emprunt destiné à payer les 5 milliards exigés par l'Allemagne fut couvert avec une dérisoire facilité: le pays s'était fait confiance à lui-même, comme l'étranger lui avait fait confiance. Sedan avait porté un coup mortel à l'armée impériale; le franc était sorti intact du désastre national.

La victoire de 1918 rétablit l'intégrité du territoire, non celle de la monnaie. Depuis 1918 l'État a beaucoup emprunté, mais la réponse du public n'était pas acquise d'avance. La capacité d'emprunter est devenue le test suprême du ministre des Finances. Un emprunt réussi apparaît comme la preuve et la consécration d'un rétablissement des finances publiques. Quand l'argent afflua vers les caisses de l'État le succès de l'expérience Poincaré fut acquis. Cardinaux et académiciens bénirent l'emprunt qu'émit en 1936 M. Vincent Auriol pour sauver le franc.

Après l'instabilité des années 1936-1938 l'emprunt de M. Paul Reynaud marqua le retour à la sagesse et à la tradition. M. Plevin donna des gages de son orthodoxie en préférant l'emprunt de la libération aux mesures «radicales» du blocage des comptes réclamées par d'aucuns. En 1949 radicaux et modérés revenus au pouvoir recourent à l'emprunt selon le cérémonial désormais accoutumé.

L'événement a une valeur symbolique autant qu'une portée économique. C'est une manière pour l'État d'obtenir de l'argent, c'est aussi une sorte de rite patriotique. Les Français sont solennellement invités à manifester leur foi dans la France et dans le franc, patrie et monnaie étant plus ou moins confondues. D'où la répugnance pour les emprunts à garantie de pouvoir d'achat, d'où la sévérité des jugements portés sur ceux qui se «désolidarisent» de la nation à l'heure de la communion.

Que penser de cette mystique de l'emprunt? Est-ce un surgissement des superstitions les plus lointaines ou l'utilisation des croyances populaires au profit

d'une technique éprouvée?

Les théoriciens discutent passionnément sur les avantages respectifs de l'emprunt et de l'impôt. Au risque de heurter les lecteurs, je dirai que du point de vue de la collectivité la différence entre ces deux méthodes n'est pas aussi grande qu'on l'imagine. Ce qui importe, c'est que l'État ne dépense pas plus qu'il n'encaisse; autrement dit, qu'il ne distribue pas de «faux revenus». En payant ses fonctionnaires ou les ouvriers sur les chantiers de reconstruction il crée un pouvoir d'achat qui se portera sur les marchés des biens de consommation. Il faut donc pour éviter l'inflation qu'à ce pouvoir d'achat créé par lui réponde le prélèvement sur les revenus du public d'une quantité égale de pouvoir d'achat. Ce prélèvement peut être opéré par l'impôt, il peut l'être aussi par l'emprunt dans la mesure où les souscriptions sont authentiques et proviennent d'une «abstention de dépenses». Le véritable emprunt et l'impôt remplissent également la fonction décisive de lutte contre l'inflation, ils contribuent à établir l'égalité entre les revenus *répartis* et les revenus *retirés* par l'État.

Il va sans dire que le particulier préfère l'emprunt, puisqu'en ce cas il conserve la propriété de son capital et touche des intérêts. Certains techniciens préfèrent l'impôt, pour la raison exactement contraire. L'accumulation des emprunts passés oblige à transférer chaque année une certaine masse de revenus de ceux qui les ont gagnés aux détenteurs de rentes. Mais cette raison ne pèse pas lourd aujourd'hui, étant donné que la dévalorisation monétaire a considérablement allégé le poids de la dette publique.

En revanche les experts font valoir d'autres arguments plus techniques, dont nous pouvons indiquer seulement l'esprit. Une collectivité doit épargner une part de son revenu afin de renouveler d'abord, d'élargir ensuite le capital immobilier et l'outillage. D'une manière ou d'une autre il faut qu'elle renonce à consommer une fraction de ses revenus égale à la valeur des investissements. Quand la collectivité ne consent pas spontanément à cette épargne on recourt à l'épargne forcée: l'impôt est une sorte d'épargne forcée, l'inflation aussi, indirectement, en ce sens que la hausse des prix diminue le pouvoir d'achat des masses populaires, gonfle certains profits et dégage ainsi l'épargne supplémentaire. L'emprunt serait une épargne volontaire, mais, à en croire les critiques, le plus souvent il ne réussit qu'à la suite d'une modification de la répartition des revenus au bénéfice des privilégiés et aux dépens des salariés. L'impôt, au contraire, dégagerait l'épargne sans aggraver l'inégalité.

Il n'est pas possible, dans le cadre de cette brève étude, de pousser plus loin cette controverse. En théorie l'impôt pourrait atteindre les revenus que le public accepte de ne pas dépenser, puisqu'il accepte de les verser aux caisses de l'État. Mais il y a en France des classes entières de la population que l'impôt touche malaisément et qui furent traditionnellement épargnantes: les paysans, peu informés de la comptabilité moderne et qui distinguent mal ce qui répond au salaire de leur travail et ce qui répond à de véritables bénéfices, les chefs de petites entreprises industrielles et surtout commerciales. L'élargissement de l'assiette fiscale, l'amélioration du contrôle s'imposent en tout état de cause. Aussi longtemps que la structure dispersée de l'agriculture et de l'industrie française subsistera l'emprunt n'en restera pas moins indispensable.

L'État a d'autant plus besoin d'emprunter qu'il est chargé depuis la libération d'un large secteur de l'industrie française. Désormais le crédit des Houillères, de l'Électricité, du Gaz de France se confond avec celui de l'État. Il n'est plus question de recourir à des augmentations de capital pour financer des travaux neufs: on est acculé à l'alternative: emprunt ou impôt. Provisoirement la contrepartie du plan Marshall nous permet de financer nos investissements à l'aide des impôts payés par le contribuable américain. Mais il faudra bientôt que le contribuable (ou l'épargnant) français prenne la relève de son collègue d'outre-Atlantique.

Les réformes économiques auxquelles on a procédé depuis quelques années exerceront, à n'en pas douter, une action durable sur le circuit des capitaux. Les investissements sont de plus en plus déterminés par l'État. L'individu a de moins en moins la disposition de ses revenus. Ce n'est plus lui qui choisit entre les divers placements, c'est l'État qui fixe l'ordre des investissements, de même que l'usage de l'épargne. La Sécurité sociale, les changements apportés à la répartition des revenus contribuent probablement à réduire la propension globale à l'épargne de la nation. L'évolution va, qu'on le veuille ou non, dans le sens de l'épargne collective et forcée. Mais nous n'en vivrons pas moins longtemps encore dans un système intermédiaire. L'impôt ne suffira pas pour collecter les sommes nécessaires à la reconstruction du capital immobilier et à la rénovation de l'outillage. Comme dans tous les pays sains, nos gouvernants devront user à la fois de l'emprunt et de l'impôt, ce qui implique à la fois la réforme fiscale et le rétablissement de la confiance dans la monnaie.

On juge d'ordinaire du succès de l'emprunt d'après le chiffre global des souscriptions. Cette mesure est pour le moins imparfaite. Il convient évidemment

de déduire du montant les rentes anciennes, qui entrent pour moitié dans le total. Plus généralement, les souscriptions obtenues grâce à des crédits supplémentaires ou par la liquidation de capital n'ont guère d'intérêt économique. Si les souscriptions viennent de sommes auparavant thésaurisées en billets ou en or, il en résulte, certes, un avantage pour l'État. L'équilibre comptable est établi et l'effet peut être psychologiquement heureux.

Mais l'essentiel n'est pas là. Le but véritable est de renverser la tendance, de modifier l'attitude du public à l'égard de la monnaie. Pour une part l'inflation tient à la rétention des stocks, à la frénésie d'achat, au refus, de tous et de chacun, de garder des encaisses. Parce qu'on n'a plus confiance dans la monnaie, on préfère dépenser à tout prix plutôt qu'épargner des francs dont on pressent la dévalorisation. Parce qu'on n'a pas confiance dans la monnaie, on épargne en or ou en bétail, non en rentes d'État.

On n'a donc pas tort de dire que le véritable objectif de l'emprunt c'est de restaurer la confiance. Mais le succès même de l'emprunt n'implique-t-il pas la confiance? Ne sommes-nous pas au rouet? L'emprunt est-il susceptible de créer cela même qu'il suppose? La vérité est que l'on s'efforce de rompre le cercle vicieux à la fois par la propagande et par les conditions séduisantes de l'émission.

L'emprunt 1949 présente deux particularités encore inédites dans une histoire financière pourtant riche en vicissitudes. La première est la promesse faite aux souscripteurs qu'ils bénéficieraient en tout état de cause des avantages supplémentaires qu'un futur gouvernement accorderait aux souscripteurs d'un éventuel emprunt. La deuxième est la «déconversion» des anciennes rentes, la reprise au pair des rentes 3% pour moitié des souscriptions à la rente 5%. Étant donné le cours de la rente 3%, il en résulte que le prix d'émission de l'emprunt est de 86 ou 87 francs, ce qui met le taux d'intérêt plus près de 6% que de 5%. Dès lors on voit mal comment le cours de la rente 3% ne baisserait pas lorsque le nouvel emprunt sera coté en bourse, à moins que toutes les rentes 3% ne soient absorbées par la Caisse des dépôts ou par l'emprunt 5%.

La sagesse – qui ne s'accorde ni avec les polémiques ni avec les abus de la méthode Coué – invite donc à attendre plusieurs semaines avant de porter un jugement sur le résultat final de l'opération. L'État trouvera une aisance temporaire de trésorerie dans la rentrée de 100 à 200 milliards. On saura plus tard si les Français ont recommencé de croire à la stabilité du franc.

La baisse

Le Figaro
15 mars 1949

Depuis la fin de la guerre jusqu'à la récolte de 1948 sévissait, dans le monde, en général, et en France, en particulier, une pénurie de produits agricoles. Il en résultait un décalage de prix au détriment des pays importateurs de nourriture (comme la Grande-Bretagne) et des habitants des villes. Cette situation est en train de se modifier et, dans certains cas, de se renverser. Les prix des céréales ont sensiblement baissé sur les marchés américains, ceux des pommes de terre, des légumes, des fruits, des œufs, de la viande de porc, sur les marchés français (beaucoup plus à la ferme que pour le consommateur).

Ces phénomènes, par eux-mêmes, n'annoncent pas une crise. Les cours actuels du blé, aux États-Unis, sont plus normaux que ceux cotés il y a quelques mois. Et l'on ne saurait, en France, déplorer la baisse, que l'on a appelée si longtemps de ses vœux. Il n'en reste pas moins que cette baisse se produit dans des conditions et entraîne des conséquences dont on ne saurait se féliciter sans réserves.

Instabilité des marchés agricoles

L'effondrement de quelques prix agricoles à la production n'enseigne rien que l'on ne sache déjà en théorie. La demande de certaines marchandises périssables, légumes et fruits par exemple, est peu élastique. Elle est déterminée surtout par des habitudes de consommation; elle n'augmente guère lorsque les prix baissent. Dès lors, un excédent, même limité, risque d'entraîner une chute profonde des cours. Comme les frais de transport et les taxes ne sont pas réduits pour autant, que l'appareil de distribution est lourd, le moment arrive rapidement où le producteur couvre à peine ses frais, sans que le pouvoir d'achat réel de la population urbaine s'accroisse dans les mêmes proportions.

Pour l'instant, la baisse n'est pas telle que les revenus des agriculteurs, pris dans leur ensemble, soient massivement atteints. Les cours des produits laitiers (pour lesquels rationnement et taxes sont curieusement maintenus, sans que l'on sache si les interventions des pouvoirs publics sont orientées contre la hausse ou contre la baisse, la pénurie ou l'abondance) ne sont pas atteints, ceux du blé sont fixés par l'Office, ceux de la viande tendent à baisser, non à s'écrouler.

Il n'est pas douteux, cependant, que des producteurs spécialisés sont durement

touchés, à un moment où tous les éléments de leur coût de revient sont stables ou en hausse. Certaines protestations apparaissent justifiées et il serait absurde d'applaudir en invoquant l'absurde formule: chacun son tour.

Les remèdes que l'on suggère un peu partout sont, les uns inopérants, les autres plus faciles à recommander qu'à appliquer. Les difficultés de vendre qu'éprouvent, en dehors même des agriculteurs, tel ou tel secteur industriel, témoignent, dit-on, ici et là, de l'insuffisance du pouvoir d'achat: la hausse des salaires n'offrirait-elle pas la thérapeutique appropriée? Nous avons dénoncé la hausse des salaires nominaux à l'époque où, l'offre des produits agricoles étant limitée, le pouvoir d'achat supplémentaire entraînait la dévalorisation de la monnaie sans élever le niveau de vie des salariés. La dernière hausse des salaires n'a pas entraîné les mêmes conséquences, précisément parce que la bonne récolte avait gonflé les disponibilités alimentaires de la nation. Il n'en serait pas moins funeste de prétendre, par cette méthode, mettre fin à des méventes localisées.

L'influence de la hausse des salaires sur la demande de pommes de terre, des légumes et même de vin, serait pour le moins aléatoire. L'influence sur les prix industriels serait immédiate. Le ciseau entre prix agricoles et prix industriels s'ouvrirait encore davantage (puisque maintenant ces derniers dépassent largement les premiers), l'inflation à peine maîtrisée serait relancée.

Mieux vaudrait à coup sûr, obtenir certains prix en exportant les quantités excédentaires. Malheureusement la lenteur de notre administration et les conditions actuelles des échanges internationaux rendent cette pratique aussi malaisée que souhaitable. Des agrumes, du vin continuent à arriver en France, conformément à des contrats d'importation conclus, alors que l'on craignait le manque et que l'on rêvait de précipiter une baisse des prix (qui, sans les crises politiques et la défiance monétaire, se serait produite d'elle-même il y a quelques mois). Quant aux nouveaux contrats que l'on se hâte de conclure, ils risquent d'arriver quand les légumes auront pourri, peut-être même quand il n'y aura plus d'excédent.

Pour les principaux produits agricoles, en effet, un avenir d'abondance n'est pas encore assuré. Tout dépend de la prochaine récolte. Même les planificateurs n'arrivent pas à commander aux circonstances atmosphériques.

Le plan français de quatre ans ne propose d'accroître le rendement de l'agriculture de telle sorte que nous devenions exportateurs de quantités importantes des céréales, de produits laitiers, de viande. À supposer que l'entreprise soit techniquement réalisable (ce qui paraît probable), la crise

actuelle nous rappelle que cette transformation profonde exige également des conditions économiques. Si des excédents limités suffisent à provoquer l'effondrement des cours, les excédents ne se retrouveront pas l'année suivante. Autrement dit, une organisation des marchés, selon l'une ou l'autre des techniques connues (stocks-tampons, achats par l'État à partir d'un certain prix, etc.), s'impose pour adapter l'agriculture française à son rôle "d'industrie exportatrice".

Plus immédiate est la question, souvent posée, des répercussions, sur l'ensemble de l'économie, de l'amputation des revenus agricoles. On s'excusera de ne pas imiter l'assurance de la plupart des observateurs. En l'état actuel de l'information statistique, on n'est pas autorisé à des affirmations tranchantes. Si les prix des produits fabriqués continuaient à progresser, en particulier ceux qui affectent directement les prix de revient des paysans, certains secteurs industriels connaîtraient, à leur tour, la mévente. Un excédent de l'offre sur certains marchés est susceptible d'intervenir, même au cours d'un mouvement inflationniste. Il frappe de nouvelles catégories sociales. Il ne permet pas de conclure que le mal est désormais la déflation et non plus l'inflation.

Certes, la politique de restriction sévère du crédit, qui a été suivie depuis quelques mois, exerce aussi une action. Les trésoreries de beaucoup d'entreprises sont à sec. Les vendeurs ne font plus souverainement la loi. Il semble même, ici et là, que l'appareil de distribution tende à se dégonfler. Mais on serait mal venu de protester contre ces rigueurs que comporte inévitablement la cure d'assainissement.

Les vraies questions qu'il conviendrait de se poser sont autres et de plus grande portée. Pour corriger la disparité nouvelle entre prix industriels et prix agricoles. Il importerait surtout de réduire les prix de revient des premiers. Autrement dit, l'accent doit être mis désormais non pas sur la production à tout prix, mais sur la productivité.

L'inflation contribuait jusqu'à présent à freiner les exportations, puisque le marché intérieur absorbait sans peine toute la production. Va-t-on désormais exporter davantage et, plus encore, rapatrier les devises correspondantes?

La lutte contre l'inflation, avec l'aide de la nature, a obtenu des résultats qu'il serait injuste de méconnaître. Encore convient-il de ne pas oublier que l'objectif est l'indépendance économique et qu'il nous reste, pour l'atteindre, du chemin à parcourir.

Les deux cents fonctionnaires

Le Figaro
9 avril 1949

Une des conséquences, la plus importante et la moins étudiée, des nationalisations a été la modification apportée au recrutement du personnel dirigeant de notre industrie. Les fonctionnaires ont occupé les places réservées jusqu'alors soit à des financiers, soit à des techniciens, choisis par les conseils d'administration des sociétés anonymes. On ne s'étonnera pas que nos jeunes administrateurs, de droite ou de gauche, soient en majorité favorables au principe des nationalisations, opinion par laquelle ils expriment simplement une légitime confiance en eux-mêmes.

Faveurs des primes

À l'heure présente, les serviteurs de l'État ont deux perspectives, au-delà des fonctions honorifiques et ingrates de directeur de ministère: les administrations internationales qui, depuis la fin de la guerre, ont obéi à la parole: "croissez et multipliez" et les entreprises nationalisées. Dans les deux cas, on invoque les avantages matériels pour expliquer le nombre des candidatures. Des traitements en dollars ou en devises, soustraits aux servitudes fiscales, sont, à coup sûr, séducteurs. Mais cette interprétation "matérialiste", valable souvent dans le premier cas, néglige, me semble-t-il, l'essentiel. En général, le fonctionnaire, qui passe d'un ministère à la tête d'une entreprise nationalisée, ne se réjouit pas tant d'émoluments accrus que de la chance offerte de donner, enfin, la pleine mesure de sa capacité de chef.

Sans doute le phénomène n'est-il pas radicalement nouveau. Les anciens inspecteurs des finances se retrouvaient nombreux dans les sphères supérieures de la banque et de l'industrie. La situation n'en était pas moins assez différente.

Il arrivait parfois qu'un haut fonctionnaire passât au service d'une société qu'il avait, la veille, mission de surveiller. On dénonçait volontiers, avant la guerre, ces "abus", mais aujourd'hui tout le monde trouve naturel que le directeur d'un service ministériel devienne directeur général d'une entreprise mixte qu'il avait eu, la veille, à contrôler, voire à organiser. Je ne suis pas sûr que la confusion, dénoncée naguère, devienne souhaitable, du simple fait que contrôleur et fonctionnaire relèvent l'un et l'autre de l'État.

Mais il y a plus grave. Les banques ou les industries qui embauchaient

d'anciens grands commis utilisaient des compétences. Certes, il est probable que, comme dans tous les choix, le mérite ne jouait pas seul: les relations sociales facilitaient les carrières des uns, entravaient celles des autres. Mais, pour les postes les plus importants, on se souciait, avant tout, sinon exclusivement, des hommes et de leurs qualités professionnelles. Or les postes les plus importants du secteur nationalisé continuent à être distribués par les ministres selon des sympathies personnelles ou, trop souvent, selon des affinités politiques.

Il n'est pas rare qu'un membre d'un cabinet ministériel soit promu soudain à la direction d'une entreprise géante. Tel fonctionnaire se trouve, du jour au lendemain, appelé à diriger une compagnie d'assurances pour la seule raison que l'influence de son patron est en train de monter. Chaque homme politique a sa clientèle et tend à mesurer sa propre importance au nombre de protégés qu'il est en mesure de pourvoir. Encore une fois, il ne s'agit pas d'une nouveauté radicale. Mais quand près de la moitié de l'économie française est soumise aux aléas de la faveur de princes, nombreux et changeants, on ne peut se défendre de certaines inquiétudes.

Le plus grave est que le mal est, pour ainsi dire, sans remède. Si l'on soumettait les nominations à des règles précises, on risquerait d'aggraver la "bureaucratisation" sans écarter le danger de la "politisation". En vérité, les régimes qui éliminent les sanctions économiques devraient logiquement recourir à des sanctions policières. Le ministre en cas de mauvais choix, le directeur en cas de mauvaise gestion devraient être frappés de peines qui n'auraient pas besoin d'atteindre la sévérité coutumière en démocratie soviétique. Il n'y a pas plus d'économie que de morale sans obligation ni sanction.

Il serait absurde de porter un jugement définitif sur la valeur comparée des anciens et des nouveaux directeurs des industries de base. Parfois les structures administratives sont telles que même des surhommes auraient échoué. Dans les cas où les structures avaient été raisonnablement établies, il y a des réussites. De plus, les ministres imposent souvent eux-mêmes les conditions de rémunération du personnel, la politique des prix, les servitudes d'exploitation, de telle sorte que les déficits, finalement, sont bien moins imputables aux dirigeants des entreprises qu'au ministre et à ses services.

Malgré tout, il subsiste une incertitude fondamentale. Un fonctionnaire de premier ordre ne possède pas nécessairement les qualités qui font les chefs d'industrie. Il se peut qu'un directeur au ministère des Finances devienne un remarquable directeur de banque (et, dans telle circonstance précise, on penche

pour l'affirmative), mais rien n'est moins certain en général. Or les fonctionnaires, désormais, ne sont plus soumis, quand ils changent de métier, à une mise à l'épreuve.

Au cours des premières années après la Libération, on observait une certaine tendance à confier les fonctions supérieures à des ingénieurs. Peut-être voulait-on marquer avec éclat, la rupture avec le règne de l'argent. Il importait, avant tout, de produire: les techniciens s'en chargeraient. Aujourd'hui, on est revenu de ces naïvetés et on a compris que le calcul économique, le souci des prix de revient ne sont pas propres au seul capitalisme. La collectivité paie toujours les frais du gaspillage, de la mauvaise organisation qui s'expriment dans des prix de revient trop élevés. Les "financiers" reviennent donc en faveur (ceux du secteur public évidemment). Nul ne dira que les inspecteurs des Finances sont plus ou moins qualifiés que les ingénieurs pour remplir les tâches écrasantes des directions générales. Aucune caste ne détient le monopole des talents, aucun titre académique ne garantit l'intelligence. Les capacités nécessaires à un chef d'industrie sont de celles que ni les concours, ni les notes administratives, ni la carrière ministérielle ne sauraient démontrer.

Probablement l'État aurait-il pu trouver, dans le secteur privé, quelques hommes recommandés par leurs réussites antérieures. Les grands administrateurs, à Washington, sont le plus souvent de grands hommes d'affaires, MM. Hoffman et Harriman, par exemple, ont une expérience qui manque à ceux de nos représentants qui travaillent avec eux. Je sais bien que, si l'on trouve naturel le passage du ministère à l'industrie ou à la banque, on condamne le mouvement de sens contraire, de l'industrie privée au secteur public. Le mythe des deux cents familles intervient à point pour réserver aux hommes politiques et à leur clientèle, comme une chasse gardée, le secteur national. Qu'on prenne garde: toutes les féodalités s'attirent rapidement l'impopularité. Les deux cents fonctionnaires prendront peut-être bientôt la place, dans l'imagerie populaire, des deux cents familles.

Réponse à Jean-Paul Sartre, suite et fin

Liberté de l'Esprit
juillet 1949

J.-P. Sartre ne se contente pas de cette rapide incursion sur le terrain de l'économie politique⁽¹⁾. Mon "cynisme inintelligent" serait la conséquence d'une certaine philosophie de la société, qu'il résume de la manière suivante: "Quel est donc le point de vue d'Aron? C'est à peu près le suivant: le seul problème pour lui, le seul problème social, est le problème de la répartition des biens, lorsque ces biens sont insuffisants. La société est telle qu'il y a insuffisance de biens de consommation à distribuer. En conséquence, pour lui, le problème est d'unir procédés autoritaires et procédés de propagande - ou mystifications - pour empêcher les moins favorisés de provoquer les troubles qui, par eux-mêmes, ne pourraient qu'aboutir au chaos. Autrement dit, le réalisme, ici, consiste à tenir, à tenir de manière que la société telle qu'elle est ne soit pas brisée, puisque l'instauration d'un autre type de société, n'entraînant pas de soi l'abondance, ne pourrait amener qu'un autre type d'autorité." Voilà comment J.-P. Sartre se croit en droit de résumer deux ou trois livres de critique politique. Je tiens à sa disposition un résumé de *L'Être et le Néant*, en dix lignes, dans le même style. Pour corser encore un peu cette analyse que, pour une fois, il ne met pas entre guillemets, il retrouve, dans sa mémoire complaisante, une phrase de moi qui, comme toutes celles qu'il m'attribue, ne serait même pas du niveau d'un étudiant de sociologie de première année: "Pour moi, l'émancipation et la culture d'une société sont en raison directe de sa capacité industrielle." Pour ne pas être en reste de mauvaise foi, David Rousset (avec lequel je n'avais eu aucune conversation avant qu'il échange ses profondes pensées avec J.-P. Sartre) affirme avec une gravité bouffonne: "C'est l'utopie d'Aron de croire que le développement technique entraîne nécessairement une émancipation sociale."

Je répondrai d'abord par le simple renvoi au texte que David Rousset veuille bien confronter l'utopie qu'il m'attribue avec la page 312 du *Grand Schisme*: "Le progrès technique ne résoud de lui-même ni les conflits de classes ni les conflits de puissance."

À en croire J.-P. Sartre, je serais "romantique" au point d'admettre que "la culture d'une société est en raison directe de sa capacité industrielle". Que n'a-t-il au moins ouvert les dernières pages du *Grand Schisme*! Sans perdre beaucoup de temps, il aurait lu: "Le progrès technique n'entraîne pas de lui-même un progrès

moral ou spirituel. Nul ne connaît les conditions nécessaires aux créations plus hautes ou à l'harmonie entre les hommes et leur milieu, entre les œuvres que nous appelons culture." Autrement dit, les deux "révolutionnaires" me prêtent la naïveté que je rejette explicitement.

On serait tenté d'arrêter ici le dialogue et de renvoyer mes contradicteurs aux règles de l'honnête discussion. Mais puisqu'ils m'en offrent l'occasion, pourquoi ne pas étudier les rapports réels entre progrès technique et émancipation sociale? Peut-être parviendrons-nous ainsi à comprendre pourquoi Sartre discute avec autant de passion mes prétendues illusions sur le progrès technique.

Je n'emploie pas, pour mon compte, l'expression "émancipation sociale" parce que j'en ignore le sens ou plutôt parce qu'elle est susceptible d'en avoir plusieurs. Je distinguerai le niveau de vie de la classe ouvrière, la puissance et l'autonomie des organisations représentatives de la classe ouvrière (en particulier des syndicats), la participation de la classe ouvrière au pouvoir politique, l'intégration, matérielle et morale, des ouvriers à la société.

En première approximation, on peut dire que le niveau de vie de la classe ouvrière est proportionnel à la productivité du travail. Si les salaires de l'ouvrier américain sont trois ou quatre fois supérieurs à ceux de l'ouvrier français, la faute n'en est ni à l'égoïsme bourgeois, ni à l'avidité patronale, ni à la trahison social-démocrate, ni à la faiblesse syndicale, mais au rendement plus faible du travail français. Dès lors, il apparaît clairement que l'élévation du niveau de vie des masses, à long terme, a pour condition le progrès technique et non l'action revendicative des syndicats, encore que cette élévation s'opère effectivement "au travers de mouvements politiques et sociaux".

Cette constatation de fait ne condamne nullement l'action revendicative. La proportionnalité des salaires à la productivité est vraie en gros, elle est évidente, lorsque l'on compare la situation des salariés américains et celle des salariés français, ou encore celle des salariés français au début du XIXe siècle et celle des mêmes salariés au début du XXe siècle. Mais un retard d'adaptation, à peine visible sur une courbe séculaire, peut entraîner pour des milliers d'hommes des souffrances ou des privations non nécessaires. Il y a plus. Étant donné une certaine productivité du travail, diverses modalités de répartition du revenu national sont possibles. La lutte des non privilégiés pour une répartition équitable du revenu national est susceptible d'atteindre certains résultats, bien que dans des limites fixées par la richesse globale de la société, elle-même fonction de la productivité du travail.

Quel est l'effet du développement des forces productives (pour employer l'expression marxiste) ou de l'accroissement de la productivité(2) sur la répartition du revenu national? La discussion, sur ce point, est loin d'être close. Il semble que la tendance (qui n'exclut ni les exceptions ni les régressions temporaires) soit exactement contraire à celle qu'anticipaient les philosophies catastrophiques: la distribution des revenus, dans les sociétés démocratiques bourgeoises, est moins inégalitaire qu'elle ne l'était il y a un siècle. Le fait est incontestable pour les sociétés anglo-saxonnes et scandinaves. Il se peut qu'il n'en aille pas de même dans d'autres. De toute manière, cette tendance à l'égalité se réalise de diverses manières: action de la fiscalité, décisive aux États-Unis et en Grande-Bretagne, rétrécissement de l'éventail des salaires, amputation des revenus du capital, etc. Dans le sens contraire agirait parfois la concentration des entreprises et, éventuellement, des fortunes.

Le développement des syndicats ouvriers n'est pas davantage "proportionnel à la capacité industrielle". Les syndicats étaient déjà puissants en Allemagne, à la fin du siècle dernier, alors que le nombre des syndiqués était encore faible aux États-Unis à la veille de la guerre de 1914. aujourd'hui, après deux guerres et le "new deal", le nombre des syndiqués ne dépasse guère 15 millions aux États-Unis, c'est-à-dire le quart environ du nombre total de salariés. De multiples circonstances contribuent à freiner ou à accélérer le mouvement syndical.

En gros, il n'y en a pas moins une certaine relation entre "capacité industrielle" (il vaudrait mieux dire progrès économique) et "émancipation sociale" (au sens d'organisation syndicale). Que l'on compare la situation de la classe ouvrière, en Europe Occidentale, au début du XIXe siècle, et la situation de cette même classe, au milieu du XXe siècle, on ne peut pas ne pas être frappé par l'extraordinaire changement intervenu. Il y a un siècle et demi, dans aucun pays, même parmi ceux qui jouissaient d'un régime constitutionnel, la classe ouvrière n'était organisée. Avant 1939, dans aucun ou presque des pays peu industrialisés, que ce soit à l'est de l'Europe, dans le Proche-Orient ou en Extrême-Orient, n'existait un mouvement syndical, autonome, reconnu par l'État, sans lui être inféodé. Parmi les pays situés aujourd'hui de l'autre côté du rideau de fer, deux seulement, la Finlande et la Tchécoslovaquie, avaient un important syndicalisme ouvrier. Or ils étaient les plus industrialisés, avec le niveau de vie les plus élevé. Le gonflement des effectifs ouvriers, le suffrage universel, l'élévation du niveau de vie ont manifestement favorisé, depuis un siècle et demi, le mouvement syndical à l'intérieur du monde occidental.

Au fur et à mesure qu'il progresse, le mouvement syndical se trouve aux prises avec une contradiction fondamentale: la puissance devient de plus en plus difficile à concilier avec l'autonomie. Les syndicats ont été avant tout, dans le passé, des organes de revendication. Par leur succès même, ils sont obligés d'élargir leur horizon. Ils obtenaient et ils obtiennent encore des avantages pour leurs membres. Du coup, les dirigeants avaient l'impression que la combattivité ouvrière arrachait à "l'égoïsme patronal" l'amélioration des salaires et des conditions de travail. Psychologiquement, cette description était souvent exacte. Mais les revenus supplémentaires attribués aux salariés supposaient une redistribution du revenu national (possible dans les limites assez étroites) ou un accroissement de la richesse générale. Autrement dit, c'est le progrès économique qui permettait le succès des revendications ouvrières.

Les syndicats ouvriers pouvaient ignorer, au siècle dernier, les conditions de leur lutte victorieuse. En général, les ouvriers recevaient moins que leur part du revenu national et le progrès économique était continu. Ils inclinaient à admettre que leurs revendications étaient toujours matériellement possibles et que les obstacles à surmonter étaient d'ordre politique. Au XXe siècle, il n'en va plus de même. Quand les syndicats groupent des millions de salariés, ils sont souvent en mesure d'imposer leurs revendications. Mais qu'est-ce qui leur garantit que les augmentations de salaires qu'on leur concèdera se traduiront par le relèvement de leur pouvoir d'achat réel? Si l'on veut élever le niveau de vie de l'ensemble des salariés, il faut que la richesse générale augmente, c'est-à-dire que la productivité du travail augmente.

L'exemple le plus frappant est celui des syndicats britanniques. Le gouvernement travailliste, qui s'appuie sur eux, est sincèrement désireux de leur donner satisfaction. Il a poussé une fiscalité démocratique jusqu'au point extrême, compatible avec une économie encore partiellement privée. Le système des subventions joue au profit des plus défavorisés. En dépit de la guerre, le niveau de vie des salariés s'est légèrement relevé depuis dix ans. Mais on arrive au bout. Il n'y a plus guère d'amélioration concevable du sort des salariés sans accroissement de la productivité. Du coup les syndicats, sans presque en prendre conscience, changent de fonction. Puisque *leur* parti est au pouvoir, ils ont désormais pour rôle moins de soutenir des revendications que de convaincre les ouvriers d'accroître leur effort. On saisit sur le vif le passage des "syndicats de revendications" aux "syndicats d'encadrements".

En Grande-Bretagne, le passage s'opère pacifiquement, graduellement, sans

que les syndicats abdiquent toute autonomie et deviennent de simples administrations étatiques. Dans les États totalitaires, le passage s'opère brutalement et la mise au pas est radicale. Les dirigeants des syndicats fascistes ou du Front du travail allemand étaient nommés par le pouvoir et non élus. Les dirigeants des syndicats soviétiques, au moins aux échelons supérieurs, sont, de la même façon, nommés et non élus. Nulle part les syndicats puissants ne sont restés entièrement autonomes, nulle part ils n'ont évité toute compromission avec l'État.

Nous en arrivons ainsi au troisième sens possible de la formule "émancipation", la participation au pouvoir politique. L'histoire contemporaine nous offre deux modalités de cette participation, que nous appellerons travailliste d'une part, communiste de l'autre.

Le parti qui exerce le pouvoir, en Grande-Bretagne, se réclame des masses populaires, il dépend des syndicats ouvriers qui lui assurent la plus grande partie de ses ressources financières. Il est vrai que les autres forces sociales, celle de la propriété, celle de l'église, celle de la finance, ne sont pas détruites ni mises au pas. Le cadre dans lequel, les règles selon lesquelles le pouvoir est exercé par le parti travailliste, dérivent d'une lointaine tradition, que les hommes nouveaux acceptent. Il en résulte qu'ils ne sont pas libres de tout faire: ils nationalisent, ils n'exproprient pas, ils appauvrissent les riches par la fiscalité, ils ne les dépouillent pas d'un coup. Chacun choisit son vocabulaire: on a le droit de dire que, dans le régime travailliste, la classe ouvrière n'a pas pris le pouvoir. Mais serait-elle plus émancipée si elle l'avait pris comme elle l'a fait en Russie?

À l'intérieur de la démocratie formelle, disent certains critiques, l'émancipation n'est jamais complète. Le salariat n'est pas surmonté. Par l'intermédiaire des syndicats ou des partis, les ouvriers influent sur les décisions de l'État, ils obtiennent une répartition plus favorable du revenu national. Mais ils ne sont pas libérés de leur dépendance essentielle à l'égard des employeurs. Ils continuent d'être aliénés et de ne pas forger eux-mêmes leur destin. L'exemple de la Russie soviétique et des démocraties populaires prouve qu'un court-circuit est possible, que le prolétariat est capable de prendre le pouvoir, même quand il est minoritaire, même quand le rendement du travail est faible, même quand la communauté est pauvre.

La conquête du pouvoir par un parti se réclamant de la classe ouvrière est en effet possible, quel que soit l'effectif de la classe ouvrière et du parti soi-disant prolétarien, dans certaines circonstances exceptionnelles (par exemple,

l'affaiblissement de l'appareil de l'État à la suite d'une guerre, ce qui fut le cas de la Russie en 1917). Elle est aujourd'hui possible, même fatale, chaque fois que l'armée rouge vient "libérer" un pays. Reste à analyser la notion quasi mythologique de la conquête du pouvoir par le prolétariat ou de la transformation du prolétariat en classe dirigeante.

La notion vulgaire, d'origine marxiste, de la prise du pouvoir par la classe ouvrière résulte d'une confusion entre la montée du prolétariat et l'avènement de la bourgeoisie, et, d'autre part, d'une mythologie entretenue à dessein. Les bourgeois, qui remplissaient les fonctions de direction à l'intérieur de la société pré-révolutionnaire, aspiraient effectivement à l'exercice du pouvoir politique. Chefs d'entreprises, juristes, hommes de loi, fonctionnaires, ils possédaient déjà la capacité nécessaire à la direction de l'État. Rien ne leur interdisait l'espoir d'enlever à l'aristocratie les privilèges qu'elle continuait de détenir, sans toujours les mériter. La révolution bourgeoise a été la prise du pouvoir politique par une classe socialement dominante.

La classe ouvrière, en tant que telle, ne sera jamais la classe dominante, car jamais les hommes qui exercent les fonctions inférieures (au sens social, non au sens moral) ne dirigeront la société. Les millions d'ouvriers qui se rendent chaque matin à l'usine ne constituent et ne constitueront jamais la classe dirigeante. Ceux qui l'affirment sont des menteurs ou des ignorants. En revanche, il se peut qu'un parti qui se réclame de la classe ouvrière prenne le pouvoir. Il se peut même que ce parti soit composé en majeure partie d'anciens ouvriers et qu'une classe dirigeante se forme à partir de cette minorité ouvrière, qui s'est donné pour tâche d'inspirer et de guider le prolétariat.

Celui-ci sera-t-il du même coup "émancipé"? L'exemple de la Russie soviétique prouve au moins qu'entre la prise du pouvoir par un parti prolétarien et l'émancipation ouvrière, il n'y a pas de solidarité nécessaire. Le salarié, en Russie soviétique, n'a plus le droit de grève, il n'a même plus le droit de se déplacer librement, il n'a plus le droit de revendiquer. Les syndicats dépendent du parti, c'est-à-dire de l'État, et représentent la forme extrême du syndicat d'encadrement. Le travailleur n'est libre que d'acclamer ses maîtres et de reconnaître sa volonté dans les décisions du pouvoir, même dans celles qui le condamnent à plus d'effort et à moins de revenus.

Partout, il est vrai, la loi des oligarchies joue. Malgré tout, il subsiste des différences de degré. La liberté de presse, les élections, les grèves non officielles, (qui ne sont pas sanctionnées par les tribunaux du peuple) laissent, en Grande-

Bretagne, aux sentiments des masses une possibilité d'expression et, du même coup, une chance d'influer sur les dirigeants des syndicats, du parti et de l'État. De l'autre côté du rideau de fer, on n'entend que les acclamations. L'unanimité, garantie par la police, n'a jamais passé pour le signe de la liberté.

Sans doute convient-il de tenir compte d'un autre point de vue que nous avons indiqué imparfaitement par le terme: intégration de la classe ouvrière à la société. Dans quelle mesure les ouvriers se considèrent-ils comme extérieurs à une société injuste ou se reconnaissent-ils de bon gré membres de la communauté? Pour ma part, la réponse à cette question dépend de l'idéologie. L'ouvrier marxiste préférera une démocratie populaire, même s'il y travaille plus et y gagne moins, à une démocratie bourgeoise. Ni le niveau de vie ni même la liberté formelle ne déterminent seuls l'attitude des masses. Mais on doute qu'à la longue l'idéologie suffise à voiler la réalité.

À l'intérieur des sociétés occidentales, les raisons du malaise du prolétariat sont multiples et demanderaient, pour être analysées, de longues études. Parfois, le malaise tient à l'organisation même du travail moderne, à une sorte de résistance à peine consciente aux nécessités inhumaines de la technique. Parfois, il tient à la disproportion entre la qualité humaine du travail et le niveau de vie médiocre qu'impose la pauvreté générale de la collectivité. Parfois il tient à un désir légitime de ne pas être enfermé en une activité parcellaire, à une volonté de progression sociale. Au sentiment d'aliénation de l'ouvrier, il n'est pas *un* remède parce qu'il n'y a pas *une* cause. Progrès technique qui permet l'élévation du niveau de vie, organisation syndicale qui permet la défense des intérêts ouvriers et la participation indirecte au pouvoir, réforme des relations humaines à l'intérieur de l'entreprise, ces trois formules indiquent des thèmes de recherches et d'efforts. Il est évidemment plus facile de vaticiner sur la révolution⁽³⁾.

La pauvreté fondamentale des sociétés humaines que Sartre pose triomphalement comme la base de sa philosophie politique, tout le monde la reconnaît. C'est d'ailleurs une idée impeccablement marxiste. Dans ses écrits de jeunesse, Marx écrit quelque part que si, après la révolution, la pauvreté subsiste, "toute la sale cuisine recommencera". L'Union soviétique a apporté une confirmation tragique à cette intuition. Ce qui est absurde (ou trop adroit) c'est de suggérer que je tire, du fait de la pauvreté, une conclusion "inintelligente et cynique", à savoir une confiance passive dans les miracles du progrès technique et, en attendant l'âge d'or, le retour à la mystification et à la police.

Soyons sérieux. Toutes les sociétés, jusqu'à présent connues, ont disposé de

richesses inférieures aux besoins et aux désirs, toutes les sociétés ont distribué inégalement les richesses, toutes ont été gouvernées par des minorités. Rien ne permet de croire que, dans l'avenir prévisible qui intéresse l'action politique, ces données constantes des structures sociales doivent disparaître. Mais personne n'en conclura que toutes les sociétés se valent. Toutes les sociétés comportent une police, mais il vaut la peine de se battre pour que cette police ressemble à celle de la démocratie britannique plutôt qu'à celle de l'État dit prolétarien. Dans toutes les sociétés, les travailleurs sont répartis par des pressions diverses entre les emplois nécessaires, mais il vaut la peine de se battre pour éviter les passeports intérieurs et les camps de travail forcé. Il ne s'agit donc pas de recommander la police et la mystification parce que les sociétés sont pauvres, mais de réduire, autant que possible, la part de la contrainte et de la mythologie.

Il n'y a pas de solution toute faite, valable pour tous les pays. Il n'y a pas de dialectique universelle de l'histoire qui permette de déterminer ce qu'il faut faire, en un moment et en un pays donné. La conspiration permanente des partis communistes obligera inévitablement à recourir davantage aux moyens de force. Promouvoir le progrès technique, maintenir les libertés personnelles, favoriser l'intégration des ouvriers à la société, combiner les techniques dirigistes et les mécanismes du marché, assurer la continuité et la constance de l'action étatique, toutes ces nécessités des sociétés européennes ne sont pas toujours conciliables. Les hommes s'opposent légitimement. Selon l'ordre qu'ils établissent dans les sacrifices à consentir, selon les partis auxquels ils reconnaissent la meilleure chance d'atteindre les objectifs souhaitables. Dans une situation comme celle de la France aujourd'hui, il est convenable de préférer le risque de décomposition au risque de dictature. Mais le choix contraire est tout aussi légitime.

Sartre, lui, ne connaît pas et ne connaîtra pas ces servitudes de l'action et ces incertitudes du choix. Il ignore la nature des sociétés comme celle des hommes. Le romancier de *La Nausée*, le dramaturge de *Huis Clos*, le philosophe de "La Passion Vaine" quand il traite de politique, à la sentimentalité juvénile. Servi par son ignorance, il rejette, avec superbe, les arguments des sociologues et des économistes, il n'admet pas que l'état des ressources collectives et les mécanismes des relations sociales fixent certaines limites aux aspirations des "humanistes" (qui aurait dit qu'Antoine Roquentin...)

Les opinions, absurdes ou odieuses, qu'il me prête ne sont qu'un moyen de camoufler sa propre démagogie. Sartre veut, en toute circonstance, soutenir les revendications prolétariennes(4); du coup il devient commode de présenter le

refus de la hausse des salaires nominaux comme inspiré par un cynisme de bas étage! Sartre ne consent à emprunter ni la voie du socialisme travailliste ni celle du communisme. Du coup, il accumule les prétentions les plus puérilement contradictoires: il veut accomplir une révolution - rupture brutale avec l'ordre établi, renouvellement de l'élite au pouvoir - tout en respectant les libertés formelles, il aspire à la collectivisation des entreprises, à la planification de l'ensemble de l'économie mais, grâce au contrôle ouvrier, (l'idée était audacieuse il y a un siècle) on évitera la tyrannie bureaucratique, on unifiera l'Europe sans l'U.R.S.S., sans les États-Unis et même sans Bevin. Quel bel exemple de "réalisme intelligent"! Comme il est utile, pour camoufler sa propre indigence, d'attribuer à un "philosophe R.P.F." quelques opinions dérisoires!

La théorie du progrès technique n'a jamais été une philosophie de l'histoire totale. Encore permet-elle de dissiper les utopies à l'usage des jeunes gens. Au lendemain d'une prise du pouvoir par un parti quelconque, la collectivité n'aura pas à exploiter quelque source mystérieuse et inconnue de richesses. Demain, comme aujourd'hui, les mêmes impératifs de travail, d'organisation, de discipline, de mobilités, continueront de s'imposer. Tant que l'on emploie la méthode progressive du travaillisme, les déceptions inévitables ne dégénèrent pas en révolte et ne suscitent pas, par un choc en retour, la dictature des nouveaux maîtres. En revanche, quand on s'est emparé du pouvoir par la violence, quand on a rompu la légalité, l'impatience des masses est plus vive, l'urgence de rétablir l'ordre plus pressante: au milieu du XXe siècle(nous ne parions pas pour l'éternité), une révolution brutale qui se réclame du socialisme comportera inévitablement une phase tyrannique de quelques années ou de quelques dizaines d'années (même si elle n'est pas liée au Stalinisme). Toutes les révolutions du XXe siècle ont été totalitaires.

Entre le travaillisme et le Stalinisme, il n'y a pas, pour le socialisme, dans la situation présente, de troisième voie: il n'y a que le romantisme vide et la reprise des notions, riches d'espoir il y a un siècle, mais vidées par l'histoire de leur valeur affective et intellectuelle. Une révolution par les "méthodes démocratiques" est comparable au "cheval ailé". Concept en lui-même contradictoire, il permet à l'intellectuel de fuir la réalité et de rêver la réconciliation de ses désirs contradictoires.

La Révolution, a dit Simone Weil, rectifiant la formule fameuse de Marx, est l'opium du peuple. Elle n'est plus, au niveau des *Entretiens sur la politique* que l'opium des intellectuels.

[\(1\)](#) cf. *Liberté de l'esprit* n° 5 p. 101-103.

(2) Les deux expressions ne sont pas équivalentes. On peut élever d'énormes usines sans accroître en proportion le rendement du travail humain. De la même façon, l'expression qu'emploie Sartre, "capacité industrielle", est équivoque. On ne sait s'il entend par là, le volume de l'industrie dans l'économie du pays considéré ou la productivité du travail industriel.

(3) Dans toute cette étude, nous nous plaçons au point de vue du socialisme. Nous admettons que le sort du prolétariat soit le problème politique décisif. On sait qu'à nos yeux, ce problème, évidemment important, n'a pas de privilège métaphysique et n'est pas le seul digne de la réflexion des intellectuels.

(4) En bon intellectuel, Sartre se préoccupe surtout du prolétariat. Il y a pourtant d'autres groupes sociaux.

Ingrates réalités

Le Figaro
29 novembre 1949

Au moment où la protestation des groupes professionnels contre les dépenses de l'État et les charges fiscales fait écho à la protestation des salariés contre l'insuffisance de leur rémunération, certains faits fondamentaux, certains chiffres élémentaires devraient être présents à la mémoire de tous.

La production industrielle a dépassé de 25 à 30 % en 1949 le niveau de 1938, mais pourquoi ne pas rappeler que ce dernier était inférieur de 25 % à celui de 1928-1929? Seule de tous les grands pays industriels, du fait de l'impéritie de ses dirigeants, la France avait prolongé jusqu'à la veille de la guerre une dépression chronique: le renouvellement de l'outillage avait été ralenti ou paralysé, la construction immobilière était demeurée dérisoire. Ensuite, sont survenues la guerre et l'occupation, avec leur cortège de ruines, centaines de milliers d'immeubles détruits, stocks réduits à rien. La France doit aujourd'hui réparer les dommages de dix années de crise et de cinq années de guerre. La production de 1929 n'y suffit pas et ne peut pas y suffire.

Sur un revenu national qui, en valeur réelle, ne doit guère dépasser celui d'il y a vingt ans, (la production agricole atteint à peine celle des bonnes années d'avant guerre), il nous faut d'abord imputer un volume d'investissements sensiblement supérieur à celui d'avant guerre. L'inventaire du ministère des Finances évalue en 1949 l'investissement *net* à 14 % du revenu national. Je tiens personnellement ce chiffre pour singulièrement optimiste: un pourcentage inférieur d'un tiers serait déjà imposant. Il nous faut imputer ensuite un effort d'entretien et de reconstitution du capital immobilier, ce qui représente encore quelques centaines de milliards. Il nous faut imputer un budget militaire de 400 milliards et des dépenses sociales que l'inventaire évalue à près de 800 milliards, le revenu national de l'année courante étant estimé entre 7.000 milliards et 8.000 milliards de francs.

Sans doute, comme on le dit souvent avec raison, la Sécurité sociale est essentiellement une redistribution des salaires. Le montant global des salaires directs ou indirects représente à peu près le même pourcentage qu'il y a dix ans (40 à 42 %) du revenu national. Les employeurs payent la plus grande part des cotisations, mais, en l'absence de Sécurité sociale, ils auraient à verser des salaires directs plus élevés. Il n'en serait pas moins excessif de conclure que la

généralisation du système ne constitue à aucun degré une charge pour la nation. Les sommes redistribuées sont entièrement dépensées et l'incitation à l'épargne est encore réduite. D'autre part, sans compter les frais accessoires du système (administration, absentéisme), les transferts de revenus, en théorie toujours possibles, se heurtent en fait, à partir d'un certain volume, à des difficultés croissantes. Les charges fiscales, plus la Sécurité sociale, montent à environ 32 % du revenu national en 1949, proportion considérable si l'on tient compte de la modicité de ce revenu.

Comment ne pas arriver à une conclusion simple et déplaisante que les démagogues s'ingénient à voiler? Il est inévitable que toutes les classes de la population soient mécontentes. La répartition des salaires est tout autre qu'avant la guerre, mais le montant global en est, à 10 % près, ce qu'il peut être dans le cadre actuel. Certains représentants syndicaux ont fait état d'un accroissement de 20 % de l'indice de la production industrielle pour réclamer une hausse de 15 % des salaires nominaux. Ils ont omis de noter quelques détails. L'accroissement porte sur les moyens de production non sur les biens de consommation. Que l'on coule plus d'acier, que l'on établisse de nouveaux barrages, ne permet pas encore de donner davantage de nourriture (les récoltes de 1949 sont plutôt inférieures à celles de 1948), ni d'objets fabriqués de consommation courante (la production n'en a guère augmenté et l'on a exporté davantage).

Il est parfaitement possible de lancer une nouvelle vague d'inflation en élevant de 15 à 20 % la masse nominale des salaires, mais l'élévation du salaire réel ne pourra intervenir que progressivement, au fur et à mesure que s'affirmeront les résultats des investissements actuels, au fur et à mesure que la productivité du travail augmentera.

Des hommes politiques, voire des ministres, nous disent gravement qu'il convient de procéder à une redistribution du revenu national. Ils omettent de nous indiquer les moyens qu'ils emploieront. Sans doute est-il possible d'user de la concurrence étrangère ou de la menace de cette concurrence pour peser sur certaines marges bénéficiaires du secteur de distribution ou de certaines industries de biens de consommation. On a le droit d'être sceptique sur l'ordre de grandeur des résultats accessibles...

Quant aux marges bénéficiaires des industries lourdes, on les dénonce de temps à autre, mais la véritable politique des Pouvoirs publics consiste à les encourager. On sait bien que, pour l'instant, les investissements publics sont financés par l'impôt, en dehors de la contrepartie Marshall et de quelques

expédients plus ou moins inflationnistes, et que les investissements privés sont financés en grande partie sur les bénéfices des sociétés. (Aussi est-il difficile de justifier l'impôt proposé sur les bénéfices non distribués des sociétés). On discute sur les causes de cette situation, sur les moyens de la modifier. En tout cas, dans le contexte actuel, on a le choix entre arrêter certains travaux entrepris, ou les financer par l'impôt.

Nous aurons l'occasion de revenir sur les multiples problèmes soulevés par le projet du budget. Il n'en reste pas moins que personne ne saurait promettre pour l'instant ni d'élever sensiblement le salaire réel des travailleurs, ni d'alléger les charges fiscales de la nation.

Combat de nègres dans un tunnel

Le Figaro
24 décembre 1949

En Grande-Bretagne, en Hollande, au Danemark, un gouvernement présente, en même temps que le budget de l'État, le budget de la nation. On est en mesure de rapporter les sommes que l'État compte dépenser pour les services publics, l'armée ou les grands travaux aux ressources globales de la collectivité et à la répartition de ces ressources entre consommation et investissements.

En France, il y a deux ans, le commissariat au Plan publia, pour la première fois, un budget national. Depuis lors, le budget n'a plus été publié et la communication en est même refusée (ou difficilement accordée) aux journalistes désireux de faire honnêtement leur métier, c'est-à-dire de juger objectivement, d'après les documents, la conduite des finances publiques. Il n'y a pas d'autre pays de civilisation occidentale où les chiffres du budget national soient tenus pour secrets. Le fait est proprement scandaleux, caractéristique de cet obscurantisme qui, en matière économique, semble la tradition enracinée du "peuple le plus intelligent de la terre".

Nous n'en avons à personne en particulier. Nous en avons à une attitude d'esprit que rien ne saurait justifier.

Quels sont les arguments de nos gouvernants? Je suppose qu'ils invoquent l'incertitude des chiffres globaux, relatifs au revenu national, à la consommation et aux investissements de la nation entière. À n'en pas douter, ces chiffres sont doublement approximatifs. Même quand ils sont relatifs au passé (ils sont publiés, en ce cas, avec quelques mois de retard), ils comportent un certain coefficient d'erreur en raison de l'insuffisance de nos statistiques. Quand ils s'appliquent à l'année à venir, ils comportent un coefficient d'erreur supplémentaire, car les événements, même dans les économies à demi-planifiées comme en Grande-Bretagne ou totalement planifiées comme en U.R.S.S., confirment rarement de manière exacte les calculs des experts. Mais rien n'empêche les services officiels de préciser eux-mêmes le pourcentage d'erreur considéré comme possible.

On dira que les commentateurs feraient un mauvais usage de ces statistiques, n'en saisiraient pas exactement la signification et en tireraient éventuellement des conclusions erronées. Ce risque existe, mais il existe encore davantage si l'on dissimule les estimations et oblige chacun à affirmer sans preuves, c'est-à-dire

d'après ses intérêts ou ses passions.

Peut-être s'agit-il d'une habitude, héritée des périodes tranquilles où l'État établissait son budget d'après ses besoins propres et laissait l'économie s'adapter d'elle-même aux décisions des pouvoirs publics. Mais aujourd'hui près de 10 % du revenu national sont redistribués par les services sociaux, les investissements du secteur nationalisé absorbent des centaines de milliards, la reconstruction en absorbe d'autres centaines. Manifestement le mouvement de la conjoncture, le volume du revenu national dépendent pour une large part du budget de l'État. Comment apprécier les chances de réaliser celui-ci sans inflation, comment juger de la possibilité ou de l'impossibilité de nouveaux impôts, si l'on ne fournit les chiffres du budget national de l'année 1949 et les estimations du budget de 1950?

Le ministère des Finances pense que la fiscalité actuelle fournira, l'an prochain, une centaine de milliards de plus, que les possibilités d'emprunt atteindront 130 milliards. Faute de connaître les fondements de ces prévisions, on dit oui ou non, selon son humeur, dans la nuit.

Convient-il de réduire les investissements d'État? Les uns disent non, mais leurs arguments ne sont pas convaincants. Ils sont financés surtout par la contrepartie du plan Marshall? À coup sûr, mais cette contrepartie pourrait être consacrée à d'autres dépenses, reconstruction ou investissements du secteur privé. Tout ralentissement des travaux entraînerait le chômage? C'est possible, nullement certain. Il faudrait encore démontrer que les moyens de production, libérés par la suppression de certaines commandes d'État, ne pourraient être absorbés par le secteur privé. D'autres affirment, avec la même légèreté et le même dogmatisme, que les 410 milliards du plan d'équipement témoignent d'ambitions disproportionnées à nos moyens. En lui-même ce chiffre n'a rien d'excessif. Le vrai problème est autre: les investissements d'État déterminent au moins autant la répartition des investissements que leur montant global. On peut se demander si la répartition actuelle est la meilleure, si l'accroissement de l'extraction charbonnière ou de la production sidérurgique répond à la situation du marché, s'il n'aurait pas mieux valu accorder des facilités d'investissements supplémentaires à telle ou telle branche de l'industrie privée. Tant qu'on ignore les investissements du secteur privé de l'année en cours et les prévisions de l'année à venir, comment trancher avec certitude? Aussi bien, le plan Monnet a-t-il été mis en application sans avoir été discuté par le Parlement.

Le gouvernement se plaint que la formule: "pas d'impôts nouveaux" soit un slogan démagogique, puisque les opposants ne précisent pas sur quel poste ils

entendent épargner. Il refuse justement l'impôt sur la réévaluation du bilan des sociétés, mais il a tort d'oublier qu'il a donné lui-même le mauvais exemple. Les ministres, en privé, ne défendent pas l'impôt sur les réserves des sociétés, en une période où l'on compte sur l'auto-financement pour les investissements du secteur privé. L'interdiction d'imputer les augmentations d'impôts dans les prix est le type des mesures inapplicables en rigueur, elle risque d'aggraver les difficultés de nombreuses entreprises, à un moment où les débouchés se resserrent et où le crédit est limité.

On se défend d'imposer de nouvelles charges aux personnes physiques comme si, finalement, les impôts sur les sociétés n'étaient pas payés par les consommateurs, c'est-à-dire par tout le monde. On a supprimé la cédule des salaires et traitements parce que l'impôt sur les salaires, payé par les entreprises, est de perception plus facile et rapporte autant ou davantage. Mais cette pseudo-réforme favorise les échelons supérieurs de la hiérarchie, désapprend aux individus le paiement des impôts directs. Combinée avec la réduction du nombre des assujettis à la cédule des bénéfices agricoles (par suite du relèvement des exonérations à la base) elle rendra finalement impossible le maintien des autres cédules. Il est loisible d'être partisan du système anglais, qui ne connaît pas la distinction des cédules et de l'impôt général. Mais le système mixte actuel, né au hasard d'une augmentation de salaire, ne se défend pas.

La démagogie est de tous les côtés. Le gouvernement ne saurait la dénoncer sans s'accuser lui-même. Probablement n'aurait-il pas évité la crise présente même s'il avait clairement présenté son projet et justifié ses prévisions. Il pourrait, du moins, plus aisément mobiliser l'opinion, s'il avait pris soin de l'informer.

Entre inflation et déflation

Le Figaro
7 janvier 1950

On a discuté passionnément au Parlement sur quelques dizaines de milliards de recettes de plus ou de moins. Les ministres ont engagé l'existence du gouvernement sur les impôts nécessaires pour assurer un "équilibre sincère" du budget. La vérité est que personne ne sait si le budget, tel qu'il était proposé ou tel qu'il a été voté, est ou non en équilibre. Au reste quoi qu'on en dise, un déficit d'une centaine de milliards (sur 2.300 milliards), alors qu'une crise de déflation menace, ne présenterait pas un caractère catastrophique. C'est au temps de la pénurie et de l'inflation, il y a trois ans, qu'on aurait dû éprouver cette terreur sacrée du déficit.

L'incertitude tient à des raisons fort simples: on a inscrit des recettes à provenir de la répression de la fraude fiscale (80 milliards), des emprunts (130, plus 100 de trésorerie), de l'accroissement de l'activité économique (90). Admettons le chiffre indiqué par les spécialistes au compte de la première rubrique, que les non experts peuvent difficilement discuter. L'estimation des sommes que fournissent l'emprunt et le rendement accru de la fiscalité existante sera vérifiée ou infirmée selon le mouvement de la conjoncture. Le budget de 2.300 milliards (sans compter quelque 300 milliards pour les collectivités locales) ne sera exécuté que dans la mesure où le revenu national, grâce à l'accroissement de la production, augmentera effectivement.

Or, à cet égard, les chiffres de ces derniers mois sont décevants. Après les vacances, la production industrielle n'a pas retrouvé le niveau record de mai, elle stagne autour de l'indice 120 (1938 = 100), alors qu'elle avait dépassé 130. Il serait excessif de parler de crise. Mais rien n'indique, pour l'instant, que l'activité doive dépasser, l'année prochaine, le volume de 1949.

L'économie est ou doit rester inévitablement, durant les prochaines années, sur la corde raide, entre inflation et déflation. Nous sommes à peine sortis d'une hausse de prix accélérée, qui s'est poursuivie jusqu'à l'automne de 1948. Nous n'éviterons pas la hausse de certains produits ou services (loyers, transports, électricité, etc.). Ces hausses exigeront des rajustements de salaires. Certains prix excessifs de produits industriels de consommation courante pourraient se dégonfler. Ces rectifications nécessaires devraient s'opérer sans mouvement général accentué de hausse et de baisse. Mais il suffirait d'une fausse manœuvre,

comme celle que d'aucuns voulurent provoquer au lendemain de la dévaluation, pour compromettre la précaire stabilité.

La fin de l'inflation suscite inévitablement des troubles de réadaptation. Le moment est passé où n'importe qui vendait n'importe quoi à n'importe quel prix. Il est rare qu'au sortir d'une inflation aussi grave que celle que nous avons connue, l'appareil de production réponde exactement à la répartition de la demande normale. La France doit accomplir un effort pour rétablir l'équilibre de la balance des comptes. L'expérience prouve qu'à moins d'un dirigisme forcené, la seule méthode, pour réduire le déficit, est de maintenir la demande globale à la limite de l'offre globale.

Mais, en même temps, la collectivité doit assumer des tâches écrasantes, relever les ruines, moderniser l'outillage, entretenir des forces armées. Le coût des services publics et des investissements monte, en 1949, à quelque 30 % du revenu national (20 % pour les investissements, 10 % pour l'entretien des services publics). Il serait intolérable que les moyens de production ne fussent pas employés à plein.

La conclusion est claire: il s'agit de maintenir l'économie française à un niveau élevé d'emploi et, en même temps, éviter la rechute dans l'inflation. La tâche est difficile, elle n'est pas irréalisable.

La menace actuelle de déflation est réelle, malheureusement, on n'en connaît pas avec certitude et précision les causes. Distorsion de l'appareil de production, à la suite de l'inflation: Conséquence des restrictions de crédit? Insuffisance du pouvoir d'achat des paysans par suite de la baisse des prix agricoles relativement aux prix industriels des masses urbaines par suite du blocage des salaires? Poids excessif sur les secteurs de production, non soutenus par les commandes de l'État, d'impôts mal répartis? La documentation dont nous disposons n'est pas telle qu'elle autorise un jugement sommaire, d'autant plus que des causes multiples sont susceptibles d'intervenir.

En l'état actuel d'incertitude, on ne saurait envisager que des mesures limitées. On entendra, à coup sûr, quelques commentateurs proposer une hausse générale de tous les salaires. On connaît trop bien la conséquence inévitable d'une telle mesure. La discussion des conventions collectives devrait permettre, dans les mois qui viennent, la continuation du mouvement qui s'est amorcé depuis plusieurs mois. Des avantages seraient accordés aux salariés par les entreprises ou les branches industrielles qui seraient en mesure de le faire sans hausse de prix. Éventuellement, les allocations familiales seraient relevées. Mais le salaire

minimum, prévu par la loi sur les conventions collectives, ne devrait, en aucun cas, être conçu comme la base de la hiérarchie (en ce cas, les salaires seraient à nouveau fixés par l'État). De même, les restrictions de crédit continueraient d'être atténuées, sans qu'on renverse, brutalement et spectaculairement, une politique qui a contribué efficacement à la lutte contre l'inflation et au redressement de la balance des comptes française.

Enfin, les travaux de reconstruction et de modernisation constituent, en cas de besoin, un "volant de sécurité". Certes, il importe de ne pas porter le montant des investissements financés par l'État à un niveau tel que celui-ci absorbe tous les capitaux disponibles. La reconstitution de l'épargne, du circuit normal des capitaux est un des objectifs de l'année qui vient. Le choix entre les investissements ne devrait pas être laissé à la discrétion des experts. Il est absurde que la défense des investissements soit de gauche et la restauration de l'épargne de droite, que les impôts soient de gauche et l'emprunt de droite. La modernisation de l'appareil de production est éminemment souhaitable, mais la liste des travaux prévus par le plan Monnet n'a rien en elle-même de sacro-saint. La commission économique pour l'Europe met en garde contre la surproduction sidérurgique. La plus grande objection à adresser à tous, les plans d'investissements à la mode en Europe occidentale, c'est qu'ils aient été conçus et exécutés dans un cadre strictement national.

La période actuelle de réadaptation comporte, comme la période antérieure de pénurie et d'inflation, ses problèmes propres. On ne les résoudra pas par des slogans sur "les contradictions capitalistes", le "suréquipement" ou "l'insuffisance du pouvoir d'achat". La fin de l'inflation et le retour à une certaine concurrence internationale comportent des risques et exigent de tous les producteurs des efforts nouveaux. L'amélioration des méthodes et la baisse des prix de revient, et non plus la production à tout prix, deviennent l'impératif premier.

Mérites et problèmes du Plan

Le Figaro
21-22 janvier 1950

La publication du rapport sur les réalisations 1947-1949 et les objectifs 1950-1952 du plan d'équipement offre au moins un motif de satisfaction. Alors que le ministre des Finances personnellement transforme les statistiques (aléatoires, je le veux bien) du bilan national en secret d'État (ne se trouvera-t-il pas un sénateur pour protester contre cette décision arbitraire), le Commissariat au Plan fait connaître en détail l'emploi qui a été fait des dotations budgétaires, des avances du fonds de modernisation et des crédits bancaires attribués aux fins d'investissement, aux sociétés nationales ou aux entreprises privées.

À s'en tenir aux chiffres officiels, 20% des ressources globales de la collectivité auraient été consacrés en 1949, aux investissements bruts. Que ce pourcentage relativement élevé ait pu être atteint sans inflation est un symptôme à coup sûr favorable.

La manière dont les investissements ont été financés marque aussi un progrès. En 1947, sur 138 milliards d'investissements, 66 milliards avaient été obtenus par crédits bancaires, 34 par émissions sur le marché, 30 par auto-financement. Les crédits bancaires ne représentent plus que 45 milliards en 1949 sur un total de 533, l'auto-financement apporte 104 milliards, le fonds de modernisation 185 milliards aux sociétés nationales et 71 à des entreprises privées ou semi-publiques. Certes, ni l'impôt, ni l'auto-financement ne sont un mode idéal de financement, les émissions sur le marché ne montent qu'à 43 milliards. Du moins le pire, c'est-à-dire le financement des investissements par crédits bancaires, a été considérablement réduit.

Pour ou contre?

On voudrait espérer que le rapport aidera à surmonter la querelle pour ou contre le Plan Monnet. Depuis quelques années, les investissements sont en faveur auprès des partis de gauche, et, comme ils entraînent des impôts, ils risquent d'être en défaveur auprès des partis de droite. Mais il serait absurde que les libéraux fussent en principe hostiles à une modernisation de l'outillage que la crise 1930-1939, autant que les années d'occupation avaient rendue indispensable. Il serait absurde de crier à la surproduction ou au suréquipement, dès que surgissent quelques difficultés de vente. L'industrie française a tout juste

rejoint le niveau de production de 1929, le niveau de productivité de 1938. Si vraiment l'indice 1929 devenait le terme ultime de nos ambitions (alors que dans tous les pays capitalistes et socialistes l'expansion s'est poursuivie depuis cette date), il faudrait désespérer de notre régime et de notre pays.

On dira que les libéraux n'en ont pas aux investissements, mais à la planification des investissements par l'État. Il est loisible de préférer le temps où les décisions d'investissements étaient prises librement par les entrepreneurs, d'après les anticipations de profits, d'après les possibilités de recueillir l'épargne des particuliers. Mais, à partir du moment où chemins de fer, électricité, houillères, gaz étaient nationalisés, un plan d'investissements devenait inévitable en dehors de toute controverse doctrinale. L'État était bien obligé de prendre la responsabilité des investissements du secteur public et, par là, de proche en proche, d'une grande partie de l'industrie, M. Monnet et son équipe ont donné plus d'ampleur et de publicité à une nécessité dont les auteurs des nationalisations n'avaient pas pris conscience.

En revanche, il est parfaitement légitime de se demander si la répartition entre sociétés nationales et entreprises privées ne favorise pas exagérément les premières. Encore faut-il comprendre que la concurrence joue moins entre deux formes de propriété qu'entre différentes branches d'industrie. On a consenti d'importantes avances à la sidérurgie qui n'est pas nationalisée. La détermination des industries-clés et des objectifs de celles-ci paraît raisonnable: toute économie a besoin d'énergie. Il n'en résulte pas que la répartition de ressources limitées ait été de toute évidence la plus productive et soit élevée au-dessus de toute objection.

Si l'hostilité de principe à l'égard du Plan est déplorable, l'autre attitude extrême, celle d'un respect fétichiste, l'est à peine moins. Les entrepreneurs peuvent se tromper dans leurs investissements, les fonctionnaires aussi. Il n'y a aucun moyen de calculer rigoureusement, dans une économie comme l'actuelle économie française, ni quel est le montant optimum des investissements, ni quelle en est la meilleure répartition. Le montant des investissements d'État ne détermine pas automatiquement celui des investissements globaux. Au lieu de condamner ou d'exalter en bloc une entreprise d'intérêt national, il importe de l'étudier dans le détail et de la corriger en cas de besoin.

Incertitudes

Bien que les rédacteurs du rapport montrent une confiance totale, on indiquera par quelques exemples, les incertitudes et les difficultés:

1° On a mis l'accent sur l'industrie lourde. La modernisation des houillères, de la sidérurgie, la construction de barrages étaient, en tant que telles, souhaitables, mais, bien que l'idée contraire soit à la mode, il n'est pas démontré que le développement des industries lourdes soit toujours le moyen d'atteindre au niveau de vie le plus élevé ou d'équilibrer la balance des comptes. D'autre part, le plan a été conçu dans le cadre national: si l'on avait conçu un plan dans le cadre européen, aurait-on pris les mêmes décisions? L'objectif de 12 millions de tonnes d'acier ou d'une capacité de raffinage de 18 millions de tonnes d'essence est en lui-même modéré. Mais si tous les pays d'Europe adoptent de tels objectifs, le résultat de ces plans raisonnables ne risque-t-il pas d'être déraisonnable?

2° La reconstruction de la flotte marchande sur les chantiers français est également raisonnable. Mais si les prix de revient sont, comme on nous le suggère, largement supérieurs à ceux des chantiers étrangers, les compagnies françaises de navigation ne seront-elles pas mises en état d'infériorité?

3° La reconstruction du matériel roulant et de l'infrastructure des chemins de fer français s'imposait, nul n'en disconviendra. Mais les 350 milliards de francs 1949 dépensés depuis 1947 par la S.N.C.F. aboutissent pour l'année 1950 à un déficit prévu de plus de 80 milliards. Le plan pour les chemins de fer avait-il été établi sans tenir compte de la coordination des transports? On avouera, en tout cas, que le rapprochement des chiffres suscite inquiétudes et interrogations.

4° Certaines industries, considérablement élargies depuis 1947 (machinisme agricole) connaissent, dès maintenant, la mévente, parce que la baisse relative des prix agricoles a réduit les revenus disponibles des paysans.

5° On se propose de rendre la France exportatrice de produits agricoles de base, céréales et viande. Les experts ne mettent pas en doute qu'il soit matériellement possible d'accroître les récoltes de 25%. Mais quel sera le rapport entre les prix français et les prix mondiaux? Comment évitera-t-on que les excédents ne provoquent sur les marchés un effondrement des cours?

Le Plan Monnet a eu l'immense mérite de susciter l'ardeur de produire, d'investir, de moderniser. En 1946 ou en 1947, on ne se préoccupait pas des débouchés, parce que les besoins semblaient illimités. En 1950, les difficultés apparaissent: nécessité d'adaptation entre les biens dont l'État a résolu d'encourager la fabrication et ceux que les particuliers décident quotidiennement d'acheter, comparaison entre nos prix de revient et ceux de nos concurrents ou ceux qu'exigent nos acheteurs éventuels. On souhaite que, dans les prochains

rapports, le commissariat au Plan accorde à ces problèmes, proprement économiques, la même attention qu'aux problèmes, au bout du compte plus simples de la production.

Budget et trésorerie

Le Figaro
4-5 février 1950

Divers commentateurs ont déclaré que la loi des finances, telle qu'elle a été discutée et finalement adoptée par les deux Assemblées, ressemble moins à un budget traditionnel qu'à un ensemble de mesures destinées à subvenir aux besoins du Trésor durant les mois à venir. Les ministres eux-mêmes ont donné quelque poids à cette affirmation, en repoussant les propositions d'économies, faites par députés et sénateurs, avec l'argument: nous avons besoin de ressources immédiates pour couvrir les dépenses de l'État.

L'argument n'est pas contestable. L'État français, comme un entrepreneur privé, a du mal à faire face à ses fins de mois. Il lui faut parfois obtenir le déblocage *in extremis* de quelques milliards de la contrepartie des dollars donnés ou prêtés au titre du plan Marshall. D'autres fois, le ministre des Finances (ou le directeur du mouvement des fonds) doit recourir, non sans amertume, à des circuits plus ou moins compliqués et coûteux. Des instituts publics ou semi-publics (comme le Crédit National) suppléent à la défaillance du Trésor. Les banques commerciales ouvrent des crédits aux entreprises publiques, ou encore escomptent des traites sur les sociétés nationales (chemin de fer) et se retournent vers la Banque de France pour obtenir les liquidités dont elles ont besoin. Quelle est la cause de cette situation à la longue intenable?

Crises d'avant guerre et crise actuelle

Avant la guerre de 1939, les crises de trésorerie, qui bouleversaient les milieux politiques et provoquaient les chutes de ministères, étaient, la plupart du temps, l'effet pur et simple de l'exportation des capitaux. Les acheteurs de monnaies étrangères retiraient des fonds de leurs comptes bancaires, les banques étaient obligées de vendre des bons du Trésor. Les pouvoirs publics, à leur tour, chaque fois que les ventes de bons l'emportaient sur les souscriptions, devaient se procurer des liquidités auprès de la Banque de France et l'on était acculé ou bien à crever ou bien à relever le plafond des avances de la banque à l'État. Le phénomène n'avait rien à voir avec l'équilibre ou le déséquilibre du budget. Il ne s'agissait pas pour l'essentiel d'un plébiscite des porteurs de bons, comme on disait, mais d'une fuite devant la monnaie. La seule manière de mettre fin à ces crises de trésorerie était de rétablir la confiance dans la monnaie, soit en stabilisant celle-ci, comme Poincaré en 1926, soit en consentant à une

dévaluation, ce qu'on se refusa follement à faire de 1933 à 1936.

Les crises actuelles de trésorerie sont d'un tout autre caractère. Le contrôle des changes arrête l'exportation des capitaux. Certes, les achats d'or en constituent une sorte d'équivalent, mais ils n'atteignent plus aujourd'hui un montant annuel considérable. D'autre part, le Trésor contrôle l'ensemble du système de crédit, les fonds déposés aux caisses d'épargne ou aux comptes de chèques postaux sont indirectement à sa disposition. 20% des nouveaux dépôts bancaires, depuis l'automne de 1948, doivent être investis en bons du Trésor. N'échappent donc au Trésor que les capitaux qui s'investissent en valeurs réelles (stocks, or ou thésaurisation sous forme de billets). Si le Trésor est presque, à chaque fin de mois, aux abois, la cause prochaine en est, sans doute, qu'il ne dispose que d'une marge insuffisante d'avances de la Banque de France, mais la cause profonde et permanente en est l'excès de charges qui pèsent sur lui.

En 1946 et en 1947, le budget extraordinaire des investissements et de la reconstruction n'avait pas encore trouvé une forme comptable et des ressources régulières, de telle sorte que les charges du Trésor s'élevaient, pour la première de ces deux années, à 360, pour la seconde, à 465 milliards. Durant cette même période, l'État fut incapable d'emprunter, même à court terme. À partir de 1948, des progrès sensibles furent accomplis. Le recours direct à la Banque de France ne joua presque plus de rôle. On couvrit le budget extraordinaire des investissements et de la reconstruction par des recettes régulières, encore qu'exceptionnelles (contrepartie Marshall, prélèvement exceptionnel, double, décime etc.). À partir de 1948 et surtout en 1949, la situation du marché des capitaux s'améliora. Les dépôts dans les caisses d'épargne ont augmenté de 80 milliards environ pendant l'année 1949, les comptes de chèques postaux d'une trentaine de milliards, les emprunts à court terme du Trésor se sont élevés à 80 milliards environ. L'amélioration incontestable n'a pas suffi à mettre fin à la crise chronique de la trésorerie.

En fait, les opérations au titre du budget général se sont soldées par un excédent de dépenses de 56 milliards, le budget des investissements par un déficit de 40 milliards. De plus, les comptes spéciaux du Trésor ont laissé un déficit de 68 milliards (nous empruntons ces chiffres au rapport de M. Berthoin). Autrement dit, près de 200 milliards de dépenses ont été à la charge de la trésorerie. Rien d'étonnant, dans ces conditions, à la difficulté des fins de mois, puisque les charges mensuelles du Trésor dépassent largement la marge disponible des avances de la Banque à l'État, et que les ressources diverses,

d'emprunts et de comptes spéciaux, sont irrégulières et précaires.

Il n'en ira pas autrement cette année. Bien qu'une masse importante des dépenses des comptes spéciaux ait été intégrée au budget général (195 milliards, en 1949, réduits à 181 en 1950, laissant un déficit de 75 milliards en 1949 et de 103 en 1950), on prévoit un déficit de 80 milliards en 1950 sur les comptes spéciaux. Comme on a inscrit 130 milliards d'emprunt pour équilibrer le budget extraordinaire c'est, en réalité, plus de 200 milliards que l'on compte se procurer par emprunt au cours de l'année. Le chiffre en lui-même n'a rien d'excessif puisque les emprunts de 1949 dépassent 300 milliards. Mais la réalisation du budget est si aléatoire, étant donné qu'elle prévoit une augmentation d'activité qui, pour l'instant, n'intervient pas, que la seule anticipation certaine est que la trésorerie ne sortira pas de ses difficultés présentes. Encore heureux si celles-ci ne s'aggravent pas.

Réduire les charges

Il n'y a pas de remède simple à la maladie du Trésor, dont l'origine n'est pas technique mais économique. Le Trésor ne trouve pas assez d'argent à emprunter, il supporte trop de charges, parce que l'État nourrit de trop vastes ambitions. On tolère, ici et là, des marges bénéficiaires considérables, parce qu'on entend favoriser l'autofinancement des entreprises. Mais l'autofinancement réduit fatalement les disponibilités sur le marché des capitaux. La pénurie des capitaux élève le taux d'intérêt à un niveau tel que les entreprises répugnent à des émissions et préfèrent se procurer les fonds nécessaires en imputant les frais du rééquipement sur les prix. Au reste, est-il souhaitable que l'État prélève encore plus de capitaux et réduise la masse de ceux auxquels le secteur privé est en mesure de faire appel? Certainement non. C'est l'État lui-même qui va être obligé, à la fin de l'année 1950, sinon plus tôt, à un examen décisif: oui ou non peut-il supporter simultanément les frais des services publics, des services sociaux, d'une armée, le financement à 100 % des dommages de guerre et d'un vaste plan d'investissements? Si l'on songe que, d'année en année, la contrepartie du plan Marshall va diminuer pour cesser en 1952, on ne saurait guère mettre en doute que l'heure des amputations, pénibles mais inévitables, va sonner d'ici douze mois ou plus tard.

Dans l'immédiat, il serait raisonnable d'élever la limite des avances de la banque à l'État. Cette mesure est interdite, dit-on, par l'opposition américaine, les réactions d'une opinion peu informée et des traditions d'orthodoxie. Mieux vaudrait pourtant une telle mesure, si déplorable soit-elle, que des emprunts en

francs suisses, selon l'exemple de la S.N.C.F. Accroître, à l'heure présente, la dette extérieure de la France, déjà lourde, paraît proprement insensé. En tout cas, les expédients, renouvelés de mois en mois, n'auront qu'un temps. Le conflit latent entre la répartition individualiste des revenus et la détermination étatique des investissements crée une tension permanente qui doit se résoudre, soit par le rétablissement du circuit des capitaux, amorcé en 1949, soit par le renforcement de la direction centrale. Mais quel que soit le système, il faudra bien qu'on ramène les charges de la collectivité à la mesure de ses possibilités, sans oublier que, dans un régime démocratique, les possibilités sont définies en termes psychologiques autant que matériels.

La politique du crédit

Le Figaro
14 avril 1950

Le rapport annuel du Conseil national de Crédit, qui a été livré au public il y a quelques jours, ne se borne pas à fournir des renseignements indispensables sur l'évolution de la monnaie et du crédit au cours de l'année dernière. Il vise manifestement à répondre aux critiques qui se sont élevées de divers côtés contre la politique suivie depuis septembre 1949.

Répartition

Les restrictions quantitatives de crédit, à propos desquelles tant d'inexactitudes ont été imprimées dans la presse ou dites au Parlement, comportaient trois éléments: un plafond du réescompte, l'obligation pour les banques a) de garder 95% des effets publics qu'elles détenaient au 30 août 1949 (mais ceux-ci ne représentaient, à l'époque, qu'environ 24% des dépôts bancaires), b) de réinvestir en bons du Trésor 20% des dépôts supplémentaires. Cette réglementation, que le Conseil national de Crédit ne considère pas comme "permanente" n'a pas empêché les crédits bancaires aux entreprises d'augmenter de 338 milliards au cours de l'année.

Par diverses méthodes, dans le détail desquelles nous ne pouvons entrer, les autorités financières ont assoupli les restrictions et, par l'intermédiaire du Crédit National ou de la Caisse des dépôts et consignations, ont aidé le système bancaire. Les partisans d'une "déflation" vigoureuse, en vue d'obtenir une baisse de prix, ont plutôt critiqué la souplesse que la rigidité d'application des directives générales.

Le Conseil National répond également aux critiques, qui lui reprochaient d'avoir favorisé le secteur public aux dépens du secteur privé, les grandes entreprises aux dépens des petites et des moyennes. Le secteur nationalisé bénéficierait de 13% du total des crédits, proportion analogue à la part de ce secteur dans l'ensemble de l'économie, 13% pour le chiffre d'affaires, 10% pour les effectifs. (Mais il reçoit en plus une part considérable des sommes prélevées sur la contrepartie du plan Marshall.) L'augmentation du crédit au secteur nationalisé serait plutôt inférieure à l'augmentation globale, 35% contre 39%. Quant aux crédits aux petites et moyennes entreprises, ils auraient progressé de 65%, les crédits à moyen terme pour le rééquipement de 55%.

Il est difficile, pour un observateur du dehors, de porter un jugement sur de tels faits. L'entrepreneur, qui s'est vu refuser un crédit, injustement à son avis, ne sera pas réconforté par la lecture de ces statistiques. Du moins celles-ci suggéreraient-elles que le problème du crédit aux petites et moyennes entreprises relève plutôt de la discrimination qualitative que de la limitation quantitative. Après tout, dans le système actuel, il s'agit surtout d'inspirer confiance personnellement au banquier: les instructions du Conseil National ne suppriment pas la responsabilité, le droit et le devoir de faire un choix qui incombe au prêteur.

Accroissement des disponibilités monétaires

Les disponibilités monétaires ont considérablement augmenté au cours de l'année 1949, de 535 milliards en tout, dont 308 de billets de banque. Le rapport insiste justement sur l'absurdité qu'il y aurait à baptiser inflation l'accroissement de la circulation fiduciaire. L'accroissement avait été de 513 milliards en 1948 (soit 31%), alors que le chiffre de 1949 ne représente que 24%. Mais l'année dernière a été une année de relative stabilité des prix, de telle sorte que les disponibilités monétaires ont progressé en valeur réelle, alors qu'elles avaient diminué de 1945 à 1948. Si l'on divise les disponibilités monétaires par l'indice des prix de gros, le quotient était de 192 à la fin de 1938, de 110 à la fin de 1948 et il est remonté à 135 à la fin de 1949. Évalué en pouvoir d'achat constant, l'accroissement des crédits atteint 33% en 1949 contre 10% en 1948.

En d'autres termes, le gonflement des disponibilités monétaires n'a pas été, en 1949, la suite de la hausse des prix. Il a résulté de la tendance des particuliers et des entreprises à reconstituer leur encaisse, en même temps que du développement de la production. Il a marqué non une nouvelle inflation mais l'arrêt de l'inflation, la réduction de la vitesse de circulation de la monnaie - encore que celle-ci demeure aujourd'hui supérieure à ce qu'elle était en 1938. Au fur et à mesure que le rythme des échanges se ralentit, que les délais de paiement s'allongent, que des difficultés de vente surgissent, que la confiance dans la monnaie se rétablit, la masse des disponibilités doit normalement croître.

En un calcul un peu simple, que certains experts discuteront, le rapport conclut que, si les dépôts bancaires se retrouvent sensiblement au niveau de 1938, les billets en circulation, estimés en francs 1938, représentaient 65 milliards, au lieu de 112 avant la guerre. On en tirera au moins la conclusion que la circulation monétaire pourrait encore augmenter, sans que l'opinion ait le droit de crier à l'inflation.

S'il subsiste des tendances ou menaces inflationnistes, elles tiennent au montant des dépenses publiques et à l'insuffisance de l'épargne privée. Les entreprises ont recours à des crédits bancaires, non pas seulement pour leurs fonds de roulement, mais pour des immobilisations à long terme. Les souscriptions aux valeurs mobilières (publiques ou privées) ne se sont élevées qu'à 120 milliards, 280 si l'on ajoute l'excédent des versements dans les caisses d'épargne, les dépôts à terme dans les banques et bons du Trésor à intérêt progressif et les sommes versées aux assurances-vie. Là est le symptôme le plus frappant d'une difficulté non encore surmontée, dont le taux élevé de l'argent à long terme témoigne également. Si nous ne disposions pas de la contrepartie du plan Marshall, le financement des investissements publics et de la reconstruction immobilière exigerait un effort fiscal, probablement impossible dans le climat actuel.

Crédit et conjoncture

Sans prendre d'engagement précis, le rapport du Conseil National de Crédit semble envisager un relâchement des restrictions quantitatives. Mais, en dépit des polémiques courantes, on peut mettre en doute que ces restrictions soient responsables des difficultés actuelles.

Aujourd'hui comme hier il importe de maintenir une sélection qualitative entre les demandes de crédit, de ne pas faciliter le maintien de stocks excessifs ou le refus de baisse des prix dans les secteurs où sévit la mévente. En d'autres termes, étant donné la prudence qui s'impose la plus grande libéralité possible dans l'octroi de crédits n'apportera pas de changements sensationnels.

Le ralentissement actuel ou l'arrêt de l'expansion paraît moins imputable à une insuffisance de la demande globale dont l'origine serait le manque de crédits ou de moyens monétaires qu'à de multiples disparités internes au système.

Les paysans, dont les revenus ont diminué, achètent moins de produits fabriqués, de machines ou de meubles. Dans certaines branches, individuellement ou collectivement, les producteurs s'obstinent à maintenir les prix ou les marges bénéficiaires, en dépit de la restriction des débouchés. Quand la production nationale, par suite de coût de revient trop élevé, n'est pas exportable, le marché est fatalement vulnérable puisqu'un faible excédent risque ou d'entraîner un effondrement des cours ou d'aboutir à une accumulation des stocks.

La réadaptation aux lois du marché, la soumission à l'acheteur après tant d'années où le vendeur faisait la loi, les premières atteintes de la concurrence

étrangère, imposent à notre économie trop souvent sclérosée par deux décades de protection autarcique, des efforts parfois pénibles. Baisser les prix quand le client se dérobe, améliorer les conditions de productivité, répondre aux changements de la demande par un transfert des moyens de production, il n'y a pas de recettes miraculeuses qui permettent d'échapper à ces ingrates nécessités.

La politique de crédit vise à éviter une contraction de l'activité mais non pas à faire vivre l'économie dans une aisance inflationniste telle que les producteurs ignorent les soucis de débouchés. L'accroissement de la production demeure, certes, plus nécessaire que jamais, mais il dépend moins des directives du Conseil National de Crédit que de la réponse des producteurs aux exigences d'une situation qui passe pour inaccoutumée, mais que l'on aurait tenue naguère pour normale.

Pour une économie en expansion

Le Figaro
28 avril 1950

La production française ne dépasse pas, cette année, le niveau atteint l'an dernier. Bien que le nombre des chômeurs complets sont faible (60.000 au 15 mars), que la durée moyenne du travail se situe aux alentours de 44,5 heures par semaine, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites atteint, au 1er avril, 182.000. Quelles que soient les querelles autour de la répartition du revenu national, il est un point sur lequel tous, spécialistes et profanes, s'accordent: les charges qui pèsent sur l'économie française sont telles, qu'un accroissement des ressources globales de la collectivité est indispensable.

Si le volume actuel, proche de celui de 1929, devait être tenu pour une limite supérieure et non pour le point de départ d'une nouvelle expansion, les perspectives seraient sombres. Le retour à l'état d'esprit malthusien ruinerait tout espoir de rétablissement d'un équilibre social.

Adaptation et mobilité

L'illusion à dissiper, c'est qu'il y aurait une solution, quasi miraculeuse, qui permettrait d'assurer simultanément à tous les consommateurs un pouvoir d'achat supplémentaire, à tous les producteurs des débouchés élargis. Il fut un temps où même les gouvernants imaginaient que la hausse des salaires constituait une panacée de cette sorte. Ils tendraient plutôt aujourd'hui à tomber dans l'excès contraire.

Une hausse massive des salaires gonflerait peut-être la demande de produits agricoles, mais, se répercutant sur les prix industriels, elle risquerait d'élargir encore le décalage entre prix industriels et prix agricoles. Il n'en résulte pas que la hausse des salaires ne puisse nulle part dépasser le pourcentage de 5%, suggéré par le gouvernement lui-même, afin de limiter les revendications des salariés du secteur nationalisé (quitte à dénoncer ensuite le patronat, coupable de suivre l'exemple donné par l'État). Mais il faudrait consentir à négocier dans des cadres plus limités que la branche industrielle ou la région.

Nous touchons là à un des points névralgiques de la structure actuelle de notre économie. Vouloir imposer à toute une branche industrielle les mêmes rémunérations, c'est acculer les entreprises les moins bien équipées à fermer leurs portes ou à accroître leurs prix de vente. Cet effort pour uniformiser par la

réglementation une réalité inévitablement diverse et complexe n'est pas seulement le fait des syndicats ouvriers. Trop souvent les syndicats patronaux, qui refusent des hausses localement possibles en invoquant le danger de généralisation, s'accordent tacitement pour maintenir les prix et répartir les marchés. Or les prix, fixés le plus souvent d'après le coût de revient de l'entreprise la moins efficace, laissent aux producteurs dont le prix de revient est inférieur des bénéfices supplémentaires.

On objectera que ces pratiques du dirigisme, privé et public, tombent fatalement en désuétude pendant les périodes de marasme. Tel devrait être le mécanisme. La semi-déflation actuelle, ou, plus exactement, l'arrêt de l'inflation, le ralentissement de la vitesse de circulation de la monnaie, la reconstitution des encaisses devraient inciter les producteurs à baisser les prix pour élargir les débouchés. Encore faut-il, pour que cette adaptation intervienne, que l'économie ne soit pas exagérément cristallisée, qu'employeurs et employés consentent à une certaine mobilité, que les entreprises marginales se rationalisent ou disparaissent.

À une crise de mévente, surtout quand celle-ci n'atteint que certains secteurs, on conçoit deux réactions: ou bien le maintien des situations acquises à tout prix, fût-ce en réduisant la production, ou l'effort pour élargir les marchés en abaissant les prix et pour suivre les variations de la demande.

Il n'y a évidemment pas de recette infaillible pour empêcher la réaction conservatrice et malthusienne et imposer l'effort d'adaptation par la rationalisation et la mobilité. Encore est-il possible, en laissant jouer la concurrence à l'intérieur, en "libéralisant" la politique d'importation, d'accroître la probabilité de l'effort, pénible et nécessaire, d'adaptation.

Crédits à long terme

De 1944 à 1949, l'expansion de l'économie française, de l'agriculture comme de l'industrie, a été continue, mais elle s'est faite en inflation permanente. La monnaie a été dévalorisée bien au delà de ce qu'impliquaient la guerre et l'occupation. Les rentiers ont été ruinés, la part des revenus du capital mobilier et immobilier dans l'ensemble des revenus a considérablement diminué. L'année dernière a été, jusqu'au troisième trimestre, à la fois une année d'expansion et de relative stabilité de prix. Il s'agit aujourd'hui de relancer l'expansion sans retomber dans l'inflation.

Comme le Conseil national du crédit le suggérait dans son rapport, le moment semble venu d'assouplir encore les restrictions décidées à l'automne de 1948, qui ne répondent plus aux circonstances. Mais peut-être l'essentiel n'est-il pas la

quantité globale de crédit. On ne gagnerait rien à favoriser l'accumulation de stocks, alors que la résistance des clients doit encourager, partout où elles sont possibles, les baisses de prix. C'est l'argent à long terme que les entreprises se procurent difficilement et qui contribuerait le plus à amorcer l'expansion.

Le gouvernement a préparé des mesures pour encourager la construction privée. Il serait illusoire d'imaginer que l'État parviendra à assumer la charge totale et de la reconstruction et des constructions neuves qu'exige impérieusement la vétusté de notre capital immobilier. Mais il reste à se demander dans quelle mesure les bonifications d'intérêt suffiront à faire surgir des capitaux désireux de s'investir, aussi longtemps qu'il n'y a pas de commune mesure entre le coût de revient et les loyers des logements. On sera probablement obligé d'aller plus loin. Le financement, par des procédés de crédit, de plusieurs dizaines de milliers de logements n'aurait pas nécessairement d'action inflationniste, aussi longtemps qu'il subsiste des ressources, humaines et matérielles, inemployées. On pourrait, de même, faciliter aux entrepreneurs l'emprunt d'argent à long terme, si celui-ci devait servir à l'élargissement des installations.

À coup sûr, la disette de capitaux est la conséquence de la politique qui a été suivie au cours des dernières années. L'importance de la fiscalité, la pratique d'autofinancement, l'augmentation des revenus du capital, l'emploi par l'État lui-même d'une fraction importante d'une épargne encore faible expliquent amplement les difficultés qu'éprouvent les entreprises à emprunter à long terme. La reconstitution d'un circuit des capitaux est un des objectifs de la phase actuelle, mais on ne l'atteindra pas d'un coup. En attendant, on ne saurait se résigner à la stagnation, alors qu'il y a tant de ruines à relever et tant de besoins à satisfaire.

Entre la pression sur l'appareil de production et de distribution, que les restrictions de crédit et le ralentissement des affaires devaient exercer dans le sens d'une rationalisation, et les conséquences d'une expansion, il se peut qu'il y ait, en certains cas, contradiction. L'inflation demeure l'ennemie aussi bien que la stagnation. On incline à croire que celle-ci est désormais plus à craindre que celle-là.

Menaces d'inflation ou de déflation?

Le Figaro
26 mai 1950

La politique économique de la III^e République, entre les deux guerres, fut faite d'une suite presque ininterrompue d'erreurs. Mise à part la période 1926-1930, l'économie française fut affligée tour à tour par les maux de l'inflation et par ceux de la déflation. Sans doute cette alternance se retrouve-t-elle ailleurs, mais les gouvernants français peuvent revendiquer la triste originalité d'avoir toujours agi à contretemps. Pas assez conscients des périls de l'inflation de 1919 à 1926, ils défendirent farouchement le franc de 1931 à 1935, alors que la vraie manière de le sauver était de consentir à une "dévaluation à froid", rendue inévitable par la baisse des prix mondiaux, entraînée elle-même par la dévaluation de la livre et du dollar. Quand les excès de la déflation eurent provoqué la révolte populaire et l'arrivée au pouvoir du Front populaire, Léon Blum prétendit défendre le taux ancien du franc, tout en provoquant, par la hausse des salaires nominaux et par la semaine de 40 heures, un gonflement massif du pouvoir d'achat intérieur. Grâce à cette combinaison insensée, en deux ans, deux dévaluations intervinrent sans même que la production augmente de manière substantielle. "Inflation malthusienne", telle était devenue la caractéristique de notre maladie.

Risques opposés

"Menaces d'inflation", écrivait, il y a quelques jours, M. Émile Mireaux, en titre d'un article. Et, en un sens, on lui donnera raison. Il suffirait évidemment de fixer le salaire minimum à un niveau tel que la masse des salaires soit brusquement augmentée de 20 à 25% pour qu'effectivement la hausse des prix se déclenche de nouveau. En revanche, la hausse récente de 5 à 8% ne semble avoir exercé aucune influence sensible, ni sur les marchés de biens de consommations ni sur les prix des produits manufacturés. On reconnaîtra également que la fin de l'inflation est récente, que la confiance dans la monnaie se ranime lentement, que la balance commerciale est encore lourdement déficitaire, et que, par conséquent, des précautions particulières s'imposent. Mais un autre péril existe et, à mon sens, il va croissant: l'arrêt de l'expansion ou même le déclin de l'activité. Les difficultés de vente risquent de recréer le climat de malthusianisme. Une fois de plus, certains entrepreneurs dénonceront les folies du "suréquipement" et, au lieu de chercher l'équilibre vers le haut, s'efforceront, par tous les moyens, de

maintenir les positions acquises et de vivre sous la protection des droits de douane (à défaut des contingents, sacrifiés sur l'autel de la coopération européenne).

À l'heure présente, un obstacle fondamental s'oppose à une expansion ultérieure: la difficulté de financer les investissements. L'État a réduit ceux qui dépendent de lui, afin d'équilibrer approximativement ses recettes et ses dépenses. Les investissements privés sont paralysés par le coût de l'argent à long terme, qui atteint 9 à 10 %. La question est de savoir si l'État doit attendre passivement que la restauration de la confiance entraîne une augmentation de l'épargne, que celle-ci, à son tour, entraîne une baisse du taux de l'argent à long terme, que cette baisse, enfin, donne une impulsion aux investissements.

Si telle est la politique que certains voudraient recommander au nom d'une prétendue orthodoxie, je suis convaincu que l'aboutissement en serait la liquidation du semi-libéralisme actuel, comme la déflation 1931-1936 a ruiné la fortune politique des partis modérés et provoqué, par un choc en retour, la folie inflationniste 1936-1938.

Crédit et inflation

Dans l'économie française, telle que l'ont faite les nationalisations, les inflations, la redistribution des revenus, l'amenuisement des capitaux individuels, on ne saurait attendre des seuls entrepreneurs privés, empruntant à 10 %, qu'ils prennent l'initiative d'assez de travaux de rééquipement pour *maintenir* l'économie en expansion. Il faut que les Pouvoirs publics prennent deux séries de mesures, les unes pour faciliter aux entrepreneurs l'emprunt à long terme à un taux raisonnable, les autres pour financer un programme de construction d'habitations.

Mais, nous dit M. Mireaux, financer la construction par des crédits bancaires, c'est de l'inflation. "Chaque fois que l'on crée des moyens de paiement (billets ou crédits en banque) pour créer des biens qui ne sont pas destinés à être mis sur le marché et vendus, on fait de l'inflation. On met, en effet, en circulation un pouvoir d'achat qui ne trouve sur le marché aucune contrepartie." Je ne crois pas que le problème soit aussi simple.

Quand l'État, par des procédés divers de crédit, met en train des travaux supplémentaires, il distribue des salaires aux ouvriers, des commandes à des entreprises privées. Les salaires se porteront sur les marchés de biens de consommation. Si l'offre de ces biens n'est pas élastique, si la demande supplémentaire due au "préfinancement" déclenche une hausse des prix, alors, en

effet, la méthode serait inflationniste. Mais en irait-il ainsi dans la conjoncture présente? J'en doute. Pour beaucoup de produits alimentaires, la demande paraît insuffisante pour absorber l'offre et l'effondrement des prix à la ferme, en raison des impôts et des frais de transports, n'améliorerait que dans une faible mesure le pouvoir d'achat réel des masses urbaines.

Quant aux commandes aux entreprises de construction, elles se traduiraient par une hausse des prix dans le seul cas où le plafond de production possible serait atteint. Là encore, il paraît probable qu'il subsiste des disponibilités qu'une politique plus audacieuse de crédit pourrait mobiliser sans hausse de prix et sans recours à des contrôles pour refouler l'inflation. M. Mireaux tient qu'une construction de maisons par crédit bancaire est inflationniste si le constructeur garde la maison pour l'exploiter lui-même, qu'elle ne l'est pas si la maison est vendue. À mon sens, là n'est pas l'essentiel. Il y a ou non inflation selon la situation globale de l'économie, selon l'élasticité de l'offre des biens de consommation, selon les réserves des moyens de production inemployés?

Je ne nierai pas qu'une politique qui prétendrait anticiper l'offre normale de capitaux présente des risques. Les menaces de déflation peuvent tenir pour une part à l'inadaptation entre la structure de l'appareil de production et la répartition de la demande. Après une inflation virulente, une phase de remise en ordre est inévitable. Mais visiblement la confiance dans la monnaie revient, la vitesse de circulation de la monnaie diminue, les particuliers accroissent leurs encaisses, mais ils sont plus enclins à thésauriser qu'à prêter. Or l'augmentation de l'épargne, si les prêts à l'industrie n'augmentent pas en proportion, est de nature à déclencher une poussée déflationniste.

On dénonce volontiers le patronat français pour son manque d'esprit d'initiative. On rappelle les chiffres dérisoires auxquels étaient tombés les investissements dans les dix années qui précédaient la guerre. On oublie d'ajouter que l'État avait, par une politique absurde, fait le nécessaire pour décourager les investissements (déflation, taux élevé de l'intérêt, l'État lui-même absorbant pour ses besoins une grande partie des capitaux disponibles). Si l'on n'y prend garde, on va susciter des conditions analogues.

On déplore que le secteur nationalisé ait absorbé une telle fraction des investissements globaux. Encore faut-il que la réduction des investissements du secteur nationalisé soit compensée par des investissements accrus des autres secteurs. Faute de quoi, l'activité se contractera et l'État recommencera de courir vainement (comme ce fut le cas de 1931 à 1935) après un équilibre inaccessible.

Les Trusts. Légendes et Réalités

Réalités
août 1950

Trusts, cartels, ententes sont de nouveau à l'ordre du jour: le parlement français est saisi d'un projet de loi qui tend à réglementer les ententes; le pool charbon-acier proposé par M. Schuman combattra le malthusianisme propre aux grandes concentrations industrielles, disent ses partisans; il ressuscitera les anciens cartels, disent ses adversaires. Aux États-Unis les lois anti-trusts sont invoquées contre Dupont de Nemours. Le sujet est si complexe, il éveille tant de résonances politiques, il pose des problèmes qui touchent de si près à la structure même de l'économie moderne qu'il est difficile au profane de se former une opinion objective sur les dangers réels que la puissance industrielle concentrée en quelques mains peut faire courir au consommateur et au citoyen. Le terrain est ici déblayé pour la première fois. Et l'étude que l'on va lire doit permettre d'aborder la discussion avec des idées plus claires, mieux ordonnées, avec un sens plus vif et pleinement objectif du réel.

Peu de mots du langage économique sont aussi chargés de passion que celui de trust. D'origine étrangère, de signification équivoque, il se prête admirablement au rôle que les idéologies politiques lui réservent. Il désigne des puissances redoutables et mystérieuses qui, à en croire les propagandes intéressées ou les convictions naïves, régneraient sur le sort des simples mortels, choisiraient les figurants chargés d'occuper le devant de la scène et finalement décideraient de la paix et de la guerre.

Les trusts sont entourés d'un halo de légende, mais ils n'en sont pas moins une des réalités maîtresses de notre époque. Les grandes entreprises issues de la fusion ou de la liaison organique et financière d'entreprises naguère indépendantes, dans un nombre croissant de branches industrielles, tiennent une place considérable. Or, au sens précis et rigoureux, le trust se caractérise simplement par les deux traits que nous venons de relever: solidarité financière des compagnies participantes, dimension de la compagnie résultante. Ajoutons-y un troisième trait: l'unité de direction.

Dans l'usage vulgaire, le mot trust a fini par couvrir non seulement n'importe quelle entreprise de grande dimension mais aussi n'importe quelle pratique par laquelle les producteurs parviennent à fausser ou à paralyser le mécanisme de la concurrence. Il est absurde d'appeler Ford aux États-Unis ou Michelin en France

un trust; l'une et l'autre société sont nées des efforts d'un entrepreneur, elles se sont développées grâce aux succès de ce pionnier, maintenues et élargies sans sortir de la famille du fondateur. La société mère crée des filiales mais n'absorbe pas de concurrents.

L'assimilation, inadmissible en un langage rigoureux, n'a pas moins une certaine justification. Les problèmes que pose la *General Motors*, trust issu de la fusion de multiples sociétés, qui conserve le contrôle financier d'autres compagnies, sont, pour une part, semblables à ceux que pose la Ford Co.

Plus erronée encore est la confusion entre trust et cartel. L'entente entre les sidérurgistes français, allemands, belges, luxembourgeois sur la répartition des marchés, la fixation des prix laisse intacte l'indépendance des entreprises. Le cartel est un traité d'alliance entre égaux. Les trusts naissent le plus souvent de la victoire d'un fort sur des faibles. Ceux-ci portent témoignage de la volonté de puissance qui anime certains capitaines d'industrie. Celui-là témoigne de l'esprit d'accommodement et de sécurité qui incline les producteurs à préférer les compromis à la lutte, le partage des marchés à la concurrence ouverte.

Cette opposition classique est, en partie, valable mais elle aussi méconnaît certains aspects d'un monde complexe. Entre les trusts et les cartels, il y a des formes intermédiaires. Les *Konzerne* allemands, les consortiums ou les groupes français n'aboutissent pas à la fusion totale, mais ils ne maintiennent pas non plus l'autonomie entière des sociétés participantes. Même si nous faisons abstraction de ces formations intermédiaires, on constate en fait que souvent les branches dominées par un petit nombre de grandes entreprises sont celles où la production et surtout la distribution sont plus ou moins réglementées par des ententes.

Le trust devient ainsi le symbole d'une phase nouvelle du capitalisme, celle que l'on appelle capitalisme des monopoles. Et, du même coup, surgit l'interrogation que les sociétés d'Occident formulent à l'adresse de leur propre histoire. Le mouvement vers les formes gigantesques ou collectives de l'organisation économique est-il irrésistible? Quels sont les ressorts de ce mouvement? Quelles sont les possibilités de la résistance à ce destin réel ou supposé?

Les États-Unis passent pour la patrie d'élection des trusts. Ils sont, en tout cas, celle du «big business».

En 1909, les deux cents plus grandes sociétés possédaient un tiers de tous les actifs, elles en possédaient 48% en 1929, 55% au cours des dix années suivantes.

Les sociétés qui réalisaient plus de 5 millions de dollars de bénéfice net touchaient, en 1918, 34,2% du montant total des bénéfices nets encaissés par les entreprises de production. Cette proportion monte à 46,1 en 1929 et retombe au-dessous de 30% durant les années de crise, mais dès 1934 elle dépasse 50%. En revanche, les petites affaires qui faisaient moins de 250.000 dollars de bénéfice net touchaient encore en 1918 23,4% du montant total des bénéfices encaissés. Le pourcentage en 1942 n'est plus que de 11,1%.

De juin 1940 à septembre 1944, des contrats totalisant 175 milliards de dollars furent passés avec 18.539 sociétés. Deux tiers de ce total furent attribués aux cent plus importantes sociétés (30% aux dix premières sociétés, 12% aux dix suivantes, 7% aux dix suivantes). En 1944, les affaires employant plus de 500 employés représentaient 2% du nombre total des firmes américaines; elles employaient 62% de la main-d'œuvre totale. La concentration a augmenté dans les industries travaillant pour la guerre, plutôt diminué dans les autres. En 1945, les 250 premières sociétés détenaient un actif de moyens de production égal au total des actifs de toutes les sociétés américaines. En 1939, elles contrôlaient 97% des moyens de production dans la sidérurgie, 88,9% dans les constructions navales, 78% dans l'aéronautique.

Rien n'est donc plus incontestable que le mouvement de concentration dans l'économie américaine. Faut-il dire que la loi de la concentration telle que l'avaient proclamée les économistes de la première moitié du XIXe siècle s'est effectivement appliquée et que les conclusions qu'en avaient tirées les marxistes ont été ou seront confirmées? On ne saurait répondre à une telle question par un oui ou par un non brutal. De multiples études et distinctions s'imposent.

Il convient d'abord de distinguer concentration *technique* et concentration *financière*, ou encore les dimensions des sociétés et les dimensions des unités de production. À n'en point douter, il y a des branches industrielles, sidérurgie, automobile, où l'unité optimum de production, au point de vue technique, est très vaste. Mais il ne s'agit pas là d'une loi générale; les statisticiens ont poursuivi des études, dont nous n'avons pas l'équivalent en France, sur la productivité du travail selon la dimension des entreprises. Il y a sans doute, dans tous les secteurs, une diminution minimum au-dessous de laquelle une perte de productivité est inévitable, mais il y a aussi une dimension maximum au-dessus de laquelle les frais généraux, les difficultés d'administration d'affaires qui ne sont plus «à l'échelle humaine» dépassent les profits attendus de la rationalisation. Ici, le gigantisme n'est ni la règle ni la fatalité.

Même aux États-Unis, le degré de concentration varie selon les secteurs. 89% des ouvriers de l'automobile travaillent dans des firmes de plus de 500 ouvriers; la proportion tombe à 78,3%, dans les tabacs, 66,2% dans les textiles, 58,8% dans les métaux non ferreux, 49% dans les industries chimiques, 28,7% dans les imprimeries, 24,4% dans l'ameublement, etc.

Ces proportions seraient sensiblement réduites si l'on considérait les usines et non pas les firmes. De même on montrerait aisément que la loi de concentration a joué de manière inégale selon les pays.

En une analyse superficielle, on aperçoit au moins deux causes tout autres de la concentration, l'une est la nécessité de rationalisation technique, l'autre est la volonté de puissance des chefs d'entreprises. Il est incontestable qu'en matière d'automobiles ou de pétrole, l'importance des capitaux ou des équipements indispensables exige de grandes unités. Mais quand on considère les huit groupes financiers qui à eux seuls contrôlent cent six des deux cent cinquante plus importantes entreprises des États-Unis on ne découvre pas la moindre nécessité technique. Le groupe Morgan compte quarante et une des deux cent cinquante plus importantes sociétés, douze affaires industrielles (dont la *United Steel Corporation*), des compagnies minières, douze entreprises de services publics; manifestement de tels groupes pourraient être dissous sans menacer la prospérité d'aucune affaire particulière. Mais l'objection la plus grave à l'interprétation marxiste ne tient pas au fait que la loi de concentration joue tout autrement selon les secteurs (commerce, agriculture) et les pays. L'essentiel est que les conséquences sociales qu'en attendait Marx ne se sont pas produites. On imaginait une minorité de possédants et une masse énorme de prolétaires uniformisés par la misère. La réalité se trouve différente.

Prolétarianisation et paupérisation n'ont été ni aux États-Unis ni en Europe occidentale le résultat du développement capitaliste. Le salaire réel des ouvriers a augmenté, le progrès technique a introduit à l'intérieur du prolétariat des distinctions croissantes entre le manœuvre et l'ouvrier qualifié, à la limite du petit ingénieur. Le nombre des employés, ingénieurs, contremaîtres ou dessinateurs, membres des bureaux de recherche a considérablement augmenté, de telle sorte que les vastes entreprises représentent aujourd'hui une sorte de microcosme social où l'on rencontre tous les intermédiaires entre le prolétaire et le capitaliste. De même, à l'intérieur de la société, les activités tertiaires, commerce, banques, professions intellectuelles, absorbent une quantité croissante de la main-d'œuvre. Les industries de transformation occupent en un

pays comme les États-Unis moins de la moitié de la main-d'œuvre totale, et cette proportion va déclinant avec le progrès économique. Enfin, s'il est vrai que les grandes entreprises dominent les systèmes de production, elles suscitent autour d'elles, à titre de sous-traitants ou de points de distribution, de multiples entreprises minuscules et vivantes (que l'on songe aux colosses qui fabriquent les automobiles et aux garages, ateliers de réparation, pompistes, fabricants d'accessoires).

Probablement, les deux pays d'Occident où la concentration a été le plus poussée sont les États-Unis et l'Allemagne: l'un et l'autre comptaient des groupes intermédiaires au moins aussi nombreux que le prolétariat industriel. *La loi sociale de différenciation réduit singulièrement la portée politique et historique que l'on attribuait à la loi économique de concentration.*

Trusts ou encore grandes unités constituent-ils un obstacle réel au fonctionnement du mécanisme du marché? Au cours de ces dernières années on est passé de la polémique ou de l'impressionnisme à l'étude scientifique. On a multiplié les analyses; les unes, théoriques, s'attachent aux diverses formes de la concurrence imparfaite, les autres, empiriques, à l'organisation effective des marchés. Personne ne met en doute que la concurrence telle que la représente la théorie classique, la concurrence entre un nombre tel d'acheteurs et de vendeurs qu'aucun ne soit en mesure à lui seul de modifier sensiblement le prix, n'est qu'un cas limite, jamais réalisé. Les marchés réels sont à des degrés divers des marchés imparfaits.

Les trusts sont-ils plus qu'un facteur ou un exemple de l'imperfection des marchés? Règnent-ils souverainement? Les faits recueillis ne justifient guère un tel jugement. Il est presque sans exemple qu'un trust à lui seul fasse la loi. Il y a fréquemment entente implicite ou explicite entre les grandes entreprises: il est aussi des cas de bataille au couteau. La *United Steel Corporation* influe évidemment par ses décisions sur les prix de l'acier, mais elle n'a même pas toujours utilisé son pouvoir dans le sens de la hausse. À coup sûr, la concentration économique modifie l'économie des marchés. Probablement le changement le plus grave est-il celui qu'amènent les énormes immobilisations de capital. Un outillage fait pour fabriquer une certaine quantité de produits cesse d'être rentable si, faute de débouchés, on prétend ralentir la cadence, mais il n'est même pas démontré que les grandes entreprises s'adaptent plus difficilement que les petites aux alternances de la conjoncture ni que les transferts de moyens de production soient empêchés par le volume, physique ou

financier, du capital fixe.

Que les entreprises détentrices d'un monopole ou d'un quasi-monopole aient profité de leur position, plus d'une fois, pour limiter la production afin de maintenir les prix et de grossir les bénéfices, rien de plus certain. Que les ententes aient, elles aussi, pratiqué une politique de prix peu conforme aux intérêts des consommateurs, parfois même funeste à l'économie tout entière, on en conviendra volontiers. Dans les années de crise, entre 1929 et 1933, les prix cartellisés en Allemagne étaient artificiellement soutenus, ce qui empêchait de fonctionner les mécanismes normaux d'assainissement.

Mais on aurait tort de croire que les ententes sont en général toutes puissantes. À l'intérieur des unités nationales, il est rare qu'il ne se trouve pas quelques dissidents. Les cartels internationaux ne couvrent presque jamais l'ensemble des pays. La résistance des producteurs demeurés libres met un frein aux tentatives d'exploitation. Enfin, les abus de prix suscitent la recherche de produits de remplacement et la concurrence de substitution a souvent puni l'avidité des cartels.

Ces remarques dispersées n'autorisent pas un verdict d'ensemble sur l'utilité ou la nocivité des ententes. Celles-ci doivent toujours être contrôlées, parce qu'elles comportent par essence un double péril: celui du malthusianisme, celui des prix excessifs. Mais on n'a pas encore démontré que les cartels privés aient eu dans le passé et doivent avoir demain une influence qui justifie les vitupérations dont ils sont l'objet. En fait, ils s'adaptent aux oscillations de la conjoncture bien plus qu'ils ne la suscitent.

Ajoutons encore deux remarques. Les cartels n'ont pas toujours été ni le résultat fatal du régime de la concurrence ni l'expression de la seule volonté des capitalistes. L'État a plus d'une fois favorisé sinon créé la cartellisation. En Allemagne, les gouvernements ont rendu obligatoires certains cartels privés. En Angleterre, la cartellisation de l'industrie s'est brusquement répandue durant les années 1930, dans une large mesure à l'instigation des gouvernements eux-mêmes.

Enfin, certains des méfaits économiques des trusts et des cartels, des entreprises quasi-monopolistiques ou des ententes sont aggravés et non pas corrigés par les nationalisations. La politique de production et de prix des trusts publics n'est pas nécessairement plus éclairée que celle des trusts privés. Le changement de régime des propriétés laisse intacts les problèmes sociaux et humains des grandes entreprises. Création d'un esprit de communauté, discipline

de travail et respect de la personnalité des travailleurs, recrutement de cadres, promotion ouvrière, choix des dirigeants, ces exigences caractérisent l'entreprise moderne, qu'elle soit publique ou bien privée. Quelle a été l'action des trusts sur la conduite des affaires publiques dans les différents pays? Il me paraît personnellement que cette action a été monstrueusement exagérée. Les compagnies pétrolières américaines ont parfois obtenu que le gouvernement de Washington appuie leurs revendications à l'égard de tel gouvernement étranger. Mais les cas les plus éclatants de cet ordre sont antérieurs à la guerre de 1914. Depuis lors le gouvernement mexicain a éliminé les grandes compagnies et celles-ci ont dû s'incliner. Cecil Rhodes a une part de responsabilité à l'origine de la guerre des Boers. Certains trusts, Dupont de Nemours, la banque Morgan, qui avaient armé et ravitaillé les Alliés de 1914 à 1917, ont financé une campagne en faveur de l'intervention américaine. En Allemagne, la grosse industrie a financé la ligue pangermaniste ou la campagne en faveur de la construction d'une flotte de haute mer (avant 1914), certains trusts ont financé Hitler.

Mais quand on aura fini d'énumérer de tels exemples, on sera encore bien loin de la légende. Les grandes entreprises de conquêtes coloniales, à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, ne sortent pas de la conspiration des trusts. Sidérurgistes français et allemands se sont entendus jusqu'en 1939 à l'intérieur du cartel de l'acier. Volonté de puissance des États, passions populaires contribuent à précipiter les guerres bien plus que l'action secrète des magnats de la banque ou de l'industrie.

Un grand fonctionnaire de Washington disait récemment que parmi les *pressure groups*, les syndicats ouvriers étaient désormais plus redoutés que les syndicats d'industriels. En France, on a nationalisé les houillères et l'électricité sans que les trusts esquissent même un geste de résistance. Peut-être les trusts japonais et allemands, bien qu'en principe dissous, survivront-ils à la défaite. On ne saurait dire qu'ils continuent de régner. C'est dans le monde du «big business» qu'on rencontre aux États-Unis des partisans d'un compromis avec l'Union soviétique, susceptible, estiment-ils, de leur ouvrir d'immenses marchés.

Je sais bien qu'on me répondra que les trusts sont tantôt favorables à l'apaisement (Munich), tantôt à la résistance ou à l'armement. Mais que l'on pousse un peu la recherche et l'on constatera que selon les pays, les milieux et les circonstances, les hommes des trusts sont pacifiques ou belliqueux, enclins à la conciliation ou à l'impérialisme. Ils reflètent l'opinion publique, avec ses

incertitudes et ses contradictions, bien plutôt qu'ils ne la créent.

Les hommes des trusts possèdent la part de puissance qui, partout et toujours, revient aux détenteurs des moyens de production et de l'argent. Mais ni les directeurs de trusts américains, ni ceux des trusts soviétiques ne sont les maîtres. Même dans les sociétés démocratiques du XXe siècle, le pouvoir suprême appartient finalement aux chefs politiques, à ceux qui contrôlent les monstrueuses machines de coercition que constituent les États modernes.

Quadrature du cercle?

Le Figaro
6 octobre 1950

Au moment où les services du ministère des Finances préparent le budget de l'année 1951, la presse de tous les partis est pleine d'impératifs et d'interdits. M. Duverger, qui, avec un talent constant, présente tour à tour les opinions les plus pertinentes et les thèses les plus démagogiques, démontrait récemment dans *Le Monde*, sous le titre "Le prix de la liberté", qu'on ne pouvait ni réduire les dépenses, ni amputer les investissements, ni accroître les impôts, ni compter sur l'épargne. Il ne restait d'autre espoir que "la justice fiscale", formule qui fournit évidemment un nombre illimité de milliards au Trésor, comparable à la "justice sociale", dont les bienfaits sont également infinis.

Investissements et épargne

Les investissements sont désormais à "gauche" depuis qu'ils sont décidés par des fonctionnaires irresponsables. Ils étaient à "droite" aussi longtemps que des "capitalistes aux mains crochues" en avaient l'initiative.

Le renouvellement et l'amélioration de l'outillage sont indispensables à l'accroissement de la productivité, donc au progrès. Aussi avons-nous toujours approuvé l'inspiration du plan Monnet, sinon le détail des réalisations. Mais il n'en est pas moins absurde de prêter à un certain programme d'investissements établi au jugé, sans calcul économique rigoureux (car ce calcul dépasse les forces d'une bureaucratie) une valeur sacro-sainte. Impossible de toucher aux investissements, décrète M. Duverger, puisque la puissance de l'appareil de production est condition de la puissance militaire. L'argument, qui comporte une part de vérité, devient absurde quand on l'interprète à la lettre. L'électrification d'une voie ferrée, la modernisation d'une mine n'ont pas de rapport direct avec la mise sur pied de 20 divisions en deux ans. Dire qu'on ne saurait ralentir l'allure des investissements de l'électricité ou des houillères de France sous prétexte qu'on entreprend un réarmement limité n'a aucun sens.

D'après les chiffres qui circulent, le Commissariat au Plan demanderait environ 550 milliards de francs, dont 475 à la charge du Trésor ou du Fonds de modernisations, chiffre nettement supérieur à celui de l'an dernier. On a du mal à croire que l'État puisse cumuler, l'an prochain, un programme d'investissements en expansion avec un programme militaire, même modeste (on parle d'un

accroissement des dépenses d'armements de 140 milliards environ).

De l'autre côté, on parle volontiers de l'épargne, qui, la confiance revenue, apporterait des capitaux considérables. Mais les dépôts dans les caisses d'épargne ou les comptes courants postaux sont, dès maintenant, à la disposition du Trésor public. Si cet argent se transformait en emprunt à long terme, il coûterait plus cher à l'État. L'épargne qui échappe entièrement est celle qui s'investit en or importé de l'étranger ou en objet précieux. On n'a pas l'impression que cette épargne représente, à l'heure actuelle, annuellement des sommes à ce point considérables.

Sans doute y a-t-il en France une quantité d'or évaluée à plusieurs milliards de dollars. Mais personne ne se fait d'illusions sur les chances d'attirer le métal jaune vers les caisses publiques. Ni Poincaré, ni la Guépéou, ni la confiance, ni la contrainte n'y parviendraient.

Fiscalité

Si, comme on nous le dit de tous côtés, le déficit actuel, en prenant pour base les demandes des services et le rendement du système fiscal se situe entre 500 et 600 milliards, on n'évitera pas une réduction des dépenses. La formule des "économies", de la réduction du train de vie de l'État, aurait évidemment un grand succès de public. Malheureusement, je doute du succès des économies par "échenillage". La dernière tranche du reclassement va être payée cette année (68 milliards). Peut-être faudrait-il retenir certaines suggestions faites par des experts: une centrale d'achats du matériel de l'État au lieu des achats dispersés, au détail, pratiqués par les différents services réduirait sensiblement, dit-on, les frais de fonctionnement de l'administration. Le mode actuel de financement de la reconstruction - impliquant l'arrêt, puis la reprise des travaux sur les chantiers - occasionne des frais supplémentaires qu'il serait facile de supprimer.

Quels que soient les efforts accomplis, on n'évitera pas un "effort fiscal". À nouveau, M. Duverger nous enjoint "d'abandonner toute espérance". Des impôts indirects pèsent plus lourdement sur les pauvres que sur les riches. Des impôts directs frapperaient surtout les salariés supérieurs ou les contribuables honnêtes. Reste "la réforme fiscale", suprême espoir et suprême pensée.

Rappelons d'abord que les recettes de l'État représentent environ 23% du revenu national, 31% avec la Sécurité sociale, proportion qui, étant donné la médiocrité du revenu national, est considérable. L'impôt direct fournit un moindre pourcentage des recettes qu'en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, mais la cause n'en est pas seulement la fraude ou l'imperfection de notre

législation. Les centaines de milliers de petites entreprises, industrielles et commerciales; les deux millions de petites entreprises agricoles, souvent de type pré-capitaliste, à comptabilité imparfaite ou même inexistante, limiteront toujours, à moins de recourir à des moyens extrêmes de contrainte, le rendement de la fiscalité directe.

Personne, pas même M. Duverger, ne sait à combien montent les sommes perdues par suite de la fraude. Mais quel que soit ce montant, il n'y a aucune raison que la décision de réarmer entraîne la découverte soudaine d'un moyen de répression.

En fait, on songe à trois types d'injustices fiscales: certaines catégories sociales ne paient guère d'impôts directs: la majorité des agriculteurs, au moins d'après le jugement des gens des villes. Certains contribuables, avec l'aide de spécialistes parviennent à échapper aux filets du fisc: l'évasion, même légale, finit par rapporter plus que l'effort de rationalisation. Enfin, la dissimulation pure et simple intervient, dans une mesure impossible à préciser, surtout de la part de cette "bourgeoise clandestine", issue du temps de l'occupation et de l'inflation. Il n'y a pas de raison pour que l'on puisse, d'ici le prochain budget, surmonter ni les obstacles politiques qui protègent le premier type d'injustices, ni les obstacles techniques qui empêchent de venir à bout des autres.

On en sera donc réduit à choisir entre trois sortes d'impôts, nouveaux ou accrus. En fait d'impôt direct, on hésite entre le rétablissement de la cédule des salaires ou l'élévation de certains taux (cette dernière formule rapporterait peu). La suppression de la cédule des salaires devait être la première étape d'une réforme d'ensemble qui aurait éliminé toutes les cédules et pris pour modèle le système anglais. Arrêtée à mi-chemin, la réforme aggrave la situation antérieure. La suppression de la cédule a avantagé les échelons supérieurs de la hiérarchie, mais, par ailleurs, la hiérarchie a été "tassée". En tout état de cause, on lèvera un impôt sur les superbénéfices favorisés par les commandes d'armements, qui n'aura guère qu'une valeur symbolique.

En fait d'impôts indirects, on envisage des taxes différentielles sur des produits qui ne seraient pas de grande consommation. Les taxes de luxe proprement dites ont souvent donné des mécomptes en France, mais on devrait certainement s'engager dans cette voie. L'élévation du taux de la taxe à la production rapporterait beaucoup (50 milliards environ pour 1%), mais elle aurait une répercussion sur le prix de la vie.

Au rebours des affirmations courantes, il n'est impossible ni de réduire les

dépenses, ni d'accroître les recettes, étant bien entendu que ceci ou cela ne va pas sans sacrifices pour les uns ou pour les autres, probablement pour tous. Mais ces sacrifices sont très exactement le prix de la liberté.

Inflation et stagnation industrielle

Le Figaro
27 octobre 1950

De 1944 à 1949, la maladie de l'économie française était facile à diagnostiquer, même si elle était difficile à guérir. De manière permanente, la quantité des revenus distribués l'emportait sur les biens disponibles, aux prix pratiqués, de telle sorte que ceux-ci montaient continuellement. Par suite de la pénurie des produits alimentaires, les hausses de salaires, par l'intermédiaire de l'augmentation de la demande, provoquaient une hausse plus que proportionnelle du prix de la vie. Depuis 1949, c'est-à-dire depuis un an et demi environ, l'inflation galopante a cessé. Il n'en est pas résulté une stabilité des prix, comme on le dit souvent (stabilité qui, en rigueur, n'intervient jamais), mais une remise en ordre des prix.

Mais cette montée légère des prix, qui ne constituait nullement un phénomène pathologique, n'était plus accompagnée, comme c'était le cas de 1944 à 1949, d'une expansion de la production. L'indice de la production industrielle plafonne, supérieur de 20% à 25% au niveau de 1938, aux environs du maximum d'avant-guerre atteint en 1929.

À l'heure présente, on craint une poussée nouvelle d'inflation pour des raisons que nous avons déjà indiquées: hausse des prix des matières premières sur les marchés mondiaux, hausse des salaires, anticipation psychologique des conséquences du réarmement. On ne mettra pas en doute le risque d'inflation: mais, par un paradoxe qui n'est qu'apparent, les risques de stagnation industrielle n'ont pas disparu. La France a cumulé longtemps le déficit des finances publiques et le déclin de la production, elle a même cumulé, de 1936 à 1938, une inflation violente avec une quasi-stagnation de la production industrielle.

Précédents

Que dans la phase descendante du cycle, on constate simultanément le déficit des finances publiques et la stagnation ou même la diminution de l'activité industrielle, le fait est bien connu. Le déclin de l'activité réduit les recettes de l'État et crée le déficit. Les mesures pour réduire le déficit, par exemple l'accroissement des impôts, contribuent encore à freiner la reprise et, par suite, ne parviennent pas à déclencher la reprise. Tel a été, simplifié, le schéma des années 1931 à 1935. La condition de la reprise aurait été une dévaluation de la

monnaie qui aurait rétabli l'équilibre entre les prix nationaux et les prix mondiaux, abaissés en valeur-or par suite de la dévaluation de la livre et du dollar, et qui aurait corrigé la distorsion des prix intérieurs.

De 1936 à 1939, on essaya une politique contraire, d'accroissement des salaires, de libération du crédit, puis la dévaluation. Mais les résultats furent modestes en ce qui concerne l'accroissement de la production. La responsabilité principale de l'échec a été attribuée à la loi de 40 heures, qui, à l'automne de 1936, freina brusquement la reprise d'activité nettement commencée après la dévaluation.

À quels facteurs faut-il attribuer la stagnation actuelle? On peut dire d'abord que l'économie française, pour des raisons de structure et de psychologie nationale, a une force d'expansion réduite. L'entrepreneur français ne s'est pas encore remis du choc des années 30, il a une tendance au malthusianisme, il préfère maintenir les prix que les baisser pour produire davantage, il réagit aux difficultés de vente par un réflexe de protection plutôt que d'invention. Trop souvent le patronat, ayant à peine obtenu de l'État le retour à la liberté des prix, revient aux procédés détestables de la fixation des prix par les syndicats de producteurs. L'importance relativement considérable des petites entreprises tend à amortir les dépressions, mais aussi à ralentir l'expansion.

Mais ces données structurelles ne sont pas susceptibles d'être modifiées à courte échéance. Si elles condamnaient l'économie française à la stagnation, il faudrait désespérer. Car les dépenses supplémentaires qu'exige le réarmement ne seront supportables qu'à la condition qu'elles soient couvertes en partie par des recettes prélevées sur une production accrue. Le réarmement suffira-t-il à mettre fin à la phase de stagnation?

Réarmement, inflation, stagnation

La crainte de l'inflation qu'a suscitée un peu partout le réarmement est normale et légitime. Mais il n'est pas évident, dans le cas de la France, que le risque de stagnation ait pour autant disparu. De 1936 à 1939, la France a poussé le réarmement plus qu'elle ne le fera au cours des prochaines années, sans pour autant connaître un accroissement considérable de la production. Les commandes venues de l'étranger donneront probablement une certaine impulsion à l'industrie, mais la prolongation de la durée du service militaire réduira les disponibilités de main-d'œuvre et l'on ne sait encore quelle sera l'importance des commandes d'armes à l'industrie.

D'autre part, l'augmentation des dépenses de l'État aggravera encore les

difficultés pour les entreprises de se procurer de l'argent à un taux raisonnable. Or, l'élévation du taux d'intérêt, provoquée largement par l'énormité des besoins de l'État, semble avoir été une des causes principales de la stagnation industrielle avant 1939 et depuis 1949. Avant la guerre, la législation des loyers, en rendant à peu près impossible la construction privée, avait paralysé l'activité du bâtiment, qui, au siècle dernier, avait été un des moteurs principaux de l'économie. La législation sur les dommages de guerre, ajoutée à celle sur les loyers, empêche le développement normal, en fonction des besoins, de la construction. Si l'État avait calculé avec plus de rigueur le coefficient de vétusté, si, pour chaque chantier, il assumait une moindre part des dépenses, on parviendrait à mobiliser des capitaux privés supplémentaires et à ouvrir des chantiers plus nombreux.

L'avenir de l'économie française serait singulièrement menacé si l'on ne parvenait pas à remettre en mouvement le moteur de la construction et à permettre aux entreprises de se procurer des capitaux à long ou moyen terme à des taux inférieurs aux taux actuels. Sans doute l'État lui-même assure les investissements du secteur industriel nationalisé. Mais si les investissements publics absorbent une trop forte fraction des capitaux disponibles, l'économie tout entière finit par en souffrir. Dans l'immédiat, les techniciens s'accordent à reconnaître qu'une amélioration du crédit à moyen terme serait possible et probablement efficace.

En dehors de l'action sur le crédit et sur la construction, un autre terrain d'action serait la rémunération du travail. Il est contraire à l'intérêt des ouvriers, des patrons, de l'économie elle-même, d'accroître exagérément le taux des heures supplémentaires. Mieux vaudrait élever tarifs de base, de telle sorte que 45 heures de travail continuent de rapporter la même somme. Enfin, un assouplissement du régime de salaires est également une des réformes les plus indispensables. À vouloir uniformiser des rémunérations qui doivent être adaptées aux possibilités des secteurs et des entreprises, on finit par aligner tous les salaires sur les plus bas.

Ces remarques ne visent pas à mettre en doute les signes multiples d'une poussée inflationniste. Celle-ci constitue probablement le danger numéro 1, mais il n'est pas inutile de rappeler que l'inflation, même galopante, n'exclut pas, en France, pour la ruine de la nation, la stagnation industrielle.

Politique et économie du plan Schuman

Le Figaro

17 novembre 1950

Les négociations relatives à la mise en application du plan Schuman se déroulent à huis clos. L'opinion apprend de temps à autre que l'accord s'est fait sur tel ou tel point: Haute Autorité, Comité des ministres, Assemblée, tribunal des conflits. Faute d'informations, on est tenté, des deux côtés de l'Atlantique, d'imputer les difficultés qui peuvent s'élever moins à des motifs techniques qu'à des raisons politiques.

À coup sûr, l'évolution de la conjoncture internationale a enlevé au plan Schuman une part de l'intérêt que le gouvernement allemand devait y prendre dans la période précoréenne. Le plan annonçait, en fait, la suppression du plafond de la production d'acier, la reconnaissance de l'égalité des droits sur un certain terrain et l'élimination ou du moins la réforme de l'organisme international chargé du contrôle de la Ruhr. À partir du moment où le monde occidental décide de réarmer sérieusement, la limite fixée à la sidérurgie allemande est vouée à disparaître. Le réarmement allemand, prévisible en tout état de cause, promet la fin rapide des autres discriminations.

Il n'en résulte pas que le gouvernement de Bonn soit devenu nécessairement indifférent ou hostile au plan Schuman. Le désir sincère du chancelier Adenauer d'arriver à une entente avec la France ne me paraît pas douteux. Quels que soient les profits et les pertes économiques, à court terme, du plan Schuman, pour les uns et pour les autres, le fonctionnement d'une organisation supra-nationale, dans laquelle Français, Allemands, Belges, Hollandais, Italiens, collaboraient sur un pied d'égalité, avait une portée politique, symbolique. On exagère grandement, à mon sens, la garantie que la Haute Autorité assurerait contre les risques que comporte le réarmement de l'Allemagne. Le plan Schuman ne protège pas plus que le cartel de naguère contre les conflits, dont les origines sont politiques et passionnelles. Il reste que le pool du charbon et de l'acier, non sans une part de confusion, apparaît comme le test pour ainsi dire, de la volonté de collaboration et de réconciliation des deux côtés du Rhin.

On doit donc souhaiter le succès des négociations. Mais il serait fâcheux qu'on imputât les retards ou l'échec partiel exclusivement aux arrière-pensées ou aux hésitations des uns et des autres. Mieux vaudrait faire connaître au public les problèmes techniques, de telle sorte qu'il ne fût pas enclin à soupçonner le

sabotage, chaque fois que les négociateurs se heurtent à des obstacles réels.

Le problème des prix

Sans être un expert, ni partager le secret des dieux, on devine aisément la controverse essentielle, relative aux prix et aux conséquences de la suppression de toutes les barrières douanières.

En théorie, on concevait deux méthodes: ou la fixation des prix uniformes par la Haute Autorité pour tout l'espace des six pays ou des prix de marchés, surveillés par la Haute Autorité pour interdire les pratiques illégitimes (double prix, etc.). La première méthode est, en fait, impraticable, elle imposerait un dirigisme incompatible avec la propriété privée des entreprises et la diversité des conditions nationales. Mais si l'on admet des prix librement établis sur le marché, immédiatement s'élève la question: la concurrence, avec la suppression des droits de douane, est-elle économiquement et politiquement acceptable aux six pays?

Le charbon présente une caractéristique particulière. D'une part, l'égénéalisation du prix de revient est impossible, puisque à supposer même des salaires équivalents et une productivité égale, les différences naturelles, géologiques, de l'exploitation houillère entraînent fatalement des différences de coût. D'autre part, le prix du transfert, du carreau de mine jusqu'au consommateur, représente une fraction relativement importante du prix payé par le consommateur. Des mines, même pauvres, peuvent résister à la concurrence de mines riches, dans la mesure où la réduction des frais de transport, par suite de la proximité de l'industrie utilisatrice, fait plus que combler l'écart entre les coûts de production. Dès l'origine, il s'agissait de savoir si les mines pauvres, en Belgique et en France, incapables de compenser des prix plus élevés par des frais de transport plus faibles, représenteraient ou non une proportion importante de l'ensemble.

Si ces entreprises marginales étaient peu nombreuses, les entreprises favorisées seraient en mesure par un sacrifice limité de fournir les fonds nécessaires pour indemniser les entrepreneurs et financer le transfert des ouvriers mis en chômage. En revanche, si la libre circulation est destinée à ruiner une fraction importante des charbonnages dans l'un ou l'autre des pays, les sacrifices, sous forme de subventions demandées aux entreprises et par suite aux nations privilégiées, dépasseront vraisemblablement les concessions auxquelles sont prêts les charbonnages à prix de revient plus bas.

L'actuel plein emploi, assuré par le réarmement, permet d'imaginer que n'importe quel charbon trouvera preneur. Mais la solution serait, malgré tout,

provisoire, sans compter que les différences trop grandes de prix du charbon se répercuteraient sur les prix de l'acier et que des difficultés analogues, pires encore, surgiraient à propos de la sidérurgie.

Je ne sais ce que représentent les entreprises marginales de charbonnage, à plus ou moins longue échéance condamnées, dans l'hypothèse de libre circulation. Mais on sait que les charbonnages belges constituent un cas particulier. Une part importante est faite de mines pauvres, les salaires dépendent non de la productivité de l'industrie particulière considérée mais de la situation d'ensemble du pays (peut-être aussi à cause du cours de la monnaie belge). Pour faire entrer immédiatement les charbonnages belges dans la marché unique, il faudrait probablement des subventions que les autres participants répugnent à consentir.

Faire le point

Ces remarques sont inévitablement rapides et incomplètes, rapportées à l'authentique complexité du problème. Les facteurs qui déterminent les inégalités de prix de l'acier sont plus nombreux. L'égalisation des salaires ou des charges sociales, donnée à l'origine comme un objectif prochain, a dû être abandonnée ou du moins transformée en but lointain. La notion de plan d'investissements est équivoque. S'il y a marché libre, concurrence, les investissements dépendront largement des possibilités financières des entreprises et l'on se demande jusqu'où iront les pouvoirs de la Haute Autorité.

Notre intention n'est pas de suggérer des solutions que permettent seules des études détaillées, mais de signaler le danger que comporte le lien établi entre un accord franco-allemand, de toute manière souhaitable, et un certain projet économique, souhaitable lui aussi, mais dont la réalisation se heurte à de multiples obstacles. Au point de départ, on a justifié l'aspect économique du «pool» par l'intention et la portée politique du plan Schuman. Il ne faudrait pas aujourd'hui que la découverte de difficultés économiques, au reste prévisibles, compromit l'idée inspiratrice du plan lui-même. Charbon et acier, libre circulation des produits et plan d'investissements ne sont que des moyens: le but de l'entente européenne et celle-ci dépend, en dernière analyse, davantage des peuples et des gouvernements que de l'organisation des industries lourdes.

La mythologie de l'emprunt

Le Figaro
19 janvier 1951

Quand le gouvernement cherche des recettes nouvelles, l'opposition suggère immédiatement deux solutions ou plutôt deux mots: économies, emprunt. Si M. Petsche ou M. Edgar Faure occupaient encore leurs fauteuils de députés, nul doute que, eux aussi, recommanderaient économies et emprunt, comme ils le firent même, dit-on, avant d'être promus aux honneurs de la rue de Rivoli.

L'emprunt serait-il susceptible de fournir des ressources à la mesure d'un réarmement massif? Peut-on compter sur l'emprunt pour réduire ou simplement pour ne pas accroître la pression fiscale?

Créer ou collecter l'épargne

D'après le rapport général préliminaire de M. Jean Berthoin, au nom de la commission des Finances du Conseil de la République, l'épargne privée aurait été, en 1950, de l'ordre de 600 milliards de francs au lieu de 520 en 1949, qui se décomposeraient de la manière suivante: augmentation des encaisses individuelles, 240 milliards; dépôts dans les caisses d'épargne, 110 milliards (au lieu de 80); emprunts publics, 150 (au lieu de 110); émissions privées, 110 (au lieu de 80).

On fera observer de plus que, dans les emprunts publics, figure pour 40 milliards l'excédent des émissions sur les remboursements de bons du Trésor. N'aurait donc finalement été investie à long terme par un acte délibéré des particuliers qu'une somme inférieure à 200 milliards, "c'est-à-dire moins de 3% de la masse globale de leurs revenus".

L'emprunt d'État à long terme, dont rêvent certains hommes politiques, pourrait, en théorie, avoir deux fonctions: ou bien il transformerait les sommes placées en comptes de chèques postaux, aux caisses d'épargne ou en comptes courants bancaires, en titres d'emprunt; ou bien il déterminerait les particuliers à réduire leurs dépenses, afin de souscrire à l'émission publique. Dans la première hypothèse, le bénéfice pour l'État serait faible. L'épargne recueillie par les caisses d'épargne et par les comptes courants bancaires est déjà, indirectement, à la disposition du Trésor public. Elle coûte moins cher à ce dernier tant qu'elle n'a pas pris la forme d'emprunt à long terme. L'image d'Épinal, que l'on apprend aux petits enfants de France, le bon citoyen qui retire son argent de la caisse

d'épargne pour le porter aux guichets de souscription de l'emprunt, témoigne du caractère mystérieux que conservent en France, pour le grand public, les mécanismes financiers les plus simples.

Certes, il est difficile de savoir exactement dans quelle mesure le produit d'un emprunt représente des capitaux, déjà à la disposition du Trésor, ou une épargne supplémentaire. On conçoit, en effet, que le titulaire d'un compte, ayant réduit le montant créditeur de celui-ci pour souscrire à l'emprunt, épargne, au cours des semaines ou des mois suivants, pour ramener son encaisse au volume normal.

Malgré cette réserve, l'analyse précédente nous révèle une donnée du problème. Un emprunt d'État, de manière générale, collecte une épargne qui aurait pris une autre forme mais qui existait déjà. L'État plaçait aisément des emprunts à l'époque où l'épargne était abondante. Ce n'est pas lui qui créait l'épargne, il se bornait à l'absorber. On ne niera pas que la politique des gouvernants puisse en quelque mesure encourager l'épargne, mais on ne voit pas que l'annonce d'un "emprunt de défense nationale" puisse, d'un coup, accroître massivement la part du revenu national que les individus décident de ne pas consommer.

L'emprunt pourrait donc tout au plus susciter indirectement un accroissement de l'épargne et attirer vers les guichets de la Banque de France quelque épargne, stérilisée ici et là. Mais il s'agirait de dizaines et non de centaines de milliards. Conclusion, au reste, presque évidente. L'emprunt de centaines de milliards supposerait que la collectivité française, d'elle-même, s'abstient de consommer une fraction importante des revenus distribués. Rien n'indique que tel soit le cas.

Thésaurisation de l'or et emprunt

On m'objectera que j'ometts un aspect du problème: n'y a-t-il pas des capitaux importants thésaurisés dans le pays? À coup sûr, mais, à l'heure présente, la thésaurisation s'opère essentiellement sous forme d'or. Il s'agit donc de savoir s'il serait possible, par une action différente des pouvoirs publics, de détourner les particuliers d'acquérir de l'or au lieu de placer leur épargne dans des banques, à la Bourse ou dans les emprunts d'État.

On ne sait exactement la quantité d'or qui entre chaque année en France et qu'achète le public désireux de sécurité. Mais, là encore, je doute que le montant de la thésaurisation annuelle en or suffise à financer un vaste programme de réarmement. De plus, ce programme doit normalement accroître la crainte de l'inflation et la crainte de la guerre, sentiments qui, précisément, inspirent le désir d'acquérir de l'or.

Restent, évidemment, les quelques milliers de tonnes d'or enfouis dans les bas de laine ou les caves, depuis trente-cinq ans. Mais, de nouveau, nous posons la question: par quel miracle cet or sortirait-il de ses cachettes, puisque les dangers augmentent contre lesquels les détenteurs d'or ont obstinément voulu se protéger?

Enfin, l'or permettrait de combler un déficit des échanges extérieurs. On éviterait à la population française les restrictions qui résultent logiquement du détournement vers les emplois non productifs d'une part des ressources nationales. Mais cette méthode serait un abandon à la facilité. On liquiderait le capital pour couvrir les dépenses courantes. Si l'on ne recourait pas systématiquement au déficit de la balance commerciale, c'est-à-dire à un excédent massif des importations sur les exportations, l'or, revenu au grand jour, ne modifierait pas décisivement les nécessités du réarmement. Puisque l'État consommerait plus, les particuliers auraient moins de marchandises à acheter. Une émission de papier-monnaie, même gagée sur de l'or, aurait un effet inflationniste, à moins d'être compensée par des achats accrus au dehors.

Mais, dira-t-on encore, le gouvernement provisoire n'a-t-il pas recueilli quelque 150 milliards de francs, dans le grand emprunt lancé au printemps de 1945? Pourquoi n'obtiendrait-on pas l'équivalent aujourd'hui, c'est-à-dire quatre à cinq fois plus de francs actuels? La réponse est fort simple: la situation était techniquement tout autre. La circulation fiduciaire s'élevait à quelque 600 milliards de francs, montant très supérieur aux besoins de l'économie, étant donné le niveau des prix et le volume de l'activité. Les particuliers échangeaient volontiers leurs billets en titres de l'emprunt: ils avaient craint pire, puisqu'on avait envisagé un échange des billets avec blocage partiel.

Pour reproduire, à l'heure présente, une situation analogue, l'État devrait employer une méthode inspirée de celle du docteur Schacht: préfinancement avec stabilisation des prix et des revenus, contrôle du commerce extérieur et des changes. Le surplus du pouvoir d'achat distribué et sans emploi reviendrait automatiquement aux caisses publiques par le mécanisme du circuit. Encore celui-ci devrait-il être fermé, ce qui, étant donné la structure de notre économie et de notre administration, est, pour le moins, douteux.

De tels propos sont impopulaires. On fait volontiers confiance, vague et illimitée, à l'emprunt sauveur. Mais la vérité est rarement populaire. L'épargne individuelle a joué un rôle décisif dans l'expansion économique au XIXe siècle. Les réformes pratiquées depuis trente ans, les événements politiques et les

catastrophes monétaires ont réduit à peu de chose le rôle de l'épargne individuelle. Et cette évolution est malheureusement irréversible.

La lutte contre la hausse

Le Figaro
25 janvier 1951

L'opinion française est restée exceptionnellement sensible aux menaces d'inflation. Deux ans à peine se sont écoulés depuis la fin de la période 1944-1949, durant laquelle la monnaie se dévalorisait à une allure accélérée. Il suffit que le prix du bifteck monte, que l'huile manque quelques jours dans les magasins, que les journaux spécialistes de nouvelles sensationnelles annoncent la hausse sur six colonnes, que les rumeurs de rationnement commencent à se répandre, pour que certains consommateurs anticipent le pire et contribuent eux-mêmes, par leurs paroles et leurs actes, à précipiter les maux qu'ils redoutent.

Disons-le immédiatement: rien, dans la situation actuelle, ne justifie le rapprochement avec la période de l'immédiate après-guerre. Les difficultés présentes ne sont pas de celles qui doivent conduire à une "inflation galopante", et l'on n'aperçoit aucun signe avant-coureur d'un tel désastre.

Le fait essentiel, qu'il convient de rappeler, si connu soit-il, c'est que la pénurie des produits alimentaires qui fut la cause fondamentale du "cycle infernal" jusqu'en 1948-1949, n'existe heureusement plus aujourd'hui. Les récoltes sont toutes égales ou supérieures à celles d'avant-guerre. Qu'il s'agisse de blé, de viande, de lait, de betterave, de sucre, les ressources atteignent ou dépassent le niveau de consommation considéré comme normal. Certes, un réarmement intensif mettrait en circulation un pouvoir d'achat supplémentaire qui se porterait partiellement sur des produits alimentaires. Mais l'offre de ces derniers comporte, à l'heure présente, une élasticité suffisante pour qu'un supplément de demande ne précipite pas une hausse massive, comme ce fut le cas en 1946 ou en 1947.

Dès avant l'affaire de Corée, l'économie américaine était engagée dans une phase d'expansion, et les prix des matières premières, sur les marchés mondiaux, étaient en hausse. On sait à quel point la montée des cours, sur ces marchés, s'est accélérée depuis lors. Entre juin dernier et décembre, la hausse a atteint 25% pour le coton, 57% pour la laine, 66% pour l'étain, 48% pour le cuivre, 49% pour le plomb, 79% pour le zinc. Et pour certaines matières (laine, étain, caoutchouc), la hausse s'est encore poursuivie au cours de ces dernières semaines.

Dans tous les pays, cette hausse des matières premières ne s'est répercutée qu'avec retard et partiellement sur les produits à la consommation. Entre juin et

octobre, aux États-Unis, la hausse d'un indice de produits primaires atteint 23%, celle d'un indice de prix de gros 7%, celle d'un indice de prix à la consommation 3%. Le phénomène a été le même en France, où les hausses sur la laine, le coton ou le cuir n'ont pas entraîné de mouvements proportionnels sur les textiles et les chaussures au détail. Au cours des trois derniers mois (octobre, novembre, décembre), l'indice du prix de la vie, calculé par l'Institut d'observation économique, est resté à peu près stable. En un an, de décembre 1949 à décembre 1950, l'indice général des prix de détail alimentaires à Paris, calculé sur 41 articles a progressé de 10%. En revanche, celui des fruits et légumes a baissé de 20% environ. L'indice des objets manufacturés au détail, à Paris, a monté de 6% au cours de l'année dernière.

La situation s'est-elle subitement aggravée au cours de ces dernières semaines? Il ne le semble pas. En fait, on a observé une hausse du prix de la viande (qui reste malheureusement un prix témoin). Mais, avant d'en venir à la taxation, le gouvernement dispose encore d'autres moyens. Il peut agir sur les exportations (la France a exporté des quantités substantielles de viande cette année, plus de 100.000 tonnes) et sur les importations (on vient de suspendre les droits d'entrée sur la viande de porc). Une hausse est prévue sur l'huile, suite inévitable de la hausse des graines d'arachide.

Ces exemples n'ont pas de signification générale. On ne doit pas conclure avec résignation à une hausse irrésistible, qui porterait sur l'ensemble du coût de la vie, car il n'y a ni pénurie des marchandises de consommation, ni accroissement massif du pouvoir d'achat.

En ce qui concerne les prix industriels, il serait absurde de nier certaines causes de hausse. Les objets manufacturés incorporeront peu à peu les nouveaux prix des matières premières, dans la mesure où la résistance du public le permettra. Un relèvement des tarifs de transport, une hausse sur le charbon ajouteront aux facteurs de hausse d'origine externe des facteurs internes. Mais il n'en ira pas autrement aux États-Unis et en Grande-Bretagne et le franc ne sera pas menacé aussi longtemps que le mouvement français ne dépassera pas en rapidité et en ampleur le mouvement mondial.

On ne saurait prétendre à une stabilité des prix, inaccessible dans les conditions présentes de la conjoncture, mais il importe de modérer une hausse inévitable. Le résultat dépend pour une part d'événements sur lesquels nous n'avons que peu d'influence. L'organisation de répartition des matières premières, que l'on tâche péniblement de mettre en place, devrait arrêter la

hausse des cours sur les marchés mondiaux. Aux États-Unis, le blocage des salaires et des prix va intervenir d'ici peu, ce qui n'empêchera pas l'inflation - la disproportion entre le pouvoir d'achat distribué et les biens disponibles - mais l'empêchera transitoirement de se manifester dans les prix.

L'essentiel sera l'action menée en France même. Pour l'instant, l'effort de réarmement n'est pas tel qu'il implique, comme aux États-Unis et bientôt en Grande-Bretagne, le retour à un dirigisme strict. Les commandes d'armes n'absorbent qu'une fraction dérisoire de la capacité industrielle. Il faut tenir compte, il est vrai, du peu de souplesse de notre appareil productif. Les experts affirment que la marge d'accroissement de la production est faible, de l'ordre de 5 à 10%. Le ravitaillement en certaines matières premières, textiles, métaux non ferreux, est précaire. La simple augmentation des dépenses publiques, combinée avec la répercussion des événements mondiaux, impose une lourde charge à une économie convalescente.

On traversera sans dommage ces temps difficiles pourvu que chacun accomplisse sa tâche.

Le public a le devoir de garder son sang-froid et de résister aux impulsions irraisonnées.

Le gouvernement ne doit pas hésiter à prendre les mesures que commande la conjoncture, sans se soucier des querelles de doctrine.

Il n'y a aucune raison d'envisager le contrôle général des prix ou le rationnement. Certaines des hausses prochaines porteront précisément sur les prix des services publics ou des secteurs nationalisés. Mais, au cas où la pénurie de certaines matières premières ou l'excès des dépenses publiques créerait une menace sérieuse, les pouvoirs publics ne devraient hésiter ni devant la répartition des matières rares ni devant les mesures financières ou fiscales.

Le pays comprendrait et accepterait les désagréments de l'austérité, il ne comprendrait ni n'accepterait les solutions de facilité, dont les mêmes classes sociales sont toujours victimes et qui finissent par saper l'unité de la nation.

La querelle des subventions

Le Figaro
22 février 1951

Faut-il relever les prix du charbon, de l'électricité, de l'acier ou freiner cette hausse par des subventions? Il est clair que la décision à laquelle on s'arrêtera, quelle qu'elle soit, comportera des inconvénients. Il s'agit seulement de peser les inconvénients respectifs de l'une et de l'autre en laissant de côté les considérations doctrinales que les partis politiques substituent volontiers à l'étude objective. Les slogans sur "la conception d'ensemble", sur "l'audace et l'imagination qui s'imposent en cette grave conjoncture", sur "la paresse d'esprit des comptables" ont déjà servi trop souvent. On devrait nous en faire grâce.

Facteurs de la hausse

Les causes des hausses intervenues ou prévues sont de deux ordres. Les unes sont imputables à des facteurs internes à l'économie française (hausse des salaires, nécessité de tenir compte de l'autofinancement dans la fixation des prix, etc.), les autres dérivent du renversement de tendance qu'ont provoqué la campagne de Corée et le réarmement à travers le monde entier. On a plusieurs fois insisté sur l'ascension rapide des cours des matières premières. Personne n'a proposé d'isoler l'économie française, de la soustraire entièrement aux conséquences des cours élevés des matières premières par un système généralisé de subventions. Une telle "conception d'ensemble" serait évidemment absurde.

Le projet de subventions a été suggéré par le cas du charbon. En ce qui concerne celui-ci, la menace de hausse est due pour une part aux événements mondiaux: le tarif du fret a augmenté, il a fallu acheter aux États-Unis certaines qualités de houilles que l'on ne pouvait se procurer ailleurs et que les techniciens déclaraient indispensables. Mais elle est due aussi aux élévations récentes ou prochaines des salaires. La montée du prix du charbon se répercuterait immédiatement sur le prix de revient de l'acier, sur les frais d'exploitation de l'électricité et des chemins de fer. L'énergie plus chère entraînerait à sa suite tous les prix industriels, d'autant plus qu'à l'effet mécanique se joindrait l'effet psychologique, en raison de la valeur symbolique attachée, dit-on, au prix du charbon.

Il ne sera pas mauvais, pour mettre un minimum de clarté dans la discussion, de faire observer que ces hausses n'auraient ni pour origine ni pour suite

l'inflation. Celle-ci se définit comme un excès de pouvoir d'achat sur les biens disponibles aux prix pratiqués. On n'observe rien de pareil pour l'instant. Bien plus, la résistance de la clientèle sur certains marchés (textiles, cuirs) a freiné la montée des prix au détail que faisait craindre le mouvement des cours des matières premières. Si l'on relève le prix du charbon, pour tenir compte des coûts de revient accrus, ou celui de l'électricité et de l'acier pour rétablir une marge d'autofinancement, on ne créera pas de disproportion entre pouvoir d'achat et marchandises. On atténuera même la pénurie artificiellement créée par une frénésie de stockage qui s'est emparée des entreprises privées et publiques.

Qu'on n'invoque pas le cycle infernal des années 1944-1948, lorsque "trop de monnaie pourchassait trop peu de biens", lorsque le ravitaillement de la nation n'était pas assuré par suite des déficits de récolte. Le risque actuel est tout autre: on craint que la hausse des produits-clés se transmette peu à peu jusqu'au stade des objets de consommation, autrement dit amène une hausse du prix de la vie. Celle-ci provoquerait de légitimes revendications de salaires, qui, à leur tour, changeraient les coûts de revient.

Ce risque est réel, mais, en tout état de cause, la conjoncture mondiale l'implique. L'économie française n'échappera pas à un mouvement qui affecte toutes les économies libres. Il s'agit, tout au plus, de l'empêcher de prendre, en France, plus de vitesse et d'ampleur qu'ailleurs. Le niveau français des prix industriels serait-il décalé par rapport aux niveaux des prix étrangers, si l'on refusait de subventionner le charbon? Il ne le semble pas, encore qu'il soit difficile de répondre sur ce point avec certitude.

Exigences des subventions

Les remarques précédentes n'autorisent pas encore à trancher la controverse actuelle. La montée des prix industriels, si fâcheuse soit-elle, est la conséquence de certains faits externes ou internes à notre économie, elle n'est pas l'annonce d'une catastrophe. Mais il serait évidemment souhaitable de la limiter le plus possible en agissant sur les prix du charbon et de l'électricité.

Si l'on hésite à recommander les subventions, c'est pour deux raisons principales: dans une conjoncture comme celle qui résulte du réarmement, il est dangereux de bloquer les cours alors que de nouvelles poussées sont à craindre. Cet argument n'est cependant pas décisif car les mesures de contrôle prises aux États-Unis et les organismes de répartition de matières premières, prévus par les gouvernements occidentaux, vont probablement ralentir, sinon arrêter la hausse des prix mondiaux. Mais la deuxième raison est plus grave. Comment financera-

t-on les subventions?

L'équilibre du budget de 1951 est pour le moins précaire. L'assainissement de la Sécurité sociale appellera d'ici peu des mesures sévères. Où prendra-t-on les 50 ou 60 milliards qu'exigerait la stabilisation du prix de l'énergie? Il est, certes, irritant de songer que la subvention annuelle à la S.N.C.F. absorbe plus que les sommes que l'on cherche aujourd'hui. Mais ces sortes de considérations sont aussi pertinentes que stériles et ne modifient pas la conclusion: ceux qui proposent les subventions devraient proposer aussi de nouvelles recettes. En effet, si l'on finançait les subventions par le déficit budgétaire, comme on le fit de 1944 à 1948, on finirait par susciter une inflation qui s'ajouterait aux facteurs actuels de hausse.

Dans la querelle entre économistes et financiers, ces derniers ont une position solide: consentir aux subventions dans toute la mesure, mais aussi dans la seule mesure où gouvernement et parlement, en dépit de l'approche des élections, consentent à les financer.

De toute manière, il faudra bien fixer un montant global et chercher la meilleure répartition. On ne saurait compenser par des subventions tous les facteurs de hausse. Il serait concevable de relever le prix du charbon en fonction de l'accroissement du coût du charbon français et de compenser par une subvention transitoire l'accroissement du coût imputable à la hausse du fret et au recours à des fournisseurs lointains. Pour une fois, il n'est pas certain que, selon la formule classique, le compromis soit la pire solution et cumule les inconvénients des deux politiques possibles. On n'empêche pas un mouvement, déclenché par tant de causes, mais on peut parvenir à le freiner.

Reste qu'il faut avoir le courage de choisir, même s'il s'agit d'un compromis, et d'en assumer les charges. Sur les avantages et les inconvénients respectifs de deux formules extrêmes, on peut discuter. Ce qui ne prête guère au doute, c'est le danger de subventions qui se traduiraient pour le Trésor par des dépenses supplémentaires, sans recettes correspondantes.

Où en sommes-nous?

Le Figaro
13 avril 1951

Comment se présente la situation économique et financière, au lendemain de la crise sociale et à la veille de la consultation électorale? La France est-elle de nouveau menacée de rentrer dans le cycle infernal?

On a entrepris de chiffrer les conséquences des mesures déjà prises ou prochaines. Les financiers de la rue de Rivoli ont indiqué qu'aux 320 milliards de déficit initialement prévu (sans compter 107 milliards pour le déficit des comptes spéciaux) viendraient s'ajouter une cinquantaine de milliards pour l'Indochine, une trentaine pour le déficit de la Sécurité sociale, autant pour la majoration des allocations familiales, une quarantaine pour les traitements des fonctionnaires, autant pour le fonds de régulation des prix, 25 milliards pour les investissements des entreprises nationalisées. En tout, quelque 200 milliards, sur lesquels l'augmentation des recettes, par suite de la hausse des prix, en fournirait au maximum la moitié.

Mais, d'un autre côté, le relèvement des salaires, qui semble être dans l'ensemble de l'ordre de 10%, va mettre en circulation quelques centaines de milliards supplémentaires (250 à 300), qui accroîtront d'autant la pression de la demande et entraîneront le relèvement des coûts.

Une double menace d'inflation se dessine, l'une due au découvert des finances publiques, l'autre au gonflement des revenus distribués.

La fausse solution

Certains partis et hommes politiques recommandaient, avant la crise sociale, des subventions pour amortir la hausse des prix de base, charbon et acier. Ces suggestions témoignent d'une invraisemblable confusion d'esprit.

La hausse des prix ne se confond pas avec l'inflation, elle n'en est pas la cause, mais d'ordinaire l'effet. L'excès du pouvoir d'achat sur les biens disponibles provoque une hausse des prix, mais celle-ci, par elle-même, n'aggrave pas l'inflation, au contraire, elle le réduit, puisqu'elle tend à résorber la disproportion entre pouvoir d'achat et marchandises. Il n'y aurait lieu de dénoncer la hausse des prix comme la cause de l'inflation que dans le cas exceptionnel où la hausse des produits essentiels pour les masses populaires déclencherait une hausse des salaires, elle-même origine de l'inflation proprement dite.

Mais ce cas n'était pas celui de l'économie française, au cours du premier semestre du 1951. La hausse des cours des produits importés n'était rien moins qu'un facteur inflationniste, puisqu'elle élevait certains prix sans gonfler les revenus.

Les subventions sont admissibles pour amortir une cause temporaire de hausse (charbon américain), en vue d'une redistribution du revenu national et d'un soutien à l'agriculture (subventions alimentaires anglaises). Elles doivent s'appliquer à des marchandises aussi proches que possible du consommateur. L'idée d'amortir la hausse du charbon, de l'acier ou de l'électricité, provoquée par le relèvement des salaires ou d'autres éléments du prix de revient, était insensée. Une pareille méthode nous ramènerait aux errements de la période 1945-1948, où l'on ralentissait l'ascension des prix industriels de base et gonflait d'autant plus les bénéfices des autres secteurs, contribuant ainsi à multiplier la demande, qui se portait sur les marchés des biens de consommation.

Il semble que les financiers, comme on dit dans la presse d'opinion, aient fini par l'emporter par des arguments qui ne partent pas d'un souci médiocre de comptable, mais qui s'appuient sur le raisonnement économique.

Il ne suffit pas d'éviter les folies: il reste à prendre des mesures sages et difficiles, en vue de résorber l'inflation budgétaire et l'inflation salariale.

Les discussions sur le montant des ressources nouvelles nécessaires à l'État ressortissent à la politique plutôt qu'à l'économie. Il est impossible de démontrer rigoureusement que 50 milliards ne suffisent pas et que 100 milliards suffiraient à ramener le déficit des finances publiques à une mesure compatible avec la stabilité. Mais les chiffres, que nous avons cités au début de cet article, suggèrent plutôt 100 que 50, sans donner malgré tout aucune garantie que ce montant même répondrait aux nécessités. Le vote des ressources supplémentaires est évidemment difficile en période préélectorale. Mais on aurait tort d'oublier d'autres difficultés réelles, qui tiennent au poids de la charge fiscale pesant sur la nation et aux injustices du système. Le relèvement des impôts indirects tend à se répercuter sur les prix et, par suite, à susciter de nouvelles revendications des salariés. Les impôts indirects différentiels sur les produits de luxe ont échoué par suite de la fraude. Les taux excessifs ont encouragé l'évasion et recréé les circuits clandestins, connus dans la période du dirigisme d'après-guerre. Les salaires constituent les deux tiers des revenus soumis à la surtaxe, ce qui indique d'étranges exemptions légales ou une fraude importante.

L'échelle mobile

À supposer que l'inflation budgétaire soit comprimée - ce qui apparaît singulièrement optimiste dans la conjoncture présente - encore faudrait-il freiner les conséquences du relèvement général des salaires. En ce qui concerne l'effet direct sur le coût de revient, il n'y a guère de moyen de l'effacer. On ne peut qu'espérer que l'augmentation de la production ou, si possible, de la productivité réduise la répercussion que le relèvement des salaires peut avoir sur les prix. On ne saurait oublier, d'autre part, que le coût accru des matières premières commence seulement de se transmettre au stade du détail. Le mois dernier, les indices des objets demi-finis ont progressé plus que ceux des prix de gros ou des matières premières. Un certain mouvement des prix industriels au détail paraît inévitable. On ne pourrait le ralentir qu'en augmentant le volume des biens sur le marché, de manière à éviter que les revenus supplémentaires ne fassent pression sur une offre insuffisante. En dehors de la production intérieure, c'est par un changement de la politique commerciale extérieure que l'on a chance d'atteindre ce résultat. L'accumulation de crédits à l'Union européenne de Payement, expression d'un excédent des exportations sur les importations, était facteur d'inflation, puisqu'il réduisait l'approvisionnement du marché intérieur. Bien plus que par des restrictions d'exportations, à bien des égards dangereuses, admissibles pour certains produits essentiels dans les budgets ouvriers (viande par exemple), c'est par une politique libérale à l'importation que le gouvernement français devrait agir.

En mettant les choses au mieux, on parviendrait à maintenir les coefficients de hausse du prix de la vie au-dessous du coefficient du relèvement des salaires. Mais, si le principe de l'échelle mobile est admis, il n'y a pas de raison que le mouvement s'arrête. L'échelle mobile est en train d'entrer dans les mœurs des pays occidentaux, qu'elle soit ou non inscrite dans les textes. Encore faut-il l'appliquer raisonnablement. Tout dépend de la relation prix-salaires que l'on prend pour base et que l'on prétend maintenir envers et contre tout. D'après les chiffres de M. Romeuf, la relation en mars 1951, avant la crise, était plus favorable aux salariés que celle de mars 1950. Elle était analogue à celle qu'avait créée le relèvement de septembre 1948. À l'époque, elle n'avait pas tardé à se détériorer et elle s'était rétablie à la suite de multiples hausses de salaires et de prix. Si l'on a l'ambition de consolider la relation postérieure au relèvement récent on ne sortira pas du cycle infernal. D'ici quelques mois, les salariés auront reperdu une partie des avantages qu'ils viennent d'acquérir. Que fera-t-on à ce moment-là?

En quête d'une politique économique

Le Figaro
6 juillet 1951

De tous côtés, on est en quête d'une politique économique est déjà on nous annonce que l'opposition entre libéraux et dirigistes va se manifester sous une forme nouvelle et rendre mal aisée la collaboration entre tel ou tel parti. En dépit des slogans, le conflit du libéralisme et du dirigisme ne me paraît pas l'obstacle essentiel. Nous vivons sous un système qui est, par essence, un système mixte. Une majorité cohérente d'inspiration libérale ne modifierait pas certaines données fondamentales: la nationalisation d'un secteur industriel, l'insuffisance de l'épargne privée, le contrôle du crédit et d'une fraction importante des prix, etc. Pas davantage une majorité cohérente, d'inspiration dirigiste, ne rétablirait la distribution administrative des produits alimentaires ou la fixation, par voie d'autorité, des prix des marchandises les plus importantes pour le budget des masses.

En vérité, l'obstacle principal à une politique efficace, en France, est la tendance quasi générale à limiter le programme, dirigiste ou libéral, aux mesures non impopulaires et à dissimuler soigneusement les mesures, pourtant impliquées par un programme d'ensemble, qui frapperaient tels ou tels intérêts.

Illusions libérales

Si l'on voulait animer l'expansion de l'économie française par une politique authentiquement libérale, on devrait réclamer une action énergique contre ce qui restreint ou paralyse la concurrence. Or je n'ai pas entendu dire que les milieux d'affaires et les partis qui les touchent de près aient jamais mené campagne contre le protectionnisme qui soustrait pour une large part l'économie française à la concurrence étrangère ni contre les ententes industrielles ou commerciales qui, trop souvent, ont pour résultat de substituer au dirigisme d'État un dirigisme de la profession.

Je ne prétends pas régler en quelques mots la question complexe des ententes. Je ne les condamnerai ni ne les justifierai en bloc. Mais le fait est que de la répartition des commandes par un "comptoir" jusqu'aux tarifs des services fixés par le syndicat en passant par les prix imposés aux commerçants, les méthodes sont innombrables pour supprimer la concurrence dont les tenants de la liberté chantent les bienfaits. J'ajoute que les tenants du dirigisme qui, tout à la fois,

demandent une loi contre les ententes et l'élargissement du dirigisme ne me paraissent guère plus raisonnables. Car le dirigisme d'État, entre 1939 et 1948, a accru la tendance de l'économie française à la cartellisation. Une nouvelle expérience dirigiste enlèverait toute chance d'un retour sinon au libéralisme verbal, qui restera à la mode, du moins à une authentique liberté.

Certains mots d'ordre que répètent volontiers les hommes politiques libéraux ont un sens au moins en tant qu'objectifs à long terme ou qu'indices d'une intention. La Sécurité sociale, dont le déficit s'accroît, appelle des réformes. Mais réduire les dépenses signifie réduire les prestations: tout le monde veut réduire celles-là, mais qui avoue qu'il réduira celles-ci? Le rétablissement du crédit de l'État est, à coup sûr, souhaitable, mais il n'y a pas de recette miraculeuse et ce serait une singulière illusion de croire que l'on financera le réarmement par des emprunts.

Une politique libérale, dans la phase actuelle, signifierait d'abord et avant tout le refus des facilités de l'inflation, une fiscalité rigoureuse pour équilibrer les dépenses publiques, l'atténuation du protectionnisme et la lutte contre les cartels pour favoriser par la concurrence l'accroissement de la productivité. La politique libérale ne serait pas moins austère ni plus injuste, mais elle aurait pour moyens le contrôle du crédit, de la monnaie, de la fiscalité plutôt que le contrôle direct, physique sur les prix et les produits.

Illusions dirigistes

Quelques journalistes reprennent à l'heure présente un thème qui fut à la mode. Il y a deux ans: la justice sociale. La redistribution du revenu national en faveur des salariés aurait pour condition une politique dirigiste. On répondra à ces théoriciens légers que nulle période ne fut plus défavorable aux salariés que la période 1947-1948, où l'influence des dirigistes était dominante; nulle ne leur fut relativement plus favorable que celle de 1949-1950, où dominait l'influence libérale. Le pire ennemi des salariés, c'est l'inflation: on ne saurait dire que les partis, dits de gauche, aient été, dans le passé, au premier rang de la lutte contre l'inflation.

Bien plus, ces mêmes partis, pour satisfaire certaines revendications, recommandent des mesures directement contraires à leur objectif. La tendance à l'égalisation des salaires, à la réduction de la hiérarchie, aussi bien que des écarts entre les zones, retarde le relèvement du niveau de vie des salariés. La critique économique d'un de nos confrères du soir, qui joint à son activité de journaliste les fonctions de conseiller d'une grande administration, dont l'orthodoxie

keynésienne est au-dessus de tout soupçon, le rappelle, infatigablement et vainement, aux syndicats et aux partis à qui vont ses sympathies.

On parle de réforme fiscale et, à n'en pas douter, aucune mesure ne s'impose avec autant d'évidence. Mais quelle réforme fiscale? Deux millions et demi d'exploitations payent à peine dix milliards au titre de l'impôt direct sur les bénéfices agricoles. Sur la taxe à la transaction et sur la taxe locale, la fraude est considérable: quelle méthode de répression envisage-t-on? Les spécialistes affirment que le bénéfice, industriel et commercial, moyen, imposé au forfait, n'aurait augmenté que douze fois depuis 1938, accroissement de beaucoup inférieur aux prix. Mais une réforme qui s'attaquerait à ces maux réels serait moins populaire que le slogan de la réforme fiscale. On laisse croire que tout se réduit à l'opposition des gros et des petits, des riches et des pauvres. Mais combien de rentiers, ruinés par l'inflation, sont plus pauvres que les salariés! Les grandes sociétés, aux comptabilités régulières, ont moins de possibilités d'évasion que certaines petites affaires. Toute généralisation, en ces matières, serait fausse et injuste. Les industriels et commerçants, qui acquittent régulièrement leurs impôts, sont frappés au-delà de toute équité. Notre système fiscal finit par s'adapter à la fraude, qu'il tend à susciter.

Nous pourrions multiplier les exemples: la politique des subventions, recommandée par la gauche, a été, dans l'ensemble, contraire aux intérêts des salariés et, de même, le mode de financement de la Sécurité sociale. Les travailleurs eux-mêmes finissent par supporter le poids d'un nombre excessif de retraités. La France est écrasée par l'accumulation des petites démagogies. L'obstacle à une politique économique raisonnable, ce n'est pas le conflit de doctrines, mais le conservatisme foncier de tous, l'atmosphère d'illusions dans laquelle se déroulent les controverses et, finalement, l'action même des pouvoirs publics.

Expansion et inflation

Le Figaro
20 juillet 1951

La courte période de stabilité approximative des prix entre le printemps 1949 et l'automne 1950 fut marquée aussi par une stagnation de la production. Le niveau de production atteint en 1950 ne différa guère de celui de 1949, du moins jusqu'au moment où la guerre de Corée et le réarmement occidental déclenchèrent tout à la fois hausse des prix et expansion de l'économie. D'où la question que les experts ont été amenés à se poser: l'économie française est-elle encore capable d'expansion sans inflation? Le rapport sur l'Europe que vient de publier la commission économique de Genève formule explicitement une telle interrogation à propos de l'Italie et de la France, qui présentent en commun certaines caractéristiques: imperfection de la fiscalité, lutte contre l'inflation par la limitation globale du crédit, faible tendance marginale à l'épargne.

Risques d'inflation

La détérioration de la monnaie française, entre les deux guerres, n'a pas été continue et les erreurs commises ont été de diverses sortes. La première inflation d'après-guerre a été arrêtée en 1926 et la stabilisation du franc n'a pas empêché le développement de la production jusqu'en 1929. La baisse de 1930 à 1935 a eu pour origine une politique absurde, choisie par les gouvernants et approuvée par les dirigeants du patronat, politique de déflation avec le franc à un taux de change que la dévaluation de la livre rendait difficile et celle du dollar impossible à maintenir.

Ce n'est pas l'inflation, provoquée par la politique du front populaire, mais la dévaluation du franc, à laquelle se résigna M. Vincent Auriol, alors ministre des Finances, qui permit une reprise lente de la production. Et encore cette reprise fut-elle paralysée par des mesures irrationnelles, telle la limitation à 40 heures de la semaine de travail, qui réduisirent brutalement la capacité physique de production nationale. Quant à l'expansion des années 1944-1949, elle fut, à coup sûr, accompagnée par l'inflation: on ne saurait dire que celle-ci en ait été la condition nécessaire.

Si le passé ne démontre pas que l'inflation soit en France indispensable à l'expansion, la stagnation des années 1949-1950 et l'analyse de la structure française permettent malgré tout de saisir le mécanisme selon lequel, avant

même que le plein emploi soit atteint, la hausse des prix risque d'intervenir. L'expansion de la production implique la distribution de revenus supplémentaires. Supposons que ceux-ci soient intégralement dépensés et qu'ils se portent sur le marché de certains biens de consommation; supposons ensuite que l'offre de ces biens soit peu élastique ou que la concurrence soit freinée par l'entente de certains commerçants, l'expansion de la production va se traduire immédiatement par la hausse des prix de certains biens de consommation et cette hausse, à son tour, risque de susciter des revendications de salaires. Pour éviter l'inflation, la limitation globale du crédit devrait être poussée jusqu'à un point où elle interdirait le plein emploi.

On pourrait certes mettre en question certains éléments de cette analyse, en particulier on s'interrogerait sur le financement de l'expansion, sur la part d'épargne authentique ou de crédit bancaire, qui serait à l'origine des investissements. Mais, dans une étude simplifiée, on admettra qu'un mécanisme de cet ordre est susceptible de jouer. Il joue en Italie où les revenus supplémentaires, distribués par une production croissante, font monter les prix de la nourriture et, par suite, mettent immédiatement en question la stabilité de la monnaie. Il joue en France où les grands fonctionnaires savent par expérience qu'une hausse des salaires, en une région donnée, déclenche presque instantanément, une montée de certains prix-témoins, comme celui de la viande, de telle sorte que les hausses des salaires profitent surtout aux intermédiaires et commerçants.

Freinage des prix

Comment empêcher ce mécanisme de jouer? On conçoit, en théorie, plusieurs méthodes.

La première, la plus simple, et la plus efficace, serait d'accroître la production agricole, de donner le maximum d'élasticité à l'offre des biens de consommation sur lesquels se porte le pouvoir d'achat des masses, de relâcher les restrictions douanières, de lutter contre les coalitions souvent maîtresses des marchés. Cette méthode est d'emploi malaisé parce qu'elle se heurte à des difficultés techniques (isolement des diverses unités économiques nationales) et surtout à des résistances politiques, à des intérêts menacés.

La deuxième méthode viserait à détourner le pouvoir d'achat supplémentaire, créé par l'expansion de la production, vers des marchés où subsiste une réserve d'offre. On songe, également, à des modalités, plus ou moins subtiles, d'épargne forcée, organisée pendant la guerre par les pays anglo-saxons. Il est lamentable

que l'accroissement des revenus nominaux de la population aille grossir certains profits, alors que les fonds manquent pour la construction immobilière.

Une troisième méthode, suggérée par la Commission économique pour l'Europe, consisterait à bloquer les prix de certains produits alimentaires ou à revenir à des procédés de rationnement et de distribution administrative. Ni en France ni en Italie, cette méthode ne paraît applicable en temps de paix.

Une quatrième méthode consisterait à recourir à l'impôt direct, à retirer de la circulation, par l'imposition, une fraction des revenus que met en circulation l'accroissement de la production. Ni la fiscalité française ni la fiscalité italienne, par suite de l'évasion légale ou illégale, ne se prêtent à une telle technique.

Cette énumération, qui n'est pas exhaustive, indique les voies dans lesquelles on devrait chercher une solution. Il est à craindre, malheureusement, que l'action des pouvoirs publics, en France, soit tout autre. Sur la demande socialiste, on consacrera le principe de l'échelle mobile, mais on refusera les autres mesures qui, seules, éviteraient que l'échelle mobile aboutisse à une dévaluation encore plus rapide de la monnaie. Sous prétexte de lutter contre la misère, on risque d'accélérer encore le régime de la machine inflationniste, c'est-à-dire d'aller en sens contraire du but que l'on se propose d'atteindre.

Après un discours. I - La situation

Le Figaro
20 novembre 1951

M. René Mayer a justement déclaré que la tâche première du gouvernement était de présenter un état de la conjoncture économique française. Cette tâche ne devrait pas présenter un caractère exceptionnel, et le Parlement, en principe, est le lieu même où les ministres font connaître aux élus et au pays la situation des affaires publiques. Mais cette obligation, à l'heure présente, est plus impérieuse qu'à tout autre moment, puisque les représentants de la majorité et de l'opposition insistent également sur l'urgence des problèmes et la nécessité des options (ce dernier mot, transformé en slogan, ayant pour fonction de rappeler cette règle de la sagesse des nations qu'on ne saurait tout faire à la fois).

Causes et responsabilités

Le vice-président du Conseil a souligné avec force que, à l'origine de la crise présente (qui n'est pas limitée à la France), on trouve la guerre de Corée et ses répercussions: hausse des prix des matières premières, réarmement américain. Il a incontestablement raison, encore qu'on ne doive pas oublier d'autres faits non moins incontestables.

La guerre de Corée, le réarmement américain, le stockage des produits stratégiques ont déterminé, on le sait, une hausse rapide des cours des matières premières sur les marchés mondiaux. L'effet direct de cette hausse aurait été assez réduit (la valeur des importations en provenance des pays non européens ne représente que 8% de la valeur finale des biens et services disponibles en Europe occidentale). Mais, indirectement, cette hausse a gagné de proche en proche les prix des matières premières indigènes s'alignant sur ceux des matières importées, certains profits, puis les prix des exportations et, enfin, l'ensemble des revenus augmentant à leur tour, les revendications des salariés imposant une réévaluation des salaires. Le processus s'est déroulé partout en Europe, il a pris une particulière accélération en France pour des raisons multiples que nous avons maintes fois indiquées.

Du moment que les prix des importations augmentaient plus que ceux des exportations, il en résultait que, pour acheter au dehors la même quantité de marchandises, on était contraint d'exporter davantage. M. René Mayer a évalué à 450 milliards de francs les déboursements supplémentaires qui nous ont été

imposés depuis le deuxième trimestre de 1950 par suite de l'enchérissement des importations. Mais ce phénomène n'est pas mystérieux, il devait se traduire soit par un déficit accru de notre balance commerciale, soit, en cas d'exportations accrues, par la réduction des biens disponibles sur le marché intérieur, donc par la nécessité, pour éviter l'inflation, d'une réduction compensatoire du pouvoir d'achat. Les gouvernements successifs n'ayant pris aucune mesure pour prévenir les conséquences fâcheuses de la conjoncture internationale, on ne saurait s'étonner que, aujourd'hui, sévissent et le déficit de la balance des paiements et l'inflation. On n'a réussi à freiner, au cours des neuf premiers mois de cette année, ni l'expansion des profits ni celle des salaires.

En mars dernier, quand fut décidé le relèvement de 15% du salaire minimum interprofessionnel garanti, M. Petsche protesta vainement contre ce pourcentage, qui, disait-il, rendrait inévitable un nouveau relèvement en septembre.

Ni en 1949 ni en 1950, avant la guerre de Corée, la France ne parvenait à couvrir par ses exportations les achats dans la zone dollar et dans la zone sterling. Les pourcentages de couverture étaient de 14% dans la première zone et de 49% dans la seconde en 1949, de 37% et 57% en 1950, ils sont de 52% ici et là en septembre 1951.

La guerre de Corée a commencé par favoriser l'équilibre de la balance des comptes de la France et de l'Europe dans les derniers mois de 1950, alors que les Américains, frénétiquement engagés dans le réarmement, étaient prêts à acheter, n'importe quoi à n'importe quel prix et que les Européens ne ressentaient pas encore pleinement les conséquences de la hausse des prix des matières premières. En d'autres termes, ce qui était illusoire c'était l'euphorie du deuxième semestre de 1950; ce qui est malheureusement réel, c'est le déficit du premier semestre de 1950 comme celui du premier semestre de 1951 encore aggravé au cours de ces derniers mois.

Ce résumé rapide serait injuste s'il oubliait les difficultés considérables avec lesquelles le pays était aux prises. Le relèvement de l'économie française était encore précaire, la stabilité incertaine, lorsque souffla la bourrasque de Corée. La faiblesse des hommes précipita la crise.

À l'heure présente, celle-ci a un double aspect. À court terme, elle a les aspects classiques de l'inflation. La hausse des prix précède l'augmentation de la masse monétaire, ce qui indique une accélération de la vitesse de la circulation de la monnaie, autrement dit, une tendance de tous, producteurs et intermédiaires, à garder ou à augmenter leurs stocks et à se débarrasser le plus

vite possible de la monnaie. À l'extérieur, le déficit officiel est certainement gonflé par les achats anticipés de devises pour le compte des importateurs par la répugnance des exportateurs à livrer leurs devises à l'Office des Changes, par l'évasion vers le marché noir (en raison de la différence des cours) d'une partie des devises. Le déficit français à l'U.E.P. en octobre, s'élève à un montant - 154,7 millions d'unités de compte - qui ne s'accorde guère avec les chiffres de la balance commerciale. La fuite devant le franc, la spéculation sur la dévaluation de la monnaie y sont pour beaucoup.

Mais la crise a aussi un aspect plus durable et plus profond. Même si cette fuite devant le franc céda à un retour de confiance, il resterait à trouver les devises dures (dollars et sterling) nécessaires pour l'achat au dehors des matières premières. Or, avec les 200 millions de dollars, volume de l'aide américaine promise, le programme d'importations devrait être ramené, pour la période juillet 1951-juillet 1952, à 500 millions de dollars. Les économies portant sur les importations devraient être sévères et pénibles.

Crise économique et stratégie atlantique

À lire certains de nos confrères, il semble que les difficultés présentes soient la suite de l'alliance atlantique et des engagements militaires souscrits par nos ministres. Quelques précisions me paraissent de rigueur.

Le manque de dollars qui nous menace aujourd'hui nous aurait frappés depuis 1947 si nous n'avions pas profité de l'aide intérimaire et du plan Marshall.

Supposons que nous n'ayons pas souscrit à un plan de réarmement métropolitain: nos difficultés actuelles ne seraient guère moindres, car elles viennent du contrecoup du réarmement américain, bien plus que de notre propre effort d'armement. Sans doute la guerre d'Indochine nous coûte-t-elle à peu près un milliard de francs par jour, mais la décision de ne pas céder à Ho Chi Minh ne nous a été dictée par personne. Si nous décidions de sortir de l'alliance atlantique, nous serions acculés à l'abandon de l'Indochine dans des conditions désastreuses et nos problèmes économiques n'en seraient pas pour autant résolus.

L'armement de nos troupes nous est fourni en grande partie par nos alliés américains. Si nous étions livrés à nos propres ressources, il nous faudrait dépenser autant qu'aujourd'hui, simplement pour maintenir dans l'Union française et dans la métropole le minimum au-dessous duquel la France cesserait d'exister en tant que communauté politique. Libre à des intellectuels ou journalistes irresponsables de laisser croire que la rupture de l'alliance atlantique offrirait une solution (avec quels dollars achèterions-nous les métaux non

ferreux, la laine, le coton, etc.?) En fait, aucun gouvernement non communiste n'a les moyens de rompre une solidarité, qui offre la meilleure ou, pour mieux dire, la seule chance de sauver notre liberté et la paix.

En revanche, à l'intérieur de l'alliance atlantique, il appartient à nos hommes d'État de soutenir auprès de nos alliés certaines thèses fondamentales. 1° La guerre d'Indochine, qui, depuis longtemps, ne se justifie plus au regard de l'intérêt égoïste de la France, doit être considérée comme partie intégrante de notre contribution à la défense de l'Occident. La solidarité de la Grande-Bretagne et des États-Unis avec notre lutte doit être totale, éclatante: autrement le jour viendra vite où la France ne pourra plus sacrifier l'essentiel au secondaire, le proche au lointain. 2° La répartition des crédits américains entre aide militaire et aide économique doit être repensée en fonction de l'intérêt commun de nos alliés et de nous-mêmes. Il serait funeste, pour eux comme pour nous, que la France fût écrasée sous une charge militaire insupportable. Il serait absurde que nous recevions des armes, cependant que, faute de devises, certaines usines devraient fermer.

Après un discours. II - Esquisse d'un programme

Le Figaro
21 novembre 1951

Les grandes lignes du programme qu'a esquissées M. René Mayer ne diffèrent pas fondamentalement de celles qu'avait dessinées M. Butler à la Chambre des Communes. Le manque de devises étrangères et surtout de dollars est la menace la plus immédiate qui pèse sur l'économie française aussi bien que sur l'économie britannique: on y répond, dans les deux cas, par un procédé d'urgence, à savoir la réduction des plans d'importations. Mais le déficit de la balance des comptes est aussi un effet ou un symptôme d'un mal plus profond, l'inflation intérieure avec ses conséquences psychologiques, la fuite devant la monnaie. Pour lutter contre l'inflation, on agit essentiellement sur trois postes, le crédit qu'on limite, les dépenses publiques que l'on ampute, les recettes que l'on accroît.

Si l'on décide, par hypothèse, de faire abstraction des réformes profondes, les unes à action lente (âge de la retraite, coordination des transports, réforme fiscale), les autres politiquement et moralement difficiles (durée du travail), on ne voit pas comment le programme d'action immédiate aurait pu être essentiellement différent.

La discussion est rendue difficile par le fait que M. René Mayer n'a pas voulu ou probablement pas pu donner toujours des précisions.

Il est clair que l'on ne peut pas acheter plus de marchandises qu'on en peut payer. Nul besoin donc d'insister sur les inconvénients de la réduction des importations en provenance de la zone dollar: le ministre et ses collaborateurs les connaissent aussi bien que nous. Quant au choix entre les importations, un critique isolé ne dispose pas de l'ensemble des données qui lui permettrait d'opposer avec certitude son jugement à celui des fonctionnaires.

L'annonce que les importations de blé, alors que, récemment encore, nous étions exportateurs, figurent parmi celles qui seront maintenues n'est pas sans surprendre. On ne doute pas que le ministre des Finances ait conscience du côté quelque peu ironique d'une pareille décision. S'il l'a prise, des raisons majeures ont dû le convaincre qu'elle était inévitable. Après tout, une production agricole, selon les années légèrement excédentaire ou légèrement déficitaire, comporte de

telles alternances. Il reste à souhaiter que la collecte ne soit pas retardée par l'instabilité monétaire et que l'on ne soit pas obligé d'acheter en dollars ce qui existerait en France, mais serait insaisissable.

Quant aux mesures qu'exigeraient, à l'intérieur, les restrictions d'importations, afin d'éviter les hausses de prix et les troubles de production, elles ont été à peine indiquées. On comprend d'ailleurs cette prudence, alors que tant d'éléments demeurent fluides.

En ce qui concerne les prévisions budgétaires, le ministre a fixé le montant des dépenses par grandes masses: 1.375 milliards pour les dépenses civiles, 200 pour l'équipement civil, 400 pour la reconstruction, 500 pour les investissements, 950 pour les dépenses militaires, soit 3.525 milliards.

Les recettes monteraient à 3.070 milliards, en incluant 400 milliards provenant de l'emprunt et 70 de la contrevaletur de l'aide américaine, sur un revenu national qui monterait à 12.000 milliards. Le ministre propose de réduire ce déficit moitié par impôts supplémentaires (70 milliards), moitié par diminution des investissements, étalés sur dix-huit mois. Tous ces chiffres présentent évidemment un caractère aléatoire, étant donné l'instabilité actuelle des prix.

Là encore, on ne peut faire plus que marquer quelques points d'interrogation. Si le revenu national s'élevait effectivement à 12.000 milliards. 2.600 milliards plus 270, soit 2.870 de recettes fiscales ne représenteraient pas un maximum, encore que l'importance des transferts de la Sécurité sociale contribue d'une certaine manière à réduire la capacité fiscale. L'inscription dans les recettes de 400 milliards pour les emprunts et ressources de trésorerie, normale, modeste même en une période ordinaire, est peut-être excessive au moment où il s'agit de briser le cercle inflationniste, d'autant plus que le budget de 1951 laissera probablement un certain déficit.

Questions

En attendant que des précisions supplémentaires permettent une discussion plus poussée, on formulera, à l'occasion de ce bilan, quelques questions, les unes à longue échéance, les autres de portée immédiate.

Trop de Français, même spécialistes, ne saisissent pas la portée des changements intervenus depuis vingt ans. À partir du moment où l'État est devenu le principal constructeur de maisons, où il a la charge des investissements du secteur nationalisé, le budget n'a plus rien de commun avec ce qu'il était au début du siècle, à savoir le coût des services publics de la

collectivité. Il englobe non seulement des transferts considérables au titre du budget social, mais aussi des grands travaux - barrages ou construction d'immeubles - dont les apports libres de revenus individuels assumaient jadis le financement. Quand on songe à ce que devrait représenter dans le budget de la nation la construction immobilière, on est bien obligé de formuler une alternative: ou bien l'État reconstituera les circonstances dans lesquelles la construction privée redeviendra possible (et personne ne pense qu'on puisse y parvenir rapidement), ou bien il élargira les prélèvements, volontaires ou forcés, sur les revenus des personnes à la mesure des besoins qui ne sont plus ceux de l'État lui-même en tant que tel, mais ceux de la collectivité. D'une manière ou d'une autre, il faudra surmonter la contradiction entre le caractère collectiviste d'un large secteur de la production et l'illusion du caractère individualiste de la répartition des revenus.

Certains veulent surmonter cette contradiction en ranimant l'épargne et j'ai à peine besoin de dire que cette entreprise me paraît louable. Quelques progrès, très limités, avaient été accomplis durant la période de relative stabilité 1949-1950. À l'heure présente, nous sommes retombés en pleine crise, puisqu'une certaine forme de fuite devant la monnaie sévit de nouveau. On se demande donc si les mesures prises ou annoncées sont assez spectaculaires, assez efficaces pour contribuer au renversement de la tendance.

La continuation du processus inflationniste, quoi qu'on en dise, n'est nullement une fatalité. Les prix des matières premières sur les marchés mondiaux sont stabilisés, souvent orientés vers la baisse. Le dernier ajustement des salaires comportait une marge en prévision des hausses de prix à venir, cette marge n'a pas encore été absorbée. Il s'agit aujourd'hui, avant tout, de lutter contre la propension de tous les Français à agir en fonction de l'hypothèse inflationniste, c'est-à-dire à accroître le plus possible les stocks, à se débarrasser le plus vite possible de la monnaie, à garder les devises étrangères. À ce stade, l'inflation risque d'être amplifiée par la psychologie inflationniste. M. René Mayer, ayant choisi sa voie et accepté l'impopularité, n'aurait guère suscité plus de clameurs s'il avait frappé plus fort. Et peut-être aurait-il convaincu davantage, non les parlementaires, mais les "sujets économiques", ceux dont la conduite finalement sauvera ou ruinera le franc.

Un élément de conviction manquait, il est vrai, au ministre des Finances: en l'absence d'une aide américaine supplémentaire, l'amputation de nos achats dans la zone dollar créerait des facteurs supplémentaires d'inflation. L'effet

psychologique serait obtenu s'il était possible de publier simultanément le programme intérieur de redressement et un accord sur une autre répartition de l'aide américaine entre armement et économie. Mais ceci dépend du Congrès américain et cela du Parlement français, ce qui ne facilite pas la simultanéité et la solennité souhaitables.

Les emprunts indexés

Le Figaro
14 décembre 1951

Il est une catégorie de Français qui n'ont profité ni en droit, ni en fait, de l'échelle mobile: les prêteurs et spécialement ceux qui ont fait confiance à l'État. Il suffit d'évoquer le cas de deux hommes, dont l'un aurait, en 1914, investi 100.000 francs en or et, dont l'autre, les aurait placés en Fonds d'État. Le premier serait riche (plus de 20 millions), et l'autre, presque entièrement ruiné. Les périodes de guerre et d'inflation sont celles où la rétribution est en raison inverse des mérites.

La conséquence inévitable apparaît aujourd'hui: les épargnants répliquent à l'injustice dont ils ont été trop longtemps victimes par une sorte de grève. Ils épargnent moins et, dans la mesure où ils épargnent, ils cherchent des refuges, dont l'or reste le principal.

Ainsi s'explique le mouvement en faveur des emprunts indexés, ceux-ci ayant pour but de donner certaines garanties aux prêteurs contre la dévalorisation de la monnaie, en faisant varier capital et intérêts en fonction de tel ou tel élément choisi (par exemple un indice du prix de la vie ou le prix du blé ou le prix du kilowatt). Déjà certains emprunts, libellés en francs, sont partiellement rattachés au coût d'une marchandise ou d'un service. On conçoit qu'on promette non une quantité constante d'unités monétaires (dont on connaît trop l'instabilité en valeur réelle), mais une quantité constante de courant électrique. On espère ainsi vaincre la répugnance des épargnants à investir leur argent dans des entreprises publiques ou privées.

La grande misère de l'emprunt

D'après le rapport du Conseil national de crédit, le total brut de l'épargne apparente qui s'est investie en valeurs mobilières serait tombé à 134,4 milliards en 1950, contre 186,8 en 1949, et 203 en 1948. Les chiffres de l'épargne nette (en déduisant les amortissements réguliers et les capitaux mis sur le marché par certains organismes d'État) seraient 144,121 et 104 milliards pour les trois dernières années. Bien plus, sur les 134 milliards de souscriptions enregistrés en 1950, 83 sont revenus au secteur public, 51,4 au secteur privé.

Ces statistiques ne donnent pas une idée exacte des sommes réellement épargnées, puisqu'on évalue à 220 milliards les sommes déposées dans les

caisses d'épargne ou investies par les particuliers dans des valeurs à court terme. Sans doute, même en ajoutant ces deux chiffres, obtient-on un total qui, en pourcentage du revenu national, demeure modeste (de l'ordre de 4%). Encore faudrait-il ajouter les investissements en or, dont l'importance est mal connue. À quel volume monterait l'épargne si la confiance dans la monnaie et dans la gestion des finances publiques était restaurée? Chacun en est réduit, sur ce point, à des évaluations qui ne sont ni démontrées, ni même démontrables. Il est probable que les modifications intervenues depuis trente ans dans la répartition du revenu national, la ruine des rentiers, les institutions de prévoyance collective (assurances sociales), l'incertitude de l'avenir, ont réduit la propension de la collectivité française à épargner. Mais la reprise des dépôts en caisses d'épargne, dès que le rythme de l'inflation s'est ralenti en 1949, indique, bien que la fonction des caisses ait changé, la persistance d'un goût de l'épargne, probablement inséparable de la nature même des hommes.

Il est donc normal que certains dirigeants de nos finances se demandent si la promesse d'une sorte d'échelle mobile pour les intérêts et même le capital des emprunts ne serait pas la meilleure formule, susceptible de vaincre l'hésitation actuelle du public à placer son argent à long terme. Mais chacun connaît aussi la contre-partie. Les précautions que l'on prend contre la dévalorisation de la monnaie publient et confirment les craintes que l'on éprouve à ce sujet. De quel côté se trouvent les inconvénients les plus grands?

Rassurer le prêteur ou restaurer la monnaie

Au regard de l'équité, le doute n'est guère permis. Les prêteurs ont été, à notre époque, les principales victimes. Leur assurer l'équivalent d'une échelle mobile serait simple justice. Encore serait-il impossible d'en réserver intégralement le bénéfice à ceux qui ont souscrit, dans le passé, aux emprunts d'État ou aux assurances sur la vie. On ne réparerait pas les injustices, on créerait une catégorie de prêteurs privilégiés. Cette catégorie, au reste, existe déjà dans la mesure où l'État a respecté les clauses des emprunts à garantie de change. Cette dernière n'exclut pas la dévalorisation partielle des emprunts, si l'inflation a également dévalorisé les monnaies étrangères dans lesquelles ces emprunts étaient libellés, mais, en donnant le choix entre plusieurs monnaies, elle réduit au moins les risques.

Quand on considère le rendement immédiat, le jugement est également positif. L'État, les grands services publics nationalisés emprunteront, à coup sûr, plus aisément, s'ils convainquent les prêteurs que la valeur réelle de leur capital, le

rendement réel de celui-ci seront maintenus.

Si nous étions en période de crise aiguë, où la défiance à l'égard de la monnaie devient une des causes essentielles de l'inflation, ou encore, si, l'équilibre étant rétabli dans la réalité, le fait psychologique de la défiance entretenait une menace d'inflation, le lancement d'un emprunt indexé combiné avec un programme de redressement, qui témoignerait que le gouvernement lui-même se décide à mettre fin à la dévaluation ultérieure de la monnaie, pourrait être un facteur essentiel du rétablissement de la confiance et, du même coup, de la consécration de l'équilibre.

En revanche, des emprunts indexés, en période d'inflation chronique, n'auraient nul effet de cet ordre. Ils donneraient probablement, à court terme, une aisance supplémentaire. Ils épargneraient à tel ou tel prêteur le sort subi par les autres. Mais, bien loin de contribuer au retour de la confiance, ils apporteraient une espèce de confirmation définitive à l'idée, largement répandue, que la dévalorisation progressive de la monnaie est une fatalité.

Selon les circonstances et les modalités, l'emprunt indexé apparaîtrait ainsi soit un effort pour surmonter la défiance à l'égard de la monnaie, soit la résignation à cette défiance. Que l'on examine objectivement la situation actuelle: on doute que les conditions nécessaires au succès d'une telle politique soient réunies.

L'inflation

Réalités
janvier 1952

Si les Français s'offrent comme des victimes faciles aux coups de ce mal redoutable, ce n'est pas par consentement ou par fatalisme; c'est par ignorance. Ignorance des causes, ignorance des remèdes, ignorance de l'action préventive qu'ils peuvent exercer par la pression de leur opinion et par leur bulletin de vote. Dans ce premier article, Réalités s'attaque aux sources du mal.

Commençons par une histoire à la Robinson Crusoé. Allons sur un marché, que nous simplifierons pour les besoins de l'exposé. Il comporte un marchand unique de viande, et la marchandise est d'un type unique. Cent personnes désirent acheter du bifteck, qui coûte 400 francs le kilo. Malheureusement le marchand n'en possède que 300 kilos, et nos cent clients désirent ensemble, s'ils pouvaient satisfaire tous leurs désirs faire l'acquisition de 500 kilos de viande. Que va-t-il se passer?

Chacun aperçoit immédiatement les trois solutions concevables: ou bien le marchand (ou quelque autorité supérieure) décidera que chaque client n'aura droit qu'à trois quarts de kilo de viande, de telle sorte que tout le stock disponible soit vendu et que chaque client obtienne au moins une partie de ce qu'il aurait voulu acheter. Ou bien le marchand invitera ses clients à faire la queue, il servira aux premiers clients tout ce qu'ils demanderont, de telle sorte qu'à un moment donné le stock sera épuisé et que les derniers clients iront le sac vide. Ou bien, enfin, le marchand élèvera le prix. À 400 francs le kilo, les cent clients prêts à acheter 500 kilos de viande. Mais le marchand ne possède que 300 kilos de viande. S'il vendait le kilo, par exemple, 660 francs, la clientèle pourrait dépenser la même somme de 200.000 francs pour acquérir la totalité du stock, mais la répartition de la marchandise ne serait pas la même. Certains clients qui auraient voulu acheter un kilo à 400 francs se contenteront d'une livre, lorsque le prix du kilo aura atteint 660 francs. D'autres, en revanche, qui possèdent de gros revenus n'hésiteront pas à dépenser 1.320 francs pour obtenir 2 kilos (encore une fois, l'exemple est schématique et artificiel: nous supposons que tous les acheteurs consacrent à l'achat de la viande la somme qu'ils avaient fixée à l'avance, en dépit de la hausse des prix).

Chacun aura reconnu, dans cette dernière solution, le rationnement par la bourse. Mais ce qui aura peut-être échappé, c'est l'idée essentielle que suggère

cet exemple. La situation que nous avons décrite est *inflationniste*, quelle que soit la solution finalement retenue. L'inflation, c'est la disproportion entre les revenus en quête de marchandises et la quantité de marchandises aux prix pratiqués. *La hausse des prix, en général, n'est pas la cause de l'inflation, elle en est l'effet, elle est un moyen imparfait, injuste, déplorable, mais elle est, malgré tout, un moyen de rétablir l'équilibre entre le pouvoir d'achat et les biens offerts.*

Notre exemple indique aussi pourquoi le public a tendance, spontanément, à confondre la hausse des prix et l'inflation, ainsi qu'à souhaiter la première solution. Pourquoi, s'il y a plus de demandes que d'offres, ne pas bloquer le prix et ne pas distribuer la marchandise également entre tous les acheteurs? Cette solution est celle du contrôle des prix ou rationnement. Dans certains cas elle peut s'imposer. Mais dans cet exemple simplifié lui-même nous voyons la double difficulté. Il faut une intervention administrative pour fixer le prix, distribuer les tickets de rationnement. Et l'on n'est jamais sûr que le stock disponible suffise à honorer tous les tickets. Ainsi la solution n°1 dégénère le plus souvent en solution n°2. De plus, le pouvoir d'achat qui voulait se porter sur le marché de la viande subsiste si l'on vend le stock au prix de 400 francs le kilo. Ou bien le pouvoir d'achat excédentaire se portera sur d'autres marchés, et la hausse des prix sera d'autant plus forte sur les autres marchés que les prix de certains produits auront été maintenus artificiellement plus bas. Ou bien ce pouvoir d'achat se portera sur le marché de la viande, non pas sur le marché officiel, où il est chassé par le contrôle des prix et les tickets, mais sur le marché dit parallèle. Le vendeur de viande sait qu'il y a des acheteurs disposés à payer non pas 400, mais 700 francs, s'il le faut pour acquérir un kilo de viande. En une situation comparable à celle de notre exemple il est douteux que les 300 kilos soient tous vendus au prix officiel. Une fraction serait distribuée au marché parallèle à un prix double ou triple. Du même coup, une partie des clients verraient leurs tickets non honorés. Les derniers arrivés au marché officiel ne seraient pas servis.

Les trois solutions que nous avons distinguées pour les besoins de la clarté seraient donc appliquées simultanément. Et pourquoi mettre la phrase au conditionnel? Nous avons connu le temps où cette situation existait, où ces trois aspects allaient ensemble: pendant la guerre et les premières années d'après guerre.

Entre notre exemple et notre problème il y a une différence fondamentale:

nous n'avons envisagé l'excédent que sur un *seul* marché alors que l'inflation se définit par ce même excédent non pas sur le marché d'une marchandise particulière, mais pour l'ensemble de l'économie. Comment survient cet excédent?

Une des origines principales – on aurait dit naguère l'origine unique – c'est le déficit des finances publiques. L'État a eu depuis des siècles et il a conservé la capacité, et l'on pourrait même dire le droit, d'émettre de la monnaie qui est pratiquement de la fausse monnaie. Arrêtons-nous un instant sur cette idée simple mais décisive.

Quand l'État prend de l'argent à Paul pour le donner à Jacques, quand il prélève par l'impôt une fraction du revenu de Paul pour le verser à Jacques, qui est fonctionnaire ou qui est un blessé de guerre, l'État ne fausse pas le mécanisme économique. Il transfère un certain pouvoir d'achat d'un citoyen à un autre. En revanche, quand, il émet des billets de banque pour financer ses dépenses, ou encore quand, hier, il faisait refondre les pièces d'or ou d'argent pour réduire la quantité de métal précieux encore dans chacune d'elles, il distribue un pouvoir d'achat auquel ne correspond aucune marchandise à la disposition du public. Les revenus distribués par l'économie aux individus sont la contre-partie de biens produits. *Les revenus distribués par l'État lorsque les finances publiques sont en déficit ne comportent aucune contre-partie de biens consommables. Ils créent cet excédent de pouvoir d'achat qui est l'essence même du phénomène inflationniste.*

Un déficit des finances publiques est-il partout et toujours inflationniste? Quand le déficit est comblé par les emprunts, à court ou à long terme, il n'y a normalement pas d'inflation, à la condition que les emprunts correspondent, de la part du public, à un renoncement à la consommation immédiate. Supposons qu'un particulier dépose une certaine somme à la banque. Celle-ci en profite pour acquérir un bon du Trésor supplémentaire, et ce bon, à son tour, permet à l'État de financer une certaine dépense: nous avons effectivement affaire à un transfert de revenu de la personne qui a mis de l'argent à son compte en banque à la personne, entrepreneur ou fonctionnaire, qui a été payée par l'État.

Le caractère, inflationniste ou non, d'un déficit des finances publiques dépend donc premièrement de la manière dont ce déficit est couvert: l'avance de la banque d'État (qui équivaut à une émission pure et simple de papier-monnaie) est la modalité la plus inflationniste; l'emprunt à long terme, la modalité la moins inflationniste. Mais la réponse ne dépend pas exclusivement de la formule

financière ou comptable adoptée: elle dépend aussi et surtout de ce qui se passe du côté de l'économie.

Supposons que des millions d'ouvriers soient inoccupés, que des centaines de machines ne tournent pas: quand l'État dépense plus d'argent qu'il n'en reçoit, il distribue des revenus supplémentaires. Il est au moins concevable, en certaines circonstances (un autre jour nous tâcherons de préciser quelles sont ces circonstances), que ces revenus provoquent l'embauchage d'ouvriers inoccupés, la remise en action de machines immobilisées et, par conséquent, ne créent pas l'excédent inflationniste de pouvoir d'achat.

Tirons de ces analyses grossières une première conclusion. *L'inflation se détermine non par la considération exclusive des dépenses publiques ou de leur mode de financement, moins encore par la mesure de la quantité d'or ou de billets de banque en circulation, mais par la confrontation des revenus distribués aux particuliers et des marchandises offertes.* Au temps où l'or circulait, l'afflux d'or nouveau représentait effectivement un pouvoir d'achat supplémentaire qui agissait dans le sens de la hausse des prix quand le rythme de cet afflux dépassait celui de l'accroissement de la production. Mais à notre époque où l'or ne circule plus, où les banques en accordant des crédits distribuent du pouvoir d'achat, il serait absurde de diagnostiquer l'inflation en regardant les seules statistiques des billets de banque en circulation.

La politique de crédit de l'État et des banques est susceptible, elle aussi, de créer le déséquilibre entre pouvoir d'achat et marchandises. Quand une banque consent des avances à une entreprise, celle-ci utilise le crédit qui lui est fait pour commander des marchandises, acheter des machines, en bref pour distribuer des revenus soit à ses ouvriers, soit aux ouvriers d'autres entreprises. Sans entrer dans des discussions savantes, chacun comprend aisément que dans une économie comme la nôtre, où une grande partie des transactions se traitent non au comptant mais à crédit, la politique adoptée par les banques – la plus ou moins grande libéralité avec laquelle elles accordent ou refusent des crédits – détermine la masse des revenus mis à la disposition du public.

De manière un peu plus précise, on dégage deux modalités selon lesquelles la politique de crédit contribue à l'inflation. Quand les prix ne cessent de monter et que chacun, producteur, intermédiaire, public, s'attend à une hausse ultérieure, ceux qui possèdent des marchandises inclinent à les conserver le plus longtemps possible, puisque la valeur de ces marchandises augmente de semaine en semaine et qu'au contraire celle de la monnaie diminue. Si les banques

consentent trop généreusement des crédits, les détenteurs de biens réels auront le moyen de retenir leurs stocks, du même coup de réduire l'offre des marchandises et, par conséquent, de faire encore monter les prix.

Nous avons jusqu'à présent, pour simplifier, confondu revenus distribués aux particuliers et revenus désireux de s'échanger contre des marchandises. Il faut évidemment tenir compte du fait que les individus, normalement, ne dépensent pas tout ce qu'ils gagnent: ils en mettent de côté, ils en épargnent une fraction. En tout cas, ils échelonnent leurs dépenses dans le temps: certaines dépenses de nourriture se font tous les jours; certaines dépenses de ménage, toutes les semaines; certaines dépenses de vêtement, une, deux ou trois fois l'an; certaines dépenses d'équipement ménager, tous les deux, cinq ou dix ans. Supposons que, tout d'un coup, on apprenne que d'ici six mois ou un an les prix vont monter ou certaines marchandises faire défaut: le public se précipitera dans les magasins pour faire l'emplette de ces marchandises dont il craindra d'être privé ou dont il prévoit l'enchérissement. Cette ruée du public créera l'excédent du pouvoir d'achat sur l'offre, constituteur de l'inflation, sans qu'il y ait eu déficit des finances publiques ou excès de crédit bancaire. Cette hypothèse n'est pas une vue de l'esprit. Dans les mois qui suivirent le déclenchement de la guerre de Corée et surtout l'intervention chinoise, les Américains se précipitèrent sur les magasins et, sans qu'il y eût déficit des finances publiques (l'État avait des recettes supérieures à ses dépenses), firent monter les prix. Il est vrai que cette montée fut soutenue par une expansion de crédit, mais celle-ci fut, elle aussi, effet et non cause d'un changement, à l'origine essentiellement psychologique. *L'impatience d'achat, suscitée par l'inquiétude du lendemain, suffisait à créer l'excès de la demande et la hausse des prix.*

Une telle crise d'inflation sera, par essence, temporaire et limitée, si les dirigeants de l'économie réagissent avec sang-froid. Tant que les revenus distribués ne dépassent pas les biens produits, la concentration anormale des achats provoquée par la fièvre des consommateurs, ne durera pas, et le retour aux habitudes ramènera la stabilité. À moins qu'en réponse à une hausse passagère des prix on ait accru la rémunération de l'ensemble des salariés et que, par suite, on ait déclenché une troisième sorte d'inflation, que l'on baptise inflation salariale.

Supposons que, soudain, un gouvernement décide que les rémunérations de l'ensemble des salariés seront augmentées de 20%. Cette mesure ne produit par elle-même aucune variation dans la somme des biens offerts au public. Quand on

augmente de 20% la quantité des revenus monétaires distribués à une fraction importante de la population – à moins qu'on ne prenne des mesures pour réduire les revenus d'autres fractions de la population – on fait surgir la situation que nous avons indiquée dans notre exemple initial: il y a plus de francs cherchant à acquérir viande, épicerie, vêtements, chaussures qu'il n'y a de tels biens disponibles.

Il faut établir une sélection entre les demandes, sélection par l'administration (rationnement, tickets, etc.) ou par l'argent, la première n'empêchant jamais la seconde, mais pouvant, tout au plus, l'éliminer de certains secteurs (on peut fixer les prix et distribuer administrativement, en quantités égales pour chacun, la viande ou le sucre, mais le pouvoir d'achat excédentaire se portera sur les marchés d'autres marchandises, dont les prix monteront d'autant plus. Il y a quelques semaines le gouvernement a réussi à peser sur le prix du bifteck, mais il a fait monter les prix d'autres morceaux et surtout des aliments de substitution – poisson, volailles).

Mais, me dira-t-on, quand y a-t-il inflation salariale? La réponse théorique est facile, la réponse concrète en un cas déterminé, extrêmement difficile. En théorie, il y a inflation salariale dès que l'on distribue aux salariés plus de revenus qu'ils ne pourront acquérir de biens de consommation. Ajoutons cependant que, un certain volume de revenus étant donné, il y aura ou il n'y aura pas inflation selon l'usage que les salariés, l'ensemble de la population feront de leurs revenus, selon la part respective qu'ils accorderont à la consommation et à l'épargne (voire selon la répartition de leurs achats entre les divers secteurs).

Nous avons parlé jusqu'à présent de l'offre de marchandises prise globalement et de la demande de marchandises prise globalement. Il est clair que les biens produits n'ont pas tous le même caractère. Entre la matière première et la marchandise susceptible d'être consommée, entre la plantation de caoutchouc et le pneu, entre la bauxite et l'avion, entre le manganèse de l'Inde et les aciers spéciaux qui entrent dans la composition des installations électriques de très nombreux stades de travail et d'échanges interviennent. Et ces stades ne pourraient être franchis sans l'existence d'un outillage perfectionné. La fabrication de cet outillage implique la distribution des salaires, mais ces salaires ne sauraient être employés par les ouvriers à l'achat des biens produits par leur propre travail. Appelons biens d'investissement ces biens nécessaires à la production ultérieure des biens de consommation: pour éviter l'inflation il faut que les salaires distribués à l'occasion de la production de biens

d'investissement puissent acquérir les biens de consommation désirés par les salariés. Autrement dit, l'équilibre global entre production et revenus ne suffit pas, il faut encore l'équilibre entre les biens de consommation et les revenus désireux de s'échanger contre de tels biens, entre les biens d'investissement et les revenus que leurs détenteurs consentent à réserver pour l'avenir, à épargner.

Peut-être y a-t-il eu, dans le passé, des économies où cet équilibre entre épargne et investissement était réalisé spontanément, automatiquement, de fait que les investissements étaient régulièrement financés par une épargne authentique. Quand les entreprises voulaient renouveler leur outillage, elles faisaient appel au marché des capitaux. Les fonds recueillis étaient issus d'une épargne réelle. À l'heure présente les investissements sont plus d'une fois financés par des crédits bancaires à moyen terme, et l'on parvient de plus en plus difficilement à distinguer entre épargne authentique et expansion de crédit.

D'un autre côté, l'offre de marchandises de consommation est devenue fort peu élastique, étant donné le protectionnisme généralisé. Si l'on accorde aux ouvriers une hausse de salaires dont ils profitent pour demander plus de viande, l'offre de celle-ci ne sera pas ou sera à peine affectée. Autrement dit, le cours de la viande montera. Il se peut que les ouvriers, s'ils avaient utilisé autrement leurs revenus supplémentaires, en auraient tiré plus d'avantages, parce qu'ils auraient obtenu d'autres marchandises sans hausse de prix.

Il y a donc inflation salariale lorsque la masse de salaires distribués dépasse le volume des biens de consommation disponibles aux prix pratiqués, sans que la fraction des salaires non consommée suffise à rétablir l'équilibre. Sans doute sait-on mal, en un cas précis, si le taux actuel de salaires représente ou non le maximum compatible avec la stabilité. Mais cette analyse, si élémentaire soit-elle, nous permet au moins de déterminer *comment la question se pose*. On peut discuter indéfiniment sur ce que devrait être le salaire minimum autrement dit quelle somme d'argent permet de subvenir aux besoins incompressibles d'un individu ou d'une famille. Mais ce que l'Américain tient pour un minimum, s'il était adopté en France, y déclencherait une inflation irrépressible, de même que le minimum français serait inaccessible en Chine ou aux Indes. Le minimum dans chaque pays dépend des ressources de la collectivité et de la répartition des revenus. S'il n'y a pas, en général, de disparité trop grande entre le minimum socialement estimé et les possibilités économiques, c'est que la conscience collective sent plus ou moins confusément les richesses produites et la part qui en revient à chacun. Mais en cas de démagogie volontaire, rien n'est plus facile

que de fixer un salaire minimum qui, en fait, s'il était choisi comme base de la hiérarchie, impliquerait une distribution des revenus dépassant de beaucoup les biens disponibles aux prix pratiqués.

Une collectivité ne saurait consommer plus qu'elle ne produit. Elle peut distribuer des revenus monétaires en quantités indéfinies, mais la valeur réelle de ces revenus sera toujours déterminée par le stock de marchandises disponibles.

Dans l'exemple que nous avons donné au début de cet article la hausse des prix apparaissait comme un moyen de faire une sélection entre les clients, de rétablir l'équilibre entre le total des demandes et le total de l'offre. Quand on considère l'ensemble de la collectivité, la hausse des prix est encore un moyen de rétablir l'équilibre entre demande et offre, mais comment opère le mécanisme qui tend au rétablissement de l'équilibre?

Supposons, pour simplifier, que la distribution des revenus excédentaires n'exerce pas d'action sur le volume de la production ni, par suite, sur le volume des marchandises offertes. Puisque la quantité de biens à acquérir reste constante, les revenus excédentaires doivent déclencher une hausse de prix qui aboutisse, pour l'ensemble de l'économie, à un résultat identique à celui que nous avons constaté dans notre exemple simplifié, à savoir l'égalité entre la demande monétaire totale et la valeur monétaire des biens offerts.

Mais ce résultat, qui est obtenu fatalement – encore une fois on ne peut acheter que les marchandises en vente, et il y a toujours égalité entre les valeurs monétaires dépensées par les acheteurs et celles reçues par les vendeurs – ne va pas sans bouleversement dans les relations entre les prix, dans les situations relatives des diverses classes sociales.

La hausse des prix, nous le savons, suscite normalement des revendications: chaque groupe souhaite que ses revenus soient rajustés en fonction du prix de la vie. Mais il est de l'essence de l'inflation que ces revendications ne soient ni immédiatement, ni entièrement, ni universellement satisfaites. Revenons à notre exemple initial. Si nos cent clients voyaient leur pouvoir d'achat instantanément accru en fonction de la hausse du prix du bifteck, si le bifteck coûtant 660 francs le kilo, ils disposaient de 330.000 francs pour acquérir de la viande, la disproportion entre le pouvoir d'achat et la valeur monétaire du stock de viande ne disparaîtrait pas. Les clients posséderaient toujours assez d'argent pour acquérir 500 kilos, et il n'y aurait toujours que 300 kilos. Il faudrait donc une nouvelle hausse des prix pour réaliser la sélection entre les demandes, l'égalisation des valeurs monétaires de l'offre et de la demande, qui sont la

fonction même de l'inflation.

Cet exemple simple nous permet de dégager une proposition le plus souvent méconnue et d'importance décisive: *l'inflation ne peut pas ne pas faire de victimes*. Si la revalorisation de tous les revenus intervenait à chaque instant en fonction de la hausse des prix, celle-ci recevrait une accélération à la limite infinie. L'accélération approche en effet de cette limite dans les phases ultimes de l'inflation galopante. Personne n'ayant plus confiance dans la monnaie, chacun sachant que la quantité de monnaie reçue perdra en un jour, voire en une heure, la plus grande partie de sa valeur, les salariés quittent le guichet où ils ont touché leur paye pour se précipiter dans les magasins. Quelques heures de retard suffiraient à entraîner une perte considérable. Quand on en arrive là, la revalorisation des revenus, bien que quotidienne, demeure en retard sur la hausse des prix. La ruine de la monnaie est consommée.

Tel n'est pas le cas courant de l'inflation. La hausse des prix suffit à rétablir l'équilibre entre les valeurs monétaires respectives de l'offre et de la demande, ce qui signifie que certains revenus sont rajustés en fonction du prix de la vie, mais que certains ne le sont pas. Autrement dit, l'inflation a ses victimes, comme elle a ses profiteurs. Les uns ayant la même somme de monnaie peuvent acheter moins de marchandises, d'autres, parce que leurs revenus ont été accrus en proportion, peuvent acheter les mêmes quantités de marchandises qu'auparavant, d'autres, enfin, éventuellement, voient leurs revenus monétaires accrus en une proportion supérieure à la hausse des prix. *L'inflation implique des injustices sociales*. S'il y avait pour toutes les classes de la nation, une échelle mobile, parfaite et instantanée, l'inflation s'emballerait. Et si l'État était capable de répartir équitablement les sacrifices, il ne ferait pas d'inflation, mais ramènerait les revenus distribués au niveau des biens disponibles.

Les victimes de l'inflation, les Français ne l'ignorent plus aujourd'hui, sont ceux qui continuent de recevoir les mêmes revenus monétaires alors que les prix montent, autrement dit ceux qui ont placé leur argent en rentes sur l'État, ceux qui ont versé des annuités pour des assurances-vie, tous ceux qui ont été prévoyants, tous ceux aussi que l'État s'était donné pour mission de protéger (les mineurs). Les salariés du secteur privé et public sont aussi atteints, mais en une mesure variable, selon la pression que chaque groupe est en mesure d'exercer sur les employeurs ou sur l'État pour arracher la revalorisation de ses revenus.

Échappent aux conséquences de l'inflation ou en tirent profit ceux qui détiennent des marchandises dont la valeur monétaire, durant la période même

où elles sont stockées, augmente autant ou plus que le niveau général des prix. En période d'inflation, ceux qui possèdent des biens réels sont protégés, ceux qui possèdent de la monnaie ou des valeurs monétaires fixes sont frappés.

Encore, faut-il ajouter que la hausse des prix varie grandement selon les secteurs. Les produits achetés surtout par les classes sociales dont l'inflation ampute sensiblement les revenus peuvent être affectés par la mévente. L'excédent de pouvoir d'achat ne se répartit pas également sur les différents marchés, pas plus que l'inflation ne frappe également les différents groupes sociaux. Elle aggrave les tensions à l'intérieur de la société, chaque groupe essayant d'obtenir la revalorisation de ses revenus et n'y parvenant qu'avec retard et aux dépens d'autres groupes. Et quand tous les groupes reçoivent satisfaction par une échelle mobile perfectionnée, la monnaie est bien près de sa ruine... À moins qu'au suprême instant gouvernants et gouvernés n'aperçoivent la simple vérité. Il n'est pas possible d'aménager équitablement l'inflation, il faut l'arrêter.

L'inflation, que nous venons simplement de décrire, est au centre des préoccupations de tous ceux qui se soucient de l'avenir des sociétés occidentales. Celles-ci, pour des raisons multiples, inclinent sans cesse à distribuer plus de revenus qu'il n'y a de biens; les masses sont mécontentes de leur sort et les gouvernants sont faibles; les peuples sont désireux de consommer le plus possible et les industries modernes ont besoin de grands investissements; jamais les syndicats d'intérêts n'ont été aussi forts et l'État n'a été aussi faible.

À partir de l'inflation on retrouve tous les aspects des problèmes traditionnels: la monnaie, dévalorisée par l'inflation; la production, qui, seule, permet de réduire la disproportion entre les désirs des peuples et leurs ressources; le budget, celui de l'État et celui de la collectivité tout entière, qui détermine et reflète à la fois l'équilibre ou les déséquilibres dans les différents secteurs de l'économie. Notre point de départ a été la description de l'inflation, notre conclusion sera la thérapeutique anti-inflationniste. Thérapeutique aussi complexe que le mal lui-même: celui-ci a des causes multiples qui intéressent la structure de l'État autant que celle de l'économie. La thérapeutique, elle aussi, exige toujours l'action des gouvernants en même temps que celle des «sujets économiques», c'est-à-dire des simples citoyens, à notre époque pas assez conscients et trop organisés.

Considérations actuelles

Le Figaro
4 janvier 1952

Les discussions budgétaires de fin d'année sont en voie de devenir un rite national. En quelques jours, chefs de partis ou députés spécialistes des questions financières échangent critiques, suggestions, statistiques, les uns dénonçant les maux trop évidents dont souffre notre économie, les autres soulignant les progrès incontestables accomplis depuis la fin des hostilités.

On peut regretter que tant de discours, éloquentes et souvent même admirablement informés, soient perdus pour l'opinion, que tant de réformes, dont une majorité de parlementaires reconnaissent en privé l'urgence, soient évoquées entre Noël et le Jour de l'An, oubliées ensuite.

Quelques comparaisons

M. Mendès-France a repris, cette année, quelques comparaisons entre l'effort de la France et celui des autres pays d'Europe. Quels résultats donne cette comparaison?

La production française de 1950 rapportée à celle de 1938 marque une progression analogue à celle des autres pays européens. L'index de la production, calculé par le *New York Herald Tribune*, est à 148 en octobre 1951 contre 100 en moyenne en 1938: cette avance se situe plutôt au-dessus de la moyenne des pays européens. L'O.E.C.E. prend l'année 1948 comme origine de l'indice. En juin 1951, la production française était à l'indice 129, la production britannique à 124, celle du Benelux et du Danemark à 119, celle de l'Italie à 144, celle de la Norvège à 124. Il est vrai que le niveau de 1948 était, en France, à peu près égal à celui de 1937, alors qu'il était, en Grande-Bretagne, supérieur de 10% à celui de 1937, de 20% en Norvège, de 25% au Danemark. Malgré tout, on peut dire que la production française, de 1944 à 1951, s'est développée à une allure qui n'est pas différente de celle des autres pays européens (le cas de l'Allemagne mis à part).

Mais, à deux points de vue, la situation de la France demeure malheureusement différente: la dévalorisation de la monnaie a été plus rapide et plus profonde que partout ailleurs, Italie et Grèce exceptées; la production, en 1937 ou 1938, était inférieure à celle de 1929 et, là encore, nous avons une triste exclusivité. L'indice des prix de gros de l'O.E.C.E., 1948 étant égal à 100, se

situait en France à 6 en 1938, à 36 en Hollande à la même époque, à 55 en Norvège, à 46 en Grande-Bretagne. Les prix avaient été, dès 1948, multipliés par un peu plus de 2 en Grande-Bretagne, par 3,5 environ en Belgique, par plus de 15 en France. Depuis 1948, l'indice est passé, en juin 1951, à 155 en France, à 154 au Danemark et en Belgique, à 146 en Grande-Bretagne. Le mouvement des prix de gros n'a donc pas été sensiblement plus accentué dans notre pays que dans le reste de l'Europe. En revanche, l'indice du coût de la vie, de 1948 à juin 1951, est passé de 100 à 138 en France, 100 à 106 en Belgique, 100 à 111 en Italie, 100 à 116 en Grande-Bretagne. Une nouvelle fois, l'inflation française a pris de vitesse le reste de l'Europe.

Enfin, tous les rapprochements entre 1938 et 1951 sont faussés par le fait que, presque seule, la France, en 1938, n'était pas encore sortie de la crise mondiale. Le niveau de production, à la veille de la deuxième guerre, était de 20 à 25 % inférieur à ce qu'il était en 1929. Nous avons dépassé de peu en 1950 et 1951 le point atteint, il y a vingt ans. Aucun autre grand pays n'est dans le même cas. M. Mendès-France a raison de rappeler infatigablement ces faits désagréables (encore qu'il oublie de signaler que, de 1913 à 1929, la progression en France avait été particulièrement rapide).

La France paye aujourd'hui les ravages de la crise 1930-1939, en même temps que les ravages de la guerre et de l'occupation. Les laudateurs intempérants de la IIIe République feraient bien de ne pas oublier que les dix ans qui ont précédé la deuxième guerre mondiale furent une période de décadence nationale comme la France en connut rarement au cours de son histoire. Tous les partis, de droite ou de gauche, y eurent leur part de responsabilité. Ni les uns ni les autres ne comprirent la nature de la crise mondiale, la nature de la menace hitlérienne. En 1939, ni l'économie ni l'armée de la France n'étaient équipées pour soutenir l'épreuve.

Équipement et inflation

Quel que soit le gouvernement, la France ne peut pas ne pas connaître des difficultés extrêmes, ayant à prélever sur un revenu national qui ne suffit pas à satisfaire les revendications de la population, le coût de la reconstruction, celui de la modernisation industrielle (accru par suite de quinze ans de stagnation), celui de la guerre d'Indochine et du réarmement. L'Assemblée nationale, incitant le gouvernement à accroître les crédits à propos de chaque chapitre, mais à faire des économies sur l'ensemble, est assez représentative du pays lui-même, chaque groupe demandant que l'État dépense moins, mais aux dépens des groupes

voisins et non pas de lui-même.

Il n'en reste pas moins que le devoir des gouvernants est de faire le choix qui s'impose. Nous l'avons répété assez souvent dans cette rubrique: le choix est fait de toute manière. Toute la question est de savoir s'il est fait lucidement, par les responsables, en fonction de priorités réfléchies ou par l'inflation, c'est-à-dire aveuglément, aux dépens de la monnaie et de la morale du pays.

Nous ne saurions ici indiquer quel devrait être ce choix. Il nous faudrait disposer de la documentation réservée aux seuls ministres. De plus, il ne s'agit pas de supprimer aucun des chapitres, mais de réduire chacun d'eux aux dimensions compatibles avec les ressources globales de la nation. Nous nous bornerons donc à quelques remarques.

L'heure des choix

Il est impossible de définir un objectif de politique étrangère, si souhaitable qu'il puisse paraître, en faisant abstraction des moyens disponibles. Il s'est établi une sorte d'unanimité, de la droite extrême jusqu'aux socialistes, pour formuler le principe que les effectifs de la France devraient être en permanence plus nombreux que ceux de l'Allemagne occidentale. Or celle-ci est plus peuplée que la France, elle possède une puissance industrielle supérieure. Si donc on prétend, en plus de la guerre d'Indochine et de l'entretien des troupes d'Afrique, posséder plus de divisions en Europe que la République de Bonn, nos dirigeants maintiendront peut-être, pendant quelques années, une fiction de sécurité à échéance de dix ou quinze ans ils rendront irrémédiable le déclin de l'industrie, c'est-à-dire le déclin de la puissance française. Déjà l'Allemagne de Bonn construit trois fois et demie plus de logements que la France.

En dehors de choix politico-économiques, les réformes d'ordre économique qui ont été suggérées le plus souvent sont empruntées les unes aux programmes dits de droite, les autres aux programmes dits de gauche: assainissement de la S.N.C.F. et de la Sécurité sociale, augmentation de la durée du travail et recul de l'âge de la retraite, mais aussi réforme de la fiscalité et surtout plus grande sévérité dans la répression de la fraude, encouragements aux investissements privés, mais aussi contrôle de ceux-ci (en fait de constructions immobilières, par exemple). L'ensemble de ces mesures n'est conforme à aucune orthodoxie, mais il reflète bien plus qu'on ne le dit l'opinion commune, à condition du moins d'entendre par cette expression la pensée des parlementaires et des simples citoyens, telle qu'elle s'exprime en dehors des servitudes et des conformismes.

Attendre n'est pas une solution

Le Figaro
22 février 1952

Le déficit de la France à l'Union européenne de paiements a dépassé cent millions de dollars (monnaie de compte), en janvier. Les restrictions à l'importation ont été aggravées. Pratiquement, la France suspend toutes les mesures de libération du commerce intereuropéen qu'elle avait recommandées et prises depuis quelques années. Quoi qu'en pense M. Buron, ces mesures, en elles-mêmes, n'arrêteront pas la perte de devises, elles ne suffiront pas à rétablir l'équilibre de nos comptes extérieurs. Il suffit de comparer les cours du franc au marché noir et les cours officiels pour reconnaître l'origine ou plutôt une des causes du mal.

Les précédentes stabilisations

La France souffre d'inflation depuis si longtemps, on a tant de fois dénoncé le déficit de la balance des comptes que l'opinion publique reste sourde aux avertissements et l'opinion parlementaire étrangement indifférente. Après tout, pense-t-on, manque de devises n'est pas mortel: il se trouvera bien quelque puissant allié pour remplir les caisses, lorsqu'elles seront vides. Ce que la France perd en dignité, en indépendance, en santé morale à compter sans cesse sur autrui échappe aux calculs économiques.

Mais admettons que l'aide extérieure survienne avant que, faute de devises pour acheter les matières premières, les usines françaises ne s'arrêtent de tourner et que le chômage ne sévisse. Il n'en reste pas moins que les prix français sont à tel point supérieurs aux prix des pays concurrents que les industries les mieux équipées commencent d'être en difficulté, lorsqu'il ne s'agit pas de secteurs où l'insuffisance de l'offre emporte les hésitations des acheteurs. Quelle que soit l'aide du dehors, la lutte contre l'inflation, le rétablissement de l'équilibre à l'intérieur de l'économie française et entre celle-ci et le monde extérieur demeurent indispensables. Or, non seulement rien n'est entrepris, mais il semble que les gouvernements, absorbés par les soucis quotidiens, n'aperçoivent même pas la gravité de la situation.

Le rétablissement nécessaire ne saurait ressembler ni à la stabilisation Poincaré de 1926, ni à la précaire stabilisation de 1949. En 1926, le problème était résolu pour l'essentiel, quand le gouvernement d'union nationale se

constitua. La reconstruction était à peu près achevée, la production industrielle était en plein essor. La menace sur la monnaie venait de l'exportation des capitaux et de la spéculation contre le franc. Une fois cette spéculation brisée, la confiance à l'intérieur rétablie grâce à l'équilibre budgétaire et à l'apaisement politique, il ne restait plus guère de problème à résoudre. Le taux de stabilisation choisi favorisa d'abord l'expansion commerciale, mais eut, à terme, des conséquences déplorables (accumulation de l'or, pyramides de crédits, etc.).

En 1949, l'arrêt de l'inflation fut réalisé, sans intervention spectaculaire ou héroïque, par la conjonction de bonnes chances et de mesures judicieuses. Les bonnes récoltes de 1948 et de 1949, l'accroissement de la production amenèrent l'offre des produits de consommation au niveau de la demande, l'équilibre budgétaire et les restrictions de crédits constituant l'apport indispensable des pouvoirs publics à l'œuvre d'assainissement. Mais le résultat était, cette fois, précaire, pour de multiples raisons.

Certains des postes de dépenses publiques étaient appelés à se gonfler automatiquement. La confiance en la monnaie n'avait pas encore été rétablie au point que l'emprunt redevint possible. On continuait à financer l'investissement public par l'impôt ou la contrepartie des dons américains, l'investissement privé par l'autofinancement. Le système fiscal comportait des défauts et des injustices à la longue insupportables. Il est certain que les répercussions de la guerre de Corée, la hausse des prix sur les marchés mondiaux furent une des causes de la reprise de l'inflation française. On aurait tort d'accuser exclusivement les circonstances: il suffit de comparer la situation de la France à celle des autres pays d'Europe pour mesurer nos responsabilités propres.

La tâche

Le rétablissement actuel présente d'exceptionnelles difficultés, il exigera une continuité d'action dont la politique présente n'offre guère d'exemples. En effet, les ajustements monétaires, si indispensables soient-ils ne ramèneront pas à eux seuls l'équilibre. Une modification de la parité monétaire détermine une hausse immédiate des cours des matières premières importées. La hausse du prix de la vie qui en résulte n'est ni immédiate ni proportionnelle à la dévalorisation de la monnaie. Si les autres facteurs d'inflation sont éliminés, il n'est pas impossible de ramener, par cette méthode, les prix français à l'alignement des prix étrangers sans relancer l'inflation intérieure. Encore faut-il que la décision monétaire soit accompagnée d'autres mesures.

Il serait pour le moins souhaitable de créer un choc psychologique. Le public

français s'est accoutumé à l'inflation permanente, il réagit avec scepticisme à toutes les affirmations gouvernementales. Comment le convaincre que l'on est décidé à "changer quelque chose"? Comment dissiper l'obsession de la hausse des prix? À un mal pour partie psychologique, il serait difficile de remédier sans moyens psychologiques.

Si nous laissons ces considérations, qui nous entraîneraient sur le terrain de la politique, les mesures techniques ne sauraient avoir d'originalité, mais elles devraient attaquer le mal de différents côtés: ramener le déficit des finances publiques à un montant tel que le crédit permette de le couvrir aisément; réformer certains abus criants de notre fiscalité, de telle sorte que les suppléments de recettes nécessaires ne provoquent pas une hausse de prix; maintenir un contrôle de crédit pour prévenir l'accumulation de stocks et les diverses modalités de spéculation contre la monnaie; favoriser l'accroissement de la production dans l'immédiat (durée du travail) et de la productivité à terme; imposer pour les organisations para-étatiques déficitaires, Sécurité sociale et S.N.C.F., un plan de réformes.

Il est bien clair qu'on énumère les têtes de chapitres plus aisément qu'on ne détaille le contenu précis de chacun d'eux. Les controverses reprendront dès que l'on passera des principes à l'application. Mais nous voulions seulement rappeler une fois de plus qu'il faut désormais un effort global pour sortir notre pays d'une inflation qui décompose la structure sociale et morale de la nation et qui menace aujourd'hui d'emporter les derniers barrages. Quoi qu'on en pense dans les milieux gouvernementaux, les choses ne s'arrangeront pas toutes seules. Il est même certain que l'inaction suffit à aggraver la situation. Le temps est sévère pour ceux qui ne savent pas l'employer.

Pour éviter l'inflation(1). Comment financer les dépenses d'équipement

Réalités
mars 1952

Pour maintenir et développer le pouvoir d'achat des Français il faut augmenter les moyens de production, c'est-à-dire renouveler constamment l'outillage, dans le secteur public aussi bien que dans le secteur privé. Faut-il alors recourir à l'impôt ou à l'emprunt, à l'autofinancement ou à l'appel de souscriptions sur le marché des capitaux? L'expérience montre qu'un dosage entre les deux méthodes est souhaitable; mais une fiscalité excessive risque de tarir les sources de l'épargne et de bloquer les mécanismes d'une économie libre.

Homo faber: l'homme est un constructeur d'outils. Cette formule de Bergson mérite d'être mise en tête de cette étude. L'homme est en effet, par essence, l'être qui multiplie la force de ses bras par celle des outils. L'économie moderne marque l'épanouissement d'un certain aspect du génie humain puisque jamais les sociétés n'ont disposé d'autant de forces accumulées. Et par ce mot il convient d'entendre et les esclaves mécaniques, autrement dit les diverses formes d'énergie que l'homme est parvenu à domestiquer et à exploiter, et les pelles, pioches, presses, ciseaux, bref les outils proprement dits, désormais mis en mouvement par les machines. C'est une banalité de dire que la richesse de chaque pays est, en grande mesure, proportionnelle à la quantité d'énergie dont il dispose, au perfectionnement de l'appareillage industriel que manient les ouvriers, à la valeur du capital existant par tête de travailleur.

Cela veut dire que, chaque année, une collectivité doit entretenir son capital, autrement dit construire une masse d'outils égale à l'usure annuelle de la masse existante. De plus, si la collectivité veut échapper à la stagnation, qui est la forme moderne de la décadence, elle doit ajouter quelque chose à son capital.

Un gouvernement soucieux de l'avenir de la collectivité dont il a la charge devrait mettre au centre de ses préoccupations le problème, naguère réservé aux spécialistes, aujourd'hui mis sur la place publique, des investissements, autrement dit de l'entretien et du renouvellement de l'outillage.

Chaque année, au cours des dernières semaines, ou même des derniers jours de décembre, revient en discussion ce qu'on appelle le budget des investissements (724 milliards en 1951, financés par des crédits budgétaires, sur

un total d'investissement national – financé par les entreprises elles-mêmes – de 1.650 milliards). Chaque année une controverse s'élève sur les modalités du financement de ce budget: le gouvernement demande des impôts pour les couvrir, l'opposition réplique avec indignation que les investissements devraient être couverts par l'emprunt. Tâchons de saisir la signification de cette controverse.

Première idée, simple et décisive: les investissements des charbonnages, de l'électricité, des chemins de fer, de la construction de barrages, de la reconstitution de la flotte marchande ne sont pas des nouveautés pour la collectivité. Déjà, avant 1939, alors que les nationalisations n'avaient pas encore eu lieu, une partie des ressources annuelles devait être employée à préparer de nouveaux ensembles d'exploitation charbonnière, à installer des moyens mécaniques permettant d'accélérer l'extraction, le transport ou le tirage du charbon. De même, il fallait, en face d'une consommation électrique en progression régulière, distraire de la consommation immédiate une part des moyens de production (main-d'œuvre, matières premières) en vue de créer des usines électriques supplémentaires. En d'autres termes, la nouveauté n'est pas la nécessité des investissements, la nouveauté est que ces investissements soient à la charge de l'État, que celui-ci en établisse la liste et en assure le financement.

Cette nouveauté tient surtout à la révolution intervenue à la libération: houillères, électricité, gaz ont été nationalisés. Les chemins de fer l'étaient déjà. De plus, certains secteurs d'économie mixte n'auraient pu reconstituer leur équipement sans l'aide de l'État (flotte marchande). Jadis les investissements dans les charbonnages ou l'électricité demeuraient inconnus du grand public. Le programme en était établi par chaque société en fonction des prévisions faites par les dirigeants sur les possibilités de vente au cours des années à venir. Les capitaux étaient fournis par le public lui-même, sous forme de souscription soit à des obligations, soit à des augmentations de capital. Autrement dit, les individus épargnaient et apportaient leur épargne aux sociétés privées en quête de capitaux destinés à améliorer ou à renouveler leur équipement.

Quel système était le meilleur? Celui des investissements décidés par chaque société et financés par l'épargne individuelle collectée par l'intermédiaire du marché des capitaux? Ou celui des investissements décidés par l'administration étatique et financés par les impôts (ou éventuellement l'emprunt public)?

Lorsque l'entrepreneur est responsable des investissements, il est évidemment mû par la recherche du profit. Cela ne va pas toujours sans erreur (qu'on aille se

promener à Sables-d'Or-les-Pins, station construite à grands frais et à grand renfort de publicité, et l'on verra concrètement, dans les débris de cette plage mort-née, ce que signifie un faux investissement). Même en théorie il n'y a aucune raison pour que le volume et la nature des investissements tels qu'ils résultent des choix faits par les consommateurs par l'intermédiaire des mouvements de prix et de capitaux soient les plus favorables au développement économique à échéance de la collectivité, à sa puissance d'aujourd'hui, à sa prospérité future. En revanche, on a le droit de dire que la décentralisation des choix limitait les conséquences des erreurs, que les conditions du marché donnaient des indications sur les désirs des consommateurs sur les rendements attendus des investissements – indications dont les planificateurs se passent difficilement.

Mais, d'un autre côté, il serait naïf de croire que le programme des investissements (quantité et distribution) établi par l'État, c'est-à-dire en fait par les fonctionnaires, soit le meilleur possible. Au reste, la notion même de *meilleur* est équivoque. Veut-on le meilleur pour les vivants, dans l'immédiat? En ce cas on consommera le plus possible, on investira le moins possible. Veut-on le programme le plus favorable pour la force militaire de la nation, à dix ans d'échéance? On investira le plus possible dans les industries lourdes et dans les industries mécaniques. En d'autres termes, dès que l'État dresse un plan d'investissements, celui-ci présente un caractère au moins partiellement *politique*.

Quand l'État n'a pas clairement d'intentions politiques, il procède plus ou moins «au jugé». C'est effectivement ce qui est intervenu en France au lendemain de la guerre. Un secteur important de l'économie française était passé sous la responsabilité directe de l'État. Durant l'occupation les travaux en vue de l'élargissement de la capacité électrique ou de l'extraction charbonnière avaient été suspendus ou ralentis. On partit de l'idée vraisemblable qu'il fallait posséder plus de charbon, d'électricité, d'essence, d'acier, de ciment, en d'autres termes, plus d'énergie et de matières premières fondamentales, et l'on demanda aux techniciens quels investissements permettraient de répondre à ces besoins.

Même en ce cas, il s'en faut de beaucoup que toutes les incertitudes aient été levées. À coup sûr il fallait produire le plus possible de charbon. Mais que signifiait le plus possible? 50, 55, 60 millions de tonnes par an? Les objectifs furent plus d'une fois rectifiés. Pourquoi? De toute manière la France est obligée d'importer une fraction du charbon qu'elle consomme (un tiers avant la guerre).

On peut dire qu'elle a intérêt à réduire ces importations, mais jusqu'à quel point convient-il qu'elle force la production nationale? À partir de quel moment l'exploitation des mines pauvres coûte-t-elle plus cher que la fabrication des produits manufacturés ou des produits alimentaires dont l'exportation permettrait de compenser l'achat du charbon supplémentaire au dehors? La collectivité française gagnerait-elle à produire 10 millions de tonnes de charbon de moins et 15 millions de quintaux de blé en plus? On conçoit que la réponse dépend de multiples facteurs qui ne sont pas tous prévisibles: état du marché charbonnier, état du marché du blé, prix de l'un et de l'autre produit, quantités disponibles, etc. On ne peut reprocher aux fonctionnaires qui établissent les programmes d'investissements de ne pas faire les calculs économiques dont la complexité dépasserait les moyens du cerveau humain et qui seraient indispensables au choix parfaitement rationnel de tels investissements. Mais ces exemples très simples tendent à justifier une proposition, dont la portée est plus grande.

Autant il est vrai de dire, en gros, que des investissements considérables sont favorables à l'expansion de la production et, par suite, à terme, à l'élévation du niveau de vie, autant on aurait tort de croire que les techniciens – ingénieurs, économistes ou fonctionnaires – détiennent le secret du meilleur emploi des ressources collectives. Eux non plus ne savent pas quelle fraction des ressources collectives doit être distraite chaque année de la consommation ni quels investissements sont les plus urgents. La conviction, communément répandue à la suite de l'expérience soviétique, que l'édification de grandes fabriques, le développement de l'industrie lourde, sidérurgique et mécanique, doivent recevoir une priorité absolue est une superstition. Pour certains petits pays, comme la Yougoslavie, elle entraîne probablement, pour de longues années, une baisse du niveau de vie. Même en France la construction de certaines installations industrielles analogues aux installations américaines a, dit-on; causé certains déboires: la baisse des prix, que promettait une technique plus perfectionnée, exigeait un rythme de production qu'il a été impossible de maintenir dans le cadre de l'économie française. L'usine même la plus parfaite au regard de l'ingénieur n'est pas nécessairement celle qui, partout et toujours, donnera le rendement économique le meilleur. Il n'est pas démontré qu'on ait eu raison de faire l'effort d'investissements sur l'industrie lourde et le secteur nationalisé. Tout au plus est-ce, au jugé, vraisemblable.

On a, d'ordinaire, peu discuté le choix des investissements. Ou, du moins, on ne l'a discuté que par un biais: on a reproché au secteur nationalisé d'absorber une part excessive des investissements globaux. En revanche, on a discuté et l'on

continue à discuter de la méthode de financement. Et l'on résume le débat dans l'alternative: *impôt* ou *emprunt*.

Écartons d'abord une formule que l'on retrouve parfois sous la plume des hommes d'État. Recourir à l'emprunt pour les investissements ou pour la reconstruction serait épargner la génération présente et faire payer aux générations à venir une partie du coût des installations dont elles profiteront. Hélas! les générations futures ne sauraient se charger du fardeau des générations actuelles. Chaque année, une nation dispose d'un certain nombre d'heures de travail, d'une certaine quantité de matières premières: plus grands seront le nombre d'heures de travail et la quantité de matières employées à des investissements, plus faible sera le volume des moyens de production disponibles pour satisfaire aux besoins de la population. Autrement dit, les restrictions que les vivants s'imposeront pour reconstituer ou améliorer leur équipement sont exactement les mêmes, que ces travaux soient financés par l'impôt ou par l'emprunt.

L'erreur est double. Elle vient d'une confusion entre emprunt intérieur et emprunt étranger, entre perspective de l'individu et perspective globale. Quand une nation bénéficie d'un prêt ou d'un don venant d'un autre pays, effectivement la charge de la collectivité s'en trouve diminuée d'autant. La collectivité sera, en effet, capable d'accroître ses importations et de réduire ses exportations du montant même du prêt ou du don. La quantité de ressources à la disposition de la collectivité sera augmentée d'autant. Entre d'autres formes de dons américains, le plan Marshall ajoutait aux ressources disponibles de la France. Comme les biens réels achetés au dehors avec les dollars votés par le Congrès américain sont pour ainsi dire propriété du gouvernement français, celui-ci les revend aux particuliers et reçoit du même coup une somme en francs égale à la valeur de l'aide extérieure. Le gouvernement est alors en mesure d'utiliser cette somme, dite contre-partie à des investissements. S'il s'agit d'un prêt, le jour où la collectivité devra rembourser elle sera obligée d'obtenir un excédent de sa balance des comptes égal au montant de son remboursement. Dans ce cas, la formule des générations futures soulageant les générations présentes a un sens (à condition du moins que les prêts internationaux soient remboursés, ce qui devient de plus en plus rare).

Il en va tout autrement dans le cas de l'emprunt intérieur. Au regard de l'individu la différence entre emprunt et impôt est essentielle. Dans un cas l'individu décide librement de ne pas consommer une fraction de ses revenus, il

décide librement l'emploi qu'il fera de son épargne, il recevra, au cours des années suivantes, un intérêt sur les sommes qu'il aura placées. Dans l'autre cas l'impôt lui soustrait une fraction de ses revenus sans rien lui laisser en échange. Mais, au regard de la collectivité, ce qui importe, c'est le montant des revenus non consommés par l'ensemble des individus. Peu importe que cette non-consommation soit déterminée par un libre choix individuel ou imposée par la contrainte de l'État. C'est le montant des revenus non consacrés à la consommation ou, si l'on préfère, la fraction des ressources collectives non employées à la production de biens de consommation qui mesure l'effort d'austérité auquel se soumet une nation.

On jugeait normal naguère que les investissements fussent financés par l'épargne. On doit reconnaître que ce mode de financement, qui est peut-être le meilleur (je le pense), n'est ni nécessaire ni impératif. On conçoit que l'épargne ne résulte plus des décisions prises par les individus de ne pas dépenser une partie de leurs revenus. Dès maintenant, même dans les sociétés d'économie dite libre, d'autres mécanismes jouent un rôle plus important que l'épargne individuelle, ou l'appel de l'État aux emprunts publics, ou l'appel des sociétés aux souscriptions. L'autofinancement est une forme d'épargne collective imposée au public sans son consentement. On appelle, en effet, autofinancement l'usage par les sociétés industrielles de leurs bénéfices en vue du financement de leurs propres investissements. Or si ces bénéfices réinvestis ont été aussi élevés, c'est que les prix pratiqués ont été supérieurs à ce qu'ils auraient été si l'entreprise avait compté sur le marché des capitaux pour financer ses investissements. Les prix de vente ont été calculés pour couvrir les investissements: c'est le consommateur qui finance les investissements sans le vouloir.

Est-ce à dire que l'emprunt est une méthode anachronique? Que certains économistes modernes ont raison de se désintéresser des emprunts d'État, des souscriptions aux obligations ou aux augmentations de capital des sociétés industrielles et de faire confiance presque exclusivement aux impôts, à l'autofinancement et aux ressources du système de crédit? Rien ne serait plus loin de ma pensée et, me semble-t-il, de la vérité. Au point de vue de l'individu, nous l'avons vu, l'identité entre impôt et emprunt n'existe pas: dans un cas il est privé de son revenu, dans l'autre il le transforme en un capital dont la propriété lui reste acquise, et qui lui rapportera chaque année des intérêts. Il est donc normal que les individus aient une attitude différente à l'égard des impôts et des emprunts. Or l'attitude des individus détermine finalement la conduite de la collectivité.

Une fiscalité excessive encourage la dépense, décourage l'épargne. Les détenteurs de gros revenus ne cherchent pas à restreindre leurs dépenses puisque, en tout état de cause, le fisc leur reprend la plus grande partie de ceux compris dans les tranches supérieures. Ils s'efforcent bien plutôt d'en dissimuler une partie, et les revenus, devenus clandestins, sont plus souvent dépensés qu'épargnés, plus souvent thésaurisés que placés au profit de l'économie. Ou encore ils gonflent les notes de frais pour réduire d'autant le total des revenus nets soumis à l'imposition directe et progressive. En d'autres termes, à partir d'un certain point, la fiscalité tend à réduire la propension de la collectivité à épargner, par conséquent elle tend à tarir la source des impôts. Il serait normal et souhaitable, en théorie, que les investissements fussent financés partie par les impôts, partie par les emprunts. Mais quand on a été obligé de recourir en une trop forte mesure à ceux-là, on n'arrive plus à placer ceux-ci, on s'engage dans une sorte de cercle vicieux. L'insuffisance des emprunts contraint à aggraver de plus en plus les impôts et l'aggravation des impôts diminue peu à peu les possibilités d'épargne individuelle et volontaire. Ainsi l'on s'enfonce, malgré soi, dans la voie d'une économie collective.

Il se pourrait que la France fût entrée dans ce cercle vicieux. La répugnance du public à épargner (en un pays qui fut réputé si longtemps pour son esprit d'épargne), la répugnance plus grande encore du public à placer son épargne en emprunts d'État ou en actions de sociétés industrielles amènent le gouvernement à accroître chaque année la pression fiscale. Celle-ci, ajoutée à la dévalorisation de la monnaie par suite de l'inflation, décourage les timides velléités de l'épargne. Ce qui encourage le gouvernement à de nouveaux tours de vis fiscaux... *et ainsi de suite indéfiniment*, à moins qu'on ne rompe le cercle vicieux avant que les mécanismes de l'économie libre aient été définitivement bloqués.

Mais, me dira le lecteur, quel est le rapport entre ces problèmes, ceux des investissements et de leur financement, et l'inflation? Ce rapport, le voici. Les ouvriers qui édifient des barrages doivent manger, se vêtir, se loger, bien avant que l'usine électrique fournisse le courant. De même, les ouvriers qui fabriquent l'énorme presse qui donnera forme aux garde-boue de la 4 CV Renault dépensent leurs salaires bien avant que cette presse entre en action. En d'autres termes, il y a décalage dans le temps entre la consommation des travailleurs et l'utilisation des outils. De là résulte la possibilité d'inflation.

Considérons le total des biens produits en une année par une certaine collectivité. Ce total se décompose en deux parties: les céréales, le lait, les robes

ou les costumes, les postes de radio, le courant électrique, le charbon que les individus ont consommés ou utilisés et, d'autre part, les barrages, les machines-outils, les voies ferrées qui serviront au cours des années suivantes à produire ou à transporter d'autres marchandises, mais qui, cette année-là, échappent à l'emploi immédiat. Par définition, la collectivité ne saurait consommer que la première partie, celle qui est composée de nourriture, de vêtements, en bref de ce que nous appelons biens de consommation. Mais les travailleurs qui œuvrent à l'entretien et au renouvellement de l'outillage dépensent, eux aussi, tout ou presque tout leur salaire à l'achat de ce dont ils ont besoin pour vivre.

Si tout le monde dépensait tout ce qu'il gagne, il y aurait évidemment excès de la demande sur l'offre des biens de consommation: en effet, une partie des revenus provient des salaires versés aux ouvriers ou des profits accumulés par les entrepreneurs occupés à l'édification des barrages ou à la construction des machines-outils. Or nous savons que le produit de leur travail n'est pas immédiatement disponible. Pour qu'il n'y ait pas inflation, pour qu'il y ait égalité entre la demande et l'offre des biens de consommation il faut que la collectivité, prise dans son ensemble, épargne une partie de son revenu égale à la valeur de l'outillage fabriqué.

Cette égalité n'est ni mystérieuse ni difficile à comprendre. Elle revient à cette vérité d'évidence: une collectivité ne consomme que ce qui est consommable. Les ressources qu'elle a employées, en 1950, à fabriquer des outils viennent en déduction des ressources qu'elle a employées, pendant le même temps, à satisfaire ses désirs. Les heures que Robinson consacrait à améliorer sa charrue ou à perfectionner son fusil, il ne les consacrait pas à la culture du sol ou à la chasse des animaux. L'austérité qu'il s'imposait durant la phase d'outillage lui était rendue ensuite sous forme de récolte plus abondante ou de chasse plus fructueuse.

Mais, me dira-t-on, comment se fait-il, dans ces conditions, qu'il n'y ait pas toujours eu d'inflation? Nous comprenons bien qu'on ne peut consommer que ce qui est consommable et nous comprenons aussi que ceux qui fabriquent des outils ne peuvent pas attendre pour dépenser que les outils soient achevés. Comment peut-on éviter que les revenus distribués à l'occasion de la fabrication des outils ne soient portés sur les marchés et n'y créent l'excès de la demande sur les marchandises disponibles? Là encore la réponse est plus simple qu'on ne croit. Tout dépend de la manière dont sont financés les investissements.

Supposons que les compagnies d'électricité pour payer les travaux de

Génissiat aient fait appel au marché des capitaux: elles auraient émis des actions auxquelles le public aurait souscrit. Ces souscriptions auraient représenté des revenus que les individus, au lieu de les dépenser pour satisfaire leurs besoins ou leurs fantaisies, auraient épargnés, dans l'espoir d'obtenir un intérêt au cours des années suivantes ou de se garantir contre les coups du sort dans l'avenir. En ce cas, l'investissement aurait été financé par une épargne authentique. La valeur de l'investissement serait immédiatement égale à la valeur des revenus épargnés. Il n'y aurait pas inflation. L'autofinancement donne, d'une autre manière, une garantie analogue. La valeur des investissements est incorporée dans les prix que paient les consommateurs et la consommation de ceux-ci en est réduite d'autant.

Il n'en va pas de même des investissements financés par une fausse épargne, comme le crédit à court ou à moyen terme. Il n'en va pas de même des investissements financés par un déficit budgétaire. Dans ce cas-là, le risque est grand que les particuliers n'épargnent pas une fraction de leurs revenus suffisante pour compenser la fraction de la production «non consommable». Que se passe-t-il alors? Excès de la demande sur l'offre, hausse des prix, rétablissement de l'égalité entre la valeur monétaire de la demande et celle de l'offre par la hausse des prix.

Cette dernière, dans un cas de cet ordre, est strictement inévitable. Supposons un revenu national égal à 1.000 milliards. Supposons que la production nationale soit composée à concurrence de 800 milliards de biens de consommation, à concurrence de 200 milliards d'outils, c'est-à-dire de biens destinés à accroître plus tard la production, mais non offerts au public au cours de l'année. Supposons encore que les investissements aient été financés à concurrence de moitié par une épargne authentique, à concurrence de moitié par des procédés de crédit. Supposons enfin que le public n'épargne rien des revenus qui lui ont été distribués. Une demande de 900 milliards se portera sur le marché, et l'offre des biens de consommation ne s'élèvera qu'à 800 milliards. Cette disparité sera progressivement réduite par la hausse des prix. Nous revenons au mécanisme classique que nous avons longuement analysé il y a deux mois.

On sera tenté de dire: en ce cas, le remède est simple. Il ne faut financer les investissements que par une épargne authentique. En ce cas, l'égalité entre épargne et investissements sera immédiatement donnée et il n'y aura pas d'inflation. La réalité est malheureusement moins simple.

Il faut éviter l'inflation, mais il faut aussi entretenir et renouveler l'outillage. Au lendemain d'une guerre, la population, qui a connu tant de privations, est

impatiente de retrouver les commodités et les plaisirs dont elle a presque perdu le souvenir. Mais les ports sont en ruine, les voies ferrées, délabrées, les machines, usées: jamais il n'a été aussi nécessaire d'investir. Si l'on se fie à l'épargne privée et volontaire, celle-ci suffira-t-elle à fournir des capitaux d'un montant assez élevé pour couvrir les besoins? On est donc amené à des modalités diverses d'épargne forcée: impôts ou autofinancement.

On ne s'en tient pas là. Ces modalités d'épargne forcée ont des limites. L'autofinancement fait monter les prix, et les revendications des masses, en réplique, font monter les revenus. On se risque à recourir aux procédés de crédit et l'on fait confiance à l'épargne spontanée. Après tout, on ne sait jamais quelle fraction des revenus distribués sera épargnée, comment les revenus seront dépensés, si la demande supplémentaire suscitera un accroissement de l'offre ou une hausse des prix. On fait un pari et on le perd. La question est de savoir dans quelle mesure on le perd, autrement dit, quelle est la mesure d'inflation.

La vérité est que les deux impératifs sont également valables. Il faut qu'une collectivité consente certains sacrifices pour assurer son propre avenir. Mais il faut aussi que le montant de ces investissements reste proportionné au consentement de la nation. Faute de quoi on déclenche une inflation, qui, indirectement, finit par réduire les investissements eux-mêmes. Il ne suffit pas que l'État accroisse son programme de grands travaux pour que le volume des investissements nationaux soit gonflé. Si l'inflation décourage les investissements privés, la collectivité finalement y perdra.

Par quelle méthode susciter les investissements et par quelle méthode éviter que ceux-ci ne déclenchent l'inflation? Peut-être faut-il définir les différents régimes par les réponses qu'ils donnent à ces deux questions.

(1) Voir *Réalités* de janvier.

Quelle est la gravité de la crise financière?

Le Figaro
7 mars 1952

L'opinion publique et parlementaire refusait depuis plusieurs mois de reconnaître les menaces de la crise. Passant soudain à l'autre extrême, elle a brusquement glissé vers une sorte de panique. Aussi beaucoup de députés et de journalistes, incapable d'analyser eux-mêmes les données exactes de la situation, se demandent s'il ne sont pas victimes d'une campagne orchestrée en vue de provoquer une combinaison politique.

Nous tâcherons objectivement de répondre à ces doutes, aussi éloigné d'une panique, qui n'est pas justifiée, que d'un refus d'inquiétude, qui ne le serait pas moins.

Crise des paiements extérieurs

La France souffre actuellement de deux crises, dont la rencontre n'est pas accidentelle, mais qui malgré tout ne sont pas inséparables l'une de l'autre: la crise des comptes extérieurs qui se manifeste par un déficit croissant dans les échanges avec la zone dollar et à l'Union européenne de paiements, d'autre part la crise de la trésorerie.

À l'origine de l'une et de l'autre on retrouve l'inflation, le niveau des prix intérieurs français trop élevé par rapport à celui des prix étrangers, la surévaluation du franc. Quand le gouvernement Pleven, en septembre dernier, consentit simultanément à des augmentations de 30 à 40% de plusieurs prix agricoles et à un relèvement de 15% du salaire interprofessionnel minimum garanti. Il décida implicitement de réduire la valeur du franc. Mais il refusa l'opération monétaire, au moment où elle s'imposait, c'est-à-dire en décembre-janvier, au plus tard, il laissa un héritage lourdement hypothéqué. Le gouvernement Edgar Faure, assiégé par des difficultés de tout espèce, n'osa pas non plus reconnaître l'origine de la crise et chercha des palliatifs dérisoires (exonération des exportations, contrôle des importations), conformes aux préférences du ministre de l'Économie nationale.

Il n'est pas question de soutenir que la dévaluation du franc soit une mesure heureuse: c'est une mesure déplorable. Mais c'est aussi une mesure indispensable. Quand le niveau des prix à l'intérieur d'un pays a dépassé celui des pays étrangers, il y a trois méthodes pour rétablir la parité approximative des

pouvoirs d'achat: ou bien faire baisser les prix dans le pays où ils sont excessifs, ou bien attendre que les prix montent d'eux-mêmes au dehors, ou bien, enfin, procéder à une opération monétaire. Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour constater que les deux premières méthodes sont, à l'heure présente, impraticables et que par conséquent la troisième est le seul secours.

Parce que nous avons reculé devant cette ingrate nécessité, nous avons accumulé les déficits à l'Union européenne de paiements et retardé le moment où le redressement deviendra possible.

Cette crise des paiements extérieurs est-elle grave? À n'en pas douter. Car la dévaluation est une condition nécessaire, mais non suffisante, du redressement. Si l'on ne parvient pas, à la suite de la dévaluation, à contenir le prix de la vie, si l'on ne ramène pas le déficit des finances publiques à un montant compatible avec les possibilités d'emprunt, en d'autres termes si l'on ne juggle pas l'inflation intérieure, la dévaluation fournira tout au plus un répit. Or la continuation d'un déficit à l'Union européenne de paiements de quelque 100 millions de dollars par mois aurait vite fait d'épuiser le stock d'or de la Banque de France (550 millions de dollars).

Au train actuel on serait acculé d'ici peu à un choix entre la mendicité et la réduction massive des importations, synonyme de chômage.

Il s'agit donc bien d'une crise grave dont la solution exigera du temps, du courage, des mesures multiples coordonnées en une politique d'ensemble. On aurait grandement tort d'en traiter légèrement, mais il n'est pas exclu qu'une dévaluation, amenant le retour de capitaux exportés et la réduction des importations gonflées depuis quelques mois, ne suscite une euphorie transitoire, un renversement soudain de la situation. Il serait prématuré d'en conclure que le mal est guéri, mais cette éventualité, probable si les mesures économiques étaient accompagnées d'une véritable stabilisation politique, prouve aussi les chances qu'un pouvoir, énergique et clairvoyant, serait en mesure de saisir.

Crise de la trésorerie

La crise de la trésorerie, qui a frappé le public, est, en elle-même épisodique et secondaire. Si l'on avait relevé de 25 milliards le plafond des avances de la Banque à l'État, rien n'aurait été changé. Mais "le plafond des avances" a une valeur quasi mythologique pour les millions de Français qui considèrent les phénomènes monétaires comme certains Hindous les éclipses de soleil.

L'épuisement des ressources de la trésorerie tient pour partie à la crise des

payements extérieurs, aux exportations de capitaux, au manque de disponibilités des entreprises, coïncées entre les hausses des coûts et les restrictions de crédit, pour partie à l'accroissement des dépenses militaires effectives et au retard de certaines rentrées fiscales. Mais, d'ici deux mois, une fois le budget voté, cette crise sera d'elle-même résolue. Il est tout aussi absurde de s'affoler parce que le Trésor se trouve aujourd'hui à bout de ressources que de méconnaître les causes profondes de ces difficultés sans cesse renaissantes.

Or ces causes n'ont en elles-mêmes rien de mystérieux. La collectivité française doit supporter des charges extrêmement lourdes, celles de deux guerres passées, d'une guerre en Indochine, sans compter les nécessités du réarmement européen. Aux charges liées aux conflits d'hier et d'aujourd'hui s'ajoutent les charges de la modernisation et de la construction immobilière, retardées par la crise de 1930-1938. Simultanément, la population désire, légitimement, un niveau de vie plus élevé et chaque groupe s'efforce de maintenir ou d'améliorer sa position absolue et relative. Seul un gouvernement capable d'imposer un arbitrage pourrait résister à ces revendications, publiques et privées, toutes compréhensibles, mais dont le total excède les ressources de la nation. Tant que cet arbitrage ne s'exercera pas, l'État, par ses actions et par ses abstentions, contribuera à distribuer plus de pouvoir d'achat qu'il n'y a de biens. Et l'inflation sévira.

En d'autres termes, la crise de trésorerie qui frappe le public n'importe guère en elle-même. Ce qui importe, c'est l'incapacité de l'État de ramener le total de ses dépenses au volume compatible avec l'équilibre de l'économie, c'est le refus par les uns des amputations de dépenses, par les autres des accroissements de recettes faute desquels la dévalorisation de la monnaie continuera indéfiniment. Faute de s'accorder sur une politique sincère les gouvernants se résignent à des compromis inflationnistes. Là est la question dernière.

Monétaire dans sa cause prochaine, affectant la trésorerie dans son expression actuelle, budgétaire dans le proche avenir, la crise est aussi politique en un double sens. Seul un gouvernement solide pourra résister aux pressions des intérêts privés. Seul il créera un choc psychologique susceptible de dissiper l'obsession inflationniste et de substituer à l'attente résignée d'une dévalorisation du franc, tenue pour fatale, l'espoir et la volonté du redressement.

Remarques sur l'impôt direct

Le Figaro
28 mars 1952

M. Maurice Duverger avait publié, il y a quelques jours, dans *Le Monde*, une série d'articles sur la fiscalité que le président du Conseil d'alors, M. Edgar Faure, avait cités à la tribune de l'Assemblée. D'après notre confrère, l'impôt direct, considéré, naguère, comme le plus juste, était, en France, par suite de la fraude et surtout de l'inégalité devant la fraude, en train de devenir plus injuste que l'impôt indirect, dont on pourrait faire varier les taux, d'après les catégories de produits, dégrevant ainsi les marchandises de première nécessité et, du même coup, allégeant le fardeau de l'impôt indirect pour les couches populaires.

Salaires et non-salariés

Les chiffres cités par M. Duverger, qui avaient les plus frappé, étaient ceux qui concernaient le montant de l'impôt direct payé par les salariés et celui de l'impôt payé par les non-salariés: 200 milliards et 147 milliards respectivement. Ces chiffres ne sont pas faux, mais, comme l'a exprimé plus tard notre confrère lui-même, ils sont fondés sur deux hypothèses ou conventions ou opinions. Il faut admettre que le versement forfaitaire de 5% sur la masse des salaires par les entreprises est un impôt direct payé par les salariés et, d'autre part, que les impôts sur les bénéfices des sociétés ne sont pas des impôts directs. Or, ces deux décisions sont pour le moins discutables.

Le versement forfaitaire de 5% sur les salaires est-il ou non un impôt direct? Une telle discussion ne comporte pas de conclusion démontrable, la notion même d'impôt direct prêtant à des définitions plus ou moins larges. Deux faits, de signification contraire, d'ailleurs, sont incontestables. Le versement forfaitaire a remplacé l'impôt cédulaire sur les salaires et traitements et ce dernier continue à être prélevé sur les salaires payés par les sociétés non soumises au versement forfaitaire. Bien plus, la substitution avait été présentée à l'origine, en septembre 1948, comme élément d'une hausse des salaires. Mais, d'un autre côté, un impôt ne saurait être défini par les circonstances politiques dans lesquelles il a été introduit et les justifications qui en sont données. Un versement forfaitaire paraît dépourvu de certains des traits caractéristiques de l'impôt direct: il n'est ni personnel ni proportionnel.

En tout cas, ce versement représente pour les cadres salariés auxquels vont

tout particulièrement les soins de M. Duverger, un avantage de prix: à supposer que le versement vienne en déduction des salaires directs, les petits salariés sont victimes et les gros, bénéficiaires du système. Que l'éventail français des salaires ne soit pas assez ouvert, c'est possible, et l'on peut en discuter. Mais la suppression de l'impôt cédulaire a contribué à l'ouvrir davantage et il convient de le reconnaître plus qu'on ne le fait.

Quant à l'omission des impôts sur les bénéfices des sociétés, elle aurait dû au moins être indiquée. Et, de plus, elle condamne la comparaison de M. Duverger. En effet, se référant aux comptes économiques de la nation, il donne 2.970 milliards pour le total des revenus des salariés, 4.220 milliards pour celui des profits et bénéfices d'exploitation des non-salariés (commerçants, industriels, paysans). Il en conclut que les salaires bruts ont subi un prélèvement de 6,75% au titre de l'impôt direct, et les autres revenus un prélèvement d'environ 3,5%. S'il avait tenu compte de l'impôt sur les personnes morales, le résultat eût été tout différent.

L'Inventaire financier indique qu'en 1950, la charge directe des salariés représentait environ 17% des impôts sur les revenus autres que le versement forfaitaire. Si l'on classe le versement forfaitaire dans les impôts sur les revenus, la charge directe et indirecte des salariés ressortait, en 1950, à 36% de l'ensemble.

On imagine aisément le parti qu'un publiciste, écrivant dans le même style que M. Duverger, tirerait d'une formule comme celle-ci, elle aussi extraite de *L'Inventaire*: «Quant aux impôts frappant les bénéfices provenant d'une activité industrielle ou commerciale, ils correspondaient, en 1950, à la moitié environ des impôts sur les revenus (versement forfaitaire compris) contre 23% en 1938 et 29% en 1946.»

Impôt sur les personnes physiques

Ce n'est pas que les statistiques de l'impôt sur les personnes physiques ne prêtent pas à des doutes, en ce qui concerne l'équitable répartition de la charge fiscale.

551.418 agriculteurs sont soumis à la taxe proportionnelle pour un total de revenus de 71.753.548 francs, 11.045 seulement étant imposés pour des bénéfices supérieurs à 500.000 francs. 65.249 exploitants agricoles payent la surtaxe progressive, pour un montant total de revenus de 16.648.147 francs. Nous ne voulons pas entrer ici dans une discussion détaillée: on fait valoir la médiocrité de la plupart des revenus agricoles, les conditions particulières de la

vie à la campagne et nous ne méconnaissons aucun de ces arguments classiques. Malgré tout, les statistiques que nous avons reproduites suggèrent, me semble-t-il, la nécessité d'une réforme de l'imposition agricole. La méthode, telle qu'elle est employée, n'est certainement pas la bonne et crée, d'après tous les témoignages, d'extrêmes inégalités à l'intérieur même de la classe paysanne.

Si l'on considère la cédule des bénéfices industriels et commerciaux, on constate que, pour 751.000 forfaits, le montant total des revenus ressort à 185.632.932 francs, soit une moyenne de forfaits de 247.000 francs – ce qui laisse rêveur. Pour la surtaxe progressive, 33.852 contribuables seulement sont imposés pour un revenu supérieur à 1 million 200.000 francs, au titre des bénéfices industriels et commerciaux. En 1950, globalement, 78% des contribuables à la surtaxe sont des salariés et ils payent 66% environ de l'impôt.

Il n'est guère possible de récuser une conclusion: l'inégalité devant la fraude est désormais un facteur décisif de l'injustice fiscale. Sans oublier les possibilités limitées d'évasion que gardent certains salariés, sans méconnaître la transformation juridique en salariés de beaucoup d'industriels ou de commerçants à l'intérieur de leurs propres entreprises, il n'en reste pas moins que les chiffres précédents montrent avec évidence que le pourcentage de fraude varie grandement selon les catégories de contribuables.

Est-ce à dire qu'il faille proclamer la faillite de l'impôt direct et miser surtout sur l'impôt indirect? Avant de se résigner à un pareil aveu d'échec, il faudrait avoir épuisé toutes les tentatives possibles, ce qui est loin d'être le cas. On ne manque pas de moyens de contrôle, si l'on a la volonté de les employer. Nous y reviendrons.

L'expérience Pinay

Le Figaro
11 avril 1952

Le vote du budget par l'Assemblée nationale permet de se faire, pour la première fois, une idée de l'expérience Pinay.

Il est clair, en effet - quelle que soit la part justifiée que l'on fasse aux phénomènes dits psychologiques -, qu'on ne saurait miser exclusivement, pour redresser la situation, sur la baisse des prix obtenue par persuasion ou par autorité et sur la confiance. Celle-ci est capable de guérir les maux causés par la défiance ou, si l'on préfère, elle arrête la hausse des prix que provoquait la seule anticipation de la hausse. Mais d'autres facteurs ont joué en faveur de la hausse, au cours de l'année dernière, ne serait-ce que deux relèvements du salaire minimum interprofessionnel garanti.

Le Budget

L'équilibre du budget sans impôts nouveau est dû d'abord à une réévaluation des recettes en fonction des rentrées fiscales des premiers mois de l'année (réévaluation qui serait discutable si l'on envisageait une baisse profonde des prix). Il est dû ensuite au relèvement de 400 à 447 milliards des sommes attendues des moyens de trésorerie, à 110 milliards d'économies sur les dépenses civiles, au blocage des crédits de reconstruction et d'équipement pour un montant de 100 milliards.

Des réformes sont prévues par ailleurs pour assainir les finances de la Sécurité sociale et de la S.N.C.F.

Toute politique, en 1952, impliquait un choix: réduction des dépenses ou accroissement des recettes. Le choix fait par M. Pinay comporte des inconvénients comme en eût comporté tout autre choix. On reconnaîtra en tout cas au nouveau gouvernement le mérite d'avoir choisi, et l'on se bornera à cette seule remarque.

Le président du Conseil a justifié le blocage de certains crédits d'investissements et de reconstruction par l'insuffisance des ressources matérielles. Si tous les travaux prévus avaient été exécutés, a-t-il dit, il y aurait eu, en certains secteurs, hausse des prix parce que la demande aurait dépassé l'offre. Admettons-le, mais, en ce cas, étonnons-nous que les crédits soient bloqués et non supprimés. Car des souscriptions éventuelles aux emprunts ne

feraient pas surgir la main-d'œuvre ou les matières premières qui font défaut. Si l'on réduit les crédits d'investissements et de reconstruction pour les ramener à la mesure des possibilités physiques, l'afflux éventuel des souscripteurs ne devrait pas modifier la décision prise.

L'équilibre à réaliser n'est pas comptable mais économique. Il intéresse l'ensemble de l'économie. En dehors de la diminution de certaines dépenses de l'État, quel est le programme de M. Pinay?

Confiance

Il y a quelques semaines régnait une psychose de hausse que presque rien ne justifiait puisque, ni sur les marchés étrangers ni même sur les marchés français, les prix de gros ne montaient.

Cette psychose imputable largement à la crise politique a été dissipée, et le public pense que l'inflation ne se poursuivra pas indéfiniment. Ce renversement de tendance est très favorable et suffit à déterminer, à courte échéance, des baisses limitées. En hausse et en baisse, les prix sont susceptibles d'osciller de quelque pourcentage, selon les remous de l'opinion.

Pour que la confiance exerce une action profonde et durable, il faut qu'elle transforme la conduite des individus et, par suite, la situation sur les marchés. Si, en prévision de la baisse, le public achète moins et épargne davantage, si les industriels et commerçants, au lieu d'accumuler les stocks, s'en débarrassent le plus vite possible, en d'autres termes si l'on garde en main la monnaie et non pas les marchandises, alors la confiance devient un facteur anti-inflationniste puissant. Il faut encore que l'État cesse de distribuer, directement ou indirectement, de faux droits, c'est-à-dire plus de revenus qu'il n'y a de biens consommables.

On ne peut observer sans inquiétude le montant relativement considérable des sommes que l'État compte demander au crédit ou à l'emprunt: 447+100+85 milliards (ces derniers représentant des emprunts des entreprises nationalisées garantis par l'État). Le budget de M. Butler, qui ne passe pas pour un budget rigoureux, comporte un excédent "au-dessus de la ligne" presque égal aux emprunts prévus.

La confiance revenue apportera-t-elle, sous forme d'emprunts, les sommes nécessaires? Cet espoir sera satisfait dans l'hypothèse où le public épargnera davantage. Il peut devenir dangereux que l'État demande à lui seul plus de 600 milliards au système de crédit ou au marché des capitaux. On l'accusait naguère

de favoriser indûment les entreprises nationalisées: quelles seront les conséquences sur les facultés d'emprunt du secteur privé des emprunts de l'État?

L'amnistie fiscale n'incitera-t-elle pas les fraudeurs à ramener les capitaux clandestins dans le circuit? Si ces capitaux sont aujourd'hui stockés en billets de banque, leur retour aurait un effet inflationniste et non déflationniste. S'ils sont en compte dans les banques ou institutions de crédit, ils sont déjà employés. Les seuls capitaux clandestins dont le retour sera vraiment utile sont ceux qui ont actuellement la forme d'or ou de devises étrangères. Le jour où ces derniers afflueraient aux caisses de l'État, celui-ci pourrait financer un déficit accru de la balance commerciale, donc accroître les importations et, par l'augmentation de l'offre, contribuer à la stabilisation des prix. L'or détenu par les particuliers serait-il attiré par le Trésor public? À quel cours celui-ci reprendrait-il les devises appréciées? Sans doute les demandes de francs pour le compte des touristes font baisser les devises étrangères sur les marchés parallèles; on est loin encore de la jonction des deux cours.

Les éléments essentiels de la politique anti-inflationniste conçue par M. Pinay semblent être la réduction de la demande globale, grâce à l'arrêt de certains travaux, et une propension accrue à l'épargne, et l'accroissement de l'offre, grâce aux importations que permettraient d'acquérir l'or ou les devises ramenées dans le circuit officiel.

La psychologie, si importante soit-elle, ne doit pas faire oublier la technique. Poincaré a demandé et obtenu la confiance après avoir mis le budget en un équilibre rigoureux. L'assainissement des finances publiques et parapubliques demeure la condition indispensable à toute stabilisation véritable. L'arrêt de la hausse des prix est évidemment l'essence même d'une défense de la monnaie. Encore faut-il que la valeur de celle-ci sur le marché des changes réponde à son pouvoir d'achat intérieur.

On a raison de rappeler quelques vérités simples, mais on a tort, de laisser croire que tout s'arrangera à bon compte, sans efforts accrus, sans économies rigoureuses. M. Pinay, grâce aux circonstances et à son bon sens, s'est assuré un répit. Il lui faut le bien employer.

La fonction de l'emprunt

Le Figaro
6 juin 1952

Il n'y a pas de divergence d'opinions entre économistes sur l'opportunité de l'emprunt. Puisque l'Assemblée nationale avait refusé le vote des impôts supplémentaires, il convenait évidemment après avoir réduit les dépenses, de faire appel à l'épargne publique. Il est probable, d'après les premiers témoignages - et, là encore, il n'y a guère de discussion entre observateurs - que l'emprunt sera un succès.

En revanche, on continue de s'interroger sur la fonction de l'emprunt dans la politique qui vise à la stabilisation de la monnaie et, selon les écoles, on incline à en amplifier ou, au contraire, à en réduire l'importance.

Souscription en francs papier

D'où viennent les fonds que les souscripteurs portent aux guichets des banques et de l'État? Considérons d'abord les souscriptions en francs papier. Il peut s'agir de billets que des particuliers thésaurisaient, mais le montant des billets thésaurisés ne doit pas être considérable. Il peut s'agir également de sommes puisées soit dans les caisses d'épargne, soit dans les comptes de chèques postaux, soit dans les comptes bancaires.

À partir de ces deux hypothèses, les adversaires des emprunts raisonnent de la manière suivante. Les billets thésaurisés, par définition, ne pesaient pas sur les prix, puisqu'ils ne s'employaient pas. Au contraire, l'État, auquel ils sont transférés, va les employer pour financer ses dépenses. Quant aux fonds déjà placés dans le système de crédit, ils étaient déjà pour la plupart, indirectement, à la disposition du trésor public. La diminution des dépôts bancaires se traduit toujours par une réduction des bons du Trésor, absorbés par les banques.

Ce genre de raisonnement serait valable, si l'on avait le droit de faire abstraction de la conduite des individus ou encore si celle-ci n'était pas affectée par des événements politico-économiques, comme l'emprunt ou la confiance. Il est incontestable, qu'on assiste le plus souvent, quand un emprunt est émis, à une diminution des dépôts dans les caisses d'épargne ou les comptes en banque. Il est incontestable également que l'argent placé à la caisse d'épargne n'est pas moins à la disposition de l'État que l'argent de l'emprunt. Mais l'emprunt a précisément pour fonction d'inciter le public qui a porté son épargne à l'État à reconstituer ses

réserve.

La transformation de l'argent des livrets de caisses d'épargne en titres d'emprunt n'a évidemment grande portée ni pour l'État ni pour l'économie. Mais le placement des réserves anciennes en fonds d'État est susceptible d'amener le public à reconstituer ses encaisses liquides, autrement dit à épargner dans les semaines ou les mois qui suivent l'emprunt. Or l'épargne ou non-consommation est évidemment le meilleur antidote à l'inflation.

Il résulte de cette analyse sommaire que le véritable succès de l'emprunt est moins facile à reconnaître qu'il ne paraît, de même que l'argent frais est moins aisément isolable qu'on ne le pense. Pas plus qu'on ne saurait décréter dogmatiquement que tel montant des souscriptions est de "l'argent frais", en ce sens qu'il s'ajoute aux disponibilités antérieures de l'État, pas davantage on ne saurait mesurer la somme de l'épargne additionnelle imputable à l'emprunt. L'action de ce dernier est pour une part psychologique. L'emprunt tend à modifier les décisions des sujets économiques, il est partie d'une politique d'ensemble, dont l'objectif est de ranimer la confiance dans la monnaie. On conçoit donc que, selon les pays, selon l'idée même que l'opinion se fait de l'emprunt, la signification, l'efficacité de celui-ci puissent être plus ou moins grandes. Ce n'est pas le seul phénomène social dont la réalité ne se distingue pas des croyances collectives et soit, pour ainsi dire, déterminé par ces croyances.

Les souscriptions en or

Le cas des souscriptions en or est autre. L'or recueilli peut avoir une triple fonction. La première serait l'élargissement des réserves de la Banque centrale, qui constitue une préface indispensable à toute tentative de convertibilité (à supposer que celle-ci soit concevable dans les circonstances actuelles). La deuxième serait le financement d'importations supplémentaires, ces importations, par l'augmentation de l'offre des marchandises, exerçant une influence déflationniste. La troisième, enfin, serait d'ordre psychologique: dans la mesure où les individus détiennent leur or pour l'apporter à la banque, ils manifestent leur confiance dans la monnaie et peuvent, par là-même, contribuer à répandre cette confiance.

Personne ne nie que l'État, avec l'or des souscriptions, ne soit en mesure de financer au dehors des achats qui eussent été autrement impossibles. Ce que l'on se demande, c'est l'action sur les prix de l'or ou des francs émis en contrepartie dépensés à l'intérieur. On montre aisément les risques éventuels de cette opération. Supposons que les quelques milliers de tonnes d'or entre les mains des

Français soient apportées d'un coup à la Banque de France. Si l'État émettait des billets ou accroissait ses dépenses pour un montant égal, l'effet inflationniste serait incontestable (à moins que des importations supplémentaires ne compensent cet accroissement subit de la demande). Mais il n'en va pas nécessairement de même s'il s'agit de quantités limitées, parce que "le dégel" de l'or aurait d'autres effets, eux favorables.

Il serait symbolique d'une attitude transformée à l'égard de la monnaie et de l'avenir. Assurant une plus grande aisance sur le marché des capitaux, il permettrait éventuellement une baisse du taux d'intérêt à long terme, il inciterait certaines entreprises à compter moins sur l'autofinancement et plus sur les souscriptions du public, du même coup il pourrait aider à une détente des prix et au réamorçage du circuit des capitaux. L'afflux de l'or ne serait pas une solution miraculeuse et définitive: il faut bien que la France équilibre ses comptes courants extérieurs et maintienne à l'intérieur l'équilibre entre dépenses d'investissement et biens de production disponibles, entre revenus dépensés et biens de consommation. Mais si les particuliers apportaient leur or à l'État, ils faciliteraient le rétablissement de ces divers équilibres dans l'immédiat avenir en même temps qu'ils ouvriraient, à plus long terme, une perspective de retour à un système économique laissant une plus large part, en ce domaine, aux initiatives individuelles. Encore faut-il, pour que ces résultats soient obtenus, que les conditions de l'emprunt d'État ne soient pas telles qu'elles interdisent aux entreprises ou même aux collectivités semi-publiques de faire appel à leur tour au public.

Ces remarques se situent à mi-chemin entre le dogmatisme des "scientifiques", qui ne souhaitent ni ne croient possible le retour au circuit ancien des capitaux, qui nient l'efficacité possible, psycho-économique, de l'emprunt traditionnel, et la foi de ceux qui, obsédés par l'aspect comptable des phénomènes, finiraient par négliger le rapport fondamental, qui est celui des marchandises à la demande solvable. Aujourd'hui, nous serions tentés de rappeler que la politique économique est un art et non une science, parce que les égalités des quantités globales, que l'on retrouve toujours après coup, ont été, pour une part, déterminées par la conduite des hommes. Or cette conduite est explicable après l'événement, mais, pour une part, imprévisible. M. Edgar Faure, à n'en pas douter, médite, avec amertume, sur cette imprévisibilité.

Épargne et convertibilité

Le Figaro
8 août 52

Toutes les économies, quel que soit leur régime, sont soumises, à notre époque, à une commune nécessité: soustraire, chaque année, la masse des revenus privés un montant suffisant pour amortir l'outillage, et aussi pour le renouveler ou l'enrichir. Le progrès de la productivité dépend, entre autres facteurs, de la quantité des investissements, du pourcentage du revenu national consacré aux investissements.

Certains des partisans du retour à la convertibilité tiennent que, au moins en Occident, l'épargne spontanée, celle qui résulte de la décision prise par les individus de ne pas dépenser une fraction de leurs revenus, est indispensable, parce que le système d'épargne forcée ne fonctionne pas en démocratie.

Les modalités de l'épargne

Pour simplifier, partons de deux représentations schématiques: supposons une économie où toutes les sommes investies dans l'entretien ou le renouvellement de l'outillage seraient prélevées sur le marché des capitaux, les individus ayant épargné une fraction de leurs revenus et souscrit aux obligations et aux actions offertes par les sociétés. Supposons une autre économie où tous les revenus distribués seraient dépensés, les investissements étant financés grâce à un impôt sur le chiffre d'affaires, levé sur toutes les transactions. Dans le premier type idéal, le montant des investissements dépendra exclusivement de la conduite des individus, dans le deuxième de la décision de l'État. Le premier système est individualiste et libéral, le second collectiviste.

À l'heure présente, les économies soviétiques emploient presque exclusivement le second système. L'impôt direct sur les revenus individuels n'a qu'un rendement faible: l'inégalité des traitements est tenu pour conforme à l'intérêt de la collectivité en tant qu'il encourage l'effort. Le financement des investissements est assuré grâce aux profits des sociétés et à l'impôt sur le chiffre d'affaires en bref, grâce à une épargne dont l'individu n'a pas conscience et qu'il ne peut refuser, puisqu'elle lui est arrachée grâce au décalage entre le prix de revient et le prix de vente.

L'épargne forcée, en ce sens, joue un rôle considérable mais non exclusif dans les économies occidentales: autofinancement et impôt fournissent, même aux

États-Unis, plus de la moitié du fonds d'investissements. L'accroissement de l'épargne privée a contribué aux États-Unis, à la lutte contre inflation, mais cette épargne n'est plus ni la mesure, ni le premier moteur des investissements. Bien plus encore, en Grande-Bretagne et en France, elle n'a déterminé, depuis la guerre, ni le volume ni la répartition des investissements.

L'autofinancement présente évidemment certains inconvénients. La sélection entre les grands travaux devient aléatoire; les entreprises ou les secteurs qui peuvent faire payer aux consommateurs des prix élevés sont en mesure d'investir. Le recours à l'impôt, en grande partie indirect, fait monter les prix et, par suite, risque de précipiter des revendications de salaires et le cycle infernal. Mais ces procédés, autofinancement et impôt, ne sont pas, en eux-mêmes, inflationnistes. Ce qui est inflationniste, en revanche, c'est le financement des investissements par les prêts à court ou à moyen terme, ou les procédés divers d'argent bon marché.

Épargne forcée et économie libre

Il est loisible de préférer l'épargne spontanée à l'épargne forcée (à bien des égards, je souscrirais à cette préférence), mais on aurait tort de dire que l'épargne forcée ne fonctionne pas dans les économies libres et les régimes démocratiques de l'Occident. Ce qui est vrai c'est que ces régimes imposent certaines limites à l'épargne forcée. La pression fiscale décourage l'épargne individuelle, l'autofinancement fait monter les prix et, quand les consommateurs refusent les privations qu'entraînent les prix plus élevés, tout le monde réclame et obtient des accroissements des rémunérations nominales. Ce péril est évidemment plus grand en régime démocratique qu'en régime totalitaire. On ne doit donc pas fixer des programmes des grands travaux qui dépassent l'épargne que supportera le pays sans inflation. Il n'en résulte pas que l'on puisse compter exclusivement sur l'épargne spontanée. Que serait le volume des investissements, si l'on comptait exclusivement sur elle?

La propension des Français à épargner n'a pas été réduite seulement par la défiance à l'égard de la monnaie, que la convertibilité pourrait dissiper, mais par l'atténuation de l'inégalité, les lois de sécurité sociale et surtout la destruction, sous les coups de la dévalorisation monétaire, de l'épargne accumulée dans les investissements étrangers et les rentes d'État. Les groupes sociaux les plus enclins à l'épargne ont été, depuis quarante ans, le plus frappés.

Personne ne saurait être dogmatique sur les possibilités de l'épargne spontanée, une fois restaurée la confiance dans la monnaie? J'y consens, bien que

la charge de la preuve incombe, me semble-t-il, à ceux qui imaginent une transformation fondamentale de la conduite économique des Français à la suite d'une réforme monétaire.

Qu'on m'entende bien. Je ne mets en doute ni la nécessité de lutter contre l'inflation par la rigueur dans la politique de crédit, ni l'opportunité de rétablir le goût de l'épargne individuelle et la confiance dans la monnaie. Je prétends seulement qu'entre la convertibilité et l'épargne spontanée le lien est moins étroit qu'on ne le prétend parfois. La convertibilité monétaire ne ferait pas d'un coup monter l'épargne spontanée au niveau des besoins nationaux d'investissements. Avec ou sans convertibilité, on usera de l'épargne forcée - auto-financement ou impôts - pour la simple raison que les individus, laissés à eux-mêmes, pourraient bien sacrifier l'avenir au présent, comme ce fut le cas entre les deux guerres.

Dans notre pays l'inflation est, à n'en pas douter, l'ennemi n°1, mais on ne saurait oublier que, de 1930 à 1939, notre économie a été victime d'une stagnation, plus funeste encore que le désordre de l'après-guerre. Ce passé récent n'est pas oublié. La crainte de la stagnation n'a pas été entièrement refoulée par celle de l'inflation. Autant il est bon de travailler à l'assainissement monétaire, autant il serait fâcheux d'imaginer que les budgets d'investissements et l'autofinancement disparaîtront au gré des péripéties parlementaires.

Je ne tiens pas ces procédés pour supérieurs à ceux du siècle dernier, je suis tout prêt à reconnaître qu'ils sont pires. Reste à savoir si un État, constructeur quasi unique des immeubles, responsable du réarmement et des industries lourdes, a le moyen de ne pas les employer. Un changement de majorité modifie les préférences des hommes, non les nécessités inscrites dans la structure de la collectivité.

Les slogans et la réalité

Le Figaro
5 septembre 1952

S'il est un point sur lequel adversaires et partisans de M. Pinay semblent s'accorder, c'est que l'actuel président du Conseil est un tenant du libéralisme. Et les uns de se gausser de la prétention anachronique à ranimer l'époque du "laisser-faire, laisser-passer", les autres de se réjouir de ce retour au bon sens, à l'expérience, aux vérités éternelles. Au risque de m'offrir aux coups des uns et des autres, je voudrais soutenir ici, non comme un paradoxe, mais comme une vérité d'observation, que la politique du gouvernement actuel, est essentiellement empirique.

Quel est le résultat essentiel obtenu par M. Pinay et quels ont été les moyens employés? Le résultat, ce furent l'arrêt de la hausse des prix et la baisse de l'indice de quelques pour cent. Au moment de la chute de M. Edgar Faure, la plupart des causes objectives de hausse des prix s'étaient d'elles-mêmes épuisées. Les prix mondiaux étaient stationnaires ou en déclin, les relèvements des prix agricoles et des salaires avaient été absorbés, la hausse tenait, pour une large part, à l'anticipation de la hausse, chacun se garantissant contre une dévalorisation de la monnaie qu'il tenait inévitable.

Le mérite de M. Pinay fut de comprendre que l'essentiel en une telle conjoncture n'était pas d'ordre technique mais d'ordre politique et, pour ainsi dire, psychologique. Le mot d'ordre "pas d'impôts nouveaux" qui, en d'autres temps, eût été démagogique, se révéla accordé à un état d'esprit largement répandu. Non que l'impôt soit inflationniste et l'emprunt déflationniste. Si l'on considère les deux procédés en eux-mêmes l'inverse serait plutôt vrai. L'impôt, même s'il est indirect, même s'il s'incorpore dans les prix, "éponge" au pouvoir d'achat. Mais cette vérité économique peut devenir une erreur politique si les différents groupes répondent à la hausse des prix en exigeant et en obtenant un relèvement de leurs revenus proportionnel ou plus que proportionnel à la hausse des prix. Alors il se peut que l'impôt exerce finalement une action inflationniste.

Tel fut le diagnostic de M. Pinay, que les événements, au moins sur la courte distance, ont confirmé. Se fonde-t-il sur la théorie libérale? Pas le moins du monde. Le point à partir duquel l'impôt cesse d'être déflationniste doit être déterminé en tenant compte de circonstances multiples. Si M. Pinay a eu raison, il le doit non à des préférences libérales qui ne commandent ni n'interdisent les

impôts, mais à une juste intuition.

Bien plus, sur la question monétaire, M. Pinay a choisi la solution exactement contraire à celle que le libéralisme et la plupart des libéraux suggéraient. Il n'est pas vrai que le change mesure la force relative des économies, il mesure imparfaitement les niveaux relatifs des prix. Au printemps 1952, les prix français étaient de quelque 15 p. 100 supérieurs aux prix des principaux pays concurrents. M. Pinay a rejeté l'éventualité d'une manipulation monétaire dont il craignait les conséquences sur les prix intérieurs. Du coup, il a été contraint de revenir aux contingents d'importation et aux allègements fiscaux en faveur des exportateurs. Il choisit donc les restrictions administratives et les subventions au lieu des mécanismes monétaires.

Je ne dis pas qu'il ait tort, mais contingents ou subventions sont très précisément les mesures dirigistes que tous les libéraux dénoncent depuis des années. Ces mesures ont permis de supprimer le déficit français à l'Union européenne des paiements, plus par réduction des importations que par accroissement des exportations. Elles devront être prolongées aussi longtemps que d'autres pays (lisez la Grande-Bretagne) ne se décideront pas à "changer ensemble la méridien".

Politique de demain

L'idée la plus importante et aussi la plus simple que contient le dernier discours de M. Pinay est que l'on ne peut pas tout faire à la fois et qu'il faut se résigner à un choix. M. Mendès-France répète la même chose depuis des années et, dans la lutte contre l'inflation, ce souci de proportionner les dépenses, celles de l'État et celles des entreprises et des particuliers aux possibilités de la nation, est fondamental. Il se peut que M. Mendès-France ne répartirait pas de la même façon les amputations nécessaires. Peut-être essaierait-il de contrôler les investissements privés afin de moins réduire les investissements publics. De toute manière, ce choix est d'ordre politique et n'a rien à voir avec les divergences de doctrine économique.

Sur l'effort à accomplir en vue de rétablir la concurrence, un accord s'est établi de la gauche à la droite. Au moins en paroles, tout le monde est partisan de la baisse des prix grâce à la concurrence, les uns au nom de la doctrine qu'ils professent, les autres par souci des intérêts qu'ils défendent. Reste à savoir comment restaurer la concurrence, comment assainir "l'appareil de distribution", pour employer l'expression à la mode. La concurrence étrangère étant écartée à cause de la balance des comptes, il reste, en dehors de la persuasion, l'arrêt de

l'inflation (quand la monnaie se dévalorise, tout le monde a l'impression de gagner) et les mesures d'autorité. Le gouvernement de M. Pinay envisage ces dernières, dont on examinera le moment venu non pas la conformité avec le libéralisme, mais l'efficacité.

M. Pinay est un industriel qui croit, avec une sincérité dont personne ne doute, à la propriété privée et à la libre entreprise. Il a favorisé le retour à certains mécanismes que l'on peut baptiser libéraux (circuit des capitaux, emprunt). Mais il s'est surtout employé à lutter contre l'inflation. Dans un pays où les principaux prix agricoles et le salaire minimum sont déterminés par le gouvernement, où l'État se charge de la construction, gère la sécurité sociale et décrète le volume des importations, la liberté d'action des ministres est, de toute manière, limitée, et les doctrines ne pèsent pas lourd dans la balance. Même quand le choix était possible, M. Pinay est bien loin d'avoir toujours choisi la solution dite libérale. Son succès ou son échec sera celui d'une pratique et non d'une théorie, d'un homme et non d'une abstraction.

Réflexions de rentrée

Le Figaro
10 octobre 1952

Les phénomènes économiques n'obéissent pas aux échéances politiques. Ceux qui demandent aux événements un verdict indiscutable, pour ou contre "une expérience", sont, une fois de plus, déçus. Ni les faits acquis, ni les statistiques, même interprétées, ni les tendances estimées ne justifient un chant de triomphe ou un constat de faillite.

Le succès, limité mais indiscutable, concerne le mouvement des prix. Si nous nous reportons aux pratiques de l'O.E.C.E., l'indice des prix de gros (100 en 1948), qui était 170 en février 1952, était retombé à 161 en juillet, celui des matières premières avait baissé d'un maximum de 241 en novembre 1951 à 209 en juillet 1952, le coût de la vie, qui se situait à 149 en février, n'était plus qu'à 143 en juin (mais à 145 en août). Ceux qui avaient imaginé une baisse possible du coût de la vie de 10 à 15% se déclarent déçus. Mais ils avaient tort, une telle baisse était unimaginable dans les conditions actuelles, elle aurait entraîné une crise de déflation, avec son accompagnement inévitable de chômage. La baisse légère des prix n'a pas empêché la production, jusqu'à la période des vacances, de se maintenir au-dessus des chiffres de l'année précédente.

On fait valoir que la stabilisation française des prix se borne à refléter une évolution mondiale. Il est indiscutable, en effet, que les prix mondiaux, ceux des matières premières en particulier, étaient orientés à la baisse au cours du premier semestre de 1952. Et, dans plusieurs pays d'Europe, la tendance des prix intérieurs l'était également. Encore convient-il de ne pas exagérer. En Grande-Bretagne, les prix de gros ont baissé au cours des six premiers mois de 1952, sous l'influence de la baisse des cours mondiaux de matières premières, mais non les prix de détail (123 en janvier 1952, 128 en juillet). Les prix français, sous l'influence de causes françaises, avaient sensiblement plus monté que les prix étrangers à la fin de 1951. Ils ont baissé ou sont demeurés stables en 1952 sous l'influence prédominante de causes françaises.

Il est toujours difficile de mesurer exactement la part des différentes causes. Les deux principales me paraissent l'action psychologique du gouvernement et la limitation des dépenses de l'État. L'emprunt, qui en tant que collecte d'or au profit de l'État fut un échec, ne me semble pas avoir joué un rôle essentiel en dépit des illusions que maintiennent obstinément certains milieux sur ce sujet.

Risques et taches

Les inquiétudes le plus souvent exprimées portent aujourd'hui sur la tendance à la hausse de certains indices. L'index du coût de la vie (ou plutôt l'index des produits de consommation courante à Paris), décisif puisqu'il est retenu par la loi dite d'échelle mobile, a progressé de 0,6% en septembre, de 144,8 à 145,7 (1949: 100) par suite de la montée du coût de la nourriture (de 139,6 à 141,7). De tels mouvements ne sont ni évitables ni en eux-mêmes redoutables. Ils sont inférieurs à l'erreur possible des statistiques.

La situation reste tendue pour des causes profondes que nous avons indiquées, dès le début de l'expérience. L'intervalle entre les recettes fiscales et les dépenses de l'État, même après la réduction des dépenses, demeurait voisin de 600 milliards de francs, qu'il fallait demander à des procédés divers de crédit. Cette somme ne dépassait pas nécessairement les possibilités saines d'emprunt, mais elle réduisait les possibilités de l'économie privée et ne laissait guère de marge à l'imprévu.

La même difficulté, aggravée, va se retrouver dans l'établissement du budget de 1953. M. Pinay a réussi à convaincre une part importante de l'opinion que l'augmentation d'impôts constituait une mesure funeste et démagogique. Par un paradoxe, dont la France a le secret, la formule "Pas un sou d'impôt supplémentaire" est devenue l'expression achevée de l'esprit civique. Or, nous l'avons dit et nous le répétons, cette formule a pu être juste en une conjoncture particulière. Lui donner une valeur définitive préparerait d'amères désillusions. Quand la construction privée, par suite de la réglementation artificielle des loyers, est devenue quasi impossible, il faut bien que l'État prélève, pour bâtir des maisons, l'équivalent des revenus qui devraient être dépensés pour le paiement des loyers. La réforme fiscale, la lutte contre la fraude permettront-elles d'éviter et les impôts supplémentaires et les amputations, à la longue déplorables, des investissements et de la reconstruction?

La balance des comptes

La balance des comptes constitue un autre sujet d'inquiétude. Le déficit de septembre à l'U.E.P. (une vingtaine de millions de dollars, dit-on) n'est pas en lui-même tragique, mais il marque la persistance de la crise. Il n'y a pas de perspective que l'on puisse lever les restrictions d'importations.

L'Institut national de la conjoncture et des études économiques a publié, dans son dernier bulletin, d'intéressantes comparaisons entre prix français et prix étrangers. Il en résulte la précarité des conclusions tirées des confrontations entre

les moyennes de prix. Selon les produits, les prix français sont ou inférieurs, ou supérieurs, ou équivalents aux prix étrangers. Malgré les réserves qu'il est important de ne pas oublier, l'avance plus rapide des prix français, au cours du deuxième semestre de 1951, n'est pas douteuse. Ce qui est intervenu depuis lors n'a pas rétabli l'équilibre.

Les décisions prises au printemps dernier commandent la politique actuelle. Il convient de maintenir les restrictions d'importations et de continuer à favoriser la baisse des prix de produits exportés. Peut-être des hausses de prix ailleurs, en Grande-Bretagne par exemple, pallieront-elles quelque jour l'insuffisance de la baisse française. Il est des circonstances où il faut compter sur les faiblesses des autres autant que sur ses propres vertus.

2.3

MARASME DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE ET MODERNISATION (1952-1955)

Les échéances

Le Figaro
8 février 1952

Les mesures annoncées par M. Buron, que nous étudions d'autre part, devraient enfin convaincre l'opinion parlementaire de l'extrême gravité de la situation.

Ces mesures sont en elles-mêmes déplorables. La France avait pris une grande part, dans le cadre de l'O.E.C.E., à la politique de la libération des échanges. Elle avait été favorable à l'élévation du pourcentage des importations libérées, elle avait pris l'initiative de la liste commune. Elle doit aujourd'hui renverser son attitude. Le ministre aurait été bien inspiré s'il n'avait pas paru imputer aux autres des responsabilités qui sont essentiellement les nôtres.

Le retour au contingentement n'est pas pour autant critiquable. Au point où nous en sommes - déficit mensuel de quelque 80 millions de dollars à l'U.E.P., déficit cumulatif qui atteint la tranche où le paiement en or s'élève à 60%, épuisement prochain de nos maigres réserves de devises - il fallait immédiatement arrêter l'hémorragie de devises (on s'est même résigné trop tard à recourir à de tels expédients). Mais il ne suffit pas de réduire par le contrôle administratif les importations ou d'encourager les exportations par quelques exonérations fiscales, pour rétablir l'équilibre de la balance des comptes. Les ministres ont simplement attaqué les symptômes: reconnaissent-ils le mal et sont-ils résolus aux décisions cruelles qu'il exige?

L'origine du mal

Sur la base 100, en 1948, d'après les statistiques de l'O.E.C.E., l'indice des prix de gros atteint 169 en novembre 1951, celui du prix de la vie 149, celui du taux des salaires 182. Dans aucun des principaux pays d'Europe, le mouvement n'a été aussi accentué. Les trois chiffres correspondants sont pour la Grande-Bretagne, 151, 120, 115; pour l'Allemagne, 165, 106 et 142 (ce dernier chiffre se réfère à l'été 1951); pour la Belgique, à 122, 107 et 123. La conclusion est claire, inexorable. Le pouvoir d'achat intérieur de la monnaie, tel qu'il est mesuré par l'indice du prix de la vie ou l'indice des salaires, a été abaissé en France plus qu'il ne l'a été dans les autres unités économiques appartenant au même système d'échanges. La question que l'on ne peut pas éluder désormais est celle du taux de change. Est-il encore possible de corriger le déséquilibre de la balance des

comptes sans modifier la parité du franc?

Si l'on avait l'impression que la hausse des prix est définitivement jugulée en France et que cette hausse se poursuit au dehors, de telle sorte que la parité puisse être rétablie d'elle-même d'ici quelques mois, on pourrait hésiter. Mais on n'aperçoit aucun signe d'une telle évolution. Les prix continuent à monter en France, certaines fractions de la majorité parlent de réunir la Commission supérieure des conventions collectives, afin de relever le salaire minimum garanti (ce qui entraînerait une hausse d'ensemble des salaires). Bien loin qu'on doive s'attendre à une réduction de la disparité entre le pouvoir d'achat intérieur et le taux de change du franc, il faut craindre qu'elle ne s'aggrave.

Or, nous ne sommes plus à une période comme celle de 1946-1948, où l'exportation dépendait essentiellement des quantités de marchandises disponibles et non des prix. Actuellement, la concurrence sur les marchés internationaux a pris une intensité particulière, les produits allemands et japonais sont rentrés en lice. La surévaluation du franc risque donc de paralyser l'exportation française et, du même coup, de créer à l'intérieur, dans une conjoncture générale inflationniste, des secteurs de dépression et de chômage.

Les mesures restrictives que l'on vient de prendre, si elles étaient considérées comme l'essentiel de la politique adoptée, nous annonceraient un repli de la France sur elle-même, une nouvelle phase comparable à celle que nous avons connue entre 1931 et 1936, où l'on tâchait de rétablir l'équilibre des comptes extérieurs à force de contingentements et où l'on ne parvenait qu'à freiner l'expansion de la production et à maintenir l'industrie française dans l'incapacité de soutenir la compétition étrangère. À titre d'extrême urgence, il est bon de protéger l'industrie textile française, mais si cette protection était considérée comme une solution, on se préparerait d'amères désillusions.

Une opération monétaire, si indispensable qu'elle puisse être, n'est jamais en elle-même qu'un expédient. Elle consacre une dépréciation déjà inscrite dans les prix, elle rend une chance à l'économie, elle remet les prix français à l'alignement des prix étrangers, elle supprimerait le décalage entre le prix officiel et le prix noir du franc et ramènerait vers les caisses publiques les devises, des touristes ou des soldats américains, qui leur échappent présentement, elle diminuerait les évasions de capitaux auxquelles la Commission économique pour l'Europe impute pour une part la gravité des crises monétaires de la France. Mais, à n'en pas douter, elle aurait l'inconvénient de créer des facteurs supplémentaires de hausses des prix. Décidée isolément, sans accompagnement

de mesures d'assainissement, elle n'offrirait qu'un court répit.

L'assainissement, de mois en mois, représente une tâche plus rude. C'est moins par l'intermédiaire de l'excès de revenus agissant sur les prix des marchandises offertes que par l'intermédiaire de l'élévation des coûts de revient que se poursuit désormais la hausse générale des prix. La manière dont la population répartit ses dépenses contribue encore à accroître les difficultés: on sacrifie le vêtement à la nourriture, de telle sorte que le gonflement des revenus des masses tend à faire monter certains prix témoins (viande), sans élargir le marché des produits textiles. Enfin, les aberrations de notre système fiscal, le fait que des fractions importantes de la population échappent presque entièrement à l'imposition directe, que d'autres fractions soumises au régime du forfait, ont des possibilités considérables d'évasion, légale ou illégale, réduit l'action anti-inflationniste d'une fiscalité supplémentaire. De nouveaux impôts sont peut-être inévitables dans la conjoncture politico-économique, leur efficacité contre l'inflation est pour le moins douteuse. La réduction des dépenses publiques serait un moyen autrement sûr.

Simultanément, les échéances diplomatiques s'accumulent. Entre les charges totales du réarmement métropolitain et de l'Indochine et les dépenses prévues pour 1952, s'ouvre une différence de quelque 500 milliards. À moins de recevoir une aide extérieure accrue, il faudra choisir entre le réarmement dans la métropole et la guerre d'Indochine, ce qui ne renforcera pas l'autorité de nos représentants dans les discussions relatives au problème allemand.

Ces faits devraient être connus. On craint d'inquiéter l'opinion, alors que la seule chance de l'entraîner dans le bon chemin, c'est de lui présenter honnêtement les données du problème et de la convaincre que le moment des décisions exceptionnelles est venu. L'inaction suffit à aggraver le mal. Il aurait été moins pénible de redresser la situation, il y a six mois. Il le sera plus encore de la redresser dans trois mois, si l'on se borne à expédier les affaires courantes, à manipuler les importations de choc et les secours à l'exportation, tout en espérant le miracle.

Contradiction économique

Le Figaro
31 octobre 1952

L'Allemagne construit désormais quelque 400.000 logements par an, plus que la France n'en a construit depuis la fin de la guerre. Quelles sont les raisons que l'on donne de ce fait déconcertant?

Les Français ont adopté, au point de départ, des normes plus ambitieuses. Le logement-type de la reconstruction est plus spacieux, doté de plus de confort en France que l'autre côté de Rhin. Mais n'a-t-on pas eu tort d'être trop ambitieux sur la quantité et pas assez sur la qualité?

Les ouvriers allemands travaillent plus: en moyenne plus de quarante-huit heures par semaine contre quarante-cinq en France.

Le rendement du travail dans le bâtiment est, en France, largement inférieur à ce qu'il est, non pas seulement aux États-Unis, mais dans tous les pays d'Europe. Et de nouveau, on fait valoir des causes multiples: les entreprises de construction sont en majorité trop petites (quelques ouvriers), elles emploient souvent des procédés artisanaux, la coopération des divers corps de métier est mal organisée, on n'utilise pas assez d'éléments préfabriqués et la standardisation est insuffisante. Ces critiques valent pour l'ensemble: il est naturellement des entreprises ou des chantiers qui ont rien à apprendre au dehors.

Enfin, comme on sait, les loyers restent à ce point insuffisants que la construction privée est presque complètement paralysée. La loi sur les loyers n'est pas rigoureusement appliquée. L'inflation a partiellement dévalorisé les hausses de loyer qui ont été imposées.

Chacune de ces explications appellerait des commentaires, chacune suggère une certaine action. Nous voulons aujourd'hui présenter quelques remarques sur le fait très simple: les Français prélèvent à peine le tiers du pourcentage (15 à 20%) des revenus personnels qui représente ailleurs la part du loyer. Quelles sont les conséquences de ce fait?

Nécessités collectives

On reconnaîtra que la collectivité doit distraire, chaque année, à la consommation une certaine fraction de ses ressources, en main-d'œuvre et en moyens de production en vue de bâtir des logements.

Supposons que nous soyons en régime de propriété privée. Chacun sera obligé

de consacrer 15 à 20% de son revenu (au moins parmi les revenus moyens) au paiement du loyer. Les propriétaires utilisent une part de cet argent à l'entretien des immeubles. Une autre partie du montant des loyers sera éventuellement dépensée par les propriétaires, mais, comme le capital placé en immeubles rapportera un intérêt normal, on trouvera aisément de l'épargne disposée à s'investir en capital immobilier. Finalement la fraction des revenus individuels qui sera disponible pour la construction répondra à peu près à la fraction des ressources collectives indispensables pour l'entretien et le renouvellement des immeubles.

Supposons maintenant qu'on fixe arbitrairement, par des lots, le taux des loyers, que ce taux soit tel que l'épargne ne puisse plus s'investir en placements immobiliers et, enfin, que la population perde l'habitude de réserver pour le loyer 15% de ses revenus, que va-t-il se passer?

Deux éventualités sont possibles: ou bien on ne construira plus du tout ou bien l'État se chargera de construire. Selon toute probabilité - et c'est le cas en France - L'État et les collectivités publiques construiront un certain nombre de logements chaque année (au titre de la reconstruction ou des habitations à loyer modéré), mais un nombre insuffisant pour renouveler le capital immobilier de la nation. Si, en plus, ce capital, déjà amputé par une législation insensée, a été frappé par les opérations de guerre, on arrivera à la crise présente: l'effort de construction suffit à peine à arrêter la dégradation du capital.

La crise et les controverses

Quand on en est arrivé là, la situation est à la fois extraordinairement simple en théorie et complexe en pratique. L'analyse précédente, si élémentaire soit-elle, suffit à indiquer le principe de la solution. Il est possible de déterminer la fraction des ressources collectives qui doit être consacrée à la construction. Si le financement de celle-ci, par suite de loyers insuffisants, ne peut être assuré par les particuliers, il incombe à l'État de prélever sur les revenus individuels une fraction équivalente à la différence entre les loyers normaux et les loyers réels. L'individu doit perdre l'idée que les revenus qui lui arrivent avant le prélèvement fiscal lui appartiennent en propre, puisque l'État se charge de la construction immobilière, par suite de l'insuffisance des loyers payés par les particuliers.

Mais, si au prélèvement fiscal qu'exigent les attributions de l'État devait s'ajouter au prélèvement destiné à transférer à l'État les sommes qui auraient dû être versées aux propriétaires, le poids de la fiscalité deviendra écrasant et probablement une économie libre deviendra-t-elle impossible.

Du côté libéral on dit, et à juste titre, qu'il faut restaurer l'épargne, relever les loyers et rétablir la possibilité d'un financement de la construction. Mais combien de temps faudra-t-il pour que les loyers rendent de nouveau la construction rentable? Comment construira-t-on en attendant? Plus l'État prélève sur les revenus individuels pour construire, plus il paralyse l'épargne et le financement privé.

D'où aussi la controverse entre les libéraux, qui souhaitent la restauration des mécanismes que l'on a faussés, et les socialistes, qui acceptent que l'État soit définitivement chargé de certaines fonctions naguère assumées par les particuliers. Quant aux non-dogmatiques, ils hésitent entre la solution des premiers, qui leur semble dans l'abstrait la meilleure, et celle des seconds, dont ils craignent qu'elle ne soit la seule praticable.

Et pourtant, d'une manière ou d'une autre, il faudra résoudre la contradiction entre la structure collective de la production et celle individuelle de la répartition. Faute de quoi se poursuivra la dégradation du capital immobilier et les Français continueront de dépenser en alcool et en tabac des ressources financières qui font défaut aux collectivités désireuses de bâtir des maisons.

La querelle du crédit

Le Figaro
7 novembre 1952

Notre collaborateur Pierre Locardel a, la semaine dernière, présenté quelques-uns des arguments que l'on fait valoir, dans les milieux officiels, en faveur du maintien des restrictions de crédit. Sans doute son exposé ne pouvait-il être complet. Tel ministre ou tel gouverneur n'y retrouvera peut-être pas le fond de sa pensée. Du moins pouvait-il servir de base de discussion.

À la Banque de France comme rue de Rivoli, on ne saurait nier que l'actuelle politique de crédit soit de plus en plus discutée. Le nombre de ceux qui réclament soit l'abaissement du taux de l'escompte, soit la fin de la règle des "plafonds globaux", augmente. Un critique indépendant ne dispose certes pas des mêmes moyens d'investigation que les responsables de notre système monétaire. S'il ne saurait, sans outrecuidance, affecter une impossible certitude, il peut au moins exprimer ses doutes.

Production et crédit

On nous dit que la reprise de la production, au retour des vacances, est satisfaisante. À travers toute l'Europe, la production est, cette année, stagnante ou en déclin. Allemagne et France ont fait exception et, au cours du premier semestre, le niveau de production s'est maintenu constamment, dans ces deux pays, au-dessus de celui de 1951. Dès le printemps, en France, l'accroissement par rapport à l'année précédente allait diminuant. Si l'on tient compte du nombre des jours ouvrables, l'indice de production, en août, aurait probablement été, en 1952, inférieur à celui de 1951. En septembre, l'indice est encore supérieur à celui de 1951, mais le nombre des wagons chargés en octobre est inférieur à celui du même mois de l'an dernier. Les symptômes sont multiples d'un ralentissement d'activité.

On objectera que les restrictions de crédit ne sont pas nécessairement responsables de cette tendance défavorable de la conjoncture: qu'en tout cas, elles ne sont pas seules responsables. On ne songe pas un instant à prêter à la politique de crédit une responsabilité exclusive. Malgré tout, la question se pose: si l'on admet, à juste titre, que l'enchérissement et la limitation quantitative du crédit ont contribué à arrêter l'inflation, convient-il de prolonger de telles mesures en une situation devenue fondamentalement autre? Le prix réel de

l'argent emprunté était faible, parfois insignifiant ou même négatif, tant que les emprunteurs comptaient sur la hausse des prix et la dévalorisation monétaire. À partir du moment où ils s'attendent plutôt à une baisse ou une stabilité des prix, le loyer de l'argent prend une réelle portée. Il ne suffirait pas d'abaisser le taux de l'escompte pour que le taux de l'argent à long terme fût immédiatement et grandement modifié. Du moins pourrait-on tenter d'agir sur des taux, hérités de la période inflationniste.

Il y a plus. Nous combinons deux techniques restrictives. On a eu recours à la technique du plafond ou limitation globale des quantités quand on s'est, à juste titre, convaincu que le taux de l'escompte n'agissait plus en période inflationniste. On a élevé le taux de l'escompte, en automne dernier, quand on s'est convaincu que la technique des plafonds ne suffisait pas. En effet, aucune technique n'empêchera des élévations massives des prix des produits agricoles ou des matières premières, un relèvement général des salaires, de développer leurs conséquences. Est-il raisonnable de combiner ces deux techniques alors que l'on craint un ralentissement d'activité?

On aimerait savoir mieux comment joue la règle des plafonds. Est-il vrai, comme on le dit de tous côtés, que les clients traditionnels sont à peine affectés, cependant que les entreprises, petites et nouvelles, indispensables en une économie libre pour entretenir la souplesse et la vitalité du régime, sont mises en difficulté, de telle sorte que la politique de crédit aboutit plutôt à aggraver la cristallisation de l'appareil de production qu'à favoriser l'assainissement souhaité?

Craintes légitimes

Je ne doute pas qu'il y ait, en sens contraire, des raisons solides à faire valoir. La principale ne me paraît pas que l'assainissement ne soit pas achevé, que le crédit soit aussi cher au dehors, que la masse monétaire ait continué de progresser de février à septembre 1952. L'inquiétude officielle me paraît tenir au danger que créerait une hausse même faible des prix. Ce danger est double: d'une part, les prix français sont déjà, en beaucoup de secteurs, supérieurs aux prix étrangers. Ceux-ci sont plutôt orientés à la baisse. Une tendance contraire, en France, même si elle était accompagnée d'accroissement de la production, risquerait de rendre le décalage entre prix français et prix étrangers insupportable. De plus, la loi sur l'échelle mobile implique une hausse générale des salaires dès que l'indice des 213 articles atteint 149. Sans doute cet indice, en baisse au mois d'octobre de 0,5%, est-il ramené à 144,9, mais la marge de

sécurité est étroite. La conséquence de cette loi mal rédigée est d'obliger le gouvernement à une prudence peut-être excessive. Sous prétexte de garantir les travailleurs, on renforce, avec la crainte obsessionnelle de n'importe quel mouvement de prix, l'état d'esprit malthusien.

Enfin, on ne saurait oublier l'importance des besoins de trésorerie de l'État. L'intervalle entre dépenses globales de l'État et recettes fiscales dépassait, cette année, 500 milliards. Il sera probablement encore plus grand l'année prochaine. On redoute, et non sans motif, que le relâchement du crédit au secteur privé, ajouté aux besoins du secteur public, même s'il contribue à l'expansion, ne soit pas compatible avec la stabilité.

Ces raisons sont fortes, personne ne le niera. Malgré tout, sont-elles convaincantes? Une enquête sur la manière dont s'appliquent les restrictions globales, sur les chances offertes ou refusées aux entreprises montantes, serait instructive. Et surtout, la conjonction des deux techniques restrictives - par les quantités globales et par les prix - reste, dans la phase présente, en dépit de toutes les justifications, déconcertante. On nous dit bien que le crédit est effet plutôt que cause, qu'il reflète l'activité plutôt qu'il ne la suscite, toutes propositions vraies en général. Malgré tout, on a du mal à admettre qu'une méthode éprouvée pour combattre l'inflation n'ait pas quelque efficacité, appliquée à contretemps, pour freiner l'expansion.

L'économie française sur la corde raide

Le Figaro
8 janvier 1953

Les crises ministérielles n'incitent pas à l'observation objective des faits. Les bilans des gouvernements, de celui qui s'en va comme de celui qui arrive, prêtent à la controverse plus encore que ceux des grandes entreprises, adaptés aux exigences de la fiscalité et de l'autofinancement. Et pourtant, les traits caractéristiques de la situation actuelle, de l'évolution au cours de l'année 1952 peuvent et doivent être constatés, en dehors de toute préférence, pour les uns et pour les autres.

Stabilité des prix de détail et baisse des prix de gros marquent le succès obtenu sur un terrain que chacun considérerait comme décisif au début de 1952. Le ralentissement de l'activité économique et l'augmentation du chômage partiel suscitent les interrogations coutumières, en pareilles circonstances, sur la compatibilité entre l'expansion économique et la stabilité des prix. Enfin, le déficit de la France à l'Union européenne de paiements persiste.

Mouvement des prix et de la production

De janvier-février à novembre, la baisse des prix de gros a été de quelque 8%. Elle est imputable surtout à un recul des cours des produits importés et des matières premières. Elle traduit une tendance générale, en Europe et dans le monde, mais cet accord même entre le mouvement français et le mouvement mondial exigeait la répression des forces inflationnistes intérieures. De plus, la baisse a été, en France, plus marquée que dans la plupart des pays étrangers. Les événements ont, à cet égard, répondu aux mots d'ordre gouvernementaux.

Il n'en a pas été tout à fait de même en ce qui concerne les prix de détail. L'indice se retrouve, à la fin de 1952, légèrement supérieur à ce qu'il était à la fin de 1951, mais au-dessous du maximum atteint dans les premiers mois de l'année.

Chacun se félicite de la stabilité des prix, beaucoup, qu'ils soient observateurs ou acteurs de l'économie, se plaignent du ralentissement de l'activité. Le nombre des chômeurs secourus s'élève à 44.470, à la fin de novembre, soit près de 50% de plus qu'au 1er décembre 1951 (la moyenne, pour les dix premiers mois de l'année, n'en a pas moins été inférieure à la moyenne des années précédentes). La relation entre le nombre des demandes et des offres d'emploi non satisfaites indique un accroissement du chômage, qui ne tient pas exclusivement à des

causes saisonnières. Les offres d'emploi non satisfaites tombent à 8.227 et les demandes montent à 158.020. Le nombre des chômeurs partiels secourus s'élève également. L'indice de la production a été, durant la plus grande partie de l'année, supérieur à celui de l'année précédente, mais, au cours du dernier trimestre, il est tombé à un niveau légèrement inférieur. D'autres indices font conclure que, dans l'ensemble, il y a eu stagnation plutôt que progression. Aussi parle-t-on volontiers de la "relance" de l'économie.

Qu'il soit souhaitable de favoriser l'accroissement de la production, personne ne le niera. Mais une phase de prix constants entraîne inévitablement des difficultés pour les entreprises ou les secteurs économiques, qui ne pouvaient vivre qu'en fonction de la demande artificiellement gonflée par l'inflation. L'assainissement ne va pas sans certains troubles, qui raniment la nostalgie de l'inflation.

Aux difficultés de l'assainissement s'ajoutent celles qui sont propres à certaines branches de l'industrie, cuirs, textiles, automobiles. Ce n'est qu'en période d'inflation que toutes les industries prospèrent simultanément. La stabilité implique que certaines industries s'étendent, cependant que d'autres s'adaptent à des conditions moins favorables. Personne ne saurait garantir l'harmonie entre la capacité de production d'une industrie donnée (textiles ou automobiles) et les débouchés normaux sur le marché français. La contraction des marchés extérieurs, imputable partie à une concurrence plus rude, partie au niveau des prix français, s'ajoute aux autres facteurs. Il serait fatal de chercher une issue dans la facilité de l'inflation.

Déficit de l'État et des comptes extérieurs

L'économie française est et restera sur la corde raide, menacée, à chaque instant, de tomber soit dans la stagnation, soit dans l'inflation. La raison en est le montant considérable des dépenses publiques et l'écart entre recettes et dépenses.

Certes, au sens anglais du terme, la France a, elle aussi, un excédent budgétaire. Les recettes fiscales dépassent les dépenses qui auraient figuré naguère au budget ordinaire ou encore au-dessus de la ligne, pour employer l'expression britannique. L'expression "excédent budgétaire" est évitée en France et peut-être avec raison. Elle contribuerait à répandre un optimisme excessif et n'inciterait pas à une gestion sévère.

Or le principe selon lequel seules les dépenses du budget doivent être financées par l'impôt, investissements et reconstruction relevant de l'emprunt, n'est certainement plus valable dans la conjoncture actuelle. La capacité

d'épargne dépend de multiples facteurs - répartition des revenus, importance du prélèvement fiscal, confiance dans l'avenir et la monnaie - qui ont fondamentalement changé, depuis trente ans. Simultanément, le montant des investissements et de la reconstruction à la charge de l'État a augmenté, de telle sorte qu'un excédent budgétaire ou, ce qui revient au même, la couverture d'une fraction des investissements et reconstruction par l'impôt s'impose. En 1952, l'écart entre recettes fiscales et dépenses globales de l'État était estimé à quelque 600 milliards et il a dû dépasser le montant de 130 milliards environ. Il a été couvert par l'emprunt à long et court terme, combiné avec des procédés de trésorerie, qu'on ne saurait guère approuver mais qui ont été déjà pratiqués par beaucoup de ceux qui les critiquent aujourd'hui.

Le budget présenté par le gouvernement démissionnaire laisserait un écart au moins aussi important et les prévisions de recettes ne manquaient pas d'optimisme, puisqu'elles attendaient quelque 200 milliards de recettes supplémentaires, sans impôts nouveaux, ce qui était faire confiance soit à la répression de la fraude, soit à une progression de l'activité, soit, enfin, à la réforme fiscale. Il n'est pas exclu que l'État puisse se procurer ces quelque 800 milliards par emprunts divers et ressources de trésorerie, mais, pour y parvenir, il devra détourner vers les caisses publiques capitaux d'épargne et disponibilités. Du même coup, il rendra plus difficile encore l'appel des entreprises privées au marché financier, voire au crédit bancaire.

En d'autres termes, la sagesse commanderait de réviser le budget présenté par le précédent gouvernement dans le sens d'une plus grande rigueur. On ne s'étonnera donc pas que certains des présidents, pressentis ou désignés aient envisagé d'amputer les dépenses publiques, tout en cherchant à développer la construction. En effet, un budget de l'État, avec un déficit global de près de 800 milliards, comporte le double risque de l'inflation, si on relâche le crédit, et du marasme de certains secteurs industriels, si l'on tâche d'étouffer les virtualités inflationnistes du budget par des restrictions de crédit.

Plus grave et plus urgent à la fois apparaît le problème de la balance des comptes. La France a dépassé son quota à l'Union européenne de paiements, de telle sorte que les déficits sont désormais payables intégralement en or. Sans doute dira-t-on que le déficit, en janvier 1952, montait à 102 millions de dollars et, en février, à 120, alors qu'il n'était que de 24,5 en novembre et de 70 en décembre. Mais, entre temps, les importations ont été réduites au strict minimum et il n'est guère possible de pousser plus loin ces réductions.

La valeur du franc, exprimé en pouvoir d'achat intérieur, a été maintenue au cours de l'année. L'équilibre entre l'économie française et le reste du monde n'a pas été rétabli.

Le marasme de l'économie française

Le Figaro
20 mars 1953

Durant les mois de stabilité des prix qui précédèrent la guerre de Corée, en 1949-1950, la production française n'avait pas progressé. Et déjà certains observateurs avaient posé la question: l'économie française n'a-t-elle le choix qu'entre l'expansion dans l'inflation ou la stabilité dans la stagnation? La situation présente incite à se poser la même question, avec une inquiétude accrue.

La progression s'était arrêtée au cours de l'année dernière, les chiffres de l'année 1953 marquent un recul par rapport à ceux de 1952. L'indice de production, en janvier, est à 143 contre 151, en janvier 1952. La France a eu, en février, un déficit de 31,3 millions de dollars à l'Union européenne de paiements, qu'elle continue de payer intégralement en or (la position cumulative est déficitaire de 655 millions de dollars, soit plus que le plafond prévu). Ni reprise de la production ni rétablissement de l'équilibre des comptes extérieurs: les deux faits sont également graves pour un pays qui veut conduire l'Europe vers l'unité.

Rigidité de la structure

De la tendance actuelle à la stagnation, on aperçoit certaines causes conjecturelles. En particulier, la décision prise par le gouvernement de M. Pinay, contre l'avis de certains experts, de stabiliser les prix sur la base de la valeur actuelle du franc comportait un danger évident. La baisse n'a pas été suffisante pour ramener les prix français au niveau des prix étrangers, l'État doit favoriser, chaque année, l'exportation par quelque 50 milliards d'exemption d'impôts, sans que la reprise des exportations parvienne à combler les déficits des comptes commerciaux. Certes, les restrictions, mises par les pays du Commonwealth, à l'importation des pays français sont également un facteur de déficit. Malgré tout, on sait les inconvénients pour l'ensemble de l'économie des taux de change artificiellement élevés.

Des causes structurelles, tenant aux caractères propres de l'économie française, interviennent aussi. La principale pourrait se résumer en un mot: manque de mobilité. Une expansion simultanée de tous les secteurs n'est guère possible, sinon dans un climat d'inflation. Or, dès que l'expansion n'est pas

générale, la rigidité freine les transferts de moyens de production. Les ouvriers ne vont pas vers les régions ou vers les secteurs en activité, les entreprises marginales ne ferment pas en libérant des ressources. Les entreprises marginales travaillent à horaire réduit, les secteurs atteints cherchent un équilibre en baisse - baisse de production plutôt que réorganisation de la production et baisse des prix.

Dans son récent ouvrage sur l'économie européenne depuis la guerre, la commission de Genève a mis l'accent sur cette sorte de sclérose. La répartition de la population active se modifie à peine. Depuis 1938, le nombre des travailleurs d'industrie a moins augmenté en France (114 contre 100 en 1938) que dans la plupart des autres pays d'Europe. Le mécanisme des prix parvient de plus en plus difficilement à assurer une répartition rationnelle des ressources (certaines lois, comme celles qui encouragent la production constante d'excédents d'alcool ajoutent leurs méfaits aux imperfections du mécanisme des prix).

La perte des débouchés extérieurs, la baisse des prix ne provoquent pas, en une mesure suffisante, des transferts d'une industrie à une autre, le gonflement des industries favorisées, la contraction des industries atteintes; elles tendent à répandre un marasme général. Plus frappante encore est la généralisation du mouvement en cas d'inflation. Les Français sont devenus sensibles à l'inflation au point qu'ils réagissent au moindre symptôme et élèvent les prix en anticipation d'une hausse, immédiatement tenue pour inévitable. L'importance numérique et la puissance politique des groupes intermédiaires dans les services et des agriculteurs contribuent également à paralyser la réadaptation, en cas de stabilité des prix, et à amplifier la hausse, en cas de début d'inflation.

L'énormité des dépenses de l'État et le système fiscal ajoutent leur poids propre, qui tend, selon les cas, ou à généraliser l'inflation ou à freiner les adaptations à la baisse. La fiscalité, comme on le sait, est surtout indirecte (plus des deux tiers du total des recettes). Certains impôts directs, comme l'impôt cédulaire sur les salaires, ont été, par le mode de perception, rapprochés des impôts indirects. Les taxes à la production et les taxes sur les chiffres d'affaires s'incorporent aux prix. Certes, les rendements augmentent dès que les prix montent et, en cas d'inflation, les recettes de l'État ne prennent pas de retard sur les dépenses. Mais les impôts indirects sont moins efficaces dans la lutte contre l'inflation du fait que les producteurs ou les commerçants en reportent la charge sur les acheteurs.

Peu efficace contre l'inflation, la fiscalité française s'ajoute aux autres facteurs de rigidité. Des mouvements de prix à la production ne se répercutent pas ou se répercutent insuffisamment sur les prix de détail, les taxes payées entre l'origine et le terme du circuit étant cause ou, pour une part, justification du maintien des cours.

L'énormité des impôts qui pèsent sur la production est, d'une autre façon encore, contraire au progrès de la productivité. Aucune activité ne saurait promettre autant de bénéfices, et aussi rapidement, que l'évasion fiscale, légale ou illégale. En ne payant pas tout ou partie des charges sociales ou des taxes imposées, certaines entreprises parviennent, alors qu'elles devraient disparaître, à se maintenir ou à accumuler des bénéfices illégitimes, qui ne sont pas employés en réinvestissements.

Le déficit des finances publiques

Une refonte du système fiscal restera singulièrement malaisée tant que les obligations jointes de la guerre d'Indochine, du réarmement européen, de la reconstruction, des investissements en France et dans l'Union Française et du budget ordinaire de l'État porteront l'ensemble des dépenses publiques à un pourcentage voisin de tiers du produit national brut et les recettes fiscales à 30% environ de ce même revenu. Le texte de réforme que propose le gouvernement et qui n'est pas encore voté, n'est qu'une première étape sur une longue route.

Le budget de 1953 comportait un écart de 600 à 700 milliards entre dépenses et, recettes fiscales de l'État. L'accroissement de la demande globale par le déficit des finances publiques est donc, dès maintenant, réalisé. Le fait que cet accroissement ne "relance" pas l'activité suggère d'autres causes: décalage entre répartition de la demande et structure de l'appareil de production (le marché ne suffit plus à absorber la production de certaines industries), attitude de réserve des consommateurs, insuffisances des ressources de capital à la disposition de l'économie privée du fait même des exigences du Trésor public.

Cette analyse montre au moins les difficultés de la tâche. Le gouvernement n'a manifesté par aucun ensemble de mesures son interprétation de la conjoncture ou la méthode qu'il envisage pour la modifier. Si le marasme actuel se prolongeait, fatalement il se trouverait un gouvernement, celui d'aujourd'hui ou de demain, pour préférer la facilité déplorable de l'inflation aux rigueurs stériles de la stagnation.

Le marasme de l'économie française. II.

Inflation budgétaire et récession économique

Le Figaro
27 mars 1953

Nous avons précisé, la semaine dernière, quelques-unes des causes pour lesquelles l'économie française était vulnérable à l'inflation et, lorsque celle-ci est arrêtée, exposée à la stagnation. Il y aurait danger, malgré tout, à exagérer l'importance des causes structurelles, comme certains observateurs étrangers, par exemple ceux de la Commission économique pour l'Europe, sont enclins à le faire.

On rappelle le marasme de l'économie française entre les deux guerres, on insiste sur le fait que le niveau de production était en 1938 inférieur de 25% à celui de 1929. Mais, au lieu de marquer l'opposition radicale entre deux périodes - celle de 1919-29, au cours de laquelle le relèvement français fut plus rapide que celui de la plupart des pays européens atteints par le conflit, et celle de 1929-39, qui vit une crise plus prolongée que partout ailleurs - on se borne à parler de la décadence économique de la France, comme si cette décadence avait été continue et imputable à des faits de structure. Le contraste entre les deux périodes suggère une interprétation tout autre.

C'est la politique insensée de déflation, poursuivie après la dévaluation de la livre et du dollar jusqu'en 1936, qui rendit la dépression dans notre pays plus longue et plus grave qu'ailleurs. Au moment où cette politique allait donner des résultats, le Front populaire, porté par une vague irrésistible de revendications sociales la renversa. En décrétant la loi de 40 heures, selon des modalités indéfendables, alors que la moyenne de travail dépassait 44 heures, le gouvernement présidé par M. Léon Blum "relançait" lui-même la crise qu'il prétendait combattre.

Avant d'accepter la résignation des sceptiques, qui annoncent en privé que la France est vouée à la stagnation jusqu'à la prochaine vague d'inflation, peut-être serait-il bon de s'interroger sur les causes conjoncturelles qui, peut-être, déterminent le marasme présent.

Causes conjoncturelles du marasme

À en juger d'après les discours dominicaux, il ne semble pas qu'on parvienne à s'expliquer, dans les cercles officiels, la langueur dont est atteinte l'économie

française. Que l'injection massive de pouvoir d'achat, déterminée par un décalage de 600 à 700 milliards de francs entre dépenses et recettes de l'État, ne suffise pas à la "relance" a de quoi déconcerter les interprètes simplistes du Keynésisme.

On fait valoir, avec une apparence de raison, que toute inflation laisse des séquelles. L'appareil de production ne répond pas à la répartition normale de la demande. Inévitablement le retour à la stabilité des prix s'accompagne d'une phase d'incertitude et de réadaptation.

Certaines industries se sont équipées, au cours des années précédentes, de telle sorte qu'elles sont en mesure de produire plus que le marché français et le marché extérieur ne sont susceptibles d'absorber. L'exemple que l'on donne est celui de l'industrie automobile. Certaines chaînes de production pourraient sortir trois fois plus d'automobiles que les services commerciaux ne sont capables d'en placer.

On incrimine beaucoup la politique de crédit et le président du Conseil, dimanche dernier, a donné des chiffres qui montrent que les crédits à l'économie privée ont considérablement augmenté au cours de l'année dernière. Je doute, pour mon compte, que les plafonds globaux de réescompte, l'obligation d'employer une fraction des disponibilités supplémentaires en papier d'État exercent une influence décisive sur l'évolution de la conjoncture.

En revanche, on oublie souvent un fait simple et peut-être décisif. Le coût exorbitant de l'argent à long terme devient presque insupportable dès que l'inflation s'arrête. Les chefs d'entreprise se plaignaient volontiers, au cours des dernières années, du taux d'intérêt à long terme. Aujourd'hui seulement leurs plaintes deviennent justifiées dans la mesure où l'on admet la prolongation de la stabilité des prix.

Problème monétaire

Il est, enfin, une autre cause, qu'il est de bon ton de ne pas mentionner mais que tous les experts des organisations internationales, à la grande irritation de certains hommes politiques et de certains fonctionnaires français, ont signalée: au taux actuel de change, les prix français sont encore, en moyenne, supérieurs aux prix étrangers. Le maintien des restrictions quantitatives à l'importation, les exemptions d'impôt à l'exportation - expédients d'ailleurs inefficaces - sont une manière de publier une surévaluation du franc.

On ne saurait prévoir avec rigueur les effets d'un alignement monétaire. À la

fin de l'année 1952, on a noté une certaine reprise des exportations et les difficultés de vendre au dehors tiennent aussi à d'autres causes (concurrence plus sévère, insuffisante organisation des crédits à l'exportation, restrictions administratives dans la zone sterling, etc.). Mais le fait est que personne ni dans le gouvernement ni dans l'administration n'a expliqué quelles mesures sont conçues ou appliquées en vue du rétablissement de l'équilibre des comptes extérieurs.

On aboutit ainsi à ce résultat, proprement admirable, que les mêmes hommes jurent tous les dimanches sur l'autel de l'Europe unie et maintiennent ou renforcent le lundi les contingents d'importations. Comme si la condition première de l'intégration européenne n'était pas la mise en communication des économies, que seule permet l'harmonie entre les conjonctures nationales et des taux de change authentiques!

La politique, choisie il y a un an, a eu probablement de conséquences aussi graves à l'intérieur qu'à l'extérieur. Elle obligeait non à stabiliser les prix mais à les faire baisser, ce qui, à la longue, ne favorise pas l'expansion. Les prix de gros ont baissé sensiblement plus que les prix de détail, ce qui est également fâcheux pour le développement de l'activité. La marge qui subsiste entre le niveau actuel du prix de la vie et celui qui met en route le mécanisme de l'échelle mobile est étroite. Les responsables du crédit se savent tenus à une prudence accrue. La politique officielle tendant au rétablissement de l'équilibre entre prix français et étrangers par la baisse des premiers, il est logique que se généralise une attitude de réserve et d'attente.

La déficit des finances publiques est déjà excessif (on vient de le voir par la demande d'avances supplémentaires à l'État). Si la tendance des prix mondiaux se renversait, il mettrait en péril la précaire stabilité. La formule de la relance n'aboutit guère qu'à des mesures limitées de crédit à la consommation ou d'encouragement à la construction, cependant que l'on élève la muraille de protection douanière derrière laquelle l'économie française aura le loisir de vivre médiocrement.

Si tel n'est pas l'objectif du gouvernement, ne serait-il pas temps qu'on nous explique clairement comment l'on concilie la "relance" et la baisse des prix français par rapport aux prix étrangers? Ou encore, comment on concilie la construction de l'Europe unie et les contingents d'importations? Ou encore si l'on tient pour essentiel le maintien du taux de change ou l'équilibre de l'économie?

Le marasme de l'économie française. Des économies budgétaires?

Le Figaro
10 avril 1953

Il serait absurde de dire que des économies ne sont pas possibles sur des dépenses budgétaires de plus de 3.600 milliards, de près de 5.000 milliards si l'on y ajoute les budgets des collectivités locales et la Sécurité sociale. Mais il est malheureusement probable que les dépenses ne seront pas réduites tant que les gouvernements, sans majorité cohérente, n'auront pas reçu de très larges pouvoirs de légiférer par décrets.

On ne saurait indiquer avec précision, quand on n'a pas le secours de l'administration, sur quoi devrait porter la réduction des dépenses. Mais il est possible de préciser comment se pose le problème dans les différents secteurs.

En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement des services civils, on ne saurait compter sur des économies massives. L'Éducation nationale, à elle seule, en absorbe près du quart, les P.T.T. et les Finances ensemble un tiers. Un "échenillage" est toujours possible, une réforme administrative pourrait favoriser un meilleur rendement à de moindres frais. Mais on n'arrivera, dans l'immédiat, qu'à des milliards ou à un petit nombre de dizaines de milliards.

Pour les dépenses de transfert, comme en matière de sécurité sociale, la question est autre. Presque toujours les bénéficiaires des transferts ont des titres plus ou moins valables, mais on ne saurait dépasser certaines limites sans danger pour la collectivité tout entière. Il s'agirait donc d'établir, par exemple, un budget social de la nation, d'en fixer le montant global et d'en déterminer la répartition la plus équitable. Quelle fraction des milliards qu'exige l'allocation du salaire unique répond à un besoin véritable? Le financement des allocations familiales agricoles est-il équitable pour les autres membres de la collectivité? Les subventions pour certains produits, pour certaines catégories sociales sont-elles indispensables? À l'heure présente, les dépenses de transfert sont si nombreuses, si dispersées que personne, pas même ou surtout pas les législateurs, n'est en mesure de voir clair.

Si l'on en vient aux dépenses militaires, des interrogations, de portée plus grave encore, s'élèvent. Les gouvernants ont abandonné le plan de réarmement démesurément ambitieux, qu'ils avaient établi en 1950. Le nombre d'avions de

première ligne restera inférieur à la moitié du plan modeste de 1.400 appareils. Celui des divisions sera de l'ordre de la douzaine, dont moitié de réserve. Or, avec la guerre d'Indochine, le total du budget militaire n'en est pas moins considérable, en pourcentage 10 à 11% du produit national brut.

Une réduction pure et simple est difficile aussi longtemps que dure la guerre d'Indochine et que l'on ne "repense" pas la conception même de l'appareil militaire. L'erreur de 1950 n'a pas été seulement de se donner des objectifs économiquement inaccessibles, mais d'adopter des normes, pour les grandes unités, à l'imitation des normes américaines et sans considérer la structure économique de l'Europe et de la France en particulier.

En Indochine comme en Europe, la réduction des dépenses militaires sera difficilement obtenue par une décision simple consistant à réduire de 10% ou de 20% les différents chapitres. Pour supprimer ou dégonfler certains chapitres, il faudrait savoir d'abord le total des ressources que nous entendons consacrer au budget militaire et répartir ensuite le total rationnellement, quitte à accepter des sacrifices pénibles. À vouloir conserver un peu de tout, on aboutit à des dépenses considérables, d'un faible rendement.

Reste, enfin, le chapitre des investissements et de la reconstruction. L'avenir de la collectivité dépend, à coup sûr, de l'entretien et du renouvellement de l'outillage. La tendance de certains libéraux à critiquer les investissements est plus déplorable encore que la mystique des investissements, courante à gauche. Mais le volume des investissements d'État ne détermine pas encore le volume global des investissements et les grands travaux n'ont pas tous le même degré d'urgence. Les dépenses du fonds routier ne s'imposent pas toutes avec la même évidence. Les investissements financés par l'État dans les territoires d'outre-mer représentent à eux seuls l'équivalent d'un demi-milliard de dollars.

La construction, socialement aussi bien qu'économiquement, mérite la priorité n°1. Le délabrement du capital immobilier est un scandale national. L'activité du bâtiment jouait jadis un rôle important pour régulariser la conjoncture. Si les dépenses de ce chapitre sont justifiées. Il n'en résulte pas que l'on puisse laisser à l'État, à cet égard, toutes les responsabilités qu'il assume aujourd'hui. Là encore, gouvernement et Assemblée refusent d'envisager les données authentiques du problème: pour que la construction ne devienne pas une fonction du seul État, il faut que les particuliers, d'une manière ou d'une autre, consacrent au loyer ou à une épargne-logement, ou à quelque Fonds immobilier, recevant le produit d'une péréquation entre immeubles anciens et récents, une fraction suffisante de leurs

revenus.

Économies: tâche politique

Si rapide que soit cette analyse, elle conduit à une conclusion simple mais essentielle. L'échenillage du budget, si indispensable soit-il, ne résout pas le problème. Le volume des dépenses publiques résulte d'une certaine politique, économique et militaire, le budget social d'une accumulation de transferts sociaux, d'utilité variable, sans que l'on ait tenté d'établir un volume global et un ordre d'urgence. Militairement, on prétend à la fois livrer la guerre d'Indochine et maintenir demain la supériorité sur une Allemagne plus peuplée, plus industrialisée, sans obligations au dehors - ce qui est absurde. Les investissements dans les territoires d'outre-mer sont faibles par rapport aux besoins, importants par rapport aux ressources de la métropole. Et l'on n'y applique pas l'idée européenne qui pourtant s'y justifierait plus que partout ailleurs. La France ne construit pas assez de maisons, mais l'État dépense, au titre des dommages de guerre, des centaines de milliards, faute d'une conception d'ensemble pour le financement de la construction.

On dira que nous passons de la conjoncture à la structure et que des économies immédiates doivent être faites. Si tel est le cas, le choix sera arbitraire, dicté par l'esprit de facilité. Ainsi a-t-on supprimé, l'an dernier, quelques milliards prévus pour la défense passive, tout en fabriquant des avions d'un type déjà anachronique, destinés au stockage, faute d'argent pour entretenir les escadrilles. Ou bien on réduira certaines dépenses d'investissements, non les moins importantes, mais les moins défendues par les intérêts privés.

Le budget de l'État se confond de plus en plus avec la vie de la nation. Il traduit une politique ou une absence de politique. Les économies, comme la réforme fiscale, demeureront un vœu pieux aussi longtemps que les gouvernements n'auront pas le courage de prendre une vue d'ensemble de la situation, de dresser un programme, de fixer des choix et de les faire accepter par le pays.

Le marasme de l'économie française. Impôts ou économies?

Le Figaro
17 avril 1953

La combinaison de récession économique et d'inflation budgétaire, que nous avons décrite au cours des précédents articles, constitue la véritable "impasse", pour reprendre le mot auquel l'usage parlementaire donne présentement une curieuse signification. Toute mesure prise contre l'inflation sera critiquée comme de nature à aggraver la récession. Une réduction des dépenses publiques entraînerait, dira-t-on, une diminution de la demande globale, donc un ralentissement de l'activité économique. Mais, d'autre part, le recours aux avances de la Banque à l'État, dont nous venons d'avoir un nouvel exemple, serait dangereux pour la stabilité des prix le jour où la tendance sur les marchés mondiaux se renverserait. En attendant, il oblige les autorités responsables du crédit à la prudence, d'autant plus que les prix français n'ont pas encore été ramenés à l'alignement des prix mondiaux.

On est arrivé à une situation pour ainsi dire sans issue. On n'ose ni diminuer les dépenses, ni augmenter les recettes de l'État, ni accentuer la baisse des prix pour favoriser les exportations, ni prendre des mesures audacieuses de relance de crainte de provoquer une hausse des prix.

Le déficit des finances publiques

L'expression déficit budgétaire, si souvent employée, est, d'une certaine manière, erronée. Si la France avait conservé la distinction entre budget ordinaire et budget extraordinaire, on dirait que, depuis des années, la France a un excédent budgétaire. Avec le vocabulaire britannique, la France a un excédent "au-dessus de la ligne". Il est normal que les dépenses d'investissements et de reconstruction ne soient pas en totalité financées par des rentrées d'impôts. Au-delà de ces généralités, il reste que l'excédent nécessaire du budget ordinaire ou, ce qui revient au même, l'écart entre dépenses globales de l'État et recettes fiscales ne doit pas être déterminé selon des considérations abstraites et générales, mais en fonction des données particulières de l'économie.

Quand on dit que les investissements et la reconstruction doivent être *normalement* financés par l'emprunt, on se réfère à une normalité disparue depuis longtemps. La propension à l'épargne n'a pas résisté à une inflation

chronique, et les charges publiques d'investissements et de reconstruction sont considérables, plus de 1.000 milliards, en y incluant 163 milliards pour les territoires d'outre-mer et les emprunts garantis par l'État. Le fait est que l'État serait hors d'état d'emprunter des sommes pareilles et que l'écart entre dépenses globales et recettes fiscales, qui se situe, selon les estimations, entre 600 et 800 milliards, est trop élevée par rapport aux possibilités de la trésorerie.

Certes, les dépenses d'investissements et de reconstruction sont origine de commandes à l'industrie privée et, en ce sens, elles entretiennent l'activité. Le montant considérable des ressources dites de trésorerie ne détermine pas, directement et immédiatement, la hausse des prix. Mais, en dehors même des risques permanents d'inflation qu'il crée, il paralyse les efforts, qui devraient être multipliés pour favoriser la reprise de l'économie privée.

Le gouvernement de M. René Mayer, obligé de justifier le non-remboursement des avances consenties par la Banque, se trouve, une fois de plus, en face de l'alternative: réduction des dépenses ou impôts supplémentaires?

Le problème des impôts

M. Pinay, soutenu par la majorité des indépendants et des paysans, a défendu la théorie que, dans la conjoncture française, des impôts supplémentaires, bien loin d'être efficaces contre l'inflation, déclencheraient une hausse des prix qui, par le jeu des revendications des différents groupes, provoquerait une rechute dans le cycle infernal. Sur le plan de l'économie pure, cette théorie suscite des commentaires ironiques des économistes anglo-saxons. Remise dans le cadre français, liée à des circonstances particulières, elle n'est pas sans portée.

Les augmentations d'impôts que l'on envisage concernent, d'ordinaire, le taux des impôts indirects (taxe à la production, par exemple). Les producteurs les intègrent aux prix, s'ils en ont la possibilité. Pour que cette possibilité leur échappât il faudrait que la concurrence fût sévère, que les acheteurs fussent en posture de refuser les hausses et que les restrictions du crédit eussent une rigueur suffisante. Aucune de ces conditions n'est réalisée.

Certes, on aurait tort de décréter que toute augmentation d'impôts serait par elle-même génératrice d'inflation. Nous ne disposons pas d'informations statistiques assez rigoureuses pour savoir avec certitude si les 150 ou 200 milliards d'impôts supplémentaires, qui résoudraient à peu près la crise de la trésorerie, auraient une action sur les prix. Mais le fait est que, dans le cadre de l'économie française actuelle, si l'on ne suppose pas de modification au régime du crédit et à la structure de l'appareil de production et de distribution, mieux

vaudrait de beaucoup, réduire les dépenses de l'État, celles de fonctionnement ou de transfert, plutôt que celles d'investissements et de reconstruction.

Nous avons examiné la semaine dernière le problème des économies. On se contentera de rappeler la composition par grandes masses des dépenses budgétaires. Le coût du fonctionnement des services civils monte à 1.487 milliards, les dépenses militaires représentent 1.279 milliards, l'équipement des services civils, le fonds de modernisation et les dommages de guerre 800, les comptes spéciaux 65, soit un total de 3.711 milliards et, en tenant compte de 80 milliards bloqués, 3.631. Mais la rubrique coût du fonctionnement des services civils dissimule des dépenses de signification économique tout autre, d'une part la charge imputable aux dépenses de personnel et de matériel des services publics, de l'autre des dépenses de transfert, intérêts de la dette, allocations familiales agricoles, etc.

Les services civils de l'État proprement dits coûtent, en 1953, 792 milliards si l'on ajoute aux dépenses de personnel et de matériel les charges sociales et les retraites du personnel, qui pourraient aller à la rubrique des dépenses de transfert et atteignent 160 milliards. Les services militaires, en y incluant les territoires d'outre-mer et les retraites des militaires, demandent 1.430 milliards environ, les dépenses de capital, pour le domaine public, la reconstruction et l'aide aux investissements privés 950 milliards environ. Et il reste 900 milliards environ de dépenses de transfert. (Ces chiffres, étant donné la complexité de la comptabilité publique française, donnent un ordre de grandeur et ne prétendent pas à une exactitude absolue.)

Quelle conclusion provisoire tirer de cette structure des dépenses publiques? Le problème des économies est, avant tout, politique et en un double sens. C'est un choix politique qui détermine l'ampleur des ressources consacrées à l'armée, à la guerre d'Indochine, aux investissements. L'obstacle aux économies est, en premier lieu, politique: toute réduction des dépenses, quand il s'agit de transferts ou du fonctionnement des services publics, frappe les bénéficiaires du transfert ou les fonctionnaires. On l'a dit souvent: les assemblées élues sont favorables aux économies en général et hostiles à toute économie particulière.

Le marasme de l'économie française. V.

L'action nécessaire

Le Figaro
8 mai 1953

On a tort de faire craindre à l'opinion des catastrophes, vagues, terrifiantes. La terre nourrit la population, un chômage massif est exclu, le manque de devises pourrait obliger, un jour, à contingenter encore plus sévèrement les importations, mais pas au point que les matières premières indispensables viennent à manquer. Nous avons à redouter la décadence bien plutôt qu'un effondrement soudain. Une économie stagnante, alors que les économies voisines progressent, l'incapacité de soutenir la concurrence étrangère entraîneraient peu à peu, en dépit de toutes les fictions diplomatiques, le déclassement de notre pays. On conserve son rang par le travail quotidien, non par les communiqués des conférences internationales.

Même sur le plan de la conjoncture, on aurait tort d'exagérer la gravité de la situation. Un ralentissement temporaire de l'activité accompagne normalement la fin de l'inflation. Les autres pays ont connu, eux aussi, le phénomène. L'écart entre dépenses et recettes globales de l'État est excessif, mais cet excès est de l'ordre de quelque trois cents milliards, ce qui ne représente pas un pourcentage considérable d'un budget ordinaire et extraordinaire de 3.800 milliards.

Le ralentissement ne risque guère de se transformer en crise profonde et générale. L'inflation, il est vrai, continue d'être une menace. Elle a été arrêtée, l'an dernier, par une combinaison de facteurs, parmi lesquels on énumère le déficit du commerce extérieur (qui a déterminé un accroissement de l'offre de marchandises), l'attitude différente des entrepreneurs (renonçant à accumuler des stocks) et des consommateurs (épargnant davantage) et, enfin, l'influence de la conjoncture mondiale. Probablement le changement d'attitude, imputable à des causes politiques et psychologiques, a-t-il joué un rôle décisif, mais, du même coup, un renversement de tendance de sens contraire demeure possible, renversement que le déficit des finances publiques ou un alignement monétaire seraient de nature à provoquer.

Nous avons insisté, dans les articles précédents, sur le marasme actuel de notre économie, parce que l'on se résigne à une situation malsaine, que des mesures courageuses permettraient d'assainir. Que propose-t-on pour remédier

au déficit permanent de notre balance des comptes, que nous payons en or et qui oblige à des contingents d'importation, presque équivalents à une suppression de la concurrence étrangère? Que propose-t-on pour ramener le déficit des finances publiques à une mesure compatible avec les possibilités de la trésorerie et le développement du secteur privé?

À ces deux questions, ni le gouvernement de M. Pinay ni celui de M. René Mayer n'ont apporté jusqu'à présent même des débuts de réponse. Ils ont été d'accord pour affirmer les *impossibilités*. *On ne peut pas* dévaluer, parce que l'on déclencherait une nouvelle hausse des prix intérieurs. *On ne peut pas* réduire les dépenses de l'État, *on ne peut pas* relâcher le contrôle des importations. Ne serait-il pas temps que l'on ajoute à la série une proposition supplémentaire: *On ne peut pas non plus ne rien faire*.

À ce point, toutes les négations se transforment en impératifs. Il faut laisser le franc trouver son niveau, de telle sorte qu'on mette fin au cloisonnement de l'économie française, aux aides fiscales à l'exportation et aux restrictions d'importations. Il faut réduire les dépenses publiques de quelques centaines de milliards, il faut favoriser une reprise de la production, de telle sorte qu'un moindre déficit de la balance commerciale ne favorise pas un mouvement inflationniste.

Pour un programme d'ensemble

On ne manquera pas d'élever des objections contre l'une ou l'autre des mesures suggérées. Il n'est pas question de nier les inconvénients et les risques, mais l'inaction en comporterait davantage encore.

L'alignement monétaire interviendra, un jour ou l'autre, si les prix français continuent d'être supérieurs aux prix étrangers. Pratiqué à chaud, sans précautions, il pourrait déclencher une hausse des prix, qui, par le jeu de l'échelle mobile, relancerait non la production mais l'inflation. La même politique, conduite à froid, avec un gouvernement solide, contribuerait progressivement à rétablir l'équilibre des comptes extérieurs et à favoriser la reprise de la production. La technique est connue, elle a été maintes fois appliquée en d'autres pays.

La réduction des dépenses publiques sera imposée, quelque jour, par les circonstances: mais, au train actuel des choses, les dépenses supprimées pourraient être les moins protégées par des intérêts privés et non les moins utiles à la collectivité. Le ralentissement de l'activité n'est, en lui-même, ni inexplicable ni catastrophique, mais, s'il se prolonge, il finira par ranimer la nostalgie de

l'inflation et de ses facilités.

Il est vrai que les charges qui pèsent sur la France sont lourdes: joindre à la modernisation de l'industrie et à la reconstruction la guerre d'Indochine, le réarmement en Europe et un plan ambitieux d'investissements dans les territoires d'outre-mer mettrait à rude épreuve n'importe quel pays. Mais l'ampleur même des tâches exige des choix... voire des accords internationaux pour partager ces charges avec d'autres. Mais, en dehors de l'aide américaine, tous les accords internationaux aboutissent à accroître les charges françaises au lieu de les réduire. Dans la communauté de défense, nous prétendons mettre sur pied plus de divisions que la République fédérale allemande. Nous consentons à une fusion de souveraineté en Europe, sans en tirer les conséquences pour l'Union Française.

Il n'y a pas de solution miraculeuse: travailler mieux, établir un ordre de priorité entre les dépenses publiques, ramenées à un volume tolérable, réformer la fiscalité pour réduire la complication des textes et réprimer la fraude, ramener les prix français au niveau des prix étrangers, à plus longue échéance réorganiser les secteurs où les entreprises sont trop petites et trop nombreuses, accélérer l'équipement et la modernisation de l'agriculture, aucune de ces idées n'est secrète, aucune n'est révolutionnaire, aucune n'est inapplicable, aucune n'est facilement réalisable.

La France ne manque pas d'hommes qui voient et qui dénoncent nos fautes. Mais l'étranger se demande si nous sommes encore capables d'action collective.

Comment financer les investissements

Le Figaro
3 juillet 1953

Le rapport du directeur de la Banque des Règlements Internationaux compte un chapitre d'un intérêt tout particulier, consacré à une comparaison entre le volume et le mode de financement des investissements dans les différents pays.

La leçon que M. Auboin souhaite tirer de cette étude, me semble-t-il, c'est la nécessité d'une monnaie saine et d'une épargne authentique, afin que les investissements ne se traduisent pas par un prélèvement sur le stock de devises et par l'inflation. On admettra sans peine cette leçon de sagesse qui, malheureusement, ne résout pas tous les problèmes posés à un pays tel que la France, avec une expérience unique d'inflation et des charges publiques considérables.

Volume et modes de financement

À s'en tenir aux statistiques, dont la précision prête à contestations, les investissements bruts (non compris les stocks) auraient représenté un pourcentage compris entre 17 et 22% de la production nationale brute, 20% en Allemagne occidentale, 17% en 1950 et 1952 et 19% en 1951 en France, 18% au Canada, 17% aux États-Unis. Les chiffres inférieurs des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne (13%) viendraient d'un mode de calcul différent, retenant les seuls investissements nets. Le Danemark et la Norvège atteindraient à des pourcentages plus élevés, 23% pour le premier pays, 33%, 29% et 30% (en 1950, 1951, 1952) pour le deuxième.

On constate également que, dans tous les pays, les fonds publics et l'autofinancement fournissent un pourcentage considérable du financement, les émissions sur le marché des capitaux un pourcentage faible. En Belgique, au cours de l'année 1951, le marché des capitaux apporta 5,8 milliards de francs belges sur 69,8; en Italie, 275 milliards de liras sur 1.825. En France, fonds publics et autofinancement apportent plus de 80% du total. En Grande-Bretagne, en 1952, les particuliers n'épargnent que 84 millions de livres sur 1.344. Il reste vrai, de manière générale, que, dans les pays dits capitalistes, le circuit ancien des capitaux ne joue plus qu'un rôle subordonné. L'épargne collective et souvent forcée est devenue indispensable au financement de l'entretien et de l'expansion de l'outillage. L'accumulation du capital, des deux côtés du rideau de fer, se fait

en imputant sur les prix des produits une marge d'amortissement et de renouvellement de l'outillage ou en prélevant par l'impôt (souvent impôt indirect incorporé dans les prix) les ressources nécessaires.

Dans certains pays, comme les États-Unis et la Suisse, l'épargne individuelle continue de jouer un rôle considérable. En 1952, l'épargne individuelle, aux États-Unis, montait à 18 milliards de dollars, sur un total d'investissements nets de 34,5 milliards (62,6 milliards d'investissements intérieurs bruts). En Suisse, les épargnes nettes totales, en 1952, représentent 15% du revenu national, 3.100 millions de francs suisses, sur lesquels l'autofinancement n'en apporte que 700.

Suisse et États-Unis sont des exceptions dans le monde moderne: la confiance dans la monnaie n'y a pas été ébranlée, le niveau de vie y est élevé, la fiscalité n'y est pas écrasante. On peut déplorer que les mêmes conditions ne soient pas réalisées ailleurs, mais non imaginer qu'elles le puissent être demain par l'action de quelque gouvernement. Plus la fiscalité est lourde, moins l'épargne spontanée est importante. Il est malaisé de sortir du cercle vicieux et de reconstituer l'épargne spontanée en allégeant la fiscalité.

Le problème français

M. Auboin veut, semble-t-il, conduire ses lecteurs à deux sortes de conclusions, bien qu'il ne les distingue pas explicitement. D'une part, il met l'accent sur les risques que comporte la méthode d'autofinancement et de surplus budgétaires, d'autre part, il dénonce les conséquences graves et inévitables du financement inflationniste des investissements.

Considérons cette deuxième sorte de conclusions, qui intéresse spécialement la France. L'expression "fonds publics" dissimule des ressources d'origine et de signification économiques tout autres. Un excédent budgétaire, autrement dit l'excès de recettes fiscales sur les dépenses courantes de l'État, est l'équivalent d'une épargne: le pouvoir d'achat retiré aux particuliers est utilisé par l'État pour financer les travaux d'équipement. Les emprunts à long terme peuvent être considérés comme une épargne authentique (encore que les fonds souscrits ne constituent pas toujours une épargne supplémentaire). Mais la mobilisation par l'État des dépôts des caisses d'épargne ou des dépôts à vue des banques pour le financement des investissements est, par essence, malsaine. En années de stagnation, ce financement inflationniste des investissements n'entraîne pas nécessairement la hausse des prix, mais il crée une menace permanente.

En fait, depuis l'année 1952, il n'y avait plus d'excédent du budget ordinaire en France, même en calculant ce dernier de manière aussi étroite que possible. Si

l'on inclut dans le budget ordinaire le coût de la reconstruction des services publics et les comptes spéciaux, il n'y a pas eu d'excédent réel, de 1949 à 1951. Nous retrouvons ainsi le fait majeur dont nous avons souvent entretenu nos lecteurs: l'intervalle excessif entre dépenses et recettes globales de l'État, intervalle qui atteint, en 1953, quelque 900 milliards. Dans aucun autre pays d'Europe, l'excès des dépenses, mesuré par rapport aux dimensions de l'économie, n'est aussi considérable.

La stabilité des prix, en 1952, a favorisé une certaine expansion de l'épargne privée et spontanée (par exemple, des dépôts des caisses d'épargne). Le total des émissions publiques et privées est passé de 152 milliards en 1951 à 349 en 1952. Mais ce progrès demeure insuffisant pour combler l'écart entre dépenses et recettes de l'État. En France, avec plus d'acuité que partout ailleurs, se pose l'alternative: ou bien on tient les réductions de dépenses pour exclues, et alors le prélèvement fiscal est tel qu'il empêche la reconstitution de l'épargne privée et il faut miser de plus en plus sur l'épargne collective, autofinancement et surplus budgétaires; ou bien on décide de réduire de plusieurs centaines de milliards de dépenses, mais une telle réduction ne peut être obtenue que par l'amputation du budget militaire ou du budget d'investissements. À quelles conditions peut-on réduire le premier? Quelles seraient les conséquences de la réduction du second?

(1)

(1) Nous poursuivrons cette étude en un prochain article.

Épargne spontanée et épargne forcée

Le Figaro
17 juillet 1953

Pour toutes les sociétés industrielles, le problème n°1 est celui des investissements, donc de l'épargne. Il faut soustraire, chaque année, à la production courante, une fraction destinée à l'entretien, au renouvellement, à l'expansion de l'outillage existant. Il faut que, d'une façon ou d'une autre, la population s'abstienne de consommer un pourcentage du revenu national, correspondant au pourcentage du produit brut que l'on veut consacrer aux investissements.

Dans les pays sous-développés, la difficulté de financer les investissements tient à la pauvreté elle-même. Comment mettre de côté une part des ressources disponibles quand tant d'hommes vivent à la limite de la famine? Les procédés d'épargne forcée qu'emploient les régimes communistes trouvent leur explication, sinon leur justification, dans la nécessité et la difficulté de préparer un avenir meilleur, fût-ce en imposant des sacrifices accrus à la génération présente.

Aux États-Unis, la situation est opposée. La richesse collective est telle que l'on a le choix entre les méthodes. Épargne individuelle, autofinancement des sociétés, excédent budgétaire peuvent être concurremment utilisés. En fait, au cours des années 1949, 1950, 1951, l'épargne individuelle a fourni 32,7%, 31,2% et 39,5% du total de l'épargne nette. Ce pourcentage se serait élevé à plus de 50% en 1952.

Les pays d'Europe occidentale constituent une troisième catégorie. Leurs ressources leur permettent des investissements bruts importants (17 à 22% du produit national) sans recourir aux moyens impitoyables des régimes communistes. Mais le financement de ces investissements ne va pas sans risques constants d'inflation. L'épargne individuelle et spontanée ne fournirait pas des sommes suffisantes. Et l'on ne peut se rappeler sans sourire que le plus grand économiste de notre temps, Keynes, était obsédé par la crainte d'un excès d'épargne. Vingt ans après la fameuse *Théorie générale*, économistes et hommes d'État sont obsédés par la crainte d'une insuffisance d'épargne qui risque d'entraîner soit un ralentissement du progrès économique, soit l'inflation, parfois les deux.

Inconvénients de l'épargne forcée

Tous les pays d'Europe occidentale sont menacés par l'insuffisance de l'épargne, encore qu'à des degrés très différents. L'insuffisance est la plus marquée là où l'inflation a sévi davantage, par exemple en France. Mais d'autres circonstances tendent à réduire la fraction des revenus que les populations européennes sont spontanément portées à épargner: après la guerre, le désir était général et naturel de retrouver le plus vite possible le niveau de vie accoutumé, alors que la reconstruction et la modernisation des industries exigeaient des capitaux considérables. L'extension de la Sécurité sociale (surtout quand on applique le principe de la répartition et non de la capitalisation), la tendance à l'égalisation des revenus individuels contribuent à réduire la propension à l'épargne de la collectivité considérée comme une unité. Enfin, plus les charges de l'État sont lourdes, plus les prélèvements fiscaux le sont également. Et plus la fiscalité ampute les revenus, moins les individus sont enclins à épargner.

Au lendemain de la guerre, tous ces facteurs jouaient simultanément; aussi le recours aux excédents budgétaires (excès des recettes publiques par rapport aux dépenses courantes) et à l'autofinancement a été presque général. Ne faut-il pas aujourd'hui revenir à des méthodes plus normales? Telle est la question que pose M. Auboin dans son rapport que nous avons déjà cité il y a quinze jours.

Contre l'excédent budgétaire, M. Auboin fait valoir deux arguments. Les excédents sont souvent aléatoires: tels besoins supplémentaires peuvent surgir et les réduire à rien. De plus, les excédents budgétaires exigent une lourde fiscalité qui décourage l'épargne individuelle.

L'autofinancement (investissements des bénéfices dans l'entreprise elle-même) présente des difficultés croissantes à partir du moment où l'inflation est arrêtée et où la concurrence sur les marchés internationaux se fait plus vive. De plus, les bénéfices ne s'accumulent pas toujours là où les investissements seraient le plus utiles à la collectivité, surtout en période d'instabilité monétaire.

Tendances nouvelles

La plupart des pays d'Europe occidentale, nous dit M. Auboin, ont senti les inconvénients des méthodes adoptées inévitablement aussitôt après la fin des hostilités. Pour lutter contre l'inflation, tous ont reconnu que la limitation du crédit par la hausse du taux de l'intérêt, plus que par les plafonds du volume global, était un complément indispensable des excédents budgétaires. En Grande-Bretagne et en Allemagne occidentale, des allègements fiscaux ont eu explicitement pour but de favoriser l'épargne individuelle. Un peu partout, on s'est efforcé de reconstituer le marché des capitaux, c'est-à-dire d'établir une

discrimination entre les crédits à long terme, accordés aux entreprises aux fins d'investissements et nourris par une épargne réelle, et les crédits à court terme pour les stocks ou les fonds de roulement. Cette discrimination, à son tour, suppose que l'on ne maintienne pas artificiellement bas les taux d'intérêt, que l'on ne finance pas les investissements par des crédits bancaires, que l'on n'oblige pas le système bancaire à absorber un montant considérable de bons du Trésor, représentant un déficit budgétaire.

Nous ne mettons pas en doute que cette évolution soit souhaitable. Il est de fait aussi que plusieurs pays d'Europe se sont engagés sur cette voie, encore que l'épargne forcée, par l'intermédiaire des fonds publics et de l'autofinancement, continue de jouer un rôle considérable. Il ne nous en paraît pas moins essentiel de distinguer deux aspects dans les changements observés.

À peu près tous les économistes seront d'accord pour reconnaître l'opportunité, dans la lutte contre l'inflation, de ne pas négliger restriction et renchérissement du crédit, pour reconnaître le danger de financer les investissements par des crédits bancaires ou de "monétariser" les bons à court terme. Mais l'insuffisance de l'épargne individuelle, en Grande-Bretagne ou en France, demeurera telle, durant de nombreuses années, que la politique raisonnable ne sera pas un choix entre épargne spontanée et épargne forcée, mais un effort empirique pour combiner l'une et l'autre, en vue du montant global d'épargne le plus élevé, compatible avec la stabilité monétaire.

On abandonne la politique systématique d'argent bon marché, on ne renonce pas à l'épargne forcée.

Le problème français des investissements

Le Figaro
31 juillet 1953

Le rapport du directeur de la Banque des Règlements internationaux, que nous avons cité dans nos précédents articles [\(1\)](#), insistait sur le rôle de l'épargne individuelle et spontanée dans certains pays (Suisse, États-Unis), sur la restauration du marché des capitaux et des mécanismes monétaires traditionnels dans la plupart des pays d'Europe. En revanche, le rapport sur les comptes de la nation en 1951 et en 1952, qui ne traite que de la France, insiste sur la transformation intervenue depuis la guerre: l'épargne spontanée, celle des particuliers s'abstenant de consommer et décidant de l'emploi de leurs disponibilités, montait à 20 milliards de francs en 1938, elle serait tombée à 15,2 milliards de francs 1938 en 1951 (350 milliards de francs courants): en revanche l'épargne forcée publique (excédents des recettes sur les dépenses courantes de l'État) aurait atteint 397 milliards de francs et l'épargne forcée privée (autofinancement des entreprises) 420 milliards. L'épargne forcée représenterait, pour la période 1949-51, environ 72% de l'épargne totale.

Le rapport ajoute que l'évolution est la même au dehors et il cite le pourcentage de l'autofinancement dans l'épargne totale, au Canada 67%, aux États-Unis 77% [\(2\)](#) et en Grande-Bretagne 77%. Mais ces chiffres sont relatifs à 1949 et, depuis lors, aux États-Unis du moins, l'épargne privée a repris une grande importance.

Causes de la crise

On explique classiquement la diminution de l'épargne privée par plusieurs causes, qui sont toutes visibles en France: 1°) plus un pays a souffert d'inflation, plus les épargnants ont été spoliés, plus la tendance à l'épargne est affaiblie. Des grands pays d'Europe occidentale, la France est celui qui, sans avoir passé par l'inflation galopante de l'Allemagne, a fait l'expérience la plus prolongée de la dévaluation monétaire.

2°) Entre le prélèvement fiscal et l'épargne spontanée existe une relation inverse. Celle-ci diminue quand celui-là augmente. Or, les charges qui pèsent sur la collectivité sont considérables. Les dépenses de la sécurité extérieure, qui montaient, en 1913, à 3,6% du revenu national brut, sont passées, en 1938, à 8,3% et, en 1951, à 9,2%. Sans doute la proportion est-elle plus forte aux États-

Unis. Mais la comparaison doit envisager non le rapport des dépenses militaires au revenu total de la nation, mais le rapport de ces dépenses à la fraction du revenu supérieure au minimum vital. Or, si l'on adopte cette méthode, le budget de défense nationale représente 28 % du revenu national supérieur au minimum vital en France et 15% seulement aux États-Unis.

Mesurées par rapport au revenu national net, les dépenses de l'État qui couvrent les missions traditionnelles atteignent 21%, les transferts non productifs 8,5%, les transferts productifs 1,2%, soit 30,7% au total contre 13,4%, en 1923 et 29,6% en 1938.

3°) Le marasme du marché des capitaux ne date pas de la deuxième guerre mondiale. La moyenne des émissions privées, qui était de 19,3 milliards de francs 1938 en 1910-14, qui s'était élevée jusqu'à 26,8 milliards en 1929-31, qui était encore de 13,3 en 1935, était tombée à 5,7, 5,8 et 3,5 en 1936, 1937 et 1938. Elle est de 3,8 en 1951. L'autofinancement, qui évidemment vient en déduction des bénéfices distribués, est à la fois cause et effet de ce marasme du marché. Les bénéfices non distribués montaient, en 1938, à 30%, en 1949 à 80%, en 1950 à 72% des bénéfices réalisés.

4°) L'effet du système de sécurité sociale sur l'épargne spontanée est plus difficile à estimer rigoureusement qu'on ne le croit généralement. Le fait que la masse salariale totale en pourcentage du revenu national soit inférieure à celle d'avant guerre, si l'on fait abstraction des transferts sociaux, et légèrement supérieure si l'on inclut ces derniers, suggère plutôt que le système n'exerce pas d'effet direct sur l'épargne normalement prélevée sur les gros revenus ou les profits. Mais la méthode de la répartition qui a été adoptée, à la différence de la méthode de capitalisation, ne favorise pas l'épargne, de même que celle-ci n'est certainement pas favorisée par la réduction de la part des revenus du capital dans le revenu national.

Retour aux mécanismes anciens

La stabilité des prix, qui dure depuis dix-huit mois, a déjà ramené une certaine confiance dans la monnaie. La fuite devant le franc, l'accumulation de biens réels ont disparu; ainsi a pu être supporté, sans hausse de prix, un écart entre dépenses et recettes de l'État et des collectivités publiques, qui, en 1952, a dépassé 1.000 milliards (écart double de celui de 1951). Le jour où le retour à l'équilibre des échanges avec l'extérieur permettra de relâcher les contingents d'importation et d'assouplir les restrictions monétaires, le jour où le franc prendra sa valeur authentique sur le marché, on peut compter que le freinage de l'épargne par la

défiance monétaire disparaîtra.

Mais il subsistera le fait essentiel: l'écart entre dépenses et recettes de l'État et des collectivités locales, qui, en 1953 comme en 1952, doit se situer autour de 1.000 milliards. Dans ces conditions, l'État absorbe toutes les disponibilités du système de crédit, continue de financer certains investissements par des crédits bancaires à moyen terme et ne laisse aux entreprises d'autre recours que l'autofinancement. Quel que soit le problème que l'on envisage en France, on retrouve toujours le fait majeur: l'excès des dépenses publiques si, du moins, on entend maintenir une économie avec un large secteur privé.

L'amputation des dépenses publiques, nécessaire pour écarter le risque d'inflation et donner une chance de restaurer progressivement le circuit privé des capitaux, s'élèverait à plusieurs centaines de milliards. L'écart entre dépenses et recettes publiques ne devrait pas dépasser quelque 500 milliards. Des économies d'une telle ampleur, peu probables dans l'immédiat, devraient affecter tous les budgets, y compris ceux de défense nationale, d'investissements, de reconstruction. Chacun de ces budgets a des défenseurs et les uns et les autres ne manquent pas d'arguments.

Les remarques précédentes ne visent pas à suggérer une réponse négative à la question: est-il possible de renverser le sens de l'évolution et de rétablir les mécanismes anciens de financement? Elles tendent seulement à écarter les illusions. Les investissements continueront en France, dans les prochaines années, à dépendre des fonctionnaires ou des dirigeants du secteur nationalisé d'une part, des directeurs d'entreprises privées, d'autre part. Il s'agit, pour l'instant, de pallier, autant que possible, les défauts de l'actuel système, de rendre aux mécanismes anciens au moins un rôle complémentaire.

L'autofinancement présente d'autant plus inconvénients qu'il y a moins de concurrence. Si les prix s'établissent au niveau nécessaire pour laisser une marge d'autofinancement aux entreprises les moins bien équipées, les entreprises bien équipées encaissent des bénéfices excessifs et le risque d'investissements inutiles ou somptuaires grandit. D'autre part, un des postes des dépenses publiques susceptibles d'être peu à peu réduits est celui de la reconstruction. Non que l'on doive bâtir moins, au contraire, mais le financement serait assuré par une épargne directement liée à sa destination.

Enfin, si la reprise de l'activité s'affirmait, peut-être l'État devrait-il envisager d'"étaier" ses propres plans d'investissements. La perte sur les investissements immédiats et directs pourrait être plus que compensée, dans le secteur privé et à

terme, si une telle mesure permettait une expansion de la production et du crédit sans risque d'inflation.

[\(1\)](#) Voir les numéros du "Figaro" du 3 et du 17 juillet 1953.

[\(2\)](#) La différence entre ce chiffre et celui que cite le rapport de la B.R.I. tient à l'équivoque de la notion d'épargne individuelle.

Le marasme économique. Économie individualiste, État collectiviste

Le Figaro
18 septembre 1953

Quand une crise réduit ou que le marasme stabilise à un niveau insuffisant la production, dans une économie moderne, américaine, anglaise ou allemande, les observateurs cherchent les causes de circonstances de la régression ou de la stagnation. Quand il s'agit de l'économie française, la tendance est opposée. Immédiatement, on met en cause la structure, la dispersion des unités productives, le poids des charges publiques, l'hypertrophie du secteur commercial, le conservatisme des travailleurs du haut en bas de l'échelle.

La structure anachronique de l'économie française est un fait. Obstinément, le Français refuse de vivre au XXe siècle, tout en rêvant du XXIe siècle, le plus souvent pour le vitupérer. Mais, si nous rappellerons d'abord certaines données fondamentales, les causes immédiates du marasme présent sont, pour employer le jargon, conjoncturelles: certains événements les ont créées, certaines décisions du Pouvoir pourraient les modifier.

Le refus de l'économie moderne

Si le capitalisme est défini par la tendance à l'accumulation du capital et à la concentration des entreprises, la France ne souffre pas de l'excès mais de l'insuffisance du capitalisme. Dans l'agriculture, d'après un recensement de 1946, 82 % des exploitations n'emploient pas plus de trois personnes (dont 34 % emploient une seule personne); 8 % seulement cinq personnes et plus. La déconcentration est visible dans le secteur commercial depuis la guerre. Depuis 1938, le nombre des établissements serait passé de 1 million à 1.300.000, le nombre des personnes employées de 2.050.000 à 2.250.000, celui des chefs d'entreprise de 990.000 à 1.290.000, l'effectif moyen par établissement de 2,05 à 1,73. Même dans l'industrie, le vieux recensement de 1936 indiquait 700.000 chefs d'entreprise pour 5 millions de salariés et 1,1 million d'isolés (salariés à emplois irréguliers, petits patrons et ouvriers à domicile).

Dans les économies capitalistes les plus avancées, les petites entreprises se maintiennent, à condition de s'adapter aux exigences de la concurrence. La productivité n'est nullement proportionnelle à la dimension des entreprises et la dimension optima varie selon les secteurs. Mais la multiplication des points de

vente, le grand nombre des exploitations agricoles naines et le morcellement des exploitations de dimensions convenables, la survivance, dans chaque secteur industriel, d'entreprises vétustes au prix de revient élevé, sont des phénomènes pathologiques.

L'hétérogénéité de l'appareil productif est un fait décisif: les entreprises les mieux outillées, dans les secteurs protégés accumulent les profits, les entreprises marginales maintenant les prix à un niveau qui leur permet de subsister médiocrement. La fixation des prix agricoles est faussée par la disparité du rendement selon les régions et l'équipement des exploitations.

Sur un appareil productif, dans l'ensemble peu moderne, est plaqué un appareil commercial trop lourd. Il y avait, en 1949, 54 personnes employées dans le commerce en France sur 1.000 habitants, contre 46 en Belgique (en 1947), en Grande-Bretagne (1948) et en Allemagne (en 1950). La part du commerce dans le revenu national brut au coût des facteurs est de 16 % en France (en 1949) contre 8,5 en Allemagne, 10,4 en Italie, 13,2 en Grande-Bretagne, 14,2 en Hollande.

Quelle est l'action de l'État, dans ce milieu attardé? En simplifiant, mais sans fausser l'essentiel, on peut dire qu'il y a deux États, deux sortes d'actions. Il y a l'État politique, soucieux de protéger les petits et incapable de résister à certaines pressions des gros, et il y a l'État fonctionnaire, qui rêve de modernisation et d'équipement.

Le premier pénalise les formes les plus efficaces de commerce, garantit l'achat de l'alcool, qu'il souhaiterait ensuite jeter dans la mer par mesure d'économie, multiplie les privilèges fiscaux en faveur des uns et des autres, disperse entre des millions de bénéficiaires des allocations et des retraites dont le poids est finalement écrasant pour la collectivité, sans que soient toujours soulagées les vraies misères. Le second a mis en application le système de sécurité sociale le plus ambitieux d'Europe, il a dressé un plan d'investissements grandiose. L'État politique freine la concurrence, empêche l'élimination des moins aptes, tend à cristalliser la structure anachronique de notre appareil productif. L'État fonctionnaire s'efforce de dénouer les entraves, de provoquer, malgré tout, l'expansion et la modernisation de l'économie en investissant des centaines de milliards dans les industries.

L'ouvrier ne reçoit qu'une fraction de son salaire

Bien que les mesures prises par l'un et par l'autre aient souvent une signification contradictoire, elles convergent sur un point: elles aboutissent

toutes à accroître le volume des revenus qui transitent par les organismes d'État; en 1951, les dépenses publiques totales, sécurité sociale comprise, se montaient à 47,8 % du revenu national net. Sans doute, l'État fonctionnaire répond immédiatement que ce pourcentage global ne signifie rien. Les 1.000 milliards transférés au titre de la sécurité sociale ne sont pas une charge pour la nation, puisqu'ils viennent en déduction du salaire direct: il faut ajouter aux salaires directs la sécurité sociale pour retrouver la proportion d'avant-guerre des salaires dans le revenu national. Seules les dépenses de fonctionnement de l'État constituent une charge et elles n'ont augmenté en pourcentage du revenu national qu'en raison de l'accroissement des dépenses militaires. Les dépenses de reconstruction et d'investissements contribuent à entretenir l'activité.

Le raisonnement est juste, mais il incite les techniciens à méconnaître un autre aspect de la vérité. Le système des finances publiques et des transferts sociaux organisé par l'État politique et l'État fonctionnaire serait à peine supportable pour une économie moderne, il est difficilement supportable pour une économie en large partie précapitaliste. La sécurité sociale signifie que chaque ouvrier ne recevra qu'une fraction de son salaire, l'autre fraction, près d'un tiers, étant versée par l'employeur à l'État, qui le dépense d'office, soit pour les malades, soit pour les pères de famille. La limitation légale des loyers signifie que chaque Français ne paye pas le prix réel du logement qu'il habite mais que l'État prélève ailleurs de quoi financer la reconstruction. Comment prendre tant d'argent dans la poche de Pierre pour le verser dans la poche de Paul?

Dans la répartition des revenus français, ce qui frappe c'est l'importance des revenus dits mixtes, ceux des paysans propriétaires, des industriels, des artisans. Ces revenus mixtes - capital et travail à la fois - représentent 32,1 % du total en France contre 11,7 % en Grande-Bretagne. Si les revenus des traitements et salaires ne couvrent en France qu'une proportion plus faible du revenu national qu'en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, la cause en est l'importance non des revenus du capital, mais des revenus mixtes, elle-même conséquence de la dispersion, de la structure individualiste de l'appareil productif.

Or les revenus mixtes sont, comme on le sait, les plus difficiles à saisir par l'impôt direct. Aussi la fiscalité française est-elle essentiellement indirecte (2.020 milliards prévus en 1953) et les impôts directs sont mis pour la plus grande part à la charge des entreprises (343 milliards pour les entreprises individuelles et 382 pour les sociétés de capitaux contre 319 payés par les particuliers). Finalement les charges sociales et fiscales des entreprises devaient, d'après les

prévisions, monter à 3.591 milliards, somme presque égale au total des traitements et salaires, 3.680, cependant que le total des dividendes ne représenterait que 125 milliards et le revenu de la propriété immobilière 140.

Quand on réfléchit sur ces chiffres, on admire que les intellectuels attardés continuent de pourfendre un capitalisme qui n'est pas né ou qui a disparu. Et l'on admire qu'en dépit de tout l'économie française ne succombe pas sous le poids de ces extravagances.

Le marasme économique. La monnaie et l'expansion de l'économie

Le Figaro
19 septembre 1953

L'économie française, nous avons essayé de le montrer dans un précédent article⁽¹⁾, souffre de multiples contradictions. L'État paralyse l'assainissement de l'économie, l'élimination des entreprises mal équipées, non pas seulement par des mesures directes qui pénalisent certaines formes de commerce ou garantissent des débouchés à des récoltes excédentaires, mais par le montant et la méthode de sa fiscalité. À partir du moment où pour l'ensemble des entreprises le volume des charges sociales et fiscales est à peu près égal à celui des salaires et traitements, la fraude fiscale prend pour l'entrepreneur une valeur égale à l'économie de main-d'œuvre pour les entrepreneurs américains. Un pourcentage supérieur de fraude sur les impôts ou sur les contributions patronales à la Sécurité sociale permet aux entreprises marginales de résister. La fiscalité contribue à cristalliser encore davantage une économie où déjà les freins l'emportent sur le moteur, où l'incitation à l'expansion et la concurrence sont faibles.

Beaucoup d'entrepreneurs, il est vrai, préfèrent se partager le marché à des prix supportables à leurs concurrents mal placés plutôt que de baisser leurs prix et d'élargir leur production. On n'est pas sûr que des lois contre les ententes suffisent à modifier un tel état d'esprit.

Les charges sociales et fiscales réduisent aussi la capacité de l'économie française de s'adapter aux mouvements de la conjoncture. Une baisse à la production se répercute lentement et imparfaitement au stade du détail, parce que les impôts et les marges commerciales s'interposent entre début et fin de circuit. Surtout pour les produits de première nécessité, dont la demande demeure quasi constante, on compterait vainement sur une baisse importante.

Enfin l'État – à la fois celui des politiques et celui des fonctionnaires – qui a tant œuvré pour enlever toute souplesse à l'économie française, n'est pas plus maître aujourd'hui qu'hier des oscillations de la conjoncture. En un sens, il n'est moins, pour une raison que les auteurs du rapport sur les comptes de la nation ont indiquée. On escomptait, en 1953, que le total des biens industriels de consommation s'élèverait à 3.693 milliards, celui des biens d'équipement à

3.041. Ces derniers, si l'on admet cette statistique, atteindraient environ 45% du total de la production industrielle française. Mais les décisions d'investissements continuent à dépendre, pour une grande part, des entrepreneurs, individus ou sociétés de capitaux. La stabilité des prix a été sauvée en 1952, en dépit d'un écart de 1.000 milliards entre dépenses et recettes de l'État, parce que des entreprises privées ont accru leur épargne.

Depuis la guerre, l'État des fonctionnaires a réussi à forcer l'industrie française à consacrer près de la moitié de reproduction à des biens d'équipement. Pour maintenir cette situation et le plein emploi, il ne suffit pas que l'État garde intact son propre budget d'investissements, il faut encore que les particuliers l'imitent. Les quelques réductions pratiquées par M. Pinay sur le budget d'investissements ne sont pas la cause de la stagnation qui se prolonge depuis dix-huit mois: le fait majeur est qu'une fois de plus la France semble acculée à un choix entre inflation et stagnation.

Mais, une fois de plus aussi, l'expérience est faussée. De 1931 à 1935, la dépression a été artificiellement prolongée par le refus opposé par les ministres, les parlementaires, les fonctionnaires, les chefs d'industrie à une modification de la parité du franc. L'explosion sociale de 1936 fut l'effet d'une déflation inhumaine, ruineuse pour la nation. Sous prétexte de défendre le franc, on ruinait la France.

Quand M. Pinay arriva au gouvernement, quelques fonctionnaires donnèrent lui donnèrent le même conseil que j'avais suggéré dans ce journal. De 1950 à 1952, la hausse des prix de gros, du prix de la vie, des salaires avait été plus accentuée en France que dans les principaux pays industriels. En février 1952 (première moitié de 1950 = 100), les prix de gros français étaient à 140,4, ils étaient à 125 en Allemagne, à 109,9 en Italie, à 125,6 en Grande-Bretagne, à 110,1 au Canada, à 109,1 aux États-Unis; le coût de la vie était en France à 133,5 contre respectivement à 119,5, 112,6, 117, 114,3 et 109,3; le taux des salaires était en France à 146 contre 121, 114, 115, 123 et 112.

De deux choses l'une. Ou bien, au premier semestre de 1950, les prix français étaient au-dessous de leur niveau d'équilibre, ce que rien n'indiquait, ou bien un décalage de 10 à 15% s'était créé. Or il n'y avait à l'avance aucune chance de supprimer cette disparité par une déflation intérieure. Les prix de gros ont baissé (l'indice était à 128 au printemps de cette année) et l'écart est probablement moins marqué avec les prix étrangers, mais l'indice du coût de la vie est resté à peu près stable, ainsi que celui du taux des salaires. Cette action sur les prix, si

modérée soit-elle, a suffi à freiner l'expansion, la production est retombée au niveau de 1951. Le déficit commercial a été réduit, mais il a fallu suspendre la libération des échanges, revenir à des contingents d'importations et accorder aux exportateurs des exemptions fiscales. Par souci de la balance des comptes, on protège l'économie française que l'on devrait aiguillonner par l'épreuve de la concurrence étrangère.

Même si une modification de la parité monétaire ne contribuait pas décisivement au rétablissement de l'équilibre de la balance des comptes, elle ne serait pas inutile si elle mettait fin à l'artifice des contingents et des subventions à l'exportation. Mais elle pourrait bien être indispensable à la "relance", tant de fois évoquée. Le déficit des finances publiques augmente avec la réduction de l'activité, ce déficit inquiète les autorités monétaires et les incite à la restriction et au renchérissement du crédit, et cette politique, à son tour, entretient la stagnation.

Il ne serait pas nécessaire, dit-on, de modifier la parité monétaire pour assouplir la politique de crédit.

Certes, mais il est douteux que cet assouplissement suffisse. La méthode de "relance" par le déficit des finances publiques a été employée et tous les commentateurs ou à peu près jugent le déficit excessif. Une modification de la parité monétaire, en une période où la tendance des prix mondiaux est à la baisse, n'exercerait aucune action mécanique immédiate sur le prix de la vie, qui dépend surtout des prix des produits alimentaires nationaux. En revanche, elle tendrait à faire monter les prix des matières premières importées et progressivement ceux des produits industriels. En dehors même de l'accroissement probable du volume des exportations, elle rétablirait une conjoncture favorable pour beaucoup d'entreprises industrielles marginales.

Une opération de cet ordre, même à froid, ne va pas sans danger. Elle risque de susciter des réactions psychologiques d'inflation. Elle n'est, certes, pas une panacée. Mais vaut-il mieux rester indéfiniment dépendant des États-Unis pour la couverture du déficit de notre balance des comptes, contingenter les importations, subventionner les exportations, se résigner à la stagnation et attendre passivement une explosion comparable à celle de 1936?

(1) Voir *Le Figaro* du 18 septembre.

Les investissements et le budget

Le Figaro
2 octobre 1953

Le budget des investissements avait soulevé, depuis des années, une controverse de principe. Les investissements, disait-on, sont destinés à accroître l'équipement du pays. Ils doivent à terme rapporter plus qu'ils ne coûtent. Pourquoi ne seraient-ils pas financés par l'épargne. Le capital, accumulé par les particuliers ou l'État en vue d'améliorer les moyens de production, n'est pas comparable aux sommes dépensées chaque année pour assurer la marche des services public. La "débudgétisation des investissements", selon l'expression à la mode, ne suit-elle pas logiquement de cette distinction?

Controverses techniques, problèmes de fond

Une première remarque s'impose immédiatement à l'esprit: au cours des trois dernières années, les investissements ont été inscrits, au sens comptable du terme, au budget de l'État. Ils n'ont pas été financés par l'impôt. Ils l'auraient été si les recettes de l'État avaient largement dépassé les dépenses de fonctionnement. Mais l'excédent était modeste en 1951; il n'existait pas en 1952, où l'écart entre les recettes et le total atteignait 1.000 milliards; il n'existe pas en 1953, où cet écart doit se situer vers 700 à 800 milliards. L'inscription au budget de l'État n'a jamais signifié la recherche de ressources correspondantes.

Le vrai problème était hier; il demeure aujourd'hui de mesurer l'écart entre recettes et dépenses globales de l'État. Un écart excessif fait peser une menace d'inflation, monopolise les ressources du système de crédit et maintient un taux élevé d'intérêt. Si les investissements ne figuraient pas au budget, en quoi la situation serait-elle modifiée?

Deux hypothèses sont possibles. Ou bien les investissements non inscrits au budget deviennent facultatifs. Ils seront ou non réalisés selon que les entreprises, privées ou publiques, trouveront sur le marché les fonds nécessaires. Ou bien les investissements hors budget conservent le même caractère impératif qu'aujourd'hui. Ils seront financés avec les fonds empruntés, autant que possible avec une aide de l'État si l'appel au public a été vain. Dans le second cas, rien n'est changé ou presque. Dans le premier, rien ne garantit que les capitaux disponibles permettront d'accomplir un programme de travaux comparable à celui de ces dernières années.

Investissements publics ou privés

Le programme budgétaire comprend les investissements des entreprises nationalisées et ceux des entreprises privées que l'État juge nécessaire de promouvoir ou de garantir. Réduire les uns ou les autres, c'est admettre que le Commissariat au plan au cours de ces dernières années a conçu et exécuté des projets trop ambitieux.

Nous nous garderons bien de répondre catégoriquement à une telle interrogation. On ne saurait déterminer scientifiquement le volume optimum d'investissements; le volume finalement décidé constitue toujours un compromis entre ce qui est souhaitable pour l'avenir du pays et les sacrifices que la génération présente est prête à supporter. Quelle que soit la réponse, on ne saurait limiter les sommes qu'investira l'Électricité de France aux possibilités annuelles d'emprunt sur le marché. Ce que l'on n'exige pas des entreprises privées, on ne saurait l'exiger des entreprises publiques, qui ne sont pas libres de pratiquer l'autofinancement. Si le gouvernement tient les investissements du secteur public pour excessifs, qu'il le dise. Mais la mise hors budget ne change rien à l'alternative: ou l'on mesure les investissements publics aux possibilités du marché, et l'on sera amené à les réduire sensiblement, ou on les détermine selon un plan technique ou économique, et l'État devra, d'une façon ou d'une autre, en garantir le financement.

On est tenté de croire qu'en cessant d'inscrire au budget les investissements on favorise la reconstitution de l'épargne et du circuit des capitaux. L'idée serait juste si la réforme permettait de réduire la charge fiscale. Mais, nous l'avons dit, le financement des investissements par l'impôt n'est plus qu'une légende. L'inscription au budget servait de garde-fou: on mesurait l'écart entre dépenses et recettes globales. Quand l'écart était excessif, on était incité à le réduire par des économies ou des impôts. La mise hors budget risque de dissimuler l'écart plutôt que de le réduire.

On dira peut-être que l'objectif de cette réforme est effectivement d'encourager l'État, soit à alléger les investissements du secteur public, soit à ne plus prendre en charge ceux du secteur privé. Encore une fois, si telle est l'intention, qu'on la proclame ouvertement, mais que l'on n'imagine pas que l'épargne augmentera du simple fait que les grands travaux des Charbonnages ou de l'Électricité de France seront diminués.

La vérité me paraît être que personne, en l'état actuel de la documentation économique et statistique, n'est en mesure de savoir quel effet exercerait sur les

investissements privés une amputation des investissements publics.

L'expérience des années 1952-1953 a prouvé que ceux-là ne dépendent pas directement de ceux-ci. Il ne suffit pas, en France, de recourir à ce que les économistes appellent le *deficit spending*, le déficit des finances publiques, pour entretenir plein emploi et expansion. Il est certaines conjonctures - celle de la France probablement - où ce déficit finit par ralentir l'activité économique. Mais personne ne jugera que les amputations souhaitables devraient porter sur les dépenses productives.

Il est certainement souhaitable de réduire la masse des dépenses publiques; il est probablement souhaitable de rendre une part plus importante à l'épargne privée. La présentation comptable laisse intacts les problèmes de fond.

Quand finira l'hibernation de l'économie française?

Le Figaro
25 décembre 1953

Les problèmes de l'économie française ont été chassés de la première page des journaux où ils ne se maintiennent qu'à la faveur de circonstances qui, en France du moins, ne sont pas plus exceptionnelles que normales: crise de trésorerie, crise aiguë de la balance des comptes, menace de panique ou d'inflation galopante. Quand M. Pinay arriva au gouvernement, on redoutait une accélération du mouvement inflationniste: le grand public était mobilisé. Quand le ministère de M. René Mayer fut renversé, il fallut élever le plafond des avances de la Banque à l'État - phénomène en lui-même d'importance secondaire, mais qui, en notre pays, est revêtu d'une signification symbolique et terrifiante. De nouveau, l'opinion était agitée.

Rien de pareil aujourd'hui. Le Parlement français aurait-il été désireux de battre les records des conclaves chargés d'élire les papes, rien ne se serait passé, ni sur le marché des changes ni sur celui de l'or. Pas de crise de trésorerie en perspective: l'économie est abandonnée aux spécialistes, dont les inquiétudes ne troublent personne.

Le diagnostic

Les constatations faites par les experts, nationaux ou internationaux, manifestent un accord pour ainsi dire parfait. La stabilité des prix dure depuis plus de dix-huit mois. La stagnation de la production également, mais on note quelques signes de reprise. Selon certaines statistiques, au mois d'octobre le niveau moyen de l'année 1951 ou de l'année 1952 aurait été dépassé, le niveau d'octobre 1952 à peu près atteint. Si, au premier semestre 1953, la production a été en déclin par rapport au dernier trimestre 1952, il semble qu'au dernier trimestre de cette année la tendance se renverse.

Des symptômes d'amélioration sont visibles également dans les statistiques du commerce extérieur. Le déficit commercial de la France métropolitaine vis-à-vis de l'étranger, qui avait atteint un maximum de 858 millions de dollars au premier semestre de 1952, a été de l'ordre de 350 millions au premier semestre de 1953. En octobre, le déficit de la balance commerciale vers les pays étrangers était seulement de 5,2 milliards de francs, déficit qui se transformait en excédent de

13,2 milliards, si l'on tient compte des échanges avec l'Union Française.

Si la seule ambition de la France était de maintenir son train de vie accoutumé, on pourrait aboutir à une conclusion relativement optimiste. La production remontera peut-être, en 1954, au niveau de 1951, le déficit de la balance des comptes sera comblé par l'aide extérieure qui, pour l'année fiscale américaine 1953-54, représente environ 850 millions de dollars. Les parlementaires peuvent, l'esprit libre de soucis, se consacrer à de passionnantes querelles: rien ne menace le gouvernement, mais la France demeure plus que jamais menacée par la décadence.

Il faut tenter de vivre

L'aide américaine, qu'amplifient les besoins de la guerre d'Indochine permet à la France de ne pas équilibrer ses comptes extérieurs, de s'installer dans la situation de pays entretenu. Au lieu d'utiliser les dollars à reconstituer les réserves de devises, on les dépense pour financer les achats courants. En même temps, on maintient la plupart des contingents d'importation, établis à la fin de 1951 et au début de 1952, et les diverses mesures d'aide à l'exportation.

Certes, il ne semble pas que les contingents aient grandement réduit le volume des achats au dehors et d'autres pays subventionnent, d'une façon ou d'une autre, les exportations. Malgré tout, il est déplorable que l'économie française soit protégée, par des restrictions quantitatives et par une aide américaine, à la fois contre les risques de concurrence et contre les devoirs de l'indépendance.

La question décisive, comme l'écrivent les experts de l'O.E.C.E. dans une brochure récemment publiée sur la situation de l'économie française, est celle du niveau des prix. Ou bien, comme ils le pensent, les prix français, par suite d'une hausse plus forte dans la période 1950-51, demeurent supérieurs aux prix étrangers et, en ce cas, il faut, d'une manière ou d'une autre, rétablir la parité. Ou bien les prix français, en moyenne, ne sont plus supérieurs aux prix étrangers et, en ce cas, il faut mettre fin à la situation créée au début de 1952. À ce moment, on préfère à la dévaluation - opération chirurgicale - une thérapeutique à long terme, visant au rétablissement de la parité des prix. En attendant, on mettrait l'économie française à l'abri, on l'isolerait du dehors, on lui réserverait une phase d'hibernation.

On peut se demander; si le choix était le bon. Mais, sur un point, tout le monde s'accordera. À prolonger indéfiniment la période d'hibernation, on finirait non par guérir, mais par aggraver la maladie. Isolée du monde, l'économie française s'enfoncerait dans ses vices. Le protectionnisme épargne à certains

individus ou groupes la peine de l'adaptation, il prépare, pour l'avenir, un choix inexorable entre la décadence définitive ou un effort incomparablement plus douloureux que celui qui, naguère, aurait assuré le relèvement.

L'expansion économique et les prix

Le Figaro
19 mars 1954

Depuis la fin de la guerre, la France a passé par une alternance de phases opposées: tantôt la production augmentait, mais les prix s'élevaient rapidement, tantôt les prix demeuraient stables, mais la production cessait de s'accroître ou même diminuait. D'où la question posée de tous côtés: la France doit-elle choisir entre l'inflation et la stagnation.

La phase actuelle, qui dure depuis le début de 1952, est marquée par une relative stabilité des prix, mais la production, qui a progressé au cours de ces derniers mois, rejoint à peine le niveau le plus élevé atteint en 1952. Avons-nous chance, enfin, pour la première fois depuis dix ans, peut-être faudrait-il dire depuis vingt ans, de surmonter l'alternative: inflation ou stagnation?

Les chances

Les deux organisations européennes, O.E.C.E. et Commission économique pour l'Europe, qui font régulièrement le point de la situation, viennent l'une et l'autre de publier leur rapport annuel. Les économistes de Paris comme ceux de Genève balancent, avec l'inévitable prudence des experts européens, les commentaires optimistes et les mises en garde. Il dépendra de peu de chose, nous disent les experts de l'O.E.C.E., que la France connaisse un redressement spectaculaire ou, au contraire, s'enfonce dans le marasme. Il semble, nous disent les experts de Genève, que, pour la première fois, la France puisse éviter l'accompagnement inflationniste de l'expansion.

L'argument principal que fait valoir le rapport de Genève est que, désormais, les goulots d'étranglement ont disparu. Au cours de toute la période d'après guerre, l'accroissement de la production entraînait la distribution de salaires supplémentaires et ceux-ci, se portant sur le marché des biens de consommation, déterminaient la hausse des cours de ces derniers. En particulier, le prix de la viande était le prix témoin ou, pour mieux dire, le prix directeur. Le gonflement du volume des salaires se répercutait, par l'intermédiaire du prix de la viande, sur l'ensemble des prix de détail. À l'heure présente, la pénurie de viande n'existe plus. Au contraire, le gouvernement a dû intervenir pour empêcher la baisse des cours, au moins à la ferme.

L'argument est incontestable. En fait, on pourrait aujourd'hui distribuer des

salaires supplémentaires sans que ceux-ci fassent monter les prix des produits alimentaires par action directe sur la demande. C'est pour éviter la hausse des prix industriels et non par pénurie des marchandises contre lesquelles s'échangeraient les salaires que l'on refuse l'élévation de ces derniers. Encore doit-on ajouter qu'avec le système français de distribution la relative abondance de produits alimentaires n'exclurait pas nécessairement un enchérissement au détail. Depuis 1949, le prix de gros de la viande a augmenté de 29%, le prix de détail de 52%. (Rapport de l'O.E.C.E., p. 104.)

Il est plus difficile d'affirmer que l'élasticité de la production existe à travers l'ensemble de l'économie. L'augmentation subite de la demande dans les secteurs de la construction ou des biens d'investissement pourrait éventuellement provoquer certaines hausses de prix. Malgré tout, les marges d'accroissement de la production semblent exister dans la plupart des secteurs, à coup sûr dans ceux qui travaillent pour les consommateurs. Une expansion sans inflation est techniquement possible.

L'incitation nécessaire

En revanche, on continue de se demander d'où viendra l'incitation initiale à l'expansion. L'augmentation du pouvoir d'achat des masses est difficilement praticable aussi longtemps que les prix industriels français sont en moyenne supérieurs aux prix étrangers. De plus, même cette augmentation n'exercerait qu'une influence limitée sur le volume de la production, puisque l'industrie serait en mesure, généralement, de répondre à cette demande accrue sans investissements supplémentaires.

On pourrait imaginer que l'incitation vienne de l'extérieur, sous forme de demande accrue de produits d'exportation. Cette éventualité est malheureusement improbable pour deux raisons: le niveau des prix français, le climat de la conjoncture internationale.

À l'intérieur, l'expansion pourrait être mise en mouvement par des investissements accrus. Mais cet accroissement lui-même serait déterminé soit par l'État, soit par les entrepreneurs. La première hypothèse est peu vraisemblable: l'écart entre recettes et dépenses de l'État est déjà considérable, au moins 800 milliards cette année, les gouvernants ne se risqueraient pas à l'élargir encore, de peur d'une rechute dans l'inflation. Quant aux investissements privés, on ne voit pas ce qui en amènerait l'accroissement, à moins d'initiative gouvernementale.

Aussi bien le gouvernement en est-il conscient et a-t-il décidé des mesures qui

tendent à favoriser les investissements privés, en particulier certaines détaxations des investissements. On doute, malgré tout, que ces détaxations, même combinées avec des facilités de crédit, suffisent à obtenir les résultats souhaités. En tout cas, il faudrait joindre à ces investissements espérés un programme élargi de construction - ce dernier élément pouvant bien être décisif. Après tout, le bâtiment jouait un rôle primordial dans la régulation de l'activité en France, avant la première guerre mondiale, il le joue encore dans les pays étrangers. Le redressement de l'économie française n'est guère concevable sans le développement de la construction.

Cette revue ne permet certes pas une conclusion dogmatique, en ce qui concerne les perspectives d'expansion. Elle indique, malgré tout, les difficultés. On ne peut compter ni sur l'élargissement du pouvoir d'achat des masses ni sur l'élargissement des exportations aussi longtemps que la disparité des prix français et étrangers n'est pas résolue. Si l'on ajoute que cette disparité oblige à un protectionnisme stérilisant, à des contingentements ou à des droits d'entrée considérables, que le protectionnisme, à son tour, empêche l'assainissement de notre économie, la rationalisation de l'appareil productif, on se convaincra que cette disparité de prix est le problème-clé qui commande les autres. On peut différer d'avis sur la manière de le résoudre, on n'a pas le droit de le dissimuler, même en l'enveloppant dans du coton.

Le second plan de modernisation

Le Figaro
30 avril 1954

Il est malaisé de porter un jugement équitable sur le deuxième plan de modernisation. On ne nous révèle que les résultats des travaux, de telle sorte qu'on a peine à savoir pourquoi et comment certains objectifs ont été déterminés. L'écart entre ce qui devrait se passer d'après le plan 1954-1957 et ce qui se passe effectivement, à l'heure présente, est tel qu'on se demande avec inquiétude comment les mêmes hommes peuvent refuser la libération des échanges et souscrire aux projets du commissariat au plan.

Une fois de plus apparaît la contradiction entre les paroles et les actions de l'État français: hier on faisait profession de souhaiter un marché européen unique, mais on soumettait les importations à un régime de contingents; aujourd'hui on proclame solennellement la nécessité de l'expansion, mais quelles mesures concrètes en résulteront?

Chances de réalisation

Quelles sont les chances de réalisation du deuxième plan? On hésite à répondre à une telle question. Le premier s'appliquait surtout aux industries de base partiellement nationalisées. Il n'y avait pas d'objection à prévoir plus ou moins exactement les grands travaux qui seraient exécutés dans les charbonnages, les chemins de fer, le gaz et l'électricité. La sidérurgie n'était pas nationalisée, mais les fonctionnaires traitaient avec les dirigeants de quelques grandes sociétés. Le développement de l'industrie pétrolière se fit conformément au plan mais sans recours aux fonds d'État.

Les besoins de la reconstruction étaient tels que l'industrie du ciment connut une croissance rapide. Quant au machinisme agricole que le premier plan tenait pour un secteur prioritaire, il s'est effectivement développé, de manière dispersée et anarchique.

Le deuxième plan prévoit d'importants investissements pour les secteurs de base: 300 milliards par an environ pour l'énergie, 200 milliards par an environ pour la sidérurgie, 737 en quatre ans pour les transports et communications. Ces sortes d'investissements, à 10 ou 20% près, s'accompliront probablement. Dès que l'on en vient aux industries de transformation et à l'agriculture on se demande comment le commissariat au plan pourrait garantir que des entreprises

multiples, de structure juridique et de dimensions variées, investiront 900 milliards en quatre ans. Quelles mesures envisage le commissariat pour que l'objectif soit atteint, le souhait accompli, la prévision confirmée?

Je pense qu'il aurait mieux valu présenter le plan d'une autre manière. On aurait énuméré d'abord les investissements que l'État va financer lui-même, soit dans les entreprises nationalisées, soit par subventions ou crédits aux entreprises privées. On aurait ensuite indiqué ce que l'État est résolu à faire pour valoriser les investissements qu'il juge indispensables, nécessaires ou utiles. De là on serait venu aux chiffres des investissements tenus pour probables et de la production qui en résultera. Enfin les chiffres des actuels objectifs auraient été donnés pour ce qu'ils sont, les résultats d'événements possibles largement aléatoires.

Dans la présentation actuelle on trouve un peu de tout, les éléments d'une politique de la conjoncture, des suggestions relatives à une réforme fiscale, des projets réalisables et même des prévisions auxquelles on n'accordera même pas le scepticisme poli qui est coutumier en France (je songe à l'augmentation prévue de 40% par rapport à 1952 des exportations des industries de transformation).

Problématique des objectifs

Si l'on admet que le plan ne sera que partiellement réalisé, une autre question se pose: les objectifs sont-ils tous judicieusement choisis? Si le plan constitue un ensemble équilibré, la réalisation partielle ne va-t-elle pas créer des déséquilibres, par exemple un excédent de telle production sur la demande solvable?

L'exemple le plus simple, celui qui sera le plus commenté, concerne les objectifs que fixe le plan en matière de production agricole. Celle-ci devrait être accrue en 1957 de 20%, 95 millions de quintaux de blé en 1957 contre 88 en 1953, 2.500 millions de tonnes de viandes contre 2.160 en 1953, 200 millions d'hectolitres de lait contre 170. En revanche la production de sucre serait stabilisée à 1.500 millions de tonnes et celle d'alcool tomberait de 3.500 millions d'hectolitres à 2.000.

Il dépend des pouvoirs publics que la production d'alcool soit ainsi réduite. Les augmentations prévues pour le blé, la viande et le lait interviendront peut-être d'elles-mêmes, mais comment les surplus seront-ils vendus? La solution du commissariat consiste à organiser l'exportation des surplus, faute de quoi l'effondrement des prix inciterait les paysans à restreindre volontairement les récoltes. Cette solution raisonnable exige une politique intelligente des pouvoirs

publics: prix garantis assez rémunérateurs pour encourager les paysans et suffisamment proches des cours mondiaux pour que les subventions à l'exportation n'imposent pas au trésor des charges insupportables. Cette politique supposerait probablement une baisse progressive des prix, peut-être dans une phase initiale des prix différentiels selon la productivité moyenne dans chaque région, différence qui devrait disparaître en peu d'années.

La mise au point, l'application continue d'une telle politique ne dépendent pas du commissariat au plan, mais des ministères. Le plan a le mérite de mettre en lumière les problèmes et d'esquisser des solutions. On ne sait malheureusement s'il constitue un rapport d'experts ou une promesse d'actions. On souhaiterait que le deuxième terme de l'alternative fût vrai, mais on incline à en douter.

La France et les problèmes de la convertibilité

Le Figaro
23 juillet 1954

Nous avons, en un précédent article, indiqué les principales modalités concevables de la convertibilité, selon que résidents ou non-résidents étaient autorisés à en profiter, selon que les mouvements de capitaux étaient ou non "libérés" en même temps que les paiements courants, selon que la libération commerciale accompagnait ou non la convertibilité monétaire.

Il ne semble pas que les différents pays d'Europe, Grande-Bretagne d'une part, Benelux, Allemagne, Portugal, d'autre part, envisagent la convertibilité exactement sous le même angle. Pour les Britanniques, il s'agit avant tout de restituer à la livre son rôle mondial. Il importe surtout que les non-résidents, autrement dit les détenteurs ou créanciers de livres aient le moyen d'acquérir des dollars. Que les sujets britanniques résidant en Grande-Bretagne ne jouissent pas des mêmes privilèges, au moins provisoirement, ne comporte guère d'inconvénients.

En revanche, ni le franc belge ni le mark ne prétendent à un rôle mondial. La convertibilité apparaît, avant tout, comme la consécration de l'équilibre intérieur et de l'équilibre de la balance des comptes, comme l'achèvement logique de la libération commerciale. Malgré tout, si l'expérience de la convertibilité réussit, ces distinctions devraient s'atténuer peu à peu. L'intention britannique n'est pas de payer la convertibilité monétaire par le renforcement ou le maintien des discriminations commerciales, mais tout au contraire de supprimer peu à peu celles-ci grâce au rétablissement de celle-là.

Les monnaies convertibles et les autres

La convertibilité des principales monnaies européennes poserait aux pays incapables de s'engager sur la nouvelle voie des problèmes difficiles. L'Union européenne des paiements et le code de libération commerciale de l'O.E.C.E. tomberont presque automatiquement. Il s'agira d'éviter que la convertibilité de certaines monnaies n'incite les pays de monnaies non convertibles à revenir aux accords bilatéraux et ne restreigne finalement les échanges commerciaux.

Pour la France, en particulier, un choix malaisé deviendra rapidement inéluctable: ou bien prendre les mesures qui, à échéance aussi rapprochée que possible, rendront praticable la convertibilité; ou bien se barricader derrière un

système de protection douanière et de non-convertibilité monétaire. Le deuxième terme de l'alternative marquerait, à long terme, la certitude du déclin, mais le premier n'ira pas sans peine ni sans délai.

Dans l'immédiat, la France risquera de perdre les bénéfices de la libération accordée par les autres pays d'Europe aux exportations françaises, cependant que la France n'est revenue que récemment, avec précaution, à une libération partielle.

De toute manière, si, durant une certaine période, la livre, le mark, le florin, le franc belge sont convertibles, sans que le franc le soit, nous devons entreprendre des négociations commerciales avec les pays à monnaies convertibles et avec les autres. Nous chercherons évidemment à vendre le plus possible aux premiers et à y acheter le moins possible (puisque marks ou livres seront désormais aussi "durs" que le dollar), à acheter le plus possible aux seconds. Mais le danger sera que nous achetions certains produits plus cher aux pays non convertibles et que, par suite, nous élevions un obstacle supplémentaire sur la voie de la liberté commerciale. Si, en effet, pour des raisons monétaires, nous n'achetons pas nos matières premières au meilleur compte, nos exportateurs de produits manufacturés seront mis en état d'infériorité dans une concurrence qui est maintenant ardente.

Le choix de la libération

On pourrait exprimer la même idée dans les termes suivants. Un franc inconvertible au milieu de monnaies européennes convertibles appellera des mesures transitoires qui risqueraient, prises à la légère, de se perpétuer et de rendre inévitable leur prolongation. Nous avons une triste habitude en France de "mesures de circonstance", qui deviennent de plus en plus nécessaires par suite de leurs propres conséquences: les contingents d'importations suscitent le besoin, indéfiniment renouvelé, de restrictions commerciales.

Quel serait le but de la politique française? La libération des échanges. Quelle en serait la condition? Le rétablissement de l'équilibre des comptes extérieurs. La balance commerciale avec la zone dollar est encore déficitaire de 70,4 millions de dollars, en 1953, de 274,3 millions de dollars avec la zone sterling, elle est excédentaire de 82,1 millions de dollars avec les autres. Ces déficits sont largement comblés, pour l'instant, par la contrepartie des dépenses des troupes américaines en Europe et des achats *off shore*. On dit que ces ressources de devises sont de caractère exceptionnel, ce qui est vrai, mais on peut compter au moins sur une partie d'entre elles durant plusieurs années. L'équilibre extérieur,

sans aide étrangère, doit être l'objectif, mais on dispose de plusieurs années pour l'atteindre.

On sait également qu'avant la libération commerciale il faudra, quelque jour, consacrer la dévalorisation de la monnaie, déjà inscrite dans les faits. Une taxe monétaire de 10 à 15% sur les importations, un remboursement des impôts de 10 à 15% au profit des exportations sont l'exact équivalent d'une dévaluation, avec quelques inconvénients supplémentaires.

Au-delà de cette mesure monétaire les controverses porteront non sur le principe mais sur les modalités et l'ordre de succession des réformes intérieures, de la libération commerciale et de la convertibilité. Cette dernière mesure faciliterait-elle les précédentes? Ou bien, au contraire, ne devrait-elle être que le résultat ultime de l'assainissement intérieur?

Pour mon compte, je doute que la convertibilité du franc puisse être autre chose que la récompense d'une politique de réformes et de libération - récompense certaines, si la politique est ce qu'elle doit être, mais non prochaine.

Le programme économique du gouvernement

Le Figaro
3 août 1954

La conjoncture économique et financière dans laquelle M. Mendès-France est arrivé à l'hôtel Matignon explique la forme quelque peu insolite donnée au projet du gouvernement: un long exposé des motifs, un article unique accordant des pouvoirs réglementaires, terme réservé par la Quatrième République à ce que la Troisième appelait décrets-lois.

Le président du Conseil fut, durant de longues années, l'homme de la lutte contre l'inflation: depuis deux ans, l'inflation a été jugulée et la stabilité des prix maintenue. Il fut ensuite l'homme qui dénonçait la stagnation. Depuis quelques mois, pour la première fois, une expansion saine, sans hausse de prix, est amorcée. Les dernières statistiques révèlent un accroissement normal de la production par rapport à l'année 1953, une progression lente mais incontestable des salaires réels.

Aucune mesure spectaculaire ou sensationnelle ne s'offrait au gouvernement. L'état de la balance des comptes, les conséquences du cessez-le-feu indochinois excluent une hausse générale des salaires. L'ampleur de l'écart entre dépenses et recettes normales de l'État: au moins 800 milliards, interdit un gonflement subit des investissements publics.

Dès lors, M. Mendès-France était contraint d'envisager, non des mesures de conjoncture que le ministre des finances du précédent et de l'actuel cabinet avait déjà prises, mais des réformes de structure qui demandent du temps et une autorité suffisante pour vaincre la résistance des intérêts privés.

Comme le gouvernement ne voulait pas, et peut-être ne pouvait pas dire exactement ce qu'il entendait faire, il a dressé un tableau de la situation actuelle et suggéré, plutôt que précisé, l'œuvre qu'il allait entreprendre.

Le tableau est pessimiste, On aurait pu, sans fausser les faits, en choisissant d'autres statistiques, en atténuer quelque peu le pessimisme. Une comparaison 1950-1954 de l'expansion en France et au dehors ne signifie pas grand-chose puisque la France a connu, en 1952 et 1953, la stagnation provoquée par l'arrêt de l'inflation. Les comparaisons qui prennent 1929 pour origine sont les plus défavorables à notre pays puisque la progression avait été plus rapide en France que dans beaucoup d'autres pays entre 1919 et 1929. Si l'on veut établir un bilan

historique, il convient de rappeler que la période désastreuse a été celle de 1930-1938. Le relèvement français, depuis la guerre, est honorable.

En dépit de quelques réserves de cet ordre, on doit souscrire au diagnostic de l'exposé des motifs. Ce diagnostic n'est d'ailleurs pas neuf: les rapports de la Commission des comptes de la nation, créée par M. Edgar Faure, présidée par M. Mendès-France, contiennent l'essentiel des idées que nous retrouvons dans le texte gouvernemental. Au reste, les mêmes fonctionnaires de la Commission des comptes sont aujourd'hui les conseillers du gouvernement.

Si l'on veut résumer en quelques mois ce diagnostic d'ensemble, on dira que les experts d'hier et d'aujourd'hui, d'accord avec l'immense majorité des économistes, dénoncent la cristallisation et l'hétérogénéité de l'économie française. La concurrence internationale est réduite au minimum, la concurrence intérieure souvent freinée par des ententes privées ou l'État, il en résulte que, dans toutes les branches des entreprises anachroniques survivent à côté des entreprises modernes, ce qui entraîne le maintien de prix trop élevés. Les pouvoirs publics, au lieu de favoriser les plus aptes, ont tendance à protéger les faibles, mêmes s'ils sont inefficaces. Ce dirigisme conservateur accentue les défauts du système. Enfin, par la fiscalité, par les prix garantis, on encourage parfois les productions excédentaires, au grand dommage des finances de l'État. Les excédents d'alcool sont l'exemple le plus célèbre.

Les objectifs du projet gouvernemental ne prêtent guère à contestation: assainir la structure de notre économie, aussi bien de la production que de la distribution, en intensifiant la concurrence et, aussi, en créant, par une politique des logements, par une caisse de reconversion, par des indemnités de chômage, les conditions de la mobilité.

Le deuxième plan quinquennat développait, lui aussi, de telles considérations. Les idées relatives à l'agriculture du commissariat au Plan sont reprises dans l'exposé des motifs. Il n'y a pas lieu, d'ailleurs, de critiquer l'absence d'originalité. En ces matières, le raisonnable importe plus que le neuf. Il faut se féliciter que se constitue peu à peu une doctrine économique commune aux ministères successifs. Et la nouveauté serait que le programme fût mis à exécution.

Le commentateur ne saurait guère, pour l'instant, aller plus loin. Tout dépend, en effet, des mesures concrètes qui traduiront en actes cette politique. Comment l'autofinancement sera-t-il contrôlé? Comment fonctionnera la caisse de reconversion? Comment seront déterminées les entreprises à reconvertir? Quels

transferts seront pratiqués?

Il n'est pas possible, aujourd'hui, de répondre à de telles interrogations. Bornons-nous donc à dire que M. Mendès-France peut compter sur le soutien de l'opinion s'il applique son programme, s'il accomplit certaines réformes dont aucun homme politique en privé ne nie la nécessité mais qu'aucun cabinet n'a eu encore le courage ou la possibilité de mener à bien.

L'économie française hier et aujourd'hui

Le Figaro

24 septembre 1954

Deux attitudes à l'égard des problèmes économiques de la France me paraissent également déplorables.

L'une, que l'on affecte volontiers dans les milieux depuis trois mois dirigeants, dénonce dix ans d'immobilisme, le pays à l'abandon, la jeunesse désespérée, les travailleurs enclins à une morne résignation et oppose cette décadence à la prospérité qui règne, au progrès qui s'accomplit tout autour de nous.

L'autre, celle des apologistes du temps passé, maintient que le relèvement économique de la France, depuis 1945, n'a pas été inférieur à celui de la plupart des pays européens. La stagnation de 1952-1953 a été le prix qu'il a fallu payer pour l'arrêt de l'inflation, mais elle est aujourd'hui surmontée, avant que M. Mendès-France ait rien entrepris. Les indices de production marquent, en 1954, une avance de quelque 10% sur le niveau de 1953. Il suffit d'éviter le ralentissement de cette progression satisfaisante: nul bouleversement n'est nécessaire.

La dernière thèse, celle des optimistes, s'appuie sur des statistiques incontestables. De 1937 ou 1938 à 1953, l'avance de l'indice de production est, en France, du même ordre de grandeur que dans les autres pays d'Europe. Si l'on égale 1950 à 100, l'indice passe, en Belgique, de 87 à 106, en Allemagne de 107 à 139, en Italie de 79 à 127, aux Pays-Bas de 72 à 117, en Grande-Bretagne de 85 à 106, en France de 82 à 114 (117 en 1952).

D'autre part, si, comme M. Mendès-France l'a souligné dans son discours de Strasbourg, la législation sociale est, chez nous, plus avancée que partout ailleurs, il ne faut pas s'exprimer, dans le même discours, comme si l'on n'avait rien fait pour les travailleurs avant juin 1954.

Toutes les comparaisons sur les salaires ouvriers ont montré que, dans l'ensemble, ceux-ci sont plus élevés en France qu'en Allemagne (en établissant la comparaison d'après le taux de change). D'après une étude publiée récemment par l'*Association des cadres dirigeants de l'industrie pour le progrès social et économique*, le salaire moyen de l'ouvrier serait pour 100 en France, 95 en Allemagne occidentale, 116 en Grande-Bretagne, 67 en Italie, 139 en Suisse, 106 en Belgique, 69 aux Pays-Bas et, si l'on calcule le coût de l'heure de travail pour

l'employeur, les chiffres seraient 92, 89, 78, 113, 95 et 63. Ces statistiques ne reflètent pas les rapports des niveaux de vie, car le taux de change actuel du franc gonfle artificiellement la valeur des gains ouvriers en France. Malgré tout, elles n'autorisent pas une condamnation sommaire de la situation. Depuis 1949, le salaire réel a progressé, en moyenne, de 25%.

Une fois que l'on a reconnu - ce qui est de simple équité - que l'effort de relèvement depuis 1945 n'est pas indigne et que les revenus des travailleurs ne sont pas, dans l'ensemble, sensiblement inférieurs à ceux des travailleurs des pays voisins, deux sortes de raisons exigent des réformes profondes.

La première sorte découle des événements de ces trente dernières années. En 1945, nous n'avions pas seulement à relever les ruines de la guerre, mais celles aussi de la crise 1930-1939. Par rapport à 1938, notre relèvement est comparable à celui des autres pays d'Europe. Par rapport à 1929, il ne l'est pas. C'est moins l'immobilisme 1945-1954 qu'il conviendrait d'incriminer que le déclin des dix années qui précédèrent la deuxième guerre mondiale.

Le relèvement français s'est accompli à travers une détérioration monétaire dont les conséquences sociales et morales sont graves. L'expansion qui a repris en 1954 est, pour la première fois, saine, puisque les prix demeurent stables.

À cette première sorte de raisons, dont la portée ira, espérons-le, décroissant, s'en ajoute malheureusement une deuxième, infiniment plus grave. La structure même de l'économie française appelle des réformes pour que nos marchandises soient en mesure de supporter la concurrence étrangère, pour que l'expansion non inflationniste devienne la norme et non l'exception, pour que la France équilibre ses comptes extérieurs.

Le niveau des prix français est, pour une part, l'effet d'un taux de change dont toutes les organisations internationales ont reconnu, depuis deux ans, le caractère artificiel. Mais un alignement monétaire laisserait subsister certaines causes de décalage: tant de prix, depuis la matière première jusqu'au produit manufacturé, sont faussés par les soutiens ou les subventions de l'État qu'aucune manipulation monétaire, à elle seule, ne suffira. Il faut mettre fin à ce que la commission Nathan a appelé désordre général, il faut tailler dans le taillis inextricable des interventions de l'État, qui, trop souvent, pénalisent les producteurs les plus aptes et soutiennent les moins efficaces, il faut relâcher un protectionnisme à l'abri duquel les entreprises marginales végètent. Il faut mettre fin au scandale des récoltes excédentaires aux frais du trésor public et de la santé de la nation. Betteraves ou vignes doivent être au service du pays et non inversement.

Il faut rendre à l'économie une certaine souplesse, faciliter le mouvement des travailleurs d'une région à une autre, la transformation des entreprises. Les fonds de reconversion prévus par le gouvernement répondent à ce besoin. Il faut enfin, accélérer l'allure de la construction, la crise du logement étant le résultat d'une carence qui date de plus de vingt ans. Des progrès sont d'ailleurs visibles depuis deux ans.

Sur ces têtes de chapitre, il n'y a nulle contestation. Les prédécesseurs de M. Mendès-France ne les ignoraient pas plus que lui. Aussi bien, en choisissant son ministre des Finances, le président du Conseil a-t-il rendu hommage à l'un des hommes qui ont assumé de grandes responsabilités dans l'ère dite d'immobilisme.

La réforme de l'économie française exige trois conditions: la capacité de briser les résistances d'intérêts privés, la mise au point de méthodes efficaces sans dogmatisme doctrinal, enfin du temps. Nous soutiendrons ici tout gouvernement qui s'emploiera à cette réforme nécessaire, mais on n'en accroît pas les chances en condamnant le passé avec trop de rigueur en éveillant des espoirs démesurés pour l'avenir.

La vie économique se prête moins à des "miracles" que la vie parlementaire.

Prospérité et réformes

Le Figaro
22 octobre 1954

Tous les observateurs, français et étrangers, avaient constaté, au moment de l'attribution des pleins pouvoirs que ceux-ci ne répondaient pas, en 1954, à une situation de crise. L'expansion se poursuivait à une allure satisfaisante sans que la stabilité des prix fût menacée.

Les circonstances se prêtaient à des "réformes à froid" dont le succès apparaissait probable puisque le gouvernement allait disposer de pleins pouvoirs.

Plusieurs décrets utiles ont déjà été pris, mais rien de spectaculaire n'a été accompli. Pourquoi?

Le problème de conjoncture

Dans la conjoncture présente, une seule question se pose avec acuité, celle du rapport entre prix français et prix étrangers. MM. Maurice Allais et Paul Reynaud ont discuté, dans *le Monde*, d'une solution apparemment simple au problème, celle du rajustement monétaire.

Contre cette solution, on fait valoir deux sortes d'arguments, technique et psychologique. Le niveau des prix français serait moins imputable au taux de change qu'aux circonstances multiples qui accroissent les coûts de revient. L'obligation d'employer des matières premières en provenance de l'Union Française, les subventions accordées à certaines marchandises, créent, dit-on, la disparité qu'aucune manipulation monétaire ne supprimerait durablement. Sur le papier, l'équivalent de la dévaluation est réalisé par les exemptions d'impôts au bénéfice des exportations, les taxes de transfert sur les importations. Une dévaluation pure et simple, ajoute-t-on, même si elle ne provoquait pas mécaniquement une hausse des prix, ne resterait pas sans répercussions psychologiques: les salaires puis les prix ne tarderaient pas à s'élever, de telle sorte que l'on se trouverait, d'ici peu de mois, en une situation comparable à la situation présente, peut-être même en une situation aggravée.

Ces arguments techniques ne semblent pas convaincants. Il existe, à coup sûr, des facteurs proprement français de hausses de prix, mais ces facteurs nationaux ne sont pas décisifs. Une comparaison du mouvement du taux des salaires entre 1950 et 1953 en France et dans les autres pays d'Europe montre que l'indice des salaires horaires passe, en France, de 100 en 1950 à 161 au premier trimestre de

1954; en Belgique les chiffres correspondants sont 100 et 118; en Grande-Bretagne 100 et 125.

On aurait pu espérer, en 1953, que la stabilité des salaires nominaux, combinée avec une hausse au dehors, rétablirait l'équilibre. Mais les salaires nominaux, en France, progressent autant qu'à l'étranger. Les rendez-vous semestriels se traduiront par un relèvement des rémunérations les plus faibles, qui ne restera pas indéfiniment sans effet sur la hiérarchie. L'accélération de l'expansion contribuera également à la hausse. Dans ces conditions, on doute que l'on revienne à la parité par la baisse des prix français.

L'argument psychologique ne saurait être réfuté, pas plus d'ailleurs que démontré. Tout dépend des circonstances dans lesquelles interviendrait l'opération, des mesures que prendrait le gouvernement pour en limiter les effets. Mais si l'on ne croit pas à la possibilité de réussir une dévaluation à froid, est-on résigné à des expédients permanents, comme le contingentement des importations ou l'exemption d'impôts au bénéfice des exportateurs?

Les problèmes de structure

Les problèmes de structure ne manquent pas mais aucun ne comporte de solution miraculeuse.

En matière agricole, certaines productions sont à la fois excédentaires et inexportables en raison de leurs prix. En théorie, on conçoit ou bien de réduire les productions au niveau des besoins intérieurs solvables, ou bien d'abaisser les prix, ou bien de se concentrer sur les produits dont les prix permettent l'exportation. Mais, qu'il s'agisse de supprimer les excédents de betteraves ou d'exporter le blé, on a peine à trouver un procédé immédiatement efficace. Les obligations assumées par l'État à l'égard des producteurs, la difficulté soit d'abaisser les prix, soit de modifier la répartition des cultures n'interdisent pas les réformes, elles ne laissent pas la perspective de décrets sensationnels. Le transfert vers l'industrie d'une partie de la main-d'œuvre agricole demande, lui aussi, du temps.

Dans l'ordre industriel, on déplore le manque de souplesse, la cristallisation de l'appareil, et l'on veut hâter l'élimination des moins aptes, la "reconversion" des entreprises marginales. Personne ne met en doute la sagesse de ce programme. Mais l'État peut tout au plus faciliter la "reconversion", qui dépend surtout des circonstances et des personnes. Le relèvement des bas salaires est susceptible de peser sur les entreprises marginales. Mais l'État ne possède pas les milliards nécessaires pour financer les transferts des moyens de production. Curieusement,

on n'a pas songé à organiser une véritable assurance-chômage, pourtant une des méthodes simples d'accroître la mobilité.

Je ne veux pas conclure que la prospérité de l'économie française ne laisse rien à faire aux détenteurs actuels des pleins pouvoirs. Manifestement il y a beaucoup à faire partout, qu'il s'agisse de réorganiser le régime des retraites ou d'abaisser le prix de la construction. Mais l'œuvre est prosaïque, multiple, à long terme. On est contraint, pour les besoins de la publicité, d'exalter des mesures qui ne sont pas toujours neuves mais qui, fort heureusement, sont raisonnables.

Ombres au tableau

Le Figaro
10 décembre 1954

Rarement, depuis vingt ans, bulletins aussi optimistes auront été publiés sur l'état de l'économie française; rarement optimisme aura été aussi solidement fondé sur les faits.

L'introduction de M. Hirsch au rapport annuel sur l'exécution du plan de modernisation et d'équipement fait hommage des progrès accomplis à "l'effort conjugué des pouvoirs publics, des chefs d'entreprise et des travailleurs". M. Edgar Faure, survivant de "l'ère d'immobilisme", profite légitimement de ce destin hors-série pour justifier à la fois le passé et le présent. Il rappelle que l'expansion de 1954 n'était ni fatale ni entièrement prévisible, puisque les remarquables rédacteurs du rapport sur les comptes de la nation n'affichaient pas, à la fin de l'an dernier, une confiance sans réserves.

Le ministre des Finances n'a pas tort d'attribuer, pour une part, l'expansion actuelle aux mesures qu'il a prises: détaxation des investissements, accroissement du rythme de la construction. Probablement certains mécanismes que les pouvoirs publics ne contrôlent pas ont-ils joué également: assainissement provoqué par la stabilité des prix, effet d'entraînement exercé par la prospérité de l'économie mondiale.

Peut-être importe-t-il, au milieu de la satisfaction générale, de souligner quelques raisons de prudence.

On a raison de se féliciter que, pour la première fois depuis des années le compte français des échanges extérieurs ait été positif en octobre, mais on aurait tort d'oublier que, pour les dix premiers mois de l'année, le déficit avec les pays étrangers (en excluant les échanges avec l'Union Française) s'élève encore à 137 milliards de francs, que le pourcentage de couverture des importations par les exportations n'est que de 47% pour la zone sterling, de 64% pour la zone dollars en octobre.

De plus, la France continue à bénéficier d'une situation privilégiée, du fait que les autres pays européens ne lui refusent pas les avantages de la libération des échanges sans exiger de réciprocité. Le gouvernement paraît résolu à élever peu à peu le pourcentage des échanges libérés. Mais le système français, avec les taxes différentielles sur les transferts s'ajoutant à des droits d'entrée souvent

considérables, ne permet guère de répondre positivement à l'interrogation: l'économie française est-elle désormais capable d'affronter à armes égales la concurrence extérieure?

La controverse sur la priorité, soit de l'ajustement des charges, soit des réformes intérieures, paraît aussi vaine que problématique si l'on attend l'achèvement des "réformes de structure" et l'on ne voit pas pourquoi l'alignement des prix empêcherait les réformes de structure. En tout cas, il faut élargir la libération des échanges. On ne saurait parler de santé tant que l'économie française est incapable de résister aux vents du large.

L'économie française connaît une expansion sans inflation, mais dans des conditions qui ne sont pas toutes orthodoxes et qui montrent à quel point une rechute serait facile.

L'écart entre dépenses globales et recettes fiscales de l'État se situera, cette année, entre 700 et 800 milliards de francs. Cet écart n'est nullement incompatible avec la stabilité des prix et certaines réductions de dépenses seraient de nature à freiner l'expansion. Mais l'ampleur des dépenses de fonctionnement de l'État, du budget militaire et des transferts sociaux est telle que les sommes consacrées aux investissements et à la construction ne peuvent être couvertes que par l'emprunt ou le crédit. Mieux vaut accepter le déficit qu'amputer les investissements, mieux vaudrait réduire les dépenses improductives, de manière à maintenir ou accroître le montant des dépenses productives avec un moindre déficit global.

En l'état actuel des choses, les gouvernements qui s'inspirent des travaux de la commission des comptes de la nation semblent craindre l'insuffisance des investissements privés.

L'économie française va rester dépendante des dépenses de l'État. Des progrès sensibles ont été accomplis dans la restauration du marché des capitaux. La structure de l'industrie, le grand nombre d'entreprises petites et moyennes, maintient un élément d'imprévisibilité: on n'est jamais sûr que les entrepreneurs investiront assez pour entretenir l'expansion. Une vague soudaine d'optimisme ou l'anticipation de la hausse des prix peut précipiter l'inflation.

Parmi les réformes de structure, nécessaires à l'assainissement de l'économie, les plus urgentes et les plus difficiles concernent l'agriculture. L'accroissement des récoltes est incontestable, mais la plupart des produits ne sont pas exportables à leurs prix de revient actuels. Les produits laitiers, la viande, probablement aussi les fruits et les légumes, avec des efforts d'organisation,

devraient se prêter à une exportation régulière. Céréales, sucre ne sont vendables au dehors qu'avec l'aide d'une importante subvention. Les superficies emblavées en betteraves, en vignes doivent être réduites.

Il est facile de définir, extraordinairement difficile d'atteindre de tels objectifs. En ces matières, il n'y a pas de raccourci, pas de miracle. Une action continue, des décisions impopulaires sont conditions de succès.

À s'en tenir aux comptes de la nation, une hausse de 3 ou 4% de la valeur réelle du fonds de salaires, en 1955, marquerait un résultat satisfaisant. D'après M. Sauvy, de 1950 à 1953, les revenus de la propriété et des entreprises n'auraient pas augmenté (2.410 contre 2.420 en francs de 1949), cependant que salaires, traitements et prestations seraient passés de 4.135 à 4.590 milliards. Comme, entre temps, la consommation publique a été gonflée de 40%, le supplément de ressources nécessaires a été obtenu par réduction des stocks et des investissements, par élargissement de notre déficit commercial.

Si l'on voulait, l'an prochain, diminuer le déficit et relancer les investissements, il ne faudrait pas compter sur une augmentation substantielle des salaires. Ce qui ne s'accorde guère avec les espoirs que l'on a éveillés.

Sur le budget de 1955

Le Figaro
7 janvier 1955

Le budget de 1955 a été presque unanimement tenu pour "décevant". On attendait des nouveautés, le projet ne diffère pas fondamentalement de celui de l'année précédente: il aurait pu être présenté par le ministre des Finances d'un gouvernement d'hier.

J'ignore si M. Mendès-France aurait introduit des innovations auxquelles M. Edgar Faure se serait refusé. Je voudrais seulement rappeler les servitudes auxquelles aucun homme d'État français ne saurait se soustraire.

Masse et répartition des dépenses

Tout le monde admettra un premier fait: la masse de dépenses de l'État ne peut être grandement augmentée. Le produit national brut est estimé, pour 1954, à 14.720 milliards, les dépenses budgétaires à 3.327 (soit 22,4% du P.N.B.), les opérations de trésorerie s'élevant à 265 milliards. L'écart entre les dépenses totales et les recettes monte à 671 milliards en 1954 (d'après les indications données dans l'exposé des motifs de la loi des finances). D'après les prévisions, le déficit serait réduit à 576 milliards en 1955, mais, l'an passé, le déficit a dépassé d'une centaine de milliards les prévisions. Un dépassement analogue ne serait pas surprenant en 1955: la discussion du budget, au Parlement, a déjà entraîné un dépassement de cet ordre. On reconnaîtra qu'un déficit budgétaire (qui serait placé au-dessus de la ligne dans le budget anglais) de 300 milliards, un déficit global de 700 (dont 400 au-dessous de la ligne), soit environ 4 à 5% du produit national brut, ne saurait être accru sans créer un risque sérieux d'inflation.

On a raison de mettre l'accent sur le rôle décisif que jouent certaines dépenses publiques dans l'expansion, par exemple, les dépenses d'investissements et de construction. Nul ne peut fixer avec précision la limite du déficit des finances publiques compatible avec la stabilité. Mais tant qu'une bonne partie de l'économie dépendra des décisions prises par des entrepreneurs privés, l'État ne saurait absorber trop de capitaux sans créer le péril soit de réduire exagérément les investissements privés par suite de la hausse du taux d'intérêt, soit, si le secteur privé est entraîné par une vague de confiance collective, de déclencher le processus inflationniste.

Si la masse des dépenses publiques et l'ampleur de déficit ne peuvent être accrues sans danger, les innovations devraient se ramener à des transferts, réduction des dépenses improductives et augmentation des dépenses productives. Les transferts prévus dans le projet des lois de finances étaient les suivants: 80 milliards de réduction des dépenses militaires, 46,5 milliards de diminution des dommages de guerre, 72 milliards d'augmentation des dépenses civiles et 51 milliards d'augmentation du budget de reconstruction et d'équipement. Comme on comptait sur 94 milliards de recettes supplémentaires grâce à l'expansion économique, on aboutissait à un déficit des finances publiques réduit d'une centaine de milliards.

Il y a donc, effectivement, transfert des dépenses improductives (militaires) vers les dépenses productives (budget de l'Éducation nationale, Agriculture, pour laquelle les autorisations de programme passent de 37,4 à 60 milliards, programme d'équipement, pour lequel les autorisations de programme augmentent de 123 milliards, Afrique du Nord, dont les crédits d'investissements monteront, cette année, à 70 milliards contre 56, en 1954, etc.). Mais ces transferts sont d'une ampleur limitée.

Les choix

Les transferts auraient-ils pu être plus importants? On commencera par reconnaître que les dépenses militaires, à moins que la France ne fasse connaître à l'O.T.A.N. son intention de réviser fondamentalement sa contribution à la défense commune, ne pouvaient, du jour au lendemain, être diminuées beaucoup plus qu'elles ne l'ont été. Espérons que les événements d'Afrique du Nord n'obligeront pas à des dépenses militaires supérieures aux prévisions. Le budget de dépenses civiles est reporté d'une année à l'autre, sans possibilité d'économie substantielles, bien plutôt avec une augmentation régulière.

Les choix de l'année portaient donc sur le montant du déficit et les programmes d'investissements publics et privés. On aurait pu ne pas envisager une réduction du déficit, mais cette réduction, nous l'avons vu, n'existera que sur le papier. On aurait pu élever encore les programmes d'investissements financés par l'État et ne pas miser sur des investissements privés supplémentaires de 200 milliards. Tel est, en effet, le choix majeur, qui a été fait par le ministre des Finances à l'intérieur d'un cadre qui lui était imposé par les circonstances.

Mais on peut se demander s'il aurait été possible de fonder l'espoir d'expansion exclusivement sur le gonflement des investissements publics. Deux raisons au moins militaient contre une pareille décision. Le deuxième plan de

modernisation concerne surtout les industries de transformation et l'agriculture. L'État ne peut y agir aussi massivement que dans les secteurs de base, nationalisés ou concentrés. À échéance, un développement sain de l'économie suppose que les entreprises privées puissent se procurer des capitaux à des conditions normales et ne pas recourir en une trop forte mesure à l'autofinancement (que la concurrence rend de plus en plus malaisé).

On accuse les ministres des Finances de manquer d'imagination. Peut-être les réformes de structure prêtent-elles à des exercices d'imagination. Quant aux budgets, ils exigent moins de l'invention pour les établir que de la volonté pour les faire respecter. Il existe une marge de choix, mais qui ne s'élargit pas au gré des conjonctures politiques.

Y a-t-il danger d'inflation?

Le Figaro
4 février 1955

De tous côtés on attire l'attention sur le danger qui menacerait de nouveau l'économie française. Celle-ci, depuis plus d'un an, connaît une phase d'expansion avec stabilité des prix. L'expansion, en s'accéléralant, est-elle en train de compromettre la stabilité des prix?

Risques

Certaines circonstances expliquent ces inquiétudes. Au fur et à mesure que l'on se rapproche du plein emploi, que la production augmente davantage, on entre inévitablement dans la zone de péril. La marge d'accroissement de la production se rétrécit et les procédés de crédit, acceptables en période de régression ou de stagnation, entraînent des risques. Le financement du programme de construction immobilière, le financement des investissements en général n'a jamais été tout à fait sain (crédits à moyen terme).

Au dehors, la conjoncture demeure favorable: les États-Unis eux-mêmes ont finalement surmonté la récession 1953-1954 et les indices de production y sont en hausse. Mais cette généralisation de la prospérité fait monter certains prix (fret, matières premières). La stabilisation française a été facilitée par la baisse en 1952, puis la stabilité en 1953-1954 des prix mondiaux. La hausse de ces derniers pourrait avoir des répercussions en France. Le budget n'est pas encore voté et on ne peut fixer avec certitude le montant du déficit. Mais celui-ci (déficit du budget et des comptes spéciaux) s'est déjà substantiellement accru au cours des discussions budgétaires et doit atteindre quelque 450 milliards, à peine inférieur à celui de 1954. À quoi il faudrait ajouter environ 200 milliards du Fonds d'expansion économique. L'impasse, pour employer le terme par lequel on baptise curieusement l'écart entre dépenses globales et recettes fiscales de l'État, ne serait pas éloignée de 700 milliards, chiffre qui n'est pas considérable sur un produit national brut de plus de 15.000 milliards, donc moins de 5% du p.n.b. Mais cet écart qui a contribué à relancer l'expansion, qui est jugé nécessaire pour maintenir le rythme d'accroissement de l'activité, risque d'être excessif quand l'appareil productif est près d'être employé à plein.

Enfin, on fait observer que l'indice des prix à la consommation familiale, dit des 213 articles, ne cesse de s'élever, lentement il est vrai, depuis le mois d'août,

alors qu'en 1952 et 1953, à la même période, il avait baissé. Cette fermeté de l'indice est d'autant plus frappante que les récoltes ont été, cette année, exceptionnellement favorables.

Raison de confiance

Je ne nie pas que nous ne soyons proches de la zone inflationniste, mais, à condition d'une sage gestion des affaires publiques, je demeure convaincu que les prix resteront stables.

On fera observer tout d'abord que, dans la majorité des secteurs industriels, il subsiste une marge de production inemployée, d'au moins 10 à 15%. Ce n'est pas dans le secteur du bâtiment que l'on pourrait se heurter à des limites physiques. L'effort vigoureux et pleinement justifié pour accroître la construction de logements (on passerait cette année de 200.000 à 240.000 logements, soit 20% d'augmentation) devrait être surveillé de près: il serait absurde, sous prétexte d'accélérer la construction, de provoquer une hausse des cours qui, pour l'instant, ne s'est pas produite.

Les récoltes ont été abondantes en 1954 (on a remarqué qu'en dix ans le rendement du blé à l'hectare a augmenté autant que dans le demi-siècle précédent). Les récoltes de blé, de pommes de terre, de légumes verts seront excédentaires, selon la probabilité, encore en 1955. Ces excédents ne seraient pas absorbés par une augmentation des salaires, car la demande supplémentaire ne se porterait pas sur ces produits, mais essentiellement sur la viande. Dès lors, le point de danger semble demeurer en 1955, comme en 1954, le prix de la viande. Les produits animaux absorbent 10% du revenu national, 30% des dépenses de nourriture. On calcule qu'un accroissement de 7% des dépenses de consommation globale entraînerait une hausse de 4 à 5% des achats de viande.

L'expansion prévue de la production entraînera, même si la hausse des salaires nominaux est faible, une augmentation des revenus distribués. Le gouvernement, pour éviter la reprise de l'inflation, aurait donc deux sortes de mesures à prendre: éviter une hausse d'ensemble, massive, des salaires nominaux qui, par l'intermédiaire des prix des produits animaux, déclencherait une hausse générale: prendre des mesures pour que l'exportation de la viande ne crée pas, sur le marché intérieur, des insuffisances d'offre, même temporaires.

Si l'on apercevait d'autres symptômes, le gouvernement aurait à prendre d'autres mesures, telle que l'action sur le taux ou le volume du crédit. Mais ces mesures sont en elles-mêmes fâcheuses, puisqu'elles contribuent à freiner l'expansion que l'on souhaite et qu'elles agissent de manière indiscriminée.

Tant que la réforme de l'agriculture n'aura pas été accomplie, autrement dit tant que l'offre des produits sur lesquels se porte la demande excédentaire ne sera pas devenue plus élastique, tant que le déficit des finances publiques sera aussi important et le financement des investissements aussi précaire, il n'y aura pas d'expansion qui ne crée le danger d'inflation. Mais, à condition d'oublier les promesses imprudentes et les rendez-vous spectaculaires, les raisons de confiance l'emportent sur les motifs d'inquiétude.

Naissance d'une légende

Le Figaro
18 décembre 1955

La démagogie est toujours méprisable. Mais quand elle se dissimule sous de nobles apparences, dénonce les "intérêts privés" et prend le ton du justicier, elle devient odieuse. Telle est la démagogie du court article qu'un hebdomadaire parisien consacrait, la semaine dernière, au bilan économique du gouvernement démissionnaire.

Ce bilan est parfaitement honorable. L'économie française était en expansion, lorsque M. Mendès-France fut investi, elle l'est encore lorsqu'il donne sa démission. Les prix sont demeurés stables et devraient continuer de l'être si la gestion des affaires publiques est raisonnable. La prime pour les salaires les plus bas a été augmentée, les salaires ont progressé, mais pas plus vite que durant le gouvernement de M. Laniel. Le niveau de vie des masses manifeste une complète insensibilité aux subtilités de la nouvelle gauche ou de la vieille droite.

Dans l'ordre de la conjoncture, on a pris des mesures justes en faveur de la libération des échanges, on n'a pas résolu le problème fondamental du niveau des prix français. Mais tout le monde sait qu'on ne peut le résoudre que de deux manières: ou bien rapidement, par une opération monétaire, ou bien lentement par une action sur les différents éléments du coût de revient. M. Edgar Faure était hostile à la première méthode, M. Mendès-France en était-il partisan? Je n'en sais rien. En tout cas, ce n'est pas d'une telle décision, nécessairement impopulaire, que ses thuriféraires lui veulent faire hommage.

La reconversion et les féodaux

À en croire ceux-ci, le programme du gouvernement d'hier était irréprochable. Personne ne pouvait s'y opposer. Il se résumait dans le mot: reconversion. Et pourtant, il ne s'est rien passé ou presque. Pourquoi? Parce qu'au ministère des Finances, on vivait dans l'euphorie de la prospérité, parce que les féodaux veillaient et qu'informés de tout ce qui se passait aux conférences administratives du ministère de l'Agriculture, ils prenaient immédiatement leurs dispositions pour paralyser les velléités de changement.

Personne ne songera à nier que l'économie française appelle de multiples réformes. Ce qui est absurde, c'est de suggérer que ces réformes se ramènent à une mythique reconversion et que quelques féodaux sont responsables de tous

nos maux.

Prenons l'exemple du logement et de la construction, un des secteurs le plus mal en point de l'économie française. Le niveau des loyers est tel que la construction privée n'est pas rentable, le coût de la construction, bien qu'il ait baissé depuis deux ans, est encore trop élevé. En moyenne, on construit lentement, avec une faible productivité du travail. La plupart des entreprises du bâtiment ne comptent que quelques ouvriers. Le but des réformes est facile à définir: il faut du temps pour l'atteindre.

En matière agricole, la difficulté fondamentale est que l'accroissement des rendements, depuis dix ans, a créé des excédents pour le blé, les betteraves, le vin, dont l'exportation est impossible ou coûteuse. On se propose de réduire ces excédents pour orienter l'agriculture vers des productions autres, viande par exemple, pour lesquelles la demande intérieure augmente et les possibilités d'exportation existent: cette sorte de reconversion ne s'opérera pas d'un coup.

Les excédents de betteraves ont été créés par le niveau des prix, garantis par l'État. Il est absurde, scandaleux, de consacrer des milliards à acheter des betteraves dont la distillation fournira un alcool dont on ne saura que faire. Aucun gouvernement n'a mis en doute l'absurdité du régime des alcools. Pour le modifier, il faut triompher de la résistance de quelques féodaux mais aussi des producteurs de betteraves - qui ne sont pas tous des gros.

Reconversion des entreprises incapables de soutenir la concurrence? Qui s'insurgerait contre cette vérité prudhommesque? On n'a pas discuté la reconversion parce qu'il n'y a pas matière à discussion. Il faut que les entreprises inadaptées disparaissent ou se modernisent. Bien sûr. Mais qui détermine quelles sont les entreprises inadaptées?

Qui finance la modernisation? Qui choisit un nouvel emploi pour les ouvriers mis en chômage? Toutes les économies du monde ont pratiqué la reconversion, comme M. Jourdain faisait de la prose. La question était et est encore de savoir par quelles méthodes on améliore, organise, humanise l'indispensable reconversion.

Temps et autorité

Qu'il s'agisse de loger les Français, de reconvertir les entreprises, de réorienter l'agriculture, M. Mendès-France n'a pas révélé de plan d'ensemble ni d'idées sensationnelles, parce qu'il n'en avait pas - et d'ailleurs ne pouvait pas en avoir; personne n'en a plus que lui. L'économie française n'a pas besoin d'un

chirurgien mais d'un médecin et le meilleur médecin auquel on demanderait le secret de sa thérapeutique devrait répondre: *temps et autorité*. Je suis convaincu que M. Mendès-France accomplirait une œuvre économique excellente s'il était assuré de se maintenir quelques années rue de Rivoli ou à l'hôtel Matignon.

Il faut dénoncer une double légende: légende d'un "programme" mystérieux et décisif, qui aurait tout sauvé; légende de quelques féodaux qui auraient tout perdu. Non qu'il n'existe des "féodaux": betteraviers et transporteurs routiers sont puissants, mais il est d'autres formes de résistance. La fiscalité et le déclin des régions sous-développées expliquent les protestations des petits commerçants. La crise de croissance de l'agriculture, menacée par des productions excédentaires et inexportables, rend compte des manifestations de paysans. Le facteur décisif de l'alcoolisme est la distillation individuelle: pour la supprimer, l'État se heurtera à quelques millions de "privilégiés".

Endettement public et pression inflationniste

Le Figaro
18 mars 1955

Dans son intéressant rapport sur le projet de budget 1955, M. Pellenc attire l'attention sur deux phénomènes, redoutables pour l'État à courte et plus encore à longue échéance: l'endettement public et la pression inflationniste, provoqués par l'augmentation de la quantité de monnaie.

En ce qui concerne l'endettement public, M. Pellenc arrive à un total de 964 milliards en additionnant 197 milliards de dettes à long terme, 233 milliards de dettes à court terme (bons du Trésor), 244 milliards de dettes à vue (chèques postaux), 21 milliards d'emprunts bancaires, 20 de prélèvements sur les fonds de roulement, 34 de reports de règlements, 36 d'expédients divers, 109 de reports normaux de paiement, 60 de diminution des encaisses.

La dette publique, au sens conventionnel du terme, n'a augmenté que de 251 milliards (371 d'accroissement de la dette intérieure, 120 de diminution de la dette extérieure). Mais M. Pellenc veut que la diminution d'encaisse, les dettes à vue, les dettes des entreprises nationales, les reports de paiements soient comptés, eux aussi, comme part de l'endettement public puisqu'ils correspondent à un crédit sur les fonds publics.

Il n'y a pas lieu de discuter sur une définition et l'on peut admettre que, d'une façon ou d'une autre, le total de l'écart entre recettes fiscales et dépenses de l'État, appelé *l'impasse*, donne lieu à endettement public. On peut ranger dans la même catégorie les emprunts des sociétés nationales, mais il convient, en ce cas, de rappeler qu'une partie de ces dettes a pour fonction de financer des investissements, ce qui n'est pas plus coupable de la part de l'État que des anciennes compagnies privées.

L'endettement public (notion restreinte et traditionnelle) entraîne un poids d'intérêts qui grandit d'année en année. La charge de la dette, 205 milliards en 1955, est encore très inférieure à celle de 1938 (349 milliards en francs de 1955). Mais M. Pellenc paraît surtout inquiet des sommes qu'il faudra trouver en 1955 pour couvrir "l'impasse" ou pour assurer le renouvellement de la dette à court terme venant à échéance: 900 milliards d'impasse, plus 700 milliards de dettes à échéance certaine, plus les 40% détenus par le public de 447 milliards de bons du Trésor à intérêt progressif.

Je ne pense pas qu'il y ait lieu de craindre la crise de confiance qui se traduirait par un refus de renouvellement des bons du Trésor. Ce non-renouvellement n'intervient que dans deux cas: ou bien lorsque l'exportation des capitaux diminue réellement les disponibilités des particuliers et des banques, ou bien quand une hausse des prix incite les particuliers à réduire leur encaisse au minimum. Ni l'une ni l'autre de ces éventualités ne sont, pour l'instant, probables.

Pression inflationniste

Ce n'est pas que les critiques de M. Pellenc soient sans fondement. "L'impasse", écart entre les recettes fiscales et les dépenses publiques, est trop élevée de quelques centaines de milliards. En particulier, le déficit proprement budgétaire devrait être éliminé. Le montant de l'impasse fait peser à terme une menace sur la stabilité de l'économie entière. Ce qui prête davantage à discussion, c'est l'interprétation que donne M. Pellenc du gonflement des quantités monétaires.

Les billets en circulation ont passé de 2.310 milliards, à la fin de 1953, à 2.538 à la fin de 1954; les dépôts à vue de 3.317 à 2.594. Depuis 1951, la masse monétaire a augmenté de 13% en 1952, 26% en 1953, 40% en 1954, cependant que l'indice des prix a baissé et que la quantité des marchandises n'a augmenté que de 5% en 1953 et de 14% en 1954. En résulte-t-il une pression inflationniste latente?

L'accroissement de la quantité monétaire, plus rapide que celui des marchandises, peut s'expliquer aussi par le ralentissement de la vitesse de circulation de la monnaie et, à ce titre, il témoigne d'une confiance revenue dans la stabilité des prix. M. Pellenc n'écarte pas entièrement cette explication, mais il met l'accent sur un autre facteur. D'après lui, le réescompte des crédits à la construction et des crédits à moyen terme, accordés aux entreprises nationalisées, donne lieu dans une proportion de 90% à l'émission de billets de banque.

Il ne paraît pas douteux que le réescompte par la Banque de France de crédits, consentis par exemple par le Crédit Foncier, soit un procédé critiquable. Je suis moins convaincu que ce circuit implique l'émission de billets de banque. Le montant des billets en circulation dépend du montant des encaisses désiré par les particuliers. Le même procédé de financement, malsain, pourrait, ne pas se traduire par le gonflement de la masse des billets en circulation.

Aussi ai-je quelque peine à penser que cette masse de billets, en elle-même, constitue un péril. La crise de confiance qu'évoque plusieurs fois M. Pellenc ne

se produira pas tant que la demande ne dépassera pas la production disponible. Si l'on considère la construction, il convient surtout de s'interroger sur les moyens de production existants et d'éviter que les commandes ne provoquent une hausse des prix, par déséquilibre de l'offre et de la demande.

Les critiques de M. Pellenc sont souvent judicieuses et tout n'est pas en ordre dans les finances publiques, en dépit de la stabilité obtenue depuis trois ans. Mais ces critiques sont plutôt affaiblies par des arguments contestables et des prédictions de catastrophes. Nous ne sommes pas à la merci d'une soudaine crise de défiance. Mais il ne manque pas d'alcooliques invétérés que l'on n'a jamais vus ivres.

La France, pays sous-développé

Le Figaro
1er avril 1955

Dans le rapport annuel sur l'économie européenne, rédigé par la Commission économique pour l'Europe, un chapitre est, cette année, consacré à la France. Les jugements publiés sur notre pays par les experts étrangers ont suscité un vif intérêt: ils ont été commentés par nos représentants à la C.E.E., repris à ailleurs. Qu'on les approuve ou non, il importe d'abord de les connaître.

Au temps de Louis-Philippe, la France comptait un septième de la population de l'Europe; aujourd'hui, elle n'en compte plus qu'un quatorzième. Il y a un siècle encore, la France était le pays le plus industrialisé du continent; aujourd'hui, elle est le moins industrialisé des pays de l'Europe du Nord et de l'Ouest.

De 1900 à 1950, la proportion de la population active employée dans l'agriculture a diminué sensiblement en France: elle est tombée de 48% environ à 32%, mais cette diminution a été moins marquée que dans les autres pays d'Europe septentrionale ou occidentale. Dans tous les pays, la proportion est plus faible qu'en France: 6% dans le Royaume-Uni, entre 10 et 20% en Belgique, Allemagne et Hollande, entre 20 et 30% en Suisse, Autriche, Norvège et Suède, un peu au-dessus de 30% au Danemark. En dépit de la part relativement considérable de la population active employée dans l'agriculture, la France importe finalement plus de produits agricoles qu'elle n'en exporte. La valeur de la production par travailleur de l'agriculture ne dépasse pas 50 à 70% de la valeur par travailleur industriel – proportion qui ne diffère pas sensiblement de celle que l'on observe ailleurs. Le pourcentage plus élevé des travailleurs de l'agriculture en France contribue donc à réduire le produit de l'ensemble de l'économie nationale.

La moindre diminution du pourcentage de la population active dans l'agriculture ne tient pas à la constance des travailleurs employés dans le secteur primaire: en chiffres absolus, la population active dans l'agriculture a diminué rapidement – de 0,9% par an au cours des vingt-cinq dernières années – plus vite que dans beaucoup de pays étrangers. Le fait essentiel, caractéristique de la France, est que le nombre des travailleurs occupés dans l'industrie n'a pas augmenté. L'emploi dans les mines et le textile a diminué à la même allure qu'au dehors, mais alors que l'emploi dans les industries mécaniques a doublé en vingt-

cinq ans en Allemagne et en Grande-Bretagne, il n'a pas augmenté en France. La proportion de l'emploi dans les industries mécaniques est plus faible aujourd'hui dans notre pays qu'elle ne l'était, il y a un quart de siècle, en Allemagne et en Grande-Bretagne.

On aurait pu penser que la stagnation de la population, en réduisant les investissements démographiques, en facilitant l'épargne, contribuerait à l'accroissement du revenu national. Il en a été autrement. La stagnation de la population a rendu plus difficile l'adaptation de la répartition proportionnelle aux changements économiques et techniques. Il a découragé les investissements en paralysant, l'expansion du marché national, il a incité à placer au dehors les capitaux disponibles, il a finalement créé cette vulnérabilité à l'inflation et à la stagnation que l'on a si souvent dénoncée.

Sans doute, le retard pris par la France tient aussi aux ravages des deux guerres. Mais, à chaque fois, la reconstruction a été rapide. De 1920-1922 à 1929, l'expansion française (95%) a été plus rapide que celle de la Grande-Bretagne (42%), de l'Allemagne (63%), de la Suède (74%). C'est dans les années 1930 que la France a pris du retard.

Hétérogénéité régionale

En dehors de ce retard de l'industrialisation, le rapport de la C.E.E. insiste sur l'hétérogénéité régionale. L'industrie est concentrée dans la région parisienne d'une façon excessive. L'accroissement de la production industrielle, de 1896 à 1936, est imputable à la région parisienne pour 44% dans la construction, 49% dans les industries mécaniques, 36% dans l'industrie chimique, dans celle du caoutchouc, du papier et de l'impression. En dehors de la région parisienne, on observe quelques îlots d'industrie dans le Nord, en Lorraine, dans la région lyonnaise, autour de Marseille ou de Grenoble mais des régions entières, comme l'Ouest, ne contiennent à peu près pas d'industrie.

Dans les régions les plus industrialisées, le pourcentage des travailleurs d'industrie est analogue à celui de l'Italie du Nord, de la Catalogne ou de la Bavière, inférieur à celui de la Ruhr ou de la Grande-Bretagne.

Une hétérogénéité également marquée, imputable à la distribution de l'industrie, s'observe dans l'agriculture. Dans le Nord, *l'agriculture de larges entreprises*, en ce qui concerne les rendements, la consommation des engrais, la production par tête de travailleur, est comparable à l'agriculture du reste de l'Europe occidentale. Mais, dans les autres régions de la France, où l'influence de l'industrie ne se fait pas sentir, le pourcentage de la population employée dans

l'agriculture est resté élevé, 58% en Bretagne et dans le Sud-Ouest, 42% dans le Sud-Est. La valeur produite par travailleur y est largement inférieure à la valeur moyenne pour l'ensemble de la France; on y compte moins d'engrais, on y possède moins de tracteurs.

Enfin la structure des exportations françaises est déterminée par le sous-développement. Alors que la Grande-Bretagne exporte pour trois milliards de dollars et l'Allemagne pour deux milliards de dollars de produits manufacturés métallurgiques, la France n'en exporte que pour 750 millions. Les exportations de produits alimentaires et de matières premières représentent respectivement 20 et 27% des exportations à destination des pays étrangers contre 2 et 17 en Allemagne occidentale, 6 et 12 en Grande-Bretagne.

En bref, l'image que dessinent de la France, comparée au reste de l'Europe occidentale, les experts de Genève est celle d'un pays demi-industrialisé. Dans la course à la production et à la productivité, à la puissance et à la richesse, la France s'est laissé dépasser. Le diagnostic paraît sévère. Il s'appuie sur les faits.

Nous envisagerons, une de ces prochaines semaines, les perspectives d'avenir.

L'impératif de l'industrialisation

Le Figaro
15 avril 1955

Le thème de l'inégal développement des provinces françaises est aujourd'hui à la mode. Avec celui de la réforme constitutionnelle, il remplit les discours dominicaux. Les conclusions du rapport de la Commission économique pour l'Europe auxquelles nous avons fait allusion ici même, il y a deux semaines, rejoignent les jugements des économistes et des fonctionnaires français.

Peut-être, en revanche, une opposition se dessine-t-elle en ce qui concerne les perspectives d'avenir.

Modernisation de l'agriculture et de l'industrie

La thèse des experts de Genève ne prête pas au doute. Pour eux, la cause profonde du mal en France est la répartition de l'industrie. Les régions d'agriculture pauvre en Bretagne. Sud-Ouest, Sud-Est sont aussi celles où se rencontrent le moins d'industries.

L'initiative à moderniser les procédés de culture a manqué: l'exemple de la technique industrielle n'a pas agi sur les paysans. Peut-être la relation inverse est-elle vraie également: la pauvreté de l'agriculture a découragé l'industrialisation.

Commission européenne et administration française du Plan sont d'accord sur la nécessité de moderniser l'agriculture française. Mais une question décisive se pose: convient-il d'accroître massivement le rendement de l'agriculture, afin de faire de la France un pays exportateur de produits alimentaires ou de réduire la part de la population occupée dans l'agriculture et de développer les industries, surtout mécaniques? La Commission économique de Genève penche en faveur du dernier terme de l'alternative et critique discrètement les programmes du commissariat au Plan.

Critique du plan

Le deuxième plan français n'envisage pas de réduction substantielle de la population occupée dans l'agriculture. Bien plus, il prévoit des investissements coûteux pour cultiver de nouvelles terres ou pour irriguer les terres du Languedoc afin de remplacer les vignobles par d'autres cultures.

Or, le coût de l'irrigation serait de 500.000 francs par hectare, plus estiment les

experts de Genève, que le coût du capital par travailleur nécessaire pour créer des industries dans le Languedoc. L'accroissement des récoltes suppose l'exportation des excédents. Cette exportation sera-t-elle possible? Les experts de Genève en doutent. Un grand effort, disent-ils, sera nécessaire pour éviter que s'élargisse l'écart entre les prix des principaux producteurs mondiaux (Danemark, États-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande) et les prix français.

La conclusion des experts est que la réduction de la population occupée dans l'agriculture et la modernisation des régions pauvres par implantation d'industries s'imposent, si la France ne veut pas continuer à soutenir indéfiniment par des subventions les productions non rentables. Les exportations agricoles auxquelles songent l'administration du Plan et les gouvernants ne remplacent ni l'industrialisation des régions sous-développées ni la réduction de la population occupée dans l'agriculture.

Décentralisation

J'incline, pour mon compte, à donner raison aux experts de Genève, bien que leur pessimisme, en matière d'exportations agricoles, soit probablement excessif. Au moins sur le plan strictement économique, le transfert des travailleurs de l'agriculture à l'industrie est la seule vraie solution. Un certain volume d'exportations agricoles est possible, souhaitable, mais au rythme rapide auquel croît aujourd'hui le rendement de l'agriculture, le maintien de l'actuelle répartition de la main-d'œuvre entraînera des excédents que ne résorbera ni l'augmentation de la consommation ni la vente au dehors.

Pourquoi les dirigeants du Plan n'ont-ils pas projeté une expansion plus forte de l'industrie, en particulier dans les régions insuffisamment développées? Peut-être doutent-ils que l'État soit résolu à entreprendre une telle tâche et capable de la mener à bien. Trop souvent les mesures prises vont en sens contraire des nécessités officiellement proclamées. La diminution progressive des écarts entre les zones de salaires contredit le mot d'ordre de la décentralisation industrielle. Les commissions régionales de développement économique ou d'aménagement du territoire devraient préparer ensemble une charte des mesures législatives faute desquelles on continuera de déplorer le sous-développement de l'Ouest et du Centre de la France, pendant que les usines se multiplieront dans la région parisienne et que les paysans ou les commerçants du Centre ou du Sud-Est élèveront des barricades sur les routes.

À propos de l'industrialisation

Le Figaro
13 mai 1955

L'analyse que j'avais donnée ici du chapitre consacré par la Commission économique de l'Europe à l'hétérogénéité régionale de la France, les conclusions que j'en avais tirées relativement à l'impératif de l'industrialisation, m'ont valu des objections fort intéressantes de certains de mes lecteurs.

Rien ne prouve, me dit-on, que l'évolution caractéristique du XXe siècle doive continuer indéfiniment dans le même sens, en Europe occidentale du moins. De plus en plus, les matières premières et les produits alimentaires feront prime, le taux des échanges favorisera demain les producteurs de produits primaires bien plus que les producteurs de produits secondaires. Il serait donc logique de développer l'agriculture à la fois parce que les possibilités de se procurer des devises par la vente de produits fabriqués se réduiront et que les demandes de nourriture augmenteront.

La revanche des producteurs primaires

Les experts de Genève ont cité des statistiques selon lesquelles la part de la main-d'œuvre agricole dans le total de la population active est plus élevée en France que dans les autres pays d'Europe occidentale. Ces statistiques sont indiscutables, mais d'autres suggéreraient des réflexions tout autres. À supposer qu'il soit vrai que 35% de la population française travaillent aux champs, alors qu'un pays réputé aussi agricole que la Hollande n'en emploie que 18%, ne faudrait-il pas ajouter, comme l'écrivait récemment M. Lucien Gachon dans la *Revue économique*, que 35% font, en France, une population agricole de 27 au km² et 18% en Hollande une population agricole de 54, soit le double.

Le fait dominant qui singularise le développement économique de la France depuis un siècle et demi, c'est la faible augmentation du chiffre absolu de la population. L'accroissement de la part de sa main-d'œuvre industrielle est dû, en France, surtout à la diminution en valeur absolue de la population agricole, alors que dans la plupart des autres pays (la Grande-Bretagne fait exception) l'industrie absorbe l'augmentation de la population, la population paysanne étant elle-même stable ou en augmentation.

Problèmes immédiats

Ces objections et ces arguments laissent, me semble-t-il, intacte une donnée

majeure sur laquelle j'avais insisté: la non-modernisation d'une partie de l'agriculture française, en particulier d'une importante fraction de l'exploitation de polyculture. Cette non-modernisation elle-même est liée à la concentration administrative et industrielle. La méthode, semble-t-il, la meilleure pour contribuer au renouveau de l'agriculture dans les régions dites sous-développées, c'est d'y implanter des industries. Celles-ci, en effet, auront un double avantage, elles auront une valeur d'exemple et elles absorberont une part des travailleurs excédentaires, évitant ainsi les conséquences fâcheuses de la dépopulation. Quand les jeunes, les éléments actifs, émigrent vers d'autres provinces, la tendance à la stagnation s'aggrave.

En d'autres termes, on peut discuter sur la part que l'on souhaite finalement laisser à la main-d'œuvre agricole, on peut plaider en faveur d'une réduction du pourcentage par rapport à la population active sans diminution du chiffre absolu. On peut plaider aussi en faveur d'une diminution *du chiffre absolu*. Quelle que soit la thèse finalement retenue, la nécessité première est d'accroître le rendement des exploitations familiales vouées à la polyculture et à l'élevage. Or l'intensification de l'agriculture dans la moitié ouest de la France ne serait pas contrariée mais favorisée par l'implantation de certaines industries.

À plus long terme, une question se pose avant toutes les autres: dans quelle mesure pouvons-nous miser sur l'exportation de produits agricoles? Quels produits agricoles pourraient avoir, au dehors, des débouchés réguliers? Les experts de Genève manifestent à cet égard un pessimisme qui ne convainc pas.

Perspectives lointaines

Les possibilités d'exportation dépendent d'abord de la qualité, de la régularité des produits. L'agriculture française ne s'assurera des clients au dehors que le jour où elle livrera des produits dont la qualité sera presque aussi prévisible que celle des produits manufacturés.

Si l'on suppose surmontée l'infériorité qui affecte sur ce point la production française, il reste l'incertitude relative aux prix. Or les cours des produits de grande consommation, des céréales par exemple, sont déterminés et faussés par l'écart entre prix payés aux paysans et prix consentis aux acheteurs étrangers par l'État, en particulier par l'État américain. L'exportation de céréales ne sera guère concevable, pendant les prochaines années, sans une subvention. Peut-être, est-ce la moins mauvaise solution, dans les circonstances actuelles: elle implique cependant la limitation des excédents exportables. En revanche, pour la viande et les produits laitiers, une exportation sans subvention n'est pas exclue, elle n'en

est pas moins aléatoire. Il est vrai que tous les pays veulent s'industrialiser et que l'Europe a perdu son monopole. Mais tous les pays aussi veulent acheter le moins possible au dehors des produits primaires, le plus possible de biens de production, de machines. La décision de maintenir une population agricole dont une partie travaillerait pour l'exportation est justifiable: à moyen terme, dix ou vingt ans, elle ne va pas sans aléas.

Au-delà, sur la longue durée, l'équilibre des sociétés du vingtième siècle sera-t-il rétabli par la restauration d'une classe paysanne nombreuse? La vraie richesse sera-t-elle de nouveau dans le sol et le sous-sol? On ne s'étonnera pas que, dans le cadre d'un article, je me refuse à prophétiser. Pour l'instant, mieux vaut se souvenir que les deux termes, intensification de l'agriculture et industrialisation, ne sont pas contradictoires mais complémentaires.

La Bourse et l'Économie

Le Figaro
28 mai 1955

On n'a pas oublié, aux États-Unis et en Europe, que la grande crise de 1929 a commencé par un krach boursier. Aussi les violentes fluctuations des cours à la Bourse de Paris, au cours des dernières semaines, ont rappelé les souvenirs de la catastrophe d'il y a vingt-cinq ans et soulevé une interrogation: quelle influence les phénomènes proprement boursiers sont-ils susceptibles d'exercer sur la conjoncture? La prospérité aurait-elle été menacée par un effondrement des cours qui, fort heureusement, ne s'est pas produit?

Effet d'un effondrement boursier

La première question que l'on est amené à se poser est la suivante: les pertes subies par les spéculateurs provoquent-elles une diminution générale de la demande? La question ne comporte pas de réponse catégorique. Les pertes des uns sont les gains des autres de telle sorte qu'il faudrait savoir si les bénéficiaires des mouvements de cours dépensent moins ou davantage que les victimes.

Quelle que soit l'opinion que l'on formule sur les habitudes de consommation des perdants et des gagnants à la Bourse. Il ne me paraît pas douteux que la baisse des cours tende à réduire la consommation de la minorité qui consulte régulièrement la cote des valeurs. Au cours de ces derniers mois, ceux qui voyaient s'enfler la valeur en capital de leur portefeuille, ceux qui recueillaient, en fin de mois, les écarts entre le cours d'achat et le cours de compensation étaient tentés de tenir cet enrichissement pour acquis et souvent de le dépenser à l'avance. La vente à crédit a pris quelque extension, en France, pour les biens de consommation durables.

Les commandes d'automobiles, de frigidaires et de postes de télévision pourraient bien être atteintes par une baisse boursière profonde.

En théorie, le fait que beaucoup de spéculateurs ont dû vendre de l'or pour régler les différences devrait avoir plutôt une action favorable: un capital thésaurisé rentre dans la circulation, cependant que les lingots s'accumulent dans les caves de la Banque. Mais cette action est probablement moins forte que celle qu'exerce le changement de climat. La minorité de consommateurs attentifs aux mouvements boursiers sera inévitablement amenée à restreindre ses dépenses, quand elle constatera l'effritement de son capital.

Une deuxième conséquence d'un effondrement boursier, plus grave encore, porterait sur les possibilités des sociétés de trouver des capitaux, sur la propension à investir des directeurs d'entreprise. Dans le cas d'oscillations brutales, comme celles que nous avons observées récemment, ce sont surtout les professionnels qui gagnent et le public inexpérimenté qui perd. Les premiers n'investissent guère et les seconds ont moins de ressources pour souscrire aux obligations émises par les sociétés.

France et États-Unis

Il y a vingt-cinq ans, à la suite du krach de New York, ces deux effets, sur la consommation de la minorité riche et sur les possibilités d'investissements, avaient été extraordinairement violents aux États-Unis. L'inégalité dans la répartition des revenus était beaucoup plus accentuée qu'aujourd'hui. Les 5% les plus riches de la population détenaient environ le tiers de tous les revenus (aujourd'hui, ils en ont moins d'un cinquième). La part des loyers, rentes et intérêts dans le total des revenus qui était alors supérieure à 15%, est actuellement inférieure à 9%.

D'autre part, les sociétés spécialisées dans la gestion des portefeuilles, les investment trusts avaient été durement frappées en 1929, beaucoup firent faillite, celles qui résistèrent durent amputer leurs dépenses et, en particuliers, leurs placements d'investissements. En 1955, les investissements des sociétés sont moins dépendants de la bourse, parce que l'autofinancement joue un rôle plus important.

Ajoutons qu'en 1929 la catastrophe boursière entraîna l'insolvabilité de l'ensemble du système bancaire et, par l'intermédiaire du retrait des fonds placés en Europe, une crise bancaire et monétaire en Autriche, puis en Allemagne. Ainsi la crise boursière s'élargit en crise bancaire, puis en crise économique, celle-ci, à son tour, à partir des États-Unis, se communiqua au monde entier.

La situation est foncièrement autre aujourd'hui: même une baisse des cours à Wall Street ne précipiterait pas nécessairement une dépression économique. De même, la baisse de la Bourse de Paris ne signifierait pas le début d'une crise française. Les revenus et les investissements affectés par la Bourse, qu'on ne saurait évaluer avec certitude, ne représentent pas un pourcentage tel du total des revenus et des investissements que l'ensemble de l'économie suive fatalement les fluctuations de la cote.

Ces remarques ne veulent pas suggérer que les autorités doivent assister avec indifférence à des péripéties comme celles ces dernières semaines. Au contraire.

La Bourse contribue à créer le climat des affaires: il est déplorable qu'on ait, par maladresse ou par incompetence, accentué des mouvements de sens contraire, qu'on aurait pu et dû amortir.

Dix ans après la guerre: Situation et tâches de la France. Le freinage du progrès

Le Figaro
3 novembre 1955

Rarement pays a déployé autant d'ardeur et d'intelligence que la France dans l'autocritique. Les inspecteurs des Finances qui rédigent le *Rapport sur les comptes de la nation* s'en donnent à cœur joie quand ils dénoncent la stagnation, l'insuffisante industrialisation, la disparité régionale et autres maux bien connus de l'économie française. Quand un journaliste étranger, rééditant les exploits de Sieburg, a entrepris de dire son fait à la France, il a trouvé dans des livres ou des études, rédigés par des Français, à peu près *tous* les faits et *toutes* les idées qu'il a présentées dans *À l'heure de son clocher*. Pour illustrer la décadence française, les statisticiens d'ordinaire les plus sérieux n'hésitent pas à user des chiffres de la manière la plus contestable. On nous rabat les oreilles de la comparaison avec 1929 - notre production aurait à peine dépassé le niveau d'il y a vingt-cinq ans - en oubliant de mentionner que l'augmentation 1913-1929 était sensiblement plus forte en France que dans la majorité des autres pays d'Europe et que les changements intervenus dans la structure de l'industrie entre 1929 et 1950 diminuent singulièrement la valeur de la comparaison entre les volumes globaux.

Particularités françaises

Les experts, nationaux et internationaux ont souvent analysé les particularités de l'économie française, comparée aux autres économies européennes.

La France est moins industrialisée que les pays de l'Europe de l'ouest et du nord, l'industrie occupe quelque 35% de la main-d'œuvre active, contre plus de 40% en Allemagne, près de 50% en Grande-Bretagne. Les industries les plus typiques des pays avancés, industries métallurgiques et chimiques, sont relativement moins développées en France. L'agriculture continue d'employer une proportion d'environ un tiers de la main-d'œuvre, mais, en raison du faible rendement du travail dans toute une partie du pays, la France continue d'importer autant ou presque de produits agricoles qu'elle en exporte. La disparité régionale est fortement accentuée, l'industrie est concentrée dans quelques régions.

La cause directe de nos difficultés actuelles, c'est la crise prolongée 1930-1938. C'est au cours de la décennie qui précéda la guerre que la courbe de la production française diverge le plus des courbes de production étrangères. En

1938, l'indice de production est inférieur de quelque 20% au niveau de 1929, alors qu'il le dépasse largement ailleurs.

Depuis 1945, l'expansion économique a été du même ordre de grandeur en France que dans le reste de l'Europe, mais cette expansion a été accompagnée d'une inflation qui n'a été arrêtée qu'au début de 1952. Depuis deux ans, la France connaît, pour la première fois depuis 1930, une expansion saine, dans la stabilité des prix.

Si l'on considère ces trois données fondamentales de la conjoncture française - particularités défavorables de structure, décennie de décadence 1930-1940, expansion depuis 1945 - on devrait aboutir à une conclusion raisonnablement optimiste: la marge d'industrialisation offerte à la France est encore considérable, l'accroissement de la natalité depuis la guerre va amener sur le marché du travail des classes d'âge plus nombreuses, qui obligeront à accélérer la création de nouvelles usines. Dans l'agriculture même, lentement, non sans à-coups, la modernisation est amorcée, la motorisation fait de rapides progrès.

Pourquoi, dans tous les milieux, parmi les entrepreneurs comme dans les syndicats ouvriers, le pessimisme domine-t-il? Pourquoi tant d'inquiétudes sur l'avenir?

La France traverse une période difficile, durant laquelle elle continue de subir les conséquences de la stagnation démographique et économique d'hier et éprouve déjà les difficultés de l'expansion - car la modernisation que chacun réclame et dont on admire les résultats au dehors se paye, elle aussi.

L'héritage du passé, c'est d'abord la crise du logement, sur laquelle on a tout dit mais qu'il ne faut jamais oublier. Elle affecte des millions de Français, elle restreint encore la mobilité déjà faible des travailleurs et des industries, elle est une des causes de la révolte de beaucoup d'ouvriers contre la société, elle crée une inégalité supplémentaire, strictement arbitraire, entre les familles convenablement logées et celles qui s'entassent dans les hôtels et les taudis.

Crainte devant l'avenir

L'héritage du passé, c'est aussi une sorte de crainte devant l'avenir et la création, un penchant au malthusianisme de beaucoup de producteurs. Que tels commentateurs, pour les besoins de leur cause, exagèrent ce malthusianisme, c'est probable. Il n'en reste pas moins que cet état d'esprit existe. Trop d'entrepreneurs continuent de raisonner comme s'il s'agissait de répartir équitablement entre les ayants droit un marché aux dimensions une fois pour

toutes fixées; trop de syndicalistes, même sans passions politiques, redoutent le coût d'une augmentation de la productivité plus qu'ils n'en escomptent les bénéfices, ils défendent les jobs existants plus qu'ils n'aident à en faire surgir de nouveaux.

L'héritage du passé ensuite, c'est le réseau incroyablement serré de protections et de subventions, dans lequel l'économie française est à la fois protégée et prisonnière.

Parce que les prix français sont souvent trop élevés, on subventionne les exportations par des dégrèvements fiscaux, on restreint les importations par des taxes exceptionnelles. Plus on multiplie le protectionnisme direct ou indirect, moins on peut s'en passer. De multiples entreprises ne peuvent prospérer qu'à l'abri de la concurrence extérieure. Comment ouvrir les frontières sans précipiter d'inaacceptables effondrements?

Enfin, du passé et des circonstances résulte une disproportion entre les charges et les ressources de la France. Pour un appareil militaire médiocre, la France dépense quelque 9% du produit national et il lui faut simultanément financer les investissements, en France et dans l'Union Française. Si l'on additionne les dépenses civiles et militaires de l'État aux investissements, le total, pour la France, n'est pas inférieur à celui des autres pays d'Europe, mais la part des investissements est plus faible.

Coût de l'expansion

En même temps, les douleurs de l'expansion sont déjà ressenties. L'expansion n'est pas générale. En l'absence d'un accroissement de la population, les Français, en dépensant plus pour acheter des postes de radio ou des vélomoteurs, condamnent à la contraction l'industrie textile, frappée en même temps par la perte de quelques marchés d'Union Française. De même que certaines branches industrielles sont atteintes, certaines régions, certains types d'entreprises souffrent, absolument et relativement, de leur inadaptation au progrès.

Qu'on n'objecte pas que l'État devrait épargner au pays ces crises de croissance. La vérité est que l'expansion ne consiste pas à produire les mêmes choses en quantité constamment accrue, l'expansion consiste à produire d'autres choses ou à produire les diverses marchandises selon des proportions changées, avec des méthodes en perpétuelle transformation. Il n'est pas de progrès économique, si les entreprises commerciales, industrielles, en retard sur le mouvement d'ensemble, ne sont pas obligées de disparaître ou de se renouveler.

L'expansion purement quantitative, parfois, a créé autant de problèmes qu'elle en a résolu. On constate chaque année des excédents de blé, de sucre, de vin - excédents que l'État est amené soit à exporter à perte soit à acquérir pour éviter l'effondrement de cours. Les grands fonctionnaires, en particulier les dirigeants du commissariat au Plan, avaient fixé des objectifs de production agricole, qui impliquaient que la France devint exportatrice de produits alimentaires. Peut-être l'exportation de viande et de produits laitiers sera-t-elle rentable. Pour l'instant, l'exportation de céréales et de sucre coûte, chaque année, des dizaines de milliards de francs à l'État.

Le problème fondamental demeure jusqu'à présent sans solution. Si l'on veut maintenir l'actuelle population paysanne, l'élévation du niveau de vie exige un accroissement du rendement du travail agricole et cet accroissement, à son tour, entraîne des récoltes supérieures aux besoins du marché intérieur. Peut-on exporter sans subventions de l'État? Ou faut-il réduire la population paysanne en encourageant la migration vers les villes? Ou la consommation intérieure pourrait-elle absorber les excédents des récoltes?

Simplifications démagogiques

D'ordinaire, ces problèmes complexes sont posés en termes volontairement et quelquefois artificiellement simplifiés. Comment financer, demande-t-on, les investissements jugés nécessaires par les experts? Comment porter la masse d'investissements de 16 à 20% du produit national, autrement dit la gonfler de quelques centaines de milliards? D'autre part, sur le plan politique, on symbolise la résistance aux changements en l'imputant aux seuls féodaux - notion équivoque à souhait que "la nouvelle gauche" a empruntée aux communistes et dans laquelle on fait entrer indifféremment les syndicats de betteraviers, les gros propriétaires terriens d'Algérie, les entrepreneurs de l'industrie sucrière.

Il ne manque plus que d'y inclure, les Poujadistes pour achever le chaos.

Il est vrai que les chefs de syndicats professionnels - betteraviers ou sucriers - sont de gros producteurs qui utilisent leur puissance propre en même temps que celle de leur organisation pour arracher à l'État des mesures de protection et de subvention. Mais ils sont suivis, sinon poussés à l'action par une masse de petits producteurs qui ne ressemblent pas à des féodaux et qui veulent simplement garder leur activité et leurs revenus coutumiers. Qu'il s'agisse de fonctionnaires, résolus à défendre des droits acquis en matière de retraite alors que la durée moyenne de l'existence n'est plus la même, des commerçants ou des industriels qui attribuent à l'État la responsabilité d'un déclin imputable aux circonstances et

aux transformations de la conjoncture économique, le freinage du progrès n'est pas dû aux seuls féodaux mais à la réaction spontanée, à beaucoup d'égards légitime, des victimes de la modernisation. Les "féodaux" sont plus coupables parce qu'ils sont plus conscients et plus capables de supporter les pertes. On s'illusionne grandement et l'on induit en erreur l'opinion si l'on se borne à les dénoncer et à exalter la reconversion.

Collectivement, la nation a préféré une sécurité, souvent fictive, aux nécessités du progrès. Peut-être la nation est-elle en majorité décidée aujourd'hui à sacrifier la stabilité du mode de vie à l'élévation du niveau de vie. On s'en féliciterait si l'on ne doutait que la reconversion soit aussi populaire auprès des victimes de l'opération qu'auprès de ceux qui s'en font les théoriciens.

Dix ans après la guerre: Situation et tâches de la France. Les conditions politiques du progrès économique

Le Figaro
5-6 novembre 1955

Les querelles doctrinales, le plus souvent, n'ont guère de rapport, en France, avec les questions qui se posent réellement. Le choix, en 1945 ou en 1946, entre la répartition administrative et le marché libre du pain ou de la pomme de terre n'avait rien à voir, raisonnablement, avec les préférences dirigistes ou libérales. Il y a bien, à l'heure présente, certaines décisions qu'influencent nécessairement des considérations de doctrine. Mais il est frappant de constater que les actes des différents ministres des Finances ont beaucoup moins différé que leurs paroles.

Les amis de M. Mendès-France ont répandu le bruit d'un plan de réformes, tout prêt, que le vote de défiance de l'Assemblée aurait empêché de mettre en application. Il s'agit évidemment d'une légende: non pas que M. Mendès-France n'ait eu probablement quelques projets judicieux, mais il était hors d'état de concevoir - ou d'appliquer - une réforme d'ensemble dans les circonstances présentes. Le temps, un gouvernement stable réduiront peu à peu le protectionnisme excessif qui freine le progrès, orienteront les moyens de production des secteurs excédentaires vers les secteurs où subsiste la pénurie, où l'exportation est possible. Il est fâcheux de laisser croire que la reconversion est la définition d'une politique, alors qu'elle est l'expression de la réalité quotidienne.

Secteur public et secteur privé

Il n'est pas de thème sur lequel les modérés aient autant insisté quand ils étaient dans l'opposition que l'excès de dépenses publiques. Depuis 1951, les modérés n'ont cessé de participer au gouvernement: les dépenses publiques ont continué de croître, un peu à cause du régime politique lui-même, beaucoup à cause de circonstances contraignantes.

Personne ne propose de réduire massivement le budget militaire, qui se situe entre 900 et 1.000 milliards par an. Les dépenses civiles du gouvernement peuvent être "échenillées", le coût de certains services (enseignement) ou de la dette publique s'élève régulièrement et fait équilibre aux économies réalisées ici

et là. Il faudrait amputer les subventions économiques pour atteindre à deux ou trois cents milliards d'économie.

Comme tous les hommes politiques sont convaincus de l'impossibilité de réduire substantiellement les dépenses publiques, ils sont également d'accord sur la nécessité de l'expansion. Faute d'une augmentation continue du produit national, le problème financier déjà difficile (les dépenses globales de l'État dépassent de quelque 1.000 milliards les recettes) deviendrait insoluble.

À partir de cette nécessité première, les dirigeants s'efforcent de manœuvrer au plus près entre le double risque de l'inflation et de la stagnation. Ils ont et auront de plus en plus tendance à aller jusqu'à l'extrême de l'expansion possible sans péril trop grand pour les prix. Sans doute peut-on hésiter sur la part à faire à l'épargne privée et au financement public des investissements, une équipe du centre gauche penchant vers le deuxième, une équipe du centre droit vers le premier terme de l'alternative. Mais les deux équipes seraient soucieuses de favoriser l'épargne, de provoquer un abaissement du taux d'intérêt à long terme. Et les dépenses de l'État sont déjà assez considérables pour que même un ministre des Finances socialiste hésite à les accroître encore. Les transferts de dépenses du budget militaire vers les investissements exigeraient une pacification de l'Afrique du Nord. Il faudrait une dévaluation pour supprimer d'un coup une partie importante des subventions économiques.

Les conceptions des experts, de droite ou de gauche, sont, à l'heure présente, à peu près uniformément keynésiennes. Il n'est pas vrai que la gauche soit pour l'expansion et la droite pour la stagnation, il est à craindre, mais non à espérer, que la gauche ne soit indifférente au péril de l'inflation.

Le choix

Y a-t-il des choix à faire, pour reprendre une expression qui était à la mode sous le ministère Mendès-France? Je pense, en effet, que certains choix s'imposent mais ils ne sont pas clairement déterminés par l'appartenance à un parti ou à un autre.

On a décidé, il y a trois ans, de stabiliser les prix à un taux de change que l'on savait trop élevé. Depuis lors, l'écart entre les prix français et les prix étrangers s'est quelque peu réduit. On a réalisé l'équivalent d'une dévaluation en dégrevant les exportations et en instituant une taxe spéciale sur les importations. Un jour ou l'autre, il faudra bien sortir de l'artifice, même si les Britanniques n'en fournissent pas l'occasion en laissant flotter la livre.

Un deuxième choix, à plus longue portée, concerne la politique commerciale du pays. Nos gouvernants ont promis à nos partenaires européens de franchir de nouvelles étapes vers la libération des importations. Un taux de change raisonnable est la condition nécessaire à l'ouverture des frontières à la concurrence extérieure, elle n'est pas la seule condition. Trop souvent le gouvernement prend des mesures qui pénalisent les producteurs français par rapport aux producteurs étrangers et s'étonne ensuite que les premiers réclament une protection. Le choix d'une politique commerciale ne peut pas avoir le caractère d'un oui ou d'un non, protectionnisme ou libre-échange, il s'agit de degré ou de modalités. Mais si la France s'engage dans le sens d'un libre-échange européen ou d'un marché commun, certaines nécessités en résultent.

Le troisième choix porte sur le cadre où nous situerons notre politique commerciale. Quelle place donnerons-nous à l'Europe, à l'Union Française dans nos plans à long terme?

Le quatrième choix, et c'est probablement le plus grave, concerne notre agriculture. Il est facile de dire qu'il faut réduire les productions excédentaires et difficiles à exporter, vin, blé, sucre, au profit de la viande et des produits laitiers. Mais ces orientations sont techniquement difficiles. On ne voit pas comment supprimer certains excédents (céréales) ni comment les prix de ces produits pourraient être ramenés au niveau mondial.

Aucun de ces choix ne présente de caractère proprement politique. Il y a, dans chaque parti, des dévaluationnistes et des partisans du maintien du taux de change actuel, des libéraux et des protectionnistes, des Européens et des antieuropéens, des doctrinaires et des adversaires de l'expansion agricole.

Dans les années qui viennent, les tâches économiques ne devraient pas diviser profondément les Français.

Réformes sociales et réformes économiques

On s'étonnera peut-être que je n'aie pas mentionné, parmi les tâches des prochaines années, les réformes sociales qui répondraient aux revendications des électeurs de gauche et d'extrême-gauche. La raison en est simple: les améliorations sociales ne dépendent plus aujourd'hui de mesures dites d'ordre social, elles dépendent du progrès économique et de l'action politique.

La part des salaires redistribuée par l'intermédiaire des organismes de Sécurité sociale est considérable (environ le quart de la masse des salaires), elle ne saurait être utilement accrue. Bien plutôt serait-il souhaitable que la charge de sécurité

sociale en pourcentage des salaires directs fût réduite. Des retouches à la législation sociale sont possibles ici et là, mais un grand programme de construction de logements (300.000 à 350.000 par an) contribuerait à atténuer les causes de mécontentement, alors que l'extension des transferts sociaux risquerait plutôt de les aggraver.

Quant à l'augmentation des salaires, elle est aujourd'hui tenue pour normale et les travailleurs attendent et réclament régulièrement une hausse des taux de salaires, dont la hausse des prix ne leur enlève pas le bénéfice. On peut espérer qu'une expansion continue permettra de satisfaire cette revendication, mais on doit craindre que l'impatience, souvent légitime, ne compromette les conditions mêmes de l'amélioration souhaitée autrement dit ne déclenche l'inflation ou ne réduise les disponibilités pour les investissements. L'expansion du produit national, l'élévation des salaires de 1953-1955 ont été obtenus grâce à la réserve de capacité de production. Dans les années qui viennent, un accroissement de cette capacité, grâce à des investissements, sera nécessaire.

Ce n'est donc ni par la législation sociale ni par la hausse des salaires que les gouvernements non communistes devront tenir compte des désirs formulés par les électeurs qui donnent leur voix au parti communiste, mais par des mesures contre ces maux qui affectent l'économie française, crise du logement, freinage du progrès. Ni la construction de logements ni l'encouragement aux investissements n'appartiennent à un seul parti ou ne sont contraires au programme des partis au pouvoir.

Le problème peut-être le plus grave est celui de ce que l'on appelle aux États-Unis les *pressure groups* et, en France, les syndicats d'intérêts. Les subventions aux productions excédentaires, l'office de l'alcool, n'ont pas été créés et ne sont pas entretenus par la seule action de quelques "féodaux", pour employer le jargon à la mode. Mais le fait est que les dizaines de milliards que coûte, chaque année, l'office de l'alcool ou l'assainissement du marché du vin font au régime et à la France un mal hors de proportion avec l'argent perdu. Ils enlèvent au régime un peu du prestige qui lui reste, ils suscitent parmi les citoyens des sentiments qui oscillent entre le dégoût et l'indignation. L'argument trop simple, qui traduit pourtant un certain bon sens: il n'y a pas d'argent pour les maisons, il y en a pour transformer les betteraves en alcool invendable, pénètre les esprits. Et, ajoute-t-on, si l'État n'est pas capable de résister aux pressions des intérêts privés, de quel droit exige-t-il encore l'obéissance?

Bilan économique d'une législature

Le Figaro
18 novembre 1955

La législature qui s'achève laissera un triste souvenir dans l'histoire de l'Union Française. La défaite de Dien-Bien-Phu, les troubles de Tunisie, du Maroc et d'Algérie ont dominé ces dernières années. Quel que soit le partage équitable des responsabilités, l'instabilité ministérielle, l'impossibilité de réunir une majorité pour une politique précise sont à mettre au passif de l'actuelle Assemblée. Mais, simultanément, l'économie française a connu une prospérité dont on chercherait en vain l'équivalent depuis la première guerre mondiale.

La prospérité des deux années 1954 et 1955 est d'autant plus remarquable que les erreurs commises en 1950-1951 constituaient un lourd handicap, comme le montre une intéressante étude, récemment publiée par la S.E.D.E.I.S.

La guerre de Corée déclencha, dans tout le monde occidental, une hausse rapide de la production et des prix. Au deuxième trimestre de 1951, la production industrielle dépassait celle de l'année précédente de 15% en France, de 17% en Europe. Vers l'étranger, à prix constants, nos exportations avaient augmenté de 48%. Le boom coréen fut liquidé sans trop de dégâts, c'est-à-dire sans baisse sensible de l'activité dans l'ensemble de l'économie mondiale. Mais sa liquidation fut particulièrement difficile en France, en ce sens qu'elle se traduit par une quasi-stagnation de l'activité en 1952 et en 1953 pour des raisons particulières à notre pays.

La courbe des prix de gros avant atteint son point culminant, aux États-Unis, en février 1951, au niveau de 116; en Italie, au niveau de 123. La hausse des prix continua en France jusqu'en janvier 1952 où l'indice atteignit 147 (les prix des produits manufacturés montèrent jusqu'à 155).

L'accentuation du mouvement des prix en France semble avoir deux causes principales. Démunie de matières premières, l'industrie française a dû acheter, en 1951, à des prix particulièrement élevés (50 % supérieurs à ce qu'ils étaient un an auparavant). En même temps l'indice du salaire horaire grimpait de 30 % entre juin-juillet 1950 et juin-juillet 1951 et montait encore de 15% dans le second semestre de 1951.

Au début de 1952, la décision fut prise par M. Pinay de stabiliser la monnaie sur la base du taux de change existant, ce qui exigeait une baisse substantielle

des prix. L'effort de compression des prix s'accompagne rarement d'expansion de la production. En fait, deux ans de stagnation suivirent, puis vinrent deux ans d'accroissement rapide. Entre juin 1951 et juin 1955, la production industrielle a progressé de 20%, soit à un rythme de 5% environ, rythme honorable mais inférieur à celui de la plupart des pays d'Europe occidentale. Cette année, le progrès semble atteindre 10%.

Réussite de la stabilisation

À en juger d'après les statistiques, les quatre années de stabilité ont été plus favorables aux salariés que les années d'inflation. De 1950 à 1951, les revenus nominaux des consommateurs privés avaient progressé de 23%, mais seulement de 3% en valeur réelle. Ces deux pourcentages étaient de 16% et de 1,5%, de 1951 à 1952. En revanche, de 1952 à 1953, la consommation augmentait de 4%, plus vite que les revenus nominaux (3%).

Depuis lors, en 1954 et en 1955, les salaires ont accéléré leur ascension. En 1954, la masse salariale était à l'indice 112,5, par rapport à 1952, alors que l'indice du produit national brut atteignait 109. Autrement dit, non seulement les salaires progressaient en pouvoir d'achat de 5 à 6% en 1954, davantage probablement en 1955, mais la répartition des revenus tendait à se modifier au profit des salariés.

De février 1952 à juin 1955, les prix des matières premières importées ont baissé de 16,2%, le prix de l'heure de travail a augmenté de 17,9%, les prix des produits transformés ont baissé de 14,5%. Là encore, le résultat obtenu est satisfaisant: il montre à quel point la restauration monétaire a favorisé l'effort de productivité, le calcul rigoureux des coûts, en même temps que l'élévation des salaires réels des ouvriers.

S'il est vrai que, après les folies de 1950-1951, le rétablissement de 1952-1955, même payé par la stagnation de 1952-1953 est surprenant, il n'en reste pas moins que le taux de croissance, calculé sur l'ensemble de la période 1951-1955, est satisfaisant, sans plus. Il reste également que la répartition de la croissance entre les secteurs de l'économie ne laisse pas de susciter quelque inquiétude. La consommation a plus augmenté que les investissements et, parmi ceux-ci, l'augmentation concerne presque exclusivement le logement et les moyens de transports. Les installations industrielles, dont dépend à terme la production elle-même, n'ont pas profité de l'expansion de ces dernières années.

De plus, l'écart entre les prix étrangers et les prix français ne semble pas encore résorbé, puisque l'aide à l'exportation, les taxes à l'importation, les

contingents d'importations demeurent indispensables. On n'est pas sorti des artifices auxquels nous a contraints la décision prise en 1952 de stabiliser les prix sans rajuster le taux de change⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Nous examinerons, au cours des prochaines semaines, les autres éléments du bilan.

Bilan économique d'une législature. Le déficit du Trésor compromet-il la stabilité?

Le Figaro
2 décembre 1955

Nous avons constaté, en un précédent article, que l'expansion de l'économie française avait été satisfaisante en 1954 et en 1955: 6% environ pour l'ensemble des ressources, 10% pour la production industrielle, mais que l'écart entre les prix étrangers et les prix français créé par l'inégalité de la pression inflationniste, au cours des années précédentes, n'avait pas été supprimé. La France a pu, en 1954 et en 1955, accroître substantiellement ses réserves d'or et de devises, qui atteignent aujourd'hui 2 milliards de dollars. Mais l'aide américaine explique pour une part ce gonflement des réserves et nos partenaires européens se plaignent de plus en plus des expédients - remboursement de certains impôts aux exportateurs et taxes sur les importations - que le niveau de nos prix nous oblige à maintenir.

Déficit budgétaire

Les chiffres relatifs au déficit du budget et à la charge nette de la trésorerie prêtent à des contestations infinies. Le premier, celui du déficit budgétaire, varie selon les modes de calcul, selon les dépenses que l'on fait entrer dans le budget proprement dit. Quant au deuxième chiffre, qui devrait être incontestable, il varie selon que l'on se réfère aux rapporteurs de l'Assemblée nationale ou du Sénat ou aux statistiques du ministère des Finances.

D'après ces dernières statistiques, ainsi que d'après les déclarations de M. Baumgartner, le montant de la charge nette de la trésorerie, c'est-à-dire l'écart entre la totalité des recettes de l'État (emprunts exclus) et la totalité des dépenses, aurait été de 629 milliards en 1952, 658 en 1953 et 569 en 1954, soit une tendance à la diminution d'autant plus favorable que, simultanément, le produit national augmentait de quelque 6% par an. M. Pellenc augmentait le chiffre de 1954 de plus de 200 milliards environ, par une estimation différente des dépenses militaires et surtout en incluant dans la charge nette de trésorerie les prêts aux H.L.M., les emprunts des entreprises nationales et les déficits de ses dernières.

En ce qui concerne l'année 1955, le déficit proprement budgétaire était estimé entre 350 et 400 milliards, auxquels s'ajouteraient 200 milliards du Fonds

d'expansion économique, 107 milliards pour les H.L.M. et 60 milliards pour le déficit des comptes spéciaux, soit 367 milliards. M. Pellenc ajoutait encore le déficit de la Sécurité sociale (86 milliards) et celui des entreprises nationales (43 milliards) et il arrivait ainsi un total de l'ordre de 1.000 milliards.

En cours d'année, le déficit budgétaire aurait augmenté en raison de crédits nouveaux, civils et surtout militaires, de 200 à 250 milliards, ce qui mettrait le déficit budgétaire aux environs de 600 milliards (il est inférieur de 100 milliards si l'on inclut l'aide américaine dans les recettes normales).

Le budget sera reconduit en 1956. Certaines incertitudes subsistent en ce qui concerne les dépenses civiles et militaires. Mais le déficit sera, de toute manière, quelque peu supérieur à celui de cette année, soit 550 ou 650 milliards, selon que l'on inscrit ou non l'aide américaine aux recettes. Mais il s'y ajoutera, comme cette année, quelque 350 milliards de dépenses "au-dessous de la ligne" (expansion économique, H.L.M., comptes spéciaux) avec 100 à 150 milliards supplémentaires, si l'on tient compte ces déficits de la S.S. et des entreprises nationales.

Depuis 1953, les besoins du Trésor ont été aisément couverts. L'afflux de devises a contribué à la liquidité sur le marché des capitaux. La charge de trésorerie des dernières années n'a nullement déclenché la hausse des prix. La charge de 1956 s'annonce-t-elle fatale à la stabilité?

Répondre affirmativement à une telle interrogation serait, me semble-t-il, faire preuve d'un pessimisme excessif. Certes, il serait souhaitable que la charge nette de trésorerie fût inférieure de quelques centaines de milliards à ce qu'elle sera en 1956. L'emprunt pour couvrir des dépenses d'équipement est légitime, l'emprunt pour couvrir les dépenses normales de l'État ne l'est pas.

Ces procédés fâcheux n'ont pas été incompatibles, en 1954 et en 1955, avec la stabilité des prix. Mais le danger sera plus grand l'an prochain. L'expansion, l'afflux des devises, la prospérité générale en Europe et en Occident créaient des conditions dans lesquelles, techniquement, le Trésor public n'avait pas de peine à emprunter; dans lesquelles, économiquement, la demande supplémentaire trouvait aisément une contrepartie.

On aurait tort de compter sur le maintien indéfini de ces conditions. L'accroissement de la production agricole demeure probable; il subsiste probablement aussi dans la plupart des secteurs industriels une certaine marge d'expansion, mais on n'en est pas sûr. En tout cas, dans certains secteurs (construction), peut-être la limite de l'expansion possible sans investissements

nouveaux est-elle atteinte? Les ressources exceptionnelles qui ont amené le gonflement des réserves de devises vont être réduites considérablement l'an prochain. Et les promesses de libération des échanges devront être tenues.

La conclusion s'impose, non pas que la stabilité soit, dès maintenant, compromise, mais que l'on aborde la zone de danger. Si la France devait vivre" encore des mois dans une atmosphère électorale, alors il y aurait lieu de craindre une rechute de l'inflation. Les événements de 1951 ne se répéteraient pas; les circonstances ont changé. Mais une poussée des prix obligerait à faire "à chaud", autrement dit avec le maximum de risques, ce que l'on a refusé de faire "à froid".

Bilan économique d'une législature. Les finances extérieures

Le Figaro
16 décembre 1955

L'opinion est moins sensible à l'état des finances extérieures qu'à celui des finances intérieures. Les notions de balance commerciale et de balance des comptes sont abstraites. Tant que les devises ne manquent pas pour les achats indispensables, le public ne se soucie pas des statistiques dont l'interprétation prête toujours à contestation.

Le public a d'autant plus de raisons d'être indifférent, à l'heure présente, que les comptes marquent une incontestable amélioration. Pour les dix premiers mois de l'année 1955, les exportations ont augmenté de 398 millions, cependant que les importations augmentaient seulement de 241 millions. La proportion des importations couvertes par les exportations s'est élevée de 86 à 92%. Si l'on ajoute que les réserves de devises n'ont cessé de grossir et que la France a été en mesure de rembourser de certains emprunts étrangers, on s'explique le climat d'optimisme.

Balance des paiements

Les progrès accomplis ne prêtent pas au doute: il suffit de comparer les chiffres de ces dernières années pour s'en convaincre. Le déficit commercial de la métropole était de 771 millions de dollars, de 619 en 1952, de 339 en 1953, de 179 en 1954. Si l'on tient compte de l'ensemble des recettes, le solde des paiements courants était déficitaire de 659 millions en 1952, de 220 en 1953, créditeur de 194 millions en 1954.

On aurait tort malgré tout de croire que le problème est pour autant résolu. La balance commerciale avec la zone dollar reste largement déficitaire 337 millions de dollars en 1952, 254 en 1953, 320 en 1954 et le déficit paraît du même ordre de grandeur en 1955. De même, le déficit commercial avec la zone sterling demeure substantiel: 228 millions de dollars en 1952, 305 en 1953, 219 en 1954 et, là encore, on n'observe pas d'amélioration en 1955.

Ces déficits commerciaux ont été, il est vrai, plus que compensés par les recettes exceptionnelles en dollars: aide militaire, dépenses des troupes américaines et soutien pour l'Indochine. Au total, le solde du poste, dépenses et recettes des gouvernements étrangers, est passé à 602 millions de dollars en

1954 contre 508 en 1953 et 307 en 1952. Quant à l'aide américaine, elle atteint 507 millions de dollars en 1954 contre 349 en 1953 et 552 en 1962.

Perspectives

Il convient d'ajouter qu'avec ces ressources, le solde a été finalement positif: les réserves publiques ont augmenté 347 millions de dollars en 1954. Mais, d'un autre côté, les ressources exceptionnelles vont sensiblement diminuer à partir de l'année prochaine. Le poste "participation aux dépenses de la guerre d'Indochine" (321 millions en 1954) probablement disparaître en 1956. L'aide militaire et économique (185 millions en 1954) sera réduite à peu de chose et, de même, le poste de commandes "off shore". Il semble donc qu'au lieu d'un montant de plus d'un milliard de dollars en 1954, les ressources exceptionnelles en dollars tomberont sensiblement au-dessous d'un demi-milliard de dollars.

Si l'on se réfère aux chiffres que nous avons donnés plus haut, une telle somme suffit pour couvrir le déficit commercial de la zone franc avec l'ensemble des zones (236 millions de dollars en 1954, un tiers de moins probablement en 1956). Il n'y a pas péril immédiat, mais la situation est plus précaire que ne le donneraient à penser les pleines eaux du Trésor.

Les progrès accomplis par les exportations françaises intéressent surtout la zone de l'U.E.P.: le solde positif de la balance commerciale avec cette zone est passé de 72 millions de dollars en 1953 à 291 en 1954. Le déficit avec la zone dollar ne diminue pas, celui avec la zone sterling diminue lentement.

Les excédents actuels sont artificiels, illusoires, puisqu'ils dissimulent un déficit commercial avec les zones dollar et sterling, un déficit des paiements courants avec l'ensemble des zones. Si l'on met de côté les ressources exceptionnelles, dépenses gouvernementales, aide américaine, participation à la guerre d'Indochine, les transactions invisibles sont déficitaires pour la zone franc, en 1954, de 173 millions de dollars, qui s'ajoutent aux 236 millions de déficit des règlements commerciaux, soit 409 millions de dollars en tout.

Encore une fois, les ressources dites exceptionnelles ne vont pas s'évanouir subitement et l'année 1956, à cet égard, ne s'annonce pas dramatique. Mais si l'on songe que les dernières années ont été marquées par une prospérité mondiale, que les exportations françaises ont profité de conditions qui ne dureront pas indéfiniment, on ne peut s'empêcher de conclure que l'euphorie présente ne reflète pas un assainissement authentique.

2.4

SALAIRES, PRIX ET CRISE SOCIALE

Retour à la liberté ou décomposition de l'État?

Le Figaro
23 juillet 1947

Les conversations entre représentants du patronat et représentants des syndicats ouvriers ont eu un premier résultat, celui-ci indiscutable: elles ont déchaîné les imaginations des observateurs politiques. D'aucuns ont salué, dans la poignée de mains échangée entre M. Villiers et M. Jouhaux, le symbole du retour à la liberté des salaires, donc demain des prix. D'autres, en mal de profondeur, ont interprété le contact direct entre bourgeoisie et prolétariat comme la fin "d'une étape de la vie du socialisme occidental", moment de l'histoire de France, voire de l'histoire universelle. D'autres, plus modestes et plus raisonnables, ont évoqué les accords Matignon de 1936.

Ce rappel du passé nous rapproche, à coup sûr, de la réalité. L'accord d'aujourd'hui et celui auquel présida Léon Blum ont un point commun: ils expriment moins une doctrine qu'ils ne représentent un expédient, plus ou moins spectaculaire, auquel on recourt pour sortir d'une crise apparemment inextricable.

L'État et la politique des salaires

C.G.T. et Patronat, à s'en tenir au texte de l'accord préliminaire du 16 juillet, tel qu'il a été publié par la presse, ont imité les congrès politiques, si souvent critiqués par les professionnels de l'économie. Ils ont mis bout à bout des mesures, dont chacune en elle-même est souhaitable, mais qui paraissent peu compatibles. Hausse générale des salaires et défense du franc, qui ne souscrirait à une telle combinaison? Bénéfice normal pour tous, bénéfice exagéré pour personne: seuls les mauvais esprits protesteraient. Mais par quels moyens réussira-t-on cette remise en ordre des prix? Vœux inefficaces et souhaits contradictoires: tout le monde connaît la technique des motions. Il faut beaucoup de bonne volonté pour voir là le début d'une ère nouvelle.

Il reste évidemment un article de la motion qui, lui, est précis, pressant, réalisable: la généralisation de l'acompte provisionnel et le paiement d'un deuxième acompte avant la fin juillet. En bref, patronat et syndicats, en juillet 1947 comme en juillet 1946, proposent une hausse générale des salaires et ils entourent cette proposition, parfaitement concrète, de recommandations

marquées au coin du bon sens, mais quelque peu générales. Qu'y a-t-il d'inédit par rapport à l'an dernier et aussi par rapport à 1936? Simplement le fait que les grandes organisations ouvrières et patronales ont pris elles-mêmes la décision de se réunir, sans attendre la convocation solennelle par le gouvernement d'une conférence économique.

Cette différence de procédure mise à part, pour l'essentiel rien n'est changé. Les syndicats ouvriers pour apaiser les revendications des masses, d'ailleurs compréhensibles et légitimes, les syndicats patronaux pour mettre fin à l'épidémie des grèves qui désorganise la production et appauvrit le pays, s'accordent pour suggérer une mesure de facilité, que chacun sait stérile mais qui permet de gagner du temps. Éclatante démonstration que la fixation des salaires ne saurait être confiée, dans le présent régime, aux intéressés eux-mêmes.

Il est évidemment absurde de parler de la liberté des salaires aussi longtemps que l'État fixe les prix par décrets. Pour le coup, nous serions en pleine absurdité. On ne conçoit pas deux systèmes différents, l'un pour les éléments du prix de revient et l'autre pour le prix de vente. Mais il y a plus encore: même si l'on rendait la liberté aux prix, la détermination du niveau général des salaires devrait incomber à l'État.

La libre discussion des salaires entre entrepreneurs et salariés est possible (elle a été rétablie dans certains pays, les États-Unis par exemple), mais à condition qu'elle se déroule dans un cadre restreint, entreprises particulières ou à la rigueur branches industrielles (déjà alors les difficultés commencent). Aussi longtemps qu'il s'agit d'un cas particulier, les chefs d'entreprise étudient un problème qui relève de leur compétence, ils calculent les charges supplémentaires, les répercussions probables sur les prix et sur les débouchés des hausses réclamées par les ouvriers. Mais quand la C.G.T. réclame une hausse pour *tous* les salariés à *tous* les employeurs, ce n'est plus la situation relative des catégories sociales ou des branches industrielles qui est en jeu, c'est tout simplement la valeur de la monnaie. Le transfert des responsabilités équivaldrait ici, pour l'État à l'abdication.

Je ne prétends, certes, pas que l'on ait eu tort de signer en 1936 les accords Matignon. Je ne sais si le gouvernement Ramadier ratifiera ou non les propositions qui lui sont soumises. Il est possible que, dans la conjoncture présente, des relèvements de salaires valent mieux que des conflits toujours recommencés. Au moins importe-t-il de ne pas ajouter la confusion de pensée à la confusion des événements. Puisque l'État n'a pas la force ou le courage

d'imposer une politique, le patronat préfère, à bon droit, de mauvais accords à de bonnes grèves. Mais l'aboutissement prévisible est l'inflation permanente. Ne parlons pas de nouveauté quand la IV^e République reprend à la III^e sa pire tradition.

Est-il donc impossible de soulager l'État d'une partie des tâches qui, manifestement, dépassent ses moyens et sa compétence? Certainement non, mais pour aboutir à une répartition efficace des tâches, encore faut-il discerner clairement les responsabilités de chacun. Le principe, dérisoirement simple, est toujours le même: que l'État publie les grandes lignes d'une politique et il laissera ensuite aux organismes privés le soin de régler les problèmes particuliers, d'adapter les consignes générales aux situations locales.

Les négociations des conventions collectives représentent effectivement un retour heureux à l'activité normale des associations d'employeurs et de salariés. Il est absurde que le gouvernement gaspille son autorité, en intervenant dans des controverses secondaires, à propos d'échelle de traitements par exemple (même quand il s'agit d'entreprises nationalisées).

Les intéressés ou, à défaut, des commissions paritaires ou des arbitres doivent venir à bout de divergences d'intérêts qui se multiplient inévitablement dans une société instable, cristallisée et appauvrie. Mais ces procédures démocratiques ne doivent pas entamer le pouvoir de décision et de choix de l'État.

C'est l'État qui établit le plan d'importations et d'exportations, c'est lui qui gère les devises étrangères, lui qui oriente les relations extérieures de notre économie. C'est donc lui également qui doit orienter l'ensemble des relations intérieures, distribuer les matières premières entre les branches industrielles, répartir les ressources entre les travaux souhaitables d'après un ordre de priorité, les revenus entre les ayants droit selon l'équité et les nécessités collectives.

Quelques pseudo-marxistes attardés s'imaginent que le théâtre de la lutte de classes est en train de changer, que le prolétariat, au lieu de faire pression sur le gouvernement que les communistes ont quitté, va agir directement sur les groupements patronaux. Rien de pareil en réalité. On ne réduit pas les marges bénéficiaires, on ne redistribue pas le revenu national par des hausses de salaires. Les employeurs y sont indifférents, puisque ces hausses sont compensées le lendemain par la hausse des prix. La lutte sociale, à l'heure présente, oppose moins les salariés aux chefs d'entreprises que les villes aux campagnes et surtout les producteurs aux parasites. Si l'on entend améliorer réellement la condition de la classe ouvrière, il faut harmoniser les prix et surtout supprimer les bénéfices

des marchés parallèles et des intermédiaires inutiles.

Jamais cet équilibre ne sera rétabli par les efforts chaotiques des coalitions privées. Pour la classe ouvrière comme pour toutes les classes de la nation, la voie du relèvement passe par la restauration de l'État.

Problèmes du syndicalisme. I. - Le conflit des tendances

Le Figaro
2 août 1947

On n'ignore pas la crise du syndicalisme: on hésite à en parler. Les intéressés suspectent aisément les arrière-pensées des observateurs, même de bonne foi. La conquête des droits syndicaux apparaît rétrospectivement à la classe ouvrière comme une longue et souvent héroïque aventure: toute réglementation de droits, arrachés de haute lutte, se heurte à des préjugés puissants, compréhensibles. La notion de l'unité syndicale garde son prestige: les dissidents oscillent entre l'opposition "à l'intérieur" et l'opposition "de l'extérieur" parce qu'ils hésitent devant la rupture. Enfin, si des minorités actives ont abusé de l'arme de la grève à des fins politiques, la contagion n'aurait pas gagné aussi rapidement si le mécontentement n'avait pas été aussi général et la condition des masses aussi dure.

Mythes et réalités

Depuis la Charte d'Amiens, le syndicalisme repose sur deux idéologies: indépendance par rapport aux partis et suppression du salariat par l'action directe de la classe ouvrière. Quelles que soient les atténuations apportées en fait et en doctrine à ces principes, ils subsistent largement dans les textes et plus encore dans les esprits, ils ont été réaffirmés au moment de la fusion de la C.G.T. et de la C.G.T.U. Or ils sont en contradiction éclatante avec la réalité.

La C.G.T. est dirigée par des militants communistes qui se tiennent pour des délégués du Parti à l'action syndicale, conformément à la conception de Lénine qui n'a jamais été reniée, sinon du bout des lèvres. La C.G.T., d'autre part, suit une tactique réformiste. Ses représentants siègent au Conseil national économique, aux Conseils d'administration de la Sécurité Sociale et des entreprises nationalisées, elle accepte de larges responsabilités dans la marche du système actuel qui n'a pas grand' chose de commun avec le capitalisme libéral mais qui ne ressemble pas non plus au socialisme rêvé.

Cette double contradiction entre la théorie et la pratique est la cause profonde de ce que l'on appelle le malaise syndical. Sur chaque problème - indépendance ou non-indépendance par rapport aux partis, radicalisme ou réformisme - les syndicalistes tendent à se diviser, mais l'alignement n'est pas le même dans les

deux cas. Les non-communistes reprochent aux communistes de s'être emparés des leviers de commande à la faveur de la Libération, par une technique de noyautage étrangère à la démocratie, ils leur reprochent d'étouffer la voix de la minorité, d'ignorer les vœux de la masse et d'imposer leur autorité d'en haut. Ils leur reprochent enfin d'obéir aux consignes d'un parti politique et de modifier leurs mots d'ordre selon les intérêts de celui-ci. Aussi, les opposants se trouvent-ils tantôt plus tantôt moins à gauche que l'état-major syndical (plus quand les communistes participent au gouvernement, moins quand ils ne participent pas). La grève des P.T.T., l'an dernier, celle de Renault il y a quelques mois furent déclenchées par des éléments de base (ceux que les Anglais appellent *rank and file*) et une direction improvisée (qui tend à se constituer en organisation rivale).

Les opposants, d'accord contre la dictature communiste, se rattachent idéologiquement à de multiples groupes. Les uns sont des socialistes de gauche (comités socialistes d'entreprise), désireux de déborder le parti frère et de rendre à la S.F.I.O. le dynamisme révolutionnaire qu'elle a perdu, grâce au soutien retrouvé des masses ouvrières. D'autres sont des anarcho-syndicalistes, indifférents, voire hostiles à la politique en tant que telle, qui reviennent à des formules plus ou moins inspirées de Proudhon ou de Sorel et comptent sur l'action solitaire des prolétaires eux-mêmes, arrachant aux exploiters la gestion des entreprises (ils se sont groupés dans une C.N.T. anarchiste qui fait des progrès rapides). D'autres encore sont des trotskystes (ils éditent *Front Ouvrier*) qui, partant de l'idée de la révolution permanente, se rapprochent des anarcho-syndicalistes, avec, cependant, de plus vastes perspectives d'ordre international et la volonté naïve d'échapper au choc des deux géants. D'autres, enfin (les dirigeants de la C.G.T. avant la fusion), sont des socialistes modérés, partisans en fait, sinon en paroles, de réformes progressives qui amélioreraient la condition ouvrière tout en préparant la transformation de l'ordre actuel.

Ces groupes ont un objectif commun: enlever aux communistes leur position dominante, rendre la vie au syndicalisme par le retour à des procédures démocratiques, le rapprocher des masses de plus en plus éloignées d'une organisation sur laquelle elles n'ont pas de prise. Même contre l'adversaire commun, ces fractions parviennent difficilement s'entendre.

Possibilités du syndicalisme

Dans toutes les sociétés modernes, les syndicats ouvriers comptent des troupes nombreuses. Ils ne détiennent pas toujours une puissance effective. Ils n'en ont aucune, en fait, dans un régime du type soviétique où l'État absorbe toutes les

organisations particulières, où le parti unique a le monopole de l'action politique, où les dirigeants sont nommés et non élus, où la grève devient trahison et la revendication, un crime. À s'en tenir à l'idéologie officielle, le prolétariat est définitivement libéré, puisqu'il a pris le pouvoir. Mais les ouvriers subissent la hiérarchie des salaires, les prélèvements nécessaires à la réalisation des plans quinquennaux, le rythme du travail qu'on leur impose sans loisir de manifester d'autres sentiments que la joie et l'enthousiasme.

À l'autre extrémité se situe la formule américaine. Les syndicats américains, qui viennent de reprendre la lutte pour la sauvegarde de leurs droits, réduits par la récente loi Taft, acceptent le capitalisme en tant que tel et préfèrent les patrons privés à l'État. Ils veulent améliorer le sort des salariés, sans porter atteinte ni à la propriété privée, ni au mécanisme du marché.

Entre le communisme et le capitalisme, l'un et l'autre acceptés de bon ou de mauvais gré, Pays scandinaves, Grande-Bretagne, Belgique ont peu à peu développé un système intermédiaire. Les relations entre patrons et ouvriers se règlent par des conventions librement négociées. L'idéologie ouvrière demeure plus ou moins socialiste, mais un socialisme conçu, moins comme le résultat d'une prise de pouvoir par un parti révolutionnaire que comme le mûrissement d'institutions nouvelles.

Sans doute ceux qui se réclament du syndicalisme révolutionnaire ont-ils l'illusion d'ajouter une possibilité supplémentaire. Quelle que soit la qualité humaine de beaucoup des militants fidèles à cette tradition, il faut bien reconnaître que leur doctrine a fait faillite: nulle expérience n'a confirmé leurs prétentions et leurs espérances. Dans l'état actuel des choses et des hommes, le syndicat n'est capable d'assurer la gestion de l'industrie ni à l'échelon de la fabrique, ni encore moins à celui du plan général. Nulle part il n'est apparu capable de promouvoir une révolution.

Dès lors, on revient au choix entre les trois formules russe, américaine et scandinave. Et le doute n'est guère permis. En dehors d'une révolution par un parti unique et d'un retour au capitalisme libéral, l'un exclu par la constellation mondiale, l'autre par l'état des esprits et le rapport des forces en France, il ne reste qu'une possibilité: l'intégration progressive de la classe ouvrière et de ses organisations dans une société à propriété partiellement collective, orientée sinon dirigée par l'État.

Le malheur est que ni les communistes, ni la plupart des anti-communistes n'acceptent franchement de s'engager dans la seule voie ouverte au syndicalisme

français.

Problèmes du syndicalisme. II. - Les syndicats et l'État

Le Figaro
3 août 1947

L'épidémie de grèves, qui s'est aggravée à la suite du repli des communistes dans "l'opposition constructive", a suscité deux interrogations: Quel est le véritable rapport des forces? Est-il possible d'élaborer une réglementation qui, sans toucher au droit de grève, en préciserait les conditions légales d'exercice?

La première interrogation a été réservée aux conversations, tant chacun redoute de prêter à des accusations faciles, s'il envisage les relations entre l'État et la classe ouvrière en termes de force. La deuxième a été formulée tout haut, mais n'a pas reçu de réponse, probablement à juste titre: en une matière aussi délicate, on ne légifère pas à chaud.

Rapport des forces

Personne ne connaît exactement la force réelle de cette immense administration qu'est devenue la C.G.T. Le chiffre de 6 millions et demi d'adhérents qu'invoquent volontiers les dirigeants ne signifie rien. On les avait déjà mis en circulation il y a dix ans, après l'avènement du Front Populaire: deux ans plus tard, après la grève générale avortée d'octobre 1938, combien restait-il de militants effectifs? Aux élections à la Sécurité Sociale, les listes de la C.G.T. ont obtenu un nombre de voix inférieur de plus d'un tiers à ses évaluations avantageuses.

À vrai dire, ni le chiffre des adhérents, ni celui des votants ne permettent d'apprécier la puissance mobilisable. La carte syndicale, même si elle n'était jamais distribuée pour grossir les effectifs en prévision de la représentation proportionnelle, ne coûte plus assez cher pour que le fait de l'acquérir soit tenu automatiquement pour une preuve d'adhésion authentique. On signale d'ailleurs qu'ici et là les ouvriers ne la retirent même plus. Beaucoup de vieux militants se plaignent d'une sorte d'indifférence de la masse, comme si les salariés se méfiaient de leur organisation, comme si la bureaucratie syndicale, à force de s'enfler, avait perdu le contact vivant avec la "base".

Les succès des grèves récentes n'ont pas davantage une valeur démonstrative. On a reconnu en fait à une minorité active le droit d'imposer la grève sans consulter à l'avance, selon des méthodes régulières, l'ensemble des intéressés. Ni

les mineurs, ni les employés de banque, pour prendre des exemples dans des corporations aussi éloignées l'une de l'autre que possible, n'ont pu manifester leur désaccord avec la consigne. Les piquets de grève ne laissaient pas le choix aux individus. Bien plus, dans le cas des mines, il n'y avait pas eu de décision prise officiellement par la Fédération syndicale: un mot d'ordre s'était répandu, sans qu'on connût l'origine, avec une spontanéité suspecte. Parmi les ouvriers eux-mêmes, s'esquisse une réaction contre les pouvoirs abusifs pris par quelques-uns, avec la complicité passive du gouvernement (la lettre de plus de 2.000 ouvriers de Citroën est, à cet égard, révélatrice).

Dans les grèves de la période héroïque, quand les ouvriers suspendaient le travail pour améliorer des conditions de vie souvent effroyables, pour affirmer leur dignité, les militants prêchaient d'exemple et invitaient leurs camarades non au conformisme, mais au courage. Les grèves quasi bureaucratiques d'aujourd'hui, même celles qui sont suscitées par les éléments anarchistes, n'ont que guère que le nom de commun avec celles d'hier. Une fois les piquets de grève en place, ce qui exigerait du courage, ce serait non de suivre, mais de ne pas suivre le mot d'ordre. Que le risque change de camp, et nul ne sait ce qui se passera. Encore une fois, on n'a oublié ni les grèves triomphantes de 1936, ni le fiasco de celle de 1938. Dans les négociations avec les fonctionnaires, le gouvernement, pour la première fois, avait annoncé qu'il ne tolérerait pas les piquets de grève.

Qu'on ne méconnaisse pas notre pensée. Je ne dis pas que le gouvernement aurait dû ou pu briser les grèves, en usant des moyens de contrainte qu'il détient. Je nie seulement la thèse des défaitistes qui nous présentent un État en quenouille, sans défense contre les coalitions privées, impuissant contre les machinations du parti communiste. Georges Mandel répétait, sous la Troisième République, que l'autorité est affaire moins d'institutions que d'homme.

Mais d'où l'État aurait-il tiré le droit, la volonté, la force d'imposer sa politique aux salariés, alors qu'il ne l'impose ni aux viticulteurs, ni aux marchands de bestiaux, ni aux commerçants? Ne l'oublions pas: les manifestations tumultueuses, provoquées par certains commerçants et dirigées contre le Contrôle économique, ont eu lieu en mai, précédant les grandes grèves de juin. La révolte contre les lois est singulièrement plus difficile à justifier que les revendications des salariés atteints par la hausse des prix. Les grèves ouvrières ne sont qu'une des formes de cette désobéissance civile qui ronge la société française tout entière.

Réglementation de la grève

Le jour où l'État tenterait de ramener toutes les catégories sociales au devoir, dans quelle mesure pourrait-il, par des lois, faire l'économie de la force?

On a proposé une première mesure, dont le principe paraît indiscutable: un vote au scrutin secret avant la décision de grève. Cette obligation devrait être introduite en particulier dans les entreprises nationalisées et dans les branches industrielles dont l'arrêt risque de paralyser l'ensemble de l'économie.

Au delà de cette règle démocratique, il y aurait un intérêt évident à multiplier les procédures pacifiques, susceptibles de jouer avant qu'on en vienne à la suspension du travail. Les grèves coûtent cher, souvent aux ouvriers et toujours à la collectivité. On instituera donc ou on rétablira les tribunaux paritaires, on invitera les parties à choisir elles-mêmes, librement, un arbitre. La grève dans les relations sociales est l'équivalent de la guerre ouverte dans les relations internationales: le règne de la loi tend à réduire le champ de la violence.

Les difficultés ne sont pas pour autant résolues. L'État ne saurait assumer la fonction d'arbitre suprême, puisque, directement ou indirectement, il est partie dans la plupart des conflits. On conçoit à la rigueur un arbitrage entre l'État et ses employés, quand il s'agit d'un désaccord secondaire. Mais quand il s'agit des traitements de fonctionnaires ou des salaires ouvriers dans leur ensemble, qui arbitrera? Et au nom de quoi? Il est probablement impossible, dans l'état actuel des esprits et des forces, de mettre en question le droit de grève, même dans les circonstances où les syndicats en usent pour faire pièce à la politique générale décidée par le gouvernement et sanctionnée par un vote de l'Assemblée Nationale. Mais un tel régime, celui même sous lequel nous vivons, est miné par une contradiction fondamentale.

Certes, la manipulation des syndicats par l'état-major communiste à des fins politiques, voire diplomatiques, multiplie les risques de heurts entre la volonté générale de la nation, exprimée par les dirigeants légitimes de l'État et la volonté des syndicats, mais le risque subsisterait avec une C.G.T. anarcho-syndicaliste ou même réformiste. En vérité, il s'agit là d'un problème de structure, le plus grave qui se pose à la France. Tant qu'il ne sera pas résolu, moins par des textes que par le bon sens et la discipline de tout, la IV^e République traînera une existence incertaine.

Problèmes du syndicalisme. III. - Revendications et responsabilités

Le Figaro
7 août 1947

Aussi longtemps que la C.G.T. sera dirigée et manœuvrée par un état-major stalinien (la C.F.T.C., en dépit de ses progrès, ne joue pas de rôle décisif), les relations du syndicalisme et de l'État participeront des vicissitudes de la politique française et de la diplomatie internationale. Mais il ne suffit pas de lever l'hypothèque communiste pour que la paix sociale soit assurée. Après tout, depuis la Libération, les communistes ont exercé, le plus souvent, une action modératrice (jusqu'au printemps dernier au moins).

Le syndicalisme de revendications

Au siècle dernier et jusqu'en 1914, peut-être même jusqu'en 1929, les syndicats avaient pour fonction exclusive d'exprimer les revendications ouvrières, c'est-à-dire, avant tout, la diminution des heures de travail et l'augmentation des salaires. Tant que l'expansion de l'économie se poursuivait sous une double forme, accroissement de la production et amélioration du rendement, les syndicats se concentraient légitimement sur ces objectifs, immédiats et précis. Quand les prix montaient, la pression syndicale hâtait le rajustement nécessaire des salaires. Quand les prix baissaient, la résistance à la baisse des salaires incitait les chefs d'entreprise à chercher des économies dans une meilleure organisation, dans l'acquisition de moyens mécaniques supplémentaires. François Simiand, ami et conseiller des militants, a montré, de manière lumineuse, dans son œuvre, que le mouvement syndical avait été un des ressorts du progrès économique, dans la mesure où il avait interdit aux patrons, dans les périodes de crise, de se contenter de la solution de paresse qui consiste à réduire la rémunération des salariés.

Ce qui oblige les syndicats à modifier leurs conceptions et leur attitude, ce n'est pas seulement leur puissance, désormais considérable, qui les charge de responsabilités à l'égard de la collectivité tout entière, c'est surtout le changement de la situation économique. Pour reprendre les formules qu'aimait Simiand, les ouvriers réclamaient et obtenaient une part plus large de gâteau, à une époque où le gâteau grossissait d'année en année. Si le gâteau ne grossit plus, ils n'obtiennent que des avantages illusoires, des francs plus nombreux dont la

valeur diminue au fur et à mesure que le nombre en augmente. Tout au plus parviennent-ils, contre leur désir, à provoquer le transfert des revenus qui allaient aux classes à revenus fixes, ruinées par l'inflation. Tel fut le cas de 1936 à 1939, tel est le cas depuis 1944. La revendication de facilité, celle qui porte sur les salaires nominaux, est devenue parfaitement stérile: elle ruine le franc, sans enrichir la classe ouvrière. Les revendications efficaces, celles qui tendraient à une redistribution du revenu national ou à un accroissement de ce revenu, engagent l'ensemble de la politique économique et passent par l'État.

Il serait injuste d'accuser les syndicats de ne pas l'avoir compris. Ils ont accepté que la durée normale du travail s'élevât à 48 heures. Ils ont lancé le mot d'ordre: produire. Ils ont participé à l'élaboration du plan Monnet. Ils ont proposé certaines des réformes les plus indispensables, comme la réforme de la fiscalité (le plan de la C.G.T. est le seul qui pose le problème dans toute son ampleur) ou celle de la distribution. Ils n'ont malheureusement pas dépensé, en faveur de ces suggestions d'intérêt général, même une faible partie de l'énergie qu'ils ont mise au service de revendications immédiates et traditionnelles. Les vieux réflexes continuent à jouer, même désadaptés.

Devoirs du Gouvernement

Encore convient-il d'ajouter que les défaillances du gouvernement ont pesé au moins aussi lourd que celles des associations professionnelles. Pour intéresser les syndicats à un plan de redressement économique, pour les amener à consentir des sacrifices provisoires, il aurait fallu ouvrir des perspectives concrètes d'améliorations à terme. Ce qui a le plus manqué à toutes les expériences économiques qui ont été tentées depuis 1944, c'est le temps. Qu'on ne se fasse pas d'illusions: on ne rétablira pas un équilibre tolérable entre villes et campagnes, entre prix et salaires, entre les revenus des diverses classes, si l'on n'accorde pas à une politique, enfin résolument choisie, une durée minimum d'un à deux ans. Mais on n'obtiendra cette patience collective qu'en faisant comprendre à tous le sens des décisions et des épreuves quotidiennes.

L'injustice de la fiscalité, l'excès des dépenses publiques, l'incohérence d'un pseudo-dirigisme qui, sur les marchés parallèles, suscite d'énormes revenus clandestins, entretiennent un état d'inflation insidieuse, une tendance permanente à la hausse des prix. Sans doute la hausse des salaires, bien loin de l'atténuer, ne fait qu'aggraver le mal. Mais la revendication surgit inépuisablement, par tradition, par inertie, par démagogie, mais aussi par une réaction spontanée à la misère et à l'inégalité. Elle continuera de surgir aussi longtemps que le

gouvernement n'aura d'autre ambition que de ralentir le mouvement, limiter les dégâts et gérer la faillite.

Le passage du syndicalisme revendicatif au syndicalisme responsable est lent et difficile dans tous les pays, car il exige, des dirigeants et des masses, une capacité singulière d'oublier et d'apprendre. Même en Angleterre, les *Trade-Unions* se sont opposés depuis deux ans au recrutement de mineurs étrangers, seule mesure pourtant qui aurait permis de triompher rapidement d'une crise charbonnière qui met en péril la Grande-Bretagne et son Empire. Ils combattent, aujourd'hui encore, l'extension des salaires au rendement, indispensables à une époque où l'impératif de la production domine toute autre considération. À bien des égards, les syndicats français ont été plus lucides, plus courageux qu'ailleurs.

Si, sur le point décisif, ils ont pris leur part de la faute commune, ils ne sont pas sans excuses. Aucun gouvernement ne leur a proposé jusqu'à présent une politique d'ensemble qu'ils auraient pu défendre devant l'opinion ouvrière. En l'absence d'une telle politique, la rivalité et la surenchère des communistes et des anticommunistes, le désir de satisfaire de temps à autre aux slogans révolutionnaires, l'anarchisme latent du prolétariat français nous promettent le surgissement, une ou deux fois par an, de vastes mouvements revendicatifs pourvoyeurs d'inflation... Jusqu'au jour où un gouvernement, qui peut être le gouvernement actuel ou celui de demain, invitera toutes les classes sociales à un effort collectif de travail et de discipline, convaincra la nation que, mise à part une faible minorité de profiteurs de l'anarchie et de parasites de la pauvreté, il n'y a d'espoir, pour les uns et pour les autres, que dans la stabilité, qui rendra possibles la reconstruction et le renouvellement de l'outillage. Jusqu'au jour où le syndicalisme pourra prendre sa place dans l'État, parce qu'il y aura de nouveau un État.

Le citoyen aux abois

Le Figaro

13 septembre 1947

Ayant décidé de dire la vérité au pays, nos ministres ont réussi à provoquer une sorte de panique (heureusement apaisée, semble-t-il). Les cours des carottes, des navets et des pommes de terre ont été victimes de la franchise de M. Philip. On est passé, sans transition, de l'euphorie des vacances aux rigueurs anticipées de l'hiver.

On aurait mauvaise grâce à critiquer le rude langage de nos gouvernants auxquels on a souvent reproché de s'enfermer dans le silence et d'entretenir l'opinion dans l'ignorance et l'illusion. Et pourtant, n'a-t-on pas manqué de mesure dans les deux sens? En juin, le Conseil des ministres envisageait la liberté de l'essence pour octobre, alors qu'il ne pouvait pas ignorer qu'à cette date nos réserves de devises seraient épuisées. En sens contraire, était-il nécessaire, à la fin d'août, d'évoquer la disette, alors que seule la récolte de blé est mauvaise, que nous disposons de ressources supérieures dans l'ensemble à celles des dernières années et que la crise, grave en effet, tient surtout à la faillite de la répartition et aux mouvements de prix?

Il n'en serait pas moins injuste d'imputer aux seules erreurs de nos gouvernants l'échec de l'appel au pays dans le style du pessimisme viril qu'a naguère illustré Churchill et que M. Attlee tente, avec un moindre succès, de renouveler. La formule travail et austérité ne rend pas en France. On invoque le sens civique des Anglais et l'indiscipline des Français. Mais les vertus civiques supposent un milieu, économique et politique, favorable. Même si les Français avaient en majorité conservé le sens civique, trouveraient-ils, dans la conjoncture présente, beaucoup d'occasions de l'exercer?

Contrastes

Que M. Attlee annonce un plan d'économies, chaque Anglais sait qu'il aura une contribution à fournir. L'ensemble de la population vit des rations officiellement distribuées et celles-ci proviennent, pour plus de moitié, d'importations. Dès lors, si les dollars viennent à faire défaut, on mange moins de viande ou de bacon: "on", c'est-à-dire tout le monde. L'égalité dans le sacrifice, outre-Manche, n'est pas un vain mot. Non que les inégalités sociales aient disparu: elles subsistent dans toutes les sociétés historiquement connues

(Union Soviétique incluse), mais elles sont atténuées, dans la Grande-Bretagne d'aujourd'hui, par les rigueurs de la fiscalité qui frappent les gros revenus et, plus encore, par la répartition égalitaire, à des prix stables, d'une ration alimentaire de base. Pour l'indispensable, riches et pauvres sont sur le même plan, ou presque. Dès lors, au moment de l'épreuve, on ne fait pas appel en vain au dévouement et au patriotisme de tous.

Nous avons vu, cette année, une mauvaise récolte de blé. Mais, avant d'y voir un simple coup du sort qu'il convient de supporter avec courage, comme on supporte les catastrophes naturelles, le Français s'interroge. Pourquoi la récolte exceptionnelle de l'an dernier n'a-t-elle pas laissé de surplus? Est-ce un hasard qu'il y ait un déficit de blé dont le prix a été, par rapport aux autres prix agricoles, maintenu trop bas? Le paysan n'a-t-il pas réduit les emblavures ou utilisé les grains à nourrir les bœufs ou les poules? Autrement dit, les Français imputent, au moins pour une part, aux pouvoirs publics la responsabilité de la pénurie. Comment s'étonner qu'ils accueillent sans enthousiasme les appels de ceux qu'ils accusent?

En Angleterre, le jour où l'on supprime l'essence pour les voitures de tourisme, celles-ci cessent de circuler et les cours des automobiles d'occasion s'effondrent. En France, la suppression des vingt litres accordés aux non-prioritaires ne signifierait qu'une hausse du prix de l'essence au marché noir. Quand on distribue moins de beurre en Angleterre, chacun se dit que les ressources de la nation ont diminué. Quand la même décision intervient, en France, on se dit que la production a peut-être diminué, mais qu'à coup sûr la collecte rapporte moins et que le volume du marché noir augmente. L'inégalité traditionnelle est multipliée, en France, par celle que suscitent les trafics plus ou moins clandestins. Le luxe qu'étaient moins peut-être la bourgeoisie ancienne que les profiteurs du désordre rend dérisoire toute prétention à l'austérité. À un certain degré d'injustice, les exhortations à l'effort collectif se perdent dans les clameurs des revendications contradictoires.

Quand l'échange illégal rapporte plus que le travail honnête, quand l'argent épargné perd 40% de son pouvoir d'achat par an, il n'est pas facile de faire écouter l'éternelle et nécessaire chanson: travaillez et épargnez.

Exploitation politique

Mettons-nous, pour un instant, à la place d'un observateur étranger qui tenterait de décrire les réactions des Français à la crise du blé et du dollar. Quand M. Ramadier expose la situation au pays, dirait-il, les communistes organisèrent

des cortèges et des grèves, pour réclamer un gouvernement "conforme aux volontés du suffrage universel". À les entendre, on aurait pu croire que le glissement à droite était la cause directe de la pénurie. (Pourtant les communistes étaient représentés dans le ministère jusqu'au printemps dernier et il ne semble pas que M. Thorez détienne déjà les pouvoirs des empereurs de Chine qui commandaient au soleil et à la pluie.)

Les gaullistes rappelèrent discrètement que la catastrophe, à laquelle aboutirait fatalement le régime des partis, approchait rapidement. Quant aux partisans de M. Ramadier, les uns accusaient l'insuffisance du dirigisme, les autres l'excès du contrôle. Ils ne se retrouvaient d'accord que pour prêcher à la nation l'unité dans l'action dont ils se montraient eux-mêmes quotidiennement incapables.

Cette description n'est pas celle d'une maison de fous. Chacune de ces réactions est conforme à la logique du jeu politique. Chacune de ces argumentations contient sa part de vérité. Il est fâcheux que toutes ensemble n'aient d'autre résultat que la paralysie dans le chaos. Que pourrait faire le bon citoyen (et il en reste probablement plus qu'on ne croit) qui, à la manière du citoyen britannique, voudrait accomplir son devoir et aider son pays? S'il est syndiqué, il comptera sur les manifestations de masses pour encourager la culture du blé. S'il est socialiste, il hésitera entre Mollet et Ramadier. S'il est communiste, il ne se posera sans doute pas de questions, mais son dévouement national restera provisoirement sans emploi. S'il n'appartient à aucun groupe et à aucun parti, il brisera sa radio, déchirera les journaux et retournera à ses propres affaires.

Le Français en est arrivé au point qu'il ne voit plus guère de rapport possible entre sa conduite économique et son patriotisme. Il tâche de se débrouiller, pour lui et pour sa famille, et désespère du destin collectif. Par quel choc psychologique triomphera-t-on de ce scepticisme?

M. Ramadier a raison d'affirmer que notre situation n'est pas comparable à celle de 1926. À ce moment, la reconstruction était presque achevée, l'équilibre budgétaire ne demandait qu'un effort fiscal dans le cadre du système existant, la balance des comptes était équilibrée, l'économie en pleine prospérité. La reconstruction est aujourd'hui à peine entamée, l'accroissement des recettes de l'État exige une réforme profonde de la fiscalité, la réduction des dépenses une réforme administrative et une volonté farouche, nous vivons de crédits étrangers et l'accroissement de la production est freiné par le manque de charbon. On en conclura justement qu'une "expérience Poincaré" ne suffirait peut-être pas. À

condition de ne pas oublier que nous avons besoin, bien plus encore qu'il y a vingt ans, d'une rupture solennelle avec le désordre établi.

L'école de l'illégalité

Le Figaro
18 février 1948

Les Français sont de mauvais citoyens et l'État est un mauvais législateur. Sur ces deux propositions, également dénuées d'optimisme, on s'accorde volontiers, mais non sans équivoque. Les ministres imputent leur impuissance à l'incivisme du public et celui-ci justifie la fraude par l'incohérence des lois.

Je me garderai d'entrer dans la vaine querelle des responsabilités. Il y a quelque chose de vrai dans la formule banale que les peuples ont les gouvernements qu'ils méritent, mais une telle formule relève du philosophe plutôt que de l'homme d'action. Elle inciterait à la résignation, si l'on y souscrivait sans réserves. La politique doit prendre les hommes tels qu'ils sont. Admettons que les Français n'aient pas le sens civique de nos amis anglais, mais n'oublions pas que le sens civique le mieux enraciné ne résisterait pas longtemps aux pratiques actuelles de nos gouvernants.

Précisions fictives

En théorie, les salaires demeurent fixés par des arrêtés du ministre du Travail. On conçoit la gravité des décisions qui, portant sur les rémunérations de tous les ouvriers de France, déterminent la masse du pouvoir d'achat, distribué aux masses populaires et, par conséquent, commandent le niveau des prix.

Le 31 décembre, paraissaient les arrêtés précisant les modalités de la hausse des salaires. Quelques semaines plus tard, le *Journal Officiel* publiait un arrêté rectificatif, puis une circulaire qui, sous couleur de commenter l'arrêté précédent, en modifiaient certains articles et limitaient à 30 % la hausse maximum autorisée. Que s'était-il passé? L'étude des premiers textes avait révélé que l'accroissement de la masse des salaires risquait d'atteindre ou de dépasser 35 à 40 %, certains ministres s'étaient émus des répercussions de mesures, dont les détails n'avaient pas été soumis à une délibération du Conseil.

Ainsi donc, l'organisation du travail gouvernemental est telle qu'un ministre ou même son directeur de cabinet peut signer des arrêtés, susceptibles de bouleverser la conjoncture, sans que les techniciens aient calculé à l'avance le coût de ces générosités factices, sans que tous les ministres, chargés des affaires économiques, aient, chiffres en main, discuté les propositions des services.

Les surprises que réserva l'interprétation statistique des premiers arrêtés

témoignent de la part des rédacteurs d'une certaine légèreté, elles témoignent aussi de l'invraisemblable complexité des dispositions adoptées. Une fois de plus, on procéda à une remise en ordre des salaires. Certains avantages, accordés en 1946 ou 47, furent supprimés (par exemple, l'augmentation automatique de 4 % après un mois, de 8 % après deux mois de présence). La limitation à 115 % du salaire moyen maximum, la non inclusion de 10 francs dans le salaire horaire de base à partir duquel seront calculés les salaires des catégories supérieures, entraînent d'autres inégalités entre les travailleurs, en général au détriment des meilleurs, payés, en raison de leur valeur personnelle, au-dessus du minimum légal, au détriment aussi des échelons supérieurs de la hiérarchie. Le calcul de la hausse d'après le salaire légal, et non le salaire réel, le plafond de 30 %, se traduiraient également par des bizarreries. Aucun chef comptable n'était sûr de comprendre la signification exacte de ces textes, à la fois pédants et obscurs, et aucun n'avait l'illusion qu'il les appliquerait strictement, s'il parvenait à les déchiffrer: il est des anomalies et des injustices qu'une circulaire administrative tolère, mais non les hommes. Du coup, certaines associations professionnelles, de cadres et d'ingénieurs, déclarèrent qu'à leurs yeux, ces arrêtés étaient nuls et non avenus, sans que le ministre protestât pour défendre son autorité.

Sans doute la fixation administrative des salaires crée inévitablement un certain décalage entre salaires réels et salaires légaux, car elle ignore les facteurs économiques qui continuent de jouer. Les rémunérations effectives varient selon les branches industrielles, les entreprises, les ouvriers. Les entreprises, dont le rendement est supérieur ou qui cherchent à embaucher, accordent des avantages au-dessus des taux légaux. L'ouvrier qualifié bénéficie d'une prime de rareté quand, dans sa spécialité, la demande dépasse l'offre. Les chefs d'entreprise ne cessent d'adapter la fiction à la réalité.

Au lieu de reconnaître cet écart et de s'en tenir à des indications générales (par exemple, un pourcentage maximum de la hausse globale des salaires distribués, ou un coefficient de hausse uniforme appliqué aux salaires réels), l'administration prétend, à force de subtilités, rivaliser avec la vie elle-même. Elle n'aboutit qu'à des précisions dans le rêve et elle enseigne le mépris des lois.

Le fisc et la fraude

Les théoriciens de la guerre nous ont appris à suivre, à travers les âges, la lutte de l'obus et de la cuirasse. Les théoriciens de la fiscalité suivent la lutte, moins sanglante, de la fraude et du contrôle. Un chapitre supplémentaire mériterait d'être écrit à propos du prélèvement exceptionnel.

Celui-ci, en effet, part d'une présomption de fraude, à propos de certaines catégories de revenus (sauf les salaires et traitements), et les frappe en conséquence. Mais la fraude est, par définition, individuelle. Le pourcentage de dissimulation est, évidemment, variable selon les contribuables. Or, le prélèvement exceptionnel prend pour base les déclarations, que l'on admet mensongères. Il en résulte que les contribuables honnêtes seront accablés, sans que les grands fraudeurs soient sérieusement touchés.

La cédule des revenus agricoles ne rapporte que quelques milliards (on comptait sur 6 en 1947). Tout le monde (sauf les intéressés) admet qu'une réforme s'impose. Mais tout le monde sait aussi qu'il existe, à cet égard, une extrême diversité, par exemple selon les commissions départementales qui établissent les forfaits: Certaines exploitations, petites ou grandes, seront authentiquement en peine de payer le prélèvement exceptionnel, dont le coefficient est calculé d'après l'hypothèse d'une disproportion massive entre les impositions antérieures et la capacité contributive, hypothèse qui n'est pas valable dans tous les cas. Il aurait fallu que le prélèvement suivît la réforme fiscale et qu'il prît une autre base que les déclarations contestées.

Tel quel, je crains qu'il n'encourage un état d'esprit, déjà trop répandu. Le fisc calcule les taux d'après la certitude de la fraude et celle-ci devient, aux yeux du contribuable, une défense légitime. Chacun cultive une utopie: je rêve du jour où l'État diminuerait des taux qu'il estime lui-même excessifs, mais enverrait les contribuables de mauvaise foi aux travaux forcés. Présomption d'honnêteté et sanction rigoureuse: pourquoi ne pas essayer?

La démonétisation des billets de 5.000 francs, la loi sur les hausses illicites appelleraient des remarques analogues. L'État, qui procède à un emprunt forcé, pour quelques mois, sur les billets de 5.000 francs, donne l'exemple de l'arbitraire pur et simple. Pourquoi pas un emprunt forcé sur tous les citoyens chauves ou sur ceux dont les prénoms commencent par un H? Pourquoi serait-il plus coupable de détenir des coupures de 5.000 francs que des coupures de 1.000 francs?

Quant à la loi contre la hausse illicite, elle revient à proclamer le principe: les prix ne doivent pas monter en fonction de l'accroissement de la demande. Je demande respectueusement à nos gouvernants de réfléchir à la portée d'un tel principe et d'en tirer rapidement toutes les conséquences, c'est-à-dire la répartition autoritaire des produits.

On répondra qu'il faut tenir jusqu'à la récolte prochaine et jusqu'au plan

Marshall et que des expédients, même déplorables en principe, valent mieux que le consentement à la hausse des prix, avec les suites prévisibles de troubles sociaux. J'en conviens volontiers. Malheureusement, il ne suffit pas qu'une mesure soit inéquitable et impopulaire pour qu'elle soit efficace.

On nous enseignait à l'école que, pour arrêter l'inflation, il importe de rendre au public confiance dans la monnaie. Même pour l'État, l'honnêteté n'est pas nécessairement la plus mauvaise politique.

Les salaires et les prix. I.

Le Figaro
18 mars 1948

S'il est une leçon qui se dégage avec évidence de l'évolution économique depuis la Libération, c'est bien l'impossibilité d'améliorer la condition des salariés par l'accroissement des rémunérations nominales. Quelles que soient les statistiques utilisées, la hausse des prix de détail apparaît toujours égale ou supérieure à celle des salaires, aussi bien dans les mois qui ont suivi la Conférence du Palais-Royal, en juillet 1946, qu'au cours de l'été 1947, après le rajustement de mai-juin. Au reste, les ménagères, sur ce point, confirment les constatations des experts.

J'entends bien la réponse. Les hausses des salaires nominaux ne sont qu'un expédient, surtout en période où l'offre n'est pas élastique, mais elles sont parfois un expédient inévitable. Encore faut-il savoir dans quels cas l'expédient est "inévitabile".

Signification des indices

On démontre, en général, la nécessité d'une hausse générale des salaires en comparant deux indices, celui des salaires horaires et celui des prix de détail (dit des 34 articles). Mais l'opinion et parfois les organisations intéressées jouent avec ces indices, sans même savoir exactement ce qu'ils signifient et sans prendre des précautions élémentaires.

L'indice des prix de détail est calculé à partir des prix de 29 articles alimentaires (plus 5 de chauffage, éclairage et savon). Il néglige trois postes importants du budget familial (loyer, textiles, dépenses diverses). En période normale, il donne une idée juste du mouvement général des prix. Il serait absurde, cependant, d'imaginer que le pourcentage de hausse de cet indice reflète exactement le pourcentage d'accroissement des dépenses d'un budget familial (et, d'ailleurs, de quelle famille?). Par exemple, trois mois après la hausse des salaires de juillet 1946, l'indice des 34 articles avait progressé de 50%, celui des salaires, disait-on, de 80%. Mais, en fait, le volume global des salaires distribués (qui détermine le pouvoir d'achat effectif et, par suite, l'action sur les prix, avait progressé de plus de 30%. Le décalage des deux indices ne reproduit pas exactement la détérioration de la condition populaire.

D'autre part, il suffit qu'un produit soit libéré pour que l'indice (qui ne tient pas

compte des prix noirs) soit affecté. Quand on renonce à distribuer administrativement ou à taxer un produit, le cours de celui-ci s'établit entre l'ancien cours officiel et le cours noir. Du coup, l'indice accuse une hausse qui n'implique pas une réduction du pouvoir d'achat réel, dans la mesure où l'on recourait auparavant au marché parallèle.

L'indice des salaires horaires est une mesure plus imparfaite encore du revenu des salariés. Il convient, en effet, de ne pas oublier trois faits incontestables: l'allongement de la durée du travail, les suppléments aux salaires que représentent les prestations sociales, les allocations familiales et les primes diverses, enfin la répartition modifiée de la masse des salaires entre les différentes catégories (les salaires des femmes ont augmenté plus que ceux des hommes, ceux de province plus que ceux de Paris, ceux des salariés agricoles et domestiques plus que les autres, etc.).

Un économiste, dont les sympathies pour les syndicats ouvriers ne sont pas douteuses, écrivait récemment que les deux faits fondamentaux dont il convient de partir sont le retard de l'augmentation des salaires *horaires* et le maintien approximatif de la part des salariés (il est vrai, plus nombreux) dans le revenu national. La masse des salaires a augmenté de 13 à 14 fois par rapport à l'avant-guerre, indice proche de celui des prix. Ajoutons que le rendement du travail horaire a, lui aussi, diminué de quelque 20% et que le volume des biens de consommation, mis à la disposition de la communauté française, est inférieur de 15 à 20% à celui d'avant-guerre.

Le choix des bases

À supposer qu'on n'ait omis aucune de ces précautions, il n'en résulterait pas encore qu'on puisse décréter, en 1948, que la relation prix-salaires doit être exactement celle qui existait dix ans auparavant. Pourquoi la relation de 1938 serait-elle tenue pour normale? Si l'on choisissait pour base des indices 1929 ou 1935, on obtiendrait des résultats différents. Je me garderai bien d'affirmer que les comparaisons qui prennent pour base 1929 sont plus valables que celles qui partent de 1938. Je me borne à une proposition qui devrait être banale: la relation prix-salaires ne saurait être fixée par décret du Gouvernement, elle reflète et l'état des ressources nationales et la conjoncture économique et la distribution du revenu national entre les différentes classes. L'appauvrissement du pays, l'inflation (qui gonfle les profits) se répercutent sur le niveau de vie réel des masses populaires.

La discussion qui s'est déroulée au Conseil national économique, il y a deux

mois, nous a rappelé, une fois de plus, que cette assemblée stérile n'est pas composée d'experts mais d'hommes politiques. Les représentants des organismes professionnels n'ont, à aucun moment, posé le problème dans des termes scientifiquement corrects. L'essentiel n'était pas les divergences relatives à l'établissement du minimum vital: selon la composition du budget-type, il va de soi que les chiffres varient. Mais aucun économiste sérieux ne consentira à proclamer qu'une certaine relation entre prix et salaires doit être maintenue, quoi qu'il arrive, sans même se demander si cette relation traduit un équilibre durable entre le volume des biens de consommation et celui du pouvoir d'achat.

Léon Blum avait tenté une expérience de stabilisation, après que la précédente hausse des salaires avait épuisé ses effets. Il était, donc, plus facile de maintenir la stabilité des prix de détail. La hausse des salaires, au début de l'année, a été plus forte qu'on ne le pensait, 35 à 40%, d'après les statisticiens. Exiger que l'ensemble des prix ne bouge pas, comme le font les communistes, ne saurait s'expliquer que par une volonté résolue de sabotage ou par une ignorance "énorme".

En revanche, il n'est pas exclu de limiter la hausse, afin de laisser aux salariés une partie des avantages obtenus.

Au début de février, on pouvait craindre une nouvelle ascension vertigineuse des prix. En brisant le circuit normal de distribution de la viande, en jetant sur le marché les réserves de "frigo", en usant de quelques importations, en créant des magasins-témoins, directement alimentés, le Gouvernement a réussi à arrêter le mouvement. Grâce aux achats prioritaires, la viande, dont le prix tient une grande place dans les indices et les budgets, n'est distribuée dans les villes qu'à des prix en baisse. Sans doute, l'indice des 34 articles marque-t-il encore une hausse de 7% en février après une hausse de 4% en janvier. Mais de telles progressions (surtout après les remarques faites sur la valeur des indices) ne justifient, certes, pas un nouveau rajustement des salaires.

Il n'est par sûr que les prix industriels aient déjà incorporé tous les facteurs de hausse (augmentation des salaires, montées des prix des matières premières par suite de la dévaluation). Quant au prix de la vie, il est actuellement influencé par des facteurs contradictoires: réduction du pouvoir d'achat par l'accumulation des versements fiscaux (prélèvement, acomptes provisionnels, cinquième quart de l'impôt de solidarité, liquidation des impôts de 1947), gonflement du pouvoir d'achat par la hausse des salaires, printemps précoce atténuant les difficultés de cette période de l'année, accroissement de la production industrielle,

importations temporaires de denrées alimentaires. La seule conclusion raisonnable est de continuer à agir, par des mesures de circonstance, sur le prix de la vie et de suivre le développement de l'expérience.

La relation qui s'établira entre prix et salaires ne sera certainement pas celle qui résulterait du niveau des prix au 1er décembre 1947 (ou même au 1er janvier 1948) et du niveau des salaires au moment de la hausse. Exiger une baisse de 10% de l'ensemble des prix en trois ou quatre semaines est pure démagogie. Multiplions les efforts pour assainir les circuits commerciaux et dissiper la psychose de hausse, mais n'imitons pas les sauvages qui exécutaient leur roi quand le sol ou la pluie avaient refusé d'obéir aux désirs des humains.

Les salaires et les prix. II.

Le Figaro
20 mars 1948

Tout le monde craint que les semaines, les mois prochains ne soient marqués par une agitation sociale, dont les inspirateurs sont connus et dont l'objectif minimum serait de paralyser le relèvement économique de la France.

À l'heure présente, des grèves surgissent ici et là, aussi soigneusement dispersées qu'elles étaient généralisées en novembre-décembre. La hausse des salaires fait partie des revendications lancées par les organisations professionnelles. Dès lors, la même question va se poser qu'en novembre: sous prétexte d'apaiser les troubles, convient-il de satisfaire les revendications?

Les ravages de l'inflation

Pour améliorer la condition d'un salarié, il suffit d'augmenter son salaire. Mais si l'on augmente la rémunération de *tous* les salariés, on n'améliore leur condition qu'en provoquant, directement ou indirectement, une redistribution du revenu national.

En fait, quelles ont été les victimes principales de l'inflation qui a précipité deux dévaluations du franc et multiplié le prix de la vie par 15 ou 16? D'abord des détenteurs de capitaux, immobiliers et mobiliers. Les propriétaires d'immeubles, qui n'avaient d'autres ressources que les loyers payés par leurs locataires, sont réduits à la misère. Les rentiers touchent des francs qui ont perdu plus de 90% de leur pouvoir d'achat. Dès lors, la conclusion est claire: si, à certains moments, la hausse des salaires peut se justifier par le désir de réduire la part, en valeur réelle, de l'intérêt du capital, on a usé et abusé, en France, de cette reprise, au mépris de toute équité et de toute mesure.

Les statisticiens nous apprennent que la part du revenu national soustraite aux détenteurs des capitaux mobiliers et immobiliers a été transférée non aux salaires mais aux profits. Les salariés n'obtiennent une part du revenu national à peine égale à celle d'avant guerre que par un travail accru. D'autre part, les prix des marchandises, essentielles pour les budgets ouvriers, denrées alimentaires et textiles, sont ceux qui ont progressé le plus, de telle sorte que les masses populaires souffrent d'une chute du niveau de vie réel. Les salariés ont été, eux aussi, victimes de l'inflation.

Ces deux phénomènes - gonflement des profits et hausse plus forte des objets

de consommation - sont complémentaires et s'expliquent l'un et l'autre par l'excès du pouvoir d'achat et les contradictions de notre système économique.

Les industries, comme celles du textile, ont moins accru leur production que les industries de base, charbon, électricité, mécanique, mais davantage élevé leurs prix. Le contrôle de l'administration se relâchait au fur et à mesure que l'on se rapprochait du stade où les objets finis sont offerts au public. Comme celui-ci disposait d'un pouvoir d'achat supérieur à chaque instant au volume des biens aux prix pratiqués, les marchandises étaient disputées aux enchères et les cours montaient. La cause de la hausse, plus forte que la moyenne, des denrées alimentaires n'est pas différente. Les Français voulaient maintenir leurs habitudes alimentaires. Comme les ressources étaient réduites par le déficit des récoltes, la réduction des importations et l'accroissement de la consommation des producteurs eux-mêmes, le public consacrait plus de francs à acquérir de la viande ou des œufs qu'il n'y avait de viande ou d'œufs disponibles: la hausse des prix rétablissait l'équilibre au détriment des plus pauvres. La hausse des produits en vente libre était d'autant plus forte que d'autres produits étaient encore taxés à des cours inférieurs et, de ce fait, devenaient rares (lait, blé).

Chaque fois que, par une hausse générale des salaires, on lançait un pouvoir d'achat supplémentaire dans la circulation, on aggravait encore la disproportion entre les marchandises et le pouvoir d'achat. Bien plus, le supplément de pouvoir d'achat n'assurait pas aux salariés la possession d'une quantité supérieure de marchandises, il gonflait les profits des producteurs et des intermédiaires, permettait à ces profiteurs de l'inflation de prélever une dîme accrue sur les ressources collectives et, par suite, réduisait encore la part des salariés. Les distorsions des prix, les inégalités dans la répartition du revenu national s'accroissaient au fur et à mesure que l'excès du pouvoir d'achat gonflait les primes de rareté et les bénéfices parasites. Toute hausse générale des salaires, non accompagnée de mesures compensatoires, quand l'offre des produits alimentaires n'est pas élastique, est, en fait, dirigée *contre* la classe ouvrière. Le parti communiste l'a compris et il mise sur le cycle infernal et sur la misère. Ceux qui misent sur le redressement et non sur le chaos finiront-ils par le comprendre?

La stabilité nécessaire

Le but est, évidemment, de corriger ces distorsions, de rétablir une répartition plus équitable du revenu national, de provoquer une baisse des cours des marchandises de consommation courante. Mais quelle que soit la technique que

l'on adopte, quelle que soit la réforme fiscale que l'on applique, quelle que soit l'action que l'on exerce sur les circuits commerciaux, la condition première d'efficacité reste la même: ne pas accroître massivement le pouvoir d'achat distribué. En période d'inflation, tous ceux qu'atteint telle ou telle mesure fiscale ont trop de facilité à en rejeter la charge sur les consommateurs.

Certains diront que la Grande-Bretagne a réussi à maintenir ou à élever le niveau de vie réel des salariés en distribuant par voie administrative une ration alimentaire de base à des prix fixes. Peut-être aurait-on dû employer la même méthode en France, bien que le problème y fût singulièrement plus difficile à résoudre (la Grande-Bretagne importe plus de la moitié de la nourriture qu'elle consomme). Mais la discussion est aujourd'hui rétrospective: cette forme de dirigisme implique que *tous* les produits essentiels dont les marchés sont complémentaires soient taxés et distribués et que le contrôle remonte jusqu'à la source, c'est-à-dire à la ferme, et suive la marchandise jusqu'à la consommation. Or, à l'automne 1945, on a liquidé les commissions d'achat et, en 1946, on a pratiquement libéré la viande, tout en maintenant le contrôle sur le blé et sur le beurre. Du coup, on a accumulé les inconvénients.

Les partisans sérieux du dirigisme agricole devraient réclamer la collecte et la distribution par voie d'autorité de *toutes* les céréales et de *tous* les produits laitiers. Dans l'actuelle conjoncture politique, il n'en est pas question. Le retour au dirigisme, psychologiquement impossible, n'est pas non plus nécessaire, car si les récoltes de 1948 sont bonnes, la disproportion entre les ressources alimentaires et la part de son revenu que le public veut consacrer à l'achat de nourriture sera réduite, peut-être même supprimée. À condition, encore une fois, que l'on n'oublie pas que la liberté du marché implique le rationnement du pouvoir d'achat.

Une fois de plus, les milieux politiques nous parlent en termes pathétiques des derniers mois à "tenir" jusqu'au salut par le plan Marshall et les récoltes. Il est incontestable que certains éléments de la situation sont favorables. Nos disponibilités en énergie, si les importations de charbon prévues se réalisent, seront supérieures à celles d'avant guerre, la production industrielle a atteint un niveau record de 15% au-dessus du niveau de 1938, les circonstances atmosphériques ont été aussi clémentes en 1948 qu'elles avaient été cruelles en 1947.

Mais n'oublions pas non plus que le déficit de notre balance des comptes a été de près de deux milliards de dollars par an, en 1946 et 1947, et que le plan

Marshall nous en donnera par an un peu plus de la moitié. L'activité industrielle n'arrête pas automatiquement l'inflation: en 1923, en Allemagne, les usines tournaient. Il reste que l'expansion de l'industrie et le plan Marshall amélioreront les chances de stabilisation. Quoi d'étonnant que le parti communiste réclame une hausse générale des salaires qui, survenant dans la période de soudure alimentaire, ruinerait d'un coup toutes ces chances?

Problèmes de la Sécurité Sociale. I.

Le Figaro
9 juin 1948

Chaque fois qu'un employeur augment de 100 fr. la rémunération d'un ouvrier, celui-ci reçoit 85 fr. de plus et celui-là débourse entre 130 et 140 francs. L'énorme différence entre le salaire directement encaissé et le prix du travail pour le chef d'entreprise est à l'origine de la querelle de la Sécurité sociale.

Ce décalage suscite deux sortes de protestations contradictoires: celles des employeurs contre les charges qui grèvent leur coût de revient, celles des salariés contre les prélèvements qui réduisent leurs revenus et que ne compensent pas toujours, à leurs yeux, les prestations dont ils bénéficient.

Qui paye la S.S.?

Sur le papier, la cotisation ouvrière est de 6 % et la cotisation patronale (en incluant allocations familiales et accidents du travail) de 30 % et souvent plus des salaires. Mais la distinction est d'ordre plutôt comptable qu'économique. Il serait absurde de penser que ces 30 % retombent effectivement sur les entrepreneurs et viennent en déduction de leurs revenus. Les chefs d'entreprise, en réalité, mettent ensemble salaires et charges sociales et établissent les prix des produits en fonction du total. Le consommateur, c'est-à-dire tous et chacun, éprouve automatiquement le poids des charges sociales incorporées dans les prix de vente. Tout se passe comme si l'État prélevait un impôt de 30 % sur le montant des salaires.

D'aucuns en concluent qu'il suffirait de réduire cet impôt pour provoquer une baisse des prix. Ils oublient de se demander ce que serait le taux des salaires, en l'absence de la S.S. Les représentants du ministère du Travail affirment que les salariés seuls assument les frais de la S.S. Ils constatent que les salaires horaires ont augmenté sensiblement moins que les prix de détail et ils aboutissent à la conclusion que l'ensemble, salaires et charges sociales, représente, en 1948, un pourcentage des prix et du revenu national au plus égal et probablement inférieur à celui que représentait ce même ensemble en 1938.

Quelles que soient les controverses techniques qu'appellerait ce raisonnement, il n'est pas douteux que, pour la plus grande part, ce sont les salariés eux-mêmes qui, par l'intermédiaire de salaires horaires plus faibles, financent la S.S. Celle-ci apparaît donc moins comme une obligation supplémentaire, imposée à la

collectivité, que comme une redistribution des revenus entre les salariés eux-mêmes.

Cependant, des distinctions s'imposent. On confond sous le terme de S.S. trois systèmes distincts: celui des assurances sociales proprement dit, maladie et accidents, celui des allocations familiales, celui des retraites. Le premier retire aux salariés une part de leur rémunération afin de les garantir contre les coups du sort, le deuxième introduit le principe de la rémunération selon les besoins et non plus selon le travail. Le troisième impose à la nation et surtout aux salariés un effort de solidarité en faveur des vieux.

Par le premier système, les salariés sont contraints à l'épargne dans l'intérêt de ceux d'entre eux que frappent maladies ou accidents. Par les deux derniers, ils sont contraints à sacrifier une partie de leurs salaires en faveur des enfants et des vieillards.

Si chacun comprenait ce mécanisme, les protestations ne devraient-elles pas normalement venir des travailleurs bien plutôt que des patrons!

Équilibre financier et équilibre économique

D'après les statistiques officielles, l'assurance-maladie accuse, en 1947, un déficit d'une dizaine de milliards, l'assurance-vieillesse un excédent du même ordre de grandeur, les allocations familiales sont en équilibre. Mais ces résultats sont imputables surtout à des circonstances accidentelles. L'assurance-vieillesse est en excédent parce que les cotisations s'élèvent en même temps que les salaires, alors que les retraites ne sont augmentées qu'avec un certain retard. L'assurance-maladie est en déficit parce que les prix des soins ont tendance à monter plus vite que les cotisations.

Mais ces détails de comptabilité ont moins d'importance qu'on ne le croit d'ordinaire. Il suffit - et l'administration ne s'en fera pas faute en cas de besoin - d'élever les taux des cotisations pour combler les déficits. Les vraies questions sont d'ordre économique, différentes d'ailleurs selon qu'il s'agit de maladies ou de vieillesse.

L'assurance-maladie devient une charge non pour les seuls salariés mais pour la collectivité tout entière, dans la mesure où elle suscite ou encourage l'absentéisme. Les journées d'absence entraînent une baisse de production, une perte absolue pour l'économie nationale. On a signalé, d'autre part, l'augmentation considérable de certains frais, comme ceux des soins dentaires ou pharmaceutiques. Plus généralement, le fait que l'assurance-maladie absorbe plus

de 30 milliards de francs en 1947, cependant que les longues maladies en requièrent moins de 2, ne semble conforme ni au bon sens, ni à la hiérarchie réelle des besoins. Autrement dit, on a deux problèmes à résoudre: comment réduire la tentation de congés supplémentaires payés? Comment arrêter la prolifération de dépenses médicales, plus ou moins justifiées, que favorise la complicité de certains médecins et des assurés désireux de récupérer leurs cotisations?

Pour l'instant, on ne se soucie guère de l'assurance-vieillesse dont les excédents servent à combler les déficits de la caisse maladie. Mais, à terme, c'est elle qui soulève les difficultés les plus graves, en raison du vieillissement de la population française. Le nombre d'adultes pour un vieillard qui était de 5,4 en 1851, n'était plus que de 3,3 en 1947. Les statisticiens ont calculé que "pour une même retraite et une même cotisation, le Français devrait se retirer trois ans plus tard que le Suisse, cinq ans plus tard que l'Américain et neuf ans plus tard que le citoyen soviétique".

Sans doute les retraites, comme les allocations familiales, ne sont qu'une forme de redistribution du revenu national. Le pouvoir d'achat distribué aux vieillards a été retiré à des salariés ou à des consommateurs. La collectivité n'encourt pas de dépenses supplémentaires, elle se prête simplement à une autre répartition des dépenses.

Les économistes n'ont pas tort de nous rappeler cette vérité incontestable, mais la traduction en français ordinaire de l'idée de la redistribution serait à peu près: on ne donne aux uns que ce que l'on prend aux autres. On ne discute pas le principe de cet effort de solidarité, mais il serait urgent d'en fixer l'ampleur. Les Français ont tendance à souhaiter l'élargissement de la S.S. dans la mesure où ils en sont les bénéficiaires, mais, en tant que cotisants, ils en réclament la limitation. Or, en dépit de tous les artifices comptables, la majorité des Français s'aperçoivent qu'ils sont encore plus cotisants que bénéficiaires.

Problème de la Sécurité Sociale. II.

Le Figaro
12 juin 1948

L'ensemble de la Sécurité sociale est devenu une de ces administrations gigantesques pour lesquelles l'État français, depuis la Libération, manifeste un goût curieux. Au moins 40 % de la population totale sont inscrits à l'assurance-maladie. Le bénéfice des allocations familiales est acquis, en principe, à tous et, en fait, à l'immense majorité. Le régime des retraites ne fonctionne pas encore à plein, mais le processus d'élargissement est loin d'avoir atteint son terme. Les sommes que manipule la S.S. sont déjà considérables. Le bilan national les estimait, pour 1948, à 239 milliards, sans compter 131 milliards de dépenses sociales inscrites au budget de l'État.

On conçoit qu'un appareil administratif aussi démesuré suscite de multiples problèmes. La comparaison avec les systèmes étrangers serait instructive. Mais les deux interrogations essentielles, à l'heure présente, me paraissent les suivantes: comment réformer l'assurance-maladie? Quelles sont les conséquences de la redistribution du revenu national et jusqu'à quel point peut-on la pousser?

Les petits risques

Beaucoup de critiques ont proposé de supprimer purement et simplement les petits risques et de relever la limite inférieure de l'absence qui donne droit à une indemnité de trois à six ou huit jours. Séduisante en théorie, cette proposition paraît difficile à retenir.

Les dirigeants de la S.S. ont invoqué les engagements internationaux auxquels nous avons souscrit et que la mesure envisagée violent. En l'état actuel des choses, nul ne sait si cette nouvelle législation provoquerait une diminution du nombre des absences ou un allongement de la durée des courtes absences. On a fait également observer que les maladies bénignes intéressent surtout femmes ou enfants des assurés et que la suppression des petits risques frapperait les familles. Enfin, les salariés y verraient une brimade, un moyen de leur reprendre une partie des avantages qui compensent leurs versements. Psychologiquement et socialement, le remède risquerait d'être pire que le mal.

La nécessité d'une réforme n'en est pas moins urgente (bien que, d'après les statistiques, l'absentéisme soit en régression, puisque, pour l'année 1947, le

nombre des jours indemnisés en moyenne par assuré serait de 12 contre 15 en 1944 et 9 en 1938).

Il semble que la solution devrait être cherchée dans un retour aux principes de l'assurance et, si possible, des mutuelles. Le Français n'a pas de scrupule à l'égard d'une administration qui lui paraît se confondre avec l'État lui-même. Or la S.S. est, à ses yeux, aujourd'hui lointaine et officielle, gorgée de richesses prélevées sur les salariés eux-mêmes, susceptible d'être indéfiniment pressurée.

On ne modifiera cette psychologie qu'en reconstituant, au lieu des gigantesques caisses primaires ou tout au moins au-dessous d'elles, des mutuelles proches des intéressés, gérées par eux, dont chacun se sentirait comptable, où jouerait un contrôle réciproque. Les abus que l'on commet d'un cœur léger aux dépens d'une administration anonyme deviendraient plus malaisés. Peut-être même, dans cette voie, parviendrait-on à amorcer une autre réforme, dont tant de médecins nous affirment la nécessité, celle des relations entre l'assuré, le docteur et la S.S. Je ne souhaite pas substituer, à l'alliance des deux premiers contre la troisième, l'alliance des deux derniers aux dépens du premier. Le but est de rendre à tous le sens de leurs responsabilités.

Limites de la redistribution

Maladies et accidents de travail relèvent d'un système d'assurances. Les allocations familiales n'ont rien à voir avec un tel système. L'État prélève, chaque année, par impôt, les sommes nécessaires pour verser à toutes les familles des allocations proportionnelles au nombre des enfants.

Quant aux retraites, en théorie, elles sont constituées par les versements des assurés et doivent être proportionnelles aux versements et au dernier salaire touché. Mais, en fait, on a abandonné le principe en mettant à la charge de la S.S. les retraites des vieux et en généralisant la méthode de la répartition. Chaque année, on prélève par l'impôt les sommes nécessaires aux pensions. Que celles-ci figurent au budget général ou à celui de la S.S., il n'en résulte pas de différence essentielle.

Les allocations familiales me paraissent conformes aussi bien à l'intérêt de la collectivité qu'à celui de l'économie. Elles font partie intégrante de la politique de natalité et permettent d'adapter les rémunérations aux besoins, sans recourir à une hausse générale des salaires.

Le principe des retraites est admissible, lui aussi, mais à condition de ne pas oublier que ce sont les travailleurs qui paient, en définitive, l'entretien des

vieillards. L'élargissement du système des retraites entraîne l'amputation des salaires directs. On s'étonne, donc, que l'administration ait poussé à une généralisation, parfois contre le désir des intéressés, alors que le vieillissement de la population aurait dû inspirer le souci contraire. Ceux qui entendent constituer eux-mêmes des réserves pour leurs vieux jours, sans passer par l'appareil de l'État, auraient dû être encouragés. L'assurance-vieillesse obligatoire est à la rigueur acceptable pour les salariés, non pour les autres groupes sociaux.

Les effets économiques d'une redistribution des revenus sont obscurs et complexes. On n'entrera donc pas ici dans des analyses techniques et on se bornera à quelques remarques. Si des impôts sont nécessaires pour couvrir les allocations familiales, il n'est pas démontré que la taxe sur les salaires soit la meilleure. Elle a au moins l'inconvénient d'élever considérablement le niveau du salaire minimum, ce qui, dans une période de contraction économique, pourrait se traduire par un chômage supplémentaire. La proportionnalité des cotisations aux salaires, qui offre une garantie financière, contribue, en période d'instabilité, à accélérer la course des salaires et des prix. On se demandera aussi quelle influence exerce le système sur la propension de la collectivité à l'épargne. Les bénéficiaires des prestations épargnent-ils plus ou moins que ceux dont les revenus ont été réduits par les cotisations?

Un principe me paraît fondamental: que gouvernement et Parlement fixent, chaque année, en fonction du revenu national, le montant des sommes que l'on entend consacrer aux allocations familiales et aux retraites, que l'on établisse des impôts en conséquence, mais qu'on ne laisse pas une administration semi-autonome proliférer indéfiniment, comme si, les besoins étant fixés d'abord, les taxes fournissaient automatiquement les centaines de milliards nécessaires. Certes, sur le papier, il n'y a aucune difficulté à accroître les prélèvements au fur et à mesure des dépenses. Mais ni l'économie, ni la psychologie ne sont aussi malléables que les plans grandioses des fonctionnaires.

À force d'amputer le salaire direct au profit du salaire indirect, on finira par multiplier les revendications et attiser le mécontentement.

Le véritable objectif de la politique économique, le véritable moyen d'atténuer la crise sociale, ce n'est pas de redistribuer le revenu national, c'est de l'accroître.

La dévaluation et les salaires

Le Figaro

22 septembre 1949

La dévaluation, déclare-t-on, ici et là, a rendu inévitable une hausse générale des salaires. La vérité me paraît exactement opposée: après une dévaluation, une telle hausse constituerait précisément la faute qu'il importe avant tout de ne pas commettre.

La raison en est fort simple et tout le monde la connaît (ou devrait la connaître). Dans un pays comme la France qui, pour l'essentiel, produit elle-même sa nourriture, la dévaluation n'exerce pas d'effet immédiat sur le prix de la vie. Plusieurs mois s'écoulent avant que la hausse des prix des matières premières importées se répercute sur le coût des marchandises au détail. Durant cette période, les exportateurs sont en mesure d'offrir à leurs clients étrangers des prix plus favorables et la dévaluation peut remplir sa fonction, qui est de contribuer au rétablissement de l'équilibre de la balance des comptes.

Les dévaluations pratiquées à la suite de la crise de 1929, en phase de déflation mondiale, n'ont pleinement réussi que dans les pays où l'on parvint à assurer cette hausse différentielle des prix, plus accentuée et plus rapide pour les prix de gros, moins forte et plus lente pour les prix de détail et, par suite, pour les salaires. Aujourd'hui encore, dans des circonstances autres, cette différenciation des mouvements de prix, en tout état de cause limités, est indispensable au succès de l'expérience. Ordonner immédiatement une hausse générale des salaires reviendrait à dissiper d'un coup la plupart des bénéfices éventuels de l'opération monétaire.

Bien plus, la dévaluation de 22% n'intéresse qu'un tiers de nos importations en provenance de la zone dollar. Un autre tiers sera affecté dans le sens contraire, celui de la baisse, par la revalorisation du franc à l'égard de la livre. Bien que, pour remplir les caisses de l'État, on ait décidé de comptabiliser désormais au nouveau cours de 350 francs par dollar les produits importés au titre du Plan Marshall, l'effet mécanique de la dévaluation doit être progressif et réduit, à la seule condition que gouvernants et gouvernés montrent un minimum de bon sens.

On nous rebat les oreilles avec l'effet psychologique de la dévaluation. On fera d'abord observer que la meilleure façon d'accentuer cet effet psychologique est d'en parler sans cesse. Au vrai, on exagère le danger. Le gouvernement dispose

encore de moyens d'action. Producteurs et commerçants n'écoulent plus aujourd'hui leurs produits avec une telle facilité qu'ils puissent arbitrairement forcer leurs prix.

En Grande-Bretagne, où pourtant la situation est plus difficile, puisque la nourriture est pour 60% importée, où une certaine répercussion sur le prix de la vie sera immédiate, sir Stafford Cripps, dont personne ne mettra en doute l'orthodoxie socialiste, n'en a pas moins affirmé le maintien du blocage des revenus individuels. Si le gouvernement français adoptait une attitude contraire, il précipiterait lui-même sa propre ruine.

Mais, dira-t-on, dès avant la dévaluation, un ajustement des salaires s'imposait. Il en était, en effet, question et on prétend volontiers qu'une sorte d'unanimité s'était faite sur ce point. Malheureusement, en France, l'unanimité ne se fait guère, sur un sujet économique, que pour commettre une sottise.

Que, dans l'ensemble, le niveau de vie des salariés reste déplorablement bas, nul n'y contredira.

Mais ceux qui imaginent encore qu'une hausse générale des salaires nominaux est susceptible d'améliorer durablement la condition de tous les salariés, montrent une singulière imperméabilité aux leçons de l'expérience. La vraie question, pour l'instant, est de savoir si, depuis la dernière hausse générale des salaires de septembre 1948, les prix ont monté de telle sorte qu'en dépit de tous les inconvénients, une réévaluation des salaires soit indispensable ou inévitable. Or les statistiques, honnêtement interrogées, ne suggèrent rien de pareil.

Nous étudierons avec plus de précision, un autre jour, les données numériques dont on dispose sur les salaires et les prix. Nous nous en tiendrons aujourd'hui à des données grossières. En août 1948, l'indice des trente-quatre articles à Paris se situait à 1670. En août 1949, il est à 1752 (il était à 1781 en janvier de cette année). Entre temps est intervenue une hausse des salaires de 15%. Les prix de la nourriture avaient légèrement baissé, ceux des services et du loyer sensiblement monté. Au cours des dernières semaines, certains prix alimentaires (des produits laitiers, par exemple) ont de nouveau progressé. Autant qu'on puisse en juger, la relation des salaires et des prix ne doit pas être très différente, à l'heure présente, de ce qu'elle était il y a un an, après la hausse de 15% des salaires.

Dès lors, on ne saurait justifier une hausse générale des salaires nominaux que par le désir, en lui-même légitime, d'élever le niveau de vie des salariés. Mais comment donner davantage à une classe de la nation sans prélever sur les ressources d'une autre classe? Les partisans de la réévaluation des salaires

devraient donc au moins nous expliquer quelles mesures compensatoires ils proposent pour que le gonflement du revenu nominal des salariés se traduise effectivement par une augmentation du revenu réel.

La conclusion n'est pas un aveu d'impuissance. On peut et on doit relever certains salaires anormalement bas. Le volume atteint par la production industrielle et alimentaire, les difficultés de vente éprouvées par certains secteurs commerciaux rendent probablement possible un accroissement global de la masse des salaires de 5 à 8% (sous forme de multiples ajustements partiels) sans déclenchement d'une poussée violente des prix. Encore faut-il quelque optimisme pour imaginer que le pouvoir d'achat supplémentaire se portera de préférence vers les secteurs où sévit la mévente. Il s'agit là, évidemment, d'un ordre de grandeur: notre connaissance de l'économie française n'est pas telle que nous puissions dire dogmatiquement à quel pourcentage s'établit la limite extrême.

Ce que l'on doit dire, c'est que, selon toute probabilité, une hausse générale des salaires de 15 à 20% remettrait en mouvement le mécanisme d'inflation, arrêté depuis un an à peine.

Les discussions sur la libération des salaires et le retour aux conventions collectives ont un caractère plus politique qu'économique. À l'heure présente, l'État, en théorie, fixe lui-même les salaires, mais, selon les régions, la branche industrielle, les entreprises, le rendement du travail, entrepreneurs, syndicats et ouvriers s'accordent sur des rétributions plus ou moins conformes au règlement. Que l'on proclame demain le retour aux conventions collectives, l'État, patron de 40% de l'industrie, continuera, qu'il le veuille ou non, à donner des directives, soit aux négociateurs des conventions collectives, soit aux tribunaux d'arbitrage. Il est souhaitable d'apporter plus de souplesse au système des salaires, encore que les intéressés, patrons et ouvriers, aient pris, depuis longtemps, la plupart des libertés qu'on prétend leur rendre. L'essentiel est de savoir si, oui ou non, on recommande, directement ou indirectement, par décision ou par abstention, une hausse générale et immédiate des salaires nominaux.

Je ne doute pas que quelques littérateurs ou démagogues ne me reprochent mon cynisme. Je n'envie guère la réputation de générosité et de philanthropie que l'on acquiert, paraît-il, en recommandant la distribution accélérée de monnaie fondante. Mes lecteurs me mépriseraient, comme je me mépriserais moi-même, si j'oubliais que l'économiste a pour devoir de marquer, non le souhaitable, mais le possible.

La libération des salaires

Le Figaro
15 octobre 1949

Pourquoi les salaires seraient-ils fixés par l'État puisque les prix sont libres? L'argument de symétrie a été si souvent répété dans la presse et au Parlement qu'il fait désormais figure de vérité établie. La réalité n'est pas aussi simple.

Un prix est libre quand il résulte de: transactions sur le marché entre vendeur et acheteur. Le premier n'établit pas le prix à sa guise, il obtient tout ce que le client est disposé à lui accorder.

Mais personne n'admettrait que le salaire eût le même caractère strictement économique que le prix. On a assez souvent dénoncé la conception capitaliste selon laquelle la force de travail serait une marchandise comme les autres. On ne souhaite pas de discussion individuelle entre l'entrepreneur et l'ouvrier, ni de discussion entre les ouvriers d'une entreprise et le directeur de celle-ci, on réclame des négociations entre organisations ouvrières et organisations patronales dans le cadre national.

Autrement dit, l'opposition entre les prix économiques et les salaires politiques est communément acceptée. Ce que l'on n'accepte pas, c'est d'abord que les salaires soient bloqués, lorsque les prix montent; c'est ensuite que les prix politiques résultent d'une décision de l'État.

On raisonne volontiers comme si la hausse des prix était fatale, même lorsque les salaires sont bloqués. Tel a été le cas de 1944 à 1948, du fait de la pénurie des produits alimentaires et des déficits permanents des finances publiques. Mais la récolte exceptionnelle de 1948 avait renversé la situation. Les ressources alimentaires répondant à peu près aux habitudes de consommation, le blocage des salaires n'a pas été accompagné de la montée des prix.

Bien plus, les prix des produits alimentaires ont nettement baissé entre janvier et juin 1949. À ce moment, l'État est intervenu plusieurs fois pour empêcher la baisse. Il a "bloqué" à la production une partie de la récolte de vin. Le beurre, la viande se sont traités à diverses reprises au-dessous de la taxe qui était maintenue, en fait, pour freiner la baisse. Les pouvoirs publics, à tort ou à raison, craignaient un effondrement des revenus des paysans, dont les organisations protestent contre les coups du sort et les mouvements de la conjoncture, avec autant de vigueur que les autres organisations professionnelles.

Au cours de ces dernières semaines, par suite de la sécheresse, certains prix de produits alimentaires ont marqué de nouveau une hausse. D'autre part, les coûts des loyers et des divers services ont également progressé. Il est probable (encore que les calculs soient aléatoires) que les salariés ont, depuis septembre 1949, reperdu une fraction, sinon la totalité, des 15% qui leur avaient été accordés il y a un an.

Rien ne prouve malheureusement que la libération des salaires, sous la forme du retour aux conventions collectives, permette de regagner, pour tous les salariés, le terrain perdu.

Quels avantages attend-on des conventions collectives?

Le premier, que les gouvernants ne mentionnent pas en public, mais auquel ils accordent la plus grande importance, serait d'ordre tactique. Les revendications, au lieu d'être adressées à l'État, seraient présentées au patronat. Le refus viendrait de celui-ci et non de celui-là. Le gouvernement aurait l'illusion de reprendre son rôle d'arbitre.

Cet avantage est incontestable, mais il touche la forme plus que le fond. Dans le cas des fonctionnaires et des ouvriers des industries nationalisées, l'État continuerait d'être directement mis en cause.

D'autre part, en cas de conflit entre les organisations professionnelles, qui tranchera? Les tribunaux d'arbitrage? Soit, mais d'après quel principe? Dans le cas des salaires anormalement bas, passe encore: les rétributions pratiquées dans d'autres régions ou d'autres industries pourront servir de critère. Mais si les syndicats demandent une hausse générale de 20 %, répercutée sur toute la hiérarchie, seul l'État est susceptible de donner les directives. En Grande-Bretagne, les tribunaux jugent les litiges, mais ils se réfèrent à une politique générale des salaires proclamés par le gouvernement. Celui-ci n'évite pas plus la tâche ingrate de fixer le niveau des salaires qu'il n'évite la fixation des parités monétaires.

Le deuxième avantage consisterait dans une plus grande souplesse du système. Les conventions nationales poseraient des règles générales, le salaire minimum de chaque catégorie. Dans le cadre des régions, voire des entreprises, des négociations entre patrons et ouvriers mettraient au point l'application des principes. Il n'est pas douteux qu'à l'heure présent bon nombre d'entreprises pourraient augmenter les salaires sans élever leurs prix. Mais une hausse générale serait funeste parce qu'un grand nombre d'entreprises ne pourraient la supporter sans la reporter immédiatement sur les prix de vente.

Ce raisonnement est valable et justifie le retour aux conventions collectives. Encore faut-il se garder d'illusions. La souplesse désirée existe déjà pour une part. Les salaires ont progressé quelque peu depuis la hausse officielle de septembre dernier. Les branches industrielles, les entreprises favorisées ont accordé des primes ou des hausses que les branches ou les entreprises en difficulté ont refusées. Les considérations économiques, état du marché du travail, rendement de l'ouvrier, sont intervenues en marge ou en dépit du règlement.

Que l'on veuille accélérer cette évolution, soit. Encore faut-il reconnaître que, contrairement aux doctrines de beaucoup de syndicats, elle accroît les différences entre les rétributions accordées aux ouvriers fournissant le même travail. Ceux qui appartiennent à des entreprises prospères, par hasard ou par les mérites de l'entrepreneur, en tireront profit. De plus, la souplesse dont on découvre aujourd'hui les mérites sera d'autant plus grande que les conventions nationales laisseront plus de jeu aux diversités de conditions.

Peut-être les partisans de la "libération", quand ils en apercevront les conséquences, deviendront-ils soudain avocats de la fixation autoritaire.

Conventions collectives et arbitrages

Le Figaro
10 décembre 1949

Le projet de loi sur les conventions collectives, préparé par un ministre socialiste du Travail, prévoyait l'arbitrage obligatoire. Représentants ouvriers et représentants patronaux se sont trouvés d'accord au Conseil économique pour rejeter le principe de l'arbitrage obligatoire. La Commission de l'Assemblée nationale a suivi l'avis du Conseil et il ne semble pas douteux que l'Assemblée, à son tour, suive la Commission.

En théorie, il n'y a pas de lien nécessaire entre l'idée de convention collective et celle d'arbitrage obligatoire.

La grève récente de la sidérurgie et des charbonnages des États-Unis prouve que la fixation des conditions du travail par négociations entre syndicats ouvriers et patronaux n'exclut pas la grève comme moyen de pression des employés sur les employeurs. Il n'en est pas moins vrai que dans les pays où le système des conventions collectives a le mieux réussi (dans les pays scandinaves par exemple) la conciliation ou l'arbitrage précèdent presque toujours les grèves et tendent au moins à en réduire le nombre.

Je crois, pour mon compte, que l'on a bien fait de renoncer à l'arbitrage obligatoire. Non pour la raison que l'on invoque le plus souvent, à savoir qu'il limiterait la pratique des grèves. Il me paraît évident, en effet, que l'objectif d'une législation du travail est précisément d'obtenir cette limitation. Mais, en ces matières, la loi ne peut pas devancer de trop loin les mœurs.

Il est souhaitable que les parties jugent elles-mêmes que leur intérêt commun est de s'entendre plutôt que de se battre, mais un texte juridique, à lui seul, ne peut pas créer l'état d'esprit. Il y faut une accoutumance progressive et aussi de la bonne volonté (qui n'existe malheureusement pas chez les dirigeants communistes des syndicats). À vouloir imposer aux intéressés une conduite qui ne répondrait pas à leur état d'esprit, on compromettrait la loi bien plutôt qu'on n'établirait la paix sociale.

L'arbitrage obligatoire a été effectivement instauré dans certains pays où règne la paix sociale (en Nouvelle-Zélande, par exemple, et encore avec certaines réserves). Mais il est des pays où les grèves sont devenues rares, sans que la loi comporte l'arbitrage obligatoire, en Suède par exemple. Dans ce pays, c'est

l'opinion publique qui impose le recours à la conciliation ou à l'arbitrage avant toute suspension du travail.

En revanche, il est d'autres principes qu'il serait souhaitable d'introduire sinon dans les lois, du moins dans les conventions collectives et plus encore dans la pratique. Le premier serait le recours normal, sinon obligatoire, aux bons offices d'un conciliateur avant tout arrêt du travail. Le deuxième serait le recours, normal sinon obligatoire, à l'arbitrage. Enfin, en cas de contestation sur l'interprétation d'une convention collective, l'acceptation de la sentence arbitrale prévue par les textes ou demandée par les parties devrait être de rigueur.

Rien n'est plus grave, pour le fonctionnement du système que l'on cherche à organiser, que le rejet, par l'une ou l'autre des parties d'une sentence sollicitée et moralement reconnue à l'avance.

Cette prudence que l'on recommande aux législateurs laisse évidemment entières les difficultés. Le but que devrait viser ce que l'on appelle, non sans abus de terme, la libération des salaires devrait être de rendre quelque souplesse au régime des rémunérations, autrement dit de permettre l'amélioration du sort des salariés là où les entreprises, ou les branches économiques, en ont la possibilité sans hausse des prix. Il est clair, en effet, qu'une augmentation générale et massive des salaires nominaux déclencherait une nouvelle vague d'inflation, quelle que soit la forme juridique qu'on lui donne ou les méthodes par lesquelles on la provoque.

Au cours des premières conversations entre représentants de la C.G.T. et représentants du patronat, au printemps dernier, les demandes syndicales (d'après le calcul du patronat) équivalaient à une hausse de 150% des salaires. Les conversations prochaines, si elles étaient entreprises dans le même esprit, aboutiraient à une impasse et les parties se retourneraient vers l'État, pour lui demander de trancher.

Pour l'instant, dans l'espoir que les négociateurs montreront un esprit de raison, les pouvoirs publics ne peuvent rien de plus que s'abstenir, par leur texte de loi, d'aggraver les risques.

On a discuté sur la notion du salaire minimum qui doit être fixé par l'État. S'agit-il du salaire le plus bas au-dessous duquel aucune rémunération ne devrait descendre ou du salaire minimum vital, calculé d'après un budget type et qui servirait de base à la hiérarchie des salaires? Fort sagement, le gouvernement a retenu la première conception, la seule qui n'hypothèque pas l'avenir. Si l'État fixait l'échelon inférieur de la hiérarchie pour les salariés de la France entière,

pratiquement nous ne sortirons pas du régime actuel. C'est l'État qui déterminerait les salaires de tous et l'on se demande quelle portée conserveraient les négociations entre représentants syndicaux.

Comme d'habitude, les controverses ont repris sur l'extension des conventions collectives, les uns exprimant leur préférence pour les conventions nationales, les autres pour les conventions plus restreintes. Sans entrer dans les subtilités juridiques, il n'y a pas, semble-t-il, de raison valable pour donner la préférence aux conventions nationales, ni pour généraliser par voie d'autorité des conventions régionales ou locales. Encore une fois, la signification de la réforme est le retour à une certaine liberté, c'est-à-dire l'effort pour adapter les conditions du travail aux réalités et aux possibilités économiques. Les conventions nationales vont le plus souvent dans le sens contraire et finissent par restituer à l'État les responsabilités dont on entend le décharger.

En cas de conflit, le nombre des ouvriers, l'importance des intérêts sont tels que seuls les pouvoirs publics ont le moyen d'éviter les ravages de la lutte ouverte et d'imposer une solution. Du même coup éclaterait l'hypocrisie d'un retour à la liberté qui, s'il prenait la forme exclusive de conventions nationales couvrant des industries entières, appellerait irrésistiblement l'intervention et la décision de l'État.

Les salaires

Le Figaro
25-26 février 1950

Depuis septembre dernier, la prime d'attente et la discussion des conventions collectives ont été invoquées par le gouvernement pour ne pas prendre position sur le problème des salaires. On a gagné du temps et on a évité les fautes qui auraient été irréparables.

Au lendemain de la dévaluation, certains commentateurs recommandaient une hausse immédiate des salaires, sous prétexte qu'une hausse du prix de la vie allait intervenir. L'événement a donné tort à ces pessimistes et confirmé les arguments que nous avons avancés à l'époque. La dévaluation augmenterait le prix de certaines matières premières importées et, par suite au bout de quelques mois, le prix de certains produits industriels. Elle n'exercerait aucun effet immédiat ou massif, sur les cours des marchandises les plus importantes pour les budgets des masses populaires.

La vague de grèves qui menace de paralyser l'économie de la nation marque l'échéance prévisible.

Le mouvement des prix

Le gouvernement se défendait d'anticiper sur les résultats des accords de salaires qui, d'après l'article 21 de la loi du 11 février 1950, pourraient être conclus avant l'établissement des conventions collectives. Mais les négociations à peine entamées ont conduit à une impasse. La formule des 3.000 francs par mois entraînerait une hausse de 20 à 25% de la masse globale des salaires, si elle était versée uniformément à tous les salariés, de 30 à 40% si l'on maintenait la hiérarchie.

La position du patronat français est que, depuis octobre 1948, date de la dernière remise en ordre officielle des salaires, la hausse du prix de la vie a été de l'ordre de 10% (le chiffre minimum des ressources nécessaires, calculé par les soins du ministère de l'Économie nationale, serait passé de 12.400 francs à 13.658 francs). Il conviendrait donc que les avantages accordés n'entraînaient pas un accroissement des salaires, par rapport à octobre 1948, supérieur à 8%.

On discutera naturellement ces chiffres incertains et imprécis comme tous ceux qui alimentent les polémiques françaises. L'indice des 34 articles (à Paris) qui se situait à 1.844 en octobre 1948 se retrouve à 1.910 en janvier 1950. En

revanche, l'indice du prix de la vie, calculé par M. Romœuf, est passé de 100 en septembre 1948 à 113,3 en janvier 1949 et à 119,3 en janvier 1950. En ce cas, la hausse du prix de la vie serait de 20% depuis la dernière remise en ordre officielle des salaires. Encore faudrait-il tenir compte des hausses de salaires intervenues entre temps, des indemnités diverses (par exemple de transport), des facteurs saisonniers.

J'avais soutenu, ici même, en automne dernier, qu'une hausse globale de l'ordre de 5 à 10%, variable selon les branches et les entreprises, pourrait probablement être absorbée sans mettre fin à la stabilité précaire, atteinte depuis un an. Si l'on se référait aux chiffres de M. Romœuf, on accroîtrait quelque peu ce pourcentage, non sans graves répercussions sur le secteur nationalisé.

Quoi qu'il en soit (et nous ne disposons pas de données assez précises pour chiffrer exactement le pourcentage), nous restons convaincus qu'une hausse générale des salaires, de l'ampleur de celle que réclament les syndicats et, en particulier, la C.G.T., non seulement provoquerait une hausse générale des prix, mais infligerait à notre économie les maux conjugués de l'inflation et du chômage.

Conséquences de la hausse

Le ralentissement de l'activité, les difficultés de vente qu'éprouvent certains secteurs ont suggéré à quelques observateurs une opinion différente. Si l'on ne parvient pas à vendre la quincaillerie ou les meubles, si les marchés de produits laitiers ou même de la viande sont menacés par une insuffisance de demande, la solution la meilleure, aussi bien économiquement que socialement, ne serait-elle pas d'accroître le pouvoir d'achat des salariés, c'est-à-dire d'élever les salaires nominaux?

Il est vrai que la situation n'est plus comparable à ce qu'elle était de 1944 à 1948. À cette époque, la production et par suite l'offre de produits alimentaires étaient réduites, non élastiques. Chaque fois que l'on mettait en circulation un pouvoir d'achat supplémentaire, les prix bondissaient. Aujourd'hui l'offre de produits alimentaires est normale, dans beaucoup de cas supérieure, à l'avant-guerre. Une hausse globale des salaires ne provoquerait pas une hausse des cours de même grandeur, elle atténuerait même les risques de mévente.

Malheureusement, on oublie l'autre aspect du problème: la hausse des salaires ne déclencherait plus, comme pendant les années de pénurie de l'après-guerre, une hausse immédiate et massive du prix de la vie, mais elle élèverait les prix de revient des produits fabriqués. Nos exportations, déjà exposées à la concurrence

internationale, perdraient des positions. La fermeture de marchés extérieurs se traduirait fatalement par un marasme croissant pour les secteurs en difficulté. À l'intérieur même, pour les produits industriels, sinon pour les produits alimentaires, la hausse des prix réduirait les débouchés plus que l'augmentation des salaires ne les élargirait. Enfin, la hausse des salaires gagnerait le secteur public et bouleverserait le fragile équilibre du budget.

Il se peut que la politique d'autofinancement, recommandée par l'État depuis la guerre, doive être sacrifiée au souci d'abaisser les prix de revient et de rétablir le circuit des capitaux. Il se peut même que, sur les marges bénéficiaires que justifiaient les besoins de réinvestissement, on doive prendre aujourd'hui une part pour améliorer le sort des salariés. Mais un fait demeure, à mon sens, incontestable.

Au moment où l'on s'engage dans la voie de la libération des échanges et de la concurrence internationale, une hausse générale des salaires de l'ordre de celle que réclame la C.G.T. déclencherait une crise à la fois d'inflation et de mévente, aux conséquences incalculables.

État et patronat

En renonçant à fixer lui-même les salaires, l'État a, en principe, transféré la décision au patronat. Mais soyons honnêtes: le gouvernement encourage le patronat à la résistance et il a raison de le faire. Entre le ministre des Finances et les plus sérieux des ministres socialistes qui se sont retirés, il y avait des divergences de tactique ou de discours, il n'y avait pas de divergence sur le fond. M. Lacoste et ses collègues savaient aussi bien que M. Petsche, M. Edgar Faure ou M. Buron ce que coûterait la généralisation de la prime mensuelle de 3.000 francs.

Le mécontentement ouvrier s'explique. Le niveau de vie des masses reste insuffisant, si on le mesure à ce qui serait souhaitable. L'énormité des charges sociales réduit la part du salaire direct et contribue à aggraver les revendications bien plutôt qu'à les apaiser. En dehors même du décalage entre le mouvement des prix et celui des rémunérations, le ralentissement de l'activité pèse lourdement sur certains budgets ouvriers. Le salarié qui travaille 35 heures au lieu de 45 ne parvient plus à joindre les deux bouts. Mais les mesures à prendre contre le chômage partiel ne sont pas l'élévation du salaire horaire. Bien plutôt conviendrait-il de réduire le taux d'accroissement des heures supplémentaires (au-dessus de 40 heures). Sans doute une telle proposition sera accueillie par des clameurs d'indignation, elle n'en serait pas moins plus efficace, dans l'intérêt

même des salariés, que la plupart de celles que l'on met en circulation.

Personne ne sait si l'on aboutira à des conventions collectives. Il n'est pas sûr que la C.G.T., aux ordres de Moscou, ne préfère pas entretenir l'agitation en bloquant les négociations par des demandes qu'elle sait à l'avance absurdement démagogique (les propositions de la C.G.T. comportent des hausses de salaires de 50, 80, parfois plus de 100%). Le texte de la loi sur les conventions collectives, votée par la majorité actuelle dans une incroyable inconscience, répond à peu près au désir des communistes. Plus le niveau auquel on discutera les conventions est élevé, plus les représentants de la C.G.T. auront de l'influence, moins il y a de chance d'aboutir à un accord.

Pour l'instant, seuls les accords de salaires sont en question, mais il s'agit de l'essentiel. Certains seront tentés d'isoler la C.G.T. en donnant satisfaction aux demandes de Force Ouvrière ou de la C.F.T.C. Évidemment cette dissociation serait souhaitable, mais on la payerait trop cher et le succès serait illusoire, si on l'obtenait par des concessions qui hypothéqueraient l'avenir et susciteraient, d'ici quelques mois, une crise plus grave encore que celle d'aujourd'hui.

À propos du plein emploi

Le Figaro
17 mars 1950

On a peu parlé en France du rapport rédigé à la demande du secrétariat général de l'O.N.U., par un groupe d'experts sur "les mesures nationales et internationales à prendre en vue d'assurer le plein emploi". Faisaient partie du groupe: M. Nicolas Kaldor et M. Pierre Uri, conseiller économique du Commissariat au Plan. Personne ne sera donc surpris que le rapport soit dominé par la pensée de Keynes telle que ses disciples socialisants l'ont interprétée. Le rapport a suscité aux États-Unis et susciterait en France, si l'on consentait à le lire, de vives controverses. Il mérite, à coup sûr, d'être discuté tant il met de rigueur à développer une doctrine et d'ingéniosité à prévoir les moyens d'application.

En ce qui concerne les mesures nationales, les experts n'apportent pas de suggestions radicalement originales, ils se bornent à systématiser les conceptions courantes dans l'école keynésienne. Puisque le sous-emploi tient à une insuffisance de la demande globale, on répliquera au chômage, dès que celui-ci aura dépassé un certain pourcentage, par des mesures destinées à accroître la demande: mesures fiscales (déficit budgétaire, baisse des taux de certains impôts), mesures de crédit, accroissement du pouvoir d'achat des consommateurs, grands travaux, incitations aux investissements privés ou accroissement des investissements publics, etc. Les propositions les plus neuves sont d'ordre administratif. L'objectif de plein emploi serait fixé à l'avance, de telle sorte que les mesures "anticycliques" prévues interviennent automatiquement à partir du moment où le chômage atteint le niveau de crise. La connaissance, par les entrepreneurs, de cette intervention automatique contribuerait à empêcher la diffusion psychologique de la dépression.

La même philosophie inspire l'étude des mesures internationales: le plein emploi importe plus que la liberté des échanges internationaux. Cette liberté ne peut que suivre et non pas précéder la restauration d'un équilibre international. Au-delà de ces propositions générales, les experts formulent deux sortes de recommandations.

Un nouvel équilibre international suppose des prêts internationaux qui ne peuvent venir, en quantités suffisantes, que des gouvernements. Les experts recommandent donc un programme à long terme permettant de connaître

l'ampleur des ressources mises à la disposition de l'économie mondiale au cours des années à venir, l'élargissement des fonctions de la Banque internationale de Reconstruction qui serait autorisée à prêter non plus seulement pour des travaux spécifiquement désignés, mais pour la tâche globale de mise en valeur de tel pays insuffisamment développé (point IV de M. Truman).

En second lieu, les experts ont cherché le moyen d'éviter qu'une déflation surgissant dans une économie nationale (et ils pensent évidemment aux États-Unis) ne gagne le reste du monde. En effet, il suffit d'une faible régression aux États-Unis pour que le volume des achats au dehors soit réduit dans une proportion sensiblement plus forte. Entre le dernier trimestre de 1948 et le deuxième trimestre de 1949, le revenu national des États-Unis baisse de 5 %, la valeur des importations de 15 %. La déflation d'une économie dominante crée immédiatement des déséquilibres dans les balances des comptes des autres pays. Pour corriger les déséquilibres, les pays sont obligés de s'imposer à eux-mêmes une déflation (ce qui va contre le principe de plein emploi) ou de restreindre leurs importations par les différents procédés de discrimination commerciale. Au cours des années 1930, on assista à cette réaction en chaîne de déflations et de restrictions aux échanges internationaux pour aboutir aux socialismes nationaux ou au plein emploi dans le cadre national. Pour éviter la répétition de ces troubles, un pays dont les importations diminuent par suite de déflation intérieure devrait mettre à la disposition du Fonds monétaire une quantité de sa monnaie égale à la différence entre ses importations dans une année antérieure, prise pour base de référence, et ses importations du moment (nous n'indiquons que le principe sans entrer dans le détail du mécanisme).

Il ne sera pas facile de faire accepter l'idée qu'un pays dont la balance des comptes est créditrice par suite d'une déflation intérieure, est aussi coupable à l'égard de la communauté internationale qu'un pays dont la balance des comptes est déficitaire par suite d'inflation. Le devoir de maintenir un volume d'importations, mesuré en fonction du plein emploi, n'est pas aussi évident que le devoir de ne pas acheter au-delà de ses moyens. Mais, sans adopter nécessairement la doctrine des experts, on reconnaîtra le mérite de ces suggestions, dans la conjoncture singulière de 1950.

Malheureusement, elles sont finalement autant politiques qu'économiques, elles s'adressent moins à l'O.N.U. qu'aux dirigeants et à l'opinion des États-Unis. L'essentiel reste à faire: convaincre ceux dont dépend le flux régulier des prêts internationaux.

Vers un dirigisme intégral?

L'ambition des experts n'est pas seulement d'atténuer les fluctuations cycliques, mais de les supprimer. Je crains que cette ambition dépasse, non pas seulement la compétence et la capacité d'action des gouvernements démocratiques, mais aussi la science des économistes. En théorie, même pour éliminer les dépressions, il faudrait d'abord empêcher les *booms*. Or on se demande si des gouvernants, non autoritaires, sont capables d'empêcher des investissements ou des hausses de salaires, à une période où les entrepreneurs comptent sur des bénéfices, où la prospérité générale renforce la position des syndicats.

Les experts, tout en mentionnant d'autres facteurs, expliquent la dépression et le sous-emploi selon le schéma keynésien: distinction entre l'acte d'épargne et l'acte d'investir, insuffisance des investissements entraînant le non-emploi d'une partie des moyens de production. Il n'est pas prouvé, en dépit de la mode, qui en matière de théorie économique est tout aussi impérieuse qu'en matière de costume, que cette situation soit la seule qui puisse être à l'origine d'une crise. La formule "insuffisance de la demande" est, en un sens, évidente, en un autre sens équivoque. Rien ne prouve que la dépression ne vienne pas de relations, internes au système, entre salaires et prix, entre prix des biens d'investissement et prix des biens de consommation, entre la répartition de la demande et la structure de l'appareil de production. Or l'augmentation de la demande globale par le déficit budgétaire ou les investissements supplémentaires ne corrigera pas ces dislocations éventuelles. Pour que la thérapeutique keynésienne soit à coup sûr efficace, il faudrait être décidé à la poursuivre jusqu'au bout: au cas où les premières mesures anticycliques ne suffiraient pas à provoquer la reprise, l'État augmenterait indéfiniment ses dépenses, quitte à obliger le public à absorber ce que les gouvernants auraient décidé de produire, quitte à aboutir à une planification intégrale de l'économie.

Il est évidemment souhaitable de réduire le plus possible le chômage. Mais le progrès économique, la souplesse d'adaptation à des circonstances inédites, la limitation du pouvoir de l'État dans l'intérêt des libertés personnelles des citoyens sont aussi des objectifs dont devrait tenir compte une politique économique.

Sans doute, objectera-t-on que les États se sont engagés à réaliser le plein emploi et que les experts se bornent à indiquer les moyens. Mais si le plein emploi permanent exige la stabilité des prix, l'élimination des cycles, il ne s'agit

plus d'un objectif partiel, mais d'une décision totale sur le genre d'économie que l'on choisit. On s'engage dans la voie d'une direction centrale, dont on ne saurait à l'avance fixer les limites.

Il n'est pas démontré qu'aucun système puisse présenter simultanément tous les mérites, qu'il puisse être à la fois stable et progressif, qu'il puisse mettre les travailleurs à l'abri du chômage et les laisser libres de choisir leur emploi. Il y a longtemps que Leibnitz nous a enseigné que le meilleur des mondes possibles ne comporte pas toutes les félicités concevables mais celles-là seules dont la coexistence est effectivement possible. Il est vrai que tous les experts ou technocrates du XXe siècle regardent avec un certain mépris l'œuvre du Créateur et s'emploient énergiquement à l'améliorer...

Les grèves et les salaires

Le Figaro
17 mars 1950

La prolongation des grèves est déplorable pour le pays. Elle aggrave la condition des nombreuses familles ouvrières, elle trouble l'opinion, qui, au milieu de déclarations contradictoires, cherche péniblement la vérité.

1) Aucun observateur n'est en mesure de décréter que 5% est la limite extrême de la hausse compatible avec la stabilité de prix ou que, tout au contraire, les entreprises pourraient absorber 8% de hausse. Il faudrait consulter les comptabilités pour être en mesure de répondre à une telle question. Quand la discussion porte sur 2 ou 3 % de plus ou de moins, elle est moins économique que politique.

2) Il y a quelque démagogie, de la part du gouvernement ou de ses porte-parole, à dénoncer l'intransigeance des patrons, alors que le gouvernement les a invités à la résistance (et peut-être, par derrière, continue de le faire).

3) Le gouvernement craignait la répercussion sur le secteur nationalisé d'une hausse supérieure à 5% dans la métallurgie parisienne. À l'heure présente, le secteur le moins capable d'absorber une hausse de salaires sans hausse de prix, c'est le secteur nationalisé. Le "patronat de combat" n'y est pour rien.

4) Autant il est normal de se défendre contre une poussée de hausse *générale* des prix, autant il serait illusoire de prétendre bloquer *tous* les prix. L'éventail des prix reste très ouvert. Certains prix de service continueront de monter, ce qui n'empêchera pas certains prix de produits alimentaires de baisser cet été.

5) On devait adapter la rémunération des salariés aux situations diverses des entreprises. On a recommencé la discussion des salaires pour des industries entières, ce qui réduit les avantages du retour à la liberté.

6) Les "marges bénéficiaires" que l'on vitupère à chaque crise ont été effectivement, depuis quelques années, considérables dans certaines branches ou entreprises. Mais l'État lui-même favorisait l'auto-financement. S'il entend changer de politique, qu'il le dise.

7) Des mesures contre le chômage partiel s'imposent. La plus simple consisterait à diminuer pour les employeurs le coût des heures au-delà de 40, au moins en supprimant tous les prélèvements sociaux ou fiscaux.

L'économie française est menacée à la fois d'inflation et de sous-emploi. Un

compromis raisonnable sur les salaires est la meilleure réplique à ce double péril.

Les moyens et la fin

Le Figaro
12 mai 1950

Il ne se passe pas de dimanche que les ministres ne nous infligent les platitudes solennelles sur "l'ordre dans la justice sociale" ou "le progrès dans la liberté".

On demande aux hommes de gouvernement, non de manifester de bons sentiments mais de préciser les moyens qu'ils comptent employer pour atteindre le but, l'objectif étant défini: élévation du niveau de vie des salariés. Quels sont les moyens qu'ils envisagent?

Politique des salaires

La première méthode, celle d'une hausse générale et uniforme des salaires, a été employée au cours des dernières semaines. Mais la hausse a été limitée à un coefficient entre 5 et 8% environ. Sans prétendre en ces matières à une précision que les faits connus n'autorisent pas, un dépassement sensible de cette limite entraînerait probablement une hausse des prix. L'amélioration que l'on peut attendre de ce moyen demeure inévitablement restreinte.

La deuxième méthode serait une augmentation plus accentuée des salaires les plus bas. Des mesures de cet ordre ont été envisagées pour les travailleurs touchés par le chômage partiel. Humainement, on souhaiterait d'abord relever les salaires inférieurs, atténuer les cas extrêmes de pauvreté. Socialement, il est difficile de replier davantage "l'éventail" des rémunérations, moins ouvert qu'avant guerre.

La troisième méthode consisterait à renoncer à la formule des salaires uniformes pour toute une branche industrielle ou pour une région entière, d'encourager à la différenciation des salaires selon le rendement des entreprises. L'uniformité a, depuis longtemps, disparu, mais on n'accepte pas encore entièrement l'idée (à certains égards choquante) qu'un ouvrier gagne davantage parce qu'il travaille dans une usine mieux organisée. Mais il est vain de se révolter contre cette inégalité, qui existe déjà et qui ira s'accroissant. Après tout, s'il est entendu que les salaires s'alignent au niveau inférieur, mieux vaut encourager la progression de quelques-uns plutôt que de maintenir tout le monde au plus bas.

Salaire direct et indirect

Une autre réforme de la politique des salaires concevable consisterait soit à modifier la répartition de la masse des salaires entre salaire direct et salaire indirect, soit à réformer le financement de la Sécurité sociale.

Les représentants des syndicats et des partis de gauche défendent farouchement la Sécurité sociale sous sa forme actuelle et les représentants des partis modérés la critiquent souvent. Le phénomène nous paraît normal parce que nous y sommes habitués. Mais les arguments qu'invoquent les défenseurs de la S.S. pourraient être aisément repris dans une intention exactement contraire.

On fait valoir que les salariés eux-mêmes font les frais du système, que la masse salaires et Sécurité sociale a progressé à peu près à la même allure que les prix, que par conséquent, les versements patronaux à la S.S. ne doivent pas être considérés comme une charge supplémentaire qui s'ajouterait aux salaires mais comme une partie intégrante au salaire. Admettons ce raisonnement. Il en résulte que les législateurs croyant mettre la Sécurité sociale à la charge des employeurs l'ont mise, sans le savoir, par un mécanisme prévisible, mais qui n'a pas été prévu, à la charge des employés. (La violence des grèves américaines pour obtenir des versements patronaux pour le fonds de retraites prouve que ce mécanisme n'a pas été encore compris partout.)

Normalement, les défenseurs des salariés devraient se demander s'il n'y aurait pas de mode de financement moins défavorable pour ceux-ci. Il est certes difficile de savoir exactement comment se répartissent entre les différentes classes les charges de la fiscalité. Mais le mode adopté en France - versement patronal, c'est-à-dire pratiquement impôt sur les salaires - me paraît mettre les allocations familiales et les pensions, et non pas seulement l'assurance contre la maladie et les accidents, presque intégralement à la charge des travailleurs salariés. Si les allocations et pensions étaient transférées à un budget social, partie du budget de l'État, peut-être la collectivité entière et non pas seulement les salariés ferait-elle les frais de cette œuvre de solidarité nationale. Le système anglais s'inspire de ce principe et il semble que les avantages sociaux y aient moins réduit le salaire direct.

Une telle suggestion passe en France, pour "droite", de même que passe pour "droite" la critique de la génération de la Sécurité sociale. Or les ouvriers d'industrie, les salariés réguliers perdent à coup sûr à cette généralisation. L'inscription des cadres, des directeurs, est apparue d'abord comme une source de cotisations supplémentaires; elle devient bien davantage une source de dépenses accrues. La facilité avec laquelle des travailleurs marginaux, des

salariés intermittents obtiennent le bénéfice de la S.S., le financement des pensions à des non-salariés ou à des salariés qui n'avaient pas cotisé, par la taxe sur les salaires actuels, tout ce système est, au fond, défavorable aux ouvriers de la grande industrie.

Ces rapides indications visent à poser, non à résoudre un problème. À partir du moment où l'on sait que les charges sociales, 40% des salaires, viennent en déduction des sommes touchées par les travailleurs, on a le droit de se demander s'il ne convient pas de limiter la part du salaire indirect, si un autre mode de financement n'en allégerait pas le poids moins pour les entreprises que pour les salariés eux-mêmes.

Politique fiscale

Une autre méthode encore consisterait à agir par la fiscalité, par exemple à réduire les impôts indirects, ce qui entraînerait une baisse des prix dont les salariés tireraient avantage. Mais comme on ne voit pas que les dépenses de l'État doivent diminuer, il faudrait accroître les impôts directs en proportion de la baisse de recettes des impôts indirects. Du coup, on échappe à des difficultés techniques et politiques.

Comment obtenir un rendement accru des impôts directs? Les techniciens donnent deux réponses: répression de la fraude et accroissement des impôts de certaines catégories, surtout de certains secteurs du commerce et de l'agriculture. D'après l'Institut national de la Conjoncture les impôts sur les bénéfices agricoles émis en 1948 et payés au cours de la campagne 1948-1949 se sont élevés à 14 milliards sur un revenu net en argent de 745 milliards pour l'ensemble de l'agriculture, de 520 pour les exploitants agricoles.

En dehors de ces problèmes, qui ne seront pas abordés en année électorale, il reste des réformes de détail. Par exemple la substitution de l'impôt de 5% sur les salaires à l'ancienne cédule est profitable aux salaires supérieurs et profondément injuste.

Cette énumération n'est pas complète. Notre seul propos était de rappeler qu'à l'heure présente la politique exige avant tout la connaissance de mécanismes complexes. Il est facile de demander dans l'abstrait une autre répartition du revenu national, difficile et impopulaire de prendre aux uns pour donner aux autres. Sans compter qu'on arrive souvent à un résultat opposé à celui que l'on recherchait.

La politique dite de gauche, depuis la Libération, a soutenu les

investissements, la Sécurité sociale, l'autofinancement des entreprises. On ne savait pas que les cotisations dites des employeurs seraient, en dernière analyse, payées par les employés. On ne savait pas qu'après l'amputation du revenu du capital par l'inflation les investissements imposeraient à la nation entière un effort d'épargne et de fiscalité. Je ne dis certes pas que cette politique ait été contraire à l'intérêt national, mais elle ne pouvait pas ne pas réduire le salaire direct et même le niveau de vie des salariés.

Ainsi les hommes politiques recommandent des mesures qui, en dépit des apparences, vont à l'encontre des désirs de leur propre clientèle.

Les salaires: l'inévitable compromis

Le Figaro
31 août 1950

Le journaliste qui écrit sur le problème des salaires est incliné, par son expérience propre, à une certaine indulgence à l'égard du gouvernement. Les réactions de ses lecteurs lui révèlent, en effet, l'impossibilité de satisfaire simultanément des revendications dont chacune, en elle-même, est légitime.

Écrit-il qu'il serait dangereux de répercuter sur toute la hiérarchie la hausse des salaires les plus bas? Un ingénieur ou un ouvrier qualifié lui répond que l'éventail des salaires est déjà anormalement rétréci et que l'insuffisance du supplément accordé à la qualification est contraire à l'intérêt de la nation, puisqu'elle décourage l'effort de formation professionnelle. L'objection est incontestablement valable. Si le journaliste écrivait que l'économie française est incapable de supporter une augmentation importante de la masse des salaires, il encourrait le reproche de manquer de sentiments humains et de ne pas mesurer les privations des salariés les plus défavorisés. Les représentants des familles l'accuseront d'être malthusien s'il ne précise pas, à chaque occasion, qu'il convient de relever les allocations familiales quand les salaires horaires sont relevés.

Toute solution est critiquable. Toute solution lèse des intérêts légitimes. Celle à laquelle le gouvernement s'est arrêté, prête à de multiples objections. Mais si l'on se met, par la pensée, à la place des gouvernements, on ne saurait honnêtement affirmer que l'on aurait agi autrement.

"Le salaire minimum garanti" a été fixé à 78 francs l'heure. Le salaire mensuel a été calculé sur la base de 45 heures par semaine (dont 5 à un tarif accru), soit 200 heures par mois. On arrive à un total de 15.600 francs par mois, plus une prime de transport de 800 payée aux travailleurs parisiens, ce qui donne finalement 16.400 francs. Les abattements de zone sont maintenus mais légèrement réduits (maximum de 18% au lieu de 20%). Comme, à l'heure présente, le manœuvre parisien de la métallurgie gagne 78 francs l'heure, et que le salaire horaire moyen du manœuvre, pour l'ensemble des industries, est de 75 francs, il n'en résulte, semble-t-il, qu'une hausse limitée des salaires les plus bas, probablement plus sensible en province qu'à Paris. Mais il reste à savoir quelles conséquences les mesures prises en faveur des échelons inférieurs de la hiérarchie entraîneront pour les échelons supérieurs.

En 1946, les arrêtés Parodi, pris à l'époque où les fonctionnaires avaient ou se donnaient l'illusion de connaître et de contrôler la réalité dans tous ses détails, avaient fixé les coefficients hiérarchiques. On obtenait le salaire de tel ouvrier qualifié en appliquant un certain coefficient au salaire le plus bas. Conformément aux habitudes françaises, la hiérarchie n'a pas été respectée. Depuis 1948, on a distingué entre le salaire minimum effectif et le salaire minimum théorique, sur lequel est calculée la hiérarchie. Dès maintenant, en des mesures variables selon les branches et les entreprises, les écarts de salaires sont sensiblement inférieurs aux coefficients de 1946. Le relèvement actuel des salaires les plus bas va encore aggraver le tassement de la hiérarchie. Comme le système des allocations familiales, si justifié qu'il soit, tend par lui-même à rétrécir l'éventail, on risque d'arriver à une situation proprement insupportable.

Le minimum vital notion vague

Or le gouvernement, à la faveur de notre législation byzantine, qui combine, de manière contradictoire, réglementation étatique et liberté de discussion, esquivé la responsabilité essentielle: celle de déterminer le "minimum national professionnel", c'est-à-dire le salaire qui, à l'intérieur de chaque branche, servira de base à l'échelle des salaires. Du même coup, on ignore encore quelle augmentation globale provoquera la décision des pouvoirs publics.

Intellectuellement la méthode actuelle se justifie difficilement. Le salaire minimum garanti n'est pas un minimum vital, pour la simple raison que celui-ci ne prête pas à une arithmétique rigoureuse. Le minimum vital est une notion sociale et non pas biologique, une notion vague, faite de représentations collectives, confuses, variables avec les habitudes, donc indirectement avec les ressources disponibles. L'incapacité des représentants patronaux et ouvriers de s'entendre sur un chiffre était prévisible. Ce chiffre ne peut être que le résultat de considérations et de compromis politiques. Les recherches scientifiques ont pesé moins lourd que les exigences du parti socialiste et les inquiétudes du ministre des Finances. Encore aujourd'hui personne n'est en mesure de prévoir exactement la suite des événements.

Ce qu'espèrent les ministres

Nul ne sait, en effet, quand les conventions collectives seront conclues, à supposer qu'elles le soient. Il suffit que les délégués cégétistes, sur les directives du parti communiste, formulent des exigences excessives, pour que les discussions s'éternisent et que le provisoire continue. En fixant le minimum garanti et en abandonnant le minimum national professionnel aux négociations

directes, le gouvernement détourne sur le patronat les revendications ouvrières. Mais si des conflits surgissent, il interviendra dans la coulisse, comme ce fut le cas il y a quelques mois, quitte à affecter en public une opinion contraire à celle qu'il communique au patronat.

Encore une fois, cette confusion de responsabilités, cette prétendue fixation, cette pseudo-liberté, paraissent indéfendables. Je ne suis pas sûr, malheureusement, que ces équivoques ne soient pas plus ou moins inséparables de l'actuel régime politico-économique. La réglementation intégrale est incompatible avec la vie économique, la liberté intégrale avec la conjoncture politique et la psychologie de la nation. Les ministres espèrent que les salaires anormalement bas seront rectifiés, que les ouvriers mal organisés auront désormais un moyen de se défendre et d'arracher une rémunération équitable, que la question de la hiérarchie sera réglée dans le cadre de la profession ou de l'entreprise, selon les possibilités financières, selon la loi de l'offre et de la demande. En bref, on fait confiance, aux intéressés et à la liberté pour compléter et assouplir le cadre des lois.

Encore faut-il, pour que cette confiance ne soit pas déçue par les faits, que la stabilité ne soit pas mise en péril par ailleurs. Il semble que les récoltes soient abondantes et que les ressources en produits alimentaires soient suffisantes pour satisfaire, sans hausse au-delà des hausses saisonnières (lait, beurre) une demande, même accrue. On ne saurait cependant oublier les autres causes qui agissent dans le sens de la hausse. Les cours mondiaux de matières premières ont progressé sensiblement au cours de ces derniers mois et les événements de Corée leur ont donné une nouvelle impulsion. Le budget de l'an prochain, en l'état actuel des prévisions, comporte un déficit de plusieurs centaines de milliards (400, dit-on). Le réarmement, même avec l'aide américaine, exigera des dépenses supplémentaires.

Le mouvement des salaires que déclenchera la fixation du salaire minimum garanti, à lui seul, n'entraînera peut-être pas d'inflation. Encore reste-t-il à ramener le déficit des finances publiques à une mesure qui ne soit pas incompatible avec le maintien d'un équilibre déjà précaire.

Problèmes économiques des grèves

Le Figaro
24 mars 1951

Il est toujours difficile de discuter les statistiques, au moment où se développe une de ces grandes épidémies de grèves pseudo-spontanées, dont notre pays a, depuis la guerre, le triste secret. Le commentateur n'échappera à l'accusation d'inhumanité que pour tomber sous celle de démagogie. Il n'aura même pas bonne conscience, tant les données du problème sont contradictoires. Que les salaires soient aujourd'hui et n'aient cessé d'être inférieurs et aux aspirations des intéressés et à ce qu'on peut désirer, personne ne le nie, mais la politique est l'art du possible et non du désirable.

Quel critère appliquera-t-on pour déterminer la légitimité ou l'illégitimité des revendications? Il est des circonstances où l'on se demande quelle augmentation est compatible avec l'équilibre financier des entreprises et la stabilité des prix. Mais on ne saurait employer un tel critère dans le cas actuel. Comment invoquer, dans les conversations avec les cheminots, la nécessité d'équilibrer les dépenses et les recettes de la S.N.C.F., alors que celle-ci est déjà en déficit d'une centaine de milliards? Les augmentations des salaires des mineurs se traduiront par un accroissement de la subvention de l'État ou par une hausse des prix, ou par l'un et l'autre à la fois.

On se référera donc aux mouvements comparés des prix et des salaires, sans espoir d'échapper à des controverses presque inextricables. Depuis août dernier, date de la fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti, la hausse du prix de la vie aurait été de l'ordre de 10% (12% d'après les chiffres du budget établi par la commission Delépine). Mais, pour en tirer une conclusion précise sur le pourcentage de hausse des salaires équitable, il conviendrait de connaître exactement les relèvements de salaires intervenus au cours du deuxième semestre de 1950 (ce qui, dans le détail, ne va pas sans difficulté) et aussi la relation prix-salaires tenue pour normale.

Les indices du taux des salaires horaires, calculé par le ministère du Travail d'après les informations portant sur 30.000 entreprises, indiquent une augmentation de salaires de 19,2% entre le 1er janvier 1950 et le 1er janvier 1951. Durant la même période, la hausse aurait été de 14,8% à la S.N.C.F., de 18,8 dans les charbonnages, de 20,1 à l'Électricité et au Gaz de France. Mais ces hausses, d'après les syndicats, compensaient des mouvements de prix qui se

seraient produits auparavant et qui auraient laissé les salaires en retard sur les prix. Les salariés auraient perdu au cours de ces derniers mois, les avantages obtenus au cours du premier semestre de 1950.

Des négociateurs peuvent bien prendre n'importe quelle date, par exemple septembre 1948, pour origine des calculs. Il n'en résulte malheureusement pas qu'il soit au pouvoir du gouvernement et des syndicats de maintenir durablement une relation prix-salaires, fixée en fonction d'une certaine conception de ce que devrait être le niveau de vie.

Probablement, une hausse des salaires était-elle inévitable? Diversifiée selon les secteurs et les entreprises, elle se serait située entre 5 et 8%. Elle aurait entraîné des mouvements de prix, mais des mouvements qui auraient pu être moins que proportionnels, les hausses de salaires agissant, à l'heure présente, sur les coûts de revient plutôt que par l'intermédiaire du gonflement du pouvoir d'achat.

Il n'est pas question d'établir un bilan, puisqu'on ignore encore quelles seront les conditions finales de l'accord. Mais les motifs d'inquiétude ne manquent pas. Le renchérissement des matières premières ne s'est pas encore répercuté sur les prix de détail, dans le textile par exemple. Une élévation générale des salaires viendra s'ajouter à d'autres facteurs de hausse. Le passif accru des sociétés nationales exigera des relèvements de tarifs supérieurs à ceux que l'on anticipait. Le budget, que l'on n'a pas encore voté, sera affecté d'un déficit supplémentaire.

Une fois de plus, le secteur nationalisé a donné le signal. Une fois de plus, une revendication fondée sur une disparité, réelle ou prétendue, entre diverses catégories de fonctionnaires, a précipité une suspension de travail, qui ensuite s'est généralisée. Une fois de plus un service, vital pour la nation, comme celui des chemins de fer, s'est mis en grève sans que l'on ait épuisé les ressources de la négociation. Qu'un mécontentement réel ait permis l'action des professionnels du sabotage, sans doute. Mais que des travailleurs du service public, qui bénéficient à beaucoup d'égards de garanties exceptionnelles, puissent paralyser la vie de la nation avec cette légèreté, le fait est scandaleux. Il met au jour, ainsi que "Le Figaro" le signalait hier, une lacune de la législation, une carence du gouvernement.

M. Guy Mollet avait annoncé la réunion de la Commission supérieure des conventions collectives. Qu'il ait eu tort ou raison, on ne pouvait plus revenir sur une déclaration qui équivalait à une promesse de révision des salaires. En différant de quelques semaines la réunion prévue on cumulait les inconvénients

et on facilitait le travail des staliniens. On savait ou l'on aurait dû savoir qu'après l'échec de l'agitation purement politique (contre le général Eisenhower) le parti communiste avait décidé de revenir à l'agitation revendicative.

Le moindre paradoxe de la situation n'est pas que l'on réponde à une grève des services publics en convoquant une commission compétente pour le seul secteur privé. Au reste, c'est au gouvernement que la loi confie le soin de fixer un salaire minimum, qui n'est pas la base de la hiérarchie et dont la signification est surtout symbolique. La réalité se moque des subtilités juridiques et les événements comptent plus que les textes et les statistiques.

L'État devrait à la fois orienter la politique générale des salaires et exercer un contrôle direct sur le secteur nationalisé. Arbitre et patron, il ploie sous une double tâche et n'arrive à accomplir correctement ni l'une ni l'autre.

L'inflation et ses victimes

Le Figaro
12 octobre 1951

Notre confrère l'*Economist* a publié, le mois dernier, une suite d'articles consacrés au sujet à la mode, l'inflation. L'auteur de ces articles part de la thèse, rendue malheureusement vraisemblable par les événements, que la hausse des prix est désormais une donnée constante, une fatalité des sociétés occidentales. Dès lors, le rajustement, aussi rapide que possible, non pas seulement des salaires et des traitements, mais aussi des assurances, des intérêts, en bref de tous les contrats, en fonction du prix de la vie, serait une manière de corriger les injustices et aussi d'adapter la vie collective à un fait reconnu, sinon nouveau, l'inflation permanente.

À quoi les rédacteurs de l'*Economist* répondirent avec bons sens: pour que l'inflation rétablisse l'équilibre entre le pouvoir d'achat et les marchandises disponibles. Il faut qu'une fraction de la collectivité soit dépouillée d'une partie de son revenu réel. Si le rajustement des revenus aux prix était instantané et général, sans doute les injustices de l'inflation seraient-elles supprimées, mais aussi, du même coup, l'inflation recevrait-elle une accélération, à la limite infinie.

Mécanisme de l'inflation

Il ne sera pas inutile de rappeler en quelques mots le mécanisme de l'inflation. La cause déterminante, initiale, est l'excès du pouvoir d'achat sur les marchandises disponibles aux prix pratiqués. La hausse des prix est donc normalement l'effet et non la cause de l'inflation. Sans doute y a-t-il des cas où la hausse de certains prix, provoquée soit par des phénomènes extérieurs (par exemple la hausse des cours des matières premières sur les marchés mondiaux), soit par des accidents (mauvaises récoltes), semble être à l'origine de l'inflation. Mais, en fait, celle-ci ne prend de l'extension que dans la mesure où, en réponse à ces hausses, on distribue des revenus supplémentaires, qui vont au-delà de la compensation visée.

Les origines des excès de revenus sont multiples: le déficit du budget de l'État, les hausses générales des salaires, les abus de crédit (en particulier le financement des investissements par le crédit à court terme) sont les principales. Que se passe-t-il, par exemple, quand on décide soudainement d'accroître de

20% les salaires de l'ensemble des salariés? Le volume des biens de consommation offerts sur le marché ne change pas. Si donc on ne réduit pas simultanément les revenus des autres classes de la nation ou si les bénéficiaires des augmentations n'épargnent pas une fraction importante des revenus supplémentaires, il y aura plus de francs cherchant à acquérir la viande, le lait ou le costume qu'il n'y aura de ces biens sur le marché. Les prix de ces derniers monteront et l'équilibre sera rétabli à un niveau supérieur de prix, à une valeur inférieure de la monnaie.

Mais ce rétablissement de l'équilibre exige évidemment que les revenus de toute la population ne soient pas relevés dans la même proportion et à la même allure. Autrement, le déséquilibre se retrouverait immédiatement à l'échelon supérieur et tout serait à recommencer. Autrement dit, une échelle mobile perfectionnée équivaldrait à l'inflation perpétuelle. Plus l'inflation fait de victimes, plus elle a de chances d'être ralentie. Et, de même, moins elle fait de victimes, plus elle a tendance à s'accélérer. Or, plus un pays en a l'expérience, plus le nombre de ceux qui comprennent le mécanisme et tâchent d'en éviter les conséquences augmente. L'inflation ne produit pas des phénomènes d'accoutumance, mais des phénomènes contraires de sensibilité croissante.

Tel est le cas de la France, qui connaît, en fait d'inflation, ce que les médecins appellent anaphylaxie quand il s'agit de poison.

Vulnérabilité française

Quelles sont les victimes désignées de l'inflation? Ceux dont les revenus sont fixés une fois pour toutes: ils continuent de recevoir le même nombre d'unités monétaires, mais chacune de celles-ci permet d'acquérir un volume décroissant de marchandises. Il est vrai que la dévalorisation du franc a été telle que la plus grande partie de la dette publique et même de la dette privée, dans la mesure où elle était exprimée en obligations, a été liquidée. Les revenus du capital ne représentent plus aujourd'hui qu'un pourcentage dérisoire de l'ensemble du revenu national, 4 ou 5%, contre 14 ou 15% en 1938. L'intérêt de la dette absorbait 22 à 23% du budget ordinaire de 1938, 4% de celui de 1950.

Du coup, un freinage a disparu.

De plus, les différents groupes de la nation sont mieux organisés qu'ils ne l'ont jamais été pour revendiquer et obtenir un rajustement de leurs revenus dès que se produit une hausse de prix. Sans doute les différents salariés n'ont pas la même puissance de persuasion ou de contrainte sur leurs employeurs ou sur l'État. Quelques semaines s'écoulent avant la hausse des prix et le relèvement des

salaires ou traitements. Les salariés placés aux échelons supérieurs n'obtiennent qu'une partie de leur dû. L'inflation tend d'ordinaire à rétrécir l'éventail des salaires. Encore la grève actuelle des professeurs marque-t-elle les limites de la méthode.

En une telle situation, la loi de l'action est "chacun pour soi", chacun étant défini comme le groupe plutôt que l'individu. Dès qu'un comité d'action veut substituer un cas général à un cas particulier, on lui répond, à juste titre, qu'on ne pourrait satisfaire à ses demandes que par une redistribution de revenus qui aggraverait encore le mal. Au début de 1945, M. Plevin voulut rendre aux fonctionnaires une juste place. L'inflation ne tarda pas à les ramener à leur place précédente.

Quels sont les bénéficiaires du système? En gros, ceux qui exercent dans la société les fonctions d'échange et de transmission. Les producteurs font des bénéfices plus apparents que réels parce qu'ils n'arrivent pas à rajuster assez vite les amortissements aux coûts accrus de renouvellement d'outillage. Les salariés arrivent péniblement à se maintenir. Ceux que, jadis, l'État protégeait, obligés de placer leurs capitaux en fonds d'État, perdent à coup sûr. Depuis trente-cinq ans, l'État ruine peu à peu ceux qu'il avait pour fonction de protéger.

Le gouvernement français, ayant décidé en 1951 de réarmer, mais ayant également décidé de ne réduire aucune des charges qui pèsent sur la collectivité, de n'amputer les revenus d'aucune des classes de la collectivité, a, en fait, décidé de financer le réarmement par l'inflation. Que les responsables réfléchissent bien: la France a une telle sensibilité à l'inflation qu'une dose supplémentaire du poison, naguère assimilée aisément, risque, aujourd'hui, de provoquer un choc fatal.

Les prix et l'inflation

Le Figaro
9 novembre 1951

Les hausses de prix décidées par le gouvernement, au cours des dernières semaines, ont eu, comme on pouvait le penser, mauvaise presse. Le gouvernement prétend lutter contre la hausse et il l'organise, il veut défendre la monnaie et il en consacre la dévalorisation.

Mon propos n'est pas d'attaquer ou de justifier la politique économique du gouvernement: pour l'instant, personne ne sait encore ce qu'elle est, ni même s'il y en a une. Je voudrais seulement traiter de la question particulière des hausses de prix. Chacun les dit contradictoires avec les objectifs que se proposent les pouvoirs publics. Or, je suis loin d'en être convaincu. La hausse des prix est l'effet, non la cause de l'inflation. Quand il y a excès de la demande solvable sur les marchandises disponibles aux prix pratiqués, il faut bien que, d'une manière ou d'une autre, se rétablisse l'équilibre entre la valeur monétaire de la demande et celle de l'offre. La hausse des prix est une manière de rétablir cet équilibre.

Hausse des prix et cycle infernal

Cet argument ne manque pas de susciter des réactions violentes. Les hausses de prix, me dit-on, ne contribuent pas à rétablir l'équilibre, elles répandent la psychose de hausse, provoquent de la part des salariés de nouvelles revendications et, par conséquent, précipitent la ruine de la monnaie.

L'objection ne manque pas de poids. Il est bien clair, en effet, que les hausses de prix, qui, par l'intermédiaire de troubles sociaux, aboutiraient à un relèvement général des salaires, aggraveraient la crise inflationniste. Mais l'autre proposition n'est pas moins vraie: quand il y a excès de pouvoir d'achat sur les biens disponibles aux prix pratiqués, il faut que ceux-ci s'élèvent pour que l'excès de pouvoir d'achat soit résorbé (à moins que l'augmentation de la production ne donne le même résultat). Dès lors, le jugement à porter sur les hausses de prix, à un moment du processus inflationniste, dépend de la réponse à la question suivante: dans quelle mesure les hausses sont-elles de nature à éponger le pouvoir d'achat excédentaire ou bien à provoquer des revendications et des hausses nouvelles? Sans doute ne s'agit-il pas d'une alternative. Toutes les hausses exercent l'une et l'autre action. Il s'agit de savoir laquelle des deux est la plus marquée.

Une clameur générale d'indignation a accueilli le relèvement du prix de l'essence. Ce prix, comme celui du tabac, est essentiellement fiscal. La hausse serait une erreur si elle provoquait une baisse de la consommation, de telle sorte que, en dépit d'impôts accrus par unité, les sommes globales revenant au Trésor demeureraient constantes. (Le seul bénéfice, en ce cas, serait l'économie de devises). Mais cette éventualité paraît improbable. L'autre objection invoquait les répercussions sur le prix de la vie, du fait de l'enchérissement des frais de transport. Objection incontestable, mais dont il resterait à déterminer la portée. Quelle est la fraction du prix du transport que représente l'essence et quelle est la fraction du prix des marchandises de consommation courante que représentent les frais de transport? Il se peut qu'en ce cas la résorption du pouvoir d'achat soit finalement plus importante que la répercussion sur le prix de la vie.

La hausse des produits de base, charbon et acier, pose un autre problème. Convenait-il de maintenir ces prix le plus bas possible, sous prétexte qu'ils exercent une influence sur ceux de tous les produits industriels? Ou bien, au contraire, convenait-il, en dépit de tout, de coter ces produits fondamentaux à leur cours réel, de manière à éviter que les subventions pour le charbon et l'acier aboutissent, en situation inflationniste, à l'accumulation de profits excessifs au stade terminal? Personnellement, je n'hésite pas à admettre le deuxième terme de l'alternative. Quand il y a excès de pouvoir d'achat, en économie non contrôlée, mieux vaut les profits dans les secteurs de base (parce qu'ils sont en majorité réinvestis) que dans les industries de transformation, où ils sont en majorité dépensés par les particuliers.

Depuis mars dernier, les salaires ont été, par deux fois, relevés d'environ 15%. Cet accroissement massif de rémunérations nominales ne pouvait pas ne pas entraîner un relèvement de l'ensemble des prix, d'autant plus qu'on a rajusté certains prix "en retard". Reste à savoir si on s'arrêtera au palier actuel.

Le courage nécessaire

À coup sûr, cet arrêt n'interviendra pas spontanément. Les milieux d'affaires, sinon le grand public, tiennent, dès maintenant, une dévaluation de la monnaie pour inévitable. Jouant la dévaluation, ils aggravent le déficit de la balance française de paiements et risquent de précipiter une mesure qu'il serait souhaitable, en tout cas, de prendre à froid au moment choisi. Le déficit d'octobre à l'Union européenne de paiements sera, dit-on, au moins le double de celui du mois précédent (plus de 100 millions de dollars). Une action s'impose pour modifier le climat et convaincre les Français et les étrangers qu'on ne joue

pas à coup sûr quand on joue la hausse des prix intérieurs et la dévalorisation de la monnaie.

Dans l'immédiat, l'action porterait sur le crédit. Au plus tard au début de l'année prochaine, des mesures fiscales permettant d'équilibrer dépenses et recettes de l'État avec un appel raisonnablement limité à l'emprunt devraient être prises. Le plus rapidement possible, le volume de l'aide américaine devrait être connu afin que, en cas de réduction inévitable des importations, on fasse un choix et soit en mesure d'acheter au dehors les matières premières les plus nécessaires au ravitaillement des usines. Enfin, on ne devrait pas oublier que la dernière hausse des salaires tenait compte à l'avance d'une hausse du prix de la vie à venir de 5 à 7%. Chacune de ces propositions signifie, sur le plan politique, des décisions impopulaires. Mais il ne faut rien de moins pour arrêter le cycle inflationniste.

Le Conseil économique a donné, nous dit-on, au gouvernement le choix entre le contrôle rigoureux des prix ou l'échelle mobile. L'idée n'est pas venue à ce savant conseil que l'erreur initiale était la distribution par l'État de revenus illusoires au-delà du volume des biens disponibles. Contrôler les prix ou réévaluer les salaires, l'une ou l'autre, peut-être même l'une et l'autre méthodes seront inévitables si l'État continue de distribuer de faux droits. Mais les Français sont-ils donc incapables de comprendre qu'on n'élargit ni les dimensions du gâteau ni la part de chacun si l'on donne aux enfants assez d'argent pour acheter deux gâteaux, alors qu'il n'y en a qu'un à la pâtisserie?

À propos de l'inflation

Le Figaro
30 novembre 1951

Mes derniers articles sur l'inflation m'ont valu une correspondance qui m'a surpris plus encore par le ton que par le contenu. Des considérations économiques, qui me semblaient indiscutables, ont été regardées par certains lecteurs comme agressives, comme dangereuses, à leur avis, pour leur situation. En particulier, la formule qui me paraissait strictement évidente, selon laquelle une hausse générale des prix avait pour origine un excédent de la demande sur l'ensemble des marchandises disponibles aux prix pratiqués, a soulevé des critiques passionnées.

Malentendus

Ces critiques proviennent souvent de simples malentendus. Par pouvoir d'achat, certains de nos lecteurs imaginent que nous entendons exclusivement pouvoir d'achat des masses et, en particulier, des salariés. Or, tel n'est pas le cas. Le pouvoir d'achat qui se porte sur les marchés à l'acquisition des marchandises n'est pas seulement celui des particuliers en quête de biens de consommation, mais aussi celui des entreprises, désireuses d'acquérir des moyens de production, celui de l'État entrepreneur de grands travaux. L'excédent de pouvoir d'achat (ou de la demande) peut être dû au déficit des finances publiques, aux excès du système de crédit et non à la quantité de monnaie en circulation ou des salaires distribués (qui sont les deux causes d'inflation auxquelles le public songe le plus aisément).

Autrement dit, la formule "excédent de pouvoir d'achat" n'est pas une théorie de l'inflation, elle en est une simple définition. La théorie commence, lorsque l'on tâche de préciser les facteurs qui déterminent cet excédent, soit en général, soit dans une situation concrète. Le dernier rapport de l'O.E.C.E. sur la stabilité financière indique qu'en France, la hausse des prix intérieurs a été de 50% plus forte que la hausse moyenne enregistrée dans les pays membres. Cette importance de la hausse est donc imputable à des facteurs intérieurs: politique des salaires, politique des prix.

Non seulement les salaires sont rajustés avec une particulière rapidité, mais, en fait, si on prend pour origine la relation prix-salaires du deuxième trimestre de 1950, on constate que l'indice des salaires horaires s'est tenu à peu près au niveau

de l'indice des prix jusqu'au deuxième trimestre de 1951 et le précède depuis lors. D'autre part, faute de pouvoir se procurer de capitaux sur le marché, les entreprises rajustent avec une particulière rapidité leurs prix en fonction du prix de revient, de manière "à s'assurer des ressources financières suffisantes pour le remplacement du capital fixe et du capital d'exploitation dans une période de hausse de prix".

Une autre objection, souvent faite par les lecteurs, est que, dans tel ou tel secteur, la mévente sévit.

Mais ces phénomènes de mévente partielle, en période d'inflation, sont connus par tous les économistes; on les a observés partout et toujours. Ils s'expliquent très simplement par la distorsion dans la distribution des revenus par suite de l'inflation elle-même. Certaines classes de la société sont défavorisées: les marchandises que ces classes achetaient particulièrement trouvent difficilement acheteurs. Dans une économie complexe, comme celle des sociétés modernes, pour qu'aucun secteur ne fût en difficulté, il faudrait un excédent considérable de la demande globale.

Du reste, les méventes partielles dont on se plaint, peuvent avoir de multiples motifs. Supposons que les exportations soient réduites par suite de la hausse des prix: la mévente ne serait évitée que par l'accroissement des débouchés intérieurs. L'inflation peut avoir pour origine l'élargissement des investissements ou des dépenses militaires: en ce cas, pour maintenir l'équilibre, il faudrait réduire la consommation, à moins que la production puisse progresser suffisamment pour absorber les dépenses d'investissements, civiles ou militaires, sans réduction des autres secteurs.

Sans doute, ces analyses ne seront-elles pas satisfaisantes pour ceux qui, convaincus par les théoriciens de l'abondance, imaginent qu'une immense réserve de production attend seulement un pouvoir d'achat suffisant pour apparaître au grand jour. Malheureusement ces sortes d'illusions résistent obstinément aux arguments, même en un pays dont l'industrie est paralysée par le manque de charbon et de matières premières.

Fiscalité

Plus intéressante est l'objection de ceux qui mettent en doute l'action déflationniste d'impôts supplémentaires dans la conjoncture actuelle. Il est bien vrai que la fiscalité n'est efficace contre l'inflation qu'à certaines conditions: à condition qu'elle ne contribue pas à une hausse des prix, qui, elle-même, déclencherait de nouvelles revendications, à condition que les particuliers,

auxquels on soustrait une fraction de leurs revenus, réduisent leurs dépenses et ne se bornent pas à réduire en proportion soit leur épargne, soit même leur capital. Il est des circonstances où les impôts supplémentaires sont pratiquement vains, parce que la limite est atteinte des prélèvements fiscaux praticables sur le revenu national.

Tel est-il le cas aujourd'hui? Il est difficile de répondre avec certitude faute d'informations assez précises sur le revenu national et la fiscalité. J'incline à répondre négativement, au moins s'il s'agit du prélèvement fiscal global. Mais la lourdeur et la complexité de la fiscalité indirecte, les imperfections et les injustices de la fiscalité directe, dès qu'il ne s'agit pas de revenus aisément saisissables, rendent problématiques l'action du "tour de vis". La réforme de la fiscalité serait indispensable à une politique économique raisonnable.

Dans l'immédiat, il faut bien agir. Il vaudrait mieux diminuer les dépenses, mais les économies souhaitables ne se feront pas en un jour, la plupart exigent des réformes impopulaires, dont les résultats ne se feraient sentir qu'au bout d'un certain délai. Or, c'est maintenant qu'il faut rompre le cercle infernal et convaincre les Français que l'inflation n'est pas une fatalité à subir, mais un mal qu'avec courage, bon sens et discipline, on parvient à guérir.

La querelle de l'échelle mobile

Le Figaro
1er février 1952

Tant de considérations diverses de doctrine et de tactique ont compliqué le débat sur ce que l'on appelle l'échelle mobile, à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République, qu'il ne sera pas inutile de rappeler quelques idées simples et fondamentales.

L'échelle mobile appliquée aux salaires consiste à faire varier ceux-ci en fonction d'un indice des prix tenu pour particulièrement sensible et précis. L'ajustement doit intervenir automatiquement chaque fois que l'indice des prix a varié d'un certain pourcentage minimum (par exemple, 5%). La révision est prévue à intervalles réguliers et l'ajustement doit intervenir, en dehors même des dates prévues, quand le mouvement des prix, en hausse ou en baisse, dépasse un certain pourcentage.

Un pareil système est prévu par certaines conventions collectives aux États Unis (General Motors), mais il n'intéresse, pour l'instant, qu'une minorité des ouvriers américains. On l'applique aussi, plus ou moins assoupli, dans certains pays scandinaves et même dans certains secteurs en France.

Les objections théoriques que l'on peut faire valoir sont également bien connues. D'abord, il convient que les statistiques du prix de la vie soient d'une précision qui autorise à prendre au sérieux des variations faibles de l'indice. (Est-ce le cas en France?) Ensuite, il importe que la relation prise pour base et que l'on entend maintenir, soit normale, reflète un équilibre entre le pouvoir d'achat distribué et la masse des marchandises de consommation disponibles. Enfin, il faut que l'adaptation des salaires aux prix conserve une souplesse suffisante, que l'on ne prétende pas que les salaires, dans un sens ou dans un autre, suivent les moindres fluctuations de prix, même les fluctuations saisonnières, faute de quoi on amplifierait dangereusement celles-ci.

Même si l'on tient compte de ces réserves, l'échelle mobile suscite deux sortes d'objections: objections de principe, comme celle que formulait François Simiand, qui fut, durant toute sa vie, ami et conseiller des syndicats ouvriers. Simiand s'opposait au caractère automatique de l'ajustement, il croyait à la nécessité d'un certain écart entre les mouvements de prix. Objections de fait: quelles seront les conséquences probables de l'échelle mobile dans un certain pays, en une conjoncture donnée?

Le cas français

Actuellement, il n'est pas question, en rigueur, d'échelle mobile mais d'ajustement du salaire interprofessionnel minimum garanti en fonction d'un certain indice du prix de la vie. On discute sur le degré d'automatisme que comportera ce rajustement. La commission supérieure des conventions collectives se bornera-t-elle à informer du rapport prix-salaires le gouvernement, celui-ci gardant un certain délai et une certaine liberté pour tirer les conséquences des faits observés? Ou bien la fixation du salaire minimum garanti résultera-t-elle, sans veto possible du gouvernement, des constatations faites par la commission?

Si le salaire interprofessionnel minimum garanti était resté ce qu'il aurait dû être - un minimum au-dessous duquel aucun salaire ne saurait tomber - les formules envisagées seraient, à la rigueur, défendables. Malheureusement, l'expérience de l'année 1951 a enseigné que le pourcentage d'élévation de ce salaire minimum tend à devenir la norme d'augmentation pour l'ensemble des salaires. Il est donc à craindre que le rajustement automatique du salaire minimum n'entraîne peu à peu celui de la masse salariale. Dès lors, on conçoit mal que le gouvernement se dessaisisse du pouvoir de décision, alors que l'enjeu est aussi grave et intéresse, à ce point, l'équilibre de l'économie.

Le moment est aussi mal choisi que possible pour une pareille législation. Le mouvement des salaires horaires, depuis le printemps 1951, a régulièrement précédé celui des prix. Le salaire horaire était à 140 en janvier 1951 (base 100 en 1948), le prix de la vie à 129. En juillet, les mêmes indices sont à 162 et 140, en octobre à 182 et à 145. (J'emprunte ces chiffres aux publications de l'O.E.C.E.)

Au moment du dernier relèvement du salaire minimum, M. Pleven avait précisé qu'il tenait compte à l'avance d'une hausse future des prix de 5 à 6%. Le procédé m'a toujours paru surprenant, car l'oubli de cette précision était à craindre et même à prévoir. Il n'en reste pas moins que le risque est grand, dans ces conditions, que l'on prétende maintenir un rapport prix-salaires qui ne réponde pas aux possibilités de l'économie. Dès maintenant, le taux du franc apparaît singulièrement difficile à concilier avec l'équilibre de la balance des comptes. Tout ce qui contribuerait à accélérer la course des salaires et des prix, précipiterait la ruine de la monnaie, que chacun fait profession de défendre et qui ne cesse de se dégrader, autrement dit, irait à l'encontre des intérêts véritables des travailleurs eux-mêmes.

Il ne serait pas juste, nous dit-on, que les salariés fassent les frais de la hausse

des prix. Et nous en sommes d'accord, mais à ce compte, il est d'autres victimes de la hausse qu'il conviendrait de protéger, par exemple, ceux qui ont confié leur épargne à l'État. Avec ou sans échelle mobile, en l'état actuel de la conjoncture sociale, une hausse nette des prix entraînera un relèvement des salaires. Ce qui est en question, c'est l'opportunité d'inscrire dans la loi le caractère automatique de ce relèvement et de le soustraire à l'autorité gouvernementale. Or, pour mon compte, je suis convaincu qu'une telle législation contribuerait à aggraver encore les tendances inflationnistes.

En dernière analyse, là est la question essentielle. L'échelle mobile encouragerait-elle les gouvernements à prendre les mesures susceptibles d'arrêter la hausse des prix? Ou donnerait-elle à celle-ci une rapidité supplémentaire? À cette question il n'est pas de réponse valable, en tout temps et en tout lieu. Mais je crois que la réponse valable pour la France actuelle n'est pas douteuse: c'est le deuxième terme de l'alternative qui est vrai. Sous prétexte de protéger les salariés contre la hausse des prix, on risque de donner à celle-ci une nouvelle impulsion.

Ces sortes de considérations ne valent à leur auteur aucune popularité, en aucun milieu, mais je ne suis pas sans expérience de ce genre de solitude et il est certaines vérités qu'il faut répéter. Il s'agit aujourd'hui de prendre des mesures contre la hausse des prix et non d'assurer à certains groupes de la nation, contre les conséquences de l'inflation, une prétendue protection qui, en fin de compte, sera illusoire.

À propos de la crise sociale

Le Figaro
27 août 1953

La crise sociale, dont la soudaineté et l'ampleur ont surpris ceux-là mêmes qui se vantent de prévoir les péripéties de la politique française, présente plusieurs particularités. Elle a eu pour origine le secteur public; elle a éclaté à un moment de l'année où la tranquillité paraît garantie par le nombre des travailleurs en vacances. Enfin, elle fait suite à dix-huit mois de stabilité apparente des prix. Si elle aboutissait à autre hausse générale des salaires de 10 à 15%, on voit mal comment on éviterait une nouvelle poussée d'inflation et une dévaluation de la monnaie. D'un autre côté, on conçoit difficilement que le mécontentement profond, dont ces grèves sont le symptôme, puisse s'apaiser de lui-même, sans obtenir quelque satisfaction.

Facteurs économiques

Le prix de la vie, d'après les indices officiels, serait pratiquement constant depuis dix-huit mois. Si l'on se réfère aux statistiques de l'Institut d'observation économique, institut privé qui n'est pas suspect de solliciter les chiffres, le rapport prix-salaires se situerait, pour le manœuvre, à 113,9 en janvier 1952 (1949 = 100), à 117,9 en janvier 1953 et pour l'ajusteur, à 117 et 121,9 à ces mêmes dates.

Le cas des fonctionnaires est peut-être différent, si leur salaire a été bloqué au cours de ces deux dernières années. Depuis la deuxième hausse générale des salaires de septembre 1951, certains ouvriers ont bénéficié de relèvement de taux. Mais, d'un autre côté, beaucoup d'ouvriers ont vu leurs revenus amputés, parfois sérieusement, par la réduction de la durée du travail, c'est-à-dire par la réduction des heures payées à un tarif supérieur de 25% au tarif de base.

Les fonctionnaires ont, il est vrai, de vieux griefs – certains communs à l'ensemble des fonctionnaires, d'autres particuliers à certaines catégories et formulés par comparaison avec d'autres catégories (les 14 mois payés des employés de la Sécurité sociale ont suscité de multiples revendications). Le Parlement vote des lois inapplicables (par exemple le principe que la base de la hiérarchie pour les fonctionnaires se situera à 20% au-dessus du salaire minimum). L'État fait des promesses imprudentes, il refuse de discuter, durant de longs mois, des revendications limitées. Un jour, les amertumes accumulées

explosent.

Ajoutons que les fonctionnaires sont extraordinairement sensibles à tout ce qui touche leur statut, la retraite en particulier. C'est un socialiste, M. Moch, qui, à un congrès de la S.F.I.O., avait souligné que les âges de retraite n'étaient pas adaptés au siècle de la pénicilline. Sur le fond, on ne saurait pas ne pas donner raison au gouvernement. Dans la forme, des maladresses ont été évidentes. On aurait pu s'entretenir avec les syndicats avant de décréter. Et l'ordre dans lequel on a fait paraître les décrets-lois ne témoignait pas d'un grand sens politique.

Peut-être, par une sorte de paradoxe, la stabilité des prix elle-même contribue-t-elle à nourrir l'insatisfaction. Un indice stable suppose certains prix en hausse, d'autres en baisse. Il est connu, d'expérience universelle, que le consommateur remarque mieux les prix en hausse que les prix en baisse. Interrogé, il est sincèrement convaincu qu'il y a eu dans l'ensemble enchérissement, alors que les chiffres démontrent le contraire.

S'il y avait eu expansion de l'économie, les ouvriers du secteur privé n'auraient pas souffert du chômage partiel et l'État aurait marqué moins de raideur à l'égard de ses serviteurs. En décidant de maintenir le taux de la monnaie avec des prix sensiblement plus élevés que les prix étrangers, on s'obligeait à une déflation. Celle-ci fut bien insuffisante pour remettre les prix français à l'alignement des prix étrangers, mais elle fut assez forte pour susciter des revendications dont on a soudain découvert la violence.

Autres facteurs

L'analyse économique, à elle seule, n'atteint pas toutes les causes du phénomène. Les grèves de 1936, dues avant tout à la cruauté de la politique de déflation 1931-1936, furent favorisées aussi par la victoire électorale du Front populaire. Il semble que le climat politique ait été pour beaucoup dans la diffusion quasi instantanée d'une grève locale. Mais, cette fois, c'est l'hostilité à un gouvernement qui, depuis le passage à l'opposition du parti socialiste, est regardé, à tort ou à raison, comme conservateur ou réactionnaire, qui est intervenue. Disons aussi, sans tomber dans la polémique, que, si le fin du fin parlementaire consiste à choisir un président du Conseil aussi peu connu que possible, l'absence de prestige ne facilite pas la tâche des gouvernants.

Au-delà de ces causes multiples, on ne peut pas ne pas se poser une question: le mécontentement n'est-il pas imputable, par-dessus tout, au fait que le niveau de vie, tel qu'il s'établit en phase de stabilité approximative des prix, paraît à un grand nombre de Français, probablement à la majorité d'entre eux,

insupportablement bas? On admet qu'il y a des salaires injustement réduits au-dessous du niveau d'ensemble, que les zones de salaires ne répondent plus à des écarts réels entre les prix, que certaines catégories de fonctionnaires ou de travailleurs n'ont pas obtenu leur dû. Mais, dans l'ensemble, si l'on admet les données de base de l'économie française actuelle – 20% du revenu national consacrés aux dépenses du fonctionnement civil et militaire de l'État, 1.000 milliards de transferts au titre de la Sécurité sociale, 7,5% de ce même revenu transférés au titre de la reconstruction et des investissements, les investissements bruts s'élevant à quelque 20% du produit national brut, enfin un système fiscal fondé sur les impôts indirects – on ne peut pas donner aux salariés un niveau de vie sensiblement supérieur à celui qu'ils ont actuellement. Ce niveau de vie ne peut s'élever qu'au fur et à mesure du progrès économique. Même la modification de certaines données de base, par exemple la réduction des dépenses militaires, n'apporterait aux salariés, pris globalement, qu'une faible amélioration. On pourrait réduire les investissements et la reconstruction publics, mais si cette réduction était compensée par l'accroissement des investissements et de la reconstruction privés, il n'en résulterait pas d'accroissement des revenus disponibles pour la consommation. Même la réforme fiscale, qui supprimerait certaines inégalités et impunités scandaleuses, aurait plus de portée politique et psychologique que strictement économique.

Dès lors, on est acculé à formuler le dilemme suivant: ou bien cette diffusion rapide des grèves est une sorte d'accident que des malentendus et maladresses expliquent pour la plus large part ou bien la crise a pour cause profonde la disproportion entre revendications du pays et disponibilités, disproportion que l'inflation exprime et dissimule à la fois, la stabilité découvrant la réalité et provoquant, à plus ou moins long délai, l'explosion.

On préférerait que la première interprétation fût vraie, mais la seconde est malheureusement plus probable.

Remarques sur l'injustice sociale

Le Figaro
16 octobre 1953

Qu'on lise la presse ou les lettres des lecteurs, il est un argument que l'on retrouve à chaque instant: la médiocrité des salaires serait moins intolérable aux Français si ceux-ci n'avaient l'impression de l'injustice. En dépit des mots d'ordre syndicaux, les travailleurs ne croient guère qu'une hausse générale des salaires améliorerait leur sort, mais ils croient fortement que l'action des gouvernements est incohérente, inefficace, faussée par le favoritisme et la pression des syndicats d'intérêt.

Le public n'a pas tort de penser que l'injustice sociale sévit dans notre pays, mais il n'en comprend pas toujours les causes et les formes.

Les comparaisons

Le sentiment de l'injustice peut naître de l'insuffisance absolue de certains salaires. L'opinion juge, à bon droit, que les rémunérations, quelles que soient les circonstances, ne devraient jamais tomber au-dessous d'un certain minimum. Le gouvernement a admis cette conception et relevé les traitements les plus bas, tout en interdisant la répercussion de cette hausse sur l'ensemble de la hiérarchie.

Encore faut-il ajouter qu'une telle mesure laissera subsister de nombreux cas de salaires anormalement bas: ceux qui tiennent à la réduction de la durée du travail, ceux aussi qui tiennent aux difficultés de certaines entreprises, dans les régions où les ouvriers n'aperçoivent pas d'autres possibilités d'embauche.

Si l'injustice ne s'attache pas au montant absolu de la rémunération, elle tient à certains rapprochements et les protestations que l'on entend quotidiennement se formulent en termes de comparaison. Notons d'abord les comparaisons entre salariés. Telle catégorie de fonctionnaires ou de semi-fonctionnaires se juge lésée parce qu'elle a perdu l'égalité dont elle jouissait naguère par rapport à telle autre catégorie: on compare le sort des employés des transports parisiens à celui des fonctionnaires de préfecture; on compare la hiérarchie des ministères et celles des grandes entreprises nationalisées; on compare les quatorze mois payés de la Sécurité sociale aux douze mois des P.T.T. Ces comparaisons sont inévitables et suscitent des controverses indéfinies. La rationalisation du système se heurterait à des difficultés probablement insurmontables. Les statuts des uns et des autres ont été fixés au gré des circonstances, non sans arbitraire et, finalement, les

mérites respectifs des diverses catégories, la place dans la hiérarchie à laquelle chacun - individu ou ministère - a droit ne se prêtent guère à une appréciation objective.

Aussi fréquentes sont les comparaisons entre grandes masses: salariés et capitalistes, employés du secteur privé et employés du secteur public, fonctionnaires et commerçants. On fait valoir souvent que les salariés n'obtiennent pas leur juste part du revenu national puisque les salaires ne représentent que 49% du total des revenus personnels contre près de 70% en Angleterre. On oublie que cette différence tient à la structure de l'économie. Ce sont les revenus mixtes qui absorbent en France 32% au total au lieu de 11,7% en Grande-Bretagne. Si l'on tient compte des transferts, le revenu moyen par salarié en France n'est pas inférieur à celui du non-salarié.

Laissons de côté les controverses sans fin sur l'écart, au fur et à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie, entre employés du secteur privé et employés du secteur public, entre grands fonctionnaires et entrepreneurs ou commerçants qui ont réussi. Toutes les comparaisons globales - paysans et citadins, fonctionnaires et commerçants - sont dénuées de signification, parce que les différences dans les profits sont énormes selon les branches, selon les entreprises. D'après les statistiques fiscales, 25% des entreprises commerciales feraient 57% du total des bénéfices. La moyenne des bénéfices, selon les branches, varierait entre plus de 450.000 et moins de 200.000. Les citadins dénoncent volontiers les paysans "qui ne payent pas d'impôts". Le rapport sur les comptes de la nation évalue à 103 milliards les privilèges fiscaux dont a bénéficié l'agriculture en 1951, mais il constate aussi que l'agriculture, qui absorbe 30% de la main-d'œuvre, ne recueille que 20% de l'ensemble des revenus, 40% des exploitations, soit un million, ont un rendement brut inférieur à 300.000 francs, insuffisant pour faire vivre même modestement une famille peu nombreuse.

On prévoyait qu'en 1953, les sociétés de capitaux retiendraient 1.238 milliards de francs de bénéfices et n'en distribueraient, à titre de dividendes, que 125. Et les entreprises individuelles, de leur côté, feraient 500 milliards d'épargne brute. L'autofinancement, poussé à ce terme, comporte de multiples inconvénients. Il incite les sociétés à grossir artificiellement les frais généraux, il encourage le gaspillage, il freine la sélection des entreprises, suscite une répartition des investissements conforme moins à l'urgence des travaux qu'à la répartition des profits.

La fraude fiscale, par exemple, sur l'impôt sur les transactions, d'après les

fonctionnaires mêmes des Finances, finit par renverser les intentions des législateurs.

De toutes les activités, la plus rentable, celle qui promet les profits les plus aisés, c'est désormais l'art d'interpréter, de tourner ou d'ignorer la législation fiscale. Un comptable subtil rapporte plus que la machine la plus perfectionnée. Le régime crée de perpétuelles invitations à la malhonnêteté.

Or, quand on fait ces constations moroses, il faut ajouter, au risque de décevoir et de choquer, qu'il n'y a pas de remède infaillible pour guérir cette maladie. Certes, il est des cas de fraude fiscale, visibles à tous les yeux, que l'on dépisterait sans peine (fraude portant sur l'impôt général sur le revenu des professions libérales et les bénéfices des industriels et commerçants), si l'on en avait la volonté. Il est des privilèges fiscaux qui ne sont ni mystérieux ni difficiles à éliminer. Mais la fraude la plus funeste est celle des sociétés, fraude liée à l'énormité des sommes que l'on veut prélever sur les chiffres d'affaires des entreprises, à l'énormité des sommes accumulées par l'autofinancement. Il ne serait pas impossible de réduire cette fraude mais on en viendra difficilement à bout, tant que persistera l'état de choses présent: les charges sociales et fiscales sont presque égales au total des salaires payés par les entreprises.

Les prix et la libération des échanges

Le Figaro
26 mars 1954

On aurait tort de reprocher à la commission chargée de faire un rapport sur les causes de la disparité entre les prix français et les prix étrangers ne n'avoir apporté ni idée surprenante ni plan d'action spectaculaire.

Les maux dont souffre l'économie française ont été vingt fois diagnostiqués par les observateurs les plus compétents de la Commission économique pour l'Europe, de l'O.E.C.E., de la Commission du bilan national. Jamais malade n'a bénéficié du service de tant de médecins. Les médecins convoqués par M. Edgar Faure, les uns, grands fonctionnaires, dont le ministre des Finances connaît par cœur les opinions, les autres, personnalités du monde économique, qui n'avaient ni le temps ni les moyens d'entreprendre des études des originales, ne pouvaient pas ne pas considérer avec quelque soupçon leur mission.

Si l'on souhaitait l'équivalent d'un rapport de la Commission royale britannique, la commission présidée par M. Nathan était trop nombreuse, elle comprenait trop de représentants d'intérêts privés et pas assez d'hommes que la science et le métier auraient élevés au-dessus du tumulte des intérêts et des querelles politiques.

Sachant que le ministre attendait d'eux non une suggestion inédite mais un appui dans les discussions interministérielles, les membres de la commission avaient le choix entre deux solutions: ou répéter, en un style que l'expérience bureaucratique, le souci des nuances et le sens du compromis auraient dépouillé de toute aspérité, les jugements déjà entendus sur les raisons du marasme français, ou affirmer clairement que la voie du redressement passe par certaines mesures impopulaires dans l'immédiat, telle la libération des échanges.

Dans la première hypothèse, la commission aboutissait sans trop de peine à un rapport commun d'autant plus que les catégories sociales les plus maltraitées par le rapport, artisans et agriculteurs, n'étaient guère représentées dans la commission; dans la seconde, l'unanimité sur les principes risquait de ne pas se retrouver dans les conclusions.

Avec un sens aigu de l'ironie, la commission a adopté les deux solutions simultanément. Le rapport est le résultat méritoire d'un effort vers l'unanimité, les deux lettres d'envoi, chacune signée par certains membres de la commission,

témoignent non d'oppositions théoriquement irréductibles (en gros, les uns et les autres s'accordent sur l'analyse), mais de divergences sur la pratique et sur l'immédiat. Disons que le ministre des Finances pourrait invoquer une lettre et le ministre de la Production industrielle l'autre.

La querelle présente

Ne revenons pas sur les diverses causes de la cherté des prix français que la commission énumère: prix des matières premières, charges salariales et sociales, fiscalité lourde et inéquitable, parafiscalité, soutien de modes de production inefficaces, etc. Et bornons-nous à éclairer le problème présent. La commission reconnaît, après tant d'autres, que la montée des prix, depuis 1950, a été plus forte en France que dans les principaux pays industriels. Elle reconnaît également que toute tentative pour faire baisser l'ensemble des prix est condamnée à l'échec. Elle envisage l'éventualité d'un ajustement monétaire, sans le recommander ni l'écarter. Elle fait observer, avec beaucoup de justesse, qu'une manipulation monétaire seule, non accompagnée d'autres mesures, qui laisserait subsister les causes profondes responsables de la présente disparité des prix, n'apporterait qu'un répit temporaire. Comment ne serait-on pas convaincu par tant de sagesse? Il reste l'essentiel: que fait-on maintenant?

Depuis deux ans, nous avons suspendu la libération des échanges et sommes revenus à la pratique des contingents. Tout le monde, en théorie, condamne les contingents, tout le monde, en théorie, réclame une certaine libération des échanges. La querelle commence dès que l'on se demande quelle est l'allure de la libération compatible avec la prudence. La prudence enjoint-elle de libérer 30 ou 50% des importations? Si l'on écoute les professionnels, la prudence ne laissera pas monter le pourcentage de libération.

De plus, la libération, même partielle, n'exige-t-elle pas la réduction ou la disparité des prix par un ajustement monétaire ou de taxes dites de compensation qui en constitueraient l'équivalent? Refuser ces taxes permet de justifier le refus de libération. Après tout, la plupart des exportateurs ont obtenu, sous forme de détaxation, à peu près ce que leur apporterait une dévaluation. L'achat de matières premières étrangères au taux actuel de la monnaie est un avantage pour les producteurs qu'il autorise à réclamer le maintien des contingents.

Ainsi s'explique l'apparent paradoxe d'un malade auquel tant d'éminents spécialistes ont expliqué son mal, qui les écoute avec respect et ne tient aucun compte de leurs prescriptions. Le statut présent offre un certain confort à beaucoup et rien n'oblige à en sortir. Le déficit de la balance commerciale est

inférieur aux dollars que nous recevons des États-Unis, à des titres divers. La production est stagnante, mais la protection freine la nécessaire élimination des inaptes. La décadence, à courte échéance, est moins pénible que le redressement.

Si pourtant la thèse des adversaires de la libération des échanges l'emportait, les responsables se seraient chargés d'une lourde responsabilité. Quel accueil serait réservé dans les organisations internationales aux représentants d'un pays qui parle d'intégration européenne et s'enferme derrière des contingents? À partir de 1931, la France, ayant refusé de réduire, par des mesures monétaires, une disparité évidente des prix, s'est engagée dans la voie qui menait au déclin de la production, au Front populaire et à l'appauvrissement. Il s'agit moins de discuter aujourd'hui du pourcentage de libération que de répondre à une question autrement grave: oui ou non, est-on résolu à prendre les mesures qui permettront à l'économie française d'affronter la concurrence étrangère?

Que l'on juge chacun à ses conclusions. Celui qui réclame le maintien des contingents prend, quoi qu'il en ait, le parti de la stagnation.

Salaires, expansion, balance des comptes

Le Figaro
20 août 1954

Le programme économique du gouvernement vise à atteindre simultanément trois objectifs: expansion de la production, élévation des salaires réels, équilibre de la balance des comptes, de manière à assurer l'indépendance économique du pays.

Ces trois objectifs, à la longue, ne sont pas contradictoires. Il serait absurde et injuste que les salariés ne fussent pas en mesure d'obtenir une fraction égale ou supérieure d'un produit national, par hypothèse élargi. L'augmentation des salaires réels doit accompagner l'expansion. Celle-ci, d'autre part, fournit des ressources supplémentaires, donc le moyen soit de réduire les importations, soit d'accroître les exportations. Or le rétablissement de l'équilibre de la balance des comptes exige, évidemment, ceci ou cela, probablement ceci et cela, dans une mesure que l'on ne saurait préciser.

Mais, à courte échéance, on ne saurait se dissimuler l'extrême difficulté de mener à bien en même temps ces trois tâches. Les mesures qui favorisent la réduction des importations et l'accroissement des exportations sont rarement celles qui favorisent l'expansion. L'élévation des salaires réels signifie, pour l'ensemble de la communauté, une consommation accrue (à moins d'une improbable redistribution du revenu national). Le rétablissement de l'équilibre des comptes implique la diminution des ressources à la disposition de la nation et l'expansion requiert, semble-t-il, un accroissement des investissements.

Salaires et production

Les indications relatives aux salaires dans les projets gouvernementaux semblent inspirées par des considérations politiques et sociales autant qu'économiques. La stabilisation des salaires était la contrepartie de la stabilité des prix. Durant la période où ils étaient au «frigidaire», les salaires ont incontestablement progressé en valeur réelle. Au reste, le gouvernement n'a nullement promis la hausse du salaire minimum interprofessionnel garanti, qui se serait automatiquement répercutée sur l'ensemble de la hiérarchie.

La promesse d'une révision semestrielle, en fonction de l'accroissement de la production et de la productivité, ne signifie pas grand-chose. En fait, l'accroissement de la production dans une branche industrielle n'implique pas

que les salaires y doivent être augmentés. Les industries électriques qui augmentent leurs exportations ne sont pas, de ce seul fait, en mesure de payer plus cher l'heure de travail. L'automatisme de l'élévation semestrielle des salaires n'est guère compatible avec le fonctionnement actuel de l'économie française. Mais, encore une fois, tout dépend de l'application qui sera faite du principe. Une période d'expansion permettrait évidemment le relèvement progressif des salaires réels, mais ce relèvement pourrait être obtenu autant par la baisse des prix que par la hausse des rémunérations nominales.

À l'heure présente, on ne saurait se dissimuler que l'heure de travail – salaires et charges sociales – au taux actuel du franc revient à l'entrepreneur plus cher qu'à beaucoup de concurrents étrangers, en particulier allemands. L'annonce simultanée du maintien de la parité monétaire et de la hausse des salaires ne présente, à coup sûr, qu'une signification temporaire.

Balance des comptes et investissements

Importer moins, exporter plus, investir plus, construire plus: un tel programme suppose que l'on dégage des ressources nouvelles, d'une ampleur assez considérable. D'ici le prochain budget, aucun transfert massif ne paraît praticable ni prévu. L'idée essentielle semble donc être une réduction du budget de la défense nationale de 1955.

Une certaine réduction est certainement souhaitable. Mais l'ampleur de cette réduction dépend finalement de l'aide américaine qui sera accordée à la France en Indochine et en Europe. Si cette aide était réduite ou supprimée, si les achats *off shore* étaient définitivement suspendus, le maintien de l'actuel budget impliquerait déjà des amputations douloureuses. Une réduction massive entraînerait une refonte de notre organisation militaire. Logiquement, les projets économiques du gouvernement supposent une ratification, sous une forme ou sous une autre, de la Communauté européenne de défense.

Même dans cette hypothèse, même en supposant que l'on dégage par des économies sur le budget de défense nationale ou sur le financement des productions excédentaires quelque 300 milliards, le gonflement des investissements et de la construction n'est pas à lui seul une incitation à exporter plus et à importer moins. La libération des échanges incitera peut-être à la rationalisation, elle n'entend pas d'elle-même à limiter les achats au dehors. Le rétablissement de l'équilibre de la balance des comptes, sans déflation intérieure, suppose une politique, subtile et complexe, qui combine la rigueur financière avec un encouragement sélectif aux investissements et à l'exportation.

Le gouvernement semble compter sur les réformes de structures dans l'agriculture, dans l'industrie, dans la distribution, pour réconcilier les exigences de l'expansion intérieure et de l'équilibre extérieur. Le rétablissement de l'équilibre exige, en effet, au-delà des mesures de circonstances, d'ordre monétaire, une adaptation de l'économie française aux nécessités de notre époque.

Continuité dans l'action et durée, les impératifs de la grande politique survivent aux péripéties de la politique parlementaire.

Le "rendez-vous d'octobre"

Le Figaro
8 octobre 1954

Le "rendez-vous d'octobre" a été pris à la légère. Comment pouvait-on ne pas savoir que, au taux actuel du change, les salaires français, charges sociales comprises, dépassaient ceux de la plupart des pays d'Europe, autrement dit étaient supérieurs à leur niveau d'équilibre? Quelles indications les chiffres de la production, durant les trois mois d'été, étaient-ils susceptibles d'apporter? On est obligé de dire que les promesses faites à l'avènement du présent gouvernement ne répondaient pas à la situation et seront difficilement honorées.

On répète, de tous côtés, que, depuis des années, les salaires ont été mis "au frigidaire" et que, enfin, l'actuel ministère s'apprête à les en sortir. Cette conception est toute mythique. Après les hausses importantes de salaires qui s'étaient produites en 1950-1951, la politique gouvernementale, à partir du début de 1952, fut de stabiliser les prix, de manière à laisser aux salariés le profit des augmentations nominales antérieures. Dans l'ensemble, ce but fut atteint et, une tendance des prix à la baisse, une tendance des salaires à la hausse joignant leurs effets, le revenu réel des travailleurs progressa lentement.

Depuis un an, la progression des salaires s'est nettement accusée, surtout pour les salaires les plus bas. D'après l'enquête trimestrielle effectuée au 1er juillet 1954, la hausse de l'indice atteignait, depuis octobre 1953, 5,7%. Or cette hausse, pour la première fois depuis de longues années, était saine, puisqu'elle n'était pas accompagnée par le relèvement des prix et qu'elle était non imposée par l'État, mais accordée par les diverses entreprises, selon leurs possibilités. La seule réserve concerne le tassement de la hiérarchie, provoqué par la décision gouvernementale relative aux salaires les plus bas.

Une hausse de 5,7% des salaires réels en neuf mois est malheureusement un résultat peut-être dérisoire par rapport aux aspirations légitimes, mais à coup sûr honorable par rapport aux possibilités. Une nouvelle hausse des seuls salaires les plus bas ne serait pas sans susciter de vives protestations et sans entraîner des inconvénients sérieux.

Danger d'une confrontation périodique

Peut-être d'aucuns supposent-ils qu'une manipulation monétaire permettrait des générosités. Mais le ministre des Finances a solennellement écarté cette

éventualité. Et, dans l'hypothèse même où l'on se résoudrait à l'opération, le succès dépendrait de la stabilité des prix intérieurs, donc du maintien des salaires.

Je vais plus loin: le principe même d'un "rendez-vous" semestriel, d'une confrontation, tous les six mois, des statistiques de la production, des prix et des salaires, est dangereux. La loi a déjà introduit une sorte d'échelle mobile par l'intermédiaire du salaire interprofessionnel minimum garanti. Depuis deux ans, on assistait à une évolution heureuse. Au lieu de hausses générales et massives de salaires, décrétées par l'État et provoquant infailliblement l'inflation, les hausses étaient progressives, variables selon les secteurs, accordées par les entrepreneurs eux-mêmes. Les rendez-vous semestriels risquent de nous ramener à la période antérieure. Sans doute, en théorie, on conçoit que cet examen en commun obéisse à la conclusion que les mouvements de prix, de salaires et de la production sont harmonieusement accordés. Mais les habitudes, la psychologie françaises rendent beaucoup plus probable une autre hypothèse. Autrement dit, les intéressés s'attendraient à des décisions spectaculaires tous les six mois. On reviendrait aux augmentations générales au lieu du mouvement continu.

Le gouvernement est sûrement conscient de ces risques et s'efforcera de les réduire. Mais, pour marquer le début d'une ère nouvelle, il a fait des déclarations imprudentes dont on souhaite qu'il ne reste pas prisonnier.

Les comptes de la Nation et la crise sociale

Le Figaro

30 septembre 1955

Les circonstances présentes offrent à la presse qui se veut non démagogique une occasion exceptionnelle. Le rapport sur les comptes de la nation de l'année 1954 a précisé les résultats obtenus et les tâches à accomplir. M. Mendès-France lui-même, qui n'est pas suspect de complaisance pour les obsessions monétaires et la prudence conservatrice, met l'accent, dans sa lettre au président du Conseil, sur l'insuffisance des investissements fixes et l'accroissement de la consommation. Les nécessités nationales sont clairement inconciliables avec une hausse désordonnée des salaires horaires.

Pourquoi les économistes dits de gauche laissent-ils le soin d'exprimer ces vérités impopulaires aux seuls chroniqueurs baptisés de droite?

Les comptes de la nation

La production française a progressé, en 1954, de 6% par rapport à l'année précédente. Les exportations vers l'étranger, également en progrès, couvraient dans la proportion de 91% nos achats en dehors (dans les premiers mois de 1955, le taux de couverture atteignait 102%).

De 1952 à 1954, le volume des salaires a passé de 4.704 à 5.289 milliards, soit une hausse de 12,5% (à quoi s'ajoute une hausse de 22% - 1.507 à 1.838 - des prestations sociales). Dans le même temps, ce que les experts classent sous la rubrique *profit* ne se serait accru que de 5,5%. Comme on l'a fait remarquer, il est fâcheux, aussi bien au regard de la science que de la politique, de mettre sous la même rubrique les profits que comptabilisent les sociétés anonymes après paiement des frais de production, amortissements, impôts et réserves et, d'autre part, les revenus globaux des entreprises personnelles, qui se confondent en très grande partie avec les salaires des entrepreneurs (exploitants agricoles, commerçants ou industriels). On a utilisé ces chiffres - hausse de 12,5% des salaires, de 5,5% des profits entre 1952 et 1954 - pour réfuter la théorie marxiste de la paupérisation, reprise récemment par M. Thorez. Les économistes disposent heureusement de chiffres encore plus convaincants pour réfuter la thèse de paupérisation. Je n'imagine pas que même un économiste de foi communiste prétende que le niveau de vie de l'ouvrier de Detroit a baissé depuis cinquante ans.

Si cette évolution de la production, des salaires et des profits est satisfaisante, celle des investissements fixes l'est moins. Ceux-ci n'ont augmenté, entre 1952 et 1954, que de 9,5%, alors qu'ils ont, dans le même temps, progressé de 17% en Grande-Bretagne, de 28% en Allemagne. L'expansion de ces trois dernières années a été réalisée surtout par une utilisation plus intense de la capacité de production. Pour maintenir le rythme actuel d'expansion, les investissements doivent continuer à progresser. C'est dans cette intention que le ministre des Finances a récemment pris des mesures pour abaisser le taux de l'argent à long terme et libérer le crédit. Au même moment, les autres pays d'Europe prenaient des mesures de restriction de crédit. Si, brutalement, la masse des salaires s'accroît de 10 ou de 15%, la libération du crédit favorisera l'inflation plutôt que les investissements.

Pourquoi le mécontentement?

Personne ne nie que les salaires réels n'aient augmenté sensiblement depuis la stabilisation de prix de 1952. L'augmentation annuelle a été de l'ordre de 5% au moins et cette allure devrait être maintenue cette année. La crise actuelle remet en question ces résultats. Rien ne serait plus important que d'établir les causes d'une explosion qui succède à des années de stabilité des prix et de progression des salaires.

L'explication par le rôle des meneurs ou l'action des communistes contient probablement une part de vérité, mais elle est évidemment insuffisante. Il est déplorable qu'aucune étude ne soit faite qui permette de discerner à l'intérieur des entreprises ou dans l'ensemble de la classe ouvrière, les causes du mécontentement.

On en est réduit à des hypothèses, que je me bornerai à énumérer. En dépit des progrès récents, le montant absolu des rémunérations paraît encore très insuffisant à beaucoup d'ouvriers, de telle sorte qu'en chaque occasion le mécontentement s'exprime, aggravé, semble-t-il, par une mauvaise technique de la direction dans ses rapports avec les travailleurs. La montée des cours à la Bourse a eu aussi une influence. Les ouvriers ont souvent la conviction que les avantages acquis dans le passé ont été arrachés de haute lutte: la revendication violente leur paraît donc normale. La hiérarchie n'a pas toujours été respectée dans les hausses précédentes. Des inégalités ou injustices affectent souvent telle ou telle catégorie d'ouvriers, de telle sorte que de multiples demandes partielles viennent gonfler la revendication première de hausse horaire. Entreprises et branches industrielles connaissent, depuis la fin de l'inflation, des sorts très

variables. Il ne se peut pas que la condition des ouvriers ne soit affectée par la prospérité ou le déclin de leur entreprise. Les revendications des ouvriers dont la rémunération est en retard sur le mouvement général ne sont pas toujours parmi les plus vives. Les ouvriers relativement privilégiés sont parfois les plus ardents dans la protestation. Mais le pourcentage de hausse admis en une ville ou une entreprise dont les travailleurs sont moins bien payés est repris ailleurs et la formule de 20% ou des "40 francs" fait boule de neige.

Connaître l'état d'esprit ouvrier, mettre au point une méthode de rapports entre patrons et ouvriers, ces deux tâches, si humbles soient-elles, rapporteraient peut-être à la nation entière autant qu'une augmentation de quelques points des investissements.

2.5

**DU RÉARMEMENT À
L'INFLATION MONDIALE**

Stabilisation du franc?

Le Figaro
16 juin 1950

Depuis janvier 1948, le franc français n'a plus, en droit, une valeur unique et fixe, agréée par le Fonds monétaire international. En septembre 1949, à la suite de la dévaluation britannique, les autorités françaises simplifièrent le système des parités multiples instauré par M. René Mayer, mais il subsiste encore, au moins en théorie, une distinction selon qu'il s'agit de monnaies traitées au marché dit libre, effectivement contrôlé, ou des monnaies bloquées comme la livre sterling. En fait, la monnaie française est, depuis plusieurs mois, stabilisée au cours de 350 francs pour un dollar. Sur les marchés parallèles les cours du franc se confondent à peu près avec le cours officiel. Certaines monnaies y sont même cotées au-dessous du cours officiel.

Le terme de stabilisation peut donc désigner deux opérations différentes. Ou bien on entend par là une simple stabilisation technique, la détermination légale d'un taux unique pour l'ensemble des opérations entre la zone franc et les autres zones monétaires, ce qui permettrait à la France de figurer de nouveau parmi les membres à 100% du F.M.I. Ou bien on songe à une stabilisation qui comporterait la liberté pour chacun de convertir les francs en n'importe quelle autre monnaie, qui éliminerait le contrôle des changes.

La stabilisation technique ne présente pas de difficulté, mais ne modifierait pas sensiblement la situation présente. Il en va tout autrement de la stabilisation accompagnée de libre convertibilité.

Stabilisation technique

Ayant décidé d'éviter les dévaluations ruineuses qui marquèrent la première après-guerre, le F.M.I. avait interdit la pratique des monnaies flottantes. Les pays qui, telle la Grande-Bretagne, refoulèrent l'inflation par la méthode classique des prix et des salaires contrôlés purent différer, jusqu'à l'automne 1949, la modification de la parité de leur monnaie. En revanche la France, qui ne fut capable ni de refouler l'inflation à la manière britannique ni de la supprimer à la manière belge, fut contrainte de multiplier les manipulations monétaires. Au début de 1948, elle renonça même au principe d'une parité unique et à celui d'une parité fixe.

La leçon est banale et claire. La valeur de la monnaie, sur les marchés de change, est inévitablement fonction du pouvoir d'achat que la monnaie possède à l'intérieur de l'unité économique. Le contrôle des changes permet de camoufler, pour un temps, la dévalorisation de la monnaie et de maintenir une parité artificielle. Le moment arrive fatalement, quand l'inflation sévit, où il faut modifier la parité extérieure en fonction de la hausse des prix intérieurs. On peut discuter sur les avantages et les inconvénients respectifs de la parité fixe ou de la monnaie flottante en de telles circonstances. Ni l'une ni l'autre méthode n'empêchent le développement des suites fatales de l'inflation.

En revanche, à partir du moment où celle-ci est stoppée, il n'y a aucune raison de ne pas consacrer légalement le résultat obtenu. La définition du franc en or ne correspond pas au taux actuel. D'ici quelques jours, semaines ou mois, on mettra fin à ces bizarreries, héritage du passé. Au lieu d'acheter l'or à un prix, qui équivaut à un change de 214 francs par dollar, la Banque de France l'achèterait au prix correspondant à un taux de 350 francs. En légalisant, en déclarant définitive (provisoirement) et universelle, la parité de fait, on contribuerait dans une certaine mesure à renforcer la confiance du public qui est, au même titre que les données matérielles, indispensable à la santé d'une monnaie.

Stabilisation et convertibilité

À une opération de cette sorte, rien n'empêche de procéder au moment que l'on choisira. En ce sens limité, le franc a été stabilisé jusqu'en janvier 1948. On objecte qu'il importe, cette fois, de tenir le cours adopté. Sans doute, mais il n'y a jamais, en cette matière, de certitude absolue. Une rechute dans la démagogie, une dépression aux États-Unis, une suspension de l'aide Marshall, suffiraient à remettre en question les progrès accomplis. Mais ces incertitudes ne sont pas destinées à disparaître au cours des prochaines années. Les économies sont en permanence menacées, soit d'inflation, soit de déflation. À défaut des mécanismes libéraux, qui ne fonctionnent plus, il incombe au gouvernement de suivre la voie étroite entre ces deux périls. Ni l'un ni l'autre de ceux-ci n'ont pour l'instant une acuité qui exclut la stabilisation technique.

Il semble, qu'en fait, l'administration française ou, du moins, une partie d'entre elle, tende à une autre objection. On attendrait pour stabiliser que le franc puisse se maintenir de lui-même au niveau fixé sur les marchés libres. Une telle ambition susciterait de tout autres difficultés.

La zone franc avait encore, en 1949, un déficit de quelque 700 millions de dollars avec la zone dollar. Rétablir, dans ces conditions, la convertibilité avec la

monnaie américaine exigerait un double pari, pour le moins risqué: pari que l'aide américaine se prolongera encore de nombreuses années, pari que les capitaux ne fuiront pas l'Europe menacée.

La convertibilité du franc avec les autres monnaies européennes, voire avec les monnaies de la zone sterling, est plus facile à concevoir et à mettre en pratique. Les échanges visibles et invisibles ne sont pas loin de l'équilibre et le rétablissement de la convertibilité, par lui-même, pourrait aider à cet équilibre. Dans certains cas, les capitaux sont moins tentés de s'enfuir quand ils jouissent du droit légal de sortir.

Encore resterait-il à préciser le régime que l'on envisage. L'expérience exigerait la reconstitution d'un stock de métal précieux plus important que celui dont on dispose actuellement. Adopterait-on un taux fixe ou un taux variable entre deux limites? Comment s'accorderait-on, en cette dernière hypothèse, avec les pays attachés à la notion de taux fixe?

L'Union européenne des paiements permettrait probablement de relâcher les contrôles dans les relations entre les différents États du vieux monde. Mais je doute que l'on puisse aller plus loin, au moins dans le proche avenir.

Au-delà de toutes les difficultés techniques, un problème fondamental se pose. Un système international, fondé sur la libre convertibilité des monnaies, suppose que les gouvernements suivent une certaine politique. Ils doivent donner, pour ainsi dire, la priorité à la monnaie sur l'économie: afin de maintenir le taux de change, ils doivent éventuellement consentir à une certaine déflation. Autrement dit, en revenant à un système international de monnaies librement convertibles, on s'interdirait certaines pratiques, que l'on rattache aujourd'hui au nom de Keynes, politique du plein emploi ou inflation contrôlée dans le cadre national.

Je ne dis pas que ce système international ne soit pas, à beaucoup d'égards, le meilleur, mais je suis convaincu que, dans le monde tel qu'il est, les gouvernants ne sont ni capables ni désireux de l'appliquer.

Le réarmement est-il économiquement possible?

Le Figaro
7 juillet 1950

Les hommes d'État occidentaux ont, jusqu'à présent, posé en principe que les obligations de la guerre froide ne devaient pas compromettre la reconstruction économique. Aux États-Unis, le budget militaire atteignait une quinzaine de milliards, sans compter les milliards du plan Marshall et de l'aide militaire à l'étranger, mais ce montant de dépenses était calculé de telle sorte que le niveau de vie de la population ne fût pas réduit et que le déficit budgétaire ne mît pas en péril le fonctionnement d'une économie de marché.

En Europe, la proportion des dépenses militaires par rapport au revenu national oscillait entre 5% en France et 8% en Grande-Bretagne. Mais notre pays entretient en Indochine une armée qui contient une forte partie des cadres. Quant à la Grande-Bretagne, le système de la conscription, introduit, au lendemain de la seconde guerre mondiale, d'après l'écrivain anglais Liddell Hart, aurait diminué et non accru le nombre des divisions susceptibles d'intervenir dès le premier jour d'éventuelles hostilités.

Aux États-Unis

Quelles seront, aux États-Unis, les conséquences des mesures de mobilisation partielle auxquelles il faut s'attendre au cours des prochains jours? Beaucoup dépend, à coup sûr, de l'ampleur de ces mesures: quel sera le nombre des réservistes rappelés sous les drapeaux? Quelle sera la fraction de l'industrie qui sera immédiatement reconvertie?

Le budget américain comporte déjà un déficit de plusieurs milliards de dollars (3 ou 4). Les dépenses supplémentaires vont atteindre quelques milliards. Il est improbable que le Président introduise des impôts supplémentaires pour les couvrir. Le déficit budgétaire dépassera probablement le volume compatible avec une économie "sans contrôle".

Il n'en résulte pas que, d'un jour à l'autre, les États-Unis vont rentrer dans l'économie de guerre. L'offre de biens de consommation (en particulier des produits alimentaires) est extraordinairement élastique. Pour que le rationnement de la nourriture devînt nécessaire, il faudrait que la poussée inflationniste prît une intensité extrême. Sans doute, si l'on reconvertit certaines usines, tels

produits manufacturés, automobiles ou frigidaires, risquent de devenir rares. Mais, dans l'ensemble, les nécessités de contrôle apparaîtront d'abord et surtout du côté des matières premières, des produits demi-fabriqués, voire des moyens de production. Les cours des matières premières dites stratégiques ont déjà monté. La sidérurgie ne dispose pas d'une marge importante de capacité productive inemployée.

Une demande supplémentaire se traduirait normalement par une hausse des prix, à moins que les autorités n'imposent tout à la fois la stabilisation des prix et la répartition selon des priorités. Il est probable que les conseillers du Président préféreront recourir aux procédés bien connus désormais de l'inflation "canalisée". L'extension des contrôles dépendra de l'ampleur du déficit budgétaire et de la mobilisation industrielle. Le public américain sera atteint par les gênes et ennuis divers qu'entraîne la direction bureaucratique de l'économie, mais il n'y aura pas abaissement du niveau de vie. On se rappelle que, pendant la dernière guerre, les dépenses de consommation de l'ensemble de la population ne furent pas entamées par les nécessités de la guerre locale.

Les événements de Corée marquent, pour l'économie américaine, la fin du *business as usual*, ils ne marquent pas, pour le citoyen américain, le début des restrictions.

En Europe

Beaucoup d'Européens restent aujourd'hui encore opposés à un effort sérieux de réarmement. Staline leur a, certes, rentré dans la gorge certains de leurs arguments préférés. Ils ne se risqueraient plus à affirmer que l'Union soviétique craint par-dessus tout la guerre et que la rivalité des deux mondes est toute idéologique et politique. Mais ils maintiennent soit qu'en aucun cas l'Europe occidentale n'a une chance de se défendre, soit que la situation économique et financière interdit le réarmement. En cet article, nous ne nous demanderons pas dans quelle mesure la France doit réarmer, si une telle décision accroîtrait ou diminuerait le risque de l'explosion. Nous posons simplement la question: si l'on admet la nécessité du réarmement, l'économie ou les finances élèvent-elles un obstacle insurmontable?

Je n'aurais même pas jugé nécessaire de poser une telle question si des conversations récentes ne m'avaient pas révélé les aberrations courantes dans les milieux officiels. Impossible de réarmer me disait un membre d'un cabinet ministériel de la rue de Rivoli, les dépenses de l'État atteignent un plafond. Réponse en apparence pertinente, si l'on raisonne en termes de finances. Mais le

propre de l'économie de guerre ou de préparation à la guerre est de considérer les réalités physiques. Qu'exige le réarmement? Que l'on mette quelques centaines de milliers de jeunes hommes sous les drapeaux, que l'on emploie quelques centaines de milliers d'ouvriers à fabriquer des armes et non plus des automobiles de tourisme ou des maisons, que l'on obtienne au-dedans ou au-dehors les matières premières indispensables. Aucune de ces exigences n'est impossible à satisfaire, du moment que le concours de la coalition atlantique nous est acquis. Or, si le réarmement est matériellement possible, il est économiquement possible. Tout ce qu'il importe de savoir, c'est les répercussions qu'il aurait sur le train de nos affaires et de la politique.

L'élasticité de notre système de production, est-il besoin de dire, est immensément inférieure à celle du système américain. On ne peut pas compter que la poussée inflationniste fasse surgir à une masse de produits qui parvienne à satisfaire la demande artificiellement gonflée. Malgré tout, à l'heure présente, l'offre de la plupart des produits alimentaires s'annonce supérieure à la demande du public. Un déficit budgétaire de quelques centaines de milliards de francs n'impliquerait pas le retour au rationnement. Mais, à n'en pas douter, il entraînerait rapidement le recours aux méthodes de la "canalisation de l'inflation". La rigueur de ces méthodes dépendrait de l'ampleur du réarmement de l'aide que nous recevrons de l'extérieur et de la marge de capacité productive qui se découvrirait à l'expérience.

Les méthodes nécessaires pour canaliser l'inflation, tout le monde les connaît. Correctement appliquées, elles sont, au moins sur une période de quelques années, moins impopulaires qu'on ne le dit. Inutile de réarmer, nous affirme-t-on de tous côtés, on aggraverait les tensions sociales et, du même coup, on affaiblirait le pays moralement plus qu'on ne le renforcerait militairement. Il n'est pas sûr que la constitution d'une vingtaine de divisions implique un abaissement du niveau de vie des masses populaires, à condition que l'on améliore la fiscalité. Sans doute des réformes militaires sont-elles également nécessaires: le nombre des réserves instruites n'importe plus guère. L'essentiel est le nombre des combattants immédiatement disponibles et ce nombre ne peut être accru qu'en réduisant l'appareil bureaucratique de l'armée et les sommes dépensées pour instruire les contingents, renvoyés dans leurs foyers au moment même où ils sont formés. Il va de soi également qu'une répartition des efforts entre les alliés, un renoncement à la fabrication du matériel le plus coûteux ou de celui pour lequel les prototypes ne sont pas encore au point s'imposent dans la conjoncture présente.

Les démocraties se sont efforcées jusqu'à présent, d'une part de soutenir la guerre froide que leur impose l'agression soviétique, d'autre part de vivre le mieux possible, selon les habitudes de temps de paix. L'affirmation que la menace était politique et non militaire justifiait l'intérêt que les gouvernements prenaient à des futilités ou à des soucis de luxe. Les gouvernements gardent, aujourd'hui comme hier, le droit de choisir, de refuser le réarmement, avec son accompagnement de contrôle et de direction économique. Mais qu'ils ne disent pas que l'économie les condamne à cette passivité: l'économie doit être au service des hommes. Les difficultés du réarmement sont politiques. En termes plus simples: matériellement le réarmement est possible. Reste à savoir si les dirigeants et les peuples de l'Occident auront la volonté de l'accomplir.

Économie de réarmement

Le Figaro
21 juillet 1950

Un régime totalitaire, une économie intégralement planifiée gardent la même structure en temps de paix et en temps de guerre. Une économie libérale est, par essence, une économie de paix. Elle supporte un certain volume de dépenses militaires, financées par l'impôt, mais, quand ce volume critique est dépassé, elle doit se plier à une transformation profonde. On ne mobilise pas pour la préparation et la conduite de la guerre une fraction importante des ressources nationales sans recourir aux méthodes de la direction centrale: répartition des matières premières, contrôle des prix, des salaires, etc., etc.

Les événements internationaux évoluent de telle manière qu'une mobilisation partielle a déjà été décrétée par le président Truman. Un effort de réarmement sera à coup sûr entrepris en Grande-Bretagne. Les économistes, qui continuent à discuter de libération des échanges et de convertibilité automatique des monnaies, me paraissent victimes d'une sorte de schizophrénie. La décision prise en fait d'armements commande la politique à suivre en matière économique.

Plein emploi et réarmement

Lorsque, dans les années 1930, les démocraties anglo-saxonnes entreprirent de réarmer, elles se trouvaient, du fait du chômage, en une situation tout autre que celle d'aujourd'hui. Elles disposaient d'une réserve de main-d'œuvre inemployée. L'appareil de production ne tournait pas à plein. Il était possible de consacrer des milliards aux dépenses militaires, sans que la pénurie de certaines matières et le manque de travailleurs se fissent sentir. Rien de pareil aujourd'hui.

Les statistiques aux États-Unis reconnaissent quelque 3,5 millions de chômeurs, mais sur un total de plus de 60 millions (64.100.000). Les 2 millions de jeunes hommes qui sont, cette année, entrés sur le marché du travail ont presque tous trouvé une occupation. De mai à juin, l'industrie a absorbé 800.000 travailleurs supplémentaires à une époque où normalement l'emploi diminue. Il en va de même si l'on considère les moyens matériels de production. L'industrie sidérurgique produit à 100% de sa capacité théorique.

Dans ces conditions, un réarmement, même limité, exigera l'application par le gouvernement au moins des mesures suivantes: a) priorité pour les contrats d'armement; b) répartition des matières ou objets fabriqués qui sont ou vont

devenir rares; c) direction partielle de la main-d'œuvre en accord avec les syndicats; d) accroissement des impôts, limitation du crédit bancaire et des ventes à crédit.

Au cours du deuxième trimestre de 1950, la tendance des prix à la hausse était, dans l'ensemble, évidente. Elle tenait au niveau record atteint par l'activité économique. Au milieu de juin, un renversement de la tendance semblait de dessiner: les prix du caoutchouc, du plomb, de l'étain avaient baissé. Les événements de Corée les ont relancés vers le haut. Mais les achats de matières dites stratégiques, l'effet psychologique de la crise internationale, l'anticipation de la pénurie ont déjà accentué la tendance à la hausse. Si l'on veut éviter une inflation américaine, qui aurait des conséquences graves sur le reste du monde, on n'évitera pas, au cours des semaines qui viennent, un contrôle des prix, qui demeurera limité ou s'étendra peu à peu, selon l'ampleur que prendra la mobilisation elle-même.

La Grande-Bretagne tire momentanément profit de la conjoncture internationale. Les prix élevés des matières premières vendues par la zone sterling, l'importance des achats américains déterminée à la fois par la prospérité intérieure et par les besoins du réarmement ont mis fin au déficit de dollars. Les réserves de la zone sterling ont continué de croître et dépassé, d'après les derniers chiffres donnés par sir Stafford Cripps, le chiffre de deux milliards de dollars, tenu naguère pour le minimum indispensable. (Le surplus a été de 180 millions auxquels s'ajoutent 240 millions au titre du plan Marshall.)

Si les inquiétudes en ce qui concerne la balance des comptes sont provisoirement dissipées, les conséquences d'un effort accru d'armement suscitent d'autres inquiétudes. Plus encore que l'économie américaine, l'économie anglaise est tendue au maximum. On ajoutera difficilement des dépenses nouvelles d'armement aux dépenses actuelles de l'État et aux investissements. Même des impôts supplémentaires n'empêcheraient probablement pas l'effet inflationniste du réarmement, si les investissements civils n'étaient pas sérieusement réduits.

Le simple bon sens indiqué d'ailleurs qu'il n'est pas possible, quand règne le plein emploi, de distribuer des revenus supplémentaires en vue de produire des armes, sans accroître la disproportion entre le volume du pouvoir d'achat disponible et celui des biens de consommation offerts.

Le problème français

En France, il est probable, en dépit du faible nombre des chômeurs

enregistrés, que le plein emploi est plus apparent que réel. Beaucoup d'entreprises seraient susceptibles de produire davantage sans recruter de main-d'œuvre supplémentaire. Dans de nombreux secteurs, on pourrait allonger la durée du travail. Depuis plusieurs mois, l'économie était non en déflation mais stagnante.

Le nouveau gouvernement s'est engagé à une politique d'expansion. Mais, comme, tout en souscrivant au programme socialiste, il a conservé aux postes économiques les ministres des précédents cabinets, le moins que l'on puisse dire est que les intentions de nos gouvernants demeurent incertaines. La politique d'expansion comporte trois sortes de mesures: le desserrement du crédit, sur lequel tout le monde s'accorde, mais dont les effets immédiats seront limités, un programme de constructions immobilières, dont on parle depuis des mois, mais qui ne semble pas encore au point, une hausse éventuelle des salaires que l'on discute indirectement à propos de la notion absurde du minimum vital.

M. Pleven a annoncé que les dépenses militaires seraient, l'an prochain, accrues de 80 milliards, mais il sait, mieux que personne, que ce chiffre vaut dans l'hypothèse où l'on ne ferait pas d'effort supplémentaire d'armement... Ce chiffre répond simplement à l'accroissement de prix de revient et au reclassement des fonctionnaires. Si l'on s'en tient là, il s'agira seulement de ne pas relancer l'inflation par une hausse des salaires répercutée sur toute la hiérarchie. L'obstacle, en effet, à une élévation du niveau de vie de tous les salariés par la hausse des rémunérations nominales demeure toujours le même. À supposer que le marché des biens de consommation absorbe le pouvoir d'achat supplémentaire sans hausse de prix - ce qui est possible - certaines industries, sinon toutes, auront du mal à les supporter sans élever leurs prix, ce qui mettra en péril leur capacité de soutenir la concurrence étrangère.

Si, en revanche, on se décide à un effort d'armement de quelques centaines de milliards supplémentaires, il sera exclu de lancer simultanément un vaste programme de construction. Le dilemme - des canons ou du beurre - surgit de nouveau. Personne en France n'hésite sur l'ordre de ses préférences. Malheureusement nous avons déjà appris, une première fois, que l'absence de canons rend précaire la jouissance du beurre.

L'aide américaine permettrait peut-être d'atténuer les répercussions du réarmement. Les administrateurs de l'E.C.A. devraient repenser la fonction du plan Marshall. Le marché unique, par l'intermédiaire de la libre convertibilité et de la concurrence internationale, devient un objectif lointain et la méthode

envisagée jusqu'à présent s'accorde mal avec les nécessités du réarmement... Non qu'il faille revenir aux pratiques absurdes de l'autarcie et perdre les bénéfices des résultats partiels obtenus depuis deux ans. Mais ce n'est pas par les procédés libéraux que l'on peut, en un bref délai, élaborer un programme de réarmement à l'échelle de l'Europe continentale.

Peut-être, parmi les nombreux projets de multiples origines soumis à l'O.E.C.E., le projet français de banque européenne d'investissements pourrait-il être repris et adapté à cette tâche... La hausse de prix des matières premières améliore la situation britannique et aggrave celle des peuples continentaux. Si l'on fait supporter à ces derniers, en outre, le poids du réarmement, ils n'y résisteront pas. Le réarmement de l'Europe ne sera réalisable qu'à la condition que les États-Unis eux-mêmes le conçoivent comme un élément du réarmement occidental.

Le problème du réarmement

Le Figaro
4 août 1950

M. Pleven a annoncé 80 milliards de dépenses militaires supplémentaires. Mais, au cours du débat sur le plan de cinq ans de l'aéronautique, le ministre de la Défense nationale a précisé qu'il ne s'agissait, pour l'essentiel, ni de troupes ni d'armes supplémentaires, mais de "reclassement" du personnel militaire ou de "rajustement" des traitements. Le chiffre de 500 milliards de budget militaire, pour l'année 1951 répondrait à l'hypothèse dans laquelle les Européens se résigneraient au désarmement.

Quels problèmes économiques le gouvernement aurait-il à résoudre en ce cas? Nous avons eu plusieurs fois déjà l'occasion de les examiner. Depuis la fin de l'année dernière, la production industrielle plafonne autour du niveau de 1929, 20 à 25% au-dessus de celui de 1938. Contre la stagnation on relâcherait le crédit et on lancerait le plan de constructions immobilières.

Encore conviendrait-il d'éviter la stagnation sans retomber dans l'inflation. D'où les discussions sur le minimum vital et la hausse des salaires. Autant qu'on en puisse juger d'après les renseignements imparfaits dont on dispose, les possibilités d'accroître les salaires nominaux sans hausse de prix varient, grandement selon les branches et les entreprises. On semble s'orienter vers un relèvement du minimum vital, mais sans que le chiffre de celui-ci soit confondu avec le minimum théorique qui sert de base à la hiérarchie. Cette méthode présente l'évident inconvénient de rétrécir l'éventail des rémunérations, ce qui n'ira pas soulever des protestations justifiées.

Même dans le cas que nous venons d'indiquer, l'établissement du budget de 1951, d'après les déclarations mêmes du ministre des Finances, n'ira pas sans grandes difficultés. Le déficit initial est estimé à plusieurs centaines de milliards (300 à 400), du fait de l'accroissement des dépenses qui suit automatiquement des lois déjà votées. Certaines dépenses présentent un caractère proprement scandaleux. Il est inadmissible que le déficit des chemins de fer dépasse 100 milliards de francs, sans que l'on se décide à l'une ou l'autre des mesures radicales que les innombrables experts et comités ont proposées. Aux difficultés intrinsèques s'ajouteront, en période préélectorale, les difficultés politiques puisque l'Assemblée inclinera à voter des dépenses et hésitera à voter des recettes.

Les réformes profondes, dont le ministre des Finances parle régulièrement dans la période calme qui sépare la discussion budgétaire de l'année en cours de la discussion de l'année suivante, s'imposeraient d'elles-mêmes. Malgré tout, même un déficit de 400 milliards (en grande partie couvert par l'emprunt) n'entraînerait pas nécessairement, en un bref délai, des conséquences fatales. L'immobilisme que dénonçait M. Pleven lorsqu'il était encore à son banc de député pourrait être prolongé encore jusqu'à la réunion de l'Assemblée suivante. Politique à coup sûr médiocre, mais matériellement possible.

À condition que la hausse des cours des matières premières ne bouleverse pas le précaire équilibre intérieur et que l'on décide de ne pas prendre au sérieux le mot d'ordre du réarmement.

Des choix s'imposeraient...

On m'objectera que le réarmement pourrait être financé par le fonds commun de l'Alliance atlantique, qui paraît être la grande pensée de nos gouvernants. Comme on ajoute que ce fonds commun serait financé à l'origine exclusivement par les pays en état de le faire, ces formules pudiques reviennent à compter sur les États-Unis pour porter la charge exclusive ou presque de l'effort supplémentaire.

Il va de soi qu'un réarmement substantiel est hors de portée de la France seule. Mais il va également de soi que les États-Unis ne peuvent pas financer seuls le réarmement de tous les pays du Pacte de l'Atlantique. Pour des raisons aussi bien matérielles que morales, les dirigeants de la République américaine demanderont que les pays européens, eux aussi, contribuent pour une part aux dépenses indispensables. Il en résulte qu'au-delà du budget de 500 milliards, la France devra dépenser plusieurs centaines de milliards si elle met en application le projet de réarmement. Quelles conséquences en résulteront sur la situation de l'économie?

Si nous considérons le problème en termes comptables, on dira qu'il faut trouver soit des ressources supplémentaires, soit des économies possibles. Normalement l'accroissement de l'activité industrielle, déclenché par les commandes d'armement, devrait grossir les recettes, sans même de modification du régime fiscal. Mais le grossissement ne serait pas tel qu'il permette d'éviter la réduction de certaines dépenses. Dès lors, quand M. Pleven annonce simultanément le réarmement plus le maintien du programme antérieur de lois sociales, de constructions immobilières et d'investissements, il n'est à craindre qu'il ne s'abuse. Ou bien l'on ne réarme pas et alors, en effet, on peut conserver

les plans antérieurs, ou bien l'on réarme et alors il faut amputer de plusieurs centaines de milliards le budget préparé. Le temps des choix irrévocables est venu.

Il y a plus encore. Autant la décision de desserrer le crédit était justifiée en l'absence de réarmement, autant elle serait discutable si l'on entreprenait un réarmement de grand style. On n'éviterait pas, en cette dernière hypothèse, un certain volume de déficit budgétaire, qu'il conviendrait évidemment de tenir dans des limites aussi étroites que possible. Encourager en même temps les investissements privés deviendrait injustifiable.

Le réarmement envisagé ne créerait nullement, du jour au lendemain, une pénurie généralisée. Nous n'en sommes plus à la situation de 1945. L'appareil de production, agricole aussi bien qu'industrielle, a été restauré. Il présente une souplesse suffisante pour fournir une quantité de marchandises supplémentaires. Mais certaines matières premières risqueraient de devenir rares. Il faudra sur certains points ralentir les commandes civiles susceptibles de faire concurrence aux commandes militaires. Il est trop tôt pour savoir quelle sera la localisation de ces pénuries. Il est évident qu'une production de chars d'assaut en grande série réclamerait la conversion d'une partie de l'industrie automobile. Mais nous n'en sommes pas là, puisque le potentiel des usines d'armement n'est pas encore utilisé à plein.

Il est absurde d'inquiéter l'opinion en parlant de contrôles et de restrictions, alors que les démocraties en sont encore à discuter sur les modalités et la répartition du financement, mais il n'est guère moins absurde de laisser croire qu'un réarmement substantiel restera sans influence sur le train de vie accoutumé.

Dans la première phase, il n'y a aucune concurrence entre les ressources alimentaires et le réarmement. L'accroissement des commandes, l'allongement de la durée du travail atténueraient plutôt, à l'origine, le marasme latent. Mais certains choix s'imposeraient rapidement. Investissements à long terme ou reconstruction seraient ralentis au profit de la défense nationale. Les moyens de production requis pour la production d'armements ne seraient plus employés à satisfaire des besoins civils.

La vérité économique n'a rien de terrifiant. Le pays doit la connaître.

La troisième phase de l'après-guerre

Le Figaro
18 août 1950

Il n'existe plus d'économie mondiale au sens que ce terme avait avant 1914. Sans même parler de l'univers soviétique, les différents pays du monde libre ont chacun sa conjoncture propre depuis que les gouvernements s'ingénient à séparer les marchés intérieurs du marché international. Il n'en reste pas moins que des facteurs analogues agissent sur les économies nationales, de telle sorte qu'en dépit de toutes les diversités, on arrive à discerner les phases successives communes à l'ensemble.

De 1945 à 1949, le problème à résoudre était le même partout: trop de pouvoir d'achat, pas assez de marchandises. Les solutions ont été de trois types: inflation déclarée (France, Italie), inflation refoulée (Grande-Bretagne, pays scandinaves), inflation résorbée (Belgique). Les prix sont, en France, environ vingt fois, en Grande-Bretagne un peu plus de deux fois, en Belgique trois à quatre fois supérieurs à ceux d'avant-guerre. Selon les cas, les petits rentiers ou les grandes fortunes ont été le plus durement touchés.

Au début de 1949, presque simultanément dans la plupart des pays, les prix ont atteint un palier (il y a eu même régression aux États-Unis au cours du deuxième semestre). Les besoins urgents accumulés pendant les hostilités étaient satisfaits, la production avait retrouvé un volume normal, la pression inflationniste avait été atténuée ou supprimée. Entre le milieu de l'année 1949 et le milieu de l'année 1950, une deuxième phase d'après-guerre avait commencé, phase de stabilisation, durant laquelle le souci de débouchés revenait au premier plan. En certains pays, la France par exemple, la crainte de la stagnation l'emportait peu à peu sur la crainte de l'inflation.

Avec l'été de 1950, débute une phase nouvelle que commandera un fait majeur, le réarmement. Quelques semaines après le début de la campagne de Corée, les cours mondiaux des matières premières, les prix de gros et de détail aux États-Unis ont déjà sensiblement monté. Le problème décisif des mois à venir est le suivant: États-Unis et pays européens parviendront-ils à mener à bien le réarmement sans retomber dans l'inflation?

Hésitation américaine

Il va de soi qu'une violente poussée des prix outre-Atlantique aurait tendance à

gagner le reste du monde, par l'intermédiaire des prix de matières premières importées. Mais on peut espérer que cette éventualité ne se produira pas. L'opinion est, dès maintenant, en avance sur l'administration, que le Congrès presse de prendre des mesures radicales.

L'administration de Washington n'a décidé pour l'instant qu'un réarmement partiel et juge que certains contrôles limités (restriction du crédit bancaire, du crédit à la consommation, accroissement des impôts, priorité des commandes militaires, etc.), suffiraient à dégager les ressources financières, matérielles, humaines, nécessaires à l'exécution du programme militaire. M. Baruch, fort de son expérience de la précédente guerre, a recommandé une mobilisation économique intégrale. Le Congrès souhaiterait que le blocage des prix et des salaires intervint, dès qu'un certain pourcentage de hausse aurait été atteint. Finalement, le Congrès va donner tous les pouvoirs nécessaires à l'administration, sans que celle-ci soit liée par une clause, prévoyant le blocage automatique.

Je pense, pour mon compte, que ces hésitations ne dureront pas. Il est douteux que l'économie américaine puisse absorber les commandes supplémentaires des forces armées, sans hausse des prix, si l'on se contente des mesures modestes, recommandées par les conseillers du Président. Même si, sur le papier, ces mesures suffisent, la fièvre d'achat, la crainte de la pénurie risquent de précipiter le mouvement. D'une certaine manière, les impôts supplémentaires sont plus impopulaires que le blocage des prix, en période préélectorale. La campagne de Corée, quelle que soit l'issue des batailles en cours, imposera un réarmement supérieur à celui que l'on avait envisagé il y a quelques semaines. Enfin, le simple bon sens l'indique, lorsque le réarmement intervient en période de haute conjoncture et de plein emploi, les réserves de l'appareil industriel sont faibles. On pense rapidement de l'abondance à la rareté et celle-ci, à son tour, appelle rapidement l'extension du dirigisme.

La Grande-Bretagne dispose moins encore de réserves inemployées et l'État y absorbe, dès maintenant, plus d'un tiers du revenu national. Si le gouvernement met en train un réarmement substantiel et se refuse à réduire ses dépenses civiles, il devra accroître les impôts, à moins de retomber immédiatement dans l'inflation refoulée, avec son cortège de "contrôles" et même de rationnement. Aux États-Unis, l'État peut augmenter ses dépenses militaires sans réduire ses dépenses civiles, parce qu'il absorbe à peine un quart du revenu national. En Angleterre, l'État doit amputer ses dépenses civiles plutôt que la part des revenus

des particuliers que ceux-ci continuent de dépenser à leur gré.

En France

En France, il existe probablement, bien qu'il y ait à peine de chômage enregistré, une certaine marge de production supplémentaire. Mais on se heurte immédiatement au même obstacle qu'en Angleterre: les dépenses de l'État sont considérables et bien qu'elles représentent un pourcentage moins élevé du revenu national qu'en Angleterre, elles sont encore plus difficiles à couvrir par des recettes normales, à la fois parce que le revenu national français est moins élevé, parce que le système fiscal est moins efficace et parce que les revenus, dispersés entre des millions de petites entreprises agricoles, industrielles et commerciales, sont plus difficiles à saisir. Que le gouvernement n'hésite pas à négocier un emprunt en dollars parce qu'il a besoin non de dollars mais de francs et qu'il souhaite donner une couverture honorable à cette création de monnaie, nous en apprend davantage sur la situation que tous les discours officiels.

Dès maintenant, on cherche quelques centaines de milliards pour équilibrer le budget de l'année prochaine. Les moyens possibles se comptent aisément sur les doigts de la main: ou bien on augmente les impôts, ou bien on réduit les dépenses ou bien on consent à un déficit supplémentaire et l'on se fie aux diverses méthodes employées ailleurs pour "canaliser" ou "refouler" l'inflation. Mais ces méthodes n'ont jamais été employées en France avec succès et il est à craindre que l'inflation, si le déficit budgétaire dépasse un certain volume, soit bientôt "déclarée" et non plus "refoulée". Plus clairement qu'en Grande-Bretagne on ne gonflera le poste des dépenses militaires du budget qu'en dégonflant certains postes de dépenses civiles. Les hommes d'État sont libres de choisir de réarmer ou de ne pas réarmer. Mais s'ils choisissent de réarmer, ils sont tenus par leur choix d'imposer certains sacrifices.

On parlait, il y a quelques semaines, d'assouplissement de crédit, d'allègement fiscal, de vastes plans de reconstruction immobilière. Ces mesures se rapportaient à la phase précédente, celle où la stagnation paraissait la réelle menace. Dans la phase actuelle, certaines des mesures qui figuraient encore dans le discours du Président du Conseil, à la veille des vacances parlementaires, ne sont plus de saison. Même en pratiquant des économies sévères, même avec l'aide américaine, il subsiste un déficit substantiel dont il conviendra de limiter les effets par une prudence extrême dans l'octroi du crédit.

De 1944 à 1949, la France a mesuré les inconvénients d'une politique faible et contradictoire. On n'atténuait pas, on aggravait les effets de la pénurie en

distribuant systématiquement des centaines de milliards de francs de revenus qui ne trouvaient pas de marchandises sur le marché. L'équilibre ne se rétablissait que par une hausse massive des prix dont souffrait la grande masse de la population. Quelle que soit la décision que prennent nos gouvernants sur l'ampleur et l'allure du réarmement, il est une faute qu'ils n'ont pas le droit de commettre: c'est d'esquiver les conséquences de leur décision et de compter sur l'inflation pour répartir au hasard les sacrifices.

Le mérite et les circonstances

Le Figaro
22 décembre 1950

L'année dernière, avant et après la dévaluation de la livre, la presse de tendance libérale attribuait volontiers la crise de la monnaie britannique à la politique du gouvernement travailliste. Nous avons protesté contre cette interprétation sommaire et indiqué que la responsabilité du *Labour* était tout au plus partielle et indirecte. La régression de l'activité économique aux États-Unis, la diminution des exportations vers la zone dollar des matières premières fournies par les pays du Commonwealth et, par suite, le déficit accru en dollars de la balance des comptes de ces pays, toutes ces circonstances défavorables n'étaient pas imputables à Sir Stafford Cripps et rien ne permettait d'affirmer qu'une autre méthode aurait permis d'en atténuer les conséquences.

Au lendemain de la suspension du plan Marshall, la même campagne, mais de sens contraire, s'esquisse. Que la Grande-Bretagne puisse se passer de l'aide américaine dès 1950, et non pas, comme on le prévoyait, seulement en 1952, n'est-ce pas la preuve qu'une fois encore le civisme de la nation, la sagesse des dirigeants, l'efficacité de la planification, etc., ont accompli des merveilles? Peut-être tous ces éloges sont-ils mérités, mais, en ce cas, ils ne l'étaient guère moins l'an dernier. L'abondance des dollars est tout aussi peu "méritée" que le déficit passé. Les circonstances restent plus fortes que les hommes.

Causes de l'abondance

À l'origine du renversement de tendance qui a permis de ramener les réserves en or et en devises de la zone sterling au niveau dit de sécurité, on trouve un événement que le gouvernement travailliste a subi, mais non souhaité, la dévaluation, et deux autres, que ce même gouvernement n'aurait pu ni provoquer ni empêcher, la reprise de l'activité économique aux États-Unis, au cours du premier semestre de l'année, et la campagne de Corée qui a déclenché une conjoncture de réarmement.

La dévaluation n'a pas tant agi sur les exportations que sur les importations. Les quantités de celles-là ont progressé, mais, du fait de la modification des parités monétaires, sans rapporter sensiblement plus de dollars. La hausse des prix, exprimés en livres, des marchandises en provenance de la zone dollar s'est combinée avec la réduction, ordonnée par le gouvernement, des achats dans

l'hémisphère occidental au moment même, ou par suite de la dévaluation et surtout du taux choisi, le mouvement des capitaux se renversait. En 1949, en dépit du contrôle des changes, le phénomène bien connu pendant l'entre deux guerres s'était produit: la dévaluation de la livre était rendue inévitable par le fait même que chacun l'anticipait et agissait en conséquence. Il semble que, aujourd'hui, beaucoup anticipent, à tort ou à raison, une réévaluation de la livre.

En même temps, les cours des matières premières vendues par la zone sterling, étain, caoutchouc, laine, montaient, dès le premier semestre de l'année, grâce aux demandes accrues suscitées par la prospérité américaine. Cette montée a été grandement accélérée par les suites de l'affaire de Corée. L'exportation de la Grande-Bretagne elle-même a largement profité des circonstances: elle a atteint 202 millions de livres en octobre, 212 millions en novembre, contre une moyenne de 181 dans le troisième trimestre de l'année. L'exportation vers le Canada et les États-Unis a également progressé de 49 millions de dollars, moyenne mensuelle du 2^e trimestre, à 61, moyenne du 3^e, à 70,5 en octobre et 79,1 en novembre.

Sans doute, l'importation, du fait de la hausse des prix des produits importés, surtout des matières premières, a également augmenté de 223 millions de livres en octobre à 234,5 en novembre. Pour les onze premiers mois, le total des exportations est de 2.059 (contre 1.685 en 1949) et celui des importations de 2.368 (contre 2.083), ce qui réduit le déficit visible de 399 à 306. Mais les importations sont évaluées *cif* (c'est-à-dire la valeur au port de débarquement): 10% de la valeur des importations représentent le fret et les assurances, payés d'ordinaire en monnaie britannique. Si on fait cette correction, la balance commerciale de la Grande-Bretagne, pour la première fois depuis des décades, serait en excédent en octobre-novembre.

Résultat, à coup sûr, impressionnant, mais dont l'austérité britannique est beaucoup moins responsable que le réarmement américain. Étant donné les relations entre les économies britannique et américaine, il n'est ni mystérieux ni surprenant que la première ait une balance des comptes favorable dès lors que la seconde entreprend un gros effort d'armement. Reste à savoir si l'excédent se maintiendrait le jour où l'économie britannique ferait, elle aussi, un effort d'armement.

Mérites et incertitudes

Les Britanniques ont, du moins, mérité leur chance. Ils ont mené une politique telle qu'ils ont tiré profit des circonstances dès que celles-ci sont devenues

favorables. Nous le reconnâtrons d'autant plus volontiers que nous l'avons soutenu, quand la mode était de porter des jugements sévères sur l'expérience travailliste.

La dévaluation a porté des fruits, parce que le prix de la vie n'a monté que lentement, parce que les salaires, grâce à la modération des syndicats et à la sagesse des autorités, ont à peine augmenté (l'index a progressé d'un point depuis la dévaluation). Il n'est pas douteux que la population n'ait accepté avec discipline les restrictions alimentaires (discipline rendue singulièrement plus facile par l'importation d'une grande partie de la nourriture). La fiscalité est rigoureuse, elle frappe impitoyablement les revenus supérieurs et la fraude demeure limitée.

Mais le respect que commande le redressement britannique n'interdit pas la franchise. Il ne manque pas de points faibles dans l'économie britannique. Pour ne prendre qu'un exemple, l'incapacité d'accroître l'extraction du charbon, la nécessité de recourir à l'importation seraient jugées sévèrement si l'équivalent se produisait sur le Continent.

De plus, la situation dans laquelle la Grande-Bretagne accumule les dollars est actuellement précaire, instable. Le réarmement américain va continuer et s'intensifier, mais le réarmement britannique va, selon toutes probabilités, dépasser le plan de l'an dernier (3.600 millions de livres en trois ans, soit 300 à 400 millions de livres par an au-delà des budgets militaires antérieurs). Si, au moment où la Grande-Bretagne est menacée de destruction totale, elle subordonnait à l'équilibre économique les exigences du réarmement, il faudrait admirer non la sagesse de ses gouvernants, mais la folie des prétendus sages.

Or la Grande-Bretagne, à supposer qu'elle entreprenne, elle aussi, une demimobilisation, connaîtra les mêmes épreuves que tous les pays qui prétendent ajouter à une économie en état de plein emploi un surplus de commandes d'État. Sur le papier, on peut dire que ce surplus ne dépasse pas l'augmentation annuelle de la production. Cette égalité n'est valable que dans le cas d'un réarmement limité. Même en ce cas, l'égalité, toute théorique, ne supprime pas la nécessité de conversion de déplacement de main-d'œuvre et de moyens de production avec les dislocations qui en résultent. Comment une économie, tendue au maximum, parviendrait-elle à réarmer sans inflation, sans compromettre l'équilibre rétabli de la balance des comptes? On ne dit pas que la Grande-Bretagne ne surmontera pas ces difficultés. Les succès actuels, tout provisoires, ne permettent pas de l'affirmer.

Depuis plusieurs années, tous les experts du monde nous expliquent l'impossibilité de combler le *dollar gap*. Le réarmement américain l'a comblé d'un coup sans qu'on ait le droit de donner tort aux experts. La tendance au déséquilibre de la balance des comptes entre les États-Unis et le reste du monde était réelle, aussi longtemps que l'économie américaine se développait dans un climat normal. La campagne de Corée a créé le climat anormal où l'impossible s'est réalisé en quelques mois. Reste à savoir si ce climat anormal se maintiendra le jour où les économies européennes commenceront à leur tour, sérieusement, de réarmer.

Il est vrai que beaucoup d'Européens rêvent de cultiver les travaux de paix pendant que les États-Unis se consacrent aux œuvres de guerre. Mais, pour de multiples raisons, politiques il est vrai, cette combinaison trop ingénieuse ne durerait pas longtemps.

Au retour d'Ottawa

Le Figaro

28 septembre 1951

Les ministres français n'ont pas ramené de Washington et d'Ottawa des engagements ou même de simples promesses qui donnent une solution aux problèmes économiques et financiers de la France. Mais qui leur en ferait reproche démontrerait son ignorance de la situation présente.

Quand le ministre des Finances est arrivé à Washington, les deux Assemblées du Congrès américain venaient de réduire de moitié le montant des sommes demandées par l'administration au titre de l'aide économique. Cette décision du Congrès, envisagée au point de vue le plus égoïste de l'intérêt américain, est difficilement défendable.

Le budget militaire des États-Unis atteint 60 milliards de dollars (21.000 milliards de francs), soit plus de deux fois la totalité du revenu national français: en raison, il est absurde de préférer quelques groupes aériens supplémentaires à la stabilité intérieure des pays européens. Mais les membres du Congrès sont aussi des élus: ils n'ont pas de peine, à la veille des élections, à justifier les milliards pour les armements, mais en ont davantage à justifier les milliards qui, aux yeux de contribuables d'outre-Atlantique, ont simplement pour fonction de combler les déficits des budgets européens.

Certes, la participation américaine au financement de l'infrastructure de l'armée atlantique, les dépenses d'installation et d'entretien des troupes américaines, éventuellement les commandes d'armement, de pièces de rechange, de réparation à l'industrie française, aboutissent à mettre à la disposition du gouvernement français des dollars. Ces derniers permettent de consentir à un déficit de la balance des comptes. Mais le manque de dollars ne constitue qu'un aspect de la crise.

Matières premières, dollars, financement

Le programme de réarmement, le développement de l'économie française sont menacés par trois sortes de pénurie.

La première est celle des matières premières, en particulier du charbon. Il va de soi, en effet, que pour accroître la production, il faut que les moyens matériels soient disponibles. Bien que le ravitaillement en charbon, même après les assurances obtenues par M. René Mayer, doive être malaisé, particulièrement

pour certaines qualités de charbon, bien que le manque d'acier freine ici et là les industries mécaniques, bien que l'on doive rationner certaines matières premières (cuivre), il semble que l'économie française ne doive pas être gravement atteinte, au cours des prochains mois, par l'insuffisance des ressources physiques.

La deuxième pénurie est celle de dollars ou, plus largement, de devises. L'expansion de la production, dans un pays comme la France, qui importe la plus grande partie de ses matières premières, se traduit automatiquement par des achats accrus au dehors. Comme, simultanément, des revenus supplémentaires sont distribués à l'intérieur, les exportations ont tendance à baisser. Le réarmement agit donc de deux manières dans le sens d'un déficit croissant de la balance des comptes.

C'est par de tels arguments que les négociateurs français expliquèrent le besoin d'une aide supplémentaire, mais ni d'un côté ni de l'autre on n'est en mesure de discuter les chiffres.

Nul ne connaît le déficit de la balance des comptes française en 1952 et une évaluation, même approximative, supposerait connu le budget militaire de l'année à venir. Le ministre français des finances rétorquait qu'il ne pouvait pas établir ce budget avant de connaître le montant de l'aide américaine.

Supposons enfin que la France ne manque ni de matières premières ni de devises: encore faut-il que l'État puisse trouver les ressources financières pour produire les armements, entretenir les divisions, construire les bases aériennes. Et nous arrivons à la difficulté centrale: comment ajouter aux charges actuelles de l'économie française un budget militaire important sans retomber dans l'inflation? Un budget militaire, en termes réels, requiert une partie des moyens, matériels et humains, employés auparavant soit à des investissements, soit à des marchandises de consommation courante, soit à des exportations, à moins que les ressources ne soient fournies par un accroissement de la production.

L'opinion publique proclame unanimement et avec raison que le rythme de la reconstruction est déjà trop lent et qu'il n'est pas question de le ralentir encore. Les experts affirment que le montant actuel des investissements ne saurait être comprimé davantage, encore que le mouvement de la conjoncture puisse, en certaines hypothèses, comprimer le volume des investissements du secteur privé. Les hommes politiques enfin ne mettent pas en doute que la diminution du niveau de vie serait une catastrophe.

Dans ces conditions, il ne reste que le supplément éventuel de production et la baisse des exportations pour fournir les moyens nécessaires au budget militaire.

On ne s'étonne donc pas que le déficit en dollars s'élargisse et qu'à l'Union européenne de Paiements, les comptes mensuels de la France soient devenus débiteurs.

Que le gouvernement ne veuille toucher ni aux investissements, ni à la reconstruction, ni à la consommation civile ne prouve pas que ces postes seront effectivement épargnés. En six mois le salaire minimum a été relevé de quelque 30%: en aucun autre pays d'Europe le mouvement des salaires et des prix n'a été aussi rapide. Il n'est pas besoin d'une grande science pour reconnaître la signification de ces chiffres. La politique est l'art des choix désagréables. Mais quand, par faiblesse, on se refuse à choisir, ce sont les forces aveugles de l'inflation qui opèrent le choix et celui-ci est finalement plus pénible et plus impopulaire que ne l'aurait été une décision courageuse, prise en temps opportun.

Peut-on rétablir la convertibilité monétaire?

Le Figaro

23 novembre 1951

M. Rueff a, dans une conférence récente, rappelé les expériences monétaires auxquelles il a participé entre les deux guerres et insisté sur les résultats heureux qu'avaient donnés les méthodes orthodoxes de retour à la convertibilité.

Le budget de la nation devait être mis en équilibre réel. On interdisait les procédés par lesquels l'État gonfle le volume du crédit et se crée à lui-même des possibilités supplémentaires d'emprunt (escompte des bons du Trésor). Enfin, l'État, en train d'assainir sa monnaie, négociait un emprunt extérieur qui lui donnait la masse de manœuvre en devises indispensable pour briser toute spéculation, rendre confiance au public et recréer l'équivalent de la couverture métallique.

Une fois ces conditions remplies, la convertibilité bien loin de susciter un péril, consacrait le rétablissement de la santé monétaire.

M. Rueff a suggéré que les méthodes comparables permettraient de tenter entre livre, franc et dollar une expérience de convertibilité à condition que l'expérience fût authentique et que le taux d'échange entre le dollar et l'or ne fût pas arbitrairement fixé à trente-cinq dollars l'once.

Sans entrer dans une discussion technique qui dépasserait le cadre de cette note, nous voudrions marquer pourquoi cette proposition séduisante n'a guère de chance, nous semble-t-il, dans les circonstances actuelles, d'être acceptée.

Le gouvernement américain n'est pas sur le point de renoncer à la parité fixe or-dollar, le gouvernement anglais n'est pas sur le point de renoncer à l'inconvertibilité de la livre et le gouvernement français cherche à empêcher par de tout autres moyens une dévalorisation qu'il redoute.

On dira qu'il s'agit là d'une situation temporaire et que les idées des gouvernants peuvent être modifiées par les conseils des sages. Admettons-le, encore que l'expérience nous impose en cette matière, un certain scepticisme. Mais il y a des obstacles autrement graves à la politique de convertibilité.

Une telle politique revient à imposer une certaine discipline dans l'intérêt supérieur de la monnaie, en d'autres termes à subordonner l'économie à la monnaie. Dans les années 1930, par suite de la dépression mondiale, cette subordination entraîna des déflations dont le souvenir ne s'est pas effacé. Mais il

y a plus. Les gouvernements socialistes ou socialisants d'Europe ne veulent pas abandonner aux mécanismes du marché les transactions commerciales et monétaires entre les économies nationales. Ils veulent déterminer eux-mêmes, par voie administrative, les achats et ventes au dehors.

Le circuit des capitaux est interrompu depuis que l'épargne individuelle a été frappée: l'État français doit se procurer par l'impôt ou l'épargne forcée (autofinancement) les capitaux nécessaires à l'investissement et à la construction immobilière. Il en résulte une tendance permanente à l'inflation qu'aggravent encore les mouvements globaux de la masse des salaires par suite de décisions prises par l'État pour l'ensemble de la nation.

On peut déplorer que nous soyons déjà aussi éloignés de l'économie libre. Il serait illusoire, je le crains, d'imaginer que la restauration de la convertibilité est praticable dans le cadre institutionnel, dans le système économique, dans l'incertitude politique qui caractérisent, à l'heure présente, les sociétés européennes.

Perspectives économiques dans le monde

Le Figaro
9 mai 1952

Voici revenue une période d'incertitude, où se mêlent les inquiétudes contradictoires. Faut-il craindre l'inflation ou la crise? Sommes-nous menacés d'une dépression mondiale ou du moins d'une baisse de la production, qui serait imputable non à la limitation de la capacité productive, mais au manqué de débouchés?

Sans prétendre à jouer aux prophètes - les événements ont trop souvent démenti les jugements des experts les plus qualifiés - il me paraît que, pour l'instant, rien n'annonce une crise d'ensemble, en dépit du fait que certaines industries souffrent et sont vouées à souffrir encore davantage d'une demande insuffisante.

La stabilisation américaine

L'économie américaine domine à tel point l'économie mondiale qu'une crise de grande envergure serait déclenchée par une récession aux États-Unis et qu'inversement, en l'absence de récession outre-Atlantique, une crise internationale est improbable. Or l'inflation aux États-Unis ne s'est pas développée comme on l'avait redouté, les prix intérieurs sont à peu près stables depuis plusieurs mois, les prix des matières premières orientés vers la baisse. Mais cette stabilisation intervient à un niveau élevé si on les compare aux chiffres antérieurs à la guerre de Corée. Il n'y a pas de raison de déplorer la résistance de l'économie américaine à l'inflation.

À quoi tient cette résistance qui a dépassé l'attente? Le facteur principal a été peut-être un changement d'attitude du public. Celui-ci s'était précipité sur les marchandises à la fin de 1950, sous le coup des événements militaires de Corée et par conviction d'une montée ultérieure des cours. Cette fièvre d'achat est progressivement tombée au cours de l'année 1951 et les particuliers se sont mis à épargner une fraction croissante de leurs revenus. Ils ont épargné au rythme annuel de 7,8 milliards de dollars au premier trimestre, 19,4 au second trimestre, 20,8 au troisième, 20,5 au quatrième. Dans tous les pays, la réaction imprévisible des individus demeure un facteur important. En dehors de l'épargne accrue, ont joué contre l'inflation les divers contrôles introduits par le gouvernement (salaires, prix, répartition des matières premières rares), l'élévation des impôts, la

réglementation des ventes à crédit et de certains investissements, le retard des dépenses militaires effectives.

Enfin, les commerçants ont, depuis le deuxième semestre de 1951, modifié leur politique de stocks. Alors que, dans le premier semestre de 1951, les entreprises augmentaient leurs stocks au rythme de dix à quinze milliards de dollars par an, toute accumulation a ensuite cessé. Ce changement a été, pour une part, l'effet de la diminution de la pression inflationniste, mais il a contribué également à la réduire.

Le succès aurait-il été trop grand et risquerait-il de précipiter une dépression? On ne le pense pas. En ce qui concerne les industries fournissant du matériel militaire et les moyens de transport, les commandes nouvelles continuent à être largement en excédent par rapport aux livraisons. Si l'on considère les industries travaillant à la fois pour la défense et le secteur civil, les commandes nouvelles sont descendues à peu près au niveau des ventes. En ce qui concerne, enfin, le textile, le volume des commandes, qui avait été inférieur à celui des ventes au cours du deuxième semestre de 1951, est remonté à peu près au niveau de celui-ci. En d'autres termes, l'état des stocks ne semble pas annonciateur de crise.

Le programme d'armements représente à lui seul une réserve considérable de demande. Dans le dernier trimestre de 1951, les dépenses directes de défense nationale représentent 29 milliards de dollars par an, 45, si l'on tient compte des différents programmes d'aide à l'étranger. Au début de 1952, on atteint à environ 4 milliards de dépenses militaires directes par mois. De plus, des sommes votées par le Congrès, 90 milliards de dollars n'ont pas encore été dépensés. Si l'on ajoute les 60 milliards demandés pour le prochain budget, il reste 150 milliards à dépenser, dont 110 pour des commandes à l'industrie. On voit mal, dans ces conditions, comment une récession sérieuse serait possible au cours des prochaines années.

Au cas où une menace de crise se ferait sentir, les autorités américaines disposent de multiples moyens non inflationnistes pour la conjurer.

Les difficultés de transfert

Si une crise grave est aux États-Unis improbable, il ne s'ensuit pas que les perspectives prochaines soient toutes favorables pour les pays européens. La situation de l'industrie textile, en Europe, et presque dans le monde entier, retient le plus l'attention. Mais ayons le courage de répéter une proposition à la fois banale et impopulaire: sauf en période d'inflation extrême, un niveau satisfaisant d'emploi n'exclut pas la mévente pour certains secteurs et la nécessité de

transférer les moyens de production d'un secteur à un autre. Tous les pays d'Europe, la Grande-Bretagne en particulier, ont équipé leur industrie textile pour une exportation en partie anormale (due aux circonstances d'après guerre), sans tenir compte de la rentrée du Japon et de l'Allemagne dans la course. Une contraction des industries textiles européennes sera peut-être la seule solution, d'autant plus que les programmes de réarmement, en Europe, ne sont pas exécutés en addition à la production civile, grâce à l'augmentation du volume global de la production, comme aux États-Unis, mais par prélèvement sur la part du secteur civil.

N'oublions pas non, plus que toute période prolongée d'inflation laisse après elle des séquelles inévitables de troubles. Les industries perdent la demande imputable au facteur inflationniste lui-même. Dans la zone sterling, les mesures prises par les différents pays pour rétablir l'équilibre de leur balance des comptes risquent d'entraîner des conséquences en chaîne. L'Australie et la Nouvelle-Zélande achèteront moins de tissus au Lancashire, qui sera frappé par des mesures, en elles-mêmes légitimes, d'assainissement.

Les cours atteints par les matières premières au début de 1951 étaient artificiels, dus à la conjonction des achats stratégiques du gouvernement américain et d'une fièvre de hausse. La baisse des cours n'est pas en elle-même fâcheuse. Mais des mouvements alternés d'une telle violence laissent des traces. Le niveau des prix britanniques a pu être affecté à la fois par le gonflement des revenus des producteurs de laine, de caoutchouc et d'étain dans la zone sterling et par les cours des matières premières importées. Les suites de cette hausse ne sont pas encore effacées, alors que la baisse sur les marchés mondiaux avantage certains concurrents.

En d'autres termes, les pays européens, qui entendent exécuter leur programme d'armements sans augmenter le déficit des comptes extérieurs, c'est-à-dire sans accroître leur dépendance à l'égard des États-Unis, doivent compter avec des phénomènes douloureux de contraction dans certains secteurs, pour rendre possible l'expansion d'autres industries.

L'avenir du Japon

**Preuves
février 1954**

Il est de mode, aujourd'hui, de rappeler que la planète est une et que les deux mêmes grandes puissances se heurtent en Corée et à Berlin. La question d'Extrême-Orient, pour reprendre l'expression banale, ferait partie d'une question globale: celle de l'empire du monde que se disputent Union Soviétique et États-Unis.

Dans cette perspective, on analyserait aisément les données principales de la crise d'Asie et l'on marquerait à la fois ce qui la rapproche et la distingue de la crise d'Europe. Ici et là, le conflit est politique et idéologique en même temps. Moscou est représenté, dans chaque pays, par des hommes et des partis qui proclament leur fidélité à la doctrine marxiste-léniniste. Les hommes et les partis, qui se rangent dans le camp américain, en dépit de leur diversité, dénoncent inévitablement les communistes qui prétendent au monopole du pouvoir au Vietnam ou dans l'Inde, en France ou en Allemagne. Dès lors, quand un pays a été divisé en deux zones d'occupation, que ce soit en Asie ou en Europe, la ligne de démarcation se transforme en frontière. L'unification de la Corée, à moins d'une victoire militaire de Séoul ou de Pyong-Yang, est aussi impossible que celle de l'Allemagne, et pour la même raison. La neutralisation politique est impossible puisqu'un gouvernement composé des représentants des deux régimes ennemis est inconcevable et qu'il n'existe pas d'hommes politiques qui soient au-dessus des deux camps. La neutralité militaire sans neutralité politique n'inspire confiance à personne, quand il s'agit soit d'un État-tampon (Corée), soit d'une grande puissance virtuelle (Allemagne).

En Asie, de même qu'en Europe, la supériorité militaire, localement, appartient au bloc soviétique. La Corée mise à part, où les troupes américaines équilibrent au moins l'armée sino-coréenne, la Chine, sur le continent, a les moyens militaires qui lui permettraient de conquérir l'Asie du Sud-Est, Birmanie, Indochine, Siam. Elle semble être arrêtée par la menace diffuse de représailles américaines. La guerre froide se livre sans intervention des armées régulières, par crainte d'une guerre totale que refusent les deux camps.

Mais ces similitudes sont superficielles et les différences plus marquées.

1) *Quelles que soient les relations entre Union soviétique et Chine, celle-ci n'est pas et ne peut pas être un satellite, à la façon de la Pologne ou de*

l'Allemagne orientale. Des divisions russes occupent l'Europe orientale, et les pays non occupés (Tchécoslovaquie, Bulgarie) se sentent enfermés dans une zone sur laquelle règne l'armée de l'U.R.S.S.

Le seul pays encerclé par le monde capitaliste, l'Albanie, est gouverné par des hommes qui ne pourraient rester au pouvoir s'ils changeaient de camp. Le régime communiste, à Pékin, ne subit pas la contrainte de la force militaire de l'Union soviétique. Il se veut lié à cette dernière par l'adhésion à une même doctrine, par l'hostilité à l'égard de l'Occident, par le besoin de l'aide soviétique, aussi longtemps qu'il se croit menacé par les États-Unis. On a tort de parler d'un "titisme chinois" - la Chine n'ayant jamais été satellite ne saurait se révolter contre un statut qu'elle n'a pas connu, - mais on n'aurait pas moins tort d'oublier qu'en Asie, l'Occident se trouve en face de deux puissances dont l'action est et restera probablement pour un certain temps coordonnée, mais qui ne sont pas soumises à une autorité unique et qui ont chacune des intérêts, des traditions et peut-être des objectifs propres.

2) *Sur le plan militaire, la situation est encore pire en Asie qu'en Europe.* Les pays à l'ouest du rideau de fer ont conservé les ressources économiques et humaines nécessaires à la constitution de forces militaires de premier ordre. Tel n'est pas le cas du Japon, seule base dans l'Asie septentrionale d'armées solidaires du monde libre. Le Japon souffre, plus encore que l'Europe occidentale, de la proximité des bases aéro-navales soviétiques (dans l'île Sakhaline), de la vulnérabilité de ses villes, d'une concentration massive de population sur un espace étroit.

3) *En Europe, les pays neutres, Suède et Suisse, sont militairement forts.* Leur neutralité se réfère exclusivement à l'éventualité de la guerre totale. En temps de guerre froide, ils n'hésitent pas à marquer leurs préférences pour le camp occidental, et même à participer à des organisations collectives (O.E.C.E.) que dénonce la propagande soviétique. Les pays neutres de l'Asie du Sud-Est, Indonésie, Birmanie, Inde, sont faibles. Bien que cette dernière continue à appartenir au *Commonwealth* et vive à l'intérieur du monde libre, elle exprime, par la voix de ses gouvernants, une volonté de neutralisme, et non pas seulement de neutralité.

4) Les États les plus vulnérables d'Europe, la France et l'Italie, ne risquent guère d'être conquis par les partis communistes, incapables d'obtenir la majorité absolue, incapables de s'emparer du pouvoir par un coup de main. On ne saurait écarter ce risque, qu'il s'agisse de la Birmanie, de l'Indonésie ou de l'Inde, si l'on

envisage les vingt prochaines années.

5) *Il n'y a jamais eu d'unité diplomatique de l'Asie comme il y a eu un concert européen.* Les formes de l'art ou les croyances religieuses ont cheminé de l'Inde au Japon, au cours des siècles, mais jamais un gouvernement de l'Inde n'a, par ses armes ou ses diplomates, déterminé les événements en Mandchourie ou au Japon. Quand le premier ministre de l'Inde demande à participer à la conférence politique chargée de mettre fin à la guerre de Corée, au nom du droit des nations asiatiques, il invoque une idéologie - la solidarité asiatique - qui est née en réaction à la présence occidentale. Le sort de la Corée, au cours des siècles, a été déterminé par les relations avec la Chine et le Japon d'abord, avec la Chine, le Japon et la Russie depuis un siècle. L'Asie était trop vaste et les États n'avaient pas de moyens militaires suffisants pour que se constituât un système international, comparable à celui du continent européen.

L'Europe a connu, depuis deux mille ans, des structures diverses de relations internationales. Le jeu d'alliances entre États souverains, la diplomatie des cabinets devenue celle des nations démocratiques, est de date récente. Relations entre empire romain et tribus germaniques, relations entre royaumes barbares, relations entre principautés féodales - entre celles-ci et les pouvoirs supérieurs, monarchique ou impérial - relations des monarchies entre elles et des monarchies avec les États d'autres types (cités), cette énumération suffit à rappeler cette proposition banale, mais trop souvent oubliée, que les conflits internationaux ont souvent pour enjeu l'existence même des unités politiques, pour cause la structure hétérogène de ces unités. Que l'on suppose les États stabilisés selon un principe unique, s'acceptant réciproquement en tant que tels, des rivalités ayant pour objet le tracé des frontières où l'équilibre des forces ne disparaîtrait pas pour autant. Elles risqueraient moins de provoquer des luttes inexpiables, menées jusqu'à l'épuisement de tous les belligérants.

En Asie, les jeux d'alliances, les conflits entre États voisins se sont déroulés à l'intérieur de l'Inde ou de la Chine, dans les périodes où ces deux immenses pays étaient divisés. Chaque fois que la Chine était unifiée sous un État solide, il ne subsistait plus, en dehors de l'Empire du Milieu, d'États capables de lui faire équilibre même en se coalisant. L'Empereur de Chine exerçait une sorte de protectorat sur les royaumes voisins, mais exigeait plutôt un tribut d'hommages qu'il ne prétendait à l'exercice effectif de l'autorité.

L'influence occidentale, à partir du milieu du XIXe siècle, contraignit les pays d'Asie à entrer dans un réseau de relations diplomatiques, cependant qu'elle

précipitait une crise de régime à l'intérieur de chacun d'eux. En vingt-cinq ans, le Japon passait du repli sur soi à la carrière impériale. Comme il avait assimilé la technique occidentale, maintenu la continuité de sa culture et instauré un État moderne, alors que l'Empire chinois continuait de se désagréger, il fut, pendant un demi-siècle, la plus grande puissance asiatique. Les relations internationales présentaient, durant cette période, les caractères typiques des phases de bouleversement révolutionnaire. La Chine affaiblie devenait objet des rivalités entre les nations occidentales qui s'accordaient sur des compromis, cependant que l'Asie du sud-est, à l'exception du Siam, était intégrée dans des empires européens.

À l'heure présente, tous les pays de l'Asie du sud-est sont devenus indépendants, à l'exception de l'Indochine, qui le sera à la fin de la guerre, et de la Malaisie. Mais les relations entre Japon, Chine, Asie du sud-est, Inde ne vont pas se constituer sur le modèle du concert européen. Une coalition du Japon et de l'Inde pour freiner une éventuelle expansion chinoise n'a pas grand sens: les deux alliés ne sauraient guère venir au secours l'un de l'autre. La scène internationale restera dominée, comme elle l'est depuis un demi-siècle, par deux sortes d'événements: les transformations à l'intérieur des nations, qui ressortissent à ce que l'on appelle l'"occidentalisation technique", les relations complexes des pays d'Asie entre eux et avec les deux blocs.

Dans le nord, la situation est fondamentalement celle d'une rivalité de puissance, compliquée par l'intervention de l'idéologie. Union Soviétique, Chine, Japon, États-Unis sont groupés deux par deux - les deux premiers pays sont unis par une croyance officielle, mais ils pourraient se coaliser pour de simples raisons de politique réaliste. De même, le Japon pourrait être lié aux États-Unis, comme l'est la Grande-Bretagne, pour des raisons géo-politiques. La constellation présente est évidemment modifiée par la solidarité Moscou-Pékin, plus forte sinon plus durable qu'une alliance de style traditionnel. Jusqu'à un certain point, le communisme pénètre au Japon sans guerre, par la propagande, mais cette pénétration demeure, pour l'instant, un facteur secondaire, et ne paraît guère susceptible, au cours de la phase prochaine, de provoquer un changement décisif.

Dans le sud de l'Asie, la situation est autre. La Chine, unifiée par un gouvernement fort, n'est pas et ne peut pas être arrêtée par un autre État continental, d'où la question, suggérée par l'histoire aussi bien que par les faits présents: quelle forme le régime communiste chinois donnera-t-il ou voudra-t-il

donner au protectorat sur les royaumes voisins? La tradition du protectorat disparaîtra-t-elle au profit de la modalité moderne de l'expansion idéologique? Jusqu'où progressera cette expansion?

Au nord de l'Asie, comme en Europe, une sorte d'équilibre diplomatico-militaire s'est établi, grâce à la présence des troupes américaines. Le Japon connaît les difficultés de la civilisation industrielle, autrement dit celles de l'insuffisante richesse. L'Asie du sud-est, surtout l'Inde, en est encore aux difficultés de l'extrême pauvreté. Au fur et à mesure que les ressources des pays s'accroissent, l'économie gagne en importance aux dépens du politique. Nulle part le primat du fait politique - en un certain sens vrai partout et toujours - n'est aussi évident, aussi éclatant que dans les pays les plus pauvres.

L'idée que se font couramment du Japon les observateurs de bonne volonté s'exprime, me semble-t-il, dans ce passage du dernier livre de H. Rauschning⁽¹⁾: "Sur quelques îles rocheuses et pauvres vivent, entassés, 84 millions d'hommes, un des peuples les plus travailleurs, inventifs et frugaux de la terre. Leur espace vital ne leur offre plus, en dépit de leur application et de l'austérité de leur existence, de possibilités suffisantes. Il n'y a que deux solutions. La première est l'élargissement violent de l'espace vital par la conquête militaire et le contrôle économique des régions soumises... L'autre, l'élargissement invisible de l'espace vital par l'intensification de l'économie. Cette dernière exige des possibilités illimitées d'exportations et des marchés ouverts. Le Japon a été privé, par les vainqueurs, au nom du droit du plus fort, de l'espace qu'il dominait. Mais il n'a pas trouvé de marchés ouverts ou de meilleures possibilités d'exportations. Il est condamné à mourir lentement, dans son espace trop étroit, ou bien à renouveler la tentative d'en sortir par la violence. Après l'effondrement de la tentative impériale, si la route qui mène à la deuxième solution reste fermée, il ne lui reste plus d'autre recours que de prendre part à la révolution mondiale. Pour aucun autre peuple, la nécessité de se livrer au communisme n'est aussi contraignante. Il sera obligé de prendre ce chemin en dépit de toutes les oppositions naturelles à l'égard de la Russie et du système bolchevik, parce qu'aucun autre n'est ouvert. Il empruntera cette route en dépit des traités d'alliance et des accords militaires avec les puissances occidentales. C'est là simple question de mathématique. Le Japon ne peut espérer prendre part au développement économique de l'espace asiatique que dans le cadre d'un ordre nouveau communiste, à moins que les puissances occidentales, de leur côté, ne mènent une telle politique et n'y offrent une place dirigeante au Japon..."

Toutes les pseudo-évidences, dont se satisfait la pensée superficielle, se retrouvent dans ce texte: le choix entre la conquête de l'espace vital ou des exportations illimitées, la conversion fatale au communisme à moins d'une participation au développement économique de l'Asie. Une question, pourtant essentielle, n'est pas posée: au cas - d'ailleurs improbable - où les deux mondes demeureraient économiquement séparés, lequel des deux offre les moins mauvaises perspectives au Japon?

I

Population et commerce

Au 1er janvier 1953, la population japonaise s'élevait à 86,1 millions, contre 84,9 au 1er janvier 1952. L'accroissement annuel est supérieur à 1 million par an, plus rapide qu'entre les deux guerres. Mais ce chiffre global dissimule des mouvements multiples de sens contraire. Baisse du taux de natalité qui, de 36,2 p. 1.000 en 1920, s'est infléchi à 26,6 en 1939, puis est remonté jusqu'à 34,3 en 1947 (mais des phénomènes exceptionnels en sont cause: retour des mobilisés et de 6 millions de Japonais des anciennes colonies); dès 1950, le taux de natalité est retombé à 28,3 p. 1.000, et la baisse continue lentement. Simultanément, le taux de mortalité s'est abaissé considérablement, de 1940 à 1950 (de 16,4 à 10,9), grâce aux progrès de l'hygiène, dus pour une part à l'action des autorités d'occupation. Il est désormais comparable à celui des pays occidentaux.

Le gouvernement japonais a résolument adopté une politique visant à limiter l'accroissement de la population. Le nombre des avortements légaux est passé de 246.104 en 1946 à 636.524 en 1951(2). La natalité dans les villes est plus faible que dans les campagnes, et la part de la population urbaine augmente continûment. Il n'est pas impossible de concevoir un ralentissement de la croissance démographique, éventuellement une stabilisation entre 110 et 130 millions. Il n'en est pas moins très probable qu'à moins de catastrophes, militaire ou économique, d'ici vingt ans, les cent millions seront dépassés. Quelle que soit l'évolution de la natalité, la population active, entre 1950 et 1960, augmentera de plus de 7 millions.

Il n'est guère douteux non plus que l'"optimum de population" soit dès maintenant dépassé, que l'on considère la puissance ou le niveau de vie. La même production agricole ou industrielle pourrait être obtenue avec une main-d'œuvre réduite. Économiquement et politiquement, le Japon est affaibli depuis qu'il ne produit plus toute sa nourriture. Il est obligé d'en acheter au dehors quelque 20 p. 100 à un prix de l'ordre de 500 millions de dollars par an, en 1952.

Durant la période impériale, Formose, Corée, Mandchourie étaient intégrées à l'économie du Japon qui payait en yens son ravitaillement en riz ou en céréales. Ces surplus alimentaires n'existent plus ou doivent être payés en monnaie étrangère. On est tenté de conclure qu'en perdant ses colonies, le Japon a, du même coup, perdu son espace vital et sa chance de vivre. Les choses ne sont pas aussi simples.

Durant la période impériale 1931-1940, les colonies, surtout la Mandchourie(3), ont importé du Japon plus qu'elles n'ont exporté vers lui, la différence correspondant aux capitaux investis. Formose, Corée, Mandchourie ont absorbé les capitaux japonais. L'affaire a été déplorable puisque ces capitaux sont aujourd'hui perdus. Mais, à supposer même que l'issue ait été autre, est-il à ce point conforme à l'intérêt économique d'un pays d'exporter une telle fraction de ses capitaux?

La perte des colonies, Formose, Corée, Mandchourie, comporte au moins une contrepartie: les capitaux seront tous réservés aux investissements métropolitains. Elle entraîne la perte de deux avantages: la métropole fixait probablement des conditions d'échange défavorables aux colonies; elle s'assurait une sorte de monopole commercial à l'intérieur de la zone yen; elle se réservait l'achat des surplus alimentaires et obligeait les peuples soumis à acquérir les produits manufacturés du Japon. Tout le problème se ramène donc à l'interrogation suivante: le Japon parviendra-t-il, en l'absence de monopole imposé par la force militaire, à trouver du riz ou des céréales à acheter et des marchés pour ses exportations? Répondre à cela négativement, c'est décréter qu'un des peuples "les plus frugaux et inventifs de la terre" est incapable de tenir sa place dans la concurrence internationale.

Laissons l'éventualité (qui n'est pas inconcevable, mais qui ne semble pas prochaine) où l'augmentation de la population ou du niveau de vie, dans les pays aujourd'hui excédentaires, ferait disparaître les surplus alimentaires du marché mondial. Dans la phase prochaine, ce qui est en question, c'est la capacité du Japon de se procurer les devises nécessaires à l'achat de la nourriture et des matières premières.

À l'heure présente, le revenu national a dépassé celui de 1934-36. Mais si l'on tient compte de l'accroissement de la population, le revenu moyen par tête demeure légèrement inférieur à ce qu'il était avant l'incident sino-japonais (94,3% en 1950-51). Il l'a rejoint en 1951-52, il est vrai, mais le résultat n'est obtenu que grâce à l'aide américaine, près d'un milliard de dollars en 1951-52.

En volume, l'exportation n'atteint que 31,3% et l'importation 54% des niveaux 1934-36. Les dépenses des troupes américaines et les achats *off shore* ont fourni, jusqu'à présent, les devises (800 millions de dollars en 1951-52, 200 millions en 1952-53), faute desquelles le ravitaillement des hommes et des machines ne serait pas assuré. En suit-il que le Japon ne pourrait vivre sans ces dollars? Les dépenses des troupes américaines, les commandes *off shore* sont par elles-mêmes facteurs d'inflation, elles créent pour une part le déficit de la balance des comptes qu'elles doivent couvrir. On ne dira pas que le déficit serait réduit d'un montant égal à la réduction de ces dépenses, mais il ne serait certainement pas aussi élevé, si ces dépenses inflationnistes étaient réduites ou supprimées. On fera observer ensuite que, durant plusieurs années, les troupes américaines resteront stationnées en Corée et au Japon et que les quelques centaines de millions de dollars dont le Japon pourrait, pour l'instant, difficilement se passer, ne feront pas défaut. Après tout, ces quelques centaines de millions de dollars indispensables ne représentent pas grand-chose pour les États-Unis; ils n'exigent exactement rien du contribuable américain, dès lors qu'ils sont dépensés sur place par des civils ou par des militaires ou qu'ils trouvent leur contrepartie dans les fournitures de l'industrie japonaise.

Ces arguments, valables pour les prochaines années, laissent malgré tout intacte la question: le Japon actuel, sans colonies, est-il viable? S'il a un besoin permanent de l'aide américaine, ne finira-t-il pas par se révolter contre la sujétion qui lui est ainsi imposée et, selon la formule de Rauschning, par se livrer au communisme?

Perspectives des exportations

Le Japon est-il capable d'accroître ses exportations assez pour couvrir le financement de ses besoins sans aide américaine? À une telle interrogation, on ne saurait donner de réponse catégorique par oui ou par non. Un pays industrialisé, qui achète au dehors la plus grande partie des matières premières de son industrie, dépend de l'économie mondiale. Si celle-ci évolue vers des échanges libres, les perspectives nippones seront meilleures. Une crise américaine, déclenchant des réactions protectionnistes en chaîne, mettrait évidemment en péril la balance des comptes du Japon.

En termes abstraits, la réponse dépend de trois facteurs principaux: 1° Quelle sera la politique économique à l'intérieur du monde libre? Les pays d'Asie du sud-est, du Proche-Orient, d'Afrique, d'Amérique du Sud, se protégeront-ils contre les exportations en général, les exportations japonaises en particulier? 2°

Les produits japonais seront-ils capables de soutenir la concurrence? Les produits de l'industrie mécanique, les moyens de production seront-ils en qualité, en prix, égaux à ceux des pays européens ou américains? Les prix eux-mêmes - en dehors de facteurs conjoncturels comme le taux de change et l'inflation intérieure - dépendent des relations entre niveau des salaires, productivité, cours d'achat des matières premières. La nécessité d'acheter certaines matières premières aux États-Unis - charbon à coke ou ferraille - augmente les prix de revient. Mais une élévation de productivité, étant donné le niveau des salaires, améliorerait la capacité de concurrence.

Si l'on pouvait résumer, en dehors d'études détaillées, les probabilités, on dirait qu'en dépit de la distance entre les centres producteurs de matières premières et le Japon - donnée défavorable - il subsiste de vastes possibilités de progrès économiques. Tout ce qui rapprochera la technique japonaise du niveau occidental ouvrira de nouveaux marchés, tant il est probable que la productivité progressera plus vite que les salaires.

Nous avons volontairement laissé de côté, jusqu'à présent, la question la plus passionnément discutée, celle des échanges avec la Chine communiste. Personne ne nie que le rétablissement d'échanges normaux entre Japon et Chine faciliterait l'équilibre des comptes extérieurs du Japon. Mais on ne s'accorde ni sur l'importance qu'avait hier la Chine pour le Japon, ni sur l'importance qu'elle pourrait prendre demain.

La discussion rétrospective est difficile à trancher en raison de l'intégration de la Mandchourie, à partir de 1931, puis de la Chine du Nord, dans l'espace économique japonais. Si l'on compte le commerce avec la Mandchourie et la Chine du Nord comme commerce extérieur, on peut démontrer que la rupture avec le continent doit frapper le Japon à mort. En 1937, le bloc yen (Mandchourie et Chine du Nord) absorbait 25,3% des exportations nippones, en 1938 cette proportion s'élevait à 43%, en 1939 à 48,9%. Mais la proportion des importations en provenance du bloc yen n'a jamais dépassé 23,5% en 1939 (11,6% en 1937).

Si l'on considère non plus le passé, mais l'avenir, l'expérience de la Russie et de l'Europe orientale nous a appris à la fois que le maintien des échanges entre pays soviétisés et pays du monde libre est probable et que ces échanges restent d'une importance médiocre. Ceux qui attendent des miracles du marché chinois prouvent qu'ils n'ont compris ni la nature d'une économie soviétique ni la grande illusion du marché chinois inépuisable - inépuisable en hommes et en besoins,

certes, mais non en capacité d'achat. Sur les 1,2 milliards de dollars d'importations que la Chine a reçus du reste du monde en 1952, le bloc soviétique a fourni 950 millions. Pour l'ensemble des pays libres, les augmentations d'exportations vers la Chine communiste, au cours des prochaines années, se compteront en un petit nombre de centaines de millions de dollars tout au plus. La part du Japon pourrait monter à quelques dizaines de millions de dollars, somme non méprisable, mais qui ne saurait faire, en termes économiques, la différence entre la vie et la mort.

Tant que l'on s'en tient aux abstractions - participer au développement économique de l'espace asiatique - on oppose facilement la situation actuelle d'un Japon refoulé à l'intérieur de ses îles à l'image du Japon auquel s'ouvrirait à l'espace asiatique. Mais le contraste est dans les mots ou les images. Le Japon exporte vers l'Europe, l'Amérique du Sud, l'Afrique; en ce sens, l'espace mondial - sauf l'espace dominé par l'Union soviétique - lui est ouvert. Si les Japonais se révoltent contre la sujétion où les maintient l'aide américaine, l'adhésion au bloc soviétique les priverait de toute indépendance. Coupé des États-Unis, le Japon deviendrait un simple appendice de la masse continentale, et il cesserait d'exister le jour où il ferait partie d'un empire européen ou eurasiatique. Les difficultés économiques ne seraient même pas atténuées par le passage d'un camp à un autre. Sans doute, un Japon communiste, grâce à un régime autoritaire, camouflerait-il les difficultés, mais on ne voit pas qu'il se procurerait plus facilement ou à meilleur compte nourriture et matières premières.

Certes, les pays du bloc soviétique pourraient, s'ils en avaient la volonté, faire une place au Japon dans la planification supranationale de l'espace eurasiatique. Mais les relations entre pays soviétiques, jusqu'à présent, ne justifient pas l'espoir d'un équivalent de la *diplomatie du dollar*. La perte de l'indépendance s'accompagnerait probablement d'une baisse du niveau de vie, et le développement de l'industrie lourde, s'il devait intervenir, n'annoncerait pas une vie meilleure.

La situation deviendrait tragique, sans impliquer encore le choix en faveur du monde soviétique, si l'une ou l'autre des trois éventualités suivantes intervenait: 1° cessation brusque de l'aide américaine; 2° soviétisation de l'Asie du Sud-Est; 3° renforcement du protectionnisme dans le monde, à la suite d'une crise sévère aux États-Unis. D'ici cinq ans, la première éventualité sera probablement supportable, la deuxième et la troisième ne le seront pas. L'avenir du Japon est lié à celui d'un système international d'échanges relativement libres et à l'arrêt de

l'expansion communiste vers l'Asie du Sud-Est.

II

Limites du réarmement japonais

Rarement, au cours de l'Histoire, classe dirigeante fit preuve d'autant de courage et de clairvoyance que les hommes d'État de l'ère Meiji, lorsque ceux-ci décidèrent d'emprunter à l'Occident les secrets de sa puissance, non pas seulement fusils ou canons, mais système d'éducation, organisation étatique, législation. La montée du Japon, de 1875 à 1930, par sa continuité, par sa rapidité, est impressionnante. L'Empire du Soleil Levant aurait été, pour une longue période, la grande puissance d'Asie, s'il n'avait pas perdu le sens de la mesure et n'avait pas tenté de conquérir la Chine en lançant un défi aux États-Unis et à l'Empire britannique. La catastrophe est-elle irrémédiable ou bien, au contraire, la supériorité que les Japonais avaient montrée sur les autres pays d'Asie dans l'assimilation de la technique occidentale, leur demeure-t-elle acquise? Les ramènera-t-elle au premier rang? Les incitera-t-elle à de nouvelles aventures?

Alors que Rauschning proclame que les Japonais seront contraints, faute de moyens de vivre, de se joindre au bloc soviétique, d'autres observateurs prévoient un nouvel impérialisme, sans préciser aux dépens de qui celui-ci s'exercerait. Pas plus que je ne partage le pessimisme de celui-là, je ne crois aux espoirs ou aux craintes de ceux qui voient déjà le Japon redevenir une grande puissance militaire. Le Japon actuel est, à la rigueur, capable de vivre, mais non de se donner des forces armées de premier ordre.

Cette incapacité est d'abord d'ordre économique. Une telle affirmation passera pour surprenante: le Japon n'a-t-il pas retrouvé une production industrielle, égale dans l'ensemble et supérieure dans certains secteurs, à celle de 1936? Or, n'avait-il pas accumulé, avant 1941, une armée nombreuse et convenablement équipée, la troisième flotte du monde et une aviation respectable? Durant la guerre, la production aéronautique s'éleva jusqu'à 27.000 appareils par an, et la capacité sidérurgique jusqu'à 14 millions de tonnes. On oublie d'abord que le prix des armes modernes s'est accru, en heures de travail, de cinq à dix fois depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Si le Japon voulait acquérir des chars d'assaut ou des appareils à réaction, analogues à ceux des armées occidentales, il obtiendrait, pour un montant donné de yens, un matériel cinq à dix fois moins nombreux. Une nation insulaire, pour jouer un rôle international, a besoin de flottes, navale et aérienne. Même en supposant une technique de qualité

européenne et des salaires japonais, le coût de porte-avions et d'avions à réaction est prohibitif pour une nation dont le revenu national est de l'ordre de 5.000 milliards de francs.

Le Japon avait préparé la guerre pendant dix ans et consacré au budget militaire, chaque année, une proportion importante de ses dépenses totales 29% en 1931, 75% en 1938. Quel sera le prélèvement possible, sur les ressources totales de la population, en faveur du budget militaire? La réponse dépend du gouvernement et de l'opinion publique. Le gouvernement actuel est faible et l'opinion se résigne tout au plus à un réarmement limité. Naguère, on visait l'empire de l'Asie ou la sphère de co-prospérité: le Japon égal aux plus grands, le Japon éducateur de l'Asie, l'organisant pour les Asiatiques et chassant les Occidentaux. Quelle grande idée pourrait inspirer le Japon d'aujourd'hui, sinon d'être le premier sur la voie de la démocratie ou de la paix? Sur la voie des armes, l'espoir de grandeur s'est évanoui.

Dans quelle direction le Japon pourrait-il trouver une perspective d'expansion? La Corée du Sud, les Philippines, Formose sont protégées par les États-Unis. L'Asie du Sud-Est est composée d'États indépendants, qui resteront tels ou seront soviétisés. L'impérialisme nippon a été un accident historique, favorisé par l'avance prise sur les autres pays d'Asie dans l'occidentalisation. Il était rendu possible par la confusion en Chine, la relative faiblesse de la Russie, le désarmement des États-Unis. L'État chinois sera, au cours de la phase prochaine, plus fort que l'État nippon.

Historiens et politiques, obsédés par les explications de type économique, inclinent à présenter l'impérialisme japonais, de 1895 à 1945, comme l'effet malheureux, mais inévitable, de la pression démographique. Cette explication, qui n'est pas entièrement fausse, est malgré tout superficielle. L'augmentation de la population a commencé avant l'ère Meiji (de 26 millions en 1853, à 33 en 1870, à 42 en 1895) mais, bien loin de s'en inquiéter, les dirigeants du pays la favorisèrent, ils adoptèrent même une politique d'encouragement aux familles nombreuses; ils imaginaient qu'un Japon de 100 millions d'âmes serait irrésistible. Ils justifiaient leur impérialisme par des nécessités économiques. Celles-ci ont été le prétexte, non la cause, d'une volonté qu'un certain état d'esprit suscitait.

Par quel mécanisme psychologique un pays qui, depuis deux siècles, se fermait au monde extérieur, a-t-il d'un coup décidé de prendre modèle sur l'Occident et, moins de vingt ans après, s'est-il lancé dans les aventures

extérieures? Les statistiques démographiques n'expliquent pas un tel renversement d'attitude. Le désir de rivaliser avec l'Occident, de ne le céder en rien à ceux qui, à l'époque, dominaient la planète, paraît le mobile profond. Les traditions du vieux Japon ont, pour une part, inspiré le militarisme, mais l'ambition de tenir la première place dans le monde a orienté la politique nippone vers les conquêtes. L'occupation de Formose et de la Corée donnait satisfaction à l'amour-propre national, bien plus qu'elle ne contribuait à atténuer la pression démographique. Après la défaite, le Japon a perdu à la fois les chances d'élargir son territoire, dans les îles ou sur le continent, et les mobiles anciens de son impérialisme. Le devoir d'obéissance et de fidélité à l'égard des chefs et avant tout de l'empereur, la religion du patriotisme, ranimée durant l'ère Meiji, sont refoulés par l'idéologie démocratique que l'on continue d'enseigner officiellement. Niveau de vie, égalité sociale, libertés politiques sont les nouvelles idoles. D'où surgirait l'exaltation nationaliste?

Démocratisation

On dit que la démocratisation est superficielle, que les chefs du parti militariste n'ont pas disparu et qu'à la faveur du réarmement, ils reviendront au premier plan et écarteront les libéraux et hommes de gauche.

La démocratisation peut avoir trois sens différents. Ou bien on entend par là seulement les institutions aujourd'hui typiques de la démocratie, élections libres, syndicats indépendants, partis, parlement devant lequel le gouvernement est responsable, libertés personnelles et intellectuelles; ou bien on songe aux valeurs sociales et morales, liées plus ou moins nettement à la démocratie, respect de l'individu, primat des valeurs humaines sur la grandeur de l'État, égalité des personnes; ou bien enfin on veut exclure les non démocrates, les militaristes, les "totalitaires" de la vie nationale.

En ce dernier sens, la démocratisation a été imparfaite, elle est précaire et en voie de s'effacer. En effet, elle équivaut à peu près à ce qu'ailleurs on a baptisé épuration. Or l'épuration était plus impraticable encore au Japon qu'en Allemagne. Non qu'il n'y ait eu, au Japon, des hommes hostiles au militarisme, et plus encore à l'impérialisme des années 1930. La responsabilité de certains militaires, venus plutôt des classes populaires que de l'ancienne classe dirigeante, plus nombreux dans l'armée que dans la marine, ne prête pas au doute. Les hommes modérés, comme le prince Konoye, adoptèrent une politique qu'au fond d'eux-mêmes ils n'approuvaient pas. Mais, après la constitution du Mandchoukouo, après l'incident de Chine (1937), les modérés n'envisageaient

pas non plus de renoncer à tous les bénéfices des agressions qu'ils n'avaient pas souhaitées. Tous ou presque se sentirent solidaires d'une guerre que beaucoup jugeaient insensée. Autrement dit, on aurait eu peine à séparer rigoureusement "innocents" et "coupables". La plupart des Japonais, même de tendances libérales, n'ont pas reconnu la légitimité du châtement infligé aux hommes d'État que les Américains ont baptisés criminels de guerre. Dans le cours de la politique internationale, les initiatives et les fautes des uns et des autres s'enchevêtrent. Celui qui a tiré le premier coup de canon n'est pas le seul coupable, celui qui a subi la première attaque, fût-ce avant une déclaration de guerre, n'a pas nécessairement la conscience pure et un passé sans reproche.

Dès lors, le retour au Parlement d'hommes politiques "épurés" ne choque personne. Beaucoup d'officiers supérieurs ont trouvé des emplois dans l'industrie. Les dirigeants des trusts sont restés dans la coulisse quelques années, ils font désormais leur rentrée sur la scène. Le personnel dirigeant de l'économie, de l'armée et de la politique, que les autorités d'occupation avaient voulu éliminer, opère peu à peu, sans se heurter à des obstacles insurmontables, une sorte de restauration. Quel que soit le jugement moral que l'on porte sur le retour des épurés, le phénomène n'a de portée réelle que par référence aux deux autres sens de la démocratie, les institutions et les valeurs. Les institutions - élections et parlement - ne sont certes pas enracinées profondément, mais où le sont-elles, en dehors des États-Unis, du Commonwealth britannique et des petites nations européennes? À courte échéance, la probabilité est encore que le régime parlementaire ne serait mis en péril que par une catastrophe économique. Le régime ne suscite pas plus d'enthousiasme qu'ailleurs, pas plus de révolte non plus. Il déçoit dans la mesure où l'on prêtait à la démocratie quelque grandeur que l'on cherche vainement à travers les querelles d'individus et de partis.

Les procédures électorales et parlementaires peuvent être superposées à des sociétés très différentes. Les relations entre les personnes, la texture même de la communauté, ne sauraient être pleinement démocratiques au sens occidental - américain ou français - sans rompre la continuité avec la culture traditionnelle. Si l'on définit la démocratie par l'individualisme et l'égalitarisme, alors le doute n'est pas permis. Le Japon ancien a mis la famille au-dessus de l'individu et chacun a accepté sa place dans une hiérarchie qui n'accordait pas au supérieur une autorité arbitraire, qui ne laissait pas l'inférieur à l'abandon, mais qui excluait l'idée de citoyens libres et égaux, donnant, par leur commune volonté, existence à l'État.

Les catastrophes d'hier, l'idéologie occidentale rongent la construction traditionnelle. L'humiliation subie par l'empereur, le statut accordé désormais aux femmes, le développement des syndicats et des partis, l'exemple américain affaiblissent rapidement l'emprise des idées anciennes. Le système complexe des droits et des devoirs, par lequel a vécu le peuple japonais, est pour le moins ébranlé. Ne faut-il pas espérer que le passé gardera autorité et prestige jusqu'au moment où la civilisation industrielle, empruntée à l'Occident, pourra servir seule de soutien aux institutions parlementaires?

En d'autres termes, ce qui me paraît à craindre, c'est que les traditions s'effacent trop vite, et non pas qu'elles l'emportent sur les réformes imposées par les occupants. Je ne doute pas que les gouvernants n'éliminent rapidement certaines de ces réformes. Les trusts se reconstituent, la fraction modérée de l'ancienne classe dirigeante reprend les rênes et tâche de ralentir l'évolution vers le "modernisme" des mœurs et des idées. Chacun, selon ses préférences, applaudira aux efforts de ceux qui cherchent à ralentir ou de ceux qui cherchent à accélérer l'évolution. Quant à l'observateur qui cherche d'où viendrait la menace à une évolution ordonnée, peut-être doit-il redouter moins une réaction autoritaire ou une révolution que la pure et simple désintégration. Le dénuement spirituel créé par l'effondrement de l'éthique séculaire, risque d'affaiblir mortellement l'État et de permettre n'importe quelle aventure.

On est frappé, quand on cause avec des professeurs, d'entendre le même diagnostic: la jeunesse ne sait où se prendre. Le culte de l'empereur, l'exaltation nationaliste appartiennent au passé. Quand ils ont adopté les valeurs démocratiques, les jeunes jugent les survivances - les trusts, la classe dirigeante, les mœurs anciennes - inacceptables et scandaleuses. Pour l'instant, ils sont en majorité à gauche plutôt que rigoureusement communistes, mais ils sont "aliénés", ils sont déçus par leur propre pays, et celui-ci ne saurait, en effet, répondre à leurs aspirations. Le Japon n'a pas de richesses suffisantes pour satisfaire, par le progrès économique et social, les désirs des masses urbaines ou des intellectuels. En dehors même d'une catastrophe économique qui surgirait le jour où les devises nécessaires au financement des importations viendraient à manquer, les conditions prévisibles de l'existence japonaise ne sont-elles pas telles qu'elles rendent incertain le maintien d'institutions libérales?

III

Japon et Occident

De tous les pays d'Asie, le Japon est de beaucoup le plus industrialisé. Les

villes d'une population supérieure à 10.000 habitants, qui ne représentaient que 12% de la population totale, au tournant du siècle, en représentent la moitié aujourd'hui. Le secteur primaire (agriculture, forêts, mines) emploie, en 1950-1951, 48,4% de la main-d'œuvre totale, le secteur secondaire, 21,4%; le secteur tertiaire, 30,2%. Le revenu annuel, par tête de la population, s'élevait, en 1951-52 à 160 dollars, soit un dixième environ du revenu individuel aux États-Unis. On insiste sur le retard du progrès économique en France et sur la médiocrité des revenus. Mais un professeur d'Université à Tokyo doit se contenter d'un traitement de 25.000 à 30.000 yens, inférieur à celui d'un ouvrier qualifié, père de famille, dans une usine parisienne. Les problèmes qui se posent au Japon sont ceux d'une économie occidentalisée, mais pauvre, avec une population en croissance rapide et des ressources naturelles limitées.

À l'heure présente, l'agriculture continue d'employer plus de 17 millions de personnes, trois de plus qu'avant la guerre, main-d'œuvre qui dépasse les besoins, mesurés par référence à la technique d'aujourd'hui. De même, il y a un chômage camouflé dans le secteur tertiaire (10.750.000 d'occupés, soit 30,2% de la main-d'œuvre totale); commerçants et artisans se maintiennent par millions, les entreprises industrielles sont incapables d'embaucher tous les travailleurs disponibles, et beaucoup de ceux-ci cherchent un gagne-pain dans le petit commerce ou l'artisanat. En ce sens, l'économie japonaise conserve de vastes secteurs précapitalistes. Les revenus des entreprises individuelles, en 1951-1952, atteignent encore 43,4% du total des revenus, les salaires et traitements atteignant une proportion à peine supérieure à 44,1.

Dans l'hypothèse optimiste où aucune des catastrophes évoquées n'interviendrait - suspension brusque de l'aide américaine, soviétisation de l'Asie du Sud-Est, renforcement du protectionnisme dans le monde - on ne saurait compter ni sur la disparition rapide du chômage camouflé, ni sur l'élévation rapide du niveau de vie. Les progrès que l'économie japonaise peut et doit accomplir permettraient d'absorber la population supplémentaire, de maintenir le niveau de vie actuel et de combler le déficit de la balance des comptes. La part actuelle du revenu national consacrée aux investissements - 24% en 1951-1952 - assurerait probablement la réalisation de ce programme modeste.

On fera observer, il est vrai, qu'en 1952-1953, la consommation a augmenté de 16% par rapport à l'année précédente, rejoignant le niveau d'avant la guerre contre la Chine. Mais cette augmentation s'est accompagnée d'une aggravation du déficit des comptes extérieurs, elle a été favorisée par de bonnes récoltes.

Malgré tout, elle témoigne du dynamisme qu'a conservé l'ensemble des Japonais. Il était fou de jeter le gant aux États-Unis, mais il était admirable que, moins de trois quarts de siècle après le début de l'ère Meiji, les dirigeants du Japon fussent en état de commettre une pareille folie. L'économie japonaise était naine auprès de l'économie américaine. Elle n'avait ni l'outillage ni les cadres humains des économies européennes, mais ce qui mérite de frapper l'historien, ce sont moins les lacunes, les faiblesses, les erreurs que les résultats obtenus dans l'assimilation des techniques industrielles et militaires de l'Occident. Les qualités qui rendirent possible la folle aventure des années 1931-1945 imposent, malgré tout, confiance dans l'avenir du pays.

Cet avenir, dans la phase actuelle, ne saurait être celui de la puissance militaire ou de la grandeur politique. Les États-Unis ont remporté une victoire qui enlève à l'ennemi d'hier et à l'allié d'aujourd'hui toutes chances d'un nouvel impérialisme. Sans colonies, sans matières premières, sans argent pour se donner une flotte ou une aviation de premier ordre, le Japon est rejeté au deuxième rang, aussi longtemps que la Chine restera unie sous un gouvernement énergique et liée à l'Union soviétique. (Le réarmement du Japon n'a et ne peut avoir qu'une fonction défensive et diplomatique. Il autorisera, d'ici trois ans, le départ ou du moins la réduction des garnisons américaines. Sur le papier, l'armée japonaise sera capable de repousser le premier assaut d'un agresseur étranger. En fait, elle servira surtout à marquer le *casus belli*, à interdire la prise du pays par un coup de main de l'extérieur ou de l'intérieur.)

Ce Japon, réduit au destin d'un État de deuxième ordre, qui se borne à respecter son empereur, souverain constitutionnel, et à tolérer un parlement bourgeois, ce Japon dont la politique n'est plus marquée ni par le sabre ni par le chrysanthème, dont la vie sociale serait toute prosaïque, ce Japon-là est-il spirituellement viable? Les jeunes accepteront-ils de vivre sans espoir ni de grandeur par la puissance, ni de grandeur par la prospérité?

Depuis 1945, l'occidentalisation a pris une allure accélérée, moins peut-être à cause des lois dictées par l'occupant qu'en raison de la présence physique des Occidentaux et du coup irrémédiable porté au prestige de l'empereur, des militaires, de la classe dirigeante. Quel sera l'aboutissement? Quel équilibre s'établira entre la tradition et la société industrielle?

Pour une part, la réponse dépend des Occidentaux eux-mêmes. Le temps est venu d'accueillir le Japon dans la communauté des nations libres. Mieux aurait valu ouvrir toutes grandes les portes du Gatt que les entrouvrir avec hésitation et

mauvaise humeur. Je crois que les Britanniques exagèrent grandement les dangers de la concurrence nipponne, mais ces dangers seraient-ils réels, on ne saurait exclure les marchandises *made in Japan* des marchés extérieurs sans condamner à mort les 86 millions d'hommes entassés dans leurs quatre îles. Les Japonais ont quelque peine à obtenir des autres Asiatiques une franche reconnaissance; ils ont laissé un mauvais souvenir, plus encore par leur arrogance que par la sévérité du régime d'occupation. Européens et Américains, s'ils veulent surmonter le passé, doivent aller vers le peuple qui, en Extrême-Orient, est probablement le plus proche de la civilisation occidentale, le plus enclin à l'accepter. Les Japonais d'aujourd'hui s'intéressent passionnément à la littérature française, à la technique américaine, à la musique européenne.

Si les Occidentaux se montraient incapables de répondre à cet intérêt, ils contribueraient à créer le sentiment qui, plus que la propagande ou l'agitation communiste, menace le régime présent: le sentiment d'abandon, sans amis et sans avenir.

Le Japon a voulu être la Prusse de l'Asie. Mac Arthur lui a suggéré naguère d'en devenir la Suisse. Aidons-le à se résigner à n'être que ce qu'il est.

(1) Hermann Rauschning. *Ist Friede noch möglich*. Heidelberg, 1953, p. 315.

(2) A. Okasaki. *Le problème de la politique démographique au Japon*. Population N° 2, p. 224.

(3) Le déficit de la Mandchourie et du Chantoung avec le Japon est monté de 167 millions de yens, en 1936, à 271 en 1937, à 525 en 1938, à 916 en 1939. Les échanges de la Corée avec le Japon étaient légèrement excédentaires jusqu'en 1935, déficitaires à partir de 1936 (de 129, 163 et 211 millions de yens en 1936, 1937 et 1938). Le Japon vendait ses produits manufacturés dans ses colonies, il en obtenait quelques matières premières et produits alimentaires, mais le système n'était pas gratuit pour la puissance impériale.

Retour à la convertibilité

Le Figaro
8 juillet 1954

Les ministres européens des Finances vont se réunir d'ici quelques jours à Londres pour envisager en commun les problèmes que soulève l'éventualité d'un retour à la convertibilité générale des monnaies.

La notion de convertibilité est devenue équivoque, parce qu'on l'a utilisée, depuis quelques années, pour désigner des réalités passablement différentes. Sans entrer dans des subtilités techniques, disons que la convertibilité peut s'entendre soit en un sens strictement monétaire soit en un sens plein, à la fois monétaire et commercial.

Considérons, par exemple, la livre. À l'heure présente, un détenteur de livres, résidant aux États-Unis, a le droit de convertir en dollars le montant de devises britanniques qu'il a acquises par la vente de marchandises. Pour le résident de la zone dollar, la livre est dès maintenant convertible. En revanche, pour celui qui réside en France ou en Australie la livre n'est pas convertible en dollars. La convertibilité, en un sens limité, impliquerait seulement que la livre devint convertible pour tous ceux qui ont vendu des produits en Grande-Bretagne, quel que soit leur lieu de résidence.

Cette sorte de convertibilité, limitée aux transactions courantes, ne représenterait pas un événement de grande portée, car il existe des marchés où des livres quelconques s'échangent contre des livres convertibles ou des dollars: l'écart entre ces cours libres et les cours officiels est faible ou insignifiant.

Il y a deux ans, il semble que le gouvernement britannique songeait surtout à la convertibilité de cet ordre, qui n'aurait pas modifié sensiblement la réglementation des échanges. Actuellement, les gouvernants de Londres ont probablement des ambitions plus hautes. La convertibilité entraînerait une libération des échanges, autrement dit la suppression des contingents d'importations et la réduction des discriminations commerciales. On ne sait encore jusqu'où M. R. A. Butler entend pousser la libération commerciale, jusqu'à quel point il veut rendre aux citoyens britanniques le droit d'acheter les marchandises là où les conditions sont le plus favorables.

Diverses modalités, entre la convertibilité sans restrictions (y compris les mouvements de capitaux), accompagnée de liberté commerciale, et la

convertibilité monétaire limitée aux transactions courantes, sont concevables. Il n'est pas nécessaire que tous les pays adoptent la même modalité, mais la plupart des pays européens envisagent avec optimisme les conséquences d'une pleine convertibilité; les ministres des Finances ne jugent pas que les restrictions quantitatives, avec l'interdiction d'acheter dans la zone dollar ou de changer les monnaies européennes en dollars, soient indispensables au maintien de l'équilibre de la balance des comptes.

Raisons d'optimisme

Sur quoi se fonde cet optimisme? Les principaux pays d'Europe, France exceptée, se sont déjà rapprochés de la convertibilité au sens monétaire. Allemands et non-Allemands changent aisément leurs marks en une autre monnaie européenne, voire, par l'intermédiaire du franc suisse, en dollars. Le détenteur de sterlings non convertibles obtient, lui aussi, sans grande peine ni perte, des sterlings convertibles.

L'équilibre des balances des comptes reflète à la fois l'assainissement intérieur des économies et le rétrécissement du déficit en dollars, à propos duquel économistes et hommes d'État discutaient et se lamentaient. Le recul de 10% de la production américaine n'a pas provoqué une diminution massive des importations et, par suite, il n'a pas, comme en 1937-1938 et en 1949, mis en difficulté les monnaies européennes. L'accroissement des réserves d'or et de dollars s'est poursuivi.

Enfin, les dirigeants de Londres, de Bonn, de Bruxelles, de la Haye et de Berne admettent que les marchandises européennes sont capables de résister à la concurrence des marchandises américaines et n'ont plus besoin de protection particulière.

Sans discuter à fond, à l'heure présente, cet optimisme, je me bornerai à quelques remarques.

Si certains pays d'Europe approchent de l'équilibre avec la zone dollar, sinon avec les États-Unis, il n'en reste pas moins que ceux-ci, au cours de l'année dernière, ont donné ou prêté 4,6 milliards de dollars (sans compter les armes livrées). L'Europe occidentale, d'après les statistiques américaines, comptait encore un déficit de 2.857 millions de dollars avec les États-Unis, en ce qui concerne l'échange des biens et des services. La convertibilité supposerait la continuation de ces dépenses américaines au dehors (prêts ou dons gouvernementaux, achats *off shore*, dépenses des troupes, etc.).

En Europe, l'Allemagne est largement créditrice et obtenait de l'or par le jeu de l'Union européenne de paiements. La réduction de ces excédents est aussi nécessaire que la liquidation des déficits d'autres pays.

Les réserves d'or et de devises sont encore médiocres pour l'expérience de la convertibilité. Une aide du Fonds monétaire international serait au moins souhaitable.

Une politique commerciale d'inspiration libérale aux États-Unis ou tout au moins la non-aggravation du protectionnisme actuel serait également une condition nécessaire.

Toutes ces conditions ne sont pas irréalisables, elles sont plus proches d'être réalisées qu'elles ne le furent jamais depuis la guerre. Malgré tout, la décision de convertibilité ne pourrait être prise qu'en fonction de plusieurs hypothèses, qui ne sont pas invraisemblables, mais qui ne sont pas non plus démontrées (par exemple, la reprise de l'activité aux États-Unis).

Il suffit, en tout cas, que nos partenaires européens envisagent cette décision pour que nous ayons le devoir de nous y préparer. Or, la France, en dépit de mesures récentes, en est encore à une monnaie rigoureusement inconvertible et à des contingents d'importation.

Remarques sur la crise qui n'a pas eu lieu

Le Figaro

10 septembre 1954

Il y a un an, à la suite de prévisions pessimistes formulées par certains économistes réputés, comme Colin Clark, on craignait que l'économie américaine ne fût ébranlée par une crise aussi redoutable que celle de 1929. Il m'avait paru, à l'époque, qu'une telle catastrophe était improbable. À l'heure présente, la tendance des observateurs est à l'optimisme. Le phénomène "boule de neige" - l'amplification progressive de la réduction de la demande - ne s'est pas produit. Le niveau de production s'est stabilisé au-dessous du niveau maximum de 1953. On note quelques signes de reprise que l'on aurait tort de surestimer. Il n'est nullement démontré, pour l'instant, que les forces d'expansion seront suffisantes pour réabsorber les travailleurs qui ont perdu leur emploi en même temps que ceux qui arrivent, chaque année sur le marché du travail. Quelques mois de réserve s'imposent avant qu'on soit en droit d'annoncer la reprise de l'expansion.

Dès maintenant, une controverse s'engage entre économistes sur les facteurs qui ont prévenu une véritable dépression. Le recul de l'activité semble avoir été dû essentiellement à la diminution du budget militaire, en particulier des dépenses de matériel, donc des commandes aux industries mécaniques ou de biens de production. Cette réduction était de l'ordre de 7 milliards de dollars par an. Elle a été accompagnée ou suivie par un ralentissement de l'accumulation des stocks. On pouvait craindre que cette diminution de la demande globale ne gagne de proche en proche. En fait, ni les dépenses du public, ni les investissements des entreprises, ni la construction immobilière n'ont subi le contrecoup. Ils se sont maintenus ou bien ont eu tendance à croître.

La question est de savoir pourquoi la répercussion redoutée ne s'est pas produite. Certains économistes ont invoqué l'imprévisible réaction du public et des entrepreneurs ou, comme nous dirions en France, la confiance. Il n'y a pas eu de crise, ont-ils dit, parce que les hommes d'affaires n'y ont pas cru. Ils ont continué à investir, à distribuer des dividendes, dans la conviction qu'un effondrement de l'économie n'était pas à craindre. Personne, ne semble-t-il, ne peut nier que cette réaction psychologique n'ait été pour quelque chose dans l'arrêt de la récession. On discute sur la part qu'il faut attribuer à ce facteur.

Une lettre récente à l'*Economist* faisait valoir que la réduction de l'épargne des

entreprises (autrement dit l'augmentation de la demande) ne représentait que 5,6 milliards de dollars, dont il fallait déduire 2,8 milliards de dollars d'épargne supplémentaire des particuliers. En revanche, les réductions d'impôts sur les sociétés auraient compté pour 6,4 milliards de dollars, sur les particuliers pour 3,3, l'augmentation des dépenses publiques pour 3,8. Ces chiffres, évidemment approximatifs, sont obtenus par comparaison entre le volume du revenu national dans le deuxième trimestre de 1953 et dans le premier de 1954.

On accordera à cette argumentation que des "correctifs", mécaniques ou intentionnels, ont compensé, pour la plus grande part, la réduction de la demande, occasionnée par l'amputation du budget de défense nationale et le ralentissement de l'accumulation des stocks. Mais la confiance des hommes d'affaires a eu pour résultat que les dépenses des sociétés ont augmenté au lieu de diminuer. Peut-être la confiance, qui ne suffit pas à empêcher la récession, parvient-elle efficacement à la limiter. Peut-être l'effet d'accélération ne se produit-il pas, tant que le public a confiance dans la prospérité.

Commerce international

L'autre phénomène marquant de l'année écoulée a été l'absence de répercussion sur le commerce international. L'économie européenne a continué de progresser en dépit de la récession américaine. Le montant total des exportations des pays non communistes, plus de 18 milliards de dollars, a été durant le premier trimestre de 1954, plus élevé, de 0,3 milliards de dollars que durant le premier trimestre de 1953. Les exportations des États-Unis et du Canada ont fléchi de 11%, cependant que celles de l'Europe occidentale et continentale se sont accrues de 9%. La récession américaine n'a pas entraîné, par contagion, un recul d'activité sur le vieux continent: au contraire, l'expansion s'est poursuivie. La récession américaine n'a pas entraîné de crise des balances des comptes, comme l'avait fait celle de 1949.

L'idée que l'on admettait comme démontrée par les expériences de 1937 et de 1949, selon laquelle une baisse d'activité aux États-Unis se traduisait automatiquement par une diminution plus que proportionnelle des importations américaines, appelle au moins quelques rectifications.

Peut-être les économies européennes sont-elles désormais moins dépendantes qu'en 1949 de l'économie américaine? Le développement économique dans les zones de monnaies faibles permet à l'Europe de trouver fournisseurs et clients en dehors de la zone dollar. On a fait valoir également que les termes de l'échange ont favorisé le vieux continent, les prix des produits manufacturés étant restés

relativement supérieurs à ceux des produits primaires. Enfin, une partie des dollars qui, directement ou indirectement, parviennent à l'Europe ont pour origine les dépenses des troupes américaines stationnées au dehors, les commandes *off shore* ou l'aide économique. L'organisation de la défense commune a pris la relève du plan Marshall. En dépit de la récession, les États-Unis n'ont pas mis moins de dollars à la disposition du monde en 1953 qu'en 1952.

Il serait aussi imprudent de tirer de la récession 1953-1954 que des récessions précédentes des leçons prétendument universelles. Il y a une théorie des crises, mais chaque crise a son histoire.

Retour à l'économie de paix

Le Figaro
21 janvier 1955

Après la première guerre mondiale, hommes d'État et financiers rêvaient d'un retour à l'avant-guerre, à la normale. On avait gardé un tel souvenir de la période de stabilité monétaire de la fin du XIXe siècle et du début du XXe que l'on n'avait d'autre ambition que de restaurer l'âge d'or, situé en arrière.

En fait, la Grande-Bretagne infligea à son industrie des années de crise en ramenant la livre au pair, les pays vaincus connurent les ravages de l'inflation illimitée. Non par science ni par dessein, mais par hasard, la France finit par adopter une politique, presque raisonnable, de dévaluation modérée de la monnaie.

Lorsque la crise mondiale survint, en 1929-30, les divers pays réagirent en fonction de leurs proches souvenirs. La Grande-Bretagne se laissa imposer la dévaluation de la livre et trouva le secret de la guérison dans une mesure qu'elle avait subie avec regret. France et Allemagne, à peine sorties de la dévaluation monétaire, refusèrent ce qui eût été alors la sagesse. Ainsi la France entretint le marasme de l'économie pendant des années et l'Allemagne de Weimar précipita la victoire de Hitler.

Le deuxième après-guerre

Après la deuxième guerre mondiale, on était décidé farouchement à ne pas revenir à l'entre-deux-guerres, période qui apparaissait au souvenir comme une période de bouleversement et de décadence. Pour prévenir toute dépression et accélérer la reconstruction, les gouvernements européens menèrent une politique d'argent bon marché, renoncèrent à faire varier le taux d'intérêt, établirent des plans d'investissements grandioses. Ceux qui, tel le gouvernement britannique, parvinrent à contrôler efficacement les salaires et les cours des biens de consommation, limitèrent la montée des prix mais n'évitèrent pas le déficit de la balance des comptes. Les taux de change demeurèrent stables, puisque l'on ne voulait pas répéter les erreurs de la précédente après-guerre, mais il fallut bien, finalement, ajuster les taux de change au niveau des prix intérieurs. Dans les pays qui, tels la France et l'Italie, n'avaient pu contrôler rigoureusement les cours des salaires et des biens de consommation, le mouvement des prix et la dévalorisation monétaire furent plus marqués.

Après la crise inflationniste déclenchée par la guerre de Corée, débarrassés des obsessions déflationniste et inflationniste et servis par les circonstances, les gouvernements européens furent enfin capables d'utiliser les ressources qu'offre la politique de crédit (maniement du taux de l'intérêt), en même temps que l'arme de la fiscalité et des surplus budgétaires. À partir de 1952 ou de 1953, les pays d'Europe, pour la première fois, bénéficièrent simultanément de la stabilité des prix et de l'expansion. On découvrit que l'inflation n'était pas nécessaire au plein emploi, que les restrictions aux échanges internationaux deviennent inutiles lorsque l'équilibre règne à l'intérieur.

Bien plus, décevant toutes les prévisions, la légère récession américaine de 1953-54 n'exerça pas en Europe les répercussions plus que proportionnelles que tous les experts tenaient à l'avance pour inévitables. Après coup, on explique pourquoi les pays producteurs de matières premières ne furent pas atteints, de telle sorte que les exportations européennes, elles aussi, furent maintenues.

Probablement l'économie occidentale n'a-t-elle jamais été, depuis 1919, en une situation aussi satisfaisante. Les gouvernements, qui ont gardé le souvenir et des périodes d'inflation et des périodes de déflation, ne répéteront sans doute pas les mesures à contresens qu'ils prirent si souvent: on ne multipliera pas les facilités de crédit quand l'inflation est à craindre, comme ce fut le cas de 1946 à 1949, ni la rigueur monétaire en période de déflation, comme de 1930 à 1933, en Allemagne et en France. Les échanges commerciaux se libèrent peu à peu et l'on se rapproche de la convertibilité, non parce que l'on écoute les économistes libéraux, mais parce que les circonstances favorisent la libération, comme les circonstances, en 1930, imposaient les restrictions (à moins d'une relance de l'économie mondiale).

Stabilité et expansion

Sans doute les orthodoxes ne sont-ils pas encore pleinement satisfaits, puisque la convertibilité n'est pas encore établie entre monnaies européennes et zone dollar et que certaines restrictions aux échanges subsistent dans le cadre européen. Mais, tant que les États-Unis n'ont pas grandement assoupli leur politique douanière, une certaine mesure de discrimination à l'égard des marchandises américaines paraît assez raisonnable. Serait-il même souhaitable d'autoriser sans réserve les exportations de capitaux vers les zones extra-européennes?

Les démarches actuelles vers la liberté des échanges et la convertibilité paraissent raisonnables, parce qu'elles sont prudentes, inspirées par les

circonstances plutôt que par les théories. La politique des échanges internationaux et des monnaies est plus effet que cause. L'équilibre intérieur, la conjoncture mondiale ascendante favorise la liberté commerciale et monétaire plus efficacement que les prêches des doctrinaires.

L'inflation. Préface à des élections front populaire

Le Figaro
12 septembre 1955

Au cours de l'été, une agitation sociale s'est manifestée en Grande-Bretagne, en Allemagne, en France. Des grèves ont éclaté qui ont abouti la plupart du temps à un accord entre patrons et syndicats donnant satisfaction, partiellement au moins, aux revendications ouvrières.

Cette agitation est différente en ses origines et ses objectifs de celle que l'Europe et surtout la France ont connue dans les premières années de l'après-guerre. Elle ne tend pas à ramener les salaires à l'alignement des prix, comme c'est le cas en période d'inflation, elle exprime le désir légitime des travailleurs d'obtenir une part accrue des bénéfices de la prospérité, elle est favorisée par le plein emploi qui règne dans toute l'Europe occidentale, augmente la capacité de pression des employés, réduit la capacité de résistance des employeurs.

En Allemagne les hausses de salaires ne semblent pas de nature à menacer la stabilité des prix. En Grande-Bretagne, le gouvernement et même les dirigeants syndicaux s'inquiètent de hausses qui, modérées en elles-mêmes, n'en créent pas moins un pouvoir d'achat supplémentaire à un moment où déjà la balance des comptes est déficitaire.

C'est en France que le danger est le plus grand, pour deux raisons. Les prix français sont stables depuis trois ans, mais le niveau en reste trop élevé par rapport à l'étranger. Une hausse générale de l'ensemble des salaires rendrait intenable le taux actuel de la monnaie et obligerait bientôt à la manipulation monétaire que l'on a obstinément refusée. Et il faudrait, cette fois, la pratiquer à chaud et non plus à froid.

De plus, en Angleterre, l'état major des Trade-Unions est conscient que l'intérêt réel des travailleurs coïncide avec l'intérêt de la communauté sur un point essentiel: l'inflation frapperait les ouvriers autant et plus que le reste de la nation. En France, au contraire, l'état-major de la C.G.T. semble considérer que des revendications déraisonnables accompagnées de violences donnent les meilleures chances de mener à bien une double opération: relancer l'inflation et sceller l'unité d'action à la base.

Si l'on considère les données économiques du problème, on peut discuter sur

l'effet qu'exercerait une hausse des salaires de 5 à 10%. Les salaires réels français ont monté depuis 1949 ou 1950 plus que dans les autres pays d'Europe. Si l'on prend pour base l'année 1949, les salaires horaires sont à 178 en décembre 1954, cependant que le prix de la vie est à l'indice 138. Les chiffres correspondants sont 136 et 129 pour le Royaume-Uni, 140 et 114 pour l'Allemagne, 128 et 113 pour les États-Unis. D'après les statistiques de l'O.E.C.E. qui prend 1950 pour base, les salaires horaires sont à 169 au premier trimestre de 1955 et le prix des biens de consommation à 130.

Ces chiffres ne signifient pas que le niveau d'ensemble des salaires soit en lui-même satisfaisant ni qu'il n'y ait pas en telle ville ou en telle usine ou même en telle branche industrielle des salaires qui pourraient et devraient être relevés. Mais ces chiffres prouvent avec évidence qu'une augmentation de 20 ou de 25% des rémunérations ouvrières à l'heure présente déclencherait inévitablement un mouvement des prix bientôt suivi d'une dévaluation. Or, utilisant l'exemple de Saint-Nazaire et de Nantes, ce sont des pourcentages de cet ordre, 20 à 30%, que lance la C.G.T. et pour lesquels elle tâche de forger une solidarité à la base.

En apparence, il y a là une sorte de paradoxe, au moins de nouveauté. D'ordinaire, quand les communistes souhaitaient une alliance avec les socialistes ou la gauche bourgeoise, ils montraient quelque modération. Ils préparaient leur retour dans la majorité par une affectation de sagesse, par l'abandon des tactiques révolutionnaires. Tout se passe comme si, cette fois, ils comptaient forcer l'assentiment des syndicats non communistes par l'énormité même de leurs revendications. Cette conjonction sur le plan syndical devrait, d'après les plans communistes, s'élargir en une alliance électorale.

La relance de l'inflation serait une bonne préface à des élections front populaire.

Si telle est, comme on nous le dit, la manœuvre, que peut-on faire pour la paralyser? La réplique dépend à la fois du patronat, du gouvernement, de l'opinion.

Partout où ils le peuvent sans compromettre l'équilibre de leurs entreprises, les patrons doivent prendre l'initiative de rajustement de salaires. Le gouvernement ne doit pas se contenter de maintenir le principe de prix stables, il doit proclamer hautement que des augmentations de l'ordre de 20 pour cent sont hors de question pour l'ensemble de l'économie. Enfin, ceux qui ont pour tâche de guider l'opinion doivent avoir le courage d'exprimer les vérités impopulaires, même ou plutôt surtout s'ils se réclament de la gauche.

Car il s'agit aujourd'hui de savoir si l'amélioration de la condition des travailleurs permise par trois ans de stabilité sera ou non compromise. En dépit de toutes les subtilités, il est clair que si le parti communiste a peut-être intérêt à l'inflation, la classe ouvrière serait la première à en souffrir.

2.6

TRAVAILLISME ET AUTRES EXEMPLES

France-Angleterre dans la reconstruction européenne

Les Cahiers du Monde nouveau
Juillet 1947

En dépit de la rupture tragique de 1940, en dépit de Mers-el-Kébir et de la campagne de Syrie, Français et Anglais se retrouvaient, au jour de la victoire, plus proches les uns des autres qu'ils ne l'avaient jamais été. Certes, ils avaient eu de la guerre une expérience tout autre, puisque les Français avaient subi quatre ans les rigueurs et la honte de l'occupation, cependant que la Grande-Bretagne, inviolée, apparaissait comme seule, entre tous les vainqueurs, à avoir, de sa propre décision, pris les armes en septembre 1939 pour ne les poser qu'une fois la tâche achevée. Si le sens de la communauté l'emportait sur les souvenirs amers et la différence des destins, c'est que les Français (mis à part les milieux étroits où l'anglophobie est de tradition) avaient admiré les Britanniques et leur obstination à lutter jusqu'à leur dernier soldat et leur dernier penny, c'est que les Britanniques, en majorité, avaient finalement surmonté l'idée de la trahison française et reconnu la fidélité des Français à travers les épreuves.

Deux ans après la capitulation sans conditions de l'Allemagne, on ne peut pas ne pas poser la question: Français et Anglais ne sont-ils pas à nouveau séparés? Comme après la première guerre mondiale, leurs chemins n'ont-ils pas divergé? Que reste-t-il de la fraternité des armes dans un monde tourmenté par l'appréhension d'un prochain conflit? Que reste-t-il de la solidarité des démocraties, quand chacun est aux prises, pour son compte, avec les difficultés de la reconstruction?

Après 1919, l'Angleterre était avant tout soucieuse de revenir à une économie normale, c'est-à-dire à la situation antérieure au bouleversement. À cette fin, rien n'importait davantage que le relèvement de l'Allemagne, qui, fournisseur et client, avait une grande part aux échanges de la Grande-Bretagne. Tout ce qui retardait ou gênait le retour à la prospérité était mal venu au regard de l'opinion et du gouvernement britanniques. En même temps, la diplomatie du *Foreign Office*, à la fois par souci mal compris de l'équilibre et par penchant à tendre la main au vaincu, appuyait la résistance allemande aux demandes, tenues pour excessives, de la France, obsédée à la fois par l'exigence des réparations et par le souci de la sécurité. En peu d'années, la séparation était consommée: aux yeux

des Français, l'Angleterre, oubliant les sacrifices consentis en commun, méconnaissant la charge écrasante que notre pays avait assumée dans la conduite de la guerre, soutenait le Reich dans le refus qu'il opposait à nos justes revendications. Les Britanniques condamnaient notre politique, qu'ils tenaient pour absurde dans l'ordre économique, impitoyable dans l'ordre politique et susceptible seulement d'interdire la pacification de l'Europe.

En dépit des apparences, les problèmes d'aujourd'hui sont tout autres, aussi bien dans l'ordre économique que politique. On évoque la précédente après-guerre sous prétexte que, cette fois encore, les Anglais se préoccupent de reconstruire l'économie allemande, mais cette détermination part d'autres considérations et vise d'autres fins qu'en 1919. En effet, un changement décisif est intervenu dans la position et, du même coup, dans la diplomatie de la Grande-Bretagne. Tant que le jeu des grandes puissances se déroulait dans le cadre du vieux continent, les ministres de Sa Majesté craignaient avant tout de se trouver seuls face à une coalition des puissances continentales. Ils misaient sur la division de l'Europe ou, si l'on préfère, sur l'équilibre entre les puissances ou groupes de puissances européennes. Après la défaite de l'Allemagne et l'expansion de la Russie, il n'y a plus d'équilibre possible dans ce cadre étroit. L'équilibre ne peut se reconstituer qu'à l'échelle du monde entier, puisque deux États, la Russie et les États-Unis, dominent la scène de l'univers et étendent leur influence aux quatre coins de la planète. Dès lors, rompant avec son passé, la Grande-Bretagne cesse de redouter l'unification de l'Europe occidentale, plus généralement de toute l'Europe non russe, bien plus elle y voit le seul moyen de rétablir une sorte d'équilibre; l'Europe occidentale s'interposerait, comme une zone de neutralité, entre les deux géants, ou même, liée aux empires britannique et français, elle deviendrait capable d'une action autonome. La politique allemande du *Foreign Office* doit s'interpréter dans cette perspective (à courte échéance, elle s'explique évidemment par la volonté de réduire au minimum le coût de l'occupation).

Une telle politique est-elle contraire aux intérêts français? Je ne le pense pas. Au contraire, on se demande quel autre objectif les Français non communistes pourraient se proposer. L'organisation de l'Europe occidentale, que les travaillistes opposés à M. Bevin réclament, afin d'éviter l'influence exclusive de l'un ou de l'autre des deux grands, représente une nécessité évidente, dans la phase historique actuelle. Aussi longtemps que le monde demeure partagé entre Russie et États-Unis, aussi longtemps que l'avance de la Russie vers l'Ouest est de nature à provoquer une explosion, l'Europe n'a le choix qu'entre la stagnation

dans le chaos et une unité raisonnable. La France comme l'Angleterre doivent préférer le deuxième terme.

Pourquoi donc les Français manifestent-ils tant de méfiance à l'égard des intentions britanniques? Pour deux raisons. Aux yeux des communistes, toute tentative pour organiser l'Europe à l'Ouest du rideau de fer est inspirée par l'arrière-pensée d'un «bloc occidental» orienté contre les Soviétiques. Aux yeux des vieux nationalistes, toute tentative pour relever l'économie allemande équivaut à soutenir l'Allemagne aux dépens de la France, à reconstituer le Reich et, du même coup, le danger d'agression. Ajoutons qu'à ces soupçons communistes et à ces souvenirs nationalistes s'ajoute le conflit à propos du charbon allemand: la France réclame légitimement des quantités aussi élevées que possible de charbon de la Ruhr; les Britanniques, pour réduire le coût de l'occupation, préfèrent l'utiliser en priorité pour les besoins de la reconstruction allemande.

Malgré tout, si cette rapide analyse est exacte, les perspectives d'un rapprochement franco-britannique seraient régulièrement meilleures qu'elles ne l'étaient après l'autre guerre. Quand l'Angleterre soutenait l'Allemagne après 1919, sous prétexte de rétablir l'équilibre, la France ne pouvait pas souscrire à cette politique parce que la conception britannique était intrinsèquement fautive. Elle méconnaissait le rapport durable des forces et se laissait égarer par la supériorité, transitoire et précaire, de la France. En revanche, aujourd'hui, la restauration d'une Europe viable, capable d'exister par elle-même, correspond aux intérêts accordés de la France et de la Grande-Bretagne. Les conflits – par exemple, sur l'emploi du charbon de la Ruhr – s'atténueraient si l'extraction permettait de satisfaire au moins en partie, à la fois aux besoins des uns et des autres. Sans doute se peut-il que les communistes maintiennent leur opposition à la reconstruction d'une Europe occidentale, même si les livraisons de charbon allemand atteignent un million de tonnes par mois. Mais, ce jour-là, il se trouverait, en faveur d'une réelle coopération franco-britannique, une majorité des trois quarts des Français.

Dans l'ordre économique, le problème se pose dans des termes plus complexes. La Grande-Bretagne, après 1919, restait un pays largement créancier; elle continuait à couvrir le déficit de sa balance commerciale par ses exportations invisibles et par les revenus de ses placements au dehors. La Grande-Bretagne de 1947 a sacrifié dans la bataille, livrée pour son existence mais en même temps pour la liberté de l'Europe, toutes ses richesses accumulées. Elle doit aux Indes, à l'Égypte et aux Dominions plus de trois milliards de livres sterling, prix de

l'effort de guerre poursuivi par la métropole sur ces terres lointaines. Banquier du monde hier, l'Angleterre est en train de devenir le premier client du banquier du monde actuel: les États-Unis.

Certes, la Grande-Bretagne n'est pas seule à vivre des dons américains, la France est dans le même cas. Tous les pays d'Europe, à un degré ou à un autre, ont recours au Père Noël d'Outre-Atlantique. L'Allemagne même compte, pour relever son économie, sur la générosité du vainqueur. Au point de vue où nous sommes placés, celui des relations franco-britanniques, une question se pose d'elle-même: dans quelle mesure cette communauté de sort contribue-t-elle à rapprocher ou à éloigner les deux pays l'un de l'autre? Je suis tenté de répondre, non sans tristesse, que jusqu'à présent ces soucis analogues ont plutôt séparé qu'unifié France et Grande-Bretagne. Et on comprend trop bien pourquoi.

Pour nous comme pour nos amis britanniques, un impératif domine tous les autres: rétablir l'équilibre de la balance des comptes, c'est-à-dire exporter le plus possible, importer le moins possible et seulement des marchandises indispensables. Cette préoccupation identique aurait pu céder, sur les marchés du monde, une rivalité entre produits *made in France* et produits *made in Great-Britain*. Celle-ci n'a pas été trop vive jusqu'à présent, parce que les vendeurs font la loi aussi longtemps que l'offre ne suffit pas à satisfaire la demande, mais elle risque demain de s'aggraver. D'autre part, la France, au lendemain de la Libération, dépouillée de tout et affamée de tout, désirait des crédits extérieurs que la Grande-Bretagne se jugeait hors d'état d'accorder. Le premier accord obligeait la France à couvrir le déficit de ses échanges avec la zone sterling partie en or, partie par la liquidation de ses avoirs en livres. Un accord moins rigoureux fut conclu l'été dernier, qui nous accordait l'équivalent d'un crédit de cent millions de livres. Depuis lors, le sens des échanges s'est renversé, et la France a un crédit de 50 à 60 millions de livres. Mais cet excédent est plus précaire encore que le déficit antérieur. Il montre surtout à quel point le commerce extérieur des nations européennes est encore loin d'avoir retrouvé son équilibre.

Y a-t-il une chance de sortir de l'impasse? La pénurie de dollars dont souffrent les deux pays ne pourrait-elle les inciter à la recherche d'une solution commune? Une telle possibilité n'est pas exclue, mais elle ne se présentera pas d'elle-même. Il faudrait, par un inventaire des ressources des métropoles et des empires, établir ce que chacun pourrait fournir à l'autre, quelles matières premières, quels produits agricoles, actuellement achetés au dehors, pourraient l'être en francs ou

en livres. La Grande-Bretagne, par exemple, ne pourrait-elle trouver ailleurs qu'en Virginie le tabac qui lui coûte 200 millions de dollars par an?

L'Europe vit, à l'heure présente, de la mendicité ou, si l'on préfère une expression plus relevée, de la générosité américaine. Au train dont vont les choses, rien n'indique qu'elle soit sur le point de rétablir l'équilibre de sa balance des comptes. Les mécanismes qui, à l'époque de l'économie libérale, favorisaient le retour à l'équilibre ne jouent plus: il n'y a plus ni exportation d'or, ni réduction de crédits, ni baisse des prix. Les économies intérieures sont séparées de l'économie mondiale. La Grande-Bretagne répugne à renoncer à sa politique d'argent à bon marché; l'État français continue à compter des dépenses supérieures, de quelques centaines de milliards de francs, à ses recettes; la demande de produits étrangers, à l'intérieur des deux pays, n'est donc limitée que par les plans d'importation, fixés par les autorités publiques. Mais celles-ci sont bien incapables de prévoir jusqu'à quel point il faudra comprimer ces importations pour qu'elles soient balancées par les exportations, parce qu'elles sont incapables de prévoir l'ampleur de ces dernières. Il leur faut organiser ce que jadis l'automatisme du marché réalisait avec la collaboration inconsciente de millions d'acheteurs et de vendeurs. Une des organisations concevables consisterait à adapter le plus possible l'une à l'autre les deux économies française et anglaise, afin de créer finalement en Europe occidentale un grand espace, susceptible d'offrir aux industries européennes les mêmes avantages dont jouissent les industries russe et américaine, assurées d'un vaste marché intérieur.

En d'autres termes, sur le plan économique comme sur le plan politique, nous arrivons à la même conclusion. Ce n'est que dans le cadre d'une reconstruction européenne que la France et la Grande-Bretagne, isolées jusqu'à présent chacune dans leurs soucis, ont une chance de se retrouver. La politique allemande de la Grande-Bretagne sera acceptée en France dans la mesure où elle apparaîtra comme un élément d'une politique européenne. Le manque de dollars, commun aux deux partenaires de l'alliance de Dunkerque, cessera de les opposer lorsqu'ils chercheront ensemble, dans l'organisation d'un espace européen, la condition première d'un retour à l'équilibre.

La politique de la Grande-Bretagne a été dominée, après la victoire sur l'Allemagne, par l'expérience de socialisation et la tentative de «désimpérialisme» ou, en termes plus précis, de transformation progressive de l'empire. La politique française est, elle aussi, dominée par une expérience de

république socialisante et par une tentative d'Union française. Mais, là encore, la similitude des situations n'a contribué ni à la compréhension ni à l'aide réciproques.

La raison en est d'abord que la similitude laisse place à des différences de portée décisive. La France comme l'Angleterre parlent de régime intermédiaire entre capitalisme américain et communisme russe. L'une et l'autre souhaitent la socialisation de certaines branches industrielles, la direction plus ou moins rigoureuse de l'ensemble et le maintien de la concurrence et de l'initiative à l'intérieur des cadres fixés par les autorités publiques. Mais ces formules n'équivalent pas à un programme. Elles expriment des désirs, elles ne suggèrent pas une technique. Appliquées en une période de pénurie, alors que l'exportation s'impose comme le premier devoir, elles aboutissent à un régime d'austérité, peu fait pour soulever l'enthousiasme.

Les conditions politiques de l'expérience sont tout autres des deux côtés de la Manche. En Grande-Bretagne, un parti, assuré d'une considérable majorité, dispose de plusieurs années et d'une administration économique de premier ordre pour mettre ses projets à exécution. En France, la rivalité entre communistes et non-communistes entretient la lutte des partis pour le pouvoir et même les conflits à l'intérieur du gouvernement: le système intermédiaire n'est pas l'objet d'une volonté unanime, mais le point de rencontre de volontés divergentes. D'un côté, la réflexion et la discussion s'appliquent à la technique de réalisation; de l'autre, les controverses tournent autour de l'enjeu théorique, les modalités techniques sont décidées par la bureaucratie dans l'ignorance et l'indifférence de l'opinion. La comparaison des socialisations britanniques, soigneusement étudiées en vue d'un règlement équitable, et des nationalisations françaises, improvisées en fonction d'idéologies, suffirait à illustrer l'opposition entre l'atmosphère et la pratique politiques, ici et là.

La réussite du rationnement britannique, l'échec du rationnement français ont accentué encore le contraste. La France manque de pain, une fraction des masses populaires souffre de véritable misère, mais les restaurants de Paris offrent des repas comparables à ceux d'avant guerre et, partout, dans les grandes villes, un luxe insolent s'étale. L'austérité est, de l'autre côté de la Manche, une réalité collective. Le mélange français de privation et d'abondance étonne et scandalise le visiteur venu d'Angleterre. De toutes les manières, les deux pays vivent autrement les difficultés de la reconstruction. La Grande-Bretagne équilibre son budget, mais les citoyens restent soumis aux servitudes de la pauvreté. L'État

français a besoin de centaines de milliards: beaucoup de citoyens français jouissent des privilèges de la richesse. Enfin, parmi les partis français, un seul tourne les regards vers Londres: le parti socialiste. Le parti communiste n'a cessé de vitupérer la diplomatie de Bevin; le M.R.P. n'a manifesté ni sympathie ni antipathie particulières. Isolés sur ce point, les socialistes ont hésité. Pratiquement, il n'existe plus d'Internationale socialiste. Ils ont craint de manquer à l'évangile du nationalisme renouvelé en soulignant avec trop d'éclat la parenté du travaillisme et du socialisme continental.

De même que chacun des deux pays est demeuré, pour ainsi dire, enfermé dans sa version du socialisme, dans les difficultés propres à sa reconstruction, de même les crises analogues des deux empires n'ont pas favorisé le rapprochement. L'opinion française a trop légèrement interprété l'évacuation des Indes et l'échec des négociations avec l'Égypte comme les étapes d'une liquidation impériale. L'opinion britannique a vu dans les hostilités de la France avec le Viet-Nam la preuve de l'obstination des négociateurs français, acculés aux moyens de force faute de consentir aux changements inévitables. Et surtout, la divergence des politiques arabes de la France et de la Grande-Bretagne rend, à chaque instant, possibles des heurts, dont la gravité dépasserait de loin celle de la crise syrienne.

La Grande-Bretagne a signé des traités d'alliance avec l'Irak et la Transjordanie; elle a aidé la Syrie à obtenir son indépendance, mais elle continue à exercer, dans le Proche-Orient, par l'intermédiaire de la Ligue arabe, une influence décisive. La propagande panarabe atteint la Tunisie en passant par les anciennes colonies italiennes, occupées par les troupes britanniques. Les fonctionnaires du *Colonial Office* ne sont pas tous hostiles à cette propagande. La France n'a pas défini encore une politique arabe, mais, en tout cas, elle se défend contre cette propagande. Nos spécialistes ne croient pas qu'il soit possible de sauvegarder nos intérêts en Afrique du Nord en recourant à des traités comparables à ceux que la Grande-Bretagne a signés dans le Proche-Orient. Encore une fois, les deux pays doivent mener à bien une tâche analogue: la transformation du régime colonial. Chacun y procède pour son propre compte, sans aucune tentative pour coordonner ou harmoniser des œuvres qui devraient être complémentaires.

Cette étude sommaire aboutit donc à des conclusions négatives. Le traité de Dunkerque aurait été un événement en 1920: en 1947, les garanties contre un ennemi abattu n'ont qu'une valeur symbolique. Une agression allemande, dans

l'avenir prévisible, apparaît pour le moins improbable. L'alliance ne présente de signification que dans la mesure où elle annonce une coopération effective.

Il ne peut y avoir d'entente que pour une tâche commune. Or, cette tâche commune est inscrite sur le grand livre de l'Histoire. Le temps des nations est passé. En paix comme en guerre, pour la politique comme pour l'économie, les petites unités doivent se grouper pour survivre. Le groupement de l'Europe occidentale répond à la logique de l'Histoire. Acceptable aux États-Unis, dont les échanges avec une Europe organisée ne seraient nullement réduits, il est souhaité par la gauche travailliste, qui y voit un moyen d'adoucir le choc des deux grandes puissances mondiales. Les chances de la paix seraient meilleures si l'Europe n'était pas livrée sans défense aux convoitises et aux rivalités extérieures. Nous n'avons pas la naïveté de croire que les hommes répondent toujours aux sollicitations du destin. Mais la nécessité est trop évidente, le défi trop éclatant, le prix du succès trop grandiose, pour que nous renoncions à espérer et à vouloir.

La crise économique anglaise. I. - Dirigisme de l'austérité

Le Figaro
31 mars 1948

Depuis l'été dernier, quelques journalistes et hommes d'État essaient de rendre à la politique anglaise son style favori des époques de crise: le pessimisme allègre et résolu, la certitude de vaincre, curieusement justifiée par l'immensité des périls. On évoque la "banqueroute" ou "le plus grand désastre économique des temps modernes", comme on évoquait en 1940 "la plus grande armée qu'ait connue l'histoire de l'humanité". Au lieu de sueur, de sang et de larmes, on annonce et on prêche le travail et l'austérité: perspective de paix qui ne saurait passer pour exaltante.

Et pourtant, le plein emploi, rêvé par tous les économistes durant les années de dépression, est réalisé. La production bat des records, il semble qu'on doive, en 1948, dépasser les 200 millions de tonnes de charbon et atteindre 14 millions de tonnes d'acier. Mais, pas plus en Grande-Bretagne qu'en France, l'accroissement de la production industrielle ne suffit à mettre fin à l'inflation ou à fournir les moyens de paiements extérieurs.

Le désastre de 1947

Les prélèvements sur le stock d'or et de dollars se sont élevés, en 1947, au chiffre de 1 milliard 23 millions de livres, c'est-à-dire plus de 4 milliards de dollars. Le déficit de l'année antérieure ne représentait qu'environ le quart de ce total. Les autorités financières avaient fixé à 350 millions de livres la limite des prélèvements compatibles avec une sage gestion. L'emprunt américain devait durer jusqu'en 1950, il a été dépensé en 18 mois.

L'aggravation du déficit de la balance commerciale, de 1946 à 1947, est imputable surtout à l'évolution défavorable des prix. Les importations ont augmenté de 482 millions, sur lesquels 153 correspondent à des achats supplémentaires et 329 à la hausse des prix. D'autre part, si les dépenses en dollars de la Grande-Bretagne dépassent les recettes de 677 millions, le reste de la zone sterling a eu un déficit de 273 millions, sans compter une partie des 157 millions que l'ensemble Grande-Bretagne-zone sterling a dépensés en monnaies fortes, en dehors de l'hémisphère occidental. Autrement dit, la Grande-Bretagne a assumé, en plus de ses charges propres, celles que lui impose son rôle de

banquier de la zone sterling. Le coût de la grandeur politique entame dangereusement les ressources disponibles.

Au début de 1948, les réserves d'or et de devises montent à 680 millions de livres. On escompte, d'ici le milieu de l'année, une diminution supplémentaire de 200 millions. À la fin de l'année, il ne resterait guère, si l'aide extérieure n'intervenait pas, que 200 millions, c'est-à-dire moins que le volant de devises tenu pour strictement indispensable au fonctionnement du système.

Or toute l'économie britannique, économie artificielle fondée sur la transformation de matières premières achetées au dehors, par des ouvriers, nourris pour 60% de denrées alimentaires importées, serait menacée de paralysie si les devises dures, en fait surtout les dollars, venaient à manquer. Les importations, en Grande-Bretagne, sont constituées pour moitié par le ravitaillement des hommes, pour un tiers par celui des usines. Qu'on soit obligé de les amputer au delà de l'austérité, et la catastrophe est là.

À courte échéance, la Grande-Bretagne, comme la France, mise sur le plan Marshall et n'a pas d'autre espoir. Nous sommes d'ailleurs tombés encore plus bas, puisque, incapables de tenir jusqu'en avril, nous avons sollicité et obtenu de mois en mois l'aide intérimaire et que la Grande-Bretagne a recensé, mais non liquidé, les valeurs américaines possédées par ses nationaux, dont le total monte à plusieurs centaines de millions de livres. Mais, en un sens, la crise britannique est plus grave encore que la nôtre. L'Angleterre ne se résigne pas à dépendre de la générosité américaine. L'indépendance ne lui paraît pas, à la longue, compatible avec la mendicité. Elle n'a pas la sécurité que garde la France de produire elle-même sa nourriture. Les besoins incompressibles d'importation de 48 millions d'hommes, habitués à un niveau de vie élevé et concentré dans des villes, sont incomparablement supérieurs à ceux des 40 millions de Français, dont un tiers vit encore de la terre. À longue échéance, la réadaptation de l'économie britannique à un monde nouveau impose un effort probablement plus ardu que le rétablissement de l'équilibre français.

La politique d'austérité

Le plan Marshall fournira à chaque pays d'Europe moins de dollars que les experts des "Seize" n'en avaient réclamé pour lui. Il n'est pas une panacée, il n'évite à personne l'austérité, il permet seulement de l'atténuer.

La politique, adoptée par les autorités britanniques, sous l'impulsion de Sir Stafford Cripps, ne marque aucun renversement sensationnel, aucune initiative révolutionnaire. Elle recourt aux méthodes classiques, dont elle vise à renforcer

l'action.

On achètera au dehors, en 1948, moins de nourriture (les importations alimentaires, en volume, ne seront plus que les trois quarts de celles de 1938) et on n'en achètera plus aux États-Unis. Le gouvernement réduira ses dépenses politiques et militaires en devises, les Anglais voyageront moins. On exportera davantage, on détournera vers les États-Unis, le Canada et l'Argentine le plus possible d'exportations. Les importations en provenance de l'hémisphère occidental ne devraient plus représenter que 34% au lieu de 44% du total. Les exportations vers la zone dollar, en volume, devraient être de 14% supérieures à celles de 1938. L'an dernier, la Grande-Bretagne avait libéré des sommes importantes sur les créances gelées de l'Égypte, des Indes ou des Dominions, on ramènera la générosité à la mesure des ressources.

Toute l'économie intérieure sera soumise aux exigences de la balance des paiements extérieurs.

Pour exporter davantage, (l'objectif à atteindre en fin d'année est un niveau supérieur de 50% à celui de 1938) il faut produire davantage et consommer moins: d'où le blocage des salaires et, probablement, un budget en excédent. L'effort de production portera, avant tout, sur les industries qui vendent au dehors (mécaniques, chimiques, textiles), sur les industries de base (charbon, sidérurgie) et sur l'agriculture (qui permet d'économiser des importations). Cette expansion différentielle des divers secteurs entraînera des transferts de main-d'œuvre. On veut embaucher 30.000 mineurs, 50.000 travailleurs agricoles, plus de 100.000 ouvriers dans le textile: d'où le contrôle de la main-d'œuvre.

La réalisation de ce programme implique une double action, sur la réalité physique et sur la réalité monétaire de l'économie. La répartition des matières premières, les priorités en faveur des industries exportatrices seront appliquées plus strictement. D'un autre côté, on limitera les revenus personnels. Si, en effet, il continue à y avoir plus d'argent en quête de marchandises que de marchandises offertes, les barrages seront finalement emportés et les moyens de production, hommes et matières, seront détournés des emplois les plus utiles à la communauté.

Les individus doivent utiliser leurs revenus conformément au plan de production conçu par l'administration.

Dirigisme et austérité, tels sont les mots d'ordre du gouvernement travailliste.

Personne ne mettra en doute la dignité et le courage d'une telle politique. Personne ne garantira, pas même les membres du gouvernement, que les

objectifs fixés seront atteints. Une économie à moitié libre, à moitié dirigée, où ni les syndicats ouvriers, ni les chefs d'entreprises ne sont mis au pas, où l'essentiel dépend du marché mondial, ne répond pas toujours aux injonctions des planificateurs démocrates.

Au-delà de ces incertitudes immédiates - montant du plan Marshall, mouvements des prix en 1948, consentement des syndicats au blocage des salaires, transfert de main-d'œuvre vers les industries prioritaires - il subsiste une incertitude fondamentale. Les revenus invisibles rapportaient 250 millions de livres en 1938, ils en coûtaient 15 en 1947. La Grande-Bretagne était accoutumée à acheter au dehors pour 300 millions de livres de plus (aux prix de 1938, soit au moins le double aux prix actuels) qu'elle ne vendait. Suffira-t-il, pour rétablir l'équilibre de s'engager toujours plus avant sur la voie de l'austérité et de la contrainte? Entre la zone sterling, les États-Unis et l'Europe occidentale, quelle place choisira la Grande-Bretagne?

Prendre le travaillisme en exemple

Le Figaro
23 septembre 1948

M. Léon Blum vient de rapporter, dans deux articles récents, une partie du dialogue qui s'est déroulé au conseil des ministres (celui que présidait M. André Marie) entre les socialistes et M. Paul Reynaud. Ce dernier invoquait l'exemple travailliste et conjurait ses collègues de la S.F.I.O. de montrer le même courage que Sir Stafford Cripps et les Trade-Unions britanniques, qui se plient aux disciplines de l'austérité et soutiennent la politique gouvernementale de blocage des salaires. M. Léon Blum répond que la situation de notre pays n'est pas comparable à celle qui existe de l'autre côté de la Manche. Là-bas, les restrictions sont universellement imposées et acceptées. Une ration alimentaire de base est distribuée à des prix fixes grâce à des subventions alimentaires, dont le montant dépasse, cette année, 450 millions de livres sterling (c'est-à-dire plus de 350 milliards de nos francs actuels). Les profits des entreprises ont été strictement limités: un ministre anglais a le droit de faire appel au sens civique des ouvriers et de leur demander des sacrifices, précisément parce que les impératifs de la justice sociale sont respectés. Comment un socialiste français oserait-il tenir le même langage, alors que le désordre économique ajoute aux maux de la pénurie le scandale de l'injustice, le contraste entre des profits aussi vite accumulés que dépensés et la misère des économiquement faibles, les privations des travailleurs?

On ajouterait aisément à cette plaidoirie quelques chiffres. D'après les statistiques, la valeur réelle des salaires en Grande-Bretagne aurait augmenté, par rapport à l'avant-guerre, de 10 à 25%, cependant que celle des traitements aurait baissé de 25 à 30% et celle des profits de 25%.

Sir Stafford Cripps lui-même a donné les chiffres suivants: le total des salaires et traitements monterait annuellement à 4.696 millions de livres, le total des profits distribués à 320 millions. Si l'on réduisait d'un quart les profits, on n'aurait à ajouter que 4 pences à chaque livre de salaires, soit une hausse de 1 à 2%.

On doit, à coup sûr, *admirer* le civisme et le courage du peuple anglais. Il n'est pas sûr que l'on puisse *imiter* la technique économique du travaillisme.

Situations incomparables

Personne ne niera la réalité de l'opposition que souligne M. Léon Blum. Les arguments qu'il avance sont en eux-mêmes incontestables. Mais ils ne tranchent pas la question, car on se demandera si un pareil système (dont les socialistes se font aujourd'hui les propagandistes, mais dont ils n'ont jamais voulu les moyens indispensables) était praticable en France.

Laissons de côté la raison trop facile que l'on invoque d'ordinaire: le sens civique des Anglais et l'indiscipline des Français. Techniquement la distribution administrative de la ration alimentaire de base est facilitée en Grande-Bretagne par des circonstances particulières: 60% environ de la nourriture, importés d'outre-mer, sont directement contrôlés par les services; d'autre part, la production des denrées alimentaires est concentrée dans un demi-million de fermes, alors qu'elle est dispersée en France dans un nombre quatre à cinq fois supérieur. L'échec du dirigisme français, en fait de ravitaillement, comparé au succès britannique, n'est donc pas dû seulement à l'inefficacité bureaucratique ou à la fraude individuelle. Les données du problème n'étaient pas les mêmes.

On oublie que certaines rations alimentaires dont se contente la population anglaise, seraient malaisément acceptées par les Français. La ration de viande, par exemple, suffit pour un ou, à la rigueur, deux repas par semaine. Sauf les économiquement faibles, tous les Français ont les moyens d'acquérir une quantité au moins égale à celle de la ration britannique. Il reste vrai, cependant, que la pénurie est plus mal supportée quand elle n'est pas partagée par tous et que l'ouvrier britannique, qui n'est probablement pas mieux nourri que l'ouvrier français, garde des ressources largement supérieures pour ses autres dépenses.

Personnellement, je jugeais souhaitable, au lendemain de la Libération, de maintenir quelques années une répartition administrative des denrées alimentaires de base. Je craignais que la libération des produits essentiels, aussi longtemps que les Français n'auraient pas les ressources nécessaires pour satisfaire leurs habitudes, ne précipitât l'économie dans le cycle infernal. Mais, dès la fin de 1945, les ministres, y compris les ministres socialistes, ont commencé de désagréger l'organisation administrative, indispensable au dirigisme (par exemple, en supprimant les commissions d'achat pour la viande, les pommes de terre). Or, à partir du moment où le dirigisme renonce à chercher les produits à la ferme et à les suivre jusqu'aux consommateurs des villes, il perd presque toute chance de succès.

Aujourd'hui le choix n'est pas entre le dirigisme rationnel de style anglais et un libéralisme théorique, le choix est entre le système actuel, équivoque et

anarchique, et un effort, soit pour reconstituer un appareil dirigiste, soit pour généraliser et rationaliser les méthodes libérales.

Les socialistes n'ignorent pas qu'ils n'obtiendront jamais de majorité pour un retour au dirigisme. Et nous savons que, même s'ils disposaient d'une majorité parlementaire, ils hésiteraient à rétablir les contrôles qu'ils ont eux-mêmes supprimés par souci de leur clientèle paysanne. Il ne reste donc qu'à prolonger le chaos présent ou à tenter enfin de corriger les déséquilibres et les distorsions de prix en laissant jouer peu à peu les mécanismes du marché.

Il est singulièrement plus facile aux travaillistes, qui exercent seuls le pouvoir et qui ne sont pas menacés par les communistes, qu'aux socialistes français - sur ce point, M. Léon Blum a évidemment raison - de prêcher la patience aux travailleurs. Il n'en résulte pas qu'une hausse générale des salaires fût, en juillet dernier, conforme à l'intérêt des salariés. À l'heure présente, après les semaines de crise politique que nous venons de traverser, on peut la tenir pour inévitable. Mais on ne voit pas quel miracle empêcherait cette hausse de déclencher les mêmes effets que les précédentes: augmentation du prix de la vie par suite du gonflement de la demande, incrédulité monétaire, stockage des marchandises, recherche des biens réels, freinage des exportations, etc.

Bien plus, les hausses des revenus nominaux ont tendance à accroître l'iniquité sociale que dénoncent les socialistes. Producteurs et intermédiaires voient se gonfler leurs profits à mesure que des francs plus nombreux pourchassent des biens dont la quantité n'augmente pas (ou parfois diminue par suite de la fuite devant la monnaie). L'inflation, au point où elle en est arrivée en France, est la plus grande cause d'injustice.

Les socialistes n'ignorent pas ce mécanisme: ils ont assez souvent défendu le principe du blocage. Ce qui est en question, c'est la méthode de stabilisation. Or, sur ce point, l'exemple anglais, à nouveau, ne nous sert de rien, parce que nos voisins ignorent les difficultés propres à l'économie française: conflit entre campagnes et villes sur le cours des denrées alimentaires, déficit des finances publiques, impossibilité d'emprunts. Ces différents phénomènes s'amplifient les uns les autres. Pour une part, les hausses des prix s'expliquent par la répugnance des producteurs à échanger leurs produits contre des francs. Chaque hausse de salaire détruit l'équilibre espéré du Trésor public. L'inflation précipite une frénésie de dépenses, de telle sorte que l'État a trop souvent financé ses investissements par des crédits bancaires. Le système économique forme un tout. On n'arrivera pas à établir l'équilibre si on ne s'attaque pas simultanément à tous

les aspects de la crise: salaires, prix alimentaires, réforme fiscale, investissements du secteur nationalisé, incrédulité monétaire.

En janvier dernier, M. René Mayer a essayé de compenser une hausse des salaires par des prélèvements fiscaux. Il a réussi du moins à ralentir l'allure du mouvement. Sept ou huit mois se sont écoulés avant que le rapport prix-salaires se retrouve analogue à ce qu'il était avant la hausse de janvier. On tente à nouveau une sorte de prélèvement compensateur. Mais, entre temps, les chances de succès se sont encore amenuisées. Il était légitime, hier encore, de tenter une stabilisation de la monnaie à partir du blocage des salaires et de l'équilibre budgétaire. Désormais je doute qu'aucune stabilisation soit possible sans réforme monétaire. Mais il va de soi qu'il faut un véritable gouvernement pour sauver ou créer une monnaie.

L'exemple belge

Le Figaro
28 septembre 1948

Le miracle belge fait l'accord des touristes et des économistes. Les premiers admirent le luxe des étalages, les seconds les statistiques de la production et de la balance des comptes. Le niveau de la production dépasse largement d'un quart celui d'avant guerre (qui n'était pas, comme celui de la France en 1938, anormalement déprimé). Les exportations couvrent les importations, au cours du premier semestre de 1948, dans la proportion de 80 à 85%, chiffre proche de celui d'avant guerre (90%). Le déficit de la balance commerciale est à peu près compensé grâce aux autres postes de la balance des comptes et, en particulier, aux mouvements de capitaux, attirés par la solidité de la monnaie (encore que les Belges manquent, eux aussi, de dollars).

On se plaît d'ordinaire à imputer le "miracle belge" à des circonstances accidentelles. Les dommages de guerre ont été moins considérables qu'en Hollande ou en France; le Congo belge, bien qu'il ait un compte distinct, a fourni des devises à la métropole. De l'été 1944 à la victoire, des centaines de milliers d'hommes ont été stationnés en permanence sur le territoire de la Belgique qui, seule de tous les pays d'Europe, a eu un compte de *lease-lend* créditeur. Enfin, le pays était normalement exportateur de certains produits (acier) que le monde entier désirait acheter.

On se plaît, au dehors, à insister sur ces bonnes chances, de manière à réduire la part qui revient à la politique adoptée par les autorités. Et pourtant, n'est-il pas frappant qu'à la question toujours posée: qu'est-ce qu'on fait les Belges, il faille répondre: le contraire des autres Européens?

Contrôle indirect

Au lendemain de la Libération, la pénurie régnait en Belgique comme ailleurs. Une décision fondamentale devrait être prise: accorderait-on la priorité aux importations de biens de consommation ou aux biens d'investissement? La Belgique, seule, choisit le premier terme de l'alternative. Convaincue que la population belge tout entière, sans distinction de classe, détestait les contrôles et souhaitait retrouver le plus vite possible les habitudes de consommation tenues pour normales, on utilisa les devises dont on disposait pour acheter d'abord, non des machines, mais des biens de consommation, sans trop distinguer, comme

partout ailleurs, entre importations indispensables et importations dites de luxe. Au fur et à mesure que la pénurie était surmontée, on renonçait à la distribution administrative des produits, tombée d'elle-même en désuétude et aujourd'hui en voie de complète disparition.

De telles méthodes libérales n'avaient de sens qu'à la condition de juguler l'inflation, c'est-à-dire d'équilibrer pouvoir d'achat et volume de marchandises. Cet équilibre ne fut pas tant obtenu par l'échange des billets avec blocage (expédient discuté, dont les effets, en tout état de cause, ne se prolongèrent pas au delà de quelques mois) que par la montée des prix à un niveau adapté à la quantité des moyens monétaires. L'indice des prix, comme celui des salaires et des moyens monétaires, s'est fixé finalement entre 3,5 et 4 par rapport à l'avant-guerre. La Belgique évita donc et le niveau artificiellement bas des prix anglais et hollandais et la course échevelée des prix français.

L'équilibre lui-même n'est maintenu que grâce à une politique rigoureuse du crédit. Le taux d'escompte a été élevé par étapes jusqu'à 3 1/2%. Les banques privées doivent investir 60% de leurs dépôts en certificats du Trésor (dont le taux d'intérêt est faible), de telle sorte que le taux des avances à l'industrie s'élève jusqu'à 6 ou 7%. Là encore, la Belgique prit le contre-pied de la politique d'argent à bon marché, dont M. Dalton fut, en Grande-Bretagne, le champion, et qui aboutit outre-Manche au désastre de 1947.

En bref, le gouvernement belge a préféré au contrôle direct des biens le contrôle indirect des moyens monétaires. La politique choisie a constamment tendu à créer les conditions dans lesquelles les mécanismes du marché pouvaient jouer. On voit à quel point cette politique, inspirée et dirigée par des socialistes, passerait, en France, pour "réactionnaire".

Car, aux yeux des Français, le miracle belge, c'est que cette réussite libérale ait été l'œuvre des socialistes belges. C'est un président du conseil socialiste qui, dans le mois critique où les revendications (légitimes) des salariés menaçaient de déclencher une nouvelle vague d'inflation, a non seulement décrété un blocage des salaires, mais interdit les grèves pour six mois. Ce sont des ministres socialistes qui ont réussi à convaincre la classe ouvrière que les hausses générales de salaires étaient le plus souvent funestes aux salariés eux-mêmes et que le remède à l'insuffisance du pouvoir d'achat des plus défavorisés devait être cherché dans un élargissement du système des allocations familiales. Ce sont des ministres socialistes qui ont préféré la liberté d'initiative et le "rationnement par l'argent" aux plans étatiques d'investissements, à la nationalisation des

industries-clés et à la répartition administrative des produits.

La classe ouvrière a-t-elle été la victime du miracle? Consultons les chiffres. Les revenus du travail représentaient, en 1938, 48,1% du revenu national, ils en représentent en 1947 53,7. Les revenus mixtes (profits des entrepreneurs) montaient à 30%, ils s'élèvent à 36,1. Les revenus du capital sont tombés de 21,9 à 10,2.

Autrement dit, les revenus du capital ont supporté le plus fort prélèvement. Les profits, gonflés au lendemain de la Libération, du fait même de l'inflation, de la pénurie et des transactions illégales (42,2% en 1946) ont diminué en 1947 avec le retour de l'abondance et la suppression des contrôles.

Il y a quelques jours, dans *Le Monde*, un de nos meilleurs critiques de la scène politique, M. Duverger, décréait doctoralement que la méthode libérale "ferait peser le poids principal des sacrifices nécessaires sur la classe ouvrière et l'ensemble des salariés". L'expérience belge lui inflige un démenti éclatant. Certes, la méthode libérale ne met pas fin aux inégalités. Du moins a-t-elle sur l'actuelle méthode française le mérite de ne pas les aggraver. Libéralisme et dirigisme sont des techniques et non des politiques. Le dirigisme russe vise à comprimer le niveau de vie des masses afin de réserver le maximum de ressources à l'accumulation du capital. Le dirigisme travailliste a visé et obtenu une redistribution du revenu national au profit des salariés. Combiné avec une fiscalité efficace, le libéralisme n'implique pas une inégalité de revenus plus grande que toute autre méthode.

Difficultés

Les hommes ne sont jamais heureux, les économies jamais équilibrées. La Belgique connaît, elle aussi, des difficultés qui, au cours de ces derniers mois, vont s'aggravant. Certains secteurs subissent le contre-coup du succès général: parce que le franc belge est une monnaie dure, les hôtels sont désertés par les touristes étrangers. Anvers ne sert plus de débouché à l'économie de l'Allemagne occidentale, parce que le trafic (pour des raisons de devises) est détourné vers les ports allemands.

On s'est demandé, surtout au dehors, si la Belgique ne payera pas demain sa politique d'abondance. Le rythme de la reconstruction et des investissements est-il assez rapide? Les observateurs belges répondent affirmativement, 74 milliards environ auraient été dépensés pour la reconstruction depuis la Libération, en 1947 15% du revenu national. L'âge moyen du parc de machines-outils aurait été ramené, entre 1944 et 1947, de 20 à 16 ans.

Plus graves sont les premiers signes de ralentissement d'activité. Le nombre des chômeurs a augmenté et approche 140.000 à 150.000. Le marché intérieur semble sur certains points saturé et surtout les industries exportatrices se heurtent à des obstacles. Certaines ont des prix trop élevés. Précisément parce que le franc belge est rare, les autres pays réduisent le plus possible leurs achats de produits belges, en dépit des accords conclus (c'est le cas, par exemple, de la Suède et de la Hollande). Victime de sa prospérité, la Belgique a consenti les plus gros sacrifices dans la répartition des dollars américains, puisqu'elle a mis à la disposition des échanges intereuropéens les quatre cinquièmes de sa part.

La Belgique devra-t-elle éprouver la vérité du dicton, qu'il est dangereux d'être seul sage dans un monde de fous?

Les contradictions françaises

Le Figaro
30 septembre 1948

Ni l'exemple travailliste, ni l'exemple belge⁽¹⁾ ne nous enseignent ce qu'aurait dû être ou ce que devrait être la politique économique de la France.

Le contraste entre les méthodes adoptées par les ministères socialistes de Belgique et le ministère socialiste de Grande-Bretagne a seulement pour but et pour intérêt de dégager brutalement les contradictions dont la France est prisonnière et que la ruine de la monnaie risque de sanctionner.

Résorber ou refouler l'inflation

Au lendemain de la Libération ou de la victoire, tous les pays de l'Europe occidentale se trouvaient en face du même problème: la disproportion entre les biens disponibles et les moyens monétaires, gonflés par les revenus distribués pendant les hostilités, dont la contrepartie réelle avait été prélevée par l'ennemi ou s'était dispersée en fumée. On concevait fondamentalement deux méthodes possibles pour éviter la course indéfinie des prix et des salaires: ou bien *résorber* l'inflation ou bien la *refouler* et la *canaliser*. Les Belges ont adopté le premier terme de l'alternative, les Anglais et les Hollandais le second.

Toutes les mesures prises par les Belges forment un ensemble cohérent, orienté vers le rétablissement d'un équilibre réel entre pouvoir d'achat et marchandises: priorité accordée aux achats de marchandises consommables, limitation du plan d'investissements, politique d'argent cher, restriction de crédits, hausse des prix et des salaires proportionnée au volume des moyens monétaires, libération progressive des marchandises au fur et à mesure du retour à un approvisionnement normal.

Anglais et Hollandais, les premiers au moins jusqu'en 1948, n'ont pas cherché immédiatement à rétablir un équilibre réel entre moyens monétaires et prix, pouvoir d'achat et marchandises. Par l'usage combiné des contrôles, des rationnements, des subventions alimentaires, ils ont refoulé l'inflation, ils l'ont empêchée de se manifester sur les marchés des produits essentiels pour les budgets ouvriers. La stabilité du prix de la ration alimentaire de base permettait de stabiliser les salaires ou, du moins, d'en ralentir la montée.

Les gouvernements français n'ont ni *résorbé*, ni *refoulé* l'inflation. Ils ont maintenu la répartition administrative de certaines denrées (lait, beurre, blé,

sucre), libéré d'autres (viande, légumes). Les marchandises réparties ne suffisaient pas à constituer une ration de base, distribuée à prix fixe. La hausse des prix libres entraînait des hausses de salaires. Ce système composite ajoutait aux inconvénients de la liberté ceux des distorsions de prix sans avoir aucun des avantages du dirigisme britannique.

Mais, en même temps, on n'a créé aucune des conditions nécessaires à la réussite libérale de style belge. On n'a ni comprimé le déficit des finances publiques, ni élevé les taux d'intérêt, comme l'aurait exigé une politique de stabilisation, fondée sur le contrôle des moyens monétaires. Les autorités ont hésité entre l'argent cher et l'argent bon marché. M. René Mayer avait compris la nécessité de joindre les limitations de crédit aux prélèvements fiscaux, mais l'expérience fut tardive et éphémère. Enfin, une fois ou deux par an depuis 1944, on procède à une hausse générale et hiérarchisée des salaires, qui ne saurait améliorer le sort des plus défavorisés, mais, en revanche, accroît les profits de certains producteurs et des intermédiaires.

Il est possible qu'on ait eu, en 1944 et 1945, le choix entre deux méthodes: le contrôle direct des biens, par les priorités et les rationnements, le contrôle indirect des moyens monétaires par une politique de la fiscalité et du crédit. Il est certain (et il était prévisible) que le refus et des contrôles directs et des contrôles indirects ne pouvait que précipiter l'économie française dans le cycle infernal.

La déflation inévitable

En Grande-Bretagne, le dirigisme a retardé et déplacé les conséquences de l'inflation, il ne les a pas supprimées. En 1947, l'excès du pouvoir d'achat entraînait la hausse sur tous les marchés non strictement contrôlés. Du coup, les industries libres, les moins utiles pour la communauté, accumulaient les profits et attiraient la main-d'œuvre. Le marché intérieur absorbait une trop grande part de la production nationale et les exportations progressaient trop lentement. Le gouvernement travailliste, sous la direction de Sir Stafford Cripps, joignit, donc, la déflation ou, comme on dit la "désinflation" ou contrôle physique des marchandises. Les taux d'intérêt tendirent à se relever, un budget supplémentaire fut présenté en automne, de telle sorte qu'un excédent substantiel de recette réduisit le pouvoir d'achat de la population, salaires et profits furent bloqués. Les résultats s'inscrivent dans les statistiques. Le déficit de la balance commerciale a été sensiblement réduit depuis l'an dernier, les exportations atteignent en volume 150% de l'avant-guerre. Rien n'est encore résolu: les dettes de guerres subsistent, les dollars que fournit le plan Marshall demeurent indispensables. On peut se

demander si le maintien du niveau des prix actuel et du taux de change de la livre sera jamais compatible avec le desserrement des contrôles. La stratégie économique du gouvernement travailliste prêta à discussion, si admirables, que soient la technique des dirigeants et le civisme du peuple britannique.

Il ne saurait plus être question, en France, de canaliser l'inflation, il faut la résorber. La méthode britannique aurait pu se justifier, il y a quatre ans, au lendemain de la Libération, alors qu'effectivement les ressources alimentaires étaient largement inférieures aux besoins coutumiers du pays. Aujourd'hui cette pénurie a disparu pour la plupart des produits. Si l'on ne parvient pas à stabiliser le prix de la vie, c'est que les finances publiques ne sont pas en ordre et que sévit une crise, psychologique et politique à la fois, suite de ces quatre années d'inflation: personne n'a plus confiance en la monnaie.

La crise des finances publiques est elle-même, pour une part, l'effet de l'incrédulité monétaire. L'État a pris en charge les investissements du secteur nationalisé et la reconstruction. Il n'a aucune chance de financer celle-ci et ceux-là uniquement par l'impôt. Ou du moins, s'il y prétend, il devra recourir à la contrainte dans une large mesure. Normalement c'est par l'emprunt que l'Électricité de France devrait financer la construction des barrages, les Houillères de France, la modernisation de l'outillage, l'État français la réparation des dommages de guerre. La législation des loyers, depuis vingt ans, interdit de trouver de l'argent pour la construction d'immeubles. La manière dont ont été traités les actionnaires des sociétés privées d'électricité et de charbon, la dévalorisation de la monnaie rendent difficiles, pour ne pas dire impossibles, les emprunts de l'Électricité ou des Houillères de France. Plus généralement, le franc n'est plus une monnaie dans laquelle il soit possible d'emprunter.

L'expérience de M. René Mayer marque la dernière tentative pour stabiliser prix et salaires, rétablir la confiance en la monnaie par la méthode classique de prélèvements fiscaux, de restriction de crédits et de blocage des salaires. Les prélèvements Queuille ne comblent même pas entièrement le déficit de 1948. À la rentrée du Parlement, il faudra chercher des centaines de milliards pour 1949.

Les Belges n'ont pas lancé de vastes plans d'équipement au lendemain de la Libération. Les Anglais en ont lancé, mais ils ont prêché l'austérité. Seuls les Français ont prétendu à la fois investir davantage et consommer davantage. La monnaie a été victime d'une politique contradictoire, qui refusait de choisir entre des techniques incompatibles, qui voulait la fin sans vouloir les moyens. Le moment est dépassé où il aurait suffi de prendre exemple sur les uns ou sur les

autres. Le remède doit être adapté à un mal qui nous est propre. Aucun pays ne peut vivre sans une mesure des valeurs, aucun pays ne peut vivre sans monnaie.

[\(1\)](#) Voir le *Figaro* des 23 et 28 septembre.

Puissance de la monnaie

Le Figaro
29 octobre 1948

Depuis qu'elle est, grâce à la réforme monétaire, sortie d'une misère sans espoir, l'Allemagne occidentale connaît un redressement économique presque miraculeux. Mais elle connaît aussi les conflits de doctrine et les oppositions d'intérêts qui agitent, depuis la fin de la guerre, tous les pays d'Europe. Rien ne ressemble tant à nos querelles du dirigisme et de la liberté que les querelles entre sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens (qui, de l'autre côté du Rhin, sont de tendance libérale) sur les avantages et les inconvénients du mécanisme des prix et de la répartition administrative des produits.

L'introduction de la nouvelle monnaie a donné d'abord des résultats sensationnels. Dans quelques secteurs, la production a augmenté de plus de 50%, globalement elle atteignait en juin 44%, en septembre 67% du volume de 1936. Au rythme actuel, la production de l'acier approche sept millions de tonnes par an. L'ouvrier travaille mieux, parce que les marks gagnés lui donnent la certitude de conditions de vie meilleures, le commerçant ou le paysan cesse de dissimuler ses récoltes, son bétail ou ses stocks, parce que la monnaie, au lieu d'être sans pouvoir d'achat comme l'ancien mark, au lieu de n'avoir qu'une valeur fondante comme en France, a retrouvé sa fonction et sa stabilité.

Mais l'expérience monétaire s'est accompagnée d'une expérience économique. On "libéra" les produits industriels et la plupart des produits agricoles. Du coup, une controverse s'est instituée sur la part respective de la monnaie saine et des prix libres dans l'assainissement économique. Et une controverse plus vive encore sur l'attitude à adopter à l'égard de la hausse des prix: retour au contrôle ou maintien de la liberté.

La hausse des prix

La bizone, en dépit des progrès réalisés depuis six mois, passe incontestablement par une crise grave. L'origine en est la hausse des prix, qui suscite les revendications des salariés, fait naître de nouvelles inquiétudes sur la stabilité de la monnaie et pousse les socialistes à réclamer le rétablissement du dirigisme.

La hausse des prix, par rapport aux niveaux officiels et fictifs d'hier, était prévisible et inévitable. Elle traduit l'appauvrissement du pays, l'usure du

matériel, la diminution du rendement. Le rapport prix-salaires doit être différent aujourd'hui de ce qu'il était en 1938: comment les masses pourraient-elles obtenir, après le désastre, les mêmes moyens d'existence que dans le Reich puissant et glorieux? De plus, il était difficile d'adapter exactement la quantité de monnaie mise en circulation aux ressources. Il semble qu'en dépit de la rigueur des autorités alliées, on ait été plutôt trop généreux. Avec une production inférieure d'un tiers, la quantité de monnaie par tête de la population est à peu près la même qu'avant la guerre.

Le marché libre ne s'applique qu'à l'économie intérieure. Pour les exportations, une agence alliée a conservé son monopole. Pour les importations, tout dépend des dons américains. Il suffit que les arrivages de telle ou telle matière première diminuent, pour que la production, à son tour, se ralentisse et que les prix des marchandises montent (textiles, souliers).

La vitesse de la circulation s'est accrue pour des raisons surtout psychologiques: on n'épargne guère, à la fois parce que le niveau de vie est encore bas, parce que les épargnants viennent de perdre toutes leurs réserves, parce qu'on a des besoins indéfinis à satisfaire après tant de privations. Du coup, la disproportion entre la demande solvable et l'offre, pour certains produits de consommation courante, est telle que les intermédiaires et les commerçants sont en mesure de réaliser des bénéfices qui scandalisent l'opinion.

Enfin, on attend la loi qui doit fixer la répartition des charges entre ceux qui furent frappés et ceux qui furent épargnés par les bombardements, déportations, spoliations, etc. En dehors même de cette liquidation du passé, les finances des États sont déséquilibrées, et elles le resteront tant que les frais d'occupation n'auront pas été réduits, que l'appareil administratif, artificiellement gonflé, n'aura pas été considérablement allégé.

Cette description des difficultés allemandes s'appliquerait sans grand changement aux difficultés françaises. Les principales différences sont que le niveau de vie allemand est encore largement inférieur à celui des Français et que la bizone a une monnaie neuve, encore respectée, alors que nous avons une monnaie à l'avant-dernier stade de la dévalorisation.

À l'intérieur de l'administration économique de la bizone, comme à l'intérieur de chaque gouvernement français, libéraux et dirigistes s'affrontent. Le tenant des méthodes libérales est le directeur des Affaires économiques, Dr Erhard. Le directeur de l'agriculture et du ravitaillement, Schlange-Schoeningen, est partisan, au moins à titre provisoire, de contrôles renforcés.

C'est évidemment dans le secteur du ravitaillement que la libération des produits a été la plus limitée, céréales et viande restant soumises au régime de la répartition administrative à prix fixes. Du coup, ces prix se sont trouvés anormalement bas et les paysans, obligés de payer à des cours plus élevés les produits industriels, ont protesté. Le directeur de l'agriculture est revenu sur la libération d'un certain nombre de produits agricoles (animaux de trait, semences, œufs) et un conflit public a éclaté entre lui et le directeur de l'économie. Non que celui-ci entende laisser libre cours aux mouvements "spontanés" des prix. Il se propose d'appliquer une loi sur les profits illicites, de publier régulièrement, pour les objets de consommation, des échelles de prix normaux, correspondant aux coûts de production et qui serviraient d'indication et de défense aux consommateurs. En d'autres termes, le conflit n'est pas entre un dirigisme intégral et un libéralisme théorique, mais entre deux tendances opposées.

L'expérience ne laisse guère de doute. Autant il peut être légitime, en tel cas particulier, de bloquer provisoirement un prix, autant la tentative pour reconstituer la gestion bureaucratique de la pauvreté serait vouée à l'échec. Là-bas, comme ici, le produit "réenchaîné" tend à disparaître. La zone française, qui a résisté davantage à l'expérience libérale, n'est certes pas celle où les progrès les plus marqués ont été accomplis.

D'un autre côté, l'expérience du marché demeure en suspens. Si l'on consent à des hausses générales de salaires, on augmentera la disproportion entre revenus et biens disponibles et l'on entrera dans le "cycle infernal". Mais si les prix demeurent trop élevés, les salariés accepteront-ils indéfiniment le rationnement par l'argent? Il est indiscutable que celui-ci leur accorde substantiellement plus que le dirigisme d'hier. Mais l'on supporte peut-être plus aisément la pénurie qui semble commune que des privations inégalement distribuées. De plus, les sociaux-démocrates, pour priver leurs adversaires actuellement au pouvoir des mérites et des bénéfices politiques du redressement économique, dénoncent le retour à la liberté et font espérer les avantages conjugués de l'assainissement monétaire et d'une répartition plus égalitaire. À les en croire, ce n'est pas le rétablissement du marché, mais seulement la nouvelle monnaie qui a suscité l'extraordinaire expansion. Comme si la monnaie aurait pu jouer son rôle si les prix étaient demeurés artificiels, sans rapport avec les coûts de revient relatifs des produits!

Il est probable que, pour l'instant, l'expérience libérale va être poursuivie. On ne saurait s'en dissimuler la précarité, puisqu'une victoire électorale de la sociale-

démocratie suffirait à renverser l'orientation, et que le succès, même sur le plan économique, dépend autant des alliés que des autorités allemandes. À la longue, en Allemagne comme en France, il n'y a d'autre solution qu'un accroissement de la production. Nous en étions, avant les grèves, à 115% du niveau de 1938, l'Allemagne est à 70% du niveau de 1936, ici et là, il reste un long chemin à parcourir pour relever les ruines et restaurer le niveau de vie des masses.

En attendant, l'exemple de la bizone nous rappelle quelques vérités de sens commun, qu'on ne se lassera pas de répéter. Une économie sans monnaie n'est pas seulement désorganisée, elle est aussi paralysée. Il serait absurde d'attendre d'un assainissement monétaire, en France, des bienfaits aussi éclatants que dans la bizone. Il ne serait pas absurde d'en attendre la fin de la guerre entre villes et campagnes, car c'est la défiance à l'égard de la monnaie qui oblige à réquisitionner ce que les paysans vendraient volontiers s'ils croyaient à la valeur du franc.

La réforme monétaire, par elle-même, ne rétablirait pas plus en France qu'en Allemagne l'équilibre des prix et des salaires, des ressources et des besoins, mais au point où nous en sommes, on ne rétablira pas cet équilibre sans une réforme monétaire.

Inimitable Angleterre. Le système des deux partis

Le Figaro
18 novembre 1948

Au XVIII^e siècle, Montesquieu demandait à la Constitution anglaise le secret de la liberté. Combien, aujourd'hui, lui demandent le secret de la stabilité?

Depuis deux siècles et demi, le Royaume-Uni ignore les révolutions. La nationalisation de l'acier est annoncée au pays par le discours du Trône. Le roi s'est rendu en carrosse à la séance solennelle du Parlement, il y a été accueilli par un speaker en perruque: les rites séculaires sont soigneusement entretenus, même par ceux qui bouleversent la structure de la société.

Pas plus qu'elle ne paraît vulnérable aux révolutions, la Grande-Bretagne ne paraît menacée par les crises ministérielles et politiques, train courant des démocraties continentales, maladie galopante de la démocratie française. Normalement les gouvernements disposent de cinq ans. Ils décident parfois eux-mêmes d'abrèger leur durée, soit pour répondre à des circonstances exceptionnelles (crise monétaire de 1931, crise militaire de mai 1940), soit pour solliciter des électeurs un nouveau mandat.

Certes, la démocratie britannique n'évita pas non plus les erreurs, parfois les plus graves. Il me paraît difficile de concevoir une diplomatie plus absurde que celle du *Foreign Office* entre les deux guerres. Le Quai d'Orsay n'a probablement rien à se reprocher qui se puisse comparer au traité naval anglo-allemand de 1935. Et, je l'avoue, chaque fois que je pense à Neville Chamberlain, je trouve quelque mérite à l'instabilité française.

Malgré tout, la plupart des critiques du parlementarisme français s'accommoderaient aisément des institutions britanniques. Celles-ci sont malheureusement inimitables et, dès que l'on prétend à les transposer, les opinions divergent.

Gouvernement et opposition

La démocratie, au sens occidental, implique le droit à l'opposition. On peut déduire de ce fait élémentaire la plupart des caractères propres aux régimes libéraux. Puisque l'opposition est légitime, l'électeur doit être autorisé à choisir entre plusieurs candidats ou plusieurs listes. Il existe donc plusieurs partis. Celui

d'entre eux qui exerce le pouvoir est incité au respect des lois et des personnes par la conviction que son règne est transitoire. La majorité n'ignore pas qu'elle risque d'être demain minorité: elle évite de faire ce qu'elle ne voudrait pas qu'on lui fit à elle-même. Cette alternance favorise la modération et protège la liberté.

Encore faut-il qu'il y ait réellement *un* gouvernement et *une* opposition. L'immense mérite du système des deux partis est de créer presque automatiquement l'un et l'autre. L'opposition ne songe pas à saboter le fonctionnement des institutions, parce qu'elle se conçoit elle-même comme le futur gouvernement. Le gouvernement ne risque pas d'être désavoué par l'Assemblée. S'il échoue il ne saurait s'en prendre qu'à lui-même ou aux choses.

Il est vrai que la scène politique anglaise n'est pas exactement conforme à ce schéma idéal. Aux dernières élections, il y avait trois partis importants (les libéraux avaient présenté des candidats dans la moitié des circonscriptions), sans compter les partis lilliputiens (communistes, parti socialiste du Commonwealth). Si la Chambre des Communes demeure fidèle à la division classique entre gouvernement et opposition, si le chef de l'opposition est un personnage officiel, appointé par l'État, c'est que le mode de scrutin (scrutin uninominal à un tour) empêche le développement des partis dissidents et tend, à chaque époque, à éliminer le "troisième parti". Les libéraux sont aujourd'hui victimes de cette règle non écrite de la politique britannique.

Aux dernières élections, les travaillistes remportèrent 383 sièges (au lieu de 166), les conservateurs 189 (au lieu de 361), les libéraux 12 (au lieu de 20). Mais les chiffres des suffrages obtenus ne traduisent pas une différence aussi considérable. Les candidats travaillistes ont obtenu 12 millions de voix environ, les conservateurs (et leurs alliés) près de 10 millions, les libéraux 2.240.000 environ. Le parti travailliste, maître complet du pouvoir pour cinq ans, représente un peu moins de la majorité du pays.

Le scrutin uninominal à un tour ne permet pas à la Chambre des Communes de refléter fidèlement le pays, il amplifie les mouvements d'opinion, il favorise démesurément le parti le plus nombreux. Pourquoi les Anglais, même ceux des partis sacrifiés, l'acceptent-ils? Parce qu'en dépit de son injustice il a un mérite incomparable: grâce à lui, un parti dispose presque toujours de la majorité absolue.

L'imitation impossible

Est-ce la distinction du gouvernement et de l'opposition qui, passée de la Chambre des Communes au pays, a favorisé la formation des deux partis ou la

relation est-elle inverse? Est-ce le système des deux partis qui a suscité le mode de scrutin ou inversement? Laissons aux historiens le soin d'en décider.

À l'heure présent, un fait est certain: que l'on introduise demain le scrutin proportionnel en Grande-Bretagne, et aucun parti n'obtiendra plus la majorité absolue, les petits groupes se multiplieront, les ministères seront formés par coalition. Qui pensera que stabilité et efficacité y gagneraient?

Est-ce à dire qu'il suffirait d'introduire en France le scrutin uninominal à un tour pour que la multiplicité des partis disparaisse, pour que deux partis rassemblent les hommes aujourd'hui dispersés entre quatre ou cinq groupes? Personne ne le prétendra. La méthode électorale d'outre-Manche accroîtrait le nombre des élus communistes (on n'arriverait jamais, entre anticommunistes, à se mettre d'accord sur le nom d'un candidat unique) et peut-être ne ferait-elle même pas surgir une majorité. Ni les familles spirituelles ni les états-majors ne renonceraient à leur autonomie.

Il y a plus. On donne pour cinq ans un pouvoir quasi absolu à un parti parce qu'on fait confiance à la bonne foi, à la sagesse des gouvernants. Ceux-ci pourraient aisément abuser de la situation, appliquer des réformes qui ne figuraient pas dans leur programme; en fait, ils ne le font pas. Ils obéissent (jusqu'à un certain point) aux impératifs du *fair play*. En tout cas, ils n'enlèvent pas à l'opposition l'espoir de la revanche, ils ne touchent pas aux lois, écrites ou non écrites, de la pratique constitutionnelle.

En France, dès que l'on parle de "majorité massive", les républicains tremblent pour la République. Non sans quelque motif: la Constitution de la IIIe République n'est devenue indiscutée qu'au moment où elle approchait du déclin. Si un parti était seul maître de l'État, aurait-il le courage et l'intelligence de ne pas exploiter exagérément sa victoire? À l'époque où la IIIe République était la plus solidement enracinée, on a manqué l'occasion d'organiser au Parlement le système des partis. Qui songerait à le faire aujourd'hui?

Le parti communiste demeure, par définition, extérieur au régime démocratique. On lui refuse la place qui lui reviendrait s'il était un parti comme les autres, parce que l'on connaît ses méthodes et ses objectifs. S'il s'emparait de l'État, il ne se laisserait pas chasser par le vote des électeurs, ou plutôt il n'y aurait plus de vote libre. Suffrages et acclamations confirmeraient le despotisme.

Que l'on suppose, en Grande-Bretagne, un grand parti communiste, et le système des deux partis cesserait de fonctionner. L'alternance des conservateurs et des travaillistes est tolérable et même utile, dans la mesure où les

conservateurs sont éclairés et les travaillistes réformistes. L'alternance des conservateurs et des communistes est inconcevable. Bien plus, l'alternance de conservateurs obtus et de socialistes doctrinaires (l'hypothèse n'est pas absurde pour la France) serait peut-être pire que nos combinaisons et nos compromis.

Les démocraties ont besoin d'un minimum d'accord entre tous les citoyens. Quand les partis ne se contentent pas de rivaliser pour l'exercice légal du pouvoir, mais rêvent d'imposer par la violence un bouleversement des institutions, conforme à leurs préférences, mais inacceptable à une large fraction du pays, le système des deux partis devient encore moins viable que celui des partis multiples.

La lutte des deux partis doit ressembler non à celle de deux ennemis mortels, mais à celle de deux équipes de football (ou, à la rigueur, de deux boxeurs). Des intérêts sont en jeu, non la vie ou la mort. Le vaincu félicite le vainqueur, jusqu'au jour de la revanche. Attlee accompagnait Churchill à Potsdam, au moment des élections. Dewey a envoyé un télégramme de félicitations à Truman. Je ne crois pas qu'on ait échangé de télégrammes, l'autre lundi, entre Jouy-en-Josas et Colombey-les-Deux-Églises.

Inimitable Angleterre(1). Puissance des partis

Le Figaro

23 novembre 1948

Les Anglais aiment à rappeler les paroles de Burke, comme les Américains citent volontiers celles de Lincoln. Un des plus célèbres discours de Burke est celui où, s'adressant aux citoyens de sa circonscription, il fit la théorie de ce que doivent être les relations entre le membre de la Chambre des Communes et ses électeurs. Le parlementaire, disait-il, n'est pas un délégué, mais un représentant. Une fois élu, il doit voter selon sa conscience, selon l'intérêt du pays tel qu'il l'aperçoit, et non pas selon les désirs, plus ou moins aveugles, de ses électeurs. L'idéal du député, sans obligation à l'égard de personne, soumis aux seuls impératifs du devoir, est aussi éloigné de la réalité britannique que de la réalité française.

Pour entrer à la Chambre des Communes outre-Manche, il faut, dans l'immense majorité des cas, obtenir le soutien d'un des grands partis. Les états-majors exigent, en échange, des personnes plus ou moins précises de fidélité. Conservateurs et travaillistes sont également astreints à une discipline, dont le style varie, mais qui renforce finalement l'autorité des comités directeurs.

Recrutement

Est-il vrai que l'organisation des partis soit funeste au parlementarisme? Est-elle contraire à la qualité du recrutement?

Les candidats des partis, en Angleterre comme en France, sont choisis par accord entre les comités locaux, travaillistes ou conservateurs, et les comités nationaux. L'autonomie des comités locaux est cependant plus marquée dans le parti conservateur que dans le parti travailliste. Le comité central de celui-ci est susceptible de refuser l'investiture aux candidats proposés par le comité local. En tout cas, il exige d'eux un engagement écrit de soutenir de leurs votes la politique du parti telle qu'elle a été définie, en théorie par le groupe parlementaire, en fait, le plus souvent, par l'état-major du parti. Les conservateurs se contentent de promesses verbales.

L'intervention croissante de l'appareil du parti n'a, certes, pas contribué à élever le niveau intellectuel de la Chambre des Communes. Le nombre des "hommes de parti", plus dévoués qu'intelligents, à coup sûr, a augmenté. Cependant, par instinctive sagesse, les partis ont évité les conséquences

dernières et fatales d'un tel système. À chaque élection générale, un certain nombre d'indépendants pénètrent au Parlement grâce à leurs seules forces. Et surtout, les comités locaux ont la sagesse de ne pas présenter uniquement des militants du cru. Ils ne mesurent pas les mérites des candidats à leur ancienneté dans le parti ou aux services qu'ils lui ont rendus. Avant la guerre de 1939, le groupe parlementaire travailliste était composé, en majorité, d'hommes qui avaient fait leur carrière dans les syndicats. Le groupe actuel comporte, pour près de la moitié, des hommes d'autre origine, journalistes, avocats, gradués des Universités d'État, qui ont renouvelé et enrichi le travaillisme et lui ont permis d'échapper à l'étroitesse de la seule optique syndicale.

À travers tout le XIX^e siècle, la classe dirigeante, en Angleterre, n'a cessé de fournir les parlementaires et les chefs de la Nation. La démocratie anglaise était d'abord une aristocratie, qui ne disparaît peut-être pas, mais qui, en tout cas, s'élargit. Du même coup, la discipline des partis remplace les relations personnelles et refoule les personnalités trop jalouses de leur indépendance.

Qu'on la déplore ou non, cette évolution est inévitable. Il importe seulement qu'elle n'en arrive pas à paralyser la promotion de talents.

Travail parlementaire

Le fonctionnement harmonieux du parlementarisme a pour condition un équilibre entre la discipline indispensable et la liberté de jugement. Un gouvernement, dont la survie dépend du vote imprévisible de vingt-cinq indépendants, est frappé d'impuissance. Une assemblée, dont la décision est déterminée à l'avance par l'autorité des *whips*, risque de devenir une chambre d'enregistrement. Quoi qu'en pensent d'ordinaire les Français, le parlementarisme britannique est plutôt menacé aujourd'hui par l'excès de discipline.

Le nombre des députés qui pourraient être réélus sans l'investiture du comité central, décroît continûment (surtout parmi les députés travaillistes). Le nombre des scrutins pour lesquels les *whips* imposent aux députés d'obéir aux directives du parti s'accroît de même continuellement. Mais là encore, une sorte de bon sens empêche les Britanniques d'aller jusqu'au bout.

Le comité directeur du parti travailliste n'a pas exclu les rebelles qui s'opposaient à la politique extérieure de M. Bevin et il fallut l'épisode spectaculaire du télégramme de vœux à Nenni, avant les élections générales italiennes, pour qu'il se résolût à sévir. Et encore les dissidents ne furent pas exclus, mais durent souscrire une déclaration de loyalisme. Sur les sujets qui ne mettent pas en cause la doctrine, comme l'abolition de la peine de mort, on a

l'intelligence de revenir aux pratiques d'hier. Chacun vote selon sa conscience, sans se soucier de son affiliation.

Enfin et surtout, l'habitude du gouvernement par discussion est telle que la certitude d'obtenir la majorité n'incline pas les ministres à une attitude du hauteur et de mépris. On tient compte des protestations, des critiques, des délibérations, même si l'on n'est pas strictement obligé de le faire. L'opinion publique, telle qu'elle s'exprime dans la presse, par les lettres aux journaux, aux parlementaires, telle que les députés la sentent dans leur circonscription, continue à peser d'un grand poids.

Rien ne serait plus facile pour les états-majors que d'abuser de leur puissance. Les institutions n'empêcheraient pas les abus. C'est l'état d'esprit de tous, des gouvernants et des gouvernés, qui a freiné la décomposition dont les démocraties de partis ont été victimes sur le continent. Ce sont les habitudes enracinées qui protègent la liberté: protection en apparence la plus fragile et peut-être la plus sûre.

L'échec de la République des partis est moins dû, comme on l'a dit, au "monolithisme" des partis qu'à leur pluralité et à l'incompatibilité de leur conception.

Il est vrai que le scrutin de liste, à la différence du scrutin uninominal britannique, dévalorisait le rôle des personnalités. Les comités locaux n'avaient guère à se soucier de la qualité des candidats. Les députés, plus étroitement encore qu'outre-Manche, étaient soumis à l'autorité des comités directeurs. En 1946, on n'entendait guère d'hérétiques à la tribune et la plupart des discours exprimaient les opinions d'un parti plutôt que celles d'un individu.

Si déplorable fût-elle, cette rigidité de la vie parlementaire n'a pas été la cause décisive de la crise. Aussi bien ce mal s'est-il, depuis deux ans, atténué, sans que la crise soit pour autant résolue. La simple vérité est que la coalition des trois partis (parmi lesquels figurait le parti communiste) ou de deux partis (plus des indépendants), dont l'un est dirigiste et l'autre libéral, pose des problèmes dont, pour son bonheur, la démocratie britannique, n'a pas idée.

Quand des partis rivaux commencent à noyauter les administrations, on peut dire qu'une démocratie est condamnée à mort. Certes, un parti au pouvoir s'assure toujours quelques positions-clés, mais quand les ministres choisissent les serviteurs de l'État en fonction non de la compétence mais du loyalisme partisan, quand, pour faire carrière, les fonctionnaires sont enclins à adhérer à l'une ou l'autre des formations rivales, le dégât causé est presque irréparable. Plus encore

que les despotismes, les démocraties valent ce que vaut l'administration. Aucun parti britannique ne songe à ébranler l'Amirauté, la Trésorerie ou l'*intelligence Service*, colonnes du temple impérial.

Quant aux divergences d'opinion, elles existent à l'intérieur du parti britannique au pouvoir, comme elles existent entre les partis français coalisés. Mais, en Grande-Bretagne, on peut surmonter les divergences par des compromis raisonnables, parce que les *leaders* ont le droit et le devoir de trancher, parce que les conflits sont pratiques et non théoriques, parce que les conflits électoraux ou doctrinaux n'interviennent pas dans la recherche des solutions. Il est loisible de contrôler un secteur et d'en libérer un autre, mais non de contrôler le blé, parce que les socialistes préfèrent le dirigisme et de libérer la viande pour plaire aux libéraux ou encore de créer un marché libre de l'or et de retirer en même temps les billets de 5.000 francs.

Les démocraties vivent de compromis raisonnables, mais elles meurent des marchandages.

[\(1\)](#) Voir le *Figaro* du 18 novembre.

Inimitable Angleterre(1). Cabinet et Parlement

Le Figaro
27 novembre 1948

On ne transposera en France ni le système des deux partis, ni les traditions morales qui permettent à la Grande-Bretagne de combiner la discipline des groupes et le libre jugement des individus. En revanche, il est un aspect du parlementarisme britannique, dont il n'est jamais question sur le continent et qui pourrait servir d'exemple: la répartition des tâches et des responsabilités entre le cabinet et les deux Assemblées.

La démocratie britannique est fondée sur la prédominance de l'exécutif. Le cabinet est pour ainsi dire l'héritier des prérogatives royales. Les Chambres légifèrent, les Communes ont toujours le droit de repousser le budget ou les *bills*. Mais elles ne sauraient user de ce droit sans précipiter une crise ministérielle. Aussi longtemps que le cabinet reste en place, c'est lui qui exerce l'autorité, sans que les Assemblées aient le moyen de la paralyser. S'il n'y a pas proprement séparation de pouvoirs, il y a du moins séparation des fonctions.

Prédominance de l'exécutif

La prédominance de l'exécutif est assurée à la fois par les habitudes et par les règlements.

Le cabinet dispose en permanence de l'équivalent de ce que nous appelons décrets-lois, que l'on appelle là-bas *delegated legislation*. Les mesures courantes, qui n'entraînent pas une modification profonde de la législation et qui sont indispensables à l'administration de la collectivité, ne sont pas soumises à la discussion des Assemblées (encore qu'elles soient déposées sur le bureau de celles-ci et puissent être, en théorie, évoquées par elles).

Le budget est présenté à la Chambre des Communes, qui le discute ensuite en deux comités, l'un pour les dépenses (*Committee of supply*), l'autre pour les recettes (*Committee of ways and means*). La discussion s'engage chapitre par chapitre, mais la Chambre ne saurait proposer ni une augmentation de dépenses, ni un nouvel impôt. La discussion du budget de chaque ministère offre aux députés l'occasion de critiquer l'administration, d'attirer l'attention sur telle question négligée, d'inviter le ministre à prendre telle initiative. Dans le cas où les opposants n'obtiennent pas satisfaction, ils peuvent provoquer un vote sur une

réduction symbolique de crédits. Cette procédure est rare et, pratiquement, le budget des dépenses n'est pas "triturer".

Le budget des recettes ne l'est pas davantage. Jusqu'à la présentation solennelle du budget à la Chambre des Communes, le chancelier est astreint à un secret absolu. Une fois divulgués, les projets entrent virtuellement en vigueur. Sans doute sont-ils discutés en détail dans le *Committee of ways and means* et parfois modifiés à la suite de la discussion. Mais le comité a plutôt le droit de suggestion que d'amendement. Il suggère au ministre d'amender ses propositions, mais il ne saurait voter que sur les textes repris à son compte par le ministre. Encore une fois, la Chambre est un organisme de contrôle, non de gouvernement.

Le cabinet a une voix prédominante dans la fixation de l'ordre du jour de l'Assemblée. En fait, les projets de loi d'initiative parlementaire, que le cabinet n'approuve pas ou sur lesquels il ne veut pas se prononcer, ne viennent jamais en discussion. C'est le cabinet qui détermine l'urgence relative des différents *bills*: c'est lui encore qui, en cas d'obstruction ou de lenteur excessive, a les moyens de mettre un terme aux débats. En bref, c'est lui qui dirige, organise, répartit le travail parlementaire.

L'activité des Assemblées comporte essentiellement le contrôle du budget, l'étude minutieuse des lois importantes, des débats généraux sur les grands problèmes politiques, des questions d'intérêt particulier ou général, posées par les députés aux ministres à un moment réservé. Au rythme actuel de la législation, c'est plus qu'il n'en faut pour absorber tout le temps disponible. Quoi d'étonnant si nos Assemblées, qui veulent en faire davantage encore (et qui se payent en plus le luxe des crises ministérielles) ploient sous le fardeau?

Réformes possibles

Il ne s'agit pas d'imiter la pratique britannique, mais de s'inspirer de l'esprit qui l'anime.

Le premier principe, simple mais fondamental, est que le gouvernement, l'administration du pays appartiennent au cabinet et non aux Assemblées. Il en résulte d'abord que le ministère doit disposer en permanence d'une "délégation législative" qui lui évite de faire examiner et voter par le Parlement des matières aussi dérisoires que les salaires des cantonniers. Il en résulte ensuite que la fixation de l'ordre du jour ne doit pas être abandonnée à la discrétion de l'Assemblée: il appartient au chef du gouvernement d'apprécier l'urgence relative des divers projets.

Il en résulte, enfin, que pour le budget et des dépenses et des recettes, le droit d'amendement, aussi bien que d'initiative, doit être limité. Je ne prétends, certes, pas que les services ministériels aient toujours raison ou que les parlementaires soient par définition moins compétents que les fonctionnaires, mais la révision des textes, d'abord en commissions, puis en séances, finit, trop souvent, même si beaucoup d'amendements sont en eux-mêmes judicieux, par donner des résultats monstrueux. Quand il s'agit de réformes à long terme de la législation, l'effort de révision est légitime (encore que les méthodes devraient être améliorées). Quand il s'agit de lois fiscales, de telles habitudes sont indéfendables. On alourdit les textes, on multiplie les exceptions, on court vainement à la poursuite d'une équité parfaite et l'on finit par aggraver des injustices massives.

On ne manquera pas d'objecter que ces réformes tendraient toutes à renforcer l'exécutif aux dépens du législatif. En Angleterre, aussi, diront certains, on déplore cette évolution. Il y a quelques années, un livre dénonça, sous le titre de *Nouveau despotisme*, les empiétements de l'administration qui, peu à peu, exerce des pouvoirs et prend des mesures qui relèveraient normalement de la Chambre des Communes.

Je ne suis certes pas, pour mon compte, un partisan du despotisme administratif. Je souhaite une libération progressive de l'économie précisément pour éviter cette "bureaucratisation" de l'existence publique et privée. Mais quels que soient les progrès de ce néo-libéralisme, les tâches de l'État resteront considérables. Prétendre que le parlementarisme fonctionne aujourd'hui comme en 1880, ce n'est pas refouler le despotisme des services, mais le multiplier par l'anarchie législative.

Une autre objection serait plus sérieuse. En Angleterre, dirait-on, les cabinets n'abusent pas de leur autorité. Ils laissent s'exprimer l'opposition, ils permettent la discussion de nombreux projets issus d'initiative parlementaire. Si un gouvernement français possédait les mêmes droits qu'un cabinet britannique, n'en abuserait-il pas?

Justifiée ou non, cette inquiétude existe. C'est elle qui élève l'obstacle auquel se heurtent les tentatives de réforme. C'est elle qu'il faut dissiper si l'on veut améliorer une pratique constitutionnelle dont personne ne nie les imperfections.

⁽¹⁾ Voir le *Figaro* des 18 et 23 novembre.

L'austérité britannique

Le Figaro
14 mai 1949

L'austérité britannique n'est pas une légende, elle est une réalité quotidienne, éprouvée par des millions de ménagères et des milliers de voyageurs, mais cette réalité est d'ordinaire interprétée de manière demi mythologique.

On oppose le niveau élevé de consommation que se permet la population française aux privations que s'impose la population anglaise. On oublie que le revenu national par tête est, de l'autre côté de la Manche, d'un tiers ou de moitié supérieur à ce qu'il est de ce côté-ci. Il est vrai qu'avec une ration réduite à dix pence, chaque famille ne mange guère de viande qu'une fois par semaine. Mais on brûle, en Grande-Bretagne, au moins trois fois plus de charbon pour le chauffage domestique qu'en France. Celle-ci est "austère" en fait de charbon, celle-là en fait de viande. Chacun économise sur les produits qu'il importe et prend quelque liberté avec ceux qu'il produit lui-même.

Technique économique, révolution sociale

Le Français porte volontiers un jugement sévère sur la cuisine britannique, soit après expérience, soit même parfois par conviction acquise à l'avance. Il est donc tout prêt à plaindre les Britanniques, réduits, par vertu, à la portion congrue. Il serait étonné d'apprendre que la consommation de lait, de poisson, de pommes de terre, de légumes, de céréales, est supérieure, en moyenne, en 1948, au niveau d'avant guerre. Les privations sont limitées essentiellement à la viande (où la baisse est de l'ordre du tiers), aux corps gras (où la baisse est de l'ordre du quart), au sucre (où la baisse est de l'ordre du cinquième). Or, avant la guerre, la consommation de sucre par tête était, en Grande-Bretagne, de 80% supérieure à celle de la France, la consommation de viande et de beurre probablement au moins 10 à 20% supérieure. Les réductions qu'a imposées le manque de devises, si sensibles soient-elles, n'ont pas le caractère "extrême" que leur prête l'opinion.

Pourquoi la nourriture des Britanniques passe-t-elle au dehors pour pire qu'elle n'est en réalité? Les uns affirment que la faute en est aux ménagères britanniques qui, dans un programme audacieux d'unité européenne, gagneraient à un stage de "cuisine continentale" (les Britanniques ne seraient pas en peine de nous payer de retour et d'offrir des stages profiteurs à nos candidats économistes, par exemple). Mais cette explication, à laquelle chacun reconnaîtra une part plus ou

moins grande de vérité, laisse de côté l'essentiel.

La Grande-Bretagne paraît plus austère qu'elle n'est, parce que les privations ont été réparties de telle sorte qu'elles frappent, avant tout, les classes privilégiées. Les bourgeois, habitués à manger de la viande à chaque repas, voient leurs habitudes bouleversées beaucoup plus que les travailleurs, qui, en dehors de leurs rations, profitent souvent des cantines d'usine. Le rationnement de guerre a permis de répandre des connaissances et des habitudes d'hygiène alimentaire. La distribution de lait et de jus d'orange aux enfants, le dosage des aliments dans la ration officielle ont contribué, non seulement à maintenir, mais à améliorer, à travers toute la guerre, la santé de la population.

Exportation et investissement

L'austérité britannique, en fait de nourriture, résulte donc de la conjonction entre une technique économique et une révolution sociale. La France n'a pratiqué ni l'une ni l'autre, non parce que nos gouvernants avaient une conception différente, mais parce que leur tentative d'imiter ce système a échoué. Il est singulièrement difficile de contrôler la répartition de produits alimentaires qui viennent de trois millions de fermes, la plupart petites ou moyennes. L'habitude de fraude prise sous l'occupation, aggravée dans le désordre de la Libération, a abouti à une telle prolifération du marché noir que la gestion, à demi administrative, du ravitaillement, cumulait les inconvénients de la répartition "dirigiste" et de la répartition libérale. Aujourd'hui la querelle a perdu toute acuité, pour la simple raison que les disponibilités alimentaires répondent à peu près à la demande coutumière.

Mais il reste deux autres aspects de l'austérité britannique qui gardent leur signification: l'effort pour restreindre la consommation intérieure, afin de libérer des marchandises susceptibles d'être exportées, l'effort pour prélever sur le revenu national une fraction importante, consacrée à la construction immobilière et aux investissements industriels.

Pour encourager les exportations, les autorités britanniques ont longtemps recouru au rationnement intérieur. Puisque le citoyen britannique n'avait le droit d'acheter qu'une certaine quantité de textiles, les fabricants étaient automatiquement amenés à vendre au dehors le surplus de leur production. Mais, progressivement, le gouvernement travailliste passe du contrôle physique au contrôle monétaire. Il laisse agir le "rationnement par la bourse". Par exemple, tous les articles textiles ont été mis en vente libre, mais le pouvoir d'achat est limité de telle sorte que les disponibilités pour l'exportation n'ont pas été

réduites. Il s'agit là d'ailleurs de décisions prises par les individus qui ont dépensé, en 1948, 762 millions de livres pour les boissons alcooliques, 772 pour le tabac et 853 seulement pour le vêtement. De même, en France, aujourd'hui, ce n'est pas par le contrôle des marchandises que l'on encouragera efficacement les exportations, mais par la limitation du pouvoir d'achat.

La Grande-Bretagne a accompli, enfin, un effort pour construire des maisons et moderniser son outillage. Les investissements bruts représentent 14% du revenu national brut, ce qui ferait ressortir une proportion relativement faible pour l'investissement net. Du moins les autorités ont-elles eu le courage, pour éviter l'inflation, de réaliser un surplus budgétaire de 427 millions de livres. En Grande-Bretagne, comme en France, l'épargne privée ne joue plus qu'un rôle secondaire dans le financement des investissements (200 millions de livres environ): surplus budgétaire et autofinancement des entreprises deviennent les facteurs décisifs.

La France, qui n'a pas un besoin moins urgent de maisons et d'outillage, devra, elle aussi, se plier aux règles de l'"austérité". Encore faut-il entendre ce mot en son sens véritable. Il s'agit de restreindre la consommation globale de la nation en vue de libérer des ressources pour la reconstruction et les investissements. On n'a pas besoin, pour atteindre un tel objectif, de distribuer administrativement nourriture ou matières premières. Il suffit de recourir aux interventions compatibles avec les mécanismes du marché: fiscalité et crédit.

La grande épreuve du travaillisme

Le Figaro
23 juillet 1949

Depuis la fin de la guerre, le gouvernement travailliste pouvait, à juste titre, se vanter d'un succès incontestable: il avait maintenu la paix sociale. La démobilisation de l'économie s'était opérée sans à-coups. Le nombre des heures de travail perdues du fait des grèves était tombé bien au-dessous des chiffres de la précédente après-guerre. Le communisme avait à peine mordu sur les troupes disciplinées des Trade-Unions. Certaines mesures, même économiquement discutables, comme les excès d'une fiscalité sans exemple dans aucun autre pays, les subventions alimentaires (qui représentent l'équivalent de 450 à 500 milliards de nos francs) trouvaient une sorte de justification dans l'adhésion de la classe ouvrière à une démocratie parlementaire, désireuse de concilier socialisme et liberté.

Les troubles actuels, dont la grève des dockers londoniens a été l'épisode le plus spectaculaire, remettent en question ces résultats, qui paraissaient acquis.

Crise syndicale

On connaît la curieuse origine de la grève des dockers. Les marins de deux cargos canadiens s'étaient mis en grève dans le port de Londres. Les cargos ayant été déclarés "noirs", les dockers anglais ont refusé de les décharger. Au bout de quelques jours, les directeurs des entreprises portuaires invitaient les dockers à décharger les deux cargos et, sur leur refus, renonçaient à les embaucher. Dès lors, les dockers ont dénoncé le lock-out, cependant que les employeurs se bornaient à affirmer qu'ils exerçaient un droit strict. Le conflit a duré des semaines et s'est aggravé au point que, pour la première fois depuis plus de vingt ans, l'état d'urgence a été proclamé et que la troupe a remplacé les dockers défaillants.

L'intervention des communistes ne prête guère au doute. Les marins canadiens, dont la grève est à l'origine de la querelle, obéissaient aux ordres d'un syndicat dissident inspiré par les communistes. Ils ont été pris en charge, en Angleterre, par des organisations communistes. Tous les grands chefs des syndicats britanniques ont condamné le mouvement, vitupéré les intrigues des meneurs. On sait d'ailleurs que, bien avant le Kominform, le Komintern s'était particulièrement intéressé aux gens de mer. Les grèves des dockers ou de marins

frappent les économies à un point sensible. Et la tradition de solidarité ouvrière rend ces corporations vulnérables aux machinations des agents secrets de Moscou.

Mais l'action du Kominform n'explique pas tout. Les dockers ont écouté les secrétaires de leur syndicat plutôt que le chef du gouvernement ou les leaders de fédération ou d'union nationale. Ni la proclamation de l'état d'urgence, ni les exhortations des ministres, du congrès des Trade-Unions, de la presse n'ont suffi à vaincre leur obstination.

Cette grève "non officielle", c'est-à-dire déclenchée par la "base" contre l'opinion des dirigeants régulièrement élus, était loin d'être un cas unique. Les mécaniciens de chemins de fer qui, il y a quelques semaines, désorganisèrent le trafic du dimanche parce qu'ils étaient mécontents d'un certain horaire de travail, prirent, eux aussi, l'initiative, sans l'assentiment de leur fédération. Ainsi, de tous côtés, on déplore le divorce entre les travailleurs et ceux qui ont mission de les représenter, on invite les dirigeants des Trade-Unions à reprendre leurs troupes en main.

Les grandes fédérations syndicales sont, en effet, menacées du mal bureaucratique. L'intervalle entre l'état-major de Londres et les secrétaires locaux tend parfois à s'élargir dangereusement. Mais l'essentiel n'est pas là. Car on invite en même temps les dirigeants ouvriers à se montrer raisonnables, à comprendre et à faire comprendre à leurs adhérents la situation du pays.

Or la raison profonde de la crise n'est-elle pas le rôle nouveau que le syndicalisme est en train d'assumer? Tant qu'il se bornait à exprimer des revendications, il était souvent vaincu par la résistance des entrepreneurs ou des choses, mais non abandonné par ses adhérents. Aujourd'hui qu'il participe au pouvoir, il ne saurait plus en éluder les obligations. De plus en plus, il a pour fonction moins de défendre et d'illustrer les revendications des masses que de défendre et d'illustrer auprès des masses les nécessités nationales.

Quoi d'étonnant que parfois "la base" se sente trahie et prenne en main la gestion de ses intérêts?

La révolte des travailleurs contre leurs chefs, passés en apparence de l'autre côté de la barricade, pour être compréhensible n'en est pas moins dangereuse. La Grande-Bretagne affronte aujourd'hui le problème décisif du socialisme démocratique: un gouvernement travailliste est-il capable de *convaincre* les travailleurs?

Sir Stafford Cripps avait démontré, l'an dernier, que le total des dividendes

distribués par les grandes sociétés, réparti entre la masse des salariés, n'augmenterait le revenu de ces derniers que de 1 à 2%. Les grands chefs syndicaux ont adopté, sans enthousiasme mais avec courage, la politique de stabilisation des salaires. Le président de la Fédération des mineurs, William Lawther, le secrétaire général de l'Union des Transports, Arthur Deakin, le président de l'Union des industries métallurgiques, Jack Tanner ont repris l'argumentation du Chancelier de l'Échiquier et mis en garde secrétaires de syndicats et ouvriers contre des hausses de salaires que l'économie nationale serait incapable de supporter sans inflation.

Sans doute ont-ils insisté, pour rétablir l'équilibre, sur le contrôle et la réduction éventuelle des marges bénéficiaires, sur la baisse nécessaire des prix. Mais ils ne se font pas d'illusions sur les résultats que de telles mesures sont susceptibles de donner dans l'immédiat. Or, des revendications de salaires sont, dès maintenant, formulées par de puissantes fédérations (chemins de fer, métallurgie).

Il est vrai que, depuis deux ans, l'indice des prix de détail a monté légèrement plus (de 100 à 111) que celui des salaires (passé de 100 à 108). Le niveau de vie des salariés se serait quelque peu abaissé au cours des derniers mois. Mais comment oublier que, dans un pays appauvri par la guerre, la classe ouvrière a vu son niveau de vie au moins maintenu avec, le plus souvent, une durée de travail réduite et des services sociaux élargis? Pour réaliser ce tour de force. Il a fallu rien de moins qu'une redistribution massive du revenu national par la fiscalité et une manipulation savante des prix.

À l'heure présente, quelle que soit la politique finalement choisie, qu'on se résigne ou non à la dévaluation de la livre, l'impératif n°1 est la baisse des prix. Celle-ci ne dépend certes pas du seul effort des travailleurs, mais, en revanche, une hausse des salaires qui, partie des chemins de fer et de la métallurgie, ne tarderait pas à se généraliser, enlèverait tout espoir de stabilisation.

Dans la situation où se trouve aujourd'hui la Grande-Bretagne, un régime communiste imposerait, par l'emploi combiné de la police et de l'enthousiasme organisé, un travail prolongé ou intensifié, pour une rémunération égale ou inférieure. Au siècle passé, la menace du chômage ou d'amputation des salaires aurait imposé la discipline et invité à un meilleur rendement. Le travaillisme a voulu réduire la part de la contrainte aussi bien économique que politique, il a misé sur le sens civique des individus, sur les libres négociations des groupes, sur le consentement et le bon sens de la nation entière. Il risque d'être ébranlé par

la révolte de ses partisans plus que par toutes les critiques de l'opposition, plus même que par le manque de dollars.

Le travaillisme a-t-il fait faillite?

Le Figaro
27-28 août 1949

Jamais les pays d'Europe n'ont été aussi loin de s'accorder qu'en ce mois d'août où siège, à Strasbourg, la première Assemblée européenne. La deuxième annuité du plan Marshall est sensiblement réduite par rapport à la première (d'un quart environ). Pour donner, fût-ce partiellement, satisfaction aux requêtes des uns, il faudrait rogner sur les parts des autres. Rien d'étonnant que des clameurs se fassent entendre.

En dehors même de cette querelle, "trop humaine", une autre cause de conflit intervient dans les relations entre la Grande-Bretagne et le continent. Depuis trois ans, Belgique, Italie, France, Allemagne ont évolué politiquement vers une sorte de conservatisme, économiquement vers un néo-libéralisme. Hommes d'État et journalistes invoquent les difficultés actuelles de l'Angleterre pour justifier leur action: le dirigisme serait voué à l'échec et le retour aux méthodes libérales offrirait seul une chance de salut. Mais est-il vrai que le travaillisme ait fait faillite?

L'effort britannique

L'opinion anglaise a réagi avec vivacité à ces accusations. Il n'est pas vrai, a-t-on affirmé de tous côtés, que le relèvement britannique soit d'aucune manière en retard sur celui des pays continentaux. *L'Economist*, en particulier, a cité des chiffres simples et indiscutables que devraient méditer les critiques libéraux.

L'indice de la production industrielle en Grande-Bretagne, au cours du premier semestre de 1949, est monté à 131 (par rapport à 100 en 1938). Il n'est dépassé que par ceux du Danemark et de la Suède. Les importations, en volume, ont été réduites de 20% par rapport à l'avant-guerre, les exportations ont augmenté de 50%. Aucun autre pays n'est en mesure de faire état de résultats comparables. Les exportations couvrent 36% des importations avec les États-Unis et le Canada, contre 27% en 1938, alors que la proportion a diminué pour les autres participants de l'O.E.C.E. depuis l'avant-guerre; la proportion reste, il est vrai, sensiblement plus élevée pour la Suède, la Suisse, ou la Belgique dont les échanges avec le Canada ne profitent pourtant pas des préférences impériales.

Mais, dira-t-on, la situation des pays à tendances libérales. France, Belgique, Italie, n'est-elle pas en train de s'améliorer, cependant que celle de la Grande-

Bretagne travailliste s'aggrave? Le fait est incontestable, mais il ne prouve pas encore les conclusions que l'on en tire. Les progrès accomplis en France dans la lutte contre l'inflation se sont répercutés sur la balance des comptes, mais nous sommes loin d'être en droit de donner nos finances en modèle et nous continuons de solliciter plus de droits de tirage que nous n'en accordons.

Si la Grande-Bretagne a été plus atteinte au cours de ces derniers mois, c'est, avant tout, qu'elle est plus vulnérable aux oscillations de la conjoncture américaine. Les exportations vers l'Amérique de tous les pays européens ont diminué, et non pas seulement celles de la Grande-Bretagne. Mais celle-ci a été particulièrement affectée par la baisse des prix des matières premières de la zone sterling (caoutchouc, cacao, étain, laine, etc.). En quoi une politique libérale aurait-elle évité la régression des achats américains ou des prix des matières premières?

Il se peut que le travaillisme porte une part de responsabilité dans la crise actuelle: il est singulièrement plus difficile de la dégager que ne l'imaginent la plupart des commentateurs.

Complexité du travaillisme

La politique travailliste n'a pas été tout entière inspirée par une doctrine. La plupart des services sociaux avaient été conçus, préparés ou mis en train par le gouvernement de coalition. Les subventions alimentaires datent du temps de guerre et il n'est pas démontré qu'un ministère conservateur les aurait supprimées ou même sensiblement réduites. Les affirmations de sir Stafford Cripps, que le taux de la livre ne serait pas modifié, ont été acclamées par l'opposition avec autant d'enthousiasme que par les travaillistes. Les conservateurs se déclarent partisans de réduire les "contrôles" à l'intérieur, mais ils n'ont jamais promis de renoncer au commerce dirigé (accords bilatéraux, contingents d'importations) et encore moins à la préférence impériale.

On ne saurait parler de politique doctrinaire que dans un seul cas, celui des nationalisations. Et encore faut-il exclure la nationalisation des mines de charbon, sur laquelle tous les partis s'accordaient. Or, ni cette nationalisation, ni celle du gaz, de l'électricité ou des transports n'ont eu d'influence favorable ou défavorable sur la balance des comptes.

Ce qui rend difficile d'isoler les responsabilités propres du travaillisme, c'est que technique économique et considérations sociales se mêlent intimement dans la politique suivie. On a voulu élever le niveau de vie des salariés, élargir les services sociaux, moderniser l'équipement industriel, exécuter un vaste

programme de construction et, en même temps, pousser les exportations, de manière à rétablir l'équilibre de la balance des comptes et à maintenir le standing d'une grande puissance. Certains économistes imaginaient que le plein emploi permettrait d'atteindre simultanément tous ces objectifs. En fait, on n'y est pas parvenu et, pour "refouler" l'inflation, il a fallu multiplier les contrôles et accroître le prélèvement fiscal jusqu'à la proportion sans exemple de 40% du revenu national. L'échec, si échec il y a, est donc moins celui d'une théorie ou d'un parti que celui d'ambitions très vastes, communes à tous les partis (et peut-être à presque tous les pays d'Europe après la guerre).

Il est donc loisible de donner à la formule "faillite du travaillisme" de multiple sens. Ou bien on dénoncera l'incapacité de l'économie britannique de s'adapter à une oscillation, pourtant peu accentuée, de l'économie américaine (la cristallisation des coûts et des prix, la rigidité du système, dues à l'action combinée de facteurs économiques et sociaux - puissance des syndicats, plein emploi! - serait funeste à un pays qui, bon gré mal gré, ne peut se séparer de l'économie mondiale). Ou bien on accusera le caractère artificiel des prix, provoqué par les subventions et par les contrôles. Ou bien on mettra en cause l'obstination à maintenir le cours élevé de la livre, profitable tant que l'on vendait tout ce que l'on produisait, mais intenable à partir du moment où les acheteurs font la loi sur les marchés. Ou bien, enfin, on mettra en cause la gestion administrative du commerce extérieur, les accords bilatéraux, les contrats d'achats à long terme, les taux multiples de la livre.

Je pense, pour mon compte, que le gouvernement britannique, quel qu'il soit, sera amené d'ici peu à des réformes profondes. Mais il est visible que les mesures économiquement les plus discutables (prix artificiels, subventions alimentaires, taux de la livre) ont été commandées surtout par des considérations sociales. Ce qui, à longue, est impossible. Ce qui a contraint le gouvernement à multiplier les expédients, c'est la prétention d'accélérer le progrès social au moment où l'on veut renouveler l'outillage industriel, rembourser une partie des dettes de guerre, assumer les frais d'une diplomatie mondiale. Les pays "libéraux" n'ont pas eu au même degré cette prétention, mais certains d'entre eux ont connu des troubles ouvriers plus graves.

Quant au commerce dirigé, on reconnaîtra qu'il n'a pas mis fin au déficit de la balance des comptes. Mais les pays libéraux n'ont guère mieux réussi que les pays dirigistes à vendre dans la zone dollar. Même la Belgique, qui a atteint le premier objectif, celui de l'équilibre global, compte sur les autres pour convertir

en dollars les recettes de ses exportations. Chacun réclame la convertibilité de la monnaie de son voisin, pour s'assurer des dollars qu'il est incapable de gagner par lui-même.

Le desarroi travailliste

Le Figaro
29-30 octobre 1949

Il y a quelques mois, quand la crise de la balance des comptes britannique s'aggrava et que les libéraux du continent dénoncèrent la faillite du travaillisme, les porte-parole du gouvernement et de l'opinion, en Angleterre, réagirent avec vivacité. À coups de statistiques incontestables, ils démontrèrent que la Grande-Bretagne n'était nullement en retard sur les autres pays d'Europe, qu'il s'agit du volume de la production ou de l'effort pour amplifier les exportations ou réduire les importations. Nous avons ici même présenté une augmentation de cette sorte, qui, sur le plan où elle se situe, est irréfutable.

On nous permettra d'ajouter, avec la même franchise, qu'un gouvernement britannique dont l'ambition n'irait pas au-delà de "faire aussi bien" (ou même un peu mieux) que les autres nations d'Europe serait singulièrement modeste. La Grande-Bretagne, depuis un siècle et demi, donne des leçons d'économie, elle n'en reçoit pas. Elle se doit à elle-même d'exercer un rôle dirigeant et non pas d'occuper une place parmi les autres. Que dirait-on d'une école française de peinture qui se contenterait d'atteindre au niveau de l'école anglaise?

Le programme annoncé mardi dernier aux Communes par M. Attlee a réussi le tour de force de ne satisfaire personne. Les réductions de dépenses paraissent avoir été improvisées sans idée d'ensemble. Le montant total (280 millions de livres) est faible par rapport au total des dépenses de 3 milliards 300 millions. Les amputations pratiquées sur le plan d'investissement (140 millions) ne donneront d'effet qu'à partir du deuxième semestre de l'année prochaine. Les économies administratives sont étroitement limitées. Et pourtant le seul fait de supprimer la complète gratuité des ordonnances médicales (les assurés payeront désormais un shilling par ordonnance, ce qui devrait empêcher les abus), de rogner une cinquantaine de millions sur les subventions alimentaires, de toucher aux constructions immobilières suffit à susciter les inquiétudes de la "gauche", cependant que la droite et les observateurs indépendants déplorent la disproportion entre les exigences de la situation et l'ordre de grandeur des mesures adoptées.

Quelle serait la politique requise? Il n'y a aucun mystère sur ce point et la majorité des économistes de toutes tendances s'expriment avec clarté. Le gouvernement travailliste se résigne aujourd'hui à imposer une certaine

diminution du niveau de vie à la population. Après tout, exporter plus et importer moins équivaut, par définition, à diminuer le volume des biens à la disposition de la collectivité. Comme la redistribution du revenu national par la fiscalité, les subventions et le contrôle des prix a été poussée à l'extrême, on n'évitera pas une certaine baisse, peut-être illimitée et temporaire, du revenu réel des masses ouvrières.

Mais cet abaissement en lui-même ne suffit pas. L'essentiel est de rendre au système un minimum de mobilité: encourager de toutes les manières l'accroissement de la production, qui peut être obtenu soit par l'élévation de la productivité, soit par l'allongement de la durée du travail, favoriser l'expansion des industries d'exportation et surtout de celles qui exportent vers les pays à monnaie dure. Aussi longtemps qu'il y a inflation, c'est-à-dire excès de pouvoir d'achat sur les marchandises, l'exportation est freinée, ou détournée vers les pays à monnaie faible. Quand le prélèvement fiscal monte à 40% du revenu national brut, il est impossible de lutter contre l'inflation par un nouveau tour de vis fiscal. Il n'y a pas d'autre moyen que de dépenser moins.

Tant que l'inflation subsiste, tant que les débouchés sont garantis, tant que les profits normaux sont assurés, tant que la taxation frappe impitoyablement les profits supplémentaires, les producteurs ne sont incités ni à produire à meilleur compte ni à exporter vers la zone dollar. La structure de l'appareil industriel tend à une sorte de cristallisation, alors que la réadaptation s'impose. Or les économies annoncées dépassent à peine le décalage entre les prévisions et les réalisations budgétaires de l'année 1949-50. Tout au plus, elles ramènent l'économie britannique là où elle en était il y a six mois, elles n'inaugurent pas un nouveau départ.

Le désarroi travailliste est imputable à de multiples causes. La période préélectorale passe pour peu favorable à des décisions héroïques. À l'intérieur du parti travailliste, comme entre les partis français, il faut des compromis entre la droite, qui ne veut pas toucher aux dépenses militaires, et la gauche, qui ne veut pas toucher aux dépenses sociales. La situation exigerait une renonciation, non pas aux objectifs du travaillisme (plein emploi, *welfare state*), mais, au moins pour une part, à la technique employée. On est acculé à rendre quelque jeu à des mécanismes d'adaptation, dont on croyait se passer.

Mais je crains qu'il n'y ait une autre raison plus profonde, encore que non avouée. Il semble que les travaillistes ne croient pas qu'aucune mesure, prise à l'intérieur, soit de nature à résoudre le problème le plus grave, le plus urgent:

celui du manque de dollars. Ce scepticisme est, à beaucoup d'égards, compréhensible. La Grande-Bretagne a vu sa position bouleversée par la dernière guerre plus que les autres pays d'Europe, elle doit accomplir une réadaptation infiniment plus ardue que la Belgique ou la France. Elle a perdu une grande part de ses investissements dans la zone dollar et elle devait aux pays du Proche et de l'Extrême-Orient, en 1945, plus de 4 milliards de livres (dettes moralement discutables, puisque contractées en vue de l'effort de guerre commun, dont le remboursement même partiel, fait peser sur elle une charge insupportable. L'Afrique du Sud garde son or pour son usage propre, certains Dominions, l'Inde par exemple, ont désormais des déficits en dollars au lieu d'excédents.

Nul ne saurait affirmer que la Grande-Bretagne rétablirait l'équilibre monétaire avec la zone dollar, même si elle acceptait la thérapeutique que les économistes-médecins lui recommandent. Peut-être la Grande-Bretagne est-elle incapable d'assurer la charge simultanée de son rôle mondial et d'un État socialiste. Mais nul non plus ne saurait prétendre que la politique suivie offre les meilleures chances. On n'a rien entrepris ou presque pour inciter les exportateurs à vendre de préférence dans les régions à monnaie dure. En dehors du marché des États-Unis, il y a des marchés, comme celui du Canada, où l'on pourrait acquérir davantage de dollars.

On a parfois l'impression que l'économie de la tâche, au lieu d'insuffler l'énergie, paralyse l'initiative et la volonté. Ce mal, nous le connaissons, hélas! il ronge l'Europe occidentale, il atteint les économistes après les militaires: il s'appelle défaitisme. Les libéraux ou les conservateurs du Continent qui se réjouiraient de la crise travailliste montreraient une singulière légèreté. Les divergences sur la technique la plus efficace sont de peu de poids auprès de l'enjeu politique. Alors que l'Allemagne reconstitue à une allure accélérée sa puissance industrielle, l'Occident n'a pas moins besoin d'une Grande-Bretagne, sûre d'elle-même, que d'une France stabilisée.

La paille et la poutre

Le Figaro
12-13 novembre 1949

On manque rarement de clairvoyance quand il s'agit des autres. À lire tant d'articles sévères sur l'économie britannique, on ne se douterait plus que l'économie française souffre des mêmes maux, souvent aggravés, que l'on dénonce outre-Manche.

Le gouvernement britannique vient d'annoncer qu'il réduirait, l'an prochain, les investissements de 140 millions de livres (sur un total prévu en 1949 de 2.125), qu'il amputerait les dépenses de l'État de 100 millions de livres sur un total de dépenses courantes de quelque 3.500 millions. L'efficacité contre l'inflation d'un programme aussi modeste pouvait, à juste titre, être mise en doute.

Il est vrai que les recettes de l'État n'atteignent pas, en France, à la proportion écrasante de 40% du revenu national brut. Elles doivent être comprises entre 25 et 30%, sans compter la Sécurité Sociale. Mais, à tous égards, l'état de nos finances est bien pire que celui des finances britanniques. Là-bas, on n'a pas obtenu le surplus que l'on espérait. En France, l'équilibre n'a jamais été établi que sur le papier. Les estimations du déficit réel de l'année en cours oscillent entre 100 et 200 milliards de francs. L'emprunt 5%, salué comme un grand succès, a rapporté moins de 50 milliards d'argent frais. À la différence de nos Alliés, nous utilisons la contrepartie du plan Marshall pour couvrir les dépenses d'investissement, voire pour financer les fins de mois difficiles.

Les critiques du gouvernement travailliste en Grande-Bretagne et, à leur suite, les critiques français soulignent que le super-plein emploi est singulièrement défavorable à l'effort que l'on exige en vue de l'établir l'équilibre de la balance des comptes. Le marché intérieur est en mesure d'absorber tout ce qu'on lui offre. Il en résulte une sorte de cristallisation de l'appareil de production. Les industries travaillant pour l'exportation n'arrivent pas à se développer. Les mines de charbon, les textiles n'ont pas réussi à trouver, en deux ou trois années, les quelques dizaines de milliers d'ouvriers supplémentaires prévus par les objectifs des "plans" officiels. De ce super-emploi, les chiffres du chômage témoignent. En période normale, jamais les statistiques des sans-travail ne tombaient jusqu'au niveau actuel (quelque 300.000, soit 1,5 à 2% du total des assurés).

Mais, si l'on met à part le chômage partiel, qui touche 200.000 à 250.000

travailleurs et qui est largement imputable à des difficultés matérielles, les statistiques indiquent, en France, une quarantaine de milliers de chômeurs, soit moins de 0,5% des travailleurs. Le super-plein emploi, qui cristallise l'appareil de production, les observateurs anglais pourraient le dénoncer en France, avec plus de raison encore que les critiques français en Grande-Bretagne. Les ouvriers français ne consentent, pas plus que les ouvriers anglais, à travailler davantage pour le même salaire. La durée courante est à peu près la même dans les deux pays (45 heures). Il se peut qu'en dépit de tout, notre économie ait conservé davantage de souplesse. Mais, en ce cas, il faudrait l'attribuer non à une meilleure politique, mais à l'ingéniosité des citoyens contre les pouvoirs. Les règlements sont plus rigides, mais nous les respectons moins.

On admire l'effort de la Grande-Bretagne qui, en volume, a accru ses exportations de quelque 50% et réduit ses importations de quelque 20 %, mais on accuse, à juste titre, l'expansion d'être mal orientée. À l'égard de tous les pays à monnaie dure, États-Unis et zone dollar, Belgique, Suisse, la balance des comptes britannique est déficitaire et le déficit s'est aggravé au cours de l'année. À supposer que la réduction des ventes aux États-Unis soit imputable à la récession américaine, l'existence de "marchés protégés" dans la zone sterling, la multiplication des traités bilatéraux n'a-t-elle pas étouffé l'incitation à livrer la bataille des exportations sur les marchés contestés?

Avons-nous évité une erreur de cette sorte? Pas le moins du monde. Au cours des neuf premiers mois de 1949, nous avons exporté pour une valeur de 561 milliards de francs, mais, sur ce total, 240 milliards représentaient des ventes dans l'Union française, soit 43% environ du total. Notre balance à l'égard de l'Union française est positive de 66 milliards. Il est loisible de se féliciter de ces exportations excédentaires, soit qu'on leur attribue le mérite du plein emploi, soit qu'on y voie un facteur favorable à la stabilité de l'Union. Mais, par rapport au but fixé dans le plan Marshall, à savoir l'équilibre des relations avec l'étranger, ces exportations excessives vers l'Union française constituent l'équivalent des exportations vers les Dominions (financées par le déblocage d'une partie des dettes de guerre).

À tous égards, les chiffres relatifs à notre commerce extérieur sont moins édifiants que les chiffres anglais correspondants. En volume, exportations et importations se situent entre 90 et 95% de 1938. Quant aux ventes aux États-Unis, un journal américain a récemment publié une statistique indiquant la mesure dans laquelle les différents pays d'Europe ont gardé leur part d'avant-

guerre du marché américain: Belgique 84%, Norvège 73%, Grande-Bretagne 72%, Italie 68%, Hollande 47%, France 34%, Suède 24%. Il y aurait quelque injustice, il est vrai, à oublier que les années de guerre nous ont coûté encore plus qu'à la Grande-Bretagne. Nous voulions seulement dégager une idée très simple: nous pourrions reprendre les critiques exprimées par les économistes britanniques, non pas seulement pour accuser le travaillisme, mais aussi pour inviter à l'action le gouvernement français.

Le problème britannique est, à tous égards, plus difficile à résoudre que le nôtre. Nos recettes en dollars sont si faibles que le mouvement de la conjoncture n'entraîne pas de grandes variations en valeurs absolues. Nos déficits sont prévisibles, bien plus que ceux de la Grande-Bretagne, puissance mondiale dont les deux tiers des exportations s'en vont normalement outre-mer, alors que, pour les trois quarts, nos marchés d'exportations sont en Europe. Les importations représentaient, en 1938, quelque 13% de notre revenu national, 20% en Grande-Bretagne.

Il n'est pas douteux que notre situation marque une amélioration incontestable depuis un an. La réduction du déficit budgétaire, les restrictions de crédit expliquent la progression des ventes et la stabilisation des achats au dehors. On y voit volontiers un effet du libéralisme continental par opposition au dirigisme travailliste. Or on entend surtout par libéralisme la suppression du rationnement, auquel personne ne trouve de charme. Mais le libéralisme comporte d'autres aspects moins plaisants. Pour forcer un accroissement de la productivité, une certaine mesure de concurrence, voire de concurrence étrangère, est indispensable. Pour que le marché intérieur n'absorbe pas les marchandises, pour que les entrepreneurs soient obligés de vendre au dehors, il faut que la politique de la monnaie et du crédit se maintienne à la limite de la déflation.

La querelle du dirigisme et du libéralisme porte sur le choix des méthodes de contrainte: contrôle direct, physique, ou contrôle indirect, global, par l'intermédiaire des quantités monétaires. Il est légitime de préférer les contrôles indirects, mais on ne saurait dire que nous les ayons pratiqués déjà avec un tel courage ou une telle virtuosité que nous puissions nous proposer en modèle à nos amis d'Europe occidentale.

L'Angleterre unie et divisée

Le Figaro
10 mars 1950

On raconte que les journalistes américains envoyés pour suivre les élections anglaises avaient préparé à l'avance deux articles, dont l'un était intitulé: "Pourquoi le travaillisme a gagné" et l'autre: "Pourquoi le travaillisme a perdu". Ainsi ne seraient-ils pas pris au dépourvu, comme ils l'avaient été lors de la réélection du président Truman. En fait, les deux textes "préfabriqués" étaient aussi mal adaptés l'un que l'autre à l'événement. Personne au monde (en dehors de nos confrères du *Populaire*) ne se risque à parler de victoire des travaillistes alors que la majorité de ceux-ci au Parlement est réduite à quelques voix. Et il serait injuste de parler de défaite alors que le *Labour*, après cinq ans au pouvoir, a recueilli douze cents mille suffrages de plus qu'en 1945.

Il paraît donc difficile d'affirmer que le peuple anglais a voulu ceci ou cela, qu'il a souscrit au socialisme pratique et qu'il a écarté le socialisme doctrinal. En une certaine mesure, l'accord s'était établi à l'avance entre les partis. Les uns et les autres acceptaient l'essentiel du *Welfare State*, c'est-à-dire des services sociaux, et recommandaient la même diplomatie, à des nuances près. Le débat portait sur les nationalisations que les travaillistes entendaient poursuivre et leurs adversaires arrêter, sur l'orientation, dirigiste ou libérale, de la politique économique, affaire de degré plutôt que de principe, sur les dépenses publiques et, en particulier, les subventions alimentaires que les conservateurs promettaient de réduire, sur la construction de logements et l'efficacité administrative à propos desquelles chacun des concurrents s'attribuait des mérites incomparables. Par-dessus tout, le débat portait sur la question de confiance: à qui le peuple souverain entendait-il confier la tâche de conduire la nation au cours des prochaines années? Or, sur tous les sujets contestés, la seule interprétation honnête des élections est que le pays est irrémédiablement divisé, au même degré que son Parlement: 46,1% de voix travaillistes, 43,4% de voix conservatrices, 9,1% de voix libérales.

En quête d'une majorité

M. Léon Blum a fait observer, non sans ironie, qu'en l'espèce le scrutin majoritaire avait empêché la constitution d'une majorité que la représentation proportionnelle aurait dégagée. À coup sûr, si la R.P. avait été appliquée, travaillistes et libéraux ensemble auraient détenu une majorité faible, mais à la

rigueur suffisante pour gouverner: conservateurs et libéraux aussi. Reste à savoir si l'une ou l'autre de ces coalitions aurait présenté la cohérence, l'unité de résolution et de méthode que les Anglais exigent de leur gouvernement.

L'hostilité des libéraux aux nationalisations aurait paralysé la coalition de gauche, et de vieux souvenirs, des oppositions de tempérament, la coalition de droite. La R.P. aurait favorisé une majorité de coalition, mais l'aurait plus ou moins condamnée à l'impuissance.

Aucun observateur raisonnable n'a jamais prétendu que le scrutin majoritaire fasse toujours surgir une majorité compacte, même dans un pays divisé en fractions presque égales.

On dit simplement que le scrutin majoritaire fait parfois apparaître au Parlement une majorité nette, alors qu'il n'en existe pas de telle dans le pays. Les travaillistes, en 1945, avaient recueilli moins de la majorité des suffrages, ils détenaient 391 sièges à la Chambre des Communes. La justice n'y trouvait pas son compte. La répartition des élus ne reflétait pas celle des opinions. À condition que le parti vainqueur n'abuse pas d'une puissance en théorie illimitée, mieux vaut, dans l'intérêt même de la démocratie, cette apparente iniquité que le désordre permanent des coalitions, incapables d'action.

La Chambre actuelle reflète fidèlement l'importance relative de deux grands partis dont les effectifs électoraux sont presque égaux (800.000 suffrages de différence). Même si, comme il est probable, les libéraux disparaissent aux prochaines élections et ne présentent plus que quelques dizaines de candidats, en l'absence d'autre changement il n'en résulterait pas de modification sensible dans les rapports de force entre les deux grands. Dès maintenant, les statisticiens ont fait des calculs. Un gain *net* de 10 % des voix libérales dans les 181 circonscriptions où les élus n'ont pas obtenu la majorité absolue donnerait 5 sièges de plus aux conservateurs, 11 aux travaillistes. Un gain net de 20% donnerait 12 et 19 de plus respectivement, un gain net de 30%, 17 et 31 sièges de plus. Selon les circonscriptions, les voix libérales iraient en majorité soit au parti travailliste, soit au parti conservateur. Il est donc improbable que l'un ou l'autre parti voie son total de voix augmenté, par rapport au total des voix de son concurrent, d'un pourcentage supérieur à 10 ou 20% de voix libérales. Laissés seuls face à face, travaillistes et conservateurs continueraient à s'équilibrer approximativement.

Il serait, malgré tout, excessif de passer d'un extrême à l'autre et de conclure que ce *dead-lock*, cette partie nulle, se reproduira si de nouvelles élections ont

lieu d'ici six, douze ou dix-huit mois. Il a suffi que le pourcentage des voix travaillistes soit réduit de 2,4 %, celui des voix conservatrices accru de 3,5 % pour qu'une majorité de 181 tombe à 21. Les dernières élections ont montré que l'immense majorité des électeurs, contents ou mécontents de leur parti, a voté en 1950 comme en 1945. Mais il n'est pas besoin d'un mouvement de masse, dans un sens ou dans un autre, pour un transfert de pourcentage de 2 à 3%. Or un tel transfert suffirait à rendre aux travaillistes ou à donner aux conservateurs une majorité de plusieurs dizaines de sièges.

Évolution britannique

On se demandait quelle influence auraient exercée cinq ans de régime travailliste sur les opinions des masses. Le développement des services sociaux aurait-il élargi la clientèle socialiste? Les avantages accordés aux paysans et aux ouvriers agricoles auraient-ils mis fin à la domination des conservateurs dans les campagnes? Ou bien, au contraire, comme sur le continent, le dirigisme serait-il devenu impopulaire? Les chiffres imposent une réponse, paradoxale en apparence, mais au fond très anglaise. Le régime travailliste n'a pas convaincu une importante fraction des salariés et des classes moyennes de voter pour les représentants "du peuple"; les conservateurs, représentants de la classe dirigeante qui assura depuis des siècles la grandeur et la continuité de la Grande-Bretagne, ont gardé un prestige certain. Mais les travaillistes ne sont pas non plus usés. Ils ont perdu beaucoup des sièges qu'ils avaient conquis en 1945, mais presque nulle part ils n'ont perdu leur véritable position, c'est-à-dire les électeurs. Leur avance est arrêtée, on ne saurait parler d'un reflux.

Une telle évolution est-elle typique des sociétés occidentales? On est tenté de répondre affirmativement en dépit des particularités de la structure sociale et de la psychologie politique en Grande-Bretagne. Il est vrai que les paysans y représentent une fraction beaucoup plus faible de la population active qu'en n'importe quel pays d'Europe occidentale (moins de 10%, alors qu'ailleurs ce pourcentage atteint ou dépasse 30%). Mais, ici et là, pour des raisons qu'une analyse plus approfondie permettrait de préciser, rarement les partis proprement socialistes, se réclamant avant tout du prolétariat industriel, arrivent à recueillir plus de 50% des voix. En ce sens, le socialisme démocratique, en Grande-Bretagne comme ailleurs, se heurte à un obstacle majeur: à partir d'un certain point, il rencontre l'opposition de la moitié de la nation. La prolétarianisation du peuple entier, anticipée par les prévisions catastrophiques, n'a, en fait, jamais été la cause d'une révolution dans les sociétés, capitalistes et libérales de l'Occident,

mais elle est ou serait l'effet inévitable de la prise du pouvoir par le parti communiste.

Sur le continent, dans les pays où sévit un grand parti communiste, le socialisme démocratique ne recueille plus qu'une minorité, parfois déclinante, des suffrages, et la majorité se déplace fatalement vers les masses et les partis antisocialistes en même temps qu'anticommunistes. En Grande-Bretagne, où le communisme, électoralement, n'existe pas, le travaillisme, à la différence des socialismes continentaux, a une meilleure chance de garder le pouvoir. Encore lui faut-il accentuer désormais les traits qui le distinguent des partis continentaux.

De 1945 à 1950, le travaillisme a pu tout à la fois exécuter son programme doctrinal et gérer les affaires de la nation dans l'intérêt commun. Cette fois, il lui est interdit de poursuivre l'exécution de son programme doctrinal. C'est en tant que responsable du destin de la patrie en une période troublée qu'il doit s'imposer au pays et gagner de nouveaux suffrages. En bref, il lui faut faire la preuve que l'Angleterre, divisée électoralement en deux blocs, reste unie sur l'essentiel.

L'Angleterre unie et divisée. I. - La nationalisation de l'acier

Le Figaro
26 septembre 1950

La session extraordinaire du Parlement britannique, inaugurée par une manifestation d'unanimité nationale, s'acheva dans une atmosphère de crise.

Quelques jours avant l'ouverture de la session, fixée au 12 septembre, W. Churchill fit savoir que l'opposition soutiendrait les projets du gouvernement relatifs à l'allongement de la durée du service militaire. Du coup, le débat perdait à l'avance tout caractère politique. La nomination des membres du *Steel Board* (Conseil directeur de l'industrie sidérurgique nationalisée) ranima les polémiques.

Le premier jour, les discours du premier ministre et de W. Churchill avaient manifesté avec éclat ce qui, en profondeur, unit le peuple anglais. Une semaine plus tard, le dialogue entre W. Churchill et H. Morrison, dont l'âpreté rappela plus d'une fois les parlements continentaux, révéla avec non moins d'éclat ce qui le divise.

Mandat valable?

Les précédentes nationalisations (charbon, moyens de transports, gaz, électricité) avaient été tacitement acceptées par les conservateurs. Du moins ceux-ci avaient-ils laissé entendre qu'ils ne reviendraient pas sur le principe, quitte à réviser les modalités d'application. Une promesse de cette sorte est pratiquement indispensable si le régime des deux partis doit fonctionner harmonieusement. La loi non écrite du régime exige que l'opposition, revenue au pouvoir, s'accommode, pour l'essentiel, des mesures prises par le gouvernement qu'elle remplace. Or, dans le cas de l'acier, les conservateurs avaient, au contraire, annoncé qu'ils ne se tiendraient pas pour liés par la décision du gouvernement travailliste.

Si celui-ci avait remporté une nette victoire aux dernières élections, les conservateurs se seraient bon gré, mal gré, inclinés. Mais les travaillistes disposent aux Communes d'une majorité de quelques voix et ils ont obtenu moins de la moitié des suffrages dans le pays; étaient-ils, non pas selon la lettre mais selon l'esprit de la Constitution, mandatés pour mettre en application la nationalisation de la sidérurgie?

À cette question, discutée par toute la presse britannique, les travaillistes répondent avec indignation que leur mandat ne prête pas au doute. Les élections de 1945 le leur donnaient déjà, même si la nationalisation de la sidérurgie n'apparaissait pas souvent dans les programmes des candidats travaillistes. Après les dernières élections, comment subsisterait-il un doute quelconque? Combien de fois faudra-t-il qu'un parti soit vainqueur pour que lui soit reconnu le droit d'agir selon sa doctrine?

Les conservateurs rétorquent qu'en différant l'application de la loi au 1er janvier 1951 les travaillistes eux-mêmes avaient reconnu la précarité de leur mandat. Et les résultats de la dernière consultation ne leur confèrent pas l'autorité morale nécessaire pour prendre des mesures qui divisent la nation.

Un tel débat ne comporte pas d'issue. La loi ayant été votée avant les dernières élections, le gouvernement travailliste demeure, à coup sûr, dans les limites de ses pouvoirs quand il décide de l'appliquer. Chacun interprète à sa façon l'esprit d'une Constitution et, en dernier recours, les travaillistes peuvent prétendre à le transformer. Il reste que les journaux indépendants, en général plutôt sympathiques aux travaillistes, comme le *Manchester Guardian* et l'*Observer* critiquèrent vivement la décision de M. Attlee.

Au-delà de toutes les controverses juridiques et constitutionnelles, l'essentiel est la situation de fait. La nomination des membres du *Steel Board* devait déclencher, inévitablement, la réaction des conservateurs. Une fois de plus, ceux-ci annonceraient leur intention de dénationaliser la sidérurgie en cas de retour au pouvoir. En raison de cette hypothèque, les principaux dirigeants de l'industrie refuseraient de collaborer à la Société Nationale. Le gouvernement serait obligé de choisir les membres du conseil directeur soit parmi des industriels convertis au socialisme (c'est le cas du président), soit parmi des personnalités de deuxième ordre. On risque de jeter le trouble dans une industrie vitale dont la production atteint des chiffres record, où les relations sociales sont dans l'ensemble satisfaisantes au moment même où l'on met en train le réarmement. À supposer que ces craintes, exprimées par les orateurs de l'opposition, soient excessives, la mesure n'en a pas moins pour conséquence d'aggraver la lutte des partis au moment où les dangers extérieurs imposent le resserrement de l'unité nationale.

À qui la faute?

Il dépendait des conservateurs, répliquent les travaillistes, d'éviter ces conséquences fâcheuses. Ils n'avaient qu'à se soumettre aux décisions du pays et

à accepter une loi approuvée deux fois par les électeurs. Un intellectuel du parti, R. H. S. Crossmann a donné à cette thèse une présentation ingénieuse. En 1940, dans l'intérêt de l'unité nationale, les travaillistes avaient "mis de côté" leur socialisme. Cette fois, c'est aux conservateurs à "mettre de côté", pour la durée de la crise, leur idéologie antisocialiste.

L'argument n'est pas entièrement convaincant. La nationalisation du charbon avait été recommandée par des experts impartiaux. Celle du gaz et de l'électricité concernait des services publics et ne soulevait pas de passions. La nationalisation de la sidérurgie est techniquement difficile à appliquer, intellectuellement difficile à justifier par des motifs autres que de doctrine.

On a eu de la peine à circonscrire exactement l'industrie sidérurgique. Certaines entreprises seront partiellement nationalisées. En même temps, pour éviter les troubles qu'aurait entraînés transitoirement une réorganisation complète, on a décidé de maintenir, dans la plus large mesure, les unités de production existantes (à la différence de ce qui s'est passé dans l'industrie charbonnière) et de transférer simplement à la Société Nationale les actions des sociétés privées. On aperçoit assez mal les avantages économiques de cette réforme au moins dans l'immédiat. D'un autre côté, à partir du moment où un secteur aussi décisif pour l'ensemble des industries de transformation devient Société Nationale, il n'y a plus de limite théorique ni aux pouvoirs de l'État ni à l'extension future du domaine nationalisé.

Ainsi s'explique probablement la violence des polémiques. Moins il y a de raisons précises et pratiques de nationaliser la sidérurgie, plus les travaillistes y tiennent pour des raisons de principe. Certes, le mythe de la propriété collective est en déclin dans tous les milieux, même travaillistes. Quel que soit le jugement que l'on porte sur les nationalisations déjà réalisées (et les jugements extrêmes, triomphe ou faillite, sont également injustes) le dirigeant, syndical ou politique, n'ignore plus que l'essentiel pour la collectivité n'est pas la forme juridique mais le rendement de l'entreprise. Les ouvriers eux aussi ont découvert que leur sort n'est pas modifié automatiquement par le transfert de propriété. Leurs rapports avec la direction ne sont pas toujours meilleurs à l'intérieur des sociétés nationales que dans les sociétés privées. Les syndicats parviennent plus difficilement à exercer leur rôle traditionnel lorsqu'ils présentent les revendications des employés à un patron qui se confond avec l'État, c'est-à-dire à un gouvernement qu'ils se sentent moralement tenus d'aider.

Comment s'explique, en dernière analyse, la décision de M. Attlee? Les

défenseurs du gouvernement répondent: "Il fallait mettre fin à l'incertitude qu'entretenait l'existence d'une loi votée et non appliquée." En ce cas, il faut dire que M. Attlee s'est trompé puisque l'incertitude subsistera jusqu'aux prochaines élections. Les adversaires du gouvernement répondent: "Pour renforcer l'unité du parti travailliste lui-même".

Celui-ci, dans son ensemble, a conscience du péril extérieur et approuve le programme du gouvernement. Le temps est loin où, en 1939, quelques mois avant la guerre, il votait contre l'établissement de la conscription. Mais quelques députés travaillistes demeurent sensibles à l'inspiration du pacifisme chrétien qui, dans le passé, marqua profondément le parti (plusieurs de ses chefs, de 1914 à 1918, opposèrent à la guerre une sorte d'objection de conscience). D'autres, sans être le moins du monde communistes ou communisants, croient davantage aux dangers de l'infiltration stalinienne à la faveur de la misère qu'à ceux d'une agression militaire. D'autres enfin, appartenant à l'aile gauche, redoutaient que le gouvernement, par suite des circonstances et de sa faible majorité, ne perdît le dynamisme socialiste. Le parti conservateur approuvait unanimement les projets militaires du gouvernement, le parti travailliste les approuvait en son immense majorité, non sans quelque réticence.

La nationalisation de l'acier restituait au gouvernement le soutien unanime de son parti, l'opposition unanime des conservateurs. Telle a-t-elle été l'intention de M. Attlee? On ne peut ni l'affirmer ni le nier, mais le fait est que tel a été le résultat prévisible de son initiative.

Élections prochaines?

Le gouvernement aurait certainement provoqué des élections immédiates s'il avait été mis en minorité. Mais l'ardeur avec laquelle on ramena à Westminster les voyageurs et les malades suffit à démontrer qu'on acceptait cette éventualité mais qu'on ne la souhaitait point.

Après la victoire du gouvernement le *Times* réclamait à son tour des élections aussi rapidement que possible. Mais la plupart des députés travaillistes ne paraissent pas soucieux de prendre la nationalisation de l'acier pour thème principal de leur propagande. Il en a été peu question, m'a-t-on dit de tous côtés, au cours de la dernière campagne. D'ici quelques mois, m'affirma une personnalité travailliste, on aura oublié cette tempête dans un verre d'eau.

Étant admis que le vote de la majorité des électeurs est à l'avance fixé dans un sens ou dans un autre, quelle considération dictera le vote des quelques millions ou centaines de milliers d'électeurs qui feront pencher la balance à droite ou à

gauche? Quels seront les thèmes de discussion? Le prix de la vie, les impôts, les contrôles, le réarmement? Peut-être l'essentiel sera-t-il le choix entre Churchill et Attlee et ce choix dépendra à son tour des chances que les électeurs attribueront à l'un ou à l'autre d'atteindre ce qui est devenu l'objectif majeur: la paix sans capitulation. Lequel des deux hommes d'État apparaîtra le plus capable d'éviter la guerre sans mettre en péril la sécurité de la Grande-Bretagne?

En ce cas, par un curieux paradoxe, le désir de paix, commun à tous les Anglais, pèserait plus lourd, aux prochaines élections, que l'idée du socialisme, qui divise le pays.

L'Angleterre unie et divisée. II. - Le travaillisme, empirique ou doctrinaire?

Le Figaro
27 septembre 1950

Le plus grand mérite que s'attribuent les travaillistes est d'avoir maintenu le plein emploi. La faute la plus grave que leur reprochaient naguère les économistes libéraux était de n'avoir pas triomphé du déficit de dollars. Éloge et critique paraissent également discutables.

À coup sûr, le plein emploi a régné depuis 1945, mais les circonstances facilitaient singulièrement la tâche. On était en période de reconstruction. Marché intérieur et marché extérieur absorbaient aisément tout ce que l'appareil de production était capable de fournir. Le danger était que les exportations fussent insuffisantes pour financer l'achat de la nourriture et des matières premières. Or, depuis 1945, la Grande-Bretagne a reçu du Nouveau Monde 7 à 8 milliards de dollars, en crédits ou en dons. Le plein emploi est peut-être dû pour une part aux travaillistes, mais certainement, pour une part non négligeable, au capitalisme américain.

Aucun pays européen, quelle qu'ait été sa politique économique, n'avait réussi à gagner assez de dollars par lui-même pour financer ses importations en provenance de l'hémisphère occidental sans aide Marshall jusqu'à la campagne de Corée. La légère dépression qu'avaient connue les États-Unis en 1949 avait élargi le déficit de la zone sterling et provoqué la fuite devant la livre, anticipation d'une dévaluation tenue pour inévitable, et cause directe de celle-ci. Le gouvernement travailliste se résolut tardivement, avec regret, à une manipulation monétaire dont les résultats, au bout d'un an, dépassent les prévisions optimistes.

Le travaillisme n'est pas justifié par ce succès, pas plus qu'il n'était condamné par les difficultés de l'an dernier.

État-providence et dirigisme

Il n'y a pas de querelle de principe entre les partis anglais sur le *welfare state* (état de services sociaux), tout au plus une controverse sur l'extension qu'il convient de lui donner. Tous les gouvernements d'Europe, depuis celui de Bismarck à la fin du siècle dernier, ont promulgué des lois sociales conçues par les uns comme un moyen de lutter contre le socialisme, par les autres comme un

moyen de le réaliser. Le rapport Beveridge, qui proposait un plan d'ensemble d'assurances sociales, était dû à l'initiative du gouvernement de coalition, pendant la guerre. En 1945, les conservateurs avaient promis, eux aussi, d'en appliquer les idées directrices.

Sans doute a-t-on discuté certaines modalités du *welfare state*. Le service de santé gratuit coûte plus de 300 millions de livres par an. On peut se demander s'il est conforme à l'idéal socialiste d'accorder la gratuité des soins médicaux même à ceux qui auraient les moyens de payer médecin et pharmacien. La critique la plus grave contre les subventions alimentaires (entre 400 et 500 millions de livres) est qu'elles réduisent le coût de la nourriture pour les riches comme pour les pauvres. En ce dernier cas, il s'agit d'ailleurs moins d'une décision de principe que d'une situation de fait. Durant la guerre, on voulait éviter la course des salaires et des prix. Aujourd'hui on établit une compensation entre le prix de la nourriture importée et le prix de la nourriture produite dans le pays. Les subventions permettent de payer aux agriculteurs des prix rémunérateurs sans élever le coût de la vie pour les consommateurs des villes. Bon ou mauvais, le système n'est guère concevable en dehors d'un pays qui importe la majeure partie de sa nourriture. Au reste, si la viande ou le beurre sont bon marché, la bière ou la cigarette coûtent cher. Vaste redistribution des revenus qui, comme on l'a dit, gonfle la bourse de la maîtresse de maison et aplatit celle du chef de famille.

La direction de l'économie dans le cadre national était impliquée, en large mesure, par les circonstances. Jamais les conservateurs n'ont proposé de rétablir la convertibilité générale de la livre ou de renoncer au contrôle administratif des importations. Le rationnement n'a jamais été, aux yeux d'un socialiste, qu'une nécessité transitoire, mais il ne pouvait disparaître qu'après le rétablissement de l'équilibre entre pouvoir d'achat et marchandises disponibles à l'intérieur. Admettons que les socialistes tiennent certains éléments de planification pour permanents (contrôle du commerce extérieur, investissements), qu'ils aient plus de goût pour les "contrôles" que les conservateurs. L'action des uns et des autres dépend surtout des circonstances. Même le système fiscal, qui tend à une redistribution des revenus en faveur des non-privilegiés, est en grande partie antérieur au gouvernement travailliste.

Quant aux nationalisations, nous l'avons vu, les conservateurs, qui n'en auraient certes pas pris l'initiative, étaient résignés à les maintenir, jusqu'à la nationalisation de l'acier exclusivement.

Est-ce à dire que la lutte entre travaillistes et conservateurs ne diffère pas en

nature de celle qui opposait naguère libéraux et conservateurs?

L'âpreté des controverses actuelles s'explique partiellement par les avantages croissants que l'on tire de la possession du pouvoir. Plus les fonctions de l'État s'élargissent, plus le nombre des postes à la disposition des gouvernants augmente, plus l'opposition est impuissante contre les gérants de l'administration et plus un parti conçoit d'amertume lorsque se prolonge la durée de son exil.

La victoire du parti travailliste a marqué l'avènement d'une nouvelle classe dirigeante plutôt que d'un nouveau parti. Le travaillisme compte un bon nombre de personnalités venues de la bourgeoisie, grande ou moyenne, passées par Oxford, Cambridge ou les autres universités. Mais les deux types d'hommes les plus caractéristiques de l'état-major sont les anciens dirigeants de syndicats (Bevin, Morrison) et, depuis quelques années, les intellectuels. Les uns et les autres ont pris goût au pouvoir. Les travaillistes accusent les conservateurs de se croire un droit divin au gouvernement du pays - ce qui n'est pas entièrement faux - mais peut-être sont-ils en train de leur ressembler.

Considéré comme une révolution pacifique, le travaillisme, admirablement modéré, a été dans l'ensemble un succès. Le système politique a été sauvegardé et, si le Parlement semble quelque peu en déclin, la faute en est à des causes plus fortes que la volonté des hommes. La gestion des affaires publiques est devenue trop complexe et trop technique pour que la discussion parlementaire morde sur l'action administrative. Les débats sont moins vivants à partir du jour où les orateurs savent qu'ils ne modifient les votes d'aucun député. L'ancienne classe dirigeante a perdu son monopole, elle n'a pas été opprimée, elle conserve l'espoir de revenir au pouvoir. Si les taux de la fiscalité éliminent progressivement les grandes accumulations de fortune, il s'agit là d'une évolution lente, que les conservateurs eux-mêmes tenaient pour nécessaire.

Pourquoi donc la signification du travaillisme demeure-t-elle équivoque?

L'enjeu

Le désir de sécurité, qui semble une des dominantes de la psychologie occidentale, est, en lui-même, légitime. Mais il serait dangereux de méconnaître la nécessité sociale, en apparence contradictoire, mais, au fond, complémentaire, d'ouvrir aux individus actifs, à tous les échelons de la hiérarchie, un champ d'expansion, de différencier les salaires ou les profits selon les résultats de l'effort. Il est frappant que le communisme soviétique, obsédé par le souci de production, semble appliquer le plus possible la règle: à chacun selon ses œuvres, cependant que le travaillisme retient davantage l'autre formule: à chacun

selon ses besoins. Phénomène d'autant plus étonnant que la Grande-Bretagne a dû sa prospérité et sa grandeur, jusqu'à notre époque, à l'action du petit nombre. L'esprit de compétition passait pour essentiellement britannique, l'esprit d'organisation et de bureaucratie semblait d'essence germanique.

Il est possible de trouver peu à peu un équilibre entre la protection des individus et le maintien des risques et de la responsabilité individuels, mais il est autrement malaisé de poursuivre sans interruption l'extension du *welfare state* ou l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière. On ne peut plus compter sur la redistribution des revenus. Les progrès ultérieurs ne sauraient être obtenus qu'à la faveur d'un accroissement de la production. Or le réarmement va absorber, et probablement au-delà, le surplus annuel.

Le travaillisme a vécu aussi sur le capital moral de la nation. Il a trouvé, et non créé, cette admirable discipline, le sens du devoir civique, l'acceptation des lois, même contraires aux intérêts de l'individu et du groupe, qui ont permis la direction de l'économie sans la prolifération de la fraude, de l'immoralité ou de la police connue par les pays du continent. La moralité traditionnelle, née dans un milieu libéral, fondée sur une religion ou des convictions individuelles, a résisté jusqu'à présent à la pression du collectivisme.

On en vient ainsi à la dernière question qui est aussi la question décisive. De quelle Angleterre rêvent les travaillistes? Si, pour l'essentiel, la révolution est accomplie, la société nouvelle est un compromis entre deux structures. La classe dirigeante comprendra à la fois les chefs de l'appareil administratif et industriel de l'État, les dirigeants des syndicats, d'une part, les propriétaires ou managers des entreprises privées, les propriétaires terriens, appauvris mais non éliminés, de l'autre. En revanche, si l'on généralise les nationalisations, progressivement une seule hiérarchie s'imposera, bureaucratique et étatique. Que deviendra, ce jour-là, l'équilibre des forcés sociales, condition de la liberté politique? Que vaudront les chefs qui ne se seront pas imposés, comme ceux d'aujourd'hui, par eux-mêmes et dans la lutte mais qui auront simplement profité de la victoire?

Interrogations relatives à un avenir lointain, à coup sûr. Pour l'instant, le programme des nationalisations est limité (après l'acier, on parle du sucre et du ciment) et les Trade-Unions eux-mêmes ne paraissent pas impatients d'accélérer le mouvement. Il reste qu'une fraction du parti, l'aile gauche, qu'animent soit des extrémistes, soit des intellectuels, réduit malaisément ses ambitions à la simple consolidation du terrain conquis. W. Churchill impute à l'*intelligentsia* la responsabilité des projets "révolutionnaires". Qu'il ait tort ou raison, l'incertitude

en ce qui concerne les objectifs ultérieurs du travaillisme pèse sur les querelles présentes.

Les hommes d'État britanniques savent depuis longtemps que le fonctionnement du parlementarisme britannique exige que les deux partis soient d'accord sur l'essentiel. Dans le monde actuel, face à la menace soviétique, cet accord existe. Entre le travaillisme d'Attlee et de Morrison et le conservatisme d'Eden, il existe probablement encore, mais déjà on approche de la limite. La nationalisation de l'acier, décidée au moment du réarmement, a paru à certains symbolique d'un travaillisme doctrinaire qui diviserait irrémédiablement l'Angleterre. Ce travaillisme doctrinaire n'existe-t-il que dans l'esprit des observateurs continentaux, qui oublient le talent des Britanniques à ne pas aller jusqu'au bout de la logique de leurs idées? Est-il seulement le cauchemar des conservateurs? Ou la réalité de demain?

Les événements internationaux permettent probablement de différer la réponse.

L'Angleterre unie et divisée. III. - De l'État-providence au réarmement

Le Figaro
28 septembre 1950

À l'été de 1950, la situation économique était plus satisfaisante qu'elle ne l'avait été depuis 1945. Le déficit trimestriel de la zone sterling en dollars, qui s'élevait à 330 millions au cours du premier trimestre de 1949, qui avait dépassé 600 millions durant les trimestres suivants, a été remplacé par un surplus de 180 millions au cours du deuxième trimestre de 1950 (sans tenir compte de l'aide Marshall). Depuis la dévaluation, les réserves d'or et de devises de la zone sterling ont augmenté de 1,5 milliard de dollars.

Ces progrès tiennent à de multiples causes. Les importations en provenance de la zone dollar ont été réduites par suite des mesures administratives et de la hausse des prix consécutive à la dévaluation. La réduction prévue était d'un quart, elle a dû être d'un tiers. La prospérité de l'économie américaine a entraîné un accroissement des achats de matières premières de la zone sterling. Au cours des trois derniers mois, les prix de ces matières ont massivement augmenté. La balance des échanges invisibles a dû s'améliorer substantiellement, des mouvements de capitaux, les uns demi-spéculatifs, les autres normaux, ont contribué au renversement de la situation, au point qu'il soit désormais question d'une réévaluation de la livre.

Il s'en faut, naturellement, que toutes les difficultés soient surmontées. Le Royaume-Uni a désormais un déficit dans ses échanges avec la zone sterling. La Grande-Bretagne, faisant fonction de banquier de la zone, recueille les dollars, contrepartie des achats de caoutchouc et d'étain ou de laine faits par les importateurs américains en Malaisie ou en Australie, mais les "balances sterling", détenues par les pays du Commonwealth, augmentent d'autant. La hausse des cours des matières premières aggrave les termes des échanges pour la Grande-Bretagne elle-même. L'an dernier, la Grande-Bretagne était, parvenue à équilibrer à peu près sa balance globale des comptes, mais elle manquait de dollars. L'inverse se produit aujourd'hui. On ne manque plus de dollars, mais l'équilibre global est plus malaisé.

Malgré tout, le gouvernement britannique se sentait délivré de son souci majeur, l'obsession des dollars, au moment où les événements l'obligèrent à

envisager un gonflement subit du budget de défense nationale.

Mesures immédiates

Avant les vacances, le gouvernement avait annoncé d'abord que 100 millions de livres seraient dépensés cette année au-delà des prévisions initiales. Il a ajouté ensuite 70 millions de livres, puis récemment une nouvelle tranche de 100 millions, ce qui porterait le budget militaire de l'année courante aux environs de 1 milliard de livres. Ces sommes sont destinées à couvrir certaines lacunes de l'équipement actuel et surtout de financer des commandes de matériel en particulier d'avions de chasse et de tanks.

Il n'est pas sûr que ces 270 millions supplémentaires puissent être effectivement dépensés au cours de l'année fiscale. En tout état de cause, ce surplus ne suffirait pas, à lui seul, à créer une menace immédiate d'inflation. Aussi le gouvernement a-t-il fait savoir qu'il n'envisageait pas de budget d'automne. Autrement dit, il tient pour possible de financer la première étape du programme sans recettes supplémentaires.

En même temps, le premier ministre a rappelé les chiffres, déjà donnés dans la presse, d'un plan de trois ans s'élevant à 3.600 millions de livres, soit un budget annuel d'environ 1.200 millions, ce qui représente une augmentation de 50% environ par rapport au budget de 1949 (en proportion du revenu national, on passerait de 7,5 à 11,5 environ). Mais l'application de ce plan, ajoute-t-on, dépend de l'aide américaine.

Certaines données sont mal connues. Quel sera l'appoint américain? Sous quelle forme se manifestera-t-il? Quelle fraction de l'industrie devra être "reconvertie" en vue des productions de guerre?

Le premier ministre a donné le chiffre de 250.000 travailleurs, auxquels s'ajouteraient les 70.000 hommes retenus pendant six mois sous les drapeaux et soustraits au marché du travail (sur une main-d'œuvre industrielle d'environ 8,5 millions). Mais le chiffre d'un quart de million ne couvre probablement que les entreprises recevant directement les commandes.

L'économie britannique semble déjà tendue, presque au maximum. On se demande si le supplément de production pour la défense pourra être prélevé exclusivement sur le surplus fourni chaque année par l'accroissement de la production (encore que celui-ci ait été, de 1948 à 1949, de 6,5% et semble plus rapide encore cette année). Plus généralement, les mêmes questions se posent qu'en France. D'où proviendront les ressources dont a besoin l'État: d'impôts

nouveaux ou de la réduction des dépenses publiques? Quels postes seront amputés: consommation intérieure, exportations ou investissements? Comment sera assurée la priorité pour les commandes d'armements?

On connaîtra, au cours des prochains mois, les méthodes que compte employer le gouvernement travailliste. Quelles qu'elles soient, l'attitude des syndicats aura une importance décisive, puisqu'il importera avant tout d'éviter la course des salaires et des prix.

Attitude des syndicats

Les salariés ont été, dans l'ensemble, les principaux bénéficiaires de la redistribution des revenus qui s'est opérée depuis dix ans. Les salaires représentaient, après impôt, 39% du revenu national en 1938, 48% en 1949. En revanche, les loyers, intérêts, dividendes et profits ne représentaient plus que 25% contre 34% en 1938. En valeur réelle, les salaires ont monté de 28% entre 1938 et 1949, tous les autres revenus, pris en bloc, ont diminué de 1,5% entre ces deux dates.

D'un autre côté, depuis un an, les syndicats ont montré une remarquable modération. Ils avaient souscrit à la proposition du gouvernement que la stabilité des salaires devait être maintenue aussi longtemps que l'indice du prix de la vie, à 112 en septembre 1949, ne dépasserait pas 118 ou ne tomberait pas à 106. En fait, cet indice est passé de 111,7 à 113,6 en juillet 1950. L'indice des salaires, dans le même temps, n'a augmenté que d'un point.

La protestation contre le blocage des salaires l'a emporté au dernier congrès des trade-unions. Le principe de la stabilisation a été repoussé à une faible majorité (3.949.000 contre 3.727.000). En revanche, le Congrès a voté, par 5,5 millions contre 2,4 le maintien de l'arbitrage obligatoire. Les votes n'ont qu'une signification symbolique et les mots d'ordre officiels ne changeront pas.

Mais, dès maintenant, des demandes d'augmentation, concernant des millions de salariés, ont été présentées. Est-il possible de les satisfaire sans provoquer une certaine inflation ou de les repousser sans que les troupes se révoltent contre les cadres?

Durant la session extraordinaire du parlement, une grève spectaculaire des receveurs d'autobus avait éclairé un des aspects du problème. Le prétexte de la cessation du travail avait été l'embauchage de deux receveuses. La raison réelle était le mécontentement diffus contre le retard mis par les dirigeants syndicaux à présenter une revendication d'augmentation de salaire d'une livre par semaine.

D'après le ministre du Travail, des agitateurs communistes auraient eu une large part de responsabilité à l'origine du mouvement. Il n'en reste pas moins que ces grèves non officielles sont devenues plus fréquentes et qu'en dehors de l'action communiste, elles s'expliquent par le rôle que jouent désormais les syndicats. Liés au gouvernement, ceux-ci ont pour mission autant d'encadrer les masses ouvrières et de les inviter à la patience que de défendre à tout prix leurs revendications.

Le bon sens des ouvriers anglais ne rend pas impossible l'accomplissement de la tâche. Celle-ci n'en est pas moins singulièrement plus difficile que l'activité traditionnelle. Les syndicats payent la rançon de la participation au pouvoir.

Le parti communiste n'a guère obtenu qu'une centaine de milliers de voix et il n'a fait élire aucun député aux dernières élections. Il ne représente pas une force politique ou populaire, mais, de même qu'aux États-Unis, il constitue une conspiration, à certains égards redoutable. Il a réussi à glisser certains de ses membres dans les syndicats, il contrôle plus ou moins certains d'entre eux, et surtout, clandestinement, il s'ingénie à entretenir l'agitation et à déchaîner les grèves inofficielles qui visent à déconsidérer la direction officielle des trade-unions. Docks, transports, distribution de nourriture semblent les secteurs particulièrement visés à l'heure présente.

Les chefs syndicaux sont violemment anticomunistes et c'est le secrétaire de la puissante fédération des ouvriers des transports (celle à laquelle appartenait M. Bevin), Arthur Deakin, qui réclama l'interdiction du parti communiste. Ni le gouvernement ni l'opinion n'envisagent une mesure aussi contraire à la tradition libérale, mais le gouvernement prépare, semble-t-il, un projet de loi spécial. Les sabotages, dont plusieurs navires de guerre ont été l'objet, sont généralement imputés à la même conspiration. Celle-ci, malgré tout, demeure un fait secondaire. L'interrogation essentielle concerne l'attitude de la classe ouvrière à l'égard de la situation créée par le réarmement. Les syndicats, en immense majorité, suivent le gouvernement. Le Congrès des trade-unions a approuvé par plus de 7 millions de voix contre moins de 600.000 la politique extérieure du cabinet et l'intervention en Corée. Elle partage la volonté commune à la nation entière de maintenir la grandeur de la patrie et de faire face à un agresseur éventuel. Elle acceptera les sacrifices qui lui seront demandés pourvu, selon l'expression convenue, qu'ils soient équitablement répartis. C'est sur le sens de cette expression que les divergences risquent de s'élever.

La gauche du parti souhaite qu'une nouvelle avance du socialisme atténue

l'impopularité supposée du gonflement des dépenses militaires. Mais les nationalisations n'apporteraient qu'une compensation morale et on doute que les profits, en majeure partie réinvestis ou prélevés par l'impôt, suffisent à fournir les fonds supplémentaires dont l'État aura besoin.

Jusqu'à présent, le gouvernement n'a pas fait son choix. Il ne se résigne à amputer ni le programme de constructions et d'investissements ni les services sociaux, il entend maintenir les exportations et la consommation intérieure, il recommande la stabilité des salaires, mais sans élever la voix. Il dispose probablement encore d'un délai pour faire son choix mais finalement aucune classe pourra-t-elle être épargnée entièrement par les conséquences du réarmement?

D'accord sur le principe de celui-ci, le peuple anglais se divisera-t-il sur les modalités d'application? Certaines controverses sont inévitables; on doute qu'elles prennent une violence dangereuse. Le gouvernement sera entendu à la seule condition qu'il parle à la nation le langage auquel, au temps du péril, celle-ci n'a jamais manqué de répondre.

L'Angleterre unie et divisée. IV. - Le programme militaire

Le Figaro
29 septembre 1950

Parmi les pays du traité de Bruxelles, c'est la Grande-Bretagne qui a, jusqu'à présent, dépensé le plus pour la défense nationale, à la fois en chiffres absolus (750 à 800 millions de livres) et en pourcentage du revenu national (7,5 en 1949-1950 contre 5 en France, 2,5 en Belgique). Même aux États-Unis, avant la campagne de Corée, le budget militaire représentait un pourcentage inférieur (5,9). C'est à coup sûr la Grande-Bretagne qui, entre les nations européennes, possède la meilleure base de départ en vue d'un réarmement ultérieur. En matière de technique aéronautique, elle n'est dépassée par personne, ni allié ni possible ennemi, et pour certains types d'appareil ou de moteurs elle tient la tête. Elle dispose d'une réserve de plusieurs millions d'hommes, instruits pendant la guerre. Les usines sortent un tank auquel on prête une valeur égale à celui des types soviétiques ou américains. La *Royal Navy*, en dehors de la flotte en service, a une réserve imposante d'unités susceptibles d'être modernisées ou de servir telles quelles.

En dépit de ces circonstances favorables, il s'en faut que la Grande-Bretagne ait, à l'heure présente, des forces immédiatement mobilisables à la mesure des responsabilités qu'elle assume en Extrême-Orient, dans le Moyen-Orient ou en Europe.

Forces actuelles et programme immédiat

Les chiffres relatifs aux effectifs actuels de l'aviation ne sont pas communiqués, au public ni même au Parlement, en séance publique. On parle de 2.000 avions de première ligne au minimum. En ce qui concerne l'armée, nulle consigne de secret. Elle compte, à l'heure présente, environ 400.000 hommes dont moitié fournis par la conscription. 200.000 hommes sont stationnés outre-mer et forment quatre à cinq divisions, d'ailleurs incomplètes. Les autres se trouvent en Angleterre, mais ne sont pas organisées en formations combattantes.

La disproportion entre le nombre des soldats et celui des grandes unités, sensiblement plus faible qu'avant la guerre de 1939, s'explique par le recours au service militaire obligatoire, par la méthode d'appel et de formation des conscrits et aussi par le nombre des exemptions. Une fraction importante des soldats de

métier est occupée à l'entraînement des recrues. Avec le service de dix-huit mois, le temps durant lequel les *service men*, après la période d'entraînement, pouvaient servir dans les grandes unités était trop court. La prolongation de la durée du service corrige le défaut du système. En même temps, le recrutement des soldats de métier n'a cessé de décliner au cours de ces dernières années. 95.500 hommes s'étaient engagés dans l'armée en 1947, 67.200 en 1948, 52.300, en 1949. L'augmentation massive de la paye vise à renverser cette tendance. La mesure avait été demandée par l'opposition depuis plusieurs années.

Le programme immédiat, tel qu'il a été exposé par M. Attlee et par M. Shinwell, comporte la mise sur le pied de guerre des divisions stationnées outre-mer, trois (au lieu de deux actuellement, la division supplémentaire étant blindée) en Allemagne, quatre en Extrême-Orient ou en Proche-Orient et la formation en Grande-Bretagne d'une réserve stratégique de deux divisions, dont une blindée, plus une brigade de parachutistes. À ces dix divisions de l'armée régulière s'ajouteraient douze divisions de l'armée territoriale (armée de réserve formée d'anciens soldats de métier, de soldats ayant fait leur service, et des hommes ayant servi durant la dernière guerre). Mais ces divisions ne seraient prêtes qu'un certain temps, entre quelques semaines et quelques mois, après la proclamation de la mobilisation générale.

Les dix divisions d'active, d'après les déclarations du ministre de la Défense, seraient disponibles dès le printemps prochain. M. Shinwell a insisté sur la nécessité d'aller vite, de manière à disposer le plus tôt possible de forces susceptibles de répondre non à une offensive générale, mais à des incidents locaux. Les douze divisions territoriales seraient prêtes au cours de l'année prochaine, mais cette affirmation a paru empreinte de quelque optimisme.

Ce programme est évidemment provisoire. Le ministre de la Défense a déclaré que l'adjonction d'une division aux forces d'occupation en Allemagne répondait aux demandes françaises et que les objectifs seraient éventuellement révisés en fonction des circonstances. Mais il semble que dix divisions soient considérées comme le nombre maximum de grandes unités que l'on puisse former sans accroître substantiellement les effectifs de l'armée. Le ralentissement des engagements, durant les dernières années, rend plus difficile l'expansion prévue. L'armée ne dispose que 17.000 officiers de carrière, sur un total actuel de 30.000, et elle aura besoin, pour remplir son programme, de plus de 40.000 officiers.

En tout état de cause, le réarmement prend du temps parce qu'il implique la

reconversion d'une partie de l'industrie. Prenons l'exemple de l'industrie aéronautique. En 1935, elle employait 35.000 ouvriers et, en 1936, elle produisait 2.000 appareils. En 1939, elle employait 350.000 ouvriers et sortit 8.000 appareils; en 1944, deux millions d'ouvriers et 27.000 appareils. À l'heure présente, elle emploie environ 150.000 ouvriers, mais chaque appareil coûte environ quatre fois plus d'heures de travail, ce qui donne une idée approximative de la production annuelle. Des commandes importantes ont été passées depuis la guerre de Corée. De même, la production de tanks, de l'ordre de 500 par an, serait triplée par les commandes actuelles.

Pour augmenter ces chiffres substantiellement, il faudrait mettre l'industrie elle-même sur le pied de guerre. Telle n'est pas, au moins provisoirement, l'intention du gouvernement.

Comment mesurer le réarmement?

L'établissement d'un programme de réarmement est commandé par des considérations multiples et parfois contradictoires. Les armes que l'on peut fabriquer immédiatement sont déjà dépassées par les prototypes dessinés ou même construits. Si l'on attend trop, on risque de n'avoir pas assez d'armes au moment décisif. Si on se hâte trop, on risque d'avoir, au moment décisif, des armes déjà dépassées. On est soucieux de ne pas désorganiser l'économie et de maintenir un équilibre entre son propre effort et celui de ses alliés. Mais on est soucieux également de posséder les forces nécessaires pour décourager l'agresseur et répondre à toutes éventualités.

Mais à quelles éventualités songe-t-on? Une guerre limitée comme celle de Corée ou une guerre générale? Suffit-il, pour décourager l'agresseur, d'être préparé pour celle-là ou faudrait-il l'être aussi pour celle-ci? Telles sont les questions que l'on se pose ou plutôt que j'ai infatigablement posées au cours d'un récent séjour en Grande-Bretagne.

Je n'oserais dire que j'ai obtenu des réponses catégoriques dans un sens ou dans un autre. Les questions mêmes éveillaient quelque soupçon, tant elles paraissaient marquées par ce goût des distinctions logiques (ou prétendues logiques) que l'on impute et que l'on reproche volontiers aux Français. L'essentiel dépend évidemment du jugement que l'on porte sur l'évolution diplomatique au cours des prochaines années. Envisage-t-on que la guerre froide se poursuive sans terme prévisible, avec des alternatives de tension et de détente, avec des guerres limitées du type coréen, mais sans guerre générale ou totale? Ou bien, au contraire, estime-t-on que les prochaines années seront décisives

dans un sens ou dans un autre? En ce dernier cas, l'Occident devrait combler son retard en fait d'armes classiques, comme si, d'ici deux ou trois ans, la bombe atomique était vouée à la neutralisation du fait de l'accumulation de stocks des deux côtés.

Il ne faut pas choisir, m'objecte-t-on, et tenir compte des deux possibilités. Le malheur est que ne pas choisir, c'est encore choisir. Si l'on mesure le réarmement en fonction d'une économie de paix, on choisit en fait le premier terme et l'on s'arme en vue de guerres limitées. En revanche, si l'on admet le deuxième terme on devrait consentir à une conversion importante de l'industrie et, par suite, sacrifier les habitudes de l'économie de paix.

Quel choix révèle le programme actuel? À s'en tenir aux chiffres publiés et aux explications officielles, le choix aurait été fait en faveur de l'hypothèse optimiste. La Grande-Bretagne peut supporter l'accroissement des dépenses prévues (surtout si l'aide américaine en couvre la moitié, selon les propositions britanniques) pendant des années. Le budget, militaire serait porté à 1 milliard de livres, ce qui représentera à peine 10% du revenu national. En 1920-24, les dépenses sociales montaient à 5,7% du revenu national, en 1949-50 à 17,5. Les pensions de guerre et le budget militaire montaient, en 1920-24, à 12,8% du revenu national. Cette proportion reste la même en 1949-50.

Mais rien ne prouve que ce choix soit définitif.

D'ici un an ou deux, les pays européens ne peuvent être préparés qu'à des conflits limités. Même si ceux-ci paraissent improbables sur le vieux continent (on empêcherait difficilement l'extension du conflit en cas d'une attaque des satellites contre la Yougoslavie ou de l'armée allemande de l'Est contre la République fédérale), les mesures d'urgence doivent répondre à ce risque. La mise sur pied d'une armée atlantique, capable d'offrir à l'Europe occidentale une chance raisonnable d'éviter l'occupation en cas de guerre et, par là même, de réduire le risque de guerre, exige en tout état de cause du temps.

Les Britanniques n'aiment guère les plans stratégique-politiques à long terme. Mais ils ont gardé la vertu d'honorer leurs engagements et ils sont résolus à prendre toute leur part de l'effort commun.

Résolution et résignation

Le gouvernement et l'opinion britanniques n'ignorent pas quelles conséquences catastrophiques et peut-être mortelles aurait, pour le pays, l'occupation de l'Europe occidentale par une armée ennemie. Mais les

obligations de la Grande-Bretagne ne se limitent pas à l'Europe. La défense de certaines positions en Extrême-Orient (Hong-Kong, Malaisie) occupe des forces en temps de paix belliqueuse et ne serait pas sacrifiée en temps de guerre totale. La défense du Proche-Orient paraît aussi vitale que celle de l'Europe. Comme la France, encore qu'à un moindre degré, la Grande-Bretagne connaît la disposition entre ses ressources militaires et ses obligations. Les armes de guerre coûtent de plus en plus cher. La flotte et l'aviation absorbent une grande partie des ressources. À moins de mobilisation totale, le nombre des divisions terrestres disponibles sera inévitablement limité.

Personne ne se fait d'illusion sur les conséquences d'une guerre éventuelle. Même si la coalition atlantique finissait par l'emporter, les nations européennes paieraient la victoire d'un nouvel affaiblissement. L'Angleterre risquerait d'être, pour l'aviation soviétique, la cible de représailles atomiques. Aucune de ces considérations n'entame la résolution du peuple et de son gouvernement. Aucune n'affaiblit la conscience de la solidarité avec les États-Unis d'abord, avec les pays européens ensuite. Mais la volonté de faire face n'a rien de commun avec la résignation à une pseudo fatalité. En Grande-Bretagne, comme partout, les jugements sur le proche avenir divergent, mais la confiance que la guerre totale n'aura pas lieu m'a paru dominante.

Réarmer non en vue de gagner la guerre, mais en vue de sauver la paix: la formule, en ce cas, n'est pas un slogan de propagande, mais une conviction sincère.

L'Angleterre unie et divisée. V. - L'Île et le continent

Le Figaro

30 septembre-1er octobre 1950

La Grande-Bretagne est aujourd'hui militairement solidaire du continent plus qu'à aucune autre époque, et elle le sait. Mais la nation n'a pas conscience, aujourd'hui plus qu'hier, d'une communauté politique ou morale avec l'Europe continentale. Probablement cette conscience a-t-elle même été émoussée par les soucis de la reconstruction et la promotion d'un parti qui, en dépit de son idéologie, était plus insulaire que les partis traditionnels.

Le syndicalisme britannique a toujours été un phénomène unique. Les dirigeants des trade-unions ou du Labour 1945 n'accordaient beaucoup d'attention ni aux pays étrangers ni aux organisations internationales. Depuis l'avènement au pouvoir ils ont déployé une grande activité, s'efforçant de reconstituer un substitut de la Iie internationale. Mais si les partis socialistes sont au pouvoir dans les pays scandinaves, où ils adoptent des méthodes de gestion analogues à celles du travaillisme, ils ne sont pas au pouvoir en Belgique, en France ou en Italie. Tout au plus participent-ils à des gouvernements de coalition qui, dominés par des partis bourgeois, se réclament plus ou moins du libéralisme (dans le cas de la France, le libéralisme est plus verbal qu'effectif). Du coup surgissent des difficultés désormais bien connues.

Les jeunes travaillistes parlent du "libéralisme continental" avec une indignation non feinte. Celui-ci est, à leurs yeux, symbolique d'une extrême inégalité, du désordre administratif, de la corruption. Pour dénoncer ce relâchement, ils retrouvent le ton de leurs ancêtres puritains, plus britanniques que socialistes, bien que l'idéologie socialiste leur serve à condamner une fois de plus les vices des Français ou des Italiens. Une fédération européenne, s'écrie un intellectuel du parti, ce serait le contrôle des changes abandonné à un fonctionnaire italien vénal (et le visiteur a l'impression qu'en cas de dialogue avec un Italien, le fonctionnaire vénal serait baptisé Français).

Les travaillistes regrettent amèrement que le Channel ne soit pas plus large de quelques centaines de kilomètres.

Rôle historique

On aurait tort, malgré tout d'exagérer l'importance de ces facteurs

psychologiques. L'essentiel est une situation de fait que les partisans d'une fédération européenne, sur le continent, s'obstinent à ne pas reconnaître, comme si les propagandes et les exhortations abattaient les murailles.

En cas de guerre le sort de la Grande-Bretagne risque de se jouer sur le continent (encore qu'à demi consciemment, beaucoup de Britanniques espèrent que le miracle de 1940 se renouvellerait). En temps de paix, la Grande-Bretagne se sent liée davantage économiquement à la zone sterling et à la zone dollar qu'aux partenaires du plan Marshall, la zone sterling a, en 1949, fourni 38% des importations du Royaume-Uni et absorbé 52% de ses exportations, les pourcentages correspondants pour les pays de l'O.E.C.E. sont de 24% et de 23%). Politiquement, les hommes d'État anglais se sentent plus à leur aise avec leurs collègues du Commonwealth, formés aux habitudes du parlementarisme britannique, qu'avec leurs collègues européens. Les pratiques des assemblées continentales leur paraissent déconcertantes.

Sur le plan politique, le travaillisme attache le plus grand prix aux relations avec les pays de l'Asie du sud-est, récemment promus à l'indépendance. L'amitié avec l'Inde libérée leur paraît, à juste titre, la consécration du chef-d'œuvre de C. Attlee.

De janvier 1947 à juillet 1949, la Grande-Bretagne a investi au dehors 468 millions de livres et, durant la même période, elle a remboursé 467 millions de livres à l'Inde, au Pakistan, à l'Égypte, à la Perse, sur les dettes sterling contractées pendant la guerre. Autrement dit, durant cette période, les remboursements sur les balances sterling et les investissements en Afrique et en Asie ont largement dépassé les dollars reçus au titre du plan Marshall (335 millions) ou les diminutions des réserves en or ou en devises (206 millions). Or investissements et remboursements paraissent aux dirigeants britanniques répondre à une nécessité historique. Ils constituent une application du point IV avant la lettre. Élever le niveau de vie des pays dits insuffisamment développés, c'est travailler pour l'Occident entier, c'est contribuer à la défense contre l'expansion soviétique, c'est reprendre, sous une forme adaptée aux circonstances du XXe siècle le rôle impérial de la Grande-Bretagne.

L'ardeur avec laquelle les intellectuels du travaillisme conseillent la reconnaissance de Mao Tse TOUNG s'explique par des considérations de cette sorte. La décision du Foreign Office a été dictée à l'origine par des arguments de fait: souci de sauvegarder des intérêts commerciaux, conviction que, la victoire communiste étant acquise, il convenait d'"apaiser" le nouveau régime et de

l'aider à ne pas devenir un simple satellite de l'Union soviétique. Mais l'attitude des dominions de l'Asie du sud-est a été un facteur important. Le gouvernement de l'Inde est anticommuniste, mais il est aussi anticolonialiste. Il entretient de bonnes relations avec la démocratie populaire de Chine et rêve d'une Asie composée d'États indépendants, soustraite à la nécessité de choisir entre l'Est et l'Ouest.

Certains intellectuels du travaillisme espèrent qu'à la longue Mao Tse Toung, en dépit de son communisme, se rapprochera d'une telle position. En 1945, au cours de la campagne électorale, les orateurs du Labour annonçaient qu'eux à la différence de Churchill sauraient s'entendre avec Staline. Ils ont perdu cette illusion, ils savent qu'au contraire le stalinisme tient le socialisme pour l'ennemi n°1, parce que celui-ci, s'adressant à la même clientèle, lui fait directement concurrence. Aujourd'hui, ils conservent l'espoir de grouper les socialismes nationaux qui, dégagés de l'emprise stalinienne, apprendraient dans les Îles britanniques le respect de la liberté. De grands dignitaires du parti viennent de faire le voyage de Belgrade.

Collaboration, non fédération

Même le parti démocrate aux Etats-Unis est, à leurs yeux, du bon côté de la barricade, parce qu'il entretient des relations amicales avec les syndicats et qu'il est favorable au *Welfare State*. Les réproches sont les libéraux, c'est-à-dire les Européens, qui n'ont pas encore oublié les leçons que leur donnait l'Angleterre d'hier.

En même temps, ajoutent les travaillistes, nous n'avons nullement sacrifié la collaboration concrète, pratique avec l'Europe occidentale, pourvu qu'elle prenne la forme d'accords entre gouvernements.

La Grande-Bretagne a pris l'initiative du traité de Bruxelles, de l'état-major de Fontainebleau. Elle a apporté, à la défense de l'Europe occidentale, une contribution plus importante qu'aucun de ses alliés. Elle vient de souscrire à l'Union européenne de paiements. Elle ne s'est jamais refusé à un rapprochement avec les pays de l'O.E.C.E., pourvu qu'il ne mette pas en danger son économie de plein emploi, pourvu qu'en ne lui demande pas d'abandonner une part de souveraineté. Or, sur ce point, les conservateurs n'agiraient pas autrement que les travaillistes. Eux non plus ne consentiraient pas à un transfert de souveraineté et, s'ils avaient souhaité la présence britannique aux négociations du pool de l'acier et du charbon, leur intention n'était certes pas de favoriser la constitution de la Haute Autorité. Les représentants britanniques à Strasbourg

paraissent freiner le mouvement. Mais la raison en est leur opposition de principe: depuis longtemps connue, à une fédération européenne. Ils combattent des idéologies inapplicables, ils consentent à tous les accords réalisables.

Il y a une large part de vérité dans cette argumentation. Même si l'on fait quelques réserves sur l'opposition entre "la corruption continentale" et "la pureté travailliste" (après tout, l'égalitarisme socialiste n'exclut pas les traitements de 7.500 livres par an pour les dirigeants d'entreprises nationalisées), il reste que le système économique du Labour ne se conçoit guère en dehors du cadre national. Tous les Anglais tiennent leurs liens avec les États-Unis et le Commonwealth pour aussi important, sinon plus, que leurs liens avec l'Europe occidentale.

Une telle politique n'en a pas moins une faiblesse: elle est empirique et raisonnable, elle méconnaît entièrement la force de l'idée européenne, au moins sur le continent. Les théoriciens d'outre-Manche nous expliquent que le mythe européen n'est qu'une manière d'exprimer et de camoufler une sorte de défaitisme, la révolte contre un État national désorganisé et impuissant. Même si cette interprétation était vraie (et elle ne l'est que partiellement), il serait dangereux d'étouffer une idéologie qui donne à des millions d'Européens une perspective d'avenir. À courte échéance. Il n'est aucune tâche concrète que la méthode "fonctionnelle", de collaboration entre gouvernements, ne permette d'accomplir tout aussi bien que la révolution fédérale, mais éliminer définitivement l'idée de cette dernière viderait l'action quotidienne de son potentiel d'espoir.

On nous reproche, répondent les travaillistes, de manquer d'hypocrisie. Si les peuples du continent, Belgique, Allemagne, Italie, France veulent se fédérer, nous n'y faisons aucune objection. Nous nous sommes tenus à l'écart du plan Schuman, nous n'avons pas cherché à en paralyser l'application. Les conservateurs, soucieux de maintenir la présence britannique, montreraient-ils la même réserve? Après tout, les fédéralistes, s'ils prennent au sérieux leurs principes et ne les utilisent pas simplement comme un alibi, devraient être reconnaissants aux travaillistes de leur indifférence.

Telle est, me semble-t-il, l'alternative. Les travaillistes sont plus insulaires, mais ils laissent le champ libre aux expériences continentales. Les conservateurs seraient, à certains égards, plus proches des Européens, mais ils chercheraient à participer aux expériences continentales et à les limiter.

Alternative qui n'a, du reste, aucun caractère tragique. Travaillistes et conservateurs sont d'accord entre eux et avec leurs alliés du traité de Bruxelles

pour accomplir la tâche urgente du réarmement occidental. Une fois de plus, l'unité l'emporte, et de beaucoup, sur les divergences.

Le blocage des prix et des salaires

Le Figaro
2 février 1951

L'administration américaine vient de décréter le blocage des prix et des salaires attendu depuis plusieurs semaines. L'événement fournit un argument à ceux qui prêchent, en France, des mesures analogues. La patrie légendaire du libéralisme donne l'exemple du dirigisme autoritaire. Comment hésiterait-on à le suivre?

L'inflation américaine

L'inflation américaine a été déclenchée, jusqu'à présent, moins par les dépenses publiques ou les commandes d'armements que par les réactions du public à la campagne de Corée, à la décision de réarmement et à l'anticipation de la hausse des prix et de la pénurie.

La hausse des prix, on le sait, a été particulièrement rapide sur les marchés mondiaux de matières premières. Elle a été causée moins par des besoins actuellement accrus que par la prévision de ces besoins accrus et par le désir des autorités américaines d'accumuler des stocks. À l'intérieur, il n'y a pas eu, au cours des six derniers mois de 1950, de déficit réel des finances publiques. Les recettes ont, dans l'ensemble, équilibré les dépenses. Un certain réarmement fut décidé, dès le lendemain du franchissement du 38^e parallèle, mais la mise en application fut lente. Les dépenses militaires qui représentaient un milliard de dollars par mois environ, avant l'affaire coréenne, dépassèrent à peine 1,6 en décembre.

C'est donc dans le secteur civil que sont intervenus les changements essentiels que les statistiques révèlent fort clairement. Au cours du premier trimestre, les dépenses de consommation du public correspondaient à un total annuel de 182,4 milliards, de 185,2 durant le deuxième trimestre, de 198,4 durant le troisième, de 197 durant le quatrième (il y eut un arrêt dans le fièvre d'achat au lendemain du débarquement d'Inchon). Elles continuent à croître en 1951. Un grand magasin de New-York indiquait que les achats dépassaient à l'heure présente de 25 % ceux de l'an dernier.

En même temps, de juin à octobre, les stocks augmentèrent de quelque 5 milliards, montant approximatif des crédits supplémentaires consentis par les banques au monde des affaires. Les particuliers craignaient le manque de

certaines marchandises, qui firent effectivement défaut durant la dernière guerre, les entrepreneurs ou les commerçants renouvelaient leurs stocks par crainte de la hausse des prix, ils augmentaient eux-mêmes leurs prix par crainte du blocage.

Si le mouvement inflationniste était déclenché avant même que fussent ressentis les effets des commandes d'armements, le vaste programme militaire de 1951-1952 devait inévitablement l'accélérer. Puisque les hausses de prix et de salaires s'accéléraient en prévision du blocage, ce dernier devenait urgent. Mais s'il constitue une mesure indispensable, il ne se suffit pas à lui seul.

Le blocage est conçu comme une mesure conservatoire destinée à fournir un répit durant lequel les mesures authentiquement anti-inflationnistes, impôts rigoureux, restrictions de crédit, entreront en action. Le réarmement, les investissements supplémentaires, destinés à élargir la capacité de production vont distribuer un pouvoir d'achat, sans que la masse des biens consommables soit accrue en proportion. Il importerait donc qu'il y eût non seulement un équilibre, mais un surplus budgétaire.

À supposer que le pouvoir d'achat excédentaire ne soit pas entièrement résorbé, il n'en résultera probablement pas de dommages considérables, en raison de l'extraordinaire élasticité de l'appareil de production américain, donc de l'offre de marchandises. Sans doute les biens de consommation durables (automobiles, frigidaires, machines à laver, postes de radio et de télévision, etc.), qui emploient les mêmes machines, les mêmes ouvriers, les mêmes matières premières que les industries d'armements, seront moins abondants, mais le contrôle des prix est, en ce secteur, relativement facile. En fait de nourriture, une demande supplémentaire pourrait être satisfaite sans hausse sensible des prix.

Le plus grave danger aux États-Unis n'est pas qu'une stagnation de l'offre, face à un pouvoir d'achat gonflé par les commandes d'armements, favorise une hausse vertigineuse des prix, mais bien plutôt qu'une volonté et une capacité d'expansion, en vue de répondre tout à la fois à la demande civile et à la demande militaire, aggrave pour les États-Unis et surtout pour le reste du monde la pénurie de matières premières.

La situation française

Le cas français est tout différent. Il y a eu ni fièvre d'achat, ni expansion brusque de la production ou de la consommation civile. Et les commandes d'armements distribuées jusqu'à présent n'occuperont qu'une fraction dérisoire de la capacité industrielle. Une proclamation soudaine d'un blocage général des prix et des salaires aurait plutôt pour résultat de précipiter que de prévenir les maux

que l'on redoute. On créerait artificiellement une psychose de hausse et de pénurie qui, pour l'instant, n'existe pas.

L'équilibre précaire de l'économie française est menacé pour trois raisons principales: la hausse des cours et la rareté de certaines matières premières, le déficit des finances publiques, dont les répercussions risquent d'être amplifiées dans la conjoncture présente, la rigidité de l'appareil de production. Chacune de ces difficultés appelle des mesures appropriées, qui entraîneront peut-être de proche en proche une extension du dirigisme, mais non, pour l'instant, une opération chirurgicale du type américain.

À la longue, la hausse du coton, de la laine et du cuir se fera sentir peu à peu au stade du détail. Mais la réticence de la clientèle a retardé et freiné la transmission de la hausse d'un bout de la chaîne à l'autre. Il n'y a donc pas lieu à intervention immédiate ou spectaculaire. En revanche, si telle matière première vient à manquer, la répartition administrative s'imposera pour éviter les réactions en chaîne d'une hausse massive.

Les hausses dont il est question à l'heure présente, charbon, électricité, gaz, loyers, ne sont pas celles qu'un décret puisse durablement éviter. La hausse du prix du charbon importé et du fret est un fait et on n'a le choix qu'entre les inconvénients (subvention accrue ou montée des prix). Ailleurs, la hausse, prévue depuis longtemps, est imputable au gonflement des coûts (salaires, matières premières, etc.). Dans aucun cas, l'augmentation de la demande n'est principalement responsable. Le blocage ne résoudrait rien.

Il dépend du gouvernement français de réduire le plus possible les facteurs internes d'inflation, par une politique rigoureuse de fiscalité et de crédit, en réduisant les dépenses publiques les moins indispensables, en contrôlant, si besoin est, les investissements privés.

Malheureusement l'économie française souffre d'une souplesse insuffisante de l'appareil de production. La capacité d'expansion passe pour faible (7%, nous disent les experts, toujours précis, quand les connaissances ne permettent que des hypothèses). La main-d'œuvre, surtout qualifiée, manque et elle est peu mobile en raison de la pénurie de logements. Il n'est pas au pouvoir des gouvernants d'accroître par un coup de baguette magique le potentiel de l'industrie. Il reste que le taux des salaires, des heures supplémentaires, à partir de 40, et surtout de 45 heures, freine ce que tout le monde souhaite encourager.

La conjoncture présente certains traits communs à travers tout le monde libre, mais les différences de pays à pays sont telles qu'il serait absurde d'imiter

passivement telle procédure, adaptée à des circonstances particulières.

Les règles valables partout sont simples en théorie et difficiles à appliquer: il vaut mieux résorber l'inflation en "pomper" le pouvoir d'achat excédentaire que la "refouler" par des contrôles, mais il vaut mieux la refouler ou la canaliser que lui permettre de s'amplifier sous prétexte de libéralisme.

La cogestion en Allemagne

Le Figaro
16 février 1951

On a peu parlé, en France, du conflit, dans la République fédérale, entre syndicats ouvriers, syndicats patronaux et gouvernement à propos de ce que les Allemands appellent *Mitbestimmungsrecht* et que nous traduisons *droit de cogestion*. Les syndicats ouvriers l'ont emporté sur toute la ligne: le compromis adopté est, pour l'essentiel, conforme à leurs propositions et il est soumis au parlement de Bonn par le ministre Adenauer sous forme d'un projet de loi.

La loi prévoit que les conseils d'administration (*Aufsichtsrat*) seront composés en nombre égal de représentants ouvriers et de représentants patronaux, auxquels s'adjoindra un onzième membre faisant fonction d'arbitre ou de médiateur, qui sera choisi par les dix premiers et confirmé par l'assemblée générale. Le conseil de direction (*Vorstand*), de trois membres nommés par le conseil d'administration à la majorité des deux tiers, comprend un *directeur du travail*, compétent pour les questions d'assistance, de sécurité, de logement, de rapports entre la main-d'œuvre et la direction. Enfin, houillères et sidérurgie seront contrôlées et orientées par un *Sénat*, sorte de conseil de la profession, de composition également paritaire, dont les membres, âgés de 50 ans au moins, seront choisis par le gouvernement sur proposition des organisations professionnelles.

La politique des syndicats

Quand on imagine le passé, les barons de la Ruhr, qui, bien plus que les industriels des autres pays, méritaient le titre de féodaux de l'industrie, la participation sur un pied d'égalité des représentants des syndicats aux organes directeurs apparaît comme une révolution. Aussi bien les syndicats ont-ils employé des moyens révolutionnaires pour imposer leur volonté aux entrepreneurs et aux pouvoirs publics. Ceux-ci ont capitulé sous la menace d'une grève générale des mines et des hauts-fourneaux, annoncée pour le 1er février, grève générale qui, à l'heure présente, aurait précipité une catastrophe nationale (l'économie aurait été paralysée par le manque de charbon).

Il n'est pas douteux que le recours à la menace de grève générale pour imposer à l'assemblée nationale le vote d'une certaine loi est contraire à l'esprit du régime parlementaire. La grève pour soutenir des revendications professionnelles est

normale, la grève au service des réformes de structure est pour le moins une méthode périlleuse. Elle suggère à toutes les catégories sociales que les problèmes se règlent par la force et non pas selon la règle majoritaire.

Les syndicats objectent que les réformes sont liées à l'essence même d'une société démocratique et surtout ils sont en droit d'invoquer un argument de poids: la composition paritaire des conseils d'administration et le directeur du travail ont été introduits par les autorités anglaises d'occupation dans les entreprises sidérurgiques "décartellisées". Le système a, dit-on, convenablement fonctionné. Provisoire jusqu'à présent, il deviendra définitif s'il est approuvé par le Parlement de Bonn et il s'étendra aux houillères.

La victoire des syndicats n'a pas été favorisée seulement par les circonstances économiques, qui ne permettaient pas de faire les frais d'une grève dans la Ruhr, elle a été préparée par les dirigeants ouvriers depuis la fin de la guerre. Instruits par les malheurs de la République de Weimar, ils ont organisé un syndicat unique, indépendant des partis politiques, au lieu des multiples syndicats, chacun rattaché à un parti. Ils ont manifesté, en matière de salaires une extrême modération, convaincus que, dans l'intérêt même des ouvriers, le relèvement de l'industrie et la lutte contre l'inflation devaient passer en première ligne. Enfin, ils avaient concentré leur action sur le sujet de la cogestion, ils avaient réussi à répandre dans les milieux ouvriers la conviction que la réforme était indispensable, décisive.

Au début de l'année 1951, les travailleurs, en de libres consultations, avaient, en immense majorité, répondu qu'ils étaient prêts à la grève pour obtenir la confirmation et la généralisation de la cogestion. À partir de ce moment, le résultat du conflit était acquis. Lorsque les communistes manœuvrent une fraction importante du prolétariat en fonction des intérêts de l'Union soviétique, ils affaiblissent l'action de la classe ouvrière. En revanche, quand celle-ci est unie dans un syndicat unique, il n'est plus guère possible de gouverner sans accord avec ce dernier. Tel est le cas en Angleterre. Tel est, semble-t-il, le cas en Allemagne.

Reste à savoir ce que le syndicat veut faire de son pouvoir.

Vers le corporatisme?

Ni les syndicats américains ni les syndicats anglais ne sont partisans de la cogestion. Les uns et les autres tiennent que les syndicats ne peuvent pas simultanément assumer les responsabilités de la direction et défendre les revendications des employés. Les deux fonctions sont contradictoires.

Supposons même que les dirigeants des syndicats aient la compétence nécessaire pour occuper un poste de direction. Ils perdront rapidement le contact avec la base, dès lors qu'ils seront en permanence de l'autre côté de la barricade. Ou ils deviendront de mauvais syndicalistes ou ils ne deviendront pas de bons directeurs. Non qu'il y ait inévitablement conflit entre la demande ouvrière et les nécessités de la gestion, mais l'accord ou le compromis doit se faire entre hommes qui représentent chacun un des éléments du problème. L'équilibre résulte de la tension entre les revendications des travailleurs et les exigences de l'entreprise, non de la confusion en une même personne de tâches divergentes.

Les syndicalistes allemands n'acceptent pas cette argumentation des syndicalistes américains et anglais. Pourquoi? La raison principale qu'ils invoquent est d'ordre politique et presque historique. Ils craignent le retour de l'ancien personnel de direction auquel ils imputent, pour une part, la ruine de la République de Weimar et dont ils craignent les tendances réactionnaires. La cogestion empêcherait au moins les féodaux de l'industrie de peser sur la démocratie nouvelle.

Cette raison, qu'on en reconnaisse ou non la légitimité, importe moins que les conséquences. Or, la conséquence la moins douteuse est la formation d'un complexe économique-social, dont la puissance sera quasiment irrésistible. Les intérêts des charbonnages ou de la sidérurgie de la Ruhr - intérêts liés des employés et de l'industrie - seront, plus encore que par le passé, confondus avec l'intérêt national. Les revendications de salaires et de prix présentées par les syndicats ouvriers et patronaux seront irrésistibles. Une démocratie pluraliste exige un équilibre entre les diverses puissances. Cet équilibre est dès maintenant rompu en faveur de l'industrie lourde. Le parti libéral et les partis de droite, qui forment avec les démocrates-chrétiens, la coalition gouvernementale, protestent contre le chantage des syndicats et la capitulation des pouvoirs publics. On doute pourtant qu'ils parviennent à arrêter le mouvement. Les syndicats vont prendre l'industrie chimique pour cible prochaine. Ils généraliseront probablement l'application du principe de la cogestion.

Seront-ils les bénéficiaires de tant de victoires? L'issue demeure douteuse. Solidaires de l'entreprise ou d'un secteur industriel, les syndicats ne vont-ils pas précipiter l'évolution vers un corporatisme? Les industries, chacune organisée, se soumettront-elles à la loi, formulée par un Parlement? Ce dernier ne va-t-il pas perdre encore une part d'une autorité déjà fragile? On parle de révolution syndicaliste à propos de la cogestion. On voudrait être sûr que cette révolution

n'est pas un retour aux institutions que tant de penseurs allemands ont mis au-dessus des institutions libérales, que l'on appellera corporatisme ou socialisme et qui présentent certains traits caractéristiques: intégrer les individus aux groupes, organiser les groupes professionnels dans des unités supérieures, entreprises et industries, subordonner, enfin, les unités économiques à l'État. Mais l'État parlementaire, à la différence de l'État wilhelmien ou hitlérien, est-il capable de maintenir la cohérence de ces collectivités solidaires et rivales?

Le commerce international d'État

Le Figaro
2 mars 1951

On sait que, depuis le début de février, la ration de viande, en Grande-Bretagne, a été ramenée à 8 pence par semaine, soit environ 35 francs. En pleine paix, alors que l'équilibre global de la balance des comptes est largement rétablie, alors que même la pénurie de dollars est atténuée, les Anglais mangeront moins de viande qu'au pire moment de la guerre ou de la crise financière.

Cette situation est à ce point absurde qu'en dépit de leur discipline et de leur civisme, les citoyens de Sa Gracieuse Majesté commencent à se révolter. Révolte paisible, mais peut-être d'autant plus redoutable pour le gouvernement, puisqu'elle s'exprime par cette simple question: le ministère du Ravitaillement serait-il dirigé par des maniaques?

En bref, la Grande-Bretagne manque de viande parce que ceux qui négocient en son nom refusent de payer le prix réclamé par les négociateurs argentins. Le prix était, l'an dernier, de 97 livres par tonne, les Argentins commencèrent par réclamer 140 livres, mais ils rabattirent leurs prétentions jusqu'à 120, cependant que les Britanniques ne consentiraient pas à dépasser 104.

Nous ne saurions entrer dans le détail des arguments et contre-arguments échangés. Mais quelques faits semblent incontestables. La hausse réclamée ne dépassait pas celle qui affecte l'index britannique des prix de gros (20% au cours des douze derniers mois). Le gouvernement consent sur les viandes nationales une subvention de 5 pence par livre, de 1/4 de pence seulement sur les viandes importées: on veut acheter bon marché au dehors pour accorder des avantages aux producteurs nationaux sans accroître le prix moyen. Souci en lui-même compréhensible, tant qu'il demeure modéré. Mais que dire quand il contraint une population entière au régime végétarien?

La Grande-Bretagne ne manque pas de devises pour payer les prix demandés par les fournisseurs argentins (et aussi néo-zélandais, avec lesquels on a également des difficultés, comme on en a, pour d'autres produits alimentaires, avec les Hollandais, les Danois, etc.). Ces prix, excessifs ou non, ne sont, en tout cas, pas scandaleux. Le public britannique, même parmi les moins fortunés, ne manque pas des pence ou shillings indispensables pour acheter une ration plus forte à un prix plus élevé. Les classes pauvres sont finalement victimes du

système. Moins la répartition officielle fournit de viande, plus on est contraint de recourir à des produits autres, poissons, volailles, conserves, qui, eux, sont non rationnés, c'est-à-dire rationnés par l'argent. L'État lui-même est obligé de verser aux bouchers 15 millions de livres, soit 15 milliards de francs, pour les indemniser de la réduction de leur activité.

Comment s'explique la politique de l'administration? La presse d'opposition suggère deux raisons. La première est que les délégués britanniques sont mus par des considérations de prestige. Ils ont l'impression que les Argentins ont, au lendemain de la guerre, abusé de la situation (ce qui est probablement vrai, mais ils ne sont pas les seuls, et les Britanniques n'ont pas éprouvé de scrupules à vendre leur charbon au dehors plus cher qu'à l'intérieur). Ils veulent, cette fois, tenir bon et donner la preuve d'une obstination déjà réputée.

La deuxième raison serait que, s'il acceptait les conditions des fournisseurs, le ministère du Ravitaillement serait obligé d'élever le prix de la viande rationnée. Mieux vaudrait de la viande plus chère que pas de viande du tout, dirait la sagesse des nations. Oui, mais le prix de la viande entre dans le calcul de l'indice du prix de la vie, non celui de certains produits de remplacement. L'augmentation de la ration et du prix de la viande réduirait peut-être les dépenses globales de nourriture d'une fraction de la population, mais il provoquerait certainement la hausse sur le papier de l'indice du coût de la vie. Pour certains fonctionnaires, l'indice importe plus que la réalité, puisque les revendications des salariés se fondent sur ces indices.

On admire que les hommes réalisent aussi vite les rêves ou les cauchemars des artistes: dans son livre "1984", G. Orwell imaginait un monde où le mouvement des statistiques et celui des marchandises à la disposition du public seraient de sens contraire.

Leçon d'un épisode

Nous ne doutons pas que cet épisode de l'austérité britannique ne soit rapidement liquidé, grâce à la révolte de l'opinion raisonnable au sein des deux partis. Déjà, on annonce la reprise des négociations avec l'Argentine. Aussi bien cet incident nous intéresse moins en lui-même que par les leçons qu'il suggère.

Il était de bon ton dans les milieux qui se croient avancés, et la mode persiste souvent, d'accuser les intérêts économiques, les sociétés privées d'empoisonner par leurs rivalités les relations internationales, et l'on ne niera pas que tel ait été parfois le cas. Encore ces conflits économiques devenaient-ils redoutables pour la paix surtout lors de l'intervention des gouvernements, intervention provoquée

parfois par les intrigues des capitalistes, plus souvent par les ambitions des chancelleries, trop heureuses de justifier une volonté de puissance. Du moins à l'âge de l'impérialisme, la plupart des échanges se traitaient-ils sur les marchés, entre particuliers, selon la loi anonyme des prix.

Depuis que les États se chargent d'une fraction importante du commerce, des transactions, auparavant privées et discrètes, deviennent, au sens propre du terme, des affaires d'État. Le prix de la viande argentine est fixé au terme de discussions aussi prolongées que vigoureuses. Le prestige des nations paraît engagé et, bien plus que les arguments fourbis par les deux parties avec art, ce sont finalement l'obstination des diplomates et la force respective des pays contractants qui déterminent la conclusion.

Tant que le commerce d'État prend place en une économie internationale encore à demi libérale. Il est loisible de se référer à certains prix qui peuvent servir de critère au moins approximatif. Transportons-nous de l'autre côté du rideau de fer. Quel critère subsiste en un univers où tous les prix, à l'intérieur, sont artificiels, ou du moins manipulés par les planificateurs? Comment s'opéreront les échanges entre économies socialistes? Les confidences des Yougoslaves, depuis que ceux-ci sont sortis de l'orthodoxie stalinienne, nous en donnent une idée, conforme à la vraisemblance. L'État socialiste le plus puissant détermine souverainement les conditions de l'échange. Il achète les matières premières au-dessous des cours mondiaux, il vend les produits manufacturés au-dessus.

Les titistes, trotskistes et autres variétés de staliniens repentis dénoncent l'impérialisme bureaucratique. Ils ne veulent pas reconnaître que le système lui-même rend ces maux presque inévitables. Une économie planifiée est une économie politisée. Lorsque le commerce international se fait entre États, à moins qu'il existe un marché mondial, il n'y aura plus de référence objective. Le plus fort imposera ses conditions au plus faible. Il faut beaucoup de foi dans la nature humaine pour compter sur la justice du fort. Sous prétexte de supprimer les iniquités que comportent effectivement les sociétés libérales, on renforce indéfiniment les fonctions et les pouvoirs de l'État et, du même coup, on amplifie démesurément les possibilités d'exploitation. En particulier, les relations économiques entre États socialistes offriront, à chaque instant, des occasions de conflit.

Si le monde entier était couvert d'États socialistes, les hérésies sur l'interprétation des textes sacrés ne seraient même pas nécessaires pour entretenir

la lutte des uns contre les autres, il suffirait de l'incertitude sur le prix de la viande.

M. Bevan et le capitalisme américain

Le Figaro
27 avril 1951

La démission de M. A. Bevan n'est pas motivée seulement par des divergences d'ordre économique avec le chancelier de l'Échiquier et l'on aurait tort de chercher dans le discours prononcé par le ministre du Travail à la Chambre des Communes l'exposé d'un programme de substitution.

M. Bevan a manifesté un nationalisme, désormais inséparable, semble-t-il du socialisme. Il a proclamé que le gouvernement travailliste, grâce aux réformes sociales, s'était assuré la direction morale du monde; il a insisté sur le message original que "cette grande nation" devait apporter à l'humanité et qui ne se confondrait ni avec celui de l'Union soviétique ni avec celui des États-Unis.

Réarmement

En ce qui concerne la situation actuelle, la thèse de M. Bevan, dans ses grandes lignes, rejoint celle de tous les adversaires du réarmement. La menace soviétique serait économique et sociale plus que militaire. Le réarmement massif entraînerait l'inflation et celle-ci affaiblirait la résistance des pays menacés plus que quelques divisions supplémentaires ne la renforceraient.

Mais le programme britannique prévoit-il un réarmement massif? Au milieu de l'année 1950, moins d'un demi-million d'ouvriers travaillaient pour la défense nationale. Ce chiffre serait plus que doublé en 1953-1954, au moment où l'effort atteindrait son maximum. Le total de la population active, à la fin de 1950, est de 22.473.000. On rappellera que, à la fin de la guerre, plus d'un million d'ouvriers travaillaient dans la seule industrie aéronautique. Le réarmement envisagé comporte un quart de mobilisation.

En termes financiers, les commandes directes des forces armées à l'industrie monteraient à environ 350 millions de livres. Le budget militaire, d'environ 800 millions de livres avant la campagne de Corée, représentait 7 à 8% du revenu national. L'augmentation prévue le porte à 12% environ cette année, pour atteindre une proportion de 15% en 1953. Sans doute cette proportion est-elle déplorablement élevée, mais aucun des opposants n'a donné de chiffres qui permettent de penser qu'elle est, en tant que telle, excessive.

Aussi bien n'est-ce pas dans cette direction que s'est exercée la polémique de M. Bevan. Celui-ci prenait pour cible la politique du gouvernement américain

plus que celle du gouvernement travailliste. Il a déclaré que le plan de trois ans de 4.700 millions de livres était irréalisable, faute de matières premières. Et ces matières premières faisaient défaut en raison de "la conduite extravagante et imprévisible de la machine de production américaine". En style clair, M. Bevan et M. Wilson accusent les États-Unis d'avoir précipité un mouvement mondial d'inflation en combinant le stockage des matières stratégiques avec les débuts du réarmement, de mettre en péril le ravitaillement des pays occidentaux en matières premières du fait que le gouvernement américain propose non d'amputer la production civile au profit de la production de guerre, mais de superposer celle-ci à celle-là.

Matières premières

L'administration américaine n'a pas procédé aux achats de matières premières stratégiques, en 1949, au moment où les prix étaient en baisse, mais au lendemain de la campagne de Corée, alors que s'accumulaient les causes de hausse. Décision intelligible au point de vue des États-Unis, surpris par la crise en état d'impréparation, mais décision fâcheuse au regard de la communauté atlantique, dont les États-Unis, par leur puissance même, sont appelés à diriger la politique.

Si la responsabilité américaine n'est pas douteuse, on ne saurait dire que la Grande-Bretagne soit, à cet égard, sans reproche. Au cours des mois d'été, elle parut se réjouir d'une hausse des cours qui augmentait considérablement les rentrées de dollars dans la caisse centrale de la zone sterling. Elle aurait eu probablement quelque peine à faire admettre à la Malaisie que l'étain et le caoutchouc, à l'Australie que la laine se vendaient trop cher. Il fallut attendre la fin de l'année pour que le gouvernement de Londres, inquiet de la pénurie, se ralliât à la thèse du contrôle international. Et encore les commissions créées Washington sont à ce point nombreuses et les intérêts à ce point divergents que l'entente est malaisée.

Le deuxième grief de M. Bevan est également fondé. En ajoutant une production de guerre énorme à la production civile les États-Unis vont porter leur consommation de matières premières à un niveau tel que le ravitaillement des autres pays est compromis. Une augmentation de la production de 50 milliards de dollars, chiffre prévu par l'office de mobilisation américain, représente que la totalité du revenu national britannique.

La production militaire demande 500.000 tonnes de minéral de cuivre, la production civile 1,5 million. La production américaine s'élevait à 753.000

tonnes en 1949, on espère la porter à 900.000. Les États-Unis pourraient absorber la plus grande partie de la production mondiale qui s'élevait à 2.330.000 en 1948. En fait de plomb, les besoins sont de un million de tonnes (soit les deux tiers de la production mondiale de 1948), la production américaine n'atteint pas la moitié. L'économie américaine réclame 900.000 tonnes de zinc, dont un tiers viendrait du dehors. Mais si l'on ajoute un programme de stockage, l'Europe manquera de zinc. On dénonce particulièrement le manque de soufre dont le marché était dominé par les États-Unis.

Il est difficile de savoir avec précision à quel point sévit déjà la pénurie des matières premières. Mais à supposer qu'elle soit aussi grave que l'affirme M. Bevan, on ne voit pas que la Grande-Bretagne soit en mesure de l'atténuer en marquant plus d'indépendance à l'égard de la diplomatie américaine. La meilleure méthode serait, semble-t-il, une action commune à Washington des nations européennes que le gouvernement de Londres n'a jamais envisagée avec faveur. Même une réduction du programme militaire ne serait une véritable solution, puisque la production d'armements résulte, en Grande-Bretagne, d'un transfert des hommes et machines plutôt que d'une addition.

L'ambition des États-Unis de réduire la production civile le moins possible en période de réarmement comporte des conséquences fâcheuses pour l'Europe et il importe de les souligner auprès de l'administration américaine. Mais cette ambition est assez naturelle, puisque les pays d'Europe la nourrissent eux aussi. Que les États-Unis soient seuls en mesure de la réaliser tient en partie à leur puissance, en partie aussi à la souplesse de leur appareil productif.

Dès lors, autant on admettra la critique de certaines mesures prises par le gouvernement américain, autant on aura peine à admettre les prétentions exorbitantes de M. Bevan. Le refus de suivre "l'anarchie du capitalisme compétitif américain" ne fournira pas de matières premières et la capacité productive américaine continuera d'impressionner le monde. Quant à la formule: "Il n'y a qu'un espoir pour l'humanité et cet espoir réside toujours dans cette petite île", elle montre à quel point la vanité nationale continue d'infecter les esprits, même ceux qui se croient avancés. Je dirais volontiers qu'il n'y a pas d'espoir pour l'humanité aussi longtemps que les hommes d'État restent prisonniers de tels préjugés.

Crise en Grande-Bretagne

Le Figaro
3 août 1951

Il n'était pas besoin d'une science exceptionnelle pour prévoir que l'euphorie connue par certains pays européens, la Grande-Bretagne en particulier, au cours des derniers mois de 1950, serait de courte durée. Les États-Unis avaient lancé un vaste programme de réarmement, qui, par ses répercussions psychologiques plus encore que matérielles, avait déclenché l'inflation. Les cours des matières premières, vendues par la zone sterling, atteignaient des niveaux records. Les exportations britanniques (et aussi françaises) se développaient naturellement, sans que fussent encore ressentis les effets du coût accru des produits à importer ou du réarmement.

Ces circonstances n'étaient pas durables.

Les raisons de la crise

La crise actuelle diffère fondamentalement de celle de 1947, provoquée par une tentative prématurée de convertibilité, ou de celle de 1949, qui tenait à la récession américaine, à un taux de change trop élevé de la livre et qui fut déclenchée par une spéculation générale contre la monnaie britannique. Les réserves d'or et de dollars, détenues par la Grande-Bretagne en tant que banquier de la zone sterling, sont plus considérables qu'elles ne le furent depuis des années. La zone sterling, au cours du deuxième trimestre de cette année n'a pas eu de déficit dans ses relations avec la zone dollar, elle a eu un surplus, mais celui-ci, qui était de 360 et de 398 millions de dollars au cours des deux trimestres précédents, est tombé à 54 millions.

La crise affecte surtout les relations entre la Grande-Bretagne et le reste du monde. Le déficit commercial de la Grande-Bretagne a été de 151,2 millions de livres en juin contre 96,8 en mai et 70,3 en avril. Pour le premier semestre de 1951, le déficit visible est de 554,7 contre 347,9 dans l'ensemble de l'année précédente. Ces chiffres résultent de la comparaison entre la valeur c.i.f. des importations (c'est-à-dire au port de débarquement) et la valeur f.o.b. des exportations (c'est-à-dire au port de chargement). On estime que 11% des importations représentent le coût de l'assurance et du fret, payé exclusivement à des compagnies britanniques. Le déficit serait ainsi réduit à 350 millions de livres. *L'Economist*, auquel nous empruntons ces chiffres, ajoute qu'en supposant

des recettes d'exportations invisibles égales à celles du dernier semestre 1950, soit 219 millions de livres, le déficit de la balance des paiements s'élèverait à 131 millions de livres (au lieu d'un excédent de 229 pour les 12 mois de 1950).

Les causes de cette évolution défavorable ne sont pas mystérieuses. Le prix des importations était, en mai 1951, de 42% supérieur à celui de 1950: le prix des exportations n'a progressé, dans le même temps, que de 18%. Le volume des importations a plus augmenté (9%) que celui des exportations (4%). Le président du Board of Trade a calculé que les importations de 1950 coûteraient, cette année, 950 millions de livres de plus.

Pour une part, cette crise est susceptible de s'atténuer d'elle-même. Les termes des échanges (rapport entre les prix des importations et ceux des exportations) vont probablement s'améliorer d'eux-mêmes au cours des prochains mois. De même, on peut espérer que le volume des exportations augmentera, ainsi que les recettes des exportations invisibles. Encore faut-il tenir compte, dans l'autre sens, des pertes imputables au conflit avec l'Iran.

Leçon des événements

Bien qu'au cours du dernier mois, la Grande-Bretagne ait encouru un déficit à l'E.P.U. (Union de paiement européenne), elle reste dans l'ensemble grande créditrice. Elle n'est donc exposée à aucune menace immédiate. Pour l'essentiel, le déficit annoncé se traduit par l'accroissement des *balance sterling*, autrement dit, des crédits dont disposent, à l'égard de la Grande-Bretagne, les autres pays de la zone sterling. Malgré tout, les événements parlent un langage assez clair.

La Grande-Bretagne parvient malaisément à équilibrer sa balance des comptes. Peut-être n'y parvient-elle que dans les circonstances exceptionnelles du dernier semestre de 1950. L'équilibre entre la zone sterling et la zone dollar suppose des prix élevés des matières premières vendues par la zone sterling et un volume élevé des achats de la zone dollar. Mais ces conditions mêmes entraînent des termes d'échange peu favorables pour la Grande-Bretagne et, par suite, un déficit dans la balance des comptes de cette dernière.

Est-ce à dire qu'il faille choisir entre un déficit dollar ou un déficit global? Certainement non. Par une méthode ou par une autre, la Grande-Bretagne est certainement capable de ramener ses dépenses en dollars au niveau de ses recettes. Ce qui est douteux, c'est que cet équilibre puisse s'opérer sans contrôle aussi longtemps que l'économie britannique se tient en permanence au seuil de l'inflation.

Aux causes, d'origine externe, de la crise actuelle s'ajoute, en effet, au moins une cause, interne à l'économie britannique. Le programme de réarmement a contribué, en même temps que la conjoncture mondiale, à mettre en mouvement un processus d'inflation. Le chancelier de l'Échiquier a indiqué que la consommation de la communauté britannique a globalement augmenté de 5% depuis l'an dernier. Or on doute que la Grande-Bretagne puisse maintenir sa politique d'investissements et de services sociaux, accroître la consommation et réaliser son programme d'armements sans que soit affectée la balance des paiements extérieurs.

Le déficit de cette balance reflète donc, pour une part, l'inflation à l'intérieur. La hausse des prix devait réduire la consommation et libérer les moyens de production nécessaires aux armements. Rien de pareil n'est intervenu. Les hausses des prix ont été compensées par l'augmentation des revenus distribués. Une fois de plus la crise des paiements renvoie à ce qui, dans une économie de plein emploi, demeure la question décisive: la politique des salaires. Le blocage des dividendes, annoncé par M. Gaitskell, est un moyen, plus psychologique que technique, en vue du blocage ou, du moins, de la limitation des salaires.

Enfin, la crise actuelle montre, une fois de plus, à quel point est précaire l'indépendance à l'égard des États-Unis que la Grande-Bretagne semblait près d'atteindre au moment où elle mettait fin au plan Marshall. Le réarmement a renforcé les liens de dépendance qui, au lendemain de la guerre, résultaient de l'affaiblissement du système mondial britannique. On doute même que la Grande-Bretagne arrive à l'indépendance sur la route qu'elle a choisie. Quant à la route qui passait par la solidarité européenne, elle l'a refusée et elle continue de la refuser.

La conférence du Commonwealth ne peut aboutir qu'à des projets

Le Figaro
5 décembre 1952

Londres, - décembre 1952.

Rarement conférence internationale fut préparée avec autant de soin que la conférence du Commonwealth, qui s'est réunie à Londres dans les derniers jours de novembre. Rarement la presse a déployé autant d'ardeur pour mettre en garde le public contre de dangereuses illusions. Tout se passe comme si l'on voulait créer le climat propice pour un communiqué final qui, une fois de plus, témoignerait de bons sentiments mais ne révélerait aucune résolution ou décision précise.

Cette disproportion prévue, annoncée, entre le travail technique, accompli par les experts, et les résultats auxquels aboutiront les ministres, s'explique aisément.

Un plan pour le Commonwealth

Les premiers ministres ou les ministres des finances, réunis à Londres, ceux d'Australie, de Nouvelle-Zélande, du Canada, de l'Inde, du Pakistan, de l'Afrique du Sud, de Ceylan, de la Rhodésie du Sud et du Royaume-Uni, ont deux sortes de problèmes à examiner (les experts avaient constitué deux comités différents): les uns concernent la réorganisation intérieure de la zone sterling, les autres les rapports entre la zone sterling et le reste du monde, et, en particulier, la zone dollar.

Quelles réformes est-il possible d'apporter à la structure actuelle de la zone sterling pour la rendre plus solide, pour faciliter l'équilibre entre la zone prise globalement et les autres pays de l'univers libre? La presse du Royaume-Uni n'a fait aucun mystère de ce que les Anglais tiennent pour souhaitable, à savoir l'accroissement de la production des produits primaires, nourriture et matières premières.

Tous les journaux ont rivalisé d'ardeur dans la publication des statistiques destinées à mettre en lumière la responsabilité des dominions dans le déficit dollar de la zone sterling. Les colonies ont eu, depuis 1945, un excédent en dollars. Elles en ont accumulé la contrepartie sous forme de balances sterling à Londres, cependant que les dominions dépenseront leurs balances sterling

accumulées pendant la guerre et recevaient des capitaux en provenance du Royaume-Uni. Les capitaux servaient à financer les investissements dans des industries de transformation. Cette industrialisation exigeait des achats de biens de production, qui, souvent, venaient de la zone dollar, et, à échéance, elle menace certaines des exportations du Royaume-Uni vers le Commonwealth.

Les ministres de M. Churchill ne vont donc pas seulement demander aux dominions plus de rigueur dans leur politique financière, plus de prudence dans leurs projets d'industrialisation, ils vont suggérer l'urgence d'un plan, au moins de certaines conceptions communes pour l'ensemble du Commonwealth. Si la zone sterling doit rester une réalité vivante, n'importe-t-il pas que les investissements soient déterminés, dans chaque dominion, non par le souci exclusif de l'intérêt national mais aussi par la considération de "l'intérêt sterling" (on n'ose dire de l'intérêt britannique depuis que le Commonwealth inclut des dominions asiatiques)?

Mais quel que soit l'accueil fait à de telles suggestions - et les dominions sont trop jaloux de leur indépendance pour que l'on puisse compter sur une approbation immédiate - les ministres ne sauraient prendre aucune décision sans le consentement des cabinets et des parlements. À supposer qu'Australiens, Néo-Zélandais et Indiens se laissent convaincre et mettent l'accent, au cours des prochaines années, sur le développement de l'agriculture et des mines et le ralentissement de l'industrialisation, on n'aura la preuve de telles réformes qu'au cours des prochains mois. Un secrétariat économique du Commonwealth, sur le modèle de l'O.E.C.E., ne semble pas probable.

Relations avec la zone dollar

La conférence ne peut prendre de grandes décisions, en ce qui concerne la zone sterling, parce que les dominions sont des États indépendants, rigoureusement égaux, où la souveraineté appartient aux parlements. Elle ne peut prendre de décisions en ce qui concerne les relations avec l'extérieur, parce qu'une politique monétaire de la zone sterling exige, en fait, l'accord de Washington.

On a beaucoup discuté dans la presse d'un retour à la convertibilité de la livre. Cette éventualité me paraît, pour de multiples raisons, improbable dans la conjoncture présente. Mais, à supposer que la conférence se range à l'opinion des Canadiens et considère la convertibilité de la livre comme l'objectif primaire, le communiqué final se contentera de formules prudentes. La décision sur la convertibilité de la livre ne saurait être prise, finalement, qu'à Washington, en

février ou mars de l'année prochaine, lorsque interviendra la négociation avec l'administration républicaine du général Eisenhower. À ce moment-là, on saura si les conditions auxquelles les Britanniques consentiraient à faire l'essai d'une livre convertible ne dépassant pas les concessions que les dirigeants américains envisagent.

Les libéraux les plus fervents ne mettent pas en doute que le retour à un système international fondé sur des monnaies librement convertibles suppose que l'économie dominante, le pays créateur, mène une certaine politique de dons et de prêts à l'étranger. Les réserves or des pays européens sont insuffisantes. Quel serait le montant nécessaire du fonds de stabilisation? Quelles seraient les contreparties exigées par les Américains? La convertibilité de la livre en fait de paiements courants serait-elle suffisante ou bien la suppression des discriminations commerciales à l'égard de la zone dollar est-elle impliquée dans la notion vague de convertibilité?

La conférence du Commonwealth ne peut aboutir qu'à des projets qui seront soumis aux parlements des dominions ou serviront de base à des négociations avec Washington. En droit et en fait, les dominions sont indépendants les uns des autres, mais leur sort individuel et collectif est affecté fondamentalement par la politique des États-Unis.

L'Angleterre s'interroge sur son avenir. I. - Le retour des conservateurs

Le Figaro
16 décembre 1952

Les élections d'octobre 1951 avaient rendu au parti conservateur le pouvoir, mais non la confiance dans l'avenir.

Les travaillistes, vaincus, avaient recueilli plus de voix que les vainqueurs (13.785.980 contre 13.588.343), plus aussi qu'aux élections précédentes (13.169.551). La victoire conservatrice était due manifestement moins à un mouvement de l'opinion qu'au ralliement de la majorité des anciens électeurs libéraux. Ayant à choisir, ceux-ci préférèrent M. Churchill à M. Attlee ou les conservateurs aux travaillistes.

La majorité parlementaire, vingt-cinq sur les travaillistes, une trentaine en incluant les libéraux qui ont soutenu le plus souvent le gouvernement, apparaissait faible, alors que le déficit de la balance des comptes exigeait des mesures courageuses et impopulaires et que les travaillistes gardaient le soutien des syndicats et la faveur de la moitié du pays. Quelle politique permettrait aux conservateurs de rétablir l'équilibre de l'économie, sans déclencher un conflit grave avec les représentants ouvriers?

Un an écoulé, on ne saurait dire que les conservateurs aient retrouvé une foi robuste ou un optimisme souriant, mais ils sont presque surpris que les choses se soient aussi bien passées. La récente élection partielle de High Wycombe, circonscription marginale, fut accueillie comme un triomphe. Une majorité accrue de 350 voix, de 3,34% à 4,08%, en un pays divisé presque par moitié, au bout d'un an de pouvoir ne suffit pas à inciter un chef de gouvernement à des élections précipitées. Elle lui permet de dire avec défi à ses adversaires qu'il accroîtrait sa majorité en cas d'élections générales, étant bien entendu que, dans les circonstances présentes, les résultats sont loin d'être assez sûrs pour que M. Churchill songe réellement à dissoudre le parlement, mais sont suffisamment incertains pour que le parti travailliste s'abstienne sagement d'opposer le parti réel au parti légal.

Voilà donc les conservateurs installés pour quelques années encore, peut-être même - pourquoi pas? - pour plus d'années encore.

Ce qui ne s'est pas passé

Quels événements expliquent le climat transformé, les conservateurs glorieux (moins qu'ils ne l'affectent) et les travaillistes abattus (moins qu'on ne le dit)? Les événements décisifs sont, me semble-t-il, d'abord négatifs. Ce qui ne s'est pas passé pèse aussi lourd dans la balance que ce qui s'est passé.

Aux élections générales, les travaillistes avaient adopté quelques slogans auxquels ils ne croyaient pas sérieusement mais dont ils attendaient quelque profit électoral. Le public n'y croyait pas sérieusement, mais un vague doute s'était glissé dans certains esprits. La politique extérieure des conservateurs n'est ni plus ni moins belliqueuse que celle du cabinet travailliste. M. Anthony Eden s'ingénie à convaincre les Chinois de ses bonnes intentions avec autant d'énergie et aussi peu de succès que ses prédécesseurs. Il refuse de prendre des risques en vue de contraindre le gouvernement de Pékin à mettre fin aux hostilités avec non moins de résolution que M. Morrison.

Le chômage massif qui devait suivre la politique conservatrice et la condamner aux yeux des masses ne s'est pas produit. Il est vrai que l'industrie textile a subi une crise, dont elle est en train de se relever, mais les travaillistes n'ont pas prétendu que cette crise fût imputable aux mesures prises par le gouvernement et celui-ci a placé des ordres à l'industrie textile pour réduire le chômage, comme l'aurait fait un gouvernement travailliste. Il est vrai également que la production n'a pas progressé en 1952 et que le nombre de chômeurs atteint 440.000 contre 281.000 en 1951 et 341.000 en 1950. Mais cette augmentation du chômage et le déclin de la production sont liés à un mouvement observé dans la plupart des pays d'Europe. Ils sont compensés par le retour à l'équilibre des comptes extérieurs.

La propagande absurde, Churchill-la-guerre, conservateur = chômage, est en train d'être réfutée par l'expérience. En même temps, un autre phénomène que les Britanniques tiennent pour normal et s'abstiennent de souligner frappe l'observateur étranger: les syndicats qui financent le parti travailliste, qui sont liés à lui par les liens les plus étroits, coopèrent avec le gouvernement conservateur en toute honnêteté. On pouvait se demander comment les dirigeants syndicaux réagiraient au retour des conservateurs. La réponse nous est donnée. Les chefs des Trade-Unions jugent parfaitement compatible une alliance permanente avec un parti et leur loyalisme, également permanent, à l'égard du pays, donc à l'égard du parti désigné par les électeurs. En matière de revendications de salaires, le conseil des Trade-Unions n'a pas montré moins de modération depuis le retour des conservateurs.

Ce qui s'est passé

Les résultats positifs sont avant tout d'ordre économique. Les réserves or et dollars de la zone sterling ont augmenté au cours des derniers mois. Elles s'élèvent à 1.895 millions de dollars contre 1.685 à la fin de juin. Alors que le déficit s'élevait à 142 millions de dollars par mois en moyenne au cours du premier trimestre, ce déficit est tombé à 24 au deuxième trimestre et il est remplacé par un excédent au troisième trimestre. Les excédents de l'Union européenne de paiements sont de 37 millions en septembre, 96 en octobre, 109 en novembre.

Quelles sont les causes de cette amélioration? Sur deux points, tout le monde est d'accord. La Grande-Bretagne a tiré profit, cette année, d'un changement favorable du taux de l'échange (rapport du prix des importations au prix des exportations), comme il avait été victime, l'année précédente, d'un changement de sens contraire. D'autre part, les restrictions d'importations décidées par le gouvernement ont joué. Pour les neuf premiers mois de l'année, les exportations ont diminué de quelque 230 millions de livres qui, ajoutés aux 200 millions apportés par le taux de l'échange, rendent compte de l'actuel équilibre.

Où commence la controverse

Au-delà commence la controverse, M. Butler fait valoir que les restrictions de crédit (élévation du taux de l'intérêt), en dépit de l'importance du déficit budgétaire, ont contribué à l'assainissement intérieur, lui-même condition de l'équilibre des comptes extérieurs. Ses critiques travaillistes font valoir que le prix de la vie a monté par suite des réductions des subventions alimentaires, que la production ainsi que les exportations ont décliné, que l'équilibre tend à s'établir à un niveau inférieur d'activité.

Les arguments invoqués par les travaillistes me paraissent, pour la plupart, aussi incontestables que ceux des conservateurs. La politique de crédit plus sévère a probablement contribué à résorber l'inflation, mais l'équilibre réalisé par l'expansion des ventes au dehors voudrait mieux que l'équilibre dû à la compression des achats. Or le commerce extérieur de la Grande-Bretagne, de la zone sterling, du monde libre, a été cette année en recul.

L'équilibre obtenu est doublement précaire. Il est à la merci d'événements sur lesquels la Grande-Bretagne n'a pas de prise: modification du taux de l'échange, récession, même faible aux États-Unis. Il exige des mesures de contrôle monétaire et commercial contraires à la tradition britannique et aux souhaits de l'administration américaine. La première étape est franchie: le nageur a la tête

au-dessus de l'eau, pour reprendre l'image employée par M. Churchill. Le plus difficile reste à faire: rejoindre la terre ferme.

Quel est l'avenir que le parti conservateur propose à la Grande-Bretagne, à la zone sterling, à l'empire britannique?

(À suivre.)

L'Angleterre s'interroge sur son avenir. II. La révolution est finie, l'Angleterre continue

Le Figaro
17 décembre 1952

La guerre et les six ans de gouvernement travailliste ont profondément transformé la société anglaise, mais sans briser la continuité de la politique et la permanence du style de vie.

Pour l'essentiel, cette transformation est irréversible. Mis à part la sidérurgie et les transports routiers, les nationalisations (charbon, gaz, électricité, etc.) sont acquises. Les lois sociales - service de santé, Sécurité sociale - prêtent à contestation sur des points secondaires (Comment limiter le coût du service de santé? Faut-il faire payer partiellement certaines prestations?): le parti conservateur ne songe pas à revenir sur cette législation dont il est largement responsable. Le rapport Beveridge, qui servit de base était dû à l'initiative du gouvernement de coalition. La réforme du système d'éducation, l'augmentation du nombre des étudiants, les bourses pour les *Public Schools* et les vieilles Universités d'Oxford et de Cambridge ne portent pas la seule marque du travaillisme. Beaucoup de ces mesures ont été prises ou préparées par des ministres conservateurs pendant la guerre.

La redistribution des revenus en faveur des salariés a été voulue par les travaillistes, mais elle résultait inévitablement du jeu combiné de la fiscalité directe et de la politique des prix. Les conservateurs, encore que probablement à un degré plus faible, auraient procédé, eux aussi, à une telle redistribution, dont les résultats se résument dans les statistiques suivantes. En prenant pour base 100 en 1938, l'indice des revenus réels des salariés, en tenant compte des impôts directs, est à 128 en 1950, celui des traitements à 108, celui des profits, intérêts distribués et loyers à 80. Les revenus du travail, salaires et traitements, représentaient, après les impôts directs, 65% en 1938, 74% en 1950 (sans tenir compte des revenus de transfert).

Les nationalisations

La dénationalisation de la sidérurgie et des transports routiers paraît l'exemple le plus frappant du refus de l'héritage travailliste. En privé, sinon, en public, les deux mesures ne soulèvent guère de passion. La controverse est poursuivie d'un côté et de l'autre pour des raisons de principe, sinon de propagande. Le

gouvernement conservateur avait proclamé qu'en cas de victoire l'industrie de l'acier serait rendue à l'initiative privée: il est obligé de tenir sa promesse, bien qu'il ne soit pas tellement sûr d'avoir raison.

La concurrence ne joue d'aucune manière un rôle considérable dans la sidérurgie, qui était, depuis longtemps, "cartellisée", partiellement dirigée par un syndicat professionnel. D'autre part, la nationalisation n'avait pas modifié la structure des entreprises individuelles. La dénationalisation laisse subsister un *Steel board* ou comité de l'acier, dont les pouvoirs sont d'ailleurs mal définis. Il faut beaucoup de conviction doctrinale pour se passionner en une telle querelle: le souci de doctrine n'a jamais passé pour caractéristique du tempérament politique anglais.

La dénationalisation des transports provoque des critiques quelque peu plus vives, en raison de la vente spectaculaire de quelques dizaines de milliers de camions à des particuliers. L'organisation des transports, en Angleterre comme en France, soulève des questions complexes de coordination ou de concurrence entre le rail et la route. La loi déposée au Parlement est bien loin de rencontrer un assentiment unanime, même parmi les conservateurs.

Les conservateurs veulent obtenir le vote de ces deux lois, au cours de l'actuelle session, parce qu'ils n'ont guère d'autre programme législatif (en dehors de la modification de la loi sur la planification et la mise en valeur de la terre). Ils ne veulent ni ne peuvent faire machine arrière, mais les hommes raisonnables des deux partis reconnaissent le danger de ces controverses législatives. Le parti travailliste a déjà menacé de nationaliser l'acier et les transports routiers s'il l'emporte aux prochaines élections.

Le système des deux partis exige que les réformes proposées par le parti du mouvement soient acceptées par le parti de la résistance. Ce principe fut, dans l'ensemble, respecté par les partis britanniques. Ils y manquent, cette fois, à propos de l'acier et des transports routiers, non parce qu'ils sont emportés par les passions ou séparés par d'insurmontables conflits, mais parce qu'ils ne savent, ni l'un ni l'autre, ce qu'ils veulent.

Subventions et répartitions

Dans le budget de M. R. A. Butler, deux traits avaient frappé l'observateur et constituaient l'originalité de la nouvelle administration par rapport à l'ancienne: la réduction des subventions alimentaires, les modifications de l'impôt direct, qui réduisaient la charge fiscale pour les revenus moyens (jusqu'à 1.000 livres environ pour un chef de famille de deux enfants) et la redistribution de la moitié

environ de la réduction envisagée des recettes fiscales sous forme d'augmentation des allocations familiales, des pensions et des indemnités de chômage.

Ces nouveautés exprimaient socialement le souci de favoriser les revenus moyens, ceux des travailleurs les plus qualifiés, susceptibles de fournir un effort supplémentaire, au cas où le profit de celui-ci ne serait pas amputé par l'impôt. Peut-être aussi accordait-on à des groupes sociaux susceptibles d'incliner vers les conservateurs quelque satisfaction.

L'autre mesure frappante était la réduction des subventions alimentaires, la limite supérieure étant fixée à 250 millions de livres au lieu de 440 (ce chiffre aurait été porté à 460 en 1952-53 par suite de la hausse des prix des produits alimentaires, si l'on avait consenti à élever les prix de vente au consommateur). Cette mesure frappait incontestablement les revenus inférieurs plus que les bénéficiaires des revenus supérieurs, mais certaines prestations sociales devaient atténuer les conséquences pour les familles pauvres et des arguments solides pouvaient être présentés en faveur de cette décision.

Le prix de la vie a monté par rapport à l'an dernier, comme l'impliquait la réduction des subventions alimentaires et la mise en vente libre de certains produits (on vient de l'annoncer pour les œufs: le marché noir finissait par absorber une part trop considérable, peut-être la moitié, de la production). On peut voir là une marque d'une certaine politique ou d'une certaine tendance: rendre au mécanisme des prix un plus grand rôle, revenir à une situation tenue pour normale, dans laquelle les prix relatifs des différentes marchandises sont moins influencés par les interventions administratives. Nous ne sortons pas du cadre de l'héritage travailliste.

Il n'y a pas eu d'économies massives sur les dépenses de l'État, quelque 4.800 millions de livres, auxquelles s'ajoutent quelque 350 millions de dépenses des collectivités locales, non couvertes par les subventions d'État, et 450 millions de prestations du système national d'assurances. Il n'y a pas eu de modifications essentielles à la fiscalité. Le gouvernement conservateur paraît inspiré par deux idées qui peuvent se réclamer d'une honorable tradition. Après la frénésie de législation qui a marqué les six années du régime travailliste, le moment est venu de légiférer le moins possible et d'administrer le mieux possible. La fonction des conservateurs n'est pas de revenir sur la révolution sociale que l'opinion entière avait souhaitée ou acceptée, elle est d'intégrer cette révolution, de rendre plus de souplesse à l'économie devenue à moitié collective et de rétablir l'équilibre des

comptes nationaux.

La Révolution est finie, l'Angleterre continue.

L'Angleterre s'interroge sur son avenir. III. Ce n'était donc que cela... ou la crise du travaillisme

**Le Figaro
18 décembre 1952**

Succès et échec sont en politique des notions équivoques. Les travaillistes ont réussi non à vivre sans l'aide du capitalisme américain, mais à nationaliser une partie de l'industrie, à redistribuer le produit national dans l'intérêt des travailleurs, à maintenir le plein emploi, à favoriser un programme d'investissements. Mais quelle est la portée de ces résultats? A-t-on réalisé le socialisme dont on avait si longtemps rêvé? S'il faut répondre affirmativement, alors les travaillistes, au moins les intellectuels parmi eux, diraient, avec tristesse: "Ce n'était donc que cela..." Et si l'on n'a pas réalisé le socialisme, que faut-il entendre par ce mot magique?

Il subsiste une frange de misère dans les grandes villes que la législation sociale a entamée mais non réduite. La réforme de l'éducation n'a pas, loin de là, donné à tous les jeunes une chance égale. La droite du parti n'affirmerait pas que l'œuvre législative de 1945-51 couvre l'essentiel du socialisme, mais probablement ajouterait-elle qu'il importe davantage, dans l'immédiat, de stabiliser les conquêtes récentes, d'assimiler le socialisme partiel que d'entreprendre de nouvelles offensives. La gauche du parti adopte l'attitude contraire.

Qu'apporterait M. Bevan?

S'il s'agit d'assouplir la structure et le fonctionnement actuel de l'économie sans franchir une étape supplémentaire vers le but radieux, pourquoi prendre la place qui revient légitimement aux conservateurs? Dans un système de deux partis, ces derniers ne sont-ils pas désignés pour administrer quand il n'y a plus guère à légiférer? Les travaillistes s'useraient vainement au pouvoir, comme ils le firent de 1950 à 1951, s'ils formaient de nouveau un gouvernement, sans autre programme que le maintien de l'acquis.

Ce raisonnement paraît convaincant à ceux qui n'appartiennent pas à la génération de MM. Attlee et Morrison. Ces derniers s'accommodent de la transition conservatrice mais sans enthousiasme. M. Attlee ne souhaite peut-être

pas le retour au pouvoir avec la même impatience passionnée dont témoignait M. Churchill en 1950-1951, mais on n'a pas de raison de croire que lui et M. Morrison tiennent l'opposition pour la tâche durable du parti travailliste.

Or, une victoire nette, assurant quelques dizaines de députés supplémentaires au parti travailliste, suppose un déplacement de voix de quelques pour cent en faveur du parti travailliste. M. Morrison croit ce déplacement plus probable avec un programme modéré de consolidation plutôt que de progression. M. Bevan et ses amis ne partagent pas cette conception, pour des motifs à la fois de doctrine et de tactique.

Le phénomène appelé Bevanisme est plus facile à deviner qu'à définir. La grande presse incline à lui accorder beaucoup de publicité. Après tout, le travaillisme sera provisoirement d'autant plus faible que le Bevanisme sera plus fort et celui-ci est refoulé peu à peu vers la place que le parti communiste, en France, occupe volontiers: il sert d'ennemi, d'épouvantail, de repoussoir - quel que soit le terme que l'on préfère - pour tous les bien pensants, socialistes et conservateurs joints.

M. Bevan, nous dit-on, est ambitieux et veut prendre la direction du parti. On a, en effet, de bonnes raisons de le croire, mais si les hommes politiques n'étaient pas ambitieux, ils choisiraient une autre carrière. L'ambition n'est coupable que là où elle paraît au service d'un individu et non d'une idée.

Telle est l'accusation que M. Bevan lui-même tient pour injuste. Il est convaincu qu'il rendrait une âme et une raison d'agir à un parti tout prêt à se satisfaire de son passé et à s'enliser dans l'administration. Mais qu'apporterait-il de neuf?

Dans le livre qui a été récemment publié en français, *Pour vaincre la peur*⁽¹⁾, affleurent des sentiments qui ne sont ni subtils ni mystérieux, un antiaméricanisme, plus émotionnel que réfléchi, quelques ressentiments sociaux nourris à la fois par des souvenirs de famille et par des spéculations intellectuelles, un désir profond, sincère, d'élever la condition morale et matérielle des non-privilegiés, en Angleterre et dans tous les continents. Mais on a quelque peine à imaginer quelle serait concrètement la politique d'un travaillisme converti au Bevanisme.

Dans l'ordre diplomatique, A. Bevan ne croit pas à un danger d'agression militaire venant de l'Est, il croit que l'Occident s'exagère la puissance de l'Union soviétique et il tient l'impatience américaine pour un risque sérieux. Mais la seule conclusion relativement précise serait le ralentissement du réarmement,

dont M. Bevan a discuté non le principe mais l'ampleur. Or, en fait, les conservateurs ont étalé sur une plus longue durée le plan dressé par les travaillistes (et ceux-ci au pouvoir auraient probablement pris la même décision que M. Churchill).

En Asie, M. Bevan pousse plus loin la conception que partagent bien des Britanniques dans les deux partis, à savoir qu'il ne faut, à aucun prix, s'engager dans une guerre ouverte avec la Chine, que le régime communiste de Pékin, comme, de manière générale, le communisme en Asie, répond à des besoins réels et comporte, en dépit de la tyrannie, certains caractères "progressistes". Quoi qu'on pense de ces idées, il faut constater que M. Eden, tout autant que M. Morrison, s'efforce de convaincre les diplomates américains de traiter avec Mao Tse-tung.

Nécessités de gouvernement

M. Bevan, s'il n'arrivait pas à persuader les dirigeants de Washington, serait-il prêt à rompre avec les États-Unis? Il le laisse entendre, mais il y a loin des propos de l'opposant aux nécessités de gouvernement. Que deviendrait le Commonwealth si Australie, Nouvelle-Zélande et Canada se trouvaient confrontés par une crise sérieuse entre la Grande-Bretagne, à laquelle les Dominions restent profondément attachés, et les États-Unis, qui commandent la sécurité des États du Pacifique et la vie économique du Canada. Que deviendraient les vastes projets de secours aux pays sous-développés, si le seul pays qui dispose d'un surplus de capitaux était rejeté vers l'isolationnisme?

À l'intérieur, les projets du Bevanisme sont plus malaisés encore à définir. "Les Nouveaux Essais Fabiens", publiés par Mr. H. S. Crossman (lui-même un Bevaniste, mais tous les collaborateurs de cet ouvrage collectif ne le sont pas) ne révèlent guère d'idée originale. On y avoue les déceptions causées par les nationalisations et l'on suggère vaguement d'intéresser les ouvriers à la gestion. On n'en continue pas moins à souhaiter des nationalisations nouvelles, plus d'égalité dans la distribution des revenus, des mesures pour liquider les accumulations familiales de fortune, que l'impôt sur les successions n'élimine pas assez vite. Toujours plus à gauche signifie accroître la dose des recettes que l'on a mises à l'épreuve au cours de la dernière expérience. Peut-être n'y a-t-il rien de mieux à faire, mais cette perspective n'a pas de quoi soulever l'enthousiasme.

À en croire certains idéologues du Bevanisme, la situation de l'Europe occidentale se détériorera inévitablement au fur et à mesure que se prolonge la

guerre froide. Un travaillisme de gauche sera seul capable de rallier les masses pour un grand effort de travail.

On peut douter que l'avenir réponde à cette perspective catastrophique, mais à supposer même que les événements suivent ce cours, on doute que les conséquences soient celles que les Bevanistes attendent de leurs anticipations. Le leader de la gauche a des admirateurs, des fidèles, il exerce une séduction incontestable sur les foules, sur les militants du parti, mais aussi il suscite l'hostilité des dirigeants syndicaux et, par-dessus tout, il n'inspire pas confiance à une majorité des députés travaillistes.

En dépit de sa sincérité et de son talent, M. Bevan a plus de chance de prolonger le règne des conservateurs que de devenir, en temps de paix, le chef du Labour.

[\(1\)](#) Collection *Liberté de l'Esprit*, Calmann-Lévy.

L'Angleterre s'interroge sur son avenir. IV. - Le Commonwealth est-il devenu un luxe?

Le Figaro
19 décembre 1952

Les conservateurs, à la différence des travaillistes, peuvent administrer le pays avec un programme modeste de réformes. Encore faut-il que l'administration semble conduire à un but d'intérêt national: à l'heure présente, ce but n'est pas incertain. Il s'agit de permettre à la Grande-Bretagne et à la zone sterling de vivre sans avoir recours aux dons américains.

La grande idée du gouvernement conservateur, c'est à la fois de rétablir l'équilibre de la zone sterling et de fonder solidement l'alliance économique, et non plus seulement politique, du Commonwealth et des États-Unis. La conférence qui vient de se tenir à Londres devait marquer la première étape de l'entreprise.

La responsabilité des dominions

Dans la semaine qui précéda l'ouverture de la conférence du Commonwealth, toute la presse du Royaume-Uni, avec une spontanéité unanime, mit l'accent sur la responsabilité des dominions dans le déficit des comptes extérieurs de la zone sterling.

D'après les statistiques publiées par la revue *The Banker*, la zone sterling aurait eu des déficits tous les ans, de 1946 à 1951, sauf en 1950, où l'excédent se serait élevé à 385 millions de livres. Le déficit global de 1946 à 1951 serait de 2.381 millions de livres, sur lesquels 1.265, c'est-à-dire plus de la moitié, représenteraient la part de la zone sterling (en dehors de la Grande-Bretagne). Bien plus, la zone sterling comprend deux sortes de territoires: ceux dépendant de la Couronne, qui auraient été excédentaires de 225 millions de livres pour la période 1946-1951, cependant que les dominions auraient été grandement et régulièrement déficitaires.

Ces statistiques, dont certaines sont empruntées à des sources non officielles et que la plupart des journaux présentaient sous une forme ou sous une autre, constituaient une préparation psycho-politique à la conférence. La Grande-Bretagne entendait donner le maximum d'autorité et de force convaincante aux propositions qu'elle a dû présenter à ses partenaires. Mais les arguments utilisés ne pouvaient pas ne pas susciter dans l'esprit de l'observateur étranger une

simple question: les dominions sont-ils devenus un luxe que la Grande-Bretagne n'a plus les moyens de s'offrir?

Prenons, par exemple, les chiffres de l'*Economist*: de décembre 1947 à juin 1952, le déficit des dominions aurait été de 2.540 millions de dollars, celui de la Grande-Bretagne de 580 millions, l'excédent des colonies de 820 millions. En d'autres termes, la Grande-Bretagne, séparée de la zone sterling mais liée à ses colonies, aurait été largement en équilibre. Elle aurait accru ses réserves de quelque 3 milliards de dollars (à condition que ses exportations fussent payables en dollars). Si l'on admet ces chiffres, comment ne pas se demander pourquoi la Grande-Bretagne tient-elle tant à la zone sterling?

Sans entrer dans une discussion de ces statistiques, on rappellera que la période choisie par l'*Economist* est la plus favorable à la thèse. En 1946 et 1947, le Royaume-Uni eut des déficits considérables, de 344 et 545 millions de livres respectivement (c'est le moment où fut dépensé le prêt américain). Les déficits les plus considérables du Commonwealth sont ceux de l'Inde et de l'Afrique du Sud, mais cette dernière finance son déficit avec l'or extrait, chaque année, du sol, et l'Inde a profité du remboursement des balances sterling. La Grande-Bretagne et les colonies ensemble auraient eu un bilan global excédentaire, pas nécessairement un bilan excédentaire avec la zone dollar. Les années 1947-1950 sont celles du plan Marshall: la Grande-Bretagne en a partagé les bienfaits avec la zone sterling, ce qui était plus ou moins prévu (la France aussi vend régulièrement à l'Union Française plus qu'elle n'y achète et finance le déficit des comptes extérieurs des territoires d'outre-mer).

Les Anglais ont des raisons économiques, et pas seulement politiques, de souhaiter le maintien de la zone. Pendant la guerre, les dominions ont accumulé des balances sterling, c'est-à-dire ont fourni marchandises et services sans contrepartie. Le remboursement d'une fraction de ces balances, entre 1946 et 1951, par des exportations non payées, a aggravé les difficultés de la Grande-Bretagne, depuis la fin des hostilités. Il est malaisé de comparer exactement ce que le Commonwealth avait apporté au temps du péril et ce qu'il coûte, une fois la paix revenue. Le Commonwealth offre un marché relativement protégé aux exportations du Royaume-Uni. Enfin, l'exportation des capitaux du Royaume-Uni vers le Commonwealth, en particulier vers l'Afrique du Sud et l'Australie, qui atteint 100 à 150 millions de livres par an, près de 900 millions de livres depuis 1946, est le résultat d'une politique délibérée.

Cette politique a-t-elle toujours été heureuse? Les investissements que les

capitaux ont financés étaient-ils les plus favorables à la zone sterling dans son ensemble? N'a-t-on pas souvent édifié à grands frais des industries qui font concurrence aux produits du Royaume-Uni? Ce sont les questions que les experts se posent sérieusement et qui ont dominé la conférence du Commonwealth.

Un programme d'investissements

Transfert des capitaux du Royaume-Uni vers les dominions, industrialisation de l'Afrique du Sud, de l'Australie et de l'Inde, déficits des paiements courants de ces pays, ces trois phénomènes liés appellent une révision de la politique suivie jusqu'à présent ou plutôt de l'absence de politique, car ces phénomènes ont été moins objet de délibération et de décision en commun que résultat mécanique du remboursement des balances sterling, de la liberté des mouvements des capitaux à travers la zone sterling et des conceptions mises en pratique par les dominions. Aujourd'hui, les représentants du Royaume-Uni ont plus d'autorité pour parler, parce que les balances sterling détenues par les dominions sont réduites (de juin 1951 à juin 1952, elles sont tombées de 2.192 à 1.513) et que les comptes extérieurs du Royaume-Uni sont approximativement équilibrés. Or ce que les représentants du Royaume-Uni pensent et disent, tout le monde le sait. Ils diront qu'il convient de ne pas sacrifier les investissements dans le Royaume-Uni et dans les colonies à l'industrialisation du Commonwealth. Ils diront qu'il convient d'investir dans l'agriculture et les mines, c'est-à-dire dans les productions susceptibles de fournir des exportations vers la zone dollar ou d'éviter des importations payables en dollars plutôt que dans des industries de transformation.

Les importations de céréales ont coûté à la zone sterling, en 1950-1951, 490 millions de dollars, celles de coton 240 millions. Même de viande, de produits laitiers, la zone sterling est aujourd'hui importatrice, de même qu'elle est importatrice de produits métallurgiques et de machines (400 millions). Il n'y a donc aucune difficulté à déterminer un plan en vue de: 1° accroître la production des produits alimentaires, que la zone sterling importe (coton, céréales, etc.); 2° accroître la production, en Grande-Bretagne, des machines et biens de production que la zone sterling achète aux États-Unis, parce que le Royaume-Uni ne peut les fournir ou les fournir assez vite; 3° accroître la production de matières premières (plomb, zinc, manganèse, cuivre, etc.), que les États-Unis importeront en quantités croissantes, cependant qu'ils importeront de moins en moins d'étain et de caoutchouc.

Le communiqué final de la conférence, vague et général, ne permet guère de savoir quels résultats ont été obtenus. Les dominions n'ont accepté ni secrétariat économique de la zone ni renforcement des préférences impériales. Dès lors, on peut se demander ce que valent les déclarations sur la priorité de certains investissements. La zone sterling, en l'absence d'une autorité susceptible de diriger la politique d'ensemble, risque de demeurer plus favorable, demain comme hier, aux dominions qu'au Royaume-Uni.

L'Angleterre s'interroge sur son avenir. V. - La livre et le dollar

**Le Figaro
20-21 décembre 1952**

Tous les représentants du Commonwealth étaient, avant même leur rencontre, revenus des illusions de l'immédiat après-guerre. Tous étaient convaincus que les plans désordonnés de développement exigent un oncle d'Amérique pour financer le déficit des comptes extérieurs. Tous savent que la condition première de l'équilibre extérieur est l'assainissement intérieur et tous admettent que ce dernier n'est pas obtenu sans recours aux moyens monétaires, le surplus budgétaire et les contrôles physiques étant à la longue inefficaces contre la poussée inflationniste. La question qui intéresse le plus les observateurs, au-delà de la mise en ordre de la zone sterling (équilibre intérieur et ordre de priorité des investissements) est celle des rapports avec la zone dollar. Elle a été formulée dans les termes simplifiés: le retour à la convertibilité de la livre, souhaitée par les dirigeants américains, est-il, dans le proche avenir, concevable?

Convertibilité et discrimination

Si l'on essaye de rendre intelligibles ces problèmes, sans supposer connus théorie et langage des experts, on doit partir des sens multiples du terme "convertibilité". Supposons un vendeur égyptien de coton, un vendeur brésilien de café, un vendeur américain de machines: ils traitent avec un importateur anglais; celui-ci achète leurs marchandises et leur cède des livres. Ces livres seront-elles immédiatement convertibles en dollars? Cette convertibilité est celle des "payements courants". Un Français, un Australien ou un Américain possèdent des capitaux en Angleterre: auront-ils le droit de convertir ceux-ci en la monnaie de leur choix? Un Anglais aurait-il le droit de transformer ses capitaux aux États-Unis? Enfin, un importateur britannique, qui désire acheter une machine-outil ou du coton, sera-t-il autorisé à s'adresser au vendeur qui lui propose les meilleures conditions, quelle que soit la monnaie dans laquelle l'achat devra être payé? En ce cas, on dira que les discriminations commerciales sont supprimées.

La simple convertibilité des payements courants, sans convertibilité des capitaux ni suppression des discriminations commerciales, n'aurait qu'une portée limitée. Elle ne modifierait pas décisivement la situation actuelle dans laquelle la

plupart des fournisseurs du Royaume-Uni sont détenteurs de comptes "transférables". Or la convertibilité de capitaux et plus encore la non-discrimination commerciale apparaissent, à tort ou à raison, impraticables à la majorité des dirigeants britanniques, à la quasi-unanimité des travailleurs, à la majorité des conservateurs.

Ce que souhaitent les ministres du Commonwealth, on peut l'imaginer sans grand risque d'erreur: augmentation du prix de l'or, abaissement des droits de douane, simplification des formalités douanières, contrats à long terme pour l'achat des matières premières de la zone sterling (ou toute autre méthode pour stabiliser les cours). Supposons que les négociateurs américains répondent qu'ils feront au Congrès les propositions appropriées, Britanniques et Européens seront-ils disposés à offrir, en contrepartie, la convertibilité totale, sans discrimination commerciale?

Pas encore! seront enclins à rétorquer les représentants du vieux continent. Les réserves d'or et de devises sont insuffisantes pour supporter une crise, même faible et de courte durée. La zone sterling possède moins de deux milliards de dollars; il en faudrait au moins trois ou quatre fois davantage, pour que l'expérience puisse être tentée. Admettons que, là encore, la réponse soit affirmative: l'idée d'un fonds de stabilisation (qui pourrait être prélevé sur le bénéfice comptable de la réévaluation de l'or, encore que cette dernière éventualité se heurte toujours à la même hostilité aux États-Unis) est entrée dans le domaine public.

L'opinion américaine est prête à admettre de contribuer, d'une façon ou d'une autre, à la reconstitution des réserves.

Sommes-nous arrivés au but? Pas encore. Certes, une fois réalisées, même imparfaitement, les conditions précédentes, les Britanniques consentiraient volontiers à la convertibilité de la livre pour les paiements courants, mais cette convertibilité n'intéresse guère les Américains et ne constituerait pas un argument auprès du Congrès. Les Britanniques accepteraient-ils les transferts de capitaux et renonceraient-ils aux discriminations commerciales? Sans doute devrait-on, en ce cas, réviser les statuts du fonds monétaire international, dont la faillite est évidente, et revenir à la vieille idée que la convertibilité implique des taux de change flottants. Mais là n'est pas encore l'essentiel. Les adversaires de la convertibilité gardent des objections en réserve.

Le libre transfert des capitaux

Le jour où l'on aurait le droit de transférer librement les capitaux et d'acheter

n'importe où, l'éloignement des États-Unis par rapport au théâtre d'une guerre éventuelle, le rythme plus rapide du progrès économique outre-Atlantique, l'attraction qu'exerce sur les acheteurs la marque *made in U.S.A.* (la même attraction jouait, au siècle dernier, pour les produits *made in Great Britain*) ne créeront-ils pas une ruée des acheteurs étrangers vers le marché américain? Certes, on pourrait, au lieu de prélever sur les réserves, laisser baisser les taux des monnaies européennes, ce qui, en augmentant le prix, en monnaies européennes, des marchandises de la zone dollar, tendrait au rétablissement de l'équilibre. Des restrictions de crédit agiraient dans le même sens. Mais quel serait le coût, en troubles sociaux, des fluctuations monétaires et des déflations intérieures?

Les libéraux, partisans de la convertibilité, nient qu'en l'absence d'inflation dans la zone sterling et en Europe, une telle ruée sur le marché américain doive se produire. L'excédent de la balance des comptes américaine est la contrepartie des dons. Les exportations de capitaux redeviendraient possibles le jour où l'inconvertibilité monétaire ne ferait plus de chaque pays une prison.

Aucun système international ne résisterait à une grande crise aux États-Unis. Mais tout système, s'il est autre chose qu'un expédient, doit être capable de résister à une récession modérée. Or, les études techniques, y compris les études américaines, ont montré que toute récession entraînait une baisse plus que proportionnelle des importations. De 1937 à 1938, comme de 1948 à 1949, le produit national brut n'avait baissé que de 6% environ en valeur, mais les importations de 24%, celles de la Grande-Bretagne et de la zone sterling de 33 et de 34%. La stabilisation des achats de matières premières atténuerait quelque peu ce danger, mais ne faudrait-il pas des précautions analogues à celles qu'envisageaient les experts de l'O.N.U., il y a deux ans, dans leur rapport sur les mesures nationales et internationales pour maintenir le plein emploi?

Ramené à l'essentiel, le dialogue entre Européens et Américains et aussi entre experts européens adversaires de la convertibilité des paiements courants que sur les discriminations commerciales. Une économie internationale pourrait-elle fonctionner sans discriminations commerciales, en un siècle où les États-Unis sont l'économie dirigeante et où la disproportion est énorme entre la puissance d'une unité économique et celle de toutes les autres? À supposer qu'une économie internationale avec monnaie convertible et une libre concurrence soit théoriquement praticable, quelles seraient les conditions indispensables?

Ceux mêmes des Européens qui répondent affirmativement à la première

question formulent tant de conditions que les agriculteurs américains risquent de suspecter non la sincérité de leurs convictions, mais les mérites politiques de leur plan. M. Gaitskell, qui n'est plus chancelier de l'Échiquier, écrit, noir sur blanc, que la discrimination à l'égard des achats dans la zone sterling doit continuer. M. R. A. Butler, qui lui a succédé, n'écrit rien de pareil, mais de quelles réserves entourerait-il l'assentiment à la thèse contraire? Ces réserves seront-elles beaucoup mieux accueillies par le Congrès que le refus, pur et simple, de son prédécesseur?

(À suivre.)

Le franc et la livre

Le Figaro
6 février 1953

Au mois de décembre 1952, l'excédent du Royaume-Uni à l'Union internationale de paiements s'éleva à 82,6 millions de dollars, le déficit de la France à 71,0. Admettons que ce dernier chiffre donne une idée exagérément pessimiste de la véritable situation et que le délai de rapatriement de devises gonfle le bilan négatif de la France (le déficit français de janvier est de 11 millions seulement). Le fait majeur n'en subsiste pas moins: la Grande-Bretagne, depuis quelques mois, est entrée dans la catégorie des créanciers; la France demeure, quoi qu'elle en ait, parmi les débiteurs. À quoi tient cette opposition?

Exemple britannique

La politique budgétaire en Grande-Bretagne n'a pas été plus rigoureuse cette année que l'an passé, au moins au cours des dix premiers mois. Les statistiques officielles nous apprennent, en effet que du 1er avril 1952 au 17 janvier 1953 les dépenses ordinaires de l'État dépassèrent les recettes de 257 millions de livres, alors qu'elles leur avaient été inférieures de 9,5 millions de livres au cours de la même période de l'année précédente. Pendant le deuxième semestre de l'année budgétaire anglaise, les recettes dépassent normalement de beaucoup les dépenses et la réduction des subventions alimentaires, les augmentations de certaines taxes joueront alors à plein. Probablement, le budget ordinaire se soldera-t-il par un excédent, mais on doute que l'excédent atteigne les 426 millions de livres prévues. Le budget global, réunissant les dépenses au-dessus et au-dessous de la ligne ou, pour employer les termes français, les dépenses ordinaires et extraordinaires (investissements, reconstruction) devait être en déficit de 80 millions de livres (426 d'excédents au-dessus de la ligne, 506 de dépenses au-dessous de la ligne), sans tenir compte de la contrepartie de l'aide militaire américaine. Incontestablement, un déficit global de 80 millions de livres ou même le déficit global effectif de 17 millions de livres au cours de l'année précédente montre, par contraste, l'ampleur de l'excès global des dépenses sur les recettes en France (au moins 700 milliards de francs en 1952). Mais, en fait, les dépenses au-dessous de la ligne, au cours des neuf premiers mois, ont été de 426 millions de livres, ce qui porte l'excès global des dépenses de l'État sur les recettes, durant cette période, à 951 millions de livres. Ce bilan ne justifie certes pas l'amélioration constatée dans les comptes extérieurs.

Cette amélioration est imputable essentiellement à trois facteurs: la politique de crédit (élévation du taux de l'escompte à 4%), la modification du taux de l'échange, les restrictions d'importations. Le volume des importations de la Grande-Bretagne a reculé de 6% en 1952 comparé à 1951, mais, en valeur, le recul n'est que de 1%. La valeur des importations est en baisse de 422 millions de livres, la plus grande partie de cette baisse portant sur les importations en provenance des pays extérieurs à la zone sterling. Les importations en provenance des pays de l'O.E.C.E. ont diminué de 15%, celles en provenance de la zone dollar de 6%.

Ainsi donc, grâce à une politique de crédit plus rigoureuse et à des restrictions administratives d'importations, la Grande-Bretagne a pu tirer profit du fait que les prix des exportations, au rebours de ce qui s'était passé l'année précédente, ont monté plus que ceux des importations.

Le cas français

La situation budgétaire de la France est autrement malsaine que celle de la Grande-Bretagne. Même si au 1er avril 1952 le budget global britannique se solde par un déficit de 200 à 300 millions de livres, celui-ci resterait inférieur de plus de 50% à l'écart prévu de ce côté de la Manche entre dépenses et recettes. La modalité comptable selon laquelle le déficit est couvert importe peu. Ce qui est grave, ce n'est pas tant l'augmentation du plafond des avances de la Banque à l'État que le caractère inflationniste de certains des procédés utilisés depuis des années pour couvrir l'excédent des dépenses sur les recettes de l'État.

Les autorités monétaires françaises ont maintenu à la fois le prix élevé de l'argent et les limitations quantitatives du crédit. On sait les polémiques qu'a suscitées cette politique partiellement déterminée par la situation budgétaire. Les besoins excessifs de l'État, à moins d'inflation généralisée, impliquent plus de sévérité à l'égard du secteur privé.

Le gouvernement français a, comme le gouvernement britannique, suspendu la libération des échanges et rétabli les contingents d'importations. Le taux de l'échange semble avoir évolué favorablement pour la Grande-Bretagne. L'indice était à 106 au 3e trimestre de 1952 (100 = 2e trimestre de 1950). La baisse des prix des matières premières que nous importons s'est fait sentir (les importations ont augmenté en poids sensiblement plus qu'en valeur).

Il est impossible, en état actuel de nos informations, de préciser en quelle mesure la persistance française du déficit, comparés aux excédents britanniques, est imputable à la différence des conjonctures budgétaires ou des politiques de

crédit. Mais l'importance du déficit budgétaire en Grande-Bretagne, au cours des six derniers mois de 1952, incline à penser qu'un autre élément intervient dans le cas de la France: le niveau des prix français comparé à celui des pris étrangers.

Au cours de l'année 1951, les prix français ont monté sensiblement plus que ceux des autres pays en Europe et dans le monde. Si l'on admet que le taux de change du franc était à peu près normal en 1950, il ne l'était plus en 1951. Le décalage entre prix français et prix étrangers étant de l'ordre de 15% au début de 1952, on n'aurait pu rétablir l'équilibre que par une déflation techniquement et politiquement impraticable.

Les chiffres du commerce extérieur au cours du dernier trimestre de 1952 indiquent une légère reprise. Mais le quota de la France à l'U.E.P. est de 520 millions et le déficit atteint 621. En d'autres termes, la France paye en or ses déficits à l'égard de l'Europe et de la zone sterling. Les vitupérations des uns, les théories subtiles des autres, l'intérêt de tel ou tel aux contingents d'importations ne changent rien aux faits.

La révolte asiatique connaît-elle ses limites?

Preuves
mars 1954

Rétrospectivement, on est tenté de dire que la guerre de Corée est née d'un malentendu. Selon l'interprétation la plus vraisemblable, Staline et les siens ne croyaient pas à une intervention américaine et, par suite, comptaient sur un succès facile, dont les répercussions se seraient étendues à travers l'Asie entière. Selon une interprétation plus subtile, ils voulaient acculer les États-Unis soit à une capitulation, soit à une campagne militaire difficile sur le continent asiatique.

Quelle que soit la version que l'on retienne, la guerre de Corée eut un caractère accidentel en ce sens que les données fondamentales de la conjoncture ne l'impliquaient pas. La division de la Corée en zones d'occupation, suggérée en 1945 par le State Department, avait abouti, en Asie comme en Europe, à la constitution de deux États, l'un solidaire des États-Unis, l'autre de l'univers soviétique, et la rivalité entre les deux gouvernements coréens avait pris la forme d'une guérilla permanente sur la ligne de démarcation et à l'intérieur des deux zones. La situation locale favorisait l'explosion; elle n'aurait pas suffi à la provoquer si, à Moscou, on n'avait commis une erreur de calcul.

La guerre s'est terminée moins par le retour au *statu quo ante* que par l'acceptation renouvelée du partage. Les deux tentatives pour unifier la Corée par les armes, au profit de la Corée du Nord dans l'été de 1950, de la Corée du Sud à l'automne de la même année, s'étant terminées par un échec, les deux camps renoncèrent à la victoire dès l'été de 1951. Ils acceptèrent pratiquement le maintien d'une Corée du Nord, satellite de l'Union Soviétique et de la Chine, et d'une Corée du Sud, tête de pont américaine sur le continent. La Corée est condamnée par la géographie à servir d'État tampon entre la Chine, l'Union Soviétique et le Japon. Au temps de la prédominance nippone, elle est colonie de l'Empire du Soleil levant. Au temps de l'équilibre, elle est neutralisée: la neutralisation, quand sévit la guerre idéologique, fait place au partage.

Une fois le partage consacré, moins encore par l'armistice que par les fortifications élevées des deux côtés de la ligne de démarcation, par les accords défensifs conclus entre Séoul et Washington d'une part, Pyong-Yang et Pékin, Pyong-Yang et Moscou de l'autre, rien n'empêche plus, dans l'Asie septentrionale, une stabilisation progressive. Le partage de la Corée ou le rideau

de bambou élevé entre le Japon et la Chine ne sont pas conformes à la nature des choses. Mais l'existence, les frontières des États ne sont plus en question, parce qu'elles sont invulnérables aux moyens que les combattants peuvent employer au temps de la guerre froide. Il est improbable, quelles que soient les difficultés économiques du Japon, que celui-ci doive être soviétisé par la seule action du parti communiste ou que Philippines et Formose soient attaquées de l'extérieur sans déclencher une grande guerre.

Cette situation ne saurait être ratifiée pour l'instant: le gouvernement de Mao Tsé Toung doit se refuser à reconnaître la survie du Kuomintang à Formose, de même que Washington doit se refuser à liquider ou à laisser liquider par la force le Kuomintang. Les États-Unis sont tenus de maintenir des garnisons au Japon, et le régime de Pékin d'en exiger le départ. Le réarmement du Japon, nous l'avons vu, s'insère dans ce processus de stabilisation; il est insuffisant pour ranimer un impérialisme nippon; il promettra, en revanche, la réduction progressive des effectifs américains.

Si l'on se tourne de l'Asie septentrionale vers l'Asie du Sud-Est, on observe une constellation fondamentalement autre. Là demeure vraie la formule de Toynbee: *History is on the move*.

La plupart des États, dans cette partie du monde, n'ont pas d'existence historiquement indiscutable. La division de la péninsule indochinoise en Vietnam, Cambodge, Laos, Thaïlande, ne s'impose pas avec évidence. Un Thaïland qui inclurait toutes les populations Thaï mettrait en question les frontières du Vietnam, du Laos et de la Birmanie. L'unité de l'Indonésie a été créée par le conquérant hollandais, elle ne présente rien de commun avec celle des États nationaux du type européen. Elle se maintient difficilement contre certaines volontés d'autonomie, religieuse ou tribale. Le gouvernement de Nehru a pris la succession de l'Empire britannique, qui avait lui même pris celle de l'Empire des Grands Mogols. L'Etat des Indes, séculier et démocratique, est une création historique sans précédent, institution occidentale plus paradoxale encore que les usines textiles ou sidérurgiques de Bombay ou de Calcutta. La juxtaposition de l'Inde, qui se vante d'être une République laïque, et d'un Pakistan, qui ne peut pas ne pas se fonder sur une religion, rend étrangement précaire la structure du continent indien. Je me garderai de faire des prévisions sur la durée des États successeurs. On se borne à constater que les États modernes, créés par des minorités occidentales au-dessus de masses humaines, de langues et de religions diverses, illettrées et misérables, ne sembleraient pas à

l'abri des tempêtes, même s'il n'existait pas de menace communiste.

Le conflit mondial entre les grandes puissances est *une* donnée de la situation dans l'Asie du Sud-Est. Il n'efface ni ne surmonte les données locales, relations entre Français, Vietminh et Baodaïstes en Indo-Chine, relations entre Inde et Pakistan, voire même entre Inde, Pakistan, Afghanistan. Il se combine avec les querelles entre les États successeurs, avec la fermentation révolutionnaire qu'entretient la prise de conscience d'une misère séculaire que la présence occidentale a parfois aggravée et fait toujours apparaître scandaleuse.

L'Inde vouée à la révolte

Une époque de bouleversements historiques est caractérisée par deux phénomènes: l'ébranlement des structures et le surgissement de forces révolutionnaires d'une part, le rôle décisif des minorités, des individus même, des accidents ou rencontres de l'autre. Les historiens ont tendance à négliger les premiers phénomènes, les sociologues les seconds. Mais, à considérer les uns et les autres, on s'interdit les prévisions dogmatiques.

Les données fondamentales, dans le cas de l'Inde par exemple, sont bien connues. Le temps de la domination ouverte de l'étranger est passé: les peuples d'Asie n'acceptent plus d'être gouvernés par les Européens. Le refus, par lui-même, est décisif, d'autant plus que les Européens du camp occidental ne croient plus à la mission de l'homme blanc et que l'expression de la puissance russe se dissimule sous la prise du pouvoir par les partis communistes nationaux.

Certains seront enclins à donner une interprétation brutale au double scepticisme des Asiatiques et des Occidentaux. Les Anglais n'auraient pu s'emparer de l'Empire des Indes sans la décomposition de l'Empire des Grands Mogols et les rivalités entre les États princiers. Mais ils n'auraient pu, non plus, y parvenir sans la démonstration, sur le terrain, de la supériorité que possédaient alors les armées européennes sur les armées asiatiques. Les armées japonaises ont remporté, de 1905 à 1942, des victoires que les Asiatiques antijaponais - et ils se comptent par millions - n'ont pas oubliées. Les armées communistes chinoises ont fait leurs preuves face à la VIII^e armée américaine. Les divisions du Vietminh, dans les combats d'infanterie, sont égales aux meilleures troupes de l'Union française. L'Europe des camps de concentration, l'Europe qui, en trente ans, a provoqué deux guerres démesurées, n'a plus de titres à régner sur les peuples qui savent se battre aussi bien que les maîtres d'hier.

Aux Indes, comme dans beaucoup de pays dits sous-développés, la croissance de la population est plus rapide que celle de l'économie. Le taux actuel

d'augmentation serait de 13%. Au cours des trente années qui suivirent 1921, l'accroissement global atteignit 110 millions. Il y a 4 à 4,5 millions de bouches à nourrir de plus chaque année. En pourcentage, cette progression est inférieure à celle de plusieurs pays d'Europe, mais, dans le même temps, les ressources alimentaires ont diminué d'environ 10% par rapport à la moyenne d'avant la deuxième guerre mondiale. 70% de la population active sont employés dans l'agriculture, le nombre des ouvriers d'industrie ne dépasse pas 2,5 millions, le revenu par tête de la population se situe entre 55 et 75 dollars par an.

En dépit de sa culture séculaire, l'Inde est donc, en termes économiques, "attardée". Si l'on adopte les catégories de la pensée occidentale - et tel est le cas de majorité de la nouvelle classe dirigeante - les tâches sont dictées avec évidence par les circonstances elles-mêmes: ralentir l'accroissement de la population, élever le rendement de l'agriculture, absorber dans une industrie en développement une main-d'œuvre excédentaire.

La faiblesse des gouvernements démocratiques, improvisés au lendemain du jour où la puissance impériale a décidé de se retirer, est évidente, inévitable: le personnel politique est sans expérience, les constitutions représentatives sont peu développées et pauvres, la misère entretient le mécontentement, toujours prêt à éclater en révolte.

Si l'on admet que l'œuvre historique qui incombe aujourd'hui aux États successeurs est le progrès économique et que les régimes démocratiques sont faibles, comment ne pas conclure, comme l'ont fait la plupart des observateurs, que le succès ou l'échec du plan de cinq ans déterminera l'évolution politique de l'Inde? Et certains suggéreront que succès ou échec dépendent de l'aide extérieure, celle-ci apparaissant ainsi comme le facteur décisif.

Je crois ce mode de raisonnement, si classique soit-il, inexact. J'accorde que, sur la longue période - quelques dizaines d'années ou quelques siècles - le régime qui finalement l'emportera sera celui qui se sera affirmé capable de surmonter les contradictions de la phase présente, de réduire la natalité aussi vite que la mortalité, d'élever la productivité aussi vite que le nombre des bouches à nourrir et des bras à employer. Mais, sur la courte période - disons d'ici vingt-cinq ans - ni la force du mouvement révolutionnaire, ni la force de résistance du régime ne dépendent directement des résultats du plan quinquennal.

Dans l'Inde, il n'y a pas de catégorie sociale qui ne semble vouée à la révolte. Des millions de paysans sont avides de terres ou exploités par les *zamindars*. Les ouvriers des industries urbaines sont arrachés aux communautés traditionnelles

et perdus dans des masses, accessibles à toutes les propagandes, conscientes des oppositions de classes. Les employés sont mécontents de leur salaire, puisque celui-ci, dans la majorité des cas, est proportionnel non à leur mérite mais à la pauvreté du pays. Quant aux intellectuels, au sens le plus large, en englobant sous ce terme tous ceux qui ont reçu un enseignement secondaire ou supérieur, ils ne peuvent pas ne pas confronter leurs aspirations et le médiocrité de leur situation. Amertumes, ressentiments nés de la frustration (pour employer ce mot à la mode) en résultent inévitablement.

Le nombre des révoltés varie avec la fréquence de la comparaison entre ce qui est et ce que les hommes estiment devoir être, avec l'écart entre la réalité perçue et le monde tenu pour normal. Les intellectuels, dans les pays sous-développés, sont la classe la plus révolutionnaire, non parce qu'ils sont les plus malheureux mais parce que, libérés de l'héritage des siècles, ils adhèrent à une philosophie optimiste.

Si grossière soit-elle, cette analyse suffit à expliquer le prétendu paradoxe de tensions croissantes en dépit du progrès économique. Le développement de la classe ouvrière peut signifier la substitution de travailleurs urbains, déracinés et amers, à des travailleurs des champs, résignés à leur sort séculaire. L'amélioration des procédés de culture, l'accroissement des récoltes permettent de maintenir en vie des millions d'hommes sous-alimentés. Même si l'on apaise la faim, on n'apaise pas nécessairement la révolte, si l'on introduit dans le village l'instituteur et la prise de conscience.

Le progrès économique est, à notre époque, un impératif inconditionnel. Si ce progrès s'arrête dans un pays sous-développé, l'emprise de la faim s'élargit. S'il s'arrête dans un pays à demi industrialisé, l'écart s'élargit entre revendications des groupes et ressources collectives. S'il s'arrête dans les pays les plus avancés, la mobilité sociale, aussi bien horizontale que verticale, tend à se ralentir et un sentiment d'échec à étouffer l'effort d'entreprise et la volonté d'avenir.

Dans l'Inde, le progrès économique ne garantit pas un développement pacifique et le maintien d'institutions libérales. Mais le conservateur borné, qui tenterait de parer au péril révolutionnaire en sauvegardant des mœurs ou des croyances anachroniques, serait plus stupide encore qu'odieux. On n'empêchera pas plus les médecins de prolonger la durée de l'existence que les instituteurs d'apprendre à lire aux enfants. Le nombre des vivants, la conscience de la misère, gagneront de proche en proche.

Rôle des intellectuels

Le sens dans lequel nous reconnaissons une sorte de primauté à la politique est strictement limité. Quel que soit le régime choisi, soviétique, socialiste, modéré ou libéral, quel que soit le succès des plans quinquennaux (le premier prétend seulement à maintenir l'actuel niveau de vie), les différentes catégories sociales continueront de nourrir des griefs légitimes contre leur sort. Débarrassés des propriétaires du sol, les paysans devront livrer à l'État collecteur d'impôts une fraction importante des récoltes. Le salaire des ouvriers, dans les villes, progressera à peine, en pouvoir d'achat, au cours des prochaines années, dans l'hypothèse la plus favorable. Plus s'élèvera la qualité intellectuelle des jeunes gens, sortis des écoles et universités, plus leur protestation contre la pauvreté apparaîtra justifiée.

Les circonstances qui détermineront l'intensité et l'objectif de la protestation sont multiples, plus morales et politiques que proprement économiques. Dans les campagnes, une propagande hostile parvient à introduire la lutte des classes, pour employer l'expression des communistes eux-mêmes. En l'absence de propagande, la communauté de village, fondée sur des croyances séculaires, est susceptible de se maintenir encore pendant une certaine durée. Les réformes agraires, l'élimination des abus des prêteurs d'argent, peuvent atténuer authentiquement la protestation paysanne. Malgré tout, dans l'ordre économique, l'essentiel est l'augmentation des récoltes par l'irrigation, par la modernisation des méthodes de culture; dans l'ordre politique, l'essentiel est la relation des forces ou la lutte de vitesse entre la tradition, les réformes et la propagande révolutionnaire.

Dans les villes, les syndicats auxquels adhèrent les ouvriers sont modérés ou extrémistes, moins selon les sentiments des troupes que selon les préférences, l'autorité, le prestige des chefs. Au Japon, dans l'Inde, ce sont les meneurs qui déterminent l'orientation des syndicats bien plutôt que les désirs des travailleurs eux-mêmes. L'ascendant qu'obtiennent souvent les meneurs communistes n'est pas accidentel: il témoigne soit de l'efficacité de la technique, soit du ralliement au communisme des individus les plus actifs, les plus volontaires. Aux débuts de l'organisation syndicale, le rôle des minorités dirigeantes est décisif. Acquisées aux méthodes réformistes, prenant pour modèle les syndicats anglais et américains, elles engageront les syndicats sur la voie de ce que Lénine appelait le *trade-unionisme*. Converties aux doctrines et pratiques du communisme, elles ébranleront le régime démocratique.

Dans un pays comme l'Inde, où la masse de la population est illettrée et où

l'insatisfaction est inévitable, l'attitude, l'action de ce que, faute d'un meilleur terme, on appellera classe dirigeante, commande l'avenir politique, bien plus que les statistiques des récoltes ou de la production industrielle. Cette minorité dirigeante est orientée vers la "gauche", au sens européen de ce terme. Elle a reçu et accepté, dans les universités d'Occident, les idées de gauche - libération des peuples, libération du prolétariat, direction étatique de l'économie - au nom desquelles elle a combattu la domination étrangère. Comment serait-elle conservatrice, alors que le conservatisme impliquerait le maintien de coutumes et de croyances étrangères à la civilisation moderne et incompatibles avec la puissance et la prospérité que les chefs de la nation émancipée se donnent pour objectifs? Non que les fonctionnaires, journalistes, hommes politiques, industriels, aient tous, en privé, rompu avec leur caste ou leur religion. Mais cet attachement, coutumier ou spirituel, se manifeste le plus souvent en actes, non en théorie. Mis à part ceux qui dénoncent le modernisme et prêchent la fidélité à la tradition, les membres de la classe dirigeante s'expriment, en matière de politique et d'économie, comme s'ils étaient pleinement occidentalisés, quitte à marquer dans telles de leurs pratiques la force de la tradition.

L'alternative idéologique, pour cette minorité occidentalisée qui a reçu de l'Empire britannique la tâche de gouverner l'Inde, n'est pas résistance ou mouvement, mais réforme ou révolution. L'influence britannique a donné à l'élite de l'Inde le sens de la loi, le respect des méthodes parlementaires. Oxford, Cambridge, la *London School of Economics*, ont formé des gouvernants démocratiques, comme les universités soviétiques, spécialisées dans la formation des cadres révolutionnaires, ont formé les chefs du communisme asiatique. Toute la question, si l'on considère les prochaines années, est de savoir si une élite démocratique est capable de maintenir son règne dans le respect de la loi, comme une élite communiste est capable de le faire par l'usage résolu de la violence.

Matériellement, l'élite démocratique conservera aisément les instruments de la puissance. L'armée de l'Inde indépendante est forte d'à peine une demi-douzaine de division; elle ne saurait intervenir au Moyen-Orient; elle serait même hors d'état de défendre ses frontières contre une agression étrangère. Mais elle suffit largement à maintenir l'ordre et à réprimer, en cas de besoin, les émeutes ou les tentatives de coup d'État ou de guerre civile. Cette petite armée est apolitique, loyale au gouvernement; le corps des officiers est de haute qualité.

Les communistes ont-ils une chance de l'emporter aux élections? Aux

premières élections générales, le parti du Congrès n'avait recueilli que 45% des voix, et la loi électorale lui avait assuré 74% des sièges au parlement. Le parti communiste n'a obtenu que 5,06% des voix, mais il n'avait brigué que 70 sièges (le Congrès 480). Il avait concentré efforts et propagande sur certaines régions du Sud, et il a obtenu, dans l'État de Hyderabad, 20,9% des voix, dans celui de Madras 12,9%, dans celui de Travancore 15,5% des voix. Il est loin encore, même dans ces bastions où les revendications des populations dravidiennes contre les Brahmanes, les souvenirs de la jacquerie paysanne de 1948-50 (dans le Telengana), et l'action éducatrice des missions catholiques, favorisent la propagande, d'approcher de la majorité absolue.

L'opposition de gauche a dès maintenant une majorité virtuelle dans certains États du Sud (Madras, Travancore), ou, du moins, le parti du Congrès n'y dispose pas de la majorité absolue des sièges à l'Assemblée. On conçoit qu'en coalition avec certains indépendants ou certains socialistes, le Parti communiste puisse un jour accéder au gouvernement d'un État, d'autant plus qu'à en juger d'après les dernières élections partielles, il continue à progresser. Le risque d'un État communiste, à l'intérieur de l'Inde, servant de base à partir de laquelle rayonnerait la propagande du parti, n'est pas à négliger. Malgré tout, je le tiens pour secondaire. L'État central aurait le droit d'intervenir si un gouvernement communiste, localement, violait les règles constitutionnelles. Enfin, on se demande jusqu'à quel point les élections demeureraient régulières le jour où les résultats risqueraient de précipiter un changement de régime.

Plus grand me paraît le risque que le Parti du Congrès se désagrège peu à peu, que les tendances à l'autonomie des diverses communautés linguistiques rongent peu à peu l'autorité de l'État central, en bref que le pouvoir et le parti ne résistent pas au libre jeu des groupes et des personnes qui est l'essence de la démocratie occidentale. L'État ne possède ni unité de langue ni unité de religion. Un premier État, linguistiquement homogène, a été créé, celui d'Andhra (et l'insistance communiste y a été pour quelque chose). Le mouvement ne peut pas ne pas continuer, et il est légitime: pourquoi les masses n'auraient-elles pas, proche d'elles, un État dont la langue leur serait intelligible? Mais les querelles innombrables - de langues, de religions, d'intérêts économiques - ébranleront l'État, s'il ne subsiste pas une équipe cohérente au sommet. L'équipe du Congrès demeurera-t-elle cohérente? Les communistes, à la faveur de la politique extérieure de Nehru, ne s'y infiltreront-ils pas? Telles sont, me semble-t-il, les interrogations décisives.

La durée du statut présent a pour condition la maîtrise conservée par la classe dirigeante, maîtrise d'elle-même, en dépit de la liberté reconnue aux querelles, maîtrise sur la masse, maîtrise des difficultés presque démesurées que confronte cet État, jeune en son actuelle structure et chargé du plus lourd héritage qui soit au monde.

Le Japon est déjà assez riche pour connaître la menace d'une crise économique. L'Inde est encore trop pauvre pour que le pourcentage de réalisation d'un plan quinquennal mesure le succès ou l'échec d'un régime (dans l'ordre de la production industrielle, on atteindra ou dépassera probablement les objectifs; les progrès de l'agriculture sont pour l'instant plutôt décevants, mais de grands travaux d'irrigation sont en cours, et les bénéfices n'apparaîtront qu'après l'achèvement). Le succès majeur du régime est la construction de l'État, le maintien de l'administration, la sauvegarde de l'ordre, l'effort, visible à travers le pays, pour entreprendre, instruire, rénover. Le péril, c'est la décomposition possible de l'équipe gouvernante, alors qu'inévitablement les tensions s'aggravent à mesure que l'on secoue la résignation ancestrale.

Il a suffi d'une augmentation des tarifs des tramways, à Calcutta, pour déclencher une grève accompagnée d'émeutes. Il a suffi d'une obscure querelle syndicale pour que les étudiants de plusieurs universités se mettent en grève. Les doctrines de la non-violence se sont épanouies dans l'Inde, mais aucun pays n'est au même degré menacé par une explosion de violence. Impressionnés par ce bouillonnement à peine dissimulé, certains observateurs en sont déjà à proclamer que les prochaines élections générales seront les dernières et que la victoire communiste est prochaine, inévitable; cependant que la majorité des membres de la classe dirigeante ne croient même pas au péril.

Personnellement, je ne crois pas que le régime ait déjà perdu la partie. Il a déçu les espoirs qu'avait éveillés la libération, mais aucun régime n'aurait pu ne pas les décevoir. La disproportion était trop grande entre les rêves et les possibilités. Il a été incapable de satisfaire les revendications, mais aucun autre régime n'en aurait été capable. Probablement le régime actuel aurait-il plus de chances de se maintenir que de disparaître si l'Inde était seule au monde ou isolée. Mais en Indochine se joue une partie dont dépend le sort de la Malaisie, du Siam et de la Birmanie. La Chine communiste est installée au Tibet. Les communistes s'infiltrant au Népal, au Cachemire. La Chine communiste, par son exemple magnifié par sa puissance militaire, pèse sur l'Inde, faible et incertaine d'elle-même.

Peut-être, en dernière analyse, l'issue de la lutte sera-t-elle décidée, comme tant de fois dans le passé de l'Inde, par des événements extérieurs.

L'Indochine entre nationalisme et communisme

Le Vietnam devait recouvrer l'indépendance au lendemain de la guerre mondiale. Après la double humiliation de 1940 et de 1945, surtout après le coup de force japonais de mars 1945, les Français avaient perdu la face, ou, si l'on reprend le langage que M. Paul Mus attribue aux Vietnamiens, le mandat du ciel. Mais le départ des Français comparable à celui des Britanniques de l'Inde et de la Birmanie, n'impliquait nullement la soviétisation du pays. La majorité des Vietnamiens, dans la nation et même parmi des dirigeants, revendiquait l'indépendance, mais non un régime de type soviétique. Certains des plus ardents et des plus populaires parmi les héros de l'indépendance appartenaient, il est vrai, au parti communiste - phénomène que l'on ne saurait tenir pour accidentel, puisque le parti communiste avait dans les pays coloniaux, entre les deux guerres, encouragé les intellectuels révolutionnaires et séduit certains d'entre eux. Mais ces faits rendaient inévitable que quelques-uns des leaders nationalistes fussent communistes, non que les grands chefs, Ho Chi Minh et Giap, le fussent.

La prise du pouvoir dans le Nord par le Vietminh, préparée au cours des derniers mois de l'occupation nippone, eut également l'importance d'un événement. On discutera longuement sur ce qui se serait passé si le gouvernement français avait suivi la politique, recommandée par l'équipe Sainteny-Leclerc, d'un accord sincère avec le Vietminh. Il est de fait qu'au cours de ces négociations Ho Chi Minh était le chef de la fraction modérée. Les membres de cette dernière visaient, eux aussi, à l'indépendance totale; ils acceptaient de l'atteindre par étapes, alors que leurs camarades préféraient souvent la violence aux compromis. Mais le doute ne porte pas sur l'indépendance intégrale qui aurait été l'aboutissement d'un accord entre le Vietminh et la France. Il porte sur le caractère du régime qu'aurait édifié le Vietminh. Il est probable, mais non démontré, que ce régime eût été de démocratie populaire. La proximité d'une Chine communiste augmentait des risques de soviétisation. Mais, au fur et à mesure que s'étend la zone soviétisée, augmentent aussi les chances de diversité, sinon de divergence, entre les pays de démocratie populaire.

Quoi qu'il en soit, les autorités françaises, non sous la contrainte, mais par obstination, aveuglement ou nationalisme, choisirent la guerre. En 1947 encore,

l'accord avec Ho Chi Minh était possible, si la France consentait à reconnaître l'indépendance du Vietnam: une deuxième fois, la France, par l'intermédiaire de quelques ministres, choisit la guerre. En 1949, les communistes chinois arrivaient à la frontière. La guerre, commencée par le Vietminh pour obtenir l'indépendance, et par les Français pour maintenir certaines positions impériales, prenait objectivement le caractère d'un conflit entre les deux mondes. Un an après, l'agression nord-coréenne faisait plus pour convaincre les dirigeants américains que les exposés des ministres français. À partir de la fin de 1950, la thèse française de la solidarité entre les fronts asiatiques était acceptée à Washington: Corée et Indochine appartenaient à la même et unique guerre, imposée par l'agression communiste au monde libre.

On ne pouvait pas dire que cette thèse fût fausse. Elle était fausse en tant qu'explication d'origine. Elle n'était pas fausse si l'on se réfère aux conséquences. Une victoire communiste en Indochine entraînerait effectivement, selon la probabilité, la soviétisation de la Birmanie, du Siam et même de la Malaisie. Bien plus, si l'on considère l'enjeu, la guerre d'Indochine devrait intéresser les États-Unis plus encore que celle de Corée. L'Asie du Sud a plus de valeur qu'une tête de pont sur le continent, à proximité du Japon. Mais cette signification historique ne suffit pas à modifier les données du problème intérieur. Ho Chi Minh demeure le chef du Vietminh, et celui-ci ne cesse pas d'être "reconnu" par la masse populaire, du jour où, à Washington ou à Paris, on a saisi l'ampleur du péril du communisme en Asie. La guerre garde, semble-t-il, au regard de la majorité des Vietnamiens, la signification d'une lutte pour l'indépendance.

Pour que la guerre prît, aux yeux des Vietnamiens, la signification d'une bataille entre le bloc communiste et le monde libre, trois conditions devraient être réalisées: la volonté française d'accorder l'indépendance au Vietnam devrait être évidente, le régime Bao Daï devrait apparaître comme l'interprète de cette indépendance, enfin le Vietminh devrait revêtir, aux yeux des Vietnamiens, un caractère essentiellement communiste. Par la faute des circonstances, et en quelque mesure, par la faute des autorités françaises aussi, aucune des conditions ne fut réalisée. Les Vietnamiens sont à peine convaincus aujourd'hui de la sincérité des promesses françaises. Ministre ou résident ont gardé les signes extérieurs du pouvoir. L'ex-empereur refusait de s'engager, d'abord, disait-il, parce qu'on ne lui avait pas donné l'indépendance faute de laquelle aucun dirigeant ne saurait se justifier auprès du peuple, ensuite parce qu'il se réservait le rôle de conciliateur. Les ministres de Bao Daï, en dépit des qualités incontestables de plusieurs d'entre eux, n'arrivaient pas à constituer un

gouvernement honnête, fort et populaire.

On aurait pu faire mieux si l'on avait joué franc jeu dès 1947. On a fait des progrès. Mais les deux difficultés fondamentales demeurent: la continuation de la guerre, qui implique la présence d'un corps expéditionnaire, permet-elle au gouvernement vietnamien de s'affirmer en tant que tel? Est-il possible de forger un patriotisme vietnamien contre le Vietminh, sous prétexte que celui-ci est, ou bien est devenu, communiste?

En 1954 comme en 1947, le dilemme est le même: on bien l'on négocie avec le Vietminh, et l'on craint qu'en ce cas celui-ci ne s'empare du pouvoir et n'édifie un régime de démocratie populaire; ou bien l'on refuse la négociation avec le Vietminh, et la guerre continue. Le Vietminh est maintenant ravitaillé par la Chine communiste, et les Franco-Vietnamiens reçoivent dollars et armes des États-Unis. Mais les rapports des deux belligérants, à l'intérieur du pays, n'ont pas tant changé. Ils se font la guerre, mais pas une guerre à mort. Chacun des deux est plus fort qu'il n'était en 1947, mais la relation des forces est à peu près la même. Les divisions du Vietminh sont égales, dans les combats d'infanterie, aux meilleures troupes françaises, mais celles-ci ont une puissance de feu - artillerie et aviation - qui leur restitue, dans la bataille rangée, l'équivalent de la supériorité qu'elles possédaient au début des hostilités.

L'opposition qui paraît à beaucoup historiquement essentielle - communisme ou non-communisme - est sans prise sur la réalité, parce qu'à la suite d'une série complexe de circonstances le Vietminh, pour beaucoup de Vietnamiens, se confond avec le gouvernement du Vietnam indépendant, de telle sorte qu'aucun autre gouvernement vietnamien ne réussit à rallier l'opinion.

Militairement, une décision n'est pas plus proche aujourd'hui qu'hier. Le commandement français ne dispose que d'une cinquantaine de bataillons mobiles, le reste du corps expéditionnaire étant retenu par des tâches de défense statique. Face aux six divisions régulières du Vietminh, cette réserve mobile n'a pas de supériorité numérique. Or une décision militaire exigerait que le corps de bataille vietminh fût détruit, ce qui implique que celui-ci soit contraint de livrer bataille, et cette contrainte enfin ne surgirait que le jour où le Vietminh serait menacé de perdre des bases, pour lui indispensables, de ravitaillement en hommes et en riz. Le "pourrissement du delta" prouve que nous sommes encore loin du but.

Dès lors, écrivant en 1954, on aperçoit deux perspectives: ou la continuation, pour des années, d'une lutte sans issue, ou une négociation avec le Vietminh. Le

deuxième terme de l'alternative me paraît, si l'on se donne un avenir de deux ou trois ans, plus probable que le premier. La négociation avec Ho Chi Minh implique-t-elle à coup sûr la soviétisation de l'Indochine? Je serais, sur ce point, moins catégorique que la plupart des observateurs. Négocier ne signifie pas capituler. Les Français devraient poser certaines conditions, comportant des garanties pour la sécurité du corps expéditionnaire et la participation du gouvernement du Vietnam. En l'état actuel des choses, le Vietminh, trempé par la vie dans le maquis et la guerre, est autrement fort que le gouvernement de Bao Daï. La suspension des hostilités, le retour à un style politique de concurrence déclencheraient dans les deux camps une évolution dont l'aboutissement ne serait pas fatalement la soviétisation de l'Indochine.

Langage de Nehru

Il n'y a pas de système d'équilibre à l'échelle de l'ensemble du continent. Mais il y a malheureusement, dans le cadre de la péninsule indienne, des États multiples, dont les relations s'organisent selon les règles immémoriales de la politique de puissance.

La division de l'Inde en deux États était, par elle-même, une catastrophe. La rivalité entre ces deux États risque de rendre cette catastrophe irrémédiable. Or, tant que le sort du Cachemire ne sera pas réglé, cette rivalité, avec des alternances d'excitation et d'apaisement, se prolongera. Rien n'annonce que les deux pays puissent s'accorder sur l'avenir du Cachemire.

Il n'est pas douteux qu'à l'origine le Pakistan, après avoir favorisé l'invasion du Cachemire par les tribus du nord-ouest, ait même engagé des troupes régulières. Mais la décision d'un prince hindou, décidant l'adhésion à l'Inde, n'avait pas une autorité, morale ou politique, indiscutable. (L'Inde avait refusé, dans un cas comparable, la décision du Nizam d'Hyderabad.) À l'heure présent, on a l'impression que les difficultés à un plébiscite sont surtout créées par l'Inde. Il ne manque pas de fonctionnaires ou de parlementaires, à New-Delhi, pour déclarer en privé qu'on n'acceptera pas le plébiscite, parce qu'on n'est pas sûr de le gagner. La liquidation du Cheik Abdullah confirmerait, s'il en était besoin, qu'en dépit de leurs propos sublimes, Nehru et les dirigeants de l'Inde, quand les intérêts de l'État sont en cause, ne sont pas incapables de ce que les Occidentaux appellent, sans réprobation, *réalisme*.

La rivalité entre les deux États successeurs étant donnée, les conséquences classiques s'ensuivent. Nouer de bonnes relations avec l'Afghanistan est, pour New-Delhi, un moyen de faire pression sur Karachi. Un pas de plus, et l'on

excite les populations situées entre Afghanistan et Pakistan à protester contre leur subordination à ce dernier pays. La revendication d'indépendance de ce que les Britanniques appellent le *Pathanistan* atteint à la dignité d'une question internationale. À ce moment, toute intervention des États-Unis ou de l'Union soviétique prend le caractère d'une prise de position pour l'un et contre l'autre, ce qui répond aux vœux de l'Union soviétique, désireuse d'aggraver la confusion, mais non des États-Unis, qui cherchent à créer des fronts unis anticommunistes. Nehru crie à tous les échos que les États-Unis, en donnant des armes au Pakistan, précipiteraient le continent indien dans la guerre froide. On ne peut s'empêcher de penser que, si l'on définit la guerre froide par la formule "ni règlement ni guerre", les relations entre l'Inde et le Pakistan à propos du Cachemire relèvent déjà de la guerre froide.

À en croire Jawaharlal Nehru, la politique de neutralité serait la meilleure pour l'Inde, la meilleure pour l'univers.

En fait, l'Inde appartient au monde libre. Les échanges extérieurs, pour plus de 95%, se font avec lui; les étudiants vont faire leurs études aux États-Unis, en Grande-Bretagne, jamais, jusqu'à présent, à Moscou ou à Pékin. Même avec la Chine communiste, les communications ne dépassent guère, jusqu'à présent, les visites de délégations choisies. L'Occident n'a pas à demander que l'Inde se rallie à lui, mais simplement qu'elle ne change pas de camp. Si l'on veut, pour employer un langage cru, les Américains n'ont qu'une concession fondamentale à obtenir de l'Inde: que celle-ci demeure elle-même et ne devienne pas communiste. Ces deux données fondamentales - l'appartenance de fait au monde libre, l'unique demande américaine - sont voilées par la diplomatie officielle de New-Delhi et ses répercussions.

La neutralité de la Suède ou de la Suisse n'implique pas, en temps de paix, le refus d'exprimer une préférence en faveur de l'un ou de l'autre camp; elle n'implique même pas le refus de participer à des organisations européennes d'ordre économique. Elle réserve simplement le droit, pour les deux pays, de rester neutres si la guerre éclate. (La Suisse est obligée par traité à la neutralité, la Suède ne l'est pas.) La neutralité de l'Inde est souvent justifiée, par les hommes politiques, les fonctionnaires ou les journalistes, dans les conversations privées, par des considérations réalistes: pourquoi prendre parti alors que la Chine communiste est proche et puissante, les Occidentaux lointains et probablement moins soucieux de protéger l'Inde d'une éventuelle invasion que de provoquer la dispersion des forces ennemies?

Si l'Inde était neutre - et non pas neutraliste - si même le neutralisme se manifestait en silence, il n'en résulterait pas grand mal. Mais le neutralisme de l'Inde est disert; il se plaît à faire la leçon aux belligérants, à s'exprimer comme si le refus d'engagement témoignait d'une moralité supérieure. Pis ou mieux encore, la prétendue volonté de tenir la balance égale entre les deux camps, de juger chaque cas en lui-même, aboutit à une partialité fréquente en faveur du camp soviétique.

Les compatriotes de Nehru, au reste, ne sont pas davantage impartiaux et ne peuvent pas l'être. Ils sont démocrates, ils respectent le règne de la loi, ils ont assimilé certaines des vertus de la civilisation britannique, mais leurs sentiments spontanés s'accordent plus souvent avec la propagande communiste qu'avec celle des Occidentaux. Colonialisme et impérialisme ont été les ennemis contre lesquels le parti du Congrès s'est, pendant des années, battu. On a souffert de la discrimination raciale, on a été humilié par la superbe ou la puissance du conquérant. Comment ne serait-on pas de cœur avec ceux qui dénoncent la politique de la France en Afrique du Nord, celle du docteur Malan en Afrique du Sud, celle de la Grande-Bretagne en Guyane? Comment les dirigeants de l'Union soviétique traitent les peuples allogènes, véritables colonies du peuple grand-russe, on ne le sait pas et on ne veut pas le savoir. On sait seulement que seule l'Union soviétique prend toujours et partout, en paroles, parti pour les opprimés, noirs, jaunes ou rouges, que seule elle combat (ou semble combattre) toutes les formes de domination des blancs sur les peuples de couleur.

Ces émotions sont communes à la plupart des membres de la classe dirigeante de l'Inde et au premier ministre. Mais celui-ci est aussi - ce qui est le cas de beaucoup de ses compagnons, mais non de tous - un intellectuel de gauche attardé au temps du Front populaire. Les communistes demeurent à ses yeux des hommes de gauche, irritants par leur fanatisme, condamnables quand ils recourent à la violence, malgré tout membres du camp progressiste. Nehru a liquidé par la force armée la jacquerie paysanne qui a surgi dans une province de l'Hyderabad. Mais il affecte de ne pas saisir le lien entre le parti communiste à l'intérieur et l'expansion russe ou chinoise au dehors. Dans ses discours, il réserve le plus souvent sa sévérité à la politique des États-Unis. Prenant au sérieux - ou affectant de le faire - la propagande de paix soviétique, il incline à imputer à l'Occident la responsabilité majeure dans la crise mondiale.

Le prix de l'indépendance verbale

Union soviétique et Chine exploitent à plein les avantages que leur offre

gratuitement le premier ministre de l'Inde dans la bataille des diplomaties. L'Inde n'en reçoit pas un rouble supplémentaire d'aide économique. En revanche, inévitablement, le montant de l'aide américaine est réduit. L'*intelligentzia* applaudit au fier langage de celui qui proclame: "Indépendance avant tout!" Elle affirme que le peuple préfère souffrir de la faim plutôt que de renoncer à la stricte neutralité. Ceux qui refusent l'aide ne sont pas, en fait, ceux qui souffrent de la faim, et ce langage aurait été jadis considéré comme typique de nationalisme militant. Mais l'Inde n'aurait même pas à renoncer à la neutralité, même pas, si l'on veut, au neutralisme; elle devrait simplement refuser au suprême plaisir de donner des leçons d'humanité, et, sous prétexte d'impartialité, à ménager ceux qu'elle craint et critiquer ceux qui, malgré tout, ont ses sympathies profondes. Ou encore, J. Nehru devrait ne pas montrer moins de sollicitude pour les opprimés d'Europe orientale ou des camps de concentration soviétiques, bien qu'ils aient la peau blanche, que pour ceux du Kenya ou d'Afrique du Nord.

J. Nehru s'efforce d'entraîner à sa suite le plus grand nombre possible d'États arabes ou asiatiques. Il prétend être le porte-parole de l'Asie indépendante ou des peuples naguère opprimés par les colonisateurs. Le protagoniste de cette politique a donc, semble-t-il, pour objectif d'empêcher toute organisation militaire, même défensive, dans les zones dites neutres. Le gouvernement de l'Inde invite le Pakistan à demeurer sans armes plutôt qu'à recevoir celles-ci gratuitement des États-Unis, convaincu que la neutralité est incompatible avec les accords d'assistance mutuelle. Si cette théorie est appliquée jusqu'au bout, les pays d'Asie du sud-est devront choisir entre le désarmement et des budgets militaires hors de proportion avec leurs ressources. Une telle conception me paraît singulièrement critiquable. Les pays d'Asie du sud-est, Inde, Birmanie, Indonésie, pourraient participer à un accord d'aide mutuelle sans se lier diplomatiquement à un des deux blocs. En admettant que le texte de la loi d'aide mutuelle, voté par le Congrès, soit inacceptable à certains États et que ceux-ci préfèrent se tenir à l'écart, il me paraît insensé de faire de cette abstention une sorte d'impératif catégorique. On aboutit à ériger la non-préparation militaire en règle absolue.

Le premier ministre dit volontiers, en privé, que la principale erreur de la politique américaine consiste dans l'obsession des mesures militaires. Admettons que la guerre, au sens conventionnel, ne soit pas menaçante et que les Américains aient tort d'attacher tant d'importance à l'armement et aux accords d'états-majors. Le fait est, malgré tout, qu'en dehors du corps expéditionnaire

français, il n'y a pratiquement aucune force militaire digne de ce nom dans toute cette partie du monde. Les États communistes seraient-ils plus agressifs si les États non communistes recevaient des armes américaines? La meilleure garantie de sécurité est-elle l'incapacité de se défendre? En politique, on trouve des arguments en faveur de n'importe quelle théorie: quand M. N. Chamberlain, au retour de Munich, agitait un morceau de papier en criant "Paix pour une génération!", il trouva quelques naïfs pour le croire. M. J. Nehru a beaucoup d'admirateurs.

Mais, à partir du moment où le gouvernement de l'Inde, c'est-à-dire Jawiharlal Nehru, adopte une telle conception, quelle doit être la politique des Occidentaux? La question prend actualité et acuité à propos du projet d'accord entre Inde et Pakistan. Faut-il fournir des armes au Pakistan, en dépit du veto retentissant de l'Inde? Le premier ministre a réussi à rendre toute solution, que pourrait adopter Washington, déplorable. Céder au chantage du gouvernement de New-Delhi, c'est reconnaître à celui-ci un droit de regard sur la politique extérieure du Pakistan et des États-Unis; c'est indirectement avouer que le Pakistan doit, à la manière de l'Inde, choisir entre le désarmement et des dépenses militaires énormes par rapport à ses ressources. D'un autre côté, Nehru a proclamé son opposition à l'accord États-Unis-Pakistan avec véhémence; il a déclenché une campagne de discours; il risque d'être demain prisonnier de sa propre comédie.

Je ne crois pas que J. Nehru se lierait au bloc soviétique ou chercherait à l'intérieur une réconciliation avec le parti communiste, bien que celui-ci, au cours de ces derniers mois, ne cesse de lui prodiguer louanges et flatteries. Peut-être eût-il été plus raisonnable de ne pas envisager d'accord militaire avec le Pakistan, mais il serait pire encore de céder au veto du gouvernement de Delhi. Celui-ci est moins incapable qu'on le dit de comprendre le langage de la politique internationale.

Aucune diplomatie, occidentale ou américaine, ne sera satisfaisante aussi longtemps que le continent indien n'aura pas surmonté les querelles des États successeurs. Le premier acte d'un homme d'État devrait être de mettre fin au conflit du Cachemire par un plébiscite ou un partage négocié. Il n'est pas vrai que les trois cent soixante millions d'habitants de l'Inde soient menacés par les soixante-dix millions du Pakistan, même si ceux-ci reçoivent des armes américaines. Bien plus, tant que New-Delhi et Karachi se traitent en ennemis virtuels, que l'Afghanistan, le Pathanistan sont mêlés à ces querelles, les

occasions, pour les communistes, de s'infiltrer dans la place, sont multipliées. Déjà, au Népal, au Cachemire, le parti du Congrès, à de multiples reprises, a joué avec les communistes contre tels ou tels adversaires. On craint qu'à ce jeu, et avec de tels partenaires, il ne soit pas le plus fort.

Peut-être ce qui se passe au Népal est-il aussi important que les élections du Travancore. Peut-être les controverses à propos du Cachemire, les "flirts" avec la Chine ou l'Union soviétique auront-ils, dans les quelques années qui viennent, autant d'influence sur l'évolution politique de l'Inde que le pourcentage de réalisation du plan quinquennal. J. Nehru, par son prestige personnel, contribue à l'unité du parti du Congrès. Je crains, en revanche, qu'il n'isole son pays et ne facilite, à la frontière et à l'intérieur, l'infiltration communiste. En concentrant l'attention et les ressentiments de ses compatriotes contre l'impérialisme d'hier, il facilite la pénétration de l'impérialisme nouveau, qu'il n'ose appeler par son nom et que, peut-être, il ne reconnaît pas.

La rencontre de l'Asie et de l'Occident. La revanche militaire de l'Asie

**Preuves
juillet 1954**

L'histoire est connaissance rétrospective de la politique; la politique, histoire en train de se faire. Les deux formules s'impliquent l'une l'autre. Mais, aux époques de bouleversement, on est plus souvent tenté de citer la seconde que la première.

Les événements, au cours du dernier demi-siècle, ne s'inscrivent pas dans un cadre *ne varietur*; ils ne semblent pas l'expression de personnalités ou le produit de rencontres. On éprouve, à chaque instant, l'impression, exaltante ou tragique, que le fait du jour - l'arrivée au pouvoir de Hitler, la campagne de France, la première explosion atomique ou l'installation de Mao Tse-Tung dans la Cité interdite - ferme un chapitre des annales et en ouvre un autre. La vague de l'avenir emporte irrésistiblement hommes, États, institutions en retard sur la course du temps. En une dialectique dont chacune des étapes est évidente, et mystérieux l'aboutissement, guerres et révolutions s'enchaînent, semant les ruines, élevant les tyrans, abattant les élites usées ou les peuples qui s'abandonnent. Ces époques critiques mettent à rude épreuve les hommes d'État, dont les intentions sont à chaque instant tournées en dérision par les conséquences de leurs actes.

À longue échéance, il en va toujours ainsi. Nul homme d'État ne parut plus heureux que Bismarck. Il avait posé la couronne impériale sur le front du roi de Prusse, le Reich était accepté par les grandes puissances et gardait des alliés. En 1945, jetant un regard en arrière sur les deux guerres du XXe siècle, on était tenté - et beaucoup d'historiens ne résistèrent pas à la tentation - de tenir l'œuvre de Bismarck pour l'origine des catastrophes militaires de notre siècle. Imputation injuste. En réalisant l'unité allemande sans déclencher un cycle de conflits comparable à celui de la Révolution française, le chancelier de fer avait réussi ce qui dépendait de lui. Il dépendait de ses successeurs de préserver l'héritage. La guerre de 1914 n'est pas concevable sans le rassemblement des terres et des peuples germaniques? À n'en pas douter. Mais, à ce compte, on reprocherait tout aussi bien à Frédéric II d'avoir préparé, par ses victoires, le désastre d'Iéna, ou aux Jacobins de porter la responsabilité de Lénine et de Staline.

L'ironie de l'histoire se manifeste aux époques critiques, sur la courte et non pas sur la longue distance. On incite le Japon à inscrire dans sa constitution le désarmement perpétuel, et, trois ans plus tard, à réarmer. Cinq ans après la capitulation inconditionnelle de l'Allemagne, on ne peut plus se passer de l'appoint que l'ex-ennemi apporterait contre l'ex-allié. On s'accuse d'avoir remporté une trop complète victoire. On goûte l'amertume d'une défaite politique, dans le temps du triomphe militaire. À chaque instant, on est frappé par l'absurdité des choses ou l'impuissance des hommes.

Et pourtant, quelle que soit la durée que le regard embrasse, on retrouve des mouvements d'ensemble qui ne suppriment pas mais rendent intelligibles les absurdités apparentes, les déceptions des acteurs, les renversements de conjoncture. L'histoire asiatique des dernières décennies, de 1931 jusqu'à l'heure présente, est commandée à la fois par les péripéties militaires et les changements politiques, déclenchés, favorisés ou accélérés par les combats. Guerre de Corée et guerre d'Indochine, réarmement japonais s'inscrivent dans cette perspective que domine la revanche militaire de l'Asie.

L'historien n'arrêtera pas son enquête à 1931, date à laquelle le Japon entreprit de transformer la Mandchourie en État satellite. L'impérialisme du Japon, la faiblesse de la Chine d'hier ont également pour origine la rencontre de l'Asie et de l'Occident. Après un siècle d'humiliations, la Chine s'est donné une armée capable de tenir tête aux armées occidentales, comme l'avait fait le Japon, comme le fait le Viet-Minh ou l'Inde. L'Asie a égalé l'Occident en puissance; il lui reste à l'égaliser en richesse.

La comparaison des niveaux de vie, pratique favorite des organisations internationales, nourrit le ressentiment de l'Asie et parfois la mauvaise conscience de l'Occident. À moins d'une troisième guerre apocalyptique, les régimes, d'ici quelques décennies, seront jugés aux résultats de leurs efforts pour rivaliser avec la prospérité occidentale. Si l'on situe notre présent entre le siècle actuel et le siècle à venir, le communisme n'est qu'une modalité de l'occidentalisation de l'Asie. La diffusion du système militaire et économique qui, créé en Europe, s'est épanoui aux États-Unis, est le mouvement irrésistible que l'on peut orienter, mais non arrêter.

Enfin, si nous imitons les philosophes de l'histoire dans le style de Toynbee, la rencontre de l'Asie et de l'Occident, qui a provisoirement abouti à une Chine communiste, à un Japon démocratique avec des troupes américaines d'occupation et un parlement de Westminster à New-Delhi, date de plusieurs

siècles. La destruction des communautés chrétiennes par le régime de Mao Tse-Tung répète l'expulsion des Jésuites au XVII^e siècle. L'Asie va-t-elle éliminer l'esprit de la civilisation occidentale pour n'en accepter que les instruments de puissance? Ou bien le communisme marquerait-il, pour la première fois, la conversion de l'Asie à une foi venue d'Occident?

L'aventure japonaise

Le récit des vingt-cinq dernières années pourrait être présenté sous le titre *Histoire de fous*. Par quelle aberration les dirigeants japonais, avec moins de 7 millions de tonnes d'acier, se lancèrent-ils à l'assaut des États-Unis, qui en produisaient aisément dix fois plus? Pourquoi les Américains eurent-ils la volonté de détruire le Japon, et non pas seulement de l'affaiblir? Était-il raisonnable de lancer la VIII^e armée vers le Yalu, si l'on n'était pas résolu à répliquer à une intervention chinoise? Comment n'a-t-on pas prévu les répercussions en Indochine de l'armistice coréen? On multiplierait sans peine de telles remarques, où l'observateur s'attribue à bon compte une supériorité sur l'acteur. Remises dans le contexte historique, ces décisions ne cessent pas d'être erronées, elles cessent de paraître insensées.

Depuis 1921, la diplomatie américaine inclinait à tenir le Japon pour un ennemi virtuel, la Chine pour un allié. La sauvegarde de l'intégrité chinoise, qu'exprimait la vieille formule de la "porte ouverte", fut admise comme l'objectif évident des États-Unis en Extrême-Orient. Rétrospectivement, il n'est pas aussi facile qu'on le croit d'ordinaire d'expliquer cette attitude, ou, du moins, la conviction avec laquelle on affirmait et cette amitié et cette hostilité.

Les États-Unis n'ont jamais eu, en Chine, que des intérêts économiques médiocres (autrement considérables étaient ceux de la Grande-Bretagne, qui, en 1950, s'élevaient encore à quelque trois cents millions de livres). Le montant réduit des investissements américains en Chine, la modestie des échanges sino-américains, en proportion du revenu national ou du commerce extérieur, ne mesurent pas rigoureusement l'influence, à Washington, des individus ou des groupes qui tiraient de Chine des profits considérables. On peut invoquer le marché potentiel, sinon actuel, des quatre cents millions de Chinois. Mais de telles interprétations sont hypothétiques, indémontrables et peu vraisemblables. Quant à la concurrence des marchandises *made in Japan*, elle avait été ressentie, ici et là, par des producteurs et des commerçants américains, elle avait suscité des mesures de protection ou de rétorsion. Pour les États-Unis, le Japon impérial demeurait un client plus important que la Chine, livrée à la guerre civile, en dépit

des préférences, sinon des monopoles, que le Japon se réservait dans ses colonies.

Des considérations stratégiques ou idéologiques, bien plutôt qu'économiques, ont dicté la conduite de la diplomatie de Washington. Une fois maîtres ou responsables des Philippines, les États-Unis étaient, quoi qu'ils en eussent, impliqués dans les conflits du Pacifique. La principale flotte d'Asie, capable d'exercer la maîtrise dans les eaux proches du continent et de menacer les Philippines, était, par son existence même, désignée comme l'ennemie virtuelle.

L'opinion américaine était sensible au rôle que les missions jouaient sur la terre d'Asie. Elle imaginait les États-Unis apportant à la vieille Chine les secrets de la prospérité et aussi la bonne nouvelle du Christ. Les récits et témoignages des missionnaires avaient créé un préjugé favorable à l'égard de l'ex-Empire du Milieu, d'autant plus que celui-ci était convoité par les impérialismes. Protégeant la Chine affaiblie contre les ambitions des Européens d'abord, contre celles des Japonais ensuite, les États-Unis avaient conscience de se conduire en amis désintéressés.

Jusqu'en 1945, calculs stratégiques et émotions idéologiques se trouvaient merveilleusement accordés. La politique réaliste prolongeait le message révolutionnaire des fondateurs de la République. En combattant l'Empire du Soleil Levant, on n'avait à approuver ni le colonialisme des Français ni celui des Britanniques ou des Hollandais. L'alliance du Japon et du national-socialisme achevait de donner à la conjoncture diplomatique un caractère conforme aux mythes préférés. D'un bout à l'autre de la terre, les despotismes s'unissaient. Pour les vaincre, les Nations Unies forgèrent la grande coalition de la liberté.

Encore aujourd'hui, on ne voit pas comment la politique américaine aurait pu choisir une orientation autre. Elle n'aurait pu accepter la sphère de co-prospérité, même si les chefs nippons avaient promis le respect des intérêts économiques américains. L'opinion aurait protesté contre un réalisme qui aurait trahi la mission libératrice des États-Unis dans le monde. En revanche, la mise en œuvre de la politique fut déplorable. Pendant des années, Washington se borna à dire non, à ne pas reconnaître les faits accomplis en Mandchourie, sans se donner les moyens d'arrêter militairement l'expansion japonaise. On cumulait l'intransigeance verbale et la faiblesse apparente. Par celle-ci, on éveillait la tentation; par celle-là, on exaspérait la clique militariste. Si les États-Unis avaient réarmé, s'ils avaient dit clairement ce qu'ils ne toléreraient pas, s'ils avaient accompagné leurs propos de quelques démonstrations de force, ils

auraient eu une chance de renforcer, à Tokyo, le parti favorable à un compromis. De 1931 à 1941, ils ne disposaient pas des armes sans lesquelles la voix des diplomates ne porte pas. En 1941, ils exigent que les troupes japonaises se retirent de Chine. À cette date, une pareille demande offre aux extrémistes la meilleure justification pour la suprême aventure.

La diplomatie américaine ne paraît guère heureuse, si on en observe les conséquences dix ans après la capitulation. Sur le moment, elle s'expliquait aisément par la combinaison de moralisme et de pacifisme, typique de l'opinion américaine. Le moralisme incitait à l'intransigeance verbale, le pacifisme détournait d'un réarmement coûteux et impopulaire. Dès que le premier coup de canon retentit, la même combinaison de moralisme et de pacifisme s'exprima dans la guerre inexpiable, jusqu'à la capitulation inconditionnelle: il s'agissait de punir l'infâme. Dans la colère soulevée par l'agression de Pearl-Harbour, comment se serait-on souvenu que l'hydre impérialiste a plus d'une tête?

L'attaque sur Pearl-Harbour témoignait d'un peu plus de résolution dans le cynisme que la conduite ordinaire des nations - encore que la surprise américaine demeure partiellement inexplicable, si l'on se rappelle l'état des négociations diplomatiques et le déchiffrement du code de la marine japonaise par les services américains. Elle appelait une rude leçon. Était-il sage de poursuivre le bombardement des villes japonaises, presque sans défense, afin d'arracher le consentement à une capitulation sans conditions, alors que les dirigeants nippons auraient accepté avec reconnaissance les conditions que l'on voulait imposer? Je dis bien: manque de sagesse, et non: manque de générosité; dès que les canons se turent, les Américains mirent autant d'ardeur à nourrir les hommes et à relever les villes qu'ils en avaient mis, la veille, à affamer les uns et à écraser les autres. Il leur aurait suffi de dire à l'avance ce qu'ils avaient l'intention de faire - respecter l'empereur, réorganiser l'économie, démocratiser les institutions et les mœurs - pour raccourcir la guerre de plusieurs mois, peut-être d'une année, prévenir l'intervention russe en Mandchourie...

Que le général Marshall n'ait pas su que le Japon, sans flotte de guerre, avec moins d'un million de tonnes de cargos disponibles, était décisivement vaincu, au début de 1945, est difficile à croire. S'il l'a su, qu'il ait tout de même conseillé au président Roosevelt de conclure l'accord de Yalta, ne l'est pas moins. Dans le détail, ces erreurs de jugement gardent une sorte de mystère que couvre la mythologie ou le récit authentique des "trahisons". Mais, au-delà de ces incidents, on retrouve la tradition américaine de stratégie strictement militaire,

indifférente, aussi longtemps que durent les hostilités, aux conséquences politiques du choix entre les diverses méthodes susceptibles de conduire à la victoire. À partir de cette indifférence, on s'explique que l'opinion américaine ait accepté la formule de l'*unconditional surrender* et se soit réjouie d'une intervention qui promettait tout à la fois de réduire le coût et d'hypothéquer les profits de la victoire.

Le réveil militaire de la Chine

Les Américains enlevèrent au Japon toutes ses conquêtes: Formose, la Corée, même la moitié sud des îles Sakhaline; ils laissèrent les Russes s'installer dans les îles Kouriles, à portée de vue de la plus septentrionale des quatre îles, Hokkaido. Ils accomplirent impitoyablement leur programme de désarmement. Le Japon n'eut plus ni un navire de guerre, ni un corps d'officiers, ni une base navale, ni une industrie aéronautique. 88 millions de Japonais furent réduits aux ressources d'un sol étroit, contraints d'acheter au dehors la plus grande partie de leurs matières premières. Le Japon, nous l'avons vu, n'est plus une grande puissance. On se demande s'il peut redevenir une puissance militaire de second ordre.

L'élimination du Japon laissait libre carrière à la Chine. Celle-ci, quel que fût son régime, exercerait une influence dominante, qu'elle prît appui sur les États-Unis pour tenir l'Union Soviétique en respect, ou qu'elle s'alliât à cette dernière pour chasser les Occidentaux du continent. Le choix entre ces deux termes dépendait de l'issue de la guerre civile. Or la guerre avait fait pencher la balance en faveur du communisme: la guérilla contre les occupants, et aussi contre les représentants du gouvernement nationaliste, avait permis de désagréger l'administration locale et de mobiliser les masses paysannes. Les troupes russes, qui avaient recueilli la capitulation de l'armée japonaise, dite du Chantoung, transmirent les armes aux armées de Mao Tse-Tung.

Les dés étaient-ils jetés dès 1945? La prolongation des hostilités durant sept ans, la décomposition politique du Kuomintang, la révolte des étudiants contre la police des villes, contre l'inflation, des campagnes contre les propriétaires et les fonctionnaires vouaient-elle Tchang Kaï Chek à la défaite, quelle qu'ait été l'action des États-Unis. On en a discuté passionnément, et il ne nous importe pas ici d'émettre un jugement catégorique. L'hésitation américaine, à partir de 1945, nous paraît un fait majeur, et cette hésitation provient de la dissociation progressive entre les considérations réalistes et les émotions morales.

Contre le Japon, une fois surmonté le pacifisme typique d'une démocratie

riche, toutes les raisons conspiraient à renforcer la vigueur des bras et du cœur. Le Japon avait un régime autoritaire, il adorait son empereur à l'égal d'un dieu, il était exploité par des "trusts", les Japonais étaient jaunes et ils opprimaient le peuple chinois. On combattait tous les monstres, l'impérialisme, l'esprit de conquête, les tyrans. On ne livrait ni une guerre de race, puisqu'on avait les Chinois pour alliés, ni une guerre coloniale, puisqu'on se proposait d'enlever au Japon ses colonies. La cause des Alliés, britanniques, hollandais, français, était moins pure, et l'on ne se privait pas de le leur dire. Mais on espérait, plus ou moins vaguement, que l'effondrement de l'impérialisme japonais entraînerait celui du colonialisme européen. En temps de guerre, un président décidé mène la diplomatie avec presque autant de liberté qu'un dictateur. En temps de paix, il est paralysé s'il n'invoque à la fois l'intérêt du pays et l'idéal.

La guerre libératrice laissait une situation dans laquelle l'ardeur missionnaire ne coïncidait plus avec les calculs d'équilibre. Dans les premières années, le président Truman continua d'agir dans la lancée de Roosevelt. En Indochine les représentants de l'O.S.S. réservaient leur bienveillance à Ho Chi Minh, chef de la résistance vietnamienne contre le Japon hier, contre la France aujourd'hui. Les Britanniques accordaient gracieusement, à l'Inde, au Pakistan, à la Birmanie, à Ceylan, une entière indépendance. Les Hollandais, après quelques velléités contraires, cédaient à leur tour aux circonstances, parmi lesquelles la pression américaine figure en bon rang. La deuxième guerre mondiale avait accéléré la décomposition des empires européens d'Asie. Les États successeurs étaient tous, à un degré ou à un autre, militairement faibles, même l'Inde, dont l'armée, redoutable sous le Raj britannique, fut désorganisée par le partage du pays. La libération de l'Asie du Sud-Est ouvrait un vide de puissance.

Dès 1945 en Chine, dès 1947 en Indochine, le *State Department* se demandait quelle attitude adopter à l'égard d'un mouvement qui se déclarait libérateur, et qui, à certains égards, l'était effectivement, mais qui était dirigé par les communistes. De 1946 à 1949, la politique américaine oscilla entre les tentatives de conciliation, le soutien de Tchang Kaï Chek et l'abstention, sans aller jusqu'au bout d'aucune de ses attitudes. Entre communistes et nationalistes, les élections libres ne pouvaient trancher, le soutien accordé au gouvernement nationaliste fut insuffisant et bougon, l'abstention elle-même fut velléitaire. Pour désarmer aux États-Unis les hommes et les journaux favorables au Kuomintang, il fallait professer qu'on ne l'abandonnerait pas.

La propagande communiste a lancé la formule que la diplomatie américaine

prend la défense des "réactionnaires" et des "féodaux". Il n'est guère facile de définir exactement un réactionnaire, à l'heure présente, à moins qu'on n'appelle ainsi tout homme qui s'oppose au communisme. Quant au terme féodal, il ne s'applique rigoureusement à aucun des hommes, des partis ou des régimes d'Asie. Ni Syngman Rhee, ni Tchang Kaï Chek, ni Magsaysay ne sont des féodaux, au sens européen du terme.

À l'origine, le Kuomintang était un parti révolutionnaire qui se donnait pour but l'édification d'un État moderne. Il voulait mettre fin aux privilèges ou aux concessions que les étrangers s'étaient arrogés. Il était nationaliste contre les Occidentaux et hostile au régime impérial; il voulait, lui aussi, soumettre les généraux à la loi du pouvoir central. Après la rupture avec les communistes, le Kuomintang avait obtenu l'appui des classes riches, commerçants, banquiers, grands propriétaires. Peu à peu, l'élan retombait et les dignitaires du parti étaient corrompus par le pouvoir et ses profits. Bien loin que les dirigeants de la diplomatie américaine aient cherché à maintenir un "régime réactionnaire", ils n'ont pu prendre une décision nette quand ils ont été acculés - ou ont cru l'être - à choisir entre le communisme et un régime non conforme à leur idéal. Au début de 1950, l'administration démocrate était résignée à reconnaître *de facto* le gouvernement de Mao Tse Tung, quand éclata subitement, le 25 juin 1950, la guerre de Corée.

L'agression nord-coréenne libéra d'un coup l'idéalisme déçu et la colère accumulée. À la nouvelle que le président Truman avait donné au général Mac Arthur l'ordre d'intervenir, l'opinion, bien loin de protester, fut saisie d'une sorte d'enthousiasme. L'esprit missionnaire, de nouveau, animait et justifiait les calculs raisonnables. Au regard de M. Dean Acheson ou du président Truman, ce qui était en jeu, ce n'était pas seulement la Corée du Sud, dont la soviétisation aurait mis en péril le Japon, c'était la valeur de la garantie américaine. Qui croirait encore à la parole des États-Unis, en Asie ou en Europe, si, de Washington, on assistait passivement à l'invasion d'une république créée sous les auspices de l'O.N.U., dont les troupes, entraînées par une mission américaine, étaient bousculées par une armée équipée de chars soviétiques? L'Américain moyen ignorait peut-être que, par l'intervention en Corée, il scellait l'alliance atlantique. Il savait que son pays n'avait là-bas aucun intérêt à défendre, sinon l'intérêt, à ses yeux universel, de la sécurité collective. Durant quelques jours, l'enthousiasme d'un combat désintéressé emporta résistances et hésitations. Esprit de croisade et souci de maintenir des positions étaient réconciliés.

Réconciliation brève, que revers et succès contribuèrent également à rompre. Après le débarquement d'Inchon et la destruction de l'armée nord-coréenne, il aurait suffi que Mac Arthur établît la VIII^e armée au rétrécissement de la péninsule vers le 40^e parallèle, pour que les Nations Unies fussent en mesure de dicter les termes d'une négociation. Comment une armée chinoise aurait-elle pu, sous les bombardements de l'aviation américaine, franchir les centaines de kilomètres qui auraient séparé le Yalu du front de la VIII^e armée? Mais cette solution raisonnable aurait exigé une négociation avec l'agresseur puni. Fort d'une décision de l'O.N.U., le général Mac Arthur essaya d'abord d'unifier la Corée par les armes.

La marche sur le Yalu était un pari. À Tokyo et à Washington, on pariait sur la non-intervention chinoise et l'on n'avait pas décidé à l'avance ce que l'on ferait si le pari était perdu. Les sept divisions américaines et les quelques divisions sud-coréennes étaient incapables de tenir un front de plus de 1.000 kilomètres.

Le Japon avait été finalement écrasé sous un orage d'acier et sous le tonnerre d'une explosion nucléaire, mais il avait battu les Russes en 1905 et remporté, sur les Américains, Britanniques et Hollandais, des succès spectaculaires. Il avait donné la preuve que, dans la guerre, les Jaunes étaient désormais les égaux des Blancs, pourvu qu'ils fussent aussi bien armés. Les troupes chinoises, à peine sorties de la guerre civile, uniquement pourvues d'armes légères, culbutèrent, dans des circonstances, il est vrai, extraordinairement favorables, quelques divisions américaines dotées de l'équipement et de l'armement les plus modernes. Du coup, le régime communiste chinois acquérait le même prestige qu'avaient valu au gouvernement japonais ses succès sur les Russes: un État nouveau s'affirme à l'épreuve du feu. La victoire, accidentelle et temporaire, retentissait jusqu'au bout du continent asiatique. Les armées de la Chine communiste effaçaient un siècle d'humiliations et d'impuissance.

Au printemps de 1951, la fortune des armes avait changé de camp. Les offensives chinoises avaient été repoussées avec des pertes écrasantes; certains généraux vont jusqu'à affirmer qu'une offensive de la VIII^e armée aurait permis de remporter des succès décisifs. Mais le renvoi du général Mac Arthur, au printemps de 1951, apporta la preuve que les dirigeants de Washington étaient résolus à ne pas sortir des limites du champ de bataille coréen. Quelques mois plus tard, les Chinois, ayant à leur tour reconnu l'impossibilité de vaincre, M. Malik suggérait des négociations, et les Occidentaux répondirent à cette suggestion avec une rapidité qui aurait dû leur valoir une place d'honneur dans le

Comité des Partisans de la Paix.

Quel était le sens de ces événements que nous venons de vivre? Le Japon, premier pays d'Asie à se donner un État et une armée modernes, s'était engagé dans la carrière impérialiste pour rivaliser avec l'Occident et en obéissant à de vieilles traditions. Contre les seuls États-Unis, il n'avait, à la longue, aucune chance de l'emporter. Or, saisi par l'*ubris*, il se lançait à l'assaut des positions occidentales, sans s'être assuré l'alliance des autres pays d'Asie. Il s'était attiré l'hostilité inexpiable des Chinois et, après l'occupation, celle des Philippins et des autres peuples du Sud-Est asiatique. Puissance maritime et aérienne de second ordre, il ne devait pas jeter de défi aux Anglo-Saxons. Puissance continentale de second ordre, il ne devait pas s'exposer aux coups de l'Union soviétique et de la Chine. Débarrassée par les soins des Américains de la menace japonaise, la Chine, ayant pour la première fois, depuis la rencontre avec l'Occident, édifié un État capable d'action, fut enfin libre d'affirmer, à son tour, ses ambitions. Elle aussi, après le Japon, tenait tête, sur le champ de bataille, aux Occidentaux. Elle invoquait une idéologie révolutionnaire qui, en droit universelle, faisait écho aux ressentiments des peuples d'Asie. Elle dénonçait capitalisme et impérialisme, non les Occidentaux, mais ces derniers n'incarnaient-ils pas, aux yeux des masses chinoises ou vietnamiennes, les vilains de la fable historique? Une doctrine, imaginée par l'Europe, se prêtait admirablement à la lutte contre les Blancs.

La Chine possède des atouts stratégiques que le Japon ne possédait pas. Puissance continentale, et non insulaire, alliée à l'Union soviétique et non virtuellement ennemie de celle-ci, protégée par la masse et le nombre, elle ne pouvait être réduite à merci, comme l'avait été le Japon. La Chine était plus vulnérable que ne l'ont dit les commentateurs: industries de Manchourie, voies de communication pouvaient être détruites par les bombardements aériens. Mais de telles opérations n'auraient pas obligé le gouvernement à capituler, et elles comportaient le risque de guerre générale. Confrontés par la perspective soit d'une guerre interminable, soit d'une guerre totale, les dirigeants de Washington renversèrent le principe non écrit de leur stratégie au XXe siècle: ils se résignèrent, contre l'opinion du général Mac Arthur, à chercher un substitut à la victoire.

Le président Truman et ses conseillers admirent une limitation de la guerre: limitation dans l'espace (on ne bombardait pas la Mandchourie), dans les moyens (on n'employait pas la bombe atomique), dans les objectifs visés (on ne cherchait

ni à détruire l'armée chinoise ni à imposer les conditions de la paix). La controverse sur le bombardement des aérodromes de Mandchourie avait une signification symbolique: pour vaincre, il aurait fallu frapper en dehors des frontières coréennes, mais nul ne pouvait prévoir jusqu'où irait l'amplification éventuelle des hostilités. La limitation géographique garantissait la limitation des moyens, celle aussi du nombre des participants(1).

Dans le cadre coréen, la partie nulle n'était pas une défaite américaine. Les Nord-Coréens avaient commencé les hostilités, afin d'unifier le pays. Ils avaient échoué, leurs troupes avaient été taillées en pièces et ils n'avaient été sauvés que par l'intervention chinoise. Mais, remis dans un cadre plus large, ces événements prenaient une tout autre signification. Les Américains traitaient sur un pied d'égalité avec les représentants du régime que l'on faisait profession d'ignorer, mais qui commandait en fait à un pays, hier encore traité en quantité négligeable (bien qu'on en eut fait un cinquième Grand). Le succès de prestige, immense, allait à Mao Tsé Tung et aux siens.

Si les Américains avaient tâché de vaincre, on les aurait accusés de bellicisme avec plus de passion encore, mais on les aurait craints et peut-être respectés. Ils ont renoncé à vaincre: leur modération est taxée de faiblesse. Ils n'ont pas désarmé la propagande de leurs ennemis, mais ils ont affaibli la cause de leurs amis.

La Chine et le Sud-Est asiatique

En Asie septentrionale, le partage de la Corée ne compromet pas l'avenir. La Corée du Sud suffit à protéger les îles nippones, voire à garantir une tête de pont sur le continent. Le Japon, en cas de guerre générale, serait terriblement vulnérable, mais l'unification de la Corée sous un gouvernement occidental n'y changerait rien. Au temps de l'aviation et des bombes atomiques, 90 millions d'hommes entassés dans les quatre îles constitueraient plutôt une charge qu'un appoint.

Plus graves sont les répercussions de la non-victoire dans le sud-est. Là, on ne peut manquer de ressentir le poids de la puissance chinoise, libérée par l'armistice coréen. L'effort d'armements, entrepris par le régime de Pékin, n'a pas été ralenti par l'arrêt des hostilités. J'avais recueilli à Hong-Kong, en octobre 1953, les mêmes informations publiées par Joseph Alsop, il y a plusieurs mois. Les divisions chinoises rééquipées posséderont à peu près les canons, obusiers, mortiers, bazookas, autrement dit la puissance de feu d'une division soviétique (10.000 hommes environ). On compte équiper 150 à 175 de ces divisions, y

compris des divisions d'artillerie et des divisions blindées. L'aviation disposerait de 1.500 à 2.000 appareils à réaction. L'industrie chinoise fournit provisoirement les armes légères, les armes lourdes venant de l'Union soviétique. L'entretien de ces divisions modernes pose sûrement des problèmes difficiles à une industrie encore insuffisante. Le fait majeur n'en subsiste pas moins. En 1905, les victoires japonaises sur la Russie marquaient la promotion soudaine d'une force militaire en Asie. L'armement par l'Union soviétique de nombreuses divisions chinoises consacre une montée aussi soudaine, chargée de plus de signification historique encore: au milieu du XXe siècle, la Chine innombrable est unie sous un État capable de vouloir et d'agir; elle possède une armée assez forte pour enlever à n'importe quelle nation d'Occident toute velléité de guerre continentale. Cet armement la lie à l'Union soviétique parce qu'il en vient.

Les divisions soviétiques, massées au centre du vieux continent, n'étaient pas destinées à franchir la ligne de démarcation. De même, les divisions chinoises ne sont pas nécessairement destinées à envahir aucun pays de l'Asie du Sud-Est. Mais entre les deux théâtres d'opérations, on aperçoit une différence majeure. Il a suffi de constituer le Nato et une armée à demi symbolique pour neutraliser l'action politique des armées soviétiques. On ne saurait faire de même en Asie du Sud-Est: l'Occident n'y a même pas l'équivalent de l'armée du Nato. La pression qu'exercera la Chine, sans mouvoir ses cohortes, risque d'abattre les fragiles barrières. Ravitaillées, entraînées et armées par la Chine, les armées de libération au Vietnam, puis en Birmanie et au Siam, ont des chances de l'emporter. Les divisions chinoises, toutes proches, même immobiles, aident à convaincre les hésitants, tout en neutralisant les possibles interventions occidentales.

En Indochine, il était clair depuis longtemps, pour ceux qui vivaient le drame, que ni la France ni les États associés ne pourraient gagner la guerre. Il est, hélas! clair aujourd'hui qu'ils risquent de la perdre complètement.

L'échec de la France, nous l'avons indiqué dans un précédent article, était dû à des causes multiples qui peuvent se ramener essentiellement à trois: 1° dès 1945-46, le Vietminh était reconnu, surtout dans le Nord, par la masse de la population, comme "mouvement de libération", gouvernement du Vietnam indépendant. Tout gouvernement rival semblait un instrument de la France et, de fait, disqualifié; 2° par la faute des gouvernements français, qui hésitèrent à accorder une indépendance réelle et à manifester leurs intentions par des gestes spectaculaires, par la faute de Bao Dai et des hommes choisis par lui, le gouvernement du Vietnam ne réussit pas à s'imposer, même en Cochinchine, où

l'entreprise n'était pas sans espoir. Seuls quelques militants nationalistes, qui ne purent supporter la communisation progressive du Vietminh, quelques minorités religieuses saisirent le sens d'une lutte contre le communisme: ce slogan ne signifiait rien pour les paysans du Tonkin; 3° les moyens militaires mis à la disposition du commandement français devinrent de plus en plus insuffisants, au fur et à mesure que le Vietminh, grâce à l'aide des communistes chinois, renforçait ses armées régulières.

La situation, après le redressement effectué par le maréchal de Lattre de Tassigny, en 1950-51, se détériora progressivement et, pour ainsi dire, silencieusement. La zone décisive, dont dépendait le ravitaillement en hommes et en riz des deux camps, était le delta. On lança des opérations spectaculaires et coûteuses, en dehors de cette région-clé - la première fut celle d'Hoa-Binh, en 1951: le "pourrissement" du delta fut le prix de ces opérations. Il s'aggrava d'année en année, pour des raisons politiques - l'insuffisance de l'administration vietnamienne et militaire, le manque d'effectifs pour protéger les villages ralliés contre le retour et les représailles du Vietminh.

En 1953, au moment où le général Navarre fut nommé, la conjoncture était loin d'être bonne, elle ne laissait pas présager la catastrophe dans l'immédiat. Les événements tragiques des derniers mois comportent la part de l'accident, qui se retrouve dans toutes les guerres.

Le plan dit Navarre avait pour objectif principal de rendre plus de mobilité au corps expéditionnaire, afin de lui permettre de prendre l'offensive et de livrer bataille aux divisions régulières du Vietminh. À partir de cette idée directrice, on décidait de hâter la formation d'une armée vietnamienne, capable de remplacer les bataillons de l'Union Française dans les tâches de la défense statique.

Rétrospectivement, on ne peut s'empêcher de penser que la conception était fautive. La constitution hâtive de nouveaux bataillons accrut les effectifs plus que la force de l'armée vietnamienne. Le corps expéditionnaire n'avait pas une supériorité sur le corps de bataille vietminh qui justifiait une stratégie offensive. Il était voué ou bien à foncer dans le vide, ou à se battre dans des conditions avantageuses pour l'adversaire. Enfin, plus on cherchait à remporter des succès spectaculaires, plus on négligeait l'essentiel, à savoir le delta. Au lieu de prétendre à une impossible victoire, on aurait dû se réserver des gages pour une négociation.

L'erreur initiale était probablement, comme il est de règle en matière de stratégie, une erreur sur le rapport des forces. L'état-major français avait constaté

que depuis deux ans le corps de bataille du Vietminh "plafonnait", il continuait de compter six divisions (dont une d'artillerie). On en concluait que le développement de l'armée vietminh était freiné par le manque d'hommes et de cadres, non par le manque de matériel, celui-ci étant fourni en quantités considérables par la Chine. On oubliait deux éléments du problème: peut-être le Vietminh ne pouvait-il créer de divisions supplémentaires, mais l'afflux de matériel moderne (canons lourds, canons antiaériens munis de radars, camions, munitions en quantités illimitées) suffisait à modifier radicalement la valeur de l'armée vietminh et les modalités du combat. De plus, les chefs français négligeaient les progrès de l'infiltration, l'endivisionnement des troupes régionales et l'organisation et l'encadrement des supplétifs. L'armée du Vietminh ne constituait pas de divisions supplémentaires, mais les régionaux se rapprochaient, en qualité, du corps de bataille, et les supplétifs des régionaux.

L'idée directrice de la stratégie était pour le moins aventureuse. La mise à exécution fut pire. La tragédie de Dien-Bien-Phu fut au point de rencontre de deux décisions: l'une politique, l'autre militaire. Le gouvernement de M. René Mayer décida, au printemps de 1953, de défendre le Laos - en dépit de l'avis contraire de plusieurs grands chefs militaires. Le Laos avait obtenu l'indépendance, le régime y était populaire, il souhaitait maintenir des liens avec la France; enfin, le pays présentait une importance stratégique considérable, puisqu'il couvrait le Siam et la Birmanie. La plaine de Dien-Bien-Phu, isolée au milieu de la jungle, parut offrir le moyen de prévenir l'invasion du Laos et de forcer le Vietminh à la bataille. Ces deux objectifs furent atteints, mais on avait sous-estimé grandement et la force du Vietminh et les avantages que nous lui concédions gracieusement.

Dien-Bien-Phu se trouvait à 80 kilomètres de la frontière chinoise, à plus de trois cents d'Hanoï. Les appareils de chasse n'avaient que quelques minutes de vol au-dessus de la cuvette. Les effectifs du camp retranché ne permettaient pas des lignes continues, les différents points d'appui étaient trop éloignés les uns des autres pour s'épauler efficacement. Contre les troupes vietminh, qui n'avaient pu s'emparer de Na-Sam, l'opération aurait été risquée. Contre le Vietminh de 1954, elle se révéla désespérée.

Avec ses nombreux camions, le Vietminh put concentrer, autour de Dien-Bien-Phu, trois ou quatre divisions, dont une division d'artillerie qui n'avait pas encore été engagée, et surtout entretenir la bataille pendant des semaines. Il appliqua une tactique déjà utilisée par les Chinois en Corée: les positions des

pièces d'artillerie étaient creusées dans le sol, et chaque pièce disposait de plusieurs positions. On comptait que l'artillerie française réduirait en silence celle du Vietminh: le contraire se produisit. Les pièces françaises étaient moins bien protégées et statiques, celles de l'ennemi dissimulées et mobiles.

L'invention militaire était passée du côté de l'Asie.

À coup sûr, le Vietminh reçut, au cours des derniers mois, une aide accrue en munitions, en matériel, probablement en conseillers. Les conseillers chinois sont-ils venus jusque sur le champ de bataille prêter assistance à leurs alliés et élèves? Ce détail, contesté, n'importe guère. Mais cette réaction chinoise à l'annonce d'une conférence relative à l'Indochine est conforme aux règles ordinaires de l'action soviétique. Le camp communiste voulait créer une situation de force, à la veille de négociations. Du côté occidental, le pouvoir civil laissait les autorités militaires prendre un risque démesuré à un moment où la prudence était de rigueur. Quelle que soit la part imputable aux erreurs du commandement français et à l'aide chinoise, la victoire du Vietminh à Dien-Bien-Phu constitue un anneau supplémentaire de la chaîne, une étape de la revanche militaire de l'Asie, qui commence à Port-Arthur en 1905 et passe par la guerre de Corée. Depuis des années, les meilleures troupes de l'Union française tenaient l'infanterie Vietminh pour leur égale. Les Européens n'ont jamais eu d'autre titre à régner sur les peuples d'Asie que leur supériorité militaire entre la deuxième moitié du XVIIIe siècle et la première moitié du XXe, courte période au regard de l'histoire chinoise, période désormais close.

Au moment où nous écrivons, la guerre continue en Indochine, et les négociations à Genève. Les considérations actuelles risquent d'être dépassées au moment où elles paraîtront. On se bornera à marquer, autant que possible, les données principales de la situation.

La France ne peut et ne veut continuer seule une guerre qui a toujours été impopulaire. La revendication du Vietminh semblait à beaucoup de Français - et pas seulement aux Français communistes - légitime: de quel droit sacrifier des vies humaines pour maintenir une domination qui n'importait pas à la nation? Au regard de l'intérêt français le plus étroit, le plus égoïste, la campagne d'Indochine ne se justifiait pas: l'avenir de la France dépend des liens qui subsisteront, mais non pas nécessairement sous la forme présente, entre l'Afrique et la métropole. Les sommes dépensées là-bas auraient permis un magnifique développement en Afrique du Nord.

Les négociateurs français devraient donc logiquement avoir pour objectif un

"cessez le feu". Mais ils se trouvent pris entre des pressions multiples, en une conjoncture presque inextricable. Leur premier devoir est de tout mettre en œuvre pour éviter une nouvelle défaite militaire, qui serait, celle-là, irréparable. Les renforts susceptibles d'être envoyés immédiatement ne sont pas tels qu'ils mettent le delta à l'abri. Or, tant que le Vietminh aperçoit la chance d'une victoire spectaculaire, pourquoi serait-il prêt à traiter? Comme nos négociateurs ignorent les intentions réelles de l'autre camp, ils hésitent à offrir des concessions décisives, qui étaleraient notre faiblesse, nous aliéneraient les dirigeants des États associés et les dirigeants américains, sans peut-être modifier l'attitude de nos adversaires. D'où ces pourparlers "fantomatiques", où l'on discute longuement du contrôle international, bien que l'on n'ignore pas la vanité d'un tel contrôle. La seule garantie du "cessez le feu", en Indochine comme en Corée, serait le risque de généralisation du conflit, en cas de reprise des hostilités. Le reste est camouflage et faux-semblant.

Le président Eisenhower et ses conseillers semblent incapables de prendre une décision. Ils incitent les Français à formuler des demandes qui ne traduisent pas le rapport des forces, sans qu'ils soient résolus à intervenir le jour où la situation du delta serait désespérée. Ils ne nous aident ni à partir ni à rester. Les reproches adressés au gouvernement français - de n'avoir pas averti à l'avance de l'aggravation de la conjoncture militaire, de n'avoir jamais accepté l'internationalisation de la guerre par l'appel à l'O.N.U., de n'avoir pas consenti à l'aide d'une mission américaine pour l'entraînement de l'armée vietnamienne - n'étaient pas sans justification; encore le gouvernement français avait-il des motifs de ne pas souscrire à une internationalisation qui aurait entraîné celle des discours plutôt que celle des sacrifices. (L'O.N.U. offrait des orateurs, non des soldats.) Ces reproches seraient-ils pleinement justifiés, les dirigeants américains n'en auraient pas moins tort aujourd'hui de ne pas choisir. À force de refuser l'action, qui donnerait chance de sauver quelque chose, ils risquent de s'acculer eux-mêmes à l'alternative d'une défaite totale de l'Occident en Indochine ou d'une guerre élargie contre la Chine.

Quant aux Britanniques, on ne sait s'ils refusent toute intervention ou s'ils attendent d'avoir convaincu M. J. Nehru. Probablement espèrent-ils, en jouant le rôle de médiateurs, amener un accord qui laisserait le sud du Vietnam, le Laos et le Cambodge en dehors de la zone soviétique. Peut-être un autre calcul, inavoué, commande-t-il l'attitude d'abstention militaire et de médiation diplomatique. Ou bien les négociations de Genève aboutiront à un "cessez le feu" qui laissera subsister la barrière du Laos et du Cambodge. En ce cas, les intérêts essentiels de

la Grande-Bretagne ne seront pas compromis de manière irréparable. Ou bien les négociations échoueront, soit qu'un désastre militaire intervienne, soit que les demandes soviétiques soient jugées excessives par les Français et les Américains. Dans ce deuxième cas, l'émotion suscitera l'intervention des États-Unis que l'on souhaitait depuis des années et que l'on aura l'air de subir avec regret.

Il reste à savoir si les événements abandonnés à eux-mêmes n'aboutiront pas, soit à une catastrophe aux répercussions imprévisibles à travers toute la zone, soit à un élargissement des hostilités, autrement dit aux deux éventualités que l'on veut prévenir.

La conjonction de l'hésitation américaine, de la faiblesse française, de l'attentisme britannique laisse au camp soviétique la responsabilité de la décision qui commandera le cours des événements.

Il reste quelques semaines, jusque vers le milieu de juillet environ, pour déclencher un assaut général contre le delta, mené simultanément de l'extérieur par le corps de bataille, de l'intérieur par les divisions et les troupes régionales infiltrées. Une défaite française, qui serait à celle de Dien-Bien-Phu ce que celle-ci fut à celle de Cao-Bang, ne laisserait subsister aucune base de négociation. Il n'y aurait rien d'autre à faire qu'à abandonner à leur sort les trois États associés ou à entreprendre une nouvelle guerre. Une autre stratégie consisterait pour le camp soviétique à se contenter des succès militaires acquis et à consentir à un "cessez le feu", suivi d'élections libres. Un tel accord lui assurerait, dans l'immédiat, le gouvernement de larges régions, à terme une influence dominante, sinon exclusive, sur l'ensemble.

Au début de juin, les critiques militaires relèvent les signes avant-coureurs d'un assaut contre le delta. Une fois de plus, les dirigeants de Washington attendent, pour se décider, le moment de la crise. Ayant proclamé, à cor et à cri, que la soviétisation de l'Asie du sud-est porte atteinte aux intérêts vitaux des États-Unis, ils glissent vers une conjoncture qui ne leur laissera le choix qu'entre l'inaction et une grande guerre.

Si le camp soviétique adoptait l'autre terme de l'alternative, si, pour éviter les risques vagues d'une intervention américaine, il acceptait un accord négocié, les perspectives pour le reste de l'Asie du sud-est seraient moins sombres. Il ne serait pas impossible de renforcer militairement et économiquement le Laos, le Cambodge, la Birmanie, le Siam. L'expansion de la puissance chinoise et des démocraties populaires serait au moins ralentie. Mais on aurait tort de se faire

des illusions. Si les gouvernants de Pékin le veulent - et pourquoi ne le voudraient-ils pas? - ils ont les moyens de diffuser le communisme à travers l'Asie du sud-est sans procéder à des agressions ouvertes. On doute que la Birmanie et le Siam soient capables de résister longtemps à la technique d'infiltrations et de guerre civile. Si les États-Unis envoient des troupes en un pays quelconque, ils n'accepteront pas la limitation spatiale qu'ils se sont imposée en Corée. L'armée américaine ne gagnerait pas plus que le corps expéditionnaire français la bataille contre le Vietminh à l'intérieur des frontières du Tonkin ou de l'Annam. En Corée, la non-victoire ne signifiait pas la défaite. Il n'en va pas de même dans l'Asie du sud-est.

On ne saurait retrouver, même après coup, dans les trois étapes de cette histoire - montée puis écroulement de l'empire japonais, soviétisation et réveil militaire de la Chine, menace d'expansion communiste vers l'Asie du sud-est - un déterminisme inflexible, un déroulement logique. La destruction du Japon laissait le champ libre à la Chine, mais celle-ci n'était pas à l'avance promise à la soviétisation. En revanche, une fois celle-ci accomplie, l'Union soviétique avait gagné la guerre mondiale en Asie, comme elle l'avait en Europe, et l'Occident devait s'adapter à sa défaite. Quand le président Truman eut décidé le renvoi de Mac Arthur, la partie nulle en Corée devint inévitable et celle-ci entraînait, selon la probabilité, l'expansion du communisme vers le sud. La guerre limitée tourna au bénéfice du camp soviétique, comme la guerre totale contre le Japon l'avait fait.

La soviétisation de toute l'Asie du sud-est est-elle, dès maintenant, inévitable? Certainement pas. Les empires européens appartiennent au passé. Toute velléité, toute apparence de maintenir un régime dit colonial paralyse la résistance: ni l'opinion américaine ne consentirait à s'engager, ni les nations d'Asie à se défendre. Aussi les Britanniques et les Hollandais ont-ils eu raison d'accorder une indépendance sans réserve, et les Français tort de compromettre, par des hésitations, un renoncement nécessaire. L'Occident tout entier paie aujourd'hui cette erreur, puisque la bataille, qui peut-être décide du sort de toute cette région, semble autant l'épilogue d'une guerre coloniale que la première bataille de la résistance asiatique à l'expansion chinoise et communiste.

À longue échéance, les Britanniques ont raison, quelles que soient les critiques qu'appelle dans l'immédiat leur diplomatie: le communisme, s'il doit être contenu, le sera non par les armées de l'Occident, mais par les peuples d'Asie.

(1) Personnellement, je ne crois pas que le bombardement des aérodromes de Mandchourie aurait entraîné une généralisation du

conflit, même si les Chinois ou les Soviétiques avaient répliqué avec des sous-marins et des raids sur le Japon. Mais peu importe ce que tel ou tel pensait. Les dirigeants ont pensé que les conséquences étaient incalculables.

La lutte contre l'inflation en Grande-Bretagne

Le Figaro
4 mars 1955

Le chancelier de l'Échiquier, en dépit de l'approche des élections générales, a pris sans hésiter les mesures qu'appelaient les premiers indices d'une crise susceptible de mettre en péril la stabilité de la monnaie.

On pouvait observer trois sortes de signes avant-coureurs d'une crise économique. Les statistiques du commerce extérieur marquaient un accroissement des importations plus rapide que celui des exportations. Le déficit mensuel visible de commerce était passé de 50,2 millions de livres (moyenne mensuelle) au troisième trimestre de 1954, à 59,4 au quatrième. En janvier, les importations (C.A.F.) atteignaient 332,6 millions de livres contre 248,7 aux exportations (F.O.B.) et 10,5 aux réexportations, ce qui représentait une augmentation du déficit de 24,2 millions de livres par rapport au mois de janvier de l'année précédente. Une des causes évidentes de cette évolution était l'aggravation de ce que l'on appelle taux de l'échange, autrement dit du rapport entre les prix des produits achetés au dehors et les prix des produits vendus au dehors.

Le gouvernement britannique ne commande pas au taux des échanges, mais il conserve le moyen d'influencer l'état du marché intérieur. Or les statistiques révélaient une tendance inflationniste. Les salaires, depuis trois mois, ont progressé plus vite que la productivité. Les ventes à tempérament se sont considérablement développées au cours de l'année 1954 et l'absorption par le marché intérieur des marchandises susceptibles d'être exportées paraît une des causes du déficit commercial croissant.

Enfin, la faiblesse de la monnaie sur les marchés non officiels, où sont traitées les livres transférables, reflétait et aggravait la crise. L'inflation intérieure, les mouvements de prix à l'achat et à la vente ébranlaient la confiance dans la monnaie britannique, qui tombait au-dessous du minimum légal sur les marchés parallèles. Du coup, des quantités importantes de devises étrangères, y compris de dollars, échappaient au Trésor britannique. Il devenait avantageux de se procurer des livres sur les marchés parallèles et de ne plus passer par la place de Londres.

Pratiquement, le rétablissement des marchés des matières premières a entraîné un tel démantèlement des contrôles qu'il eût été difficile de mettre fin à ces trafics par des mesures administratives directes, à moins de revenir sur la politique de libération monétaire et commerciale. Dans le cadre de la politique libérale, la seule façon de supprimer ces trafics, c'était d'en éliminer les causes, donc de remédier à la faiblesse de la livre. C'est à quoi répondent les mesures spectaculaires prises par le chancelier de l'Échiquier.

Les mesures prises

M. R.A. Butler a porté à 4,5% le taux de l'escompte; il a annoncé que le Fonds d'égalisation des changes interviendrait pour soutenir le cours de la livre sur les marchés parallèles; enfin, il a imposé des conditions restrictives aux ventes à crédit.

Les deux premières mesures ont été presque unanimement approuvées. On ne voit pas, en effet, qu'une autre intervention aurait pu être envisagée (en attendant le budget). Peut-être mesure-t-on, à cette occasion, le chemin parcouru depuis dix ans. Au lendemain de la guerre, le maintien d'un taux d'intérêt bas semblait un principe quasi absolu et l'on ne songeait guère à recourir à la vieille technique du taux d'intérêt pour lutter contre les déficits des comptes extérieurs. Aujourd'hui cette technique s'impose presque d'elle-même, un peu parce qu'on en a reconnu la possible efficacité, mais aussi parce qu'on ne dispose plus guère d'autres moyens. Il serait absurde, catastrophique, de faire machine arrière à la première alerte.

Les restrictions sur les ventes à crédit ont été plus discutées. Incontestablement, ces ventes avaient pris une vaste extension. À la fin de 1954, le total des dettes à ce titre s'élevait à un montant compris entre 350 et 450 millions de livres (l'accroissement du total, en 1954, a dû atteindre quelque 100 millions). 14% des voitures automobiles neuves (contre 9% l'année précédente) seraient achetées à crédit. On estime pourtant que ces ventes n'absorbent pas plus de 3% du total des revenus personnels.

Ce système de vente permet d'attirer une clientèle qui, autrement, aurait peine à se procurer les postes de télévision, l'ameublement ou les motocyclettes. En théorie, économiser en vue d'acheter ou continuer à économiser deux ou trois ans après l'achat revient au même. Le fait est que la seconde méthode attire des clients nouveaux. En tout cas, elle vide le magasin de marchandises non encore complètement payées et, par suite, incite le commerçant à placer immédiatement une commande à l'industriel en vue de reconstituer son stock. Comme les objets

achetés à crédit sont, pour la plupart, de ceux que l'on peut revendre au dehors, la nouvelle réglementation, dans la mesure où elle freinera la vente à tempérament, pourra contribuer, dans l'immédiat, à libérer pour l'exportation certaines quantités de biens de consommation durables. Les critiques contre ces restrictions se réclament non de l'opportunité, mais d'un principe, celui de non-discrimination: le relèvement du taux de l'intérêt agit sur l'ensemble du marché intérieur, ventes à crédit incluses, sans frapper particulièrement ces dernières.

On suivra, dans les mois qui viennent, avec une attention extrême, les développements de cette expérience. Politiquement, l'aveu de crise, alors que l'on songe aux prochaines élections, portera-t-il un coup fatal aux conservateurs? Économiquement, ce procédé classique sera-t-il efficace ou appellera-t-il, en complément, un budget rigoureux?

En tout cas, on souhaite que l'exemple de courage que M. R.-A. Butler vient de donner ne soit pas perdu. Je suis enclin à penser que le courage, à terme, n'apparaîtra pas incompatible avec l'habileté politique.

Fin de la crise britannique?

Le Figaro
21 octobre 1955

La crise britannique appelle-t-elle des mesures plus sévères que celles qui ont été prises jusqu'à présent et qui n'ont guère dépassé le secteur du crédit (élévation du taux d'intérêt, conseils de prudence aux banques)? On peut se poser la question puisque le chancelier de l'Échiquier s'est montré extrêmement réservé dans ses déclarations au récent congrès du parti conservateur et que les statistiques les plus récentes suggèrent une amélioration des comptes extérieurs.

Les données numériques

Les réserves de devises de la Grande-Bretagne avaient augmenté de 179 millions de livres au cours des six premiers mois de l'année 1954: elles ont diminué de 29 millions durant les six premiers mois de 1955. Le déficit de la balance commerciale visible s'élevait à 47 millions de livres pour la période janvier-juin 1954; il s'élève à 136 millions pour la même période de cette année. La détérioration de la balance commerciale est imputable tout entière aux relations avec les pays extérieurs à la zone sterling. Avec celle-ci, l'excédent commercial de la Grande-Bretagne entre le premier semestre de 1954 et le premier semestre de 1955 est monté de 100 à 119 millions de livres. En revanche, avec les pays non sterling, un excédent de 41 millions de livres a fait place à un déficit de 135 millions. On peut ajouter encore que la détérioration est particulièrement accentuée en ce qui concerne les relations avec la zone dollar.

Ces statistiques prouvent, à coup sûr, la nécessité d'une intervention gouvernementale, mais, après tout, la balance des comptes a été approximativement équilibrée pour le premier semestre de 1955. Il est vrai que le deuxième semestre est normalement moins favorable et qu'en l'absence de mesures anti-inflationnistes la balance aurait été déficitaire pour l'ensemble de l'année. Dès maintenant, la politique restrictive de crédit semble exercer une action.

Les importations, le mois dernier, sont inférieures de 35 millions de livres à la moyenne de juillet et d'août. Les exportations ont quelque peu remonté, à un niveau de 6% supérieur à celui de 1954 (les importations restent de 15%, supérieures à celles d'il y a douze mois). La situation n'est pas satisfaisante: elle n'est pas critique.

Politique anti-inflationniste

On s'est demandé dans quel sens le chancelier de l'Échiquier allait orienter son action. Si les restrictions de crédit ne suffisaient pas, allait-il revenir aux méthodes de "contrôle physique", comme on dit dans le jargon international, autrement dit limiter directement, par des contingentements, le volume des importations ou réserver à l'exportation, par décision autoritaire, une proportion déterminée de certaines productions? Je crois que ces inquiétudes ou spéculations sont sans fondement.

Enchérissement du crédit, limitation des avances suggérée aux banques, réglementation plus stricte des ventes à crédit des biens de consommation durable, ces mesures n'apporteront probablement pas les résultats visés. Il subsistera un écart entre l'amélioration nécessaire de la balance des comptes et l'amélioration obtenue, mais cet écart sera d'un ordre de grandeur modeste. Il s'agit d'abaisser tout au plus de 200 à 300 millions de livres par an les dépenses de la communauté britannique, de manière à réduire le déficit commercial d'un montant équivalent, soit en achetant moins au dehors, soit en disposant de marchandises supplémentaires pour l'exportation.

Une discussion s'est engagée dans la presse britannique sur la méthode la meilleure pour atteindre ce but. Faut-il compter exclusivement sur l'instrument monétaire ou ne conviendrait-il pas d'accroître l'excédent budgétaire? Quelles seraient les répercussions d'une hausse ultérieure du taux de l'escompte? Il est entendu que la communauté doit globalement dépenser moins, mais les économies portent-elles sur la consommation des particuliers ou de l'État, sur la consommation ou sur les investissements? Les restrictions de crédit, à la longue, ne tendraient-elles pas à réduire les investissements, ce qui, à échéance, compromettrait l'expansion future de l'économie?

Ces questions ne sont pas sans portée. Le choix que fera M. R. A. Butler ne sera pas indifférent. Il créera un précédent puisque la crise actuelle est la première depuis que le système dirigiste a été démantelé. Mais, encore une fois, il s'agit d'une crise mineure, qui ne met en péril ni la monnaie ni les principes de la politique du parti conservateur. Une économie en état de plein emploi est toujours proche de la frontière qui sépare celui-ci de l'inflation. Et les Britanniques n'ont pas acquis, des déficits de la balance des paiements courants, l'habitude qui, en France par exemple, nous incline trop souvent à la résignation ou à l'indifférence.

Le budget d'automne de M. R. A. Butler

Le Figaro
4 novembre 1955

Le budget supplémentaire que le chancelier de l'Échiquier a soumis à la Chambre des Communes, il y a quelques jours, a été mal accueilli. Non seulement, l'opposition l'a attaqué avec une vigueur inhabituelle, mais la majorité gouvernementale a multiplié les objections, du moins en privé. Les raisons principales de cet accueil hostile me paraissent plutôt d'ordre politique qu'économique. Avant les élections, M. R. A. Butler avait consenti des réductions d'impôts directs, aujourd'hui il augmente les impôts surtout indirects, et ces augmentations en une année entière, équilibreraient approximativement le montant des réductions d'hier. Il est tentant de dire que la générosité était électorale, donc démagogique et que la nécessité d'un budget supplémentaire, au lendemain des élections générales, prouve que l'on a abusé le pays en lui présentant un bilan favorable pour obtenir ses suffrages.

Si les travaillistes emploient surtout cet argument, les conservateurs en ont un autre. Les mesures prises ne sont ni rigoureuses ni urgentes. La Grande-Bretagne, nous l'avons d'ici même, il y a peu de temps, n'est pas menacée d'une crise grave. Pourquoi n'avoir pas attendu le prochain budget? Ou, si l'on décidait d'agir immédiatement, pourquoi s'en être tenu à des mesures dont l'efficacité est moins certaine que l'impopularité?

Les difficultés britanniques

Si nous laissons de côté ces constatations politiques qui ne nous concernent pas ici, nous ferons observer d'abord que tous les observateurs s'accordent sur les données du problème britannique actuel. Les difficultés sont, si l'on peut dire, le prix de la prospérité. L'expansion se poursuit au même rythme, le produit intérieur brut progresse au rythme d'environ 4% par an; la production industrielle, au premier semestre de 1955, était supérieure de 6% au niveau de 1954. La progression est, pour une part, due à l'accroissement de l'emploi, mais surtout à l'amélioration de la productivité.

Une des conséquences de ce plein emploi intégral est la pression sur les salaires. Ceux-ci avaient progressé de 4% en 1954, ils ont progressé de 5% dans le seul premier semestre de 1955. Les prix de détail, eux aussi, ont augmenté de quelque 5%, entre l'été de 1954 et l'été de 1955. La détérioration de la balance

des comptes s'ensuivit. De plus, les échanges commerciaux se sont modifiés de manière défavorable, les exportations ont augmenté vers les pays du bloc sterling, cependant que la balance commerciale avec les autres pays s'est aggravée. La part de la Grande-Bretagne, dans le commerce des pays non sterling, a diminué.

Il incombait donc au chancelier de l'Échiquier de prendre des mesures pour réduire la demande intérieure, afin de favoriser le rétablissement de la balance des comptes extérieurs. Toute la question était de savoir sur quels éléments de la demande intérieure il agirait.

Laissons de côté les mesures prises pour rétablir les finances du service des postes. Les autres mesures ressortissent à trois catégories: les unes visent à réduire les prêts des autorités municipales et les subventions destinées à abaisser le coût des logements; les autres élèvent les taxes d'achat sur certaines marchandises, en particulier les biens de consommation durable; les dernières élèvent l'impôt sur les bénéfices distribués des sociétés de 2,5%. L'efficacité de cette dernière mesure est problématique, mais elle constitue une contrepartie politique aux mesures précédentes qui frappent les revenus modestes.

Le chancelier de l'Échiquier, manifestement, a conclu qu'en dehors des mesures de crédit (relèvement du taux de l'intérêt) qui risquaient de freiner les investissements, il convenait d'agir surtout sur la consommation privée. La méthode apparemment la plus simple pour amputer le pouvoir d'achat disponible à l'intérieur est de provoquer un renchérissement des marchandises, le montant ajouté aux prix étant prélevé par l'État. Telle est la fonction de l'impôt sur le chiffre d'affaires en Union soviétique, de la *purchase tax* en Grande-Bretagne. Le fait que les produits textiles les moins chers qui ne payaient pas d'impôts y seront soumis désormais agit dans le même sens. L'effet de ces décisions dépend à peu près uniquement des réactions sociales. Si les syndicats réclament et obtiennent des augmentations de salaires, il n'y aura pas une réduction de la demande intérieure, peut-être même le contraire se produira-t-il.

Il resterait encore, dans ce cas, les diverses mesures qui tendent à limiter les dépenses d'investissements des sociétés nationalisées, des autorités locales. L'opposition reproche à ces efforts d'économies leur incidence sociale. La majorité gouvernementale leur reproche d'être timides et impopulaires.

L'observateur étranger est tenté de conclure que le budget supplémentaire est plus sage qu'imaginatif et, peut-être, de ce fait même, peu habile politiquement, mais il ne peut s'empêcher de noter que l'enjeu est médiocre et que le montant

des économies et des impôts en une année complète ne doit pas dépasser 150 millions de livres, alors que la consommation du secteur privé en 1954 montait à 11.702 millions de livres. Heureux les peuples qui font de l'histoire avec des querelles marginales.

3

**1956-1962 : DÉMISSION DES
FRANÇAIS OU RÉNOVATION DE
LA FRANCE**

3.1

DE LA IV^e À LA V^e RÉPUBLIQUE

Contre la tentation du désespoir. Ainsi raisonnaient les Allemands en 1932...

Le Figaro
25 janvier 1956

Je me trouvais, l'autre soir, dans une réunion de notables, directeurs d'entreprise, intellectuels, ingénieurs, où l'on discutait de la décadence de nos institutions et de l'urgence de la réforme. Nous entendîmes un brillant exposé suivi d'interventions toutes pertinentes et instructives. Mais la condamnation de régime s'exprimait en termes cruels, au point que l'angoisse finissait par nous envahir et j'ai peur de n'avoir pas dissipé le pessimisme dans les quelques mots que je prononçais à la fin.

À presque tous les projets de réformes qui furent évoqués, j'étais enclin à souscrire: amélioration des méthodes parlementaires, renforcement du pouvoir exécutif, modification de la loi électorale. Comment ne pas approuver des propositions aussi raisonnables, mais comment aussi ne pas se demander si les remèdes sont à la mesure du mal? Instauration d'un régime présidentiel, monarchie de style britannique et scandinave, pourquoi pas? Mais quelle chance y a-t-il que nos élus prennent l'initiative de tels changements, et, si l'on sort de la légalité, on n'ira ni vers une Constitution américaine ni vers une monarchie constitutionnelle, mais vers un despotisme qui, quelle qu'en soit l'orientation, nous fera regretter le régime d'aujourd'hui, si corrompu soit-il.

Une seule des réformes que l'on suggère ici et là me paraît plus dangereuse qu'utile dans la conjoncture présente: l'automatisme de la dissolution. La République de Weimar est morte de dissolutions répétées. Lorsqu'il n'y a plus de capacité cohérente, le pire est de transporter dans le pays même les conflits des partis et d'ajouter l'instabilité du Parlement à celle des ministres.

Quant à la réforme des mœurs parlementaires, que l'on s'accordait à trouver plus indispensable encore que celle des institutions, on aurait tort d'en désespérer, plus tort encore de l'attendre pour demain. Les mœurs parlementaires résultent pour une part des règles écrites de la Constitution, pour une autre des règles non écrites selon lesquelles se déroule la lutte des hommes et des partis. On peut les transformer peu à peu, mais le temps presse. Qu'il s'agisse de l'Algérie ou du progrès économique, on ne saurait remettre la décision jusqu'au moment où la France aura enfin un État digne de ce nom. C'est avec le régime tel

qu'il est qu'il faut tenter de sauver ce qui, en Afrique française, peut encore être sauvé.

À mettre l'accent sur les déficiences, trop visibles, du régime, en une conjoncture où l'on n'aperçoit ni majorité réformatrice ni même majorité de gouvernement, on risque d'acculer les Français à la tentation du désespoir, c'est-à-dire du refus pur et simple, sans recherche des voies et moyens, sans objectif précis. Puisque l'on ne peut rien attendre du régime actuel, qu'a-t-on à perdre si on achève de le détruire? Ainsi raisonnaient les Allemands en 1932, ainsi commencent de raisonner beaucoup de Français insoucieux des leçons d'un passé pourtant proche.

En une période de conflits, il est une dialectique fatale par laquelle la décadence des institutions suscite une volonté de réformes et cette volonté s'exprime de telle manière qu'elle aggrave le mal. J'avais mis mon espoir dans le Rassemblement du peuple français, mais celui-ci provoqua le réflexe de "défense républicaine" et les 120 députés du R.P.F., condamnés à cinq ans d'opposition, finirent par s'intégrer au système dont ils contribuèrent à aggraver les défauts. Ni le Front républicain ni ceux qui font confiance au poujadisme ne paraissent avoir saisi la leçon de l'échec.

Le déclin de la position française dans le monde, même si notre régime était un modèle, ne serait pas évité. La monarchie, au XVIIIe siècle, a perdu l'Inde et le Canada, sans même que l'opinion prît conscience du désastre.

L'anticolonialisme américain et soviétique, le nationalisme islamique sont des données de fait qu'aucune autorité française ne serait capable de modifier et qui nous contraindraient à des manœuvres de retraite. Le manque de résolution et de continuité, les coups de tête, comme la lettre aux ministres tunisiens en décembre 1951 et la déposition du sultan du Maroc, ont précipité les événements, substitué à une évolution qui aurait pu être ordonnée une alternance de violences et de capitulations, mais si le régime porte une part de responsabilité, l'opinion, partagée entre conservateurs et libéraux, les uns peu disposés aux réformes, les autres trop enclins à confondre slogans et solutions, n'est pas non plus innocente.

Quelle que soit la politique choisie, les motifs de ressentiments, les objets de protestation se multiplieront au cours des prochaines années. Le progrès économique, même s'il élève le niveau de vie des salariés, exaspère les rancœurs des groupes et des hommes, qui ne parviennent pas à s'adapter aux conditions nouvelles de la production. Les extrémistes auront beau jeu. Ils sont 38%

aujourd'hui dans le pays, 200 députés à la Chambre. Ils ne laissent pas d'autre majorité que celle qui groupe tous les partis entre communistes et poujadistes. Si les deux fractions du centre se déclarent inexpiablement opposées l'une à l'autre, le régime est condamné. Quand les nationaux allemands de Hugenberg rivalisèrent avec les communistes dans la dénonciation du "système", quand les social-démocrates à leur tour firent concurrence au communisme dans la propagande, des gouvernements de minorité purent bien se maintenir quelques mois: le régime de Weimar était condamné.

Nous sommes menacés d'un processus identique. Le Front républicain est injustement violent contre "l'immobilisme". Il n'a nulle part pris des voix aux communistes, il crée un extrémisme verbal qui rend encore plus malaisé le gouvernement du centre. Comme les nationaux allemands renforçaient Hitler en essayant de l'imiter, comme les modérés français renforceraient Poujade en prenant modèle sur lui, le Front républicain risque de faire le jeu du communisme s'il refuse l'alliance avec les autres partis du centre. Que le premier gouvernement de la législature soit un gouvernement de minorité, soit. Qu'il refuse de causer avec ceux dont il sollicite les suffrages, alors la crise devient inextricable.

Ceux qui s'expriment comme si la coalition des socialistes aux modérés était impossible préparent, qu'ils le sachent ou non, qu'ils le veuillent ou non, le Front populaire.

Le progrès économique et les électeurs

Le Figaro
27 janvier 1956

Les trois années qui ont précédé les récentes élections ont été les plus prospères que la France ait connues depuis 1914. L'expansion a été maintenue à une allure relativement rapide, 5 à 6% par an, et les prix sont restés stables. Or les élections ont témoigné d'un mécontentement extrême, puisque communistes et poujadistes ont recueilli ensemble environ 38% des voix.

Quelle que soit l'explication que l'on en donne, ce contraste entre la prospérité et la révolte devrait inciter à la prudence les "grands simplificateurs", qui réduisent le communisme à un fait de niveau de vie et mettent leur espoir dans le progrès économique.

Interprétations

Si nous laissons de côté ceux qui se bornent à nier l'exactitude de ces statistiques - et le courrier m'apportera une fois de plus la preuve qu'ils sont nombreux - quelles sortes d'interprétations se présentent à l'esprit?

La première interprétation consisterait à comparer le total des voix communistes et gaullistes, en 1951, au total des voix communistes et poujadistes, en 1956. Le total des voix "extrémistes" de 1951 était de l'ordre de 45%. Il est tombé à 38% aujourd'hui. Il n'en reste pas moins que le nombre des voix communistes a augmenté de 400.000 (grâce à l'accroissement du nombre des électeurs) et qu'un mouvement sans autres mots d'ordre que négatifs en a recueilli deux millions et demi.

Ainsi, nous avons deux faits à expliquer au lieu d'un: la résistance de la clientèle communiste à l'amélioration (modeste) des conditions de vie, la disposition de millions de Français à suivre n'importe quelle propagande révolutionnaire de droite.

En ce qui concerne le premier fait, les explications ne manquent pas qui probablement comportent toutes une part de vérité. Même après le relèvement des salaires réels, il subsiste un écart important entre ce que les ouvriers jugent conforme à leurs besoins et à l'équité et ce qu'ils reçoivent. Les sondages d'opinion témoignent que beaucoup d'entre eux n'ont même pas conscience que leur pouvoir d'achat est amélioré. L'insuffisance du logement suffit à entretenir l'insatisfaction. Enfin, il ne faut pas oublier que le vote poujadiste est peut-être

exclusivement une protestation, mais que le vote communiste est aussi un acte de foi. La confiance dans le régime actuel n'est pas restaurée par trois ans de stabilité des prix.

Le progrès économique, trop récent, trop limité, n'a pas entamé la clientèle communiste, il a contribué à exaspérer la clientèle poujadiste. Le progrès économique ne consiste pas à produire de plus en plus des mêmes produits dans les mêmes conditions, il suppose l'élimination des moins aptes, les transferts d'un secteur à un autre, la conversion des entreprises inadaptées. Le progrès ne favorise également ni les secteurs, ni les régions, ni les formes d'entreprises.

Il crée donc, non par accident mais par essence, autant de révoltés que de satisfaits. Et peut-être, dans une première phase, crée-t-il plus de révoltés que de satisfaits. La moitié environ des ouvriers a continué de voter communiste, mais des centaines de milliers de commerçants et d'artisans, exaspérés par le fisc, à niveau de vie stagnant en un pays qui progresse, ont protesté, en votant Poujade, contre les fonctionnaires parisiens, mais aussi contre le monde tel qu'il est.

Qu'on ne se fasse pas d'illusions. À supposer que le progrès économique se poursuive, au cours des cinq prochaines années, au même rythme qu'au cours des trois dernières, le mécanisme psycho-social risque de jouer au profit des deux oppositions révolutionnaires: la clientèle communiste n'étant pas ébranlée dans sa foi, la clientèle poujadiste n'étant pas apaisée dans sa révolte.

Perspectives

Il n'est pas question de tirer de ces remarques, en partie hypothétiques - il faudrait des enquêtes plus précises pour se prononcer avec certitude - la conclusion qu'il faut arrêter le progrès économique, prévenir l'implantation d'usines dans les provinces sous-développées afin d'empêcher le glissement à gauche de départements conservateurs. À longue échéance, le progrès économique offre seul la chance de maintenir le rang de la France dans le monde et la paix civile. Il se peut aussi que la médiocrité des luttes parlementaires, les déboires de la France en Asie et en Afrique soient, pour une part, responsables de la protestation des masses. Nous voulions seulement mettre en garde contre des opinions répandues et sommaires.

Quand un ancien fonctionnaire international nous affirme que l'expansion à l'allure de 5% par an est indispensable, on aimerait lui demander à quel critère il se réfère pour déterminer ce pourcentage. S'il s'agit de sauvegarder la puissance du pays, peut-être a-t-il raison. S'il s'agit d'assurer un développement harmonieux, sans bouleversement politique, le doute est au moins permis. Le

développement économique prend humainement une tout autre signification selon que la population augmente ou n'augmente pas. Quand la main-d'œuvre n'augmente pas, les transferts qu'exige le progrès ne se font pas d'une génération à une autre, beaucoup de travailleurs doivent changer de métier au cours même de leur existence. Le progrès d'ensemble ne va pas sans souffrances particulières.

En tout cas, la leçon devrait être méditée et des études entreprises. La fiscalité élaborée par les polytechniciens a fini par rendre furieux un grand nombre de commerçants et l'on va répondre à cette colère par des mesures peut-être démagogiques. Le taux d'expansion décrété obligatoire par les économistes, en lui-même souhaitable, pose autant de problèmes qu'il en résout. Les peuples vigoureux ne craignent pas les nouveaux problèmes, mais ils ne croient pas aux solutions miraculeuses.

Les débuts du gouvernement socialiste

Le Figaro
10 février 1956

Les premiers actes du gouvernement socialiste ont eu visiblement pour objet de rassurer l'opinion, de la convaincre, s'il en était besoin, que le ministère de M. Guy Mollet ne créait pas de péril pour la stabilité des prix et le maintien de la valeur de la monnaie. Ceux qui imaginaient que la formule: "Il faut que cela change" pourrait recevoir une traduction immédiate dans l'ordre économique en ont été déçus. Mais on se félicite que le retour de la déraison électorale à l'ingrate réalité ait été aussi rapide.

Possibilité économique et réforme sociale

Par un curieux paradoxe, la propagande de l'opposition employait volontiers un argument exactement opposé à celui des techniciens du Front républicain. Ces derniers déploraient que la France eût, au cours de ces dernières années, trop consacré à la consommation et pas assez à l'investissement. Sans doute s'agit-il d'un pourcentage relatif aux quantités globales et la hausse des salaires réels n'implique pas nécessairement l'accroissement de la part des ressources collectives consommée. Mais, de 1953 à 1955, les revenus des salariés avaient relativement progressé davantage que ceux des paysans, artisans, commerçants ou industriels indépendants. Aucun expert du Front républicain n'aurait soutenu sérieusement la thèse que l'on pourrait, au cours de la prochaine année, accélérer le rythme d'élévation des salaires réels tout en réduisant la part du produit national consommé. Il y avait contradiction entre les promesses électorales de mesures sociales (en termes simples, le relèvement des salaires nominaux) et la conception d'un effort d'investissements.

Le gouvernement de M. Guy Mollet a été conscient de cette contradiction et il n'a pas repris la formule, qui figurait dans les programmes votés par de nombreuses fédérations socialistes, y compris celle du Pas-de-Calais, d'un relèvement du salaire minimum interprofessionnel garanti (S.M.I.G.). Contraint d'annoncer quelque chose, il a promis, en dehors du fonds national de la vieillesse, dont il faut encore assumer le financement, et d'une réforme fiscale, dont on ignore les principes, une réduction des écarts entre les zones de salaires.

Cette décision prête à de fortes critiques. Elle est, à certains égards, équitable, dans la mesure où les écarts de salaires sont plus grands que ceux du coût de la

vie. Mais elle risque d'être inopérante dans la mesure où les écarts entre les salaires pratiqués sont supérieurs aux écarts prévus par la loi. Et, surtout, elle va à l'encontre de l'objectif, commun à tous les partis, de décentralisation industrielle. Les écarts entre les salaires de Paris et ceux de la province seront réduits normalement lorsque des industries vivantes s'implanteront dans des régions aujourd'hui déshéritées et obligeront des industries stagnantes ou en déclin de mieux payer leurs ouvriers et, par suite, de se moderniser.

En l'état actuel des choses, la réduction des abattements de zones de salaires, si elle est effective, risque de causer des difficultés accrues aux entreprises provinciales peu prospères. La meilleure justification qu'on en puisse donner est qu'elle permet d'éviter des mesures plus dangereuses, que le climat électoral aurait pu susciter. Mais cette justification accorde plus de mérite aux gouvernants d'aujourd'hui qu'aux opposants d'hier.

La structure gouvernementale

La structure du gouvernement est plus originale que le programme. Or j'avoue à cet égard un grand scepticisme. Rien n'est plus séduisant pour l'esprit, au premier abord, qu'un superministre "coiffant" six secrétaires d'État et quatre sous-secrétaires d'État. La formule ou une formule de même sorte avait été tentée en 1936: elle échoua, comme échouera celle-ci, quelles que soient les qualités des hommes.

On part de l'idée que les mêmes affaires intéressent plusieurs ministres, ce qui est vrai, et qu'il convient donc de donner à un ministre l'autorité nécessaire pour trancher les débats, ce qui paraît logique. Il est inévitable que la direction des finances extérieures au ministère des Finances, la direction des relations économiques extérieures au ministère des Affaires économiques, le service des affaires extérieures au ministère de l'Industrie et du Commerce et la direction des affaires économiques au ministère des Affaires étrangères interviennent dans toutes les questions relatives à la politique économique étrangère de la France. Cette pluralité répond à une pluralité de considérations, dont doivent tenir compte les gouvernants. Peut-on regrouper les services, en particulier ceux des affaires extérieures aux trois ministères des Finances, des Affaires économiques et de la Production et du Commerce? Il se peut. Même en cette hypothèse, il subsistera une pluralité de services qui s'occuperont de toute question importante. Il est illusoire d'imaginer que le superministre aura la capacité de trancher. Car il ne pourra trancher qu'en fonction de ses connaissances et il recevra son savoir des divers services qui dépendront des secrétaires et sous-

secrétaires d'État. Ou bien il restera au-dessus de tous les ministères et il aura moins de possibilité d'action que ses subordonnés, ou bien, ce qui est plus probable, il sera essentiellement ministre des Finances et se heurtera aux mêmes difficultés que ses prédécesseurs, aux mêmes inévitables conflits entre ministères et services.

Le regroupement des services est peut-être une tâche possible, le superministre, comme le surhomme, est un mythe.

«Plus capable d'héroïsme que de vertu, de génie que de bon sens...» Le Français de 1956 est-il toujours celui qu'a décrit Tocqueville?

Le Figaro littéraire
7 juillet 1956

Nul pays ne demeure aussi mystérieux que la France, qui, pourtant, ne semble rien cacher d'elle-même et qui déploie une inégalable ingéniosité à dénoncer ses faiblesses et ses échecs. Mais, déjà, je me demande si cette proposition, comme toutes les propositions générales relatives à «la France», n'est pas aussi fausse que vraie. Si les Français se critiquent volontiers eux-mêmes, est-ce pour découvrir ou pour dissimuler leurs véritables défauts? S'ils ont fait, il y a vingt-cinq ans, un tel succès à *Dieu est-il français?* de Sieburg et, l'an dernier, au livre d'un journaliste suisse, Herbert Lüthy, *À l'heure de son clocher*, n'est-ce pas qu'ils trouvaient une secrète satisfaction à une certaine image d'eux-mêmes que leur offraient des étrangers dits de bonne volonté? Prendraient-ils avec autant d'égalité d'âme une critique qui leur reprocherait non pas la mauvaise organisation des Halles et l'instabilité ministérielle mais la sottise de tels de leurs écrivains ou la vétusté de leur université?

Bien des livres ont paru en France et au dehors depuis dix ans qui se proposent de faire comprendre ce qui paraît tour à tour évident et incompréhensible: le fonctionnement d'un régime politique que les Français sont unanimes à vitupérer et à maintenir, une économie dont un étudiant de première année apercevrait les vices et qui n'en a pas moins obtenu des résultats qui résistent à la comparaison avec ceux des pays voisins. À cette littérature internationale – la politique de la France n'a pas perdu la force d'intéresser le monde – viennent de s'ajouter deux livres publiés simultanément dans l'excellente collection de l'Institut des études politiques⁽¹⁾: *Les Français et la République*, de Charles Morazé, et *Forces et faiblesses de l'économie française*, de J.-M. Jeanneney, celui-ci modèle de rigueur scientifique, celui-là un des plus brillants essais qu'il nous ait été donné de lire depuis longtemps.

Professeurs, l'un d'économie politique, l'autre d'histoire économique, les auteurs appartiennent à une génération (ou à un milieu) qui ne craint pas le contact de l'enseignement et de l'action. L'un et l'autre ont fréquenté les cabinets ministériels, l'un et l'autre ont eu l'heureuse fortune d'échapper à la

caricature d'engagement que constitue l'adhésion idéologique. C'est dire qu'ils possèdent tous deux une vertu rare, l'honnêteté intellectuelle, qui semble avoir déserté les salles de rédaction des hebdomadaires à la mode ou même des quotidiens à l'usage des «bourgeois progressistes».

D'une certaine manière, ces deux livres, par leur opposition, interdisent toute interprétation unilatérale de la science sociale en France. L'idée banale que les essayistes français finissent par éblouir le lecteur à force de briller, que M. Morazé suggère parfois, est réfutée par la modestie, la solidité, le sérieux du livre de M. Jeanneney. Mais si M. Morazé est fertile en aperçus toujours ingénieux et parfois profonds, on aurait tort d'oublier les années de travail dont *Les Français et la République* est l'aboutissement. Nos deux auteurs dialoguent l'un avec l'autre, l'un penché sur ses statistiques, l'autre survolant les continents et les décennies (même les siècles). Mais, de temps à autre, chacun prend la place que l'on a d'abord attribuée à l'autre. M. Morazé analyse la composition, par âge, du peuple français depuis les guerres napoléoniennes et voit la cause ultime de nos crises révolutionnaires ou guerrières dans des faits de population (classes creuses, excédents d'hommes). M. J.-M. Jeanneney n'hésite pas à conclure: «Cette grandeur ne peut plus être militaire, alors que la force des armes exige l'industrie d'un continent, ni coloniale alors qu'en Afrique comme en Asie les nationalistes sont virulents. Mais un peuple peut trouver à son orgueil d'autres satisfactions que de puissance ou de domination.»

Chacun de nos auteurs dialogue aussi avec lui-même. «Dix années qui ont rendu un avenir à la France», écrit l'auteur ou l'éditeur sur la couverture du livre de M. Jeanneney. La période 1930-1940 fut celle du déclin démographique et économique. En dépit de l'inflation, en dépit de la guerre outre-mer, la période de 1945-1955 fut marquée par un relèvement substantiel de la natalité et le progrès spectaculaire de la production industrielle.

Peut-être serais-je enclin à reprocher à M. J.-M. Jeanneney une excessive sévérité. Selon que l'on choisit 1900, 1929 ou 1937 comme année de base, les progrès industriels en France apparaissent honorables ou, au contraire, inférieurs à ceux des pays étrangers. Le progrès de la production manufacturière 1937-1954 est de 45% contre 41% en Grande-Bretagne, 21% en Belgique, 60% en Allemagne, 72% en Suède et en Italie. Par rapport à 1929, le progrès n'est que de 18% contre 10% en Belgique, 61% en Grande-Bretagne, 70% en Italie, 86% en Allemagne. Enfin, de 1900 à 1954, la production manufacturière a été multipliée par 2,6 en France contre 2,4 en Grande-Bretagne, 3,6 en Allemagne,

2,8 en Belgique, 5,8 en Italie, 6,3 en Suède, 7 aux États-Unis. En d'autres termes, au cours de ce demi-siècle, la progression industrielle en France a été beaucoup plus lente qu'outre-Atlantique et dans les pays en retard dans la carrière industrielle comme l'Italie ou en marge des catastrophes politiques comme la Suède. Elle a été du même ordre de grandeur qu'en Grande-Bretagne ou même en Allemagne. La France avait progressé plus vite que ses voisins jusqu'en 1930. En raison des erreurs commises de 1930 à 1939, elle a reperdu cette avance. Mais la leçon de ce demi-siècle, c'est qu'en dépit des légendes répandues par les Français eux-mêmes l'économie de notre pays n'est plus incapable d'expansion que celle des autres pays, à la seule condition qu'on ne la mette pas, comme on le fit de 1930 à 1940, dans des conditions impossibles. Dès lors, pourquoi ou du moins en quel sens la comparaison «la plus significative» serait-elle celle qui se réfère à 1929? Ne serait-elle pas la plus significative simplement parce qu'elle est «la moins réjouissante» (p.68)? Et, de plus, M. Jeanneney omet de se référer aux indices de la population et de la main-d'œuvre: Comment la production n'augmenterait-elle pas plus vite là où le nombre de travailleurs augmente également?

De même, il n'est pas faux de dire que «les salaires français sont actuellement inférieurs à ce que l'exemple des pays les plus prospères paraît assigner comme devant être possible». Mais le coût de l'heure-travail, si l'on s'en tient aux taux de change officiels, était supérieur de 4% en Suisse, de 30% en Suède, de 250% aux États-Unis, mais inférieur de 8% en Grande-Bretagne et en Belgique, de 13% en Allemagne, de 25% en Italie à ce qu'il est en France. En pouvoir d'achat, si l'on fait entrer en ligne de compte les versements sociaux, les salaires français sont supérieurs à ceux d'Allemagne, des Pays-Bas et d'Italie. L'idée courante à travers le monde que les salaires français sont anormalement bas par rapport à ceux des autres pays européens est, encore une fois, une légende.

On ne résume pas un livre dont le mérite est de n'avancer aucun fait sans le démontrer par des statistiques, de ne formuler aucun jugement sans l'appuyer sur des faits. Malgré tout, il me semble que les problèmes essentiels de l'avenir économique français, si nous laissons de côté les données actuelles de la conjoncture (niveau des prix, libération des échanges, menace d'inflation) et les événements politiques (crise de l'Union française), sont au nombre de quatre:

1° La disparité entre les régions en expansion et les régions relativement stagnantes s'accuse depuis dix ans: Que peut-on, que doit-on faire pour répartir moins inégalement l'industrie française?

2° Le progrès technique accroît les principales récoltes au-delà des besoins du marché intérieur, prévisibles d'après le développement de la population et l'évolution de la demande: Comment éviter les surplus de vin, de blé ou de betterave, qui coûtent cher au Trésor? Dans quelle mesure faut-il réduire la population agricole, dans quelle mesure viser à l'exportation des produits agricoles?

3° Dans chaque secteur survient à côté d'entreprises modernes bon nombre d'entreprises anachroniques: Par quelle méthode atténuer ces inégalités qui s'observent en tous les pays mais qui sont plus accentuées en France qu'ailleurs?

4° Enfin, quels seraient les effets sur l'économie française d'un desserrement progressif des liens entre la France et l'Afrique? Il va de soi que la formule de la propagande: «L'Algérie perdue, c'est un ouvrier sur cinq en chômage», est absurde. Une partie des exportations vers l'Afrique est financée par les capitaux français, publics et privés. Employés en France, ces capitaux créeraient un progrès d'achat équivalent. Mais la phase de transition pourrait être pénible.

Si le livre de M. Jeanneney ne se résume pas, parce, qu'on le trahit en présentant les conclusions sans les preuves, celui de M. Morazé ne se résume pas non plus, parce que l'auteur rectifie sans cesse chacune de ses idées en en suggérant d'autres. La vérité de M. Morazé, ce n'est aucune des idées qu'il projette au long de ces deux cent cinquante pages, mais «le bouquet final».

Ouvrons le livre à la page 165: «De 1860 à 1917, les destins économiques de la France et de la Russie ont été liés et non pour des raisons profondément humaines; dans les deux pays, l'industrialisation se heurtait aux mêmes ordres de difficultés: problèmes de communication, de mobilisation paysanne, d'exploitation difficile des ressources naturelles.» Peut-être, mais les difficultés de communication étaient-elles moins grandes en Suède ou en Suisse? Tous les pays européens ont eu à «mobiliser» leur paysannerie. De 1890 à 1917, l'expansion économique et industrielle de la Russie, avec l'aide du capital étranger, était extraordinairement rapide; les mines du Donetz ou les pétroles du Caucase étaient-ils d'exploitation spécialement difficile? «En 1920 comme en 1950, Anglais et Américains ont soutenu volontiers l'industrie allemande, éminemment rentable en régime libéral, alors que l'industrie française ne l'est guère qu'en régime semi-socialisé.» Le «libéralisme» de l'industrie allemande a toujours comporté trusts et cartels, qu'ignore notre industrie «semi-socialisée».

Laissons ces querelles minimes: M. Morazé n'ignore pas les objections que l'on pourrait élever contre beaucoup des formules qu'il nous offre et qu'il

abandonne avec une inépuisable générosité. Les exemples précédents ne visaient qu'à évoquer la discussion à laquelle invite, à chaque instant, la lecture de ce livre. Recherchons les thèmes qui sous-tendent cette méditation d'un Français sur la France, d'un économiste sur l'histoire politique de notre pays.

La France était riche, jadis, par la diversité agricole. Elle est pauvre à l'âge technique. L'industrialisation dans la France du dix-neuvième siècle s'est heurtée à des difficultés. Ce n'est que dans le dernier quart du siècle précédent que l'industrie a trouvé sa localisation actuelle. Les mines de charbon du Centre déçurent, l'établissement des voies de chemin de fer fut, pour des motifs géographiques, malaisé. Si l'on n'observe ni la continuité de la constitution britannique ni les progrès foudroyants de l'industrie de la Ruhr, c'est que les données géographiques interdisaient l'équivalent de l'aventure allemande et les données historiques et sociales l'équivalent de la sagesse britannique.

Histoire et géographie s'unissent pour faire de la France un «carrefour du monde», pour s'inscrire dans le sol de notre pays et le corps de la nation les diversités caractéristiques de l'Europe. À l'Est, «une large portion de notre agriculture est de structure germanique». Au Sud-Est, l'industrie est «du type de l'industrie italienne qui tâche de compenser par une utilisation puissante de l'empire hydraulique son insuffisance de charbon». «Le long des bords de la Méditerranée, on passe du style italien au style espagnol sans qu'il soit possible de percevoir précisément la ligne de partage.» «Dans le Sud, les psychologies sont assez typiquement méditerranéennes.» «Beaucoup d'attitudes politiques de nos pays atlantiques si difficiles à analyser en France se reproduisent à une échelle beaucoup plus grande en Amérique du Sud.» Et je n'ai pas achevé le tour de France (il reste encore le Massif central et ses bordures territoriales).

À partir de ces interprétations, que l'on appellera indifféremment historiques, géographiques ou psychologiques, M. Morazé projette de la lumière, et sur certains aspects, et sur l'ensemble du régime politique de la France, sur ses apparentes bizarreries, et sur sa logique profonde. En France comme en Angleterre, finalement, on gouverne au centre. Mais le centre français est composé de partis multiples et changeants, alors que le centre anglais est partagé entre les deux partis où se retrouvent les extrêmes du conservatisme et du mouvement, mais qui, chacun, est astreint, pour recueillir les voix flottantes, d'agir avec modération.

Il y aurait beaucoup à ajouter sur la psychanalyse de la nation française (passion du théorique, phobie de l'économique, malthusianisme et goût du luxe,

courage aventureux, insécurité politique), sur l'alternance, caractéristique de notre histoire, entre immobilisme et convulsions. Je voudrais seulement marquer, pour finir, le risque du «courage aventureux» en matière d'interprétation historique. Réagissant contre les excès de l'histoire strictement politique, M. Morazé tente d'expliquer les crises constitutionnelles du siècle dernier tantôt par des phénomènes démographiques (classes creuses: mais n'expliquerait-on pas une révolution aussi bien par une pression que par une dépression démographique?), tantôt par des phénomènes technico-économiques. «Généralement, écrit-il, les crises de renouvellement des techniques provoquent chez nous rupture constitutionnelle» (p.255). Et il se demande si «1956, âge atomique qui profite d'un réveil démographique naturel, saura faire l'effort d'éducation massif indispensable pour éviter notre cortège habituel de crises de progrès technique: dictateur, guerre, révolution». Mais si la France connaît, en 1956 ou en 1957, une révolution, l'Algérie en sera plus responsable que l'énergie atomique, et M. Morazé, en 1956, en est convaincu. Mais un Morazé de l'an 2056 verra la coïncidence entre la révolution et la création des centrales atomiques, comme Morazé, en 1956, note la coïncidence entre mécanisation, concentration de l'industrie textile et révolution de 1830. Courte était la sagesse du vieux Seignobos: en histoire politique, le grand maître est le hasard. Mais je ne suis pas sûr que l'histoire politique de la France soit aussi intelligente que l'interprétation qu'en donne M. Morazé.

MM. Jeanneney et Morazé sont parmi les meilleurs représentants de la jeune école des sciences sociales. Ils savent tout ce qu'on doit savoir, ils ne reculent devant aucune audace. M'en voudront-ils si j'ajoute en post-scriptum à leurs recherches en méditations quelques lignes de l'auteur qui ignorait les méthodes modernes mais devinait l'essentiel: «A-t-il jamais paru sur la terre une seule nation qui fût si remplie de contrastes et si extrême dans chacun de ses actes..., indocile par tempérament et s'accommodant mieux toutefois de l'empire arbitraire et même violent d'un prince que du gouvernement régulier et libre des principaux citoyens; aujourd'hui l'ennemi déclaré de toute obéissance, demain mettant à servir une sorte de passion que les nations les mieux douées pour la servitude ne peuvent atteindre; peuple conduit par un fil tant que personne ne résiste, ingouvernable dès que l'exemple de la résistance est donné quelque part; trompant ainsi toujours ses maîtres, qui le craignent ou trop ou trop peu; jamais si libre qu'il faille désespérer de l'asservir, ni si asservi qu'il ne puisse encore briser le joug..., plus capable d'héroïsme que de vertu, de génie que de bon sens..., la plus brillante et la plus dangereuse des nations de l'Europe et la mieux

faite pour y devenir tour à tour un objet d'admiration, de haine, de pitié, de terreur mais jamais d'indifférence?»

Ainsi écrivait Tocqueville, il y a un siècle, qui, lui aussi, trouvait dans l'autocritique quelque satisfaction d'amour-propre national.

[\(1\)](#) Armand Colin.

L'autocritique française hier et aujourd'hui

Preuves
novembre 1956

Toutes les nations se mettent de quelque manière au-dessus des autres - à cet égard, les personnes collectives ressemblent aux individus - mais elles sont aussi traversées de doutes, d'inquiétudes, parfois en proie à des complexes d'infériorité. La France, à en juger par sa presse, par les conversations de la place publique, oscille entre la vanité et l'humiliation, aussi prompte à taxer l'étranger de barbarie qu'à admettre l'irrésistible supériorité de l'Allemagne en tout ce qui ne concerne pas l'art de vivre, c'est-à-dire, il est vrai, l'essentiel.

J'ai relu récemment *La France Nouvelle* de Prévost-Paradol et les essais politiques de Renan, en particulier la *Réforme intellectuelle et morale de la France*. Les deux livres sont écrits, l'un à la veille de la guerre de 1870 et dans le pressentiment de la défaite, l'autre au lendemain de la catastrophe et dans l'espoir de favoriser le relèvement de la patrie, par deux hommes qui appartenaient à l'école libérale, d'accord pour regretter la révolution de 1848, pour n'être attachés fanatiquement ni à une dynastie ni à une formule constitutionnelle, qui s'interrogeaient sincèrement sur le destin historique de leur patrie.

La lecture, après un siècle, de textes politiques, n'est jamais sans profit. On y mesure la limite de la clairvoyance d'hommes sans passions (au moins apparentes), on y découvre la diversité des modes intellectuelles. Ce qui était évident hier ne l'est plus aujourd'hui: ce que l'on pouvait dire en toute sérénité passerait aujourd'hui pour cynisme. On a une chance de saisir certaines constantes de la société ou de la pensée française. On est frappé que des pages entières demeurent aussi actuelles aujourd'hui qu'il y a quatre-vingt-dix ans, que d'autres, au contraire, nous paraissent naïves, presque stupides ou scandaleuses.

Contrastes et constances

Les textes les plus éclatants à verser au dossier des contrastes concernent ce que l'on appelle aujourd'hui le colonialisme. Prévost-Paradol et Renan, tous deux libéraux et, en un sens, humanistes sinon humanitaires, approuvent sans réserve, la conscience sereine, les conquêtes des Européens, en Afrique et en Asie.

En 1956, on ne relit pas sans trouble les dernières pages de *La France Nouvelle*: "Puisse-t-il venir bientôt, le jour où nos concitoyens, à l'étroit dans notre France africaine, déborderont sur le Maroc et sur la Tunisie et fonderont

enfin cet empire méditerranéen qui ne sera pas seulement une satisfaction pour notre orgueil, mais qui sera certainement, dans l'état futur du monde, la dernière ressource de notre grandeur!"

Non que cet appel à l'empire méditerranéen nous semble politiquement injustifiable. Tout au contraire: au milieu du siècle dernier, la seule voie ouverte à l'expansion française était bien l'Afrique. Réduite à son territoire européen, la France, dans une diplomatie à l'échelle mondiale, était vouée à la médiocrité. Encore eût-il fallu que l'occupation de l'Algérie modifiât le fait majeur qui incitait Prévost-Paradol au pessimisme. La conquête d'un empire suffirait-elle à arrêter le déclin démographique? Si la cause profonde du mal était la lenteur de l'accroissement de la population, la colonisation était-elle de nature à le guérir ou ne risquait-elle pas, à échéance de quelques dizaines d'années, d'ajouter à l'affaiblissement relatif de la France la charge d'une disproportion entre les ressources de la métropole et ses obligations outre-mer? Pendant un demi-siècle, l'importance de la France a été gonflée par l'empire méditerranéen. La perte de cet empire nous précipitera peut-être plus bas que nous ne serions si nous nous étions, dès l'origine, consacrés à la culture de notre jardin. Succès ou échec, le dernier mot n'est jamais dit.

Mais il y a plus grave. Pour que l'Algérie devienne colonie de peuplement, il faut que les Algériens, race arabe comme le dit Prévost-Paradol, soient assimilés ou détruits. Notre auteur reconnaît la difficulté de ceci et de cela, et il conclut: "Il y a chemin intermédiaire à prendre entre le procédé inhumain et impolitique qui consisterait à détruire ou à refouler de parti pris les Arabes, et le procédé tout opposé qui consiste à sacrifier, par un respect exagéré des préjugés et de la faiblesse des Arabes, les intérêts légitimes des colons et le besoin si pressant de la France de jeter des racines profondes en Afrique" (F.N., p. 417). Quelle solution propose-t-il finalement, sinon celle qui a été approximativement adoptée: "Établir en Afrique des lois uniquement conçues en vue de l'extension de la colonisation française, et laisser ensuite les Arabes se tirer, comme ils le pourront, à armes égales, de la bataille de la vie." *Armes égales* contredit *les lois conçues en vue de l'extension de la colonisation française*. Un siècle après, il y a huit Arabes pour un Français, et le million de Français ne peut ni gouverner les huit millions d'Arabes, ni les accepter sur un pied d'égalité dans la communauté, ni devenir sujets d'une République algérienne. La politique, à nos yeux cynique, que recommandait Prévost-Paradol, a "réussi" un demi-siècle pour aboutir à une impasse tragique. Il avait tort de méconnaître que "l'inégalité des races" n'est pas durable, moins encore définitive, tort de ne pas voir que la colonisation française

devait être massive à peine de préparer une situation sans issue. Mais ces erreurs étaient celles de son temps, et nous ne sommes pas sûrs que l'égalité des races soit demain tenue pour évidente par les managers de la société industrielle.

Au reste, Renan, que son sens historique aurait dû protéger de ces aberrations, ne s'en tire pas mieux. Qu'on se reporte à la *Réforme intellectuelle et morale de la France*: "Une nation qui ne colonise pas est irrévocablement vouée au socialisme, à la guerre du riche et du pauvre. La conquête d'un pays de race inférieure par une race supérieure, qui s'y établit pour le gouverner, n'a rien de choquant. L'Angleterre pratique ce genre de colonisation dans l'Inde, au grand avantage de l'Inde, de l'humanité en général, et à son propre avantage. Autant les conquêtes entre races égales doivent être blâmées, autant la régénération des races inférieures ou abâtardies par les races supérieures est dans l'ordre providentiel de l'humanité. L'homme du peuple est presque toujours chez nous un noble déclassé; sa lourde main est bien mieux faite pour manier l'épée que l'outil servile. Plutôt que de travailler, il choisit de se battre, c'est-à-dire qu'il revient à son premier état. *Regere imperio populos*, voilà notre vocation... La nature a fait une race d'ouvriers, c'est la race chinoise, d'une dextérité de main merveilleuse sans presque aucun sentiment d'honneur; gouvernez-la avec justice, en prélevant d'elle, pour le bienfait d'un tel gouvernement, un ample douaire au profit de la race conquérante, elle sera satisfaite; une race de travailleurs de la terre, c'est le nègre; soyez pour lui bon et humain, et tout sera dans l'ordre; une race de maîtres et de soldats, c'est la race européenne." ("Œuvres complètes", Édit. Calmann-Lévy, tome I, p. 390.)

Les "humanitaires" qui proclamaient l'égalité foncière des individus et des peuples étaient moins éloignés de la vérité, au moins telle que nous la voyons aujourd'hui, que les écrivains racistes. L'origine de l'erreur n'est pas moins intéressante, et l'ignorance du passé de la Chine ou même de l'Afrique n'est pas seule responsable. À travers l'histoire, les peuples n'ont guère mis en doute que la supériorité militaire fût la preuve d'une supériorité humaine. Les décisions des armes furent confondues avec les volontés de la Providence. Les conquérants du XIXe siècle, les Européens, oublièrent le rôle des machines et crurent à leur vertu. Un siècle après, par un renversement peut-être excessif, on n'attribue à l'Occident d'autre supériorité que celle de la quantité d'énergie disponible par travailleur, et l'on impute à des accidents heureux l'avance prise par les Européens dans la carrière industrielle.

Il n'est pas mauvais de relire ces textes pour comprendre les sentiments qui

agitent aujourd'hui tant de peuples d'Afrique et d'Asie. On reproche aux impérialistes d'hier moins d'avoir dominé que d'avoir humilié. On est prêt à reconnaître que leurs conquêtes ont eu quelques conséquences heureuses, on mettra du temps à leur pardonner de s'être conduits en peuples-maîtres, nés pour régner et pour faire travailler les autres.

Les naïvetés, colonialistes ou racistes, de Prévost-Paradol et de Renan sont plus banales, dans l'histoire, que les sentiments égalitaires. Les groupes n'ont pas plus coutume de se tenir pour égaux que les individus. Les communistes proclament l'égalité des individus et des peuples, mais, en leur pratique, certains sont plus égaux que d'autres. Le peuple grand-russe est le plus grand des peuples, tous égaux, de l'Union soviétique; Staline était le plus grand des militants, tous égaux, du parti communiste. Et la barrière de couleur risque de se retrouver demain, en Afrique et en Asie, aux dépens de ceux dont la peau ne sera pas colorée.

Le dossier des jugements qui demeurent aussi vrais aujourd'hui qu'il y a quatre-vingt-dix ans serait presque aussi riche. On ne lit pas sans amertume, dans *La France Nouvelle*, le chapitre consacré à la justice, où l'on relève cette phrase, toujours aussi actuelle: "La recherche de l'aveu, qui reste la même jusqu'à la fin des débats, domine en général toute notre procédure criminelle." (P. 180.) On citerait volontiers les formules où Prévost-Paradol dresse l'antithèse entre ceux qui proposent un bouleversement total de la société et de l'État et ceux qui n'acceptent pas le changement le plus modeste à l'ordre établi (préface, p. XI), les premiers hommes de plume et les seconds hommes de gouvernement. Il demeure vrai qu'en France tout changement s'opère par de violentes secousses après une longue résistance (p. 254), et l'on pourrait parler aujourd'hui encore de "notre inaptitude aux réformes qui se concilie si malheureusement avec notre facilité à faire des révolutions" (P. 167).

Nous ne voudrions insister ici ni sur ces contrastes ni sur ces constances. Les jugements intermédiaires nous retiendront, ceux qui soulèvent immédiatement la question: quelle part de vérité gardent-ils aujourd'hui? Dans quelle mesure les fautes d'hier sont-elles encore celles d'aujourd'hui, et sont-elles la cause des fautes actuelles? Au siècle dernier, la France souffrait de l'instabilité des régimes, condamnés en apparence à ne pas dépasser la durée de vingt ans. En ce siècle, elle souffre de l'instabilité des gouvernements, condamnés en apparence à ne pas dépasser la durée de douze mois. Au milieu du siècle dernier, la France était encore le pays le plus industrialisé du continent, mais avec une population

stationnaire ou en lente progression. Au milieu du XXe siècle, elle se juge en retard sur les pays de l'Europe du nord-est. Au milieu du siècle dernier, la France craignait de perdre la première place au bénéfice de la Prusse et ne voyait pas comment refuser l'unité allemande, qui répondait à ses propres principes. Au milieu de ce siècle-ci, la France est en train de perdre l'empire édifié par la Troisième République et elle ne sait pas si elle doit saluer l'accomplissement de ses idéaux ou déplorer un désastre historique.

"Expirer la révolution"

"La Révolution française est encore inachevée en ce qui touche l'ordre politique, tandis qu'elle a enfanté un ordre social dont la tempête n'a fait jusqu'ici qu'éprouver la solidité et qui semble inébranlable. On ne saurait trop le redire: la Révolution française a fondé une société, elle cherche encore son gouvernement (F.N., p. 296). Prévost-Paradol tient pour irréversible le mouvement qui entraîne les sociétés vers l'effacement des inégalités héréditaires, vers le nivellement des conditions. Il importe de bâtir le gouvernement qui serait l'expression naturelle d'une société démocratique, et que paralysent ou menacent soit les régimes autoritaires du passé, soit les despotismes nouveaux de l'âge démocratique.

On reconnaîtrait sans peine, dans les portraits qu'esquisse Prévost-Paradol des "despotismes démocratiques", les totalitarismes de notre époque: "Mais le despotisme démocratique se déclare toujours particulièrement et exclusivement chargé du bien-être de la multitude; bien plus, il s'efforce d'attirer à lui, comme vers leur centre naturel et vers leur seul point d'appui, les vagues espérances et les illusions infinies qui couvent toujours dans l'imagination populaire, soit que ces espérances se tournent vers les conquêtes et vers la gloire militaire, soit qu'elles tendent vers une répartition plus égale de la richesse et vers une rénovation de la société. Ainsi chargé d'une sorte de mandat illimité, quant au temps et quant aux moyens pour assurer le bonheur général, investi par les lois d'un pouvoir immense sur les hommes, et par l'imagination populaire d'un pouvoir infini sur les choses, le despotisme démocratique s'avance avec une force irrésistible et une pompe insolente, jusqu'au jour inévitable où étourdi par sa prospérité même et saisi d'une sorte d'ivresse, il se heurte à quelque misérable obstacle et s'écroule au milieu d'une anarchie pire que celle qui lui a servi de berceau." (F.N., p. 35.)

On aurait tort d'attribuer à ces morceaux brillants le mérite d'une clairvoyance exceptionnelle. Ils appartiennent bien plutôt à la littérature classique, dont Prévost-Paradol et Renan continuent de s'inspirer. Les auteurs anciens avaient

analysé la corruption de la démocratie en tyrannie. Tocqueville avait décrit, en termes pathétiques, le mouvement des sociétés modernes vers la démocratie; il avait vu, avec une insurpassable clarté, vers quelle tyrannie pouvaient glisser les sociétés démocratiques. Prévost-Paradol n'ajoute guère à ces idées vénérables.

La crainte simultanée de l'anarchie et du despotisme(1) est aussi actuelle en 1956 qu'en 1868. Il n'est pas moins vrai aujourd'hui qu'hier que les Français sont divisés sur tout, et en particulier sur leurs institutions.

"Un pays travaillé par les révolutions, qui a des divisions dynastiques, n'est pas capable d'un grand effort militaire", écrit Renan (tome I, p. 345). Et, dans la préface des *Questions contemporaines*: "Divisée en quatre factions, dont trois sont toujours hostiles à celle qui règne, la France ne dispose jamais en réalité que du quart de ses forces" (I, p. 27). Nous n'avons pas encore triomphé de ce que Renan appelait l'*émigration intérieure*.

"Le XIXe siècle", écrit Renan, "sera considéré, dans l'histoire de la France, comme l'expiation de la Révolution. Les nations, pas plus que les individus, ne sortent impunément de la ligne moyenne, qui est celle du bon sens pratique et de la possibilité" (I, p. 479). Et ailleurs encore: "La vie nationale est quelque chose de limité, de médiocre, de borné. Pour faire de l'extraordinaire, de l'universel, il faut déchirer ce réseau étroit; du même coup, on déchire sa patrie, une patrie étant un ensemble de préjugés et d'idées arrêtées que l'humanité ne saurait accepter."

On peut imaginer la Révolution prenant après 1789 un tour différent. "Au XVIIIe siècle, l'Angleterre semble prendre à tâche d'expié par une sorte d'exagération de loyalisme et d'orthodoxie ses écarts momentanés du milieu du XVIIe. Il fallut plus de cent cinquante ans pour que la mort de Charles Ier cessât de peser sur la politique, pour qu'on osât penser librement et ne pas se croire obligé d'afficher un légitimisme effréné. Les choses se seraient passées à peu près de la même manière en France si la réaction royaliste de 1796 et 1797 l'eût emporté. La Restauration se fût faite alors avec de bien plus franches allures, et la République n'eût été dans l'histoire de France que ce qu'elle est dans l'histoire de l'Angleterre, un incident sans conséquences. Napoléon, par son génie, aidé des merveilleuses ressources de la France, sauva la Révolution, lui donna une forme, une organisation, un prestige militaire inouï." (I, pages 491-492.)

Après 1815, la chance aurait pu assurer à la France le repos dans une monarchie constitutionnelle. Mais l'épopée napoléonienne, confondue rétrospectivement avec la tentative révolutionnaire, faisait paraître médiocre la

France ramenée à ses traditions, elle entretenait la nostalgie et la révolte du parti dans lequel se mêlaient les républicains sincères et les bonapartistes voués tout à la fois au culte de l'Empereur et à celui de la liberté. Chaque groupe de Français s'opiniâtra en ses préférences ou ses passions; les légitimistes, imprudents jusqu'en 1830, devinrent irréconciliables après; les républicains et bonapartistes ne se résignèrent ni à l'un ni à l'autre roi. Les libéraux rejoignirent la troupe des demi-émigrés après le coup d'État de 1851. "La situation de la France ne fut nullement celle de l'Angleterre; à côté de la droite, de la gauche et du centre, il y eut un parti irréconciliable, négation totale du gouvernement existant, un parti qui ne dit pas au gouvernement: "Faites telle chose, et nous sommes à vous", mais qui lui laisse entendre: "Quoi que vous fassiez, nous serons contre vous." (I, p. 494.)

Les regrets portent sur la *manière* dont s'est répandu l'esprit nouveau. Prévost-Paradol et Renan ont trop de sens historique pour ne voir dans la Révolution qu'une catastrophe accidentelle.

La monarchie française prépara sa ruine par son illimitation même. "La France avait conçu sa royauté comme quelque chose d'illimité... La royauté française était quelque chose de trop sacré; on ne contrôle pas l'oint du Seigneur... Le lendemain du jour où l'État se trouva constitué sous la main d'un seul en cette puissante unité, il était inévitable que la France se prît telle que l'avait faite le grand roi, avec son pouvoir central tout-puissant, ses libertés détruites, et, jugeant le roi même superfétatoire, le traitât comme un moule devenu inutile dès que la statue est coulée. Richelieu et Louis XIV ont été de la sorte les grands révolutionnaires, les vrais fondateurs de la République. Le pendant exact de la colossale royauté de Louis XIV est la République de 1793, avec sa concentration effrayante des pouvoirs, monstre inouï tel qu'on n'en avait jamais vu de semblable." (I, p. 489.)

Les Français étaient mal préparés à la liberté ou, du moins, à ce que les libéraux entendent par liberté. La liberté des libéraux exclut le pouvoir d'un seul, la centralisation administrative, la censure ou l'autorisation préalable de la presse, le cléricalisme, l'insécurité personnelle que crée la subordination de la justice à l'autorité politique. Les institutions représentatives doivent restreindre l'arbitraire du souverain, les assemblées locales limiter l'action de la bureaucratie et habituer les citoyens à jouer leur rôle dans la cité; la presse est indispensable pour informer la partie éclairée de la nation et critiquer les erreurs des gouvernants; la diffusion de l'enseignement doit mettre fin à l'ignorance du

peuple; les universités répandront l'esprit de la science contre le conformisme catholique; la sécurité de l'individu sera assurée par la rigueur de la justice et, en particulier, l'élargissement des fonctions du jury. Or, le culte de la liberté compromet les libertés authentiques. "La liberté en Angleterre ne vient pas de Cromwell ni des républicains de 1649; elle vient de son histoire entière, de son égal respect pour le droit du roi, pour le droit des seigneurs, pour le droit des communs et des corporations de toute espèce. La France suivit la marche opposée. Le roi avait depuis longtemps fait table rase du droit des seigneurs et des communs; la nation fit table rase des droits du roi... L'Angleterre, qui, au lieu du dogme absolu de la souveraineté du peuple, admet seulement le principe plus modéré qu'il n'y a pas de gouvernement sans le peuple ni contre le peuple, s'est trouvée mille fois plus libre que la France, qui avait si fièrement planté le drapeau philosophique des droits de l'homme. C'est que la souveraineté du peuple ne fonde pas le gouvernement constitutionnel." (I, p. 481.)

Incertitudes des libéraux

Ces textes, qui ne sont ni originaux ni surprenants, nous rappellent une donnée de l'histoire moderne de la France: le conflit des libéraux et des républicains. Les libéraux ont longtemps reproché aux républicains de préférer l'idole de la souveraineté du peuple aux libertés authentiques, mais les républicains reprochaient aux libéraux d'être plus sensibles aux libertés qui intéressent les notables ou la minorité riche et cultivée de la nation qu'à celles qui émeuvent les masses populaires.

Ainsi la France est divisée entre deux traditions parlementaires, celle de la Convention et celle de la Restauration, l'une suspecte de favoriser le glissement vers l'anarchie ou vers le despotisme, l'autre de camoufler le maintien des privilèges et le retour des émigrés, l'une qui tend au socialisme et l'autre à la réaction. Les libéraux, durant le siècle dernier, ont été coincés entre les Bleus et les Blancs. En critiquant l'histoire de France et les fanatismes rivaux, ils philosophaient sur leurs échecs.

D'accord pour déplorer les conflits français, les libéraux ne l'étaient pas en profondeur sur le sens des sociétés modernes et sur les relations entre la liberté et la puissance. Observant le triomphe et les conquêtes des Anglais à travers le monde, une école libérale - celle à laquelle appartient Prévost-Paradol - incline à attribuer la grandeur des peuples anglo-saxons à leurs institutions libres; une autre - à laquelle appartient Renan - tient l'esprit de commerce ou de jouissance pour incompatible avec la force militaire. L'effacement de l'ancien régime est-il

le destin commun de tous les peuples d'Europe - et, en ce cas, la France n'a fait que l'anticiper - ou l'avenir appartient-il aux peuples germaniques et slaves "qui ont gardé la vigueur du principe militaire et monarchique"? (Renan, I, p. 406.)

La condamnation de la société issue de la Révolution prend, sous la plume de Renan, un accent qu'elle n'a pas sous celle de Prévost-Paradol ni même de Tocqueville. "Toujours grande, sublime parfois, la Révolution est une expérience infiniment honorable pour le peuple qui osa la tenter, mais c'est une expérience manquée. En ne conservant qu'une seule inégalité, celle de la fortune; en ne laissant debout qu'un géant, l'État, et des milliers de nains; en créant un centre puissant, Paris, au milieu d'un désert intellectuel, la province; en transformant tous les services sociaux en administrations; en arrêtant le développement des colonies et fermant ainsi la seule issue par laquelle les États modernes peuvent échapper aux problèmes du socialisme, la Révolution a créé une nation dont l'avenir est peu assuré: une nation où la richesse seule a du prix, où la noblesse ne peut que déchoir. Un code de lois qui semble avoir été fait pour un citoyen idéal, naissant enfant trouvé et mourant célibataire, un code qui rend tout viager, où les enfants sont un inconvénient pour le père, où toute œuvre collective et perpétuelle est détruite, où les unités morales, qui sont les vraies, sont dissoutes à chaque décès, où l'homme avisé est l'égoïste qui s'arrange pour avoir le moins de devoirs possible, où l'homme et la femme sont jetés dans l'arène de la vie aux mêmes conditions, où la propriété est conçue non comme une chose morale, mais comme l'équivalent d'une puissance toujours appréciable en argent, un tel code, dis-je, ne peut engendrer que faiblesse et petitesse."

En ces textes sont réunis tous les thèmes de la pensée contre-révolutionnaire. Les libéraux auraient souscrit à la critique de la centralisation et même de l'individualisme de notre code. Mais la critique du matérialisme - terme par lequel Renan désigne l'esprit de commerce et de jouissance - implique une philosophie de la religion et de l'aristocratie que les libéraux, bourgeois en général, n'adoptent pas. Renan reproche aux révolutionnaires d'avoir considéré que "la société n'est pas quelque chose de religieux et de sacré", d'avoir donné pour but le consentement du plus grand nombre "sans souci de la destinée idéale de l'humanité". Il ne se contente pas de déplorer que la Révolution ait renversé le trône au lieu de limiter la monarchie, il lui reproche de méconnaître la nature profonde et le but ultime des sociétés.

Citons, non pour approuver ou désapprouver, mais pour que les lecteurs d'aujourd'hui mesurent la différence de climat idéologique, ce que l'on pouvait

écrire il y a un siècle: "La société est une hiérarchie... Tous les êtres ne sont pas égaux, tous sont les membres d'un vaste corps, des parties d'un immense organisme qui accomplit un travail divin. La négation de ce travail divin est l'erreur où verse facilement la démocratie française... La devise "au plus digne" n'a en politique que bien peu d'applications." (Renan, I, p. 483-484.) "On supprime l'humanité si l'on n'admet pas que des classes entières doivent vivre de la gloire et de la jouissance des autres." (I, p. 485.) "La grande vertu d'une nation est de supporter l'inégalité traditionnelle." (I, p. 486.) Renan pense que la sélection par les examens, telle que la pratique notre pays, est pire que la sélection par la naissance. "Le hasard de la naissance est moindre que le hasard du scrutin." (I, p. 360.) Il va plus loin: "Quand il s'agit de la désignation du souverain et des chefs militaires, le critérium de la naissance s'impose presque nécessairement." (I, p. 360.)

Écrivant un siècle après, on est enclin à reprocher à Renan la confusion entre le fait universel de la hiérarchie et une modalité particulière de la hiérarchie: l'aristocratie héréditaire devient, à ses yeux, le modèle unique de ce que Pareto aurait appelé une *élite*. Il n'est pas besoin d'une grande culture pour faire la distinction entre l'universalité du phénomène oligarchique et la particularité de la noblesse de l'ancien régime.

On n'aurait pas besoin, d'ailleurs, de forcer beaucoup les textes pour trouver dans les études de Renan l'esquisse de cette distinction. Il pense que toute élite tend à devenir héréditaire, mais il n'ignore pas que "la noblesse n'a plus chez nous aucune signification de race". Dans le projet de réforme contre-révolutionnaire qu'il expose sans le donner pour réalisable, il montre l'armée comme "un moyen d'anoblissement". "L'officier de notre future *Landwehr*, milice locale sans cesse exercée, deviendrait vite un hobereau de village." (P. 381.) "La base de la vie provinciale devrait ainsi être un honnête gentilhomme de village, bien loyal, et un bon curé de campagne tout entier dévoué à l'éducation morale du peuple." (I, p. 381.)

La France a été une construction germanique à partir d'un fonds gallo-romain. La noblesse à laquelle la France a dû son existence était germanique, elle était la classe combattante, elle était aussi la classe des passions généreuses, de l'enthousiasme et de l'idéalisme. La Révolution est l'application fausse d'une idéologie honorable, mais ruineuse. L'éclat de la culture dépend de la minorité qui possède lumières, fortune, loisirs. La puissance de la collectivité exige dévouement du peuple, sérieux et vertu de l'aristocratie. Le suffrage universel,

combiné avec le régime des examens, ne crée pas une élite gouvernante. L'esprit de commerce et d'industrie, il est vrai, se répand dans le monde entier, l'Angleterre en est déjà atteinte, et les États-Unis n'ont jamais connu rien d'équivalent à l'aristocratie française. Aussi bien "les États-Unis manquent-ils d'éducation, de distinction"; on y observe "ce vide que laisse toujours dans un pays l'absence de cour, de haute société, d'anciennes institutions", mais l'Amérique compense ses déficiences "par le feu de sa jeune croissance, par son patriotisme, par la confiance exagérée peut-être qu'elle a dans sa force, par la persuasion qu'elle travaille à la grande œuvre de l'humanité, par l'efficacité de ses convictions protestantes, par sa hardiesse et son esprit d'entreprise, par l'absence presque totale de germes socialistes, par la facilité avec laquelle la différence de richesse y est acceptée, par le privilège surtout qu'elle a de se développer à l'air libre, dans l'infini de l'espace et sans voisins". Dans cette voie, la France ne serait jamais qu'"une Amérique de second ordre, une esquisse médiocre" (I, p. 350).

Renan dresse finalement l'antithèse de deux "types idéaux": celui de "l'ancien régime développé et corrigé", dont la Prusse offre le meilleur modèle, le type américain "fondé essentiellement sur la liberté et la propriété, sans privilège de classe, sans institutions anciennes, sans histoire, sans société aristocratique, sans cour, sans pouvoir brillant, sans universités sérieuses ni fortes institutions scientifiques, sans service militaire obligatoire pour les citoyens". Renan conçoit un troisième type social, mais il ne le croit guère possible: celui "où l'État interviendrait dans les contrats, dans les relations industrielles et commerciales, dans les questions de propriété".

Mais "aucun système socialiste n'a réussi jusqu'ici à se présenter avec les apparences de la possibilité" (I, p. 403).

On pourrait, en simplifiant, souligner l'opposition entre Renan qui, écrivant après la défaite, appelle de ses vœux une France forte, et Prévost-Paradol qui, à la veille de la guerre, rêvait d'une France libre, l'un soucieux d'abord de maintenir la patrie à son rang, l'autre de lui assurer les bienfaits du régime libéral, l'un prenant modèle sur l'ancien régime réformé de la Prusse, l'autre sur les Anglo-Saxons, étendant à travers la planète le réseau de leurs échanges, garantie tout à la fois de leur richesse et de leur puissance. Mais comme il serait avisé de tirer de Renan des citations à la gloire des institutions libérales, et de Prévost-Paradol des phrases lourdes de pressentiments sur le despotisme démocratique!

"Le régime libéral est une nécessité absolue pour toutes les nations modernes. Qui ne pourra s'y accommoder périra. D'abord, le régime libéral donnera aux nations qui l'ont adopté une immense supériorité sur celles qui ne pourront s'y plier. Une nation qui ne sera capable ni de la liberté de la presse, ni de la liberté de réunion, ni de la liberté politique, sera certainement dépassée et vaincue par les nations qui peuvent supporter de telles libertés. Ces dernières seront toujours mieux informées, plus instruites, plus sérieuses, mieux gouvernées." (I, p. 501.) Ainsi s'exprime Renan, en 1869, à la veille de la guerre, alors qu'il commençait à espérer que l'Empire lui-même accorderait des institutions libérales, mettrait un terme à la prédominance de Paris, "incapable des deux premières vertus politiques, la patience et l'oubli", et, du même coup, à la "virulence de l'idée révolutionnaire".

Mais le libéralisme peut-il s'implanter si le sens du sacré, monarchique ou religieux, ne le soutient? Peut-il ne pas dégénérer en "despotisme démocratique"? Ainsi s'interrogent ces libéraux, qui ne sont pas moins conservateurs l'un que l'autre et qui sont également hostiles aux républicains et aux socialistes, coupables d'empêcher, par leur intransigeance, l'avènement des libertés.

La France, incapable, à cause des querelles sur la forme, républicaine, monarchique ou impériale, de supporter les institutions libérales, principe de la force en notre siècle, la France guettée plus que tout autre par le socialisme, c'est-à-dire à la fois l'envie sociale et l'élargissement démesuré des fonctions de l'État, la France doublement menacée par le despotisme, puisqu'elle n'a pas de régime indiscuté et qu'elle a une bureaucratie plus lourde et plus autoritaire que tout autre, la France plus matérialiste que les autres pays d'Europe, puisqu'elle a perdu le respect du sacré, dans l'Église ou la dynastie traditionnelle, la France qui n'accepte ni les inégalités naturelles de tout ordre social ni les libertés essentielles à l'âge démocratique, qui n'est pas assez libérale parce qu'elle est trop révolutionnaire, qui a sacrifié tout à la fois son aristocratie et ses libertés dans la recherche utopique d'une absolue souveraineté du peuple et la délégation de cette souveraineté à une Assemblée unique, la France demeure un cas unique et pour ainsi dire aberrant. Outre-océan, la noblesse, la monarchie manquent, encore qu'il y ait "l'équivalent du parti légitimiste dans cette classe de citoyens moraux, fiers, graves, pesants, qui sont les pierres avec lesquelles on bâtit l'édifice de l'État" (I, p. 516), mais du moins l'initiative privée a libre carrière et l'inégalité des richesses y est pleinement acceptée. L'Angleterre est gagnée par le même esprit de commerce et d'industrie que la France, mais, "avec un calme

qu'on ne peut assez admirer, elle résout les questions hardies qui, chez nous, passent pour le domaine des seuls utopistes. Mais partout le domaine est circonscrit, partout il y a une arène limitée, des lois du combat, des hérauts et des juges" (I, p. 519). L'Allemagne offre le modèle de "l'ancien régime développé et corrigé. L'individu est pris, élevé, façonné, dressé, discipliné, requis sans cesse par une société dérivant du passé, moulé dans de vieilles institutions, s'arrogeant une maîtrise de moralité et de raison" (I, p. 402).

Ainsi la France, qui n'a réussi ni à sauvegarder la continuité de la monarchie légitime comme l'Angleterre, ni à réformer l'ancien régime comme l'Allemagne, ni à se préserver du socialisme comme les États-Unis, tombe "dans un abîme de misère", et l'observateur ne se donne qu'une consolation illusoire en ajoutant qu'"elle souffre pour avoir trop osé contre les dieux" (I, p. 520), "pour avoir aimé la justice jusqu'à la folie, pour avoir admis avec une généreuse imprudence la possibilité d'un idéal que les misères de l'humanité ne comportent pas" (I, p. 521).

Solidité de la République

Mis à part l'intermède de Vichy, qui appartient à l'histoire de l'occupation plus qu'à celle de la France, la République s'est montrée aussi résistante que les régimes du siècle dernier furent fragiles. Renan écrivait que "l'essence du parti républicain est d'être une minorité" (I, p. 505) et il ajoutait: "S'il aboutissait à une révolution sociale, il pourrait créer de nouvelles classes, mais ces classes deviendraient monarchiques le lendemain de leur enrichissement." (I, p. 505.) Il s'est trompé, puisque le conservatisme français s'exprime, depuis 1875, dans la République et que le parti républicain, bien loin d'être voué au sort d'une minorité rebelle, englobe obstinément la majorité des électeurs. Le fait est pourtant moins surprenant qu'il ne semble à première vue, et le même Renan, qui, d'après les citations précédentes, ne l'avait pas prévu, en fournit ailleurs l'explication.

"Un gouvernement, écrit-il, qui aura pour unique désir de s'établir en France et de s'y éterniser aura désormais, je le crains, une voie bien simple à suivre: imiter le programme de Napoléon III, moins la guerre" (I, p. 344). Et encore: "Je fis la campagne électorale de mai 1869 dans une circonscription toute rurale de Seine-et-Marne; je puis assurer que je ne trouvai pas sur mon chemin un seul élément de l'ancienne vie militaire du pays. Un gouvernement à bon marché, peu imposant, peu gênant, un honnête désir de liberté, une grande soif d'égalité, une totale indifférence à la gloire du pays, la volonté arrêtée de ne faire aucun

sacrifice à des intérêts non palpables, voilà ce qui me parut l'esprit du paysan dans la partie de la France où le paysan est, comme on dit, le plus avancé." (I, p. 347.)

La Troisième République reprit, selon le mot de Renan, "le programme de Napoléon III, moins la guerre". Or "le temps des révolutions parisiennes était fini" (I, p. 507). La France avait perdu ce qui peut s'appeler "loyalisme, fidélité, amour de ses princes", elle se montrait "très coulante sur le choix de la dynastie elle-même" (I, p. 353). Finalement, la République n'eut guère de peine à bénéficier à son tour de cette tendance du peuple français à l'acceptation de n'importe quel régime établi. En vingt ans, légitimistes, orléanistes, bonapartistes avaient pour ainsi dire disparu.

D'aucuns en concluent que les tentatives de restauration, au XIX^e siècle, parce qu'elles étaient artificielles, précipitèrent l'instabilité constitutionnelle. On peut interpréter cette curieuse histoire tout autrement. En Angleterre, le suffrage censitaire renforçait le régime parlementaire parce que la classe dirigeante l'acceptait unanimement, alors que les masses populaires, agitées par la rapidité de l'industrialisation, auraient peut-être exprimé leur protestation dans leurs votes. En France, les masses étaient moins divisées que les milieux dirigeants. Tous les régimes, légitimiste, orléaniste, bonapartiste, recouraient à la candidature officielle, et ils étaient contraints d'y recourir, puisque les privilégiés étaient inexpiablement hostiles les uns aux autres. En 1848, en 1871, aux deux premières élections libres, le suffrage universel se révéla étrangement conservateur. La France était un pays que sa structure profonde vouait à la tranquillité, où la masse paysanne défendait farouchement les conquêtes sociales de la Révolution; les élites, les idéologues, les foules parisiennes lui imposèrent des révolutions successives et stériles.

Cette *uchronie* nous laisse malgré tout sceptiques. Non que les sentiments du peuple nous paraissent, après coup, incompatibles avec l'enracinement, grâce au suffrage universel, d'une monarchie restaurée. C'était l'attitude des monarques eux-mêmes qui prévenait cet enracinement. Rien n'est plus étonnant que le refus des rois de France, de 1789 à 1848, d'employer l'armée contre les émeutes. L'armée royale était-elle à ce point désorganisée que Louis XVI fût réduit à pactiser et incapable de commander? Les livres d'histoire nous apprennent qu'en 1830, en 1848, les soldats montraient peu d'ardeur à se battre et que les rues du vieux Paris favorisaient les insurgés. Mais comment n'être pas frappés par l'opposition entre la faiblesse des deux souverains en 1830 et en 1848, et la

vigueur des républicains en juin 1848 et en 1871? Des hommes d'État improvisés, en des régimes sans légitimité, se firent obéir des soldats de métier et les héritiers de quarante rois auraient été incapables d'obtenir le loyalisme des troupes? Peut-elle l'armée, en 1791 ou 1792, n'aurait-elle plus répondu à l'appel de Louis XVI? Au XIXe siècle, la monarchie a succombé sans combattre, parce qu'elle ne croyait plus assez en elle-même. Elle avait perdu la foi parce qu'elle doutait que la réconciliation entre les deux Frances fût possible.

La monarchie légitime s'affaiblissait elle-même, en faisant craindre la réaction - en d'autres termes, la mise en question des conquêtes sociales de la Révolution - et elle capitulait dès que surgissait l'épreuve de force. Même la monarchie orléaniste ne comprit pas qu'elle comptait plus d'ennemis, et des ennemis plus dangereux, parmi les notables que dans le peuple. Celui-ci n'aurait probablement voté en majorité ni contre Charles X ni contre Louis-Philippe. C'est Paris qui imposa le changement de régime à un pays presque indifférent. Les élites françaises, auxquelles le système censitaire réservait le droit de vote, étaient le foyer des querelles. Les paysans auraient pu s'accorder entre eux et avec leurs élus: républicains, légitimistes et bonapartistes jamais.

Les Français, au XXe siècle comme au XIXe, continuent de porter le poids d'un passé plus fertile en révolutions qu'en unanimité nationale. Mais le poids du passé accable désormais les gouvernements et non plus le régime.

La République s'est consolidée comme aurait pu le faire n'importe quel régime du XIXe siècle, qui aurait pris appui sur la masse paysanne et qui aurait résisté aux émeutes parisiennes, comme le firent par deux fois les républicains. Elle se consolida ensuite en se servant du suffrage universel pour recruter des élus, non parmi les notables issus de l'aristocratie ou liés à celle-ci, mais dans la moyenne bourgeoisie. La diffusion de l'enseignement primaire, l'évolution spontanée des relations humaines séparaient de plus en plus les électeurs de l'ancienne noblesse. Mais la République, solidement établie, ne devint jamais, pas même au lendemain de la guerre victorieuse de 1914, le régime légitime pour l'ensemble de la nation, moins encore un objet de foi commune, de loyalisme indiscuté de la part de tous les Français ou même de la majorité d'entre eux. À Paris, une fraction de la haute société, sans se réfugier dans une sorte d'émigration intérieure, était en état de fronde permanente. Beaucoup d'hommes de lettres, d'hommes du monde continuaient avec Renan à penser que la France républicaine serait livrée à un "matérialisme sordide", "militairement nulle". Ils auraient souscrit à ces phrases de Renan: "La France n'excelle que dans l'exquis,

n'aime que le distingué, ne sait faire que de l'aristocratie... De telles habitudes ne sont satisfaites qu'avec une haute société, une cour et des princes de sang." (I, p. 505.)

Il subsistait des millions de Français qui ne reconnaissaient pas la République pour leur et qui, à chaque crise, étaient prêts à suivre un agitateur antiparlementaire, Boulanger ou La Rocque. Ni le boulangisme dans les années 80, ni le fascisme dans les années 30, ni le gaullisme dans les années 40 ne l'emportèrent. Ils furent capables de mobiliser de vastes rassemblements, de remporter de grands succès électoraux, contribuant moins à réformer les institutions qu'à les cristalliser dans leurs vices. Les régimes du XIXe siècle s'opiniâtraient dans leur être jusqu'à l'écroulement, celui du XXe siècle s'opiniâtre en lui-même sans se réformer ni disparaître.

Faute d'une franche acceptation des institutions parlementaires, les milieux dirigeants de l'économie et de la société se tinrent à l'écart de la politique active; ils en laissèrent la responsabilité à des représentants de la bourgeoisie, provinciale ou parisienne, docteurs, avocats, professeurs qu'Alain transfigura en interprètes de la révolte du peuple contre la bonne société de la capitale. Le divorce s'accrut entre la puissance sociale et le pouvoir politique, divorce dont les libéraux du siècle dernier accusaient les classes riches, insoucieuses de leur responsabilité à l'égard de la cité.

Contre l'Église et les cléricaux, le parti républicain n'hésitait jamais à s'allier aux rouges, aux partageurs qui terrorisaient les paysans au milieu du siècle dernier, en 1936 encore aux communistes et aux socialistes, en dépit des oppositions de doctrine et d'intérêt. Les alliances artificielles sont une constance de l'histoire de France depuis la Révolution, et la mythologie de la gauche en est la sublimation. On excite les foules parisiennes afin d'abattre la monarchie orléaniste, on les fusille quelques mois après. On crée le Front populaire contre la réaction; deux ans après, on gouverne avec elle.

Ce double jeu des "bourgeois de gauche" n'a profité ni à la République ni à la classe ouvrière. Celle-ci avait le sentiment d'être dupe. Les massacres de juin 1848 ou de la Commune excluaient les ouvriers de la République, alors qu'il eût fallu les attacher aux institutions représentatives, que, de l'autre côté, on faisait profession de mépriser.

Le refus global de la société française par beaucoup d'ouvriers - refus dont le vote pour les communistes paraît aujourd'hui l'expression - a été préparé par cette longue suite de querelles stériles et de coalitions hypocrites. Les unes et les

autres portent une part de responsabilité dans le déchirement actuel de la France. Mais les Français, tels qu'ils sont, après la Révolution, telle qu'elle fut, étaient incapables de se soustraire à l'envoûtement des idéologies. On passe pour paradoxal si l'on suggère qu'un régime, sûr de lui-même, auquel auraient collaboré monarchistes et républicains, aurait plus fait pour le peuple que ces régimes, jamais assurés d'eux-mêmes, tour à tour voués à l'idéologie réactionnaire ou à celle du progrès.

Ainsi s'est développée dans le peuple français une disponibilité à l'extrémisme, définie moins par le désir authentique de violence que par la tentation d'opposer au régime existant un refus inconditionnel. Cette disponibilité apparaît, depuis 1945, dans la force du communisme d'un côté, de l'antiparlementarisme de l'autre. Elle apparaissait déjà au cours des années 30, au moment où se déchaînait le fascisme à travers l'Europe.

Ce penchant aux deux "révoltes" est-il une singularité de la société française? Ou l'immunité des pays anglo-saxons est-elle l'exception, qui appelle explication? La Grande-Bretagne réussit à donner au régime, progressivement élaboré au cours du XVIII^e et du XIX^e siècle, un prestige presque unanimement reconnu. Elle parvint à intégrer au régime les partis disciplinés et les masses, sans rupture des traditions. Les États-Unis n'ont pas connu d'ancien régime et n'ont pas eu à surmonter le conflit entre l'Église et la pensée séculière. En revanche, tous les grands pays d'Europe ont été exposés à une instabilité essentielle dès qu'ils ont rejeté le régime aristocratique-militaire qui a dominé l'Europe continentale entre la désagrégation de la féodalité et l'avènement de la civilisation industrielle.

La France a précédé les autres pays d'Europe dans la carrière.

Au XIX^e siècle, l'occasion fut manquée de rendre à un régime, monarchique ou républicain, la vertu suprême de la durée et du prestige (celui-ci inconcevable sans celle-là.) Tout au contraire, les Français répétèrent stérilement les batailles de la Révolution et de l'Empire et n'aboutirent à la République que par résignation. Ainsi, ils partagèrent avec les Allemands le malheur d'affronter les luttes du XX^e siècle sans institutions éprouvées par le temps et fortes de l'adhésion populaire.

Le poids des héritages

Dans tous les pays, les premiers partis de masses furent les partis socialistes. Les conservateurs recrutent leurs dirigeants parmi les privilégiés, qui doivent leur autorité à une position personnelle et n'ont pas besoin d'une "machine" pour

obtenir le suffrage des électeurs. En revanche, les non-privilégiés - ou ceux qui parlent en leur nom - s'adressent à des masses qu'ils veulent organiser en parti parce que l'organisation est pour les révolutionnaires la condition du succès électoral et de la puissance dans l'État.

En Grande-Bretagne, au XXe siècle, le parti conservateur a réussi à créer une "machine" plus efficace encore que celle de son rival travailliste. La Belgique, l'Allemagne ont aujourd'hui un grand parti démocrate-chrétien. Aucune des conditions favorables à ce regroupement des modérés - loi électorale, dualité du gouvernement et de l'opposition, influence de l'Église - n'existait en France. Bien plus, l'héritage des querelles anciennes prévient un tel regroupement. Un grand parti conservateur exigerait non pas seulement la discipline des troupes, mais un état-major où se mêleraient laïques et catholiques, bourgeois voltairiens et doctrinaires de l'ordre, les descendants des Chouans et les républicains intransigeants. Pour que ce mélange ne fût pas détonant, il faudrait que Paris eût acquis "la capacité d'oubli". En fait, chacun des épisodes de notre siècle tragique a suscité de nouvelles batailles qui ne se pardonnent ni ne s'oublient: l'affaire Dreyfus, Munich, l'Armistice, la Libération. Un régime parlementaire est l'organisation d'une rivalité pacifique en vue de l'exercice du pouvoir. Il est comparable à un jeu; chaque joueur se propose un objectif incompatible avec les désirs des autres. Le jeu est d'autant plus compliqué qu'il y a plus de joueurs (autrement dit de partis) et que chacun de ces joueurs collectifs est lui-même moins uni. La simplification extrême - peut-être à échéance dangereuse à force de rigueur - est celle de la Grande-Bretagne, où les joueurs sont pratiquement réduits à deux et où la carrière des honneurs, au sein de chaque parti, est réglementée assez strictement pour laisser peu de place à l'intrigue et aux cabales. Le jeu américain est réduit à deux joueurs; en revanche, le jeu à l'intérieur de chaque parti présente la même complexité que le jeu parlementaire français. Les joueurs sont multiples, mal définis; les coalitions sont changeantes, elles se nouent et se dénouent, chacun joue pour lui-même, quitte à enflammer l'opinion publique contre un rival. Aux États-Unis, la campagne pour obtenir la "nomination" par un parti est aussi peu édifiante que la campagne d'un homme politique français en vue d'obtenir la désignation par le président de la République ou l'investiture par l'Assemblée.

Que l'on imagine le Parlement américain fonctionnant comme les partis dans les mois qui précèdent la "nomination" des candidats: on obtiendrait probablement le même genre de parlementarisme qu'en France. Tout parlementarisme moderne comporte la combinaison de deux éléments:

organisation de masses et plébiscite. Ce dernier élément doit être d'autant plus fort que le premier est plus faible. Or, la Constitution présidentielle de 1848 aboutit au coup d'État de 1851. À tout projet de régime de type américain, on objecte le risque d'un conflit entre Parlement et président, qui frayerait la voie au despotisme. Mais le risque d'un Parlement incapable de fonctionner n'est-il pas autrement grand aujourd'hui?

Les conséquences de la structure du jeu sont aggravées par la conception, enracinée dans notre histoire, du rôle de l'Assemblée et de la situation des parlementaires. Il importe peu que l'on parle ou non de souveraineté parlementaire substituée à la souveraineté de la nation. Tous les cinq ans, le souverain choisit ses représentants. Peut-être ceux-ci ne sont-ils pas plus infidèles qu'ailleurs aux désirs de leurs électeurs, peut-être l'Assemblée n'exerce-t-elle pas effectivement plus d'autorité qu'ailleurs. Ce qui est particulier à la France, c'est la quasi-indépendance du jeu parlementaire par rapport aux votes des électeurs. Ces derniers expriment des préférences, qui ne changent probablement ni plus ni moins que dans les autres pays, mais ils ne peuvent prévoir les effets de leurs votes, soit que la loi électorale modifie arbitrairement les rapports de forces entre les groupes, soit que les renversements d'alliances, au cours d'une même législature, amènent tour à tour au gouvernement des majorités d'orientation opposée.

Que la même Assemblée comporte des majorités diverses n'est pas encore une singularité française. Le phénomène était fréquent en Grande-Bretagne au siècle dernier. Mais il risque de déconsidérer le régime, en réduisant la portée du geste électoral et en élargissant démesurément le rôle des députés. Ceux-ci, par une tradition qui remonte à la Constituante et à la Convention, ont tendance à confondre démocratie et toute-puissance de l'Assemblée élue. C'est à la Constituante et à la Convention que fut écrite l'histoire de la Révolution. C'est à la Convention, en des séances peut-être aussi dérisoires à observer de près que les séances de 1954, que Robespierre fut abattu, le jacobinisme refoulé. Les députés de la Révolution étaient aussi incapables d'ordonner leur jeu que ceux d'aujourd'hui. Ils avaient le sentiment d'incarner la nation elle-même et redoutaient le général qui finit par les mettre au pas. C'est de ce parlementarisme incohérent, de cette Assemblée unique, autant que des Assemblées oligarchiques de la Restauration, qu'est sorti le parlementarisme de la Troisième République. De la tradition révolutionnaire, nos Assemblées conservent le recrutement bourgeois et petit-bourgeois, la concurrence obscure des groupes et des hommes, le goût du vocabulaire idéologique.

L'enjeu, entre temps, s'est dégradé. La mise à mort de Robespierre n'est plus que le renversement du gouvernement de M. Mendès-France, et la victime redeviendra premier ministre quelques années plus tard. L'Assemblée d'aujourd'hui ne gouverne plus par ses comités: les tâches sont trop nombreuses, trop techniques, mais elle conserve à l'égard des ministères l'attitude soupçonneuse des délégués du peuple à l'égard des représentants de l'administration ou du pouvoir royal. L'Assemblée agit comme si elle se pensait tout à la fois souveraine, chambre des doléances contre une bureaucratie autoritaire, et organisme de gestion. Tantôt elle empiète sur les prérogatives du gouvernement, tantôt elle entre dans des détails qui ne devraient pas la concerner, tantôt elle méconnaît l'intérêt de la collectivité pour soutenir des intérêts particuliers.

Aboutissement d'une histoire où la tradition parlementaire aristocratique s'est malaisément réconciliée avec la tradition révolutionnaire, celle de l'idéologie jacobine, de la Convention? Ou bien expression amplifiée d'une crise, visible en tous les pays d'Occident, sauf peut-être en Grande-Bretagne, berceau du parlementarisme: l'inadaptation du régime parlementaire aux besoins d'une société industrielle?

(1) On dirait aujourd'hui paralysie démocratique et tyrannie totalitaire.

Crise ministérielle et crise économique

Le Figaro
31 mai 1957

La crise ministérielle n'aura, dans l'immédiat, aucune conséquence économique ou financière. Les parlementaires n'ignoraient pas, au moment du refus de confiance, que le gouvernement allait, d'ici peu, demander une tranche supplémentaire d'avances de la Banque à l'État. La crise a tout au plus avancé de quelques jours une décision inévitable.

Celle-ci, en elle-même, ne doit pas être prise au tragique. En 1953 le gouvernement dut recourir par deux fois aux avances de la Banque à l'État, en une période de stabilisation des prix et de ralentissement de la vitesse de circulation de la monnaie. Les circonstances sont autres aujourd'hui. Le déficit des comptes extérieurs, l'excès des dépenses publiques par rapport aux recettes sont, cette fois, à l'origine du recours à la Banque. Les avances de la Banque ne créent pas le danger, elles le révèlent. Elles ne justifient pas une soudaine émotion: elles confirment, une fois de plus, le devoir d'action.

À cet égard, conformément aux lois non écrites de la politique française, la crise ministérielle pourrait avoir quelque utilité. D'après les informations, le rapport de M. Pleven mettrait l'accent sur la gravité de la conjoncture et proposerait des mesures qui représentent un pas en avant par rapport à celles dont M. Ramadier se contentait.

Crise intérieure de trésorerie et crise extérieure de devises sont, de multiples manières, liées l'une à l'autre. Elles le sont mécaniquement pour ainsi dire. Pour régler leurs achats au dehors, les importateurs français sont amenés à prélever sur leurs comptes bancaires. Le dégonflement des réserves de devises du Fonds de stabilisation restreint automatiquement les disponibilités du marché monétaire. Les mesures timides prises contre l'inflation agissent dans le même sens.

Mais un lien économique s'ajoute au lien mécanique. C'est l'inflation intérieure, dont la cause principale est l'excès des dépenses sur les recettes publiques, qui est, pour une part, responsable du déficit des comptes extérieurs. C'est ce déficit, joint à l'inflation intérieure, qui a provoqué, par un choc en retour, la crise de trésorerie. Les avances de la Banque à l'État rendent évidente l'urgence d'agir simultanément contre l'inflation intérieure et la pénurie de devises.

Telle est, semble-t-il, la conclusion, au reste évidente, à laquelle est arrivé M. Pleven, qui paraît avoir eu le mérite d'insister sur l'insuffisance aussi bien des économies prévues que des impôts proposés. Chaque année, les dépenses de l'État augmentent plus vite que le produit national brut. Inévitablement, les lois sociales et la guerre d'Algérie, s'ajoutant à la progression régulière des charges budgétaires, ont élargi l'écart entre dépenses et recettes de l'État (vulgairement appelé impasse) au-delà du seuil inflationniste. L'accumulation à la Banque de France d'effets à moyen terme (plus de 500 milliards à la fin de 1956) pour le financement de la construction révèle un autre élément, à la longue dangereux, de la politique de ces dernières années.

Plus contestable, bien que peut-être inévitable, est la suggestion, prêtée à M. Pleven, d'une suspension temporaire de la libération des échanges. Cette suggestion ne me surprend pas. Elle est conforme à la logique (si l'on peut parler ainsi) de la politique adoptée depuis dix-huit mois. Puisque, sous prétexte de garantir l'expansion, les ministres et une fraction des grands fonctionnaires ont refusé les disciplines du marché, ils devaient s'acculer eux-mêmes aux méthodes pour lesquelles bien des fonctionnaires et la plupart des socialistes ont un faible: méthodes d'administration autoritaire. M. Pleven tire les conséquences de ce qui a été fait ou plutôt de ce qui n'a pas été fait, en évoquant la suspension temporaire de la libération des échanges.

Qu'on juge ou non inévitable cette mesure désespérée, l'essentiel n'est pas là. Il s'agit de mener une politique telle que cette suspension, que nos partenaires accepteront probablement sans trop de mauvaise grâce, soit effectivement temporaire. Le risque est que le provisoire dure, qu'une fois de plus, à la faveur d'une protection rigoureuse, nous nous installions dans l'artifice. Les partisans raisonnables du retour au contingentement des importations ne voient dans cette mesure qu'une étape. Grâce au contingentement, on procédera à la désinflation intérieure, à l'effort d'exportation, à la mise en ordre des prix, qui, de toute manière, s'imposent.

On se résignerait à cette étape si l'on était convaincu que nos gouvernants ne profiteront pas de la protection administrative pour éluder les réformes indispensables. Subventions à l'exportation et taxes à l'importation avaient été conçues également comme une étape vers un taux de change authentique. Ces expédients, créateurs de taux multiples du franc, sont devenus intouchables, ils ont été intégrés, par les présidents du Conseil successifs, à la définition du patriotisme français. M. Guy Mollet a même été plus loin en y voyant la pierre de

touche de l'intelligence.

La crise économique et les partis

Le Figaro
7 juin 1957

On aurait tort de prendre les conditions posées par un parti, pendant une crise ministérielle, pour l'équivalent d'un programme sincèrement conçu et destiné à l'application. Les exigences sont dictées par des considérations tactiques autant que doctrinales. Il serait dangereux, malgré tout, que l'opinion ou les élus eux-mêmes finissent par croire que certaines mesures sont spécifiquement socialistes et, à ce titre, selon les préférences, admirables ou haïssables.

Prenons le cas, à l'heure présente, le plus discuté: la décote sur stocks. On se demande pourquoi ce projet serait plus conforme à la doctrine socialiste qu'une élévation du taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ou une taxe sur la vente des biens de consommation durable.

Notre confrère *Le Populaire* a publié, mercredi, un article anonyme, contestable mais sérieux et solide, sur le projet fiscal, qui a été une des causes de la crise ministérielle. À l'argumentation selon laquelle, en l'absence de décote sur stocks, l'impôt frapperait les bénéfices illusoires résultant de la dévalorisation de la monnaie, notre confrère répond que ce même raisonnement pourrait être généralisé. Pourquoi ne tiendrait-on pas compte également de la hausse des prix pour l'établissement des forfaits des petites entreprises? Si les stocks ont été financés par du capital emprunté, l'entreprise remboursera les crédits en monnaie dépréciée et, profitant de la décote sur stocks, elle échappera elle-même aux conséquences de la dépréciation monétaire. Enfin, la rotation des stocks s'accomplit, la plupart du temps, en quelques mois. La décote irait au-delà de ce qu'exige le maintien des stocks au niveau normal en phase de hausse des prix.

Cette argumentation comporte une part de vérité. L'inflation frappe toujours certaines catégories sociales. Si tous les revenus étaient automatiquement revalorisés en fonction de la hausse des prix, celle-ci ne contribuerait d'aucune manière à rétablir l'équilibre entre demande et offre. Toute la question est donc de savoir si le privilège de réévaluation, qui, d'après tous les observateurs, est justifié pour les amortissements, l'est aussi pour les stocks.

Il ne l'est certainement pas avec la même évidence. Le renouvellement du capital machines prend des années, le renouvellement du capital stocks se fait sur une durée moins longue. Mais la vitesse de rotation est très variable selon les secteurs, comme est variable le pourcentage des stocks par rapport au chiffre

d'affaires total. Cette inégalité même constitue une des objections majeures contre l'imposition des milliards réservés au titre de la décote sur stocks.

Secteurs industriels, entreprises risquent d'être très inégalement atteints sans que les disparités répondent à l'intention du législateur ou à l'intérêt collectif. Quel effet aurait cet impôt, dont le taux avait été réduit de moitié au cours des négociations qui précédèrent le vote. Mettrait-il en difficulté les entreprises déjà atteintes par le blocage des prix? Freinerait-il les investissements? À aucune de ces questions, il n'est facile de répondre catégoriquement. Mais cette incertitude même rendrait absurde la transfiguration d'une controverse technique en un débat idéologique.

Je crois personnellement qu'une taxe sur les produits industriels de consommation durable, une élévation du taux de la TVA ou de l'impôt sur les bénéfices des sociétés est préférable à l'imposition de la décote sur stocks. Cette imposition soulevait une opposition violente de certaines industries, sans que les avantages de la mesure fussent à la mesure des inconvénients et des injustices qu'elle comportait probablement. Il serait fâcheux, dans la conjoncture présente, de voir dans cette mesure le centre du problème.

Il est à la fois frappant et consternant de constater que les partis, en des joutes byzantines, se conduisent comme si la France disposait de temps et de réserves. Tous les experts, de droite et de gauche, savent que les projets de M. Guy Mollet étaient au-dessous des nécessités actuelles. N'importe quel gouvernement demain sera obligé d'aller au-delà de ce qui a été refusé hier. Les indépendants ne défendent pas la thèse favorite de tel de nos confrères: pas d'impôts nouveaux. Les socialistes seront contraints non pas de renoncer à toutes les lois sociales (il en est qui ne coûtent rien), mais de mettre un terme au gonflement indéfini des dépenses publiques.

Il est normal, inévitable, que socialistes et indépendants n'envisagent pas les mêmes mesures pour conjurer la crise. Les uns et les autres se font des singulières illusions s'ils s'imaginent qu'ils pourront se contenter des seules mesures conformes à leur métaphysique. Et l'on ne voit pas pourquoi cent députés d'une majorité qui doit en compter quatre cents, et réserveraient le droit exclusif du choix.

Raymond Aron psychanalyse la droite...

Entreprise
15 juin 1957

Dans son dernier livre, «Espoir et peur du siècle», Raymond Aron analyse la pensée de la droite comme il avait analysé celle de la gauche dans «L'Opium des intellectuels». Parlant en son nom propre, Raymond Aron commente son ouvrage pour les lecteurs d'Entreprise. Hanté par l'idée d'un grand parti conservateur français analogue au parti anglais, il espère amener les hommes susceptibles d'en constituer les cadres à changer leur façon de penser et d'agir.

Voulez-vous nous dire comment vous avez été amené à écrire votre livre?

Raymond Aron. – J'ai essayé d'analyser la pensée de droite par rapport aux problèmes posés par notre temps, comme j'avais analysé la pensée de gauche. Dans les deux cas, mon intention était de dissiper les illusions et de démasquer les mythes qui empêchent de voir les problèmes tels qu'ils sont.

Accidentellement, j'ai été amené à écrire le deuxième essai du livre: «L'auto-critique française, il y a un siècle et aujourd'hui», et, en développant cette étude: «Ce que les Français disaient de la France il y a un siècle, ce qu'ils en disent aujourd'hui», j'ai découvert que le problème réel qui était posé à notre pays, au fond, semblable à celui qui était posé à la pensée de droite, à savoir reconnaître le monde tel qu'il est, s'y adapter, cesser d'être anachronique, et trouver sa vocation dans une conjoncture que nous n'avons pas choisie et que nous ne pouvons pas choisir.

En particulier, je n'ai pas pu ne pas étudier ligne par ligne la fin du livre de Prévost-Paradol, «La France nouvelle» (1868), où le célèbre journaliste rêve de l'empire français d'Afrique, alors qu'un siècle après ce qui bouche l'avenir de la France est l'affaire d'Algérie.

Quant au troisième essai, il m'a été, lui aussi, suggéré par des circonstances accidentelles un article qui m'avait été demandé par le «Bulletin of Atomic Scientists» sur les perspectives de la guerre dans le siècle de l'atome. J'ai découvert que ce troisième problème rejoignait les deux précédents; que deviennent les rivalités entre nations à une époque où l'emploi des armes disponibles signifie pour tous les belligérants le suicide commun?

Si vous voulez, le lien entre les trois parties de mon livre est le suivant: l'essai sur le conservatisme montre le bouleversement des problèmes traditionnels de

l'égalité, de l'inégalité, de la propriété et de la tradition ne fonction des changements techniques; le deuxième montre ce que la France doit faire pour être de son temps; et le troisième montre que les conceptions de la technique comportent par elles-mêmes un danger démesuré qui est l'auto-destruction de l'humanité. Trois essais sur le même sujet: la civilisation technique.

Dans la première partie, vous semblez dire à la droite: «Vous auriez une carte à jouer si vous saviez vous débarrasser de vos complexes.» Est-ce bien cela que vous voulez suggérer?

Raymond Aron. – C'est exactement ce que je pense. Prenons l'idée simple et la plus grossière: la société d'ancien régime était une société à plus de 85% composée de paysans. La société française actuelle est une société où le pourcentage de la population qui travaille dans l'agriculture est tombé au-dessous de 30% et, d'ici quinze ans, le pourcentage de la population qui travaille dans l'agriculture diminuera encore.

La France d'aujourd'hui n'a rien de commun, ni par sa structure sociale, ni dans le système de valeurs impliqué par la structure sociale, avec la France d'ancien régime.

Si l'on continue à penser que l'industrie est un mal en soi, que l'urbanisation est une catastrophe, on n'a plus rien à dire ni à faire dans le monde tel qu'il est. En revanche, si on accepte ce qui est inévitable, à savoir la civilisation industrielle, les progrès économiques, il reste à défendre ce qu'il y a d'authentique dans les valeurs de tradition ou dans les valeurs spirituelles.

La vraie droite d'aujourd'hui est une droite qui est tout aussi favorable au progrès économique que la gauche, mais qui essaye d'éviter les maux possibles de la civilisation industrielle, qui sont: la prolétarianisation, la rupture de continuité historique, le mépris des valeurs de contemplation ou des valeurs religieuses.

«Faible cœur celui qui regretterait le monde clos»

La position que vous adoptez vis-à-vis du problème algérien ne risque-t-elle pas d'empêcher toute une partie de la droite d'accepter dans votre livre ce que par ailleurs elle y trouverait de valable?

Raymond Aron. – Premier point, je ne suis pas anti-colonialiste par principe. À mon sens, le bilan de ce qu'a apporté la colonisation européenne ne peut pas être fait aujourd'hui de manière objective. Il est parfaitement possible qu'avec le recul on trouvera que le bien l'a emporté sur le mal.

Deuxième point: je pense que c'est un grand malheur pour les pays d'Afrique

du Nord et pour la France que la transformation du régime français se soit faite avec soudaineté et brutalité. Il aurait été dans l'intérêt de la Tunisie et du Maroc que l'indépendance s'accomplisse non pas en dix mois ou en dix jours, mais en dix ans. Quand ils parlent en privé, il ne manque pas de nationalistes tunisiens et marocains pour reconnaître qu'il aurait mieux valu faire progressivement l'expérience de l'indépendance à «l'anglaise».

Cela dit, la donnée fondamentale de la situation me semble être la suivante: la puissance coloniale est désormais responsable du bien-être des colonies. La mise en valeur d'un territoire colonial, l'élévation du niveau de vie des populations représentent une charge économique pour la Métropole, qui, dans la majorité des cas, sauf ressources exceptionnelles comme les richesses pétrolières, est supérieure aux avantages économiques.

En second lieu, les mêmes lois sont strictement inapplicables à un pays économiquement développé et à un pays économiquement sous-développé. Vous ne pouvez pas avoir la même législation sociale en France et en Algérie. Vous ne pouvez pas avoir les mêmes allocations familiales dans un pays qui souffre de dénatalité comme la France et dans un pays qui est écrasé par l'excès de la natalité comme l'Allemagne. Toute prétention à une politique d'intégration se heurte à l'incompatibilité radicale des lois adaptées au cas français et des lois adaptées au cas algérien.

En troisième lieu, un certain nombre de mesures, indispensables dans les pays pauvres et surpeuplés comme l'Algérie, ne peuvent être prises que par un gouvernement national. Des mesures contre la vieille législation islamique, par exemple, ou pour réduire la natalité seraient considérées comme scandaleuses si elles étaient le fait d'un gouvernement français. Elles seront prises immédiatement par une administration nationale.

M. Bourguiba a pu interdire la polygamie alors qu'aucun gouvernement français n'aurait pu le faire.

Il me semble qu'il faut reconnaître ces faits fondamentaux. En partant d'eux, on ne peut pas ne pas reconnaître qu'une partie du peuplement français d'Afrique du Nord sera amenée à revenir en France. Dans les pays qui souffrent d'un excès de population, tous les petits fonctionnaires seront bientôt Tunisiens, Marocains, Algériens, même si dans ce dernier cas la France conserve la souveraineté intégrale sur l'Algérie.

Vouloir maintenir une conception «coloniale» sur l'Algérie est une position périmée. Par contre, nous devrions essayer de résoudre le vrai problème du jour:

comment mettre en accord les intérêts économiques que nous pouvons avoir au Sahara, la solidarité nationale que nous devons manifester à l'égard des Français d'Algérie et, d'autre part, la revendication d'une fraction des Algériens de se gouverner eux-mêmes.

Je n'ai pas, plus qu'un autre, une solution miraculeuse à proposer susceptible de mettre en accord ces trois exigences, mais je suis convaincu qu'en refusant systématiquement de reconnaître la troisième exigence, c'est-à-dire que les Algériens veulent se gouverner eux-mêmes, nous conduit à une impasse.

On ne pourra pas indéfiniment avoir comme principe que l'Algérie est composée de départements français. Ce n'est pas possible économiquement. Ce n'est pas possible socialement. Cela se heurte à une revendication d'auto-gouvernement que nous n'avons aucun principe au nom duquel rejeter.

Conclusion? Croire que la France perd l'Algérie si l'Algérie se transforme progressivement dans son statut politique, c'est une façon de penser XIXe siècle. La France ne perd pas ses intérêts essentiels, ni en Tunisie, ni au Maroc, si elle établit avec ces États indépendants des relations économiques et culturelles étroites.

Tout ce que je dis, c'est qu'il est de notre intérêt comme de l'intérêt des pays d'Afrique du Nord de faciliter la transition. J'ai eu peur que la politique que nous suivons en Algérie conduise à une impasse sur place et aggrave les perspectives d'évolution de la Tunisie et du Maroc.

Dire cela, à mon avis, ce n'est pas être de gauche, ce n'est pas être de droite. C'est accepter simplement le monde dans lequel nous vivons.

Il semble bien qu'une telle analyse du drame algérien aille contre un sentiment largement répandu dans l'opinion publique.

Raymond Aron. – Les Français vivent actuellement une sorte de rêve éveillé! Ils vont se réveiller dès qu'ils seront en plein dans la crise des finances extérieures; ils découvriront ce que coûtent des entreprises téméraires ou sans fondement comme l'expédition de Suez, ce que représente à la longue comme perte de richesse, et plus encore de prestige moral dans le monde, la continuation de la guerre d'Algérie sans aucun programme politique.

Je reconnais avec vous qu'il existe une sorte de sursaut national dans le cas de l'Algérie. La tragédie est que c'est un sursaut purement instinctif, sans lien avec les problèmes fondamentaux, qui vous pousse à agir d'une manière qui consterne tous nos amis à travers le monde, car c'est une politique qui ne mène à rien.

Il y a 9 millions d'Algériens, il y en aura 15 millions dans une douzaine d'années. Vous pouvez laisser indéfiniment 400.000 hommes de troupes en Algérie, et vous resterez peut-être en Algérie, mais entre temps le Maroc et la Tunisie sombreront dans le chaos. Or on n'assure pas la cohabitation de deux communautés par le maintien indéfini d'une grande armée sur un territoire.

Nous sommes en plein dans ce que je considère comme une tragédie, et c'est la raison pour laquelle j'ai dit tout haut dans mon livre ce que beaucoup de Français de droite et de gauche pensent tout bas.

Je suis convaincu que la France est dans une période de redressement, de regain de vitalité, absolument étonnante. Simultanément, la France se trouve obligée de faire, par suite de circonstances indépendantes de sa volonté, des retraits historiques.

C'est le contraste entre la nécessité de ce qui paraît une retraite historique et la vitalité française qui explique la conduite aberrante des Français, car ils se sont laissé convaincre que la transformation de statut de l'Afrique du Nord représente un désastre historique comparable au traité de Paris de 1763, alors que c'est fondamentalement différent.

Il s'agit d'une transformation imposée par l'Histoire, qui, si elle avait été organisée et faite avec des transitions, aurait été une victoire. C'eût été une victoire sur les passions, une victoire sur les préjugés, une victoire sur la tradition, c'eût été une création historique.

Le vrai point pour l'avenir de la France est le fait que les Français vivent au XXe siècle et pensent souvent au XIXe ou au XVIIIe siècle, et que, pensant selon des catégories anciennes, ils s'obstinent à considérer comme un désastre ce qui est une transformation à la fois nécessaire et souhaitable. L'explication de ce fait est que les gens n'ont pas compris l'originalité radicale d'un monde où l'indéfini est créé par la technique et n'a pas besoin de sa traduction spatiale.

L'indéfini, ce n'est pas le Sahara, c'est la science et la technique. Nous cherchons une possibilité d'expansion à tous les coins du monde, et je ne dis pas qu'il n'y a pas des avantages et de la grandeur à chercher l'expansion dans l'espace, mais il n'y a plus besoin de cet espace pour trouver l'expansion.

L'indéfini est sur le territoire de France. Le pétrole est au Sahara, mais il est aussi en Aquitaine. Alors pourquoi continuer à penser à la façon paysanne et glorieuse du passé?

Dans la troisième partie de votre ouvrage, votre propos, nous avez-vous dit,

est également de montrer les données réelles imposées par le XXe siècle et ses techniques. Vous suggérez sans doute que notre façon de concevoir l'armée doit être révisée en conséquence.

Raymond Aron. – Oui, seulement la transformation n'est pas possible avant la fin de la guerre d'Algérie, car, si on est obligé de conserver une grande armée en Algérie, on est obligé aussi d'avoir un minimum de divisions dites classiques ou conventionnelles, en Europe continentale dans le cadre de l'O.T.A.N. Si vous consacrez des sommes considérables, d'une part, à l'Algérie et, d'autre part, aux divisions classiques en Europe, il ne restera pas grand-chose pour les armes dites modernes.

De plus, étant donné la politique mondiale, la défense nationale ne peut plus être conçue comme isolée. Ce n'est pas à la France seule, c'est à l'ensemble de l'Alliance atlantique que le problème de la défense se pose.

Alors, là, nous arrivons au problème que j'ai longuement discuté dans le troisième essai, celui auquel personnellement je tiens le plus, qui est la transformation de la diplomatie mondiale en fonction d'un fait vraiment révolutionnaire et bouleversant. Pour la première fois dans l'Histoire, les hommes préparent la guerre qu'ils ne veulent pas livrer.

Pendant combien de temps est-il possible de préparer une guerre que l'on ne veut pas livrer? Dans quel cas peut-on utiliser la menace d'une guerre-suicide pour assurer la paix? Jusqu'à quel point faut-il tenir compte de la possibilité de «petites guerres»?

Ce sont là des problèmes absolument nouveaux dans l'histoire de l'humanité, et sur lesquels on a malheureusement fort peu réfléchi jusqu'à présent, pour une bonne raison: c'est que l'esprit s'arrête, interdit, devant les perspectives qu'ouvre dans l'histoire des relations internationales la mise au point des armes dites de destruction massive.

Contrairement, d'ailleurs, à ce que l'on croit couramment, les peuples ne se laissent pas gouverner par les armes atomiques. Ce n'est pas par les armes atomiques que les Russes gouvernent l'Europe de l'Est. Ce n'est pas par les armes atomiques que les Américains peuvent contrôler le monde «libre».

Pratiquement, les Russes n'ont jamais menacé de gouverner et de réduire les peuples en servitude avec la menace de l'arme atomique. L'arme atomique est, au fond, pour l'instant, et pendant une phase peut-être prolongée, le moyen d'éliminer la guerre de certaines régions du monde. C'est par là même une manière d'obliger les peuples à rivaliser par la politique et non par les moyens de

force. L'existence de la «menace atomique» n'aboutit pas donc pas à des conclusions totalement pessimistes et négatives.

On s'oriente maintenant vers un élargissement du club des puissances atomiques. Si un jour les pays possédant la bombe étaient beaucoup plus nombreux, le danger de conflagration mondiale ne deviendrait-il pas considérable?

Raymond Aron. – En théorie, le danger serait d'autant plus grand que le nombre de ceux qui posséderaient ces armes serait plus grand. Quand deux pays seulement possèdent ces armes, deux très conscients de ce qu'impliquerait la guerre, le risque est faible.

Le «club atomique» va-t-il s'élargir? C'est, au fond, la grande question actuellement discutée à l'intérieur de l'Alliance atlantique. Les États-Unis sont manifestement partisans que les États européens ne construisent pas de bombes atomiques, mais ils savent aussi qu'il devient de plus en plus difficile à un État de protéger un autre État par la menace atomique, car cela consiste à menacer l'adversaire éventuel d'un suicide commun.

Je veux dire qu'il sera de plus en plus difficile de faire croire aux Russes que les Américains préféreront faire sauter toutes leurs villes plutôt que de laisser Berlin-Ouest conquis par les armées soviétiques.

D'où la politique des Américains qui consiste à disperser les armes atomiques parmi leurs Alliés, tout en gardant le contrôle de ces armes.

Je ne sais pas si cette solution transitoire est de nature à durer très longtemps. J'ajoute d'ailleurs que, tant que les possesseurs d'armes atomiques seront des États industriels, il y a tout de même une bonne chance qu'ils restent conscients. Le danger serait que ces armes monstrueuses fussent à la disposition de gouvernants non rationnels.

Or la civilisation industrielle tend à rationaliser les gouvernants. Celui qui a la responsabilité de faire vivre des dizaines de millions de gens dans les villes sait bien ce que signifierait la destruction des villes par des bombes. En revanche, celui qui gouverne un pays arriéré risque de méconnaître la signification de ces armes...

Ce n'est pas une situation rassurante qu'une humanité capable de se faire sauter elle-même.

La Ve République ou l'Empire parlementaire

Preuves
novembre 1958

Au début de l'année 1958, un collaborateur du *Monde* avait écrit (je cite de mémoire): la question n'est plus de savoir *si* le général de Gaulle reviendra au pouvoir, mais *quand*. L'article avait frappé sans surprendre. Quelques lecteurs avaient été tentés de retourner la formule. Si le général de Gaulle devait revenir au pouvoir, l'événement ne pouvait être que prochain: la crise nationale créée par la guerre d'Algérie et la composition de l'Assemblée offraient à l'ancien chef de la France Libre, à l'ancien président du R.P.F., l'occasion unique. Une fois la paix rétablie en Algérie, la France n'aurait plus à résoudre de problèmes dont la difficulté dépasserait les capacités du régime. Mais le régime pouvait résoudre le problème d'Algérie. Le recours à de Gaulle était probable, bien que les Républicains sociaux (ex-R.P.F.) ne fussent pas moins discrédités que les autres partis, et que l'on n'observât presque aucun signe soit de révolte contre les institutions, soit d'enthousiasme pour le Libérateur.

Le général de Gaulle avait quitté le pouvoir volontairement au début de l'année 1946 non pour dire adieu à la politique mais dans la conviction que les parlementaires devraient bientôt faire appel à lui. L'histoire lui fit attendre douze ans l'accomplissement de ses prévisions.

Entre-temps, il avait multiplié les erreurs tactiques. Au moment où le premier projet de Constitution fut soumis au pays, il resta silencieux. Il prit position contre le deuxième projet à un moment où le M.R.P. était déjà engagé. Une fois la Constitution approuvée, il tenta d'obtenir la réforme des institutions en créant un parti "révisionniste", en d'autres termes, un parti dont le programme était centré sur le thème de la réforme constitutionnelle. Après des succès électoraux d'abord éclatants, le R.P.F. se présenta seul aux élections de 1951 contre les partis apparentés. Avec 20% des voix dans le pays et 130 députés au Palais-Bourbon, le R.P.F. pouvait exercer une influence mais non contraindre le "système" à capituler. Si le général de Gaulle avait lui-même dirigé son groupe, peut-être celui-ci aurait-il maintenu sa cohérence et dominé la législature. Il eût fallu que le général de Gaulle consentît à jouer le jeu parlementaire, qu'il devînt chef de parti et renonçât au personnage de héros national. Il en décida autrement et, en 1958, les événements lui ont donné raison. Mais en même temps ils ont donné tort à celui qui constitua le R.P.F. et descendit dans l'arène électorale. Nul

ne peut être à la fois président d'un rassemblement et au-dessus des querelles. L'échec du R.P.F. était inscrit dans cette contradiction fondamentale.

La contradiction était aussi entre les pouvoirs qu'une démocratie parlementaire peut donner à un homme et le pouvoir auquel le général de Gaulle aspirait. Pouvoir selon la formule de Maurras, absolu et limité. Pouvoir de dire "oui" ou "non", de trancher dans les cas douteux, de prendre les décisions qui commandent le sort de la nation. Cette autorité monarchique n'est incompatible ni avec le fonctionnement constitutionnel de l'État, ni avec la légitimité démocratique, ni avec la libre expression des intérêts et des opinions. À la limite, on pourrait dire que Léon Blum lui-même, évoquant dans la réforme gouvernementale le monarque temporaire que devait être le Premier ministre, n'était pas loin d'une telle conception. La différence - mais elle est considérable - c'est que Léon Blum prêtait ce rôle monarchique au président du Conseil des ministres et que le général de Gaulle le réserve au président de la République. Dans un cas, le monarque temporaire est chef d'un parti, comme en Grande-Bretagne, ou d'une coalition de partis; dans l'autre, il se situe au-dessus des partis.

En démocratie parlementaire, un monarque temporaire qui n'émane pas des partis est normalement impossible. Il faut une catastrophe nationale ou, du moins, une conscience de catastrophe, pour que les partis et l'Assemblée abdiquent devant un homme. Il en fut ainsi en mai-juin 1958. Quatre mois après, la Constitution proposée au peuple de France fut ratifiée par 80% des électeurs métropolitains. Le général de Gaulle obtenait la confirmation triomphale du pouvoir qu'il jugeait nécessaire au salut du pays. Il était à la fois le *dictateur* auquel la république romaine confia plusieurs fois son sort, et le *législateur* dont les auteurs grecs ont rêvé. La Constitution de la Ve République est l'œuvre de Charles de Gaulle législateur. Le soin de trouver une issue hors de l'impasse algérienne appartient à Charles de Gaulle dictateur.

La situation bonapartiste

Seuls les observateurs sans souvenirs historiques s'étonneront du "oui" résolu de 80% des Français. Qu'on m'entende bien: je n'avais pas plus prévu que les préfets, les ministres ou le chef du gouvernement lui-même ce pourcentage des "oui". Après coup, les résultats me paraissent intelligibles en fonction de la conjoncture et du tempérament politique des Français.

L'état actuel de la France présente tous les traits par lesquels on peut caractériser la conjoncture bonapartiste. Les trois traits principaux sont: un

climat de crise nationale, le discrédit du Parlement et des parlementaires, la popularité d'un homme. La crise nationale peut être créée par les conflits sociaux comme il y a un siècle, après la révolution de 1848 et les journées de juin, par la défaite militaire comme ce fut le cas en 1940, par la "perte de l'Empire" comme en 1958. Le discrédit du Parlement résultait, au temps de Louis-Napoléon, des mesures prises par l'Assemblée contre la presse, contre le suffrage universel, aujourd'hui de l'instabilité ministérielle et du spectacle tour à tour odieux ou ridicule offert par les délices et les poisons du système. Quant à l'homme autour duquel se cristallisent les émotions populaires, il est choisi par les circonstances autant que par son génie. Louis-Napoléon passait pour ridiculisé par ses équipées antérieures de Boulogne et de Strasbourg; son nom suffit à lui assurer le ralliement du parti de l'ordre, monarchiste en majorité, et des paysans acquis à l'héritier du grand Empereur. Le maréchal Pétain aurait probablement obtenu, dans l'été de 1940, une énorme majorité de suffrages. Le général de Gaulle n'avait pas de rival en juin 1958 pour le rôle du sauveur légal.

Peut-être les conspirateurs d'Alger avaient-ils songé à Jacques Soustelle ou à Georges Bidault, à un gouvernement de salut public plutôt qu'à l'ancien chef de la France combattante, que les libéraux de *L'Express* et M. Habib Bourguiba appelaient de leurs vœux. Mais Jacques Soustelle et Georges Bidault étaient condamnés à choisir entre une combinaison parlementaire, qui n'aurait eu de majorité qu'avec la menace des parachutistes, et un coup d'État qui risquait de mettre le feu aux poudres. Ni l'un ni l'autre ne pouvait être le chef charismatique acclamé tout à la fois par la gauche et par la droite, par les ultras et par les libéraux, par les Français d'Algérie et même par des Musulmans.

Le bénéficiaire de la conjoncture bonapartiste, qu'il s'appelle Louis-Napoléon, Boulanger, Pétain ou de Gaulle, qu'il soit un aventurier, un velléitaire, un vieillard ou un authentique grand homme, doit présenter une vertu propre: transcender les querelles françaises, être à la fois de droite et de gauche, unir la France d'avant à celle d'après 1789. Les Bonaparte sont et veulent être par essence des monarques issus de la révolution. Contre l'Assemblée bourgeoise, monarchiste, qui enlevait le droit de vote à des millions de Français, Louis-Napoléon incarnait la démocratie "dont la nature est de se personnifier dans un homme". Le général Boulanger avait d'abord été le protégé de Clemenceau et des radicaux; le maréchal Pétain avait été appelé, par Léon Blum, le plus humain de nos grands chefs militaires. Au reste, général ou maréchal, le chef de guerre n'appartient ni à la bourgeoisie ni au prolétariat mais à la nation tout entière au combat.

Le général de Gaulle, par son milieu d'origine, par sa formation intellectuelle, vient de la droite, mais il n'a cessé, depuis 1940, de se réclamer de la République, et il est évidemment convaincu - quelles que puissent être ses préférences intimes - que seul, en notre siècle, le suffrage universel confère la légitimité au gouvernants, que la liberté d'élection exige des partis multiples et le régime constitutionnel une Assemblée qui légifère et contrôle les ministres. "L'homme providentiel dans les mains duquel les destinées du pays sont remises" (pour citer un texte de Louis-Napoléon datant de 1847), bien loin de songer à une aventure personnelle, nourrit l'ambition de donner à la France des institutions enfin durables. Du même coup, nous apercevons la singularité de l'expérience.

Ce n'est pas la première fois que les Français cèdent à la tentation de transférer à un homme, et à un homme seul, les responsabilités qu'ils ne peuvent plus assumer eux-mêmes et que leurs députés paraissent incapables de porter. Les députés, en juillet 1940, au fond d'eux-mêmes, ne répugnaient pas à accorder les pleins pouvoirs au maréchal Pétain; comme en juin 1958, ils se sont résignés à les accorder au général de Gaulle. La menace des "divisions de Weygand" il y a dix-huit ans, celle des parachutistes il y a quatre mois, fournissaient un alibi aux parlementaires plus qu'elles ne contraignaient leur volonté.

Quel que soit le jugement que l'on porte sur la IIIe ou la IVe République, celle-là ne pouvait fonctionner sous l'Occupation, et celle-ci ne pouvait ni poursuivre ni arrêter la guerre d'Algérie.

Le recours à un "dictateur", au sens romain du terme, le désir, en période de crise, d'obéir à un pouvoir incarné dans un homme, ne sont pas, en eux-mêmes, phénomènes pathologiques. Clemenceau en 1917, Poincaré en 1926, Churchill en 1940, furent des chefs acclamés, bien qu'ils n'aient pas eu à briser le cadre parlementaire. Le cas français présente deux particularités: le souvenir de Napoléon, au siècle dernier, donnait le choix non entre deux mais entre trois régimes: à l'alternative de la monarchie et de la république s'ajoutait la monarchie révolutionnaire ou l'empire républicain, que symbolisaient les deux formules inscrites sur nos monnaies: République française, Napoléon Empereur. En dehors même du bonapartisme avoué, tous ceux qui ont vocation ou destin de chef charismatique se sont toujours donnés pour objectif une nouvelle Constitution. Le maréchal Pétain aurait rédigé - si les circonstances le lui avaient permis - une Constitution, et celle-ci n'aurait peut-être pas été très différente de celle que le pays vient de ratifier. Le général a fait approuver par 80% des

Français une Constitution conforme à ses propres préférences, dès longtemps connues.

Les commentateurs aimeraient savoir ce qu'il entre, dans le vote du peuple français, d'hostilité à la IV^e République, de confiance dans le général de Gaulle et d'espoir dans l'avenir. Par définition, un référendum ne permet pas de répondre à ces questions. Quelques faits seulement sont indiscutables, qui d'ailleurs posent des questions nouvelles.

Les hommes politiques qui ont pris position en faveur du "non", manifestement n'ont pas déplacé beaucoup de voix: ni M. Daladier à Avignon, ni M. Mendès-France à Louviers n'ont entraîné derrière eux la masse de ceux qui, d'ordinaire, les suivent. Les critiques ou les doutes de la classe intellectuelle, les motions des syndicats d'instituteurs ou de professeurs n'ont eu aucune influence sur les simples citoyens. Les cadres politiques de la nation, au moins pour l'instant, ont perdu l'audience des électeurs.

On objectera que ce référendum était truqué en ce sens qu'il était un plébiscite en même temps qu'un référendum, qu'il posait des questions différentes à Dakar et à Paris, et enfin qu'à Paris il posait des questions multiples auxquelles il fallait répondre par un seul mot. Il est vrai qu'on a voté pour ou contre le général de Gaulle plutôt que pour ou contre la Constitution, pour ou contre la Communauté. Mais les raisons d'hostilité auraient pu être multipliées par la diversité des questions: tel qui approuvait le renforcement de l'exécutif aurait pu être heurté par le droit permanent de sécession reconnu aux territoires d'Afrique. En fait, chacun a trouvé, dans l'ensemble qui lui était offert, des éléments qui l'ont incité à dire "oui".

Au-delà du "non" à la IV^e République et du "oui" au général de Gaulle, il y avait un "oui" irrésistible à la réalité. À moins d'accepter un gouvernement de Front populaire, une majorité de "non" aurait débouché sur une crise inextricable. Non qu'un coup d'État militaire ou un débarquement de parachutistes fût réellement à craindre, mais un gouvernement non gaulliste et non allié aux communistes était proprement inconcevable. M. Mendès-France reprochait au général de Gaulle de n'avoir pas mis fin à la guerre d'Algérie en trois mois, mais les gouvernements de la IV^e République n'y avaient pas mis fin en trois ans. Même le partisan d'un accord avec le F.L.N. avait de sérieux motifs de préférer le général de Gaulle à M. Mendès-France, parce que le premier offrait plus de chances que le deuxième d'une paix par négociation. Peut-être y avait-il peu de chance avec celui-là, il n'y en avait aucune avec celui-ci.

Le "non" ne pouvait avoir que trois sens, lointains ou subtils: ou bien prendre position pour ce qui viendrait après la Ve République, ou bien réduire la majorité inévitable et prévisible des "oui", ou bien obéir à sa conscience sans souci des conséquences. Le "non" pour après-demain est réservé aux professionnels de la politique, le "non" du calcul des pourcentages rebute légitimement le citoyen. Le "non" de ce que Max Weber appelait le *Gesinnungsethik* ne pouvait satisfaire les masses qui voulaient espérer et non désespérer.

Manifestement, le "oui" exprime un espoir. La meilleure preuve en est la désertion d'une fraction - au moins un quart, probablement plus - des électeurs qui avaient voté pour le parti communiste en janvier 1956. Par les sondages, on n'ignorait pas que les cinq millions et demi d'électeurs communistes n'étaient pas tous gagnés à la vision du monde de Staline et de Khrouchtchev. Quel que fût le mobile de leur vote - sentiment d'injustice, protestation contre le réel, dégoût de la "décadence" nationale, tradition d'hostilité à l'État - les progrès économiques de ces dernières années n'avaient pas modifié leur conduite électorale. L'accession au pouvoir du général de Gaulle a ébranlé leur opposition. Le chef charismatique a sur les masses ouvrières un ascendant que n'aura jamais le parlementaire. C'est par les mots d'ordre nationalistes, par l'espérance de grandeur collective que l'on peut au moins provisoirement ramener les "séparatistes" à la patrie.

Maladie imaginaire?

Il est difficile d'établir aujourd'hui un bilan objectif et honnête de la IVe République. L'unanimité contre le "régime aboli" ressemble à celle que l'on observait en 1940 contre la IIIe. Cette sévérité qui ne va pas sans injustices traduit au moins un sentiment sain: les Français en avaient assez d'être, par leur instabilité ministérielle, la risée du monde. Quelles qu'aient été les conséquences de cette instabilité, même si celles-ci étaient moindres qu'on ne le pense d'ordinaire, la fréquence des crises ministérielles discréditait le régime aux yeux des Français et des étrangers. À la longue, un pays ne peut obéir à ceux qu'il méprise.

Cela dit, bon nombre de Français, même réfléchis, attribuent en bloc au régime ce qu'ils déplorent dans le passé sans lui reconnaître le mérite de ce qui a été fait de 1945 à 1958. La IVe République a "perdu" l'Indochine, la Tunisie, le Maroc, mais l'erreur a-t-elle été de se battre pour les garder ou de ne pas consentir à une retraite de style britannique? En majorité, les hommes du 13 mai et les fondateurs de la Ve République souscrivent au premier terme de

l'alternative. Je crois le deuxième vrai. Certes, nous pourrions trouver un accord apparent dans une formule intermédiaire: les gouvernements de la IV^e République n'étaient pas assez forts pour imposer des réformes contre la volonté des porte-parole des Français établis sur place. L'opinion métropolitaine était divisée: le maintien de l'Empire fut présenté comme la continuation de la Résistance. En Indochine, l'ennemi était communiste; en Afrique du Nord, la France défendait sa dernière chance de puissance.

M. Georges Bidault, dont les contacts avec la réalité, toujours intermittents, sont devenus de plus en plus rares, continue, impavide, de plaider en faveur de la politique qui a partout échoué; il n'a pas de peine à montrer les inconvénients de l'indépendance tunisienne ou marocaine, il oublie l'impossibilité du maintien par la force. Le mouvement vers l'indépendance des peuples d'Asie et d'Afrique pouvait-il s'arrêter ou être arrêté aux frontières de l'Empire français? L'unanimité contre la IV^e République dissimule un débat encore ouvert: qui avait raison de ceux qui refusaient ou de ceux qui acceptaient le dialogue avec les nationalistes en Indochine, en Tunisie et au Maroc? Qu'un autre régime eût été plus capable de mener à bien, par transition et sans violence, l'évolution des protectorats et colonies vers l'indépendance, j'y consens. Mais est-ce le "système" ou les ultras, fondateurs de la V^e République, qui ont empêché cette politique évolutive, prolongé le *statu quo* qui préparait l'effondrement?

Cette interrogation est décisive, car l'échec majeur de la IV^e République, c'est "la perte de l'Empire". Pour le reste, le bilan est honorable. Dans la diplomatie, les grandes décisions furent justes: Alliance atlantique, réconciliation avec l'Allemagne, organisation européenne. On peut dire que la diplomatie d'après-guerre était imposée par les circonstances plutôt qu'objet d'un libre choix. On peut dire que l'action fût confuse, incertaine, souvent paralysée, je n'y contredirai pas. Mais à moins de confier à un homme les destinées de la République ou de manipuler les élections au point que l'Assemblée ne reflète pas la nation, comment les gouvernants marqueraient-ils une résolution inflexible si la classe politique, la masse elle-même est divisée?

Dans l'ordre économique, le bilan dépasse les espoirs les plus optimistes nourris en France au lendemain de la guerre. Ne multiplions pas les chiffres que tout le monde connaît ou devrait connaître, mais rappelons aux aboyeurs, les mêmes qui hier se prélassaient dans le système, que le relèvement de la natalité et l'expansion de l'économie ouvrent à la France des perspectives éclatantes de prospérité. L'industrie a progressé, au cours de ces dernières années, de 10% par

an, la productivité industrielle de 5% à 8%, la production intérieure brute par tête d'habitant a augmenté de 34% entre 1949 et 1958, de 50% entre 1938 et 1956.

On répond que le système n'est pour rien dans ces progrès. Étrange mode de raisonnement: c'est le système, non les Français ou les nationalismes vietnamiens ou musulmans qui sont responsables de la perte de l'Empire. En revanche, ce sont les Français, et non le système, qui ont le mérite du relèvement économique.

Non que je veuille mettre au compte du seul système le dynamisme manifesté par la nation depuis douze ans. Mais le système, administration si l'on veut plutôt que ministres, a su établir des priorités, moderniser les industries de base, assurer le volume d'investissements indispensable. De 1930 à 1939, la IIIe République avait présidé au désastre de l'économie. De 1946 à 1958, la IVe République a présidé à une rénovation spectaculaire.

Cette rénovation s'est accompagnée d'inflation. La balance des comptes est en déficit; les groupes d'intérêts ont parfois dicté des décisions fâcheuses ou interdit les décisions nécessaires aux gouvernants. Tout cela est vrai. Je connais les ombres au tableau, je n'ai pas attendu les ides de mai pour les dénoncer. Malgré tout, quand j'entends nos nouveaux princes crier à tous les échos: "Jamais plus la IVe!", je ne puis m'empêcher de répondre par le souhait que la Ve, en matière économique, continue la IVe. Considérant les résultats de la période 1945-1958, l'économiste murmure: "Pourvu que cela dure!"

Pourquoi les Français ne savent-ils aucun gré à la IVe de la prospérité de ces dernières années? Beaucoup n'en ont pas conscience, selon un mécanisme bien connu de psychologie sociale. D'autres en ont conscience mais pensent que les progrès ont été accomplis en dépit du système. D'autres enfin ressentent plus les imperfections que l'ampleur de l'œuvre accomplie depuis la Libération. N'oublions pas que la croissance économique multiplie les tensions, éveille l'amertume des individus et des groupes pris de vitesse dans la course au mieux-être. Une population, depuis un demi-siècle stagnante, qui recommence à augmenter, une économie qui se lance avec retard dans l'industrialisation, 57 jeunes ou vieux pour 100 adultes: qu'on le veuille ou non, cette conjoncture doit entretenir un climat d'insatisfaction. Si l'on ajoute que la loi-cadre, préparée par M. Defferre, permettait de construire une communauté franco-africaine et qu'au bout de douze années de IVe République le parti communiste avait gardé ses électeurs mais perdu son dynamisme populaire et sa force d'attraction, on comprendra que l'on hésite entre deux formules: la France était un malade

imaginaire, elle traversait la période la plus grave de son histoire. En une large mesure, il dépend des Français, et d'eux seuls, que la France soit décadente ou qu'elle soit au seuil d'un nouvel essor.

En profondeur, la guérison est en bonne voie. D'ici dix ans, par le rajeunissement de la population, la modernisation de l'économie, la France peut être le pays le plus vital, le plus prospère d'Europe occidentale. Encore faut-il que les Français acceptent de n'être plus au premier rang de la puissance et reconnaissent que la perte de l'Empire est une mutation historique qu'ils auraient pu mieux préparer mais non éviter; encore faut-il qu'ils ne répètent pas, en Afrique noire, les fautes commises en Afrique du Nord, et qu'ils n'interdisent pas à nos partenaires d'Afrique de rester français à leur façon, c'est-à-dire de réclamer et d'obtenir l'indépendance dont nous leur avons nous-mêmes enseigné, par le culte de la souveraineté romaine, la valeur sans pareille; encore faut-il que la France, sans renoncer à sa mission africaine, ne se charge pas d'obligations au-dessus non de ses ambitions mais de son potentiel productif. Encore faut-il que la guerre d'Algérie ne se poursuive pas indéfiniment.

La France souffrait de mélancolie (la perte de l'Empire assimilée par erreur à une catastrophe nationale), elle souffrait de déchirements (du pays, de l'Assemblée, ne surgissait ni une volonté commune ni un gouvernement cohérent), elle souffrait aussi d'un mal réel: la gangrène algérienne qui menaçait de gagner peu à peu et l'Afrique noire et la métropole. La IV^e République a buté sur l'obstacle de la guerre d'Algérie. Incapable de poursuivre la guerre, de la gagner ou de la terminer par négociations, elle a passé la main. L'impasse était-elle celle du régime ou celle de la France?

Les institutions et les problèmes

Selon une tradition bien établie, le général de Gaulle a commencé son entreprise par la rédaction d'un texte constitutionnel. Il a d'ailleurs obéi moins aux précédents qu'à son propre génie. Lui aussi, il tient les institutions, les règles du fonctionnement étatique pour décisives. La France glissait sur la pente à cause d'un mauvais système et en dépit d'hommes valables. Pour remonter la pente, il lui faut, une fois de plus, se donner une Constitution.

La Constitution de la V^e République est faite *pour* de Gaulle comme celle de la IV^e était faite *contre* lui. La précédente ne lui offrait pas de place, celle-ci lui offre une présidence sur mesure.

On a déjà discuté la Constitution de la V^e République avec tant d'abondance et d'ardeur, au moins dans les milieux d'intellectuels et de professeurs de droit, que

je me bornerai à indiquer mon propre sentiment, sans entrer dans les controverses.

L'idée directrice de la réforme a été, me semble-t-il, que la France, en raison de la structure des partis, ne pouvait trouver stabilité et efficacité de l'exécutif ni dans la méthode britannique ni dans la procédure américaine. Pour qu'un gouvernement, émanant de la majorité parlementaire, entraîne l'Assemblée, il faut que cette majorité soit faite d'un seul parti ou d'une coalition durable. Pour qu'un président élu au suffrage universel et un congrès, parfois d'opinions divergentes, coopèrent, il faut que le président soit le chef d'un grand parti. Si les partis, par leurs divisions, ne permettent ni contrat de législature ni régime présidentiel, le seul recours est de renforcer l'autorité de l'exécutif et de limiter l'action du législatif par diverses clauses constitutionnelles. Telle a été la voie choisie.

Conformément aux idées connues du général de Gaulle, le président de la République n'est plus un symbole, il détient une part du pouvoir. Il choisit le Premier ministre, dissout l'Assemblée, nomme à certains emplois civils et militaires, peut soumettre éventuellement les lois votées au référendum, il négocie les traités, il est le chef de la Communauté en même temps que le chef de l'État français. Élu par un collège électoral de quelque 80.000 élus, députés, sénateurs, maires, conseillers municipaux, il est une sorte de souverain. Les constituants de 1875 avaient espéré que le descendant des quarante rois qui en mille ans firent la France occuperait quelque jour le fauteuil provisoirement réservé au président de la République; rien ne permet de prêter pareil espoir au général de Gaulle.

Le président de la République désigne le Premier ministre, mais celui-ci est ensuite responsable devant le Parlement, Chambre des députés et Sénat. Il s'agit donc d'un régime parlementaire. Les précautions ont été toutefois multipliées pour éviter l'instabilité que l'on reproche unanimement aux deux dernières Républiques. Le parlementaire qui devient ministre perd son siège pour la durée de la législature: si la course au portefeuille était à l'origine de la fréquence des crises, les ministères désormais dureront. Le ministère ne peut être renversé que par un vote, à la majorité absolue des membres de l'Assemblée, d'une motion de censure (en théorie, les abstentions seront assimilées à des votes positifs). Une motion de censure ne peut être déposée que par 10% des députés et, si cette motion n'est pas adoptée, les signataires ne peuvent en déposer une autre durant la même session. Le Parlement ne siégera que pendant cinq mois et demi et le

vote sera personnel.

Une dernière série de clauses organise le travail parlementaire, permet au gouvernement de promulguer des lois par ordonnances en certains cas, fixe de manière limitative les matières qui ressortissent au législatif, prévoit l'adoption automatique d'un texte sur lequel le ministère engage son existence à moins du dépôt d'une motion de censure, etc. Ajoutons que le Sénat retrouve le statut que lui donnait la Constitution de 1875 et que, à moins d'intervention gouvernementale, il sera capable d'opposer un veto permanent aux décisions de la Chambre.

Aucun des articles de la Constitution considéré isolément n'est en lui-même scandaleux. Tous ensemble nous ramènent à la monarchie constitutionnelle ou à l'Empire parlementaire du milieu du siècle dernier.

Seule l'Assemblée nationale est élue au suffrage universel direct. Or, elle est moins puissante que le président de la République, habilité à la dissoudre, et que le gouvernement, capable de lui imposer ses projets de loi. Le Sénat peut paralyser les réformes. Le Conseil constitutionnel interdit à l'Assemblée de se mêler de ce qui, d'après la Constitution, ne la regarde pas. La Constitution est aussi excessive que celle de la IV^e République, en sens contraire évidemment. Elle prépare un révisionnisme de gauche comme celle-ci a préparé un révisionnisme de droite.

Dans l'immédiat, avec le général de Gaulle comme président de la République, le fonctionnement des nouvelles institutions est assuré. Mais lorsqu'un homme détient en fait un pouvoir absolu, n'importe quelle Constitution - y compris celle de la IV^e République - peut fonctionner. Le général de Gaulle n'avait pas besoin de cette Constitution pour gouverner tant que durera la guerre d'Algérie. Le jour où il ne sera plus là, que deviendra la Constitution d'un empire parlementaire avec un président de style Queuille, élu par les maires des communes de moins de deux mille habitants?

À terme, le danger est que le texte organise une sur-représentation de la France paysanne, c'est-à-dire le plus souvent de la France statique et traditionnelle, et une sous-représentation de la France urbaine et industrielle. Cette injustice apparaît dans le collège chargé d'élire le président de la République et aussi dans la restauration du Sénat conservateur, la plus grande erreur, à mon sens, commise par les constituants.

Dans l'immédiat, l'avenir dépend moins des textes que des élections et que des événements africains. L'Assemblée sera de toute manière disciplinée ou, si l'on

préfère, "résignée". Elle maintiendra une façade libérale dans un régime qui sera, de fait, autoritaire. Mais si, à la faveur de la loi électorale et de l'enthousiasme gaulliste, la droite de MM. Roger Duchet, Jacques Soustelle et Georges Bidault parvenait à obtenir une majorité absolue, cette Assemblée introuvable risquerait d'entraîner le régime vers des aventures dont la plus facile et apparemment la plus payante serait la mise hors la loi du parti communiste. Les conséquences d'une telle mesure seraient, à mes yeux, catastrophiques à terme. La IV^e République avait affaibli le parti communiste grâce à l'embourgeoisement des masses. La persécution lui rendrait un dynamisme révolutionnaire.

Le destin français sera déterminé plus encore par l'Afrique, par l'Algérie surtout, mais aussi par la Communauté avec l'Afrique Noire. Ici et là, l'action et les paroles du général de Gaulle ont été ambiguës, elles ne pouvaient pas ne pas l'être pour recueillir un assentiment quasi unanime. En Afrique noire, il a souscrit à la moitié de la thèse libérale: au milieu du XX^e siècle, la France ne peut ni ne doit refuser aux colonies le droit à l'indépendance. La souveraineté française doit être acceptée par les populations et leurs représentants, et non maintenue par la force.

La Communauté est une combinaison de souveraineté française, d'autonomie interne des territoires africains et d'institutions semi-fédérales. Elle représente une étape et permet de concilier provisoirement la volonté impériale des Français avec les revendications africaines. Il aurait été préférable de négocier les termes de la Communauté avec les représentants de l'Afrique en partant de l'hypothèse de l'indépendance. Les renonciations à la souveraineté eussent été volontairement consenties et les territoires n'auraient pas été, sur ce point décisif, déchirés par la querelle entre tenants de l'indépendance immédiate et tenants de la Communauté (ou de l'indépendance à terme).

Beaucoup dépendra de l'attitude que le gouvernement prendra à l'égard de la Guinée. Par ses déclarations, le général de Gaulle s'est condamné à ne pas accorder à la Guinée qui a répondu "non" les avantages qu'il réserve aux territoires fidèles. Mais la suspension des prêts du F.I.D.E.S. n'est pas décisive. La question porte sur les modalités d'association avec la France, sur la poursuite ou l'arrêt des investissements privés, sur le maintien dans la zone franc. La rupture complète, le rejet de la Guinée hors de la zone franc et de l'Association des États prévue par la Constitution serait une erreur fatale que les super-patriotes incitent le général de Gaulle à commettre.

Les Anglais ne paient plus l'administration des territoires qui accèdent à

l'indépendance, mais ils se gardent de crier très haut cette évidence. Et ils n'utilisent pas la menace pour que les colonies renoncent à l'indépendance. Les mêmes qui crient "l'argent ne compte pas quand l'honneur ou l'indépendance est en question" s'étonnent que nos disciples d'Afrique nous tiennent le même langage.

En ce qui concerne l'Algérie, le général de Gaulle a déçu tous les camps sans en désespérer aucun. Le rapprochement avec la Tunisie et le Maroc prépare la Fédération du Maghreb mais aussi l'isolement du F.L.N. Les Algériens devenus Français à part entière peuvent obtenir une autonomie qui n'exclurait pas une évolution ultérieure. Après le référendum un accord avec le F.L.N. est-il encore possible? Combien d'années faudra-t-il combattre le F.L.N., soutenu par le monde arabe? Ou le F.L.N. se désagrègera-t-il, lui aussi déchiré entre ultras et modérés?

Il se trouve toujours des millions de Français, dans des circonstances favorables, pour compenser leur hostilité coutumière à leurs gouvernants par des élans passionnels, cristallisant autour d'une personne, désignée par les événements. Faute d'intégrer au régime démocratique l'élément plébiscitaire, comme le font les régimes anglais et américain, la France oscille entre l'anonymat de parlementaires de deuxième ordre et l'éclat du chef charismatique. Le général de Gaulle est par excellence un chef charismatique, mais avec des ambitions historiques comparables à celles d'un Washington. Il ne veut ni prolonger la dictature romaine qui lui a été accordée par l'Assemblée, ni utiliser la fonction de législateur pour rendre son règne permanent.

J'ai exprimé mes réserves pour son œuvre de législateur, mais, que j'aie tort ou raison, là n'est pas l'essentiel pour l'instant. Deux questions se posent: sera-t-il entraîné, par les semi-fascistes ou par les colonels, plus loin qu'il ne veut aller dans le sens autoritaire? Réussira-t-il la synthèse de la volonté impériale des Français et des nécessités de notre siècle? En Afrique Noire, la synthèse sous forme de l'alternative "sécession ou communauté" est imparfaite, mais une évolution heureuse n'est pas exclue. Autrement difficile est la synthèse en Algérie, parce que les deux termes s'incarnent, l'un dans les Français, l'autre dans le F.L.N., et qu'il paraît aussi difficile de contraindre celui-ci que ceux-là, presque impossible de trouver un intermédiaire entre les slogans opposés, intégration et indépendance, ou de réconcilier les porte-parole de l'un et de l'autre.

Les dés ne sont pas encore jetés. Pour quelques mois, le général de Gaulle

peut tout, même faire la paix en Algérie, et du même coup révéler aux Français qu'ils n'ont qu'à accepter la France telle qu'elle est, dans le monde tel qu'il est, pour que la route de l'avenir s'ouvre, toute droite, devant eux.

Le texte qui précède forme la première partie d'une étude, la seconde partie devant être publiée dans une prochaine livraison. Les pages ci-dessus ont été rédigées avant les décisions prises par le général de Gaulle concernant l'Algérie.

Charles de Gaulle et la Chambre introuvable

**Preuves
janvier 1959**

Cent quatre-vingt-huit députés U.N.R., 132 députés qui se rattachent au Centre national des Indépendants, 71 députés élus en Algérie sous la protection de l'armée française, qui réclament l'intégration, tel est l'aboutissement électoral de la crise ouverte, en avril dernier, par la chute du ministère Gaillard. La victoire de ceux que l'on appelait naguère les ultras est éclatante, elle passe leurs espérances et les deux hommes qui ont donné le coup de grâce à la IV^e République en essayant d'infléchir la politique algérienne de la France pourraient méditer sur leur défaite et sur leur rôle d'apprentis sorciers s'il n'avaient, depuis longtemps, oublié les derniers jours de la IV^e République et leurs velléités de courage et de libéralisme (ou, si l'on préfère le langage de M. Bidault et de M. Soustelle, leur tentation de lâcheté et l'abandon): ces deux hommes sont M. Pflimlin et M. Guy Mollet.

Aucun commentateur ou presque ne l'a souligné: la IV^e République a été emportée le jour où les chefs de partis qui menaient la politique Lacoste sans y croire ont voulu "décrocher". M. Pflimlin a provoqué l'échec de M. Bidault parce qu'il n'en partageait pas les opinions extrêmes. M. Guy Mollet a refusé la participation du parti socialiste à M. Pleven parce qu'il souhaitait le départ d'Alger de M. Lacoste. Le secrétaire général du parti socialiste, dans les dernières semaines de la IV^e République, éprouvait des doutes sur la politique qu'il avait adoptée au début de l'année 1956 sous la pression des foules et dont M. Lacoste avait été l'agent d'exécution et le symbole.

La tentative de décrochage se termine par une totale déconfiture des "libéraux" ou semi-libéraux. Quelques-uns de ces derniers tâchent de survivre en niant les intentions qu'on leur prêtait et dont ils avaient tant de fois fait confiance aux journalistes. La plupart ont été éliminés par le suffrage universel. Sur l'Algérie française la prochaine Assemblée sera unanime ou peu s'en faut. Il ne reste plus aux libéraux - suprême bouffonnerie - qu'un seul recours: l'homme qui a été plébiscité partagerait au fond de lui-même les convictions de ceux que le pays a ignominieusement chassés. Son cœur serait avec les vaincus, non avec les vainqueurs.

La nation et ses représentants

Dans l'Assemblée élue en janvier 1956, il n'y avait, pour ainsi dire, pas de majorité. Dans l'Assemblée élue le 30 novembre 1958, il n'y a presque plus d'opposition. Hier, la nation était déchirée par des querelles au point que les gouvernants étaient paralysés. Aujourd'hui, n'importe quelle décision peut être prise sans rencontrer d'obstacles. Une fois de plus, pour reprendre une formule du général de Gaulle, les réformes ne sont faites en France qu'à la faveur d'une révolution, cette fois pacifique.

La France est devenue, en quelques mois, apparemment méconnaissable, mais la rapidité même de cette transfiguration est conforme à la loi de notre histoire. "Un peuple tellement inaltérable dans ses principaux instincts qu'on le reconnaît encore dans des portraits qui ont été faits de lui il y a deux ou trois mille ans, et, en même temps, tellement mobile dans ses passions journalières et dans ses goûts qu'il finit par se devenir un spectacle inattendu à lui-même et demeure aussi surpris que les étrangers à la vue de ce qu'il vient de faire" (A. de Tocqueville). En quelques jours, au printemps de 1958, la France s'est convertie au gaullisme, comme elle s'était convertie au pétainisme en juillet 1940, au bonapartisme dans l'été de 1848. Si nous comparons les précédents sauveurs à celui d'aujourd'hui, nous devons nous féliciter soit des progrès accomplis par le peuple français, soit de la bonne fortune qui, plus que les peuples, choisit les personnalités faites pour les destins d'exception.

Les résultats du référendum témoignaient déjà de ce gaullisme, ceux des élections en confirment la force et en précisent la signification, le deuxième tour marquant un gonflement de la vague. Mis à part les candidats de l'opposition, communistes, socialistes dissidents et radicaux mendésiens, les électeurs n'avaient à choisir qu'entre des gaullistes de diverses observances. Or, en gros, ils sont allés vers les plus gaullistes (ou, en tout cas, ceux dont l'ancienneté dans le gaullisme était incontestable), c'est-à-dire l'Union pour la Nouvelle République et, parmi les gaullistes, ils ont évincé la gauche, d'opinion libérale sur le problème algérien, au profit de la droite, des ultras ou même des conspirateurs du 13 mai. Dans la région parisienne, aucun des gaullistes de gauche n'a été élu et des hommes de droite ou d'extrême-droite qui ne se réclamaient pas explicitement du gaullisme ont obtenu des succès éclatants.

Dans quelle mesure le comportement électoral des Français a-t-il été, en cette occasion, différent du comportement traditionnel? Une étude détaillée serait nécessaire pour donner une réponse à la fois précise et certaine. Une comparaison entre les pourcentages des voix recueillies par les différents partis

en janvier 1956 et le 23 novembre 1958 suggère pourtant quelques propositions au moins vraisemblables.

Les partis historiques qui gardent des clientèles éprouvées ont recueilli un pourcentage de suffrages du même ordre de grandeur que dans les consultations précédentes. Socialistes et M.R.P. se sont approximativement maintenus (ce dernier a perdu des suffrages au profit de l'U.N.R. en Bretagne et en Alsace mais le même phénomène s'était produit en 1948 et en 1951, au moment du succès du R.P.F.). Le parti communiste a été déserté par plus d'un million et demi de ceux qui lui avaient donné leurs suffrages en janvier 1956. Des milliers d'électeurs, jadis radicaux ou modérés, qui, depuis 1945, ne sont attachés à aucune formation, ont provoqué un bouleversement de la scène politique comme ils l'avaient fait en 1946, en 1951, en 1956.

L'instabilité de la conduite électorale des Français est un fait observé depuis la fin de la guerre. Au lendemain de la Libération, par suite du scrutin de liste proportionnel, du discrédit de la droite traditionnelle et des radicaux, le M.R.P. avait reçu plus de cinq millions de suffrages. En 1951, la moitié de ses électeurs de 1946 votait pour le R.P.F., les modérés ou même les radicaux. En 1951, le R.P.F. recueillit à son tour les voix flottantes de droite et du centre, dont une fraction alla, en 1956, au poujadisme et une autre fraction au mendésisme. Cette fois, l'U.N.R. a bénéficié de ces déplacements de voix et, en outre, d'un million ou plus de voix qui, deux ans plus tôt, étaient allées au parti communiste.

L'explication de cette instabilité, autant qu'on en puisse juger par les statistiques comme par les sondages, est multiple. La France n'a jamais eu de parti conservateur organisé solidement et enraciné dans l'ensemble du pays. Une attitude, des opinions constantes peuvent s'exprimer de manière variable selon les circonstances. En même temps, le déclin du parti radical, commencé avant la guerre, accéléré par l'occupation et la résistance, n'a été que temporairement arrêté pendant la phase d'apparente stabilisation de la IV^e République, ou, du moins, les progrès accomplis de 1946 à 1956 se sont révélés fragiles. La curieuse tentative de M. Mendès-France, à partir de 1954, visant à organiser le parti radical en un parti cohérent, d'opinions hardies en matière d'Union française, a conduit à la quasi-liquidation de ce vieux parti qui, depuis plusieurs dizaines d'années, n'avait plus de programme et même d'idées et dont la structure ne répond pas à l'électorat des villes d'une société industrielle.

Le R.P.F. avait déjà, semble-t-il, en 1948 et en 1951, débauché une fraction des voix de la gauche, socialiste et communiste. L'U.N.R. a répété l'opération sur

une plus grande échelle. L'événement ouvre même, pour la première fois, une perspective de retour des électeurs communistes dans la collectivité française. Encore faut-il se garder d'un optimisme prématuré. Les ex-communistes appartenaient à la frange des insatisfaits, non au noyau dur des convaincus. Ces insatisfaits ont voté autant contre le système que pour un nouveau départ. D'ici combien de temps l'U.N.R. et la Ve République seront-elles, à leur tour, un système? La guérison exige que les Français votent *pour* et non *contre* quelque chose. Communisme et poujadisme étaient la négation pure: disons que le gaullisme ajoute un espoir à cette négation.

En attendant, la première Chambre de la Ve République, miroir déformant de la nation, ne comprend qu'une cinquantaine de députés pour représenter communistes, socialistes dissidents, radicaux mendésiens et socialistes, soit quelque 40% des électeurs. En revanche, l'U.N.R. et les Indépendants, soit moins de 40% des votants (à en juger d'après le premier tour) sont représentés par 188 plus 132, soit 320 députés. Incontestablement, on peut extraire d'un pays divisé une majorité de gouvernement.

L'avantage de la procédure, tant de fois souhaitée par les commentateurs, est évident: le jeu parlementaire ne reprendra plus. Les gouvernements ne seront plus investis à titre précaire, ils ne seront plus menacés par la défection de quelques dizaines de députés. Nos ennemis ne pourront plus miser sur le *oui* du prochain ministère quand l'actuel aura dit *non*. Les réformes les plus nécessaires ne seront plus paralysées par la résistance de quelques intérêts privés. Il reste à savoir quel sera le prix à payer pour cette mutation spectaculaire.

À échéance, l'idée même de régime représentatif risque d'être ruinée si l'élection offre une image exagérément déformée de la répartition des opinions et des forces dans le pays. Le grossissement des tendances, en lui-même souhaitable, a été poussé tellement loin qu'il déconsidère quelque peu et la méthode et les résultats. Il y a plus grave: sauf vague de fond orientée en sens contraire, un scrutin majoritaire, qu'il soit uninominal ou de liste, assurera régulièrement une majorité de droite. À partir du moment où les socialistes n'acceptent pas d'être élus par des voix communistes, les modérés, qu'ils s'appellent Indépendants ou U.N.R., sont sûrs de l'emporter. Combien de fois les socialistes accepteront-ils des élections générales de ce type? Se plieront-ils indéfiniment au rôle ingrat d'opposition nationale contre une majorité oscillant entre M. Duchet et M. Soustelle?

Questions d'avenir, répondra-t-on, et cela est vrai. Envisageons la question

d'actualité. Que va faire la Chambre introuvable de 1958?

De Gaulle et les gaullistes

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la France a été confrontée par trois sortes de problèmes: la gestion des affaires économiques et sociales, l'orientation de la diplomatie, la transformation de l'empire français. Sur aucun de ces problèmes ne s'est dégagée, à aucun moment, une pensée de gauche et une pensée de droite. L'alliance atlantique a eu ses orthodoxes de gauche (M. Guy Mollet) et de droite (M. Pinay). Les vellétés de réassurance à l'Est venaient tantôt des gaullistes, tantôt des socialistes de gauche. Quand la C.E.D. a été en question, les partisans englobaient la moitié du parti socialiste et les deux tiers des Indépendants, l'opposition l'autre moitié du parti socialiste, un tiers des Indépendants et les gaullistes (ou républicains sociaux). L'autonomie interne a été concédée à la Tunisie par M. Mendès-France (qui s'était fait accompagner à Carthage par le Maréchal Juin), M. Edgar Faure a fait ratifier les accords franco-tunisiens, M. Pinay a ramené le roi Mohammed V et reconnu l'indépendance du Maroc.

Ces faits incontestables prêtent à diverses interprétations. Ou bien la droite et la gauche ont pratiqué la même politique parce que celle-ci était imposée par les événements (ce qui a été, en large mesure, le cas pour l'alliance atlantique et pour les concessions à la Tunisie et au Maroc), ou bien les choix ne relevaient pas des préférences idéologiques du passé. Une organisation supranationale de l'Europe des Six n'est un projet ni de droite ni de gauche: celui qui se réclame de la tradition internationaliste peut justifier ce projet, il peut aussi le condamner. Le nationaliste peut, lui aussi, trouver dans sa doctrine des motifs valables de l'approuver ou de le rejeter.

En matière économique, les débats idéologiques qui portaient sur la propriété des instruments de production et le mode de régulation (dirigisme ou marché) sont provisoirement inactuels. L'expansion économique n'est ni de gauche ni de droite. La gauche a peut-être été plus inflationniste que la droite (la différence n'est que de degré) mais les efforts touchants et dérisoires déployés par MM. Mollet et Ramadier pour maintenir la stabilité des prix incitent à penser que les socialistes ont péché plus par ignorance que par vice. Il subsiste, à n'en pas douter, des écoles opposées non pas sur les objectifs mais sur les moyens: école de l'expansion à tout prix, qui préfère le déficit des comptes extérieurs à la stagnation, école de la monnaie saine, qui, pour arrêter la hausse des prix, payerait un prix plus élevé. Mais on rencontre des tenants de ces deux écoles à

gauche comme à droite. Aussi bien s'agit-il de tendances divergentes, d'une hiérarchie autre entre des objectifs communs, non d'une opposition fondamentale.

Il n'y a donc pas de raison sérieuse de redouter de la part de la majorité U.N.R. une politique économique et sociale "réactionnaire" en ses intentions ou en ses conséquences. Bien plutôt pourrait-on craindre que l'idée de l'association capital-travail ou le désir de manifester des sentiments sociaux n'inspirent des initiatives démagogiques.

En ce qui concerne la diplomatie, deux questions se posent, l'une relative au général de Gaulle, l'autre aux gaullistes. L'actuel chef de l'État est soucieux par-dessus tout de la grandeur française, et il continue de concevoir celle-ci dans l'ordre de la puissance ou, du moins, de l'influence sur la scène mondiale. Or, les ressources de la France ne sont plus celles d'une puissance de premier rang. Le mémorandum de septembre dans lequel le général de Gaulle demandait la constitution d'une sorte de triumvirat, États-Unis, Grande-Bretagne et France, a suscité au dehors plus d'ironie que d'indignation. La France ne possède aucun moyen d'action militaire au Proche-Orient ou en Extrême-Orient: les États-Unis prêts à consulter leurs alliés atlantiques sur tous les sujets, ne consentent évidemment pas à subordonner leur politique à l'approbation de l'un de leurs partenaires. Le général de Gaulle, qui reprend volontiers la formule nietzschéenne des "monstres froids", les États, devrait être le dernier à s'étonner que la position de la France dans l'alliance atlantique soit à la mesure non de son passé ou de ses intérêts, mais de la place qu'elle occupe sur la carte, selon les statistiques de la production ou des armements. Enfin le général de Gaulle, dont je n'ai jamais mis en doute le loyalisme occidental, ne trouvera guère d'occasions, au cours de la grande partie de poker dont Berlin va être l'enjeu, de donner un sens concret à la formule mystérieuse qu'il avait employée dans une de ses premières allocutions après son retour au pouvoir: "La France qui appartiendra à l'Occident sans s'y confiner". Moins que jamais la France est en mesure de mener à l'égard de l'Union soviétique une politique indépendante.

Je ne vois pas que l'action atlantique de la France gaulliste puisse être, en Europe, au Proche-Orient ou en Extrême-Orient, sensiblement différentes de celle de la France de la IV^e République. La volonté de puissance risque de s'exprimer finalement dans des budgets accrus d'armement (accélération du programme atomique, usine de séparation isotopique, fabrication de bombes atomiques). Cette politique gaulliste me paraît plus problématique par ses

conséquences financières que par ses implications diplomatiques proprement dites.

Il n'en va pas de même de la construction européenne. Le traité du marché commun était signé et ratifié quand la IV^e République s'est effondrée. Le général de Gaulle a pu revenir sur ses prises de position antérieures en invoquant le caractère sacré de la parole de la France. Cette justification ne tiendra pas longtemps. Le marché commun n'est qu'en apparence une entreprise économique. Il est, en fait, une méthode économique en vue de certains objectifs politiques, à savoir la constitution, entre les Six, d'une unité supranationale. Dès maintenant, le marché commun se heurte à l'opposition de la Grande-Bretagne et des autres pays européens membres de l'O.E.C.E. Demain, l'entrée en vigueur des clauses du traité entraînera les protestations de tels intérêts menacés. Le marché commun ne surmontera les oppositions extérieures et les résistances intérieures qu'à la condition d'être soutenu par une volonté constante des deux côtés du Rhin. De l'entente entre Adenauer et de Gaulle dépend l'avenir de la petite Europe. Parmi les leaders de l'U.N.R. on trouve les hommes qui ont combattu avec le plus d'acharnement la politique européenne qu'incarnaient Robert Schuman, Guy Mollet ou René Pleven. Le roi de France a oublié les préjugés ou les préférences du duc d'Orléans: les responsabilités du pouvoir vont-elles donner de la modération à M. Soustelle, du jugement à M. Michel Debré, aux uns et aux autres le sens exact des dimensions de la France dans le monde? Il est trop tôt pour répondre à ces interrogations. Dans l'immédiat, je crois probable la continuation de la politique menée par le général de Gaulle depuis six mois.

La formule, revenue plus d'une fois sous la plume des journalistes étrangers, d'un conflit virtuel entre le général de Gaulle et les gaullistes est-elle vraie? Le général sort-il vaincu d'une consultation où ceux qui se recommandaient de lui ont été vainqueurs? Est-il vaincu par sa victoire? Que lui-même et son entourage s'ingénient à répandre cette interprétation, le fait n'est pas douteux: que faut-il en penser?

Le général de Gaulle a souhaité très sincèrement réduire le succès prévisible de la droite. Le brise-lames du scrutin uninominal n'a pas été efficace: le scrutin majoritaire de liste à deux tours aurait peut-être accru encore le nombre des députés U.N.R. Le général de Gaulle aurait préféré que les effectifs du parti socialiste ne fussent pas réduits à ce point, que les principaux opposants de la gauche non communiste, Mendès-France, Mitterrand, ne fussent pas exclus de

l'Assemblée. Il imaginait 80 députés U.N.R. faisant l'appoint nécessaire à une majorité de droite ou de gauche. La diversité des opinions et des partis est, à ses yeux, une donnée française: que l'État devienne l'expression de cette diversité, et c'est le système, avec l'impuissance du pouvoir, mais que la représentation ne reflète plus cette diversité, et le risque surgit qu'une fraction du pays méconnaisse les droits et les intérêts des autres fractions (le général lui-même se pense au-dessus de tous, par conséquent, lors même qu'il exerce un pouvoir absolu, c'est la France tout entière qui se fait confiance à elle-même en lui faisant confiance).

Le général de Gaulle doit craindre - et les chefs intelligents de l'U.N.R. également - que les socialistes décimés passent à l'opposition active et s'y retrouvent en compagnie des communistes. Il doit craindre que, dans la distribution des postes et des prébendes, les vainqueurs n'abusent de leur puissance et n'éveillent des ressentiments qui pourraient se transformer plus tard en désir de revanche. Il doit craindre que les chefs de l'U.N.R. soient demain moins dociles à ses désirs. Mais en ce qui concerne la politique effective, la majorité U.N.R.-Indépendants aura-t-elle des intentions ou des objectifs foncièrement différents de ceux du chef de l'État?

Le nouveau personnel qu'amène avec elle l'U.N.R. est hétérogène: il comprend des activistes du 13 mai (colonels et apparentés), des gaullistes de toujours, certains de tendance libérale, bon nombre d'ex-R.P.F. qui ont manifesté leur aptitude aux itinéraires ondulants - à l'imitation de M. Soustelle, nommé en Algérie par M. Mendès-France et gagné aux thèses de M. de Sérigny; enfin, des inconnus, militants d'organisations locales ou professionnelles, dont plusieurs passent pour être "valables".

Quelle serait l'expression de "l'extrémisme de l'U.N.R."? L'U.N.R. pourrait être tentée de restreindre, sinon de supprimer, les libertés publiques, de mettre hors la loi le parti communiste et de profiter des circonstances pour éliminer ce qui subsiste de démocratie parlementaire et d'institutions libérales. En ce cas, le général de Gaulle, probablement, ferait front contre les gaullistes. Je ne crois ces derniers, en majorité, ni aussi bêtes ni aussi méchants. Les circonstances leur ayant donné tout le pouvoir avec une façade démocratique-libérale, pourquoi abattraient-ils la façade et compromettraient-ils la durée de leur règne et le consentement du pays?

En dehors de la question européenne et de la question algérienne, je ne vois guère quelles seraient les occasions de conflit ouvert entre gaullistes et de

Gaulle. Si, malgré tout, le conflit devait éclater, par exemple à propos de la répartition de l'autorité effective entre Président de la République et Premier ministre, le général de Gaulle, au moins pendant la prochaine phase, devrait l'emporter sans grande peine. Les députés U.N.R. et indépendants suivraient en majorité le général de préférence à M. Soustelle. Le jour où le rapport de forces s'inverserait (d'ici peu d'années), le retour à Colombey serait vraisemblable. Nous n'en sommes pas là et le séjour à l'Élysée sera plus long que le séjour à Matignon.

Le général de Gaulle et l'Algérie

Nous en arrivons ainsi au problème décisif, celui qui a provoqué la chute de la IV^e République et qui continue d'obstruer l'avenir: la guerre d'Algérie. Le général de Gaulle pense-t-il sur ce sujet autrement que les gaullistes? Est-il un libéral alors que M. Soustelle est un ultra? Là encore, la propagande chuchotée, issue de l'entourage, est manifestement soucieuse de sauvegarder l'équivoque. Même sur ce sujet, le général ne doit pas être le représentant d'un parti contre un autre. On organise des élections que l'armée elle-même a le bon sens de ne pas prendre au sérieux, mais on donne la grand-croix de la Légion d'honneur à M. François Mauriac. L'alibi ne coûte pas cher.

Parlons franchement et sans céder à ce conformisme selon lequel il serait indécent de mettre en cause le général de Gaulle lui-même. Le Président du Conseil est un homme politique qui a pris devant l'Histoire d'écrasantes responsabilités. Le citoyen a le droit, ou mieux, le devoir, d'examiner et de critiquer, si besoin est, l'action menée par celui qui a demandé et obtenu un pouvoir absolu.

En Algérie, la politique du général de Gaulle a été, pour l'essentiel, la continuation de la politique antérieure, techniquement améliorée, mais, en un certain sens, aggravée. La similitude entre les démarches du général de Gaulle et celles de M. Guy Mollet est frappante. L'un et l'autre ont mené conjointement la pacification et, par-derrière, secrètement, des négociations avec le F.L.N. Dans les deux cas, les négociations ont échoué. En 1956, le détournement de l'avion qui transportait les chefs algériens en Tunisie fut l'occasion de la rupture. En 1958, la conférence de presse déjà célèbre joua le même rôle.

L'accord avec le F.L.N. fut-il sur le point de se réaliser? Le général de Gaulle a-t-il cru à cet accord? L'a-t-il voulu? Les intermédiaires, par désir passionné de la paix, ont-ils, au Caire et à Paris, donné une impression fautive à chacun des interlocuteurs de ce que pensait réellement l'autre? Personnellement, je ne vois

pas la possibilité d'échapper au dilemme suivant: ou bien le général de Gaulle ne souhaitait pas l'accord aux conditions que ne pouvait pas ne pas poser le F.L.N., ou bien il a montré une étrange maladresse.

Pour réussir, les négociations devaient demeurer secrètes. Moins le général de Gaulle consentait à accorder au F.L.N. en substance, plus il devait lui concéder dans le style et la forme. Or, en parlant de drapeau blanc, de sauf-conduit, il blessait sans motif la susceptibilité des nationalistes algériens. Le lendemain de la conférence de presse, *L'Écho d'Alger* donnait à la formule de drapeau blanc la signification d'une capitulation sans conditions. À Paris, un article du *Monde* expliquait qu'en cas de venue à Paris de M. Ferhat Abbas, le général de Gaulle le recevrait entouré de militaires. Mais ces questions de forme symbolisaient plus qu'elles ne le dissimulaient le fond du problème: recevoir M. Ferhat Abbas en chef politique, c'était reconnaître le F.L.N. comme *un* représentant du peuple algérien, donc entrer dans la voie au bout de laquelle se profilait inévitablement la "vocation nationale" de l'Algérie. Recevoir M. Ferhat Abbas en négociateur du cessez-le-feu, c'était implicitement demander une capitulation politique du F.L.N. En profondeur, il n'y avait pas de demi-mesure ou de compromis. Ou bien le F.L.N. obtenait une reconnaissance de représentativité qui, à terme, impliquait "la nation algérienne", ou bien il mettait bas les armes sans obtenir rien d'autre que "la paix des braves" et il se soumettait à la souveraineté française. Le cessez-le-feu après négociations politiques signifiait la victoire des rebelles, le cessez-le-feu sans négociations politiques celle des forces de l'ordre.

N'y a-t-il aucune chance de compromis, de paix, sans vainqueur ni vaincu? En théorie cette chance existait, elle existe encore. Mais il faudrait que les porte-parole des Français d'Algérie et de l'armée consentissent à admettre que le F.L.N. n'a pas été réduit et que, l'avenir étant imprévisible, l'évolution peut conduire, quelque jour, à un État algérien. Ni les Français d'Algérie ni l'armée, à en juger d'après leurs représentants, ne sont prêts à de pareilles concessions. Entre la volonté de créer une nation algérienne qui anime les nationalistes du F.L.N. et la volonté de soumettre les Musulmans d'Algérie à la loi française qui inspire les pacificateurs, pour l'instant il n'y a d'autre compromis que la guerre. Si le général de Gaulle ne veut pas reconnaître les nationalistes algériens, il doit les exterminer. Après le discours de Constantine, il a envoyé la lettre invitant le général Salan à mener la pacification jusqu'à son terme.

Est-ce la politique que le général de Gaulle préférait? Est-ce la politique qu'il méditait à l'avance dans sa retraite de Colombey? Certainement non. Trop de

libéraux l'ont entendu en privé condamner l'intégration, proclamer que les Algériens (ou, du moins, certains d'entre eux) ne voulaient pas être Français et que, par conséquent, "l'association" (et l'on sait par le texte de la Constitution ce qu'il faut entendre par là) était désormais l'unique issue. Je ne crois pas que le général de Gaulle ait été un Machiavel, bien qu'il ait entretenu les illusions de tous ses interlocuteurs et que chacun de ces derniers l'ait quitté avec de bonnes raisons de prêter au solitaire de Colombey ses propres opinions.

La réalité me paraît à la fois plus honorable et plus complexe. Le général veut être la France tout entière et il a trop d'intelligence pour ne pas apercevoir la part de vérité que contient chacune des thèses extrêmes qui s'affrontent. Comment obliger les Français d'Algérie à se soumettre à la loi d'une République algérienne? Comment nier un nationalisme qui, de l'Océan Indien à l'Atlantique, agite les masses musulmanes? Le général ne joue pas la comédie quand il laisse entendre et aux tenants de l'Algérie française et à ceux de l'indépendance algérienne qu'ils ont raison. Mais comme les uns et les autres ont raison, ils ont tous tort. D'où le propos si souvent rapporté: je ne crois ni à l'intégration ni à l'indépendance. Là encore, le commentateur est tenté de souscrire à cette double négation. Mais, à partir de là, que faire? Si l'on pose cette double négation pour l'éternité, comment mettre fin la guerre? Toutes les solutions intermédiaires, autonomie interne, République membre de la Communauté, sont dépassées par le simple fait qu'au terme de quatre années de combats, elles apparaîtraient aux Français d'Algérie - à juste titre - comme l'équivalent de l'indépendance. Mais, du même coup, il ne subsiste plus de solution intermédiaire, sinon de vagues déclarations sur la personnalité algérienne. Et le général de Gaulle se retrouve au point exact où M. Guy Mollet s'était trouvé après le 6 février 1956. Observateur des choses humaines et du cours de l'histoire, il ne nie pas la force du nationalisme et les exigences de "l'esprit du temps". Détenteur de la toute-puissance, il se plie aux événements, dissimulant sous la noblesse du style l'abandon provisoire des convictions qu'il avait, vingt fois, révélées à ses confidents.

Le problème algérien est politique, avait-il dit, non économique. Le voici, à son tour, comme ses prédécesseurs, qui tâche de rallier les masses aux statistiques de la scolarité, des emplois et du niveau de vie. On ne peut transformer les Musulmans d'Algérie en Français, avait-il reconnu, la France n'a pas les ressources nécessaires et "l'intendance" n'a jamais converti les cœurs. Le voici, après M.M. Guy Mollet et son ami Robert Lacoste, chantre du pétrole et des sables qui recèlent les promesses de la grandeur française.

Lui qui refusait de prononcer le mot d'intégration, il a mis en application la politique à laquelle il passait pour opposé. L'élément essentiel de cette politique était l'élection de députés algériens à l'Assemblée nationale, symbole de l'Algérie partie intégrante du territoire français. Ces élections ont eu lieu et, du même coup, le général de Gaulle a réussi le tour de force de déconsidérer l'idée d'élection, d'irriter l'armée et de donner un certain pouvoir à des hommes dont personne ne sait ce qu'ils représentent.

Déjà, l'organisation de la Communauté avait élevé un premier obstacle sur la voie d'un compromis. Elle avait rendu évidente aux yeux de tous l'alternative de la Guinée et de la Bretagne. Puisque la Communauté, pour la première fois dans l'histoire du monde, était fondée sur le droit permanent de sécession accordée à tous les États membres, l'Algérie n'aurait pu devenir membre de la Communauté sans obtenir automatiquement le droit à l'indépendance. Pour refuser à l'Algérie ce droit, il faut admettre le principe premier de la politique d'intégration: l'Algérie est une province du territoire national. Tout au plus l'article 72 de la Constitution permet-il d'envisager des particularités administratives pour un ensemble de départements, par exemple les départements algériens.

À l'obstacle élevé par l'alternative Guinée-Bretagne, s'ajoute désormais l'obstacle des "mal élus". Ces élections étaient en tant que telles absurdes à moins d'un accord antérieur avec le F.L.N. Les élections ont pour sens le choix de représentants par les citoyens d'une communauté. Si l'existence de la communauté est en question, il ne s'agit plus d'une élection mais d'un référendum. Le référendum, conçu par les officiers français comme une bataille, relevait de la guerre entre le F.L.N. et l'armée. Les élections, après le référendum, ne pouvaient avoir d'autre portée que celle même que le général de Gaulle ne voulait pas leur donner: la consécration solennelle de la politique d'intégration.

On me répondra que le général de Gaulle espérait un accord antérieur avec le F.L.N., ou, à défaut de cet accord, des candidatures des "nationalistes modérés.". S'il en est ainsi, il faut dire que le général de Gaulle s'est trompé et qu'il a été plus mal renseigné ou moins clairvoyant que ses prédécesseurs. Quels que soient les sentiments de la masse populaire, que les Algériens soient nationalistes, comme le prétendent les porte-parole du F.L.N., ou indifférents, par passion exclusive de la paix, comme l'affirment les autorités françaises, il y a, en Algérie, deux forces principales: le F.L.N. et l'armée française. Celle des deux qui organise les élections les gagne. Les nationalistes modérés, qui existent, encore

que leur nombre prête à contestation, n'ont aucun poids, aucune possibilité d'action tant que la situation est révolutionnaire et que la guerre dure. Les instructions données par le général de Gaulle n'ont pas été suivies, en grande mesure parce qu'elles ne pouvaient pas l'être. Le général de Gaulle est aujourd'hui plus impopulaire auprès d'un grand nombre d'officiers qu'il ne l'était en juin dernier. Cette hostilité n'est pas sans motif puisque l'actuel président du Conseil répète exactement le double jeu que l'on reprochait aux hommes du système: mener la politique de pacification avec des clins d'œil en direction des nationalistes. L'armée accepterait plus aisément le rétablissement du pouvoir civil en Algérie et l'autorité du gouvernement de Paris si le refus de négociations politiques avec le F.L.N. était clairement proclamé et définitivement acquis. Mais à cette équivoque, le général de Gaulle tient farouchement parce qu'il ne veut pas s'avouer l'homme d'un parti contre un autre, peut-être aussi parce qu'il ne renonce pas à l'éventualité d'un accord avec le F.L.N. qui maintiendrait l'Algérie française sans pousser les nationalistes au désespoir.

Nous ne voulons ici ni approuver ni condamner cette politique, nous voulons la définir: elle est celle de M. Guy Mollet qui agissait selon les désirs des ultras avec l'espoir de "décrocher" quelque jour. À cet égard, le général de Gaulle suit fidèlement l'exemple du secrétaire général du parti socialiste qui jugeait la guerre d'Algérie absurde avant les élections de janvier 1956 et lança la gauche anticomuniste dans la guerre d'Algérie et l'expédition de Suez. Cependant, entre l'action de M. Guy Mollet et celle du général de Gaulle, j'aperçois deux différences majeures.

Le général de Gaulle a plus de chances de réussir que le président socialiste. Il est assuré d'avoir du temps devant lui, il inspire confiance à une partie des masses algériennes, il dispose d'une certaine liberté de manœuvre (il a consenti à l'évacuation de la Tunisie, ce que ses prédécesseurs souhaitaient mais n'osaient pas faire), il pourra, quelque jour, aller plus loin dans les offres de paix que les derniers gouvernements de la IV^e République. En deuxième lieu, il parvient mieux que M. Guy Mollet à se convaincre lui-même et à convaincre le monde qu'il fait ce qu'il veut alors que, tout comme les hommes du "système", il se plie provisoirement aux nécessités réelles ou supposées.

Jusqu'à présent, il n'est pas plus obéi par l'armée que ne l'étaient les gouvernants de la IV^e République. Les gestes spectaculaires - la lettre au général Salan sur les élections - ont eu plus de retentissement que d'efficacité. Au reste, les rapports entre pouvoir civil et pouvoir militaire, tant que dure la guerre, sont

déterminés par les faits plus que par les lois. La question décisive demeure toujours la même: la pacification peut-elle conduire à la paix et en combien de temps? Un accord avec le F.L.N. est-il encore possible?

Sur le papier, l'accord avec le F.L.N. paraît exclu par les élections du 28 novembre. En fait, le général de Gaulle n'a pas renoncé, semble-t-il, à l'idée d'une paix par négociations. Le F.L.N. serait réintégré dans une vie algérienne, qui, au cours d'une première phase, serait intégrée elle-même à la vie française. Mais, si des élections ont lieu, quelque jour, au collège unique, avec des partis se réclamant de l'idée nationale, les barrières risquent de sauter. Après tout, les Français d'Algérie avaient toujours affirmé que le collège unique contenait en lui, virtuellement, la sécession. En cette hypothèse, le F.L.N. accepterait d'avoir perdu la guerre dans l'espoir de gagner la paix.

Si cet accord n'intervient pas, si le F.L.N. est résolu à poursuivre la lutte plutôt que de céder sans avoir obtenu au moins la promesse de ce qu'il réclame vainement depuis des années, alors la pacification se prolongera. L'armée française remportera-t-elle une victoire décisive? C'est improbable. Remportera-t-elle des succès? C'est probable. Les barrières aux frontières de Tunisie et du Maroc n'interdisent pas entièrement, mais elles rendent plus malaisé le ravitaillement des maquis. Le moral des combattants risque d'être atteint par l'absence de perspectives, car les nationalistes ne peuvent plus compter, dans le proche avenir, ni sur un changement de gouvernement à Paris ni sur une intervention étrangère. La perpétuation de la guerre répond aux intérêts du bloc soviétique; les Occidentaux craignent trop les répercussions d'un échec éventuel du général de Gaulle pour contrarier, si peu que ce soit, son action. Jamais la politique de pacification n'aura disposé de circonstances plus favorables.

Est-ce assez pour qu'elle réussisse? Militairement peut-être parviendra-t-elle à détruire la plupart des maquis et à réduire l'armée de libération. Déjà celle-ci a renoncé aux grosses unités (200 à 300 hommes) pour revenir aux détachements de quelques dizaines d'hommes. Peut-être sera-t-elle acculée au terrorisme individuel ou à l'action de très petits groupes. L'armée française peut rester en Afrique aussi longtemps qu'on lui en donne l'ordre et les moyens. Cette présence militaire se justifie par des arguments stratégiques - l'Afrique du Nord est nécessaire à la défense de l'Europe - par des arguments économiques - le pétrole du Sahara - par des arguments humains - la présence d'un million de Français. Mais, en sens contraire, la politique algérienne de la France n'a pas de fondement idéologique depuis que le droit à l'indépendance a été reconnu à tous les

territoires d'Afrique. La jeunesse algérienne est nationaliste et la moitié de la population a moins de vingt ans. À échéance, on ne refusera pas aux Musulmans d'Algérie le droit de constituer une nation. Si la pacification triomphe en 1958, 1959 ou 1960, une trêve sera acquise, non la paix. On n'éludera pas indéfiniment la nécessité d'un accommodement avec le nationalisme algérien. Si le général de Gaulle ne veut pas ou juge qu'il ne peut pas trouver cet accommodement, pourquoi M. François Mauriac lui trouverait-il des excuses alors qu'il n'en voyait pas à M. Guy Mollet? Comment ce dernier aurait-il pu faire ce que le Libérateur, investi par un peuple entier, déclare par ses actes impossible? Bien plus, si le général de Gaulle ne fait pas la paix, il aura commis une faute dont la responsabilité retombe sur lui et sur lui seul: avoir introduit dans le parlement français 71 députés élus sous la "protection" de l'armée. À Westminster, les députés irlandais proclamaient leur volonté d'être irlandais. Au Palais-Bourbon, les députés d'Algérie vont proclamer leur volonté d'être français. Au siècle dernier, la dépopulation de l'Irlande et la croissance de la population anglaise ont préparé la solution du problème irlandais. L'évolution est inverse dans le cas de l'Algérie et de la France. Faudra-t-il attendre la réduction de l'écart entre la population algérienne et la population française pour que les Français reconnaissent l'insanité de l'intégration?

Plus que jamais, après le 28 novembre, la situation est bonapartiste - le nationalisme sert de justification à la démission d'un peuple confiant son sort à un homme et choisissant ses représentants d'après les préférences supposées du chef de l'État, mais le pays est plus indifférent qu'exalté, les formes libérales sont maintenues, la pluralité des partis est sauvegardée. Le Sauveur ne partage probablement pas les opinions extrêmes des principaux leaders du parti qui l'a emporté en se réclamant de lui. Dans la prochaine phase, le général de Gaulle s'efforcera de garder la haute main sur la politique algérienne, la politique extérieure et la politique militaire. Pour l'instant, il est plus fort que les gaullistes et ceux-ci ne manqueront ni à la loyauté ni à la discipline - pourvu que la pacification se poursuive en Algérie. Mais, à échéance de peu d'années, le maître du jeu ne sera plus le Président de la République. De 1944 à 1946, le général de Gaulle s'était curieusement ingénié à donner toutes les cartes aux partis, c'est-à-dire aux antigauillistes. Depuis juin 1958, par ses actes comme par ses omissions, par ses paroles comme par ses silences, il a donné toutes les cartes à l'U.N.R., c'est-à-dire aux gaullistes. La victoire des partis rendait fatal le retour à Colombey: en serait-il autrement dans le cas d'une victoire des gaullistes?

Démission des Français ou rénovation de la France?

**Preuves
février 1959**

J'admire ceux qui jugent sans nuances les événements de ces derniers mois. Toutes les formules qui reviennent sous la plume des uns et des autres éveillent en moi quelque écho.

La IV^e République, dit-on, a été renversée par la rébellion de quelques officiers, manipulant les foules d'Alger, et le peuple de France a ratifié par un vote massif la victoire des rebelles. Mais le général de Gaulle n'est-il pas devenu le protecteur de la République même si, par le communiqué du 15 mai, il a relancé la "secousse de l'histoire" qu'il attendait depuis tant d'années?

La crise de mai-juin 1958 a conduit à l'élection d'une Assemblée que dominent les 200 députés de l'U.N.R. Chambre introuvable, dit-on de tous côtés, plus à droite qu'aucune Assemblée française depuis 1871, peut-être même depuis 1815. Mais l'U.N.R. n'est pas un parti de la droite classique: est-elle un parti bonapartiste auquel des millions de Français sont prêts à donner leurs voix dès qu'ils demandent un roi, ou le nouveau parti radical de la nouvelle République, garant de l'équilibre et de la modération?

Les Français ont voté pour des candidats sans passé et sans prestige, désignés par la seule étiquette U.N.R. Ils se sont déchargés sur un homme et ses compagnons supposés de leurs responsabilités. Que demain cet homme disparaisse, et la France se retrouverait plus incohérente qu'il y a six mois. Oui, mais comment le pays aurait-il indéfiniment supporté la comédie parlementaire, la ronde des Cabinets, l'impuissance d'agir érigée en principe de gouvernement?

Il est facile de trancher si l'on se réfère à une idéologie. Qui est contre le pouvoir personnel *inconditionnellement* doit être contre la Ve République. Qui pense que les gouvernants agissent toujours selon les désirs de ceux qu'ils représentent, doit être contre la Ve République, dominée par un parti hypernationaliste, l'armée et un groupe de pression en armes (les Français d'Algérie). Mais quelques chefs de ce parti ne manquent ni de patriotisme, ni d'intelligence. Pourquoi n'useraient-ils pas de l'autorité que les circonstances leur ont donnée pour adapter le régime politique de la France aux nécessités de l'époque, comme la IV^e République a entrepris la modernisation de l'économie?

Démission des Français, oui, à coup sûr. Rénovation de la France: pourquoi pas?

La Constitution et l'avenir politique

Un de mes amis me reprochait de rapprocher gaullisme et bonapartisme. Sociologue, il avait appris des historiens le danger des comparaisons historiques. Inévitables, les comparaisons ne sont dangereuses que si, pratiquées avec un esprit de système, elles incitent à méconnaître les différences. Que l'on parle de Ve République ou d'Empire parlementaire, on compare.

Envisagée par rapport aux précédents, par rapport à la politique de la France au siècle dernier, la Ve République naît autour d'un chef charismatique qui a rédigé une Constitution conforme à ses préférences longuement méditées; elle est prise en charge par un parti qui se définit par des refus et des ambitions bien plutôt que par des idées et qui doit son triomphe au Sauveur.

Le président du R.P.F. avait constitué un parti révisionniste, dont le seul objectif, clairement défini, était la réforme de la Constitution. Ce n'est pas au président du R.P.F., mais au plus illustre des Français que le Président Coty fit appel en mai 1958. Mais le héros national n'acceptait d'assumer les pouvoirs de la République qu'à la condition de rédiger une Constitution. Le style d'action - pleins pouvoirs, Constitution, référendum - est typiquement bonapartiste: un homme incarne la République et communique directement avec la nation après avoir mis en congé les députés qui, selon la tradition parlementaire, sont les intermédiaires indispensables entre l'Exécutif et le peuple.

Le style bonapartiste n'est pas nécessairement contraire à l'idée démocratique. Il le fut au siècle dernier, parce que les Bonapartes ont, l'un et l'autre, recouru à un coup d'État militaire pour accéder à l'Empire. Mais le général de Gaulle a eu la sagesse d'exiger et la chance d'obtenir une investiture parlementaire. La démocratie n'exclut pas une délégation directe du peuple souverain à l'homme choisi par le destin. Il n'en reste pas moins que l'usage d'un référendum, qui était un plébiscite, en faveur d'une Constitution et contre les partis, rappelle les conflits du siècle passé entre République parlementaire et Empire plébiscitaire.

L'antiparlementarisme est devenu pour ainsi dire vérité officielle. On ne s'interroge plus sur les responsabilités des uns et des autres, des ultras et des libéraux dans la tragédie de l'Union française; on pose en principe que les partis ont été coupables. À l'avance, on proclame que le Parlement, au cas où il tenterait de franchir les frontières tracées par la Constitution, sera emporté par l'indignation des foules et les malheurs de la patrie. Il est entendu que les

généraux seront intelligents, les administrateurs éclairés, les ministres clairvoyants: pourvu que le Président de la République et les hommes choisis par lui gouvernent, tout ira bien.

Pourquoi, ajoutent les porte-parole des nouveaux Princes, aucun Français, les séparatistes mis à part, refuserait-il son assentiment au chef de l'État et à ses compagnons? Le chef de l'État n'est ni de droite ni de gauche et, sur la plupart des problèmes, il n'a rien révélé de ses intentions. Il n'appartient à personne parce qu'il appartient à tous. Il représente la France entière parce qu'il est étranger aux partis et supérieur aux factions. Comme le général de Gaulle n'est pas l'héritier des rois, il est dans la lignée des chefs acclamés.

Deux différences n'en apparaissent pas moins, en dehors même de la légalité de l'investiture parlementaire. (Cette légalité prête à contestation: le général de Gaulle n'a pas provoqué le coup d'État militaire d'Alger, mais des gaullistes l'ont préparé et d'autres l'ont canalisé dans la bonne direction). La première, qui saute aux yeux, est que le général de Gaulle est animé par des ambitions transpersonnelles: il veut être Washington, non pas Louis-Napoléon. Que la Ve République puisse quelque jour se passer de lui est, sans aucun doute, son vœu profond. En ce sens, il est le Législateur, non pas le despote, même éclairé, que les Bonapartes ont pu être.

Législateur, il a fondé une République qui sera, au point de départ, un Empire parlementaire à cause des circonstances, à cause de l'autorité incomparable de celui qui en sera le premier président, mais qui peut évoluer dans le sens parlementaire puisque le principe est posé de la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée.

Ni le Premier ni le Second Empire n'ont été des régimes totalitaires ou fascistes. L'un et l'autre ont été des régimes autoritaires où les grandes décisions, diplomatiques et militaires, ont été prises par un homme seul. Les Assemblées ne disparaissaient pas pour autant, le Conseil d'État participait à la rédaction des lois. Une vie parlementaire subsistait. Le Second Empire a évolué vers la combinaison par laquelle commence la Ve République, avec cette différence que Louis-Napoléon n'avait plus en 1870 l'autorité que possède en 1959 le général de Gaulle.

La Ve République sera dans l'immédiat plus impériale que ne l'était l'Empire en 1870 ou, si l'on préfère, celui-ci était plus parlementaire que la Ve République ne le sera à sa naissance. La combinaison n'est pas absurde, elle est viable et parfois utile: elle diffère des démocraties anglo-saxonnes par la juxtaposition de

l'élément plébiscitaire et de l'élément parlementaire alors que ces deux éléments sont unis l'un à l'autre dans les régimes stabilisés. Le Président de la République américaine, comme le Premier anglais, est le chef d'un grand parti. Le Président de la Ve République française se définit comme un arbitre au-dessus des partis, comme l'incarnation de la nation entière - ce qui est peut-être vrai pour le général de Gaulle mais ne le serait pas pour n'importe quel président de la République élu par le collège électoral élargi.

La Ve République avec le général de Gaulle est, par essence, un régime provisoire. La meilleure preuve en est le renversement des positions entre le 28 septembre et le 5 décembre. Avant le référendum, les antigaullistes, les professeurs de droit, les bourgeois d'esprit libéral, les progressistes dénonçaient la limitation excessive des pouvoirs accordés à l'Assemblée, l'élargissement excessif des prérogatives du Président de la République, le rétablissement du Sénat conservateur. Selon les vieilles habitudes, on défendait les parlementaires, on attaquait le Prince-Président. Depuis le 5 décembre, les mêmes opposants reportent leurs espoirs sur le Prince-Président et leurs attaques se concentrent sur les parlementaires gaullistes que l'on accuse d'avoir indûment monopolisé les faveurs qui s'adressaient non à eux mais à celui dont ils se réclamaient.

En ce sens, le cas actuel est unique. Ni Napoléon ni Louis-Napoléon n'avaient été chefs d'un grand parti avant de devenir Consul ou Empereur. Le général Boulanger a été le chef d'un grand parti, mais il a échoué dans sa tentative révisionniste. Le général de Gaulle a été une première fois au pouvoir en tant que chef de la France Combattante. À cette époque, il n'avait autour de lui qu'un petit nombre de fidèles, la plupart des résistants et des hommes politiques le reconnaissant comme symbole ou comme guide provisoire, non comme chef. Il a été ensuite le Président du Rassemblement du Peuple Français. Il est revenu au pouvoir comme le plus illustre des Français, c'est-à-dire plutôt comme le chef de la France Combattante que comme le Président du Rassemblement. Mais c'est le Rassemblement qui, sous le nom de l'U.N.R., a gagné les élections faites à l'ombre du général.

Du même coup, le renversement devient aisément intelligible. Avant le 28 septembre, l'Assemblée, élue au suffrage universel, incarnait la souveraineté populaire contre le Président de la République ou le Sénat, élus à deux degrés par un corps électoral que l'on supposait plus conservateur que le suffrage universel. Peut-être, quelque jour, le conflit, prévu ou redouté, entre une Assemblée "de gauche" et un Sénat ou un Président "de droite" surgira-t-il. Mais,

à l'heure présente, il s'agit de tout autre chose, c'est-à-dire des relations entre le Président Charles de Gaulle et une majorité que dominent le groupe U.N.R. et les élus d'Algérie. Tant qu'à choisir, l'opposition, qu'elle se rattache à la bourgeoisie libérale ou à la gauche classique, préfère légitimement le Président à l'Assemblée, c'est-à-dire Charles de Gaulle aux gaullistes.

Au reste, si ceux qui avaient reproché à la Constitution l'excès des prérogatives présidentielles se félicitent aujourd'hui de ce qu'ils déploraient la veille, les rédacteurs de la Constitution voient démenties également leurs hypothèses de base. Aucune majorité cohérente n'est possible, disait-on, dans un pays aussi divisé que l'est la France. Effectivement, si l'on avait appliqué la proportionnelle, le parti communiste serait resté au Palais-Bourbon le plus nombreux. Peut-être y aurait-il eu une majorité du centre droit, avec les indépendants, les U.N.R. et les députés algériens, comparable à la majorité qui existait dans la Chambre élue en 1951. Cette majorité, en période normale, aurait eu besoin au moins du M.R.P., sinon des groupes du centre. Elle n'aurait pas été sensiblement plus cohérente que maintes majorités de la IIIe ou de la IVe République.

Le miracle n'est pas que les Français, hier divisés, se soient soudainement rassemblés, pour le meilleur et pour le pire. En fait, les Français ont, sinon avec enthousiasme, du moins avec résolution, confié au général de Gaulle le sort de la patrie. Celui-ci a rédigé une Constitution équivoque, qui, en fonction des circonstances, peut déboucher sur un gouvernement présidentiel ou sur un gouvernement parlementaire, selon que le pouvoir exécutif, divisé entre Président de la République et Premier ministre, est effectivement exercé par l'un ou par l'autre.

Les mérites ou défauts de cette Constitution n'apparaîtront qu'à l'expérience. Dans l'immédiat, cette Constitution a deux conséquences, apparemment contradictoires, paradoxales au moins: elle complique la tâche du général de Gaulle, elle restreint la portée de la victoire électorale de l'U.N.R.

Avec une Constitution franchement présidentielle ou parlementaire, le général de Gaulle aurait pu, durant plusieurs années, rester le chef de l'exécutif, président américain ou Premier anglais. Seule une Constitution équivoque comme celle de la Ve République laisse planer un doute. À la longue, le Premier ministre, qui seul est directement en contact avec l'Assemblée, ne doit-il pas l'emporter sur un Président isolé dans les splendeurs et les solennités de l'Élysée? Encore une fois, la question ne se pose pas dans l'immédiat. Mais M. Michel Debré qui, avant le

28 septembre, affirmait que le Premier ministre dirigerait effectivement le gouvernement, se résignera-t-il indéfiniment à n'être qu'un porte-parole ou un prête-nom du chef de l'État? Et s'il se résigne, lui, son successeur se résignera-t-il? Quoi qu'on en dise, les institutions comportent une logique, à la longue irrésistible. Pour que la Constitution de la Ve République devînt l'origine d'une évolution vers un régime authentiquement présidentiel, il ne faudrait pas seulement modifier le mode d'élection du Président de la République, il faudrait aussi renoncer au principe de la responsabilité du ministère devant l'Assemblée.

Mais, en sens contraire, la Constitution comporte assez d'éléments d'un régime présidentiel pour interdire à l'U.N.R., à supposer qu'elle en éprouve la tentation, d'abuser de sa victoire. La menace de dissolution, tant que le général de Gaulle sera là, avec tout son prestige, garantit le loyalisme des gaullistes au général de Gaulle. Celui-ci aurait eu probablement plus de facilité de manœuvre si l'action conjuguée du système électoral et des électeurs n'avait pas donné à un parti le contrôle de l'Assemblée. Malgré tout, il demeure le maître du jeu pour une période dont les événements détermineront la durée.

L'U.N.R. et l'avenir politique

Comment juger des mérites d'une Constitution tant qu'un homme - et un homme seul - possède une autorité absolue, tant qu'un parti, d'opinion indéterminée, possède presque seul, ou avec des appoints sur lesquels il peut compter, la majorité? Pas plus qu'on ne peut affirmer ou nier que les nouvelles règles constitutionnelles mettent fin à la crise de la politique française, on ne peut fixer dès maintenant la signification de l'U.N.R.

En majorité, les élus de l'U.N.R. appartenaient aux cadres administratifs ou locaux du R.P.F. et souvent des Républicains Sociaux. Beaucoup sont jeunes, sans assises dans la circonscription qu'ils représentent. Certains sont venus au gaullisme dans la Résistance, d'autres en 1948, d'autres encore en 1958. Ils me paraissent, en majorité, plus fidèles que les élus du R.P.F. de 1951, moins enclins à rompre avec celui qu'ils ont reconnu pour chef. La plupart d'entre eux sont nationalistes, une minorité d'entre eux seulement sont de tendances fascistes. Antiparlementaires dans l'opposition, ils ne le seront pas nécessairement demain.

Les observateurs hésitent entre trois pronostics: l'U.N.R. se désagrègera comme le R.P.F.; elle deviendra un parti fasciste; elle dégénérera en parti radical de la Ve République. La première hypothèse me paraît la plus improbable, au moins pour les prochaines années. À moins que le général de Gaulle n'impose en Algérie une solution contraire aux désirs de ceux qui l'ont amené au pouvoir, un

parti majoritaire ne se dissout pas comme un parti qui a perdu l'espoir de conquérir l'État.

L'U.N.R., selon toute probabilité, va s'organiser, se renforcer, grossie par l'apport toujours important des opportunistes, de ceux qui ne résistent pas à l'attrait du succès, qui ne supportent pas d'être exclus des avenues du pouvoir. Va-t-elle pour autant prendre caractéristique, style et potentiel d'un parti fasciste? J'hésite à le croire.

Il ne manque pas de "disponibles" pour une aventure fasciste dans la France actuelle: le climat psychologique - nationalisme et antiparlementarisme - est là, les jeunes, anciens ou futurs parachutistes, sont là pour des sections d'assaut, les masses ne sont pas révoltées, mais elles sont passives, apathiques et, nous le verrons, les forces de résistance sont dérisoires. Pourtant, la transformation de l'U.N.R. en un authentique parti fasciste demeure provisoirement improbable.

L'U.N.R. se veut liée à un homme qui, à son tour, se refuse à formuler un programme. Or Charles de Gaulle, Président de la République, est moins disposé encore que Charles de Gaulle, Président du Conseil des Ministres, à lier son sort à celui d'un parti quel qu'il soit. Les Républicains Sociaux, réduits à eux-mêmes en 1956 et privés du grand nom qu'ils invoquaient en 1951, tombèrent à presque rien. L'U.N.R. peut créer un appareil à la disposition de ses chefs, mais non un parti de masses dans le style du fascisme ou du national-socialisme.

Les dirigeants du parti sont, ce qui est naturel, animés par le désir de gouverner longtemps, mais la plupart ne sont pas résolus à franchir le Rubicon. Par révolte contre l'impuissance de la IIIe ou de la IVe République, par tempérament, ils sont enclins aux méthodes autoritaires, méprisants à l'égard de parlementaires dont quelques-uns d'entre eux ont partagé les jeux, ils ne semblent pas dès maintenant résolus à garder le pouvoir par tous les moyens.

C'est M. Jacques Soustelle qui passe pour le plus redoutable en raison de son passé d'extrême gauche, des fonctions policières qu'il a remplies, de son rôle en mai 1958, des amitiés qu'il garde en Algérie et dans l'armée. L'ancien gouverneur général de l'Algérie est, parmi les dirigeants de l'U.N.R., le seul que l'on estime capable des ambitions et du cynisme indispensables aux aventures fascistes, le seul auquel on attribue plus de goût pour le pouvoir que de fidélité au général de Gaulle. Que ces soupçons soient ou non fondés (je ne les crois pas fondés), M. Jacques Soustelle me paraît trop intelligent pour méconnaître la différence des époques et l'esprit du temps.

Dans le monde occidental, la France perdrait ses chances si elle manquait

ouvertement aux règles de la démocratie formelle. Les Français, dans leur humeur présente, laissent volontiers le général de Gaulle et ses techniciens régler au mieux les affaires publiques. Ils seraient fâchés de perdre leur liberté de critique, peut-être indignés si la rénovation du pays s'accompagnait de terreur policière.

On m'objectera que le problème posé concerne l'avenir, non le présent. L'équipe de l'U.N.R. a réussi là où celle du R.P.F. avait échoué. Qu'elle préfère maintenir la façade libérale, sans doute. Mais peut-elle renouveler ses exploits électoraux de 1958? En d'autres termes, peut-elle devenir le parti radical de la Ve République?

Au cours des prochaines années, l'U.N.R. ne peut pas s'opposer ouvertement au général de Gaulle puisque celui-ci a le droit de dissoudre l'Assemblée et que l'U.N.R., désavouée par le général, ne serait plus rien. Au-delà des prochaines années, l'U.N.R. peut-elle devenir un parti normal d'un régime normalisé? Si l'on se réfère au passé, on est tenté de répondre négativement. Jamais un rassemblement autour d'un homme n'a survécu à celui qui en avait été l'inspirateur. Si l'on observe la conjoncture présente, on constate qu'il y a, sur la scène politique, des places à prendre, des rôles à remplir. Pourquoi un parti nouveau ne répondrait-il pas à l'attente d'une France nouvelle?

La France n'a jamais eu de grand parti de droite, organisé à l'échelle nationale, enraciné dans les circonscriptions. Les partis du centre, et en premier lieu le parti radical, ont perdu leur clientèle, soit que l'industrialisation du pays en ait précipité la dispersion, soit que la jeunesse soit rebelle au style des "grands ancêtres". Des millions d'électeurs modérés vont du M.R.P. à l'U.N.R. en passant par le R.P.F. et le Poujadisme. Des millions d'électeurs de gauche vont du communisme à l'U.N.R. parfois après un détour par le Poujadisme. L'instabilité électorale de la France depuis la deuxième guerre mondiale démontre le déracinement de millions de citoyens, leur insatisfaction à l'égard des partis existants, leur nostalgie du "neuf" et du "raisonnable".

L'U.N.R. peut-elle offrir enfin à des millions de Français, de gauche ou de droite, lassés par les slogans anachroniques, le parti qu'ils appellent de leurs vœux, efficace, moderne et pourtant libéral? Il serait prématuré de répondre *oui*, injuste de répondre *non*. Les qualités que l'on attend du parti radical de la Ve République, les dirigeants de l'U.N.R. les possèdent collectivement, non individuellement. M. Chaban-Delmas, depuis 1946, n'a pas montré moins de virtuosité à suivre les vicissitudes de notre époque que les plus subtils des

radicaux de la IIIe République. M. Michel Debré a témoigné d'une intransigeance, d'une passion et d'une fidélité qui l'apparentent aux légitimistes du siècle dernier, toujours en émigration intérieure lorsque leur roi était en exil (l'émigration intérieure de M. Debré était plus active, plus combative que celle des légitimistes). Quant à M. Soustelle, il n'a montré ni la virtuosité du président de la Chambre ni la rigueur du Premier Ministre, puisque nommé en Algérie par M. Mendès-France, il en est revenu sous les acclamations de la foule d'Alger et avec la bénédiction de M. de Sérigny. Entre M. Chaban-Delmas toujours au centre et M. Soustelle toujours aux extrêmes, M. Michel Debré offre l'image de la constance et de la foi. Au moins par sa diversité, le personnel de l'U.N.R. peut déjà rivaliser avec celui du radicalisme de jadis.

La véritable difficulté pour l'U.N.R. et pour l'observateur tient à l'humeur politique des Français. En quelles circonstances seraient-ils satisfaits? Qu'exigent-ils de leurs gouvernants? Qu'espèrent-ils de leur pays? Le jeu parlementaire, avec ses rites ésotériques et son absurdité gratuite, avait fini, non sans motif, par leur faire horreur. Il est juste de dire que les Français voulaient un régime honorable, qui pût résister à la comparaison avec celui de nos voisins et alliés. Telle est, me semble-il, une des aspirations de l'électorat français. J'ai peur, cependant, que d'efficacité et le modernisme ne suffisent pas à convenir les Français, à les faire passer du non au oui, de la révolte à l'assentiment. Je crains que la stabilité gouvernementale les déçoive comme les a déçus le rendement industriel. Jamais M. Mollet n'a été aussi populaire qu'au moment où il commettait sa plus grande sottise, l'ultimatum à l'Égypte. La guerre d'Algérie - guerre typiquement anachronique - a valu à l'U.N.R. ses succès. Ni le régime Adenauer ni le régime britannique ne comblerait les vœux des Français. Il y faudrait ajouter la gloire. Mais la gloire au XXe siècle coûte cher et, pour un pays semi-industrialisé de 45 millions d'âmes, elle sera toujours à demi illusoire.

Les Français sont en voie de s'adapter au réel et d'entrer dans la civilisation industrielle. La révolte contre "les poisons et les délices du système", l'effondrement des vieux partis, l'élimination des hommes d'hier ou d'avant-hier, tous ces phénomènes sont des signes de santé, ils devaient accompagner la modernisation du pays, ils peuvent annoncer la rénovation de la politique. Mais l'U.N.R. pour l'instant n'est rien par elle-même. L'état-major n'en est ni meilleur ni pire que celui des autres partis. Au hasard des circonstances, une équipe d'hommes, unis par un nom glorieux et des ambitions, a conquis momentanément la majorité à la Chambre. Ces hommes et leurs électeurs sont les uns et les autres trop incertains d'eux-mêmes et de leurs objectifs pour que

l'on puisse prévoir l'avenir de leurs relations. Pour l'instant, les citoyens se reconnaissent dans le parti qui veut à la fois "l'Algérie française" et une "France du XXe siècle". Le jour où l'incompatibilité se découvrirait entre les deux chapitres du programme, les électeurs, selon leur coutume, ne s'en prendraient pas à eux-mêmes mais à leurs représentants.

La gauche n'existe pas

Que l'on se réfère à la Constitution ou à la conjoncture politique créée par le triomphe de l'U.N.R., on a l'impression que la crise n'est pas encore résolue. Le régime du général de Gaulle et de l'U.N.R. semble provisoire, comme semblait provisoire la monarchie orléaniste, ou le Second Empire, ou la IVe République. Non que les nouveaux Princes soient menacés par les anciens ou par des partisans d'un régime encore inédit, mais la monarchie orléaniste n'était mise en péril ni par les légitimistes ni par les républicains. Le Second Empire ne craignait guère les monarchistes ou les républicains. Chacun des régimes français, au siècle dernier et en ce siècle depuis 1930, est obligé de craindre ses échecs, ses contradictions intérieures, l'absence d'une légitimité universellement reconnue et l'opportunisme de la majorité des Français, opportunisme qui se camoufle parfois sous une prétendue passion idéologique ou se combine avec elle.

75% des Français qui ont voté en novembre-décembre 1958 ont été fidèles à leurs préférences traditionnelles. Ils ont montré à peine plus d'instabilité que les électeurs britanniques dont 10%, en passant d'un parti à l'autre, provoquent la révolution travailliste ou le retour des conservateurs. La différence est que la France change de régime ou de Constitution et que, à l'intérieur d'un régime parlementaire, les Français votent pour tant de partis différents qu'ils ne confèrent de mandat à aucun d'eux, semblent prisonniers de passions contradictoires, la veille du jour où, se ralliant à Louis-Philippe après avoir chassé Charles X, à Louis-Napoléon après avoir chassé Louis-Philippe, à Charles de Gaulle après avoir assisté avec indifférence à la mort de la IVe République, ils se montrent apparemment aussi sceptiques que les Italiens.

Au siècle dernier, le fait majeur était la division à l'intérieur de la classe dirigeante sur la forme de l'État. La masse des Français acceptait avec sérénité une monarchie, un Empire ou une République pourvu que les "conquêtes sociales" de la Révolution fussent préservées. La IIIe République finit par être l'objet d'un assentiment presque unanime mais, depuis 1930, le régime est de nouveau perpétuellement en question. Personne ne défendait plus la IIIe

République en juillet 1940, personne ne défendait plus le maréchal Pétain en septembre 1944 et pourtant les Français avaient été républicains en 1939 et ils étaient en majorité pétainistes en 1940.

Ralliés tour à tour à un roi, à un Bonaparte ou à une République, les Français moyens étaient opportunistes au siècle dernier, peu nombreux à se battre pour le régime aboli, monarchique, impérial ou républicain. Mais des minorités, parmi les privilégiés et dans le peuple, étaient farouchement légitimistes ou républicaines et se retiraient dans l'émigration intérieure quand leur roi était en exil ou un despote au pouvoir. Acclamant tour à tour, parfois simultanément, le maréchal Pétain et le général de Gaulle, la IV^e, puis la V^e République, M. Pinay puis M. Mendès-France, les Français moyens du XX^e siècle semblent opportunistes et beaucoup le sont en effet. Mais la faute en est surtout aux circonstances, aux péripéties de l'histoire nationale. Personne ou presque n'était prêt à se battre pour la IV^e République en mai 1958. En ce sens, les Français du XX^e siècle sont plus opportunistes que les peuples anglo-saxons. Ils n'ont pas été choqués par le coup d'État militaire d'Alger et ils ont adhéré avec empressement à la version officielle des événements, selon laquelle le général de Gaulle avait sauvé la France de la guerre civile.

Dans la classe dirigeante se créent deux types extrêmes: ceux qui servent un seul régime (les légitimistes, les républicains de principe, les fidèles du Maréchal en 1945, les gaullistes de 1955), ceux qui les servent ou les trahissent tous. Il est frappant que, parmi les Princes de la IV^e, M. Mendès-France fut un des rares à ne pas se rallier à la V^e République bien qu'il ait été un des moins représentatifs du "système".

À l'intérieur du régime, les Français moyens ou les hommes politiques sont-ils idéologues avec sincérité? Ils invoquent davantage les idées, ils discutent davantage de principes, ils précisent moins clairement les intérêts qu'ils se proposent de défendre, les réformes qu'ils souhaitent réaliser, que les autres Occidentaux. Le langage politique des Français est plus abstrait que celui des Anglais ou des Américains. Mais depuis qu'il n'y a plus de monarchistes ou de bonapartistes de conviction et que tout le monde se réclame de la République, c'est par illusion volontaire que la France se tient pour déchirée par les idéologies.

Les vrais révolutionnaires de droite, dans les années 30, n'ont pas été très nombreux. Les mouvements d'extrême droite reprenaient les thèmes traditionalistes plus qu'ils ne souscrivaient aux slogans fascistes ou national-

socialistes. L'opposition de droite - maurrassienne ou fascisante - à la démocratie parlementaire subsiste mais ce n'est pas elle qui a renversé la IV^e République. Il est vrai que 10 à 15% des Français voient le monde comme la propagande stalinienne leur a appris à le voir. À gauche et à l'extrême gauche, dans la classe intellectuelle, écrivains et professeurs continuent à discuter passionnément du communisme, du colonialisme et de la démocratie. La gauche demeure peut-être idéologique, mais elle est aujourd'hui vaincue, elle et ses idéologies, peut-être plus décisivement qu'elle ne l'était en 1940.

La gauche est vaincue d'abord et avant tout parce que, capitulant en mai 1958 devant une rébellion militaire, elle se reniait elle-même et avouait publiquement son néant. Il se peut que cette capitulation ait été le moindre mal. Il se peut que cette capitulation ait été de toute manière inévitable. Mais en donnant au général de Gaulle un pouvoir absolu, en cherchant à se sauver grâce à lui, les républicains désavouaient leur action passée. Ils avaient rejeté en 1946, en 1951, les projets constitutionnels du Libérateur. S'ils avaient eu raison hier, ils avaient tort aujourd'hui. S'ils avaient raison aujourd'hui, ils avaient eu tort hier. La victoire de l'homme que les foules d'Alger acclamaient (fût-ce par erreur) ne pouvait pas ne pas signifier la défaite de la gauche, quel que soit le sens que l'on prête à ce mot équivoque, défaite des républicains, des socialistes, des intellectuels, de ceux qui critiquaient la guerre d'Algérie, de ceux qui rappelaient l'armée à son devoir d'obéissance. Le référendum du 28 septembre, les élections de novembre-décembre ont développé les conséquences logiques de ce qui s'était passé en mai-juin 1958.

En mai 1958, il était probablement trop tard pour résister. Si le vrai socialisme, celui de M. Guy Mollet, se définit par le refus aux Algériens du droit de libre détermination et par l'expédition d'Égypte, les électeurs me paraissent avoir témoigné de plus de bon sens que le secrétaire général de la S.F.I.O. Pour ces entreprises guerrières, ils ont préféré le général de Gaulle à M. Guy Mollet, les indépendants et l'U.N.R. aux socialistes. Le grand dessein étant de conquérir ou de garder l'Afrique par la force, mieux vaut se situer dans la tradition de Bonaparte que dans celle de Jaurès.

Avons-nous raison d'incriminer M. Guy Mollet? Certes, on ne peut pas ne pas lui reprocher la campagne électorale qu'il a menée en décembre 1955. Les propos irresponsables qu'il a tenus avant d'arriver à Matignon préparaient les émeutes d'Alger, qui, elles-mêmes, conduisaient à l'effondrement d'un chef de gouvernement sans autorité et sans prestige. Mais pourquoi s'arrêter là? En

créant le pseudo-Front républicain, en dénonçant la majorité qui venait d'accorder l'indépendance au Maroc, la gauche non communiste travaillait contre elle-même. Si les apparements ne jouaient pas, la proportionnelle devait envoyer au Palais-Bourbon une Assemblée ingouvernable. Le succès poujadiste acheva l'œuvre entreprise par le Front républicain. La Chambre la moins gouvernable du siècle devait résoudre le problème le plus difficile du siècle.

L'écrasement de la gauche a des causes plus profondes encore. La première de ces causes est la demi-solidarité qu'une fraction de la gauche s'est obstinée à maintenir avec le parti communiste. Pendant des années quelques-uns des plus grands intellectuels de France, si sévères à l'égard de leur patrie, ont manifesté une indulgence illimitée à l'égard de l'homme que M. Khrouchtchev lui-même, dans son fameux discours du XXe Congrès, représentait comme un tyran sanguinaire et presque insensé. Les organes de la gauche non communiste trouvent plus facilement des excuses à l'Union soviétique qu'aux États-Unis. Tant qu'une certaine gauche veut se définir par la propriété collective des instruments de production, la planification et l'avènement du prolétariat, comment pourrait-elle rompre avec un État qui applique la moitié de son programme et se sentir chez elle dans l'univers dominé par le pays qui se vante d'être capitaliste? La gauche traditionnelle n'existe plus à partir du moment où les électeurs communistes sont exclus de la communauté politique française, à partir du moment où les intellectuels doivent justifier ou excommunier un régime soi-disant socialiste qui, peut-être à certains égards efficace, est à coup sûr un des moins humanitaires de l'histoire.

La mutation de l'Empire n'a pas posé à la gauche un problème moins insoluble que l'existence de l'Union soviétique. Les socialistes professaient sans risque des idées libérales sur le sujet de l'Empire tant que celui-ci était solide et qu'eux-mêmes n'avaient pas la responsabilité du pouvoir. Jaurès avait critiqué la politique marocaine de la France, déjà le Cartel des gauches avait dû envoyer une grande armée pour vaincre Abd El Krim. C'est un ministre socialiste, M. Marius Moutet, qui laissa échapper les dernières chances d'éviter la guerre d'Indochine. C'est un ministère à présidence socialiste qui dut, en 1956, assumer la lourde tâche de gagner ou de liquider la guerre l'Algérie et qui ne put accomplir ni ceci ni cela.

Du fait que les communistes étaient exclus de la communauté, les socialistes constituaient la gauche des nationaux, trop faibles pour gouverner seuls, trop forts (sous la IVe République) pour refuser la participation au gouvernement. Ils

ne pouvaient plus ni manifester une hostilité de principe aux colonies tout en tolérant le maintien du patrimoine par les partis de droite, ni traduire en action leur idéologie anticolonialiste. M. Guy Mollet parvint à se convaincre lui-même que l'intégration de l'Algérie à la métropole était le mot d'ordre le plus conforme à son idéal. On lui fournit quelques propos d'Alain, rédigés au moment de la révolte d'Abd El Krim, qui dénonçaient les illusions de la libération nationale (opposée à la libération des individus). Aussi bien le cas de l'Algérie était-il le plus difficile, le plus équivoque. Céder à la revendication nationale du F.L.N. c'était sacrifier à terme les intérêts d'un million d'Européens. Une gauche nationale, qui revendiquait le droit de gérer les affaires publiques, pouvait-elle se soustraire au devoir de l'unité française, de Dunkerque à Tamanrasset? Mais sur cette voie, elle doit s'estimer heureuse que le général de Gaulle lui ait épargné le régime des colonels.

Ce que l'on appelait jadis la gauche se trouve aujourd'hui divisé en trois tronçons: les communistes, l'Union des forces démocratiques, le parti socialiste qui continue de suivre M. Guy Mollet. Le parti communiste a gardé son appareil clandestin, il a encore recueilli les suffrages de près de 20% des électeurs, mais il a perdu son dynamisme, son pouvoir d'attirer les jeunes, les intellectuels. Il est une institution doublement conservatrice: il conserve les méthodes et les idéologies vieilles du stalinisme, il protège les partis bourgeois en interdisant la formation d'une gauche puissante.

L'Union des forces démocratiques a recueilli les débris du mendésisme, des opposants qui ont quitté le parti socialiste, des intellectuels de gauche qui ne veulent "trahir" ni avec Thorez, ni avec Mollet. L'échec de l'U.F.D. aux élections a été spectaculaire. Même un désastre en Algérie ne lui ouvrirait pas les perspectives du pouvoir: les Français en voudraient à ceux qui auraient annoncé la catastrophe plus qu'à ceux qui l'auraient causée.

Quant au parti socialiste orthodoxe, séparé des communistes et de l'U.F.D., il risque d'attendre longtemps le retour au pouvoir. Avec un scrutin proportionnel, les 15% de votants socialistes jouaient un rôle décisif à l'Assemblée nationale. Avec un scrutin majoritaire et un parti communiste affaibli, les modérés peuvent faire élire leur candidat dans la plupart des circonscriptions sans avoir besoin des "socialistes nationaux".

La gauche, sans perspective immédiate de revanche, pourrait méditer sur son avenir, sur ses chances de renaissance. Elle doit répondre à trois questions. Doit-elle tenter un rapprochement avec les communistes? Doit-elle chercher un

compromis avec les partis "nationaux" sur le sujet de l'Algérie ou, tout au contraire, formuler explicitement la doctrine du droit de l'Algérie à l'indépendance? Doit-elle enfin ranimer les vieux mots d'ordre socialistes (propriété collective des instruments de production)?

Personnellement, je répondrais *non* à ces trois questions. À la longue, une gauche française ne peut exister que par l'affaiblissement du parti communiste, par le refus des guerres coloniales, par l'élaboration de formules susceptibles d'intéresser les électeurs d'aujourd'hui. Cette gauche anticommuniste et anticolonialiste, qui se proposerait de gérer dans l'intérêt de tous la société industrielle, ne paraît pas sur le point de naître et, à supposer qu'elle existe, de recueillir les suffrages des masses.

Mais la politique française se prête mal aux prévisions. Il y a un an, le général de Gaulle lui-même se croyait à jamais exclu du pouvoir: il est aujourd'hui tout-puissant. Sur le papier, la droite, à supposer que celle-ci englobe les indépendants, les députés d'Algérie et l'U.N.R., paraît assurée de l'avenir. Nous ne pouvons pas oublier que les régimes français, en ce siècle, sont plus menacés par les événements que par leurs ennemis.

Modernisation de la politique?

Il est facile de définir en matière économique la "modernisation". Mais, quand il s'agit d'un régime politique, que faut-il entendre par là? Faut-il prendre le régime anglais, le régime américain, le régime soviétique pour modèle? Les Français détesteraient le régime soviétique; le régime américain est un des moins rationnels du monde; transporté en France, il ne fonctionnerait pas; quant au régime anglais, il suppose une discipline des partis, inconcevable dans notre pays.

Les "superstructures politiques" des sociétés industrielles présentent toutes certaines caractéristiques communes: le recours croissant aux experts, le rétrécissement de la marge de manœuvre laissée aux politiques, le caractère technico-administratif du gouvernement. Mais, en ce sens, la IV^e République ne faisait pas exception. La France était administrée par les grands fonctionnaires autant et plus que la Grande-Bretagne et les États-Unis. Les jeux du système se déroulaient dans l'empyrée parlementaire, ils auraient été supportables si la France n'avait eu un empire colonial à perdre ou à garder, des décisions à prendre, des réformes à accomplir.

L'anormalité de la IV^e République tenait à l'instabilité ministérielle, elle-même liée à la permanence du jeu parlementaire, à la dispersion des partis, à l'absence

de majorité cohérente et de chefs suivis par leurs troupes. L'Assemblée française n'était dominée ni par des partis cohérents ni par des personnalités indépendantes des partis. Elle cumulait les caractéristiques et les défauts des deux types de parlements, de personnalités et de partis.

Comparée à la IV^e République, la Ve paraît un régime de notre temps. Le Président de la République est élu pour sept ans; le Parlement, qui siège cinq mois et demi par an, ne pourra renverser le gouvernement sans courir le risque d'être dissous; sagement, il discutera et votera quelques lois. Un monarque investi par le peuple entier et entouré de sages conseillers, un Premier ministre qu'il a lui-même choisi et qui explique la politique du pouvoir aux élus de la nation, est-ce le régime moderne que la France cherche depuis si longtemps? Il faut quelque optimisme pour y croire.

Dans la civilisation industrielle où le gouvernement est par nature technocratique, la stabilisation de la démocratie exige de multiples conditions: l'acceptation quasi universelle des règles du jeu, constitutionnelles et électorales, l'enracinement dans le pays de partis respectueux de ces règles, l'accord sur le destin national entre la classe politique et les électeurs, entre les partis. Aucune de ces conditions n'est définitivement remplie.

Le général de Gaulle a imposé des règles constitutionnelles dont le sens est équivoque, qui prêtent à une interprétation de style présidentiel et à une autre de style parlementaire, qui humilient l'Assemblée, traitée en suspecte, et qui organisent une rivalité permanente entre Président de la République et Premier Ministre. Nul ne peut dire avec assurance ce que deviendra ce régime après le règne du général de Gaulle.

À la faveur des circonstances et d'une loi électorale, les représentants de quelque 40% des électeurs (indépendants, U.N.R. auxquels il faut ajouter les élus d'Algérie) sont maîtres de la Chambre des députés. Nul ne peut savoir si l'U.N.R. sera définitivement respectueuse des règles du jeu, si les électeurs lui conserveront leur confiance dans cinq ans. Nul ne peut savoir si, en cas de changement de majorité, les vainqueurs se plieraient à la discipline de la Constitution de 1958.

Enfin et surtout, les Français sont unanimes dans l'espoir, non dans la volonté. Quatre Français sur cinq ont fait confiance au général de Gaulle pour trouver une issue à la guerre d'Algérie. Mais s'il ne trouve pas d'issue?

80% des Français ont choisi la grandeur: combien ont accepté la grande pénitence dont les experts ont défini la rigueur?

Comment Raymond Aron voit l'avenir du monde

Réalités
mars 1959

Poursuivant ses conversations très approfondies avec les principales personnalités qui exercent une influence sur l'opinion française (1), Danielle Hunebelle s'entretient aujourd'hui avec Raymond Aron, l'auteur de «L'Opium des Intellectuels» et de «Espoir et peur du siècle». Le plus subtil de nos analystes politiques précise pour nos lecteurs, avec cette acuité de pensée qui le caractérise, ses vues sur les chances d'une guerre thermonucléaire, l'évolution des rapports entre l'Ouest et l'Est, et les perspectives qui s'offrent à la France pour les cinquante années à venir.

Comment voyez-vous le monde d'ici une quinzaine d'années?

À quel point de vue?

À tous les points de vue. Du point de vue surtout politique, distribution des forces, équilibre des blocs, etc.

D'ici une quinzaine d'années, la Russie soviétique aura une industrie lourde qui sera l'équivalent de – disons 80 à 100% – de l'industrie lourde américaine actuelle. Il faudrait voir les choses de plus près et se reporter aux chiffres du plan septennal.

Et que sera à ce moment-là l'industrie américaine?

C'est plus difficile à dire. Prenons un chiffre. Les États-Unis produisent aujourd'hui, quand ils le veulent, environ 115 millions de tonnes d'acier. La Russie en produit 55, 56 millions. Si on suppose une augmentation de 3 ou 4 millions de tonnes par an, cela fait, d'ici quinze ans, 45 à 60 millions. Donc, d'ici une quinzaine d'années, l'industrie lourde soviétique peut être de l'ordre de grandeur de l'industrie lourde américaine actuelle. À ce moment-là, l'industrie lourde américaine sera peut-être entre 25 et 50 % supérieure à ce qu'elle est aujourd'hui. Mais l'écart se rétrécira certainement entre l'industrie lourde soviétique et l'industrie lourde américaine, ce qui ne veut pas dire que l'écart se réduira dans la même proportion en ce qui concerne le produit national brut, ni même en ce qui concerne le niveau de vie. Car il est parfaitement concevable que la supériorité du niveau de vie américain sur le niveau de vie soviétique se

soit maintenue d'ici quinze ans (mais le niveau soviétique sera plus élevé). Étant donné la répartition des efforts de l'Union soviétique, c'est dans la section de l'industrie, qui détermine les forces militaires, que l'écart se rétrécira.

Et vous ne voyez pas de conflit mondial dans cet intervalle?

Non. Je l'exclus de mes calculs. Non pas qu'il soit tout à fait exclu... Puisque vous me posez la question, nous allons prendre comme point de départ l'éventualité de la guerre. Je ne crois pas du tout que nous ayons quinze années de paix assurée. Je crois à la continuation, pendant une longue période, de ce qu'on appelle la guerre froide, mais sur le papier une guerre thermo-nucléaire est improbable, pour une raison simple: c'est qu'elle a cessé d'être un instrument rationnel de politique. Aucun objectif politique ne peut compenser la destruction à peu près certaine due à une guerre thermo-nucléaire.

Et on ne peut pas tomber dans une politique irrationnelle?

Attendez... J'ajoute que l'irrationalité de la guerre thermo-nucléaire, quelle que soit l'évolution comparée des véhicules porteurs, deviendra de plus en plus grande parce que la seule guerre thermo-nucléaire rationnelle est celle qui serait unilatérale, c'est-à-dire qui impliquerait du premier coup la destruction des moyens de représailles.

Et cela, d'après vous, est exclu?

Oui, dès aujourd'hui, c'est exclu pour une destruction totale, et cela va devenir de plus en plus exclu, parce que le nombre des véhicules porteurs augmente et que la difficulté de destruction des véhicules porteurs augmente. Les sous-marins porteurs de fusées sont invulnérables à l'attaque par surprise. Dès qu'on aura les carburants solides de fusées, il sera absolument impossible de détruire les rampes de lancement. Par conséquent, une guerre thermo-nucléaire sera irrationnelle. Elle sera irrationnelle spécialement pour les deux grandes puissances. Le seul vainqueur d'une guerre russo-américaine, ce serait la Chine. Donc, dans la mesure où on suppose que l'Histoire a un minimum de rationalité, cette guerre thermo-nucléaire ne devrait pas avoir lieu.

Cela dit, vous me répondez avec bon sens: «Qu'est-ce qui vous donne la garantie que l'Histoire est rationnelle, et surtout les guerres?»

Rien. Il est parfaitement possible que cette guerre éclate sans que personne le souhaite. Cela me paraît cependant improbable; pas exclu, mais improbable: parce qu'on est de plus en plus conscient de la nature de la guerre; parce que les mauvaises mœurs diplomatiques sont telles qu'il ne peut plus y avoir d'incident à

la manière de Sarajevo; on s'en fout. On peut tuer tous les présidents du Conseil et tous les présidents de la République du monde, on ne fera pas la guerre pour cela.

Alors, il faudrait une erreur de calcul et un entraînement progressif, ce qui évidemment n'est pas exclu, mais c'est très improbable, car il y a eu beaucoup d'occasions de se laisser entraîner, et on ne s'est pas laissé entraîner.

Il faudrait supposer une nouvelle puissance thermo-nucléaire irrationnelle... la seule qu'on puisse concevoir c'est la Chine. Il y a le raisonnement qu'on prête aux Chinois: «Une guerre thermo-nucléaire laisserait subsister au moins encore quelques dizaines de millions de Chinois.

Mais est-ce qu'on ne peut pas prévoir le cas où, devant une Chine qui se militarise très dangereusement, la Russie et l'Amérique, de conserve, décident de lancer quelques bombes sur la Chine?

Pas dans les quinze années qui viennent. Ces sortes de considérations sont très au-delà de notre horizon historique. Sur le papier, selon une façon de penser traditionnelle, les États-Unis et la Russie soviétique devraient se sentir alliés. Mais ils ne se sentent pas alliés, pour un grand nombre de raisons.

Cela ne semble pas psychologiquement possible dans les quinze prochaines années. La Chine des quinze prochaines années sera alliée de l'Union soviétique et l'Union soviétique et les États-Unis ne se réuniront pas contre la Chine. À supposer que cela se produise – ce qui n'est pas impossible – ce serait largement au-delà de quinze ans.

Avez-vous l'impression que, dans quinze ans, nous aurons pris pied sur la lune?

Je n'en sais rien.

Vous y pensez?

Non. Je ne m'y intéresse pas spécialement. Je ne suis pas du tout astronome, ni physicien. J'ai le sentiment, d'après ce que je lis, que les difficultés sont immenses, qu'il n'est pas démontré qu'on puisse franchir l'atmosphère et y revenir. Il y a toutes espèces de barrages qu'on est en train de découvrir.

Qu'on puisse envoyer un satellite autour de la lune, c'est certain. Qu'on puisse envoyer une fusée à un point donné de la lune, c'est très probable.

Mais satelliser la lune?

Qu'on puisse envoyer des hommes, cela me paraît dans l'immédiat improbable, et je ne crois pas énormément à l'efficacité militaire. Oui, dès

maintenant, on peut détruire à peu près toutes les villes de l'Union soviétique et des États-Unis avec les moyens dont on dispose, et je pense que l'augmentation de la capacité destructive d'un des camps, ce qui est toujours possible, ne doit logiquement pas supprimer la capacité de représailles de l'autre.

Dans ce contexte, quelles sont, d'après vous, les intentions des Américains et des Russes? Ils doivent se dire ce que vous dites là: une guerre thermo-nucléaire serait irrationnelle... Quelles sont leurs intentions?

Nous avons affaire à deux puissances qui sont en conflit, parce qu'elles ne peuvent pas faire autrement; qui ont un intérêt commun qui est d'éviter la grande guerre, et jusqu'à présent, cet intérêt commun a été extrêmement solide. On s'est aperçu, au moment de Suez, que ce que j'appelle l'alliance non écrite russo-américaine contre la guerre est infiniment plus forte que toutes les autres alliances. Personnellement, je pense que cette alliance doit continuer, ce qui n'exclut absolument pas le conflit, parce que ces deux puissances ne peuvent se mettre d'accord.

Le conflit localisé?

Le conflit global.

Le conflit idéologique?

Le conflit de puissance et d'idéologie. Ces deux puissances ne peuvent pas se mettre d'accord: 1° parce que l'essence des idéologues est de ne pas connaître de frontières, et qu'on ne peut donc pas discriminer les zones d'influence. Ce qui a été le procédé classique à travers l'Histoire, faire vivre ensemble deux empires, n'est plus possible. L'Occident est une agression permanente contre les démocraties populaires, et les démocraties populaires sont une agression permanente contre l'Occident. Ce n'est pas de la faute de Washington ou de Moscou, c'est comme cela; 2° les lignes de démarcation sont très mal tracées, et on ne sait pas comment les modifier. Les lignes de démarcation passant au milieu de Berlin et de l'Allemagne, et en Europe, sont détestables. Et même si les deux grandes puissances voulaient modifier cela, elles ne le peuvent pas dans l'état actuel des choses.

Donc, leurs intentions?

Il y a une puissance qui est révolutionnaire, et l'autre conservatrice. La puissance soviétique est encore relativement révolutionnaire, en fonction de la façon de penser des dirigeants, qui désirent la diffusion universelle de leur système. Les États-Unis ont à peu près perdu l'idée que le système soviétique

soit destiné à s'effondrer. Mais ils ont conservé l'idée qu'au fur et à mesure que la civilisation industrielle se développera, en Russie soviétique, les dirigeants cesseront d'être révolutionnaires et accepteront de vivre et de laisser vivre les pays soviétiques dans un esprit différent.

Le but des Soviétiques est, à long terme, la diffusion de leur système.

Le but des Américains est, à long terme, non pas l'effondrement du système soviétique, mais sa conversion à une démocratie embourgeoisée.

Et que pensez-vous, vous, Monsieur?

Sur quinze ans, cela n'est pas assez.

Et que direz-vous sur cinquante ans?

Sur cinquante ans, si on fait abstraction de l'Asie, je crois à l'embourgeoisement de l'Union soviétique, mais le facteur chinois introduit un tel trouble dans les prévisions pour l'Union soviétique elle-même que cela devient très difficile de prévoir.

Sur la longue perspective logique de la civilisation industrielle, il n'y a que deux éventualités: la destruction réciproque, ou l'embourgeoisement général.

Il n'y en a pas de troisième.

Vous dites «embourgeoisement». Il ne faut pas confondre avec socialisation?

C'est la même chose. Ce que j'appelle embourgeoisement, c'est simplement les ouvriers vivant comme les bourgeois.

Le nivellement par le milieu?

La suppression des grandes concentrations de fortune est à peu près réalisée dans la plus grande partie du monde occidental, des pays développés. Le pays où il fait bon être riche, c'est le pays pauvre. Dans les pays du style des États-Unis, naturellement, il y a des riches et des pauvres. Mais il n'y a pas tellement de différence entre l'Américain qui gagne 15.000 dollars et celui qui en gagne 300.000. L'Américain qui gagne 15.000 dollars a sa maison, son auto, il peut aller se promener en Europe une fois par an, etc.

Et si les choses ne se passaient pas du tout comme cela? Cet embourgeoisement, nous le souhaitons. Mais supposons qu'il n'ait pas lieu?

Cela ne peut pas ne pas avoir lieu en Union soviétique. Je vous présenterai les choses de la manière suivante:

La théorie de la paupérisation est fausse, même en régime soviétique. Il n'y a de théorie de la paupérisation possible pour aucune société industrielle. Le

maximum de ce qu'on puisse faire; c'est ralentir considérablement l'augmentation du niveau de vie – ce que les Russes font avec une très grande efficacité – au fur et à mesure de l'accroissement de la puissance industrielle.

Ceci à supposer qu'il n'y ait pas de guerre.

Il va de soi que l'Union soviétique et la Chine peuvent s'armer au maximum pour une guerre atomique, et que ma perspective optimiste peut être fausse, parce que les Soviétiques russes et chinois voudraient la puissance par l'extermination physique de leurs adversaires.

Mais si nous ne supposons pas qu'ils veuillent cela, même si nous les supposons idéologiquement fanatiques, ils ne peuvent pas vouloir la guerre, car après une guerre thermo-nucléaire, le vainqueur aurait la responsabilité de l'humanité entière. Et qu'en ferait-il?

On peut donc s'attendre à la transformation par l'embourgeoisement de la plupart des sociétés...

Entendons-nous bien. J'appelle embourgeoisement l'élévation du niveau de vie des masses de tous les pays, et une tendance de l'immense majorité des hommes, à un style de vie qui est celui de la petite ou de la moyenne bourgeoisie d'Angleterre et des États-Unis.

Mais vous pensez que le communisme, en tant que doctrine dynamique d'expansion, s'est embourbé?

Ce n'est pas nécessaire. Si vous supposez une communisation des pays sans guerre thermo-nucléaire, le communisme, dans la première phase, ralentirait beaucoup les progrès du niveau de vie. Mais, ultérieurement, on n'arriverait pas à empêcher les peuples d'Europe qui font de l'industrie, de vivre mieux au fur et à mesure de leur croissance économique, en dépit du communisme.

Le communisme ne réussit pas, en dépit de toutes ces folies, à empêcher les progrès qu'il reproche au capitalisme de ne pas faire, et que celui-ci fait de lui-même. Autrement dit, ce qui est la clé de l'embourgeoisement, ce n'est ni le socialisme ni le capitalisme, c'est la civilisation industrielle. Quel que soit le régime que vous transposiez, à condition qu'il n'y ait pas de guerre thermo-nucléaire, la perspective est l'embourgeoisement des sociétés.

Mais si vous dites quinze ans, étant donné l'augmentation de la population en Chine et aux Indes, on sera très loin de l'embourgeoisement, et plus les gens vivent mal, plus il y a de risques qu'ils pensent en termes militaires. De plus, d'ici quinze ans, du train dont vont les choses, le monde arabe sera aussi

misérable qu'aujourd'hui, et il y a un risque sérieux que l'Afrique et l'Asie soient dans le chaos ou dans le communisme. Ce qui fera vivre les démocraties occidentales comme une espèce d'îlot de richesse au milieu des pays misérables.

C'est possible. Même si l'on suppose cela, je crois que les nations occidentales peuvent vivre à l'ombre des bombes thermo-nucléaires. Sans elles ce serait plus difficile, parce qu'il faudrait que les démocraties maintiennent de grandes armées permanentes, ce qui les gênerait pour vivre à leur façon. Mais, avec l'armement atomique et thermo-nucléaire, elles le peuvent, même si l'Afrique est communisée, ce qui est peu probable dans quinze ans...

Et les Indes non plus?

Je ne crois pas.

Donc, vous considérez que le communisme a fait ses preuves, qu'il a son avenir derrière lui?

Non, il est parfaitement possible qu'il y ait d'autres pays qui soient gagnés par un régime communiste, soit que ce régime s'appelle communiste, soit qu'il s'appelle de toute autre façon.

Pratiquement, en Russie, le communisme a été la combinaison de deux choses: une technique d'industrialisation et une idéologie d'origine occidentale, tournée contre l'Occident.

Cette combinaison est, par rapport à l'intelligence, assez absurde, parce qu'il y a peu de rapport entre ce que Marx avait conçu et ce que les Russes ont fait; l'idéologie ne s'applique pas à la réalité; elle est devenue la justification d'une réalité contraire.

Mais cette combinaison d'une technique d'industrialisation et d'une idéologie occidentale dressée contre l'Occident, ou si vous voulez cette technique d'industrialisation par le sacrifice populaire au nom de l'abondance future, peut être reprise un nombre considérable de fois dans un certain nombre de pays. Et il est tout à fait impossible de dire qu'il n'y aura pas d'expansion de ce système.

D'autre part, il est parfaitement possible que la Chine conquière l'Asie du Sud-Est – sauf l'Inde – rien ne l'empêche de conquérir la Birmanie, la Thaïlande, le Laos, le Cambodge, le Vietnam, s'il lui en prend fantaisie.

Il est passionnant de supputer toutes ces transformations sans la menace de guerre. Jusqu'ici, nous étions toujours arrêtés par cette menace

Pour examiner les perspectives dans quinze ans, il faudrait commencer par la question suivante: y aura-t-il ou non une guerre thermo-nucléaire?

S'il y a une guerre thermo-nucléaire, rien de ce que nous disons n'a aucun sens. La perspective est fondamentalement changée. Donc, nous éliminons l'hypothèse – cette hypothèse, qui, en tout état de cause, semble improbable parce qu'irrationnelle par rapport à ceux qui livreraient cette guerre. Nous avons ensuite la perspective de développement économique dans l'ensemble du monde:

1° Réduction de l'écart entre les puissances industrielles;

2° Transformation de la Chine en une puissance industrielle et militaire;

3° Maintien de la supériorité du niveau de vie de la minorité blanche occidentale sur l'ensemble du monde, en dépit de l'amélioration substantielle du niveau de vie de l'Union soviétique et des pays satellites d'Europe. Pour la Chine, c'est plus compliqué.

Et je dirai 4° Élargissement de l'écart entre les niveaux de vie de la minorité occidentale et les pays sous-développés d'Asie, d'Afrique et même de certains pays d'Amérique du Sud.

L'élargissement de l'écart tient à ceci qu'à moins d'une aide considérable venant du monde occidental, le rythme de progrès est depuis dix ans beaucoup plus rapide dans les pays développés que dans les pays sous-développés.

On pourrait répondre à cela que la technique d'assistance aux pays sous-développés est toute récente.

Mais, jusqu'à présent, elle a été très inefficace, pour la raison fondamentale que les techniques de crédit fonctionnent difficilement et les techniques d'aide supposent des votes des parlements, qui sont difficiles à obtenir. On n'obtient de l'aide, dans un pays comme la France qu'à condition qu'on maintienne la domination coloniale. Or la domination coloniale est devenue impossible parce que cela coûte trop cher et que cela cause des guerres.

Et, dès que les pays sont indépendants, la réaction stupide (soulignez ce mot trois fois) des métropoles est de leur dire: vous n'aurez plus un sou.

Et la France dans ce monde-là?

La France, dans ce monde-là, ne peut, quoi qu'elle fasse, qu'être au deuxième ou troisième rang dans l'échelle de la puissance, parce que, dans le monde actuel, il y a une question de poids. Il y a 45 millions de Français aujourd'hui. Dans quinze ans, il doit y avoir une cinquantaine de millions (on trouve cela partout comme prévisions, si mes souvenirs sont exacts).

Quel que soit son niveau de vie, quel que soit son développement industriel, la

France ne peut pas s'aligner contre 650 millions de Chinois, 250 millions de Russes, 250 millions d'Américains (il n'y aura peut-être pas 250 millions d'Américains, mais il y en a 165 aujourd'hui, cela fera peut-être 200, 250 millions)... les démographes savent cela, les chiffres que je donne sont un peu au jugé, mais c'est un ordre de grandeur.

Cela, c'est un fait. Mais la France, si elle ne fait pas de folies, et ne pas faire de folies signifie essentiellement trouver moyen de faire la paix en Afrique, ne pas faire la guerre civile et ne pas faire de régime militaire insane, a des perspectives meilleures qu'elle n'en a eues depuis très longtemps.

Pourquoi? Expliquez-nous cela.

C'est là qu'on arrive à quelque chose d'intéressant. C'est au moment de la guérison que l'on parle de l'homme malade. Or, la France n'est séparée de la guérison que par la guerre d'Algérie, strictement que par la guerre d'Algérie. La crise française, au XXe siècle, est une crise permanente, parce qu'elle est résultée de l'affaiblissement absolu et relatif de la France en Europe et de la perpétuelle disproportion entre les tâches de politique extérieure que les dirigeants français, par tradition, voulaient imposer au pays et le potentiel authentique du pays.

La France n'a pu tenir la place qu'elle a tenue dans la première guerre, qu'en mobilisant plus d'hommes, en dépensant plus d'argent, et en subissant plus de pertes que tous les autres pays d'Europe, avec pour résultat qu'elle est sortie d'une guerre victorieuse relativement affaiblie par rapport à ses alliés et à ses ennemis.

Dans la deuxième guerre mondiale, c'était encore plus absurde. Tout le monde a voulu que la France fasse quelque chose qu'elle ne pouvait évidemment pas faire, qui était de tenir tête seule à l'Allemagne, qui à ce moment-là était élargie par ses conquêtes. Les 7 millions de tonnes d'acier produites par la France en 1938 devaient être capables de tenir tête aux 27 millions de tonnes d'acier allemandes. Même si elle avait produit 9 millions de tonnes en 1939 comme en 1929, la France ne pouvait pas fournir cet effort.

Il s'est produit ce phénomène accidentel que l'armée française n'était pas équipée comme l'armée allemande. Si la France avait été bien équipée, la guerre aurait duré deux ans et la France était saignée à blanc. Du fait qu'il y a eu une erreur des chefs militaires et un découragement du pays, la défaite a été plus rapide, mais la nation française a été ainsi épargnée.

Il s'est produit, à la faveur de cette catastrophe militaire, une conversion psychologique. Pourquoi? C'est difficile à expliquer, mais c'est un fait. La France

avait une psychologie de conservateur, entre les deux guerres. Elle sentait que sa situation était anormale; elle avait peur de la perdre, et par conséquent elle voulait la garder. À la suite de la deuxième guerre, elle a tout perdu.

C'est comme les gens qui ont des rentes: aussi longtemps qu'ils ont des rentes, ils ont une peur horrible de les perdre. Ils n'en ont plus, ils sont libérés.

On n'avait plus rien: il s'est produit une conversion psychologique. La France a commencé à comprendre la civilisation industrielle. Les académiciens n'ont pas encore tous compris. Mais les ouvriers, les entrepreneurs, les ingénieurs ont aujourd'hui une psychologie tout à fait différente de celle d'entre les deux guerres. La psychologie est de création, d'expansion, etc. Et ce que la France a fait depuis douze ans, en dépit de la faiblesse des gouvernements et en dépit de guerres coloniales insanes, donne une idée de ce que nous pourrions faire, le jour où nous commencerons à nous conduire autrement que comme des fous.

La France a une situation infiniment plus facile que l'Angleterre et l'Allemagne. Elle est moins industrialisée, mais elle se trouve précisément à une phase où des progrès très considérables sont possibles sans grandes difficultés.

Vous pensez la France seule ou la France européenne?

Je pense la France seule.

Nous pouvons nous nourrir, alors que ni l'Angleterre, ni l'Allemagne ne peuvent le faire. Nous pouvons gagner beaucoup d'ouvriers par un transfert de l'agriculture vers l'industrie. Nous avons un potentiel d'augmentation de productivité considérable, simplement par la diffusion à travers l'économie tout entière des résultats obtenus dans le secteur le plus avancé.

Et depuis quelques années le rythme dans l'industrie, qui est entre 6 et 8% de progression de la productivité par an, est un rythme tout à fait exceptionnel, qui prouve une transformation de la psychologie et de l'attitude des Français sur le plan économique. Je suis convaincu que cela peut continuer, à deux conditions: faire une politique normale; et trouver quelques centaines de millions de dollars par an, pendant quelques années, pour combler le déficit de la balance des comptes.

Vous voyez la France évoluer seule en tant que nation?

Je laisse de côté l'évolution politique de la France par rapport à l'Europe d'une part, l'Afrique d'autre part. Je dis que les perspectives économiques françaises sont celles d'un pays qui, grâce au rajeunissement de la population et à la transformation psycho-intellectuelle de sa population, est en pleine progression.

Et, en ce sens, la crise actuelle est peut-être celle qui précède la conversion en profondeur. La guérison est là.

Et une fois la conscience prise de cette guérison, quelle serait l'option la plus souhaitable sur le plan extérieur?

Il y en a plusieurs. L'une serait de repenser le Marché Commun pour se concentrer sur le développement de la zone franc, et en particulier des pays d'Afrique liés à la France. L'autre serait de se désintéresser de l'Afrique et de cesser de dépenser des centaines de milliards, pour se concentrer sur le Marché commun, et avoir comme grande France l'Europe, au lieu de la zone franc.

La troisième qui me paraît de beaucoup la meilleure, serait de convaincre nos partenaires européens qu'il est de leur intérêt de nous aider à aider l'Afrique. Mais elle comporte une condition, c'est que nous cessions de faire des guerres; car ni les Italiens, ni les Allemands ne nous donneront un sou pour la guerre d'Algérie. Ils accepteront de nous donner de l'argent pour que nous continuons notre aide à l'Afrique, mais, si cette aide a pour condition le refus de l'autonomie, ils diront «débrouillez-vous».

Vous considérez-vous vous-même comme européen?

Je suis très favorable au Marché commun, mais à condition qu'on ne me présente pas cela comme indispensable à l'existence économique de la France. La France peut être un pays très prospère sans Marché Commun. C'est pour jouer un rôle politique qu'il faut être partisan du Marché Commun. Le Marché Commun est une entreprise politique camouflée en entreprise économique. L'Europe occidentale a deux ou trois tâches fondamentales: 1° résister à la puissance, aux menaces et à la séduction de l'Union soviétique. Le Marché Commun n'est pas une réponse directe mais facilite la résistance à la fois militaire et spirituelle en facilitant l'organisation militaire et en donnant un mot d'ordre d'avenir susceptible d'exciter un peu les gens.

Il est souhaitable que l'Europe soit plus forte, et elle ne peut l'être que par un certain degré d'action commune.

2° L'Europe occidentale a besoin de maintenir de bonnes relations avec le monde non européen, parce qu'elle n'est pas, comme les États-Unis ou l'Union soviétique, *self-sufficient*. Elle ne trouve pas chez elle ses matières premières, ni même son énergie. Il ne suffit pas d'additionner le manque d'énergie français au manque d'énergie allemand, pour avoir ce qu'il faut. Mais on a de meilleures chances de résoudre un problème si on essaie de le résoudre ensemble.

3° Tous les pays développés, surtout européens, doivent aider au développement des pays sous-développés. Si le Marché Commun, c'est une raison d'oublier l'Afrique pour se livrer à fond à la concurrence des Volkswagen et des Dauphine, je suis contre. En revanche, je suis partisan d'un cartel entre producteurs d'automobiles européens, tout en maintenant une atmosphère de concurrence afin qu'ils ne s'endorment pas, et si les pays d'Europe s'unissent pour jouer un rôle dans l'aide aux pays sous-développés, je suis pour.

Pour nous résumer, d'après vous, quel est l'atout n°1 de la France aujourd'hui dans le monde?

Les Français. Quand je dis les Français, je pense très authentiquement les qualités intellectuelles, la volonté de création, et l'attitude devant la vie de la génération actuelle, qui est en train d'échapper à l'obsession de la tradition, du passé, de la pseudo-mesure, de l'artisanat, de l'individualisme, anachronique et ainsi de suite. Je suis en train d'écrire un petit livre pour les Anglais et les Américains, dont le dernier chapitre s'appelle: «Accepter le monde». Notre problème fondamental c'est: avec notre intelligence, notre vitalité, notre énergie, sommes-nous prêts à accepter le monde?

[\(1\)](#) Voir l'entretien avec Raymond Cartier paru dans notre numéro de janvier 1959.

André Siegfried et les trois républiques

Le Figaro
18-19 avril 1959

"Je suis ainsi fait que je n'arrive jamais à considérer les gens qui ne pensent pas comme moi comme étant stupides ou malhonnêtes. J'avoue cependant une vieille conviction "républicaine", bien démodée, issue des temps héroïques de la IIIe, quand, dans mon enfance, j'entendais faire l'éloge de Gambetta et de Ferry."

Dans ces lignes, tirées de l'introduction à son livre: *De la IIIe à la IVe République*, notre maître André Siegfried a exprimé, simplement, les deux traits de sa personnalité qui marquent son œuvre de savant: une impartialité aussi totale qu'on la peut souhaiter dans l'observation des hommes et des événements, une fidélité jamais en question à l'égard des idées républicaines, celles des fondateurs de la IIIe République. Aussi m'a-t-il paru bon de rouvrir ses livres pour y chercher une dernière leçon. Quel jugement portait-il sur les révolutions politiques dont il avait été le témoin? Quelle interprétation donnait-il de l'effondrement de deux républiques parlementaires?

André Siegfried constatait que le Palais-Bourbon tend à être pour les républicains le symbole même de la démocratie, en d'autres termes que le régime parlementaire est, en France, perpétuellement menacé de glisser vers un régime d'Assemblée. Les Français, selon lui, critiquent davantage en paroles ce régime d'Assemblée qu'ils ne le détestent sincèrement au fond d'eux-mêmes. "On s'est généralement trompé, écrivait-il, notamment à l'étranger, en sous-estimant la force que la République tirait de l'attachement populaire à un régime considéré comme étant le régime du peuple. Il y a du sentiment dans l'affaire: on peut railler le député et même le président de la République, mais on tient à la représentation populaire sous la forme parlementaire qui en apparaît la garantie." (*De la IIIe à la IVe République*, p. 60.) Et encore: "Le régime de la IVe République, violemment condamné par les minorités vociférantes, continue de paraître acceptable à la masse de la population, en dépit de son inefficacité dans les tâches essentielles du gouvernement." (*De la IVe à la Ve*, p. 124.)

À quoi tient l'apparente incapacité française de pratiquer le régime parlementaire sans que celui-ci dégénère dans les facilités, finalement ruineuses, du régime d'Assemblée? La réponse d'André Siegfried, jusqu'aux derniers jours de sa vie, par-delà la révolution pacifique du printemps de 1958, a été, me semble-t-il, toujours la même: elle est formulée dans la postface qu'il a écrite à

l'excellent livre de notre ami Priouret: " Je crois que le destin de notre politique intérieure ne se peut comprendre sans remonter au moins jusqu'en 1789. Dès cette première année de la Révolution se distinguent deux écoles, génératrices de deux courants qui, depuis lors, ont traversé les siècles: d'un côté, la tradition du Tiers, constructive et au fond continuatrice d'une œuvre d'ordre séculaire; de l'autre, celle de l'aile marchante, dynamique et déchaînée, de l'extrême-gauche populaire. Ces deux écoles se retrouvent l'une en face de l'autre, lors de toutes les révolutions ultérieures, en 1830, en 1848, en 1870-1871 et jusqu'en 1944, pour revendiquer la formation des régimes nouveaux, nés des barricades. Or, c'étaient régulièrement les modérés qui s'emparaient du pouvoir, le confisquant à leur profit, au détriment des véritables révolutionnaires, éliminés et pleins d'amertume: mais le pays continuait, car ceux qui avaient canalisé le raz de marée appartenaient, en somme, à la tradition tout autant qu'à la révolution."

La durée de la IIIe République se divise aisément en deux règnes, dont l'un, de 1871 à 1918, mérite d'être classé "parmi les plus brillants et les plus féconds d'une tradition de grandeur sans égale" et dont l'autre, celui qui correspond à l'entre-deux guerres pour se terminer en catastrophe, "évoque les pires années de la guerre de Cent Ans».

Le contraste entre les deux règnes s'explique en grande partie, d'après André Siegfried, par le fait que l'équipe gouvernante du premier règne tenait du XIXe siècle sa conception d'un État solide "comportant la hiérarchie, la discipline, les nécessités reconnues de l'ordre, dans le budget comme dans la rue". Le Sénat était devenu le garant de tout le système, "à la fois politiquement à gauche et socialement au centre-droit, ce qui répondait assez exactement à l'équilibre profond de la IIIe dans la première expression de son destin.

En 1944-1945, ce n'est plus la tradition centriste héritée du Tiers qui l'a emporté, mais la tradition extrême, celle qui appelle de ses vœux ou, en tout cas, accepte aisément une Assemblée unique, "dont le gouvernement n'est qu'une commission exécutive toujours révocable et constamment changeante". C'est de cette carence gouvernementale, conclut André Siegfried, qu'est résultée la chute du régime. Et, survolant l'histoire des Républiques françaises, il aboutit à cette constatation morose: "Il faut avouer que la République parlementaire, dans la série déjà longue de ses avatars, n'a pas réussi à trouver de fondement véritablement solide au pouvoir du gouvernement, car celui-ci n'est en doctrine qu'un mandataire logiquement incapable de faire équilibre à son mandant. Si, chez nous, la démocratie a quand même connu des exécutifs forts, c'est sous la

forme impériale ou dans les trances d'une défense nationale à la Danton ou à la Clemenceau, et si la IIIe, dans le cadre régulier du régime parlementaire, a quand même possédé un authentique gouvernement, c'est plus par tradition et coutume que par principe."

C'est encore en se référant à l'opposition entre les deux écoles, celle du Tiers, constructive, et celle de la gauche révolutionnaire, qu'André Siegfried situait la tentative de la Ve République dans l'histoire troublée des Constitutions françaises. "Ce nouvel essai, écrivait-il à la dernière page de son recueil (*De la IVe à la Ve République*), s'inscrit dans la série inspirée par la première école, encore qu'avec une nuance axée plus à droite et appartenant à d'autres origines, cependant qu'une sorte de psychanalyse politique permettrait de discerner, dans notre comportement, un complexe plébiscitaire, non éliminé de notre hérédité républicaine."

Telle est, en bref, l'idée centrale d'André Siegfried: la République, telle que l'ont conçue les députés et souvent les électeurs eux-mêmes, met perpétuellement en péril l'autorité de l'État et la stabilité des gouvernements. Les transformations économiques et sociales du dernier siècle ont aggravé les conséquences de cette faiblesse congénitale de la République parlementaire, mais elles n'ont pas créé la contradiction entre la "démocratie des députés" et les exigences du Pouvoir.

Cette interprétation est-elle encore valable? Comporte-t-elle encore des leçons pour la Ve République?

André Siegfried et les trois Républiques(1).

Le problème du régime

Le Figaro
23 avril 1959

L'interprétation de nos vicissitudes constitutionnelles, telle que nous la trouvons dans deux des derniers livres d'André Siegfried, est essentiellement politique et psychologique. Le régime parlementaire, sous forme classique, avec un législatif qui contrôle et un exécutif qui gouverne, n'a jamais pu s'enraciner en France parce que seule une minorité, celle qui, par bonne chance, dominait la période initiale de la IV^e République, avait à la fois le sens de l'État et celui de la République.

À droite, "il y a toujours eu en France une minorité, avouée ou non, qui n'a jamais accepté la Révolution française ni les régimes issus d'elle et notamment cette III^e République, laïque et "de gauche" (*De la III^e à la IV^e*, p. 81).

À gauche, les partis socialiste et communiste, les syndicats se renforçaient progressivement aux dépens de la gauche traditionnelle, celle qui "voulait un gouvernement faible dans un État faible". Une nouvelle gauche surgissait "non plus radicale mais socialiste, soucieuse de défendre l'individu social, non l'individu politique, contre la puissance considérée comme la plus dangereuse pour lui, celle du patronat". Et mettant l'accent sur un paradoxe qui a éclaté pendant toute la durée de la IV^e République, André Siegfried remarquait que "les nouveaux militants, par habitude, par tradition, par instinct d'opposition aussi, continuaient de préférer avoir affaire à un exécutif faible, qu'ils maintiendraient sous leur étroit contrôle". Ce paradoxe se retrouve dans l'attitude de M. Mendès-France, par exemple, qui devrait souhaiter un État fort pour appliquer ses conceptions économiques et qu'un réflexe de tradition républicaine a dressé en une opposition irréductible à la V^e République.

Notre ami était trop lucide pour ne pas discerner que la France d'aujourd'hui différerait profondément de celle que gouvernaient les amis de son père. S'il revenait toujours, dans l'interprétation, aux deux courants issus de la Révolution française, s'il tenait la psychologie des hommes et des écoles de pensée pour, en fin de compte, décisive, c'est qu'à ses yeux les transformations économiques et sociales étaient caractéristiques de notre siècle et de notre civilisation plutôt que de la seule France. En revanche, l'instabilité de nos institutions, les querelles des

factions, l'existence d'une droite irréconciliable, d'une gauche favorable à un État tout à la fois étendu et faible, tous ces traits de notre politique lui paraissaient subsister à travers les révolutions et marquer l'originalité de notre pays.

Cette interprétation, il est vrai, passe aujourd'hui pour démodée, parce que la rationalisation de notre économie a bouleversé les conditions d'existence des Français. La classe ouvrière de notre temps, du moins la fraction de cette classe qui travaille dans les entreprises modernes du pétrole, de l'automobile ou des machines électroniques, ne ressemble plus aux forçats de la terre qu'évoquaient les prophètes de la révolution, aux travailleurs aliénés "qui n'ont rien à perdre que leurs chaînes", dont se réclament parfois les intellectuels. Grâce à l'extraordinaire progrès de ces quinze dernières années (on pourrait parler du miracle français comme du miracle allemand), l'ensemble de la population a commencé de reconnaître que la croissance de la production est, plus que le partage des richesses, en notre siècle, la suprême condition de la paix sociale.

Beaucoup de Français quelles que soient leurs préférences, savent désormais qu'un gouvernement de droite efficace est plus conforme à leurs intérêts matériels qu'un gouvernement de gauche inefficace. Le lien, naguère évident, entre les intérêts économiques des électeurs, leurs opinions politiques et l'action de leurs représentants est devenu incertain, aléatoire. L'apathie de la masse française, au cours de la crise politique de l'an dernier, s'explique en grande partie, me semble-t-il, par les caractéristiques d'une société industrielle. (On observe des phénomènes analogues en Grande-Bretagne et aux États-Unis).

Faut-il en conclure que le problème politique de la France sera déterminé, en ses termes principaux, par la structure nouvelle de la société? Faut-il suivre notre ami Priouret, qui voit deux forces majeures dans notre pays, d'un côté celle du capitalisme de style moderne, "directeurs, cadres et ouvriers intégrés, qui ont trouvé la forme de gouvernement et le responsable du pouvoir qui semblent les satisfaire", de l'autre, les hommes qui tiennent l'Algérie, qui opèrent dans l'ombre le noyautage de certains services, rêvent d'un nouveau 13 mai, provoquent l'agitation des députés "pris par la pente de leur fonction", cherchent à s'assurer l'appui de certaines fractions de l'armée? Je crois cette analyse séduisante plus rationnelle que ne l'est la réalité.

La France comporte aujourd'hui un large secteur de société industrielle, aussi productive que les secteurs équivalents en Allemagne et en Grande-Bretagne. À ce secteur appartiennent également des entreprises privées et des entreprises publiques, des hauts fonctionnaires et des capitalistes, des ingénieurs, des

spécialistes d'organisation et même des dirigeants de syndicats. Ces hommes sont, en effet, plus soucieux d'efficacité que d'idéologies, ils ne sont guère passionnés par les querelles de l'école ou l'opposition entre les statuts de propriété. Mais, politiquement, ils ont plutôt des exigences fondamentales qu'un programme. Ils ont été finalement exaspérés par l'anarchie de la IV^e République et ils se sont aisément ralliés au gaullisme 1958, alors qu'ils avaient été réticents à l'égard du R.P.F. Ils sont hostiles au "grenouillage" des éternels fascistes ou cagouleurs, revigorés par le 13 mai, mais on verserait dans la mythologie marxiste ou burnhamienne si l'on imaginait les "directeurs" de l'économie française conscients d'une volonté commune et d'accord sur le régime à établir.

En vérité, ces hommes, tels que je puis les connaître, hésitent, comme André Siegfried, entre deux constatations: les Français, collectivement, veulent être gouvernés selon une certaine rationalité; individuellement, ils sont profondément désireux de sauvegarder les libertés. Comment éviter que la pratique parlementaire, qui sauvegarde les libertés, ne compromette la rationalité du gouvernement? La question que notre maître n'a cessé de poser n'a pas trouvé de réponse automatique avec la modernisation de l'économie.

Quant il s'agit de politique, "les directeurs" m'ont toujours paru plus semblables aux Français moyens qu'à l'image que se font d'eux les sociologues, favorables ou hostiles à leur pouvoir.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 18 avril 1959.

André Siegfried et les trois Républiques(1).

Au seuil du nouveau régime

Le Figaro
28 avril 1959

André Siegfried interprétait les événements en les mettant en place, pour ainsi dire, dans l'espace et dans le temps. Aussi s'est-il efforcé, au cours des derniers mois de son existence, de dégager la signification de la Ve République.

D'abord, "une révolution n'ayant respecté la légalité que dans la lettre a eu lieu, c'est bien le sens du 13 mai, il faut en prendre acte. Mais cette révolution, comme cela s'est déjà produit dans notre histoire, a été canalisée, digérée pour ainsi dire, tout en étant partiellement confirmée. L'extrême droite et l'extrême gauche s'estimeront sans doute de ce fait également frustrées..."

Quant à la Constitution de la Ve République, nos lecteurs s'en souviennent, André Siegfried la jugeait "hybride et, au fond, contradictoire, le régime se voulant autoritaire tout en admettant la pratique de la responsabilité parlementaire." Il doutait, au fond de lui-même, qu'un président de la République (qui ne serait pas le général de Gaulle) pût, de l'Élysée, gouverner le pays. Par-dessus tout, il craignait qu'à l'histoire constitutionnelle de la France, "série de brimades respectives de l'exécutif et du législatif", ne vînt s'ajouter un nouvel épisode, le législatif étant, cette fois, "réduit à la portion congrue" alors que la Constitution de 1946 "humiliait l'exécutif systématiquement".

La situation, au moment où s'ouvre la première session de la première Assemblée de la Ve République, est quelque peu paradoxale. Conformément aux précédents de la IIIe République, certains observateurs imaginaient des tensions possibles entre une Assemblée élue au suffrage universel, orientée à gauche, et un Sénat, plus conservateur, élu au scrutin à deux degrés; d'autres imaginaient une répétition non du 13 mai, mais du 16 mai, c'est-à-dire un conflit entre le chef de l'État et une Assemblée d'opinion pus avancée. Or le Sénat ne sera pas à droite de la Chambre des députés, et le président de la République est plus nuancé dans ses propos sur l'Algérie que la plupart des députés, de France et d'Algérie, qui constituent la majorité gouvernementale au Palais-Bourbon.

La phase initiale de la Ve République sera dominée par des circonstances politiques - guerre d'Algérie, rôle de l'armée dans les événements de 1958, composition de l'Assemblée - qui interdisent de préjuger l'avenir... De toute

manière, tant que le général de Gaulle sera à l'Élysée, avec une popularité intacte, le régime paraîtra, et sera effectivement, stabilisé. Les ministres sont les conseillers ou les agents d'exécution du chef de l'État, non ses rivaux. Les députés savent qu'un 16 mai n'aboutirait pas à une démission du Président de la République. Si exceptionnelle que soit la conjoncture présente, la pratique initiale du nouveau régime peut créer des précédents, des habitudes, des mœurs, favorables ou défavorables à l'enracinement de la Ve République, qui, pour l'instant, n'a ni ennemis à craindre ni fondement assuré.

Pendant des dizaines d'années, le Parlement français a prétendu faire planer en permanence sur le cabinet la menace d'un vote de défiance. Quoi qu'on en ait dit, la Chambre des députés n'a réellement gouverné ni sous la IIIe République ni sous la IVe République: le premier plan Monnet n'a jamais été soumis à l'approbation des assemblées et les traités européens - Communauté charbon-acier ou Marché commun - ont été normalement négociés par les ministres et ratifiés par le Parlement.

Le malheur du régime précédent, c'est que la bataille pour le pouvoir y était permanente, que, sur les questions vitales (Indochine, Afrique du Nord), il n'y avait d'accord ni à l'intérieur des partis ni dans la majorité gouvernementale et que, finalement, l'Assemblée, incapable de définir une politique, n'était plus capable que de paralyser la politique du gouvernement, quelle qu'elle fût.

Pas plus aujourd'hui qu'hier, il n'y a d'accord réel, au Parlement et dans le pays, sur la politique à suivre, mais la nouvelle Constitution a donné au président de la République les moyens tout à la fois de prendre des décisions et d'interdire aux Assemblées de freiner l'action gouvernementale. Ajoutons que, sur les sujets le plus chargés de passions, la doctrine de l'exécutif est centriste et qu'elle soulève le mécontentement d'une fraction, la plus dynamique, des révolutionnaires du mai.

La Chambre des députés ne peut donc, en 1959, ni mettre en question l'existence du gouvernement ni intervenir activement dans les questions à propos desquelles le général de Gaulle s'est réservé initiative et marge de manœuvre. Comment, ces limites extrêmes étant tracées, est-il possible de rendre au Parlement le minimum de considération et d'activité faute desquelles, à terme, une réaction excessive risquerait de se produire? J'aperçois, pour mon compte, une triple fonction du contrôle parlementaire.

Les ordonnances, qui se sont multipliées au cours de ces derniers mois, ont été inspirées par la conception que se faisaient de l'intérêt général les ministres et les

grands fonctionnaires. Or, sur tel ou tel point, ces ordonnances attentaient à des "droits acquis" ou à des intérêts qui, pour être particuliers, n'étaient pas nécessairement illégitimes. Il ne me paraît ni juridiquement acceptable ni politiquement opportun de donner aux ordonnances prises en fonction du texte constitutionnel la dignité de loi constitutionnelle ou de loi organique. Au contraire, quand un exécutif est fort, il se renforce en reconnaissant des erreurs éventuelles. Si, en France, un régime équilibré n'a jamais pu s'établir, c'est que toutes les factions, tour à tour, ont abusé de leur victoire.

On se préoccupe beaucoup dans les milieux gouvernementaux d'améliorer les échanges entre le pouvoir et les citoyens. Mais on se fait des illusions, me semble-t-il, sur la portée des conférences de presse, de la radio et de la télévision. En un pays comme le nôtre, seul le dialogue est convaincant. C'est dans la mesure où la politique gouvernementale sera discutée, où les inconvénients, plus ou moins inévitables, en seront franchement reconnus que l'opinion suivra. Le Parlement n'a pas pour fonction d'organiser l'enthousiasme, mais de canaliser les mécontentements.

Enfin - et peut-être est-ce l'essentiel - il ne suffit pas que les députés soient en vacances pour que les groupes de pression disparaissent. On a tendance, dans certains milieux, à ne voir dans les élus que des représentants des "intérêts acquis". Il dépend, pour une part, des ministres que les Assemblées de la Ve République aident le gouvernement à triompher des résistances qui pour être semi-clandestines n'en sont pas moins puissantes. C'est à l'opinion et au Parlement que le ministre de la Reconstruction pourrait en appeler pour imposer les réformes de la législation foncière ou ramener les H.L.M. à leur destination première.

La Constitution de la Ve République est unique dans le monde occidental. Nulle part, un président de la République qui gouverne n'est élu pour sept ans et ne détient le droit de dissolution. Ces singularités s'expliquent par l'absence dans notre pays de ce qui assure le fonctionnement de toutes les démocraties stabilisées: les partis cohérents et organisés. Mais ses singularités dictent aussi aux premiers gouvernants du régime une action difficile entre les deux périls qu'évoque la définition de la politique de Paul Valéry: longtemps l'art d'empêcher les hommes de se mêler de ce qui les regarde, la politique est devenue l'art de les interroger sur ce qu'ils ignorent. Qu'on laisse les députés se mêler de ce qui les regarde si l'on ne veut pas que, demain, ils répondent aux questions qu'on ne doit pas leur poser.

[\(1\)](#) Voir *Figaro* des 18 et 23 avril 1959.

De la IV^e à la V^e République

Le Monde
6 mai 1959

M. Raymond Aron publie aux éditions Calmann-Lévy, sous le titre «Immuable et changeante: de la IV^e à la V^e République», un livre qui est fait d'une série de réflexions sur la situation de la France au seuil de la V^e République. Nous en publions deux extraits choisis l'un au début du livre, l'autre à la fin.

«... Ce n'est pas la première fois que l'échec d'un régime représentatif jette la France et les Français dans les bras d'un sauveur. Les Français, il y a un peu plus d'un siècle, ont voté librement, en immense majorité, pour un aventurier presque inconnu, transfiguré par le nom d'un empereur dont il était peut-être le neveu. Les mérites, les services rendus, le talent du général de Gaulle ne sont pas en question: le fait demeure que l'adhésion massive, quasi unanime des Français à un régime incarné dans et par un homme, bien loin de marquer une nouveauté radicale, est la répétition d'une démarche, caractéristique de la France depuis 1789: la recherche et l'acceptation, en cas de crise nationale, d'un substitut de monarchie.

Le général de Gaulle, il est vrai, a rédigé une Constitution qui devrait mettre fin à l'anarchie parlementaire sans recours au despotisme d'un seul ou moins encore à la tyrannie d'un parti. Il se peut que la Constitution de la V^e République crée progressivement les coutumes, les idées, les partis qu'elle appelle. Il serait prématuré de tenir la partie pour dès maintenant gagnée. La Constitution écrite est équivoque. La toute-puissance du chef de l'État est due à la personne du général de Gaulle, non au texte. L'obéissance des Assemblées est imposée par les circonstances, par le discrédit dans lequel sont tombés les parlementaires. Si les citoyens continuent de voter librement, les représentants du peuple retrouveront quelque jour leurs ambitions.

La pratique constitutionnelle de demain est incertaine, le système de partis qui s'établira après le reflux de la vague gaulliste n'est guère moins imprévisible. L'Assemblée de 1956 était ingouvernable faute de majorité. L'Assemblée de 1958 est trop facile à manier, faute d'opposition. Au scrutin proportionnel le parti communiste, bien qu'il ait perdu plus d'un quart de ses électeurs, aurait encore été le premier parti de France. La majorité du centre droit aurait englobé plusieurs partis. Une Assemblée que domine un parti sans tradition et sans programme, où figurent soixante-douze députés d'Algérie élus avec le

consentement de l'armée, une Assemblée qui serait «introuvable» si le général de Gaulle n'était pas là, ne saurait garantir une évolution normale du nouveau régime.

De tous les pays d'Europe occidentale, c'est la France qui, sur le papier, a de beaucoup le plus d'atouts. Après une longue période de déclin ou de stagnation, la population progresse. La proportion des jeunes augmente. Les moins de quinze ans représentent en France 24,5% du total, en Allemagne fédérale 21,5%. Ils sont, en chiffres absolus, plus nombreux en France qu'en Allemagne fédérale. La modernisation de l'agriculture libère une main-d'œuvre dont le travail sera plus productif dans l'industrie. Les secteurs ou les entreprises en retard seront emportés à leur tour par le mouvement de rationalisation. Si les Français ne se souciaient que d'eux-mêmes et de leur bien-être, la route de l'avenir s'ouvrirait toute droite devant eux.

Mais la IV^e République a été accablée et finalement emportée par les guerres coloniales, celle d'Indochine, puis celle d'Algérie. En dépit de son prestige, de son exceptionnelle autorité, il n'est pas sûr que le général de Gaulle puisse, même s'il en a le désir, renverser la politique suivie par ses prédécesseurs de l'autre côté de la Méditerranée. Le mythe du Sahara, équivalent de la Sibérie pour les Russes, de l'Ouest pour les Américains, s'est emparé des imaginations. L'armée est résolue à demeurer en Afrique, c'est-à-dire à maintenir la souveraineté française sur l'Algérie. Si un accord avec le F.L.N. semblait mettre en péril cette souveraineté, la suprématie restaurée du pouvoir civil suffirait-elle à faire accepter le compromis par les officiers et les combattants d'Algérie?

Les nationalistes algériens sont, à n'en pas douter, affaiblis par les événements de ces derniers mois. Ils savent que, si la guerre doit se terminer par négociations, c'est avec le général de Gaulle qu'ils auront à négocier: ils ne sont pas pour autant, ni au-dedans ni au-dehors, prêts à capituler. Ils n'ont jamais eu la moindre chance de remporter une victoire militaire sur l'armée française, mais ils conservent une chance d'interdire le rétablissement de l'ordre et de la sécurité. Quelques milliers de fellagas en Tunisie et au Maroc obligent l'armée française à maintenir des dizaines de milliers d'hommes aux frontières des ex-protectorats. Quelques milliers de combattants de l'«armée de libération nationale» dans les djebels fixent de l'autre côté de la Méditerranée le gros de l'armée française. Si les rebelles ne perdent pas courage, cette guerre peut se prolonger durant des années et mettre en péril l'unité de la nation, la stabilité du régime.

Les générations plus nombreuses, nées depuis 1945, seront, à terme, une

source de richesse, une garantie d'expansion pour le pays. Dans l'immédiat elles exigent des investissements supplémentaires, dans les écoles et l'Université, dans l'industrie. L'ouverture du Marché commun oblige l'économie française à progresser à la même allure que l'économie allemande. La conception gaulliste de la grandeur ordonne de construire une usine de séparation isotopique, de fabriquer une bombe atomique. Pour reprendre un mot célèbre attribué au général de Gaulle, «l'intendance pourra-t-elle suivre»?

Les réformes accomplies par le gouvernement du général de Gaulle dans les six mois de dictature romaine sont trop nombreuses et trop complexes pour qu'on puisse les résumer en quelques pages. Sommairement, on aperçoit trois tendances. Certaines réformes sont essentiellement administratives, elles tendent à une rationalisation que tous les experts jugeaient souhaitable et que la paralysie du régime antérieur avait retardée. À cette catégorie appartiennent les projets d'éclatement des Halles, la refonte de la carte des tribunaux, la réorganisation des circonscriptions administratives, les débuts d'une réforme de l'enseignement. Ces réformes heurtaient des intérêts privés, mais la force de l'État, la faiblesse temporaire des groupes de pression, ont permis de surmonter les résistances. Quelles que soient les objections que les réformes puissent appeler dans le détail, cette activité législative est l'illustration éclatante de ce que peuvent, en une société moderne, des hommes de bonne volonté, transitoirement détenteurs d'un pouvoir absolu.

Dans quelques-unes des lois perce une tendance autoritaire qui éveille des craintes: ces hommes de bonne volonté ne vont-ils pas aller trop loin dans le sens opposé à celui de la IV^e République? Quel usage sera fait par les gouvernants de la loi relative à la défense nationale qui sur le papier, pourrait livrer tous les individus au bon plaisir de l'État?

Enfin, une dernière série de mesures a pour objet l'assainissement de la situation économique, une restauration de la monnaie, dans l'espoir de provoquer le retour des capitaux et une expansion sans inflation. À dire vrai, le choix d'une politique d'inspiration libérale paraît passablement accidentel. Un échec de l'expérience pourrait lancer le nouveau régime et le parti U.N.R. assoiffé de grandeur dans l'autre direction.

Tous les Français doivent se réjouir de la rationalisation administrative. D'aucuns s'inquiètent des virtualités autoritaires du régime et de certains gaullistes. Beaucoup se demandent en quelle mesure la France est capable de supporter seule le poids de l'Algérie en rébellion et des territoires d'Afrique

noire, tout en acceptant la libre compétition avec ses partenaires du Marché commun.

Telle apparaît, au seuil de l'année 1959, la conjoncture française. Objectivement, toutes les conditions sont données pour un avenir de progrès. La France a secoué le poids des habitudes, elle est entrée résolument, avec une vitalité reconquise, dans la carrière de la civilisation moderne. Si nous négligeons l'improbable catastrophe qui pourrait fondre sur elle du dehors (une guerre mondiale), elle n'est menacée que par elle-même, par des prétentions excessives, par la volonté d'entreprendre plus que ses ressources ne lui permettent de réaliser, par l'obstination à ne pas accepter quelques faits déplaisants, par le refus d'accorder aux autres ce qu'elle revendique pour elle-même.

En ce sens, les problèmes qui confrontaient la IV^e République déclinante continuent de se poser à la Ve République naissante. Avec une différence: les gouvernements faibles, qui s'appuyaient sur des majorités contradictoires, ne pouvaient pas les résoudre puisqu'ils ne pouvaient pas ramener les ambitions du pays à la mesure de ses ressources.

Est-ce à dire que le Français d'esprit libéral, de conviction démocratique, doive saluer avec enthousiasme la Ve République et joindre sa voix à celles, curieusement discordantes, qui couvrent d'opprobres le régime aboli? Personne ne peut regretter la IV^e République parce qu'elle était devenue invivable. Même celui qui souhaite en Algérie un accord avec le F.L.N. doit honnêtement reconnaître que la Ve République a plus de chances que la IV^e de négocier une telle paix. Si cette paix est impossible parce que l'armée et les Français d'Algérie sont prêts à s'y opposer par la force, la pacification en Algérie est encore préférable à une guerre entre Français.

La III^e République décadente n'était pas non plus défendable: le ralliement à Vichy n'était pas pour autant de rigueur. Le général de Gaulle n'est pas le maréchal Pétain et, à moins d'être aveuglés par la passion, les adversaires des nouveaux princes doivent se féliciter que le bénéficiaire de la révolution de mai ait été non un Louis-Napoléon ou un Boulanger mais l'ancien chef de la France combattante, plus sage et plus souple au sortir de sa retraite, avec les mêmes idées directrices, avec des ambitions immuables pour la France et pour lui. On ne peut se défendre de rêver à ce qui aurait pu être s'il avait gagné la bataille engagée avec les partis en 1944-1946, s'il avait accédé au pouvoir en 1951 ou en 1952, avant l'effondrement des positions françaises en Afrique du Nord...

L'adaptation au monde

... Des quatre «Grands» d'Europe occidentale, Allemagne, Italie, Grande-Bretagne, France, seule la France, depuis 1945, a hésité sur son destin.

Le chancelier Adenauer a guidé son parti et son pays avec une inflexible résolution, les yeux fixés sur l'objectif: inspirer confiance en l'Allemagne nouvelle, lier la République fédérale à l'Occident par des liens indestructibles, organiser l'unité européenne grâce à la réconciliation avec la France. Politique sage mais imposée par les circonstances, dira-t-on, l'Allemagne de Bonn n'avait pas le choix. L'objection n'est pas entièrement valable: fragment d'un peuple et d'un territoire, l'Allemagne de Bonn aurait pu hésiter, selon une vieille tradition germanique, entre «l'orientation vers l'Ouest» et «l'orientation vers l'Est», c'est-à-dire, dans les circonstances nouvelles, entre la tentative de réunification par accord avec l'Union soviétique et l'intégration européenne ou atlantique. Elle n'a pas hésité grâce à l'ascendant d'un homme, le chancelier, et d'un parti, les chrétiens démocrates.

L'Italie avait bien moins que la République fédérale des motifs d'hésiter. Avec un grand parti communiste, le souvenir d'une entreprise impériale qui s'était achevée en désastre, une population nombreuse sur un sol étroit, elle ne pouvait prétendre au rôle d'une grande puissance. Aucun objectif grandiose ne s'offrait à un nationalisme italien. L'accession au rang d'allié à part entière dans l'alliance atlantique, de partenaire égal d'une Europe unie apparaissait, en 1945, le but honorable d'une diplomatie suggérée par la conjoncture et conforme à la sagesse.

La Grande-Bretagne, autant que la France, découvrait, une fois dissipée la poussière des combats, un univers profondément transformé. Sir Winston Churchill déclarait encore, pendant la guerre, qu'il n'était pas devenu premier ministre de Sa Majesté pour présider à la liquidation de l'empire. Les citoyens élurent son rival qui promit solennellement et accorda selon ses promesses l'indépendance à l'Inde et à la Birmanie. Le reste ne pouvait pas ne pas suivre en Asie d'abord, au Proche-Orient ensuite. L'évacuation de la zone du Canal de Suez fut une conséquence de l'indépendance de l'Inde, puisque l'armée de l'Inde sous commandement britannique avait précédemment assumé la charge de défendre les lignes de communication entre la métropole et les possessions lointaines. Malgré une velléité contraire en 1956, la classe politique de Grande-Bretagne, presque unanimement, accepta, avec résolution ou avec résignation, de liquider les positions impériales. Elle s'efforça de maintenir le plus longtemps possible les protectorats sur les régions pétrolifères du Proche-Orient. En

Afrique, conservateurs et travaillistes se donnèrent également pour tâche de créer des États indépendants à l'ouest, des États multiraciaux à l'est. La première formule fut appliquée là où n'existait pas de peuplement anglais d'importance. Au Kenya ou en Rhodésie, les colons ne furent ni invités au départ ni autorisés à prendre modèle sur l'Afrique du Sud.

L'Angleterre sans son empire n'était plus à l'échelle des «Grands». Elle aurait pu, en théorie, prendre la tête du mouvement pour l'unité européenne et se vouloir la représentante du vieux continent dans les conseils mondiaux. Presque unanimement, elle refusa cette voie nouvelle et choisit une diplomatie traditionnelle, modifiée en fonction des circonstances. Par l'alliance atlantique et la participation de l'Allemagne à la défense commune, l'équivalent de l'équilibre européen était restauré; puisque désormais, une puissance terrestre dominait la moitié du vieux continent, c'était l'alliance et non la rivalité de la France et de l'Allemagne qui donnerait à la Grande-Bretagne toute la sécurité compatible avec l'hégémonie russe et l'âge atomique. La Grande-Bretagne gardait la liberté de poursuivre, après la fin de l'ère coloniale, l'action qui l'avait conduite jadis, fût-ce par distraction, au plus grand et à l'un des moins durables des empires que l'histoire ait connus. Mais le commerce ne devrait plus frayer la voie aux armes, les cargos se passeraient de la protection de la Royal Navy et l'influence tiendrait lieu de puissance.

La France se trouvait dans une situation unique parce qu'elle conservait les intérêts et les obligations d'une grande puissance sans en avoir les moyens. Afin de poursuivre huit ans la guerre en Indochine, elle avait besoin de l'aide américaine. Afin de transférer la plus grande partie de son armée en Algérie, elle devait laisser à d'autres le soin d'assurer sa sécurité. À certains égards, la France, comme l'Allemagne, l'Italie ou la Grande-Bretagne, était contrainte par les événements: elle ne pouvait pas ne pas coopérer avec les pays d'Europe occidentale et du Pacte atlantique. Mais elle demeurait libre de déterminer la forme de cette coopération, libre de consacrer le gros de ses forces économiques et militaires soit au vieux continent, soit à l'outre-mer. Laissons même les électeurs qui votaient, consciemment ou non, pour le camp soviétique ou ceux qui souhaitaient une diplomatie plus indépendante, neutraliste à gauche, nationaliste à droite: les orthodoxes de l'Alliance atlantique, qui gouvernèrent la France de 1946 à 1958, ne voulaient sacrifier ni l'Asie à l'Afrique, ni l'Afrique à l'Europe, ni l'unité européenne à l'Union française. Chaque école donnait à ses espoirs ou à ses projets une expression intransigeante; le parti dit européen *voulait* une unité fédérale de l'Europe des Six avec transfert de souveraineté; les

anti-Européens dénonçaient les organisations supranationales comme une trahison de la France éternelle. Aucune école ne montrait le pragmatisme qui aurait permis une action plus résolue et plus modérée à la fois.

La crise du régime a surgi en 1958, au cours du procès de «décolonisation», à un moment où la France était incapable d'atteindre aucun des objectifs qu'elle s'obstinait à viser simultanément: pacification en Algérie et Marché commun.

Le sens de la «dictature» conférée au général de Gaulle est-il de faciliter ou de retarder l'adaptation au monde ou le choix d'une politique? La réponse n'a pas encore été donnée. Le général de Gaulle s'efforce de rétablir la paix, de trouver un accord avec les nationalistes algériens tout en maintenant l'Algérie française. Il promet de dépenser des centaines de milliards en Afrique du Nord et en Afrique noire sans renoncer à la mise en train du Marché commun. Il réclame une place pour la France à égalité avec les États-Unis et la Grande-Bretagne dans le triumvirat qui dirigerait l'alliance atlantique et il n'aperçoit pas que la politique d'unification européenne n'est pas compatible avec ce rôle mondial. Comme tous les gouvernements qui l'ont précédé, il refuse de déterminer les prétentions de la France d'après le calcul des forces. Il décrète les buts et compte que «l'intendance suivra»...

Quand les hommes ne choisissent pas, les événements choisissent pour eux. La IV^e République n'a pu accomplir ni la mutation de l'empire ni l'unité de l'Europe, parce qu'elle n'a pas voulu sacrifier tout ou partie de la souveraineté française au bénéfice des peuples d'outre-mer ou de nos partenaires européens. Le général de Gaulle tente d'éviter ces sacrifices par une politique à la fois plus généreuse et moins inadaptée au siècle. Mais un homme ne suffit pas à changer le monde. Ni seule ni avec l'Afrique, qui est provisoirement une charge, non un appoint, la France ne peut accéder au premier rang dans l'échelle planétaire. Liée à l'Europe et fondé de pouvoir en Afrique du vieux continent, elle peut prétendre à une plus haute mission. Dans l'une et l'autre voie, elle a devant elle un avenir honorable. Mais, si elle continue de vouloir pour elle seule un rôle qui ne peut appartenir qu'à l'Europe, si elle tâche de se réserver les avantages et d'une diplomatie autonome et de la solidarité européenne, elle risque, une fois de plus, de perdre sur les deux tableaux et de se retrouver seule non avec des moyens élevés à la mesure de ses ambitions, mais avec des intérêts ramenés à la mesure de ses moyens.»

Un an après. Charles de Gaulle entre les libéraux et les ultras

Preuves
juin 1959

Il y a un an, la France avait la fièvre. Nos alliés, nos ennemis, la conscience universelle étaient pris à témoin de nos malheurs, de notre gloire ou de nos déchirements. Les visiteurs américains étaient assaillis de reproches, un sinistre complot de Londres se dissimulait derrière les "bons offices". Aux yeux des "patriotes", ceux qui proposaient l'évacuation des aérodromes tunisiens se désignaient eux-mêmes comme traîtres. La vie de la France était suspendue au sort de l'Algérie: la guerre ne pouvait pas durer et l'abandon était inconcevable.

Certes, la nation ne participait pas pleinement à ces joutes homériques. *Le Courrier de la colère* et *Voici pourquoi* ne manquaient pas de millions (les prépondérants d'Algérie ont toujours su aider ceux, fussent-ils sincères et désintéressés, qui plaident leur dossier), mais ils ne trouvaient pas de lecteurs. La classe politique était en quête d'un gouvernement, l'État réduit à l'impuissance. La prospérité économique n'était pas entamée et les Français moyens n'étaient pas atteints, sinon dans leur amour-propre collectif, par la décadence du régime.

Au printemps de 1959, la fièvre est tombée. Le visiteur qui a traversé la Manche ou l'Atlantique ne rencontre, dans un Paris apaisé, que des interlocuteurs sans passion. Sauf M. Bidault qui, semble-t-il, était le seul à prendre au sérieux le programme attribué à l'équipe dite de salut public - Bidault-Morice-Soustelle-Duchet - tous les ex-ultras se sont ralliés à la politique "centriste" avec autant d'aisance que M. Pflimlin s'est résigné, en mai 1958, à la liquidation de la IV^e République(1). Ajoutons que la plupart des libéraux d'hier sont, eux aussi, convertis ou résignés à une politique qu'ils dénonçaient la veille quand elle était pratiquée par un des ministres de la IV^e République.

Divine surprise! La conversion des uns et des autres nous apporte après la tempête le calme miraculeux derrière lequel on devine la continuité de l'indifférence populaire (à moins de préparer leur dossier de candidature pour après-demain, que peuvent proposer les opposants?) Les Français, en immense majorité, ont décidé de remettre leur sort entre les mains d'un homme qui leur paraissait avoir une meilleure chance qu'aucun d'eux, une meilleure chance qu'eux tous ensemble, de découvrir une issue. Cet homme était trop lié à l'armée

pour se résigner à l'"abandon", il était trop clairvoyant pour ne pas reconnaître la légitimité partielle de la rébellion algérienne. Les uns l'auraient appelé le plus nationaliste des libéraux, les autres le plus libéral des tenants de l'Algérie française. Venant de lui, Michel Debré acceptait avec bonne conscience des mesures qui, prises par un "politicien", auraient été symboles de faiblesse ou de trahison (le transfert de Ben Bella, par exemple). Durant les premiers mois, il était légitime de parler d'un rassemblement dans l'équivoque autour de Charles de Gaulle. Désormais, il n'y a plus d'équivoque, mais une tentative de synthèse. Pacification par la nouvelle tactique du général Challe et offre permanente de la paix des braves; élection de 71 députés d'Algérie à l'Assemblée nationale et refus de prononcer le mot intégration; le complexe sidérurgique de Bône et la reconnaissance de la personnalité algérienne; les Algériens seront des Français à part entière, mais l'Algérie ne sera pas entièrement semblable à une province française: le mystère a disparu et le compromis réparé. La politique algérienne de la Ve République ne diffère pas, pour l'essentiel, de celle de la IVe. Il a fallu changer de régime pour la poursuivre et pour lui donner une chance de succès.

L'homme de la rupture et de la conciliation, l'homme qui utilise son autorité absolue pour une politique de juste milieu, l'homme qui a été porté au pouvoir par une émeute de foules et une sédition de l'armée obtient le ralliement de presque tous. Il est arrivé au pouvoir à la manière des despotes sud-américains, mais il gouverne à la manière des rois de France. Il ne ressemble en rien aux tyrans, armés d'une idéologie et suivis par un parti de masse; il a le style monarchique, une formation traditionnelle, une conception de la France et du monde en certains de ses aspects prémodernes, mais il comprend l'esprit du temps, en saisit les forces profondes et il sait user de slogans et de techniques de l'époque pour atteindre ses objectifs. Le référendum que prévoit la Constitution au cas où une Assemblée d'un État de la Communauté se prononcerait en faveur de l'indépendance est un exemple du mode d'action gaulliste. On prend quelque précaution contre le penchant à la démagogie des "classes politiques d'Afrique" par un procédé admirablement conforme à l'idée démocratique: les gouvernés eux-mêmes devront approuver la décision prise par leurs représentants.

Un appel direct au peuple à la manière des chefs charismatiques, une antipathie évidente à l'égard des parlementaires, comme en éprouvent les réactionnaires et les révolutionnaires de droite et de gauche, un respect des lois et des conseils selon la tradition des rois (du moins telle que les traditionalistes l'ont transfigurée après la Révolution), le pessimisme du janséniste et du soldat sur le train des choses humaines joint à l'optimisme final du chrétien et à la

volonté du patriote qui ne doute pas de la France: ces traits composent une personnalité unique, suprêmement adaptée à ce rassemblement et à cette démission collective des Français auxquels aboutissait l'anarchie parlementaire de la IV^e République.

La tentative de synthèse

Il y a toujours eu, depuis 1956, trois politiques possibles *dans l'immédiat*, c'est-à-dire trois attitudes possibles à l'égard de l'insurrection et du F.L.N. qui en est l'organisation politique et militaire. La politique dite des ultras est de refuser avec le F.L.N. toute autre relation que celle du vainqueur avec le vaincu, de l'armée victorieuse avec l'armée qui capitule, du gouvernement légal avec le rebelle qui se soumet, du conquérant avec l'insurgé qui demande l'aman. La politique dite des libéraux était (ou aurait dû être) l'acceptation du F.L.N. comme le représentant, désigné par le combat ou les événements, du nationalisme algérien. Ce nationalisme n'est pas, du même coup, reconnu comme exprimant le *tout* de l'Algérie, pas plus que le parti du Congrès n'était le tout de l'Inde - mais si l'on veut décider, sans consulter ceux qui se battent, de l'avenir algérien, il faut aller jusqu'au bout de la bataille. La troisième attitude se situe entre ces deux extrêmes, selon les moments ou les hommes plus proche de l'un ou de l'autre: elle était celle de M. Guy Mollet, elle est encore celle du général de Gaulle. Elle se définit par le refus de reconnaître le F.L.N. comme le seul ou le principal représentant du nationalisme algérien, sans nier la réalité de ce nationalisme, sans exclure définitivement de la communauté algérienne future ceux qui ont porté les armes ou même qui ont dirigé le combat. Cette politique centriste donne provisoirement satisfaction aux ultras pour l'essentiel: la négociation *politique* avec le F.L.N. étant exclue, la guerre continue. Elle peut, à *terme*, déboucher sur une solution que les libéraux tiendront pour acceptable, éventuellement préférable à celle de l'indépendance: une autonomie algérienne dans le cadre français.

Je n'en ai pas aux "libéraux" qui acclament la "paix des braves" après avoir vitupéré le triptyque de M. Guy Mollet; j'en ai à cette organisation, volontaire ou involontaire, de la confusion, le refus d'analyse combiné avec le génie polémique, aboutissant à exalter ou déprécier la même politique selon qu'elle est menée par un homme ou par un autre.

La politique centriste - pacification n'excluant pas la réintégration des nationalistes - a-t-elle plus ou moins de chances de réussir que la pacification conduite par les méthodes et selon les mots d'ordre des ultras? Parmi ceux que

l'on appelle ultras en Algérie figurent des hommes et des groupes de tendances fascistes, racistes, tous ceux qui ont, depuis des dizaines d'années, refusé aux Algériens tout à la fois l'égalité individuelle et l'égalité collective, qui ont voulu maintenir indéfiniment le statut de domination de la minorité française, statut né de la conquête et maintenu par la force. Si le terme ultra s'appliquait exclusivement aux trublions des comités de salut public, des mouvements du 13 mai, il serait juste d'y voir une condamnation en même temps qu'une désignation. Mais des hommes comme Georges Bidault et beaucoup d'officiers conçoivent la conduite de la guerre dans les mêmes termes que les ultras, bien qu'ils soient sincèrement désireux de donner aux Musulmans une citoyenneté française à part entière, bien qu'ils soient hostiles aux injustices dont les prépondérants ont longtemps profité. Tant que nous considérons les seuls problèmes de la *politique de guerre*, les ultras ont des arguments qu'il serait malhonnête d'ignorer.

Le premier argument qui a été indéfiniment répété depuis le début de la rébellion, et surtout depuis le 13 mai, c'est qu'une guerre subversive exige des mots d'ordre simples, immédiatement compréhensibles à tous. Les rebelles ont un mot d'ordre qui répond à ces exigences: l'indépendance. La majorité des Musulmans illettrés imagine probablement que l'indépendance permettrait la distribution de richesses immenses enlevées aux Français - ou du moins ce vocable suggère-t-il un bouleversement du destin, la fin du règne de l'étranger, la promesse d'un renouveau. Quel autre mot pourrait avoir la même résonance, sinon celui de l'intégration, qui évoque pour les Musulmans l'accession à un sort semblable à celui des Français, non en prenant leur place mais en devenant leurs égaux? Tous les autres slogans sont pâles, vides de substance, comparés aux deux mots qui évoquent les deux communautés offertes aux masses algériennes: celle d'une nation algérienne, celle de la nation française. Après tout, la guerre révolutionnaire a pour enjeu le choix d'une communauté par les masses. L'intégration signifie l'offre de la communauté française.

Selon un deuxième argument, les masses ne seront gagnées que le jour où elles seront convaincues de la résolution française. Quelles que soient les préférences spontanées des Musulmans, pour le F.L.N. ou pour la France, chacun d'eux individuellement, dans des circonstances données, tient compte du risque couru selon qu'il obéit aux ordres ou cède aux menaces de l'une ou de l'autre armée. De même, collectivement, les Musulmans ne peuvent pas ne pas être influencés par la prévision de l'avenir, les jugements qu'ils portent sur la force et la volonté de l'un ou de l'autre camp.

Même si, finalement, l'on n'admet pas ces arguments - et c'est mon cas - il faut les prendre au sérieux. Je connais des observateurs, hostiles à toute la politique algérienne de la IV^e et de la V^e République, qui pensent que le refus de la négociation politique avec le F.L.N. étant acquis, mieux vaudrait proclamer que l'intégration est l'objectif. Les mesures de grâce, l'offre de la paix des braves, l'invitation à venir à Paris ne suffisent pas à désarmer le F.L.N. qui se veut représentant de la nation algérienne, et ces démarches suffisent à semer le trouble parmi les Musulmans qui ont lié leur sort à celui de la souveraineté française.

Les inconvénients de la pacification menée sans mot d'ordre et avec des appels en direction des nationalistes sont incontestables. Mais la méthode du général de Gaulle est fondée, à mon sens justement, sur la conviction qu'une fraction des Algériens est acquise au nationalisme, et que le seul espoir est de réconcilier ce nationalisme avec la souveraineté française dans la première phase, avec une place dans la Communauté en une phase ultérieure.

Il y a plus: le général de Gaulle, d'après certaines de ses déclarations, ne croit pas à une solution militaire, tout au moins pas à une solution radicale. Que l'A.L.N. puisse être affaiblie, démantelée, réduite à des bandes, certes. Qu'elle soit éliminée au point que l'ordre soit rétabli et que l'armée française puisse être ramenée en Europe, l'éventualité, sans être inconcevable, est improbable. La réponse "Puisque cela doit finir ainsi, pourquoi pas tout de suite?" donnée par le général de Gaulle à l'Élysée, à propos des conversations avec le F.L.N., prouve bien que le président de la République envisage une victoire militaire *sur* les nationalistes, non une extermination *de* ces derniers. Les ultras, y compris M. Bidault, veulent l'élimination des nationalistes, au moins de leurs chefs. Le général de Gaulle ne veut pas traiter avec eux comme s'ils étaient des ministres, il ne veut pas les exclure de l'Algérie nouvelle dont ils sont les fils désespérés, il les invite à poser les armes et à se présenter aux élections. Ni sous terre ni au pouvoir: conseillers municipaux ou députés (dans une Constitution, il est vrai, qui ne laisse pas aux députés une grande marge d'initiative ou de pouvoir).

Tant que l'on envisage la conduite ou la fin de la guerre, il n'est pas impossible d'hésiter entre un accommodement avec les nationalistes et un refus inconditionnel de composer avec eux. Mais la pensée du général de Gaulle est tendue vers ce qui viendra après; il l'a dit dans sa récente conversation avec les élus d'Algérie: que signifierait une victoire, même une victoire totale sur la rébellion si les Musulmans continuaient d'être, en grand nombre, révoltés contre

la France? Et comment espérer la réconciliation si les nationalistes sont définitivement hors la loi?

Le plan de Constantine, ou plus généralement le progrès économique et social, l'élévation du niveau de vie, la "déclochardisation", terme que le chef de l'État a emprunté à Germaine Tillon, peuvent contribuer à ramener les Musulmans à la France. Mais jamais on n'a gagné les hommes ou les âmes en édifiant sur le papier des complexes sidérurgiques ou même, sur le terrain, des écoles. Le dialogue avec le nationalisme algérien est un élément d'une politique qui comporte la reconnaissance d'une personnalité algérienne et n'hésite pas à proclamer que finalement les Algériens - et il y a neuf Musulmans contre un Européen - choisiront eux-mêmes leur destinée.

En ce qui concerne les perspectives immédiates, le Président de Gaulle est donc plus près des ultras que des libéraux (de ceux, du moins, qui souhaitent une négociation avec le F.L.N.). En ce qui concerne la perspective finale, probablement est-il plus proche des libéraux que des ultras. S'il existe une personnalité algérienne, comment ne recevrait-elle pas quelque jour le même droit qui a été accordé à la Guinée, à Madagascar, au Togo, au Cameroun? Je ne dis pas que le général de Gaulle veuille faire de l'Algérie, d'ici quelques années, un État membre de la Communauté. Je dis qu'à la différence des ultras il n'exclut pas cette éventualité. Mais la politique du président de la République est une *stratégie*, non un *programme*. Elle se définit par des refus, des actes, des perspectives.

Deux refus fixent les limites extrêmes à l'intérieur desquelles se situe l'action: refus d'une entente politique avec le F.L.N., refus de prononcer le mot et de se lier à l'idée d'intégration. L'action *militaire* tend à affaiblir le F.L.N. L'action *politique* multiplie les mesures dites en d'autres temps d'intégration (élections). L'action *économique* a pour objet de rendre les bienfaits de la présence française incontestables. Quant à l'aboutissement, le statut de l'Algérie dans la République ou la Communauté, il résultera des événements eux-mêmes. Le stratège a un plan de bataille, il ne sait pas quelle sera la phase ultime des combats. La politique algérienne du chef de l'État, ni équivoque ni mystérieuse, a les mérites et les inconvénients des compromis, même de ceux que conçoit le monarque: elle ne fait pas une distinction nette entre l'ami et l'ennemi, elle ne donne pas aux combattants un mot d'ordre éclatant et simple, elle n'est pas soutenue par une idéologie (si l'Algérie a une personnalité distincte de la personnalité française, pourquoi n'a-t-elle pas les mêmes droits que Madagascar ou la Guinée?). En

revanche, elle recueille l'assentiment presque unanime des Français, encore que, dans leur humeur actuelle, ils auraient probablement donné leur assentiment à n'importe quelle politique choisie par le chef de l'État. Elle permet probablement aux nationalistes d'Algérie qui n'ont pas rallié le F.L.N. de se rapprocher des Français. Enfin, elle touche ceux des militants ou des combattants du F.L.N. qui ne voient pas de perspective de victoire et ne sont pas résolus à mourir dans une lutte sans espoir.

Les risques et les chances

Trois questions, me semble-t-il, sont posées par cette analyse de la stratégie algérienne du président de la République. La première, la moins intéressante, concerne l'attitude que doit adopter le citoyen pris individuellement. La seconde est décisive: quelles sont les chances de succès? La dernière s'adresse aux idéologues et m'est suggérée par un récent dialogue à l'intérieur d'un numéro de *L'Express* sur les rapports entre le chef de l'État et la gauche: la gauche devrait-elle être gaulliste ou opposante?

Quelles que soient nos préférences personnelles, nous nous abuserions nous-mêmes, nous abuserions les nationalistes algériens si nous leur laissions entrevoir une conversion proche de la politique française. La politique de négociations politiques avec le F.L.N., je doutais au lendemain du 13 mai que le général de Gaulle pût ou voulût l'adopter: "Le général de Gaulle n'est pas nécessairement prisonnier de ceux qui l'ont appelé au pouvoir, mais il ne peut pas non plus faire exactement le contraire de ce que souhaitaient ses partisans d'hier... Même dans l'hypothèse où le général de Gaulle reprendrait sur l'armée d'Afrique une autorité incontestée, il ne pourrait ni ne voudrait choisir la voie de la négociation directe avec le F.L.N." (*L'Algérie et la République*, page 104.) Je ne sais si l'hypothèse de la reprise en main de l'armée est aujourd'hui entièrement réalisée, mais le président de la République n'est pas prêt aujourd'hui, et ne sera pas davantage prêt demain, à des négociations politiques avec le F.L.N., parce que de telles négociations, à ses yeux, impliqueraient cela même qui est l'enjeu de la lutte: la représentativité du F.L.N. Il n'y a jamais eu, quoi qu'on en ait dit, de "préalable de l'indépendance." Mais si l'on discute officiellement de l'avenir algérien avec le F.L.N., on admet implicitement ce préalable lui-même puisqu'on reconnaît comme représentants de l'Algérie ceux qui la veulent indépendante. Dans ses propos aux élus d'Algérie le général de Gaulle a exprimé clairement sa pensée: "Je n'ai pas à reconnaître cette organisation. Elle représente certes une force importante mais à mes yeux elle ne représente pas l'Algérie et même pas

les Musulmans d'Algérie." Ce refus est acquis et le F.L.N. doit savoir qu'il est définitif. Sous la IV^e République, nul ne pouvait engager l'avenir, le général de Gaulle est à l'Élysée pour sept ans. S'il s'en allait, son successeur serait probablement plus proche des thèses des ultras.

Le choix, en France, n'est pas entre ultras et libéraux, entre la lutte à mort contre les nationalistes et l'entente directe avec eux: le choix est entre la lutte à mort contre les nationalistes et la politique intermédiaire, celle de la paix des braves et de la personnalité algérienne. Je répéterai aujourd'hui ce que j'écrivais au mois de juin 1958: "Ou lutter jusqu'au bout contre la minorité qui incarne l'idée nationale, avec l'espoir que le grand nombre, passif ou attentif, finira par se détacher des combattants, à la longue impopulaires comme le sont les résistants qui empêchent le retour à la paix, ou bien composer avec les nationalistes dans la mesure où ceux-ci consentent au compromis entre leurs revendications et les droits des autres communautés." Pour l'instant, le général de Gaulle choisit le premier terme de l'alternative parce que, à ses yeux, le F.L.N. n'accepte pas le deuxième. Peut-être serait-il plus juste de dire que le deuxième - le compromis avec les nationalistes - n'existe pas dans l'immédiat.

Même s'il envisage un compromis, le gouvernement français exige que le F.L.N. renonce provisoirement à se considérer comme gouvernement. En d'autres termes, ce compromis n'est possible qu'à la condition que le F.L.N. accepte d'avoir perdu la guerre, quitte à tenter ensuite d'atteindre ses fins dans et par la paix. Mais, ajouterait peut-être le général, pourquoi le F.L.N. n'accepterait-il pas cette sorte de défaite puisqu'il a malgré tout, par son combat, obtenu des Français en cinq années plus que les partis algériens n'avaient obtenu en plusieurs dizaines d'années de collaboration ou de revendication?

Le F.L.N. me paraît grandement affaibli. *Militairement*, il connaît des difficultés croissantes de ravitaillement en armes et en munitions, surtout à cause de l'efficacité des barrages; il est soumis à une pression accrue, la tactique du général Challe, dans l'Ouarsenis, dans l'Oranie, a donné des résultats qui, d'après tous les témoignages, sont substantiels. *Politiquement*, le F.L.N. a perdu l'espoir qu'il fondait, non sans excès peut-être, sur l'instabilité de la IV^e République; le général de Gaulle n'acceptera pas demain ce qu'il rejette aujourd'hui. *Diplomatiquement*, le F.L.N. n'a pas obtenu au-dehors les reconnaissances qu'il souhaitait. Le gouvernement français ne s'est pas opposé à la reconnaissance du F.L.N. par les gouvernements des pays arabes, en particulier par la Tunisie et le Maroc, il a menacé de rompre les relations diplomatiques avec les

gouvernements non arabes qui feraient de même(2)

La stratégie gaulliste n'est pas sûre de triompher de l'obstination du F.L.N. Mais le F.L.N. est encore moins sûr de l'emporter sur la résolution française. La guerre est une épreuve de volonté. Elle peut durer aussi longtemps qu'aucune des deux volontés ne cède. Le libéral peut juger, en théorie, le droit à l'indépendance conforme à la justice et nécessaire à la réconciliation entre la France et l'Islam. Il ne peut pas annoncer aux nationalistes algériens que la volonté française va céder: en fait, la Ve République est capable de continuer la guerre des années, peut-être même est-elle capable de la continuer sans détruire la façade démocratique et le libéralisme réel du régime. C'est désormais le F.L.N., lui aussi, qui doit choisir entre la lutte à mort et le compromis.

La lutte à mort signifierait la recherche de nouveaux appuis à Bagdad ou à Pékin, éventuellement des tentatives pour entraîner dans l'aventure la Tunisie ou le Maroc. Le F.L.N. n'a pas épuisé toutes ses cartes. Il demeure, à l'intérieur, la seule force qui s'oppose à celle de l'armée française, le symbole d'un combat qui a donné à des millions d'Algériens le sens de leur propre existence, de l'égalité avec les conquérants d'hier et les maîtres d'aujourd'hui.

Ce combat, quoi qu'en ait dit le président de la République dans plusieurs de ses récents discours, n'est pas sans signification: il a transformé l'Algérie, il a contraint la minorité française à prendre conscience que "l'Algérie de papa" était morte. Il a marqué la fin de l'Algérie coloniale qui a été constituée légalement de départements, mais sans que les millions de Musulmans fussent des Français à part entière. Le combat du F.L.N., celui des nationalistes, a exclu toute solution qui ne serait pas fondée sur l'égalité, celle des individus ou celle des collectivités. Ceux qui réclament l'intégration aujourd'hui dénonçaient hier le collège unique. Ils ne veulent plus de différence entre l'Algérie et la France, entre les Musulmans et les Français.

Ce combat a-t-il encore un sens? je ne vois pas comment on peut répondre *non*(3). Dans la mesure où les Algériens sont, se sentent, se veulent algériens et non français, la paix des bâtisseurs que leur offre un des porte-parole des intégrationnistes est une paix d'asservissement puisqu'elle exige la soumission à l'armée, à l'administration française, sinon à ceux qui dominent l'Algérie depuis un siècle.

Nous voici revenus au dialogue entre Charles de Gaulle et les ultras ou les intégrationnistes. Le président de la République est prêt à poursuivre la pacification jusqu'à l'extermination des nationalistes si ces derniers ne consentent

pas à poser les armes. Mais il souhaite que les nationalistes abandonnent la mitraillette, se soumettent aux procédures démocratiques et il réserve l'avenir en ne fixant pas dès maintenant et à jamais le terme de l'entreprise. Puisque la personnalité algérienne est reconnue, le nationalisme peut garder l'espoir. La formule de "la France de Dunkerque à Tamanrasset" accule les nationalistes au combat, à l'exil ou au désespoir.

Il y a un an j'écrivais: "À supposer que par un effort militaire accru on affaiblisse le maquis, que par des réformes sociales on ébranle ou convainque la masse, à supposer que dans six mois ou un an la guerre paraisse gagnée, rien ne sera encore résolu." La guerre passe de nouveau pour gagnée: rien n'est encore résolu. "Le changement de régime, le prestige et l'autorité du général de Gaulle permettent probablement de rétablir le dialogue avec les nationalistes et de traiter avec eux sur des formules intermédiaires, pourvu que celles-ci ne bouchent pas l'avenir. Si ce dialogue est rejeté, si l'objectif demeure la victoire totale, la probabilité est que la guerre se prolonge." Je continue à le croire; la victoire militaire, dans la mesure où nous en approchons, ne peut être qu'un moyen de lier l'Algérie à la France, non d'en faire une partie intégrante de la France.

Qu'on lise le livre de M. André Rosfelder, *L'Algérie à bâtir*. La thèse des intégrationnistes y est exposée avec passion, sans haine, sans bassesse, avec des accents parfois nobles, émouvants. Et pourtant, le livre a renforcé en moi des convictions opposées à celles de l'auteur. À l'origine du plaidoyer, un sentiment légitime, compréhensible: la patrie de M. Rosfelder est l'Algérie française, celle d'hier, celle que la minorité française a construite, celle qu'elle veut conserver tout en y faisant entrer les millions de Musulmans qui en ont été pratiquement exclus. Si cette Algérie française n'existe plus, M. Rosfelder sera un exilé puisqu'il n'aura plus de vraie patrie ni en France métropolitaine ni dans une Algérie islamique. Ce sentiment, partagé par un demi-million de citoyens français vivant en Algérie et d'origine française, ne saurait suffire à dicter la politique d'une nation de quarante-cinq millions d'hommes. L'intégration est d'abord et avant tout, dans l'esprit des intégrationnistes, l'opération miraculeuse par laquelle l'Algérie deviendra celle des Algériens sans cesser d'être celle des Français, l'incantation magique qui substitue aux *neuf contre un* de l'Algérie les *cinq contre un* de la France de Dunkerque à Tamanrasset.

L'intégration n'est pas une réplique à la guerre subversive, parce que le nationalisme est une passion et non une revendication économique et sociale. "La fusion de la métropole et de l'Algérie" n'est pas une solution au problème

colonial parce qu'elle ne peut satisfaire ni les colonisateurs ni les colonisés. Pour que les millions de Musulmans d'Algérie deviennent authentiquement des Français à part entière, la métropole devrait changer de régime économique et politique, accepter pour des années le ralentissement de sa propre croissance, sacrifier des institutions libérales. Même si les colonisateurs renonçaient à se gouverner eux-mêmes pour gouverner les Algériens, ceux-ci, à en juger d'après les précédents historiques, deviendraient plus nationalistes à mesure que s'élèverait leur niveau économique. Avec la culture française, les élèves de nos lycées, les étudiants de nos universités acquièrent le goût de la liberté et aussi le penchant aux abstractions idéologiques, aux absolus juridiques. Au nom de quoi refusera-t-on aux Algériens ce que tous les Musulmans du monde ont obtenu? Au nom du pétrole saharien? Au nom de la minorité française? Arguments de fait qui pèsent lourd sur les décisions du gouvernement de Paris mais qui sont vides de sens au regard de notre propre philosophie.

Plus le F.L.N. sera affaibli, plus la paix par la victoire militaire semblera proche, plus la divergence entre le Président de Gaulle et les intégrationnistes apparaîtra au jour. Car, aux yeux de ces derniers, la victoire militaire est la condition nécessaire à l'édification d'une Algérie française; aux yeux du président de la République, si nous le comprenons bien, cette victoire, indispensable si le F.L.N. s'obstine à combattre, ne tranche pas la véritable alternative qui n'est pas celle de l'intégration et de l'indépendance, mais celle d'Houphouët Boigny et de Sékou Touré. Si telle est bien la pensée du chef de l'État, peut-être souscrirait-il à cette formule empruntée à *L'Algérie et la République* (p. 130): "Le but n'est pas d'empêcher que le peuple algérien use quelque jour du droit d'autodétermination, mais de créer les conditions dans lesquelles il le ferait sans rompre avec la France." Le but est et demeure la réconciliation de la France avec l'ensemble du Maghreb, réconciliation qui n'est compatible ni avec l'intégration ni avec la victoire entière du F.L.N.

Ni opposition ni adhésion

Si une opposition se définit par l'offre à la nation d'une autre politique que celle des hommes au pouvoir, il existe aujourd'hui une opposition de droite plutôt qu'une opposition de gauche. Non que les hommes de gauche ne puissent définir une autre politique algérienne, celle d'une négociation d'ensemble avec le F.L.N. Mais cette politique est désormais hors de question. Il faut dire et répéter, parce que c'est vrai, que le choix est entre la politique de Charles de Gaulle et celle des ultras ou intégrationnistes, non entre celle du président de la

République et celle des libéraux. Si le président de la République disparaissait soudain, *L'Express* ne lui survivrait probablement pas longtemps. Les libertés dont nous bénéficions, c'est en une large mesure au chef de l'État que nous les devons. Il faudrait être aveugle ou malhonnête pour le nier. La gauche devrait-elle pour autant se transformer en gaullisme de gauche? J'hésite à le croire.

Même si nous envisageons le seul problème d'Algérie, ceux qui jugeaient juste la reconnaissance du droit de l'Algérie à l'autodétermination, ou ceux qui jugeaient contraire à la vocation de la France au XXe siècle la volonté de maintenir par la force la domination coloniale n'ont aucune raison de se renier. Que dans la conjoncture présente le président de la République ne puisse faire autre chose que ce qu'il fait n'implique pas encore que l'on doive approuver ce que l'on critiquait la veille. Ou alors, il faut faire amende honorable et regretter les attaques dont M. Guy Mollet a été l'objet.

La France est actuellement soumise à un régime de pouvoir strictement personnel. Un homme et un homme seul prend les décisions qui engagent le pays tout entier. Que ce régime de pouvoir personnel soit préférable à ce dont les hommes du 13 mai nous menaçaient, peut-être même à ce dont ceux du système nous infligeaient le spectacle, je ne fais aucune difficulté pour l'admettre. Accepter le pouvoir personnel comme un expédient provisoirement heureux, comme une transition nécessaire, comme le moyen de résoudre certains problèmes est une chose. Joindre le chœur des thuriféraires du nouveau régime et des adversaires à retardement du "système" est une autre chose. La République est née à la fin du siècle dernier de la protestation contre le pouvoir personnel. Si la Ve République, née d'une sédition militaire, obtenait le ralliement de tous les républicains à l'idée du pouvoir personnel, je me demande ce qui signifierait encore politiquement la gauche, ou même la droite conservatrice et libérale.

Je sais qu'il existe en France une tradition de gauche non hostile au césarisme. La première clientèle de Louis-Napoléon ou de Boulanger est venue du petit peuple, de la gauche cocardière et antiparlementaire. Mais le général de Gaulle, bien qu'il ait dû employer, en quelques circonstances, certaines techniques bonapartistes, appartient par sa formation, par sa sensibilité, à l'école traditionaliste, monarchiste, catholique. Que ce catholique dont ceux qui l'ont approché connaissent l'humanité profonde, soit tout le contraire d'un réactionnaire et totalement étranger à la violence fasciste, rien de plus certain. Mais il n'est pas facile à la gauche d'applaudir à la restauration du style de Louis

XIV.

Les régimes de pouvoir personnel commencent toujours bien. L'inquiétude porte sur l'avenir. Électoralement, le général de Gaulle a favorisé par ses silences, sinon par ses propos, l'U.N.R.; ceux qui ont été durant ces dernières années ses fidèles et qui sont les plus proches de lui, ont incarné un nationalisme à maints égards anachronique, la nostalgie de l'Empire, l'aspiration à une grandeur de puissance, le refus de toutes les organisations européennes. Ces opinions ou ces émotions ne sont pas méprisables, on voit mal comment elles s'accorderaient avec l'esprit ou la sensibilité de la gauche. Qu'elle soit celle du libéralisme, de la justice sociale ou de la libération des peuples, qu'elle soit celle d'hier ou celle de demain, la gauche n'a pas grand-chose de commun avec l'U.N.R. Charles de Gaulle non plus? Il se peut, mais un chef politique est comptable de ceux qui se réclament de lui, de ceux qui ont recueilli les suffrages en invoquant son nom. Le président de la République, à coup sûr, se veut supérieur à toutes "les rubriques" et il l'est en effet; mais dans la France de 1958 et de 1959 cette attitude a favorisé le succès des gaullistes de droite et les échecs des gaullistes de gauche. Électoralement, il n'y a pas de gaullisme de gauche et je doute qu'il y en ait jamais.

Entendons-nous bien: je ne souhaite pas que les hommes de gauche ou de droite qui se refusent à célébrer l'anniversaire du 13 mai, se mettent en dehors de la Ve République et, à la façon des légitimistes au siècle dernier, se réfugient dans l'émigration intérieure. La Ve République existe et, dans la France telle qu'elle est, le général de Gaulle est le meilleur des monarques possibles dans le moins mauvais des régimes possibles. Mais pourquoi faudrait-il acclamer ce que l'on ne peut pas ne pas accepter?

La personnalité du chef de l'État est la cause d'une situation apparemment inextricable. Il détient un pouvoir personnel mais il a restauré la République en 1945, il a canalisé la révolution de 1958 pour en faire sortir une République autoritaire, non un fascisme ou un despotisme militaire. Il veut sauver les restes de l'Empire français, mais il a concédé le droit à l'indépendance aux territoires d'Afrique noire. Il fait la guerre en Algérie, mais il n'exclut pas une évolution. Tout Français voudrait passionnément l'aider à réussir, mais il serait le dernier à demander à un Français, quel qu'il soit, de se renier.

Pourquoi le libre citoyen donnerait-il aujourd'hui une adhésion qui ne lui est pas demandée? On adhère à un programme ou à des idées, non à un homme. Le chef de l'État est convaincu qu'il est capable, et seul capable, de rétablir la paix

en Algérie. Je suis convaincu seulement qu'il a une meilleure chance que tout autre.

Gardons les yeux ouverts, restons fidèles à ce que nous croyons l'intérêt durable de la France et laissons-le agir.

(1) Les pessimistes ou les cyniques expliqueraient l'obstination de M. Bidault par l'injustice qui lui a été faite. Ministre, n'aurait-il pas connu, lui aussi, son chemin de Damas? Au risque d'être accusé de naïveté, je ne crois pas à cette interprétation: M. Bidault me semble aussi honnête intellectuellement qu'insensé politiquement.

(2) Là encore la politique gaulliste est centriste: elle ne proteste plus contre le soutien donné par la Tunisie ou le Maroc au F.L.N., elle ne tolère pas la reconnaissance du F.L.N. par les gouvernements non arabes. Les ultras souhaiteraient des mesures de rétorsion contre la Tunisie de Bourguiba et ils s'inquiètent de l'amitié et des rencontres entre le général de Gaulle et Mohammed V.

(3) Je me demande pourquoi la France gaulliste continue à dénoncer les "révolutionnaires de palaces", "l'organisation extérieure". A-t-on oublié le thème de la propagande antigauilliste entre 1940 et 1944? Ignore-t-on que les maquis sont souvent plus intraitables que les chefs du Caire?

La démocratie a-t-elle un avenir en France?

**Preuves
juillet 1959**

Pour la quatrième fois, la démocratie vient d'échouer en France. La première tentative pour introduire en France des institutions parlementaires, imitées de celles de la Grande-Bretagne, entraîna des bouleversements dans l'Europe entière et ouvrit une période de guerres et de révolution. Le parlementarisme aristocratique de la monarchie légitime, puis orléaniste, fut renversé par la conjonction des mécontents, des républicains, des bonapartistes, des libéraux. La deuxième République aboutit au coup d'État du 2 décembre et au Second Empire, la troisième restaurée succomba à la perte de défaite de 1940, la quatrième, qui n'était que la troisième restaurée, succomba à la perte de l'Empire. Que nous aimons ou que nous détestions la "démocratie", nous devons nous interroger: quel est le sens de ces faillites? Quel régime répondrait aux aspirations des Français, aux nécessités de la France? Quel est le destin des démocraties bourgeoises, formées au siècle dernier, dans le monde d'aujourd'hui?

Régime et nation

Une première remarque s'impose d'elle-même à notre esprit: la réussite ou la défaite ne dépend pas des seules institutions. Avec le meilleur régime, la France de 1939, qui n'avait pas encore récupéré ses forces après l'épuisant triomphe de 1918, n'aurait pu tenir tête au IIIe Reich. Avec le meilleur régime, la France d'après la deuxième guerre mondiale n'aurait pas gardé son empire. Curieusement, l'autocritique française (et la critique étrangère) met en cause les gouvernants et leurs méthodes, non les objectifs que la nation s'est donnés ou que les circonstances lui ont imposés. L'obsession du régime est un trait de la "psyché" française et elle a un caractère ambivalent: le bouc émissaire - le régime ou le système ou l'Empire ou la République - est un abstrait, il englobe tout le monde et personne, chaque faction y reconnaît les traits de son ou de ses adversaires détestés, les masses l'assimilent à leurs chefs et aucun de ces derniers ne consent à se confondre avec l'ensemble anonyme sur lequel se porte la colère du peuple. Le "régime" sert d'alibi à tous, coupables ou innocents. Secondairement, la mise en cause permanente du régime aide les équipes successives à dissimuler la continuité profonde du pays et à exagérer démesurément les mérites et démérites des uns et des autres. À en croire les gaullistes, avant 1958 la France glissait aux abîmes à cause du "système". Un an

plus tard, à en croire le général de Gaule, elle est dans le peloton de tête des nations. Pour réconcilier la propagande d'hier et celle d'aujourd'hui, il faut croire au miracle ou à la mystification. La IVe République n'avait pas empêché la reconstruction de l'économie: la Ve a recueilli un héritage qui n'était pas une "terre brûlée".

Le relèvement ne s'était pas fait *grâce* au, mais *en dépit* du "régime"? Admettons-le: au moins en résulte-t-il que même les mauvais régimes (la IVe en était un) n'empêchent pas la prospérité des nations. Et l'on pourrait ajouter que les bons ou les moins mauvais ne la garantissent pas. Surtout à notre époque, les jugements qui s'en tiennent aux apparences politiques - aux succès éphémères des armes ou de la diplomatie - sont étrangement précaires. Si la IIIe République, de 1880 à 1929, avait été le règne d'un monarque, aucun historien n'hésiterait à célébrer un grand règne - et il aurait raison. Mais ce grand règne préparait les désastres.

Grâce à l'art de sa diplomatie, grâce aussi à la maladresse de la diplomatie wilhelminienne, grâce à un effort surhumain, la France, entre 1880 et 1929, avait conquis un empire colonial et retrouvé l'Alsace-Lorraine. La Russie plongée dans la guerre civile, l'Allemagne effondrée, l'Angleterre en quête de la prospérité perdue, la France était la première en Europe et l'Europe passait pour être encore la première dans le monde. Mais les Français avaient placé leurs capitaux aux quatre coins du monde, fort peu dans leur propre empire. Le déclin de la population avait commencé, l'allure de l'industrialisation était lente et notre pays était pris de vitesse dans la course au progrès technique et à la puissance industrielle. Autrement dit, c'est pendant la période éclatante, 1880-1929, qu'ont mûri les causes profondes des désastres de la phase postérieure, que s'est creusé l'intervalle entre les obligations et les ressources du pays. La renaissance de la population et de l'économie, le regain de la vitalité française ont débuté au cours des années d'occupation. La IVe République a présidé, au milieu du désordre et de la confusion, aux treize années qui ont rendu à la France une jeunesse et un avenir.

N'oublions pas, enfin, que, au cours du dernier demi-siècle, les divers pays d'Europe occidentale ont connu des destins plus souvent semblables que différents. La politique extérieure de la Grande-Bretagne n'a pas été moins détestable entre les deux guerres que celle de la France. La tentative anglaise de revaloriser la livre, dans les années 20, a été tout aussi insensée que la tentative française de maintenir le taux de change du franc dans les années 30. Les

grandes erreurs ont été régulièrement le fait de la classe dirigeante dans son ensemble. Les dirigeants de l'industrie et de la banque ont presque unanimement refusé la dévaluation dans les années 30, Paul Reynaud jouant le rôle de Cassandra. La classe politique, hantée par le fantôme du général de Gaulle, n'a pas consenti à la perte ou la mutation de l'empire, Mendès-France jouant, cette fois, le rôle de Paul Reynaud.

Ces remarques faites, il reste que la France présente, entre les pays d'Europe occidentale, une histoire politique, au XXe siècle, singulière, elle ne sort pas de régimes instables, équivoques, menacés. La démocratie représentative ne s'y enracine ni sous la forme parlementaire ni sous la forme présidentielle. Mais, d'un autre côté, les mouvements proprement fascistes n'y ont pas réussi et le communisme, numériquement fort, y est devenu un "monstre social", un parti bureaucratique et conservateur, se réclamant de la jeunesse, de l'avenir, de la Révolution. Cette instabilité de tous les régimes en France, y compris des régimes semi-autoritaires, telle est la maladie politique de la France (maladie qui n'est pas mortelle) sur laquelle les événements de 1958 nous invitent à réfléchir une fois de plus.

Les causes de l'instabilité

L'explication, en termes abstraits, de l'instabilité des régimes français est facile et, quel que soit le langage employé, tous les commentateurs aboutissent à des idées analogues.

Est stabilisé un régime démocratique⁽¹⁾ qui n'est pas sérieusement discuté. Un régime n'est pas sérieusement discuté quand les possibles opposants, de droite ou de gauche, acceptent de se soumettre aux règles constitutionnelles et tâchent d'atteindre leurs objectifs dans la paix et par des méthodes progressives. Le consentement quasi unanime aux règles du jeu, à son tour, ne résiste pas à l'inefficacité du pouvoir ou même au sentiment, bien ou mal fondé, de cette inefficacité. Des changements trop fréquents de ministère, quels qu'en soient les effets réels, donnent aux masses l'impression "qu'elles ne sont pas gouvernées", ils suscitent ou multiplient la ou les oppositions révolutionnaires, celles qui se dressent contre le système. Mais, à son tour, cette opposition révolutionnaire affaiblit le régime puisque tout régime ne repose que sur des fictions et sur un assentiment de fait. Le régime démocratique est, par essence condamné à ne pas employer contre ses ennemis toutes les armes du pouvoir. D'une manière ou d'une autre, il tolère les oppositions révolutionnaires. Bien qu'en droit, un régime de compétition pacifique soit habilité à sévir contre ceux qui ne respecteraient ni

la paix ni la compétition, il ne s'y résigne ou ne s'y résout que rarement. Par un tragique paradoxe, pour qu'il puisse s'y résigner sans péril, il faut que ce suprême recours soit inutile. Un régime démocratique n'a rien à craindre de la mise hors la loi de partis fascistes ou communistes *faibles*: les moyens de police contre de tels partis *forts* mettraient en cause les valeurs mêmes que l'on veut sauver.

À partir de cette analyse, il est facile d'identifier le "cas français". Les régimes constitutionnels-pluralistes connaissent, en notre siècle, comme ennemis d'un côté les *réactionnaires* (romantiques du passé, nostalgiques de la communauté organique, prémoderne), et d'autre part les *fascistes* ou *nationaux-socialistes* (qui combinent, en proportion variable, des éléments empruntés aux réactionnaires et des éléments empruntés aux socialistes ou communistes), de l'autre côté les *représentants*, vrais ou faux, *des masses ouvrières*, qui croient à la violence et non à la négociation. Ces trois catégories ont été présentes, à un moment ou à un autre, dans tous les pays d'Europe occidentale (dans chaque pays, chacune de ces catégories avait une coloration *nationale*: les réactionnaires français ont une idéologie française comme les réactionnaires allemands une idéologie allemande; les idéologies de ces frères ennemis, prêchant l'absolue originalité de leur patrie respective, se rassemblent). Mais l'importance intellectuelle de chacune de ces catégories, les succès électoraux des différents partis révolutionnaires varient grandement de pays à pays et, dans chaque pays, de période à période.

En France, les réactionnaires ont été presque constamment plus forts que les fascistes. Le régime de Vichy a été, un temps, populaire, les mouvements fascistes ne l'ont été ni avant la guerre ni sous l'occupation. Ils sont restés au stade de la conspiration (cagouleurs), des sectes ou des "partis de masses en quête de masses". On pourrait dire que les mouvements fascistes ont été victimes d'une insoluble contradiction; ils se réclamaient de l'unique France et ils imitaient l'Italie ou l'Allemagne, ils se donnaient pour objet la grandeur française et ils étaient suspects de connivence avec les ennemis de la France. Mais, en dehors de ce paradoxe, les partis fascistes se sont heurtés à des obstacles, surgis de la structure et du passé de la France. Des masses, mobilisables contre les partis prolétariens, n'existaient pas en nombre suffisant dans la France des années 30 ou des années d'après-guerre. Par tradition, les intellectuels et même parfois les petits-bourgeois révoltés préfèrent les idéologies de gauche à celles de droite. Finalement, le maréchal Pétain en 1940 et le général de Gaulle en 1958 ont été des "dictateurs romains" plutôt que des tyrans. Ni l'un ni l'autre n'a eu derrière lui un parti de masses. Le maréchal avait créé un climat de restauration

(retour des notables, prestige de l'Église, idéologie traditionaliste). Le gaullisme de 1949-50, celui du R.P.F., avait des sources multiples: jacobinisme, anticommunisme, nationalisme à la Barrès (*Appel au soldat*) s'unissaient pour aboutir aux invectives contre le système. Le R.P.F. appartenait à la lignée bonapartiste, le gaullisme de 1958 est plus paternaliste dans son style mais il n'est pas encore défini puisqu'il ne s'est pas entièrement libéré de ceux - Français d'Algérie et armée - auxquels il doit son succès.

À gauche, les représentants des masses ouvrières, eux non plus, ne se sont jamais pleinement intégrés dans le système constitutionnel-pluraliste. Le jour où, en 1936, le parti socialiste français consentit à participer à la gestion de la société capitaliste, le parti communiste comptait plus de 70 députés à la Chambre. Après la guerre, le même parti devint le premier de France par le nombre des électeurs (environ 25% des votants). Mais, lié à l'Union soviétique, qui est l'ennemi de la patrie française comme l'était le IIIe Reich avant 1939, il s'exclut lui-même de la communauté et renforce indirectement l'aile conservatrice de la majorité nationale.

La dialectique des partis révolutionnaires paralysant le fonctionnement du régime, la paralysie du régime justifiant à son tour les oppositions révolutionnaires, cela a fini par avoir raison de la IVe République. Mais ni l'une ni l'autre opposition n'était assez forte pour vaincre *seule*. La République n'était pas entièrement légitime, autrement dit reconnue pour telle par l'ensemble de la population. Toute crise nationale devenait automatiquement crise de régime. Si la France ne trouvait pas d'issue à la crise économique ou si elle ne parvenait pas à pacifier l'Algérie, la faute en était évidemment aux institutions, aux parlementaires, à la démocratie. Mais les masses étaient passives et plutôt favorables à la République. La IIIe République succomba à la défaite militaire, la IVe à la révolte de l'armée, solidaire des Français d'Algérie. Il reste que, dans les deux cas, une partie importante de l'opinion appelait de ses vœux un changement de régime. En ce sens, la République parlementaire n'a pas réussi à s'enraciner dans la France du XXe siècle, le quasi-enracinement de la période 1890-1930 n'ayant pas résisté à la tourmente historique de la grande dépression et de la deuxième guerre mondiale.

Cette description est désormais banale. Les interrogations commencent au-delà. L'opposition révolutionnaire de droite devrait s'affaiblir à mesure que s'éloigne la France d'Ancien Régime; l'opposition révolutionnaire de gauche devrait s'affaiblir avec le progrès de l'économie. Si la première de ces

oppositions doit sa virulence au poids du passé et la deuxième à la lenteur de l'industrialisation, les événements d'eux-mêmes tendraient au désarmement de ces révoltés, à l'embourgeoisement des frénétiques.

Malheureusement, ces propositions, valables à longue échéance, ne nous sont pas d'un grand secours dans la conjoncture présente. La théorie nous enseigne des relations de probabilité entre variables - le progrès économique favorise les partis ouvriers réformistes aux dépens des partis révolutionnaires. Mais la politique est histoire. Une fois les masses ouvrières converties à un parti révolutionnaire, l'élévation du niveau de vie ne les ramène pas d'un coup aux méthodes pacifiques. Quant aux violents de droite, ils sont disponibles dans n'importe quelle société. La restauration de la France d'Ancien Régime n'a pas de sens: l'appel au soldat, le sens des valeurs héroïques, le refus des lenteurs de la délibération et de la discussion ont et garderont longtemps encore signification. Or, ne l'oublions pas, il suffit que les oppositions au régime démocratique soient fortes pour que le régime soit faible. Le souvenir des désastres auxquels ont abouti la IIIe et la IVe République empêchera longtemps une Ve ou une VIe République d'obtenir une reconnaissance unanime de légitimité.

Il y a plus: les médiocrités des deux Républiques ne sont pas imputables seulement aux adversaires de la République ou du système. La classe politique française s'est révélée singulièrement peu douée pour le jeu parlementaire. Même quand le Parlement ne comprenait presque pas de députés "inconstitutionnels", même quand l'Assemblée offrait une majorité substantielle, à droite ou à gauche, la bataille continuait en permanence, les députés soupçonnaient le gouvernement et ils avaient tendance à se concevoir eux-mêmes moins comme des législateurs que comme des interprètes de citoyens sourdement hostiles au Pouvoir? Faute de partis organisés, faute de discipline, par suite de la conception même que les députés avaient de leur rôle, les gouvernements de la IIIe et de la IVe République n'ont presque jamais possédé la durée et la liberté d'action que réclame la gestion des sociétés modernes.

Il ne suffit pas que les oppositions anticonstitutionnelles abdiquent, il faut que la classe politique se réforme. Or, ces mauvaises pratiques du parlementarisme, on ne sait s'il faut les attribuer à l'influence de la tradition, à l'origine sociale des élus, à la psychologie même de la nation. Les députés se sont sentis trop longtemps menacés ou bridés par les rois, les Bonaparte, les réactionnaires: ils n'arrivent pas à ne pas prendre, à l'égard de l'exécutif républicain, l'attitude agressive qu'ils ont eue par nécessité à l'égard d'un exécutif autoritaire,

monarchique ou césarien. La classe politique n'a jamais été aussi solidement enracinée dans le terroir national que la classe politique anglaise: la gauche socialiste ne sortait pas des syndicats ouvriers, la droite conservatrice n'exprimait pas la classe privilégiée; des deux côtés, juristes, politiciens professionnels, professeurs sont plus nombreux et plus influents que les cadres sociaux, nobles, grands fonctionnaires, industriels, syndicalistes. Enfin, l'esprit de faction semble endémique en notre pays. Tous les partis ont tendance à abuser, à rédiger une Constitution déséquilibrée dans un sens ou dans un autre. La IV^e République réduisait l'autorité de l'exécutif au-delà de toute raison, la Ve ampute les prérogatives des Assemblées au-delà de tout bon sens. Tout se passe comme si une mauvaise fée jetait un sort sur chacun des régimes français au berceau et en préparait la mort au jour de sa naissance.

Les directeurs et la démocratie

Vaine spéculation, nous objecteront avec mépris les marxistes ou les pseudo-marxistes. Vous en êtes encore à discuter de la République et de ses institutions à la manière d'André Siegfried et des libéraux du XIX^e siècle. Vous imaginez que les régimes naissent et meurent au Palais-Bourbon et vous méconnaissiez la réalité, l'industrie moderne, les banques, les compagnies pétrolières. Demandez-vous ce que veulent les gestionnaires de cette économie enfin capitaliste et vous pressentirez l'avenir mieux qu'en spéculant sur les Constitutions.

Personnellement, je retournerai le compliment à cet objecteur imaginaire (mais dont les revues comme *Les Temps modernes* nous offrent des incarnations multiples). Dans l'excellent livre de M. Roger Priouret, c'est le dernier chapitre, celui que M. Serge Mallet considère comme de beaucoup le meilleur, que je tiens pour de beaucoup le plus faible, celui où cet analyste du Parlement s'efforce de prévoir l'avenir en analysant les attitudes politiques des divers groupes de capitalistes. Non que son analyse des groupes eux-mêmes soit fausse, mais les capitalistes - banquiers, directeurs d'entreprises industrielles, privées ou publiques - ont individuellement des opinions sur l'Algérie ou la Constitution. Ces opinions me paraissent déterminées plus par la personnalité des dirigeants que par les intérêts, économiquement définis, des entreprises. En tant que groupe social, les hauts fonctionnaires et les managers ont fini par être exaspérés (comme les simples citoyens) par l'anarchie de la IV^e République. Ils sont favorables à la Ve dans la mesure où celle-ci a contribué à la rationalisation de l'État. Ils sont en majorité désireux de sauvegarder les libertés individuelles et publiques parce qu'ils ressemblent aux autres Français. Quant aux mérites et

démérites de la Constitution d'aujourd'hui, de la classe politique d'hier et de demain, quant au sort final de l'Algérie, ils ne sont pas plus unanimes que le reste de la nation. Ni les vieux ni les jeunes capitalistes, ni les managers des entreprises modernes, ni les représentants du capitalisme foncier ou commercial n'ont une conscience claire de leur "intérêt de classe" et de la politique, constitutionnelle ou algérienne, qui en serait l'expression. L'avenir de la République et de la démocratie en France ne dépend pas des hommes qui dirigent Péginey, Renault, Cofirep ou Saint-Gobain, il ne dépend pas des syndicats de betteraviers ou de viticulteurs, du moyen commerce ou des propriétaires d'Algérie.

Entendons-nous bien: les vicissitudes de la politique française n'ont pas été sans lien, au siècle dernier et en celui-ci, avec les singularités de l'économie française. L'attitude, verbalement et électoralement révolutionnaire, des représentants ouvriers tient, pour une part, à la lenteur de l'industrialisation, à la médiocrité du niveau de vie, au style réactionnaire ou paternaliste d'une fraction importante du patronat français. La remise en question du régime parlementaire dans les années 30 a eu pour cause immédiate, directe, la grande dépression. Le refus de décolonisation des années 50 a été encouragé, financé par certains individus ou groupements installés en Afrique du Nord. Mais il reste qu'une fraction de la classe politique, des milieux socialement privilégiés, des intellectuels s'est trouvée, dans les années 30, favorable à un régime autoritaire de droite, dans les années 50 à la sauvegarde de l'Empire, pour des motifs idéologiques et, si l'on peut dire, désintéressés. C'est la psyché politique de la nation qui se manifeste dans la constante instabilité des institutions.

Une France modernisée exige une administration rationnelle et une politique quelque peu raisonnable. En dépit de la déraison politique, la IV^e République a donné à la France une administration tolérablement rationnelle. Ce n'est que dans les dernières années de la IV^e que les directeurs, privés ou publics, ont fini par s'irriter du régime, lorsque le manque de devises a paru mettre en péril la prospérité de l'économie. Longtemps ces directeurs hésitaient entre les commodités qu'offrait un gouvernement faible à la défense des intérêts privés et les avantages d'un gouvernement fort, garant d'un minimum d'efficacité et de stabilité: le gouvernement présidentiel satisfait provisoirement les directeurs, mais une évolution de la Ve République vers un style plus parlementaire ne se heurterait pas à une résistance organisée. Capitalistes liés à l'Algérie ou capitalistes des secteurs de pointe, grands fonctionnaires ou managers constatent que la France s'est engagée dans l'aventure algérienne et saharienne: les uns s'en

réjouissent et les autres le déplorent, mais ni les uns ni les autres ne sont maîtres de l'aboutissement et celui-ci exercera sur l'avenir de la démocratie parlementaire, au cours de la prochaine génération, une influence autrement grande que les convictions, déclarées ou clandestines, des directeurs de notre capitalisme.

Le parlementarisme français, pourvu qu'il se plie à un minimum de discipline et qu'il donne aux gouvernements un minimum d'autorité, est capable de gérer une économie moderne. Après tout, les pays les plus avancés dans la voie de la société industrielle sont *tous* gérés par des régimes constitutionnels-pluralistes (partis multiples, élections libres, institutions représentatives). Pourquoi la France ferait-elle exception, à moins que les députés ne s'obstinent à méconnaître les deux règles élémentaires: le Parlement contrôle mais ne gouverne pas, le choix des gouvernants est l'objet de la lutte partisane mais cette lutte ne doit pas être permanente.

En résumé, à long terme, la modernisation de l'économie devrait plutôt favoriser l'enracinement d'un régime de type occidental grâce à l'embourgeoisement des "révolutionnaires de gauche" et à l'affaiblissement des réactionnaires et des violents, grâce à l'attitude plus rationnelle des individus et des groupements. Si ces propositions générales sont sans portée immédiate, c'est que le régime français va être dominé, pendant des années, par le souvenir de mai 1958 et les implications de la guerre d'Algérie.

Faute de partis organisés et d'accord dans l'opinion, la procédure électorale ne dégage pas, en France, de volonté générale quand le destin national est en cause. La IV^e République a fini par succomber non parce qu'elle ne pouvait pas faire ce que la Ve République a fait jusqu'à présent mais parce qu'elle ne pouvait plus continuer à le faire ou, du moins, parce qu'elle donnait l'impression qu'une saute de vent parlementaire risquait d'entraîner, quelque jour, un renversement de politique. Le passage d'un régime à l'autre a eu pour condition, sinon pour cause, l'action de l'armée - consentement ou participation active aux complots dont le 13 mai a été l'expression. L'armée ne se révoltera pas contre le gouvernement de la Ve République tant que le général de Gaulle en sera le président. Mais ce dernier ne peut pas accepter, fût-ce à terme, la souveraineté française, c'est-à-dire la présence de l'armée française de l'autre côté de la Méditerranée. La jeunesse de France continuera de faire son service en Algérie. Parachutistes et anciens parachutistes fourniront une réserve de "violents", peu redoutable en tant que police et armée demeurent fidèles à leur devoir, irrésistible si l'État n'est plus

obéi. Guerre d'Indochine et guerre d'Algérie: la IV^e République a transmis en héritage à la Ve une "armée politisée", partagée entre trois sentiments: le loyalisme traditionnel, la conviction que les officiers, à l'époque des guerres subversives, doivent savoir pourquoi et contre qui ils se battent, enfin, la fixation sur l'Algérie des ressentiments et des rêves, des aspirations à une victoire et du refus d'abdication.

La défaite de 1940 avait été celle de l'armée française plus que la victoire de 1945 ne fut la sienne. La guerre d'Indochine ne pouvait pas être gagnée, mais le désastre de Dien-Bien-Phu a été mis au compte des combattants et de leurs chefs. L'empire français de la III^e République avait été l'oeuvre de l'armée et non des parlementaires. L'Algérie, si le conflit doit s'y terminer comme les précédents, marque la dernière étape de l'itinéraire qui conduit au repli sur l'hexagone métropolitain. La France sans l'Algérie, c'est la France sans l'Afrique; la France sans l'Afrique, c'est la France décadente (décadente comme la République fédérale allemande ou la Grande-Bretagne, souffle le mauvais esprit). En interdisant "l'abandon", en faisant planer la menace de son veto sur le pouvoir civil, l'armée est et demeurera, pour de longues années, un élément décisif du jeu politique français.

Si nous supposons la guerre d'Algérie terminée et le général de Gaulle au bout de son septennat, nous pouvons imaginer un progressif assouplissement du régime, les assemblées reprenant quelque prestige et affirmant peu à peu leur autorité. Même dans cette hypothèse, la Constitution de 1958 est à ce point rigide et les conditions de révision sont telles qu'une transformation par étapes, par consentement général est malheureusement moins probable qu'une crise violente, lorsque le balancier politique, après avoir été, entre 1945 et 1958, de la majorité communiste-socialiste à la majorité Soustelle-Duchet, aura achevé son mouvement de sens contraire.

Tout ce que l'on peut espérer, c'est que "l'opposition de gauche", "l'opposition républicaine" à la Ve République ne confonde pas la lutte contre "la technocratie" ou "l'autoritarisme" avec le retour aux pratiques du parlementarisme anarchique. La gauche ne peut pas vouloir à la fois étendre les attributions et limiter la capacité de décision de l'État. Je crois que la Constitution de la Ve République n'est pas viable sous sa forme présente, en raison de la dualité de l'exécutif et de la contradiction entre le principe des élections libres et les règlements restrictifs de l'activité parlementaire. Il est vrai que le parlement britannique est soumis, lui aussi, à beaucoup de restrictions de

même type, mais l'exécutif y est l'émanation du parti majoritaire, ce qui change radicalement la signification de la primauté de l'exécutif. Limiter par la loi constitutionnelle les prérogatives des assemblées cependant qu'on donne l'essentiel du pouvoir à un président de la République élu pour sept ans, c'est restaurer un Empire parlementaire qui, le jour où le Fondateur aura disparu, est voué à l'éclatement, le futur président étant, ce jour-là, condamné soit à remonter le cours du temps vers l'Empire autoritaire, soit à prolonger le mouvement de l'Empire parlementaire à la IIIe République.

Démocratie et société moderne

Vaines spéculations, me répètent les pessimistes. Les institutions représentatives appartiennent au passé. Les parlements ont été des créations de la bourgeoisie, ils disparaissent avec elle, plus ou moins vite selon le pays. Il est vrai qu'au XIXe siècle, la France n'a pas réussi à "acclimater" les "régimes de discussion" dont la Grande-Bretagne a offert le modèle. Au XXe siècle, en rompant avec la pratique politique de l'Occident, la France n'est plus en retard mais en avance: elle cherche en tâtonnant un régime moins inadapté à l'âge de l'atome et de l'électronique que ce régime né aux temps des diligences et qui a connu son âge d'or au temps de la convertibilité monétaire et de "la petite reine".

Une telle opinion est courante en France, je l'ai entendue maintes fois exprimer, même par des nostalgiques du parlement de la belle époque. Sans la soumettre à une étude qui dépasserait le cadre de ce bref essai, je dirai que je ne crois pas à la vérité de ce jugement historique (auquel j'ai été souvent enclin à souscrire). Ce jugement est fondé sur l'hypothèse que les parlements gouvernent ou administrent - ce qui est faux - ou sur l'hypothèse que les assemblées empêchent les gouvernants de prendre des décisions rapides - ce qui n'est pas plus vrai.

Le parlement britannique a eu une origine aristocratique, le Congrès américain une origine bourgeoise. L'origine autre se marque dans le style de ces institutions. Discussions et délibérations ne sont pas solidaires d'une classe donnée. Aussi bien la société industrielle entraîne-t-elle l'embourgeoisement des masses et la promotion de "meneurs de masses", dont les façons de penser et d'agir ressemblent de plus en plus à celle des bourgeois du siècle passé.

Les vraies questions sont au nombre de trois: la lutte entre les partis et la délibération parlementaire ont-elles une fonction dans les sociétés industrielles? Lutte et délibération sont-elles incompatibles avec ou contraires à l'efficacité du pouvoir politique? Les élites et les masses sont-elles attachées à ces procédures?

À la première question, la réponse positive s'impose avec évidence. La formule de légitimité, au XXe siècle, est démocratique. Dans tous les régimes modernes, les gouvernants se réclament des gouvernés et de leur volonté. La rivalité des partis candidats à l'exercice du pouvoir, la délibération des députés, porte-parole des idées et des intérêts, sont une traduction logique de la légitimité démocratique, un moyen de donner un sens, humainement saisissable, à l'idée du gouvernement par et pour le peuple.

La lutte de partis et la délibération des représentants ne sont pas *incompatibles* en soi mais elles ne sont pas en toutes circonstances compatibles avec l'efficacité de l'État. Les conditions de compatibilité se ramènent abstraitement à des formules simples: formation d'une volonté commune à partir de procédures électorales, conduite raisonnable des assemblées, laissant aux ministres une marge d'action, respect par les minorités des lois constitutionnelles. À coup sûr, l'existence d'une opposition et les règles constitutionnelles freinent l'action du Pouvoir, mais elle réduisent aussi les risques d'abus et d'arbitraire. En tout cas, le passif du régime constitutionnel-pluraliste, pour les sociétés industrielles développées, apparaît moins à l'intérieur qu'à l'extérieur. C'est à la gestion raisonnable de la politique étrangère que la lutte, partisane et parlementaire, crée le plus de difficultés.

Quant à l'attachement de l'élite et des masses aux institutions libérales, il n'est assurément pas garanti. Dans la société industrielle, les gestionnaires sont d'abord soucieux de création et d'efficacité, les masses exigent du travail et l'élévation du niveau de vie. En Grande-Bretagne, aux États-Unis, le parlement avec ses institutions a été intégré au trésor de la culture nationale et participe d'un prestige traditionnel quasi sacré. Même dans les pays anglo-saxons, il tend à devenir objet d'une adhésion plus coutumière qu'enthousiaste. Aussi, ailleurs, ne trouve-t-il plus guère de défenseurs prêts à mourir pour lui quand il a déçu à force de médiocrité.

En France, les deux capitulations de Vichy en 1940 et de Paris en 1958, les abdications qui ont mis sur des coups d'État le sceau de la légalité vont empêcher la restauration, qui n'est pas souhaitable, d'une République de députés. Mais faute d'un autre principe de légitimité, les institutions semi-autoritaires de la Ve République sont sans racine dans l'histoire ou l'âme nationale. Le président de la Ve République ne peut être qu'un héros ou un roi.

Le régime de la Ve République est annonciateur de l'avenir si les pessimistes qui croient à la généralisation des guerres subversives ont raison. Tant que la

France est engagée dans l'entreprise visant à "intégrer" neuf millions d'Algériens contre les nationalistes et par la mise en valeur du territoire, le régime présent, autoritaire en fait mais libéral, est ce que nous pouvons espérer de mieux. Si l'entreprise dure longtemps, le libéralisme n'y résistera pas. Si elle se termine tragiquement, le libéralisme n'y résistera pas non plus. Si elle se termine bien, la bataille partisane recommencera.

L'issue de cette bataille future, nous l'ignorons, mais au moins une prévision négative me semble incontestable. La combinaison d'un exécutif de style Louis XIV et d'un parlement soumis à la discipline anglaise par la volonté de M. Michel Debré est, à la longue, impossible. Si l'aventure se termine bien, le général de Gaulle sera reconnu sauveur de la liberté. Si elle se termine mal, on évoquera les conversations entre le solitaire de Colombey et MM. Neuwirth, Delbecq et autres conspirateurs du 13 mai. Dans un cas, il restera au panthéon de la République, dans l'autre les historiens de la VI^e République lui reprocheront de n'avoir pas désamorcé la bombe avant l'explosion (il se savait seul capable d'éteindre l'incendie).

L'avenir qui fixera le sens de la politique française n'appartient ni aux capitalistes, ni aux parachutistes, ni aux intellectuels, mais à tous et à personne. "L'avenir est à Dieu", c'est-à-dire qu'il est *événement*.

(1) Le terme est équivoque. Je le prends ici pour équivalent de régime constitutionnel-pluraliste, tel que je l'ai défini dans mon cours de Sorbonne: régime fondé sur la libre compétition entre les partis, qui fixe les règles constitutionnelles de choix des gouvernants et d'exercice de l'autorité.

André Siegfried et la Ve République

Le Figaro
7 juillet 1959

Chaque année, depuis 1945, André Siegfried donnait une préface au précieux volume de *L'Année politique*. Chaque année, *Le Figaro* offrait à ses lecteurs les bonnes feuilles de cette préface.

L'Année politique 1958 présente un intérêt exceptionnel, puisque, dans la première partie consacrée à la politique intérieure, les rédacteurs se sont efforcés de donner un récit impartial des événements qui ont conduit à l'effondrement de la IV^e République et à l'avènement de la Ve. Quant à la préface, elle prend, à nos yeux, une valeur unique: elle est le dernier texte important qu'André Siegfried ait écrit ou dicté; elle résume ce qu'il pensait de la IV^e République, de la révolution de 1958, de la Constitution de la Ve du début de fonctionnement des institutions nouvelles.

Ce que le maître disparu pensait de la IV^e République, deux passages en donnent, me semble-t-il, une idée juste: "Sous la IV^e, la France n'a pas été gouvernée, mais elle a été administrée." Et, immédiatement après: "que, dans ces conditions, le pays se soit relevé avec une singulière rapidité, qu'il ait même connu l'expansion industrielle la plus remarquable de son histoire, qu'il ait réussi à contenir, sinon à éliminer, le poison communiste, c'est la preuve que socialement et même biologiquement l'organisme est solide." Il va de soi que la discussion entre partisans et adversaires de la IV^e République se poursuivra au-delà de ces constatations: l'expansion industrielle s'est-elle faite grâce au régime ou en dépit de lui? Discussion par définition sans terme, les interlocuteurs étant, d'un côté et de l'autre, également engagés. Aux yeux des uns, la IV^e est responsable de "la perte de l'empire", mais non de l'expansion industrielle; aux yeux des autres, elle eut, au contraire, le mérite de celle-ci, sans être coupable de celle-là. La solution intermédiaire qui consiste à lui attribuer l'une et l'autre n'est d'ailleurs pas plus incontestable que les deux solutions en balance.

En ce qui concerne la révolution de 1958, André Siegfried évite aussi les prises de position partisans et met l'accent sur les faits incontestables. Au point de départ, il y a eu une rébellion. "Le 13 mai apparaît comme un 6 février qui a réussi." Pourquoi a-t-il réussi? Les ressorts classiques de la "défense républicaine" étaient en mesure de jouer. "Les militants républicains étaient là, prêts éventuellement à résister, au besoin dans la rue". Mais toute défense

républicaine aurait entraîné la formation d'un front populaire dont les communistes auraient pris la direction. Le choc en retour, presque inévitable, eût été une intervention de l'armée.

Sur la psychologie des officiers, André Siegfried s'exprime avec modération. "S'agit-il de factieux, de généraux ou colonels d'Amérique latine, avides de pouvoir politique, ce n'est nullement certain, mais plutôt d'hommes s'attribuant dans leur patriotisme même une mission qui dépasse le cadre strict de leur profession". Le problème posé par l'intervention de l'armée dans la politique est-il résolu? Notre ami ne le croyait pas: les dernières lignes de sa préface prennent aujourd'hui une singulière résonance. "Vainqueur sur toute la ligne dans la métropole, le nouveau chef de l'État ne peut être considéré comme ayant gagné à sa manière de voir soit les Français d'Algérie, soit l'armée elle-même, dont le loyalisme à son égard reste complet mais à laquelle il ne pourrait probablement pas imposer n'importe quelle politique."

Que représente, dans la conjoncture présente, le chef de l'État? "Le général de Gaulle incarnait, en somme, dans la circonstance, ce qui pouvait être conservé de liberté et même de parlementarisme dans un pays qui venait d'en faire un tel abus." La Constitution de 1958 diffère pour l'essentiel de tous les régimes dont la France a fait l'expérience depuis la grande Révolution. Elle comporte simultanément, à la manière de la III^e République au temps de Mac-Mahon, un État "virtuellement monarchiste" et "un parlementarisme à l'anglaise".

Mais la combinaison est en tant que telle équivoque ou même contradictoire: en cas de conflit, le dernier mot resterait-il au Président de la République ou au premier ministre, qui, "responsable devant l'Assemblée nationale", est censé gouverner effectivement? Provisoirement d'ailleurs, aucun doute ne subsiste: "Le cabinet Debré n'est dans la personne de son chef qu'une sorte de sous-secrétariat d'État discipliné demeurant sous l'autorité morale et politique du chef de l'État, celui-ci se considérant en fait comme l'inspirateur suprême de l'action gouvernementale".

André Siegfried avait trop de sagesse pour conclure dogmatiquement pour ou contre le régime nouveau. Celui-ci avait, à ses yeux, le mérite éclatant d'avoir écarté la menace de guerre civile, mais en renversant une tradition séculaire de la démocratie française, en réduisant les Assemblées à la portion congrue et sans avoir encore résolu les problèmes que le régime précédent a légués.

C'est d'Alger qu'était venue la secousse à laquelle n'avait pas résisté la République affaiblie. "C'est à la solution du problème algérien qu'est lié le

succès final de cette expérience d'immense portée. Aux élections générales du 30 novembre, les minorités de gauche ont été écrasées, une "Chambre introuvable" a été élue, dominée par l'U.N.R., les députés algériens et, dans une certaine mesure, les indépendants. "Là encore, comme dans les suites du 13 mai, il y avait malentendu", l'accord entre le général de Gaulle et ceux qui ont été élus en se réclamant de lui n'étant rien moins que garanti.

Il n'y avait guère besoin de forcer la pensée d'André Siegfried pour en faire sortir la contradiction qui paralyse l'opposition: en tant que républicaine, celle-ci voudrait plaider en faveur de l'Assemblée contre le pouvoir personnel et l'excessive prédominance de l'exécutif, mais l'Assemblée est "ultra" et le Président de la République l'est certainement moins qu'elle. Aucun traité de science politique n'a donné réponse à la question qui se pose pour celui qui plaide en faveur de l'Assemblée par doctrine et met, en fait, son espoir dans le libéralisme du détenteur du pouvoir suprême.

L'avenir du gaullisme

L'Express
20 août 1959

Raymond Aron, 54 ans, professeur de sociologie à la Sorbonne, éditorialiste du «Figaro», ancien de la France Libre, puis du R.P.F., considéré à l'étranger comme un des meilleurs analystes de la politique française, a exposé devant Jean Daniel ses vues sur l'avenir du gaullisme. Voici le texte de leur entretien:

J.D. – Raymond Aron, il m'a semblé que le nouveau régime, issu du 13 mai, vous faisait redécouvrir un concept, celui de «la gauche», dont vous aviez l'habitude de démontrer qu'il ne correspondait à rien.

Raymond Aron. – Je ne peux pas juger de ma propre psychologie. Mais je puis vous dire que je considère comme toujours valable l'essentiel de ma critique de la gauche.

À savoir: 1° l'opposition traditionnelle du «parti du mouvement» et du «parti de la résistance» est surmontée aujourd'hui par les caractères structurels d'une société industrielle. Un gouvernement dit «de droite» peut parfaitement améliorer la condition des masses. Il n'y a plus de liens nécessaires entre la couleur politique des gouvernants et la situation matérielle des non-privilégiés;

2° les discussions économiques sur la part de libéralisme et la part de planification sont aujourd'hui bien plus *techniques* qu'*idéologiques*;

3° pour les grandes options d'ordre politique, elles trouvent la gauche et la droite également divisées, ou presque. Il y a une droite anticolonialiste et une gauche anticomuniste. En sorte que la distinction traditionnelle de la droite et de la gauche ne me paraît pas recouvrir deux groupes d'hommes ayant, par rapport aux problèmes fondamentaux d'aujourd'hui, des attitudes communes. Au contraire, cette distinction provoque très souvent une absurde confusion. Cela dit, je n'ai jamais nié qu'il y eût des tempéraments de droite et des tempéraments de gauche, des tempéraments classiques et des tempéraments romantiques, des conservateurs et des révolutionnaires. Mais si je n'accorde pas beaucoup d'importance à ces tempéraments, c'est parce que je me trouve, du fait de certains accidents de ma vie, participer des deux: j'ai horreur du conformisme et du révolutionnarisme.

«Fascistes par erreur»

Depuis le 13 mai, c'est autre chose. Dans la mesure où le 13 mai a été la

menace d'un régime de dictature militaire en France, je considère que tout homme de droite, s'il n'est fou, doit être résolument hostile à cette menace. Un régime militaire, dans une France industrialisée, est tout simplement un anachronisme mortel. Mortel pour les valeurs de la droite comme pour celles de la gauche.

J.D. – *Vous ne considérez donc pas que la droite – et en particulier la droite française en 1959 – glisse nécessairement vers le fascisme?*

Raymond Aron. – Écoutez: la droite telle que je la conçois, c'est la volonté de continuité et le souci de réalisme. Deux éléments qui manquent souvent au tempérament de gauche, lequel en France est volontiers «révolutionnaire» au sens comment dire? doctrinal du mot. Il y a toute une lignée d'esprits que l'on ne sait mettre ni à droite ni à gauche. Le plus grand est Tocqueville, qui était profondément libéral et profondément conservateur.

Je l'ai souvent écrit: les vrais conservateurs, les hommes de droite, ne sont fascistes que par erreur. Le fascisme est révolutionnaire. Vous pouvez me répondre alors que la droite française est dans l'erreur, mais qu'elle y est. Je ne crois pas que ce soit tout à fait juste. La droite, qui est pour l'unité européenne, pour les grandes entreprises modernes, pour l'industrialisation, enfin, n'est pas fasciste ni congénitalement réactionnaire.

Pour en finir, j'ai toujours eu deux objections majeures contre l'emploi des concepts droite-gauche. Je n'aime pas l'«amalgame», comme on dit en termes de police. Je suis anticomuniste. Je ne suis pas pour autant favorable au maintien, dans nos colonies, par la force militaire. Après tout, le général de Gaulle lui-même nous a justifiés, puisqu'il a proclamé pour les États de la Communauté le droit de sécession. Je n'aime pas que l'on mette ensemble les communistes et les autres hommes de gauche: un socialiste-démocrate a beaucoup plus de choses en commun avec un conservateur libéral qu'avec un stalinien et même un khrouchtchévien. Je suis un libéral, hostile au communisme et partisan de l'industrialisation?

J.D. - *Mais enfin, d'où vient la menace de régime militaire et finalement de fascisme que vous évoquiez tout à l'heure? Si vous ne voulez pas qu'on l'appelle «la droite», le mot a peu d'importance...*

Raymond Aron. – Il n'y a pas en France d'idéologie fasciste. Il n'y a pas un État qui désire se confondre avec une idéologie, un parti politique unique organisé, un mouvement de masse comme cela a eu lieu en Italie et en Allemagne. Il n'y a en fait qu'une seule chose, et vous la connaissez bien, c'est

la situation algérienne. Cela, oui, je conviens que c'est sérieux. Les éléments actifs dans les événements du 13 mai ont été une fraction des Français d'Algérie et une fraction de l'armée française. Les éléments passifs ont été l'immense majorité du peuple français et, en particulier, la classe politique au pouvoir qui, au mois de mai 1958, était convaincue de son incapacité à gouverner le pays. J'ai été frappé, plus que par toute autre chose, par le défaitisme des parlementaires. Le 13 mai n'est pas typiquement une révolution de droite: M. Guy Mollet l'a permise autant que M. Pinay. C'est une révolution suscitée par une minorité française d'Algérie et une minorité militaire et qui n'a été possible que du fait du désintéressement du peuple français et de l'abdication de ses chefs politiques. J'étais partisan, à ce moment-là, que le Parlement dît «non». Si j'avais souhaité le retour au pouvoir du général de Gaulle, ce n'était pas de cette façon, c'est-à-dire appelé par une rébellion. La droite et la gauche ont également capitulé.

Du point de vue historique, cela m'a fait comprendre beaucoup de choses. Au dix-neuvième siècle, toutes les révolutions ont été faites par des petites minorités dans une sorte de consentement ou d'indifférence générale. Personne, ou presque, ne s'est battu pour Louis-Philippe. Personne ne s'est battu, ou presque, pour Charles X. Le régime ne croyait plus en lui: il a suffi que cela soit su pour que quelques mouvements de rues viennent à bout des trônes. Donc j'étais bien partisan que le Parlement dît «non», en mai 1958, mais en même temps je comprenais qu'il glissait, hélas! nécessairement vers le «oui».

»D'incorrigibles nationalistes...»

Depuis 1789, la France est toujours menacée par l'échec des démocraties parlementaires. Il est bien clair que si le général de Gaulle l'avait voulu, s'il usait de son pouvoir, nous aurions aujourd'hui un régime autoritaire. Si le général de Gaulle disparaissait demain matin, la réduction des libertés dont nous jouissons serait sensible. Je doute, par exemple, que «L'Express» continuerait à paraître. D'où la situation un peu particulière où nous sommes: ce qu'il y a de libéralisme dans la Ve République est dû, dans une grande mesure, au général de Gaulle, lequel est arrivé au pouvoir dans des conditions que nous ne pouvons pas admettre.

J.D. - M. Michel Debré vient de déclarer: *«La Ve République, c'est la dernière chance de la démocratie. Si elle échoue, ce sera le fascisme ou le communisme...»*

Raymond Aron. – Je trouve cette phase *inconcevable!* Car enfin, à la faveur d'une rébellion militaire, le général de Gaulle a obtenu la capitulation du

Parlement, il a fait ratifier une Constitution, entièrement conçue *par et pour lui*. S'il échoue, la faute en sera peut-être, pour une part, à l'héritage qu'il a reçu, mais non pas, en aucune façon, à la démocratie dont on ne peut pas dire qu'il soit fait aujourd'hui un usage excessif. Au reste, je connais trop le général lui-même pour croire un instant qu'il imputera à d'autres les responsabilités qui sont les siennes et qu'il a volontairement assumées.

L'échec ne pourrait venir que de l'Algérie. Si la France reconnaissait, *en principe*, le droit de l'Algérie à être une nation (au cas évidemment où les Algériens en décideraient ainsi), si la France se donnait les mêmes tâches que l'Angleterre ou l'Allemagne, elle serait sûre de son avenir. La Ve République, comme la IVe, n'est en fait menacée que par ses ambitions.

Si bien que l'échec de cette Ve République ne pourrait être que celui de ces incorrigibles nationalistes qui refusent aux autres ce qu'ils réclament pour eux-mêmes. Juriste, M. Michel Debré répète que la souveraineté est un absolu qui ne saurait se partager. Homme politique, il est tout surpris que les Africains qui le lisent retournent contre lui la formule qu'il a lancée contre la fédération européenne.

La Ve République est, pour l'instant, la suprême tentative de la France jacobine et impériale, hostile aux communautés en Europe, accrochée à la souveraineté en Afrique. J'espère qu'elle surmontera cette contradiction mais, si elle n'y parvenait pas, la démocratie n'y serait pour rien.

Le «méchant Debré»...

J.D. - Puisque le problème algérien vous paraît entièrement commander la situation française actuelle et être à l'origine des menaces d'un régime autoritaire, comment voyez-vous la politique algérienne?

Raymond Aron. – D'abord, je pense que notre situation est commandée par les événements d'Algérie pour une génération encore au moins. Cela quelle que soit la solution et même dans le cas de la solution la plus heureuse pour tous. Sur la politique actuelle, il y a une équivoque que vous-même avez souvent analysée...

J.D. - Les conceptions différentes du général de Gaulle et de M. Michel Debré...

Raymond Aron – Pas seulement. Tout d'abord, je n'aime pas faire comme ces gaullistes de gauche qui parlent du «méchant Debré opposé au bon général». Sans doute, il y a des nuances de tempérament, et si M. Michel Debré faisait

exactement la politique qu'il voulait en Algérie, elle pourrait être sur certains points différente de celle qu'il fait comme Premier Ministre du général de Gaulle. Mais ces deux hommes sont d'un certain niveau et d'une certaine honnêteté. S'ils étaient opposés sur l'essentiel, l'un n'aurait pas choisi l'autre. Le désaccord peut porter sur certaines questions de stratégie ou de tactique, non pas sur les objectifs. Par exemple, je n'exclus pas que le Premier Ministre ait craint, lors de l'invitation faite aux leaders du F.L.N. de venir à Paris, une réponse positive que le général de Gaulle souhaitait.

J.D. - *C'est très important!*

Raymond Aron – C'est parfaitement possible. Vous savez que je connais le général de Gaulle et que j'ai été très lié avec M. Michel Debré. Je trouve concevable, au cas où un dialogue s'engagerait avec le F.L.N., que les deux hommes, d'accord sur une certaine action commune, s'aperçoivent soudain que leurs réactions en présence de telle ou telle formule sont différentes. Je n'exclus pas une opposition entre eux le jour où l'on sortira de la guerre pour entrer dans la politique.

Mais ce n'est pas de cette équivoque que je vous ai parlé. À l'intérieur même du gouvernement de M. Debré, je connais des ministres qui, à beaucoup de points de vue, sont – ou du moins étaient – plus proches de mes vues sur l'Algérie que de celles du Premier Ministre. Non, la vieille équivoque n'a pas disparu. Quand on causait avec les hommes de la IV^e République, il était rare qu'on puisse en trouver plusieurs, importants et responsables, qui fussent d'accord sur la politique qu'ils menaient. À cet égard, la V^e République ressemble à la IV^e. Dans les milieux officiels actuels, il y a par exemple des hommes très proches de moi et d'autres totalement convaincus que j'appartiens à l'anti-France. Quand André Noël dit que «la trahison est partout, il n'a pas complètement tort à son point de vue. S'il ne fallait avoir dans les conseils du gouvernement que des gens qui pensent comme Georges Bidault, il faudrait épurer les trois quarts de l'administration française et une bonne partie du ministère actuel.

Vous voulez me demander: «Qu'est-ce que cela change? Effectivement, pour l'instant: pas grand-chose! mais c'est pour vous dire que, s'il y a des nuances entre le chef de l'État et le Premier Ministre, elles peuvent devenir importantes dans certaines circonstances puisqu'il y en a aussi entre le Premier Ministre et des membres du gouvernement, et ainsi de suite...

«L'homme qui rassemble...»

J.D. - *Mais sur le fond du problème?*

Raymond Aron – Il y a deux problèmes. Ce que l'on croit que le général de Gaulle veut faire, en l'imposant ou non à son Premier Ministre, et le sentiment qu'il a de pouvoir le faire sans provoquer de réaction grave.

Sur le premier fait, je crois avoir compris la ligne directrice du chef de l'État. L'évolution dans le sens de l'autonomie lui paraît inévitable. De toute façon, le général de Gaulle est trop intelligent pour ne pas comprendre que si l'on applique sérieusement la formule du collège unique dans le territoire où il y a neuf musulmans pour un Français, quel que soit le statut, si la formule démocratique est appliquée sincèrement, le jour où les Algériens voudraient acquérir la nationalité française, ils pourraient l'acquérir. C'est d'ailleurs le thème qui revient le fréquemment dans ses discours. («Les Algériens feront eux-mêmes leur destin»... «Je suis convaincu qu'ils choisiront de faire leur destin *avec* la France...»), etc. Là-dessus, je n'ai aucun doute. Seulement, aussi longtemps que la guerre dure, cette prise de position en faveur d'une évolution libre ne sert à rien. Le problème est de savoir si cette autonomie ou l'indépendance de l'Algérie, précisément, se fera *avec* ou *contre* la France. Pour qu'elle se fasse *avec*, la guerre est-elle le meilleur moyen?...

Le point sur lequel j'ai le moins de certitudes en ce qui concerne les pensées du général de Gaulle est ce qu'il veut du F.L.N. Je vois très bien ce qu'il ne veut pas. Il ne veut pas lui donner indirectement, avant même que la négociation commence, l'essentiel de ce qu'il demande, à savoir la représentativité. On ne peut pas donner à l'avance ce qui est l'enjeu. Cela exclut-il que l'on discute avec le F.L.N.? Non, dit le général de Gaulle. Seulement, comment discuter sans donner plus ou moins directement cette représentativité?

Mais on en saurait davantage évidemment si – et c'est le second problème – un autre contexte probablement ne l'empêchait d'agir. L'action du général est dominée depuis un an par l'idée d'être, cette fois, l'homme qui rassemble les Français. Pendant quatre ans, de 1940 à 1944, il a été un rebelle et, avant de les rassembler, il a participé à leur division. Aujourd'hui, il veut avant tout les unir et surtout ne pas diviser l'armée. Cela me paraît être un drame de conscience. Non pas, comme vous voyez, une peur des réactions d'ultras dont il serait le prisonnier, mais bien une difficulté intérieure.

Car il est bien visible par ce qu'il a fait en Afrique noire qu'il comprend la force de ces mouvements qu'on appelle «nationalismes», même s'il n'y a pas de nation déjà formée derrière ces mouvements mêmes.

Et d'un autre côté il y a aussi cette réalité, aussi passionnelle que le nationalisme, à savoir l'attachement d'une fraction de l'armée française à la formule «Algérie française». Cette contradiction qu'il doit ressentir intérieurement lui fait certainement se demander: «Jusqu'où aller sans redevenir l'homme qui divise». C'est pourquoi je suis parfois pessimiste. Le conflit peut durer.

«La durée de la guerre...»

J.D. - *Sans menaces sur nos institutions?*

Raymond Aron. – En ce qui concerne les institutions et la menace de régime autoritaire, nous avons en ce moment une situation unique, très «française» et à laquelle les étrangers ne comprennent rien. Un homme dispose d'un pouvoir quasi absolu pour les grandes choses et il se trouve que ce même homme a deux sens: celui de la légalité et celui du libéralisme. Il veut gouverner conformément à des lois, aussi les a-t-il créées. Ces lois (constitutionnelles) lui laissent pratiquement une liberté à peu près entière de décision sur les grandes choses.

Mais il n'utilise cette liberté de décision que pour une action du plus pur style parlementaire. Et il n'est pas contestable que son sens de la France lui donne une volonté de maintenir les libertés intellectuelles et publiques qui sont pour lui une partie de l'héritage qu'il veut sauver. Il veut que des hommes comme vous et moi puissions dire que nous ne sommes pas d'accord avec lui.

Ce régime peut continuer la guerre d'Algérie sans donc supprimer nos libertés, pendant un certain temps. Je ne dis pas indéfiniment, bien sûr. Mais enfin, en 1955, nous ne pensions pas que cette guerre pourrait durer jusqu'à aujourd'hui.

Économiquement, la charge n'est pas écrasante tant que nous déciderons de ne pas avoir d'armée en Europe. Mais si nous décidons de dépenser 300 milliards d'investissements dans la Communauté, 300 milliards en Algérie et je ne sais combien pour l'investissement nucléaire et les fusées, cela se paiera en diminution des investissements dans l'industrie française.

D'autre part, la durée de la guerre secrète elle-même sa propre durée. Plus la guerre d'Algérie durera, plus on se demandera comment on peut revenir à une démocratie normale. Évidemment aussi, il peut y avoir des conséquences politiques issues de la guerre surtout une certaine guerre psychologique que l'on prétend livrer. Par exemple, dans la logique de la guerre subversive, un homme comme moi, hostile à la politique menée en Algérie, mais violemment

anticommuniste, est plus dangereux qu'un communiste, c'est donc un homme comme moi qu'il faudrait logiquement mettre hors d'état de nuire... Mais ce à quoi je suis le plus sensible, c'est à un certain obscurantisme.

Des Bretons ou des Africains?

Par exemple, lorsque le Premier Ministre dit que l'avenir de la France dépend de l'Algérie, je n'arrive pas à voir où est le fondement non passionnel de cette formule. S'il s'agit du pétrole ou du gaz du Sahara, il n'est pas démontré, quelle que soit la solution algérienne, que nous ne puissions en avoir le bénéfice, à condition que l'ensemble nord-africain reste dans la zone franc.

Je ne vois pas en quoi la prospérité économique de la France dépend de l'Algérie. Si l'on dit, comme un député U.N.R. qui est venu me voir: «Si nous quittons l'Algérie, il y aura bientôt des rampes de lancement», je réponds: «Si vous avez peur des rampes de lancement, elles sont plus proches de Paris depuis la zone soviétique d'Allemagne que d'Alger».

Le Premier Ministre imagine-t-il les Barbaresques lorsqu'il assure que la sécurité de la Méditerranée serait menacée? Ce que je ne peux admettre, c'est qu'on veuille inculquer aux Français cette conviction obsessionnelle: que leur avenir dépend de l'Algérie.

Un journaliste d'Action française (d'«Aspects de la France»), l'autre jour, m'a couvert d'injures. J'ai pourtant été amené à causer avec des maurrassiens qui ont des doutes sur la politique algérienne de la France: jamais les rois de France n'auraient eu l'idée de transformer les musulmans en sujets de Sa Majesté catholique!

Nous avons donné l'indépendance à tous les peuples d'Afrique... sauf aux Algériens. Pour ne pas exclure le droit à la nationalité des Algériens, nous sommes obligés de déclarer qu'ils sont Français. D'où la formule: il faut qu'ils soient des Français, comme les Provençaux et les Bretons. Sans quoi nous serions obligés de leur reconnaître le même droit qu'aux Camerounais et aux Africains noirs.

Ces mêmes gens d'Action française qui, en 1938, trouvaient que les 150.000 juifs de France étaient inassimilables et qu'à aucun degré il ne fallait en faire des citoyens français à part entière, se déclarent aujourd'hui décidés à ce que les neuf millions de musulmans d'Algérie soient des Français à part entière. On ne pouvait pas assimiler 150.000 juifs, dont certains étaient en France depuis plusieurs siècles mais, aujourd'hui, on peut...

»Le plus déprimant...»

J.D. - *C'est extraordinaire. Mais, grâce à cet exemple, vous présentez cela comme un progrès. Je souligne le caractère dangereux de votre exemple.*

Raymond Aron. – Pas du tout! Je le considère comme un progrès dans le sens de l'acceptation de l'égalité d'êtres humains de toutes les religions et de toutes les races. Et si les Algériens souhaitaient de devenir des Français à part entière, quoi qu'on en ait dit, personnellement je n'aurais aucune objection à ce que la France dépense quelques centaines de milliards par an pour transformer le sort des Algériens. Si les Français le souhaitent et si les Algériens le souhaitent, non seulement je n'ai aucune objection, mais je pense que c'est une tâche assez grandiose. La seule chose qui me paraisse absurde, c'est de vouloir les franciser dans la mesure où une partie importante d'entre eux ne le veulent pas.

Pour moi, le problème décisif est: le nationalisme algérien. Sans nationalisme algérien, tout est possible, y compris l'intégration.

Je ne suis pas adversaire de l'intégration en tant que telle, mais de faire à la fois la guerre et l'intégration. L'un ou l'autre! Il est impossible de donner aux Français comme objectif: achevez d'abord de faire la guerre au nationalisme algérien et, ensuite, de faire l'intégration. J'ajoute que, personnellement, je suis convaincu qu'au XXe siècle, plus nous aurons francisé les Algériens, plus ils demanderont l'indépendance. Mais cela est une autre question, d'une certaine importance, d'ailleurs, pour l'avenir.

J.D. - *... d'une très grande importance, et j'apporte de l'eau à votre moulin, selon un témoignage récent: j'ai eu la visite d'un musulman qui me faisait part de quelques réalisations dans une petite région du département de Constantine. Chaque fois, me disait-il, qu'on construit une école, un hôpital, les gens font des prières pour le F.L.N. sans qui ces réalisations ne seraient pas intervenues.*

Raymond Aron. – Vous avez souvent écrit que les musulmans les moins politisés sont reconnaissants au F.L.N. d'avoir obligé les Français à penser sérieusement le sort des Algériens.

J.D. - *Oui, considérablement.*

Raymond Aron. – Quelle que soit l'issue de ces événements, ce sera la contribution du F.L.N. à la solution du problème algérien. Mais, au-delà de cela, les générations des petits Algériens qui ont aujourd'hui sept, huit, dix ans, et vont passer par les écoles françaises – dans cinq ans même, si l'on suppose que la guerre est finie – se retrouveront nationalistes en fonction du fait que leur

niveau se sera élevé et qu'ils auront une volonté de nation. Je ne suis pas sûr qu'ils trouveront leur nation en la France. Parce que l'écart est trop grand. La tentative qui eût été parfaitement possible en 1880 est intervenue trop tard, avec la Tunisie et le Maroc déjà indépendants (c'est la perpétuelle tentation pour une fraction de l'Algérie), ne croyez-vous pas?...

J.D. - *Pour revenir aux menaces qui pèsent sur le régime. Vous ne trouvez pas que la situation impose de préparer une défense?*

Raymond Aron. – Ce qui me paraît le plus déprimant dans la situation actuelle – et je serais beaucoup plus déprimé si je ne donnais pas la plus grande partie de mon temps à mon enseignement à la Sorbonne et à mon contact avec les étudiants – c'est que l'on ne voit pas ce qu'on peut faire – serait-ce en bien ou en mal – car les partis, l'opinion, représentent très peu de chose. Si l'on voulait avoir de l'influence, il faudrait avoir de l'influence sur les «quelques hommes» et, surtout, sur l'«homme»! Mais il n'en est pas question. Cet homme sait parfaitement bien ce qu'il veut. Je crois que cet homme préférerait voir une gauche existant davantage, mais c'est une autre question; ce n'est pas à moi à dire à la gauche ce qu'elle devrait être.

En plus de cela les libéraux, de gauche ou de droite, sont par principe contre le pouvoir personnel. Or, ils sont aujourd'hui dans une situation inextricable. Nous sommes bien dans un régime de pouvoir personnel mais, par une ironie de l'Histoire, l'homme qui a le pouvoir est plus libéral que l'Assemblée élue par le pays. En sorte que les républicains et les libéraux qui devraient être pour l'Assemblée, la craignent davantage qu'ils ne craignent le Président de la République. Et d'un autre côté, comment, quand on est libéral, se rallier au style de Louis XIV?

«Je suis contre...»

J.D. - *Comment vous situeriez-vous dans la conjoncture présente, s'il vous fallait le faire en quelques mots?*

Raymond Aron. – Je veux réserver ma liberté de prendre position à propos de chaque problème, selon ce que je crois vrai et utile, sans être tenu à une approbation ou à un refus global. J'ai soutenu la politique économique du gouvernement bien qu'elle fût impopulaire ou peut-être d'autant plus qu'elle l'était. Les moyens choisis par MM. Pinay et Rueff se sont révélés efficaces pour rétablir l'équilibre de la balance des comptes.

Mais il y a, malgré tout, une hiérarchie des problèmes et celui qui domine le

destin français aujourd'hui est celui d'Algérie. Je suis résolument contre un gouvernement qui refuse - *par principe et définitivement* - aux Algériens le droit de choisir éventuellement une patrie, droit accordé à tous les Africains. Je suis résolument contre un gouvernement qui tente de convaincre l'opinion que l'avenir de la France se joue en Algérie. Si penser et dire cela c'est appartenir «à l'anti-France», alors j'y appartiens.

Je répète que je connais de nombreuses personnalités, tant dans les administrations qu'au gouvernement, qui ne pensent pas comme M. Bidault. Ont-ils tort ou raison de se déclarer solidaires d'une pacification-guerre qu'ils n'approuvaient pas au temps où ils n'étaient pas encore ministres?

Quant à moi, je reste fidèle aux opinions que j'ai exprimées dans «La Tragédie algérienne» et dans «L'Algérie et la République», ce que j'ai nullement rétracté dans le dernier livre, «Immuable et changeante, de la IV^e à la V^e République» (mes vraies opinions et non la caricature qu'en ont donnée des polémistes qui ne m'avaient même pas lu). En d'autres termes, je tiens à honneur de tomber sous le coup de la loi que les «nobles» représentants de la France du style de MM. Biaggi et de La Malène ont proposée à l'Assemblée nationale⁽¹⁾.

⁽¹⁾ N.D.L.R.: Raymond Aron fait ici allusion à la proposition de loi déposée conjointement par MM. Biaggi et de La Malène, qui prévoit des peines de travaux forcés pour les journalistes coupables de «démoraliser» l'Armée et la Nation.

De la politique de grandeur

**Preuves
novembre 1959**

Le *mot* de grandeur appartient au vocabulaire du général de Gaulle. La *politique* de grandeur est une expression de certains gaullistes et d'antigaullistes plus nombreux encore. Pour ceux-là elle est le but et le symbole du redressement national, pour ceux-ci l'expression d'une nostalgie anachronique, la prétention vaine de tenir une place à la mesure de la France d'hier, non de celle d'aujourd'hui.

En France, le langage lui-même suscite la polémique et un grand débat s'engage dans la confusion. Condamné pendant mes vacances à écouter la radio et les commentaires de tel ou tel, j'ai pris en horreur les "responsabilités mondiales" de la France qui, paraît-il, "ne sont plus à démontrer". Soyons justes, il est trop facile de tourner en dérision une politique jugée d'après la version qu'en donnent des porte-parole consciencieux et quotidiens. Les mêmes journalistes, commis à la présentation de la politique opposée, ne seraient probablement pas plus supportables.

Il reste une question grave, au-delà des querelles secondaires avec nos alliés sur l'organisation atlantique: quelle est la vocation de la France durant la deuxième moitié du vingtième siècle, après la fin des empires coloniaux? On connaît la réponse de Georges Bidault ou de Michel Debré (quand ce dernier n'était pas encore premier ministre). Quant à la réponse du général, elle demeure provisoirement équivoque. Elle encourage un André Stibio à baptiser traîtres ceux qui ne partagent pas les préventions et les ignorances des néo-nationalistes. Elle encourage aussi beaucoup de "traîtres" à se croire justifiés par celui qui incarne aujourd'hui la France et veut dominer nos éternelles discordes.

La crise d'août 1959

Quand le général de Gaulle revint au pouvoir, la guerre d'Algérie commandait presque seule l'action diplomatique de la France. L'armée était de l'autre côté de la Méditerranée, la contribution française à l'O.T.A.N. était réduite à deux divisions, elles-mêmes squelettiques. Un an après, la guerre d'Algérie continue de commander la diplomatie de la Ve République. Mais entre temps la crise de Berlin, les revendications du général de Gaulle, les échanges de visites entre M. Khrouchtchev et le Président américain ont fait surgir de multiples problèmes.

En septembre 1958, dans un mémorandum non publié, adressé au Président Eisenhower et à M. Macmillan, le général de Gaulle avait demandé que la France participât à une sorte de directoire à trois, et que l'emploi d'armes atomiques en n'importe quel point du monde fût soumis à l'approbation antérieure des alliés des États-Unis. Faute d'avoir connu le texte, je suis incapable de dire si les termes du mémorandum toléraient ou excluaient l'exégèse nuancée qui a cours aujourd'hui. Le directoire devait-il prendre une forme institutionnelle ou se réduisait-il à des consultations régulières à trois, consultations qui étaient de pratique courante avant l'expédition de Suez et qui tendaient à le redevenir depuis lors? En ce qui concerne l'emploi éventuel des bombes atomiques, s'agissait-il seulement, là encore, de consultation ou bien une approbation formelle serait-elle requise?

Quoi qu'il en soit, la formule du mémorandum selon laquelle la France subordonne le développement de sa participation à l'O.T.A.N. à la prise en considération de ses exigences fut mise en application: les trente mille tonnes de la flotte française en Méditerranée qui devaient être mises à la disposition de l'O.T.A.N. en cas de guerre, resteront désormais sous les ordres du gouvernement national; l'installation de rampes de lancement, le stockage en France d'ogives atomiques, l'intégration de l'aviation de chasse furent refusés, purement et simplement, par le gouvernement français.

En même temps, le général de Gaulle manifestait un loyalisme occidental sans réserves sur le sujet décisif des rapports avec l'Union soviétique. Nul indice d'une quelconque velléité de renversement des alliances, comme d'aucuns en nourrissaient l'espoir à Moscou, ou la crainte à Londres et à Washington. Bien plus, durant la crise de Berlin, le général de Gaulle fut partisan, avec résolution et constance, d'une attitude de fermeté, hostile à des concessions sans contrepartie. Les hommes du Kremlin ne veulent pas la guerre, disait-il; pourquoi leur accorder gratuitement ce qu'ils ne peuvent obtenir, à moins de courir des risques démesurés? Que les Occidentaux disent non, c'est encore le meilleur moyen de mettre un terme à une crise artificiellement provoquée.

La prise de position relative à l'ancienne capitale du Reich ne s'expliquait pas seulement par une certaine interprétation de la conjoncture et des intentions soviétiques. Elle était partie intégrante d'une politique européenne, inséparable de l'amitié entre le chancelier de la République fédérale et le général de Gaulle. Le général avait toujours été opposé à l'intégration européenne dans la mesure où celle-ci comportait des transferts de souveraineté; il avait toujours été favorable,

quoi qu'on en ait dit, au rapprochement avec l'Allemagne, en tout cas avec l'Allemagne de Bonn. L'intimité des relations bientôt établies entre la Ve République et la République d'Adenauer n'en fut pas moins une heureuse surprise pour les Américains et pour le "parti européen" dans les capitales du Marché commun. Américains et Européens redoutaient l'échec de l'entreprise qui, après la faillite de la C.E.D., avait conduit à l'Euratom et au traité de Rome. Le mot d'ordre "application scrupuleuse du traité" réservait au moins l'avenir. L'Europe des patries ne répondait pas au rêve des Européens, elle ne fermait pas la voie vers l'Europe unie.

Ajoutons enfin qu'à l'égard de la Tunisie et du Maroc le général de Gaulle adoptait l'attitude qui avait été celle des derniers gouvernements de la IVe et que nous recommandaient nos alliés au cours de la phase des "bons offices". À la longue, la paix ne peut revenir en Afrique du Nord sans accord entre la France et les deux ex-protectorats. Cet accord, à son tour, suppose que Tunis et Rabat admettent un certain statut algérien. Tant que dure la guerre d'Algérie, l'accord d'ensemble entre la France, la Tunisie et le Maroc est impossible. Mais, à moins de tenter soit une reconquête impossible, soit des expéditions punitives, la diplomatie française doit s'accommoder d'une situation équivoque, de l'aide apportée au F.L.N., gagner du temps et éviter la rupture. Ainsi raisonnaient tous les ministres de la IVe: le général de Gaulle ne raisonne pas autrement, en dépit des articles de M. Georges Bidault.

En bref, jusqu'en août 1959, le nouveau régime avait été plus original dans son langage et dans ses ambitions que dans ses actes. Il n'était plus question d'Europe intégrée, mais le Marché commun entraînait en application. Il n'était plus question de bons offices, mais les aérodromes de Tunisie étaient évacués. En revanche, l'intégration atlantique des forces armées était mise en question, et les revendications françaises relatives au directoire à trois étaient maintenues, en dépit du refus poli qui leur avait été opposé.

La crise de l'été 1959 se situe au point de rencontre de plusieurs séries: querelle franco-anglaise dont l'origine est le Marché commun, échange de visites entre M. Khrouchtchev et le Président Eisenhower, décidé par Washington sans consultation antérieure avec les alliés, approche de la discussion annuelle aux Nations-Unies sur l'Algérie. La campagne de presse à Londres et à Paris, les discours de Michel Debré semblaient les signes avant-coureurs d'une crise grave à laquelle l'Alliance atlantique risquait de succomber. En quelques semaines, cette pseudo-crise laisse place à un calme, lui aussi peut-être artificiel.

Il semble qu'au premier abord le général de Gaulle ait réagi avec vivacité à l'annonce de l'échange russo-américain de visites. Blessure d'amour-propre parce qu'il se trouvait mis en quelque sorte en présence d'un fait accompli? Crainte d'un nouveau Yalta dont il conservait un souvenir d'amertume? Sentiment que le leader de l'Alliance atlantique désertait ses partenaires et s'en allait seul traiter avec l'ennemi si souvent, si bruyamment dénoncé? Par sa formation d'esprit le président de la République est souvent enclin à donner aux actes des "monstres froids" une interprétation cynique. Il se trompe par absence excessive d'illusion. Tel fut le cas peut-être en août 1959. Quelques propos improvisés en Conseil des ministres, rapportés, déformés, commentés, furent habilement saisis par les commentateurs étrangers. Même un journal aussi sérieux que l'*Economist* en vint à évoquer sérieusement une éventuelle sécession de la France, quittant l'Alliance atlantique pour chercher seule son avenir.

Cette fausse manœuvre de la diplomatie française - quoi qu'on pense des rencontres Khrouchtchev-Eisenhower, il était maladroit pour la France de s'y déclarer hostile à partir du moment où la décision était prise - n'aurait pas soulevé une telle tempête si les gestes symboliques à l'égard de l'O.T.A.N. et les discours de M. Debré n'avaient pas apporté des arguments avidement saisis à la mauvaise humeur de nos alliés anglais. La diplomatie britannique à l'intérieur de l'Alliance atlantique est aujourd'hui obsédée par le Marché commun. Les Six ayant rejeté la proposition anglaise de zone de libre-échange, le gouvernement conservateur tente, par l'intermédiaire de la petite zone de libre-échange, de faire pression sur les Six. Quant à la presse, elle ne laisse passer aucune occasion de dénoncer les prétentions et les méfaits de la Ve République: refus d'intégration atlantique, explosion d'une bombe atomique au Sahara, intransigeance à Genève, critique de l'invitation adressée à M. Khrouchtchev, tous ces épisodes confirmaient le rôle néfaste de la France qui tout à la fois affaiblissait l'O.T.A.N., empêchait l'accord sur la suspension des expériences atomiques et la détente internationale, et, pire encore, compromettait les relations entre l'Occident et les pays arabes, voire le bloc afro-asiatique.

À ce point du débat, pour la satisfaction du *Manchester Guardian* et des libéraux d'outre-Manche et d'outre-Atlantique, surgissait le premier ministre français, avec ses intempérances de langage (comment la France pourrait-elle être "broyée" par un accord entre les deux géants?), son nationalisme aveugle, sa méconnaissance du monde. À ses yeux, la France se bat en Algérie pour l'Occident tout entier, à la fois parce que l'Algérie indépendante risquerait de glisser au communisme et parce qu'une république arabe d'Algérie marquerait en

tout état de cause une régression de la civilisation européenne. Aux yeux d'un libéral anglais ou américain, le combat de la France aliène à l'Occident les sympathies de tous les États afro-asiatiques. Chacune des deux thèses peut s'appuyer sur des faits incontestables. Il reste que la seconde a plus de partisans hors de France que la première. M. Michel Debré affaiblit sa propre thèse en exigeant de nos alliés un soutien total, sans leur accorder le moindre droit de regard sur des décisions dont il les veut solidaires.

Quand la Conférence au sommet de l'Occident eut été rejetée par le général de Gaulle soucieux de ne pas créer l'impression que le Président Eisenhower serait le porte-parole de l'Occident au cours de ses entretiens avec M. Khrouchtchev, il fut entendu que la France, plus que l'Union soviétique, fournirait le thème principal des conversations de Bonn et de Londres. Que faire pour apaiser le chef d'État de la Ve République, symbole d'un nationalisme ombrageux, indispensable à l'unité d'une France elle-même indispensable à l'Occident, aussi difficile à satisfaire en temps de paix qu'il avait été difficile à supporter aux temps historiques où la croix de Lorraine était "la plus lourde, de toutes celles que portait le Premier anglais"?

Un mois plus tard, à l'heure où j'écris, au lendemain du discours radiodiffusé du 16 septembre, la paix est revenue à l'intérieur des Conseils atlantiques.

D'abord les malentendus sont dissipés. Le général de Gaulle est trop intelligent pour croire entièrement aux formules de son mémorandum de septembre 1958. Les consultations régulières entre les trois puissances "à responsabilités mondiales" sont souhaitables; un directoire officiel, institutionnel, n'est pas possible, les autres alliés y étant farouchement hostiles et les États-Unis ayant le légitime souci de ne pas renoncer à leur liberté d'action hors de la zone couverte par l'Alliance atlantique. Pas davantage le général de Gaulle ne songe à employer le langage de son premier ministre, ce langage n'ayant peut-être d'autre fonction que de rendre plus indispensable encore, aux yeux de l'étranger, la présence du général de Gaulle à la tête de l'État. Tout se passe comme si, par ses discours dominicaux, M. Michel Debré était chargé de rappeler ce que risquerait d'être le gouvernement de la France si le président de la République n'existait pas. À la réflexion, ce dernier s'est convaincu qu'il n'avait pas à prendre ombrage des entretiens Khrouchtchev-Eisenhower, que le Président américain avait moins le désir de négocier avec son interlocuteur soviétique que de découvrir les intentions de celui-ci et de lui faire découvrir les États-Unis.

Quant au problème algérien, le général de Gaulle était en mesure de réserver au Président des États-Unis la primeur de sa déclaration du 16 septembre. Or, promettre solennellement que les Algériens auraient droit, quelque jour, de choisir l'indépendance, c'était pour ainsi dire tourner le F.L.N. sur sa gauche, c'était se présenter en véritable défenseur du principe d'autodétermination, c'était donner à nos alliés atlantiques la possibilité de soutenir, avec bonne conscience, la politique française au prochain débat de l'O.N.U.

Miraculeusement, la tempête d'août s'était apaisée sans que l'orage eût éclaté.

La bombe et l'Algérie

Entre la France et ses alliés, quels problèmes se posent réellement? J'en vois trois possibles (1): 1) La France de la Ve République revendique, dans l'Alliance, une place que nos partenaires ne semblent pas disposés à lui reconnaître et, simultanément, elle s'oppose à la méthode d'intégration qu'ils préfèrent; 2) le Marché commun crée entre les Six et les autres pays membres de l'O.E.C.E., particulièrement la Grande-Bretagne, une tension qui va durer peut-être des années; 3) la France ne peut pas, aussi longtemps qu'elle mène la guerre d'Algérie, ne pas vouloir l'appui de ses alliés, elle ne l'a pas obtenu jusqu'à présent aussi complet qu'elle l'aurait souhaité. Dans les pages précédentes, nous avons expliqué la crise d'août 1959 par la conjonction de ces trois problèmes. Le dernier a été au moins transitoirement résolu par l'adhésion donnée par le général de Gaulle au principe de l'autodétermination, ainsi que par son ralliement à la diplomatie des voyages russo-américains. Les deux premiers demeurent.

Le deuxième, ajoutons-le, n'est pas imputable à ce qu'il y a de gaulliste dans la diplomatie de la Ve République. En concluant un Marché commun avec la République fédérale, le Benelux et l'Italie, la France de la IVe République, consciemment ou non, préparait un conflit avec la Grande-Bretagne. Celle-ci, en effet, ne voulait pas que ses marchandises fussent traitées, à l'entrée de la France ou de l'Italie, autrement que les marchandises allemandes, ni que ses droits de douane fussent soustraits à son exclusive souveraineté. En d'autres termes la Grande-Bretagne ne se résignait ni à être exclue du Marché commun ni à payer le prix exigé des participants. Avec ou sans changement de régime, la France aurait dû affronter la mauvaise humeur (cette expression est un *understatement*) du gouvernement de Londres.

Il reste donc finalement un seul problème créé par la Ve République, celui de la place de la France dans l'Alliance atlantique, qui prend d'ailleurs deux aspects non nécessairement liés: directoire à trois de l'Alliance d'une part, acceptation ou

refus de l'intégration militaire de l'autre.

L'hostilité du général de Gaulle aux méthodes d'intégration - les troupes nationales étant dès le temps de paix sous les ordres d'un état-major allié - date de loin, elle est nourrie par les souvenirs de la dernière guerre. Le général Eisenhower ne voyait pas les conséquences, pour la France, d'une réoccupation temporaire par les armées allemandes de Strasbourg et de l'Alsace. Seul un gouvernement français était capable de subordonner certaines considérations militaires - au sens étroit du terme - à l'intérêt supérieur, c'est-à-dire politique, du pays.

Ces sortes d'arguments valent-ils encore aujourd'hui? Nul n'en sait rien. Dans une guerre livrée avec des bombes thermo-nucléaires, le maintien sous commandement national de l'aviation de chasse et des bâtiments de la Méditerranée ne signifierait rien. Mais une intégration ne signifierait guère davantage. En revanche, sur le plan diplomatique, l'intégration présente des avantages que n'a pas la simple juxtaposition des contingents alliés. Ces refus sont symboliques d'une volonté de diplomatie indépendante qui, selon les jours, inquiète, irrite, amuse nos partenaires.

La décision de fabriquer une bombe atomique avait été prise par les derniers gouvernements de la IV^e République. Elle a été confirmée par le général de Gaulle sans que le sens vrai en ait été modifié par les commentaires. La bombe atomique, quoi qu'on en dise, n'ajoute rien aux atouts diplomatiques de la France sur le plan mondial. Une force de frappe atomique, composée de quelques dizaines de bombes atomiques, avec des bombardiers lourds pour véhicules porteurs, ne serait utilisable offensivement ni contre des pays sous-développés ni, *a fortiori*, contre des membres du Club atomique. Elle vaudrait tout au plus comme suprême moyen de défense contre une menace ou un chantage venant de l'Est. La création de cette force de frappe est justifiée dans la seule mesure où elle tend à imposer aux États-Unis le transfert à leurs alliés des armes atomiques (ou du moins la communication de certains secrets), la garantie américaine cessant d'être incontestée du jour où le territoire des États-Unis n'est pas moins exposé que celui de l'Union soviétique. Un *deterrent* français, si petit soit-il, est une introduction à un *deterrent* européen qui se substituera quelque jour au *deterrent* américain. En dehors de cette raison à terme, la France, sur le plan mondial, perd plutôt qu'elle ne gagne à cet effort pour rivaliser avec les Grands. La disproportion des résultats souligne les dimensions réelles de la France autant que la vanité de ses ambitions. Or, la bombe atomique française a été présentée

de manière telle qu'elle est apparue comme l'expression d'une politique de prestige plus encore que de puissance. La justification rationnelle, par la diffusion du *deterrent*, n'a pas été invoquée. Omission, maladresse ou preuve que l'intention de grandeur l'emporte sur le calcul?

Cette hésitation sur le sens de l'œuvre française, nous la retrouvons autrement marquée dans le cas de l'Algérie. La souveraineté sur l'Algérie, la voulons-nous maintenir pour assurer notre ravitaillement pétrolier, l'élévation du niveau de vie des populations algériennes, la sécurité de la Méditerranée, pour permettre à un million de citoyens français de conserver, de l'autre côté de la Méditerranée, leur situation privilégiée ou pour conserver à la France son statut de grande puissance? La France se bat-elle en Algérie pour son intérêt réel, pour la gloire, pour la puissance ou pour des mythes?

Réfléchissons un instant sur l'enjeu. À travers l'histoire, les hommes se sont battus pour le sol, pour la domination sur leurs semblables, pour l'or, pour les métaux précieux ou les matières premières. Personne ne croit plus aujourd'hui que la France s'enrichisse en se chargeant des investissements nécessaires à la mise en valeur de l'Algérie et à l'éducation des Musulmans. Personne ne croit plus que la France soit matériellement ou moralement plus forte parce qu'elle entretient une armée de 400.000 hommes sur l'autre rive de la Méditerranée. Quant à l'action éducative, on avouera que, combinée avec la répression, elle perd pour le moins une partie de ses vertus.

La France veut-elle, en Algérie, garder l'espace qui lui fait défaut sur le vieux continent? Soyons équitables: bien que l'économie moderne ait modifié le sens de l'espace, bien qu'elle ait multiplié les possibilités d'une croissance en intensité, les hommes ne se sont pas rendus indépendants du milieu géographique. Union soviétique et États-Unis, comparés aux pays d'Europe occidentale, sont riches en sol par rapport au nombre des habitants. Les négociateurs de Louis XV, qui préféraient les richesses actuelles de Saint-Domingue aux espaces enneigés du Canada, ignoraient la richesse potentielle. Je ne veux pas exclure l'éventualité où, d'ici un demi-siècle, le Sahara serait devenu habitable et, du même coup, offrirait à l'État qui en serait le maître une réserve de croissance économique et humaine. Mais nous sommes en 1959. L'espace français peut nourrir aisément, avec les techniques modernes, une population double de la population actuelle. Le taux annuel de la progression démographique est inférieur à 0,8. D'ici la fin du siècle, la France n'a pas besoin d'espace supplémentaire.

Si nous laissons de côté les revendications de la minorité française d'Algérie,

il subsiste deux arguments: les matières premières et surtout le pétrole, la sécurité militaire de la Méditerranée. Ces deux arguments sont tous deux valables. Si, comme les experts nous l'affirment, le Sahara livrera d'ici une demi-douzaine d'années une cinquantaine de millions de tonnes de pétrole par an, il serait précieux que ces gisements fussent sous la souveraineté indiscutée de la France. Le maintien de bases à Bône, Alger et Oran garantit la Méditerranée occidentale à partir des deux côtes septentrionale et méridionale. Il reste à savoir quel prix la France doit payer pour ces deux avantages.

Tant qu'elle voudra maintenir sous sa domination les neuf millions de Musulmans d'Algérie, elle demeurera *l'ennemie*, pour les autres pays de l'Islam, et perdra, l'une après l'autre, les positions culturelles et économiques qu'elle possédait au Proche-Orient. Supposons que les députés algériens continuent de siéger au Parlement français: ils rendent plus difficile encore que les députés irlandais à Westminster au siècle dernier le fonctionnement du régime parlementaire. Tant que la politique d'intégration, en paroles ou en faits, sera appliquée, la France s'oblige elle-même à un régime semi-autoritaire, présidentiel et libéral tant que le général de Gaulle est à l'Élysée, moins libéral probablement quand il ne sera plus là. Le poids des investissements algériens pèsera sur le développement de l'économie française pendant une ou deux générations. Si les Musulmans d'Algérie optent pour la francisation, que sera la nation franco-musulmane à la fin du siècle, avec un tiers de Musulmans? Si, comme il est probable, les Algériens deviennent plus nationalistes à mesure que leur condition s'améliore, la France aura financé la guerre et la modernisation, à seule fin de retarder une émancipation à laquelle elle devra se résigner.

Sans même regarder aussi loin en avant, il n'est pas facile de concevoir le retour à la paix sans négociations avec le F.L.N. Le discours du 16 septembre a été acclamé par les libéraux d'Occident parce qu'il proclamait le principe d'autodétermination. Il contient aussi le refus apparemment irrévocable de toute négociation politique avec les chefs de l'insurrection. Disons-le franchement, ce discours, diplomatiquement adroit, n'est pas nécessairement, dans l'immédiat, un discours de paix. Le chef de l'État a l'intelligence qui manque à M. Georges Bidault ou à M. Michel Debré. Il sait que pour garder l'Algérie il faut accepter le risque de la perdre. Mais en Algérie comme en Afrique Noire il reconnaît le droit à l'indépendance, dans l'espoir que les ex-colonisés n'en useront pas, et il se dispose à traiter en adversaires ceux qui en useront.

Les nationalistes algériens se battent depuis cinq ans. Les chefs de

l'insurrection se sont constitués en gouvernement provisoire. Le programme du général de Gaulle ignore ce qui s'est passé depuis 1954 et demande aux combattants de mettre bas les armes et de rentrer en individus, en civils, dans l'Algérie française. Quelle garantie leur donne-t-on de la liberté de parole, du droit d'organisation politique? Aucune, sinon la parole du chef de l'État. Mais celui-ci n'est pas immortel. Que se passerait-il s'il disparaissait demain? Il y a plus: en cas de vote pour l'indépendance, il est précisé que l'évacuation du pétrole saharien sera en tout état de cause assurée, ce qui semble impliquer une occupation permanente d'une partie du pays. Quant au regroupement et à l'établissement des Français d'Algérie ou des Musulmans qui veulent rester français, il suggère une sorte de partage. En d'autres termes, le droit à l'indépendance est assorti de réserves qui en restreignent la portée.

Le F.L.N. ne peut cesser le combat s'il n'obtient pas, dans des conversations avec le gouvernement français, des précisions et des garanties. Ces conversations, le général de Gaulle les envisage-t-il? Ou, plus précisément, le général a-t-il souhaité l'acceptation ou le refus de ses offres par le F.L.N.? L'an dernier, il souhaitait à coup sûr l'acceptation. Cette année, la réponse est plus douteuse. Dans l'immédiat, il escomptait un refus nuancé du F.L.N., convaincu, semble-t-il, que la pacification progresse et que la formule de l'autodétermination, désormais ratifiée par les deux parties, offre une voie intermédiaire entre "l'Algérie française" et "l'abandon", voie au bout de laquelle l'Algérie sera étroitement "associée" à la France, autonome dans un cadre français.

Que cette politique intermédiaire soit, en elle-même, préférable aux deux solutions extrêmes, je n'en disconviendrai pas. L'autonomie, pour dix ou vingt ans, vaut mieux pour l'Algérie et pour la France que l'indépendance. Mais tant que la pacification est le moyen d'arriver à l'autonomie, l'action actuelle de la France aboutit à décimer ou à exterminer la génération actuelle des nationalistes, tout en consacrant des milliards à l'amélioration du sort des masses, dans l'espoir que, privés de leurs cadres et désireux avant tout de paix et de prospérité, les Algériens choisiront, le jour du référendum, de rester français. Les moyens sont modernes, mais la pensée et la conception de l'ensemble demeurent, pour une part, celles du nationalisme traditionnel. La France du général de Gaulle est plus libérale que celle de M. Guy Mollet, elle est plus intelligente que celle de M. de Sérigny, de M. Georges Bidault ou de M. Michel Debré. Mais elle ne rompt pas avec la politique 1945-1958, celle que jalonnent la guerre d'Indochine, les troubles de Tunisie et du Maroc. Le parti nationaliste - le Viet-Minh, le Néo-

Destour, l'Istiqlal, le Parti de l'Indépendance - est décrété ennemi de la France parce qu'il réclame pour son pays ce que les Français jugent sacré pour eux-mêmes, la souveraineté. Quand ce parti prend les armes, on proclame, plus fortement encore que jamais, qu'on ne traitera pas avec lui. Mais nos alliés, les événements, les idéologies régnantes exigent des concessions au libéralisme. Puisque l'on refuse le dialogue avec les extrémistes, on cherche des nationalistes modérés auxquels on accorde peu à peu tout ce qui, accordé à temps aux extrémistes, aurait permis d'éviter le conflit armé. Le Viet-Nam de Bao-Daï sera indépendant, la guerre contre le Viet-Minh continue. En Tunisie et au Maroc, la France appliqua la même méthode, jusqu'au renversement soudain de juillet 1954 à Tunis et de l'été 1955 au Maroc. Le dialogue avec le parti nationaliste aboutit en quelques jours ou en quelques mois à l'indépendance. Du coup, la politique française, celle de la Ve comme celle de la IVe République, est ramenée aux solutions libérales octroyées sans contact avec les extrémistes. Il n'y a pas de Bao-Daï en Algérie. Aussi le général de Gaulle se borne-t-il à faire savoir que, durant les quatre années qui suivront la pacification, les Algériens seront appelés à choisir entre "sécession", "association" et "francisation".

L'Algérie n'est pas la Tunisie ou le Maroc. Elle n'a jamais constitué une véritable nation dans le passé, le peuplement français y est plus nombreux et plus ancien. Les raisons de fait ne manquent pas pour justifier le refus de traiter le gouvernement provisoire, formé par le F.L.N., en unique représentant des Algériens. Malgré tout, le doute subsiste après l'expérience de la Guinée. La Ve République veut-elle tenir pour ennemie ou étrangère toute ancienne colonie qui aura choisi l'indépendance, afin de démontrer que l'indépendance est "sécession" et qu'elle entraîne la rupture de tous les liens avec la France? La réponse aux demandes du Mali permettra de juger des progrès accomplis par la Ve République, moins vers le libéralisme que vers l'adaptation au monde.

En ce qui concerne l'Algérie, l'avenir demeure incertain. L'autodétermination est impossible dans un pays en guerre, "menacé" par le terrorisme du F.L.N. et "protégé" par quatre cent mille soldats français. L'autodétermination suppose la réussite de la pacification, mais, outre que l'on voit mal Ferhat Abbas ou Krim Belkacem faire campagne pour l'indépendance sous la protection de gendarmes français, un tel référendum donnerait un résultat qui serait fonction des circonstances dans lesquelles il aurait lieu. Selon qu'il consacrerait l'écrasement ou la reconnaissance du F.L.N., les masses d'Algérie voteraient différemment. Des résultats contradictoires, selon les départements, ouvriraient une phase de nouveaux conflits.

Il n'est donc pas sûr que le principe d'autodétermination puisse être appliqué selon le programme du général, ni même que le général en souhaite l'application pure et simple. Si le but est l'autonomie dans le cadre français avec garanties pour les minorités et sans droit à l'indépendance, ce but est accessible - mais non par des élections. Quoi qu'on en dise, la politique du général de Gaulle est relativement définie en ce qui concerne le but ultime; en ce qui concerne les moyens elle reste équivoque sur le point essentiel. Quel contact, qui ne serait pas négociation, avec le F.L.N., envisage-t-il d'accepter demain sinon aujourd'hui?

Je me garderai de prévoir. Peut-être la pacification fera-t-elle de tels progrès que les Algériens pourront voter librement. Peut-être le F.L.N. se divisera-t-il, peut-être les combattants de l'intérieur perdront-ils courage. Aucune de ces hypothèses n'est exclue, aucune n'est probable. Probable demeure la continuation de ce à quoi l'armée tient par-dessus tout, la pacification, avec le mélange de police, de scoutisme, d'armée du Salut, de dispensaires, d'écoles et de tortures.

En dépit de tout, il reste à espérer qu'un jour l'accord se fera sur les conditions dans lesquelles serait appliqué le principe d'autodétermination.

Puissance, prestige, grandeur

Sur la scène du monde, à travers les siècles, la grandeur ne s'est jamais séparée de la puissance. Alexandre était grand qui ouvrait par les armes l'Orient à la culture hellénique, Rome était grande dont les légions assuraient la paix des forêts de Germanie aux frontières de l'empire parthe, Napoléon était grand qui absorba en son sort le sort du genre humain. Simone Weil a répondu: Qui peut admirer Alexandre de toute son âme s'il n'a l'âme basse? Mais une chrétienne, portée à un dualisme radical, nie la grandeur de l'ordre politique. Sur cette terre, les chefs et les peuples n'ont jamais éveillé le sentiment de grandeur s'ils n'étaient puissants, c'est-à-dire capables d'imposer leur vouloir aux autres hommes, de forger pour un temps le destin de leurs semblables. Il est une sorte de grandeur à quoi doivent renoncer les nations qui n'ont plus les moyens de régner. Mais ce renoncement permet d'atteindre à une autre grandeur, et l'âge industriel tend à dévaloriser les moyens de force.

Ce qui nous déconcerte chez les néo-nationalistes, ce n'est pas qu'ils affirment sur tous les tons la nécessité de la puissance, c'est qu'ils soient aveugles à certaines évidences. La politique de force - dont l'expédition de Suez a été le symbole - demeure interdite à la France, même gouvernée par de Gaulle, même armée de quelques dizaines de bombes atomiques anachroniques, celles d'Hiroshima (la Grande-Bretagne, en novembre 1956, disposait de quelques

bombes thermo-nucléaires). Le pétrole du Sahara facilitera l'équilibre de la balance française des comptes et économisera quelques centaines de millions de dollars d'achats pétroliers au dehors. En terme de puissance, il ne signifie rien ou presque. Le pétrole était nécessaire à une guerre longue, menée avec des chars d'assaut. Une grande guerre, durant la deuxième moitié du vingtième siècle, ne sera pas livrée par les divisions blindées de 1940 ou de 1945. La guerre de l'âge atomique et électronique n'exigerait plus des dizaines de millions de tonnes de pétrole par an. En temps de paix, c'est le prix de l'énergie qui importe, non la souveraineté sur le sol dans lequel est enfoui le charbon ou le pétrole. La pacification, le maintien d'une grande armée en Algérie, les investissements nécessaires à la mise en valeur du pays coûtent à la France en argent, en prestige, en autorité morale, plus que ne lui rapportera jamais l'Algérie d'ici la fin du siècle, même dans l'hypothèse où les Algériens consentiraient finalement à rester français.

La grandeur que la France peut conquérir en Afrique ne sera pas, dans le proche avenir, une grandeur de puissance, elle ne peut être qu'une grandeur de paix, d'influence, de culture. Le temps de la domination européenne est fini. La France n'a jamais eu d'autre idéologie impériale que l'idéologie d'assimilation. Puisque l'assimilation est hors de question, nos ex-protégés doivent passer par la phase nationale. La multiplication, en Afrique, d'États dotés d'une façade moderne mais trop petits pour constituer les cadres d'une société industrielle, n'est pas souhaitable. Peut-être la France a-t-elle encore une chance de convaincre nos amis d'Afrique Noire et d'Afrique du Nord de ne pas rompre les liens avec la France par désir passionnel d'indépendance absolue. (S'ils le faisaient malgré tout, ils agiraient en Français en rompant avec la France). Mais la tentative est condamnée d'avance si la France paraît désireuse de maintenir ou de restaurer l'Empire, si le langage libéral semble au service d'une stratégie traditionnelle, et l'aide économique un moyen d'obtenir de certains la renonciation, temporaire ou définitive, à l'indépendance. En bref, tant que celle-ci sera assimilée à la sécession et baptisée "perte" par les nationalistes, la France n'aura pas surmonté la maladie infantile de la décolonisation.

Durant les années de retraite, le général de Gaulle n'a pris la parole que pour plaider les causes, à ses yeux nationales, contre les accords qui conduisirent à la création de la République fédérale de Bonn, contre la C.E.D., contre les transferts de souveraineté. Au temps du R.P.F., il laissait ses compagnons prendre des positions proches de celles des ultras à propos de l'Indochine, de la Tunisie et du Maroc. Dans les conversations privées, il ne dissimulait pas le

libéralisme de sa pensée, il exprimait sa conviction que le régime colonial devait céder la place à un régime d'association. Il réservait aux conversations privées le libéralisme, il publiait son nationalisme. Ainsi a-t-il contribué, par ses silences sinon par ses propos, à entretenir les illusions et les ignorances de l'opinion française. Il n'a pas été l'éducateur de son peuple.

Croyait-il que, lui au pouvoir, la décolonisation pourrait ne pas exiger un passage par l'indépendance? Était-il trop attaché affectivement à l'Empire pour en accepter la désagrégation tant qu'il ne serait pas à l'Élysée pour transfigurer l'événement? Se résignait-il à la politique du pire aussi longtemps que les institutions de la IV^e République n'auraient pas été balayées par une catastrophe? Quoi qu'il en soit, jamais, à aucun moment le général de Gaulle n'a publiquement pris parti contre la guerre d'Indochine ou contre les ultras qui, obstinément, défendaient le *statu quo* en Tunisie, au Maroc, en Algérie. Ceux qui se réclamaient de lui, pour la plupart, ne voyaient dans les libéraux que des bradeurs: l'indépendance des ex-colonies signifiait pour eux la perte d'une possession.

Aujourd'hui, le président de la République est incomparablement plus intelligent que les gaullistes, le premier ministre, l'U.N.R.; plus libéral aussi puisqu'il reconnaît au moins le droit à l'indépendance. Mais l'équivoque subsiste: le langage libéral n'est-il qu'un moyen en vue de l'objectif impérial ou bien le maintien transitoire de la souveraineté est-il une concession aux circonstances et aux gaullistes? Souvent j'ai peur que la volonté légitime de maintenir l'ensemble français ne demeure une volonté de prévenir la sécession, d'exorciser le démon de l'indépendance. L'esprit du légiste, du paysan, du Romain survit: on garde ou bien on perd. Les idéologies et les passions sont comprises, mais non la logique de l'économie moderne.

La France gaulliste est prête à aider généreusement les États membres de la Communauté, les territoires d'outre-mer sur lesquels flotte le drapeau tricolore. Quant à ceux qui choisissent la sécession, qu'ils comptent sur eux seuls! Comme il serait plus digne de la France d'aider ceux-là mêmes qui ont accepté les risques de l'indépendance! Quelle puissance supplémentaire donnent à la France les responsabilités du développement assumées à l'égard des pays de la Communauté?

Les armes de destruction massive sont telles qu'aucun des Grands ne peut les utiliser contre l'autre sans s'exposer à des représailles mortelles. Aucun des Grands ne les utilise même contre ses satellites, ses alliés ou les non-engagés.

Les moyens d'action d'un pays sont à la mesure des ressources économiques qu'il peut consacrer à la politique extérieure, sous forme d'armes classiques ou d'aide aux pays sous-développés. Une France de 45 millions d'habitants, sensiblement moins industrialisée que l'Allemagne fédérale ou la Grande-Bretagne, a perdu d'avance si elle engage la compétition avec les géants d'aujourd'hui ou ceux de demain, les 175 millions d'Américains, les 200 millions de Russes, les 650 millions de Chinois, les 400 millions d'Indiens.

Probablement, d'ici dix ou vingt ans, la France possédera-t-elle, comme d'autres pays de moyenne dimension, des bombes A et H, peut-être des fusées. Mais elle pourra moins encore les utiliser que les seigneurs d'aujourd'hui. Même membre du Club atomique, elle n'atteindra pas à la grandeur de puissance - mais cette grandeur est de plus en plus illusoire puisque seule la guerre la consacrait et que la guerre est désormais monstrueuse. Du même coup, une chance est offerte aux nations qui ne possèdent pas les ressources nécessaires pour figurer au premier rang; elles peuvent influencer sur les autres par leur exemple, par leur action, alors qu'elles sont incapables de contraindre.

La grandeur de la France ne sera mesurée ni par le chiffre de kilomètres carrés sur lesquels flottera le drapeau tricolore, ni par le nombre de fellaghas chaque semaine abattus par les forces de l'ordre. Les Musulmans d'Algérie ne seront pas francisés au cours du vingtième siècle, et le combat que nous menons là-bas est anachronique. La grandeur française ne sera pas non plus mesurée par le taux de la croissance économique ou par la hauteur des gratte-ciel. Elle sera fonction d'une double réussite: modernisation de l'économie et continuité de la culture. La France ne peut refuser ce qu'exige la société industrielle, elle ne doit pas s'abandonner au fanatisme barbare des machines. En dehors de cette réussite, il n'y a pas d'avenir ou de vocation pour la France du vingtième siècle.

Que la France soit ou non consultée par les États-Unis sur les affaires d'Asie ou du Proche-Orient, j'avoue que je n'arrive pas à m'en soucier sérieusement. La place de la France dans l'Alliance atlantique, dans les Conseils de l'O.N.U., il est bon que nos diplomates s'en préoccupent. Ils sont là pour ces besognes secondaires. La grandeur n'a rien à voir avec la distribution des médailles aux enfants turbulents.

La France sera grande aux yeux du monde dans l'exacte mesure où elle s'accomplira elle-même. Si elle continue de rêver à la domination sans en avoir les moyens, qu'elle consente plutôt à disparaître dans l'unité européenne. L'Europe occidentale unie aurait les ressources nécessaires à la "grande

politique", elle pourrait envoyer des fusées vers la Lune et accumuler les bombes thermonucléaires. Même l'Europe unie, armée pour ne pas avoir à craindre l'agression, jouerait sa partie sur un autre terrain, celui où se rencontrent tous les hommes, de toutes les races, de toutes les religions, pour la première fois condamnés à vivre en une société universelle. Combien ce choix s'impose avec plus d'évidence à la France qui se veut nationale qu'à l'Europe qui aurait surmonté les nations! Hélas! les néo-nationalistes, enfoncés dans la séculaire avarice des plaideurs et des propriétaires, craignent de perdre du sol et des esclaves alors que commence le temps du monde indéfini et que l'humanité entière est offerte aux véritables entreprises du génie français.

(1) Il peut se faire que le général de Gaulle ait, à tel ou tel moment, une opinion différente de celle de nos alliés sur l'attitude qu'il convient d'adopter à l'égard de l'Union soviétique. Il ne s'agit là que de dissentiments occasionnels.

Démocraties 1960

Le Figaro
17 décembre 1959

Quinze ans après l'armistice de 1918, Hitler était chancelier; quinze ans après la capitulation inconditionnelle du III^e Reich, les institutions démocratiques en Europe occidentale paraissent plus stables, moins vulnérables qu'à aucun moment depuis le début du siècle (la France exceptée).

En revanche, hors d'Europe, les États nouveaux qui avaient adopté des constitutions imitées de celles de l'Occident ont dû, pour la plupart, renoncer en fait, sinon en droit, à un "régime de partis". En Indonésie, la démocratie est désormais orientée d'en haut; en Birmanie, au Pakistan, au Siam, un général règne et non plus une Assemblée. En Afrique, les États nouveaux paraissent tous s'orienter vers la prédominance d'un parti, sinon vers la formule du parti unique. Parmi les États nouveaux, l'Inde fait exception, avec un parlementarisme à l'anglaise, des élections libres au suffrage universel et une concurrence organisée entre les partis. Encore convient-il d'ajouter que l'expérience est brève et qu'elle a été favorisée par l'existence d'un parti - celui du Congrès - qui avait été l'expression de la volonté d'indépendance et dont le chef jouissait et jouit encore d'un prestige incomparable à titre de disciple de Gandhi en même temps qu'à titre personnel.

Le mot *démocratie* est utilisé dans des sens si nombreux qu'il ne sera pas inutile de le définir avant de chercher l'explication des succès et des échecs de ce mode de gouvernement, la démocratie, non telle que les doctrinaires l'ont rêvée mais telle que les sociétés modernes la réalisent est un mode de désignation des gouvernants, un mode d'exercice de l'autorité. Des élections permettent à des candidats, se recommandant des diverses idées et des partis rivaux, de recueillir les suffrages. Directement ou indirectement désignés par le vote populaire, des hommes, qui acceptent le caractère transitoire de leur règne, gouvernent selon des règles fixées par la Constitution. Toutes ces propositions s'appliquent aux régimes dits présidentiels comme aux régimes dits parlementaires: dans les premiers, le suffrage universel choisit lui-même le détenteur du pouvoir exécutif, dans les seconds, ce détenteur est formellement désigné de manières diverses mais il émane, en dernière analyse, de la majorité parlementaire.

Entre démocratie moderne et pluralité des partis, il y a donc un lien que tels observateurs moroses peuvent déplorer mais qu'ils ne sauraient nier sans fermer

les yeux à l'évidence. L'histoire politique de l'Occident aboutit à lier *démocratie* et *partis*, non par accident mais par suite de la nature des choses (si l'on ose emprunter cette expression à Montesquieu et au général de Gaulle). L'idée démocratique suggère celle d'autogouvernement. Le gouvernement par le peuple étant impossible, l'élection de représentants est devenue le symbole, la traduction effective de la souveraineté populaire. Or l'élection n'a de sens qu'à la condition qu'il y ait plusieurs candidats et la pluralité des candidats entraîne inévitablement celle des partis.

Si la démocratie occidentale comporte, par essence, la compétition entre partis afin d'obtenir les suffrages des électeurs, il n'en résulte pas qu'une Constitution comme celle de la IV^e République, qui laissait libre cours à cette compétition, sans garantie ni contrepoids, fût la meilleure. Un régime démocratique est d'abord un mode de gouvernement. Si un régime rend impossible toute continuité du pouvoir, toute décision, on ne le sauvera pas en le baptisant démocratique. Il est normal de soustraire certaines fonctions à la concurrence des partis, parce que celle-ci entraîne toujours un danger de démagogie. Il est indispensable que l'exécutif ne soit pas quotidiennement à la merci des assemblées, de leurs sautes d'humeur, de la surenchère à laquelle ne résistent pas toujours les élus. Quel que soit le jugement que l'on porte sur la Ve République, celle-ci reste, sur le papier, à l'intérieur du genre de la démocratie occidentale. Tous les pouvoirs procèdent du suffrage, directement ou indirectement, et les partis sont libres de s'organiser et de faire campagne.

Les adversaires de partis multiples et de leurs querelles se divisent quand il s'agit de la solution de remplacement. En gros, on peut concevoir, à notre époque, trois types de régimes qui évitent la lutte de partis. Le régime totalitaire, qu'il soit fasciste ou communiste, établit un monopole d'idéologie et d'action au bénéfice d'un parti unique, plus ou moins confondu avec l'État lui-même. Un régime comme celui dont rêvaient les premiers doctrinaires de Vichy, en 1940, aurait été sans partis. La représentation devait être celle de communautés locales ou professionnelles, excluant la rivalité idéologique. Enfin, la scène internationale nous offre des exemples multiples de régimes qui ne sont ni totalitaires, dans le style du III^e Reich ou de la Russie soviétique, ni «dépolitisés», selon l'idéal des conservateurs français, mais autoritaires; le détenteur du pouvoir suprême est tantôt un général, comme au Pakistan, tantôt un civil, comme en Indonésie, tantôt il a reçu le pouvoir par assentiment unanime, tantôt il s'en est emparé par un coup d'État. La plupart des pays dits sous-développés ont des régimes qui appartiennent à ce troisième type. Plusieurs

des États nouveaux d'Afrique semblent prendre la même voie.

Quelles que soient les préférences de chacun, la première tâche est de comprendre pourquoi, dans certaines circonstances et dans certains pays, la compétition des partis permet la formation de gouvernements acceptés, stables, normalement efficaces, et pourquoi, ailleurs ou en d'autres temps, cette compétition dégénère en conflits sordides et en une sorte d'anarchie. La République de Bonn peut-elle réussir là où la République de Weimar avait échoué? La Ve République, en France, peut-elle éviter les fautes auxquelles ont succombé tour à tour la IIIe et la IVe?

Crise permanente de la démocratie française

Le Figaro
6 janvier 1960

Depuis 1789, la France a établi un record mondial, celui du nombre des régimes mis à l'épreuve et des textes constitutionnels. L'instabilité spécifiquement politique du pays est aussi évidente, aussi indiscutable que la permanence des habitudes et des idées, la répétition des conflits ou des expériences. La République en est au numéro 5, la monarchie, si, par accident, elle était restaurée, pourrait porter le numéro 4.

Au siècle dernier, les historiens mettaient, à juste titre, l'accent sur l'incompatibilité des convictions relatives à la forme de l'État. Républicains et légitimistes étaient en opposition ou en émigration intérieure sous l'Empire, républicains et bonapartistes l'étaient sous la monarchie de la Restauration et des Orléans. Même si les opportunistes étaient, dans tous les partis, plus nombreux que les irréductibles, une émeute parisienne ou une défaite militaire transformait immédiatement les ralliés en opposants. Et le régime, plébiscité la veille à 85%, s'effondrait en quelques heures, déserté par les siens aussi aisément qu'il avait été accepté quelques mois ou quelques années auparavant.

Depuis la fin du XIXe siècle, cette explication ne vaut plus. Ce ne sont ni les bonapartistes ni les monarchistes qui ont abattu la IIIe ou la IVe République. L'une et l'autre ont succombé aux malheurs de la patrie.

Ces malheurs étaient causés par les vices des régimes? Peut-être! Il reste, en tout cas, qu'un désastre national, réel ou fictif, est automatiquement imputé au régime, sans que celui-ci, du moins aux yeux de ses adversaires, ait aucune part dans les victoires. Ce sont les armées de l'Empire qui furent défaites à Sedan en 1870, les armées de la République qui connurent la même infortune à Sedan en 1940. La IVe République "perdit l'empire"; qui avait su gré à la IIIe de l'avoir conquis? Tout se passe comme si les Français se déchargeaient de leurs responsabilités en incriminant le régime ou le "système", c'est-à-dire tout le monde et personne.

Les conspirateurs de mai 1958 reprochaient à la IVe République de "brader" l'empire, toute colonie accédant à l'indépendance était "perdue", l'évacuation des aérodromes de Tunisie équivalait à une trahison. Or, jusqu'à présent, le grand mérite de la Ve République est d'avoir fait plus vite et mieux ce dont on reprochait la velléité au régime précédent. La Communauté prolongeait la loi-

cadre et l'indépendance du Mali fait suite à la Communauté. Après avoir tenté d'arrêter le mouvement vers l'indépendance en formulant l'alternative "Communauté ou sécession", le général de Gaulle admet un troisième terme, une indépendance qui n'est pas sécession.

On s'explique l'indignation mal contenue de ceux qui ramenèrent le général de Gaulle au pouvoir dans l'espoir qu'il mènerait une politique opposée. On s'explique mal logiquement, mais on s'explique mieux psychologiquement, l'indignation de ceux qui auraient voulu accomplir les transformations que la révolution de mai devait, dans l'esprit de ses auteurs, empêcher et qu'elle a, en fin de compte, rendues possibles. Si le chef du Rassemblement du peuple français avait tenu, en 1950, le langage qu'a tenu, en novembre dernier à Paris et en décembre à Dakar, le Président de la République, l'histoire de la IV^e République aurait été autre. La caution du général de Gaulle aurait donné aux hommes politiques d'hier une meilleure chance de surmonter les obstacles sur la voie de la "décolonisation". Le général de Gaulle n'a pas publié ses opinions libérales avant d'être à l'Élysée, convaincu que rien de bon ne pouvait sortir d'une mauvaise Constitution et que lui seul était capable de rassembler autour de la France des États devenus indépendants.

Du même coup apparaît une des causes profondes de l'instabilité politique. La France s'est vu imposer par les circonstances, au XX^e siècle, des tâches qui dépassaient ses forces. Comme l'écrivait récemment l'historien anglais A. J. P. Taylor, même avec un régime exemplaire, la France ne pouvait résoudre le problème que lui posait le III^e Reich. On en peut dire autant de la sauvegarde de l'empire, en un monde dominé par deux grandes puissances anticolonialistes, l'Union soviétique et les États-Unis. Le compromis nécessaire entre le nationalisme d'une fraction de la population algérienne et les droits de la France et des Français établis de l'autre côté de la Méditerranée se révèle étrangement malaisé pour la V^e comme pour la IV^e République.

Aux difficultés intrinsèques s'ajoutent les difficultés que suscitent les querelles entre les partis. L'opinion a été divisée, entre 1933 et 1939, sur ce qu'il convenait de faire face à Hitler, elle a été divisée, depuis 1945, sur ce qu'il convenait de faire en Indochine, en Afrique du Nord, en Afrique noire. Comment un régime représentatif aurait-il pu être efficace alors que la nation était déchirée et que certains refusaient les mesures indispensables par hostilité aux institutions?

Prenons garde pourtant, par réaction contre la mode, d'aller trop loin dans le sens contraire. Les faiblesses des Républiques ne sont pas imputables à la seule

force des extrémistes de gauche ou de droite. Si les Français ont tendance, chaque fois qu'éclate une crise nationale, à s'innocenter eux-mêmes afin de mettre en accusation le seul régime, ce n'est pas seulement qu'ils ont gardé du siècle dernier cette mauvaise habitude: le régime qui répond à l'esprit de l'époque et aux sentiments de la plupart des Français, à savoir le régime représentatif et démocratique, n'a jamais réussi à se guérir de certains défauts, spectaculaires, incontestables, qui le faisaient apparaître méprisable aux yeux de l'étranger et des gouvernés eux-mêmes.

Le défaut majeur, indéfiniment commenté, était la fréquence des crises ministérielles. En dépit des réponses également classiques (permanence de l'administration et du personnel ministériel), la ronde des cabinets avait des conséquences sérieuses, elle déconsidérait le régime, elle enlevait aux ministres le sens des responsabilités à terme, elle réduisait encore la liberté d'action laissée à l'exécutif.

Un fait est acquis. Aucune République n'a eu, en France, un système de partis capable de garantir la stabilité de l'exécutif. La pluralité, l'indiscipline, l'hétérogénéité des partis entretenaient un jeu parlementaire peu compréhensible aux citoyens. Ceux-ci ayant, tous les quatre ou cinq ans, choisi leurs représentants, ces derniers étaient les détenteurs de la souveraineté et se considéraient comme tels. Ils ne gouvernaient pas mais ils menaçaient, à chaque instant, ceux qui gouvernaient.

La nouvelle Constitution promet-elle un système de partis enfin ordonné ou un pouvoir stable en dépit de l'incohérence des partis?

La République gaulliste

Le Figaro
9-10 janvier 1960

La Constitution de 1958 comporte deux éléments principaux: le renforcement de l'autorité du Président de la République et la rationalisation du régime parlementaire grâce à une réglementation précise des rapports entre législatif et exécutif. Or, par suite de circonstances exceptionnelles, aucune de ces deux réformes n'a été encore mise à l'épreuve. La pratique constitutionnelle de 1960 est déterminée par le général de Gaulle et non par les textes. Les textes sont équivoques sur un point essentiel: quelles sont les prérogatives respectives du Président de la République et du premier ministre? Mais, quelle que soit l'interprétation à laquelle on s'arrête, rien, ni dans la lettre ni dans l'esprit de la Constitution, ne justifie la formule lancée par le président de l'Assemblée nationale des «domaines réservés» au chef de l'État (diplomatie, armée, Algérie), rien n'autorise le Président de la République à reconnaître, par décision propre, le droit d'autodétermination à la population qui habite sur une partie du territoire national.

Il n'est pas impossible de justifier la division du pouvoir exécutif entre deux hommes, le chef de l'État et le chef du gouvernement, bien que dans la plupart des pays d'Occident, une telle division ait été abandonnée, même là où subsiste la monarchie. Le leader de la majorité parlementaire ou l'élu du suffrage universel, en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, gèrent les affaires de l'État que celles-ci soient majeures ou mineures. En France, il était raisonnable de donner au Président de la République un pouvoir d'arbitrage, en raison de l'incohérence des partis et de l'absence d'une majorité. Mais, aussi longtemps que le Président de la République est assuré, en cas de dissolution de l'Assemblée, d'être approuvé par le pays, aussi longtemps que le premier ministre lui doit, en fait, fidélité et obéissance, l'expérience d'un exécutif à deux têtes n'a pas encore commencé.

Simultanément, l'Assemblée a une composition telle que le gouvernement lui impose sans grande peine sa volonté. Les députés U.N.R., comme les députés d'Algérie, sont soumis à l'Élysée, quels que soient leurs sentiments intimes. Que les députés U.N.R. aient dû leur succès au général de Gaulle, comme le pensent la plupart des observateurs, ou au slogan de «l'Algérie française», comme le prétendent quelques amis de M. Georges Bidault, les intéressés eux-mêmes ne

sont pas assez convaincus de la vérité du deuxième terme de cette alternative pour courir à la légère le risque d'une dissolution.

Dans ces conditions, le premier ministre est amené à défendre devant l'Assemblée une politique algérienne qu'il n'a pas décidée et que le rédacteur du *Courrier de la colère* n'aurait pas approuvée. La majorité U.N.R. se rallie publiquement à cette politique, en dépit des émotions qui agitent la plupart des députés. Ni les partisans de l'unité fédérale de l'Europe des Six ni les partisans de l'Alliance atlantique ne sont d'accord avec l'orientation que le général de Gaulle donne à notre politique étrangère ou militaire, mais ils n'osent protester et ils savent que leur protestation serait vaine.

Dans le troisième tome de ses Mémoires, le général de Gaulle se plaint que les «politiques» n'aient pas soutenu l'action qu'il voulait mener à l'extérieur. Les «politiques» ne sont guère plus favorables aujourd'hui à la diplomatie de «l'ambition nationale» telle que la conçoit le Président de la République. Les circonstances permettent au général de Gaulle d'interpréter la Constitution de telle manière qu'il oppose au mécontentement de tous une indifférence de fer.

L'analyse précédente ne tend nullement à suggérer que le général de Gaulle a tort ou qu'il a raison sur tel ou tel point. Je me borne à constater – ce que personne n'ignore – qu'il est plus «libéral» que la majorité parlementaire en ce qui concerne l'Algérie, moins européen que le M.R.P. et nombre d'indépendants, plus hostile à l'intégration militaire dans le cadre de l'Alliance atlantique que la plupart des députés nationaux. Les grandes orientations ne résultent pas d'un dialogue entre gouvernement et assemblée, mais d'une décision, solitaire et souveraine, du chef de l'État. Un tel régime, si libéral soit-il, est celui d'un Sauveur, il n'est pas démocratique au sens qu'a ce mot à l'époque moderne.

Dès lors, il est impossible de porter un jugement catégorique sur les mérites de la Constitution, sur les chances qu'a la Ve République de mettre fin à la crise permanente de la démocratie française, impossible de faire la part de ce qui revient aux circonstances – composition de l'Assemblée, présence du général de Gaulle à l'Élysée – et de ce qui revient aux textes. Il est impossible, enfin, de prévoir quelle sera la répartition de l'autorité entre chef de l'État et chef du gouvernement, entre exécutif et législatif, dans la période post-gaulliste.

Certaines leçons n'en apparaissent pas moins clairement. La Constitution permet au chef de l'État de former un gouvernement et à celui-ci de mener une politique, même s'il n'existe pas à l'intérieur de l'Assemblée de majorité cohérente. Il est probable que le défaut imputé d'ordinaire aux précédentes

Républiques, le manque d'autorité et de durée de l'exécutif, n'affectera pas la Ve République, même après la phase gaulliste. Les risques du nouveau système me semblent bien plutôt inverses. Hier, on ne pouvait pas garder de gouvernement, aujourd'hui on ne peut pas en changer. Je veux bien que l'excès de stabilité soit, en période normale, préférable à l'instabilité. Cependant notre histoire politique, si riche en exemples de toute sorte, nous offre un précédent à évoquer: la monarchie d'Orléans est morte de l'excès de rigidité du gouvernement Guizot.

On le voit dès maintenant l'exécutif, chef de l'État ou chef de gouvernement, a les moyens de mettre au pas les Chambres. Mais la Constitution ne vivra qu'à la condition qu'il n'en abuse pas, autrement dit qu'il ne transforme pas n'importe quel désaccord avec le Parlement en épreuve de force. Moins le Parlement a aujourd'hui d'autorité réelle, plus il convient de lui montrer respect et considération. Il faut rendre aux institutions le prestige que n'ont peut-être pas retrouvé les hommes.

En d'autres termes, en attendant l'éventuelle formation d'un système cohérent de partis, pour que ne s'accumulent pas les ressentiments des «politiques» contre ceux qui ont profité d'une rébellion pour accéder au pouvoir, le langage souhaitable devrait être, me semble-t-il, tout autre que le langage à la mode. Certes, «le pouvoir ne recule pas», mais pourquoi le Président de la République ou le premier ministre, qui sont des hommes, tels que Dieu les a faits, ne seraient-ils pas heureux, à l'occasion, de rectifier les erreurs qu'ils ont commises (car seul celui qui ne fait rien ne se trompe pas).

Un régime a toujours besoin d'hommes dont le tempérament aille en sens contraire de l'esprit des institutions. La Ve République aurait eu besoin d'hommes de caractère, la Ve serait heureuse de trouver non des justiciers mais des conciliateurs.

Un seul homme, un homme seul

Preuves
mars 1960

"Tous les Français ont été, sont ou seront gaulliste", a dit le général de Gaulle au cours d'une conférence de presse, au mois de mai 1958. La phrase est probablement plus vraie encore depuis le 29 janvier 1960. Ce jour-là, quelques-uns des derniers païens se sont à leur tour approchés de l'autel. Mais, au même moment, d'autres qui, deux ans auparavant, avaient été parmi les plus ardents des fidèles, sortaient de l'Église. Tous les Français sont gaullistes, mais ils ne le sont jamais tous à la fois, ni pour les mêmes raisons, ni avec les mêmes sentiments.

Au reste, la constance gaulliste est fidélité à un homme, non à des idées. En 1944, le général de Gaulle était le chef de la France combattante, mais aussi, politiquement, le chef d'une faction victorieuse, d'une coalition de style Front populaire et, en tant que tel, il préparait moins la réconciliation dans le style d'un Henri IV qu'il ne prolongeait les condamnations et les invectives du temps "où les Français ne s'aimaient pas". Certes, la majorité des Français n'en était pas moins gaulliste, mais d'aucuns l'étaient par enthousiasme et d'autres par résignation. Derrière la haute figure du Libérateur se profilait l'ombre de Maurice Thorez.

En 1958, ce sont les activistes d'Alger qui, avec le consentement d'une opinion lasse et l'aide d'une partie de l'armée, ont ramené au pouvoir le solitaire de Colombey. La plupart des Français se rallièrent à lui, et comment auraient-ils fait autrement puisque, par une propagande de vérité ou d'intoxication, on les avait convaincus qu'ils n'avaient d'autre choix qu'entre la guerre civile et l'abdication entre les mains d'un Sauveur?

En 1960, au cours de la semaine tragique, de nouveau, de Gaulle parut le seul homme entre la France et le chaos, géant au milieu de pygmées. Mais il avait en face de lui Ortiz ou Lagayette, à côté de lui Michel Debré infidèle à ses amis d'hier pour servir son chef de toujours. Si le choix était entre le général de Gaulle et Lagayette, la surprise n'est pas qu'il ait eu pour lui 80 ou 90% des Français; la seule surprise, la seule humiliation, c'est qu'il n'ait pas eu pour lui 100% des Français.

Au lendemain de la crise, on est tenté d'abord de dire que jamais le général de Gaulle n'a été aussi populaire, que jamais il n'a joui d'autant d'autorité, que jamais il n'a eu autant de moyens d'agir. En dépit des apparences, j'hésite à

formuler ce jugement optimiste. De Gaulle semble plus fort que jamais parce qu'en dehors de lui, il ne reste plus rien, sinon une armée qui ne sait ce qu'elle veut, sinon "l'Algérie française". Or, en politique, il n'est pas sûr que l'absence de partis organisés, de syndicats résolus, d'une opinion vigilante, rendent fort l'homme seul théoriquement investi d'un pouvoir absolu. Il n'est pas sûr qu'en notre siècle un homme seul soit jamais fort. De plus on ne saurait nier que tous les mots d'ordre au nom desquels les gaullistes ont ramené le général de Gaulle au pouvoir en 1958 ont été démentis par les événements. Que disaient les gaullistes entre 1956 et 1958 quand ils s'efforçaient de renverser la IV^e République et de convaincre l'opinion d'établir un nouveau régime? Ils vitupéraient les bradeurs de l'Empire et tenaient pour catastrophe nationale l'accession des protectorats ou colonies à l'indépendance. Le jour où l'État serait restauré, un terme serait mis à la décadence nationale. Deux ans après, il est clair que ces hommes (M. Michel Debré en première ligne) se sont trompés ou qu'ils ont trompé le pays. La décolonisation est un mouvement historiquement irrésistible auquel la France a eu le tort de s'opposer obstinément. La Ve République a eu le mérite de faire en Afrique Noire ce que la IV^e aurait voulu faire, mais ceux qui dénonçaient les velléités libérales des politiques de la IV^e sont mal venus de tirer orgueil des réalisations libérales de la Ve.

La guerre d'Algérie, aux yeux de ces fougueux propagandistes dont le rédacteur du *Courrier de la colère* était le pus éloquent sinon le plus lucide, traînait en longueur à cause des incertitudes du gouvernement parisien, à cause de la faiblesse de l'État. Seul, un autre régime serait capable de gagner la guerre. Deux ans après, il est clair que le problème algérien demeure pour l'essentiel ce qu'il était. L'hypothèque de la Constitution a été levée, l'alibi de la faiblesse de l'État n'existe plus, le monde n'a pas changé de face le jour où le général de Gaulle est revenu à l'Hôtel Matignon. Le F.L.N., le nationalisme musulman, l'anticolonialisme américain, l'influence soviétique, tous les faits majeurs qui commandent la conjoncture algérienne sont aujourd'hui ce qu'ils étaient, obstinément réels, en dépit des illusions complaisantes et des délires partisans.

Avec ou sans l'insurrection algérienne, le régime du général de Gaulle serait entré dans une nouvelle phase. Il aurait été amené à combattre ses premiers partisans et à recruter des soutiens parmi ses adversaires d'hier. Le général de Gaulle, en 1944-45, avait installé le tripartisme au pouvoir. Avec le Rassemblement du Peuple Français, il avait combattu le tripartisme, puis la Troisième Force. En 1958, le général de Gaulle avait accepté de revenir au pouvoir à l'occasion d'un coup d'État dont activistes, gaullistes et militaires

avaient la responsabilité conjointe. Une fois de plus, sa destinée a été de combattre au pouvoir ceux qui l'avaient choisi auparavant; une fois de plus, l'homme qui rêve d'incarner l'unité de la France est condamné à gouverner non conformément à ses rêves, mais à la manière de tous les hommes d'État de notre époque, pour imposer une politique à laquelle s'opposent nombre de Français.

L'unanimité est magique, non politique.

La crise de janvier 1960

Le détail des événements de la dernière semaine de janvier 1960 est aujourd'hui encore mal connu. Peut-être ne sera-t-il jamais connu exactement, mais à coup sûr, d'ici quelques semaines, nous disposerons de quelques livres, rapidement écrits, qui nous révéleront les trois, sept, douze ou quinze complots de janvier. Je n'ai ni l'intention ni la prétention de percer les brumes des conspirations algériennes. Il n'en est pas moins possible de comprendre les faits majeurs et, du même coup, la suite des événements.

Le mécontentement de l'armée n'était un secret pour personne. La politique dite d'autodétermination paraissait à beaucoup d'officiers incompatible avec une poursuite efficace de la guerre révolutionnaire. Comment convaincre les Musulmans que l'Algérie est définitivement française, si l'on proclame qu'au lendemain d'un cessez-le-feu ou de la fin des combats, tout sera remis en cause par un libre scrutin? Le combattant de la guerre révolutionnaire veut démontrer aux populations que se disputent les deux armées qu'il est le plus fort. La seule démonstration concluante est l'affirmation simple et brutale que l'armée française aura le dernier mot, puisque c'est elle qui restera.

Ce mécontentement diffus, plus ou moins vif selon les régions de l'Algérie et les corps de troupes, trouva une expression dans l'interview du général Massu accordée à un journaliste allemand. Là se situe "le premier mystère de janvier". L'autorité suprême qui avait organisé la rencontre entre le journaliste allemand et le commandant du corps d'armée d'Alger ne pouvait guère ignorer ce que "ce brave soldat" allait dire. Souhaitait-on que les propos du général Massu fussent pour le chef de l'État un avertissement, un coup de semonce? Ou bien, de manière plus subtile, espérait-on que les sanctions suivraient l'incartade prévue, et que ces sanctions à leur tour offriraient l'occasion d'un soulèvement? Voulait-on se débarrasser du général Massu ou, tout au contraire, voulait-on renforcer son autorité en lui donnant le rôle, bien disproportionné à ses capacités intellectuelles, de porte-parole de l'armée?

Le mécontentement de l'armée, si réel fût-il, n'allait pas jusqu'à dicter aux

grands chefs ou au corps des officiers l'intention d'un coup d'État qui substituerait un régime nouveau à celui de la Ve République. Il semble bien que la plupart des officiers auraient seulement souhaité que le général de Gaulle comprît mieux les sentiments de l'armée et précisât ses intentions en ce qui concerne les modalités de l'autodétermination et surtout la solution finale qui aurait ses préférences. Mais parmi les officiers, à n'en pas douter, un certain nombre d'activistes visaient plus loin et comptaient réussir, un jour ou l'autre, l'opération tentée en mai 1958 et que l'appel du général de Gaulle avait détournée ou canalisée. Ces officiers activistes (on donne plusieurs noms que les amateurs de petite histoire découvriront sans difficulté) avaient prévu un scénario dont les premiers actes se sont déroulés, semble-t-il, plus ou moins conformément au plan.

Les groupements nationalistes d'Alger, toujours les mêmes, qui s'agitent depuis plusieurs années, étaient en état d'ébullition ou d'alerte; une fois de plus, la masse de la population algérienne se croyait menacée d'abandon par la métropole, prête à se lancer dans les manifestations publiques de désespoir et de révolte. Il n'y avait donc aucune difficulté à provoquer des manifestations de masses, pourvu que les forces de l'ordre fussent passives au moment décisif. Ainsi, le dimanche 24 janvier, les manifestants purent en toute liberté parcourir les rues, occuper les places, élever des barricades sans que gendarmerie, police ou armée intervinssent. L'échauffourée du soir fut-elle un accident ou une partie du plan prévu? Je n'en sais rien, mais il est clair que les conspirateurs avaient obtenu, le 25 au matin, le premier élément nécessaire au déroulement du complot: la population d'Alger s'était dressée contre le gouvernement de Paris, les insurgés étaient barricadés dans leurs redoutes, et l'armée refusait de prendre d'assaut cet Alcazar de comédie en faisant couler le sang français. Conjoncture typique en son équivoque. L'armée, prise globalement, ne se révoltait pas contre le pouvoir de Paris, mais elle prenait le pouvoir de Paris à témoin de l'impossibilité matérielle et morale de rétablir l'ordre si l'on n'accordait pas des satisfactions à cette population malheureuse. Ou le gouvernement de Paris capitulait ou il serait lui-même responsable d'une atroce guerre civile. Il n'est guère douteux qu'à ce moment les chefs de l'armée se seraient contentés de quelques paroles du général de Gaulle qui auraient pu être présentées, sinon comme un abandon de la politique d'autodétermination, du moins comme des garanties supplémentaires données à la communauté française d'Algérie.

À ces exigences d'Alger, le général de Gaulle, à moins d'avoir la vocation du suicide politique, devait opposer un refus catégorique. Les présidents du Conseil

de la IV^e République n'étaient guère diminués par des concessions ou des retraites. Le général de Gaulle ne pouvait perdre la face sans cesser d'exister en tant que général de Gaulle. Ceux des chefs militaires qui ont imaginé qu'un compromis de cet ordre était possible auront témoigné une fois de plus d'une inintelligence politique qui est peut-être un des éléments les plus graves de la situation présente.

Une fois acquis le refus de toute concession, même verbale, du général de Gaulle, le deuxième acte du scénario devait se dérouler. Or c'est là que nous nous heurtons à un deuxième mystère. Qu'espéraient les conspirateurs? Par nature, des rebelles qui se proposent de changer par la force les gouvernants ou même le régime de l'État doivent, à un moment ou à un autre, franchir le pas décisif, autrement dit s'emparer des bâtiments publics où siègent les détenteurs de la légitimité. Quel était le plan des conspirateurs? Quels régiments de la métropole ou de l'Algérie devaient s'emparer de l'Hôtel Matignon ou de l'Élysée? Autant qu'on en puisse juger, les officiers activistes d'Alger, ceux qui laissèrent se développer la manifestation durant la journée de dimanche, et les armes affluer derrière les barricades pendant la nuit, de même que les civils et militaires liés au complot dans la métropole, ne s'étaient pas proposé de chasser *manu militari* le général de Gaulle de l'Élysée; ils avaient l'espoir que la diffusion de la révolte à Alger provoquerait de telles répercussions à Paris, que, finalement, isolé et amer, le général de Gaulle, de lui-même, retournerait à Colombey-les-Deux-Églises. Étrange naïveté de ces cyniques. Un coup d'État par persuasion, du type de celui de mai 1958, suppose que le détenteur du pouvoir soit accessible à la persuasion. Les gouvernants de la IV^e République, en mai 1958, ne manquaient pas d'excuses. L'opinion leur était indifférente ou hostile. L'administration, la police, l'armée avaient cessé d'obéir, tout en évitant l'illégalité ouverte. Mais, en janvier 1960, le général de Gaulle, président de la République, n'aurait pu abandonner sa mission et regagner Colombey que par une faiblesse qui aurait, à ses propres yeux, définitivement compromis le souvenir qu'il entend laisser aux Français. Le général de Gaulle ne pouvait pas plus se retirer qu'il ne pouvait transiger. Il fut tel qu'il devait être.

Dès lors, le deuxième acte du scénario - diffusion de la révolte en Algérie, répercussion dans la métropole, démission de ministres, motions des partis politiques - avorta piteusement. Découvrant l'ampleur et les ambitions du complot de quelques-uns des leurs, les chefs de l'armée refusèrent de se lancer dans une absurde aventure. Les hommes politiques à Paris, y compris ceux qui pendant 48 heures avaient flotté, comprirent dans quel sens le vent soufflait;

avant même que le général de Gaulle prononçât le vendredi son discours, la révolte était dans une impasse. Incapable de mobiliser les Musulmans ou de rallier l'ensemble de l'armée, elle était incapable de provoquer à Paris un changement de gouvernement ou de régime, et elle ne pouvait pas ne pas se décomposer, par le simple fait de la durée. Les paroles, nobles et fortes, que prononça le général de Gaulle le vendredi soir, consacrèrent la victoire; dès cette nuit, le monde entier comprit que le chef de l'État avait gagné la partie.

Si sommaire que soit ce récit, si superficielle que soit inévitablement cette analyse, l'explication des événements se dégage d'elle-même assez clairement. La comparaison même avec mai 1958 est éclairante. En janvier 1960, les conspirateurs ont tenté une deuxième fois un coup d'État par persuasion. Ils se proposaient, semble-t-il, de renverser le régime sans faire couler le sang ni provoquer de guerre civile. Les officiers activistes pensaient créer des faits accomplis qui, à leur tour, détermineraient les événements souhaités, sans que l'unité de l'armée fût rompue, sans qu'officiellement celle-ci fût coupable d'un pronunciamiento. L'échec, à mon sens, n'est pas tant imputable à tel ou tel raté de la manœuvre qu'à la conception elle-même. Cette fois, ils n'avaient pas affaire, comme en mai 1958, à une métropole sympathisante ou résignée, ni à un chef d'État qui ne croyait plus en lui-même. Certes, le réveil de la métropole fut lent et l'on peut déplorer la relative passivité des Français devant une crise susceptible d'affecter gravement leur destin. Malgré tout, le général de Gaulle fut assuré du soutien de l'immense majorité de l'opinion sans avoir même besoin de mobiliser celle-ci. Enfin et surtout, un coup d'État par persuasion est une épreuve de volonté, une sorte de duel psychologique. Les petits messieurs qui croyaient l'emporter "à l'estomac" sur le président de la République se sont rendus, définitivement espérons-le, ridicules.

Ce mélange de similitudes et de différences entre mai 1958 et janvier 1960 explique que des faits, apparemment semblables, aient eu des significations opposées. Durant les journées de mardi, mercredi et jeudi, l'inaction gouvernementale rappelait l'inaction du gouvernement de M. Pflimlin et l'on se demandait si le régime n'était pas en train de pourrir comme avait pourri la IV^e République. En fait, il apparaît après coup que ces journées vides signifiaient plutôt le pourrissement de l'insurrection que celui du régime. Tout, il est vrai, dépendait de la décision de l'armée. Mais si l'armée avait décidé d'appuyer la rébellion contre le général de Gaulle, elle aurait dû devenir, à ses propres yeux, une armée de guerre civile et porter à la France un coup presque mortel. Que, devant ce choix tragique, l'armée, par l'intermédiaire de ses chefs, ait choisi la

discipline, il n'y a pas lieu de s'en étonner. On s'étonnerait en d'autres temps que la question ait pu même se poser.

Mystique et mystification de la légitimité

Le régime va être d'ici quelques semaines débarrassé des activistes d'Alger (ou du moins ceux-ci passeront dans la clandestinité). Il sera débarrassé aussi, pour quelque temps, de la menace d'une rébellion militaire. D'autre part, la popularité accrue du président de la République, le soutien qu'il reçoit désormais de l'ensemble des partis, parti communiste inclus, représentent autant de facteurs de renforcement. Mais je ne puis me défendre d'être obsédé par les causes de faiblesse que la crise récente a révélées.

À en croire les gaullistes, et même le général de Gaulle, si les Français d'Algérie et l'armée n'obéissaient pas aux gouvernements de la IV^e République, c'est que ceux-ci étaient indignes d'être obéis. Pas d'État, pas de chefs: comment l'armée aurait-elle été disciplinée, la communauté française d'Algérie, menacée par le nationalisme musulman, soumise? À sa grande surprise, semble-t-il, et à sa non moins grande indignation, le général de Gaulle a bien dû reconnaître qu'"on se révolte contre le général de Gaulle".

On nous avait dit que la paralysie des institutions était l'origine de nos maux. Nous avons une nouvelle Constitution, éclatante de fraîcheur, sortie tout armée des cerveaux fertiles des conseillers d'État; elle n'a pas pesé plus qu'un fétu de paille dans la semaine pathétique. Durant ces cinq jours, rien n'existait plus, ni le régime, ni la Constitution, ni encore moins le gouvernement, hésitant et divisé, il ne restait rien qu'un seul homme et un homme seul. Qu'il disparût et tout devenait possible. Tant qu'il était là, force resterait à la loi, mais la force de la loi était-elle fondée sur le prestige de l'État ou sur l'autorité d'un homme? Nous vivons toujours sous le régime du Sauveur.

Pourquoi la France n'a-t-elle plus d'institutions? Peut-être faudrait-il, pour répondre à cette question, parcourir en pensée toute l'histoire de la France depuis 1940, voire même depuis le XIX^e siècle. Mais pour nous en tenir à l'essentiel, voici, me semble-t-il, ce que l'on peut suggérer. Un régime de démocratie occidentale suppose, par définition, l'obéissance des forces armées. En Angleterre ou aux États-Unis, le problème ne se pose pas; cette obéissance va de soi. Elle allait presque de soi sous la III^e République. Depuis mai 1958, l'armée est devenue un facteur politique et, du même coup, un régime de démocratie occidentale est perpétuellement menacé. Non que le corps des officiers, pris collectivement, envisage de faire ou de défaire les gouvernements, de faire ou de

défaire les régimes, mais en dehors même des activistes qui ont conçu et préparé le dernier complot, l'armée se sent à tel point attachée à la guerre d'Algérie et cette guerre comporte un tel contenu politique que la soumission au pouvoir civil, même incarné par le général de Gaulle, cesse d'être une évidence et demeure perpétuellement en question. L'armée française ne veut pas être une armée de pronunciamiento, mais elle redoute et refuse une politique qui risquerait de l'obliger demain à quitter l'Algérie. Cette armée, moins révolutionnaire que névrosée, ne constituerait pas encore, à elle seule, un danger, si les partis, les syndicats, l'opinion avaient en France la vitalité qu'ils ont normalement dans les pays d'Occident. Mais les républiques parlementaires ont laissé de mauvais souvenirs parce qu'elles ont abouti à des désastres. La gauche est sans force, le parti communiste exclu de la communauté française, le parti socialiste de Mollet lié à l'expédition de Suez et à la guerre d'Algérie, l'U.N.R. n'a d'autre existence que parlementaire et fantomatique. Les partis de droite oscillent entre un conservatisme moderne, la réaction anachronique et le colonialisme d'un autre âge.

La nouvelle Constitution a plutôt aggravé qu'amélioré la situation. En effet, celui-là même qui l'avait établie l'a traitée avec une souveraine indifférence. Ce n'est pas mon propos de chercher ici dans quelle mesure la division de l'Exécutif entre un président de la République et un premier ministre est ou non viable, si un régime franchement présidentiel aurait été ou non préférable. La crise actuelle n'a rien à voir avec les termes de la Constitution. Cette Constitution n'est pas entrée dans les mœurs, elle n'est pas devenue une réalité, elle n'a pas acquis une force propre. Elle a été interprétée par le général de Gaulle lui-même de telle façon que le régime qui s'est établi sous la façade constitutionnelle est consulaire (ou impérial) et non républicain. Comment demander aux Français d'obéir à la Constitution en tant que telle alors que le discours du 16 septembre n'est d'aucune façon compatible avec la Constitution elle-même? Comment le premier ministre condamnerait-il efficacement les complots manipulés par ses amis d'hier?

Formulons encore la même idée en termes légèrement différents: après mai 1958, le renversement d'un régime républicain par la menace d'un coup d'État militaire avait porté un coup grave au respect de l'ordre légal, seul fondement d'une démocratie parlementaire. Ce respect de l'ordre légal ne peut être restauré qu'avec l'aide du temps, mais la pratique constitutionnelle qui s'est établie ne pouvait contribuer à cette restauration puisqu'elle dévalorisait tous les hommes et toutes les institutions et valorisait un seul homme: le président de la République,

détenteur en fait du pouvoir suprême. Or, cet homme, qui souhaite passionnément refaire l'unité des Français et laisser après lui un État solide, est inspiré par une philosophie étrange à laquelle personne ne peut croire. Que l'on se rappelle le discours du 29 janvier: une phrase entre toutes était frappante parce qu'elle était absurde et que, manifestement, le général de Gaulle y tenait de toute son âme: "La légitimité nationale que j'incarne depuis vingt ans...". Le 18 juin 1940, le général de Gaulle, en appelant les Français à continuer la guerre aux Allemands, s'est trouvé investi, si l'on en croit ce propos, de la légitimité nationale. Cette investiture est de l'ordre de la grâce et peut se comprendre, à la rigueur, dans une philosophie de l'histoire à la manière de Bossuet. Pour des hommes ordinaires, elle reste une curieuse idéologie qui n'ajoute rien à la gloire du général, et beaucoup à la confusion des esprits. Si, en effet, le général incarne depuis vingt ans la légitimité nationale, pendant douze ans les Français ont obéi à des usurpateurs. Entre 1946 et 1958, les gouvernements, régulièrement investis par des assemblées régulièrement élues, ont considéré que le général de Gaulle, en dépit des services éminents qu'il avait rendus au pays, était une personne privée. Encore aujourd'hui, tout Français non mystique, sain d'esprit, se refusera à croire que le général de Gaulle, à Colombey, était autre chose que ce qu'il était, c'est-à-dire le plus illustre des Français, celui que les services rendus avaient fait le premier citoyen du pays. La légitimité n'avait pas suivi le premier résistant de France dans sa retraite.

On me demandera pourquoi je juge nécessaire de rappeler ces évidences ou d'insister sur ces banalités. Il n'y a de légitimité dans un pays que lorsque le choix des détenteurs de l'autorité obéit à des règles précises, unanimement acceptées. Lorsque ces règles sont méconnues, ou que les circonstances obligent à les violer, la situation est révolutionnaire. Admettons qu'elle ait été telle inévitablement en juin 1940, et constatons avec tristesse qu'elle est redevenue telle depuis mai 1958, et que le général de Gaulle, au lieu de demander à l'armée d'obéir au président de la République, c'est-à-dire aux lois, a demandé d'obéir au général de Gaulle en uniforme, c'est-à-dire à une personne investie, par des événements mystérieux, d'une légitimité inscrutable.

En ce sens, plus le général de Gaulle insiste sur le caractère personnel de la légitimité qu'il détient, plus il affaiblit l'édifice constitutionnel qu'il a lui-même établi. Je comprends bien pourquoi il invoque si souvent cette investiture mystique. Le général de Gaulle a été amené presque constamment à faire le contraire de ce qu'il aimerait faire. Il a horreur de la rébellion et il a commencé sa carrière politique comme un rebelle. Il a horreur des coups d'État militaires et

il est revenu au pouvoir en mai 1958 à la faveur d'un coup d'État militaire dont le pouvoir légal était menacé. Il a le désir passionné d'unir les Français et il n'y parvient jamais parce que cette unité est contraire à la nature des tâches à accomplir depuis vingt ans. Dès lors, il n'arrive à se convaincre de n'avoir jamais été ni un rebelle ni le bénéficiaire d'un coup d'État militaire qu'en forgeant une représentation, que les uns appelleront religieuse et les autres paranoïaque, d'une légitimité nationale continûment incarnée à travers les plus étranges péripéties.

Tant que telle sera l'interprétation donnée par le pouvoir lui-même, la France n'aura pas d'institutions. Seul un homme s'interposera entre le calme d'aujourd'hui et le chaos à chaque instant possible, et l'on ne cessera de craindre que la disparition d'un homme ne signifie la fin d'un régime.

La fin de la royauté magique

La crise ne restera évidemment pas sans conséquences politiques, les unes immédiates, les autres à plus long terme. Mais la question essentielle est de savoir si elle déterminera le général de Gaulle à changer la manière dont il gouverne, et sur ce point je suis tenté de répondre négativement.

Incontestablement, l'axe de la majorité tend à se déplacer vers la gauche. Les tenants de l'Algérie française vont être contraints de passer à une opposition plus ouverte, sinon plus active. Les survivants de l'équipe initiale du 13 mai suivront, les uns leurs chefs en prison, les autres M. Soustelle dans l'opposition; les partis de gauche de la IV^e République vont se rapprocher du président de la République, sinon du premier ministre. Mais on ne peut pas ne pas être frappé par le fait suivant: les manifestations métropolitaines en faveur du pouvoir légal ont largement contribué à la victoire du général de Gaulle, et celui-ci, dès le lendemain de sa victoire, s'est fait accorder les pleins pouvoirs, comme s'il n'avait pas disposé la veille de moyens suffisants d'agir, comme s'il voulait demain gouverner par ordonnances, dans un style autoritaire, en s'appuyant le moins possible sur les parlementaires ou les partis. Le président de la République voudrait qu'il n'y eût personne entre le peuple et lui, comme Rousseau déplorait le nombre des intermédiaires entre Dieu et lui. Le général de Gaulle semble avoir horreur des "corps intermédiaires" que sont devenus, dans les sociétés modernes, les syndicats, les partis ou les assemblées. Il est trop sage et trop modéré pour les supprimer, trop autoritaire pour s'en accommoder aisément et, dans les discussions normales entre groupes d'intérêts ou familles idéologiques, il soupçonne immédiatement une forme subtile d'anarchie. Ainsi finit-il par s'enfermer lui-même dans la solitude, n'ayant plus d'autres contacts

avec le peuple que dans les tournées triomphales où il reçoit des acclamations quelque peu supérieures à celles qui saluaient Fallières, Loubet, Doumergue ou autres présidents de la République. L'expérience aurait dû lui enseigner que le nom du général de Gaulle ne suffit pas à forcer le ralliement de ses adversaires ou la discipline des fonctionnaires. Il devrait reconnaître qu'en faisant appel à l'opinion, en rendant de l'autorité aux parlementaires et aux partis, il renforcerait son régime et lui-même. Mais non, tout indique qu'après la crise, plus encore qu'avant, il va régner dans son style singulier, celui d'un roi d'ancien régime qui aime à gouverner "à la florentine".

Un des plus curieux caractères de la crise récente, on ne l'a pas assez remarqué, c'est que, dans la politique algérienne du général de Gaulle, rien, en apparence, ne justifiait l'émotion des patriotes algériens ou l'indignation de l'armée. Admettons avec les officiers que la guerre subversive serait plus facile à mener si l'on proclamait le mot d'ordre de l'intégration au lieu de celui de l'autodétermination. Mais n'oublions pas la manière dont la politique dite d'autodétermination a été définie. Le F.L.N. est invité à accepter un cessez-le-feu; les pourparlers éventuels seraient d'ordre strictement militaire, ils porteraient sur les modalités de l'arrêt des hostilités, nullement sur le destin politique de l'Algérie. Si le F.L.N. n'accepte pas le cessez-le-feu, la pacification sera poursuivie jusqu'à l'élimination complète des "rebelles". Quelques années s'écouleront entre le cessez-le-feu ou la fin de la pacification et le moment où interviendra le vote par lequel les Algériens choisiront leur avenir politique.

Si l'on prend au pied de la lettre le discours du général de Gaulle du 29 janvier, le F.L.N. ne peut pas souscrire aux conditions posées et la "pacification" doit continuer. Dans cette hypothèse, six à huit ans s'écouleront avant qu'intervienne le vote d'autodétermination (six ans en supposant que la pacification exige encore deux ans, huit si l'on suppose qu'elle en exige encore quatre). En somme, les Français d'Algérie se seraient révoltés parce qu'ils étaient terrifiés par les conséquences d'un vote qui, selon la probabilité, se produira après la fin du mandat présidentiel. Étrange inquiétude, relative à un avenir que l'on ne saurait dire proche. Étrange politique, dont l'initiateur risque de ne pas voir même la conclusion provisoire.

Pourquoi cette politique d'autodétermination qui ne débouche pas sur la paix a-t-elle provoqué une sorte de guerre civile entre Français? Pourquoi cette politique qui ne suffit pas à apaiser le F.L.N. suffit-elle à rendre fous certains Français d'Algérie? J'avoue n'être pas sûr moi-même de la réponse. Je vois bien

que le mot lui-même signifie plus que les modalités exactes de la proposition faite au F.L.N. par le général de Gaulle. Envisager l'autodétermination, c'est reconnaître que les Musulmans d'Algérie ne sont pas des Français à part entière, ne sont pas des Français comme les autres, et que, peut-être, certains ou beaucoup d'entre eux veulent être algériens et non français. En ce sens, la politique d'autodétermination ouvrait une première brèche dans l'édifice de mensonges officiels péniblement élevé depuis des années. Pour la première fois, un gouvernement français avouait que le but de notre action n'était peut-être pas de maintenir à tout prix et par tous les moyens l'Algérie sous la souveraineté française.

La portée symbolique de la politique d'autodétermination n'est pas la seule explication des émotions et des violences d'Alger. La vérité est que le général de Gaulle, depuis 1958, a manœuvré de telle sorte et parlé de telle manière que personne ne sait plus avec certitude où il veut en venir. Je ne critique pas, je constate. Peut-être était-il voué à la pratique de l'ambiguïté. Peut-être devait-il, à chaque instant, dire à chaque groupe de Français: je vous ai compris, ce qui pouvait signifier tout aussi bien: je vous ai compris et approuvés, je vous ai compris et condamnés, je vous ai compris et méprisés. Peut-être ne pouvait-il pas exprimer le fond de sa pensée. Peut-être le problème algérien est-il tel qu'il ne peut être résolu que par des moyens détournés, à force de patience et d'astuce, en usant les passions et les résistances. Peut-être ce chef acclamé, qui a le sens de la modération et le style monarchique, n'a-t-il pas eu le choix.

Mais, en politique, tout se paye, y compris la ruse longtemps heureuse.

J'ai tendance à croire que, bientôt, le général de Gaulle devra adopter réellement une politique algérienne, l'exposer clairement, faire comprendre aux Français ce qu'ils peuvent espérer et ce qu'ils doivent accepter. Ce qui me paraît impossible, c'est de continuer indéfiniment ce jeu d'ombres qui multiplie les inquiétudes, les amertumes et, finalement, soulève les révoltes. Quoi qu'on en dise, la conjoncture algérienne n'est pas compliquée à ce point. Il n'y a évidemment aucune bonne solution, mais le nombre des solutions concevables est limité et il est parfaitement possible d'expliquer aux Français quelles sont les voies encore ouvertes.

Partons d'une première constatation, aussi désagréable et impopulaire qu'incontestable: il y a deux manières, et deux seulement, de mettre un terme à la guerre, l'une est d'exterminer la rébellion nationaliste, et l'autre de discuter avec les leaders du F.L.N. Je doute, pour mon compte, que l'extermination de la

rébellion soit possible; en tout cas, une victoire militaire totale contre une armée de guérilla soutenue et ravitaillée de l'extérieur, demande, encore aujourd'hui, des années. Si telle est la politique du gouvernement français, qu'il le proclame. La discussion avec le F.L.N. est l'autre manière de rétablir la paix: elle n'implique pas en théorie une discussion politique sur l'avenir de l'Algérie puisque, officiellement, les deux camps sont d'accord pour laisser le dernier mot au peuple algérien lui-même, s'exprimant par de libres élections. Mais cet accord, que je crois illusoire, ne peut être traduit en réalité que par des négociations politiques entre le gouvernement français et le F.L.N. Celui-ci n'acceptera évidemment pas un cessez-le-feu sans connaître les conditions du référendum, les garanties d'impartialité. Il n'est pas concevable que le F.L.N. arrête la lutte et accepte la démobilisation de son armée sur la seule parole du général de Gaulle que, quatre ans après, les Algériens voteront librement.

J'ai exposé, dans un précédent article, pourquoi l'idée même de l'autodétermination me paraît inapplicable dans un pays déchiré par la guerre. Si le vote est contrôlé par l'armée française, il n'est pas libre au regard des nationalistes algériens. Si l'armée française se retire, l'armée clandestine du F.L.N. prend automatiquement le contrôle des populations et le vote n'est pas libre non plus. Quant au contrôle commun des deux armées, j'attends encore qu'on m'explique comment le général de Gaulle l'imposerait aux chefs de l'armée française.

En l'état actuel des choses, la politique d'autodétermination a comporté, localement, plus d'inconvénients que d'avantages (les avantages diplomatiques ont été considérables). En effet, si l'on n'offre au F.L.N. rien de plus que ce qu'on lui a offert jusqu'à présent, il continuera la guerre. Si l'on doit continuer la guerre plusieurs années, mieux vaudrait avoir d'autres mots d'ordre que celui du libre vote final. Ces faits sont tellement apparents que personne ne croit que le général de Gaulle s'en tiendra strictement au programme qu'il a défini. La politique d'autodétermination sans cessez-le-feu conduit à une impasse. Aussi, de tous les côtés, se demande-t-on quelle est la véritable intention du chef de l'État. D'après les propos qui ont été recueillis ici ou là, le président de la République envisagerait de modifier dès maintenant les structures administratives de l'Algérie pour tenir compte de la diversité des régions. Cette inspiration nouvelle ne saurait nous surprendre. Ayant redécouvert, sous le nom d'autodétermination, le triptyque de M. Guy Mollet, pourquoi la Ve République ne redécouvrirait-elle pas la loi-cadre de M. Bourguès-Maunoury? Mais ni le triptyque, ni l'autodétermination, ni la loi-cadre ne permettent de franchir le véritable

obstacle: mettre fin à la guerre. Certes, le moyen de surmonter l'obstacle est connu: discuter avec le F.L.N. Si l'on ne veut pas discuter, que l'on cesse de faire croire tous les ans aux Français que l'on a trouvé un procédé miraculeux de paix; et que, tout au contraire, on leur explique que la guerre durera encore plusieurs années.

Mais, dira-t-on, qu'on discute ou qu'on ne discute pas avec le F.L.N., quel pourrait être aujourd'hui l'objectif d'une politique française en Algérie? Mon sentiment est qu'au point où nous en sommes, il n'y a plus qu'une seule issue possible, en dehors de la prolongation indéfinie du conflit: sous une forme ou sous une autre, le partage de l'Algérie représente une étape inévitable entre les départements français et un État futur. Je ne vois pas que le général de Gaulle, même armé de la toute-puissance, puisse négocier avec le F.L.N. une solution qui comporterait le risque que celui-ci prît en charge l'Algérie dans un délai de quelques mois ou même de quelques années. D'un autre côté, je ne vois pas comment le général de Gaulle pourrait poursuivre la guerre d'Algérie encore plusieurs années sans que son prestige et son régime ne finissent par s'y user, comme ceux de ses prédécesseurs.

La politique d'autodétermination peut être acclamée par des rhéteurs comme Maurice Schumann ou les diplomates des Nations Unies, elle n'est pas une politique, de paix ou de guerre, qui soit concrètement applicable. Précisément parce qu'elle est inapplicable, elle soulève de tous côtés des émotions, des craintes, des espoirs, elle ajoute au trouble des esprits et à la confusion des partis. Si de Gaulle a dit son dernier mot, s'il a choisi de continuer la pacification, des années s'il le faut, qu'il le dise. S'il envisage des négociations clandestines avec le F.L.N. ou s'il espère réaliser progressivement dans les faits les cadres mêmes d'une solution, mieux vaudrait qu'il rende clairs ses objectifs, sinon les moyens qu'il compte employer. À la longue, on ne gouverne pas les sociétés modernes en employant un langage tel que tout le monde soit d'accord et que personne ne soit convaincu. Un chef d'État n'est pas un sorcier qui promet au peuple, passif et crédule, des remèdes miraculeux, c'est un homme comme les autres hommes qui leur montre les routes possibles, leur recommande d'en choisir une, appelle les uns à se rallier à lui, invite les autres à le critiquer loyalement, ne cherche pas un soutien unanime dans l'équivoque, accepte d'avoir des amis et des adversaires. En bref, c'est l'homme qui définit la politique qu'il croit la meilleure ou, dans ce cas, la moins mauvaise. La France ne retrouvera pas d'institutions, elle ne retrouvera pas de vie politique tant que l'homme qui aujourd'hui détient tout le pouvoir apparaîtra comme un sphinx ou un roi

thaumaturge.

Pas de crise constitutionnelle

Le Figaro
30 mars 1960

Deux événements, les discours du général de Gaulle aux officiers d'Algérie, le refus de convoquer le Parlement en dépit du nombre des signatures réunies parmi les députés ont provoqué ce que l'on est convenu d'appeler un malaise. Quelques observateurs évoquent "une crise du régime".

Personnellement, je crois que les observateurs méconnaissent la solidité de deux fondements du régime actuel. Il n'y a pas, pour l'instant, de substitut au général de Gaulle. Ni un homme ni la classe politique, héritée de la IV^e République, n'ambitionnent l'exercice du pouvoir aussi longtemps que la guerre d'Algérie se prolonge. Les députés U.N.R., quels que soient leurs sentiments intimes, ne peuvent, ni ne veulent, risquer un conflit avec celui auquel ils doivent leur élection et qui commande leur avenir.

Au reste, s'il y a une crise du régime, il s'agit d'une "crise du gaullisme", non d'une crise de la Ve République, pour la simple raison que nous ne sommes pas sortis du régime du sauveur. Des professeurs de la faculté de Droit, M. Duverger, M. Vedel, l'un et l'autre favorables, avec des nuances, à un gouvernement présidentiel, dénoncent la Constitution qu'ils n'aiment pas, comme si la crise actuelle était due au texte constitutionnel et comme si avec un autre texte, le fonctionnement des pouvoirs publics serait meilleur. Faut-il donc que tous les Français s'obstinent à imputer aux lois ce qui revient aux hommes et aux circonstances?

La Constitution de septembre 1958, dont je ne suis pas un admirateur sans réserves, est longue et obscure, voire contradictoire. Mais elle comporte, finalement deux éléments essentiels: le partage du pouvoir exécutif entre le président de la République et le premier ministre, la limitation des prérogatives du Parlement. L'exécutif à deux têtes n'existe dans aucun pays occidental et il représente une tentative pour restaurer l'équivalent d'une monarchie parlementaire (ou d'un empire parlementaire). Il est facile de critiquer la dualité de l'exécutif, de pourfendre la notion équivoque d'"arbitrage". En démocratie, il n'y a pas d'arbitre (à moins de proclamer, comme aux États-Unis, la suprématie de la Constitution et de la Haute Cour qui l'interprète), il y a un chef, élu par le peuple, qui propose ou impose une politique. La conception d'un président de la République qui incarne le pays tout entier, seul juge des intérêts nationaux dans

la solitude de sa conscience, appartient à la tradition monarchique ou aux idéologies mystiques, non à la doctrine des républiques modernes.

Mais cette conception n'est pas imputable au texte, elle n'est pas impliquée par lui, elle appartient au général de Gaulle lui-même et elle marque une des origines de la Constitution. Le texte permet au régime gaulliste de se prolonger quelques années, il n'interdit pas, dans l'avenir, une pratique tout autre, un retour progressé au parlementarisme. Aussi, bien loin de souhaiter, comme mes savants collègues, une révision constitutionnelle, je pense que toute révision dans les circonstances présentes aboutirait presque inévitablement à l'aggravation du mal.

Révision dans le sens présidentiel? Mais, dans un authentique régime présidentiel, de type américain, le président de la République aurait bien moins de pouvoir qu'il n'en a aujourd'hui. En effet, si l'on supprimait la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée et si l'on instaurait l'élection du président au suffrage universel, on devrait enlever à l'exécutif le droit de dissolution. (Si l'exécutif, élu au suffrage universel, peut dissoudre l'Assemblée, le régime est despotique et non démocratique.)

Or, la première cause du malaise actuel, c'est la difficulté d'une coopération confiante entre un Parlement humilié et un gouvernement dont le style est cassant et l'autorité fictive. Croit-on que la coopération serait meilleure entre un Parlement indissoluble et le général de Gaulle?

Au-delà de l'incompatibilité d'humeur entre les gouvernants et les députés, les causes du malaise sont imputables aux choses. Les Français, hommes de la rue aussi bien qu'hommes politiques, ont donné au général de Gaulle un pouvoir absolu afin qu'il trouve une issue hors de l'impasse algérienne. La popularité du général fluctue inévitablement selon que l'issue paraît probable ou improbable, proche ou lointaine. La politique du 16 septembre comportait trois éléments: cessez-le-feu ou pacification, quelques années d'apaisement, autodétermination. Selon les circonstances, le général de Gaulle mettait l'accent sur l'un ou l'autre de ces éléments, suggérait ses préférences pour une solution ou une autre (solution la plus française ou association). Acclamé tour à tour par les uns et par les autres, il risquait aussi de soulever la colère de tous. Et les discours aux officiers comportaient deux formules relativement nouvelles: la présentation du cessez-le-feu comme une capitulation (reddition des armes) et l'annonce d'une pacification encore longue.

Ce n'est pas tout. Dans les domaines "réservés" de la diplomatie et de la politique militaire, les divergences entre le général de Gaulle et ceux-là mêmes

qui sont ses conseillers et ses exécutants, s'accusent aujourd'hui comme elles apparaissaient en 1946. Les diplomates n'ont pas tous approuvé le mémorandum de septembre 1958 ni les généraux tous approuvé le discours de l'École militaire. Si libéral que soit un régime de pouvoir personnel - et le régime gaulliste est marqué par la modération et le libéralisme du président de la République - il n'échappe pas aux tensions entre les rêves et la réalité, entre les objectifs et les moyens.

Que pouvons-nous souhaiter aujourd'hui? Qu'on laisse les textes tels qu'ils sont, dans leur équivoque nécessaire. Mais que les princes qui nous gouvernent n'oublient pas la leçon de Montesquieu: "Toutes les fois qu'on verra tout le monde tranquille dans un État qui se donne le nom de République, on peut être assuré que la liberté n'y est pas."

La pente

**Preuves
mai 1960**

Revenu en France à l'automne de 1944 en tant que président du gouvernement provisoire de la République, auréolé d'un prestige presque mystique, le général de Gaulle eut le sentiment, moins de dix-huit mois plus tard, d'être acculé à un choix impossible entre subir - et couvrir - le régime des partis ou tenter un coup d'État. Il trouva une issue, honnête et morose, dans la démission et la retraite. Revenu au pouvoir en juin 1958, à la faveur de l'effondrement de la IV^e République et de l'insurrection d'Alger, le général de Gaulle fit rédiger une Constitution conforme à ses préférences de toujours et il exerce un pouvoir que nul pour l'instant ne lui dispute. Et pourtant, partisans et adversaires du président de la République se posent la même question avec des sentiments mêlés : combien de temps durera un régime qui combine l'autorité presque inconditionnelle d'un homme avec le respect des formes démocratiques et des libertés essentielles ?

Ne poussons pas trop loin le parallèle. Que, pour la deuxième fois, un conflit surgisse entre le général de Gaulle et les parlementaires, l'issue sera tout autre. Le texte de la Constitution, comme les circonstances, garantissent la victoire de celui que le Président Coty a appelé le plus illustre des Français et qui se considère lui-même comme le détenteur, désigné par l'histoire ou par le peuple, de la légitimité nationale.

Rien ne prouve que la crise soit prochaine ou inévitable. Rien ne prouve que la Ve République ne puisse lentement entrer dans les mœurs et que la coopération soit exclue entre l'exécutif bicéphale et un Parlement peuplé de plus de 200 députés U.N.R. dont le dévouement au chef de l'État a des fondements plus solides que la fidélité naguère promise par le M.R.P. Il n'en reste pas moins que l'opinion s'interroge et que le doute s'insinue dans les esprits. Pour m'exprimer brutalement, la question aujourd'hui posée est celle-ci : le général de Gaulle peut-il gouverner en coopération avec un Parlement, même dans le cadre d'une Constitution faite par et pour lui ?

Le texte constitutionnel

Les juristes ont déjà tant écrit sur la Constitution de 1958 que je demande s'il est possible de rien ajouter à leurs savantes analyses. Je suis tenté de croire qu'au

fond, tous les commentateurs, favorables ou défavorables à l'œuvre des constituants, sont d'accord sur l'essentiel. D'accord pour faire la distinction entre ce qui est impliqué ou toléré par le texte et ce qui se passe actuellement, *Charles de Gaulle regnante*. D'accord pour reconnaître la pluralité des éléments combinés dans une des constitutions les plus longues et les plus obscures de l'Histoire de France. Les controverses portent sur la compatibilité de ces éléments, d'origine et de signification diverses, sur les mérites des solutions qui n'ont pas été retenues, enfin sur l'avenir du régime lui-même.

Risquons-nous à une simplification grossière. La Constitution reflète les idées de deux hommes: le général de Gaulle et M. Michel Debré. Le premier était soucieux de créer une présidence de la République forte, à la fois parce qu'il entendait gouverner sans être responsable devant le Parlement et parce qu'il croyait (et croit encore) à la nécessité qu'un seul homme soit en mesure de décider et d'agir dans les circonstances graves. Le deuxième, hostile tout à la fois à l'anarchie parlementaire des précédentes Républiques et au gouvernement présidentiel, avait pour objectif d'imposer, à coups de lois et de règlements, de commandements et d'interdictions, un régime parlementaire comparable à celui de l'Angleterre, dans lequel le Cabinet gouverne et l'Assemblée contrôle.

Laissons de côté les souvenirs historiques, les concepts équivoques, les polémiques par rapprochements. Oublions l'orléanisme, l'empire parlementaire ou libéral. Bornons-nous à constater les évidences. L'Exécutif, si l'on ose employer ce terme classique pour une Constitution aussi originale, est divisé entre le président de la République et le premier ministre. Il est facile de montrer que les expressions, employées dans les différents articles de la Constitution, sont plus ou moins contradictoires. Si "le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation", le président de la République, en période normale, n'aurait guère qu'un rôle de conseiller. Nul n'imaginait qu'il en irait ainsi aussi longtemps que le général de Gaulle résiderait à l'Élysée. Aussi bien l'ensemble du Titre II, relatif au président de la République, interdit de prendre au pied de la lettre la formule de la "détermination et de la conduite de la politique par le gouvernement". Un président qui "par son arbitrage assure le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État", élu pour sept ans par un collège électoral élargi, un président de la République qui, dans le cadre de la Communauté, détient seul le pouvoir de décision, qui préside le Conseil des ministres, communique avec les Chambres par des messages, est autorisé à dissoudre l'Assemblée et à soumettre des lois au référendum, un président de la République enfin qui négocie et ratifie les traités ne ressemble évidemment pas

aux chefs d'État des démocraties parlementaires occidentales, extérieurs et étrangers à la controverse des partis et à la gestion des affaires publiques.

Que disent, sur ce point, les adversaires de la Constitution? Que la dualité de l'exécutif a disparu dans l'Occident démocratique et qu'il a peu de chance de durer en France. Ils ajoutent que cette conception de la présidence de la République est liée à des idées fausses, celle d'un pouvoir d'arbitrage qui différerait en nature du pouvoir de décision, celle d'un chef de l'État qui incarnerait l'intérêt national dont il serait seul juge, en dehors des querelles partisans, au-dessus du tumulte du forum. Cette conception, qu'elle soit issue de la tradition monarchique ou de l'inspiration bonapartiste, serait incompatible avec les démocraties modernes parce qu'elle entraînerait une double et contradictoire subordination du gouvernement au chef de l'État et au Parlement. Quant aux partisans de l'exécutif à deux têtes, ils ont le choix entre trois réponses, plus ou moins parentes.

La réponse la plus simple est celle qui invoque les circonstances: le général de Gaulle ne voulait pas être un premier ministre responsable devant l'Assemblée nationale, et probablement aurait-il mal accepté les nécessités ingrates d'une coopération avec le Parlement selon le modèle américain. Si cet argument d'opportunité paraît insuffisant, le défenseur de la doctrine gaulliste, porte-parole de M. Michel Debré, dira que la France actuelle, sans partis organisés, sans institutions reconnues, avec des problèmes pathétiques à résoudre, a besoin de se donner l'équivalent d'un monarque. Le président de la Ve République n'est pas un roi puisque sa légitimité, d'après la lettre, est issue de l'élection; il n'est pas non plus un Bonaparte, puisqu'il ne recourt pas aux plébiscites et respecte les Assemblées. Mais il participe quelque peu et des rois dont il veut assumer l'héritage et des Bonapartes dont il partage la foi en une mission historique, mission qui ferait de lui l'interprète privilégié de la volonté populaire.

Enfin, M. Yves Lévy, dans un article subtil du *Contrat Social*, nous donne pour ainsi dire la formule doctrinale du président-sauveur. La voici, résumée par quelques citations: "Ce qui est en Angleterre l'état de crise est en France l'état normal, de sorte qu'il a fallu toujours confier au chef de l'État la désignation du chef du gouvernement... L'état de crise en France va beaucoup au-delà. Selon la gravité de la situation, les cadres constitutionnels se craquèlent et s'effondrent. Mais l'objectif est toujours le même, il s'agit d'en finir provisoirement avec les divisions qui font obstacle à la fonction gouvernementale et de confier le pouvoir à une personnalité jouissant d'un respect unanime (bien que parfois injustifié) ou

d'une faveur passagère... De 1926 à 1958, nous avons, à bien voir les choses, connu sept crises de ce genre qui ont amené au pouvoir Poincaré, Doumergue, Pétain, le général de Gaulle, Blum, Mendès-France et, de nouveau, le général de Gaulle." Le raisonnement pourrait être traduit dans les termes suivants: les autres pays d'Occident ont besoin que le chef de l'État intervienne dans les seules circonstances de crise nationale (ainsi le choix de M. Harold Macmillan par la reine d'Angleterre au lendemain de l'expédition de Suez et de la démission de Sir Anthony Eden). En France, ces sortes de crises sont endémiques. Il a donc fallu prévoir dans la Constitution un président de la République qui est pour ainsi dire d'avance désigné comme le dictateur romain à l'heure du péril. Citons encore notre auteur: "On a créé une fonction de chef de l'État chargé de garantir la permanence du régime en résolvant les crises de régime qui depuis plus de trente ans se succèdent en France au rythme d'une tous les quatre ou cinq ans."

Une telle interprétation nous renvoie aux données de fait par lesquelles les constituants ont justifié le deuxième élément majeur de la Constitution, à savoir les règlements multiples qui limitent les prérogatives du Parlement: sessions réduites à cinq mois et demi, conditions précises et impératives dans lesquelles le budget doit être voté, interdiction faite au Parlement d'accroître les dépenses ou de réduire les recettes, interdiction pour les députés de déposer plus d'une motion de censure par session, approbation automatique d'une texte législatif sur lequel le gouvernement pose la question de confiance à moins qu'une motion de censure ne soit immédiatement déposée, maintien en place du gouvernement si une motion de censure recueille plus de la moitié des voix mais moins de la moitié du nombre des députés, fixation de l'ordre du jour de l'Assemblée par le gouvernement, délimitation rigoureuse du domaine législatif et du domaine réglementaire, de telle sorte que l'Assemblée n'est pas autorisée à intervenir dans les matières réglementaires, etc... Aucune de ces mesures qui n'ait été proposée, à un moment ou à un autre, par les juristes ou les hommes politiques désireux d'améliorer le fonctionnement de nos institutions. En Angleterre, le gouvernement s'appuyant sur une majorité homogène possède en fait la plupart des pouvoirs que le texte constitutionnel s'efforce de réserver au gouvernement. Mais la *contrainte* obtenue par la voie constitutionnelle n'a pas la même signification politique ou morale que la *pratique* résultant d'une majorité homogène. Le député du parti majoritaire aux Communes souffre parfois de la discipline des *whips* mais il est et se sent solidaire des décisions que le ministère prend au nom du parti tout entier. Il n'est pas enclin à se dresser, au nom du Parlement, contre l'exécutif. La "rationalisation du parlementarisme", même si

elle a eu pour objectif et pour modèle le fonctionnement du régime anglais, risque de développer des conséquences tout autres. Et les constituants ont été trop loin dans la voie que les excès contraires du régime antérieur les incitaient à choisir.

Quelle autre formule constitutionnelle aurait été préférable? Gouvernement présidentiel, comme le souhaite M. Vedel? Peut-être la tentative aurait-elle pu être faite. Mais disons-le, sur le papier, les obstacles étaient nombreux et les risques non médiocres. Le personnel politique de la France est, dans son immense majorité, hostile à la séparation des pouvoirs de type américain. En juin 1958, le général de Gaulle s'était explicitement engagé à maintenir le principe du gouvernement parlementaire, à savoir la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée. Un régime de style américain a été considéré à l'origine comme un moyen de limiter le pouvoir par le pouvoir, en d'autres termes, comme une méthode pour affaiblir l'État et prévenir le despotisme. Le renforcement de la présidence américaine a été l'effet d'une longue évolution et d'une nécessité historique. En l'absence de partis organisés, il n'est pas démontré qu'un président français, en temps normal, disposerait de l'autorité et du prestige indispensables pour gouverner en accord avec un Parlement jaloux de ses droits. La coopération entre président et Congrès, aux États-Unis, n'est garantie que dans les circonstances où le même parti occupe la Maison-Blanche et détient la majorité dans les deux Chambres. M. Vedel répond que le mérite d'un gouvernement présidentiel est d'obliger exécutif et législatif à coopérer puisque aucun des deux ne peut triompher de l'autre. L'argument est fort mais les lois ne suffisent pas toujours à transformer les mœurs ou l'esprit d'une nation. En cas de conflit, le coup d'État ou la paralysie serait aussi une issue possible. Les tenants du gouvernement présidentiel mettent leur espoir dans la formation de deux partis qui, d'après eux, serait l'effet, au moins à terme, d'une Constitution présidentielle. Il se peut, mais dans l'immédiat, le général de Gaulle étant à l'Élysée, un régime authentiquement présidentiel fonctionnerait probablement avec plus de difficulté encore que le régime actuel.

Une autre version d'un régime semi-présidentiel a été suggérée par M. Duverger, à savoir l'élection simultanée au suffrage universel de l'Assemblée et du premier ministre, la dissolution de l'Assemblée étant automatique au cas où le chef du gouvernement désigné par les électeurs perdrait la confiance du Parlement. J'avoue mon peu d'enthousiasme pour les formules de dissolution automatique. Il ne manque pas de circonstances où il est souhaitable de changer de gouvernement au cours même d'une législature. L'obsession actuelle de la

durée des ministères me paraît une réaction excessive à l'instabilité dont les III^e et IV^e Républiques ont souffert. La fréquence des crises ministérielles n'a pas eu seulement pour cause, depuis 1930, les défauts de nos lois ou de nos institutions; bien souvent les crises ont sanctionné la faillite d'une politique. Le changement d'équipe était rendu inévitable et souhaitable par l'obstination des hommes à ignorer les nécessités. Dans un pays comme le nôtre où le refus d'admettre les faits désagréables passe volontiers pour une vertu, la rigidité des textes me paraît aussi dangereuse que les combinaisons trop subtiles des hommes.

Dès lors, sans me donner pour un admirateur de la Constitution de 1958 qui aurait pu être plus courte et mieux rédigée, je pense qu'il n'y a pas de gouvernement démocratique, conforme à un type classique, dont on puisse garantir qu'il répondrait aux exigences de la conjoncture française. Et puisque la Constitution de 1958 existe, avec ses obscurités et ses équivoques, acceptons-la provisoirement, quitte, quelque jour, non à la liquider pour faire table rase mais à la réviser sur tel ou tel point en fonction de l'expérience.

Au reste, dans quelle mesure le malaise actuel est-il imputable aux défauts, réels ou supposés, de la Constitution?

La pratique constitutionnelle

De plus en plus, c'est le général de Gaulle qui détient le pouvoir exécutif. Il intervient, non pas seulement dans les domaines réservés de la diplomatie et de l'armée, mais dans la gestion quotidienne des affaires, il préside les comités qu'il a créés pour l'Algérie, la diplomatie, la Communauté, les problèmes agricoles. Ainsi le président de la République détermine et conduit la politique, le premier ministre n'étant plus qu'un vice-président. De ces faits, qui ne sont guère discutés, résulte évidemment une tension avec le Parlement, condamné à un dialogue fictif avec un premier ministre qui n'a pas déterminé et qui ne conduit pas la politique du pays, avocat d'une politique déterminée et conduite par un président de la République élu pour sept ans et retranché dans l'irresponsabilité de ses fonctions. Les parlements ont connu de telles situations dans le passé et ce sont précisément ces souvenirs historiques qui inspiraient l'hostilité de la plupart des parlementaires au renforcement de l'autorité du chef de l'État.

Le texte constitutionnel, nous l'avons vu, n'entraînait pas inéluctablement cette pratique mais le poids respectif du général de Gaulle et de M. Michel Debré, les sentiments que celui-ci porte à celui-là, ne peuvent pas ne pas provoquer ce décalage de la pratique par rapport à la théorie. En des temps plus normaux, le premier ministre chercherait l'appui de l'Assemblée contre l'impérialisme du

président de la République. Aujourd'hui, par un paradoxe aisément intelligible, l'Assemblée nationale a manifesté explicitement qu'elle faisait confiance au chef de l'État plus qu'au premier ministre (au moment du vote de la loi des pleins pouvoirs, au lendemain des événements d'Algérie). Il n'est donc pas certain que la cause profonde du "malaise" soit l'évolution de la pratique constitutionnelle vers un gouvernement présidentiel. Ou, du moins, la classe politique n'a commencé de se révolter contre cette pratique qu'en fonction d'incidents symboliques d'une part, de difficultés réelles de l'autre.

J'appelle "incident symbolique" le refus par le président de la République de convoquer l'Assemblée nationale en dépit du nombre des députés qui avaient signé la demande d'une session spéciale. À en croire la plupart des juristes, le refus du président de la République est inconstitutionnel. En tout cas, l'interprétation de la Constitution qui sert de justification à ce refus, est discutable. Je ne me risquerai pas à formuler une opinion catégorique, la Constitution, encore une fois, est si longue et si obscure qu'avec un peu d'ingéniosité on y trouve le moyen de fonder les deux opinions qui s'affrontent. (Malgré tout, l'interprétation du président de la République paraît moins vraisemblable que l'autre et le premier ministre lui-même considérait que l'art. 29: "Le Parlement *est* réuni en session extraordinaire à la demande du premier ministre ou de la majorité des membres composant l'Assemblée nationale", faisait obligation, sauf circonstances exceptionnelles, au président de la République d'accéder à la demande.)

La violation de la Constitution, si violation il y a eu, n'en est pas moins singulièrement plus vénielle que celle commise le 16 septembre lorsque le général de Gaulle, de sa propre initiative, a solennellement concédé le droit d'autodétermination à des départements qui font partie intégrante du territoire national. Ce n'est pas le respect sourcilieux du texte constitutionnel qui a suscité l'indignation des parlementaires. Ceux-ci ont vu, et à juste titre, dans la décision du général de Gaulle une brimade et celle-ci faisait surgir en pleine lumière le problème fondamental du régime gaulliste dans l'immédiat, de la Ve République dans l'avenir.

Les constituants ont eu le désir sincère de maintenir une république faiblement parlementaire et fermement libérale. Dans l'été de 1958, les parlementaires étaient discrédités et probablement le pays aurait-il accepté une Constitution, même encore moins démocratique que celle qui a été ratifiée par une énorme majorité. Mais à partir du moment où l'on maintient le Parlement, les

parlementaires, honorablement rétribués, sont impatients de retrouver le respect et la faveur de leurs électeurs. Or, les mêmes électeurs qui leur reprochaient naguère de se mêler de tout et de renverser les ministères comme des châteaux de cartes, leur reprochent aujourd'hui d'être grassement payés et de ne rien faire. Quand les paysans proclament à grands cris l'injustice du sort qui leur est fait, quand les organisations agricoles réclament des mesures d'urgence, comment les députés demeureraient-ils sourds à ces plaintes et indifférents à ces revendications? Dans sa lettre, le général de Gaulle, faussant le sens du terme, dénonce comme un mandat impératif la simple acceptation par les députés d'une des revendications des organisations agricoles, à savoir la réunion de l'Assemblée nationale en session extraordinaire. Seuls les partisans de l'intégration de l'Algérie dénonçaient la violation de la Constitution que représentait le discours du 16 septembre; l'immense majorité des députés, y compris quelques députés de l'U.N.R., dénoncent, dans le refus de convocation de l'Assemblée, une violation grave de la Constitution. Il serait facile de faire de l'ironie sur le thème "deux poids, deux mesures"; les députés sont des hommes politiques, ils n'ont aucun moyen d'infléchir les décisions du pouvoir et leurs électeurs les rendent responsables de décisions dans lesquelles ils ne sont pour rien.

Après tout, les députés n'avaient d'autre ambition que de siéger quelques jours et de manifester par des discours leur sollicitude à l'égard des paysans. Ils savaient qu'ils ne seraient pas en mesure d'apporter à la crise agricole des remèdes efficaces; mais pourquoi refuser aux députés le droit de parler si on leur refuse celui d'agir? La Chambre des Communes, mère et modèle de tous les parlements, discute, de temps à autre, les grands problèmes de politique étrangère sans que ces débats aient jamais d'autre fin que la publicité et la diffusion des idées du gouvernement et de l'opposition. Il en aurait été de même à propos de la crise paysanne et peut-être les ministres auraient-ils pu emprunter aux débats quelques suggestions utiles.

Il y a plus encore. À en croire les confidents du général de Gaulle, celui-ci s'est irrité, au moment des débats relatifs à la loi d'aide à l'enseignement privé, des divergences qui se sont manifestées au sein même du gouvernement. Le président de la République a été surpris et choqué que tel ou tel des ministres aille délibérer avec son groupe parlementaire et que l'incompatibilité entre fonction législative et fonction ministérielle n'ait pas rompu le cordon ombilical qui rattache l'élu à son parti. La surprise du général de Gaulle paraît surprenante à l'observateur et le mécontentement qu'on lui prête ne va pas sans inquiéter.

Qu'on y réfléchisse un instant: la loi d'aide à l'enseignement privé représentait une rupture par rapport à une tradition de près de trois-quarts de siècle. Bien que, semble-t-il, les passions dans les deux camps ne soient plus aussi vives qu'elles l'étaient naguère, il subsiste ici et là des défenseurs de la laïcité intégrale et des tenants de l'école libre, les uns et les autres prêts à livrer une bataille inexpiable pour la défense et l'illustration de l'une ou de l'autre doctrine. Que le vote d'une loi de compromis ait exigé quelques jours de débat, entraîné la démission d'un ministre, rien de plus normal. Si ce désordre apparent suffit à exaspérer le chef de l'État, alors il faudrait conclure que, favorable avec sa raison aux institutions démocratiques, il est incapable, par tempérament, d'en supporter les manifestations inévitables.

En tout cas, la soumission des parlementaires aux volontés du pouvoir, incarné dans le général de Gaulle, n'est plus aujourd'hui acquise à l'avance. Nous sommes encore loin de l'insurrection. La popularité du chef de l'État reste grande et l'impopularité des parlementaires n'a pas encore fait place à un retour de faveur. Selon toute probabilité, le général de Gaulle pourrait obtenir la majorité dans n'importe quel référendum, qu'il s'agisse de l'Algérie ou de la Constitution. Le fait est pourtant que le climat de la Ve République a changé parce que les miracles ne se sont pas produits et que les événements ont prouvé la résistance des choses aux incantations de la magie.

La résistance des choses

On l'a dit et répété bien des fois: le peuple français a donné au général de Gaulle un pouvoir quasi-absolu parce qu'il attendait de lui la fin de la guerre d'Algérie. La masse de la population désire vaguement et fortement à la fois, comme le disait avec impertinence une revue anglaise, la paix et la gloire. Ou encore une Algérie "demi-satisfaite, demi-satisfaisante". Elle veut la paix mais non pas n'importe quelle paix. Elle *accepterait* peut-être n'importe quelle paix mais elle ne tarderait pas à en vouloir à celui qui aurait conclu la paix si celle-ci se révélait désastreuse. En bref, les Français savent mieux l'objectif souhaité que les moyens par lesquels l'atteindre.

La politique d'autodétermination, définie dans le discours du 16 septembre, répondait admirablement à ces aspirations obscures du peuple français. La formule semblait à la fois conforme à l'orthodoxie démocratique et propice à la cessation des combats. Comment les nationalistes algériens refuseraient-ils une offre qui leur concède explicitement cela même pour quoi ils affirment qu'ils ont pris les armes: le droit de choisir leur nationalité? Les Français, jusqu'au dernier

voyage du général de Gaulle en Algérie, n'ont pas voulu voir les obstacles: le F.L.N. pouvait-il consentir au cessez-le-feu sans obtenir des précisions et des garanties sur les modalités de l'autodétermination? Pouvait-il accepter un intervalle de plusieurs années entre le cessez-le-feu et le référendum? Un vote majoritaire en faveur de la sécession entraînerait-il une Algérie indépendante ou un partage du pays? À toutes ces questions que j'avais formulées ici même dès le lendemain du 16 septembre, on voyait mal comment le général de Gaulle pouvait donner une réponse susceptible de répondre aux exigences du F.L.N.

Les discours que le chef de l'État a tenus, dans les popotes d'officiers au cours de son dernier voyage en Algérie, n'apportent pas, dans l'abstrait, de modification majeure à la politique dite du 16 septembre. Celle-ci comportait quatre phases: d'abord le cessez-le-feu ou l'achèvement de la pacification, ensuite une période de quatre années au plus durant lesquelles les passions s'apaiseraient, puis un vote libre de l'ensemble de la population algérienne, et enfin, en fonction de ce vote, la détermination d'un statut final. Si l'on mettait l'accent sur le libre choix, cette politique passait pour libérale; si le général de Gaulle suggérait que sa faveur allait non à l'intégration mais à "l'Algérie algérienne associée à la France", l'opposition des ultras apparaissait éclatante et provoquait l'émeute du 24 janvier; si, en revanche, le président de la République déclarait que le général de Gaulle serait heureux si la solution la plus française était adoptée, une autre sorte d'exégèse s'offrait à l'ingéniosité des commentateurs; si enfin on retenait les phrases quelque peu obscures du discours du 16 septembre relatif à l'éventualité d'un vote en faveur de la sécession, on devait conclure que l'indépendance n'était offerte aux musulmans d'Algérie qu'accompagnée d'un partage du pays.

Les fragments du puzzle sont toujours en place mais le général de Gaulle a donné deux précisions qui ont suffi à causer une déception profonde. Il a présenté clairement le cessez-le-feu comme une sorte de reddition des forces rebelles; celles-ci devraient remettre leurs armes ou l'armée française irait les prendre. De plus, le consentement du F.L.N. au cessez-le-feu étant improbable, il a annoncé un conflit prolongé et non plus l'aurore de la paix, comme il l'avait fait peu de semaines auparavant. Selon le mot d'un fidèle du Général, la politique algérienne n'a pas changé mais les perspectives ont changé.

L'échec de négociations secrètes est-il à l'origine de ce nouveau langage? Personnellement, je n'en suis pas convaincu: J'ai toujours cru que le cessez-le-feu, impliqué par la politique du 16 septembre, exigeait le désarmement des

rebelles et je n'ai jamais cru que "l'organisation extérieure" de l'insurrection consentirait à cette remise des armes. La nouveauté me paraît plutôt que les progrès de la pacification sont tels, aux yeux du général de Gaulle, que la fin des opérations lui paraît dès maintenant en vue. S'il parle presque indifféremment du cessez-le-feu ou de la pacification, c'est que, d'ici quelques mois, les deux formules seraient presque équivalentes. Mais l'opinion ne partage pas cette confiance dans la victoire militaire que le président de la République a exprimée à beaucoup de ses visiteurs. Il y a eu trop de derniers quarts d'heure dans le style de langage de Robert Lacoste et le général de Gaulle a trop le sens de ses responsabilités pour annoncer un aboutissement sur lequel il compte mais qu'il ne peut garantir.

Il reste que hommes politiques et hommes de la rue ont été placés brutalement par le général de Gaulle devant la probabilité d'une guerre longue. Du même coup, les premiers ont donné libre cours à leurs sentiments parce qu'ils rejoignent ceux des seconds. Les Français continuent d'acclamer le général de Gaulle mais ils ne sont pas loin de lui reprocher de n'avoir pas accompli la tâche pour laquelle il avait reçu un pouvoir absolu.

La politique extérieure du général de Gaulle contribue aussi, secrètement, à creuser un fossé entre les princes et la classe politique. L'opinion, mal informée du détail de la diplomatie, souscrit volontiers au mot d'ordre de la grandeur. Mais les "Européens" aussi bien que les "Atlantiques" s'inquiètent.

L'unification économique des Six n'a guère de signification si elle ne conduit à une communauté politique. Or, exiger une place dans un directoire à trois de la coalition atlantique (mémoire de septembre 1958), c'est revendiquer pour la France un statut supérieur à celui de l'Italie ou de l'Allemagne fédérale. Ce statut, en fait, la France le détient, mais il ne saurait être officiellement reconnu. Nos partenaires des Six ne donneront pas à la France mission de parler en leur nom, quitte à accepter nombre de privilèges réservés pratiquement à notre pays.

Le discours déjà fameux de l'École militaire a été passionnément commenté. "Le système qu'on a appelé intégration", a dit le général de Gaulle, "qui a été inauguré et même, dans une certaine mesure, pratiqué après les grandes épreuves que nous avons traversées, alors qu'on pouvait croire que le monde libre était placé devant une menace imminente et illimitée, et que nous n'avions pas encore recouvré notre personnalité nationale, le système de l'intégration a vécu." Bien plus encore, le général de Gaulle avait déclaré explicitement, dans le même discours: "Il faut évidemment que nous sachions nous pourvoir au cours des

prochaines années d'une force capable d'agir pour notre compte, de ce qu'on est convenu d'appeler force de frappe, susceptible de se déployer à tout moment et n'importe où. Il va de soi qu'à la base de cette force sera un armement atomique - que nous le fabriquions ou que nous l'achetions, mais qui doit nous appartenir; et puisqu'on peut détruire la France, éventuellement, à partir de n'importe quel point du monde, il faut que notre force soit faite pour agir où que ce soit sur la terre. Vous vous rendez compte comme moi de l'envergure de cette obligation, de tout ce à quoi elle va nous conduire. Au point de vue national, il faut avoir le courage de la regarder en face; la nation doit y être associée. Il faut avoir courage de la vouloir et celui de la remplir. Dans le domaine de la défense, ce sera notre grande œuvre pendant les années qui viennent."

Ce n'est pas notre propos de discuter ici cette conception. Il est incontestable que "le gouvernement a pour raison d'être, à toute époque, la défense de l'indépendance et de l'intégrité de territoire". La question est de savoir si ce qui a été vrai dans l'âge pré-atomique l'est encore aujourd'hui. Diplomates, généraux, hommes politiques, en majorité, opposent à la philosophie du général de Gaulle un scepticisme teinté d'ironie. Même ceux, dont je suis, qui ont approuvé la fabrication d'une bombe atomique, doutent que la France ait les moyens financiers de se donner, au cours des dix prochaines années, une force de frappe capable d'intervenir en n'importe quel point de la planète. La plupart des chefs militaires ne jugent pas contraire à la vocation de l'État français l'intégration, en temps de paix, de la défense nationale dans une organisation communautaire. Protégée par un *deterrent* américain ou un *deterrent* atlantique, la France ne perdrait pas pour autant son autonomie, et ses alliés ne se transformeraient pas *ipso facto* en protecteurs.

Les objections des diplomates à la conception du mémorandum de septembre 1958, les objections des militaires au refus d'intégration des forces classiques, à l'installation en France des rampes de lancement, ont eu peu d'échos dans l'opinion et les explosions atomiques ont été, me semble-t-il, pour la majorité des Français, plutôt un sujet de satisfaction et de fierté. L'accueil réservé à M. Khrouchtchev, en revanche, a suscité un peu partout des sentiments divers.

Là encore, je ne veux pas discuter le fond du problème. La détente est un fait parce que le style de la coexistence nous est imposé par Moscou. Était-il pour autant indispensable d'organiser un tour de France du président du Conseil soviétique, sous prétexte qu'il avait fait un tour des États-Unis ou qu'il en avait exprimé le désir? Était-il indispensable de déporter en Corse, pendant quelques

semaines, tant de nos amis échappés de l'univers soviétique? De retenir dans les locaux de la police à Paris, pendant cinq jours, des citoyens français connus pour leurs opinions anticomunistes? Ce qui est sans conséquence dans un pays où n'existe pratiquement pas de parti communiste n'est pas indifférent en France, où des millions d'ouvriers votent pour le parti de Moscou, où les cercles intellectuels inclinent au progressisme. N'est-il pas ubuesque d'élever des arcs de triomphe au secrétaire général du parti communiste russe, au moment même où l'on affirme combattre en Algérie contre l'Internationale soviétique dressée contre la France par nationalistes interposés?

Dans la diplomatie de la République gaulliste, les Européens soupçonnent la ruine de leurs espoirs, les Atlantiques la mise en péril de l'alliance qui garantit notre sécurité, tous les nationaux une aide donnée au parti de Moscou au moment même où l'autoritarisme et les lois anti-laïques risquent d'ouvrir la voie à un front populaire.

Le pouvoir absolu corrompt?

Je l'ai dit au point de départ: la crise actuelle, si crise il y a, est celle de la République gaulliste, non celle de la Ve République. Celle-ci n'existe pas encore, celle-là, inaugurée en juin 1958, continue, l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution ayant déplacé de l'Hôtel Matignon à l'Élysée le foyer du pouvoir mais non rendu au Parlement et aux parlementaires, aux lois et aux institutions, l'autorité qui avait été, par confiance, nécessité ou résignation, déléguée à un homme, et à un homme seul.

La Ve République est indirectement mise en cause par la crise de la République gaulliste. Le texte de la Constitution, peuvent dire les critiques, tolère la pratique du pouvoir personnel. Et les notions ou distinctions par lesquelles les constituants ont justifié la dualité de l'Exécutif et la fonction présidentielle n'ont pas résisté à l'expérience. Il n'y a pas de séparation dans les sociétés modernes entre la haute et la basse politique, entre la diplomatie et l'intendance, entre la bombe atomique et le prix du vin, entre le plan de Constantine et les investissements métropolitains. Ces arguments sont incontestables sur le plan théorique mais il n'excluent pas, le jour où le président ne serait plus le général de Gaulle, une pratique tout autre, un chef de l'État qui serait plus que n'a été Raymond Poincaré et moins que Franco ou Salazar.

Quant à la crise de la République gaulliste, elle était en profondeur impliquée par les conditions dans lesquelles le général de Gaulle était revenu au pouvoir. Selon la version officielle, la République a été sauvée une deuxième fois par le

Libérateur, généraux, colonels et parachutistes étant sur le point de s'emparer des bâtiments publics et d'instaurer un despotisme. Même dans ce récit, les familiers du général qui connurent et encouragèrent les préparatifs d'un des complots tiennent une place importante. Tout s'est passé comme si le général de Gaulle avait voulu ignorer le coup d'État qui lui permit tout à la fois de sauver la République et de se faire donner un pouvoir absolu. Inévitablement, la classe politique devait, au bout de quelques années, ressentir la sujétion au pouvoir absolu et oublier le service rendu, avec d'autant meilleure conscience qu'elle soupçonne le sauveur d'avoir naguère regardé sans défaveur l'activité de ceux qui menaçaient la République.

Quelle que soit la Constitution, du moment que subsistent la pluralité des partis, les élections et les Assemblées, les gouvernants doivent tenir compte des élus, de leur esprit de corps et de leurs ambitions personnelles. Même l'U.N.R. qui, bon gré mal gré, se définit par l'obéissance, qui représente un corps foncièrement étranger à l'esprit d'une démocratie moderne, connaît de temps à autre des réactions ou des velléités de révolte typiquement parlementaires. Le jour où il n'y aurait plus deux cents députés U.N.R. à l'Assemblée, le président de la République aurait peine à gouverner dans le style d'aujourd'hui: il devrait sacrifier soit une part de son pouvoir soit une part de nos libertés.

Je ne veux pas dire que dans l'incompatibilité d'humeur qui, comme en 1945-1956, se révèle entre le général de Gaulle et les partis (sauf l'U.N.R.), les torts soient tous du côté du pouvoir. Il se peut bien que les députés gardent la nostalgie des poisons et des délices du système, qu'ils ne se résignent pas à faire de "bonnes lois" et à laisser les ministres gouverner. Mais il fallait une bonne dose d'optimisme théorique et d'ignorance historique pour croire que les parlementaires se plieraient sans indignation à la discipline du parlement anglais encore aggravée (discipline qui prend une tout autre signification quand disparaît l'alliance naturelle du Cabinet et du parti majoritaire).

Cette révolte, que l'excès même des précautions prises contre elle tendait à provoquer, les hommes se sont ingéniés à la rendre plus proche, plus inéluctable. On a choisi le plus dur et le plus délirant des pamphlétaires et des conspirateurs de la veille pour en faire un premier ministre qui, ayant changé de position, a gardé le même tempérament. Les défauts des lois doivent être atténués par les penchants des hommes. La IV^e République aurait eu besoin d'hommes de caractère. La souplesse et la bonhomie auraient grandement servi celui dont la fonction était de faire accepter aux parlementaires leur rôle diminué et la toute-

puissance d'un président lointain, solitaire, irresponsable. Le premier ministre, pour durer, a besoin en fait de la menace de dissolution.

Par sa manière et dans le détail, le général de Gaulle contribue lui-même à miner l'édifice qui est son œuvre. Proclamer en toute occasion que le pouvoir ne recule pas, engager le prestige de l'État chaque fois que les élus, interprètes de leurs électeurs, transmettent quelques revendications ou formulent quelques protestations, c'est méconnaître l'esprit de toutes les démocraties modernes et de la démocratie française en particulier. Les délibérations des groupes à propos de la loi scolaire, les exigences des uns, le refus des autres, n'étaient pas phénomènes pathologiques mais normaux. Il ne se peut pas, en République, que tout le monde soit tranquille. La foire sur la place est un des aspects des régimes de liberté. L'agitation superficielle dont parlait Tocqueville, dissimule et consacre l'absence de troubles sérieux.

L'incompatibilité d'humeur serait moins grave si les choses ne résistaient à la volonté des hommes et si les princes n'éprouvaient quelque amertume de subir les mêmes contraintes qu'ils attribuaient à la faiblesse d'une institution et auxquelles ils reprochaient à leurs prédécesseurs de céder. En Tunisie et au Maroc, l'évacuation des bases militaires se poursuit. En Afrique noire, la communauté ne se maintient qu'à la condition de n'être pas incompatible avec la souveraineté externe ou l'indépendance des républiques. La sécession n'a pas été exorcisée par le général de Gaulle. Sous prétexte d'en exclure l'éventualité, on a poussé vers l'Est la Guinée de M. Sékou Touré et, selon les méthodes de la IV^e République, on proclame rétrospectivement inévitable, antérieure aux décisions françaises, une évolution que l'on aurait eu une chance de freiner.

En Algérie, le nouveau pouvoir constate lui aussi l'impossibilité des deux politiques claires, c'est-à-dire des deux politiques extrêmes, l'une qui chercherait la paix dans un accord politique avec le F.L.N., l'autre qui traiterait les nationalistes en purs et simple rebelles et se donnerait pour objectif unique le maintien inconditionnel de la souveraineté française. Le général de Gaulle ne croit pas que l'intégration soit économiquement, moralement, possible, il ne croit pas que les Musulmans puissent être traités en citoyens français "comme les autres", il ne croit pas que le nationalisme algérien puisse être extirpé par la force. Rien ne serait résolu, dit-il, par une victoire militaire. La fin de la pacification ou le cessez-le-feu ne sera qu'une étape: le destin de l'Algérie ne peut être fondé que sur la volonté libre des Algériens. Mais du même coup, il s'aliène ceux qui, tout en proclamant l'attachement des masses algériennes à la

France, ne veulent pas que l'avenir de l'Algérie soit joué sur un coup de dé électoral. Et il ne rallie pas l'autre camp, celui des libéraux qui n'ont jamais cru à la méthode intermédiaire.

Il ne s'agit pas tant de savoir quel sera le sort dernier de l'Algérie. Peut-être l'accord sur l'Algérie algérienne ou sur l'association est-il possible. Mais comment mettre fin à la guerre ou, si l'on préfère, à la rébellion? Un mouvement révolutionnaire, tel le F.L.N., ne capitule pas. Il peut à la rigueur accepter de ne pas gagner entièrement la paix, il ne peut pas accepter de rendre les armes, c'est-à-dire de publier solennellement qu'il a perdu la guerre. Or, le gouvernement français peut, lui aussi, perdre éventuellement la paix, souscrire à une évolution progressive vers l'indépendance, il ne peut pas perdre la guerre en y mettant fin par une négociation politique avec ceux qu'il combat depuis tant d'années.

Le gouvernement des sociétés modernes est, le plus souvent, une tâche prosaïque. La grande politique n'occupe les maîtres du monde que peu de jours par an, peu d'heures par jour. Ni la bombe atomique, ni la visite de M. Khrouchtchev, ni la conférence au sommet ne transfigurent le rôle de la France et de celui qui la représente. Ce n'est pas une force de frappe nationale ou la participation à un directoire à trois qui rendraient à la France le rang qu'elle n'a plus depuis que la diplomatie s'est élargie du cadre européen au cadre planétaire. L'Europe des Six, unifiée, serait immédiatement au niveau des plus forts. Mais le général de Gaulle, sincèrement favorable au marché commun, refuse d'y voir un élément majeur d'un vaste dessein. Fidèle aux conceptions traditionnelles, il pense en termes de diplomatie et de prestige, de rang et de puissance; il crie "hourra pour la France" quand la bombe atomique explose, il appelle Russie l'Union soviétique, il ne voit rien au-delà des nations, il nie la consistance des communautés qui, telles l'Alliance Atlantique ou le marché commun, dépassent les nations et qui ont pour origine la parenté des régimes et des cultures.

Les voyages ou la conférence au sommet vont, durant les prochains mois, détourner les princes des soucis intérieurs et de la médiocrité démocratique. Mais demain il faudra s'occuper d'une pacification cruelle, des paysans prêts à la jacquerie, il faudra supporter la démagogie des députés, les critiques d'une presse tour à tour obséquieuse et agressive, conformiste et souvent hostile. Il faudra entendre les propos inquiets des Européens, les reproches des Atlantiques. Plus encore, il faudra reconnaître que nul, en dehors des fidèles ou des U.N.R., n'est réellement acquis à la politique de grandeur et n'en comprend même la signification. Le destin d'un chef tel le général de Gaulle sera, une fois de plus,

d'être acclamé par les foules, mais d'être critiqué par tous les partis, toutes les écoles, toutes les factions.

Une fois ou deux déjà le général de Gaulle a envisagé le recours à l'article 16, ou une révision constitutionnelle, autrement dit, il a songé à réduire encore les prérogatives du Parlement. Aucune Constitution méritant la qualification de démocratique ne donnerait au président de la République autant de pouvoir qu'il en possède aujourd'hui, grâce à la fiction de la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée, grâce à la masse disciplinée des députés U.N.R. Un chef de l'État qui serait le chef officiel de l'Exécutif et qui conserverait le droit de dissoudre l'Assemblée ne serait plus un président américain ni un dictateur romain mais un despote.

Le général de Gaulle ne l'ignore pas. Il sait que rien n'importe autant à sa gloire, à sa biographie, à l'avenir de la France que la sauvegarde des formes démocratiques, seules adaptées à l'esprit de l'époque, à la nature de la société française. Les libéraux qui ont été ou qui sont gaullistes ont cru qu'à la loi posée par Montesquieu ou Tocqueville: "Nul homme n'est assez grand pour exercer le pouvoir absolu", le général de Gaulle représenterait une exception unique et exemplaire.

Ils ne croient pas encore qu'ils se sont trompés.

Les erreurs de la "Troisième". Il est diabolique de persévérer

Le Figaro
21 juin 1960

Les *Mémoires* du président Paul Reynaud font surgir dans l'esprit du lecteur une question obsédante: pourquoi les milieux dirigeants de la France se sont-ils, entre les deux guerres, tant de fois et si obstinément trompés?

Il serait injuste d'incriminer les seuls ministres ou parlementaires. Les représentants du patronat, les industriels et les banquiers n'ont pas été moins hostiles à la dévaluation que la plupart des économistes ou des députés. Le projet de division cuirassée que Paul Reynaud, convaincu par le colonel de Gaulle, soutint vainement à la tribune du Palais-Bourbon, se heurta à la résistance de l'état-major autant qu'à celle des hommes politiques, terrifiés par la perspective d'une armée prétorienne (il aurait mieux valu que la conception des divisions blindées n'eût pas été liée à celle d'une armée de métier: l'expérience a prouvé que ces conceptions étaient séparables).

La contradiction entre une diplomatie, fondée sur des alliances avec les pays de l'Est européen, et une armée, préparée à la seule défense du sol national, était évidente, éclatante. Nul ne pouvait rejeter l'alternative: ou bien l'armée française doit être capable de prendre l'offensive en cas d'agression allemande contre la Tchécoslovaquie et la Pologne; ou bien notre diplomatie doit abandonner le système d'alliances avec les pays de l'Est et du Centre de l'Europe. Ou bien se donner l'armée de notre diplomatie, ou bien réviser notre diplomatie pour l'adapter à l'organisation de notre défense nationale.

De même, on se demande par quelle aberration tant d'hommes, intelligents et informés, ont pu fermer les yeux à l'évidence de la nécessité de la dévaluation, après la modification de la parité de la livre en 1931 et du dollar en 1933. La seule manière de faire monter les prix en francs et de les faire baisser en valeur-or, c'était de changer le taux de change. Ce qui était, il y a une trentaine d'années, objet de débats passionnés est aujourd'hui enseigné dans les universités aux étudiants d'économie politique de première année.

Les causes de l'erreur diplomatico-militaire n'ont pas été les mêmes que celles de l'erreur économique, bien qu'il y ait eu un élément commun: l'ignorance du monde. Mais les décisions à prendre, face au Troisième Reich, étaient autrement

difficiles que celles qui s'imposaient pour mettre fin à la crise.

La France après la première guerre mondiale était inévitablement conservatrice. Elle n'avait pas d'autre ambition, elle ne pouvait pas avoir d'autre ambition que de maintenir le *statu quo*, de conserver les fruits d'une victoire chèrement payée, l'hégémonie en Europe et un vaste empire. Rationnellement, la sauvegarde d'une situation exceptionnellement favorable aurait exigé une diplomatie énergique, une armée capable d'actions offensives. Mais la nation avait sourdement conscience de la disproportion entre son statut international et ses forces, entre la tâche que nos alliés et les circonstances nous confiaient et les ressources d'un pays dont la population déclinait et dont l'industrie progressait lentement. Une sorte de sentiment d'infériorité, de peur devant l'avenir s'exprimait en une politique tour à tour rigide et passive, jamais conforme au devoir et à l'intérêt d'une grande puissance.

En soulignant la contradiction entre l'organisation de notre défense nationale et la conduite de notre diplomatie, Paul Reynaud impressionnait ses collègues qui ne pouvaient demeurer insensibles à la force de son argumentation. Mais les objections des techniciens ne l'auraient pas emporté aussi aisément si la doctrine de la ligne Maginot, de la guerre strictement défensive n'avait pas traduit les aspirations du peuple. Les réformateurs se heurtaient à des émotions sincères et non pas seulement à des théories anachroniques.

De même, quand Gaston Doumergue évoquait "notre petit franc" que les méchants dévaluateurs voulaient encore amputer, il touchait la sensibilité d'une opinion, à peine remise des troubles de l'inflation. Qu'une dévaluation à froid, opérée par un gouvernement résolu, soit exactement le contraire de l'inflation ou des "dévaluations de panique", l'expérience de décembre 1959 nous l'a rappelé une fois de plus. M. Robert Bony a-t-il pour autant compris la leçon?

N'oublions pas non plus que les phénomènes de la grande dépression passaient à l'époque pour mystérieux et que nos amis d'outre-Manche, qui sont justement fiers de leur culture économique, ont, eux aussi, commis des fautes énormes comme la réévaluation de la livre après la première guerre mondiale.

La dévaluation de la livre, en 1931, qui fut la condition première du redressement anglais, fut imposée de l'extérieur au gouvernement et aux autorités monétaires de Londres. La chance de la Grande-Bretagne fut que la pression sur la livre contraignit à la décision salvatrice un ministère d'union nationale qui s'était constitué pour la prévenir. Le franc n'était pas une monnaie internationale comme la livre. Les gouvernants français furent malheureusement

capables de défendre le taux du franc jusqu'à la fin de 1936. Quand ils se résignèrent à une dévaluation tardive, les bénéfices possibles en avaient été liquidés à l'avance par les réformes improvisées du Front populaire.

L'originalité de nos hommes politiques n'a pas été l'incompréhension de la crise ou des plans hitlériens. Mais nos gouvernants ont suivi avec ténacité, jusqu'au bout, la voie qu'ils avaient choisie. Que l'on n'invoque pas la faiblesse du pouvoir, l'instabilité des ministères, le penchant à la démagogie. De 1930 à 1936, tous les cabinets, sur le point décisif, eurent la même politique, et la tentative déflationniste dont Pierre Laval prit l'initiative en 1935 était héroïque autant que vaine. Les mesures qui auraient atténué le mécontentement, qui auraient même été populaires après une courte transition, furent repoussées par tous les partis comme si l'ambition suprême des hommes d'État, des techniciens, du pays lui-même, était de garder le dernier mot contre les faits.

Salvador de Madariaga, dans son livre *Anglais, Français, Espagnols*, présente les Français comme la nation rationaliste par excellence qui, dans l'action même, préfère les théories à la prudence, à la recherche tâtonnante des mesures qui répondraient aux circonstances. Quand une politique ne réussit pas, nous sommes toujours tentés de donner tort au réel, mais le réel se venge.

Nos mécomptes outre-mer, depuis 1945, n'offrent-ils pas un nouvel exemple de ce pseudo-rationalisme et de la vengeance de la réalité?

Crise de la démocratie?

Le Figaro
11 août 1960

La crise de la démocratie est à la mode. M. de la Malène nous assure que, sans la discipline et la fidélité de l'U.N.R., la Ve République aurait déjà succombé aux démons de la IVe et que le régime parlementaire serait, en France, condamné pour longtemps. À un niveau supérieur, M. Pflimlin, dans le dernier numéro de *France-Forum*, tout en affirmant que "la démocratie peut encore être sauvée", indique surtout les motifs de doute et d'inquiétude et ne propose, pour conclure, que des "directions de recherche".

Le député U.N.R., proche de l'actuel premier ministre, et le dernier président du Conseil de la IVe République s'accordent sur un point. Il ne faut pas "chercher le remède dans la voie d'une reconquête des prérogatives que la IIIe et la IVe République avaient reconnues au Parlement et que la Ve lui a enlevées".

Si l'on suit l'exemple de M. Pflimlin et si l'on envisage le problème sur le plan international, il convient d'abord de distinguer le cas du tiers monde: Afrique et Asie, et celui des nations européennes, industrialisées, prospères. Incontestablement, les institutions démocratiques, venues de l'Occident, ont peine à s'enraciner dans la plupart des pays qui appartiennent à d'autres zones de civilisation. L'Indonésie en est à la "démocratie dirigée". Au Pakistan, le chef de l'armée a instauré une dictature temporaire. La Birmanie vient de passer par une phase de dictature militaire, mais des élections libres ont eu lieu récemment et l'ancien président du Conseil est revenu au pouvoir. Malgré tout, les deux principaux pays d'Asie, en dehors de la Chine communiste, le Japon et l'Inde, pratiquent un régime parlementaire. Ce régime n'empêche pas le Japon d'avoir le taux de croissance le plus élevé du monde libre. M. Pflimlin, qui semble fâcheusement enclin à voir dans l'autoritarisme une garantie d'efficacité, devrait comparer l'efficacité du Japon militaire et celle du Japon démocratique.

En Afrique, les gouvernements des républiques récemment promues à l'indépendance ont tendance, semble-t-il, à réduire, voire à éliminer les droits de l'opposition. Des pays dont le corps politique est menacé par la désintégration tribale ne peuvent tolérer les controverses de partis que supportent de vieilles nations, assurées de leur cohérence. Les élites africaines sont trop peu nombreuses pour maintenir strictement la distinction entre hommes politiques et fonctionnaires, pour se payer le luxe d'une opposition permanente, exclue de la

gestion des affaires. Mais l'expérience est récente et le jugement ne peut être que provisoire. Bornons-nous à souhaiter que nos amis africains sauvegardent l'essentiel moins de nos coutumes que de nos principes politiques.

En Amérique du Sud, il subsiste des despotismes civils ou militaires, mais le mouvement des idées et des événements est plutôt orienté dans le sens libéral. Plusieurs dictateurs ont été renversés au cours de ces dernières années, en Argentine et au Venezuela, par exemple. Un danger communiste a surgi à Cuba, au lendemain de la chute de Battista. Mais on en doit conclure que le recours au despotisme est la pire manière et, à la longue, la plus dangereuse de parer à la menace communiste. Une version quelconque de fascisme, en Europe occidentale, n'aurait d'autre résultat que de rendre au parti communiste les chances qu'il n'a plus.

Enfin, il serait faux de dire que le mode de gouvernement démocratique soit en décadence à l'intérieur de la zone occidentale de civilisation. Les régimes politiques et économiques, après la deuxième guerre mondiale, y fonctionnent mieux qu'après la première. Au lieu de la grande dépression de 1930, l'Europe jouit aujourd'hui, après quinze ans de paix, d'une prospérité éclatante. L'instabilité ministérielle n'a pas empêché l'économie italienne d'accomplir des progrès extraordinaires, dont la fameuse efficacité de Mussolini n'offrit jamais l'équivalent.

Venons, enfin, au cas de la France. Notre pays connaît, à n'en pas douter, une crise de la démocratie. Mais, quand M. Pflimlin oppose la foi démocratique des hommes du XIXe siècle au scepticisme des hommes du XXe, on est tenté de lui répondre que, s'il a raison, la foi ne suffit pas à donner vie aux régimes. Car la France du siècle dernier a oscillé de monarchie en République et en Empire, sans que jamais une constitution, avant la IIIe République, dure vingt ans. L'instabilité actuelle de la politique française n'est pas un phénomène nouveau, caractéristique de la civilisation industrielle, mais la réplique atténuée d'une instabilité endémique depuis 1789.

Les causes de cette instabilité sont multiples: je n'en rappellerai ici que deux. Tous les Français ont tendance à imputer au régime existant les échecs de la nation. À Sedan, en 1870, ce furent les armées de l'Empire qui, selon les républicains, furent vaincues; en 1940, selon d'autres, ce furent les armées de la République. La conquête d'un empire colonial fut l'œuvre de la France; la perte du même empire l'œuvre de la République. La Ve République, il est vrai, ne se voit pas reprocher l'indépendance des républiques africaines: c'est que, grâce à

l'autorité de l'État et aux commentateurs, la "rénovation de la Communauté" passe pour une victoire et que le "plomb vil" en "or pur" s'est changé.

Aucun régime n'a, depuis longtemps, bien fonctionné en France. Nul ne regrette la pratique parlementaire de la IV^e République, et, j'en tombe d'accord avec M. de la Malène et M. Pflimlin, il n'est ni probable ni souhaitable que l'Assemblée retrouve demain les prérogatives d'hier. Mais je crains que la République gaulliste ne prépare pas plus un régime stable que l'Assemblée, omnipotente et impuissante, de la IV^e ne contribuait au maintien des libertés.

Une constitution longue, détaillée, obscure, a été rédigée. Les princes qui nous gouvernent et qui en sont les auteurs l'interprètent arbitrairement, comme s'ils voulaient affaiblir encore le respect que les citoyens éprouvent pour elle. Le Conseil constitutionnel, qui aurait pu introduire en France la suprématie de la loi, est devenu un organe subsidiaire du pouvoir pour restreindre l'action des assemblées. Sur les questions vitales, Algérie, diplomatie, armée, tout se passe comme si la doctrine de l'infaillibilité d'un homme était désormais le fondement de la République.

Il se peut que, dans les circonstances actuelles, cette doctrine présente autant d'avantages que d'inconvénients (à condition qu'une nouvelle loi de la presse n'impose pas le conformisme aux rebelles). On conviendra que la toute-puissance d'un homme, si grand soit-il, ne favorise pas l'éducation des citoyens. M. Pflimlin écrit justement: "Il n'est pas de République sans citoyens." La Ve République souhaite-t-elle former des citoyens, c'est-à-dire des hommes qui se sentent responsables des décisions prises en leur nom et qui réclament le droit de discuter?

Le Conseil constitutionnel n'est pas une Cour suprême

Le Figaro
26 août 1960

Le Conseil constitutionnel est une innovation de la Constitution de 1958. J'avais applaudi à cette innovation et j'en attendais une contribution à la tâche, jamais achevée dans notre pays: la restauration du sens de la légitimité et de la légalité. La pratique m'a déçu et j'ai exprimé cette déception, il y a quelques semaines, dans une phrase qui prêtait à malentendu.

En écrivant que le Conseil constitutionnel est devenu "un organe de pouvoir" en vue de restreindre l'action des Assemblées, j'avais l'air d'accuser les conseillers d'obéir aux instructions ou aux désirs des gouvernants. Or telle n'était pas ma pensée: je ne mets pas en doute l'indépendance des conseillers et leur effort pour trancher en toute objectivité les questions qui leur sont soumises. Mais l'impression que traduisait la phrase est partagée, je le crains, même par des Français qui n'ont pas lu la lettre de M. Vincent Auriol.

Une première erreur a été commise, à mon sens, par les rédacteurs des lois organiques. Il était indispensable, pour donner le prestige nécessaire à l'institution nouvelle, de fixer des règles strictes d'incompatibilité. Or les règles d'incompatibilité sont plus rigoureuses pour le simple député que pour les membres du Conseil constitutionnel. L'ordonnance du 24 octobre 1958 énumère, à l'article 15, de multiples fonctions privées incompatibles avec le mandat parlementaire. Ces incompatibilités ne sont pas reproduites par la loi organique relative au Conseil constitutionnel.

Mais, plus encore que les modalités de la composition, ce sont les règles de fonctionnement qui ont interdit au Conseil de s'imposer à l'opinion. La Constitution donne au Conseil mission de veiller à la régularité de l'élection du président de la République, à la régularité des opérations de référendum, de statuer en cas de contestation sur la régularité de l'élection des députés et des sénateurs. En dehors du contentieux électoral, il *doit* être consulté sur la conformité avec la Constitution des lois organiques et des règlements des Assemblées. Il *doit* être consulté par le Président de la République si celui-ci juge nécessaire de suspendre le fonctionnement normal des institutions, il *doit* être consulté encore sur les mesures que le chef de l'État prend en ces

circonstances exceptionnelles. Enfin, les lois ordinaires peuvent être déférées au Conseil constitutionnel par le Président de la République, le premier ministre ou le président de l'une ou l'autre assemblée.

Il résulte clairement des textes que le Conseil constitutionnel n'est pas une Cour suprême, ayant mission de rappeler aux tribunaux, aux ministres ou au président ce qu'exige la loi suprême. En cas de crise grave, le Président de la République doit consulter le Conseil constitutionnel, mais c'est lui qui décide souverainement. Le Conseil n'a pas le droit de se saisir des problèmes qui ne lui sont pas déférés. Ni les citoyens ni les parlementaires ne sont autorisés à lui déférer, pour examen de conformité avec la Constitution, le jugement d'un tribunal ou un acte de gouvernement ou une loi votée par les Assemblées. Pourvu que les présidents soient d'accord, ils peuvent négliger les textes en toute sérénité.

Aussi je ne vois pas comment le Conseil constitutionnel aurait pu se mêler des affaires qui ont soulevé les passions, qui posaient des problèmes juridiques, mais qui ne lui étaient déférés par personne. Je ne suis pas juriste et je ne prétends pas trancher entre le Président de la République et la plupart des spécialistes de droit constitutionnel, selon lesquels la demande de la majorité absolue des députés *devait* entraîner la convocation des Assemblées. Que le Président de la République ait bien ou mal interprété les textes, le Conseil n'avait pas mission d'en juger. Le Président de la République aurait pu le consulter, encore qu'une telle consultation ne soit pas expressément prévue. Quant à la loi d'aide à l'enseignement privé, peut-être une Haute Cour comme celle des États-Unis aurait pu se demander si la loi était conforme au principe de la laïcité de la République, proclamée à l'article II de la Constitution: pour le Conseil constitutionnel un tel problème ne se posait même pas.

En revanche, quand le gouvernement proposa une révision de la Constitution de manière à rendre l'indépendance des républiques africaines compatible avec l'appartenance à la Communauté, le problème aurait pu être déféré au Conseil constitutionnel. Fallait-il appliquer l'article 85 ou l'article 89? Le gouvernement voulait appliquer l'article 85, il consulta le Conseil d'État, qui exprima un avis défavorable. Le gouvernement passa outre et les Assemblées le suivirent. Le Conseil ne fut pas consulté, parce que son avis se serait imposé au gouvernement.

Le cas ne manque pas d'intérêt. La révision touchait au fondement même de la Communauté. En 1958, le général de Gaulle avait clairement posé l'alternative:

Communauté ou sécession. La souveraineté externe était assimilée à la sécession. La Guinée ayant répondu non au référendum fut déclarée à la fois indépendante et "sécessionniste". Les fonctionnaires français se retirèrent du jour au lendemain. Dix-huit mois plus tard, le général de Gaulle, converti par la force des événements, admit un troisième terme entre la Communauté sans indépendance et la sécession, à savoir l'indépendance dans le cadre de la Communauté rénovée. Il fallait donc modifier l'article 86 ("Un État membre de la Communauté peut devenir indépendant. Il cesse de ce fait d'appartenir à la Communauté"). Une telle révision ne concernait manifestement pas seulement "le fonctionnement des institutions communes". Mais il y avait des objections politiques à convoquer les Assemblées en congrès ou à soumettre la révision au référendum. Exécutif et législatif prirent, en plein accord, quelque liberté avec le texte constitutionnel.

Dès lors, le Conseil a, jusqu'à présent, tranché deux sortes de questions, celles qui concernaient les règlements des Assemblées, celles qui concernent l'application de l'article 37 et qui exigent la discrimination du domaine législatif et du domaine réglementaire. Dans le premier cas, il a donné, pour l'essentiel, raison au gouvernement. Dans le deuxième cas, il a commencé de développer les conséquences du principe nouveau posé par la Constitution selon lequel les Assemblées n'ont pas le droit d'empiéter sur le domaine réglementaire, réservé au gouvernement. Il était certainement souhaitable que le Parlement ne perdît pas son temps à discuter des détails. Je ne suis pas convaincu que la conception actuelle, fondée sur l'énumération limitative des matières relevant du pouvoir législatif, soit bonne. Le Conseil constitutionnel, dont la fonction principale est d'appliquer cette conception, risque d'être emporté le jour où le balancier de la politique française sera revenu à l'autre extrémité de la course.

L'idée d'une souveraineté de la loi s'imposant à tous, y compris aux gouvernants de la République, aura été discréditée parce qu'elle n'aura pas été authentiquement mise en application.

De la trahison

Preuves
octobre 1960

La trahison redevient à la mode. Francis Jeanson, chef du réseau de soutien au F.L.N., est-il ou non un traître? Les "collaborateurs", demande Paul Sérant dans son récent livre "Le romantisme fasciste", étaient-ils ou non des traîtres? Après tout, ils combattaient l'Union Soviétique, aujourd'hui, d'après l'opinion nationale, ennemie de la France. Ils dénonçaient le régime démocratique qui conduisait la France aux abîmes: le chef de la France Libre ne l'a-t-il pas proclamé à son tour, peu d'années après la Libération?

J'avais abordé ces problèmes, il y a une dizaine d'années, en préfaçant le livre d'André Thérive. La courtoise polémique de Paul Sérant m'incite à réfléchir une fois de plus sur le mot et l'idée. Gaullistes en 1940, étions-nous des "traîtres"? Partisans de négociations avec le F.L.N. en 1957, sommes-nous des "traîtres"? Quel Français n'a pas été depuis vingt ans traité de traître par tel ou tel de ses compatriotes? Chacun rejette le terme avec horreur parce que celui-ci passe pour péjoratif: il évoque l'officier qui, pour de l'argent, livre à l'ennemi les secrets de la défense nationale, le militant qui abandonne son parti ou qui, par lâcheté ou par faiblesse, passe à l'autre camp, celui du Pouvoir ou de la Police.

Écartons ces sentiments vagues et forts.

Le problème juridique

Plaçons-nous d'abord dans le cadre des États modernes. Le Code dit quels actes relèvent des concepts exactement définis "intelligence avec l'ennemi", "atteinte à la sûreté intérieure ou extérieure de l'État". Est traître celui qui se rend coupable de ces actes criminels.

Encore faut-il pour que le traître selon le Code se reconnaisse lui-même et soit reconnu par les autres criminels, que ceux qui disent le droit incarnent la nation et représentent l'État. Le général de Gaulle, en 1940, portait atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'État français. Allié à l'État qui venait de donner l'ordre de détruire la flotte française au mouillage, il trahissait la France si le gouvernement de Vichy en était l'expression authentique. En revanche, les gouvernants de Vichy tombaient à leur tour sous l'accusation "d'intelligence avec l'ennemi" si l'on posait dogmatiquement que l'armistice n'est pas la paix et que le gouvernement allemand n'avait pas cessé, de 1940 à 1944, d'être l'ennemi de la

France, de la vraie France, c'est-à-dire de la France gaulliste.

Ni le gouvernement de Vichy ni le gouvernement provisoire en 1944 n'osèrent aller jusqu'au bout de la logique juridique. Les gaullistes étaient coupables d'insubordination, ils compromettaient la politique d'armistice, ils s'arrogeaient une autorité illégitime et illégale, mais ils continuaient de combattre l'ennemi de la veille et peut-être de demain. Les tribunaux de Vichy les condamnaient à mort par contumace, mais n'exécutaient pas une telle sentence quand ils en avaient l'occasion. Quant à la Haute Cour et aux tribunaux réguliers de 1944, ils décrétaient rétrospectivement l'illégalité du prétendu gouvernement de Vichy. Aussi les fonctionnaires, civils et militaires, auxquels étaient infligées des peines sévères avaient-ils le sentiment d'être victimes d'une injustice. L'Amiral Esteva ou l'Amiral Derrien, à Tunis, ont obéi ou tâché d'obéir au gouvernement qu'ils "reconnaissaient". C'était à ce gouvernement de leur dire quel était l'ennemi, l'Allemagne ou les Alliés.

La situation était d'autant plus inextricable que les non gaullistes ne constituaient pas un parti mais deux: les vichystes et les collaborateurs, et que le statut intérieur et extérieur du gouvernement de Vichy s'est transformé, progressivement mais radicalement, de 1940 à 1944. L'armistice avait été approuvé par une considérable majorité parlementaire et, selon la probabilité, par une majorité au moins aussi importante du pays. Il n'était pas évident, en 1940, que l'armistice fût contraire à l'intérêt de la France. Il était moins évident encore en 1944 que l'armistice ait été contraire à l'intérêt des alliés. Personnellement, je crois même que l'armistice a eu, pour la cause alliée, plus de conséquences favorables que de conséquences défavorables. Mais l'affirmation n'est pas nécessaire à la démonstration: le doute suffit. Même en 1944, en pleine vague d'épuration, la Haute Cour et l'avocat général Mornet refusèrent de faire figurer l'armistice parmi les chefs d'accusation contre le Maréchal Pétain. Le général de Gaulle, dans ses Mémoires, le déplore. L'acte du 18 juin ne fonde plus la légitimité gaulliste avec la même évidence dès lors que l'armistice n'est pas la trahison, que le chef de la France Combattante a, dès le premier jour, dénoncée.

France vichyste et France gaulliste, entre 1940 et 1942 au moins, n'étaient pas engagées dans une lutte à mort, elles ne visaient pas des objectifs incompatibles, elles ne symbolisaient pas deux idées de la patrie entre lesquelles tout citoyen devait choisir. La plupart des Vichystes souhaitaient la défaite de l'Allemagne, beaucoup envisageaient la reprise du combat. Tant que le gouvernement de Vichy disposait de la flotte, d'une petite armée et de l'Afrique du Nord, il pouvait

plaider que l'attente était la meilleure politique et pour la France et pour les Alliés. Telle était également l'opinion de Roosevelt et de ses conseillers. Telle était, au fond, l'opinion de Churchill dès 1941.

Le cas de conscience, pour les officiers et pour les fonctionnaires, entre 1940 et 1942, ne se présentait pas sous la forme d'une alternative: ou les Allemands ou les Alliés, ou un gouvernement installé par l'ennemi provisoirement vainqueur ou un gouvernement fidèle aux engagements et à l'honneur du pays, ou un gouvernement de Quislings ou un gouvernement légitime. En 1940, c'était le gouvernement de Vichy, auprès duquel étaient accrédités les ambassadeurs de toutes les grandes puissances (sauf la Grande-Bretagne) qui était légal et légitime. L'action de ce gouvernement, si peu glorieuse qu'elle fût, pouvait se justifier comme un moindre mal pour la France et même pour la cause alliée.

La définition juridique de la trahison devient équivoque pour les citoyens de bonne volonté du jour où deux gouvernements prétendent à la légitimité, sans que l'on puisse être avec évidence taxé d'imposture. Il ne nous importe pas de chercher ici quelle aurait été l'attitude des gouvernants de 1944 à l'égard des "trahisons", prétendues ou réelles, du gouvernement, ou du pseudo-gouvernement, de Vichy. Il nous importe seulement de dégager une première aporie de la trahison: La trahison, définie par l'intelligence avec l'ennemi ou l'atteinte à la sûreté de l'État, se renverse selon que tel gouvernement ou tel autre représente l'État et désigne l'ennemi.

Mise en question de l'absolutisme national

Cette première aporie est trop simple et, si l'on peut dire, trop claire pour retenir notre attention. Entre Pétain et de Gaulle, beaucoup de Français soupçonnaient un accord secret qui n'a jamais existé, mais qui aurait pu exister. Entre ceux qui travaillaient de leur mieux, militairement ou moralement, à la victoire allemande et ceux qui en faisaient autant pour l'autre côté, quels étaient les traîtres? Et la notion même de trahison a-t-elle encore une signification dans de telles circonstances? "Right or wrong, my country", cet impératif de "l'absolutisme national" a passé parfois pour un idéal. Il a été rarement obéi sans réserve.

Une première réserve est celle de l'homme de pensée qui met le devoir de dire la vérité au-dessus des commandements de l'opportunité politique. Les intellectuels tentent parfois de résoudre la contradiction en proclamant que la meilleure façon de servir l'État est encore de refuser les mensonges que dicte un opportunisme à courte vue. D'autres, à la suite de Julien Benda, admettent avec

fierté cette antinomie. À coup sûr, disent-ils, il est contraire à l'intérêt de l'État de discréditer l'État-Major français en lui imputant l'intention de condamner sciemment un innocent. Mais le clerc ne tient pas "l'intérêt de l'État" pour la valeur suprême. Il "trahirait" les devoirs de sa charge s'il plaiderait une cause à laquelle il ne croit pas, fût-elle la cause de sa patrie. Mais le clerc sans illusion doit accepter la sanction éventuelle de sa fidélité aux valeurs transcendantes: l'État est en droit de punir celui qui porte atteinte aux intérêts dont il a la charge.

Cette deuxième antinomie - servir l'État ou servir des valeurs transcendantes - ne nous retiendra pas non plus. Non qu'elle soit sans portée. Peut-être, au contraire, est-elle l'origine dernière de toutes les antinomies de la politique. Mais sur le plan de l'histoire contemporaine, elle se présente rarement sous la forme pure que lui donnaient Benda et les Dreyfusards. On ne se demande pas si les serviteurs de l'idéal sont des "traîtres" le jour où ils s'opposent aux serviteurs de l'État. On se demande qui est traître le jour où les serviteurs d'*un* État, à l'intérieur d'une nation, sont aux prises avec les serviteurs d'*un autre* État. L'Allemand qui a combattu dans le camp allié, contre le IIIe Reich, était-il un traître? Le Russe qui a rallié le camp allemand contre la Russie stalinienne a-t-il été un traître? Drieu la Rochelle ou Brasillach ont-ils été des traîtres?

Ces questions soulèvent des passions, mais elles devraient plutôt les apaiser tant elles révèlent avec évidence que la trahison n'existe pas en soi, mais seulement par rapport à un serment ou à une obligation. L'Allemand qui a été privé de sa nationalité par Hitler ou qui a volontairement émigré parce qu'il ne reconnaissait pas sa patrie dans le IIIe Reich, n'a pas trahi un État auquel il n'a jamais juré fidélité.

Mais, dira-t-on, celui qui est né Allemand et qui n'a pas acquis une autre nationalité n'a-t-il pas prêté un serment implicite à sa patrie? N'a-t-il pas accepté les obligations de la citoyenneté du fait même qu'il en a reçu les privilèges? Suffit-il que le régime ou que le gouvernement lui déplaise, pour qu'il soit libéré de ses obligations et puisse, avec bonne conscience, combattre aux côtés des ennemis de son pays? À quoi il faut répondre: n'importe quel changement de régime ne justifie pas que l'on combatte contre son pays. Mais l'absolutisme national n'est pas acceptable non plus. Il n'y a pas de nation sans discipline nationale, mais aucune discipline nationale ne rend moralement obligatoire le dévouement à l'Allemagne hitlérienne.

Le cas des Allemands, juifs ou démocrates, qui avaient émigré avant 1939, est encore relativement clair. Mais celui des Allemands demeurés en Allemagne l'est

moins. La victoire aurait fait de l'Allemagne la première puissance du continent, peut-être pour des siècles. La défaite marquait la fin, probablement pour des siècles, de l'Allemagne comme grande puissance. Et pourtant des Allemands profondément patriotes, qui appartenaient aux milieux du nationalisme traditionnel, ont souhaité la défaite, saboté volontairement l'effort de guerre. Je ne parle même pas de ceux qui voulaient préserver l'Allemagne d'une défaite qu'ils pressentaient. Je songe à ceux qui ont préféré, dès les premiers jours du conflit, l'Allemagne écrasée au IIIe Reich triomphant. Ceux-là se considéraient comme déliés de leur serment par les crimes du régime. Le IIIe Reich était légitime, au regard du droit international, légal au regard du droit interne. Et pourtant des patriotes allemands ont cru que le pire malheur susceptible de frapper l'Allemagne serait la permanence d'un tel État.

Que ces Allemands, qui voulaient la défaite de leur patrie, aient été juridiquement des traîtres s'ils sont demeurés passifs, il est impossible de le nier. Mais l'élément péjoratif contenu dans la notion de trahison disparaît pour deux raisons: un État totalitaire incite à la trahison dans la mesure même où il exige une adhésion de toute l'âme. Les patriotes allemands anti-hitlériens nous forcent à dénoncer les sophismes de l'absolutisme national. Mais, du même coup, ils nous obligent à reprendre le cas des collaborateurs français.

Des Allemands souhaitaient la défaite d'une Allemagne hitlérienne, des Russes souhaitaient la défaite d'une Russie stalinienne, des Français se bornaient à souhaiter la victoire de l'Allemagne qui n'était guère plus la défaite de la France que ne le serait la victoire des Alliés. Au nom de quel principe irait-on les baptiser traîtres et les condamner?

Accordons-les immédiatement. Si l'on prend pour critère l'absolutisme national, les Français collaborateurs sont moins traîtres à la France, que les Allemands engagés dans les troupes américaines n'étaient traîtres à l'Allemagne ou les Russes de Vlassov traîtres à la Russie. L'Allemagne demeurait formellement ennemie puisque l'armistice n'est pas la paix, mais le gouvernement légal de la France envisageait la collaboration. La défaite de 1940 interdisait qu'en aucun cas la France fût entièrement victorieuse. Une victoire de l'Union Soviétique n'était-elle pas, à certains égards, aussi redoutable pour la France que la victoire du IIIe Reich? Entre la collaboration et le gaullisme, c'est moins le nationalisme en tant que tel que l'idéologie qui permettait de choisir.

Sous cette forme extrême, l'argument ne me paraît pas valable. Il y avait des raisons *nationales* de préférer le camp allié au camp hitlérien: la victoire de

celui-ci aurait au moins coûté à la France les deux provinces d'Alsace et de Lorraine, elle aurait entraîné une hégémonie du Reich sur l'ensemble du vieux continent (à supposer que la France eût gardé sa souveraineté). Elle aurait signifié la fin de la France en tant que nation, de la France historique, telle que les rois et la République l'avaient faite depuis des siècles. Seule l'adhésion au régime national-socialiste, la croyance aux idées ou aux institutions nationales-socialistes pouvaient déterminer des patriotes français à prendre parti pour le IIIe Reich, en dépit des atteintes inévitablement portées à l'intérêt national de la France, dans l'éventualité d'une Europe hitlérienne.

Entre gaullistes et collaborateurs, il y avait donc une asymétrie par rapport au critère national. Si le IIIe Reich avait été vainqueur, les gaullistes auraient été condamnés ou ils seraient restés en exil. Mais l'opinion ne les aurait pas tenus pour traîtres à la France, tout au plus pour aveuglés par le patriotisme. En revanche, les collaborateurs que la majorité des Français accusaient déjà de trahison quand l'issue était encore incertaine, n'auraient pu être innocentés que par la victoire du camp qu'ils avaient rallié. L'événement qui décidait de l'issue, baptisait peut-être les gaullistes malheureux, mais les collaborateurs criminels.

Ce jugement, répondra l'avocat des collaborateurs, est au fond injuste. L'opinion française était, il est vrai, en majorité hostile au camp allemand. Elle s'imaginait que la victoire alliée ramènerait les temps passés de la grandeur française. Que reste-t-il aujourd'hui de ces illusions? La France a perdu son empire d'outre-mer, elle a même perdu son autonomie militaire, elle est partie intégrante de l'empire américain, peut-être demain de l'empire soviétique comme elle l'aurait été de l'empire hitlérien. Ce n'est pas "l'intérêt national" au sens traditionnel qui permet de donner tort aux tenants de l'empire allemand, raison aux tenants de l'empire américain ou soviétique.

Discrimination entre les idéologies

Cette objection nous ramène au problème que posait déjà le cas de l'Allemand anti-hitlérien. Quand le critère de la légalité ou de l'intérêt national fait défaut, sommes-nous livrés à l'arbitraire pur? Certains Français préféraient une France nationale-socialiste, d'autres une France démocratique. Le choix d'un des camps était déterminé, et ne pouvait pas ne pas l'être, par les préférences idéologiques. Anglais, Allemands, Américains, Russes pouvaient échapper à ces incertitudes en obéissant aux obligations de leur nationalité, en mettant au-dessus de tout l'intérêt national, assimilé au succès des armes. Les Français ne le pouvaient plus à partir de 1940. Qu'ils choisissent la neutralité, la collaboration ou le gaullisme,

ils étaient traîtres aux yeux d'une ou peut-être de deux factions opposées. Si seule l'Europe hitlérienne offrait à la France un avenir, les gaullistes combattaient contre leur patrie. Si l'Europe hitlérienne condamnait la France à mort, les collaborateurs étaient des traîtres.

Supposons que cette manière de poser le problème soit entièrement valable, écartons les arguments que nous avons fait valoir dans les pages précédentes et qui démontrent l'asymétrie des deux choix (de la collaboration et du gaullisme), faisons une hypothèse supplémentaire. Hitler offrait réellement à la France une place honorable dans l'Europe hitlérienne: en cette hypothèse, le choix des collaborateurs aurait-il réellement été l'équivalent de celui des gaullistes? Des goûts, des couleurs ou des idéologies, faut-il dire qu'on ne discute pas?

Ce scepticisme est à la mode. Et il se justifie partiellement par certains traits constants de l'histoire humaine en même temps que par les circonstances actuelles. La force joue dans la naissance des États et les changements des institutions un rôle que personne ne peut nier. L'empire romain, la révolution française ont répandu avec prodigalité le sang des hommes. Les arrière-neveux des combattants, vaincus et martyrisés, célébraient la paix romaine, et tel duc de ma connaissance me disait: "Moi qui suis démocrate..." Les crimes du III^e Reich n'auraient pas pesé lourd dans la balance des historiens si l'Europe avait trouvé, grâce à la prédominance des armes allemandes, unité et grandeur. Au reste, en 1940, les deux camps se renvoyaient l'un à l'autre leurs atrocités: aux camps de concentration répondait Katyn. Les bombes anglaises et américaines ravageaient les quartiers d'habitation. Sur le continent, la partie se jouait entre communistes et nationaux-socialistes.

Je ne prétends certes pas que la discrimination entre les idéologies historiques soit facile. Aucun parti révolutionnaire n'a les mains propres, aucun que l'on ne puisse concevoir rétrospectivement comme innocenté par les conséquences indirectes de ses crimes. Mais la décision politique ne se prend pas sur le mode du futur antérieur. Dans les situations extrêmes, la décision politique est aussi morale, existentielle si l'on veut. Le national-socialisme se définissait lui-même par le racisme, par la supériorité biologique du peuple allemand, par la résolution fanatique d'assurer à ce peuple l'espace et la puissance auxquels sa supériorité même lui donnait droit. Il niait l'égalité des races humaines et la possibilité de paix entre les races. Souscrire à cette doctrine inhumaine était une décision inhumaine, un refus d'admettre l'humanité de centaines de millions d'hommes. Ceux qui adhéraient au mouvement ignoraient le plus souvent qu'en application

logique de leur doctrine les hitlériens étaient en train d'exterminer les Juifs? Cette ignorance est moralement une circonstance atténuante, elle ne l'est pas intellectuellement. Une politique raciste implique l'éventualité du génocide. Les écrivains fascistes dont Paul Sérant nous rappelle les idées ne l'avaient pas compris? Certes, mais j'éprouve à ce point la tentation de citer un mot de Julien Benda, je crois: "Peut-être la sottise est-elle la vraie trahison des clercs."

L'idéologie communiste justifie la liquidation de classes condamnées par l'histoire. Elle est, elle aussi, une idéologie de guerre permanente jusqu'à la diffusion universelle du régime dit communiste. Il est facile, me dira le contradicteur, de condamner le national-socialisme à cause du racisme, le communisme en raison de l'interprétation qu'il donne à la lutte de classes, mais les Européens de l'Est, de 1940 à 1945, n'avaient le choix, nous le savons, qu'entre Hitler et Staline. S'ils refusaient de choisir, ils se vouaient à l'exil. S'ils choisissaient le despotisme brun ou rouge, ils étaient traîtres aux tenants de l'autre despotisme, traîtres aussi aux yeux des adversaires irréconciliables des deux despotismes.

Que telle ait été la situation, il faudrait être de mauvaise foi pour le nier. Aussi le démocrate ne sera-t-il nullement enclin à taxer de trahison les Polonais ou les Tchèques, les Roumains ou les Hongrois qui, en dépit de leurs convictions, se sont ralliés au communisme parce qu'ils le jugeaient préférable au national-socialisme. Le choix contraire était-il équivalent? Personnellement, je crois le national-socialisme intrinsèquement pervers, parce qu'il niait l'unité de l'espèce humaine alors que le communisme est inspiré, à l'origine, par une révolte morale et qu'il est perverti ensuite par des erreurs intellectuelles et par une sorte de fanatisme éthique. Une conversion du communisme à la paix, me paraît, logiquement et humainement, possible, non une conversion du national-socialisme. Mais j'ajoute que je me refuse à porter un jugement sur les "démocrates"[\(1\)](#) d'Europe Orientale qui se sont compromis avec Hitler contre Staline. Il est trop facile de donner des leçons de morale quand on est soi-même à distance et à l'abri.

En quoi consiste, me dira-t-on, la perversité du communisme? Le chrétien voit cette perversité dans l'athéisme dogmatique et militant, mais le démocrate, rationaliste et libéral qui n'est pas religieux, sur quoi se fonde son refus? Entendons-nous bien. Sur le plan des opinions ou de l'expérience, je n'ai aucune peine à justifier le refus du parti unique, de la planification autoritaire, des procès de Moscou, de la collectivisation agraire. Je n'ai pas de peine non plus à

plaider que ces atteintes à la liberté ne sont même pas compensées par plus de justice sociale, la société soviétique n'étant pas plus égalitaire ou équitable que les sociétés capitalistes. Mais il s'agit là d'applications, peut-être temporaires, de la doctrine. La doctrine nationale-socialiste est perverse, je préfère appeler mensongère la doctrine communiste (l'interprétation que le léninisme ou le stalinisme ont donnée du marxisme).

Le marxisme est né d'une révolte généreuse contre les cruautés du capitalisme, contre les injustices de l'ordre social. Mais il est, dès l'origine, vicié par des erreurs intellectuelles: attribuer *toutes* les aliénations humaines au régime de propriété ou de régulation, réduire ou ramener *tous* les conflits humains à la lutte de classes, confondre dans la même notion de classe la masse des travailleurs salariés ou industriels et la minorité privilégiée que comporte toute société. Ces trois erreurs intellectuelles, qui sautent aux yeux pour ainsi dire, développent logiquement leurs conséquences. Le parti, une fois au pouvoir, devient inévitablement une minorité privilégiée, mais il ne peut pas accepter sa propre existence, il doit se donner non pour ce qu'il est mais pour le prolétariat. Il excommunie celui qui nie cette assimilation. Ayant forgé le mythe de la classe ouvrière unie à travers les frontières des nations, les doctrinaires, une fois au pouvoir, se croient les interprètes du prolétariat; ils sont tout étonnés d'avoir à construire le socialisme dans un seul pays et ils traitent de traîtres les socialistes qui, en dehors de Russie, ne se sentent pas soumis par leur foi à la discipline du parti bolchevique d'U.R.S.S. Enfin, au fur et à mesure qu'ils construisent le socialisme, c'est-à-dire qu'ils développent les forces productives sur la base de la propriété collective et de la planification, les communistes se heurtent à des résistances toujours renouvelées, ils découvrent les injustices de la société socialiste et des oppositions parmi eux. Mais ils ne peuvent donner une place honorable, dans leur système de pensée, à ces groupes, broyés par les constructions du socialisme, à ces militants révoltés par certaines violences ou partisans d'une autre "ligne". Staline allait jusqu'au bout de la logique mensongère: ces résistants appartenaient à l'univers capitaliste à l'agonie, ces opposants étaient soudoyés par l'Intelligence Service, les uns et les autres étaient des traîtres. L'épuration permanente avait socialement des causes multiples, mais elle était aussi une conséquence rationnelle du principe mensonger selon lequel toutes les aliénations dérivait du régime de l'économie.

Dans la *Critique de la raison dialectique*, Jean-Paul Sartre, toujours prompt à élever au niveau de la métaphysique les péripéties de l'actualité, lie la terreur au serment et fait surgir le "groupe" de la série par le serment réciproque

qu'échangent les militants du "groupe". En tant que série, la classe n'est encore que la communauté d'un destin subi. En tant que groupe, c'est-à-dire unité d'un projet collectif, la classe exige de chaque individu la participation à la lutte, sans réserves et sans déviation. Pour le groupe engagé, toute déviation est trahison.

La propension des communistes, vingt ans après la prise du pouvoir, à diviser le monde en deux camps et à considérer comme traîtres, en leur propre sein, tous ceux qui se soustraient à la discipline du parti, ne s'explique pas seulement par l'essence éternelle du parti autoritaire, par la logique de la lutte ou par le lien entre le serment et la terreur. C'est le mensonge intrinsèque de la doctrine qui s'exprime dans la permanence de la terreur. Les communistes exécutent comme traîtres les opposants parce qu'ils ont sacralisé un parti profane et nié le caractère naturel et inévitable des conflits entre les idées, les intérêts, les hommes. Le parti communiste, qui se donne pour but la reconnaissance universelle des hommes les uns par les autres, finit par nier l'humanité de millions d'hommes baptisés traîtres, parce qu'il a méconnu, au point de départ, quelques-unes des données fondamentales de l'existence humaine: la division de l'humanité en nations, l'hétérogénéité inévitable de toute société complexe, la multiplicité d'origines des rivalités et des injustices.

De 1940 à 1960

Traduisons les résultats de ces analyses en un autre langage. La multiplication de "traîtres" ne tient pas à une baisse de la moralité, mais à l'entrecroisement des conflits entre États et des conflits entre idéologies, à la pluralité des groupements qui réclament de l'individu un engagement total, à la nature des partis totalitaires. Pour les citoyens des États petits ou moyens, il arrive que la discrimination de l'ami et de l'ennemi, du pouvoir légal et du pouvoir usurpé soit malaisée (surtout quand le pouvoir légal n'est peut-être pas légitime). Bien plus, le Français communiste, au moment du pacte franco-soviétique, doit trahir ou son parti ou sa patrie. Quelle que soit l'attitude adoptée, il sera traître aux yeux des uns ou des autres. L'Allemand anti-hitlérien doit travailler soit à la défaite de sa patrie, soit à la victoire d'un régime, d'un homme, d'idées qu'il déteste. Il trahit ou sa nation ou ses convictions. Le communiste, opposé à Staline au moment de la collectivisation agraire ou du pacte germano-soviétique, ne voulait ni quitter le parti ni aider l'ennemi de classe, mais il était paralysé par son serment. Pouvait-il mettre en doute l'infailibilité du parti sans ébranler le dogme lui-même? Si Staline et les siens, des années durant, étaient susceptibles de se tromper, que restait-il de la confusion posée comme évidente du parti et du prolétariat?

Dans une telle conjoncture, il serait vain de se réclamer de l'absolutisme national. Aucun d'entre nous ne jure fidélité à l'État national quel que soit son régime, quels que soient les hommes qui l'incarnent. Nous autres démocrates nous conservons estime et sympathie aux Allemands qui se sont battus contre la *Wehrmacht*, dans les rangs alliés, nous ne sommes pas sans indulgence à l'égard de Vlassov et des siens. Traiter Francis Jeanson et ses compagnons du réseau de soutien du F.L.N. de traîtres ne nous avancera guère et ne résoudra en rien le problème politique et moral qui se pose authentiquement. Le serment implicite à la nation ne doit pas l'emporter, en toutes circonstances, sur le serment explicite à un parti ou à des idées. Je juge personnellement que le communiste a tort de mettre un prolétariat mondial qui ne peut pas exister au-dessus de la réalité nationale française, mais je ne donne pas tort à l'Allemand qui a voulu la défaite de sa patrie, corrompue par la peste brune. Les idéologies ne sont pas équivalentes et les deux jugements ne sont pas contradictoires. Le refus de la discipline nationale est un acte grave. Toute la question est de savoir quand les circonstances sont assez "exceptionnelles" pour justifier la rupture.

Le dissident(2) lui-même, celui que l'État et peut-être la nation taxe de trahison, se sent justifié quand il est convaincu que sa patrie cesse d'être celle à laquelle il a juré fidélité. Mais le dissident peut se tromper; selon quels critères l'observateur lui donnera-t-il tort ou raison? Je ne suis pas sûr qu'il y ait des critères constants. À chaque époque révolutionnaire, des hommes appartenant à la même classe ont fait des choix opposés. Pendant les guerres de l'Empire, certains aristocrates français combattaient dans les armées impériales, d'autres dans les rangs des Anglais, des Russes ou des Prussiens. Les uns et les autres se croyaient justifiés et se réclamaient d'une fidélité.

La "dissidence" du général de Gaulle en 1940 est autre. Si le gouvernement de Vichy avait été un gouvernement de collaboration, s'il avait pris parti pour l'ennemi et contre l'allié, s'il avait rendu service au seul camp contre lequel la France avait pris les armes, la dissidence aurait été immédiatement légitime, même si elle avait été illégale. Quelques discours du général de Gaulle, en juin 1940, glissaient vers cette simplification qui aurait laissé face à face ceux de Paris et ceux de Londres. Mais ceux de Vichy refusèrent obstinément cette réduction "manichéenne", au moins jusqu'à novembre 1942. Aussi les gaullistes, en privé, utilisaient-ils des arguments divers: la "neutralité" de Vichy est déshonorante; Vichy sert les Allemands plus que les Alliés; la France doit être représentée dans le camp allié; seul le général de Gaulle assure la présence continue de la France parmi les vainqueurs, les gaullistes empêchent le

gouvernement de Vichy d'aller trop loin dans la collaboration et lui donnent un argument qu'il emploie pour restreindre les exigences allemandes, etc. Quant au général de Gaulle lui-même, il semble que par une décision à la fois mystique et raisonnée, il ait décrété, dès juin 1940, que le gouvernement de Vichy n'incarnerait jamais la France et que lui, et lui seul, devait assumer l'héritage, incarner la légitimité nationale.

La dissidence de Francis Jeanson n'est ni celle de l'Allemand anti-hitlérien ni celle du général de Gaulle ou des gaullistes. Il peut difficilement mettre en doute la légalité ou la légitimité des gouvernements de la IV^e République qui ont mené la guerre d'Algérie. Le gouvernement de la Ve République a dû son avènement à un quasi-coup d'État militaire, mais ce coup d'État a été ratifié par des votes libres. Si Jeanson récuse les gouvernants français, il sera amené à récuser la légitimité démocratique elle-même. Au reste, mieux vaut l'écouter. Que répond-il à l'accusation de trahison?

"Je sais bien qu'on nous accuse de trahison. Mais je demande: qui, et quoi, trahissons-nous? *Juridiquement*, nous sommes plongés dans la guerre civile puisque les Algériens sont officiellement considérés comme des citoyens français "à part entière", donc nous ne trahissons, pas la France. *En fait*, la communauté nationale n'existe plus; où sont ses grands axes, où sont ses lignes de force, où sont les points fixes de la structure? Aucune mystique nationale, aucun néo-barrèsianisme ne me persuadera d'avance que je me sens en communauté avec MM. Debré et Kovacs, avec le général Massu et le lieutenant Charbonnier, avec les agents de la répression et ceux qui s'emploient à la justifier. Aucun civisme de pure forme ne me fera admettre qu'il existe encore "des conduites" légales et des devoirs communs, quand le Président de la République lui-même - le sauveur de la France - se fait le champion de l'illégalité en prenant le pouvoir grâce à un coup de force et en n'appliquant pas une Constitution qu'il a lui-même fait voter dans ces conditions-là."

On le voit, Francis Jeanson met en cause les origines de la Ve République, mais secondairement. Les, deux réponses à l'accusation de trahison figurent dans la première phrase: *juridiquement*, les Algériens étant français, mènent une guerre civile et non une guerre étrangère. *Moralement*, il n'y a plus de communauté nationale: comment aurait-il le sentiment de trahir une communauté qui n'existe plus?

Juridiquement, la réponse est incontestable, mais elle prouve seulement que l'action du réseau de soutien constitue un cas d'atteinte à la sûreté intérieure ou

extérieure de l'État, non d'intelligence avec l'ennemi. Le Code ne définit pas Francis Jeanson comme un traître, mais il le définit à coup sûr comme un criminel. Probablement d'ailleurs ne ferait-il pas de difficultés pour l'admettre.

La communauté française existe-t-elle encore?

L'essentiel me semble la deuxième réponse. Comment trahirait-il une communauté nationale qui n'existe plus? Les "collaborateurs" invoquaient cet argument en 1944, les gaullistes en 1940. Le plus grave, c'est qu'au moins en un sens ils ont tous raison.

La France, depuis 1945, est déchirée par la "dissidence" communiste. Des millions de Français votent et pensent comme s'ils étaient favorables à la cause de la puissance contre laquelle la France organise sa défense. À la dissidence communiste s'est ajoutée une dissidence provoquée par les guerres coloniales, d'année en année grossie par la guerre d'Algérie. La question se pose aux "dissidents" de savoir dans quelle mesure ils se soumettent à la discipline nationale alors qu'ils condamnent la politique menée par les représentants de la nation.

Pour commencer, ayons l'honnêteté de reconnaître que les Français s'opposent, une fois de plus, violemment, passionnément les uns aux autres. J'ai entendu un jeune Français me dire: "Si nous abandonnons l'Algérie, j'émigre, parce que j'aurai honte d'être Français." J'ai entendu d'autres jeunes Français me dire avec le même accent, au retour d'Algérie: "J'ai honte d'être Français." La "perte" de l'Algérie bouleverse certaines consciences comme la "pacification" en bouleverse d'autres.

En un cas pareil, tous les Français devraient se raccrocher à la légalité, seule protection contre la guerre civile. Disons-le brutalement: "le coup de la légalité" ne prend plus. La légalité n'a pas arrêté le général de Gaulle en juin 1940 ou en mai 1958. On a condamné aux travaux forcés, en 1944 et 1945, des officiers généraux qui n'avaient cessé d'obéir aux ordres du gouvernement à leurs yeux légal. Michel Debré et ses amis ont activement comploté au renversement de la IV^e République; le Premier ministre avait proclamé le droit d'insurrection contre un gouvernement qui mettrait en cause la souveraineté française en Algérie. Pourquoi l'insurrection contre un gouvernement qui ferait la paix serait-elle légitime, l'insurrection contre un gouvernement qui fait la guerre criminelle?

Bien sûr, tout dépend du sens que l'on donne à la guerre d'Algérie. Les Algériens aspirent-ils à l'indépendance? Sont-ils authentiquement représentés par le F.L.N. Quel serait le régime qu'établirait le F.L.N. s'il l'emportait? Ces

questions et beaucoup d'autres se posent, mais le fait est que nombre de Français donnent à ces questions des réponses telles que la guerre d'Algérie leur paraît injuste plutôt que juste, contraire aux valeurs qu'incarne la France, contraire même à l'intérêt durable du pays. Les Français qui pensent ainsi - et je suis l'un d'entre eux - au nom de qui vont-ils condamner Francis Jeanson ou les réfractaires, ceux qui refusent de faire leur service militaire?

Un premier argument a été employé: le refus d'obéissance aussi bien que le soutien au F.L.N. seraient inefficaces. Il n'y aura jamais assez de réfractaires pour impressionner le gouvernement, et les Français qui combattent avec le F.L.N. exaspèrent encore les passions de l'autre partie. Leur contribution matérielle à la cause du F.L.N. est médiocre, leur contribution politique est nulle ou négative. Jamais le F.L.N. ne l'emportera militairement sur l'armée française. Un accord avec le F.L.N. a plus de chances d'être conclu par un gouvernement de droite que par un gouvernement de gauche. En s'associant au F.L.N., les Français hostiles à la guerre d'Algérie risquent de s'exclure du jeu politique et de laisser la place libre aux autres.

Les arguments d'efficacité ou d'opportunité, je l'avoue, ne me convainquent pas. Quel sera le nombre des réfractaires? Nul n'en sait rien. L'effet moral des désertions n'est pas proportionnel au nombre. Le retentissement des refus multiplie leur vertu contagieuse. Il n'est pas question naturellement de conseiller la désertion. L'homme d'âge n'invite pas les jeunes à prendre des risques. Le refus d'obéissance ne peut être qu'une décision individuelle que l'État doit punir en tout état de cause, mais que le moraliste juge en fonction des circonstances.

En ce qui concerne Francis Jeanson et ses amis, la question est plus grave, parce que l'action est collective et politique, non individuelle et éthique. La seule manière de rejeter publiquement et efficacement toute solidarité avec une guerre injuste, avec la répression ou les tortures, c'est de combattre aux côtés de ceux qui combattent l'oppression. Francis Jeanson ajoute que sa décision est avant tout politique, qu'elle ne vise pas à lui donner la paix de la conscience, mais à peser dans la balance des événements, à entraîner les masses françaises, subsidiairement à sauver l'honneur de la France et à préserver les chances de l'amitié franco-algérienne. Journalistes et écrivains de la gauche non communiste, *Esprit*, *Observateur*, *Express* ont critiqué l'argument politique plutôt que l'argument moral. Ils admettent la valeur du témoignage, ils nient l'efficacité de l'action.

Personnellement, je crois probable que les réseaux clandestins constitués par

Francis Jeanson pour aider le F.L.N. font *politiquement* plus de mal que de bien. Non que j'admette le sophisme de Thierry Maulnier: les Français se contredisent en rejetant le nationalisme français et en souscrivant au nationalisme algérien. Si les Français n'avaient plus le droit de se constituer en nation, Francis Jeanson serait nationaliste comme le sont aujourd'hui ses amis du F.L.N. C'est le nationalisme français qui se contredit en refusant aux Algériens ce qu'il réclame pour lui-même. Sans doute répond-on que la nation algérienne n'a jamais existé et n'existe pas. Mais à supposer que la nation algérienne n'ait pas existé dans le passé, les soldats qui sont morts pour elle, les armes à la main, prouvent qu'elle existe désormais dans le cœur de milliers d'hommes. Ce qui fait douter de l'efficacité de l'action menée par Francis Jeanson et les siens, c'est que l'opinion publique en France ne croit pas aux thèses officielles. Autrement dit, elle ne considère pas les Algériens comme des Français à part entière; elle n'interprète pas leur combat comme une guerre civile; le F.L.N., aux yeux de la plupart des Français, n'est pas un parti français, c'est le représentant de ceux des Algériens qui ne veulent pas être Français. Il est courant qu'à propos de tels ou tels étrangers, les journaux posent la question: sont-ils pro-Français ou anti-Français? Les militants ou soldats du F.L.N. sont précisément, aux yeux de l'opinion française, des étrangers anti-Français.

Répondra-t-on que les Algériens, s'ils ne sont pas Français à part entière, doivent avoir le droit de s'organiser en nation souveraine? L'opinion métropolitaine sur ce point est divisée; une fraction est prête à reconnaître ce droit, une autre s'y refuse pour des motifs divers: la majorité des Algériens souhaite devenir française, ou, du moins, est prête à l'accepter, les Français d'Algérie ont, de l'autre côté de la Méditerranée, autant de droits que les Musulmans du F.L.N.; donner satisfaction à celui-ci, c'est acculer ceux-là au choix célèbre: le cercueil ou le bateau. Les richesses du Sahara ont été créées par la France qui les perdrait si elle perdait la souveraineté sur l'Algérie; la sécurité du pays et de l'Occident tout entier serait compromise par la présence à Alger d'un gouvernement hostile, etc. La question n'est pas d'examiner la force de ces arguments. Tout ce que j'affirme, c'est qu'ils semblent convaincants à une fraction importante de l'opinion métropolitaine. À cette fraction, les Français qui combattent dans les rangs du F.L.N. apparaissent comme des traîtres acharnés à la défaite de leur patrie. Quant à l'autre fraction, qui tient les Algériens pour des étrangers et leur accorderait le droit à la nationalité, elle n'en est pas moins choquée par la participation effective à l'action du F.L.N., cette participation ajoutant un élément de guerre civile à une guerre réellement, mais non

juridiquement, étrangère.

Je dois l'avouer: sur le plan de l'efficacité la controverse ne mène pas à des conclusions certaines. Jeanson peut plaider que la publicité faite, avec l'aide du gouvernement français et de la presse, à son réseau de soutien a frappé nombre de Français. Le scandale a fait réfléchir ceux qui soutiennent la politique officielle; il a fait honte de leur passivité à ceux qui lui sont hostiles. Le bilan est moins indiscutable que ne le voudraient les adversaires tout à la fois de la guerre d'Algérie et des Français entrés dans la clandestinité du F.L.N.

En vérité, il est trop simple de répondre à Jeanson qu'il se trompe et qu'il ne sert pas la cause de l'Algérie, du F.L.N. ou de la paix. Car il aurait beau jeu à rétorquer: seriez-vous prêts à me suivre s'il vous était démontré que le réseau de soutien est politiquement efficace? Je suis de ceux qui n'approuvent pas la politique des derniers gouvernements de la IV^e République et du premier gouvernement de la V^e. Et pourtant, je ne me sens ni tenu ni même tenté de combattre avec et pour le F.L.N., si l'on préfère avec et pour ceux des Algériens qui réclament l'indépendance. Cette attitude, qui est celle de la plus grande partie de la gauche, ne se justifie en dernière analyse que par deux arguments: ou bien l'engagement de Français dans l'armée du F.L.N. est *inefficace*, ou bien il est *erroné*, l'erreur politique et morale s'exprimant par la rupture de la discipline ou même de l'appartenance nationale (le réfractaire manque à la discipline: celui qui combat dans les rangs de l'armée qui combat les soldats de son propre pays sort, momentanément au moins, de la communauté nationale). Puisque je viens de mettre en doute l'argument d'efficacité, il me faut démontrer la valeur du deuxième argument.

Répetons tout d'abord, sous une forme un peu différente, une idée que j'ai déjà indiquée un peu plus haut: la rupture de la discipline nationale, surtout à notre époque et sous un régime démocratique, est un acte grave. Dans le conflit historique qui oppose les régimes constitutionnels pluralistes aux régimes de parti unique, les premiers souffrent de multiples désavantages en raison même de leur valeur humaine. L'organisation totalitaire obéit à la loi de l'action et presque de la guerre. L'organisation représentative et pluraliste s'efforce de respecter les droits de tous et fait confiance à la discussion pour dégager un vouloir commun. Ces derniers régimes sont constamment menacés de se dissoudre et, par suite, de laisser la place libre aux régimes qui nient les valeurs que les démocraties proclament si elles ne les accomplissent pas toujours. Il est plus difficile matériellement mais moins grave moralement de refuser l'obéissance à un État

totalitaire. Celui-ci, en rejetant ses adversaires hors de la communauté, en assimilant les opposants à des traîtres, innocente pour ainsi dire ceux des opposants qui se croient libérés de toute obligation. En revanche, le citoyen d'une libre démocratie a juré d'obéir à la loi de la majorité; il faut, le jour où il manque à ce serment politique, et non pas seulement national, des raisons à ses yeux irrésistibles.

La rupture, en juin 1940, n'avait pas ce caractère radical. Le gouvernement de Vichy avait perdu une part de sa liberté; il ordonnait de ne plus porter les armes contre les puissances de l'Axe, mais il était contraint de le faire; peut-être était-il favorable à ce qu'il se croyait obligé d'interdire. Certes, dans la mesure où ce gouvernement encore à demi-autonome jugeait conforme à l'intérêt de la France une neutralité temporaire, les gaullistes se dressaient contre lui, opposant non une France à une autre mais une politique à une autre, comme Clemenceau avait pu s'opposer à Caillaux ou les partisans de la paix, en 1871, à Gambetta et aux jusqu'aboutistes. Tel était le sens que, personnellement, je donnais au conflit que symbolisaient les deux noms du Maréchal et du Général, jusqu'au 11 novembre 1942. Pour cette raison même, je n'étais, pas d'accord avec la conduite du mouvement gaulliste, avec la propagande manichéenne, avec la semi-confusion entre collaborateurs et attentistes, avec l'acceptation, implicite et anticipée, d'une guerre civile entre vichystes et gaullistes. J'étais à l'époque, et je le suis resté, convaincu qu'un peuple aussi porté aux factions que le peuple français n'a une chance de sauver sa propre unité et de survivre que par un effort incessant contre ses démons, contre la tentation de chacun des partis de revendiquer le monopole du patriotisme, de prétendre seul incarner la nation.

À l'heure présente, les libertés politiques subsistent encore pour l'essentiel. Les journaux qui dénoncent la "pacification" continuent de paraître malgré quelques saisies; les partis tiennent des congrès et votent des motions; le gouvernement n'est pas despotique; les citoyens ne sont pas ravalés au rang de sujets; les sondages ne révèlent pas d'opposition radicale entre ce que fait l'État et ce que souhaitent les Français. Peut-être ceux-ci sont-ils en majorité favorables à des négociations avec le F.L.N. Seraient-ils favorables à la paix à laquelle conduiraient les négociations?

La rupture n'interviendrait pas avec un gouvernement infidèle à la volonté du pays ou manipulant cette volonté, la rupture serait avec la nation. La guerre d'Algérie justifie-t-elle cette rupture? Personnellement, je ne le crois pas.

Si l'on me demandait: cette guerre est-elle juste ou injuste? si l'on m'obligeait

à choisir entre les deux termes, je répondrais: elle est injuste. Mais j'aurais le sentiment de fausser, par une simplification grossière, les données d'une situation inextricable. Les Algériens, même s'ils n'ont pas été une nation dans le passé, ont le droit d'en devenir une dans l'avenir. Il n'est pas douteux qu'une fraction d'entre eux, que je crois personnellement majoritaire, veut devenir une nation. Mais les millions d'Algériens qui vivaient selon les coutumes anciennes, en 1954, qui éprouvent un sentiment de révolte contre la domination étrangère, de solidarité avec les combattants du maquis, on hésite à leur attribuer une "conscience nationale"; le nombre des musulmans exécutés par les terroristes est trop élevé pour que l'on puisse souscrire à la mythologie d'un peuple unanime contre "l'oppression colonialiste" (on peut encore moins souscrire à la mythologie d'un peuple consentant et d'une poignée d'agitateurs payés par l'étranger).

Quelles que soient la forme et l'ampleur de la conscience nationale des musulmans d'Algérie, l'existence d'un peuplement européen pose un problème aussi bien sur le plan politique que sur le plan moral. Répondre que le problème a été créé par la conquête n'avance à rien. Il est vrai que le problème a été créé par la conquête au siècle dernier, mais prétendre éliminer toutes les conséquences de la conquête sous prétexte que celle-ci a été injuste à l'origine mènerait loin. L'arabisation de l'Algérie a été aussi le résultat de la conquête. Au début de la rébellion, le mot d'ordre était répandu: la valise ou le cercueil. Il demeure probable qu'une fraction importante de la minorité européenne quitterait une Algérie gouvernée par le F.L.N. Le respect des minorités appartient aussi à l'héritage démocratique. En accordant toute satisfaction à la revendication dont le F.L.N. se déclare l'interprète légitime, on risque fort de sacrifier les droits de ceux qui furent hier des privilégiés et qui considèrent l'Algérie comme leur patrie.

Un principe comme celui des nationalités ou de l'autodétermination ne peut être appliqué mécaniquement, abstraction faite des circonstances. Pour que le niveau de vie des Algériens ne s'effondre pas, pour que la libération n'entraîne ni misère accrue ni totalitarisme, il faut qu'elle intervienne dans des conditions telles que la minorité européenne ne quitte pas le pays à la manière dont les Belges ont quitté le Congo indépendant. L'évolution vers l'indépendance est probablement inévitable, souhaitable dans la mesure où elle répond aux aspirations des Algériens. Une telle évolution exige qu'entre les deux communautés d'Algérie, la guerre, si horrible soit-elle, ne devienne pas lutte à mort excluant toute réconciliation. L'homme de droite qui se déclare en faveur des négociations avec le F.L.N. et d'une évolution vers l'indépendance, contribue

à susciter d'un côté et de l'autre l'esprit de compromis, faute duquel la catastrophe d'une guerre interminable ou d'une sécession tragique est inévitable. Le Français qui s'engage dans les troupes du F.L.N. exerce-t-il une influence de même sorte?

La France, comme tous les peuples politiquement organisés, doit à la fois garantir sa propre existence et incarner des valeurs. Je crois contraire aux valeurs françaises le refus aux Algériens du droit à la nationalité. Mais les positions de puissance au sud de la Méditerranée sont peut-être nécessaires, en tout cas utiles à la sécurité du pays. Ces sortes de considérations ne peuvent pas plus être étrangères aux Français qu'aux Soviétiques ou aux Américains. Je ne crois pas que ces considérations justifient, même sur le plan réaliste, l'actuelle politique, du moins doivent-elles inciter le partisan des négociations avec le F.L.N. à demeurer le compatriote de celui qui les rejette.

Cette argumentation, j'en conviens, ne convaincra que ceux qui sont convaincus à l'avance. Toutes les attitudes, celle de Thierry Maulnier, celle de Francis Jeanson, celle de *L'Express* ou de *France-Observateur*, la mienne, sont à la fois fortes et faibles. Chacune a des arguments contre l'autre. La pacification, il est vrai, ne se conçoit pas sans la torture, mais la guerre de libération ne se conçoit pas sans le terrorisme. Tortures en vue de l'Algérie française contre terrorisme en vue de l'indépendance algérienne. C'est le but qui permet de trancher, ce ne sont pas les moyens. On ne combat pas avec des nationalistes étrangers même si l'on juge leur cause plus juste que celle de son propre pays. Est-ce assez de désapprouver passivement une politique que l'on estime injuste?

J'ai essayé, dans les pages précédentes, de préciser les motifs de ma propre décision. Je voudrais conclure par un appel à nos princes. Les gaullistes, en 1940, ont proclamé que dans les circonstances exceptionnelles, la conscience devait l'emporter sur l'obéissance au pouvoir légal. De 1955 à 1958, pour ramener le général de Gaulle à l'Élysée et pour empêcher les négociations avec le F.L.N., les gaullistes ont proclamé en acte le droit à l'insurrection. En mai 1958, en janvier 1960, les officiers se sont arrogé une sorte de droit de veto sur la politique algérienne du gouvernement.

En Algérie et en France, nombreux sont les civils et les militaires qui tracent une limite au-delà de laquelle ils reprennent leur liberté de révolte. L'homme, quel qu'il soit, responsable du destin français, doit s'efforcer désespérément de maintenir l'unité de la France et de son armée. Mais il aurait tort de croire que le danger vient d'un seul côté. Les réfractaires, Francis Jeanson, ont fait retentir une

sonnette d'alarme qui, pour avoir eu moins d'échos que les barricades du 24 janvier, devrait avoir été entendue à l'Élysée et à Matignon.

Autant qu'une certaine perte de l'Algérie, une certaine guerre d'Algérie porterait un coup fatal à la communauté française.

[\(1\)](#) J'appelle démocrates ceux qui refusaient l'un et l'autre mouvement révolutionnaire, celui de Hitler et celui de Staline, au nom des valeurs chrétiennes et (ou) libérales.

[\(2\)](#) Le dissident est celui qui, tout en appartenant à une communauté nationale, ne se considère plus comme moralement engagé à l'égard de celui ou de ceux qui le représentent.

La présomption

**Preuves
novembre 1960**

"Toutes les factions françaises, dans la métropole et en Algérie, se sont ralliées au général de Gaulle, mais aucune n'a renoncé à ses convictions, ses préjugés ou ses mythes. Soustelle, Amrouche, Mauriac, Bourguiba, le roi du Maroc, M. de Sérigny, les généraux de Paris, les colonels d'Alger, tous comptent sur lui, tous lui font confiance, pour maintenir l'Algérie française ou pour lui donner l'indépendance, pour traiter la Tunisie en amie ou en ennemie, pour rénover la démocratie ou pour la liquider. Il faut un peuple sceptique pour croire au miracle... La question se pose dans les termes suivants: menée par le général de Gaulle, la politique antérieure a-t-elle chance de réussir? Le nouveau gouvernement a-t-il la possibilité d'adopter une politique par laquelle les gouvernants de la IV^e République auraient été, eux aussi, en mesure de rétablir la paix? Enfin, une politique intermédiaire que des gouvernements faibles étaient incapables, non de concevoir mais de choisir résolument, promet-elle, adoptée par un gouvernement fort, une paix honorable pour tous?"

J'ai écrit ces lignes en juin 1958⁽¹⁾, au lendemain du retour au pouvoir du général de Gaulle. Deux ans se sont écoulés depuis la conférence de presse de septembre 1958 et l'offre de la paix des braves. La confusion s'est dissipée. Soustelle est dans l'opposition, M. de Sérigny va passer en jugement, colonels et généraux ont été déplacés. Mais la paix n'a pas été rétablie. Quelle est, des trois politiques que j'envisageais comme possibles - continuer la pacification, traiter avec le F.L.N., rechercher une solution intermédiaire -, celle que le général de Gaulle a choisie et quels en sont les résultats?

L'ancienne politique, menée par le nouveau régime, ne réussira pas: telle était la prévision que je formulais, sans avoir d'ailleurs aucun mérite à le faire: "Je doute pourtant que l'affirmation de la volonté française suffise à briser la volonté des nationalistes algériens. Le F.L.N. de toute évidence ne capitulera pas, c'est-à-dire ne consentira pas à poser les armes, à participer aux élections organisées par l'armée française et à abandonner sa double revendication, d'indépendance pour l'Algérie et de représentativité pour lui-même." Les événements ont confirmé la quasi-impossibilité d'une solution par les armes. Non que des progrès n'aient été accomplis sur le plan proprement militaire, progrès que je n'excluais nullement. Mais j'ajoutais: "L'objectif reculerait, au fur et à mesure qu'on aurait l'illusion

d'en approcher. Car une Algérie libre se renforcerait en dehors des frontières, au fur et à mesure que la rébellion s'affaiblirait à l'intérieur. Cette Algérie libre se radicaliserait en perdant ses bases dans le maquis. Une fois évanoui tout espoir d'entente avec les Français, elle miserait à fond sur Le Caire, voire sur le bloc communiste. Elle entraînerait irrésistiblement avec elle la Tunisie dans l'aventure." Nous en sommes là: le F.L.N. s'affaiblit à l'intérieur, il se prépare, certains de ses dirigeants au moins se préparent, à jouer la carte de Pékin.

La deuxième politique était celle d'une négociation avec le F.L.N., directe ou par l'intermédiaire de Tunis ou de Rabat. Deux conditions, disais-je, sont indispensables au succès de cette politique: "à Paris un gouvernement capable de vaincre les résistances prévisibles d'Alger, de l'autre côté des hommes capables d'accepter un compromis, des étapes sur la voie de l'État algérien, le maintien de l'armée française au moins pendant une période prolongée." Je doutais à l'époque que cette politique fût praticable: "Le général de Gaulle n'est pas nécessairement prisonnier de ceux qui l'ont appelé au pouvoir. Mais il ne peut pas non plus faire exactement le contraire de ce que souhaitent ses partisans... Même dans l'hypothèse où le général de Gaulle reprendrait sur l'armée d'Algérie une autorité incontestée, je doute qu'il puisse choisir la voie de la négociation avec le F.L.N." Je ne serais plus aujourd'hui aussi affirmatif sur un point: peut-être le général de Gaulle *pourrait-il* négocier avec le F.L.N. s'il en avait le ferme propos. Mais, nous allons le voir dans un instant, il ne l'a pas.

Tout l'espoir, disais-je, se concentre sur le troisième terme: "Le compromis qui était, hier, impossible parce que le F.L.N. misait sur la lassitude française et que les gouvernants de Paris n'avaient aucune liberté de manœuvre, le compromis qui épargnerait aux deux camps la capitulation, le général de Gaulle est-il en mesure de le concevoir, de l'imposer, le F.L.N. sera-t-il amené à y souscrire?" Quel serait le compromis? Je ne doutais pas que le rêve du général de Gaulle ne fût de convertir le F.L.N. à une action pacifique dans l'Algérie nouvelle, de transformer chefs et soldats en élus et électeurs. "Si les élections étaient authentiquement libres, si le F.L.N. s'y prêtait, si Ben Bella et Krim Belkacem étaient élus, le problème serait presque résolu. Le dialogue que le général de Gaulle appelle de ses vœux avec tous les Algériens, y compris les nationalistes, serait engagé." Il était prévisible, malheureusement, que "le F.L.N. boycotterait les élections qui ne feraient pas surgir des interlocuteurs valables".

Il était clair, dès le premier jour de la République gaulliste, que le Président de la République tenait l'intégration pour contraire à la "nature des choses". On ne

transforme pas au milieu du XXe siècle des millions de Musulmans en Français, alors qu'une vague de fond soulève les peuples d'Afrique contre les colonisateurs. L'intégration écartée, il restait, en dehors de l'indépendance pure et simple, une modalité quelconque d'autonomie et d'association, les Algériens bénéficiant des privilèges accordés aux citoyens à part entière, tout en s'administrant eux-mêmes. L'Algérie algérienne de 1960 est dans la ligne directe des indications données dès 1958. Ni intégration ni abandon, ni Soustelle ni Mendès-France: le général de Gaulle, comme M. Guy Mollet et la IVe République, choisit la voie moyenne. Il reconnaît la personnalité algérienne, il ne nie pas la force du nationalisme algérien, il souhaite le dialogue avec celui-ci. Mais il entend fixer lui-même, souverainement, les modalités de ce dialogue, comme si le F.L.N. pouvait poser les armes sans avoir rien obtenu d'autre que des promesses.

"Le maximum de ce que le général de Gaulle sera en mesure de proposer rejoindra-t-il le minimum qu'exigent les nationalistes algériens? Quel sera ce maximum: une administration qui, élue au collège unique, deviendrait, en cas d'élections libres, une administration algérienne? Une table ronde entre tous les groupes musulmans et français d'Algérie? Des conversations secrètes avec le F.L.N. sur les modalités d'un règlement? Je me refuse à désespérer, mais il faut bien reconnaître l'incroyable difficulté du problème." Les concessions offertes par le général de Gaulle n'ont pas rejoint les exigences, même réduites, du F.L.N. Il y a moins de raisons encore aujourd'hui qu'hier d'espérer. Mais tâchons de comprendre enfin ce qui s'est passé depuis deux ans et pourquoi une politique, parfaitement claire, a si longtemps passé pour obscure.

La politique du général de Gaulle se situe manifestement entre deux refus: refus de l'intégration et refus de reconnaissance du F.L.N. comme représentant du peuple algérien. M. Guy Mollet, lui aussi, avait posé les deux bornes entre lesquelles passait la voie de la politique française. Le triptyque: cessez-le-feu, élections, négociations, était la conséquence logique des deux principes posés: on ne traite pas du statut futur de l'Algérie avec "l'organisation extérieure de la rébellion", on ne maintient pas la fiction que l'Algérie est au même titre, dans le même sens que la Bretagne ou la Provence, partie intégrante du territoire national.

D'où venait l'équivoque? Du fait qu'aucune réponse n'était donnée à l'interrogation, aux yeux de tous décisive: par quels moyens construirait-on l'Algérie algérienne qui ne serait plus "l'Algérie de papa"? Comment irait-on de

la guerre à la paix? Depuis la première conférence de presse consacrée à la question algérienne, celle de septembre 1958, le général de Gaulle n'a cessé de suivre la trace de M. Guy Mollet et d'inviter l'organisation extérieure de la rébellion à des pourparlers, pour mettre une fin honorable aux hostilités, pour régler "le sort des combattants et la destination des armes". Mais le général de Gaulle a toujours spécifié que les pourparlers seraient limités aux modalités du cessez-le-feu. Ensuite seulement interviendraient les entretiens éventuels sur l'avenir de l'Algérie ou les modalités de l'autodétermination. Pourquoi les observateurs continuaient-ils de s'interroger, de multiplier les exégèses sur les mots employés dans tel ou tel discours? Parce qu'ainsi définie, la politique du général de Gaulle paraissait plus adroite mais non pas plus généreuse que celle de M. Guy Mollet et vouée finalement à la même perpétuation du conflit, au même échec final. Nous ne voulions pas croire qu'un homme de cette stature fût capable d'un tel aveuglement.

Qu'on parle d'élections ou d'autodétermination, la différence est verbale plutôt que réelle. M. Guy Mollet évoquait les "liens indissolubles" entre l'Algérie et la France; si les élus avaient été favorables à l'indépendance algérienne, ces liens indissolubles auraient été emportés comme fétu de paille par la vague nationaliste. Le général de Gaulle laisse au peuple algérien le soin de déterminer librement son sort, mais si le peuple se prononce pour la "sécession", le partage du pays, à mots couverts, surgit comme une menace.

La politique de la "paix des braves", celle d'autodétermination, n'aurait été différente, en nature, de celle du triptyque, qu'à une condition: *des pourparlers avec le F.L.N. portant au moins sur les conditions de l'autodétermination*. Faute de quoi, le général de Gaulle, en digne successeur de tous les gouvernements de la IV^e République, continue à exiger du F.L.N. la reconnaissance de la défaite, l'abandon du combat sans autre garantie que la parole d'un homme qui, pour être grand, n'en est pas moins mortel. Il était à ce point évident que le F.L.N. n'y consentirait pas, que tous, libéraux ou ultras, soupçonnaient une ruse, satanique aux yeux des uns, sublime aux yeux des autres. Ils avaient tort, semble-t-il, les uns et les autres. Le général de Gaulle est un libéral, si l'on entend par là un homme qui tient l'évolution de l'Algérie vers un statut d'État pour inévitable, conforme aux idées du siècle, compatible avec la sauvegarde des intérêts français. Mais c'est un ultra, si l'on entend par là un homme qui refuse de traiter avec ceux qui se battent. Seuls ont droit à l'indépendance ceux qui la demandent poliment. À la rigueur, l'Algérie sera indépendante d'ici une génération, mais l'armée continuera de chercher les armes, si celles-ci ne lui sont pas livrées.

Nous ne voulions pas croire que telle fût la politique d'un grand homme et nous avons tort.

D'un côté, la politique gaulliste, la pacification au nom de l'autodétermination, passe pour contraire aux nécessités de la guerre subversive. Comment convaincre les Musulmans que la France ne partira pas si l'on évoque un gouvernement de l'Algérie algérienne et laisse aux élus des libres élections la charge de déterminer le statut final de ce territoire ensanglanté? Seule, disent les doctrinaires de la guerre subversive, la manifestation éclatante d'une résolution inflexible pourrait faire "basculer la masse attentiste" du côté des forces de l'ordre.

D'après d'autres, comme M. Jacques Soustelle, non seulement il est impossible de gagner une guerre menée au nom de l'autodétermination, mais une Algérie algérienne, autonome et associée, n'est pas viable. M. Soustelle l'a écrit et répété maintes fois, déjà dans les rapports qu'il envoyait en tant que gouverneur général de l'Algérie, à M. Edgar Faure, Président du Conseil, la constitution à Alger d'une Assemblée élue, *a fortiori* d'un gouvernement, débouchera fatalement sur l'indépendance. La formule du général de Gaulle décourage nos amis, entretient le doute et, le jour où elle serait appliquée, elle entraînerait rapidement cela même qu'on tâche de prévenir par la guerre: la sécession.

De l'autre bord, les critiques fusent aussi, tout aussi percutantes. À quoi bon proclamer que l'on respectera la volonté du peuple algérien, si l'on commence par ne pas respecter les combattants? Le droit de la mitrailleuse ne saurait se substituer à l'autorité du bulletin de vote, nous dit-on. Le ministre chargé des Affaires culturelles n'a pas dû oublier une phrase qu'il prononça à la tribune du Palais-Bourbon et qui fit scandale: "La liberté appartient d'abord à ceux qui ont combattu pour elle." Ne discutons pas des titres relatifs de la mitrailleuse ou du bulletin de vote. Par malheur, il y a une insurrection, qui dure depuis six ans. Demander aux rebelles de poser les armes, c'est-à-dire de perdre leur seule carte, dans les éventuelles négociations, sur la promesse d'autodétermination à quelques années d'échéance, c'est, ou bien tout ignorer de la psychologie des révolutionnaires, ou bien, plus probablement, contraindre sciemment les rebelles à poursuivre la lutte.

Hors de France, les plaidoyers du général de Gaulle ne passent plus guère la rampe. Que le statut de l'Algérie ne soit pas fixé par des négociations entre l'organisation extérieure de la rébellion et le gouvernement français, soit. Il est, en effet, conforme aux principes d'autodétermination que les électeurs décident

en dernière instance. Mais les conditions d'autodétermination doivent être fixées par accord entre les parties. Le général de Gaulle ne peut, sans illogisme, reconnaître aux Algériens le droit de ne plus être Français et se refuser à toute discussion sur les circonstances dans lesquelles la volonté des Algériens s'exprimera. Or, avec qui discuter sinon avec les dirigeants de ceux qui se battent, de ceux qui ont amené le gouvernement français à offrir, trop tard, la citoyenneté à part entière et l'autodétermination? Un vote sous la surveillance de la seule armée française ne serait pas authentique (pas davantage sous la surveillance du seul F.L.N.). Une liberté de choix garantie par la présence de l'armée française, le général de Gaulle savait évidemment que le F.L.N. ne l'accepterait pas.

Quelles sont, en ce cas, les intentions du chef de l'État? Il n'est plus aussi difficile de répondre aujourd'hui qu'hier: créer, en fait, l'Algérie algérienne, avec le F.L.N. s'il consent au cessez-le-feu, sans lui s'il s'obstine à multiplier embuscades, attentats et "tirailles". La transformation de l'Algérie, par le plan de Constantine, l'élargissement de la scolarité, l'entrée massive des Musulmans dans l'administration, est en cours. Les élus ne constituent pas encore une troisième force, ils ne sont pas tous représentatifs, beaucoup sont des administratifs, les meilleurs sont en contact, direct ou indirecte, avec le F.L.N. Mais peu à peu, les Musulmans seront convaincus par l'éloquence des faits: élévation du niveau de vie, formation des cadres, autonomie administrative. En même temps, sur le plan militaire, la pacification progresse, les maquis sont las, le barrage ne laisse passer les armes qu'au compte-gouttes. Un jour ou l'autre, tout ou partie du F.L.N. finira par reconnaître qu'il y a place pour les nationalistes algériens dans l'Algérie associée à la France, qu'en revanche la guérilla ou la propagande, l'aide du Caire ou de Pékin ne mènent à rien. Si la France ne cède pas, il faudra bien que le F.L.N. cède, d'autant plus que la France a fini par accorder ce qui dans la revendication des insurgés était légitime: le droit à une nationalité algérienne. Ainsi définie, la politique du général de Gaulle tient à la fois de celle que j'appelais, en juin 1958, la politique N°1 et de celle que j'appelais la politique N°3. Comme celle-là, elle exige un cessez-le-feu inconditionnel, sans négociations politiques; comme celle-ci, elle envisage une solution intermédiaire, autonomie et association entre intégration et indépendance. Mais au lieu de réserver cette solution intermédiaire pour les négociations futures ou pour la phase qui suivra le retour à la paix, le général de Gaulle s'efforce de réaliser cette solution dans les faits, dès maintenant, la transformation sociale de l'Algérie étant un moyen décisif en même temps que

l'action militaire, d'obliger le F.L.N. à se convertir en un parti jouant le jeu démocratique.

Le président de la République a dirigé lui-même les entretiens de Melun en vue d'un échec prévu sinon souhaité. Les instructions données aux délégués français, le style dans lequel fut présenté le projet relatif à l'organisation des pourparlers, tout révèle l'intention de provoquer la rupture en accentuant, bien loin de l'atténuer, le sens qu'avait inévitablement, pour le F.L.N., un cessez-le-feu purement militaire, celui d'un aveu de défaite. À sa conférence de presse, le général de Gaulle, sur le ton d'un seigneur offensé par des soupçons indignes de sa grandeur, s'est écrié qu'il ne pouvait pas rencontrer les hommes de "l'organisation extérieure" aussi longtemps que le combat se poursuivrait, que des femmes et des enfants tomberaient sous les balles des assassins. Il n'est pas courant que les opérations militaires soient arrêtées avant le cessez-le-feu, ni que celui-ci soit conclu sans que l'on discute du règlement politique. Au reste, si le couteau exclut la conversation, le F.L.N. de son côté n'aurait-il pu, lui aussi, formuler quelques vœux? Par exemple, que l'on interrompe les exécutions capitales, que la torture ne soit plus pratiquée, etc. Non, en vérité, le général de Gaulle a trop de clairvoyance et de magnanimité pour avoir ignoré les conséquences de la tactique adoptée.

Le général de Gaulle ne voulait pas accorder une sorte de reconnaissance morale, sinon politique à l'organisation extérieure. Il consent que l'Algérie devienne un État associé, peut-être même quelque jour un État indépendant, mais il est prêt à poursuivre la guerre des années s'il le faut, à ruiner son œuvre de relèvement, plutôt que de rencontrer, sur un pied d'égalité, ceux qui ont la prétention de ne pas capituler au moment même où le gouvernement français admet la légitimité de leur combat. Arrêtons-nous un instant. Une telle situation en dehors de France, dans des pays anglo-saxons par exemple, est proprement inconcevable. La France ayant concédé l'essentiel, le F.L.N. ayant obtenu la promesse de l'essentiel, sont plus éloignés l'un de l'autre qu'ils ne le furent jamais. Que le F.L.N. n'accepte pas la quasi-capitulation exigée de lui, je le conçois: un parti révolutionnaire ne peut pas capituler, même si ses chefs savent que l'apparente défaite militaire serait une étape sur la voie de la victoire politique. Mais le gouvernement français? Quel motif le détermine à ne pas dialoguer avec l'adversaire au moment même où la solution qu'il envisage, l'Algérie algérienne, est acceptable à celui-ci? Le mécanisme mental du général de Gaulle est, je le crains, typiquement français, c'est le réflexe de l'amour-propre. La France est une grande dame qui octroie des faveurs, mais ne se les

laisse pas arracher. Hô Chi-Minh, lui aussi, par l'agression du 19 décembre 1946, s'était disqualifié. À mesure que la guerre se prolongeait, les positions de la France s'affaiblissaient, l'indépendance finale du Vietnam n'était même plus en question. Il s'agissait seulement de savoir à qui - quel homme, quel parti - cette indépendance inévitable serait accordée. L'indépendance accordée à Bao Dai restait fictive, il est vrai, parce que la guerre durait et que les gouvernants de l'État vietnamien n'étaient pas en mesure, faute de soutien populaire, faute aussi de volonté, d'exercer effectivement le pouvoir qui leur était concédé.

La politique algérienne du général de Gaulle n'est pas exactement celle du Bao-Daïsme: il n'y a pas d'ex-empereur en Algérie, et les Européens, une fraction de la masse musulmane, sont aussi farouchement hostiles au F.L.N. que celui-ci l'est au colonialisme. Il n'y en a pas moins des similitudes entre les deux cas. Le gouvernement est prêt à concéder ce qui était à l'origine la revendication de l'adversaire et ce qui demeure l'enjeu du conflit, mais il entend choisir le bénéficiaire de ses faveurs, les accorder non à ceux qui se battent contre nous, mais à ceux qui se battent avec nous. (Encore, ce qui est un progrès, le général de Gaulle accepte-t-il la rentrée des militants du F.L.N. dans l'Algérie de demain).

Malheureusement, cette sorte de stratégie ne réussit guère. Il y a dix ans, le F.L.N. n'existait pas et les ministres du G.P.R.A. étaient obscurs ou inconnus. Aujourd'hui, le G.P.R.A. est, qu'on le veuille ou non, l'incarnation du nationalisme algérien. Le chemin de la paix passe par la négociation avec lui. Le refus de négocier est le chemin de la pacification, c'est-à-dire de la guerre. Une fois qu'un mouvement nationaliste est incarné dans un ou quelques hommes, une fois que cette incarnation a été confirmée par l'événement, c'est-à-dire par le sang versé, il est vain pour l'État ex-colonisateur de chercher une incarnation de remplacement: il n'en trouvera pas. Il a plus de chances de convertir les chefs du mouvement révolutionnaire à la modération que de découvrir des chefs modérés, qui soient en même temps acceptables aux nationalistes.

Pour qu'une telle politique soit rationnellement justifiable, il faut admettre que l'autre politique, celle d'une négociation avec le F.L.N. sur les modalités de l'autodétermination, ou mieux, sur un statut d'Algérie algérienne associée à la France, est, soit impossible, soit catastrophique. Le général de Gaulle *peut-il* négocier avec le F.L.N.? Peut-être ne le peut-il plus aujourd'hui parce qu'il a juré, solennellement et publiquement, qu'il ne le ferait jamais. Peut-être même au début de février 1960, ne pouvait-il négocier *publiquement*. Mais les

négociations secrètes étaient concevables et praticables, peut-être même le sont-elles encore aujourd'hui. L'armée qui tenterait de renverser le gouvernement de la République se diviserait irrémédiablement elle-même. On ne gouverne pas la France de 1960 en s'appuyant sur les baïonnettes.

La vérité est tout autre: le général de Gaulle, s'il négocie avec le F.L.N., s'aliène nombre de ses partisans de 1958, il indigne une fraction du pays et, en particulier, une fraction du corps des officiers. Pour le faire, il a besoin du soutien de l'opinion libérale. En bref, aucun des groupes hostiles à la paix par négociation n'a, selon la probabilité, la force de le paralyser ou de l'abattre, mais le jour où il déciderait de traiter, il devrait compter sur une autre majorité et faire appel ouvertement à la nation. Il cesserait d'être un roi thaumaturge ou l'incarnation de la France entière, il retomberait au niveau des autres hommes d'État. S'il s'y refuse, il n'évitera pas non plus la chute. La prolongation de la guerre d'Algérie le remet dans la suite des présidents du Conseil de la IV^e République, et la vieille formule: "ce n'était pas la peine de changer de régime", va faire le tour de France avec un succès plus direct, mais aussi réel que la caravane du Président de la République.

Le chef de l'État juge-t-il que rien ne pourrait être sauvé en cas d'accord négocié avec le F.L.N.? Tient-il que celui-ci est déjà prisonnier du Caire et de Pékin? Une Algérie algérienne, construite avec le F.L.N., sans que celui-ci avoue d'abord sa défaite, serait-elle, d'après lui, vouée à une sécession catastrophique, aux massacres et à la guerre civile? La sécurité de la Méditerranée, l'acheminement du pétrole, le maintien de la minorité européenne, tous les intérêts de la France seraient-ils irrémédiablement compromis par un essai loyal pour convaincre le F.L.N. de participer à la construction de l'Algérie nouvelle? Si telle est la conviction du général de Gaulle, alors la conclusion est claire: IV^e et V^e République diffèrent sur ce problème essentiel encore moins qu'on n'était tenté de le croire. Les deux régimes s'avouent également incapables de faire la paix avec les nationalistes algériens et de mettre en accord la politique de décolonisation, menée en Afrique Noire, avec la politique de pacification, poursuivie obstinément au nord du Sahara.

Le général de Gaulle, en se liant lui-même à des formules inacceptables à l'adversaire, a perdu la maîtrise des événements. Quel que soit l'affaiblissement de l'A.L.N., l'armée française sera retenue en Algérie parce que les milliers de combattants algériens, stationnés en Tunisie ou au Maroc, sont invulnérables, Le Caire, Pékin, voire Moscou, donneront au G.P.R.A. ce dont il a besoin - armes,

argent, espoir - pour entretenir l'abcès.

Il est impossible de prévoir ce qui se passera. Action tunisienne, intervention chinoise, médiation des Républiques africaines d'expression française, pourraient soit élargir les hostilités, soit ouvrir une issue. Un partage est susceptible un jour ou l'autre d'apporter une solution temporaire. Une catastrophe - internationalisation forcée à la suite d'intervention du bloc soviétique - n'est pas encore certaine. En 1958, en 1959, en 1960, le général de Gaulle avait le moyen de diriger les événements sans se déjuger. Aujourd'hui, il doit subir les conséquences de décisions prises par d'autres ou revenir sur des engagements solennels.

Il importait à la gloire du chef de l'État que la guerre d'Algérie trouvât, grâce à lui, une fin honorable. Faute de quoi, le bilan de la République gaulliste, mise à part la réforme méritoire des finances publiques et des comptes extérieurs de la nation, demeure pour le moins équivoque. Nul ne sait quel respect inspire la Constitution. Les Français risquent de se souvenir davantage du droit à l'insurrection, proclamé par le sénateur Michel Debré, que de l'unité nationale qu'invoque le Premier Ministre. En Afrique Noire, la Ve République a conduit en un meilleur style l'évolution des Républiques africaines vers l'indépendance. Seule l'opposition des princes qui nous gouvernent aurait pu empêcher la IVe République d'en faire autant. Qu'il s'agisse de la construction européenne ou de l'Alliance Atlantique, les revendications françaises se sont gonflées plus rapidement encore que les réserves de devises. Au son des trompettes gaullistes les murailles du Pentagone n'ont pas fléchi.

Ici et là, ce qui frappe, c'est le contraste entre les ambitions et les réalités. En 1958, tout s'est passé comme si le général de Gaulle pensait que, lui à Matignon ou à l'Élysée, le monde allait changer de face. Ainsi s'est-il efforcé, seul contre le vent de l'Histoire, d'arrêter le mouvement des Républiques africaines vers la souveraineté. Communauté ou sécession, proclama-t-il fièrement, et il envoyait au diable M. Sékou Touré et la Guinée, qui avaient manqué de respect à la France et à la France incarnée. Deux ans après, on mesure la présomption. L'indépendance est devenue compatible avec la Communauté.

Il y a deux ans, en septembre 1958, le fameux mémorandum envoyé au Premier Ministre de Grande-Bretagne, au Président des États-Unis, réclamait un directoire à trois, dont l'autorité s'étendrait à l'ensemble de la planète. Deux ans plus tard, le 5 septembre 1960, le général de Gaulle continue de dénoncer "l'intégration militaire" dans le cadre de l'O.T.A.N., de revendiquer l'extension

de l'alliance au-delà de la zone couverte par le pacte. Il n'obtient pas plus satisfaction que ses prédécesseurs de la IV^e République. Nos partenaires européens sont hostiles au directoire, favorables à l'intégration militaire. Pourquoi les Américains donneraient-ils à la France la libre disposition de l'armement atomique, fabriqué outre-Atlantique? S'ils l'accordaient à la France, l'Union soviétique aurait plus de peine à résister aux demandes de la Chine et ils seraient exposés eux-mêmes aux demandes de l'Italie ou de la République fédérale. Vue de Washington, la V^e République ressemble fort à la IV^e. Elle est puissance mondiale peut-être par ses responsabilités, à coup sûr par ses aspirations, mais non par ses moyens.

Le général de Gaulle veut construire l'Europe des patries. Il propose une coopération régulière des gouvernements, appuyée sur un secrétariat permanent. Mais les arrière-pensées, réelles ou supposées, d'hégémonie française ou d'autonomie accrue par rapport aux États-Unis, indisposent ou inquiètent nos partenaires. Quelle sera la fonction de ce groupement continental à l'intérieur de l'Alliance Atlantique? Pourquoi en exclure la Grande-Bretagne, s'il n'est plus question de supra-nationalité? Finalement, c'est sur des institutions supra-nationales, incapables pour l'instant de prendre des grandes décisions, méprisées par le général de Gaulle, mais créatrices des lois communes, que repose l'espoir d'une Europe unifiée.

Ces obstacles ne datent pas d'aujourd'hui. Les présidents du Conseil d'hier s'y sont heurtés. Les États-Unis veulent se réserver le monopole ou le quasi-monopole des armes atomiques. Ils n'entendent pas se lier, en dehors d'Europe, aux nations européennes ex-coloniales. Nos partenaires du vieux continent sont plus soucieux de la présence et de la protection américaine que de grandeur. Ils laissent volontiers aux Américains de soin d'assurer la sécurité commune. L'opinion, américaine est anti-colonialiste. L'Union soviétique exploite de son mieux les troubles qui accompagnent l'émancipation des peuples. Les nouveaux États sont souvent plus capables d'invectives que d'organisation. Les Nations Unies traitent sur le même pied les États fictifs et les États authentiques. Sous prétexte de libération, on livre le Congo à l'anarchie sanglante. Il est facile de dénoncer l'impérialisme soviétique, le fanatisme du Caire et autres lieux, l'aveuglement américain, les prétentions exorbitantes du bloc afro-asiatique. N'y a-t-il pas, pour la France engluée depuis six ans dans la guerre d'Algérie, quelque présomption à donner des leçons de sagesse au monde entier? Est-il bon de ne pas dissimuler les ressentiments que l'on éprouve et à l'égard de l'ennemi possible et à l'égard de l'allié trop puissant? La France unie, résolue, sûre de la

route qu'elle a choisie, indifférente au tumulte des propagandes et au fracas des armes, cette image d'Épinal ressemble-t-elle à la réalité? Le chef de l'État ne s'est-il pas mis à la place de la France qu'il est certain d'incarner? C'est lui, plus que la France, qui est maître de lui. Mais non de l'univers.

Maître de lui, l'est-il autant qu'il voudrait l'être? La sérénité n'est-elle pas quelque peu affectée? Le général de Gaulle avait l'ambition passionnée de mettre fin à la guerre d'Algérie. Il a choisi de poursuivre la pacification plusieurs années. Il voulait, entre la colonie d'hier et la sécession, bâtir une communauté. Celle-ci est en morceaux. Il voulait réformer l'Alliance Atlantique, rendre l'autonomie militaire à la France, participer aux décisions relatives à la planète entière: il a la perspective de posséder, vers 1965, 50 Mirages IV, dont l'utilité est, pour le moins, douteuse. L'échec n'existe que par rapport à la présomption, mais il n'en est pas moins ressenti douloureusement. Aussi la France, unie et sereine, multiplie les accusations et les remontrances, en un meilleur style, il est vrai, que les Soviétiques ou les Africains, avec moins d'efficacité aussi. Une fois de plus, aux yeux de la France, le monde a tort d'être ce qu'il est.

Quand les émissaires de l'A.L.N. arrivèrent à Melun, j'eus l'espoir, irrationnel je l'avoue, que le général de Gaulle ferait les quelques gestes symboliques qui auraient rendu possible le dialogue, puis la paix. Imaginant la paix algérienne après l'indépendance des Républiques africaines, je me plaisais à évoquer la Ruse de la Raison. Les insurgés du 13 mai avaient précipité ce qu'ils voulaient empêcher. La République, cinquième du nom, commençait comme celle des dupes et non, à la manière de la IIIe République, comme celle des ducs. Je n'ignorais pas non plus qu'en cas d'échec des entretiens, si le Président de la République maintenait ses conditions, la guerre serait relancée pour une durée imprévisible.

République des dupes ou fin de la grande illusion? Le temps de l'illusion gaulliste s'achève.

⁽¹⁾ *L'Algérie et la République*, Plon, 1958.

L'heure de vérité

Preuves
janvier 1961

"Ton article, dont la sévérité, la violence, chez toi inhabituelles, m'ont surpris, comme d'autres, est paru à la veille des courageuses déclarations du 4 novembre qui, par la lettre et l'esprit, marquent un pas en avant, confirmé depuis. De Gaulle semble (trop tard?) avoir compris que le temps, dont il croyait disposer, le desservait. Les passions sont plus que jamais déchaînées contre lui. Manifestations et vociférations en Algérie et à Paris; Salan, Juin, affaire Jacomet - tu sais tout cela. De l'autre côté... Pas plus que toi, je n'ai la mystique du Grand Homme. Je crois voir ses défauts. Mais, tout compte fait, dans l'état politique et mental de ce pays, il n'y a que lui pour l'opérer de ce cancer. En dehors de lui, il n'y a rien, rien et personne jusqu'à Pinay et Mollet. As-tu maintenant confiance en Edgar Faure pour éviter à la France une guerre civile? Je ne vois, dans la conjoncture actuelle, personne d'autre que de Gaulle pour préserver l'essentiel des libertés que tu as passé ta vie à défendre. Il a encore une chance d'y parvenir. Je m'étonne que tu paraisses (car c'est ainsi que beaucoup l'ont compris, en s'en réjouissant) donner la caution de ton nom, de ton autorité à ceux qui veulent lui casser les reins. Je suis certain que tu es, par la presse, très bien informé des faits. Mais il y a un climat difficile à percevoir à travers les journaux. Te connaissant, je me persuade que, si tu étais en France, tu aurais rectifié ton tir depuis que tu as écrit *La présomption*."

Tels sont les passages principaux d'une lettre que m'écrit un vieil ami, qui, depuis trente ans, s'est toujours situé à ma gauche et que nulle fidélité personnelle ne lie au général de Gaulle. Les sentiments qu'il m'exprime ont été, je pense, ceux de maints lecteurs. Il ne sera donc pas inutile que je m'explique sur l'article, intitulé *La présomption*, paru dans le numéro de novembre de *Preuves*.

J'avais écrit cet article avant de quitter la France, entre le 5 et le 10 septembre, au lendemain de la conférence de presse du 5, partagé entre la déception et la colère presque désespérée. Cette conférence de presse, plus encore que la rupture de Melun, marquait le refus d'un règlement négocié avec le F.L.N. Or, je suis de ceux qui pensent et qui écrivent depuis des années qu'il n'y a pas d'espoir d'un règlement du problème algérien si l'on rejette, par principe, l'éventualité d'un accord avec l'organisation extérieure de la rébellion". Dans la mesure où le

général de Gaulle rendait cet accord impossible, en exigeant du F.L.N. un cessez-le-feu avant tout entretien politique, la prolongation du conflit devenait inévitable et, du même coup, l'échec de la suprême tentative pour ouvrir à la France la route de l'avenir. Les positions prises par le président de la République d'une part, par le F.L.N. de l'autre étaient à ce point catégoriques et solennelles qu'à moins d'une retraite de l'un ou de l'autre, les chances de paix paraissaient moindres qu'à aucun moment depuis juin 1958. Et deux ans et demi s'étaient écoulés depuis le retour au pouvoir.

Je n'ignore pas la réplique qu'avec la force de son génie littéraire François Mauriac oppose à ceux qui critiquent le général: un homme, si grand soit-il, n'est jamais tout-puissant. Peut-être le drame algérien ne comporte-t-il pas de dénouement pacifique, au moins pour des années. Le président de la République veut être l'interprète de toute la France, de tous les Français. Il ne peut pas consentir à une paix négociée que la moitié du pays, et par-dessus tout l'armée, tiendraient pour "abandon" ou "trahison". Il se peut. Mais si le général de Gaulle, pratiquement investi d'une dictature romaine, chargé de gloire historique et acclamé par les foules, ne peut rien faire d'autre que poursuivre la politique de la IV^e République, en substituant le mot d'autodétermination à celui d'élections (dans le fameux triptyque de M. Guy Mollet) pourquoi avez-vous, pourquoi avons-nous été aussi sévères pour les hommes d'État du régime aboli? Vous avez, nous avons dénoncé le leader socialiste parce qu'en quinze mois il n'avait pas fait la paix en Algérie, et nous devrions admirer le bilan algérien de trente mois de république gaulliste?

Non que je donne tort à mon correspondant. Si j'avais écrit, en novembre, l'article qu'il discute, bien sûr, je l'aurais écrit autrement. Je plaide coupable du délit de "présomption". La conférence de presse du 5 septembre semblait annoncer une nouvelle et longue période d'immobilisme, et j'avais accepté qu'une analyse de la conjoncture, rédigée au début de septembre, parût deux mois plus tard. Ayant revu les épreuves au milieu d'octobre, je n'y avais rien trouvé à changer, bien qu'à ce moment les deux "meutes" fussent déjà déchaînées.

Je n'ai jamais mis en doute que le général de Gaulle fût, de tous les Français, le plus capable "d'opérer le cancer algérien". Je n'ignore pas qu'au cas où il succomberait aux hostilités contradictoires et conjuguées qui l'assiègent, le successeur serait, selon toute probabilité, emprunté à la meute que le général a curieusement baptisée la "meute de l'immobilisme" (je dis curieusement, car la

prétention de transformer neuf millions de Musulmans en Français à part entière témoigne d'une vaste ambition plutôt que d'un excessif conservatisme). Un seul homme - et un homme seul - préserve nos libertés et s'interpose entre le désordre des esprits et le chaos. Un seul homme empêche que la violence des passions partisans dégénère en guerre civile. Tous ces arguments, tant de fois repris par tant d'avocats, sont vrais, incontestables. Mais si le général de Gaulle ne réussit pas, autrement dit s'il ne ramène pas la paix en Algérie et le gros de l'armée en France, il nous aura donné un répit, non le salut.

Or, que faire pour contribuer au succès de l'entreprise? Le général de Gaulle ne nous demande rien, sinon de lui faire confiance à lui personnellement. Tels de mes amis ont accordé cette confiance, une fois pour toutes et quoi qu'il arrive. Je ne les blâme pas: chacun est libre de son choix, et la fidélité à un homme est parfois aussi noble que la fidélité à des idées (ou à des idéologies). Mais, quelle que soit mon admiration constante et ma fidélité intermittente, jamais je ne ferai confiance au général de Gaulle dans la nuit, jamais je ne le suivrai sans savoir où il veut nous conduire. Selon les circonstances, je dirai oui ou non. En septembre dernier, je disais "non" bien que le président de la République fût irremplaçable et qu'il continuât de nous protéger contre ceux qui, sous prétexte de sauver l'Algérie française, n'hésiteraient pas à liquider la République.

Avais-je tort de critiquer le président de Gaulle parce que c'est à lui que je dois la sauvegarde de ma liberté de critique? Si ce raisonnement est valable, mieux vaut renoncer à écrire puisque je devrais me censurer moi-même par gratitude pour l'homme qui nous épargne une censure d'État. Je suis sûr que lui-même n'appelle pas de ses vœux une telle discipline des citoyens. Il souhaite exercer le pouvoir d'un dictateur romain, non établir un despotisme de basse époque, comme aurait écrit Renan. Pour moi, qui ai pris sur la question algérienne une position que les événements semblent justifier, je m'efforce, depuis les débuts de la Ve République, d'observer le nouveau régime, sans préjugé favorable ni opposition de principe.

J'ai été, me semble-t-il, quand j'ai écrit *La présomption*, trop catégorique. En tout cas, depuis l'initiative du 4 novembre, il est clair que j'ai été trop pessimiste. Le général de Gaulle n'a pas encore perdu entièrement la maîtrise des événements. Il ne se résigne pas encore à poursuivre la pacification jusqu'au moment où le F.L.N. acceptera de poser les armes sans avoir rien obtenu d'autre que la promesse d'autodétermination sous la protection de l'armée française. Tout s'est passé comme si, entre septembre et novembre, le général de Gaulle avait

soudain compris que les dernières chances d'éviter l'enlissement étaient en train de s'évanouir.

Laissons le récent passé et regardons vers l'avenir.

J'écris ces lignes le 25 novembre: l'article sera lu durant la première quinzaine de janvier. Ne commettons pas une deuxième fois le péché de "présomption". Je ne puis savoir ce que contiendra exactement la loi qui sera soumise au parlement, puis au pays en un référendum solennel. Je ne puis pas savoir davantage quelle attitude adopteront les partis à l'égard de la loi portant organisation provisoire des pouvoirs publics en Algérie. Les communistes feront-ils campagne pour le oui ou pour le non? Les indépendants passeront-ils à une opposition ouverte et active? L'approbation de la loi par une majorité des électeurs ne fait guère de doute: le pourcentage des voix favorables n'est pas prévisible pour l'instant. Or ce pourcentage ne sera pas sans influence sur l'efficacité, psychologique et politique, de la procédure adoptée par le chef de l'État.

Il faut donc nous en tenir à l'essentiel, au-dessus des péripéties imprévisibles du drame. Six ans après le déclenchement de l'insurrection, le premier magistrat de la République a reconnu qu'il est à la rigueur possible d'exterminer les "maquisards des djebels", mais que cette victoire militaire ne servirait à rien parce qu'il est impossible d'éliminer la volonté des Algériens d'être une nation. Non que *tous* les Algériens aspirent à une nationalité algérienne. Nulle statistique n'établira jamais le nombre des Algériens qu'exalte l'image de la patrie à naître. Mais les révolutions ne sont pas victorieuses ou écrasées par des statistiques. Une volonté collective s'incarne toujours en une minorité. Les milliers d'Algériens qui ont consenti à mourir, afin que l'Algérie vive, ont rendu inéluctable l'accomplissement de leur rêve.

Un discours de plus, objectera le sceptique (c'est-à-dire une partie de moi-même). Le général de Gaulle a été, cette fois, un peu plus précis. La République algérienne est venue après l'Algérie algérienne, et cette République aura une diplomatie indépendante. Les matières réservées sont celles qui font l'objet d'accord entre une République d'Afrique noire (le Sénégal par exemple) et la République française. Le général de Gaulle offre à la République algérienne de demain un statut semblable à celui des États de la Communauté, mais il laisse dans l'ombre le point crucial: qui prendra en charge la République algérienne? Celle-ci sera-t-elle créée avant la fin des hostilités? Et pourquoi le F.L.N., renforcé par les appuis obtenus à Pékin et à Moscou, par les sympathies

supposées du nouveau président des États-Unis, souscrirait-il à cette formule, à peine renouvelée des précédentes?

Il est vrai, répond l'optimiste, que le général de Gaulle n'a pas renoncé à la troisième voie qui est tracée par une vision d'avenir et un refus actuel - vision historique d'une décolonisation irrésistible, en Algérie comme ailleurs, refus de discuter avec le F.L.N. du statut définitif de l'Algérie, refus même de négocier avec le seul F.L.N. les modalités de l'autodétermination. Nul ne peut être assuré que cette troisième voie mène à la paix, c'est-à-dire à la réintégration du F.L.N. dans l'Algérie algérienne. Mais est-il possible de concevoir que l'armée française poursuive la pacification durant des années pour le compte d'un "gouvernement algérien", avec pour mot d'ordre une "République algérienne"? Il n'y a pas, en Algérie, de Bao-Daï capable de symboliser une Algérie, État indépendant, qui serait hostile au F.L.N.

Non qu'il n'y ait des Algériens, des hommes du peuple comme des bourgeois, qui préfèrent la nationalité française à la nationalité algérienne. Non que tous les Algériens aient le sentiment d'être représentés par le F.L.N. Il n'y a pas de Bao-Daï en Algérie parce que nulle tradition étatique, antérieure à la colonisation française, n'a survécu, et que le choix se réduit finalement au dilemme de l'Algérie française et de l'Algérie algérienne. Si l'Algérie n'est pas française, elle constituera fatalement un État - et un État, au XXe siècle, ne tarde pas à devenir indépendant. Les États de la Communauté en ont apporté une démonstration de plus. Or une République algérienne ne peut pas exclure, à la longue, ceux qui ont combattu pour elle.

Certes, le F.L.N. n'accepte pas plus d'entrer dans l'Algérie algérienne qu'il n'a consenti à un cessez-le-feu sans pourparlers antérieurs sur les garanties de l'autodétermination. Il va dénoncer la nouvelle loi-cadre octroyée comme une violation du principe de l'autodétermination, comme une manœuvre du président de la République pour éviter les négociations politiques ou un référendum authentique. Provisoirement, on n'est pas sorti de l'impasse et je me garderai de prévoir quand et comment on en sortira (trêve de fait proclamée par l'armée française, négociation entre l'exécutif algérien et le F.L.N.). Mais combien de temps les Français supporteront-ils le paradoxe d'une guerre menée à seule fin de créer une République algérienne? En Indochine, les officiers français n'ont jamais pu se résigner à se battre pour partir en beauté, à vaincre pour ensuite abaisser le drapeau. S'ils ne se révoltent pas contre la "République algérienne", combien de temps parviendront-ils à refouler le "à quoi bon"?

Je sais bien qu'il y a plus de choses sous le ciel que dans notre philosophie. *Si* les gouvernants de l'Algérie algérienne sont des amis de la France sans être des créatures de l'administration, *s'ils* donnent satisfaction aux aspirations nationales, n'assisterons-nous pas à une répétition de la réussite malgache? Rallier les modérés en leur concédant tout ce que demandaient les extrémistes, n'est-ce pas acculer ces derniers à l'alternative de poursuivre un combat sans objet ou de prendre place, toute *leur* place mais non toute *la* place, à l'intérieur de l'État nouveau? En cette hypothèse, l'armée française aurait le sentiment que sa lutte n'a pas été vaine, qu'elle a permis aux Algériens d'édifier librement, avec l'aide des anciens maîtres, leur patrie: la force puis la générosité, la victoire sur les rebelles puis l'octroi de l'indépendance, cette image d'Épinal n'est-elle pas conforme à l'esprit chevaleresque des soldats de la France?

Cette vision d'avenir, évidemment, comble les vœux du Premier ministre et de ceux des gaullistes qui reviennent de loin. Aux prises avec les événements, ils ont enfin compris que le mouvement nationaliste, gonflé par ses succès, encouragé par les deux Grands, ne sera pas endigué, même par l'État fort de la Ve République. Ils ont enfin compris que les peuples, naguère soumis à un régime colonial, revendiquent l'indépendance comme un symbole de leur dignité reconquise. Ils ne refusent plus d'admettre que l'indépendance doive être l'aboutissement probable de l'évolution, mais ils espèrent - ce qui est légitime - que l'indépendance accordée par de Gaulle diffère fondamentalement de l'indépendance accordée par la IVe République. Non pas seulement parce que la manière de donner importe plus que ce qu'on donne, mais aussi parce que beaucoup dépend des personnes qui seront les bénéficiaires du don. L'Algérie algérienne, même la République algérienne n'est pas pour autant "perdue", à condition qu'elle ne soit pas, du jour au lendemain, celle du F.L.N.

Le général de Gaulle ne revient pas d'aussi loin que le Premier ministre. À coup sûr, il accepte l'indépendance éventuelle, voire prochaine de l'Algérie. Mais il veut octroyer l'indépendance - à la manière dont les rois octroyaient des constitutions - non en faire l'objet d'une négociation, d'un marchandage. Ainsi l'exige l'idée qu'il se fait de la France et de lui-même. Mais il ne peut pas nourrir l'illusion d'une Algérie indépendante sans le F.L.N. Tout se ramène finalement à la question que les observateurs se posent infatigablement depuis deux ans: étant admis que le général de Gaulle, philosophe de l'histoire, tient l'Algérie française pour morte et l'Algérie indépendante pour inévitable, combien de temps le général de Gaulle, chef d'État, refusera-t-il le dialogue faute duquel se prolongera la contradiction tragique entre sa stratégie et sa tactique, entre

l'aboutissement qu'il prévoit et le refus qu'il maintient?

Suis-je, à mon tour, victime de ce que j'appelais, il y a deux mois, l'illusion gaulliste? De loin, j'ai le sentiment que l'heure de vérité approche. Peut-être le référendum ne sera-t-il qu'un épisode de plus, qui laissera intactes, immuables, les données du drame. Peut-être, comme le dit Jacques Soustelle, le général de Gaulle va-t-il "perdre l'Algérie et garder la guerre". La République algérienne sans accord avec le F.L.N. serait la répétition de la guerre d'Indochine: la continuation du combat avec la certitude que le territoire contesté sera finalement indépendant. Mais si telle est la politique du général de Gaulle, si le référendum et les institutions provisoires n'annoncent rien de plus que l'application de la loi-cadre et un vote supplémentaire, alors l'échec ne serait pas seulement celui de la République algérienne, au sud de la Méditerranée, mais aussi celui de la République gaulliste en France.

Car on ne peut pas gouverner très longtemps contre les deux "meutes", les tenants de l'Algérie française et les partisans d'une paix négociée. Les deux "meutes", en dépit du mépris que le général de Gaulle affiche à leur égard, ne sont pas des factions de rebelles ou d'aventuriers; elles groupent *tous* les Français qui ont une opinion articulée sur le problème algérien. Celui-ci comporte, à la longue, deux solutions et deux seulement: l'Algérie française et la République algérienne, la pacification continuée aussi longtemps qu'il le faut ou la négociation avec le F.L.N. Ou la politique gaulliste est une version "distinguée" de "l'abandon vulgaire", ou elle débouchera sur le premier terme de l'alternative. Mais ce n'est pas de Gaulle qui sera chargé de conduire la politique qu'il a solennellement et définitivement condamnée.

Personnellement, je n'ai pas changé de conviction: c'est par une négociation secrète avec le F.L.N. que le général de Gaulle aurait, je le crois, la meilleure chance d'atteindre son but: une République algérienne associée à la France. Je crois qu'il a constamment sous-estimé la résolution et les cartes du F.L.N. En dépit des progrès militaires, la situation politique est pire aujourd'hui qu'en 1959 et en 1958. Les nationalistes algériens, extrémistes ou modérés, avaient plus confiance en lui il y a un an qu'aujourd'hui. Je crains que, d'ici un an, la conjoncture soit plus difficile encore.

Mais aujourd'hui la question essentielle n'est plus là. Le général de Gaulle demande l'appui de tous les Français; il ne fait appel, il ne veut faire appel à aucun groupe en particulier. Peut-être même trouverait-il embarrassant le soutien d'un écrivain qui, pour avoir écrit il y a quelques années ce que lui-même dit

aujourd'hui, a été couvert d'injures par tant de gaullistes. Gouvernant à la manière d'un roi et non d'un homme politique du XXe siècle, il prétend imposer sa volonté à l'armée, aux Français d'Algérie, aux Juin, aux Salan, aux Bidault, aux Duché, sans autre mandat que celui qu'il tient du "peuple", c'est-à-dire de tous et de personne. Que pouvons-nous dire, que pouvons-nous faire, nous autres Français, de droite ou de gauche, dénoncés hier par les conformistes parce que nous affirmions inévitable la République d'Algérie? Que pouvons-nous dire, que pouvons-nous faire pour aider au rétablissement de la paix en Algérie et à la sauvegarde des libertés en France?

Probablement pouvons-nous fort peu de choses. Nous risquons de le compromettre en l'approuvant et de l'affaiblir en le critiquant. Malgré tout, peut-être les prochaines semaines seront-elles décisives. En ce cas, il n'est pas entièrement inutile de proclamer très haut que le général de Gaulle porte nos espoirs, nos derniers espoirs d'une paix honorable - c'est-à-dire d'une paix qui réconcilierait la France avec les nationalistes algériens, sans dresser les Français en armes les uns contre les autres. Puisque le général de Gaulle ne reconnaît d'autre jugement que celui de l'histoire, il se doit d'être sourd aux conseils comme aux invectives. Mais il n'est pas indifférent aux témoignages. Disons donc qu'aujourd'hui comme en janvier dernier, tous les gaullistes en disponibilité ont repris du service, ou du moins ils n'attendent qu'un mot pour reprendre du service, même s'ils doutent que leur chef soit disposé à dire ce mot.

Cambridge, le 25 novembre 1960.

Après le coup d'État, avant la négociation

**Preuves
juin 1961**

Après la conférence de presse du 11 avril, personne ne pouvait plus douter que le chef de l'État appartenait au parti de "l'abandon". Il était résolu à négocier avec le F.L.N., non pas seulement sur la base du droit à l'indépendance, mais sur la base de la reconnaissance préalable de l'indépendance algérienne. Il voulait accomplir ce dont les hommes de la IV^e République avaient eu la velléité. Au bout de trois ans d'hésitations ou d'illusions, au terme de travaux d'approche lents et tortueux, le général de Gaulle se résignait ou se décidait à négocier avec le F.L.N. de l'avenir de l'Algérie, contre ses promesses multipliées, sans tenir compte des sentiments de l'armée. Le sens du 13 mai était désormais éclatant: la Ve République était la République des dupes, le général de Gaulle, pour revenir au pouvoir, avait permis aux gaullistes de s'associer à ceux qui, sur le sujet de la décolonisation, pensaient tout autrement que lui. L'histoire offre peu d'exemples d'une entreprise aussi machiavélique, au sens original de ce terme. N'est-ce pas "gouverner à la florentine", comme on disait jadis, que de prendre pour Premier ministre, chargé de recevoir M. Bourguiba, le directeur du *Courrier de la Colère*? N'est-ce pas "gouverner à la florentine" que de mettre, au débit de la République, le 15 mai 1958, "le trouble de l'armée au combat", alors que l'on a soi-même l'intention de faire ce que le trouble de l'armée (vulgairement appelé sédition) a pour objet d'empêcher?

Mai 1958, janvier 1960, avril 1961, les trois dates marquent, si l'on veut, trois étapes de la marche fatale de l'armée française vers le coup d'État de type sud-américain. Elles illustrent aussi les péripéties, plus cyniques qu'édifiantes, de la politique algérienne du Pouvoir. Les vainqueurs du 13 mai, quand l'autodétermination a été proclamée en janvier 1960, et, en avril 1961 l'indépendance accordée, ont eu le sentiment d'avoir été joués. Ils ont été privés de la révolution que les gaullistes leur ont subtilisée. Si le droit à l'insurrection était sacré contre le parti de l'abandon de la IV^e République, si, comme le disait jadis le Premier ministre, le devoir d'obéissance cesse du jour où un gouvernement envisage d'aliéner une partie du territoire national, pourquoi les quatre généraux seraient-ils des criminels et non des héros malheureux?

Personnellement, je ne doute pas qu'ils aient été criminels: l'exemple de l'Espagne nous prouve qu'il n'est pas de pire infortune pour une nation qu'une

armée qui compense son abaissement au dehors par des prétentions politiques à l'intérieur.

Comme en mai 1958, comme en avril 1961, les détails du complot et des événements nous échappent. Probablement, cette fois, la prise du pouvoir en France même avait-elle été envisagée, soit par débarquement de parachutistes et légionnaires, soit par action de quelques unités stationnées en métropole et en Allemagne (chars de Rambouillet, triangle Pau-Mont-de-Marsan-Bayonne). Bornons-nous à quelques remarques sur des faits significatifs pour l'avenir autant que pour le passé.

1° - Le coup d'État s'est accompli à Alger par la menace de la force plus que par la force elle-même. En d'autres termes, les parachutistes ont tué par accident deux sous-officiers, mais ils n'ont pas tiré sur les gendarmes, C.R.S., soldats, marins qui refusaient de se rallier sans s'opposer activement à la sédition. Le refus de la guerre civile a été visible, éclatant: on ne se tue pas entre Français. Les farouches défenseurs de l'Algérie française proclamaient eux-mêmes, une fois encore, que les Musulmans d'Algérie ne sont pas français. Ont-ils jamais hésité à donner l'ordre de feu quand les Musulmans étaient les victimes désignées?

Cette technique du "coup d'État sans mort d'homme" n'est pas strictement originale. En Espagne, au siècle dernier, dans certains pays d'Amérique du Sud, un général ou quelques généraux prend ou prennent l'initiative. Une curieuse partie s'engage entre les mutins et les hommes en place, dans laquelle le plus grand nombre des officiers et des unités de l'armée demeurent spectateurs. Selon les mesures prises par les deux camps, selon le nombre des ralliements aux mutins ou des protestations de fidélité aux gouvernants, la décision est acquise au bout de quelques jours et le gros de l'armée consacre la victoire ou l'échec du pronunciamiento. L'exil est pour les auteurs du coup d'État la sanction de l'échec, le pouvoir la récompense de la victoire. Puisque le sang n'a pas coulé, un châtimement exemplaire serait d'un mauvais exemple.

En fait, ces comédies, un jour ou l'autre, tournent en tragédies. Pour que le coup d'État ne déclenche pas la guerre civile, il faut que la masse du peuple soit passive, que la classe dirigeante accepte la "normalité" de ces pratiques illégales, et que celui des deux adversaires qui est en train de perdre ait l'intelligence de le comprendre et la sagesse de ne pas insister. Mardi soir, le général de Challe eut cette intelligence (tardive) et cette sagesse. Ses compagnons, à en croire certains récits, auraient volontiers joué leurs dernières cartes, ou plutôt tiré leurs

dernières cartouches Si ce pronunciamiento n'est pas le dernier en même temps que le premier, la France est exposée au risque mortel d'une guerre d'Espagne.

2° - Il serait parfaitement injuste d'accuser l'ensemble de l'armée française d'avoir pris part au complot: il est acquis que les généraux qui exerçaient les principaux commandements n'étaient même pas dans la confiance des mutins. La plupart d'entre eux ne se rallièrent pas à la junte des quatre généraux en retraite, mais, durant 48 heures, passivité et attentisme firent le jeu de la sédition. Un diagnostic du loyalisme de l'armée fondé sur les derniers événements se formulerait à peu près dans les termes suivants: des centaines d'officiers, du lieutenant jusqu'au général, étaient prêts à comploter, jugeaient compatible avec leur honneur le renversement du régime et l'établissement d'une dictature militaire; la majorité des officiers se refusaient à participer activement à l'opération, ils n'auraient pas été indignés par un succès éventuel de celle-ci. Nombreux sont les officiers qui ont mis ou qui auraient mis "l'unité de l'armée" au-dessus du respect de la légalité, peu nombreux les officiers qui, dès la première minute, se sont opposés à la sédition et l'ont combattue activement. Si tel est le diagnostic, l'armée française n'est pas encore l'armée espagnole du XXe siècle, elle n'est plus l'armée française du XIXe. Au siècle dernier, l'armée française fut utilisée par tous les régimes contre des émeutes, pour le maintien ou la violation de la légalité. Elle n'eut pas l'initiative d'une révolution ou d'un coup d'État. Napoléon III était président de la République quand il restaura l'Empire, il n'en avait pas moins eu de la peine à trouver des généraux pour accomplir le coup du 2 décembre. L'armée ne défendit pas avec résolution Charles X et Louis-Philippe, mais les deux rois prirent peur et préférèrent l'exil aux risques de la résistance. En 1848 et 1871, l'armée obéit aux ordres de la République. Neutralité politique entre les partis et les régimes, tel fut le mot d'ordre grâce auquel l'armée demeura au service d'une France divisée sur la forme de l'État.

Ni la crise du boulangisme, ni l'affaire Dreyfus ne constituent une exception à cette règle. Que le corps des officiers, après 1871, ait été en majorité d'opinion conservatrice ou réactionnaire, qu'il ait invoqué l'honneur de l'armée pour interdire contre l'évidence la révision d'une erreur judiciaire, rien de plus incontestable. Mais les officiers qui n'aimaient pas la République ne conspiraient pas contre elle. Souvent hostiles aux hommes et aux institutions, ils se réfugiaient dans l'accomplissement de leur métier, ils se voulaient soldats et disciplinés.

Au cours de ces dernières années, les commentateurs ont maintes fois raconté

ou analysé le cheminement de la "politisation" depuis 1940 jusqu'à 1961. En 1940, la majorité des officiers a suivi le maréchal Pétain surtout parce qu'il incarnait la légalité. Après 1945, l'enseignement officiel condamnait l'obéissance passive. Les guerres coloniales, le caractère idéologique du conflit mondial, la technique d'action des partis révolutionnaires et des armées de libération ont répandu parmi les officiers les doctrines, souvent mal comprises, de Mao Tsé-Tung. Obéir au pouvoir légal, se tenir en dehors des querelles de partis et de régimes, les deux principes sur lesquels l'armée avait fondé son silence et sa neutralité s'effondraient en même temps. Recourir aux procédés les plus modernes de l'action psychologique en vue d'un pronunciamiento fondamentalement anachronique, tel fut un des paradoxes de ce coup d'État manqué.

3° - L'homme qui ramènera l'armée française au respect de l'État et de la loi peut-il être le général de Gaulle? En janvier 1960, en avril 1961, le chef de l'État revêtit l'uniforme de brigadier à titre temporaire de 1940 pour s'adresser à la nation et aux soldats. Mais le brigadier de 1940 était un rebelle dont le général Challe pouvait proclamer qu'il suivait l'exemple. En 1940, le maréchal Pétain conjurait les Français de s'incliner devant l'inévitable, de lui faire confiance et de maintenir l'unité nationale. Aux yeux des officiers séditieux, c'est le général de Gaulle aujourd'hui qui joue le rôle du maréchal Pétain. C'est lui qui conjure les Français de s'incliner devant l'inévitable (le vent de l'histoire), de lui faire confiance et de maintenir l'unité nationale.

Comment le général de Gaulle rendrait-il aux fonctionnaires et aux officiers le respect du pouvoir légal, le sens de la République, lui qui, par deux fois, par son action et l'interprétation qu'il en a donnée, a proclamé la suprématie de la conscience sur la loi et la responsabilité ultime de l'individu? Le général de Gaulle parle comme si, depuis 1940, il incarnait la France: qui lui obéit, obéit à la France. Il emploie le langage de l'autorité personnelle (*moi-même*), du dévouement à sa personne. Le jour où le général de Gaulle semble se conduire comme le maréchal Pétain, le jour où l'homme de la Résistance devient l'homme de l'abandon, les officiers peuvent se tenir pour gaullistes en se révoltant contre de Gaulle.

Qu'on m'entende bien. Je ne pense pas que l'abandon de l'empire soit l'équivalent historique de la résignation à la victoire hitlérienne. Je ne pense pas que le général de Gaulle, depuis 1958, suive la voie empruntée par le vieux maréchal en 1940. Je dis que la politique du général de Gaulle, en Afrique noire

et en Algérie, est celle que les gaullistes, en 1958, condamnaient sous le nom de politique d'abandon. Je dis que cette politique de décolonisation apparaît, à la majorité des officiers français, comme semblable à celle du maréchal en 1940, et non à celle du brigadier à titre temporaire qui s'écriait: "La France a perdu une bataille, elle n'a pas perdu la guerre."

Les officiers ont tort de ne pas voir la différence? Bien sûr, ils ont tort. Mais ce qui leur est demandé par le chef de l'État, c'est ou bien l'obéissance à sa personne, contraire à l'idée républicaine, ou la compréhension de l'histoire qui dépasse peut-être leurs capacités, et à laquelle, en tout cas, le chef de l'État ne les a guère aidés à parvenir.

Pour le général de Gaulle les choses sont simples: les officiers n'ont compris "l'intérêt national" ni en 1940 ni en 1961. Ils ont obéi au maréchal quand il fallait désobéir, ils ont désobéi au général quand il fallait obéir. Le général, il est vrai, liquide l'empire au cours de sa deuxième carrière, alors qu'il se faisait gloire, pendant la première, de le sauver. Mais la contradiction apparente dissimule la continuité. En 1961 comme en 1940, l'intérêt du pays est de s'adapter au monde, de prendre les choses comme elles sont. Le camp allié était, en 1940, celui de la victoire. Le parti de la décolonisation est, en 1961, celui qui reconnaît la vocation de la France: non de conquérir des terres, non de maintenir des peuples sous le joug contre leur volonté, mais de se consacrer à son développement propre, seule base de la puissance et du rang au siècle de l'industrie et de l'atome.

J'appartiens au "parti de l'abandon". Je crois que le général de Gaulle a raison et que ses adversaires ont tort. Les arguments du chef de l'État, je les ai employés quand ils n'étaient pas encore à la mode. Mais ils sont politiques, et nullement évidents; ils prêtent à contestation. Ils ne facilitent pas le retour de l'armée à la neutralité du siècle dernier. Ils sont partie intégrante d'un enseignement historique que la prochaine génération d'officiers acceptera peut-être avec indifférence (les faits ont une puissance à la longue irrésistible) mais que l'actuelle génération reçoit avec indignation.

4° - Le patriotisme des généraux séditieux n'est pas en question, mais le corps français des officiers a une conscience divisée parce qu'il finit par ne plus savoir s'il se révolte contre l'abandon, contre la décolonisation, contre la communisation de l'Algérie ou de la France, contre la réduction des effectifs d'une armée qui, après la fin de la guerre d'Algérie, n'aura plus d'empire à défendre et devra être réduite en volume et modernisée en son équipement et ses méthodes.

Après la perte des dernières colonies (Cuba, Philippines) et la destruction de la flotte, l'armée espagnole qui, au XIX^e siècle, avait été sensible à l'influence des idées libérales, devint farouchement réactionnaire, obsédée par son statut à l'intérieur de la nation, revendiquant le droit de sauver l'essence de l'Espagne contre les hommes, les partis, les idées qui risquaient de la corrompre, attachée en même temps aux privilèges matériels et moraux de ceux qui portaient l'uniforme. L'armée espagnole avait désormais trop d'officiers, pas assez de soldats, et des armes périmées. Incapable de combattre au dehors, elle gardait un droit de veto sur les régimes. Quand elle voulut l'exercer, en 1936, à une époque où les masses populaires et les grandes puissances étrangères ne manquaient pas d'intervenir, une guerre civile en résulta dans laquelle tombèrent un million d'Espagnols.

La décolonisation qu'achèvera l'indépendance de l'Algérie frappe les officiers français au cœur: l'empire fut en grande partie, sous la III^e République, l'œuvre de l'armée et la revanche des échecs de 1870; les hommes politiques n'ont pas eu le courage de devancer l'événement et infligèrent aux soldats l'humiliation supplémentaire des défaites; tout l'enseignement traditionnel donné aux jeunes Français rend les officiers incapables de comprendre le coût de la domination et les ressources de l'hexagone; les officiers craignent d'être déshonorés par l'abandon des Musulmans qu'ils ont engagés dans la lutte à nos côtés; ils ne distinguent pas entre le F.L.N. et le communisme. Hélas, effectivement, au fur et à mesure que dure la lutte, la distinction risque de devenir de moins en moins nette.

Était-il possible de convaincre les officiers? De les convertir aux idées que le général de Gaulle, si tardivement, a exposées ouvertement? J'incline à croire que la méthode employée, celle du suprême machiavélisme, n'a été ni la plus digne ni la plus efficace. Peut-être était-elle la seule possible; elle a eu l'inconvénient majeur de donner aux officiers le sentiment qu'ils étaient bernés, en même temps que la France était trahie et l'Algérie abandonnée.

Tout se paye en politique. Le général de Gaulle, pour revenir au pouvoir, n'a pas dédaigné l'aide des ultras, et il n'a jamais désavoué les fureurs du *Courrier de la Colère*.

5° - Le camp des vainqueurs, au lendemain du 13 mai, s'est dissocié: quelques partisans sincères, honnêtes, naïfs, de l'Algérie française, n'ont pas reconnu leurs espoirs dans les tours et les détours de la politique gaulliste; le plus grand nombre de ceux qui avaient préparé le retour du général, ou s'étaient ralliés à lui

en juin 1958, ont suivi le chef de l'État, renouvelant leur langage et leur pensée pour les rendre à chaque instant conformes aux propos ou aux actes de l'Élysée. L'équivoque entre les deux fractions des vainqueurs de 1958 - entre les ultras et les colonels d'une part, les gaullistes de l'autre - s'est dissipée. Mais une équivoque analogue a surgi entre les deux fractions des vainqueurs d'avril 1961, le général de Gaulle et les gaullistes d'une part, les masses populaires, les vieux partis et les syndicats de l'autre. Qui a repoussé l'assaut des généraux factieux et des fascistes cette fois? Le général de Gaulle ou le peuple de France?

Au lendemain de la semaine des barricades, j'avais intitulé un article paru ici-même: "Un seul homme, un homme seul". Aujourd'hui, j'étais tenté de donner pour titre à cette étude la formule: "Cette fois, de Gaulle n'était pas seul". Mais, je l'avoue, il est malaisé de faire la part de ce qui revient au chef de l'État et de ce qui revient aux simples citoyens.

Personnellement, j'ai le sentiment que l'immense majorité des Français ont été, cette fois, exaspérés, qu'ils ne se seraient pas inclinés passivement devant la junte des généraux si celle-ci s'était emparée de Paris et de l'État (ce qui n'était pas exclu si le complot avait été mieux préparé et s'était déclenché simultanément des deux côtés de la Méditerranée). La réaction presque unanime de la métropole a probablement contribué à l'échec du coup d'État en impressionnant les factieux, en encourageant les soldats du contingent à la résistance. Mais de toute évidence, en une crise de quatre jours, ce sont les personnalités qui occupent le devant de la scène et qui exercent l'influence visible sur le cours des événements. Le général de Gaulle a été souverain comme en chaque circonstance extrême, avec en plus une véhémence contagieuse dans la colère et le commandement. Mais son rôle est apparu encore plus grand, encore plus décisif, par suite de l'insuffisance de quelques-uns de ses ministres, et de la panique, spontanée ou calculée, dont les antichambres et les cours offraient parfois le spectacle. Avec l'article 16, le général de Gaulle s'est donné, pour une période indéfinie, l'instrument d'une dictature légale. Que va-t-il faire de cette dictature? Comment réagiront les partis, les syndicats, les masses, l'opinion?

À court terme, deux problèmes se posent: celui de l'épuration et de la réforme de l'État, celui des négociations avec le F.L.N. À plus long terme, on peut se demander si la paix en Algérie ne fournira pas à l'armée, aujourd'hui isolée en son amertume, les alliés qui lui font défaut. En d'autres termes, faut-il craindre la répétition de l'aventure récente?

Dans l'immédiat, "le complot des colonels et des ultras" va être démantelé. Les activistes seront éliminés ou seront réduits à la clandestinité. J'ai peine à croire que les conspirateurs d'aujourd'hui, ceux que l'on appelle les colonels, ceux qui croyaient avoir pris des leçons de guerre civile en Indochine, ceux qui défendaient la civilisation chrétienne contre le F.L.N. puissent survivre à leur échec ou reconstituer dans l'ombre une organisation dangereuse pour l'État. L'O.A.S. ne disparaîtra pas d'un coup, la campagne du plastic se poursuivra. En Algérie, des maquis "Algérie Française" surgiront ici et là. Mais, selon la probabilité, le coup d'État du "quarteron" marque la fin d'une équipe et d'une aventure. L'opposition des activistes à la politique algérienne du chef de l'État peut susciter des incidents dramatiques, mais ne devrait pas empêcher le général de Gaulle d'agir.

Il lui reste à "faire le reste", non avec les élus désignés par les élections sous le contrôle de l'armée française, mais avec le F.L.N. Le général de Gaulle a proclamé l'indépendance de la future république algérienne, mais il n'a pas accordé au F.L.N. le gouvernement de cette république. Autrement dit, il arrive à la table des négociations après avoir concédé ce qui était l'enjeu de la guerre, l'indépendance de l'Algérie, et après avoir, pour imposer cette politique, brisé le ressort moral et l'unité spirituelle de l'armée française.

Que demande-t-il au F.L.N.? Autant que l'on en puisse juger, il lui demande d'accepter une organisation raisonnable des pouvoirs publics pendant la période transitoire (maintien de l'armée française, administration mixte) et, au-delà de cette période, de favoriser ce qu'il appelle l'association entre l'Algérie et la France. Sous le nom d'association le général de Gaulle entend désormais des accords librement négociés qui donneraient à la France des avantages d'ordre économique et culturel, en même temps que des facilités pour la défense commune. La difficulté d'une telle négociation est grande.

Dans la mesure où le G.P.R.A. n'est pas reconnu comme le gouvernement de la République algérienne, il n'est pas en mesure de prendre des engagements pour l'avenir. Il peut et doit se borner à des pourparlers dont l'objet unique serait la mise au point de la procédure d'autodétermination. Mais le chef de l'État a marqué clairement que la solution qui a ses préférences est celle de l'association et qu'un vote populaire ratifiant un accord entre G.P.R.A. et gouvernement français est la meilleure mise en pratique du principe d'autodétermination. S'il en est ainsi, nous voici en face d'un retournement paradoxal de la conjoncture. Ce que les gouvernements de la Ve République, comme ceux de la IVe, ont

obstinément refusé, ils découvrent soudain qu'ils ont intérêt à le concéder et que peut-être nos interlocuteurs risquent à leur tour de le refuser. Tant que l'indépendance de l'Algérie n'était pas acquise, le F.L.N. ou le G.P.R.A. voulaient être tenus pour "représentatifs" du peuple algérien, car la reconnaissance de cette représentativité équivalait à la reconnaissance de l'indépendance algérienne (si le peuple algérien est "représenté" par ceux qui ont inscrit sur leur drapeau l'indépendance, c'est que le peuple a droit à l'indépendance). Mais à partir du moment où cette indépendance a été solennellement proclamée, le G.P.R.A. n'insiste plus pour obtenir cette représentativité. Celle-ci, en effet, l'obligeait à prendre des engagements pour l'avenir, alors qu'un vote précédé d'une libre campagne électorale donnerait évidemment, dans les conditions actuelles, une majorité aux partisans de l'indépendance pure et simple.

Je sais que le général de Gaulle a évoqué le partage en termes voilés, dans l'hypothèse de la sécession. Il faut espérer que les ministres du G.P.R.A. prennent cette menace au sérieux et qu'ils ne se hâtent pas de tirer des événements la conclusion que le général de Gaulle, quoi qu'il pense, est contraint de traiter à n'importe quel prix. Telle n'est pas la vérité. Tout au contraire, le chef de l'État ne peut pas traiter à n'importe quel prix, il ne peut pas plus demain qu'hier abandonner les Européens d'Algérie à l'arbitraire du G.P.R.A. et aux vengeances éventuelles des masses, il ne peut pas non plus les ramener dans la métropole du jour au lendemain. Il ne peut pas transiger sur les garanties de sécurité, sur une certaine présence de l'armée française pendant un certain nombre d'années.

Toute la question est de savoir si le G.P.R.A. consentira encore au règlement raisonnable auquel il aurait souscrit naguère avec gratitude. L'aile progressiste du G.P.R.A., celle qui souhaite la révolution au-delà de l'indépendance, celle que fascine l'exemple de Pékin plus encore que de Moscou, acceptera-t-elle de signer avec le gouvernement français les accords indispensables à une paix honorable pour tous, paix qui ne soit pas la préface à d'autres injustices (de sens contraire), mais le début d'une expérience exaltante la construction de l'État algérien par les combattants de la libération, avec l'aide de ceux qui furent les maîtres un siècle durant.

Ce n'est pas le moment de spéculer sur les chances et les risques de la négociation. Laissons les militants du G.P.R.A. s'accorder sur une politique commune. Laissons le président de la République mener les affaires comme il l'entend (même si nous regrettons qu'il ait multiplié les concessions sans

négocier, au lieu de négocier au moment où il détenait encore des cartes).
Bornons-nous à deux remarques.

Si les dirigeants, si l'opinion avaient manifesté clairvoyance et courage, l'association, aujourd'hui objectif malaisément accessible, aurait été acquise à moindre frais pour les deux communautés. Le temps perdu ne se retrouve pas. En période révolutionnaire, ce qui est facile un jour est difficile le lendemain, ce qui était possible la veille est impossible les jours suivants. S'il faut attendre que l'opinion "ait compris", le pouvoir sera toujours en retard d'un jour ou d'une année. Les nationalistes algériens pensaient leur révolution par rapport à la France quand ils l'ont déclenchée. Ils la situent aujourd'hui dans le contexte mondial.

Malgré les années de sacrifices inutiles, les liens entre l'Algérie et la France sont tels - un million d'Européens au Sud de la Méditerranée, trois cent cinquante mille musulmans dans la métropole - qu'ils résisteront peut-être à sept années de lutte et d'horreurs. Il n'est pas nécessaire que la République algérienne prenne officiellement position pour un des deux blocs. Il suffit qu'elle préfère le développement, en accord avec la France, aux perspectives, révolutionnaires peut-être, ruineuses à coup sûr, de la sécession.

Des années d'aveuglement n'ont pas tué l'espoir.

Le général de Gaulle a voulu être l'incarnation de la patrie. Il invoque à chaque occasion l'unité nécessaire, le peuple rassemblé. Son destin fut d'être, par deux fois, celui qui divise l'armée. Non qu'il porte la responsabilité des cassures. On ne pouvait guère concevoir, après l'armistice de 1940, que la France ne fût pas représentée dans le camp des Alliés. Comment la Ve République aurait-elle pu poursuivre indéfiniment la pacification, sous prétexte d'éviter l'épreuve de force avec l'armée? Le général de Gaulle a tenté, depuis mai 1958, de rallier l'armée à sa politique. Il a muté les officiers qu'il soupçonnait d'activisme, il a mis à la retraite et couvert d'honneurs les généraux qu'il savait hostiles à ses intentions. Jusqu'au bout, jusqu'à la nuit du 21 avril, il a refusé de croire "que l'on se révolte contre de Gaulle". Sa colère est à la mesure de sa surprise et de sa déception. "L'épuration" de 1961 va frapper des centaines d'officiers et elle fera suite à celle 1945.

Que sera l'armée française après cette nouvelle épreuve? Elle sera autre, en tout cas, que l'armée française que nous avons connue, autre que l'armée de l'empire, autre que l'armée des guerres coloniales. Provisoirement elle n'existe plus les soldats du contingent jugent leurs officiers, et parmi ceux-ci les uns

furent loyalistes et les autres séditeux. Le mythe de l'unité de l'armée est mort, comme est mort le mythe des parachutistes. Il faut reconstruire. À l'âge atomique, une armée de coup d'État est un danger mortel. Quel que soit le prix de l'opération chirurgicale, l'armée française doit être à tout jamais guérie de la propension au coup d'État. Mais que les citoyens ne s'y trompent pas: pour que l'armée redevienne l'armée de la République, il faut que la République, elle aussi, recommence d'exister. Ce n'est pas à de Gaulle que l'armée doit obéir, mais aux autorités constitutionnelles.

En ce sens, un usage prolongé de l'article 16 va directement à l'encontre du but. Si l'armée devient gaulliste, que sera-t-elle le jour où de Gaulle ne sera plus là? Disons, pour conclure, que de Gaulle a bien mérité de la patrie, mais que la République nous appelle.

Adieu au gaullisme

**Preuves
octobre 1961**

"En Algérie, il y a une population qui depuis des années est dans la guerre, les meurtres et les attentats. Cette population constate que le régime établi à Paris ne peut pas résoudre les problèmes... Comment veut-on qu'à la longue cette population ne se soulève pas?" Ainsi s'exprimait, le 19 mai 1958, le général de Gaulle dans sa conférence de presse du Palais d'Orsay. Ainsi condamnait-il superbement la IV^e République indifférent à la difficulté du problème à résoudre.

Un simple citoyen ne saurait prendre avec la réalité et les exigences de la justice autant de liberté que le plus illustre des Français. Mais en septembre 1961, après plus de trois ans de régime gaulliste, il "constate", lui aussi, que "les meurtres et les attentats" continuent, qu'après les deux rébellions de janvier 1960 et d'avril 1961, après l'échec des pourparlers de Melun, d'Évian et de Lugrin, après les événements de Bizerte, le problème est moins résolu que jamais. S'il existait un deuxième Français aussi convaincu que le Président de la République de sa propre grandeur et de la médiocrité de tous les autres, il n'aurait aucune peine à reprendre, contre le système de la Ve, le réquisitoire du solitaire de Colombey contre la IV^e.

Le réquisitoire serait même incomparablement plus fort. Les hommes de la IV^e étaient modestes, en public et en privé. La plupart d'entre eux n'ignoraient plus, en 1956, la nécessité de la "décolonisation", mais comment la faire accepter par l'opinion, par les Debré, Soustelle, Bidault et autres trublions d'un nationalisme plus ridicule que touchant, par les activistes et les ultras que le général de Gaulle, pour dire le moins, à l'époque, ne désavouait pas? Un Soustelle n'a jamais ignoré - il l'a dit et écrit - qu'il n'y avait, en Algérie, que deux politiques possibles (chacune comportant des modalités): ou traiter avec le F.L.N., ce qui signifiait, à plus ou moins brève échéance, l'indépendance de l'Algérie, ou continuer la "répression" ou "la guerre" au moins dix ans, quoi qu'il pût en coûter et quoi que pût dire le monde et, en ce cas, le meilleur mot d'ordre était celui de l'Algérie française.

Si le général de Gaulle ne reconnaissait pas cette alternative en 1958, que faut-il penser de sa clairvoyance? S'il ne l'ignorait pas mais si, pour revenir au pouvoir, il mettait au compte d'un régime (qui, il est vrai, n'était pas bon) ce qui tenait avant tout aux circonstances, il ne pouvait avoir qu'une excuse: le succès.

Le choix de Michel Debré comme premier ministre, afin de mener à son terme la "décolonisation", était impardonnable s'il n'était pas suprêmement machiavélique. Encore une fois l'événement devait trancher.

En 1958, le monde entier, sauf la France, savait que l'Algérie serait indépendante mais il ne savait ni quand ni comment. En 1961, les Français n'ignorent plus l'aboutissement fatal, mais ils ne connaissent pas encore le chemin qui y conduit.

Il est des Français qui détestent assez le général de Gaulle pour se réjouir de son échec: je ne suis pas de ceux-là. J'ai désiré passionnément qu'il réussît, pour la France et pour lui. Parce qu'avec lui c'est la France, une fois de plus, qui échouerait, faute du courage nécessaire pour accomplir son destin.

Trois ans de stratégie gaulliste

Revenu au pouvoir à la faveur d'une émeute algérienne relayée par l'armée et canalisée ensuite par quelques gaullistes (dont les liaisons avec Colombey n'ont été ni démontrées ni démenties), le général de Gaulle, s'il pensait déjà ce qu'il pense aujourd'hui (ce que l'on se refuse à mettre en doute), trouvait dans les circonstances un appui et un obstacle. Le changement de régime prouvait au F.L.N. que les forces hostiles à une solution algérienne du type tunisien ou marocain étaient considérables, en Algérie et en métropole. En même temps, le général de Gaulle jouissait auprès des masses musulmanes d'un prestige auquel ne pouvait prétendre aucun de ses prédécesseurs, à l'Élysée ou à Matignon. Certes, il était aussi partiellement prisonnier de ceux qui avaient abattu la IV^e République. Là était le prix qu'il devait payer pour l'utilisation de la "secousse", mais l'interlocuteur, si le F.L.N. était accepté pour tel, devait être moins intransigeant qu'il ne l'aurait été face à tout autre gouvernement français.

En d'autres termes, s'il ne donnait la décolonisation pour but, le général de Gaulle disposait de chances dont aucun autre n'aurait pu profiter: la durée prévisible de son règne, son autorité personnelle, les oppositions mêmes qu'il devait rencontrer, tout contribuait à rendre possible l'accord direct avec l'adversaire, incarnation du nationalisme, accord qui, presque dans tous les cas, a marqué une étape inévitable de la décolonisation. Mais, par un réflexe qu'il faut bien, après tant d'expériences, appeler français, le général de Gaulle n'a pas voulu admettre que la seule politique possible de décolonisation passait par les négociations politiques avec le F.L.N.

Les gouvernements de la France avaient proclamé successivement, en Indochine: "pas d'accord avec Ho Chi Minh"; en Tunisie "pas d'entente avec

Bourguiba" (ce qui coûta quelques années de prison, après l'indépendance, au nationaliste modéré Tahar Ben Amar), au Maroc: "pas de retour sur le trône du sultan Ben Youssef". En Algérie, le général de Gaulle, au moins en privé, décréta maintes fois: je ne ferai pas moi-même du F.L.N. le gouvernement de l'Algérie. Et, comme ses prédécesseurs, il ne se résolut pas franchement à tenir pour hors de question ce qu'il faisait profession d'écarter. En d'autres termes, il ne voulait pas "reconnaître" le F.L.N. ni négocier avec lui d'une manière qui entraînât implicitement reconnaissance, mais, simultanément, il souhaitait des pourparlers en vue d'arrêter les opérations militaires.

En septembre 1958, après les entretiens de deux "intermédiaires" avec les dirigeants du F.L.N., celui qu n'était alors que le chef du gouvernement offrit solennellement la "paix des braves", autrement dit il invitait les combattants du maquis à cesser le combat en leur promettant un traitement honorable et une "Algérie nouvelle" qui répondait à leurs aspirations. Les parlementaires de la IV^e République, quelques mois auparavant, avaient accordé au général de Gaulle ce que celui-ci se plaît à qualifier "pouvoir d'arbitrage". Le F.L.N. se montra parfaitement insensible à une action thaumaturgique et les événements suivirent leur cours.

La stratégie du général de Gaulle, au cours des années suivantes, se décompose en trois sortes de mesures. Sur place, l'armée a l'ordre de poursuivre la pacification, de détruire les bandes organisées, de rétablir, si possible, la sécurité. En même temps, les autorités civiles ont mission de rendre l'Algérie de plus en plus algérienne, de peupler l'administration de musulmans, de favoriser la promotion des musulmans déjà dans les cadres, de recruter localement une élite nouvelle. Cette double action militaire et administrative pouvait s'insérer aussi bien dans une politique ayant pour fin "l'Algérie française" que dans une politique visant une Algérie autonome ou indépendante (mais étroitement liée à la France).

À partir de septembre 1959, les discours du général de Gaulle suggèrent, de plus en plus clairement, que son choix personnel favorisera le deuxième terme de l'alternative. Ayant proclamé le principe d'autodétermination, énuméré les trois solutions entre lesquelles le peuple algérien choisira - sécession, intégration, association -, il se défend de prendre parti puisque le choix appartient aux Algériens eux-mêmes, mais le simple fait qu'il offre le choix suffit à prouver qu'il ne croit pas à l'intégration ou à l'Algérie française (et les partisans de cette dernière formule, Jacques Soustelle tout le premier, ne s'y trompent pas).

Si l'on veut que les Algériens soient français, qu'ils se considèrent comme français, qu'ils ne se solidarisent pas avec les combattants du maquis, il ne faut pas les transformer en "apatrides à titre provisoire", leur enlever la nationalité qu'ils possèdent depuis plus d'un siècle sous prétexte de les laisser libres de forger eux-mêmes leur destin. Accorder à ceux qui habitent une province du territoire national le droit d'autodétermination, c'est admettre et, du même coup, préparer la sécession.

Ainsi raisonnent ceux des Français d'Algérie, des officiers, des conspirateurs du 13 mai qui avaient cru aux mots d'ordre au nom desquels la IV^e République avait été abattue plus qu'à l'homme qui, tel Louis-Philippe en 1830, avait été le profiteur de la révolution. Mais si, par ses discours, le général de Gaulle se détachait de ceux qui l'avaient fait roi, s'il habitua l'opinion métropolitaine à l'idée d'une Algérie algérienne, le troisième volet du triptyque - les modalités de l'autodétermination - garantissait le refus du F.L.N. Car sous une autre forme que Guy Mollet en 1956 ou que lui-même en 1958, le général de Gaulle continuait d'exiger la fin des combats avant toute négociation proprement politique. Cessez-le-feu, élections, négociations, avait dit le chef du parti socialiste. Cessez-le-feu, apaisement, autodétermination, déclarait maintenant le Président de la Ve République. Les formules n'étaient pas les mêmes. Sous le régime nouveau, la pacification par les armes (pas plus de 200 victimes d'attentats par an) pouvait suppléer au consentement du F.L.N. L'autodétermination n'impliquait pas les "liens indissolubles" entre l'Algérie et la France. Mais la communauté subsistait sur un point essentiel: le chef socialiste comme le Président de la République entendaient que *les nationalistes algériens consentissent à s'intégrer à un procès historique dont la France déterminerait le cadre et l'allure*. C'est la France généreuse qui octroyait le droit à l'indépendance, elle ne se laissait rien arracher, elle ne s'abaissait pas à marchander.

Ces trois sortes de mesures furent appliquées - et continuent de l'être au moment où nous écrivons - depuis septembre 1959. La semaine des barricades d'Alger, la sédition des généraux d'avril 1961, furent des épisodes spectaculaires de l'indignation que la masse des Français d'Algérie et la majorité des officiers éprouvent à l'égard d'une politique qui - nul n'en doute - débouche sur une Algérie indépendante. Mais cette politique, - ce qui est un comble - n'atteint pas son objectif principal, qui est de rétablir la paix et de permettre le rapatriement en France du gros de l'armée. Pourtant sur chacune des trois voies qu'il avait ouvertes - pacification sur le terrain, décolonisation en discours, avances au

F.L.N. - le général de Gaulle est allé loin.

À en croire les bulletins de l'état-major français, avant la trêve unilatérale proclamée aux premiers jours des pourparlers d'Évian, une partie du territoire algérien était pratiquement pacifiée; nulle part l'A.L.N. n'opérait en bandes organisées; la victoire militaire, dans la mesure où ce mot a une signification dans ces sortes de guerres, était toute proche. Mais la résolution du général de Gaulle d'accorder après la victoire (ou la quasi ou la pseudo-victoire) ce qui avait constitué, au point de départ, l'enjeu de la guerre ne s'embarrassait plus de circonlocutions prudentes. La France épousait son siècle: or l'empire n'appartient pas à ce siècle. Il est renvoyé, avec la lampe à huile et la marine à voile, aux splendeurs éteintes de la belle époque. "Victoire militaire" et "abandon distingué" permettent la négociation avec le F.L.N., ils n'autorisent pas à en faire le gouvernement de l'Algérie.

Ce n'est pas que les exigences, d'abord hautaines (les couteaux au vestiaire), n'aient été peu à peu assouplies. À Melun, on ne laissa même pas aux délégués du G.P.R.A., le loisir de discuter les propositions françaises relatives aux modalités des futures conversations. C'était à prendre ou à laisser; évidemment ce fut laissé. À Évian, les couteaux ne furent pas remis au vestiaire et pourtant la conversation fut engagée. Puis, un jour, à la grande surprise des deux délégations, le général de Gaulle eut un accès d'humeur et décida que la phase exploratrice avait trop duré. À Lugrin, la négociation achoppa sur la question du Sahara, mais les propos de M. Joxe avaient été suffisamment suggestifs: Krim Belkacem, s'il avait voulu ou pu négocier un règlement d'ensemble, avait une chance d'obtenir à la fin ce qui ne lui avait pas été concédé au début de la conversation. À Melun, c'est le général de Gaulle qui (pour des raisons que j'ignore) a organisé l'échec. À Évian, il a pris l'initiative de l'ajournement. À Lugrin, alors que les parachutistes et les Tunisiens étaient aux prises, c'est le F.L.N. qui a été responsable de la rupture.

Entre 1958 et 1961, en dépit des "succès" militaires, la situation s'est gravement dégradée, par la faute du général de Gaulle lui-même et par la faute du temps. Sous prétexte que la France "ne s'abaisse pas à marchander", le Président de la République avait concédé l'essentiel sans rien obtenir en contrepartie. Du jour où il accordait aux Algériens l'autodétermination, il disqualifiait le combat de la France et justifiait celui des nationalistes. Ceux-ci avaient dit et répété, les armes à la main: les Algériens ne sont pas français. Le droit, solennellement proclamé, à l'autodétermination équivalait à leur donner raison.

Au lieu de chercher à obtenir la fin des combats en promettant l'autodétermination en contre-partie, au lieu de faire de l'autodétermination un élément de la négociation, le général de Gaulle commettait la double erreur de donner sans recevoir et de donner dans le style le mieux fait pour irriter des hommes humiliés, le style du supérieur qui octroie et non celui de l'égal qui discute.

À mesure que le temps passait, les dirigeants du F.L.N. découvraient le monde et les ressources qu'offrent la rivalité des deux blocs et le soutien des non-engagés à n'importe quel parti révolutionnaire en quête de l'indépendance. Reconnu comme gouvernement par les pays arabes, accueilli à Pékin et à Moscou, le G.P.R.A. avait, en 1961, une conscience de sa force politique qu'il n'avait pas encore en 1958. Durant les premières années de la rébellion, les militants du parti communiste étaient traités en suspects. L'univers du F.L.N. était délimité par les relations entre Le Caire, Paris, Tunis, Alger, Rabat, à la rigueur Washington. Nos ultras d'Alger et de Paris, nos officiers héroïques sont restés provinciaux. Leurs adversaires, hors de leur patrie, traitent les Salan et les Lagailarde avec le mépris que méritent les petites cervelles.

Le général de Gaulle avait-il, entre 1958 et 1961, une bonne chance de traiter avec le F.L.N.? Encore que toute réponse à une question de cet ordre doive rester hypothétique, j'ai cru et je continue de croire qu'entre l'automne 1958 et l'automne 1960, il pouvait traiter à condition, bien évidemment, d'accepter que l'Algérie évoluât rapidement vers l'indépendance et qu'elle fût gouvernée par le F.L.N. (non pas du jour au lendemain). Mais, pour réussir, il devait faire l'inverse de ce qu'il a fait, octroyer moins et marchander plus, ne pas prétendre imposer à l'adversaire la procédure de la décolonisation, avoir le courage de reconnaître que celle-ci signifie la fin du monologue, même si la volonté de l'ancien maître se fait volonté de retraite. On ne décolonise pas dans le style de Louis XIV.

À s'en tenir au troisième tome des Mémoires, le Président du gouvernement provisoire était déjà convaincu, en 1945, de la nécessité de conduire les peuples coloniaux à la liberté. Mais c'est le même homme qui au moment de la crise de Syrie déclare à l'ambassadeur de Sa Majesté britannique qu'il ferait la guerre à la Grande-Bretagne s'il en avait les moyens. Déjà, à l'époque, le général de Gaulle consentait à "l'abandon" (indépendance de la Syrie et du Liban) mais il entendait déterminer lui-même la manière du départ et garder des bases. M. Bidault aurait fait jusqu'au bout la guerre pour sauver l'empire français. Le général de Gaulle fait la guerre pour sauver le style de l'abandon.

La bataille de Bizerte, quelques jours après le discours à la gloire de la décolonisation, illustre le glissement, toujours possible, de la mégalomanie à l'égarement. Aucun régime d'assemblée n'aurait pu accomplir, en fait d'incohérence le tour de force réussi sans peine par l'amour-propre d'un homme, investi d'un pouvoir absolu. Le Président Bourguiba, en répondant à l'invitation du Président de la République, en se portant garant du "libéralisme décolonisateur" de son hôte, s'était dangereusement exposé. Il revendiquait vainement, contre le F.L.N., un fragment du Sahara. Il n'était pas invité à la conférence des pays non-engagés. Il avait besoin, après l'échec d'Évian et l'éventualité de la poursuite de la guerre, d'un succès "national". Le Combattant suprême devait, l'espace de quelques discours, redorer son blason de combattant.

N'importe quel ministre de la IV^e République, si médiocre fût-il, aurait compris la situation de l'adversaire-partenaire et, après un "baroud diplomatique d'honneur", lui aurait donné quelques satisfactions, en cas de besoin lui aurait promis l'évacuation de Bizerte, ce qui ne constituait pas une véritable concession, puisque la souveraineté tunisienne sur Bizerte n'était pas mise en question par le gouvernement français. Au début de juillet, le général de Gaulle, personnellement, rejeta la suprême demande du Président tunisien, sous prétexte que celui-ci avait entrepris la mobilisation des civils et des militaires (*octroyer mais non se laisser arracher*). Une fois de plus, il mettait le style au-dessus de la substance. "Donner une leçon à Bourguiba" ne présentait pas de difficultés. Entre les troupes tunisiennes et trois régiments de parachutistes, la partie n'était pas égale. Mais si Bourguiba recevait une leçon, le bourguibisme, lui, recevait le coup de grâce. Voilà comment l'Occident traitait ses amis, les nationalismes qui avaient combattu pour la libération de leur peuple mais voulu maintenir l'amitié avec les ex-colonisateurs. Un succès militaire sans gloire équivalait à un désastre sans raison.

C'est Bourguiba, objectera-t-on, qui a donné l'ordre de tirer: nos troupes ne pouvaient pas ne pas répliquer. Bien sûr, l'initiative a été prise par Bourguiba qui l'a publiquement avoué. Mais c'est le gouvernement français qui a refusé obstinément de négocier sur l'évacuation de la base et qui a même rejeté des demandes très modérées. C'est par des concessions avant le premier coup de feu que cette bataille insensée pour les deux camps aurait été évitée. Et la violence de la riposte, la bataille de rue, l'occupation de Bizerte à coup de roquettes et d'obus allaient au-delà des exigences de la sécurité des communications entre les éléments de la base. Quelqu'un, à l'Élysée ou à Matignon, a voulu ces lauriers de pacotille.

Le seul résultat certain de la "victoire" de Bizerte, c'est que la France "perdra" cette base prétendument indispensable. Il y a deux ans, Bourguiba envisageait un accord de longue durée avec l'OTAN sinon avec la France. Mais le général de Gaulle qui sur ce point n'épouse pas son siècle, n'aime guère plus le "machin atlantique" que le "machin onusien". Au reste, la base, qui n'est ni unifiée, ni séparée de l'arrière-pays, est indéfendable, si ce dernier est hostile, inutile en temps de paix comme en temps de guerre. Les ministres qui répètent sans y croire les arguments du Président et du premier ministre, n'ignorent pas les notes de l'état-major général, qui réfutent leurs propos. Ministres, fonctionnaires, journalistes, sont désormais contraints d'agir, de parler, d'écrire contre leurs convictions. Ils recommencent, comme en des temps plus malheureux, à présenter deux faces et à tenir deux langages.

La victoire de Bizerte n'a pas pour autant réconcilié les officiers avec le chef des armées. La crise morale est plus grave qu'en 1958, plus grave même qu'à la veille de la sédition d'avril 1961. Il va de soi que la responsabilité n'en incombe pas au général de Gaulle. Que les officiers français se réservent désormais le droit de juger les ordres qu'ils reçoivent, qu'en cas de putsch, ils se rallient ou s'abstiennent ou s'opposent mais n'envisagent pas de défendre la légalité par la force, c'est là l'héritage de vingt années: dissidence "héroïque" du général de Gaulle, obéissance "criminelle" au maréchal Pétain, "sale guerre" en Indochine, "politisation" par le fait de livrer une guerre subversive, désir passionné d'une "victoire", confusion du F.L.N. et du communisme (confusion qui était fautive en 1954 mais qui le devient de moins en moins, par le mécanisme bien connu des *self-fulfilling prophecies*), ce passé tragique a été maintes fois évoqué. Mais le général de Gaulle mettait au compte du précédent régime le "trouble de l'armée du combat". Il nous faut bien "constater" l'échec.

Quoi qu'on en dise, la plupart des officiers français n'étaient pas incapables de comprendre et d'accepter la logique de la "décolonisation". Mais ils en veulent au général de Gaulle de les avoir par deux fois "trompés". Une première fois, en 1958, celui-ci se prêta à l'opération dirigée contre la IV^e République et laissa les hommes qui se réclamaient de lui, Delbecq, Debré, prendre en toute bonne foi des engagements solennels que lui-même n'était pas résolu à tenir. Une deuxième fois, au cours de la tournée des popotes, après la semaine des barricades, il répéta aux officiers qu'il fallait aller chercher les armes si celles-ci n'étaient pas rendues et que l'armée française présiderait à l'autodétermination. Plus que jamais, la mission de l'armée était de gagner les populations, de préparer une Algérie algérienne et non une Algérie dans laquelle ceux qui se seraient

compromis avec les Français seraient livrés aux représailles du F.L.N. En Indochine, au Maroc, en Algérie, la résistance aux nationalistes exigeait le recrutement d'"amis de la France". Le jour où, par lassitude ou par nécessité, la France s'en va, les officiers ont le sentiment de trahir ceux qui se sont battus à nos côtés.

La justification "cartiériste" de la décolonisation, n'est pas de nature à convaincre les officiers qui, par profession, ne peuvent tenir pour décisives les considérations économiques. De plus, si le général de Gaulle a toujours pensé ce qu'il pense aujourd'hui, pourquoi a-t-il pris pour premier collaborateur l'homme de la colère qui dénonçait "les libéraux" dont le crime était de vouloir faire, quand il en était temps encore, ce que lui-même veut faire? Épouser le siècle, c'est aussi comprendre que les gouvernés sont des citoyens et non des sujets, qu'ils veulent bien se battre mais savoir pourquoi, qu'ils veulent bien acclamer comme une victoire ou déplorer comme une défaite la perte d'une colonie mais qu'ils ne veulent pas se battre pour éviter une victoire (si l'abandon est une victoire) ou acclamer une perte douloureuse. En termes économiques et en comptabilité globale, moins la France dispersera ses investissements au dehors, plus vite progressera le bien-être. L'hexagone est vaste, à l'échelle du XXe siècle, pour quarante-cinq millions de Français. La modernisation de la Bretagne peut être accélérée par l'abandon de l'Algérie. Mais cet argument, valable contre ceux qui annonçaient des catastrophes au cas où la France perdrait la souveraineté sur l'Algérie, ne suffit pas à commander une politique. C'est le nationalisme algérien, c'est la lutte du F.L.N. qui ont fini par convaincre ou contraindre l'opinion française. Le nationalisme algérien défend une cause juste, dans la mesure où il est authentique, et, même s'il n'est pas unanime, il est assez fort pour interdire le rétablissement de la paix et rendre inévitable, en dernière instance, le consentement français à l'indépendance. Au XXe siècle, pour se maintenir contre la volonté des populations, il faut la puissance et la brutalité de l'Union Soviétique.

Mais si "l'abandon" est inévitable, il est douloureux pour la minorité française, plus sensible à sa comptabilité particulière qu'à la comptabilité globale, pour les officiers qui se sont tant et vainement battus, pour le pays lui-même qui ne serait pas fier d'obéir à des calculs d'intérêt et se reproche d'avoir été aussi longtemps aveugle, il est douloureux enfin pour le chef de l'État qui le veut conforme à l'idée qu'il se fait de la France et de lui-même. L'Algérie associée à la France, la minorité française demeurant le levain de l'Algérie indépendante, bien sûr, la solution serait la meilleure pour les "ennemis complémentaires". Mais le F.L.N.

désormais veut une révolution sociale au-delà de la libération nationale. Il veut lui aussi être non-engagé, c'est-à-dire ne pas donner de bases militaires à un pays appartenant au bloc atlantique. Comment le général de Gaulle espère-t-il amener le F.L.N. à souscrire à sa solution? Sur quels moyens compte-t-il?

Il n'a consenti à s'asseoir à la table des négociations qu'après s'être minutieusement dépouillé de toutes ses cartes: rien dans les mains, rien dans les poches. Alors que faire si le G.P.R.A. exige le Sahara et refuse Mers-el-Kébir?

Les perspectives

Une entente avec le G.P.R.A. n'est pas radicalement exclue, mais on ne peut se faire d'illusion sur ce qu'en seraient les conditions. Le G.P.R.A souhaite une exploitation en commun des richesses algériennes et il ne souhaite pas que la minorité française parte massivement du jour au lendemain. À condition que la souveraineté algérienne sur le Sahara soit reconnue, il fera ce que les négociateurs seront en droit de regarder et de présenter au public français comme des concessions économiques. De même, il offrira certaines garanties pour la minorité européenne, certainement pas une collaboration organique des communautés du type libanais ou cyprite. La situation, d'ailleurs, est en Algérie essentiellement autre. Au Liban et à Chypre, les deux communautés sont juxtaposées, chacune d'elles comprend l'ensemble de la hiérarchie sociale, l'ensemble des activités constitutives d'une société. La minorité européenne constitue au moins 80% de la classe privilégiée de la population algérienne entière, elle possède ou possédait au moins 80% du capital, des postes de direction économique, intellectuelle, politique. Le bouleversement social qu'entraînera fatalement l'accession à l'indépendance ne peut marquer de porter atteinte à des intérêts, même légitimes. Les nationalistes algériens veulent édifier un État unitaire, du type jacobin bien plutôt qu'islamique, ils n'accorderont pas à une minorité, héritière de la situation coloniale, un droit de veto sur les décisions des gouvernements ou des assemblées, ils ne lui reconnaîtront même pas une existence autonome, inscrite dans la Constitution.

Enfin, après les événements de Bizerte, il faut beaucoup d'illusions pour imaginer que les représentants de ceux qui se battent s'engageront pour l'avenir à laisser à la France l'utilisation de la base de Mers-el-Kébir. Pourquoi y consentiraient-ils? La France fait partie de l'OTAN, c'est-à-dire d'un bloc que les Soviétiques appellent agressif. Tout État nouveau a intérêt à ne pas prendre parti pour l'un ou l'autre des blocs. En accordant une base militaire à la France, la République algérienne prendrait parti pour le bloc atlantique - prise de position

qui ne s'accorderait guère avec les sentiments que les sept dernières années ont dû éveiller dans le cœur des nationalistes algériens.

J'entends déjà le lecteur s'écrier avec indignation: mais vous énumérez les conditions que posera le F.L.N., que faites-vous des conditions française? Hélas, c'est le vainqueur qui pose ses conditions, ou, si vous préférez une expression moins blessante à nos sensibilités, c'est celui qui désire le plus la paix qui accepte les conditions de celui qui est prêt à continuer le combat. Les nationalistes algériens ont peut-être perdu toutes les batailles sur le terrain, ils ont gagné la guerre puisque le gouvernement français a reconnu que leur revendication était juste, s'est déclaré prêt à la satisfaire et souhaite le "dégagement".

C'est donc le gouvernement qui a perdu politiquement la guerre que les soldats gagnaient militairement? Oui et non. Militairement, l'A.L.N. n'avait d'autre objectif que de survivre. Ne pas disparaître, interdire le retour à l'ordre, telle était sa mission. Si elle avait pu conquérir une partie du territoire, organiser des troupes régulières et préparer ce que Mao Tsé-toung appelle la contre-attaque généralisée, le succès aurait été plus grand. Mais ce succès supplémentaire n'était pas indispensable. Si l'A.L.N. parvenait à retenir 400.000 soldats français en Algérie, elle donnait au G.P.R.A. la "victoire militaire" dont ce dernier avait besoin. Car il était prévisible qu'à la longue le peuple français se laisserait d'une guerre dont la durée même démontrait l'injustice.

Les ultras capables de raison, Jacques Soustelle par exemple, prétendent que la victoire était possible à la seule condition que le gouvernement fût résolu à ne jamais concéder la défaite, autrement dit à ne jamais mettre en doute la souveraineté française sur l'Algérie. Dans le monde actuel, disait-il, toute autonomie algérienne conduira à l'indépendance et tout aveu du caractère non français de l'Algérie rendra l'autonomie inévitable. La proclamation du droit à l'autodétermination était donc la première étape sur la route dont la sécession marque le terme fatal. Mon analyse ne diffère pas de celle de Soustelle, mais nos conclusions sont opposées: j'en avais conclu qu'il fallait négocier avec le F.L.N. le plus tôt possible, en acceptant que l'indépendance en résultât. Il en concluait à la nécessité de "l'Algérie française", comme mot d'ordre et comme but.

Les événements lui ont donné tort et m'ont donné raison, mais il plaide que les événements sont imputables à des hommes, ses compagnons, Charles de Gaulle ou Michel Debré, qui ont trahi le serment de mai 1958. Je lui réponds qu'au milieu du XXe siècle, la politique d'Algérie française, combattue par le monde

islamique en ferment, par le bloc soviétique et même par l'anticolonialisme diffus à travers les pays atlantiques, n'avait aucune chance de succès et conduisait la France à une tragédie nationale.

Il n'est malheureusement pas encore démontré que l'autre politique, telle du moins qu'elle a été menée, évite la tragédie. La paix au terme de négociations entre les deux gouvernements exigerait soit un accord sur le régime final et sur le régime transitoire. Personnellement, je considérais, à la veille des pourparlers d'Évian, que la meilleure méthode, au fond la seule qui offrit une réelle chance de succès, était de limiter la discussion à la période transitoire, de chercher un accord sur un gouvernement, une administration, une force de sécurité mixtes jusqu'au vote sur le destin final de l'Algérie. Une association provisoire de fait était le seul moyen, le dernier moyen de la France d'aboutir à une association légale et permanente.

Je ne sais si cette tentative aurait réussi. Elle n'a pas été faite. Il faut donc supposer le double accord, sur le court terme et le long terme, sur les mesures d'apaisement, sur les modalités de l'autodétermination, sur les garanties qu'offre le G.P.R.A. (qui n'est pas reconnu comme un gouvernement provisoire). Il reste peu de temps pour une telle tentative.

Le gouvernement français garde trois autres cartes à jouer, celle de l'exécutif algérien, celle du regroupement en vue de l'évacuation, celle du regroupement en vue d'un partage durable. J'avoue ne pas croire à l'efficacité de la politique qui pourrait être appelée "l'Algérie algérienne sans le F.L.N.". Il n'y a guère d'exemple que la puissance coloniale ait pu, au milieu même de la "guerre de Libération" trouver au nationalisme une incarnation de remplacement, faire surgir un interlocuteur sur commande qui exprime et canalise à la fois l'aspiration populaire à l'indépendance. Au Vietnam il était possible de trouver un "nationalisme non communiste", ce qui aboutissait au partage. À Madagascar, les chefs de l'insurrection, réprimée en 1948, n'avaient pas encore derrière eux un mouvement fort et cohérent. À défaut des premiers révolutionnaires hovas, les dirigeants modérés sont sortis d'autres fractions du peuple malgache. Le peuple algérien n'est pas homogène en fait de culture, mais les nationalistes sont assez unis contre la domination française pour qu'il soit impossible de jouer des Arabes contre les Kabyles ou des Kabyles contre les Arabes. Quant aux modérés contre les extrémistes du F.L.N., ils n'auraient eu une chance qu'en 1955 ou 1956, alors que le F.L.N. ne s'était pas encore imposé à l'ensemble de la population algérienne comme l'interprète valable du nationalisme. Aujourd'hui

un exécutif algérien serait d'autant moins capable de suppléer à un accord avec le F.L.N., de faire pression sur celui-ci ou de s'imposer contre lui que le gouvernement français se refuse à un choix catégorique. L'exécutif algérien serait, selon la formule consacrée, le train mis sur les rails avec la possibilité permanente d'y accrocher le wagon du F.L.N. Mais ce que le F.L.N. refuse, c'est que la France reste maîtresse de la voie et du train, même si, à la gare d'arrivée, les passagers du dernier wagon (celui du F.L.N.) s'emparent du convoi tout entier. L'exécutif algérien n'est pas une politique différente de celle de l'accord avec le F.L.N., mais un moyen, d'efficacité douteuse, d'arriver à cet accord.

Que vaut la politique du regroupement, à titre provisoire ou définitif? La quasi-unanimité des Français d'Algérie - y compris les plus libéraux d'entre eux - sont hostiles à toute formule de partage. Leur argumentation est à peu près la suivante: bien que la densité du peuplement européen soit très inégale, il n'y a pas de région où la majorité soit européenne (même le grand Alger a désormais une majorité musulmane). Toute tentative pour créer, de l'autre côté de la Méditerranée, une République française d'Algérie, exigerait des transferts de population et prolongerait la guerre. Car les nationalistes algériens ne laisseraient ni Alger ni Oran sous la souveraineté française. De plus, comme on évoque désormais en métropole l'importance vitale du Sahara pour justifier la poursuite de la lutte, les autorités françaises se croiront obligées de joindre "l'accès au Sahara" au territoire de la République sur lequel flottera le drapeau tricolore. Dira-t-on qu'il ne s'agit, là encore, que de forcer le F.L.N. à un accord raisonnable? Soit, mais alors il faut être prêt à rendre le "regroupement" durable. Si le regroupement est présenté comme une préface à l'évacuation totale, avec l'espoir que le F.L.N. redoutera le chaos dans lequel sombrerait l'Algérie recevant 350.000 travailleurs retour de France et privée subitement d'un million d'Européens, on se trompe: des révolutionnaires ne craignent pas le chaos et ils craignent moins encore une évacuation totale, contradictoire avec les affirmations officielles que la France ne peut se passer ni du Sahara ni de Mers-el-Kébir.

Le partage provisoire, en tout état de cause, débouche au bout d'un certain temps, soit sur un accord franco-algérien soit sur une guerre chaude entre les deux Républiques installées en terre algérienne. Comme les nationalistes algériens n'accepteraient pas le partage, même si la France offrait une aide généreuse à la République algérienne, cette politique revient à substituer à l'effort pour pacifier l'Algérie entière l'effort pour maintenir la sécurité, aux frontières et à l'intérieur, d'un territoire séparé arbitrairement de l'ensemble

algérien. Il n'est pas sûr que ce dernier effort serait moins coûteux que le premier.

Malgré tout, aucun gouvernement, après plus de sept années de guerre, n'osera dire au peuple français: nous nous sommes trompés, au bout du compte, l'Algérie ne nous intéresse pas; que les Algériens aillent au diable. Dès lors, si le G.P.R.A. veut obtenir non pas seulement l'indépendance de l'Algérie (qui lui est acquise), non pas seulement la souveraineté sur le Sahara (qui lui sera concédée d'une manière ou d'une autre), non pas seulement la garantie que l'Algérie sera gouvernée un jour par lui (ce dont personne ne doute plus) mais le pouvoir immédiat, sans réserve et sans garantie, alors il faudra chercher une issue au moins provisoire.

La conjoncture politique

Rien n'est plus difficile que de faire le point de la conjoncture politique, à la fin des vacances de 1961. Elle est dominée, en effet, par plusieurs faits, non rattachés l'un à l'autre, chacun visible à tous, mais de portée encore mal définie: l'armée secrète (O.A.S.), le mécontentement paysan, le peu d'autorité du régime (le général de Gaulle exclu), la prospérité générale de l'économie.

J'ai toujours tendance à sous-estimer les chances des faiseurs de coup d'État. Même en 1958, je croyais, probablement à tort, que la IV^e République était encore capable de se défendre. En avril 1961, apprenant la prise du pouvoir, à Alger, par les quatre généraux, je les ai tenus pour aliénés et je les jouais battus d'avance. Aujourd'hui je prends l'O.A.S. au sérieux, je la crois capable de faire du mal, mais je ne la crois pas capable de s'emparer de l'État.

Un coup d'État, cette fois, ne pourrait être tenté de l'autre côté de la Méditerranée. Même les généraux et colonels qui jouent aux conspirateurs savent que le pouvoir à Paris ne s'écroulera pas si l'Alger, une fois de plus, est aux mains des "patriotes". Il leur faut prendre les bâtiments publics de l'Élysée, de Matignon, de la Radio et de la Télévision, éliminer d'un coup le général de Gaulle, les principaux ministres, et compter, en cette éventualité, sur la sympathie de l'armée et la neutralité de la police. Je ne crois guère à la possibilité du succès d'une entreprise aussi complexe. Certes, un attentat contre une personne n'est jamais exclu et la réussite en est possible si l'exécutant accepte n'importe quel risque. Mais si nous écartons l'hypothèse de la disparition soudaine du Président de la République, je doute fort que l'O.A.S. puisse appliquer avec succès la technique du coup d'État (toute autre technique est exclue puisque l'O.A.S. est dans la clandestinité et ne peut mettre les masses en

mouvement).

Malheureusement, l'improbabilité du succès ne permet pas encore de prévision sur les événements. La campagne de plastic peut prendre pour cibles des hommes et non plus des antichambres. Le régime ne tombera pas si des hommes publics, des écrivains ou des journalistes, dit libéraux, sont assassinés, mais la demi-solidarité d'une fraction des officiers avec l'O.A.S. deviendra intolérable le jour où l'organisation clandestine ne reculera plus devant les formes extrêmes du terrorisme.

Les troupes que les adversaires du régime n'ont pas - en dehors de commandos civils - les paysans vont-ils les fournir? Jusqu'à présent, les manifestations, même violentes, des paysans, de la Bretagne au Languedoc, sont restées apolitiques. Ni les organisations, ni les militants ne se réclamaient d'un parti et ne s'en prenaient au régime. Bien sûr Michel Debré était brûlé en effigie, mais il s'agit là d'un rite qui remonte aux sociétés archaïques. Le roi dont la popularité et le prestige ne doivent pas souffrir des incidents quotidiens a toujours auprès de lui un double, ministre ou bouffon, qui sert de bouc émissaire et encaisse les contrecoups des déceptions et des ressentiments. Grâce au progrès de la civilisation, l'effigie seule est désormais brûlée.

La politisation de l'agitation paysanne est-elle probable? Si elle s'accomplit, l'O.A.S. en sera-t-elle bénéficiaire? À la première question, je suis tenté de donner avec hésitation une réponse positive, à la deuxième, avec les mêmes hésitations, une réponse négative. Beaucoup de paysans sont insatisfaits des mesures prises par le gouvernement et disposés (ou résolus) à ne pas s'en tenir là. À partir d'un certain moment, l'action directe, - bloquer les routes - débouche sur l'action politique puisqu'elle doit, contre le pouvoir sourd aux revendications, imaginer un autre pouvoir. Mais pourquoi les ultras de la paysannerie s'allieraient-ils aux ultras de l'Algérie française? Je vois bien que les uns et les autres peuvent se donner le même ennemi: la République parlementaire (si peu parlementaire) et libérale (encore substantiellement libérale). Mais, en réalité et en raison, les politiques qu'incarnent ces deux groupes sont strictement contradictoires. L'argent que l'on dépenserait soit pour la pacification soit pour la mise en valeur de l'Algérie réduirait les ressources disponibles pour les investissements métropolitains. Plan de Constantine et plan breton ne sont peut-être pas incompatibles mais ils sont rivaux.

Les arguments de cet ordre n'ont, il est vrai, jamais empêché les alliances dites contre nature parce que les alliés n'avaient en commun que des haines (peut-être

ces alliances sont-elles au fond les plus naturelles de toutes). En l'espèce, même si quelques contacts étaient pris, je ne crois pas à ce "rassemblement". Mais les barrages sur les routes comme les attentats au plastic contribueraient à l'affaiblissement d'un régime dont le crédit n'est pas inépuisable.

La France a-t-elle un régime? Des institutions acceptées? Un principe reconnu de légitimité? Une classe politique? À toutes ces questions, il est difficile de répondre, le oui et le non étant également inexacts. La France vit sous un régime de Sauveur et ce dernier, par le fait qu'il agit en démiurge et non en Président de la République, ruine l'autorité de la Constitution qu'il a lui-même instaurée. Que les partis n'aient pas retrouvé l'audience des électeurs, c'est probable, mais comment pourrait-il en être autrement? L'U.N.R. n'existe que par et pour le général de Gaulle. Et les autres partis, qui retrouveraient probablement leur pourcentage ordinaire d'électeurs en cas de scrutin proportionnel, n'ont rien à offrir à leurs troupes, ni opposition exaltante ni récompense de fidélité. En cas de crise, l'immense majorité de la nation, y compris les syndicats et les partis, fait bloc autour du chef de l'État. Si peu démocrate que soit celui-ci, il l'est plus que les généraux d'Alger et il demeure, en dépit de tout, modéré et libéral.

L'autorité du chef de l'État est-elle intacte trois ans après le retour au pouvoir? Si l'autorité se mesure aux statistiques de l'Institut d'opinion publique ou aux statistiques électorales, je ne doute guère que la réponse ne doive être positive. Qu'il organise un référendum-plébiscite sur quelque sujet que ce soit, et il obtiendra entre 70 et 80% de oui. Qu'il parcoure une province ou une autre, et les mêmes foules viendront acclamer les mêmes discours (quitte pour les paysans à élever des barrages après et avant son passage). Reste à savoir ce que signifie cette "popularité" ou ce "prestige" ou cette "autorité". Le général de Gaulle n'est pas le premier Français depuis la Révolution qui ait soulevé l'enthousiasme des foules. Même en laissant de côté les champions cyclistes et les stars de cinéma, le maréchal Pétain, dans les derniers mois de 1940, était accueilli par des acclamations qui n'étaient pas fabriquées. En mars 1944 encore, il fut acclamé à Paris. Entre janvier 1946 et mai 1958, le peuple français ne manifesta pas un désir passionné que le Chef de la France Combattante redevînt le chef de l'exécutif. En 1951, le R.P.F. obtint 20% environ des suffrages, ce qui est honorable mais non glorieux. À ce moment-là, n'en doutons pas, le général de Gaulle aurait été irrésistible si le Président de la République avait dû être élu au suffrage universel (comme il l'était selon la Constitution de la II^e République). Mais Louis-Napoléon aussi était irrésistible chaque fois que l'on interrogeait les Français sur son nom ou sur un symbole. Le général de Gaulle n'est certes pas

Napoléon III (bien qu'il s'ingénie, par ses voyages et ses référendums-plébiscites, à en évoquer le fantôme), mais il bénéficie de la propension du peuple français à se prêter au pouvoir absolu d'un seul pourvu que cet homme se réclame de la République et respecte certaines libertés.

L'acceptation du Sauveur n'implique nullement l'acceptation de son entourage, de ses ministres ou de sa politique. La popularité du Sauveur n'est pas transférable et tout se passe comme si le chef de l'État en connaissait les limites. C'est le premier ministre seul qui prend la responsabilité de la politique agricole. Imaginons les routes barrées par les tracteurs sous la IV^e République. Il est facile de reconstituer le discours gaulliste: "Les paysans constatent que le régime est incapable de résoudre leurs problèmes, de leur assurer un revenu décent qui récompense leurs efforts; comment voulez-vous qu'ils ne se révoltent pas?" Le Président de la République a blâmé avec modération les désordres: il s'est gardé de prendre le grand ton pour intimer aux paysans l'ordre d'obéir aux lois. Le grand ton doit être réservé aux grandes occasions? J'y consens, mais l'exemple n'en est pas moins instructif: l'autorité du Chef n'est guère utilisable pour résoudre les problèmes, prosaïques et quotidiens, de la nation.

Intacte dans les circonstances graves, c'est-à-dire contre les coups d'État, l'autorité du chef de l'État n'est plus ce qu'elle était dans les milieux politiques et intellectuels où le parti de la "hargne, de la grogne et de la rogne" est plus nombreux que jamais. Puisque, probablement, aux yeux des fidèles, j'appartiens désormais à ce parti, essayons de nous expliquer.

À en croire le chef de l'État, tout allait mal avant mai 1958, tout va mieux sinon bien depuis. C'est une habitude, constante et déplorable, de toutes les équipes politiques, d'imiter la publicité des lotions capillaires: avant, après. La rénovation de l'économie française a été l'œuvre commune des Français et des gouvernements. La Ve République n'en a eu ni l'initiative ni le mérite exclusif, mais elle a eu le mérite de mettre un terme à l'inflation et de permettre l'entrée de la France dans le Marché commun.

La IV^e République n'a pas su accomplir, à temps et dignement, la décolonisation. Mais les "gaullistes" n'ont pas montré plus de clairvoyance et les discours du président du R.P.F. suffiraient à démontrer, s'il en était besoin, que les démérites sont aussi bien partagés que les mérites. Ce qui est irritant, pour le non-partisan, c'est que, en toute bonne foi, le Président de la République puisse juger que la signification d'un événement change du tout au tout selon que c'est lui ou un homme du commun qui préside aux destinées de la France.

Mais ce sont là questions secondaires. La manière dont le Président de la République exerce son pouvoir présente, me semble-t-il, des inconvénients majeurs, au dedans et au dehors. Au dedans, s'il souhaite inaugurer une période de stabilité et non représenter seulement un intermède, il devrait agir de manière à enraciner les institutions, à leur donner, grâce à sa présence, vigueur et prestige. Or il fait exactement le contraire. Lui et son premier ministre utilisent à plein les prérogatives que leur confère le texte constitutionnel au point que ni les Assemblées ni le public ne peuvent se faire aucune illusion. Je ne sais ce qui se passera "après de Gaulle", mais tout est préparé pour un excès de sens contraire: à moins d'un coup d'État militaire et d'un régime despotique, les parlementaires chercheront une revanche. Une fois de plus, parce qu'une équipe aura abusé de sa victoire et un homme exercé un pouvoir personnel, nous perdrons nos libertés ou nous en mésuserons.

Le Président de la République déteste tous les intermédiaires entre le peuple et lui, alors que les intermédiaires sont indispensables, constitutifs de la démocratie moderne. Bien plus, les abaisser, c'est, à beaucoup d'égard, affaiblir le régime lui-même. Le soutien que le chef de l'État demande est celui de chaque Français et de chaque Française individuellement. Comme le régime serait plus solide et le gouvernement plus fort si les Français intéressés à la chose publique et organisés en partis et syndicats, appuyaient activement la politique algérienne du Pouvoir, étaient mis dans la confiance des Grands et se trouvaient en situation d'expliquer à leurs adhérents les buts envisagés et les moyens nécessaires.

Le style gaulliste est à la fois anachronique et moderne, royal et plébiscitaire. Le général de Gaulle demande de ses collaborateurs avant tout une fidélité inconditionnelle et il trouve normal, voire moral que le premier ministre pousse le dévouement jusqu'à se renier lui-même. Mépris des hommes, a-t-on dit. Tous ceux que l'on appelle des conducteurs de peuple ont éprouvé quelque mépris pour leurs semblables, inévitable compensation à la confiance qu'ils se faisaient à eux-mêmes, à leur destin ou à la fortune. Mais là n'est pas l'essentiel. Si le général de Gaulle n'hésite pas à tout exiger de ses fidèles, même le reniement, c'est qu'à ses yeux la fidélité à un homme compte plus que la prétendue fidélité à des idées. Bien plus, s'il envisage un État algérien, ce n'est pas au nom d'une doctrine ou d'une idéologie, c'est parce que les "choses sont ce qu'elles sont". Probablement, à ses yeux, le *Courrier de la Colère* n'était pas un journal de théorie, mais d'action. Il visait à sauver la France en ramenant le général de Gaulle à l'Élysée. Qu'il ait utilisé tels ou tels arguments n'est qu'un détail. En tout état de cause, la IV^e République était incapable de mener à bien une politique

algérienne quelconque.

Le choix des ministres étant déterminé avant tout par de telles considérations, les hommes politiques ayant une personnalité, une audience, disparaissent, remplacés par des fonctionnaires ou des serviteurs. Le jour où M. Joxe ou M. Pompidou serait premier ministre, la logique du pouvoir personnel aurait atteint son terme. Il ne s'agit pas de comparer les qualités ou les défauts de l'un et de l'autre à ceux des présidents du Conseil de la IIIe ou de IVe: le directeur de cabinet ou le secrétaire général d'un ministère serait élevé au niveau d'un premier ministre. Ou, plus exactement, un premier ministre serait strictement comparable à un directeur de cabinet ou à un secrétaire général de ministère. Quant aux ministres, ils seraient des fonctionnaires ou des favoris.

L'exercice du pouvoir n'est pas moins personnel. Jamais le Président de la République n'a pris soin de consulter les quelques hommes qui connaissent l'Algérie, qui connaissent même les chefs de la rébellion. Aucun des secrétaires ou des ministres aux affaires algériennes de 1958 à 1961 n'avait une compétence particulière sur le sujet. En fait de politique mondiale, quand l'Union Soviétique, les États-Unis ou la Chine sont en question, le chef de l'État tranche souverainement. Rien n'indique qu'il mette jamais en doute sa propre infaillibilité ou qu'il sente le besoin d'écouter les conseils, fussent-ils contradictoires, de ceux qui ont une connaissance directe de ces empires et de ceux qui les gouvernent.

La politique étrangère gaulliste ne diffère pas fondamentalement de celle de la IVe République. Alliance atlantique et Europe des Six en constituent les fondements. L'Europe des Six est celle des patries; dans l'alliance atlantique, la volonté d'autonomie s'affirme, par le refus du stationnement en France des escadrilles américaines, du stockage des bombes atomiques, par l'hostilité méprisante, témoignée à l'O.N.U.

Je ne veux pas discuter ici le fond des problèmes, mais on ne peut pas ne pas être frappé par le durcissement de la diplomatie gaulliste à mesure que le temps passe et que l'âge vient. Durant la guerre, le général de Gaulle, ne disposant d'aucun autre moyen que de son mythe et de sa volonté, a pris l'habitude d'une méthode, conforme à son caractère: le refus pur et simple, voire l'obstruction, sans négociation, sans effort pour convaincre le partenaire ou l'adversaire. Il n'a pas manœuvré autrement à l'intérieur: il attendait du système qu'il se "couchât", autrement dit qu'il capitulât. Il attendit douze ans et il aurait attendu plus longtemps encore sans la secousse algérienne et l'aide de ceux dont il se révèle

l'adversaire.

L'incapacité gaulliste d'une vraie négociation est devenue éclatante et redoutable. Pendant deux ans et demi, le Pouvoir préféra concéder l'indépendance algérienne plutôt que de causer avec les représentants de ceux qui se battent comme avec des égaux. C'est le refus de négocier à temps qui provoqua l'inutile et tragique bataille de Bizerte. De même, la volonté d'une diplomatie spécifiquement française, qui se fait gloire de ne pas faire de concessions aux Alliés prend d'inquiétantes proportions. Même si l'on juge sévèrement l'O.N.U., le fait est que la diplomatie américaine utilise l'organisation internationale, que celui-ci est un lieu de rencontre pour les représentants de tous les pays du monde, que les gouvernements du tiers monde y sont attachés. Quel avantage tire la France de l'attitude qu'elle adopte? Le général de Gaulle, dans une conversation privée avec un journaliste d'Oran, aurait déclaré: l'Union Soviétique peut se permettre de gouverner des peuples contre leur volonté, pas la France. S'il dépendait de la France que l'O.N.U. existât ou non, que M. H. en fût ou non le secrétaire général, l'hésitation serait légitime. Mais l'O.N.U. existe et M. H. en est le secrétaire général, que nous le voulions ou non.

La politique à l'égard de M. Bourguiba comme à l'égard de M. H semble commandée moins par l'intérêt de la France que par le tempérament et la philosophie d'un homme.

Le remaniement du G.P.R.A. et la conférence de presse du général de Gaulle - deux événements intervenus depuis que cet article a été écrit - ne modifient pas les perspectives, ils les précisent. Le nouveau président du G.P.R.A. appartient à une autre génération et à une autre tendance que M. Ferhat Abbas, mais, dans les négociations éventuelles, il ne sera ni plus ni moins difficile. Le Président de la République française a fait une nouvelle concession majeure en déclarant que la question de la souveraineté politique sur le Sahara ne se posait même pas (on se demande, en ce cas, pourquoi M. Joxe n'a pas tenu ces propos à Évian ou à Lugrin). Comme d'habitude, la retraite est camouflée sous un style majestueux et thaumaturgique.

Bien plus, le général a parlé de dégageement, et non plus seulement de décolonisation, suggérant que l'abandon total - regroupement, puis rapatriement des Français d'Algérie et des Musulmans qui veulent demeurer français - serait, en dehors d'un accord avec le G.P.R.A., la solution inévitable. Que cet accord intervienne ou non, il est clair que rien ou presque ne sera sauvé de ce qui aurait pu être sauvé, il y a trois ou deux ans. Reste à savoir si le "dégagement" ou

"l'abandon total" est une politique praticable sur le terrain.

Une fois de plus et de manière encore plus accentuée, les déclarations du général de Gaulle ont revêtu un caractère quasi somnambulique. Le chef de l'État brandit les armes terrifiantes que possèdent les États-Unis. Partisan, à juste titre, de la fermeté face aux menaces soviétiques dans l'affaire de Berlin, il présente une argumentation qui dénote une étrange ignorance de la stratégie thermonucléaire. Dire que, si l'on en venait à la guerre, "c'est que les Soviets l'auraient délibérément voulue et, dans ce cas, tout recul préalable de l'Occident n'aurait servi qu'à l'affaiblir et à le diviser et sans empêcher l'échéance", c'est simplifier jusqu'à la caricature l'action soviétique qui, manifestement, ne vise pas à une guerre générale mais en accepte certains risques pour atteindre certains objectifs. Mettre au compte de la mauvaise foi, d'une volonté systématique de dénigrement les critiques qui se multiplient contre un régime sans légalité et un ministère sans crédit, c'est vivre en un monde de rêve, dont les communications avec le monde réel sont de plus en plus rares. Quant au remaniement ministériel dont M. Debré est manifestement responsable, il met une touche d'absurdité sur le déclin d'un régime qui, au bout de trois ans, semble déjà à l'agonie. Ou bien faut-il dire avec résignation ou désespoir, que la logique de la politique française est telle que l'abandon total de l'Algérie doit être accompli par les conspirateurs de mai 1958?

Qu'on y prenne garde pourtant à Matignon et même à l'Élysée: il peut venir un moment où le mot d'ordre "nous avons été trompés" sera repris par d'autres que par le général Challe et ses amis - avec indignation d'abord, avec révolte ensuite.

15 septembre 1961

Dénouement provisoire

**Preuves
juin 1962**

Les accords d'Évian éveillent en chaque Français des sentiments contradictoires. Comment se réjouir d'une paix qui consacre la vanité d'une guerre prolongée pendant plus de sept années? Comment s'étonner de la victoire politique remportée par les nationalistes algériens, puisque la légitimité de leur cause avait été reconnue par la proclamation du droit à l'autodétermination? Comment acclamer le général de Gaulle sans réticences quand on se souvient que les siens accusèrent de trahison ceux qui recommandaient le règlement, finalement intervenu? Et comment ne pas lui savoir gré d'avoir finalement réussi l'entente directe avec le G.P.R.A. si l'on est convaincu, comme je le suis, que cette solution, si douloureuse soit-elle à certains égards, est la moins mauvaise possible?

Le bilan du gaullisme 1958-62 (faut-il l'appeler gaullisme n°2 en oubliant le R.P.F., ou gaullisme n°3 en oubliant que la première phase 1940-46 comportait deux périodes, l'une d'exil et l'autre du gouvernement à la Libération?) n'est pas facile à établir pour qui n'est inconditionnel ni dans l'adhésion ni dans le refus. Ceux qui ont suivi dans cette revue les chroniques consacrées à la Ve République n'ignorent pas les hésitations de mes jugements. C'est la nécessité de mettre fin à la guerre d'Algérie qui me paraissait seule justifier la monarchie paternaliste, introduite sous le couvert de la Constitution de 1958. Et seule une négociation faite avec le G.P.R.A. offrait, à mes yeux, une chance d'y parvenir, la formule d'autodétermination n'ayant d'autre fonction que de camoufler la prédétermination du sort de l'Algérie, fixé en fait par l'accord entre le gouvernement français et le G.P.R.A. Quand la présomption gaulliste semblait fermer la voie des négociations, l'exaspération l'emportait sur l'espoir. L'espoir renaissait avec le référendum de janvier 1961. Il cédait à nouveau la place à l'exaspération, l'été dernier, après le drame absurde de Bizerte.

Il serait contraire à la loi non écrite de ces études de ne pas rendre hommage à l'homme qui, convaincu que le dégagement répondait à l'intérêt et à la vocation de la France, a risqué et sa vie et sa gloire pour aller jusqu'au bout de la décolonisation (naguère baptisée abandon par les siens). Mais si l'hommage est de rigueur, les réserves ou les interrogations ne seront pas inspirées par la malveillance ou par l'esprit de dénigrement, comme nous en accusent les

inconditionnels. Gouverner à la florentine, au XXe siècle, comporte aussi un passif. Accuser l'homme d'action d'avoir payé trop cher le succès obtenu est facile. Dissimuler le coût de la ruse et de la duplicité serait plus facile encore.

Il faut constater, parce que c'est un fait, que les gaullistes se sont opposés furieusement à la décolonisation aussi longtemps qu'elle n'a pas été l'œuvre de leur chef. Et il faut ajouter que cette malhonnêteté, intellectuelle et morale, n'a peut-être pas été contraire à l'intérêt national, s'il est vrai que seul un général de Gaulle pouvait venir à bout de la résistance des "pieds noirs" et faire condamner à mort un général défenseur de l'Algérie française.

Je ne me propose pas d'examiner en détail les accords d'Evian. Je crois pourtant juste d'affirmer que ces accords sont *sur le papier* aussi satisfaisants qu'ils pouvaient l'être. Probablement n'auraient-ils pas été sensiblement différents s'ils avaient été conclus plus tôt (mais la situation de fait aurait été autre). Le F.L.N., en effet, n'aurait jamais traité à moins d'obtenir la chance de l'indépendance pleine et entière, la souveraineté sur le Sahara et la perspective de mener une politique de neutralité entre les blocs. Pour l'essentiel, le G.P.R.A. a donc atteint et le gouvernement français a concédé ce qui constituait les buts de guerre des nationalistes algériens. Mais dans le cadre tracé par les revendications de la révolte algérienne, les négociateurs français ont introduit autant de garanties pour la minorité européenne d'Algérie et pour les intérêts français qu'il était possible: phase intermédiaire avant le scrutin d'autodétermination, présence de l'armée française durant trois années, bail de quinze ans de Mers El-Kébir, maintien provisoire des bases militaires au Sahara, statut des Français dans l'Algérie indépendante, modalités de la coopération technique, financière, culturelle, sur tous ces points, les accords, qu'ils apparaissent satisfaisants ou insuffisants aux observateurs, sont, me semble-t-il, meilleurs que la plupart ne l'imaginaient à l'avance.

Certes, il serait imprudent de tenir pour acquis le respect de ces accords. Les négociateurs français se trouvaient dans une situation paradoxale, puisqu'ils exigeaient de leurs interlocuteurs qu'ils ne reconnaissent pas pour représentants d'un État algérien (qui juridiquement n'existe pas encore) des engagements qui lieraient l'État destiné à sortir du scrutin d'autodétermination. La difficulté a été élégamment résolue: en votant pour l'indépendance dans l'association, le peuple algérien ratifiera les accords qui, pour l'instant, ne sont que des déclarations. Le contenu des accords ayant été approuvé par le peuple, l'État algérien futur sera lié par les textes signés par les délégués du G.P.R.A.

Cette procédure - la seule possible étant donné les circonstances - ne va pas sans quelque danger. On conçoit qu'un gouvernement algérien remette en question telles clauses des accords en invoquant l'argument de la "carte forcée". Le peuple algérien était bien obligé d'approuver en bloc les accords dans la mesure où il voulait à la fois l'indépendance et l'association, mais les futurs élus du peuple algérien peuvent juger que, sur tel ou tel point, les délégués du gouvernement provisoire ont été au-delà de ce qu'eux-mêmes jugent acceptable. Mais quelle qu'ait été la procédure adoptée, le gouvernement de demain aurait toujours été en mesure de plaider que le gouvernement provisoire avait outrepassé ses droits. Juridiquement, la ratification des accords par le scrutin d'autodétermination était, au point de vue de la France, la meilleure solution.

"Les accords, de toute manière, ne seront pas respectés: rappelez-vous les accords signés avec la Tunisie, et que le bourguibisme emporta avant même que l'encre eût séché." Cette objection, que l'on entend de tous côtés, n'en oublie pas moins une différence essentielle: les accords d'autonomie interne, mis en train par M. Mendès-France et M. Christian Fouchet, signés et ratifiés sous le gouvernement de M. Edgar Faure, étaient condamnés à l'avance parce qu'ils prétendaient arrêter avant son terme une évolution que chacun, au fond de lui-même, savait irrésistible. L'autonomie interne devait, à court terme, déboucher sur l'indépendance. Ce jour-là, les clauses de l'accord, rédigées avec tant de peine, devenaient caduques et demeuraient un témoignage de futilité politique. La leçon a été enfin apprise. Au lieu de tenter, comme les négociateurs de 1954-55, de se prémunir contre l'inévitable, les négociateurs de 1961-62 ont admis au point de départ qu'il y aurait un État algérien entièrement indépendant, et ils ont cherché à lier dès maintenant cet État futur. Le succès n'est évidemment pas assuré à l'avance, mais l'échec non plus, alors que l'échec des conventions franco-tunisiennes de 1955 était assuré à l'avance.

Il n'importe guère de spéculer, à l'heure présente, sur les chances de l'association franco-algérienne. Ce qui est surprenant, ce n'est pas que l'avenir soit incertain, c'est que l'association ne soit pas condamnée sans rémission. Que l'on y songe: depuis sept années, des centaines de milliers d'Algériens sont morts, des crimes horribles ont été commis des deux côtés; la jeunesse algérienne n'a rien connu d'autre que la guerre. Le mouvement nationaliste a désigné le colonialisme français comme l'ennemi. Et voici pourtant que les chefs de cette révolution souffrante et presque triomphante acceptent de consigner sur le papier, en détail, les modalités de la coopération future entre l'Algérie indépendante et la France. Le fait même des négociations et des accords ne

justifie-t-il pas l'espoir?

À quoi, il est vrai, on me répond: le G.P.R.A. pouvait tenir, il ne pouvait pas gagner. Militairement, l'A.L.N. était affaiblie par rapport à ce qu'elle était en 1957. Le gros des forces armées du G.P.R.A. était stationné en Tunisie et au Maroc, incapable de franchir les barrages en masses sans souffrir des pertes considérables. Peut-être la maîtrise du terrain par l'armée française était-elle moins complète que ne le prétendaient discours et communiqués officiels. En tout cas, l'A.L.N. était plus éloignée que jamais d'un Dien-Bien-Phu. À Pékin, les délégués du G.P.R.A. avaient été comblés de bonnes paroles, à Moscou aussi, encore qu'à un moindre degré. Mais aucune des puissances communistes n'était soucieuse de s'engager par "volontaires interposés" dans la guerre d'Algérie. Pour passer les barrages édifiés par l'armée française, il aurait fallu des forces relativement importantes que ni les Russes ni les Chinois n'étaient en mesure, matériellement, de transporter et de ravitailler en Tunisie et au Maroc - à moins d'être résolu à provoquer une guerre de Corée dans le bassin méditerranéen, autrement dit en une zone hautement défavorable, stratégiquement, pour le bloc soviétique.

Le G.P.R.A. ne pouvait compter ni sur une intervention massive des États communistes, ni sur une crise ministérielle ou un effondrement du régime en France, ni sur une pression des États occidentaux sur la France. Du fait que l'A.L.N. n'avait pas été éliminée et que lui-même avait été reconnu par nombre d'États du tiers monde, le G.P.R.A. était virtuellement vainqueur, mais il ne pouvait actualiser cette victoire qu'en traitant avec le gouvernement français. Depuis au moins un an, les conditions nécessaires à la négociation étaient réunies ou si, du moins, le général de Gaulle s'était convaincu que l'autodétermination passait par la prédétermination, c'est-à-dire par une entente directe avec le F.L.N. Peut-être l'O.A.S., par une nouvelle ruse de l'histoire, a-t-elle provoqué la dernière secousse, nécessaire au déclenchement du mécanisme de paix.

Le fait lui-même n'est pas douteux, bien qu'il soit chargé d'une sombre ironie; l'O.A.S. paralyse l'application des accords d'Évian, elle en a facilité à coup sûr la conclusion. Les délégués du G.P.R.A. ne pouvaient plus douter que le général de Gaulle fût résolu à mener à son terme le dégagement, *so oder so*. Or, simultanément, l'O.A.S., combattue mollement par les autorités aussi longtemps que le cessez-le-feu n'était pas signé, exerçait une autorité croissante dans les villes, Alger et Oran surtout. En dehors d'un accord avec le gouvernement

français, même si le gros de l'armée française était ramené dans la métropole, le G.P.R.A. n'avait aucun moyen de prendre en charge l'Algérie: partition ou congolisation, telles étaient les perspectives. Bien plus, le G.P.R.A. était amené à faire des concessions sur les points les plus sensibles (bases militaires, garanties aux Européens) afin de renforcer le général de Gaulle lui-même contre ceux qui devenaient les ennemis communs du F.L.N. et du gouvernement français, à savoir les derniers défenseurs de l'Algérie française, l'O.A.S.

D'aucuns prétendent que l'ambition de l'O.A.S. était et est encore de se faire reconnaître comme interlocuteur valable (et d'autres tiennent pour faute majeure le refus du gouvernement français de traiter avec les représentants des Français d'Algérie avant de signer les accords d'Évian). En fait, l'O.A.S. a été, à Évian, un interlocuteur valable, le troisième homme qui interdisait certaines concessions à M. Joxe, qui en imposait d'autres à M. Belkacem Krim. Mais elle a été l'interlocuteur absent auquel on fait dire le contraire de ce qu'il dirait s'il était là, en chair et en os. Le porte-parole de l'O.A.S. aurait plaidé auprès des négociateurs français l'impossibilité de l'accord avec l'ennemi combattu depuis sept ans, auprès des négociateurs algériens la nécessité d'un accord avec les représentants des Français d'Algérie et non avec les représentants d'un pouvoir incapable de se faire obéir en Algérie même. Mais les deux plaidoyers ne portaient pas. Menacés l'un et l'autre, le pouvoir de Paris et celui de Tunis découvraient un motif ultime de s'entendre. Un renversement des fronts, logique et cynique, intervenait silencieusement. La pacification de l'Algérie contre le F.L.N. avait été vainement poursuivie. C'est avec et pour le F.L.N., contre les défenseurs de l'Algérie française, contre ceux qui avaient ramené le général de Gaulle lui-même au pouvoir que l'on allait édifier l'Algérie nouvelle et d'abord tenter d'y ramener la paix.

Le général de Gaulle est féru de légitimité; or il est arrivé au pouvoir en 1940 grâce à une révolte contre le gouvernement légal, en 1958 grâce à une rébellion militaire à laquelle ses amis, sinon lui-même, ont participé. Le général de Gaulle rêve d'unité nationale et il invoque volontiers la nation rassemblée; or, par deux fois, il a présidé à une guerre civile. Sous son règne, par deux fois, généraux, amiraux, hauts dignitaires auront été traînés devant les tribunaux et parfois condamnés à mort, une fois pour avoir obéi au maréchal Pétain, une autre fois pour avoir désobéi au général de Gaulle. Destin unique, dont le caractère tragique reflète la tragédie de la France. Qu'il ait eu raison, contre la majorité du corps des officiers, de maintenir la France dans la guerre auprès de ses Alliés, peu d'observateurs en doutent aujourd'hui. Qu'il ait raison de mener à son terme

la décolonisation, j'en suis convaincu, bien que l'unanimité soit loin d'être faite, même entre Français de bonne volonté. Mais qu'il s'agisse de la période de 1940-44 ou de la période 1958-62, il serait difficile d'éluder une interrogation: le général de Gaulle, par ses propos, par sa conduite, par son style n'a-t-il pas aggravé les déchirements inévitables?

C'est à l'acte du 18 juin 1940 que le général de Gaulle fait remonter sa légitimité. Or les juges du maréchal Pétain se sont refusés, au pire moment de l'épuration, à retenir l'armistice comme un chef d'accusation. Il n'est pas démontré qu'au milieu du mois de juin 1940 une autre décision que l'armistice fut encore possible. Il n'est pas démontré que l'Afrique du Nord avait les moyens de poursuivre le combat. Il est démontré que l'armistice sur le plan strictement militaire, permettait de sauver l'essentiel et de réserver l'avenir. Il est démontré, quels que soient les motifs des signataires de l'armistice, que celui-ci, erreur ou non, ne devait pas séparer les Français en deux camps, celui de la résistance et celui de la trahison. Peut-être, s'il avait suivi au-dehors une autre politique et parlé un autre langage, le général de Gaulle n'aurait-il pas éveillé tant de haines ni laissé, dans le cœur d'une minorité, tant d'amertume.

Le premier de Gaulle voulait maintenir intact l'héritage national et l'empire édifié par la III^e République. Le deuxième de Gaulle, à en croire ses déclarations d'aujourd'hui, a toujours su, dès 1944, que le vent de l'histoire soufflait dans le sens de la libération des peuples coloniaux (ce qui n'empêchait pas le même général de Gaulle de déclarer à l'ambassadeur de Sa Majesté britannique qu'il regrettait de n'avoir pas les moyens de faire la guerre à l'Angleterre qui, en Syrie, avait "manqué" à la France). Je ne doute guère, pour mon compte, que le général de Gaulle, doué d'une sorte de prescience historique, ne dise vrai. Regardant loin devant lui, vers l'avenir, probablement envisageait-il dès 1945 l'accession des protectorats et des colonies à un statut d'autonomie, voire d'indépendance et d'association. Mais si l'on attribue au président de la République cette vision infaillible, il faut lui reconnaître aussi un art extrême dans la dissimulation. Que l'on relise les textes et discours de l'époque du R.P.F., entre 1947 et 1952, à propos de l'Algérie, de la Tunisie ou du Maroc: on aurait peine à y déceler les indices de cette volonté clairvoyante. À la veille du référendum d'avril 1962, après les accords d'Évian, le général de Gaulle évoquait encore "les abandons" de la IV^e République, lui qui venait, en dépit de tant de déclarations, de faire du G.P.R.A. le futur gouvernement de l'Algérie indépendante.

À partir de quelle date le général de Gaulle s'est-il convaincu lui-même que

ses vues de philosophe devaient commander ses actes d'homme d'État? Que pensait-il de l'Algérie, en 1958, lorsque Michel Debré légitimait à l'avance l'insurrection pour l'Algérie française? Nul ne peut répondre à ces questions. Peut-être lui-même ne connaissait-il avec certitude que la direction et le terme, non les étapes de la route. Personnellement, j'incline à croire qu'il avait des illusions sur les conséquences de son retour au pouvoir. Probablement n'a-t-il jamais souscrit aux thèses des partisans de l'intégration. Il ne désavouait ni Michel Debré ni Jacques Soustelle, mais il ne désavouait pas non plus ceux de ses visiteurs qui, au retour de Colombey, se portaient garants de ses intentions libérales. En dépit des discours de juin 1958, il concevait dès ce moment l'évolution de l'Algérie vers un statut d'État. En revanche, tout s'est passé comme s'il avait eu besoin de plus de trois ans pour reconnaître que la voie de la paix passait par une négociation politique avec le G.P.R.A. "Paix des braves", "couteaux aux vestiaires", ces deux formules étaient dictées par la même volonté: que les révolutionnaires cessent le combat, et la France généreuse n'hésitera pas à satisfaire ce que comporte de juste leur revendication. Bien évidemment, les révolutionnaires, de leur côté, voulaient conquérir et non recevoir, de même que de Gaulle voulait octroyer et non négocier. Finalement, la révolution eut le dernier mot dans le fond, et le général de Gaulle dans la forme. C'est le vote du peuple algérien qui décidera du sort de l'Algérie et, d'ici le scrutin d'autodétermination, la France restera souveraine en Algérie. Mais le vote ne peut que consacrer l'accord, conclu par les négociateurs français et algériens (à moins que ces accords ne soient pas appliqués).

En fait, cet accord a donné l'indépendance à l'Algérie et l'Algérie au G.P.R.A. (si celui-ci demeure uni). Le général a finalement accordé ce qu'il avait juré ses grands dieux qu'il n'accorderait jamais: il a virtuellement reconnu le G.P.R.A., mais en contrepartie celui-ci s'est engagé à une coopération avec la France - coopération qui, matériellement, répond à l'intérêt algérien mais qui n'est pas entièrement compatible avec le projet révolutionnaire des nationalistes.

Tel ayant été le processus qui conduisit de la "rébellion des dupes" de mai 1958 au référendum triomphal d'avril 1962, le général de Gaulle demeure en butte aux critiques des libéraux et des ultras ou ex-ultras. Était-il nécessaire de prolonger trois ans et demi "la pacification" pour en venir à la négociation politique, inévitable et indispensable? Était-il nécessaire de rompre les premières négociations d'Évian sur la question du Sahara pour proclamer soudain, au cours d'une conférence de presse, qu'aucun gouvernement algérien ne renoncerait à la souveraineté sur les sables et le pétrole? Était-il nécessaire d'encourager les

philippiques de Michel Debré de 1955 à 1958 si le dégagement répond à l'intérêt supérieur du pays?

Et les porte-parole de l'armée et des "pieds noirs", eux aussi, interrogent et accusent. Pourquoi la tournée des popotes? Pourquoi n'avoir pas dit franchement aux officiers le but et le sens d'une politique qui aurait été moins inacceptable si elle avait été franchement exposée? Pourquoi ce mépris des hommes? Pourquoi avoir laissé les officiers s'engager solennellement vis-à-vis des populations si l'on était décidé à ne pas leur permettre de tenir leurs serments? Les "pieds noirs", une fraction importante du corps des officiers auraient, de toute manière, détesté la politique d'indépendance. Mais telle qu'elle a été menée, cette politique ajoute la tromperie à l'abandon. Du "je vous ai compris" au référendum d'avril 1962, un Terrenoire n'aperçoit qu'une ligne droite sans courbe ni détour - *sancta simplicitas*! Français d'Algérie, officiers y voient une suite de revirements odieux ou de ruses cyniques. Ils ont raison, mais ils oublient l'essentiel.

J'ai moi-même, à un moment ou à un autre, souscrit à l'un ou l'autre des réquisitoires. Mais ceux-ci ne sont irréfutables qu'aussi longtemps que le Prince s'embarrasse dans ses propres filets. Du jour où il s'en est dégagé, il dispose d'un argument, non décisif mais irréfutable! "La route était peut-être longue mais, du moins, elle m'a mené au but. Si j'avais pris une route plus courte, aurais-je réussi?" Nul n'osera donner une réponse affirmative et catégorique.

Entendons-nous bien, je continue de croire que le général aurait pu et dû ne pas cautionner les délires du *Courrier de la colère* avant 1958, qu'il aurait probablement pu raccourcir le délai entre la paix des braves et la paix, qu'il aurait probablement soulevé moins de haine en usant de plus de franchise. Je continue de le croire, *mais je n'en suis pas sûr*. La guerre civile qui fait suite à la guerre entre la France et les nationalistes algériens est horrible. Mais si l'indépendance algérienne après un accord entre le pouvoir parisien et le G.P.R.A. était la seule issue, puis-je mettre au compte du Prince et au passif de son action ce qui constituait peut-être le prix inévitable de la solution?

Le machiavélique qui échoue, personne ne peut le justifier. Le machiavélique qui réussit a la force de celui qui invoque le réel contre des adversaires évoquant les possibles.

Mais a-t-il réussi?

Réussite et échec ne se mesurent que par référence aux objectifs que se sont fixés les acteurs. Si le but du général de Gaulle ou de Michel Debré était de maintenir l'Algérie dans la République, l'échec est patent. Mais il serait

proprement absurde de prêter au général de Gaulle un tel objectif. Il me paraît en revanche équitable de résumer en ces termes la tâche que s'était assignée le général de Gaulle en mai 1958: mettre fin à la guerre d'Algérie sans provoquer une rupture mortelle de l'unité nationale, sans perdre les chances de rayonnement français en Afrique; exploiter la crise algérienne pour rénover les institutions et pour créer un État juste et fort; enfin, rendre à la France la grandeur, c'est-à-dire une place de premier ordre sur la scène de l'histoire. Si telle est la tâche, la République gaulliste n'en est encore qu'à ses débuts, puisqu'elle vient seulement de remporter son premier succès indiscutable vers son premier objectif.

Les accords d'Évian, le cessez-le-feu sont un succès, et un succès qui était la condition de tout. Mais ils ne sont pas encore *le* succès. À l'heure où nous écrivons, le 20 avril 1962, il n'est pas douteux que l'O.A.S. ait perdu la partie. Elle n'empêchera pas l'accession de l'Algérie à l'indépendance et n'imposera pas un gouvernement à la France. Mais si l'O.A.S. a perdu, il n'en résulte pas que ni le général de Gaulle ni la France aient gagné. L'O.A.S. est encore assez forte à Alger et à Oran pour exercer une sorte de blocus des quartiers musulmans et pour commettre quelques dizaines d'attentats par jour. Simultanément, à la faveur du retrait des troupes françaises, l'A.L.N., renforcée par les désertions de musulmans du contingent ou le ralliement des harkis, circule librement, occupe le terrain et constitue le pouvoir de fait. Nulle part, ni dans les villes ni dans le bled, l'exécutif provisoire ou la force publique ne détiennent le pouvoir réel. Nul n'est en mesure de dire le temps que prendra et les pertes que causera l'élimination de l'O.A.S. Or, selon la durée et le coût de la bataille contre l'O.A.S., les répercussions, en France, de l'indépendance algérienne, seront autres, comme sera autre l'Algérie de demain. Parlons clair: l'O.A.S. est en bonne voie de ruiner les dernières chances de la France en Algérie, de contraindre la masse de la population européenne à quitter le pays ou de ramener la partition à l'ordre du jour. Une fois de plus, elle provoquerait ce qu'elle prétend empêcher? Je ne suis pas sûr que désormais l'O.A.S. ne veuille pas consciemment le pire. Les ultras ont dit et répété qu'une Algérie indépendante, qu'un accord avec le F.L.N. représentait pour les Européens une catastrophe totale. Ils s'efforcent, passionnément, d'assurer l'accomplissement de leurs prophéties. Ils ont malheureusement des chances d'y parvenir.

En tout état de cause, la coexistence s'annonce difficile entre une population européenne d'un peu plus d'un million d'hommes et une population islamique d'environ dix millions, encadrée par un parti révolutionnaire. Les accords d'association ne seront appliqués que dans la mesure où le gouvernement de

l'Algérie indépendante, sans renoncer aux réformes ou même aux bouleversements, laissera subsister un secteur de société occidentale et libérale. Le nombre de travailleurs algériens en France, le désastre qu'entraîneraient pour l'Algérie le retour soudain de trois cent mille travailleurs et le départ soudain de la minorité européenne devraient, plus que les garanties juridiques, constituer la "garantie des garanties". L'arabisme dont se réclame une fraction du F.L.N. (Ben Bella), la passion révolutionnaire qui anime la jeunesse algérienne, la durée et l'horreur de la longue guerre n'interdisent pas d'espérer le retour progressif à une paix d'association, ils ne permettent pas de compter sur cet aboutissement qui, après les événements de 1954-1962, serait presque miraculeux. Rien ne pouvait être bâti tant que le cessez-le-feu n'était pas intervenu. Mais le cessez-le feu, à lui seul, ne règle rien. Les Irlandais se combattirent entre eux quand leurs dirigeants se résignèrent à un compromis avec les Anglais. Pour l'instant, ce sont les Français qui se battent entre eux parce que leurs gouvernants ont accepté l'indépendance algérienne. Mais déjà les tendances s'affrontent à l'intérieur du G.P.R.A. Or l'association ne s'accomplira pas dans les faits si chacune des deux parties ne maintient pas la résolution et l'autorité qui permirent la signature des accords d'Évian. La résolution est intacte du côté français, mais l'autorité est contestée. L'autorité du F.L.N. sur les masses a été démontrée jusqu'à l'héroïsme, mais on se demande si la résolution du G.P.R.A. demeurera longtemps unanime.

L'incertitude est encore plus grande en ce qui concerne le deuxième objectif du général de Gaulle. En effet, depuis 1958 la France a connu une phase de stabilité politique en ce sens que le président de la République, qui détient la réalité du pouvoir, est demeuré en place et n'a changé qu'une seule fois de premier ministre. En contrepartie, le régime a été menacé par une quasi-rébellion militaire en janvier 1960, par une authentique rébellion de généraux en avril 1961, et il continue d'être défié par l'O.A.S. De plus, le régime tel qu'il fonctionne en fait, diffère fondamentalement de ce que prévoyait la Constitution, et le président lui-même prend avec le texte et les avis du Conseil d'État de grandes libertés.

Un régime fondé sur un homme, un Prince qui méprise la Loi qu'il a lui-même établie ne sauraient assurer l'avenir d'un pays.

Le remplacement de M. Michel Debré par M. Pompidou marque une étape de plus sur la voie de la dégradation de la fonction de premier ministre. M. Pompidou est un homme parfaitement honorable pour lequel j'ai une grande estime. Le choix du président de la République ne m'en a pas moins paru

fâcheux. Un favori ou un directeur de Cabinet devient officiellement premier ministre. Des inconditionnels continuent de gérer les ministères auxquels le général de Gaulle s'intéresse personnellement.

Où le président de la République veut-il en venir? L'élection au suffrage universel du président de la République ne signifierait pas l'avènement d'un système présidentiel de type américain, mais celui d'un régime "présidentialiste", garant de troubles futurs. Si un président est élu au suffrage universel, il saurait posséder en même temps le droit de dissolution sans rompre l'équilibre des pouvoirs et enlever toute signification à la théorique responsabilité du ministère devant l'Assemblée. Que les partis, et en particulier le M.R.P., aient accepté aussi aisément de participer à un gouvernement qui confirme la toute puissance d'un homme et la violation de l'esprit de la Constitution, prouve une fois de plus à quel point les Français combinent un prétendu penchant aux idéologies avec un opportunisme assez proche du cynisme⁽¹⁾.

En fait, trois sentiments dominent, me semble-t-il, les calculs des hommes politiques: la République gaulliste va durer; la restauration d'une République parlementaire est improbable aussi longtemps que l'impopularité de la IV^e n'aura pas été refoulée par des craintes actuelles et des déceptions plus graves; enfin, l'avenir des institutions est à ce point incertain que, dans le doute, mieux vaut être dans la place qu'au-dehors.

La fonction du gouvernement Pompidou est-elle de convaincre les Chambres de voter une révision constitutionnelle de manière à éviter une révision par référendum, peu conforme au texte constitutionnel? Ou de prolonger la durée de la présente Assemblée si la conjoncture est moins favorable l'année prochaine? À vrai dire, on sait aujourd'hui dans quel style le général de Gaulle aime à gouverner: style d'absolutisme, limité et libéral. Il est moins facile de savoir quel est le style qu'il juge adapté aux besoins durables de la France. Tout s'est passé, en avril 1962, comme si Michel Debré songeait plus à l'avenir du gaullisme (éventuellement sans de Gaulle) et le président davantage à l'avenir du général de Gaulle (éventuellement sans les gaullistes).

Quant à la politique étrangère, on en connaît trois éléments: la force de frappe, l'entente européenne, l'hostilité à la direction américaine. Ces éléments constituent un ensemble dans la pensée du général de Gaulle, pas encore sur la scène du monde.

Ludovic Halévy raconte dans ses *Carnets* une conversation entre Napoléon III et Prévost-Paradol, qui venait d'accepter le poste d'ambassadeur de France à

Washington: "Il est impossible, dit l'Empereur, de corriger ce pays-ci de la manie de discuter le principe du gouvernement." - "Que voulez-vous, Sire, il y a trois ou quatre gouvernements qui, le chapeau à la main, attendent aux frontières de la France, la grande faute qui leur permettra d'entrer!" L'Empereur a ri, rapporte Ludovic Halévy. Nous n'avons pas de gouvernements aux frontières de la France; même le prétendant unique est à l'intérieur et multiplie les témoignages de loyalisme à la République et plus encore à son président. Mais la discussion sur la réforme constitutionnelle a remplacé la discussion sur le principe du gouvernement. La Constitution de 1958 n'a jamais encore été appliquée, et la seule question est de savoir comment on la remplacera. "Gouvernement de législature" (Maurice Duverger), authentique "régime présidentiel" (Georges Vedel), "élection du président de la République au suffrage universel" (Charles de Gaulle), nous voici de nouveau, comme en 1869, avec trois gouvernements, avec trois doctrines de réforme constitutionnelle, plus ou moins nettement rattachées à des partis ou à des personnes. Michel Debré reste seul ou presque avec sa doctrine d'un empire parlementaire, je veux dire l'application authentique de la Constitution de 1958.

Le régime sous lequel nous vivons a conservé une façade démocratique et une substance libérale. Si les libertés personnelles semblent parfois en péril, si les arrestations arbitraires et les internements administratifs se multiplient, la faute n'en est ni au général de Gaulle ni au gaullisme, mais à l'action clandestine de l'O.A.S. La subversion provoque la répression. Il est impossible de combattre une action subversive sans manquer à certaines des obligations incluses dans notre conception du règne de la loi.

Je n'ai pas de sympathie, personnellement, pour le pouvoir absolu d'un seul, même quand le Prince a la hauteur du président de la République. Il est mauvais pour un peuple, à la longue, de s'en remettre à un homme et de répondre *oui* tous les ans à des questions formulées en termes tels que le *non* est pratiquement impossible. On parle beaucoup de démocratie moderne, adaptée à la société industrielle. La réalité évoque plutôt les pratiques de la démocratie plébiscitaire. "La nature de la démocratie est de se personnifier dans un homme." (Napoléon III.)

Je ne crois pas non plus que je sois d'accord avec la diplomatie gaulliste pleine de vastes ambitions et d'équivoques. Vouloir tout à la fois dire *non* aux États-Unis et rassembler l'Europe autour de la France mène fatalement à une impasse. Nos partenaires européens, y compris l'Allemagne d'Adenauer, consentent à la

partie européenne du programme français à condition qu'elle ne paraisse pas un moyen d'opposition aux États-Unis, une étape sur la voie d'une séparation entre l'ancien et le nouveau monde. Bien plus, je crains que le ton et la manière nationalistes de la Ve République n'aient, demain, des disciples en République fédérale et en Italie.

En contrepartie, il faut mettre au crédit de cette même République la restauration des finances, la stabilité de la monnaie, des efforts partiels mais nombreux de réforme administrative. Je n'aime pas que le Prince change de Grand Vizir sans motif saisissable, je n'aime pas qu'un directeur de banque doive à la faveur du Prince l'accession au rang de premier ministre. Mais le Grand Vizir qui se retire provisoirement a beaucoup travaillé. Si la rumeur se répandait qu'il a perdu la faveur du souverain, il pourrait même devenir soudain populaire - ce qui lui déplairait moins qu'il ne l'affirme. Les équipes de remplacement existent peut-être, mais certaines d'entre elles trompent leur impatience en ne refusant pas quelque participation à l'exercice du gouvernement.

Peut-être faudra-t-il dénoncer demain les entreprises du pouvoir, s'il abuse des référendum-plébiscites et veut ajouter encore aux prérogatives du président de la République. Peut-être la diplomatie du général de Gaulle, fort de la paix algérienne, sera-t-elle encore plus contraire à la solidarité atlantique. Tant que l'empire demeure libéral, il n'y a pas lieu de choisir, une fois pour toutes, entre l'adhésion et l'opposition. Les inconditionnels me choquent: j'essaye de ne pas les imiter en les critiquant.

"*Adieu au gaullisme*", tel était le titre d'un article écrit en septembre de l'année dernière. Peut-on dire adieu à ce qui, au fond, n'existe pas? Il y a le général de Gaulle en face de situations, avec des événements, au point de rencontre de celui-là et de celles-ci. Les inconditionnels acclament les événements même quand ceux-ci tournent en dérision leurs serments d'hier. Les adversaires dénoncent le général de Gaulle même quand les événements accomplissent leurs espoirs d'hier.

Est-ce être gaulliste ou antigauilliste de ne ressembler ni aux uns ni aux autres? Dans la brochure intitulée *La Tragédie algérienne*, qui souleva la colère de MM. Terrenoire, Soustelle et Maurice Schumann, j'avais employé l'expression: "l'héroïsme de l'abandon". Jacques Soustelle en avait fait des gorges chaudes. Maurice Schumann m'avait gravement fait la leçon. Et pourtant... le général de Gaulle a poussé jusqu'à l'héroïsme la volonté d'abandon (ou, si l'on préfère, de dégagement). La facilité était de poursuivre la "pacification", l'intérêt supérieur

de la France était de ne pas s'accrocher vainement aux derniers lambeaux de l'empire. Le général de Gaulle a choisi ce qui lui paraissait l'intérêt supérieur de la France: le choix était probablement plus difficile que celui de juin 1940.

De toute manière, après sept ou huit années, cette guerre aurait pris fin? Peut-être. Le général de Gaulle garde, et il gardera, à juste titre, le mérite historique d'avoir convaincu le pays que la décolonisation signifiait mutation et non pas défaite. Il n'a pas eu l'initiative de cette œuvre et les siens l'avaient longtemps paralysée. Il l'a menée à son terme en Algérie où elle risquait d'être tragique.

Il reste à savoir si la tragédie a été effectivement évitée.

20 avril 1962.

(1) La démission des cinq ministres M.R.P., intervenue au moment où je corrige les épreuves, dément-elle ce jugement pessimiste? En tout cas elle marque le réveil de la vie politique, quelle que soit l'interprétation qu'on en donne.

Pierre Brisson et le référendum de 1962

Le Figaro
24 mars 1971

Dans le second tome des «*Mémoires d'Espoir*», le général de Gaulle fait allusion dans les termes suivants à l'attitude de Pierre Brisson au moment du référendum de 1962: «Ainsi, Pierre Brisson, directeur bien informé du *Figaro*, est-il certain, comme il l'écrit à un éminent correspondant, que «si de Gaulle s'en va en ce moment, c'est le désastre», que «ce qui était en place au moment de Clamart et qui reste en place est affreux», que «des dispositions sont prises pour une amnistie totale et immédiate, absoudre les tueurs, faire rentrer Bidault et ses séides», que «le mot «forfaiture» prononcé par Monnerville est le mot-clé», que «voter non en ce moment et dans ces conditions c'est voter le pire». Mais il n'en déclare pas moins aux lecteurs de son journal que lui-même ne prend pas parti et mettra un bulletin blanc dans l'urne».

La rédaction du *Figaro*, comme la France elle-même, avait été divisée durant les longues années de la guerre d'Algérie. Thierry Maulnier croyait à l'Algérie française et j'avais pris position publiquement, dès 1957, en faveur du droit de l'Algérie à l'indépendance. Les hésitations prirent fin le jour où le général de Gaulle s'engagea résolument dans la voie qui, de l'Algérie algérienne, conduisit aux accords d'Evian. Le *Figaro* s'attira la colère et les coups de l'O.A.S. en soutenant une politique aussi déchirante pour une fraction des lecteurs du journal que pour certains ministres – et non des moindres – du général.

Pierre Brisson n'avait pas gardé la moindre nostalgie de la IV^e République, en dépit de l'influence qu'il exerçait, avant 1958, sur la politique française. Tout au contraire, je puis témoigner qu'il éprouvait une sorte de désespoir à la seule pensée d'une rechute dans les «plaisirs et les jeux» du régime d'Assemblée. Il n'était pas, pour autant, devenu un gaulliste de stricte obédience. Il déplorait qu'en proposant une réforme fondamentale de la Constitution par la voie de l'article 11, le général eût lui-même déclenché une bataille dans laquelle des hommes, d'accord sur l'essentiel, se trouvaient pour des motifs honorables dans des camps opposés.

Il n'était pas besoin de faire état d'une lettre privée (dont nous n'avons pas retrouvé le destinataire): il suffit de relire les deux articles du 26 et du 27 octobre 1962 signés P. B. pour comprendre le cas de conscience du directeur du *Figaro*. Cartel des *non*? «*Qu'en attendre, malgré le civisme et la valeur de certains*

leaders, sinon une retombée dans nos turpitudes, avec intervention supplémentaire de mitraillettes néo-fascistes prêtes au premier appel à une opération de «mise en ordre». Devant le péril de cette rechute et l'hallali qu'attend la coalition des tueurs et des communistes, devant le concert des attaques, devant l'oubli de ce que la France en détresse, il y a vingt ans, la République à la dérive, il y a quatre ans, ont dû à l'homme de barre dans la tempête, je refuse de voter non.»

Pierre Brisson ne s'en refusait pas moins de voter *oui* «à une réforme que j'estime inutile ou dangereuse pour l'avenir, à une mise en demeure qui m'enjoint d'oublier la question posée pour obtenir une adhésion à celui qui la pose». Il se résignait donc, «dans l'impasse morale où peut conduire cette déplorable consultation», à déposer un bulletin blanc. Le lendemain, répondant à un lecteur qui lui reprochait d'avoir «donné à votre vote la publicité d'un journal comme le vôtre», il répondait qu'un contrat moral existe entre «le responsable de la direction et ses lecteurs» et que le contrat lui créait le devoir de produire son vote. Il concluait: «que chacun vote selon sa conscience nationale» Pierre Brisson demeurait moraliste en politique.

Personnellement, je le sais par les conversations que j'eus à l'époque avec lui, il souhaitait la victoire des *oui*, à laquelle des motifs de conscience lui interdisaient de s'associer. Le droit de dire non, le refus de céder à une contrainte, jugée illégitime, appartient à tous les hommes libres, et non pas seulement aux «hommes de l'histoire».

3.2

DE L'INFLATION À LA RELANCE

(1956-1959)

Quel sera le programme économique d'un gouvernement socialiste?

Le Figaro
13 janvier 1956

Les résultats des élections ont rendu probable la constitution d'un gouvernement à direction socialiste. On s'est interrogé sur le programme économique d'un tel gouvernement et l'on a beaucoup cité le rapport rédigé par mon ami M. Marjolin pour le comité de M. Pineau.

L'analyse de la situation française dans ce rapport ne diffère pas sensiblement de celle qu'ont présentée les experts de l'O.E.C.E. ou ceux de la commission des comptes de la nation. Elle ne diffère pas non plus, pour l'essentiel, de celle que nous avons esquissée dans nos derniers articles. Les différences portent sur l'accentuation.

Par exemple, les pessimistes font valoir que l'expansion dans la stabilité, qui dure depuis deux ans et demi, a été favorisée par des circonstances exceptionnelles: prospérité générale en Europe, aide américaine, etc. Les optimistes insistent sur la rapidité de la hausse des salaires réels, environ 6% par an, depuis 1953. Les uns et les autres ont raison. Si les opposants d'aujourd'hui sont demain au gouvernement, ils passeront de la première catégorie à la seconde. Une évolution inverse, également logique, mettra peut-être les gouvernants d'aujourd'hui dans la catégorie des pessimistes.

On pourrait citer bien d'autres exemples pour illustrer ces controverses fictives. Si vous souhaitez montrer que le relèvement économique de la France est satisfaisant, vous comparez le niveau actuel de la production à celui de 1938. Si vous voulez montrer qu'il est consternant, vous comparez le niveau actuel à 1929. Laquelle des deux comparaisons est la plus instructive? La deuxième nous rappelle que la décennie 1930-1939 fut, dans tous les ordres, une période de décadence. La première nous permet de résister à la neurasthénie que tant de Français, pour des raisons diverses, semblent soucieux de répandre.

Mais n'oublions pas, quand nous faisons la comparaison 1929-1955, que la progression de l'industrie française de 1919 à 1929 ou de 1900 à 1929 avait été plus rapide que dans la plupart des pays d'Europe. En particulier, rapportée à la population, la progression industrielle de la France dans le premier tiers du siècle avait été rapide. La stagnation de la population ne permettait pas à cette rapidité,

mesurée par tête de la population, d'apparaître dans les statistiques de production globale.

À l'heure présente, l'économie française paraît dans une période d'expansion et l'on peut penser que la couleur politique de la majorité ne modifiera pas cette tendance générale. Concluons que la majorité sortante aurait tort de s'attribuer le mérite exclusif des résultats heureux de ces dernières années, la nouvelle majorité encore plus tort de croire qu'elle est en mesure d'accroître l'allure de l'avance. Elle devrait s'estimer bénie du ciel si les prochaines années étaient aussi favorables que les précédentes.

Si nous laissons de côté les dénonciations du luxe "que rien ne justifie", qui appartiennent au genre de littérature semi-électorale, si nous approuvons de grand cœur une politique de crédit tendant à l'abaissement du taux d'intérêt à long terme (toute la question est de déterminer la voie et les moyens), si nous attendons des précisions techniques sur la réforme fiscale, le programme de M. Marjolin est, pour l'essentiel, dominé par les conceptions qui règnent dans les milieux des hauts fonctionnaires, nationaux et internationaux, ajustement monétaire, libération des échanges, accroissement des investissements productifs, lutte contre les menaces d'inflation.

Monnaie et pouvoir d'achat

On a trop commenté les formules sur l'ajustement monétaire. Non lecteurs savent ce que nous pensons personnellement du problème. Mais cet ajustement, qui ne présente aucun caractère d'urgence, reviendrait à consacrer, dans le taux de change, une dévaluation déjà opérée dans les prix, puisque les taxes à l'importation et les dégrèvements fiscaux pour l'exportation en constituent l'équivalent. Il n'y aurait donc aucune raison, si le gouvernement agissait sagement, à froid, pour que la substitution d'une dévaluation monétaire à une dévaluation administrative exerçât une action sur les prix.

De même, nous n'aurions aucune objection contre la rigueur des moyens destinés à prévenir une rechute dans l'inflation. Mais si, au-delà des restrictions de crédit et des mesures fiscales, on envisage le blocage des "revenus nominaux", une certaine inquiétude naît en nous. Le blocage des revenus nominaux, si ces mots ont un sens, c'est le blocage des salaires en même temps que des profits. Or un blocage des salaires est presque toujours plus efficace qu'un blocage des profits. Un gouvernement à direction socialiste envisagerait-il une telle mesure? On peut le souhaiter, on peut difficilement y croire.

Ce doute est renforcé par les nouvelles récentes. Les théoriciens du Front

républicain, M. Marjolin ou M. Mendès-France, critiquent l'insuffisance des investissements productifs, et ils n'ont probablement pas tort. Mais les propagandistes du Front républicain annoncent qu'on va enfin améliorer la condition des travailleurs. La Fédération du Pas-de-Calais, celle de M. Guy Mollet, demande le relèvement du salaire minimum vital et la suppression des abattements de base. On ne peut pas accroître simultanément la part des investissements et celle de la consommation. On multiplie les promesses dans la propagande, on doit choisir quand on gouverne.

Les pseudo-vainqueurs des élections veulent nous faire croire que le sort de la législature dépend du maintien de l'"intransigeance" manifestée au cours de la campagne. La question est de savoir combien de temps il faudra aux démagogues, camouflés en "intransigeants", pour reconnaître les contraintes de l'arithmétique économique aussi bien que celles de l'arithmétique parlementaire.

Les soucis de M. Ramadier

Le Figaro
17 mars 1956

La situation économique qu'a trouvée le gouvernement socialiste n'était pas aussi déplorable que l'avait prétendu la propagande électorale. Mais elle ne pouvait pas ne pas comporter certains périls: une expansion avec prix stables, poursuivie pendant deux ans et demi, crée par elle-même des causes soit d'inflation soit de ralentissement du progrès. À l'heure présente, le plus grand danger est celui de hausses de prix. Et des circonstances extra-économiques ont soudain aggravé le danger.

Les événements d'Afrique du Nord imposent au Trésor une charge qu'on ne peut encore chiffrer exactement (il faudrait déduire des dépenses d'Algérie les sommes qui auraient été dépensées pour les mêmes effectifs s'ils avaient été stationnés en France ou en Allemagne), mais qui se situerait entre 10 et 20 milliards de francs par mois. Et les dépenses réelles se rapprocheront finalement plutôt de la limite supérieure que de la limite inférieure.

La vague de froid s'est traduite, pour l'ensemble de l'économie, par des pertes, elles aussi difficiles à chiffrer mais substantielles. Le bilan final dépendra du rendement des terres dans lesquelles du blé de printemps aura été semé. Mais il suffit que les conditions atmosphériques empêchent l'accroissement des disponibilités en produits agricoles pour que les perspectives de l'année courante diffèrent des résultats enregistrés au cours des années précédentes.

Le phénomène qui, de 1953 à 1955, a contribué plus que tout au maintien de la stabilité des prix et à la progression des revenus réels, c'est le progrès de la production agricole. Les hausses des salaires nominaux n'ont pas fait monter les prix, parce que les revenus supplémentaires ont rencontré une offre accrue de viande, de beurre, de légumes, de fruits. Or il semble bien que l'accroissement des disponibilités agricoles tende à se ralentir, en dehors même des circonstances atmosphériques.

Selon certaines statistiques, qui indiquent au moins un ordre de grandeur, la production de viande se serait accrue de 10% en 1953, de 8,4% en 1954 et de 3,4% en 1955. Il se peut que, par suite du froid et du gel, la production agricole totale ne dépasse pas, en 1956, le volume de 1955. Il serait donc souhaitable de ne pas élargir, cette année, la masse de revenus distribués.

Simultanément, certaines pénuries apparaissent dans le secteur industriel. Charbon, acier, bois deviennent rares et les prix commencent d'être affectés par la tension entre une demande croissante et une offre stationnaire. On approche visiblement du point de danger.

À brève échéance, deux problèmes se posent. Le premier est suscité par le goût typiquement français de réglementation rigide, subtilement tournée. Le deuxième par la nécessité de financement du Fonds national de vieillesse.

La loi dite d'échelle mobile prévoit une hausse automatique du S.M.I.G. (salaire interprofessionnel minimum garanti) chaque fois qu'un certain indice, dit des 213 articles, a progressé de 5%. La hausse automatique devrait jouer à partir du moment où l'indice atteindrait le niveau de 149,1. Depuis qu'elle a été votée, cette loi n'a jamais été appliquée, pour deux raisons. Une attention particulière a été accordée aux marchandises qui comptent dans le calcul de l'indice. Les hausses de salaires ont été pratiquées sans modifier légalement le S.M.I.G., qui sert de base à divers calculs (par exemple, les allocations familiales). Ainsi on en est venu à la situation grotesque où les salaires réels sont largement supérieurs aux salaires légaux, mais où l'on redoute qu'un relèvement officiel du S.M.I.G. ne déclenche une hausse générale au moment même où elle serait la plus périlleuse. La tentation est grande d'aider par décision administrative à la stabilité des indices sinon des prix.

À coup sûr, il est souhaitable d'éviter, au cours des prochains mois, où la pénurie relative des produits alimentaires continuera, un gonflement subit du pouvoir d'achat, surtout de celui qui se portera en grande partie sur la nourriture. Mais il vaut mieux ne pas se faire, à l'avance, un épouvantail du relèvement de S.M.I.G. qui interviendra quelque jour. Légalement, il n'en devrait pas résulter une hausse proportionnelle de la masse des salaires, dans la mesure où les primes diverses seraient réintégrées dans le salaire officiel.

Le deuxième problème est celui du financement des dépenses supplémentaires, c'est-à-dire, en termes simples, du vote d'impôts supplémentaires. Lancés dans le public, peut-être pour sonder l'opinion, les divers projets, concevables ou conçus, ont provoqué les réactions habituelles de critiques, protestations, campagnes de signatures, par lesquelles les Français, du haut en bas de l'échelle, ont coutume de rappeler une sagesse éternelle: demander plus à l'impôt et moins aux contribuables.

Nous aurons l'occasion de discuter en détail avantages et inconvénients des projets. Bornons-nous à suggérer que le ministre des Finances devrait s'inspirer

de quelques principes simples: 1° On a déjà poussé loin, trop loin, la pratique qui consiste à prélever l'impôt sans que le contribuable en prenne conscience. Si l'on vote des impôts, que ceux-ci soient directs, payés par le contribuable lui-même et non plus du type de prélèvement de 5% sur les salaires; 2° Aucune mesure fiscale ne devrait frapper les investissements qui demeurent la condition des progrès ultérieurs; 3° Les impôts devraient épargner les bas revenus et les produits de grande consommation, afin de ne pas menacer la stabilité du prix de la vie.

Si l'on joint ces trois principes, on s'aperçoit que certains projets qui ont déchaîné une vague d'indignation n'étaient pas, sous quelques réserves, parmi les plus déraisonnables.

Prudence sans alarmisme

Le Figaro
30 mars 1956

Personne ne met en doute que l'économie française approche de la zone périlleuse. L'expansion semble continuer normalement, mais la conjonction du froid exceptionnel de l'hiver, des dépenses causées par les événements d'Algérie et de la hausse de certains prix due à une demande croissante (bois, acier) risque de compromettre la stabilité acquise depuis trois ans.

La France a tant souffert de l'inflation que l'opinion réagit vivement au moindre symptôme du mal. Il importe que les gouvernants, conscients du danger, ne commettent aucune imprudence. Il serait particulièrement déplorable qu'un ministère de gauche parût moins soucieux de l'équilibre des prix qu'un ministère modéré.

Cela dit, il serait également fâcheux de dénoncer à l'avance, avec passion, certaines éventualités et d'en accroître par là même les conséquences possibles. Ne faisons pas du niveau 149,1 de l'indice des 213 articles un épouvantail, ni d'impôts supplémentaires le prélude à la montée des prix.

À l'époque où fut votée la loi dite d'échelle mobile, nous avons écrit ici même qu'elle constituait une erreur. Une telle loi réduit la marge de manœuvre de l'administration sans garantir efficacement les salariés contre l'inflation, à supposer que celle-ci sévisse. De 1946 à 1951, la loi aurait probablement accéléré l'allure de l'inflation, elle n'aurait protégé certains groupes qu'aux dépens d'autres. Le seul argument que l'on pouvait faire valoir était que le principe de l'échelle mobile donnerait du courage aux gouvernants en leur enlevant la solution de facilité. L'inflation n'apparaîtrait aussi séduisante dès lors que le rajustement du salaire minimum interprofessionnel garanti (S.M.I.G.) serait automatique.

Jusqu'à présent l'effet unique de la loi a été de rendre immuable le S.M.I.G. Entre temps, les salaires ont progressé, mais non les allocations calculées sur la base du S.M.I.G. Que se passerait-il si ce dernier était relevé de 5%? Les indemnités diverses accordées aux bas salaires seraient-elles intégrées au S.M.I.G.? La hausse de 5% serait-elle calculée par rapport au salaire légal ou par rapport aux salaires réels?

On hésite à répondre catégoriquement tant la situation créée par le contraste

entre la rigidité juridique et l'élasticité effective comporte d'incertitude. Malgré tout, rien ne permet d'affirmer que le relèvement du S.M.I.G. entraînerait un gonflement proportionnel de la masse des salaires.

Le relèvement du S.M.I.G., joint au Fonds national de vieillesse, provoquerait surtout une augmentation de la demande de produits alimentaires. Les conséquences des circonstances atmosphériques ne sont pas encore surmontées. Accroître brutalement, en une période de relative pénurie alimentaire, les revenus qui seront employés à l'achat de nourriture est peu raisonnable, mais le relèvement du S.M.I.G., en lui-même, ne doit pas être considéré comme une catastrophe. La meilleure manière d'éviter qu'il en soit une est d'en analyser, de sang-froid, les dimensions et la portée.

Nul pays n'aime à payer d'impôts et l'opinion n'est enthousiaste ni en Grande-Bretagne ni aux États-Unis quand les ministres proposent et que le Parlement vote une aggravation de la fiscalité. L'originalité de la discussion, en France, est que les partisans (par résignation et non par enthousiasme) d'impôts nouveaux sont accusés de préparer l'inflation. À en juger d'après les controverses, il semble que l'impôt, qui, ailleurs, a la réputation de réduire le pouvoir d'achat disponible, donc la demande, exercerait en France une action exactement contraire.

Le pire est que cette opposition n'est pas entièrement fausse. Certains impôts soustraient aux individus une partie de leurs revenus; d'autres, directement répercutés sur les prix, sont susceptibles d'en précipiter la hausse. Comme la part des impôts indirects est spécialement forte en France et que la psychologie inflationniste y est répandue, on ne saurait rejeter d'un coup l'argumentation des adversaires du "tour de vis fiscal".

On ne peut, malgré tout, leur donner raison. Quelques francs de plus par litre de carburant ou de supercarburant, quelques milliers de francs par automobile de tourisme ne compromettront pas l'expansion de l'industrie automobile et ne créeront pas un climat de hausse des prix. De même, un relèvement du taux de la surtaxe progressive n'aura pas les répercussions inflationnistes que l'on fait profession de redouter avec des manifestations d'angoisse excessive. Il est vrai que les injustices fiscales, en particulier les injustices dues à la fraude, seront accrues d'autant. Mais l'argument invite à corriger ces injustices, non à ne pas financer par des recettes les dépenses supplémentaires.

Certaines des mesures envisagées par M. Ramadier, taxe sur les opérations de bourse ou relèvement de l'impôt sur les successions, paraissent d'un faible rendement et chargées d'inconvénients. Nous aurons l'occasion d'examiner plus

en détail les projets du ministre des Finances. Encore convient-il de ne pas oublier que toute fiscalité prête à la critique et qu'il faut remplacer ce que l'on veut écarter. L'essentiel pour l'instant est de reconnaître la légitimité du principe: les dépenses supplémentaires appellent des ressources nouvelles.

Si le gouvernement a choisi, en toute conscience, une politique algérienne, est-il bon que seuls les disponibles rappelés ou les jeunes hommes du contingent consentent des sacrifices pour en assurer le succès?

On ne trouve pas d'impôts parfaits

Le Figaro
7 avril 1956

Les projets de M. Ramadier soulèvent deux questions: des recettes supplémentaires sont-elles nécessaires? Si l'on admet la nécessité d'un supplément de recettes d'environ 150 milliards, quels impôts sont les meilleurs ou plutôt les moins mauvais?

Nous supposons que l'on a donné à la première question une réponse positive, nous tâcherons de répondre à la seconde.

Dans le choix entre diverses sources de recettes, de multiples considérations doivent intervenir. Actuellement la considération n° 1 doit être la *répercussion sur les prix*. Il importe avant tout que les taxes ne contribuent ni à aggraver la position des exportateurs ni à susciter des revendications de salaires.

La seconde considération est celle de l'*équité*: ne pas frapper les groupes sociaux qui le sont déjà au-delà de leur part, toutes réserves étant faites sur le sens exact de la notion de justice en ces matières. (Par exemple, jusqu'où pousser la progressivité de l'impôt?).

La troisième considération, déjà plus discutable, concerne la *réaction psychologique des contribuables*. Les ministres inclinent d'ordinaire à souhaiter "le recouvrement sans douleur". Moins l'impôt est senti, moins le contribuable proteste. Mais, en sens contraire, joue un argument politico-psychologique. Le pourcentage des impôts indirects dans le total des impôts est déjà trop élevé: 2.762 milliards sur un total de 3.564, d'après le rapport sur les comptes de la nation. Ne serait-il pas souhaitable de faire prendre aux contribuables et aux élus une conscience plus exacte du prélèvement fiscal en augmentant la proportion des impôts directs, de ceux que le citoyen verse lui-même au fisc?

Si l'on tient compte simultanément de ces trois considérations, il ne me paraît guère douteux que la taxe envisagée sur les automobiles comportait le minimum d'inconvénients et le maximum d'avantages. Sans doute le principe "Tant par C.V." était-il trop simple et exigeait-il des atténuations. Il eût été absurde d'imposer une grosse voiture datant de 1938 plus lourdement qu'une voiture légère datant de 1956. Mais de multiples modalités étaient possibles pour parer à cette objection et ne pas bouleverser le marché des voitures d'occasion. Une telle taxe aurait pu apporter plusieurs dizaines de milliards sans ralentir l'expansion de

l'industrie automobile, sans mettre en difficulté aucun groupe de la population. Je ne nie pas l'existence de cas marginaux. Telle famille qui avait économisé soigneusement en vue d'acquérir une 2 C.V. pouvait être atteinte par cette taxe imprévue.

L'augmentation de 10% des impôts sur le revenu des personnes physiques et morales échappe à la critique si l'on se réfère à la première considération. Elle ne provoquerait ni directement ni indirectement une hausse des prix. Elle ne compromettrait pas l'expansion de l'économie (le prélèvement ne serait pas suffisant pour réduire dangereusement le pouvoir d'achat sur aucun marché particulier). En revanche, les salariés dont les revenus sont déclarés par les employeurs se jugeraient, non sans raison, victimes d'une injustice. Les revenus de certaines professions libérales ou les détenteurs de certains bénéfices industriels ou commerciaux ont des possibilités de fraude interdites aux salariés. L'argument n'est guère réfutable, mais il appellerait surtout un contrôle plus efficace des revenus "non déclarés".

Or la suppression de la taxe locale, que M. Ramadier propose d'autre part, rendra plus difficile encore le contrôle de certains revenus (ceux des commerçants en particulier). Elle réduira le nombre des contribuables dont le fisc est en mesure de connaître approximativement les revenus. Le relèvement du taux de l'impôt sur le revenu serait d'autant plus aisément accepté que les injustices tenant à la fraude seraient atténuées. On ne semble malheureusement pas s'orienter en ce sens.

L'imposition des revenus tirés de la propriété bâtie semble à la fois peu équitable et peu productive tant que les lois interdisent aux propriétaires d'obtenir un rendement normal des capitaux engagés. L'impôt sur les opérations de bourse a rapporté 6,3 milliards en 1954, 5 en 1955. Le supplément de recette que l'on peut escompter du relèvement de cette taxe ne semble pas compenser les répercussions sur la bourse. L'impôt sur les successions avait été allégé au cours de ces dernières années, on l'alourdit de nouveau: on voit bien l'intention politique d'une telle mesure, on en voit moins la signification économique.

Toutes les propositions fiscales comportent un passif, prêtent à des objections. Je ne pense pas que l'ensemble du projet soit le meilleur possible ou qu'il ne puisse être amélioré. Je ne nourris certainement aucun sentiment hostile à l'égard de ceux qui possèdent une automobile ou dont les revenus sont déclarés par les employeurs, mais j'ai voulu réagir contre la tendance spontanée des commentateurs à mettre l'accent sur les inconvénients des propositions

ministérielles et à oublier que l'impôt parfait n'existe pas.

On m'a reproché d'avoir mis ces recettes supplémentaires en rapport avec l'Algérie, alors que, officiellement, elles sont destinées à financer le Fonds national de solidarité. Il a plu au gouvernement d'établir lui-même le lien entre les secours aux vieillards et les relèvements d'impôts. En fait, sur le plan économique, les recettes sont nécessaires pour la guerre d'Algérie autant que pour le Fonds national de solidarité. Politiquement, l'opinion aurait mieux compris et accepté l'effort financier pour la défense de l'Algérie que pour une loi dont le principe est juste mais dont les modalités demeurent obscures et discutables.

Équivoques des mots et des chiffres

Le Figaro
21 avril 1956

Dans les mois qui précédèrent les élections, les députés de l'opposition reprochèrent à celui qui dirigeait alors les services de la rue de Rivoli de publier des bilans systématiquement optimistes. Devenus depuis lors ministres, ces mêmes députés souscrivent aujourd'hui aux estimations de leur prédécesseur. Encore doivent-ils se féliciter que celui-ci ne soit pas passé à l'opposition. Le public pourrait être tenté d'en conclure que tous les chiffres sont faux ou manipulés artificiellement par les ministres.

En réalité, ces différences d'évaluation tiennent à divers facteurs qu'il ne sera pas inutile de préciser.

Il arrive fréquemment que le montant du déficit, prévu en début d'année, ne soit pas dépassé en fin d'année, bien qu'entre-temps le Parlement ait voté supplément de dépenses et diminution de recettes. La cause de ces écarts, qui atteignent parfois 100 à 150 milliards de francs tient au décalage entre les périodes budgétaires et les dépenses effectives, parfois à la surévaluation des dépenses par les services.

Si les dépenses effectives ne répondent pas exactement aux crédits budgétaires, les recettes effectives ne répondent pas non plus aux prévisions de recettes telles qu'elles figurent dans les documents fiscaux.

Reportons-nous, par exemple, aux chiffres de l'année 1954. D'après la commission des comptes de la Nation, le total des impôts directs et indirects se serait élevé à 3.478 milliards de francs. D'après le rapport de M. Pellenc, les recettes ordinaires et extraordinaires n'auraient représenté que 2.943 milliards, soit 435 milliards de différence. La commission des comptes de la nation fait figurer dans le total des impôts les recettes de la Caisse autonome d'amortissements, ainsi que certaines recettes dites affectées, qui, dans la comptabilité publique, ne figurent pas dans les recettes budgétaires, au sens strict du terme. Ajoutons que, d'après la revue *Études et Conjoncture*, de l'I.N.S.E.E., les ressources non comptabilisées dans les recettes fiscales au sens étroit du terme, se seraient élevées à 456 milliards en 1954, à 527 milliards en 1955.

Une autre difficulté des comptes tient à la double fonction de l'État, à la fois emprunteur et prêteur. On considère comme dépenses les prêts de l'État à des

organismes privés ou publics, par exemple les avances aux H.L.M. On constate que l'État voit augmenter la dette, on oublie que ses créances augmentent également.

M. Dumontier a bien montré le caractère arbitraire de ce mode de calcul. En Allemagne, les caisses d'épargne prêtent directement les sommes qui leur ont été remises en dépôt à des organismes de construction: personne n'y voit une mauvaise gestion des finances publiques. En France, les dépôts des caisses d'épargne transitent par l'intermédiaire du Trésor pour rejoindre, eux aussi, les constructions immobilières. À cause de ce transit par le Trésor, on dénonce ici ce que l'on juge normal là-bas.

Si l'on tient compte de tous ces facteurs simultanément, à quelles conclusions arrive-t-on? Au regard de la commission des comptes de la nation, les budgets de 1954 et de 1955 sont en excédent l'un de 101, l'autre de 47 milliards. Mais cet excédent est obtenu en omettant les dépenses en capital des services publics et en tenant compte de l'aide américaine. Si l'on considère que les dépenses en capital des services publics doivent être couvertes par des recettes courantes, parce que le capital des services publics n'est pas créateur de richesses, le déficit a été, dans l'année 1955, de l'ordre de 150 milliards. Il s'élève à 350 ou 400, si l'on néglige les recettes de la Caisse autonome d'amortissement. Il s'élève à 700 ou 800 milliards, si l'on ajoute les prêts de l'État. C'est ce chiffre, parfaitement arbitraire, qui constitue ce que l'on appelle d'ordinaire "l'impasse". Cette notion, sans équivalent ailleurs, n'a aucune signification économique. Elle semble avoir une signification surtout politique ou morale: elle est destinée à freiner l'irrésistible tendance des parlementaires à la générosité.

Pour passer de "l'impasse" à l'endettement global dont parle M. Pellenc, il faut encore ajouter les emprunts des entreprises nationalisées ou les déficits de certains organismes publics ou semi-publics qui ne figurent pas dans les comptes ordinaires du Trésor.

En fait, d'après les chiffres de l'I.N.S.E.E., la dette intérieure serait passée de 3.790 milliards en décembre 1953, à 4.055 en décembre 1954, à 4.224 en septembre 1955, la dette extérieure étant tombée entre-temps de 1.026 milliards à 915 et 848. Si l'on tient compte également de la dette exigible, l'accroissement annuel de la dette publique est de l'ordre de 200 milliards.

Les événements actuels, hiver rigoureux, plein emploi, tension des prix, ralentissement probable de l'expansion économique, interdisent d'augmenter les dépenses non couvertes par des recettes. Or les mesures sociales et les opérations

en Afrique représentent environ 300 milliards de dépenses. Le gouvernement n'a pas tort d'envisager des recettes. Le déficit supplémentaire ne s'ajoute pas à un déficit de 800 ou de 1.000 milliards, qui n'existe heureusement que dans des statistiques élaborées en fonction de considérations plus parlementaires qu'économiques.

Problèmes de la construction

Le Figaro
26 mai 1956

M. François Walter, qui fut directeur des services économiques de l'O.E.C.E. vient de publier une importante étude sur les problèmes du logement (dans le "Bulletin d'études et de documentation économiques, industrielles et sociales"). J'y renvoie les lecteurs, mais je voudrais en tirer quelques faits et quelques idées, que l'opinion et les pouvoirs publics doivent connaître et discuter.

La première donnée que l'on aimerait connaître est le coût comparé de la construction en France et dans les pays étrangers. Sans doute cette comparaison comporte des incertitudes, puisqu'il faudrait considérer la qualité, l'équipement des logements et rectifier les estimations, établies d'après les taux de change officiels en tenant compte du pouvoir d'achat effectif de la monnaie. En monnaie, le prix de revient moyen des logements construits en France avait été estimé à 3 millions (toutes dépenses confondues) et 2,4 millions pour la construction seule, prix supérieur des 2/3 au prix du logement type anglais. En heures de travail, la comparaison donnerait les résultats suivants: en Angleterre, la construction du logement-type exigeait, en 1954, 2.000 heures de travail, soit environ le travail d'un ouvrier pendant un an et la durée moyenne de la construction serait d'un an. En France, où les chiffres sont moins bien connus, la durée moyenne de la construction paraît de l'ordre de 20 mois et il est admis qu'elle exige 3.000 heures de travail. La comparaison avec les États-Unis serait plus défavorable encore, puisque, selon un expert réputé, "pour un déboursé de salaires et de charges sociales par heure d'ouvrier triple du déboursé de l'entrepreneur français, la différence de prix de revient au mètre carré de surface habitable, compte tenu de l'équipement, est faible".

À l'heure présente, l'insuffisance de la construction des logements ne tient pas à l'insuffisance de l'effort: en dépensant 4% de son produit national brut pour la création d'habitations, la France est dans la moyenne des pays de l'O.E.C.E., au-dessus du pourcentage jamais atteint par l'Angleterre. C'est la répartition de l'effort, la faiblesse de la productivité qui sont responsables de la crise persistante.

Des délais excessifs

Les causes du mal sont multiples et M. François Walter ne prétend pas les

avoir toutes traitées, tant les statistiques sont imparfaites et discutables. Certaines d'entre elles, retard de la standardisation, multiplicité des types de logements, mauvaise planification et organisation des chantiers, etc., ont été maintes fois notées et commentées. L'étude que nous suivons a le mérite de chercher dans la politique de construction, adoptée surtout par les pouvoirs publics, la cause profonde de ces défauts apparents.

Un fait frappant, sur lequel insiste M. Walter, est l'écart entre le nombre des logements achevés et le nombre des logements en cours de construction en fin d'année: 115.000 contre 265.000 en 1953, 162.000 contre 352.000 en 1954, 206.000 contre 423.000 en 1965. Ce rapport s'améliore, passant de 43% à 49%, il demeure de moitié inférieur à celui de la Grande-Bretagne, où il oscille autour de l'unité (181.000 contre 186.000 en 1951, 283.000 contre 311.000 en 1953, 312.000 contre 254.000 en 1954).

Le fait lui-même appellerait d'autres études, afin d'en dégager les causes (délais exigés par les travaux de second œuvre, défaut de coordination entre les entreprises, difficultés de trésorerie qui incitaient les entreprises à ouvrir des chantiers pour obtenir de nouveaux crédits). Quoi qu'il en soit, si la disproportion entre logements achevés et chantiers ouverts est une des causes de la cherté de la construction, alors l'impératif premier est de réduire le nombre desancements. "À moins de s'installer dans un régime de dispersion des efforts, de pénurie artificielle de main-d'œuvre, de prix majorés et de faible productivité", il est indispensable que le nombre desancements soit diminué. Il faut travailler davantage à l'achèvement des chantiers en cours et moins à la création de chantiers nouveaux. Bien plus, M. Walter considère que la révision des programmes est la condition nécessaire et suffisante d'une amélioration prochaine de la productivité sur les chantiers et de l'accélération des travaux. C'est aussi la condition nécessaire d'une détente des prix dans le secteur du bâtiment.

Plus généralement, la thèse est que l'amélioration à long terme de la productivité dans le bâtiment dépend surtout de la modification de la structure de la demande. Pour obtenir les avantages de la typification, de l'association des maîtres d'ouvrage, il faut mettre au point, un programme raisonnable pour l'ensemble du pays, pour la répartition régionale des constructions.

La réduction du nombre desancements implique, à son tour, une option d'ordre social. La construction actuelle comporte des catégories multiples. Celle de la reconstruction est en voie d'épuisement, mais il reste, en dehors des H.L.M.

et des logements économiques, les logements non économiques - pour lesquels la prime est de 600 francs au lieu de 1.000 fr. La politique des primes avait pour but d'attirer les capitaux privés vers la construction. En 1965, le nombre des prêts accordés pour cette catégorie a été de l'ordre de 50.000, avec un devis de l'ordre de 40.000 francs par mètre carré habitable contre 30.000 pour les logements économiques. On libérerait d'importantes ressources en arrêtant peu à peu l'octroi des primes à 600 francs et les prêts spéciaux associés à ces primes. "Le financement public serait désormais réservé presque entièrement à un programme social, H.L.M. et logements économiques." Une telle réforme suscitera d'évidentes objections. Elle paraît pourtant authentiquement sociale et devrait séduire un gouvernement, désireux de donner une empreinte socialiste à son action.

La menace d'inflation

Le Figaro
8 juin 1956

Il serait difficile d'ignorer les signes multiples d'une détérioration progressive de la situation. Le solde du commerce avec l'étranger était déficitaire de 10,4 milliards de francs au cours du 1er trimestre de 1955, de 9,3 milliards, de 8,1 milliards et de 1,2 milliard au cours des trois trimestres suivants. Le déficit est de 11,6 milliards, de 30,4 milliards et de 31,6 milliards au cours des trois premiers mois de 1956, soit un déficit de 73,6 milliards pour l'ensemble du trimestre.

Sans doute des causes diverses expliquent cet accroissement du déficit commercial, en particulier le froid exceptionnel de l'hiver dernier qui a rendu inévitables des achats supplémentaires au dehors de produits alimentaires. Il était même souhaitable d'utiliser les réserves de devises accumulées pour franchir la période de pénurie due aux circonstances atmosphériques. Mais le déficit s'explique aussi par des tendances inflationnistes, visibles en tous pays mais particulièrement accentuées en France.

De janvier 1955 à janvier 1956, le taux de salaire horaire a progressé de 9,3% pour l'ensemble de l'industrie, la progression oscillant entre un maximum de 11% dans l'industrie chimique et un minimum de 6% à 7%. Une telle allure d'augmentation est exceptionnelle, elle a été possible sans hausse sensible des prix grâce à l'augmentation substantielle de la production agricole. Le gel aurait suffi à mettre en cause l'équilibre par lui-même précaire.

Or les événements politiques ont imposé des mesures de mobilisation, provoqué des départs de travailleurs nord-africains. Le gouvernement a réduit les abattements de zone, généralisé la troisième semaine de congés payés, fait voter le Fonds national de solidarité. Les deux premières mesures représentent pour l'économie une charge annuelle supplémentaire d'une centaine de milliards, la dernière une charge de 140 milliards, à un moment où les disponibilités en moyens de production sont faibles. Le péril est évident: la seule question est de savoir ce que l'on peut faire pour le conjurer.

Comment conjurer le péril?

Certaines suggestions s'imposent d'elles-mêmes. Déjà le gouvernement a quelque peu nourri l'inquiétude de ceux qui craignent que les socialistes soient incapables de maintenir la stabilité. Justement soucieux de législation sociale,

ces derniers oublient volontiers qu'on ne peut distribuer plus qu'on ne produit. Ayant méconnu pendant la campagne électorale, la progression rapide des salaires entre 1952 et 1955, ayant dénoncé la majorité sortante par les points mêmes où le bilan de celle-ci était estimable, ils ont inauguré leur règne par des mesures, en elles-mêmes légitimes, mais peu en rapport avec la conjoncture et dont les modalités prêtent à de multiples objections. Audacieux pour distribuer, les ministres ont reculé devant l'opposition et renoncé à l'impôt qui eût été le moins nocif, celui sur les automobiles. Le moins que l'on doive exiger, c'est que, désormais, le gouvernement prenne conscience que toute charge nouvelle pour le Trésor et les entreprises publiques devrait être rigoureusement exclue.

On ne peut s'en tenir là et l'on doit chercher des moyens de réduire la demande dans les secteurs, fussent-ils d'intérêt vital, où le plein emploi est atteint et où ne subsiste plus de marge de production supplémentaire. On n'accroîtra pas le nombre des logements achevés ou le volume des investissements si, en ouvrant de nouveaux chantiers ou en commandant de nouvelles machines, on fait monter les prix. Il est entendu que l'expansion future dépend des investissements actuels et que l'insuffisance des logements est le mal le plus grave dont souffre notre pays. Mais une rechute dans l'inflation ne favoriserait ni la construction ni les investissements industriels.

Révision des programmes publics d'investissements, refus de toutes dépenses supplémentaires, ces deux décisions sont-elles suffisantes? Inévitablement, on se demande s'il est opportun d'agir sur le crédit. On a déjà mis en application une politique de prudence, on s'efforce de limiter les ventes à crédit. Faut-il aller plus loin et élever le prix de l'argent?

La France est le seul pays qui n'ait pas relevé le taux de l'escompte. Le *Financial Times* explique cette anomalie par le fait que notre pays n'a pas participé au boom européen des investissements et n'a donc pas eu à lutter contre l'excès de ceux-ci. L'expansion française, il est vrai, a été surtout déclenchée par la consommation et le coût de l'argent à long terme est resté élevé, plus élevé que dans la plupart des pays étrangers. Il n'est pas évident qu'une hausse du taux de l'escompte s'impose dans l'immédiat ni qu'elle doive être efficace pour réduire la demande globale. L'enchérissement de l'argent serait nécessaire si l'on observait des symptômes de fuite devant la monnaie, ce qui n'est pas le cas à l'heure présente.

Enfin, on devrait prévoir les décisions au cas où l'indice des 213 articles atteindrait 149,1. Après la hausse effective des salaires réels, intervenue depuis

trois ans, quelles sont les implications légales du principe de l'échelle mobile?

Le blocage des prix

Le Figaro
22 juin 1956

L'annonce par M. Ramadier d'un blocage autoritaire des prix s'inscrit dans la ligne d'une politique qui vise moins à rétablir l'équilibre de la demande et de l'offre qu'à retarder la manifestation des déséquilibres existants.

Pour des raisons multiples, que nous avons plusieurs fois indiquées - rigueur de l'hiver, pénurie de certains produits comme l'acier, le charbon, le bois, le papier, manque de main-d'œuvre, accroissement du déficit des finances publiques - l'économie française est menacée d'inflation. Si l'on convient d'appeler inflation l'excès du pouvoir d'achat disponible par rapport aux marchandises aux prix actuellement pratiqués, la France est déjà en situation inflationniste. Le déficit de la balance commerciale, une trentaine de milliards par mois depuis février, en témoigne.

Il n'en résulte pas qu'une hausse générale des prix en doive résulter. Tant que le public n'est pas atteint par la psychologie inflationniste, l'épargne est susceptible d'éponger une fraction du pouvoir d'achat excédentaire. L'action gouvernementale peut maintenir quelques prix au-dessus du niveau où ils s'établiraient d'eux-mêmes en cas de complète liberté. On s'engage, il est vrai, dans la voie de "l'inflation refoulée", avec les inconvénients bien connus de ces sortes d'artifices et l'on peut craindre que l'explosion ne soit, quelque jour, d'autant plus violente qu'elle aura été plus longtemps différée. La tentative n'est pourtant pas déraisonnable, si les causes de la situation inflationniste sont temporaires et si, entre temps, on prépare un authentique assainissement. Qu'en est-il aujourd'hui?

Le gouvernement est obsédé par une double crainte: d'une part, il admet qu'en dépit des hausses de salaires intervenues au cours de ces dernières années, le salaire interprofessionnel minimum garanti devrait être élevé au cas où l'indice des 213 articles atteindrait 149,1; d'autre part, il redoute que la hausse de certains prix qui, en théorie, serait normale, ne gagne de proche en proche et ne suscite les phénomènes psychologiques qui, à leur tour, multiplieraient les effets inflationnistes.

Depuis trois mois, on n'hésite pas à user généreusement des méthodes classiques de détaxation ou de subvention pour prévenir la hausse des prix qui entrent dans l'indice des 213 articles, quitte à tolérer le déficit des sociétés

publiques ou privées et à élargir même le déficit des finances publiques. En d'autres termes, la lutte, à courte échéance, contre les manifestations de la pression inflationniste, contribue, en une perspective plus longue, à renforcer cette pression même.

Il n'est pas illégitime de tolérer provisoirement un déficit substantiel de la balance commerciale. Les réserves de devises accumulées, au cours des deux dernières années, peuvent être utilisées pour traverser une mauvaise période. Mais, à l'allure présente, les réserves seraient rapidement épuisées. Utiliser des devises pendant quelques mois pour freiner la hausse des prix grâce à un excédent d'importations est raisonnable, à condition que l'on prenne des mesures pour que s'atténue peu à peu le besoin de cet excédent.

On peut espérer que les conséquences du gel de l'hiver dernier s'effaceront rapidement, encore qu'elles risquent de durer encore plusieurs mois (les principales récoltes seront, cette année, en diminution). Mais la pénurie de certaines matières premières, le manque de main-d'œuvre, le déficit des finances publiques ne disparaîtront pas d'eux-mêmes.

Un renversement de la tendance aux États-Unis, une récession en fin d'année, que beaucoup d'observateurs envisagent, contribuerait à la baisse des prix mondiaux. Mais elle freinerait aussi l'expansion en Europe et elle accuserait encore le contraste entre la situation intérieure de la France et celle du reste du monde, celle-là orientée vers la hausse des prix, celle-ci en sens contraire.

Le blocage des prix a surtout une fonction psychologique: il comporte trop d'exceptions et pas assez de contrôle pour agir mécaniquement. À titre d'expédient, on ne saurait le condamner, mais il s'ajoute à des mesures qui se bornent à reculer les échéances.

Dix ans d'avance

Le Figaro
6 juillet 1956

Le commissariat général au Plan et le service des études économiques et financières du ministère des Finances ont publié une brochure intitulée *Perspectives de l'économie française en 1965*, dont il convient de recommander la lecture. Elle rend, en effet, visibles, évidents, les progrès réalisables en dix ans. En contrepartie, n'oublions pas le danger que l'illusion naisse de l'espoir: les progrès sont possibles, mais rien n'est garanti, même aux hommes de bonne volonté. Le développement de la production et de la productivité dépend de circonstances multiples, dont toutes ne sont pas modifiables sur commande.

Les experts sont partis de trois hypothèses fondamentales: le volume de la main-d'œuvre, la répartition de la main-d'œuvre entre les divers emplois, l'accroissement de la productivité dans les divers emplois. Comme ils se sont ensuite donné, par hypothèse, un plein emploi constamment assuré, ils n'ont pas eu de peine à obtenir un volume donné de la production dans les différents secteurs. D'autres hypothèses, relatives à la distribution des revenus entre les différents groupes de la population et à la répartition des dépenses, étaient, les unes, commandées par des études relatives aux transformations de façons de vivre, les autres liées aux hypothèses initiales sur la répartition de la population active. Ajoutons que d'autres hypothèses étaient nécessaires en ce qui concerne exportations et importations ou, encore, entre les rapports de la consommation et de l'épargne, pour aboutir à un équilibre général et confirmer la compatibilité des diverses hypothèses.

On a raison d'affirmer, dans la préface de cette brochure, qu'il ne s'agit pas d'un simple jeu statistique. Mais on n'aurait pas tort non plus de souligner les conditions indispensables pour que le possible devienne réel.

Les estimations de population totale, en 1965, ne sont soumises qu'à un seul aléa: celui de catastrophes politiques. Le passage de la population totale à la population active comporte déjà un risque supplémentaire, puisqu'il convient de tenir compte de l'allongement de la scolarité, de l'augmentation de l'activité des femmes et de l'immigration. Or les événements dans l'Union Française peuvent entraîner un changement de quelques centaines de mille dans les effectifs de main-d'œuvre. Enfin, les calculs de production globale supposent que "les gouvernements disposent aujourd'hui d'une expérience et de moyens suffisants

pour prévenir une crise cyclique menaçante et ranimer rapidement l'activité économique, si elle venait à fléchir". Je souhaite que cet optimisme soit justifié, j'admets que le maintien du plein emploi soit "une hypothèse variable dans un essai de prévision à long terme", mais il ne s'agit que d'une hypothèse.

Répartition de la main-d'œuvre

L'étape suivante est celle de la répartition de la main-d'œuvre. La population masculine active dans l'agriculture a diminué de 50.000 unités par an entre 1921 et 1936 et probablement la diminution a-t-elle été du même ordre de grandeur entre 1946 et 1954. Les statisticiens ont donc retenu l'hypothèse d'une diminution de la main-d'œuvre agricole de 1 million en dix ans (2/3 hommes, 1/3 femmes). On s'est donné une augmentation de un million de la main-d'œuvre industrielle durant la même période (de 6.670 en 1954 à 7.670 en 1965), alors que, dans le même temps, l'effectif dans les transports augmenterait de 100.000, dans le commerce de 190.000, dans les services de 200.000, de 170.000 dans les administrations, cependant que les domestiques seraient 40.000 de moins. Un million d'ouvriers industriels de plus requiert un montant d'investissements important, ce qui se traduit par une élévation du pourcentage des investissements bruts par rapport au produit national de 18% en 1954 à 19,4 ou 20%, selon l'hypothèse retenue en ce qui concerne le mouvement de la productivité.

L'étape suivante, celle de l'accroissement annuel de la productivité, est peut-être, de toutes, la plus importante. Les experts ont retenu deux variantes. Selon l'une, l'accroissement annuel serait de 3%, selon l'autre de 4%. Ce pourcentage pour l'ensemble de l'économie est obtenu en supposant, dans le premier cas, un accroissement de 3,5% dans l'agriculture, de 3% dans l'industrie et les transports; dans le deuxième cas, de 4% dans l'agriculture, l'industrie et les transports. On ne saurait dire que ces chiffres soient déraisonnables. On ne saurait dire non plus qu'ils soient démontrés.

Tout est suspendu au transfert d'un million de travailleurs de l'agriculture vers l'industrie, transfert que les experts tiennent pour à la fois souhaitable et probable. D'autres Français le jugeront peu souhaitable et peu probable. D'autres hésiteront à le tenir pour probable, parce que tant de nos compatriotes ne le jugent pas souhaitable. Le mérite de ces prévisions est au moins de dégager les problèmes. Si l'on admet la diminution régulière de la main-d'œuvre agricole, quelles sont les mesures à prendre en ce qui concerne les investissements, la formation des cadres techniques, la réforme de l'enseignement, la réorientation des exportations, pour que l'industrie puisse absorber les travailleurs et trouver

les débouchés?

La carte du courage

Le Figaro
28 septembre 1956

La lutte contre l'inflation est à l'ordre du jour dans tous les pays d'Europe, mais, si l'on observe partout certaines données, les différences n'en sont pas moins marquées entre l'Allemagne, l'Angleterre ou la France. L'expansion qui s'est poursuivie depuis des années a eu pour conséquence le plein emploi des ressources, la tendance à l'excès de la demande sur l'offre, le manque d'ouvriers qualifiés ou la rareté relative de quelques matières premières. Aussi la technique classique, en cas de boom des investissements, a été utilisée un peu partout: le taux d'intérêt est monté jusqu'à 5,5% en Allemagne et en Grande-Bretagne. Au cours de ces dernières semaines, des relèvements du taux d'intérêt ont été décidés aux Pays-Bas (de 3 à 3 1/4%), au Canada (de 3 à 3 1/4%). Aux États-Unis, la Banque fédérale de réserve a porté à 3% le taux de réescompte.

Les restrictions de crédit en Allemagne, combinées avec les excédents budgétaires, ont efficacement contribué à maintenir la stabilité des prix, mais, simultanément, l'Allemagne occidentale continue à avoir d'énormes excédents dans sa balance de paiements. En Grande-Bretagne, en revanche, la cherté de l'argent et le resserrement du crédit ont ralenti l'expansion économique sans ramener les surplus dans les comptes extérieurs sur lesquels comptait M. Macmillan. C'est qu'en Grande-Bretagne le facteur décisif est le rapport entre croissance de la productivité et hausse des salaires. Entre 1953 et la première moitié de cette année, a déclaré récemment le chancelier de l'Échiquier, les salaires dans l'industrie ont progressé en Allemagne de 15% et la production par heure de travail a progressé à la même allure. Aux États-Unis, la hausse des salaires est de 10%, comme celle de la productivité. En Grande-Bretagne, les salaires ont augmenté de 20%, la production par heure de travail de 10%.

La situation française n'est pas la même que celle de la Grande-Bretagne. Le taux d'escompte n'a pas été relevé et, à 3%, il est un des plus bas d'Europe.

La France n'a pas connu le même boom des investissements que les pays voisins. On n'observe aucune tendance à la constitution de stocks excessifs, que la cherté du crédit tendrait à dégonfler. Les investissements obligatoires d'une fraction des dépôts des banques en bons du Trésor, les plafonds de réescompte limitent l'expansion du crédit. Un taux d'intérêt plus élevé entraînerait immédiatement une charge accrue pour le Trésor. Enfin et surtout, il n'agirait pas

sur la cause fondamentale de la menace inflationniste dans la conjoncture présente, l'accroissement du déficit des finances publiques et le déficit de la production agricole. Rareté de la main-d'œuvre, charge fiscale supplémentaire agissent dans le sens de la hausse des salaires et des prix. Un blocage par décret permet, à la rigueur, de retarder quelque peu les échéances. Les décisions administratives n'empêchent pas longtemps l'action des forces réelles, si l'on n'agit pas directement sur celles-ci.

Jusqu'à présent, le gouvernement a atteint les deux objectifs immédiats qu'il s'était fixés. L'expansion a continué à une allure comparable à celle des années précédentes. L'indice des 213 articles n'a pas dépassé le 149,1, niveau auquel devrait intervenir le relèvement automatique de 5%. Personne n'ignore que, dans la conjoncture actuelle, après la hausse des salaires réels, de 5 à 6% par an, au cours des trois dernières années, l'économie serait hors d'état d'absorber sans hausse de prix un relèvement général des salaires. La rigidité légale, qui se combine curieusement dans la politique française avec des subterfuges multiples pour tourner les règlements, risque, malgré tout, de provoquer une mesure qu'en privé nul n'approuverait.

Au-delà de la question des salaires, liée à celle du climat social au lendemain des vacances, le gouvernement doit établir un programme à long terme, dont le premier chapitre sera le budget de 1957. Le ministre a chiffré à plusieurs centaines de milliards le montant des économies nécessaires, étant donné l'augmentation des dépenses qui résulterait automatiquement des lois déjà votées. On peut prévoir d'après querelles sur la répartition des suppressions de dépenses; la facilité incitant à amputer certains postes, le souci de l'avenir à sauvegarder les investissements.

L'effort à accomplir est tel que les décisions apparemment impopulaires ne seront pas finalement les plus difficiles. M. Guy Mollet a tout avantage à jouer la carte du courage.

Croire à la sagesse mais non au miracle

Le Figaro
5 octobre 1956

Chefs d'entreprise, secrétaires de syndicats et économistes qui dialoguaient, l'autre jour, au *Figaro*, s'interrogeaient sur la part de la psychologie dans la menace inflationniste d'aujourd'hui. La réponse ne me paraît guère douteuse. La part actuelle en est faible. Le danger d'inflation ne deviendrait grand que le jour où le public lui-même y croirait. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Ce ne sera pas le cas demain si l'on agit énergiquement.

L'économie française se trouve dans la troisième année d'expansion rapide. Depuis 1953, l'industrie progresse de 10% par an. La croissance industrielle a été accompagnée d'une élévation régulière du niveau de vie. La France, prise globalement, consomme aujourd'hui 25% plus de biens et services qu'il y a cinq ans. Inévitablement, certaines matières premières et la main-d'œuvre sont rares. Certains prix ont monté. Les salaires tendent à monter parce que les entreprises se disputent les ouvriers qualifiés. Sur cette économie en état de plein emploi se sont abattues les conséquences de l'hiver, la mobilisation des disponibles, les dépenses d'Algérie, les lois sociales. En vérité, la résistance de l'économie française à ces facteurs *mécaniques* d'inflation est admirable.

Cette résistance a été appuyée par la confiance du public. Non que celui-ci exclut entièrement l'idée d'une hausse des prix: la stabilité n'existe que dans les théories ou les schémas. Le public, heureusement et justement, n'a manifesté aucun symptôme de peur. Les entrepreneurs n'ont pas stocké les biens réels ou réduit leurs disponibilités, les simples particuliers ne se sont pas rués sur les marchandises. On n'observe aucun phénomène de fuite devant la monnaie, aucune réduction de l'épargne. La continuation de la prospérité rassure.

Cette confiance doit permettre à la France de traverser sans encombre une passe difficile. Mais il n'y a pas de miracle. C'est l'augmentation régulière de la production agricole qui a permis, au cours des dernières années, de combiner une expansion industrielle de 10% et une hausse des salaires réels de 5 à 6% environ. Le déficit de l'agriculture impose, cette année, une pause. De toute manière, les revenus *réels* ne *peuvent pas* augmenter au même rythme que les années précédentes. La seule question est de savoir si cette pause sera *imposée* par l'intermédiaire d'une hausse des prix ou *consentie* par la sagesse de tous.

À échéance, on peut et doit augmenter l'offre grâce à l'immigration de

travailleurs étrangers, grâce à de bonnes récoltes (si les circonstances atmosphériques sont moins défavorables), grâce à la croissance industrielle. Dans l'immédiat, il faut stabiliser la demande, par des économies sur les dépenses de l'État, par l'étalement de certains travaux prévus, par des mesures temporaires de blocage des salaires et des prix.

On peut et doit demander aux Français d'avoir confiance dans leur pays et leur monnaie. On ne peut pas leur demander de croire au miracle.

Les illusions créatrices

Le Figaro
12 octobre 1956

L'emprunt a été un grand succès dont il convient de se féliciter: personne n'oserait prétendre que la situation serait meilleure si l'on avait eu peine à recueillir cent cinquante milliards de souscription. Mais ce succès est coûteux.

Les conditions fixées par M. Ramadier auraient, à coup sûr, attiré les foudres de l'opposition socialiste si M. Guy Mollet n'avait, par bonne chance, été président du Conseil. Le taux d'intérêt est plus élevé que celui de l'emprunt Pinay, l'indexation en est plus séduisante pour le prêteur et l'exemption de l'impôt général sur le revenu pour cinq ans est un privilège supplémentaire. La conjonction d'un taux de 5%, de l'indexation sur le cours des valeurs mobilières et des obligations et d'une période de grâce fiscale de cinq ans est sans précédent. On se demande si deux sur trois de ces avantages n'eussent pas été suffisants; on se demande surtout quelles conséquences en résulteront pour les sociétés nationales comme pour les sociétés privées en mal d'argent.

L'effet sur la menace d'inflation est plus difficile à apprécier pour deux raisons. On ne connaît pas encore exactement l'origine des fonds souscrits et l'on ne connaît pas du tout le comportement des souscripteurs dans les mois qui viennent. On parle beaucoup de la première incertitude, la seconde a plus de portée.

Quelle est la proportion d'argent frais, interroge-t-on de tous côtés? La notion d'argent frais manque théoriquement de clarté et elle se prête mal à une détermination statistique. Les souscripteurs qui ont retiré des fonds de la Caisse d'épargne ou de leurs comptes de chèques postaux ont enlevé à l'État d'une main ce qu'ils lui rendaient de l'autre - opération blanche dans l'immédiat (ou pire encore puisque l'emprunt coûte plus cher que les caisses d'épargne).

Le détenteur des titres d'emprunts anciens qui a vendu ses titres pour souscrire à l'emprunt 1956 apporte-t-il un concours effectif à l'État? Tout dépend de savoir qui a acheté ces titres. Faut-il se réjouir que les sommes thésaurisées (à supposer qu'il y en ait) soient sorties des bas de laine pour affluer aux guichets? Les billets des bas de laine ne pesaient pas sur les prix puisque, par définition, ils ne venaient pas sur le marché. Il reste trois autres sources de souscription: les liquidations de valeurs mobilières (qui se traduiraient par une baisse des cours), l'or et les devises étrangères, enfin les comptes courants bancaires. La baisse des

cours des valeurs mobilières serait compréhensible, l'emprunt devant entraîner un renchérissement de l'argent. La baisse des comptes courants bancaires, par de multiples circuits, pourrait bien appeler, pour une part, une intervention compensatrice de la Banque de France. La transformation de l'or et des devises étrangères en titres d'emprunt français est en elle-même un événement heureux, quel que soit le point d'aboutissement de ces devises.

On tenterait vainement de déterminer aujourd'hui la proportion d'argent frais puisqu'on ignore les répercussions du dégonflage des comptes bancaires sur le volume des bons du Trésor détenus par les banques ainsi que sur le montant des effets apportés au réescompte. Mais, avant de porter un jugement, il importerait plus encore de savoir si les souscripteurs se conduiront autrement qu'ils ne l'auraient fait si l'emprunt n'avait pas eu lieu. Vont-ils épargner pour reconstituer leur encaisse? En ce cas, l'emprunt aura eu finalement un effet déflationniste. Ou bien, au contraire, vont-ils s'en tenir à cette substitution d'un placement à un autre? En ce cas, l'effet psychologique serait à mettre au crédit de l'opération qui, techniquement, laisserait à peu près les choses en l'état.

Oublions donc ces considérations techniques, complexes et discutables sur lesquelles les experts ne s'accordent pas. Espérons que les simples mortels ont raison qui posent que succès d'emprunt égale confiance et que confiance égale stabilité monétaire. À condition que l'on y croie fortement, les idées fausses peuvent être finalement vérifiées par les événements. Encore convient-il que l'on n'abuse pas de la technique des illusions cicatrices.

À propos du pseudo-plan d'austérité

Le Figaro
22 mars 1957

On ne sait ce qu'il faut admirer davantage: l'insuffisance du plan pompeusement baptisé d'austérité ou les réactions aux mesures gouvernementales d'une partie de l'opinion.

En une année, les réserves de devises ont diminué de 750 millions de dollars environ. Les pertes de devises, au cours des premiers mois de l'année, ont pris une allure accélérée. D'ici à la fin de l'année, si le déficit se maintient au niveau actuel, on aura liquidé la presque totalité de l'encaisse or, en même temps que les dollars empruntés aux diverses institutions internationales. Jamais le devoir national n'a été aussi évident, jamais la hiérarchie des urgences aussi indiscutable. Et pourtant, lorsque le gouvernement propose quelques projets, presque dérisoires par rapport à la gravité de la crise, nombre de commentateurs critiquent la sévérité d'un plan de pseudo-austérité.

L'extension à tous les produits libérés de la taxe de 15% frappe, nous dit-on, 150 à 200 milliards d'importations, auparavant imposées à un taux inférieur. L'uniformisation de la taxe accentuera la ressemblance entre l'action de celle-ci et celle qu'aurait une modification de la parité monétaire. Il est juste de provoquer ce renchérissement des produits achetés au dehors. Les conséquences de cette décision sur l'équilibre des comptes seront faibles.

L'impôt sur les dividendes ne promet ni recettes substantielles ni diminution du pouvoir d'achat. Les dividendes distribués qui ont augmenté au cours des dernières années sont lourdement imposés et efficacement contrôlés. Ils ne représentent qu'un pourcentage insignifiant du revenu national (moins de 4% avant impôt). Si l'impôt incite les sociétés à distribuer moins de dividendes ou à distribuer des actions gratuites, il ne réduira nullement le pouvoir d'achat et n'aura qu'une efficacité psychologique.

Les économies budgétaires et les restrictions de crédit répondent, à coup sûr, aux nécessités actuelles. Mais on en ignore encore les modalités. Ce qui est envisagé semble timide au point où nous sommes arrivés.

On répète, de tous côtés, que la conjoncture était plus grave encore au début de 1952, quand on fut obligé de rétablir un contingentement généralisé sur les importations et que les réserves de devises étaient tombées plus bas encore

qu'elles ne le sont aujourd'hui. Je pense personnellement que cette comparaison est erronée: à beaucoup d'égards la situation, actuellement, est pire.

L'inflation coréenne tendait d'elle-même à s'épuiser. Un renversement dans la tendance de la conjoncture mondiale, une baisse des prix des matières premières favorisaient la stabilisation française. Le rétablissement des contingents ne se heurtait pas à d'insurmontables obstacles. La hausse annuelle du pouvoir d'achat n'était pas considérée comme un droit divin. Les prix avaient monté en proportion du pouvoir d'achat distribué.

Aucune de ces conditions n'est réalisée à l'heure présente. Pour éviter le cycle infernal des salaires et des prix, on a, par décret, interdit les hausses, maintenu l'indice des 213 articles par un système de détaxation. En un sens, cette politique a mieux réussi qu'on ne l'aurait pensé à l'avance. Le public français a repris confiance dans la monnaie, aucun symptôme de psychose inflationniste ne s'est manifesté. Mais l'excès de la demande se traduit inexorablement par le déficit des comptes extérieurs. Dès lors, quelle que soit la voie que l'on choisisse, on s'expose à des périls.

Si l'indice des 213 articles atteint le niveau de 149,1, l'échelle mobile jouera. Le rajustement des salaires et des prix liés à l'indice deviendra inévitable. Personne ne prévoit avec certitude les conséquences ultimes de cette éventualité. D'un autre côté, le maintien de l'indice aggrave le caractère officiel de la conjoncture française, il augmente l'écart entre le volume des biens disponibles, le niveau des prix et le montant de la demande globale. Pour maintenir le niveau des prix et résorber le déficit de la balance des comptes, il faudrait des mesures d'une extrême brutalité (restriction de crédit et des dépenses), sans comparaison avec celles qui nous sont annoncées.

Le gouvernement reste fidèle, semble-t-il, à l'idée devenue sacro-sainte qu'à aucun prix la croissance ne doit être arrêtée ou même ralentie. Cette idée est malheureusement fausse. Elle est curieusement opposée à l'obsession contraire qui, dans les années 1930, contribua à prolonger la grande dépression. Il y a vingt ans, on cherchait, avant tout, l'équilibre budgétaire et la stabilité monétaire, en sacrifiant l'expansion, qui en aurait été l'indispensable moyen. Désormais, on pose la nécessité de l'expansion et l'on s'efforce de rétablir l'équilibre des comptes extérieurs sans compromettre l'expansion.

Rien ne prouve que le problème posé en ces termes comporte une solution. Il est probable que la poursuite simultanée de la croissance industrielle et de la guerre d'Algérie entraîne inévitablement un déficit des comptes extérieurs. Si

l'on est résolu à continuer la guerre d'Algérie, on a le devoir de la financer. Pour la financer sans inflation, économies budgétaires, restrictions de crédit, limitation de la consommation et des investissements s'imposent. Ces mesures, à leur tour, si elles étaient en proportion des besoins, provoqueraient au moins un ralentissement de la croissance.

Le plan d'austérité que les circonstances imposeront, le jour où les réserves de devises seront épuisées, sera autrement pénible pour la communauté entière que les mesures sévères qui suffiraient encore et dont gouvernement et opinion refusent de reconnaître l'impérieuse nécessité.

Croire au Père Noël

Le Figaro
29 mars 1957

Mon dernier article m'a valu de multiples et sévères critiques. Prendre des mesures qui, éventuellement, ralentiraient l'expansion, c'est là un "crime". Il y a une vingtaine d'années, j'étais déjà un "traître", quand je plaçais pour la dévaluation de la monnaie française, alors que le maintien d'un taux de change artificiel prolongeait absurdement la dépression.

Mes critiques me rappellent que l'expansion est, à terme, la condition de l'équilibre, ce que je n'ai jamais mis en doute. Ils insistent sur la difficulté, technique et politique, de réduire les dépenses de l'État ou des particuliers, ce que je leur concède bien volontiers. En revanche, ils négligent l'essentiel. Ils ne disent pas ce qui se passera le jour où les réserves de devises seront épuisées.

On peut discuter sur la date précise de cette échéance. La Banque de France consentira-t-elle à engager le stock d'or? Aura-t-on recours à l'un ou à l'autre des procédés, concevables et déplorables, qui mettrait à la disposition de l'État le portefeuille étranger, reconstitué par les particuliers? Ces questions sont, malgré tout, secondaires. Les réponses, quelles qu'elles soient, déplacent la date fatidique tout au plus de quelques mois.

L'année dernière, le déficit de la balance des comptes a été de l'ordre de 800 millions de dollars. Au cours des premiers mois de l'année, le montant mensuel du déficit a augmenté. À moins d'intervention brutale, on prévoit inexorablement, à quelques mois près, le moment où les disponibilités en devises seront épuisées. La commission des comptes de la nation, qui se propose de réduire le déficit au prix d'un léger ralentissement de la croissance, renonce manifestement à rétablir l'équilibre avant deux ou trois ans. Dès lors, la conclusion s'impose: mes critiques, les fonctionnaires de la rue de Rivoli, sont convaincus que la France sera en mesure d'emprunter les dollars lorsque les caisses seront vides. La controverse entre partisans de l'expansion et partisans de l'équilibre ou, plus précisément, entre ceux qui affirment la priorité de l'expansion et ceux qui, aujourd'hui, affirment la priorité de l'équilibre, est moins économique que politique. Les premiers croient à la possibilité d'emprunts extérieurs ou d'aide américaine. Les seconds, sans exclure cette bonne fortune, se refusent à un pari qui, s'il est perdu, peut entraîner d'incalculables conséquences et qui, même gagné, implique l'aliénation de ce qui subsiste d'indépendance

diplomatique de la France.

Une autre arrière-pensée, il est vrai, anime peut-être les tenants de l'école "expansionniste". Espèrent-ils que le gouvernement américain subordonnera son aide à des conditions telles que la fin de la guerre d'Algérie en résultera? Les besoins financiers, joints à la pression américaine, contraindraient à un renversement de la politique actuellement suivie en Algérie. Quelque opinion que l'on professe sur ce problème, il faut souhaiter, pour l'avenir de la France et des relations franco-américaines, que les décisions soient prises à Paris et non à Washington.

Quelles sont les perspectives d'emprunts extérieurs, l'été ou l'automne prochain? Je ne suis pas plus capable que les hauts fonctionnaires du ministère des Finances de répondre avec assurance à une telle interrogation. Il est difficile pourtant de se défendre d'une certaine inquiétude, quand on compare les besoins prévisibles de la France en 1958 (au minimum 500 millions de dollars) et l'ordre de grandeur de l'aide économique américaine pour le monde entier. Pourquoi la France seule obtiendrait-elle d'un coup le tiers (sinon plus) de la totalité de cette aide?

Je sais bien que la commission des comptes de la nation avance un argument de poids: le déficit serait irréductible. Pour être efficaces les mesures déflationnistes devraient provoquer récession profonde et chômage massif. M. Nora, au nom de cette commission, affirme catégoriquement que, pour économiser 150 milliards de devises, il faudrait "diminuer la production intérieure brute de 1.000 milliards, la consommation privée de 800, l'investissement de 250, augmenter la pression fiscale directe de 300 et diminuer les transferts sociaux de près de 200 milliards".

Je tiens cette affirmation pour indémontrée et, de ce fait, directement contraire à l'esprit scientifique dont les travaux de la commission doivent s'inspirer. La discussion est trop technique pour trouver place dans cette chronique, mais deux arguments sont aisément intelligibles.

Les connaissances statistiques ne sont pas telles que l'on puisse en garantir la précision à 10% près, 150 milliards d'importations représentent quelque 7% du total des importations de 1956 (2.109 milliards), 10% des importations en provenance de l'étranger. Tout le raisonnement revient implicitement à supposer que les quantités globales sont le résultat direct de décisions globales et non pas le résultat final de milliers de décisions individuelles. En d'autres termes, on suppose à l'avance inefficace le mécanisme des prix et la politique de crédit. On

pose dogmatiquement que la rigidité de l'économie française exclut les thérapeutiques classiques et que la flexibilité des dirigeants américains garantit une aide extérieure en proportion des besoins.

Étrange philosophie, qui combine la croyance à la fatalité du déficit et la foi au Père Noël.

Les comptes de la nation et les perspectives économiques

Le Figaro
5 avril 1957

Il y a une dizaine d'années, un ministre des Finances me refusait la communication des statistiques du revenu national en invoquant l'incertitude des chiffres et le risque de fausses interprétations. Fort heureusement, cet obscurantisme appartient au passé. Chaque année, la publication des comptes de la nation suscite intérêt et commentaires. La conviction est, désormais, unanime que la détermination d'une politique économique exige la connaissance des ressources existantes et des charges probables. Les fonctionnaires du ministère des Finances, chargés des études, ont largement contribué à cette meilleure information des parlementaires et de l'opinion. M. Gruson et ses collaborateurs ont rendu de grands services à l'État.

Je ne suis pas suspect de nourrir une quelconque hostilité à leur égard. Mais, je dois l'avouer, la lecture du rapport sur un projet de budget économique pour 1957 m'a profondément surpris.

Reportons-nous aux comptes de l'année 1956. Au 31 décembre 1955, la France disposait d'une encaisse-or de 301 milliards, de 200 milliards de disponibilités à vue et d'avoirs à l'U.E.P., de 194 milliards d'avances au Fonds de stabilisation des changes, soit, en tout, 695 milliards de francs. Une année après, le deuxième poste est tombé à 49 milliards, le troisième à 51, soit, en y ajoutant l'encaisse-or inchangée, 401 milliards, c'est-à-dire une diminution, en un an, de 294 milliards de francs. Si le déficit de 1957 était le même que celui de 1956, le total des réserves, encaisse-or comprise, serait d'environ 100 milliards de francs, à la fin de 1957. Le total des prêts possibles aux diverses institutions internationales reporterait l'échéance à quelques mois.

Pour l'année 1957, les rédacteurs du budget établissent d'abord un compte I, fondé sur l'hypothèse où l'on abandonnerait l'économie à elle-même, sans prendre aucune mesure pour limiter le déficit extérieur. En ce cas, le déficit des opérations courantes serait de 170 milliards supérieur à celui de 1956, autrement dit, l'encaisse-or elle-même serait liquidée d'ici à la fin de l'année. Manifestement, un tel budget est impossible.

Telle est, en effet, l'opinion des rédacteurs. Mais, ayant écarté l'hypothèse I, ils

ne suggèrent pas un programme d'action, susceptible de mettre fin à l'hémorragie de devises. Ils consacrent l'essentiel de leur rapport à une polémique contre l'école "restrictionniste", celle qui propose des mesures sur le crédit, la monnaie ou la demande. Ils affirment que toutes les mesures de cet ordre sont peu efficaces et coûteuses. Pour réduire les importations de 130 milliards environ, le produit intérieur brut devrait être réduit de 1.000 milliards.

Admettons que cette proposition soit rigoureusement exacte. Ne contestons aucun des arguments par lesquels les conseillers du ministre essaient de démontrer la quasi-impossibilité de l'équilibre. Au moins conviendrait-il de dégager clairement les conséquences du budget II, présenté en alternative au budget I. Ce budget II comporte un déficit des opérations courantes avec l'étranger de 200 milliards, supérieur de 30 milliards à celui de 1956.

Au cours des trois premiers mois de l'année 1957, le montant mensuel du déficit a été sensiblement supérieur à celui de 1956. Tout se passe provisoirement selon le budget I. Or, même dans l'éventualité du budget II, dès l'année prochaine, les réserves de devises seraient insuffisantes pour assurer les importations indispensables. Pourquoi dissimuler les implications évidentes du budget recommandé. Qu'on insiste sur les effets fâcheux des mesures globales, qu'on rappelle les conséquences, à terme déplorables, d'une déflation temporaire, soit. Mais pourquoi ne pas dire aux ministres que la politique suivie aboutit, à une échéance approximativement prévisible, à une crise plus grave que celle que risqueraient de provoquer, aujourd'hui, des mesures déflationnistes?

En bref, le budget II devrait être accompagné des réserves explicites, du style suivant: "Le maintien d'une expansion, à peine ralentie, est, à coup sûr, la moins mauvaise solution. Mais celle-ci n'est praticable qu'à la condition que la France soit en mesure d'emprunter, en 1958, 600 à 700 millions de dollars au minimum. Le retour à l'équilibre des comptes extérieurs exigera, si l'on continue l'actuelle politique, plusieurs années. Il incombe au gouvernement de savoir si l'on peut miser sur une aide extérieure de cette ampleur. Si, comme on a des raisons de le craindre, une telle aide est improbable, alors des mesures de rigueur s'imposent."

Les rédacteurs du rapport auraient dû, après le budget II, envisager un budget III, qui réduise substantiellement le déficit extérieur, dès l'année 1957. Au lieu d'énumérer infatigablement les raisons de ne rien faire et les difficultés de faire quelque chose, les experts auraient dû au moins indiquer les mesures qu'il faudra prendre si la France, en nation majeure, est condamnée ou résolue à se sauver elle-même.

Avant le plan de redressement

Le Figaro
19 avril 1957

Depuis quatre ans, l'économie française a connu une phase d'expansion dans la stabilité des prix sans précédent depuis 1914.

Les conséquences psychologiques de ces années prospères ont été plus profondes encore que les conséquences matérielles. Lentement l'idée s'insinuait dans les esprits que la croissance offre une meilleure chance d'améliorer le sort de tous que la redistribution d'un revenu national stationnaire. La nation commençait de croire à l'expansion et de secouer le poids des habitudes, les survivances du malthusianisme. Ainsi s'explique la lenteur avec laquelle dirigeants d'industries, hommes politiques, experts ont reconnu la nécessité de mesures restrictives. Fallait-il compromettre l'expansion dont on venait à peine d'éprouver les bienfaits? Ceux qui réclamaient des mesures rigoureuses pour réduire le déficit de la balance des comptes étaient accusés d'hérésie, c'est-à-dire d'hostilité à la sacro-sainte expansion.

Il est bon que l'expansion soit devenue sacro-sainte dans un pays qui l'a trop longtemps ignorée. On a raison de souhaiter que les mesures anti-inflationnistes ralentissent aussi peu que possible la progression industrielle. Nul, malheureusement, ne peut prévoir combien de mois s'écouleront avant que l'effet des mesures prises soit visible dans la balance des comptes, ni quel sera l'effet ultime de la politique visant à sauver les réserves de devises.

On a souvent invoqué l'exemple anglais contre ceux qui réclamaient des efforts vigoureux contre l'inflation. Les restrictions de crédit ont, depuis dix-huit mois, arrêté l'expansion outre-Manche. La production industrielle y a été, en 1956, à peu près au même niveau qu'en 1955. La stagnation n'a suffi ni à accroître substantiellement les exportations ni à rendre les prix plus compétitifs. Les salaires nominaux, en effet, ont continué de progresser de quelque 6 à 7% par an, hausse qui semble désormais institutionnelle, quelle que soit la conjoncture. Ou, du moins, pour refouler les demandes d'augmentations de salaires par l'action monétaire, il faudrait pousser celle-ci jusqu'au point où elle provoquerait un chômage important. Aucun gouvernement ne s'y résoudra. Stagnation et hausse des salaires nominaux signifient ensemble des prix de revient alourdis, donc l'échec de la tentative faite pour restaurer, avec l'équilibre des comptes extérieurs, les conditions d'une croissance dans la stabilité des prix.

À cette argumentation, on accordera immédiatement que la Grande-Bretagne n'est pas encore sortie de la crise. Des mesures restrictives qui arrêtent l'expansion industrielle sans arrêter le renchérissement de l'heure de travail sont à demi inefficaces. Mais le problème posé comporte-t-il une solution si l'on admet la fatalité de la hausse annuelle des salaires? En théorie, la solution serait dans une augmentation de productivité aussi rapide ou plus rapide que celle des salaires. Mais une telle augmentation de productivité, à son tour, risque d'exiger des investissements qui, à courte échéance, déclenchent un déficit des paiements extérieurs.

L'échec anglais, si échec il y a, n'en a pas moins mis fin à l'hémorragie de devises, ramené un léger excédent dans la balance des comptes extérieurs, en dépit d'événements défavorables. La France se réjouirait de connaître l'équivalent de "l'échec" anglais.

La situation française diffère d'ailleurs, à beaucoup d'égards, de la situation anglaise. Notre économie dépend moins du commerce extérieur. Elle a été affectée par la rigueur de l'hiver 1955-1956 et par la guerre d'Algérie. Elle est victime d'un excès généralisé: excès des dépenses publiques, excès des investissements publics et privés non compensés par une épargne suffisante. La lutte contre l'inflation ne doit pas se borner à une élévation du taux de l'escompte et à une limitation quantitative du crédit. Quel que soit le jugement que l'on porte sur la politique monétaire, celle-ci ne peut pas accomplir des miracles: elle n'est qu'un élément d'un tout.

La difficulté que le gouvernement éprouve à réaliser 250 milliards d'économies n'est pas surprenante. Les impôts supplémentaires qui vont être proposés à la rentrée parlementaire vont se heurter à des difficultés plus grandes encore. Or les économies prévues, à supposer qu'elles soient effectives, même combinées avec 150 à 200 milliards de rentrées fiscales nouvelles, ne promettent pas encore, à bref délai, le retour à l'équilibre. Normalement, des mois s'écoulent avant que la désinflation intérieure entraîne un renversement spectaculaire dans la balance des comptes extérieurs. En d'autres termes, les mesures envisagées, insuffisantes par rapport aux besoins, risquent de paraître excessives à une opinion mal informée, à laquelle on n'a pas appris en temps opportun les causes et les effets d'une pénurie de devises.

Il n'est pas interdit d'espérer que nous trouvions une aide extérieure, à condition que nos gouvernants fassent la preuve que la France est résolue à s'aider elle-même. Les rumeurs sur les conditions posées par les prêteurs

éventuels ne reposent, à ma connaissance, sur rien. Mais ces rumeurs, en elles-mêmes déplorables, pourraient être utiles si elles convainquaient gouvernants et gouvernés que les nations, comme les individus, ne trouvent à emprunter qu'à condition d'inspirer confiance. L'acceptation passive du déficit extérieur, depuis un an, a entamé un capital de confiance que la France doit reconstituer non par des discours mais par des actes.

La crise au milieu de la prospérité

Le Figaro
6 mai 1957

La France est menacée d'une crise économique grave et tout se passe comme si l'opinion se refusait à en prendre conscience. D'ici peu de mois, les réserves de devises seront épuisées et le stock d'or lui-même n'offre qu'un répit supplémentaire de courte durée. À ce moment, le ravitaillement de l'industrie en matières premières et en énergie sera en péril. Pour acheter du charbon ou du pétrole, de la laine ou du cuivre, il faut des dollars ou des livres, éventuellement des marks ou des francs belges: nous risquons de n'en plus avoir. Des publicistes ignorants se demandent encore s'il faut ralentir l'expansion pour rétablir l'équilibre des comptes extérieurs. S'imaginent-ils que les dollars tombent du ciel quand les caisses sont vides?

L'inconscience de l'opinion s'explique par le fait incontestable de la prospérité intérieure. La production industrielle continue à progresser à l'allure de 10% par an. Les répercussions de la fermeture du canal de Suez ont été moindres qu'on ne le craignait. Les conditions atmosphériques ont été meilleures cet hiver que l'hiver dernier et l'on compte sur de bonnes récoltes. Investissements publics, investissements privés, consommation des administrations et du public, tous ces postes sont en expansion. Comment le pays n'éprouverait-il pas une impression d'euphorie? Malheureusement, cette euphorie semi-inflationniste est la cause même du déficit des comptes extérieurs.

L'opinion anglaise sait, depuis longtemps, ce que signifie la perte de devises: la population des Îles Britanniques importe plus de moitié de sa nourriture. Les devises ne sont plus une abstraction outre-Manche, elles y représentent du pain, de la viande, du coton, du pétrole; en bref, les ressources indispensables à la vie des hommes et à l'activité des usines. Les Anglais, du haut en bas de l'échelle sociale, n'ignorent pas que pour vivre à cinquante millions sur un territoire étroit, ils doivent commercer, transformer les matières premières reçues du dehors et vendre des produits fabriqués. Quand, il y a deux ans, les réserves de devises commencèrent à baisser, le gouvernement britannique prit des mesures. Certes, le prix du retour à l'équilibre fut lourd. Au cours des derniers dix-huit mois, les indices restèrent stables. Pour rétablir l'équilibre, on dut consentir à la stagnation. Il se peut que nos voisins aient commis des fautes et que les mesures restrictives, qui n'ont pas arrêté la hausse des coûts de revient, n'aient pas apporté non plus

une véritable solution. Du moins, l'hémorragie de devises a été arrêtée et on entrevoit une nouvelle phase d'expansion.

L'opinion française n'a jamais compris ce que signifie, pour un pays industriel pauvre en matières premières, le déficit des comptes extérieurs. Avant 1914, le revenu des capitaux placés au dehors nous permettait un déficit commercial, d'autant plus que l'industrie française n'exigeait pas encore d'importations considérables. La stabilisation du franc, accomplie par Raymond Poincaré après plusieurs années de dévalorisation monétaire, confirma les Français dans leur interprétation magique des phénomènes: ni le mécanisme de la dévalorisation ni celui de la stabilisation ne furent exactement compris.

Quand survint la crise mondiale et que dollars et livres furent dévalués, opinion et gouvernants réagirent, en France, à contretemps. On prolongea la déflation par une volonté farouche et insensée de maintenir un taux de change impossible, on sacrifia l'économie à la monnaie.

Vingt ans plus tard, on commet une erreur de sens contraire: industriels, ouvriers, fonctionnaires, hommes politiques, ont si bien compris la nécessité de l'expansion qu'ils rejettent toute autre considération. L'opinion entière - et pas seulement les ministres - n'a pas encore reconnu les servitudes de l'industrialisation.

En dix ans, la France s'est transformée. La production industrielle est aujourd'hui à peu près le double de ce qu'elle était à la veille de la deuxième guerre mondiale. Du coup, notre pays est devenu plus dépendant du dehors qu'il ne l'était. La croissance en elle-même est un bien, elle est la condition du bien-être, du progrès social, mais elle ne fait pas de miracle. Un pays industriel qui ne possède pas les matières premières dans son sous-sol est, pour ainsi dire, une usine de transformation. L'exportation n'est pas pour lui un luxe mais une ingrate nécessité. Il doit vendre non ce qu'il a en trop et qu'il ne sait pas comment utiliser, mais les marchandises mêmes auxquelles il tient le plus, afin de financer ses achats au dehors. Quand la balance des comptes est en déficit, il ne s'agit pas d'une crise mineure, qu'on laissera aux experts le soin de résoudre. La vie de la collectivité est en cause et le président du Conseil même si, comme M. Guy Mollet, il se déclare incompetent, doit agir.

Cette prise de conscience a fait défaut. La conséquence a été une carence générale. Ni la presse, ni le Parlement, ni le gouvernement n'ont fait leur devoir. Tout le monde s'est félicité des statistiques de la production, personne n'a accordé aux statistiques des comptes extérieurs l'attention qu'elles exigeaient.

Aujourd'hui, il ne reste plus guère de liberté de manœuvre. Le gouvernement propose des mesures qu'il aurait dû prendre il y a un an, assez impopulaires pour susciter la réprobation des démagogues et pourtant dérisoires auprès de celles qu'appelle impérieusement la situation.

La crise au milieu de la prospérité. Les nécessités du redressement

Le Figaro
7 mai 1957

Le déficit des comptes extérieurs a des causes multiples, que les experts énumèrent sans peine.

La France doit importer un tiers de l'énergie qu'elle consomme, un pourcentage élevé de ses matières premières, et les producteurs français ne sont pas tous convaincus de l'impérieuse nécessité de vendre au dehors. On a développé les industries en fonction de la demande intérieure, sans se soucier des exportations. Quoi d'étonnant que celles-ci ne progressent pas à la même allure que les importations? C'est à la nation entière qu'il faut inculquer la volonté d'exporter, complément indispensable de la volonté de produire.

Malgré tout, il serait naïf d'attendre de l'exploitation du pétrole du Sahara la fin du déficit des comptes extérieurs. D'abord, nous n'avons pas les moyens d'attendre, ensuite l'achat en francs de 20 millions de tonnes de pétrole brut ne réduirait que de quelque 250 à 300 millions de dollars nos débours en devises. Faut-il rappeler que le total de nos achats à l'étranger monte, en 1956, à 1.500 milliards de francs (soit 4,3 milliards de dollars). Si l'on prétend faire trop de choses à la fois, si la demande intérieure dépasse les ressources disponibles, si, en une année de mauvaise récolte, on vote des dépenses sociales supplémentaires, si l'on mène une semi-guerre sans en assurer le financement, le déficit des comptes extérieurs est inévitable, quelle que soit la richesse du sous-sol au Sahara ou en Aquitaine.

Au bout de quatre ans, l'expansion crée d'elle-même un risque d'inflation. En tout état de cause, il aurait fallu, en 1956, prendre des précautions. Or, dans une conjoncture d'expansion à la limite de l'inflation, les gelées de l'hiver 1955-1956, les événements d'Algérie ont constitué des facteurs de demande supplémentaire et d'offre réduite. On a résolu de freiner la hausse des prix, quitte à peser sur les cours par des importations. Inévitablement, le marché national absorbe un pourcentage croissant des ressources, l'incitation à vendre au dehors est étouffée quand on écoule sans peine à l'intérieur une production qui n'arrive pas à satisfaire la demande. La condition première d'un redressement, c'est de libérer les marchandises pour l'exportation par des mesures de restriction portant sur

tous les postes, crédit, investissements, consommation.

Le gouvernement vient de dresser un programme de restrictions, qui, sur le papier, s'élèverait à 400 milliards, 250 d'économies, 150 d'impôts. Mais le déficit des comptes extérieurs, à en juger d'après les premiers mois de l'année, ne serait pas inférieur à ce montant. On ne sait pas quel est le rapport exact entre diminution de la demande intérieure et diminution du déficit extérieur (il dépend de plusieurs circonstances, en particulier de l'usage qui aurait été fait du pouvoir d'achat supprimé par les économies ou les impôts), mais ce rapport ne saurait-être de 1 à 1. Prises il y a un an, ces mesures auraient probablement ralenti la perte de devises; à l'heure présente, suffiront-elles à donner un répit?

Peut-être le gouvernement sera-t-il obligé de suspendre la libération des échanges. Faute d'avoir pris à temps des mesures pour combattre les causes du déficit, il tenterait d'en atténuer les effets. Une telle décision serait déplorable, contradictoire avec la politique du marché commun, qui risque de provoquer des représailles et qui devrait être la préface à un programme à long terme de redressement.

De la crise actuelle, le gouvernement socialiste est loin d'être seul responsable. Les années précédentes furent brillantes, mais les ministres modérés avaient commencé ces pratiques, en apparence subtiles mais à terme ruineuses, qui prétendent substituer aux mécanismes normaux l'intelligence des fonctionnaires. Primes à l'exportation, taxes à l'importation créaient, en réalité, des francs multiples, camouflés par la permanence du taux officiel.

Le vote de la loi d'échelle mobile a introduit une complication supplémentaire. Au lieu de relever le salaire minimum, on a maintenu celui-ci au niveau antérieur, alors que la masse des salaires réels s'élevait de 20 à 25%. Aujourd'hui, le relèvement du S.M.I.G. risquerait de provoquer une nouvelle hausse des salaires au moment le plus défavorable.

Ce n'est pas tout. Pour maintenir la stabilité des prix et surtout de l'indice, on a été amené de proche en proche à fausser toutes les relations de prix. Le charbon est-il rare? Pendant des mois on décrète que le prix ne montera pas avant de se résigner à l'inévitable. La viande de bœuf est-elle trop demandée? On ne peut tolérer que le prix monte puisqu'il figure dans l'indice. On réduit artificiellement l'écart entre le cours de la viande de bœuf, qui est rare, et celui de la viande de porc, qui est abondante. Et l'on s'étonne ensuite du déficit des comptes extérieurs.

Un programme de redressement à long terme n'exige pas seulement que les

producteurs donnent la priorité à la vente au dehors, que le gouvernement réduise les dépenses publiques et prenne des mesures générales de restriction. Il faut aussi que gouvernants et fonctionnaires cessent de miser sur l'ingéniosité et sur la ruse et consentent à ne plus méconnaître les leçons élémentaires. À force de raisonner en termes de quantités globales, on oublie que celles-ci dépendent de millions de décisions individuelles. On commence par tourner une législation rigide et l'on finit par en être prisonnier. L'intervention administrative appelle sans cesse de nouvelles interventions. Un jour, il faudra rentrer dans la vérité.

La France pourra probablement obtenir de ses partenaires, en Europe et outre-Atlantique, une aide pour traverser une phase difficile, mais l'humiliation serait amère si les prêteurs posaient des conditions qu'avec un minimum de courage et de clairvoyance nous pourrions réaliser tout seuls.

L'épargne intérieure et l'équilibre des comptes

Le Figaro
28 juin 1957

L'excédent, l'équilibre ou le déficit des paiements courants ne sont pas des phénomènes isolables, dont la cause unique serait un certain taux monétaire, un niveau donné de la production ou de la productivité, une répartition particulière des marchandises exportées entre produits alimentaires, demi-finis ou finis. L'ensemble d'une économie s'exprime dans les chiffres de la balance des comptes extérieurs.

Rien n'est plus utile que d'envisager la crise française à la lumière de théories ou de concepts divers. Quelques experts utilisent la méthode de quantités globales et de biens réels. Ils décomposent les importations, constatent la part des matières premières et des produits énergétiques; ils décomposent de même les exportations, se demandent sur quels postes pourraient porter les augmentations, quels produits seraient susceptibles d'être vendus au dehors. Une telle méthode conduit normalement à recommander des mesures sélectives pour libérer, en des secteurs bien choisis, des biens exportables.

Une autre méthode consiste à étudier le problème à partir du déséquilibre intérieur, en s'attachant à l'examen des flux monétaires. Le déficit extérieur est le reflet de l'inflation intérieure. Que l'on mette au jour les causes de l'inflation et l'on aura, du même coup, indiqué les points d'application de la politique nécessaire.

À cette deuxième école appartient l'étude contenue dans les premiers chapitres du rapport de la Banque des Règlements internationaux. Cette étude s'efforce de déterminer le montant de l'épargne dans les principaux pays, la part de l'État, des entreprises et des personnes privées dans l'épargne totale et d'expliquer l'état des comptes extérieurs par l'abondance ou l'insuffisance de l'épargne.

Prenons le cas de la France. En pourcentage du produit national net aux prix du marché, l'investissement total a oscillé entre 13,3 en 1950 et 9,2 en 1956, en passant par 8,0 en 1953 et 11,2 en 1955. Mais ni l'épargne des ménages ni celle des entreprises n'ont progressé. La première passe de 7,4 en 1950 à 6,1 en 1956; la seconde passe de 4,1 à 4,6, pendant ces mêmes années. Mais, entre temps, l'épargne des administrations, positive à 1,8, en 1950, est devenue négative, -

1,5, en 1956. L'investissement total n'a été réalisé que par un déficit de la balance des comptes. Alors que la contribution de l'ensemble des administrations publiques (y compris les institutions d'assurances sociales) aux épargnes nationales nettes s'est élevée à 235 millions de livres dans le Royaume-Uni, à 15,6 milliards de marks en Allemagne, le montant est négatif de 245 milliards de francs en France.

La décomposition de l'épargne et de l'investissement entre les trois secteurs administrations publiques, entreprises, ménages, révèle plus clairement encore la responsabilité des administrations publiques dans la crise actuelle. L'épargne nette des ménages est restée stable en 1950 par rapport à 1955 (1.011 contre 1.001 milliards), mais la formation nette des capitaux s'est élevée à quelque 400 milliards, laissant un excédent à peu près constant de l'ordre de 600 milliards. L'épargne nette des entreprises est restée, elle aussi, à peu près stable, mais la formation nette des capitaux a progressé (de 779 milliards en 1955 à 1.134 en 1956), de telle sorte que le bilan épargne-investissement est négatif de 378 milliards. Enfin, les comptes des administrations publiques révèlent une épargne négative de 218 milliards, à quoi s'ajoutent 347 milliards d'investissements, d'où un déficit total de 593 milliards. L'excédent des ménages équilibre approximativement le déficit des administrations publiques. Le déficit des entreprises est approximativement égal à celui de la balance des comptes.

Il va de soi que les statistiques consignent des résultats comptables, elles ne dégagent pas les mécanismes. Il n'y a pas de rapport direct de causalité entre insuffisance de l'épargne et déficit des comptes extérieurs. Mais le rapport n'en existe pas moins: l'excès de la demande intérieure, par des canaux multiples, restreint les ventes et gonfle les achats au dehors.

La contre-épreuve, pour ainsi dire, est fournie par le cas allemand. L'épargne nationale nette n'a, depuis 1951, cessé d'être supérieure à l'investissement national brut (abstraction faite de l'excédent des comptes extérieurs). Ce dernier a été constamment élevé: 18,6% du produit national net aux prix du marché en 1951, 20,1% en 1955, 19,2% en 1956. Mais l'épargne atteint, en ces mêmes années, 20,4% du produit national net, 21,2% et 21,4%. En particulier, l'apport des administrations publiques a été considérable. Il s'est élevé, alors que celui des ménages et des entreprises tendait à la stabilité ou à la baisse: 9,4% en 1956 contre 8,0% en 1951 et 4,0% en 1950. L'État allemand accumule de l'épargne en dépit de l'excédent des comptes extérieurs. L'État français, bien loin de contribuer à l'épargne nationale, prélève sur celle des personnes privées, en dépit

du déficit des comptes extérieurs.

Ce contraste n'est pas la seule cause, mais il est une des causes principales de la divergence entre l'évolution de la France et celle de la République fédérale.

Mesures d'urgence

Le Figaro
12 août 1957

Le chiffre du déficit français à l'Union européenne des paiements au mois de juillet (132 millions de dollars) avait une signification difficile à méconnaître: le franc était soumis à une redoutable pression; la spéculation s'ajoutait aux causes durables de la pénurie de devises. L'attente d'une opération monétaire risquait de rendre celle-ci nécessaire. Il était temps d'agir et, par des mesures d'urgence, de rompre le cycle fatal.

Le régime des échanges extérieurs était devenu d'une extrême complexité où quelques esprits subtils voyaient la marque de l'intelligence, mais que tous les experts jugeaient finalement déplorable. À l'exportation, les taux de remboursement des charges sociales variaient d'entreprise à entreprise, sans que des inégalités fussent justifiées par les mérites ou les besoins des exportateurs. À l'importation, la taxe temporaire de compensation ne frappait qu'une fraction des marchandises achetées au dehors. Le système équivalait à établir des taux de change multiples, contre l'esprit des règlements internationaux et contre l'intérêt profond de l'économie française.

La première considération qui a dicté les décisions de M. Félix Gaillard me paraît la suivante: ne plus ruser avec la réalité et revenir aux faits. L'écart entre prix français et prix étrangers s'est élargi. Il serait vain d'espérer un rétablissement de l'équilibre des comptes extérieurs, si l'on abandonne les exportateurs à eux-mêmes et si l'on mise sur le seul contingentement pour freiner les importations.

D'autre part, dans le climat actuel, le mot de dévaluation risquerait de susciter des mouvements dangereux. Le gouvernement est donc tenu - et pour l'instant on lui donnera raison - à la formule d'aide à l'exportation et de taxe à l'importation, mais en substituant l'uniformité à la différenciation.

Au lieu de calculer le taux d'aide à l'exportation d'après le pourcentage des salaires dans chaque entreprise - calcul difficile, injuste, économiquement absurde - le remboursement sera automatiquement de 20% de la valeur de l'exportation. En liant le remboursement au rapatriement des devises, on espère accélérer celui-ci. Par le relèvement à 20% du plafond, qui était auparavant de 15%, le gouvernement se borne à reconnaître une détérioration du rapport entre prix français et prix étrangers.

Le même taux de 20% est appliqué à la taxe sur les importations, mais avec une exception importante: énergie, produits sidérurgiques, matières premières textiles, environ 40% des produits achetés au dehors ne paieront pas la taxe. On a craint de mettre en cause la stabilité des prix intérieurs. À titre provisoire, cette exception est peut-être admissible. Mais on voit mal à la longue comment on pourrait maintenir en faveur de certaines matières premières un tel privilège de prix. Pourquoi les industries textiles achèteraient-elles le coton et la laine 20% au-dessous du cours auquel elles vont vendre désormais leurs exportations? Une provision de 50%, au moment où les importateurs achètent des devises à terme, devrait freiner la demande de devises au cours des prochains mois et remplir la fonction que l'on avait vainement attribué à l'obligation de déposer 50% de la valeur des importations, au moment de la demande de licence.

Enfin, le même taux de 20% est appliqué aux opérations non commerciales: tourisme, investissement des capitaux étrangers en France. Le maintien de la parité monétaire équivalait à détourner les étrangers de la France, à inciter les Français à voyager à l'étranger. Le mécanisme avait joué parfaitement. Les Français recevaient au moins 20% de trop de devises, ils prenaient volontiers leurs vacances au dehors.

Les étrangers se ravitaillaient en francs au marché parallèle, séjournaient le moins possible en France. Là encore, l'application du taux uniforme de 20% nous fait sortir de la fiction et nous rapproche de la vérité.

Des mesures d'urgence devraient suffire à provoquer une détente et à donner au gouvernement le loisir de préparer un plan d'ensemble. L'incroyable politique suivie depuis dix-huit mois, dont nous avons infatigablement dénoncé les erreurs, conduisait à la crise présente. On vient de parer au plus pressé. L'essentiel reste à faire. C'est l'inflation intérieure qui a provoqué le déficit des finances extérieures. C'est l'inflation intérieure qu'il faut juguler si l'on veut rétablir l'équilibre des finances extérieures, en même temps que de l'économie tout entière.

Après les mesures d'urgence. Un plan de redressement s'impose

Le Figaro
13 août 1957

L'enthousiasme avec lequel le président du Conseil avait salué la victoire remportée par le gouvernement sur ses propres dissensions prêtait quelque peu à sourire. On était tenté de rappeler que les 600 milliards d'économies se définissent non par rapport au budget de l'an dernier, mais par rapport aux propositions des services, qui, dans un régime normal, n'auraient même pas dû être publiées. Malgré tout, ces joutes entre ministres sur la place publique ont peut-être eu quelque avantage: elles ont donné à M. Félix Gaillard une autorité qui le servira dans les semaines à venir.

Les circonstances l'ont obligé à prendre des mesures d'urgence pour parer à l'hémorragie de devises. La généralisation du taux de 20% à l'exportation et à l'importation devrait donner un répit, rendre confiance aux exportateurs, freiner les achats au dehors. Pour que le répit soit durable, il faut un programme d'ensemble.

Un premier chapitre serait constitué par les multiples mesures partielles que l'ingéniosité et la science des fonctionnaires parviendront à percevoir. Ayant suspendu la libération des échanges, les administrations vont s'efforcer d'interdire les importations dites inutiles, tout en regardant les importations dites indispensables. De même, ils vont passer en revue les branches d'industrie, les unes après les autres, favorisant celles qui sont capables d'exporter, indifférents à l'égard de celles qui ne le peuvent pas. Plus fidèles qu'ils ne le croient à la tradition de Colbert, tout en se croyant disciples de lord Keynes, les ministères vont créer, avec la carte d'exportateur, une Légion d'honneur pour les industriels qui vendent au dehors. Faisons-leur confiance pour le détail et souhaitons que les arbres ne leur dissimulent pas la forêt.

À un second chapitre appartiennent les mesures destinées à accroître la production des marchandises dont la demande dépasse l'offre sur le marché intérieur. Le cas le plus spectaculaire est celui de la viande de bœuf. Pour éviter la hausse de l'indice des 213 articles, on a laissé se dévaloriser la viande de bœuf par rapport aux autres produits agricoles. Ainsi doit-on ou bien en importer aux dépens de nos réserves de devises ou bien laisser monter le prix pour le plus

grand mal de l'indice. Par une manipulation des coûts relatifs, on s'efforcera d'encourager dans l'immédiat la consommation de porc et de volailles, à terme l'augmentation du cheptel bovin. Cette réforme ne va pas sans difficulté, parce qu'elle ne doit pas entraîner une hausse du prix de la vie.

À un troisième chapitre appartiennent les mesures qui visent à liquider l'héritage des subventions et des détaxations, qui grèvent les finances publiques et faussent les rapports de prix. Mais la liberté d'action du gouvernement est limitée par le souci de ne pas provoquer une montée trop rapide de l'indice.

On en vient ainsi à un chapitre plus important et proprement décisif. Que faire pour éviter un nouveau cycle de hausses de prix et de salaires? La réponse est double: pour que ne joue pas la loi d'échelle mobile, il faut maintenir aussi stables que possible les cours des marchandises de grande consommation. Pour que les entrepreneurs n'accordent pas trop aisément et que les ouvriers ne revendiquent pas irrésistiblement les relèvements de salaires, il faut que s'atténue la pénurie de main-d'œuvre. Démobilisation de 130.000 hommes, immigration, répondent à cette dernière nécessité. Mais on aurait tort de croire que ces mesures nécessaires seront, d'ici à septembre, suffisantes. Dès lors, on en vient à envisager des mesures globales, à beaucoup d'égards regrettables, mais aujourd'hui indispensables. Depuis dix-huit mois, les restrictions du crédit ont été singulièrement timides.

Le moment est venu où, pour renforcer la déflation, on ne doit pas reculer devant les restrictions extrêmes.

Bien sûr, tout le monde préférerait des mesures dites sélectives, c'est-à-dire portant sur les seuls produits susceptibles d'être exportés, sur les seuls revenus qui s'emploieront en biens importés ou exportables. À quoi bon réduire la consommation qui n'intéresse pas l'industrie exportatrice? Ce raisonnement, qui revient régulièrement sous la plume des commentateurs et des ministres français, n'avait pas échappé aux experts étrangers. Mais ceux-ci, forts de l'expérience, pendant que les gouvernants ne disposent pas d'instruments d'une précision suffisante pour équilibrer les échanges extérieurs sans agir sur le volume total de la demande, donc sur le rythme de l'expansion.

Que l'on impose des taxes indiquées sur certains produits fabriqués afin d'en accroître les exportations, soit. Mais que l'on n'oublie pas la condition indispensable de tout redressement: réduire la demande totale afin d'arrêter la hausse des prix et des salaires, afin de diminuer le suremploi.

Le budget de 1958, tel qu'il vient d'être établi, n'est pas, quoi qu'on en dise, un

budget d'austérité. Il ne rend pas l'inflation fatale, il est encore plus loin de la conjurer.

La première étape

Le Figaro
22 août 1957

M. Félix Gaillard s'est acquis, en quelques semaines, une autorité dont il aura grand besoin dans les mois qui viennent. Mais on ne sert pas un ministre en lui prodiguant les éloges ou en exagérant la portée des mesures dont plusieurs étaient imposées par les circonstances et dont l'ampleur est encore limitée.

Le ministre des Finances s'est résigné à la hausse du S.M.I.G. et à une opération monétaire que nous désignerons, selon les termes choisis par les autorités, comme "une réorganisation du commerce extérieur". (Les Français sont, paraît-il, comparables aux tribus primitives, sensibles à l'efficacité, bénéfique ou maléfique, des mots.) Il a imposé une limitation des dépenses publiques et promulgué un plan agricole que le Commissariat au plan et le ministère de l'Agriculture étudiaient depuis longtemps.

En quoi la réorganisation du commerce extérieur diffère-t-elle de l'opération qu'en une autre époque en serait appelée dévaluation? La différence principale est que 40% des importations sont exemptées de la taxe de 20%. Autrement dit, plusieurs branches de l'industrie se procureront les matières premières 20% moins chers qu'elles n'auraient dû les payer en cas de modification pure et simple de la parité monétaire. Cette exemption peut avoir trois objectifs: désarmer certaines oppositions, réduire la hausse des prix intérieurs, donner à quelques industries une aide supplémentaire à l'exportation. Subsidiairement, cette méthode donne une garantie du rapatriement des devises par les exportateurs. Enfin, théoriquement, elle n'engage pas l'avenir. La taxe de 20% peut être, à volonté, relevée ou diminuée.

La pression sur le franc était telle que le gouvernement était obligé d'agir. Puisque l'on s'était laissé acculer à une opération à chaud, le procédé choisi est probablement le meilleur. Non pas que les "répercussions psychologiques" dépendent réellement du langage employé. La réforme du commerce extérieur n'entraînera par elle-même presque aucune hausse des prix, parce que les marchandises importées ne représentent qu'une faible proportion des ressources nationales et que la réorganisation n'affecte qu'une partie des marchandises importées.

Il ne s'ensuit pas que le nouveau régime du commerce extérieur doive être tenu pour permanent. Pourquoi affirmer le caractère définitif d'un régime

transitoire? Non que le taux de 20% doive être demain insuffisant: tout dépend, à cet égard, du mouvement des prix, au cours des prochains mois. Mais le jour où la parité entre prix français et prix étrangers serait établie, il serait impossible de continuer à exempter les matières premières de la taxe.

À chaque jour suffit sa peine. Ne marquons pas du sceau de l'éternité des mesures d'urgence, justifiées en tant que telles.

Le gouvernement a réduit de plus de 500 milliards le projet de budget qui résultait, pour l'essentiel des budgets antérieurs et des lois votées. Ces économies sont effectives, elles portent sur des dépenses prévues. Disons même, si l'on veut, avec le président du Conseil, qu'il s'agit là d'un effort sans précédent.

Si l'homme politique mesure le budget réel à ce qu'il aurait pu être et aux demandes qu'il a dû rejeter, l'économiste est bien forcé de comparer les dépenses de 1958 au budget de 1957 et aux ressources nationales. Or, les dépenses totales de 1958 seront de 8% en augmentation sur le projet de budget de 1957, bien que, grâce à l'augmentation des recettes, l'impasse doive être réduite de quelque 200 milliards. Le budget de 1958 demeure un budget d'expansion et le problème est entier de savoir comment retourner la tendance des échanges extérieurs dans une économie en plein emploi. La réorganisation du commerce extérieur y suffira-t-elle? D'aucuns l'espèrent. On souhaite que les événements leur donnent raison.

On a félicité le ministre du choix des restrictions. Dépenses civiles en capital, fonds de développement économique, construction immobilière, bénéficient de dotations en progrès sur l'an dernier. On ne peut juger du choix des économies sans des études détaillées. En gros, tout le monde reconnaît que mieux vaut rogner sur les dépenses improductives que sur les investissements.

Pourtant, même en théorie, deux réserves s'imposent. Un montant élevé d'investissements est souhaitable dans la mesure où une épargne suffisante permet de les financer sans inflation. Faute de cette épargne, le programme d'investissements risque d'être incompatible avec le rétablissement de l'équilibre des comptes extérieurs. De plus, il ne sert de rien de voter des crédits supplémentaires si la pénurie des moyens de production est telle que les dépenses font monter les prix et non croître la production. Dans la construction, les prix ont beaucoup monté depuis deux ans. L'état des marchés importe autant, dans la répartition des économies, que l'alternative sommaire: "dépenses productives, dépenses improductives".

Les événements seuls permettront de juger le plan agricole. Quant au décrochage du S.M.I.G., que M. Gaillard ne pouvait éviter, il ne devrait pas

provoquer, par lui-même, un gonflement massif des salaires. Mais il ne représente qu'un élément de la conjoncture. Depuis quatre ans, les salaires nominaux ont progressé de 6 à 10% par an. Jusqu'au milieu de 1956, le prix de la vie était resté à peu près stable. Il n'est pas impossible d'accorder des hausses de salaires en proportion de la montée du prix de la vie, mais ces hausses de salaires ne peuvent, cette année et l'année prochaine, assurer en même temps un relèvement proportionnel du salaire réel.

Dans l'immédiat, il s'agit d'éviter qu'une hausse générale des salaires, s'ajoutant aux relèvements déjà accordés au cours du premier semestre, n'efface les effets de la réorganisation du commerce extérieur. Telle est la tâche qui attend le ministre des Finances et de l'Économie.

De M. Ramadier à M. Gaillard

Le Figaro
4 septembre 1957

Suspension de la libération des échanges, réorganisation du commerce extérieur et opération 20%, blocage des prix: plus que jamais la politique économique de la France, quel que soit le ministre des Finances, est caractérisée par la substitution aux mécanismes des prix de l'action administrative.

M. Gaillard était arrivé rue de Rivoli avec l'intention, semble-t-il, de rompre avec les artifices. Il laissa le S.M.I.G. franchir le seuil fatal de 149,1. Il simplifia le régime d'aide à l'exportation et de taxe à l'importation. Mais M. Ramadier aurait probablement cédé, lui aussi, sur ces deux points, parce que les circonstances étaient contraignantes. Ces mesures prises, Gaillard revient au blocage des prix, qui avait longtemps servi à son prédécesseur. Il va plus loin que lui, puisqu'il prétend empêcher les chefs d'entreprise de répercuter dans leurs prix de vente les hausses du coût de revient imputables au relèvement du prix des matières premières importées.

Tout le monde connaît les inconvénients d'un blocage général des prix. Pour empêcher la hausse du cours du bifteck, on interdit de demander 100.000 francs de plus à l'acheteur d'une automobile de un million. Bien évidemment, M. Gaillard, quand il n'est pas ministre des Finances, n'est pas plus favorable que moi au blocage des prix, il sait que la stabilité des prix n'exclut pas des mouvements de différents prix les uns par rapport aux autres. S'il a recouru, en dépit toutes les objections, à cet expédient, c'est qu'il n'a pas vu d'autre moyen d'éviter de plus grands maux.

L'opération 20% ne représentait pour le commerce extérieur qu'une faible dévaluation, puisque le remboursement aux exportateurs oscillait entre 7 et 15% et que la taxe à l'importation avait été récemment portée à 15%. Le changement n'atteint 20% que pour les règlements non commerciaux, traités auparavant au cours officiel du franc. Les résultats obtenus au cours des dernières semaines, dont certains ministres ont tort de se féliciter bruyamment, sont à la fois satisfaisants et précaires. Le déficit des mois antérieurs était gonflé par la prévision d'une modification de la parité monétaire. Cette modification intervenue, les importateurs ralentissent leurs achats, les exportateurs rapatrient leurs devises. Il faut attendre plusieurs semaines encore pour savoir si nos comptes extérieurs tendront vers un équilibre réel.

L'espoir d'équilibre se dissiperait si, entre temps, la hausse des prix intérieurs suscitait la défiance à l'égard du franc et répandait au dehors la conviction que le taux de change récemment établi ne répond pas, lui non plus, aux réalités économiques. Le succès de l'opération 20% dépend donc, en première ligne, de l'évolution des prix intérieurs.

De quels moyens disposait M. Gaillard pour empêcher la hausse des prix que toute manipulation monétaire risque de provoquer? Ouvrir les frontières aux marchandises étrangères? En l'état actuel de notre balance des comptes, il n'y fallait pas songer. Au contraire, la suspension de la libération des échanges a pour fin d'arrêter toutes les importations non strictement indispensables, autrement dit toutes celles qui pourraient faire concurrence à des marchandises françaises. Pas davantage des "importations de choc" de produits alimentaires n'entraient en ligne de compte: les récoltes sont bonnes et le Fonds de stabilisation des changes est à sec. M. Gaillard en était réduit à l'usage de deux moyens: le décret et la radio ou, si l'on préfère, le contrôle et la psychologie.

Il a donc décrété que les prix industriels, mises à part quelques dérogations, seraient bloqués au niveau du 31 juillet. En ce qui concerne les prix des produits alimentaires, il a combiné des méthodes diverses (fixation du prix du blé en baisse, taxation de certains légumes, etc.) qui ont provoqué une tempête de protestations dans le monde paysan. Le mécontentement des industriels, pour être moins bruyants, n'en est pas moins réel, mais il varie selon les secteurs et même selon les entreprises.

Au reste, ni l'attitude des agriculteurs ni celle des entrepreneurs ne constitue, pour l'instant, le facteur décisif. Le blocage des prix industriels a une fonction plus psychologique qu'économique. Si l'on interdit toutes les hausses de prix, c'est pour empêcher que les hausses légitimes n'entraînent, par contamination, des hausses illégitimes, c'est pour que le spectacle de la stabilité apaise les revendications des salariés et que l'interdiction des hausses de prix oblige les employeurs à résister aux revendications.

De 1954 à 1956, d'après le rapport annuel de la Banque des règlements internationaux, les salaires réels ont progressé, en France, de 20,6%. Cette progression exceptionnellement rapide (au cours de la même période, elle n'a été, en Allemagne, que de 12,1%, aux États-Unis de 10,9%, en Grande-Bretagne de 5,9%) a été possible grâce à une hausse, elle aussi exceptionnellement rapide, de la productivité dans les industries de transformation (7,3%, 8,1% et 8,1% en 1954-55-56). On peut espérer que la productivité continue cette année à

progresser, mais une progression comparable à celle des dernières années ne permettra pas d'absorber *simultanément* une hausse des salaires nominaux aussi forte que l'an passé, et les autres augmentations du coût de revient. Quoi qu'il arrive, les salaires réels ne s'élèveront pas, en 1957 et en 1958, aussi vite qu'au cours des trois années précédentes. Le gouvernement s'efforce de convaincre les syndicats et les ouvriers qu'il est de leur intérêt d'accepter le ralentissement du progrès dans la stabilité plutôt que dans la course des salaires et des prix. Il s'efforce en même temps d'obliger les employeurs à jouer la carte de la stabilité par la restriction du crédit et le blocage des prix.

La propagande et l'administration peuvent-elles se substituer aux mécanismes traditionnels dans une économie en plein emploi? Le succès de l'expérience serait riche d'enseignements, puisque tous les pays occidentaux sont en quête d'une méthode de défense contre l'inflation et, en particulier, l'inflation salariale. Mais le succès n'est pas encore acquis.

Les Français sont-ils rebelles à la raison économique?

Le Figaro
18 septembre 1957

Si l'on considère la politique économique du gouvernement dans son ensemble, on ne peut que l'approuver. Mettre fin aux pertes de devises par la pseudo-dévaluation, lutter contre l'inflation par la réduction de la demande intérieure, rétablir l'équilibre des comptes extérieurs grâce à la réduction de la demande intérieure, maintenir la stabilité des prix et des salaires pour ne pas perdre le bénéfice de l'opération 20%, tous ces mots d'ordre sont imposés par les circonstances. Il serait indécent de critiquer des intentions aussi raisonnables, coupable d'interrompre l'expérience.

Pourtant, l'accord d'ensemble n'exclut pas ces saines réserves. Entrepreneurs, experts étrangers, fonctionnaires, étaient unanimes à déplorer la complication et l'artifice du système d'aide à l'exportation et de taxes à l'importation. Le ministre des Finances avait justement souligné, dans son exposé des motifs, les inconvénients de taux de change multiples. Mais il n'a pas eu le courage d'aller jusqu'au bout et il a décidé d'exempter une fraction importante des importations de matières premières de la taxe de 20%. Du coup, il a dû rétablir des taux différents pour les exportations et introduire nombre de subtilités, qu'il avait voulu écarter. Une fois de plus, la remise en ordre dont chaque ministre, en arrivant rue de Rivoli, proclame l'urgence est différée.

Le franc-coton ou le franc-laine vaut dorénavant 16,6% de plus que le franc touriste ou le franc machine-outil. Des distorsions de prix vont en résulter entre les produits qui incorporent et ceux qui n'incorporent pas des matières premières achetées au taux supérieur du franc. Une fois de plus, l'administration va favoriser les uns, défavoriser les autres et manquer à la règle de neutralité à laquelle chacun souscrit, en théorie.

Pourquoi n'a-t-on pas été jusqu'au bout de la logique? Laissons les motifs éventuels d'ordre politique, le désir de désarmer certaines oppositions. Le motif principal est, dit-on, d'éviter la hausse des prix intérieurs. Incontestablement, le relèvement du coût des matières premières importées aurait entraîné certaines hausses des produits fabriqués. Mais le jour où une modification de la parité monétaire devient inévitable, les prix des produits dans lesquels les

marchandises importées entrent pour une fraction importante doivent monter (d'un pourcentage largement inférieur à celui de la dévaluation). Afin d'empêcher ces adaptations nécessaires, on a prolongé le régime chaotique et arbitraire du commerce extérieur. L'actuel ministre des Finances ou son successeur connaîtra, quelque jour, les difficultés d'une mise en ordre, qui ne sera pas plus facile demain qu'elle ne l'aurait été hier.

Quelques semaines plus tard, un nouveau blocage des prix a été décrété. S'il est efficace, il va provoquer d'autres distorsions des prix. Les dérogations ne seront obtenues qu'avec peine et après un délai plus ou moins long.

L'administration supposée omnisciente, va décider souverainement quelles hausses sont justifiées et quelles ne le sont pas. Tout se passe comme si l'on confondait la stabilité générale des prix, en elle-même souhaitable, mais qui, en dernière analyse, dépend de circonstances économiques, avec un blocage qui, cristallisant les relations de prix à un moment donné, n'est ni possible ni souhaitable.

Il va de soi que fonctionnaires et ministres admettent tous, en principe, ces propositions banales. Le seul problème est de savoir pourquoi ils jugent opportun d'agir au rebours de ce que les experts recommandent, pourquoi ils reconstituent des taux de change multiples le jour même où ils en proclament la nocivité, pourquoi ils reviennent au blocage des prix après en avoir souligné les inconvénients.

Une première réponse serait que l'opération 20% a été faite à un moment défavorable. Tous ceux qui tenaient pour indispensable une dévaluation du franc jugeaient en même temps qu'elle devait être faite à froid, après une certaine déflation. Or, au début d'août, l'hémorragie de devises obligea de procéder, à chaud, à une opération qui ne serait pas appelée dévaluation, mais qui aurait des effets comparables. Comme l'opération 20% intervenait dans un climat inflationniste, on a voulu qu'elle n'entraînât aucune hausse des prix intérieurs.

La deuxième réponse est qu'il convient à tout prix d'empêcher les répercussions "psychologiques" des mesures prises. Et voilà le grand mot lâché. Pourquoi réorganisation du commerce extérieur et non dévaluation? Pour prévenir les répercussions psychologiques. Pourquoi exempter certaines matières premières de la taxe de 20%? Pour prévenir les répercussions psychologiques de hausses partielles, légitimes et limitées. Pourquoi bloquer tous les prix? Pour éviter les répercussions psychologiques de hausses en elles-mêmes normales et, parfois même, indispensables.

Je ne dis pas que nos gouvernants aient tort, je m'interroge. L'évolution économique, au cours des derniers mois, justifie-t-elle la crainte obsessionnelle d'une flambée des prix et des salaires? Quels que soient les indices que l'on utilise, les salaires *réels* étaient, à la veille des vacances, supérieurs à ce qu'ils étaient une année auparavant. Tant qu'à faire de la psychologie, n'aurait-il pas été préférable d'exposer la situation authentique, de recourir moins à la propagande et plus à l'instruction du public? Ne risque-t-on pas de répandre l'idée de la hausse fatale à force de lutter verbalement contre elle et d'attirer quotidiennement l'attention sur les cours des marchandises?

Pourquoi la France aurait-elle indéfiniment le privilège de mesures économiquement irrationnelles, prétendument nécessaires pour prévenir "les répercussions psychologiques"? Gouvernants et fonctionnaires témoignent d'une intelligence que personne ne leur dénie: ont-ils raison de mépriser à ce point l'intelligence de leurs compatriotes?

La crise française

Le Figaro
8 novembre 1957

Il serait difficile d'exagérer la gravité de la crise française, crise dont le public, pour des raisons que nous avons maintes fois exposées, n'est pas encore entièrement conscient.

Le déficit de la France à l'Union européenne des paiements, au cours du mois dernier, s'élève à 38 millions de dollars contre 29 le mois précédent et 78 au mois d'octobre 1956. Les réserves de devises doivent être presque épuisées, ne laissant à la disposition des autorités que le reste du stock d'or (environ 600 millions de dollars). À l'intérieur, l'expansion continue, l'indice de la production industrielle se situe à 149 (1952: 100) contre 136 il y a un an, soit une hausse de 9,5%. Mais, simultanément, la hausse des prix continue et l'allure en devient plus rapide. Sur l'ensemble des deuxième et troisième trimestres de 1957, la hausse des prix constatée équivaldrait à une montée de quelque 10% par an. Les restrictions de crédit ont été peu efficaces, le déficit du trésor public ayant compensé, et au-delà l'effet de ces restrictions. De nouvelles avances de la Banque à l'État (250 milliards probablement) vont être indispensables. Une élévation supplémentaire du taux d'intérêt serait d'une efficacité douteuse: quand chacun tient l'inflation pour inévitable, on est moins sensible au coût du crédit qu'à la dévalorisation des dettes.

La dévaluation, faite dans de mauvaises conditions, selon une technique indéfendable, n'a rien résolu. On a cru que le mot employé modifierait les répercussions psychologiques. La formule "opération 20%" amplifiait les répercussions que l'on voulait atténuer. Le nouveau taux de change était calculé de telle sorte qu'il ne laissait aucune marge de manœuvre, alors que toute modification de la parité monétaire entraîne certaines hausses de prix. La non-généralisation immédiate de l'opération 20%, l'exemption de 40% des importations étaient des erreurs que des considérations politiques excusent mais qui illustrent l'extraordinaire aveuglement de quelques-uns de nos gouvernants.

Plus généralement, la dévaluation, pour réussir, doit être faite à froid, précédée d'une déflation intérieure telle que tout facteur de hausse des prix autre que l'enrichissement des importations soit écarté. Nous sommes loin de compte. Ayant refusé la dévaluation à froid, on s'est condamné à la faire à chaud, quand la pression sur le franc ne laissait pas d'autre issue, à un moment où,

malheureusement, les prix étaient déjà orientés à la hausse.

Alors qu'inflation et dévaluation rendaient inévitable une certaine hausse des prix, le gouvernement a recouru, une fois de plus, à l'arme émoussée du blocage des prix, sous prétexte que le parti socialiste a un faible pour cette pratique, dont l'expérience et la théorie ont, tant de fois, montré l'inefficacité et, pis encore, la nocivité. Tout se passe comme si certains hommes politiques s'imaginaient que le "contrôle" permet, en situation inflationniste, d'empêcher les prix de monter. On veut agir sur l'effet et non sur les causes. On ne fait que multiplier les distorsions, mettre en difficulté les entreprises, dont la production est aisément repérable et faciliter l'accumulation du pouvoir d'achat et l'ascension des cours dans les secteurs où les points de production et de vente sont nombreux et dispersés.

Le nouveau ministre des Finances aura-t-il le courage que n'a eu aucun de ses prédécesseurs de dire toute la vérité? Le manque de devises menace l'approvisionnement du pays en matières premières. L'impératif premier est le rétablissement de l'équilibre de la balance des comptes, ce qui exige l'égalité approximative entre exportations et importations, toutes deux calculées "fob". À cet impératif, tout, y compris l'expansion, doit être aujourd'hui subordonné.

Le déficit extérieur est fonction de l'inflation intérieure. Celle-ci a deux causes principales, l'excès des dépenses publiques, le manque de main-d'œuvre. La première tâche consiste donc à réduire, en fait et non sur le papier, les dépenses de l'État. Bien plus, la réduction doit porter non sur les dépenses les moins utiles mais sur celles qui s'orientent vers les secteurs où, faute de moyens de production, les prix tendent à monter. Entre réduction des dépenses et augmentation des impôts, les choix devrait porter sur le premier terme. Notre système fiscal est mal adapté à la lutte contre l'inflation.

La démobilisation d'une demi-classe, l'immigration devraient apporter une main-d'œuvre supplémentaire. Mais, là encore, on aurait tort, à mon sens, de compter sur le seul afflux de travailleurs. C'est en ramenant la demande au niveau des ressources nationales qu'on rétablira la stabilité.

Les mesures "sélectives" en faveur des exportations ne sont pas inutiles mais elles sont vaines tant que hausses des prix et de salaires continuent. Est-il concevable de poursuivre l'expansion à l'allure présente et d'arrêter la hausse des prix? Le mot "impossible" est malheureusement français.

Les projets financiers: rétablir l'équilibre intérieur

Le Figaro
12 novembre 1957

Rarement crise fut aussi prévisible que la crise présente de l'économie française.

Dans l'exposé des motifs de la loi de finances pour l'année 1956, le gouvernement de M. Guy Mollet ne dissimulait nullement la politique qu'il avait choisie, qu'il a appliquée et qui a conduit logiquement à l'actuelle conjoncture. L'équilibre des comptes extérieurs ayant été réalisé en 1955 grâce à une action raisonnable et à des circonstances exceptionnelles, les réserves de devises ayant été reconstituées grâce à l'aide américaine, M. Ramadier, suivant les conseils de quelques grands fonctionnaires, décidait de sacrifier une partie des réserves de devises (qui dépassaient deux milliards de dollars) au maintien de l'expansion et à la stabilité des prix. La conjonction d'un hiver rigoureux, de la guerre d'Algérie, des lois sociales et de l'expédition de Suez entraîna une augmentation massive du déficit budgétaire, qui, à son tour, détruisait l'équilibre de la balance des comptes. Le gouvernement acceptait allégrement, consciemment, le déficit, comme si les lois sociales et la guerre d'Algérie étaient des dépenses temporaires, comme si l'inflation, une fois déclenchée, pouvait être arrêtée sur commande, comme si les réserves de devises évanouies, des emprunts étrangers s'offriraient d'eux-mêmes.

La décision prise au début de 1956 était peu justifiable. L'inaction du gouvernement pendant le premier semestre de 1957, alors que les fonctionnaires, cette fois presque unanimes, le conjuraient de prendre des mesures, est proprement incompréhensible. Les échéances successives étaient fixées à l'avance: avant les vacances de 1957, on serait contraint de suspendre la libération des échanges et de recourir au stock d'or de la Banque de France. Après les vacances, les 100 milliards d'or seraient à leur tour épuisés. Ainsi en a-t-il été.

Les projets de M. Ramadier eussent été acceptables au printemps de 1956; ils étaient dérisoires en 1957. Durant l'été, M. Gaillard, alors ministre des Finances, vanta le travail d'Hercule accompli en amputant les budgets de dépenses présentés par les ministères. Mais il s'agissait de réduire les dépenses effectives

et non les dépenses possibles. Or une "impasse" de plus de 800 milliards, dans une situation inflationniste et avec un stock de devises réduit à quelque 600 millions de dollars d'or, ne répondait pas non plus aux exigences.

Si, au printemps dernier, on avait dressé un programme de redressement réunissant l'ensemble des mesures prises depuis lors par les trois gouvernements successifs, peut-être aurait-on créé un choc psychologique. Rien de pareil, étant donné la mobilité des ministres, la constance de leurs propos et la vanité (apparente plus que réelle) de leurs actes.

Deux questions se posent à propos des projets de M. Pflimlin: impôts et économies sont-ils à l'échelle du problème? Sont-ils raisonnablement choisis?

À la première question, il n'est pas encore possible de répondre avec certitude. Une impasse de 600 milliards ne fut pas incompatible, en 1954 et 1955, avec l'équilibre du budget et celui des comptes extérieurs. La notion même d'impasse est source de confusion et d'équivoque. Mieux vaudrait, comme l'a fait observer M. Edgar Faure, revenir à la distinction du budget ordinaire et du budget extraordinaire, ou, selon le vocabulaire anglais, à la distinction des dépenses "au-dessus" et "au-dessous" de la ligne.

Si, en période normale, une impasse de 600 milliards serait tolérable, il n'en va pas de même quand le processus inflationniste est déclenché.

Un excédent, et non pas un équilibre approximatif, du budget ordinaire serait souhaitable. De plus, le mouvement des prix ne permet pas de prévoir avec certitude en quelles conditions le budget sera exécuté et si des dépenses supplémentaires ne deviendront pas inévitables (relèvement des traitements). L'effort actuel est méritoire; il serait prématuré d'affirmer qu'il est suffisant.

Le choix des impôts a dû obéir à des considérations, les unes économiques, les autres politiques. Économiquement, les impôts devaient influencer le moins possible sur le niveau des prix des produits de grande consommation et, subsidiairement, ils devaient réduire le pouvoir d'achat, susceptible de se porter sur les marchandises exportables. L'imposition supplémentaire des objets de consommation durable (machines à laver, scooters) répond à cette double nécessité. L'industrie automobile a échappé à une nouvelle imposition en faisant valoir qu'elle avait été déjà lourdement frappée et qu'en tout état de cause elle appliquait l'accord d'exportation conclu avec M. Ramadier.

Les 64 milliards demandés aux entreprises semblent commandés moins par une conception économique que par le désir d'éviter des oppositions parlementaires. Espérons que ne s'ouvrira pas une nouvelle discussion sur la

décote sur stocks. M. Pflimlin a repris un projet transactionnel, finalement approuvé en juin dernier. L'impôt de 2% sur les réserves va précéder désormais celui de 6% sur l'incorporation des réserves, déjà voté. Le supplément de taxes sur les bénéfices, qui existait déjà en 1956, risque, en période inflationniste, de frapper des bénéfices illusoires, résultant de la hausse des prix. Globalement, cette imposition des sociétés a-t-elle pour fonction de freiner les investissements privés ou seulement de fournir des milliards? On hésite sur l'interprétation.

Quelles que soient les objections que l'on puisse faire aux projets de M. Pflimlin (et quels projets n'en appelleraient pas?), il convient de les approuver. Ils ne suffiront pas à résoudre la crise, à stopper la hausse des prix et des salaires, mais ils constituent une étape. Les résultats relativement favorables du commerce extérieur en octobre sont un encouragement. L'économie française progresse depuis dix ans, en dépit d'une gestion le plus souvent déplorable. Le jour où la France serait gouvernée raisonnablement, l'optimisme serait de rigueur.

Contre les expédients administratifs

Le Figaro

22 novembre 1957

Les projets financiers ayant été finalement approuvés par l'Assemblée nationale, plus par résignation que par conviction, M. Pflimlin va appliquer la deuxième partie de son programme: quelques prix vont être relevés avant qu'un blocage général soit de nouveau décrété.

Nous nous en voudrions de critiquer le gouvernement avant qu'il ait eu le temps de faire ses preuves. Mais il ne me paraît pas inopportun de mettre en garde contre la continuation d'une politique qui nous a menés au point où nous en sommes et dont beaucoup des responsables se refusent à reconnaître les erreurs.

L'épuisement des réserves de devises étant prévu pour la fin de 1957, quelques fonctionnaires et certains hommes politiques ont misé sur des crédits étrangers et continuent de le faire. Il se peut que nous obtenions de l'Allemagne, des États-Unis ou des organismes internationaux quelques centaines de millions de dollars, mais les mois de répit ne serviraient à rien si on ne les utilisait pas au rétablissement de l'équilibre.

Aucun gouvernement n'a encore eu le courage de dire au pays que le rétablissement n'ira pas sans sacrifices. Il se peut que M. Edgar Faure ait raison et que l'objectif de l'équilibre extérieur soit plus proche que je ne le pense. Mais, dans la conjoncture présente, mieux vaut se tromper par pessimisme que s'abandonner à des illusions. Un État qui veut être indépendant ne peut pas vivre de mendicité. Le jour où la France ne pourrait plus se procurer les matières premières indispensables, les troubles économiques et sociaux seraient autrement graves que le coût actuel de l'équilibre. Tous les projets financiers, ceux de M. Ramadier, ceux de M. Gaillard, ceux de M. Pflimlin, sont adaptés non à la situation réelle mais à l'humeur supposée du Parlement. La sanction de cette timidité est un scepticisme croissant à l'égard des gouvernants et aussi, malheureusement, de la monnaie.

Refusant depuis deux ans de prendre des mesures authentiquement efficaces, l'administration recourt, selon ses habitudes, aux palliatifs empruntés à la tradition de Colbert: suspension de la libération des échanges, blocage des prix. De tels expédients sont acceptables sur une courte durée, ils ne guérissent pas le mal, à certains égards ils risquent de l'aggraver.

Le blocage général des prix est en lui-même un procédé contradictoire. Si tous les prix tendent à monter, la preuve est faite qu'il y a excès de la demande globale. Inévitablement cet excès finira par emporter les barrages administratifs et il entretiendra le déficit des comptes extérieurs. Tout au plus, le blocage général aurait-il le mérite, en période de crise, de retarder temporairement la hausse des prix.

Un blocage de certains prix comporte parfois une justification. Empêcher de monter les prix qui, en raison de leur importance pour le niveau de vie des masses, provoqueraient un relèvement des salaires, peut être de bonne politique si l'on parvient à canaliser le pouvoir d'achat excédentaire dans d'autres directions et à supprimer les causes de pénurie. Mais le blocage *général* des prix a l'inconvénient d'être respecté au niveau de la production plus qu'à celui de la vente au détail, de s'appliquer aux produits industriels mais non au panier des provisions de la ménagère. Il met en difficulté certaines des entreprises parmi les mieux équipées et, finalement, il constitue un facteur de hausse du prix de la vie. Si le consommateur se procure les biens industriels au-dessous du prix d'équilibre, il aura d'autant plus de pouvoir d'achat disponible pour les autres marchandises. Excès de la demande et blocage des prix constituent ensemble une machine infernale qui, depuis deux ans, a provoqué la perte de quelque deux milliards de dollars.

De deux choses l'une: ou d'ici quelques mois, l'équilibre global de la demande et de la production disponible sera rétabli, et alors le blocage des prix aura perdu sa signification; ou bien le déséquilibre subsistera et le blocage aggravera le déficit extérieur. Je sais que l'administration prétend colmater les brèches et arrêter les importations par des contingents (de nouveau, le fonctionnaire va distribuer les licences et jouer au souverain, exposé aux sollicitations et aux tentations).

La même remarque vaut pour le contingentement des importations et pour le blocage des prix. D'ici quelques mois, il faut que le contingentement devienne inutile. C'est en ouvrant, non en fermant les frontières, que l'économie française aura chance de se régénérer à l'air libre. À quoi bon le marché commun si l'on prétend vivre en vase clos?

Au reste, même si nous n'avions pas signé le traité du marché commun, nous serions les premières victimes d'une politique qui compterait sur l'administration pour prévenir les conséquences fatales de nos folies.

Déficit budgétaire et impasse

Le Figaro
29 novembre 1957

Peut-être ne sera-t-il pas inutile de définir les deux concepts, couramment employés et aisément confondus, de "déficit budgétaire" et d'"impasse". Le curieux terme d'impasse, qui date de quelques années, désigne l'écart entre le total des dépenses de l'État et les recettes *dites* normales, c'est-à-dire toutes les recettes publiques en dehors des emprunts. En revanche, le déficit budgétaire désigne l'écart entre ces mêmes recettes normales et les *dépenses normales*, en gros les dépenses de fonctionnement des services publics, cependant que les dépenses d'investissements ne figurent pas dans les dépenses budgétaires.

Une controverse a récemment surgi dans la presse sur la question suivante: laquelle des deux notions, déficit budgétaire et impasse, est la plus significative? Faut-il écarter la notion d'impasse, quitte à introduire la distinction, tombée en désuétude, entre budget ordinaire et extraordinaire?

La réponse dépend, avant tout, du but que l'on se propose. Si nous voulons comparer la situation des finances publiques en France et la situation des finances publiques en Grande-Bretagne, il serait peu raisonnable de comparer l'impasse française à l'excédent britannique, car cet excédent est celui que nos voisins d'outre-Manche appellent "au-dessus de la ligne", ce qui équivaut à peu près à ce que nous appelions budget ordinaire. Remarque de bon sens qui équivaut à la vieille règle de méthode: ne comparer que ce qui est comparable. L'excédent britannique au-dessus de la ligne est comparable au compte budgétaire français; le total britannique de l'excédent "au-dessus de la ligne" et du déficit "au-dessous de la ligne" est comparable à l'impasse française.

Les choses sont encore plus compliquées. Les comptes budgétaires ne font pas état de la Caisse autonome d'amortissement et des recettes totales qui lui sont affectées (c'est-à-dire quelque 200 milliards de francs). De plus, on inscrit parmi les dépenses les prêts à des organismes privés ou semi-publics, sans tenir compte des créances acquises par l'État. En Allemagne, les sommes placées dans les caisses d'épargne sont directement utilisées à la construction. En France, le circuit passe par l'État: en résulte-il une différence fondamentale?

Une fois ces réserves faites, je pense que M. Jeanneney a raison et que la notion, *économiquement* décisive, est celle d'impasse, non celle de déficit budgétaire. La raison n'en est pas seulement la difficulté d'une discrimination

rigoureuse entre dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissements. L'essentiel est que l'influence exercée par l'État sur la conjoncture est fonction de l'impasse, non de l'équilibre comptable, des dépenses et des recettes dites normales. Supposons que l'impasse s'élève à 1.000 milliards: l'effet en serait inflationniste, même s'il ne s'agissait que de dépenses d'investissement.

Revenir à la notion d'équilibre budgétaire ne serait à la rigueur admissible que si les dépenses hors budget n'étaient pas décidées à l'avance et dépendaient de l'état du marché des capitaux. Mais, en fait les dépenses hors budget ne sont pas moins déterminées à l'avance que les dépenses budgétaires. Poser en principe que l'équilibre budgétaire est suffisant, ce serait méconnaître les leçons et de la théorie et de la pratique modernes. L'impasse doit être fixée, chaque année, en fonction de la conjoncture. Si la déflation est à craindre, l'impasse peut être accrue. Si, au contraire, l'inflation menace, il convient de réduire l'impasse, parfois même de la supprimer. Il n'y a pas de doute sur les exigences du présent.

Dans l'année 1955, les charges publiques non couvertes par des recettes courantes ont atteint 662 milliards de francs, l'endettement de l'État augmenté de 537 milliards. Ces montants substantiels n'ont pas été incompatibles avec la stabilité des prix et l'équilibre des comptes extérieurs, mais ils ne laissaient guère de marge pour les éventualités défavorables.

En 1956, les dépenses civiles ont augmenté de 17%, les dépenses militaires de 24,8%; les recettes n'ont progressé que de 8%. Pour les huit premiers mois de l'année 1957, l'impasse, d'après M. Pellenc, atteindrait 677 milliards, ce qui, pour l'année entière, équivaldrait à une impasse de quelque 1.000 milliards. Un tel excédent des dépenses publiques sur les recettes fiscales exclut la stabilité des prix.

D'après les déclarations du ministre des Finances, l'impasse serait ramenée, en 1958, aux alentours de 600 milliards. Cette estimation risque de pécher par optimisme. Même si elle était vérifiée, elle ne serait pas rassurante. Pour *rétablir* l'équilibre, il ne suffit pas de prendre l'année miraculeuse 1955 pour modèle et pour objectif. Une impasse de 600 milliards en 1958 exigerait, pour être supportable, d'importants concours étrangers.

Des économistes qui croient au Père Noël

Le Figaro
6 décembre 1957

Depuis des mois, je plaide, dans ces colonnes, non pas contre l'expansion, mais contre le souci exclusif de l'expansion. Je rappelle que l'expansion, par elle-même, n'assure pas l'équilibre des comptes extérieurs - proposition de bon sens qui, en un pays où l'inculture économique serait moins répandue, aurait à peine besoin d'être soulignée. J'affirmais que l'expansion devrait être, à l'heure présente, subordonnée à l'équilibre: du coup, je devenais, aux yeux de certains, un "doctrinaire de l'austérité".

L'épuisement des réserves de devises que j'avais, sans grand mérite, prévu pour la fin de l'année 1957 est désormais un fait accompli. Il ne reste plus que 200 milliards d'or de la Banque (c'est-à-dire moins de 600 millions de dollars), d'ailleurs partiellement hypothéqués. Se réjouir parce que l'expansion continue me paraît donc une singulière illusion, en un moment où, fautes de devises, le ravitaillement de l'économie en matières premières est en péril.

M. A.-L. Jeune, dans *Les Informations*, me reproche de ne connaître que les chiffres, d'ignorer le travail, les hommes, la monnaie, je ne sais quoi encore. En bref, comme je refuse de participer à l'enthousiasme que soulève la progression de l'industrie française, je me rends coupable d'une hérésie majeure. Pour un peu, on me représenterait comme hostile à l'accroissement même de la production et à l'élévation du niveau de vie.

Repartons des faits, incontestables, évidents. La France a besoin d'importer matières premières, énergie, machines. Si elle manque de devises étrangères pour financer les importations, non seulement l'expansion s'arrêtera, mais le niveau de production ne pourra pas être maintenu. La crise que provoquerait l'arrêt des importations essentielles serait autrement grave que le ralentissement d'activité qu'aurait exigé le retour à l'équilibre, il y a un an.

Mes contradicteurs, qui prétendent faire passer l'expansion avant l'équilibre, devraient m'expliquer d'où viendront les devises qui nous manquent. Comptent-ils sur un emprunt allemand, américain? Estiment-ils que cet emprunt se renouvellera indéfiniment? Qu'il ne sera pas accompagné de conditions?

Une économie qui croît dans le déséquilibre des comptes extérieurs est malsaine. Le déséquilibre prouve ou bien que la consommation intérieure, privée

et publique, absorbe une fraction trop grande des ressources, ou bien que les producteurs ne se soucient pas assez des marchés extérieurs, ou bien que le taux du franc est artificiel. Quelle que soit la cause, quand une économie perd quelque deux milliards de dollars en dix-huit mois, la première tâche est de mettre fin à l'hémorragie de devises. À moins de faire confiance au Père Noël, personne ne peut raisonnablement établir un autre ordre de priorité. La seule question est de savoir si la continuation de l'expansion est favorable ou non au rétablissement de l'équilibre, compatible ou non avec lui.

On ne saurait dire, de manière générale, que l'équilibre soit incompatible avec l'expansion, ni même que le rétablissement de l'équilibre ne puisse jamais s'opérer dans le maintien de l'expansion. Mais il s'agit de savoir si, à l'heure présente, on peut combiner expansion et équilibre. La réponse est que, selon toute probabilité, il faudra que se ralentisse substantiellement l'allure de l'expansion si l'on veut que cesse l'hémorragie de devises. Au cas où l'industrie progresserait de 10% en 1958, il est à craindre que l'or et les emprunts ne suivent la voie des réserves du Fonds de stabilisation. L'indice de production d'octobre reflète d'ailleurs de ralentissement (5,5% par rapport à octobre 1956).

Actuellement, trois causes principales agissent dans le sens de la hausse des prix: l'insuffisance de certaines productions agricoles, la rareté de la main-d'œuvre, le déficit des finances publiques. Tout le monde est d'accord pour réduire ce déficit, même si les économies doivent, ici et là, entraîner une hausse de production. Le relèvement des coûts de production est inséparable du suremploi. Pour atténuer ce dernier, il faudra, là encore, consentir à un ralentissement de l'expansion. Les mesures indispensables pour stabiliser les prix tendront, par elles-mêmes, à ralentir l'activité. La politique du gouvernement, quels que soient les mots employés, se recommande, en fait, des idées que je défends. Toute la question est de savoir si elle va assez loin.

M. Pinay, en 1952-1953, n'a jamais eu pour objectif l'arrêt de l'expansion. Il s'est proposé de stabiliser les prix mais il a, indirectement, provoqué la stagnation temporaire de l'économie. Pour stabiliser les prix aujourd'hui, il faut de même agir sur les causes des hausses, excès de la demande globale, déficit des finances publiques, suremploi. Il est probable que cette action, à supposer qu'elle soit efficace, aura pour conséquence au moins un ralentissement de l'expansion, ce qui représentera le prix à payer pour le rétablissement de l'équilibre. Depuis deux ans, le Grande-Bretagne consent à la stagnation pour sauver ses réserves de devises. Peut-être le prix payé par les Britanniques est-il

excessif. Mais celui qui refuse de payer si peu que ce soit finira par payer le plus cher.

La considération des devises étrangères n'est pas, comme le disent nos contradicteurs, abstraite et théorique, elle est suprêmement concrète: les devises représentent le charbon de nos usines, le pétrole de nos automobiles et l'indépendance de notre diplomatie.

Crise économique et causes politiques

Le Figaro
13 décembre 1957

L'O.E.C.E. a récemment conclu un examen de la situation française par le jugement suivant: "Les situations inflationnistes et les crises de balances des paiements qui se sont répétées ont tendu à masquer les progrès remarquables de l'économie française depuis la fin de la guerre. Au cours des dix dernières années, le niveau de vie s'est élevé et le développement de l'industrie et de l'agriculture est comparable à celui réalisé dans presque tous les pays membres de l'Organisation. La crise à laquelle la France doit maintenant faire face, comme toutes celles du passé, résulte du fait qu'un rajustement relativement faible de la politique économique n'a pu être réalisé au moment voulu... En conséquence, la France a tendu à vivre au-dessus de ses moyens et elle s'est engagée dans des difficultés qui ont plutôt gêné que favorisé la croissance économique du pays. L'inflation de 1951 a été suivie de deux années au cours desquelles le développement s'est pratiquement arrêté. Il est indispensable que des mesures appropriées soient prises maintenant pour faire sortir l'économie de ses difficultés actuelles, avant que le Marché commun et la zone de libre-échange commencent à fonctionner."

Quelles que soient les causes, liées à la structure de notre économie, de notre tendance à l'inflation, les experts de l'O.E.C.E. suggèrent discrètement la cause, à leurs yeux, décisive: les rajustements faibles ne sont pas réalisés au moment voulu. Pourquoi a-t-il fallu que l'inflation coréenne aille jusqu'à la crise du début de 1952 et à la suspension totale de la libération des échanges? Pourquoi rien n'a-t-il été fait en 1956 contre une hémorragie de devises dont les conséquences n'échappaient à personne?

Il serait trop facile d'imputer exclusivement la responsabilité des hommes politiques ou au fonctionnement du régime. Les erreurs commises par beaucoup de ceux qui se donnent pour interprètes de l'opinion n'ont pas été moindres. Les Français semblent avoir avec leurs gouvernants quelques traits communs.

1. Il appartient, semble-t-il, aux uns et aux autres d'être à chaque instant surpris par des événements qu'ils ont ou auraient pu prévoir. Ministres et fonctionnaires répétaient, depuis un an, que les réserves de devises (stock d'or exclu) seraient épuisées à la fin de 1957.

2. Cette prévision s'exprimait parfois dans la formule que j'ai entendue dans la

bouche d'un conseiller de M. Ramadier: le financement du plan d'importation est assuré jusqu'à la fin de 1957. Que ferait-on au-delà de cette date fatidique? La question se perdait dans les brumes de l'avenir, elle intéressait les successeurs des hommes en place. De toute manière, personne ne prenait au tragique un problème qui avait encore besoin de douze mois pour mûrir.

3. Que se passerait-il au moment du mûrissement? Selon les personnes et les humeurs, trois réponses surgissaient: on se débrouillera, on suspendra la libération des échanges, on obtiendra une aide étrangère.

4. J'ai entendu, il y a un an environ, dans la bouche d'un fonctionnaire des Finances, la formule étonnante: "De toute manière, la France a besoin de crédits extérieurs pour passer les prochaines années." Que les besoins suffisent à susciter l'aide étrangère n'était pas mis en doute. Les enfants, eux aussi, sont convaincus que les parents ou le Père Noël sont toujours là pour satisfaire les désirs.

5. Fonctionnaires et hommes politiques ont tendance à juger du possible d'après le climat du Parlement. Ils ne se demandent pas d'abord ce qui est économiquement nécessaire, mais ce qui est politiquement possible. Or, ce qui est politiquement possible est toujours en retard et en retrait sur ce qui est économiquement nécessaire.

6. Finalement, les ministres et leurs conseillers en viennent presque inconsciemment à compter sur la crise pour éclairer les parlementaires. Ainsi s'explique que l'on agisse sur les effets (contrôle des prix, rétablissement des contingents) et non sur les causes (excès de la demande). Limiter la demande publique et privée ne va pas sans sacrifices qui suscitent des oppositions. La restriction administrative des importations ou la fixation arbitraire des prix semblent indolores.

Si la France était seule au monde, elle pourrait peut-être s'offrir le luxe de cette déraison. Mais elle n'est pas seule. L'étranger nous observe. Tous les experts, au dehors, nous ont conseillé, depuis dix-huit mois, les mesures qui auraient permis de conjurer la crise. Les conseils n'ont servi de rien parce que notre conduite se définit essentiellement par le refus de la réalité.

Si nous voulons entrer dans le Marché commun, il faudra bien pourtant que nous acceptions la réalité, c'est-à-dire que nous nous mettions à une discipline et que notre économie soit accordée à la conjoncture de l'économie mondiale.

Contre la psychose de hausse

Le Figaro
27 décembre 1957

On tenterait vainement, aujourd'hui, de prévoir comment évoluera l'économie française au cours de l'année 1958. Trop de causes d'incertitude interviennent, les unes liées aux événements extérieurs, les autres internes à notre pays.

L'économie américaine est entrée dans une phase que l'on peut baptiser "rajustement" ou "récession". Les observateurs n'espèrent pas de reprise d'activité au cours du premier semestre de 1958. Dans le reste du monde occidental, la lutte contre l'inflation demeure à l'ordre du jour et les restrictions monétaires sont plus sévères que jamais en Grande-Bretagne. Dans quelle mesure les exportations françaises seront-elles affectées par cette légère dépression? On ne saurait le dire avec précision. Une fois de plus, la conjoncture française n'est pas en accord avec la conjoncture mondiale. Les prix français de gros aussi bien que de détail continuent de monter, alors que, depuis des mois, les prix mondiaux des matières premières sont orientés à la baisse. Au cours de ces dernières années, l'insuffisance des exportations françaises était attribuée à l'excès de la demande intérieure. À supposer que les mesures récemment prises soient efficaces et libèrent des produits supplémentaires pour la vente au dehors, nos exportations pourraient ne pas progresser aussi vite que l'exige l'état de nos comptes extérieurs par suite du rétrécissement des marchés, imputables à la récession. Or, le ravitaillement de nos usines en matières premières serait compromis si le déficit dépassait le montant des devises fournies par les crédits étrangers.

Il nous faut donc faire une première hypothèse optimiste. Les 400 à 500 millions de dollars sur lesquels nous comptons nous seraient fournis soit par le Fonds monétaire international, soit par l'Union européenne de paiements. L'amélioration de la balance commerciale, constatée en octobre et novembre derniers, se maintiendra. Le déficit commercial mensuel se situera entre 10 milliards et 15 milliards de francs, le plan d'importation ne créant pas de pénurie grave pour notre industrie.

Ces perspectives optimistes ne dépendent pas seulement de la conjoncture mondiale, elles dépendent aussi de la conjoncture française. Si les prix continuent à monter cependant qu'au dehors ils sont stationnaires ou en baisse, la disparité s'accroîtra et le déficit se creusera de nouveau. La question la plus

urgente est donc celle des prix.

Certaines hausses de ces derniers mois ont été inévitables. L'opération 20% ne pouvait pas ne pas se répercuter dans les prix industriels. Il fallait renoncer à certaines subventions, trop coûteuses pour les finances publiques. Des récoltes déficitaires entraînaient fatalement la hausse du cours de quelques produits alimentaires. Tous ces facteurs de hausse n'ont pas épuisé leur action, d'autant plus que le jeu de l'échelle mobile conduira à un premier relèvement du S.M.I.G. en janvier, à un deuxième avant le printemps.

Si l'on considère le problème en ses données mécaniques, la stabilisation des prix est possible au printemps prochain, vers mars-avril, à la seule condition que la hausse ne soit relancée ni par l'incrédulité monétaire ni par des relèvements de salaires dépassant ce qu'implique le jeu de l'échelle mobile. Dans l'immédiat, il convient, avant tout, de dissiper la psychose inflationniste.

Quoi qu'on en ait dit, le public a résisté longtemps à cette psychose. Pendant l'année 1956, on n'a observé aucun signe de fuite devant la monnaie. La vitesse de circulation, mesurée d'après le rapport entre l'indice des règlements par compensation à Paris et celui des comptes courants créditeurs, est restée à peu près la même jusqu'au dernier trimestre de 1956 (1,9, 1,9, 2,1 pendant les trois premiers trimestres de 1956 contre 2,0 au dernier trimestre de 1955). Elle a augmenté très nettement en 1957 (3,0 au deuxième trimestre de 1957). Ces chiffres que j'emprunte au rapport de M. Leenhardt prouvent que la première tâche est de convaincre le public que la hausse des prix peut et doit s'arrêter.

Cet arrêt n'est pas garanti, mais il est possible. Il sera d'autant plus vraisemblable que la confiance dans la monnaie aura été restaurée. Le budget de 1958, tel qu'il a été établi, n'est pas nécessairement inflationniste. Une impasse de 600 milliards n'exclut pas, si les récoltes sont bonnes, une stabilité de l'ensemble des prix. Encore faut-il que l'opinion ne confonde pas la hausse de certains prix, en tout état de cause inévitable, avec une hausse générale et n'amplifie pas la crise en s'abandonnant à ne fièvre d'achats.

Les facteurs psychologiques, au cours des prochains mois, auront une influence décisive. Que le budget soit exécuté tel qu'il a été prévu, que les restrictions de crédit ne soient pas relâchées, que les circonstances permettent d'assurer le ravitaillement de l'industrie, et la stabilisation est possible. Encore faut-il que l'on ne réagisse pas aux premières manifestations de ralentissement d'activité par des mesures contre la "récession". Dans une économie dont tous les secteurs sont en expansion, où le manque de main-d'œuvre sévit, nulle

stabilisation n'est possible.

La thérapeutique contre l'inflation n'est jamais indolore.

Déficit budgétaire en impasse

Le Figaro
10 janvier 1958

Dans un article fleuve (plus d'une page entière de notre confrère *Le Monde*). M. Edgar Faure a répondu aux critiques qu'avaient suscitées ses précédents articles sur "le double équilibre". Faute de disposer d'une place comparable, nous nous en tiendrons à quelques remarques sur une question particulière, celle de l'impasse.

Les économistes n'avaient pas attendu les articles de M. Edgar Faure pour dénoncer les équivoques de la notion d'impasse. À ma connaissance, c'est M. Dumontier qui, le premier, a montré que pour obtenir l'impasse - écart entre le total des dépenses publiques et les recettes fiscales de l'État - on additionnait des postes radicalement hétérogènes. J'avais fait l'écho à M. Dumontier et j'avais plusieurs fois indiqué qu'il était erroné de confondre l'impasse avec le déficit, de comparer l'équilibre budgétaire de pays étrangers avec l'impasse française ou encore de comparer l'impasse française avec l'équilibre ou l'excédent britannique "au-dessus de la ligne". Je me réjouis donc qu'un ancien président du Conseil aide à dissiper l'obscurité dont s'entourent les comptes publics.

Convient-il d'abandonner entièrement la notion d'impasse? Pour une part, la question est surtout psychologique ou politique: quelle est la présentation des comptes publics la plus favorable aux finances de l'État? M. Edgar Faure fait valoir - et il n'a pas tort - qu'à insister sur le déficit global, on sape le crédit que l'on prétend restaurer. Mais l'ancien président du Conseil affecte la naïveté en dissimulant l'argument de sens contraire qui a, me semble-t-il, déterminé les fonctionnaires à créer et à imposer la notion d'impasse. Le but était d'arrêter le flot montant des dépenses réclamées et votées par le Parlement. Que, demain, l'on annonce un excédent de 200 milliards du budget (ce qui est facile et sera peut-être vrai), comment parviendra-t-on à convaincre le député moyen que l'inflation est menaçante? L'Assemblée, en période de difficultés, sera tentée de transférer certains postes au budget extraordinaire pour réduire les impôts (la distinction entre les deux budgets est assez flottante pour permettre de telles manipulations).

Il est difficile de faire peur au député sans inquiéter le public. L'idéal serait de rassurer celui-ci en inquiétant ceux-là - idéal malaisément accessible. Dès lors, tout se réduit à la question suivante: l'impasse est-elle plus utile pour freiner la

redoutable générosité des parlementaires qu'elle n'est nuisible à la bonne réputation de l'État?

Derrière cette discussion psycho-politique se dissimule un autre débat, proprement économique. M. Edgar Faure avait suggéré, dans ses premiers articles, et il maintient, non sans nuances dans sa réponse, qu'un budget extraordinaire, réduit pour l'essentiel à des investissements productifs, doit être financé par l'emprunt et n'est pas inflationniste. Personnellement - et M. Jeanneney est, je crois, de mon avis - je n'ai jamais nié que les dépenses d'investissements assumées par l'État ne peuvent être financées normalement par l'emprunt comme les dépenses d'investissements des sociétés privées le sont par appel public. Mais il reste deux différences entre le cas de l'État et celui des sociétés privées.

Ces dernières ne peuvent ni ne doivent se soucier de l'équilibre global de l'économie. Elles ne peuvent accomplir des investissements que dans la limite de leurs ressources financières (autofinancement, obligations, actions). Les investissements du budget extraordinaire décidés par l'État, au début de l'année, seront, en fait, réalisés, quel que soit l'état du marché. L'État établit un budget extraordinaire au début de l'année sans être sûr de disposer d'une épargne réelle équivalente.

De plus, l'État, à la différence des sociétés privées, doit tenir compte de l'ensemble de l'investissement privé et public et du rapport de cet ensemble à l'épargne réelle. M. Edgar Faure l'accorde en une note. Dans le corps de l'article, il objecte que "l'écart entre le total des paiements de l'État et le total des recettes fiscales n'est pas le seul élément déterminant de la conjoncture". Nul n'a dit que c'était le seul élément déterminant. La masse des dépenses, la nature des dépenses importent et non pas seulement cet écart, mais l'écart importe aussi et il ne suffit pas que ces dépenses soient des investissements productifs pour qu'elles ne créent pas de risques d'inflation.

Là est le point central. Dans tous les pays, on connaît l'inflation que provoque un boom des investissements. Dans tous les pays, on admet que le budget ordinaire de l'État doit être en déficit, en équilibre ou en excédent selon l'état de la conjoncture. Un excédent est considéré comme souhaitable quand un boom d'investissements crée un risque d'inflation. Économiquement, la notion d'impasse est destinée simplement à rappeler cette adaptation nécessaire des deux budgets de l'État à la conjoncture économique.

Au fond, M. Edgar Faure n'est-il pas d'accord avec ces principes élémentaires

de la comptabilité nationale?

Le dynamisme de l'économie française

Le Figaro
14 février 1958

En 1956, quand les statistiques consignèrent les premiers déficits de la balance des comptes française, une controverse s'engagea entre ceux - la majorité - qui répétaient: "En tout cas, maintenir l'expansion" et ceux qui réclamaient des mesures en vue du rétablissement de l'équilibre des comptes extérieurs, fût-ce au prix d'un ralentissement temporaire de l'expansion. La première école l'a emporté. Il fallut attendre le milieu de 1957 pour que l'action nécessaire fût entreprise. À la fin de 1957, les réserves du Fonds de stabilisation étaient épuisées et le gouvernement devait mendier une aide à Washington et à Bonn.

Pour 1958, le rapport économique qui introduit le projet de loi de finances prévoit un niveau de production industrielle "très légèrement supérieur à celui de 1957". Les autorités françaises, pour la première fois, se résignent à la pause. Peut-être cette résignation pêche-t-elle par pessimisme.

La prévision est fondée sur le volume des importations de matières premières, qui devrait être de quelque 5% inférieur à celui de 1957. L'accroissement de production ne serait dû qu'à des économies de matières premières, aux prélèvements sur les stocks et à l'augmentation des achats dans la zone franc. J'avoue éprouver quelque doute, non sur le raisonnement, mais sur la précision des chiffres.

Le plan d'importation de matières premières sera peut-être dépassé. Nul ne sait si la production n'augmentera pas de 5%, en dépit d'un ravitaillement stationnaire en matières premières. La souplesse d'un système moderne de production est plus grande que ne le supposent les experts, prisonniers des chiffres et des pourcentages. Ni le budget de l'État ni les plans d'importations ne me paraissent exclure, pour l'année 1958, une expansion industrielle qui, pour l'instant, ne paraît pas stoppée.

Or la persistance de l'expansion offre, me semble-t-il, l'argument le plus fort contre ceux qui, en 1956-1957, s'opposaient aux mesures restrictives. Un haut fonctionnaire avec lequel je discutais dans un colloque publié par *Le Figaro*, était obsédé par la crainte d'une retombée dans la stagnation et le malthusianisme. Je ne prétendrai pas que l'état d'esprit malthusien ait disparu. Un projet insensé de "statut fruitier" proposé au Parlement nous rappelle la nécessité de combattre le "dirigisme conservateur", celui qui empêche l'augmentation de la

production sous prétexte d'organiser les marchés. Mais, dans l'ensemble, l'économie française est devenue "expansionniste" et le devoir le plus pressant est désormais de compléter l'éducation du public en lui enseignant les obligations de l'équilibre (ou, si l'on préfère, du financement de l'expansion).

Pourquoi l'économie française est-elle aujourd'hui portée à l'expansion, alors qu'elle passait pour stagnante? Voici quelques raisons, sans que l'énumération soit complète.

1) Dans les premières années du siècle, de 1919 à 1929, l'économie française, en dépit d'une population stationnaire, se développait normalement (si l'on calcule par tête de population ou par tête de travailleur). Ce sont les erreurs de la politique économique suivie de 1930 à 1938 qui sont directement responsables de la baisse de production et de l'esprit malthusien.

2) L'attitude des entrepreneurs et des ouvriers s'est décisivement modifiée. Les premiers ont compris, dans leur immense majorité, l'essence de l'économie moderne, dont la loi est la croissance et la productivité. Les seconds ont eu l'expérience des améliorations possibles dans le cadre d'un progrès d'ensemble. Ni les uns ni les autres n'accepteraient le retour durable à la stagnation.

3) L'expansion actuelle de la production industrielle est due, pour un tiers environ, à l'augmentation du nombre des travailleurs ou de la durée du travail, pour les deux tiers à l'augmentation de la productivité. Cette augmentation, exceptionnellement rapide depuis quelques années (6% à 8% par an), peut être due soit à une meilleure organisation du travail, soit au transfert d'ouvriers d'un emploi moins productif à un emploi plus productif. Quoi qu'il en soit, l'expansion actuelle, avec une main-d'œuvre quasi stationnaire, subira une impulsion supplémentaire quand les générations plus nombreuses de l'après-guerre arriveront à l'âge de l'emploi.

4) Le progrès de l'industrie, l'élévation des revenus dans les villes rendent impossible le conservatisme paysan. Pour éviter que leur condition ne s'abaisse relativement à celle des citadins, les agriculteurs sont contraints à un effort de modernisation.

5) Le Marché commun, quelle que soit la modalité d'application, est, lui aussi, une incitation à l'effort, au renouvellement des méthodes. Ce n'est d'ailleurs pas le Marché commun qui est la cause ou la condition indispensable de l'expansion. Parce que l'économie française est, depuis la deuxième guerre mondiale, redevenue dynamique, le gouvernement peut tenter l'expérience du Marché commun.

Il serait fâcheux qu'au moment où les Français commencent à comprendre leur temps, les experts ne comprennent pas les Français et demeurent prisonniers de représentations qui datent d'une génération.

Hoover aussi avait confiance

Le Figaro
21 mars 1958

En dépit des millions de dollars dépensés par les bureaux de recherche, les économistes ne sont pas plus capables aux États-Unis qu'en Europe, de prévoir avec certitude les mouvements de la conjoncture. Ils ne s'accordent même pas sur les causes de l'actuelle récession, qui risque d'être plus grave et plus prolongée que les deux récessions de 1948-1949 et de 1953-1954.

Presque unanimement, les experts écartent l'hypothèse d'une catastrophe comparable à celle de 1929. La structure de l'économie américaine est désormais telle que la demande n'est pas susceptible de fléchir dans la même proportion qu'en 1929: les salaires sont soutenus par les syndicats, des indemnités de chômage sont payées aux sans-travail, les dépenses fédérales représentent aujourd'hui 20% du revenu national, les prix agricoles sont maintenus, les dépôts bancaires garantis. Par-dessus tout, l'opinion ne tolérera pas l'inaction gouvernementale. Les pouvoirs publics seront obligés d'intervenir bien avant que se produise un effondrement.

Si l'on peut admettre que le pire sera évité, il reste que l'on s'interroge sur la durée et la profondeur de l'actuelle récession. Risque-t-elle de s'aggraver par le processus de la boule de neige ou, en termes techniques, par le processus cumulatif de diminution des revenus et de l'activité, le chômage réduisant le montant des salaires, cette réduction amputant la demande globale et, faute de demande, les investissements diminuant à leur tour? Certains économistes, obsédés par la lutte contre l'inflation, ne prennent pas au sérieux le danger de crise. Les économistes de l'autre école (parmi lesquels je me compte) seraient moins inquiets si les dirigeants de la politique monétaire et les personnalités les plus influentes de l'administration américaine n'appartenaient pas à l'école anti-inflationniste. Il n'est pas inévitable que la récession se transforme en crise, mais peut-être n'était-il pas inévitable non plus qu'il y eût une récession. Comme les autorités monétaires ont été, à mon sens, régulièrement en retard de trois mois, elles commencent de s'interroger sur les mesures anticycliques (déficit budgétaire, grands travaux), alors que ces mesures devraient être appliquées dès maintenant.

Certes, ces affirmations ne sont pas démontrées (pas plus que les affirmations de sens contraire) et, de toute manière, une tentative de démonstration ne

trouverait pas place dans le cadre d'un article. Malgré tout, il n'est pas impossible de rendre intelligibles, en langage ordinaire, quelques données du problème.

Il est vrai qu'en 1956, une certaine inflation sévissait aux États-Unis et que les prix étaient en hausse, mais cette inflation n'était pas du type classique, imputable à l'excès de la demande globale. Elle était essentiellement une inflation des coûts, dont la cause était la volonté des ouvriers d'obtenir une hausse de salaires, la capacité des producteurs de vendre leurs produits à des prix plus élevés.

Il n'est pas impossible d'arrêter une inflation, même celle des coûts, par une politique restrictive de crédit. C'est la politique qu'appliquèrent les autorités monétaires américaines, mais, pendant des mois, les prix continuèrent de monter, cependant que l'expansion s'arrêtait et que les investissements et achats de biens durables diminuaient. Les prix sont, aujourd'hui, à peine stabilisés, mais la récession est déjà bien en train: la production industrielle est en recul de 10% par rapport au maximum du boom précédent, le nombre des chômeurs dépasse cinq millions, le nombre des wagons chargés, qui s'élevait à 648.000 dans la semaine qui s'achevait au 2 février 1957, est tombé à 550.000 dans la semaine qui s'achève au 1er février 1958.

Les secteurs affectés par la diminution de la demande sont connus: il s'agit des secteurs d'investissements et de biens durables de consommation. Étant donné le niveau de vie de la population américaine, on s'explique aisément que les consommateurs puissent différer l'achat, par exemple, d'automobiles neuves. Ajoutons que, par un raffinement d'inopportunité, l'administration a massivement réduit les commandes de matériel militaire dans la seconde partie de 1957, alors que déjà la demande de biens de production était en baisse.

Pour l'instant, le processus cumulatif de crise n'est pas déclenché. Les revenus se maintiennent, la demande de biens de consommation commence seulement d'être affectée, les dépenses publiques ne diminuent pas. On cherche seulement d'où viendra, dans la conjoncture présente, l'incitation à une reprise.

Notre confrère *The Economist* faisait observer, dans son dernier numéro, que, jusqu'à présent, la confiance n'avait pas été ébranlée et que la résistance des cours à la Bourse de New York témoignait d'un optimisme qui est, en tant que tel, un facteur favorable. Si financiers et entrepreneurs croyaient à la crise, celle-ci serait immédiatement plus probable. Le raisonnement est juste à condition que le président Eisenhower n'en tire pas la conséquence que le mieux est de prendre modèle sur le président Hoover (ou le Dr. Coué) et qu'il ne s'installe pas dans le

rôle du "roi fainéant".

Où en est l'économie française?

Le Figaro
11 avril 1958

Les grèves d'avertissement dans le secteur nationalisé les chiffres du déficit de mars à l'Union européenne de paiements ont suscité commentaires et inquiétudes: la tentative de stabilisation est-elle condamnée avant même d'avoir abouti? Tel n'est pas, me semble-t-il, le diagnostic juste, mais, en dépit de quelques symptômes favorables, les menaces s'accumulent de divers côtés.

Le mouvement des prix est à peu près conforme aux prévisions. L'indice des prix de gros n'a, pour ainsi dire, pas bougé au mois de février. Il n'en va pas de même en ce qui concerne les prix de détail et, en particulier, des prix des produits alimentaires. La hausse s'est ralentie et, d'ici quelques semaines, on pourrait espérer la stabilisation, voire la baisse. Il n'en reste pas moins que ceux des salariés qui n'ont pas obtenu de hausse de leur rémunération, ont vu leur niveau de vie baisser.

Dans le secteur privé, le climat social n'est pas tel que l'on craigne des mouvements de grande ampleur. La cause en est le glissement régulier des taux de salaires, qui accompagne celui des prix. Qu'il y ait ou non un relèvement officiel du S.M.I.G., les entreprises, qui continuent de produire au maximum et de vendre leur production, préfèrent les hausses de salaires aux risques et aux pertes qu'entraînent les conflits. Le blocage des prix freine peut-être, il n'empêche pas cette hausse des salaires que le gouvernement n'ose ni approuver ni désapprouver. Les salaires ont progressé globalement de 3,7% au cours du dernier trimestre de 1957, l'allure a dû se maintenir au premier trimestre de 1958.

L'État directement ou indirectement responsable des traitements de fonctionnaires, des retraites, des salaires du secteur nationalisé, ne peut manœuvrer avec la même souplesse que les entreprises privées. Prisonnier du système des grilles et des équivalences, il retarde le plus longtemps possible les rajustements nécessaires, quitte à provoquer des conflits graves et à concéder, de temps à autre, d'un coup, des augmentations relativement massives.

Si le rajustement peut être retardé jusqu'au moment où l'offre des produits alimentaires sera abondante, peut-être la stabilisation des prix ne sera-t-elle pas irrémédiablement compromise. Certes, il en résultera un accroissement de l'impasse, contraire aux engagements pris par le gouvernement à l'égard de nos

prêteurs, mais le niveau d'activité est supérieur à celui qui avait été admis dans les prévisions budgétaires. L'excédent des recettes par rapport aux prévisions permettra éventuellement de couvrir une part des dépenses imprévues. Là n'est pas l'essentiel.

Le ralentissement de l'expansion n'a pas encore commencé d'intervenir, le décalage entre la conjoncture mondiale, dominée par la récession américaine, et la conjoncture française, qui en est à la désinflation, subsistant toujours. Or ce décalage contribue aux déficits des comptes extérieurs, sur lesquels les derniers chiffres de l'U.E.P. ont ramené l'attention.

Certes, l'économie française a dû profiter de la baisse des cours des matières premières. Le taux des échanges (rapport entre les prix des importations et ceux des exportations) doit être relativement favorable. Mais, d'un autre côté, la concurrence sur les marchés d'exportations doit être de plus en plus vive. Et les prix de nos produits d'exportations n'ont cessé de monter au cours des derniers mois, annulant l'effet de l'opération 20%. Une fois de plus, parce que les dirigeants des affaires publiques s'obstinent à commettre les mêmes erreurs, le cours du franc est ou sera un facteur de déficit. On sera obligé de recourir à des procédés divers d'aide à l'exportation, de multiplier les précautions pour que les devises des touristes ne se vendent pas au marché noir.

Ainsi, à l'intérieur, la stabilisation des prix n'est pas exclue, mais elle dépend des mouvements des salaires, surtout dans le secteur public; à l'extérieur, les prêts risquent d'être dépensés avant que l'équilibre des comptes ne soit rétabli, le taux du franc est mis en question et l'effet des mesures déflationnistes ne se fera sentir que d'ici à quelques mois.

Ce bilan justifie l'inquiétude, non le découragement. Le point noir, c'est, une fois de plus, la faiblesse des réserves en devises. Le retour à l'équilibre extérieur, en période de récession mondiale, s'opère malaisément en quelques mois. Selon les dernières statistiques, l'industrie française avait progressé de 9 à 10% par rapport au mois correspondant de 1957. Mais les exportations ne progressent pas (aussi bien le simple maintien du niveau antérieur peut-il exiger des efforts supérieurs dans le climat actuel). Il suffirait de quelques incidents fâcheux pour que la perte de devises, amorcée en mars, s'accélérait de nouveau. Rien ne prouve que nous trouverions une nouvelle fois des prêteurs pour nous tirer d'affaire. Une pénurie de devises entraînerait à l'intérieur des conséquences autrement graves qu'une déflation limitée, voulue par les pouvoirs publics.

Si les devises que possèdent les Français, mais sur lesquelles la France ne peut

compter, étaient disponibles, toutes les données de la situation seraient bouleversées.

Les comptes de la nation

Le Figaro
16 mai 1958

La publication des comptes de la nation et du rapport qui les accompagne constitue, chaque année, un événement politique. Le temps est loin où un ministre des Finances me refusait communication du budget économique de la nation sous prétexte que les chiffres approximatifs et aléatoires risquaient d'être mal interprétés par le public. La connaissance a progressé en même temps que l'économie elle-même.

Malheureusement, la méthode, en elle-même excellente, du budget économique est appliquée en France dans des conditions administratives surprenantes. Les commentaires, les comptes prospectifs n'expriment pas l'opinion de l'ensemble du ministère des Finances, moins encore celle du ministre en fonctions, mais seulement celle de deux ou trois personnes. Le journaliste est amené à discuter ce rapport, bien que les rédacteurs ne puissent répondre, parce que "le service des études économiques et financières" n'hésite pas à recommander, à grand renfort de publicité, une politique déterminée, peut-être excellente mais contestable (comme tous les choix). Pour accroître encore la confusion, la commission n'est présidée ni par un homme de sciences ni par un fonctionnaire mais par un homme politique, dont la compétence n'est pas en cause mais qui, en dépit de lui-même, compromet la neutralité indispensable d'un organisme d'étude.

Les remarquables économistes de la rue de Rivoli qui présentent les comptes de la nation ont, comme chacun de nous, un système de préférences, une vision de la réalité. Il y a quelques années, ils ont eu tendance à sous-estimer les capacités de production et d'expansion de l'économie française. Ces hommes jeunes paraissent curieusement obsédés par le passé, plus impressionnés par la stagnation des années 1930 que par l'œuvre accomplie depuis la guerre. Aussi, bien qu'ils reconnaissent qu'"une mutation dans le comportement des chefs d'entreprise s'est opérée au cours des dernières années", ils continuent de craindre par-dessus tout la retombée dans la stagnation. "La condition essentielle, celle qui domine toutes les autres, est que soit sauvegardé à tout prix le dynamisme de la nation." Toute pause leur paraît menacer le dynamisme renaissant: j'ai plus de confiance qu'eux dans le dynamisme de la nation. Je crois que la tâche essentielle, en France, aujourd'hui, est d'enseigner les exigences

d'une expansion non financée par les prêts étrangers.

Ce souci prédominant de sauver l'expansion explique que le secrétariat de la Commission des comptes de la nation n'ait pas été hostile à la politique de 1956, qui misait sur le déficit extérieur pour maintenir à la fois l'expansion et le niveau des prix. L'an dernier encore, aucun des deux comptes prospectifs de 1957 n'envisageait le rétablissement de l'équilibre extérieur. En d'autres termes, sans le dire explicitement, les experts mettaient leur espoir dans des crédits étrangers. Je ne suis pas sûr que d'autres conseils n'eussent pas été préférables.

En dehors de cette philosophie de l'expansion, les rédacteurs du rapport ont une conception, dérivée de Colbert, de Keynes et de Leontief. Ils rejettent toutes les mesures globales, dont on ne peut prévoir exactement les effets, ils recommandent des mesures sélectives, exactement appropriées à chaque situation, dont les conséquences seraient calculables.

Cette préférence pour les mesures dites sélectives s'exprimait dans tous les rapports précédents, elle se manifeste, cette fois, dans les propositions relatives au rétablissement de l'équilibre de la balance des comptes.

Je suis moins tenté pourtant de reprendre la polémique de l'an passé (bien que le rapport lui-même et un journaliste de *Combat* m'y invitent) pour la simple raison que la nécessité de la contraction globale est explicitement reconnue. Depuis des années, j'ai soutenu que le rétablissement de l'équilibre des comptes extérieurs sans ralentissement de l'activité était souhaitable mais improbable. Je n'en connais guère d'exemple. Depuis 1956, le suremploi sur le marché du travail entraîne une hausse continue des salaires. L'offre de certains produits alimentaires d'importance décisive pour les masses (viande) n'est plus élastique. Le niveau du franc était, en 1957, devenu intenable. Une dévaluation ne peut réussir qu'à condition d'un minimum de déflation intérieure. En d'autres termes, il me paraissait indispensable, il y a un an, de plaider pour et non contre une certaine déflation intérieure. Quand les rédacteurs du rapport écrivent que "l'expérience de 1957 a prouvé la relative inefficacité et les limites des actions générales de déflation", ils révèlent une curieuse conception de l'expérience. Les mesures prises ont été tardives, insuffisantes. Elles sont intervenues alors qu'une crise de confiance provoquait une fuite devant le franc au-delà du déficit imputable aux opérations courantes. Le nouveau taux de change a été discuté le lendemain du jour où il a été établi. La remise en ordre des prix créait un autre facteur d'incertitude.

Je ne sais si les mécanismes classiques sont aussi inefficaces que le croit le

Service des études économiques et financières, mais l'expérience de 1957 ne saurait en démontrer l'échec, parce qu'ils n'ont pas été mis en action.

Nous étudierons, la semaine prochaine, les perspectives de 1958 et de 1959, ainsi que les recommandations des experts.

Connaissance de l'industrie française

Le Figaro
30 mai 1958

Depuis quelques semaines, un grand effort a été entrepris par le service des "informations industrielles" d'une agence de publicité pour faire connaître aux Français la France d'aujourd'hui et, en première ligne, le secteur de l'existence nationale qui est le symbole de la France de demain: l'industrie.

Au moment où notre pays vit une crise politique qui met en question son unité, il est bon que les Français soient informés de nos raisons d'espérer. Or ces raisons viennent d'abord du fait méconnu de tous les côtés, par les pessimistes et les ignorants: les années qui se sont écoulées depuis 1945 ne sont pas, dans la métropole, une période de décadence mais de rénovation. Certes, des territoires naguère soumis à la souveraineté française ont accédé à l'indépendance mais la Grande-Bretagne, dont le régime passe pour exemplaire, n'a pas hésité, elle, à reconnaître le droit à l'indépendance à l'Inde, à la Birmanie, à Ceylan, au Ghana et, demain, à d'autres territoires africains. Quoi que l'on pense ne ce processus historique, ce n'est pas lui qui détermine le destin des pays d'Europe. C'est dans la métropole, dans le travail de tous que se forment l'avenir, la prospérité ou l'appauvrissement. Or à cet égard, la France, en dépit de la faiblesse de l'État, en dépit des guerres d'outre-mer, peut offrir un bilan de réconfort et de confiance.

Une fraction de la classe dirigeante française n'avait pas compris, jusqu'à une date récente, la nature essentielle de la civilisation moderne. Elle se félicitait du prétendu équilibre maintenu entre industrie et agriculture, alors que la lenteur de l'industrialisation condamnait les Français à la pauvreté et la France à l'impuissance politique et militaire. Des académiciens attardés criaient: "Vive l'artisanat!" alors que le goût de la petite entreprise et la survie de certaines formes d'artisanat sont, non pas toujours mais souvent, une résistance stérile aux exigences de notre siècle.

Il est temps que les Français, précisément en ces heures tragiques, prennent conscience de la France de demain - non pas celle des parfums, de la haute couture, de Saint-Germain-des-Prés ou de l'Institut (si valables que soient ces institutions vénérables) mais de la France des barrages, des hauts fourneaux, de l'électronique, du textile artificiel, du gaz de Lacq. Cette industrie, dont la production a doublé depuis l'avant-guerre, ne peut et ne doit pas avoir la prétention d'être unique au monde, comme est unique la haute couture. Mais elle

doit avoir la légitime prétention de n'être pas en retard sur les industries des autres pays. Au lieu d'osciller entre la vanité et le complexe d'infériorité, les Français auraient le juste sentiment de tenir leur place dans la compétition qui est, à long terme, décisive pour tous les peuples: la compétition dans la course au progrès technique, à la productivité et au bien-être.

Depuis la fin de la guerre, la France a secoué le poids des traditions et des préjugés paralysants. Des générations arrivent à l'âge d'homme qui, sans renoncer aux valeurs fines, inséparables de la culture française, ne veulent pas que la France soit un musée et l'économie française un conservatoire de machines et d'outils anachroniques. Études scientifiques, goût de la technique, volonté de progrès économique, tous ces mots d'ordre sont ceux de la jeunesse. Pour qu'on puisse parler de grandeur, il faut que le travail soit organisé selon les exigences de la science.

Il est bon que l'on sache que "l'acier français équipe le plus grand hangar d'aviation du monde, le plus haut téléphérique, les locomotives les plus rapides, les conduits hydrauliques aux plus fortes pressions, etc.". Les performances techniques, si impressionnantes soient-elles, ne sont qu'un élément. L'essentiel c'est la modernisation de l'ensemble économique, agriculture et industrie, c'est l'efficacité du travail telle qu'elle s'exprime dans les statistiques de production, c'est la productivité telle qu'elle se dégage du rapport entre nombre d'ouvriers et valeur de la production.

Il fut un temps - c'était en 1931 - où la France, épargnée encore par la crise alors que les grandes nations industrielles étaient atteintes, semblait au faîte de la puissance. En réalité, le déclin de la population, la faiblesse de l'industrie, en dépit de la stabilité monétaire, rendaient illusoire cette fortune éclatante.

Aujourd'hui, la remontée de la natalité, la croissance et la modernisation de l'industrie donnent à la France des chances qu'il appartient aux Français de saisir. Encore faut-il qu'ils n'ignorent pas un dynamisme que les observateurs étrangers, qui ne se laissent pas prendre aux apparences, ont maintes fois reconnu et salué.

La tâche économique

Le Figaro
6 juin 1958

Au moment où s'est constitué le nouveau gouvernement, l'économie française, dont les progrès sont à tant d'égards remarquables, glissait vers une crise grave par suite de l'épuisement des réserves de devises. Quelles perspectives ouvrent la constitution d'un gouvernement stable et le choix de M. Pinay comme ministre des Finances?

Rappelons d'abord quelques données que nous avons souvent mentionnées dans nos articles: l'allure rapide de l'expansion depuis quatre ans; la volonté, manifestée par les gouvernants et une grande partie de l'administration, de ne pas ralentir l'expansion, même pour rétablir l'équilibre des comptes extérieurs; les mesures prises, l'année dernière, pour réduire l'impasse et, enfin, au début de cette année, les restrictions de crédit. Aujourd'hui, l'impasse prévue doit atteindre au plus 600 milliards. Les dépenses dépassent les prévisions mais les recettes aussi, la production avant continué, au cours de ces derniers mois, de progresser plus qu'on ne l'avait supposé.

Nous nous trouvons en présence d'une alternative fondamentale. Ou bien, comme nous y invitent les rédacteurs de la Commission des comptes de la nation, on prolonge la politique antérieure qui a conduit à l'impasse actuelle, autrement dit, on continue de nier l'efficacité des mesures globales, on se donne pour objectif de sauvegarder l'expansion, mais, faute de devises, on est acculé à réduire les contingents d'importation, à rationner certains produits (essence, viande), à renforcer la taxation des prix. En d'autres termes, on s'enfonce dans une voie de protection et de réglementations, au bout de laquelle la mise en application du marché commun devient inconcevable.

Ou bien, au contraire, on rompt avec les pratiques antérieures et l'on consent à reconnaître deux propositions que les spécialistes de la comptabilité nationale sont enclins à méconnaître: une déflation intérieure est indispensable à l'assainissement des finances extérieures parce qu'elle seule permet la stabilisation des prix et des salaires. De plus, le déficit des comptes extérieurs a été gonflé en 1957, il l'est encore aujourd'hui par le bilan des opérations financières. Les exportations de capitaux, les retards de rapatriement de devises que possèdent les exportateurs, les achats de francs au marché noir par les touristes représentaient, l'an dernier, au moins 500 millions de dollars. Il suffirait

que la tendance se renversât pour qu'une amélioration, temporaire mais substantielle, intervint.

La condition de ce renversement est d'adopter une politique exactement opposée à celle que recommandent les experts de la comptabilité nationale, de faire confiance moins aux fonctionnaires et plus aux mécanismes dits naturels. Depuis des années, l'action conjointe des ministres et des fonctionnaires, agissant d'ailleurs pour des motifs tout autres, a eu pour aboutissement la multiplication des artifices: les prix, la monnaie, s'établissent à des cours qui reflètent des compromis entre les décrets administratifs et les réalités. Si l'on a pour objectif l'entrée de la France dans la compétition internationale, qu'elle soit le marché commun ou l'économie mondiale, il faut, quelles que soient les nécessités temporaires, entreprendre une "opération vérité".

Le choix de M. Pinay ne laisse pas de doute: le gouvernement va s'engager dans la deuxième voie, celle de la "vérité". Le ministre tâchera de créer les conditions dans lesquelles l'importation sera comprimée et l'exportation favorisée, non par les décrets mais par la force des choses. Certes, dans l'immédiat, M. Pinay ne pourra pas éviter des mesures que les tenants de l'autre école auraient prises, eux aussi: réduction des contingents d'importation, peut-être aide renouvelée à l'exportation. Il n'organisera nullement la récession, pour reprendre les termes que les porte-parole de l'expansion à tout prix emploient contre ceux qui ne partagent pas leurs aberrations. Si les restrictions de crédit menacent de paralyser l'économie, il sera temps, d'ici quelques mois, de renverser la vapeur. Dans l'immédiat, il importe de créer un climat nouveau, d'abord dans les esprits.

Au lieu d'offrir la perspective d'une économie à réglementations et à rationnements, le nouveau gouvernement, une fois rétablie l'unité entre la métropole et l'Algérie, doit utiliser à plein les chances que lui donne la stabilité politique. Que les capitaux ne soient plus exportés, que les devises des touristes n'aillent plus au marché noir et il en résultera des améliorations au bilan des comptes extérieurs qui dépasseront largement celles que promettait le rationnement de la viande et de l'essence.

En certaines circonstances, le ministre des Finances a surtout besoin de science, en d'autres termes, de bon sens. Aujourd'hui, je crois que la décision en faveur du bon sens est juste.

Au seuil d'une deuxième expérience Pinay

Le Figaro
20 juin 1958

Un changement de gouvernement ou de régime ne suffit pas à transformer miraculeusement la conjoncture économique. Les données du problème demeurent, pour l'essentiel, les mêmes, encore que la stabilité politique, acquise au moins pour les prochains mois, donne quelques chances supplémentaires.

M. Pinay ne trouve pas, en arrivant rue de Rivoli, une situation désespérée. En matière économique, comme sur la plupart des autres sujets, la vérité ne me paraît être ni du côté des pessimistes ni du côté des optimistes. Le destin hésite: les risques sont immenses, mais si l'on se donne par la pensée quelques accidents favorables, le redressement est à portée de nos efforts.

Les mesures d'assainissement prises à la fin de 1957 sont en train de développer leurs effets. Au cours du premier semestre de 1958, les finances publiques ont été en équilibre, les recettes, grâce à l'expansion, dépassant les prévisions et les dépenses restant à l'intérieur des cadres fixés. Les hausses de prix qu'impliquait l'opération "vérité" sont sur le point d'atteindre leur terme normal. La hausse de quelques produits "spectaculaires" (vin, pommes de terre, charbon) dissimule l'épuisement spontané de la pression inflationniste. À cet égard, M. Pinay peut évoquer des souvenirs de 1952. Il arrivait alors au pouvoir dans des circonstances analogues au point de vue des prix.

L'emprunt qui vient d'être lancé doit avoir un effet surtout psychologique, donner un témoignage de la confiance. Il amènera aussi quelques tonnes d'or dans les caisses de la Banque. Il mettra le Trésor à l'aise en vue des prochaines échéances.

En dépit de l'équilibre intérieur, le danger subsiste avant tout à cause du déficit persistant des comptes extérieurs. Les importations ont été supérieures aux prévisions, les exportations, inférieures. Bien que de 1957 à 1958 les premières aient diminué plus que les secondes et que, de ce fait, le déficit en devises ait diminué (421 millions de dollars contre 631 pour les quatre premiers mois de l'année), nous sommes encore loin du but et nos réserves de devises seront épuisées d'ici à quelques mois.

Face à ce péril, deux écoles de pensée se heurtent à l'intérieur même de l'administration; la première envisage une réduction autoritaire des importations,

éventuellement le rationnement de quelques produits (pétrole, viande); la deuxième se propose de rompre avec les artifices et les contrôles et voudrait miser sur la confiance et les mécanismes. Les exportations de capitaux ont représenté l'an passé plusieurs centaines de millions de dollars. Que le mouvement des capitaux se renverse, et le déficit de la balance commerciale pourra être transitoirement couvert par les rentrées au lieu d'être amplifié, comme il l'est depuis deux ans, par le solde négatif des opérations financières. Entre l'école "dirigiste" et l'école "libérale", M. Pinay s'est prononcé pour la seconde. Au-delà de stabilisation des prix et des salaires, il comptera, pour rétablir l'équilibre extérieur, sur la confiance restaurée dans la monnaie, éventuellement sur la vérité monétaire, enfin sur le maintien d'une politique restrictive de crédit.

À ce point, une autre querelle s'élève. À en croire certains commentateurs, le vrai péril serait maintenant la récession et non le manque de devises. Ou du moins la récession créerait le danger de dépression et d'inflation simultanées. Tout n'est pas faux dans cet argument et l'on a observé des signes de ralentissement dans certaines industries (papier, textiles). Il est vrai aussi qu'un ralentissement de l'activité ne crée pas automatiquement les exportations supplémentaires. Les exportations en 1958 ont diminué (sidérurgie) ou progressé (automobile, construction électrique) selon les secteurs et l'on n'est pas sûr que la contraction générale suffira pour accélérer les progrès ou réduire les diminutions imputables à la conjoncture sur les marchés extérieurs et aux rapports de prix.

Cela dit, abandonner la politique restrictive de crédit alors qu'elle commence à peine d'agir, sous prétexte qu'elle pourrait, d'ici à quelques mois, mettre en difficulté certaines branches ou entreprises industrielles, serait déraisonnable. La pénurie de devises demeure aujourd'hui la menace numéro un. L'assainissement ne va jamais sans efforts et sans sacrifices. La politique choisie n'est pas celle de la facilité, mais celle de la discipline du crédit et de la consommation.

Contrôle et rationnement auraient manifesté les sacrifices de manière plus éclatante, mais les disciplines de la liberté ne sont pas moins exigeantes.

Après les succès de l'emprunt

Le Figaro
4 juillet 1958

Les chiffres publiés ne laissent pas de doute sur le succès de l'emprunt. En deux semaines, les souscriptions se sont élevées à 138 milliards, dont 127 en numéraire. Le premier emprunt Pinay de 1952 n'avait rapporté, pendant la période équivalente, que 116 milliards, dont 50 en numéraire. De plus, la Banque de France a acquis, dès maintenant, près de cent tonnes d'or, à l'allure d'environ neuf tonnes par séance.

J'ai soutenu dans ces colonnes, contre certains grands fonctionnaires, la thèse dite, en manière de simplification, libérale. Dans la crise des finances extérieures, les phénomènes psychologiques jouaient, à mon sens, un rôle important. Les exportateurs retardaient le rapatriement de leurs devises, les capitaux fuyaient au dehors. Le déficit de l'année 1957 a été gonflé de plusieurs centaines de millions de dollars par suite des exportations de capitaux. Le renversement du mouvement pourrait apporter une amélioration substantielle des comptes extérieurs pendant plusieurs mois. On ne saurait donc m'accuser, comme le fait un lecteur banquier de son état et aux prétentions encyclopédiques, de méconnaître les conséquences d'une éventuelle restauration de la confiance.

Mieux vaut pourtant ne pas anticiper le cours des événements. Les quantités d'or vendues pour souscrire à l'emprunt (dont les conditions sont plus favorables pour le public que ne l'exigeait l'état du marché) ne sont pas méprisables, elles ne sont pas encore d'un ordre de grandeur impressionnant si l'on se souvient des estimations officieuses de l'or que possèdent les particuliers (2.000 à 3.000 tonnes, d'après les estimations les plus faibles). Le rapatriement des devises ou valeurs étrangères illégalement détenues est autorisé sans amende et le ministère des Finances suggère aux fraudeurs les méthodes les plus commodes et les plus payantes pour effectuer ce rapatriement. Mais on ignore, pour l'instant, en quelle mesure les détenteurs de devises saisiront l'occasion qui leur est offerte.

Aucun événement survenu au cours de ces dernières semaines ne justifie un changement de la politique restrictive adoptée il y a quelques mois. M. Pinay semble résolu à maintenir l'impasse dans les limites prévues et à ne pas relâcher le crédit, comme l'y engagent déjà tant de conseillers bénévoles. Que les affaires soient moins faciles aujourd'hui qu'il y a un an, que le prix de l'argent au jour le

jour, entre autres phénomènes, manifeste la limitation, souhaitée et obtenue, des disponibilités monétaires, rien de plus incontestable. Mais ceux qui annoncent et dénoncent une déflation catastrophique, une chute brutale de la production me semblent pencher vers un pessimisme volontaire, qui n'est peut-être pas toujours désintéressé.

Au premier trimestre de l'année, la hausse de la production et des salaires s'est poursuivie à la même allure que précédemment, plus forte que les techniciens des ministères ne l'avaient prévue. L'expansion a dépassé les espérances, le déficit en devises a dépassé les craintes. Faut-il déjà considérer ces craintes comme hors de saison et redouter l'arrêt de l'expansion? Le succès de l'emprunt, tel que les chiffres publiés le mesurent, ne justifie pas ce renversement de front. Admettons que l'emprunt lui-même exerce une action déflationniste, les achats d'or et les rapatriements de devises exercent une action de sens contraire. En contrepartie de l'or qu'elle achète ou des devises qui rentrent, la Banque de France fournit des francs. Le relâchement des restrictions monétaires que les nostalgiques de l'inflation appellent de leurs vœux sera mécaniquement provoqué si les rapatriements de capitaux s'amplifient.

L'essentiel n'est pas là. Il se peut que l'activité économique se ralentisse. Certaines branches et plus encore certains secteurs de certaines branches sont en difficulté. Mais, à moins d'inflation, une expansion saine implique non pas seulement un taux égal de progression selon les industries, mais une stagnation, parfois même une régression de quelques-unes d'entre elles. L'avance générale suppose un excès de la demande globale sur l'offre.

Pendant les premiers mois de l'année, les salaires ont continué de s'élever rapidement. Toutes les statistiques d'emploi, en particulier celles relatives à la durée du travail ou à la proposition des ouvriers employés moins de 40 heures, suggéraient une insuffisance de main-d'œuvre non le risque de chômage. Les dernières statistiques indiquent, il est vrai, une modification de climat. La durée moyenne de travail tend à diminuer, le nombre des ouvriers occupés moins de 40 heures à augmenter. Mais ces indices demeurent au-dessous de ce que l'on peut considérer comme normal et ne justifient pas que l'on abandonne les prudentes mesures déflationnistes qui ont été adoptées et qui sont nécessaires à la confiance et au rapatriement des capitaux.

Seuls les enfants croient au Père Noël et à l'assainissement sans douleurs. Mais il suffit de considérer les données du commerce extérieur pour se convaincre que si la stabilisation des prix intérieurs est en bonne voie, l'équilibre

des comptes extérieurs n'est encore qu'un objectif ou un espoir.

Il n'y a pas de miracle économique

Le Figaro
19 septembre 1958

Miracle Poincaré, miracle économique allemand: si l'on prenait ces expressions à la lettre, rien ne serait plus fréquent, dans les affaires économiques, que des miracles. À y regarder de plus près, ces miracles se résolvent en phénomènes étrangement naturels.

Au moment où Poincaré arriva au pouvoir, en 1926, après la panique créée par le renversement du ministère Briand-Caillaux et les trois jours de gouvernement Herriot, la spéculation internationale jouait contre le franc, les capitaux étaient exportés par les Français eux-mêmes, mais la situation était, en elle-même, saine. La dévaluation avait allégé le poids de la dette publique, le compte des paiements courants était équilibré. Il avait suffi de rétablir l'équilibre du budget par quelques mesures spectaculaires, de briser la spéculation internationale: avec le renversement du mouvement des capitaux, le problème fut résolu parce qu'il consistait tout entier en phénomènes psychologiques.

Le miracle allemand fut plus complexe, mais lui aussi, devient intelligible dès que l'on considère les données fondamentales. La restauration d'une monnaie authentique, après des années d'inflation refoulée et dissimulée par les contrôles administratifs, fit sortir les marchandises et donna libre cours à la capacité allemande de travail. Les millions de réfugiés, venus des régions annexées ou occupées, qui paraissaient une charge, furent les ressorts du redressement. Réintroduits dans les circuits de l'économie, ils fournirent une augmentation massive de la production et ralentirent, durant la première phase, la hausse des salaires. Un pourcentage élevé d'investissements permit la modernisation de l'équipement industriel. Les exportations allemandes furent en mesure de battre la plupart de leurs concurrents, handicapés par l'inflation intérieure. Moyens de production inemployés, discipline des travailleurs et modération des syndicats, investissements énormes, telles furent les circonstances qui, dans le cadre fixé par une politique libérale, déterminèrent le miracle allemand.

Un miracle français, comparable à celui de 1926 en France, à celui de l'Allemagne depuis dix ans, est-il possible à l'heure présente? La plupart des experts répondent non, sans même d'hésitation. Le plein emploi règne sur les marchés du travail: la condition première du miracle allemand fait défaut. Le déséquilibre des paiements courants subsiste. Le déficit de la balance

commerciale a diminué, grâce à la diminution des importations. Cette diminution a été obtenue par la suppression de la libération des échanges et le rétablissement des contingents. Les exportations évaluées en dollars ont été, au cours de ces derniers mois, inférieures à ce qu'elles étaient l'an passé. À l'allure présente, le déficit annuel de la balance commerciale reste de l'ordre de 200 à 300 milliards de francs, bien plus que ne peut rapporter l'excédent éventuel des exportations invisibles.

La situation s'est incontestablement améliorée pour deux raisons principales. Les mesures prises par les derniers gouvernements de la IV^e République ont normalement développé leurs conséquences. Les prix ont eu tendance à se stabiliser, l'expansion s'est ralentie, on s'est rapproché de l'équilibre entre demande et offre. L'inflation intérieure est en voie de se résorber. Simultanément, un renversement s'est produit dans le mouvement des capitaux. Le Fonds de stabilisation des changes a eu des surplus. De l'or a été vendu pour souscrire à l'emprunt, des capitaux sont rentrés à la faveur de l'amnistie fiscale. Le Trésor a reconstitué des réserves qui s'élèvent à quelque 400 millions de dollars et nous mettent à l'abri du péril pour plusieurs mois. Alors que l'on craignait l'épuisement des crédits étrangers, d'ici la fin de l'année, les échéances sont assurées jusqu'au printemps. Le phénomène psycho-monnaire pourrait-il être comparé à celui de 1926? Peut-on parler d'un miracle de Gaulle (ou de Gaulle-Pinay) comme on a parlé d'un miracle Poincaré?

Encore une fois, les experts répondent presque tous négativement. Les retours de capitaux comblent le déficit commercial de deux ou trois mois, tout au plus. Les Français possèdent, en or ou en capitaux à l'étranger, quelques milliards de dollars. Les rapatriements portent peut-être sur 200 millions de dollars. La nécessité d'exporter davantage demeure aussi urgente. Cela dit, les revues, dites spécialisées, qui espèrent, en cent jours, concevoir et appliquer une politique de nature à provoquer un accroissement massif des exportations, me paraissent compter sur le miracle plus encore que ceux qui espèrent un retour massif des capitaux.

Pour l'instant, les rapatriements de capitaux ne nous ont donné qu'un répit. Il faut multiplier les efforts pour équilibrer les comptes extérieurs comme si les capitaux ne devaient pas rentrer. Disons que, s'ils rentraient, ce serait un miracle, que pourtant la restauration monétaire pourrait rendre non prévisible, mais explicable après coup en termes intelligibles.

Les incertitudes de la conjoncture

Le Figaro
17 octobre 1958

L'économie française traverse une phase que caractérisent deux processus liés, tendance à la stabilisation des prix et ralentissement de l'expansion, le premier souhaité par tous, le second prévu et regretté par beaucoup.

Qui ne rêve de rétablir l'équilibre de comptes et la stabilité des prix sans que s'arrête la croissance de la production? Nulle part un pareil rêve n'est devenu réalité. Il est normal qu'on déplore le prix à payer pour la fin de l'inflation, non pas que l'on s'en étonne.

Les Français s'étaient, depuis quelques années, à tel point accoutumés à la progression constante de la production que la stagnation, même temporaire, risque de provoquer des protestations aussi vives que celles qu'aurait naguère provoquées une véritable crise. Aussi convient-il de souligner que, pour l'instant, il s'agit que d'un ralentissement de la progression. Rien ne permet encore d'annoncer une récession. La durée hebdomadaire du travail a quelque peu diminué (45,8 en juillet contre 46,1 un an auparavant), le nombre des demandes d'emploi non satisfaites a augmenté (73.000 au 1er juillet contre 61.000 un an auparavant). Mais le chômage demeure négligeable, la hausse des salaires durant le deuxième trimestre de l'année en cours a été de 2,4% contre 3,8% durant le trimestre précédent et plus de 5% durant le même trimestre de 1957. La question ne se pose pas moins dès maintenant d'envisager les mesures à prendre au cas où l'activité continuerait de décliner.

La situation française est d'autant plus difficile qu'à la crise des finances extérieures, momentanément conjurée mais non résolue, s'ajoute la perspective de libération des échanges et de Marché commun. Quelle relance intérieure serait compatible avec l'état de nos comptes extérieurs?

Au cours des derniers mois les ressources en devises ont augmenté et sont revenues à peu près au niveau de janvier dernier, grâce à un reflux de capitaux et à une amélioration de la balance commerciale. Cette amélioration est malheureusement due surtout à la diminution des importations, 116 milliards en août contre 125 un an auparavant. Les exportations ont progressé en valeur (866 milliards pour les sept premiers mois contre 791 en 1957), mais, en devises et en volume, elles ont diminué. L'amélioration des comptes est donc précaire puisqu'elle ne résisterait ni à une hausse des prix des matières premières sur le

marché mondial ni à un besoin accru d'importations qu'entraînerait une reprise de l'expansion.

Ni la libération des échanges ni l'élargissement des contingents prévus pour la première année du Marché commun ne comportent de risques graves. Mais ils interdisent une politique inflationniste qui sous prétexte d'expansion compromettrait l'équilibre intérieur.

Le gouvernement dispose, pour agir sur l'économie globale, de deux moyens d'action, le budget et le crédit. Le ralentissement actuel est imputable aux mesures prises en 1957 pour réduire l'impasse fixée à 600 milliards et pour limiter le volume du crédit dont le prix était simultanément relevé. On n'imagine guère que le gouvernement relâche à la fois les deux freins, celui du budget et celui du crédit, mais à condition de tenir l'un fermement, il pourra relâcher progressivement l'autre. Si l'impasse budgétaire demeure en valeur réelle du même ordre de grandeur que cette année, il n'est pas exclu qu'une politique plus libérale de crédit devienne opportune.

Une autre possibilité serait d'agir sur certains secteurs. L'industrie automobile a eu une part considérable dans l'expansion de ces dernières années. Des mesures sélectives, pour user de l'expression si souvent employée, pourraient intervenir au cas où une diminution excessive de la demande mettrait en péril l'expansion de cette industrie-clé.

Quelles que soient les mesures contre la récession que le gouvernement prendra éventuellement au cours des prochains semaines, la reprise d'une expansion saine exige à terme deux conditions: une augmentation des exportations et une véritable monnaie. Les circonstances politiques sont à cet égard éminemment favorables. Un ministre des Finances pourrait enfin donner au franc sa valeur authentique, mettre fin aux vaines subtilités des taxes et des subventions. Que la France ait une monnaie digne de ce nom et une étape décisive du redressement sera franchie: mouvements de capitaux et transactions invisibles contribueront à compenser le déficit commercial et les exportateurs ne seront plus paralysés par des rapports artificiels de prix.

Encore faut-il que la demande intérieure ne recommence pas d'absorber si facilement toute la production, que l'incitation à vendre au dehors soit étouffée. La prudence financière n'a pas encore cessé d'être l'impératif premier.

Relance de l'économie?

Le Figaro
31 octobre 1958

La situation actuelle de l'économie française est telle que les autorités comme les commentateurs hésitent entre deux diagnostics, deux méthodes d'action.

Si certaines branches souffrent déjà d'un ralentissement notable d'activité (textiles, appareils ménagers), l'ensemble de l'industrie n'est pas encore atteint par la récession. L'expansion est généralement ralentie, mais la sidérurgie continue à progresser. Certains secteurs connaissent même prospérité actuelle et perspectives d'avenir brillantes. Mais travailleurs et entrepreneurs se sont accoutumés à une croissance régulière. L'arrêt complet de l'expansion pendant quelques mois, quelques centaines de milliers de chômeurs partiels suffiraient à provoquer une insatisfaction diffuse dans le public et l'appel à l'intervention de l'État.

Il n'est pas question de sous-estimer les inconvénients d'une stagnation, même temporaire. Les charges de l'État tendent à augmenter automatiquement d'année en année par simple application des lois déjà votées, en raison de l'augmentation du nombre des enfants et des vieillards. Le plan de cinq ans pour l'Algérie, la contribution métropolitaine à la Communauté d'Afrique noire représentent éventuellement des centaines de milliards supplémentaires. Si la France a pu supporter, au cours de ces dernières années, le poids de la guerre d'Algérie en même temps que les obligations de l'équipement scolaire, des lois sociales et des investissements industriels dans la métropole, c'est que ces dépenses étaient prélevées sur un produit national qui augmentait de 5 à 6% annuellement. Si le produit national en valeur réelle demeure constant ou diminue, le même prélèvement deviendrait de plus en plus lourd. En ce sens, et dans une longue perspective, la France est condamnée à l'expansion.

À courte échéance, la décision est malaisée, car les prix sont à peine stabilisés (les prix de détail sont même encore orientés à la hausse) et le déficit de la balance commerciale et de la balance des comptes n'est pas résorbé. Le ralentissement de l'expansion n'a pas suffi à provoquer une augmentation massive des exportations (aucun des partisans de la déflation ne l'avait annoncé). Du moins a-t-il eu deux résultats: réduire le volume des importations, amener une détente sur le marché du travail et, du même coup freiner la hausse des salaires. Or ces deux résultats étaient indispensables en tant que première étape

sur la voie de la restauration de l'équilibre extérieur. Si l'on relançait l'inflation sous prétexte de surmonter un ralentissement inévitable, on compromettrait bien plus qu'on ne favoriserait l'expansion future.

À l'heure présente, les mesures restrictives portent à la fois sur le montant de l'impasse, c'est-à-dire sur le volume des dépenses de l'État, et sur le prix et la quantité du crédit. Récemment, une première mesure de relâchement a été prise, le taux de l'escompte ayant été ramené de 5 à 4,5% et celui de l'"enfer" de 8 à 7%. Bien des experts étrangers ont jugé cette mesure prématurée. Tous les pays ayant payé le rétablissement de l'équilibre par un certain recul d'activité, les experts internationaux sont enclins à ne pas approuver la décision française de ne pas payer ce prix.

Il est impossible de dissocier les deux éléments de la politique économique, gestion du budget d'une part, gestion du crédit de l'autre. L'inflation, en 1956-57, fut nourrie par la combinaison d'une impasse trop élevée et d'un crédit trop facile. Il ne saurait être question de commettre la même erreur. Un des deux freins, en tout cas, doit être tenu fermement. Si l'impasse est considérable, les restrictions de crédit s'imposent avec évidence. Si l'on commence de relâcher le crédit, alors l'impasse de 1959 ne devrait pas dépasser celle de 1958.

La vraie question se pose au-delà de ces propositions, presque incontestables, me semble-t-il. Est-il déjà temps de déclencher la relance? Pour rendre au franc le caractère d'une vraie monnaie, la condition indispensable est de prolonger la cure actuelle, qui promet à échéance deux bénéfices: un retour des capitaux, une expansion sans hausse excessive des prix et de la consommation intérieure. Provisoirement, la balance me paraît pencher en faveur de la prudence. Quitte à prendre au bénéfice d'industries particulièrement atteintes (appareils ménagers) des mesures spécifiques, je crois prématurée l'application immédiate d'un programme de relance.

Il ne faut pas se dissimuler que cette prudence aussi présente des risques, sociaux et psychologiques plus encore qu'économiques. Une récession aggravée risquerait de déconsidérer la politique actuelle et de provoquer une oscillation violente de sens contraire. Si, à force de craindre l'inflation, on déclenchait une véritable crise, la réaction à la crise conduirait à une nouvelle inflation. Mais il me paraît que la dose de déflation n'atteint pas, pour l'instant, le seuil du "danger de crise".

Ajoutons que la paix en Algérie, dans le domaine de l'économie aussi, créerait des chances nouvelles.

3.3

À LA RECHERCHE DE LA PLANIFICATION DÉMOCRATIQUE (1958-1962)

Contradiction fondamentale

Le Figaro
10 septembre 1948

Il n'importe guère que l'on baptise ou non crise de régime la crise ministérielle, qui dure, en fait, depuis le renversement de M. Schuman, en juillet dernier. Il importe, en revanche, de dégager, au delà des querelles de personnes et des rivalités des groupes, les causes profondes des événements, en apparence absurdes, que le pays suit avec une stupeur, qui pourrait bien se transformer en colère.

La vérité est que nous sommes arrivés au bout du système des expédients et des compromis, ou du moins que la prolongation de ce système provoquerait infailliblement l'aggravation du mal. Or, les partis semblent incapables de s'accorder sur les mesures, politiques et économiques, faute desquelles on ne parviendra pas à arrêter l'inflation.

Situation économique

Il y a quelques mois, les optimistes nous répétaient à l'envi que l'été allait apporter des améliorations décisives: la récolte de blé serait exceptionnelle, le plan Marshall fonctionnerait, depuis la deuxième quinzaine de février les prix de détail étaient à peu près stabilisés. Ceux qui se risquaient à troubler l'euphorie ne pouvaient qu'être inspirés par de sombres arrière-pensées. On oubliait que, depuis 1946, c'est régulièrement en été que surgissent les crises et que les barrages des salaires et des prix sont emportés.

En réalité, aucun des déséquilibres profonds de l'économie française n'avait été corrigé. Il manquait quelque 200 milliards de francs au Trésor pour terminer l'année. Même avec le plan Marshall, les services se déclaraient incapables d'exécuter le programme des importations, tenu pour indispensable. Le rajustement des prix du blé et du lait était inévitable et l'on pouvait craindre que la hausse de ces prix, anormalement bas, n'entraînât par contagion celle des autres prix (et surtout de celui de la viande que les professionnels entendent bien maintenir à la pointe du mouvement). Enfin, l'incrédulité monétaire continuait à sévir. L'incapacité d'emprunter demeurait le symbole de la défiance générale avec son cortège de maux: stockage des produits, épargne investie en or et en bétail, etc...

En juillet dernier, on était arrivé à la croisée des chemins. Ou bien l'on

parvenait à dissiper l'incrédulité monétaire, par un ensemble de mesures techniques et psychologiques (réduction des dépenses publiques, accroissement des impôts, réforme fiscale et administrative, création éventuelle d'un nouvel étalon des valeurs, stabilisation du pouvoir d'achat, etc.). Ou bien l'on risquait de glisser sur la pente d'une inflation accélérée. Le redressement exigeait une politique nette, le refus des demi-mesures, c'est-à-dire, comme le disait le premier magistrat du pays, des "caractères inflexibles".

Quand les socialistes acceptèrent que les portefeuilles des Finances et de l'Économie nationale fussent confiés à M. Paul Reynaud, on put penser qu'ils souscrivaient à l'expérience d'un Poincaré 1948. En renversant le ministère Marie, pour ne pas s'opposer aux revendications des syndicats non communistes, ils ont eux-mêmes sacrifié, ce que l'on appelait la dernière carte.

Il serait injuste de méconnaître la force des raisons par lesquelles ils expliquent et justifient leur décision. Pouvaient-ils, après avoir rompu avec les communistes, rompre aussi avec les syndicats chrétiens ou modérés? Pouvaient-ils, si des grèves éclataient, les réprimer comme ils avaient réprimé celles de novembre dernier, au risque de reconstituer l'unité syndicale sous la direction communiste? Les hausses annoncées des prix du pain et du lait, celle, constatée, du prix de la viande, ne consacraient-elles pas l'échec de l'action sur les prix et ne rendaient-elles pas fatal un relèvement compensatoire des salaires, une fois de plus dépassés dans la course?

Une telle argumentation, sur le plan politique, paraît convaincante. Mais il suffit d'envisager les conséquences économiques pour dissiper l'illusion. On sait bien - la tentative a été faite assez souvent - que les hausses nominales de salaires n'apportent qu'un répit transitoire et qu'au bout de quelques semaines ou de quelques mois le rapport prix-salaires se retrouve à peu près identique, la monnaie étant une fois de plus victime de la multiplication vaine des signes monétaires. Les socialistes eux-mêmes ne cessaient de le proclamer depuis un an et demi. Leurs ministres ont dit et répété que l'on n'accroît pas la part des salariés dans le revenu national en accroissant leurs revenus nominaux. En exigeant des "compensations" ou des "indemnités" que le ministre des Finances jugeait incompatibles avec la stabilité, les socialistes ont suivi leurs troupes, et non leurs convictions. Et pourtant, ils auraient peut-être gardé leurs troupes par le courage: ils les perdront par le chaos.

Le choix indispensable

On dira probablement que la rupture entre les socialistes et M. Reynaud ne

tient pas seulement au chiffre de l'indemnité exceptionnelle de vie chère. C'est l'ensemble d'une politique, manifestement orientée vers un retour aux méthodes libérales, que les socialistes, par doctrine, par souci d'une équitable répartition des sacrifices, ont refusé de prendre à leur compte.

Si l'opposition, comme d'aucuns nous le suggèrent aujourd'hui, était aussi fondamentale, on se demande pourquoi (ou plutôt, on sait trop pourquoi); la S.F.I.O. a consenti à la formation du ministère Marie. Mais laissons même cette polémique. Quelle politique, foncièrement autre, les socialistes auraient-ils proposée?

Certes, en théorie, on conçoit une autre méthode. Au lieu de miser sur la confiance, on aurait recours à la contrainte. Techniquement, si l'on comptait emprunter, c'est qu'il existe des revenus excédentaires que leurs détenteurs n'ont pas besoin ou désir de dépenser. Ce que l'on était prêt à demander à la bonne volonté, pourquoi ne le prendrait-on pas à l'impôt ou à l'épargne forcée? Puisque la libération des produits alimentaires avait provoqué la montée du prix de la vie pourquoi ne pas revenir aux contrôles, taxes, achats prioritaires, et autres instruments de l'arsenal dirigiste?

Je crois que, dans le cadre politique actuel, une telle tentative, était condamnée à l'avance. L'appareil de direction économique a été désagrégé depuis trois ans: on serait bien en peine de le reconstituer en quelques semaines. Entre l'impôt et l'emprunt, psychologiquement, les différences sont considérables. On espérait mobiliser pour la reconstruction l'épargne paysanne: on ne la mobilisera pas par l'impôt. L'emprunt devait être le symbole d'une attitude transformée. Si le public avait souscrit à l'emprunt, il aurait aussi renoncé à stocker le bétail, l'or, toutes les marchandises dont la valeur échappe à la dépréciation du franc. L'offre, du même coup, se serait accrue, la pression sur les prix relâchée. L'appel à la confiance n'avait pas seulement pour fin de combler transitoirement le déficit, il visait à renverser la tendance des producteurs et des consommateurs, à inciter les uns à vendre davantage, les autres à ne plus acheter fiévreusement et à n'importe quel prix.

À supposer même qu'une expérience, inspirée par les doctrinaires du parti socialiste, ait dans l'abstrait une chance de succès, elle n'en a pour l'instant aucune, en fait, car les partenaires de la coalition gouvernementale ne consentiraient pas aux moyens de contrôle ou de direction qu'elle impliquerait.

Telle est la contradiction majeure qui perpétue la crise et qui paraît sans solution. Pas plus que les socialistes ne se sont prêtés à une expérience Reynaud,

les modérés ne se prêteront à une expérience socialiste. Pour rassembler une majorité, on est acculé aux compromis et aux incertitudes des gouvernements antérieurs. Mais la dévalorisation de la monnaie, la défiance du public ont atteint un point tel que les grands moyens s'imposent. La situation économique exige un choix radical, que la politique présente exclut.

La IIIe République a connu des crises de même sorte: l'issue en a toujours été la même. Quand il s'agit de sauver la monnaie, ce n'est pas vers la gauche qu'incline le pendule politique. En 1926, il avait suffi de quelques jours et d'une manifestation devant le Palais-Bourbon pour imposer l'homme et la coalition que les comités, la veille encore, déclaraient impossibles. Que faudra-t-il cette fois pour passer de Caillaux à Poincaré?

On veut croire qu'on n'attendra pas la ruine de la monnaie.

Drogue-miracle et attrape-nigauds

Le Figaro
18 avril 1955

L'opinion semblait unanime à reconnaître qu'une réforme des institutions politiques de la France s'impose. Les Républicains sociaux reprenaient une des thèses majeures des gaullistes d'hier, les autres groupes se ralliaient au principe d'une révision constitutionnelle, en vue de renforcer l'exécutif et d'assurer une plus grande stabilité des gouvernements.

Cette quasi-unanimité vient d'être rompue. M. Maurice Duverger a dénoncé la nouvelle "drogue-miracle", "alibi des conservateurs", il a opposé à la formule "politique d'abord", caractéristique de la droite, la formule "économique d'abord", symbole du monde moderne, et nous a proposé, enfin, pour innover ou rénover, l'idée-force de la reconversion.

M. Duverger fait valoir d'abord des arguments qu'aucune personne sensée n'a mis en doute. On n'a jamais vu dans la réforme de la loi électorale ou du règlement de l'Assemblée, dans une nouvelle modalité du droit de dissolution une panacée. Il est vrai qu'il ne suffit pas de changer les lois pour modifier des mœurs politiques, peut-être plus déplorables encore que les textes qui régissent le fonctionnement de la IV^e République. On admettra aussi qu'une dissolution rigoureusement automatique présente des dangers.

On admettra également sans peine qu'il ne suffit pas qu'un gouvernement possède plus d'autorité pour en faire bon usage. La durée de ministères incapables d'agir aggraverait les maux de notre régime. Rien ne garantit qu'un ministère durable sera clairvoyant ou résolu.

Quand on a dit tout cela, on n'a pas touché l'essentiel. À l'heure présente, aucun ministère a-t-il une chance quelconque de témoigner, par ses actes, de clairvoyance ou de résolution? Qu'on demande aux ministres en exercice, aux anciens présidents du Conseil: tous répondront que rien ne peut être fait dans les circonstances actuelles. La réforme institutionnelle n'est évidemment pas une condition suffisante, elle me paraît une condition nécessaire. Faute de durée, faute d'une garantie de durée, les bonnes volontés resteront paralysées.

À en croire M. Duverger, la cause profonde du mal serait la sur-représentation de la "France statique" et la sous-représentation de la "France dynamique". 56% des électeurs sénatoriaux viennent de communes de moins de 1.500 habitants, ce

qui donne à la France rurale un poids excessif. Mais le Conseil de la République, jusqu'à présent, n'a guère joué de rôle. Probablement les départements, dont la population a augmenté depuis l'avant-guerre, auraient droit à plus de députés qu'ils n'en ont, alors que les départements en déclin ont plus de représentants que l'exakte proportionnelle ne leur en accorderait. En quoi quelques députés supplémentaires de la Seine, de Seine-et-Oise et du Nord et quelques députés de moins du Sud-Ouest ou du Massif Central amélioreraient-ils le fonctionnement de la machine parlementaire?

Au cours des dix dernières années, les régions riches du pays ont progressé plus vite que les régions pauvres. L'écart des revenus entre les unes et les autres n'a cessé de s'élargir. On montrerait sans peine que l'État a financé des investissements surtout dans la "France dynamique", et l'on imagine un représentant du Centre ou du Sud-Ouest dénonçant l'injuste répartition des fonds et des faveurs publics et le Sud laissé à l'abandon.

Cette polémique serait peu justifiée: l'État a financé les investissements de l'industrie lourde et celle-ci se trouvait presque tout entière concentrée au nord de la Loire.

Du moins, cette polémique imaginaire ébranle-t-elle la théorie selon laquelle l'insuffisante représentation de la "France dynamique" serait la cause profonde du mal politique - théorie affirmée doctoralement, mais sans ombre de démonstration.

M. Duverger, il est vrai, passe du thème - la France rurale et statique exerce une influence excessive - au thème de la protection des intérêts acquis. On a maintes fois déploré, en effet, la politique conservatrice, qui va jusqu'à pénaliser des entreprises modernes et à entretenir des excédents invendables de vin ou d'alcool. Ces idées sont bien connues. Peut-être est-il bon de les rappeler encore, mais en quoi réduisent-elles l'importance de la révision constitutionnelle? La "France statique" est-elle seule responsable de la défense des fiacres contre les taxis? N'y a-t-il pas de betteraviers dans le Nord, ni de bouilleurs de cru en Normandie, ni d'adversaires des magasins à prix unique dans la région parisienne? M. Duverger nous enseigne sérieusement que la force des nations, en notre siècle, dépend surtout de l'économie et que les États-Unis supportent sans trop de dégâts les faiblesses de leur système politique, grâce à la vitalité de leur industrie. Qui en doute? Mais comment M. Duverger, qui est hostile aux idées libérales et qui souhaite l'intervention de l'État, ne voit-il pas que les réformes économiques ne sortiront pas des colonnes des hebdomadaires et des

discours dominicaux tant qu'il n'y aura pas d'État capable de les imposer?

Et l'État sera-t-il capable de les imposer tant que la suprême ambition de ministres harassés sera non d'agir mais de survivre?

À quoi tend cette dénonciation de la drogue-miracle? M. Duverger craint que Garap II ne l'emporte sur Garap I, que la "réforme constitutionnelle", aux prochaines élections, n'ait plus d'attrait que la "reconversion".

Personnellement, je ne me sens pas hostile à la "reconversion", pas plus que M. Jourdain ne l'était à la prose. Bien sûr, il faut "reconvertir": le progrès économique se définit par la reconversion. Mais le slogan ne nous apprend rien sur les voies et les moyens et, au cours de son passage au gouvernement, M. Mendès-France n'a pas sensiblement accru notre science.

Il se peut que le mot d'ordre de la révision constitutionnelle soit lancé par les députés qui, une fois élus, s'empresseront d'oublier leurs déclarations électorales. Le mot d'ordre de la reconversion est exposé aux mêmes risques. Si la révision constitutionnelle est un "opium pour le peuple", la reconversion est un "attrape-nigauds pour intellectuels". Il subsiste une différence en faveur de la révision: tout président du Conseil, y compris M. Mendès-France, serait bénéficiaire de la révision constitutionnelle.

À propos des comptes de la nation

Le Figaro
2 décembre 1955

M. Mendès-France, président de la Commission des comptes de la nation, a ajourné une réunion que devait tenir cette commission parce que le ministre des Finances avait interdit la publication des comptes prospectifs provisoires relatifs à l'année 1956.

Nous ne saurions approuver la décision du ministre des Finances. Des comptes, même aléatoires, établis par un service administratif qualifié ne doivent pas être soustraits à la connaissance de public. Rien n'empêche de préciser que les comptes prospectifs comportent un risque sérieux d'inexactitude ou d'erreur.

Mais d'autre part le cumul des deux fonctions de chef de l'opposition et de président de la Commission des comptes de la nation est déplorable.

Il est d'intérêt national que les comptes économiques soient établis avec une impartialité entière et interprétée sans arrière-pensée partisane. Nous ne doutons pas que M. Mendès-France s'applique à une interprétation de cet ordre, mais comment éviter que le chef de l'opposition ne soit suspecté d'offrir au public des statistiques susceptibles d'embarrasser le gouvernement?

La solution me paraît très simple. Il convient que le président de la Commission des comptes de la nation soit non pas une personnalité politique mais une personnalité indépendante, entièrement étrangère aux querelles du Parlement. Ainsi la Commission pourra remplir pleinement sa tâche qui consiste à instruire l'opinion et à guider législateurs et ministres.

La dissolution est conforme à l'esprit de la Constitution

Le Figaro
6 décembre 1955

Une journée de duperie laisse un sillage d'indignation vertueuse: ceux qui, depuis des semaines, feignaient de souhaiter une réforme électorale afin d'éviter des élections prochaines, poussent de hauts cris, parce que finalement on va voter au début de janvier, selon la loi de 1951. Cette décision présente des inconvénients (moins cependant, que la prolongation, durant des mois, de la campagne électorale). Il nous paraît inutile d'entrer dans ces querelles si les adversaires de M. Edgar Faure n'employaient un argument massue: la dissolution serait contraire à l'esprit de la Constitution. Or cet argument est faux, et il est dangereux: si on l'acceptait, on rendrait impossible, dans l'avenir, la procédure de dissolution, qu'il convient, tout au contraire, de faire entrer dans les mœurs.

L'argument massue est celui-ci: "La dissolution a été établie pour permettre aux électeurs de trancher un conflit entre le gouvernement et l'Assemblée. Or le conflit porte ici sur les élections anticipées et le gouvernement le résout en sa faveur par la dissolution, avant tout arbitrage." Ainsi s'exprime M. Duverger, après M. Jacques Fauvet et M. Beuve-Méry, qui, même de Sirius, aperçoit la "tricherie".

D'où nos interprètes de la Constitution tirent-ils que la dissolution ait pour unique fonction de trancher un conflit entre le gouvernement et l'Assemblée? Ils seraient bien en peine de le dire. Certainement pas de l'expérience britannique. La dissolution, en Grande-Bretagne, a pour fonction de renouveler avant terme la Chambre des Communes, quand le parti majoritaire n'est plus assuré de son mandat ou ne dispose pas d'un nombre de voix suffisant. Ni la dissolution du dernier Parlement par sir Anthony Eden ni celle de l'avant-dernier par M. Attlee n'ont été précédées par un conflit entre le gouvernement et l'Assemblée - conflit d'ailleurs inconcevable dans un régime de deux partis.

Ce conflit est-il beaucoup plus facile à concevoir dans un régime de partis multiples?

Les gouvernements français représentent une majorité de l'Assemblée, ils sont une sorte d'Assemblée en réduction, ils disparaissent non pas quand surgit un conflit, nettement défini, entre gouvernement et Assemblée, mais quand le

nombre des dissidents ou des transfuges, à l'intérieur des partis de la coalition, est tel que le ministère est mis en minorité. L'Assemblée donne congé à ses fondés de pouvoir, elle ne formule pas une politique qui s'opposerait à celle du cabinet renversé.

Quelle est la fonction raisonnablement conçue de la dissolution dans un système comme le nôtre? De provoquer le renouvellement d'une Assemblée qui est devenue incapable de dégager une majorité, qui se perd dans ses propres querelles et s'enfonce dans l'impuissance. Quand M. Mendès-France proposait récemment que la dissolution intervînt automatiquement après une deuxième crise ministérielle dans un délai de dix-huit mois, il ne supposait pas que la deuxième crise - mais non la première - résulterait d'un "conflit entre l'Assemblée et le gouvernement". Il pensait que la menace de la dissolution, en un régime où l'Assemblée est capable de tout empêcher et incapable de rien décider, est indispensable pour réduire l'instabilité ministérielle. Il pensait que des crises ministérielles successives sont le signe que l'Assemblée ne sait pas que ce qu'elle veut et qu'en ce cas il faut la renvoyer devant ses juges.

La pratique de la dissolution peut être le commencement de la sagesse. Si l'on n'avait pas dissous l'Assemblée, alors que, pour la première fois, les conditions légales étaient remplies, on aurait commis une grave faute. On aurait laissé prescrire un droit dont l'exécutif doit user.

Les événements de ces derniers jours n'en laissent pas moins des sentiments mêlés, mais pour de tout autres raisons. La conjoncture actuelle était un cas exemplaire où la dissolution s'imposait, mais les circonstances à la suite desquelles elle est intervenue sont déconcertantes.

La dissolution entraîne le maintien de la loi électorale de 1951, que vitupèrent, aujourd'hui, ceux qui l'inventèrent il y a cinq ans. Mais les spécialistes du jeu parlementaire n'ignorent pas qu'il y avait, dans l'Assemblée, une majorité contre le scrutin d'arrondissement, comme il y avait une majorité contre des élections immédiates (ce qui n'a pas empêché l'Assemblée de voter le principe des élections anticipées et la prise en considération du scrutin d'arrondissement). Là encore, l'Assemblée s'opposait moins au gouvernement qu'elle ne s'opposait à elle-même, acculant, pour ainsi dire, le gouvernement à trancher le débat.

Mais il y a une autre raison plus sérieuse de malaise. S'il y avait eu quelques opposants de moins le gouvernement aurait été contraint de démissionner. On conçoit que quelques partisans du gouvernement aient pu voter contre lui afin que la majorité constitutionnelle fût atteinte. À ce jeu-là le Parlement devient

incompréhensible aux citoyens.

L'erreur des constituants de 1946 n'est pas d'avoir établi le droit de dissolution, mais de l'avoir subordonné à tant de conditions qu'il revêt un caractère exceptionnel, presque anormal. Là encore, la réforme est suggérée par l'analyse elle-même. Que l'on supprime les vaines subtilités et que l'on donne cette arme aux gouvernants.

Ceux qui, aujourd'hui, crient le plus fort au coup de force, devraient songer que, si les maréchaux soviétiques passent aisément de la gloire à la trahison, les parlementaires français passent plus facilement encore de l'opposition du pouvoir.

Le choix d'une politique économique

Le Figaro
28 novembre 1958

Réunis à Paris au début du mois, les représentants des instituts européens de conjoncture ont porté sur la situation présente un jugement unanime. En aucun pays, ils n'ont aperçu des signes de reprise. En Grande-Bretagne et en France, la production industrielle est en déclin. Une légère reprise s'est annoncée aux Pays-Bas et, à un moindre degré, en Italie. Il est vrai que nulle part on n'observe un ralentissement qui mériterait le nom de crise. La stagnation ou le ralentissement n'excluent pas un niveau élevé d'emploi. Aux États-Unis, la crainte que la récession se transmette en une véritable dépression s'est dissipée. Cependant, les conjoncturistes européens concluent sur les mots suivants: "Le gisement des économies européennes sur une pente déclinante, même si la vitesse en reste modérée, apparaît comme une perspective économiquement - et même socialement et politiquement - difficile à admettre."

Alors que les experts privés recommandent des mesures en vue d'une relance de l'économie, beaucoup des experts plus officiels insistent sur les exigences de la lutte contre l'inflation. Prenons le cas de la France. Dans la brochure récemment publiée par l'O.E.C.E., les économistes du château de la Muette terminent sur des conseils de prudence. La stabilité des prix, écrivent-ils, reste précaire. "Il existe un danger réel que de fortes pressions s'exercent pour atténuer les restrictions de crédit au profit des branches de l'activité touchées par une diminution de la demande... Le risque d'une reprise de l'inflation n'est pas écarté et le premier impératif de la politique économique reste d'empêcher une augmentation de la demande intérieure." Mercredi dernier, notre confrère *Le Monde*, M. Chalandon, membre du comité central de l'U.N.R., prenait avec éclat position en faveur de la thèse contraire. Et il terminait sur une formule plus éloquente qu'éclairante: "Les charges qu'impose à la France sa volonté de rester une puissance mondiale l'obligent à escompter sans cesse l'avenir."

Pour voir clair, il convient, me semble-t-il, de faire la discrimination entre la politique suivie par les États-Unis, celle adoptée par les autres pays d'Europe et, enfin, celle de la France au cours de ces dernières années. Je continue à ne pas être convaincu que les mesures restrictives prises par les autorités monétaires outre-Atlantique aient été judicieuses. Sous prétexte de juguler l'inflation, on a brisé le boom. Au bout de quelques mois, afin de combattre la récession, on a

consenti à un énorme déficit budgétaire et on a pallié les défaillances de l'investissement privé par des investissements publics. On peut se demander si l'expansion américaine d'aujourd'hui n'est pas, à bien des égards, plus malsaine et plus chargée de périls inflationnistes que celle que l'on a volontairement freinée en 1956-1957.

Le cas de la France est doublement différent. D'abord, l'économie française n'est pas "dirigeante" et, à moins de s'isoler, elle doit s'adapter à la conjoncture mondiale. Ensuite, nul expert, qu'il soit public ou privé, "inflationniste" ou "déflationniste", n'aura pu approuver la politique délirante des années 1956-1957. La liquidation des réserves de devises pour financer l'expansion, la stabilité des prix maintenue artificiellement en dépit de l'excès de la demande intérieure, cette conduite des affaires que nous avons si souvent déplorée ici même devait se payer. La récession ou le ralentissement de l'économie est le début de ce paiement douloureux.

Est-il à craindre que la récession s'aggrave et que le prix soit trop élevé pour la Ve République commençante? Ces craintes ne sont pas sans fondement. Est-il possible pour la France de rejeter les conseils des experts européens et de se lancer seule dans une politique de relance? Je n'en suis pas sûr, ou, du moins, des réponses devaient être données d'abord à quelques questions.

La France entrera à la date convenue du 1er janvier dans le Marché commun. Or elle a, jusqu'à présent, maintenu la plupart des restrictions aux importations. Les partisans de la relance devraient préciser si les mesures qu'ils envisagent seront compatibles avec une libération des échanges ou s'ils recommandent une expansion à tout prix protégée par des murailles de contingents. Les derniers chiffres du commerce extérieur sont favorables et révèlent un quasi-équilibre. Juge-t-on que cette amélioration soit indépendante de la déflation et résisterait à un renversement de la conjoncture? À supposer que l'on s'efforce de maintenir l'activité de certaines industries (sidérurgie, chimie, construction électrique, automobiles), comment assurer la limitation de la demande privée? Enfin, si la relance creusait un nouveau déficit des comptes extérieurs, sur quels prêteurs étrangers peut-on compter?

Aucune de ces interrogations ne représente une objection irréfutable. Toutes ensemble devraient au moins poser une question fondamentale: si aucune reprise ne s'amorce dans les autres pays d'Europe, la France, après avoir été plus loin dans la voie de l'inflation que ses partenaires, peut-elle aussi prendre l'initiative de la relance?

La fausse opposition Chalandon-Pinay

Le Figaro
12 décembre 1958

Il a suffi d'un article publié dans *Le Monde* et signé par un des membres du comité directeur de l'U.N.R., pour que, dans la presse française et même étrangère, surgisse un nouveau "grand débat". Une école de la déflation s'opposerait à une école de l'expansion à tout prix. Des dirigeants de l'industrie mettent en garde le gouvernement contre le danger de "s'installer dans la récession". "Escompter l'avenir", "la fuite en avant", expressions employées par M. Chalandon deviennent les mots d'ordre de la rénovation.

Je connais M. Chalandon avec lequel j'ai longtemps étudié les problèmes économiques de la France et je suis convaincu qu'il ne commet pas l'erreur de confondre un article de journal avec l'exposé d'une politique. La relance aussi proche que possible étant le but, la question se pose de savoir quelle impasse l'économie française peut supporter sans que les prix recommencent à monter, et sur quelles réserves ou quels appoints de devises le pays peut compter en cas de besoin.

Ces questions se posent dans un contexte international que domine l'entrée en vigueur du marché commun d'une part, le ralentissement d'activité en Europe de l'autre. La France a promis d'appliquer les premières mesures prévues par le traité de Rome le 1er janvier prochain, elle va mettre fin à la suspension de la libération des échanges décidée en 1957 et elle va libérer 40% de ses importations. Ces décisions sont d'ordre politique, elles ont été prises par le gouvernement du général de Gaulle. Quel que soit le chef du premier gouvernement de la Ve République, il ne peut revenir sur ces décisions. Or, celles-ci signifient que la France renonce aux facilités illusoire de l'isolement, qu'elle veut ouvrir ses frontières à la compétition et qu'elle accepte les rigueurs de la concurrence internationale. Dans cette perspective, le décalage entre la conjoncture française et la conjoncture européenne ou mondiale n'est plus concevable. Envisager de sang-froid une relance de l'inflation dans les premiers mois du marché commun, c'est faire preuve d'aveuglement, dans certains cas volontaire; une reprise de l'inflation française compromettrait immédiatement l'organisation de l'Europe des Six.

Les experts ne sont pas capables de déterminer avec une rigoureuse précision le montant de l'impasse compatible avec le maintien de la stabilité intérieure.

Mais une impasse de 1.200 milliards évoquée ici et là serait certainement inconciliable et avec les engagements que nous avons pris à l'égard des prêteurs étrangers et avec la politique du marché commun et avec des prix stables. On peut discuter sur le chiffre exact entre un minimum de 600 milliards (qui, étant donné la hausse des prix, serait moindre en valeur réelle que l'impasse réelle de 1958) et un maximum de 900 milliards. Quel que soit le montant retenu, il ne devrait pas être considéré comme définitif pour l'année entière: si la récession s'aggrave, des mesures de relance s'imposeront en cours d'année.

Comment l'impasse peut-elle être ramenée aux alentours de 700 milliards? La réduction des dépenses au chapitre des subventions paraît celle qui se justifie le mieux. Incontestablement, la réduction des subventions entraînera certaines hausses de prix, mais on n'évitera pas indéfiniment les remises en ordre ou, si l'on préfère, l'achèvement de l'opération vérité. Si la France veut s'intégrer à l'économie internationale, elle ne peut pas plus se donner un système de prix artificiels qu'ignorer les mouvements de la conjoncture extérieure. La disparition progressive de la plupart des subventions fait partie de ce que l'on appelle adaptation de l'économie française au marché commun.

Il reste des choix à faire sur la part respective des diminutions de dépenses et des augmentations d'impôts. La formule à la mode est: maintenir les investissements, réduire la consommation, amputer les dépenses improductives. Mais les dépenses improductives de l'État sont d'ordre militaire ou social. Quant à la consommation des masses, elle a diminué, au cours des derniers mois, en raison de la baisse du salaire réel (celui-ci a été atteint par la hausse des prix et la réduction des horaires).

Les branches industrielles les plus atteintes se distribuent en trois groupes: celles qui sont historiquement en déclin relatif (textiles, cuivre), celles qui dépendaient de commandes de l'État (quelques secteurs de l'électronique), celles qui sont directement liées au pouvoir d'achat du public (équipement électroménager). La récession deviendrait redoutable si elle gagnait les secteurs (sidérurgie, chimie, automobiles) qui assurent un taux élevé d'activité. Des mesures spécifiques d'aide aux industries en difficulté sont possibles.

Le budget prochain déterminera pour une part la conjoncture de 1959. Le budget dit prudent - impasse de quelque 700 milliards - est celui qu'imposent les circonstances. Il prévient la rechute immédiate dans l'inflation. Il ne garantit pas contre le danger de la récession, mais il tend à créer la situation dans laquelle on pourra, demain, relancer l'économie sans déclencher en même temps l'inflation.

De la vraie et de la fausse audace

Le Figaro
19 décembre 1958

La mode est à la nouveauté. Aussi les commentateurs, dans l'attente du budget, multiplient les variations sur les thèmes déjà usés de l'expansion et de la récession, de l'audace et de la prudence.

À n'en pas douter, il est plus populaire de dénoncer les calculs de boutiquiers que de rappeler les exigences de la conjoncture. Mais, si nous nous mettons à la place du ministre des Finances, nous ne pouvons pas oublier les faits qui commandent l'action: mise en vigueur du marché commun au 1er janvier 1959, engagements pris à l'égard des prêteurs étrangers, médiocrité des réserves reconstituées (400 millions de dollars), incertitude sur les concours étrangers en cas de déficit provoqué par une politique inflationniste à l'intérieur. De ces faits, le ministre des Finances ne tire pas la conclusion qu'il convient de jouer la récession: personne n'accepterait une crise grave ou prolongée, et l'évocation de la déflation des années 30 est parfaitement déplacée. La conclusion à laquelle arrive le responsable de l'économie française, c'est que la seule originalité offerte à la Ve République serait une expansion combinée avec une relative stabilité des prix.

L'expansion sans discipline monétaire, la France l'a pratiquée au cours de ces dernières années avec les résultats que l'on connaît. M. Ramadier a simplement ajouté un élément supplémentaire à la déraison en combinant avec le déficit excessif des finances publiques et l'absence de restrictions de crédit, le maintien du niveau des prix de détail à coups de subventions non compensées par les rentrées fiscales. Ainsi deux milliards de dollars qui nous manquent singulièrement aujourd'hui, ont été liquidés en dix-huit mois.

Il est vrai qu'entre l'inflation avec une production stagnante que la France a connue sous la IIIe République et l'inflation avec une production croissante qui a été le trait dominant de la IVe République, l'hésitation ne serait pas permise: tout le monde, y compris M. Pinay, quoi qu'en pensent les amateurs de vieilleries repeintes aux couleurs du jour, choisirait le deuxième terme de l'alternative: si la détérioration de la monnaie est inévitable, qu'au moins la production augmente! Mais pourquoi la France ne pourrait-elle, comme l'a fait la République fédérale allemande, combiner expansion et discipline monétaire en vue de se donner une monnaie digne de ce nom?

Mais, nous affirme M. Ludovic Tron, "le problème est moins de savoir comment s'ajustent les dépenses et les recettes, qui ne sont que des apparences, que de savoir comment s'équilibrent les impératifs politiques, qui sont la réalité". Et la suite rend claire la notion d'impératifs politiques: "On ne peut à la fois faire la guerre en Algérie, prodiguer les dons et les investissements sur les deux tiers d'un continent, relancer les recherches atomiques, offrir une voiture pour quatre citoyens, des écoles pour cinq élèves (cela n'empêche pas qu'il en manque d'ailleurs, comme on le sait), trois semaines de congés payés, des administrations qui font double ou triple emploi, une frontière passoire pour les capitaux, une fiscalité percée pour les fraudeurs." Les décisions de dépenses sont politiques et, dans cette rubrique économique, nous les constatons comme des données, à la manière du ministre des Finances lui-même, qui prend note des arbitrages du président du Conseil en ce qui concerne les différents budgets.

Le ministre, lui, sait que les structures de l'économie française ne sont pas transformées du seul fait que la République change de numéro et que les ministères ont conçu des projets plus grandioses. Comment fermer la frontière aux capitaux? Comment resserrer les nœuds de la fiscalité autour des fraudeurs? Que le secret des réformes miraculeuses nous soit apporté et nul ministre ne se refusera à en tirer parti. En attendant, l'ajustement des recettes et des dépenses est une réalité, quelle que soit la nature des unes et des autres. Certes, à échéance, un investissement améliore le capital de la nation et promet des ressources accrues. Mais, dans l'immédiat, un investissement, même utile, s'il n'est pas convenablement financé, est de nature à exercer une action inflationniste. Le montant de l'impasse est une mesure singulièrement imparfaite de l'action qu'exerce l'État sur la conjoncture, et il y aurait beaucoup à dire sur l'obsession de 600, ou de 700, ou de 800 milliards. Mais sur l'effet qu'aurait une impasse de 1.200 milliards, il est difficile de se faire des illusions.

L'État n'est pas seul en cause et les directeurs des entreprises, en particulier des entreprises nationalisées, ont leur part de responsabilités. Le nouvel accord Renault, dont les mérites sur le plan social ont été soulignés, n'en pose pas moins à l'économiste des questions difficiles. À supposer qu'une relance soit nécessaire, c'est par les investissements non par le taux des salaires qu'elle devrait se faire car la situation actuelle n'est pas comparable à celle de 1953. Peut-être une industrie en plein essor peut-elle accroître la productivité de plus de 4% par an, mais un tel accord sert de critère à l'ensemble de l'économie.

Or l'industrie dans son ensemble ne peut pas réaliser régulièrement des

progrès pareils. Même les secteurs capables d'absorber sans hausse de prix une hausse des salaires réels de 4% par an devraient réserver à la baisse des prix une partie de la marge que leur assure un rendement accru.

L'entreprise nationale Renault a remporté de grands succès techniques et commerciaux, en France et au dehors. Mais, aux États-Unis même les garanties de hausses annuelles de salaires sont considérées comme inflationnistes. *A fortiori* est-il à craindre qu'il n'en aille de même en France.

Le budget 59

Le Figaro
30 décembre 1958

Le budget d'un État moderne exprime la politique de la nation en deux sens: le montant des crédits accordés à chaque ministère révèle la répartition des ressources que le gouvernement juge opportune; d'autre part, les recettes prévues, l'écart entre dépenses et recettes, les modifications apportées aux impôts indiquent tout à la fois l'action que le gouvernement juge nécessaire d'exercer sur la conjoncture et la manière dont il a distribué efforts et sacrifices. Il ne nous appartient pas de discuter ici les choix qui ont commandé le volume des dépenses civiles et militaires dans la métropole et en Afrique. Nous voudrions dégager seulement les grandes lignes de la conception économique que le gouvernement a adoptée.

Une première question était posée: À combien s'élèverait l'impasse, autrement dit, quel serait l'écart entre le total des dépenses et le total des recettes fiscales de l'État? La notion d'impasse est malheureuse: elle suggère un déficit budgétaire alors que le budget ordinaire est en excédent, les dépenses d'investissements dépassent en effet le montant de l'impasse. Le chiffre adopté (580 milliards) est conforme aux recommandations des experts étrangers, il va en sens contraire des thèses défendues par M. Chalandon auquel l'U.N.R. semblait souscrire. Même les partisans de l'autre politique auraient en grand nombre attendu quelque cent milliards d'impasse supplémentaires.

La nécessité de ramener à moins de 600 milliards un écart qui, selon les premières estimations, atteignait 1.200 milliards, étant admise, quelles idées ont dicté les solutions? D'abord, suivant l'avis des experts, M. Pinay a réduit d'environ 240 milliards le volume des subventions. Je pense que le ministre a eu raison de rompre avec des pratiques trop subtiles. À partir du moment où l'économie française doit entrer dans le Marché commun, les procédés administratifs de subventions ou de détaxations doivent être éliminés. Marchandises et services doivent être payés à leurs prix. Les majorations d'impôts indirects (T.V.A., taxe sur les vins), d'impôts directs (sur les sociétés, forfaits agricoles) ont été retenues, les unes parce qu'elles sont de rendement assuré, les autres parce qu'elles corrigent de vieilles erreurs. Si l'on se donnait pour but une impasse de 600 milliards en dépit de l'accroissement des dépenses de construction et d'investissements, et d'un budget militaire de plus de 1.500

milliards, les décisions prises paraissent dans l'ensemble rationnelles.

La suppression des subventions entraîne inévitablement des hausses de prix. Le gouvernement en a tenu compte dans le calcul du taux de la dévaluation. Il relève de 4,5 pour cent, le salaire interprofessionnel minimum garanti. Mais simultanément il a pris la décision de supprimer en principe l'indexation des produits agricoles. Là encore il s'agit d'une décision fondamentale que je crois juste.

L'instabilité des prix et de la monnaie avait conduit à multiplier les indexations et à retirer ainsi toute souplesse au mécanisme du marché, toute liberté de manœuvre aux gouvernants. L'indexation inévitable en période d'instabilité deviendra inutile si nous entrons dans une période de monnaie solide. Encore convient-il que l'on donne aux paysans des garanties équivalentes aux prix d'objectifs, si l'on veut que le rapport entre les diverses productions agricoles se modifie en fonction des débouchés prévisibles et des exigences nationales.

Si tous les calculs sont exacts, la hausse des prix de revient industriels imputable au relèvement de salaires, à la dévaluation, à la suppression des subventions, aux majorations d'impôts, devrait se situer entre 5 et 10%, autrement dit ne pas compromettre l'équilibre obtenu entre prix français et prix étrangers. La libération des échanges et la sévérité des restrictions de crédits excluent d'ailleurs toute hausse injustifiée de prix.

Telle est la politique adoptée, qui comporte une triple aspect: "opération vérité" par la suppression des subventions et l'ajustement monétaire, "opération austérité" par les majorations d'impôts et diverses réformes sociales et fiscales, "opération équipement" par l'accroissement des crédits de construction et d'investissements.

Dans le détail, de multiples questions se posent. La question fondamentale concerne la conception d'ensemble. Oui ou non le budget rigoureux était-il indispensable? Si l'on répond affirmativement à cette interrogation, une autre surgit: le produit national sera-t-il, en 1959, constant en hausse ou en baisse? Il va de soi qu'une récession aggravée bouleverserait toutes les données. Les experts ont admis que le budget combiné avec la dévaluation permettrait d'entretenir sinon de relancer l'activité, il réduirait la consommation nationale, sans réduire les investissements. Or ces mesures s'imposaient après des années où la consommation avait progressé plus vite que la productivité.

Je crois pour mon compte qu'un budget sévère répondait à l'intérêt national. Je

ne pense pas qu'en choisissant "Pinay contre Chalandon", le général de Gaulle ait commis une erreur comparable, bien que de sens contraire, à celle qu'il commit en 1945 en choisissant Plevén contre Mendès-France.

Aucune politique, à l'heure présente, ne pouvait être sans risques. Étant donné les dépenses improductives que l'économie française doit assumer en Afrique et en Europe, ou bien les autorités choisissaient la fuite en avant, l'expansion à tout prix, mais d'où seraient venues les devises en cas de déficit des comptes extérieurs? Ou bien les autorités misaient sur la restauration monétaire par la rigueur, mais l'expansion peut être momentanément paralysée. Dans les deux cas, il faut que l'intendance puisse suivre.

Exigences et risques de la restauration monétaire

Le Figaro
2 janvier 1959

L'idée directrice de la nouvelle politique économique n'est pas le libéralisme mais la restauration monétaire. La plupart des mesures prises - limitation de l'impasse, dévaluation du franc, suppression des indexations, fiscalité supplémentaire - découlent de cette idée directrice. J'avais plaidé au cours de ces dernières semaines pour l'orientation qui vient d'être décidée. Il est donc inutile de revenir sur les motifs, à mes yeux contraignants, du choix qui a été fait. Il importe davantage de réfléchir sur les dangers inévitables de l'expérience en cours.

Il était impossible de rétablir la confiance dans la monnaie sans dévaluer celle-ci. Les déclarations les plus solennelles n'auraient pas convaincu le public qu'un taux de change considéré comme intenable par les initiés était définitif. D'un autre côté, la dévaluation de la monnaie combinée avec la suppression de quelques subventions provoque une hausse des prix. Le nouveau taux du franc devait donc être calculé de telle sorte qu'il laissait une certaine marge de manœuvre sans entraîner un relèvement massif du cours des marchandises importées.

Au cours des prochains mois, il faut se donner pour objectif prioritaire de limiter aussi rigoureusement que possible la hausse des prix afin que celle-ci n'atteigne pas le niveau à partir duquel l'incrédulité monétaire renaîtrait instantanément. Le gouvernement dispose de trois moyens principaux: les restrictions de crédits, la libération des échanges, la suppression des indexations.

Les restrictions de crédits empêchent les producteurs de répercuter immédiatement les augmentations de prix de revient sur les prix de vente. L'ouverture des frontières soumet les producteurs à la concurrence des marchandises étrangères. La suppression des indexations donne une chance de résorber une hausse temporaire de certains prix alors que dans le système antérieur des hausses partielles avaient tendance à se généraliser et à entraîner tous les cours en une progression accélérée.

Durant cette première phase, les autorités devront tout subordonner, y compris l'expansion, à la stabilité des prix. Il y a deux ans, quand M. Ramadier sacrifiait

allégrement les réserves de devises à la poursuite de l'expansion, j'avais, contre la plupart de mes confrères de la presse économique, recommandé une action anti-inflationniste. Plus cette action était retardée, plus elle devrait être rude. Non que la récession doive nécessairement s'aggraver: le budget de 1959 n'est pas déflationniste et les investissements devraient maintenir un niveau élevé d'activités.

En fait, il est impossible de prévoir exactement ce qui va se passer. L'industrie française trouvera-t-elle, grâce à la dévaluation, des débouchés élargis au dehors? Ou bien au contraire perdra-t-elle, en raison de l'afflux des marchandises étrangères, une partie du marché national? Quels secteurs de l'économie, quelles entreprises seront frappés? Une politique d'esprit libéral comporte par définition un certain coefficient d'incertitude.

Le résultat dépendra pour une part de la réaction des entrepreneurs aux charges supplémentaires qu'ils vont supporter, mais aussi aux chances qui leur sont offertes. Il dépendra aussi des réactions des salariés.

Le but devrait être de réduire autant que possible les sacrifices demandés aux salariés, en particulier aux familles et aux travailleurs, au bas de la hiérarchie des rémunérations. On ne saurait nier que la politique, adoptée implique une diminution des revenus à la disposition de l'ensemble de la population. N'importe quelle politique d'esprit libéral ou d'esprit dirigiste, ayant pour objectif la restauration monétaire ou l'expansion à tout prix, aurait comporté une baisse de la consommation nationale.

Cette réduction a deux causes principales: d'une part, entre 1953 et 1957, une expansion, en elle même admirable, a été accompagnée par une augmentation trop rapide des revenus individuels et par suite de la consommation. D'une façon ou d'une autre, il fallait revenir sur ces excès causés en grande partie par la politique Mollet-Ramadier de 1956. D'autre part, les Français, qui doivent investir beaucoup pour construire des logements, préparer des emplois aux jeunes, ont aussi, par des votes massifs, exprimé leur résolution de pacifier l'Algérie, d'élever la condition de vie des Algériens et d'aider les territoires de la Communauté. Il n'y a pas de politique visant à accroître les investissements qui ne doive au point de départ amputer la part des revenus consommables.

Le succès de l'expérience exige que ces sacrifices soient acceptés. Mais il exige aussi que cette phase de rigueur de restrictions de crédits n'entraîne pas un ralentissement brutal de l'activité. Les autorités devront manœuvrer au plus près, entre le Charybde d'une hausse des salaires et des prix, qui rémunérerait

l'incrédulité monétaire, et le Scylla d'une récession, qui déconsidérerait la politique adoptée.

La réussite dépend un peu de chacun de nous, des gouvernants, des chefs d'entreprise, des travailleurs, de leur volonté commune de répondre à l'épreuve.

Les paris et les nécessités

Le Figaro
9 janvier 1959

Personne n'en doute: la politique du budget 1959 comporte des paris multiples, qui seront gagnés ou perdus au cours des prochains mois. (Ils pourront être perdus rapidement, ils ne seront réellement gagnés qu'à temps.)

Pari que les réactions des groupes sociaux ne provoqueront pas une hausse de salaires et de prix telle que la cote d'alerte soit bientôt atteinte. Pari que l'ouverture des frontières ne déclenchera pas un afflux d'importations étrangères et que la dévaluation du franc suffira à favoriser les exportations françaises. Pari que la diminution des revenus consommables ne réduira pas le débouché des biens de consommation durable au point que la récession, à partir de ce secteur vulnérable, gagne l'ensemble de l'économie. Pari, enfin, que les capitaux reviendront au fur et à mesure que l'inflation s'en ira et que l'abondance monétaire, grâce au dégel de l'or et au rapatriement des capitaux, fera baisser le taux d'intérêt et permettra le financement des investissements nécessaires à l'expansion.

Si les deux premiers paris étaient perdus, l'échec serait rapide. S'ils sont gagnés, comme on peut l'espérer, il restera à gagner sur la longueur les deux suivants: en d'autres termes, les prix ayant résisté au choc opératoire de l'opération assainissement et l'économie française à celui de la libération des échanges, il faut que la relance autonome, non induite par les mesures d'État ne tarde pas trop, à la fois condition et effet du retour des capitaux.

Ces risques étant franchement reconnus, une première question se pose: quelle autre politique était possible ou, autrement dit, pouvait-on ne pas parier? Il y avait une autre politique, théoriquement possible, que l'on a, non sans injustice probablement, attribuée à M. Chalandon, politique de la fuite en avant ou, plus précisément, de relance par une impasse de 1.200 milliards. Les chiffres de l'impasse, qui ont terrifié le comité des experts et qui lui ont paru insupportables, sont ceux que d'aucuns auraient recommandés pour mettre fin à la récession actuelle sans sacrifices pour personne.

Cette politique se heurtait à un obstacle, à mes yeux insurmontables: la manque de devises. La relance inflationniste aurait liquidé en quelques mois les ressources du Fonds de stabilisation des changes et nos prêteurs étrangers nous avaient fait savoir aussi clairement que possible qu'ils ne nous aideraient pas à

prolonger l'aventure. Il aurait fallu renoncer à la libération des échanges, à l'entrée dans le Marché commun et s'enfoncer, seuls, dans la voie sans issue de la gestion administrative du commerce extérieur, des rationnements, de ce que les Britanniques appellent "contrôles physiques". La politique de la relance inflationniste, suite de la politique 1956-1957, que j'ai, à l'époque, infatigablement dénoncée, était purement et simplement impossible - à moins qu'une opération miracle ne fit surgir à Washington et à Bonn une disposition à jouer indéfiniment le Père Noël en faveur de la France.

Dès lors, le choix se ramenait au dilemme de la médecine et de la chirurgie, de l'impasse à 900 milliards - étape vers un assainissement futur - et de l'impasse à moins de 600 milliards. Beaucoup, parmi les hommes politiques et les hauts fonctionnaires, auraient préféré des décisions moins brutales - non par goût de la facilité ou par concession à la démagogie mais par mise en doute de la possibilité même d'une solution radicale dans les conditions présentes.

Les experts étaient contraints d'admettre les chiffres de dépenses civiles (gestion des services publics) et militaires (en France et en Afrique). Ils ont, à juste titre, considéré que les investissements d'État devaient être accrus, non réduits, puisqu'ils assuraient le maintien de l'activité et portaient en eux les promesses d'avenir. Dès lors, pour abaisser de quelque 600 milliards le montant de l'impasse, on était acculé à un effort fiscal et à l'amputation du poste "interventions de l'État", c'est-à-dire subventions et dépenses sociales.

Si nous laissons de côté le détail des mesures, sur lequel nous reviendrons, si nous suivons les experts en tenant pour intouchables les crédits civils et militaires, quels ont été les choix? Ils sont au nombre de trois: impasse à 600 milliards et non à 900, accroissement des investissements d'État, réduction de l'impasse obtenue moitié par élévation des impôts, moitié par la suppression des subventions et des réformes sociales. Or, le premier choix a été dicté par la convertibilité de la livre, qui aurait porté un coup sensible au Marché commun si le franc s'était trouvé la seule monnaie inconvertible parmi les monnaies des Six. C'est pour garantir la dignité extérieure du franc qu'on a préféré l'opération chirurgicale (Pinay 1958: hausse des prix, impôts, dévaluation) au traitement médical (Pinay 1952: pas d'impôts, pas de dévaluation, pas de hausse des prix).

Cette opération a été immédiatement objet de trois sortes de critiques. Les uns la tiennent pour socialement injuste, les autres pour hasardeuse parce qu'elle ne va pas jusqu'au bout de ses propres principes, les derniers, enfin, pour anachronique en raison de son inspiration libérale. Nous examinerons demain

ces trois sortes d'objections.

Le plan d'assainissement et ses critiques

Le Figaro
10 janvier 1959

Le plan des experts est d'esprit libéral, donc il est anachronique et, par suite, voué à l'échec: telle a été la réaction de quelques commentateurs, peut-être même de quelques fonctionnaires, aux mesures gouvernementales.

Je voudrais conjurer mes lecteurs de ne pas prendre position pour ou contre ces mesures en fonction de leurs préférences doctrinales. La politique définie par le gouvernement du général de Gaulle, en fait de libéralisme, demeure en deçà de celle de l'Allemagne fédérale, même de celle de la Grande-Bretagne ou de nos partenaires du Marché commun. Cette politique n'exclut ni l'action sur le niveau d'activité par des investissements publics et les moyens monétaires, ni la législation sociale, ni la redistribution des revenus par la fiscalité.

En quoi consiste ce fameux libéralisme, acclamé par les uns, abhorré par les autres? Ce libéralisme s'exprime d'abord dans la suppression des subventions et la recherche de prix vrais, conformes au coût de revient et à l'état du marché, dans l'ouverture des frontières et la libération des échanges à 90% (par rapport aux chiffres de 1948), enfin, dans la dévaluation et la convertibilité partielle de la monnaie.

La plupart des pays ont renoncé aux subventions ou, du moins, les ont réduites considérablement: elles provoquent des distorsions de prix, elles ajoutent aux charges de l'État et elles risquent, si les rentrées fiscales sont insuffisantes, de nourrir l'inflation; elles font payer marchandises ou services par ceux qui ne les consomment pas. À la longue, elles sont un mauvais moyen de redistribution des revenus. La Grande-Bretagne, qui en avait fait un grand usage pendant et au lendemain de la dernière guerre, les a presque complètement abandonnées. L'entrée dans le Marché commun, de l'avis général, nous imposait de renoncer aux méthodes administratives subtiles que nous pratiquions depuis tant d'années. La controverse porte moins sur l'orientation de la réforme - orientation très largement acceptée - que sur la brutalité de la réalisation. Le patient résistera-t-il au choc opératoire? N'aurait-il pas mieux valu agir par étapes, habituer peu à peu l'économie française aux rigueurs de la vérité et de la concurrence étrangère?

La libération des échanges nous était dictée par les règles de l'O.E.C.E. et celles-ci à son tour, nous acculaient au choix entre l'ajustement monétaire ou un nouveau recours aux taxes et subventions par lesquelles, de 1952 à 1957, nous

avons maintenu artificiellement une monnaie surévaluée. Or le Marché commun nous obligeait à préférer le taux de change vrai aux procédés administratifs. La discussion, là encore, porte sur les modalités de la libération (75% ou 90%?), sur le moment et l'ampleur de la dévaluation plutôt que sur l'orientation de la réforme.

À ce point interviennent des critiques, venant de l'autre bord. La politique choisie, disent-ils, implique des mouvements, en une large mesure, imprévisibles des échanges, des prix, des salaires. Or, en dépit de cette imprévisibilité essentielle, les réformateurs ont prétendu déterminer à l'avance deux des éléments principaux de l'avenir, les salaires (relèvement du S.M.I.G. en février, relèvement *ne varietur* des traitements de fonctionnaires de 4%) et le cours du change. N'est-il pas contradictoire, au moment où l'on proclame que les prix doivent fluctuer, de tenter de prévenir les hausses excessives de salaires en annonçant à l'avance et en décrétant *définitif* un ajustement du S.M.I.G. ou des traitements des fonctionnaires? Je ne méconnaissais pas les motifs que l'on invoque en sens contraire: un certain ajustement des salaires et des traitements était inévitable, mieux valait prendre les devants et décourager les revendications en leur donnant une satisfaction partielle.

Plus grave est le problème du taux de change. Fallait-il lier le succès ou l'échec de l'expérience au maintien d'une valeur du franc, établie au jugé, que des mouvements sociaux ou économiques, même de faible amplitude, suffiraient à remettre en question?

On objecte que le Fonds monétaire international interdit les taux de change flottants. Je ne l'ignore pas et les dirigeants de la politique monétaire française ont souvent exposé les raisons de leur hostilité à un taux de change flottant. J'avoue n'être pas entièrement convaincu. Le gouvernement, qui n'a pas retenu explicitement la suggestion faite par les experts de préparer le retour à une convertibilité du franc pour les Français eux-mêmes, s'est condamné à une stratégie difficile, en combinant la flexibilité de certains éléments avec la rigidité d'autres.

Il reste, enfin, une dernière objection. Les méthodes choisies ne sont pas, par essence, plus injustes que d'autres, mais elles aboutissent effectivement, à une diminution sensible du niveau de vie de tous, y compris des moins favorisés. Le non-remboursement des premiers trois mille francs de frais pharmaceutiques affectera surtout les salariés au bas de la hiérarchie. Aucune mesure n'a été prise pour atténuer les répercussions de ces mesures sur les budgets familiaux. Les

réformes fiscales relatives aux revenus commerciaux, agricoles, à ceux des professions libérales, sont à peine entamées. L'article sur les signes extérieurs crée plus de risques d'arbitraire que de promesses de justice.

Ces critiques ne sont pas sans fondement et l'on souhaite que des correctifs ou des compléments soient apportés au plan actuel. Mais on ne peut pas ne pas demander aux critiques quelle méthode ils auraient choisie. La plupart ne répondent pas à cette question. Quant à ceux qui y répondent, ils suggèrent que les charges de la France, dans la métropole et en Afrique, rendent impraticable un assainissement conforme à l'équité et d'esprit libéral. Les experts, eux, sont convaincus que cet assainissement est possible dans les conditions présentes.

L'événement tranchera, étant bien entendu que, en cas de difficulté, les uns s'en prendront aux méthodes, les autres aux données politiques du problème, c'est-à-dire aux charges que la France a résolu d'assumer.

Regards en arrière

Le Figaro
16 janvier 1959

Peut-être n'est-il pas inutile de regarder une fois encore en arrière et de faire le point de la situation telle qu'elle se présentait avant l'ensemble des mesures économiques et financières du budget 1959.

La crise des finances extérieures, qui n'est pas encore résolue, a eu pour origine directe la politique de MM. Guy Mollet et Ramadier en 1956-1957. À partir de 1956, l'expansion dans la stabilité fit place à l'expansion dans l'inflation. Pendant deux années, l'impasse atteignit des niveaux records. La défense du niveau des prix, étant donné la pression inflationniste, n'eut d'autre résultat que d'accélérer la liquidation du stock de devises. On doit ajouter, malheureusement, qu'une partie de l'administration et la plus grande partie de la presse approuvèrent cette politique délirante sous prétexte qu'elle maintenait le rythme accéléré de l'expansion.

Dans l'été 1957, il fallut se résigner à une dévaluation monétaire et prendre des mesures restrictives, qui furent renforcées à la fin de l'année. Conformément à tous les précédents, six à neuf mois s'écoulèrent entre les décisions des autorités et les premiers symptômes de ralentissement et aussi d'assainissement. Vers le printemps de 1958, la montée des prix semblait sur le point de s'arrêter et, mises à part les semaines de mai durant lesquelles les événements politiques provoquèrent une exportation des capitaux, l'amélioration était générale. L'impasse, pour les neuf premiers mois de l'année 1958, ne s'élevait qu'à 378 milliards contre 702 au cours de la même période de l'année précédente.

Il est vrai que nos échanges commerciaux pour le premier trimestre de 1958 avaient laissé un déficit commercial important, de l'ordre de 370 millions de dollars. Mais, au deuxième semestre, l'amélioration avait gagné le secteur des finances extérieures. Les chiffres commerciaux d'octobre, de novembre et de décembre ont été très favorables et un pourcentage de couverture de 90% ou plus traduit un véritable équilibre ou même un excédent puisque les importations incluent le coût du fret et des assurances et que les exportations, au contraire, sont comptées *f.o.b.*, c'est-à-dire sans tenir compte des frais de transport. Ajoutons que la stabilisation politique avait provoqué un renversement du mouvement des capitaux. Grâce à ce mouvement, à l'emprunt et aux achats d'or, M. Pinay avait pu reconstituer nos réserves de devises, entamées au premier

semestre. Les capitaux ne recommencèrent d'émigrer que le jour où coururent les bruits d'une prochaine dévaluation.

Si l'on se reporte à l'examen de la situation économique de la France à la fin de 1958, telle que la présente la revue *Études et Conjoncture* du 1er janvier 1959, on constate que les experts de l'I.N.S.E.E. s'inquiétaient du début de récession, s'interrogeaient sur les conditions d'une relance prudente et souple, qui ne mettraient pas en danger notre maigre stock de devises. Ils étaient bien loin d'attendre des mesures spectaculaires.

Pourquoi cette opération chirurgicale? a-t-on demandé de tous côtés. J'aperçois trois raisons. La première est politique: le général de Gaulle était soucieux d'utiliser à plein la courte période, entre la fin de la IV^e République et le début de la Ve. Jamais circonstances politiquement plus favorables à un assainissement radical n'auraient pu se présenter. La deuxième raison était diplomatique: au 1er janvier intervenaient les premières mesures du Marché commun (baisse de 10% des droits de douane, augmentation de 20% des contingents, règle des 3% de la production nationale pour les petits contingents). En se mettant en règle par rapport au code de l'O.E.C.E., la France enlevait des arguments à nos amis anglais dans les discussions relatives à la zone de libre-échange. Enfin, le troisième argument était économique: pour ramener l'impasse à 600 milliards, il fallait réduire les dépenses, ce qui obligeait à tailler dans le fouillis des interventions de l'État. D'autre part, les échéances extérieures devenaient pressantes. En 1960, la France aura 500 millions de dollars de plus à rembourser qu'en 1959. D'où l'idée de tout miser sur un assainissement radical et le retour des capitaux exportés.

Aucune de ces trois raisons n'était contraignante: toutes ensemble ont décidé les experts, qui ont rêvé d'être à l'origine d'une nouvelle expérience Poincaré, et les experts ont ensuite convaincu le général de Gaulle, qui a voulu effacer l'erreur commise en 1946 en choisissant la politique de facilité. L'orientation de la politique choisie était inévitable, non sa brutalité. Celle-ci est devenue inévitable de proche en proche: la réduction massive des subventions entraînait une hausse des prix, qui remettait en question le taux de change; la dévaluation risquait d'entraîner à son tour une hausse générale des prix et devait être combattue par la libération des échanges et la rigueur budgétaire.

Une dernière remarque, relative au passé: il est fâcheux que des indiscretions aient permis à des banques et à des milieux proches des nouveaux princes des spéculations et des bénéfices scandaleux. Maintenant que l'expérience est lancée,

il faut tout faire pour qu'elle réussisse. Or, la meilleure chance, c'est que les gouvernants restent fidèles à l'esprit de la politique adoptée. Ce n'est pas par des taxations que l'on empêche la hausse des prix, quand on a misé sur l'équilibre du budget, les restrictions de crédit et la concurrence étrangère.

L'esprit de la nouvelle politique

Le Figaro
30 janvier 1959

Les achats de valeurs françaises, effectués à la Bourse de Paris pour le compte d'étrangers, témoignent d'un fait encourageant: le public étranger fait confiance à la politique que le gouvernement français a entreprise à la fin de l'année dernière. Allons plus loin: on croit davantage au succès de cette politique en Suisse ou en Allemagne qu'en France même.

À quoi tient le scepticisme d'une fraction importante de l'opinion (en dehors des risques incontestables, reconnus par tous, de l'opération)? La politique qui a été adoptée est "classique", elle s'inspire des idées que les dirigeants français, hommes politiques et, pour une part, hauts fonctionnaires, ont, au cours des années précédentes, décrétées anachroniques.

Depuis la stabilisation des prix de 1952, le taux de change n'avait jamais correspondu au pouvoir d'achat intérieur de la monnaie ni à la valeur du franc sur les marchés libres. Taxes à l'importation, subventions à l'exportation passaient pour des équivalents valables de la technique "anachronique" des ajustements monétaires. (Cette technique anachronique était celle que nous recommandaient nos partenaires européens et que les pays économiquement les plus avancés continuaient d'appliquer.)

À l'intérieur, l'expansion était devenue sacro-sainte. Avec cette constance dans l'idée fixe que les Français confondent trop souvent avec le rationalisme, personne ne consentait même à un ralentissement dans l'allure de l'expansion. Celui qui violait ce tabou était suspect, immédiatement baptisé "doctrinaire de l'austérité". Tous les pays d'Europe avaient dû payer par une phase de stagnation le rétablissement de l'équilibre des comptes extérieurs. Le Français se faisait fort, lui, de ne pas payer ce prix. En dix-huit mois, deux milliards de dollars de devises étaient perdus. Aujourd'hui, les dirigeants français ont reconnu que des mesures restrictives de crédit, la réduction de l'impasse ne pouvaient pas ne pas exercer d'influence sur l'allure de la conjoncture. Avant de repartir vers une expansion saine, il faudra traverser la période amère où la production sera inférieure aux possibilités physiques de l'appareil industriel.

La politique, dans la mesure où elle renie les idées que l'on invoquait hier, ne peut pas ne pas éveiller la méfiance de ceux qui tiraient profit des pratiques anciennes ou qui en avaient recommandé la poursuite. La brutalité même du

changement suscite des inquiétudes, qui ne sont pas toutes sans fondement. Les pessimistes sont portés à concevoir dans le proche avenir la conjonction de deux maux, la hausse des prix et la récession. Dévaluation et réduction des subventions provoquent la montée des cours, restrictions de crédit et diminution de l'impasse signifient une amputation de la demande globale. Qu'en sera-t-il, demain, si les deux causes multiplient leur action l'une par l'autre?

Le problème n'est pas, aujourd'hui, de mesurer exactement l'un et l'autre risque, mais de savoir quelles attitudes les autorités devraient adopter. La tendance des dirigeants est de maintenir le plus possible surveillance et contrôle des prix, afin d'éviter que producteurs et commerçants n'amplifient les hausses mécaniquement inévitables par un coefficient d'anticipation psychologique. Peut-être une phase intermédiaire, pendant laquelle les méthodes anciennes sont au service de la politique nouvelle, demeure-t-elle nécessaire. Mais, à terme, la pire méthode serait de ne pas faire confiance à la politique même que l'on a choisie.

Les commentateurs calculent infatigablement le pourcentage de hausse imputable aux mesures prises dans le budget de 1959. Mais l'essence de la politique inspirée par M. Rueff et conduite par M. Pinay est que ce pourcentage ne soit pas calculable. On peut évaluer l'augmentation du coût de revient: en déduire ce que sera le prix de vente, c'est supposer que les vendeurs puissent ignorer l'état du marché et ne pas tenir compte d'une demande réduite, c'est admettre que les producteurs continuent à fixer leurs prix au niveau souhaité par les entreprises les moins bien équipées. S'il en est ainsi, la nouvelle politique échouera, car elle suppose le fonctionnement des mécanismes grippés par l'effet joint de l'inflation et du blocage administratif des prix. Le blocage ne devrait pas survivre longtemps à la fin de l'inflation. Il maintient des rapports artificiels de prix, il ruine certains secteurs industriels, parmi les plus actifs, et en favorise indûment d'autres. Comment le public aurait-il confiance si les dirigeants semblent eux-mêmes douter de l'efficacité des méthodes adoptées? S'il s'agit de prix, la liberté est conforme à l'esprit de l'entreprise. S'il s'agit de crédit, il semble plutôt surprenant que la quantité en demeure limitée et que le prix en ait été immédiatement abaissé. La restriction de crédit par le taux de l'intérêt est plus conforme à l'inspiration de la politique actuelle que les plafonds immuables.

En revanche, d'ici quelques semaines ou quelques mois, la lutte contre la récession peut devenir l'obligation première. La nouvelle politique ne contraint pas les gouvernants à subir passivement une stagnation ou un recul de la

production. La "relance" par l'investissement public est un des moyens à la disposition des autorités.

Seraient fâcheuses, aujourd'hui, toutes les mesures par lesquelles les dirigeants sembleraient témoigner de défiance à l'égard de leur propre politique. Car la confiance est contagieuse et il serait déplorable que les étrangers en eussent davantage que les Français eux-mêmes.

Entreprises à long terme

Le Figaro
6 février 1959

Quelques commentateurs ont écrit que le succès ou l'échec de la politique Pinay-Rueff se déciderait dans les premières semaines de l'année, selon que la hausse des prix dépasserait ou non la marge, calculée par les experts, en fonction de laquelle le nouveau taux du franc a été fixé. Je ne partage pas cette opinion. Sans oublier la formule de Keynes (à long terme, nous sommes tous morts), sans substituer à l'obsession de l'immédiat la considération d'un lointain avenir, je pense qu'on a tort de laisser croire aux Français que d'ici à trois mois les événements auront rendu leur verdict ou que d'ici à la fin de l'année les conditions économiques seront "définitivement stabilisées".

Les craintes manifestées ici et là, à propos des prix, au lendemain de la dévaluation, s'expliquent par une interprétation, largement erronée, des précédents ajustements monétaires et par un scepticisme très répandu à l'égard des mécanismes du marché. La contagion psychologique de la hausse ne s'est produite ni en 1948 ni en 1957 où, du moins, n'a jamais été isolable, pour la simple raison que, dans les deux cas, l'économie française continuait à souffrir d'inflation. Il était, par définition, impossible de séparer l'effet de la dévaluation et l'effet de l'inflation. Cette fois, la dévaluation est accompagnée d'une politique restrictive de crédit, d'un budget sévère, elle intervient en période de stagnation ou de demi-récession. Le taux de change est tel que, provisoirement, le franc est monnaie dure et que les autorités doivent agir pour prévenir la hausse et non la baisse du cours. Les facteurs mécaniques de hausse des prix n'en sont pas moins réels, mais ils sont contenus par la limitation de la demande. Le niveau général des prix doit être, dans l'immédiat, influencé par la réduction du pouvoir d'achat autant que par la hausse de certains coûts. Le "dérapage" dont parlaient les experts ne se produit pas.

Une fois la phase initiale de l'expérience passée, d'autres problèmes se poseront. Quel sera le volume de la production? Quelle fraction l'industrie française sera atteinte par la libération des importations? Quelle relance offrira l'exportation? Nul ne peut répondre catégoriquement à de telles interrogations, et pourtant la réponse qui sera donnée par les faits entraînera de vastes conséquences.

Par exemple, les revenus ouvriers dépendent du nombre des heures

supplémentaires en même temps que du tarif horaire. Le gouvernement, tout en relevant les salaires les plus bas, veut empêcher que les rémunérations ne soient accrues de bas en haut de la hiérarchie. Les sacrifices que cette politique imposera aux masses populaires seront d'un ordre de grandeur tout autre, selon que les entrepreneurs seront ou non en mesure d'employer leurs ouvriers au-delà de quarante heures. Les revendications sociales risquent, l'été ou l'automne prochains, d'être plus ardentes qu'à l'heure présente. La menace du chômage et l'espoir de redressement, liés au nouveau régime, incitent à la modération. La récession ou le sentiment d'espoir déçu nourrirait la révolte.

La modernisation de l'économie, entre 1949 et 1958, a été remarquable. Mais sauf durant les années 1954 et 1955, elle s'est accompagnée d'une inflation presque permanente et d'un déficit de la balance des comptes. Même au cours des années fastes, 1954 et 1955, le gonflement des revenus consommables a été une des causes de l'expansion, le retard antérieur des salaires permettant cette progression du pouvoir d'achat sans inflation. Mais l'expansion que l'on envisage pour demain doit avoir pour moteur, soit la demande accrue par l'étranger de produits français, soit l'accroissement des investissements d'État, soit enfin des investissements privés en dépit de la limitation du pouvoir d'achat intérieur.

Certes, il n'y a pas de raison pour que l'économie française ne dispose ni du réseau de vente au dehors qui a favorisé l'exceptionnelle diffusion des marchandises allemandes, ni de l'afflux constant de main-d'œuvre en provenance d'Allemagne orientale, qui a contribué à maintenir la hausse des salaires en deçà de la hausse de la production et de la productivité. Enfin, le volume des dépenses improductives et des dépenses productives seulement à long terme qui pèse sur l'économie française crée une incertitude supplémentaire. Dépenses improductives, expansion plus inflation, telle a été la formule d'hier. Dépenses improductives, expansion plus monnaie saine constitueraient une combinaison plus difficile dont nous n'avons pas encore l'expérience.

L'importation de capitaux étrangers ou le retour de capitaux français exportés serait, à coup sûr, une circonstance favorable. Mais s'il s'agit de capitaux flottants, en quête de profits rapides, cette invasion ne serait pas une bénédiction sans réserves. Afin d'attirer ces oiseaux migrants, les autorités françaises leur ont ouvert toutes grandes les portes du départ (ce qu'elles n'ont pas fait pour les capitaux français). Mais, plus la France aura offert asile à ces oiseaux migrants, plus elle devra redouter leur humeur volage. Cette politique condamne les gouvernements forts de la Ve République à se soucier des

préférences des capitalistes étrangers plus que les gouvernements faibles de la IVe ne se résignaient à le faire.

Relance de l'économie?

Le Figaro
13 mars 1959

Le dialogue sur la relance de l'économie qui a été publié dans le numéro du 7-8 mars a révélé entre les interlocuteurs une certaine mesure d'accord, aussi bien sur le passé que sur l'avenir.

Certes, M. Francis Leenhardt maintiendrait que l'assainissement nécessaire de la monnaie aurait pu être obtenu par un choix différent des réductions de dépenses et des augmentations de recettes, donc une répartition autre que des sacrifices. Peut-être M. Chalandon juge-t-il que l'on aurait pu ne pas aller aussi loin dans la diminution de l'impasse. Mais nous nous retrouvons unanimes pour reconnaître une évidence: la France devait se donner pour premier objectif l'équilibre de la balance des comptes parce qu'elle était menacée, en cas de pénurie de devises, d'une crise tragique.

Aucun des interlocuteurs ne mettait en doute que le déroulement de l'expérience, au cours des premières semaines, a été conforme aux prévisions: il n'y a pas eu de flambée des prix et les rentrées de devises ont été et continuent d'être importantes. L'indice des prix de détail (179 articles) n'a monté que de 1% en février, l'indice des prix de gros a même baissé de 1%. Les chiffres du commerce extérieur de février sont excellents. Personnellement, je n'ai jamais pensé que la dévaluation, pratiquée à froid avec un budget prudent et une politique restrictive de crédit, déclencherait une hausse générale des prix, mais beaucoup d'observateurs le craignaient. Il faut donc constater ce premier succès et s'en féliciter.

Jusqu'à présent, un seul fait a déçu les experts ou, du moins, certains d'entre eux: le reflux des capitaux n'a pas provoqué une baisse du taux d'intérêt aussi forte que d'aucuns l'espéraient. Cette relative déception (le taux de l'argent au jour le jour a baissé et la Banque est libre d'abaisser le taux de l'escompte) suscite un double débat.

Est-il surprenant que la baisse du taux d'intérêt à long terme se fasse attendre? Au cours de ces dernières années, le taux d'intérêt incluait une prime de risque, d'autant plus élevée que chacun tenait la dévalorisation de la monnaie pour inévitable. La confiance ne se rétablit pas du jour au lendemain. Seule la durée de la stabilité dissipera peu à peu les craintes léguées par l'inflation endémique d'hier.

Le deuxième débat porte sur l'organisation du marché monétaire. Selon M. Rueff, les rentrées de capitaux et l'abondance des disponibilités qui en résultent ne doivent pas servir au Trésor à rembourser ses dettes auprès de la Banque de France, aux banques à réduire leurs recours à la Banque de France, elles doivent provoquer, de proche en proche, la baisse de tous les taux d'intérêt, y compris du taux à long terme. La création de bons du Trésor à trois mois escomptables, qui permettrait au Trésor public de n'emprunter des fonds qu'au moment même où il en aurait besoin, soulève des questions complexes auxquelles Jean Lecerf a fait récemment allusion.

Il semble que, pour l'instant, les responsables de notre économie n'envisagent pas une réforme fondamentale sur ce point et se contentent de desserrer peu à peu les rigueurs d'une politique restrictive qui leur paraît encore indispensable pour consolider la confiance renaissante. Au reste, derrière cette controverse technique se dessine un autre dialogue: quelle influence une baisse du taux d'intérêt à long terme aurait-elle sur les investissements privés?

Personne ne nie que le prix qu'il faut payer pour emprunter de l'argent à long terme ne soit un des éléments qui déterminent la décision des entrepreneurs. Mais les perspectives de vente sont un autre élément non moins important. De plus, l'expérience de tous les pays occidentaux, Allemagne comprise, suggère que l'autofinancement demeure, à notre époque, même avec une monnaie saine, indispensable au maintien d'un volume normal d'investissements. Aussi convient-il, sans sous-estimer les résultats à attendre d'une baisse du taux d'intérêt, de favoriser les autres incitations à investir.

Dans les économies occidentales, il serait illusoire de compter sur un transfert massif du pouvoir d'achat de la consommation aux investissements. Ceux-ci, quand ils sont privés, dépendent essentiellement de l'état du marché, donc des revenus consommables. Le problème de la relance débouche inévitablement sur celui de la demande. Provisoirement, le gouvernement s'en tient à deux sortes de mesures: d'une part, l'accélération des dépenses prévues au budget 1959; d'autre part, les mesures sélectives, destinées à des régions ou à des branches industrielles directement affectées par la récession. Cette prudence me paraît justifiée. L'économie française n'est pas atteinte par une récession générale. Les secteurs en perte de vitesse (textiles, cuir) sont incontestablement touchés, mais, les secteurs en expansion (chimie) continuent de croître et les secteurs-clés, comme l'automobile, ont évité la crise que l'on redoutait. Si une reprise se dessine en automne, le prix à payer pour la restauration monétaire n'aura pas été

trop lourd.

On pourrait objecter que, pour relancer l'économie à l'automne, il faut envisager, dès maintenant, les premières mesures. La difficulté majeure est, effectivement, le délai nécessaire avant qu'agissent les mesures de déflation et de relance. Il n'en paraît pas moins prématuré de prendre aujourd'hui des mesures générales contre une récession, limitée et partielle. Enfin, n'oublions pas que la relance par le pouvoir d'achat commencera d'elle-même au cours des prochains mois, quand les entreprises, en fonction de leurs possibilités, accepteront des relèvements de salaires horaires.

La Ve République choisit la rigueur monétaire

**Preuves
mai 1959**

Il est deux manières de raconter l'histoire ou d'établir le bilan économique de la IV^e République, l'une réservée aux défenseurs du "régime aboli" (comme on disait en 1940), l'autre offerte aux avocats du régime nouveau. Les deux versions du récent passé sont toutes deux vraies à la fois.

Durant les douze années entre 1946 et 1958, l'économie française a fait des progrès rapides, surtout entre 1949 et 1957, peut-être pas plus rapides mais certainement aussi rapides que ceux des autres pays d'Europe⁽¹⁾. La faiblesse de l'État n'a pas, comme d'aucuns le craignaient, paralysé l'effort de reconstruction ou de modernisation, mais elle s'est manifestée par une inflation qui n'a été refoulée qu'à deux moments, en 1949-50 durant l'année qui précéda le déclenchement de la guerre de Corée, en 1952-1955 entre la stabilisation des prix liée au nom de M. Pinay et la formation du gouvernement de M. Guy Mollet. La Libération, la crise coréenne, la guerre d'Algérie déclenchèrent trois vagues d'inflation; la dernière vague perdait sa force au moment où s'effondra la IV^e République.

En 1958, ce n'était plus la hausse des prix qui compromettait l'œuvre accomplie, mais la pénurie de devises. À cet égard, l'après-guerre se divise en trois phases. Durant la première, la France ne se distingue pas essentiellement des autres pays d'Europe. Elle ne peut financer seule la reconstruction de son appareil productif. Après la liquidation de la plus grande partie de ses réserves d'or et de devises, elle a besoin d'une aide extérieure qu'elle obtient au titre du Plan Marshall. Après la fin du Plan, elle se trouve dans une situation particulière en raison de la guerre d'Indochine qui coûtait des francs et rapportait des dollars. (Ceux qui, à l'époque, dénonçaient cette guerre comme un obstacle insurmontable au redressement économique avaient tort: l'apport de dollars permettait de poursuivre une expansion, même quelque peu inflationniste. Les arguments contre la guerre d'Indochine étaient d'ordre politique et militaire, la guerre usait l'armée, elle affaiblissait et elle finit par ruiner nos positions autrement importantes en Afrique du Nord.)

En 1954 et 1955, la France, avec l'aide des "dépenses des gouvernements

étrangers", parvint à équilibrer ses comptes extérieurs: les dollars versés par le gouvernement américain servirent à reconstituer les réserves de devises.

La troisième phase commença en 1956: le conflit d'Algérie, que la France finançait seule, remplaça la guerre d'Indochine, financée par le Trésor américain. Le gouvernement de M. Guy Mollet ayant décidé de poursuivre l'expansion, d'augmenter les dépenses sociales et de maintenir stable l'indice des prix de détail par des subventions et des détaxations provoqua, en dix-huit mois, la perte de près de deux milliards de dollars. Une dévaluation faite à chaud, dans l'été de 1957, ne suffit pas à rétablir l'équilibre. À la fin de l'année 1957, la France devait emprunter, principalement à l'Allemagne et aux États-Unis, un demi-milliard de dollars qui, au printemps de 1958, menaçaient d'être à brève échéance épuisés.

Les comptes extérieurs de l'économie française ont été depuis la guerre presque constamment déficitaires, et le chiffre du déficit global entre 1945 et 1957 - plus de onze milliards de dollars, dont plus de neuf au titre du déficit de la balance commerciale - est impressionnant. Mais le déficit des premières années était normal, inévitable, il était la suite fatale de la guerre et de l'occupation, la contrepartie, la condition de la rapidité du relèvement. Il n'était pas non plus déraisonnable, aussi longtemps que l'on recevait des dollars au titre de l'Indochine, de préférer l'expansion intérieure à l'équilibre des comptes extérieurs. Les erreurs de gestion furent commises en 1950 lorsque le gouvernement amplifia les répercussions inflationnistes de la crise diplomatique au lieu de les amortir, et plus encore en 1956-57 lorsqu'il se refusa à comprendre que désormais l'expansion légitime était celle-là seule que la France pouvait financer par ses propres moyens.

En 1958, la situation était tout à la fois proche de la catastrophe et proche de l'assainissement. Les événements de mai suffirent à provoquer une fuite des capitaux et à mettre à sec le fonds de stabilisation des changes. Mais une fois le général de Gaulle installé à l'Hôtel Matignon, le mouvement des capitaux changea de sens. D'autre part, les mesures prises en 1957 commençaient d'agir au printemps de 1958, avec l'intervalle de six à neuf mois qui s'écoule entre le moment où l'on décide les restrictions de crédit et la limitation de l'impasse, et le moment où s'arrête la hausse des prix.

Le budget de 1958 prévoyait une impasse qui, calculée selon les normes du budget de 1959, était de l'ordre de 425 milliards de francs, inférieure à celle du budget de 1959. Le budget ordinaire était en sur-équilibre: une partie des dépenses d'investissement était couverte par des recettes fiscales. Dans le

langage anglais, on parlerait d'un excédent budgétaire. Cette sévérité budgétaire, combinée avec une limitation quantitative du crédit et une première "opération vérité", développait ses conséquences dans la deuxième partie de l'année 1958. L'emprunt Pinay ramena deux cents millions de dollars dans les caisses de l'État, les capitaux tendaient à rentrer plutôt qu'à sortir, les prix étaient à peu près stabilisés, les chiffres de la balance commerciale s'amélioraient: dans les derniers mois de l'année, les exportations (fob) dépassaient 90% des importations (cif), ce qui signifiait un équilibre réel.

Le problème que posaient les commentateurs à la veille de la promulgation par ordonnance du budget de 1959, se ramenait à l'alternative: relance ou austérité. Les mesures anti-inflationnistes avaient entraîné, en même temps qu'un ralentissement de la hausse des prix, un ralentissement d'activité: depuis le printemps de 1958, l'indice de la production était en baisse lente et régulière. Le choix d'une politique impliquait la détermination d'un ordre de priorité. La tâche première était-elle la relance de l'économie ou l'équilibre des comptes extérieurs? Selon que l'on retenait le premier ou le deuxième terme de l'alternative, les décisions changeaient du tout au tout. Le gouvernement du général de Gaulle retint le deuxième terme, contre les préférences exprimées de beaucoup de ses partisans. Et il eut raison.

Logique d'une politique

Pour comprendre la logique de la politique adoptée, il convient de lire attentivement le rapport du Comité des experts, ou tout simplement de réfléchir aux implications de ce que l'on appellera le *primat des comptes extérieurs*. Reprenons les étapes du raisonnement.

La France a épuisé ses possibilités d'emprunts extérieurs; bien plus, elle va entrer dans une phase où les remboursements d'emprunts passés l'emporteront sur les ressources que pourraient fournir des crédits nouveaux. En 1959, il faut compter sur quelque 150 millions de dollars de remboursements; en 1960, les remboursements s'élèveront à quelque 500 millions de dollars. À supposer qu'États-Unis ou Allemagne ne nous refusent pas une aide en cas de difficultés, ils ne le feront pas sans poser leurs conditions, et celles-ci comporteront en tout cas une action anti-inflationniste. La France a prétendu poursuivre l'expansion alors que ses voisins connaissaient déjà un début de stagnation. Nos alliés ne nous fourniront pas des devises à seule fin de nous permettre de refuser la discipline à laquelle ils se soumettent.

Étant admis que l'obligation prioritaire est l'équilibre ou même l'excédent des

comptes extérieurs, quelles conséquences en résultent? Elles sont au nombre de deux: le reflux des capitaux français exportés est seul de nature à fournir les devises étrangères dont la France aura besoin au cours des prochaines années; ce reflux est possible si les premiers actes du nouveau régime confirment la confiance qu'a fait naître le changement de Constitution.

L'État français n'a pas de devises, mais les Français en ont. Trois à quatre mille tonnes d'or, soit trois à quatre milliards de dollars, sont cachés quelque part en France. D'autres milliards de dollars sont placés en comptes dans les banques suisses ou américaines. Que revienne une fraction de ce trésor national qui échappe à la nation, et toute la conjoncture sera modifiée. Pour une part, ces capitaux ne seront pas tentés même par l'austérité de la Ve République: la surtaxe progressive, l'impôt sur les successions continueront de faire fuir les capitaux qui sont et se veulent en dehors des circuits légaux, qui cherchent l'ombre propice à la dissimulation. Mais il n'est pas besoin que tous les capitaux partis prennent le chemin du retour. Or, une fraction se laissera convaincre, à condition que le nouveau régime donne la preuve irrécusable d'une nouvelle politique.

Cette preuve, dans l'immédiat, dépendait du budget et, plus précisément encore, de l'impasse. Il avait été plus ou moins clairement convenu avec nos prêteurs, l'an passé, que l'impasse ne dépasserait pas 600 milliards. Le même chiffre fut retenu pour 1959, en dépit de la hausse des prix intervenue entre temps. Comment ramener l'impasse au-dessous de ce montant? Telle devenait la question clé. La réponse qui, d'après nos experts, était dictée par les faits eux-mêmes, commandait à son tour une série de mesures.

Si l'on admettait les prévisions de dépenses et de recettes qui résultaient des lois ou des engagements antérieurs, l'impasse s'élevait à quelque 1.200 milliards. Comment amputer de moitié cette impasse? Les experts passèrent en revue les dépenses de l'État par grandes masses. Dette publique (477 milliards): impossible d'y toucher. Dépenses militaires (1.550 milliards): quelles que soient les préférences de chacun, la décision n'est pas économique mais politique. Dépenses de personnel et de matériel de l'Administration publique (1.500 milliards): pour plus de la moitié les dépenses de personnel concernent l'Éducation nationale et les Finances. Peut-être, à terme, une réforme administrative permettrait-elle des économies; dans l'immédiat, des économies substantielles sont exclues. Finalement, les réductions de dépenses devaient porter sur l'une ou l'autre des deux rubriques suivantes: investissements publics d'une part, intervention de l'État et budget social de l'autre. Réduire les

investissements publics, c'était sacrifier l'avenir au présent. Le seul recours était donc, si l'on renonçait à demander 600 milliards à un effort fiscal supplémentaire, de diminuer les dépenses publiques au titre des "interventions", subventions destinées à l'abaissement des prix ou prestations sociales. La diminution ou suppression de quelques subventions avait un avantage supplémentaire: elle prolongeait l'"opération vérité", entamée à la fin de 1957 par M. Pflimlin, elle constituait une étape sur la voie de l'adaptation au marché commun. Il ne restait plus qu'à demander à l'impôt les 300 milliards nécessaires pour que l'impasse (les recettes de la Caisse autonome étant cette fois incorporées au budget d'État) tombât au-dessous de la limite fatidique des 600 milliards. À son tour, la répartition de ces impôts nouveaux fut commandée moins par la théorie que par l'opportunité: taxes sur les vins, relèvement du prix du tabac, impôts directs sur les sociétés - on chercherait vainement des intentions ou des justifications idéologiques à ces mesures, mais il n'aurait pas été facile d'imaginer des solutions de remplacement.

La réduction de l'impasse ayant entraîné la suppression de quelques subventions, donc des relèvements de prix et de tarifs (charbon, chemins de fer), le taux de change qui, à la fin de 1958, n'était pas sérieusement menacé, se trouvait remis en question. L'abaissement de l'impasse au-dessous de 600 milliards a été l'origine directe de la dévaluation du franc. Deux autres raisons s'y sont ajoutées, l'une de politique étrangère, l'autre de politique intérieure.

La France se trouvait engagée dans de difficiles négociations relatives au Marché commun et à la zone de libre échange. Elle avait dû, en 1957, suspendre la libération des échanges. Pour être en règle avec le code de l'O.E.C.E. elle devait revenir à un taux de libération de 75% (le pourcentage étant calculé par rapport aux chiffres de 1949). Or, tant qu'elle ne se mettait pas en règle avec l'O.E.C.E., elle prêtait le flanc aux accusations des Britanniques: la France était-elle en droit d'appliquer les premières clauses du traité de Rome, d'accorder à ses cinq partenaires des contingents d'au moins 3% de la production nationale, alors qu'elle n'avait pas satisfait à ses obligations dans le cadre de l'Europe des Quinze? La décision anglaise de rétablissement de la convertibilité externe de la livre acculait les gouvernants français à l'alternative: ou suivre l'exemple de la livre et aussi, inévitablement, du franc belge, du mark, etc., ou isoler la France et le franc au risque de porter, dès le point de départ, un coup grave au Marché commun. Or, pour suivre l'exemple britannique et proclamer la convertibilité externe du franc (ce qui ne signifie pas grand-chose pour le franc qui n'est pas, comme la livre, un moyen d'échange international), il fallait que le taux de la

monnaie française ne fût pas contesté. Après la suppression des subventions, l'ancien taux l'aurait été.

La raison de politique intérieure, c'étaient les pleins pouvoirs du général de Gaulle. Entre la IV^e République qui n'était plus, et la V^e qui n'était pas encore, le gouvernement avait une liberté d'action dont ne disposaient pas ses prédécesseurs et dont ne disposeraient peut-être pas ses successeurs. La réforme financière devait être aussi radicale que la réforme constitutionnelle. D'où les propos tenus par le chef du gouvernement à la radio: mise en ordre définitive. Ce langage exigeait un taux de change calculé en fonction des hausses prévisibles des prix. Le franc devait être sous-évalué au début de l'année 1959 s'il ne devait pas être surévalué en 1960 ou 1961 - sous-évaluation d'ailleurs favorable au rapatriement des capitaux.

Après la dévaluation du franc de 15% et la libération des échanges à 90%, l'ensemble de la politique appelait encore deux sortes de mesures, les unes pour atténuer la réduction des revenus réels des catégories les plus défavorisées (relèvement du S.M.I.G. de 4,5%) et des fonctionnaires (relèvement de traitements de 4% en février), les autres pour prévenir un ralentissement d'activité. Les investissements publics en même temps que le budget de la construction étaient accrus de 10 à 15% environ en valeur réelle. Selon la formule des experts, le moteur de la relance devait être désormais l'investissement et non plus la consommation.

Reste à savoir si, en un régime comme le nôtre, l'investissement privé peut être maintenu ou encouragé en une conjoncture de restriction de crédits et de limitation du pouvoir d'achat.

Doutes et critiques

La nouvelle politique fut froidement accueillie, même par les fervents de la V^e République; elle suscita de toutes parts doutes et objections.

Elle était pourtant moins révolutionnaire qu'on ne l'a dit. Elle suivait, dans l'ensemble, les recommandations des experts, dont le président était M. Jacques Rueff, mais parmi lesquels figurait M. J.-M. Jeanneney qui n'est certes pas un libéral de stricte observance. En un sens, elle prolongeait l'effort entrepris par M. Gaillard et M. Pflimlin en 1957. Elle donnait l'impression d'une rupture par quelques mesures spectaculaires: dévaluation à froid (alors que le franc n'était pas menacé), libération des échanges à 90%, liquidation d'une partie importante des subventions. Peut-être un gouvernement de la IV^e République n'aurait-il pas eu le courage ou l'autorité de telles initiatives. Mais, disons-le franchement, les

seules mesures réellement impopulaires dont les ministères de la IVe auraient été incapables (dont peut-être ceux de la Ve seront finalement eux aussi incapables) étaient inutiles ou du moins secondaires: la suppression de quelques centaines de milliers de retraites du combattant, les 3.000 francs de dispense de la Sécurité sociale produisent plus de mécontentement que d'économies. Peut-être des gouvernants ordinaires auraient-ils hésité devant la mise hors la loi des indexations. Mais cette dernière mesure était plus psychologique que matériellement indispensable. L'indexation généralisée reflétait la hantise de l'inflation et elle contribuait à accélérer l'inflation elle-même. Il était indispensable que les hausses de prix, provoquées par le budget et la dévaluation, ne se généralisent pas. Mais la stabilité des prix, d'elle-même, aurait mis fin à la pratique des indexations.

L'opinion n'a pas eu tort, pourtant, de ressentir le budget 1959 comme un symbole et expression d'un autre esprit. Pour la première fois, le gouvernement reconnaissait que l'expansion devait être subordonnée à l'équilibre des comptes extérieurs (ce qui lui était d'autant plus facile que l'expansion avait, au cours des années précédentes, fourni les ressources supplémentaires). Pour la première fois, les mesures prises formaient un tout cohérent, inspiré par une conception d'ensemble. Pour la première fois, la dévaluation était faite à froid, non sous la pression de la nécessité.

Pourquoi les experts ont-ils été aussi réticents? Une première école, celle qui avait justifié la théorie de l'expansion à tout prix, devait logiquement s'opposer à un budget sévère alors que déjà la conjoncture était orientée à la baisse. Elle s'interrogeait à l'avance sur les voies et moyens de la relance, et voici que le gouvernement infligeait à l'économie un tour de vis supplémentaire. Mais l'école de l'expansion, celle de la fuite en avant, commettait une erreur fondamentale.

Ou bien elle admettait qu'en cas de pénurie de devises la France trouverait de nouveau des prêteurs et, en ce cas, elle s'abusait elle-même ou elle abusait l'opinion: peut-être la France aurait-elle trouvé des prêteurs, mais ces derniers auraient posé des conditions auprès desquelles l'austérité du budget de 1959 aurait paru légère.

Ou bien elle croyait possible de relancer l'économie sans creuser le déficit de la balance des comptes, grâce à des mesures sélectives destinées à réduire les achats ou à favoriser les ventes au dehors et, en ce cas, elle méconnaissait la leçon du récent passé. En dépit ou à cause du contrôle des changes, l'équilibre des comptes extérieurs ne dépend pas exclusivement de la balance commerciale:

émigration ou rapatriement de capitaux peuvent représenter chaque année, pour un pays comme la France, des centaines de millions de dollars. Toute relance de l'économie aurait immédiatement été interprétée comme le signe d'une retombée dans l'inflation et aurait provoqué des sorties massives de capitaux. Qu'on le veuille ou non, la gestion des gouvernants de la IV^e et de la V^e République est soumise au plébiscite des porteurs de francs.

Si la fuite en avant était exclue, il restait une troisième politique, celle qui aurait eu probablement les préférences de M. Pinay personnellement, et qui aurait prolongé l'action menée par le ministre des Finances en 1952: pas d'impôts, pas de hausse des prix, pas de dévaluation. Cette politique modérée, ni inflation ni dévaluation, aurait accepté une impasse plus élevée de deux à trois cents milliards, elle n'aurait exigé ni autant d'augmentation de recettes ni autant de réduction de dépenses. En maintenant les subventions, on s'épargnait la nécessité de modifier le taux de change. Un nouvel emprunt aurait été lancé, on aurait misé sur la continuation du lent reflux des capitaux qui avait commencé dès le mois de juin 1958.

Cette politique inspirée de celle de M. Pinay en 1952 était possible. Elle était attendue par la plupart des commentateurs. Elle avait un défaut majeur aux yeux du général de Gaulle et de ses conseillers: elle ne résolvait pas les problèmes, elle les différait. Selon toute probabilité, elle aurait été adoptée par les gouvernants de la IV^e République parce que ceux-ci ne disposaient pas de la durée indispensable à une véritable tentative d'assainissement. Mais, à six mois ou un an d'échéance, les mêmes problèmes se seraient posés: comment réduire les dépenses de l'État, comment trouver les devises pour financer l'expansion? Une solution ne pouvait être trouvée que dans l'élimination progressive des subventions, l'équilibre budgétaire et le retour des capitaux. L'expérience actuelle nous donne une chance de solution globale et durable.

Pourtant ceux même qui sympathisaient avec l'orientation choisie furent réticents. Les uns reprochaient au gouvernement de n'avoir pas été jusqu'au bout de ses propres conceptions et d'avoir hésité devant la convertibilité du franc pour les Français eux-mêmes. Les autres s'interrogeaient sur les conséquences d'un plan qui comportait simultanément tant de facteurs de hausse et tant de facteurs de baisse des prix. Tous s'inquiétaient, et à juste titre, des conséquences d'un échec possible.

L'échec aurait été immédiat si, comme d'aucuns le craignaient, l'action conjuguée de la dévaluation et de la suppression de quelques subventions avait

provoqué une hausse générale des prix. Ces craintes provenaient d'une interprétation fautive des précédentes dévaluations. L'opération dite 20% était une dévaluation à chaud au cours d'un processus d'inflation: c'était l'inflation, non la dévaluation qui était responsable de la montée des prix. Une dévaluation, si elle est combinée avec une politique restrictive de crédit et un budget sévère *ne peut pas* déclencher une hausse générale des prix (les quantités monétaires pour nourrir une telle hausse ne sont pas disponibles).

Au-delà de ce premier succès, dès maintenant acquis, la deuxième incertitude, de beaucoup la plus grave, porte sur le niveau auquel se maintiendra l'activité, sur les perspectives de reprise au-delà de la phase présente de stabilisation. Une récession est-elle à craindre? Faut-il dès maintenant préparer la relance? Nul économiste ne pourrait donner à ces interrogations une réponse catégorique, parce que la nouvelle politique implique une certaine mesure d'imprévisibilité.

Quelques commentateurs avaient prétendu calculer la hausse des prix que les mesures prises entraîneraient. Ils oubliaient qu'à partir du moment où ni la demande solvable ni l'offre de monnaie n'est sans limite, la hausse théorique des coûts de revient peut être supérieure à la hausse effective des prix de vente. Les marges bénéficiaires ou les marges d'autofinancement étaient compressibles dans l'économie française de 1959.

L'imprévisibilité était encore plus grande en ce qui concerne le mouvement de la conjoncture. La dévaluation devait donner des possibilités supplémentaires d'exportation: quelle serait l'élasticité de la demande étrangère de biens français? Quel serait l'effet, direct et indirect, des investissements d'État accrus? Quelle serait la réaction psychologique des entrepreneurs à la nouvelle politique? Selon qu'ils croiraient à une reprise prochaine ou à une dépression prolongée, selon qu'ils maintiendraient ou réduiraient leur programme d'investissements, tout le cours de l'expérience pouvait être modifié.

Les experts, M. Rueff surtout, misaient sur le retour des capitaux et la baisse du taux d'intérêt qui s'ensuivrait. Le retour des capitaux est constant depuis le début de janvier, il s'est même accéléré au cours de ces dernières semaines. La baisse du taux de l'intérêt à long terme commence à peine et la bourse ne sort pas du marasme. Même si le taux d'intérêt baissait davantage, les investissements privés seraient suspendus aux anticipations des entrepreneurs. L'autofinancement joue un rôle trop considérable dans l'économie présente pour que le taux d'intérêt exerce seul une action déterminante.

Le plan de redressement comporte-t-il une répartition injuste des charges et

des sacrifices? En d'autres termes, la politique choisie est-elle de droite, réactionnaire, antisociale? En gros, si l'on décrète qu'est "de droite" une politique donnant la priorité à la monnaie, "de gauche" une politique soucieuse avant tout d'expansion, alors, par définition, une telle politique est de droite. Mais cette définition rendrait inévitable l'alternance au pouvoir de la droite et de la gauche. Car il est des circonstances où la pénurie de devises impose de mettre au premier rang l'assainissement monétaire.

Dira-t-on que la méthode libérale est d'essence réactionnaire? Sans discuter à fond le problème des relations entre méthodes de régulation économique et idéologies (ou préférences) politiques, je ferai observer que le plan français de 1959 n'est pas plus libéral que la politique suivie par tous nos voisins, tous nos partenaires du Marché commun et de l'O.E.C.E. Peut-être tous les pays d'Occident ont-ils torts, mais la France ne pouvait pas avoir raison toute seule parce qu'en ces matières, avoir raison tout seul, c'est avoir tort. La seule décision d'esprit libéral impliquée par le plan de 1959, c'est l'aveu que l'équilibre de la balance des comptes doit être payé éventuellement par un ralentissement économique. Cet aveu, gouvernants et techniciens français avaient, en grand nombre, refusé de le faire et une partie de la presse avait développé les théories plaisantes des "mesures sélectives". Ces théories ont été silencieusement abandonnées et les ministres tâchent de faire comprendre que dans le monde tel qu'il est, les réserves de devises fixent les limites de l'expansion tolérable. Ce n'est pas du libéralisme, mais du bon sens.

Les réductions de dépenses et les augmentations de recettes frappent-elles spécialement les "petits"? Commençons par une constatation que les uns jugeront cynique et les autres évidente. Une politique visant à limiter le pouvoir d'achat ne peut pas, quel que soit le régime, ne pas frapper les masses, salariés et paysans. La technique soviétique des plans quinquennaux réduit impitoyablement le pouvoir d'achat de la population et élargit l'intervalle entre le grand nombre et les privilégiés. Toute stabilisation doit commencer par une stabilisation des revenus des non-privilegiés parce que ces derniers, partout, constituent la majorité.

La politique inflationniste de 1956-57 sembla épargner les salariés aussi longtemps que les prix de détail furent artificiellement tenus. Mais quand on sortit de l'artifice, les salaires réels retombèrent et finalement, au début de 1959, ceux-ci ne se trouvaient guère au-dessus du niveau de 1956. Les progrès de l'économie, ceux du niveau de vie ont été compromis bien plutôt que servis par

l'inflation. Que l'assainissement réussisse, et le pouvoir d'achat des travailleurs recommencera à progresser. Le rapatriement des capitaux, avec la prime de dévaluation, est peut-être immoral: les masses profiteront de ce rapatriement, s'il permet une expansion accélérée.

Aurait-on pu choisir autrement les impôts? Épargner telle ou telle catégorie sociale? À coup sûr, dans le détail, le choix des économies et des impôts aurait pu être différent. On fera observer cependant que la surtaxe progressive se trouve automatiquement alourdie par suite du maintien des taux antérieurs en dépit de la hausse des prix et que toute atténuation de l'injustice fiscale exige avant tout une meilleure connaissance des revenus réels. À terme, la lutte contre la fraude, éventuellement une réforme fiscale, importent davantage qu'une autre distribution des réductions de dépenses et des augmentations de recettes. Si l'économie reprend en automne, le prix payé pour l'assainissement de l'économie n'aura pas dépassé celui que les non-privilegiés auraient dû payer, quelle que fût la méthode adoptée(2).

Après la critique de la gauche vient celle d'une fraction de la haute administration: est-il possible d'envisager une remise en ordre d'ensemble d'un coup? L'économie française, depuis si longtemps protégée, est-elle capable de supporter, d'un jour à l'autre, le grand vent de la concurrence? Aussi longtemps que la guerre d'Algérie n'est pas terminée, est-il prudent d'annoncer solennellement une stabilisation définitive?

Ces objections ont du poids: elles ne sont pourtant pas irrésistibles. Pratiquement, afin de mener la guerre d'Algérie sans modifier sa façon de vivre, la France a adopté une des solutions possibles: elle a transféré de l'autre côté de la Méditerranée les divisions auparavant intégrées à l'organisation atlantique. Elle a substitué à une armée moderne une armée de combat contre la guérilla. Quel est le prix exact de cette substitution? Il est difficile de le dire avec précision. Mais à supposer que nous dépensions 700 à 800 milliards par an en Algérie pour l'administration civile et militaire (les nouveaux programmes d'investissements non compris), au moins la moitié, peut-être les deux tiers viennent en déduction de ce que nous dépenserions en France et en Allemagne si la rébellion algérienne ne justifiait pas le démantèlement de notre armée d'Europe. Que le bilan net soit finalement de 100, 200 ou 300 milliards, ce chiffre ne condamne pas l'entreprise d'assainissement. Tout au plus l'incertitude que la guerre d'Algérie entretient en ce qui concerne les dépenses futures crée-t-elle un obstacle plus psychologique que matériel.

Il reste un dernier argument, que l'on entend formuler par de bons esprits, ministres ou grands fonctionnaires de la IV^e République: le plan ne comporte qu'une politique financière, non une politique économique. Argument vrai et faux à la fois mais beaucoup plus faux que vrai. La même objection aurait pu être dressée contre l'entreprise du Dr. Ehrard en Allemagne. L'économie française n'a pas besoin que les gouvernants s'en instituent les gestionnaires ou les protecteurs. Qu'ils garantissent le maintien de l'équilibre global, qu'ils agissent pour prévenir l'inflation ou la récession, qu'ils viennent au secours des régions en perte de vitesse, qu'ils améliorent la fiscalité, soit. À la fin de 1958, un problème dominait tous les autres: comment trouver les devises pour rembourser les dettes étrangères et financer l'expansion? À cette question, le plan a donné une des réponses possibles et probablement, compte tenu des circonstances, la meilleure. Le plan n'est pas une panacée (il n'y en a pas en économie). Mais s'il apporte, avec le rapatriement des devises, l'équilibre des comptes extérieurs pour les prochaines années, il constituera une étape importante de la modernisation de la France.

Les gaullistes et le budget de 1959

Si cette analyse est exacte, la nouvelle politique économique n'est pas aussi révolutionnaire que d'aucuns le proclament (le Premier ministre a tort de croire que le budget de 1959 est le premier budget équilibré qu'ait connu la France depuis vingt ans: le budget de 1958 était plus sévère que celui de 1959). Historiquement, la remise en ordre de 1959 continue l'œuvre entamée par MM. Gaillard et Pflimlin en 1957-58. Mais il est vrai que la politique d'ensemble donne une impression de cohérence, de résolution, de continuité que les efforts louables des prédécesseurs ne pouvaient pas donner, ne serait-ce qu'en raison de l'instabilité des ministères promis à une mort prochaine dès le jour de leur naissance.

Par rapport au général de Gaulle, le choix de décembre 1958 apparaît comme un renversement du choix de 1945. Certes, la formule souvent retenue, selon laquelle "la politique Pleven de facilités" aurait été préférée à "la politique Mendès-France de rigueur" comporte un élément de légende ou au moins de transfiguration. Pour de multiples raisons qu'il est inutile d'analyser en détail aujourd'hui - démantèlement de l'organisation administrative de répartition des produits alimentaires, hausse des salaires accordée avant même le retour du général de Gaulle, impossibilité de procéder à l'échange des billets en 1944 - la politique appliquée par les Belges (échanges des billets avec blocage des

comptes) aurait été impossible en France. Au printemps de 1945, M. Pleven et M. Mendès-France représentaient chacun une tendance mais M. Mendès-France avait peine, dans la conjoncture de l'époque, à traduire en mesures précises ses conceptions d'ensemble.

Quoi qu'il en soit, la signification symbolique du conflit Pleven-Mendès-France était demeurée dans la mémoire de tous, y compris sans doute dans celle du général de Gaulle. Celui-ci a spontanément horreur du désordre dont l'inflation lui paraît l'expression. Il a dû souscrire sans regret à une politique qui lui était présentée à juste titre comme une politique de rigueur et de vérité. La combinaison d'un État fort, d'une diplomatie ambitieuse et d'une pratique économique libérale n'est pas en elle-même contradictoire. Il reste que cette politique est celle du général de Gaulle (plutôt que celle des gaullistes), que cette politique peut être remise en question soit par l'excès des dépenses publiques, soit par une éventuelle prolongation du marasme.

Les dirigeants de l'U.N.R. sont, de tempérament, plus soucieux d'expansion que d'orthodoxie monétaire. Les articles de M. Chalandon reflétaient probablement les opinions personnelles du Secrétaire général de l'U.N.R. plutôt qu'celles de l'état-major tout entier (au reste, l'état-major a-t-il une doctrine commune en quelque matière que ce soit, Algérie mise à part?). Malgré tout, les mots d'ordre d'expansion à tout prix - la croissance est normale, même un ralentissement temporaire est inacceptable, la France ne peut accomplir toutes les tâches qu'elle s'est données sans un progrès constant - passent pour modernes, audacieux, dignes de la Ve République, alors que les considérations sur l'équilibre des prix intérieurs et des comptes extérieurs sont renvoyées aux économistes distingués. Même si le plan de décembre n'avait pas comporté quelques mesures spécialement impopulaires, l'U.N.R. aurait probablement préféré un programme d'expansion à un programme de restrictions. Mais, en ces matières comme en beaucoup d'autres, ce sont les événements qui commandent. De même que le général de Gaulle a dû fonder le maintien de la souveraineté française en Afrique noire sur le droit de sécession accordé à tous les territoires (droit dont la Guinée a fait usage), de même il a commencé l'ère d'une économie nouvelle par un retour à des méthodes classiques, la personnalité même de M. Rueff étant le symbole de la constance ou de la continuité technique à travers les vicissitudes politiques.

Ce classicisme est-il transitoire? Les Français et leurs dirigeants seront-ils bientôt las de la stagnation ou du ralentissement du progrès? Constatons d'abord

que le plan de décembre 1958 a suscité un mécontentement presque général mais qu'il a été finalement accepté sans troubles graves (les protestations les plus vives portaient sur des mesures secondaires). Le consentement des salariés et du pays s'explique aisément sans que l'on ait besoin d'invoquer le prestige du général de Gaulle.

La diminution des revenus réels de la population, hausse des prix plus rapide que la hausse des salaires horaires, non-ajustement des allocations familiales, s'est produite entre le printemps de 1957 et l'automne de 1958. Depuis lors, le pouvoir d'achat s'est à peu près maintenu. De plus, les ouvriers, depuis que le suremploi a laissé place à une situation plus normale sur le marché du travail, se soucient de la durée de l'emploi autant que des taux horaires. Enfin, les syndicats français sont faibles, comparés à ceux de Grande-Bretagne ou des États-Unis, à cause de la division entre les centrales et de l'affiliation de la plus importante d'entre elles au parti communiste. Ce n'est pas la puissance des syndicats qui, en France, provoquait une hausse des salaires supérieure à l'accroissement de la productivité et rendait l'inflation inévitable.

La Ve République, il est vrai, n'a pas encore fait ses preuves. L'assainissement monétaire accompagné de stagnation est l'équivalent de la phase 1952-53. C'est au moment où l'expansion reprendra que le nouveau régime affrontera l'épreuve décisive et devra se montrer capable, comme l'Allemagne de l'Ouest l'a été, d'une expansion rapide, sans inflation intérieure ni réduction des exportations. Tout ce que l'on est en droit de dire, aujourd'hui, c'est que la dévaluation à froid a réussi, que la récession ne s'est pas aggravée, que le pouvoir d'achat des masses ne s'est pas détérioré et que l'on peut entrevoir, pour l'automne 1959 ou le printemps 1960, une reprise.

À plus longue échéance, l'incertitude porte sur les rapports entre obligations et ressources du pays. La guerre d'Algérie est compatible avec une économie de paix et de prospérité à condition que la France renonce à entretenir une armée en Europe: combien de temps pourra-t-elle maintenir ce choix? L'arrivée sur le marché du travail de générations plus nombreuses exige des investissements supplémentaires. Combien dépensera-t-on pour la mise en valeur de l'Afrique, pour l'aide aux territoires de la Communauté? Si l'on ajoute les ambitions du général de Gaulle en fait d'armements atomiques, on ne peut pas ne pas se poser la question désormais classique: l'intendance suivra-t-elle?

Au point de départ, les dépenses ont été ramenées à la mesure des moyens. En dépit de la guerre d'Algérie, le budget militaire de 1959, en proportion du produit

national, a diminué par rapport à celui de 1951 ou 1952. Mais l'exécution du Plan de Constantine n'a pas encore commencé et nous avons réduit au minimum notre participation à l'armée atlantique. Le pétrole du Sahara économisera peut-être 100 à 200 millions de dollars d'importation pétrolière d'ici trois ans, deux fois plus d'ici cinq à huit ans, il laissera à l'État français des bénéfices, mais par dizaines, non par centaines de milliards. La bombe atomique, le Plan de Constantine, l'aide à la Communauté s'évaluent en centaines de milliards de francs.

On ne douterait pas de la prospérité de l'économie si la France, dans sa politique, consentait à n'être que ce qu'elle est.

[\(1\)](#) La production industrielle a progressé de 50% entre 1952 et 1957.

[\(2\)](#) Les jugements sont aléatoires: personne n'est en mesure de dire avec certitude quelle sera la répartition du revenu national de 1959 entre les diverses classes, les diverses tranches de revenus.

La durée et l'erreur

Le Figaro
22 mai 1959

L'action économique, comme toute action humaine, se déploie à travers le temps. Elle n'est rationnelle qu'à la condition d'être commandée par l'anticipation de l'avenir. Et pourtant, les prévisions - inévitables et indispensables, comme aurait dit Auguste Comte - sont toujours incertaines et parfois démenties par l'événement.

Des incidents d'actualité m'ont rappelé la dimension temporelle de l'économie. On a récemment spéculé sur le nombre de logements qui seront achevés dans l'année, pour en faire hommage ou grief au ministre de la Construction. Il va de soi que celui-ci n'y est pour rien, quel que soit le chiffre retenu. Le nombre de logements achevés en 1959 dépend essentiellement de décisions prises en 1957, à la rigueur au début de 1958, comme le nombre des logements achevés en 1957 dépendait des décisions prises en 1955. La durée nécessaire aux travaux est incompressible.

Il faut de deux ou trois ans entre la décision de mobiliser une économie et la sortie en masse des armes - et les armes appartiennent à des types qui ont été conçus cinq, quelquefois dix ans plus tôt. Les progrès de la technique ne suppriment pas, ils ne réduisent même pas l'intervalle entre le plan de l'œuvre et l'œuvre accomplie, parfois même ils l'élargissent. Quoi qu'on fasse, il faut du temps pour dessiner le modèle, mettre au point l'outillage, parcourir les étapes de la production. Les "responsables" du retard américain en fait d'engins balistiques ont, depuis longtemps, quitté la scène quand le premier satellite russe tourne autour de la Terre.

De même, si nous revenons à l'économie française, les actes qui sont à l'origine et de la stabilisation des prix et de la légère récession datent de 1957-1958. MM. Pflimlin et Gaillard ont finalement, au printemps de 1957, consenti aux mesures restrictives qui impliquaient, à échéance de neuf mois, un ralentissement d'activité. Si, à l'automne de 1956, je conjurais vainement MM. Guy Mollet et Ramadier de lutter contre l'inflation, c'est que les mesures nécessaires, prises à ce moment-là, auraient agi trois à quatre trimestres plus tard. À laisser l'inflation se déployer quelques mois de plus on aggravait les distorsions et on s'obligeait à l'emploi d'une thérapeutique plus sévère que celle qui eût suffi, si elle avait été appliquée *à temps*.

En sens contraire, j'avoue l'incertitude dans laquelle je me trouve aujourd'hui. Il n'y a pas de récession *actuellement*, mais d'aucuns affirment que, dans les industries lourdes, on travaille sur des commandes passées il y a des mois ou, parfois, des années et que le rythme actuel du renouvellement des commandes est trop lent pour maintenir l'activité du secteur de biens d'équipement. Je n'en suis pas convaincu. Les statistiques publiées ne permettent pas de se faire une opinion catégorique. Mais je reconnais que la conjoncture de l'hiver prochain dépend de ce que gouvernement, administration, entrepreneurs feront *d'ici l'été*.

L'incertitude relative à l'avenir que l'on doit prévoir et que l'on ne peut calculer rigoureusement est irréductible. Elle se retrouve lors même qu'il s'agit non de la conjoncture globale, dont la complexité défie une analyse exhaustive, mais d'un domaine particulier. Que l'on se souvienne des prévisions formulées au lendemain de la crise de Suez par tous les experts et auxquelles j'avais fait écho ici même. À court terme, pénurie de pétrole, faute de tankers pour le transporter soit en faisant le tour de l'Afrique, soit à partir de la côte américaine. Plus encore, on annonçait la pénurie d'énergie pour l'Europe occidentale à échéance de dix ou vingt ans si, *immédiatement*, un effort de grand style n'était pas entrepris. Deux sur cinq des pétroliers de la flotte mondiale sont désarmés en 1959, et les prix s'effondreraient si le marché n'était pas soutenu par l'action des grandes compagnies et la limitation de la production dans toutes les zones pétrolifères (en ce cas, il ne faudrait que *quelques jours* pour augmenter de 10, 20 ou 30% l'extraction).

Que s'est-il passé? Nous trouvons ici une énumération, presque parfaite, des erreurs possibles: les prévisions étaient établies en extrapolant l'augmentation de l'énergie consommée que l'on avait observée sur quelques années. Le ralentissement de l'activité aux États-Unis et en Europe a constitué une première cause d'écart entre le calcul et la réalité - écart peut-être temporaire si, au cours des prochaines années, l'augmentation rattrape le retard dû à la récession de 1957-1958. Les progrès accomplis dans l'utilisation du charbon et dans l'exploitation des gisements pétroliers ont été une autre cause de l'abondance actuelle d'énergie. On découvre plus de réserves de pétrole, chaque année, qu'on n'en consomme. Là encore, il serait dangereux d'extrapoler, mais, provisoirement, on craint l'abondance plus que la disette, à l'inverse de la conjoncture psychologique du début de 1957. Du coup, les plans relatifs à l'énergie d'origine atomique sont remis en question.

La conclusion qu'il *ne faut pas tirer* de ces remarques dispersées serait un

renoncement à prévoir. Dans toutes les sciences, on se trompe: personne n'y voit une raison de ne plus chercher la vérité. La seule conclusion légitime est le danger du dogmatisme. Le risque d'erreur ne justifie pas l'éloge de l'ignorance, mais il condamne la prétention à l'infaillibilité.

Faut-il prendre des mesures de relance?

Le Figaro
29 mai 1959

En matière économique, le succès se définit par le transfert de l'inquiétude ou la substitution des problèmes. Tout le monde est d'accord que la politique dite nouvelle a obtenu trois résultats: les réserves de devises ont été reconstituées (un milliard de dollars environ), une hausse des prix a été évitée (que la dévaluation et la suppression des subventions auraient pu provoquer), un niveau élevé d'activité a été maintenu.

Équilibre des comptes extérieurs et stabilité des prix étant considérés comme acquis, les observateurs, à juste titre, tournent leur attention vers les sacrifices qu'il a fallu consentir pour le redressement et ils s'interrogent sur l'avenir. Jusqu'à présent, il n'y a eu ni récession ni troubles sociaux, mais il serait dangereux de s'en tenir là. S'il doit y avoir une récession en automne prochain, il faut agir dès maintenant. De même, c'est en accordant à temps des augmentations de salaires que l'on préviendra l'explosion du mécontentement. En d'autres termes, la durée qui s'écoule entre la cause et la conséquence, entre la mesure prise et les effets qu'elle produit oblige les gouvernants à se décider aujourd'hui en fonction de ce qui se passerait d'ici à quelques mois, dans l'hypothèse où les responsables de notre économie n'interviendraient pas.

En ce qui concerne les salaires, je me bornerai aux remarques suivantes: les salaires horaires, le pouvoir d'achat de la masse globale des salaires ont diminué, depuis juin 1957, de quelque 5 à 10%, la baisse, variable selon les catégories et les secteurs, étant spécialement ressentie par les familles. Mais cette baisse faisait suite à une hausse rapide de 1953 à 1957, qui était de l'ordre de 5% par an (hausse des salaires *réels* et non des salaires nominaux). Cette hausse, à partir de 1956, avait dépassé les possibilités de l'économie. Pour rétablir l'équilibre des comptes extérieurs, n'importe quel gouvernement aurait dû réduire le pouvoir d'achat des masses. La revalorisation de ce pouvoir d'achat devra commencer, le jour venu, par l'augmentation des allocations familiales. Quant à une hausse générale des salaires, elle serait dangereuse dans la période actuelle où la production n'augmente pas et où la stabilité vient tout juste d'être acquise - à moins qu'elle ne soit considérée comme un moyen de relance.

Cette relance s'impose-t-elle? Commençons, à nouveau, par des faits incontestables. Les apparences statistiques révèlent *provisoirement* plutôt une

amélioration qu'une aggravation. Les demandes d'emploi non satisfaites ont diminué de 7% entre le 1er février et le 1er mai, ce qui dépasse quelque peu la baisse saisonnière. Les offres d'emploi non satisfaites ont augmenté de 10% pendant la même période. La durée du travail a augmenté et elle se situe entre 45 et 46 heures par semaine pour les ouvriers d'industrie. Les chiffres d'importation du mois d'avril (progrès de 5,3% par rapport à mars) indiquent aussi une tendance à la reprise. Certaines industries travaillant pour la consommation (textiles, appareils électro-ménagers) semblent sorties de la récession due aux mesures brutales prises en 1958. La sidérurgie est en progrès, la chimie, l'automobile aussi, encore qu'à une allure plus lente qu'au cours des années précédentes.

Pourquoi, dans ces conditions, tant de voix s'élèvent-elles de tous côtés pour évoquer la future récession et conjurer le gouvernement d'agir? J'aperçois trois raisons principales. Les investissements privés sont incontestablement en baisse et l'industrie des biens de production est atteinte, soit dans sa production actuelle, soit par ses carnets de commandes. Certaines des industries-pilotes (automobile, chimie, matériel électrique) sont inquiètes pour l'avenir, même si elles continuent de progresser. Or la récession frappant une industrie vitale, l'automobile par exemple, développerait des conséquences à travers toute l'économie. Enfin, même si une telle récession ne se produit pas, l'inquiétude par elle-même est funeste. Le pessimisme est contagieux comme l'optimisme. Si les chefs d'entreprise ont peur de la crise, ils tendront à réduire leurs investissements et ils provoqueront eux-mêmes l'éventualité qu'ils redoutent.

Dans une note, récemment publiée par le bulletin de presse de l'U.N.R., qui résume les conclusions de journées d'études, l'accent est mis fortement sur l'aspect psychologique du problème. La récession, écrit le bulletin, "existe aujourd'hui dans les esprits au moins autant que dans les faits". Puisqu'il s'agit d'exercer une action psychologique, mieux vaudrait s'exprimer avec rigueur. Pour l'instant, la récession est dans les esprits (dans quels esprits?), elle n'est pas dans les faits. La production a diminué, l'an dernier, elle ne baisse plus, elle n'a pas encore repris un mouvement en avant: stagnation à un niveau élevé, dirait-on en tout autre pays que la France.

Je suis d'accord avec les experts de l'U.N.R.: la stagnation prolongée ne serait pas satisfaisante et une récession en automne serait déplorable. Un plan d'action doit être mis au point et quelques mesures, sur lesquelles nous reviendrons, pourraient être prises immédiatement. Mais, si l'économie est menacée par un

pessimisme sans fondement, rappelons d'abord les faits qui justifient la confiance. Les industries de pointe (mécaniques, électroniques, chimiques) gardent un potentiel de croissance et, s'il est vrai qu'elles dépendent davantage des marchés extérieurs, cette dépendance était indispensable à l'équilibre de la balance commerciale et la reprise d'activité, en Amérique et en Europe, offre aux exportateurs français des chances accrues.

La nouvelle politique économique, les régimes et les partis

La Nef
Juin 1959

À la veille des ordonnances de décembre et du budget de 1959, on s'interrogeait sur les intentions gouvernementales: Pinay ou Chalandon, l'alternative suggérait les deux voies entre lesquelles le général de Gaulle devrait choisir. Ou la prudence ou l'audace, ou la sagesse bourgeoise ou la volonté créatrice de la jeunesse, ou la stabilisation des prix ou l'expansion à tout prix, ou une impasse de 600 milliards ou une impasse de 1.000. Le maire de Saint-Chamond et le banquier, devenu secrétaire de l'U.N.R., étaient en train d'offrir, pour la joie des commentateurs, un modèle idéal de frères ennemis, digne d'être ajouté à la liste, bien connue des candidats au baccalauréat, des Pascal-Descartes, Corneille-Racine, Montesquieu-Rousseau.

Mais nous sommes au XXe siècle et, désormais, le troisième homme est toujours proche. Ce troisième homme fut M. Jacques Rueff, qui a été parmi les conseillers de Poincaré, il y a plus de trente ans, parmi ceux de Pierre Laval en 1935 et auquel la légende a injustement attribué les erreurs que commirent, en dépit de lui, les hommes politiques (en 1935, les experts recommandèrent vainement la dévaluation de la monnaie en même temps que les mesures de déflation). Du coup la Ve République semblait rejoindre, par-dessus une génération, les hommes et les pratiques de la IIIe. M. Rueff était le symbole du libéralisme tel que l'entendent ceux qui ne l'aiment pas et le comprennent à peine davantage. Le nouveau régime mettait, en apparence, l'autorité reconquise de l'État au service de vieilles doctrines.

Le troisième homme

Écartons les mythes et regardons les faits. Ni le général de Gaulle ni l'U.N.R. ni la Ve République ne sont liés à une conception déterminée de la théorie ou de la pratique économique. Le choix est un choix de circonstance, qui a été dicté par des considérations pragmatiques. Avant d'affirmer ou de nier un rapport nécessaire entre ce choix et un régime, un parti ou une idéologie, il importe de comprendre en quoi a consisté ce choix et quelle a été la signification du «troisième homme».

L'alternative Pinay-Chalandon était celle de la stabilité et de l'expansion:

fallait-il considérer le déficit des comptes extérieurs ou la récession comme le danger majeur? Fallait-il prolonger, ou renverser la politique restrictive adoptée par les gouvernements de la IV^e République depuis l'été de 1957? Cette alternative n'existait que dans l'imagination des partisans de la méthode dite Chalandon (je n'arrive pas à croire que celui-ci ait réellement cru à la possibilité de la fuite en avant). La France avait épuisé ses réserves de devises et la bonne volonté des prêteurs éventuels (d'Allemagne ou des États-Unis). Toute politique qui aurait donné la priorité (ou aurait semblé la donner) à l'expansion aurait inmanquablement déclenché une émigration de capitaux, provoqué des déficits de la balance des comptes et mis en péril l'approvisionnement de l'industrie française en matières premières, faute de devises étrangères. Il faut s'y résigner: le dilemme Pinay ou Chalandon était fictif, parce qu'un terme représentait les nécessités réelles et l'autre le rêve.

Mais, à s'en tenir à l'expérience de 1952, M. Pinay amenait avec lui le slogan: pas d'impôts nouveaux, pas de hausses de prix, pas de dévaluation. Or, à la fin de 1958, le franc a été dévalué d'environ 15%, les hausses de prix ont été admises en fonction de la suppression de subventions et quelque 300 milliards d'impôts supplémentaires ont été décrétés pour limiter à 600 milliards environ le montant de l'impasse. La contribution du troisième homme – disons symboliquement M. Rueff (qui a pris une part décisive aux travaux du comité des experts, mais les conclusions de ces derniers ont intégré beaucoup d'idées qui n'appartiennent pas à l'univers du libéralisme traditionnel) – porte sur les moyens d'atteindre à la stabilité durable. Alors qu'en 1952, M. Pinay avait voulu maintenir le niveau des prix, le taux du change, le volume des impôts tels qu'ils étaient, il a été décidé en 1958 que les prix devaient autant que possible être ceux du marché – ce qui signifiait réduire les subventions – que le taux du franc devait être indiscuté – ce qui signifiait une dévaluation – que le montant actuel et accidentel des impôts n'avait aucun caractère sacré et qu'il devait être modifié d'après les exigences de la conjoncture. Cet apport du troisième homme représente-t-il une révolution par rapport à la IV^e République? Une révolution libérale? Une réaction libérale?

Un élément essentiel

Je crains que les adversaires de la nouvelle politique ne se fassent tort à eux-mêmes en dénonçant comme «réaction libérale» l'inspiration des ordonnances de décembre 1958. Ils risquent de donner à l'autre camp le privilège d'incarner, et d'incarner seul, le bon sens. Admettons deux propositions, difficiles à réfuter, me semble-t-il: 1° à la fin de 1958, n'importe quel gouvernement devait avoir pour

objectif premier l'équilibre des comptes extérieurs parce qu'il n'avait plus de réserves ni de devises ni de crédits extérieurs; 2° la condition nécessaire, sinon suffisante, de cet équilibre était un budget prudent, la limitation de l'impasse à moins de 600 milliards ayant d'ailleurs une portée publicitaire en même temps que technique. Ces deux propositions étant admises par hypothèse, le gouvernement, s'il avait voulu éviter la hausse des prix et la dévaluation, aurait été acculé à réduire le budget des investissements. La seule manière de combiner une impasse de 600 milliards avec l'augmentation des investissements d'État était d'amputer le budget des subventions et d'accepter simultanément une hausse de certains prix et, par suite, la dévaluation.

Cette présentation de la nouvelle politique, souvent employée par les ministres et les experts, laisse dans l'ombre, à mon sens, un élément essentiel. Les hommes d'État et nombre de hauts fonctionnaires de la IV^e République avaient fini par aimer en eux-mêmes les substituts administratifs aux mécanismes du marché. Les taxes à l'importation, les subventions aux exportations leur paraissaient finalement *préférables* à la dévaluation et non pas des expédients, par nature temporaires. Ces procédés semblaient à M. Edgar Faure (avec lequel j'ai eu, depuis des années, d'indéfinies et cordiales controverses) plus subtils, plus «intelligents» que la modification de la parité monétaire ou les restrictions de crédit. La rupture, si rupture il y a, ne porte pas sur la sévérité budgétaire – le budget de 1958 était aussi ou plus sévère que le budget de 1959 et, selon l'état de la conjoncture et des comptes extérieurs, les budgets de la IV^e République ont été, ceux de la V^e seront plus ou moins sévères – la rupture porte sur deux points: *la dévaluation à froid* aboutissant, pour la première fois depuis 1945, à un taux de change vrai, *la préférence résolue pour les prix conformes au marché*, non faussés par les subventions ou les détaxations. Ces deux réformes s'inspirent visiblement d'une même philosophie: M. Rueff croit qu'en gros, les mécanismes «aveugles et globaux» sont plus intelligents que les fonctionnaires. C'est en ce sens, en ce sens limité seulement, que l'on a le droit de parler de libéralisme et celui-ci n'exclut nullement des interventions (et des interventions nombreuses et importantes) en matière d'investissements et de prix, mais ces interventions obéiront aux lois du marché plutôt qu'elles ne tendront à les contrarier.

Ce libéralisme-là n'est pas réservé à la France, il n'est pas propre à M. Rueff et à ceux qui pensent selon les mêmes catégories que lui, il a été adopté par tous les pays d'Occident, en particulier par tous nos partenaires. Si la France voulait entrer dans le marché commun, elle ne pouvait pas ne pas l'adopter à son tour. La conversion la plus difficile était d'ailleurs d'ordre intellectuel: par une suite

d'accidents et de préjugés, jamais la IV^e République n'a pu se donner un taux de change raisonnable. À peine la stabilisation était-elle acquise en 1949 que l'inflation coréenne mettait les prix français au-dessus de la parité mondiale. Durant la phase suivante ni M. Pinay, ni M. Edgar Faure, l'un par goût de la stabilité en tant que telle, l'autre par penchant vers la subtilité, ne consentirent à modifier le taux de change. Quand l'inflation fut relancée en 1956, la défense de l'indice des prix de détail et du taux de change fut érigée en impératif du patriotisme. On empêchait la colonne de mercure de grimper, cependant que la fièvre montait. M. Guy Mollet et M. Ramadier, par ignorance, battirent tous les records de déraison économique. L'opération 20% fut l'exemple type d'une dévaluation à chaud, faite en des circonstances fâcheuses par des moyens inappropriés. La dévaluation de décembre 1958 n'était pas nécessaire, le franc n'était pas menacé et la balance commerciale était, au cours des derniers mois de l'année, à peu près équilibrée. Là est précisément la nouveauté. La IV^e République refusait les dévaluations même quand celles-ci étaient indispensables, la V^e République a pris l'initiative d'une dévaluation à froid qui ne s'imposait pas avec évidence et qui a été utilisée comme une technique de stabilisation.

Dans l'ordre économique, le passage de la IV^e à la V^e République se traduit donc essentiellement par une conversion à la doctrine de la vérité des prix et de la monnaie. En tant que restrictif, le budget de 1959 prolonge celui de 1958 et la continuité, à cet égard, est incontestable entre MM. Gaillard et Pflimlin et M. Pinay. Mais, grâce aux experts, M. Pinay a admis, cette fois, que la stabilisation devait avoir pour base un taux de change adapté au niveau des prix et qu'une dévaluation, bien loin d'entraîner une hausse générale des prix, assurerait une marge de manœuvre.

Les «mécanismes aveugles»

Ce calcul a été, jusqu'à présent, confirmé par les événements et la thèse des financiers justifiée. Tant que l'on raisonne en économiste et qu'on considère seulement les échanges commerciaux, les substituts administratifs valent, à beaucoup d'égards, «les mécanismes aveugles». La différence entre les deux techniques porte sur les éléments financiers de la balance des comptes: mouvements de capitaux, recettes du tourisme, etc., sont extraordinairement sensibles au taux de change. L'erreur des hommes d'État de la IV^e République était de se fier au contrôle des changes, alors que celui-ci avait depuis longtemps cessé d'être efficace. Les yeux fixés sur les chiffres des importations et des

exportations, sur la part des industries exportatrices dans l'ensemble, les experts démontraient que toute mesure globale ne dégagerait un faible surplus d'exportations qu'au prix d'un ralentissement considérable de l'activité.

Ils avaient raison, mais ils oubliaient les mouvements de capitaux. Or, les rédacteurs du Rapport sur les comptes de la nation, peu suspects de sympathie pour les méthodes libérales, estimaient, en 1956 et en 1957, à plusieurs centaines de millions de dollars par an, les pertes de devises dont les échanges visibles ne rendaient pas compte. Une politique non idéologique, en décembre 1958, devait se donner pour objectif le renversement du mouvement des capitaux. Peut-être la meilleure définition de la nouvelle politique serait-elle celle-ci: *politique visant à favoriser le retour dans le trésor de la France des capitaux détenus au dehors par des Français.*

Pour financer l'expansion au cours des prochaines années, il y avait fondamentalement trois possibilités: ou compter sur les crédits étrangers (hypothèse Chalandon); ou ramener l'expansion à la mesure compatible avec les ressources en devises (formule Pinay 1952); ou compter sur les rapatriements de capitaux (recette Rueff). Le troisième temps a été retenu parce qu'il offrait la meilleure chance à des esprits non prévenus et parce que des experts sensibles aux considérations financières (MM. Pompidou, Rueff, Baumgartner) ont été finalement écoutés par le Prince. Une telle interprétation n'est pas aussi profonde que celle qui met en cause les trusts et les banques, le secteur moderne et le secteur anachronique du capitalisme français et autres interprétations pseudo-marxistes qui ont cours dans les milieux «intelligents», je la crois proche de la réalité, grossière et banale.

Une politique pragmatique

Cette politique aurait-elle dépassé les forces de la IV^e République? La question peut passer pour futile: comment savoir ce qui aurait pu être fait et n'a pas été fait? Pourtant, les réactions des commentateurs et des parlementaires permettent de formuler des réponses au moins probables.

Un gouvernement «normal» de la III^e et de la IV^e République n'aurait pas supprimé quelques centaines de milliers de retraites du combattant et imposé la dispense de 3.000 francs de la Sécurité Sociale. Mais il s'agit de mesures dont l'impopularité est grande et le rendement faible. En ce cas, l'absence de contrôle parlementaire a été plutôt regrettable.

L'ensemble constitué par la diminution des subventions, les impôts nouveaux et la libération des échanges, la suppression des indexations et la dévaluation

aurait-il été possible? La réponse me semble être négative pour la IV^e République (mise à part la conjoncture Mendès France), négative, non sans réserves, pour la III^e République. Mais le sens de cette réponse est équivoque.

Après tout, la déflation Laval de 1935 était héroïque en même temps qu'absurde. *Les mesures tenues pour parlementairement impossibles n'étaient pas toujours celles qui étaient le plus difficilement acceptables aux masses.* Pour une part «l'impossibilité» parlementaire tenait à l'ignorance où était l'opinion, à la démagogie répandue par la presse. Certains groupes de pression, les producteurs de blé, de betteraves, les transporteurs routiers sont plus difficiles à vaincre que la résistance de la classe politique. Pourtant, ce qui aurait interdit aux gouvernants de la IV^e République plusieurs des décisions prises, ç'eût été la crainte du parlement plutôt que de l'opinion.

Même si chacune des mesures en particulier, à peu d'exceptions près, eût été possible, l'ensemble ne l'eût pas été. La définition d'une politique globale, la cohérence des diverses parties du plan, l'acceptation des risques, rien de tout cela n'est exclu par un régime parlementaire, anglais ou américain. La IV^e République telle qu'elle fonctionnait au cours de ces dernières années ne laissait aux cabinets ni la durée ni la liberté nécessaires. Les ordonnances de décembre ne sont pas une panacée, elles ne résolvent définitivement aucun des problèmes français, elles constituent une réponse à une conjoncture singulière. Mais cette réponse pragmatique et non doctrinale avait un caractère global, raisonné, elle se distinguait d'autres prétendus plans qui, par suite d'improvisations ou de compromis, finissaient par être contradictoires.

Cinq objections

Cela dit, la IV^e République aurait pu s'engager dans la même voie et accomplir par étapes tout ce qui a été tenté d'un coup. Mais la plupart des dirigeants étaient et beaucoup sont encore hostiles à l'esprit de la nouvelle politique. Pourquoi?

* La première objection entendue, mais sans portée réelle, est que l'on a sacrifié l'expansion à la monnaie. Le franc en profitera, l'industrie en souffrira. L'objection aurait du poids s'il s'agissait d'un choix définitif, d'une priorité de principe. Mais, si notre analyse est juste, il n'y a rien de pareil. Quand les réserves de devises sont épuisées, il faut ramener l'expansion à la mesure compatible avec les possibilités de financement extérieur. En d'autres circonstances, les mêmes considérations pousseront à une impasse de 1.000 ou de 1.200 milliards.

* La deuxième objection est le recours à des mécanismes et l'abandon de ce que j'appelle les «subtilités administratives». Sur ce sujet, je ne suis pas personnellement dogmatique: il ne manque pas de cas où la subvention pour empêcher la hausse des prix ou la détaxation pour maintenir la stabilité de l'indice sont utiles. Mais, en économie de paix, il est d'ordinaire préférable que les consommateurs payent les marchandises ou les services à leurs prix sans que le contribuable intervienne. Par l'intermédiaire des impôts et de l'inflation, les masses populaires payent une partie des billets des voyageurs qui empruntent le chemin de fer. Il n'est pas démontré que les abaissements de tarifs ou de prix apportent plus aux non privilégiés que la fiscalité, surtout indirecte, ne leur enlève. Tous les pays d'Europe occidentale ont peu à peu réduit le chapitre des subventions et je crois que le gouvernement français a eu raison de les imiter tardivement.

En particulier, le recours à la dévaluation, combiné avec la libération des échanges, marque la fin de procédés administratifs qui étaient destinés à encourager les exportations ou freiner les importations. Là encore, je crois que l'orientation est bonne et qu'elle n'a pas de caractère idéologique. Même si, en matière commerciale, l'intervention administrative vaut l'action monétaire, il n'en va pas de même pour les mouvements de capitaux.

* La troisième objection nous ramènerait à la controverse d'hier sur les mesures sélectives et les mesures globales. Aurait-on pu éviter le ralentissement d'activité par une politique différente? Il me paraît que les événements ont déjà répondu. D'abord le ralentissement avait été consenti par les derniers gouvernements de la IV^e République. À cet égard, il n'y a pas eu d'innovation; des mesures sélectives pour favoriser une industrie qui permettra de moins acheter au dehors ou d'y vendre davantage, ne sont pas condamnables ou condamnées, mais elles ne peuvent être efficaces que dans une économie qui n'est pas en inflation. Les mesures globales, d'ailleurs modérées, sont la condition indispensable pour que les mesures sélectives agissent.

* La quatrième objection est que la répartition des sacrifices n'est pas équitable. Là, le dossier de l'accusation est plus solide. Il est parfaitement possible qu'un gouvernement orienté plus à gauche aurait réparti autrement les 309 milliards d'impôts supplémentaires. Encore convient-il de se rappeler que la surtaxe progressive a eu un rendement accru par suite du maintien des taux et des tranches en dépit de la hausse des prix. Les taxes sur le tabac, le vin et les alcools frappent incontestablement les consommateurs peu fortunés. Il reste que

le prix du vin n'a pas monté en proportion de la taxe et que, parmi les impôts de consommation, celui sur le tabac n'est pas le pire. Enfin, une politique équitable exige aujourd'hui, avant tout, plus de justice fiscale, c'est-à-dire une détermination moins imparfaite des revenus. C'est sur ce point que des progrès sont nécessaires. Il aurait été impossible, en cette matière, d'improviser.

Un gouvernement de gauche aurait pu et devrait insérer d'autres mesures fiscales ou sociales dans le cadre actuel, mais le cadre – équilibre budgétaire, dévaluation, réduction des subventions – était commandé par les nécessités intérieures et extérieures. Il exige une seule conversion, surtout intellectuelle: l'acceptation des règles d'une économie internationale où les échanges de marchandises et de capitaux sont libres.

* Du même coup, nous en arrivons à une dernière objection. La nouvelle politique est fondée sur deux prémisses: il faut s'incliner devant la volonté des détenteurs de francs, c'est-à-dire des capitalistes; d'autre part, l'État doit créer les conditions d'équilibre global et, pour le reste, laisser faire aux individus (des actions parcellaires en telle région ou tel secteur n'étant pas exclues). La première prémisses ne nous ramène-t-elle pas à Poincaré, à la confiance, au capitalisme?

Il est vrai: l'après-guerre des économies dirigées dans le cadre national est finie, nous sommes revenus à un monde dans lequel aucun gouvernement ne peut se passer de la confiance des capitalistes, étant entendu que ce terme, en l'espèce, s'applique à tous ceux qui ont des économies ou des possibilités d'économies. Ce plébiscite des capitalistes n'empêche pas un éventuel gouvernement socialiste, en Grande-Bretagne ou en France, de réussir, mais il impose à un tel gouvernement une prudence extrême durant une première phase, car tout gouvernement de gauche devra démontrer d'abord qu'il ne se soucie pas moins de stabilité que d'expansion.

Quelle politique de gauche?

Je conçois parfaitement qu'un homme de gauche dénonce les servitudes que crée la liberté de transactions internationales. Mais, à moins que cet homme de gauche se contente de la révolte, il doit préciser comment il échapperait ou s'adapterait à ces servitudes. La nouvelle politique est un mode d'adaptation à ces servitudes – adaptation d'autant plus facile à défendre qu'elle comporte une remise en ordre, en tout état de cause indispensable.

Pour l'instant, la Ve République s'est mise à l'alignement de ses partenaires européens dans le monde occidental. Quels que soient les objectifs d'avenir, cet

alignement est acquis. La «nouvelle politique» peut être dépassée, nul ne peut imaginer de revenir en-deçà des ordonnances. Cet au-delà – réformes fiscales, amélioration des structures commerciales, programme d'expansion coordonné au niveau européen ou atlantique – peut et doit susciter des controverses entre les hommes et les partis. Mais la pire controverse, la plus stérile, serait celle qui commencerait par confondre des mesures de circonstances avec une doctrine et qui dresserait contre cette pseudo doctrine, «libérale» ou «réactionnaire»), une pseudo doctrine de gauche qui partagerait avec la fameuse «fuite en avant» les mérites radieux des idées inapplicables.

Ce qui a été fait. Ce qui reste à faire

Le Figaro
5 juin 1959

Les années politiques ne coïncident pas avec les années économiques. Entre juin 1958 et juin 1959, l'intervalle de temps se divise en deux périodes: celle qui va du retour au pouvoir du général de Gaulle jusqu'au budget de 1959, promulgué par ordonnance en décembre 1958, celle qui s'écoule depuis les ordonnances et, en particulier depuis la dévaluation du franc.

Si nous laissons de côté les exportations de capitaux provoquées par les événements de mai et les retours de capitaux favorisés par l'apaisement politique et l'emprunt Pinay, la première période fut peu influencée par le changement de régime et de gouvernement. Les mesures restrictives, contenues dans le budget Gaillard-Pflimlin de 1958, développèrent leurs effets avec le décalage normal de six à neuf mois. À la fin de l'année, les prix étaient en voie de stabilisation, la balance commerciale des trois derniers mois était à peu près équilibrée, le ralentissement d'activité commençait d'inquiéter les partisans de l'expansion à tout prix.

La deuxième période est celle qui a suivi les ordonnances de décembre 1958 et qui a consacré le succès, provisoire mais incontestable, de la nouvelle politique. Celle-ci avait pour objectif prioritaire la reconstitution des réserves de devises et cet objectif a été atteint: plus d'un milliard de dollars sont rentrés dans les caisses de l'État au cours des cinq derniers mois. Ces réserves avaient diverses origines, les unes légales, les autres illégales. Pour une part, il s'agit de la liquidation d'opérations dont le règlement avait été retardé ou des comptes E.F.A.C. Les investissements étrangers, les capitaux clandestins, les ventes d'or ne constituent, semble-t-il, qu'un faible pourcentage du total mais en constitueront une part croissante si les rentrées continuent, ce qui est le cas actuellement.

L'amélioration des comptes extérieurs, qu'il faut attribuer tout à la fois au budget sévère, à la dévaluation et à la stabilité politique (nul ne peut mesurer rigoureusement ce qui revient à chacune de ces trois causes) est spectaculaire, elle est reconnue au dehors. Mais elle ne laisse encore à l'État français qu'une étroite marge de manœuvre. Les réserves de devises dépassent désormais le total des dettes extérieures exigibles durant les prochaines années. Le gouvernement se souvient qu'il doit rembourser quelque 500 millions de dollars en 1960.

Comparée à la situation de 1957 ou de 1958, la situation présente des comptes extérieurs marque un progrès saisissant. En elle-même, elle demeure fragile: ni les critiques ni les partisans du nouveau régime ne devraient l'oublier.

Le danger immédiat s'est déplacé, La France n'est plus menacée de crise faute de devises pour acheter les matières premières. Mais les responsables de notre économie hésitent devant des risques et des exigences contradictoires.

Risque de troubles sociaux: jusqu'à présent, les salariés ont accepté l'abaissement du niveau de vie que rendait inévitable l'état de nos comptes extérieurs. Cette baisse s'est produite surtout entre l'été 1957 et l'automne 1958. Depuis lors, les revenus réels de la population se sont maintenus. La baisse de prix des produits agricoles entraînera peut-être une revalorisation prochaine des salaires dans les villes, non sans aggraver le mécontentement des campagnes. Mais une hausse générale des salaires ne mettrait-elle pas en cause les résultats obtenus? La relance par l'investissement, dans la nouvelle politique, doit se substituer à la relance par la consommation.

D'où va venir la relance? Une école, celle de M. Jacques Rueff, tient que l'essentiel serait une baisse du taux d'intérêt. En dépit de rentrées considérables de capitaux, le prix de l'argent, à court ou à long terme, demeure relativement élevé. Une autre politique des autorités serait-elle de nature à favoriser, à précipiter le mouvement vers l'argent à bon marché?

Problème technique, dont la discussion est réservée apparemment aux spécialistes mais dont la solution peut avoir une grande portée. Le coût de l'argent ne suffit pas à «relancer» les investissements privés: les entrepreneurs se décident surtout d'après leurs prévisions relatives à la demande, mais les décisions commandées par le taux d'intérêt peuvent faire la différence entre stagnation et expansion, entre stagnation et récession.

Les craintes exprimées au sujet des prix, au sujet de la récession ont été vaines, La hausse des prix provoquée par les ordonnances de décembre (suppression des subventions, dévaluation) est demeurée inférieure à ce que suggérerait le calcul. Les augmentations des coûts de production n'ont pas été toutes répercutées dans les prix de vente. En janvier-février les statistiques du commerce de détail ont révélé une reprise des achats, en particulier dans le secteur des biens de consommation durable. Les industries qui avaient été le plus atteintes par la mévente connaissent une reprise au printemps. Il serait déraisonnable de parler de crise ou de récession, alors que l'indice de la production se rapproche en avril du niveau le plus élevé. Mais, comme nous

l'avons indiqué souvent, ce n'est pas l'état visible et présent de l'économie qui importe: l'activité économique de l'automne 1959 et de l'hiver 1960 est déterminée par les décisions prises aujourd'hui. Les industries d'avant-garde, comme l'automobile, sont-elles sous le coup d'une récession. Les industries productrices de biens de production sont-elles menacées, elles aussi? Et d'où doit venir le coup de fouet, peut-être indispensable?

Une politique raisonnable développe les conséquences prévues. La France n'est pas condamnée à la mendicité. Le déficit des comptes extérieurs n'est pas une fatalité. L'aide étrangère n'est pas une servitude durable. La démonstration a été faite, et bien faite. Il serait insensé de méconnaître la leçon, insensé de se reposer sur les lauriers.

La phase de demain sera autrement difficile que celle d'hier. La stabilité des prix a été acquise mais sans expansion: il faut que l'expansion reprenne et que les prix demeurent stables. La récession a été évitée mais la France a trop d'obligations en Afrique et en Europe pour s'accommoder longtemps d'un ralentissement de croissance. Les salariés ont accepté les sacrifices qui leur étaient demandés, mais ils ne seront authentiquement ralliés que le jour où ils découvriront par eux-mêmes les bénéfices sociaux de l'assainissement monétaire

Bilan et perspectives

Le Figaro
25 juin 1959

L'exposé de M. Pinay à l'Assemblée nationale a précisé, sans la renouveler, la doctrine économique et financière du gouvernement. J'ai trop souvent, depuis six mois, commenté la nouvelle politique pour qu'il soit besoin de rappeler, une fois de plus, les chiffres principaux. Mieux vaut indiquer les réserves qu'appelle, à mes yeux, le discours du ministre des Finances et les problèmes qu'il pose pour le prochain avenir.

La présentation du passé, centrée sur une comparaison entre la situation au 1er juin 1958 et la situation aujourd'hui, ne me paraît pas complète. Les dates du calendrier ne marquent pas les étapes de l'évolution économique. Les événements de mai avaient aggravé la crise de devises: l'arrivée du général de Gaulle entraîna un certain retour des capitaux exportés, mais, surtout, les six derniers mois de l'année dernière, ceux auxquels l'exposé officiel attribue une fonction de "mise en condition", furent dominés par les conséquences des mesures rigoureuses prises par MM. Gaillard et Pflimlin à la fin de l'année 1957. Si, "de juin à décembre 1958, la hausse des prix intérieurs a été maîtrisée, le déficit de la balance des comptes limité", la responsabilité majeure n'en revient ni à l'emprunt ni à la présence du général de Gaulle à l'hôtel Matignon, mais au budget voté par le régime précédent, dont les effets se firent sentir avec le décalage normal de six à neuf mois. Il me paraît important de souligner ces liens de cause à effet parce que la présentation des faits dans le style de la publicité (*Avant-Après*) risque d'encourager l'opinion française dans son penchant à interpréter les réalités économiques en termes quasi mythologiques.

Cela dit, M. Pinay a expliqué clairement pourquoi l'homme du "pas d'impôt, pas de hausse de prix, pas de dévaluation" a imposé 300 milliards d'impôts supplémentaires, supprimé les subventions et choisi un nouveau taux de change. De même, il a souligné que la hausse des prix était restée inférieure au coefficient prévu et que la récession redoutée ne s'était pas produite. Dans l'analyse de la conjoncture présente, le ministre a mis l'accent sur les signes de reprise: la durée hebdomadaire du travail, en mai, a dépassé 45 heures, le nombre des chômeurs totaux s'est abaissé de 39.000, celui des chômeurs partiels est passé de 372.000 au 1er janvier à 267.000. Le ministre a aussi souligné - et, sur ce point, les indications sont plus originales - l'amélioration intervenue sur le

marché des capitaux. De janvier à mai 1958, le montant des émissions d'actions s'était élevé à 55 milliards, celui des obligations à 31. Ces chiffres atteignent respectivement 114 et 65 milliards en 1959. Le taux de rendement de l'emprunt des charbonnages de juin 1959 est inférieur d'un demi-point à celui de l'emprunt S.N.C.F. de novembre 1958. En six mois, le taux de rendement des emprunts de sociétés privées est passé de 7,25% à 6,66%. Le taux de l'escompte de la Banque de France a été, en trois étapes, abaissé d'un point. En d'autres termes, M. Pinay, contre l'impatience de M. Rueff, anxieux d'obtenir une baisse immédiate et profonde du taux d'intérêt à long terme, s'est plu à énumérer les résultats déjà obtenus.

Pour l'avenir, le ministre a présenté la doctrine de la prudence. Étant entendu que l'expansion est le but (a-t-on jamais vu un médecin se déclarer hostile à la santé?), M. Pinay a justement fait le compte de notre endettement externe: nous avons accumulé environ un milliard de dollars de réserves, mais, en 1960 et en 1961, nous devons rembourser annuellement environ 500 millions de dollars. Ce sont ces chiffres qui, pour une grande part, avaient commandé le rapport des experts. Ce sont eux qui justifient le maintien d'une politique rigoureuse.

En ce qui concerne les salaires, le ministre a écarté tout à la fois le blocage et la hausse générale. La hausse des salaires ne doit pas être conçue comme un moyen de la relance. Elle résultera spontanément de la reprise de l'expansion. Celle-ci doit avoir pour moteur les investissements publics et les investissements privés. Comme le gouvernement n'a pas de contrôle direct sur ces derniers, tout dépend, en dernière analyse, des décisions que prendront les chefs d'entreprise: la baisse du taux d'intérêt est une des principales influences qui s'exerceront sur les entreprises.

La nouvelle politique a obtenu, en six mois, des résultats qui confirment entièrement l'attente des optimistes. Le franc est solide au cours actuel, les mouvements de capitaux restent favorables, les prix sont stabilisés, l'activité ne s'est pas ralentie et elle tend à la reprise. Le ciel même s'est mis de la partie et les récoltes s'annoncent belles. Il faut être aveugle ou partisan pour nier ces succès. Mais, si le ministre a eu raison d'affirmer que la récession, prévue par quelques-uns et redoutée par beaucoup, ne s'est pas produite, il a probablement dépassé quelque part les faits en donnant une hausse de 15% des importations pour preuve de la reprise (il faudrait tenir compte de la dévaluation monétaire).

Entre 1953 et 1957, la production industrielle avait progressé de 10% par an. L'arrêt de l'expansion a été le prix à payer pour le rétablissement de l'équilibre,

intérieur et extérieur. La stabilité de la production à un niveau élevé n'est pas une récession, elle n'est pas non plus l'expansion. C'est en automne que la doctrine gouvernementale sera mise à l'épreuve.

À propos de la réforme fiscale

Le Figaro
3 juillet 1959

Je n'ai pas traité, dans ces colonnes, de "la réforme fiscale", parce que l'expression même me paraissait fâcheuse. Elle suggère l'idée d'une réorganisation complète de la législation fiscale de nature à satisfaire et les contribuables et les experts. Or, cette réforme d'ensemble appartient à cette catégorie des slogans mythologiques dont l'économie française semble favoriser le surgissement et la diffusion. La fiscalité française ressemble à celle des autres pays modernes.

Les impôts directs sur le revenu représentent en France un moindre pourcentage du total qu'aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou même en Allemagne fédérale ou en Belgique, mais le rendement de l'impôt direct augmente normalement avec le niveau des revenus. Il est plus facile de prélever 20% sur un revenu de 5 millions par an que 15% sur un revenu d'un million. Ce qui vaut pour la comparaison entre les tranches de revenu à l'intérieur d'un pays vaut aussi pour les comparaisons de pays à pays. Il n'est donc pas étonnant que l'impôt sur le revenu apporte, aux États-Unis, 62% du total, alors qu'en France ce pourcentage était, en 1955, inférieur à 30%.

De plus, la fiscalité moderne, dont l'impôt direct passe pour l'expression, s'applique d'autant mieux que les revenus eux-mêmes sont modernes ou, si l'on préfère, capitalistes, autrement dit qu'ils entrent dans l'une ou l'autre des catégories que les économistes se plaisent à distinguer, salaires, profit, intérêt du capital. Les revenus mixtes, ceux des paysans, propriétaires ou fermiers, des commerçants, des petits industriels, des artisans, ceux qui sont à la fois salaires et profits sans possibilité de discrimination, sont les plus difficiles à connaître exactement en même temps qu'à imposer équitablement. Ces revenus insaisissables constituent, en France, plus de 30% des revenus privés, entre 10 et 14% en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

Si l'on tient compte de cette différence de structure, la fiscalité française était, dans son ensemble, normale, à quelques réserves près, d'ailleurs importantes.

La première réserve concerne la complication qu'introduisaient souvent dans les impôts les mieux conçus (par exemple, la T.V.A.) les législateurs, soucieux soit d'exacte justice, soit, au contraire, de décharger tel ou tel groupe. La multiplication des taux et des cas spéciaux appelait une simplification, que le

budget de 1959 avait heureusement mise en train.

La deuxième réserve concerne la fraude. Les revenus des avocats, des médecins sont mal connus (ceux des écrivains sont connus exactement puisque les éditeurs les font connaître au fisc). Les revenus des salariés sont, de même, déclarés par les employeurs, ceux des commerçants et des exploitants agricoles ne sont évalués que d'après les déclarations des intéressés eux-mêmes. Nulle part, la vertu civique ne suffit à garantir le respect des lois fiscales.

Si nous laissons de côté les améliorations purement techniques, si nous omettons les propositions spectaculaires à l'usage des "intellectuellement faibles", comme l'impôt sur l'énergie, que pourraient être les idées directrices de la réforme fiscale? Elles étaient, me semble-t-il, au nombre de trois: simplifier le système en réduisant le nombre des taux différents, lutter contre la fraude légale ou illégale, c'est-à-dire atténuer l'inégale imposition des diverses espèces de revenu, enfin réformer tel ou tel impôt en fonction de considérations économiques ou sociales.

La réforme des droits de timbre et d'enregistrement ressortit à la première catégorie (le nombre des droits d'enregistrement est ramené de 18 à 7). L'allégement des droits de succession s'explique par le jugement que portent les ministres sur ce qui, en ces matières, est équitable en même temps que par un effort de simplification. Il reste finalement les deux changements qui passent pour décisifs, la suppression de la taxe locale et l'impôt unique sur le revenu.

La suppression de la taxe locale répond probablement aux désirs des commerçants qui estimaient que l'administration les transformait en collecteurs. La concentration de l'impôt à un stade du circuit, le stade de détail étant exempt a été maintes fois recommandée, elle semble conforme à la rationalité. Seule l'expérience en montrera les éventuelles difficultés.

L'impôt français sur le revenu était caractérisé par la distinction entre les taxes proportionnelles sur les différentes espèces de revenu et la surtaxe progressive. Le remplacement de l'impôt cédulaire sur les salaires par la taxe de 5% payée par les employeurs avait contribué à démanteler le système. Cette fois, les réformateurs, d'après leur présentation du projet, se donnent pour objectif l'impôt unique, sur le modèle anglais. Cet impôt unique fonctionne dans plusieurs pays: il n'y a pas de raison pour qu'il ne soit pas progressivement adopté en France. Mais la réforme vaudra dans la mesure où elle sera accompagnée d'une détermination moins approximative des revenus son déclarés par les employeurs.

Que l'impôt direct sur les salariés soit quelque peu allégé, soit. Mais il a été

considérablement alourdi depuis trois ans par le maintien des anciens taux en dépit de la hausse des prix. La suppression des taxes proportionnelles favorise les contribuables autres que les salariés - ce qui est juste dans la seule mesure où "l'écart de fraude" serait rétréci ou tendrait à disparaître. On attend de voir pour croire.

À propos de la réforme fiscale. Le projet gouvernemental et le rapport Brasart

Le Figaro
10 juillet 1959

Commençons par proclamer que les ministres qui ont pris la responsabilité de la réforme fiscale méritent quelque indulgence. Ils ne pouvaient pas ne pas décevoir un public en attente d'un miracle, ils ne pouvaient pas ne pas attirer sur eux l'impopularité qui frappe les réformateurs, incapables de répondre aux désirs contradictoires des diverses catégories sociales.

Cela dit, les quelques changements baptisés réforme fiscale ont été mal accueillis et peut-être faut-il ajouter: à juste titre. La suppression de la taxe locale, qui, abstraitement, comporte des avantages, a inquiété les collectivités qui craignent de perdre la relative autonomie financière que leur assurait l'impôt qui va disparaître sans que l'on sache comment il sera remplacé. Quant à la transformation des deux impôts sur le revenu - taxe proportionnelle et surtout surtaxe progressive - en un impôt unique sur le modèle anglais, elle a, pour employer le langage parlementaire, suscité des mouvements divers. Comment d'ailleurs l'opinion aurait-elle été unanime alors que la commission dite Brasart avait, aux pages 40-42, fondé sur des arguments solides la thèse contraire à celle que MM. Pinay et Giscard d'Estaing ont finalement adoptée?

Les arguments des ministres sont partiellement incontestables: les deux impositions se sont progressivement rapprochées l'une de l'autre, elles créaient sur le papier une inégalité extrême entre les diverses catégories de contribuables, elles aboutissaient, sur les tranches supérieures, à des prélèvements énormes et proprement intolérables. De l'inégalité selon les catégories la note gouvernementale donnait des exemples convaincants. Par exemple, un contribuable marié avec deux enfants payait 331.650 francs s'il était salarié, 898.930 francs s'il était commerçant, 880.890 francs s'il était artisan ou membre d'une profession non commerciale n'ayant pas opté pour le versement forfaitaire, 617.150 francs s'il était membre d'une profession non commerciale ayant opté pour le versement forfaitaire.

Ces inégalités sont choquantes et, en droit et en fait, injustifiables. Mais la commission Brasart avait fait valoir contre l'impôt unique des arguments dont le rappel aura au moins le mérite de nous instruire sur les controverses entre

experts. "La simplification apportée par le nouveau système serait plus apparente que réelle." Et encore: "Le nouvel impôt porterait atteinte à une règle fiscale traditionnelle en frappant d'une façon identique des revenus gagnés et des revenus fondés, les ressources tirées du travail et les revenus provenant du capital." Enfin, et le troisième attendu est décisif: "Pour qu'elle soit acceptée, cette réforme devrait s'accompagner d'une détente des taux, donc d'une réduction des ressources budgétaires. Dans le cas contraire, seules les modalités de calcul des divers revenus détermineraient les transferts de charges sur telle ou telle activité professionnelle ou activité sociale."

En bref, tous les experts admettaient la nécessité d'une réforme de la taxe proportionnelle, tendant à la simplification, à la réduction des inégalités entre les catégories, à l'allègement du prélèvement résultant des deux impositions sur les tranches les plus élevées. Mais l'impôt unique semblait exiger au moins deux compléments: détente des taux, qui ont été aggravés par le fait de la hausse des prix, élargissement de l'assiette pour les contribuables non salariés.

Or, comme l'avait prévu la commission Brasart, le gouvernement s'est jugé incapable d'accorder un abaissement des taux. Les ressources provenant de la surtaxe progressive étaient passées de 199 milliards en 1955 à 567 milliards en 1959 (estimations), cependant que les recettes de la taxe proportionnelle sont passées de 141 milliards à 269 milliards. Le rendement de l'impôt direct a progressé beaucoup plus vite que les prix ou le revenu social ne l'ont fait. En 1957, les salariés ont acquitté 55% du montant de la surtaxe sur un revenu total net imposé à la surtaxe progressive de 3.985.418 millions 2.818.911 millions représentant les salaires et traitements, 907.496 millions, les bénéfices industriels et commerciaux, 201.784 millions les bénéfices non commerciaux, 24.842 millions les bénéfices agricoles. Sur 2.267.704 exploitations agricoles, environ 3% environ sont imposées à la surtaxe progressive (69.630).

Le problème central de l'impôt sur le revenu était celui que l'on appellera indifféremment élargissement de l'assiette ou lutte contre la fraude (légale ou illégale). La réforme de la taxe proportionnelle, voire l'impôt unique exigeaient la solution de ce problème-clé. Faute de quoi, la réforme gouvernementale ne peut que ou diminuer les recettes ou modifier la répartition de la charge.

La commission Brasart l'avait écrit avec une parfaite clarté: "la seule solution rationnelle pour éviter à la fois une réduction trop importante du produit global de l'impôt direct et une surcharge des salariés consiste donc à élargir l'assiette de l'impôt. Mais il s'agit là d'une œuvre de longue haleine qui exige beaucoup

d'efforts de l'administration."

Le gouvernement n'ayant, jusqu'à présent, rien fait pour convaincre l'opinion qu'il entreprenait sérieusement cette tâche de longue haleine, ne saurait s'étonner de l'accueil fait à sa réforme.

Pas de vraie réforme fiscale sans élimination de la fraude

Le Figaro
31 juillet 1959

Mes récents articles sur la réforme fiscale m'ont attiré plus de courrier que les commentaires sur la conjoncture. Réaction parfaitement naturelle: tous les Français sont intéressés par la fiscalité et peu d'entre eux jugent équitable ou efficace notre système d'impositions. Je ne partage pas, personnellement, cette sévérité, tant les défauts du système me paraissent difficiles à corriger, étant donné le volume des revenus mixtes et la psychologie des contribuables.

Plusieurs correspondants m'ont reproché une formule, hautaine et catégorique, relative à l'impôt sur l'énergie. Je le regrette, mais je n'arrive pas à prendre tout à fait au sérieux le remède miraculeux qui permettrait de "demander plus à l'impôt et moins aux contribuables", qui supprimerait d'un coup bureaucratie et revendications.

Sans entrer dans une discussion qui me paraît superflue, je me bornerai à une remarque. Une telle réforme ne saurait être appliquée par un pays isolément, puisqu'elle modifierait inévitablement les rapports entre les différents prix. Avant que l'impôt sur l'énergie puisse être d'actualité, que ses promoteurs essayent de convertir, en tout cas, nos partenaires du Marché commun.

Plus nombreux encore ont été les correspondants qui ont relevé une phrase à propos des revenus des médecins qui ne seraient pas connus exactement par les contrôleurs. Je reconnais que j'aurais pu prendre des exemples meilleurs qui, eux, n'auraient pas prêté à contestation. En effet, la plupart des malades sont désormais assurés à la Sécurité sociale. Là où le prix de la consultation est fixé par accord entre les caisses de la S.S. et les syndicats de médecins, les revenus de ces derniers sont assez précisément connus par l'administration. Mais il n'en est encore ainsi dans toute la France ni pour tous les spécialistes.

Mes correspondants médecins me font valoir les servitudes de leur métier, les sacrifices qu'il exige, la médiocrité des revenus qu'il rapporte. Les instituteurs ou professeurs qui sont salariés et dont les revenus sont déclarés par l'employeur feraient valoir, eux aussi, des arguments analogues. Les peines et les satisfactions propres à chaque métier, seul est en mesure de les connaître celui qui le pratique. L'observateur peut seulement souhaiter que chacun ait le métier

qu'il a choisi et qui convient à ses goûts.

Au-delà de ces controverses particulières, il subsiste une question fondamentale, relative à l'impôt sur le revenu. Sur le papier, les salariés sont favorisés. Si l'on tient compte du pourcentage inégal de la fraude, selon qu'il s'agit de salariés ou de non-salariés, la situation est tout autre. Mais, du même coup, en imposant autrement les revenus des salariés et ceux des non-salariés, on semble légaliser, consacrer la fraude puisque seule celle-ci justifie qu'un directeur général salarié d'une grande entreprise soit moins imposé qu'un commerçant ou industriel propriétaire. D'un autre côté, si l'on supprime cette différence fondée sur "l'écart de dissimulation", on traite injustement la catégorie sociale des salariés.

En d'autres termes, on ne voit pas comment seraient respectées tout à la fois l'équité pour les individus et l'équité pour les groupes. Le médecin, dont les revenus par l'intermédiaire de la S.S. sont connus du fisc, ou l'industriel, qui déclare exactement ses revenus, sont plus durement frappés que les cadres salariés des entreprises. Cette inégalité est injuste. Mais la suppression de la taxe proportionnelle sur les non-salariés - l'impôt unique sur le revenu - si l'assiette n'est pas élargie comportera une injustice pour les salariés pris globalement. Ou bien il faudra relever les taux de la surtaxe ou bien le rendement de l'impôt sera diminué.

La seule issue serait "l'élargissement de l'assiette", ce qui suppose à la fois la modification des lois et la lutte contre la fraude. En 1958 (revenus de 1957), le revenu moyen, imposé à la taxe proportionnelle, était de 232.600 francs pour les bénéfices agricoles, 610.000 pour les bénéfices industriels et commerciaux forfaitaires, 1.683.000 pour les bénéfices industriels et commerciaux réels, 748.000 pour les bénéfices non commerciaux.

On a peine à croire que ces chiffres traduisent exactement les revenus moyens des diverses catégories, même si l'on tient compte de l'écart entre revenu brut et revenu net soumis à l'impôt.

L'élargissement de l'assiette étant la seule bonne solution, il reste à savoir si l'objectif est accessible, par quelles méthodes, dans quel délai. Or le gouvernement a proclamé son intention d'atteindre cet objectif, il n'a pas précisé les voies et les moyens. Dès lors, on doit se demander s'il n'a pas commis l'erreur contre laquelle la commission Brasart avait mis en garde à l'avance.

Les experts et la fortune

Le Figaro
5 août 1959

Le rapport du gouverneur de la Banque de France dresse un bilan légitimement optimiste des résultats obtenus au terme du premier semestre écoulé depuis la mise en train de la nouvelle politique économique.

Rappelons les postes principaux de ce bilan. La France, à la fin de 1957 et au milieu encore de 1958, était menacée par la pénurie de devises étrangères. Nos réserves de change, inférieures de quelque 600 millions de dollars à nos engagements, il y a six mois, leur sont, aujourd'hui, supérieures d'un montant à peu près égal - ce qui implique des rentrées de capitaux de 1.200 millions de dollars. Les rentrées continuent à l'allure de 100 millions par mois.

On craignait que la dévaluation, les impôts supplémentaires, les suppressions de subventions ne fissent monter les prix: la hausse, d'environ 5%, est restée au-dessous de ce que laissaient prévoir les effets mécaniques des mesures gouvernementales.

Le déficit de la balance commerciale aurait, à la longue, compromis l'équilibre de la balance des comptes en minant la confiance dans la monnaie. Les importations étaient déjà couvertes à plus de 90% durant les trois derniers mois de 1958 (les importations, en octobre, novembre et décembre, s'élevaient respectivement à 136, 129 et 133 milliards de francs, les exportations à 128, 118 et 131 milliards). Au printemps, la couverture dépasse 100%: en juin, les importations s'élèvent à 165 milliards de francs, les exportations à 176 milliards.

Enfin, les observateurs et les ministres, eux aussi, craignaient que le prix à payer pour l'assainissement monétaire ne fût une récession. Il n'en a rien été. Certes, nous sommes loin du taux d'expansion industrielle de 10% par an de ces dernières années. Néanmoins, en mai dernier, l'indice de production industrielle, corrigé des variations saisonnières, se situait à 159 (base 100 en 1952) contre 156 en mai 1958. L'augmentation des importations, la diminution du nombre des chômeurs et des demandes d'emploi non satisfaites sont des indices de reprise, que confirme une enquête auprès des chefs d'entreprise: beaucoup envisagent de réviser en hausse leurs investissements.

Les opposants peuvent plaider que les mêmes résultats auraient pu être obtenus par d'autres moyens, socialement plus équitables. À la rigueur, ils

affirmeront que la stabilisation aurait pu n'être pas accompagnée par l'arrêt de l'expansion, encore auraient-ils peine à trouver au-dehors des expériences qui confèrent quelque vraisemblance à une pareille assertion. Ils ne devraient pas nier l'évidence, à savoir le rétablissement de l'équilibre intérieur et extérieur.

Cela dit, M. Baumgartner a raison de mettre en garde contre ce que feu Staline appelait le vertige du succès. En 1960 et en 1961, la France devra rembourser annuellement 500 millions de dollars. Elle ne dispose donc pas encore d'un surplus de réserve de change et elle est tenue, de ce fait, à une grande prudence. Or, si le gouverneur de la Banque de France a raison d'écrire que, "plus qu'un débat vain, c'est une simple erreur que de chercher à opposer ces deux données - stabilité monétaire et expansion économique - dont l'expérience a montré, dans tous les pays, qu'elles étaient complémentaires", il serait le dernier à nier que cette complémentarité, souhaitable et possible, n'est jamais définitivement acquise. Dès que l'expansion est forte, surtout dans un pays comme le nôtre sans réserve de main-d'œuvre, les salaires risquent de monter plus vite que la productivité, les prix sont poussés vers le haut par la vigueur de la demande. Il est relativement facile de maintenir la stabilité monétaire quand l'expansion est faible ou nulle, facile de réaliser l'expansion avec inflation et déficit des comptes extérieurs. C'est atteindre simultanément ces deux objectifs qui est le problème posé à tous les pays d'Occident.

Laissons ces incertitudes relatives à l'avenir et revenons au passé, aux mérites des hommes et au concours des circonstances. La stratégie d'assainissement, pour reprendre l'expression du rapport des experts, a été la cause directe du succès. En une économie déjà aux trois quarts stabilisée, une dévaluation "à froid", accompagnée d'un budget rigoureux, de la libération des échanges et d'une politique restrictive de crédit, a provoqué le renversement du mouvement des capitaux. Or, là, finalement, a été le nœud de l'entreprise.

D'aucuns se demanderont si la "confiance" a été acquise grâce à la stabilité gouvernementale ou grâce aux mesures prises. En vérité, c'est là une question qui ne comporte pas de réponse catégorique. Personnellement, j'incline à croire que la technique a eu plus de part que la politique. Mais probablement un gouvernement faible n'aurait-il pas voulu attirer sur lui tant d'accusations amères et de critiques.

D'autres s'étonneront que des procédés aussi simples, aussi classiques aient encore prouvé tant d'efficacité. À ceux-là on répondra, pour reprendre le mot fameux de Napoléon, que la stratégie économique est un art simple et tout

d'exécution.

Dans l'abstrait, tous les étudiants savent ce qu'il faut faire pour assainir une économie: il reste à choisir le moment, le taux de change, la répartition des impôts, et aussi à compter sur la chance.

L'hiver a été clément: aussi les prix agricoles ont-ils baissé, alors que les prix industriels montaient. Si l'indice d'ensemble des prix a marqué une progression plus faible que ne le prévoyaient les plus optimistes, c'est qu'il a reflété à la fois ces deux mouvements de sens contraire. Jusqu'aux excès de la sécheresse, le ciel était favorable aux experts.

De plus, la reprise de l'économie mondiale, américaine surtout, s'est accélérée. Du coup, l'exportation française a profité de l'élargissement des marchés extérieurs. Et la production industrielle, au cours des mois dangereux de l'hiver, s'est augmentée de ce surcroît d'exportation. Les deux industries dont les ventes au dehors ont le plus progressé, sidérurgie et automobile, ont contribué au freinage de la récession.

Qu'on ne voie pas là une manière oblique de déprécier les hommes d'État. Dire d'un général qu'il est "heureux" a toujours passé pour l'éloge suprême. Dans l'action militaire ou économique comme dans les jeux, nul ne peut faire fi de la bonne fortune. Les peuples ont toujours préféré pour guides les favoris des dieux aux experts.

Peut-être, après tout, ont-ils raison.

Pour un budget rigoureux

Le Figaro
28 août 1959

Il y a un an, deux écoles s'opposaient encore, au moment où commençait la préparation du budget de 1959. Les mesures restrictives prises en 1957 ayant développé leurs premiers effets, l'expansion se ralentissait en même temps que diminuait le déficit des finances extérieures. D'aucuns, qui n'étaient pas toujours loin du pouvoir, faisaient passer en paroles l'exigence de l'expansion avant celle de l'équilibre et recommandaient la fuite en avant. L'expansion, par quelque mystérieuse opération d'alchimie, devait se financer elle-même.

Le gouvernement a eu le bon sens de ne pas écouter les sophistes et de se rallier à l'école de l'équilibre et de l'austérité, du budget rigoureux et de la dévaluation. Ce choix raisonnable a été sanctionné tout à la fois par le succès et l'impopularité. Il est triste, en effet, mais incontestable que le seul succès évident du nouveau régime - le rétablissement de l'équilibre des comptes extérieurs - soit celui qui lui ait valu le plus de défaveur. Quelques erreurs psychologiques ne sont pas la seule explication du contraste entre l'intérêt patent de la nation et les réactions du public.

L'école de la fuite en avant a été réduite au silence par les événements. Pourtant, elle aurait aujourd'hui un dossier meilleur que l'an dernier. À l'époque, au cours des trois derniers mois de l'année, la balance commerciale était équilibrée à plus de 90%, ce qui équivaut à un équilibre réel puisque le prix des importations inclut le coût du fret et des assurances qui n'est pas entièrement payable en devises. Mais le mouvement des capitaux ne s'était pas encore renversé, la stabilité des prix était à peine acquise. Tout devait être subordonné à la reconstitution de nos réserves de devises.

Au milieu de 1959, le tableau est profondément modifié. Les capitaux, revenus ou entrés en France depuis les réformes de décembre dernier, se situent entre 1,3 et 1,4 milliard de dollars. La balance commerciale est en excédent. Le premier ministre n'a pas eu tort de dire que la production a atteint un niveau record, mais, de 1953 à 1957, les premiers ministres auraient pu répéter, tous les mois, la même formule, puisque la production industrielle progressait de 10% par an. Le reprise de l'expansion est, pour l'instant, lente. Mais il demeure méritoire que le rétablissement de l'équilibre extérieur n'ait pas été payé, comme on pouvait le craindre, par une véritable crise.

Il n'en serait pas moins erroné de prévoir une relance de l'expansion par un élargissement de l'impasse, c'est-à-dire de l'excès des dépenses publiques par rapport aux recettes fiscales de l'État. Il y a, me semble-t-il, trois raisons principales d'établir pour 1960 un budget rigoureux.

L'équilibre des comptes extérieurs demeure fragile. Les réserves de devises sont encore insuffisantes par rapport à nos dettes extérieures. N'oublions pas que les remboursements annuels à effectuer en devises dépasseront, en 1960, puis en 1961, un demi milliard de dollars. Que Français et étrangers perdent confiance, que le mouvement des capitaux se renverse et les difficultés surgiraient immédiatement. Pendant les deux prochaines années, la prudence s'impose.

La deuxième raison tient à l'évolution interne de l'économie. La hausse des salaires, au cours du premier semestre de 1959, a été de 3 à 4%. Une accélération de cette hausse ne tarderait pas à tout remettre en question. Au bout de six mois, la faveur des dieux a quelque peu déserté les experts. Certains prix agricoles ont monté. Un relèvement du S.M.I.G., avant la fin de l'année, est probable. Comme, simultanément, l'activité semble reprendre, il serait déraisonnable d'aggraver les menaces d'inflation par des mesures budgétaires de relance.

La troisième raison est d'ordre psychologique. Les Français n'ont pas encore perdu des réflexes formés et maintenus par des années d'inflation. Ils ne croiront vraiment à la stabilité que si celle-ci dure. Or la limitation de l'impasse est devenue le symbole d'une politique de stabilité. Le chiffre de 600 milliards (ou 6 milliards de nouveaux francs) a été transfiguré par le rapport des experts en plafond mystique du déficit tolérable.

Il va de soi que, scientifiquement, ce chiffre n'a aucun caractère d'évidence ni aucune valeur de généralité. Ayant constaté que dans les années d'équilibre, 1953, 1954 et 1955, l'impasse avait été de l'ordre de 650 milliards, les experts ont décrété qu'un déficit de cet ordre pouvait avec certitude être couvert par une épargne vraie. Il n'est pas facile de distinguer vraie et fausse épargne. Une impasse supérieure déterminerait-elle inévitablement une hausse de prix? Tout dépend des circonstances, des moyens de production disponibles, du volume du produit national (qui a augmenté depuis 1955).

La formule: "pas plus de 600 milliards d'impasse", scientifiquement arbitraire, est politiquement excellente et, dans la conjoncture actuelle, opportune. Il faut fixer une limite et s'y tenir. Avec une opinion publique plus raisonnable et une classe politique moins sensible à la démagogie, un autre langage serait peut-être préférable. Mais tant que les responsables des folies de 1956-1957 témoigneront

de leur persistante incompréhension par la critique de la rigueur actuelle, le gouvernement sera obligé de parler le langage de Poincaré 1926 et de compter sur le temps pour que se confirme son succès et s'atténue son impopularité.

Le succès n'est pas toujours populaire

Le Figaro
23 octobre 1959

Les spéculations sur l'accord ou opposition entre intérêts particuliers et intérêt général ressortissent aussi bien aux discours dominicaux des hommes politiques qu'aux manuels de morale ou de science politique. L'impopularité quasi générale de la politique économique du gouvernement, à en juger d'après les déclarations des parlementaires et des chefs de parti, apporte quelques éléments à ces spéculations classiques.

Un fait qui ne me paraît guère douteux: la stratégie d'assainissement de décembre 1958 a été, aux yeux des observateurs objectifs, je veux dire étrangers, un succès et un succès incontestable. La hausse des prix s'est tenue à l'intérieur des limites prévues, environ 1,5 milliard de dollars sont rentrés en France, la balance commerciale est excédentaire depuis plusieurs mois, il n'y a pas de récession proprement dite et la reprise semble s'esquisser. Il n'y a dans ces résultats rien de sensationnel ni de définitif. Il ne s'agit donc pas de chanter victoire.

Mais, il y a deux ans, la France était en passe de se soumettre aux conditions posées par le prêteur international: aujourd'hui, la monnaie française est respectée au dehors et, du coup, la France a retrouvé, sur le plan international, une certaine liberté d'action. Quelles que soient les réserves qu'appelle la politique du gouvernement sur tel ou tel point, commentateurs et hommes politiques devraient reconnaître le chemin parcouru. Or, de M. Guy Mollet à M. Mendès-France en passant par M. Félix Gaillard, c'est à qui marquera le plus de sévérité à l'égard des responsables du succès. Faut-il croire qu'en démocratie, seuls les échecs nationaux et les mesures démagogiques sont payants?

Entendons-nous bien. Il est contre la politique de M. Pinay plusieurs argumentations possibles qui, vraies ou fausses, prêteraient à une controverse raisonnable. On peut plaider que, le principe de la stratégie étant admis, il aurait été juste de répartir autrement les sacrifices, c'est-à-dire de prendre d'autres mesures fiscales. On peut plaider également que le gouvernement, disposant de pleins pouvoirs plus étendus qu'aucun de ses prédécesseurs depuis la deuxième et peut-être depuis la première guerre mondiale, n'en a guère usé. Le bilan actuel de réformes de structure est finalement médiocre. On peut plaider, enfin, que la réforme monétaire a été payée trop cher puisque, depuis le printemps de 1957, le

produit national, en valeur réelle, n'a guère augmenté.

De ces trois argumentations, c'est la deuxième, je l'avoue, qui me paraît la plus valable, en tout cas, la plus importante puisqu'elle concerne l'avenir autant et plus que le passé. Il était difficile, je crois, de répartir les impôts de manière radicalement autre, l'impôt direct étant automatiquement augmenté par la hausse des prix et le maintien des tranches antérieures pour le calcul de la progressivité. Quant au prix payé - l'arrêt de l'expansion - il est incontestable et regrettable, mais j'admire que les responsables de l'inflation 1956-1957 se croient déjà qualifiés pour donner des leçons. Quant à ceux qui exigent un taux de croissance du produit national de 6% par an, ils devraient au moins ajouter qu'une ouverture des frontières à l'immigration est indispensable à la croissance ne doit pas s'accompagner, cette fois, d'inflation des salaires et des prix.

Il n'est pas sûr, d'ailleurs, que l'absence d'expansion soit la cause directe de l'impopularité de la politique actuelle. Après tout, le gouvernement conservateur britannique a présidé à trois années de stagnation et il vient de l'emporter aux élections. En France, les élections de janvier 1956 avaient succédé à trois ans d'exceptionnelle prospérité, une expansion industrielle de 10% par an obtenue avec des prix à peu près stables. L'expansion suscite du mécontentement parce qu'elle bouleverse des situations acquises, la stagnation parce qu'elle déçoit les espoirs d'amélioration, la stabilité même parce qu'elle met fin aux illusions créées par l'inflation. Un pays porté à la critique comme la France en vient à être insatisfait, quelle que soit l'allure de la conjoncture.

Raison supplémentaire pour les hommes politiques qui ne sont pas au pouvoir d'être indulgents aux gouvernants du jour en songeant à leurs épreuves d'hier et de demain. Motif pour les gouvernants d'aujourd'hui, auxquels la durée est garantie, de s'attaquer aux réformes de longue haleine. Peut-être les Français seront-ils mécontents, même si l'élévation du niveau de vie s'ajoute à la stabilité monétaire. Mais un argument de l'opposition tomberait. Et la France, en tout cas, y trouverait son compte.

Encore la politique des prix. Attention aux expédients!

Le Figaro
13 novembre 1959

L'article publié ici même, il y a quinze jours: "Retour à la folie Ramadier?" a été diversement accueilli. Approbations et critiques ont été également vives. Certaines critiques, par exemple celles qu'un ingénieur m'adresse en une "lettre ouverte", incohérente et passionnée, sont suffisamment révélatrices d'un état d'esprit pour appeler quelques commentaires.

Cet aimable correspondant me dit à peu près: "Nous vous tenions pour relativement intelligent, il faut nous rendre à l'évidence, nous nous trompions, vous n'êtes pas intelligent puisque vous êtes libéral et que nul ne peut être intelligent s'il est libéral..." Il serait aisé de répondre que le libéralisme du Dr Ehrard ne semble pas plus inefficace que le dirigisme de M. Ramadier ou même que la planification stalinienne. L'idée, courante dans certains milieux, que l'énergie atomique ou la concentration industrielle excluent le fonctionnement des mécanismes du marché est pur et simple préjugé. Dans le monde occidental, le pays où le niveau de vie est le plus élevé, les États-Unis, est aussi celui où la concurrence continue de jouer entre producteurs, le pays où la croissance a été, depuis dix ans, le plus rapide, l'Allemagne, est celui qui s'est donné pour règle la vérité des prix, c'est-à-dire le principe même que mon critique me reproche d'avoir défendu.

Mais ce n'est pas sur ce terrain que je voudrais poursuivre le dialogue. Je ne mérite pas l'honneur (ou l'indignité) du titre de libéral. En matière économique, je suis peu porté aux doctrines et je n'ai pas toute la foi de mon ami M. Rueff dans les vertus intrinsèques de l'ordre libéral. En tout cas, j'ai discuté, il y a quinze jours, une situation localisée et datée, sans le moindre désir d'invoquer une théorie, quelle qu'elle soit. Ce qui est frappant, c'est que le lecteur, au lieu de réfléchir sur les questions particulières traitées dans un article, s'évade vers les nobles généralités et dénonce un dogmatisme libéral qu'il commence par me prêter à seule fin d'en triompher glorieusement.

Revenons aux faits, humbles et précis. La sécheresse de l'été a provoqué une pénurie de légumes et de produits laitiers. Quelques prix ont monté, entraînant un relèvement de l'indice et, par contrecoup, du SMIG. Ces phénomènes, si

déplorables soient-ils, n'ont rien de surprenant. Quel que soit le régime économique, une sécheresse comme celle de l'été dernier réduit les quantités de produits disponibles. Et, à moins d'importations supplémentaires, la consommation sera inévitablement réduite, elle aussi. Que répond mon correspondant, poussant jusqu'au bout le raisonnement de nombreux lecteurs: "Il ne s'agit pas de savoir si la sécheresse va faire monter ou non les prix de tel ou tel produit, mais de dire que tel produit doit valoir tel prix, car il est important que, dans le contexte économico-social général du pays, ce produit ait une place déterminée à un prix déterminé." Noble simplicité! Cet ingénieur s' imagine qu'il est au pouvoir du gouvernement français de déterminer la place de chaque prix dans le système des prix et que ce "prix juste", établi par des fonctionnaires, peut être maintenu même quand des circonstances accidentelles diminuent brutalement l'offre de la marchandise considérée. Un gouvernement comme celui de l'Union soviétique n'est pas capable d'un tel dirigisme. Les intermittences du ravitaillement, les queues aux portes des magasins, le marché noir, que connaissent tous les voyageurs en Union soviétique, sont les conséquences d'un "dirigisme des prix", que d'ailleurs les dirigeants russes relâchent progressivement.

En France, il n'est question de rien de pareil et, fort heureusement, aucun des ministres ne souscrit à la formule citée plus haut qui, malheureusement, reflète la conviction de beaucoup de Français. Ministres et hauts fonctionnaires étaient et sont d'accord sur l'objectif d'éviter qu'une hausse accidentelle de certains prix n'entraîne, de proche en proche, par l'intermédiaire des hausses de salaires, une hausse générale des prix. Ils étaient et ils sont également d'accord sur certains moyens et, en particulier, sur deux d'entre eux: l'ouverture des frontières et la réforme des circuits commerciaux.

La suppression des contingents et parfois des droits de douane constitue le moyen le plus direct non de fixer les prix à un niveau arbitrairement fixé par le gouvernement mais d'agir sur les prix. L'afflux de produits importés augmente l'offre et freine éventuellement les hausses dites spéculatives. Il est même légitime de recourir transitoirement et exceptionnellement à des expédients administratifs (taxe, subvention) pour limiter le plus possible les relèvements de prix des produits dont l'importance sociale est grande.

Ce qui était en question, ce qui a motivé mon article, c'était le plan proposé par certain ministre et discuté par d'autres d'une baisse des tarifs des services publics et d'une campagne publicitaire de baisse de quelques produits fabriqués.

Je crains qu'un tel plan, auquel M. Pinay, dans son discours à l'Assemblée, a prêté une signification essentiellement psychologique, n'aille à l'encontre de ses buts. Dans l'espoir de désarmer les revendications de salaires, on reviendrait aux pratiques que l'on a dénoncées il y a moins d'un an. La vérité des prix n'est ni libéralisme anachronique ni luxe de pays riche, elle est indispensable à l'économie libre, au Marché commun, à la croissance dans la stabilité, elle est liée à l'ensemble de l'action gouvernementale.

Les expédients sont dangereux et, finalement, nuisibles, qui contredisent l'esprit d'une politique.

Du franc Poincaré au nouveau franc

Le Figaro
20 novembre 1959

Un mot du premier ministre, une comparaison entre les résultats de l'expérience Poincaré en 1926 et les résultats des réformes mises en train à la fin de l'année dernière, a déclenché une vague de commentaires. Oui ou non, la stabilité, au bout d'une année acquise, est-elle du même ordre que celle que le gouvernement Raymond Poincaré avait rendue au franc, un an après la panique qui avait renversé le deuxième gouvernement d'Édouard Herriot?

En 1926, le franc était menacé par le manque de confiance, par la spéculation internationale, mais la reconstruction des régions dévastées était à peu près achevée, l'équilibre de la balance commerciale et de la balance des comptes ne posait pas de problèmes difficiles. Il suffisait de restaurer la confiance grâce à un budget équilibré et à une trêve politique, de briser la spéculation sur le marché des changes pour que la monnaie française fût de nouveau respectée. Ce qui frappe rétrospectivement dans l'opération Poincaré de 1926, c'est la disproportion entre les inquiétudes des Français, gouvernants aussi bien que gouvernés, et la simplicité de la tâche. Ajoutons que le taux de change de la monnaie française fut choisi de telle manière que les capitaux étrangers affluèrent et que l'or vint s'accumuler dans les caves de la Banque de France. La sous-évaluation du franc fut la cause principale du mouvement des capitaux vers la France, entre 1926 et 1929. Après l'effondrement des cours mondiaux et la dévaluation de la livre et du dollar, le franc se trouva, au contraire, surévalué et les capitaux ainsi que l'or émigrèrent entre 1930 et 1936.

La technique 1958 ressemble à la technique 1926 en son inspiration et en certains de ses moyens. La limitation de l'impasse est, *mutatis mutandis*, l'équivalent de l'équilibre budgétaire de 1926. Les capitaux ont repris, depuis décembre 1958, le chemin de la France qu'ils ne cessaient de fuir depuis quelques années. Comme le régime était celui du contrôle des changes, il n'y avait pas à proprement parler, de spéculation internationale contre le franc. Mais les autorités ont agi dans le sens de la libération. Puisque les règlements administratifs empêchaient plutôt les capitaux de rentrer que de partir, il était raisonnable de relâcher le contrôle.

En 1926, le taux de change était artificiellement abaissé par la spéculation sur le marché libre, au moment où Poincaré revint au pouvoir. En 1958, le taux

officiel du change était artificiellement maintenu au-dessus de son point d'équilibre. En 1926, le franc remonta sur le marché des changes, mais il resta sous-évalué. En 1958, le gouvernement choisit un nouveau taux de change, calculé de manière à réserver une certaine marge de manœuvre. Autrement dit, il décida de sous-évaluer quelque peu le franc afin qu'une hausse éventuelle des prix intérieurs n'en compromît pas la stabilité extérieure.

Les résultats atteints en 1959 ne sont pas aussi spectaculaires qu'en 1926, parce que nous n'avons pas connu l'équivalent de la panique que créaient les pratiques du marché libre. Mais, en un sens, ils sont peut-être plus méritoires, car il fallait équilibrer la balance commerciale et non pas seulement juguler la spéculation. Bien que le redressement de 1959 ait été préparé par les mesures prises sous les derniers gouvernements de la IV^e République, il reste la vivante démonstration que les moyens classiques, employés opportunément, continueront d'être efficaces.

Faut-il aller plus loin et prêter à la monnaie française d'aujourd'hui la solidité du franc Poincaré en 1927? Rappelons d'abord que, dans l'ordre économique, rien n'est jamais définitivement assuré. Même le dollar est aujourd'hui transitoirement une monnaie faible, bien que l'économie américaine demeure la plus puissante du monde. La sous-évaluation du franc Poincaré de 1926 à 1930 n'était un phénomène heureux ni pour la France ni pour le reste du monde. Le franc nouveau, qui va faire son apparition d'ici à quelques semaines, n'est pas sous-évalué au même degré. Il ne supporterait pas impunément une montée importante des prix intérieurs.

Il n'y a là rien d'anormal ou de pathologique. Une monnaie saine ne peut pas être à l'abri d'une mauvaise gestion ou de l'inflation. Ce qui interdit de pousser trop loin la comparaison avec 1926, c'est que, entre-temps, la structure sociale de la France a changé et que les obligations du pays sont devenues plus impérieuses.

En 1921, jeunes (au-dessous de 19 ans) et vieux (au-dessus de 65 ans) représentaient 68,6% des adultes, en 1936, 66,9%; en 1958, ils en représentent 75,7%. En dehors même des tâches qu'elle assume en Afrique, jamais la France n'a eu tant à investir pour s'adapter à la croissance démographique. Cette adaptation exige l'accélération de l'expansion économique. Or l'expérience de la stabilité dans une phase d'expansion rapide n'a pas encore été faite; telle sera l'épreuve décisive du nouveau franc.

Nous avons toutes les raisons d'envisager cette épreuve avec confiance, mais il

serait imprudent d'en ignorer les difficultés.

Le financement de la construction

Le Figaro
4 décembre 1959

L'annonce que la France va contracter aux États-Unis un emprunt de cinquante millions de dollars (25 milliards de francs) éveille des sentiments divers.

Le commentateur est enclin d'abord à se féliciter que la France soit de nouveau en mesure d'emprunter à l'étranger. Les réserves de devises continuent à s'accumuler de semaine en semaine, et les autorités ont donc pu admettre, sans imprudence en dépit des échéances extérieures de 1960 et de 1961 qui, avant les remboursements anticipés, s'élevaient à environ cinq cents millions de dollars pour chacune de ces deux années, une augmentation de la dette extérieure, augmentation d'ailleurs inférieure au surplus mensuel des comptes extérieurs depuis les mesures prises en décembre 1958. Les titres de cet emprunt, lancé vers le 9 décembre, doivent être retirés de la circulation d'ici à vingt ans, un fonds d'amortissement commençant ses opérations en 1964.

D'autres considérations moins satisfaisantes se présentent aussi à l'esprit. Cet emprunt, dont le principal et les intérêts sont garantis par l'État français, est émis au nom du Crédit Foncier. Il est destiné à financer un programme supplémentaire de construction. Emprunter des dollars pour bâtir des logements en France: le fait est paradoxal et laisse rêveur.

L'activité du bâtiment est de celles qui consomment le moins de devises étrangères. Les matériaux se trouvent ou se produisent en France. Les salaires, directs ou indirects, représentent une proportion considérable du prix total. Il n'est pas besoin d'importer plus pour construire des logements plus nombreux. Les dollars empruntés par l'intermédiaire des banques américaines viendront grossir les réserves du Fonds de stabilisation. Ils n'augmenteront probablement pas l'offre de matières premières, de machines ou de main-d'œuvre. Ils garantiront le caractère financièrement orthodoxe du programme de construction, sans modifier sensiblement, sinon par des circuits compliqués, le rapport entre demande globale et offre globale, ni même le rapport, sur le marché de la construction, entre disponibilités des entreprises et commandes des particuliers ou des organismes publics.

Même si l'on juge que l'apport étranger supprime ou atténue l'effet inflationniste qu'aurait eu le même programme supplémentaire de construction

financé par des procédés de crédit, il n'en reste pas moins que le recours à des banques américaines pour placer un emprunt du Crédit Foncier, est déconcertant et nous rappelle ce qui reste aujourd'hui au centre de la crise du logement: les difficultés du financement.

M. Sudreau a donné, il y a quelques jours, des informations, précises et optimistes, sur les résultats obtenus. Deux cent vingt-huit mille logements ont été terminés depuis janvier (12% de plus qu'en 1958), ce qui laisse espérer un total de 305.000 pour l'ensemble de l'année: un tel montant constituerait un record.

Le ministre a ajouté que l'accélération de l'activité du bâtiment avait été obtenue sans hausse de prix, alors que celle-ci avait été de 5% en 1957 et de 2% en 1958. Étant donné les hausses de prix des biens achetés par les entreprises de construction, celles-ci ont dû, pour maintenir la stabilité de leurs propres prix, comprimer les coûts de revient de 6 à 7%.

Ce bilan conduit à une constatation importante. Les progrès accomplis par l'appareil de production depuis dix ans sont tels que désormais un programme de 350.000 logements pourrait être exécuté sans hausse de prix. Quelles que soient les améliorations techniques souhaitables et encore possibles, l'essentiel est désormais de trouver des fonds supplémentaires. Que la France parvienne à consacrer deux à trois cents milliards de plus à la construction, et en peu d'années on passera de 300.000 à 350.000 puis à 400.000 logements par an.

Ce qui est encore, à l'heure présente, malsain, c'est l'insuffisance de la contribution des particuliers au financement de la construction. Notre économie est, pour l'essentiel, fondée sur la propriété privée. Il est impossible, à la longue, que l'État se charge de presque tout le financement de la construction. Faire payer des loyers plus élevés à ceux qui en ont les moyens, accroître le volume de l'épargne privée affectée au logement, tel est le but évident auquel doivent tendre des mesures qui seront fatalement aussi diverses et compliquées que la législation dans laquelle elles s'insèrent.

Là aussi, le retour à la nature des choses ne va pas sans peine.

En 1960, l'expansion doit s'accélérer

Le Figaro
1er janvier 1960

L'année qui s'achève a été celle de l'assainissement monétaire et le gouvernement est en droit d'affirmer qu'il a gagné tous les paris que comportait la "nouvelle politique".

La hausse des prix, telle que la révèlent les statistiques - et le commentateur doit se fier aux statistiques plus qu'aux impressions des ménagères et aux protestations des lecteurs - n'a pas dépassé les prévisions. L'indice des prix de gros (1949 = 100) est passé de 166,9 en décembre 1958 à 178,3 en novembre 1959, celui des produits alimentaires de 161,9 à 167,5, celui des produits industriels de 166,3 à 181,1. Quant à l'indice des 179 articles, il était à 113,65 en décembre 1958 (juillet 1957 = 100), il est à 121,37 en novembre 1959. L'indice des salaires horaires qui est monté de 128,6 au 1er janvier 1959 à 134,1 au 1er octobre, a moins progressé que celui des 179 articles. Si l'on tient compte de la durée du travail et des allocations familiales, le pouvoir d'achat des salariés pris globalement doit être, à la fin de cette année, approximativement égal à ce qu'il était à la fin de l'année dernière, il demeure inférieur au niveau atteint au printemps de 1957.

Le pari sur le renversement du mouvement des capitaux et la reconstitution des réserves de change a été lui aussi gagné. La balance commerciale depuis mai dernier est chaque mois excédentaire. En volume, les exportations ont augmenté de 28% au cours des neuf premiers mois par rapport à la même période de l'année précédente alors que les importations diminuaient. À la fin de l'année dernière, nos engagements extérieurs à court terme dépassaient de plus d'un demi-milliard de dollars nos réserves d'or et de devises. À la fin de cette année, nos réserves, déduction faite de nos dettes extérieures à court terme, atteignent près d'un milliard de dollars. Le rétablissement monétaire préparé par le dernier gouvernement de la IV^e République est aussi spectaculaire que celui qui suivit en 1926 le retour au pouvoir de Raymond Poincaré.

Que ces résultats incontestables se heurtent ici au scepticisme et là à l'hostilité, que les uns s'en prennent aux technocrates et les autres à M. Rueff est, pour moi, en chaque occasion un sujet de stupéfaction. Il ne s'agit pas de savoir si l'on aime ou non le président de la République ou le premier ministre, si l'on préfère M. Pinay 1952 à M. Finay 1959 ou inversement, il ne s'agit même pas de savoir si

l'on aurait préféré sur tel ou tel point une autre méthode. Le fait essentiel reste acquis: le danger que faisait courir à la France le manque de devises a été écarté sans que le prix payé pour l'assainissement ait été excessif. La preuve a été donnée qu'une technique classique - budget en équilibre, restriction de crédit, dévaluation, confiance politique et économique - n'a pas cessé d'être efficace en dépit de l'incrédulité de tant d'experts.

Ce bilan une fois appelé, que nous ne songerions pas à évoquer si tant d'hommes politiques, oublieux de leurs fautes passées, ne s'obstinaient à le méconnaître, il est temps d'envisager l'étape suivante. La production industrielle est de nouveau en progression. Corrigé des variations saisonnières, l'indice de la production industrielle qui se situait à 159 en mai 1959 contre 156 en mai 1958 a atteint 165 en octobre. Par rapport au même mois de l'année précédente la progression est de 7%.

Il n'en est pas moins vrai, comme l'a rappelé il y a quelques jours le commissaire au plan, que les résultats sont en retard sur les prévisions. Pour l'année 1960, le problème est de favoriser une expansion accélérée sans compromettre la stabilité reconquise. Il serait facile d'obtenir une telle accélération par des hausses de salaires, mais cette politique de facilité serait dangereuse. Je ne pense pas non plus que la baisse du taux d'intérêt à haut terme puisse être à elle seule un facteur décisif.

Les principales mesures à prendre se distribuent, me semble-t-il, sous trois rubriques: immigration, crédit, lutte contre les réglementations malthusiennes. Il est lamentable que la République fédérale allemande ouvre ses frontières aux travailleurs étrangers avec plus de générosité que la France sous-peuplée. La vente des biens de consommation durable, et la production de ces biens tient aujourd'hui une large place dans notre économie, peut être favorisée par l'assouplissement des conditions de crédit. Enfin, la commission présidée par le premier ministre et dont les vice-présidents sont MM. Armand et Rueff, doit pourchasser les règlements innombrables inspirés depuis une génération par la peur du progrès et le désir de sauvegarder les situations acquises.

Elle aura beaucoup à faire, ce qui signifie qu'on en peut beaucoup attendre.

Les mêmes impératifs

Le Figaro
15 janvier 1960

Si fâcheuse que soit en elle-même la crise de ces derniers jours, il faut répéter qu'il ne peut pas y avoir de changement de politique.

Le maréchal Joffre disait: «Je ne sais qui a gagné la bataille de la Marne, mais je sais bien qui l'aurait perdue si le sort nous avait été contraire.» De même, il ne convient pas de refuser à M. Pinay le mérite des réformes de décembre 1958, puisqu'il en a accepté la responsabilité et en a facilité le succès grâce à son prestige et à sa popularité. Mais, sur le plan technique, il n'avait pas eu l'initiative de plusieurs des mesures – dévaluation, impôts – qui ont été partie intégrante de la stratégie d'assainissement.

Le successeur de M. Pinay rue de Rivoli avait activement participé à la mise au point du budget de 1959, comme il a eu une part de responsabilité dans la politique monétaire menée en 1959. La baisse des cours à la Bourse, qu'elle soit due à des manœuvres ou à la nervosité des professionnels et du public, n'avait pas de motif valable. Le nouveau ministre des Finances devra sans doute confirmer sa réputation et faire oublier son prédécesseur en montrant plus de sévérité encore. D'ici peu de jours ou de semaines, l'action du gouvernement sera jugée sur ses actes, et sur ses actes seuls.

Or, si nous écartons l'éventualité de lois déraisonnables que celles qu'avaient préparée les services de M. Michelet, l'action du gouvernement sera soumise demain aux mêmes impératifs qu'hier. La France, avec l'ensemble du monde libre, est entrée dans un système de monnaies convertibles et d'échanges commerciaux de plus en plus libres. Nul pays ne peut y rester en éludant les obligations qu'il comporte. La poursuite d'une politique de prix stables n'est pas une obstination anachronique de libéraux ou l'effet de préjugés réactionnaires, elle est l'impératif premier de l'intérêt national.

L'expansion a repris, la production industrielle s'est située, au cours des derniers mois, à 7% environ au-dessus du niveau atteint un an auparavant (11% en novembre). Les importations de décembre dernier, 2,08 milliards de N.F. (208 milliards de francs légers), confirment que l'économie française participe au mouvement de la conjoncture mondiale. Les exportations, 2,05 milliards de N.F., équilibrent, à 10 millions de N.F. près, les importations.

Les impatients jugent qu'une augmentation de 4 à 5% du produit intérieur, de 6 à 8% de la production industrielle est insuffisante. Personne n'est hostile à un taux de croissance plus élevé, mais il serait fou d'oublier qu'une expansion accompagnée d'inflation d'ordinaire coûte, en fin de compte, plus cher qu'elle ne rapporte: un jour ou l'autre, il faut ralentir ou arrêter l'expansion pour rétablir l'équilibre. Les socialistes, qui, dans *Le Populaire*, rappellent les statistiques de la production et des salaires, entre janvier 1956 et juillet 1957, abusent de l'ignorance de leurs lecteurs. Si le parti socialiste était resté au pouvoir, il aurait dû, lui aussi, pour mettre fin à la perte de devises, prendre des mesures restrictives et consentir à la réduction temporaire du pouvoir d'achat.

La nécessité de tenir les prix est d'autant plus contraignante que l'activité a été entretenue au début de l'année, grâce à l'augmentation. Plus la France s'industrialise, plus l'industrie française se modernise, et plus les marchés extérieurs deviennent indispensables. Une hausse des prix plus rapide en France qu'au-dehors compromettrait l'expansion en même temps que la balance des comptes extérieurs. Une hausse de salaires de 2 à 4% pour l'ensemble de l'année 1960 resterait compatible avec la stabilité des prix. Les ministres d'aujourd'hui le savent comme le savaient ceux d'hier: tout dépend de la fermeté du gouvernement et des chefs d'entreprise, en même temps que de la modération des syndiqués et de leurs dirigeants.

Non que rien ne puisse être fait pour hâter l'augmentation de la production et le relèvement du niveau de vie. Mais les mesures à prendre doivent avoir pour objet de créer des conditions institutionnelles qui atténueront le danger d'inflation, et non pas de gonfler le pouvoir d'achat en augmentant le coût de la production. Ces mesures – je ne me lasserai pas de le répéter en dépit de l'indifférence des uns et de l'hostilité des autres – concernant d'abord les règlements d'immigration. Pour l'instant, c'est le manque de travailleurs qui risque, à chaque instant, de provoquer la surenchère des entreprises et, du même coup, les hausses excessives de salaires. La politique d'immigration reste trop souvent commandée par une pensée malthusienne.

Depuis 1930, d'autre part, les interventions de l'État ont souvent contribué à la cristallisation des situations acquises et non pas aux conversions nécessaires. Je connais un secteur où les décrets obligent toutes les entreprises à travailler à 50% seulement de leur capacité.

Le champ de réformes est vaste, mais les vraies réformes sont rarement populaires.

Mettre fin au malaise paysan

Le Figaro
23 janvier 1960

Le citoyen hésite toujours à exprimer des opinions sur les problèmes de l'agriculture. Ceux-ci sont multiples, complexes, différents d'une région à l'autre, d'un type d'exploitation à un autre au point que toute proposition générale risque d'être erronée. Mais, au cours de ces derniers mois, le mécontentement agricole a pris de telles proportions que des chroniques régulières présenteraient une lacune inadmissible si j'omettais d'attirer l'attention sur cet aspect de la conjoncture.

Rappelons d'abord la part des différentes productions dans le revenu total de l'agriculteur. Le fait marquant, c'est que les productions dites traditionnelles, blé, vin, ne représentent plus que 10,5% et 10% respectivement des recettes de l'agriculture. En revanche, viande (32,5 pour 100), lait (19,5%), volailles et œufs (10,5%) constituent désormais les postes principaux. Les légumes (7%) sont presque l'équivalent du blé.

Quelles sont, d'après les statistiques de l'I.N.S.E. (Études et conjonctures de novembre 1959), les recettes de l'Agriculture? Le total pour l'ensemble des produits végétaux serait de 1.160 milliards d'anciens francs en 1958-59, contre 1.155 en 1957-58 et 935 en 1956-57. Pour les produits animaux, le total serait de 1.995 milliards d'anciens francs contre 1.915 dans la campagne précédente. En gros, les recettes de l'agriculture seraient à peu près stationnaires, alors que le niveau général des prix s'est élevé. De ce fait, le revenu réel de l'agriculture a sensiblement baissé entre la campagne 1957-58 et la campagne 1958-59.

D'une étude faite par M. Vermot-Gauchy, nous extrayons des conclusions encore plus pessimistes: la production de 1959 n'a été supérieure à celle de 1958 que de 2% et, cependant, les dépenses d'exploitation se sont accrues de 6%. Le volume physique des achats faits par les exploitants agricoles a diminué de plus de 5%. Tandis que le prix des produits agricoles à la production baissait de quelque 3%, celui des produits industriels nécessaires aux exploitations (y compris les aliments du bétail) s'accroissait de 12%. Mesuré par rapport à ces produits, le pouvoir d'achat des exploitants agricoles a diminué de 15%.

Il semble que les régions d'élevage aient été touchées plus que les régions à blé et à betteraves. Certes, les prix des produits nécessaires à l'exploitation (engrais, antiparasitaires) ont augmenté plus que le prix du blé ou de la betterave, mais, en raison de l'augmentation en volume de la production, les

revenus auraient dû se maintenir approximativement. En revanche, l'écart entre les prix de vente des bêtes et les prix des aliments du bétail est considérable. L'éleveur ressent donc directement la dévalorisation relative du produit qu'il porte au marché et dont il tire son revenu.

Si le revenu réel des ménages dans l'agriculture a diminué de quelque 10%, les dépenses n'ont pas diminué dans la même proportion. Bien que les achats de matériel neuf aient été réduits, l'endettement de l'agriculture a augmenté et doit atteindre 1.000 milliards d'anciens francs à l'heure présente au Crédit agricole. Les prêts nouveaux du Crédit agricole auront augmenté de 50 à 60% par rapport à ceux de 1958. Enfin, on ne saurait omettre que, dans certains cas, les agriculteurs constataient que les prix de leurs propres produits n'avaient pas diminué ou avaient quelque peu augmenté au stade du détail en dépit de la baisse au stade de la production.

Si sommaire que soit cette analyse globale, elle montre qu'au cours de la dernière campagne, des causes accidentelles (sécheresse) se sont conjuguées avec des phénomènes de conjoncture (politique d'assainissement monétaire) pour provoquer le présent marasme. Ajoutons que l'agriculture tout entière est en phase de changements rapides, le progrès de la technique et la diminution de la main-d'œuvre agissant simultanément.

Il semble qu'une des mesures souhaitées par l'opinion, dans les milieux agricoles, soit le rétablissement des indexations. Je ne pense pas que le gouvernement envisage de revenir sur une décision qu'il considère comme liée à l'ensemble de sa politique. Mais, tout en continuant l'action à long terme visant à rationaliser le système de distribution et à répandre la connaissance des progrès techniques, le gouvernement doit intervenir pour empêcher, autant que possible, la détérioration relative de la condition paysanne et pour donner confiance aux agriculteurs dans l'établissement de prix conformes aux objectifs proclamés.

L'expansion industrielle sans inflation exige que la production agricole puisse répondre à une demande accrue. L'unité sociale exige qu'aucune partie de la population n'ait le sentiment de ne pas participer à l'amélioration commune.

Les difficultés agricoles en périodes d'industrialisation

Le Figaro
29 janvier 1960

Nous avons précisé, la semaine dernière, quelques-uns des faits qui rendent compte du malaise paysan. Si, pour l'ensemble des agriculteurs, la campagne 1959-60 a été marquée par une diminution du revenu réel, les statistiques font apparaître de grandes différences entre les régions, entre les différents producteurs. L'année a été particulièrement mauvaise pour les producteurs de betterave et de légumes. Les prix élevés des aliments du bétail affectent les éleveurs puisque le prix de la viande à la production a peu varié. En gros, il semble que les paysans s'en prennent surtout au rapport des prix, au fait que leurs rémunérations n'ont pas progressé, alors que progressaient les prix des produits qu'ils achètent. La suppression des indexations leur paraît, dans cette perspective, l'origine de leurs maux présents.

Quelle que soit la part de vérité que contient cette interprétation, il y a d'autres causes du mécontentement actuel. On a beaucoup cité dans la presse les résultats d'une étude de M. Klatzmann, parue dans *Études et Conjoncture* de décembre. D'après cette étude, le revenu de l'agriculteur dans l'année 1958 est au coefficient 30 environ par rapport à 1938, alors que le produit national brut a été, au cours de la même période, multiplié par près de 50. La population agricole aurait diminué de 15% de 1938 à 1958, tandis que la population totale de la France s'est accrue de 4%.

Ces chiffres rendent probable que le revenu moyen, dans l'agriculture, ait moins augmenté que dans les autres secteurs. Mais il serait bon de ne pas oublier la remarque de l'auteur que nous suivons: "Étant donné le degré d'incertitude des calculs, il est impossible de savoir si le revenu par personne a *un peu moins* ou *beaucoup moins* augmenté dans l'agriculture qu'ailleurs."

Non seulement ces chiffres globaux sont aléatoires et imprécis, mais ils n'ont qu'une valeur limitée, tant sont grandes les différences entre les régions, les produits, les types d'exploitation. Ils n'en révèlent pas moins une donnée vraisemblable: les revenus globaux de l'agriculture n'augmentent pas, même si le revenu par personne employée augmente; et une donnée certaine: la diminution de la main-d'œuvre employée dans l'agriculture. Ces deux données constituent

ensemble une première explication de la crise.

En elle-même, la réduction de la main-d'œuvre agricole n'est pas malsaine, elle est à la fois cause et effet de l'augmentation de la productivité du travail. Mais elle n'en comporte pas moins des dangers, économiques et sociaux. Dans certains cantons, elle peut avoir des effets comparables à ceux de la dépopulation: les jeunes s'en vont, les vieux restent, l'énergie et l'initiative, nécessaires pour s'adapter à des circonstances changeantes, font défaut. De plus, l'agriculture doit s'orienter vers des activités comme l'élevage, qui exigent une main-d'œuvre relativement nombreuse. Le mouvement de la population risque d'encourager la culture des céréales, que l'on souhaite limiter puisque les exportations de blé, indispensables à l'équilibre du marché, ne vont pas sans subvention.

Une progression plus lente des revenus agricoles que des revenus industriels a été observée maintes fois dans les pays étrangers, en des phases comparables à celle de l'économie française d'aujourd'hui. Les causes de ce phénomène sont multiples, controversées. La faible élasticité de la demande des produits agricoles en est une. Les écarts considérables des prix de revient selon les exploitations en sont une autre. Selon les régions, le sol, la productivité de l'exploitation, le même prix peut apparaître aux uns rémunérateur, aux autres intolérable. Les plus efficaces des producteurs obtiennent des revenus satisfaisants, les moins efficaces - souvent pour des raisons qui ne dépendent pas d'eux - s'enfoncent dans la misère.

La non-augmentation de la population globale est une circonstance aggravante. L'augmentation de la demande est suspendue à une augmentation du revenu par tête de la population - augmentation qui, en phase d'assainissement monétaire, ne se produit pas. Même l'élévation du revenu ne gonfle pas la demande de tous les produits alimentaires. La demande des céréales, proportionnellement, diminue alors que celle des produits nobles, de l'élevage, de la basse-cour, des fruits, augmente. En cet univers mouvant, l'agriculture doit s'adapter sans cesse à des conjonctures autres.

Je crains qu'en l'état actuel de la documentation, les responsables de la politique économique aient peine à prendre les décisions multiples qu'appelle la complexité du problème. Rien ne serait plus important que de connaître, région par région, les transformations de la population paysanne. Le premier ministre, qui souhaite que le parlementarisme français se rapproche du modèle britannique, devrait, me semble-t-il, saisir l'occasion d'introduire une institution

excellente: pourquoi pas une commission d'enquête scientifique sur la situation de la paysannerie? Pour ne pas être officiellement *royale* (on la baptiserait républicaine), cette commission n'en aurait pas moins la même fonction de ce côté-ci de la Manche que de l'autre: donner à l'opinion et aux gouvernants les faits à partir desquels ceux-ci décideront, celle-là approuvera ou critiquera.

Expansion sans "emballement"

Le Figaro
12 février 1960

L'économie mondiale connaît aujourd'hui une phase de prospérité à laquelle l'économie française participe pleinement.

L'indice de production se situe maintenant à plus de 10% au-dessus du niveau de l'année. L'expansion, en France, semble avoir deux foyers principaux: le maintien d'une demande élevée des biens français par l'étranger, la reprise des commandes de biens d'équipement à l'intérieur.

L'expansion, comme il est normal, a été très inégale selon les secteurs au cours de ces dernières années. Si l'on se réfère à la base 100 en 1952, certaines industries sont à un indice supérieur à 250 (chimiques), d'autres au-dessus de 170 (mécaniques et électriques), d'autres aux alentours de 130 (textiles). L'industrie automobile a fabriqué, pour la première fois, plus d'un million de voitures particulières dans l'année (1.085.000). En décembre, la production a été de 125.700 véhicules. Par rapport au mois correspondant de l'an dernier, l'industrie du gaz (+ 40,3%), du verre (+ 24,7%), de la chimie (+ 18,7%), de la construction automobile (+ 15%), de la sidérurgie (+ 13,3%) marquent l'avance la plus rapide; celle du textile (+ 9%), du papier-carton (+ 5,9%) ou de l'aluminium (+ 2,9%) ont moins avancé que la moyenne. Le cuir (- 1%) et les chaux et ciment (- 5,1%) sont en recul. Deux secteurs, les charbonnages et la construction navale, sont en crise structurelle, en France comme dans toute l'Europe. Probablement un troisième, celui de la construction aéronautique, aura-t-il quelque jour, lui aussi, besoin d'une réadaptation à un marché inévitablement limité.

La prospérité actuelle diffère par de multiples traits de celle des années 1953-1956. Ce n'est pas la demande intérieure des consommateurs qui a déclenché la reprise en 1959, comme elle l'avait fait en 1953-1954, c'est l'exportation qui, après les réformes financières de la fin de 1958, a permis, au premier semestre de l'année dernière, de maintenir un haut niveau d'activité, puis de réamorcer l'expansion. Celle-ci n'est pas pour autant malsaine ou précaire: le miracle économique allemand n'est pas concevable sans le réseau mondial de commerce tissé par les exportations.

L'économie française demeure moins dépendante de ses clients étrangers que l'économie du Royaume-Uni ou de la République fédérale. Il n'en reste pas

moins, pour prendre un exemple frappant, que la France a exporté, l'an dernier, 600.000 véhicules automobiles. En cas de perte ou de rétrécissement des marchés extérieurs, ce n'est pas seulement l'équilibre des comptes qui serait compromis, c'est le travail même qui manquerait aux ouvriers.

Il en résulte avec évidence qu'il importe avant tout d'éviter une poussée des prix, en France, qui mettrait les exportateurs en situation d'infériorité par rapport à leurs concurrents. Au printemps de 1959, on avait beaucoup discuté sur la nécessité d'une relance. À l'heure présente, toute incertitude a disparu: le danger n'est pas du côté de la stagnation, mais du côté de l'inflation. Il n'y a pas, pour l'instant, de symptôme qui justifierait l'inquiétude. La subite augmentation des importations en décembre 1958 (2,06 milliards de nouveaux francs contre 2,03 milliards à l'exportation) s'explique par des achats supplémentaires de produits alimentaires en même temps que par la reprise de l'expansion. Ces chiffres n'en illustrent pas moins la fragilité de l'excédent commercial obtenu dans le deuxième semestre de 1959.

Il n'est pas non plus surprenant ou inquiétant que l'afflux de capitaux se soit arrêté au cours de ces dernières semaines ou que les salaires, dans le secteur public, aient été relevés. Ces phénomènes étaient pour la plupart prévisibles et inévitables. Ils n'en caractérisent pas moins la phase d'expansion durant laquelle les pouvoirs publics doivent, dans la mesure du possible, prévenir "l'emballlement" et surveiller attentivement l'indicateur des prix.

La tâche est d'autant plus difficile, rappelons-le, que les réserves françaises de main-d'œuvre sont faibles ou nulles et que l'économie doit procéder à certaines réformes de structure en vue de l'adaptation au marché commun, au milieu même de la prospérité. Le gouvernement devra accorder certaines satisfactions à l'agriculture. Il devra faciliter l'élargissement du marché pour les producteurs de biens de consommation durables (réfrigérateurs, machines à laver) dont les séries de fabrication sont moins importantes en France qu'en République fédérale.

L'expansion actuelle est pour la France peut-être la première expérience de la croissance caractéristique d'un pays industriel, soutenue par l'exportation et l'investissement. Cette expansion se situe dans la première phase du marché commun, ce qui exige à la fois prudence de conjoncture et réformes de structure.

Paradoxes sur l'indexation

Le Figaro
11 mars 1960

La querelle entre le gouvernement et les organisations des exploitants agricoles semble avoir pour centre et pour enjeu la notion, en passe de devenir mythique, d'indexation. Au cours de l'année dernière, les paysans, nous l'avons expliqué dans un précédent article, ont souffert d'un décalage entre le mouvement des prix industriels et celui de leurs propres prix. Les éleveurs ont même été directement atteints par la hausse des cours des aliments pour le bétail (hausse imputable à la sécheresse) alors que les prix de la viande à la production demeuraient stables et parfois même orientés à la baisse. Sous le coup de cette crise, les organisations agricoles réclament le retour à l'indexation, qui a été supprimée d'un trait de plume et par une mesure générale, à la fin de 1958. À en croire le gouvernement, il est impossible de revenir à l'indexation parce que celle-ci équivaut à l'inflation. À quoi les porte-parole de la paysannerie répondent qu'on ne voit pas pourquoi l'agriculture ferait les frais de l'assainissement monétaire.

Peut-être vaut-il la peine de réfléchir un instant sur le paradoxe de la suppression des indexations (sauf de celle du S.M.I.G.) au moment même où les autorités se portent garantes de la stabilité future des prix. L'indexation, proclament les ministres, se justifiait à l'époque révolue où l'inflation rongea le pouvoir d'achat des revenus dont disposaient les différents groupes. L'indexation constituait pour tous une protection nécessaire. Puisque, désormais, la monnaie est stable, l'indexation n'a plus de fonction.

À quoi l'économiste pourrait répondre que, si l'indexation n'a plus de fonction, elle ne présente pas non plus de danger. Si les prix sont stables, l'indexation ne jouera pas. Pourquoi la dénoncer comme le mal absolu?

Les adversaires de l'indexation, pour répondre à cette objection qui passe pour paradoxale bien qu'elle soit évidente, recourent à deux arguments.

L'indexation, disent-ils, est psychologiquement fatale. Elle habitue les esprits à l'idée que la hausse des prix est permanente, inévitable. Il faut donc éliminer le mot pour exorciser la hantise. De plus, même en une période de prix stables, des mouvements de hausse, qui affectent temporairement l'ensemble des prix ou durablement certains prix, ne peuvent pas ne pas se produire. Une indexation rigide entraînerait la généralisation, l'amplification de mouvements soit

temporaires soit partiels.

De ces deux arguments, le second me convainc plus que le premier. L'argument psychologique, en effet, est à double tranchant. On interdit les emprunts indexés, mais le taux d'intérêt n'aurait-il pas baissé encore davantage si l'indexation avait été autorisée? Une indexation qui serait tombée en désuétude par le fait d'un renouveau de confiance dans la monnaie aurait été autrement efficace, sur le plan psychologique, que l'interdiction par décret des indexations.

L'argument technique, lui, demeure fort. Ce qu'il faut éviter, on le reconnaît, c'est une indexation, automatique et rigoureuse, qui amplifie les hausses, accidentelles ou limitées. Le gouvernement a raison de craindre, peu de temps après l'assainissement monétaire, de perdre la maîtrise de ses propres décisions en se rendant à l'avance prisonnier de règles strictes. Mais il aurait tort de refuser le principe même des indexations, qui a pris pour les paysans une valeur de symbole et dont l'acceptation équivaut à la reconnaissance que les producteurs agricoles n'ont pas moins de droits que les ouvriers ou les commerçants. En fait, le gouvernement sera désormais obligé de maintenir un certain équilibre entre les prix agricoles et les éléments qui déterminent chacun d'eux. En souscrivant à cette obligation, pourvu qu'une certaine souplesse soit sauvegardée, le gouvernement se borne à codifier ce qui, de toute manière, sera imposé par l'état des forces sociales.

Peut-être les réticences du gouvernement ont-elles une autre cause. La même production agricole, selon les régions, la qualité des terres, la dimension de l'exploitation, l'efficacité des travailleurs, comporte des prix de revient extrêmement divers. Petits et gros exploitants, producteurs efficaces et marginaux, à l'heure présente, font bloc. Je ne souhaite nullement que les groupes d'intérêt se dissocient et s'opposent à l'intérieur de ce bloc et certaines revendications de ce bloc, relatives aux prix, sont légitimes. Il n'en est pas moins malaisé de traiter des prix et de l'indexation au niveau le plus élevé, sans envisager les mesures différentielles, comparables à celles qui, pour les céréales, tiennent compte quelque peu des rendements propres aux diverses sortes d'exploitations.

L'essentiel, pour la définition d'une politique agricole, ne me paraît pas être le refus d'une certaine indexation, mais la recherche de mesures adaptées à l'exceptionnelle hétérogénéité de l'agriculture française.

Le plan intérimaire. Objectifs souhaitables et prévisions aléatoires

Le Figaro
3 juin 1960

Le plan intérimaire juillet 1960-1961 et les grandes lignes du plan de quatre ans qui lui succédera ont été, cette semaine, officiellement communiqués au Parlement et à la presse. Ils ont fait l'objet de commentaires officiels. À la différence de tels de mes confrères qui se sont empressés de critiquer la "timidité" du plan intérimaire, je voudrais faire comprendre de quoi il s'agit.

Les chiffres retenus, par exemple le taux annuel de croissance du produit national de 5,5%, ne sont ni un objectif impératif ni une simple prévision. En certains secteurs, les chiffres constituent un résumé de programmes qui, établis par l'État, seront, à moins de circonstances imprévisibles, strictement exécutés. Tel est le cas, par exemple, des investissements publics, non directement liés à la production, qui, en volume, progressent de 9,2% en 1960, de 10% en 1961. Qu'il s'agisse, en effet, de constructions scolaires ou de travaux routiers, il ne reste guère de place pour l'imprévu.

En revanche, les chiffres relatifs à l'agriculture, aux investissements privés, aux exportations sont à coup sûr, raisonnables; mais, sur deux années, la production agricole est évidemment imprévisible, tant elle est fonction des circonstances atmosphériques. Les exportations ne sont pas non plus connaissables à l'avance dans la mesure où elles dépendent de la conjoncture internationale et du rapport entre les prix français et les prix étrangers. Quant aux investissements privés, ils résultent de décisions prises par des centaines, peut-être par des milliers d'entrepreneurs - décisions que l'État n'est pas incapable d'influencer (de multiples mesures sont énumérées à cet effet dans les documents du plan), mais qu'il est incapable de déterminer.

Or, au point où en est arrivée l'économie française, exportations et investissements privés sont les deux secteurs-clés qui commanderont le taux de croissance. Il est prévu, en effet, que les investissements privés progresseront, en volume, de 8% en 1960, de 9% en 1961. Quant aux exportations, elles progresseraient en volume de 15,8% en 1960, de 11% en 1961. Le taux de croissance du produit national ne peut pas être calculé à l'avance avec plus de précision que les deux autres taux (croissance des investissements privés et

croissance des exportations), dont il sera, pour ainsi dire, la résultante.

L'orientation donnée au plan intérimaire doit-elle être attribuée aux intentions politiques d'un gouvernement, selon M. Pierre Thibault dans *le Populaire*, "au service des intérêts privés"? J'ignore s'il faut imputer ce genre de polémique à la mauvaise foi ou à l'ignorance. Dans les premières années d'après-guerre, le plan a mis l'accent sur les investissements publics, moins par préférence doctrinale que par nécessité: il importait de reconstruire d'abord les secteurs de base. Aujourd'hui, c'est l'industrie mécanique ou celle des biens de production qui prend la relève. Quand on investit davantage dans le secteur du pétrole et moins dans les charbonnages, il faut une bonne dose d'aveuglement pour y voir la preuve d'une préférence libérale ou capitaliste. En dehors de raisons techniques, c'est l'élargissement du marché financier qui incite le gouvernement à compter, en une mesure accrue, sur les investissements privés.

Dira-t-on que le plan n'envisage pas une augmentation suffisante du pouvoir d'achat intérieur et s'oblige à une progression rapide des exportations. L'élévation annuelle de 4% des salaires réels pour l'ensemble de l'économie est de l'ordre de grandeur que suggère l'expérience. Certes, dans certaines branches industrielles ou certaines entreprises de pointe, la productivité augmente de plus de 4% par an, mais ce taux concerne l'économie dans son ensemble. La productivité augmente de moins de 4% dans maints secteurs de l'agriculture, du commerce ou de l'artisanat. Enfin, la France a encore, d'ici 1961, des dettes extérieures importantes à rembourser. Elle est contrainte de maintenir des excédents commerciaux.

Peut-être certains lecteurs seront-ils enclins à formuler une autre interrogation: si tant d'éléments du plan sont aussi indéterminés, quel est le sens de la querelle sur le taux de croissance, 5% ou 5,5% ou 6%? Pourquoi ces débats pseudo-scientifiques sur un chiffre qui sera une résultante de phénomènes innombrables, dont beaucoup échappent à la prévision des experts et à l'action des pouvoirs publics? Ce taux global me paraît avoir une double portée: d'une part, il intervient dans la fixation de quelques programmes étatiques; d'autre part, il constitue une sorte de critère, unanimement reconnu, dans les contestations entre ministres et administrations. Si le taux de croissance admis n'est pas atteint, le ministre "expansionniste" aura un argument contre le ministre "partisan de la monnaie saine". Le taux de 6% aurait favorisé le premier, le taux de 5% le deuxième. Aussi un armistice a été conclu sur la base de 5,5%, taux qui est comparable, dans sa précision illusoire, au montant sacro-saint de l'impasse, fixé

à 600 milliards de francs légers.

Ainsi se mêlent la raison et la magie dans le gouvernement de sociétés dites rationnelles.

L'économie française à la veille des vacances

Le Figaro
8 juillet 1960

Où en est l'économie française à la veille de la période de vacances? L'équilibre, à l'intérieur et à l'extérieur, a été maintenu. Les réserves d'or et de devises de la France s'élevaient au 30 juin à 1.986,5 millions de dollars contre 2.026 en mai. Mais comme, entre temps, des remboursements pour un montant de 115 millions de dollars ont été effectués, l'excédent de juin est de 75,5 millions de dollars. En d'autres termes, alors qu'en 1958 la France était menacée de manquer de devises pour régler ses achats indispensables et qu'elle était hors d'état d'honorer ses obligations, elle parvient aujourd'hui à rembourser sa dette (500 millions de dollars environ dans chacune des deux années 1959 et 1960), tout en reconstituant ses réserves.

Les chiffres du commerce extérieur témoignent du même équilibre. En mai, les exportations vers les pays étrangers se sont élevées à 2.028 millions de NF contre 1.995 millions de NF aux importations. Pour les cinq premiers mois de l'année, le déficit du commerce avec l'étranger représente un montant très faible de 97 millions de NF (avec la zone franc, l'excédent est de 1.292 millions de NF).

À l'intérieur, les prix sont stables, l'activité demeure soutenue. La production se situe régulièrement à plusieurs points, quelque 8 à 10% environ, au-dessus du niveau du mois correspondant de l'an dernier (mais le premier semestre de 1959 fut marqué par une relative dépression).

Le marché du travail est, lui aussi satisfaisant: le chômage est pratiquement réduit à rien, sans que la concurrence entre les entreprises et le manque de main-d'œuvre provoquent un emballement des salaires. L'indice des offres d'emploi non satisfaites est en hausse par rapport à l'an dernier et même par rapport à janvier 1960. La durée du travail a, elle aussi, légèrement augmenté au cours du premier semestre (46,3 heures au 1er avril contre 46 en janvier). Les commandes de carton, qui constituent un symptôme significatif de l'activité, ont considérablement progressé pendant les derniers six mois.

Pourquoi, dans ces conditions, tant de voix expriment-elles déception ou inquiétude? La déception tient essentiellement à la production industrielle. L'indice de celle-ci a été légèrement en recul en mars et avril, il a remonté en mai (184 sans le bâtiment, 174 avec le bâtiment contre 179 et 174 en avril),

mais, à ce niveau, l'indice ne dépasse pas les résultats atteints dès décembre dernier. On espérait que l'expansion se poursuivrait en 1960 au même taux qu'au dernier trimestre de 1959. En fait, il y a eu retour à un mouvement plus mesuré. Il n'est pas question d'attribuer une signification précise aux oscillations de l'indice, qui ne correspondent même pas nécessairement à des fluctuations réelles (les données statistiques utilisées ne permettent pas de déterminer avec certitude les mouvements de la production de mois en mois). Il reste que, d'après les chiffres, la progression industrielle sera, cette année, de l'ordre de 7%, ce qui demeure quelque peu au-dessous des objectifs du plan intérimaire.

À court terme, il n'y a pas de motif sérieux de craindre une récession, ni même un ralentissement. Si l'on décompose la demande en ses différents éléments, on constate que tous ceux-ci sont en augmentation. Dans les grands magasins, les chiffres d'affaires sont supérieurs de quelque 10% à ceux d'il y a douze mois. La progression a été surtout forte en mars-avril (15 à 20%). D'après les enquêtes de l'I.N.S.E.E., les investissements des entreprises seraient, en 1960, de quelque 8% supérieurs à ceux de 1959. De même les dépenses de consommation et d'équipement du secteur public continuent à progresser, plus vite, semble-t-il, que l'économie prise dans son ensemble. Enfin, les exportations, qui n'ont plus avancé au cours des derniers mois, continuent de se situer largement au-dessus du niveau de 1959 (environ 20%).

Ceux qui craignent un ralentissement invoquent les possibles difficultés de l'industrie automobile, qui tient une place considérable dans l'économie française, et, à plus court terme, les mesures anti-inflationnistes prises par de grands pays: Allemagne, Grande-Bretagne, Pays-Bas. L'économie française est solidaire du marché mondial. Plus de la moitié de la production automobile est exportée. Que se passerait-il si les marchés extérieurs se rétrécissaient, comme semble se rétrécir le marché des États-Unis?

Le développement d'une économie industrielle, intégrée dans l'économie mondiale, comporte inévitablement des risques. Ni les exportations ni la production n'ont progressé en France autant que certains observateurs l'escomptaient, mais le tableau d'ensemble justifie, me semble-t-il, l'optimisme. Le taux de croissance dépend de circonstances multiples, sur lesquelles les gouvernants n'exercent qu'une influence limitée. Autant il est normal que les salaires continuent leur actuelle et lente progression, autant il serait illusoire de compter sur un relèvement massif des salaires pour accélérer la croissance.

Plein emploi, stabilité des prix, expansion, ces trois objectifs sont atteints

simultanément. Ne compromettons pas cette rare et heureuse conjonction.

Où en est l'économie française?

Le Figaro
19 août 1960

Le mois des vacances invite à l'établissement d'un bilan, aux regards vers l'avenir. Or, cette année, plus encore que les années précédentes, les jugements sur la conjoncture oscillent entre l'opportunisme officiel et certaines opinions pessimistes qui ne sont pas toutes le fait d'opposants.

Les raisons d'optimisme sont, depuis plusieurs mois, les mêmes, et il est juste de les rappeler. Pendant les six premiers mois de l'année, les prix ont été stables: 130,1 en janvier 1960, 130,2 en juin (base 100: juillet 1956-juin 1957). L'indice général de la production industrielle (sans le bâtiment et corrigé des variations saisonnières) était à 171 en janvier 1960, à 173 en mai. Les chiffres du commerce extérieur continuent d'être satisfaisants. En juillet, les exportations vers l'étranger ont atteint 2,02 milliards de NF contre 2 aux importations. Si l'on compare le commerce extérieur des sept premiers mois de l'année à celui de la même période de 1959 et de 1958, on trouve des taux d'augmentation de 33 et 32% pour les importations, 39 et 84% pour les exportations. Si, au lieu de comptabiliser en francs, on évalue les exportations en dollars (pour éliminer l'influence de la dévaluation de la monnaie), le taux d'augmentation reste de 54% (au lieu de 84%) par rapport à 1958. Dans le même temps, les importations ont augmenté de 10% seulement, après avoir baissé de 18% en 1959 par rapport à 1958, en monnaie constante.

La situation des finances extérieures est également satisfaisante. Nos réserves de change sont à un niveau record, elles dépassent 2 milliards de dollars et pourtant nous avons remboursé des dettes extérieures par anticipation. Nos réserves demeurent encore inférieures au montant de notre dette extérieure (2,5), mais elles s'en rapprochent plus qu'à aucun moment. Les finances intérieures sont également saines. Pendant les cinq premiers mois de l'année, le Trésor a reçu, sous forme d'impôts, plus d'argent qu'il n'a dû en dépenser. L'impasse prévue sera concentrée dans la deuxième partie de l'année et elle devrait donc soutenir la conjoncture.

Ces faits sont indiscutables et tous les observateurs favorables ou hostiles au gouvernement les admettent. D'où viennent les critiques sur le passé et les craintes pour l'avenir?

Les critiques se fondent essentiellement sur la stagnation ou la diminution du

pouvoir d'achat des salariés. Et, là encore, les chiffres, si approximatifs soient-ils, indiquent l'ordre de grandeur des changements intervenus. Les salaires ont, en 1959, augmenté de 4,5 à 7%, soit à peu près autant que le prix de la vie. Au premier semestre, le pouvoir d'achat avait baissé, il a remonté au deuxième. Au 1er juillet 1960, le pouvoir d'achat du salarié moyen était en augmentation de 4% sur son niveau d'un an plus tôt. Depuis janvier 1960, le pouvoir d'achat des salariés s'est amélioré de 2 à 3%, puisque les salaires nominaux ont quelque peu monté, alors que le coût de la vie demeurait stable. Cependant, le pouvoir d'achat des salariés n'a pas retrouvé le niveau le plus élevé atteint en juillet 1957.

L'explication du phénomène est donnée par les commentateurs de l'I.N.S.E.E. Les exportations vers l'étranger ont augmenté de plus de 50%, les exportations vers la zone franc également, la consommation publique est restée stationnaire, les investissements ont augmenté de 3%, le pouvoir d'achat des salariés célibataires est à peu près au même niveau (3% de baisse, disent d'autres), le pouvoir d'achat des familles de salariés a baissé d'environ 5%, alors que le pouvoir d'achat des catégories non salariées augmentait de 6 à 7%.

Ces faits étant acquis, il est bon de rappeler que la chute du pouvoir d'achat des salariés s'est produite dans le deuxième trimestre de 1957 et en 1958, non pas depuis la mise en train de la nouvelle politique. La première phase de la lutte contre l'inflation, que marquèrent les mesures prises par les derniers gouvernements de la IV^e République, a provoqué tout à la fois l'amélioration des comptes extérieurs et une baisse, rendue inévitable par les excès antérieurs, du pouvoir d'achat. J'ai souvent rappelé les mérites, à cet égard, de l'action menée par MM. Pflimlin et Gaillard. Il serait injuste de reprocher aux réformes de la fin de 1958 une baisse du pouvoir d'achat qui s'est produite antérieurement.

Il n'en reste pas moins que, depuis dix-huit mois, le pouvoir d'achat n'a guère progressé. Simultanément, au cours de ces derniers six mois, la production s'est maintenue à un niveau élevé, mais elle n'a pas progressé. Elle n'a pas encore tout à fait retrouvé, en juin, le niveau le plus élevé atteint en décembre dernier. L'économie française, assainie, débarrassée de l'inflation, a un taux de croissance inférieur à celui des années 1953-1956, inférieur aussi à celui de nos partenaires allemand et italien.

Le taux de croissance dépend de circonstances multiples sur lesquelles, en une économie libérale, le gouvernement n'exerce qu'une action limitée. La croissance industrielle est, en France, surtout fonction de l'activité de quelques secteurs de pointe. Ces secteurs vendent à l'étranger un pourcentage important de leur

production (automobiles par exemple).

Le gouvernement n'ose pas favoriser la hausse des salaires de crainte que les prix français ne cessent d'être compétitifs, mais, du même coup, le pouvoir d'achat intérieur ne peut compenser la diminution ou la stagnation de la demande extérieure. Les progrès accomplis par les industries d'exportation, depuis quelques années sont considérables, ils ne suffisent pas à garantir un débouché extérieur constamment en expansion, comme celui qui a soutenu "le miracle allemand". Ajoutons que les dépenses improductives de l'État français sont élevées, que le marché du travail est étroit et qu'après tant d'années d'inflation, entrepreneurs et gouvernement sont légitimement enclins à la prudence.

Pour le deuxième semestre de l'année, on compte sur les investissements pour relancer la conjoncture, en dépit de la stagnation des exportations et de la consommation intérieure. Les sondages auprès des chefs d'entreprises, le déficit attendu des finances publiques rendent improbable l'hypothèse d'un recul de la production, probable une certaine expansion. Encore le marasme d'une des industries pilotes (automobiles, par exemple), ajouté au recul structurel de certaines autres (charbon, constructions navales), suffirait-il à décevoir cette attente.

Une hausse des prix est-elle à craindre? Le S.M.I.G. sera certainement relevé de 2 à 4%, en une ou plusieurs fois, au cours des mois de l'automne. Ce glissement ne me paraît pas, à lui seul, dangereux. Une économie non inflationniste n'exclut pas des mouvements de prix et de salaires. Le taux de change choisi au moment de la dévaluation laissait une marge de manœuvre qui subsiste encore partiellement aujourd'hui.

L'insatisfaction qui se manifeste ici et là est normale. Une accélération de la croissance est souhaitable et de multiples réformes, peu spectaculaires, sont nécessaires dans tous les secteurs, aussi bien pour assouplir les structures que pour réduire le coût de la distribution. Mais je doute que des mesures globales de relance soient aujourd'hui souhaitables. Une distribution massive de pouvoir d'achat supplémentaire ne relancerait pas l'exportation, elle relancerait peut-être certaines industries de consommation mais elle risquerait aussi de remettre en question l'équilibre, acquis mais fragile, des finances extérieures.

Le prix de l'essence

Le Figaro
30 septembre 1960

Les observateurs suivent constamment, avec une attention inquiète, le tableau de bord de l'industrie automobile, industrie dynamique et encombrante qui a contribué puissamment à l'expansion de ces dernières années, mais dont la crise serait durement ressentie par l'économie tout entière. Les craintes, maintes fois exprimées à ce sujet, ont été aggravées par la réduction de 48 à 45 heures de la durée du travail aux usines Renault.

Parmi les mesures qui ont été envisagées pour prévenir une crise de l'automobile, figure une baisse du prix de l'essence. Mais le prix du carburant n'est tout au plus qu'une des causes du ralentissement d'activité que l'on redoute. L'influence de cette baisse éventuelle est difficilement prévisible.

Le prix de l'essence est essentiellement un prix fiscal, dans les pays européens. Pour l'essence, la part de l'impôt dans le prix payé par le consommateur dépasse 74% en France, 73% en Italie, il est de 69,5% en Belgique, de 58% en Allemagne. L'essence coûte plus cher en France non parce qu'elle a un prix de revient plus élevé, mais parce que l'État prélève des taxes plus fortes.

L'écart entre le prix de l'essence en France et le même prix cher nos partenaires du Marché commun est substantiel: 99 anciens francs en France contre 70,5 en Allemagne, 75,5 en Belgique, 59,1 en Hollande, 79 en Italie. Il est vrai que, au dehors, les véhicules paient des impôts plus lourds. Il n'en reste pas moins qu'une voiture qui parcourt 5.000 kilomètres dans l'année est imposée plus lourdement en France que partout ailleurs.

En dehors de l'alignement, à la longue inévitable, du prix français sur les prix européens, les techniciens font valoir de multiples arguments. Le premier se fonde sur la part de la fiscalité automobile dans les recettes totales du budget général. En 1958, les recettes du budget général ont représenté 5.253,3 milliards d'anciens francs sur un produit national brut de 23.750 milliards, soit 22,2%. Les taxes intérieures sur l'essence se sont élevées à 434,6 milliards et sur le gas-oil à 62,1 auxquels s'ajoutent 36,1 pour la vignette, soit en tout 532,8 milliards qui équivalent à 10,2% des recettes totales du budget de l'État. La charge fiscale par véhicule serait ainsi de 81.000 francs (pour un parc automobile total de 6.140.000) alors que cette charge n'était que de 22.000 francs en 1949.

Or, si l'on admet que le pourcentage de 10% pour la fiscalité automobile par rapport aux recettes totales du budget est raisonnable, une baisse du prix de l'essence s'impose, car ce pourcentage continuerait à croître si le prix actuel était maintenu.

Un autre argument est fondé sur le rapport entre le produit des taxes sur les automobiles et les carburants d'une part, le coût de l'entretien et de l'amélioration du réseau routier de l'autre. Les dépenses d'infrastructure augmentent moins vite que la consommation de carburant. Le rendement des taxes a augmenté de quelque 50 milliards d'anciens francs par an, entre 1953 et 1958, cependant que les dépenses des collectivités publiques pour l'infrastructure routière se sont accrues annuellement d'environ 25 milliards de francs.

Il y a quelques années, la revue "Énergie" avait publié, sous la signature de M. Malignac, un bilan dont les principaux éléments étaient les suivants. Sur 205 milliards consacrés aux routes en 1955, dont 23 par le Fonds routier, les dépenses propres à la circulation automobile s'élevaient à 185 milliards; les recettes étaient de 215 milliards, le solde bénéficiaire était donc de 30 milliards. En revanche, pour les véhicules, au gas-oil, le même auteur leur attribue un bilan négatif de 14 milliards: 42 milliards de dépenses, 28 milliards de recettes. (Ces calculs sont aléatoires. Fondés sur des hypothèses qui peuvent être contestées, ils indiquent un ordre de grandeur.)

Les techniciens du ministère aboutissent à des conclusions analogues. L'écart entre le prix de l'essence et celui du gas-oil est plus grand en France qu'en Allemagne, en Grande-Bretagne ou en Italie. Le prix élevé de l'essence a constitué, pour la fabrication des moteurs Diesel, une protection artificielle. Même trop cher, ce moteur était finalement rentable à cause du prix élevé de l'essence. Peut-être est-ce là une des causes de notre retard technique en cette branche.

Enfin les experts mettent l'accent sur les conséquences industrielles du prix élevé de l'essence. Les constructeurs sont amenés à choisir des modèles de faible puissance. La puissance moyenne des véhicules actuellement construits décroît régulièrement. Les modèles petits et légers sont presque aussi coûteux que des modèles plus puissants, ils sont moins durables, moins faciles à exporter. Enfin les moteurs d'automobile ne peuvent être utilisés pour les véhicules utilitaires ou les tracteurs.

Cette argumentation, je l'avoue, me paraît convaincante. Si l'on ajoute qu'une baisse du prix de l'essence de quelques francs en quelques années, pourrait

relancer la consommation et prévenir une crise, on doit conclure par un appel aux financiers de la rue de Rivoli: qu'ils raisonnent à la manière des entrepreneurs et consentent à une diminution du prix unitaire dans l'espoir d'accroître, avec le nombre des unités, le revenu global.

Le deuxième rapport des experts

Le Figaro
21 octobre 1960

Le rapport des experts, soumis au gouvernement à l'automne de 1958, a été l'origine des mesures prises en décembre de la même année, mesures qui, à leur tour, ont permis le rétablissement de l'équilibre des comptes extérieurs de la nation. Le rapport du comité dont Jacques Rueff et Louis Armand étaient vice-présidents, présente un tout autre caractère. Il n'est pas spectaculaire et il ne pouvait pas l'être. Il ne va pas inspirer, d'un jour à l'autre, des lois ou des décrets qui bouleverseront les données actuelles de la conjoncture. Il est pourtant susceptible d'exercer, à terme, une influence réelle et durable.

La formule employée par le décret qui créait le comité était vague à souhait: "Examiner les situations de fait ou de droit qui constituent, d'une manière injustifiée, un obstacle à l'expansion de l'économie." Le comité a donné un sens à cette formule en prenant pour point de départ une définition de l'expansion.

Celle-ci, telle qu'elle est présentée le plus souvent, peut sembler un phénomène quantitatif. D'année en année, la production augmente et cette augmentation est mesurée par le rapport entre la production actuelle et celle d'il y a un, cinq ou dix ans. Mais rien ne serait plus faux que d'imaginer l'expansion comme la simple accumulation, en nombre croissant, des mêmes biens. L'expansion ne consiste ni à produire de plus en plus des mêmes biens ni même à produire à meilleur compte les mêmes biens, elle consiste tantôt à produire autrement les mêmes biens, tantôt à produire d'autres biens. Elle exige donc des changements incessants d'ordre technique et économique, dont le résultat global apparaît sous forme d'une valeur accrue créée soit par l'ensemble de la population, soit par chaque travailleur.

À partir de cette conception, le plan du rapport et les chapitres successifs des recommandations découvrent leur unité ou, dit moins, leur logique. Les rigidités qui affectent l'économie sont contraires à la loi du changement, qui est celle de l'économie moderne parce qu'elle est la condition de la croissance. Les "atteintes à la véracité des coûts et des prix" interdisent l'emploi le plus productif des ressources nationales. L'insuffisante rationalisation du réseau de distribution, le retard de certaines régions ne permettent pas une "croissance harmonieuse". Faute d'information, ni les paysans, ni les commerçants, ni l'opinion ne peuvent s'adapter aux exigences du marché ou de la technique. Enfin, l'administration,

elle aussi, doit utiliser au mieux le capital immobilier de l'État comme les techniques modernes d'analyse et de préparation de la décision.

Les membres du comité n'appartenaient ni aux mêmes milieux sociaux ni aux mêmes partis politiques, ils n'avaient pas les mêmes préférences doctrinales. Et pourtant ils sont parvenus à un accord unanime, qui n'est pas fictif. La raison en est, me semble-t-il, que libéraux ou dirigistes, s'ils sont informés et désintéressés acceptent également la théorie de la croissance, rationalisation, innovation, mobilité de la propriété, prix vrais, toutes ces notions sont également valables pour le libéral et pour le dirigiste, au moins à un certain niveau d'abstraction. Ni l'un ni l'autre, aujourd'hui, ne sont malthusiens, ni l'un ni l'autre ne sont favorables à la fermeture de certaines professions ou aux profits réalisés par la spéculation sur le prix des terrains à bâtir. Peut-être des divergences surgiraient-elles dans la mise en œuvre de ces recommandations: sur les objectifs et même sur nombre de moyens l'accord est possible.

Non que les propositions des experts soient destinées à recueillir une approbation générale. Tout au contraire, on peut s'attendre à de vives controverses, qu'il s'agisse de modifier le statut du fermage, du métayage ou de certaines professions (notaire, avoué, pharmacien, courtier maritime).

La portée du rapport est, à mes yeux, double. D'une part, dans l'immédiat, il incitera probablement l'administration à étudier certains problèmes et à prendre certaines mesures. D'autre part et surtout, il tend à instruire l'opinion et à renforcer les gouvernants qui s'attaqueront aux abus et aux intérêts acquis. En d'autres termes, il a par-dessus tout une fonction éducative. Il met l'accent sur le rôle décisif de l'instruction et de l'information dans le progrès des sociétés modernes et il contribue à l'un et à l'autre: il enseigne ou il rappelle les exigences, communes à toutes les économies modernes, de fluidité et d'innovation, il met l'accent sur nombre de réformes nécessaires pour que ces exigences soient satisfaites.

La stabilisation payée trop cher?

Le Figaro
13 janvier 1961

À la fin de 1958, les observateurs s'interrogeaient sur la réussite ou l'échec des mesures financières de décembre (impôts nouveaux, suppression des subventions, dévaluation).

Deux ans plus tard, les mêmes observateurs, n'osant nier les résultats obtenus, adoptent une autre méthode: le prix dont a été payé le redressement spectaculaire de la balance des comptes serait trop élevé. À en croire ces prophètes rétrospectifs, il aurait été facile de stabiliser les prix et la monnaie à meilleur compte.

N'étant pas un admirateur de la politique suivie par le gouvernement en beaucoup de domaines, je n'en suis que plus à l'aise pour soutenir une thèse contraire. Ce qui est surprenant, ce n'est pas que la stabilisation ait entraîné un ralentissement de l'expansion, c'est que ce ralentissement n'ait pas été plus grave.

Le bilan que l'on trouve au début du rapport sur les comptes de l'année 1959 me paraît indiscutable. "Le freinage de l'expansion inflationniste a permis la remise en ordre nécessaire: plusieurs des principaux obstacles qui s'opposaient à un développement harmonieux ont été levés. La balance des paiements de la zone franc a été largement excédentaire. La confiance dans la monnaie a été rétablie: les taux d'intérêt à long terme ont été diminués; l'épargne des ménages a été importante. La production industrielle qui diminuait ou stagnait depuis 1958 a manifesté, à partir d'avril 1959, des signes indiscutables de reprise. La hausse des prix, explicables en partie par les effets de la dévaluation et des mesures financières décidées en décembre 1958, est restée modérée."

La confiance dans la monnaie a été maintenue et consolidée. Les réserves de devises ont augmenté de plusieurs centaines de millions de dollars.

Il a fallu payer un certain prix, le fait est incontestable, et je ne l'ai jamais dissimulé à l'époque où je plaçais pour une politique de l'ordre de celle qui a été adoptée.

La formation brute de capital fixe a progressé par rapport à l'année précédente de 1,8% en 1958, de 0,4% en 1959, alors que les mêmes taux étaient de 5,2% et 10,4% en Allemagne, de 1,6% et 8,3 % en Italie. De même, le taux de progression de la production a été, pour l'ensemble des activités, de 2,5%

seulement en 1958 et en 1959. Ce taux est certainement plus élevé (plus du double) en 1960.

En 1958 et en 1959, les revenus disponibles pour la consommation, en valeur réelle, n'ont pas progressé. Peut-être ont-ils été très légèrement inférieurs à ceux de l'année précédente. En 1960, ils auront augmenté de quelque 4%.

L'irrégularité du mouvement conjoncturel, hausse accentuée au dernier trimestre de 1959, ralentissement au début de 1960, reprise à la fin de 1960, suggère que les effets à long terme des mesures d'assainissement prises en 1957-1958, ne sont pas encore complètement résorbés.

Le fait que le niveau de vie moyen par tête soit resté à peu près stagnant pendant deux ans (1958 et 1959) est-il surprenant, scandaleux, plus déplorable pour la France que la guerre d'Algérie, comme on a pu le lire dans un rapport parlementaire, il y a quelques semaines? En vérité, ce que ces critiques hautains, maniant une science incertaine, devraient démontrer, c'est qu'une autre méthode aurait restauré la monnaie sans ralentir l'expansion. Il est facile de calculer l'écart entre ce qu'eût été la production, si l'allure ancienne d'expression avait été maintenue, et ce qu'elle a été. Il est facile d'en conclure que la différence représente 900 milliards d'anciens francs par an. La commission des comptes de la nation avait, à l'avance, calculé que des mesures globales de restriction ne seraient efficaces qu'à cette condition. Mais, d'une part, cette perte de production n'est pas nécessairement définitive: il se peut que les investissements soient différés et non supprimés. L'expansion de 1961 et 1962 sera peut-être plus rapide parce que celle de 1958 ou 1959 aura été plus lente. D'autre part, c'est un "péché contre l'esprit" de faire croire aux Français, qui n'y sont que trop enclins, qu'ils auraient pu liquider une crise inflationniste sans restrictions monétaires, sans ralentissement d'expansion.

Que l'économie entre maintenant en une autre phase, qu'il y ait lieu d'agir pour favoriser les investissements, hâter la rationalisation, qu'il soit plus utile de critiquer les gouvernants que de chanter leurs louanges, j'y consens volontiers. Mais la France, depuis trente ans, a connu trop d'échecs économiques pour qu'il soit tolérable de transformer rétrospectivement en désastre une des rares réussites incontestables.

L'étranger, qui nous juge avec plus d'objectivité que nous ne nous jugeons nous-mêmes, ne s'y trompe pas. Des grandes œuvres de la Ve République, c'est la réforme monétaire qui, au-dehors, suscite le moins de scepticisme.

Les comptes de la nation

Le Figaro
19 mai 1961

Le service de la comptabilité nationale établit désormais pour chaque année cinq documents. Si nous prenons l'exemple de l'année 1961, une première prévision a été établie en mars-avril 1960. Rectifiée en fonction des données ultérieures, elle accompagne la loi de finances en septembre. À l'heure présente, en mars-avril 1961, les comptes prévisionnels sont de nouveau corrigés d'après les premiers chiffres de l'année en cours. Ces comptes seront encore une fois révisés en automne prochain. En février-mars 1962, les comptes de l'année 1961 seront rétrospectifs mais provisoires.

Nous en sommes donc au troisième document, soumis la semaine dernière aux membres de la Commission des comptes de la nation. Il s'agit d'un document de travail, non publié.

Entre les prévisions datant de septembre dernier et les prévisions actuelles, la différence la plus heureuse concerne les investissements des entreprises et institutions financières, qui augmenteraient de 7,5%, et non de 6,5%, en volume; la différence la moins heureuse concerne les exportations vers l'étranger qui ne progresseraient en volume que de 4% au lieu de 9,8% (peut-être les chiffres de mars-avril permettent-ils de rectifier à nouveau cette rectification en mars, les exportations ont fait un bond, passant de 1.943 millions de NF à 2.500 millions de NF).

En ce qui concerne la consommation, les prévisions actuelles ne diffèrent pas sensiblement des prévisions d'il y a six mois. La consommation augmenterait, à prix constants, d'environ 5%, c'est-à-dire d'un pourcentage approximativement égal à la croissance du produit intérieur.

Le tableau général, qui se dégage de ces documents officiels, qui consignent les résultats d'études scientifiques, est, dans l'ensemble, satisfaisant. Le mouvement de la conjoncture est conforme aux objectifs du plan intérimaire. La progression des revenus est harmonieuse; la croissance de la consommation s'accompagne d'investissements élevés; les échanges avec l'étranger ne sont pas déséquilibrés. Le besoin de financement des administrations s'accroît modérément. Le budget économique montre, en définitive, que les objectifs de la croissance peuvent être atteints en 1961, sans distorsions préjudiciables à l'expansion future.

La croissance dans la stabilité étant un fait, le taux actuel de croissance étant tenu par le gouvernement pour acceptable, quelles sont les inquiétudes ou, si l'on préfère une expression plus atténuée, les points d'interrogation? Le désarmement douanier, impliqué par le Marché commun, accélère par les mesures prises récemment pour lutter contre la hausse des prix, va soumettre l'industrie française à une concurrence accrue. Le problème se pose de savoir comment elle s'y adaptera, dans quelle mesure des ventes accrues de produits français à l'étranger compenseront des achats accrus, par les Français, de marchandises étrangères.

Les investissements, nous l'avons vu, ont augmenté l'an dernier et ils continuent de croître cette année, un peu plus vite que la consommation.

Les incitations aux investissements doivent être maintenues. Il faut créer les circonstances dans lesquelles les entreprises accepteront de s'endetter pour renouveler leur équipement.

La troisième incertitude ou inquiétude porte sur les prix. En moyenne annuelle, les prix de gros, en France, ont encore progressé un peu plus que dans les pays étrangers (2,6% pour l'ensemble de l'année 1960 contre 1,6% en Allemagne occidentale, 0,7% en Italie, 1,3% en Grande-Bretagne). La préoccupation première du gouvernement reste donc de prévenir une hausse excessive des salaires et des prix (et non pas du tout, comme le voudraient quelques parlementaires, d'entreprendre une spectaculaire relance sociale). L'indice général du taux des salaires horaires a progressé de 7,1% du 1er janvier au 31 décembre 1960. Cette année, d'après le rapport que nous utilisons, il faut que la progression moyenne des salaires reste, en valeur réelle, de l'ordre de grandeur des gains de productivité globaux. La fameuse lettre de M. Michel Debré au patronat français trouve là son explication.

Certes, les hausses de salaires ne créent pas la seule menace qui pèse sur la stabilité des prix. Mais précisément parce que d'autres facteurs risquent de contribuer à la hausse (endettement, loyers, prix des services), il importe que la hausse du taux horaire des salaires ne dépasse pas 4 à 5% pour l'ensemble de l'année, ce qui signifie 7 à 8% pour la masse des salaires.

Telles sont les perspectives des autorités. Elles ne répondent probablement pas à l'impatience de l'opinion, elles paraissent pourtant raisonnables.

Le miracle gaulliste

Le Figaro
2 juin 1961

Que les temps sont changés! Il y a peu d'années encore, les observateurs terminaient leurs analyses de l'économie française par l'énumération des réformes nécessaires (et le plus souvent) impossibles. Les pessimistes appelaient de leurs vœux l'Hercule (M. Mendès-France d'ordinaire) qui nettoierait les écuries d'Augias ou remettrait à l'heure du siècle les horloges de France. Les optimistes voulaient bien admettre les progrès accomplis depuis la guerre et ne se refusaient pas à espérer qu'au terme d'une génération la modernisation aurait rendu l'économie française capable de soutenir la concurrence étrangère. Il y a quelques jours, l'hebdomadaire le plus réputé au monde, *l'Economist*, publiait un ensemble d'articles sur la France dont trois titres résument l'inspiration: gouvernement: rouge pour le danger; Algérie: blanc pour la paix? économie: bleu pour ciel clair. Et, dans le corps de la revue, le titre était: "Conformément au plan", avec le communautaire suivant: "L'économie française est en train de connaître cette rénovation gigantesque que le général de Gaulle a réclamée."

Plus catégorique encore, notre confrère M. Don Cork, dans le *New York Herald Tribune*, étudiait "le régime efficace du général de Gaulle" et n'hésitait pas à écrire: "Le gouvernement de fonctionnaires a été capable de créer une économie planifiée qui fait apparaître les socialistes soviétiques et britanniques comme des amateurs inefficaces. C'est là une contradiction qui est rarement comprise, en raison de l'impression généralement peu sérieuse que donne la France, sur le plan économique, dans des questions comme celles des impôts et de la responsabilité fiscale, mais le fait est que la France a l'économie la plus planifiée d'Europe." En cette seule phrase, deux mythes sont réunis: celui d'hier, selon lequel la fraude fiscale est une spécialité française, celui d'aujourd'hui et de demain sur la "planification française".

L'organisation actuelle de l'économie française a-t-elle changé en même temps que le numéro de la République? Au point de vue administratif, la réponse ne me paraît pas douteuse: l'organisation n'a pas substantiellement changé. Les ministères, le commissariat au Plan fonctionnent de la même façon aujourd'hui qu'hier. Les syndicats ouvriers et patronaux, les groupes de pression continuent d'exister et de revendiquer bien que le déclin du Parlement les oblige à fréquenter plus les bureaux des ministères et moins les couloirs du Palais-

Bourbon.

Le changement décisif n'est ni celui de la Constitution ni celui de la bureaucratie mais celui de la conjoncture économique. De 1945 à 1958, la reconstruction, puis l'expansion s'étaient accomplies dans un désordre apparent et une inflation réelle. Même durant les années 1953-1956 - période d'expansion non accompagnée de hausse des prix - les ministres des Finances, en s'obstinant à maintenir la surévaluation du franc, s'étaient condamnés eux-mêmes à tenir l'économie française en vase clos, à la soustraire au vent salubre de la compétition. Le grand mérite de la Ve République, ce ne fut pas une amélioration du plan mais, tout au contraire, la décision courageuse et juste, prise à la fin de l'année 1958, de dévaluer le franc et d'ouvrir les frontières.

Le régime gaulliste n'a ni inauguré ni complété le dirigisme, il a fait confiance aux mécanismes du marché précieusement sur le terrain où les ministres de la IVe s'étaient refusés à le faire. Ceux-ci avaient cru que les subtilités administratives (taxes à l'importation, subventions aux exportations) donneraient l'équivalent d'une dévaluation. Les conseillers de la Ve qui, pour la plupart, n'étaient pas liés aux révolutionnaires de mai 1958, ont voulu rompre avec ces pratiques dirigistes et ils ont affirmé - et démontré par l'action - qu'un taux de change réaliste était indispensable et irremplaçable.

La coïncidence de la réforme monétaire et de l'entrée en vigueur du traité de Rome est à l'origine du "miracle gaulliste" de l'économie. Une fois l'équilibre rétabli à l'intérieur et le cours du franc fixé à un niveau raisonnable, les gouvernants n'hésitèrent pas à rompre avec la tradition protectionniste, convaincus que l'industrie française était pleinement capable souffrir la concurrence.

Les résultats ont justifié le pari. Une fois guéris les maux dont avait souffert l'économie française sous la IVe République - inflation et surévaluation de la monnaie - la rénovation de l'économie française apparut en pleine lumière.

En d'autres termes, ce qui est nouveau sous le régime gaulliste, ce n'est pas le recours au Plan, c'est l'acceptation de la compétition; ce n'est pas le règne des fonctionnaires (il est une constante de l'histoire de France), c'est la confiance que les fonctionnaires ont manifestée dans des mécanismes qu'ils tenaient naguère pour surannés. Ce qui ne veut pas dire - et nous y reviendrons - que la France n'a pas l'économie la plus planifiée, non de l'Europe, mais de l'Europe occidentale.

La France est-elle planifiée?

Le Figaro
9 juin 1961

Nous citions, la semaine dernière, la formule d'un confrère américain: l'économie française serait la plus planifiée d'Europe. Britanniques et Soviétiques, comparés aux experts de notre pays, seraient des amateurs. Il y a dix ans, le mythe d'une France incapable de s'adapter au monde moderne était à la mode. Assistons-nous à la naissance d'un nouveau mythe, celui de la superefficacité du régime de fonctionnaires-dirigistes, à l'ombre de la monarchie paternelle du général de Gaulle?

Si l'on se réfère à la propriété des moyens de production, notre économie comporte, on le sait, un secteur socialiste. Chemins de fer, charbon, gaz, électricité, banques de dépôt, Régie nationale des usines Renault sont les exemples les mieux connus d'entreprises publiques. Ces nationalisations sont imputables, pour la plupart, au premier gouvernement du général de Gaulle, celui de 1944-45, non celui de 1958.

Le secteur public est plus étendu en France qu'en République fédérale. Il ne l'est pas sensiblement plus qu'en Grande-Bretagne ou en Suède. En Italie même, il ne manque pas d'entreprises à la limite du public et du privé, comme celles du pétrole et du gaz, que dirige M. Mattéi. Ce dernier exemple, comme celui de la Régie nationale des usines Renault, confirme un fait qui va à l'encontre de bien des préjugés: en France occidentale, les sociétés publiques témoignent souvent d'autant de dynamisme que les sociétés privées. Bien plus, elles sont parfois dirigées par une personnalité dans le style des pionniers industriels du siècle dernier. Il me paraît probable que M. Mattéi possède plus d'autorité, plus de liberté d'action que le directeur d'une grande corporation. Le premier patron de la Régie Renault était plus autonome qu'à l'époque le patron de Citroën.

Quoi qu'il en soit, propriété publique et planification sont deux phénomènes distincts. La Régie Renault a peut-être, au début, profité de circonstances favorables puisqu'elle n'avait pas à rémunérer le capital. Cet avantage, aujourd'hui, s'est pour le moins atténué. En tout cas, la Régie doit entrer en compétition avec les autres producteurs, au-dedans et au-dehors. L'État ne lui garantit pas, ne peut pas lui garantir de débouchés pour sa production. La nature de l'économie française dépend moins de l'extension du secteur public que du rôle dévolu au Commissariat au Plan. Or, sur ce point, la pratique française est,

au fond, imparfaitement connue.

Les diverses commissions qui se réunissent au commissariat au Plan remplissent au moins deux fonctions importantes: elles favorisent des échanges d'informations entre les principaux dirigeants de chaque branche industrielle, elles établissent des objectifs par accord entre professionnels et fonctionnaires. Ces objectifs sont plus que des prévisions et moins que des impératifs. Ou, du moins, s'ils sont des prévisions, ce sont des prévisions qui, par le fait même d'être formulées, tendent à se réaliser.

De plus, le commissariat dispose de moyens, en particulier l'abaissement du prix de l'argent ou les garanties données à certains emprunts, pour assurer les investissements que les experts ou les gouvernants considèrent comme prioritaires. Pourtant, n'allons pas trop loin: les fonctionnaires du commissariat, quoi qu'en pense notre confrère, sont aussi incapables que leurs collègues de Grande-Bretagne ou des États-Unis de déterminer à l'avance le taux de croissance de l'économie dans son ensemble ou de telle ou telle branche. Les discussions sur le taux de croissance, 5% ou 5,5%, ne témoignent pas d'une maîtrise exceptionnelle des planificateurs, elles expriment, en même temps que des paris différents sur l'avenir, des divergences de politique économique. Adopter un taux élevé, c'est, indirectement, prêcher la relance, prendre des risques d'inflation afin d'accélérer le développement. En fait, le taux sera peut-être d'un ou deux points inférieur ou supérieur.

Il est curieux que l'on découvre et admire les descendants de Colbert au moment même où ceux-ci, sans relâcher leurs efforts, sont en train de relâcher leur emprise. Que l'on y songe, en effet: le Marché commun ne peut pas ne pas introduire des facteurs supplémentaires d'incertitude dans les calculs de planification. Plus les échanges s'intensifient entre les Six, plus les investissements doivent être commandés par les décisions des consommateurs. Pur l'instant le Marché commun est surtout une zone de libre-échange pour les produits manufacturés. Le commissariat au Plan est donc obligé d'orienter son action en vue et en fonction de la libre concurrence. Planification afin que l'économie française puisse prospérer dans un climat de compétition: décidément nous sommes aussi loin du Gosplan soviétique que de Colbert.

Il est vrai que l'esprit de la politique française ne sera pas étranger au Marché commun. La politique agricole commune que les Six s'efforcent d'élaborer s'inspire du régime "d'économie concertée" pour reprendre un terme que nos planificateurs eux-mêmes emploient volontiers. L'économie concertée a pour but

la croissance, pour moyens l'information, le conseil, des avantages financiers et des interdits. Idéalement, elle débouche non sur un plan autoritaire, mais sur un marché parfait. Cependant, l'intervention étatique restera toujours nécessaire pour empêcher les intérêts acquis et les privilèges de paralyser ou de fausser le fonctionnement du marché.

Problèmes de la rentrée

Le Figaro
8 septembre 1961

La bonne santé, disait le Dr Knock, est un état équivoque et qui n'annonce rien de bon. Une économie en bonne santé est une économie menacée. Et la prospérité d'ensemble n'exclut ni les problèmes douloureux ni les revendications légitimes.

En fait, si le premier ministre a eu tort de prendre pour point de départ l'année 1958, comme si rien n'avait été fait sous la IV^e République, nul ne peut nier sans mauvaise foi le succès des réformes de décembre 1958, dont l'échec avait été annoncé par tant de critiques. Il y a trois ans, la France était exposé au péril urgent du manque de devises, le franc était une monnaie faible, soutenue par des crédits étrangers. En revanche, au 30 juin dernier, la France disposait de réserves de devises qui s'élevaient à 2.777 millions de dollars. Le 31 août dernier, le gouvernement français a remboursé 313 millions de dollars qu'elle devait encore à l'Union européenne des paiements, mais les rentrées de devises ont été telles que les réserves atteignent environ 2.800 millions de dollars.

Par un renversement spectaculaire, ce sont les représentants français, dans les négociations internationales, qui posent désormais leurs conditions au lieu de subir celles de leurs prêteurs. Comme la livre et le dollar sont ou peuvent être demain en difficulté, Américains et Anglais demandent aux pays à monnaie forte, c'est-à-dire aux pays du continent, de mettre des crédits en marks, francs et liras à la disposition du Fonds monétaire international. D'accord sur le principe, le gouvernement français fait des réserves sur les modalités. Il ne voit pas pourquoi ces crédits devraient être automatiquement accordés à ceux qui les demanderaient. Derrière une discussion technique se dissimule une question que les uns jugeront grave et les autres dérisoire, c'est-à-dire une question d'amour-propre. Il y a quelques années, quand la France demandait une aide au Fonds monétaire, celui-ci l'accordait avec parcimonie, assortie de réserves et de conseils. Pourquoi les emprunteurs de demain n'auraient-ils pas besoin, eux aussi, de conseils? Ce raisonnement, impeccablement logique, se heurte à la résistance de nos amis américains et anglais qui, en matière monétaire, n'envisagent pas de recevoir de conseils.

Le redressement monétaire obtenu par des procédés classiques d'évaluations à froid et de rigueurs budgétaires n'a pas empêché la croissance régulière de

l'économie. En 1958, le produit national brut n'a progressé en volume que de 1,8%. La progression a été de 2,3% en 1959, de 6,3% en 1960, elle sera de l'ordre de 5% en 1961. Si l'on prend la période 1951-1961, on constate que le produit national brut s'est accru de quelque 50%, c'est-à-dire à la moyenne annuelle de 4,1%. Si l'on songe que, durant cette période, la main-d'œuvre n'a pour ainsi dire pas augmenté, le résultat doit être considéré comme honorable, du même ordre que celui qui a été obtenu par nos partenaires des Six.

Ces succès, disent les critiques, ont été remportés aux dépens des masses. Il est incontestable que, par rapport au maximum apparent de juillet 1957, le pouvoir d'achat des salariés a baissé au cours des années 1958 et 1959. Mais le maximum de juillet 1957 était de toute manière artificiel et intenable. Il s'accompagnait d'une perte de devises de plus d'un milliard de dollars par an et il était obtenu par une manipulation des indices à coups de subventions. Aucune politique n'aurait évité la diminution du pouvoir d'achat des salariés en 1958 et 1959. Celle qui a été suivie à la fin de la IV^e et au début de la V^e République a eu le mérite d'assurer en contrepartie la stabilité des prix et l'équilibre des échanges extérieurs. À terme, la politique de stabilité est favorable à l'ensemble de la nation, salariés compris.

De janvier 1960 à janvier 1961, la valeur réelle du gain hebdomadaire effectif aurait augmenté de 6% environ. Il semble que cette année la progression doive être du même ordre de grandeur, entre 6 et 8% en valeur nominale, sensiblement supérieure à celle que souhaite le premier ministre. Ajoutons que certaines catégories ont été relativement défavorisées, les fonctionnaires, d'une part, les pères de famille, de l'autre.

À l'heure présente, le gouvernement doit faire face aux revendications de ceux dont les revenus ont relativement moins progressé, à l'impatience de ceux qui tiennent pour réactionnaires les considérations monétaires ou qui jugent le taux de progression de 5% du produit national brut.

Le gouvernement doit trouver un compromis difficile entre des revendications multiples, dont certaines sont légitimes, et les exigences de l'équilibre global. L'assainissement est authentique, mais s'il est une leçon qui se dégage des quinze dernières années, c'est bien celle de la précarité des équilibres au niveau du plein emploi.

Nul danger n'existe pour le moment, mais c'est à l'intérieur, par la politique du budget des prix et des salaires, que les monnaies se défendent ou se ruinent.

Le IVe Plan

Le Figaro
20 octobre 1961

Le chef de l'État et le premier ministre ont voulu donner éclat et solennité au lancement du IVe Plan. La présence de M. Jean Monnet aux séances du Conseil supérieur du Plan rappelait le rôle joué par l'homme qui prit l'initiative de l'institution, essentielle à ce que l'on nomme désormais l'économie concertée. Elle permet aussi de mesurer le chemin parcouru depuis 1946.

Le taux de croissance du produit national brut, 5,5% par an en moyenne pendant quatre ans, a été discuté: les uns le jugeant trop modeste et les autres trop ambitieux. Personnellement, je crois que ce taux risque de pêcher par excès et non par insuffisance d'ambition. N'oublions pas que la population active augmentera à peine pendant ce temps.

Si le Conseil supérieur du Plan, unanimement ou presque, doutait que le taux de 5,5% pût être dépassé, certains membres du Conseil se demandaient si des réformes de structure ne permettraient pas d'abaisser les obstacles à l'expansion, d'atténuer les rigidités. Je continue de penser que le taux adopté, s'il était atteint, serait satisfaisant, étant donné le mouvement démographique d'une part, les charges politico-militaires de la France d'autre part.

Mais la question posée n'en reste pas moins judicieuse: quelles réformes sont envisagées? Où en sont les propositions faites il y a un an par la commission Rueff-Armand? Certes, le commissariat au Plan pourrait objecter que les réformes, juridiques et institutionnelles, ne relèvent pas de sa compétence. Mais peut-être serait-il bon que certaines réformes, envisagées par les administrations mais freinées par des résistances, fussent étudiées aussi dans le cadre du Plan. Qu'il s'agisse d'adapter l'Université à l'afflux des étudiants ou de mettre un terme aux scandales de la spéculation foncière, le commissariat pourrait, non prendre la responsabilité de la conception ou de l'exécution des réformes, mais appuyer les réformateurs en montrant que, faute de modification des structures, les objectifs ne seront pas atteints.

J'emploie le terme "objectif" parce qu'il est courant et commode, mais le public, que l'on s'efforce d'intéresser au Plan, ne doit pas ignorer que les objectifs globaux représentent l'addition de quantités qui ne sont pas toutes homogènes. Les données numériques résultent, en effet, les unes des programmes actuels de l'État, les autres des prévisions de programmes des entreprises privées, les

dernières, enfin, des prévisions faites par des experts en ce qui concerne les conduites de sujets économiques, influencées par des éléments eux-mêmes approximativement connus. Le financement des projets n'est pas toujours assuré.

Dans ces conditions, le taux global moyen doit être considéré comme intermédiaire entre l'objectif et la prévision. Il fixe un but à l'effort national, mais il ne sera maintenu comme norme de conduite par les pouvoirs publics que dans la mesure où la progression sera conforme aux calculs prévisionnels. Les investissements d'État, insérés dans le Plan, ne seront pas tous réalisés si les revenus et la consommation augmentent plus vite qu'il n'est escompté. La planification souple a aussi pour fonction de rappeler à toutes les catégories sociales que les profits attendus du Plan exigent le maintien d'une certaine discipline. Si telle ou telle quantité globale s'écarte trop, en plus ou moins, de la valeur qui lui était assignée, l'équilibre d'ensemble sera rompu.

Quelle a été l'efficacité du Plan en tant que tel parmi les divers facteurs du relèvement économique? Quel va être son rôle demain? Il est difficile de répondre à cette question que nous posent nos amis anglais, précisément parce que le Plan est désormais à tel point intégré à nos institutions publiques et privées qu'il est presque impossible d'en isoler l'action propre. Appel à l'effort et à la coopération, rappel à la discipline, ajustement des programmes et synthèse des calculs, le Plan, en sa complexité, est à l'image de la vie économique elle-même, que les hommes s'efforcent de maîtriser sans en deviner toujours l'imprévisible déroulement.

Où est le danger?

Le Figaro
3 novembre 1961

Le rapport publié le 15 septembre par l'O.E.C.E. sur la situation de l'économie française était empreint d'un robuste optimisme. La politique de stabilisation, était-il écrit, a réussi, les réserves de devises ne cessent de s'accroître, le franc est devenu une monnaie forte et la détermination des pouvoirs publics d'éviter le retour de l'inflation ne fait pas de doute.

L'optimisme des experts de l'organisation européenne était même si affirmé qu'il inspirait un appel à une politique plus expansionniste. L'économie française, lisions-nous, n'a pas encore donné toute sa mesure. Les progrès de la production sont restés modérés et laissent subsister des marges sensibles d'expansion. Et les experts n'hésitaient pas à conclure: "Étant donné que la production présente encore une élasticité certaine, que la situation des finances extérieures est vraiment excellente, que le Trésor public a rarement disposé de ressources aussi abondantes, la France semble être en mesure d'encourager la croissance économique."

J'avais éprouvé des doutes sérieux, il y a quelque deux mots, en étudiant ce rapport. Non que le taux de croissance de la production soit pleinement satisfaisant, mais, "les choses étant ce qu'elles sont", la vraie question est de savoir de quel côté vient le danger. Est-ce ralentissement de la croissance ou l'inflation qui constitue aujourd'hui la menace immédiate? Il y a trois mois, il était à la rigueur possible d'hésiter sur la réponse, il ne l'est plus aujourd'hui. N'importe quelle économie moderne, de type occidental, risque, à chaque instant, de basculer d'un côté ou de l'autre. C'est du côté de l'inflation que l'économie française pourrait basculer demain si les autorités n'y prenaient garde.

Le mouvement des salaires, autant qu'on en puisse juger, a été plus rapide qu'on ne l'escomptait. Le premier ministre avait fixé comme objectif un taux de 4%. En fait, la masse des salaires dans l'industrie privée augmentera dans l'année, semble-t-il, de 8 à 10%, même si, officiellement, l'augmentation du taux horaire n'a été que de 5 à 6%. Inévitablement, les salaires, soit du secteur public, soit des services, suivent, avec retard, la progression des rémunérations industrielles. L'économie française est-elle capable d'absorber, sans hausse substantielle des prix, un tel accroissement du pouvoir d'achat distribué? La réponse, pour dire le moins, n'est pas évidente.

D'autres facteurs de hausse ont agi ou vont agir. Au cours de l'année, l'État a dû, en diverses circonstances, consentir à des dépenses supplémentaires, en particulier, pour répondre à des revendications paysannes. Le budget de 1962 ne prévoit pas une "impasse" sensiblement supérieure à celle de cette année. Celle-ci représenterait donc un pourcentage inférieur du produit national, puisque celui-ci, d'une année à l'autre, aura augmenté de 4 à 5%. Mais ces chiffres, qui ne sont pas faux, ne révèlent pas non plus toute la vérité. Les recettes peuvent être calculées avec prudence ou avec audace, en supposant un taux plus ou moins élevé d'expansion.

Dès maintenant, le gouvernement est amené à des interventions sélectives et dispersées pour éviter la hausse de certains prix et les marchandises retenues sont évidemment celles qui figurent, avec un poids particulier, dans les indices officiels. Gardons-nous d'amplifier le péril. Nous ne sommes pas revenus à la virtuosité que manifestait l'équipe de M. Guy Mollet dans la manipulation de l'indice. Mais il n'est pas heureux que le mot d'ordre - vérité des prix - soit aujourd'hui refoulé par l'obsession de la stabilité des indices.

La vigilance s'impose d'autant plus impérieusement que les effets du Marché commun sur les importations de produits manufacturés en provenance de nos cinq partenaires se feront sentir de plus en plus au cours des prochaines années. Les mêmes baisses proportionnelles étaient appliquées par les Six, mais les droits français étaient souvent plus élevés que les droits allemands. Cette inégalité va progressivement s'atténuer. Si la marge de manœuvre que nous avait assurée la dévaluation disparaissait, notre balance des comptes en souffrirait doublement, par le gonflement des importations autant que par le recul des exportations.

Qu'on nous entende bien. La situation demeure fondamentalement saine. Mais elle ne le restera pas sans un effort difficile et prolongé.

La politique de crédit

Le Figaro
15 décembre 1961

Le discours prononcé par M. Rueff, au dîner du Collège libre des Sciences économiques et sociales, offre un complément aux articles retentissants publiés par notre confrère *Le Monde* sur les méfaits de l'étalon de change-or. En effet, la critique faite de l'étalon de change-or impliquait que le volume des disponibilités monétaires fût responsable de l'inflation, elle-même cause du déficit persistant des comptes anglais et américains.

Le discours, il est vrai, ne traite que du cas français. Mais la politique de crédit adoptée par notre gouvernement ne diffère pas fondamentalement de celle qu'applique, par exemple, le gouvernement de Bonn. De plus, la politique que recommande M. Rueff paraît difficilement concevable dans le caractère national: elle aurait dû être adoptée simultanément par les principaux pays continentaux: Italie, République fédérale, Benelux, France.

Le point de départ de l'argumentation est le danger inflationniste que créent le rapatriement des capitaux français et l'afflux des capitaux étrangers intervenus depuis les réformes de décembre 1958. Sur ce point, me semble-t-il, il y aura un accord général. De là, M. Rueff passe à la critique des mesures prises. D'après lui, il aurait fallu permettre aux taux d'intérêt à court terme, hors banque, de baisser le plus possible, alors que le Conseil national du crédit a empêché cette baisse en édictant des taux minimums applicables à diverses opérations et, notamment, à l'escompte des effets de mobilisation et de crédit. Les conséquences de cette erreur, écrit M. Rueff, "étaient accentuées par l'erreur symétrique qui, dans le moment où l'on empêchait la baisse des taux des marchés monétaire et financier, où s'échangent les disponibilités existantes, décidait la baisse du taux de l'escompte qui, lui, commande la création de disponibilités nouvelles."

Si les taux d'intérêt à court terme avaient baissé davantage sur les marchés monétaires, les disponibilités créées par l'afflux des capitaux, au lieu de se placer à court terme, auraient été détournées vers les investissements à long terme. Les taux d'intérêt à long terme auraient baissé davantage, les investissements auraient été aisément financés à un coût moindre. M. Rueff semble convaincu que la pression inflationniste se serait relâchée si les disponibilités s'étaient placées à long terme et non à court terme.

La discussion, pour une part, présente un caractère à ce point technique qu'il serait présomptueux de prétendre, en quelques mots, trancher un tel débat. Personnellement, je concéderai volontiers à M. Rueff que le taux d'accroissement des crédits bancaires, au cours des deux dernières années, est excessif et dangereux. De manière générale, il n'est pas exclu qu'une politique de crédit exerce une action inflationniste aussi redoutable que le déficit budgétaire. La mobilisation de crédits à moyen terme, telle qu'elle était pratiquée dans la période antérieure à 1958, avait attiré l'attention désapprobatrice des organisations internationales vers lesquelles, à l'époque, nous nous tournions.

Cela dit, sur trois points importants, j'aimerais un supplément d'information et de lumière. Tout d'abord, les deux mouvements de sens contraire, baisse du taux hors banque, hausse du taux d'escompte, sont-ils aisément réalisables? À un moment donné, M. Rueff écrit que les taux minimums applicables à diverses opérations sont établis en fonction du taux de banque, majoré de diverses commissions, "ce qui limite nécessairement la baisse desdits taux au-dessous du taux d'escompte". Comment ce lien pourrait-il être rompu? Quelles conditions devraient être remplies pour que taux hors banque et taux de l'escompte puissent avoir des mouvements de sens contraire?

À supposer que la création d'un marché monétaire ait été possible et que la baisse des taux hors banque eût été accomplie, l'afflux des capitaux aurait-il été la même? Ou bien les capitaux n'auraient-ils pas émigré vers les pays où ils auraient pu obtenir, à court terme, les conditions que M. Rueff reproche à nos autorités de leur avoir accordées en France?

Enfin, le transfert des disponibilités vers le marché à long terme aurait-il été, à coup sûr et automatiquement, un facteur anti-inflationniste? L'excès de la demande intéresse l'ensemble de l'économie. Il n'y a pas, pour l'instant, excès de la demande des biens de consommation; c'est le manque de main-d'œuvre, surtout qualifiée, qui incite les entrepreneurs à la surenchère et à des hausses importantes de salaires. On est tenté de répondre à M. Rueff qu'une baisse plus profonde des taux d'intérêt à long terme, favorisant un volume encore plus considérable d'investissements, aurait renforcé et non atténué la poussée inflationniste. Au moins en est-il ainsi dans une perspective keynésienne.

Je serais personnellement curieux de savoir pourquoi, d'après M. Rueff, des investissements supplémentaires ne créeraient pas de risques d'inflation s'ils étaient financés de manière orthodoxe, grâce à un taux bas d'intérêt à long terme.

La richesse par les dépenses publiques

Le Figaro
5 janvier 1962

Les observateurs se posent une question principale à propos de l'économie des États-Unis: pourquoi a-t-elle progressé lentement au cours des dernières années? À cette question, la brochure que vient de publier l'Organisation de coopération et de développement économique, O.E.C.D. apporte d'intéressantes réponses.

Entre 1955 et 1960, le produit national brut réel des États-Unis (au prix de 1954) a augmenté de 13%, alors qu'il avait augmenté de 23% au cours de la précédente période de cinq ans. Le taux de progression du produit national brut réel par personne employée a également diminué.

Les experts du château de la Muette se défendent de proposer une explication d'ensemble, mais ils n'en suggèrent pas moins, par le choix des faits, une certaine interprétation. Laissant de côté la disparité possible entre répartition de la production et répartition de la demande, ils rappellent une évidence: puisque l'appareil de production n'était pas complètement employé, c'est l'insuffisante augmentation de la demande qui est responsable de l'insuffisante augmentation du produit national. Il ne reste plus qu'à déterminer quel secteur de la demande n'a pas augmenté à la même allure de 1950 à 1955 et de 1955 à 1960. Ce calcul est facile: "C'est dans l'évolution des dépenses en biens et services du secteur public et des investissements fixes privés que sont intervenus les changements les plus spectaculaires de 1950-1955 à 1955-1960." Pendant la période 1955-1960, les achats du secteur public n'ont progressé que de 10%. Les achats du gouvernement fédéral, qui, ayant à peu près doublé entre 1950 et 1955, entraient pour près d'un tiers dans la progression du produit national brut enregistrée pendant ces cinq années, ont un peu diminué entre 1955 et 1960. Plus précisément encore, la brochure de l'O.E.C.D. affirme que l'augmentation relative des recettes budgétaires est l'un des principaux facteurs qui ont enrayé le mouvement de reprise en 1959-1960. Au deuxième trimestre de 1960, phase maxima de la reprise, alors que le taux de chômage était encore de 5,2%, les recettes budgétaires dépassaient les dépenses de 4,5 milliards. Comme la reprise actuelle coïncide avec une augmentation des dépenses publiques, il est tentant de conclure que l'expansion de l'économie américaine a besoin de l'incitation des dépenses publiques. Or, comme la part de la défense nationale est considérable dans les dépenses publiques.

Cette conclusion n'est impliquée ni par les faits constatés ni par les interprétations suggérées dans la brochure de l'O.E.C.D. Tout d'abord, la politique monétaire est mise en question autant que la politique budgétaire.

Le "Federal reserve system" a abandonné, lisons-nous, la politique d'aisance monétaire pour appliquer une politique restrictive au début de la reprise qui s'est amorcée en 1958.

Si l'on admet que la politique budgétaire et la politique monétaire sont une des causes ou même la cause principale de la faiblesse de la croissance entre 1955 et 1960, on aurait tort d'en déduire que l'économie américaine a besoin d'une augmentation constante des dépenses militaires. Les dépenses publiques d'ordre économique et social auraient le même effet et rien ne permet de plaider que les dépenses publiques de nature autre n'exerceraient pas une influence exactement semblable. Ce que les experts critiquent implicitement, c'est la politique adoptée par la précédente administration, politique qui a conduit, en deux ans, d'un taux annuel de déficit budgétaire de 11 milliards de dollars à un taux annuel d'excédent budgétaire de 45 milliards, cependant que, pour parer aux menaces sur le dollar, les taux d'intérêt restaient plus élevés qu'ils ne l'avaient été au cours de phases comparables des cycles précédents. En d'autres termes, politique budgétaire et politique monétaire auraient joué simultanément contre l'expansion.

Je regrette que les économistes de l'O.E.C.D. par prudence probablement aient tout juste mentionné "les problèmes de la maturité". Ils constatent que la consommation privée a continué d'augmenter régulièrement de 1955 à 1960, mais que celle-ci ne s'est plus répartie comme elle le faisait auparavant entre demande de biens durables et achats de services. Ceux-ci ont progressé plus rapidement, celle-ci moins rapidement. Le phénomène aurait mérité, lui aussi, une interprétation. Probablement les économistes ont-ils pensé que cette répartition autre que la consommation étant une donnée, il importait de tirer la leçon de la précédente reprise prématurément arrêtée, et de conseiller à la nouvelle administration une politique budgétaire audacieuse; dans les conditions présentes, ce n'est pas un paradoxe de prétendre que les dépenses publiques enrichissent la collectivité.

Vers l'organisation des marchés agricoles

Le Figaro
16 février 1962

L'image d'Épinal d'une économie mondiale fondée sur les échanges entre pays industrialisés et pays agricoles n'a jamais reproduit la réalité. Elle n'est qu'une version, simplifiée jusqu'à la caricature, de l'expérience de la Grande-Bretagne au siècle dernier. Celle-ci, en effet, n'a pas hésité à dépendre de fournisseurs étrangers pour le ravitaillement de sa population à une époque où elle possédait, en fait d'industrie, une avance sur tous ses concurrents.

Au lendemain de la guerre encore, au moment où le déficit de la balance des comptes européenne semblait le problème majeur, les experts se demandaient comment le vieux continent parviendrait à financer les achats au dehors d'une fraction substantielle de sa nourriture. Au cours des quinze dernières années, un changement majeur est intervenu: la révolution scientifique a gagné l'agriculture dans les pays industrialisés, de telle sorte que l'Europe occidentale est en train de rejoindre les États-Unis et le Canada dans le groupe des pays exportateurs de produits agricoles. Le problème n'est plus celui du financement des importations indispensables, mais celui de la vente des excédents probables.

Un groupe d'experts a étudié pour la Commission européenne de Bruxelles les perspectives de consommation et de production en produits agricoles dans le cadre du Marche commun. Or, en 1965, d'après le rapport des experts, les Six se suffiraient à eux-mêmes ou auraient des excédents pour tous les produits agricoles, sauf les céréales secondaires et la viande. Entre 1955 et 1958, la Communauté européenne a acheté en moyenne 213.000 tonnes de viande chaque année. Elle en achèterait 300.000 en 1965, la France devenant le grand pays exportateur de viande bovine (les possibilités d'exportation atteindraient 200.000 à 300.000 tonnes). Quant au blé et au lait, la Communauté serait exportatrice nette et pour des montants substantiels.

La conjonction d'excédents agricoles et d'une industrie moderne dans les mêmes pays exclut un équilibre spontané de l'économie mondiale. Les pays en voie de développement, dont plusieurs ont peine à nourrir leur population, préfèrent le plus souvent utiliser les devises qu'ils possèdent à l'achat de machines nécessaires à l'industrialisation plutôt qu'à celui de produits alimentaires. Il faut que la crise soit terrible en Chine pour que le gouvernement de Pékin se soit résolu à des achats importants de céréales.

Les pays sous-alimentés étant hors d'état d'acheter les excédents agricoles de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale, les rares pays qui étaient gros importateurs de nourriture se trouvaient en une position privilégiée. Le marché dit mondial était dominé par les acheteurs. Tous les pays de production excédentaire étaient obligés de subventionner leurs exportations. L'État français vendait ses excédents de beurre à la Grande-Bretagne à moins de la moitié du prix que payait le consommateur français.

Il en résultait pour la Grande-Bretagne à la fois une économie substantielle de devises et une baisse du coût de la vie. En revanche, les mêmes produits coûtaient plus cher à la ménagère française et le Trésor français devait dépenser des milliards pour combler l'écart entre prix intérieurs et prix dits mondiaux, c'est-à-dire, selon les fonctionnaires français, les prix auxquels la Grande-Bretagne achète les excédents des autres pays.

Vue du continent, la politique agricole commune est une première étape dans la direction d'une organisation mondiale à laquelle la plupart des pays (Grande-Bretagne exceptée) trouveront profit. La politique commune sur laquelle se sont accordés les Six conduirait progressivement à un prix unique en Europe, Grande-Bretagne comprise si cette dernière entre dans le Marché commun. Le prix se situera quelque part entre le prix mondial d'aujourd'hui et les prix nationaux, mais les pays excédentaires ne subventionneraient plus le consommateur britannique.

Une réorganisation implique évidemment la participation des États-Unis. Elle comportera également la poursuite du programme américain de dons des surplus agricoles aux pays en voie d'industrialisation. La réunion de Genève, cette semaine, d'une Commission internationale chargée d'étudier le problème des céréales n'est qu'une première démarche. Elle n'en est pas moins symbolique, au même titre que le message du président Kennedy au Congrès, des remous provoqués par le Marché commun. De proche en proche, l'économie mondiale sera transformée par l'unité que l'on appelait naguère, par antiphrase involontaire, la petite Europe.

De la planification démocratique

Le Figaro
6 avril 1962

Le Plan est devenu, en France, une institution nationale. Le IV^e Plan a été présenté au pays par le chef de l'État, qui en a solennellement souligné la signification. Il n'est pas surprenant que la méthode, indiscutée en apparence tant qu'elle était discrète, sinon clandestine et réservée aux spécialistes, devienne objet de controverses et de congrès depuis que les projecteurs de la publicité sont braqués sur elle.

La critique de la planification, telle qu'elle est actuellement pratiquée, dispose d'une formule: la planification doit être démocratique. M. Bloch-Lainé avait baptisé le régime sous lequel nous vivons "économie concertée". Il a fait récemment bon accueil à la formule nouvelle de planification démocratique, revendication de la gauche qui veut édifier un ordre nouveau contre la droite qui se contente de l'ordre actuellement établi.

Comment renforcer le caractère démocratique de la planification française? En théorie, il s'agit d'associer l'ensemble des Français aux travaux et aux décisions du commissariat au Plan, des administrations d'État et des grandes sociétés privées. Mais, comme il est impossible d'associer les individus ou les masses, ce sont des représentants qu'il convient d'associer, c'est-à-dire soit les groupements professionnels (syndicats ouvriers, syndicats de producteurs agricoles), soit les parlementaires. Il semble que, pour l'instant, les réformateurs veuillent accroître le rôle des dirigeants de syndicats plutôt que des parlementaires.

La deuxième question qui se pose est de savoir à quel stade des travaux la démocratisation devrait intervenir. Schématiquement, l'entreprise de planification comporte trois phases: d'abord, la détermination des objectifs, sociaux et économiques, pour les secteurs, les régions, l'économie nationale tout entière; ensuite, l'élaboration des moyens, matériels et financiers, nécessaires pour atteindre ces différents objectifs, les techniciens, par le calcul des diverses balances, devant préciser les conditions auxquelles ces objectifs seront effectivement compatibles; enfin, l'examen régulier des résultats obtenus, afin de s'assurer que le Plan lui-même est exécuté.

La procédure selon laquelle les décisions relatives aux objectifs sont prises pourrait-elle être rendue plus démocratique, autrement dit comporter une consultation plus large des représentants des groupes professionnels? Les

décisions du IVe Plan auraient-elles été substantiellement différentes si la procédure avait été plus démocratique? À la première question, je suis tenté de répondre *oui*, à la seconde *non*.

La procédure selon laquelle sont fixés les objectifs majeurs du Plan n'est pas facile à résumer en quelques phrases: beaucoup dépend des secteurs. Quand il s'agit des objectifs sociaux, nécessairement l'État, par l'intermédiaire des grands fonctionnaires, assume d'importantes responsabilités. Dans les secteurs industriels où quelques grandes entreprises fournissent la plus large partie de la production, inévitablement les décisions sont prises par les cadres dirigeants de chaque industrie et de la bureaucratie étatique correspondante. Est-il souhaitable d'atténuer le caractère oligarchique des élites planificatrices?

La modification de la procédure ne sera, en tout état de cause, qu'un aspect de la réforme souhaitée. L'autre thème sur lequel se développe la discussion est celui de l'obligation qui devrait s'attacher aux décisions des planificateurs. Par ce biais, la controverse traditionnelle, libéralisme ou dirigisme, risque d'être ranimée. Pour éviter le piège d'une querelle dite doctrinale, qui serait stérile, il convient, me semble-t-il, de ne pas décréter que les décisions des planificateurs devraient ou ne devraient pas être contraignantes, mais de chercher quelles décisions des planificateurs pourraient être considérées comme comportant, de la part des entreprises, des engagements formels.

Les plans globaux, en effet, résultent de la combinaison d'éléments hétérogènes: programmes des administrations publiques qui, réserve faite des révisions exigées par l'état de la conjoncture, sont définitifs, projets d'investissements des grandes entreprises, que celles-ci peuvent modifier si les débouchés extérieurs ou intérieurs se révèlent inférieurs ou supérieurs aux prévisions, hypothèses des administrations au sujet du comportement d'entreprises petites et nombreuses, ainsi qu'au sujet de l'évolution économique d'ensemble. Les objectifs globaux ne sauraient être obligatoires parce qu'ils intègrent des prévisions en même temps que des programmes. Les programmes des administrations et des entreprises non plus ne sauraient être rigidelement obligatoires. Il n'est pas inconcevable pourtant que certains engagements souscrits par les entreprises en fait d'investissements ou de distribution de revenus soient consacrés en des accords formels.

L'analyse sur ce point n'en est qu'à son début.

Post-scriptum sur les plus-values

Le Figaro
16 juillet 1976

La loi sur la taxation des plus-values, finalement votée par les deux assemblées, donna lieu au débat parlementaire le plus long, le plus passionné qu'ait connu la Ve République. Débat inséparablement technique et politique qui fit apparaître au jour les tensions à l'intérieur de la majorité présidentielle, qui donna l'occasion au chef de l'État de proclamer une fois de plus sa volonté de réformes, et à l'U.D.R. de rappeler son existence et son refus d'inconditionnalité.

La fiscalité soulève toujours des passions: il suffit d'évoquer l'introduction de l'impôt sur le revenu et les haines que s'attira Joseph Caillaux pour s'en convaincre. Le projet conçu par le chef de l'État ne visait pas seulement les spéculateurs professionnels, ceux qui vivent des plus-values en capital, que le code actuel des impôts permettait déjà de frapper. Le projet ne comportait pas non plus de principe radicalement nouveau: il existe un impôt sur certaines plus-values immobilières. Cependant la loi suggérait la généralisation d'une taxation des plus-values. Elle risquait de susciter les craintes de diverses catégories sociales.

On a fait valoir, à juste titre, que la notion de plus-values en capital, ou *capital-gain*, figure dans toutes les législations des pays industriels avancés, que plusieurs de ces derniers appliquent un impôt sur le capital. Du coup, la presse étrangère s'en donna à cœur joie et multiplia les variations ironiques sur la fraude fiscale, industrie préférée des Français (ou des Latins), comme si, partout ailleurs, la vertu fiscale était la chose du monde la mieux partagée. Pourtant, nombre d'économistes parmi lesquels un homme aussi incontestable que Maurice Allais, avaient critiqué et même condamné le projet, non parce qu'ils défendaient des intérêts, mais parce qu'ils n'approuvaient pas les dispositions envisagées.

Une première objection venait d'elle-même à l'esprit. En une période où la hausse des prix atteint environ 10% par an, où le taux d'intérêt sur les placements à la Caisse d'épargne reste inférieur au taux de l'érosion monétaire, où le rendement des obligations, après déduction du prélèvement forfaitaire, est lui aussi négatif, la taxation des plus-values prend inévitablement un caractère quelque peu paradoxal. L'État prélève en fait plusieurs dizaines de milliards de francs sur l'épargne des particuliers par l'intermédiaire de l'inflation et il impose

à grand-peine un impôt qui rapportera environ un milliard de francs.

La commission d'études avait conseillé de ne pas consentir d'exemptions. Mais il aurait fallu supprimer l'anonymat des transactions sur l'or, établir le prix d'achat des œuvres d'art vendues, imposer les plus-values sur les terres agricoles. Dans chacun de ces cas, des objections politiques et des objections techniques paralysèrent le législateur.

Il ne restait donc plus que les valeurs mobilières et les résidences principales et secondaires, dont les plus-values seraient assimilées à des revenus et imposées comme ceux-ci. Les valeurs mobilières n'intéressent qu'une minorité de Français, elles intéressent en revanche les responsables du prochain Plan, soucieux de favoriser la reconstitution des fonds propres des entreprises et de ne pas décourager l'introduction en Bourse des entreprises nouvelles. Les résidences principales et secondaires touchaient des millions et des millions de Français, une classe moyenne qui au cours des vingt dernières années a pu accéder à la propriété.

À l'heure présente, le pourcentage de Français propriétaires de leur logement a rejoint approximativement le pourcentage de la Grande-Bretagne, 50%. L'État a favorisé l'accession à la propriété à la fois par sa politique de crédit et par l'inflation. La plupart des Français ont vu fondre leur patrimoine d'épargne liquide, d'obligations ou même de valeurs mobilières, cependant que leur épargne-pierre gardait sa valeur ou en gagnait. Comme l'imposition ne s'appliquait pas aux plus-values sur les propriétés anciennes, comment s'étonner que les propriétaires récents aient ressenti de l'inquiétude et même un sentiment d'injustice? Le patrimoine épargné par l'inflation risquait d'être frappé par l'État lui-même.

Le projet initial comportait pour les valeurs mobilières la fiscalité la plus rigoureuse et la plus complexe. La plus-value éventuelle, calculée pour chaque titre, serait ajoutée, purement et simplement, au revenu courant. Comme les détenteurs de valeurs mobilières se recrutent en majorité parmi les contribuables aux revenus élevés, le taux de l'imposition sur la plus-value risquait d'atteindre rapidement le taux marginal, c'est-à-dire 60%. Aucune législation étrangère, anglaise ou américaine, ne va aussi loin. Les créateurs d'entreprise auraient payé 60% sur les fonds obtenus grâce à l'introduction en bourse de leurs titres. Tout s'est passé, à cet égard, comme si les spécialistes de la direction des Impôts qui rédigèrent le projet avaient ignoré les préoccupations de la direction voisine, celle qui se préoccupe du financement du VIIe plan.

Il ne semble pas qu'il y ait lieu de regretter que l'Assemblée nationale ait modifié le texte qui lui était soumis. La Ve République ne souffre pas d'un excès d'activité parlementaire et le président de la République lui-même s'est félicité de n'avoir eu besoin de recourir ni au vote bloqué ni à la question de confiance.

Mais on ne peut se défendre de poser à nouveau certaines questions: sur la plupart des problèmes, grands et petits, le président de la République tranche en dernier ressort. Pour remplir une telle fonction, s'est-il donné l'instrument nécessaire? Le président des États-Unis n'a pas seulement quelques conseillers privés auxquels il fait confiance: il dispose en permanence d'équipes capables de l'informer sur l'état d'esprit du congrès et sur les données techniques des problèmes. Pourquoi le président de la République française ne se donnerait-il pas, lui aussi, de telles équipes? Après tout, les rois décidaient en leur conseil.

Le chef de l'État juge à coup sûr que le bilan final est positif. Si l'on prend pour critère les législations fiscales des autres pays industriels, la législation française sur les patrimoines passera pour anachronique. Par exemple, pourquoi le principe de la progressivité de l'impôt sur le revenu ne s'applique-t-il pas aux successions? La volonté réformatrice aurait pu s'attaquer au capital, ou aux héritages tout aussi bien qu'aux plus-values. L'impôt sur les plus-values, sous la forme qui lui a été finalement donnée, ne contribue à la justice fiscale qu'indirectement, en incitant les héritiers à une évaluation plus exacte du patrimoine immobilier. Mais il contient aussi, en germe, des prolongements.

C'est pourquoi le président de la République pense probablement que le principe même de la réforme importe plus que le texte exact de la loi. En quoi il a incontestablement raison: ce qui, en revanche, prête à discussion, c'est le pourcentage des électeurs que le principe inquiète beaucoup plus que la traduction provisoire de celui-ci ne les rassure.

3.4

PRODUCTIVITÉ, SALAIRES ET POUVOIR D'ACHAT

Un million et demi d'ouvriers de plus dans l'industrie

Le Figaro
25 février 1956

Ce titre, qui simplifie un phénomène complexe, m'a été suggéré par une intéressante conférence de M. Fourastié, dont le Bulletin de l'association des cadres dirigeants de l'industrie pour le progrès social et économique (A.C.D.I.) a reproduit le texte.

La population active française n'a pour ainsi dire pas augmenté, depuis un demi-siècle. Entre 1901 et 1954, elle serait tombée de 19,7 millions à 19,5. Or, d'ici dix ans, interviendra un fait nouveau: la main-d'œuvre active augmentera d'environ 700.000 unités.

Simultanément, la main-d'œuvre continuera de diminuer, en chiffres absolus aussi bien que relatifs, dans l'agriculture. De 1901 à 1954, l'emploi dans l'agriculture, d'après M. Fourastié, serait tombé de 8,2 millions à 5,2. Comme la productivité continue à progresser dans l'agriculture, celle-ci ne pourra plus absorber de main-d'œuvre supplémentaire, d'autant plus que plusieurs de ses produits agricoles - blé, betteraves, vins, - ne sont pas exportables ou ne sont exportables qu'avec des subventions de l'État. Si l'on estime à 1,2 millions le nombre des personnes employées dans l'agriculture qui devront trouver un emploi ailleurs, on arrive à près de 2 millions de travailleurs qui chercheront du travail dans les villes, au cours des dix années à venir.

Le total de l'emploi dans les deux secteurs, secondaire et tertiaire, serait passé de 11,5 en 1901 à 13,9 en 1954. L'industrie aurait employé, en 1954, 700.000 personnes de plus qu'en 1901 - 6,9 au lieu de 6,2. Or il serait souhaitable qu'elle absorbât 1,4 millions d'hommes, sur les 1,9 qui seront disponibles, que l'emploi industriel passât de 6,9 à 8,3.

Je pense, comme M. Fourastié et au risque de passer comme lui pour paradoxal, que cet afflux d'hommes est pour l'économie française une bénédiction, en tout cas elle est une *chance* avant d'être un *danger*. Trop d'observateurs, en 1945, décrivaient l'Allemagne de l'Ouest accablée par l'afflux de dix millions de réfugiés. C'est à cet afflux qu'a été dû d'abord ce que l'on appelle le miracle allemand. L'industrie a absorbé, en dix ans, plus de 4 millions de travailleurs supplémentaires. Les hommes ont été pour la République fédérale

la plus grande richesse.

Il dépend de nous que deux millions de travailleurs supplémentaires, dans les secteurs secondaire (industrie) et tertiaire (services), soient, de même façon, source de richesse. La première condition est que ces hommes, comme beaucoup de ceux qui se réfugièrent en République fédérale, soient capables de produire des marchandises souhaitées au dehors et au dedans. Beaucoup de Sudètes montèrent en Allemagne les mêmes entreprises qu'ils avaient abandonnées dans leur province natale de Bohême. L'entreprise véritable n'était pas située là où s'élevaient les bâtiments, mais là où se trouvaient les entrepreneurs. L'équivalent pour la France, c'est la formation de ces travailleurs que l'industrie devra employer. Nous avons besoin d'ouvriers qualifiés, de contremaîtres, de techniciens, non de discoureurs. Peut-être l'université elle-même pourrait-elle songer qu'elle doit répondre aux besoins de la nation, répartir les étudiants selon la proportion socialement nécessaire des capacités, non pas selon les préférences inspirées par les valeurs d'une société prétechnique.

Il ne suffit pas des hommes, il faut encore des machines, c'est-à-dire, en termes financiers, du capital. Deux millions d'ouvriers, si chacun d'eux exigeait un investissement de deux millions de francs, supposeraient un investissement total de 4.000 milliards. Il serait facile de terrifier l'opinion avec un tel chiffre. Mais on répondra d'abord que l'investissement par travailleur du tertiaire ne s'élève probablement pas à 2 millions de francs. De toute manière, 4.000 milliards d'investissements supplémentaires représentent 15 à 20% du total des investissements bruts prévus en dix ans. Mais l'augmentation du revenu national que rendra possible cette production supplémentaire réduira peu à peu cette proportion. Il ne faut pas comparer l'investissement que réclame l'emploi accru au revenu national présent, mais au revenu national élargi grâce à l'effort des ouvriers embauchés.

En tout cas, l'accroissement de la main-d'œuvre industrielle que promettent à la fois le relèvement de la natalité et le progrès de la productivité agricole lance un défi à l'économie française. Si notre régime se révélait incapable de le relever, il se condamnerait lui-même. Il est capable de le relever. Encore faut-il que les responsables, secouant le poids des habitudes, croient à eux-mêmes, à la vertu du rajeunissement et aux possibilités d'expansion de l'industrie.

Taux des salaires et taux d'intérêt

Le Figaro
13 octobre 1956

L'économie mondiale connaît aujourd'hui son troisième boom d'après guerre, et le plus sain des trois puisqu'il a pour cause surtout une fièvre d'investissements, elle-même liée à l'accroissement de la consommation et à la conviction générale que la consommation va continuer d'augmenter.

Dans cette phase, on redoute l'inflation, à la fois pour elle-même et pour les conséquences qu'elle pourrait entraîner sur la retombée du boom en dépression. Aussi les autorités monétaires ont-elles recouru un peu partout aux moyens classiques: relèvement du taux d'intérêt à court terme, restrictions du crédit bancaire, contrôle des émissions d'actions et d'obligations. (La France a renoncé au relèvement du taux d'intérêt.) Les pays qui ont recouru à des mesures analogues n'ont nullement obtenu des résultats comparables. Les bilans publiés par l'O.E.C.E., sur les économies anglaise et allemande nous rappellent un contraste bien connu. Les surplus qu'accumule l'Allemagne menacent l'avenir de l'Union européenne de paiements. La Grande-Bretagne semble avoir eu, dans le premier semestre de 1956, un excédent de paiements courants de 378 millions de dollars contre un déficit de 330 au deuxième semestre de 1955. Mais la situation reste incertaine et la Grande-Bretagne demeure débitrice à l'U.E.P., aussi obstinément que l'Allemagne créditrice.

On donne couramment deux explications principales au déséquilibre permanent à l'intérieur de l'U.E.P.: le taux de change des principales monnaies, le mouvement des prix intérieurs et surtout du coût de l'heure de travail. Le ministre allemand de l'Économie se refuse à réévaluer le mark, mais il laisse entendre que d'autres monnaies auraient besoin d'être dévaluées. Quant aux mesures monétaires prises par les autorités britanniques, elles comportent un danger évident: elles tendent à freiner les investissements mais non à empêcher la hausse des salaires. Celle-ci, en Grande-Bretagne, depuis quelques années, dépasse régulièrement les progrès de la productivité. La hausse a été de 6,6% dans le premier semestre de 1956 contre 5,5% dans la période correspondante de l'année précédente. Il va de soi qu'une mesure qui réduit les investissements et non le pouvoir d'achat distribué, même efficace à courte échéance, aggrave à terme les difficultés. Si la hausse annuelle des salaires nominaux est irrésistible, déterminée par des forces sociales que les gouvernements démocratiques ne

peuvent refouler, les techniques traditionnelles perdent beaucoup de leur efficacité.

L'économie allemande n'a pas connu la même poussée des salaires en raison du supplément de main-d'œuvre que fournissaient les immigrés venus de l'Est. Ce surplus, il est vrai, n'existe plus et depuis deux ans, les salaires allemands, à leur tour, augmentent plus vite que les prix et au moins aussi vite que la productivité. On aurait tort pourtant d'imaginer que les excédents allemands vont disparaître avec l'accentuation de la poussée salariale. Celle-ci reste moins forte qu'en France et en Grande-Bretagne, ne serait-ce que par l'ouverture des frontières allemandes aux marchandises et aux travailleurs étrangers.

Le gouvernement anglais lutterait peut-être plus efficacement contre l'inflation en favorisant l'entrée des ouvriers italiens qu'en élevant le taux de l'intérêt. Naturellement travaillistes et conservateurs sont également incapables d'envisager une telle mesure. Peut-être le gouvernement français le pourrait-il, mais syndicats ouvriers et patronaux refusent d'admettre que, pour les sociétés européennes, le nombre des hommes demeure une source de richesse.

L'art de créer et de tourner les règlements

Le Figaro
26 octobre 1956

L'État français semble viser au premier rang à la fois dans la précision des règlements et dans la subtilité qui permet de les tourner. L'exemple de la loi dite d'échelle mobile est l'exemple éclatant de la science que déploient nos gouvernants pour se ligoter eux-mêmes et de l'art avec lequel, à la manière des prestidigitateurs, ils échappent aux liens.

La loi fait une obligation au gouvernement d'augmenter le salaire minimum interprofessionnel garanti (S.M.I.G.) de 5%, chaque fois qu'un indice dit des 213 articles s'est élevé de 5%. Étant donné la base choisie, le niveau de 149,1 détermine la mise en vigueur de la loi, c'est-à-dire le relèvement du S.M.I.G. Celui-ci commande le taux des prestations familiales et, indirectement, celui des loyers. Le S.M.I.G. ayant été, par les soins de nos législateurs, revêtu d'une éminente signification, est, depuis lors, resté immuable. Ou en avait fait un baromètre, mais on a immédiatement bloqué la colonne de mercure.

La première phase du blocage a consisté à relever en fait les salaires les plus bas, en accordant des primes diverses, sans modifier le S.M.I.G., afin que cette hausse ne se répercute pas sur l'ensemble de la hiérarchie - calcul qui, même à court terme, était erroné et qui, à long terme, préparait inévitablement des difficultés croissantes. En effet, les salaires, payés aux ouvriers, augmentaient sans que le montant officiel du S.M.I.G. fût modifié. Salaires effectifs et salaires légaux divergeaient de plus en plus, car le progrès économique permettait de relever tous les salaires et non pas seulement les plus bas. Seuls étaient victimes de la rouerie administrative ceux que le législateur avait, en apparence, soustraits aux risques en leur offrant la protection de l'État. Ainsi l'héritage des mineurs est à l'abri des fluctuations du cours des valeurs mobilières et placé en rentes sur l'État, dont les dévaluations monétaires précipitent l'effondrement.

Nous sommes entrés dans une autre phase. Hier, le S.M.I.G. ne bougeait pas, tandis que les salaires montaient. Maintenant, il s'agit d'empêcher le S.M.I.G. de bouger, même si les prix, pour des raisons, transitoires ou durables, montent. La subtilité d'hier oblige à une autre subtilité aujourd'hui. Si les primes avaient été incorporées au S.M.I.G., la masse des salaires ne serait guère différente de ce qu'elle est. Mais la hausse du prix de la vie, que les conditions atmosphériques, les dépenses publiques et l'expansion accélérée ont provoquée, ne ferait pas

craindre le jeu de l'échelle mobile au moment le plus défavorable. On constaterait que les salaires actuels ont, depuis le vote de la loi, progressé plus que ne l'exigeait un règlement conçu pour protéger les salariés contre les conséquences de l'inflation, mais qui ne signifie plus rien, dès lors que le progrès économique permet le relèvement régulier des salaires réels.

Du coup, nos gouvernants ont été contraints de manifester de nouveau leur ruse, non en faussant l'indice des 213 articles, mais en multipliant les mesures particulières, chacune légitime en elle-même, pour empêcher les prix des marchandises qui entrent dans le calcul de l'indice de monter. Inévitablement, on donne au public le sentiment que l'on fausse le baromètre. On détruit la confiance nécessaire dans l'instrument de mesure. La loi devait substituer l'objectivité des quantités à l'arbitraire des hommes. On aboutit au résultat contraire: les hommes semblent manipuler les chiffres et en tirer des résultats aussi surprenants que l'oiseau qui sort du chapeau de l'illusionniste. On commence par la légalité, on finit par l'opération bifteck; moins de rigidité, au début, aurait épargné l'excès d'astuce, à la fin.

Dans tous les pays, la fixation des prix suscite le marché noir. En France, nous faisons mieux. C'est l'État qui commence par fixer les règles et enseigne ensuite le moyen de les tourner.

La priorité des comptes extérieurs

Le Figaro
21 décembre 1956

Au cours de l'année 1956, le gouvernement français a pris consciemment la décision de sacrifier une partie des réserves de devises à la stabilité des prix. De multiples facteurs (gel de l'hiver dernier, rappel des disponibles, déficit accru des finances publiques) agissaient dans le sens de la hausse des prix. Décidé à maintenir tout à la fois le même rythme d'expansion et le niveau actuel des prix, les dirigeants français ont choisi un accroissement du déficit de la balance des comptes.

Les événements ont été conformes aux prévisions. Pour les dix premiers mois de l'année 1956, le déficit commercial visible avec les pays étrangers s'est élevé à 945 millions de dollars contre 236 dans la période correspondante de 1955. La continuation du déficit actuel épuiserait en une année les réserves de devises et d'or. Or la crise de Suez entraîne des sorties de dollars, soit que le pétrole américain, payable en dollars, se substitue au pétrole du Proche-Orient, payable en livres ou en francs, soit que des importations supplémentaires de charbon américain deviennent indispensables. Simultanément, certains marchés d'exportation, dans le Proche-Orient ou au-delà, risquent d'être perdus. À moins que le gouvernement français ne compte sur une aide extérieure, la politique actuellement suivie aboutit inexorablement, d'ici quelques mois, à une impasse. La proportion des importations françaises payées par les exportations (en excluant le commerce avec l'Union Française) est tombée au-dessous de 70%. Les ressources exceptionnelles en dollars, à moins d'initiatives américaines, vont déclinant. Dès lors, l'objectif auquel il conviendrait de donner la priorité, devrait être la réduction du déficit des comptes extérieurs.

Ce déficit lui-même dépend essentiellement de la pression inflationniste et du niveau des prix. L'excès de la demande intérieure attire les marchandises étrangères et freine la vente au dehors de nos produits. Le plein emploi et l'expansion exigent des importations d'énergie et de matières premières. Pour réduire le déficit des comptes extérieurs sans créer de chômage ou freiner la production, il faut favoriser les exportations et décourager les importations des marchandises qui ne sont pas indispensables au développement de la production. La politique de libéralisation des échanges ne permet guère de mesures sélectives, le retour aux contingents, ce qui d'ailleurs présenterait d'autres

inconvenients graves.

Faute de ces mesures sélectives, l'action visant à réduire le déficit des comptes se confond inévitablement avec une action anti-inflationniste. On ne saurait dire qu'à cet égard l'action gouvernementale soit rigoureuse ou efficace. Crise de Suez, guerre d'Algérie coûtent des dizaines ou des centaines de milliards supplémentaires: on ne constate guère de recettes ou de suppression de dépenses de nature à compenser ces charges.

Un souci quasi obsessionnel commande, semble-t-il, la pensée de nos dirigeants: l'indice des 213 articles et le niveau des salaires. Nous avons commenté plusieurs fois cette situation ubuesque: on a posé que le minimum interprofessionnel garanti serait relevé en cas de hausse de 5% de l'indice de 213 articles, on craint que cette règle ne s'applique, bien qu'entre temps les salaires réels aient progressé de quelque 20% au moins. Pour prévenir cet automatisme, on multiplie les expédients et on crée ainsi le scepticisme à l'égard de l'instrument de mesure que le législateur a lui-même choisi.

Le pire est que la crainte éprouvée est probablement excessive. Il n'est nullement démontré que le relèvement du S.M.I.G. entraînerait une hausse de l'ensemble des salaires. En tout cas, la pratique actuelle - ne pas agir sur les causes de hausses de prix, interdire par décret aux indices des prix de refléter les mouvements - ne peut être prolongée longtemps. Elle contribue à entretenir le déficit des comptes extérieurs et la pression inflationniste à l'intérieur.

Comme d'habitude, les partisans de ce curieux immobilisme font valoir les risques d'une remise en ordre général. Plus on s'enfonce dans l'artifice, plus le retour à la vérité est périlleux. On oublie la contrepartie: on finit par subir les mesures que l'on n'a pas eu le courage de prévoir ou de décider. Les remises en ordre ont d'autant plus de chances de réussir que les gouvernants les conçoivent et les exécutent à froid.

Les salaires et la productivité

Le Figaro
5 juillet 1957

Le déficit des comptes extérieurs, nous l'avons dit souvent, n'est pas un phénomène isolable, que le contingentement des importations ou l'aide à l'exportation suffiraient à éliminer. Nous avons montré la semaine dernière la relation entre épargne intérieure et comptes extérieurs. Nous voudrions, cette semaine, en utilisant le rapport du directeur de la Banque des Règlements internationaux, mettre l'accent sur un aspect important de la conjoncture européenne: les mouvements relatifs des salaires et de la productivité.

Une première statistique permet de comparer le coût de la main-d'œuvre (salaire horaire + charges sociales) dans les divers pays d'Europe. Si l'on égale à 100 le coût de la main-d'œuvre en Suisse, ce même coût est à 128 en Suède, à 92 en France, à 88 en Grande-Bretagne, à 75 en Allemagne. Que le coût de la main-d'œuvre soit plus élevé en France qu'en Grande-Bretagne ou en Allemagne est une expression de ce que beaucoup considèrent comme la surévaluation de la monnaie française.

La comparaison de la progression des salaires et de la productivité en Allemagne, en France, en Italie et au Royaume-Uni apporte des résultats également instructifs. En Allemagne, le pourcentage d'augmentation de la productivité (production par heure-ouvrier) par rapport à l'année précédente a été supérieur au pourcentage d'augmentation des salaires en 1954 (5,0 contre 2,6), en 1955 (7,4 contre 6,7). En 1956 la relation a été inverse: les salaires ont progressé de 8,8%, la productivité n'a progressé que 0,7%. L'évolution a été dans le même sens en France: 7,3% pour la productivité contre 5,7, puis 8,1 contre 7,3, enfin 8,1 contre 10,6; comparable aussi en Italie 9,0 contre 4,1; 7,3 contre 6,1; 4,7 contre 6,8. Au Royaume-Uni la hausse des salaires a régulièrement dépassé celle de la productivité: 5,7 contre 4,4; 8,4 contre 3,7; 8,4 contre 0,0.

Les gouvernants anglais ont plusieurs fois souligné la gravité du problème. Un pays qui a besoin d'exporter pour vivre ne peut tolérer une hausse de ses prix de revient plus rapide que celle que connaissent ses concurrents. En Grande-Bretagne, pour des raisons sociales plus qu'économiques, la hausse annuelle des salaires horaires est pour ainsi dire coutumière. Elle est directement à l'origine du déficit des comptes extérieurs. En France, une augmentation exceptionnellement rapide de la productivité a permis d'absorber une hausse

considérable des salaires en 1954 et 1955. La hausse des salaires a pris de l'avance en 1956. Bien qu'en 1956, la productivité ait plus progressé en France par rapport à 1953 qu'en aucun des trois autres pays, le déficit des comptes extérieurs et l'inflation mettent en péril la poursuite de l'expansion.

La tendance des salaires nominaux à progresser plus vite que la productivité est liée à des causes structurelles, économiques aussi bien que sociales. Le plein emploi donne aux syndicats une puissance accrue dans les négociations. Tant qu'ils ont le sentiment que l'élévation des salaires horaires ne compromet pas la prospérité de leurs affaires, les entrepreneurs préfèrent des concessions aux grèves. Les ouvriers, de leur côté, tiennent les hausses de salaires pour normales, quelles que soient les circonstances. C'est l'absence de hausse désormais qui paraîtrait exceptionnelle.

En Allemagne, le nombre des chômeurs a longtemps contribué à ralentir le mouvement. Aujourd'hui encore l'afflux de travailleurs venant de la zone soviétique freine les revendications ouvrières. En Italie il subsiste, d'après les statistiques officielles, plus d'un million et demi de sans-travail.

En France, l'allongement de la durée du service militaire a aggravé la pénurie de main-d'œuvre que créait l'expansion économique. Le blocage des prix, les restrictions de crédit limitent provisoirement les augmentations que les chefs d'entreprise peuvent accorder. Il n'en reste pas moins qu'au cours des prochaines années il est indispensable, pour rétablir l'équilibre des comptes extérieurs, que la productivité progresse plus vite que la rémunération horaire.

L'exemple anglais prouve que les restrictions de crédit ne suffisent pas à arrêter la hausse des salaires. L'exemple français prouve que l'expansion, même accompagnée d'une progression accélérée de la productivité, ne suffit pas non plus à empêcher l'inflation et la perte des devises. Autorités monétaires, chefs d'entreprise, syndicats eux-mêmes ont tous une fonction à remplir. Mais il serait vain de compter sur la révolution des employeurs ou la modération des employés, si l'excès de la demande rend irrésistibles les revendications des uns, inévitable la capitulation des autres.

La crise économique et morale de l'agriculture

Le Figaro

20 septembre 1957

L'économiste ne se décide jamais sans hésitation à écrire sur l'agriculture. Trop de vérités importantes échappent à celui qui ne peut compléter les livres ou les chiffres par l'expérience directe. L'agriculture française est trop diversifiée pour que des généralités n'apparaissent pas fausses, en telle ou telle province du pays.

Si nous nous référons aux données officielles - l'estimation par l'I.N.S.E.E. du revenu de l'agriculture - les recettes de l'agriculture auraient été, pour la campagne 1955-1956, légèrement supérieures à celles de la campagne 1954-1955: 2.450 milliards contre 2.305, le produit net, au prix du marché, s'élevant à 1.695 contre 1.595. (Il ne s'agit là que d'ordre de grandeur, trop d'évaluations ne peuvent être qu'approximatives.) Même en admettant ces chiffres, le mécontentement d'une fraction des agriculteurs n'en est pas moins compréhensible. La quasi-stabilité du revenu nominal fait contraste avec une certaine hausse des prix. Il s'agit du revenu global qui s'est maintenu parce qu'à une diminution de la quantité de céréales a répondu une hausse des prix. Mais les agriculteurs dont la récolte a été plus atteinte que la moyenne, ont vu leur revenu diminuer, cependant que ceux qui ont pu en sauver la plus grande partie, ont vu leur revenu augmenter.

Les mêmes statistiques indiquent que, depuis 1952-1953, les dépenses de l'agriculture ont augmenté de 20 à 25% alors que les recettes ne progressaient que de 10%. Les agriculteurs achètent de plus en plus d'engrais et de matériel. Eux aussi sont entraînés par le courant de modernisation. Dans *La Situation économique de l'Europe de 1956*, publiée par la Commission économique pour l'Europe, l'accroissement annuel de la production par tête, de l'avant-guerre à 1954, est estimé, dans l'agriculture, à 1,9%, pourcentage légèrement supérieur au pourcentage moyen pour l'ensemble des secteurs 1,8%.

En dépit des progrès accomplis par l'agriculture française dans son ensemble - le rendement par hectare de blé a plus augmenté en dix ans qu'au cours du demi-siècle précédent - les paysans ont en grand nombre le sentiment que leur part du revenu national diminue et que leurs conditions de vie ne s'améliorent pas ou, en

tout cas, s'améliorent plus lentement que celles des travailleurs des villes.

Dans tous les pays d'Europe occidentale, le revenu net par personne employée est moins élevé dans l'agriculture que dans les autres secteurs - même dans les pays où la modernisation de l'agriculture est poussée le plus loin, comme au Danemark et aux Pays-Bas. Le revenu des entreprises individuelles agricoles serait, entre 1938 et 1955, tombé de 14,4% du revenu national à 11,9%, d'après la Commission économique pour l'Europe (mais le nombre de ces entreprises a dû quelque peu diminuer), la part des salaires tombant, entre temps, de 3,4% à 2,2%.

À ces raisons, statistiquement décelables, de mécontentement, s'ajoute le sentiment que la politique gouvernementale se soucie par-dessus tout de la stabilité des prix dans les villes et, par des importations de choc ou la taxation, empêche les cours des produits agricoles de monter quand les conditions du marché provoqueraient la hausse, sans empêcher dans les mêmes proportions la baisse dans les conditions inverses.

Enfin, l'extrême hétérogénéité des exploitations agricoles, depuis celles qui produisent les céréales selon des méthodes quasi industrielles et obtiennent des rendements de 45 ou 50 quintaux à l'hectare jusqu'aux petites entreprises familiales, de style traditionnel, rend difficiles des mesures équitables simultanément pour les uns et pour les autres. Que l'agriculture, comme on le dit, emploie plus de 25% de la main-d'œuvre totale et reçoive quelque 12% ou moins du revenu national, n'exclut pas que les prix puissent être rémunérateurs pour les producteurs les plus efficaces, ruineux pour les producteurs dits marginaux.

Au-delà des concessions de prix que le gouvernement a consenties, on aurait tort d'imaginer qu'une méthode inédite ou un programme d'ensemble permettra miraculeusement de surmonter la crise. La rapidité des progrès de productivité accomplis par l'industrie oblige l'agriculture à se transformer, elle aussi, sous peine d'un décalage qui serait redoutable pour le pays tout entier. Mais la transformation ne va ni sans peine ni sans durée, là où se prolongent des modes anciens d'organisation.

Tout le monde est d'accord sur les objectifs: ne pas accroître les productions normalement excédentaires (céréales, betteraves, vin), accroître les productions animales, qui sont déficitaires. Cette conversion doit continuer une évolution qui s'est faite spontanément. La viande apportait 22,5% des recettes de l'agriculture en 1937-1939, elle en apporte 30% en 1955-1956; la part du blé, en revanche, est tombée de 17% à 10%, celle du vin de 11,5% à 8%, celle du lait a monté de

13,5% à 18,5%, celle des volailles et œufs a légèrement monté de 11,5% à 12%. On compte sur la modification des rapports de prix pour obtenir plus de viande et limiter les récoltes de céréales. En dehors de cette reconversion souhaitée et des progrès techniques dans les régions retardataires, peut-être une meilleure organisation des circuits commerciaux serait-elle la mesure la plus efficace. Les inégalités de prix entre marchés régionaux, la non-publicité des prix exposent les paysans à vendre, dans de nombreux cas, au-dessous du cours équitable et accessible.

La croissance inégalement rapide des revenus dans les villes et dans les campagnes crée une crise qui risque d'être durable. Agitation et revendications ne contribueront guère à la surmonter. À la longue, c'est en accélérant la modernisation de la production, aussi de la distribution, que l'agriculture française obtiendra une part moins injustement faible de la richesse nationale.

Hausse des salaires ou baisse des prix?

Le Figaro
27 mars 1959

Un de mes correspondants, chef d'entreprise, m'a écrit une lettre, indignée et percutante, à propos d'un de mes derniers articles dans lequel j'avais évoqué, comme moyen de relance, les augmentations de salaires nominaux que les entreprises seraient amenées à consentir aux ouvriers, à partir du printemps, en fonction de leurs possibilités.

"Comment, me dit-il, vous suggérez un relèvement des salaires horaires au lieu de suggérer une baisse des prix! Ne savez-vous pas que les hausses de salaires sont contagieuses? Ce que les entreprises bien placées, pour des raisons souvent indépendantes de la qualité de la gestion, peuvent accorder, les entreprises en difficulté seront bientôt obligées, à leur tour, de l'accorder. Faute de quoi les écarts entre les salaires, selon les branches et les entreprises, s'élargiront - ce qui multiplierait le mécontentement et les revendications. Or, si les hausses de salaires gagnent l'ensemble de l'économie, le risque est grand qu'elles dépassent les progrès accomplis par la productivité moyenne et nous retomberons dans l'inflation."

La question posée - baisse des prix ou hausse de salaires - est classique. Elle se subdivise d'elle-même en deux interrogations: qu'est-ce qui est souhaitable? Qu'est-ce qui se passe et se passera en fait?

Incontestablement, il est bon qu'une entreprise réserve, au moins en partie, les gains de productivité à la baisse des prix. Les consommateurs doivent tirer profit du rendement, dû à des machines plus efficaces ou à une organisation meilleure. Si tous les chefs d'entreprise maintenaient leurs prix pour augmenter les salaires de leurs employés en proportion de la baisse du coût de revient, il en résulterait effectivement les conséquences inflationnistes signalées par mon correspondant. Aussi bien, l'éventualité est-elle, sous sa forme extrême, hautement improbable. Même dans les économies en inflation, les relations de prix entre les marchandises se modifient constamment, les marchandises dont le coût de production s'abaisse davantage deviennent moins chères relativement aux marchandises d'autres secteurs, moins affectés par les bouleversements de la technique. Que le prix reste stable pour des produits de qualité supérieure ou monte moins que celui d'autres produits, finalement la productivité agit sur les prix relatifs.

Est-il concevable que, même avec une monnaie saine, tous les profits de la productivité accrue servent à une baisse de prix? La encore, dans nos économies occidentales, l'éventualité est improbable. Supposons que, dans l'industrie automobile, on applique en toute rigueur la théorie: augmentation de productivité-baisse de prix. Aussi longtemps que les ouvriers n'achètent pas les automobiles qu'ils fabriquent, la baisse des prix ne favoriserait pas directement les salariés, qui auraient le sentiment d'être victimes d'une injustice. L'augmentation de productivité apporterait des avantages aux utilisateurs, non aux producteurs d'automobiles. En d'autres termes, les salariés d'industrie ne sont pas suffisamment consommateurs des produits qu'ils fabriquent pour se contenter de la baisse des prix: ils réclament, à juste titre, qu'une fraction au moins des revenus dégagés par l'abaissement du coût de revient serve à l'augmentation de leurs rémunérations nominales.

Quelle fraction? Je crains que la question ne comporte pas de réponse générale. En théorie, cette fraction ne devrait pas dépasser l'augmentation moyenne de la productivité dans l'ensemble de l'économie, autrement dit, les secteurs à productivité rapidement croissante devraient avoir la sagesse de tenir compte des possibilités des autres secteurs avant de prendre leurs propres décisions. La contagion de la hausse est trop difficile à arrêter, dans les régimes occidentaux, pour qu'une entreprise-pilote puisse se désintéresser des implications psycho-sociales de sa propre générosité. Mais une telle règle est aussi facile à formuler dans l'abstrait que difficile à mettre en pratique. Les directeurs regardent leurs propres comptes, ils se préoccupent de la paix sociale à l'intérieur de leur propre affaire. Quant aux secteurs retardés ou à l'équilibre global, ils en laissent la responsabilité au gouvernement.

Qu'elle est, dira-t-on, la réponse à la question précise, relative aux augmentations de salaires dans les prochains mois? Faut-il conseiller aux entrepreneurs, autant que possible, la hausse des salaires ou la baisse des prix? Deux arguments jouent, me semble-t-il, en sens contraire. La hausse des salaires ne doit pas être telle qu'elle ébranle la confiance retrouvée dans la monnaie, qu'elle compromette le retour des capitaux et le rapport favorable entre prix français et prix étrangers. D'un autre côté, le salaire réel a été abaissé au cours de ces deniers dix-huit mois, à la fois parce que la progression antérieure avait été trop rapide et parce qu'il a fallu consacrer l'assainissement monétaire. Aussi est-il difficile d'interdire aux branches ou aux entreprises qui en ont les moyens certaines hausses des salaires horaires.

Ajoutons que, si la hausse des salaires consentie par une entreprise met en difficulté une entreprise rivale, le mécanisme n'est guère différent dans le cas de baisse des prix. L'entreprise qui ne peut pas baisser ses prix, alors que d'autres y parviennent, perdra sa clientèle. La différence concerne les relations entre les branches: la hausse des salaires que l'industrie automobile tolère sans réduire sa capacité d'exportation, aggraverait le marasme des industries du textile et du cuir.

Il importe donc bien, en effet, de rappeler à la prudence les secteurs en expansion, afin de ne pas répéter les erreurs d'hier. Encore convient-il de ne pas sauter d'un extrême à l'autre, selon une habitude française, et de ne pas imaginer une économie sans précédent, où l'expansion générale, nourrie par une productivité constamment en progrès, s'accompagnerait de prix en baisse.

La politique des salaires

Le Figaro
15 mai 1959

Le succès de la nouvelle politique économique, au cours des quatre premiers mois de l'année, a été éclatant: la hausse des prix a été inférieure aux coefficients calculés à l'avance, le retour des capitaux a reconstitué les réserves du Fonds de stabilisation des changes qui s'élèvent à près d'un milliard de dollars, l'activité n'a pas été exagérément ralentie, la balance commerciale est équilibrée, le marché parallèle des changes est en voie de disparition, le taux de l'escompte a pu être abaissé. Seuls des observateurs aveugles ou de mauvaise foi pourraient nier la réussite d'une dévaluation à froid, d'un budget rigoureux, d'une politique tendant à la restauration de la monnaie.

Cela dit, il serait dangereux de surestimer les résultats obtenus et d'imaginer que "le plus dur est fait". En vérité, "le plus dur" est à faire. Une dévaluation à froid, correctement menée, doit normalement provoquer un renversement du mouvement des capitaux. Si le taux de change a été bien choisi, il laisse une marge de manœuvre telle que la hausse des prix, imputable à la dévaluation, ne paralyse pas l'exportation. Toutes ces hypothèses se sont effectivement réalisées; encore faut-il que la stabilité acquise se maintienne si l'expansion reprend ou n'empêche pas la reprise de l'expansion. En d'autres termes, la première phase s'est déroulée conformément aux prévisions les plus optimistes, la deuxième doit être celle d'une reprise de l'expansion sans que la restauration monétaire soit compromise.

Pour la deuxième phase, on pouvait craindre soit une stagnation prolongée, soit une menace d'inflation en cas d'expansion. D'après les inspecteurs du ministère de l'Économie, on observerait dans les industries de consommation des signes de reprise; en revanche, les industries de biens de production ont des carnets de commandes en diminution. Ce n'est qu'en automne prochain qu'on sera en mesure de juger avec certitude le sens dans lequel s'oriente la conjoncture. Mais, dès maintenant et en tout état de cause, un problème se pose: celui des salaires.

De 1953 à 1957, l'expansion, exceptionnellement rapide, de la production s'est accompagnée d'une élévation de salaires qui, pour l'ensemble de l'économie, avait tendance à dépasser les progrès de la productivité. La France n'a pas de réserves de main-d'œuvre, elle souffre même et continuera à souffrir, pendant

plusieurs années, d'une pénurie de main-d'œuvre (aggravée, depuis 1956, par la durée du service militaire). Pour les deux tiers environ, la croissance de la production a été due non à un travail supplémentaire (durée prolongée ou nombre d'ouvriers en augmentation) mais à une plus forte productivité. Le coût de la main-d'œuvre incitait aux investissements et à l'effort en vue d'améliorer la productivité, les entreprises assurées de vendre étant prêtes à payer davantage les ouvriers, surtout les ouvriers qualifiés qui faisaient défaut.

De plus, les industries de pointe, automobile, chimie, pétrole, appareillage électrique, n'hésitaient pas à payer des salaires plus élevés, précisément parce qu'elles réalisaient des progrès exceptionnellement rapides de production et de productivité. Mais le mouvement gagnait inévitablement l'ensemble de l'économie: ce que Renault pouvait concéder sans modifier ses prix de vente, d'autres secteurs étaient obligés de l'accorder à leur tour mais en élevant leurs prix de vente. Ainsi les revenus consommables progressaient plus vite que les biens de consommation offerts.

Une conversion décisive doit intervenir si l'expansion, que chacun souhaite prochaine, ne doit pas compromettre la stabilité des prix. Les grandes entreprises, qu'elles soient publiques ou privées, doivent se sentir responsables de l'équilibre global de l'économie française et non pas seulement des bonnes relations avec leurs employés. Les accords prévoyant des hausses annuelles automatiques de salaires sont dangereux. Aux États-Unis même, ces accords sont une des causes de la permanente menace d'inflation. Le gouvernement devrait rappeler aux chefs d'entreprise que le profit dû à la productivité doit être, pour un pourcentage donné (moitié ou deux tiers), consacré à la baisse des prix.

Dans le débat que j'ai eu récemment avec quelques correspondants sur ce sujet même, des divergences secondaires dissimulaient l'accord sur l'essentiel. Des hausses de 4 à 5% de salaire, que beaucoup d'entreprises considèrent comme aisément supportables, représentent déjà autant et peut-être plus que ce que l'élévation de la productivité apporte à l'ensemble de l'économie en une année. Dans l'immédiat, l'abondance des produits agricoles, la réduction du pouvoir d'achat entre l'automne 1957 et l'automne 1958 incitent à une politique de facilité. Mais, puisque la formule est à la mode, disons qu'il convient de prendre de bonnes habitudes. Or, si des hausses importantes de salaires se produisent alors que l'expansion n'a pas encore recommencé, que sera-ce demain, le jour où la pénurie de main-d'œuvre s'aggraverait?

L'expansion dans la stabilité exige que l'augmentation des revenus

consommables soit modérée. Elle exige aussi l'amélioration régulière des revenus réels de la population. Ces exigences ne sont pas inconciliables si les entrepreneurs de tous les secteurs ne sacrifient pas l'intérêt de l'économie tout entière aux tentations de la popularité.

Salaires et pouvoir d'achat

Le Figaro
19 juin 1959

La semaine dernière, un de nos confrères publiait un article retentissant de son chroniqueur économique sur le thème suivant: la hausse des salaires met en péril la politique du gouvernement. Pendant le premier semestre de l'année en cours, les salaires ont progressé de 3 à 4% environ, alors que le mot d'ordre était à la stabilité et que la production n'augmentait pas. Si la hausse continue à la même allure, l'inflation est inévitable. Aucun régime économique n'est en mesure d'assurer une hausse annuelle de 6 à 8% des salaires et de maintenir simultanément les prix. L'article concluait implicitement qu'en dépit des formules officielles sur la liberté des salaires, le devoir du gouvernement était d'intervenir pour empêcher la continuation du mouvement.

À peu près en même temps, un haut fonctionnaire remettait, à titre privé, à quelques amis, un court mémorandum sur le problème du pouvoir d'achat. Le point de départ de l'analyse était le volume probable des récoltes. Les deux dernières années ont été mauvaises, mais le progrès technique s'est poursuivi (consommation d'engrais, usage de semences sélectionnées, etc.). Si les conditions atmosphériques demeurent favorables, on peut compter sur une production accrue, de 10 à 15% pour le blé et la betterave, de plus de 20% pour le vin, de 5 à 10% pour l'ensemble pommes de terre, fruits et légumes, de quelque 5% pour la viande et les produits de basse-cour. La question se pose de savoir si cette production supplémentaire sera absorbée sans baisse de prix, dans l'hypothèse où le pouvoir d'achat distribué aux salariés ne serait pas accru.

Or une baisse des prix agricoles, par suite de l'abondance des produits et de la stagnation du pouvoir d'achat, serait en elle-même fâcheuse. Les prix fixés ou soutenus par le gouvernement pour le blé, la betterave, le vin seraient relativement élevés par rapport aux prix libres des légumes, de la viande ou des produits de basse-cour. Autrement dit, le rapport entre les divers prix agricoles serait inverse de celui que l'on souhaite. Les baisses de prix pourraient entraîner une diminution des revenus globaux des paysans, ce qui provoquerait un mécontentement justifié dans les campagnes et pourrait freiner l'expansion économique d'ensemble. Certes, la baisse des prix agricoles entraînerait une revalorisation des salaires ouvriers, mais la distorsion entre le pouvoir d'achat des agriculteurs et celui des populations urbaines serait finalement défavorable à

la paix sociale. En conclusion, l'auteur de la note recommandait une augmentation immédiate et temporaire du pouvoir d'achat distribué, par le relèvement des allocations familiales et la distribution d'une prime exceptionnelle de vacances, représentant une dizaine de jours de travail.

Ces deux prises de position paraissent et sont, à certains égards, directement opposées, l'un des experts voyant dans la hausse des salaires la menace suspendue sur le succès de la nouvelle politique, l'autre recommandant pour des raisons d'équilibre économique l'accroissement du pouvoir d'achat distribué. Il n'est pourtant pas exclu que chacune de ces deux études comporte une part de vérité: une progression annuelle du taux des salaires de 6 à 8% par an serait incompatible avec l'assainissement monétaire, un gonflement temporaire du pouvoir d'achat, si les perspectives de bonnes récoltes sont confirmées, ne serait pas en lui-même catastrophique.

Jusqu'à un certain point, le gouvernement s'est inspiré de ces deux sortes de considérations, puisqu'il a consenti au relèvement des allocations familiales mais non à celui du taux des salaires. Mais, dans l'ensemble, il a considéré, à juste titre je crois, que le freinage des hausses de salaires était l'objectif prioritaire.

Au cours de ces dernières années, tous les Français, employeurs et employés, étaient accoutumés à une allure de progression qui dépassait les possibilités de n'importe quel régime. En période normale, la productivité moyenne pour toute l'économie ne s'accroît pas de plus de 3 à 4% par an. Le relèvement du taux des salaires doit rester inférieur à ce pourcentage si l'industrie consacre à la baisse des prix une partie des gains de productivité. Il est d'autant plus important et difficile de prendre de nouvelles habitudes que les salaires réels sont sensiblement inférieurs (de quelque 10% en moyenne) au niveau le plus élevé, atteint au printemps de 1957. L'effort pour revenir au niveau antérieurement atteint est légitime, mais il est de l'intérêt commun qu'il ne remette pas en cause l'équilibre des comptes extérieurs et la valeur de la monnaie.

Nous sommes donc, à l'heure présente, en une conjoncture singulière. L'abondance agricole, la marge de manœuvre acquise grâce au taux de change choisi permettent une certaine augmentation du pouvoir d'achat sans danger immédiat. D'un autre côté, la rareté de main-d'œuvre (qui durera au moins jusque vers 1962-1963), les pratiques de ces dernières années incitent les chefs d'entreprise à ne pas résister aux demandes des salariés.

Le gouvernement a préféré la rigueur, actuellement impopulaire, à une générosité, qui, même économiquement, n'était pas dans l'immédiat sans

justification mais qui aurait hypothéqué l'avenir.

Problèmes de la rentrée

Le Figaro
25 septembre 1959

Au cours de ces dernières années, la conjoncture de l'économie française avait été décalée par rapport à celle de l'économie mondiale. L'expansion, à la faveur de l'inflation, s'était poursuivie vigoureusement en 1957, alors qu'elle était arrêtée en Grande-Bretagne, ralentie en Allemagne. Les mesures anti-inflationnistes ayant été prises avec retard à la fin de 1957, et une stratégie d'assainissement mise en train à la fin de 1958, on pouvait craindre que la France ne fût atteinte par la récession en 1959, à un moment où l'économie mondiale, en particulier aux États-Unis et en Allemagne, est dans une phase de boom.

Ce risque est aujourd'hui écarté. Il est trop tôt pour prévoir dès maintenant ce que sera le taux de croissance à la fin de l'année et l'année prochaine. Mais il n'y a plus lieu de redouter une récession ou même une stagnation prolongée. L'économie française va participer au progrès qui entraîne l'ensemble du monde occidental.

La prudence dont a fait preuve le gouvernement au printemps dernier et celle dont témoigne le budget de 1960 sont justifiées par l'événement. Des mesures globales ou spectaculaires de relance n'étaient pas nécessaires et elles auraient été dangereuses. Le maintien des investissements publics et les débouchés extérieurs que la dévaluation a ouverts à l'industrie ont suffi à éviter un recul de l'activité. La reprise mondiale a été, elle aussi, une cause appréciable de relance. Pour la première fois depuis de longues années, l'économie française, avec un taux de change ajusté, se trouve dans des conditions normales de concurrence. Elle doit faire la preuve qu'elle est aussi capable que n'importe quelle autre de croître sans inflation et de financer sans importations les achats au-dehors des matières premières et des biens d'équipement.

Pourtant la crainte d'une récession était à peine dissipée que des inquiétudes se manifestaient au sujet de la stabilité des prix. En un sens, il s'agit d'une oscillation normale. Selon le mot du Dr Knock, la stabilité, comme la santé, est un état précaire qui n'annonce rien de bon. Si les prix ne bougent pas, la production ne tardera pas à donner quelques signes d'essoufflement. Si la production recommence à augmenter, on jette un regard angoissé vers le thermomètre des statistiques. L'indice d'après lequel on détermine le niveau du S.M.I.G. a monté de plus de 2%. Un relèvement du S.M.I.G. d'ici à la fin de

l'année est probable.

Des circonstances accidentelles sont à l'origine de certaines hausses. La sécheresse est responsable de la montée des cours de plusieurs produits alimentaires, produits laitiers ou légumes. Depuis le début de l'année, l'indice des 250 articles, représentatif des prix de détail dans la région parisienne, a progressé de 4,05%. Durant la phase initiale de la nouvelle politique, la hausse des prix industriels avait été partiellement compensée par la baisse des prix agricoles. Aujourd'hui, les effets de la dévaluation ont été incorporés dans les prix industriels mais des facteurs de hausse agissent sur les prix agricoles. Une augmentation trop forte des salaires provoquerait à son tour une hausse des prix industriels. Si prix agricoles et prix industriels montaient simultanément, la stabilisation intérieure et extérieure serait remise en question. Ainsi s'expliquent les mesures diverses, plus administratives qu'orthodoxes, par lesquelles le gouvernement s'efforce de tenir les prix (réduction des marges, baisse autoritaire, importations de choc, etc.).

L'action quotidienne menée par le gouvernement actuel ressemble à celle des gouvernements de la IV^e République - ce qui s'explique moins par la permanence de la haute administration et l'action maléfique des "technocrates" que par la permanence des problèmes et le petit nombre des solutions possibles. Une hausse des prix étant provoquée, ici ou là, par des accidents climatiques (gel ou sécheresse) ou bien économiques (cours international des matières premières), les autorités doivent empêcher que, par le jeu de l'indexation des salaires et des prix, ces hausses ne se généralisent et ne s'amplifient. Les moyens d'empêcher généralisation et amplification ne changent ni avec les numéros de la République ni avec les idéologies, libérales ou dirigistes, des ministres ou de leurs conseillers.

La France n'est pas la seule à connaître ces sortes de difficultés. Elle est cependant plus vulnérable à l'inflation que d'autres pays pour des raisons de structure.

Ces raisons ne paraissent au nombre de trois. D'abord la psychologie inflationniste du public, héritage de la fréquence et de la virulence de l'inflation depuis 1914. Il faut du temps pour que les Français cessent de considérer les hausses de prix comme inévitables. Ensuite, les *caractères de l'agriculture française* et les répercussions sur le prix de la vie et les salaires des aléas de la production agricole. L'agriculture française est extrêmement hétérogène, selon la taille des exploitations et les régions du pays. Les prix des produits agricoles ne

sont pas toujours, en France, plus élevés qu'au-dehors ou supérieurs au cours mondial (au taux actuel du franc, c'est le bas niveau du prix français du blé qui cause des difficultés à nos partenaires des Six).

Enfin, et cette raison est la principale, *la France ne dispose d'aucune réserve de main-d'œuvre*. Des poches de chômage peuvent exister dans des régions peu industrialisées, lorsque l'industrie locale perd ses débouchés. Sur le plan national, l'expansion fait immédiatement apparaître le manque de main-d'œuvre ou l'insuffisante mobilité des travailleurs.

D'ici à deux ou trois ans, les générations plus nombreuses d'après guerre élimineront cette cause d'inflation. D'ici là, une politique libérale d'immigration aurait pu, ou pourrait, favoriser le maintien de l'équilibre en période de croissance, mais le gouvernement d'aujourd'hui paraît, sur ce point, aussi hésitant que ceux d'hier.

Retour à la "folie Ramadier"?

Le Figaro
30 octobre 1959

La tâche des gouvernants n'est pas enviable et l'observateur hésite à critiquer des mesures dont il comprend les motifs et les objectifs. Mais l'activité incohérente des administrations pour empêcher des mouvements de prix, les décisions fébriles, tantôt de réduire les droits de douane, tantôt de taxer les produits au stade du gros ou du détail, les importations de choc et les opérations publicitaires sur la viande ou tels autres produits alimentaires créent rapidement une curieuse atmosphère, plus proche de celle de la "folie Ramadier" que de celle de décembre 1958.

Il me paraît urgent que les ministres se souviennent des principes qu'ils ont eux-mêmes posés, les règles d'action qu'ils se sont imposées, de l'esprit dans lequel ils ont décidé de conduire les affaires de la France. Faute de quoi, sous prétexte de parer à des difficultés réelles mais temporaires, on risque de donner l'impression que la France revient déjà aux pratiques d'un pseudo-dirigisme, tatillon et contradictoire, et qu'elle n'a donné son adhésion aux mécanismes des prix que l'espace d'une dévaluation.

Favorisée pendant des mois par les circonstances, la politique économique connaît des difficultés dont les plus graves sont imputables à la chaleur exceptionnelle de l'été. Même un État fort et un président acclamé ne commandent pas au soleil et à la pluie. La sécheresse a provoqué la hausse des cours des légumes et du beurre, une mauvaise récolte de betteraves, la pénurie de lait, etc. Des mesures prises pour atténuer les conséquences d'un temps trop beau, certaines comme les importations de lait, prêtent peu à controverse. D'autres, comme la taxation, d'une efficacité plus discutable, peuvent se justifier dans certains cas. L'objectif du gouvernement - éviter qu'une hausse temporaire de certains prix ne déclenche une hausse générale des prix et des salaires - est incontestable. Encore faut-il ne pas gonfler artificiellement des dangers à force de les dénoncer, ni pousser le recours aux expédients jusqu'au point où ceux-ci mettent en cause le sens de la politique solennellement choisie.

Il avait été explicitement prévu, en décembre dernier, que l'indexation du S.M.I.G. serait maintenue. Un relèvement du S.M.I.G. interviendra au début de novembre, un deuxième peut-être en décembre ou janvier. Si fâcheux que soient ces incidents, ils ne détruisent pas d'un coup les résultats obtenus. Les cris

d'alarme, trop bruyamment poussés par les responsables, sont sans justification, sinon sans risques.

Au premier semestre de 1959, les prix agricoles à la consommation avaient légèrement baissé - ce qui avait limité la hausse globale des prix au-dessous des prévisions faites par les experts en décembre 1958. Un ou deux relèvements du S.M.I.G. ne sont pas encore catastrophiques et n'impliquent pas une hausse proportionnelle de la masse des salaires. Il est vain, d'ailleurs, d'imaginer que l'on parviendra à empêcher la hausse des prix de ceux des produits agricoles dont les quantités disponibles ont été considérablement réduites par les conditions météorologiques. Une telle politique provoquerait de justes protestations des agriculteurs et, finalement, ne réussirait pas.

Plus critiquables encore sont les projets prêtés au gouvernement de décréter des baisses sur les tarifs des services publics ou des entreprises nationalisées. On croit rêver: il y a moins d'un an, on a reconnu la nécessité d'en finir avec les subventions, de vendre marchandises et services à leur prix sans demander à tous les contribuables de payer une partie des billets des chemins de fer ou du courant électrique et déjà on reviendrait aux baisses autoritaires, au risque de créer un déficit ou d'amputer la marche d'autofinancement!

La demande faite aux industriels de consentir des baisses de 2 à 3% sur les produits fabriqués ne paraît pas beaucoup plus raisonnable. Que l'on abaisse les droits de douane si l'on juge que les entrepreneurs ou les commerçants imposent des prix anormalement élevés. Mais que l'on évite les incantations politico-magiques moins d'un an après avoir annoncé l'ère de la raison.

Faut-il donc demeurer passifs et assister à une hausse générale? Certainement non! Mais, d'abord, il n'y a pas de "hausse générale" des prix. Ensuite, le gouvernement peut prendre des mesures de circonstance pour tel produit alimentaire, dont l'importance, matérielle ou psychologique, est particulière (lait, beurre, viande). Dans l'ensemble, il aurait tort de sortir du cadre qu'il est fixé. Il finirait par perdre la confiance de l'étranger dans le vain espoir de regagner celle de la ménagère.

La "réorganisation des circuits commerciaux" est devenue un slogan et la formule est dévalorisée avant même d'avoir été mise en application. Il n'en est pas moins vrai que des réformes sont possibles et souhaitables, qui favoriseraient la circulation des produits, du producteur au consommateur. Réformes difficiles à coup sûr, dont l'efficacité ne serait pas immédiate. En revanche, les mesures de libération peuvent agir immédiatement. Qu'il s'agisse de produits industriels ou

de travailleurs, c'est en ouvrant les frontières que l'on amortira les mouvements accidentels de prix et que l'on contribuera au maintien d'une stabilité à peine reconquise, qui, quoi qu'on en dise, n'est pas encore ébranlée.

Les salaires de 1956 à 1960

Le Figaro
26 février 1960

L'analyse de la situation économique de la France, à la fin de 1959, publiée par la revue *Études et Conjoncture*, permet de se faire une idée de l'évolution du pouvoir d'achat des salariés entre 1956 et 1960.

Rappelons d'abord la répartition approximative des ressources des ménages entre les différentes catégories de revenus. Les salaires et traitements représentent 41% du total, les entrepreneurs individuels (agriculteurs et commerçants) 31%, les intérêts dividendes et parts 3%, l'assistance et prestations sociales 18%, d'autres ressources, enfin, 7%. Dans le total des salaires, les ouvriers du secteur privé comptent pour 36%, les autres salariés du secteur privé pour 24%, les fonctionnaires pour 21%, les travailleurs du secteur semi-public pour 11%, les salariés de l'agriculture pour 5%, les gens de maison pour 3%.

Ces pourcentages étant rappelés, quel a été le mouvement comparé des rémunérations nominales et du prix de la vie? Si l'on prend pour base le revenu mensuel net au 1er janvier 1956, l'indice de ce revenu se situe, au 1er octobre 1959, à 138,5 pour les célibataires, à 133 pour les pères de deux enfants, à 128 pour les pères de cinq enfants. Quant à l'indice du coût de la vie, il est à 131, si l'on se réfère à l'indice de l'I.N.S.E.E., à 141, d'après l'Institut d'observation économique (en retenant une synthèse des deux indices partiels pour manœuvres et ouvriers spécialisés), à 144 ou même 150 d'après les indices calculés par les syndicats ouvriers. En d'autres termes, le pouvoir d'achat moyen des salariés serait, à la fin de l'année 1959, à peu près ce qu'il était à la fin de 1955, peut-être un peu supérieur pour les célibataires, probablement un peu inférieur pour les chefs de famille. (Rappelons encore qu'il s'agit de moyennes: selon les branches économiques ou les régimes, selon la durée du travail, la dispersion peut être assez forte.)

Une deuxième constatation se dégage des statistiques. C'est au 1er juillet 1957 que le pouvoir d'achat a été le plus élevé (119 pour l'indice du revenu mensuel net du célibataire à Paris, 105 pour l'indice des 250 articles). L'avance des salaires sur le prix de la vie a été perdue dans les dix-huit mois qui se sont écoulés entre le 1er juillet 1956 et le 1er janvier 1959. (À cette dernière date, les deux indices du revenu mensuel net et des 250 articles sont respectivement à 131 et 130.) Au 1er janvier 1959, le pouvoir d'achat moyen était redevenu ce qu'il

était au 1er janvier 1956.

Enfin, au cours de l'année 1959, les statisticiens croient observer, pour l'ensemble des salariés, une baisse du pouvoir d'achat de 2% au premier trimestre, une remontée de 1,5% au deuxième trimestre, une baisse de 1% au troisième, une stabilisation à la fin de l'année.

Ces chiffres posent un problème grave pour l'interprétation du passé. Le pouvoir d'achat des salariés ayant atteint un maximum au 1er juillet 1957 et ayant décliné ensuite, il serait facile pour un porte-parole du parti socialiste de plaider que les gouvernements "réactionnaires" ont enlevé aux masses les avantages que leur avait assurés le gouvernement de M. Guy Mollet. La réalité est tout autre.

Au 1er juillet 1957, quelque deux milliards de dollars de réserves de change avaient été perdus, une dévaluation à chaud était devenue inévitable, et la politique rigoureuse, menée du printemps 1957 au printemps 1958 par les derniers gouvernements de la IV^e République, entraînait fatalement des conséquences désagréables: ralentissement de l'expansion, réduction du pouvoir d'achat jusqu'au niveau compatible avec les possibilités de l'économie et les nécessités de la concurrence internationale. En fait, si de 1956 à 1960, au bout de quatre années, le pouvoir d'achat des masses n'a pas progressé, la faute en est plus à la politique d'inflation de 1956 qu'à la politique d'assainissement qui est venue ensuite (n'oublions pas non plus que les progrès avaient été rapides de 1953 à 1956).

Les statistiques rendent compte des revendications.

En 1960, des hausses de salaires sont normales, prévisibles; elles devraient marquer une reprise du progrès réel, j'entends par là d'une progression du pouvoir d'achat qui ne soit pas à l'origine d'une nouvelle inflation. La question qui se pose aux responsables et qui ne comporte malheureusement pas de réponse d'une rigoureuse précision est celle du pourcentage de hausse que l'économie française est capable d'absorber, sans que les prix en soient affectés. Les statistiques que nous avons citées suggèrent qu'une marge de relèvement non inflationniste des rémunérations nominales existe. Où se situe cette marge entre les 2% de prudence, les 5% d'audace et les 10% qui seraient folie?

Personne n'a jamais prétendu que la politique économique fût une science exacte.

Servitudes de la grande industrie

Le Figaro
11 novembre 1960

Le licenciement, décidé par la direction des établissements Renault, de 2.500 ouvriers a suscité, de la part des syndicats, de vives réactions. Et l'opinion semble avoir été, pour une part, favorable à ces protestations. Le ministère de tutelle a refusé d'intervenir, comme le bon sens l'exigeait. Une entreprise nationalisée doit être libre d'embaucher les travailleurs dans les mêmes conditions et selon les mêmes règles qu'une entreprise privée.

Une économie moderne est inconcevable sans mobilité de la main-d'œuvre. Une économie de type soviétique ne supprime pas cette mobilité, elle en modifie le caractère. Parfois, elle restreint la liberté de choix des travailleurs; parfois elle recrute, par des procédés autoritaires, la main-d'œuvre nécessaire pour de grands travaux, en des régions lointaines. En certains pays de démocratie populaire, la Pologne par exemple, le chômage n'est pas inconnu quand la main-d'œuvre augmente plus vite que le nombre des emplois nouveaux. Il reste vrai, malgré tout, que les alternances d'expansion et de récession auxquelles sont exposées les économies occidentales dans leur ensemble, et les secteurs industriels ou les entreprises en particulier, créent des risques de chômage plus grands.

Dans le cas de la France, le chômage n'a pas été, depuis 1945, un problème sérieux. Le nombre des chômeurs recensés n'a jamais dépassé quelques dizaines de milliers, ce qui équivaut à un plein emploi, parfois même à un suremploi. En restreignant ou en élargissant les facilités d'immigration, les autorités tenaient compte des variations légères de la conjoncture.

De plus, la région parisienne est celle qui offre le plus de chances de reclassement aux ouvriers qui perdent leur emploi par suite de la fermeture d'une usine ou d'un ralentissement d'activité. L'argument que l'on fait valoir, avec raison, contre l'implantation d'une usine dans une région sans industrie est que les ouvriers auraient peine à retrouver du travail si cette usine unique devait fermer ses portes. Le reclassement des mineurs, après la fermeture de puits, dans le Centre ou le Sud-Est de la France, posait un problème humain de tout autre envergure. Les mineurs étaient attachés à une petite patrie en même temps qu'à un travail. Le transfert vers d'autres lieux était pénible même si les conditions de vie étaient meilleures dans la région d'accueil.

Les changements d'emploi, le passage d'une usine à une autre ne sont pas

phénomènes exceptionnels. Ni les secteurs industriels ni les entreprises ne croissent à la même allure. La répartition de la main-d'œuvre doit s'adapter à ces fluctuations de la conjoncture, globale ou particulière. Le nombre des ouvriers affectés par la réduction d'effectifs aux établissements Renault est limité. La réaction ouvrière doit s'expliquer autant par le caractère symbolique que par la dimension de l'événement.

La réaction syndicale, si intelligible soit-elle, me paraît déraisonnable, quel que soit le sens qu'on lui veuille donner. La politique du personnel appartient aux prérogatives de la direction. C'est le directeur qui doit établir le coût respectif des diverses mesures possibles en cas de réduction d'activité et faire un choix en fonction de données complexes et techniques. Nulle part le responsable d'une entreprise ne consentira à revenir sur une telle décision sous la pression des syndicats ouvriers. Mais il y a plus. Il est de l'intérêt des syndicats d'accepter les exigences du développement économique, quitte à formuler des revendications afin d'en atténuer les rigueurs, d'en amortir les répercussions humaines.

Des commentateurs mettent l'accent sur les périls que comporte le pourcentage élevé de l'exportation dans la production d'un secteur industriel ou d'une entreprise. Mais ces périls sont inséparables de l'industrialisation.

D'autres commentateurs mettent l'accent sur la précarité, prévisible disent-ils, du marché américain pour les petites voitures européennes. Certes, il n'était pas impossible de prévoir que les grandes corporations américaines monteraient une contre-offensive contre l'invasion européenne. Mais la Volkswagen a bien résisté à cette contre-offensive. Il est possible que les États-Unis constituent en permanence, pour les petites voitures, un marché: les dimensions de ce marché, personne ne peut les déterminer à l'avance avec certitude.

Risques pour l'entreprise qui vend plus de la moitié de sa production au-dehors, risques pour les ouvriers qui dépendent des clients étrangers: les uns et les autres sont la rançon des progrès accomplis par l'économie française sur la voie de la modernisation.

Le gouvernement et les salaires

Le Figaro
24 mars 1961

La lettre envoyée le 6 mars dernier par le premier ministre au président de la Confédération du patronat français n'a pas eu bonne presse. De tous côtés, des objections ou des critiques ont été formulées: que signifie le taux de 4%? S'agit-il d'une hausse nominale ou d'une hausse réelle, c'est-à-dire compte tenu du mouvement des prix? De quel droit le gouvernement fixe-t-il un plafond de hausse alors que la loi et la coutume prévoient la libre discussion entre employeurs et ouvriers? Au reste, le gouvernement devrait se soucier d'abord de ses propres affaires avant de se mêler de celles qui ne le regardent pas directement: les fonctionnaires protestent, non sans de solides arguments, contre le retard qu'ont pris leurs rémunérations par rapport à celles du secteur privé. Que l'État se mette d'accord avec ses propres employés et laisse aux entrepreneurs le soin de se mettre d'accord avec les leurs.

L'accueil réservé par les syndicats et par maints commentateurs à la prise de position du premier ministre n'est pas surprenant. La lettre elle-même aurait pu aisément être rédigée en un style différent, contenir moins de menaces (dont certaines seraient difficilement mises à exécution). La référence au contrat d'intéressement était déplacée, bien que M. Debré ait dû y voir une compensation à la politique de rigueur. Il n'y a pas lieu de joindre une mesure de conjoncture et une réforme dite de structure (quelle que soit l'opinion que l'on professe sur cette dernière).

En dépit de ces réserves, je maintiendrais personnellement que, sur le fond, le premier ministre a raison (même s'il a réussi à se donner tort dans la forme). Le fond, ce n'est pas seulement la nécessité actuelle de limiter la hausse des salaires mais la légitimité d'une action gouvernementale afin de fixer au moins des directives.

Les statistiques ne permettent pas de suivre, de mois en mois, les variations des salaires horaires ou globaux. Mais, en gros, les taux horaires auraient progressé de 7% entre fin septembre 1959 et fin décembre 1960 dans le secteur privé. D'après les statistiques fiscales (impôt de 5% sur les salaires) la masse des salaires aurait augmenté de quelque 10% en 1960. Or la masse des traitements versés aux fonctionnaires a progressé d'à peine plus de 2%, celle des salaires versés aux employés du secteur nationalisé de 4 à 5%.

Ce sont les rémunérations du secteur privé qui ont, en 1960, progressé le plus, à une allure qui ne saurait être maintenue sans danger. L'économie française est aujourd'hui en prise directe sur l'économie mondiale, en particulier sur le Marché commun. Un mouvement inflationniste remettrait en danger non pas seulement les exportations mais l'emploi lui-même. La discipline est devenue un impératif catégorique.

Aucun pays d'Occident n'a encore mis au point la théorie ou la pratique d'une politique moderne des salaires. Aux États-unis, en Grande-Bretagne, en France, la formule de la libre discussion est couramment répétée, les conservateurs par antiétatisme et les syndicalistes dans l'intérêt de leurs revendications trouvent égale satisfaction dans cette prétendue liberté. En fait, l'État est et ne peut pas ne pas être le troisième homme entre syndicats ouvriers et syndicats patronaux. Non qu'il puisse ou doive s'immiscer dans les négociations particulières. Mais les dirigeants des grandes entreprises, dont les décisions se répercutent sur l'ensemble d'une branche sinon sur l'économie tout entière, doivent envisager la conjoncture globale. Et c'est au gouvernement à faire le point et d'indiquer aux responsables du secteur privé ce qu'il attend d'eux. La libre discussion des salaires ne se conçoit qu'à l'intérieur d'un cadre que le gouvernement a non pas seulement le droit mais le devoir de fixer.

Si la lettre de M. Debré a irrité plus qu'elle n'a convaincu, le premier ministre en est pour une part responsable. Mieux vaut prendre certaines mesures que les annoncer. Mieux vaut parler doucement et agir fortement. Mieux vaut atténuer l'apparence d'autoritarisme pour imposer son autorité. Mais, pour une part aussi, les réactions défavorables sont imputables à une méconnaissance du régime sous lequel nous vivons.

"Économie concertée", dit-on de tous côtés. Sûr, mais que l'on ne s'y trompe pas: quand la direction et les syndicats ouvriers (disons de Renault) discutent, il est un interlocuteur, absent et présent, qu'ils ne doivent pas oublier: l'État. La lettre de M. Debré n'était probablement pas la meilleure façon de rappeler cette absence-présence. Si elle l'a malgré tout rappelée, il n'y a que demi-mal.

Les équivoques de la productivité

Le Figaro
14 avril 1961

La notion de productivité est entrée dans le langage courant, dans le vocabulaire politique. Quand le niveau ou la hausse des salaires sont en question, chacun se réfère à la productivité du travail ou à la progression de la productivité. Mais on oublie souvent que les notions ne sont pas toujours définies de la même façon et n'offrent pas un critère univoque.

Incontestablement, il y a en gros un rapport entre la productivité moyenne du travail en une économie et le taux des salaires. Si l'on définit cette productivité moyenne comme le rapport entre la valeur du produit national et le nombre des travailleurs, il est vrai que, de pays à pays, les salaires varient approximativement comme elle - ce qui s'explique aisément sans entrer dans des complications théoriques. Il est normal que la rétribution du travailleur soit à la mesure de la valeur qu'il produit.

Considérons maintenant une entreprise individuelle. Supposons que, d'une année à l'autre, la production ait augmenté de 10% sans qu'augmente le nombre des travailleurs. Du coup, le rapport entre la production et le nombre des travailleurs, donc la valeur produite par travailleur aura progressé dans la même proportion. En résulte-t-il que le taux des salaires pourrait ou devrait augmenter à la même allure? Tout dépend, évidemment, des circonstances, en particulier des moyens par lesquels a été obtenu l'accroissement de la productivité. Supposons que pour accroître de 10% la production sans augmentation de la main-d'œuvre, il ait fallu acquérir des machines supplémentaires, autrement dit utiliser plus de capital par ouvrier: la combinaison des moyens de production est devenue autre; une part du surplus de production doit être employée à la rétribution des moyens de production nouveaux. De plus, la firme doit tenir compte des conditions du marché, de l'opportunité d'une baisse de prix pour écouler les marchandises plus nombreuses. En bref, à l'intérieur d'une entreprise, la productivité du travailleur (rapport entre production totale et nombre des travailleurs) ne suffit pas, à elle seule, à déterminer une politique raisonnable des salaires.

Passons à l'ensemble de l'économie. Quelle est la signification d'une augmentation de la production globale ou de la productivité? L'interprétation des taux de croissance, qui prête à tant de comparaisons incertaines ou tendancieuses, exige d'abord une référence au volume de la main-d'œuvre. Il va

de soi que, toutes choses égales d'ailleurs, une économie progressera plus vite si le nombre des travailleurs augmente. Le rapprochement du taux allemand et du taux français de croissance n'est pas significatif si l'on oublie de comparer la progression de la main-d'œuvre dans les deux pays (encore que la politique plus libérale d'immigration adoptée par la République fédérale soit désormais une des causes de l'augmentation de la main-d'œuvre allemande).

Si nous supposons le volume de la main-d'œuvre constant, à quoi tient la croissance simultanée de la production et de la productivité par travailleur? En fait, le résultat statistique (valeur produite par travailleur plus élevée) exprime et dissimule à la fois des phénomènes multiples. On peut dire, en simplifiant, qu'il résulte de deux sortes de phénomènes, transfert des travailleurs d'un emploi de productivité faible à un emploi de productivité plus forte, augmentation de la productivité des travailleurs qui ne changent pas d'emploi. Quand un ouvrier agricole trouve de l'embauche dans l'industrie, il en résulte presque toujours un accroissement de la productivité moyenne parce que la valeur produite par l'ouvrier d'industrie est généralement supérieure à la valeur produite par l'ouvrier agricole (la production agricole est d'ailleurs maintenue soit par une meilleure organisation, soit par recours à des machines). Le taux global de croissance de la production et de la productivité dépend évidemment de l'importance des transferts de main-d'œuvre. La croissance est plus facile tant que subsiste une réserve de main-d'œuvre dans les campagnes. Peut-être est-ce là une des raisons du taux élevé de croissance des économies continentales, comparé aux taux de la Grande-Bretagne et des États-Unis.

Le taux de progression de la productivité moyenne dans une économie nationale peut-il servir de référence pour une politique des salaires? En gros, oui, mais de multiples réserves s'imposent que nous examinerons la semaine prochaine.

Productivité moyenne et rémunération

Le Figaro
21 avril 1961

L'augmentation de la productivité moyenne (rapport entre produit national et nombre des ouvriers), disions-nous la semaine dernière, peut servir de référence pour déterminer approximativement la hausse possible du taux horaire des salaires. Mais cette proposition ne va pas sans réserves multiples.

Tout d'abord, il convient d'interpréter exactement les statistiques. La productivité moyenne, dont la hausse est d'ordinaire mesurée, n'est pas celle de l'ensemble de l'économie mais celle de l'industrie. Il serait impossible d'élever les salaires en proportion du seul relèvement de la productivité industrielle sans précipiter l'inflation. Effectivement, en certaines secteurs, celui de l'agriculture, par exemple, et surtout celui des services, l'efficacité du travail n'augmente pas aussi vite que dans l'industrie et même, dans de nombreux cas, elle n'augmente pas du tout. La productivité moyenne, pour l'ensemble des trois secteurs, est le résultat de multiples phénomènes: productivité accrue dans les industries existantes, soit grâce à une meilleure organisation du travail, soit grâce à des investissements supplémentaires, transfert de la main-d'œuvre d'emplois à productivité faible vers des emplois à productivité plus forte, non-progrès de la productivité dans de nombreux emplois tertiaires. Au cours d'une année, nul ne sait quelle sera, statistiquement, la hausse de la productivité dans l'ensemble de l'économie. Ce que l'on sait, en revanche, avec certitude, c'est que cette hausse sera toujours inférieure à celle qu'obtiennent les entreprises modernes de l'industrie. Or, les entreprises pilotes sont inévitablement tentées d'accorder des hausses de salaires à la mesure de leur propre accroissement de productivité. Une telle politique serait dangereuse.

En effet, si la réduction des coûts, qui est un aspect de l'augmentation de la productivité, était entièrement compensée par des relèvements de salaires, les secteurs à productivité rapidement progressive ne pourraient pas abaisser leurs prix de vente. Pour les autres secteurs, la situation se présenterait sous forme d'un dilemme: ou bien ils voudraient rivaliser avec les secteurs de pointe et, en ce cas, la hausse des salaires étant proportionnelle à la hausse de productivité des secteurs privilégiés dépasserait la hausse de la productivité moyenne. Ou bien les autres secteurs seraient contraints de ne pas accorder les mêmes hausses de salaires que les secteurs de pointe et, en ce cas, les écarts de salaires

s'élargiraient entre les secteurs, ce qui n'irait pas sans mécontenter les ouvriers défavorisés.

De plus, les économies européennes ne vivent plus en vase clos. Chacune d'elles est soumise en permanence à la concurrence de ses rivales. Toute économie qui répartirait les résultats des progrès de productivité autrement que ses partenaires-rivales risque de connaître des difficultés. Supposons qu'une économie parvienne à traduire en baisse de prix les diminutions des coûts réalisés par les secteurs de pointe, cependant que, dans une autre économie, les secteurs de pointe consentent à des augmentations de salaires qui équivalent globalement aux baisses des coûts, dues à l'avance de la productivité. Manifestement, le niveau général des prix augmenterait en ce dernier pays plus que dans le premier, avec les conséquences prévisibles de cette disparité.

Ces hypothèses abstraites ne sont pas simples spéculations.

Cependant, une tendance me paraît visible, de plus en plus accentuée au fur et à mesure du progrès économique: les hausses de salaires tendent à se généraliser à travers l'ensemble de l'économie.

Aux États-Unis, le phénomène est reconnu. Or, il est une des causes de l'inflation endémique. Les services à productivité stationnaire ou lentement progressive constituent une fraction de plus en plus large de l'économie tout entière.

En France, le pourcentage de 4%, indiqué dans la lettre du premier ministre, constituait un ordre de grandeur possible pour l'ensemble de l'économie. Mais il est à craindre que les 4% deviennent dans les industries de pointe 7 à 8% (modification de la hiérarchie, prélèvements sociaux). Si, au bout de l'année, la masse des salaires industriels a progressé de 7 à 8% (abstraction faite de l'allongement de la durée du travail ou des augmentations du nombre des travailleurs), il est à prévoir que le niveau général des prix sera en hausse de quelques pour-cent. Augmentation peut-être supportable mais à condition qu'elle se produise également dans les pays voisins.

Comment mettre un frein à ce mécanisme? Probablement, dans l'immédiat, l'ouverture des frontières et la concurrence seront-elles plus efficaces que les admonestations ministérielles.

La crise agricole

Le Figaro
22 août 1961

L'Europe occidentale doit-elle devenir exportatrice de produits agricoles? Doit-elle importer désormais, et en quelles quantités, des produits fabriqués en provenance des pays en voie de développement? Telles sont les deux questions, apparemment paradoxales et, au fond, logiques, qui résultent du "miracle économique européen" de ces dix dernières années.

L'indice de la production agricole globale, en prenant pour base la moyenne des années 1949-50 à 1952-53, atteint, moins de dix ans plus tard (moyenne de 1956-57 à 1958-59), 125 en Belgique, 127 en France, 132 en République fédérale, 122 en Italie, 132 aux Pays-Bas. Les progrès sont de même ordre dans les pays de la petite zone de libre-échange, parfois plus marqués encore dans les pays du sud de l'Europe (162 en Grèce, 147 en Yougoslavie).

Ces progrès ne sont pas imputables à l'extension de la superficie cultivée, mais à l'accroissement du rendement par unité de surface, en ce qui concerne les céréales. Ils sont dus à la fois à l'augmentation du nombre des bêtes et au rendement accru, en ce qui concerne la production animale. Dans le cas de la France, le rendement à l'hectare a progressé, pendant la même période, de 25% pour le blé, de 50% pour l'orge, il a doublé pour le maïs; le troupeau est de 14% plus nombreux, le rendement en lait par tête de vache a augmenté de 16%.

L'examen de la *Situation économique de l'Europe en 1960*, publié par la Commission économique européenne établie à Genève, publication à laquelle nous avons emprunté ces indications statistiques, montre également que cette production accrue par unité de surface ou par travailleur n'implique pas une progression comparable de la productivité si celle-ci est calculée par rapport à l'ensemble des moyens de production. Par exemple, en France, par rapport à 1950, l'indice de la consommation d'engrais par hectare est à 175 en 1959, celui du nombre des tracteurs par mille hectares de terre cultivée à 449. Le coût de l'exploitation a augmenté en même temps que le volume de la production et la productivité. Il est difficile de calculer le résultat moyen de ces transformations de structure.

Si ces transformations se sont produites dans toute l'Europe, pourquoi la crise est-elle particulièrement grave en France, où le rendement moyen en blé par hectare ou en lait par vache demeure largement inférieur à ce qu'il est dans les

pays les plus avancés, Pays-Bas, Danemark ou Grande-Bretagne? La cause première me paraît le fait que la production agricole, à un niveau inférieur de productivité, équilibrait à peu près la demande nationale pour la majorité des produits. La population augmente actuellement à peine et si pour certains produits (viande, beurre, fruits) la demande progresse avec le niveau de vie, pour d'autres, les céréales par exemple, elle n'augmente pas ou même elle a tendance à diminuer à mesure que le niveau de vie s'élève.

Supposons que le rendement de blé à l'hectare continue d'augmenter, la modernisation se répandant peu à peu à travers l'ensemble de l'agriculture: il en résultera, à moins d'une réduction de la superficie emblavée, des surplus croissants qui devront être exportés à coups de subventions et qui, même avec l'aide du trésor public, trouveront difficilement acquéreur. L'effort de modernisation agricole, qui a été encouragé à juste titre par l'État et qui était, en tout état de cause, indispensable, n'a pas été accompagné d'un effort parallèle ni pour adapter la production accrue à la structure de la demande, ni pour organiser les circuits de distribution, ni pour explorer les débouchés extérieurs. À terme, la modernisation de l'agriculture demeure le seul espoir pour les paysans eux-mêmes. Dans l'immédiat, certains de ceux-ci ont le sentiment que le progrès leur est aussi contraire que la stagnation.

Une autre raison de la crise française est probablement la dispersion plus grande des rendements autour de la moyenne. Des régions à certains égards défavorisées comme la Bretagne, des exploitations trop petites ou anachroniques sont comme frappées, au moins relativement, par le progrès général, cependant que même des exploitations modernisées ont peine à équilibrer le poids des dettes contractées pour l'achat de moyens modernes de production.

La même publication, *Economic Survey of Europe in 1960*, envisage un autre problème qui, sur le plan international, est en train de devenir actuel, comme est actuelle, en France, la crise provoquée par la modernisation de l'agriculture: qui achètera les produits fabriqués, relativement simples, tels les produits textiles, que les pays en voie de développement auront besoin de vendre au-dehors pour financer leurs importations de biens de production?

Durant les premières phases de l'industrialisation en Europe, l'exportation des tissus, surtout de coton, a joué un rôle dont les œuvres de Marx portent témoignage. Normalement, les pays du tiers monde s'efforceront, eux aussi, d'exporter les produits de leurs premières industries, alimentaires ou textiles.

Le calcul auquel procède le *Survey*, et que nous ne pouvons analyser en détail,

suggère que les exportations de produits manufacturés en provenance du tiers monde que les pays développés devraient absorber atteindraient, d'ici à vingt ans, un ordre de grandeur annuel de 5 milliards de dollars - ce qui est peu de chose par rapport à la demande supplémentaire de produits manufacturés qui, dans les pays développés, pourrait atteindre, en vingt ans, quelque 370 milliards de dollars. Mais si les 5 milliards de dollars ne représentent qu'une faible fraction de la demande supplémentaire globale, ils peuvent représenter un pourcentage relativement important de la demande supplémentaire de certains produits.

Mais, demandera-t-on, pourquoi les surplus agricoles de la France ne pourraient-ils être écoulés dans le tiers monde où la sous-alimentation est souvent endémique? La réponse est que les pays du tiers monde préfèrent employer leurs ressources insuffisantes en devises à l'achat des biens de production, et la France n'est pas assez riche pour imiter les États-Unis qui donnent leurs surplus agricoles ou les échangent contre des devises locales non transférables. Et si l'on demande pourquoi les pays du tiers monde ne modernisent pas leur agriculture afin de nourrir les hommes avant d'édifier des usines, la réponse est que la modernisation de l'agriculture requiert moins de capital, mais plus de temps. Moderniser l'agriculture, c'est transformer des habitudes séculaires, c'est instruire des millions de producteurs. Il ne suffit pas d'acheter des machines et de former quelques centaines d'ingénieurs.

L'exemple français lui-même aide à comprendre pourquoi le tiers monde nous offre si souvent le contraste des usines les plus modernes à côté de villages immobiles depuis des siècles.

Perspectives démographiques

Le Figaro
6 octobre 1961

La population française, longtemps stationnaire, puis menacée de diminution, est, depuis la guerre, en augmentation régulière. Ce fait, en lui-même bien connu, a donné lieu à des interprétations contradictoires: les uns s'inquiètent des emplois qu'il faudra créer pour employer les travailleurs supplémentaires, les autres imaginent que l'augmentation de la main-d'œuvre va d'elle-même donner une impulsion à la croissance économique et contribuer à la solution de nos problèmes. Or, il suffit de préciser les chiffres, comme l'a fait M. Alfred Sauvy dans divers articles de la revue *Population*, pour écarter ces craintes et ces illusions.

La population française a augmenté de 9% en dix ans (de 1950 à 1960), soit un accroissement annuel de 0,87%, imputable pour 0,67 à l'excédent des naissances et pour 0,22 à l'immigration. Ce taux de croissance se situe dans la moyenne de l'Europe occidentale, entre le Royaume-Uni (4,1%) et l'Italie (5,8%) d'une part et l'Allemagne (11,5%) ou les Pays-Bas (13,7%) d'autre part. La progression des États-Unis (18,6%) et de l'Union soviétique (18,6%) a été supérieure au double de la progression française.

La reprise de la natalité est un phénomène heureux, dont on peut dire qu'il a sauvé l'avenir de la France. Avant la guerre, le nombre d'enfants par famille achevée était légèrement inférieur à 2: il est aujourd'hui de 2,4. Si l'on se borne aux ménages dont la femme avait moins de 30 ans au moment du mariage, le nombre moyen d'enfants par famille achevée s'élève à 3,12 contre 2,49 avant la guerre.

Pour les vingt prochaines années, en supposant la fécondité constante, la population, qui est de 45.589 mille en 1961, atteindrait 50.552 mille en 1981 (si l'on admet une mortalité constante) ou 51.662 mille (si l'on admet une mortalité décroissante). Avec le chiffre le plus élevé, la densité de la population française au kilomètre carré s'élèverait à 94, inférieure à la densité actuelle de tous les pays d'Europe occidentale (354 aux Pays-Bas, 301 en Belgique, 127 en Suisse).

Ces chiffres globaux sont en eux-mêmes moins instructifs que les statistiques relatives à la répartition de la population entre les classes d'âge, entre actifs et inactifs (jeunes et vieux). Or les calculs relatifs aux actifs et inactifs exigent les hypothèses sur l'allongement de la scolarité, sur les migrations. Quelles que

soient les inexactitudes possibles, les calculs indiquent, à coup sûr, *l'ordre de grandeur* des problèmes à résoudre.

La population active, qui est de 19.695 mille à la fin de 1960, monterait à 20.189 mille à la fin de 1970 (en tenant compte d'une baisse de la mortalité, de l'allongement de la scolarité et d'une correction pour migration). Mais la population inactive, d'ici à dix ans, augmentera plus (5,4%) que la population active (3,2%). La proportion des jeunes dans la population augmentera peu (32,7% au lieu 32,5%), mais les jeunes poursuivront plus longtemps leurs études. Quant à la proportion des vieux, elle passera de 11,6% à 12,6%. D'ici à dix ans, 1.438.000 personnes de plus seront inactives et 609.000 de plus seront actives, si les tendances actuelles se maintiennent.

Ces prévisions suggèrent presque d'elles-mêmes des conclusions. Les plus grandes difficultés ne viendront pas, au cours des dix prochaines années, de la nécessité de trouver des emplois pour les travailleurs supplémentaires (3,2%). La population active a probablement augmenté de 4% en France entre 1950 et 1960. Elle a augmenté de 4,5% en Grande-Bretagne, de 7% au Danemark, de 8% aux États-Unis.

Les plus grandes difficultés viendront de l'augmentation simultanée du nombre absolu et de la proportion des inactifs, jeunes et vieux. Or ces difficultés seraient plus aisément surmontées si la population active augmentait aussi vite que la population inactive. En ce sens, un accroissement de la main-d'œuvre par immigration contribuerait, en dépit de beaucoup d'idées courantes, à la solution des problèmes créés par l'évolution prévue de la population française.

De 1950 à 1960, la population active a augmenté en Allemagne de 28%, au Japon de 37%, en Suisse de 15%; la production par personne active a progressé respectivement de 76,5%, de 71,5% et de 36,5%. S'il n'est pas démontré que, de manière générale, la productivité s'élève d'autant plus vite que la main-d'œuvre elle-même augmente davantage, il apparaît incontestable que, *dans un pays développé*, l'augmentation du nombre des travailleurs est favorable et non contraire au progrès de la productivité.

L'explosion démographique

Le Figaro
10 novembre 1961

Il y a quelques semaines, j'avais esquissé ici même les perspectives démographiques de la France. Un lecteur, qui fut un grand professeur de faculté de médecine, m'a écrit. Il me rappelait l'angoisse qu'il éprouvait avant la guerre à comparer les chiffres des naissances et des décès, il me faisait part de la joie que lui apportaient les chiffres actuels. La France, menacée de mort, renaissait à la vie.

Un autre lecteur, M. Pierre Germain, m'a fait part d'une réaction opposée. Il m'a envoyé un article: "Surpopulation du monde et déshumanisation", dans lequel il met l'accent, au contraire, sur les conséquences graves et peut-être à échéances fatales de ce que l'on appelle aujourd'hui, d'une expression horrible, "l'explosion démographique".

Je répondrai d'abord à M. Pierre Germain que le problème de la population française et celui de la population mondiale ne se confondent pas. Peut-être, d'ici un siècle, le problème de la population mondiale se posera-t-il avec une sorte de simplicité tragique. Pour l'instant, il me paraît de bonne méthode de maintenir que la croissance trop rapide de la population en certaines parties du monde (Asie, Amérique du Sud) ne signifie pas que la modeste reprise de la natalité française soit à déplorer.

En ce qui concerne la population française, les propositions suivantes me paraissent incontestables: 1° Avant la guerre, le renouvellement des générations n'était pas assuré. Faute d'une augmentation de la natalité, le chiffre actuel de la population n'aurait pu être maintenu que par une immigration importante (qui n'aurait pas été nécessairement pacifique); 2° La densité actuelle de la population en France est inférieure à la moitié de celle de la Grande-Bretagne ou de la République fédérale, elle est inférieure aussi à ce que les démographes appellent l'optimum du bien-être. En d'autres termes, une densité plus forte contribuerait à l'élévation du niveau de vie de tous, bien loin d'entraîner, comme d'aucuns le supposent, une diminution de la part de chacun; 3° Au cours des dix dernières années, la croissance du revenu national par tête a été particulièrement rapide dans les pays où la main-d'œuvre a augmenté le plus vite (Japon, République fédérale, Pays-Bas); 4° La progression, en France, de la main-d'œuvre, au cours des dix prochaines années, sera modeste. Elle pose des problèmes difficiles au

ministère de l'Éducation au point de vue de la construction des écoles, du recrutement des maîtres, de l'élargissement de l'enseignement technique. Mais il serait déraisonnable de craindre le chômage sous prétexte qu'il faut créer quelques dizaines de milliers d'emplois supplémentaires dans l'industrie chaque année.

Quel que soit le jugement que l'on porte sur les tendances mondiales, les propositions précédentes demeurent vraies pour la France. Si celle-ci avait continué à se dépeupler, elle n'aurait apporté qu'une contribution de quelques millions à l'abaissement de la population sur la planète; en revanche, elle aurait contribué de façon décisive à sa propre ruine.

Ces remarques ne réfutent nullement les arguments de ceux qui envisagent avec pessimisme les conséquences de l'augmentation massive du nombre des hommes. Les inquiétudes sont essentiellement de trois ordres: des sociétés trop nombreuses - trop d'hommes vivant sur un espace trop étroit - ne sont-elles pas condamnées à un déclin de la culture, à la perte progressive de leurs institutions libérales? Plus immédiatement, n'y a-t-il pas péril que la croissance démographique prenne de vitesse la croissance économique, que le développement économique se traduise par une baisse des ressources disponibles pour chacun? Enfin, n'est-il pas vrai, selon la formule de Bergson, que "l'Europe est surpeuplée, que le monde le sera bientôt, et que si l'on ne rationalise pas la production de l'homme lui-même comme on commence à le faire pour son travail, on aura la guerre... Laissez faire Vénus, elle vous amènera à Mars".

Il n'est pas question dans le cadre de cette brève chronique de discuter ces problèmes sur lesquels j'aurai souvent l'occasion de revenir. Je voudrais dire seulement que, tout en me félicitant sans réserve de la reprise de la natalité française, je partage ces inquiétudes. S'il s'agit des perspectives démographiques de l'humanité, j'appartiens au nombre des pessimistes.

L'allure à laquelle progresse la population, en Asie (sauf au Japon) et en Amérique latine est telle que les conditions de vie du plus grand nombre risquent de demeurer misérables, même si le développement économique s'accélère. À supposer qu'au cours du prochain demi-siècle, l'humanité parvienne à rompre le cercle vicieux du sous-développement, il est inconcevable que les hommes continuent longtemps à se multiplier au rythme actuel. Les trois milliards d'hommes de 1960 seront près de sept milliards d'ici la fin du siècle, d'après les estimations modérées. Bien plus, même des populations à niveau de vie élevé, telle la population des États-Unis, ont désormais un taux de croissance rapide

(1,5% par an, plus du double du taux français). Qu'il s'agisse de sauvegarder la paix ou les valeurs libérales, rien n'est plus urgent, à l'échelle du monde, que l'effort pour limiter le volume des sociétés.

Mais la France, menacée de mort hier par la dépopulation, peut plaider pour une politique raisonnable, elle ne doit pas choisir le suicide par épuisement, sous prétexte que d'autres s'abandonnent aux folies de la multiplication illimitée.

Le gouvernement, le patronat et les salaires

Le Figaro
1er décembre 1961

Il y a un demi-siècle, les revendications ouvrières s'adressaient au patronat et celui-ci était souvent blâmé par le gouvernement pour son "égoïsme", son refus d'améliorer la condition des salariés. Rien n'est plus typique des changements intervenus en notre siècle que la décision prise par le gouvernement d'élever le taux de l'acompte sur les réserves non distribuées des sociétés, le premier ministre ayant suggéré qu'il convenait de punir les dirigeants coupables d'avoir accordé des hausses de salaires supérieures au pourcentage que le pouvoir politique considérait comme compatible avec la stabilité des prix.

Le phénomène n'est d'ailleurs pas limité à la France. Il y a quelques mois, le président Kennedy écrivait une lettre aux patrons de la sidérurgie américaine pour les conjurer de ne pas répercuter dans leurs prix les hausses de salaires que comportait le nouvel accord signé avec les syndicats ouvriers. En Grande-Bretagne également, le chancelier de l'Échiquier s'emploie, depuis des mois, à obtenir une "pause" et à dissuader les industriels d'accéder aux demandes des salariés.

Le fait est général dans tout le monde occidental: la lutte des classes, de forme dite classique, employés et employeurs aux prises sous l'arbitrage de l'État, ne répond plus à la réalité présente. Or, tout au moins, la tension entre employés et employeurs se manifeste surtout dans certains secteurs, en particulier dans le secteur public et en conséquence de la générosité témoignée par les dirigeants de secteurs ou d'entreprises de pointe.

La cause première de cette situation, caractéristique des économies occidentales, est, on le sait, le plein emploi ou mieux, la pénurie de main-d'œuvre, en particulier, de main-d'œuvre qualifiée. Les entreprises en expansion, qui veulent accroître leur production et dont la productivité progresse rapidement, n'hésitent pas, soit pour recruter des travailleurs supplémentaires, soit pour éviter les grèves, à concéder des augmentations de salaires - augmentations qui, le plus souvent, n'impliquent pas hausses de prix dans l'entreprise ou le secteur directement intéressés. C'est la diffusion de la hausse à travers l'ensemble de l'économie qui compromet l'équilibre. Du même coup, on aperçoit la difficulté de trouver une solution.

De quels moyens dispose le gouvernement pour inciter ou obliger les

entrepreneurs à la modération? En termes abstraits, la réponse est, comme toujours en pareils cas, la persuasion et la contrainte ou encore, la carotte et le bâton. Mais quelles menaces peuvent être agitées? Celle d'ouvrir les frontières, d'abaisser davantage les droits de douane, a eu, ces dernières années, une relative efficacité. Elle aurait pu, me semble-t-il, être répétée de nouveau avec plus de force. Mais elle s'émousse inévitablement au fur et à mesure que l'entrée en vigueur du Marché commun entraîne l'abaissement automatique des droits d'entrée.

Le gouvernement pourrait recourir encore à d'autres menaces, sur le plan du crédit, par exemple, tant sont multiples les dépendances des entreprises par rapport à l'État. Mais avouons-le, le bâton fait d'autant moins peur que la carotte est moins séduisante. En fait, l'entreprise qui résisterait le plus énergiquement aux revendications aurait peut-être le soutien de l'État, mais c'est elle, malgré tout, qui subirait les effets à la fois de l'impopularité et des arrêts de travail.

Quant à la persuasion, aux lettres envoyées par le premier ministre au patronat, elles ne modifient, jusqu'à présent, ni l'attitude des employeurs ni celle des employés. Les premiers accordent des hausses qui, en pourcentage, dépassent quelque peu la mesure autorisée, 5 à 6% au lieu de 4%. Mais, par suite de phénomènes multiples et complexes (glissement de la hiérarchie, primes de productivité), les 5 à 6% appliqués à la rémunération horaire deviennent finalement 8 à 9% quand il s'agit du total des salaires. À ce moment, si le même pourcentage s'étend à l'ensemble, le processus inflationniste est déclenché.

Pourquoi ce mécanisme, si clair à nos yeux, ne jouait-il pas, il y a quelques dizaines d'années? Les uns rappelleront que l'armée de réserve industrielle n'existe plus, les autres mettront l'accent sur la prise de conscience par le patronat du fait même de la productivité, d'autres encore diront que les restrictions de crédit, que les autorités monétaires n'hésitaient pas à mettre en action jadis, ne sont désormais employées qu'en dernier recours, parce qu'elles ralentissent la croissance, objectif commun du gouvernement, du patronat et des salariés; d'autres, enfin, s'en prendront à la puissance des syndicats. Tous ont raison. Une politique visant à la croissance la plus rapide possible dans le plein emploi, avec des syndicats vigoureux et des entreprises capables d'accorder des hausses de salaires de 10% par an sans relever leurs prix, aboutit à des crises comme celles des grèves de cette semaine.

Le gouvernement hésite à satisfaire des revendications, justes par comparaison avec le mouvement des rémunérations dans le secteur privé. S'il résiste,

l'agitation gagne; s'il cède, il risque d'ouvrir les vannes de l'inflation.

Et pourtant, il faudra bien, pour que le quatrième plan se réalise, qu'un immense effort soit fait pour convaincre tous les groupes sociaux de leur intérêt commun à une modération, indispensable à la stabilité des prix.

L'expansion peut-elle se poursuivre?

Le Figaro
22 décembre 1961

"L'amélioration extraordinaire des dix dernières années ne peut durer indéfiniment: il faudrait le faire comprendre au public." Ainsi s'exprime un lecteur dans une lettre personnelle. Et il justifie cette affirmation par un argument chiffré: "Il est absurde de supposer que le niveau de vie puisse augmenter indéfiniment de 5% par an. Une grandeur qui augmente ainsi double en quinze ans. Elle est multipliée par 131 en cent ans, par 17.000 en deux cents ans, par 300 millions en quatre cents ans, etc. C'est l'histoire du sou placé à intérêts composés à 5% sous Jésus-Christ et qui vaudrait plus que toute la fortune de la terre."

Mon correspondant a raison de mettre en garde l'opinion contre le mythe d'une expansion du produit national indéfiniment poursuivie à l'allure de 5% par an. Les taux de croissance du produit annuel par personne active, enregistrés au cours des dix dernières années, ne sont pas sans précédent, mais ils sont, pour la plupart des pays, supérieurs aux taux observés sur une longue période. Le taux des années 1950-1959 s'élève à 6% au Japon, à 4,7% en Italie, à 4,5% en Allemagne fédérale, à 3,6% en France, à 2,2% aux États-Unis, à 1,7% en Grande-Bretagne. Or, sur une longue période, le taux le plus élevé est celui du Japon avec 2,9%, les taux des autres pays se situant entre 1 et 2%.

Ces taux de 1,5 à 2,5%, s'ils étaient maintenus pendant des siècles, n'en aboutiraient pas moins, à la longue, à des impossibilités. Mais il reste d'abord à comprendre pourquoi il en est ainsi, ensuite à savoir quand l'expansion s'arrêtera ou se ralentira. Quand il s'agit de l'intérêt d'un capital, l'impossibilité d'une augmentation indéfinie par réinvestissement des intérêts s'explique aisément. Les intérêts sont prélevés sur le produit annuel, créé par le travail: il n'est pas concevable que ce prélèvement dépasse un certain volume du produit total. Divers procédés - dévaluation, expropriation, destruction du capital physique ou des titres de propriété - évitent le gonflement démesuré des épargnes placées à intérêt.

En ce qui concerne l'expansion, une première distinction s'impose entre le produit national brut et le produit annuel par personne active. L'expansion du produit national brut, due à l'augmentation du nombre des hommes, *peut* se poursuivre aussi longtemps que la population continue de croître et que la nature

offre nourriture et matières premières. L'humanité compte trois milliards d'êtres en 1961; elle risque d'en compter quelque six milliards à la fin du siècle. Manifestement, le doublement en quarante ans *ne peut pas* se poursuivre pendant plusieurs siècles.

L'expansion du produit annuel par personne active est imputable à deux sortes de phénomènes dont la résultante apparaît dans les statistiques: le transfert des ouvriers d'emplois peu productifs à des emplois plus productifs (de l'agriculture ou de l'artisanat traditionnel vers l'industrie ou les services), l'amélioration de la productivité à l'intérieur des entreprises. Si nous supposons la main-d'œuvre agricole réduite au pourcentage qu'elle représente actuellement aux États-Unis, la main-d'œuvre industrielle, à son tour, ramenée à 10 ou 20%, l'expansion tendrait d'elle-même à s'arrêter, puisque la plupart des emplois du secteur tertiaire ne comportent pas une amélioration indéfinie de productivité et que les transferts de main-d'œuvre, responsables depuis un siècle ou un peu plus d'une part importante de l'expansion globale, seraient terminés.

Mais si mon correspondant a raison de s'inscrire en faux contre le mythe de l'expansion sans terme, il a tort, à mon sens, de croire que les accomplissements des dix dernières années sont exceptionnels au point de ne pouvoir être reproduits au cours des dix prochaines.

En particulier, des pays comme le Japon, l'Italie, la France, en raison de l'importance des transferts possibles de main-d'œuvre, sont en droit d'espérer des augmentations du produit annuel par personne active supérieures à 3% en moyenne. Le Japon a dépassé 6% au cours de la précédente décennie et il semble bien résolu à continuer. Le IV^e Plan français fixait un taux de 5,5% pour le produit national brut à prix constant, ce qui, étant donné la faible augmentation prévue de la main-d'œuvre, doit correspondre à une augmentation de 4 à 5% du produit annuel par personne active. Le gonflement attendu des secteurs secondaire et tertiaire, l'élargissement du secteur moderne aux dépens du secteur traditionnel rendent cet objectif accessible.

Sera-t-il atteint? C'est là une autre affaire et les événements de ces derniers mois n'incitent pas à l'optimisme.

Le drame des mineurs de Decazeville.

L'enracinement

Le Figaro
29 décembre 1961

Quinze cents mineurs de Decazeville ont passé la soirée de Noël au fond de la mine, que les "technocrates" parisiens ont décidé de fermer. Cette nouvelle, en dépit des informations dramatiques du Katanga ou d'Algérie, n'est pas passée inaperçue.

Effectivement, elle est moins tragique que beaucoup d'autres "petites nouvelles" qui figurent, chaque jour, en première page de tels de nos confrères. Elle appelle pourtant la méditation sur le coût de ce que nous appelons le progrès économique.

Nous n'avons aucun motif de mettre en question la décision prise et les arguments donnés par le ministre de la Production industrielle. Les puits de mines que l'on veut fermer ne sont plus rentables. La substitution du fuel au charbon interdit d'accroître la production de celui-ci. Les administrations les plus compétentes, les experts du Commissariat au Plan, du ministère de la Production industrielle, des Charbonnages de France ont procédé à des études objectives et approfondies. Un certain plafond de production houillère étant fixé, il était inévitable et rationnel de faire porter l'effort sur les gisements les plus riches et d'abandonner les puits anciens où le travail des hommes, en dépit de la technique moderne, ne parvient pas à triompher de l'avarice de la nature. À moins de mauvaise foi, n'importe quel commentateur est contraint de donner raison aux "technocrates", en l'espèce d'honnêtes techniciens, qui ont réparti la production charbonnière entre bassins et puits au mieux des intérêts de la collectivité tout entière. En tout cas, nul n'est en mesure, à moins de refaire pour son compte études et calculs, de prétendre qu'une autre répartition aurait été préférable.

Il y a plus. Le ministre a donné l'assurance que les mineurs licenciés auraient toutes chances de retrouver un emploi sans quitter leur actuelle résidence. Ils pourront bénéficier d'une formation professionnelle qui facilitera leur "reconversion"; des industries nouvelles viendront s'installer dans cette région dont la richesse ancienne - les mines - s'épuise. On ne saurait donc accuser les technocrates d'inhumanité. Ils essayent de convaincre les travailleurs directement frappés que les pouvoirs publics ne seront pas indifférents au sort des victimes

du "progrès". Rien n'y fait: les mineurs, entourés de la sympathie de tous, tentent de s'opposer, par la force non violente de la grève, à une décision prise d'en haut, loin de la petite ville, décision qui est ressentie sur place comme injuste et catastrophique.

Cette opposition sera finalement surmontée. Quel que soit le régime économique, il est inévitable que des décisions de cet ordre soient prises "en haut". Quand les mines appartenaient à des compagnies capitalistes, les mineurs pouvaient s'en prendre à la tyrannie de l'argent ou à l'égoïsme des actionnaires ou des conseils d'administration. Les technocrates sont désormais les boucs émissaires.

La vérité est que la responsabilité n'incombe pas à des hommes, pas même à une catégorie sociale, capitalistes ou fonctionnaires, c'est la nature de l'économie moderne qui impose "transferts" et "conversions". L'expansion ne consiste pas à produire de plus en plus des mêmes choses de la même manière, mais à produire autrement des choses différentes ou, tout au moins, les mêmes choses en des proportions différentes. S'il est possible d'obtenir la même qualité d'énergie à meilleur compte à partir du fuel ou de l'atome, le devoir des entrepreneurs, privés ou publics, peu importe, est d'agir selon les enseignements du calcul économique. Ils peuvent et doivent adoucir les répercussions humaines du calcul, ils ne peuvent les épargner.

Le lecteur répondra probablement que les nécessités du progrès, en premier lieu la mobilité, sont désormais mieux comprises. Le cas de la mine et des mineurs, dira-t-il, est particulier. Les mineurs ont le sentiment fort, nourri par une longue expérience, que la mine est, en même temps que le lieu de leur travail, leur propriété commune. C'est d'elle qu'ils vivent, c'est autour d'elle que leur existence s'organise. Qu'elle soit fermée et la collectivité elle-même est frappée à mort: une pareille intégration des travailleurs à l'instrument du travail ne se retrouve en aucune industrie. Les ouvriers d'industrie ne refusent pas la mobilité: ce sont les mineurs qui la refusent.

Il y a du vrai dans ces objections. Le cas des mineurs ne saurait être généralisé, mais, précisément, parce qu'il est extrême, il a une valeur symbolique. L'économie traditionnelle attachait l'homme à son travail et à sa demeure, l'économie moderne, qui exige la mobilité, exclut ce genre d'enracinement. Les mineurs de Decazeville, à certains égards, sont comparables aux ouvriers qui brisaient les premières machines, mais, à d'autres, ils appartiennent à notre temps et illustrent un problème actuel: comment rendre

aux hommes l'enracinement qu'ils ont perdu et dont ils ne peuvent se passer?

3.5

DE SUEZ AUX INCERTITUDES MONÉTAIRES

Après Suez

Le Figaro
9 novembre 1956

Il est impossible de faire, dès aujourd'hui, le bilan économique des événements du Proche-Orient. On ne sait ni quel sera le coût des opérations militaires proprement dites, ni combien de temps le canal lui-même sera hors d'usage, ni quelle pénurie d'essence s'ensuivra. Il n'en est pas moins nécessaire de réfléchir, dès maintenant, sur les conséquences inévitables de la crise sur les problèmes actuels de la France.

Des dépenses supplémentaires, directes et indirectes, vont gonfler encore un déficit qui atteignait déjà un montant considéré par les spécialistes comme juste compatible avec la stabilité des prix. De toute nécessité, il faudra soit réduire d'autres dépenses, soit accroître les recettes. Tout le monde préférerait le premier terme de l'alternative; le choix du deuxième, pour de multiples raisons, est plus probable.

Des facteurs de hausse des prix vont s'ajouter à ceux qui sont, dès maintenant, à l'œuvre. Le relèvement des tarifs du fret, le relèvement du prix des matières premières importées qui s'ensuivra rendront difficilement tolérable le blocage de tous les prix, mesure en elle-même absurde et que des circonstances exceptionnelles ont seules permise pour une brève durée.

Le ravitaillement en essence (et surtout en fuel) est-il compromis? Sur ce point, les précisions manquent encore. Les stocks permettent probablement d'attendre, sans pénurie grave, la réouverture du trafic du canal. Dans quelle mesure l'aide américaine, promise il y a quelques semaines, en de tout autres circonstances, permettra-t-elle de recourir aux pétroles des États-Unis et du Venezuela pour suppléer à la réduction temporaire des importations en provenance du Proche-Orient? Il n'y a pas lieu, semble-t-il, d'être pessimiste sur ce point.

Les restrictions de la consommation d'essence risquent d'avoir une influence sur le marché de l'automobile. Le rythme auquel, depuis quelques années, l'industrie automobile se développait n'aurait pu, de toute manière, se maintenir indéfiniment. Le rationnement, même modéré de l'essence, combiné avec les taxes, pourrait provoquer un ralentissement de l'expansion dans ce secteur important. Si ce phénomène se produisait, il en résulterait, en même temps que les inconvénients évidents (diminution de la production, des recettes fiscales

correspondantes, etc.), une certaine atténuation de la pression inflationniste.

Les réserves de devises risquent de diminuer encore. Le déficit de la balance des comptes française doit être, au cours de cette année, d'une vingtaine de milliards de francs par mois. Le gouvernement français a accepté le déficit parce que des excédents d'importations constituent par eux-mêmes une force anti-inflationniste. Mais on ne peut pas lutter contre l'inflation par des excédents d'importations jusqu'à épuisement total des devises.

Telle apparaît la conjoncture à l'heure présente. La crise du Proche-Orient n'en a pas bouleversé les données, mais elle a aggravé certaines d'entre elles. Une politique qui était difficile peut être devenue impossible. Répétons-le: le compte définitif ne peut être établi, mais on n'a jamais empêché la température de monter en bloquant la colonne de mercure. On ne supprime pas les forces qui s'exercent sur le marché par des règlements, on retarde le moment où elles apparaissent au jour. À fausser les relations des prix, à provoquer des distorsions artificielles, on ne gagne rien.

Pour une politique de rigueur

Le Figaro
23 novembre 1956

Il n'est pas encore possible d'estimer exactement les conséquences de la fermeture du canal de Suez sur l'économie française et sur l'économie mondiale. Il importerait effectivement de préciser combien de temps le canal de Suez demeurera fermé à la navigation, combien de temps exigera la réparation des pipelines, quelle contribution les États-Unis apporteront au ravitaillement de l'Europe en produits pétroliers. Pour l'instant, le gouvernement de Washington subordonne son aide au retrait des troupes franco-anglaises qui occupent une partie de la zone du canal. Mais il s'en faut que la soumission à la volonté américaine suffise à promettre une solution rapide de la crise.

Le ravitaillement de l'Europe en produits pétroliers, même le concours américain assuré, requiert encore la disposition de réserves de devises et des tankers. Supposons que l'aide américaine comporte des crédits en dollars. Il paraît difficile de transporter en faisant le tour de l'Afrique ou à partir des champs américains l'équivalent de ce qui arrivait du Moyen-Orient.

L'Europe occidentale importait, sur la base des chiffres de janvier-juin 1956, 109 millions de tonnes, sur lesquels 25 étaient fournis par le pipe-line d'Irak et 68 par les tankers empruntant le canal de Suez. Il serait, à mon sens, optimiste d'envisager seulement une pénurie de quelques semaines. La probabilité est qu'une pénurie plus ou moins grave subsistera pendant des mois.

De ce fait, l'Europe connaîtra des difficultés dont elle avait perdu le souvenir, difficultés qui n'ont pas pour origine l'inflation, l'insuffisance du pouvoir d'achat ou la mauvaise répartition des ressources mais la pénurie d'énergie. Or, l'augmentation de la production et de la productivité, la croissance et le progrès économique, tout est suspendu, en Europe, aux importations d'énergie et de matières premières. Que ces importations tombent au-dessous du niveau habituel et la machine risque de tourner moins vite.

L'expansion économique en Europe occidentale, tout spécialement en France, a été liée au développement de l'industrie automobile. Cette dernière devra s'adapter, non pas nécessairement à un recul mais à un retard de son essor. En même temps, l'augmentation du coût du fret constitue un facteur de hausse des prix. Les répercussions immédiates des récents événements seront donc de deux ordres: d'un côté, certains prix seront orientés à la hausse, de l'autre, l'activité se

ralentira. Ce dernier phénomène, à son tour, aura deux effets: il réduira la demande dans certains secteurs, il diminuera les recettes fiscales, sur lesquelles étaient fondées les prévisions budgétaires.

Si l'on tient compte de ces divers éléments, on arrive aux conclusions suivantes: le rationnement des produits pétroliers est inévitable. L'indiscipline d'une fraction du public impose des mesures à brève échéance: en ces matières aussi la rapidité est condition de succès. Dans toute la mesure du possible, il importe d'assurer à l'industrie le ravitaillement nécessaire. Simultanément, on devrait poser les bases d'une politique d'austérité. L'effort que l'O.E.C.E. recommandait dans la lutte contre l'inflation doit être intensifié. Or, l'effort ne consiste pas à maintenir un blocage, à la longue artificiel, mais à ramener les dépenses au niveau des ressources. Vainement on proclamerait que les dépenses sont incompressibles. Il est plus vrai encore que les réserves - de matières premières, de main-d'œuvre et de devises - ne sont pas indéfiniment extensibles.

La pire répartition est toujours celle que les gouvernements subissent passivement et que des mouvements de prix déterminent arbitrairement.

Tous les effets de la crise ne seront pas fâcheux

Le Figaro
14 décembre 1956

Économies et économistes étaient accoutumés à deux sortes de crises, les unes de déflation, les autres d'inflation. Tantôt la demande globale augmentait plus vite que l'offre et les prix montaient; tantôt elle ne suffisait pas à absorber les marchandises offertes et les moyens de production, ouvriers et machines, n'étaient pas employés à plein. Nous ignorions la crise créée par le déficit temporaire d'un moyen essentiel de production: l'énergie.

Ce déficit ne nous ramène pas aux crises de l'époque préindustrielle, au manque de nourriture et aux famines que provoquait une mauvaise récolte. L'Europe occidentale est vulnérable à cause de la complexité de sa structure économique, de sa richesse relative. Faute d'expérience, les experts se gardent de prévisions catégoriques sur les effets d'une réduction de 25%, pendant quelques mois, du ravitaillement en produits pétroliers.

En France, deux problèmes se posent immédiatement. Le premier concerne les industries qui utilisent le fuel. Dans quelle mesure seront-elles contraintes de réduire leur production? Recevront-elles tout le fuel dont elles ont besoin? Pourront-elles et en quelle proportion substituer le charbon au fuel? Le deuxième problème est celui de l'industrie automobile, qui sera atteinte indirectement par la diminution de la demande, au dedans et au dehors.

Il va de soi que les entreprises qui sortaient, en grande série, des voitures de fortes cylindrées sont plus frappées que celles qui étaient spécialisées dans les petites voitures. Le marché de l'automobile, en France comme ailleurs, dépendait autant du prix des voitures d'occasion et de celui des voitures neuves. Une fraction importante des acheteurs de voitures neuves désiraient seulement acquérir un modèle plus récent. Ils garderont leur voiture ancienne, si celle-ci se vend mal. Tous les effets de la crise ne seront pas fâcheux. Les grandes entreprises se décideront à une reconversion partielle. Le personnel d'ingénieurs et des techniciens dont elles disposent montrera probablement la même capacité en France qu'aux États-Unis de passer d'une fabrication à une autre. On sait le rôle qu'a joué la *General Motors* dans l'effort de guerre américain. L'industrie française tirera peut-être quelques avantages, à terme, des efforts improvisés par

les équivalents français de la fameuse corporation américaine.

Les transports absorbent plus de 40% des disponibilités de l'Europe en pétrole. Les transports fluviaux et routiers pourraient être compromis. Il s'agit donc de savoir si les transports ferroviaires pourront et dans quelle mesure pallier la carence des transports tributaires des produits pétroliers. À cet égard, il semble que la France, avec son réseau de voies ferrées très serré, soit moins menacée que d'autres pays d'Europe.

L'effet sur les prix résultera du rapport entre deux forces: l'augmentation des coûts et la diminution de la demande sur certains marchés. La première doit être incomparablement plus grande que la seconde. Certes, on conçoit que, sur certains marchés particuliers, la baisse de production amène une détente (par exemple, l'industrie automobile réduira ses commandes à la sidérurgie), mais les facteurs inflationnistes sont multiples: hausse du taux du fret, allongement des trajets, recours à de sources d'approvisionnement en matières premières plus chères, diminution des recettes fiscales prélevées sur l'essence et les voitures automobiles, pertes de recettes supplémentaires escomptées à l'expansion. Le déficit accru des finances publiques, les hausses des prix impliquées par les conditions nouvelles de ravitaillement combineront leurs effets.

Le gouvernement devra se proposer simultanément trois objectifs: entretenir l'activité, fût-ce par des reconversions industrielles; limiter la hausse des prix; réduire le déficit budgétaire. Les mesures qu'appelle chacune de ces tâches ne sont pas nécessairement les mêmes. La politique sera contrainte à la souplesse et à la discrimination. L'épreuve révélera les capacités d'adaptation d'une économie industrielle à une conjoncture imprévue.

Problème n°1: Les comptes extérieurs

Le Figaro
11 janvier 1957

Il y a vingt ans, le gouvernement de Front populaire avait pris en charge une économie affaiblie par plusieurs années de marasme. La production demeurait de 20% inférieure à celle de 1929. On sacrifiait inconsciemment les producteurs à la monnaie ou plutôt à une conception illusoire de la stabilité monétaire. Le ministère Blum se laissa imposer la dévaluation à chaud, il ne fut capable ni de la prévoir ni d'en maîtriser les conséquences.

Le gouvernement actuel à direction socialiste est arrivé au pouvoir alors que l'économie connaissait, depuis trois ans, une phase d'expansion continue et rapide: 10% d'augmentation annuelle pour l'industrie, 5 à 6% pour le produit national brut, 5 à 6% pour les salaires réels. Inévitablement apparaissaient des symptômes d'inflation. On craignait l'accentuation de la disparité, visible depuis 1952, entre prix français et prix étrangers.

La menace d'inflation a été aggravée, en 1956, par le froid exceptionnel de l'hiver, le rappel des disponibles et la crise de Suez. En dépit de ces circonstances défavorables, l'expansion s'est poursuivie à la même allure qu'au cours des années précédentes jusqu'en novembre dernier et la hausse des prix a été contenue, sinon arrêtée. Le bilan est donc honorable.

En une génération, la manière de penser a profondément changé. L'impératif premier est désormais celui de la croissance, non celui de l'équilibre. Le gouvernement actuel, à cet égard, n'a pas été infidèle à son programme. Mais il a dû payer l'expansion par la perte d'une fraction substantielle des réserves de devises. Le gouvernement Léon Blum, lui aussi, voyait fondre le stock d'or de la Banque de France, en partie parce qu'il s'obstinait à maintenir un taux de change que les dévaluations de la livre et du dollar rendaient intenable.

La crise actuellement la plus grave, celle des comptes extérieurs, n'est pas imputable exclusivement aux taux de change. Il serait funeste d'imaginer qu'une opération monétaire suffirait à résorber le déficit, mais il ne le serait pas moins de croire qu'il suffit de continuer, vaille que vaille, la politique actuelle, qui conduit inexorablement à la liquidation des réserves de devises.

On a posé l'étrange principe que le niveau actuel des prix était sacré. On a ensuite décrété que l'indice des 213 articles avait une signification décisive. Bien

que les salaires soient, dès maintenant, de quelque 20% supérieurs à ce qu'ils étaient au moment où fut votée la loi d'échelle mobile, l'éventualité de l'application de cette loi passe pour une catastrophe. Afin d'empêcher l'indice d'atteindre le niveau fatal de 149,1, on multiplie les mesures arbitraires, qui, les unes disqualifient l'indice choisi par les législateurs, les autres augmentent le déficit des finances publiques, un des principaux facteurs d'inflation. On chauffe le thermomètre, on bloque la colonne de mercure.

Comme pour se priver de toute liberté de manœuvre, c'est le ministre lui-même qui déclare que le niveau de 149,1 marque le seuil de l'inflation. Cette proposition ne peut nullement se fonder sur des arguments de fait: seules des réactions psychologiques, possibles mais irrationnelles, provoqueraient les conséquences que M. Ramadier juge inévitables. Il voudrait lui-même les provoquer qu'il ne parlerait pas autrement.

Le moment est arrivé où les dirigeants doivent choisir entre deux voies. Ou bien ils s'obstinent dans l'artifice, empêcher par détaxation l'indice de monter, maintiennent le cours des marchandises et de la monnaie au niveau qui répond aux préférences des hommes mais non à la logique des choses. En ce cas, d'ici quelques mois, on sera contraint, pour protéger les stocks de devises, de revenir sur la politique de libéralisation des échanges et de recourir à des procédés administratifs de contrôle et de sélection, incompatibles avec le Marché commun ou même avec la coopération dans le cadre de l'O.E.C.E.

Ou bien nos dirigeants reconnaissent qu'à la longue la stabilité ne peut être obtenue par l'artifice et que les prix n'obéissent pas aux décrets. En ce cas, la remise en ordre ne s'opérerait pas en un jour et le déficit des comptes extérieurs ne disparaîtrait pas miraculeusement. Du moins, il ne serait pas impossible d'éviter tout à la fois l'arrêt de l'expansion, faute des importations indispensables, et le retour à un dirigisme du commerce extérieur incompatible avec la diplomatie proclamée du gouvernement.

Le choix entre ces deux voies ne pourra pas être différé trop longtemps.

Croissance et équilibre

Le Figaro
18 janvier 1957

Depuis vingt mois, la production britannique n'a pas sensiblement progressé. Tel est le fait brutal qui permet de mesurer le coût de la lutte contre l'inflation et qui appelle quelques remarques sur la contradiction fréquente entre les deux impératifs, également légitimes, de croissance et d'équilibre.

En raison du déficit de comptes extérieurs, à partir du deuxième semestre de 1954, les autorités britanniques durent prendre des mesures de plus en plus énergiques pour réduire la demande intérieure (élévation du taux d'intérêt, limitation des achats à crédit, restrictions d'investissements, etc.). Cette politique a donné certains résultats. Au premier semestre, les exportations augmentèrent de quelque 6%, ce qui équivalait à un surplus d'environ 180 millions de livres en une année entière, cependant que les importations demeuraient stables. Le déficit de 133 millions de livres en 1955 se serait transformé, s'il n'y avait pas eu la crise de Suez, en un excédent de l'ordre de 200 millions.

Mais pour obtenir ce progrès des exportations sans augmentation des achats au dehors il fallut que la demande intérieure restât, cette année, à 50 millions de livres près, ce qu'elle avait été en 1955. Or, grâce aux investissements, à l'amélioration de la productivité, le produit national aurait pu s'élever de quelque 750 millions de livres. Aussi *L'Economist* conclut-il, non sans mélancolie, que le coût de la désinflation a été d'environ 700 millions de livres. On a sacrifié l'expansion à la défense de la monnaie.

La France, jusqu'à la crise de Suez, avait réussi à maintenir une allure satisfaisante d'expansion. En revanche, le déficit de la balance des comptes a été et est encore considérable puisqu'il semble, à l'heure actuelle, s'établir autour de 40 milliards de francs par mois. Mais le choix est-il inévitable? Est-on contraint de laisser fondre les réserves de devises ou de renoncer à l'augmentation de la production?

Le choix n'est pas fatal. L'exemple de l'Allemagne prouve, s'il en était besoin, qu'une expansion rapide n'est pas incompatible avec l'équilibre des comptes extérieurs. La Grande-Bretagne, en raison de la structure de ses échanges extérieurs, du rôle qu'elle joue dans le commerce mondial, est peut-être plus exposée à l'inflation que d'autres pays. Malgré tout, on aurait tort d'imaginer une fatalité là où apparaissent les conséquences d'erreurs commises par les hommes

ou l'action de forces sociales qui l'emportent sur les désirs des gouvernants.

La crise anglaise des comptes extérieurs a eu pour origine directe l'augmentation simultanée des investissements et de la consommation. Faute de mesures appropriées, une conjoncture d'investissements provoque la hausse des prix, puisque l'on distribue immédiatement du pouvoir d'achat, alors que les marchandises ne seront disponibles qu'à une date ultérieure. De plus, tous les chiffres cités par les ministres et les commentateurs indiquent qu'au cours de ces dernières années la hausse des salaires a dépassé celle de la productivité. Le même phénomène ne s'est pas produit en Allemagne, où les salaires ont suivi la hausse de la productivité. Depuis 1952, les salaires anglais ont monté de 20%, les prix de 12%, ceux des produits agricoles ont progressé davantage (20% environ).

La pénurie d'essence interdit pour les prochains mois l'espoir de croissance. Au-delà, la production supplémentaire, qui aurait été techniquement possible, sera effectivement réalisée dès que, le risque du déficit des comptes extérieurs étant écarté, le gouvernement prendra des mesures de "reflation" et non plus de "désinflation". Mais la leçon reste instructive pour la Grande-Bretagne et pour d'autres pays.

Si les salaires et les prix montent dans un pays donné plus vite qu'ailleurs, l'expansion aboutira soit à la perte des réserves de devises, soit à des mesures de déflation qui arrêteront la croissance. On a raison d'être préoccupé d'expansion et de ne plus se satisfaire, comme on l'a fait il y a vingt ans, d'une monnaie stable dans une économie stagnante. Mais l'exemple anglais prouve aussi qu'on ne peut pas subordonner longtemps l'équilibre à l'expansion. Car, faute de devises, on sera contraint à la désinflation et celle-ci, à son tour, mettra un terme à l'expansion. La stabilité des prix est d'une croissance régulière. La stabilité des prix est exclue si les salaires montent plus vite que la productivité ne progresse.

L'homme n'est pas maître des éléments

Le Figaro
15 février 1957

La science moderne donne aux hommes une marge croissante de liberté par rapport au milieu. On rêve de modifier les climats, de rendre les déserts fertiles, de faire jaillir le pétrole au milieu du Sahara. Grâce au fuel, les usines ne seront plus concentrées dans les régions proches des gisements houillers. L'énergie atomique permettra d'accroître encore la dispersion de l'industrie. Ces perspectives glorieuses sont vraisemblables, mais elles sont pour demain. Aujourd'hui, la prospérité des économies continue de dépendre de l'agriculture et celle-ci, à son tour, est soumise sur aléas du climat.

Quand on compare les deux économies géantes, celle des États-Unis et celle de l'Union soviétique, on est frappé par le contraste moins entre les deux industries qu'entre les deux agricultures. Avec moins de 10% de la main-d'œuvre totale, les États-Unis produisent la nourriture de plus de 160 millions d'hommes et ils ne savent que faire des surplus. Avec plus de 40% de leur main-d'œuvre occupée dans l'agriculture, l'Union soviétique parvient malaisément à nourrir 200 millions d'hommes. Les quantités de viande et de produits laitiers disponibles par tête de la population sont inférieures, aujourd'hui, à ce qu'elles étaient en 1928 ou en 1913. Le miracle économique des États-Unis est autant imputable à l'agriculture qu'à l'industrie. Au cours des dernières décennies, la productivité y a probablement augmenté plus vite dans l'agriculture que dans l'industrie. La condition première, pour élever le niveau de vie, c'est la réduction des prix, l'accroissement des quantités de produits alimentaires.

Au fur et à mesure du progrès technique, l'agriculture devient moins vulnérable aux caprices de la nature. Mais les variations des récoltes provoquées par les conditions atmosphériques demeurent, en certains cas, considérables; en d'autres cas, ces variations sont relativement limitées mais suffisantes pour entraîner des conséquences importantes. Le premier cas est celui de l'Union soviétique, où les terres d'Asie centrale, récemment mises en culture, fournissent, selon les années, des récoltes abondantes ou dérisoires. Le deuxième cas est celui de la France, où les effets de l'hiver exceptionnellement rigoureux de l'hiver 1955-1956, en un sens moindre qu'on ne le pensait, risquent pourtant de compromettre l'équilibre général de l'économie.

Peut-être a-t-on négligé, parmi les causes de l'expansion dans la stabilité de

1952 à 1955, la progression régulière de la production agricole. Les trois années 1953, 1954, 1955, furent des années de bonnes récoltes pour les céréales, les betteraves, les pommes de terre. La production de viande, qui était de 1.690.000 tonnes en 1938, s'est élevée à 2.270.000 en 1953, à 2.460.000 en 1954 et à 2.545.000 en 1955. La production laitière a progressé au cours des mêmes années. La stabilité des prix, en dépit d'une élévation de salaires de 5 à 6% par an, a été rendue possible par les progrès de la productivité industrielle, mais aussi par l'augmentation des quantités disponibles de produits alimentaires. Qu'une de ces deux conditions vienne à manquer et tout est remis en question.

La récolte de blé est, cette année, inférieure de près de moitié à celle de l'année précédente (5.690.000 tonnes contre 10.370.000); en revanche, les récoltes d'orge (6.500.000 tonnes contre 2.670.000), d'avoine (4.750.000 tonnes contre 3.640.000), de maïs (1.790.000 tonnes contre 1.090.000) ont largement dépassé celles de l'année précédente. Le rendement de l'orge (28,3 quintaux à l'hectare) et d'avoine (20,3) a battu tous les records. Si l'on songe à un passé récent, les statistiques sont réconfortantes. Il y a un siècle et demi, un hiver comme celui de 1955-1956 aurait entraîné la famine. Aujourd'hui, il a causé la perte d'une centaine de millions de dollars dans les comptes extérieurs, perte qui sera plus ou moins grande selon le rapport entre le prix du blé que l'on importera et celui de l'orge que l'on exportera.

Épisode d'importance mineure, à coup sûr. Les conséquences n'en risquent pas moins d'être plus sérieuses que ces chiffres ne le suggèrent. La progression d'ensemble de la production agricole dans les années 1953-1955 ne va pas se poursuivre. La production de viande n'a pas augmenté en 1956 par rapport à 1955, celle de viande de bœuf a diminué et n'augmentera pas cette année ou l'année prochaine. Étant donné la répartition des dépenses, tout gonflement des revenus se traduirait par une demande accrue précisément sur le marché de la viande, où l'offre, pour le moment, n'est pas élastique. Les marchandises ne se substituent pas les unes aux autres. Quel que soit le progrès de la productivité industrielle, la hausse des salaires nominaux, dans la situation présente, entraînerait soit des importations accrues, soit une hausse de certains prix agricoles.

L'état de la balance des comptes exclut l'une de ces deux éventualités, le souci du franc exclut l'autre. Il faut attendre de nouveaux développements de l'agriculture pour que le gouvernement retrouve quelque liberté de manœuvre.

Entre l'inflation et la stagnation

Le Figaro
1er mars 1957

La situation de l'économie française est claire: l'expansion continue mais le déficit de la balance des comptes demeure considérable et les réserves de devises s'épuisent. Les circonstances imposent sans équivoque l'objectif de la politique: lutter contre l'inflation intérieure.

Il n'en va pas de même au dehors. En Grande-Bretagne aussi bien qu'aux États-Unis, on s'interroge sur le sens dans lequel il convient d'agir. Le danger présent est-il l'inflation ou, tout au contraire, la baisse d'activité? Le budget de M. Thorneycroft sera-t-il sévère ou mettra-t-il en train le processus de reflation? Aux États-Unis, faut-il craindre la récession ou la dévalorisation de la monnaie par la hausse des prix?

Cette incertitude n'a rien d'original. Les périodes d'expansion rapide (1953-1956) font surgir des symptômes d'inflation auxquels les autorités répondent par des restrictions monétaires. Quand ces mesures sont efficaces, le succès de l'action anti-inflationniste peut dépasser la juste mesure. Est-ce le cas actuellement outre-Atlantique?

Les adversaires de la politique rigoureuse menée par les dirigeants de la Banque de réserve fédérale avancent de multiples arguments, ils énumèrent quantité de petits faits: les commandes de machines-outils ont diminué, les ouvertures de chantiers de construction sont inférieures de 14% à celles de l'année précédente, les crédits bancaires à l'économie sont en baisse, de grandes corporations, même la General Motors, ont annoncé qu'elles retarderaient l'exécution des projets d'investissements, la vente des automobiles n'est pas en reprise par rapport au niveau, relativement bas, de l'an dernier, le cours des actions à la Bourse est largement inférieur au niveau élevé de 1955-1956.

Il n'en faut pas conclure que l'économie américaine est sous la menace immédiate d'une crise. Les économistes prévoient que le produit national brut sera, en 1957, supérieur à celui de 1956, mais beaucoup pensent qu'il ne le dépassera guère. En d'autres termes, pour l'instant, il ne s'agit pas encore d'appliquer la technique contre la récession. L'alternative paraît celle d'une stabilité de prix payée par une quasi-stagnation ou d'une expansion avec risque de hausse des prix.

Le dialogue ne se déroule pas seulement entre experts, il oppose aussi deux tendances politiques, les démocrates acceptent plus volontiers le risque de hausse des prix que celui de chômage, les républicains, et plus encore les responsables de la Banque de réserve fédérale, acceptent plus volontiers le risque d'un certain chômage. Telle est la forme que prend aujourd'hui le conflit traditionnel entre les keynésiens et les orthodoxes, forme singulièrement atténuée puisque ces derniers n'hésiteraient pas à recourir aux mesures que recommandent les premiers, dès que se multiplieraient les signes avant-coureurs d'une authentique récession.

Le même problème prend, en Grande-Bretagne, un caractère différent, du fait que toute pression inflationniste y provoque, en même temps qu'une pression de prix, un déficit de la balance des comptes. La grande faiblesse de l'Angleterre, en ce siècle où l'expansion paraît l'impératif premier, est qu'un boom d'investissements, même modéré, y provoque aussi rapidement un déficit des comptes extérieurs. L'hémorragie de devises a été arrêtée par les mesures classiques, élévation du taux d'intérêt, limitation des crédits, réduction des programmes d'investissements. Mais, du même coup, l'expansion aussi a été freinée. À l'heure présente, la production industrielle se situe au même niveau qu'il y a un an.

Le gouvernement anglais ne saurait évidemment s'accommoder d'un équilibre des comptes extérieurs qui entraînerait le non-accroissement de la production industrielle. Mais il hésite aussi à relâcher la rigueur de la politique monétaire qui a provoqué à la fois stagnation et équilibre des comptes, à un moment où les conséquences de la crise de Suez ne sont pas encore toutes visibles.

Le débat britannique ne touche pas à la fin mais aux moyens, il ne concerne pas les principes, mais les méthodes. Tout le monde veut l'expansion sans déficit des comptes extérieurs. Il y a des moments où la hiérarchie des périls est mal définie et où chacun, selon son tempérament ou sa philosophie, accepte plus volontiers un péril que l'autre. Ajoutons qu'en Angleterre, la cause profonde de la crise n'a pas été éliminée. Les salaires ont progressé plus vite que la productivité, au cours des années d'expansion. Depuis qu'a été appliquée la politique restrictive, le coût de la main-d'œuvre n'a pas diminué, il a, au contraire, augmenté du fait que la production n'a pas progressé.

L'orientation de l'économie mondiale n'est pas sans signification pour les problèmes français. La stabilisation de 1952-1953 a été favorisée par la baisse des prix mondiaux. On ne saurait compter sur la répétition du phénomène. Du

moins les hausses des prix mondiaux imputables à la fermeture du canal pourraient être compensées par le mouvement spontané de la conjoncture internationale.

Le prix de l'équilibre

Le Figaro
12 avril 1957

Lentement, l'opinion prend conscience de la situation. M. Alfred Sauvy, M. François Walter ont repris la thèse que je soutiens ici vainement, depuis des mois. L'impératif premier est aujourd'hui la réduction du déficit extérieur et rien ne permet d'assurer que le retour à l'équilibre n'entraînera pas un ralentissement, voire un arrêt temporaire de l'expansion. Bien plus, ces deux économistes sont, me semble-t-il, d'accord avec moi sur le danger que crée la passivité présente. Si l'on avait commencé d'agir il y a six mois, les risques de déflation auraient été atténués. Si l'on tarde, il faudra prendre des mesures encore plus brutales.

Le rapport sur les comptes de la nation mettait l'accent sur l'inefficacité relative des mesures qui viseraient à diminuer la demande intérieure, prise globalement. J'avais mis en doute, il y a quinze jours, la précision du rapport entre les deux termes: demande intérieure - économie de devises. Je continue à n'être pas convaincu que le rapport entre demande intérieure et importations, établi d'après l'expérience de l'expansion, permette de prévoir, avec tant de rigueur, les phénomènes qui interviendraient dans l'hypothèse de la désinflation. De plus, tous les raisonnements du rapport supposent que les prix relatifs des marchandises ne soient pas modifiés. On n'imagine même pas qu'en rendant plus chères relativement les matières premières achetées au dehors ou les marchandises dans lesquelles les matières importées entrent pour une large part, on pourrait modifier le rapport entre demande intérieure et achats au dehors. En bref, on met entre parenthèses les effets éventuels du mécanisme des prix pour analyser les relations entre quantités globales, dans l'hypothèse où les relations seraient affectées exclusivement par des mesures globales.

Laissons cette controverse et bornons-nous à rappeler, avec les rédacteurs du rapport, que, en 1956, la consommation et la formation de capital des ménages s'est élevée à 12.565 milliards; la formation de capital et de stocks des entreprises à 2.417 milliards; la consommation et la formation de capital de l'administration à 1.375 milliards, soit, en tout, 16.357 milliards, cependant que les achats à l'étranger ont représenté environ 1.500 milliards. En d'autres termes, les importations montent à 10% environ du produit intérieur. Des mesures indiscriminées devraient être extrêmement brutales pour rétablir l'équilibre, si l'on suppose à l'avance le blocage du mécanisme des prix.

On admettra sans peine que des mesures sélectives sont, en elles-mêmes, préférables. Mais, au point où l'on a laissé les choses en venir, une action d'urgence s'impose, afin de provoquer une détente immédiate dans l'ensemble de l'économie. À cette fin, on n'aura pas honte de recourir aux restrictions classiques de crédit, en même temps qu'on tâchera d'accroître l'offre de main-d'œuvre. Le suremploi ne peut pas ne pas pousser à la hausse des salaires et des prix.

Au delà de ces évidences, la discussion commencera sur la mise en application d'un programme dont les objectifs et les grandes lignes ne sont mis en doute que par les ignorants ou les insensés (ou encore par ceux qui s'obstinent à croire au père Noël). Il faut diminuer la demande intérieure, à la fois pour réduire les besoins d'importations et pour accroître le surplus de marchandises exportables. Mais quels moyens seront à la fois les plus efficaces, les moins coûteux en termes d'expansion, les moins mal reçus par le public, les moins redoutables pour la stabilité des prix?

N'en doutons pas: les mesures indispensables dépassent à tel point ce à quoi l'opinion s'attend que le choc est inévitable. Une taxe de consommation, que propose M. François Walter, qui frapperait les produits de l'industrie mécanique susceptibles d'être exportés, me paraît judicieuse. Elle sera critiquée à la fois par les industriels et par les acheteurs. Pourtant, la difficulté de vendre à l'intérieur est une meilleure incitation à exporter que les engagements les plus solennels.

En dehors de "l'action fiscale spécifique", M. Sauvy a suggéré une réduction des investissements, le criblage étant réservé à une commission d'experts indépendants, de compétence et d'honnêteté indiscutées. La méthode est acceptable pour les investissements de l'État. Le choix que feront des experts, politiquement détachés, pour ne pas être à l'abri d'erreurs, sera du moins soustrait aux pressions intéressées. Mais la sélection des investissements privés me paraît difficilement praticable, qu'on la juge ou non souhaitable: l'État n'a ni l'information ni l'administration qui seraient nécessaires.

Dès lors, les mesures sévères que les économistes français et étrangers depuis des mois conjurent nos ministres, inconscients ou impuissants, de prendre, seront les unes globales, les autres sélectives. Souhaitons qu'elles soient aussi sélectives que possible, sans nous faire trop d'illusions. En vérité, le vrai problème se situe au-delà de cette controverse. L'expansion de ces dernières années a été menée dans des conditions que les artifices administratifs et les ruses politiques ont rendues précaires. On a maintenu des taux arbitraires, on a tourné trop

intelligemment des règlements trop stricts. La liberté de manœuvre en est aujourd'hui d'autant plus étroite. Pourra-t-on rétablir l'équilibre sans revenir à la vérité?

Comptes extérieurs et stabilité des prix

Le Figaro
26 avril 1957

La politique consciemment adoptée par le gouvernement à la fin de 1955 subordonnait l'équilibre des comptes extérieurs à la stabilité des prix intérieurs. En d'autres termes, on misait sur l'action anti-inflationniste d'un déficit de la balance commerciale. Le surplus des importations freinerait la hausse des prix. Quel que soit le jugement que l'on porte rétrospectivement sur cette politique, personne ne la défend désormais pour l'avenir. Elle exigerait les réserves de devises que nous n'avons plus. Économies budgétaires et impôts supplémentaires ont pour objet de réduire la demande intérieure et, indirectement, l'excès des achats au dehors. Mais, du même coup, la question de la stabilité des prix se pose avec une acuité accrue. En dépit de l'excédent d'importations, les prix tendaient à monter. La tendance ne deviendra-t-elle pas irrésistible si l'offre de marchandises diminue, soit à cause de la progression des exportations, soit à cause de la réduction des importations?

Les mesures de *désinflation*, en théorie, parent simultanément à ces deux dangers. La restriction de la demande globale atténue à la fois la tension sur les prix et le gonflement des importations. Il n'en reste pas moins douteux qu'une désinflation modérée suffise pour stabiliser les prix au niveau actuel et équilibrer la balance commerciale.

En ce qui concerne les prix, des facteurs contradictoires apparaissent. Les prix mondiaux de matières premières sont orientés à la baisse, les tarifs de fret, après la hausse qui suivit la crise de Suez, sont retombés. Le taux des échanges (rapport entre les prix des produits importés et ceux des produits exportés) évolue dans un sens favorable aux pays acheteurs de matières premières. Mais, à l'intérieur, la pression de la demande aurait provoqué une hausse des prix si celle-ci n'avait pas été contenue par l'action gouvernementale. Que l'indice des 213 articles atteigne le niveau de 149,1 et tout est remis en question. Même si cette éventualité ne se produit pas, on s'interroge à bon droit sur le maintien d'un niveau de prix en tant que tel artificiel.

Le gouvernement de M. Guy Mollet est résolu, sur ce point, à poursuivre sa politique antérieure. Il n'épargnera aucun effort pour empêcher la hausse des salaires, celle des prix de détail, celle même des produits manufacturés. On doute pourtant que la politique de blocage soit entièrement justifiée.

Considérons des marchandises qui ne figurent pas dans l'indice et qui trouvent aisément des acheteurs: pourquoi une élévation de l'impôt indirect, entraînant une hausse du prix de vente, serait-elle fâcheuse? Est-il bon de fausser les rapports normaux entre les prix? Est-il bon que les listes de commandes s'allongent sans que les prix s'adaptent à la situation du marché? Une action différentielle serait raisonnable: autant il est juste d'empêcher la hausse des prix qui provoquerait par le jeu de l'échelle mobile l'augmentation des revenus distribués, autant il est déraisonnable de bloquer les cours des produits fabriqués dont l'exportation est souhaitable.

Plus généralement, le choix en faveur d'une stabilité rigoureuse des prix implique des mesures plus sévères en vue de réduire les revenus à la disposition du public. Si les revenus excédentaires ne sont pas absorbés par des hausses de prix, ils doivent être épongés par la fiscalité directe. La surtaxe progressive pourrait-elle fournir les suppléments de recettes nécessaires? Techniquement et plus encore politiquement, les obstacles à l'amputation brutale du pouvoir d'achat par la surtaxe semblent malaisément surmontables.

Quel sera l'effet de la désinflation modérée sur le déficit des comptes extérieurs? D'après l'expérience des pays étrangers, plusieurs mois s'écouleront avant que l'effet des mesures restrictives apparaisse dans les comptes extérieurs. Certes, les déficits des trois derniers mois sont probablement gonflés par la spéculation: non rapatriement de devises ou accumulation de stocks. Les achats de spéculation ou d'anticipation vont être arrêtés ou ralentis par les récentes décisions gouvernementales (consignation de 25% du montant des importations). Il se peut donc que, au cours des prochains mois, le chiffre mensuel de pertes de devises tombe de lui-même. De toute manière, en mobilisant les avoirs liquides à l'étranger des banques ou des particuliers (on estime à 500 ou 600 millions de dollars ces réserves non officielles de devises), le gouvernement pourrait "tenir" encore quelques mois de plus avant d'engager le stock d'or de la Banque de France.

Que l'on adopte l'hypothèse optimiste ou pessimiste, que l'on compte ou non sur une deuxième avance du Fonds monétaire international, que l'on situe en novembre 1957 ou en mars 1958 l'échéance fatale, le fait est que la France doit se donner pour objectif le rétablissement progressif de l'équilibre extérieur. L'aide étrangère peut nous donner un délai supplémentaire, elle ne peut nous épargner l'effort de redressement.

À courte échéance, les deux objectifs: stabilité des prix et équilibre de la

balance des comptes peuvent sembler contradictoires. Mais il suffirait de substituer à la formule "stabilité des prix" la formule "résorption de l'excès de la demande" pour que la contradiction disparaisse. Le déficit extérieur est fonction du déséquilibre intérieur. C'est celui-ci qu'il faut à tout prix corriger.

Les alchimistes

Le Figaro
10 mai 1957

L'an dernier, les réserves de devises ont diminué de 800 millions de dollars. Le mois dernier, le déficit à l'Union européenne de paiements a dépassé 100 millions de dollars (35 milliards de francs). À en juger d'après les quatre premiers mois de l'année, les pertes de devises seraient, en 1957, doubles de ce qu'elles furent en 1956. Tous ces chiffres feraient croire à une crise d'une gravité extrême s'ils reflétaient des données durables. Heureusement, il serait exagérément pessimiste d'estimer à 1,5 milliard de dollars (soit 525 milliards de francs) le déficit global de l'année courante.

Le déficit de mars et d'avril est, à coup sûr, gonflé artificiellement par les réactions à la crise et l'annonce de mesures gouvernementales. En pareille circonstance, il serait raisonnable d'agir avant de parler. En fait, on parle depuis des mois, on a tout juste commencé d'agir. Inévitablement, le rapatriement des devises des exportateurs est retardé, les importateurs se hâtent de régler des achats au dehors, dont le montant dépasse probablement les besoins normaux. Les étrangers gardent le moins possible de francs. Le renversement de la tendance pourrait éventuellement provoquer, d'ici quelques mois, des résultats aussi encourageants que ceux de mars-avril sont déprimants. Ces résultats favorables seraient aussi artificiels que les récentes statistiques sont catastrophiques.

De combien faut-il réduire le déficit apparent du premier trimestre 1957 pour saisir le déficit réel, celui qui exprime l'écart entre dépenses et recettes courantes en devises? Quelle est l'ampleur des stocks de matières premières accumulés par les importateurs, les entreprises? Nul ne saurait répondre avec une entière certitude, mais on peut, avec vraisemblance, s'en tenir aux estimations de la Commission des comptes de la nation: le déficit de 1957, si l'on ne prenait aucune mesure, devrait dépasser assez largement celui de 1956; au lieu de 800 millions de dollars, les pertes de devises atteindraient environ 1,2 milliard de dollars (soit entre 400 et 450 milliards de francs).

En dehors du gonflement spéculatif du déficit, celui-ci a été accru par deux causes dont l'action devrait s'atténuer ou disparaître. Par suite de la gelée de l'hiver 1955-1956, le compte des échanges commerciaux des produits agricoles avec l'étranger a été déficitaire de 74 milliards, en 1956, alors qu'il avait été

positif de 34 milliards en 1955. De bonnes conditions atmosphériques, en 1957, ne nous ramèneraient peut-être pas au bilan de 1955, du moins économiseraient-elles quelque 200 millions de dollars. La crise de Suez a aussi coûté quelque 100 à 200 millions de dollars, par suite de l'augmentation du coût du fret et le transfert des achats de pétrole brut du golfe Persique vers l'hémisphère occidental. Enfin, l'accord conclu entre l'administration et l'industrie automobile servirait de modèle pour d'autres industries: les exportations de produits manufacturés augmenteraient de quelque 200 millions de dollars. L'addition de tous ces facteurs favorables ne suffirait pas à rétablir l'équilibre, il ramènerait le déficit à un chiffre - 150 à 200 milliards - qui appellerait des mesures sévères mais non l'angoisse ou le découragement.

Cette interprétation optimiste, suspendue à de multiples conditions (quelles seront les récoltes de 1957? Les exportations de produits manufacturés vont-elles progresser?) ne sera confirmée qu'à la condition que gouvernement et administration prennent rapidement les mesures, dont le détail mais non le principe prête à discussion. Dans l'immédiat, il faut, à tout prix, limiter la demande intérieure en combinant économies et impôts. Les économies doivent être choisies de manière telle qu'elles entraînent une réduction aussi forte que possible des produits importés, les impôts doivent être choisis de manière telle qu'ils affectent le moins possible les prix des produits qui figurent dans l'indice. Le bénéfice des économies et des impôts serait perdu si une hausse générale des salaires devait soudainement accroître massivement le pouvoir d'achat.

Le programme du gouvernement est la première étape de la politique de redressement. Il tend à conjurer une crise aggravée par les anticipations du public. Dans le meilleur cas, il procurera une détente transitoire, un relâchement de la pression inflationniste. D'ici quelques mois, on devra envisager l'étape suivante, qui comportera évidemment une mise en ordre des prix. On ne peut pas indéfiniment maintenir le S.M.I.G. au taux ancien, alors qu'entre temps, les salaires réels ont augmenté de 20 à 25%. Il faudra intégrer les primes au salaire officiel, accepter certaines hausses de prix afin que les relations entre prix redeviennent normales, mettre fin aux funestes subtilités de la période 1953-1955. Avec l'aide de la bonne fortune, si le gouvernement a le courage d'agir résolument, il n'est pas exclu que la politique d'équilibre ne soit payée que par un ralentissement de l'expansion. Si l'on n'a pas le courage d'agir immédiatement, le prix à payer, un jour ou l'autre, sera autrement élevé.

Des confrères m'ont appelé "doctrinaire de l'austérité". Est-ce faire preuve

d'esprit doctrinal que de ne pas croire à la transformation miraculeuse du plomb en or ou de francs en dollars? Faut-il baptiser alchimistes les adversaires de la politique de redressement?

La crise des devises

Le Figaro
24 mai 1957

Le gouvernement français risque d'être obligé, le 15 juillet prochain, de prélever quelques milliards sur le stock d'or de la Banque de France pour régler le déficit du mois de juin. Les devises du Fonds de stabilisation, le prêt du Fonds monétaire ne sont pas loin d'être épuisés. À moins d'être aveugle, par ignorance ou par volonté, nul ne devrait méconnaître la gravité de la crise. Or une partie de la presse, économique et financière, a critiqué les mesures, pourtant modestes et prudentes, visant à réduire la demande intérieure, qui furent proposées par M. Guy Mollet. Des journalistes s'en prennent à l'idée même d'impôts nouveaux, continuent de chanter l'expansion, espoir suprême et remède miraculeux.

Les impôts, dit-on, sont facteur d'inflation. Le raisonnement en lui-même est étrange. Quand l'État prélève un impôt soit sur les bénéfices des sociétés, soit sur les revenus d'un particulier, soit sur le prix d'une marchandise, il réduit, directement ou indirectement, le pouvoir d'achat du public. Quand l'État augmente ses dépenses en même temps que le prélèvement fiscal, il peut se faire que la dépense publique soit plus inflationniste que la dépense privée à laquelle elle se substitue. Mais, si l'État décide de dépenser moins en même temps qu'il augmente les impôts, il est difficile de tenir pour inflationniste un tel ensemble de mesures.

Dira-t-on que la fiscalité décourage l'épargne et, par ce biais, provoque un accroissement de la demande qu'elle a pour objet de diminuer? Cette éventualité n'est pas exclue. Mais les impôts choisis, et, à beaucoup d'égards, mal choisis, ne rendaient pas probable cette éventualité.

En réalité, on craint surtout que les impôts, surtout les impôts indirects, ne s'incorporent dans les prix et ne provoquent des revendications sociales, ces dernières, à leur tour, entraînant des hausses de salaires, donc la distribution d'un pouvoir d'achat supplémentaire. Ce mécanisme est, en effet, concevable. Il est même d'autant plus à redouter que l'on maintient les prix à un niveau qui ne répond ni au coût de revient ni au pouvoir d'achat distribué. En cette hypothèse, ce n'est pas l'impôt qui est lui-même inflationniste, mais les hausses de salaires qu'il déclenche.

Aucune des taxes choisies n'exerçait d'influence directe sur les prix qui entrent dans l'indice. L'élévation du prix de l'essence n'empêchera pas les automobilistes

de circuler ni la clientèle d'acheter des voitures neuves. Ce que l'on peut regretter, c'est que le précédent gouvernement n'ait pas imposé une taxe sur la vente en France des produits fabriqués, susceptibles d'être exportés. On ne peut accroître les exportations si l'on ne libère pas les marchandises. Un impôt qui réduirait les ventes sur le marché intérieur des biens exportables susciterait de critiques passionnées, il répondrait exactement aux besoins actuels.

Ceux qui s'obstinent à tout attendre de l'expansion confondent une idée vraie (seule l'expansion permet de satisfaire les aspirations au mieux-vivre) avec une idée fausse (l'expansion par elle-même contribue à l'équilibre des comptes extérieurs). Une production accrue ne s'oriente pas d'elle-même, en proportion croissante, vers les marchés extérieurs. Si l'on investit beaucoup sans restreindre la consommation, l'excès des importations peut se retrouver tel quel à n'importe quel niveau de production. En un certain sens, l'expansion tend à créer un déficit des comptes extérieurs, surtout dans un pays comme la France, qui, important matières premières et énergie, doit acheter plus au dehors pour accroître sa production globale.

Certes, l'équilibre des comptes extérieurs n'est pas une fin dernière. Payer l'équilibre par la stagnation serait le payer trop cher. Mais le retour à l'équilibre est un moyen indispensable, parce que, si les devises venaient à manquer, si le rationnement des importations devenait indispensable, l'expansion s'arrêterait d'elle-même. C'est dans l'intérêt de l'expansion qu'il faut réduire la demande intérieure et mettre fin à la perte de devises.

Les projets financiers appelaient la critique pour leur insuffisance, non pour leur sévérité. De telles mesures, prises aussi tardivement, auraient-elles eu, en un bref délai, l'efficacité souhaitée? En fait, on comptait moins sur ces mesures elles-mêmes que sur des améliorations spontanées (bonnes récoltes, susceptibles de modifier de 100 milliards la balance de comptes, accroissement des exportations de produits manufacturés). Il faut cependant un rude optimisme pour croire que les choses vont s'arranger toutes seules.

Des impôts, le plus critiqué était, à juste titre, la taxe sur la décote des stocks, dont on attendait 45 milliards. Il est fâcheux de changer la loi au milieu de l'exercice en cours, d'établir un impôt pour ainsi dire rétrospectif, impôt passablement injuste puisque l'importance des stocks varie considérablement d'une industrie à une autre. Enfin, l'imposition des plus-values dues exclusivement à des mouvements de prix est particulièrement nuisible quand de rapides fluctuations de cours sont à craindre. On choisissait pour supprimer la

décote le moment où, logiquement, on aurait dû en reconnaître la nécessité.

Conformément aux prévisions

Le Figaro
12 juillet 1957

Le prélèvement de cent milliards de francs or sur le stock de la Banque de France, l'élévation du plafond des avances de la Banque à l'État n'ont surpris aucun observateur et, fort heureusement, n'ont pas inquiété le public. Depuis un an, on pouvait calculer, avec une faible marge d'approximation, le moment où les réserves du Fonds de stabilisation seraient épuisées. La réduction de la liquidité du système bancaire, imputable à la perte de devises et au déficit budgétaire, permettait de prévoir que, avant l'été, l'État serait obligé de recourir aux avances de la Banque, c'est-à-dire à un financement clairement inflationniste.

Aucun de ces deux événements n'est, en lui-même, catastrophique. Ni l'un ni l'autre n'auront de conséquences graves. Il n'y a pas de différence de nature entre les dollars du Fonds de stabilisation et l'or de la Banque. Le déficit de l'État n'était pas toujours moins inflationniste quand il était couvert par des procédés apparemment plus orthodoxes. Mais ces épisodes prévus marquent un moment d'une crise que l'inconscience des pouvoirs publics a laissé mûrir et qui, faute d'une action vigoureuse, pourrait aboutir, dans un délai lui aussi prévisible, à une véritable impasse.

Le budget économique et étatique de la nation pour 1956 était fondé sur l'hypothèse d'un déficit des finances extérieures de deux cents à trois cents milliards de francs, ce déficit étant accepté comme indispensable au maintien simultané de l'expansion et de la stabilité des prix, en dépit des dépenses d'Algérie, des conséquences de l'hiver et des lois sociales. La décision prise à la fin de 1955 était audacieuse, elle n'était pas entièrement insensée. Mais, dès le milieu de 1956, il était clair que les dépenses, dites exceptionnelles, allaient se prolonger et que les réserves de devises auraient disparu au printemps de 1957. En dépit de ces évidences, sous prétexte de préserver l'expansion, le gouvernement de M. Guy Mollet ne prit aucune mesure. Le programme de restrictions - économies et impôts - dressé par M. Ramadier, d'abord repoussé par l'Assemblée nationale, modifié par M. Gaillard et, finalement, approuvé, répond à peu près à ce qui aurait dû intervenir au plus tard à l'automne de l'année dernière. À l'heure présente, il suffira probablement à ralentir l'allure de la perte de devises (d'autant plus que les récoltes de l'année seront bonnes). Il n'offre aucune perspective de rétablissement de l'équilibre.

Certains experts, les ministres même continuent à se féliciter, invulnérables aux leçons de la théorie et de l'expérience, que l'expansion continue, à peine moins rapide qu'au cours des années précédentes. Ils imaginent, semble-t-il, que la France est capable d'accomplir ce qu'aucun pays n'a pu faire: la résorption du déficit extérieur sans ralentissement de l'expansion. Bien que de telles propositions passent encore pour hérétiques, répétons, une fois de plus, que l'excès de la demande intérieure est la cause profonde de l'excès des importations, que la rapidité de l'expansion est liée à un excès de la demande et que la réduction de la demande, pour agir sur le déficit des finances extérieures, devra freiner aussi l'expansion. Quand on constate que l'indice de la production industrielle se situe à quelque 9% au-dessus du niveau du mois correspondant de 1956, on en doit conclure non que tout va bien, mais que le stock d'or va suivre le chemin des réserves de change du Fonds de stabilisation.

Parant au plus pressé, le nouveau ministre des Finances a suspendu la libération des échanges, mesure de nouveau prévisible, parce qu'elle est facile et qu'elle répond à la psychologie d'une partie de l'administration. Mais M. Gaillard sait mieux que personne les limites de l'efficacité d'une telle pratique. Quelle que soit la part que l'on attribue dans la crise des finances extérieures au niveau des prix ou à l'excès de la demande intérieure, le fait est que les prix français sont maintenus artificiellement au-dessous de leur niveau normal par décrets administratifs et que les producteurs trouvent à l'intérieur des débouchés à la fois plus aisés et plus rémunérateurs. La stabilité des prix est incompatible avec la poussée de l'expansion à l'allure présente. Une certaine hausse des prix est, en tout état de cause, inévitable. Encore faut-il garder la maîtrise du mouvement des prix et opérer à froid les rajustements monétaires, un jour ou l'autre indispensables.

Des mesures restrictives de crédit (élévation du taux d'intérêt et, plus encore, du taux sur les dépassements des plafonds de réescompte) suffiraient-elles à freiner l'emballement? Au point où en sont les choses, on ne saurait en être assuré. Mais on n'a pas le droit, pour autant, de reculer devant les mesures les plus brutales. Si l'on refuse, à l'heure présente, une crise de déflation, prix à payer pour le retour à l'équilibre, on connaîtra, d'ici quelques mois, les conséquences dramatiques du déficit extérieur. Le pays sera acculé à l'alternative de rationner les importations, même de matières premières, ou de mendier un secours extérieur. Encore ai-je tort de parler d'alternative: nous risquons de subir à la fois les deux humiliations.

Le problème des comptes extérieurs. Les données numériques

Le Figaro
27 septembre 1957

Depuis un an, l'opinion française prend lentement connaissance d'un problème qu'elle avait presque ignoré, celui des comptes extérieurs. L'expansion, la croissance annuelle des ressources, l'élévation du niveau de vie, tous ces résultats, acquis ou espérés, risquent d'être anéantis si, faute de devises, les matières premières importées viennent à manquer.

Dans l'enquête qu'avait menée le *Figaro* auprès des présidents du Conseil, plusieurs d'entre eux s'étaient référés au redressement qui, à partir de 1952, avait succédé à la grande crise de 1951. Malheureusement, ils n'ont pas dit que le redressement, en 1953 et en 1954, était plus impressionnant en apparence qu'en réalité. Ce sont les dollars dépensés en France ou donnés par le gouvernement américain qui ont transformé en excédent un déficit constant. Les statistiques dites des paiements courants incluent les dépenses des gouvernements étrangers (commandes *off shore*, dépenses d'infrastructure, besoins de francs des troupes américaines) dans les recettes normales. Si nous excluons l'aide américaine et les dollars d'origine politique, le déficit aurait été de 1.058 millions de dollars en 1951, de 960 en 1952, de 727 en 1953, de 410 en 1954 et de 264 en 1955, autrement dit, en aucune de ces années, les comptes de la zone franc ne furent en équilibre. Les comptes de la métropole seule ne furent à peu près équilibrés que dans l'année 1955.

Ce qui est vrai, c'est que, même ne tenant compte de cette statistique, il a fallu attendre 1954 pour atteindre à un excédent apparent. De plus, la reconstitution des réserves de change n'a été possible que grâce à l'aide américaine (participation aux dépenses l'Indochine incluses), soit 353 millions de dollars en 1952, 350 en 1953, 507 en 1954, 537 en 1955, 100 environ en 1956. Si, l'en dernier, la perte de devises n'a pas dépassé 844 millions de dollars, c'est que la France a, en fait, reçu environ 665 millions de dollars à titre soit d'aide, soit de dépenses des gouvernements étrangers.

Une première conclusion se dégage de ces chiffres: la difficulté de la tâche varie du tout au tout selon que l'on se donne pour objectif l'équilibre des comptes extérieurs en incluant ou en excluant les recettes au titre de dépenses des

gouvernements étrangers. C'est parce que la France aura encore des recettes d'ordre politique, proportionnellement importantes, qu'il y a une chance de rétablir l'équilibre sans efforts démesurés.

Le montant des importations est-il, en France, particulièrement élevé, comme l'insistance sur le déficit énergétique le suggère. Le bulletin de la S.E.D.E.I.S. a procédé à une comparaison intéressante de la valeur des importations françaises, allemandes, anglaises, de matières premières et des produits alimentaires.

Considérons les seuls échanges avec l'étranger (abstraction faite des échanges avec la zone franc pour la France ou la zone sterling pour la Grande-Bretagne). Ventes et achats au dehors d'énergie, de matières premières et de produits alimentaires sont déficitaires, en 1955, pour la France, de 1.235 millions de dollars, 1.776 millions de dollars pour l'Allemagne, 1.884 millions de dollars pour la Grande-Bretagne. Or la production industrielle française est plutôt inférieure à la moitié de celle de la Grande-Bretagne, égale environ aux trois cinquièmes de l'industrie allemande (ces rapports sont ceux des travailleurs employés: nous supposons une productivité approximativement égale dans les industries des trois pays). L'industrie française importe donc proportionnellement plus que l'industrie allemande ou l'industrie anglaise. Mais dans ces deux pays, il faut payer en devises une partie de la nourriture. Pour les ventes et les achats de produits alimentaires, en 1955, le compte allemand est déficitaire de 1.396 millions de dollars, celui de Grande-Bretagne de 1.826 millions de dollars (en ne considérant que les échanges à l'extérieur de la zone sterling). Les importations dites incompressibles de l'Allemagne, matières premières, énergie, produits alimentaires, s'élevaient donc à 3.602 millions de dollars et à 3.700 millions de dollars pour la Grande-Bretagne. Si nous admettons que les échanges de produits alimentaires pour la France doivent être en une année normale, à peu près équilibrés, on aboutit à la conclusion inévitable: le problème des comptes extérieurs est moins difficile pour la France que pour l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Le problème des comptes extérieurs. II. - La controverse technique

Le Figaro
4 octobre 1957

Grâce à l'accumulation, en 1955 et en 1956, de l'aide américaine et des dépenses de gouvernements étrangers, la France a pu combler le déficit de ses comptes extérieurs et reconstituer ses réserves. La même opération doit être répétée, mais à un rythme plus rapide puisque l'aide américaine a disparu et que les ressources d'ordre politique diminuent d'année en année.

Sur les mesures qu'impose le redressement, les experts, en gros, sont d'accord. Il faut consommer moins pour libérer des marchandises en vue de l'exportation. Au-delà de cette évidence, une controverse s'élève sur l'efficacité relative des mesures dites globales et de ces mesures dites spécifiques, sur la compatibilité de la poursuite de l'expansion au rythme actuel et du rétablissement de l'équilibre.

Tâchons de traduire ces discussions, apparemment techniques, en termes simples.

L'expansion signifie concrètement que l'on produit davantage, donc que l'on distribue plus de revenus, que l'on est en mesure de consommer davantage. Tout le monde est donc favorable à l'expansion. Il est vrai également que l'expansion n'augmente pas les importations d'un montant égal à la valeur de la production supplémentaire. Personne ne souhaite réduire les consommations qui n'exigent pas de marchandises payées en devises. Mais l'expansion globale, qui, fournissant plus de produits manufacturés, augmente la quantité de ceux-ci susceptibles d'être vendus au dehors, tend aussi à susciter certaines causes de déficit.

L'expansion crée une pénurie de main-d'œuvre, donc elle provoque une progression rapide des salaires. Il est malaisé de combiner l'expansion (donc le suremploi) et la limitation de la consommation intérieure. L'expansion absorbe des biens de production, qui pourraient faire l'objet d'exportations. Enfin, si les revenus distribués se gonflent, les occasions de vendre à l'intérieur se multiplient et, du même coup, diminue l'incitation à vendre au dehors.

Entre ceux deux évidences, il est souhaitable de maintenir le rythme actuel de l'expansion, mais celle-ci risque d'entretenir le déficit, les experts hésitent. Tous

reconnaissent qu'une certaine déflation intérieure est nécessaire, mais les uns veulent réduire celle-ci au minimum et comptent, avant tout, sur des mesures dites spécifiques, c'est-à-dire agissant sur des secteurs particuliers, d'autres pensent que de telles mesures, en elles-mêmes opportunes, ne suffiront pas et qu'une réduction énergique du pouvoir d'achat distribué est inévitable. Il ne s'agit pas, entre ces deux écoles, d'opposition de principe, mais de plus ou de moins.

M. Gaillard, dans l'ensemble, s'est rallié à la première école: limiter la déflation, multiplier les mesures diverses visant à favoriser les exportations, jouer sur les manipulations administratives plutôt que sur des mécanismes économiques. La suspension de la libération des échanges donne aux fonctionnaires la charge d'arrêter les importations excessives, de même que les fonctionnaires doivent décider les industriels à vendre leurs produits au dehors.

Quelles chances de succès offre cette politique? Une amélioration au cours des prochains mois est possible. Les pertes de devises, pendant le premier semestre, avaient atteint le même total que pendant les douze mois de 1956. La baisse des prix mondiaux de matières premières, les exportations de céréales, la contraction des importations par voie administrative devraient ensemble permettre, d'ici à la fin de l'année, sinon d'équilibrer les comptes, du moins de limiter le déficit.

Le résultat demeure pourtant aléatoire. En effet, l'opération 20% a donné aux exportateurs une prime variable selon les remboursements qu'ils obtenaient antérieurement. Il suffirait d'une hausse des prix intérieurs, relativement modérée, pour que les exportations fussent freinées par la disparité des prix.

À supposer même que, conformément aux prévisions optimistes, l'équilibre des paiements courants soit à peu près rétabli l'an prochain en tenant compte des dépenses américaines, le problème ne serait pas encore résolu: la France doit d'une part reconstituer ses réserves de devises, d'autre part mener une politique compatible avec le marché commun. Or, en fait, le ministre des Finances qui, à la différence de son prédécesseur, est un enthousiaste du marché commun, recourt à des procédés ou à des expédients dans l'esprit colbertien de l'administration française - esprit qui ne saurait être celui de l'Europe unie.

Le problème des comptes extérieurs. - III. Les perspectives

Le Figaro
11 octobre 1957

Si l'on s'interroge sur les perspectives prochaines des comptes extérieurs, la première question porte sur la rubrique "dépendances des gouvernements étrangers". La France va-t-elle continuer à recevoir, à ce titre, des sommes comparables à celles des années précédentes, soit 680 millions de dollars en 1955 et 556 en 1956? Ces sommes sont destinées à couvrir soit les dépenses des troupes américaines en France, soit la participation américaine aux dépenses d'infrastructure, soit les contrats *off shore*. Or si les dépenses des troupes américaines en France n'ont pas fléchi, les autres postes accusent, en revanche, au cours des derniers dix-huit mois, une diminution sensible. De 1955 à 1956, elle a été de 124 millions de dollars. Pour 1957, les recettes se situeraient, semble-t-il, entre 400 et 500 millions de dollars, probablement moins en 1958.

En 1956, le poste du tourisme était déficitaire (232 millions de dépenses contre 154 de recettes). L'opération 20% devrait apporter une amélioration, mais, finalement, l'essentiel dépend des échanges de marchandises. En 1956, les dépenses d'importation ont augmenté de plus d'un milliard de dollars par rapport à 1955, cependant que les recettes d'exportations n'augmentaient que de 66 millions (augmentation de 129 millions pour la France métropolitaine, recul de 63 millions pour les territoires d'outre-mer).

L'équilibre, au cours des prochaines années, exige qu'exportations et importations, les deux exprimées *fob*, se balancent approximativement.

Un tel problème ne devrait pas être insoluble. Cependant, il convient aussi de marquer les points faibles.

La France n'a pas le commerce extérieur d'un pays entièrement industriel. Dans son commerce avec les pays étrangers, elle importe plus d'objets d'équipement agricole et même d'équipement industriel qu'elle n'en exporte. Ce n'est que dans les objets manufacturés de consommation qu'elle a un excédent substantiel d'exportations. L'équilibre de la balance commerciale dépend grandement de la relation entre achats et ventes de produits alimentaires, du volume des semi-produits exportés. L'expansion tend à réduire les disponibilités en demi-produits (par exemple, les produits de l'industrie sidérurgique). Une

mauvaise année au point de vue agricole comme 1956 creuse un déficit important.

Le caractère des échanges entre métropole et Union Française n'est pas de nature à faciliter l'équilibre des comptes extérieurs. La France absorbe environ 70% des exportations des territoires d'outre-mer, mais ces exportations sont constituées pour environ les deux tiers de produits alimentaires.

Que la métropole contribue à l'industrialisation des territoires d'outre-mer est tout à fait normal. Mais ceux-ci ne fournissent malheureusement qu'une faible fraction, 15%, des matières premières et de l'énergie dont a besoin l'industrie française.

L'équilibre, au cours des prochaines années, suppose à la fois un bilan au moins équilibré des échanges de produits alimentaires et un effort supplémentaire d'exportations de produits manufacturés. Au fur et à mesure que progresse l'industrialisation, il est indispensable qu'une fraction croissante de l'industrie considère le marché extérieur et non plus le marché intérieur comme prioritaire.

Ces résultats ne sont nullement inaccessibles, ils ne requièrent même pas un effort démesuré d'"austérité", pour reprendre le terme à la mode. Mais ils ne seront pas non plus atteints avec une politique de facilité. Puisque les gouvernants ont décidé que, avant tout, il fallait continuer l'expansion à l'allure actuelle, il ne faut pas ignorer que l'expansion, parce qu'elle entraîne des distributions de revenus accrues, crée en permanence un risque d'inflation et, par suite, des déficits des comptes extérieurs. L'opération 20% a corrigé certaines des causes, liées à la relation des prix, qui tendaient à paralyser les ventes au dehors. Elle n'a pas donné de marge de manœuvre. Une hausse même faible des prix intérieurs créerait de nouveau une disparité de prix. L'équilibre des échanges extérieurs réduira l'offre de marchandises à l'intérieur et mettra en question la stabilité des prix.

On dit volontiers que, dans quelques années, le pétrole du Sahara, en réduisant le coût en devises des importations énergétiques, bouleversera les données du problème. On aurait tort d'être obsédé par le bilan des échanges en fait d'énergie. À coup sûr, le paiement en francs, et non plus en livres et en dollars, de quelques dizaines de millions de tonnes de pétrole, serait hautement souhaitable. Mais, sur les 228 milliards de francs que représentent, en 1956, les importations de produits énergétiques (charbon exclu), le coût du fret doit entrer pour plus de 40%. Même le jour où l'on économisera 100 milliards de francs sur les achats de

pétrole, l'inflation suffira à créer le déficit extérieur. Même en continuant à payer notre pétrole en livres et en dollars (pour une part seulement, d'ailleurs), l'équilibre est possible à condition de sagesse et de discipline.

À propos du double équilibre

Le Figaro
15 novembre 1957

Dans deux articles intéressants, publiés la semaine dernière par notre confrère *Le Monde*, M. Edgar Faure a défendu et illustré sa gestion, interprété ingénieusement des statistiques, en elles-mêmes indiscutables, et suggéré des conclusions qui prêtent à controverses.

L'ancien président du Conseil reprend la formule employée à l'Assemblée nationale: "L'indépendance économique et financière de France avait été obtenue, compte non tenu des différentes formes d'aide extérieure."

Cette proposition n'est pas fausse, mais elle implique que les dépenses des troupes américaines et les commandes *off shore* soient considérées comme recettes normales. Ne sont-elles pas contrepartie de prestations réelles de marchandises et de services? L'argument est valable mais non moins valable serait l'argument contraire, qu'il est plus aisé de vendre des légumes à l'intendance américaine ou de transporter en France hommes et matériel de l'OTAN que de vendre des marchandises au dehors. Si ces dépenses des troupes américaines constituent en un sens des exportations, celles-ci sont singulièrement plus faciles que des exportations commerciales. Il est vrai néanmoins que ces "exportations politiques", si l'on peut dire, bien qu'en diminution, continueront à apporter quelques centaines de millions de dollars (550 millions en 1956 contre 680 en 1955).

M. Edgar Faure aboutit à un excédent des paiements courants de 615 millions de dollars pour 1955 en ajoutant aux 274 millions d'excédents consignés par les statistiques de l'Office des changes, 341 millions de remboursements anticipés d'emprunts étrangers. (Les statistiques officielles n'en retiennent que 198.) Mais n'aurait-il pas fallu un jour ou l'autre rembourser ces emprunts étrangers?

Quoi qu'il en soit de ces points de détail, personne ne niera que les dépenses des gouvernements étrangers aient permis d'équilibrer les comptes français en 1954, apporté un excédent en 1955 et que l'aide américaine ait servi à reconstituer les réserves. Nous avons, en des termes différents, expliqué la même chose, il y a quelques semaines⁽¹⁾.

Mais ce rappel du passé, utile contre un pessimisme excessif, serait dangereux s'il suggérait que l'expansion dans la stabilité suffira rapidement au

rétablissement de l'équilibre.

Une fois la crise passée, il faudra reconstituer les réserves. Cette opération fut assurée, en 1954-1955, par l'aide américaine. Aucune aide n'est en perspective présentement. L'objectif doit être un excédent et non un approximatif équilibre.

Après la période d'inflation 1950-1951, le retour à l'équilibre est marqué par une stagnation de la production industrielle durant dix-huit mois. Le déficit des comptes extérieurs fut résorbé pendant le deuxième semestre de 1952 et l'année 1953. La thèse soutenue jusqu'à présent par nos gouvernants et par M. Edgar Faure lui-même est que le rétablissement de l'équilibre devait s'opérer sans arrêt de l'expansion. Le précédent 1952-1955 ne justifie pas cet optimisme. Entre la crise 1951-1952 et l'expansion saine 1954-1955, au moins dix-huit mois se sont écoulés où l'impératif de l'expansion a été subordonné à celui de l'équilibre. Rien ne prouve que nous puissions, cette fois, faire l'économie de cette transition pénible.

M. Edgar Faure montre, chiffres à l'appui, que le budget ordinaire était en équilibre en 1954 et 1955, le déficit de trésorerie étant couvert par une épargne réelle. De manière générale, je m'accorde avec l'ancien président du Conseil: le déficit des comptes extérieurs est le reflet, l'expression d'une situation inflationniste à l'intérieur, situation dont le déficit budgétaire a été, en 1956, la cause majeure.

Encore convient-il de n'oublier ni les circonstances (en dehors des mérites du titulaire de la rue de Rivoli) qui ont favorisé l'équilibre de 1955 ni celles qui, à l'heure présente, risquent d'entretenir le déficit extérieur, même si l'équilibre budgétaire est rétabli.

La balance des échanges de produits alimentaires était positive d'une cinquantaine de milliards de francs en 1955, déficitaire d'à peu près autant en 1956. Les éléments ont plus de part que les hommes dans ce renversement. En 1954-1955, les augmentations de salaires ont trouvé des produits végétaux et animaux en quantité croissante. Le ralentissement de la croissance de la production agricole suffit à compromettre l'équilibre des prix en période d'expansion industrielle. Cette expansion, du simple fait qu'elle se prolonge, aggrave la pénurie de la main-d'œuvre, donc tend à provoquer une hausse des salaires à un moment où il faudrait réduire la consommation intérieure pour financer les importations d'énergie et de matières premières (importations marginales qui progressent donc plus vite que la production).

Ces arguments ne visent à démontrer ni que l'expansion dans la stabilité soit

impossible ni que l'équilibre des comptes extérieurs soit hors de portée de la France. Le pessimisme serait déplorable, mais un optimisme fondé sur les résultats de deux années ne répond pas exactement à la conjoncture présente.

[\(1\)](#) Voir "*Le Figaro économique*" du 27 septembre.

Considérations rétrospectives sur l'opération 20%

Le Figaro
20 décembre 1957

Il est difficile, en France, de traiter de la monnaie sans être accusé de noirs desseins. Le goût français de la liberté intellectuelle n'exclut pas le respect des tabous. La mise en question du primat absolu de l'expansion est sévèrement jugée, la discussion sur le taux de change rarement tolérée. Heureusement, il n'est pas question, à l'heure présente, de modifier le taux de change, tel qu'il résulte de l'opération 20%. On peut donc, sans risques, rechercher pourquoi cette opération n'a pas donné tous les résultats qu'on en pouvait espérer.

Depuis 1952, les gouvernements successifs avaient tous reconnu la disparité entre le niveau des prix français et celui des prix étrangers, mais, décidés à ne pas modifier la parité officielle, ils avaient appliqué des procédures qui tenaient lieu de dévaluation. Aux exportateurs étaient remboursées certaines charges sociales, le remboursement étant calculé d'après le pourcentage du travail dans la valeur totale de la marchandise. Une taxe spéciale, d'un montant variable, frappait les importations. Par ces procédés, on diminuait le prix des marchandises exportées et on augmentait celui des marchandises importées. Si ces objectifs sont aussi ceux d'une dévaluation, il subsistait au moins deux différences majeures entre ces techniques fiscales et la dévaluation: pour les règlements financiers et le tourisme, le taux officiel du franc était maintenu; remboursements à l'exportation et taxes à l'importation avaient des valeurs variables, ce qui équivalait à établir des taux multiples de la monnaie, avec les inconvénients connus de cette multiplicité.

Aucun ministre n'avait jamais donné une telle politique pour permanente. Celle-ci devait être maintenue jusqu'au jour où la disparité entre prix français et prix étrangers aurait disparu, ou bien encore, où désespérant de rétablir la parité, les autorités françaises rendraient officielle une dévalorisation de la monnaie, déjà consignée dans les prix.

Aucun gouvernement n'a pris la décision de "dévaluation à froid". Les ministres des Finances ont toujours eu de bonnes raisons de penser que les circonstances ne s'y prêtaient pas. Je ne critique personne, je me borne à constater que la dévaluation à froid ayant été écartée de 1952 et 1957, la

dévaluation à chaud est devenue inévitable au mois d'août dernier. Qu'on nous évite les critiques trop aisées des conséquences entraînées par l'opération 20%. M. Gaillard n'a pas "voulu" cette opération, il l'a subie à un moment où l'épuisement des réserves ne permettait plus de "tenir". La part d'initiative de M. Gaillard a été le choix des mots (réorganisation du commerce extérieur au lieu de dévaluation) et de certaines modalités techniques (exemption temporaire de 40% des importations de la taxe de 20%).

Le vocabulaire et la modalité technique choisis par le ministre des Finances ont-ils été les meilleurs? Il est difficile d'en décider: on sait ce qui s'est passé, on ne saura jamais ce qui se serait passé si l'on avait agi autrement. Techniquement, je pense qu'il aurait été préférable de soumettre immédiatement l'ensemble des importations à l'opération. Sans même parler de l'acier, qui échappait aux licences d'importation et dont le prix aurait dû être immédiatement relevé, il était fâcheux de réintroduire des taux différents de la monnaie au moment même où l'on affirmait la nécessité de les supprimer. De plus, il me semble qu'une telle opération gagne à être faite d'un coup. Le ministre est contraint de baptiser définitif un régime exceptionnel. L'incertitude se prolonge, la deuxième étape de l'opération crée un nouveau choc.

La formule "réorganisation du commerce extérieur" est-elle psychologiquement préférable à celle de dévaluation? Je n'en suis pas sûr. On lance l'idée d'une hausse de 20% sur le prix, alors qu'en fait, le franc n'est dévalué que de 16,6%. D'autre part, l'argument authentique - seuls les prix des marchandises achetées au dehors doivent s'élever en fonction de la dévaluation - ne serait-il pas plus efficace que les subtilités de vocabulaire? La prime à l'exportation, résultant de l'opération, se ramène à l'écart, variable selon les produits, entre le pourcentage de remboursements de taxes pratiqué hier, et le pourcentage de 20%. De même, l'enchérissement des importations n'est pas, globalement, de 20%, mais d'un montant égal à l'écart entre les anciennes taxes à l'importation et la taxe uniforme d'aujourd'hui. En bref, plus on parlait d'opération 20%, plus on créait l'obsession d'un pourcentage qui ne correspondait à rien.

Les Français ont des devises, l'État n'en a pas

Le Figaro
17 janvier 1958

Je rencontrai, l'autre jour, un de mes amis, professionnellement intéressé aux problèmes des finances, et je l'interrogeai sur la crise actuelle. Un dialogue s'engagea, dont voici l'essentiel:

- Vous faites tous fausse route, me dit-il, gouvernants et conseillers, "expansionnistes" et "restrictionnistes", parce que vous partez tous d'une analyse inexacte de la situation. Vous parlez tous comme si la France n'avait plus de moyens de change. Ce n'est pas vrai.

- Comment l'entendez-vous? Notre gouvernement n'en est-il pas à mendier 262 millions de dollars au Fonds monétaire international, l'équivalent de quelque 60 milliards de francs, somme dérisoire, puisque le compte mensuel de nos importations s'élève au double, somme, pourtant, dont nous ne pouvons nous passer.

- Assurément, l'État, ou le gouvernement qui en est l'expression, n'a pas de devises. Mais les Français en ont, ils en ont probablement plus qu'aucun pays en dehors des États-Unis.

- Vous songez à l'or détenu par les particuliers et dont le montant, d'après certaines estimations, pourrait atteindre quelque 3 milliards de dollars, de quoi financer, en cas de besoin, trois ans de gestion Ramadier.

- Effectivement, il y a l'or détenu par des particuliers, mais il n'y a pas seulement cet or, dont les détenteurs devraient suivre avec une amertume croissante les émissions de valeurs en REP, il n'y a pas seulement l'or des Français, qui n'est malheureusement pas l'or de la France. Au cours des années 1930, d'importants capitaux furent exportés, parce que nos gouvernants, avec leur sens coutumier de l'inopportun, s'obstinaient à maintenir le franc à un taux que les dévaluations du dollar et de la livre rendaient intenable. En 1938 et 1939, une fraction de ces capitaux a été rapatriée, il en est resté au dehors, sous la protection de l'anonymat garanti par les banques suisses ou de l'autre côté de l'Océan, à l'abri de la guerre et de l'occupation.

- Avez-vous un moyen de ramener ces capitaux migrants au bercail?

- Attendez: ce n'est pas tout. Le contrôle des changes n'empêche pas les exportations de capitaux ou les non-rapatriements de devises. Depuis deux ans,

le déficit de la balance des comptes a été accru bien au-delà des chiffres exacts par la défiance à l'égard de la monnaie et des intentions gouvernementales. Certes, on préfère sortir par l'Office des changes, puisque celui-ci donne pour les francs que l'on détient des équivalents en devises supérieurs à ceux que les marchés libres vous fourniraient. Mais on rentre volontiers par des voies parallèles, autrement avantageuses. Admirable système, où l'État crée une contradiction permanente entre la légalité et l'intérêt individuel, encourage les Français à passer leurs vacances à l'étranger en leur donnant plus de livres ou de marks que leurs francs n'en valent et à changer leurs créances en marks et en livres à l'insu de l'État, qui leur en donnerait en contrepartie moins de francs que ces créances n'en valent.

- Où voulez-vous en venir? M. Gaillard n'avait pas plutôt dévalué le franc par l'opération 20% que l'écart se creusait de nouveau entre le cours officiel et les cours libres. La suppression de cet écart n'est pas impossible, mais elle exige un assainissement de l'économie tout entière.

- Pour l'instant, je ne veux rien que la reconnaissance d'un fait. Les réserves de devises des Français, abstraction faite des valeurs étrangères qu'ils possèdent en portefeuille, représentent plusieurs milliards de dollars, plus qu'il n'en faut pour traverser la crise présente. Avouez-le: il est paradoxal que l'État français soit contraint de mendier à Washington parce qu'il n'est pas capable de convaincre les Français.

- J'avoue le paradoxe, mais j'ignore votre secret pour le résoudre.

- Attendez: nous y viendrons quelque autre jour. Pour l'instant, je voudrais vous faire reconnaître une autre évidence, souvent méconnue. Entre la situation anglaise et la situation française subsiste une différence fondamentale. La livre est une monnaie internationale qui sert à une fraction importante du commerce mondial. Tant d'étrangers, résidant ou non en Grande-Bretagne, possèdent des livres, libres de les échanger contre d'autres monnaies et le plus souvent contre des dollars, que les autorités de Londres ne peuvent pas obliger les capitaux à revenir en raréfiant la monnaie (ils n'en ont même pas l'intention). Rien de pareil dans le cas du franc. Les pays de la zone franc sont d'un poids relativement faible, comparé à celui de la métropole. Les mouvements de capitaux à l'intérieur de la zone franc, en fonction des décalages attendus de parités entre les francs, sont de volume limité.

Les autorités monétaires françaises sont capables d'exercer sur les mouvements de capitaux plus d'influence, à moindre frais, que les autorités

anglaises. Si cette analyse est exacte, cherchez vous-même quels seraient les moyens de mobiliser, pour la France, les devises des Français.

La France peut-elle récupérer les devises des Français?

Le Figaro
24 janvier 1958

La semaine dernière, j'avais posé un problème dont les experts connaissent l'existence, mais qu'ils désespèrent de résoudre. Je ne prétends pas davantage détenir une solution miraculeuse, je prolongerai simplement le dialogue.

Les devises que possèdent les Français sont constituées d'abord par l'or thésaurisé, dont le montant s'élèverait à 3 ou 4 milliards de dollars (1.500 milliards de francs, d'après une estimation récente), ensuite par des comptes dans les banques étrangères (suisses et américaines), enfin, par des placements au dehors (placements pour une part illégaux, inconnus des autorités françaises).

Ce n'est pas tout. L'État continue, en raison des écarts entre taux de change officiels et taux de change parallèles, à perdre, chaque année, des devises étrangères (la perte, pour l'année 1957, pour le seul tourisme, se situe entre 100 et 200 millions de dollars). En outre, les exportations de capitaux se poursuivent, en dépit du contrôle des changes, elles s'opèrent en marge de la légalité. Comme le disait mon interlocuteur, avec un pessimisme ironique, le contrôle des changes demeure assez efficace pour empêcher les capitaux de rentrer, mais non pour les empêcher de sortir.

Une première idée a été mise en circulation: celle d'une mobilisation de l'or par un emprunt qui donnerait des garanties égales à celles du métal. D'autres commentateurs ont envisagé aussi un emprunt-pétrole, convaincus que l'or noir exerce aujourd'hui sur les Français le même attrait que l'or jaune. Aucune de ces deux propositions ne me paraît avoir une grande chance de succès, soit auprès des pouvoirs publics, soit auprès des thésauriseurs. Pourquoi souscrire en or des actions de pétrole, alors que les francs ordinaires suffisent? M. Gaël Fain, dans *Le Monde*, suggère de libeller l'emprunt en grammes d'or, puis d'en assurer le service (intérêt et amortissements) en métal, enfin il suggère une garantie internationale aux engagements français.

Je me demande si la reconnaissance solennelle de la défiance qu'éprouvent les citoyens à l'égard de la parole de l'État français est souhaitable. Sans la garantie internationale, les souscriptions afflueraient-elles? En tout état de cause, il ne s'agirait que d'un expédient temporaire, qui ne toucherait pas au fait essentiel: la

séparation entre les circuits privés de devises et le circuit public. De même, si l'on autorisait les détenteurs d'or à acheter des devises-titres ou des valeurs étrangères, le cours des devises-titres baisserait et les possesseurs de Royal Dutch obtiendraient à meilleur compte les actions nouvelles. Il n'en résulterait pas d'avantages substantiels pour l'État.

Quel est le but et à quelles conditions peut-il être atteint? Le but est simple à préciser: amener les détenteurs de devises à ramener celles-ci dans le circuit légal, où elles seraient à la disposition des autorités monétaires françaises. Mais la majorité des experts jugent que les conditions dans lesquelles s'effectuerait ce retour sont irréalisables. Les conditions indispensables sont, en effet, d'abord la confiance dans la monnaie française, ensuite la confiance dans les intentions du gouvernement français. En bref, l'or ne sortira de ses cachettes, les capitaux ne rentreront au bercail que dans la mesure où les détenteurs de devises n'estimeront pas que le voyage est sans retour. Les capitaux ne reviendront pas s'ils craignent de ne pouvoir repartir.

On m'objectera qu'il est immoral de capituler devant les trafics illégaux et qu'il faut contraindre les devises émigrées au retour. La question est de savoir si la contrainte est, à cet égard, efficace. Une certaine dose de contrainte peut et doit être employée, sous forme de raréfaction de la monnaie à l'intérieur. L'assainissement de la situation inflationniste obligera à certains rapatriements de capitaux. La récession, la baisse des cours de la bourse à Wall Street diminuent l'attraction du marché américain. Ces circonstances favorables ne suffisent pas. Peut-on créer un choc et précipiter le rapatriement officiel des devises?

Deux facteurs principaux empêchent le rapatriement légal: l'écart entre les cours officiels et les cours parallèles du franc, l'interdiction faite à l'or et aux capitaux de s'exporter. Si l'on va jusqu'au bout du raisonnement que j'exposais la semaine dernière, la seule façon de provoquer le retour des devises, ce serait de leur donner le droit de partir. Raisonnement en apparence paradoxal, mais, au fond, logique. Si le contrôle des changes empêchait les sorties, il serait raisonnable de le maintenir. Puisqu'en fait il ne les empêche pas, n'a-t-on pas intérêt à le desserrer?

Telle est la thèse à laquelle conduisait le dialogue. Je ne la prends pas à mon compte, puisqu'il faudrait encore chercher quelle politique économique, à l'intérieur, devrait compléter ces mesures de libération du mouvement des capitaux. De plus, le taux de change fixe serait probablement incompatible avec

une pareille conception. Je ne manquerai pas d'indiquer prochainement toutes les objections que l'on peut formuler contre une pareille thèse. Mais il est toujours bon de remettre en question les orthodoxies, fût-ce pour les accepter finalement avec résignation.

La France et les devises des Français

Le Figaro
7 mars 1958

Les articles que j'avais publiés, le 17 et le 24 janvier, sur l'or et les devises possédés par les Français m'ont valu un abondant courrier, auquel je m'excuse de n'avoir pu répondre individuellement et qui m'incite à poursuivre l'analyse du problème.

Comment est-il possible de mobiliser pour le financement des importations l'or que conservent et stérilisent tant de Français? Comment provoquer le retour des capitaux, exportés parfois depuis des années?

Une première école de lecteurs me répond, avec une brutalité plus ou moins grande: l'or ne sortira pas des cachettes, les dollars ne reviendront pas tant que nous n'aurons pas confiance dans nos gouvernants et dans la monnaie. "Aussi longtemps que les Français ne seront pas assurés d'une monnaie stable, ils chercheront à préserver une partie de leur patrimoine par des thésaurisations d'or et des placements à l'étranger".

Il m'est difficile de nier la force de cet argument, mais, si on y souscrivait entièrement, rien ne pourrait être tenté, à moins de modifier les données fondamentales de la politique française. Or des mesures proprement économiques pourraient avoir, malgré tout, quelque efficacité.

Une deuxième école de lecteurs m'oppose un argument plus technique et, lui aussi, incontestable: ceux qui souhaiteraient ramener l'or en France ou rapatrier des capitaux ne le peuvent pas parce qu'ils n'en ont pas le droit. "Vous examinez, m'écrit un lecteur anonyme, les facteurs qui empêchent le rapatriement légal des devises et des valeurs détenues par les Français à l'étranger. Or (volontairement ou non) vous ne mentionnez pas la principale: l'interdiction légale, absolue, sous les peines les plus sévères, de les rapporter en France. Il faudrait tout de même s'entendre: ou le gouvernement ne désire rien tant que le *statu quo* ou alors il désire voir revenir de l'or et alors, qu'il en autorise l'entrée (ce qu'avait fait M. Pinay, très intelligemment, mais en limitant maladroitement cette facilité dans le temps)... Il existe - croyez-moi - nombre de Français qui, ayant expatrié leurs capitaux, il y a vingt ans, sous le règne de Léon Blum, seraient bien contents de les récupérer...".

Il va de soi que la libération du mouvement des capitaux, que j'avais

envisagée, devrait rendre légal le rapatriement de l'or et des capitaux. Mais un autre lecteur, anonyme lui aussi, m'écrit que la légalisation du rapatriement ne suffirait pas, il faudrait encore amnistier la fraude fiscale: "Les souscripteurs de votre emprunt-or à garantie internationale se trouveraient faire état de ressources nouvelles non justifiables fiscalement. À quelles reprises rétroactives se trouveraient-ils exposés? ... Vous me faites dire que les capitaux expatriés ne rentreront pas s'ils ont la perspective de ne pouvoir repartir. Ils en ont une autre, plus grave: celle d'être, sous une forme quelconque, ponctionnés. Car, s'ils ne se font pas recenser, ils pourront toujours retourner d'où ils viennent... En 1709, le grand bailli de l'Île-de-France écrivait: "Le plus riche d'un village n'oserait à présent tuer un cochon que nuitamment et à l'insu de tout le monde; car si cela se faisait en public, on lui augmenterait son imposition". Ne croyez-vous pas que cette mentalité se retrouve, intacte, à deux siècles et demi d'intervalle?"

Beaucoup de lecteurs mettent en cause les taux élevés de la taxe progressive sur le revenu et de l'impôt sur les successions. L'or, me dit-on, ne paye pas d'impôt de succession. "Quelle que soit la dépréciation, peut-être passagère de l'or, elle est inférieure à l'amputation définitive à laquelle l'Enregistrement a pour mission de procéder".

Je n'avais pas pour but d'examiner la législation fiscale sur le revenu et les successions. Cette législation existe et elle ne sera pas modifiée substantiellement au cours des prochaines années. Tout espoir d'un rapatriement de capitaux est-il vain? Je ne le pense pas, étant admis qu'une fraction des capitaux expatriés ne reviendra pas, même si on lui en donne la possibilité légale.

Nous en venons ainsi à la question centrale: s'il est vrai que le contrôle des changes empêche les capitaux de revenir mais non de partir, ne vaudrait-il pas mieux libérer franchement les mouvements de capitaux avant de libérer les mouvements de marchandises? L'opinion classique des experts est que la libération des capitaux doit venir en dernier: l'opinion de quelques financiers est que, dans le cas de la France, l'ordre inverse s'impose.

À terme, la libération des mouvements de l'or et des devises entraînera la suppression des contingents d'importations. En une phase transitoire, les transactions financières se feraient librement, à un taux de change qui résulterait des mécanismes du marché. Les devises ne seraient fournies au taux de change officiel qu'aux importateurs auxquels des licences auraient été accordées. Un tel système aurait au moins l'avantage d'éviter les pertes de devises qui résultent du

décalage entre le cours officiel et le cours noir des devises.

Nous examinerons en un prochain article les difficultés que suscite un tel projet.

La liberté de mouvement des capitaux est-elle possible?

Le Figaro
14 mars 1958

Personne n'a la naïveté de croire que des mesures législatives suffiraient à provoquer le retour en France et dans les circuits légaux de l'or thésaurisé ou des capitaux émigrés. Mes correspondants me l'ont dit sous de multiples formes: au-delà du manque de confiance dans la monnaie, on trouve une volonté d'évasion fiscale. Non seulement les réformes fiscales, que tels de mes correspondants me suggèrent, sont politiquement inconcevables, mais je retournerai sur eux le scepticisme, ironique et protecteur, dont ils témoignent à mon égard: à quel niveau faudrait-il ramener la surtaxe progressive pour que disparaisse l'incitation à la dissimulation?

Une fois écartée l'attente d'un rapatriement subit et massif, il demeure que, chaque année, l'État français perd des centaines de millions de dollars du fait des «circuits parallèles» et de l'écart entre le cours officiel du franc et le cours auquel touristes et capitalistes peuvent se procurer des francs sur les marchés noirs. Selon que l'écart du cours se rétrécit ou s'élargit, les pertes de devises pour l'État augmentent.

La solution au problème dépend de la réponse que l'on donne à la question: si l'on rétablissait la liberté d'exportation des capitaux, ceux qui, aujourd'hui, reculent devant les risques ou l'illégalité de l'opération, useraient-ils du droit qui leur serait officiellement donné? Ou, tout au contraire, des particuliers, rassurés, ramèneraient-ils tout ou partie de leurs capitaux réfugiés au dehors?

Pour qu'une telle politique puisse être tentée, trois conditions au moins seraient indispensables. Le cours du franc pour les transactions dites invisibles (tourisme, opérations financières, etc.) devrait s'établir librement sur le marché. Si l'on maintenait, au moins dans une première période, le contrôle du commerce extérieur et des licences d'importation, il en résulterait une monnaie à taux multiples. Certes, le marché de l'or crée implicitement la dualité du taux de change. L'amplification, la publicité de cette pratique n'en susciteraient pas moins les objections du Fonds monétaire international.

Une politique sévère du crédit, une limitation de l'impasse devraient raréfier suffisamment la monnaie pour que les entreprises et, dans une moindre mesure,

les particuliers soient mécaniquement contraints de garder en France leurs disponibilités. Enfin, la décision devrait être approuvée par une majorité parlementaire telle qu'un renversement de politique sans justification technique apparaisse improbable.

Supposons provisoirement ces conditions remplies. Les Français utiliseraient-ils en foule la permission qui leur serait accordée d'acheter des livres et des dollars? En période normale, il n'y a aucune raison de le penser. En cas de crise, politique ou économique, il n'en serait pas de même. L'Office des changes n'empêche pas l'émigration des capitaux, mais il la limite. Il suffit de suivre les surplus et les déficits au cours des dernières années pour savoir qu'évasion et retour des capitaux, légaux et illégaux, exercent une influence sur les bilans des comptes extérieurs. Que l'on suppose la liberté rétablie: ces retours que l'on a observés au cours des derniers mois auraient été probablement plus substantiels. La disparition de l'écart entre taux officiel et taux clandestin aurait rapporté des devises supplémentaires.

Pourquoi tant de techniciens et de hauts fonctionnaires, qui ne sont nullement prisonniers des préjugés politiques, sont-ils hésitants ou même franchement hostiles? Une école d'experts, celle qui domine l'administration française, raisonne en termes de quantités globales et de contrôle physique et refuse d'attacher une grande portée aux phénomènes financiers. Elle admet les pertes de devises mais les tient pour marginales et craint qu'en cas de liberté les pertes ne soient plus grandes encore.

Une autre école ne nie pas l'importance des phénomènes proprement financiers, mais elle doute que les conditions nécessaires de l'expérience libérale soient réalisables. L'économie française est actuellement en phase d'expansion. L'expansion n'implique pas mais risque d'entraîner l'inflation qui, à son tour, entraîne la dévalorisation monétaire. La liberté de mouvement des capitaux, favorable aux rentrées en période d'équilibre, ne permettrait-elle pas des exportations massives aux premiers signes de crise? Le contrôle des changes camoufle pour un temps les conséquences extérieures des déséquilibres intérieurs.

Peut-être est-ce là le motif dernier de l'opposition de tant de ministres et de fonctionnaires à une libération monétaire: la confiance et la défiance du public se manifesteraient immédiatement dans les cours des changes et les mouvements de capitaux. À l'heure présente, les fluctuations psychologiques se manifestent aussi, mais avec moins d'éclat. L'économiste préférerait peut-être que le signal

d'alarme fût lancé immédiatement: sans contrôle des changes, M. Ramadier aurait été obligé d'agir un an plus tôt. Le politique préfère disposer d'une marge de manœuvre.

Il reste à savoir si le Marché commun tolérera une telle liberté de ne pas agir.

La liberté de mouvement des capitaux est-elle possible?

Le Figaro
14 mars 1958

Personne n'a la naïveté de croire que des mesures législatives suffiraient à provoquer le retour en France et dans les circuits légaux de l'or thésaurisé ou des capitaux émigrés. Mes correspondants me l'ont dit sous de multiples formes: au-delà du manque de confiance dans la monnaie, on trouve une volonté d'évasion fiscale. Non seulement les réformes fiscales, que tels de mes correspondants me suggèrent, sont politiquement inconcevables, mais je retournerai sur eux le scepticisme, ironique et protecteur, dont ils témoignent à mon égard: à quel niveau faudrait-il ramener la surtaxe progressive pour que disparaisse l'incitation à la dissimulation?

Une fois écartée l'attente d'un rapatriement subit et massif, il demeure que, chaque année, l'État français perd des centaines de millions de dollars du fait des «circuits parallèles» et de l'écart entre le cours officiel du franc et le cours auquel touristes et capitalistes peuvent se procurer des francs sur les marchés noirs. Selon que l'écart du cours se rétrécit ou s'élargit, les pertes de devises pour l'État augmentent.

La solution au problème dépend de la réponse que l'on donne à la question: si l'on rétablissait la liberté d'exportation des capitaux, ceux qui, aujourd'hui, reculent devant les risques ou l'illégalité de l'opération, useraient-ils du droit qui leur serait officiellement donné? Ou, tout au contraire, des particuliers, rassurés, ramèneraient-ils tout ou partie de leurs capitaux réfugiés au dehors?

Pour qu'une telle politique puisse être tentée, trois conditions au moins seraient indispensables. Le cours du franc pour les transactions dites invisibles (tourisme, opérations financières, etc.) devrait s'établir librement sur le marché. Si l'on maintenait, au moins dans une première période, le contrôle du commerce extérieur et des licences d'importation, il en résulterait une monnaie à taux multiples. Certes, le marché de l'or crée implicitement la dualité du taux de change. L'amplification, la publicité de cette pratique n'en susciteraient pas moins les objections du Fonds monétaire international.

Une politique sévère du crédit, une limitation de l'impasse devraient raréfier suffisamment la monnaie pour que les entreprises et, dans une moindre mesure,

les particuliers soient mécaniquement contraints de garder en France leurs disponibilités. Enfin, la décision devrait être approuvée par une majorité parlementaire telle qu'un renversement de politique sans justification technique apparaisse improbable.

Supposons provisoirement ces conditions remplies. Les Français utiliseraient-ils en foule la permission qui leur serait accordée d'acheter des livres et des dollars? En période normale, il n'y a aucune raison de le penser. En cas de crise, politique ou économique, il n'en serait pas de même. L'Office des changes n'empêche pas l'émigration des capitaux, mais il la limite. Il suffit de suivre les surplus et les déficits au cours des dernières années pour savoir qu'évasion et retour des capitaux, légaux et illégaux, exercent une influence sur les bilans des comptes extérieurs. Que l'on suppose la liberté rétablie: ces retours que l'on a observés au cours des derniers mois auraient été probablement plus substantiels. La disparition de l'écart entre taux officiel et taux clandestin aurait rapporté des devises supplémentaires.

Pourquoi tant de techniciens et de hauts fonctionnaires, qui ne sont nullement prisonniers des préjugés politiques, sont-ils hésitants ou même franchement hostiles? Une école d'experts, celle qui domine l'administration française, raisonne en termes de quantités globales et de contrôle physique et refuse d'attacher une grande portée aux phénomènes financiers. Elle admet les pertes de devises mais les tient pour marginales et craint qu'en cas de liberté les pertes ne soient plus grandes encore.

Une autre école ne nie pas l'importance des phénomènes proprement financiers, mais elle doute que les conditions nécessaires de l'expérience libérale soient réalisables. L'économie française est actuellement en phase d'expansion. L'expansion n'implique pas mais risque d'entraîner l'inflation qui, à son tour, entraîne la dévalorisation monétaire. La liberté de mouvement des capitaux, favorable aux rentrées en période d'équilibre, ne permettrait-elle pas des exportations massives aux premiers signes de crise? Le contrôle des changes camoufle pour un temps les conséquences extérieures des déséquilibres intérieurs.

Peut-être est-ce là le motif dernier de l'opposition de tant de ministres et de fonctionnaires à une libération monétaire: la confiance et la défiance du public se manifesteraient immédiatement dans les cours des changes et les mouvements de capitaux. À l'heure présente, les fluctuations psychologiques se manifestent aussi, mais avec moins d'éclat. L'économiste préférerait peut-être que le signal

d'alarme fût lancé immédiatement: sans contrôle des changes, M. Ramadier aurait été obligé d'agir un an plus tôt. Le politique préfère disposer d'une marge de manœuvre.

Il reste à savoir si le Marché commun tolérera une telle liberté de ne pas agir.

La crise de devises: que faire?

Le Figaro
9 mai 1958

Les chiffres relatifs au mois d'avril du déficit français à l'Union européenne de paiements sont inquiétants: 60 millions de dollars. Encore les services du ministère ont-ils précisé que le déficit a été réduit par l'utilisation de dollars.

En sens contraire, le déficit est peut-être amplifié par le retard que mettent les exportateurs à rapatrier leurs devises en période de crise politique. Le déficit commercial est peut-être moindre que le déficit financier et ce dernier peut-être moindre en réalité qu'en apparence. Quels que soient les doutes sur le bilan exact, le fait incontestable est que, d'ici la fin de l'année, sauf renversement de la tendance, la France aura épuisé le crédit qui lui a été ouvert à la fin de l'an dernier. Le gouvernement de demain, quel qu'il soit, devra agir. Que peut-il faire?

Une première solution consiste à reproduire la politique (ou plutôt l'absence de politique) des années 1956 et 1957, de dépenser les devises tant qu'il y en a et de compter sur une nouvelle aide extérieure pour le jour où il n'y en aura plus. Bien que personne ne recommande ouvertement une telle action (ou inaction), beaucoup de commentateurs et d'hommes politiques en sont secrètement partisans ou parlent comme s'ils en étaient partisans. La France est un membre trop important du pacte de l'Atlantique, pensent-ils, pour que ses alliés puissent assister passivement à une crise économique et sociale qui mettrait en cause le régime lui-même.

Ce pari sur l'aide extérieure risque, cette fois, d'être perdu. Mais serait-il gagné qu'il ne résoudrait rien. La France ne pourra tenir ses engagements de libération des échanges. L'entrée en vigueur du traité du Marché commun se heurtera à d'insurmontables obstacles. Les prêteurs poseront des conditions plus strictes qu'en 1957. L'autonomie politique de la France sera, une nouvelle fois, entamée.

Supposons que le gouvernement ne se résigne pas à cet abandon. De quels moyens dispose-t-il? Essentiellement, de trois: 1° déflation intérieure ou mesures sélectives pour réduire la demande de produits importés (rationnements) et encourager les exportations; 2° renforcement du contrôle administratif des importations; 3° action sur les importations et les exportations par l'intermédiaire d'une modification, ouverte ou camouflée, de la parité monétaire.

Jusqu'à présent, l'expansion de l'industrie française s'est poursuivie, phénomène qui, en soi, est heureux, mais qui, dans la conjoncture internationale et nationale, permettait de prévoir avec certitude l'hémorragie de devises. Beaucoup d'observateurs annoncent un ralentissement prochain d'activité et conjurent le gouvernement de prendre des mesures (anticipées) contre la crise menaçante. Ce conseil me paraît étrange. J'ai dit ce que je pensais de la politique américaine, mais cette politique est pour nous un fait que nous sommes hors d'état de modifier. Tous les pays d'Europe acceptent un ralentissement d'activité: comment la France l'éviterait-elle? Les restrictions monétaires commencent à peine d'exercer une influence: ce n'est pas le moment de les relâcher.

En revanche, les arguments en faveur d'impôts supplémentaires ne sont pas convaincants. Les rentrées fiscales dépassent les prévisions et couvrent les suppléments de dépenses. En période de hausse des prix, la surtaxe est alourdie dès lors que la progressivité n'est pas modifiée. Au reste, 100 millions d'impôts de plus ou de moins sur un total de 4.700 millions ne pèsent guère dans la balance des comptes extérieurs.

Dans l'immédiat, faute d'une déflation plus poussée, le gouvernement sera acculé à des mesures directes sur les importations. Celles-ci dépassent mensuellement de quelque 30 milliards le montant prévu. Certes, il serait préférable d'accroître les exportations, mais la récession américaine et ses répercussions mondiales ne rendent guère possible la progression des ventes au dehors. On est ramené au choix entre réduire les importations par diminution des contingents ou rationnement des produits importés ou les réduire en les renchérissant, c'est-à-dire par une modification de la parité monétaire.

L'opération 20% a été un échec parce qu'elle a été menée dans des conditions qui excluaient le succès. Une dévaluation doit être précédée d'une déflation intérieure, le nouveau taux de change doit laisser une marge de manœuvre pour tenir compte des hausses de prix inévitables. Aucune de ces conditions n'a été réalisée, l'été dernier; aucune n'est réalisable à l'heure présente, étant donné la conjoncture politique.

On peut donc prévoir que le prochain gouvernement sera réduit à l'emploi conjoint de trois sortes d'expédients: maintien des restrictions monétaires, avec, éventuellement, des impôts supplémentaires; réduction des contingents ou rationnement de quelques produits; aides renouvelées à l'exportation. Ces expédients suffiront-ils à résoudre le problème? Certainement non. Permettront-ils de différer la crise? Peut-être.

Depuis longtemps, nos gouvernants ne nourrissent pas de plus hautes ambitions, mais, comme le suggère la Commission des comptes de la nation, dont nous examinerons le rapport la semaine prochaine, cette fois, l'échéance est proche.

Le rétablissement de l'équilibre des comptes extérieurs

Le Figaro
23 mai 1958

Les rédacteurs du rapport sur les comptes de la nation ont, depuis trois ans, défendu constamment les deux mêmes thèses: sauvegarder à tout prix l'expansion, éviter les mesures globales, visant à réduire la demande intérieure, ces mesures étant peu efficaces et devant entraîner l'arrêt de l'expansion.

Les arguments que les experts ont avancés contre les mesures globales sont en eux-mêmes valables. Visant à réduire les importations et à libérer les produits exportables, les mesures globales réduisent simultanément la production globale. "À une réduction d'un peu plus de 1.000 milliards de revenus disponibles des ménages correspondent une amélioration de la balance commerciale avec l'étranger de $80+30=110$ milliards et une réduction de production de $721-(110+6)=605$ milliards". Le calcul dans le détail duquel nous ne pouvons entrer fournit non un chiffre exact mais un ordre de grandeur. Trop de variables interviennent pour qu'on puisse prévoir avec une rigoureuse précision.

Personne n'a jamais nié qu'une contraction atteignant l'ensemble de l'économie empêche de produire les biens qui ne pèsent pas sur la balance des comptes en même temps qu'elle limite les importations et favorise les exportations. Les mesures globales atteignent toutes les activités, celles que l'on n'a aucun intérêt direct à ralentir comme celles qui coûtent des devises. On peut même ajouter que le rapport entre réduction de la demande globale et amélioration de la balance des comptes sera d'autant plus élevé que la part du commerce extérieur dans le produit national est plus faible. En ce sens, les mesures globales coûteront, en France, plus cher qu'en Grande-Bretagne.

Jusque là il n'y a guère de controverse entre économistes. La discussion commence d'abord avec les chiffres. Des mesures de contraction déterminent un processus complexe, qui modifie les rapports de prix, entraîne des transferts de moyens de production. Les modifications, internes au système, me paraissent trop complexes pour qu'on les puisse calculer exactement.

De plus, les rédacteurs du rapport négligent dans leur réquisitoire contre les mesures globales des faits qu'ils notent par ailleurs. Les comptes extérieurs de la nation dépendent, pour une part, du niveau des prix en France et au dehors. La

surévaluation du franc a été une des causes du déficit au cours des dernières années. Elle est en train de le redevenir. Comment supprimer cette disparité sans mesures globales de déflation?

Ce n'est pas tout. Nous lisons dans le rapport que le déficit extérieur, imputable aux opérations courantes, a été grossi en 1957 de plus de 500 millions de dollars par les mouvements de capitaux. Pour une part, il s'agit de retards dans le rapatriement des devises, acquises par les exportateurs, mais, pour une autre part, il s'agit de capitaux exportés, de devises de touristes perdues pour l'État, échangés sur les marchés parallèles. Les experts à la science reconnue écrivent parfois comme s'ils étaient aveugles à des réalités qu'un étudiant ne méconnaîtrait pas, comme si pour eux l'aspect financier des problèmes n'existait pas. Ou bien imaginent-ils que le contrôle des changes a une efficacité parfaite?

Aux yeux de ces experts, la contraction n'a aucune conséquence heureuse, l'expansion aucun effet fâcheux. Il y a une génération, beaucoup d'économistes, à la suite de Simiand, insistaient sur la rationalisation que provoquaient les phases de déflation. Il se peut que ce mécanisme ne joue plus. Mais on n'a pas le droit d'oublier que l'expansion inflationniste suscite inévitablement des pertes par investissements inutiles ou mal orientés. La restauration du franc, même si elle suspendait temporairement l'expansion, assurerait à terme des avantages non chiffrables mais réels. À considérer uniquement les quantités globales, on oublie qu'il est des productions qui sont, en fait, perdues pour les consommateurs.

Enfin, il est une dernière objection qui porte non sur le désirable mais sur le possible. L'administration économique est-elle capable de sélectionner les importations avec une parfaite clairvoyance, de demeurer insensible aux pressions innombrables? Est-elle capable de rétablir l'équilibre extérieur en rationnant tels produits où entre un pourcentage important d'importations ou qui sont susceptibles d'être exportés? Les fonctionnaires croient à l'efficacité de leur action avec autant de résolution que les économistes libéraux aux mécanismes du marché.

Quoi qu'il en soit, d'ici quelques mois, les réserves de devises seront épuisées. À moins de nouveaux crédits étrangers, il faudra sacrifier l'expansion, soit par rationnement des importations soit par réduction de la demande globale. Ce jour-là, les tenants de toutes les thèses devront reconnaître l'amère vérité: il est souhaitable mais probablement impossible de rétablir l'équilibre des comptes extérieurs sans payer la fin de l'inflation par une stagnation temporaire.

Le coût d'une monnaie faible

Le Figaro
20 août 1958

Le Conseil national du patronat a publié récemment une étude sur les prix auxquels les producteurs français achètent les matières premières. Il en ressort que ces prix sont, en moyenne, de quelque 10% supérieurs à ceux que paient leurs concurrents étrangers. Et pour montrer à quel point cet écart dépend de circonstances contraignantes, l'étude cite le cas des firmes textiles possédant des usines en France et en Belgique qui ont fréquemment payé, sur l'ensemble de l'année, les mêmes cotons 8 à 10% plus cher en France qu'en Belgique.

Les causes de cette cherté relative des matières premières sont multiples. Transports maritimes, services portuaires, assurances maritimes sont, en général, plus coûteux en France que dans les autres pays d'Europe. Les matières premières qui viennent des territoires d'outre-mer sont souvent vendues à des cours plus élevés que les cours mondiaux. Mais, de ces diverses causes, nous en voulons retenir une, dont l'influence est considérable: la faiblesse de la monnaie française.

La faiblesse du franc agit sur les conditions du ravitaillement en matières premières de diverses manières. D'abord, certains pays fournisseurs font presque officiellement des rabais à ceux qui payent en monnaie forte (c'est le cas de l'Égypte pour son coton). L'administration réplique à la pénurie de devises par une réglementation toujours plus stricte. Or plus se restreint la liberté des achats, plus se perdent les occasions d'acheter à bon compte, plus s'accroît la probabilité que l'importateur, recevant des crédits en devises à un moment donné par un pays désigné, devra subir les exigences du vendeur.

Nous ne voulons pas entrer ici dans la polémique menée par les experts du C.N.P.F. contre les pratiques de l'administration. Pour prendre position, il faudrait entendre les réponses des services de l'État mis en cause. Nous voulons nous en tenir à un fait essentiel: la faiblesse du franc, causée par le déficit du commerce extérieur, devient, à son tour, une des causes de ce déficit. Ou encore, parce que le niveau des prix intérieurs était trop élevé, la balance commerciale a accusé un déficit et celui-ci, obligeant l'État à l'organisation de la pénurie, a créé des facteurs supplémentaires de hausses des prix français par rapport aux prix étrangers.

La cherté des matières premières constitue, à elle seule, un handicap sérieux

pour l'industrie française dans le cadre du Marché commun. Comme le fait observer l'étude que nous utilisons, "un certain nombre d'éléments du prix de revient se déterminent en pourcentage (et c'est très vrai particulièrement de tous les éléments d'ordre fiscal). Le renchérissement des matières premières ne provoque donc pas seulement l'addition d'un élément de cherté supplémentaire, il est l'origine, tout au long de la transformation, d'une longue série de multiplications". Quelle que soit l'amélioration des méthodes, tant que la pénurie de devises amènera l'administration à réduire la liberté d'achat des importateurs, ceux-ci seront condamnés à payer plus cher que leurs concurrents. L'assainissement monétaire n'est donc pas, comme le croit une école d'experts spécialisés dans les bilans globaux, le seul résultat de l'équilibre commercial, obtenu par contrôle autoritaire des importations, par aide aux exportations: la solidité de la monnaie est un facteur positif du rétablissement de l'équilibre.

Grâce à la confiance que la limitation de l'"impasse", l'accession au pouvoir du général de Gaulle et le nom de M. Pinay avaient restaurée, des rentrées d'or et de capitaux se sont produites. L'épuisement des réserves de devises a été au moins différé de quelques mois. Il n'est pas exclu que d'autres capitaux reviennent, si les circonstances politiques et économiques demeurent favorables. Peut-être les dirigeants de notre économie vont-ils mettre à profit la période présente pour des réformes durables.

Les prix intérieurs sont aujourd'hui stabilisés, les mesures restrictives, prises à partir du deuxième semestre de 1957, commencent de développer leurs conséquences, au point que déjà on en réclame le relâchement. Le moment ne serait-il pas venu de rompre avec le système ancien de contrôle des changes et de répartition administrative de devises qui contribue à entretenir la pénurie par laquelle on prétend le justifier? En tout cas, un jour ou l'autre, il faudra bien reconnaître l'incompatibilité entre les exigences du Marché commun et l'esprit d'une politique qui fausse les rapports de prix et tâche ensuite de corriger les déséquilibres à force de rationnement ou de subventions.

Le franc, monnaie faible, ne peut fluctuer que dans le sens de la baisse. La liberté devrait introduire des possibilités de fluctuation dans les deux sens. Des taux fixes dont chacun attend la modification constituent la pire forme d'instabilité. Les fluctuations acceptées, au moins durant une période transitoire, pourraient servir de préface à une restauration monétaire qui est une condition, et non une simple conséquence, du redressement économique.

Après la première étape

Le Figaro
27 février 1959

Rien n'est plus facile que la polémique contre l'action économique du gouvernement. Il suffit d'opposer le ralentissement d'activité, que l'on observe incontestablement, aux besoins croissants dans la métropole et en Afrique. On invite la nation à l'effort et des milliers de travailleurs ne trouvent pas d'emploi. Un couplet sur "les économistes distingués", un appel pathétique à "une économie au service de l'homme", et le tour est joué.

Revenons à l'ingrate réalité. Il n'importe plus de mettre en question l'ensemble de la politique gouvernementale. Cette politique étant donnée, il est de l'intérêt commun qu'elle réussisse, quelle que soit l'opinion que l'on professe sur le bien-fondé de telle ou telle mesure prise à la fin de l'année dernière. Or, une des conditions du succès, c'est que le public comprenne pourquoi des gouvernants de bonne volonté (ils étaient de bonne volonté sous la IV^e, ils le sont tous sous la V^e République, en dépit de toutes les propagandes) ont réduit l'impasse, supprimé certaines subventions, dévalué la monnaie, etc. Nombre d'hommes politiques ou de simples citoyens continuent à ne pas voir le motif dernier, l'argument décisif du plan de redressement: *la nécessité absolue d'équilibrer les comptes extérieurs de la France*. L'opinion française ne s'est pas encore convaincue que le danger suprême qui menaçait notre économie, c'était le manque de devises. Tout se passe comme si beaucoup de Français ne comprenaient pas que le manque de devises peut signifier l'impossibilité d'acheter au dehors les matières premières, ou comme s'ils vivaient dans un monde de rêve où un Père Noël (américain de préférence) distribuerait indéfiniment des dollars.

D'après une statistique récemment publiée par la revue du C.N.P.F., la balance des paiements courants, entre 1945 et 1957, a été déficitaire de 11 milliards 481 millions de dollars, le déficit commercial étant responsable sur ce total de 9.393 millions de dollars. Ce déficit a été financé pour 39% par une aide américaine, pour 33% par des opérations en capital, c'est dire des emprunts au dehors. La France a pu sacrifier l'équilibre extérieur à l'expansion intérieure jusqu'en 1956 parce qu'elle a d'abord utilisé ses réserves d'or et de devises, ensuite, bénéficié du plan Marshall, enfin, reçu des dollars pour couvrir le coût de la guerre d'Indochine. En 1954-1955, la balance des comptes français était à peu près équilibrée (en tenant compte des dépenses des gouvernements étrangers) et l'aide

américaine pour le financement de la guerre d'Indochine a servi à reconstituer les réserves. Ces réserves ont été liquidées en 1956-1957, le gouvernement français ayant décidé de méconnaître les implications de la guerre d'Algérie et des lois sociales, qui augmentaient les dépenses, et de la fin de l'aide américaine, qui imposait à la France, pour la première fois depuis 1945, d'équilibrer ses comptes extérieurs. Les socialistes, si sévères pour les actes des actuels gestionnaires, devraient, s'ils n'étaient pas aveuglés par la passion ou la démagogie, faire un retour sur eux-mêmes: la politique de MM. Mollet et Ramadier, en 1956-1957, rendait inévitable, un jour ou l'autre, "l'austérité" d'aujourd'hui. En vérité, ils font crédit à la capacité d'oubli du public.

L'an prochain, la France devra non seulement équilibrer ses comptes mais rembourser plus de 500 millions de dollars. Voilà le fait majeur qui a commandé les décisions de décembre dernier. Comme le moyen choisi a été "le franc dur" par la dévaluation, les restrictions de crédit et une impasse ramenée au-dessous de 600 milliards, il en résulte que les indices de production, au lieu de progresser comme nous en avons pris l'habitude, sont en baisse de 2 à 3% par rapport au niveau du mois correspondant de 1958, que certaines branches sont en récession (textiles), que les entreprises marginales, même dans les branches prospères, sont menacées, que la durée moyenne du travail, pour l'ensemble de l'industrie, a diminué d'une heure.

Nul ne souhaitait ce recul d'activité, les souffrances des chômeurs, la baisse du niveau de vie des chômeurs partiels. Mais les critiques de bonne foi devraient nous expliquer comment la France aurait pu ne pas payer l'assainissement par un ralentissement temporaire. Le bilan provisoire de l'expérience comporte deux résultats positifs: les prix n'ont pas été entraînés dans une hausse générale, d'origine psychologique. Le coefficient de hausse est encore inférieur à celui que l'on avait calculé d'après l'effet mécanique des mesures prises. Le mouvement des capitaux a ramené au-delà des 200 à 250 millions de dollars émigrés dans le mois qui précéda la dévaluation, 250 à 300 millions de dollars. Limitation de la hausse des prix et retour des capitaux sont parfaitement normaux puisque le franc est plutôt sous-évalué et que la politique budgétaire et monétaire est restrictive.

En revanche, les cours à la Bourse n'ont pas progressé autant que le souhaitent les initiateurs de la nouvelle politique et la question se pose de savoir si et comment les autorités doivent entreprendre une relance de l'économie. Puisque le langage des paris est à la mode, disons que le premier pari

- éviter le dérapage des prix - a été gagné et que la véritable épreuve - éviter une récession - est engagée.

Faux rapprochement

Le Figaro
20 mars 1959

Entre les deux guerres, l'économie française a passé par deux phases aux caractères opposés. Elle a progressé rapidement pendant la décennie 1920-1930 et décliné pendant la décennie suivante. En 1928-1929, l'indice du revenu national réel s'était élevé à 124 par rapport à 1913, alors que ce même indice n'était qu'à 109 en Allemagne, 113 en Grande-Bretagne. L'indice de la production industrielle était à 139 contre 118 en Allemagne et 106 en Grande-Bretagne.

En revanche, en 1938, l'indice du revenu national était retombé à 88 par rapport à 1928-1929, à 110 par rapport à 1913, alors que les chiffres correspondants étaient 119 et 129 pour l'Allemagne, 110 et 135 pour la Grande-Bretagne. Quant à l'indice de la production industrielle, il était à 86 par rapport à 1928-1929, à 119 par rapport à 1913, alors que les chiffres correspondants étaient 122 et 144 pour l'Allemagne, 131 et 139 pour la Grande-Bretagne.

La politique déflationniste des années 1930-1935 a été à ce point insane qu'elle continue de peser sur la nation. Le retard pris n'a pas encore été rattrapé. Le souvenir du traumatisme n'est pas effacé. Dès que l'expansion se ralentit ou s'arrête, dès que l'on tente de restaurer une monnaie, il se trouve des journalistes et des hommes politiques pour évoquer pathétiquement la monnaie stable et l'économie ruinée des années 30. Faut-il donc, une fois de plus, montrer à quel point une telle comparaison est injustifiée?

Au cours des années 1930-1935, l'erreur la plus grave fut le refus de ramener le taux de change du franc au niveau qu'impliquaient les dévaluations du dollar et de la livre. La surévaluation du franc se traduisit par le recul des exportations françaises mais plus encore par la disparité entre les prix de gros et les prix de détail. Les premiers avaient baissé plus que les seconds, supprimant les marges bénéficiaires des entreprises. D'autres disparités s'étaient créées entre les prix des industries protégées et ceux des industries obligées de s'adapter aux conditions du marché mondial. Cette déflation était d'autant plus indéfendable que rien ne le rendait indispensable: la France disposait, en 1930-1931, d'un énorme stock d'or, elle n'était pas menacée par une crise de devises, les pertes d'or étant provoquées par le refus de la dévaluation. À l'époque, on invoquait le traumatisme de l'inflation antérieure pour ne pas consentir à l'indispensable dévaluation.

Aujourd'hui, selon le même procédé, on commence de rappeler la déflation 1930-1935 pour critiquer la politique actuelle.

Cette politique, faut-il le répéter, n'est ni déflationniste ni libérale, au sens classique de ce terme, ni encore moins librement choisie. Elle a été imposée par la pénurie de devises et par la conviction que l'équilibre des comptes extérieurs exigeait tout à la fois un budget prudent, l'opération "vérité" à l'intérieur et à l'extérieur. Ceux qui interprètent cette politique comme un retour au XIXe siècle ou à un libéralisme anachronique devraient étendre leur sévérité à la politique grâce à laquelle l'économie allemande a, depuis dix ans, remporté des succès éclatants. Il n'est pas besoin d'être libéral pour reconnaître que l'inflation intérieure provoque inévitablement le déficit des comptes extérieurs et que la rigueur financière favorise le retour des capitaux exportés.

Je ne veux pas dire que toutes les mesures prises dans le cadre de la nouvelle politique soient, au même degré, justifiables par la nécessité, une répartition quelque peu différente des sacrifices aurait été probablement possible. Des décisions productives de mécontentement, dont le rendement financier est dérisoire (suppression de la retraite des combattants, franchise de 3.000 francs à la Sécurité sociale), nous rappelleraient, s'il en était besoin, que la toute-puissance ne suffit pas à garantir la sagesse des gouvernants et que le contrôle parlementaire a parfois quelque utilité.

Laissons ces controverses, psychologiquement sérieuses, mais économiquement d'une portée médiocre. Depuis 1945, aucun pays occidental, pas même les États-Unis, n'a connu de crise comparable à celle de l'entre-deux guerres. Les récessions américaines ont été courtes et relativement peu profondes. Aucun processus cumulatif ne les a transformées en dépression. D'autre part, les politiques fondées sur une monnaie solide, comme celle de la République fédérale, ont été, à terme, les plus payantes, alors que les politiques de suremploi et d'inflation, comme celles de la France et, à un moindre degré, de la Grande-Bretagne, ont conduit à une impasse: faute de devises, il a bien fallu s'imposer, avec retard, les restrictions que l'on voulait éviter. Finalement, tous les pays d'Occident doivent admettre que la limite de l'expansion tolérable est celle que fixe l'état des comptes extérieurs. La nouvelle politique de la France est simplement la reconnaissance tardive de ce fait, en lui-même déplaisant.

Faut-il dire que l'expansion permise par une monnaie saine est insuffisante pour soutenir la compétition pacifique avec la croissance de l'économie soviétique? C'est là une autre question, qui appelle d'autres études. Mais cette

question est posée à l'Occident, non à la France seule, qui ne peut pas ne pas s'adapter à l'ensemble occidental auquel elle appartient.

Les mouvements des capitaux

Le Figaro
2 mai 1959

Si j'avais à expliquer la contradiction des jugements portés par les experts sur la politique choisie en décembre 1958, je serais tenté d'invoquer une cause unique: les uns mettaient au premier rang, les autres oubliaient entièrement ou négligeaient *les mouvements des capitaux*. La pénurie de devises étrangères, qui, depuis deux ans, faisait peser une menace sur l'économie française et qui, à la fin de 1958, commandait tout le reste, n'était pas créée seulement, comme le croient plusieurs de mes correspondants par le déficit commercial: les exportations de capitaux en étaient, pour une large part, responsables.

Chose curieuse: les rédacteurs du Rapport annuel des Comptes de la Nation avaient fait observer, sans en tirer de conclusion, qu'en 1956 et 1957, les réserves de devises avaient diminué d'un montant supérieur au déficit des paiements courants. L'écart représentait des centaines de millions de dollars. Que ces sommes fussent, même partiellement, récupérées, et, d'un coup, la conjoncture française était transformée.

Les exportations de capitaux, de France, étaient déterminées par deux causes principales: l'évasion fiscale, la crainte de la dévalorisation de la monnaie. Cette crainte, à son tour, était fonction de deux circonstances: la politique économique et le taux de la monnaie. Les Français qui placent leurs capitaux à l'étranger pour ne pas payer les impôts continueront de le faire sous la Ve comme sous la IVe République, que le président de la République soit le général de Gaulle ou M. René Coty. En revanche, les capitaux qui fuient l'inflation ou la dévaluation monétaire peuvent être retenus par des mesures appropriées.

Les gouvernants de la IVe République, M. Pinay, en particulier, s'étaient souvent donné un tel objectif et quelques résultats avaient été obtenus en 1952-1954. Mais il subsistait une différence majeure entre la première "expérience Pinay" et la seconde. En 1952, l'actuel ministre des Finances avait jugé que, pour rendre confiance dans la monnaie, il fallait stabiliser les prix et maintenir le cours du change, tel qu'il était. En 1958, il a été admis qu'un assainissement authentique exigeait un cours vrai du franc (et même, transitoirement, un franc surévalué).

Le budget 1959, quoi qu'en disent des officiels, n'est pas plus sévère que celui de 1958: à certains égards, il l'est moins. La France a eu, plusieurs fois, depuis

1945, des budgets ordinaires équilibrés. Le premier ministre se trompe en voyant là l'originalité du premier budget de la Ve République. Le fait nouveau est que, pour la première fois depuis 1945, le franc n'est pas surévalué.

Ce fait nouveau, d'aucuns ne le jugeront pas entièrement favorable. Plusieurs des gouvernants de la Ve République, et parmi les meilleurs, pensaient et continuent de penser que les taxes à l'importation, les subventions à l'exportation sont des substituts, et des substituts efficaces, des manipulations monétaires. En ce qui concerne la balance commerciale, peut-être avaient-ils raison. Cette balance était à peu près équilibrée dans les derniers mois de 1958, elle l'est de nouveau en mars 1959, mais avec un volume d'importations réduites par suite du ralentissement d'activité. Il n'est pas démontré que les exportations augmenteront en volume au point de compenser et au-delà la réduction des prix unitaires des marchandises vendues au dehors, réduction impliquée par la dévaluation.

Si, en matière commerciale, l'effet de la modification du taux de change est encore incertain, l'effet sur le mouvement des capitaux me paraît incontestable. Certes, nul ne peut distinguer dans les capitaux revenus ceux dont la rentrée est imputable à la politique de sévérité budgétaire et ceux qui seraient restés au dehors si l'ancien taux du franc avait été maintenu. La thèse générale que je voudrais formuler est la suivante: il n'y a plus d'équilibre de la balance des comptes possible si les capitaux *veulent* émigrer et un taux de change artificiel déclenche cette émigration.

Ce qui revient à dire, en d'autres termes, que le contrôle des changes n'arrête plus les exportations de capitaux, bien que la plupart des économistes, beaucoup de fonctionnaires et d'hommes politiques mettent encore leur confiance dans une réglementation administrative dont l'action est devenue presque nulle. Personne ne mettrait en doute l'importance décisive du mouvement des capitaux si le contrôle des changes n'existait pas. Que l'on admette, par hypothèse, que le contrôle des changes n'existe plus, et l'on sera proche de la réalité.

Cette réalité, il est bon qu'on la reconnaisse mais aussi qu'on en discute les inconvénients. On ne peut pas ne pas se poser deux questions, l'une pour la France, l'autre pour l'ensemble de l'Europe et peut-être même de l'Occident. Quelle est la solidité d'un redressement, dont une des causes principales est le retour de capitaux migrants? Comment éviter que les mouvements de capitaux n'entraînent les différents pays à une rivalité de politique déflationniste qui serait ruineuse pour tous?

Disons immédiatement que la France sera dans une meilleure position pour

donner des conseils de sagesse maintenant qu'elle est sortie de l'inflation. Il y a des cas où l'on peut hésiter sur la question des responsabilités; le pays qui a un excédent de ses comptes extérieurs peut être coupable autant que le pays qui a un déficit. Mais le déficit français de 1956-57 n'était pas imputable à l'excès de sévérité de nos partenaires occidentaux.

Les implications de la liberté des relations internationales

Le Figaro
8 mai 1959

Le retour des capitaux, provoqué par la réforme financière, la stabilité politique et la dévaluation à froid a décisivement contribué à l'amélioration de la balance des comptes extérieurs⁽¹⁾. C'est parce qu'ils méconnaissaient l'importance des mouvements de capitaux dans un monde où le contrôle des changes a cessé d'être efficace que nombre d'experts recommandaient des mesures dites sélectives et refusaient la réduction globale de la demande, indispensable à la restauration de la monnaie et de la confiance.

Le succès obtenu, qui demeure précaire tant qu'il n'aura pas été confirmé par la durée, n'a pas désarmé tous les critiques - ce qui est normal puisque cette politique, comme toute autre, présente des inconvénients. L'objection que l'on entend le plus souvent est celle des risques pour l'avenir: comment fonder le redressement sur une base aussi mouvante que la psychologie des détenteurs de francs? Les capitaux revenus repartiront à la première alerte.

Cet argument me fait penser à celui du docteur Knock: la santé est un état équivoque qui n'annonce rien de bon. À coup sûr, les capitaux revenus peuvent, quelque jour, repartir. Mieux vaut cependant s'interroger sur leur possible émigration que déplorer leur fuite actuelle. Un malade en voie de guérison est exposé à une rechute: est-ce une raison pour ignorer l'efficacité provisoire de la cure?

Il y a plus. Les mouvements de capitaux ne sont pas entièrement irrationnels et imprévisibles. Sur les quelque 900 millions de dollars récupérés, les capitaux, migrants par vocation, en quête du taux d'intérêt le plus élevé ou des profits de manipulations monétaires, ne représentent qu'une faible fraction. Les devises légalement détenues par les exportateurs et récemment rapatriées, les sommes placées en compte à l'étranger par précaution qui appartenaient à des Français et qui constituent la part la plus importante des retours ne fuiront pas sans motif un franc stabilisé.

Je sais bien que d'aucuns évoqueront avec indignation "le plébiscite quotidien des porteurs de francs". Ce plébiscite existe et si l'on veut y échapper, il faut rompre avec la politique suivie depuis dix ans, qui tendait à rétablir des

échanges, commerciaux et monétaires, aussi libres que possible, il faut rompre aussi avec l'effort d'organisation européenne. Personne ne propose une telle rupture, personne n'ambitionne les lauriers du Dr Schacht (qui entre temps, a désavoué les pratiques dont le mérite lui était attribué et qui se réclame désormais de l'orthodoxie).

Une fois reconnue la liberté internationale dans laquelle nous sommes condamnés à vivre, il importe de prendre conscience des dangers de cette liberté pour y parer.

On pourrait songer d'abord à ce que l'on appelle le *hot money*, les capitaux toujours placés à court terme en vue de la spéculation. Mais il ne semble pas, au moins dans le cas de la France, que les capitaux migrants posent pour l'instant un problème grave.

Une seconde crainte est celle de "dévaluations en chaîne". Après tout, le redressement français a eu pour cause majeure le choix d'un taux de change tel que, provisoirement, le franc est sous-évalué. Déjà le bruit court que, dans un autre pays du vieux continent, les milieux dirigeants envisagent de prendre modèle sur la Ve République. L'opération française était parfaitement légitime, elle ne devrait pas faire école.

La véritable inquiétude concerne l'expansion. Il était absurde, nous l'avons répété souvent ici même, de subordonner l'équilibre intérieur et extérieur à la poursuite de l'expansion à tout prix. Il serait déplorable que sévise une surenchère de rigueur, chaque pays abaissant son taux d'expansion dans l'espoir d'attirer les capitaux. La réforme monétaire est une condition nécessaire, non une fin en elle-même. Le but est toujours d'assurer la croissance la plus rapide compatible avec l'équilibre de la balance des comptes.

Rien ne permet, à l'heure présente, d'accuser les pays en excédent d'avoir causé, par une excessive sévérité, les difficultés des pays en déficit. Le taux de croissance de la République fédérale allemande suffit à démentir une pareille interprétation (quelles que soient les réserves que l'on puisse faire sur tel ou tel aspect de la politique allemande d'importations). Mais le cas allemand est, à certains égards, exceptionnel en raison de l'abondance de main-d'œuvre, du rôle de l'exportation dans l'expansion industrielle et d'une organisation commerciale unique, répandue à travers le monde.

S'il est désormais entendu que les excès inflationnistes appartiennent au passé - et la France doit en donner la preuve au cours des prochains mois - alors les pays européens devront prendre l'initiative, comme le traité de Rome les y invite,

d'une coordination constante des politiques de conjoncture. Une pareille coordination permettra d'éviter que le souci de la stabilité entraîne un ralentissement durable de l'expansion.

[\(1\)](#) Voir la précédente page économique dans le numéro du 2 mai.

Coordonner les politiques de conjoncture

Le Figaro
27 mai 1960

L'Institut de science économique appliquée, que dirige M. François Perroux, avait organisé, le mois dernier, un colloque franco-allemand sur quelques-uns des problèmes que pose l'application du traité de Rome. En particulier, M. Emminger avait consacré un remarquable rapport au thème à la mode de la coordination des politiques de conjoncture.

Que nul pays ne puisse plus gérer ses propres affaires sans se soucier de ce qui se passe chez ses voisins ou dans le monde entier, tous les économistes en conviennent. Mais, au-delà de cette proposition banale, en quoi consistent les obligations réciproques ou les institutions communes des pays, de ceux mêmes qui sont engagés dans une entreprise d'intégration et de démantèlement douanier? Or, avec une logique impressionnante, le rapporteur allemand s'ingénia à préciser tout ce que cette coopération n'était pas et ne devait pas être.

Le mouvement de la conjoncture n'est pas le même dans les différents pays: récessions et expansion ne sont pas rigoureusement simultanées et peut-être ne le seront pas même au terme de la réalisation du Marché commun. Une coordination des politiques de conjoncture ne peut donc pas impliquer que les mêmes mesures soient prises en même temps dans la République fédérale ou en Italie ou en France.

D'autre part, les systèmes de banque et de crédit, les traditions psychopolitiques ne sont pas semblables. Chaque pays a ses habitudes propres en matière de taux d'intérêt, de réserves légales, de pratique budgétaire. Un même taux d'intérêt n'a pas la même signification en Allemagne d'un côté, aux Pays-Bas ou en Suisse de l'autre. Un taux d'intérêt à long terme de 5% est tenu pour favorable à l'expansion ici, pour une mesure restrictive là. Même dans les pays que relie les uns aux autres la convertibilité monétaire, des écarts de taux sont possibles et sont effectivement constatés en maintes circonstances.

Si la coordination des politiques de conjoncture n'implique ni parallélisme ni similitude des mesures monétaires, en quoi consiste-t-elle? La réponse donnée par l'expert allemand se résumait en trois phrases: *Harmonie dans les objectifs généraux des politiques économique et monétaire, harmonie dans le jugement porté par les pays membres sur la situation conjoncturelle, attitude de considération réciproque pour éviter que telle mesure d'ordre national ait des*

répercussions néfastes sur d'autres pays. Les deux dernières propositions semblent presque évidentes. En une économie mondiale où règne la convertibilité des monnaies, en une économie européenne dans laquelle les barrières douanières tendent à s'abaisser pour finalement disparaître, aucun État ne devrait élever le taux d'intérêt, déclencher un processus de contraction ou d'expansion sans se soucier des effets qu'auraient sur ses partenaires les mesures prises par lui. Cette règle de bonne conduite, à son tour, requiert un accord entre les gouvernements et leurs experts sur le diagnostic de la conjoncture, nationale ou internationale. Il va de soi que toute coordination devient impossible si, au même moment, l'un craint l'inflation et l'autre la déflation. Mais l'accord sur le diagnostic, à son tour, suppose l'accord sur les objectifs ou, plus précisément, sur la hiérarchie des objectifs. Là se situe le problème le plus ardu, de là naissent les contradictions possibles entre les politiques de conjoncture.

Trois objectifs sont, à l'heure présente, unanimement acceptés: prix stables, emploi élevé et régulier, équilibre de la balance des paiements. Ces trois objectifs pourraient être traduits en une formule simplifiée: la croissance la plus rapide possible compatible avec l'équilibre intérieur (prix stables) et extérieur (pas de déficit dans la balance des comptes). Mais l'énumération des objectifs est sans portée à moins qu'on ne précise auquel d'entre eux, en cas de contradiction, on donnera la primauté, auquel des trois on attribuera un rôle régulateur. Or, il est concevable que le choix des différents pays ne soit pas le même. Le rapporteur allemand cita une formule du *Financial Times*: "La Grande-Bretagne serait prête à tolérer l'inflation plutôt que le chômage et l'Allemagne le chômage plutôt que l'inflation."

La hiérarchie suggérée par le rapporteur allemand, comme on pouvait s'y attendre, mettait au premier rang l'équilibre intérieur. La stabilité de la monnaie est en elle-même une valeur sociale importante "dont le maintien justifie certains sacrifices". Elle est condition de confiance en la monnaie, donc, à échéance, nécessaire à une formation de capital suffisante et libre. Elle n'exclut ni le plein emploi des forces productives ni un taux élevé de croissance. L'équilibre intérieur a même priorité sur la balance des paiements en ce sens qu'un excédent temporaire, dû à l'inflation des autres, ne justifierait pas dans les pays excédentaires (Allemagne fédérale) une politique d'expansion à tout prix.

Que tous les pays souscrivent à cette conception et, dans une large mesure, la coordination se fera d'elle-même, elle exigera des consultations régulières, non des institutions ou des administrations supplémentaires.

La thèse de l'expert allemand ne fut pas, on s'en doute, sans susciter des objections. Nous les examinerons dans un prochain article.

Équilibre intérieur et devoirs du crédateur

Le Figaro
10 juin 1960

J'avais résumé, il y a quinze jours, les thèses soutenues par le Dr Emminger, au cours d'un récent colloque franco-allemand, sur la coordination des politiques de conjoncture. Les pays, disait-il en résumé, doivent rester en communications régulières, se faire part les uns aux autres de leurs projets, éviter qu'une décision, justifiable dans le cadre national, ne cause des difficultés à ses voisins. Mais pour l'essentiel, il faut, et il suffit, pour que les politiques nationales de conjoncture soient coordonnées, que les gouvernements établissent la même hiérarchie entre les divers objectifs et apprécient de même la conjoncture.

Il est incontestable que dans la mesure où les autorités nationales préviennent l'inflation intérieure, déficits ou excédents de la balance des comptes ne doivent pas se produire ou ne peuvent pas devenir considérables. Si les règles de la discipline nationale sont respectées par tous, un minimum de coordination est automatiquement réalisé. Peut-on en conclure que tel est le but unique d'une coordination des politiques de conjoncture?

Pour des motifs divers, le dynamisme des économies est inégal. Ici existent des réserves de main-d'œuvre qu'une expansion sage ne parvient pas à intégrer au circuit de production. Ailleurs, la rigueur monétaire semble avoir pour résultat de ralentir la croissance et d'en faire tomber le taux au-dessous du minimum indispensable. Est-il possible de maintenir la primauté de l'équilibre intérieur et l'action communautaire doit-elle seulement rappeler les principes de gestion saine, les exigences de la stabilité des prix?

L'expert allemand raisonnait comme si l'on pouvait toujours compter sur l'expansion, comme si le péril d'inflation étant écarté, tout le reste était acquis par surcroît. L'expérience de la République fédérale, depuis 1948, explique et justifie à la fois ce mode de raisonnement. Il se peut qu'en Allemagne, la primauté de l'équilibre intérieur puisse être admise sans réserves, précisément parce que le dynamisme de l'économie allemande garantit la croissance et ne comporte pas d'autre danger sérieux que l'inflation. On ne saurait dire que le cas allemand soit général. S'il s'agit de l'Italie, de la Belgique, de la France, les politiques de conjoncture ne peuvent ni proclamer à titre définitif une hiérarchie des objectifs ni miser entièrement sur les entreprises privées pour assumer le développement harmonieux de l'ensemble de l'économie sur l'ensemble du

territoire. Une politique européenne de coordination aura pour tâche propre d'éviter que les initiatives nationales ne soient contradictoires.

Écartons même cette controverse théorique, que nous avons seulement esquissée. La hiérarchie entre deux objectifs - stabilité intérieure des prix, équilibre des comptes extérieurs - peut être, dans certaines circonstances, remise en question même par des autorités monétaires, fidèles aux conceptions orthodoxes. Le relèvement de 4 à 5% du taux de l'escompte, décidé la semaine dernière, en République fédérale, illustre le problème.

L'Allemagne de l'Ouest continue d'avoir des excédents importants dans ses échanges commerciaux et même dans ses comptes extérieurs (si l'on tient compte exclusivement des transactions courantes). Si les autorités monétaires s'étaient référées à l'état de la balance des comptes extérieurs comme au critère décisif, elles auraient baissé, non relevé le taux de l'escompte. Elles ont, selon la doctrine du Dr Emminger, posé la primauté de la stabilité intérieure des prix. L'économie allemande est en boom, donc soumise à une pression inflationniste. Puisque le gouvernement fédéral et les gouvernements des Länder ne sont pas disposés à combattre l'inflation par des économies budgétaires, les dirigeants du système bancaire sont bien obligés, disent-ils, de recourir à l'arme monétaire.

Cette mesure, intelligible dans le cadre national, est-elle compatible avec les obligations du "bon créditeur"? Avec les exigences de la coordination des politiques de conjoncture dans le cadre européen ou mondial? Les experts allemands pensent-ils que les excédents de la République fédérale sont imputables au fait que les autres pays se sont abandonnés aux plaisirs et aux vices de l'inflation? L'argument est difficilement recevable dans la conjoncture présente. Si ces excédents étaient dus à une sous-évaluation du mark, la conclusion logique aurait été un relèvement de la valeur du mark, non un relèvement du taux de l'intérêt (cette réévaluation du mark, pour de multiples motifs, est hors de question).

Il faut donc que les dirigeants allemands estiment que les excédents de la balance des comptes sont imputables surtout à des facteurs non spécifiquement économiques, l'énergie des exportateurs, la demande de biens que les Allemands produisent de préférence. Même si l'on admettait, pour une part, l'explication non économique des excédents allemands, on aurait peine à juger logique un relèvement du taux d'intérêt en République fédérale à un moment où le taux, dans les États-Unis déficitaires, tend à diminuer.

La thèse de la primauté inconditionnelle de la stabilité intérieure sur l'équilibre

des comptes extérieurs risque de mener sur le plan international au chaos: je ne pensais pas, il y a quinze jours, que les circonstances m'en apporteraient une preuve aussi éclatante et déplorable.

Promesses et périls du progrès agricole

Le Figaro
18 novembre 1960

Une conférence récemment tenue à Rome, sous les auspices de l'Organisation internationale de la nourriture et de l'agriculture (Food and Agriculture Organization), a tenté de *prévoir* l'augmentation de la production agricole en Europe au cours des cinq prochaines années.

Le terme de prédiction n'est d'ailleurs pas juste.

Ce que les experts ont voulu représenter en termes quantitatifs, ce sont les tendances de la production ou de la demande telles qu'on peut les déduire de statistiques relatives aux dix dernières années.

Depuis 1950, la production agricole aurait progressé chaque année de 3,1% dans l'Europe du Sud et de 2,7 dans l'Europe du Nord-Est. Mais la productivité, dans cette dernière zone, a augmenté plus rapidement parce que la main-d'œuvre a diminué de 3% par an. Nombre d'exploitations trop petites ont été absorbées dans des exploitations plus vastes. D'après les experts, la production agricole globale, pour l'ensemble de l'Europe occidentale, augmenterait de quelque 20% d'ici à 1965. Durant le même temps, les revenus individuels progresseront également mais la demande de produits agricoles n'augmenterait, globalement, que de 16 à 18%. Les revenus supplémentaires, consacrés à l'achat de nourriture, ne se répartiront pas également entre les divers produits. Ils se porteront, comme il est normal à mesure que s'élève le niveau de vie, sur la viande, les fruits, le fromage, le beurre et certains légumes. Seule la production de viande de bœuf risque d'augmenter plus lentement que la demande. Pour tous les autres produits, c'est l'offre qui risque, si nulle intervention ne se produit, de dépasser la demande.

Comment éviter que les progrès accomplis par la paysannerie européenne aient pour conséquence déplorable un effondrement des prix et, par suite, l'écart entre le revenu moyen de la population paysanne et celui de la population de l'industrie et des services? Un rapport qui ne prétend indiquer qu'un ordre de grandeur explique l'acuité du problème. Un accroissement de 33 à 47% du revenu national, en Europe, ne se traduira que par un accroissement de 15 à 18% de la demande de nourriture, alors que la production agricole progressera de 20%.

Cette étude, très générale, rappelle certaines des conditions particulières aux marchés des produits agricoles. La demande de nourriture n'augmente pas proportionnellement à l'augmentation des revenus. La demande de certains produits diminue à mesure que le niveau de vie s'élève. Les produits qu'offre l'industrie répondent à des besoins que ressent l'habitant des villes. Celui-ci emploie une part croissante de ses revenus supplémentaires à l'achat de biens de consommation durables. Si le progrès technique est rapide dans l'agriculture, le niveau relatif des prix industriels et des prix agricoles est menacé (même en admettant une réduction de la main-d'œuvre agricole, ce qui est le cas en France).

Au lendemain de la guerre, les craintes étaient tout autres. L'Europe était-elle encore capable de vivre, encore capable de se nourrir, encore capable de financer les importations nécessaires? Le "miracle européen" a inversé le sens des questions et des inquiétudes. En fait, le progrès technique a pris, dans l'agriculture, une allure rapide qui est à la fois une promesse et un péril. En Europe occidentale, le nombre des tracteurs a triplé en dix ans, le nombre des chevaux et des bœufs, utilisés pour la culture, a diminué des deux tiers, libérant du même coup les récoltes auparavant employées à la nourriture des bêtes. Mais la mécanisation n'est qu'un aspect, le plus spectaculaire mais peut-être pas le plus important du progrès agricole. Meilleure connaissance des sols, utilisation accrue des hybrides, consommation plus forte des engrais, mise en valeur des pâturages, tous les éléments de la révolution technique qui transforme l'agriculture moderne apparaissent en Europe, plus ou moins marqués selon les pays.

Aux États-Unis, la productivité a progressé plus vite au cours des dernières décennies dans l'agriculture que dans le reste de l'économie. Les excédents des récoltes posent au gouvernement de Washington un problème que, tous les quatre ans, les candidats à la présidence affirment la nécessité de résoudre. Les Européens ne disposent pas d'autant d'espace que les Américains et ils peuvent réduire certaines importations de produits agricoles. Il n'en reste pas moins que des phénomènes comparables à ceux d'outre-Atlantique pourraient se produire aussi sur le vieux continent.

En certains cas, le problème économique des débouchés est plus malaisé que le problème technique de la production.

Deux milliards de dollars à récupérer

Le Figaro

16 décembre 1960

La démarche, spectaculaire et incompréhensible, de M. Anderson à Bonn a permis à des commentateurs ironiques d'évoquer le "plan Erhardt", contrepartie à dix ans d'échéance du "plan Marshall". Il est peut-être bon que les événements rappellent la possibilité d'un déficit des comptes extérieurs quelle que soit la production ou la productivité d'un pays. Mais il serait fâcheux de pousser trop loin la plaisanterie et de faire croire que le dollar est à toute extrémité.

À moins que tous les indices ne soient trompeurs, la prochaine administration sera tout aussi résolue à défendre la parité actuelle du dollar par rapport à l'or et aux autres monnaies que l'administration républicaine. Les raisons demeurent fondamentalement les mêmes. La plupart des monnaies - sauf peut-être le mark - suivraient la dévaluation du dollar par rapport à l'or de telle sorte que les prix américains, à supposer qu'ils soient aujourd'hui trop élevés, le resteraient après une revalorisation éventuelle de l'or. Et cette revalorisation, à moins qu'elle ne soit d'un ordre de grandeur considérable, ne contribuerait guère à pallier l'insuffisance des réserves mondiales de change.

Cette dévaluation, que les experts en grande majorité et les hommes politiques unanimement rejettent, n'est pas nécessaire et elle n'est nullement inévitable. Elle pourrait être rendue inévitable par des erreurs, moins de gestion que de psychologie. Durant les six premiers mois de l'année, le déficit des comptes se maintenait au niveau d'environ deux milliards de dollars. Au cours des derniers mois, le déficit, calculé sur une base annuelle, a doublé, mais la faute en est à l'exportation de capitaux flottants. Parce que les taux d'intérêt en Europe étaient plus élevés qu'aux États-Unis, les détenteurs de fonds placés à court terme en dollars les transféraient en Europe. Ainsi la Grande-Bretagne a vu augmenter ses réserves alors que sa balance des paiements courants devenait moins favorable et les États-Unis ont vu sortir de l'or au moment où s'amélioraient les éléments durables de leurs comptes extérieurs. La crainte de la dévaluation et la spéculation amplifiaient les mouvements de capitaux flottants provoqués par l'écart des taux d'intérêt.

L'administration démocrate aura la double tâche de combattre la récession que lui lègue l'administration républicaine et de rétablir la confiance dans le dollar. Il est inconcevable que les États-Unis appliquent une politique restrictive sous

prétexte de défense de la monnaie: l'exigence intérieure de la relance obligera le futur secrétaire du trésor à choisir entre le déficit budgétaire avec un taux d'intérêt au moins égal à celui des places européennes ou un bas taux d'intérêt, en accord avec les banques centrales des principaux pays d'Europe. Il est encore concevable que les États-Unis acceptent un taux d'intérêt inférieur à celui des places européennes s'ils prennent d'autres mesures, en coopération avec le fonds monétaire international, pour dissiper les craintes des possesseurs de dollars. La suspension temporaire de la loi qui exige une couverture en or de 25% de la circulation monétaire aurait au moins une efficacité psychologique.

La solution du problème immédiat ne va pas sans difficultés, les nécessités de la lutte contre la récession étant, à certains égards, contradictoires avec les nécessités du renforcement de la monnaie. Mais quand on en vient au problème de fond - comment éliminer le déficit de la balance des comptes ou le réduire à un montant acceptable? - la question majeure est celle du choix des moyens. Il y a des moyens qui seraient déplorables pour l'économie mondiale dans son ensemble, par exemple des mesures protectionnistes (dont, fort heureusement, il n'est pas question pour l'instant).

Parmi les mesures prises, la plus spectaculaire est le rapatriement des familles des militaires servant à l'étranger. Elle a été accueillie avec regret par les ministères compétents et elle ne sera pas appliquée avec beaucoup d'énergie. La suspension des commandes militaires à l'étranger, *off shore procurements*, est logique, bien qu'elle entraîne probablement, du point de vue de l'alliance prise globalement, une mauvaise répartition des tâches. Il en va de même pour l'interdiction faite aux bénéficiaires de certains crédits américains de les dépenser ailleurs qu'aux États-Unis ou du moins de les dépenser dans les principaux pays industriels. La pratique des crédits assortis d'une obligation d'achat dans le pays prêteur, les *tied loans*, est courante, elle n'est pas souhaitable pour autant.

Les États-Unis pourront supprimer ou réduire encore certaines tolérances accordées aux touristes (pas de droit de douane sur des achats n'excédant pas 500 dollars), mais, si l'on écarte les mesures qui compromettraient la politique militaire ou la diplomatie des États-Unis et celles qui compromettraient la liberté internationale des échanges, la solution doit venir d'une action résolue en vue d'accroître, d'un à deux milliards annuellement, l'excédent commercial des États-Unis.

Prospérité des Six. Difficultés anglaises

Le Figaro
24 février 1961

Quand on étudie les statistiques relatives à l'année 1960, on est, une fois de plus, frappé par le contraste entre la croissance des continentaux et les difficultés des Britanniques.

À prix courants, le produit national de la République fédérale a augmenté de 11%. Aux prix de 1954, l'augmentation est encore de 8%. Tous les secteurs ont contribué à l'expansion de la demande: 500.000 logements ont été construits, les entreprises ont investi massivement, les salaires ont progressé de 9% sans qu'augmente le pourcentage de l'épargne par rapport aux revenus, les exportations ont été supérieures de 15% et les importations de 20% au niveau de l'année précédente. La balance commerciale a été créditrice d'environ 1 milliard de dollars. En dépit de cette rapidité de la croissance, l'indice du prix de la vie n'est monté que de 2% environ. Les craintes d'inflation, tant de fois exprimées au début de l'année, n'ont pas été confirmées.

En Italie, le taux de croissance du produit national a été de 8%, taux qui aurait été dépassé si les récoltes n'avaient été mauvaises. La production industrielle a dépassé de 14% celle de 1959, la consommation publique et privée de 6% celle de 1959. Les exportations ont augmenté de 26% et les importations de 45% (à prix courants). En Italie comme en Allemagne, la prospérité n'a pas provoqué de mouvement sensible des prix: les prix de gros ont été à peu près stables et les prix de détail ont augmenté de 1,5% environ.

En ce qui concerne la production, les résultats obtenus par la France ne sont pas aussi brillants que ceux de l'Allemagne ou de l'Italie; ils n'en sont pas moins supérieurs à ceux de 1958 et de 1959 et honorables en eux-mêmes. La progression du produit national est de 5,8%.

Dans l'ensemble, le bilan est exceptionnellement favorable: expansion rapide, prix stables, balance des comptes excédentaire (sauf en Belgique), il comporte néanmoins quelques ombres. En Belgique, le déclin des vieilles industries, combiné avec les événements du Congo et les tensions entre les deux parties du pays, a provoqué une crise, qui, en profondeur, n'est pas résolue. En France, l'expansion a été ralentie en 1958-1959 et le retard n'a pas encore été comblé. Le recul des exportations d'automobiles fait peser une menace sur une industrie importante. Les excédents de la balance des comptes ont porté les réserves

allemandes jusqu'à 7 milliards de dollars. Les taux d'intérêts élevés ont attiré les capitaux étrangers, aggravant ainsi les difficultés des États-Unis (mais le boom européen a permis une vente accrue de marchandises américaines).

Le contraste demeure frappant entre la conjoncture des Six et celle de la Grande-Bretagne. La différence essentielle est que la balance des paiements courants (mouvements de capitaux flottants et investissements à long terme exclus) a été, outre-Manche, déficitaire. La production a cessé de progresser dès l'été. Le gouvernement a dû prendre les mesures restrictives pour combattre l'inflation menaçante. Dans la seconde partie de l'année, les importations ont continué de progresser, les exportations ont été en recul. La moyenne mensuelle des exportations est restée, en 1960, de 6% supérieure à celle de l'année précédente, mais le pourcentage est de 15% pour les importations.

Certes, le recul des exportations des automobiles sur le marché américain est un phénomène européen, non britannique (seules les voitures allemandes, "Volkswagen" en particulier, ont été épargnées). En Italie également, la deuxième partie de l'année a vu un ralentissement de l'expansion, une avance des importations plus forte que celle des exportations. Malgré tout, le fait est qu'au début de 1961 la Grande-Bretagne, une fois de plus, craint une nouvelle hausse de salaires et aussi un ralentissement de l'expansion, que risque de rendre inévitable un déficit des comptes extérieurs.

Faut-il répéter encore la leçon? La rapidité de l'expansion, en n'importe quel pays européen, a pour condition indispensable le maintien de l'équilibre des comptes extérieurs, équilibre qui exige une augmentation des ventes au dehors en proportion de la croissance de la production. Les exportations, à leur tour, ne se maintiennent qu'à deux conditions: des prix compétitifs et une demande intérieure qui ne dépasse pas les ressources de la production. Parce que les équilibres fondamentaux ont été sauvegardés en 1960, la France peut espérer la continuation de l'expansion, alors que la Grande-Bretagne doit subordonner l'expansion souhaitable à la stabilité monétaire indispensable.

Dévaluation de la livre?

Le Figaro
16 juin 1961

Les problèmes que pose depuis des mois la faiblesse du dollar et de la livre n'ont pas été résolus par la réévaluation du mark ou les projets de crédits supplémentaires mis à la disposition du Fonds monétaire international.

D'après le directeur américain du F.M.I., les États-Unis n'auraient perdu que 375 millions de dollars d'or au cours du premier trimestre de 1961. D'autre part, M. J. F. Kennedy a manifesté clairement la volonté de maintenir le taux actuel de change en proposant de supprimer la clause selon laquelle la circulation fiduciaire devait être couverte à proportion de 25% par de l'or. L'élimination de cette règle, héritée de la tradition, mais sans utilité actuelle, libère l'ensemble du stock d'or, soit environ 17 milliards de dollars pour la défense éventuelle de la monnaie américaine. Ce stock devrait provisoirement décourager la spéculation.

En ce qui concerne la réévaluation du mark, partisans et adversaires restent sur leurs positions. Les excédents de la balance commerciale et de la balance des comptes ne manifestent aucune tendance à diminuer. En avril dernier, les exportations dépassaient celles du même mois de l'année précédente de quelque 17% cependant que les importations ne progressaient que de 6%. En sens contraire, M. Erhard fait valoir que la réévaluation a provoqué une baisse de 3 à 5% du prix des produits importés, donc indirectement contribué à ralentir la hausse des prix industriels. De plus, les commandes à l'industrie auraient diminué de 11% en avril par rapport à mars. Même si cette réduction des commandes est imputable à la réévaluation du mark — ce qui est douteux — elle contribue peut-être à freiner l'inflation intérieure, nullement à rétablir l'équilibre des échanges internationaux.

Pour l'instant, c'est le sort de la livre qui fait l'objet de toutes les discussions. Les réserves de la zone sterling ont diminué de 44,8 millions de dollars le mois dernier, ce qui porte à 327,6 millions de dollar la diminution des réserves pour l'ensemble de l'année. Comme la faiblesse de la livre s'accuse d'ordinaire en automne et que les banques centrales européennes détiennent des quantités importantes de livres, le pessimisme de certains observateurs s'explique aisément.

L'an dernier, des capitaux placés à court terme ont afflué en Grande-Bretagne. La masse de ces capitaux a été évaluée par certains à plus de 500 millions de

livres (environ 1,5 milliard de dollars. Même si cette évaluation est excessive, une partie de ces prétendus capitaux flottants étant en réalité des recettes invisibles ou des investissements durables, il n'est pas douteux que le marché anglais a reçu, l'an dernier, pour plusieurs centaines de millions de livres de dépôts étrangers, dont une fraction importante est déjà répartie.

Les chiffres du commerce extérieur, pour le premier trimestre, sont meilleurs. Les exportations auraient progressé en valeur de quelque 1,8% par rapport au chiffre du dernier trimestre de 1960 qui, lui-même aurait été supérieur de quelque 3% à celui du trimestre précédent. Simultanément les importations sont en diminution sensible, de 4,5% par rapport au niveau élevé de la fin de l'année dernière. Ces progrès ne semblent pourtant pas suffisants pour effacer le déficit de la balance des paiements courants qui n'avait peut-être pas atteint 960 millions de dollars comme le suggèrent les statistiques officielles mais qui était, à coup sûr, élevé.

La dévaluation de la livre ne m'en paraît pas moins hors de question pour l'instant. En effet, cette dévaluation interviendrait ou bien parce que les autorités en prendraient l'initiative, jugeant comme le gouvernement français à la fin de 1958 que la mesure est nécessaire au rétablissement de l'équilibre, ou bien parce que les détenteurs de livres l'imposeraient en convertissant leurs fonds placés à Londres et en provoquant une panique, celle-ci à son tour acculant le gouvernement de Londres à la capitulation. Ces deux hypothèses me paraissent provisoirement exclues.

Quelle que soit l'explication que l'on donne des faiblesses répétées de la livre, personne ne pense qu'aujourd'hui la cause *principale* du mal soit un niveau trop élevé des prix. Autant la dévaluation était le remède adapté à la situation française en 1958, autant elle serait discutable dans la situation actuelle de l'économie britannique.

La livre joue un rôle international. Beaucoup de ceux qui possèdent des livres, les banques centrales des pays de la zone sterling par exemple, croiraient avoir droit à des indemnités en cas de modification de la parité. Une monnaie internationale doit inspirer confiance: une dévaluation créerait une incrédulité durable.

Or, les autorités britanniques ne seront pas contraintes à une dévaluation qu'elles sont résolues à éviter. Le budget 1961-62 est déflationniste. Si le déficit extérieur a été largement dû, l'an passé, à l'accumulation des stocks, il sera sensiblement moindre cette année.

Enfin, toutes les banques centrales aussi bien que le Fonds monétaire international donneront des moyens supplémentaires aux autorités britanniques pour résister à la pression. La discussion récente sur les crédits à ouvrir au F.M.I. portait sur les moyens, non sur la fin. D'une manière ou d'une autre, le gouvernement britannique recevra l'aide dont il a besoin, ce qui ne signifie pas que la crise de la livre sera pour autant résolue et qu'elle puisse l'être par d'autres que par les Anglais eux-mêmes.

Remous sur les marchés des changes

Le Figaro
8 décembre 1961

Une fois de plus, la semaine dernière, des bruits de dévaluation (de la livre) et de réévaluation (de la lire) ont couru. Les taux de change ont immédiatement reflété ces inquiétudes ou ces espoirs. Les réactions des autorités monétaires - réfutations des rumeurs et interventions effectives - ont suffi à ramener le calme. Mais cet épisode nous rappelle opportunément que le problème du dollar et de la livre, celui du système international des paiements, n'est pas résolu.

En Grande-Bretagne, le gouvernement parvient difficilement à maintenir "la pause" qu'il avait proclamée. Certaines catégories de travailleurs y ont obtenu des hausses de salaires qui risquent de provoquer les revendications d'autres catégories. L'Institut national de recherche économique et sociale, qui jouit outre-Manche d'une grande autorité, vient de prévoir que l'an prochain, en dépit d'une reprise des exportations, la balance commerciale demeurerait en déficit, surtout à cause d'une augmentation des dépenses de consommation.

Aux États-Unis, le troisième trimestre de 1961 a été moins favorable que les deux premiers. La reprise de l'économie a provoqué des importations supplémentaires, les investissements de capitaux étrangers ont diminué. En éliminant les facteurs saisonniers et certaines dépenses et recettes exceptionnelles, les statisticiens ont conclu que le déficit de la balance des comptes pour les trois mois, juillet, août et septembre, s'élevait à 800 millions de dollars, soit, pour une année entière, à plus de trois milliards de dollars. L'observateur est tenté de conclure que la nervosité sur le marché des changes durera aussi longtemps que les monnaies qui servent de réserves de change, la livre et le dollar, passeront pour vulnérables.

Ajoutons que, dans l'immédiat, dévaluations et réévaluations sont également hors de question. Les Italiens ne songent pas à réévaluer leur monnaie par rapport au mark ou au franc, et les Français pas davantage à réévaluer le franc par rapport au dollar (le mouvement des prix français et l'agitation sociale excluent toute initiative de cet ordre). Peut-être la livre sera-t-elle dévaluée un jour mais un banquier international ne prend pas une telle décision à la légère. En tout cas, Londres attendra le résultat des négociations de Bruxelles et l'entrée éventuelle dans le Marché commun.

L'évolution économique dans les pays excédentaires promet-elle un

rétablissement prochain de l'équilibre? Il serait, je le crains, pour le moins prématuré de l'affirmer. Certes, le volume total des réserves de la République fédérale a diminué au cours de cette année et continue, semble-t-il, de le faire. Il est tombé d'environ 7 milliards de dollars aux alentours de 6 milliards. Mais ce fait est imputable aux mouvements de capitaux à long et à court terme, non au rapport des importations et des exportations. Pour les sept premiers mois de cette année, l'excédent commercial, calculé sur douze mois, dépasse 7 milliards de marks, ce qui constitue un record. Même si l'on tient compte du fait que le poste des services est sensiblement moins positif qu'au cours des années précédentes, il reste que l'ensemble - marchandises et services - comporte un excédent supérieur à celui de 1960 et égal à celui des années les plus favorables.

Simultanément, les autorités allemandes ont modifié leur politique sur un point important. Il y a un an, à la fin de 1960, au moment de la crise du marché londonien, l'or ne constituait que 44% du total des réserves de change allemandes. Au printemps dernier, cette proportion s'était relevée à 50%. Elle est aujourd'hui de 60% et elle serait portée progressivement à 75%. Il n'est pas évident que les autorités monétaires de la République fédérale soient déterminées exclusivement par la crainte d'une dévaluation du dollar, d'autres motifs de caractère technique peuvent être invoqués, mais il est difficile d'éviter que cette pratique donne lieu à des interprétations diverses.

La seule conclusion que justifient ces analyses rapides est que la situation globale, qui n'est pas inquiétante à court terme, demeure telle que des poussées subites de bruits alarmistes, des paniques vite apaisées sont probables. L'échec des tentatives visant à donner au Fonds monétaire international des ressources supplémentaires pour parer à toute éventualité, a, comme le rappellent nos confrères britanniques, encouragé les spéculateurs et entamé la confiance. Mais il est vrai également que même le renforcement souhaitable du Fonds monétaire international ne pourrait à la longue suppléer au rétablissement de l'équilibre des comptes dans les deux pays dont la monnaie joue un rôle international.

Jean qui pleure et Jean qui rit

Le Figaro
18 mai 1962

J'ai reçu le même jour le rapport sur les comptes de la nation de l'année 1961 et une note d'information budgétaire, financière et économique du rapporteur général de la commission des finances du Sénat. D'après M. Pellenc, l'année 1961 apparaît "comme une année très médiocre tant sur le plan de la production agricole que sur le plan de la production industrielle". En revanche, les rédacteurs du rapport officiel écrivent: "L'économie française a connu en 1961 une nouvelle année de prospérité et de développement équilibré. Les investissements ont été forts (+ 8%). La consommation a augmenté de 5,5%, c'est-à-dire au même rythme qu'en 1960... Sans être exceptionnellement élevés, ces résultats obtenus en 1961 traduisent la poursuite et la consolidation de l'expansion." Qui croire?

La production agricole a été en léger repli par rapport à 1960 (- 0,6%), alors qu'en 1960 elle avait progressé de 8%. Le plus farouche censeur ne mettra pas au débit du gouvernement les vicissitudes du climat qui, dans les siècles passés, commandaient, il est vrai, la popularité ou l'impopularité des gouvernants. La production industrielle a progressé de 5,8% l'an passé contre 7,5% en 1960, ralentissement surtout apparent dû à une hausse rapide dans les derniers mois de 1959. Les objectifs de production du plan intérimaire ont été atteints.

Sur d'autres plans, l'année 1961 est nettement plus satisfaisante. En 1960, le volume de la formation brute de capital fixe des entreprises non financières s'était accru de 7,5% contre 6,7% prévus par le plan intérimaire. En 1961, d'après les comptes provisoires, la progression serait encore plus forte et atteindrait 8,5% (contre 7% prévus). Du même coup, le pourcentage de la formation brute de capital fixe par rapport à la production intérieure brute atteindrait 20,3% contre 19,8% en 1960.

L'état des comptes extérieurs appelle, lui aussi, une appréciation optimiste. Les avoirs nets en or et en devises, au 31 décembre 1959, s'élevaient à 1.691 millions de dollars, ils atteignent 3.245 millions de dollars au 31 décembre 1961. Entre ces deux dates, la dette extérieure publique est tombée de 2.638 millions de dollars à 1.743 millions de dollars, autrement dit, les remboursements se sont élevés à près d'un milliard de dollars. L'excédent commercial sur l'étranger est passé de 1.830 millions de NF, en 1960, à 2.980, en 1961. Certes, l'excédent de

nos échanges de biens et de services avec les autres membres de la zone franc fléchit de 4.790 millions de NF à 3.710. Mais les deux causes - développement des achats de produits pétroliers dans la zone franc, diminution des exportations vers l'Algérie - sont l'une un événement favorable, l'autre imputable à la politique.

Est-ce à dire que tout soit pour le mieux dans le meilleur des mondes? Certainement non. Voici quelques-uns des faits qui appellent réflexion ou mesures rectificatives. Notre commerce extérieur tend à être exagérément concentré en Europe et dans le Marché commun en particulier.

En 1961, les deux groupes européens, les Six et les Sept, ont absorbé 48,4% du total de nos exportations vers toutes les zones contre 41,6% en 1960. Les besoins de financement des entreprises se sont accrus de 15% en 1961. La marge d'autofinancement se rétrécit. Les charges d'exploitation des entreprises ont progressé plus rapidement que la production: + 11,4% contre + 7,6%. Les investissements en augmentation ont été financés par un endettement plus rapide: + 14,9%. Ce processus ne pourrait se prolonger sans danger. Enfin, les revenus distribués ont augmenté plus vite que la production. La masse des salaires distribués par les entreprises a progressé de 10,2%. Quant à la hausse des prix à la consommation, 3,5% environ, elle est trop forte, supérieure à celle des pays voisins (1% aux Pays-Bas, 1,6% en Italie, 3% en Allemagne).

En dernière analyse, l'argument massue de M. Pellenc est que, dans l'Europe des Six, la France vient presque au dernier rang, juste avant la Belgique et le Luxembourg, pour le taux de croissance de la production industrielle. En prenant le niveau de 1958 comme base l'indice de la production industrielle, au 31 décembre 1961, est à 143 en Italie, 130 aux Pays-Bas, 129 en Allemagne fédérale, 121 en France, 117 en Belgique.

De 1950 à 1960, la croissance industrielle, chez nos deux partenaires du Marché commun, a été effectivement plus rapide qu'en France. Encore faudrait-il, si l'on ne considère que la période 1958-61, ne pas oublier que la réforme financière a rendu inévitable le ralentissement de 1959. De plus, il conviendrait aussi de tenir compte de la stagnation de la main-d'œuvre française. Le taux de croissance par personne employée dans l'industrie aurait plus de portée si l'on s'interroge sur les capacités de concurrence. Quand les générations plus nombreuses arriveront sur le marché du travail, l'économie française devra faire la preuve de sa capacité de croissance accélérée. Pour l'instant contentons-nous de résultats que Jean qui pleure appelle médiocres et Jean qui rit honorables.

Dollar: Urgence d'attendre

Le Figaro
25 mai 1962

Les banquiers, réunis en congrès la semaine dernière à Rome, ont beaucoup discuté, en public et plus encore en privé, du problème qui continue d'obséder les responsables du système monétaire international: celui du dollar.

En dix ans, de 1950 à la fin de 1960, les États-Unis ont perdu ou cédé 5,3 milliards de dollars d'or. Durant la même période, les obligations détenues par des étrangers, banque d'État ou particuliers, ont augmenté de 12,7 milliards de dollars. En d'autres termes, le déficit de la balance des comptes américains a été, en moyenne, annuellement de quelque 1,8 milliard de dollars, la plus grande partie de ce déficit étant réinvestie par les créanciers étrangers sur le marché américain, un peu moins d'un tiers, entraînant des sorties d'or. Dans le même temps, les pays européens ont augmenté leurs réserves en or et en devises de 16,5 milliards de dollars. Les États-Unis détenaient, en 1950, 67% du stock d'or mondial contre 20% à l'Europe. Aujourd'hui, ces pourcentages sont approximativement 45% et 45%.

Cette redistribution de l'or répondait aux intentions des États-Unis comme à l'intérêt de l'économie mondiale. Encore faut-il que la monnaie américaine ne soit par ébranlée. Or, depuis deux ans, l'opinion, longtemps insouciance, a, tout à la fois, découvert les faits et les raisons d'inquiétude. La balance des comptes américaine a été, en 1960, déficitaire d'un montant supérieur à 2 milliards de dollars (2,3). Les sorties d'or, depuis janvier 1962, s'élèvent déjà à 455 millions de dollars. Depuis l'arrivée de Kennedy à la Maison-Blanche, elles atteignent un milliard.

L'administration a pris quelques mesures surtout administratives. Elle a tenté de réduire le coût de l'entretien des troupes américaines en dehors, ce qui doit permettre une économie d'un milliard de dollars (sur plus de trois milliards). Elle a fait une campagne en faveur du tourisme. Elle a invité les producteurs américains à s'intéresser davantage aux marchés étrangers. Elle a lié les prêts à l'achat de marchandises américaines. Elle a proposé au Congrès une modification de la fiscalité afin d'encourager les sociétés américaines soit à moins exporter de capitaux, soit à rapatrier davantage leurs bénéfices. Mais elle n'a introduit aucune limitation à la liberté des mouvements de capitaux.

La situation comporte-t-elle des dangers? À coup sûr, mais il est légitime d'en

discuter à l'heure présente, à froid, précisément parce que les dangers ne sont pas immédiats et que, comme l'écrit le *New York Times*, les Européens n'ont pas perdu confiance dans la monnaie américaine.

Pourquoi la confiance dans le dollar n'a-t-elle pas, cette fois, été visiblement atteinte? Notre confrère en donne plusieurs raisons.

Le monde entier connaît la puissance économique des États-Unis au-dedans et au dehors. À la fin de 1960, les avoirs et investissements à l'étranger des États-Unis s'élevaient à environ 71 milliards de dollars, sur lesquels une vingtaine représentent des crédits et créances du secteur public. Le mouvement de la conjoncture est orienté vers la hausse. Or, bien que les déficits des comptes extérieurs puissent augmenter en période haute conjoncture, l'opinion s'inquiète plutôt en phase de dépression.

Les optimistes - il en est beaucoup surtout aux États-Unis - escomptent une amélioration rapide de la position américaine. Après tout, raisonnent-ils, le solde des opérations courantes était, en 1960, positif de 2,5 milliards. Le déficit final de 2,3 milliards est imputable, pour moitié, à des mouvements de capitaux à court terme. Il n'est pas impossible de contrôler ces mouvements et d'éliminer un déficit de un à deux milliards.

En dépit de tous ces arguments, il ne manquait pas à Rome de banquiers soucieux non dans l'immédiat mais à terme. Tout le monde répète que les déficits des comptes américains ne doivent pas se reproduire indéfiniment. Or ils se reproduisent d'année en année. Aucune mesure radicale n'apparaît pratiquement possible. Il n'est pas question de la réévaluation de l'or: ni le Congrès, ni le Président, ni l'opinion ne l'acceptent pour un ensemble de raisons à la fois techniques et psychologiques. Il n'est pas question de modifier la parité entre le dollar et les monnaies fortes. Il n'est pas question d'une politique restrictive alors que la reprise de l'économie ne suffit pas à supprimer entièrement le chômage.

Ces refus étant rappelés ou les impossibilités reconnues quelle sera l'action du gouvernement Kennedy? Certains banquiers, Suisses et Hollandais, à en croire les rapports, ont suggéré de réduire les exportations de capitaux privés, ou bien les investissements des grandes corporations en Europe, ou bien les émissions d'obligations pour le compte européen sur le marché américain. Mais de telles mesures sont à double tranchant: équivalant à une restriction de la convertibilité du dollar n'auront-elles pas un effet psychologique et fâcheux et celui-ci ne pèsera-t-il pas plus lourd dans la balance que l'effet technique est favorable?

Ainsi, les banquiers firent le tour des problèmes. Ils s'accordèrent, en majorité,

à juger que l'action des autorités américaines était insuffisante, mais n'aperçurent pas les voies et moyens d'une action plus efficace. Ainsi se sont-ils résignés à la formule: il est urgent d'attendre.

Incertitudes monétaires

Le Figaro
15 juin 1962

Le rapport annuel de la Banque des règlements internationaux est toujours attendu avec impatience et lu avec attention. Le rapport de cette année, signé par M. Guillaume Guindey ne décevra pas le lecteur. Il l'aidera à prendre conscience de la situation présente, curieusement incertaine.

La partie du rapport qui sera le plus commentée concerne le commerce et les paiements entre les nations. En fait de commerce, le bilan est de toute évidence positif aux yeux des observateurs d'inspiration libérale: politique agricole commune des Six, négociations de la Grande-Bretagne en vue de l'entrée dans le Marché commun, réductions réciproques de droits de douanes entre les Six, la Grande-Bretagne et les États-Unis dans le cadre du G.A.T.T. Il est donc juste de conclure que les pays industrialisés d'Occident manifestent la volonté de ramener les droits d'entrée au niveau le plus bas possible et de réduire au minimum les discriminations.

En ce qui concerne le système des paiements internationaux, le bilan est moins favorable. Certes, le rapport commence par énumérer les motifs de satisfaction. Les deux monnaies de réserve, le sterling en particulier, sont plus fermes qu'il y a un an, alors que le mark et le franc suisse le sont moins. Le déport, anormalement important avec lequel le dollar se traitait contre les monnaies du continent européen au début de 1961, a maintenant disparu. La coopération entre banques privées comme entre autorités monétaires publiques s'est étendue et organisée.

Il n'en reste pas moins que le stock d'or des États-Unis s'est réduit de 1,2 milliard de dollars au cours des quinze mois précédents. Pendant la même période les engagements à court terme des États-Unis envers l'étranger ont augmenté de près de 2 milliards de dollars et atteint 23,2 milliards. À la fin d'avril 1962, la couverture des billets en circulation et des dépôts constitués auprès des Federal Reserve Banks était assurée par le stock d'or des États-Unis à concurrence de 35% environ. La réserve d'or libre (la couverture étant de 25%) s'établit à un peu moins de 5 milliards.

Ces chiffres, bien connus, justifient la conclusion: "Ni les pertes d'or américaines, ni l'accumulation d'avoirs étrangers à court terme en dollars ne peuvent se poursuivre indéfiniment". Nous avons tous écrit une phrase de cet

ordre. Mais personne n'a précisé le sens de l'adverbe "indéfiniment". Si sur ce point le rapport est discret, il formule des jugements catégoriques sur des points controversés. Par exemple après avoir reconnu certaines obligations des pays créditeurs - créer des conditions plus favorables pour les exportations de capitaux privés - il n'hésite pas à écrire: "Il ne faut pas se dissimuler que la contribution décisive ne peut être fournie que par les pays déficitaires".

Quelle devrait être concrètement cette contribution au rétablissement de l'équilibre international? À en croire le rapport "pour certains produits jouant un rôle important dans le commerce international les prix américains restent sensiblement supérieurs aux prix européens". On serait tenté de conclure qu'en cette hypothèse une dévaluation du dollar serait la solution à défaut d'une hausse des prix européens mais le rapport se borne à recommander qu'une partie de l'augmentation de la productivité serve à un abaissement de prix". Le conseil pour être raisonnable a peu de chances d'être entendu.

L'autre élément du déficit américain sur lequel le rapport insiste est le mouvement des capitaux privés. "Le déficit de la balance des mouvements de capitaux privés est au moins égal à celui de la balance globale". Le contrôle des changes étant écarté, il ne reste que des mesures d'ordre fiscal et monétaire: modifications fiscales en vue d'encourager le rapatriement des bénéfices des sociétés américaines établies au dehors; action sur les taux d'intérêt et, en particulier, sur les taux d'intérêt à long terme. Les autorités américaines ont soutenu les taux d'intérêt à court terme afin de réduire l'exportation des capitaux flottants. Mais ils ont laissé relativement bas les taux d'intérêt à long terme pour favoriser la reprise de l'activité économique.

Nous en arrivons ainsi au point central des controverses actuelles. Admettons, comme le suggère le rapport, que la politique économique des États-Unis doive être subordonnée à l'exigence prioritaire de l'équilibre des comptes extérieurs. Un ralentissement de l'activité exercerait probablement, dans le cas des États-Unis, une influence plutôt défavorable sur la balance des comptes. Si donc les taux d'intérêt doivent rester élevés, si l'aisance monétaire est dangereuse parce qu'elle favorise les exportations de capitaux, c'est par le moyen de la fiscalité que l'administration s'efforcerait de favoriser le plein emploi des ressources. Politique de crédit restrictive et déficit budgétaire, serait-ce, en dernière analyse, le conseil donné au gouvernement américain?

Je doute que telle soit la leçon que les banquiers tireront de la lecture du rapport. Je crains qu'ils y lisent une invitation à une rigueur accrue dans tous les

domaines. Et je suis sûr que les experts de la B.R.I. ne souhaitaient pas donner des arguments supplémentaires aux hommes d'affaires pour lesquels le déficit budgétaire est la preuve incontestable du péché originel.

3.6

DU COÛT DE L'EMPIRE AU COÛT DU DÉVELOPPEMENT (1953-1964)

La dévaluation de la piastre

Le Figaro
13 mai 1953

Le taux d'échange de 17 francs pour une piastre était politique. La décision prise de le ramener à 10 francs ne l'est pas moins. Mais, comme elle fait suite à un rapport parlementaire et à des articles de presse retentissants, elle ne dissipera pas l'inquiétude de l'opinion. Bien loin de mettre fin aux polémiques, elle oblige le gouvernement à faire toute la lumière.

On sait que la piastre, en Indochine, valait 3 francs environ au marché noir et en pouvoir d'achat, cependant qu'une piastre transférée en France, au cours officiel, valait 17 francs. Cet écart, connu de tous, permettait de donner aux fonctionnaires français, civils et militaires, un supplément de traitement. Pour eux, le transfert d'une partie de leur traitement n'était pas un privilège abusif, mais un droit légitime.

Économiquement, cette surévaluation du change avait des conséquences prévisibles, elle accentuait le déficit de la balance commerciale, gonflait les importations, réduisait les exportations et la France payait la différence. La situation était exactement inverse de celle créée par les Allemands au lendemain de l'armistice de 1940. En fixant un taux de change entre le franc et le mark qui sous-évaluait le franc (en pouvoir d'achat le mark valait quelque 12 francs, le taux officiel fut de 20 francs), les Allemands se donnaient le moyen d'exploiter la France, d'acheter ses produits au-dessous de leur prix. La sous-évaluation du franc tendait à vider la France de ses marchandises. La surévaluation de la piastre provoquait en Indochine un afflux de marchandises, également malsain.

Le trafic de la piastre

L'aggravation du déficit commercial aurait été encore supportable si n'étaient intervenus les trafics proprement dits, dont on a souvent expliqué le simple mécanisme. Un dollar valait en Indochine 50 piastres, mais les 50 piastres, au cours de 17 francs, valaient 850 francs à Paris. Ceux qui étaient en mesure de se procurer, à Paris, un dollar, soit au cours officiel de 350 francs, soit au cours noir 400 francs, puis qui pouvaient l'envoyer en Indochine, l'y échanger contre 50 piastres et, enfin, transférer ces piastres en France au cours de 17 francs, se retrouvaient, au bout du circuit, avec 850 francs au lieu de 350 (ou 400) au début. Et il n'y avait plus qu'à recommencer.

Ce circuit comportait une *étape légale*. Les risques et les frais des achats et transferts de dollars n'étaient rentables qu'à la condition que des piastres fussent transférées en France au *taux légal*. Or ce transfert n'était accordé qu'à des fonctionnaires ou à des entreprises pouvant faire la preuve d'opérations commerciales. À coup sûr, des personnes privées et des entreprises soi-disant commerciales ont pu utiliser, à leur profit ou au profit des trafiquants, des autorisations de transfert. Des hommes politiques du Viet-Nam ou de France ont obtenu des autorisations de complaisance. Ce trafic a existé, il existe encore: toute la question est de savoir quel en a été l'ordre de grandeur.

Le total des transferts entre l'Indochine et la France, en 1952, s'est élevé à 230 milliards de francs, dont 150 de transferts commerciaux, 25 de transferts postaux et 30 de transferts de revenus. Nul ne peut dire avec certitude quelle fraction relevait des trafics frauduleux. Mais, si l'on tient compte de l'importance des échanges commerciaux et des autorisations de transfert accordées aux fonctionnaires français, il semble que le trafic représentait tout au plus un petit nombre de dizaines de milliards et non, comme on l'a écrit, des centaines.

La dévaluation mettra-t-elle fin au trafic? Peut-être, mais encore faut-il que la hausse des prix, la diminution du pouvoir d'achat de la piastre ne ramène pas peu à peu un écart entre cours effectif et cours légal, ce qui reconstituerait automatiquement les circuits parallèles.

La dévaluation empêchera-t-elle Ho Chi Minh de se procurer des dollars et d'acheter des armes grâce à ces dollars? Il est vraisemblable que le Viet Minh, de 1947 à 1950, a pu s'armer grâce aux dollars qu'il obtenait en contrepartie des piastres indochinoises. La dévaluation réduira de 45% l'équivalent en dollars des piastres que le Viet Minh se procure dans la zone qu'il contrôle et aussi dans la zone soumise à l'administration de Bao Daï, mais il n'est pas exclu que le Viet Minh parvienne à accroître ses ressources de piastres. De plus, la Chine est en mesure de fournir, depuis 1949, les armements aux troupes du Viet Minh.

La dévaluation devrait encore agir dans le sens d'une réduction du déficit commercial, les exportateurs français ayant un moindre profit à vendre en Indochine et la capacité du Viet-Nam d'acheter des marchandises étrangères devant diminuer rapidement.

En contrepartie, les conditions dans lesquelles cette décision a été prise suscitent les protestations du gouvernement de Bao Daï et certains y verront la preuve que l'indépendance accordée aux États associés est illusoire. La hausse probable des prix risque d'aggraver la situation sociale, bien qu'elle doive,

théoriquement, toucher la bourgeoisie, qui achetait les produits importés, plutôt que les masses populaires.

Quelles que soient les répercussions économiques de la dévaluation, politiquement "le scandale des piastres" n'est pas liquidé. Mille milliards de trafics frauduleux, en quelques années, évoqués par certains articles de presse, nous paraissent, d'après les chiffres que nous avons indiqués plus haut, une monstrueuse exagération. Mais quelques milliards par an justifient amplement une enquête (quelles qu'en soient les immenses difficultés). Le refus d'enquête semblerait donner raison à ceux qui accusent les "profiteurs de la guerre" d'être responsables de la prolongation des hostilités.

J'admire les journalistes qui, de Paris, décrètent la possibilité d'une négociation avec Ho Chi Minh, n'ignorent rien des relations entre celui-ci et la Chine communiste et, reprenant le thème des marchands de canons, imputent la politique de nos gouvernements successifs à l'action des trafiquants. Mais il est un point où je suis d'accord avec eux: tant qu'un doute subsistera, tant que la tragédie d'Indochine offrira à certains l'occasion de profits scandaleux, on se demandera si les responsables cherchent vraiment, avec autant de passion que leurs critiques, les moyens de mettre un terme au tragique conflit d'Indochine.

Les conditions de la paix en Indochine

Réalités
mars 1954

Entre la négociation à n'importe quel prix et l'intransigeance aveugle, une voie médiane.

Le 19 décembre 1953 est revenu, pour la septième fois, l'anniversaire de la guerre d'Indochine. Et, pour la première fois depuis plusieurs années, cet anniversaire douloureux ne fut pas pour tous, dans les rizières du delta ou les forêts du Nord, l'occasion de méditer sur une tragédie sans issue: la pensée se tournait vers l'avenir, avec un espoir timide. La paix ne paraît plus seulement le thème d'une propagande hypocrite ou d'un désir impuissant.

Aux déclarations du Président du Conseil français a répondu l'interview accordée par Ho Chi Minh à un journal suédois. Les propos du chef du Vietminh ne sont pas sans précédent, mais ils recourent des articles de la presse russe et des déclarations de la radio chinoise. Bien des indices donnent à penser que les dirigeants du bloc soviétique songent à mettre un terme à la guerre en Indochine, comme ils ont consenti à un *cessez le feu* en Corée. Or, ici et là, les intentions de la stratégie soviétique exerceront une influence considérable sur la suite des événements.

Pour comprendre en quels termes se pose le problème d'un armistice en Indochine, on doit remonter jusqu'aux origines du conflit que le témoignage de M. Sainteny, après d'autres, a clairement analysées.

Ho Chi Minh qui, au moment de l'effondrement japonais, s'est trouvé recueillir le pouvoir au Tonkin, a été, depuis 1920, un militant communiste. Il aurait probablement, au cas où son gouvernement aurait été reconnu, progressivement favorisé l'instauration d'un régime de démocratie populaire en Indochine. Mais l'échec des négociations n'est pas imputable à l'affiliation communiste d'Ho Chi Minh (qui, en 1945-1946, était un modéré et cherchait, sincèrement semble-t-il, l'entente avec la France). Pas davantage la répugnance française à certaines concessions n'était, à cette date, imputable surtout à la crainte d'une expansion communiste. La Chine était sous l'autorité - qui ne semblait pas menacée - de Tchiang Kai Chek, les représentants des États-Unis jouaient à fond la carte de l'anticolonialisme et ils réservaient leurs faveurs aux mouvements d'indépendance nationale, sans se soucier du "péril rouge".

La rupture entre le Vietminh et la France a été due à l'échec de la conférence

de Fontainebleau, à la formation d'un gouvernement autonome de la Cochinchine, aux soupçons réciproques. Les dirigeants du Vietminh se sont convaincus que les gouvernants français ne voulaient pas tenir les promesses faites, qu'ils refusaient l'unité des trois Ky et n'accordaient pas franchement l'indépendance promise dans le cadre de l'Union française. Nos gouvernants, de leur côté, doutaient de plus en plus de la bonne foi de leurs interlocuteurs, ils ne croyaient plus que ceux-ci fussent résolus à honorer leurs engagements et en contre-partie de l'indépendance, à respecter les intérêts moraux et économiques de la France. Toute avance réalisée, pensaient certains de nos représentants, n'est, aux yeux des hommes du Vietminh, qu'une étape dans la voie de l'éviction complète de la France.

Il n'importe guère - et peut-être est-ce aujourd'hui encore impossible - de répartir exactement les responsabilités de la rupture. Il importe, en revanche, de se rappeler qu'au point de départ, la guerre avait pour enjeu le statut de l'Indochine par rapport à la France et non le régime, communiste ou non, de l'Indochine indépendante. La guerre a débuté comme un conflit entre une puissance impériale et une colonie, sans même qu'il y eût explicitement opposition radicale entre l'une et l'autre; la première ne refusait pas la liberté à la seconde et celle-ci ne refusait pas le maintien d'une certaine solidarité avec le maître d'hier. L'enjeu était ou semblait être les modalités d'une libération sur le principe de laquelle il y avait accord.

Dans les deux ou trois ans qui suivirent, le gouvernement français gardait le choix entre faire la paix avec le Vietminh et gagner la guerre. Un statut comparable à celui que nous offrons aujourd'hui à Bao Dai aurait probablement satisfait Ho Chi Minh. Un effort militaire comme celui que nous accomplissons à l'heure présente aurait probablement permis de remporter des succès décisifs. Incapables de choisir une politique et de la mener jusqu'au bout, des ministres changeants ont laissé peu à peu se dégrader la situation. À partir de 1949, le choix était fait, autant par les circonstances que par nos dirigeants. Les communistes chinois, vainqueurs dans la guerre civile, étaient arrivés à la frontière d'Indochine et entreprenaient de ravitailler le Vietminh. Nous avions traité avec l'ex-empereur d'Annam (qui avait abdiqué en 1945) et nous le reconnaissons comme chef d'un État vietnamien auquel nous ne marchandions plus l'unité des trois Ky et auquel, de proche en proche, nous nous déclarions prêts à accorder une indépendance totale - plus totale que celle réclamée par Ho Chi Minh en 1941.

À partir de ce moment, la signification de la guerre, au regard de la France, changeait. Il n'était plus question de maintenir des positions mais d'empêcher l'avance du communisme dans l'Asie du Sud-Est. Certes, l'acceptation de l'Union française par les gouvernants du Vietnam constituait encore un des objectifs de la lutte. Mais, pour faire pièce au Vietminh, nous étions obligés de rehausser le prestige du régime Bao Dai et comment aurions-nous pu y parvenir sinon en accordant à nos amis une autorité aussi large que celle à laquelle prétendaient nos ennemis? La logique de la politique que nous avons fini par adopter, nous acculait à reconnaître pleinement l'indépendance pleine et entière du Vietnam et le reproche que l'on serait en droit de faire à ceux qui ont eu la responsabilité de notre action, est d'avoir résisté vainement à la logique de notre propre politique, d'avoir refusé aux gouvernants du Vietnam les marques extérieures du prestige et, parfois aussi, la substance de l'autorité et d'avoir ainsi compromis nos propres chances de succès, car il n'y a de victoire possible que par le ralliement au Vietnam d'une large fraction de ceux, combattants ou simples paysans, qui continuent de voir en Ho Chi Minh et les siens, les symboles et les représentants de l'indépendance nationale.

Il n'y a pas de commune mesure entre les intérêts matériels que possède la France en Indochine et le coût de la guerre. Le total des capitaux investis n'atteint pas les 500 milliards, coût approximatif d'une année de guerre. Certes, la France a un intérêt incontestable au maintien d'un Vietnam indépendant à l'intérieur de l'Union française (encore que celle-ci, pour l'instant, n'existe que sur le papier, les souverains de la Tunisie et du Maroc n'ayant pas accepté la souveraineté du chef de l'Union française et le reste de l'ex-empire français étant partie de la République française), mais ce maintien ne vaut pas les sacrifices humains qu'exige la poursuite des hostilités. Quant aux militaires - et j'en ai rencontré beaucoup, sur place, qui rêvent de garder des "bases" - on leur demandera quels bâtiments la marine française enverrait dans ces ports lointains, situés bien au delà des limites de la zone ouverte à l'action de la France.

En vérité, la seule signification valable de la guerre, le seul enjeu qui soit à la mesure de l'événement, c'est la résistance à l'expansion communiste vers l'Asie du Sud-Est. Bien sûr, chacun réagira à cette affirmation selon ses préférences politiques. Beaucoup de Français, sans être le moins du monde communistes, jugeront que cette résistance, ou ne regarde pas la France ou dépasse ses forces. Et tous demanderont s'il n'est pas possible d'arrêter les hostilités comme on les a arrêtés en Corée.

La première question porte sur les intentions actuelles des hommes qui, à Moscou et à Pékin, élaborent et dirigent la stratégie du camp soviétique. Entendons-nous bien. Je n'affirme nullement que le déclenchement de la guerre, en 1946, ait été voulu par les dirigeants de la Russie soviétique. L'Indochine n'avait pas alors de frontière commune avec le monde soviétique et, si la doctrine, les objectifs, la technique d'action étaient inspirés ou fixés par Moscou, les décisions de tactique pouvaient être prises sur place par Ho Chi Minh, Giap ou leurs compagnons. Mais, entre temps, la situation a changé. Le Vietminh, à l'origine coalition nationaliste où les communistes tenaient certaines positions-clés en se camouflant, s'est peu à peu durci, il a pris certains caractères typiques d'une démocratie populaire à stricte discipline communiste. Bien plus, il reçoit une aide extérieure: 2.000 à 3.000 tonnes de matériel par mois. Des "conseillers" chinois contribuent à l'entraînement des troupes (sur territoire chinois, semble-t-il, non en Indochine). En 1953, sinon en 1946, le Vietminh est en train de devenir partie intégrante du camp soviétique.

Or, il n'est pas démontré mais il est, pour la première fois, possible, que la stratégie de Moscou comporte l'arrêt des hostilités en Indochine. La première raison de le croire est l'arrêt des hostilités en Corée. Deux jours après son retour de Moscou où il avait assisté aux funérailles de Staline, Chou En-Laï prononçait un grand discours dans lequel il renonçait au rapatriement forcé des prisonniers: du coup, les observateurs annonçaient l'armistice. Le jour où la décision d'armistice fut prise à Moscou et à Pékin, même Syngman Rhee, en relâchant plus de 20.000 prisonniers, ne put la modifier. Les stratèges soviétiques ont tendance à penser et à agir de manière systématique. En 1949, on encourageait, au Congrès des syndicats de Pékin, la formation d'armées de libération et l'extension de la guérilla à travers toute l'Asie du Sud-Est. Aujourd'hui, en Malaisie, la guérilla continue mais les communistes cherchent aussi à s'infiltrer dans les syndicats. Dans l'Inde on a abandonné les méthodes violentes. Un pareil changement de tactique en Indochine n'est pas exclu.

En dehors des déclarations à la radio et des articles de presse, qui sont trop nombreux pour être accidentels, il est une autre raison d'envisager le changement: la stratégie soviétique, qui vise à la désagrégation de l'alliance atlantique, concentre ses efforts sur la France. On multiplie les amabilités à l'adresse de notre pays, on le presse de rejeter le "joug américain", de ne pas ratifier la communauté de défense, de s'opposer au réarmement de l'Allemagne. L'arrêt des hostilités en Indochine pourrait être le prix que l'Union soviétique serait prête à payer pour obtenir un relâchement des liens qui unissent la France

à ses alliés atlantiques. Aussi bien la France ne saurait-elle se détacher des États-Unis tant que dure la guerre pour laquelle leur aide est indispensable. Au cas où cette hypothèse serait fondée, on en devrait conclure non que le camp soviétique renonce à progresser vers l'Asie du Sud-Est mais simplement qu'il change de méthode ou, éventuellement, accepte une pause.

À partir de cette hypothèse, que pourrait, que devrait être la politique française?

Une majorité de Français, me semble-t-il, jugera qu'on aurait tort de refuser toute négociation avec le Vietminh. Mais une majorité de Français, peut-être moins nette, estimera également qu'on ne saurait traiter à tout prix, ni accepter n'importe quelles conditions. La difficulté majeure, on l'a souvent dit, qui différencie l'Indochine de la Corée, est l'absence d'un front régulier. Il n'y a pas deux armées aux prises, des deux côtés d'une ligne inscrite sur la carte. Les zones d'occupation s'enchevêtrent et certaines régions sont soumises, du jour à l'autorité franco-vietnamienne et de nuit à l'autorité du Vietminh.

Un *cessez le feu* ou un armistice devrait être proclamé sur la base du *statu quo*, chaque adversaire gardant les positions qu'il occupe actuellement, tant il est malaisé d'imaginer l'accord sur l'évacuation simultanée de telle ou telle partie du pays par les deux armées (on ne voit pas comment les Franco-Vietnamiens pourraient accepter le 16^e parallèle et retirer leurs troupes du Tonkin). Un tel *cessez le feu* laisserait les armées ennemies singulièrement proches les unes des autres et le premier souci des négociateurs français serait d'assurer la sécurité du corps expéditionnaire.

Un contrôle comparable à celui qui a été organisé en Corée s'imposerait. Une commission neutre garantirait qu'aucun des deux camps ne reçoit de renforts, qu'aucun des deux camps ne prépare la reprise du combat. Éventuellement, on fixerait les régions dans lesquelles les unités régulières du Vietminh d'une part, des Franco-Vietnamiens de l'autre seraient stationnées.

De plus, nous devrions réclamer la participation du gouvernement vietnamien aux négociations. Faute de quoi, nous ruinerions le prestige de nos amis et nous abandonnerions inévitablement la victoire à ceux que nous avons combattus. D'une manière ou d'une autre, l'accord renverrait à une procédure électorale le choix populaire entre les gouvernements rivaux.

L'issue, en ce cas, serait-elle décidée à l'avance en faveur du Vietminh? Beaucoup le pensent et l'on ne manque pas d'arguments pour le soutenir. En une époque de nationalisme, le parti qui a mené la lutte contre "l'impérialisme

étranger" ne peut pas ne pas bénéficier d'un grand prestige. D'autre part, si le Vietminh maintient le régime autoritaire qu'il a imposé dans certaines régions du pays, s'il obtient liberté de mouvement pour son armée et si les troupes françaises se retirent, alors, de toute évidence, les élections ne seraient qu'une fiction et le parti militairement le plus fort, celui du Vietminh, l'emporterait. En revanche, si l'armistice prévoit la mise à l'écart de toutes les troupes, la libre propagande de tous les partis à travers tout le pays, la soviétisation n'est pas inévitable.

Sur ces garanties de sécurité au corps expéditionnaire, sur la participation du gouvernement vietnamien aux négociations, il n'y aura pas de divergences sérieuses entre les hommes politiques français (non communistes). Sur le troisième point - assurance sur les conditions d'un plébiscite ou des élections - certains seront moins exigeants que d'autres. Ne nous le dissimulons pas: deux conceptions s'opposent en dépit de la similitude de langage. Tel ministre n'a d'autre objectif que l'arrêt des hostilités et le rapatriement du corps expéditionnaire, indifférent à la victoire du Vietminh dès lors que la domination française est de toute manière condamnée. Tel autre, en revanche, souhaite l'arrêt des hostilités, mais à condition que celui-ci n'ouvre pas au communisme le chemin non pas seulement de Saïgon mais de la Birmanie, du Siam et de la Malaisie.

Supposons que les négociations échouent, faute d'obtenir garanties de sécurité ou participation du gouvernement vietnamien, quelle devrait être, en cette hypothèse, la politique française?

Depuis plusieurs années, cette politique a prétendu donner l'indépendance à un gouvernement vietnamien non inféodé au communisme, créer une armée vietnamienne et, par ce moyen, favoriser la scission entre les communistes et les nationalistes non communistes qui combattent encore dans les rangs du Vietminh. Il faut bien le dire, on a mené cette politique avec hésitation. On a longtemps retenu la réalité du pouvoir pour n'en transmettre à nos amis que l'apparence. On n'a pas fait certains gestes (la remise au gouvernement vietnamien du Palais Norodom, par exemple) qui auraient eu la valeur d'un symbole. Quand un congrès nationaliste, au reste peu représentatif, s'est tenu à Saïgon et a mis en question l'adhésion du Vietnam à l'Union française, la presse et le Parlement à Paris ont explosé, comme si l'indépendance pouvait ne pas comporter le droit de sécession, comme si les hommes du régime Bao Dai, après une défaite éventuelle du Vietminh, devaient jamais envisager la rupture avec la

France.

Si énergiquement que cette politique soit menée, elle ne résout pas le problème militaire. La guerre actuelle comporte deux sortes d'opérations: les opérations de guérilla et la lutte des deux armées régulières. Le Vietminh possède six divisions, sans armement lourd, sans tanks, ni aviation, mais qui, dans le combat d'infanterie, sont l'équivalent des meilleures. En dehors de ces divisions, il dispose encore de troupes supplétives et régionales, plus nombreuses que les quelque 60.000 à 70.000 hommes endivisionnés. Mais s'il était privé de son corps de bataille, il perdrait l'espoir de l'emporter et les opérations se réduiraient peu à peu à la guérilla. Le plan du général Navarre est de forcer les divisions du Vietminh à livrer bataille et, si possible, de les détruire.

Cet objectif ne saurait être atteint tant que l'armée franco-vietnamienne n'aura pas acquis une incontestable supériorité. Or, tel n'est pas le cas pour l'instant. Sans doute, le corps expéditionnaire français représente-t-il environ une dizaine de divisions, mais une bonne moitié en est retenue par des tâches de défense statique, de telle sorte que le corps de bataille franco-vietnamien n'est guère supérieur à celui du Vietminh (il l'emporte grâce à l'artillerie et à l'aviation). Il n'atteindra à la supériorité nécessaire que dans la mesure où l'armée vietnamienne se chargera de la plus grande partie des tâches de défense statique. Combien de temps s'écoulera avant qu'on en vienne là? Dix-huit mois, répondent les optimistes. Les autres doutent qu'à moins de renforcer considérablement le corps expéditionnaire de l'Union française - ce qui exigerait l'envoi du contingent - on parvienne à créer les conditions indispensables à la réalisation du plan Navarre.

Malgré tout, il est probable que la relation de forces devrait, au cours de la prochaine année, se modifier au profit des Franco-Vietnamiens. Du moins en ira-t-il ainsi si l'hypothèse de base qu'admettent les stratégies français continue d'être vérifiée. Ceux-ci supposent que la force du corps de bataille du Vietminh, qui n'a pas augmenté depuis deux ans, est limitée par le manque d'hommes et de cadres, non de matériel. En effet, si le Vietminh était en mesure de créer des divisions nouvelles le jour où il recevrait du matériel supplémentaire, les Sino-Soviétiques répliqueraient à l'accroissement de l'aide américaine par quelques centaines de fusils-mitrailleurs ou de camions ou de mortiers, quelques milliers d'obus ou de mitraillettes supplémentaires chaque mois. Si, en revanche, le Vietminh manque de soldats et surtout de sous-officiers et officiers, la Chine ne saurait pallier ces déficiences que par une intervention directe, avec les risques imprévisibles

qu'entraînerait celle-ci.

L'alternative - ou négocier avec Ho Chi Minh ou poursuivre la guerre en renforçant l'armée vietnamienne avec l'espoir de rallier les nationalistes et de vaincre le Vietminh - est susceptible de durer. D'ici six mois, d'ici un an, le gouvernement français sera probablement confronté par le même choix, peut-être dans des conditions meilleures, si, entre temps, le rapport de forces s'est modifié en faveur des Franco-Vietnamiens.

Existe-t-il une troisième possibilité? Au moins, en théorie, on conçoit une autre politique, celle qui consisterait à traduire en réalité militaire l'affirmation que l'on a souvent entendue de la bouche des dirigeants américains et britanniques: la France défend en Indochine une position vitale pour l'ensemble du monde occidental.

On dit, en général, qu'une fois le communisme installé en Indochine, il s'étendrait inévitablement au Siam, à la Birmanie, à la Malaisie. Peut-être exagère-t-on la fatalité de la contagion. Peut-être au fur et à mesure que la zone communiste s'élargirait, l'autorité de Moscou sur les provinces extrêmes se relâcherait-elle. Un élément d'incertitude subsiste. Le fait est, malgré tout, que les dirigeants occidentaux se sont arrêtés à l'opinion vraisemblable: si le verrou indochinois saute, le communisme ira jusqu'à Singapour et jusqu'à la frontière de l'Inde.

Une telle éventualité ne serait pas mortelle pour l'Occident, elle serait grave. La France se bat pour la prévenir. La question est de savoir si elle sera en mesure longtemps encore de continuer seule la lutte.

Économiquement, la guerre d'Indochine n'est plus au même degré une charge pour le pays. Les États-Unis financent au moins 60% du coût budgétaire de la campagne, ce qui ramène le coût pour le trésor français à quelque 200 milliards par an. L'arrêt des hostilités ne permettrait pas une économie de même ampleur, car les divisions du corps expéditionnaire ramenées en Afrique du Nord ou en Europe continueraient de coûter des milliards. De plus, les quelque 800 millions de dollars que les États-Unis, d'une manière ou d'une autre, mettent à la disposition de la France, permettent de combler le déficit de la balance des comptes et devraient permettre de reconstituer les réserves de change.

C'est humainement, politiquement, moralement que la guerre d'Indochine pèse d'un poids très lourd sur le pays. Elle décime les promotions de jeunes officiers, retient hors d'Europe un tiers de nos officiers, plus de 40% des sous-officiers. Elle divise la nation, elle use l'armée tout entière, elle affaiblit la France en

Europe et, par là même, paralyse sa politique européenne.

Certes, une participation militaire des États-Unis à la guerre d'Indochine présenterait un grave danger: elle risquerait de provoquer une intervention ouverte de la Chine, dans le style des "volontaires" chinois en Corée. D'autre part, ni l'opinion, ni les dirigeants des États-Unis n'envisagent, actuellement, d'envoyer en Indochine des unités de l'armée régulière. Le Congrès s'y refuserait, à moins d'une décision des Nations-Unies. Enfin, certains ministres français objecteraient que le précédent serait invoqué par les États-Unis ou par l'O.N.U., quand il s'agirait de la Tunisie ou du Maroc.

Je ne méconnaissais la portée d'aucun de ces arguments et je ne souhaite nullement que le conflit s'élargisse et offre un champ de bataille supplémentaire aux deux blocs. Mais les Franco-Vietnamiens ne doivent pas plus exclure l'éventualité d'une intervention américaine que le Vietminh n'exclut celle d'une intervention chinoise.

Le but de la politique française doit être d'obtenir une paix qui ne soit pas d'abandon. Or, certains ministres français semblent prêts à traiter avec le Vietminh presque à tout prix, afin de ramener en France le corps expéditionnaire. D'autres semblent hostiles à toute négociation avec le Vietminh, pour ainsi dire, quelles qu'en soient les conditions. Provisoirement, la France mène une politique d'intransigeance et de "jusqu'aboutisme", sans même en avoir les bénéfices, car les Vietnamiens attentistes - et ils sont nombreux - connaissent l'existence d'une opposition et mettent en doute notre résolution.

Nous aurions une meilleure chance de convaincre les hésitants et de conclure un accord honorable avec l'adversaire, si nous proclamions hautement ce à quoi nous ne souscrivons jamais et ce que nous sommes prêts à accepter demain.

Abandonner le gouvernement que nous avons reconnu ou mettre en péril la sécurité du corps expéditionnaire par un *cessez le feu* sans garanties, équivaudrait à une capitulation. Engager, en accord avec le gouvernement du Laos, du Cambodge et du Vietnam, des pourparlers en vue d'un armistice dont une commission neutre, comme en Corée, contrôlerait le respect par les deux parties, serait le début de négociations un jour ou l'autre inévitables.

Disons que nous ne capitulerons jamais et que nous sommes prêts à négocier demain.

Perspectives nord-africaines

Évidences
Septembre-octobre 1954

La situation mouvante en Afrique du Nord commande l'attention en ce moment. Les formules «équilibre méditerranéen, coexistence, libre disposition des peuples» mettent en cause le bien-être, l'existence même de millions d'hommes.

Cette vaste région, la terre africaine, la plus proche des pays de haute civilisation européenne et qui a bénéficié des apports stimulants de l'Europe, en grande partie sous l'influence de la France, connaît à présent les déchirements et les contradictions de notre monde occidental.

Situation chargée de menaces, chargée aussi de promesses. La solution des complexes problèmes ethniques, culturels, économiques et politiques de l'Afrique du Nord peut offrir une préfiguration d'une coexistence pacifique pour d'autres régions agitées par les mêmes conflits, pour la vieille Europe elle-même.

Trouvera-t-on un modus vivendi permettant l'organisation démocratique d'un pays de majorité musulmane dont les populations demeurent composites, d'origine, de tradition religieuse et de culture différentes.

Des questions idéologiques, stratégiques; les données de la constellation politique du jour; des rivalités de grandes puissances, éternelles interférences dans le bassin méditerranéen, compliquent à l'infini le problème.

En Tunisie, un grand pas en avant semble être fait. La France y a manifesté clairement sa volonté de permettre l'instauration d'un régime autonome, susceptible d'un épanouissement libre. M. Christian Fouchet, ministre des Affaires marocaines et tunisiennes, a déclaré (le 10-8-54):

La France poursuit en Tunisie un triple objectif:

Assurer la permanence de la présence française sur les plans stratégique, diplomatique, culturel et économique;

Garantir les droits et intérêts des 200.000 Français établis dans la Régence;

Conduire le peuple tunisien vers l'autonomie interne, dans le respect de la souveraineté tunisienne et dans la cadre d'une interdépendance volontairement consentie avec la France.

Quant au Maroc, les objectifs semblent être analogues, mais la situation se présente sous des aspects moins nets, tenant à des facteurs ethniques et à une révolution plus complexes.

Voici les déclarations du gouvernement.

M. Fouchet (le 25-8-54):

Le gouvernement a décidé de mettre en œuvre un vaste programme d'action qui doit permettre au peuple marocain de s'acheminer, dans le cadre de la souveraineté marocaine, vers une gestion démocratique de ses propres affaires. Naturellement, la mise au point de ce programme ne devra intervenir qu'avec le concours de ceux qui seront appelés à en bénéficier.

M. Mendès France (le 27-8-54):

Répondant aux aspirations de ce peuple, nous devons, en accord avec Sa Majesté Sidi Mohammed Moulay ben Arfa, l'appeler progressivement, mais aussi rapidement que possible, à la gestion de ses propres affaires dans le cadre de la souveraineté marocaine.

La représentation des collectivités rurales et citadines dans des assemblées locales et municipales ayant leur propre budget, l'organisation dans le cadre régional d'assemblées à compétence économique et sociale, dotées également de réels pouvoirs, doivent permettre de dégager, par une large décentralisation, une véritable vie publique marocaine, tout en permettant au peuple marocain de faire l'apprentissage de la démocratie.

Au sommet de l'édifice, des assemblées représentatives pourront ensuite être institués auprès du pouvoir central. La réorganisation de ce pouvoir central, qui n'est pas adapté aux conceptions modernes du pouvoir exécutif, sera une des tâches très prochaines auxquelles nous devons attacher nos efforts.

Ces mesures d'ordre institutionnel, comme celles qui concernent le social et l'économique, le gouvernement les fixe comme buts au résident général, dans les instructions que celui-ci a reçues, mais elles ne sauraient être menées à bien par une décision unilatérale de la France.

Les Marocains doivent être appelés à en discuter, comme ils seront appelés à les réaliser et à en bénéficier. Un franc et loyal engagement franco-marocain est donc nécessaire.

La mise en pratique de ces principes s'avère ardue.

Nous estimons utile d'ouvrir un large débat les colonnes d'Évidences pour permettre de dégager les données du problème d'Afrique du Nord. Nous

voudrions examiner les solutions envisagées par les uns et les autres et mettre en lumière du même coup les difficultés, les dangers, les espoirs que ressentent les représentants des tendances diverses. Nous tenons à examiner aussi, dans toutes variantes proposées pour le règlement – provisoire ou définitif – des conflits, les conditions de la sauvegarde des droits de l’homme, des droits des minorités.

Dans ce numéro, Raymond Aron définit les constantes, les données du dialogue France-Afrique du Nord, que nul ne peut éluder, quelles que soient les positions de principe à l’égard des questions africaines. Jean Rous expose le point de vue des défenseurs des droits des populations d’Afrique du Nord. Émile Touati analyse la situation sous l’angle des intérêts plus spécifiques des communautés juives.

Chacun de nos collaborateurs parle en toute sincérité, en toute liberté et, bien entendu, sous sa propre responsabilité.

Nous accueillerons dans le cadre de notre enquête, véritable tribune libre, d’autres exposés.

I

Raymond Aron

Il ne nous importe pas de discuter avec les anticolonialistes par principe, qui exigent que la France accorde pleine, entière, immédiate indépendance aux trois pays d’Afrique du Nord. Peut-être ont-ils de bons arguments pour soutenir qu’il eût mieux valu que l’expédition d’Alger (et toute la suite) ne se fût jamais produite. Mais ils se mettent en dehors de la conjoncture historique, telle qu’elle résulte de la transformation de l’Algérie en départements français et du protectorat instauré en Tunisie et au Maroc. Aussi bien la France n’a-t-elle pas à rougir de son œuvre: une comparaison avec les États arabes indépendants ne nous humilie pas.

Si l’on consent à observer la situation telle qu’elle est, on devrait s’interdire les simplifications. Facilement on indiquera la direction dans laquelle il est souhaitable de s’engager – disons celle de l’autonomie – mais quel sens exact donner à ce mot? Les mesures opportunes en Tunisie le sont-elles déjà au Maroc? Dans ces deux pays, la structure de l’État, antérieure à l’occupation française a été maintenue, renforcée même, puisque ni le bey, en 1880, ni le sultan en 1900, ne se faisaient obéir dans l’ensemble de leur royaume. Il n’en va pas de même en Algérie, où vivent un million de Français et où les diverses communautés sont étroitement mêlées.

Les hommes de gauche, en France, critiquent le régime qui s'est progressivement instauré. À partir du protectorat, nous avons glissé peu à peu vers l'administration directe. En réservant pour des Français une fraction importante des postes de l'administration en Tunisie et au Maroc, nous avons multiplié les amertumes, nous n'avons pas permis aux élites que nous formions d'acquérir peu à peu l'expérience des affaires publiques. Et l'on accuse les colonies françaises de Tunisie et du Maroc d'avoir bloqué toutes les réformes.

Ces remarques banales ne prêtent pas au doute. On aurait tort d'en conclure, comme inclinent à le faire libéraux et socialistes, qu'il suffit de créer des démocraties parlementaires et laïques en Tunisie et au Maroc pour que le problème soit résolu. Il serait résolu s'il dépendait de la France que des régimes comparables à ceux des pays occidentaux surgissent en Tunisie et au Maroc. Mais quels pays arabes nous offrent, en ce siècle, le spectacle d'institutions représentatives d'un État laïc, de l'égalité de communautés diverses?

On a raison d'affirmer que la minorité française doit consentir à une évolution inévitable, renoncer à la notion équivoque de la cosouveraineté et laisser aux élites tunisiennes la tâche de gouverner un État moderne. La tentative, amorcée par le voyage de M. Mendès France en Tunisie, doit être continuée en toute bonne foi, avec la résolution d'aboutir. On aurait tort de croire que le succès en soit assuré et que la résistance des colons constitue le seul obstacle.

Selon la conception du gouvernement français, diplomatie et armée continueraient d'appartenir à la puissance protectrice. Combien de temps nos interlocuteurs tunisiens se contenteront-ils de l'autonomie interne? Quelle réponse devra faire le gouvernement de Paris à la demande d'indépendance pure et simple, formulée éventuellement par l'Assemblée tunisienne? Les négociations actuelles interviennent tard, après des années de revendications et de représailles. Si l'on accord l'indépendance, quel sort sera réservé à nos compatriotes, qui ont pris une part prépondérante à l'édification de la Tunisie moderne?

Du moins, en Tunisie, le parti du Néo-Destour est-il de tendance démocratique, et ses principaux membres ont été profondément influencés par la culture française. Il n'y a pas d'équivalent du Néo-Destour au Maroc. Les réactions typiques au conquérant – retour à la tradition et emprunt à l'étranger – s'y retrouvent, à la fois plus fortes et moins distinctes. Le seul détenteur de la souveraineté marocaine est le sultan: édifierait-il un État laïc et démocratique?

N'oublions pas non plus que, dans l'ordre économique aussi bien que

politique, le moyen âge côtoie le XXe siècle. À travers toute l'Afrique du Nord, l'augmentation de la population est rapide, plusieurs centaines de milliers par an. L'augmentation des subsistances suit avec peine celle des bouches à nourrir. L'industrialisation, trop lente en Tunisie, est particulièrement rapide au Maroc, elle y crée des tensions sociales. Les «bidonvilles» offrent leur spectacle lamentable, mais où l'industrialisation s'est-elle opérée sans souffrances, sans crises sociales? La mise en valeur du Maroc, en un bref délai, constitue une des réussites les moins discutables de la France en ce siècle. L'évolution politique n'a pas suivi l'allure du développement économique. On doute que le moment soit déjà venu d'accords, en bonne et due forme, avec un gouvernement nationaliste. Aucun parti ne saurait être, au Maroc, notre seul interlocuteur. Des réformes s'imposent, permettant aux organisations syndicales de vivre librement, aux élites marocaines à tous les degrés, à tous les échelons, de prendre une part croissante à la gestion des affaires. Toutes ces réformes risquent de laisser insatisfaits les nationalistes.

Il faut bien en venir à la question décisive. Ceux qui considèrent que la France n'a pas achevé sa tâche en Afrique – et je suis de ceux-là – n'ont pas approuvé, hier, l'immobilisme, ils ne condamnent pas la tentative de M. Mendès France. Ils pensent que la France a encore un rôle à jouer pour assurer la coexistence pacifique des diverses communautés en Afrique du Nord, pour hâter le progrès économique. Ils mettent leur espoir dans le libéralisme du gouvernement français et la modération des Tunisiens et des Marocains imprégnés de culture française. Mais comment pourraient-ils fermer les yeux à un terrorisme qui veut arracher à la France non les réformes indispensables, mais une simple abdication?

On a le droit de juger le moment venu de cette abdication, dont les gouvernements de la France, ceux d'aujourd'hui comme ceux d'hier, ne veulent pas. Il serait déplorable qu'en Afrique du Nord, ou au dehors, on se méprît sur une résolution que le terrorisme ne brisera pas.

En passant par Aix...

Le Figaro
26 août 1955

Aix-les-Bains, 25 août.

Dans l'atmosphère artificielle d'un palace qui évoque tantôt *la Grande Duchesse de Gerolstein* et tantôt un roman de Kafka, il est facile de se perdre dans le dédale des raisonnements subtils, d'oublier dans les rumeurs des conversations et des informations l'objet du débat. Et pourtant, jamais il n'a été aussi simple, jamais il n'a été aussi urgent de saisir l'essentiel et d'agir.

Le temps historique au Maroc ne se laisse pas arrêter par la lenteur des délibérations gouvernementales françaises. Les événements n'attendent pas que tel ou tel ministre ait achevé de comprendre.

Quelles sont les données fondamentales de la situation présente? Tout le monde, à Paris, reconnaît qu'il est souhaitable, qu'il est nécessaire de confier la gestion des affaires marocaines à un gouvernement marocain représentatif. La constitution d'un tel gouvernement ne saurait succéder au rétablissement de l'ordre dont elle est une des conditions.

Y a-t-il contestation sur la composition d'un gouvernement marocain représentatif? À peine. Seul sera représentatif un gouvernement dans lequel figureront les nationalistes, en particulier les représentants de l'Istiqlal, qui ont le plus d'autorité sur les masses des villes.

L'Istiqlal accepte de participer à un gouvernement, mais il pose ce que l'on appelle le préalable dynastique. La solution de compromis, préparée depuis des semaines, implique le départ de l'actuel sultan et la constitution d'un organisme collégial que l'ancien sultan accepterait de cautionner.

Faute d'une telle solution, les nationalistes refuseront leur concours et le gouvernement marocain représentatif que chacun fait profession d'appeler de ses vœux est impossible.

Telle est depuis des mois la solidarité des faits que l'on peut déplorer, mais que l'on ne devrait pas nier. Sans le compromis sur le problème dynastique, il n'y aura pas de gouvernement marocain représentatif. Sans gouvernement représentatif, il n'y aura pas de réforme et l'on sera acculé à une politique de répression cruelle et stérile.

La thèse que nous venons de résumer est celle du président du Conseil, du

ministre des Affaires tunisiennes et marocaines, de la quasi-totalité des observateurs français, et plus encore étrangers. Il reste à convaincre une fraction des Français du Maroc et quelques ministres.

C'est pour convaincre ces ministres que l'on a adopté le scénario emprunté au rite parlementaire de la tentative Ben Arafa, imitée du tour de piste du président désigné, dont l'échec prévu doit lever une hypothèque. C'est encore pour convaincre ces ministres qu'il faut prolonger les entretiens d'Aix-les-Bains et refaire une enquête qui a déjà été faite.

Il semble que le gouvernement français n'ait le choix qu'entre la méthode du fait accompli et une cote mal taillée. M. Edgar Faure n'aime pas la chirurgie, il ne recourt pas volontiers à l'acte d'autorité.

En période normale on peut s'en accommoder. Cette fois le temps presse et la prolongation de dialogues sans conclusion pourrait avoir, au Maroc, d'irréremédiables conséquences.

Dans les grandes circonstances, il faut que le chef du gouvernement tranche la controverse. S'il a le courage de parler net, le président du Conseil s'apercevra qu'il a imaginé les obstacles plus grands qu'ils ne sont en réalité.

Car il ne s'agit pas de méditer sur ce qui eût été possible hier ou sur les mérites de tel ou tel. Il s'agit de définir une politique. Le président du Conseil en a défini une et personne n'est capable d'en indiquer une autre.

Démonstration concluante

Demain
22 novembre 1956

Les événements récents ont déchiré des voiles, troublé des consciences. Raymond Aron a choisi la tribune de «Demain» pour exprimer sa réaction personnelle. C'est bien volontiers que nous lui ouvrons les colonnes de notre hebdomadaire.

Il est, dans la vie politique, des circonstances où l'expression discrète devient insupportable. On éprouve le besoin de tout dire ou plutôt de crier ce que l'on éprouve, ce que l'on pense. Bien loin d'avoir honte de ces émotions qui vous agitent, on s'en voudrait de ne pas les ressentir. Même si demain, avec le recul et la tête froide, on distribue autrement les mérites et les blâmes, on ne regrettera jamais que le jugement d'aujourd'hui ait été consigné noir sur blanc.

Nous avons, au cours des premiers jours de novembre, touché le fond du désespoir politique. Que la France et l'Angleterre fussent mises en accusation par toutes les nations du monde, alors que les tanks soviétiques massacraient un peuple qui réclamait le droit de vivre libre, que la protestation de l'Europe fût à demi étouffée, à demi disqualifiée par le débarquement en Égypte, ce fut là un malheur historique, dont nous porterons le remords longtemps.

Disons-le immédiatement: tout ce que nous avons appris depuis lors ne laisse guère de doute sur la duplicité des Russes, sur leur résolution de réprimer l'insurrection. L'évacuation de Budapest ne fut qu'une ruse de guerre et les tanks qui quittèrent la ville occupèrent des positions stratégiques. Les mouvements de troupes russes avaient commencé avant l'ultimatum franco-britannique... Oui, mais des Hongrois, revenus de Budapest, m'ont dit: «Quand nous avons appris l'ultimatum franco-anglais, nous avons su que nous étions perdus.» À travers le monde, des millions d'hommes continuent de se demander: «Auraient-ils osé si...?» Cette interrogation, même si l'on n'hésite pas sur la réponse, torturera notre conscience. J'admire ceux qu'elle ne trouble pas.

Je n'ai pas été, hier, admirateur de la politique américaine au Proche-Orient, je ne le suis pas aujourd'hui. La perpétuelle hésitation, l'insistance en vue d'obtenir l'évacuation de la zone du canal par les troupes britanniques, l'appui au dictateur égyptien, l'incapacité de prendre une quelconque initiative en vue de restaurer la paix entre Israël et ses voisins, l'offre d'aide américaine en réponse à l'achat d'armes soviétiques par le colonel Nasser, le retrait spectaculaire et

volontairement agressif de l'aide pour le financement du barrage d'Assouan, l'attitude équivoque à la suite de la nationalisation de la Compagnie du canal: rarement grande puissance a montré autant de faiblesse, rarement l'impéritie des hommes a fait ressortir avec autant d'éclat la disproportion, outre-Atlantique, entre les responsabilités et les capacités.

Il faut répéter cette critique, mais il faut ajouter immédiatement qu'elle ne justifie pas pour autant la décision franco-anglaise. J'ignore quels furent les accords secrets entre Israël et la France. Mais je sais, comme tout le monde, que déclencher des opérations militaires dans une région du monde d'intérêt stratégique vital, sans avoir mis le *leader* de la coalition au courant, sans s'être assuré au moins de sa neutralité bienveillante, est contraire à l'esprit de l'alliance. Que les dirigeants de Washington aient réagi à l'affront avec plus de passion que de sagesse, on peut le regretter mais non s'en étonner. Violation de la charte des Nations Unies, recours à la force, agression de puissances ex-impériales contre un pays arabe, les Franco-Britanniques battaient en brèche tous les principes, moraux aussi bien que réels, de la politique américaine. Puisque leurs alliés avaient voulu manifester leur indépendance, les États-Unis allaient mettre leurs principes au-dessus de leurs amitiés. Ils transformeraient en victoire pour eux-mêmes la défaite de leurs plus proches alliés. Absurde conjoncture, où la défaite de puissances européennes démocratiques devenait le succès commun de l'Union soviétique et des États-Unis. Ceux qui, à Paris et à Londres, prirent la décision n'auraient-ils pu prévoir cet enchaînement fatal?

L'opération franco-anglaise peut être jugée à deux points de vue, moral et politique. L'opinion anglaise a surtout adopté le premier, l'opinion française le second.

L'emploi de la force contre un État faible est toujours en soi grave. L'Union soviétique, du temps de Staline, n'a pas ramené la Yougoslavie à l'orthodoxie par le fer et le feu. Quelles que soient les provocations du colonel Nasser, et elles n'ont pas manqué, l'opinion du monde, presque unanime, a jugé que les circonstances expliquaient peut-être mais ne justifiaient pas le recours aux armes. Ajoutons que le scénario était de nature à choquer même des consciences solidement cuirassées. L'armée israélienne attaque l'Égypte, les Franco-Britanniques, pour arrêter la guerre, s'interposent en attaquant à leur tour l'Égypte. Qu'on ait pu concevoir ou accepter de telles paroles et de tels actes confond l'imagination.

Libre au réaliste de condamner à son tour ces condamnations morales: celles-

ci sont un fait dont il fallait tenir compte, comme en témoignent les délibérations de l'O.N.U.

La quasi-unanimité des membres de l'O.N.U. contre la France et la Grande-Bretagne ne va certes pas sans hypocrisie. Je n'ai rien à retirer de ce que j'ai écrit ailleurs sur cette institution, qui traite les gouvernements imposés par l'Union soviétique comme s'ils représentaient authentiquement leurs peuples, qui est incapable d'imposer ses décisions (elles-mêmes prises à la suite de sordides combinaisons), qui tolère la mauvaise conduite permanente de certains États et ne manifeste une énergie soudaine qu'au jour où, par accident, les intérêts soviétiques, afro-asiatiques et américains coïncident.

Cette critique me paraît toujours fondée, mais elle ne constitue qu'une partie de la vérité. Hypocrite ou non, le verdict des Nations Unies, la conjonction temporaire de l'Union soviétique et des États-Unis, rivalisant pour obtenir les faveurs des Afro-Asiatiques, sont des faits auxquels on devait s'attendre et dont les conséquences sont infiniment plus graves que ne le pensent les Français.

Que l'O.N.U. applique «deux poids, deux mesures», qu'elle soit plus sévère pour la France et la Grande-Bretagne que pour l'Union soviétique, bien que, moralement, celle-ci soit mille fois plus coupable que celles-là, la plupart des gens sensés en conviendraient. Mais ils ajouteraient que l'égalité des forces atomiques se traduit par la non-intervention militaire de chaque Grand dans le territoire réservé de l'autre: cet accord non écrit entre l'Union soviétique et les États-Unis est apparu, au cours de la crise récente, dans toute son horreur (les Américains n'auraient été, en aucun cas, au secours de la Hongrie). Il n'en résulte pas que le formalisme de l'O.N.U. (non-recours à la force) soit en tant que tel pire que l'absence de toute règle internationale et qu'il soit dans l'intérêt de l'Occident d'éliminer toute trace de ce formalisme hypocrite. Même s'il était dans notre intérêt de détruire l'organisation internationale, il n'est pas dans nos moyens de le faire, tant que les États-Unis et l'Union soviétique en prennent la défense.

Alliés aux Européens contre l'expansion soviétique, les États-Unis ne se jugent pas en mesure d'empêcher les hommes de Moscou d'agir à leur guise à l'est du rideau de fer. D'accord avec les Européens pour prévenir le glissement au communisme des peuples d'Afrique, du Proche-Orient et d'Asie, les États-Unis ne sont pas hostiles à la liquidation des positions européennes et sacrifient à l'anticolonialisme dans toute la mesure compatible avec le maintien de l'alliance atlantique. Au cours de ces derniers mois, M. J.F. Dulles a quelque peu dépassé

cette mesure. L'opération de Suez a révélé la violence des ressentiments qui s'étaient accumulés en Grande-Bretagne et en France. Malheureusement les États-Unis seront demain encore plus anticolonialistes et la Grande-Bretagne et la France, humiliées, seront encore plus soumises effectivement et encore plus révoltées en leur âme.

Les hommes d'État qui prennent le droit d'engager leur pays en mettant parlement et opinion devant le fait accompli, acceptent eux-mêmes d'être jugés devant le tribunal du succès. Ils auraient bénéficié de circonstances atténuantes s'ils avaient réussi. Ils ont échoué. Le coup devait être soudain, l'occupation achevée en quelques jours. En consentant au cessez-le-feu dans les vingt-quatre heures qui suivirent la note soviétique – même si celle-ci ne fut pas la cause de l'arrêt des hostilités – France et Grande-Bretagne donnaient à Moscou un triomphe éclatant et facile. Elles ne cédaient pas, en apparence, à l'appel du droit et de leurs alliés mais à la menace de leur ennemi. L'Union soviétique détournait l'attention de la Hongrie, elle se posait en protectrice des peuples arabes.

Certes, l'effondrement de l'armée égyptienne dans le Sinaï, la destruction de l'aviation égyptienne ne contribuent pas à la gloire du Birkbachi et l'on se gardera de prévisions sur la suite des événements. Il n'est pas sûr que Nasser ait gagné. Il est malheureusement sûr que France et Grande-Bretagne ont perdu. L'opération de force s'est achevée en aveu de faiblesse.

Exaspérées par les hésitations américaines, France et Grande-Bretagne ont voulu agir seules et démontrer qu'elles en avaient toujours les moyens. La démonstration est concluante mais, hélas, dans le sens contraire.

Discours à Harvard

Le Monde
5 juillet 1958

À Harvard, le 12 juin dernier dans l'après-midi, à l'invitation de l'Association des anciens étudiants de l'Université, j'ai prononcé un des deux discours demandés aux docteurs honoris causa le jour du Commencement Day. Les extraits de ce discours, diffusés par l'A.F.P. ont suscité des malentendus. Ils m'ont valu les éloges de "L'Écho d'Alger" et les critiques de ceux qui avaient lu "La Tragédie algérienne". Je ne crois mériter ni les éloges ni les critiques. Le discours que j'ai prononcé à Harvard visait non à exprimer mes préférences mais à faire comprendre la situation.

En voici les principaux extraits:

Savant, commentateur, simple citoyen, tout Français, au cours de ces dernières semaines, a été profondément ému par la guerre civile menaçante, fermement résolu à l'éviter. Personne n'a été entièrement satisfait par la manière dont la tragédie fut évitée.

Encore une remarque préliminaire. J'essayerai d'oublier mes propres préférences, de maîtriser mes passions, d'être l'historien du présent, de ne combattre pour aucune cause que celle de la liberté. À Harvard, un Français doit représenter son pays tout entier, non pas un parti ou une faction.

Le rôle joué par une fraction de l'armée française ne peut pas être compris si vous oubliez que la France est en guerre depuis dix-neuf années.

De 1946 à 1954, pendant huit longues années, les officiers français ont dû combattre un mouvement révolutionnaire sous commandement communiste en Indochine. Après l'humiliation de Dien Bien Phu, des opérations militaires recommencèrent en Tunisie et au Maroc, opérations sur petite échelle, non une guerre véritable. Mais, à la fin d'une période de troubles, la Tunisie et la Maroc reçurent une complète indépendance, plus que les nationalistes de ces deux pays arabes ne réclamaient à l'époque. L'armée de métier ressentit l'événement comme une nouvelle humiliation.

En 1954, quelques semaines après l'armistice en Indochine, une rébellion commença en Algérie. La lutte prolongée, qui continue aujourd'hui encore, porta un coup mortel à la IV^e République. Les gouvernements au pouvoir n'avaient ni la volonté ni peut-être la puissance de gagner décisivement ou de terminer la

guerre par des négociations. Mais les ministères de coalition étaient-ils coupables de ne pas gagner ou de vouloir gagner ces guerres coloniales? L'erreur principale était-elle le refus d'affronter les conditions changeantes, de ne pas consentir à l'évolution vers l'autonomie et l'indépendance des territoires non autonomes? Ou bien aurait-il été possible de maintenir la souveraineté française, au moins pour une génération, sur l'Afrique du Nord, si les gouvernements de Paris avaient été plus forts, plus stables et plus résolus?

Pour la grande majorité d'entre vous, mes amis, la réponse n'est pas douteuse. Vous vivez dans un pays où l'anticolonialisme est un stéréotype national, où tout mouvement nationaliste non européen est assuré de recevoir votre sympathie diffuse, bien que pas toujours active.

L'opinion publique en Amérique combine deux dogmes auxquels vous êtes à ce point accoutumé que vous en oubliez la divergence, sinon la contradiction: vous êtes pour la fédération à l'usage des nations européennes et pour la pleine indépendance à l'usage des peuples non européens. Si votre doctrine devient réalité, dans vingt ans, l'écart entre les conditions de vie dans une Europe occidentale fédérée et dans les territoires d'Afrique indépendants et misérables, se sera terriblement creusé.

Une fraction de l'opinion française n'a jamais été convaincue par l'argumentation trop simple de l'anticolonialisme. Ces Français-là insistent sur le fait que certains des États qui ont récemment acquis leur indépendance sont dans une situation économique pire qu'au temps du prétendu joug colonial.

La Tunisie et le Maroc étaient des protectorats, les États n'y avaient jamais été supprimés. Par essence, un protectorat est provisoire. La transformation qui aurait pu être retardée et, en tout cas, opérée en un style plus ordonné, fut finalement acceptée par une majorité de l'opinion française, non sans quelque ressentiment. Une partie des Français qui vivaient dans les protectorats s'en alla après la proclamation de l'indépendance.

En Algérie, la révolte nationaliste provoqua un drame. La conquête française de l'Algérie avait été entreprise il y a plus d'un siècle. L'Algérie est plus française que ne l'étaient la Tunisie et le Maroc. La population d'origine française y est plus importante, elle y est demeurée plus longtemps. La nation française, et non pas seulement l'armée française, était liée à l'Algérie comme à une partie intégrante du pays lui-même. Dans ce territoire, légalement partie de la France, le mouvement nationaliste, le Front National de Libération, réclamait l'indépendance immédiate. Il faisait de la reconnaissance du droit à

l'indépendance la condition des négociations, autrement dit, il réclamait ce qui aurait été l'enjeu des négociations avant même que celles-ci soient entamées. Il était insensé d'un côté de dire: jamais, et de l'autre: tout de suite.

Si le F.L.N. avait été l'équivalent du Néo-Destour tunisien ou de l'Istiqlal marocain, un règlement aurait été depuis longtemps conclu.

Le F.L.N. était moins solide que les partis nationalistes de Tunisie et du Maroc, moins représentatif, moins homogène, et il réclamait davantage.

Ajoutez à cela une France profondément attachée à l'Algérie, une armée française qui éprouvait un sentiment presque insurmontable d'humiliation, les nationalistes algériens recourant aux plus horribles méthodes de la guérilla et du terrorisme, l'impuissance du gouvernement, incapable de poursuivre la guerre ou de la terminer, un complot à Alger, avec des ramifications dans certains secteurs de l'armée et vous comprendrez ce qui s'est passé. Le général de Gaulle devint, le 15 mai 1958, le seul homme capable de rassembler pacifiquement les trois fragments de la nation française divisée: les Français d'Algérie, l'armée, les Républicains de France, c'est-à-dire la grande masse de la nation.

La plupart des Français attendent de lui qu'il régénère la démocratie. Quelques Français souhaiteraient éliminer non seulement ce qu'ils appellent «le système», mais aussi la démocratie. Hélas, je suis assez vieux pour me souvenir que Goebbels, lui aussi, voulait détruire le système et non la démocratie: plus d'une fois, les deux disparaissent en même temps.

La vaste majorité du pays croit en la sincérité du général de Gaulle, en sa ferme résolution d'utiliser l'actuelle dictature romaine pour reconstruire les institutions de l'État et l'unité de la nation. Ce qui demeure douteux, ce n'est pas son intention. Des forces ont été déchaînées, qui doivent être contrôlées, guidées, maîtrisées. Avant tout, l'obstacle qui, depuis des années, bouche le chemin de l'avenir, n'a pas été éliminé miraculeusement. La guerre n'est pas finie. Si elle continue, si quatre cent mille soldats doivent demeurer en Algérie de manière permanente pour y maintenir l'ordre, une dictature légale peut devenir insuffisante. Plus encore que la réforme de la Constitution, la paix en Algérie est nécessaire à la survie de la démocratie française, à la restauration d'un régime constitutionnel.

On a écrit, au cours de ces derniers jours, que la politique de De Gaulle est ambiguë. À beaucoup d'égards, elle l'est. Pour des raisons évidentes, de Gaulle, choisi le 15 mai par les rebelles d'Algérie, devint ensuite un sauveur possible de la République. Beaucoup parmi ceux que l'on appelle les libéraux, qui

souhaitaient une solution pacifique à la guerre d'Algérie, pensaient que de Gaulle était le seul homme capable de faire accepter leurs propres opinions aux Français d'Algérie et à l'opinion publique française.

De Gaulle espère mettre un terme à la tragédie algérienne et il ne tendra pas à maintenir des privilèges anachroniques. Il a promis l'égalité individuelle aux Musulmans, mais, s'il est très loin d'être un extrémiste, il n'est probablement pas favorable à un règlement par négociation avec le F.L.N., ce qui impliquerait la reconnaissance de droit de l'Algérie à l'indépendance. La politique de De Gaulle commence avec la proclamation de l'égalité individuelle, de l'égalité devant le suffrage des Musulmans et des Français. Elle peut aboutir à l'autonomie algérienne à l'intérieur d'une Constitution fédérale française. Mais il ne semble pas y avoir place pour des négociations avec le F.L.N., ce qui signifie qu'il y a peu de perspectives d'une paix immédiate.

En dépit de la similitude entre le programme de De Gaulle et les propositions des gouvernements précédents, il y a une différence, et une différence considérable. Le monde doit prendre note que ni les colons ni l'armée ni le gouvernement de Paris ne seront jamais prêts à abandonner l'Algérie. Cela peut nous plaire ou nous déplaire, mais la décision semble définitive. Comment M. Bourguiba, le roi du Maroc, les gouvernements de Washington et de Londres réagiront-ils à ce facteur nouveau? Donneront-ils au F.L.N. le conseil de traiter sans obtenir l'indépendance totale? Est-ce que les masses musulmanes vont se rallier aux Français et abandonner le F.L.N.? Il se peut que la réponse dépende de l'attitude du monde occidental tout entier. Si le plan français pouvait être ratifié par les alliés de la France, il y aurait une perspective de paix progressive.

Les événements à venir vont déterminer le sort de mon pays, et plus que cela encore. Un homme seul, qui a été appelé l'homme de la tempête, l'homme du destin, prendra seul pour nous tous, durant les mois, peut-être les années à venir, les grandes décisions. Rarement un homme seul a été chargé d'une telle responsabilité. Espérons que son grand dessein sera accordé aux formes historiques du siècle. Espérons que les épreuves présentes de la France marquent la naissance d'une nouvelle République. Espérons que parmi les factions en lutte il n'y aura qu'un vainqueur: la liberté.

L'Algérie et la République. Un nouvel essai de M. Raymond Aron

Le Monde
31 juillet 1958

On se souvient des «mouvements divers» qui avaient accueilli en juillet de l'année dernière la sortie d'une des premières «Tribune libre» de la librairie Plon: «la Tragédie algérienne», de M. Raymond Aron.

L'effort de réflexion lucide et courageux d'un auteur dédaigneux des mythes et des slogans surprit les uns, scandalisa les autres.

M. Jacques Soustelle s'empressa de lui répondre en publiant quelques semaines plus tard, dans la même collection, «Aimée et Souffrante Algérie». M. Raymond Aron pensa à l'époque qu'il était inutile de chercher à convaincre ses contradicteurs qu'ils soient de droite ou de gauche et qu'en raison des conditions qui régnaient en Algérie, au gouvernement et à l'Assemblée, il eût été vain de prolonger le débat.

La chute de la République, l'ascension au pouvoir du général de Gaulle, ont provoqué un changement, qui, de toute façon, sera décisif. Si ces événements, écrit-il, «ont rendu la raison aux fous et la possibilité d'agir aux gouvernants, il vaut la peine aujourd'hui de reprendre la discussion». C'est ce qu'il fait dans un nouveau volume, qui va paraître prochainement dans la collection «Tribune libre»: «L'Algérie et la République», dont nous sommes autorisés à publier ci-dessus de larges extraits.

M. Raymond Aron reprend la démonstration qui l'avait conduit déjà à la conclusion que l'«intégration est impossible, mais que la coopération est nécessaire», et il la résume lui-même en ces termes:

Résumons-nous: la tentative pour transformer les musulmans d'Algérie en citoyens français, qui eût été concevable il y a quelques dizaines d'années, est aujourd'hui anachronique. Même en faisant abstraction de l'unanime opposition des gouvernements de Tunis et de Rabat, du F.L.N., cette conception se heurte à d'innombrables obstacles. Économiquement, elle entraînerait pour la métropole des sacrifices que celle-ci ne consentirait pas volontairement, sans même que l'on puisse être assuré du résultat, c'est à-dire d'une réduction assez rapide de l'écart entre les niveaux de vie; socialement, elle exigerait le transfert en Algérie des normes administratives de la métropole, transfert ruineux pour les deux

parties; politiquement, elle amènerait à l'Assemblée nationale un nombre de députés musulmans qui enlèveraient tout espoir d'assainissement du parlementarisme français; moralement, elle n'étoufferait pas la revendication nationaliste plus vive dans les élites que dans les masses, nourrie par le sentiment d'injustice que fait naître la compétition à égalité avec les Français.

L'intégration n'est ni un objectif souhaitable ni un objectif accessible. Tous les observateurs étrangers se demandent par quel mélange d'ignorance, d'amour-propre, d'esprit mythologique, tant de Français en sont venus à donner leur cœur à une entreprise plus déraisonnable encore que grandiose...

Pourquoi les partis de gauche, en France comme à l'étranger, pourquoi les gouvernements raisonnables qui établissent les bilans, et la plupart des économistes, ont-ils dans le monde entier, finalement tranché en faveur de l'anticolonialisme? Pour quelques raisons fondamentales que M. Raymond Aron ne croit pas inutile d'exprimer clairement puisqu'une partie de l'opinion française veut les ignorer:

1) Le refus de s'orienter vers l'autonomie ou l'indépendance implique logiquement le choix en faveur de l'intégration, c'est à-dire de l'alignement économique ou culturel. Or, dès qu'il s'agit de populations nombreuses, l'alignement exige de la métropole des efforts ou des sacrifices qu'aucun régime démocratique ne peut ni ne veut imposer aux gouvernés. Qu'on n'oublie pas les conditions que Germaine Tillon juge indispensables au salut de l'Algérie:

«Aucune de ces trois conditions n'est facultative: 2.000 milliards d'investissements en cinq ans, deux ans de service civil obligatoire pour certaines grandes écoles métropolitaines, un privilège exclusif maintenu aux Algériens dans nos usines. À ce prix, mais à ce prix seulement, on inverse le courant, on détourne une population entière du malheur futur vers lequel elle glisse.» Si l'on appliquait ce plan, quelles ressources la France garderait-elle pour l'Afrique du Nord ou l'Afrique noire? Si l'effort en faveur des pays sous-développés était à cette échelle dans le monde entier, quel serait le montant de l'aide que les pays riches devraient apporter aux pays pauvres?

Matériellement, je doute que ces 2.000 milliards soient disponibles non pas financièrement mais matériellement, autrement dit que les biens réels dont ces milliards devraient permettre l'acquisition existent.

Je me méfie personnellement de ces plans grandioses et irréalisables, de ces alternatives catégoriques (ou bien 2.000 milliards en cinq ans, ou bien rien, car les demi-mesures ne feraient qu'aggraver le mal).

En fait, gouvernements raisonnables et économistes ont tiré des calculs la conclusion que le coût de l'alignement était prohibitif et que, par conséquent, il fallait choisir l'autre voie, celle de l'autonomie ou de l'indépendance;

2) Les économistes ont ajouté, en faveur de cette thèse, un second argument: la gestion économique d'un territoire sous-développé par un pays développé est rarement conforme aux intérêts du premier. Certes, les Européens au siècle dernier ont contribué à l'équipement des colonies ou des protectorats. Il n'importe pas de spéculer sur les profits et les coûts pour les colonisateurs et les colonisés de l'ère coloniale, qui sous sa forme antérieure s'achève.

Inévitablement, les gouvernants et administrateurs de la métropole envisagent l'économie des territoires sous tutelle par rapport aux intérêts de la mère patrie. L'absence de droits de douane paralyse l'industrialisation des pays sous-développés. Quel gouvernement démocratique aurait l'intelligence à long terme, la force d'établir des droits qui protégeraient les industries naissantes de ces colonies contre la concurrence des industries métropolitaines. L'argument économique en faveur de l'anticolonialisme est qu'un développement économique harmonieux exige au moins l'autonomie des pays naguère protégés et colonisés.

L'Algérie, à cet égard fait-elle exception? À certains égards, oui. Les Algériens ont besoin de garder leurs privilèges sur le marché français du travail. À d'autres égards, non. Quoi qu'on en dise, il est douteux que l'Algérie puisse se donner une industrie, créer des emplois pour les sans-travail, à l'intérieur d'une totale symbiose franco-algérienne.

En tout cas, une différenciation administrative est strictement indispensable, ce qui implique une certaine autonomie sinon l'indépendance;

3) Même dans les cas exceptionnels, où le développement économique des territoires sous tutelle sera favorisé, et peu paralysé ou détourné, par l'unité avec la métropole, l'intégration passe pour sans espoir dès le moment où une rébellion nationaliste a surgi. À la rigueur, la France peut dépenser des centaines de milliards par an pour élever le niveau de vie des populations algériennes, mais elle ne peut pas dépenser à la fois des centaines de milliards pour la mise en valeur et d'autres centaines de milliards pour la pacification. Même si cette dernière réussit, le succès n'est jamais que provisoire, parce que les forces extérieures acquises aux nationalistes continueront à agir. Il vaut la peine de se battre pour transférer la souveraineté non à des extrémistes mais à des modérés, à des nationalistes avec lesquels la coopération sera possible. Se battre contre

tous les nationalistes est le plus souvent sans espoir, parce que l'intégration même en ferait naître d'autres à chaque génération.

L'Algérie, à coup sûr, est un cas-limite, les tenants de l'intégration y ont de meilleurs arguments qu'ailleurs. Probablement le nombre des Algériens qui voudraient demeurer Français y est-il plus élevé que dans tous les pays qui ont acquis leur indépendance depuis la guerre. Et pourtant les observateurs étrangers sont convaincus que seule la voie de l'autonomie et non celle de l'intégration offre une chance.

Mais une indépendance algérienne conquise contre la France et qui déchirerait les liens Algérie et métropole serait une catastrophe pour les pseudo-vainqueurs. Car nul, ni l'Union soviétique ni les États-Unis, ne prendrait la relève de la France. Le marché du travail serait fermé aux Algériens sans emploi. Sans capitaux venus du dehors, sans les trois cent cinquante mille salaires payés par les entreprises françaises, l'Algérie sombrerait en une catastrophe totale.

En cette guerre passionnelle, chaque camp considéré globalement, combat contre son intérêt économique. Les nationalistes algériens combattent jusqu'à la mort pour reconquérir le droit à la misère ancestral. Les Français combattent obstinément pour garder le droit de consacrer une part de leurs ressources à l'amélioration du sort de leurs adversaires. Le malheur algérien et l'attachement des Français à l'Algérie suscitent une horrible tragédie.

La minorité algérienne, qui a pris conscience de sa volonté d'être une nation, a été capable de recruter assez de combattants pour entretenir la guérilla. La masse de la population est coincée entre fellagas et armée française, tour à tour torturée et libérée par les uns et par les autres. Est-il possible de transmuier cette tragédie en une œuvre créatrice? Est-il possible que l'attachement de la France à l'Algérie s'exprime en aide économique et non en répression, que le nationalisme algérien élève des écoles au lieu de les brûler? Qu'il respecte avec les conditions indispensables à la présence française les exigences mêmes du salut algérien?

Empruntons notre conclusion provisoire à Germaine Tillion:

«Entre l'indépendance absolue et la loi-cadre, il y a toute une série de solutions intermédiaires qui ne nous obligent qu'à des concessions que nous sommes bel et bien décidés à consentir et que d'ailleurs nous n'éviterons en aucun cas: pourquoi alors ne pas se donner la peine de les étudier? Parce que ce serait reconnaître à nos adversaires une existence légale: plutôt continuer la guerre indéfiniment, plutôt ruiner sans recours notre pays; plutôt sacrifier à coup

sûr la sécurité de nos compatriotes d'Algérie et nos espérances sahariennes. Nous avons chacun nos adversaires et non la moitié du remède qui peut sauver le peuple algérien, si héroïque et si malheureux. Si par haine aveugle, sottise ou impuissance, nous nous abandonnons les uns et les autres à la solution facile, qui est celle de la guerre à outrance, indéfiniment poursuivie, alors gare à eux, gare à nous, et gare aux voisins.»

La révolution de mai

Après avoir analysé la «crise de conscience française» («... il n'y avait guère de débat moral en France, au siècle dernier, à l'époque de la conquête, il y en a un aujourd'hui au moment de la pacification...»), M. Raymond Aron s'attache à définir les ressorts profonds de «cette mutation de l'armée française que beaucoup d'observateurs soupçonnaient, que quelques-uns connaissaient et dont la portée révolutionnaire est soudain apparue au cours du mois de mai.»

Trois ans et demi après le début de l'insurrection, l'armée française n'est pas parvenue à rétablir l'ordre. À Alger, les parachutistes ont remporté un succès décisif et détruit les réseaux. Dans les grandes villes, le terrorisme est jugulé. Mais le F.L.N. continue à contrôler, plus ou moins clandestinement, quelques zones et à entretenir des bandes qui ne sont pas moins nombreuses et qui sont plutôt mieux armées qu'un ou deux ans auparavant. Personne n'imagine que 25.000 ou 30.000 fellagas, avec un armement léger, pourraient vaincre une armée de 400.000 hommes avec un armement lourd. Mais il n'est pas plus démontré en 1958 qu'en 1957 ou en 1956 que cette armée est capable d'éliminer radicalement une guérilla favorisée par le relief et ravitaillée de l'extérieur. Ni dans un sens ni dans un autre, la décision n'est acquise. Beaucoup parmi les hommes politiques à Paris, les dirigeants du Front national, les observateurs à l'étranger, escomptaient la lassitude progressive de la France. Le contraire s'est produit. L'opinion dans la métropole devint de plus en plus hostile aux concessions. Plus l'armée s'engageait tout entière, corps et âme, dans l'entreprise de pacification, moins elle était prête à tolérer un règlement par négociation, autour d'une table ronde. Le «coup» de la Tunisie et du Maroc ne serait pas répété. Quoi d'étonnant, d'ailleurs à ce durcissement? Si le Front national n'est qu'un ramassis d'assassins, il serait criminel de le traiter en interlocuteur valable. Si la France défend en Algérie sa dernière chance, si le F.L.N., plus encore que le Néo-Destour et l'Istiqlal, veut l'éviction des Français et de la France, il faut lutter jusqu'au bout. L'opinion et l'armée prirent au pied de la lettre la propagande officielle à laquelle les gouvernants de la IV^e

République, du fond d'eux-mêmes, ne croyaient pas. La guerre s'est nourrie elle-même et tend à s'éterniser par le glissement des deux partis vers l'extrémisme. Le Front national regarde vers Le Caire. L'armée française exclut toute autre solution que l'intégration, tout autre mot d'ordre que celui d'Algérie française. En une guerre où, par essence, une victoire totale est presque impossible, et, en tout cas, n'est possible qu'au terme de longues années, les deux camps refusent d'envisager un compromis.

Cette victoire, que l'armée française voulait de toutes ses forces pour mettre fin à la chaîne des humiliations – Dien-Bien-Phu, Suez, Rabat, Tunis – et pour conserver un morceau de l'empire qu'elle avait créé et que les politiciens du système avaient perdu, cette victoire devait être arrachée à tous ceux qui conspiraient contre elle, les intellectuels qui avaient dénoncé certains procédés de la pacification, les libéraux qui envisageaient une négociation avec l'ennemi, la Tunisie qui offrait asile et secours au F.L.N., le régime lui-même qui, n'inspirant ni confiance à l'armée ni respect à l'adversaire, paralysait l'action militaire.

Il serait injuste de reprocher à l'armée la «politisation» que l'on observe aujourd'hui. Pour une part, elle résulte de la nature même des conflits modernes. La servitude militaire, au XXe siècle, ne peut aller jusqu'à ignorer le nom et la nature de l'ennemi, les raisons du combat...

... Peut-être est-ce là l'essentiel: on ne peut mener une guerre contre une rébellion nationaliste sans une conception politique. L'armée avait été au point de départ peu consciente de cette nécessité. Une génération auparavant elle avait achevé la pacification du Maroc sans autre objectif que l'établissement d'un ordre français. Au lendemain des émeutes d'août 1955 au Maroc, elle avait encore, dans le style ancien, fait rentrer des tribus berbères dans l'obéissance. La conception politique, d'après l'exemple de la Tunisie et du Maroc, c'était la négociation avec les nationalistes et finalement l'acceptation de l'indépendance. Ainsi l'armée d'Algérie fut contrainte de se donner une conception politique de la pacification, faute d'en recevoir une de Paris et de crainte que les politiciens ne choisissent finalement l'abandon. Cette conception, ce fut plus ou moins confusément l'intégration.

Le F.L.N. ayant été décrété ennemi, tous les nationalistes, même modérés, ayant été assimilés au F.L.N., le but de la guerre devenait le maintien de l'Algérie sous la souveraineté française. Mais si l'Algérie était partie intégrante de la France, les Algériens musulmans devraient être traités en Français à part

entière, ils avaient droit à la protection sociale, à l'enseignement, à un niveau de vie honorable. D'où la double action de l'armée: action impitoyable, policière, contre les réseaux terroristes, action administrative, sociale, humanitaire, psychologique, pour inspirer confiance aux musulmans, leur donner du travail, les encadrer dans une organisation imitée de celle du F.L.N. et dirigée contre lui...

Les trois politiques

«Le rassemblement des Français autour du général de Gaulle n'est pas moins équivoque en 1958 qu'en 1944», constate M. Raymond Aron. Mais la confusion est plus grande encore en 1958.

Toutes les factions françaises, dans la métropole et en Algérie, se sont ralliées au général de Gaulle, mais aucune n'a renoncé à ses convictions, à ses préjugés ou à ses mythes. Soustelle, Amrouche, Mauriac, Bourguiba, le roi du Maroc, Sérigny, les généraux de Paris, les colonels d'Alger, tous comptent sur lui, tous lui font confiance pour maintenir l'Algérie française ou pour lui donner l'indépendance, pour traiter la Tunisie en amie ou en ennemie, pour rénover la démocratie ou pour la liquider. Il faut un peuple de sceptiques pour croire au miracle.

Le plus surprenant est que cette sorte de miracle n'est pas totalement exclus. La crise algérienne est inextricable dans la mesure où elle est une crise passionnelle. Les Français craignent moins l'indépendance de l'Algérie qu'une humiliation. Si l'armée remportait un succès incontestable elle serait moins hostile à la création d'un État algérien. Par son style le général de Gaulle est seul capable de transfigurer les événements. L'accord avec la Tunisie est exactement celui que M. Gaillard voulait conclure.

Menée par le général de Gaulle, la politique antérieure a-t-elle chance de réussir? Le nouveau gouvernement a-t-il la possibilité d'adopter la politique par laquelle les gouvernements de la IV^e République auraient été, eux aussi, en mesure de rétablir la paix? Enfin une politique intermédiaire que des gouvernements faibles étaient incapables non de concevoir, mais de choisir résolument, promet-elle, adoptée par un gouvernement fort, une paix honorable pour tous?

... Si le général de Gaulle, volontairement ou sous la pression des éléments d'Alger, prolonge l'action antérieure, sa personnalité, son prestige, son autorité ne suffiront plus. Il faudra «rétablir l'ordre», détruire les bandes organisées, les réseaux terroristes. Encore une fois, je ne dis pas que la tâche soit impossible, je

dis qu'à supposer qu'elle soit possible elle exige encore de longs efforts, probablement des renforts. L'objectif reculerait d'ailleurs au fur et à mesure qu'on aurait l'illusion de s'en approcher. Une Algérie libre se renforcerait en dehors des frontières au fur et à mesure que la rébellion s'affaiblirait à l'intérieur. Cette Algérie libre se radicaliserait en perdant ses bases dans les maquis. Une fois évanoui tout espoir d'entente avec les Français, elle miserait à fond sur le bloc communiste. Elle entraînerait irrésistiblement la Tunisie dans l'aventure. Pour conserver une Algérie française, on s'engagerait dans une guerre indéfinie et on livrerait le reste de l'Afrique du Nord, peut-être même l'Afrique noire, peut-être même l'Afrique noire, à la subversion.

L'autre politique extrême est celle que j'avais recommandée dans *la Tragédie algérienne*. La reconnaissance de la personnalité algérienne étant admise, on aurait accepté la vocation nationale de l'Algérie. À partir de là, diverses méthodes étaient concevables: négociations directes avec le F.L.N., entente préalable avec la Tunisie et le Maroc sur une fédération maghrébine et une confédération France-Maghreb, projet de règlement élaboré par la France et soutenu par nos partenaires européens et atlantiques. Deux conditions étaient indispensables au succès de cette politique: à Paris un gouvernement capable de vaincre les résistances prévisibles, de l'autre côté des hommes capables de se prêter à un compromis, d'envisager des étapes sur la voie de l'État algérien, le maintien de l'armée française pendant une période prolongée. Aucune de ces deux conditions n'a été réalisée jusqu'à présent.

Quoi qu'en pensent quelques gaullistes de gauche, je crois cette politique moins praticable encore aujourd'hui qu'hier. Le général de Gaulle n'est pas nécessairement prisonnier de ceux qui l'ont appelé au pouvoir, mais il ne peut pas non plus faire exactement le contraire de ce que souhaitaient ses partisans d'hier. Armée et colons se sont révoltés contre un gouvernement suspect d'arrière-pensées de négociation. Bien que tel grand chef de l'armée, Rue Saint-Dominique, compte sur le général de Gaulle pour donner à l'Algérie tout, sauf le mot d'indépendance, je doute que le président du conseil (quelles que soient ses intentions) puisse jouer à fond le jeu que les libéraux avaient la velléité de jouer et de s'opposer à tout ce que souhaitent passionnément les foules d'Alger et les porte-parole de l'armée. Même dans l'hypothèse où le général de Gaulle reprendrait sur l'armée d'Algérie une autorité incontestée, il ne pourrait ni ne voudrait choisir la voie de la négociation directe avec le F.L.N.

En ce cas, tout l'espoir se concentre sur le troisième terme: le compromis qui

était hier impossible parce que le F.L.N. escomptait la lassitude française et que les gouvernants de Paris n'avaient aucune liberté de manœuvre, le compromis qui épargnerait aux deux camps la capitulation et permettrait la réconciliation, le général de Gaulle est-il en mesure de le concevoir, de l'imposer, les nationalistes seront-ils amenés à y souscrire?

Tous les observateurs qui ne sont pas des insensés admettent que la paix en Algérie dépend, pour une part, de l'attitude qu'adopteront Tunisie et Maroc. Les deux ex-protectorats rêvent d'une paix sans vaincus qui donnerait satisfaction au nationalisme algérien sans mettre fin à la présence française. Le général de Gaulle est en quête, lui aussi, de cette solution miraculeuse.

Les premières paroles, les premiers actes du général de Gaulle, sans dissiper incertitude et mystère, vont dans un sens bien défini. Il ne pouvait pas ne pas payer tribut aux mots d'ordre officiels: fraternisation, Algérie française, Français à part entière. Mais il ne prononcera pas le mot «intégration» et plutôt que sur l'«Algérie française» il mit l'accent sur «Français à part entière», autrement dit sur les acquêts des journées historiques, le collège unique, l'intégration des deux communautés en Algérie même. Effectivement les ultras (quels qu'aient été leurs sentiments réels) avaient officiellement souscrit aux principes qu'ils avaient si longtemps combattus et dans lesquels ils avaient dénoncé les prodromes de l'abandon, à savoir l'égalité sociale et politique des musulmans et des Français. Ajoutant qu'après les élections on ferait «le reste» avec les élus, le général de Gaulle ne fermait pas la voie à une évolution vers l'autonomie.

... Si les élections étaient authentiquement libres, si le F.L.N. s'y prêtait, si Ben Bella et Krim Belkacem étaient élus, le problème serait presque résolu. Le dialogue que le général de Gaulle appelle de ses vœux, avec tous les Algériens, y compris les nationalistes, serait engagé. Mais à moins d'obtenir des garanties le F.L.N. boycottera les élections. Ainsi s'explique que tous les porte-parole des Français d'Algérie aient accepté aussi facilement les mots d'ordre d'intégration ou de collège unique. Provisoirement ces mots d'ordre d'intégration écartent toute perspective de paix par négociation. Dans le climat de guerre l'intégration n'est pas l'accession des musulmans à la dignité de citoyens mais l'encadrement des masses par l'armée, la police, les services psychologiques.

Le maximum de ce que le général de Gaulle sera en mesure de proposer rejoindra-t-il le minimum que réclament les nationalistes algériens? Quel sera ce maximum? Quelle sera la situation militaire au moment où «le reste» sera tenté?

Je me refuse à désespérer, mais il faut reconnaître l'incroyable difficulté du

problème.

Les Français d'Algérie constituent 80 à 90% de la minorité privilégiée et dominante d'un pays pauvre. Le jour où un parti algérien réclame la libération par le biais du nationalisme et non dans le cadre de la loi française, il est vain de chercher une solution qui convienne à ce parti en même temps qu'à l'élite française. Cette solution miraculeuse n'existe pas. Il n'y a que deux voies, qui toutes deux sont coûteuses et à bien des égards déplorables. Ou lutter jusqu'au bout contre la minorité qui inspire l'idée nationale avec l'espoir que le grand nombre, passif ou attentiste, finira par se détacher des combattants, à la longue impopulaires comme le sont les résistants qui empêchent le retour de la paix. Ou bien composer avec les nationalistes dans la mesure où ceux-ci consentent au compromis entre les revendications et les droits des autres communautés.

Je ne crois pas au succès dans la première voie. Je ne crois pas que l'on doive ou que l'on puisse refuser indéfiniment aux Algériens une patrie qui ne peut être que l'Algérie. À supposer que, par un effort militaire accru, on affaiblisse les maquis, que, par des réformes sociales, on ébranle ou convainque la masse, à supposer que, dans six mois ou un an, la guerre paraisse gagnée, rien ne sera encore résolu. Si les mots d'ordre d'égalité politique sont traduits honnêtement en institutions, le pouvoir appartiendra bientôt aux musulmans en Algérie même et les Français auront le sentiment d'avoir été dupés. Si les mots d'ordre lancés dans l'enthousiasme des foules demeurent une fois de plus sans application, la révolte sera nourrie par une déception supplémentaire.

En empruntant la voie de la lutte à mort contre le nationalisme on peut évidemment reculer l'échéance. Et ce répit permettait de donner au nationalisme algérien des chefs modérés acquis à la collaboration avec la France, la lutte ne serait pas sans justification. Mais la politique que nous suivons depuis trois ans risque d'aboutir à des résultats exactement contraires.

Le changement de régime, le prestige et l'autorité du général permettent probablement de rétablir le dialogue avec les nationalistes et de traiter avec eux sur des formules intermédiaires pourvu que celles-ci ne bouchent pas l'avenir. Si ce dialogue est rejeté, si l'objectif demeure la victoire totale, la probabilité est que la guerre se prolonge. Peut-être les nationalistes algériens seront-ils finalement vaincus, mais la France devra se soumettre à la loi d'Alger. La tragédie algérienne deviendrait la tragédie française.

«Le général de Gaulle, écrit en conclusion M. Raymond Aron, est la meilleure, peut-être la seule sauvegarde contre le danger, car la prétendue

apathie des Français dissimule un trouble profond et des passions prêtes à exploser. Le Parlement était devenu impopulaire, l'armée ne l'est guère moins dans une partie de la nation.» Et il porte ce grave jugement auquel il faut prêter attention: *«En dépit de tous les mensonges, l'armée n'est pas en train de rassembler la France.»*

... Les malheurs de la France ont donné au général de Gaulle une deuxième chance. Grâce aux Français d'Alger, aux généraux et à quelques conspirateurs, il a pu obtenir du Parlement un pouvoir entier mais temporaire, une dictature au sens romain du terme. Je n'arrive pas à me réjouir de la mort du *système* parce qu'elle risque d'entraîner celle de la République. Je ne me refuse pas à l'espérance parce que le général de Gaulle veut rénover les institutions et sauver les libertés fondamentales...

... La République avait besoin de se réformer pour donner aux gouvernements stabilité et durée, pour leur permettre de dominer les groupes de pression et de prendre des mesures d'intérêt général. Mais, pour l'essentiel, en dépit de la faiblesse des pouvoirs publics et à la faveur de la liberté, la population manifestait sa vitalité, l'économie était en pleine expansion, la vie intellectuelle n'avait rien perdu de son éclat. Soumettre les Français au despotisme dans l'espoir de transformer les musulmans d'Algérie en Français serait une bouffonnerie tragique. Et bientôt le mot révolution changerait de camp. La France algérienne, si elle prétend régénérer la France en la gouvernant, déchirera irrémédiablement la nation.

Réflexions sur le bilan colonial

Le Figaro
3 octobre 1958

Il y a dix ans, la mise en question du bilan économique des colonies aurait passé pour paradoxale. Un renversement est intervenu au cours de ces dernières années, non sans exagération parfois.

Traditionnellement, la conquête apparaissait comme un moyen d'amasser du butin, de prendre l'or ou les métaux précieux des vaincus. Dès le siècle dernier, les formes primitives d'enrichissement avaient disparu, remplacées par des procédés plus subtils. Dans tels territoires, les indigènes méconnaissaient la valeur des objets qu'ils détenaient et ils les échangeaient contre des marchandises européennes dont ils surestimaient le prix.

Au-delà de cette "exploitation" légale, les Européens, au siècle dernier, étaient en quête de matières premières pour leur industrie et de marchés pour leurs produits manufacturés. La représentation simplifiée, semi-légendaire, est celle de l'Angleterre ruinant l'artisanat asiatique en inondant les marchés d'exportation des cotonnades de Manchester. En fait, les comptes ne sont pas simples.

Le ravitaillement est mieux assuré quand les matières premières sont enfouies dans un sol sur lequel veille l'armée de la métropole. Économiquement, l'opération est ou non profitable selon la richesse comparée des gisements dans la métropole, les colonies ou les pays tiers. Tant que les Européens se concentraient sur les gisements les plus riches, ils avaient le double avantage des produits primaires à bas prix et parfois d'un taux de profit élevé. En revanche, si la création d'une infrastructure coûtait cher, il aurait pu être plus avantageux de se ravitailler dans des pays tiers, dans les conditions commerciales ordinaires.

Selon l'argument le plus banal, la métropole se réserve des marchés et en écarte les concurrents. Mais encore faut-il que la métropole obtienne en contrepartie des marchandises qu'elle y vend, des produits primaires ou secondaires, qui lui font défaut. Cette position privilégiée, quasi monopolistique, est plus avantageuse en fonction du taux des échanges. Si celle-ci vend cher et achète bon marché, la domination est doublée de profits économiques.

Quels sont les changements qui, depuis une ou deux générations, ont provoqué une remise en question de ces évidences? Les deux changements principaux sont, me semble-t-il, la substitution du manque de capitaux au

manque de débouchés et la découverte que la métropole, du jour où elle assume la responsabilité des investissements, doit payer la gloire de la domination.

Dans les années 1930, l'opinion était obsédée par la disproportion apparente entre la capacité de produire et la capacité de vendre. Les économies capitalistes semblaient incapables d'absorber leur propre production. Dès lors, l'empire sur lequel flottait le drapeau devenait un atout de premier ordre. L'empire, jusque vers 1930, n'avait jamais eu d'importance majeure pour l'économie française. Après l'Angleterre, la France avait été, au XIXe siècle et au début du XXe siècle, le banquier du monde, mais sur la cinquantaine de milliards de francs germinal prêtés au dehors, moins de 15% étaient placés dans les territoires protégés par le drapeau tricolore. L'empire français d'Afrique a été bien plus une aventure militaire ou politique qu'économique. C'est en Europe, selon les besoins des alliances, que nos capitaux étaient distribués. Le pourcentage de l'empire dans le commerce extérieur de la métropole augmenta durant la crise, atteignant environ un tiers aux exportations et un quart aux importations, mais plus en fonction d'un recul de nos échanges avec l'étranger que par la croissance de nos échanges impériaux. À cette époque, les colonies apparurent comme une réserve de débouchés en cas de dépression mondiale.

Depuis 1945, la représentation du monde économique s'est transformée. L'opinion a compris que l'expansion de la production crée par elle-même le pouvoir d'achat, bien qu'il puisse y avoir disparité entre ce qui est produit et ce que les consommateurs veulent acheter. Certains secteurs industriels continuent de souhaiter des "marchés protégés", mais les économistes mettent en lumière les inconvénients des chasses gardées. À la faveur du quasi-monopole ou des privilèges, les exportateurs sont soustraits au climat tonifiant de la compétition, ils vendent à des prix supérieurs aux cours mondiaux, mais ils en profitent plus que l'économie dans son ensemble. Et la métropole achète aussi, dans ses colonies, à des prix artificiellement gonflés. Les journaux insistent sur les milliards que coûte l'infrastructure administrative et technique, nécessaire au développement des territoires sous tutelle. Hôpitaux, écoles, bâtiments administratifs ne rapporteront jamais de "profits", au sens où les capitaux investis dans les mines de plomb, les barrages ou le pétrole en rapportent.

Ajoutons qu'en même temps, pour parfaire la confusion, la gauche métropolitaine et les colonisés dénoncent "le colonialisme". Celui-ci est-il devenu une mauvaise affaire au moment où il est universellement dénoncé?

De l'exploitation à la Communauté

Le Figaro
10 octobre 1958

Le mot exploitation a deux significations que beaucoup n'hésitent pas à confondre: pourtant, la mise en valeur de ressources naturelles n'entraîne pas nécessairement l'oppression des hommes. Mais "l'exploitation" d'une mine par une société étrangère donne souvent aux travailleurs du pays le sentiment qu'ils sont victimes d'"exploitation".

Il n'est pas besoin, pour comprendre le mécanisme psychologique de cette expression, de nous transporter par la pensée en Afrique. Qu'une compagnie internationale "exploite" des gisements pétroliers en France, combien de Français seront immédiatement convaincus qu'ils sont "exploités" par le trust apatride? Or, dans ce dernier cas, même si la mise en valeur par une société française était préférable, le seul inconvénient serait le transfert au dehors de la part des dividendes distribués qui va à des actionnaires étrangers.

Dans le cas de mise en valeur d'un pays sous-développé par des nationaux d'un pays développé, le sentiment d'exploitation est entretenu par de multiples circonstances: contraste entre le niveau de vie des "étrangers" et celui des "indigènes", rapatriement d'une partie des bénéfices faits par les sociétés étrangères, répartition des investissements plus d'après les besoins de l'économie développée que de l'économie sous-développée, bas niveau des salaires versés sur place en dépit du haut niveau des salaires des spécialistes étrangers, etc. Que les Occidentaux soient impopulaires, à l'heure présente, même quand ils répandent les capitaux, que l'abandon de souveraineté ne mette pas toujours un terme à cette impopularité, seuls s'en étonneront ceux qui ne comprennent pas les répercussions inévitables du contact et des échanges entre pays ayant atteint des stades différents du développement économique.

Tant que la puissance européenne détient seule la souveraineté et gère sans partage les affaires du protectorat ou de la colonie, les revendications de liberté politique multiplient la révolte contre "l'exploitation économique". En Afrique, le droit permanent de sécession accordé à tous les territoires atténuera, s'il ne les supprime pas, les querelles relatives à l'autodétermination. Ce qui importe, c'est que l'organisation de la communauté ne donne ni aux Français l'amertume de dépenser en vain leurs milliards ni aux Africains le sentiment d'être "exploités" par les anciens maîtres.

En France, il importe d'abord d'établir un bilan exact ou, du moins, de faire prendre conscience à l'opinion de la complexité du bilan. En effet, actif et passif, coût et rendement se mêlent inextricablement dans le bilan de l'empire, de l'Union ou de la Communauté. Le coût visible est celui des dépenses administratives (35 milliards) et militaires (environ 65 milliards) faites par la France en Afrique noire, et celui du déficit des échanges entre celle-ci et l'étranger (une trentaine de millions de dollars). Pour le reste, chaque poste prête à des interprétations contradictoires en apparence, mais, en réalité, complémentaires. L'Afrique fournit des produits primaires (arachides, cacao, nickel) que nous aurions dû acheter en devises si la zone franc n'existait pas. Elle offre des débouchés à diverses industries métropolitaines. Mais, si nous achetions les matières premières dans d'autres zones monétaires, nous y pourrions également vendre des marchandises que nous envoyons actuellement vers l'Afrique. Il est difficile de savoir à quelles conditions nous trouverions ailleurs des sources de ravitaillement et des débouchés.

Il reste, enfin, un dernier poste, celui des investissements publics (une centaine de milliards en 1958) et privés (une trentaine de milliards). Ces milliards ne sont pas perdus pour la métropole puisqu'ils sont dépensés en achats aux entreprises métropolitaines et en salaires, en grande partie versés à des Français. Les investissements comprennent des profits pour les entreprises. Ils fourniront à terme des matières premières payables en francs à la métropole. Les milliards dépensés en Afrique pour les routes, les écoles ou les ponts n'en viennent pas moins en déduction des ressources disponibles en France.

Le même bilan se présente, au regard des Africains, sous un autre aspect. Ceux-ci comparent les prix relatifs des marchandises qu'ils vendent et de celles qu'ils achètent. Des calculs ont été faits sur les prix à l'importation et à l'exportation: il semble qu'il y ait équilibre approximatif. La plupart des milliards dépensés par l'État français en Afrique noire reviennent en France sous forme de rapatriement de capitaux par les particuliers et les sociétés.

En d'autres termes, nos partenaires africains sont tentés de reprendre les arguments de ceux qui, en France, plaident que la France sans son empire serait appauvrie et de méconnaître la vérité partielle du "cartiérisme".

Pour vivre, la Communauté devra dépasser ces controverses.

La "Standard Oil" au Sahara, ou les leçons du pouvoir

Le Figaro
4 février 1959

Saluée par les uns comme un succès de la France nouvelle, dénoncée par les autres comme une "braderie" des richesses nationales, la concession à une société mixte, dont la Standard Oil détient la moitié des actions, d'un périmètre de recherche au Sahara nous rappelle d'abord une vieille leçon: l'expérience du pouvoir a des vertus éducatives que l'on aurait tort d'interpréter avec cynisme. Les derniers gouvernants de la IV^e République souhaitaient intéresser les grandes compagnies internationales à la mise en valeur du Sahara, les premiers gouvernants de la V^e ont réussi à convaincre les dirigeants de la Standard Oil (peut-être leurs prédécesseurs y seraient-ils finalement parvenus) non pas du tout parce que les uns et les autres sont esclaves d'intérêts sordides, mais parce que n'importe quel homme de bonne volonté et de bonne foi, en présence d'un certain dossier, arrive à la même conclusion.

Il n'est pas impossible, me semble-t-il, de reconstruire l'argumentation des ministres qui, ce qui va de soi, ne m'ont fait aucune confiance.

Le premier argument est fondé sur le volume des capitaux nécessaires pour une production de quelques dizaines de millions de tonnes par an, chiffre envisagé par les experts français. À partir du moment où les gisements sahariens passent pour considérables, il est normal que l'on s'efforce d'attirer les capitaux étrangers.

Cette décision s'impose d'autant plus que la nationalité des capitaux engagés ne modifie pas substantiellement les bénéfices de l'État français. Le code pétrolier assure le paiement des impôts et le versement de redevances à l'État par les compagnies étrangères comme par les sociétés françaises. Si le Sahara reste dans la zone franc, le pétrole vendu au dehors rapportera des devises même quand il aura été tiré du sol par des filiales de compagnies internationales. La seule perte de devises sera celle qui résultera du rapatriement par les détenteurs des actions de leur part des dividendes. Bien plus, dans l'immédiat, la compagnie internationale apportera des devises en proportion de sa mise de capitaux. Or il importe plus à la France d'obtenir un apport de devises étrangères dans l'immédiat que d'éviter le transfert de dividendes dans cinq ans. On peut espérer

en effet qu'à ce moment-là les difficultés d'équilibrer la balance des comptes se seront atténuées.

Un deuxième argument tient à la nature du pétrole saharien. Celui-ci est riche en produits légers. Or la France consomme, pour plus de la moitié du tonnage total de produits pétroliers, du fuel. Quantité attendue et qualité connue du pétrole saharien posent un problème de commercialisation. Une fraction, croissante avec le volume de la production, devra nécessairement être vendue hors de France. Cette vente sera plus facile en accord qu'en conflit avec les compagnies internationales.

Au reste, même si l'on voulait réserver le pétrole saharien au marché français, le gouvernement devrait négocier avec les compagnies internationales et leurs filiales françaises qui ont assuré depuis des années le ravitaillement du pays. Dans la mesure où les espoirs sahariens se matérialiseront et où le pétrole payable en francs couvrira nos besoins, une réorganisation du marché national devra intervenir. Cette réorganisation ne peut être dictée par l'État du jour au lendemain. Elle n'est possible que par entente avec les "trusts", ne serait-ce que pour conserver l'emploi de la flotte pétrolière construite par les filiales françaises des compagnies internationales.

Deux arguments subsidiaires peuvent être avancés. La région qui a été attribuée à la société mixte standard Oil-Compagnie française des pétroles semble difficile. Quels que soient les remarquables progrès accomplis par les techniciens français, la technique américaine bénéficie d'une expérience incomparable. Enfin, l'engagement de la Standard peut être exploité politiquement comme une preuve de confiance dans l'avenir politique de l'Afrique du Nord.

Ces considérations ne tranchent pas les controverses sur tel ou tel point du code pétrolier (vente du pétrole au prix mondial, partage des bénéfices selon la règle 50-50). Mais ces clauses mêmes, peut-être discutables, sont intelligibles. La référence au prix mondial garantit l'État contre des ventes à bas prix qui réduiraient les bénéfices dont la moitié revient à l'État. Quant à la règle du partage, le gouvernement français n'a pas intérêt à la modifier puisqu'il essaye de la maintenir ailleurs, ni peut-être la possibilité de le faire, alors qu'il cherche à attirer des capitaux réticents.

Le pétrole et les trusts pétroliers ont fait surgir une énorme littérature semi-légendaire et ils continuent de soulever des passions. La dépendance que tous les pays acceptent pour le cuivre, la laine ou même le charbon semble soudain

contraire à l'honneur ou à l'indépendance quand il s'agit de pétrole. Cette attitude s'explique dans le cas de pays sous-développés dont les gouvernants ne sont pas de taille à affronter les grands monstres internationaux et, de ce fait, laissent au "capitalisme apatride" une part excessive des profits. Telle n'est pas la situation de la France qui depuis des années a choisi la voie de l'entente avec les "trusts" et qui aura d'autant plus d'atouts dans les négociations qu'elle se présente désormais comme un producteur et non plus seulement comme un acheteur.

La polémique serait facile: qu'auraient dit quelques-uns des nouveaux "princes" si leurs prédécesseurs avaient soudain conclu un tel accord? Mais le commentateur cherche à comprendre, non à critiquer les princes.

D'Hassi-Messaoud à la rue de Rivoli

Le Figaro
8 janvier 1960

Les dissentiments à l'intérieur du gouvernement se transforment en une crise ouverte. Le commentateur, qui n'a pas à prendre parti, doit s'efforcer de comprendre et de faire comprendre de quoi il s'agit et ramener les querelles à leurs dimensions exactes.

Il y a quelques semaines, le gouvernement multipliait les mesures de circonstance en vue d'empêcher la hausse de certains prix (produits alimentaires affectés par la sécheresse de l'été) de se généraliser. Le ministre des Finances craignait particulièrement une contagion plus psychologique que mécanique de la hausse. Aussi était-il amené à reprendre certaines méthodes qu'il avait employées au cours de son premier passage au pouvoir, en 1952. Le ministre de l'Industrie s'était, opposé à une baisse du tarif de l'électricité et du gaz que ne justifiait pas une baisse du prix de revient.

La diminution des recettes, résultant des baisses de tarifs, ne pouvait avoir que deux résultats: ou créer un déficit d'exploitation, contraire à l'esprit de la nouvelle politique de décembre 1958, ou réduire la marge d'autofinancement, contraire à l'idée de "relance par les investissements". En tout état de cause, une baisse arbitraire de certains produits n'exerce pas une action anti-inflationniste: elle libère, au contraire, un certain pouvoir d'achat qui risque de se porter sur d'autres marchandises, soumises de ce fait à une pression encore plus forte.

En cette circonstance, on le voit, ce n'était pas M. Pinay, mais M. Jeanneney, qui était du côté de l'orthodoxie libérale, qui restait fidèle au respect des mécanismes du marché. Le dialogue était celui du psychologue et du technicien, non celui du libéral et du dirigiste.

Il en va autrement dans la querelle de la banque de reconversion et du réseau étatique de distribution du pétrole. En ce cas, apparemment, un des ministres est favorable à une intervention accrue de l'État, l'autre à l'entreprise privée. Les choses, en fait, ne sont pas tout à fait aussi simples.

En théorie, il est souhaitable que la reconversion, la décentralisation industrielle s'opèrent d'elles-mêmes, sans que l'État s'en mêle trop directement. En fait, pour des raisons multiples qu'il est impossible d'énumérer ici, la décentralisation industrielle, qui figure, depuis des années, dans tous les

programmes, ne progresse guère. Et la reconversion, lorsqu'une industrie atteinte (par exemple, la construction navale) se trouve dans une région peu industrialisée, risque d'être lente, faute d'initiative privée. Je ne suis pas sûr que la formule de la banque d'État, qui serait la transition entre les industries condamnées et les futures entreprises privées, soit la meilleure. En tout cas, elle ne compromettrait nullement la politique de décembre 1958, qui s'accommode mieux de quelques entreprises publiques supplémentaires que de la manipulation arbitraire des prix.

Venons-en, enfin, au réseau national de distribution du pétrole saharien. Le gouvernement français est engagé dans des négociations difficiles, accompagnées de menaces réciproques, avec les compagnies internationales, afin que celles-ci acceptent de commercialiser un nombre assez élevé de millions de tonnes de pétrole saharien. L'afflux de ce pétrole, payable en francs, remet en question l'organisation du marché français, organisation fondée sur des accords entre le gouvernement français et les puissantes sociétés internationales. Ces négociations ont une importance considérable pour notre pays. Les deux parties détiennent des atouts et elles ont, en dernière analyse, intérêt à s'entendre. Mais les modalités de l'entente seront fixées par la force et l'adresse des uns et des autres: le commentateur ne doit pas intervenir alors qu'une partie de poker est en cours.

Le "réseau national", qui regrouperait les petites compagnies, semble une concurrence faite ou un coup porté à la Compagnie française des pétroles. Étrange conjoncture. La C.F.P. avait été créée par l'État pour représenter les intérêts français dans l'internationale des grandes compagnies. Aujourd'hui, soit que la C.F.P. paraisse trop indépendante de l'État, soit que des hommes soient en quête de richesse et de puissance supplémentaires, soit que des raisons techniques soient contraignantes, une compagnie nationale de raffinage et de distribution serait créée.

Trop de personnes et d'intérêts sont en cause dans cette affaire pour que l'observateur puisse saisir, de l'extérieur, les tenants et les aboutissants de chaque partie. Moins encore pourrait-il prendre position avant que les arguments pour ou contre aient été exposés. Une seule remarque s'impose: celui qui découvre, dans le marché du pétrole, la sacro-sainte entreprise privée a une vue exceptionnellement perçante. En vérité, le capital et l'État sont inextricablement imbriqués l'un dans l'autre. Mais la lutte entre les diverses modalités de ce capitalisme d'État est, aujourd'hui, aussi vive, probablement plus vive, que la

rivalité légendaire entre les entreprises privées.

L'assainissement monétaire n'est pas à ce point précaire et la campagne alarmiste est en elle-même irresponsable, mais il faut souhaiter que l'homme dont le nom symbolise une politique reste à la barre dans cette période troublée.

L'imbroglia pétrolier

Le Figaro
12 janvier 1960

Il semble que le pétrole exerce les mêmes effets maléfiques que l'opium: il fait rêver les peuples et délirer les commentateurs. Le contact avec la réalité se perd et une controverse technique entre l'État et une société à forte participation publique, la Compagnie française des pétroles, est transfigurée en un débat idéologico-technique, comme si les principes suprêmes de l'économie étaient en jeu.

Le problème que le gouvernement français doit résoudre est celui de la commercialisation du pétrole saharien dans un marché mondial saturé. Le ravitaillement du marché français est assuré, à l'heure présente, par les filiales des grandes compagnies internationales. Celles-ci, ensemble, distribuent environ 58,5% des produits pétroliers consommés en France, le groupe C.F.P.-C.F.R. comptant pour 24,14% du total, Antar (lié par contrat à la C.F.R.) pour 6,8% et les indépendants, non intégrés, pour 10,4%.

L'intérêt évident de la France est de résoudre le problème en accord avec le cartel des compagnies internationales. En effet, le jour où la production nationale de pétrole dépassera les besoins de la France et des territoires de la zone franc, la commercialisation de ces excédents exigera la coopération du cartel. On n'improvise pas un réseau de distribution en quelques années. En cas de conflit avec la France, le cartel aurait de multiples moyens de rendre difficile la vente au-dehors du pétrole saharien, voire de saboter les projets de pipe-line le long de la vallée du Rhône et de raffinerie à Strasbourg. Il est vrai, d'autre part, que, si le pétrole saharien augmente la dépendance de la France par rapport au cartel, il lui donne aussi des arguments en vue de négociations qui, d'ailleurs, sont sur le point d'aboutir.

Les compagnies internationales ont accepté de reprendre le pétrole saharien qui sera disponible d'ici à 1963; le prix de ce pétrole a été fixé d'un commun accord. Mais le ministère de l'Industrie maintient les prévisions optimistes qui ont été mises en doute ici et là pour des raisons que d'aucuns soupçonnent de n'être pas désintéressées. Le ministère envisage pour 1965 une cinquantaine de millions de tonnes dans la métropole et au Sahara, auxquelles s'ajouteraient une vingtaine de millions représentant la part française des pétroles d'Irak. Le réseau mondial de la C.F.P. ne permettrait pas de vendre plus d'une dizaine de millions

de tonnes. Il subsisterait donc entre quinze et vingt millions de tonnes qui devraient être soit reprises par les compagnies internationales, soit vendues par les compagnies nationales hors de France. C'est dans cette perspective que se situaient les conversations entamées avec nos partenaires du Marché commun, qui ont suscité de vives réactions du cartel et même une intervention de M. D. Dillon. L'opportunité de ces conversations, qui prête à controverse, ne sera confirmée que par les événements.

Les entretiens entre le gouvernement français et le cartel international seraient, comme il se doit, demeurés secrets et n'avait surgi, depuis des mois, une querelle entre le ministère de la Production industrielle et le B.R.P. (Bureau de recherches pétrolières) d'une part, la C.F.P. d'autre part. Les origines de cette querelle sont multiples et obscures. Questions de personnes et questions d'intérêts se mêlent. Le ministère a jugé que la C.F.P. menait une politique propre, qui ne répondrait pas toujours à l'intérêt national, tel que le concevaient les services de la rue de Grenelle. La C.F.P. détient la part française du pétrole d'Irak, mais celui-ci n'est pas entièrement un pétrole franc. De son côté, la C.F.P. considérait qu'elle était toute désignée pour devenir la grande société française, comparable à ses rivales et partenaires, et elle a souhaité élargir sa part de la distribution sur le marché français. Des désaccords avec le ministère ont aussi porté sur le volume de pétrole saharien que le groupe C.F.P. devait reprendre. Finalement, le ministère a décidé de constituer une S.I.P. (Société industrielle des Pétroles), qui constituerait, à côté du réseau Total (celui de la C.F.P.), un deuxième réseau français de distribution.

Il y a place pour une controverse technique sur les avantages qu'aurait présentés l'élargissement du réseau Total, au lieu de la création d'un deuxième réseau. Mais les arguments répandus dans la presse contre le projet ministériel prêtent au ministre et à ses services des intentions dont ceux-ci se défendent énergiquement.

Il ne s'agit pas de créer, à coups de milliards, un réseau supplémentaire de distribution et de raffinage, mais de regrouper les indépendants. Le pourcentage de la S.I.P. augmenterait peu à peu, non en réduisant la part actuelle des autres réseaux, mais en obtenant une proportion plus élevée sur la consommation supplémentaire. La S.I.P. ne représenterait pas une étatisation de la distribution, elle serait un exemple nouveau de ces sociétés mixtes, dont le fonctionnement est commercial, la création imputable à l'État et dont le capital est à la fois public et privé. Les sociétés productrices de pétrole saharien et non intégrées, S.N.

Repal et R.A.P., auraient une part importante du capital de la S.I.P.

Dans quelle mesure les profits sont-ils prélevés à la production ou au stade du raffinage et de la distribution? Les experts en discutent et probablement n'y a-t-il pas de règle en la matière. Mais, si l'on craint que la S.I.P. ne compromette les intérêts et la tenue boursière des compagnies privées de recherche (crainte qui semble gratuite), on peut donner à ces dernières une part du capital de la société nouvelle.

M. Pinay s'est justement opposé à une étatisation de la distribution des produits pétroliers ou à une modification radicale d'une politique fondée sur l'accord avec le cartel. Or, il a satisfaction sur tous les points, d'autant plus aisément que M. Jeanneney nie avoir jamais conçu un programme différent. Il restait, aux dernières nouvelles, des divergences sur le rôle du B.R.P. et la part du capital de la S.I.P. qu'il recevrait. En vérité, l'aspect le plus triste de l'affaire, c'est que la querelle entre deux groupes français, C.F.P. et B.R.P., a compliqué et compromis les négociations, déjà difficiles, entre le gouvernement français et le cartel.

Les échanges à l'intérieur de la zone franc

Le Figaro
25 mars 1960

Le secrétariat général de la zone franc a publié récemment une étude d'ensemble relative à l'année 1958. Les statistiques réunies dans ce volume permettent de suivre les échanges, commerciaux et financiers, entre les États de la zone en même temps qu'entre celle-ci et le reste du monde.

Nous considérerons ici les relations entre la France métropolitaine et le reste de la zone franc. Ces relations simplifiées comportent un excédent des transferts publics de la métropole vers les territoires d'outre-mer dont le total passe de 254,6 milliards d'anciens francs en 1953 à 637,5 en 1957 et 666,7 en 1958, et un excédent des transferts privés de sens contraire, dont le montant a été régulièrement quelque peu inférieur à celui des transferts publics. L'écart entre les deux mouvements de sens contraire a oscillé entre 13,2 milliards en 1953 et 109,1 en 1957, le chiffre de 1958 étant de 45,6.

Le rapprochement des deux chiffres, l'excès des transferts publics dans un sens, l'excès des transferts privés dans l'autre, a suscité de nombreux commentaires. À une observation superficielle, il peut sembler que l'État français met à la disposition des territoires d'outre-mer des fonds mais que ceux-ci reviennent au point de départ par l'intermédiaire des transferts privés.

En fait, le mécanisme est plus complexe. Les transferts publics servent d'abord à financer le déficit commercial de la zone franc avec la France métropolitaine. Pour que les territoires d'outre-mer puissent acheter à la métropole plus qu'ils ne lui vendent, il faut que le trésor public finance la différence. En 1958, celle-ci s'élevait à 294,5 milliards. Ensuite, le trésor public intervient pour financer le déficit des échanges de la zone franc avec les autres zones monétaires, déficit qui montait, en 1958, à 82,1 milliards, dont il faut déduire 40 milliards, excédent des opérations en capital. Enfin, sous la rubrique "opérations invisibles" figurent les envois de fonds privés de la zone vers la métropole, dont le montant atteint 284,5 milliards. Le solde des "opérations invisibles" représente un pourcentage important des transferts publics de la métropole vers les territoires d'outre-mer.

Le phénomène devient plus frappant encore si l'on retient les chiffres relatifs aux territoires de la Communauté et non plus les statistiques globales pour l'ensemble de la zone franc dans laquelle figurent le Maroc, la Tunisie, l'Algérie.

Le solde des opérations invisibles, c'est-à-dire des envois des fonds effectués par des particuliers vers la métropole couvre alors pour les trois quarts ou les deux tiers les transferts publics de la métropole vers les territoires d'outre-mer.

Il serait inexact d'en conclure que la métropole reprend d'une main ce qu'elle donne de l'autre ou retrouve, à la fin du parcours, ce qu'elle a avancé au début. Les transferts de fonds privés, qu'il est impossible d'analyser dans le détail, comprennent la fraction dépensée en métropole des traitements des fonctionnaires d'outre-mer que verse le trésor public. Les services de ces fonctionnaires sont fournis aux territoires d'outre-mer, mais ils sont financés par les contribuables métropolitains. D'autre part, les travaux entrepris outre-mer se résolvent, pour une part, en commandes aux entreprises de la métropole. Il n'est pas étonnant qu'en partie, les sommes avancées aux territoires d'outre-mer reviennent en France par des circuits privés. Il n'en résulte nullement que la France reprenne ce qu'elle donne, puisque les contreparties matérielles de ces sommes, les ponts, les routes, les usines, les bâtiments, demeurent acquises, aux territoires, devenus États, de la Communauté.

L'excès des transferts publics pourrait se traduire par un déficit plus grand des échanges commerciaux soit avec la métropole, soit avec les autres zones monétaires. Si l'on voulait expliquer pourquoi les transferts publics sont compensés en une aussi forte mesure par le solde des opérations invisibles et, dans une mesure relativement aussi faible, par un déficit commercial, il faudrait analyser en détail l'emploi qui est fait des fonds publics. Les dépenses d'administration et les dépenses d'investissement figurent sous la même rubrique des transferts publics, dans les statistiques financières, elles n'en ont pas moins des effets économiques différents.

Ajoutons que les territoires d'Afrique qui composent aujourd'hui la Communauté faisaient avec la zone entre les deux tiers et les trois quarts de leur commerce extérieur. Il sera intéressant de suivre, au cours des prochaines années, la répercussion sur les échanges commerciaux des transformations politiques.

Du coût de l'empire au coût du dégagement

Le Figaro

15 septembre 1961

Le Français moyen peut invoquer des circonstances atténuantes s'il a du mal à s'orienter dans le monde. Il y a quelques années, des voix officielles proclamaient que "la perte de l'Algérie" serait pour la France une catastrophe économique. Aujourd'hui, des voix tout aussi officielles, éventuellement les mêmes, chantent les vertus de la décolonisation et les avantages économiques du "dégagement".

Rappelons d'abord que la seule considération des dépenses et des profits ne commande pas et ne doit pas commander la politique algérienne. La décision doit être prise en fonction de l'ensemble et, en particulier, en fonction de la volonté des populations. Il serait méprisable d'abandonner une province sous prétexte qu'elle coûte plus qu'elle ne rapporte. Il ne le serait pas moins d'interdire à un peuple, s'il en a le désir, de se constituer en État.

Le bilan proprement économique comporte trois chapitres principaux: débouchés, matières premières, investissements. Ceux qui évoquaient avec angoisse les conséquences de l'abandon mettaient l'accent sur le volume des exportations à destination de l'Algérie, "notre premier client". Il y a quelques jours encore, un de nos confrères précisait la part des achats algériens soit dans les exportations totales soit dans le chiffre d'affaires pour les différentes branches de l'industrie française. Selon les branches, le débouché algérien représente de 10 à 25% des exportations totales et de 2 à 4% du chiffre d'affaires.

En fait, ces chiffres ne signifient rien, pour trois raisons. Même en cas d'indépendance algérienne, ces débouchés pourraient ne pas être perdus. Si l'Algérie nous achetait moins, nos exportateurs trouveraient peut-être d'autres clients. Pour l'instant, nous vendons à l'Algérie plus que nous ne lui achetons et cette balance dite favorable par les statisticiens a pour origine les prêts consentis ou les investissements réalisés par la métropole. C'est le Trésor français, c'est-à-dire, finalement, le contribuable, qui crée les débouchés aux exportations françaises. Il faut une étrange méconnaissance de la réalité pour y voir une source d'enrichissement.

Il y a trente ans, cet argument portait parce que l'opinion était obsédée par le risque de surproduction et s'imaginait que les marchés protégés grâce à l'unité monétaire offraient un avantage considérable. Aujourd'hui, tous les pays

d'Occident sont en état de plein emploi et manquent surtout de capitaux. Or, c'est sur le poste investissements que les colonies sont devenues une charge. Ni l'État ni les particuliers ne manquent d'occasions d'investissements; tout au contraire, les capitaux sont insuffisants pour construire les autoroutes, édifier les écoles techniques, les lycées, les facultés, moderniser l'agriculture. Qu'on le veuille ou non, les exigences de la métropole entrent en compétition avec celles des colonies ou ex-colonies. Je ne dis pas dans quel sens doit se faire l'arbitrage, je dis qu'au point de vue des investissements, conditions essentielles du progrès, la décolonisation peut apporter un allègement.

Il reste le dernier poste, celui des matières premières, en particulier du pétrole saharien. Le chef de l'État a, dans sa dernière conférence de presse, donné une caution solennelle à la thèse qu'avec la plupart des économistes j'avais soutenue. Il s'agit plutôt d'organiser l'exploitation en commun que de revendiquer une souveraineté politique qui appartient fatalement à l'un ou l'autre des États riverains du désert.

Mais il y a plus encore. En temps de paix, c'est moins la nationalité que le prix du pétrole qui importe. Certes, il est commode et, à maints égards, avantageux, que le pétrole soit payable en francs. Encore cet avantage devient-il pour le moins douteux si ce pétrole revient sensiblement plus cher que celui du Proche-Orient. Le pétrole de Libye et du Sahara est important parce qu'il interdit aux autres fournisseurs les chantages que l'on craignait il y a une demi-douzaine d'années. Mais le possesseur des sables dépendra de sa clientèle plus que celle-ci de celui-là.

Aucun des arguments que l'on employait au cours de ces dernières années ne résiste à l'analyse. Quand le général de Gaulle affirme que l'Algérie a besoin de la France plus que la France de l'Algérie, il ne fait pas du "cartiérisme", comme on dit, il se borne à formuler l'évidente vérité. Mais une autre question se pose immédiatement: là où nous nous sommes retirés, l'indépendance dans l'association ne coûte-t-elle pas aussi cher? Quel serait le prix du dégagement?

Nous tâcherons de répondre la semaine prochaine.

Dégagement et Communauté

Le Figaro

22 septembre 1961

Nous avons montré, la semaine dernière, pourquoi l'argumentation qui a été, durant le siècle dernier, celle des libéraux contre les colonies a reçu, finalement, l'estampille officielle. Puisque, désormais, les économies développées manquent de capitaux, mais non de débouchés, puisque le pétrole cherche des acquéreurs, il est normal que l'on s'intéresse plus au prix de revient qu'à la nationalité de la matière première et que l'on souhaite réserver les épargnes aux investissements métropolitains.

Il va de soi que ces arguments valables en comptabilité globale ne convainquent pas les individus et les groupes qui étaient établis dans l'Empire ou qui tiraient avantage de la souveraineté française. Mais il est une autre objection que nous devons mentionner: le coût du dégagement n'est-il pas aussi élevé que celui de l'Empire?

L'expression "coût du dégagement" peut avoir deux sens: ou bien elle désigne le coût pour l'État français et pour les particuliers du changement de statut des territoires d'outre-mer, ou bien elle désigne le coût pour l'ensemble de la collectivité française des territoires devenus indépendants, mais qui maintiennent avec la France des relations particulières.

On ne saurait évidemment chiffrer la perte considérable que représente pour les Français, installés en Tunisie ou au Maroc, le retour dans la métropole, l'abandon des biens qu'ils possédaient dans les ex-protectorats. L'aide accordée par l'État ne s'est élevée jusqu'à présent qu'à quelques milliards par an (entre dix et vingt, semble-t-il). La création d'un sous-secrétariat d'État aux rapatriés indique une intention louable de ne pas abandonner à eux-mêmes nos compatriotes qui ont été victimes de bouleversements historiques.

Quelle que soit l'aide transitoire que l'État accorde aux rapatriés, il serait faux d'interpréter le retour des Français d'outre-mer exclusivement comme une charge pour la collectivité. Faut-il rappeler l'exemple de la République fédérale allemande, dont "le miracle économique" est fondé, depuis dix ans, sur l'afflux d'immigrants et l'augmentation de la main-d'œuvre? Plus que jamais, la vieille formule est vraie: il n'est richesse que d'hommes. L'amertume des rapatriés est compréhensible, mais peut et doit être surmontée par une politique moins encore de secours que d'intégration.

Sur la longueur, c'est le deuxième sens de la formule "coût du dégagement" qui importe. Mais c'est là aussi qu'il est plus difficile de donner des chiffres.

Commençons par une remarque évidente. Dès lors que la colonie ou le protectorat sont indépendants, la France retrouve son entière liberté. Elle n'a plus d'obligations. Les Républiques africaines d'expression française "coûtent" à la France ce que celle-ci choisit de leur donner ou de leur prêter. Quel a été ce choix? Si nous nous reportons à une étude récemment faite par le C.N.P.F., d'après les données réunies par l'O.E.C.E., l'aide bilatérale accordée par la France serait passée pour l'Algérie et le Sahara de 155 milliards d'anciens francs en 1958 et 215 milliards en 1959, à 235 en 1960, à 300 en 1961. Pour la Communauté et autres territoires d'outre-mer, la progression serait de 170 milliards en 1958 à 187 en 1960. Pour la Tunisie, le Maroc, l'Indochine, le chiffre de 15 milliards d'anciens francs en 1958 serait resté à peu près le même en 1959, 1960 et 1961.

Si nous retenons ces chiffres, il en résulterait que l'aide aux Républiques africaines d'expression française serait demeurée approximativement la même de 1958 à 1961, en dépit de l'accession à l'indépendance. En revanche, l'aide à l'Algérie et au Sahara aurait à peu près doublé, bien qu'entre temps, le pouvoir soit devenu favorable au dégagement.

Faut-il considérer le chiffre de 187 milliards (diminués de la part qui revient aux départements ou territoires d'outre-mer) comme "la charge" pour la métropole de l'ancien empire devenu indépendant? J'ai sous les yeux une étude faite par les services de la Présidence de la République chargés des relations avec la Communauté. L'étude tend à calculer la valeur des biens et services dont la collectivité française se prive elle-même pour les mettre à la disposition des États d'Afrique devenus indépendants. Elle compte 46 milliards du déficit commercial de ces États par rapport à la France et double ce chiffre pour tenir compte des services. Au total, conclut l'étude, le bilan de l'action de la France dans les pays d'outre-mer se traduirait sur le plan économique par une diminution des disponibilités françaises de 80 à 90 milliards d'anciens francs. En cette même année 1959, le déficit de la balance commerciale de l'Algérie était de 380 milliards d'anciens francs.

Concluons provisoirement que la décolonisation rend à la France la liberté de mesurer elle-même le montant de l'aide qu'elle accorde mais qu'elle n'a pas, jusqu'à présent, usé de cette liberté pour réduire le montant de son aide aux Républiques africaines d'expression française.

Les intérêts du commerce

Le Figaro
24 novembre 1961

"Souverainement jalouse du commerce qu'on fait chez elle, l'Angleterre se lie peu par des traités et ne dépend que de ses lois. D'autres nations ont fait céder les intérêts du commerce à des intérêts politiques, celle-ci a toujours fait céder ses intérêts politiques aux intérêts de son commerce." Je songeais à ce propos de Montesquieu en lisant une brochure récemment publiée par le Conseil national du patronat français sur le sujet "Des méthodes de financement et modalités de l'aide économique aux pays sous-développés adoptées par les principaux pays industriels". L'étude constate justement que la méthode adoptée par la France est celle qui comporte, économiquement, le rendement le plus faible.

L'aide peut prendre trois formes: investissements privés, prêts à moyen ou à long terme, dons. Or la France est, de tous les pays, celui pour lequel les dons représentent le pourcentage le plus élevé du total. En 1958, les dons de la France s'élevaient à 610 millions de dollars, alors que les prêts à moyen et à long terme ne montaient qu'à 200 millions, les investissements privés à l'étranger à 70, les investissements privés dans la zone franc à 360.

La Grande-Bretagne, en revanche, investit en moyenne à l'étranger chaque année 900 millions de dollars, dont un tiers aux États-Unis et en Europe occidentale, et les deux autres tiers dans le Commonwealth. Elle prête 600 millions de dollars environ; elle donne 140 millions de dollars.

La France subventionne les pays de la zone franc, devenus indépendants, plus qu'elle ne leur prête, et la part des dépenses d'équipement dans la subvention va diminuant, celle des subventions budgétaires va en augmentant. De 142 milliards de francs, en 1959, le chiffre des dépenses non affectées à l'équipement est passé à 210 en 1961 (d'après les prévisions).

Les économistes du C.N.P.F. s'inquiètent de la forme que revêt l'aide française. En effet, les investissements privés et les prêts à long terme nourrissent de multiples manières les exportations de biens d'équipement et de produits manufacturés.

La propension française à voir dans les dons ou les crédits des moyens en vue de fins proprement politiques ne date pas d'aujourd'hui. À la fin du siècle dernier et au début de celui-ci, l'Europe, selon le titre d'un livre connu, a été le banquier

du monde. Le volume des sommes placées au-dehors par la France et l'Angleterre confond l'imagination. Le total des investissements français au-dehors, en 1914, est estimé à 45 milliards de francs-or, soit près de une fois et demie le produit national français de l'époque. Si les investissements américains au-dehors étaient du même ordre de grandeur, ils atteindraient 700 milliards de dollars. Ils ne montent, en fait, qu'au dixième de ce chiffre.

Si France et Grande-Bretagne fournissaient toutes deux des capitaux à tous les pays, que l'on ne divisait pas encore en développés et sous-développés la destination et l'usage de ces capitaux n'étaient pas les mêmes.

Rappelons d'abord que l'Empire français reçut à peine dix pour cent du total des investissements français au-dehors. Il est dérisoire d'expliquer les conquêtes coloniales de la France par le prétendu besoin de placer des capitaux excédentaires, puisque ceux-ci, pour la plupart, n'allaient pas vers les territoires sur lesquels flottait le drapeau tricolore.

Pas davantage la France ne souffrait d'un excès d'épargne: 13 à 14 pour cent du produit national tout au plus étaient épargnés. Les emprunts étrangers étaient favorisés par le gouvernement français en fonction des intérêts diplomatiques. Les épargnants français ont financé la construction en Russie de voies stratégiques. C'est la politique qui, avant 1914, a commandé les investissements français à l'étranger et leur distribution.

Les capitaux anglais allaient pour une part importante vers les pays de l'Empire mais pour une part plus grande encore vers l'Amérique du Nord et du Sud, attirés avant tout par le taux plus élevé du rendement. Les exportations anglaises de capitaux répondaient pour l'essentiel à des considérations économiques. Les épargnants anglais ont perdu, par le fait de révolutions ou d'expropriations, une fraction de leur argent mais les épargnants français en ont perdu une fraction autrement grande. Il n'y avait rien dans le portefeuille anglais de comparable aux emprunts russes.

La comparaison entre le mode anglais et le mode français de financement de l'aide aux pays sous-développés confirme et la sagesse de Montesquieu et les constances nationales. Peut-être, pour épouser le siècle, la France devrait-elle, sur ce point, aussi procéder à une révision non déchirante.

Toute solution algérienne sera coûteuse

Le Figaro
19 janvier 1962

Dans le livre qu'il vient de publier sous le titre: "Faut-il partager l'Algérie?" M. Alain Peyrefitte consacre un chapitre à une étude économique des solutions concevables. Il en distingue trois: la sécession avec regroupement en métropole, l'association et la partition. Ajoutons, pour éviter tout malentendu, qu'il est admis au point de départ que le point de vue du comptable n'est pas et ne doit pas être décisif.

Le bilan de la sécession, avec regroupement en métropole, serait, d'après M. Peyrefitte, catastrophique. Faisons abstraction de la perte des débouchés ou des approvisionnements, perte qu'il est impossible de chiffrer parce que nul n'est en mesure de savoir si et à quel prix on trouverait d'autres acheteurs ou d'autres fournisseurs. Il se peut qu'après un certain délai, la métropole n'aurait rien à perdre, mais, au contraire, à gagner.

En revanche, seraient définitivement perdus les investissements réalisés en Algérie, environ 6.000 milliards d'anciens francs, et au Sahara, 700 milliards d'anciens francs. Même ce poste ne serait pas encore le principal. Quel serait le coût du rapatriement d'un million d'Européens et des musulmans qui ne consentiraient pas à vivre en une Algérie gouvernée par le F.L.N.? Le chiffre indiqué par M. Peyrefitte est 3.000 milliards d'anciens francs, auxquels il ajoute 2.000 milliards d'indemnisation et 200 milliards de frais divers. Quant aux économies à attendre, elles ne dépasseraient pas 200 à 300 milliards d'anciens francs par an. En d'autres termes, renversant la thèse couramment baptisée "cartériste", M. Peyrefitte conclut que, *dans le cas de l'Algérie*, la décolonisation, au cas où elle entraînerait le retour massif de la population européenne vers la métropole, serait, *sur le plan économique même*, le pire des règlements.

Tous ces chiffres sont, à coup sûr, des ordres de grandeur. La discussion serait possible sur les économies réalisables comme sur le coût du rapatriement. Mais c'est le principe même de l'analyse qui appelle la réflexion. Si les Allemands avaient raisonné de cette manière, ils seraient arrivés, en 1946, à la conclusion désespérée qu'ils étaient condamnés pour longtemps à la misère. Or, on sait aujourd'hui que les millions de réfugiés ont été parmi les artisans du miracle de la République fédérale. M. Peyrefitte décrète, une fois pour toutes, qu'il serait

illégitime d'invoquer le cas de l'Allemagne occidentale, trop éloignée du cas français pour comporter une leçon utile. C'est le désastre commun qui a contraint les réfugiés à compter sur eux-mêmes et qui interdisait à la République fédérale de prendre en charge le coût du rapatriement et de la reconversion. À froid, en pleine paix, après un désastre dont la politique française aurait pris elle-même l'initiative, l'État ne pourrait pas se soustraire aux charges de rapatriement et même les 2.000 milliards d'indemnité seraient un minimum.

Peut-être cette argumentation est-elle valable. Cependant, le coût du rapatriement ne constituerait pas, à terme, une perte pure et simple pour la collectivité. Dès maintenant, certains des Français revenus de Tunisie et du Maroc contribuent, par leur travail, au développement économique du pays. Il n'en reste pas moins que - et, sur ce point, M. Peyrefitte me semble avoir raison - tout règlement algérien qui impliquerait le rapatriement, en quelques mois, de l'ensemble de la population européenne d'Algérie et des musulmans attachés à la France, serait, sur le plan économique aussi, désastreux, redoutable pour l'équilibre national, presque impossible à réaliser matériellement à moins de procédures d'exception.

La deuxième solution, celle d'association permettant le maintien en Algérie des deux tiers ou des trois quarts de la population européenne, est, en théorie, la meilleure, mais elle risque aussi d'être la pire: la meilleure au cas où le gouvernement de l'Algérie indépendante rendrait effectivement possible l'association, la pire au cas où le dynamisme révolutionnaire contraindrait rapidement les Européens à revenir dans la métropole sans soulager l'État français des obligations qu'il assume actuellement. M. Peyrefitte, personnellement, ne croit pas à la durée d'une association entre une Algérie gouvernée par le F.L.N. et la France. Aussi écrit-il que, "dans le cas où l'on livrerait l'Algérie à un F.L.N. non converti, l'association lui donnerait les moyens d'un chantage qui nous coûterait cher pendant quelques années, suivi d'un "rapatriement" massif qui coûterait beaucoup plus cher encore et qui aurait été, comme dans le cas de l'Indonésie, que différé". Aussi la conclusion du livre est que, *sur le plan économique*, la solution la moins coûteuse serait la partition. Ce qui serait peut-être vrai, mais dans l'hypothèse seulement où il n'en résulterait pas une permanence et une extension de la guerre; or, cette hypothèse, à son tour, est suprêmement improbable.

La note finale, après ces brèves analyses, est amère. Il n'y a pas de règlement qui ne soit coûteux. Aucun n'entraînera, à court terme une diminution massive

des dépenses. La seule solution raisonnable est *l'association*. La question est de savoir si elle demeure aujourd'hui possible.

L'économie de la paix algérienne

Le Figaro
23 mars 1962

Au cours des dernières années, alors que l'opinion française s'interrogeait sur la politique à suivre en Algérie, les arguments économiques ont été employés généreusement par les uns et par les autres: quel était le coup de la guerre? Quel serait le coût du dégagement?

La première question ne comporte pas de réponse précise ou certaine. Les dépenses relatives à l'Algérie sont réparties entre plusieurs chapitres du budget. Selon que l'on calcule le coût brut ou le coût net, les chiffres diffèrent considérablement. En effet, le coût net était l'écart entre ce que le gouvernement français dépensait en Algérie et ce qu'il aurait dépensé dans l'hypothèse où il n'y aurait pas eu de guerre. Or, il est impossible d'établir rigoureusement ce qu'aurait été le budget de défense nationale si l'Algérie avait été en paix ou ce qu'il sera demain si l'on suppose la paix revenue. Malgré ces réserves, les observateurs, privés ou publics, s'accordent sur les ordres de grandeur: le coût brut se situait entre 7 à 8 milliards de nouveaux francs vers 1957, probablement un peu plus, 8 à 9 milliards de NF, en 1958 et en 1959. Pour l'ensemble, de 1954 à 1962, le total s'élève à un chiffre compris entre 40 à 50 milliards de NF. L'ordre de grandeur du coût net est inférieur au moins de moitié. Selon les modes de calcul, on aboutit à 3 ou 4 milliards de NF en 1957, avec une progression jusqu'en 1960, une diminution ensuite.

Ces chiffres confirment une proposition qui m'a toujours paru indiscutable. La France était capable, sur le plan économique, de poursuivre la guerre si elle en avait eu la résolution et si elle avait jugé indispensable le maintien de l'Algérie dans la République. Incontestablement, la guerre d'Algérie a contribué à la crise des devises de 1957-1958, comme à la crise inflationniste de 1956-1957. Mais les résultats obtenus depuis 1958 par la nouvelle politique économique suffisent à prouver que ces conséquences n'étaient pas inévitables et que la guerre n'était pas incompatible avec l'expansion dans la stabilité.

Quel sera le coût de la paix demain? Nul ne peut le dire puisque nul ne sait comment évolueront les événements au cours des mois et des années à venir. Quelques remarques s'imposent pourtant à l'esprit.

Dans le meilleur cas, l'arrêt des opérations réduira les dépenses publiques d'une somme à peu près égale au coût net, donc tout au plus de 3 à 4 milliards de

NF. En fait, la réduction des dépenses sera moindre et elle n'interviendra pas du jour au lendemain. Il serait illusoire d'imaginer que le niveau des salaires en métropole pourra être sensiblement modifié par suite du cessez-le-feu algérien.

Pour la suite, tout dépend, comme nous l'avons dit dans un précédent article, des conditions dans lesquelles s'organisera l'association entre la France et l'Algérie indépendante. À n'en pas douter, les négociateurs français ont pensé que l'intérêt économique contribuerait à maintenir les liens entre les deux pays. "Pour contribuer de façon durable à la continuité du développement économique et social de l'Algérie, la France poursuivra son assistance technique et une aide financière privilégiée. Pour une première période de trois ans, renouvelable, cette aide sera fixée dans des conditions comparables et à un niveau équivalent à ceux des programmes en cours." Ainsi est rédigé l'article premier de la déclaration de principe relative à la coopération économique et financière. Et l'article 2 indique que l'aide financière et technique française s'appliquera notamment à l'étude, à l'exécution ou au financement des projets d'investissements publics ou privés présentés par les autorités algériennes compétentes, à la formation des cadres et techniciens algériens, à l'envoi de techniciens français. Cette aide pourra revêtir, suivant le cas, la forme de prestations en nature, de prêts, de contributions ou participations. Si les accords sont appliqués selon la lettre et l'esprit, l'État français n'aurait pas à financer le rapatriement des Français ou à les indemniser. Or c'est le coût du rapatriement et de l'indemnisation que M. Alain Peyrefitte, dans son livre⁽¹⁾, estimait à plus de 50 milliards de NF.

Il n'est pas douteux que, au cas où l'accord conclu ne serait pas respecté et où une fraction des Français d'Algérie reviendraient dans la métropole, l'État devrait assumer la charge de la reconversion et de l'indemnisation. Un lecteur m'avait communiqué, à propos d'un récent article, des chiffres relatifs à la République fédérale. Dès maintenant, l'Allemagne de l'Ouest a dépensé plus de 80 milliards de NF pour indemniser les réfugiés venus de l'Est (au nombre de plus de 10 millions), mais les paiements au titre de la loi d'égalisation des charges doivent se prolonger jusqu'en 1979.

Les chiffres allemands, si considérables soient-ils, n'apparaissent pas du même ordre de grandeur que les 40 milliards de NF pour un million de réfugiés, qu'indique M. Peyrefitte.

Espérons que ces calculs sur le coût du rapatriement resteront théoriques. En tout cas, personne ne peut douter que, pour la France comme pour l'Algérie, le

respect des accords ne soit, sur le plan économique comme sur le plan politique, la solution de sagesse.

[\(1\)](#) *Faut-il partager l'Algérie?* par Alain Peyrefitte.

Savoir compter

Le Figaro
18 mars 1964

J'emprunte ce titre à la phrase finale d'un article de M. Alfred Sauvy qui, après tant d'autres, dans la presse et dans les salons, a répondu aux retentissants articles publiés dans *Paris-Match* par M. Raymond Cartier. Dans ce débat, qu'avait ouvert M. Édouard Bonnefous avec son livre *Les Milliards qui s'envolent*, tout le monde prétend compter et savoir compter, les rédacteurs du rapport Jeanneney, aussi bien que les tenants de l'école dont la devise pourrait être "charité bien ordonnée commence par soi-même".

La difficulté première, en ce sujet où chacun cite des statistiques, est évidemment d'établir exactement les faits. Mais il me paraît possible d'écarter au point de départ les détails croustillants sans que l'argumentation centrale soit sérieusement ébranlée. Admettons qu'il n'y ait pas à Abidjan 10.000 lignes sans client: il demeure incontestable que le réseau téléphonique français est en retard sur celui de tous nos partenaires européens et qu'il est indigne d'un pays moderne. Probablement est-il excessif d'écrire que "si l'on pénètre dans les maisons, le tableau devient asiatique", mais personne ne peut nier que le pourcentage des Français mal logés, dans les villes et dans les campagnes, est plus élevé que n'importe où en Europe occidentale. La France manque de maîtres et il y a plus de trente mille enseignants hors de France. La France a ses régions sous-développées et la concurrence sera rude entre les parties prenantes, autoroutes et construction, hôpitaux et consommation privée, paysans et ouvriers, pour la répartition des ressources qui ne suffisent pas pour l'instant, en France même, à tous les besoins.

Durant les années où les Français s'opposaient les uns aux autres sur la *décolonisation*, il ne manquait pas d'avocats, passionnés ou ignorants, pour plaider que la France serait ruinée par la perte de la souveraineté qu'elle exerçait en Afrique du Nord ou en Afrique noire.

La réponse des événements a été si éclatante que le conformisme est maintenant de sens contraire. L'importance de la zone franc dans le commerce extérieur n'a cessé de diminuer. Moins de 20% du total des exportations françaises se dirigent vers cette zone, mais nos produits, depuis que les prix en sont devenus compétitifs, ont trouvé d'autres débouchés. Sur le plan économique, nos ex-colonies ont besoin de la France plus qu'elle n'a besoin

d'elles.

Il reste enfin un objet d'authentique dissension: quel est le montant exact des sommes que la France consacre à l'aide aux pays sous-développés, en valeur absolue et en pourcentage du revenu national? Je ne pense pas pour autant que les divergences dans le détail desquelles les dimensions d'un article ne permettent pas d'entrer touchent à l'essentiel. Les dépenses civiles de l'État français outre-mer, pour l'année 1963, s'élevaient selon les prévisions budgétaires à 5.047 millions de francs (soit un peu plus d'un milliard de dollars) (1) mais sur lesquels 3.454 seulement sont considérés comme dans l'intérêt des pays aidés. À cette somme il conviendrait d'ajouter environ 1.000 millions de francs résultant des surprix payés par la France pour l'achat des produits d'outre-mer (ce chiffre est celui de 1962 et nous supposons qu'il n'a pas augmenté en 1963 bien qu'il soit passé, entre 1959 et 1962, de 677 millions à 1.607). Si l'on tient compte de l'aide sur fonds privés qui, en 1962, s'élevait à quelque 2.000 millions de francs et des dépenses militaires, on aboutit à un total qui ne saurait être inférieur à quelque 7.000 millions de francs, soit environ un milliard et demi de dollars.

Le passage des valeurs absolues aux pourcentages suscite des controverses. Une partie de l'aide fournie par la France (les dépenses de souveraineté) n'est pas considérée comme aide au sens que le Comité pour l'aide et le développement (C.A.D.) de l'O.C.D.E. donne à ce terme. D'autre part, les évaluations du P.N.B. (ou produit national brut) ont été révisées en hausse de telle sorte que le rapport entre l'aide totale et le P.N.B., en 1961, a été ramené de 2,41%, pourcentage indiqué au C.A.D., à 2,05. Ce pourcentage doit cependant être relevé si l'on retient le montant des surprix et les dépenses militaires outre-mer dans le total des dépenses consenties par la France. Et il demeure, d'après les chiffres officiels, que la charge pour l'ex-métropole de l'ex-empire a augmenté d'un tiers en valeur réelle entre 1956 et 1962. (Annexes, p.196.)

Il n'est pas discuté davantage que la France, en proportion de ses ressources, dépensé plus, beaucoup plus que les autres pays occidentaux. Le rapport de l'aide totale au P.N.B. est inférieur à 1% aux États-Unis (0,97%), au Japon (0,93%). Il n'est que de 1,17% en Allemagne et 1,32% en Grande-Bretagne. Encore ces chiffres sont-ils trompeurs car la part du secteur public et des dons est plus grande dans l'aide totale de la France que dans celle des autres pays.

Résumons ces données, incontestables et incontestées, que nous avons volontairement présentées en un style neutre afin de les dépouiller de tout

caractère passionnel. La France, en certains domaines (autoroute, logement, communications), est en retard sur ses partenaires du Marché Commun. C'est elle aussi qui, absolument et relativement, consent les dépenses les plus élevées au profit des pays sous-développés, principalement des pays qui étaient il y a quinze ans sous sa souveraineté. Avant 1914 la France avait prêté au dehors environ 45 milliards de francs germinal dont la plus grande partie fut perdue par suite des révolutions politiques. Les circonstances sont tout autres aujourd'hui mais il demeure que la France n'a besoin de la zone franc ni pour s'y fournir en matières premières ni pour y vendre des produits.

Au moins à court terme, c'est-à-dire à dix ou quinze ans d'échéance, l'aide française ne se justifie que pour des raisons politiques et morales. Je continue, en effet, à croire que la France ne doit pas abandonner les populations qu'elle gouvernait hier, qui sont devenues indépendantes et qui continuent de s'instruire en français et de regarder vers la France.

Mais ayant affirmé une fois de plus mon adhésion à une politique d'aide je ne crois pas que le problème soit résolu par des invectives ou par la réfutation de tels arguments démagogiques. Une discussion sérieuse de questions sérieuses s'impose: oui ou non la France peut-elle consentir une aide aux pays sous-développés deux fois plus élevée que ses partenaires du Marché Commun? Quelle est l'influence probable de cette aide sur le développement de l'économie française?

Le débat n'est nullement politique, au sens bas de ce terme, car l'opposition, qui se réclame de la gauche, n'adoptera pas le "cartiérisme". Le débat est national et il doit être considéré comme tel.

[\(1\)](#) Page 118 du volume des Annexes du rapport Jeanneney.

Savoir compter. Afrique noire et Algérie

Le Figaro
19 mars 1964

L'aide aux pays sous-développés, nous l'avons indiqué, ne répond pour la France à aucune nécessité d'ordre économique. Elle ne lui apporte à court terme que des avantages limités, peut-être lui apportera-t-elle à long terme des avantages substantiels, mais, comme l'écrit le rapport Jeanneney, ces derniers sont aléatoires. C'est par un sentiment de solidarité humaine, par souci de maintenir des liens avec les populations d'Afrique du Nord et d'Afrique noire francophone, par une certaine conception du rôle de la France dans le monde que l'effort, financier et technique, consenti par notre pays peut et doit se justifier. Le pire plaidoyer en faveur de l'aide serait celui qui invoquerait l'intérêt au sens comptable du terme. Le plaidoyer serait trop facile à réfuter et il donnerait à nos amis africains une idée fausse des termes dans lesquels se pose le problème.

Dans l'Afrique au sud du Sahara, jusqu'à présent, l'aide de la France a été souhaitée par les gouvernements et accueillie favorablement par les peuples. Les deux pays, Mali et Guinée, qui ont souscrit verbalement aux formes extrêmes du socialisme ont rétabli des relations amicales avec notre pays encore qu'ils reçoivent proportionnellement moins d'aide que les autres États de l'Union africaine et malgache. Cependant, les troubles du Dahomey, du Congo-Brazzaville, du Gabon, après les mises en garde d'observateurs comme René Dumont, révèlent, s'il en était besoin, la précarité des structures politiques sorties de la décolonisation.

Des exemples ont été donnés en grand nombre de dépenses ostentatoires, sans commune mesure avec les besoins des masses ou la rationalité économique. Mais le plus grave n'est pas tel ou tel palais de marbre, si déplorable soit-il. Ce qui ne peut pas ne pas susciter l'inquiétude, c'est le poids dont pèsent sur les États de l'Afrique francophones les dépenses d'administration. Tels que ces États ont été créés, tels qu'ils fonctionnent, l'aide française suffira-t-elle à en permettre le développement ou, selon l'expression consacrée, le décollage? Ne risque-t-elle pas de leur donner seulement le moyen de vivre quelques années de plus dans des conditions artificielles? D'après une statistique des Annexes du rapport Jeanneney (p. 190) les dépenses administratives représentent au Gabon 14%, au Congo 29%, au Sénégal 21%, à Madagascar 18% du produit intérieur brut.

La France, il est vrai, ne saurait imposer des réformes en contrepartie de l'aide

qu'elle accorde sans être accusée de néo-colonialisme, mais elle sera en butte à la même accusation si, par l'intermédiaire de l'assistance technique, elle continue d'assumer pour une part les charges de la gestion dans les pays officiellement indépendants. Aussi doit-on souscrire sans réserves au rapport Jeanneney qui recommandait de réduire le plus possible et le plus vite possible toutes les dépenses qui constituent l'héritage ou le camouflage de l'administration directe. Ensuite, on se demandera si, faute de réformes fondamentales, les États d'Afrique francophone échapperont à l'instabilité dont témoignent les récents événements.

De tous les États francophones d'Afrique, le Gabon a le taux de scolarisation le plus élevé (96%), le P.I.B. (produit intérieur brut par tête) le plus élevé (75.000 C.F.A.). Qu'il ait été aussi le théâtre d'une tentative de coup d'État n'est probablement pas un accident. Dans des États trop petits où les postes sont accaparés par la minorité au pouvoir, le régime actuel risque de favoriser les révolutions tout aussi bien que le développement.

En Afrique du Nord, le problème est autre. Maroc et Tunisie ne recevaient en 1962 que 3,89% du montant total de l'aide française aux pays sous-développés, soit 212 millions de francs, dont une grande part allait à la coopération technique (et en particulier à l'enseignement). C'est l'Algérie qui, en Afrique du Nord, bénéficie de la plus grande part de l'aide française. C'est elle aussi qui, par son option socialiste, semble s'éloigner le plus de la France. Et mon voisin et ami Guermantes, il y a quelques semaines, s'étonnait qu'à mes yeux la France eût encore de "multiples raisons, matérielles et spirituelles" de rester en bons termes avec le régime de M. Ben Bella.

Il m'attribue généreusement une argumentation irrésistible, des raisons d'État irréfutables en faveur de l'aide à l'Algérie. Je ne dispose de rien de pareil. Certains avocats comparent l'Algérie de Ben Bella au Cuba de Castro et font valoir que les États-Unis, en voulant défendre les propriétés privées des compagnies américaines, n'ont finalement rien sauvé et, par-dessus le marché, ont fait surgir la première république soviétique dans l'hémisphère occidental. Ma visite à Cuba, en février 1961, m'a donné le sentiment que Fidel Castro, quelles qu'eût été la diplomatie du *State Department*, se serait engagée sur la voie du socialisme de style soviétique et qu'il aurait utilisé l'antiaméricanisme comme moyen de gouvernement. Je ne suis pas sûr que l'aide française soit un moyen efficace d'influer sur les gouvernants de l'Algérie d'aujourd'hui.

En vérité, les raisons qui dictent mon choix ressemblent fort à celles de mon

contradictoire. Une communauté franco-africaine "est-elle possible sans domination, par l'alliance, par l'éclat de notre passé et la présence de notre langue?... Je crois qu'envers et contre tout, dans l'état actuel du monde, nous devons maintenir partout, comme la meilleure "force de frappe", l'enseignement et le prestige de notre langue. Cette présence-là ne sera jamais payée trop cher". Au début de 1963, le total du personnel enseignant servant au titre de l'assistance technique était en Algérie de 14.800, il était de 6.269 au Maroc, de 1.152 en Tunisie.

Cela dit, ni l'opinion ni le gouvernement français ne consentiront indéfiniment une aide à l'Algérie à seule fin d'y maintenir la langue française. L'aide française à l'Afrique noire dépend de la manière dont les gouvernants des jeunes États se montreront capables d'adapter une structure balkanique aux nécessités du développement. En Algérie, tout dépend du sens que les gouvernants donneront à leur entreprise socialiste. L'Algérie a été dévastée par la guerre, affaiblie par le départ de la minorité française. Les Français, de toutes les classes et de tous les partis, sont partagés entre des sentiments contradictoires: le désir, la conscience d'une sorte d'obligation de ne pas abandonner un peuple auquel, en dépit de tout, nous avons été liés pendant plus d'un siècle, mais aussi la crainte que nos efforts ne soient vains et, aussi, le devoir de secourir les victimes françaises des drames récents.

En d'autres termes, je ne crois pas que l'opinion française soit, inconditionnellement ou massivement, du côté des "cartérisés" ou du côté des "anticartérisés". Ce ne sont ni les ministres ni les journalistes français qui la feront pencher d'un côté ou de l'autre: ce sont les gouvernants d'Alger qui, en dernière analyse, la convaincront que la tentative mérite, en dépit de tout, d'être poursuivie.

Savoir compter. L'aide compromet-elle le développement français?

Le Figaro
20 mars 1964

L'aide française au tiers monde pose une question décisive qui est aussi, malheureusement, celle à laquelle il est le plus difficile de répondre: cette aide exerce-t-elle une influence sur le taux de croissance économique en France même?

Quelques faits ne sont pas douteux. Les enseignants ou les techniciens qui travaillent en Afrique fournissent leurs services à d'autres collectivités. Les hôpitaux, les lycées ou les usines construits avec des capitaux français en dehors de nos frontières ne seront pas demain à la disposition des Français. Il est évident que l'aide profite à ceux qui en sont les bénéficiaires, non à ceux qui la donnent, même si elle finance des commandes aux entreprises métropolitaines.

Ce qui fait la difficulté du problème, c'est que le prélèvement de 2 ou 2,5% du produit national brut n'aurait pas de conséquences graves s'il était opéré sur la fraction consommée du P.N.B. La population française consentirait, dans l'immédiat, quelques sacrifices, mais le taux de croissance de l'économie ne serait pas affecté. Il est malheureusement impossible d'affirmer qu'il en est ainsi, encore qu'il soit tout aussi impossible de déterminer sur quelle fraction du P.N.B. l'aide est prélevée.

On peut, tout d'abord, comme l'a fait le rapport Jeanneney, rapporter l'aide financière publique aux recettes fiscales totales; ce pourcentage était de 6,1% en 1962. Les sommes que le budget civil français inscrit au crédit des territoires d'outre-mer auraient pu, sans aucun doute, être dépensées en France même et servir à l'un ou l'autre des travaux d'équipement dont le besoin est reconnu par tous. Mais cette analyse est encore superficielle, car elle ne permet pas de préciser à quelle fin seraient utilisées les sommes aujourd'hui consacrées à l'aide aux pays sous-développés.

Aussi ne peut-on, me semble-t-il, que recourir à des raisonnements à la fois vraisemblables et simplifiés. L'aide aux pays sous-développés ne freine pas le développement en créant une pénurie de biens d'équipement (cette offre est suffisamment élastique). Il ne semble pas non plus qu'elle vienne, globalement et directement, en déduction de l'épargne nationale ou de l'investissement. Mais si

l'on additionne le budget de défense et le budget de l'aide aux pays sous-développés, c'est-à-dire l'ensemble des dépenses qui ne créent pas pour les Français, même à terme, des marchandises supplémentaires, le total de ces dépenses, que l'on appellera "non productives", peut avoir une action inflationniste et, de ce fait, en imposant une déflation, influencer sur le taux de croissance de l'économie nationale.

M. Pierre Uri, dans un article qui avait fait scandale, avait, l'été dernier, procédé à ce calcul et conclu que la France consacrait un pourcentage de son P.N.B. presque aussi élevé que les États-Unis aux dépenses dites non productives si l'on incluait dans celles-ci défense nationale et aide extérieure. Encore une fois l'expression "dépenses non productives" est arbitraire.

Le programme atomique est à l'origine de progrès scientifiques et l'assistance technique donne une chance d'instruction et de travail efficace à des millions d'hommes. C'est au sens strictement économique et national que l'on appelle improductives les dépenses qui ne contribuent pas à l'accroissement de l'offre des marchandises sur le marché français.

Par ce biais, l'argumentation tant de fois présentée en termes grossiers "la France veut en faire trop" mérite malheureusement d'être prise au sérieux. Il n'est pas démontré mais il est à craindre que d'ici peu d'années l'effort simultané d'armements atomiques et d'aide aux pays sous-développés affecte la croissance de l'économie française. Dès aujourd'hui, il est légitime de se demander si la France peut et doit maintenir un pourcentage d'aide, par rapport au P.N.B. et par rapport aux investissements bruts, sensiblement supérieur à celui de ses partenaires et concurrents du monde occidental.

Ce qui est en question, ce n'est ni la suppression ni même la diminution de l'aide en valeur absolue, c'est l'augmentation du montant au fur et à mesure de l'augmentation du P.N.B. comme le suggère le rapport Jeanneney. En tout cas, personnellement, je souhaiterais qu'un "comité de sages" (puisque les comités sont aujourd'hui à la mode) fût invité à fournir un rapport sur le problème suivant: quels seront les effets probables sur la croissance de l'économie française de tel ou tel pourcentage du P.N.B. consacré à la défense nationale et à l'aide extérieure? À quelles conditions l'économie française sera-t-elle capable de maintenir ce pourcentage au-dessus de celui de ses partenaires et de rester pourtant compétitive? Ces interrogations sont formulées sans aucune arrière-pensée partisane; tous les partis reconnaissent la nécessité de la croissance, aucun ne rejette le principe de l'aide extérieure. Mais si, quelque jour, il faut

choisir, mieux vaut que le choix soit fait en toute clarté.

En marge de cette étude objective, la France peut prendre des initiatives sur le plan diplomatique. Dans la mesure même où l'aide est désintéressée, où elle ne vise pas à maintenir des positions de puissance, nous avons toutes les raisons de renoncer, ici et là, à un monopole coûteux et d'inviter les autres pays d'Europe et d'Occident à coopérer avec nous. Non que la substitution de procédures multilatérales aux pratiques bilatérales soit généralement souhaitable ou possible. Mais nous devrions d'abord proclamer sans ambages que nous serons acculés à réduire nos dons si les autres n'augmentent pas les leurs. Nous devrions ensuite chercher des moyens économiques (élévation des prix des matières premières, ouverture des frontières des pays développés à certains produits fabriqués du tiers monde) plus acceptables à tous, développés comme sous-développés.

Sur ce sujet comme sur tant d'autres, la tentation est d'être aveuglément *pour* ou *contre*. Un grand débat, en France, devient l'occasion d'échanges d'arguments à demi vrais et d'idéologies aux trois quarts confuses. À l'échelle de l'humanité et des siècles, l'écart entre le niveau de vie du tiers monde et celui de la minorité privilégiée est, en effet, le grand problème d'aujourd'hui. L'aide aux pays sous-développés demeurera longtemps à l'ordre du jour et il est déplorable de la dénoncer comme anachronique et vaine. Mais la France ne peut apporter à la solution de cet immense problème qu'une modeste contribution.

En méconnaissant les limites de ses ressources, elle ralentirait son propre développement, sans autre résultat que de compromettre une idée et une espérance qu'il importe de sauvegarder.

4

**1962-1969 : LA RÉPUBLIQUE
GAULLISTE CONTINUE**

4.1

LA RÉPUBLIQUE GAULLIENNE

Propos d'un conservateur

Le Monde
22 août 1958

La Constitution que le général de Gaulle a inspirée et que le pays, selon toute probabilité, ratifiera répond en ses lignes maîtresses à ce que les lecteurs du discours de Bayeux pouvaient attendre. Elle en comporte les avantages réels et les périls évidents.

Dès lors que le président de la République est élu par un collège élargi, dispose du droit de dissolution, nomme le président du conseil, soumet éventuellement les lois au référendum, négocie les traités, le risque de tension entre chef de l'État et chef du gouvernement surgit automatiquement. Comment ce dernier pourra-t-il être responsable devant le Parlement de mesures que le premier aura dictées ou suggérées? Mais cette critique est trop prévisible pour être décisive. En accordant au gouvernement présidé par le général de Gaulle le pouvoir constituant, on acceptait la formule d'un chef de l'État qui serait moins que le président américain et plus qu'un arbitre, qui, mieux encore que le président dans la Constitution de 1875, exercerait une fonction royale.

Le premier ministre étant choisi par le président de la République, mais responsable devant le Parlement, le problème se posait d'éviter le retour des défauts (instabilité ministérielle, toute-puissance de l'Assemblée) auxquels on attribue communément les échecs de la IV^e République. Il était impossible de lier le gouvernement à la législature ou même d'imposer aux opposants l'accord sur un autre chef de gouvernement puisque l'on réserve au président de la République le choix du premier ministre.

Pour parer aux dangers que comporte la séparation entre exécutif et législatif, les rédacteurs de l'avant-projet ont collectionné toutes les limitations des prérogatives du Parlement que les législateurs avaient pu mettre en pratique ou imaginer: durée des sessions ramenée à cinq mois et demi, interdiction aux ministres de rester parlementaires, approbation sans vote des projets sur lesquels le gouvernement engage son existence, à moins du dépôt d'une motion de censure, énumération des matières seules soumises au législatif, etc. De peur que ces précautions ne suffisent pas, on rétablit le Sénat, élu à deux degrés, dans ses prérogatives de la III^e République. Sous la IV^e République l'Assemblée finit par être impuissante parce qu'elle était toute-puissante. Sous la V^e République l'Assemblée, dès qu'elle ne se résignera pas à l'impuissance, sera tentée de se

révolter.

La Constitution, même avec tout ou partie des modifications proposées par le Comité consultatif constitutionnel, est incontestablement d'esprit réactionnaire. J'ajoute que ce terme n'est pas, sous ma plume, péjoratif mais descriptif, je veux dire que cette Constitution va en sens contraire de l'évolution constitutionnelle en Occident. En Amérique, le président est élu au suffrage universel entre deux candidats, dont chacun a été nommé par un des deux partis. En Grande-Bretagne, le premier ministre est le chef de celui des partis qui a la majorité à la Chambre des communes et qui, en règle générale, a obtenu la majorité des suffrages populaires. Dans les deux cas, il s'agit donc de ce que l'on appellerait en France un régime exclusif des partis. Dans les deux cas, l'autorité se fonde sur le suffrage universel, elle s'appuie sur la coopération entre exécutif et législatif, l'un et l'autre expression des partis.

Quelle est la justification de ce retour en arrière? La formule de la séparation des pouvoirs, idéologie officielle des réformateurs, repose sur une interprétation, réfutée depuis longtemps, de la pensée de Montesquieu. La justification d'une telle Constitution est qu'en France aucune majorité cohérente, aucune volonté commune ne sort du suffrage universel. On n'a pas cherché un compromis entre gouvernement présidentiel et gouvernement parlementaire (car ces deux gouvernements sont issus du suffrage universel), mais des pouvoirs capables de choisir dans un pays irrémédiablement divisé. Les élus du suffrage universel *accepteront* une politique qu'ils auraient été incapables de *décider*. Telle est l'idée directrice, consciente ou inconsciente. Tel est du moins l'argument à mes yeux le plus fort en faveur de ce que l'on pourrait appeler l'«expédient orléaniste».

Je ne suis pas, pour mon compte, hostile par principe à cet expédient. Mais celui-ci, en lui-même chargé de contradictions, est de ce fait exposé au glissement soit vers le parlementarisme plein, soit vers un durcissement autoritaire.

Pour qu'il ait chance de durer il doit d'abord être acceptable aux députés et à la classe politique qui se consacre au métier électoral et parlementaire. Or l'avant-projet finissait par humilier le suffrage universel en multipliant les précautions contre les élus. Les ministres, en accueillant certaines des révisions suggérées par le Comité consultatif, ont-ils atténué ce défaut? Certes, la Constitution sera de toute façon ratifiée (encore que la majorité puisse être moins grande qu'on ne le souhaite). Tant que subsistera la menace des parachutistes et que le général de

Gaulle sera au pouvoir, l'Assemblée se résignera à un rôle secondaire. La lutte pour la révision commencerait dès la fin de l'état d'urgence. Il n'est pas conforme à l'intérêt national d'imposer une Constitution que le pays républicain rejetterait si le spectre de l'«aventure» ne planait sur lui.

Il n'est pas démontré que cette Constitution donne des gouvernements «stables et forts». Plusieurs dispositions excellentes, qui précisent les relations entre exécutif et législatif, devraient prévenir la guérilla que les députés menaient contre les ministres, ainsi que la surveillance de chaque instant, qui empêchait toute action. Mais si le président de la République est un homme comme les autres, pourquoi l'élu des maires des petites communes ou des conseillers municipaux, pourquoi le chef du gouvernement nommé par le chef de l'État, seraient-ils forts, l'un et l'autre n'ayant reçu aucun mandat clair du pays, menacés d'un conflit avec une Assemblée d'orientation politique éventuellement différente? D'où tireraient-ils leur énergie et leur puissance, ces élus de notables urbains et campagnards? Tout se passe comme si les rédacteurs de la Constitution avaient supposé que les détenteurs de l'exécutif étaient par eux-mêmes chargés de dynamisme, animés par une volonté précise et que la seule tâche était d'empêcher le suffrage universel de paralyser l'action des gouvernants. Que tel soit le cas avec le général de Gaulle, c'est possible; mais demain?

Le 25 janvier 1840 le maréchal (alors général) Bugeaud, parlant à la Chambre des députés, disait qu'il avait «toujours considéré l'Algérie comme le plus funeste présent que la Restauration ait fait à la révolution de Juillet». Il s'écriait: «L'abandon, la France officielle, pour me servir d'une expression qui n'est pas dans mon langage habituel, la France officielle n'en veut pas, c'est-à-dire les écrivains, l'aristocratie de l'écritoire n'en veut pas. Les pères de famille qui voient périr leurs enfants en Afrique pourraient penser autrement, mais ils ne parlent pas, ils n'écrivent pas, ils travaillent et ne sont pas consultés. Enfin, je ne vois pas un gouvernement assez fort, quand même l'abandon serait jugé nécessaire, pour l'essayer aujourd'hui.» La monarchie de Juillet ne créait pas, aux yeux du général, un gouvernement fort.

Un gouvernement est fort ou faible selon les objectifs qu'il se donne. La IV^e République est morte des guerres d'outre-mer. La guerre d'Indochine a duré près de huit ans. Un gouvernement fort aurait-il traité plus vite ou continué la bataille huit ans de plus? Les grandes erreurs de la III^e et de la IV^e République furent souvent causées par la rigidité intellectuelle, par une décision fausse, maintenue

héroïquement par les gouvernements successifs (refus de dévaluation entre 1931 et 1936, refus de traiter en Indochine).

La plupart des Français sont résolus à voter pour ou contre la Constitution selon qu'ils sont favorables ou hostiles au général de Gaulle. Ceux qui, comme moi, admirent plus le général de Gaulle que le texte constitutionnel finiront probablement par se résigner. Quelle que soit leur décision, elle sera commandée par un pari: l'avenir français dépend avant tout de l'Algérie. La Constitution de la Ve République a-t-elle pour fin de poursuivre la politique dont MM. Debré, Soustelle et autres étaient naguère partisans ou d'appliquer les idées dont les libéraux, qui venaient visiter le général de Gaulle, croyaient recevoir de lui la confiance?

En un combat douteux

Le Monde

23 septembre 1958

La cause est entendue: le ralliement au camp des «oui» de M. Gaston Defferre et d'autres socialistes hostiles à la politique algérienne de M. Guy Mollet a finalement garanti l'approbation par le pays du texte constitutionnel. La victoire du général de Gaulle est assurée, mais l'équivoque de cette victoire ne l'est pas moins. Aussi à tout argument en faveur du «oui» n'a-t-on aucune peine à opposer un argument d'égale portée, en faveur du «non». Ou encore, les raisons pour lesquelles certains voteront «oui» seront exactement contraires aux raisons pour lesquelles d'autres voteront «oui» mais exactement semblables à celles pour lesquelles d'autres voteront «non».

Voici quelques exemples (entre d'autres) de la dialectique à laquelle aboutit la politique française: idéologique en paroles et opportuniste en actes:

1) *Le référendum n'a pas le même sens dans la métropole, en Algérie et au sud du Sahara, il a plusieurs sens en chaque partie de l'ensemble français.* Aux Français de la métropole, au moins quatre questions différentes sont posées: s'ils préfèrent que le général de Gaulle retourne à Colombey ou qu'il reste à Matignon; s'ils sont favorables à la nouvelle organisation des pouvoirs publics; s'ils souscrivent à la Communauté franco-africaine; s'ils font confiance au général pour appliquer en Algérie une politique indéterminée.

Aux Africains au sud du Sahara on demande s'ils veulent entrer dans la Communauté franco-africaine, étant entendu que les uns répondront «oui» parce qu'ils veulent en sortir dans quelques années et les autres parce qu'ils veulent y rester. Quant aux musulmans d'Algérie, que leur demande-t-on? S'ils veulent être Français à part entière ou s'ils ont la même idée que les experts sur l'élection du président de la République par un collège élargi? À vrai dire, s'ils répondent «oui» les doutes subsisteront sur leurs sentiments. S'ils répondent «non» ou ne votent pas le monde entier y verra un succès du F.L.N.;

2) *Il ne s'agit pas d'un référendum, nous disent les opposants, mais d'un plébiscite.* Oui et non. Le général de Gaulle n'avait pas besoin du référendum pour être plébiscité. Même avec la Constitution de 1946 il aurait pu gouverner plusieurs années (aussi longtemps que dureront la menace des colonels et la guerre d'Algérie). Le style de la réunion du 4 septembre est plébiscitaire, mais il est au service d'une République conservatrice.

Au temps du R.P.F., revenant de Vincennes où venait de se dérouler une manifestation, je résumais mon opinion par la formule: décor de Nuremberg, foule du 14 juillet, discours de Vauvenargues. Rien de moins «totalitaire» que le discours constitutionnel du général de Gaulle le 4 septembre 1958.

Certes on a eu tort d'oublier que «Napoléon empereur» voisinait sur les monnaies avec «République française». L'Empire dont la déchéance fut proclamée le 4 septembre 1870 était parlementaire. Il est fâcheux d'évoquer Fleurus, la Convention ou la Résistance pour présenter une Constitution que n'aurait pas désavouée l'Assemblée monarchiste de 1871. Mais on a également tort d'évoquer le fascisme. Le général de Gaulle est aussi éloigné que possible de l'esprit démagogique, vulgaire, du fascisme. La technique des mouvements de masses est employée comme moyen, le pouvoir des notables est le but: la France n'a pas perdu le secret des combinaisons inédites;

3) *Personne (sauf ses auteurs) ne juge que la Constitution soit excellente, mais je ne la crois pas dangereuse pour les libertés publiques.* Le général de Gaulle a le droit de proclamer avec fierté que la transition d'un régime à un autre s'est faite sans qu'aucune des libertés soit même momentanément suspendue.

La Constitution de la Ve République me paraît, pour paraphraser une formule de Bainville, trop autoritaire pour ce qu'elle a de libéral, trop libérale pour ce qu'elle a d'autoritaire. Elle peut fonctionner avec le général de Gaulle ou un roi dans les fonctions de président de la République. Le jour où le chef de l'État ne sera plus qu'un homme politique comme les autres, la Ve République devra «se soumettre ou se démettre», rendre à l'Assemblée issue du suffrage universel le rôle qu'elle avait sous la IIIe République ou recourir à de tout autres moyens de gouvernement. Et l'on s'apercevra que le texte de 1958 renforce les freins sans renforcer le moteur, multiplie les occasions de conflit et les causes de paralysie. Par-dessus tout on a méconnu le fait, non pas *juridique* mais *historique*, qu'un régime est faible, qui ruse avec son principe de légitimité. Quand, au XXe siècle, on se réclame du suffrage universel direct et accepte les partis, il est impossible à la longue que les élus du suffrage direct soient dominés par ceux du suffrage indirect. Empire parlementaire ou monarchie orléaniste ne sont qu'expédients temporaires;

4) *Cette Constitution, qui n'est pas assurée d'une existence plus longue que celle de la IVe République, n'augmente pas le danger que créent ceux que le garde des sceaux appelle les «activistes de l'armée», et dont M. Roger Duchet nie l'existence.* Le jour où un président de la République autre que le général de

Gaulle voudrait instaurer un pouvoir despotique, le fameux article 16 lui serait d'un faible secours. La Ve République, sur le papier, risque d'être bureaucratique et conservatrice, mais non fasciste. Certes, la menace militaro-fasciste ne disparaîtra pas le lendemain du référendum: cette menace durera aussi longtemps que la conjonction d'une fraction de l'armée avec les ultras d'Algérie. Tant que l'Algérie est soumise à un régime militaire, celui-ci risque d'être étendu à la métropole. Mais le texte constitutionnel n'y est pour rien;

5) *Les titres relatifs à la Communauté seraient approuvés à une immense majorité.* M. Isorni a parfaitement raison: «C'est du Mendès France.» Mais, il a tort, selon moi, d'ajouter que le maire de Louviers ferait cette politique mieux que le général de Gaulle. Le contraire est vrai: le général de Gaulle fait mieux parce que les circonstances lui sont plus favorables.

Accordant l'autonomie interne à la Tunisie, M. Mendès France devait jurer ses grands dieux que l'indépendance ne suivrait pas. Faute de majorité, il ne pouvait rien entreprendre ni au Maroc ni en Algérie. Combien le général a plus de liberté de manœuvre? Il va jusqu'au bout de la logique libérale. Qui, en dehors de M. Isorni ou de M. Poujade, ose le traiter de «bradeur de l'empire»? Tous les territoires ont désormais et garderont, inaliénable, le droit à l'indépendance. En même temps les conditions d'exercice de ce droit sont telles que les démagogues et les impatients ne pourront précipiter le mouvement et devront convaincre leurs compatriotes;

6) *Ni les accords avec la Tunisie et le Maroc ni la Communauté France-Afrique ne permettent de prévoir la politique algérienne du général de Gaulle.* Car des décisions peuvent aussi bien viser à l'isolement des nationalistes algériens qu'un accord avec eux. M. Michel Debré a déclaré qu'il n'était pas question de négocier avec le F.L.N., mais cette déclaration prouve seulement que les «nouveaux princes» sont plus mal renseignés que les anciens. Sur ses intentions le général de Gaulle a soigneusement organisé l'incertitude. Il n'aurait pu rassurer pleinement les hommes du 13 mai qu'en employant le mot «intégration». Mais s'il l'avait fait, il aurait rompu avec les libéraux. Il a jusqu'à présent sauvé les illusions des uns et des autres.

Le général de Gaulle penche-t-il du côté de M. Jacques Soustelle ou du côté des libéraux? M. Soustelle est ministre de l'Information, et les gaullistes «orthodoxes» me traitent en pestiféré. Je n'arrive pas, malgré tout, à me convaincre que le général de Gaulle ignore les implications des propos qu'il a tenus à Brazzaville. Peut-on refuser indéfiniment aux musulmans d'Algérie ce

que l'on accorde solennellement aux Noirs d'Afrique? Que tant de «gaullistes» d'aujourd'hui méconnaissent cette logique des idées, je ne m'en étonne pas: la passion explique l'aveuglement. Mais le général de Gaulle a le sens des perspectives historiques: peut-il vraiment croire que la présence d'une minorité française suffise à justifier une politique algérienne contradictoire avec toute la politique de la France?

7) *La propagande officielle pour le «oui» inspire le désir de voter «non».* Il n'est pas vrai que la France serait menacée d'un coup d'État en cas d'une majorité de «non»: les chefs de l'armée ne sont ni des criminels ni des fous, ils ne se dresseraient pas contre la volonté solennellement proclamée de la nation. Ce qui est vrai c'est que la majorité de «non» serait hétérogène et, par suite, incapable de gouverner.

Qu'on cesse de reprocher aux opposants de voter comme les communistes. Chaque fois que les non-communistes se divisent en deux camps les communistes joignent leurs voix à celles d'un des deux camps. Tous les partis ont tour à tour voté comme les communistes – même ceux qui ont soutenu tous les gouvernements successifs. Contre la C.E.D., le général était avec les communistes. Nul ne peut choisir ses alliés d'un jour.

Les hommes politiques ont décidé, en majorité, de ne pas livrer la bataille du référendum parce qu'ils s'intéressent davantage aux élections générales et qu'ils sont conscients de leur impopularité. En approuvant une Constitution qu'aucun parti n'aurait ratifiée en des circonstances normales le centre gauche espère éviter l'élection d'une Assemblée «introuvable» que dominerait la droite extrême, victorieuse à la faveur d'un scrutin majoritaire.

Pour ceux qui ne participent pas aux joutes électorales, qui souhaitent la sauvegarde de la République et la paix en Algérie, le problème se ramène à l'interrogation suivante: est-ce en disant «oui» ou en disant «non» qu'on pèse dans le sens de la République et de la paix? M. Gaston Defferre et ses amis ont choisi le «oui», mais d'autres, qui pour l'essentiel pensent comme eux, ont choisi le «non».

Ni les uns ni les autres ne sont entièrement satisfaits d'une réponse unique à des questions multiples.

Le référendum dans la République

Le Figaro
16 juin 1962

"Cet accord direct entre le peuple et celui qui a la charge de le conduire est devenu, dans les temps modernes, essentiel à la République." Ainsi s'est exprimé, dans sa dernière allocution, le général de Gaulle, et cette phrase a été interprétée par les commentateurs comme l'annonce d'une réforme constitutionnelle au terme de laquelle le Président de la République serait élu non par les 80.000 grands électeurs, mais par tous les citoyens. La phrase finale du discours, l'allusion au suffrage universel et aux moyens d'assurer que "la République puisse être forte, ordonnée et continue" ont paru confirmer cette interprétation.

En fait, aucune des formules employées par le général de Gaulle n'implique une telle réforme ou même un référendum comme ceux de 1961 ou de 1962. Aussi est-il préférable de ne pas spéculer sur les intentions du chef de l'État et de réfléchir sur les méthodes propres à maintenir "le contact direct" entre le pouvoir et le pays, contact qui est effectivement souhaitable, sinon nécessaire à notre époque.

On peut distinguer deux méthodes, l'une et l'autre légitimes: le référendum et l'élection. Nul ne peut discuter l'orthodoxie démocratique du référendum à la seule condition que celui-ci ne soit pas laissé à l'arbitraire du pouvoir. Les électeurs suisses sont appelés fréquemment à se prononcer sur un projet de loi, mais l'initiative du référendum peut être prise par les citoyens aussi bien que par les gouvernants. De plus, le vote populaire porte sur un projet de loi et sur un seul.

Les républicains ont été, en France, depuis le second Empire, farouchement hostiles au référendum, surtout en raison de souvenirs historiques. Louis-Napoléon avait joué du plébiscite contre les Assemblées. Après le coup d'État de 1851, il avait obtenu une approbation massive de ses actes, c'est-à-dire de la dissolution de l'Assemblée nationale et de l'établissement d'un régime autoritaire. Les républicains en avaient conclu qu'il était dangereux d'accorder au chef de l'État le droit de s'adresser directement au peuple, par-dessus la tête de ses représentants. Enfin, la question posée en 1870 avait été formulée de telle sorte qu'il était impossible d'approuver les réformes libérales sans approuver en même temps le régime impérial, ce qui avait provoqué l'indignation des ennemis de

Napoléon III.

Le général de Gaulle s'est ingénié, depuis 1958, à ranimer les inquiétudes traditionnelles des républicains. Lui aussi, il a demandé une seule réponse à deux questions. Lui aussi, il a donné au référendum le caractère d'un dialogue entre "chaque Français et chaque Française" et le général de Gaulle lui-même, le *oui* s'adressant à une personne et *non* à un texte législatif.

Si l'on avait voulu introduire en France le référendum législatif, il aurait été facile de le faire. Il suffisait de prévoir que le texte de la question posée serait soumis au Conseil constitutionnel et que ce dernier aurait le droit d'y apporter des corrections afin de le rendre parfaitement clair. On aurait pu accorder également à un nombre donné de parlementaires (et non pas à la seule "proposition conjointe des deux Chambres") ou de citoyens le droit de demander un référendum sur un projet de loi. Faute de ces garanties, parce que la formule "sur proposition du gouvernement" incluse dans l'article 11 de la Constitution a été vidée de sa signification par la subordination du premier ministre au Président de la République, la Ve République s'est orientée dans le sens non de la pratique suisse mais de la pratique bonapartiste. Ce n'est pas un projet de loi qui est en question, mais un homme et sa politique.

Aussi longtemps que les citoyens répondent oui, la méthode semble propre à renforcer le pouvoir. Mais le jour où ils répondraient non, une crise de régime s'ouvrirait.

Il est loisible de plaider que le plébiscite est conforme à l'idée démocratique, puisque chaque citoyen adresse directement sa réponse au chef de l'État. Mais aucun des grands pays d'Europe occidentale ne connaît le référendum ou le plébiscite, soit que l'on veuille éviter le risque du désaveu que les électeurs pourraient infliger à leurs propres représentants, soit que l'on redoute l'usage qu'un homme pourrait faire de l'appel au peuple contre les institutions.

En Grande-Bretagne comme aux États-Unis, la stabilité constitutionnelle a pour fondement l'harmonie entre le système des partis et la procédure électorale. Constitutionnellement, le Président américain est élu par de grands électeurs et, en fait, il doit être choisi d'abord par la convention d'un parti. Mais les intermédiaires, bien loin d'affaiblir l'autorité du Président élu, garantissent à ce dernier le soutien d'une importante fraction de la classe politique. En Grande-Bretagne, le premier ministre n'est élu que par une circonscription, mais, chef d'un des partis, il est pour ainsi dire consacré par l'ensemble du corps électoral.

Toute la question est donc de savoir si, en France, faute d'un système de partis

organisé, le chef de l'État a besoin d'être investi et, de temps à autre, confirmé par le suffrage universel. Mon propos n'est pas de discuter, une fois de plus et après tant d'autres, des avantages et des inconvénients du régime présidentiel. Dans le cadre de la Constitution de 1958, l'élection au suffrage universel du Président de la République me paraît inacceptable. Le Chef de l'État dispose déjà de prérogatives immenses, que le général de Gaulle a, en fait, étendues démesurément. Si l'élu du peuple tout entier a, en plus, le droit de dissoudre l'Assemblée nationale, il est à craindre que la monarchie sous laquelle nous vivons cesse d'être parlementaire. En revanche, du jour où le Président de la République renoncerait au droit de dissolution, l'élection du Président au suffrage universel ne serait pas incompatible avec des institutions représentatives. Encore une Constitution de type américain, en France, comporterait-elle un danger de conflit insoluble entre deux pouvoirs dont aucun ne pourrait contraindre l'autre.

En tout cas, la révision constitutionnelle ne saurait être objet d'un référendum à moins qu'elle n'ait été approuvée par les Chambres. Si le Président de la République invoquait l'article 11 de la Constitution de 1958 en négligeant l'article 89 du titre XIV afin de proposer au pays l'élection du Président au suffrage universel, il se rendrait coupable d'une violation éclatante de la Constitution. Je me refuse à lui en prêter le projet.

La moins nécessaire des crises

Le Figaro
15 octobre 1962

Sir Winston Churchill a écrit que la deuxième guerre mondiale avait été la moins nécessaire des guerres. La crise actuelle, déclenchée par une initiative du Président de la République, me paraît la moins nécessaire des crises. Je crains même qu'en toute hypothèse elle n'ait des conséquences néfastes.

Personnellement, je crois que la révision partielle, suggérée par le général de Gaulle, aggrave les défauts de la Constitution de 1958 et en réduit encore les chances de durée. Si le Président de la République, élu au suffrage universel, est le véritable chef de l'exécutif, la responsabilité devant l'Assemblée nationale d'un gouvernement, voué à l'exécution d'une politique qu'il ne détermine pas, devient une fiction, et une fiction dangereuse. Ou l'Assemblée, par crainte de la dissolution, se soumet, ou bien elle résiste, et tout désaccord entre elle et les gouvernants se transforme en conflit avec le chef de l'État et met en cause le régime.

Après M. Maurice Duverger, le Président de la République et M. Christian Fouchet ont répété qu'au dehors, aux États-Unis, en Allemagne, en Grande-Bretagne, le chef de l'exécutif était élu par le pays. Une telle formule est fausse à force de simplification et elle dissimule la différence essentielle entre le cas français et les cas étrangers.

Le Président américain, formellement, est élu par les grands électeurs. Cependant comme ceux-ci ont reçu un mandat impératif, il est légitime de le tenir pour élu par le suffrage universel. Encore a-t-il été auparavant élu par un des deux grands partis. Il s'agit donc en fait d'une élection à deux tours, l'élection par un des partis précédant l'élection par le peuple. Il n'en va pas autrement du chancelier allemand ou du Premier britannique. L'un et l'autre ont reçu un mandat ou une investiture dans la mesure où leur parti a obtenu une majorité de suffrages populaires. Mais cette confirmation s'adresse à un chef de parti. Si l'on veut découvrir un trait commun aux expériences américaine, allemande et anglaise, ce n'est donc pas l'élection au suffrage universel du chef de l'exécutif, c'est le rôle des partis qui proposent aux citoyens le libre choix entre des hommes qu'ils ont désignés eux-mêmes.

Faute d'un système de partis peu nombreux et organisés, la France n'est pas plus en mesure d'introduire l'équivalent du régime américain que celui du régime

anglais. L'élus du suffrage universel risquera d'être tantôt hostile aux partis comme le général de Gaulle, tantôt une personnalité de deuxième ordre, choisie par les partis pour cette raison même. En tout cas, le candidat élu au deuxième tour, après n'avoir recueilli qu'une minorité de voix au premier, ne possédera pas cette autorité exceptionnelle qui lui serait nécessaire pour assumer les fonctions démesurées que lui attribue le général de Gaulle.

Laissons cette controverse constitutionnelle. Supposons que le général de Gaulle ait raison et que l'élection du Président de la République au suffrage universel renforce le régime et n'augmente pas, avec le déséquilibre des pouvoirs, le risque de conflits insolubles entre les divers organes de l'État. En quoi cette révision était-elle urgente? Pourquoi fallait-il, toutes affaires cessantes, la soumettre à un référendum qui, cette fois, est un plébiscite pur et simple, en recourant à une procédure que le Conseil d'État, le Conseil constitutionnel et la majorité des juristes jugent contraire au texte de la Constitution?

À en croire certains interprètes, le général de Gaulle, prévoyant une attaque des partis une fois la paix revenue en Algérie, aurait, selon une vieille règle de stratégie, pris l'offensive de manière à choisir le terrain du combat. Contraints à prendre position contre l'élection du Président de la République au suffrage universel, les partis auraient perdu d'avance (pourquoi les citoyens refuseraient-ils d'élire le chef de l'État?).

Je ne crois pas à cette interprétation. Le général de Gaulle, à coup sûr, a beaucoup d'ennemis. Ceux qui sont restés fidèles au mot d'ordre de l'Algérie française ne lui pardonnent pas (et ne peuvent pas lui pardonner). Les ci-devant de la IV^e République ne peuvent pas aimer le sort qui leur est réservé dans la Ve. Et comment oublieraient-ils que la décolonisation - grande œuvre du régime actuel - passait, sous le nom d'"abandon", pour la condamnation du régime aboli? Mais, en dépit des agitations et des complots, la majorité des députés n'était nullement désireuse de se lancer à l'assaut de l'Élysée. Au reste, si la pensée du général de Gaulle avait été dominée par la crainte d'une prochaine Assemblée ingouvernable, il aurait suivi, il y a quelques mois, le conseil de M. Michel Debré et il aurait fait élire une nouvelle Chambre au moment même où il soumettait les accords d'Evian au pays.

Je ne vois qu'une explication à la conjoncture présente, explication si simple qu'elle rencontrera un scepticisme général: le président de la République croit sincèrement que l'élection de son successeur au suffrage universel est le

couronnement de son œuvre et en garantit la pérennité autant qu'il est donné aux hommes de préserver leurs lois des atteintes du temps. Comme sur ce point le général de Gaulle a des convictions fortes, qu'il déteste les combinaisons parlementaires et que l'attentat de Clamart est encore tout proche, il a, cette fois, renoncé aux tours et aux détours et, indifférent aux scrupules des juristes et aux hésitations de ses conseillers, il en a appelé au peuple en un style qui, malheureusement, nous ramène d'un coup à la fin du second Empire et aux débuts de la IIIe République.

Qu'ayant à choisir entre un héros et les partis, les Français se décident en faveur du héros, rien de plus vraisemblable et, d'après les spécialistes des sondages, rien de plus probable. Mais il faudrait encore que la bataille des élections, après celle du référendum, fût gagnée. Ces deux batailles seraient-elles gagnées que le général de Gaulle serait encore perdant et la France aussi. Car s'il achève d'humilier les partis et le Parlement, il fait le vide dans la République et il restera seul avec l'U.N.R., capable de faire écho à la voix de son maître mais non de maintenir un dialogue.

En vérité, cette crise me paraît si grave, si gratuite, si déraisonnable que le général de Gaulle a dû être emporté par la passion pour méconnaître les réactions inévitables à ce qui était, qu'il l'ait voulu ou non, un défi.

Comparaison des deux républiques

Le Figaro
3 novembre 1962

Le rapporteur de la commission des Finances du Sénat, M. Marcel Pellenc, vient de communiquer à ses collègues une note d'information intitulée "Bilan économique et financier de la législature". Cette note présente une comparaison chiffrée des progrès accomplis sous la IV^e République entre 1953 et 1957 d'une part, sous la V^e République, entre 1958 et 1962 de l'autre.

La comparaison sera, nous n'en doutons pas, utilisée par les candidats soucieux sinon de réhabiliter le régime précédent, du moins de corriger la sévérité excessive dont témoignent les gouvernants d'aujourd'hui à l'égard de leurs prédécesseurs.

Quelques chiffres, empruntés aux documents officiels et reproduits par M. Pellenc, seront fréquemment cités. En milliards de N.F. constants (aux prix de 1956), la production nationale est passée de 141,7 en 1953 à 177,1 en 1957, soit une augmentation de 24,9% en quatre ans de IV^e République. Il est passé de 177,1 en 1957 à 206,1 en 1961, soit une augmentation de 16,4% en quatre ans de V^e République. En ce qui concerne l'industrie, la croissance aurait été de 41,8% d'avril 1954 à avril 1958, de 28,4% de juin 1958 à juin 1962. Enfin, la formation de capital fixe aurait progressé de 26,5 milliards de N.F. en 1953 à 41,1 en 1957 (soit 55% en quatre ans) alors que, de 1957 à 1961 la progression n'aurait été que de 11% (de 41,1 à 45,8 en milliards de francs 1956 constants).

Les chiffres relatifs à la formation brute de capital sont exacts mais il aurait été utile de rappeler que le chiffre de 1953 était anormalement bas puisqu'il était inférieur à celui de 1949. De 1949 à 1957, la formation brute de capital est montée de 27,9 à 41,1, soit 47% en huit années. En d'autres termes, la progression des investissements entre 1953 et 1957 a été exceptionnellement rapide, elle succédait à quatre années durant lesquelles les investissements n'avaient pas augmenté, elle a d'ailleurs entraîné, comme on le sait, un déficit des comptes extérieurs et un épuisement des réserves de change.

M. Pellenc ne nie pas que la V^e République ait rétabli l'équilibre des finances extérieures, assuré la stabilité du nouveau franc, reconstitué des réserves de change (passées de 200 millions de dollars le 1^{er} juin 1958 à 2,6 milliards de dollars le 30 septembre 1962 et même 3,5 milliards de dollars si l'on inclut le stock d'or), remboursé la totalité de la dette à moyen terme et, par anticipation,

une partie de la dette à long terme. Mais "il n'y avait que peu de choses à faire pour mettre un terme à ce déficit commercial de 1% de la production nationale... Au lieu de cela le nouveau régime a donné un coup de frein brutal à l'expansion économique". Et encore, ailleurs, "L'assainissement monétaire de 1958 était nécessaire et il exigeait, par conséquent, un certain freinage de la consommation mais nullement - et même bien au contraire - de la production". Faut-il dire: "sainte ignorance" ou "naïveté feinte"?

Que M. Pellenc, en un rapport qui se veut purement objectif, puisse écrire des phrases pareilles, le fait laissera le lecteur, même médiocrement informé des problèmes économiques, tout ébahi. Par quelles mesures M. Pellenc aurait-il freiné la consommation sans ralentir la croissance de la production? Un déficit qui ne représente qu'un centième du produit national ne sera pas comblé par une diminution de la consommation d'un montant équivalent, comme le suggère le rapporteur de la commission des Finances du Sénat. Ignore-t-il donc qu'ailleurs, en Grande-Bretagne par exemple, les mesures prises pour restaurer les finances extérieures ont eu régulièrement pour conséquence non pas seulement le ralentissement de l'expansion, mais la stagnation? Il est fâcheux, en une étude sérieuse, de tenir pour normale l'allure de l'expansion en 1956-57 alors que la progression s'accompagnait de l'épuisement de nos réserves de devises, de même qu'il est inadmissible de mesurer l'élévation des revenus des ménages sous l'une et l'autre Républiques en se référant aux chiffres de 1957, chiffres faussés par la manipulation des indices de prix de détail et par la hausse artificielle des indices de salaires.

Si je déplore le plaidoyer trop habile de M. Pellenc, ce n'est nullement que je veuille joindre ma voix à celle des partisans de l'autre bord. Il est parfaitement vrai que les bases de l'actuelle prospérité avaient été posées sous le régime précédent, vrai aussi que l'expansion avait été plus rapide au cours des dernières années de la IV^e que durant les premières années de la Ve, vrai encore - nous y reviendrons - qu'il y a plus de continuité entre hier et aujourd'hui que ne le voudraient les nouveaux maîtres.

Les excès de langage des thuriféraires de la Ve appelaient une réplique et si le rapport de M. Pellenc est lu comme un document électoral, il est plus documenté sinon plus convaincant que la plupart des textes de cet ordre. Mais celui qui se tient en dehors de ces sortes de joutes, ne peut pas ne pas faire observer que les hommes de la IV^e n'auraient pas hésité à payer le prix qu'ont effectivement payé les hommes de la Ve pour assurer l'indispensable restauration de la monnaie

française.

Le comportement politique des Français a-t-il changé?

Le Figaro
12 décembre 1962

À en croire la plupart des experts, les dernières élections marqueraient la fin d'un monde - je veux dire, d'un monde ancien des républiques parlementaires. Certes, avec une majorité absolue composée d'un seul parti ou presque au Parlement, la Ve République ne ressemblera ni à la IIIe ni à la IVe République. Mais, en ce qui concerne les élections elles-mêmes, les experts aperçoivent, après coup, un bouleversement dans l'exacte mesure où ils n'avaient pas prévu les résultats.

Il va sans dire que je ne les avais pas prévus davantage, mais je ne les avais pas prévus pour la simple raison que je n'avais pas eu communication des sondages d'opinion publique, car ceux-ci indiquaient que 30 à 35% des Français - parmi ceux qui voulaient voter - étaient résolus à donner leurs suffrages aux candidats de l'U.N.R. Ce qui est stupéfiant, en vérité, c'est que préfets, journalistes ou hommes politiques comptent encore sur leur intuition plus que sur les sondages quand il s'agit de deviner la conduite du grand nombre. À cet égard, la France n'est pas encore entrée dans la civilisation industrielle, dont il est tant question pour expliquer le triomphe de l'U.N.R., car, dans cette civilisation, tout se compte: prévoir, c'est compter à l'avance; de même qu'expliquer, c'est compter après expérience.

Le tremblement de terre électoral a été provoqué par la concentration de 31,9% des voix au premier tour sur les candidats de l'U.N.R., davantage encore si l'on inclut les voix recueillies par les candidats qui avaient reçu l'investiture de l'Association pour la Ve République.

En 1958, les communistes avaient obtenu 18,9% des suffrages, l'extrême-gauche 1,8%, la S.F.I.O. 15,5%, les radicaux 4,7%, le centre gauche 3,6%, soit, en tout, 44,5% (j'emprunte ces chiffres aux statistiques officielles du ministère de l'Intérieur). Au premier tour des élections de 1962, les mêmes pourcentages sont respectivement 21,78, 2,45, 12,65, 3,71, 3,85, autrement dit une montée des communistes et de l'extrême-gauche et une baisse de la gauche modérée, soit, en tout, 44,24%. Je n'ignore pas les incertitudes de ces calculs globaux et l'étude, circonscription par circonscription, révélerait des transferts de voix d'un côté à

l'autre de l'éventail politique, elle atténuerait donc l'impression excessive de stabilité que suggère la comparaison précédente.

Cela dit, il n'en reste pas moins évident que la plus grande partie des voix supplémentaires de l'U.N.R. ont été acquises aux dépens du M.R.P., des indépendants ou de l'extrême-droite. Il n'en suit pas que l'U.N.R. soit "un parti de droite", formule qui appelle d'autant moins une discussion que nul ne sait exactement ce qu'il faut entendre aujourd'hui par droite et gauche. M. François Mauriac, qui me reprochait amicalement, il y a quelques années, de ne pas distinguer ma droite de ma gauche, reconnaît aujourd'hui cette dernière dans la République consulaire. Il me concédera, je n'en doute pas, que cette assimilation dépend exclusivement de la personne du consul.

D'aucuns s'étonnent qu'un tiers des électeurs et la masse des modérés aient voté pour le parti qui se réclamait du général de Gaulle, alors qu'au référendum plus de 38% des électeurs avaient répondu *non*. En réalité, ces deux résultats sont complémentaires, non contradictoires. En 1945, tous les partis se déclaraient plus ou moins gaullistes.

En 1958, l'U.N.R. venait de naître et aucun des partis nationaux ne s'opposait ouvertement à la nouvelle Constitution et au général.

Pour transmettre son charisme, à travers les mares stagnantes, jusqu'à des candidats "parachutés" inconnus des électeurs, le héros devait être, en même temps que l'incarnation de la nation, un chef de parti. Par le référendum constitutionnel, le Président de la République avait amené les partis à prendre position contre lui. Plus il avait d'ennemis, et plus son intervention dans la lutte électorale devenait efficace. Les électeurs n'en ont pas moins fait la différence entre le référendum et les élections. Il y a eu un pourcentage deux fois plus fort de *oui* au référendum que de votes U.N.R. au premier tour des élections. La victoire de l'U.N.R. n'en a pas moins été préparée par le demi-échec du général au référendum: en obligeant tous les partis sauf un à l'antigaullisme, il réservait à ce seul parti - disons celui du dévouement pour ne pas évoquer celui de la fidélité - le bénéfice du gaullisme.

Si cette analyse est exacte, la portée du "tremblement de terre" demeure encore indéterminée. Depuis 1945, une masse de voix modérées a été, pour ainsi dire, flottante, allant du M.R.P. au R.P.F. pour revenir au M.R.P. ou aller aux indépendants, voire aux poujadistes, pour se concentrer, cette fois, sur l'U.N.R. Il est possible que les électeurs modérés (l'adjectif, je l'espère, ne froissera personne) désirent un grand parti, conservateur, de style britannique, c'est-à-dire

empirique, intelligent, efficace. Il est possible que l'U.N.R. devienne ce parti. J'ajoute même qu'il faut le souhaiter dans l'intérêt de la France. Mais personne ne saurait affirmer que l'U.N.R. soit déjà capable d'exister sans le général de Gaulle ou de garder les suffrages des modérés quand le Président de la République ne sera plus là.

Quels sont les éléments de modernité que l'on peut discerner, en dehors du phénomène gaulliste, qui appartient à notre époque parce qu'il appartient à toutes les époques? L'U.N.R., nous dit le Bulletin du comte de Paris, n'a pas été victime de l'usure du pouvoir. Il est vrai, mais, depuis une douzaine d'années, à travers l'Europe, on a constaté que l'opposition, non la majorité, était victime de la durée. En une économie prospère, la majorité redoute le changement et veut maintenir ce qui est. La France de 1962 était gaulliste: voter pour l'U.N.R., c'était voter pour la conservation.

Les électeurs, nous dit-on ont été peu sensibles aux conseils donnés par les cadres traditionnels, notables, laïcs ou prêtres, ils ont voté plus en fonction de mots d'ordre nationaux que selon les soucis locaux. Cette tendance, depuis longtemps perceptible, répond bien, en effet, à la transformation économico-sociale du pays. Pourtant les circonstances de 1962 présentaient une particularité plébiscitaire qui n'autorise pas de prévisions assurées.

Les électeurs, dit-on encore, ne voulaient plus entendre les vieilles chansons idéologiques, les jeunes générations sont "réalistes", elles parlent d'écoles, d'hôpitaux, d'adduction d'eau et d'investissements. Il se peut, bien que les statistiques électorales ne démontrent pas la vérité de cette assertion. Mais, là encore, la conjoncture était singulière: le cartel des *non* s'opposait authentiquement à l'U.N.R. en matière de politique extérieure: la politique gaulliste de l'Europe (Europe des patries), de la défense nationale (force de frappe), de l'Alliance atlantique (non-intégration des troupes) n'était pas celle des partis de jadis. Je n'ai pas le sentiment que ce débat - qui aurait pu être un grand débat - ait eu une influence quelconque sur les votes des électeurs.

Une dernière caractéristique de ces élections mérite d'être signalée: le problème algérien, qui avait obsédé les Français depuis des années, s'était comme miraculeusement évanoui et personne ne se souvenait plus du Dien-Bien-Phu diplomatique, dont M. Pflimlin était, en 1958, accusé. Personne ne se souvenait plus des affiches électorales d'il y a quatre ans, pas même les humoristes, qui réservent leur sévérité aux vaincus. M. Louis Terrenoire, récemment secrétaire général de l'U.N.R., a certainement oublié que, dans un

article injurieux consacré à ma brochure *La tragédie algérienne*, il affirmait en un style inimitable que les Français, peuple impérial par excellence, ne réagiraient pas à "l'abandon" de l'Algérie comme les Hollandais l'avaient fait à "l'abandon" de l'Indonésie: "S' imagine-t-on que les Français, dont le moindre gabelou corse a du sang proconsulaire dans les veines, réagiraient comme les hommes des polders?" Il allait même plus loin et imaginant les lendemains d'une telle "catastrophe", il écrivait dans *Carrefour*: "Peut-être le peuple français se couchera-t-il à tout jamais, mais ce sera plutôt sur les bat-flanc du Kremlin que dans les lits moelleux de la dynastie d'Orange-Nassau".

En 1871, Renan reprochait à Paris d'être dépourvu de la vertu la plus nécessaire en politique: la capacité d'oubli. Voilà un reproche aujourd'hui immérité.

Sous quel régime vivons-nous?

Le Figaro
18 décembre 1962

"Nos institutions, telles que le pays les a adoptées en 1958 et telles qu'elles ont été pratiquées depuis lors, se trouvent maintenant solidement établies". Ainsi s'exprime le Président de la République dans son récent message à l'Assemblée.

Une telle affirmation ne pourrait être admise qu'à une condition: entre les institutions adoptées en 1958 et l'usage qui en a été fait depuis lors, il devrait exister une certaine correspondance. Certes, les hommes et le temps transforment toujours plus ou moins ce que les législateurs ont conçu. Les événements tragiques qu'a dû affronter le nouveau régime justifient une certaine déviation de la pratique par rapport à la théorie, mais personne n'ignore, à moins d'être volontairement aveugle, qu'entre le régime aujourd'hui "solidement établi" et celui que les Constituants de 1958 avaient prévu, les différences sont fondamentales.

Laissons l'article 52, qui concerne les cessions, échanges ou adjonctions de territoires, et l'article 89 qui, à propos de la révision, fait allusion à l'intégrité du territoire national. Bornons-nous aux textes essentiels rappelés ici dernièrement encore: "Le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation... Il dispose de l'administration et de la force armée (art. 20). Le premier ministre dirige l'action du gouvernement. Il est responsable de la défense nationale (art. 21)." Est-il imaginable que M. Pompidou lui-même prétendre que le gouvernement "détermine et conduit" la politique de la nation? Manifestement, la réalité du pouvoir exécutif, partagé, d'après les textes de 1958, entre premier ministre et Président de la République, a été transférée tout entière à ce dernier.

Veut-on savoir comment M. Michel Debré, un des principaux auteurs de la Constitution de 1958, interprétait les prérogatives du Président de la République? Relisons le discours qu'il prononçait le 27 août 1958 devant l'assemblée générale du Conseil d'État: "Ce tableau rapidement esquissé montre que le Président de la République, comme il se doit, n'a pas d'autre pouvoir que celui de solliciter un autre pouvoir: il sollicite le Parlement, il sollicite le Comité constitutionnel, il sollicite le suffrage universel. Mais cette possibilité de solliciter est fondamentale."

De cette possibilité de solliciter, le chef de l'État a tiré beaucoup, même ce qui n'y était pas contenu. Il a écarté avec indifférence les avis défavorables des plus

hautes autorités, juridiques ou constitutionnelles, Conseil d'État et Comité constitutionnel. Contre l'opinion de la quasi-unanimité des juristes, il s'est arrogé le droit de soumettre au référendum n'importe quelle révision de la Constitution, au moment et sous la forme de son choix, sans passer par le Parlement.

Où en sommes-nous donc aujourd'hui? Le Président de la République choisit le premier ministre, il le révoque (alors que la deuxième phrase de l'article 8 avait été introduite pour lui enlever le droit de révocation). Il organise à tout moment des plébiscites en présentant un texte quelconque au pays. Le gouvernement désigné par lui détient à l'égard de l'Assemblée nationale de multiples moyens de pression, ceux-là inscrits dans la Constitution et retenus par la pratique (par exemple, un projet de loi est automatiquement adopté si le gouvernement engage sur lui sa responsabilité et que nulle motion de censure n'est déposée).

En cas de besoin, le Président de la République est libre de dissoudre l'Assemblée nationale et, suprême recours, il peut invoquer l'article 16 et prendre les mesures exigées par les circonstances. Ce n'est pas le Conseil constitutionnel, c'est le chef de l'État et lui seul qui apprécie les circonstances et détermine les mesures qu'elles appellent.

Fort éloignée des textes de 1958, la pratique actuelle ne l'est pas moins des régimes étrangers que tels ou tels invoquent volontiers. Dans aucun pays de civilisation industrielle, ni aux États-Unis, ni en Grande-Bretagne, ni en Allemagne fédérale, ni dans les pays scandinaves, la démocratie ne prend la forme "présidentialiste" que nous admirons aujourd'hui en France. En Grande-Bretagne et dans les régimes parlementaires, les assemblées expriment leur confiance au gouvernement et à son président, chef de l'exécutif. Aux États-Unis, président de Congrès se traitent réciproquement avec respect, tous deux expressions égales du peuple souverain. En France, le président de la République veut bien, de temps à autre, dire à l'Assemblée sa confiance; cette assemblée garde le droit de refuser la sienne au gouvernement, porte-parole du chef de l'État, mais ne peut le faire sans courir le risque de dissolution, voire celui de créer une crise du régime.

La monocratie actuelle ou, si l'on préfère la formule de Maurras, la *monarchie* actuelle est authentiquement libérale. De temps à autre, elle ne résiste pas à la tentation d'arbitraire, mais les républiques précédentes n'étaient pas non plus irréprochables à cet égard.

Pour les prochaines années, la stabilité est assurée grâce à la victoire

électorale de l'U.N.R. Le chef de l'État continuera l'exercer, derrière une façade d'institutions représentatives, un pouvoir absolu (encore une fois, dans le respect des libertés personnelles). Mais une majorité U.N.R. à l'Assemblée ne ressemble que formellement à une majorité conservatrice à Westminster ou à une majorité C.D.U. en République fédérale, car, instruits par quatre années d'expériences, les députés U.N.R., comme les ministres, savent également que le Guide garde pour lui ses pensées profondes. Ils ne s'aventurent plus hors des chemins explosés et ils attendent les conférences de presse du chef de l'État avec la même curiosité que les simples citoyens. En 1958, la plupart des candidats U.N.R. étaient favorables à l'Algérie française. Tous défendaient les accords d'Evian en 1962. Cette fois, le parti de la fidélité existe bien.

Rien ne menace le régime monocratique aussi longtemps que le premier ministre, directeur du cabinet du président de la République, coopère avec une majorité parlementaire entièrement acquise au Guide. Mais cette conjoncture est aussi exceptionnelle que les circonstances et l'Homme qui l'ont créée. Que le gouvernement tienne son autorité du chef de l'État et soit en même temps responsable devant le Parlement, ce compromis marque le retour à la monarchie constitutionnelle ou à l'empire parlementaire, roi ou empereur étant, cette fois, élu pour sept ans au suffrage universel. Que ce régime, dont on ne trouve des approximations que dans les pays sous-développés (comme dans la France du XIXe siècle) puisse durer, je ne voudrais pas l'exclure. Qu'il constitue un modèle pour l'avenir et l'aboutissement logique de la "personnalisation du pouvoir", je demande que l'on me permette au moins d'en douter.

Ces remarques irriteront, j'en suis sûr, la plupart de mes lecteurs. Et pourtant, alors que tous les opportunistes sont aujourd'hui attirés comme des mouches par la flamme du succès, ne faut-il pas, pour citer Bernanos, qu'il reste des hommes libres pour que le pays soit libre? Que serait un peuple libre composé d'inconditionnels?

La république gaulliste continue

**Preuves
janvier 1963**

La république gaulliste continue. Depuis 1944, le général de Gaulle aspirait à exercer un pouvoir absolu dans les domaines réservés, sans éliminer les partis ou les institutions parlementaires. Ces ambitions pouvaient sembler contradictoires et elles l'ont, en effet, longtemps été. En 1962, après le référendum et les élections, elles sont réconciliées. En 1944-45, le Libérateur était accepté, mais aussi sourdement combattu par tous les partis. Aucun, pas même celui qui s'appelait le parti de la fidélité, n'aurait consenti à une Constitution comme celle que nous avons aujourd'hui. L'unanimité du soutien dont le général bénéficiait apparemment réduisait sa liberté de manœuvres.

Chef d'un gouvernement dans lequel les trois grands partis étaient représentés, le général de Gaulle se décida finalement à démissionner. Incapable d'obtenir l'autorité qui lui paraissait seule digne de lui (ou, si l'on préfère, indispensable) il ne pouvait se contenter ni d'être un chef de gouvernement qui négocie avec les groupes ou les intérêts rivaux, ni moins encore un chef de l'État qui inaugure les monuments aux morts et reçoit les souverains étrangers.

Il est difficilement explicable, en revanche, qu'il n'ait pas pris position contre la première Constitution (qui fut repoussée sans son intervention) et qu'il ait pris position contre la deuxième, alors que le M.R.P. était ou se jugeait déjà engagé. Quoi qu'il en soit des raisons ou des accidents qui amenèrent la rupture entre le M.R.P. et le général de Gaulle, celui-ci, après l'entrée en vigueur de la Constitution de la IV^e République, avait le choix entre trois attitudes: se résigner à une retraite définitive, attendre la "secousse" de l'histoire, ou paralyser de son mieux le régime de la IV^e République pour rendre inévitable l'appel au plus illustre des Français.

Il ne s'est jamais résigné à la retraite. Il a tenté, par l'intermédiaire du R.P.F., de 1947 à 1953, d'aider les événements; il s'est contenté d'attendre la "secousse" sans décourager cependant ceux des siens qui, dans un autre style, continuaient l'entreprise du R.P.F. Celle-ci échoua en 1951, par le fait d'un "truc" électoral, combiné avec un pourcentage trop faible de voix gaullistes. Le R.P.F., avec quelque 20%, et le parti communiste, avec quelque 25% des suffrages, auraient probablement rendu impossible une majorité dite du centre si, par la voie des apparentements, les partis socialistes, M.R.P., radicaux, indépendants, n'avaient

pu s'assurer une proportion de sièges (60%) largement supérieure à celle des suffrages obtenus.

En 1951, la vague R.P.F. de 1948-1949 était déjà retombée. La reconstruction était achevée, le progrès économique déclenché, le pacte de l'Atlantique signé, le pool charbon-acier négocié.

Le parti communiste ne faisait plus peur, et les sondages indiquaient une diminution sensible du nombre des Français désireux d'un retour au pouvoir du chef des Français libres. L'industriel de Saint-Chamond porta le coup de grâce au R.P.F. en convainquant une fraction du groupe parlementaire d'entrer dans le "système".

L'échec pouvait s'expliquer de deux façons, non exclusives l'une de l'autre. Les circonstances n'étaient pas suffisamment dramatiques pour que la masse des Français éprouvât le besoin d'un Sauveur, ni, moins encore, pour que les hommes politiques consentissent à s'effacer devant un chef. Président du R.P.F., le général de Gaulle brouillait l'image que lui-même voulait préserver: celui d'une incarnation de la légitimité.

Au fond, le R.P.F. finissait par périr de la contradiction entre les deux rôles que le général voulait jouer à la fois, celui du héros national et celui du chef partisan. Les honneurs militaires étaient rendus au premier, non au second. Certes, la contradiction n'existait pas aux yeux du général lui-même, car son parti s'appelait Rassemblement et il avait pour programme, avant tout, une révision constitutionnelle qui permettrait au président du R.P.F. de devenir le président de la République et le symbole du destin français. Mais seule une secousse historique pouvait effacer, aux yeux des Français, la contradiction entre le plus illustre des Français et le chef d'un parti révisionniste.

La secousse se produisit en 1956/58. La menace du R.P.F. avait disparu et les apparentements avaient été moins nombreux. Les communistes étaient revenus 150 au lieu de 100. Quelque 14% des électeurs avaient voté pour le parti le plus sordide, sorti des urnes en Europe occidentale après la deuxième guerre mondiale. La guerre d'Algérie divisait les Français et les partis. Cependant que le général lui-même s'enfermait dans le silence ou des propos contradictoires, quelques-uns de ses fidèles s'agitaient pour abattre le système, se lançaient dans les délires de la propagande de l'Algérie française, non sans tisser les fils d'une conspiration politico-militaire. En mai 1958, le général de Gaulle revenait au pouvoir en tant que défenseur de la République, à la faveur d'une rébellion militaire que plusieurs des siens avaient encouragée, que lui-même avait connue

et peut-être manœuvrée, et dont il ne devait se déclarer l'ennemi que quatre ans plus tard, en 1962, alors qu'il combattait l'O.A.S. et le fantôme de la IV^e République.

Ainsi, en mai 1958, les événements permettaient enfin la réconciliation du Libérateur et du Réformateur. Les partis lui accordaient ce qu'ils lui avaient refusé en 1945, le droit de rédiger une Constitution, conforme à ses préférences, c'est-à-dire instituant un guide sans éliminer les parlementaires. De 1958 à 1962, le général de Gaulle put donc gouverner comme il aime à le faire: seul maître des domaines réservés, méprisant à l'égard de la hargne, de la rogne et de la grogne, libéral à l'égard des critiques, indifférent à l'égard des questions prosaïques et quotidiennes. Mais s'il réussit, par les mesures de décembre 1962, à restaurer la monnaie, s'il affirma vis-à-vis des alliés l'indépendance sourcilleuse de la diplomatie française, il fut contraint de consacrer ses efforts les plus spectaculaires à la liquidation du drame algérien.

Par trois fois (barricades de janvier 1960, rébellion d'avril 1961, O.A.S.), le général de Gaulle fut défié par ceux qui avaient contribué à son retour. Quelques conspirateurs de mai 1958, quelques U.N.R. mettaient l'Algérie française au-dessus de gaullisme ou de la légalité. Mais dans leur immense majorité, Français et gaullistes suivirent le guide.

Aux élections qui succédèrent à la ratification de la Constitution, le parti qui s'était improvisé pour soutenir l'action du général de Gaulle remporta un succès qui surprit tous les observateurs et lui-même. Beaucoup d'électeurs - le pourcentage de 18 à 19% n'a pas grande portée, puisque l'U.N.R. n'avait pas présenté de candidat dans toutes les circonscriptions - avaient voulu prolonger l'adhésion au nouveau régime et à son chef en accordant leurs suffrages aux candidats dont le programme était avant tout le dévouement au général de Gaulle. Malgré tout, en 1958, il n'était pas nécessaire de "voter U.N.R." pour "voter gaulliste". En tout cas, il n'entrait aucune nuance d'anti-gaullisme dans les votes en faveur des indépendants, des M.R.P. ou même des socialistes, puisque tous ces partis acceptaient, au moins provisoirement, le régime dominé par le général de Gaulle.

Que s'est-il passé au référendum et aux élections de 1962? Probablement les historiens auront-ils le choix, demain, entre deux versions. Selon les gaullistes, les partis du système s'étaient volontiers déchargés sur le général de Gaulle du soin de faire la guerre ou la paix en Algérie. Une fois la paix revenue, ils cherchaient à se débarrasser du héros, qui n'était plus que le gêneur, pour se

perdre à nouveau dans "les jeux, les poisons et les délices du système". Mais le général sut prévenir l'assaut en choisissant le moment et le lieu du combat. En proposant au pays, par le référendum, l'élection du président de la République au suffrage universel, il obligeait les partis soit à ratifier une interprétation difficilement admissible de l'article 11, soit à livrer une bataille qu'ils avaient d'autant moins de chance de gagner que beaucoup ne souhaitaient même pas la victoire, parce qu'ils craignaient de se trouver immédiatement responsables de l'État si le général de Gaulle s'en allait. Or, en obligeant ses adversaires à se découvrir, le président de la République rendait du prestige au libérateur, au pacificateur, au législateur électoralement efficace. Moins il avait d'ennemis déclarés, en dehors des communistes, en 1958, moins l'invocation de son nom déterminait le choix que faisaient les électeurs entre les candidats. Plus les partis s'étaient déclarés hostiles au chef de l'État en 1962, plus le charisme de celui-ci devenait transmissible, même à travers les mares stagnantes. Ainsi s'explique le triomphe de l'U.N.R.

À cette version, les porte-parole des partis ne feraient probablement qu'une seule objection. "Ce n'est pas nous, diraient-ils, qui avons voulu la bagarre, c'est le général qui a cherché dans le référendum constitutionnel un moyen de nous frapper à mort. Nous ne pouvions souscrire à la violation des textes constitutionnels. (Voter *oui*, ou bien je m'en vais.) Mais il est vrai qu'en disant *non* nous offrions au président de la République le moyen de prendre part à la lutte électorale sans descendre de son trône." L'opération de 1962 est la reproduction de celle du R.P.F.: le héros national s'engage en faveur d'un parti qui n'est pas "un parti comme les autres", puisqu'il est celui d'un homme et de la Constitution exigée par cet homme. L'opération, cette fois, est un triomphe: 32% des Français, au lieu de 20%. Le général, il est vrai, est au pouvoir et non dans l'opposition. Voter U.N.R., en 1962, c'est être conservateur - conservateur de la réalité française qui est gaulliste en 1962, alors qu'en 1951 le gaullisme était oppositionnel. La Constitution que le R.P.F. voulait introduire en 1951 n'existait que sur le papier ou dans le cerveau du législateur; la Constitution de 1958 n'existe plus guère dans les textes, tant ceux-ci ont été manipulés en pratique, mais elle continue en acte: un souverain absolu et libéral est élu pour sept ans; il n'aime pas mais ne persécute pas les parlementaires, largement payés pour voter des lois et ne pas embarrasser l'exécutif.

Quelle que soit l'interprétation que l'on préfère, le général de Gaulle, prévenant une attaque inévitable ou prenant l'initiative d'une agression pour élargir encore et stabiliser son pouvoir - le sens de ce qui s'est passé en automne

1962 est parfaitement clair. La demi-défaite du référendum a préparé l'éclatante victoire aux élections. Il fallait que le général de Gaulle cessât d'être acclamé par tous pour qu'il pût, sans prendre part trop ouvertement à la bataille, favoriser l'élection des siens. Profondément déçu, après le référendum, par un pourcentage de voix inférieur à son espoir et qui ne représentait même pas la moitié des inscrits, il envisagea, dit-on, le départ. Personne ne saisit, à ce moment, l'utilité électorale de ce demi-échec, nécessaire pour que le général de Gaulle fût, en une juste mesure, incarnation de la patrie et chef de parti. En 1944, il avait été trop l'incarnation de la patrie pour jouer et gagner son propre jeu. En 1951, il ne l'avait plus été assez et il était devenu chef de parti. En 1962, les circonstances et la tactique réalisèrent la juste mesure ou, selon la formule platonicienne, le mixte parfait.

Sauf accident imprévisible, la situation est provisoirement stabilisée, et la crise ouverte en 1956 ou, si l'on préfère, en 1946, résolue. Avec les députés de l'U.N.R., ceux qui ont été investis par l'Association pour la Ve République et ceux qui ont la vocation d'aller au secours de la victoire, le président de la République dispose d'une majorité à toute épreuve. En 1958, les candidats de l'U.N.R. avaient, en dehors du nom du général, deux slogans: "Sortez les sortants", "Algérie française". Les Français, manifestement, ne leur ont pas tenu rigueur d'avoir donné l'Algérie au F.L.N. (bien que la révolution ait été déclenchée en 1958 parce que l'on soupçonnait M. Pflimlin d'en avoir la velléité). Les électeurs ne voulaient plus entendre parler de l'Algérie, comme s'ils éprouvaient une sourde mauvaise conscience, soit d'avoir si longtemps combattu, soit d'avoir si brutalement abandonné la partie.

Cette fois, les U.N.R. n'avaient même pas l'équivalent des mots d'ordre de 1958. Maintenir le général de Gaulle à l'Élysée, prolonger la période de stabilité politique et de progrès économique, tel était le programme du parti victorieux. Les porte-parole de celui-ci ont donc tort de s'exprimer comme si l'U.N.R. et sa majorité parlementaire étaient l'équivalent de la majorité conservatrice au Parlement britannique ou de la majorité démocrate au Congrès américain. Les partis américains, on le sait, ne sont pas disciplinés, et chaque sénateur tient à honneur de voter selon sa conscience et non selon les ordres du Président. Le parti conservateur est, lui, discipliné, mais il n'est pas l'émanation d'un homme; le chef, s'il décide finalement seul, discute avec l'état-major du parti et ne s'ingénie pas à créer et maintenir le mystère. M. Joxe apprit, dit-on, en écoutant une conférence de presse, que le Sahara ferait partie de l'Algérie algérienne.

De leur côté, les partis auraient tort de dénoncer avec trop de passion le vide du programme U.N.R. Les autres partis n'avaient guère davantage d'idées ou, du moins, le souvenir de la IV^e République interdisait de prendre leurs idées au sérieux. Après tout, c'est la victoire du front républicain, en 1956, qui amena la France, sous le gouvernement de M. Guy Mollet, à s'engager à fond dans la guerre d'Algérie.

M. Pierre Uri avait plaidé, de manière convaincante, que l'accord des quatre partis du non n'était nullement une alliance contre nature et qu'elle se fondait bel et bien sur un programme. "Se satisfait-il [le peuple français] que le gouvernement se réserve l'accès aux moyens puissants de la propagande? S'est-il demandé ce que devient le règne du droit quand l'exécutif prétend décider que le pouvoir judiciaire outrepassé ses compétences? Se rend-il compte du freinage qu'opposent à l'élévation du niveau de vie les exigences de la politique de prestige? Croit-il à l'efficacité de la force de frappe nationale? Est-il prêt à sacrifier, pour la construction d'une seule usine qui fait double emploi avec la capacité de celle établie en Grande-Bretagne, l'équivalent du logement d'un demi-million de Français? Se rappelant que le général de Gaulle était opposé au Marché commun, mesure-t-il la transformation dans l'histoire qui aurait été manquée par l'effet d'un retour au pouvoir intervenu deux ans plus tôt? Approuve-t-il l'absence de la France aux Nations Unies, le retrait d'une partie de nos forces de l'organisation atlantique, la volonté de revenir au jeu de l'Europe des États contre l'effort riche d'imagination, d'efficacité et d'espoir qui fondait les Communautés européennes?"

À quoi je répondrai que ces oppositions qui auraient pu être les enjeux réels de la contestation entre le cartel des non et les soutiens "inconditionnels" du pouvoir ne sont pas devenues les enjeux électoraux, ils n'ont pas déterminé les votes populaires. Si un homme symbolisait la politique d'intégration européenne, c'était bien M. Marjolin, vice-président de la commission européenne. Rien n'indique que les électeurs aient été sensibles aux arguments d'un Eurocrate.

Laissons les exigences de l'information objective. Les électeurs ont le sentiment juste que tous les partis en sont les fermes défenseurs quand ils sont dans l'opposition. Laissons également le souci de la légalité. Un fonctionnaire, au Club Jean-Moulin, me dit aimablement, l'autre jour, que les nouvelles générations n'étaient guère sensibles à ce genre d'inquiétude ou d'indignation. (Il est toujours bon, quand l'âge vient, de recevoir de telles leçons, encore que l'arbitraire me paraisse la plus vieille chose du monde.) Il reste que le

programme commun, vu par M. Uri (en dehors d'une réforme de l'enseignement que l'U.N.R. prend volontiers à son compte) portait sur la politique étrangère. Or, jamais bataille électorale ne s'est livrée en France sur le terrain de la politique étrangère, cette fois moins que jamais, puisque le cartel des non ne pouvait pas ignorer que le général de Gaulle ne changerait de diplomatie ni dans la forme ni dans le fond et que, par conséquent, s'il prenait au sérieux son propre programme, il devait vouloir la retraite du général-président.

Il est parfaitement vrai que la querelle de la gauche et de la droite en matière économique est apaisée; qu'il s'agisse du choix entre propriété privée et propriété collective, entre dirigisme et mécanismes du marché, l'actuelle synthèse est, en France, acceptable à tous les partis nationaux. Que la droite ou la gauche soit au pouvoir, l'expansion et l'élévation du niveau de vie sont comparables, avec plus de souci, dans un cas, de rigueur financière, dans l'autre de croissance et de redistribution des revenus. Mais les choix actuels (Europe intégrée ou Europe des patries, présence ou absence aux Nations Unies) n'ont pas été davantage discutés. Les élections actuelles ont reflété les préférences coutumières des Français, le facteur plébiscitaire ayant une influence relativement faible sur la clientèle traditionnelle de la gauche (des radicaux aux communistes), une influence décisive sur la clientèle modérée, les électeurs des indépendants et, à un degré moindre, ceux du M.R.P., ralliant en masse les candidats U.N.R. Avec un scrutin majoritaire, une forte minorité dans le pays obtient une majorité au parlement.

Dépendait-il des partis de jadis qu'il en fût autrement? Certes, certains indépendants, qui n'avaient pas toujours été irréductiblement hostiles à l'O.A.S., étaient mal venus de se poser en défenseurs de la République. Socialistes, radicaux, M.R.P. demeuraient séparés les uns des autres, chacun de ces partis enfermé en son langage, en ses citadelles régionales, représenté par les mêmes hommes, également incapables de s'adresser au pays en un style nouveau ou de s'adapter à la technique de la télévision.

Quand tout cela aura été dit, je suis tenté, contre tant de sévérité à l'égard des "partis de jadis", de plaider en leur faveur les circonstances atténuantes. Ils ne se sont pas vraiment battus, il est vrai, mais ceux qui étaient d'accord avec leurs idées et hostiles à celles du président de la République, souhaitaient-ils une bataille? Je connais un Européen ardent qui déteste l'Europe des patries et aime passionnément les États-Unis d'Europe, qui déteste la force de frappe et adhère sans restriction à l'Alliance atlantique, vieux républicain qui critiquait âprement

le référendum constitutionnel: il a voté *non* au référendum, mais il a conseillé aux siens de voter *oui*, et il a finalement voté U.N.R. aux élections. En bref, il préférait un gouvernement hostile à ses idées, mais présidé par le général de Gaulle, à un gouvernement favorable à ses idées, mais privé du guide suprême. Si les électeurs politiquement instruits en sont venus au point de mettre résolument une personne au-dessus des idées, comment s'étonner que des millions de Français moyens en aient fait autant? Et comment les partis, même rénovés, auraient-ils pu l'emporter?

Journalistes ou écrivains de gauche n'ont pas été plus indulgents, depuis quelques années, pour la IV^e République et ses partis. Tel de mes amis gauchisants a voté *oui* par peur de l'O.A.S. (dont les élections ont montré avec éclat le néant). Tel autre a voté *oui* pour laisser à la gauche le temps de renaître dans l'opposition. Beaucoup de grenouilles, de droite et de gauche, voulaient un roi. Je recommande aux observateurs de l'esprit du temps (*Zeitgeist*) la lecture d'un entretien, publié par *France-Forum*, entre René Rémond et Maurice Duverger. À la lumière de la Ve République, mes deux collègues réhabilitent, fort intelligemment du reste, le Second Empire, sans paraître affectés par le caractère *arbitraire* et *personnel* du pouvoir, plus enclins à mettre au compte du régime ses mérites, d'ailleurs incontestables, que ses échecs, finalement tragiques.

Que la IV^e République ait offert au monde, avec son désordre permanent, un spectacle qui nous humiliait tous, je ne l'oublie pas. Que les crises d'inflation et des aventures comme celle de Suez soient imputables aux hommes et aux institutions d'hier, je le répète volontiers. Mais enfin, qu'il s'agisse de reconstruction économique, de l'Alliance atlantique, de la réconciliation avec l'Allemagne, du Marché commun, la Ve République a recueilli et développé l'héritage de la IV^e. Que le général de Gaulle et plus encore les gaullistes aient été hostiles à chacune des étapes de la politique que prolonge l'action de la Ve République, c'est plutôt à l'éloge des vaincus que des vainqueurs des récentes élections.

Les deux fautes majeures de la IV^e République, ce furent les guerres d'Indochine et d'Algérie. Il se peut (personnellement je le crois) que si le général de Gaulle était resté au pouvoir au-delà de 1946, il aurait mené à bien la décolonisation à moindre frais. Mais cette proposition restera à tout jamais une hypothèse indémontrable. En fait, ni le président du R.P.F. ni le solitaire de Colombey n'a prononcé publiquement les paroles qui auraient facilité la tâche de

décolonisation. S'il est politiquement fatal, il n'est pas historiquement équitable que la IV^e République soit disqualifiée et par la perte de l'empire et par le refus de la décolonisation, et que la Ve République ait la fierté du dégagement. Qu'aurait-on dit si, au terme de sept années et demi de "pacification", un gouvernement Guy Mollet avait provoqué, par un accord avec le F.L.N., l'exode de huit cent mille Français!

Peut-être cependant est-ce la preuve suprême du génie politique du général de Gaulle que la victoire électorale remportée avec un bilan algérien qui aurait assuré la défaite de tout autre que lui.

La France vit aujourd'hui sous une Constitution despotique et selon une pratique libérale. Pratique libérale dont le disque de l'*Auto-circulation* et *Le Canard enchaîné* portent témoignage, mais non pratique démocratique. Tout dépend, certes, du sens que l'on donne aux mots. La République gaulliste se réclame de l'*idée* démocratique, puisque le chef de l'État a été élu par un collège élargi et sera élu demain au suffrage universel. Mais la démocratie des pays industriellement développés comporte aussi le règne de la loi, la médiation des corps intermédiaires et, en particulier, des partis entre le souverain collectif et le détenteur du pouvoir, la limitation effective de l'autorité du chef de l'exécutif. Or, dans la république gaulliste telle qu'elle apparaît quatre années après la ratification de la Constitution de 1958, aucune de ces conditions réelles de la démocratie n'existe plus.

Ce n'est pas le premier ministre qui détermine et conduit la politique, c'est le président de la République; c'est lui encore qui s'est réservé le droit d'interpréter le texte constitutionnel, fût-ce contre les avis de toutes les instances juridiques. Élu pour sept ans et irresponsable, le président de la République peut dissoudre l'Assemblée, recourir en cas de besoin à l'article 16 afin d'assumer une dictature légale, soumettre au référendum n'importe quel projet de loi constitutionnelle. Une telle Constitution, qui conserve un élément de régime parlementaire par le fait du droit de censure accordée à l'Assemblée nationale, ne peut être rapprochée de la Constitution américaine. Il faut remonter à la France (sous-développée) du Second Empire ou regarder vers les pays sous-développés d'aujourd'hui pour trouver l'équivalent de ce *régime présidentieliste*. Que nombre de Français y voient la forme politique adaptée à la modernité industrielle, une telle interprétation exige encore, pour le moins, la confirmation des faits.

Cette Constitution - mon-archie, comme disait Maurras, monocratie électorale,

comme on tend à dire aujourd'hui, avec maintien de corps délibératifs - répond-elle aux intentions dernières du général du Gaulle? J'hésite à répondre dans un sens ou dans un autre. Le général, sur ce point disciple de Maurras, croit, me semble-t-il, à la nécessité de donner à un seul la responsabilité suprême du pouvoir, mais comme ce monarque ne peut plus être, selon l'esprit du temps, désigné par l'histoire(1), il faut qu'il le soit par une élection équivalent d'un plébiscite.

Le doute porte sur le reste. Le général de Gaulle souhaite-t-il rétablir une sorte d'équilibre entre l'exécutif et le législatif en limitant le droit que celui-là s'est arrogé de soumettre n'importe quelle loi au référendum? Souhaite-t-il soustraire l'Assemblée nationale à la menace permanente de dissolution? Souhaite-t-il que le Conseil constitutionnel puisse apprécier la conformité à la Constitution des actes du Pouvoir et non pas seulement des interventions de l'Assemblée? En bref, ayant obtenu, en triomphant des partis et en forçant la Constitution, que le président de la République soit élu au suffrage universel, va-t-il marquer quelque souci de la légalité et relever les parlementaires après les avoir abattus?

Même si le président de la République s'engage dans cette voie, ce qui est une hypothèse optimiste, l'avenir des institutions françaises demeure incertain, en raison même des choix fondamentaux faits peu à peu depuis quatre ans. La Constitution de 1958, interprétée à la lettre, organisait un régime parlementaire avec deux sauvegardes contre l'instabilité ministérielle, l'une étant le droit de dissolution dont disposait le président de la République, l'autre étant l'ensemble des règles qui limitaient la capacité de l'Assemblée, soit de renverser le gouvernement, soit de le paralyser. Personnellement, je craignais que ces précautions, plutôt excessives qu'insuffisantes, ne survécussent pas au Législateur. Mais tel ne fut pas le jugement de nos augures. De la droite à la gauche, c'est à qui proclama le plus fort que la Constitution de 1958 n'avait, sous la forme où elle avait été rédigée, aucun mérite, et que, de Gaulle disparu, le retour à la IVe République serait inévitable. M. Paul Reynaud voulait que toute crise ministérielle provoquât des élections générales - formule dangereuse par la rigidité qu'elle introduit. Des professeurs de droit, M. Vedel, M. Duverger, voulaient aller vers un système présidentiel de type américain, décrétant dogmatiquement que partout en Allemagne, en Grande-Bretagne, aux États-Unis, le chef de l'exécutif est élu au suffrage universel - ce qui est, en mettant les choses au mieux, une demi-vérité. Car le chancelier allemand, le premier britannique, le président américain sont d'abord désignés par les partis avant d'être confirmés par le suffrage universel. En l'absence de cette médiation par les

partis, l'élection du président de la République au suffrage universel risque d'avoir une signification exactement inverse de celle que lui attribuent nos réformateurs. Au lieu d'être stabilisé et renforcé, le pouvoir serait affaibli par l'opposition entre un président de la République, élu au suffrage universel direct, et une Assemblée composée d'élus des partis.

M. Yves Lévy, défenseur du parlementarisme dans ses remarquables articles du *Contrat social* et de *Preuves*, attribue à l'idée de la séparation du pouvoir une responsabilité majeure dans les malheurs de la France et de beaucoup d'autres pays. Chaque fois que la Constitution sépara pouvoir exécutif et pouvoir législatif, dit-il, la sanction des événements fut prompte et sévère: moins d'une année après la promulgation de la première Constitution française, le roi était déposé et la Constitution abrogée. Moins de quatre ans après le début de la II^e République, un empire avait remplacé la république. La durée des régimes français est en raison inverse du degré de séparation du pouvoir: moins les pouvoirs étaient séparés, plus les régimes duraient.

Quelles que soient les nuances que l'on doive apporter à cette vision historique, M. Yves Lévy me paraît avoir raison sur un point essentiel: l'harmonie des pouvoirs, non leur équilibre, est la clé du fonctionnement des Constitutions. L'idée d'équilibre a deux applications, en tant que garanties de la liberté: sur le plan social, la pluralité des forces ou des groupes limite effectivement l'arbitraire de la majorité et garantit les droits des minorités; sur le plan juridique, les règles constitutionnelles doivent contraindre les pouvoirs à discuter et parfois à s'accorder avant que ne soient prises les décisions; mais à l'intérieur des organes de gouvernement, c'est l'harmonie grâce à la médiation des partis qui est l'exigence suprême.

L'objection à cette théorie, je ne l'ignore pas, c'est que les élections françaises ne dégagent normalement pas de majorité parlementaire. Ceux qui veulent introduire en France l'équivalent d'un régime américain comptent sur le président élu au suffrage universel pour affirmer une volonté dont le parlement, faute de majorité cohérente, est incapable. Ils espèrent, secondairement, que l'élection au suffrage universel du président de la République amènera progressivement la formation de deux partis. Ils ont ainsi encouragé l'évolution vers un régime présidentiel dans l'illusion qu'il serait facile de revenir ensuite à un régime parlementaire. Les grenouilles ont souhaité un roi, confiantes que celui-ci ne serait plus demain qu'un président.

Tout est possible, même que les grenouilles aient raison, mais le vrai motif de

ne pas trop redouter l'avenir, ce n'est pas tant la modernisation de la France (depuis que les sociologues ont dégagé le concept de société industrielle, c'est à qui des juristes en fera le plus mauvais usage), que la liquidation des problèmes difficiles. Les crises de la IIIe et de la IVe République n'étaient pas imputables seulement à la faiblesse des régimes: la décolonisation constituait une tâche dont la République consulaire a mesuré, elle aussi, la douloureuse âpreté. À moins que l'on ne se décide demain à se lancer dans de nouvelles aventures, à seule fin d'éviter le confort bourgeois, la France n'aura pas d'obligations qui dépassent les capacités d'un régime quelconque.

Il reste que la République gaulliste, telle qu'elle est aujourd'hui, multiplie à plaisir les contradictions, comme pour alourdir l'héritage. Avec une Constitution despotique où l'idée même d'une légalité autre que la volonté du guide s'estompe, ou bien l'Assemblée comporte une majorité docile et la vie parlementaire risque de se dégrader en un dialogue de figurants; ou bien le désaccord entre une Assemblée et le guide débouche sur une crise de régime au lieu d'une crise ministérielle. Quelques-uns anticipaient le deuxième terme de l'alternative qui aurait entraîné probablement la démission du président de la République. Les électeurs, par leurs votes, ont choisi le premier.

Même présidentielle et non présidentialiste, la Constitution française, d'après la plupart des expériences étrangères, comporterait, à mon sens, plus de risques d'instabilité, de conflits gratuits, que la Constitution de 1958, dont ses auteurs mêmes, à l'occasion du référendum, ont proclamé à l'envi l'inefficacité. Que la France, politiquement, ressemble plus à l'Amérique latine qu'aux États-Unis, en dépit du développement économique, une telle opinion sera rejetée presque sans examen par tous les experts.

Je souhaite qu'ils ne se trompent pas. J'espère que la bataille pour le pouvoir, qui appartient à la société industrielle comme à toutes les sociétés, se déroulera pacifiquement, en dépit des règles bizarres auxquelles on tente aujourd'hui de la soumettre.

J'ai commencé, en 1958, une série d'articles sur la République gaulliste, série que je termine aujourd'hui. Avec la fin de la guerre d'Algérie et l'élection d'une majorité U.N.R. à l'Assemblée nationale, s'ouvre une autre phase de la même République.

Il n'est pas question d'établir en quelques lignes ni même en quelques pages un bilan. Mais il serait indécent de ne pas reconnaître hautement ce qui a été accompli. La France, en Afrique du Nord comme en Afrique noire, a conclu

l'œuvre nécessaire dite de décolonisation. Alors qu'en 1958, la France passait pour l'homme malade de l'Europe, elle est aujourd'hui respectée. Le président de la République, qui n'est pas aimé par tous, est partout admiré.

Les réticentes que les inconditionnels ne manqueront pas de blâmer ne viennent pas d'une hostilité systématique, ni même, autant que j'en puisse juger, de "la hargne et de la grogne". J'avais souhaité, au temps du R.P.F., que le général de Gaulle revînt au pouvoir par la voie parlementaire. Ce qui m'a séparé des gaullistes dans les années qui précédèrent la révolution de 1958, c'est la violence avec laquelle certains d'entre eux, et non des moindres, dénonçaient mes opinions libérales sur l'Algérie. M. Terrenoire n'était guère moins indigné contre moi, à l'époque où je publiais *La Tragédie algérienne*, que M. Jacques Soustelle lui-même. Ou les gaullistes resteraient fidèles à leurs idées, et je me sentais très loin d'eux. Ou ils feraient au pouvoir le contraire de ce qu'ils affirmaient dans l'opposition, et je me sentais également éloigné de cet opportunisme ou de cette politique du pire. Quand certains d'entre eux incitèrent des officiers à la rébellion, je les jugeai criminels.

Le style du général, l'invocation d'une mystérieuse légitimité, supérieure à la légalité, l'exigence d'un loyalisme à une personne et non à des idées, la conception du monarque, rien de tout cela n'est accordé à ce que l'on appellera mon humeur ou mes convictions. En ce sens, André Malraux a eu bien raison de me rappeler, après l'article intitulé "Adieu au gaullisme" [\(2\)](#), que je n'avais jamais été gaulliste. J'avoue que le vocabulaire de la grandeur me donne plutôt à sourire, que l'insistance simultanée sur l'indépendance nationale et la construction de l'Europe me paraît contradictoire, et que je n'aurais jamais pu, comme tant d'autres, approuver tour à tour, en 1960, la thèse de la non-représentativité du F.L.N. et, en 1962, les accords d'Évian.

Avec la plupart de ceux qui haïssent le général de Gaulle à cause de la France libre ou à cause de l'indépendance algérienne, je ne me sens rien de commun. Mais j'avoue être irrité souvent par ceux qui l'acclament, tant, à leurs yeux, la même politique change de signe selon qu'elle est le fait de leur idole ou des autres.

Peut-être une Constitution et une pratique démocratique sortiront-elles demain de la république gaulliste. Celle-ci, pour l'instant est l'œuvre d'un homme, d'un grand homme à coup sûr, mais je m'obstine à espérer que la France sera capable, demain, de se gouverner elle-même autrement que par la foi inconditionnelle en son prince, même si nous nous réjouissons souvent que la ruse de la Raison ait

aussi judicieusement choisi le Prince.

[\(1\)](#) Dans son propre cas, le général de Gaulle, comme il l'a rappelé dans l'éloge de René Coty, tient la légitimité pour historique, non élective.

[\(2\)](#) *Preuves*, n° 128, octobre 1961.

Vers quel régime allons-nous?

Le Figaro
4 janvier 1963

Grâce aux résultats des élections de 1962, la France a devant elle, sauf accident imprévisible, au moins trois années de stabilité garantie jusqu'à l'élection du prochain président de la République. Simultanément, une fraction importante de l'opinion pense, comme je l'avais écrit récemment et comme M. Maurice Duverger l'affirme, "que nous n'avons toujours pas d'institutions politiques". Avec son impétuosité coutumière, M. Duverger va plus loin que je n'avais été et il décrète que "tout le monde le sait" et que "nul n'a jamais sérieusement contesté l'immense danger que fait courir à la démocratie la concentration d'énormes pouvoirs (dissolution, référendum, article 16, etc.) dans les mains d'un chef de l'État élu pour sept ans au suffrage universel".

Le débat commence au-delà de ces constatations sur lesquelles, si M. Duverger a raison, se ferait l'unanimité. Selon notre collègue comme selon M. Vedel dans l'*Express*, la Ruse de la Raison, sous les apparences du général de Gaulle, aurait efficacement travaillé à la rénovation politique de la France. L'année 1962 est une année de mutation historique, tout est changé et l'avenir s'ouvre devant nous pourvu que les partis politiques, les tenants du parlementarisme "médiatisé", les nostalgiques d'un passé révolu comprennent, enfin, que les Français veulent élire directement le chef de l'Exécutif et que là est la raison profonde de la victoire du pouvoir.

M. Vedel vient même au secours de M. Fouchet et il reprend la formule, dont il concède la fausseté juridique, selon laquelle Anglais et Allemands, comme les Américains, choisissent leur chef au suffrage universel direct. Si j'ai effectivement contesté cette formule, ce n'est pas seulement au sens juridique. Le ministre de l'Éducation nationale n'ignore évidemment pas que l'électeur britannique vote pour un député, alors que l'électeur américain vote pour un président (juridiquement, pour un grand électeur qui élira le président selon un mandat impératif). Mon objection portait sur la réalité politique.

Selon M. Vedel, la démocratie "immédiate" des Anglais, des Allemands et des Américains s'opposerait à la démocratie "médiatisée" de la IIIe et de la IVe République. Sous ces deux régimes abolis, l'électeur français choisissait des représentants qui, à leur tour, choisissaient le chef de l'Exécutif. Nous ferons observer, tout d'abord, que le régime anglais réserve *pour les situations de crise*

le choix "médiatisé". La reine et le parti conservateur choisirent M. Macmillan après la démission de sir Anthony Eden. Or une Constitution vaut autant par sa capacité de répondre aux conjonctures exceptionnelles que par son fonctionnement en période tranquille.

Laissons même cet argument. Le choix du chef de l'Exécutif par les Anglais, les Allemands n'est nullement immédiat, il est médiat comme en France mais autrement qu'en France. Les partis désignent ou élisent des candidats aux fonctions de premier ministre et ils laissent aux électeurs le soin de choisir entre eux. Là où existent des partis organisés en petit nombre ou un parti prépondérant, la médiatisation intervient *avant* le suffrage universel. Faute de grands partis, sous la IIIe et la IVe République, le choix par les divers partis intervenait *après* le suffrage universel et il était précaire et révocable. Ce dernier système avait des inconvénients tels qu'il est aujourd'hui discrédité et que personne ne veut ni ne peut le reconstituer. Mais suffit-il, pour obtenir l'équivalent des pratiques britannique, allemande ou américaine, d'introduire l'élection du Président de la République au suffrage universel?

Les leçons de l'expérience sont toujours discutables et chacun interprète à sa façon les événements du passé, mais le fait est qu'un système de type américain, avec un Président de la République élu au suffrage universel et une assemblée élue selon d'autres règles, n'a nulle part bien fonctionné en l'absence de partis organisés. Il serait absurde d'imputer aux seules constitutions de type présidentiel l'instabilité endémique des républiques d'Amérique du Sud: le sous-développement économique, l'incohérence des corps politiques en sont des causes probablement plus déterminantes. Il n'en reste pas moins que la combinaison entre un président élu au suffrage universel et des partis multiples s'est révélée souvent désastreuse (dans la France du XIXe siècle aussi). Il n'y a aucune preuve que l'élection du président au suffrage universel provoque la formation de deux ou trois grands partis.

Là est, en effet, le nœud de mon désaccord avec M. Vedel. La prémisse, plus ou moins implicite, de la thèse de celui-ci est que la règle de l'élection du président de la République au suffrage universel *forcera* les partis à s'entendre et que président et Assemblée, une fois face à face, après l'élimination du droit de dissolution, seront *forcés* de s'accorder. Rien ne me paraît aussi peu démontré. Le régime américain est souvent paralysé par les oppositions entre président et Congrès. Les régimes sud-américains sont exposés tour à tour à l'arbitraire et à la paralysie.

Je n'en suis pas moins convaincu, comme mes collègues, que l'évolution constitutionnelle de ces dernières années est irréversible. Les partis doivent tenir pour acquise provisoirement l'élection du président de la République au suffrage universel. Ce qui ne me paraît pas aussi évident qu'aux partisans du système présidentiel, c'est le choix entre "Weimar et Washington".

Je doute que les partis doivent se déclarer en faveur d'une Constitution de type américain, c'est-à-dire proposer l'élimination du premier ministre, la suppression de la responsabilité de ce dernier devant l'Assemblée et la suppression du droit de dissolution. Peut-être devra-t-on en venir là quelque jour; mais de telles propositions, auxquelles le général de Gaulle ne souscrira jamais, apparaîtraient surtout comme un ralliement opportuniste de l'opposition à un régime qu'elle n'appelle pas sincèrement de ses vœux.

Aussi, personnellement, je souhaiterais des propositions dans l'immédiat moins ambitieuses: la limitation du droit de dissolution, la réglementation de la pratique du référendum, afin que le droit d'en appeler au peuple n'appartienne pas au seul président, le renforcement du Conseil constitutionnel, qui jugerait de la constitutionnalité des actes du pouvoir. D'autre part, qu'ils le veuillent ou non, les partis du centre et de la gauche modérée doivent se préparer à la bataille décisive, en 1965 ou plus tard, celle dont l'élection du successeur du général de Gaulle sera l'enjeu. À ce moment, il sera possible de faire un choix raisonné entre les deux directions dans lesquelles les institutions françaises peuvent évoluer: ou bien un régime plus ou moins conforme au type américain, ou bien un régime mixte qui, insatisfaisant pour les amateurs de pureté doctrinale, serait peut-être le moins mauvais dans un pays qui, depuis 1789, a battu les records du nombre des expériences constitutionnelles.

Les opinions politiques des Français

Le Figaro
10 janvier 1963

La méthode des sondages est utilisée aujourd'hui dans tous les pays occidentaux, elle a même fait son apparition en Union soviétique. Partout elle a donné des résultats que l'expérience a confirmés. Les erreurs qu'elle a commises ou qui lui ont été attribuées sont venues d'une méconnaissance, par les enquêteurs ou par les interprètes, des limites dans lesquelles la méthode est valable. Pendant les derniers jours qui précèdent un scrutin, "les indécis" peuvent choisir dans un sens ou dans un autre et des électeurs qui se déclarent en faveur du *oui* ou du *non* sont capables, d'eux-mêmes ou sous l'influence d'un événement de dernière heure, de changer leur réponse ou leur vote. Il n'en reste pas moins que, dans les référendums de septembre 1958, de janvier 1961, d'avril 1962 et d'octobre 1962, les pourcentages qui apparaissaient dans les sondages ont été proches de ceux qui sont sortis des urnes.

Par exemple, dans une enquête menée entre le 5 et le 15 septembre 1958, sur 100 personnes interrogées, 78,2% de celles qui consentirent à répondre déclarèrent qu'elles voteraient certainement ou probablement *oui*. Les réponses *non* (certainement ou probablement) représentaient 21,8 % des personnes interrogées. En fait, sur 100 suffrages exprimés, les pourcentages ont été 79,25% et 20,75%, mais l'écart aurait pu être plus grand car 22% des personnes interrogées n'ont pas répondu, alors qu'il n'y a eu que 15% d'abstentionnistes. L'écart entre les réponses reçues et les pourcentages effectifs a été un peu plus marqué au référendum du 8 janvier 1961 (73% - 27% annoncés contre 75,25% et 24,75% effectifs). Au référendum du 8 avril 1962 le pourcentage des "abstentionnistes et indécis" coïncide avec celui des abstentionnistes effectifs (24% et 24,36%). Les prévisions (91% et 9%) sont presque exactement vérifiées (90,7% et 9,3%).

En ce qui concerne le dernier référendum, le problème est plus complexe. La première enquête a donné, sur 100 opinions exprimées, 67 oui et 33 non. Mais, dix jours plus tard, la seconde enquête a donné 59 et 41. Une dernière enquête partielle le 26 octobre a donné, enfin, 61 et 39 contre 61,76 et 38,24 dans les urnes.

La véritable fonction de ces sondages n'est pas d'apprendre à l'Institut d'opinion publique, au premier ministre ou au Président de la République,

quelques jours à l'avance, les décisions du peuple souverain, les enquêtes permettent de suivre les fluctuations de l'opinion et, pour une part au moins, de dégager les sentiments divers et parfois contradictoires qui déterminent les votes.

Deux faits ont dominé la vie politique de ces dernières années: la popularité du général de Gaulle, l'accord entre le contenu de la politique que le Président de la République soumettait au référendum et les préférences de la majorité des Français *avant* le début de la campagne électorale. À la question: "Êtes-vous satisfait ou mécontent du général de Gaulle comme Président de la République?", une majorité substantielle n'a cessé, depuis 1959, de répondre qu'elle était satisfaite. Cette majorité (qui englobe les *très* et les *plutôt* satisfaits) a oscillé entre un maximum de 73% et un minimum de 53%, au point le plus haut à chaque tentative de l'armée, des Français d'Algérie ou de l'O.A.S. pour paralyser la politique d'autodétermination ou l'application des accords d'Evian, au point le plus bas quand les négociations semblaient échouer ou que s'accroissait le malaise paysan. C'est donc pour continuer la guerre d'Algérie, non pour obtenir l'approbation de l'indépendance algérienne, qu'il aurait fallu, en 1960 ou 1961, "mettre les Français en condition".

De même, une majorité d'électeurs - mais moins forte que la majorité qui approuvait la politique algérienne du général de Gaulle - se déclarait disposée à répondre *oui* si une révision de la Constitution comportant l'élection du Président de la République au suffrage universel était soumise au référendum.

Une fraction de l'opinion française - et une fraction non négligeable - a pourtant été choquée par la procédure de révision adoptée par le général de Gaulle. La moitié des Français, au début d'octobre, refusaient de se prononcer sur la conformité du référendum à la Constitution, mais, parmi ceux qui donnaient leur opinion, le nombre de ceux qui jugeaient le référendum inconstitutionnel l'emportait nettement sur les tenants de l'avis contraire. Ce qui n'empêcherait pas, cependant, une majorité de Français d'approuver l'action du Président de la République.

Ces incertitudes de l'opinion, la chute des "oui" de 67% à 59% ou 61%, comportent une autre signification. L'adhésion d'une majorité de Français au général de Gaulle ne semble pas présenter un caractère passionnel. Ayant à choisir au début de septembre 1962 entre les deux formules: "très satisfait" et "plutôt satisfait", 44% choisissent la deuxième et 15% seulement la première, mais, parmi les mécontents, 19% choisissent "plutôt mécontent" et 8% "très mécontente". Des deux côtés, on tient à garder la mesure ou la nuance dans

l'adhésion comme dans l'opposition. On ne s'affiche pas "inconditionnel".

Au début d'octobre dernier, ceux qui attribuaient la responsabilité de la crise au général de Gaulle étaient aussi nombreux que ceux qui la rejetaient sur les partis politiques. Près de la moitié des Français estimaient qu'il avait été porté atteinte, depuis 1958, aux libertés démocratiques ("beaucoup" ou "un peu").

Les résultats des élections législatives ne pouvaient être prévus aussi exactement d'après les sondages que les résultats des référendums. En effet, beaucoup de ceux qui votent effectivement pour le parti communiste ou bien refusent de répondre ou bien affirment qu'ils voteront pour un autre parti de gauche. Malgré tout, les sondages annonçaient à l'avance le fait majeur: la montée de l'U.N.R. grâce à la solidarité qui s'était établie dans l'esprit des électeurs entre la réponse *oui* au référendum et le vote en faveur d'un candidat soutenu par l'Association pour la Ve République. En effet, les sondages suggéraient qu'environ la moitié de ceux qui avaient voté *oui* souhaitaient voter pour un candidat de l'U.N.R., proportion nettement supérieure à celle qui apparaissait avant le référendum. Il est donc probable que celui-ci a augmenté le nombre des opposants, mais accru également celui des suffrages U.N.R. parmi les *oui*.

Ajoutons, pour excuser les observateurs qui s'attendaient à un déclin de l'U.N.R., que leur erreur était partagée par la majorité des Français, qui prédisaient, eux aussi, une défaite du parti sur le point de recueillir un tiers des suffrages exprimés.

La France est-elle déjà entrée dans l'âge du principat? Le successeur et héritier du général de Gaulle - M. Pompidou, M. Chaban-Delmas ou M. Michel Debré? - jouira-t-il de la même popularité? Sera-t-il capable d'entraîner la moitié de ses partisans à voter pour les candidats de son parti? Peut-être de telles questions pourraient-elles être posées au cours d'une prochaine enquête: en attendant, les paris sont ouverts.

La politique en sursis

Le Figaro
15 mai 1963

Les controverses de politique pure revêtent, dans la France actuelle, un caractère d'étrange irréalité. Un "Comité d'étude et de liaison des démocrates" tient-il une première réunion (à laquelle je n'assistais pas puisque, à ce moment, je me trouvais de l'autre côté de l'Atlantique)? Le voici immédiatement accusé par l'U.N.R. de créer des divisions factices, par M. Mitterrand de ne pas marquer assez d'hostilité au régime, par les socialistes de tendre à une unité artificielle, par certains radicaux de mettre en avant des "personnalités indépendantes" et par tous de constituer une manœuvre subtile des ci-devant en mal de revanche. Que de crimes en un jour et que de procureurs de la République (Ve ou VIe)!

Si les hommes de la IVe restent silencieux, ils sont coupables de passivité. S'ils s'associent, ils forment des alliances contre nature. S'ils critiquent le régime actuel, ils divisent la nation. S'ils ne le critiquent pas, ils manquent aux devoirs de l'opposition. N'ayant pas été un profiteur de la IVe, n'étant pas un féal de la Ve et n'ayant pas la moindre intention d'entrer dans ce que l'on est convenu d'appeler "la politique active", je voudrais tenter une première analyse de la conjoncture et de ses problèmes.

La quasi-unanimité des observateurs met l'accent sur "la mutation politique" de la France. Les vieux partis, les vieilles idéologies, les vieux mots d'ordre, les vieux notables, tout ce qui, sous la IVe République, représentait la survivance de la IIIe, est mort ou achève de mourir.

La population des usines ou des bureaux, qui vit dans les villes ou les banlieues et constitue désormais la masse des électeurs, ne réagit plus comme celle des campagnes, des bourgs ou des petites villes dormantes. La France n'est plus "à l'heure de son clocher" mais à celle de la radio et de la télévision. Le député en visite dans sa circonscription est accueilli non par des questions sur les événements parisiens mais par des informations ou des commentaires sur les événements mondiaux, car la télévision apporte dans les foyers de Clochemerle l'image et les paroles du général de Gaulle en même temps que l'écho ou le reflet de Khrouchtchev, de Kennedy et autres seigneurs de ce monde.

Il serait faux ou, du moins, prématuré d'en conclure à ce que l'on a baptisé sommairement "dépolitisation". Les jeunes paysans sont certainement plus conscients que leurs aînés des problèmes que doit affronter l'agriculture, plus

enclins à revendiquer et à soutenir leurs revendications par l'action collective. De même, le nombre de groupements dans lesquels les Français, jeunes ou moins jeunes, discutent sur l'avenir de nos institutions ou sur la destinée nationale interdit d'affirmer que les premiers pas sur la voie de l'opulence ont répandu l'indifférence à l'égard des affaires du pays. Ce sont les partis qui semblent provisoirement incapables de remplir leur rôle de médiation entre les intérêts divergents des groupes innombrables et le Pouvoir, dont la fonction est de prendre des décisions conformes à une certaine vue du bien public. Mineurs ou jeunes agriculteurs sont davantage politisés si l'on veut dire qu'ils demandent plus à l'État aujourd'hui qu'hier. Ils le sont moins en ce sens qu'il n'y a plus guère d'intermédiaire - idéologie, parti ou Parlement - entre eux et le gouvernement.

De cette analyse devenue classique, même banale, nul ne sait avec certitude quelle conclusion il convient de tirer en ce qui concerne la Constitution ou les partis. Admettons la réalité de cette "mutation": la même s'est produite en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en Allemagne, dans les pays scandinaves. La Grande-Bretagne a maintenu un régime de grands partis disciplinés, un des deux principaux ayant eu, depuis la guerre, une majorité absolue à la Chambre des Communes et le cabinet, de ce fait, une autorité durable et une relative liberté d'action. Aux États-Unis, le président est d'abord élu par un des deux grands partis, puis le peuple choisit entre deux candidats, mais les partis ne sont pas disciplinés et le président élu ne parvient jamais à imposer tout son programme au Congrès. La plupart des autres pays en Europe ont un parlementarisme de partis disciplinés, le gouvernement s'appuyant sur un parti ou une coalition stable de partis (les coalitions en Italie sont instables).

En d'autres termes, même si l'on adopte la théorie à la mode d'une "mutation politique" de la France, due à l'avènement d'une "société industrielle" ou d'une "société de consommation" ou d'une "société de moyens de communication de masse", rien n'est encore réglé en fait d'État ou de Constitution. De plus, la mutation, si mutation il y a, a été provoquée ou favorisée ou accompagnée par le fait du gaullisme ou, plus exactement, par le fait général de Gaulle, c'est-à-dire la confiance faite à un homme, "le plus illustre des Français", en un moment de crise nationale. Or, si le retour à un parlementarisme du type IIIe et IVe République est suprêmement improbable, la persistance de la pratique actuelle ne l'est guère moins. Après tout, il y a eu 38% des votants pour ne pas dire *oui* à un référendum où le *non* était particulièrement difficile (pourquoi l'électeur refuserait-il d'élire le Président de la République?), le parti qui se réclamait du *oui* et du général de Gaulle a obtenu un peu moins d'un tiers des voix au premier

tour, communistes et ci-devant représentaient encore les deux tiers des électeurs de la société industrielle française. Tant que le général de Gaulle sera Président de la République, l'U.N.R. restera unie. Puis elle tentera de survivre à de Gaulle, mais la tentative, pour s'exprimer avec prudence, n'est pas assurée du succès.

La conjonction d'une mutation profonde et d'un épisode de pouvoir personnalisé explique l'embarras de tous, hommes d'action ou hommes de réflexion. D'ici la date fixée pour la prochaine élection du Président de la République, il serait étonnant qu'il n'y eût pas au moins un référendum, avec quelques modifications supplémentaires de la Constitution de 1958. Il me paraît donc vain de spéculer sur l'attitude à prendre à l'égard d'une situation imprévisible à une date indéterminée. En revanche, il ne me paraît pas inutile de chercher les conditions auxquelles un régime, jusqu'à présent inséparable d'un homme, pourrait répondre aux exigences de la nation et acquérir une vraie légitimité. De même, il serait bon de s'interroger sur ce que pourrait ou devrait être une diplomatie française qui ne serait pas gaulliste de stricte observance. Quant à déterminer quels devraient être les grands partis de demain, c'est là, me semble-t-il, une tâche qui ne peut venir qu'après un choix sur les institutions et les objectifs du pays.

Institutions et succession

Le Figaro
27 mai 1963

Il est bon que la recherche du successeur soit devenue un sujet de conversation et un jeu de société. Ainsi la tentation est moindre de spéculer sur ce que l'on ne saurait prévoir. L'essentiel demeure, en effet, indéterminé; personne ne connaît la date à laquelle l'événement donnera réponse à la question: 1965? 1972? Ou une année intermédiaire? Le général de Gaulle, s'il le désire, a les moyens, selon toute probabilité, de faire élire un vice-président qui prendrait sa place le jour venu. Le choisira-t-il impopulaire, bonhomme, ou séduisant?

Par définition, le général de Gaulle n'aura pas de "successeur". Un président de la République, élu au suffrage universel, s'installera à l'Élysée, mais, dans les grandes circonstances, l'actuel Président de la République revêt l'uniforme de brigadier général; il invoque la légitimité nationale "qu'il incarne depuis vingt ans" et jamais il ne s'est réclamé des suffrages que lui ont accordés les électeurs présidentiels. La légitimité historique ne se transmet pas et le successeur devra se contenter des suffrages populaires (qu'il devra peut-être, pour une part, au testament du héros).

Disposant aujourd'hui d'une majorité à l'Assemblée nationale, habilité, selon l'interprétation qu'il a lui-même donnée du texte de 1958, à soumettre au suffrage populaire la question de son choix, en termes choisis par lui, au moment opportun, le Président de la République n'a nul besoin, pour l'instant, d'introduire une réforme constitutionnelle et il garde en réserve l'instrument du référendum, qu'il s'agisse de prolonger son propre règne, de briser des adversaires ou de préparer l'avenir de la Ve République.

Les institutions de la France n'en sont pas moins discutées, en dépit de la chaleur communicative des congrès, tant est grand l'écart entre le texte de 1958 et la pratique de 1963, tant l'équilibre entre le Président de la République et le premier ministre a été rompu par le référendum de 1962. Comment le premier ministre pourrait-il effectivement diriger la politique à partir du moment où le chef de l'État a reçu l'investiture solennelle du suffrage universel direct?

Certes, ce régime fonctionne à la satisfaction des bénéficiaires et sans soulever de mécontentement sérieux dès lors que la majorité parlementaire se tient pour solidaire du Président de la République. De 1959 à 1962, la guerre d'Algérie suffisait à refouler les velléités parlementaires de rébellion. Depuis les dernières

élections, la question de savoir si le premier ministre est responsable devant l'Assemblée ou devant le Président de la République ne se pose plus puisqu'un conflit entre elle et lui n'est pas concevable. Tout est donc pour le mieux dans la meilleure des républiques.

Je n'exclus même pas que cette pacification se prolonge au-delà de la présence du général de Gaulle à l'Élysée. Durant les années de l'immédiate après-guerre, la France devait tout à la fois relever les ruines, s'adapter à un monde nouveau, accepter la réconciliation avec l'ennemi d'hier, entreprendre la construction européenne, moderniser l'économie, consentir à "l'abandon" ou à la "mutation" de l'empire. Attaqués sur leur gauche comme sur leur droite, les gouvernements faibles de la IV^e République devaient accomplir des tâches à la fois malaisées et impopulaires. Le moins que l'on puisse dire est que ceux qui, aujourd'hui, se glorifient d'avoir mené à son terme l'œuvre de décolonisation n'en facilitèrent pas les premières étapes.

Demain, à moins que les Français ne se créent à eux-mêmes des problèmes, la France traversera, pendant une génération ou deux, une période relativement facile durant laquelle les querelles, inévitables en un régime de liberté, porteront sur la juste répartition, entre les classes, des bénéfices apportés à toute la nation par la croissance de l'économie. À moins d'une catastrophe qui s'abattrait sur la France de l'extérieur, le régime, quel qu'il soit, paraîtra supérieur à ceux d'hier parce qu'il n'aura pas à prendre des décisions comparables à celles que la III^e République aurait dû prendre face à Hitler, entre 1933 et 1939, ou la IV^e à partir de 1946 pour transformer l'empire ou construire l'Europe.

Dans la conjoncture prévisible, l'U.N.R. conserve une chance de demeurer après le général de Gaulle le parti majoritaire. L'U.N.R., dit-on, est née par accident et doit son succès au nom du général, il n'a ni doctrine ni unité profonde. Il se peut, mais, dans la société en devenir vers l'opulence qui se répand à travers l'Europe occidentale, aucun parti (en dehors du parti communiste) n'a de "doctrine" ou "d'idéologie" à proprement parler. Notre société n'est pas sans *problèmes* (il y en a des dizaines), mais elle est sans *problème*, autrement dit nul parti n'est en mesure de rassembler en une formule unique les mesures innombrables et les réformes diverses qu'appellent tantôt le souci de l'efficacité, tantôt celui de la justice; Dès lors, un parti de pragmatisme intelligent, avec l'aide d'un scrutin majoritaire et d'une économie en expansion, peut se maintenir au pouvoir au-delà des circonstances auxquelles il a dû sa fortune.

Je suis donc loin de dramatiser les perspectives que décrivent, avec une humeur morose, tels futurs orphelins du gaullisme. Il n'y a aucune raison de s'attendre à des crises pathétiques, quel que soit le désir qui anime la majorité présente de conserver le monopole du pouvoir, quelle que soit l'ardeur prévisible de l'opposition. Mais, précisément parce que la France ne sera probablement pas exposée aux déchirements qu'elle a connus au cours des trente dernières années, le moment serait favorable pour donner aux institutions la stabilité qui ne leur est pas acquise.

Or la stabilisation d'un régime exige un consentement massif de l'opinion et celui-ci, à son tour, suppose deux conditions: la loi constitutionnelle doit être respectée et les groupes candidats à l'exercice du pouvoir doivent avoir le sentiment que les règles du jeu sont équitables et ne prêtent pas à trop de manipulations.

Il me paraît difficile d'affirmer que ces deux conditions sont pleinement remplies.

En quel sens réformer les institutions

Le Figaro
4 juin 1963

Il est vain, disions-nous en un précédent article⁽¹⁾, de spéculer sur le successeur puisque nous ne pouvons savoir dans quelles conditions s'ouvrira la succession. Mais il n'est pas impossible de réfléchir sur les institutions elles-mêmes, sur le sens dans lequel il est souhaitable ou probable qu'elles évoluent, lorsque le Président de la République ne sera plus un héros national.

Dans l'abstrait, trois possibilités apparaissent à l'observateur: le maintien de la Constitution présente, telle que le général de Gaulle l'a interprétée, en fait, à partir du texte de 1958 (celui-ci, pour m'exprimer avec modération, tolérât d'autres interprétations), la réforme dans le sens d'un système présidentiel authentique ou, enfin, la réforme, dans le sens d'un retour à un régime parlementaire assorti de quelques précautions comme la dissolution automatique en cas de crise ministérielle.

L'U.N.R., provisoirement, préfère la première hypothèse pour des raisons évidentes. Les anciens partis et l'opinion elle-même hésitent entre la deuxième et la troisième avec, me semble-t-il, une majorité de plus en plus marquée favorable au système présidentiel.

Je ne pense pas que la pratique actuelle soit bonne ou durable. Non pas tant parce qu'elle réduit le rôle du Parlement, mais parce qu'elle humilie celui-ci. Les députés dialoguent non avec celui qui détermine et dirige la politique, mais avec ceux qui se bornent à l'exécuter et ils n'ont d'autre choix qu'entre la soumission et une crise de régime. Le jour où l'Assemblée renverse le gouvernement, c'est avec le Président de la République, non avec le premier ministre, qu'elle entre en conflit.

Certes, dans la conjoncture présente, ces défauts n'apparaissent guère puisque la majorité parlementaire est d'accord avec le chef de l'État et ses porte-parole. La soumission n'implique pas d'humiliation puisqu'elle est volontaire. Mais il n'y a nulle garantie qu'une telle harmonie se maintienne régulièrement. Or, un Président de la République qui, élu au suffrage universel direct, peut, à tout instant, dissoudre l'Assemblée ou soumettre au référendum une question de son choix possède de tels avantages que les députés préféreront longtemps la résignation à la rébellion. Ils approuvent passivement ce qu'au fond d'eux-mêmes ils désapprouvent dans l'attente de circonstances qui, rendant impopulaire le chef

de l'État, donneraient une chance à l'opposition. En d'autres termes, il me paraît excessif de compter sur un accord total entre chef de l'État et majorité parlementaire et fâcheux de donner à celui-là tous les moyens d'acculer celle-ci à l'alternative du reniement ou de la révolte.

Sur un premier point une réforme devrait être acceptable à tous, même aux gaullistes. Admettons que des procédures de choc aient été nécessaires pour imposer à la classe politique des innovations qu'autrement celle-ci aurait rejetées. Personne ne peut sérieusement prétendre que le Président de la République doit conserver en permanence le droit de révision constitutionnelle par voie de référendum. Et, puisque le Conseil constitutionnel a été créé, il serait souhaitable d'en élargir les fonctions. Pourquoi ne pourrait-il être interrogé sur la comptabilité avec la Constitution d'un acte du Pouvoir?

La question essentielle se pose au-delà. Pour que la Constitution actuelle devienne présidentielle, il faut et il suffit que le Président de la République soit privé du droit de dissolution et que le ministère cesse d'être responsable devant l'Assemblée. La Constitution présente est celle d'une monarchie parlementaire, le monarque élu étant à la fois l'incarnation de la patrie et le chef d'une majorité. Le jour où droit de dissolution et responsabilité ministérielle auraient disparu, la Constitution de 1958, sans grands changements, serait celle d'un système présidentiel avec les avantages d'un dialogue entre égaux et les risques d'un conflit sans issue.

Il est loisible de discuter indéfiniment sur les avantages ou les inconvénients d'un tel système, comparé à celui qu'aurait introduit l'application honnête de la Constitution de 1958. Personnellement, j'aurais préféré une tentative de parlementarisme réformé à une expérience de système présidentiel, mais je reconnais que les arguments ne manquent pas dans un sens et dans un autre. En tout cas, l'élection du Président de la République au suffrage universel compromet, de manière irrémédiable, la tentative d'un parlementarisme réformé. Le jour où la bataille politique reprendra, la Constitution elle-même en sera un des enjeux principaux et les partis risquent d'adopter telle attitude ou telle autre en fonction d'intérêts transitoires.

Ce que l'on peut donc souhaiter, c'est que les partis aujourd'hui dans l'opposition préparent à l'avance les réformes qu'ils apporteraient à la pratique actuelle. Nul n'envisage de revenir à l'instabilité gouvernementale d'hier ou d'avant-hier. Aussi bien quiconque semblerait accepter d'un cœur léger une telle restauration s'enlèverait à lui-même toute chance de succès. Je n'ignore pas la

difficulté qu'éprouveront les hommes et les partis à s'accorder sur un texte précis de réforme constitutionnelle. Selon la probabilité, c'est, une fois de plus, à chaud, à l'occasion d'une crise, et non au terme d'une délibération raisonnable que les institutions d'aujourd'hui seront adaptées à des temps moins troublés. Et, pourtant, si la France dite modérée devait, un jour, ne plus aller d'un extrême à l'autre, d'un régime sans tête à une monarchie paternaliste, de gouvernements instables à un parlement sans dignité, ne faudrait-il pas que les institutions fussent non l'œuvre d'une faction abusant de sa victoire mais la règle commune à laquelle tous les citoyens souscriraient sincèrement?

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 27 mai.

L'opposition n'a pas gagné tout ce que le Pouvoir a perdu

Le Figaro
22 novembre 1963

Plusieurs journaux ont publié les résultats bruts des sondages d'opinion au cours de ces dernières années et ils ont noté la baisse de la "popularité" du général de Gaulle, en termes plus précis, l'augmentation du nombre de ceux qui se déclarent "mécontents" et la diminution du nombre de ceux qui se déclarent "satisfaits" de l'action du général.

Au cours de l'année 1960, le nombre des "satisfaits" oscille entre un minimum d'un peu moins de 60% au moment du départ de M. Pinay, et un maximum de 75% au moment des barricades à Alger. L'échec de la conférence de Melun fait retomber ce chiffre à 63%, lequel remonte à 75% au moment du putsch d'avril 1961 et du cessez-le-feu en avril 1962. C'est en février et mars 1963 que le pourcentage des "satisfaits" parmi les personnes interrogées, pour la première fois depuis 1959, tombe au-dessous de 50%. Il est remonté ensuite jusqu'à 50%, chiffre qu'il n'a pas dépassé. En septembre et octobre derniers, l'écart n'est plus que de quelques points entre les "satisfaits" (environ 46%) et les "mécontents" (environ 40%). Pendant les années 1959-60-61-62, le nombre des "mécontents" a oscillé entre 20% et 30%, selon la conjoncture. C'est en février-mars 1963, au moment des grèves, qu'il a, pour la première fois, dépassé 40%.

Le gonflement de la catégorie des "mécontents" est, en un sens, la simple expression du retour à la normalité (au moins à la normalité française). La guerre d'Algérie est terminée (et la politique algérienne du général de Gaulle, quel que soit le jugement que l'on porte sur elle, a été soutenue par la masse des Français), les Français remettent au premier rang les soucis économiques et ils jugent à nouveau le Pouvoir selon leurs préférences partisans.

Parmi ceux qui se déclarent satisfaits, 11% seulement justifient leur satisfaction par le fait que le général de Gaulle a conservé à la France "son indépendance et son rang de grande puissance". Parmi les "mécontents", 10% seulement reprochent au président de la République d'avoir "coupé la France de ses alliés". En revanche, 22% des "satisfaits" pensent que "la France est mieux gouvernée", cependant que, parmi les "mécontents", 24% accusent "les prix trop élevés et les salaires trop bas", 23% "une politique sociale hostile aux petits",

21% "le pouvoir personnel".

Les questions comme: "Souhaitez-vous que le général de Gaulle se présente aux élections présidentielles de 1965?" ou: "Si le général de Gaulle se présentait, voteriez-vous pour lui?" confirment que satisfaction ou mécontentement sont désormais déterminés, en une large mesure, par les sympathies politiques.

Sur 100 personnes interrogées qui se déclarent proches des Indépendants, 45 souhaitent que le général de Gaulle se présente et 43 voteraient pour lui, 37 ne souhaitent pas et 35 ne voteraient pas pour lui. Quand on interroge des U.N.R., le pourcentage de ceux qui souhaitent la candidature monte à 89% et le pourcentage de ceux qui voteraient pour le général à 90% (8% ne se prononcent pas). Parmi les M.R.P. encore, le Pouvoir a plus de partisans que d'opposants: 56 contre 30 pour la première question, 53 contre 28 pour la seconde. Le renversement intervient avec les radicaux, dont 33% sont pour la candidature et 50% contre. Quant aux S.F.I.O., 59% ne voteraient pas pour le général de Gaulle et 18% voteraient pour lui. Chez les communistes, 6% seulement voteraient pour et 86% contre.

En d'autres termes, les troupes du M.R.P. demeurent en majorité favorables en général de Gaulle et celui-ci garde, en dépit de la polarisation politique, suffisamment de partisans à gauche pour recueillir une majorité de *oui* en cas de référendum ou d'élection. (Tous les pourcentages sont calculés par rapport au total des personnes interrogées, par rapport donc à un échantillon représentatif de la population entière, alors que 70 à 75% seulement de la population prennent part aux élections). Mais le Pouvoir s'appuie surtout désormais sur les Français qui se déclarent à droite ou au centre, cependant que la grande majorité de ceux qui se déclarent eux-mêmes à gauche appartient, activement ou virtuellement, à l'opposition.

La popularité personnelle du général de Gaulle se dégage également d'une comparaison entre les pourcentages des satisfaits et des mécontents quand la question intéresse le Président de la République et ces mêmes pourcentages quand la question concerne le premier ministre ou le gouvernement. En mars 1963, 30% des personnes interrogées étaient *très* (2%) ou *plutôt* (28%) satisfaites du gouvernement Pompidou, cependant que 37% en étaient *plutôt* (26%) ou *très* (11%) mécontentes. En septembre 1963, les satisfaits restent à 31%, les mécontents montent à 49%. Les Français, au reste, ne voient guère de différence entre M. Pompidou et M. Michel Debré: 56% d'entre eux jugent que ces deux premiers gouvernent de la même façon, 16% jugent que M. Pompidou

gouverne mieux que M. Michel Debré et 8% qu'il gouverne moins bien. Comme dans certaines sociétés archaïques, le premier ministre doit détourner du Président de la République et attirer vers lui une part du mécontentement populaire. Le rôle de bouc émissaire est institutionnalisé sous la Ve République.

Si le Pouvoir est moins assuré du soutien populaire, l'opposition aurait tort de croire qu'elle gagne à proportion de ce que le Pouvoir perd. Moins de la moitié des Français mécontents du général de Gaulle (47%) estiment que l'opposition est actuellement capable de proposer un programme. Mais ce pourcentage s'élève à 61% quand la question porte non sur le présent mais sur la situation dans quatre ans, au moment des prochaines élections législatives. L'optimisme sur la capacité de l'opposition de formuler un programme d'ici quatre ans va en diminuant des communistes (70%) aux socialistes (52%), aux radicaux (54%), au M.R.P. (34%).

Ce n'est pas tout. Aucun des hommes dont le nom a été cité comme candidat possible à la présidence de la République n'est très connu. 35% des Français interrogés ont entendu parler de M. Jean Monnet, 36% savent qui est M. Gaston Defferre. (Mais 48% des Français, grâce à la radio et à la télévision, savaient que le match d'athlétisme entre la France et l'Union soviétique s'était terminé sur un résultat nul). L'absence d'un candidat connu de l'ensemble des Français n'est pas le seul obstacle que l'opposition doit surmonter: l'opposition comprend les communistes d'une part, la gauche nationale, européenne ou atlantique, d'autre part. Ces deux gauches pourront-elles s'entendre sur le choix d'un candidat unique? 34% croient cette éventualité probable, 33% la croient improbable, 30% la souhaitent, 35% ne la souhaitent pas.

De ce fait, l'écart entre les voix qu'obtiendraient aujourd'hui respectivement le général de Gaulle et le candidat quelconque de l'opposition est beaucoup plus grand que l'écart entre les pourcentages des satisfaits et des mécontents.

Si le général de Gaulle souhaite demeurer à l'Elysée après 1965, la procédure qui, dans les conditions présentes, lui serait le plus favorable est celle qui, simultanément, s'accorde avec la règle constitutionnelle. Il y a plus de Français disposés à voter non que de Français résignés ou résolus à choisir M. X...

L'opinion politique des Français. Le souhaitable n'est pas toujours possible

Le Figaro
7-8 décembre 1963

J'avais essayé, en un récent article, de dégager les tendances de l'opinion politique des Français en utilisant les résultats des sondages menés par l'*Institut français d'opinion publique*. Comme cet institut fait des enquêtes pour le compte du parti gouvernemental aussi bien que des partis d'opposition, j'ai tenu pour acquise l'objectivité scientifique des résultats.

Pour répondre à certaines questions de lecteurs, je voudrais préciser d'abord que les Français qui se déclarent aujourd'hui très ou plutôt mécontents du général de Gaulle ne voteraient pas nécessairement "non" à un référendum. En dépit de leur mécontentement affirmé, ils préféreraient peut-être le général de Gaulle à tout autre candidat à la présidence de la République le jour où ils seraient obligés de choisir.

Presque au moment même où, sur 100 Français interrogés, 46 se déclaraient satisfaits du général, 40 mécontents et 14 ne se prononçaient pas, 43 Français sur 100 affirmaient qu'en cas de choix entre le général de Gaulle et M. Gaston Defferre, ils choisiraient le premier, cependant que 22 déclaraient qu'ils choisiraient le deuxième, et 35 ne se prononçaient pas.

La comparaison de ces chiffres est instructive. Alors que 15 Français seulement hésitent à dire s'ils sont mécontents ou satisfaits, 35 ne savent pas pour qui ils voteraient s'ils avaient le choix entre le général de Gaulle et Gaston Defferre. Et comment pourrait-il en être autrement puisque 36 Français sur 100 seulement savent qui est M. Gaston Defferre? Mais, de ce fait même, les chiffres actuels n'ont qu'une valeur limitée. D'ici au jour de l'élection, le candidat aura le temps de se faire connaître, ce qui lui vaudra ou des partisans ou des adversaires supplémentaires, mais ce qui réduira, en tout cas, le nombre de ceux qui ne se prononcent pas. Ajoutons que, si ceux qui ne se prononcent pas sont considérés comme des abstentionnistes, les pourcentages 43, 22 et 35 sont un peu plus favorables au président de la République que les résultats du dernier référendum mais n'en diffèrent pas fondamentalement.

En ce qui concerne l'opposition, le problème décisif, nous l'avons dit, est celui de l'unité, possible ou impossible, souhaitable ou non souhaitable, entre

communistes et non-communistes. L'*Institut français d'opinion publique* a donc procédé à un dépouillement supplémentaire, de manière à établir le pourcentage et parmi les satisfaits et parmi les mécontents de ceux qui jugent probable ou souhaitable que le parti communiste s'entende avec les autres partis d'opposition pour présenter un candidat unique, non communiste, à l'élection du président de la République. Voici les résultats: sur 100 Français satisfaits du général de Gaulle, 21 seulement pensent qu'il y a de grandes chances ou assez de chances pour que l'opposition parvienne à désigner un candidat unique. Ce pourcentage s'élève à 54 parmi les Français mécontents. La réponse contraire ("il y a peu de chances ou aucune chance") recueille 41% des suffrages parmi les satisfaits, 27% parmi les mécontents.

En ce cas, le jugement sur le probable coïncide, en gros, avec le jugement sur le souhaitable. 12% seulement des Français satisfaits *souhaitent* cette unité de l'opposition contre 55% parmi les mécontents. En revanche, 51% des satisfaits ne la souhaitent pas contre 21% des mécontents.

Cet accord entre les prévisions et les désirs s'explique aisément. Ce qui, en revanche, mérite réflexion, c'est que 21 sur 100 des Français mécontents sont hostiles à la désignation d'un candidat commun. Du même coup, apparaît l'obstacle majeur auquel se heurte l'opposition: sans les communistes, elle n'est pas assez nombreuse. Avec eux, elle risque de s'aliéner une fraction des opposants qui refusent toute association avec le P.C.

Les sentiments des Français ne sont pas toujours aussi aisément saisissables. À la question, posée en août 1963, "Estimez-vous que la France doit avoir sa propre force de frappe atomique?", 34 Français sur 100 répondaient oui, 37 répondaient non et 29 ne se prononçaient pas. Quelques mois auparavant, en avril 1963, la question avait été posée sous la forme: "À votre avis, la France peut-elle, actuellement, faire face aux dépenses exigées par la force de frappe?" 15 Français sur 100 avaient alors répondu oui, 52 avaient répondu non et 33 ne s'étaient pas prononcés. Manifestement, il se trouve des Français qui estiment que la France doit avoir sa propre force de frappe mais qu'elle n'en a pas les moyens financiers. En d'autres termes, le verbe *doit* est interprété comme l'expression d'un souhait mais non comme l'affirmation d'une possibilité.

Ce n'est pas tout. Pendant la dernière semaine d'août 1963, les enquêteurs avaient demandé si la France devait signer l'accord de Moscou, même si cela devait interrompre son programme d'armement nucléaire. Or 53% des personnes interrogées avaient répondu oui et 18 non, 29 ne se prononçant pas. Ainsi, les

partisans de la signature de l'accord de Moscou étaient sensiblement plus nombreux que les adversaires de l'effort atomique français.

Quelles conclusions tirer de ces chiffres, apparemment contradictoires? D'abord et avant tout, que la formulation même des questions n'est pas sans influence sur les réponses, ensuite et surtout, qu'il semble que nombre des Français soient sensibles simultanément à trois arguments: il est *souhaitable* que la France possède sa force atomique propre, il est *douteux* qu'elle en ait les moyens financiers, il est *regrettable* qu'elle ne se joigne pas à l'accord de Moscou. Peut-être quelques-uns de mes lecteurs penseront-ils que, comme moi-même, ils sont enclins à éprouver en même temps ce désir, ce doute et ce regret.

Faut-il supprimer le service militaire? Atome et contingent s'excluent financièrement

Réalités
janvier 1964

Suis-je pour ou contre le service militaire? C'est une question à laquelle je ne peux répondre dans l'abstrait. Il faut savoir la conception que l'on adopte de la défense nationale, la doctrine militaire. Étant donné la doctrine du présent gouvernement, qui restera probablement celle de la France, quelles sont les servitudes financières imposées par ce certain choix? Quelles sont les possibilités?

Le budget de défense nationale est cette année de 20 milliards environ. Sur ce total, la force stratégique nucléaire ou force de dissuasion en absorbe de 20 à 25% (sans compter les sommes inscrites au budget du Commissariat à l'Énergie atomique). Ce budget augmentera de 2 à 4% par an selon l'allure de la croissance économique, mais la force nucléaire stratégique qui doit comprendre, d'ici 1972-73, trois sous-marins atomiques continuera à absorber quelque 25% du total.

Dès lors le problème est de savoir combien de divisions pourront être équipées avec des armes modernes si l'on reste dans le cadre financier actuel. Or j'ai le sentiment que ce nombre – quatre ou cinq, peut-être six – ne permettra pas d'utiliser l'ensemble du contingent.

L'état-major général de l'armée répond: la DOT (Défense Opérationnelle du Territoire) justifie le maintien de *tout* le contingent. Je ne vois pas, personnellement, à quoi répond la DOT. À quelle hypothèse de guerre? Si l'on mise sur la dissuasion sans envisager la guerre classique en Europe, pourquoi la DOT interviendrait-elle? Quant à la subversion, je ne crois pas qu'elle puisse prendre des proportions qui appellent une action de grande envergure.

Or, si l'on exclut la DOT, on aura du mal à employer tout le contingent dans la force atomique, le corps d'intervention, la marine et l'aviation. Il faudrait envisager des rotations extrêmement rapides, or huit à dix mois sont nécessaires pour la formation des soldats dans les divisions modernisées. À peine les hommes formés, on les renverrait dans leurs foyers. Techniquement, je doute donc que l'emploi de tout le contingent se justifie. Mais il y a un problème politique, dans un pays où le service militaire est une vieille tradition: comme on

arrivera nécessairement à un service sélectif, avec tendance à prolonger la durée pour les plus aptes, par quel procédé donnera-t-on satisfaction au désir d'égalité de la nation? Sans doute faudra-t-il demander à ceux qui ne serviront pas des sacrifices sous une forme ou une autre, pendant les douze ou quinze mois qu'ils sont censés devoir à leur pays. Là nous cherchons une solution politique à un problème politique. On peut envisager un Peace Corps sur le modèle américain, des stages de formation professionnelle, les intellectuels pourraient servir dans l'enseignement, dans les pays d'Afrique, on créerait un service civique analogue au service militaire... Ce qui ne doit pas être, c'est de maintenir un service militaire, à seule fin d'occuper des cadres en surnombre.

Autorité indivisible et entière

Le Figaro
4 février 1964

La conférence de presse de vendredi dernier n'a réservé à l'auditoire de l'Élysée, à la France et au monde aucune surprise. Les idées du chef de l'État au sujet du Marché commun et de l'unité politique de l'Europe n'ont pas changé: aussi bien personne ne supposait qu'elles eussent changé.

La reconnaissance de la Chine communiste était déjà connue avant le 31 janvier et le morceau de bravoure sur "l'État plus ancien que l'Histoire" et sur le peuple "conscient et orgueilleux d'une immuable pérennité" ne donnait réponse à aucune des questions prosaïques que l'on se pose. Si Tchang Kaï-chek ne prend pas l'initiative d'une rupture des relations diplomatiques, le gouvernement français se résignera-t-il à un geste dont il aurait préféré, de toute évidence, ne pas assumer la responsabilité? On ne saurait tenir pour une surprise "les affinités qui existent notoirement entre les deux nations pour tout ce qui a trait aux choses de l'esprit", ni même le fait "qu'elles se portent, dans leurs profondeurs, sympathie et considération réciproques": ces sortes de découvertes accompagnent et symbolisent les rapprochements diplomatiques, quel que soit l'État en question: Russie, Grande-Bretagne, Allemagne, Mexique, Suède ou Cambodge ont connu ou connaîtront de tels hommages.

Au reste, si "les masses innombrables et misérables" ont provisoirement disparu de la scène, l'opposition virtuelle ou actuelle "entre l'intérêt de la Russie qui conserve et qui maintient et celui de la Chine qui a besoin de croître et de prendre" est, une fois de plus, soulignée. Une certaine "solidarité doctrinale" subsiste entre Russie et Chine, mais les différences nationales, nous le savons, importent bien plus que les idéologies. Pourquoi et comment une politique de neutralisation parviendrait-elle à freiner un État qui a besoin de croître et de prendre? Aucune explication n'est même suggérée.

Finalement, c'est le long passage consacré aux institutions qui retient l'attention, appelle le commentaire et, en ce qui me concerne, suscite l'inquiétude et la critique. Jamais le général de Gaulle n'avait exprimé aussi clairement la conception qu'il se fait de la Constitution de 1958 et du régime politique de la France. Jamais il n'est apparu aussi proche de la doctrine monarchique (l'élection, conforme à l'esprit du temps, se substituant à la naissance). Jamais il n'a accordé au président de la République, élu pour sept ans, autant de

prérogatives. Jamais il n'a aussi explicitement réduit le premier ministre à un rôle subordonné.

Il n'est plus question d'équilibre ou de séparation des pouvoirs. La responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée subsiste, mais "les rapports entre le ministère et le Parlement, tels qu'ils sont réglés par la Constitution, ne prévoient la censure que dans des conditions qui donnent à cette rupture un caractère d'extraordinaire gravité". En ce cas, le président peut faire trancher le litige soit par de nouvelles élections, soit par un référendum. Au reste, "si l'autorité *indivisible* de l'État est confiée *tout entière* au président par le peuple qui l'a élu, s'il n'en existe aucune autre, ni ministérielle, ni civile, ni militaire, ni *judiciaire*, qui ne soit conférée et maintenue par lui", comment l'Assemblée nationale pourrait-elle détenir même une parcelle d'autorité? Chambre de conseil ou d'enregistrement, elle maintient la façade d'un régime représentatif sans mettre en cause l'autorité "indivisible" de "l'homme de la nation". Que de chemin parcouru depuis les propos lénifiants de 1958!

Pour justifier cette interprétation de l'actuelle Constitution, le président de la République a rappelé nombre des formules qui figurent dans le texte de 1958, mais il en a omis d'autres. Comment concilier avec l'autorité indivisible du chef de l'État l'article selon lequel "le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation, dispose de l'administration et des forces armées"? Comment concilier le droit que s'arroe le président de la République de "changer le premier ministre" avec le texte de l'article 8: "Le président de la République met fin aux fonctions du premier ministre *sur la présentation par celui-ci de la démission du gouvernement*"?

De même que le président de la République a utilisé l'article 11 dans des conditions que la plupart des juristes ont jugées contraires à l'esprit et à la lettre de la Constitution, il décrète aujourd'hui que le premier ministre *doit* présenter la démission du gouvernement dès lors que le président de la République en exprime le désir.

Je ne suis pas enthousiaste, pour mon compte, de la Constitution américaine, et je ne crois pas souhaitable d'en venir à ce que d'aucuns appellent un vrai régime présidentiel. En France, la juxtaposition d'un président (ou d'un gouvernement) et d'une Assemblée, condamnés à une coopération dont aucun des deux pouvoirs ne peut imposer les termes à l'autre, risquerait de provoquer la paralysie ou l'explosion. Mais le régime dont le général de Gaulle fait la théorie et l'éloge est moins encore susceptible de durer sous la forme excessive et

presque caricaturale qu'il lui donne aujourd'hui.

Les fidèles du Prince vont, selon leur coutume, accabler de leur mépris tous ceux qui ne joignent pas leurs voix au chœur des thuriféraires et qui seront traités de "nostalgiques de la IVe" ou encore de "défenseurs attardés d'institutions anachroniques". Ce n'est pas la première fois depuis 1789 que la France cherche à combiner l'autorité absolue d'un homme avec l'idéologie et certaines pratiques démocratiques. Ce qui différencie l'expérience actuelle des expériences précédentes, c'est d'abord le libéralisme du monarque et, ensuite, l'équivoque du texte constitutionnel.

Aussi longtemps que le général de Gaulle sera président de la République, il continuera, selon toute probabilité, à exercer avec modération les pouvoirs exorbitants qu'il s'est à lui-même attribués. Si un successeur voulait prendre modèle sur lui, il découvrirait bientôt que le peuple français n'a pas changé et que, pour citer Tocqueville, "conduit par un fil tant que personne ne résiste, il est ingouvernable dès que l'exemple de la résistance est donné quelque part".

L'opposition n'a nul besoin d'évoquer une réforme du texte constitutionnel: il lui suffit d'en réclamer le respect.

Maurrassisme et gaullisme

Le Figaro
17 décembre 1964

Condamné en 1945, par un tribunal de la Libération, Charles Maurras se serait écrié: «C'est la revanche de Dreyfus!» Peut-être de «vieux républicains» se demandent-ils aujourd'hui si le gaullisme ne représente pas, pour le maître de l'Action française, une sorte de revanche posthume. La Constitution actuelle ressemble à celle que le maréchal Pétain souhaitait, en 1944, léguer à la France et notre pays n'a pas connu, depuis le Premier Empire, un régime plus monarchique que celui de la Ve République.

Il va sans dire que les maurrassiens, je veux dire ceux qui ont été les disciples de Maurras ou qui se réclament explicitement de lui, sont, en majorité, passionnément hostiles au général de Gaulle. Ils détestent le responsable de l'épuration, «le grand trompeur», celui qui, revenu au pouvoir à l'occasion des événements d'Alger, mena jusqu'à son terme, impitoyablement, l'entreprise que l'on accusait M. Pflimlin de préparer. Fidèles au maréchal Pétain et défenseurs de l'Algérie française, les maurrassiens ont été, en même temps, antigauillistes.

Ces faits ne prêtent pas au doute, mais là n'est pas le problème d'histoire auquel François Mauriac lui-même fait allusion dans son livre sur le chef de l'État et qui a été l'objet d'un débat organisé par la revue *France Forum*. D'après tous ses biographes, le général de Gaulle a été, dans sa jeunesse, influencé par Maurras. Que cette influence ait été effective ou non, la parenté est évidente entre la critique du parlementarisme, que l'*Action française* a reprise chaque matin pendant des années, et la critique gaulliste du «régime exclusif des partis». Quelques idées appartiennent également à la pensée des deux hommes: la primauté de la politique et, en particulier, de la politique étrangère, la vision traditionnelle des États et de leur lutte permanente, l'indifférence aux idéologies qui passent alors que les nations demeurent, la passion de la seule France, au risque accepté que la France soit seule.

On objectera, à bon droit, que la Ve République emprunte au jacobinisme (M. Michel Debré) et au bonapartisme (référendum-plébiscite) plus qu'à l'ancienne France. Maurras se voulait contre-révolutionnaire et il détestait jacobinisme et bonapartisme. Le régime de la Ve République ne se situe certainement pas dans le courant contre-révolutionnaire, ni en fait ni moins encore en paroles, mais il répond à certaines exigences que proclamait la doctrine d'*Action française*:

l'État fort, l'exaltation de l'indépendance nationale, bien suprême, le mythe du pays réel ou du peuple rassemblé contre les divisions partisans «auxquelles les Français ne sont que trop enclins», le pouvoir, confié à un seul, de prendre les décisions qui engagent le destin de tous. Si le Sénat devait être transformé, l'an prochain, en une Assemblée des intérêts organisés, c'est-à-dire plus ou moins corporative, un autre emprunt aurait été fait au fonds maurrassien. L'Assemblée nationale subsiste et subsistera en tout état de cause, mais, au moins dans la conjoncture présente, elle n'exerce aucune influence sur la conduite de la diplomatie. Même en matière de législation, elle ne joue qu'un rôle limité. En d'autres termes, Charles de Gaulle aurait accompli, dans le cadre républicain, nombre des transformations que Charles Maurras aurait eu le tort de croire impossibles sans Restauration.

Je ne pense pas que ce rapprochement doive irriter ni les derniers fidèles de Maurras ni les fidèles, évidemment plus nombreux, du chef de l'État. Style de la diplomatie, caractères de la Constitution adaptée aux besoins et au caractère de la France, sur ces points la pensée du doctrinaire de *l'Action française* et celle du président de la République appartiennent à la même école, mais cette école compte bien d'autres docteurs: la critique de la démocratie est aussi vieille que la démocratie. Et, surtout, les oppositions entre maurrassisme et gaullisme – et non pas seulement entre Maurras et de Gaulle – ne sont pas moins frappantes que les similitudes.

Ces oppositions tiennent d'abord aux circonstances et aux personnalités. Maurras dénonçait la République mais aussi et surtout les minorités, juifs, francs-maçons, protestants, qu'il décrivait comme étrangères à la France, invisibles et puissantes. L'unité du pays était pour lui l'objectif suprême; il n'en a pas moins, toute sa vie et jusqu'au dernier jour, nourri la haine que des Français vouaient à d'autres Français. Même le passé de la France, il ne l'acceptait pas tout entier. Les périodes, les œuvres, les idéaux qui ne répondaient pas à son système politique – voire à ses goûts esthétiques – il les condamnait sans hésitation: la France éternelle était une France dépossédée d'une partie d'elle-même. L'adversaire de *l'Action française*, vivant ou mort, risquait toujours d'être déclaré non-Français par un tribunal sans appel, mais heureusement sans force.

Le destin du général de Gaulle a été, par deux fois, de symboliser les discordes des Français en même temps que le rêve de leur unité. À Londres, déjà, en 1940, entouré de quelques-uns, il croyait à son destin et voyait à

l'avance la France unie dans la Résistance et pour la victoire. Pendant les douze années de la «traversée du désert», il a, lui aussi, usé et abusé de la polémique – et celle-ci n'est pas compatible avec l'équité. Du moins s'en prenait-il plus au «système» qu'aux hommes, ce qui lui est d'autant plus facile que la France, à ses yeux, transcende les Français, leurs médiocrités et leurs misères. De la communauté nationale, il retient le passé tout entier, monarchies et républiques, Louis XIV et Napoléon, Barrès et Jaurès. La France gaulliste n'est pas fixée une fois pour toutes dans l'ordre romain, monarchique ou classique, elle reste elle-même, mais à la condition d'«épouser son siècle».

Là est probablement, au moins dans l'ordre philosophique, la différence essentielle entre la pensée de Maurras et celle du général de Gaulle. Le premier a presque ignoré les traits originaux des sociétés modernes parce qu'il voyait dans le devenir plus une menace contre l'ordre qu'un mouvement créateur. Le deuxième même s'il conserve la nostalgie de l'ordre est conscient des chances et des nécessités de notre époque: depuis les divisions blindées jusqu'à la décolonisation, il a voulu prendre pour devise: on ne commande à la nature qu'en lui obéissant. Alors que la plupart des maurrassiens s'emprisonnaient eux-mêmes en un système peu à peu sclérosé, le général de Gaulle est enclin à une sorte de pragmatisme supérieur. L'Histoire n'est pas, à ses yeux, une fatalité à laquelle il faut se soumettre, elle n'est pas non plus une divinité bienfaisante, elle est un milieu tour à tour favorable et hostile, que l'homme d'État a le devoir de comprendre afin de le maîtriser. Dans la deuxième moitié du XXe siècle, la colonisation, telle qu'elle fut hier ou avant-hier, est, à ses yeux, comme la lampe à pétrole ou la marine à voile. L'esprit d'une époque n'est pas moins contraignant que la technique de production ou les instruments de guerre.

Du même coup, deux questions se posent et la réponse qui leur sera donnée par l'avenir déterminera le sens final du gaullisme: l'absolu de la souveraineté nationale est-il contemporain des armes atomiques? La Constitution de la Ve République est-elle ou non, en dépit de ses sources historiques, le modèle de la démocratie à l'âge industriel?

Les règles de la bataille triangulaire

Le Figaro
26 mars 1965

Tous les partis ont trouvé dans les résultats des élections municipales des sujets de satisfaction, au moins si l'on prend à la lettre leurs déclarations publiques. Puisque l'U.N.R. a pour devise la stabilité, la réélection d'une municipalité, fût-elle communiste, témoigne du ralliement des électeurs à la devise, sinon au parti. La S.F.I.O. a peut-être moins d'élus, mais le manque à perdre est considérable par rapport aux espérances de ses adversaires.

Quels que soient les commentaires des uns et des autres, la carte électorale n'est pas simplifiée, la lutte politique ne se réduit pas à l'affrontement des communistes (ou front populaire) et de l'U.N.R.: entre ceux que l'on appelait, il y a quinze ans, les séparatistes et les gaullistes, il subsiste ceux qui se baptisent eux-mêmes centristes et que d'autres appellent les survivants de la IVe: socialistes, radicaux, républicains populaires, indépendants.

Il va de soi que le comportement électoral des Français n'est pas le même selon qu'il s'agit de choisir des administrateurs municipaux, un président de la République ou des députés. Aux dernières élections législatives, la personnalité du chef de l'État – les sondages en ont apporté la preuve – a déterminé, pour une large part, le succès de l'U.N.R. Les Français, ayant approuvé l'élection du président de la République au suffrage universel direct, ont souhaité que l'Assemblée nationale ait une majorité acquise au général de Gaulle. La moitié des électeurs qui exprimaient à l'avance la volonté de voter *oui* au référendum constitutionnel se déclaraient résolus à donner leurs suffrages aux candidats de l'U.N.R. Les élections municipales ne démontrent nullement qu'il en ira autrement aux prochaines élections législatives, à supposer, du moins, que le président de la République, en 1967, ait le même ascendant sur l'opinion qu'en 1962, mais elles n'en révèlent pas moins l'incertitude et les risques de l'entreprise dans laquelle semble s'être engagée l'U.N.R., et qui tend à l'élimination, grâce au scrutin majoritaire, de tous les groupes intermédiaires entre communisme et U.N.R.

Un régime de deux partis, dont l'un serait le communisme (même renforcé par quelques éléments du P.S.U. et de la S.F.I.O.), ne ressemblerait en rien au régime des deux partis en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. Les Britanniques connaissent aujourd'hui les inconvénients de ce régime si souvent admiré.

Quand aucun des deux partis n'a de majorité nette, le gouvernement n'a pas plus de capacité d'action qu'un ministère de coalition en un régime de partis multiples. Bien plus, comme victoire ou défaite dépendent d'un déplacement d'un ou de deux millions, quelquefois même de quelques centaines de milliers de voix, les deux partis ont la même peur de prendre des mesures radicales qui leur aliéneraient les suffrages des électeurs aux préférences instables.

En un régime français de deux partis, aussi longtemps que l'un serait ou semblerait révolutionnaire, l'autre régnerait en permanence. L'unique parti national gouvernerait seul, sans affronter de rival capable de fournir une équipe de remplacement. Un tel régime n'aurait rien à voir avec le bipartisme anglo-saxon. En revanche, il serait conforme au modèle indien, auquel les sociologues ont donné le nom de régime de parti hégémonique ou prédominant. En Inde, le parti du Congrès est au pouvoir sans interruption depuis l'indépendance; il n'a pas supprimé les partis d'opposition, mais aucun de ceux-ci n'a la prétention de l'emporter. Grâce au scrutin majoritaire à un tour emprunté à la tradition britannique, un parti national est parvenu à éviter, jusqu'à présent, et le parti unique et les risques de défaite électorale.

Que le modèle indien séduise l'U.N.R., on le conçoit aisément. Et dans cet article de pure analyse, je me garderais bien de prendre position pour ou contre le régime du parti prédominant. Mais, pour établir un tel régime, il reste des obstacles à franchir.

Un scrutin majoritaire, dans la France d'aujourd'hui, provoque inévitablement, en de multiples circonscriptions, des alliances communistes-socialistes. Il est normal que les autres partis dénoncent ces alliances comme immorales (elles le sont effectivement), mais les nouvelles lois électorales ont pour objet de ne laisser au parti socialiste d'autre choix qu'entre «une alliance immorale» et un désastre certain. Que les socialistes choisissent parfois le premier terme de l'alternative ne surprend personne et ne suscite guère que des indignations rituelles.

Il y a plus. Pour que l'U.N.R. devienne parti hégémonique, elle doit arriver, dans la plupart des circonscriptions, en tête des candidats nationaux. Mais si le scrutin comporte deux tours, des candidats dits centristes sont enclins à se maintenir au deuxième tour, soit qu'ils gardent l'espoir de vaincre, soit que, cyniquement, ils souhaitent renforcer l'opposition, fût-elle communiste, afin d'enlever la majorité absolue à l'U.N.R. Cette pratique détestable sera, à juste titre, condamnée, mais le R.P.F., en 1951, souhaitait que s'accrût la

représentation communiste au Parlement afin d'empêcher la formation d'une majorité de troisième force. Les centristes ne l'avoueront pas plus aujourd'hui que le R.P.F. ne l'avouait il y a quatorze ans; le fait est que, dans une bataille triangulaire, les solidarités réelles diffèrent des solidarités apparentes. Les ennemis sont alliés et les alliés ennemis.

Si le parti communiste avait une chance d'accéder au pouvoir, tous les nationaux se retrouveraient au coude à coude. Mais, en 1951, le R.P.F. voulait contraindre les partis de la troisième force à céder la place: il fallait donc que communistes et gaullistes ensemble eussent une majorité absolue à l'Assemblée nationale. Demain, le but des non-gaullistes sera d'empêcher l'U.N.R. de devenir le parti hégémonique. De curieuses alliances, officielles ou clandestines, vont se nouer.

On objectera que la suppression du deuxième tour rendrait de telles alliances impossibles. Ce n'est pas sûr. Et le résultat global d'un scrutin uninominal majoritaire à un tour serait pour le moins incertain. Mais pourquoi vouloir un parti prédominant? Le parti du Congrès, en Inde, avait incarné la volonté d'indépendance. L'U.N.R. ne se définit encore que par le soutien inconditionnel au général de Gaulle. Si grand soit-il, le mérite de cette fidélité ne peut pas ne pas apparaître aussi périssable que toute existence humaine. Que l'U.N.R. veuille survivre à celui qui lui a donné la vie, rien de plus légitime. Mais, pour que son ambition de permanence et d'hégémonie se justifie, elle doit être capable d'attirer l'élite politique et intellectuelle de la nation.

On ne saurait affirmer qu'elle y soit déjà parvenue.

L'opposition désarmée

Le Figaro
28 octobre 1965

Depuis 1789, tout se passe comme si chaque régime français trouvait son meilleur titre de gloire et le fondement même de sa légitimité dans les défauts du régime antérieur qu'il se vante infatigablement d'avoir corrigés. Le Consulat mit fin à l'anarchie révolutionnaire, la Restauration aux aventures impériales, le deuxième Napoléon promettait l'ordre, la prospérité et, en plus, un peu d'éclat. La IIIe République a relevé les ruines laissées par le Second Empire, le maréchal Pétain et les siens dénonçaient à l'opinion les turpitudes du "régime aboli" (ainsi désignait-on, en 1940, la IIIe République). La IVe République, à ses débuts, avait le mérite de liquider le "vichysme" et la "collaboration". La Ve République ne fait pas exception. Au bout de plus de sept années, les porte-parole du pouvoir ne laissent passer aucune occasion du parallèle entre l'instabilité d'hier et la stabilité d'aujourd'hui, entre les humiliations subies et la grandeur retrouvée.

Il faudrait être aveugle ou de mauvaise foi pour nier le contraste entre 1955 et 1965. Les Français ont le sentiment d'être mieux gouvernés qu'ils ne l'étaient hier et ils ne se trompent pas. Il y a dix ans, quand ils comparaient leur régime politique à celui des autres pays d'Occident, ils se sentaient presque honteux. Désormais, à en juger d'après les sondages d'opinion, ils placent les institutions politiques de la France au même niveau que celles de la Grande-Bretagne ou des États-Unis.

Malgré tout, au fur et à mesure que le temps passe, ce plaidoyer devient de moins en moins convaincant. Il va de soi que le général de Gaulle, s'il est candidat à la Présidence de la République, obtiendra au premier tour la majorité absolue des voix. N'importe quel personnage historique, qu'il s'appelle Louis-Napoléon ou Eisenhower, accède à la Présidence de la République en cas d'élection au suffrage universel direct. Le général de Gaulle, même s'il n'avait pas tous les mérites qui lui sont reconnus, serait assuré du succès.

Au-delà de ces évidences - le contraste entre les deux pratiques constitutionnelles, le fait gaulliste - se posent les questions que les orateurs de la Ve République ne pourront pas indéfiniment éluder. Les Français sont reconnaissants au général de Gaulle, d'abord et avant tout, d'avoir mis fin à la guerre d'Algérie et je partage leur sentiment. Mais les députés U.N.R. qui ont fait campagne en 1958 avec le mot d'ordre de l'Algérie française, ont-ils le droit de

revendiquer une politique qu'ils n'avaient, en majorité, ni prévue ni souhaitée et qu'ils dénonçaient à l'avance quand les hommes d'État de la IV^e en manifestaient la velléité?

"L'abandon de l'Algérie", qu'il était facile de recommander et difficile d'accomplir, aurait pu provoquer une guerre civile et, grâce au général de Gaulle, la France a évité le pire. Mais la même politique, négociations avec le F.L.N., départ de la minorité française, indépendance de l'Algérie, aurait été stigmatisée par les gaullistes si le général de Gaulle lui-même n'en avait pas pris la responsabilité.

Historiquement, la Ve République a mené à son terme la décolonisation que la IV^e avait entreprise mais qu'elle n'avait pu achever, paralysée tout à la fois par la faiblesse des institutions et par l'opposition nationaliste à laquelle adhéraient les gaullistes eux-mêmes.

Le paradoxe est que les Français ont su gré au général de Gaulle de ce qu'ils ne toléraient pas de ses prosaïques prédécesseurs. On en a voulu à Mendès-France ou à Edgar Faure de l'indépendance de la Tunisie et du Maroc, non au général de Gaulle de l'indépendance de l'Algérie. Les uns diront que le style transfigure l'événement, les autres que les Français acceptent du "héros" ce qu'ils reprochent aux parlementaires.

Sur le plan économique également, la continuité apparaît aux observateurs. Grâce à la dévaluation réussie à la fin de 1958, le franc est, depuis sept ans, une monnaie forte, alors qu'il n'avait cessé d'être, sous la IV^e République, une monnaie faible, mais les progrès économiques accomplis entre 1945 et 1958, pour être partiellement dissimulés sous l'inflation, n'en étaient pas moins substantiels. Les excédents des comptes extérieurs, qui assurent une liberté d'action diplomatique, ne suffisent pas à résoudre le problème fondamental des économies modernes: un taux élevé d'expansion sans hausse excessive de prix. Ce problème, la Ve République ne l'a pas encore résolu. La plupart des réformes qui contribueraient éventuellement à la solution en sont encore à la phase des études.

Le traité de Rome avait été conçu, rédigé, signé par les hommes de la IV^e République. Le Marché commun a été et il reste populaire. Les Français sont favorables à l'Europe, sans discerner clairement la portée du conflit entre les partisans de la supranationalité et ceux de la coopération entre les États. Aux yeux du général de Gaulle, M. Jean Monnet est un apatride. Aux yeux des Européens de l'école de M. Monnet, le général de Gaulle est un nationaliste en

train de détruire l'esprit communautaire indispensable à l'intégration des Six. Aux yeux des Français moyens, les uns et les autres ont contribué à la construction européenne.

À juste titre, la classe politique a le sentiment d'une divergence de plus en plus marquée entre la politique européenne de la IV^e République et celle de la V^e. L'opinion publique a bien davantage une impression de continuité. L'échec du traité franco-allemand n'est pas encore clairement perçu. La crise déclenchée en juin dernier à Bruxelles à propos du règlement financier de la politique agricole commune passe encore pour une péripétie, non pour l'annonce d'un tournant historique.

Le général de Gaulle pourrait-il, demain, liquider le Marché commun sans susciter de réactions? Je ne le crois pas. Certes, après sa réélection, il détiendra un pouvoir tel qu'il pourrait, s'il lui en prenait fantaisie, sortir de l'alliance atlantique et du Marché commun. Mais une fraction importante du pays n'approuverait pas de telles décisions. Tant qu'il s'agit de *réformer* l'alliance atlantique, ou de *réduire* l'autorité de la Commission de Bruxelles, ou de *négoier* un règlement financier aux meilleures conditions, le Français moyen se laisse aisément persuader. Le jour où le général de Gaulle briserait nos alliances d'après guerre, déchirerait le traité de Rome, personne ne descendrait dans la rue, mais une inquiétude, sinon une résistance de l'opinion modifierait profondément le climat du régime. Et c'est pourquoi je ne crois pas que le général, à moins qu'il ne cesse d'être ce qu'il a été, en vienne à ces mesures extrêmes.

Du même coup, on sera enclin à plus d'indulgence à l'égard de l'opposition. Celle-ci ne manque pas d'arguments: il y a toujours des sujets de mécontentement. Mais elle ne dispose pas d'arguments simples et frappants. Les Français ont toujours préféré la République au Parlement, ils n'ont jamais été très soucieux de légalité constitutionnelle. Qui pourrait être hostile à la formule de "l'indépendance nationale"? Aussi longtemps que le général de Gaulle use de sa toute-puissance sans sortir d'un cadre coutumier, il heurte les milieux dirigeants plus que les simples citoyens. Et ces derniers représentent le nombre.

La Constitution et les partis

Le Figaro
17 novembre 1965

S'il est vrai que, le 5 décembre, le monde entier regardera vers la France, il n'est pas douteux que, depuis le 6 novembre, le monde entier commente deux petites phrases de l'allocution du chef de l'État: "Que l'adhésion franche et massive des citoyens m'engage à rester en fonctions, l'avenir de la République nouvelle sera décidément assuré. Sinon, personne ne peut douter qu'elle s'écroulera aussitôt...". Nul étranger n'aurait porté un jugement aussi sévère sur la France. Les opposants eux-mêmes, à l'intérieur, prêtaient aux institutions renouvées par le général de Gaulle plus de consistance, aux hommes choisis par lui plus de mérite.

Commentateurs et candidats à l'élection présidentielle ont eu le choix entre deux réponses. Ils ont reproché au chef de l'État ou bien de se tenir pour indispensable ou bien d'être trop modeste pour son œuvre, sinon pour lui-même. Car n'est-ce pas excès de modestie d'affirmer que, au bout de sept années, la Ve République continue à ne pouvoir se passer de celui qui lui a donné ses lois (quitte à les ployer en tous sens)?

En fait, les opposants, comme le général de Gaulle, utilisent volontiers deux arguments contradictoires. Selon les jours ou l'humeur, le président de la République proclame tantôt les vertus de la nouvelle Constitution, tantôt l'effondrement inévitable de l'État au cas où "le général de Gaulle" viendrait à manquer; de même, les opposants répondent, tour à tour ou simultanément, que le destin de la France ne dépend pas d'un seul homme ou que le général de Gaulle se condamne lui-même en offrant au pays le choix entre lui et le chaos.

La Constitution de la Ve République, tout le monde le répète, crée des risques de conflit entre les deux têtes de l'exécutif, entre le premier ministre et l'Assemblée nationale, devant laquelle il est responsable. On imagine aisément un président de la République en conflit avec la majorité parlementaire et contraint, après de nouvelles élections, soit de se démettre, soit de se soumettre.

Cette Constitution n'a rien de commun, en dépit des apparences, avec aucune des constitutions anglo-saxonnes; elle ressemble aux constitutions des pays latino-américains, qui ont instauré l'élection du président de la République au suffrage universel sans emprunter aux États-Unis les pratiques complémentaires: élection des deux candidats principaux par les deux grands partis, élection

simultanée du président de la République et de la Chambre des Représentants, accord nécessaire entre la présidence et le Congrès par le fait qu'aucun des deux pouvoirs ne peut s'imposer à l'autre, enfin et surtout, respect religieux voué par le peuple lui-même à la Constitution.

L'actuelle Constitution n'est certes pas respectée par le peuple français: comment pourrait-elle l'être, alors que le chef de l'État lui-même l'a traitée avec désinvolture? Telle qu'elle est devenue, elle ne favorise pas le regroupement des partis, elle tend plutôt à le prévenir.

Beaucoup de spécialistes des sciences politiques comptaient sur l'élection du Président de la République au suffrage universel pour amener les vieux partis à se rajeunir et à se regrouper. Si la France avait l'équivalent du système américain du *ticket*, le candidat à la présidence de la République étant associé, par l'intermédiaire du parti, à de multiples candidats à des fonctions électives, peut-être alors, en effet, la loi constitutionnelle aurait-elle obligé les partis à des coalitions d'abord, à une fusion plus tard. Rien de pareil avec le système actuel.

Dans aucun pays de l'Amérique latine, l'élection du Président de la République au suffrage universel n'a conduit à un système de deux partis; dans tous les pays, elle a eu les effets que l'on observe en France: dissociation entre élections municipales et législatives d'une part, élection du Président de la République d'autre part. M. Guy Mollet n'a pas voulu sacrifier le parti socialiste, d'abord et avant tout parce qu'aucun chef de parti n'est porté au suicide, mais il avait une justification. Aux élections législatives, les socialistes ont besoin des électeurs communistes plus que des électeurs M.R.P. En prenant leur distance à l'égard de tous les partis, les candidats à la présidence de la République, quoi qu'on en dise, ont obéi à la logique de l'actuelle Constitution. La tentative d'utiliser cette élection pour la formation d'un grand parti ou d'une coalition durable était méritoire, mais elle avait peu de chances de réussir.

Chacun va répétant que les vieux partis sont morts, qu'ils n'intéressent plus personne, qu'ils sont sans vitalité et sans programme. J'y consens, mais l'Union pour la Nouvelle République ne me paraît pas plus riche d'idées que les anciennes formations, peut-être même est-ce là le secret de sa force. Aux États-Unis, chacun des deux grands partis est une coalition: les démocrates du Sud sont plus éloignés des démocrates du Nord que ceux-ci ne le sont des républicains dits libéraux, c'est-à-dire de gauche, comme le nouveau maire de New York. Personne n'inventerait le parti démocrate américain s'il n'existait pas.

On veut inventer un nouveau parti en France à un moment peu propice. Les

problèmes actuels se prêtent mal à une mise en forme idéologique. Les vieux partis qui se réclament d'une famille spirituelle paraissent anachroniques. Mais sur quoi fonder un parti nouveau sinon sur des idées ou sur un homme? À défaut d'idées, l'U.N.R. a un homme - même si cet homme la renie. Par quel miracle les états-majors de la S.F.I.O., du M.R.P. ou des centristes auraient-ils pu établir les principes d'une organisation commune? Comment auraient-ils pu s'accorder sur le nom d'un chef? Sur l'attitude à l'égard du gaullisme, alors que les électeurs du M.R.P. sont en majorité gaullistes et les dirigeants du même parti en majorité antigauillistes?

Aussi longtemps qu'il fixe son attention sur les partis et sur la Constitution, l'observateur risque de s'abandonner au pessimisme. Mais deux changements fondamentaux sont intervenus depuis 1958 et c'est pourquoi je juge que tous, gaullistes et antigauillistes, donnent de la situation politique une image déformée par le sens dramatique.

La République des députés, celle de la III^e comme celle de la IV^e République, est morte. La capitulation de mai 1958, après celle de 1940, marque la fin d'une époque. Bien que les prévisions à terme soient toujours difficiles, le retour aux jeux parlementaires du passé paraît suprêmement improbable. Avec tous ses défauts, l'actuelle Constitution donne à n'importe quel Président de la République, même s'il s'appelle Georges Pompidou, Mitterrand ou Lecanuet, le moyen d'imposer quelque discipline aux députés et aux partis.

Le deuxième changement - et il est autrement important - c'est que la France n'a plus de problème difficile à résoudre. La IV^e République, soumise à la pression de l'armée, des Français d'Algérie, des ultras et des gaullistes, était probablement condamnée à poursuivre la guerre d'Algérie. La France de demain n'aura plus de problème comparable à celui de l'Algérie. Elle aura, comme tous les pays industriels, des tâches de gestion et de réformes. Dans la conjoncture prévisible, il faudrait, pour provoquer une crise politique, beaucoup d'efforts et d'ingéniosité.

Il est vrai qu'à cet égard les Français ont toujours manifesté des dons exceptionnels.

Constitution provisoire

Le Figaro
2 décembre 1965

En 1958, la France avait besoin d'un "dictateur" au sens romain du terme, c'est-à-dire d'un "illustre citoyen", qui assumerait pour un temps le pouvoir absolu. De la dernière Assemblée de la IV^e République ne se dégageait aucune majorité capable de soutenir un gouvernement. La nation elle-même était profondément divisée sur la solution à donner au problème algérien. Les Français d'Algérie, l'armée, les ultras, les gaullistes conjuguèrent leurs assauts contre le régime. Finalement, les Français d'Algérie favorisèrent le retour du seul homme peut-être, qui avait une autorité suffisante pour imposer la politique qu'eux-mêmes redoutaient et que M. Lacoste appelait "le Dien-Bien-Phu diplomatique".

"Dictateur" d'abord, le général de Gaulle voulut être ensuite "le Législateur", pour reprendre le terme employé par les auteurs anciens. La Constitution de 1958, que beaucoup de commentateurs ont jugée, dès le point de départ, contradictoire, aurait pu, me semble-t-il aujourd'hui encore, servir de cadre à un parlementarisme rénové. Elle comporte, il est vrai, un exécutif à deux têtes, un Premier ministre choisi par le président de la République et responsable devant l'Assemblée nationale, donc le risque que n'importe quel conflit entre chef de l'État et majorité parlementaire ne dégénère en crise de régime. Mais ce risque aurait été réduit si la Constitution n'avait pas été interprétée et modifiée par le général de Gaulle lui-même.

Par deux fois, celui-ci a méprisé les avis de la plupart des juristes: il n'a pas convoqué l'Assemblée en dépit d'une demande formulée par la majorité des députés et surtout, il a soumis une réforme constitutionnelle, d'importance vitale, l'élection du président de la République au suffrage universel direct, à l'approbation du corps électoral sans passer par les Assemblées. Bien plus, il a proclamé, dans une conférence de presse, que tous les pouvoirs, y compris le pouvoir judiciaire, dériveraient du chef de l'État. En dissolvant une juridiction d'exception qui n'avait pas rendu le verdict qu'il souhaitait, il a d'ailleurs mis en application cette théorie extrême.

Telle qu'elle est aujourd'hui, la Constitution est déséquilibrée au profit du président de la République, elle est "mono-cratique", conforme à l'enseignement maurrassien, avec un élu du peuple entier au lieu du descendant des rois.

Inévitablement, elle demeure en question.

On objectera que la faute en est moins à la Constitution elle-même qu'à la personnalité du général de Gaulle. Aussi longtemps que celui-ci réside à l'Élysée, toutes les consultations populaires seront, en effet, dominées par lui. Les Français voteront pour ou contre lui, ceux qui votent contre désirant parfois réduire sa majorité plutôt que précipiter son départ. Si une nouvelle Assemblée nationale est élue dans deux ans, le même jeu se répétera. Faute d'une majorité U.N.R., le fonctionnement régulier des pouvoirs publics, dira-t-on, sera paralysé. Quoi qu'elle en ait, la République gaulliste vit d'une succession de plébiscites, présentés tantôt comme des référendums, tantôt comme des élections.

Les circonstances expliquent l'évolution du régime. Peut-être, avec ou sans les modifications qu'il a apportées, par ses actes et par ses paroles, à la Constitution, le général de Gaulle aurait-il pu, dans les domaines qu'il se réserve, exercer le pouvoir effectif, mais il nourrit de mauvais sentiments à l'égard des partis et ceux-ci les lui rendent bien. Les 80.000 électeurs de 1958 n'auraient pas donné au général de Gaulle, en 1965, la même majorité que sept ans auparavant. Le référendum constitutionnel de 1962 était probablement nécessaire pour faire élire une majorité gaulliste à l'Assemblée nationale.

Quoi qu'il en soit, la stabilité politique actuelle est liée à un homme, non à une Constitution et rien ne permet de penser que, dans quelques années, la Constitution sera plus profondément enracinée qu'elle ne l'est aujourd'hui. Au contraire. Avec le temps, la Ve République devient de plus en plus impériale et de moins en moins parlementaire. En 1970, en 1975, le problème de la succession ne sera ni plus facile ni plus difficile que maintenant. Que le successeur soit ou non un gaulliste, sa première tâche sera sinon de modifier le texte de la Constitution, du moins d'en préciser le sens. Faute de quoi, la Constitution sera, comme elle l'est désormais, l'enjeu permanent des consultations électorales. Or un régime n'est établi qu'à partir du moment où électeurs et élus en acceptent les règles. Les règles actuelles, que le général de Gaulle a déterminées, puis modifiées, ne seront pas acceptées telles quelles après lui. D'une manière ou d'une autre, le futur président de la République devra choisir entre deux voies.

Ou bien il voudra garder et exercer toutes les prérogatives que le général de Gaulle s'est attribuées: droit de dissolution, droit de référendum, y compris de référendum constitutionnel, choix de la politique, domaines réservés, etc. En ce cas, il serait raisonnable de faire coïncider élection présidentielle et élection

législative. Si le premier ministre est responsable à la fois devant le chef de l'État et devant l'Assemblée nationale, mieux vaut que la majorité parlementaire soit aussi étroitement liée que possible avec le président de la République, faute de quoi des tensions sont presque inévitables.

Ou bien, au contraire, le président de la République concevra son rôle autrement qu'Albert Lebrun et que le général de Gaulle. Il serait plus que le préposé à l'inauguration des expositions de chrysanthèmes et moins qu'un souverain élu pour sept ans et origine de tous les pouvoirs. Il laisserait le premier ministre, expression de la majorité parlementaire, "déterminer et conduire la politique du gouvernement", tout en incarnant l'unité nationale et en se réservant le droit de prendre, en cas de crise, les initiatives indispensables. Le président de la République de Weimar, élu au suffrage universel, n'était pas pour autant un roi.

Ces considérations peuvent paraître théoriques et le sont en effet, puisque la Constitution sera probablement modifiée encore par référendum avant que le général de Gaulle ne se retire. Elles ne tendent qu'à établir une conclusion simple: quelle que soit sa durée, la République gaulliste ne donnera pas à la France une Constitution acceptée par l'ensemble de la nation.

Que s'est-il passé?

Le Figaro
11-12 décembre 1965

À supposer que les Français aient jamais été «dépolitisés», ils ne le sont certes plus depuis le début de la campagne pour l'élection présidentielle. Les débats vont être plus passionnés encore tant la déception est grande d'un côté et l'espérance de l'autre. À la télévision, le lundi 6 décembre, porte-parole officiels et personnalités «indépendantes» ont rivalisé de foi et de mauvaise foi.

Essayons d'éviter les polémiques et de comprendre ce qui s'est passé. Au début du mois de novembre de cette année, les sondages de l'Institut français d'opinion publique faisaient croire à une élection du général de Gaulle dès le premier tour. Le dernier sondage, à la veille du scrutin, annonçait, au contraire, le ballottage. Sur 100 personnes interrogées, au début de novembre, 65% se prononçaient, dont 43 en faveur du général de Gaulle. À la veille du premier tour, 71 personnes sur 100 interrogées se prononçaient, mais 30,5 seulement en faveur du général. De 43 sur 65, le pourcentage était tombé à 30,5 sur 71. Jusqu'au dernier moment, les spécialistes se sont interrogés eux-mêmes sur la valeur de ces chiffres. 29 personnes sur 100 ne se prononçaient pas: ces électeurs refusaient-ils de répondre? Attendaient-ils encore avant de prendre leur décision? Leurs votes se répartiraient-ils comme ceux des 71% qui avaient fait leur choix? Au dernier moment, ceux mêmes qui se déclaraient à l'avance en faveur de M. Mitterrand ou de M. Lecanuet ne reviendraient-ils pas au général?

Les Français, on le sait aujourd'hui, ont voté comme les personnes interrogées par les enquêteurs avaient déclaré qu'elles voteraient. M. Lecanuet a obtenu un pourcentage quelque peu inférieur et M. Mitterrand un pourcentage quelque peu supérieur à celui du dernier sondage de l'I.F.O.P. En d'autres termes, l'écart entre le nombre de ceux qui se prononçaient (71%) et la participation électorale (84%) n'a pas influé sensiblement sur les pourcentages des voix recueillies par les divers candidats.

Le fait premier, évident, massif, c'est que la campagne électorale a modifié le climat politique de la nation entière et amené des millions d'électeurs à revenir sur la décision qu'ils croyaient avoir prise. Il y a peu d'exemples, je crois, en un pays démocratique, qu'une campagne électorale ait exercé une telle influence. Un peu partout, on attribue à la radio et surtout à la télévision cette mutation, qui a surpris la plupart des observateurs.

Je ne songe pas à mettre en doute l'action de ces «moyens de communication», mais on aurait tort d'oublier qu'ailleurs, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, ces moyens, eux aussi efficaces, n'ont jamais eu, au cours d'une campagne électorale, un pareil effet de choc. Le cas français a été exceptionnel.

Un des six candidats avait décidé de ne pas entrer dans le jeu ou de jouer un autre jeu, mais là n'est probablement pas, quoi qu'on en dise, l'essentiel. Depuis des années, les avocats du régime disposaient d'un quasi-monopole de la télévision. Les téléspectateurs n'avaient jamais entendu critiquer «le pouvoir» comme celui-ci l'a été au cours du mois de novembre. D'un coup, le dialogue se substituait au monologue. Le chef de l'État n'occupait plus seul la scène. Il parlait du passé et ses rivaux évoquaient l'avenir. Seules les classes d'âge au-dessus de 50 ans lui sont restées intégralement fidèles, comme en témoignent les statistiques des sondages.

Ce n'est pas tout. Au début de novembre, M. Lecanuet était presque inconnu et «le candidat unique de la gauche» venait seulement d'apparaître. Or, la progression la plus spectaculaire, entre le premier sondage au début de novembre et le dernier au début de décembre, est celle de M. Lecanuet. M. Mitterrand a progressé, lui aussi, mais, soutenu par le parti communiste et le parti socialiste, il avait, dès le point de départ, une clientèle. La clientèle de M. Lecanuet s'est découverte progressivement au cours de la campagne: comment aurait-il pu en être autrement, puisqu'au début de novembre le candidat était ignoré du public? Les électeurs qui se réclament du M.R.P. ou du centre des indépendants ne pouvaient pas savoir, à ce moment, qu'ils préféreraient le jeune sénateur au président de la République.

Les voix recueillies par M. Lecanuet sont-elles celles des poujadistes ou des vichystes? Rien, en l'état actuel de notre savoir, n'autorise une telle affirmation. C'est dans l'électorat se disant centriste, M.R.P. et C.N.I., que M. Lecanuet, au cours du mois de novembre, a progressé le plus (d'après les sondages), ce n'est pas dans les départements du poujadisme qu'il a recueilli un pourcentage de voix supérieur à sa moyenne nationale.

Probablement le général de Gaulle aurait-il obtenu la majorité absolue dès le premier tour si M. Lecanuet ne s'était pas présenté. Mais, en dehors des journées électorales, les gaullistes, sinon le général de Gaulle, ont une curieuse manière de concevoir «l'unité nationale». Quiconque ne souscrit pas sans réserve à la politique du général, si fluctuante que soit celle-ci, est mis au ban de la nation.

On accuse ensuite ces «dissidents», ces «Jean-foutres», ces «agents de l'étranger», de briser l'unité nationale.

Le dialogue politique déclenché par la campagne électorale a eu, semble-t-il, une curieuse conséquence. D'un côté au moins, en cette élection que l'on disait «personnalisée», les électeurs ont voté bien plus pour un mythe que pour un homme. M. Mitterrand a favorisé l'unité de la gauche – unité toute relative et pour un seul jour – précisément parce qu'il ne peut pas en être le véritable chef et que, de ce fait, il ne porte pas ombrage aux partis. Quand il a déclaré, au lendemain du premier tour, que la victoire était celle de la gauche plus encore que la sienne, il avait pleinement raison, plus raison peut-être encore qu'il ne le croit lui-même.

Du même coup, se révèle un des défauts majeurs du système actuel d'élection du président de la République au suffrage universel. Nos réformateurs et nos professeurs de droit ont oublié que l'essentiel, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en République fédérale, c'est que l'élection du chef de l'exécutif, président de la République ou premier ministre, s'opère à deux degrés: d'abord, l'élection par les partis, puis le choix fait par les électeurs entre les élus des principaux partis. Faute de ce premier tour, l'aboutissement risque d'être celui que suggère le vote du 5 décembre.

En période tranquille, les Français votent selon leurs préférences traditionnelles et, finalement, la répartition des voix entre les candidats tend à reproduire les résultats d'une consultation au scrutin proportionnel. Même le général de Gaulle a perdu, le 5 décembre, une fraction importante des électeurs qui se proclament de la gauche et qui se proposaient à l'avance de voter pour lui.

Que serait-ce le jour où le candidat des modérés serait à son tour, comme M. Mitterrand, un symbole et où tous les M. Barbu de France pourraient acheter, pour quelques millions d'anciens francs, deux heures de paroles à la radio et la télévision?

En vérité, l'expérience est si concluante qu'on se demande si elle sera jamais répétée sous cette forme.

Les électeurs et les enjeux

Le Figaro
14 Décembre 1965

La guerre mondiale n'était pas encore terminée en Asie quand les électeurs de Grande-Bretagne votèrent en majorité pour le parti travailliste et chassèrent du pouvoir l'homme qui avait incarné l'empire britannique à l'heure de sa suprême grandeur. Les résultats des élections furent connus au cours même de la conférence de Potsdam. Le prosaïque Attlee remplaça à la tête de la délégation britannique le héros national qu'avait été et que demeurait Winston Churchill.

La victoire travailliste fut-elle ou non un malheur pour la Grande-Bretagne et pour le monde? Les tâches de l'après-guerre - la décolonisation, la reconstruction économique - auraient-elles été mieux ou plus mal accomplies par un gouvernement conservateur, présidé par celui qui jouissait d'un prestige incomparable en son pays et au dehors? Aujourd'hui encore, chacun est libre d'en décider, mais les conservateurs, même les partisans les plus fervents de celui qui était condamné, d'un coup, au rôle de chef de l'opposition de Sa Majesté, se gardèrent bien de couvrir de sarcasmes ou d'injures les électeurs et les élus travaillistes. Ils ne décrétèrent pas que la nation revenait à ses "vomissements".

Le général de Gaulle n'a pas été désavoué, le 5 décembre, comme Winston Churchill l'a été en 1945, mais la preuve a été faite par les chiffres, ceux des résultats électoraux et ceux des sondages, que sa clientèle se recrute désormais surtout parmi les électeurs modérés, bien qu'il continue, en raison de sa personnalité, à recueillir les voix d'électeurs qui se déclarent "à gauche" ou "du centre". Mais de ceux qui se classaient eux-mêmes à gauche et qui, au début de novembre, exprimaient l'intention de voter pour lui, la moitié environ est passée aux candidats de l'opposition au cours de la campagne électorale. Le phénomène plus marqué encore s'est produit dans l'électorat qui se situait lui-même au centre.

En 1940, Churchill était un chef national, en 1945, un chef de parti. En 1965, le général de Gaulle tend à n'être plus que le chef non d'un parti mais d'une fraction des électeurs. Au reste, cette polarisation du gaullisme à la droite du corps électoral (la droite étant définie simplement par les déclarations ou les votes des personnes interrogées) existait depuis longtemps, elle s'est brusquement accentuée à la faveur de la campagne électorale, peut-être aussi à la faveur des circonstances: les Français ont le sentiment que la crise est

surmontée.

Quels sont les thèmes ou les arguments de l'opposition qui ont trouvé le plus d'écho dans l'opinion? Chacun des commentateurs a répondu à cette question plus d'après ses préférences qu'au terme d'une étude objective. Provisoirement, nous ne disposons que de deux faits incontestables.

Le premier est le divorce entre les générations. Tous les sondages en témoignent: c'est parmi les hommes de plus de 65 ans que le général de Gaulle conserve le plus de partisans, parmi ceux de moins de 30 ans qu'il en a le moins. Les deux principaux candidats de l'opposition ensemble obtiennent plus de la moitié des suffrages des "moins de 30 ans".

Pourquoi les écrivains, qu'ils aient 60 ou 80 ans, devraient-ils s'en étonner ou s'en indigner? Les hommes de 30 ans ne connaissent les événements de 1940 que par les livres. Ni Maurras ni Bainville ne signifient grand-chose pour la majorité d'entre eux. Ils ne sont pas moins patriotes que ceux dont la formation politique remonte aux premières années du siècle, ils le sont autrement. Peut-être sont-ils moins sensibles que le général de Gaulle et ses compagnons d'âge à certains thèmes de la philosophie politique traditionnelle.

Nous en venons ainsi au deuxième fait, lui aussi incontestable. Tous les candidats, de la droite à la gauche, de M. Tixier-Vignancour au général de Gaulle, se sont déclarés "européens". Le mot ou l'idée d'Europe est populaire. Le général de Gaulle et les gaullistes plus encore ont multiplié les déclarations en faveur de "l'idée européenne" et laissé entendre que les représentants français reprendraient leur place à Bruxelles après des négociations prochaines. En bref, les trois principaux candidats, M. Mitterrand en dépit du soutien que lui apportent les communistes, aussi bien que le général de Gaulle et M. Lecanuet, se sont présentés comme de "bons Européens". Toute la question est de savoir si ou dans quelle mesure la campagne électorale a permis à "l'électeur moyen" de saisir la différence entre les conceptions du général de Gaulle et celles de M. Lecanuet.

Avant cette campagne, la plupart des électeurs - et je me réfère une fois de plus aux résultats des sondages - accordaient au général de Gaulle au même titre qu'à M. Jean Monnet (s'ils connaissaient ce dernier) un brevet de "bon Européen". Ils comprenaient mal les discussions auxquelles se plaisaient les spécialistes de la politique sur les mérites respectifs de "l'Europe supranationale" et de "l'Europe des patries". Peut-être les comprenaient-ils, mais, en ce cas, ils se refusaient à leur reconnaître une importance décisive. Un sondage mené au

lendemain du 19 décembre sur le problème européen serait instructif. Les Français ont-ils pris conscience des oppositions entre les diverses écoles qui emploient également le mot "Europe" mais avec des intentions divergentes et avec une conviction inégale?

Nul ne peut dire l'influence qu'ont exercée les mots d'ordre européens de M. Lecanuet, pour la simple raison que ce dernier a recruté ses électeurs parmi ceux qui se déclaraient centristes, autrement dit qui étaient, à l'avance, acquis à l'idée européenne. Pendant la campagne électorale, M. Lecanuet n'a pas tant converti des électeurs qu'amené une clientèle, qui existait virtuellement, à prendre conscience d'elle-même. Au début de novembre, des hommes et des femmes qui appartiennent à la gauche modérée et au centre voulaient voter pour le général de Gaulle parce qu'ils ne voyaient pas d'autre candidat possible. Un mois plus tard, ils en découvraient un, peut-être deux.

Il est d'autant plus difficile de déterminer l'influence exercée par les thèmes électoraux sur les décisions finales des électeurs que les dirigeants du parti communiste français et plus encore les dirigeants du parti communiste russe préfèrent, au fond d'eux-mêmes, la diplomatie du général de Gaulle à celle qu'annonçaient M. Lecanuet et même M. Mitterrand. Beaucoup de modérés votent pour le général de Gaulle non pas à cause mais en dépit de sa politique étrangère. Beaucoup d'hommes de gauche votent contre "le pouvoir personnel", non pas contre "la diplomatie d'indépendance nationale" ou contre l'antiaméricanisme officiel (ils en souhaitent même parfois une dose supplémentaire).

La personnalité du général de Gaulle n'a pas empêché les Français de voter, partiellement au moins, selon leurs allégeances coutumières, mais elle interdit de passer des hommes aux idées. M. Pinay ou M. Giscard d'Estaing, à la place du général de Gaulle, auraient probablement recueilli les trois quarts ou les deux tiers des voix obtenues par l'actuel président de la République sans que, pour autant, un autre chef des modérés doive se réclamer nécessairement du gaullisme. Il se peut que l'habitude se conserve de combiner "le maintien de nos alliances" avec "l'indépendance nationale" dans les discours officiels. Rien ne permet d'affirmer que le style propre du général exprime un désir profond des Français ou qu'il dure après lui.

Expérience constitutionnelle

Le Figaro
23 décembre 1965

La première expérience d'élection du président de la République au suffrage universel tentée depuis 1848 a été, à beaucoup d'égards, un succès incontestable. L'opinion a suivi avec intérêt ou, pour mieux dire, avec passion, la campagne électorale. La violence des sentiments, favorables ou hostiles au général de Gaulle, n'est pas seule responsable de ce "retour à la politique" d'un peuple que l'on disait indifférent, voire apathique. L'apparition des candidats sur le petit écran de la télévision, la discussion publique des grands problèmes posés à la nation, l'égalité des chances scrupuleusement maintenue, les modalités comme le contenu des débats ont également contribué à la réussite de l'entreprise - réussite que la plupart des observateurs constatent et dont ils tirent la conclusion que nul n'osera désormais toucher à une institution qui s'est imposée d'emblée.

Je crois, en effet, qu'il sera difficile, au moins dans le proche avenir, de revenir sur la formule de l'élection du président de la République au suffrage universel. Tout au plus pourra-t-on empêcher les candidatures de fantaisie en exigeant un nombre plus grand de signatures dans un nombre accru de départements. Pourtant, l'approbation populaire de la réforme, introduite en 1962 par une procédure constitutionnellement discutable, n'implique pas encore que les opposants aient eu tort de mettre en garde contre les inconvénients et les dangers du système.

Élu au suffrage universel, disait-on, le président aura l'autorité qui ne peut émaner, en démocratie, que d'un choix national. Le ballottage du 5 décembre a plutôt affaibli l'autorité dont jouissait auparavant le général de Gaulle. On répondra alors, non sans raison, que la conjoncture est exceptionnelle. Au mois d'octobre dernier, je croyais et j'avais écrit que le général de Gaulle serait réélu au premier tour. Je me suis trompé, mais en bonne compagnie. Le général, lui aussi, s'est trompé et le monde entier avec lui. Au mois d'octobre, les techniciens des sondages, eux non plus, ne mettaient pas en doute la réélection immédiate du président de la République en exercice. Il est peut-être sans exemple qu'autant d'électeurs changent leurs intentions de vote en aussi peu de temps. Le général de Gaulle a donc été victime moins des élections que de sa légende. On lui attribuait à l'avance une majorité substantielle. Les gaullistes ont été consternés, mais les antigauillistes surpris, par le pourcentage du premier tour - 44% - qui, en

n'importe quelle démocratie, aurait semblé imposant.

Cet argument est valable. Il n'en démontre pas moins que le général de Gaulle lui-même, dont l'électorat ne se recrute pas dans une seule famille politique, n'a pas obtenu la majorité absolue dès le premier tour. Qui l'obtiendra demain? Le scrutin du 5 décembre a été moins le choix d'une personnalité que l'expression de préférences coutumières. Les partis français étant ce qu'ils sont, le candidat finalement élu risque, en d'autres circonstances, de ne pas même atteindre, au premier tour, un pourcentage de 40%. Il faut beaucoup d'optimisme pour croire que le futur Président pourra se présenter comme le représentant du pays tout entier.

Selon le général de Gaulle, le chef de l'État devrait n'appartenir à aucun parti et incarner le peuple dans son ensemble. Cette conception, dans un régime démocratique et en période normale, est pure mythologie. Elle ne s'applique même plus au cas, pourtant unique, du général de Gaulle lui-même. Bien que celui-ci continue de recevoir des suffrages venant de toutes les couches sociales, de tous les partis politiques, le pourcentage des suffrages qui vont à lui varie grandement selon les classes d'âge, selon les couches sociales et, plus encore, selon les allégeances politiques. Même l'actuel président de la République est l'élu d'une partie de la nation. Entre une partie et un parti la différence réelle, sinon idéologique, est faible.

J'irai plus loin. Un Président de la République a d'autant plus de chance d'être reconnu comme le représentant de la nation entière qu'il a été d'abord l'élu d'un grand parti. L'élection du Président aux États-Unis est, en fait, une élection à deux degrés. Même le général Eisenhower se fit d'abord élire par le parti républicain avant de l'être par le peuple américain. En cas de crise grave comme celle de 1958 en France, il se peut qu'un homme fasse figure de "sauveur" et transcende divisions et conflits, mais le retour à la vie quotidienne est inévitable. Aucun des collaborateurs du général de Gaulle ne pourrait sans ridicule se prétendre au-dessus des partis.

Si l'élection au suffrage universel ne suffit pas à donner au chef de l'État une légitimité nationale, contribue-t-elle au moins à favoriser, selon les vœux et les prévisions des réformateurs, le regroupement des partis? Les événements confirment ce que suggérait l'analyse abstraite: l'influence de la Constitution s'exerce en sens contraire. Les partis doivent se préparer à deux sortes d'élections: élection présidentielle et élections législatives. Un regroupement qui aurait été de M. Guy Mollet à M. Pflimlin aurait empêché le parti socialiste de

jouer le seul jeu qu'il puisse jouer aux élections législatives, celui des alliances contradictoires, tantôt avec le parti communiste, tantôt avec le centre. Même le parti irréel capable d'unir S.F.I.O. et M.R.P. aurait encore eu besoin des voix communistes pour obtenir la majorité absolue. La conduite des partis, si déplaisante soit-elle s'explique logiquement par la nature de la Constitution et par la structure de l'opinion. Le candidat unique de la gauche était simplement celui qui "divisait le moins" et qui aurait immédiatement abaissé la fonction présidentielle. Si la droite fait de même, la prochaine fois, la France connaîtra les beautés des régimes latino-américains.

Enfin, il y avait dans le propos de M. Mitterrand un élément d'ironie involontaire. Quelle aurait été la portée des "options" solennelles d'un Président de la République qui n'aurait pu gouverner sans l'appui d'une majorité parlementaire? Aujourd'hui, tout le monde se demande ce qui se passera en 1967 au cas où les gaullistes n'auraient pas avec l'aide des indépendants la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Si M. Mitterrand avait été élu, on ne se serait même pas posé la question. La politique aurait été celle qu'aurait approuvée une coalition parlementaire, formée au lendemain des élections.

En vérité, si, comme la plupart des observateurs le pensent, l'élection du Président de la République au suffrage universel est un fait accompli irréversible, il ne suffit pas de modifier les conditions de candidature, mieux vaudrait aller jusqu'au bout de la logique du système présidentiel - ce qui réconcilierait pour une fois le pouvoir et l'opposition.

Toutes les voix se valent

Le Figaro
4 janvier 1966

Quinze jours ont passé et l'on parle encore d'elle, je veux dire de l'élection présidentielle. Les commentateurs continuent à discuter deux problèmes; l'un concerne la clientèle respective du général de Gaulle et de M. François Mitterrand, l'autre la signification et la portée des votes en faveur de l'un et de l'autre.

Commençons par une remarque dont le lecteur voudra bien excuser la banalité. Notre régime politique est fondé sur le principe qu'une voix en vaut une autre. Le savant qui a reçu le Prix Nobel ne contribue ni plus ni moins que le garçon de laboratoire au choix du chef de l'État.

Tout a été dit maintes fois pour ou contre ce principe. Il serait dérisoire de reprendre le débat. Personnellement, je me rallierais volontiers à la formule fameuse de Winston Churchill: le régime démocratique est le pire de tous les régimes, à condition d'exclure de la comparaison tous les autres régimes connus.

Une fois admise la règle du nombre, les contestations entre gaullistes et antigauillistes sur l'origine des suffrages qui se sont portés sur l'un et l'autre candidat prêtent à sourire. Un électeur de gauche ne vaut pas plus qu'un électeur de droite, ni un électeur d'une région sous-développée moins qu'un électeur d'une région industrialisée.

En se livrant ou en se prêtant à une exploitation partisane des analyses de sociologie électorale, le politicologue n'obtiendrait d'autre résultat que de se disqualifier lui-même.

Il y a dix ans, au moment du rejet de la C.E.D., M. André Philip s'était écrié que ce projet grandiose avait été repoussé par la France sous-développée alors que la France moderne, confiante en elle-même, l'aurait accepté.

Nous avons procédé avec quelques amis à une étude des votes des députés: aucune corrélation n'apparut entre le degré de développement des circonscriptions et les votes des parlementaires. Tous les élus de tel département de l'Est, un des plus industrialisés de France, avaient voté contre l'armée européenne alors que tous les élus d'un département pauvre du Sud-Ouest avaient voté pour.

La même opposition entre France sous-développée et France moderne a été

évoquée par un député U.N.R.: l'une aurait donné la majorité à M. François Mitterrand et l'autre au général de Gaulle. Cette interprétation séduisante par sa simplicité est à peine moins fausse qu'en 1954.

Dans la mesure où il existe deux Frances, celles-ci sont séparées par la fameuse ligne, plus mythique que réelle, de la Loire. Les causes de ce contraste sont multiples, les unes historiques, les autres actuelles. Certains des départements sous-développés de l'Ouest ont donné une majorité substantielle au général de Gaulle, certains départements sous-développés du Midi, au contraire, une majorité substantielle à François Mitterrand. Le Cantal n'est guère plus riche que le Gers: celui-ci est miterrandiste, celui-là gaulliste. Les départements d'Alsace sont gaullistes: le sont-ils parce qu'ils sont développés?

Mais il y a plus. Si l'on combine les données des sondages avec l'analyse géographique - ce que tout politicologue sérieux est tenu de faire - d'autres faits s'imposent à l'observateur: les femmes sont plus gaullistes que les hommes et les vieux plus que les jeunes. Dira-t-on que les femmes et les vieux incarnent la France d'aujourd'hui contre la France d'hier?

Les controverses sur l'allégeance droite ou gauche des suffrages recueillis par les candidats n'ont guère davantage de portée politique. Elles sont le plus souvent faussées par des comparaisons grossières entre les résultats électoraux à cinq ou dix ans d'écart, comparaisons qui ne tiennent pas compte du fait qu'entre-temps des vieux mouraient et des jeunes venaient s'inscrire sur les listes électorales. On raisonne comme si les citoyens se situaient une fois pour toutes à droite ou à gauche, comme si, selon les circonstances, les mêmes électeurs ne votaient pas tantôt à droite, tantôt à gauche.

Reportons-nous au dernier sondage de l'Institut français d'opinion publique, avant le premier tour de scrutin, le sondage des 1er et 2 décembre 1965. Parmi les cadres supérieurs et professions libérales, 24,5% se prononcent pour le général de Gaulle, 17,5% pour François Mitterrand, 20,5% pour M. Lecanuet, 14,5% pour les trois autres candidats (29% à ce sondage ne se prononcent pas).

Le général de Gaulle conserve un pourcentage supérieur parmi les ouvriers (29%), les agriculteurs (26%), les industriels et les commerçants (31,5%) et surtout parmi les retraités et les inactifs (39,5%).

Il serait absurde de suggérer que le général de Gaulle est l' élu de la "bonne société" ou des "classes privilégiées". Il a des partisans dans tous les milieux sociaux, mais deux catégories lui ont été plus fidèles que les autres: les femmes et les électeurs ou électrices au-dessus de cinquante ans.

En ce qui concerne les préférences politiques, toujours en se référant aux sondages, les faits sont également clairs. C'est parmi ceux qui se déclarent au centre (M.R.P., Centre national des indépendants) que M. Lecanuet a obtenu le plus de ralliements. Mais il se peut que ces électeurs centristes, en une analyse de géographie électorale, apparaissent comme ayant voté à droite en une consultation précédente. La majorité d'entre eux, comme il était prévisible, en tout cas pour les départements de l'Ouest ou de l'Est, ont reporté leurs suffrages au deuxième tour sur le général de Gaulle. Et celui-ci - au premier comme au deuxième tour - a recueilli des millions de suffrages de petites gens, de travailleurs, d'électeurs ou d'électrices qui se rangent eux-mêmes dans la gauche. M. Mitterrand, comme on dit, n'a pas fait le plein de la gauche, mais il a dû approcher des 80% de l'électorat de gauche. Il a de plus, au deuxième tour, bénéficié des faveurs de l'antigaullisme d'extrême droite.

Ces constatations, je le répète, n'entament ni ne renforcent le mandat du chef de l'État élu par la majorité de la nation. Le vrai problème est autre et il est au centre des discussions entre les opposants.

La question à laquelle MM. Mitterrand et Mollet d'une part, M. Defferre de l'autre donnent des réponses contradictoires se formule dans les termes suivants: un regroupement qui aurait englobé l'électorat dit centriste et celui de la fédération socialiste n'aurait-il pas pu présenter un candidat qui serait arrivé au premier tour avant le candidat communiste et qui, au deuxième tour, aurait recueilli les voix de ce dernier sans faire peur aux modérés? La même question se pose pour l'avenir. La gauche unie ne sera-t-elle pas toujours vaincue par la droite aussi longtemps qu'elle paraîtra dominée par le parti communiste?

Provisoirement l'élection présidentielle consolide la position de ceux qui préfèrent "l'unité de la gauche" au "regroupement centriste". En l'occasion M. Guy Mollet se trouve en accord avec les intellectuels du P.S.U. - bonne fortune qu'il n'avait pas connue depuis de longues années et qui tient probablement à un malentendu. M. Guy Mollet est plus soucieux des prochaines élections législatives et de la liberté d'alliances contradictoires que de la rénovation de la gauche éternelle.

La gauche meurt-elle d'avoir gagné?...

Le Nouvel Observateur

1er mars 1967

Professeur à la Sorbonne, membre de l'Institut, éditorialiste du "Figaro", Raymond Aron avait jusqu'à maintenant davantage de disciples et d'influence aux États-Unis qu'en France. Aujourd'hui, son autorité intellectuelle s'exerce surtout sur les techniciens, sinon les technocrates, et les cadres des nouvelles générations françaises: c'est qu'il est devenu le philosophe de "la société industrielle". Comment cet ancien marxiste en est-il arrivé à considérer que Marx n'est que le meilleur analyste de la société du XIXe siècle? Pourquoi s'oppose-t-il aux recherches modernes des structuralistes de Normale supérieure? C'est ce qu'il explique dans son dernier livre, "les Étapes de la pensée sociologique" (Gallimard), qui constitue à la fois une passionnante étude et le récit d'un itinéraire idéologique.

En étudiant ceux qu'il nomme "les fondateurs de la sociologie", Raymond Aron indique avec vigueur ses préférences. Il met aussi en question la pensée de ses contemporains (Sartre et Lévi-Strauss, en particulier, qui furent ses condisciples et ses amis à l'École normale), et celle de ses cadets, comme Louis Althusser, auquel il songe d'ailleurs à consacrer une longue étude. Tous ses adversaires de gauche sont d'accord sur un point: on peut combattre Aron, on ne peut l'ignorer. Il a d'ailleurs plaisir à jouer ce rôle de stimulant qui contraint chaque fois les marxistes à des réactions fécondes. Aussi estimons-nous enrichissant de publier simultanément et l'entretien que Raymond Aron a accordé à François Furet pour "le Nouvel Observateur", et le commentaire de François Châtelet.

Je pense que dans ce livre il y a un peu votre itinéraire intellectuel. À travers les grands fondateurs, vous retrouvez un peu vos ancêtres?

Raymond Aron. - Oui, avec, malgré tout, cette réserve que j'étais parti, comme je l'explique dans la préface, avec une idée tout autre. J'étais parti avec l'idée de rechercher ce qu'un auteur américain appelait récemment "la tradition sociologique". Je suis convaincu que la façon de penser sociologique, l'approche sociologique des sociétés sont quelque chose de relativement nouveau, datant du lendemain de la Révolution française de Saint-Simon, Auguste Comte, Marx. Et comme, il y a quelques années, la sociologie, qui était en train de devenir la sociologie universelle, était une sociologie empirique, quantitative, je me

demandais si l'on pouvait retrouver les grands problèmes et les concepts fondamentaux de ceux qu'Alain Touraine appelle les présociologues dans la sociologie d'aujourd'hui? Et puis, comme j'improvisais, comme je parlais pour les étudiants, je me suis mis à faire, un peu sans m'en rendre compte, une série de portraits intellectuels, c'est-à-dire que j'ai essayé de dégager ce qui, en reprenant ce que j'avais conservé de ces auteurs, me paraissait l'essentiel. Et c'est devenu une série de chapitres que je regarde aujourd'hui avec un certain détachement puisque la première partie du livre date, je crois, maintenant, de sept ans et la deuxième partie du livre date de trois ou quatre ans.

Mon itinéraire intellectuel, je l'ai un peu exposé dans la préface en ce sens que si, aujourd'hui, je me réclame volontiers de Montesquieu et de Tocqueville, j'explique que je n'avais jamais lu sérieusement Montesquieu quand j'étais étudiant, que je n'avais jamais, je crois, ouvert "la Démocratie en Amérique" de Tocqueville avant la cinquantième année. En bon Français, je ne connaissais absolument pas cette tradition-là de la pensée sociologique française.

Avant Sartre et Merleau-Ponty

Donc, vos informateurs d'origine sont les sociologues allemands Marx et Max Weber?

R. A. - Le premier sociologue que j'aie vraiment lu à fond, c'est Marx, pour une raison strictement personnelle: vers ma vingt-cinquième année, j'ai eu honte d'avoir des opinions politiques, qui étaient à l'époque gauchisantes, sans avoir jamais étudié ni l'économie ni la société. Et le premier livre d'économie politique que j'aie relu à fond c'est "le Capital", que j'ai relu un grand nombre de fois dans ma vie, et avec le désir passionné de trouver que Marx avait raison.

C'était en 1930?

R. A. - Entre 1930 et 1932. J'ai lu "le Capital" très attentivement et plusieurs fois. Marx était peu connu en France. J'avais lu des textes de Marx quand j'étais étudiant à l'École normale, mais j'ai certainement lu Marx bien avant mes camarades, comme Sartre et Merleau-Ponty, qui ne l'ont réellement lu qu'après la guerre, c'est-à-dire après 1945, alors que moi, ma période de lecture de Marx et des marxistes, c'est entre 1930 et 1936. C'est à cette époque que, d'une part, j'ai étudié, aussi à fond que possible, les œuvres de Marx et la première interprétation hégélianisée de Marx, qui est celle de Luckas, dans son livre de 1923, "Histoire et lutte des classes", qui, dans l'Allemagne entre 1930 et 1933, était le livre de chevet de tous les marxistes existentialistes; et c'est entre 1930 et 1933, d'autre part, qu'ont été publiées les œuvres de jeunesse de Marx. J'ai donc

connu, entre 1930 et 1935, la version du Marx qui a été à la mode en France entre 1945 et 1955. J'ai eu l'impression alors de revivre pour la deuxième fois le phénomène du Marx existentialisé.

Aujourd'hui au moins vous êtes d'accord sur le fait que le vrai Marx est celui du "Capital", le Marx d'Althusser?

R. A. - Je suis d'accord avec Althusser qu'il y a eu une différence fondamentale, une rupture dans l'itinéraire intellectuel de Marx après 1844. Les textes de 1843-1844 sont le Marx feuerbachien, et, à mon avis, Althusser a raison de dire que dès 1845-1846, Marx parle en plaisantant de ces philosophes allemands qui ne peuvent jamais traduire la réalité sociale sans employer des mots philosophiquement prétentieux. Cela dit, je ne suis pas d'accord avec Althusser lorsqu'il nie l'évidence, c'est-à-dire que l'idée de l'aliénation subsiste dans la pensée de Marx de la maturité.

Quand Althusser dit que Marx a cessé d'être humaniste dans sa maturité, il y a vingt-cinq textes pour montrer que, philosophiquement, c'est faux. D'autre part, je pense que le Marx structuralisé d'Althusser a peu de rapports avec le Marx réel, ce qui est secondaire, mais qu'en plus il ne résout aucun des problèmes fondamentaux de l'interprétation du "Capital" et de l'interprétation du marxisme.

Newton et Lavoisier

Pour le dire d'un mot, je crois que Marx a voulu faire une critique de l'économie politique de son temps, c'est-à-dire de l'économie selon Ricardo, en utilisant un système conceptuel emprunté à l'économie classique et en transformant ce système conceptuel grâce à certains discours hégéliens et grâce à l'opposition de la valeur des prix. Or, je pense qu'on ne peut pas faire la critique de l'économie politique d'aujourd'hui en revenant au système conceptuel de Marx, qui date d'il y a un siècle. J'avais des séminaires sur Althusser ces dernières semaines: je disais que je ferais volontiers une critique de l'économie politique d'aujourd'hui où l'on quantifie je ne sais pas quoi, mais on ne peut pas faire la critique de l'économie politique de 1965 avec des concepts marxistes de 1863. Et lorsque Althusser donne le concept de plus-value comme une coupure épistémologique, comme l'introduction d'un champ scientifique nouveau, je dis que c'est de la mystification pure et simple. Il compare la découverte du concept de plus-value à la découverte de Newton et de Lavoisier. Il ajoute, une page plus loin, que le concept de plus-value n'est ni opératoire ni quantifiable. Or présenter comme une découverte scientifique fondamentale un concept qui n'est ni opératoire ni quantifiable suppose que l'on prend le mot science dans une

signification beaucoup plus hégélienne que scientifique au sens moderne du terme. Et j'ajoute que, même dans cette signification hégélienne ou pseudo-hégélienne, le concept de plus-value est extrêmement difficile à considérer comme fondamental, puisqu'il ne se situe qu'après la théorie de la valeur-travail, après la théorie du salaire - deux théories qui sont aujourd'hui extrêmement difficiles à prendre au sérieux au sens scientifique du terme.

Une patrie de rêve

Autrement dit, c'est la critique de l'économie politique marxiste, ce qui est d'ailleurs en soi une démarche assez marxiste, qui vous a amené à la sociologie empirique à l'anglo-saxonne?

R. A.- Les raisons pour lesquelles j'ai cessé d'être marxiste, dès l'époque où je publiais l'"Introduction à la philosophie de l'histoire", tiennent en deux points essentiels: d'une part, je ne crois pas qu'il y ait un déterminisme ou une dialectique de l'histoire globale, c'est-à-dire que je crois à la pluralité des secteurs et à des relations incessantes entre les secteurs, et d'autre part je ne crois pas que nous soyons en mesure d'anticiper le cours de l'histoire, c'est-à-dire, en fonction d'une interprétation de la société capitaliste, de savoir comment elle se transformera, et en tout cas, à quoi elle aboutira.

Mais cette critique, avant 1939, était une critique formelle, et j'étais moi-même très hésitant sur ce que serait le devenir de la société capitaliste, parce qu'il ne faut pas oublier que la période 1930-1939 c'était la période de la grande dépression, du fascisme, des guerres entre les nations capitalistes et on en savait beaucoup moins sur l'économie soviétique que l'on en sait aujourd'hui.

Si vous voulez, je suis venu à la façon de penser qui est restée la mienne à partir d'une réflexion sur Marx et Weber et d'une confrontation des deux, et je suis resté largement wébérien; mais Weber devait énormément à Marx, de telle sorte que je continue à réfléchir sur Marx, et je ne peux pas m'empêcher de lire avec passion Althusser, même si je lui donne tort.

La gauche a gagné

Dans cette biographie intellectuelle que vous nous retracez, quelle est la place de Tocqueville?

R. A. - Tocqueville, au fond, je l'ai découvert par le monde anglo-saxon, que j'ai connu bien après le monde germanique. C'est pendant la guerre que j'ai appris l'anglais et que je me suis mis à lire les auteurs anglais. Je me suis trouvé, si je puis dire, en sympathie encore plus affective qu'intellectuelle avec

Tocqueville puisque je suis partisan de régimes que je considère plutôt comme inévitables, que parfaitement conformes à ce que je souhaiterais. Et cette espèce d'oscillation entre la critique et l'acceptation, c'est probablement la raison de mon affinité intellectuelle avec Tocqueville.

Non pas que je sois contre la société moderne à la manière de Lévi-Strauss: je suis fondamentalement un optimiste, je suis beaucoup plus optimiste que la majorité des hommes de gauche. Je trouve que la société moderne telle qu'elle est en train de se développer réalise certaines des aspirations fondamentales de la gauche: elle permet l'égalité des personnes, elle donne à la plus grande partie des individus une chance de vivre décemment, une chance de s'instruire et une chance de progresser. Or la raison pour laquelle je passe pour ne pas être de gauche, c'est peut-être en partie parce que je trouve que la gauche a gagné. Je trouve que depuis 1945 les valeurs fondamentales de la gauche sont devenues les valeurs de toute la société moderne. Il est normal d'ailleurs que la gauche soit déçue par sa victoire, prise en charge par ses ennemis, et obligée de chercher une patrie de rêve.

Pas de système des systèmes

Mais acceptez-vous d'ordonner l'analyse sociologique, comme Tocqueville, autour du concept d'égalité? Et, plus généralement, acceptez-vous l'idée que la société - n'importe laquelle - forme un système connaissable?

R. A. - J'ai écrit un article pour l'Encyclopédie britannique, que je ne suis pas sûr de publier en français, où j'essaie de définir la modernité à partir du concept d'égalité... Ce que je pense, et là je suis d'accord avec Lévi-Strauss, qu'Althusser méconnaît absolument, dans la mesure où il croit en être le disciple, c'est qu'on peut faire un système d'une certaine économie, on peut déterminer à peu près la structure d'un régime économique soit dans l'abstrait (le capitalisme), soit d'un régime économique concret (le capitalisme américain). On peut et on doit faire une analyse aussi systématique que possible des régimes politiques. Ce que l'on ne peut pas faire, dans l'état actuel de nos connaissances, c'est une théorie systématique des relations entre les systèmes. Or ce n'est pas là du tout un empirisme vulgaire, car Lévi-Strauss ne s'est jamais risqué à appliquer sa méthode à des sociétés aussi différenciées que les sociétés modernes; et même pour les sociétés primitives, il fait de l'analyse structurale, soit dans le domaine des relations de parenté, soit dans le domaine des mythes, à l'intérieur de chaque niveau ou à l'intérieur de ce que Parsons appelle chaque sous-système; mais quand il s'agit de la compréhension d'une société globale, nous sommes réduits à

quelque chose de beaucoup plus modeste qui est, quand nous prenons une période historique déterminée, d'essayer de voir les affinités électives entre les différents domaines.

Il est parfaitement clair qu'il y a une relation qui n'est pas accidentelle entre le système de parti unique et le système d'une économie complètement planifiée. Il est bien évident qu'il y a beaucoup plus d'une rencontre accidentelle entre une économie de marché et la pluralité des partis. Il y a chez Max Weber de nombreuses remarques sur le fait que la démocratie parlementaire de style compétitif a été liée à l'origine avec l'économie marchande de style compétitif et c'est un problème que je me suis souvent posé de savoir dans quelle mesure une économie de semi-monopole ou de monopole est compatible avec la compétition entre partis; bien entendu, n'importe quel système politique n'est pas compatible avec n'importe quel système économique. Mais nous avons une série de relations plus ou moins probables entre les sous-systèmes; nous n'avons pas de système des systèmes ou, pour parler le langage à la mode, nous n'avons pas de structure des structures. Je pense qu'il y a une limite de nos connaissances en ce qui concerne surtout les sociétés modernes qui ont une particularité: ce sont les seules sociétés connues dont l'ordre est l'ordre d'un changement. Et, en ce sens, je suis très marxiste, car le paradoxe d'un homme comme Althusser, c'est de croire que l'on peut faire une théorie structurale d'un régime dont Marx disait qu'il se définit par son changement incessant, car l'accumulation du capital était pour ainsi dire la loi structurale du régime capitaliste.

Ces ancêtres de la sociologie, vous les avez étudiés par rapport à aujourd'hui ou en eux-mêmes?

R. A. - Les deux à la fois. Il ne faut pas oublier que je parlais librement, et très souvent sans notes ou presque. Alors j'évoquais ce que ces auteurs signifiaient pour moi, et même quand je ne parlais pas du présent, je crois qu'il y avait pour ainsi dire perpétuellement référence au présent. Montesquieu, je le prends comme intermédiaire entre la philosophie politique classique et la sociologie, puisque je demande à la sociologie de me donner des éléments pour re-poser, sinon résoudre, les problèmes de la philosophie politique classique. Quand je parle des sociologues et de la révolution de 1848, bien évidemment, je songe à 1958. Dans la deuxième partie du livre, j'ai été un peu plus académique: quand je parle de Durkheim, c'est surtout de Durkheim en lui-même, ou, plus exactement, j'essaie de comprendre pourquoi je n'arrive pas à penser comme Durkheim, pourquoi je suis à la fois convaincu que c'est un grand savant et pourquoi il m'est

pourtant profondément antipathique.

Parce que, finalement, c'est à l'école sociologique française que vous devez le moins?

R. A. - Je vais vous dire pourquoi je suis si peu durkheimien: d'abord Durkheim n'a aucun sens de la politique et, bien évidemment, je suis arrivé à la sociologie par la politique. Or Durkheim a dit dans un de ses cours: l'État conserve encore quelques fonctions militaires, mais ces fonctions militaires ne vont pas tarder à disparaître. C'était avant la guerre de 1914... Deuxièmement, Durkheim passe son temps à expliquer que les phénomènes politiques sont superficiels, que la réalité fondamentale est sociale, qu'elle n'est ni économique ni politique. Or je suis au fond un sociologue qui a peu le sens du social en tant que tel. J'ai peut-être le sens de l'économique et du politique, mais il faut que je me force pour avoir le sens du social en tant que tel, du social spécifique. Or le vrai sociologue est le monsieur qui doit avoir le sens du social spécifique. Troisièmement, Durkheim a le sens du sacré, le sens de la religion, mais il conçoit la religion de la manière qui est probablement sociologiquement vraie, mais qui me hérisse, parce qu'il conçoit la religion, d'après ses termes explicites, comme une espèce d'adoration de la société par elle-même. Et je conçois la "vraie religion" à la façon de Kant ou d'Alain, comme un refus de l'importance de la hiérarchie temporelle. Je ne suis pas moins conscient de l'importance et de l'originalité de la contribution durkheimienne à la sociologie. C'est le philosophie que je n'aime pas, non le sociologue.

La raison pour laquelle j'aime Auguste Comte plus que Durkheim c'est que Comte interprété par Alain, et je l'interprète un peu dans ce sens, dévalorise l'importance des hiérarchies temporelles de richesse et de puissance, et dit que la seule hiérarchie religieusement valable est celle des mérites moraux. C'est-à-dire qu'au lieu de faire de la religion la justification de l'ordre social il présente la religion comme simultanément la confirmation de l'ordre social, mais la négation de la valeur absolue de l'ordre social. Et les religions qui conviennent le mieux à ma propre religion sont des religions de retrait par rapport au monde ou de refus de la hiérarchie du monde.

Il y a autre chose: j'appartiens à la génération préstructuraliste, qui n'avait pas encore supprimé la subjectivité et la conscience. Durkheim avait tendance à ne voir dans la conscience individuelle que l'expression de la conscience collective (en ce sens je ne suis pas surpris qu'un jeune sociologue comme Pierre Bourdieu soit durkheimien). Durkheim avait raison de dire que nous sommes tous

socialisés. Mais cela ne signifie pas qu'il ne reste pas une intention de vérité dans la conscience individuelle, ni que n'importe quelle forme de socialisation vaille autant qu'une autre. En d'autres termes, je suis très préoccupé de maintenir la possibilité des discriminations de valeur en dépit de la comparaison des sociétés.

Le vrai et le faux

La "politique" est pour vous un moyen de sauver l'autonomie du sujet?

R. A. - Oui, et c'est en quoi je suis wéberien. J'ai toujours peine à suivre jusqu'au bout Lévi-Strauss lorsqu'il explique que la façon de penser des sauvages est la même que la nôtre. Il a raison en ce sens que toute pensée humaine met de l'ordre dans le désordre de la matière, organise la matière selon certains principes, mais ce qui me frappe, malgré tout, c'est que "la pensée sauvage", comme le dit Lévi-Strauss lui-même, n'échoue jamais. Or c'est un vieux principe de la logique scientifique qu'une proposition, pour être vraie, a besoin de pouvoir être démontrée comme fausse.

Je crois que c'est Max Weber qui dit qu'un des grands moments de l'histoire de la pensée humaine c'est la substitution du syllogisme à l'analogie; un autre grand moment, c'est la substitution des relations mathématiques au syllogisme; et je crois qu'il est à la fois vrai que la pensée humaine obéit à certaines règles à travers toute l'histoire, mais aussi qu'il y a des coupures. Il y a eu des moments où la pensée a trouvé le moyen de maîtriser la réalité et de discriminer le vrai du faux. Or une pensée qui ne discrimine pas le vrai du faux, qui procède par analogie et qui réussit toujours est naturellement une pensée humaine, mais fondamentalement différente de la pensée scientifique. Après tout, implicitement, Lévi-Strauss fait la différence entre le discours mythique et son propre discours sur les mythes. La "Critique de la raison dialectique" est, d'après Claude Lévi-Strauss, un discours mythique. "La Pensée sauvage" se veut un discours scientifique.

Propos recueillis par François Furet

Le jeu des coalitions

Le Figaro
18-19 mars 1967

Le scrutin uninominal à deux tours présente un avantage: il peut donner aux représentants d'une minorité du pays une majorité au Parlement. Il présente aussi un inconvénient: il peut, en d'autres circonstances, jouer en sens contraire, réduire la représentation parlementaire d'un parti qui n'a pas perdu de voix et qui même en a gagné. En 1962, l'U.N.R. a bénéficié de l'avantage (que l'opposition baptiserait inconvénient) de ce mode de scrutin, elle en a connu l'inconvénient en 1967. En bref, l'issue de la bataille électorale dépend autant des coalitions et des désistements que des mouvements de l'opinion.

Les résultats du premier tour de scrutin ont été à peu près conformes à l'attente des observateurs et aux chiffres des sondages. Bien que la comparaison entre 1962 et 1967 présente des difficultés - il n'y avait en 1962 ni candidat unique de la Ve République ni candidat unique de la Fédération ni Centre démocrate - il apparaît que le nombre absolu et le pourcentage des voix obtenues en 1967 par les candidats de l'U.N.R. était ici supérieur, là inférieur au nombre et au pourcentage des voix obtenues par le même candidat cinq années auparavant. Pour l'ensemble du pays, l'impression était, au premier tour, plutôt celle d'un maintien ou d'un renforcement des positions que d'un "reflux de la vague".

Au deuxième tour, la surprise est venue de la réponse donnée par les électeurs aux consignes des partis, voire de l'attitude adoptée par eux dans les circonscriptions où les centristes n'avaient d'autre choix qu'entre un gaulliste et un fédéré (ou un communiste). Non seulement les électeurs communistes sont disposés presque unanimement à voter pour un candidat de la gauche modérée, mais les électeurs de cette dernière pour les trois quarts à peu près, ne se refusent plus à voter pour un candidat du P.C. On savait déjà que le parti communiste avait cessé de faire peur au plus grand nombre des Français, on savait également que beaucoup de socialistes ou de radicaux acceptaient une alliance électorale ou même parlementaire avec les communistes. On ne savait pas que le procès de réintégration du parti communiste dans la nation fût déjà aussi avancé. Quand le premier ministre, entre les deux tours, tenta d'évoquer de nouveau le spectre rouge au couteau entre les dents, il n'eut guère qu'un succès de sourire.

Il est facile de dénoncer "l'alliance contre nature" de la Fédération et du P.C., il n'était pas moins facile de dénoncer, il y a une quinzaine d'années, la conjonction

du P.C. et du R.P.F. Ces "alliances contre nature" sont naturelles dans la politique en général, dans la politique française en particulier.

À partir du moment où la Ve République rétablissait le mode de scrutin de la IIIe, elle préparait inévitablement le retour de "l'union des gauches" ou d'un "Front populaire". Interdire aux socialistes de se faire élire par les communistes sous prétexte que le communisme est "à l'Est, non à gauche" (Guy Mollet *dixit*) est hypocrisie ou polémique. Les partis et les candidats, quelles que soient leurs tendances, n'ont jamais poussé le souci de la pureté jusqu'à consentir au suicide. La liste des "candidats uniques" de la Ve République comportait, elle aussi, quelques noms qui offraient aux amateurs d'ironie ou d'indignation des cibles privilégiées.

Au reste, les réformateurs de 1958 n'ignoraient évidemment pas les conséquences de leur décision; ils comptaient sur la résistance des électeurs aux "combinaisons sordides des partis". Ils ne se sont pas trompés en 1962.

En 1967 encore, le calcul a été partiellement confirmé par l'événement. Si les élections avaient eu lieu à la proportionnelle, l'U.N.R., même avec l'appoint des indépendants de M. Giscard d'Estaing, selon toute probabilité, n'aurait pas de majorité à l'Assemblée nationale. Le scrutin majoritaire a fait surgir une majorité au Parlement, alors que le général de Gaulle a été incapable, au premier tour des élections présidentielles, de recueillir la majorité absolue des suffrages. Le coût à payer, c'est l'alliance de la gauche modérée et du communisme. Le coût est-il excessif? Faut-il prendre le deuil ou proclamer la patrie en danger parce que les communistes sortent du ghetto où ils se trouvaient enfermés à partir de 1947?

Distinguons d'abord le court terme et le long terme. Je vois bien le profit que les partis de droite escomptaient du maintien des communistes dans le statut d'"intouchables". L'intérêt des partis n'est pas pour autant celui de la France. Il n'est pas souhaitable que les représentants d'une fraction importante des votants (entre 22% et 23% en 1967) soient, pour ainsi dire, exclus par principe de la communauté nationale. La réintégration des communistes dans la vie politique de la nation n'est pas en soi à déplorer. Tout dépend des conditions dans lesquelles cette réintégration s'opère, de la conversion des communistes eux-mêmes.

La condition première, la plus indispensable de toutes, c'est que des deux fractions de la gauche la plus forte soit la gauche modérée. Cette condition est réalisée au Parlement, elle ne l'est pas dans les pourcentages de voix au premier tour des élections. L'U.N.R. souhaite la prédominance des communistes dans

l'alliance des gauches, car cette prédominance rendrait un gouvernement appuyé sur une telle alliance inacceptable, nationalement et internationalement. Si donc la gauche veut être capable, dans l'avenir, de gouverner le pays, elle doit encore fournir la preuve qu'elle ne serait pas asservie au parti communiste.

À moins que ce dernier connaisse, à son tour, la transformation par laquelle la Section française de l'Internationale ouvrière (S.F.I.O.) est devenue, en quelques dizaines d'années, un parti réformiste, d'abord en actes, puis même en paroles et en idéologie. Les socialistes au pouvoir, sous la IIIe et la IVe République, n'ont jamais mis en péril l'ordre social, quels qu'aient été les mérites ou démérites de leurs gestion. Les communistes sont-ils déjà mûrs pour la conversion à la social-démocratie? Certainement pas encore. Ils semblent avoir moins changé que les communistes italiens et, dans leur prise de position contre la Chine et pour l'Union soviétique, dans le passage de "l'anathème au dialogue", on discerne plus aisément les symptômes de la fidélité que les promesses d'une mutation.

En tout état de cause, une question est posée par la récente consultation électorale: faut-il prévoir, faut-il souhaiter que se prolonge le processus entamé, qui, selon quelques autorités, scientifiques ou politiques, devrait aboutir à un régime de deux partis?

Vers le bipartisme?

Le Figaro
22 mars 1967

Le scrutin uninominal à deux tours, même en l'absence du général de Gaulle et de l'U.N.R., aurait provoqué une coalition électorale entre socialistes et communistes. Si l'on déplore ou si l'on redoute cette coalition, il faut appeler de ses vœux un autre mode de scrutin. Au reste, ni les communistes ni les gaullistes ne regrettent le regroupement de la gauche. Ceux-là comptent sur lui pour accroître leur influence, ceux-ci pour se maintenir au pouvoir (puisque l'opinion accepterait difficilement un gouvernement prisonnier du P.C.).

La question qui se pose et que se posent de nombreux observateurs est de savoir si les deux coalitions - celle des gaullistes et des giscardiens d'un côté, celle de la Fédération et du P.C. de l'autre - peuvent devenir l'équivalent de deux partis, alternativement au pouvoir, selon le style des démocraties anglaise et américaine. M. Maurice Duverger formule la même question en un style provocant: la fin du marais? Pourtant, il n'ignore pas - et il le reconnaît même ici et là dans ses écrits - que, dans un régime de deux partis, c'est toujours le centre, ou, si l'on préfère cette expression méprisante, le marais, qui gouverne. En Grande-Bretagne, depuis la guerre, c'est la gauche du parti conservateur ou la droite du parti travailliste qui, normalement, exerce l'influence décisive. Que gauche modérée ou droite modérée constituent ensemble une majorité de gouvernement ou qu'elles soient intégrées à des partis rivaux, ces deux sortes de combinaisons, à coup sûr, ne sont pas sans conséquences. Mais si le marais est défini par la modération, tous les régimes de démocratie parlementaire sont, en période normale, soumis au règne du marais.

M. Maurice Duverger, après avoir défini un gouvernement de gauche comme celui qui "s'appuie sur l'ensemble de la gauche, des extrémistes aux modérés", ne trouve, en France, que trois gouvernements de gauche: celui des Jacobins, 1793-94, celui de la IIe République de février à mai 1848, celui du Front populaire en 1936-37. Les deux premiers sont des gouvernements révolutionnaires et ils ne sont nullement des gouvernements de gauche, selon la définition même de notre auteur; ils ne s'appuient pas sur l'ensemble de la gauche (à supposer que cette notion soit déjà significative à la fin du XVIIIe siècle), ils représentent le pouvoir d'une faction en une conjoncture exceptionnelle. Seul le gouvernement de Front populaire de 1936-37 est conforme à la définition donnée; il fut victime

de ses erreurs économiques comme de l'hostilité que lui vouaient simultanément les communistes et les conservateurs.

Je me réjouis pourtant que M. Duverger veuille bien voir l'originalité de la politique française là même où je l'avais située dans mon livre *L'Opium des intellectuels*, il y a douze ans, à savoir l'incapacité de la gauche modérée et de la gauche extrémiste à conclure des alliances durables et à former des coalitions de gouvernements. C'était là une des raisons que j'invoquais pour critiquer le mythe de la gauche ou celui qu'illustre la formule "la Révolution est un bloc". Certes, par leurs aspirations sociales, leurs affinités idéologiques, socialistes et communistes sont plus proches les uns des autres que les socialistes des M.R.P.; les électeurs de la S.F.I.O. accordent plus volontiers leurs suffrages à un candidat communiste qu'à un candidat du M.R.P. d'hier, du Centre démocrate ou des indépendants giscardiens d'aujourd'hui ou de demain; je n'en ai jamais douté et je n'en disconviens pas. Mais les élus de familles spirituelles proches les unes des autres sont-ils désormais capables d'exercer ensemble le pouvoir, ce qui n'a été le cas ni au milieu du siècle dernier, ni entre les deux guerres, ni au lendemain de la Libération?

Pourquoi cette incapacité? Les causes en furent différentes d'une période à une autre. Au siècle dernier, on en aperçoit une, dominante, semble-t-il: le régime ou la forme de l'État était constamment mis en question. De ce fait, les querelles proprement politiques entre monarchistes et républicains, légitimistes et orléanistes, orléanistes et bonapartistes, se mêlaient aux luttes sociales entre conservateurs et hommes du mouvement, libéraux et socialistes. L'Assemblée de la IIe République, conservatrice, voulut revenir sur le principe du suffrage universel, que rétablit Napoléon III. En fait, la France souffrait en permanence, comme l'écrivait Renan au lendemain de la catastrophe de 1870, d'une émigration intérieure. D'autres interprètes diraient que des factions se succédèrent au pouvoir sans que jamais l'ensemble de la classe politique, l'ensemble de la population et des partis, reconnaisse le régime comme pleinement légitime.

La IIIe République aurait peut-être mis fin au phénomène de l'émigration intérieure si le parti communiste, au lendemain de la première guerre mondiale, n'avait reconstitué sous une forme nouvelle un phénomène analogue. La force du P.C. après 1945, la guerre froide, aboutirent à ce que le général de Gaulle baptisa "séparatisme". Maurice Thorez était à l'Est, M. Mollet à l'Ouest, l'unité de la gauche restait l'objet d'une vaine nostalgie. La guerre froide est finie, le général

de Gaulle ne parle plus des "séparatistes", les troupes russes sont toujours à 200 kilomètres du Rhin, mais personne ne répète plus la formule célèbre, il y a une vingtaine d'années, "à deux étapes du Tour de France". Un gouvernement de la gauche unie est-il déjà possible? J'en doute fort, pour de multiples raisons.

Dans l'affaire algérienne, le général de Gaulle a été plus loin que la gauche modérée n'aurait osé le faire. Personnellement, je ne vois pas de lien nécessaire entre les valeurs de la gauche et l'antiaméricanisme, mais si une diplomatie de gauche se définit par la doctrine de la souveraineté absolue, le refus de "l'hégémonie américaine", l'ouverture à l'Est, comment nier que la diplomatie gaulliste soit plus à gauche que ne le fut la diplomatie de M. Guy Mollet et que ne le serait probablement celle d'un gouvernement Mitterrand ou Mendès-France? En bref, il continue d'être difficile, en France, de saisir une relation nette entre les préférences théoriques des partis ou de leurs électeurs et leur action effective.

De plus, le même entrecroisement entre conflits constitutionnels et luttes sociales, qui a caractérisé la France du XIXe siècle, réapparaît à l'heure présente. M. Mendès-France et d'autres hommes formés dans la tradition républicaine n'accepteront jamais le style dans lequel le général de Gaulle est revenu au pouvoir et l'exerce depuis plus de huit ans. Il ne manque pas de libéraux, au centre, socialement conservateurs, qui sont hostiles sinon à la lettre de la Constitution de 1958, du moins à la pratique gaulliste.

Enfin, l'U.N.R. a monopolisé à ce point le pouvoir et en a utilisé les instruments avec tant de cynique résolution qu'elle a exaspéré beaucoup de ceux, parmi les électeurs et les élus, qui se seraient éventuellement ralliés au Pouvoir. Rien n'est plus symbolique, à cet égard, que le nom que se donne la majorité, à savoir Ve République. Faut-il comprendre que les 62% d'électeurs qui n'ont pas voté, au premier tour, pour les candidats de la Ve République sont exclus de celle-ci?

En vérité, le marais, c'est-à-dire une coalition de modérés, garde ses chances d'avenir aussi longtemps que la Constitution sera en question, que les communistes resteront ce qu'ils sont et que la faction victorieuse ne saura pas dominer sa précaire victoire.

La Constitution et les partis. La France n'a plus de grands problèmes

Le Figaro
31 mars 1967

L'après-guerre devait être pour la France une période difficile. Elle devait relever ses ruines et ne pas retomber dans les crises ou la stagnation de l'entre-deux guerres, transformer l'Empire, accepter une orientation nouvelle de notre diplomatie en fonction de l'affaiblissement de l'Allemagne et du renforcement de l'Union soviétique, restaurer une République qui n'aurait pas les défauts de la IIIe.

Sous la IVe République, en dépit des désordres et de l'inflation, l'économie française connut une expansion rapide, la réconciliation avec l'Allemagne fut acceptée, l'unification européenne commencée. Mais les guerres coloniales, celle de l'Indochine d'abord, celle de l'Algérie ensuite, divisaient le pays, freinaient l'effort intérieur, prolongeaient l'hésitation de la conscience nationale entre la vocation impériale d'hier et les exigences des temps nouveaux.

Le général de Gaulle, qui eut sa part de responsabilité aux origines de la guerre d'Indochine, eut le mérite insigne (qui constitue aux yeux d'une minorité son crime inexpiable) de mener à son terme la décolonisation devenue en tout cas inévitable, bien que les gaullistes les plus éminents eussent à l'avance dénoncé l'abandon de l'Algérie. En même temps, il permit à la France, par les réformes économiques et financières de 1958, d'entrer dans le Marché commun dont il n'aimait pas l'inspiration mais dont il devint un des architectes. Enfin, il a donné à la France des années de stabilité et une Constitution qui devrait empêcher le retour des jeux parlementaires de jadis, plus ridicules encore que funestes.

L'historien, me semble-t-il, reconnaîtra les mérites de la Ve République, sans méconnaître ceux de la IVe qui assumait la tâche la plus ingrate et dont l'ombre du général de Gaulle paralysait les velléités de repli sur l'hexagone.

Probablement, le général de Gaulle lui-même attache-t-il plus d'importance à son œuvre diplomatique. Celle-ci demeure provisoirement objet de débats politiques.

La liquidation de la guerre froide en Europe est imputable avant tout aux événements - crise de Cuba à l'automne de 1962, accord soviéto-américain sur la

suspension des expériences nucléaires de 1963, conflit sino-soviétique - qui ont modifié les relations entre les deux Grands et rompu l'unité du camp soviétique. Ni la force stratégique nucléaire française ni le retrait de l'O.T.A.N. n'ont transformé fondamentalement la conjoncture mondiale. Le général de Gaulle a donné une expression, éloquente et agressive, au ressentiment que nourrissent beaucoup d'Européens à l'égard des Américains, il a converti les dirigeants de la République fédérale au langage de l'intérêt national, il a contribué au tournant de la diplomatie de Bonn, à l'ouverture vers l'Est.

L'apport de cette diplomatie ne ressortit pas encore au jugement de l'historien pour de simples raisons: les conséquences n'en sont pas toutes visibles; il est loisible d'imaginer une autre contribution française à l'organisation internationale. La Ve République a permis, favorisé, accéléré l'application du traité de Rome. Le général de Gaulle, en actes aussi bien qu'en paroles, a fait de son mieux pour dépouiller l'entreprise européenne de son âme afin de la ramener aux dimensions d'un instrument économique sans visées ni prolongements politiques ou moraux. Que l'Europe d'aujourd'hui soit une Europe des patries n'est pas douteux. Si l'on n'en conçoit pas d'autre, on n'a aucune chance d'en créer une autre. Entre le rôle de restaurateur de l'indépendance française et celui de fondateur d'une République européenne, le général de Gaulle a choisi le premier. Il aurait pu choisir le deuxième.

Que les contemporains approuvent ou blâment ce choix, ce dernier est désormais acquis. Un gouvernement de gauche, avec participation ou soutien communiste, serait malaisément plus européen (au sens que M. Monnet donne à ce terme) que le gouvernement de M. Pompidou.

L'action anti-atlantique ressemble à celle que la gauche au-delà du parti socialiste appelait naguère de ses vœux.

La rentrée dans l'O.T.A.N. est pour le moins improbable bien qu'un autre gouvernement français tenterait peut-être d'obtenir une contrepartie sous forme d'un relâchement du pacte de Varsovie. La diplomatie gaulliste est plus proche de celle que recommandaient les intellectuels de gauche que ne l'était la diplomatie des gouvernements français entre 1947 et 1958.

Cette diplomatie a été acceptée aisément par l'opinion française. La crainte de l'agression soviétique a disparu, la protection américaine continue d'être assurée, l'affirmation nationale flatte un certain sentiment populaire aussi bien à droite qu'à gauche. Le général de Gaulle pouvait faire ce qui aurait été interdit à M. Mendès-France.

Tous les observateurs s'accordent à dire que la politique extérieure n'a guère tenu de place dans la campagne électorale et n'a pas sensiblement influé sur les résultats du scrutin. Cette indifférence aux grands problèmes extérieurs, normale en toutes circonstances, était pour ainsi dire surdéterminée en 1967. Certains opposants dénonçaient la force de frappe, d'autres rappelaient l'urgence de l'unité européenne, la majorité tirait argument de la paix retrouvée et de l'indépendance reconquise. Au-delà de ce dialogue presque rituel, ni la majorité ni l'opposition n'avaient intérêt à des débats subtils sur une diplomatie plus caractéristique d'un homme que de ses partisans ou de ses électeurs.

Peut-être, comme on l'a dit, le rapprochement spectaculaire, sinon effectif, avec l'Union soviétique a-t-il facilité le regroupement de la gauche et, du même coup, contribué au demi-échec de la majorité.

À ce point surgit une question essentielle. Pourquoi le général de Gaulle essaie-t-il de transformer toutes les élections en quasi-plébiscites? Pourquoi, n'ayant plus de problèmes graves à résoudre, agit-il comme s'il avait besoin d'une majorité d'inconditionnels? Pourquoi, après avoir donné une Constitution au pays, la rend-il d'année en année moins respectable en ne la respectant guère lui-même?

En 1958, il a été ce que les Anciens appelaient le dictateur, l'homme auquel la République en danger remet un pouvoir absolu pour un délai limité. Il aurait pu être le législateur que les Anciens mettaient au-dessus du dictateur, car le législateur établit des institutions pour ceux qui viendront après lui, non pour lui-même.

Faut-il dire que le général de Gaulle est trop modeste pour nourrir une pareille ambition ou qu'en cette circonstance il obéit à ses humeurs plutôt qu'à sa vocation?

La Constitution et les partis. L'art de créer des crises de régime

Le Figaro
1er-2 avril 1967

Les comparaisons avec le sport ont été très à la mode au cours de la récente campagne électorale. Le président de la République est-il un arbitre ou un capitaine d'équipe? Question pertinente. Une Constitution définit les règles selon lesquelles est livré le "match" entre les partis. Le rôle attribué au président de la République par le texte de 1958 en faisait plus qu'un simple arbitre et moins qu'un capitaine.

Élu pour sept ans, alors que le premier ministre, qui détermine et dirige la politique, est responsable devant une Assemblée nationale élue pour cinq, il n'était pas nécessairement, d'après le texte et l'esprit de la Constitution, le chef de la majorité parlementaire. Le droit de dissolution, le droit d'appel au peuple par référendum, l'article 16, en faisaient beaucoup plus qu'un roi de Suède ou un président de la IV^e République, une sorte de roi pour sept ans, qui règne sans gouverner.

La révision constitutionnelle de 1962 - élection du président de la République au suffrage universel - avait de graves conséquences. La quasi-unanimité des juristes et, au moins implicitement, le Conseil d'État lui-même avaient jugé cette procédure contraire à la Constitution, mais l'approbation populaire, en dépit des juristes, a consacré le droit que s'était arrogé le président de la République de proposer directement au référendum, sans passer par les Assemblées, une révision constitutionnelle. De ce fait, tout un titre de la Constitution écrite, celui qui était relatif à la révision constitutionnelle, perdait la plus grande part de sa signification et le président de la République acquérait un pouvoir supplémentaire. Or, les règles du jeu, telles que le général de Gaulle et ses conseillers les avaient formulées, allaient déjà à la limite de ce qui était acceptable pour les "Républicains" ou, si l'on préfère, pour une certaine famille politique qui englobe à la fois les modérés, "qui ne sont pas modérément républicains", et la gauche, traditionnellement hostile à l'autorité absolue d'un seul, le mon-arque fût-il un élu.

Ce n'est pas tout. Le texte même de 1958 n'était pas exempt d'obscurité, sinon de contradictions, sur le sujet vital des relations entre président de la République

et premier ministre. On pouvait concevoir que, selon les personnalités, les relations fussent différentes; tantôt le premier ministre, appuyé sur l'Assemblée, tantôt le président de la République, représentant de la nation entière, dirigerait effectivement la politique du pays. Le président de la République s'attribua d'abord le pouvoir, qui ne lui était pas reconnu par la Constitution, de renvoyer le premier ministre et de lui donner un successeur, sans en référer à l'Assemblée. Ensuite, élu au deuxième tour par 55% des votants, il devint inévitablement un chef partisan (ou, si l'on préfère, un chef de parti), même si les 45% des Français qui n'ont pas voté pour lui le considèrent en même temps comme un héros national. Il est le président de tous les Français, comme le président Johnson est le président de tous les Américains, mais au nom de la loi majoritaire, celle de la démocratie, non pas au nom de la légitimité, qu'à ses propres yeux le général de Gaulle incarne depuis 1940.

L'élection du président de la République au suffrage universel n'impliquait pas, juridiquement, quoi qu'on en dise, la révision de la Constitution tout entière. Elle n'est pas incompatible avec la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale. Sous la République de Weimar, bien que le président de la République fût élu au suffrage universel, c'était le chancelier qui était l'authentique chef du gouvernement. Il est vrai, malgré tout, que le nouveau mode d'élection du président de la République renforce celui-ci et, par-là même, affaiblit encore le premier ministre.

Peut-être, cependant, ces règles du jeu auraient-elles été acceptées par les équipes rivales de l'équipe au pouvoir. Quoi qu'on pense de l'élection du président de la République au suffrage universel, il est difficile de revenir sur cette pratique, que les Français ont, semble-t-il, adoptée avec satisfaction. Comme Julien Benda aimait à le répéter, les Français sont volontiers républicains et antiparlementaires; ils ne détestent pas un gouvernement fort, pourvu que celui-ci émane du peuple et se réclame de lui.

Ces règles du jeu modifiées, le président de la République les a modifiées une fois de plus, moins peut-être par ses actes que par ses paroles. Déjà, la notion d'un "domaine réservé" avait été introduite par le président de l'Assemblée nationale (si mes souvenirs sont exacts). Dans une conférence de presse, comme pour défier ses adversaires, le général de Gaulle déclara que tous les pouvoirs, y compris le pouvoir judiciaire, procédaient du président de la République. Prise à la lettre, une telle déclaration est contraire aux principes de tous les régimes libres. La suppression d'un tribunal, coupable de n'avoir pas rendu le verdict

souhaité par le chef de l'État, sembla confirmer cette déclaration, gratuitement agressive, puisque, mises à part les juridictions d'exception, essentiellement politiques, le système judiciaire ne fonctionne guère autrement sous la Ve que sous la IVe République.

Il y a plus: la majorité parlementaire se présenta aux électeurs sous le sigle "Ve République", peut-être afin d'obliger les opposants à reprendre un débat constitutionnel qui, pour l'instant, n'intéresse guère l'opinion, peut-être aussi pour rendre indissociables Ve République, général de Gaulle, U.N.R. Là encore, des propos absurdes, l'évocation de l'emploi de l'article 16 au cas où les électeurs voteraient mal, mettaient en question l'œuvre constitutionnelle. Que valent des règles qui rendent indispensable la victoire de la même équipe à deux moments et en deux circonstances tout autres, qui font peser la menace d'une crise de régime à chaque consultation électorale? Si le fonctionnement des pouvoirs publics peut être paralysé dès lors que la majorité parlementaire n'accorde pas un blanc-seing au président de la République, il conviendrait, pour le moins, de faire élire simultanément président et Assemblée ou de supprimer la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée avec, en contrepartie, la suppression du droit de dissolution et la modification des rapports entre gouvernement et Assemblée.

Le plus curieux, dans cette affaire, c'est que le général de Gaulle n'a nul besoin d'une majorité servile pour faire ce qui lui tient à cœur et que l'U.N.R. aurait eu tout intérêt à rallier les hésitants au lieu de se refermer sur elle-même. La France, nous l'avons dit, n'a plus de grands problèmes à résoudre, mais elle a des tâches ardues à accomplir, qu'il s'agisse de réformer la législation sociale et le système d'éducation ou de poursuivre l'adaptation de notre économie aux dures contraintes de la compétition internationale. Ces tâches impliquent des mesures impopulaires.

Pourquoi M. Pompidou, qui ne partage pas les illusions des gaullistes de gauche, n'a-t-il pas compris que l'U.N.R. avait tout intérêt à ne pas assumer seule les responsabilités du pouvoir? En vue de quelles actions spectaculaires le général de Gaulle souhaite-t-il un pouvoir absolu que personne n'est capable de lui disputer mais qui risque de paraître inutile et inefficace dans le contexte prosaïque des années à venir?

Des années difficiles

Le Figaro
12 avril 1967

Des lecteurs m'ont reproché moins peut-être le contenu que le titre d'un article récent: "La France n'a plus de grands problèmes". Formule vraie ou fausse selon le sens que l'on donne à la notion de "grand problème".

Réconciliation avec la République fédérale allemande, unification européenne, abandon de l'Algérie exigeaient une conversion intellectuelle. Les décisions à prendre dressaient les Français les uns contre les autres et, comme il est de règle depuis 1789, le régime établi était mis en question en même temps que la politique suivie par les partis au pouvoir (ou la politique que ces partis étaient soupçonnés de vouloir suivre). Finalement, il fallut que, par une ruse des hommes ou de la Providence, les partisans de l'Algérie française réussissent à renverser la IV^e République pour rendre possible la fin des guerres coloniales.

J'entendais donc par "grand problème" un problème qui ne peut être résolu sans affrontement dramatique entre les partis ou les familles spirituelles. La France sera probablement épargnée, au cours des prochaines années, par cette sorte de déchirement.

On m'objectera que la France a connu avec l'affaire Dreyfus une crise dramatique que rien n'aurait permis de prévoir et dont la cause ou l'occasion fut une erreur judiciaire. Je ne songe pas à nier que les luttes intestines ont souvent un caractère accidentel et qu'elles sont, dans notre pays, plus imprévisibles encore que partout ailleurs, en raison même de la précarité des institutions. Mais le temps n'est plus où une injustice faisait scandale. La passion purement idéologique, telle qu'elle se déchaîna à la fin du siècle dernier, ne paraît plus disponible dans nos sociétés, avant tout soucieuses d'efficacité ou de bien-être.

On me répondra encore que la stabilité actuelle est due, avant tout, à la présence du général de Gaulle à la tête de l'État et qu'avec la succession s'ouvrira une ère nouvelle de conflits partisans. Il se peut, en effet, que le mécanisme actuel par lequel un parti arrive à posséder une majorité à l'Assemblée, alors qu'il n'obtient qu'une minorité de voix dans le pays, ne fonctionne plus aussi bien le jour où le général de Gaulle ne sera plus là pour jouer tous les rôles à la fois. Quelles que soient les péripéties de l'après-gaullisme, je ne crois pas que même un gouvernement dit de gauche, soutenu par le parti communiste, créerait l'équivalent du climat de 1936 à l'époque du Front populaire.

À moins que la mutation du parti communiste en social-démocratie ne soit déjà accomplie, la gauche modérée serait bientôt contrainte à des alliances avec le centre.

Sous la III^e République, la gauche modérée s'alliait avec l'extrême-gauche au moment des élections, quitte à s'allier avec le centre et une fraction de la droite pour gouverner. Le mode de scrutin actuel, retour à la pratique de la III^e, développe les mêmes conséquences.

Avec ce mode de scrutin, dans la France telle qu'elle est, le Front populaire électoral est inévitable, même si le Front populaire gouvernemental demeure encore malaisé ou même impossible. (Le parti communiste dénonce le Marché commun que les dirigeants de la Fédération approuvent pleinement.)

Quant à la diplomatie gaulliste, elle a eu, en fait, la même fonction que la politique d'indépendance algérienne. Elle a fait accepter par une majorité de droite ce que celle-ci n'aurait pas accepté d'un autre gouvernement.

Il m'arrive de rêver aux jugements que journaux et hommes acquis à l'idée européenne et à l'Alliance atlantique sous la IV^e République auraient portés sur une décision comme celle du retrait de l'O.T.A.N. prise par un autre que le général de Gaulle, disons, par M. Mendès-France.

Le retour à la diplomatie que le général de Gaulle avait esquissée en 1944-1945, que M. Bidault avait poursuivie, vaille que vaille, jusqu'au coup de Prague, a été favorisé par la détente internationale, par la transformation du régime soviétique. À l'époque du R.P.F., le général de Gaulle avait fait une surenchère d'anticommunisme et, vers 1950-1951, les bulletins de propagande du R.P.F. présentaient les gouvernements de la troisième force comme la réplique du gouvernement de Vichy entre "les collaborateurs" (c'est-à-dire les "séparatistes") et les combattants (c'est-à-dire le R.P.F.).

Malgré tout, l'antiatlantisme actuel, sous sa forme plus symbolique encore qu'agressive, est proprement gaulliste. Il bouleverse les conditions du jeu politique, il facilite aux socialistes l'alliance avec les communistes (l'Union soviétique n'est-elle pas, pour ainsi dire, l'alliée de la France?), il étouffe les débats dont l'orientation de la diplomatie pourrait être l'enjeu. Membre de l'Alliance atlantique mais hors de l'O.T.A.N., hostile à la guerre du Vietnam mais sans moyens d'action en Asie, acclamée par les pays du tiers monde mais partenaire des meilleurs alliés des États-Unis dans le Marché commun, la diplomatie française peut être critiquée par ceux qui voudraient aller plus loin dans tel ou tel sens, rupture complète avec l'Alliance atlantique ou, tout au

contraire, unité politique de l'Europe. Aux yeux de la majorité des Français, semble-t-il, elle permet tous les succès, sans comporter de risques sérieux. L'Union soviétique est d'humeur pacifique et les États-Unis restent présents en Europe.

Enfin, l'économie française est à tel point intégrée à l'économie internationale qu'un gouvernement de gauche devrait être proprement révolutionnaire pour changer réellement la place de la France dans le monde. La Grande-Bretagne n'a pas encore choisi sa voie pour le dernier tiers de ce siècle. La France a désormais choisi et le style gaulliste a transfiguré le choix qui, souhaité par les hommes de la IV^e, passait naguère, aux yeux des Français, pour une sorte d'abdication nationale.

Après l'apaisement des querelles et la retombée des passions vient l'heure de vérité. Il est paradoxal en apparence mais évident que les problèmes d'intendance, qui sont peut-être, en notre siècle, les vrais problèmes, prendront, au cours des prochaines années, une acuité extrême. Les gaullistes de gauche rejettent sur le conservatisme de M. Pompidou et de ses ministres la responsabilité du demi-échec électoral. Laissons à M. Capitant le soin d'entretenir le mythe de l'amendement Vallon. Je ne suis pas un admirateur sans réserves de la gestion économico-sociale de ces dernières années. Sur trois points au moins, fiscalité, logement, législation foncière, la critique s'impose d'elle-même. Mais, au-delà des réformes souhaitables et possibles, les données fondamentales qui expliquent le mécontentement populaire subsisteront. L'économie française ne s'adaptera pas à la compétition extérieure sans des conversions douloureuses. L'expansion à la vitesse de croisière ne répond pas aux désirs et à l'impatience d'une grande partie de la population.

L'insatisfaction sera d'autant plus grande que les tâches sont prosaïques, les déceptions inévitables et qu'aucune mise en scène ne pourra dissimuler l'écart entre le rêve de l'abondance et la dure réalité.

Vrais et faux problèmes

Le Figaro
15 mai 1967

La crise ouverte par le projet gouvernemental de recours aux ordonnances est, de toute évidence, politique en ses origines comme en ses objectifs. Dessaisir de ses prérogatives une Assemblée élue, au lendemain même des élections, une telle initiative n'est pas contraire à la lettre de la Constitution, elle en viole manifestement l'esprit.

Cette initiative est-elle dirigée contre les indépendants ou l'Assemblée elle-même? On en peut discuter. Probablement a-t-elle pour fonction tout à la fois de rappeler à l'ordre les partisans du "oui, mais" et de proclamer une fois de plus que le pouvoir accordé par le suffrage universel au président de la République ne peut et ne doit pas être remis en cause par les représentants, non du peuple entier, mais des circonscriptions et des partis.

L'issue de la bataille n'est pas douteuse ou, plus exactement, il n'y aura pas de bataille. Une motion de censure, déposée par la Fédération et les communistes ensemble, n'a aucune chance de recueillir une majorité de voix au Parlement. En tout état de cause, M. Giscard d'Estaing, joueur d'échecs et non de poker, n'aurait pas relevé le défi. Président de la commission des Finances, il occupe une position qui lui permet de suivre avec sérénité le cours des événements. Le général de Gaulle a bien attendu douze ans et il avait, à l'heure où il choisit une retraite provisoire, une quinzaine d'années de plus que n'en a aujourd'hui le président du groupe des Indépendants.

Au-delà ou en marge de la politique, les problèmes économiques et sociaux ne s'en posent pas moins. Le gouvernement doit prendre des mesures ou promouvoir des réformes qui susciteront inévitablement débats et mécontentement. Parmi ces nombreux problèmes, en voici quelques-uns:

1° À la fin de 1958, au moment de la dévaluation du franc et de la remise en ordre des affaires publiques, il avait été solennellement affirmé que le principe de la "vérité des prix" serait désormais respecté. Moins de dix ans plus tard, nombre d'entreprises publiques sont largement déficitaires parce que les prix des services n'ont pas été relevés en même temps que progressaient les coûts. Le glissement a été insensible mais désormais l'action ne peut plus être différée. Il n'importe pas, en l'occasion, de chercher comment et pourquoi le principe a été violé. Hommes politiques et fonctionnaires s'accordent unanimement sur la

nécessité, sinon de revenir d'un coup à la vérité des prix, du moins de s'en rapprocher ou encore, si l'on préfère, de réduire les déficits des entreprises publiques afin de soulager le budget du poids des subventions.

2° Certains de ces relèvements de prix peuvent revêtir une signification symbolique et provoquer des revendications de salaires, ils ne mettent pas en cause philosophie ou idéologie. Il en va autrement de la réforme inévitable de la Sécurité sociale. Les techniciens ont préparé soigneusement les éléments du dossier; ils ont, comme il convient, laissé aux ministres le choix entre les diverses solutions. Aucune de celles-ci ne sera approuvée par tous, puisque, par définition, certains droits acquis seront atteints. De plus, l'opinion est mal informée, la discussion publique sur le fondement même du système est à peine entamée. La redistribution des salaires et des revenus, à laquelle aboutit le système actuel, n'est pas nécessairement favorable aux classes les plus défavorisées. Mais il n'est pas facile de revenir sur la conception, pourtant contraire à l'intérêt des humbles, d'une sécurité garantie à tous, alors que mieux vaudrait en réserver le bénéfice intégral à ceux-là seuls que la modicité de leurs ressources expose à tous les coups du sort.

3° La réforme de la Sécurité sociale s'impose au terme d'une vingtaine d'années d'expérience, à la suite également d'une phase de croissance économique sans précédent dans l'histoire du capitalisme français. Probablement la phase prochaine, même si les statistiques globales révèlent le même taux de croissance, sera-t-elle vécue autrement par des groupes particuliers et par la nation tout entière. Deux raisons expliquent ce changement. L'élévation annuelle des salaires nominaux et même des salaires réels est désormais tenue pour normale; si elle est ralentie ou paralysée, l'insatisfaction sera générale et le gouvernement considéré comme responsable. D'autre part et surtout, la croissance, en une économie ouverte sur le dehors, comportera des inégalités accrues selon les secteurs, les régions, les industries.

Sidérurgie de Lorraine, Charbonnages du Nord, Chantiers navals de l'Atlantique, autant d'exemples de vieilles industries frappées par le progrès technique ou la supériorité étrangère, dont le déclin impose des reconversions douloureuses et parfois laisse les travailleurs sans emploi. Il est facile de dire dans l'abstrait - et la proposition est incontestable - que les Français veulent obtenir à la fois un taux de croissance élevé et la sécurité de l'emploi, alors qu'il n'y a pas de croissance rapide sans mobilité. La contradiction entre ces deux exigences sera ressentie de plus en plus fortement.

Un autre symptôme du climat nouveau est la tendance à une augmentation du chômage, même en période d'expansion. La pression qu'exercent sur les entreprises les salaires d'une part, la concurrence de l'autre incitent nécessairement la réduction de la main-d'œuvre. Il ne peut pas en être autrement. Mais, là encore, la contrainte économique ne va pas sans souffrances pour certains, sans angoisses pour beaucoup.

4° Le gouvernement doit à un vote parlementaire, aux idées d'un ancien député et aux convictions du président de la République la plus malaisée et la plus dérisoire des tâches. Comment liquider l'amendement Vallon en créant l'impression qu'on l'applique (ou l'appliquer dans des conditions telles qu'il soit enfin liquidé) sans porter atteinte ni à l'autofinancement des entreprises ni à la mythologie de l'association capital-travail? Ni à Matignon ni rue de Rivoli, personne ne croit à la possibilité de transférer la propriété des entreprises aux travailleurs en leur distribuant tout ou partie des accroissements d'actifs résultant de l'autofinancement, personne ne croit même à l'opportunité de généraliser l'une ou l'autre des formules d'intéressement aux bénéfices mises à l'épreuve ici et là. Il reste donc à rédiger un texte assez subtil pour sauver à la fois la face de certains et les entreprises de tous.

Ces problèmes, si sérieux soient-ils, ne couvrent pas encore l'objectif illimité que le texte de loi donne aux ordonnances, à savoir, par exemple, l'adaptation des entreprises aux conditions de la concurrence. Où en est donc l'économie française à la veille de la suppression complète des barrières douanières à l'intérieur du Marché commun?

De Gaulle, Israël et les Juifs

L'Express
18 mars 1968

«Si certaines voix d'écrivains ou de chrétiens s'étaient élevés, je serais resté en dehors d'un débat dans lequel je ne puis m'engager en toute sérénité.

«Hélas! aucun de ceux qui, tant de fois, s'expriment au nom de la conscience universelle, n'a parlé. Tous ont mis leur fidélité au principe au-dessus de tout, au-dessus même de la fidélité à eux-mêmes. Je me suis donc résolu ou résigné non à tenir un rôle auquel je ne puis prétendre, mais à plaider contre un réquisitoire d'autant plus insidieux qu'il demeure camouflé. L'accusé qui ne trouve pas d'avocat assure lui-même sa défense.

«J'espère que des lecteurs, juifs et non juifs, liront ce témoignage d'un homme seul dans l'esprit même où il a été écrit: non sans passion, mais sans mauvaise foi, avec la volonté de comprendre un destin que je ne veux pas fuir.»

Raymond Aron est célèbre à plus d'un titre. Mais qu'il s'agisse de ses cours de sociologie à la Sorbonne, de ses multiples ouvrages, ou des éditoriaux politiques et économiques qu'il donne depuis de longues années au «Figaro», il s'est acquis une réputation de rigueur froide ne laissant aucune place aux mouvements du cœur. Les propos tenus par le chef de l'État sur les Juifs, «peuple d'élite sûr de lui-même et dominateur», l'ont mis, comme tous les Français, en face d'une situation où le détachement, même apparent, n'est plus possible. C'est donc sur un ton différent qu'il en parle dans son nouveau livre, «De Gaulle, Israël et les Juifs» (Plon), qui sera mis en vente la semaine prochaine. La première partie de ce livre est consacrée à la conférence de presse du général de Gaulle. La seconde est constituée par les articles «écrits à froid» qu'il a publiés avant, pendant et après la crise du Moyen-Orient. Dans une note liminaire, Raymond Aron précise: «Le conférence de presse autorisait solennellement un nouvel antisémitisme, les derniers propos du chef de l'État suspendent, pour ainsi dire, cette autorisation.» Mais «personne n'ignore plus la technique de la douche écossaise ou des intermittences du cœur. Deux pas en avant, puis – la tournée des popotes – un pas en arrière et, de nouveau, deux pas en avant.» Ces propos n'appellent donc, juge-t-il, aucune rectification à son commentaire. Voici, en prépublication pour les lecteurs de «L'Express», de larges extraits du texte inédit de Raymond Aron.

Des semaines, des mois ont passé sans faire de la conférence de presse du

général de Gaulle une vieille nouvelle. Les propos du président de la République continuent d'émouvoir «le cœur meurtri des israélites», comme l'a écrit le R.P. Riquet⁽¹⁾. «Réactions passionnelles de l'âme juive», intelligibles mais injustifiées? «Malentendu néfaste» que l'exégète, fort de ses bons sentiments et de sa subtilité, parviendrait à dissiper?

Non, mon Révérend Père. Je ne doute pas de votre sympathie: vous l'avez montré, en d'autres temps qui appelaient des vertus plus périlleuses. Mais je manquerais à la franchise que je vous dois si je n'avouais ma «réaction passionnelle» à votre article. Pourquoi nier l'évidence? Et avec tant de conviction? Personne n'est tenu moralement de prendre parti; après tout, tant d'autres, qui auraient dû entendre n'ont rien entendu. Vous avez entendu, puis vous avez décidé de relire le discours. Alors, relisons-le ensemble. Après tout, les laïcs n'ignorent ni ne méprisent les règles de l'exégèse. Nul n'osera soupçonner le général de Gaulle de ne pas peser ses mots, de s'abandonner aux jeux et aux délices de l'improvisation. Or trois incidents révèlent l'intention, délibérément agressive, de l'orateur.

«On pouvait se demander, en effet, et on se demandait même chez beaucoup de Juifs, si l'implantation de cette communauté sur des terres qui avaient été acquises dans des conditions plus ou moins justifiables et au milieu de peuples arabes qui lui étaient foncièrement hostiles n'allait pas entraîner d'innombrables, d'interminables frictions et conflits.»

On se posait, en effet, de telles questions, et à juste titre. On pourrait aussi se demander si le président de la République juge utile à sa diplomatie, et conforme à l'intérêt de la France, de revenir sur le passé, de raconter à sa façon le cours des événements qui conduisit à la naissance de l'État d'Israël. L'expression «plus ou moins justifiables» pour qualifier l'acquisition de terres a heurté les Israéliens; elle tranche, en faveur des Arabes, un des procès vainement plaidés depuis des dizaines d'années. Mais, nul ne pourrait le nier sans mentir, beaucoup de Juifs, en effet, ont rejeté le sionisme non pas seulement parce qu'ils se voulaient français, allemands ou américains, mais parce qu'ils prévoyaient une guerre interminable entre les deux communautés, juive et arabe, de Palestine.

Lisons ensemble, mon Révérend Père, la phrase suivante: «Certains même redoutaient que les Juifs, jusqu'alors dispersés, qui étaient restés ce qu'ils avaient été de tout temps, un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur, n'en viennent, une fois qu'ils seraient rassemblés, à changer en ambition ardente et conquérante les souhaits très émouvants qu'ils formaient depuis dix-neuf siècles:

l'an prochain à Jérusalem.»

Votre commentaire vaut son pesant d'or: d'après vous, ces craintes furent démenties «par les réalisations pacifiques qui firent reflourir le désert» - ce qui n'empêche que «certains» ont eu ces craintes et «rien ne permet d'affirmer que le Général les prenne à son compte».

«Certains» ont-ils éprouvé à l'avance de telles craintes? Il se peut: comment démontrer que ces «certains»-là n'ont pas existé. Mais quand on se souvient de l'image du Juif que peignaient les antisémites – le Juif à l'échine courbée et aux doigts crochus - «on peut se demander» combien avaient prévu et redouté les exploits militaires des Israéliens.

Au reste, que le général de Gaulle ait ou non pris à son compte les «craintes de certains» n'importe guère. Les mots qui ont «ému les cœurs meurtris» - à savoir les Juifs «jusqu'alors dispersés, restés ce qu'ils avaient été de tout temps, c'est-à-dire un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur» - ces mots-là le général de Gaulle ne les attribue à personne; c'est lui qui qualifie le peuple juif de «sûr de lui-même et dominateur». Définir un «peuple» par deux adjectifs, un homme d'État s'abaisse lui-même lorsqu'il recourt à un pareil procédé, celui des stéréotypes nationaux, des préjugés raciaux, celui dont les habitués du Café du Commerce ne se lassent pas et dont psychologues et psychiatres analysent infatigablement les mécanismes.

Le général de Gaulle s'est abaissé parce qu'il voulait porter un coup bas: expliquer l'impérialisme israélien par la nature éternelle, l'instinct dominateur du peuple juif. Pourquoi ce coup bas? Je ne sais. Mais, pour l'amour du Ciel, mon Révérend Père, reconnaissez d'abord qu'il y a quelque chose à comprendre, même pour celui qui, non-juif, n'a pas le cœur meurtri.

Un peu plus loin, une rectification du général de Gaulle par lui-même trahit sinon les sentiments de l'écrivain, du moins les intentions du politique. Faut-il dire que les Juifs «provoquaient» ou «suscitaient» les «malveillances» (que l'on admire l'euphémisme!). Le président de la République n'a permis à personne de s'y tromper. Lisons ensemble, mon Révérend Père: «En dépit du flot tantôt montant, tantôt descendant des malveillances qu'ils provoquaient, qu'ils suscitaient plus exactement, dans certains pays et à certaines époques, un capital considérable d'intérêt et même de sympathie s'était accumulé en leur faveur, surtout, il faut bien le dire, dans la Chrétienté.»

Admirons une fois de plus l'art du Prince. Bien sûr, il y a longtemps que nous le savons: sur les persécutés retombe la responsabilité de la persécution. Quant

au capital d'intérêt et de sympathie à l'endroit des Juifs accumulé dans la Chrétienté, me sera-t-il permis de recommander au président de la République la lecture de quelques livres sur l'histoire de l'antisémitisme? L'enseignement du mépris, les pogroms de Rhénanie à la veille de la 1^{re} Croisade, vingt siècles tragiques se ramassent en un morceau de bravoure littéraire qui n'appellerait qu'un haussement d'épaules si l'orateur ne prenait le monde entier à témoin de son génie.

Enfin, les Juifs figurent une troisième fois dans le discours: parmi les envahisseurs du Québec. «Parmi les nouveaux arrivants que le gouvernement canadien déterminait à s'angliciser», les Juifs reçoivent une place d'honneur entre les Méditerranéens, les Slaves, les Scandinaves et les Asiatiques. Une fois de plus, les Juifs méritent une mention à part.

Le général de Gaulle, me répond chacun, juif ou chrétien, n'a-t-il pas prouvé en acte l'absurdité de l'accusation élevée contre lui d'antisémitisme? Dans la France libre, dans le R.P.F., dans l'U.N.R., dans les gouvernements gaullistes, des Juifs ont tenu maintes fois les premiers rôles. Le général de Gaulle, celui dont Charles de Gaulle parle à la troisième personne, n'a établi, en apparence, aucune discrimination entre les Français juifs et les Français non-juifs. Pourquoi renierait-il son œuvre, son passé, sa gloire? Pourquoi, lui qui veut incarner la France, s'aliénerait-il non pas seulement les Juifs, mais ceux qui n'ont pas oublié les «abominables persécutions» que les Juifs ont subis pendant la dernière guerre mondiale, ceux que hante encore le souvenir des chambres à gaz, ceux aussi, tout simplement, qui jugent inutile, pour ne pas dire coupable, d'ajouter gratuitement un conflit de plus à tous ceux qui déchirent la nation française.

Questions légitimes, mais qui ne suppriment pas les faits: les Juifs de France, ou, pour mieux dire, du monde entier, ont immédiatement saisi la portée historique des quelques mots prononcés le 28 novembre 1967 par le président de la République française: les antisémites (et M. Xavier Vallat n'a pas eu un instant d'hésitation) recevaient du chef de l'État l'autorisation solennelle de reprendre la parole et d'user du même langage qu'avant le grand massacre.

L'antisémitisme d'État, d'un coup, devenait de nouveau *Salonfähig*, comme disent les Allemands. Or, et sur ce point je mets au défi n'importe quel homme de bonne foi de me contredire, le général de Gaulle ne pouvait pas ne pas prévoir les réactions passionnelles qu'il a «provoquées, suscitées plus exactement». Aucun homme d'État occidental n'avait parlé des Juifs dans ce style, ne les avait caractérisés comme «peuple» par deux adjectifs. Ce style, ces adjectifs, nous les

connaissions tous, ils appartiennent à Drumont, à Maurras, pas à Hitler et aux siens. Après tout, Georges Bernanos n'a jamais admis un lien quelconque entre son vieux maître Drumont, auquel il demeura fidèle jusqu'au bout, et Hitler, qui lui inspirait une horreur profonde.

Depuis vingt ans, une sorte de tabou inhibait la liberté de parler sur ce sujet. Un ami me répond que les Juifs exerçaient une sorte de terreur; évoquant ou invoquant leurs morts, ils interdisaient la discussion d'un problème qui ne cesse pas d'exister du seul fait qu'on en nie l'existence. À vrai dire, il arrive aussi que l'on crée un problème en le posant. Mais admettons l'existence du problème. Je croyais, en toute naïveté, qu'un «certain silence» s'expliquait moins par le terrorisme juif que par des scrupules de conscience. Qu'aurait pensé un Drumont s'il avait vécu assez longtemps pour assister au génocide: «Je n'avais pas voulu cela»? Ou bien aurait-il été plus loin dans l'autocritique?...

Probablement je me trompais. Laissons les morts enterrer les morts. Aucun Juif ne doit imposer silence aux antisémites en rappelant le malheur d'hier, si démesuré qu'il ait été. Je n'assimilerai pas les antisémites de 1967 à Hitler et aux siens pour les disqualifier sans les entendre. Mais, écrivant librement en un pays libre, je dirai que le général de Gaulle a sciemment, volontairement, ouvert une nouvelle période de l'histoire juive et, peut-être, de l'antisémitisme. Tout redevient possible. Tout recommence. Pas question, certes, de persécution: seulement de «malveillance». Pas le temps du mépris: le temps du soupçon.

Et maintenant, puisqu'il faut discuter, discutons.

Je n'ai jamais cru à la permanence de l'alliance exclusive, au Moyen-Orient, entre la France et Israël. Née de la lutte que la France menait en Afrique du Nord pour y maintenir sa souveraineté, cette alliance risquait de ne pas survivre aux circonstances qui l'avaient suscitée. Qui reconnaît les relations internationales pour ce qu'elles sont ne doit pas feindre étonnement ou indignation lorsque les calculs des «monstres froids» transforment l'ennemi en allié et l'allié en ennemi. Les simples mortels, éloignés par leur petitesse des cimes élyséennes, ne vivent pas selon les impératifs de la politique de puissance, ils éprouvent des sentiments naïfs primitifs, ils aiment à croire que leur guide appartient à la même humanité qu'eux, qu'il tient compte de l'intérêt national, mais aussi de certains impondérables, comme on dit, de la justice, du malheur...

Laissons cela. Les Juifs peuvent souffrir de la rupture de l'alliance entre la France et Israël – une alliance qui rendait facile leur condition de citoyens français d'origine(2) juive – regretter cette rupture, en discuter les avantages et

les inconvénients sur le plan même, celui de l'intérêt national, sur lequel se situe légitimement le chef de l'État. Rien de moins, rien de plus. Si original à maints égards, Israël, en tant qu'État, est un État comme les autres, non un État juste, mais un État violent, menacé de mort et contraint à l'emploi de la force pour survivre. L'amitié entre monstres ne dure pas.

Au reste, les Juifs de France, y compris les volontaires pour Israël (parfois passionnément gaullistes), comprennent sans peine la neutralité de la France entre les pays arabes et Israël. N'importe quel gouvernement français, après l'indépendance de l'Algérie et l'achèvement de la décolonisation, se serait efforcé de renouer les liens dits traditionnels avec les pays arabes du Moyen-Orient. Le général de Gaulle s'y est efforcé, avec succès, sans pour autant se dresser contre Israël. Probablement a-t-il eu l'ambition, la noble ambition de contribuer à la réconciliation «d'Israël et d'Ismaël». Et, d'après mes informations, il s'est cru tout près de la réussite. Peut-être la violence de ses propos exprime-t-elle une déception à la mesure de ses espoirs d'hier.

Bien entendu, il s'en prend aux autres, avant tout. Reportons-nous à la crise de mai-juin 1967. L'intérêt de la France, celui des pays arabes, celui d'Israël même (quoi qu'en pensent les Israéliens aujourd'hui) ordonnaient avant tout d'éviter une guerre que certains, des deux côtés, souhaitaient probablement au fond d'eux-mêmes, mais qui, épisode d'un conflit prolongé, ne devait, en aucun cas, rien résoudre. Pour qui connaissait la conjoncture du Moyen-Orient, la fermeture du golfe d'Akaba signifiait une extrême probabilité de guerre. Les Égyptiens le savaient aussi bien que les Israéliens. Aujourd'hui, l'affaire d'Akaba «malencontreusement créée par l'Égypte» (charmant euphémisme) devient un «prétexte offert à ceux qui rêvaient d'en découdre».

À l'époque, je dînai par hasard avec un ministre qui, tout juste sorti d'un Conseil élyséen, me démontra à coup de statistiques commerciales qu'après tout, «l'affaire» ne tirait pas à conséquences. Je tentai, vainement de le convaincre du contraire. Si le général de Gaulle avait usé de son influence auprès du président Nasser pour le détourner de l'aventure, si, seul ou en accord avec les États-Unis et la Grande-Bretagne, il avait honoré l'engagement pris par le gouvernement de la IV^e République de maintenir la liberté de navigation dans le golfe d'Akaba, la guerre de Six Jours n'aurait pas eu lieu. L'action efficace aurait remplacé le verbe glorieux.

Le général de Gaulle ne fit rien pour empêcher le blocus du golfe d'Akaba, la concentration des troupes égyptiennes dans le Sinaï, l'alliance jordano-syrienne,

l'entrée des troupes irakiennes en Jordanie; en d'autres termes, les événements qui provoquaient inexorablement l'explosion. Il proposa une conférence à quatre que les Soviétiques refusèrent (ce qui n'aurait pas dû le surprendre) et il se résolut finalement, faute de mieux, à condamner solennellement, à l'avance, du haut de l'Olympe, celui qui tirerait le premier coup de feu. Un regard sur la carte permettait de prévoir, sans grand risque d'erreur, celui qui, logiquement, devait tirer le premier coup.

De ce jour, la France renonçait à la neutralité et prenait parti: les Israéliens se rendirent coupables du crime de lèse-gaullisme, ils préférèrent le salut de leurs villes aux témoignages de compassion et d'estime que le général de Gaulle leur assurait pour la prochaine conférence de presser en contrepartie de leur docilité. L'auteur du «Fil de l'épée», à la place de M. Lévi Eshkol, n'aurait pas agi autrement que ce dernier.

L'irritation du général de Gaulle contre Israël ne s'explique-t-elle pas, au moins en partie, par les illusions qu'il se faisait sur la puissance de ses interdits-illusions que partageaient peut-être ses nouveaux «alliés et amis» du Caire ou de Damas?

Le bilan pour la France de la diplomatie gaulliste de mai 1967 au 28 novembre 1967 reste à établir. Personne ne saurait honnêtement prétendre que les profits et les pertes se mesurent objectivement. Gratitude des pays arabes, déception israélienne; chacun pèsera sur sa balance le poids de ces biens immatériels. Des millions d'hommes qui se faisaient «une certaine idée de la France» ont pris le deuil de leur amour. Un ministre israélien me disait, au mois d'août dernier: «Nous n'éprouvions pas de crainte: aussi longtemps que le général de Gaulle, preux chevalier, gardera le pouvoir, nous pouvons compter sur la France.»

Je lui répondis: «Vous avez eu tort de confondre Saint Louis avec Louis XI.» Mais d'autres millions d'hommes ont retrouvé, ou cru retrouver, leur France.

Rien n'obligeait le général de Gaulle à choisir. Avant mai 1967, seul entre les chefs d'État occidentaux, il inspirait confiance aux deux camps. Aujourd'hui, lui aussi ne parle plus qu'à un seul. Pour le président Nasser lui-même, un général de Gaulle «persona grata» à Washington et à Jérusalem aurait plus de prix qu'un émule du maréchal Tito. Pour obtenir ce qu'il a effectivement obtenu, le Président français n'avait pas besoin de perdre ce qu'il ne regagnera jamais. La tromperie au service d'une grande œuvre se pardonne aisément, inspire même parfois l'admiration; il n'en va plus de même lorsque l'objectif sent le pétrole et

que le renversement des alliances semble dicté par l'humeur, l'amour-propre blessé ou d'obscur calculs.

«Vous oubliez l'essentiel, me répond un objecteur de bonne volonté (pas nécessairement un gaulliste). Vous présentez le renversement des alliances sans tenir compte du renversement des valeurs. Depuis juin dernier, Israël n'apparaît plus au monde tel David affrontant Goliath, petit peuple entouré d'ennemis à sa perte acharnés, mais nation orgueilleuse, tenant sous le joug un million d'Arabes. Une fois de plus, le général de Gaulle a compris avant les autres le sens du proche avenir. L'opinion, en Europe, peut-être même en Amérique, fera payer chèrement à Israël son enthousiasme d'hier et sa déception présente.»

Selon la conférence de presse, dès 1956, Israël était apparu État guerrier et résolu à s'agrandir. Plusieurs années après, lors de la visite à Paris de Ben Gourion, le général de Gaulle appelait encore le pays que représentait son hôte «ami et allié». Il continuait de lui vendre des armes. Personne n'ignore que si le solitaire de Colombey avait imputé au mauvais régime de la IV^e République l'échec de l'expédition de Suez, il n'en avait pas condamné le principe ou l'immoralité. Si vraiment le général de Gaulle pensait qu'Israël «serait porté, pour agrandir son territoire, à utiliser toute occasion qui se présenterait», pourquoi continuait-il de lui vendre Mystère et Mirage?

À moins que, selon la version donnée par les Israéliens des entretiens de Gaulle-Ben Gourion, le Président français n'ait envisagé avec faveur, voire conseillé à son interlocuteur l'agrandissement territorial qu'il condamne aujourd'hui. Le général MacArthur, lui aussi, à son retour de Corée, proclamait naïvement, devant le Congrès américain tout entier, que Japon et Chine avaient changé de côté, le Japon passant du mal au bien et la Chine parcourant le même itinéraire en sens contraire. Nul n'imputera au général de Gaulle une quelconque naïveté. Il s'agit pour lui de raison d'État.

Mais pour nous? Je ne refuserai pas de répondre. En s'associant à l'expédition franco-britannique contre l'Égypte, Israël compromettait sa cause. Il utilisait, résolument, le dernier sursaut de l'impérialisme franco-britannique pour donner une leçon à l'Égypte, mettre fin aux raids des fedayin, ouvrir Elath à la navigation. Je ne prétends pas trancher au nom de la conscience universelle. Citoyen français, je désapprouvais, pour des raisons aussi bien morales que politiques, l'entreprise tout entière: l'occupation du canal de Suez ou même la chute du président Nasser n'auraient ramené la paix ni en Algérie ni au Moyen-Orient. Le cynisme n'offre pas une garantie d'efficacité. Les Français,

délibérément, les Britanniques sans le vouloir, ont, en 1956, prêté aide et assistance à l'État d'Israël. Les dirigeants de cet État ont estimé que, dans leur situation, ils devaient s'interdire le luxe de scrupules moraux. Onze ans après, je ne me résigne pas encore à leur donner raison.

Entre 1956 et 1967, mon engagement à l'égard de la France, mes sentiments à l'égard d'Israël n'ont pas changé. Le renversement des alliances ne m'a pas surpris, bien qu'il ait été opéré en un style gratuitement agressif. Je laisse de côté l'estimation, par nature incertaine, des profits et des pertes. Je me limite à l'analyse de l'interprétation que le général de Gaulle propose aujourd'hui de la crise de juin dernier. Et cette interprétation me paraît profondément injuste ou, pour mieux dire, délibérément inexacte.

Présenter l'affaire d'Akaba comme un «prétexte» offert à ceux qui rêvaient d'en découdre, c'est déformer les faits: le gouvernement d'Israël avait maintes fois proclamé qu'il ne tolérerait pas la fermeture du golfe d'Akaba alors que le canal de Suez restait interdit aux navires israéliens. Rien, en l'état actuel de nos connaissances, n'autorise à présenter l'État d'Israël comme guettant l'occasion de conquête.

Que le lecteur m'entende bien. Je ne veux pas substituer une image d'Épinal à une autre. Les Israéliens ne sont pas des anges, non plus que les Arabes des monstres (ni inversement). Les uns et les autres s'affrontent en un conflit inexpiable qu'ils tendent de plus en plus à juger ensemble inexpiable. Au mois d'avril 1967, ni les Israéliens ni le président Nasser ne voulaient ni se préparaient la guerre.

Il reste qu'en mai 1967, les initiatives qui portaient en elles la guerre «comme la nuée l'orage» sont venues du président Nasser.

Tels étaient, au printemps dernier, les sentiments de la majorité des Français, de la majorité des Européens (dans l'Europe socialiste aussi, en dépit des prises de position des gouvernements). Probablement, ces sentiments ont-ils, à mesure que passait le temps, perdu de leur fraîcheur, de leur simplicité. On craignait la destruction d'un État, l'extermination d'une nation. Or cette nation, sortie d'un «peuple» dispersé, qui, à travers les siècles, a subi toutes les persécutions et leur a finalement survécu, voici que soudain elle remporte une victoire éclatante et, sauvant sa vie, risque de perdre son âme: les soldats israéliens se muent en occupants.

Les questions que, sous le coup de l'émotion, personne ne se posait, chacun les pose maintenant. La propagande israélienne a-t-elle mobilisé l'opinion? A-t-elle

dénoncé un péril fictif d'extermination afin d'atteindre ses objectifs de conquête?

La «propagande» pro-israélienne, les Arabes s'en sont chargés. Après coup, les menaces de l'Organisation palestinienne de libération rendent un son creux. Nul ne les entend plus, que dis-je? elles se sont perdues dans le fracas des chars et les sables du désert. De ce désert sur lequel cheminaient, hagards, ivres de soif et de soleil, les soldats égyptiens auxquels on avait promis la victoire, la rencontre à Tel-Aviv avec leurs camarades syriens dans la joie du massacre et du butin.

Aujourd'hui, nous jugeons excessives nos émotions d'hier, mais – je parle pour moi – nous ne les renions pas. Juifs et non-Juifs, par millions, les ont partagées, en Europe et en Amérique, à Varsovie et à Paris.

Mais - j'en demande pardon à amis arabes de Tunisie, d'Algérie, du Maroc, d'Égypte aussi (car je ne crois pas avoir perdu leur amitié) – nous nous trompions sur la capacité militaire des Égyptiens, des Jordaniens et des Syriens, non sur le sort réservé à la nation israélienne en cas de défaite, ni sur le sort qui l'attend demain si elle perd une bataille. Les Arabes peuvent perdre des batailles et des batailles pour finalement gagner la guerre (ils disposent du temps, de l'espace et du nombre), Israël perdrait la guerre et la vie s'il perdait une seule bataille. David, une troisième fois, abattit Goliath, mais il demeure David, momentanément supérieur par ce que l'on appelle aujourd'hui intelligence, maîtrise des techniques, mais, après comme avant, sans réserves, sans position de repli. La garnison assiégée a mené à bien une sortie victorieuse, elle a élargi son périmètre de défense. Elle continue d'être assiégée et continuera de l'être pour des années, sinon des décennies.

L'enthousiasme pro-israélien de juin dernier, me dit un ami très cher, n'avait-il pas quelque chose d'équivoque et, en certaines circonstances, de déplaisant? «Manifestations indécentes», décrète un signataire d'une tribune libre du «Monde», que l'on n'imaginait pas arbitre de la décence. J'en conviens; je n'aimais ni les bandes de jeunes qui remontaient les Champs-Élysées en criant: «Israël vaincra» ni les foules devant l'ambassade d'Israël. Je n'aimais pas les tenants de l'Algérie française ou les nostalgiques de l'expédition de Suez, qui poursuivaient leur guerre contre les Arabes par Israël interposé... Les émotions collectives charrient le meilleur et le pire; ceux qui s'érigent aujourd'hui en juges des bonnes mœurs politiques n'ont pas manifesté en toutes circonstances un sens subtil des nuances.

Peu importe: acceptons la censure des hommes qui, en juin dernier, ont gardé

à chaque instant leur sang-froid, qui n'ont jamais éprouvé la moindre inquiétude pour la vie des populations israéliennes ou qui, armés de statistiques, comparaient les deux millions et demi de Juifs rassemblés en Palestine aux dizaines de millions d'Indiens qui mangent tout juste assez pour ne pas mourir de faim.

Les Français, juifs et non-juifs, qui, au printemps dernier, se sentaient concernés jusqu'au plus profond de leur être par le destin de ce petit nombre n'ont pas à rougir d'une affinité particulière. Doivent-ils en demander pardon? Par l'affrontement indo-pakistanaï, qui se sentait «concerné» en France? L'affrontement israélo-arabe a bouleversé des millions de Français et d'Anglais, d'Allemands et de Russes, non par le fait d'un «complot juif» ou par l'action des Français juifs (ou des Juifs français) qui parlent à la radio ou écrivent dans les journaux (mon ami Yves Cuau, correspondant du «Figaro» en Israël, résistait plus mal que moi à la passion). En une civilisation nourrie de christianisme, comment le destin du peuple dont naquit le Christ ne remuerait-il pas en chacun, croyant ou incroyant, des souvenirs d'enfance, des sentiments troubles. Le peuple qui n'a pas reconnu le Sauveur devint, pour des siècles et des siècles, le Christ parmi les peuples, au visage couvert de crachats – celui que Voltaire, oui, Voltaire, accusait de répandre autour de lui une odeur insupportable aux narines des chrétiens... jusqu'au jour où dans l'Allemagne de Mendelssohn ou de Nietzsche montèrent les fumées des usines de mort.

«Soit, me répond un objecteur de bonne foi. Je comprends que l'Europe chrétienne qui, depuis vingt ans, a voulu oublier plutôt que comprendre, se soit pour ainsi dire libérée de ses troubles de conscience en dénonçant à l'avance le génocide dont elle a cru, à tort, les Israéliens menacés. Mais les Juifs français, ceux qui, comme vous, nous affirment qu'ils sont et se veulent citoyens français «comme les autres», ceux aussi qui, rapatriés d'Afrique du Nord, ont préféré la France à Israël n'auraient-ils pas dû se tenir en retrait, éviter les paroles et les gestes qui prêtaient à l'accusation de «double allégeance»? Ce qui s'est passé, en ces jours de folie, rendait inévitable le renversement dont le général de Gaulle a été moins l'initiateur que l'interprète.»

Bien sûr, mon frère, si sage comme tous les hommes quand tu parles pour les autres. Il aurait mieux valu que... Les Juifs n'auraient pas dû... Tout cela va de soi. Je l'avoue: après le soleil de juin, j'attendais les frimas de novembre. Mais les mêmes qui participaient à l'enthousiasme pro-israélien au printemps ont tendance aujourd'hui, de faire grief aux Juifs des sentiments qu'eux-mêmes, non-

Juifs, ont éprouvés. On oublie le fait majeur qui seul explique la quasi-unanimité des Juifs de France: parce que les sympathies de la majorité des Français allaient à Israël, les Juifs éprouvaient une joie émerveillée, la réconciliation de leur citoyenneté française et de leur «judaïcité»: en manifestant leur attachement à Israël, ils ne se séparaient pas des Français, ils se mêlaient à eux. C'était trop beau pour durer: eux aussi croyaient au Père Noël.

Un ami, comme moi déjudaisé, me suggère une issue. Ne faut-il pas attribuer les excès du pro-israélisme, les «manifestations indécentes» aux nouveaux venus, aux Juifs partis d'Afrique du Nord après l'accession des pays du Maghreb à l'indépendance? Les «assimilés», eux, n'auraient pas commis ces fautes de tact qui ont, légitimement, irrité le chef de l'État.

Que cet ami m'excuse: l'argument me fait honte. Il me rappelle des souvenirs sinistres. Au cours des débats sur la «question juive», dans les clubs d'étudiants, à Berlin, en 1933, combien de fois ai-je entendu les orateurs nationaux-socialistes inviter leurs interlocuteurs juifs à désavouer les «coreligionnaires» récemment arrivés de Pologne, au moins à garder leur distance. Il convenait de distinguer, disaient-ils la bouche enfarinée: un régime s'appliquerait aux Juifs, allemands depuis des générations, un autre à ces Polaks, chargés de tous les péchés et des Polonais et des Juifs.

Pour qui me prend-il? Je ne commettrai pas une pareille lâcheté. Sociologue, je ne refuse évidemment pas des distinctions, inscrites par des siècles d'Histoire dans la conscience des hommes et des groupes. Je me sens moins éloigné d'un Français antisémite que d'un Juif du Sud marocain qui ne parle d'autre langue que l'arabe et qui sort à peine de ce qui m'apparaît Moyen Âge ou, mieux, obscurité impénétrable des cultures radicalement étrangères. Mais du jour où un souverain décrète que les Juifs dispersés forment «un peuple sûr de lui-même et dominateur», je n'ai pas le choix. Seuls les enfants se défendent en accusant les autres: «Ce n'est pas moi, c'est lui!»

Revenons à juin dernier. Je viens d'écrire: la quasi-unanimité de la communauté juive. Or cette communauté n'existe pas en tant que telle, elle n'a pas d'organisation, elle ne peut ni se doit en avoir. Je ne connais pas le pourcentage des pratiquants et des non-pratiquants parmi ceux que le gouvernement de Vichy désignait comme Juifs ou qui continuent d'appartenir au «peuple dominateur». Mais aucun Juif de ma connaissance ne se tient pour représenté par le Consistoire ou le Fonds national juif unifié. Ce dernier est une association de bienfaisance ou d'assistance sociale, celui-là une association

rivale, en rapport avec le culte ou l'Église. Ni l'un ni l'autre ne constitue l'équivalent d'un groupe de pression.

Sur tous les sujets, les Juifs de France professent les opinions les plus variées, ils appartiennent les uns à la gauche, les autres à la droite. Beaucoup avaient voué un culte au général de Gaulle; parmi les intellectuels de gauche d'origine juive, on comptait nombre d'antigaullistes, mais leur attitude ressemblait à celle des autres intellectuels de gauche bien plus qu'à celle des autres Juifs. En bref, les opinions des Français juifs se répartissaient entre les différents partis plus ou moins comme celles des autres Français – avec cette réserve, peut-être, que les Juifs conservent une sorte de fidélité instinctive aux idées de 1789 et aux partis qui s'en réclament, parce qu'ils leur doivent leur «libération».

Peut-être voudra-t-on bien reconnaître qu'un Juif n'a pas le devoir d'adhérer à l'Action française pour faire la preuve de sa citoyenneté. Au reste, nombre de Juifs ont gardé à l'égard du maréchal Pétain et du gouvernement de Vichy des sentiments ambigus. Des Juifs allemands, avant eux, appelaient de leurs vœux un national-socialisme sans antisémitisme.

À quoi bon rappeler ces faits bien connus? Nous voici revenus en un temps où ce qui va sans dire va encore mieux en le disant. Car il y a quelque chose à comprendre: l'impression donnée à l'opinion française que, soudain, les Juifs français, dispersés à travers la nation, formaient un bloc. Impression fausse? Pour ma part, certainement, «Le Monde» a publié des lettres dans lesquelles des Juifs exprimaient des sentiments hostiles à Israël et dénonçaient l'agression militaire. Les pacifistes, parmi les Juifs, n'ont pas cessé d'être pacifistes quand Israël a pris les armes. Dans le numéro spécial consacré par «Les Temps modernes» au conflit israélo-arabe, le meilleur article favorable à la cause arabe a été écrit par un Juif dont je respecte la solitude (les Juifs le renient, les Arabes ne l'adoptent pas et les Français, pro-israéliens ou anti-israéliens, le regardent avec soupçon: Christ ou Judas?)(3).

Cela dit, il reste que les Juifs de France ont donné pour la première fois l'impression de former une sorte de communauté. Bien entendu, beaucoup ont protesté contre la lettre d'Edmond de Rothschild, qui évoquait la vieille pratique de l'impôt versé par les Juifs de partout afin de venir au secours de leurs frères en péril sur une terre lointaine et inconnue. Les intellectuels de gauche se sentaient mal à l'aise en compagnie des barons de la finance internationale. Le rôle que jouent les Rothschild ou, plus largement, les riches dans les organisations juives s'enracine dans un passé séculaire. Les Juifs qui dénoncent ou déplorent ce rôle

consentiraient-ils à donner leur temps au Consistoire (alors qu'ils ont perdu la foi) ou au Fonds national juif unifié (auquel ils envoient leur contribution par respect humain)?

Bourgeois ou intellectuels, la plupart des Juifs français sont désormais des Français juifs. En période tranquille, ils se soucient peu de leur «judaïcité», dont ils n'ont même pas conscience et qu'ils n'assument à l'égard des autres que par dignité. Ils s'irritent ou s'indignent quand les Israéliens leur reprochent de désertir le judaïsme ou de consentir à l'assimilation. Pourquoi devraient-ils la fidélité à une religion alors qu'ils ont perdu la foi, à des traditions pour une part imposées par le monde environnant. Entre Juifs assimilés (ou déjudaïsés) et Juifs de diverses manières attachés à l'existence de leurs pères, le dialogue (j'en sais quelque chose) manque souvent d'aménité.

Pourquoi ces choix incompatibles qui dressent les Juifs contre les Juifs furent-ils, en apparence, réconciliés à la faveur d'une émotion collective? La réponse même à cette question va opposer les Juifs les uns aux autres: je ne me fais aucune illusion. Ceux de mes «coreligionnaires» restés authentiquement juifs interprètent mon ralliement selon les normes de leur propre univers mental. À leurs yeux, ma «judaïcité», longtemps refoulée par la résolution d'être français à part entière, a soudain explosé au jour, forçant les barrages de la raison raisonnée. Je ne prétends pas connaître les mobiles derniers de mes attitudes mieux que les autres. Je laisse à tous, sionistes aussi bien qu'antisémites, la liberté d'interpréter mes propos selon leurs préférences. Pour moi, je m'en tiens à ce que me révèle mon expérience intérieure.

Je n'ai jamais été sioniste, d'abord et avant tout parce que je ne m'éprouve pas juif. Il m'apparaissait probable que l'État d'Israël, par son existence même, entraînerait un conflit prolongé. Je ne consens pas plus aujourd'hui qu'hier à soutenir *inconditionnellement* la politique des hommes politiques – ni meilleurs ni pires que ceux qui gouvernent ailleurs – responsables de l'État israélien. Mais je sais aussi, plus clairement qu'hier, que l'éventualité même de la destruction de l'État d'Israël (qu'accompagnerait le massacre d'une partie de la population) me blesse jusqu'au fond de l'âme. En ce sens, j'ai confessé qu'un Juif n'atteindrait jamais à la parfaite objectivité quand il s'agit d'Israël (la non-objectivité marque aussi la prise de position de M. Rodinson).

Les intellectuels de gauche firent la même expérience, plus déchirante pour eux que pour moi. Sionisme, fait colonial; Israël, base avancée de l'impérialisme, ces formules, dont usent et abusent les communistes, s'offraient d'elles-mêmes à

l'esprit, enfermé dans un certain système mental. La philosophie de l'Histoire que professent implicitement les progressistes situe la Syrie du bon côté et Israël, qui doit son niveau de vie aux subsides américains, du mauvais côté de la barricade. Les dirigeants de Damas emploient le même langage que l'intelligentsia parisienne, ils vitupèrent la guerre du Vietnam, Johnson, le capitalisme. Les dirigeants de Jérusalem et de Tel Aviv donnent plus de pain et de liberté aux citoyens, ils s'interdisent le luxe des discours idéologiques. Peut-être condamnent-ils, au fond d'eux-mêmes, la guerre du Vietnam (ce n'est pas sûr), ils ne le proclament pas, ils ne le murmurent même pas.

Je vais plus loin. S'il existe «un camp impérialiste», un ensemble de pays étroitement liés, obéissant à la même inspiration, sinon aux mêmes ordres, comment nier qu'Israël en fasse partie? La sécurité de l'État juif dépend de la VI^e Flotte américaine; non que celle-ci ait combattu les Arabes, mais, par sa présence même, elle a neutralisé la force soviétique, limité le théâtre des opérations et permis le combat singulier dans lequel les soldats juifs l'ont emporté. La victoire israélienne signifie-t-elle un succès de plus à l'actif de l'«impérialisme américain»? Oui et non. Le président Johnson ne savait comment honorer l'engagement pris par son prédécesseur: il s'est réjoui qu'Israël n'ait pas eu besoin de lui pour ouvrir de nouveau à la navigation le golfe d'Akaba. La crise lui a donné l'occasion d'éprouver l'entente russo-américaine, implicitement prévue pour le règlement des crises susceptibles de mettre en péril la paix du monde. Il n'a pas pour autant ordonné ou prévu le déclenchement des hostilités.

Quant au bilan, il ne compte pas seulement un actif. L'Union soviétique occupe désormais en Méditerranée orientale des positions plus solides que jamais, elle possède les bases sur lesquelles les gouvernements tsaristes déjà jetaient des regards d'envie. La flotte d'Union soviétique, encore inférieure à la VI^e Flotte américaine, se renforce progressivement.

Dans le poker de la diplomatie mondiale, comment le nier? Israël, bon gré mal gré, est une carte américaine, nullement satellite des États-Unis, mais provisoirement vouée à la protection américaine, à l'hostilité soviétique. Et les dirigeants des pays arabes le haïssent d'autant plus qu'ils parlent un langage plus progressiste. Car les gouvernants de Jérusalem, en dépit ou à cause de la tradition socialiste-révolutionnaire de leurs premiers chefs, ressemblent à des démocrates, à des sociaux-démocrates d'Europe, au moins en ce qui concerne la gestion des affaires économiques, le style des débats partisans. Un homme d'État

européen trouve immédiatement un langage commun avec eux, alors qu'il a tant de peine, bien souvent, à comprendre les chefs des États arabes et à faire la part, en leurs propos, de la rhétorique et de l'action, du rêve et du réel.

Enfin, personne, à moins de fanatisme ou d'aveuglement, ne parvenait à prendre entièrement parti pour l'un ou l'autre des deux camps en invoquant des principes universels, en opposant le bien et le mal, comme aiment le faire les intellectuels de gauche. Le général Harkabi l'a écrit lui-même, dans un des articles du numéro spécial des «Temps modernes», les Juifs n'ont pu accomplir leurs aspirations nationales sans que les Arabes souffrissent une injustice.

Les deux camps ont chacun un dossier en bon ordre, chargé d'arguments impeccables. Pour les Arabes, l'existence d'Israël constitue une agression, une iniquité, une humiliation comme au premier jour. Les Israéliens ont fécondé la terre, reçu les minorités juives chassées des pays arabes, édifié un État, lutté contre la nature, traduit en réalité laïque les promesses d'une religion à laquelle beaucoup ne croyaient plus et à laquelle tous restaient mystérieusement attachés. Affrontement tragique, et pourtant personne ne résignait au rôle de spectateur pur.

En va-t-il jamais autrement? Quels combats dans la jungle où rôdent les monstres froids ne méritent pas le qualificatif de douteux? Un étudiant israélien m'a interrogé récemment à propos d'un passage des Mémoires de Simone de Beauvoir – celle-ci raconte, paraît-il, que j'aurais justifié la conduite des autorités anglaises à l'égard de l'«Exodus». J'ai conservé, moi aussi, un souvenir de la conversation. Un jour, au café de Flore, Sartre et Simone de Beauvoir déchaînaient leur courroux justicier contre les Anglais. Je fis observer que ces derniers n'avaient pas la tâche facile entre les Arabes et les Juifs; ils ne créaient pas le conflit israélo-arabe, ils tentaient de l'arbitrer. À l'époque, Simone de Beauvoir et Sartre, généreux et emportés, toujours en quête d'une discrimination simple entre des anges et des démons, ne voyaient que la cruauté (ou l'impérialisme) britannique et la cause sacrée des martyrs. Je voyais – et qui, songeant à l'avenir, ne l'aurait pas vu? – la guerre israélo-arabe après le départ des Britanniques, incapables d'imposer la paix et de réconcilier des revendications, toutes légitimes mais incompatibles.

Les intellectuels de gauche d'origine juive n'ont pas abandonné le terrain de l'universalisme pour le nationalisme israélien, comme l'a écrit J.-M. Domenach sans beaucoup de charité. Ils ont fait la même expérience que Camus. En certaines circonstances, l'intellectuel tenterait vainement d'aboutir à une prise de

position à force de réflexion, en pesant le pour et le contre, en confrontant les dossiers des uns et des autres, en se référant aux règles abstraites de la justice. Il se tait ou il obéit à son démon. Juifs ou non-Juifs, ainsi firent les intellectuels de gauche, en juin dernier. Quitte à revenir, le lendemain, à leur quotidien habituel.

Les Juifs se convertirent plus nombreux et avec plus de passion que les non-Juifs à la défense d'Israël? À coup sûr. Les voici de nouveau «suspects»? Il se peut. Mais ils assumeront, comme on dit, leur condition de suspects.

Que la plupart des Juifs, même hostiles naguère au sionisme, éprouvent pour Israël une sympathie particulière, je ne songe pas à nier le fait et je déplorais qu'il en fût autrement. Quel degré de sympathie nous est permis sans que s'élève l'accusation de double allégeance? Je le demande à mes compatriotes. Je le demanderais même au général de Gaulle s'il consentait encore au dialogue.

Incroyant à la manière même que les Juifs pieux aiment le moins – celle de Spinoza – plus proche par ma sensibilité religieuse d'un chrétien ou d'un bouddhiste que d'un de mes «coreligionnaires», je devrais peut-être, si j'allais jusqu'au bout de ma propre logique, rester en dehors de ces querelles qui commencent dans la subtilité verbale et finissent parfois dans le sang. Je me refuse à la suivre; citoyen français, je revendique le droit, accordé à tous les citoyens, de joindre allégeance à l'État national et liberté de croyances ou de sympathies.

«Vous donnez des arguments à vos adversaires. Si vous, qui n'allez jamais au temple; qui jetez sur le Mur des Lamentations le même regard que sur l'église du Saint-Sépulcre, réagissez avec cette passion mal contenue, comment interdirez-vous aux antisémites de tirer la conclusion qu'un Juif reste toujours juif d'abord et français ensuite?»

Peut-être, en effet, suis-je en train de donner des arguments aux antisémites. Qui sait? En certaines circonstances, tout ce que l'on fait est mal fait. Que l'on me pardonne: cette objection ne me touche pas. Un autre interlocuteur plaidera, avec autant de vraisemblance, que le silence passerait pour lâcheté et qu'une première capitulation entraîne toutes les autres. Une seule question pour moi: va-t-on imputer à crime aux Juifs de France, aux croyants d'abord et ensuite aux autres, la sympathie que la plupart d'entre eux ressentent à l'égard de l'État d'Israël? Va-t-on exiger d'eux, comme le suggèrent certains exégètes de la pensée élyséenne, non pas seulement un choix qu'ils ont déjà fait mais un choix *total*?

Je ne connais guère de Juifs inconditionnellement fidèles à l'État d'Israël comme les communistes le sont (ou l'ont été) à l'Union soviétique. Leur

sympathie pour un petit État menacé ne compromet pas la sécurité de la France. Elle n'empêche pas le gouvernement français de signer des contrats avec l'Irak pour faire pièce aux compagnies anglo-saxonnes (tout parfaitement conforme aux règles du jeu). Elle ne suffirait même pas à relancer l'antisémitisme, toujours latent, si le général de Gaulle, par une demi-douzaine de mots chargés de résonance, ne l'avait solennellement réhabilité.

(1) «Le Figaro» du 6 décembre 1967.

(2) J'emploie ce terme, faute d'un meilleur, pour désigner les Juifs, parmi lesquels je me range, qui ne sont ni religieux ni pratiquants, qui n'ont même rien gardé de la «culture juive».

(3) Raymond Aron fait ici allusion à Maxime Rodinson.

L'héritage de mai. D'un printemps à l'autre

Le Figaro
5 mai 1969

Onze mois après le discours du 30 mai et la manifestation des Champs-Élysées, le général de Gaulle, désavoué par le suffrage universel, quitte l'Élysée et retourne à Colombey-les-Deux-Églises, "puissant et solitaire". Comment le triomphe a-t-il conduit à l'échec? L'analyse politique, en dehors de toute passion, avec le respect dû à tous, d'abord au président de la République d'hier mais également aux Français eux-mêmes, permet de répondre à la question.

Le référendum du 28 avril s'explique mal si l'on oublie les événements du printemps 1968. Dans son discours du 24 mai à la télévision, le général de Gaulle, face à une "situation insaisissable" exaspéré par la "chienlit" et la faiblesse des responsables de l'ordre, "avait mis à côté de la plaque", selon une expression qui lui avait été attribuée. L'annonce d'un référendum sur la participation, bien loin d'apaiser le tumulte, avait paru donner une ardeur nouvelle aux contestataires, relayés par les travailleurs et par les partis d'opposition. Le 30 mai, cédant aux instances du premier ministre, le chef de l'État substitua des élections législatives au référendum. De cet épisode, il garda un souvenir amer et, à aucun moment, il n'abandonna l'idée d'un référendum, plus ou moins conforme à celui qu'il avait proposé à la nation, à l'heure où l'émeute courait à travers les rues de la capitale. Dans sa conversation avec Michel Droit, en juin 1968, il y fit allusion: le référendum aurait lieu "en son temps". Le général de Gaulle tint parole: le référendum a eu lieu et, s'il portait explicitement non pas sur la participation, mais sur les régions et le Sénat, il concernait effectivement la réforme fondamentale de l'ordre social, conçue par le président de la République, afin de frayer une voie intermédiaire entre le "capitalisme anachronique" et le "communisme totalitaire", afin de guérir le malaise de la civilisation mécanique.

Référendum, donc, à la fois métaphysique et personnel: le général l'a voulu, au risque de le perdre, désireux tout à la fois d'effacer la reculade de mai et de convaincre les Français de l'importance et de l'urgence des réformes nécessaires. La rénovation du Sénat, le rassemblement, dans une deuxième assemblée, d'élus et de représentants des forces sociales ou des syndicats professionnels, appartiennent depuis toujours aux projets, à la philosophie du général de Gaulle. Au temps du R.P.F., il développa maintes fois, en privé sinon en public, des idées

de cette sorte. De même, il voyait dans la régionalisation un moyen de favoriser la participation des citoyens aux affaires publiques en même temps qu'une première tentative de renverser la tendance séculaire à la centralisation administrative.

Du fait même de cette interprétation, un malentendu s'insinuait entre le président de la République et la nation. Celui-là prêtait aux réformes une portée majeure, celle-ci s'interrogeait sur l'urgence d'une pareille consultation que le Conseil d'État jugeait contraire à la Constitution et dont le simple citoyen comprenait malaisément les détails. Le général de Gaulle ne pouvait pas ignorer le risque de ce malentendu, d'autant plus que ses conseillers l'avaient mis en garde et que les ministres, en une première phase, avaient suggéré une "dépersonnalisation" du référendum: celui-ci n'aurait pas eu la signification d'une question de confiance, il aurait eu le caractère d'un pur et simple référendum, au sens que ce terme conserve dans les traités de droit et dans la pratique suisse.

Le général de Gaulle, lui, refusa de séparer référendum et question de confiance: il tenait à cette dernière plus encore qu'au premier. Selon sa philosophie, les élections législatives expriment les divisions, les préférences diverses, les querelles du peuple souverain: en revanche, par l'élection du président de la République, par la réponse, *oui* ou *non*, à la question de confiance posée par le guide, le peuple manifeste son unité et son vouloir. Seul le référendum-question de confiance pouvait effacer l'échec du 24 mai et confirmer la légitimité telle que l'entendait le chef de l'État.

Certes, il avait suggéré que les élections de juin constituaient l'équivalent d'un vote de confiance. Malgré tout, la victoire de juin, si éclatante fût-elle, laissait subsister quelque incertitude. Qui l'avait emporté? Le président de la République? Le premier ministre? Les électeurs avaient-ils répondu à l'appel du général ou manifesté, avec retard, leur réprobation des émeutes et la peur du chaos?

Le référendum-question de confiance devait lever tous les doutes et rendre au général de Gaulle l'autorité indiscutable faute de laquelle il préfère, à coup sûr, la solitude dans son village aux lambris dorés des palais. Il a, je le crois, regretté sa démission de janvier 1946, qu'il a considérée longtemps comme la plus grave de ses erreurs tactiques. Bien qu'il ait, il y a quelques mois, en réponse aux déclarations de M. Pompidou, affirmé sa détermination d'aller jusqu'au bout de son mandat, l'exercice du pouvoir n'avait de sens, pour lui, qu'à la condition de

permettre l'accomplissement d'un grand dessein. Il avait besoin, comme Antée, de reprendre force au contact du sol de la patrie, de la volonté populaire. Pour la première fois, le peuple souverain n'a pas accordé sa confiance et a rejeté un référendum personnalisé au point d'équivaloir à un plébiscite.

Faut-il s'en étonner? Depuis la fin de la guerre d'Algérie, il n'y a pas, dans l'électorat, une majorité absolue de gaullistes ou de partisans de l'U.D.R. Lorsqu'il demanda aux Français d'approuver l'élection du président de la République au suffrage universel, le général de Gaulle leur soumettait une proposition qu'approuvait la majorité des citoyens. Les *non* s'adressaient, en cette circonstance, au général de Gaulle, les *oui* à la fois au général de Gaulle et à sa réforme. En 1965, aucune majorité absolue ne se dégagait au premier tour de scrutin; au deuxième tour, le président de la République obtint 55% des voix contre un rival soutenu par le parti communiste. Un autre représentant des modérés aurait-il recueilli sensiblement moins de suffrages?

Le général de Gaulle, une fois achevée la mission algérienne que l'immense majorité de la nation lui avait confiée, devenait, quoi qu'il en ait, le chef d'un parti pour lequel votait la masse des modérés et une fraction du centre et de la gauche modérée. Il redevenait peut-être le héros national à la minute de vérité; en période normale, il était accepté, non choisi, par une majorité de l'électorat. Si tous les antigauillistes, entre 30 et 40% des électeurs, et une fraction substantielle des non-gauillistes, 15% environ, votaient *non*, de même qu'ils n'avaient pas voté pour le général au premier tour de scrutin de l'élection présidentielle, l'opposition triomphait. Charles de Gaulle a voulu démontrer qu'il représentait, même électoralement, plus et autre chose que le chef de l'U.D.R., et il a échoué.

Ajoutons qu'il a choisi un moment peu favorable. L'opinion, mal remise du traumatisme de mai, s'interrogeait sur l'avenir, sur la capacité du gouvernement de rétablir une discipline sociale. De tous côtés, les groupes d'intérêt suivaient l'exemple donné par les étudiants et tâchaient, par l'action directe, d'arracher des concessions.

Il n'en reste pas moins, par une ironie de l'Histoire, que le général de Gaulle a été victime, cette fois, de sa philosophie du référendum-plébiscite. Élu pour sept ans, avec une majorité compacte à l'assemblée, réticente peut-être mais résignée, il n'avait rien à craindre que les dieux ou la médiocrité des conflits sociaux. Tout autre s'en serait contenté: lui devait effacer l'affront par une victoire personnelle ou par une défaite, apparemment injuste et absurde, de ce fait suprême épreuve du héros.

Le retour à Colombey, en mai 1968, aurait été indigne de la France: en avril 1969, il revêt une sorte de grandeur triste, peut-être mystérieusement accordée à la vision gaullienne du monde.

L'héritage de mai(1). La France insaisissable

Le Figaro
6 mai 1969

Le référendum d'avril 1969 résultait d'une décision, prise en mai 1968, que les événements n'avaient pas permis d'appliquer immédiatement. D'une autre manière encore, le retrait du général de Gaulle constitue une des conséquences, indirectes mais indiscutables, de la crise qui provoqua en dix jours l'effondrement de la façade d'ordre, de stabilité, de cohérence intérieure, édifiée en dix ans. Les événements de mai ont entamé le prestige du général de Gaulle et forgé la popularité de M. Georges Pompidou. Je laisse aux moralistes le soin de juger si cette répartition des mérites et des démérites est injuste ou non. Politiquement, ce qui importe, c'est le fait et celui-ci échappe à la contestation.

Le redressement opéré au dernier moment n'empêche pas que le président de la République sembla disparaître de la scène, entre le 11 mai et le 30, l'apparition sur les écrans de télévision le 24 n'ayant exercé aucune influence sur le déroulement de la crise. Durant ces semaines, c'est le premier ministre, et lui seul, qui tint tête à la tempête, porta l'État assiégé à bout de bras, à chaque instant sur la brèche, responsable des mesures d'ordre, négociant avec les syndicats alors que le ministre de l'Éducation nationale et le ministre des Finances étaient démissionnaires. Certains aspects de la politique adoptée par M. Pompidou ont été âprement critiqués: par exemple, la réouverture sans conditions de la Sorbonne, le samedi 11 juin, les modalités des accords avec les syndicats ouvriers, la technique même adoptée à l'égard des émeutes, le refus d'envisager une autre issue que celle du pourrissement de troubles d'autant plus insaisissables qu'ils apparaissaient dénués d'objectif et de sens politiquement défini.

L'opinion, elle, ne s'embarrassait pas de nuances ou de subtilité, elle avait ratifié l'hommage que le président de la République avait rendu au premier ministre au cours de son allocution du 30 mai. Elle avait donc mal compris qu'après les élections de juin M. Pompidou fût mis "en réserve de la République". Comment aurait-elle pu deviner ce que les chroniqueurs nous ont appris depuis lors, que le général de Gaulle avait résolu de changer de premier ministre et pressenti M. Couve de Murville durant le mois de mai!

Les milieux politiques et, en particulier, l'U.D.R., partagèrent, sinon la surprise, du moins le regret de l'opinion. Le parti gaulliste ne se reconnaissait pas

dans M. Couve de Murville, il se reconnaissait en majorité dans M. Pompidou, autant que dans le général de Gaulle lui-même. Peut-être, au bout de deux ou trois années, M. Couve de Murville se serait-il à son tour imposé dans le rôle difficile de premier ministre, à la fois "chef de la majorité" et "chef d'état-major de président de la République". Mais il ne disposa pas du temps nécessaire.

L'héritage des événements de mai pesa lourdement sur le nouveau ministère. La crise monétaire de novembre, conjurée au dernier moment, révéla aux Français que le franc orgueilleux de 1967, qui défiait le dollar, s'était dégradé en une monnaie faible ou menacée. La reprise de la production, le mouvement des prix demeuraient satisfaisants, conformes plutôt aux prévisions optimistes qu'aux craintes. Malgré tout, le malaise subsistait. Les commerçants, à leur tour, recouraient à l'action directe. Les dirigeants de l'économie suivaient avec inquiétude les projets de participation dans le cadre de l'entreprise. Président de la République, en quête d'un remède au mal métaphysique de la civilisation mécanique, premier ministre, harcelé de toutes parts et nouveau dans cette tâche ingrate, ministre de l'Éducation nationale, empruntant aux contestataires leur langage, ministres-techniciens, accaparés par les problèmes quotidiens, ne donnaient pas l'impression de former ensemble une équipe unie, de gouverner d'un seul vouloir et de maîtriser les événements.

Un parti qui dispose d'une majorité écrasante risque toujours de se diviser. Faute de menace extérieure, la cohérence des groupes politiques tend à se dissoudre. L'U.D.R. résista à la tentation mais elle ne se rallia pas à M. Couve de Murville. Les élus de juin, mis à part les gaullistes dits de gauche, gardaient en grand nombre leur fidélité à M. Georges Pompidou. Celui-ci, sans manquer à la discipline, réussit par quelques déclarations à ne pas quitter le devant de la scène. De toute manière, à partir de juin 1968, les Français connaissaient désormais une réponse probable à la question: après de Gaulle, qui? La situation, en réserve de la République, favorisait curieusement l'ambition nationale de M. Georges Pompidou.

Celui-ci passait pour l'ennemi juré des gaullistes de gauche, des Capitant et des Vallon, qui ne lui ont pas épargné les attaques blessantes. De ce fait même, il inspire confiance à la majorité conservatrice ou modérée de l'U.D.R. et du pays. Réticent à l'égard du rêve gaullien de la participation, il représentait un gaullisme ou un post-gaullisme musclé et rassurant. Premier ministre, peut-être aurait-il connu les mêmes déboires que son successeur. Simple député, il appartenait à la majorité sans être compromis par les incertitudes de la situation et les échecs du

pouvoir.

Nul ne peut dire combien de Français ont voté *non* avec le désir de substituer M. Pompidou au général de Gaulle. La presse, la radio avaient, plus ou moins clairement, suggéré qu'une des significations possibles du référendum consistait précisément dans le choix entre les deux hommes que l'opinion ne séparait pas en mai-juin 1968. Les "événements" avaient précipité, sinon déterminé seuls, la séparation entre les deux hommes. Par ce biais encore, la retraite du général de Gaulle apparaît comme une suite, lointaine si l'on veut, de l'incendie allumé à Nanterre par quelques centaines d'étudiants.

Depuis le 11 mai 1968, la France est devenue pour le général de Gaulle insaisissable. Les décisions qu'il a prises, toutes intelligibles dans le cadre de sa philosophie et de son personnage, se sont magiquement retournées contre lui.

Lui-même ne s'étonnera pas de cette ingratitude du destin et des hommes. Comme tous les hommes d'action, formés à la culture antique, il a médité sur la fortune dont le héros ne domine l'inconstance qu'en l'acceptant avec sérénité.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 5 mai.

“Already De Gaulle has largely disappeared”. Interview With Raymond Aron, A Leading French Analyst

**U. S. News & World Report
12 mai 1969**

At Paris

Q Professor Aron, what fundamental changes, if any, can be expected in France, now that General de Gaulle is out?

A It is a question relatively difficult to answer, because the probability is that a Gaullist will be elected after De Gaulle. So your question comes to, What will be the difference between Gaullism without De Gaulle and Gaullism with De Gaulle?

The movement called Gaullist is so intimately linked with the personality of De Gaulle that the departure of the personality means a sort of mutation in what is called Gaullism.

In all probability the present majority, the Gaullist majority in the National Assembly, will stay. In all probability the next President of Republic will be Georges Pompidou, who was created as a political figure by De Gaulle even though relations between the two men have been slightly tense since the crisis [of riots and strikes] last May.

One thing will disappear: That is the beautiful theater—the art of speaking, of acting out literature. What will disappear is the charisma of a unique man. What will disappear is the poetry of Gaullism.

But you know, below the poetry of De Gaulle, the day-to-day running of the state and the management of its economic affairs went on in a traditionally French way, with pressure groups competing for influence just the way they did under the Third and Fourth Republics. So the fundamental change will be in the eyes of the people. It will be from poetry to prose—from a historical hero to an ordinary man.

Q Will there be a change in priorities now, such as more emphasis on economic problems at home?

A With or without De Gaulle, the problems of the coming months were to be

economic ones, and even De Gaulle began to feel the pressure. After the May crisis of last year, the frame was in trouble and the problem of economic balance had become very difficult. Even De Gaulle had to take measures which were distasteful to him.

I would venture to suggest that the problems De Gaulle was facing influenced his decision to risk a referendum, because the future was not so terribly attractive to him. He was interested in a kind fundamental, ideological reform of French society. Pompidou will be fundamentally interested in improving the economic situation and bringing French political life back to a more normal state.

Q What about foreign policy?

A Pompidou will not change French foreign policy overnight. I believe the main lines of French foreign policy will remain the same for a time.

But Pompidou will be slightly more European than De Gaulle. He will not be able to use, in relations with the Germans, the Italians and the British, the same sort of abrupt style which was part of De Gaulle's charm for his supporters, and which caused irritation among his adversaries.

Q Do you think the franc is in more trouble now?

A It is an open question whether devaluation of the franc will at some future date become necessary. But there is no immediate reason for it, no urgency.

It is also a question of revaluation of the [West German] mark. It seems to me that the revaluation of the mark is extremely probable after the German elections in the autumn, and at that time there may be the necessity of having a small devaluation of the franc in relation to the dollar.

But if everything goes normally there should be no immediate danger, and it is not excluded that people with money will have more confidence in Pompidou than they did in General de Gaulle. After all, one of the reasons for De Gaulle's defeat was that half of the French middle class, especially people responsible for the economic life of the country, had lost their confidence in De Gaulle.

It is perfectly possible, you know, that the first phase after De Gaulle will be much easier than commonly believed. We already know the Communist Party is firmly determined not to create any trouble, and there is no sign, for the time being, that the ordinary Frenchman is being terrified by De Gaulle's adversaries.

We are speaking only days after the referendum, and already De Gaulle has largely disappeared. Nobody quotes him or talks about him anymore. The mourning period was one day, and then it was candidacy of Pompidou.

You know, politics is a dirty business, and ingratitude is the definition of a great people.

Q When you say Pompidou will generally follow the main lines of De Gaulle's foreign policy, what do you mean? Didn't De Gaulle's policy often shift direction through the years?

A I'm not so convinced of that. De Gaulle had a permanent philosophy of international relations, namely, a philosophy of permanent conflict. For him, the world was a jungle, and nation states were cold monsters. He believed in the nation states and their absolute sovereignty.

So his philosophy was permanent, and from this philosophy he deduced the necessity for opportunistic attitudes, because in a jungle you have to adapt to the situation.

In spite of all the changes, he had permanent goals—the maximum of independence from the United States without losing security which comes from American involvement in Europe. In regard to the Soviet Union, he always tried to have good relations with Eastern states, sometimes more with Poland and Rumania, sometimes more with the Soviet Union. It all depended on the situation.

What he did not want was to be a prisoner of Western Europe and to be a satellite of the United States. And that was the permanent energy which expressed itself in words like national independence.

I think Pompidou will use the same words, like national independence, but I'm inclined to believe from what I know of Pompidou that he's aware that great policy is impossible for second-rate states like Western Germany, Italy and France, and so he would be willing to go more in the direction of closer European co-operation if it's still possible. By that I mean, if the Germans still are ready for that—which is not certain at all.

Q Do you expect France to continue the trend—begun even before De Gaulle left power—of improving co-operation with the North Atlantic Treaty Organization?

A Yes, I would say that, after the Czech experience, the French military people—without believing very much in the danger of a Russian invasion—thought that it would be reasonable to take care of the improbable hypothesis that the Russians would like to do something in Western Europe.

If you assume, which seems reasonable, that the only military danger, if there

is one, comes from the East, it's better to have closer military contacts with NATO without fundamentally changing policy. Recently the Chief of the General Staff wrote an article which was something like a return to the theory of flexible response in nuclear strategy.

You know, we professors have discovered that when a state has a very limited nuclear force it always speaks about massive retaliation. But when it has a little bit more and the possibility of a choice, it begins to speak more sensibly, and says, "Of course you cannot threaten massive retaliation if one soldier crosses the line."

Q Is there also a trend in France now toward closer relations with the United States?

A Yes, that tendency already started before the departure of General de Gaulle. It was largely the result of the May crisis of last year on the one hand and the personality of Nixon on the other. Perhaps the Russian invasion of Czechoslovakia also played a part.

The events of May, 1968, made French currency precarious, so the policy of asking for the reform of the international monetary system lost a great deal of its credibility while the franc was threatened.

The Russian invasion of Czechoslovakia showed very clearly there was no chance of having a liberal, united Europe from the Atlantic to the Urals, at least during the lifetime of De Gaulle in power.

Thirdly, you know, De Gaulle was very good as a forecaster of American policy. He always believed in the future of Nixon. He received Nixon at the Elysées Palace at the time when Nixon was at the low point of his career. So Nixon felt a certain gratitude to De Gaulle, and De Gaulle felt a fatherly liking for the good boy who had become President of the United States.

So all that brought about the *rapprochement* between France and the United States without closing the gap between the main conceptions of the United States and France—if the United States still has any clear conception about international relations with Mr. Nixon as President, which is a debatable point.

Q Does the De Gaulle retirement mean Britain has a better chance of getting into the Common Market?

A If Pompidou is the next President—which still is not certain, even though it is probable—he will slowly take a certain distance from the Gaullist line of foreign policy. But in the initial phase he will maintain something of a continuity, using

the same words.

As regards Britain, it is a very difficult problem, because the main point of De Gaulle's argument was that Britain cannot enter the Common Market without changing it fundamentally. And that seems to me a very good point—and a true one. De Gaulle's main point was that either we stay in the Common Market without changing it, or we accept Britain and others in a looser economic organization.

My guess is that Pompidou will take the same line. Wanting to be more European, Pompidou should try first to restore the Common Market, which means finding a way out of the agricultural impasse and possibly also finding some form of political organization of the Six [France, West Germany, Italy, the Netherlands, Belgium, Luxembourg] before trying to come to terms with Britain.

My guess is that first there will be an effort to save the Common Market. That is the main problem now, before you begin very difficult negotiations for the entry of Great Britain.

I agree that, in all probability, in the course of time the new team will be less rigidly French-minded, less France-centered than De Gaulle was. I am inclined to believe they will try to give new life to the European idea, if it is still feasible. Great Britain will come second.

Where Pompidou is strong

Q Mr. Aron, is the Gaullist party now a permanent part of French political life?

A According to De Gaulle, nothing is permanent. If Pompidou is elected next month, he has with him a very compact majority. Pompidou, if elected, will be in for seven years. The Assembly runs until 1973, so until then we will have a Gaullist President and a Gaullist majority.

The question you are really asking is whether the Gaullist party will remain united. I would say "Yes" for a very simple reason: The present majority in the Assembly was elected as much through Mr. Pompidou as through General de Gaulle, and that was the key reason De Gaulle wanted the referendum.

Nobody could be sure to what extent the Gaullist election victory last June was a victory of De Gaulle personally or the success of Pompidou or the success of just fear. The present majority recognizes itself as much in Pompidou as in De Gaulle. A large part of the Gaullist party has for many months preferred Pompidou to De Gaulle. Pompidou is really the expression of the Gaullist party

today.

I do not believe Mr. Pompidou is a man of great dreams. He is a man of great will.

Q How do you see the role of the Presidency in France now?

A There is a good chance that if the next President is Pompidou he will be able to maintain to a large extent the tradition created by De Gaulle—namely, that the focus of power is the Presidency of the Republic.

Being elected by universal suffrage and with a strong majority in the Assembly, he will be able to take a man as Prime Minister who will not be a rival.

Q Do you think that is good for French stability?

A It is. Nobody can be sure that in 1973, after the next election, there still will be the same compact coherence in the Gaullist majority. Clearly the danger of the system is the possibility of conflict between the President and the majority of the Assembly.

Q Do you see France moving away from what has been a pro-Arab neutrality in the Middle East toward a truer neutrality?

A My guess is that Pompidou or any succeeding Government would try to take again a neutral position toward Israel and the Arab countries. They would do this because I'm convinced it would be in the best interests of France.

But there is a great difficulty—that is, going back on the embargo, you lose in one minute what you have won in relation to Arab states and the underdeveloped world. After losing so much on one side, it's not a good idea to lose as much on the other. So at least in the initial stage the change will be more in the way the French Ambassador speaks at the four-power conference in New York.

But in any case, the conference will bring no results.

Q In broad terms, how do you see the political evolution of France now? Will the French left again become a force?

A Ah, the poor French left will be permanently impotent as long as it is divided between the Communist and the non-Communist left.

The Socialist Party is an old one and a decadent one, and the creation of a new one is a failure. And the Communist Party is still there, still a force with hopes for the future. They are a little frightened of the new left, which made such an impact during the May crisis. But the Communist Party already has recovered

from the shock of May. The Communists are today more powerful in the universities than before, more powerful in the trade-unions than before. So they remain an important part of French life, but without clear hopes for the foreseeable future of coming to power.

Q Do you think that the malaise in France—the unrest and dissatisfaction one felt—will continue? Will there be more social disorders?

A It may be that this malaise will go on, and I'm inclined to believe that in one form or another there will be agitation, protest, because that's the style of democracy in this time of trouble. Look what you have in the United States, and now this sort of creeping French-style crisis in Italy.

But it may be that with a more ordinary or prosaic man in power, part of the malaise will disappear because there will be more connection between the center of power—the President and the Prime Minister—and what's going on in the country.

Errors De Gaulle made

Q Is it your view that the malaise before De Gaulle resigned was linked with his lack of contact with the people?

A In my view it was partly created by the unfortunate choice of an inexperienced Prime Minister, Couve de Murville, who needed time to get used to the job. But it was due also to the fact that De Gaulle had a conservative majority—and at the same time had grandiose, vague, attractive and terrifying ideas of the fundamental reform of society which did not appease the people of the left, but which created a great deal of anxiety among the people of the right.

Nobody knew what he would do next, and he lost the referendum probably because the people had the feeling that today he is asking us to say "Yes" to all sorts of proposals we are not able to judge. What will he ask next time?

So it's not excluded that in normal times the Pompidou regime will be more stable. But I do concede that, if there's an exceptional crisis like last May, it would be easier to find a way out with De Gaulle than with Pompidou.

Like any Frenchman, I feel sad that De Gaulle should go in this way, but I'm not sure that, politically, it's so bad for the country.

4.2

LES DÉVELOPPEMENTS DE L'EXPANSION ÉCONOMIQUE

Problèmes agricoles

Le Figaro
2 mars 1962

Deux sortes de sujets suscitent les réactions les plus vives des lecteurs: la fiscalité et l'agriculture. J'avais, en un récent article, commenté un rapport d'experts chargés par la commission de la C.E.E. d'envisager les perspectives de la production agricole en 1965, une autre commission ayant étudié auparavant les perspectives, de la consommation à cette même date. À ma grande surprise, un article que je croyais objectif a soulevé la colère de maints correspondants. La simple formule de «surplus agricole» est, semble-t-il, considérée comme offensante.

Précisons d'abord que les prévisions portant sur le volume de la production agricole en 1965 comportent un coefficient d'incertitude. Il se peut, comme l'ont prétendu certaines organisations agricoles, que les experts aient été trop pessimistes dans leur évaluation de la consommation, trop optimistes dans leur évaluation de la production. Le commentateur doit se garder, en ces matières, d'une assurance que les experts eux-mêmes s'interdisent.

Les faits majeurs que j'avais évoqués n'en restent pas moins indiscutables. La révolution scientifique qui a multiplié la capacité de production industrielle s'est étendue à l'agriculture des pays développés, de telle sorte que ceux-ci, loin de dépendre des producteurs primaires, comme on le craignait il y a quinze ans, sont en passe de devenir exportateurs nets de nourriture – ce qui est déjà le cas des États-Unis et sera probablement, sous peu, celui de l'Europe occidentale. Constatant la croissance rapide de la production agricole, ce n'est pas accuser les paysans de France ou d'Europe, mais, tout au contraire, de souligner leur mérite, les progrès accomplis dans l'ordre de la productivité par hectare ou par travailleur.

Cette révolution scientifique dans l'agriculture est, en elle-même et à long terme, un événement heureux: l'amélioration de la condition paysanne serait inconcevable en dehors d'une productivité accrue du travail des champs. Mais, à court terme, cette révolution crée des problèmes qui ne sont pas moins pathétiques que ceux qu'elle avait créés, en sa première phase, la révolution industrielle.

Des formes traditionnelles d'exploitation ne sont plus viables. Des travailleurs, par milliers, doivent, chaque année, s'adapter à un milieu

transformé, parfois chercher un emploi dans les villes.

Mais fermer les yeux aux risques de surproduction, c'est-à-dire d'une offre de produits alimentaires supérieure à la demande, ne servirait à rien. Quand les experts annoncent que, en 1965, les «Six» produiront 730 millions d'hectolitres de lait contre 580 entre 1955 et 1957, ils seront peut-être démentis par les événements. Au moins nous aident-ils à prévoir et peut-être à prévenir une crise éventuelle.

Pour le sucre, les Six, qui, avant la guerre, importaient plus de 20% de leur approvisionnement, sont dès aujourd'hui en mesure d'exporter quelque 10% de leur production. Les experts estiment qu'en 1965 la production aura augmenté de 40% et la consommation seulement de 24%. Pour le blé, la France disposerait en 1965 de plus de trois millions de tonnes à exporter, cependant que les besoins d'importation des Six auraient diminué de 6%.

Des correspondants m'écrivent qu'une propagande à la télévision en faveur du blé ou du beurre, semblable à celle qui se fait aujourd'hui en faveur du café, pourrait influencer sur la consommation. Il se peut, mais les observations faites dans de nombreux pays permettent de déterminer approximativement l'emploi que le public fait de ses revenus au fur et à mesure que ceux-ci augmentent. À chaque niveau, une répartition typique des dépenses se retrouve, avec quelques variations de pays à pays. Le déplacement de la demande vers les aliments nobles (viande), la diminution du pourcentage des dépenses de nourriture avec l'élévation du niveau de vie, la saturation progressive des besoins primaires ont été partout constatés. Il faut tenir compte de ces faits et se refuser aux illusions.

Et les surplus Renault? Me répond un correspondant irrité. Il est vrai que les surplus peuvent exister dans certains secteurs industriels. Mais les usines Renault ont réduit leur production et diminué leur main-d'œuvre quand la demande n'a plus permis d'employer à plein la capacité de production. L'État apporte aussi une aide aux exportations industrielles mais, dans le cas des excédents agricoles, l'écart entre le prix intérieur et le prix de vente au dehors est particulièrement grand, sans que les producteurs eux-mêmes en soient toujours responsables.

L'organisation du marché mondial des produits agricoles à laquelle je faisais allusion n'est pas contraire à l'intérêt de la paysannerie française. Au contraire, cette organisation lui ouvre un espoir. Les prix très bas auxquels sont traités sur le marché dit mondial, les excédents de céréales ou de beurre augmentent les charges du Trésor comme celles des producteurs eux-mêmes et, du même coup,

limitent le volume des excédents qui peuvent être exportés. Un relèvement des prix dits mondiaux, un vaste programme de distribution des excédents aux peuples qui ont faim, ces deux sortes de mesures amélioreraient le contexte international dans lequel l'agriculture française doit s'adapter à la révolution du XXe siècle.

Économie française 1962. La huitième merveille

Le Figaro
12 octobre 1962

Il y a dix ans, l'économie française passait pour exceptionnelle dans le négatif. Elle continue à passer pour exceptionnelle, mais cette fois dans le positif, et l'ambassadeur des États-Unis a récemment évoqué une "merveille du monde". Le rapport publié il y a quelques semaines sur la France, par l'O.C.D.E., fait utilement le point entre les sévérités d'hier et les éloges d'aujourd'hui.

Le rapport note, tout d'abord, que "l'instabilité financière interne et externe qui a caractérisé la période précédente ne devrait pas faire méconnaître l'importance de l'effort qui était simultanément accompli pour mettre en place une structure satisfaisante, moderniser l'appareil industriel et agricole et réduire les coûts réels de production". En sens contraire, si, depuis 1959, les progrès sont d'autant plus remarquables qu'ils ont été obtenus sans financement inflationniste et avec une ouverture de plus en plus large de l'économie vers l'extérieur, il n'en reste pas moins à combler des lacunes en fait de développement régional et d'enseignement.

De 1951 à 1961, la croissance du produit national brut en volume, par personne employée, a été impressionnante (4% en moyenne), mais elle n'en est pas moins inférieure à celle de l'Allemagne (5,1%) et de l'Italie (4,4%), supérieure, il est vrai, à celle du Royaume-Uni (1,9%) et des États-Unis (2%). Ce n'est donc pas le taux de croissance de la production par personne employée qui est, en lui-même, frappant, c'est que ce taux ait été atteint avec un gonflement très faible des effectifs de travailleurs et avec un pourcentage d'investissements par rapport au revenu national relativement faible (18% en 1961).

L'offre de main-d'œuvre conserve une certaine souplesse en raison de deux facteurs: les mouvements d'immigration et les transferts de main-d'œuvre de l'agriculture et de vieilles industries vers les branches industrielles en expansion et à productivité forte. Mais, en fait, au cours de la période récente, l'indice du niveau des effectifs, calculé sur la base 100 en 1954, s'est élevé à 105,7 en 1961 contre 105 en 1960 (mais le niveau le plus élevé avait déjà été atteint en 1957). En même temps, la durée de travail s'est allongée et demeure autour de 46

heures.

Étant donné la quasi-constance du volume de la main-d'œuvre, c'est le progrès de la productivité qui explique l'expansion rapide de l'économie. De 1949 à 1961, la productivité du travail (P.N.B. par heure de travail) s'est accrue de 4,6% en moyenne et, selon un autre mode de calcul, si l'on tient compte non seulement du travail fourni mais également du capital consommé et des apports courants des autres secteurs, la "productivité globale des facteurs" a progressé au rythme de 3,6% par an. Cette productivité globale des facteurs aurait progressé plus vite encore dans l'agriculture (4,2% par an en moyenne de 1949 à 1961).

Tels sont, me semble-t-il, les aspects principaux de la merveille française: main-d'œuvre à peu près stationnaire, pourcentage modéré de l'investissement, progression rapide de la productivité et dans l'industrie et dans l'agriculture, grâce à certains transferts de travailleurs (80.000 à 100.000 quittent l'agriculture chaque année, peut-être davantage), grâce aussi au progrès technique. À partir de ces faits majeurs, les experts de l'O.C.D.E. concluent, à juste titre, me semble-t-il, que les investissements ont eu un rendement élevé et qu'il convient d'en attribuer pour une part le mérite à la planification souple. Mais ils ajoutent, et ils ont raison de le faire, que le retard pris dans les années 1930-1945 explique aussi, pour une part, l'accélération actuelle de l'expansion.

Rien, pour l'instant, n'annonce une modification de la tendance. L'expansion continue à la même allure qu'au cours des années précédentes. S'il y a lieu de surveiller le mouvement des prix, l'inquiétude n'est pas encore de mise. L'épreuve à laquelle sera soumise l'économie française au cours des prochaines années sera double: le volume de la main-d'œuvre va croître, il faudra donc que les secteurs secondaire et tertiaire se montrent capables d'absorber rapidement quelques centaines de milliers de travailleurs; en dépit de la baisse de la main-d'œuvre employée dans l'agriculture, le produit de celle-ci ne cesse d'augmenter (157 en 1961 contre 100 en 1949, avec une main-d'œuvre à l'indice 74,2).

Donner des emplois aux travailleurs supplémentaires, écouler sans effondrement des prix une production agricole croissante, telles sont les tâches prochaines de l'économie française.

Stabilité ou dégradation monétaire?

Le Figaro
9 novembre 1962

Dans le rapport que nous avons commenté la semaine derrière, M. Pellenc conclut le chapitre relatif au mouvement des prix sur une note pessimiste: "La dégradation monétaire se poursuit", écrit-il, "elle a été d'abord plus lente certes que sous le régime précédent, mais elle tend à s'accélérer et à se rapprocher de celle qui a abouti à une imputation du franc, fin 1958. En somme, en matière monétaire, la Ve République suit la même voie que la IVe."

Cette formule est manifestement excessive. Les surplus persistants de la balance des comptes seraient inconcevables si l'économie française était affectée par une inflation comparable à celle de 1956-57. Que ces excédents soient dus pour une part à l'afflux des capitaux étrangers ou au rapatriement de capitaux français placée au dehors ne change rien à l'affaire. Les capitaux ne se réfugient pas dans un pays dont la monnaie se dégrade à une telle allure qu'une amputation devienne à plus ou moins bref délai inévitable.

Au reste, les chiffres mêmes cités par M. Pellenc ne justifient pas la formule que nous avons citée. En effet, notre auteur calcule un accroissement de 22,3% de l'indice des 250 articles d'avril 1954 à avril 1958, un accroissement de 18,2% de ce même indice de juin 1958 à juin 1962. Mais, entre-temps, est intervenue une dévaluation d'un ordre de grandeur proche de ce dernier coefficient de hausse. Si, dans les économies étrangères, partenaires ou rivales, les prix étaient restés parfaitement stables. La situation serait inquiétante, mais étant donné le mouvement des prix en Europe et dans le monde, il ne semble pas que la marge de manœuvre assurée par la dévaluation de 1958 soit entièrement perdue.

Ce jugement est encore renforcé si l'on se réfère aux prix de gros. Durant la période avril 1954-avril 1958. La hausse de l'indice aurait été de 21,5%: pendant la période juin 1958-juin 1961, elle aurait été de 11,4%, inférieure donc au taux de la dévaluation. Le pessimisme de M. Pellenc se fonde, en dernière analyse, sur la hausse des prix de détail qui aurait été, de juin 1961 à juin 1962, de 6,6%. Admirons d'abord l'ingéniosité du statisticien: quand celui-ci souhaite démontrer la lenteur de la progression des revenus, il compare 1957 à 1961. Comme de 1957 à 1959, années de lutte contre l'inflation, les revenus réels n'ont pas augmenté, le taux de progression 1957-1961 sera évidemment faible puisque cette période comprend deux années sur quatre de stagnation. Quand les résultats

globaux de ces mêmes années paraissent relativement satisfaisants - ce qui est le cas pour le taux annuel de hausse des prix calculé sur l'ensemble de la période - le statisticien retient le taux d'une phase particulièrement défavorable.

Revenons aux choses sérieuses. La hausse des prix de détail, entre le printemps 1961 et le printemps 1962, est incontestablement forte. Mais, avant d'affirmer que cette hausse équivaut au début d'un processus inflationniste, déjà contrôlable, il faudrait analyser les éléments de cette hausse. Celle-ci a été causée surtout par le relèvement de prix de certains produits alimentaires et par la montée inévitable du coût de certains services. Les experts estimaient récemment encore que le mouvement des prix se ralentirait dans le deuxième semestre de 1962. Les prévisions pour 1963, telles qu'elles figurent dans l'annexe du rapport économique et financier qui accompagne le projet de loi de finances pour 1961, comportent une augmentation moyenne de 1% environ des prix à la production des produits agricoles, une stabilité assez grande des prix industriels, avec, cependant, une hausse de 2 à 3% dans les secteurs de la mécanique et du bâtiment, enfin une hausse des services par application de la loi sur les loyers.

Ces prévisions seront-elles dépassées par les événements? C'est fort possible. S'il est excessif de dénoncer dès maintenant une inflation incontrôlable. Il est vrai que les revenus en 1961 et en 1962 ont progressé plus vite que la production. Si l'on ajoute à ce fait majeur les tensions créées par le contrecoup des événements d'Algérie. Les libéralités sociales, pré ou post-électorales, la volonté politique de revalorisation des produits agricoles, on ne peut se défendre de quelque inquiétude pour l'avenir.

La situation n'en est pas moins fondamentalement différente de celle de 1966-1967. L'économie française n'est pas protégée par les contingents d'importation, elle est ouverte à la concurrence. Les entreprises ne peuvent répercuter librement les hausses de salaires sur les prix. Elles risquent donc, coincées entre les revendications salariales et la concurrence étrangère, de réduire leurs investissements - ce qui pourrait entraîner un ralentissement de la conjoncture. D'autre part, si un processus d'inflation relative (c'est-à-dire plus forte que chez nos concurrents) s'affirmait, la balance des comptes extérieurs s'en ressentirait rapidement. Les gouvernants entendraient nécessairement la sonnette d'alarme.

Pour l'instant, constatons que le mouvement des prix appelle la vigilance des autorités, éventuellement la critique des observateurs, sans qu'il soit le moins du monde, jusqu'à présent, assimilable à celui de 1956-1957.

Le danger d'inflation

Le Figaro
1er mars 1963

Voici revenu le temps des "dégrèvements fiscaux", des "importations de choc", des conseils des ministres consacrés au "problème des salaires et des prix". De vieilles connaissances, quelque peu oubliées depuis quatre ou cinq ans, reprennent leur place aux premières pages des journaux. Le gel, qui a freiné l'activité générale et fait monter certains prix agricoles, les revendications des salariés des entreprises nationalisées ont amené les responsables à s'interroger sur la conjoncture.

Évitons de passer d'un extrême à l'autre. Le développement de la production industrielle a été, en 1962, satisfaisant dans l'ensemble et conforme, en gros, aux prévisions du plan. Avec quelque 9%, l'industrie chimique est en tête, la sidérurgie est en recul, 2,5%, mais celui-ci était escompté; les industries des biens de production progressent moins que celles qui dépendent directement de la demande du public. Ce qui justifie une certaine inquiétude, c'est la hausse des prix. Certes, les prix n'ont cessé de monter depuis 1958. La hausse des prix de détail aurait été de 3,6% en 1960, de 3,3% en 1961, elle serait de 4,8% en 1962. En 1960, on pouvait plaider que certaines hausses étaient imputables aux suites différées de la dévaluation de 1958. Il n'en va plus de même en 1961 et 1962.

Assurément, les prix montent également dans les autres pays d'Europe, partenaires du Marché commun, mais l'allure en France sur l'ensemble de la période 1960-1962 dépasse nettement celle de nos partenaires concurrents. Et les circonstances présentes font craindre une aggravation. Si le taux des salaires a augmenté en 1962 de 9% et la masse de 11 à 12%, comme le suggèrent les statistiques, cette hausse dépasse largement celle de la productivité et de la production.

Sur l'énumération des causes du phénomène inflationniste, il n'y a guère de divergences entre les experts, encore que l'importance exacte de chacune de ces causes prête à contestation. En gros, il s'agit d'une banale inflation de la demande, dont l'origine semble moins le déficit des finances publiques que le gonflement des revenus individuels, l'excédent de la balance des comptes et probablement le rapatriement de 800.000 Français d'Algérie, dont la majorité doit être encore consommatrice sans être productrice.

Les excédents de la balance des comptes sont un facteur d'inflation; autrement

dit, un phénomène, en un sens favorable, est, en un autre sens, chargé de périls. En contre-partie des dollars ou des livres qui affluent dans les réserves, l'État doit mettre des francs à la disposition soit des Français, qui ont échangé leurs crédits en monnaie étrangère, soit des étrangers qui ont décidé d'investir en France.

Aussi bien au point de vue français qu'au point de vue du système international tout entier, il n'est pas souhaitable qu'un pays accumule des réserves.

La France dispose d'un montant de réserves qui lui donne le temps de prendre des mesures correctives en cas de substitution soudaine d'un déficit aux excédents actuels. La balance commerciale s'est nettement détériorée au cours des derniers mois, mais, si cette détérioration est révélatrice de l'inflation intérieure, elle n'est pas encore grave en elle-même. Le solde commercial avec l'étranger a été déficitaire de 119 millions de francs au troisième trimestre, de 143 millions au quatrième trimestre de 1962, alors que les soldes étaient positifs aux troisième et quatrième trimestres de 1961. Et les chiffres des premiers mois de 1963 confirment le mouvement.

Ce déficit commercial, modeste, n'empêche pas que les dollars continuent d'affluer à la trésorerie française, ce qui prouve que l'étranger ne s'inquiète pas encore des perspectives françaises d'inflation ou que les causes des déficits étrangers n'ont pas cessé d'agir.

C'est plutôt sous un autre angle qu'il y aurait lieu de s'émouvoir. Les marges bénéficiaires des entreprises risquent d'être amenuisées sous le double effet de la concurrence étrangère, qui empêche d'élever les prix, et de la montée des coûts de production, provoquée par la hausse des salaires. Si le processus continuait, les investissements intérieurs seraient compromis et, du même coup, la croissance ralentie. D'autre part, un jour ou l'autre, les entreprises qui maintiennent leurs exportations, quitte à consentir des sacrifices de prix, ne seraient plus en mesure de le faire.

Le taux de croissance de 5,5% par an, fixé par le IV^e Plan, n'est pas aisément réalisable sans tension inflationniste. Le moment est venu où le gouvernement doit accorder la priorité aux mesures anti-inflationnistes, même si elles semblent, à courte échéance, contraires aux impératifs de l'expansion.

En quête d'un diagnostic

Le Figaro
29 mars 1963

Les grèves, déplorables et prolongées, ont accru l'inquiétude qui avait succédé, depuis trois mois, à l'optimisme des dernières années. La conjoncture s'est incontestablement détériorée, mais elle n'est pas devenue, d'un coup, dramatique. En particulier, les comptes extérieurs, positifs depuis 1959, le demeurent encore. Il faut même souhaiter plutôt que craindre la diminution des excédents, il n'est bon ni pour la France ni pour le monde que nos réserves augmentent d'un milliard de dollars par an.

Les pessimistes mettent l'accent sur quatre facteurs principaux: l'accroissement rapide des crédits bancaires à l'économie, la réduction des marges bénéficiaires des entreprises avec, en conséquence possible, des investissements moindres, une hausse des salaires incompatible avec la stabilité des prix, enfin, résultante des autres facteurs, une hausse générale des prix, qui ne laisserait rien subsister de la marge de manœuvre qu'avait assurée à nos entreprises la dévaluation de 1958.

Nul ne niera que le taux annuel d'augmentation des crédits à l'économie, de quelque 15% par an depuis 1959, ne soit excessif et, à la longue, dangereux, encore que ce phénomène ne puisse être exactement interprété que dans le cadre de l'ensemble du marché financier et monétaire. Il est également incontestable que la stabilité des prix n'a été, à aucun moment, obtenue depuis les réformes de 1958. Ce qui est en question, c'est la mesure dans laquelle le mouvement s'est accéléré en 1962 ou au début de 1963 par rapport aux années antérieures.

Or, si nous nous référons à l'étude intitulée "Situation et perspective de l'économie française au début de février 1963", supplément de la revue *Études et Conjoncture*, publiée par l'I.N.S.E.E., le diagnostic ne devrait pas être exagérément pessimiste. Les disponibilités monétaires n'ont pas accentué leur allure de progression, nous disent les experts officiels, bien que le taux de progression soit largement supérieur depuis quatre ans au taux de croissance du produit national, même exprimé aux prix courants. Il ne s'agit plus aujourd'hui d'une reconstitution des encaisses, mais d'un développement des réserves qui, en certaines circonstances, risquerait de provoquer "un emballement de la demande".

S'agit-il de l'évolution des prix, là encore l'appréciation des experts demeure

nuancée. Les prix sont plus fortement orientés à la hausse qu'ils ne l'étaient en moyenne pendant les années 1959 et 1960, ils l'ont été beaucoup moins qu'au deuxième semestre de 1961 et, compte tenu de la saison, plutôt moins qu'au premier semestre de 1962.

L'indice des prix de gros a progressé de 2,7% de 1961 à 1962 contre 2,1% de 1960 à 1961. Mais sur ces 2,7% de hausse 2,6 sont imputables à une hausse des produits alimentaires. D'après certaines indications, la moyenne des prix de gros industriels ne serait pas supérieure pour l'année 1962 à celle de l'année 1961. De janvier 1961 à janvier 1962, la hausse de l'indice des prix industriels est de 1,9% contre 1,7% de janvier 1960 à janvier 1961. D'après la comptabilité nationale, la hausse des prix à la production en 1962, serait de 4,1% contre 3,5% en 1961.

L'indice dit des deux cent cinquante articles ne constitue pas un indice valable des prix de détail pour l'ensemble de l'économie, puisqu'il est calculé sur la base du "panier de provisions". Il surestime donc l'importance des produits alimentaires dans les dépenses globales de la nation. Comme l'indice des deux cent cinquante articles tient compte des prix des fruits et des légumes, il suffit d'un accident climatique comme l'hiver rigoureux 1962-63 pour créer l'impression fausse d'un mouvement général et accéléré des prix.

Les remarques précédentes ne veulent pas suggérer que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes, ni qu'il n'y a pas de danger inflationniste. La hausse des prix, d'année en année, depuis 1960, tend à être supérieure à celle de nos partenaires ou concurrents. La marge créée par la dévaluation de 1958 a été sérieusement entamée, à supposer qu'elle n'ait pas complètement disparu. Mais s'il est normal et nécessaire de s'interroger sur le mal, d'en chercher les causes et les remèdes, rien ne justifierait la panique, comme si l'économie française était menacée d'une catastrophe soudaine.

À moins que les suites d'un hiver rigoureux d'abord, des grèves ensuite ne se traduisent par une accélération de la hausse des salaires, il n'y a pas lieu de prévoir une aggravation de la conjoncture. Certains facteurs agiront dans le sens de la hausse (demande plus forte dans le secteur de la construction), d'autres dans le sens d'une stabilisation (disponibilités accrues en main-d'œuvre et concurrence étrangère). En bref, si l'on écarte les causes extra-économiques, la conjoncture actuelle ne constitue pas un tournant, elle ne diffère pas essentiellement de celle des années précédentes. Mais il est vrai, comme l'écrivent les experts officiels, que "les mécanismes de hausse des revenus nominaux tels qu'ils ont été observés dans le passé et tels qu'on les observe

encore, ne sont évidemment pas compatibles avec la stabilité des prix". Ces mécanismes sont-ils cause ou effet? C'est là une autre question.

Contre l'obsession inflationniste

Le Figaro
11 mai 1963

Au cours des deux dernières semaines, nos lecteurs ont pu lire les opinions d'experts, d'hommes politiques, de dirigeants syndicaux au sujet des périls d'inflation. Sur un seul point, les opinions de deux personnalités (qui ont voulu garder l'anonymat) s'opposaient brutalement. Selon l'une, la cause principale, sinon exclusive, était l'étalon de change-or et la politique monétaire du gouvernement (mode d'émission des bons du Trésor, rapport des taux d'intérêt à court et à long terme); selon l'autre, la responsabilité des phénomènes monétaires était minime.

Sans entrer, une fois de plus, dans des controverses techniques, il semble que la hausse des prix ait été imputable à diverses circonstances. Pour une part, elle était impliquée par la volonté du gouvernement de revaloriser les prix agricoles afin de relever les revenus de la classe paysanne. Les hausses de salaires dans le secteur privé ont dépassé la mesure fixée par le Plan en raison de la concurrence entre les entreprises en situation de plein emploi (et de telles hausses de salaires, en phase de croissance, ont été observées dans les pays mêmes où la politique monétaire est moins exposée aux critiques). En 1961 et 1962, les investissements des entreprises ont progressé très rapidement, mais le taux d'augmentation des avances à l'économie (quelque 16%) était excessif. Les accidents climatiques, les revendications, en elles-mêmes justifiées, du secteur public tendant au "rattrapage" ont provoqué une tension supplémentaire et créé la conjoncture présente dans laquelle le gouvernement a dû soumettre un ensemble de mesures au parlement, cependant que l'opinion s'inquiète de l'inflation imminente ou déjà acquise.

Évitons les débats "théologiques" sur la question de savoir si l'inflation est déjà déchaînée ou si elle est seulement sur le point d'emporter les barrages. En tout état de cause, le rapprochement avec les années 1950-51 (inflation coréenne) ou avec les années 1956-57 serait injustifié. En 1950-51, la guerre de Corée avait provoqué une hausse générale de tous les prix mondiaux à laquelle s'était ajoutée, en France, une hausse résultant d'un déficit budgétaire. En 1956-57, avant les mesures d'assainissement prises par MM. Gaillard et Pflimlin, l'inflation était nourrie par l'excès des dépenses publiques, une impasse qui atteignait ou dépassait 1.000 milliards de francs de l'époque. À moins de récuser

toutes les statistiques, l'impasse de ces dernières années, qui se situait autour de 700 milliards d'anciens francs, représentait un pourcentage décroissant du produit national et elle n'était pas la cause des tensions inflationnistes.

D'autre part, les réserves de devises accumulées, plus de 4 milliards de dollars, assurent au gouvernement une certaine liberté d'action. Il est vrai que le déficit commercial de ces derniers mois, qui s'accompagne pourtant d'entrées de devises, témoigne d'une détérioration de la capacité compétitive de l'économie française, mais elle favorise en même temps, encore qu'en une faible mesure, le rétablissement de l'équilibre (le déficit commercial offre des biens supplémentaires au pouvoir d'achat).

Les restrictions de crédit devraient aussi ralentir l'accroissement trop rapide des avances à l'économie. Enfin, les difficultés mêmes de certains secteurs, la diminution des investissements du secteur privé, déplorables en elles-mêmes, constituent aussi des freins au mouvement d'inflation.

C'est dire, en d'autres termes, que le danger est autrement complexe qu'en des circonstances anciennes où la demande globale, surtout par le fait de l'État, était manifestement supérieure à l'offre. L'économie française est en communication avec le monde extérieur. Si les prix de revient industriels sont trop élevés par rapport à ceux des pays étrangers, les exportations seront atteintes et l'activité se ralentira. Inflation d'ensemble et récession partielle s'appellent l'une l'autre, bien loin de s'exclure.

Le programme gouvernemental ne témoigne pas, à coup sûr, d'une imagination particulièrement fertile: emprunt pour "éponger" les disponibilités monétaires jugées excessives, hausse des tarifs de chemins de fer et de l'électricité pour réduire les déficits des entreprises nationales et rendre visibles au public les conséquences des concessions que celui-ci avait souhaitées, quelques suppléments d'impôts, des restrictions de crédit, l'ensemble témoigne de laborieuses discussions, de compromis négociés entre ministres, de sagesse coutumière. L'emprunt n'est pas indexé, ce qui est un progrès; il est exempté de l'impôt sur le revenu, ce qui est en soi fâcheux. Encore est-ce un progrès par rapport à l'emprunt Pinay, exempté aussi de l'impôt sur les successions.

S'il n'y a pas lieu d'admirer le programme gouvernemental et s'il est facile d'en montrer le classicisme, je serais enclin, personnellement, à plaider que la conjoncture n'appelait ni ne tolérait de mesures radicales. L'inflation est à craindre, mais l'arrêt de la croissance également. Il fallait prévenir la diffusion d'une psychologie inflationniste que les données de fait ne justifient pas. Et la

meilleure manière de le faire n'était-elle pas de combiner des mesures diverses, fiscales et monétaires, afin de prouver en acte que l'inflation ne serait pas nourrie par un accroissement de "l'impasse"?

Précisément parce que la situation présente des aspects apparemment contradictoires, le programme devait être nuancé. Qu'il doive être complété d'ici à quelques mois par d'autres mesures, c'est possible. Mais la gestion d'une économie moderne est comparable à une navigation entre des récifs. Quand les récifs sont aussi proches l'un de l'autre que le sont aujourd'hui inflation et récession, il est plus facile de critiquer le pilote que de prendre sa place.

Inflation et croissance

Le Figaro
24 mai 1963

Certains lecteurs ou amis ont jugé trop indulgent ou trop optimiste l'article que j'ai consacré, il y a deux semaines, à la situation actuelle de l'Économie. Je n'ai pas nié l'évidence - à savoir la détérioration de la conjoncture par rapport à celle de ces dernières années - mais je continue à penser que l'opinion a tendance à redouter une inflation, vaguement définie comme une hausse générale et rapide des prix, semblable à celle des années 1956-1957, alors que les données actuelles sont tout autres.

Répetons d'abord, parce que l'idée pourtant simple est souvent méconnue, qu'une hausse excessive des prix ne se traduirait plus, comme ce fut le cas en 1956, par un taux élevé de croissance, mais par un déficit du commerce extérieur, une baisse des investissements et le marasme de la production. La fuite dans l'inflation n'entraînerait plus une accélération de l'expansion aux dépens de la monnaie et des revenus fixes, mais une crise générale sans compensation pour personne.

Heureusement, nous n'en sommes pas encore là et la hausse des prix n'a pas pour origine un excès massif de la demande globale sur l'offre créé par un déficit budgétaire (tel était le cas en 1956). Les experts peuvent s'interroger et s'opposer sur la part respective de disponibilités monétaires trop abondantes, de la politique du crédit, des hausses de salaires, des accidents climatiques, de la revalorisation des produits agricoles. Aucun de ces facteurs, pas même la conjonction de ces facteurs, ne suffit à déclencher un processus inflationniste irrésistible que seules des mesures héroïques et brutales seraient capables d'arrêter.

Pour l'instant, deux sortes de phénomènes principaux apparaissent nettement, les uns tendant à l'augmentation de la demande, les autres à la diminution de celle-ci. Les revenus nominaux des ménages continuent à progresser plus vite qu'il n'était prévu dans le plan, et l'anticipation de la hausse des prix peut inciter les consommateurs à réduire la part de leurs revenus épargnés. Simultanément, les investissements bruts de l'ensemble des administrations augmentent cette année en une mesure considérable par rapport à 1962 (de plus de 15%). Enfin, le secteur du bâtiment connaît lui aussi une vive activité, ce qui ne va pas sans risques accrus de hausse des prix.

En contrepartie, deux éléments de la demande sont en baisse au moins relative: la demande extérieure, c'est-à-dire les exportations, et les investissements productifs des entreprises qui, d'après les comptes nationaux, ne seraient que faiblement supérieurs à ceux de 1962. Il va de soi qu'il vaudrait mieux, si l'on se réfère au plan, que la consommation des ménages augmentât moins et l'investissement productif davantage. Un excès de la demande des ménages, une insuffisance des investissements des entreprises compromettent à la fois la stabilité des prix et la croissance future de la production. Encore convient-il de ne pas perdre le sens des proportions.

Un ralentissement des investissements productifs, après la montée rapide de ces dernières années, n'est pas encore une catastrophe. De même, une diminution de l'excédent commercial, surtout si elle est due à une augmentation des importations plutôt qu'à une chute des exportations, est à maints égards, opportune: elle affaiblit la pression inflationniste et réduit l'accumulation des devises selon les vœux de nos partenaires.

Ce n'est pas que je veuille ignorer le danger: les prix approchent de la cote d'alerte et, s'ils continuaient à monter aussi rapidement qu'ils l'ont fait depuis un an, tout pourrait être remis en question. Il est donc juste que le gouvernement, tout en prenant des mesures sélectives pour soutenir les postes faibles de la demande, subordonne son action à l'exigence prioritaire de la lutte contre l'inflation, autrement dit qu'il évite de nourrir la demande par le déficit propre des administrations, qu'il rectifie la politique de crédit en fonction des nécessités plus évidemment impérieuses aujourd'hui qu'hier. Enfin, dans la mesure où une inflation naissante risque d'être aggravée à partir du moment où le public lui-même s'est convaincu que la hausse des prix est inévitable, chacun, le gouvernement comme la presse, doit s'efforcer non de dissimuler les périls mais de ne pas les accroître en décrétant à l'avance qu'ils sont insurmontables.

La recherche des causes

Le Figaro
1er-2 juin 1963

L'analyse de la conjoncture présente ne suscite guère de controverses. La plupart des observateurs s'accordent sur les faits majeurs: la hausse des prix, trop rapide, risque de compromettre la capacité compétitive des entreprises; la marge d'autofinancement est progressivement amenuisée par la hausse des coûts, hausse que la concurrence internationale empêche souvent de répercuter sur les prix de vente; les investissements n'ont pas progressé, cette année, à l'allure escomptée et ils risquent même de diminuer en valeur absolue. La menace qui pèse à terme sur l'économie française n'est donc pas celle d'une inflation "galopante", comparable à celle de 1956, mais celle d'une inflation insidieuse combinée avec un ralentissement d'activité, combinaison qui nous ramènerait non aux dernières années de la IV^e mais à celles de la III^e République.

S'il s'élève aujourd'hui des controverses, celles-ci portent moins sur les faits eux-mêmes que sur les causes. La controverse peut prendre trois formes, qui sont, d'ailleurs, en dernière analyse, parentes: cause unique contre causes multiples, facteur monétaire contre facteur de revenus, déséquilibre global contre déséquilibres sectoriels, ces trois alternatives se rattachent l'une à l'autre. S'il existe un excès global de la demande sur l'offre (aux prix existants), il faut que cet excès ait une cause de nature à affecter l'ensemble de l'économie et cette cause est presque inévitablement monétaire, seule la monnaie étant capable de provoquer immédiatement un excès de la demande globale.

C'est par ce biais que l'on en vient, logiquement pour ainsi dire, à mettre en cause la politique monétaire, les excédents de la balance des comptes, eux-mêmes liés à l'étalon de change-or, éventuellement la politique de crédit et les obstacles aux placements durables, en particulier l'écart insuffisant entre taux de l'argent à court terme et taux à long terme.

Au cours de la discussion qui s'est développée autour de ce thème, personne n'a nié que la politique de la monnaie et du crédit ait pu jouer un rôle dans l'actuelle pression inflationniste. Chacun admet évidemment que les excédents de la balance des comptes ont en eux-mêmes une action inflationniste, mais le montant des excédents français, réduit par des remboursements anticipés, n'est pas tel qu'il rende compte de l'excès global de la demande susceptible de faire monter de 5% le niveau général des prix. Supposons que l'étalon de change-or

favorise l'inflation à l'échelle mondiale: en une phase antérieure, la hausse des prix était plus accentuée aux États-Unis qu'en Europe, mais, depuis deux ans, les États-Unis ont tenu leurs prix et c'est en Europe occidentale que les prix ont monté rapidement.

L'école de l'interprétation non monétaire met l'accent sur la diversité des mécanismes par lesquels des déséquilibres sectoriels et les facteurs réels peuvent déboucher sur un déséquilibre global que l'on est enclin, en suivant une pente naturelle, à expliquer par une cause unique. Il suffit, en effet, que les entreprises de pointe, dans lesquelles la productivité augmente rapidement, fassent profiter leurs employés plutôt que les consommateurs de leur avance économique pour que les hausses de salaires, compatibles avec l'équilibre tant qu'elles sont limitées à certains secteurs, soient génératrices d'inflation, à partir du moment où elles se généralisent. Or, chacun est capable d'observer ce mécanisme, dont les concepts de "rattrapage" ou de "parité" sont l'expression idéologique.

Les comptables de la nation, dans leur rapport sur l'année 1962, affirment que, dans un cas, "c'est dans un secteur où l'offre se trouvait, pour un temps, limitée, celui de certains produits alimentaires, qu'on peut situer l'origine d'un mouvement de hausse qui s'est ensuite généralisé - dans la mesure où l'état du marché et la concurrence extérieure le permettaient - sous la poussée d'une hausse des salaires qu'accélérait l'augmentation du coût de la vie".

J'incline, pour mon compte, vers l'explication pluraliste: la politique de revalorisation des produits agricoles, la tension sur le marché du travail, la pénurie de certains spécialistes me paraissent des causes probables de hausses des prix.

D'autre part, la formule employée par les comptables nationaux: "L'ampleur de la hausse des salaires... apparaît comme l'aspect négatif d'une réaction de l'économie, qui est essentiellement constructive" ne va pas sans susciter quelque inquiétude. Dire "qu'elle ne céderait pas à un relâchement modéré de l'effort de croissance" est peut-être vrai, mais me rappelle le temps où le déficit de la balance des comptes était, lui aussi, considéré comme fatal.

Où en est le IVe Plan?

Le Figaro
6 juillet 1963

Les chiffres communiqués au Conseil supérieur du Plan ont été déjà si généreusement commentés par la presse qu'il me paraît légitime d'en faire usage à mon tour. Au milieu de la deuxième année d'exécution du IVe Plan, où en sommes-nous?

En 1962, la progression avait été, dans l'ensemble, supérieure aux objectifs: 6,3% contre 5,5% en ce qui concerne la production intérieure brute; 7,4% contre 6,8% en ce qui concerne la formation brute de capital fixe; 6,7% contre 5,2% en ce qui concerne la consommation globale. Comme, pendant l'année 1962, l'indépendance algérienne a entraîné le retour dans la métropole de 700.000 de nos compatriotes, il est juste de constater que l'économie a été capable de faire face, sans troubles notables, à ce brusque afflux de population.

Si l'on compare, branche par branche, prévisions et résultats, de multiples écarts, plus ou moins importants, apparaissent inévitablement: minerais de fer et produits sidérurgiques progressent moins vite qu'il n'était escompté, cependant que d'autres secteurs (pétrole, gaz naturel et carburants, matériaux de construction) sont en avance sur les prévisions. Ce qui nous importe dans ce diagnostic d'ensemble, c'est l'analyse des menaces qui pèsent soit sur les équilibres globaux, soit sur les équilibres sectoriels, dont la rupture risquerait de se répercuter sur les équilibres globaux.

À l'heure présente, les périls sont inscrits dans les statistiques. Les revenus nominaux ont progressé, en 1962, de 12,3 dans l'ensemble, de 11,3% pour les salaires nets, de 15,4% pour les prestations sociales, de 27,8% pour l'assistance (rapatriés d'Afrique du Nord). Mais, simultanément, la hausse des prix à la consommation atteint 4,3% en 1962 par rapport à 1961. Or, non seulement cette hausse des prix, plus forte dans certains secteurs que dans d'autres, compromet l'exécution des programmes d'État, mais elle risque de créer une conjoncture telle que les entreprises soient incapables de réaliser les investissements dont dépend l'exécution du Plan.

N'oublions pas, en effet, que pour plus de 50% (56,6% en 1961, 53,4% en 1962) les investissements ont été financés par les ressources propres des entreprises. Et cette part de l'autofinancement serait plus grande encore si l'on considérait le seul secteur privé. Pour les entreprises industrielles, sur un total de

16.885 millions de francs d'investissements, 12.346, soit environ 73%, ont été financés sur les ressources propres des entreprises, le marché financier ne fournissant que 3.148 millions de francs, soit à peine plus de 20%. Or, d'après les chiffres fournis par le Commissariat au Plan, la production des entreprises a progressé de 10,3% en valeur, mais les charges se sont accrues de 11,5% et les résultats bruts d'exploitation de 8,8%. Ces chiffres globaux, qui indiquent grossièrement une hausse des coûts plus rapide que celle des prix de vente, dissimulent l'essentiel, c'est-à-dire l'inégalité des situations selon les branches. Là où la concurrence étrangère est forte, les prix ne peuvent monter en dépit de la montée des coûts de production. Les secteurs protégés ou relativement protégés, par exemple la construction, les services et certaines industries proches du stade final gardent une marge de manœuvre. La hausse désordonnée des salaires et des prix, pour reprendre l'expression de M. Massé, constitue, à l'heure présente, le péril majeur, non pas tant parce qu'elle est de nature à déclencher "une inflation galopante", dont les conditions ne sont heureusement pas données, mais en freinant la croissance des branches industrielles non protégées, de celles qui sont coincées entre des coûts en hausse et des prix limités par la concurrence.

Deux facteurs sont d'importance particulière à cet égard: la politique monétaire et l'état du marché du travail. Les mesures récemment prises d'encadrement du crédit auraient déjà exercé une certaine action, mais mieux vaut attendre encore quelques mois avant de formuler un jugement. L'état du marché du travail mérite, en revanche, une étude, attentive.

Au cours de l'année 1962, les disponibilités en main-d'œuvre ont augmenté plus vite qu'en aucune des années précédentes. On estime à 280.000 le nombre des personnes actives rapatriées d'Algérie. Au 1er juin 1963, 100.000 rapatriés seraient encore à la recherche d'un emploi. Mais, en même temps, l'immigration de main-d'œuvre étrangère s'est encore accélérée: 113.000 travailleurs étrangers permanents sont entrés en France. Si l'on ajoute les musulmans d'Algérie, les jeunes Français libérés par la réduction de la durée du service militaire, on aboutit à une augmentation approximative de 500.000 à 600.000 personnes actives. Du 1er janvier au milieu de l'année 1963, l'emploi non agricole aurait progressé de quelque 5%, ce qui est un taux considérable pour notre pays.

Encadrement du crédit, détente sur le marché du travail, ces deux phénomènes devraient contribuer à freiner le processus inflationniste. Il reste à savoir si les entreprises seront en mesure de prélever sur leurs ressources propres les fonds nécessaires aux investissements prévus par le Plan et nécessaires à l'absorption

de travailleurs supplémentaires. Telle est, me semble-t-il, la question décisive à laquelle conduit l'interprétation des chiffres.

À propos du plan. Diagnostic et remèdes

Le Figaro
17 septembre 1963

Le plan de stabilisation, dont notre ami Jean Lecerf a excellemment reconnu les mérites et marqué les limites, défie les interprétations simples. Il vise à stabiliser les prix mais aussi à ne pas ralentir l'expansion. Il attribue la hausse des prix à des facteurs monétaires (augmentation excessive des liquidités monétaires) mais aussi à une contagion psychologique. Il prend quelques mesures qui devraient, à terme, exercer une action mécanique, mais il en prend d'autres dont la signification est symbolique et le but la modification du climat. Enfin, il espère que le nombre fait la force et que la présentation simultanée de mesures de circonstances et de réformes de structure devrait accroître l'effet global d'une politique aussi complexe que le diagnostic dont elle émane est nuancé.

À la veille de l'établissement de ce plan, deux analyses de la situation française avaient paru presque le même jour: l'une due aux experts de l'O.C.D.E., l'autre à ceux de l'I.N.S.E.E. (Institut national de statistiques et d'études économiques). L'une et l'autre étaient en retard sur l'événement puisqu'elles dataient également de juillet dernier et que les événements des deux derniers mois auraient peut-être suggéré aux auteurs des remarques ou des conseils légèrement différents.

Les experts de l'O.C.D.E., comme il est compréhensible de la part d'économistes soucieux de l'ensemble de l'économie mondiale, mettaient l'accent sur les excédents que continue d'enregistrer la balance des comptes française. Ils s'inquiétaient des répercussions que des mesures visant à restreindre la masse monétaire pourraient avoir sur la balance des comptes des autres pays: ces mesures risqueraient, écrivaient-ils, "de renforcer l'afflux des capitaux étrangers en France et de créer ainsi de nouveaux moyens de paiements internes, tout en aggravant les déséquilibres internationaux". (Une telle formule apporte un argument de poids à ceux qui, tel M. Jacques Rueff, tiennent à la longue pour impossible un fonctionnement régulier du système de l'étalon de change-or.)

Quant à la hausse des prix, les experts du château de la Muette se refusaient à y voir un fait nouveau: "Après élimination des phénomènes accidentels de 1962, il ne semble pas que la situation se soit fondamentalement modifiée depuis deux ou trois ans." Et, en une formule dont le caractère catégorique tranche avec la

prudence ordinaire des organisations internationales et sur laquelle je ferai les plus expresses réserves, les experts écrivaient: "Il paraît difficile de lier essentiellement la hausse des prix à un excès de la demande globale et, dans de telles circonstances, le recours aux mesures qui constituent la thérapeutique classique de l'inflation n'est pas à recommander."

Si l'inflation n'est pas, selon le jargon technique, une inflation de la demande (excès de la demande globale), il faut donc qu'elle soit inflation des coûts. Il s'agirait donc "d'une pression sur les coûts, aggravée par les caractéristiques spécifiques des marchés et des circuits de distribution des produits agricoles".

La conclusion, prudente, insistait sur la nécessité d'une modération générale dans les revendications et sur les paradoxes de la politique agricole: "Alors que se pose un problème considérable d'écoulement d'excédents agricoles, la hausse des prix alimentaires français n'en a pas moins été, depuis quatre ans, la plus forte parmi les pays similaires."

Quel que soit le jugement que l'on porte sur cette analyse, que je serais loin d'accepter telle quelle, nul ne niera la dernière proposition: "Une stabilisation effective des prix alimentaires est sans doute un des éléments fondamentaux d'une politique générale des revenus." Or si le plan du 12 septembre prépare cette stabilisation, il laisse en suspens certains problèmes des prix agricoles. Le plan n'est pas moins révélateur des difficultés politiques de la conjoncture par ce qu'il omet soigneusement que par ce qu'il contient explicitement.

L'analyse des économistes de l'I.N.S.E.E. ne portait pas aussi directement que celle de l'O.C.D.E. sur le phénomène inflationniste. Elle comportait d'autres indications qui semblent avoir influé sur les décisions gouvernementales.

Tout d'abord, la dévaluation de 1958 n'est pas encore complètement effacée. Elle l'est probablement à l'égard des États-Unis et de la Grande-Bretagne mais non de l'Italie ou de l'Allemagne. Il n'est donc pas nécessaire, pour maintenir l'équilibre de la balance commerciale ou de la balance des comptes, de se donner pour objectif une baisse des prix; il suffit de s'en tenir au niveau actuel ou, tout au moins, de ramener l'allure de la hausse à celle que l'on observe au-dehors. Cependant, le rapport de l'I.N.S.E.E. ne se dissimulait pas que le prolongement de la hausse des prix et la détérioration de la balance commerciale qui en résulte ne tarderaient pas à créer de nouveau des déficits extérieurs, si le processus inflationniste n'était pas stoppé.

L'I.N.S.E.E. soulignait également "le caractère exemplaire" de l'expansion, il notait que la demande des biens de production, insuffisants au cours des derniers

mois, donnait des signes de reprise. Dans ces conditions, alors qu'au printemps dernier les mesures prises tendaient les unes à prévenir une récession et les autres l'emballement, cette fois, c'est contre l'inflation seule que l'on devait agir.

Mais de cette inflation quelle était *la* cause ou quelles étaient *les* causes? *Demande globale excessive* par suite de la politique budgétaire et monétaire ou par suite des excédents de la balance des comptes ou *facteurs multiples*, revalorisation des produits agricoles, pénurie de main-d'œuvre incitant les entreprises à une surenchère pour recruter les spécialistes rares, transmission aux services d'un niveau de salaires compatible avec la stabilité dans les seuls secteurs à productivité rapidement croissante? Sans nier que la situation budgétaire fût, cette année, moins favorable, le rapport ne mettait en cause explicitement ni l'augmentation de la masse monétaire (qui pourrait être signe d'un changement d'attitude des détenteurs d'encaisses) ni les excédents de la balance des comptes.

De juin 1961 à juin 1963, la hausse des aliments et boissons a été pour 61% dans la hausse de l'indice des 250 articles. L'insuffisance de l'offre a joué un rôle dans le prix du bétail (également dans celui de la construction). Ailleurs, ce sont les conditions climatiques ou la politique de revalorisation qui ont été déterminantes. Quant au fait, troublant pour le diagnostic des déséquilibres partiels, que les hausses ont porté sur la plupart des prix, il était attribué à un climat psychologique, "dont le maintien n'est nullement fatal".

Tels étant les diagnostics, le plan du gouvernement devient intelligible. La politique budgétaire ou monétaire a été, à coup sûr, une condition *permissive* de l'inflation, elle a pu en être *partiellement une cause déterminante*, mais elle n'en est pas l'origine première et suffisante. Une réduction de l'impasse et des mesures de crédit légèrement restrictives devraient suffire. En revanche, il faut à tout prix éviter que le climat psychologique, dans une ambiance de forte demande, "favorise la répercussion des hausses des coûts sur les prix de vente et contrecarre ainsi les effets de la concurrence".

Modifier le climat psychologique, réduire la pression sur les coûts et, dans l'immédiat, convaincre industriels, salariés et agriculteurs qu'ils seraient tous victimes de la continuation de la hausse des prix, telle est l'opération psycho-économique que le gouvernement vient de lancer. Que cette opération doive être appuyée par l'opinion, nul n'en saurait douter. Mais l'opinion, à laquelle le gouvernement s'adresse justement, n'est pas non plus toute-puissante.

À propos du plan. Les deux étapes

Le Figaro
18 septembre 1963

La controverse entre techniciens, inflation de la demande ou inflation des coûts, déséquilibre global ou déséquilibres partiels⁽¹⁾ finit, dans certaines circonstances, par devenir presque verbale. La preuve, disent les uns, qu'il n'y a pas de déséquilibre global, c'est que la majorité des chefs d'entreprise s'affirment capables, en cas de demande supplémentaire, de produire davantage. Ce sont les prix alimentaires qui, au détail, ont le plus monté depuis deux ans. Or l'État finance à grands frais l'exportation des excédents. À quoi il est facile de répondre que la surenchère des entreprises pour recruter des ouvriers qualifiés prouve une pression de la demande et que la hausse des prix agricoles à la production est due essentiellement aux prix du bétail qui ont augmenté de 34% au cours de la période en question (27% depuis septembre 1962). Or la hausse des prix du bétail est, elle aussi, imputable à un excès de la demande.

Un excès de la demande globale n'apparaîtra jamais sur tous les marchés. Les déséquilibres partiels, s'ils sont multiples et s'ils s'expriment finalement dans une hausse de la plupart des prix, supposent une politique de crédit qui permette aux producteurs de répercuter la hausse des coûts sur les consommateurs et à ceux-ci d'acheter aux prix qui leur sont imposés.

Certes, si le marché du travail était moins tendu, si le gouvernement ne s'était pas engagé à une revalorisation des prix agricoles, si des accidents climatiques n'étaient pas survenus, les excédents de la balance des comptes et la politique monétaire n'auraient pas suffi à provoquer une telle poussée d'inflation. Mais le fait est que le budget de 1963 a été moins rigoureux, pour m'exprimer avec modération (le déficit net des opérations du Trésor pour les cinq premiers mois de 1963 a atteint 2,58 milliards de N.F. contre 0,08, il y a un an) et que des pratiques discutables, comme le réescompte par la Banque de France des effets représentatifs de crédits à moyen terme ont pris une extension probablement excessive. Le financement des investissements, moins par une épargne réelle que par des procédés bancaires, constitue une cause d'inflation de la demande, dont l'action, pour n'être jamais entièrement démontrée, reste probable. Le plan du 12 septembre n'ignore pas cet aspect du problème puisque le ministre s'efforce d'accroître la part du financement de la construction couverte par des ressources d'épargne et de réduire ainsi la charge qui pèse sur le Trésor.

À partir de cette analyse, deux questions se posent à propos du plan gouvernemental, l'une à court terme, l'autre à échéance de six à douze mois.

Les mesures de circonstances, la remise des prix en liberté surveillée, les contrats ou quasi-contrats avec les commerçants, l'abaissement des droits de douane ont une fonction indispensable dans l'immédiat: éviter l'accélération que risque de connaître un processus inflationniste une fois déclenché, inciter les groupes de pression, producteurs agricoles, syndicats ouvriers, industriels, fonctionnaires, à la modération. Si cet appel à la raison n'est pas entendu de tous, si les relèvements de prix et de rémunérations continuent à la même allure, au cours des six prochains mois qu'au cours de l'année précédente, alors le pari aura été perdu et des mesures d'une tout autre rigueur seraient inévitables au printemps prochain.

Si ce premier pari était gagné et si le mouvement de hausse se ralentissait au cours des prochains mois, la question fondamentale sera posée de nouveau. Le gouvernement est légitimement soucieux d'assurer la réalisation du IV^e Plan. Le budget de 1964 aura une impasse abaissée de plus de deux milliards de NF par rapport au chiffre fatidique de sept milliards, mais les dépenses d'investissements seront maintenues intégralement. Le nombre des logements dont la construction sera aidée par l'État augmentera de 20.000. Nul ne peut critiquer, en principe, ces décisions qui témoignent d'une volonté louable de ne pas céder aux circonstances et de maintenir la primauté de la croissance en dépit des embarras actuels. Il n'en reste pas moins à savoir si un financement non inflationniste des investissements prévus sera assuré.

Pour éviter la hausse de l'indice général des prix, les pouvoirs publics ne peuvent plus l'ignorer désormais, des conditions multiples et difficiles doivent être réunies. Les secteurs industriels à productivité croissante, même sans être soumis à une pression syndicale exceptionnellement forte, accordent aisément des augmentations de salaires qui leur paraissent compatibles avec la stabilité de *leurs* prix. Or, l'opinion n'admet pas un décalage trop marqué entre les mouvements des rémunérations dans les différents secteurs, en dépit de l'allure inégale à laquelle progresse, ici et là, la productivité. Les industries en expansion rapide devraient donc réserver une part importante de leur gain en productivité à une baisse des prix en tenant compte de la répercussion sur les prix des services des hausses qu'elles-mêmes supportent sans difficulté. Ce n'est pas tout. Les prix agricoles au détail, en particulier les légumes et les fruits, sont inévitablement soumis à des aléas saisonniers. Si des hausses temporaires tendent à devenir

irréversibles et s'inscrivent dans l'indice des 250 articles, des revendications de salaires répondront inévitablement à cette montée, immédiatement ressentie, du prix de la vie.

En bref, la question, au-delà de la crise présente, est celle de l'équilibre entre la pression de la demande, nécessaire au taux de croissance prévu par le Plan, et la détente de la demande, nécessaire à la stabilité approximative des prix. À ce point, les diverses écoles proposeront chacune leur réponse: atténuer la pénurie de travailleurs qualifiés, faire jouer la concurrence pour restreindre la générosité des entreprises ou des secteurs de pointe, diront les uns, financer les investissements par des procédés non inflationnistes, diront les autres.

Il n'est pas nécessaire de choisir une fois pour toutes entre ces formules. Mais, en une conjoncture donnée, le gouvernement n'a pas toujours le choix entre les moyens. Il ne l'avait pas en 1958, il l'a encore aujourd'hui, mais pour qu'il l'ait encore demain, il doit se résigner à une modestie temporaire dans les objectifs qu'il fixe à l'économie.

[\(1\)](#) Voir *Figaro* du 17 septembre.

Dépenses improductives et inflation

Le Figaro
5-6 octobre 1963

La "Tribune libre" du *Monde*, qui avait, semble-t-il, irrité le premier ministre, avait pour titre: *Flambée soudaine ou hausse continue*, et pour auteur M. Pierre Uri, qui prit une part prépondérante à la rédaction du traité de Rome.

L'article contenait un certain nombre de propositions incontestables et une conclusion, à mes yeux, discutable. Il est incontestable que la hausse des prix, depuis 1959, a été continue et que la nouveauté, par rapport à la IV^e République, n'est pas le maintien du pouvoir d'achat intérieur du franc, mais les excédents extérieurs comparés aux déficits antérieurs de la balance des comptes, déficits particulièrement importants au cours des deux crises inflationnistes, celle de la guerre de Corée (1951), celle de la guerre d'Algérie (1956-1957).

Il est également incontestable qu'en *moyenne*, la hausse des prix français depuis 1959 est plus forte que dans les autres pays du Marché commun, bien que, certaines années, l'Allemagne ou l'Italie aient connu des hausses, aussi fortes ou plus fortes que la France. L'Italie, depuis un an, va plus vite que nous.

Il n'est pas davantage contestable que le facteur de production, qui, par le fait de l'expansion économique, devient plus rare, le terrain, surtout dans les villes, renchérit inévitablement. En revanche, il est discutable de suggérer que la spéculation immobilière s'explique intégralement soit par le renchérissement normal, soit par le caractère de valeur-refuge de la propriété immobilière. Les mesures prévues contre la spéculation immobilière sont malheureusement d'une efficacité douteuse, mais elles comportent, au moins dans leur objectif, une justification économique.

Nous en venons, enfin, à la formule qui a déchaîné la tempête: l'originalité de la France consisterait dans le volume des dépenses improductives, parmi lesquelles M. Uri rangeait, d'une part les dépenses militaires, d'autre part l'aide extérieure, ces deux sortes de dépenses ayant un caractère commun, celui de n'ajouter ni aux biens susceptibles d'être achetés ni à ceux qui, en augmentant les moyens de production, apportent à terme des biens qui seront mis en vente. En d'autres termes, les dépenses improductives seront définies, par convention, comme celles qui ne contribuent à l'accroissement ni de la consommation actuelle ni de la consommation future (ou du potentiel de production).

À combien se montent, en France, ces dépenses improductives? Des contestations se sont élevées au sujet du budget militaire français, en raison de la difficulté d'établir, dans le budget du Commissariat à l'énergie atomique, une distinction nette entre les sommes consacrées au programme militaire et celles consacrées au programme civil. Mais si l'on évalue les dépenses militaires de 1962 à 19 milliards de nouveaux francs, on demeure probablement au-dessous plutôt qu'au-dessus de la vérité. Quant aux moyens financiers mis à la disposition des pays en voie de développement et des organismes multilatéraux, en 1962, les statistiques de l'O.C.D.E. nous fournissent les chiffres suivants: secteur public, 995,9 millions de dollars (soit à peu près 5 milliards de NF); la contribution du secteur privé serait de 384 millions de dollars (soit un peu moins de 2 milliards de NF). Le total des contributions du secteur public et du secteur privé, un peu moins de 7 milliards de NF, est supérieur, en chiffres absolus, à celui de tous les autres pays, États-Unis exceptés. (La contribution totale de la République fédérale allemande s'élève à 681 millions de dollars; celle du Royaume-Uni à 836 millions de dollars).

Les dépenses improductives françaises, 26 milliards de NF, représentent-elles, comme le dit Pierre Uri, un pourcentage aussi élevé qu'aux États-Unis du produit national brut aux prix du marché? Pas tout à fait, me semble-t-il. Si l'on rapporte ces 26 milliards de NF du produit national brut aux prix du marché, c'est-à-dire, d'après les statistiques officielles, à 353 milliards de NF, le pourcentage n'atteint que 7,4% environ, alors qu'aux États-Unis il atteint 9,6% (55 milliards contre 570). Même si l'on adoptait une évaluation plus élevée du budget militaire français ou un autre mode de calcul, et si l'on aboutissait ainsi à un pourcentage plus proche du pourcentage américain, le problème posé ne serait pas pour autant résolu. Des dépenses improductives ne sont pas, en tant que telles, inflationnistes: tout dépend de la manière dont elles sont financées. Des investissements peuvent être inflationnistes, bien qu'ils soient finalement productifs, s'ils sont financés par des crédits à court terme ou s'ils ne sont pas compensés par l'épargne.

La France s'efforce de mener à bien, simultanément, une triple politique d'investissements, de défense nationale et d'aide extérieure. Que cette volonté impose au pays une tâche difficile, on en conviendra volontiers, mais, *économiquement*, il n'y a pas de motif d'attribuer aux seules dépenses dites improductives la responsabilité de l'inflation, alors que les investissements, eux aussi, peuvent contribuer à l'inflation dans certaines conditions de financement. Du moins conviendrait-il de démontrer la différence entre l'action inflationniste

de fabrications militaires d'une part, de la construction d'autoroutes ou d'écoles de l'autre.

Une mystique dangereuse: l'expansion à tout prix

Le Figaro
26-27 octobre 1963

Le IV^e Plan avait prévu un taux de croissance du produit national brut de 5,5% par an. Jamais un tel taux n'avait été maintenu durant une période de plusieurs années. Les comptables nationaux tiennent désormais pour probable qu'en raison du "dérapage des prix" et des mesures anti-inflationnistes, les objectifs fixés ne seront pas atteints à la fin de 1964, le retard devant être de quelques mois. Mais, précisément parce que le plan étant ambitieux, le retard ne devrait pas être considéré comme une catastrophe, la nécessité prioritaire de juguler l'inflation subsiste.

Avant la guerre et pendant les premières années de l'après-guerre, il importait avant tout de répandre un esprit d'expansion, de convaincre le pays tout entier qu'il n'y avait pas d'autre solution aux problèmes sociaux et économiques qu'une augmentation des ressources de la collectivité. Aujourd'hui, il devient utile de mettre en garde une mystique de la croissance à tout prix, qui n'est pas non plus sans danger.

Une première remarque s'impose d'elle-même: il ne suffit pas de se proposer un taux élevé de croissance, 5,5% par exemple, pour accélérer effectivement le mouvement. Si l'on prend trop de risques, sous prétexte d'accomplir le plan, on déclenche l'inflation qui appelle des mesures correctives. Celles-ci provoquent un ralentissement de l'activité et le taux calculé sur l'ensemble des phases alternées risque d'être inférieur à ce qu'il aurait été si l'on s'était contenté, à l'avance, d'une allure plus modérée et, de ce fait, plus régulière.

De plus, l'opinion française, si prompte à passer d'un extrême à l'autre, incline à juger insuffisants des taux qui, en d'autres temps, eussent passé pour honorables. Calculé sur le long terme, le produit national réel par tête de la population a crû, aux États-Unis, de 1,8% environ par an. En France, avec une population qui augmente de quelque 0,7% par an, une croissance annuelle du P.N.B. global de 3 à 4% par an, inférieure aux ambitions actuelles des planificateurs, ne représenterait ni une surprise ni un échec.

Trop souvent on oublie les règles élémentaires du calcul des intérêts composés. Avec un taux de croissance de 4%, au bout de 50 ans, le produit

national serait multiplié par 7. Au bout d'un siècle, un produit national qui augmenterait de 4% par an serait multiplié par 50. Il suffit d'un taux de 2% pour que, en un siècle, le produit soit multiplié par 7. Nos amis les envoyés spéciaux de 1990 se donnent, suivant les hypothèses ou les désirs des planificateurs, des taux de croissance de 4 ou 5% par an. Avec ce dernier chiffre, il suffit de 30 ans pour obtenir une multiplication par 4, mais de tels taux sont-ils probables?

Je me garderai de donner à une telle question une réponse dogmatique. L'économie aujourd'hui la plus riche et la plus productive, celle des États-Unis, n'a pu, au cours du siècle écoulé, avancer aussi rapidement. Les économies européennes ont-elles connu une telle mutation que le produit par tête puisse, chaque année, pendant trente ans, progresser de 4 ou 5%?

Il n'est interdit à personne de le croire ou de l'espérer, mais il serait déraisonnable de se préparer à l'avance des déceptions en se donnant des buts grandioses et excessifs. Il serait plus déraisonnable encore de se condamner à des alternances d'expansion ou de contraction en demandant au progrès plus qu'il ne peut donner.

Certes, une expansion rapide n'exclut pas la stabilité des prix, et cette dernière n'est pas garantie par la stagnation ou la lenteur de la progression. Les mécanismes de l'inflation sont multiples et la croissance ne les met pas nécessairement en mouvement. Mais il faudrait être aveugle pour méconnaître que l'excès de la demande ou des investissements massifs favorisent à la fois l'accroissement de la production et la hausse des prix.

Le plan de stabilisation doit-il être permanent?

Le Figaro
1er juin 1964

Le succès au moins partiel du plan de stabilisation est incontestable: ralentissement de la hausse des prix, maintien d'un taux élevé d'expansion industrielle, équilibre de la balance des comptes, ces trois faits ne prêtent pas à contestation. Ce qui, en revanche, demeure discutable, c'est la hiérarchie actuelle des périls et, par suite, l'ordre d'urgence des mesures à prendre. Est-ce l'inflation qui constitue la menace la plus grave ou, au contraire, faut-il agir dès maintenant contre la diminution, observée ou redoutée, des investissements?

La publication du document, confidentiel en théorie, soumis à la Commission des Comptes de la nation, a relancé le débat. La conjoncture de l'économie française est effectivement chargée d'incertitude. Les prix ont progressé moins vite depuis septembre 1963, mais ils ont continué de progresser. Les investissements privés seront probablement inférieurs en 1964 à ce qu'ils ont été en 1963, mais la diminution s'annonce faible et peut-être est-elle inévitable après les années antérieures d'augmentation rapide. De plus, les projets d'investissements, dits conditionnels, dépendent à la fois des possibilités de financement et des perspectives d'avenir telles que les envisagent les chefs d'entreprise. Les jugements que ces derniers portent sur l'avenir sont influencés par la politique gouvernementale mais celle-ci, à son tour, doit tenir compte de la situation globale. Peut-elle inciter les entrepreneurs à l'optimisme sans favoriser simultanément une attente d'inflation?

Personnellement, je me sens d'accord avec ce qui me paraît être l'attitude du ministre des Finances sur deux points. Il serait déraisonnable de se donner pour objectif prioritaire un taux de croissance élevé de l'ordre de six pour cent en 1965, à seule fin de rattraper le retard pris sur le IV^e Plan. Le taux de croissance, dans un plan indicatif du type français, a une signification ambiguë. Le choix du taux résulte d'un compromis entre le souhaitable et le possible, entre la croissance espérée et les exigences d'une relative stabilité. Il serait déraisonnable, après ce que les experts appellent le dérapage des prix de 1962-1963, de prendre des risques à seule fin de ne pas laisser subsister un écart, en tout état de cause, étroit, entre le but fixé à l'avance et les résultats acquis.

En deuxième lieu, même si l'on admet que le gouvernement doit s'accommoder d'une hausse des prix pourvu qu'elle soit modérée, il demeure que l'inflation est pour l'instant plus à craindre que la récession et que les prix français ne sauraient s'élever relativement à ceux de nos partenaires ou concurrents sans que l'équilibre extérieur soit compromis.

La question qui se pose, au-delà de ce diagnostic, porte sur l'opportunité de ce que l'on a baptisé la permanence du plan de stabilisation. Pour une part, la question est verbale mais pour une autre part elle touche au fond du problème.

Ministres et experts répètent à juste titre que la stabilité des prix, ou du moins une progression des prix du même ordre que celle que l'on observe dans les pays étrangers, est une nécessité qui, bien loin de disparaître d'un jour à l'autre, ne sera pas moins contraignante demain qu'aujourd'hui.

En ce sens, mais en ce sens seulement, le plan de stabilisation peut être conçu comme permanent.

En un autre sens, la formule est dangereuse car le plan de stabilisation comportait des mesures de circonstance dont la prolongation, au-delà de quelques mois, provoquerait à terme des conséquences fâcheuses. Je songe avant tout au blocage des prix, à la non-application des lois antérieurement votées qui prévoyaient certains relèvements de tarifs (loyers). À la fin de 1958, la politique d'assainissement avait prétendu rompre avec des pratiques que l'on avait justement condamnées; on avait vanté les mérites de la vérité des prix, dénoncé les méfaits du blocage des prix. Tout se passe comme si l'on revenait aux pratiques critiquées il y a six ans.

Des fonctionnaires à la fois compétents et sans illusions admettent une sorte de fatalité des cycles. Des mesures rendues inévitables par les circonstances créent peu à peu un assemblage baroque que l'on liquide un jour ou l'autre au nom de la vérité des prix. Cinq ou dix ans plus tard, un autre assemblage, tout aussi baroque, s'est peu à peu composé, lui aussi destiné à être liquidé. Ainsi tourne le cycle à demi infernal d'une phase de subventions et d'artifices divers suivie par la phase du retour à une vérité temporaire et partielle. Dans la conjoncture présente d'économie ouverte à la concurrence internationale, je doute qu'il soit sage de confondre le souci de stabilité avec la prolongation d'expédients. Les officiels disent volontiers que le comportement des Français est encore dominé par la conviction que l'inflation est inévitable. Si cette proposition était entièrement vraie, trouverait-on encore des épargnants ou des prêteurs? En fait, la tendance inflationniste existe à un degré ou à un autre dans

toutes les économies occidentales. Si cette tendance semble plus forte en France que dans d'autres pays, la psychologie des Français n'en est pas la seule cause. En tout cas, les contrôles administratifs ne constituent certainement pas à terme une défense efficace.

Le plan de stabilisation. Un an après

Le Figaro

16 septembre 1964

À la veille du rendez-vous de septembre et de la rentrée politique, comment se présente la conjoncture, alors qu'un an s'est écoulé depuis la mise en route de ce que l'on appelle le plan de stabilisation?

Certains résultats ont été incontestablement obtenus. La hausse des prix s'est ralentie. L'indice des 259 articles, qui mesure approximativement les prix de détail, a progressé de 2,94% en un an, de 1,88% au cours des dix mois qui ont suivi le plan de stabilisation. Pendant la même période de l'année précédente, le même indice avait progressé de 4,8%. Simultanément, le gonflement de la masse monétaire s'est, lui aussi, ralenti, 10% de juin 1963 à juin 1964 au lieu de 16% de juin 1962 à juin 1963.

En dépit des mesures de freinage, la croissance de la production intérieure, pour l'année 1964, demeure satisfaisante: elle sera de l'ordre de 5%, donc supérieure aux prévisions de la loi de finances. Enfin, le déficit de la balance commerciale, bien qu'il soit pour les sept mois de l'année le double environ du déficit de 1963, ne semble pas s'aggraver. Les mois de juin et de juillet ont été moins défavorables et les réserves de la France ont encore augmenté d'un demi-milliard de dollars.

Mais le rappel de ces résultats ne devrait pas dissimuler les difficultés sérieuses que le gouvernement devra surmonter et les périls auxquels l'économie française demeure exposée. L'opinion a été particulièrement frappée par la réduction de la durée du travail dans les principales firmes productrices d'automobiles. Pour l'instant, cet "accident de parcours" selon l'expression d'un ministre, pour spectaculaire qu'il soit, n'est pas nécessairement l'indice d'une crise de l'automobile, ni, moins encore, d'une récession générale. Mais le ministre des Finances a bien d'autres sujets d'inquiétude, les uns visibles au grand jour, les autres aperçus des seuls spécialistes.

La hausse des salaires privés a été un peu moins rapide cette année que l'année précédente, mais elle l'a été encore beaucoup trop pour que l'objectif de la stabilité d'ensemble soit atteint. Une hausse de 7 à 8% dans le secteur privé provoque inévitablement des revendications dans le secteur public pour lequel le pourcentage de relèvement annuel avait été fixé à 4%.

De même, les agriculteurs font valoir que la stabilité imposée à leurs prix par voie d'autorité, alors que les salaires privés continuent à progresser, est incompatible non pas seulement avec l'intention, maintes fois proclamée, d'une péréquation des revenus agricoles et des autres revenus, mais avec la simple équité: la première question est donc de savoir dans quelle mesure ou combien de temps le gouvernement parviendra à maintenir les disparités créées par le mouvement des salaires dans le secteur privé.

Une deuxième question, plus grave bien que moins clairement perçue par l'opinion, concerne les investissements et, en particulier, les investissements productifs des entreprises privées. D'après les statistiques globales de la comptabilité nationale, les investissements productifs, qui avaient progressé de 8,6% en 1960, de 11,6% en 1961, de 7,4% en 1962, n'ont progressé, en 1963, que de 4,4% et progresseront encore moins en 1964. Si l'on considère les investissements productifs des seules entreprises privées, la chute est encore plus frappante: 12,1 en 1960, 14,7 en 1961, 9,7 en 1962, 2,8 en 1963, moins encore en 1964. Selon une enquête de l'I.N.S.E.E., menée en mars et juin 1964 et qui intéresse une fraction importante de l'industrie, l'évolution serait même plus défavorable encore. D'après cette enquête, "les dépenses d'investissements, en 1963, se sont situées au même niveau qu'en 1962, ce qui correspond à une diminution d'environ 5 % du volume des investissements entre 1962 et 1963. Les prévisions des chefs d'entreprise laissent présager que le niveau des *dépenses* de l'année 1964 restera identique à celui des deux années précédentes, ce qui donnerait une nouvelle diminution d'environ 4% du volume de ces investissements entre 1963 et 1964".

Cette diminution des investissements productifs n'est pas seulement contraire aux prévisions du IVe Plan, elle est contraire aussi à l'intérêt collectif, puisque les investissements commandent l'expansion future de l'économie. Certes, les chefs d'entreprise interrogés n'ont pas estimé que leur capacité de production avait moins progressé en 1963 qu'en 1961 ou 1962, qu'il s'agisse d'une illusion ou d'un fait exact (la capacité de production peut augmenter en 1963 à cause des investissements réalisés en 1961 ou 1962), on ne saurait compter qu'avec des investissements stagnants ou en baisse, la capacité de production continue de progresser à la même allure.

Le ralentissement des investissements est dû, à n'en pas douter, à la réduction des marges d'autofinancement. Nous en venons ainsi à l'aspect le plus préoccupant de la conjoncture. De même que des disparités ont surgi entre les

rémunérations du secteur public et celles du secteur privé, des disparités de prix sont en train de s'accuser entre les secteurs protégés de la concurrence étrangère (construction, services) et les secteurs auxquels l'ouverture des frontières ou la politique officielle du gouvernement interdisent les hausses de prix. Or, ces secteurs sont, dans l'ensemble, ceux des industries exportatrices, fournissant des produits manufacturés ou des biens d'équipement. Coincées entre des prix de revient en hausse et des prix de vente stabilisés par la concurrence ou les décrets étatiques, ces industries voient s'amenuiser leurs marges d'autofinancement, marges qui exercent une influence déterminante sur les décisions d'investissements des entreprises.

Sur ces deux points essentiels, la politique de stabilisation a été au moins un demi échec. Elle n'a pas empêché la hausse des salaires dans le secteur privé: par un blocage des prix, mesure qui n'est justifiable qu'à très court terme, elle a probablement faussé les relations de prix et aggravé la position de maintes industries, engagées dans une difficile compétition.

Enfin, sous prétexte de ne pas manquer lui-même à la règle artificielle du blocage des prix, l'État a limité certains relèvements de tarifs. Les subventions destinées à prévenir l'effet psychologique de ces relèvements sont, à la longue, facteurs de hausses de prix. Si des marchandises ou des services sont vendus à un prix inférieur au prix vrai grâce à un apport de l'État, le pouvoir d'achat libéré par les subventions que financent les recettes budgétaires se reportera ailleurs.

Remise en ordre du secteur public et assainissement de la Sécurité sociale, mesures destinées à relancer les investissements des entreprises privées, revendications des salariés du secteur public et des agriculteurs, tels sont les problèmes que le gouvernement doit affronter au moment où il établit le budget de l'année 1965. Que le plan de stabilisation doive continuer, si l'on entend par là que la stabilité demeure l'objectif, nul n'en disconvient, mais l'expérience aurait dû enseigner que l'on ne gagne rien à s'installer dans l'artifice et à différer les solutions. Pour être reportées, les échéances n'en sont que plus lourdes. On ne gère pas une économie industrielle, ouverte sur le dehors, selon des procédés d'un autre âge. Le blocage des prix appartient à un autre âge.

Le pari de l'équilibre

Le Figaro
17 septembre 1964

Le Premier ministre et le ministre des Finances ont mis l'accent, comme il est normal en pareilles circonstances, sur les chiffres favorables, ceux qui permettent d'affirmer le succès, au moins partiel, du plan de stabilisation. Ils ont passé plus vite sur d'autres chiffres, également indiscutables, qui éveillent quelque inquiétude, en particulier la hausse trop rapide des salaires du secteur privé et le ralentissement des investissements industriels, en particulier des investissements productifs.

Ce que l'on attendait, c'était l'indication des grandes lignes de la politique que le gouvernement a décidé de suivre au cours de l'année 1965. M. Pompidou et M. Giscard d'Estaing ont été parfaitement clairs. L'opinion sait désormais à quoi s'en tenir.

Hostile "en principe" au blocage des prix, M. Pompidou entend malgré tout le maintenir. Il relèvera tout au plus, au cours de l'année, en fonction des circonstances, les tarifs publics, inférieurs à la vérité des prix. Il a confiance dans l'intelligence de l'administration pour juger des cas où des exceptions à la règle deviendraient nécessaires. Il n'a pas confiance dans les mécanismes du marché et il a suggéré qu'à défaut du blocage des prix, il faudrait abaisser encore davantage les tarifs douaniers. En d'autres termes, il pose l'alternative de l'ouverture des frontières ou du blocage des prix – alternative que nos partenaires du Marché commun ignorent.

La décision essentielle concerne évidemment la suppression de ce que l'on appelait "l'impasse" et de ce que le ministre des Finances a appelé le "découvert". Certaines formules des deux ministres pourraient faire croire au public que tout découvert doit être assimilé à un déficit budgétaire et sommairement condamné. Ni le Premier ministre ni le ministre des Finances ne pensent rien de pareil. L'un et l'autre savent que l'expansion actuelle de l'économie américaine a pour cause, non pas unique mais importante, le rejet par l'administration Kennedy du fétichisme de l'équilibre budgétaire. Il n'y a pas de raison pour que des dépenses d'investissements de l'État ou du secteur public qui seraient financées par le crédit à moyen ou à long terme si elles étaient assumées par le secteur privé, soient désormais toujours couvertes par des recettes fiscales.

C'est en vue d'aller jusqu'au bout du plan de stabilisation que le gouvernement

s'est résolu pour l'année 1965, mais non pas à titre définitif, à éliminer radicalement le découvert. Pourquoi cet équilibre global est-il possible sans accroissement d'impôts ou avec un début de détente fiscale? La raison simple est celle-ci: la fiscalité moderne, celle de la France comme celle des États-Unis, apporte des recettes qui se gonflent automatiquement à mesure qu'augmente le revenu national, qui se gonflent encore plus si, dans une période d'inflation, on ne modifie pas les barèmes de l'impôt progressif sur le revenu. Au cours de chacune des années précédentes, les recettes ont augmenté d'environ dix milliards. On compte cette année sur une augmentation d'environ six milliards.

Tel est donc le pari: l'expansion restera du même ordre de grandeur qu'au cours des dernières années, en dépit de ce budget restrictif. Comme les charges de la Caisse des dépôts demeurent les mêmes, le secteur privé ne devrait pas manquer des fonds d'investissements qui lui sont indispensables. Encadrement du crédit, élimination du découvert, limitation des hausses de salaires du secteur public, toutes ces mesures ensemble finiraient par freiner le mouvement des salaires du secteur privé. Il serait temps alors de relâcher le blocage des prix, de relever les tarifs des services publics, de remettre en ordre les comptes de l'État de manière à établir une discrimination rationnelle entre les dépenses qui doivent être financées par des recettes fiscales et celles qui relèvent de l'emprunt. Entre temps, on s'efforcera d'encourager les entrepreneurs et de ranimer le marché financier.

Politique empirique, assez conforme aux traditions administratives de la France, dont le succès exige que l'équilibre visé ne paralyse pas l'expansion et freine la consommation plus que les investissements productifs.

La fin de l'impasse

Le Figaro
31 octobre 1964

Dans le remarquable discours par lequel il a présenté le budget de 1965 à l'Assemblée nationale, M. Giscard d'Estaing a mis l'accent sur le caractère, à ses yeux le plus marquant, des comptes de 1965, la suppression complète de l'impasse. En fait, d'ailleurs, l'impasse a disparu dès cette année puisque les recettes ont été à ce point supérieures aux prévisions que l'équilibre global a été effectivement réalisé.

Le terme d'impasse a toujours été bizarre (c'est M. Edgar Faure, je crois, qui a trouvé ce terme, volontairement obscur). Le ministre des Finances a fait remonter la chose, sinon le mot, aux circonstances exceptionnelles de l'après-guerre. L'impasse, a dit le ministre, avait été conçue d'abord comme un compte de prêts sur ressources exceptionnelles, mais celles-ci (contrepartie de l'aide Marshall, impôt de solidarité) ont disparu et l'impasse est devenue un compte de prêts sur ressources inexistantes. En bref, l'impasse serait devenue un pur et simple déficit budgétaire. Et à ce déficit accepté comme normal, il convient de substituer désormais le principe contraire de l'équilibre.

Je crois être d'accord, sur le fond, avec le ministre des Finances, mais les expressions simplifiées qui ont été données à sa pensée - et le résumé précédent n'échappe pas à ce défaut inévitable de la simplification - risquent de créer des malentendus. De l'autre côté de la Manche, on ne parle pas d'impasse, mais on distingue les dépenses au-dessus et au-dessous de la ligne. Outre-Atlantique, l'équilibre budgétaire passe pour sacré, mais, en phase de dépression, les Républicains eux-mêmes ont toléré un déficit budgétaire qui, en une année atteint 12 milliards de dollars. Et les économistes américains s'efforcent de convaincre l'opinion que l'excès du prélèvement fiscal a été une des causes du ralentissement de la croissance. Si M. Giscard d'Estaing veut restituer à la notion d'équilibre budgétaire le prestige qu'elle a perdu, ce n'est certainement pas pour apaiser les mânes de Raymond Poincaré ou de Chéron. Il suppose probablement que la France, au cours des prochaines années, sera menacée par l'inflation, non par les récessions.

La suppression de l'impasse a, dans sa pensée, une première fonction et, sur ce point, nul ne le critiquera: mettre en ordre les comptes de la nation, déterminer la nature exacte des diverses dépenses et y faire correspondre des recettes de même

nature. Les exemples donnés ont été ceux des prêts du Trésor aux entreprises nationales. Ces prêts étaient théoriquement remboursables, mais l'État renonçait de temps à autre à ces remboursements, parce que les entreprises n'avaient pas de dotation en capital. Dorénavant il y aura une dotation en capital, dépense définitive et, en cas de besoin, des prêts effectivement remboursables. De même, à propos des H.L.M., les bonifications d'intérêts seront séparées clairement des prêts proprement dits. Enfin, M. Giscard d'Estaing envisage, semble-t-il, d'intégrer l'amortissement de la dette au budget.

La disparition du découvert serait justifiée parce que l'instrument budgétaire ne serait pas le mieux adapté à une politique conjoncturelle. L'État ne renoncera, pour autant, ni à des prêts du Trésor (mais aux conditions normales du marché) ni à une action régulatrice de la conjoncture. Mais les moyens employés seront le niveau des investissements publics, la politique fiscale, le financement des investissements productifs et la politiques de construction.

Le premier moyen - les investissements publics - est déjà couramment employé, depuis des années. La suppression de l'impasse signifie donc que les investissements seront financés par des recettes définitives et probablement fiscales - ce qui ne prête pas à contestation dans la mesure où les investissements, écoles ou autoroutes, n'apportent pas de recettes directes au cours des années suivantes.

En ce qui concerne les trois autres moyens, l'objectif de M. Giscard d'Estaing est manifestement de procéder à une réforme de l'ensemble des structures. Il n'est pas encore possible de connaître le détail des réformes prévues, mais certaines de celles-ci ont été précisées, par exemple, l'unification du marché et la suppression des diverses modalités d'indexation et d'exonération fiscale dont étaient assortis certains emprunts. D'autre part, les circuits compliqués par lesquels transite aujourd'hui l'épargne, circuits dans lesquels interviennent les organismes publics ou semi-publics, seraient simplifiés. Le ministre souhaite créer les conditions dans lesquelles les organismes collecteurs d'épargne s'intéresseraient à la construction, en particulier, grâce à une modification du régime hypothécaire. Enfin, il s'efforcera également, d'élargir le marché financier afin que la place de Paris devienne "selon sa vocation naturelle" la place financière de l'Europe.

Une première question se présente d'elle-même à l'esprit. Si l'impasse ou le découvert du Trésor sont, en tant que tels, à ce point condamnables, s'ils sont la cause dernière de l'inflation chronique ou aiguë dont a souffert l'économie

française, pourquoi cette découverte n'a-t-elle pas été faite avant 1963? En réalité, il n'est pas sûr que le changement soit aussi radical que les propos officiels le suggèrent.

De toute manière, par l'intermédiaire de ses correspondants (caisses d'épargne, chèques postaux), l'État draine une partie de l'épargne et gardera la capacité de la canaliser ou de la transformer en immobilisation à long terme, s'il le juge nécessaire. Les transformations envisagées tendent à trois fins: 1) rationaliser les circuits, clarifier les compte; 2) ranimer le marché financier, afin que les entreprises puissent, pour leurs investissements productifs, recourir moins à l'autofinancement et plus à l'épargne; 3) orienter vers la construction des ressources nouvelles d'épargne.

Le premier objectif sera atteint et ce sera là, en tout état de cause, un progrès substantiel, mais les deux autres objectifs ont une portée plus grande et l'expérience seule permettra de juger des réformes dont nous ne connaissons encore que les intentions.

Relance ou récession?

Le Figaro
7 janvier 1965

Au Conseil économique, l'éventualité d'une relance a été, il y a quelques semaines, publiquement évoquée: le moment est-il venu, sinon d'abandonner le plan de stabilisation, du moins d'agir contre la récession qui s'amorce dans quelques secteurs?

Comme il est inévitable en pareil cas, l'observateur hésite. Il faut plusieurs mois pour qu'un relâchement du crédit ou des dépenses supplémentaires de l'État exercent l'effet d'entraînement visé. Ce n'est pas la situation actuelle, c'est le mouvement de la conjoncture qu'il importerait de saisir pour prendre les décisions justes. De plus, il est anormal de maintenir plus d'une année en vigueur certaines mesures d'exception. Entre le plan de stabilisation et la relance, diverses formules intermédiaires sont possibles.

À la question classique: Où en somme-nous?, les statistiques donnent une réponse à peu près claire. La production industrielle demeure à un niveau élevé, mais celui-ci avait été atteint dès le début de l'année 1964. Quelques secteurs (bâtiment, chimie, énergie) continuent leur expansion, mais d'autres (biens de production, textiles), stagnent ou sont en régression. Le volume des investissements productifs n'a pas sensiblement progressé s'il n'a pas diminué.

La hausse des prix s'est considérablement ralentie et, durant les derniers mois, le ralentissement a fait place à la stabilité. Les prix industriels ont monté faiblement, de 1,7% par rapport à 1963, au cours des dix premiers mois de 1964. La hausse des salaires, elle aussi ralentie, est encore importante: le rythme annuel serait tombé de près de 9% en 1963 à un peu moins de 7% en 1964. L'impasse a pratiquement disparu dès cette année. La balance commerciale s'est améliorée et les chiffres d'octobre et de novembre - pourcentage de couverture des importations par les exportations supérieur à 90% - marquent une reprise des exportations. Un pourcentage de couverture de 95%, étant donné le mode de calcul, équivaut à un excédent.

La thèse officielle paraît être que l'actuelle stabilité est précaire, que les Français, accoutumés à une longue période d'inflation, n'ont pas encore perdu leurs mauvaises habitudes et que la prudence s'impose. On souscrirait plus volontiers à cette thèse si la logique de l'action gouvernementale apparaissait toujours clairement.

L'économie française est désormais ouverte sur le dehors. Les droits d'entrée ne sont plus tels qu'ils protègent nos producteurs de la concurrence, au moins de celle de nos partenaires du Marché commun. Quel est le sens du blocage des prix, d'une règle à laquelle il a fallu faire de multiples exceptions et qui risque aujourd'hui de freiner les baisses aussi bien que les hausses? Une stabilité d'ensemble exige des fluctuations de sens contraire des différents prix. Toutes les expériences de blocage, dans notre pays et au dehors, ont finalement réservé des mécomptes. Ou bien le blocage était inutile parce que les conditions de l'équilibre étaient remplies; ou bien les hausses, artificiellement retardées, n'en étaient que plus soudaines et plus brutales le jour où la réglementation, contraire à la nature même de notre régime économique, était levée.

Dans le cas présent, on n'ignore pas qu'il subsiste, ici ou là, des prix ou des tarifs dont la hausse devra intervenir un jour ou l'autre. Il a été dit que le blocage serait supprimé le jour où la liberté ne signifierait plus hausse. Mais comment savoir si la liberté implique la hausse aussi longtemps qu'il n'y a pas de liberté? Si vraiment celle-ci implique la hausse, la preuve serait faite que le déséquilibre entre demande globale et offre subsiste. Si ce déséquilibre subsiste, le blocage diffère seulement l'échéance. Ou bien devons-nous admettre que les prix libres augmentent nécessairement par l'opération du Saint-Esprit ou par la perversité des producteurs ou commerçants?

Une autre raison d'inquiétude tient à la faiblesse relative des investissements industriels, imputable pour l'essentiel à la réduction des marges d'autofinancement. Beaucoup d'entreprises ne peuvent s'endetter davantage. La reprise des investissements exige l'élargissement des marges bénéficiaires.

Or il n'est pas démontré que la politique actuelle de stabilisation suffise à rétablir ces marges, amenuisées au cours des dernières années. Les mesures restrictives étaient certainement indispensables en septembre 1963, alors qu'une inflation accélérée était à craindre. Mais l'expérience, en France et au dehors, montre assez que les rémunérations nationales ne dépendent pas seulement de la conjoncture économique. La hausse des salaires, inférieure en 1964 à ce qu'elle avait été en 1963, a été encore excessive par rapport à l'objectif, c'est-à-dire l'amélioration de la rentabilité des entreprises. Aux États-Unis, en Grande-Bretagne, il est arrivé que durant les phases de stabilisation ou de légère récession, les salaires continuent à monter à la même allure que durant les phases d'expansion. Je ne pense pas que l'économie française en soit déjà à ce point. Mais il serait dangereux de compter sur les seules mesures restrictives - rigueur

budgétaire et encadrement du crédit - pour rétablir les marges d'autofinancement.

Des secteurs de pénurie partielle subsistent dans l'agriculture (viande), dans l'industrie (bâtiment) et de toute évidence en fait de logements. Ces hausses partielles n'impliquent pas une hausse générale à condition qu'elles ne soient pas faussement interprétées et qu'elles ne s'insèrent pas dans une conjoncture globale d'inflation. Mais deux des prix qui doivent normalement monter, ceux de la viande et ceux du logement, revêtent, dans la psychologie collective, une signification particulière.

Les partisans de la prudence ne manquent donc pas d'arguments, ceux qui craignent la récession en ont également. L'observateur a la ressource de ne pas conclure: le gouvernement est bien obligé de le faire. Il a raison, à mes yeux, de ne pas choisir la relance qui serait prématurée. Il a tort de s'accrocher à des pratiques artificielles et de retarder des échéances qui ne seront pas moins graves dans six mois qu'aujourd'hui.

En tout cas, deux problèmes sérieux continuent à se poser: depuis 1958 la construction n'a pas progressé au même rythme que l'économie, alors qu'étant donné les besoins elle aurait dû progresser plus vite. De 1958 à 1963, l'expansion a été satisfaisante mais la hausse des prix a supprimé la marge de manœuvre que nous assurait la dévaluation de 1959.

Le secret du financement non inflationniste des investissements reste à découvrir.

L'économie française à l'épreuve

Le Figaro
29 janvier 1965

Depuis plusieurs années, les controverses théoriques sur la part respective de l'État et des entreprises privées, du plan et des mécanismes du marché semblaient apaisées. Le manifeste récemment publié par la Confédération nationale du patronat français, les grèves du service public inaugurent-ils un débat comparable aux débats passionnés des années 30 et du lendemain de la Libération, dont l'objet serait le régime économique de la France? Je ne le crois pas.

En fait, depuis 1946, le secteur public est resté ce qu'il était. Les nationalisations ont été maintenues mais aucune branche de l'économie, aucune grande entreprise n'a changé de statuts. Bien plus, l'opinion semble s'être désintéressée de ce que l'on baptisait réformes de structures il y a trente ans, à savoir la substitution de l'État aux propriétaires privés. Les partis de gauche n'ont pas mené campagne en faveur de nationalisations nouvelles: rien n'annonce sur ce point la rupture de la trêve, ou, si l'on préfère, de la quasi-unanimité nationale.

L'économie concertée, la planification souple sont et demeurent la charte de notre économie.

Dans les commissions de modernisation, chefs d'entreprise, fonctionnaires, représentants syndicaux se retrouvent et dialoguent comme ils ont pris l'habitude de le faire depuis qu'existe le commissariat au plan. La gestion de M. Pompidou ou de M. Giscard d'Estaing n'est pas plus dirigiste que ne l'était celle de leurs prédécesseurs. Au contraire, tout se passe comme si le ministre des Finances prenait pour modèle Raymond Poincaré et voulait remettre en honneur les doctrines orthodoxes du passé. Alors que les dirigeants américains, en partie sous l'influence des économistes européens, comptent sur les dégrèvements fiscaux pour accélérer la croissance, la propagande de l'actuel gouvernement a pour thème l'équilibre budgétaire, le budget entendu au sens le plus large. On se croirait revenu à la "belle époque". (Il est vrai qu'à la "belle époque" une publicité de l'État pour célébrer l'équilibre budgétaire eût inconcevable).

Cette politique est-elle juste ou non? Je n'ai pas l'intention d'en discuter pour l'instant. Mais le fait est qu'elle va plutôt dans le sens d'une restauration que d'une révolution. Il est donc au premier abord surprenant que les porte-parole du patronat aient choisi ce moment pour dénoncer l'étatisme envahissant, au risque

d'indisposer nombre d'hommes, y compris les chefs d'entreprise, qui auraient souscrit sans réserve à d'autres articles du manifeste.

Celui-ci commettait, me semble-t-il, l'erreur de mêler principes éternels et une considération de circonstance. Le livre de M. Bloch-Laîné, à tort ou à raison, envisage une réforme de l'entreprise. Mais le gouvernement n'a pas pris à son compte ces idées de réforme. L'autorité des chefs d'entreprise n'est pas plus menacée aujourd'hui qu'hier. En revanche, le plan de stabilisation comporte des mesures telles que blocage des prix, subvention, taxation, qu'il est loisible de critiquer, non parce qu'elles sont contraires à la nature, mais parce qu'elles ont été le plus souvent inefficaces.

Le paradoxe de la conjoncture présente est que le ministre des Finances fait dans le plan de stabilisation une large place aux interventions administratives, tout en visant par ailleurs à réduire le rôle de l'État dans la transformation de l'épargne privée en investissements publics. À cet égard, M. Giscard d'Estaing va en sens contraire du courant historique. Dans la plupart des pays développés, les gouvernements s'abstiennent autant que possible de fausser le mécanisme des prix, mais ils s'efforcent d'agir sur le volume global des investissements, voire d'assurer eux-mêmes la mobilisation de l'épargne en vue de la construction ou des investissements productifs.

La politique actuelle du gouvernement, à tendance bureaucratique d'un côté, à tendance libérale de l'autre, explique les équivoques du manifeste patronal, défenseur des lois naturelles, contre un plan de stabilisation mis en application par un ministre à d'autres égards plus libéral que la plupart de ses prédécesseurs. Ces contradictions suscitent des réactions d'autant plus vives chez les dirigeants de notre industrie que la conjoncture est plus difficile. L'économie française fait pour la première fois, sans protection est sans avantage, l'expérience du Marché commun et, du même coup, de la concurrence mondiale.

De 1953 à 1957, l'expansion de notre économie a été rapide, mais le taux artificiel du change obligeait à maintenir une protection par des contingences, des droits de douane, des taxes spéciales à l'importation. De 1958 à 1963, cette protection a disparu, mais la dévaluation de décembre 1958 avait donné une marge de manœuvre. La hausse des prix se poursuivait d'année en année plus rapide que chez nos principaux partenaires et concurrents. Au cours des premières phases, le désarmement douanier prévu par le Traité de Rome jouait en notre faveur dans la mesure où la réduction proportionnelle s'appliquait à des tarifs en général plus élevés que ceux des Allemands ou des Hollandais. En

1963, l'avantage de prix que nous avait assuré la dévaluation n'existe plus. Les tarifs à l'intérieur du Marché commun sont bas. Les entreprises américaines implantent des filiales en Europe. Le tarif extérieur commun n'est pas très élevé et, dans de multiples secteurs, tous les producteurs du monde, et non pas seulement nos partenaires européens, sont présents sur le marché français. La grande épreuve, retardée d'abord par le protectionnisme d'après guerre, atténuée ensuite par la dévaluation de 1958, a commencé.

Telle est la conjoncture dans laquelle le patronat a exprimé des inquiétudes légitimes en un langage partiellement anachronique. La nécessité d'investir, la fonction indispensable du profit dans une économie libre, le danger des interventions artificielles, tous ces avertissements sont justifiés. Mais il n'était nul besoin d'invoquer les lois naturelles pour les faire entendre. Le ministre, il est vrai, ne donne pas le meilleur exemple en transfigurant l'équilibre budgétaire, peut-être opportun cette année, en symbole d'une bonne gestion.

Si, demain, une relance devient nécessaire, lui aussi vantera les mérites du déficit. Mais l'opinion lui fera-t-elle confiance s'il a réussi entre-temps, contre ses propres convictions, à la persuader que seul l'équilibre budgétaire est vertueux et efficace.

Stagnation ou assainissement?

Le Figaro
31 mai 1965

Le ministre des Finances a déclaré, au cours de la récente session de la commission des comptes de la nation, que le prix payé pour la stabilisation n'était pas excessif et que la liquidation des précédentes crises d'inflation avait coûté plus cher.

Laissons de côté les comparaisons avec le passé, qui exigeraient des études détaillées, et bornons-nous à l'analyse de la conjoncture présente. Les comptes que présentent les experts de la rue de Rivoli peuvent être appréciés de deux manières. D'après les optimistes, tout danger d'une véritable récession est écarté, le recul de la production industrielle de ces derniers mois ne se poursuivra pas, une faible reprise de l'activité n'est pas exclue pour l'automne. La production intérieure brute, en volume, a progressé de 5,7% au cours de l'année 1964 - ce qui prouve la prudence avec laquelle a été conduite la politique de stabilisation. La progression, d'après l'actuel budget provisionnel, serait réduite, en 1965, à 2,3%. Mais, vers la fin de l'année, s'amorcerait une reprise en une économie cette fois assainie.

À ces docteurs Tant-Mieux, les pessimistes multiplient les objections. Le taux de croissance relativement satisfaisant de 1964 a été obtenu grâce à l'expansion rapide de la construction de logements et à l'accumulation des stocks. En revanche, les investissements productifs des entreprises privées ont été fortement atteints. Certes, si l'on considère la formation brute de capital fixe des entreprises, on retiendra le pourcentage d'accroissement en volume de 4,4% contre 6% en 1964. Mais ce pourcentage global inclut celui de la construction de logements par les entreprises (+ 10,9% en 1965) et celui de l'investissement des entreprises publiques (+ 7,8% en 1965). Si importants soient-ils à certains égards, la construction de logements ou les investissements des services publics n'entraînent pas une amélioration de l'appareil industriel. Ce qui décide de l'avenir économique d'un pays, c'est essentiellement la formation, dans les entreprises publiques et privées, du capital fixe correspondant à des moyens de production. Or les chiffres, sur ce point, sont peu satisfaisants.

En ce qui concerne la chimie, la sidérurgie et les industries de transformation, les investissements sont en baisse régulière. Dans les secteurs pétrole, travaux publics, transports, où les investissements continuaient de croître en 1964, la

croissance se ralentit. Finalement, pour l'ensemble du secteur privé, la progression des investissements productifs tomberait de 4% en 1964 à 1,4% en 1965

La dernière enquête de l'I.N.S.E.E. d'avril dernier fournit des indications concordantes. Les dépenses certaines d'investissements représenteraient 88% des dépenses de l'année précédente. Les dépenses conditionnelles représenteraient 20%. Or, le taux de réalisation des investissements conditionnels, 50% en 1963, 60% en 1964, devrait être, cette année, inférieur au taux des années précédentes. En conclusion, une baisse de 4 à 5% des investissements productifs des entreprises privées serait envisagée pour l'année courante.

Dès lors, la question se pose: d'où viendra la reprise de l'activité? Le ministre semble compter sur la demande extérieure, mais celle-ci, qui soutiendra la conjoncture, ne suffira probablement pas à provoquer la relance. La croissance du pouvoir d'achat de la masse salariale est devenue très faible. D'après l'I.N.S.E.E., "le ralentissement, pourtant modéré, de la hausse des taux de rémunération s'est conjugué avec la réduction sensible de l'activité, de telle sorte que la progression de la masse salariale n'est que de peu supérieure au mouvement, pourtant ralenti, des prix de détail". En bref, les prix de détail continuent d'augmenter (on prévoit une augmentation d'un peu plus de 2% par an). De même, les experts s'attendent à une hausse de 1,25% par trimestre du taux horaire des salaires. Dans ces conditions - demande stagnante, coût de production en hausse - il paraît difficile d'escompter une reprise vigoureuse, à moins d'imaginer ce que les officiels appellent une "transformation des structures", ce qui veut dire une élimination des entreprises inefficaces et une rationalisation par regroupement qui permettraient une augmentation rapide et accentuée de la production.

Le ministre des Finances évoque volontiers les années pendant lesquelles tous, employeurs et employés, se sont accoutumés à l'inflation. Il affirme la nécessité de mettre fin, une fois pour toutes, à ces pratiques, qui ne sont pas compatibles avec le Marché commun et les frontières ouvertes. On ne saurait lui donner tort, mais il n'en est pas moins malaisé de souscrire à une politique partiellement contradictoire et partiellement anachronique. Il est contradictoire de combiner le blocage des prix avec l'appel à l'initiative des chefs d'entreprise. La concurrence étrangère devrait suffire à empêcher les hausses excessives des prix et des salaires. Si la concurrence n'y parvient pas, le blocage n'aura pour résultat que de détourner vers d'autres canaux le pouvoir d'achat excédentaire. Les prix non

contrôlés - et ils sont nombreux - progresseront d'autant plus.

Il est anachronique (et contradictoire avec le blocage des prix) de compter sur le marché des capitaux pour le financement des investissements. D'après les statistiques, d'interprétation difficile il est vrai, les entreprises privées, en France, se sont endettées au cours des dernières années, sensiblement plus que les entreprises américaines ou même allemandes. L'autofinancement a joué un moindre rôle dans le financement des investissements que chez nos principaux concurrents. Si l'on fait abstraction des stocks, le taux d'autofinancement des entreprises privées se maintient légèrement au-dessus de 60% (63% environ en 1964, d'après les comptes de la nation). L'aide financière que le gouvernement semble envisager pour des secteurs déterminés répondra peut-être à certaines nécessités pressantes. Elle ne résoudra pas un problème qui exige la reconstitution des marges bénéficiaires.

Personne n'a jamais mis en doute la compétence ou l'intelligence de M. Giscard d'Estaing, qui veut, semble-t-il, mettre à l'épreuve la confiance même de ses partisans les plus résolus. Peut-être faut-il encore infliger à l'économie française une cure prolongée d'assainissement, mais, du moins, qu'on nous épargne les vieux thèmes de l'"équilibre budgétaire" ou de l'"appel au marché financier" et autres mythes contemporains, sinon de la marine à voile, du moins de la belle époque d'avant 1914.

Deux ans de plan de stabilisation

Le Figaro

10 septembre 1965

Un plan de stabilisation qui se prolonge deux ans devient une politique. Il est vain de comparer, une fois de plus, les résultats obtenus (le ralentissement de la hausse des prix, l'excédent du commerce extérieur) au coût de l'opération (abaissement du taux de croissance, diminution des investissements productifs, retard pris par rapport aux économies prospères, allemande et américaine).

Les vrais problèmes, me semble-t-il, se posent au-delà des controverses, par nature indéfinies, entre les partisans de l'expansion à tout prix et les partisans de la stabilité monétaire. Qu'il appartienne par tempérament à l'un ou l'autre camp, l'observateur doit reconnaître qu'en 1963 n'importe quel gouvernement français aurait été contraint de prendre des mesures de freinage. Il doit reconnaître aussi qu'en septembre 1965 le maintien de mesures considérées à l'origine comme temporaires suscite, dans tous les milieux responsables, une inquiétude justifiée.

Écartons d'abord l'argument qu'utilisent volontiers les partisans de l'expansion: le plan de stabilisation est contradictoire avec le Ve Plan, donc il est mauvais. Je crois personnellement que la politique dont le plan de stabilisation est l'expression exclut la réalisation du Ve Plan, mais il se peut que celui-ci soit trop ambitieux. Je n'ai jamais cru à la possibilité du taux de croissance sur lequel étaient fondées les perspectives du groupe 1985. Quand M. André Philip, dans une Tribune libre du *Monde*, écrit: "Il n'est pas possible de défendre en Europe le principe d'une coordination des politiques et de poursuivre plus longtemps en France un plan de stabilisation qui *met de plus en plus en danger les objectifs du Ve Plan*", il est facile de répondre que l'inflation mettrait, elle aussi, en danger les objectifs du Ve Plan. Il est démagogique de condamner le plan de stabilisation en invoquant la nécessité d'atteindre des objectifs souhaitables mais arbitrairement fixés; il l'est aussi de mener une politique incompatible avec le Ve Plan sans avoir le courage de l'avouer.

Je crois que, dans de récents articles, M. Alfred Sauvy a eu raison de rappeler quelques faits déplaisants. L'économie française n'a pour ainsi dire jamais progressé au rythme de 5% l'an sans inflation. La différence entre le pourcentage allemand et le pourcentage français des investissements par rapport au produit national rend inévitable que le taux de croissance soit, dans notre pays, inférieur à ce qu'il est en République fédérale. On peut discuter sur l'estimation de la

différence, 1,5%, écrit M. Sauvy.

Le fait même de cet écart ne prête malheureusement pas au doute, tant que des changements fondamentaux n'auront pas été apportés à l'organisation de notre économie.

Je suis tenté de croire, moi aussi, que, dans le contexte de la France actuelle, un taux moyen de croissance de 3 à 4% est plus probable qu'un taux de 5%. Pour s'élever au taux moyen de 5%, il faudrait des réserves plus larges de main-d'œuvre qualifiée, une attitude autre de la part de tous les Français, une action plus vigoureuse du gouvernement.

Dans l'immédiat, M. Giscard d'Estaing sera loué ou blâmé selon les statistiques de la production industrielle au cours des prochains mois. Si l'indice remonte, le ministre publiera un communiqué de victoire et ses critiques seront réduits au silence. Si l'indice ne monte pas, les critiques donneront de la voix et lui-même proclamera, une fois de plus, la primauté de la stabilité. Mais le jugement historique sur la gestion actuelle ne dépend pas de ces "péripéties", il dépend de la mutation nécessaire de l'économie française, de l'efficacité de l'action menée dans le cadre du plan de stabilisation pour favoriser cette mutation.

Or, à cet égard, je n'arrive pas à discerner les idées directrices du ministre, à trouver un minimum de cohérence à l'ensemble disparate des décisions qu'il prend depuis deux ans.

Aucun économiste ne justifie la permanence d'une pratique comme celle du blocage des prix. L'objectif véritable en est d'empêcher les entrepreneurs d'accorder des hausses de salaires. Je crains que ce blocage ne contribue guère à empêcher le mouvement des salaires, mais qu'il contribue beaucoup, en revanche, à cristalliser des rapports de prix artificiels.

M. Giscard d'Estaing a voulu accroître le rendement des actions de manière à ranimer la Bourse et à élargir les possibilités du marché financier. La détaxation des dividendes n'a exercé aucune influence sur les cours de la Bourse, elle n'a pas élargi le marché financier. L'expérience de l'Allemagne et des États-Unis suggère que les investissements varient surtout en fonction des ressources propres des entreprises. La part du marché financier dans le financement total des investissements tend à être constante. La détaxation des dividendes s'annonce inefficace alors que la modification de la fiscalité relative aux amortissements aurait, en France, la même efficacité qu'elle a eue ailleurs.

Entre le blocage des prix et la conception libérale dont se réclame le ministre

des Finances, il y a contradiction. Mais la contradiction est plus éclatante encore entre les mesures prises pour ranimer le marché financier et l'emprunt annoncé d'un milliard de francs en faveur d'entreprises privées. Quelles entreprises privées recevront les sommes recueillies par le gouvernement? Si elles sont prospères, pourquoi auraient-elles besoin que l'État leur apporte des moyens supplémentaires? De quel droit avantager tel producteur contre tel autre?

Le but de l'opération, dit-on, est de contraindre les entrepreneurs à s'associer. Il faut créer des sociétés "à l'échelle européenne", "à l'échelle mondiale". Est-ce le rôle de l'État d'établir des discriminations? De donner à certaines entreprises une position de force, d'en mettre d'autre en état d'infériorité? Jusqu'à présent, nos administrateurs se croyaient capables de gérer l'économie dans son ensemble, ils franchissent un pas de plus dans la voie d'une ambition grandiose: ils prétendent intervenir, à l'intérieur même d'un secteur industriel, pour y imposer l'ordre qu'ils jugent conforme l'intérêt public.

Pragmatisme intelligent, répondent les porte-parole de rue de Rivoli, qui a pour objet d'assainir l'économie, de l'accoutumer à l'expansion sans le secours artificiel de l'inflation.

Sur le but, tout le monde est d'accord. On admettra également le pragmatisme, si l'on entend par ce mot le refus de l'esprit doctrinal. Encore convient-il de ne pas prendre, sous prétexte de pragmatisme, des mesures qui s'annulent les unes les autres pour aboutir finalement au dogmatisme vieilli de l'équilibre budgétaire.

Fin de la planification?

Le Figaro
11 octobre 1965

Les observateurs n'ont jamais été d'accord sur le rôle joué par le Plan dans le développement de l'économie française depuis la guerre, ils le sont moins encore sur la situation actuelle: le Ve Plan a-t-il cessé d'être une "ardente obligation"? Le plan de stabilisation est-il en train de refouler le Ve Plan? Les experts et les savants, comme l'écrivait ici même M. Fourastié, sont-ils paralysés par les interventions abusives des représentants des intérêts privés plus encore que des partis?

Il est fâcheux que le même mot ait été employé pour désigner la *politique* de stabilisation et le *plan* de quatre ou cinq ans, dont les grandes lignes sont esquissées dans les documents du Commissariat. La politique de stabilisation comportait, elle aussi, une vue de l'avenir, elle visait à ralentir la hausse des prix et à rétablir un équilibre global, elle envisageait une certaine durée pour atteindre ces objectifs, mais elle présentait maints caractères exactement contraires à ceux des plans.

Répondant à une crise inflationniste, la politique de stabilisation comprenait des mesures de circonstances que les ministres déclaraient à la fois nécessaires et temporaires (par exemple le blocage des prix). Le plan de stabilisation n'était ou ne pouvait être qu'une politique de conjoncture, c'est-à-dire, dans l'abstrait, le contraire de ce que l'on appelle un plan. Cette politique de conjoncture n'était pas, quoi qu'on en dise, en contradiction avec l'esprit de la planification pour la simple raison que la prolongation de l'inflation aurait compromis la réalisation des IVe et Ve Plans plus encore que le ralentissement de la croissance qu'ont provoqué, comme il était prévisible, les mesures de stabilisation.

Je ne nierai pas que, dans les milieux dirigeants, l'esprit n'est plus le même. En simplifiant, on pourrait dire que l'ordre de priorité est renversé: on met la stabilité au-dessus de la croissance. Mais cette formule est trop grossière pour être tout à fait exacte. Il serait plus juste de dire que l'on ramène les objectifs de croissance au niveau compatible avec le maintien d'une relative stabilité des prix. Or, n'importe quel gouvernement serait obligé d'établir la même hiérarchie: une France ouverte sur le dehors, décidée à tenir sa place dans la concurrence internationale, ne peut plus se permettre de vouloir la croissance à tout prix et à n'importe quel prix. La question n'est pas de savoir si le taux annuel de

croissance du produit intérieur brut de 4,5 ou de 5% est ou non satisfaisant pour l'esprit ou pour l'opinion, elle est de savoir s'il demeure compatible avec la stabilité approximative des prix ou encore si un taux supérieur pourrait être atteint sans relancer l'inflation.

J'ai tendance à croire qu'un taux de 4,5 ou de 5% est le maximum auquel l'économie française puisse atteindre dans les conditions actuelles. Le gouvernement prête probablement à la critique, mais non parce qu'il ramène ses ambitions à la mesure du possible. Ce que l'on est en droit de regretter, c'est que des gouvernements aussi stables, aussi forts n'aient été réformateurs qu'avec une extrême prudence. Qu'il s'agisse de la fiscalité ou des marchés financiers, le bilan des "changements de structure" est modeste.

Si le plan semble aujourd'hui en déclin, alors que, si le plan semble aujourd'hui en déclin, alors que, techniquement, les travaux du commissariat sont en progrès, la raison, à mon sens, n'en est pas, comme le suggérait M. Fourastié, il y a quelques jours, que les experts sont privés de l'autonomie nécessaire. Quand le Conseil économique vote un avis contradictoire et démagogique, le gouvernement n'en tient pas compte et tout est bien ainsi, sauf pour le Conseil économique et social lui-même. Les changements sont plus subtils, moins aisément saisissables.

Tout d'abord, le plan a perdu, et à juste titre, une de ses fonctions, ce que j'appellerais sa *fonction d'entraînement*. Jusqu'à présent, un taux de croissance élevé était un objectif prioritaire. On choisissait donc un taux aussi élevé que possible pour inciter les responsables à l'effort et au risque. Désormais, on redoute plutôt la fonction d'entraînement et l'on incline à réduire l'importance du taux de croissance.

D'autre part, les plans français, en raison même de leur nature, ont toujours comporté la juxtaposition, en un ensemble faussement homogène, de *programmes* et de *prévisions*, l'opposition entre celles-ci et ceux-là étant camouflée sous le concept commode d'objectifs. Les administrations publiques établissent des programmes à quatre ou cinq ans d'échéance, mais les planificateurs, en ce qui concerne la production automobile, par exemple, en sont réduits à des prévisions, que les acheteurs, français et étrangers, confirmeront ou démentiront. Au fur et à mesure que l'État réduit ses interventions dans le secteur privé et laisse à celui-ci le soin de déterminer et le choix et le financement des investissements, le plan comporte plus de prévisions et moins de programmes. Comment pourrait-il en être autrement en une économie compétitive, insérée

dans le Marché commun et l'économie mondiale?

Enfin, et peut-être cette dernière raison est-elle décisive, la neutralité politique risque de devenir dans la phase actuelle un embarras ou un frein pour les planificateurs. Croire que la politique n'est compétente qu'au moment des "grandes options", c'est-à-dire quand est décidée la répartition des ressources collectives entre les divers emplois, c'est se donner par l'esprit un univers exagérément cartésien. Les techniques adoptées pour atteindre les objectifs de croissance ne sont pas politiquement neutres: selon que l'on adopte l'une ou l'autre, tels groupes seront favorisés ou défavorisés. Il est commode de maintenir telles quelles (à quelque rectification près) les tranches de l'impôt progressive sur le revenu, en dépit de la hausse des prix, mais une telle décision est politique, comme est politique la décision de ne pas tenter une saisie plus rigoureuse d'autres sortes de revenus, comme est politique la décision de "municipaliser" ou de "ne pas municipaliser" les terrains à bâtir dont les prix montent inévitablement non à cause des spéculateurs mais à cause de la rareté croissante de ce bien.

Concluons: le sentiment de crise qu'éprouvent certains planificateurs et une partie de l'opinion tient aux circonstances. Il n'est plus question de croissance à tout prix, mais de croissance compatible avec une relative stabilité. Plus l'économie française est complexe, compétitive, plus l'avenir est incertain, plus la part des prévisions s'élargit. La tâche du commissariat du Plan est autre, elle ne diminue pas pour autant.

Avec ou sans plan, les économies libres de l'Europe continentale ont progressé à une allure rapide depuis la fin de la guerre. Il reste à démontrer la supériorité de la planification indicative à la française sur le refus de planification à la Erhard. La démonstration est assez difficile pour piquer l'amour-propre de tous les polytechniciens de France.

La bataille des statistiques

Le Figaro
27-28 novembre 1965

Les campagnes électorales n'invitent ni les candidats à la mesure ni les lecteurs de journaux à l'indulgence. Jusqu'au 5 décembre prochain, nous vivrons le temps du soupçon et chaque article me vaudra des lettres indignées, les unes m'accusant d'une conversion opportuniste au pouvoir, les autres d'opposition systématique, quel que soit mon effort conscient d'objectivité.

Les batailles de statistiques et de taux de croissance sont déclenchées. Nous avons déjà connu des échanges de même sorte en 1962, au moment des dernières élections législatives. Les opposants aussi bien que les porte-parole du régime peuvent citer des chiffres exacts. L'art de la polémique consiste dans le choix des chiffres.

Pendant les deux années 1958-1959, l'économie n'a guère progressé: il fallait liquider la crise inflationniste des années 1956-1957. Inévitablement, le taux de croissance calculé pour la période 1959-1962 est inférieur à celui que l'on calcule sur la période 1953-1958. De même, si l'on calcule le taux de croissance sur la période 1958-1965, le taux de croissance sera médiocre puisque, sur ces huit années, quatre - 1958, 1959, 1964, 1965 - ont comporté un ralentissement de l'expansion. Le ministre des Finances s'en tient à la période 1960-1964, ce qui lui assure des statistiques à la fois vraies et glorieuses. Les opposants incluent dans leurs calculs les années maigres, au début et à la fin de la Ve République, ce qui leur fournit des statistiques également vraies et moins glorieuses.

Les gouvernants d'aujourd'hui peuvent mettre au compte du régime précédent le ralentissement de 1958-1959, non celui de 1964-1965. Si l'on compare, à la manière publicitaire, le cours de l'économie avant et après le retour au pouvoir du général de Gaulle, la différence majeure saute aux yeux. Avant les réformes de la fin de 1958, la France ne connaissait d'équilibre économique ni à l'intérieur ni à l'extérieur. La gestion du premier gouvernement du général de Gaulle n'avait pas été meilleure que celle de la IVe République. Les vannes de l'inflation étaient déjà ouvertes quand le général de Gaulle quitta le pouvoir en janvier 1946. De 1936, année du Front populaire, à 1958, la France n'avait, pour ainsi dire, pas eu de monnaie. Elle en avait eu une de 1926, retour de Poincaré, à 1936, mais de 1933 à 1936, les gouvernants de la IIIe République avaient ruiné l'économie sous prétexte de maintenir le cours du change - décision absurde et ruineuse après la

dévaluation de la livre, en 1931, et du dollar en 1933.

Personne ne peut honnêtement nier le succès de la dévaluation opérée à la fin de 1958. Depuis lors, le franc est une monnaie "dure", la France accumule des excédents d'année en année. Sur ce point il y a eu changement, et changement important, pour le mieux. J'ajoute qu'à mon sens la IV^e République aurait pu, entre 1952 et 1955, se donner une monnaie stable si hommes politiques et hauts fonctionnaires ne s'étaient accordés sur des idées fausses et n'avaient vainement tenté de substituer à un taux de change vrai les procédés administratifs (taxe à l'importation, subventions à l'exportation) qu'affectionnent les arrière-neveux de Colbert qui continuent de peupler le ministère des Finances.

Malheureusement, si la Ve République a rendu à la France une monnaie, elle n'a pas été beaucoup au-delà dans la "rénovation". L'expansion a été rapide de 1960 à 1963, mais la hausse des prix l'a été également. Le plan de stabilisation, en septembre 1963, s'imposait à coup sûr, mais cette nécessité même révélait les limites de la réussite antérieure. Aucun pays moderne ne parvient aisément à combiner une croissance rapide avec la stabilité des prix. La France de la Ve République a connu une phase d'expansion rapide, mais avec une hausse des prix qui a exigé un plan de stabilisation et un ralentissement de la croissance. Une certaine reprise est visible depuis quelques mois, mais il est trop tôt encore pour affirmer que le secret de "la croissance dans la stabilité" a été enfin trouvé, d'autant plus que les investissements privés, élément décisif de toute progression saine, n'augmentent pas.

Il est facile à l'opposition de critiquer le ralentissement provoqué par le plan de stabilisation, comme il est facile aux partisans du régime de chanter les vertus du nouveau franc. Une monnaie dure n'est pas une fin en soi, un taux élevé de croissance est désirable. Ici et là, on cache un des deux volets du diptyque.

Au-delà de ces controverses banales, on devrait s'interroger sur l'œuvre réformatrice dont les circonstances offraient l'occasion. Or, cette œuvre, pour être honorable, reste, prise dans son ensemble, plutôt décevante. Le régime, en matière économique, a géré plutôt qu'il n'a réformé. Qu'il s'agisse de la construction, du système bancaire, de la politique de crédit, de la fiscalité, des mesures ont été prises, mais on ne saurait dire que, pour l'instant, des transformations fondamentales aient été apportées aux pratiques anciennes.

La volonté de réformes s'est affirmée en déclarations retentissantes à propos des investissements étrangers et du système monétaire international, mais ces déclarations ne pouvaient avoir, à court terme, qu'une efficacité limitée. Refuser

les capitaux américains aussi longtemps que nos partenaires du Marché commun les acceptent, c'est cumuler les inconvénients; nos entreprises seront soumises à la concurrence des grandes sociétés d'outre-Atlantique, sans même que notre économie profite des devises qu'apporteraient les exportations des filiales américaines si celles-ci étaient installées en France. Quant au système monétaire international, il ne dépend pas de la seule France qu'il soit réorganisé selon les conceptions du général de Gaulle ou de M. Giscard d'Estaing.

On ne saurait douter de l'intelligence, de la bonne volonté, de la compétence de ceux qui, au ministère des Finances, conçoivent et appliquent la politique économique. On n'est pas pour autant tenu d'admirer la confiance excessive qu'ils ont dans leurs capacités en même temps que leur manque de confiance dans tous les autres agents économiques. Aujourd'hui, à l'intérieur, comme hier, à l'extérieur, les inspecteurs des finances sont enclins aux interventions de détail, convaincus que les mécanismes du marché, efficaces dans tous les pays avancés, ne sont pas adaptés aux besoins de la France.

La technique du plan de stabilisation, avec un blocage des prix dont on ne sait s'il subsiste ou non, avec les contrats de stabilité, symbolise un dirigisme de tendance conservatrice. Ce n'est pas un des moindres paradoxes de l'actuelle conjoncture que le commissariat au Plan soit à la fois plus porté aux réformes et plus conscient des libertés indispensables aux entreprises.

[*Le Figaro*, 29 novembre 1965: À propos de la bataille des statistiques. J'avais écrit que "*hauts fonctionnaires et hommes politiques s'étaient accordés sur des idées fausses et avaient vainement tenté de substituer à un taux de change vrai les procédés administratifs, taxés à l'importation, subventions à l'exportation*". Un de mes amis, qui a rempli d'importantes fonctions au ministère des Finances, m'a démontré que j'avais tort d'attribuer aux grands fonctionnaires une partie de la responsabilité qui incombe aux hommes politiques. En 1952 en tout cas, les principaux techniciens qui avaient pour tâche de conseiller le gouvernement ont expliqué aux ministres la nécessité de la dévaluation de la monnaie. M. Pinay ne s'était pas laissé convaincre en 1952; il se laissa convaincre en 1958.]

Changement de cap ou changement de pilote?

Le Figaro
11 janvier 1966

Quel que soit le régime, le jeu politique obéit rarement aux règles de ce que les Anglais appellent le "fair play", disons en français aux règles non écrites de l'équité et de la bonne foi. Durant la campagne électorale, le plan de stabilisation, c'est-à-dire la gestion de M. Giscard d'Estaing, était hautement revendiqué par la plupart des gaullistes. Le réquisitoire de M. Albin Chalandon a été publié alors que la décision de confier le portefeuille des Finances à M. Michel Debré était déjà prise et certaines des critiques formulées par l'ancien secrétaire général de l'U.N.R. visaient au moins autant le chef de l'État que l'ancien ministre des Finances. L'accumulation d'or, le refoulement des entreprises américaines s'installant de l'autre côté de nos frontières étaient, pour dire le moins, approuvés par l'Élysée. Il est vrai que l'ingratitude est le propre des grands hommes, comme, dit-on, des peuples forts.

Chassé de la rue de Rivoli, alors que la reprise de l'économie, reprise modérée, mais réelle, est amorcée, M. Giscard d'Estaing pourra plaider, non sans raison, qu'il a dû assumer les tâches ingrates, à savoir les mesures restrictives qu'impose dans tous les pays le rétablissement de l'équilibre après une poussée inflationniste, et que l'on donne à un autre la chance d'intervenir à un moment favorable et de s'attribuer ainsi des mérites qui seront, en vérité, ceux de son prédécesseur. Car l'expansion de demain, si l'on parvient à prévenir un dérapage des prix, sera due au responsable de la stabilisation 1963-1965. De tous les ministres du précédent cabinet, c'était probablement celui des Finances qui avait le meilleur droit d'affirmer qu'il avait réussi.

Je n'ai pas été toujours d'accord avec M. Giscard d'Estaing. J'ai maintes fois regretté la prolongation du blocage des prix qui ne se justifie que comme un expédient temporaire. Même si le blocage tendait à devenir plus théorique que pratique, il paralysait les mécanismes du marché et donnait aux fonctionnaires une autorité excessive et arbitraire. Les mesures fiscales en faveur des sociétés, la détaxation des dividendes me paraissaient peu efficaces pour relancer les investissements.

L'alourdissement de l'impôt progressif sur le revenu par le fait de la hausse des prix était un procédé plus commode que juste d'accroître les ressources de l'État.

Enfin, la réforme des circuits financiers est à peine entamée et le problème

décisif du financement de la construction n'est pas encore résolu.

Ces réserves, je ne les formulais pas sans hésitation pour deux motifs. L'intelligence et le talent de M. Giscard d'Estaing qui sont un des motifs de sa disgrâce (ses collègues U.N.R. avaient d'excellentes raisons d'en prendre ombrage) forçaient la considération: pourquoi un homme aussi brillant assisté par la meilleure administration de France, aurait-il commis des erreurs visibles au commentateur solitaire? Selon les jours, j'inclinai à croire le ministre des Finances victime de ses services (le dirigisme tatillon, les emprunts d'État partiellement destinés aux entreprises privées accroissent la puissance de l'administration publique), ou victime de son *image* (le plus jeune ministre des Finances depuis Raymond Poincaré, qui restaurait, lui aussi, le sacro-saint principe de l'équilibre budgétaire pour le salut de la France et du franc), ou enfin victime de l'équation professionnelle des inspecteurs des Finances formés depuis la guerre, tous enclins à faire la même confiance à l'État qu'à leur propre capacité.

L'autre motif de mon hésitation était plus grave. Il est facile de dire qu'il importe avant tout de favoriser les investissements privés, mais comment? La réponse de M. Chalandon: "Créer des conditions économiques telles que l'investissement soit à nouveau possible dans le cadre d'une hausse continue mais modérée de la consommation", n'est qu'un exposé du problème, non l'esquisse d'une solution. Moins d'interventions étatiques dans le détail, relâchement de la rigueur budgétaire, davantage de facilités de crédits: quelle dose de cette thérapeutique l'économie française pourrait-elle supporter sans inflation?

M. Chalandon appartient à l'école de l'expansion à tout prix et, même à la fin de 1958, il était partisan de la fuite en avant, hostile aux réformes indispensables qui ont rendu à la France une monnaie. Aujourd'hui, je pencherais plutôt de son côté, qu'il s'agisse de l'autofinancement, du rôle des chefs d'entreprise ou de la limitation souhaitable du dirigisme. Mais l'incertitude subsiste.

M. Michel Debré, qui a une formation de conseiller d'État et non d'économiste, est par tempérament plus porté encore que ne l'était M. Giscard d'Estaing aux interventions de détail. Je doute qu'il admette jamais que "le gouvernement ne peut se substituer aux chefs d'entreprises" quand il s'agit de la mutation des structures. Rien ne permet de penser que le nouveau pilote soit l'homme du changement de cap souhaité par M. Chalandon. M. Debré profite pour l'instant de l'impopularité de son prédécesseur dans les milieux d'affaires: il sait mieux que personne, par expérience directe, que l'impopularité est la rançon

normale du pouvoir.

À en croire les propos d'hommes politiques, le premier septennat n'aurait pas été suffisamment "social". M. Louis Vallon a critiqué, chiffres à l'appui, la répartition des revenus et la distribution de la charge fiscale. Mais la pertinence de ses critiques n'implique pas que les circonstances permettent une soudaine générosité. Le budget social du pays est considérable et les comptes nationaux s'inquiètent de l'accroissement inévitable et régulier du coût de la législation actuelle.

Les élus réclament une relance sociale, les gouvernants songent d'abord à une relance économique. La priorité revient-elle, comme je le pense, aux investissements privés? Si la réponse est affirmative, le septennat social ne pourrait commencer que le jour où l'objectif de l'expansion dans la stabilité aurait été atteint.

En bref, le changement de pilote est acquis mais non le changement de cap et, dans un style différent de celui de M. Giscard d'Estaing, M. Michel Debré ne devrait être "l'homme de la facilité" ni pour M. Pompidou ni pour les chefs d'entreprise.

En quête d'un programme. Relance économique ou année sociale?

Le Figaro
26 janvier 1966

Le ministre des Finances, responsable du plan de stabilisation, aurait voulu diriger l'expansion dans la stabilité. M. Michel Debré semble appelé à recueillir les profits politiques d'une gestion sévère. En fait, il se trouve dans une situation difficile, tout à la fois à cause des résultats obtenus et des revendications formulées.

Rappelons d'abord les données favorables de la conjoncture. Une reprise, inégale selon les secteurs et encore timide, s'est amorcée; la hausse des prix, en 1965, a été inférieure en France à ce qu'elle a été dans les autres pays d'Europe; la balance commerciale est excédentaire, les réserves de devises ou plutôt le stock d'or est considérable (équivalent de plus de 5 milliards et demi de dollars), alors qu'en 1958 la crise des finances extérieures faisait peser sur notre pays la menace d'une paralysie. Nul ne peut nier ces faits, mais cette réussite même pose à M. Michel Debré un problème: comment, d'ici aux prochaines élections, concevoir et appliquer un programme dont les uns attendent plus d'efficacité économique et les autres plus de justice sociale?

La plupart des experts français et étrangers critiquent le blocage des prix ou, du moins, la prolongation excessive d'une mesure justifiée en septembre 1963 par un péril imminent. M. Giscard d'Estaing, au fond de lui-même, n'était pas d'une opinion différente, mais, comme nombre de ses critiques, il craignait, lui aussi, les conséquences d'une libération spectaculaire. Il aurait voulu libérer les prix progressivement en multipliant les accords, explicites ou tacites, avec les organisations professionnelles ou les grandes entreprises. Probablement, M. Debré n'agira-t-il pas, sur ce point, autrement que son prédécesseur ne l'aurait fait. Il n'est guère, par tempérament, porté au libéralisme et il aura, sinon les mêmes conseillers, du moins des conseillers formés aux mêmes disciplines, acquis aux mêmes doctrines, hostiles aux mêmes "aventures".

Le blocage des prix intéresse les chefs d'entreprise et les économistes, l'opinion se préoccupe du taux de croissance. Or, il n'est pas démontré que le gouvernement puisse, dans l'immédiat, obtenir un taux de croissance supérieur aux 4% qu'envisageaient, pour 1966, les spécialistes de la comptabilité nationale.

Deux sortes de mesures sont de nature, en théorie, à favoriser l'accélération de la croissance. Appelons les unes *conjoncturelles* et les autres *structurelles*, les premières destinées à guérir un mal transitoire ou accidentel résultant des péripéties du devenir économique, les autres devant, théoriquement, éliminer les institutions ou les états d'esprit qui peuvent freiner l'expansion.

La distinction entre ces deux sortes de mesures n'est pas toujours nette. Il n'en reste pas moins que la commission Rueff-Armand, en analysant les rigidités de l'économie française, avait suggéré maintes réformes. Les méfaits du dirigisme conservateur sont innombrables: rentes de situation ou de rareté, législation des loyers ou de la propriété commerciale, soutien à des productions excédentaires, M. Alfred Sauvy ne se lasse pas de montrer, à partir de tels exemples, que les Français en bloc désirent une croissance plus rapide, mais que, divisés en groupes d'intérêt, ils sont, en fait, souvent plus soucieux de sauvegarder ce qu'ils possèdent que de contribuer à l'enrichissement général.

L'insuffisance des investissements productifs est aujourd'hui constatée et déplorée par tous, chefs d'entreprise, ministres, fonctionnaires, journalistes. La mesure conjoncturelle que chacun appelle de ses vœux est celle qui provoquerait une augmentation de ces investissements. Mais quelle mesure donnerait effectivement un tel résultat?

Les décisions d'investir sont prises par les entrepreneurs en fonction de calculs complexes, les perspectives du marché et les marges bénéficiaires constituant à coup sûr deux des éléments principaux de ces calculs. Les observateurs s'accordent à reconnaître que les marges bénéficiaires ont été, en France, au cours de ces dernières années, inférieures à ce qu'elles étaient aux États-Unis ou en Allemagne. Mais l'élargissement de ces marges n'obéit pas aux ordres du gouvernement.

Certes, ce dernier peut, comme il l'a fait l'an dernier, lancer un emprunt dont une fraction est mise à la disposition des entreprises privées et sert au financement des investissements productifs. Une pareille technique a peu de partisans. De toute manière, entre les besoins globaux et le montant de tels emprunts d'État, la disproportion est trop grande pour que l'expérience ait une grande portée.

Le gouvernement aurait pu recourir à des mesures fiscales, modifier les conditions de l'amortissement. Il s'y est refusé soit parce qu'il craignait l'inflation, soit parce qu'il ne croyait pas à l'efficacité de la méthode, soit, enfin, parce qu'il voulait reconstituer un marché financier. Probablement cette dernière

raison a-t-elle été décisive puisque des avantages importants ont été accordés aux porteurs d'actions mobilières.

Ces avantages n'ont pas suffi à mettre fin au marasme de la Bourse. Aussi un commentateur de gauche s'étonne-t-il que M. Giscard d'Estaing ait été à ce point "mal aimé" par ceux qu'il a comblés de ses bienfaits, cependant qu'un commentateur de droite s'étonne de cet étonnement. Pourquoi le ministre des Finances, sous le règne duquel le capital mobilier, estimé d'après les cours de la Bourse, a diminué de 25%, serait-il populaire auprès des capitalistes?

Chacun des deux commentateurs met en lumière un aspect de la réalité. Les réformes fiscales de M. Giscard d'Estaing étaient inspirées par des conceptions que l'on a coutume, à tort ou à raison, de situer à droite. Elles n'ont pas renversé la tendance de la Bourse, et les capitalistes sont plus sensibles à la baisse des cours des valeurs qu'aux avantages fiscaux. Il y a plus encore. Si l'on compare le mouvement de l'indice des salaires nominaux et le mouvement de l'indice des prix, on aboutit à une conclusion contraire aux idées reçues: la valeur *réelle* des salaires et des prestations sociales, considérés globalement, a continué sa progression approximativement à la même allure qu'avant le plan de stabilisation. Ce sont les revenus d'entreprises, entreprises agricoles aussi bien qu'industrielles, qui ont diminué relativement. Les investissements dépendent des revenus d'entreprises: ce sont ces derniers revenus qu'il faudrait accroître pour relancer les investissements. Or, l'opinion, le parti gouvernemental lui-même réclament une année sociale.

Entre ces revendications et les exigences de l'efficacité économique, faut-il admettre aujourd'hui, une véritable contradiction?

En quête d'un programme(1). La marge de manœuvre est étroite

Le Figaro
27 janvier 1966

Nous avons en un précédent article indiqué que les deux mots d'ordre actuellement à la mode, relance des investissements et année sociale, semblent à certains égards contradictoires. Est-il possible de relever les salaires réels et d'élargir en même temps les marges bénéficiaires qui conditionnent les investissements?

À cette analyse on peut et on doit objecter qu'elle néglige un autre aspect de la conjoncture: ceux qui dénoncent l'injustice de la politique suivie au cours de ces dernières années ne comparent pas la masse des revenus salariaux à la masse des revenus d'entreprises, ils dégagent et dénoncent les inégalités à l'intérieur de la masse des revenus salariaux.

M. Louis Vallon, rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, a noté les disparités entre la progression des divers revenus salariaux. Entre 1956 et 1964 l'accroissement du pouvoir d'achat des cadres fut en moyenne annuelle de 4,25%, celui des agents de maîtrise et des techniciens de 2,95%, celui des ouvriers de 2,87%, celui des employés de 3,56%. Le "Smig", en revanche, n'aurait augmenté que de 0,2% à 0,4% par an au cours de la même période. La législation du salaire interprofessionnel minimum garanti, conçue pour protéger les plus défavorisés, n'a exercé aucune influence, peut-être même a-t-elle, en période d'élévation générale du niveau de vie, exercé une influence exactement contraire à celle que l'on espérait. Le taux du "Smig" autorisait les chefs d'entreprises à ralentir l'augmentation des salaires des travailleurs situés au bas de la hiérarchie.

Dans le même sens, on fait observer que les recommandations du rapport Laroque en ce qui concerne les allocations aux vieillards n'ont pas été entièrement appliquées. Le pouvoir d'achat des prestations familiales n'a pas suivi, et de loin, celui des salaires directs. Le taux annuel d'accroissement en est comparable à celui du "Smig".

M. Michel Debré prendra, selon toute probabilité, quelques mesures en faveur des catégories les plus défavorisées, personnes âgées, salariés au bas de la hiérarchie. Mais il ne peut pas accroître substantiellement la masse des revenus

salariaux, prestations sociales comprises, sans remettre en cause la quasi-stabilisation obtenue. Le gouvernement n'a pas encore le moyen d'imposer aux entreprises une politique salariale tendant à corriger les disparités que les statisticiens constatent. Quelles que soient les causes de la progression plus rapide des rémunérations en haut de la hiérarchie, aucun ministre des Finances ne saurait en un an les éliminer, à supposer qu'il le souhaite.

Est-il possible par des réformes fiscales de réconcilier justice et efficacité? Là encore, je citerai M. Vallon qui commente les chiffres relatifs à l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Le produit de cet impôt est passé de cent en 1959 à cent soixante-dix-neuf en 1964. Le nombre des assujettis est passé de 5 millions à 7,7 millions de 1959 à 1963; dans la catégorie des traitements et salaires, le nombre des assujettis est passé de 4 millions à 6,5. La part des traitements et salaires dans la base d'imposition s'élevait en 1963 à 67,8% (contre 62,2% en 1959), alors qu'elle ne représente que 60% des revenus des ménages d'après la comptabilité nationale. Personne ne doute que les traitements et salaires déclarés par les tiers sont mieux connus des contrôleurs que les autres revenus. Mais les réformes possibles ne sont ni de celles qui donnent des résultats rapides, ni moins encore de celles qui seraient populaires auprès d'une fraction importante des électeurs du parti gouvernemental.

En d'autres termes, les mesures sociales en faveur des catégories défavorisées qui sont ou seront prises, si nécessaires soient-elles, ne constituent pas en elles-mêmes un programme de grand style. Pour établir un tel programme il faudrait réconcilier exigences économiques et aspirations sociales - ce qui n'est pas théoriquement impossible mais ce qui est pour le moins malaisé et réclame du temps.

La réconciliation serait obtenue si les mêmes réformes fiscales contribuaient à l'accroissement de l'épargne, donc à la construction de logements et à des investissements productifs. De telles réformes ont été proposées, voire esquissées. Elles tendent à soustraire tout ou partie des sommes épargnées à l'impôt sur le revenu, à réduire le prélèvement sur les bénéfices des entreprises afin de favoriser l'auto-financement. Mais elles appellent des compléments pour être acceptables à l'opinion (par exemple un impôt sur les plus-values en capital qui existe en plusieurs pays étrangers, dont les États-Unis).

Là encore, il est plus facile de marquer les objectifs souhaitables que de mettre au point en quelques semaines ou même quelques mois un plan d'ensemble.

Dans l'immédiat, M. Michel Debré ne manque pas de soucis: prix des tarifs de certains services publics, revendications des salaires dans le secteur nationalisé, à plus long terme, limitation du coût de la Sécurité sociale. L'année sociale, notre analyse l'a montré, ne peut pas entraîner un accroissement plus rapide en valeur réelle de la masse salariale (sinon en proportion de l'augmentation du nombre total d'heures de travail). Or les porte-parole du parti majoritaire ont laissé croire que les salariés avaient été victimes en bloc du plan de stabilisation, alors que certains d'entre eux l'ont été. Il incombe au nouveau ministre des Finances de convaincre les syndicats que le taux actuel de croissance de l'économie française, 3 à 4% probablement, ne permet pas d'augmenter la valeur réelle des salaires de plus de 2 à 3% par an.

M. Michel Debré a suffisamment de courage pour résister aux tentations de la facilité. Mais je continue à croire que le remplacement du ministre des Finances, au lendemain d'une élection et quinze mois avant une autre, a été une erreur. Les circonstances ne donnent pas au successeur de M. Giscard d'Estaing la chance d'être populaire à bon marché ou à court terme. Les inégalités sociales dont notre société est pleine ne sont pas de celles qu'une administration peut effacer par décrets. Quant aux problèmes essentiels: investissements, fiscalité, logements, rigidité structurelle - il serait surprenant que la période pré-électorale en favorisât la solution. Les réformes du premier septennat, si méritoires soient-elles, n'autorisent pas à attendre d'ici aux élections législatives des transformations soudaines et impressionnantes.

Je comprends que M. Michel Debré se donne un délai de réflexion et médite sur la tâche ingrate qui lui a été confiée.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 26 janvier.

Autre ministre même politique?

Le Figaro
18 février 1966

L'ensemble quelque peu disparate des mesures économiques et sociales approuvées mercredi dernier par le Conseil des ministres ne mériterait pas d'être appelé un plan si M. Michel Debré n'avait remplacé M. Giscard d'Estaing au lendemain des élections présidentielles. Il serait donc injuste de reprocher au ministre des Finances de manquer d'imagination ou de dynamisme. Tout au plus serait-on enclin à rappeler une chanson qui fut jadis célèbre: "Ce n'était pas la peine de changer de gouvernement..."

Les mesures prises n'impliquent ou n'annoncent aucune réforme d'envergure. Elles sont toutes d'ordre conjoncturel. Considérées comme telles, elles confirment les prévisions que suggérerait l'analyse de la situation économique, d'une part, de l'opinion publique, ou plutôt de l'opinion parlementaire, d'autre part.

Sur le plan proprement économique, trois questions principales étaient posées. Fallait-il favoriser la relance des investissements productifs privés par des avantages fiscaux? Pouvait-on renoncer au blocage des prix que chacun condamne en principe et en privé? Le relèvement des tarifs des services publics, inévitable à brève échéance, mettrait-il en danger la relative stabilité des prix?

À la première question, M. Michel Debré, à la différence sur ce point de M. Giscard d'Estaing, a donné une réponse affirmative, mais il a procédé avec prudence.

Conformément à leur style préféré, les experts de la rue de Rivoli se sont réservé de choisir les investissements qui donneront droit à un avoir fiscal.

La liste de ces investissements n'étant pas encore connue, il est impossible d'apprécier la portée exacte d'une mesure qui, en tout état de cause, ne doit s'appliquer qu'à l'année 1966.

Il est encore plus difficile de savoir quelle est la signification du régime des prix dits "contrat de programme" qui constituera un troisième régime après celui du "blocage" et celui du "contrat de stabilité".

Pourquoi les fonctionnaires qui durent alors que les ministres passent, tous formés à la même école, auraient-ils été convertis à la doctrine de la liberté ou de la vérité des prix? Sans doute est-il question de remplacer "la discipline

imposée" par "l'autodiscipline des agents économiques". Mais, comme cette autodiscipline est assortie de "rendez-vous périodiques avec l'administration", la voie choisie risque d'être celle d'un contrôle permanent, plutôt que celle d'une libération progressive.

D'aucuns me répondront qu'aux États-Unis aussi, ultime bastion de la libre entreprise, l'État fédéral intervient désormais dans la fixation de certains prix - ce que je ne songe pas à nier. Mais, connaissant quelque peu les habitudes de notre administration, je crains que la pratique française ait peu de traits communs avec la pratique américaine et qu'elle aboutisse à restreindre encore l'autonomie des entreprises.

Mais, après tout, nul ne s'étonnera que M. Michel Debré soit au moins aussi colbertiste que son prédécesseur. De plus, le volume des disponibilités monétaires a augmenté de telle manière, au cours des dernières années, qu'effectivement la stabilisation est précaire et que des risques d'inflation subsistent.

Parmi les tarifs des services publics, ceux de la S.N.C.F. ont seuls été relevés. D'autres le seront d'ici quelques semaines ou quelques mois. On a probablement jugé que mieux valait procéder par étapes. La méthode adoptée s'inspire de considérations psychologiques plutôt que d'arguments économiques.

L'autre volet du diptyque est celui du programme dit social. La mise en ballottage du général de Gaulle avait été, à tort selon moi, imputée à la politique de stabilisation. Le mot d'ordre d'une année sociale avait été lancé sans réflexion. Au ministre des Finances incombait la tâche ingrate de satisfaire les espérances suscitées ici ou là. Or, la marge de manœuvre était étroite. La part des salaires dans le revenu national n'avait pas diminué pendant la période de stabilisation. Bien plus, le pouvoir d'achat de la masse salariale avait augmenté au moins aussi vite de 1963 à 1965 qu'au cours des années antérieures. C'est à l'intérieur de la masse salariale que les inégalités ou les injustices s'étaient accentuées.

Les mesures prises s'expliquent d'elles-mêmes à partir de ces faits: revalorisation du minimum interprofessionnel garanti (S.M.I.G.) ainsi que du même salaire minimum dans l'agriculture; modification des abattements de base. L'influence de ces mesures sera aussi légère sur les intéressés que sur l'économie dans son ensemble. Le relèvement de 3,5 à 4,5% du salaire de base pour les allocations familiales ne répondra pas non plus à l'attente de ceux qui voulaient réduire sensiblement l'écart entre la progression des salaires horaires et celle des allocations familiales. Un programme triennal de 15.000 H.L.M.

supplémentaires complète le programme social. Inévitablement, la formule "beaucoup de bruit pour rien" aura du succès. La déception d'aujourd'hui a pour cause les illusions d'hier.

Il reste ce que l'on a déjà baptisé la bombe à retardement, à savoir "la participation des travailleurs à l'enrichissement des entreprises par autofinancement", réforme chère à MM. Vallon et Capitant dénoncée avec force par le C.N.P.F. Les gaullistes dits de gauche rêvent de réconcilier les idéologies de leur jeunesse avec leur actuelle fidélité au chef de l'État, sinon au premier ministre. Les chefs d'entreprise redoutent la réduction de la marge déjà trop étroite d'autofinancement. Quant au gouvernement, pris entre les uns et les autres, il a, dans le texte communiqué à la presse, voulu donner satisfaction à tous. Il a solennellement proclamé que "les fonds représentant la participation des salariés à l'accroissement du capital de l'entreprise doivent rester à la disposition de l'entreprise pour ses investissements". Mais, s'il en est ainsi, comment ces mêmes fonds pourraient-ils être mis à la disposition d'un autre propriétaire? Les Anglais ont un proverbe: "Vous ne pouvez pas avoir votre gâteau et le manger."

Lorsque la commission présentera ses conclusions avant deux mois, le gouvernement est assuré de ne parvenir à satisfaire ni les gaullistes de gauche ni les chefs d'entreprise. Bien plus, quoi qu'il fasse, il exaspérera les uns et les autres. Tel est le prix à payer quand on tente de mettre à l'épreuve des idées aussi séduisantes que confuses.

L'article 33

Le Figaro
26 mai 1966

Au *Journal officiel* du 13 juillet 1965, paragraphe 4 de l'article 33, on lisait le texte suivant: "Le gouvernement déposera avant le 1er mai 1966 un projet de loi définissant les modalités selon lesquelles seront reconnus et garantis les droits des salariés sur l'accroissement des valeurs d'actif des entreprises dû à l'autofinancement." Le projet de loi n'a pas été déposé avant le 1er mai, mais le gouvernement a chargé une commission d'élaborer un projet ou peut-être, plus modestement, d'en montrer les difficultés.

La loi envisagée par l'amendement Vallon risque d'avoir de graves conséquences pour l'économie française tout entière. Le problème doit être étudié par tous, gouvernants, législateurs, commentateurs, avec autant d'objectivité que possible.

Ce qui frappe, d'abord et avant tout, dans le texte de l'amendement Vallon, c'est le caractère idéologique et presque métaphysique de la formule. Il s'agit de "reconnaître et de garantir des droits". Or ces droits, à l'heure présente, ne sont nullement reconnus par la législation en vigueur. La notion même d'autofinancement est d'ordre économique et n'apparaît pas dans les comptabilités des entreprises.

En d'autres termes, l'amendement Vallon part de la théorie, non de l'expérience. Il se peut à l'origine d'un principe nouveau tout en laissant aux spécialistes, juristes ou économistes, la mission de l'appliquer. Inévitablement, un débat est ouvert: oui ou non, l'autofinancement devrait-il être partagé entre actionnaires et salariés? Est-il injuste que des bénéfices ne soient distribués ni aux actionnaires sous forme de dividende ni aux consommateurs sous forme de baisse de prix? À ces interrogations il n'est pas de réponse qui s'impose avec évidence. Si l'on s'en tient au droit positif, la réponse est négative. Si l'on se réfère au droit naturel, chacun interprétera celui-ci selon sa philosophie ou sa théologie. Je me garderai donc d'entrer ici dans une de ces controverses théologiques auxquelles se plaisent les Français, hommes politiques autant que professeurs, et je m'en tiendrai, sur ce point, à quelques remarques.

L'idée même de l'intéressement des salariés aux bénéfices vient de la droite, non de la gauche. Quand Louis Vallon se rencontre avec Thierry Maulnier pour la défense et l'illustration de l'amendement désormais célèbre, c'est le premier

qui a parcouru tout le chemin à la rencontre du deuxième. Ce sont les doctrinaires de la collaboration des classes, les catholiques en particulier, qui sont à l'origine du principe, repris par les gaullistes du gauche et, avec plus d'hésitation, par l'ensemble de l'U.N.R. Quand M. Loichot, avec une naïveté désarmante, propage le pancapitalisme, il pousse à son terme, jusqu'à l'absurde, une vieille et légitime ambition (ou illustration) des réformateurs de bonne volonté: supprimer l'opposition entre propriétaires des moyens de production et salariés en donnant à ces derniers une part de propriété.

Deux arguments, dont je n'ignore pas la force, inspirent et renouvellent la recherche d'une formule originale. Dans les régimes économiques de l'Occident, les revenus des salariés progressent, sur le moyen terme, à peu près à la même allure que le produit national et, si certaines inégalités s'accusent entre catégories sociales, la part du capital n'augmente certainement pas aux dépens de la part du travail. Mais la plus grande partie du capital, surtout du capital industriel, demeure propriété d'une faible minorité (bien qu'aux États-unis le nombre des détenteurs d'actions ait rapidement augmenté au cours des vingt dernières années). De plus, à tort ou à raison, l'opinion publique juge que les salariés devraient, d'une façon ou d'une autre, recevoir une part de l'augmentation de la valeur des actifs résultant de l'autofinancement.

Le raisonnement est à peu près le suivant: si l'entreprise garde pour elle-même une fraction substantielle des bénéfices, il en résulte une plus-value en capital et les salariés ont droit à une fraction de cette plus-value. Ce raisonnement convainc beaucoup de bons esprits. Mais, en dehors de toute question d'équité ou de métaphysique, il comporte une faiblesse fondamentale. Il suppose une égalité ou, au moins, une proportionnalité approximative entre montant de l'autofinancement et augmentation de la valeur des actifs. Or, il suffit d'un instant de réflexion pour voir qu'il n'en est rien.

La détermination de la valeur d'un capital comporte des difficultés extrêmes aussi longtemps que le capital n'est pas mis sur le marché. Économistes et réformateurs refusent de confondre la valeur des actifs d'une société avec le montant de la capitalisation boursière. D'autre part, les bénéfices tel qu'ils apparaissent dans les comptabilités sont majorés ou, au contraire, sous-évalués selon la valeur que l'on attribue au capital et le taux d'intérêt que l'on suppose. En dépit de ces incertitudes, un fait décisif subsiste: l'autofinancement - autrement dit, ce qui subsiste du bénéfice net tel que le définit la fiscalité après déduction des impôts et des dividendes - n'équivaut pas à l'accroissement de la

valeur des actifs.

Dans une économie moderne, en expansion permanente, en rénovation incessante, il ne suffit pas d'amortir les installations existantes. L'autofinancement qui sert à l'élargissement et à l'amélioration de l'équipement est une condition du maintien de la valeur des actifs, il ne constitue pas en lui-même une augmentation de cette valeur.

On objectera qu'à défaut d'égalité entre autofinancement net et augmentation de la valeur des actifs, il y a, sur la longueur, une certaine relation. Admettons-le, bien que les entreprises en déficit soient nombreuses et que les détenteurs français de valeurs mobilières, pour n'avoir pas subi le même sort que les détenteurs de valeurs à revenus fixes, n'aient ni tous, ni toujours bénéficié de substantielles plus-values en capital, si l'on considère l'ensemble du dernier demi-siècle.

À partir du moment, où l'on cesse de confondre autofinancement net et accroissement de la valeur des actifs, comment déterminera-t-on le capital sur lequel on veut donner des droits aux salariés?

L'interpellation de M. Giscard d'Estaing

Le Figaro
7 février 1968

Les trois articles de M. Giscard d'Estaing, publiés par notre confrère *Le Monde*, équivalent à une interpellation de l'ancien ministre des Finances. Interpellation de qualité, qui devrait, quelque jour, entraîner un débat parlementaire de grand style. Le chef des républicains indépendants, homme politique, ne raisonne pas en spectateur pur ou en conseiller du prince. Il a exercé les pouvoirs du prince hier, il les exercera demain. Il aurait souhaité ne pas laisser à un autre les charges ou les mérites de la relance, après avoir assumé la responsabilité du plan de stabilisation. Mais rien n'interdit au commentateur qui se veut non engagé de s'en tenir à l'argumentation proprement économique, sans s'interroger ni sur la gestion 1963-65 ni sur la gestion possible 1965-68, que M. Giscard d'Estaing nous invite discrètement à concevoir, en critiquant celle de M. Michel Debré.

Les faits que M. Giscard d'Estaing choisit pour point de départ de ce qu'il appelle le *constat* ne prêtent pas au doute: l'expansion, qui avait repris à l'automne de 1965, s'est poursuivie jusqu'à l'automne 1966: à partir de novembre 1966, la production industrielle a plafonné pendant un an environ. Une lente reprise s'esquisse depuis deux ou trois mois, mais avec une impasse accrue et une hausse des prix plus rapide. Le budget provisionnel de 1967 estimait à 5,3% la croissance du produit intérieur brut (P.I.B.), cette prévision fut révisée en baisse (4,7%) au mois de mai, puis au mois d'octobre (4,2%). La réalisation demeurera probablement inférieure même à la prévision la plus faible. Stagnation imputable essentiellement à la production industrielle, qui a oscillé pendant une année autour du même niveau, agriculture et services assurant seuls la croissance.

D'une certaine manière, mais je me demande si M. Giscard d'Estaing souscrirait à cette lecture, ce rappel des faits tend à décharger celui qui l'a remplacé rue de Rivoli. Tout ministre des Finances doit faire confiance à ses services, en particulier au service de la comptabilité nationale. Les prévisions de l'automne 1966 interdisaient au ministre les mesures de relance, puisqu'elles annonçaient la poursuite d'une expansion spontanée ou endogène. En revanche, au printemps, puis à l'automne de 1967, M. Michel Debré aurait pu - et probablement dû - suivre les conseils que lui prodiguaient la plupart des

commentateurs et prendre le risque de mesures de relance. Faut-il imputer la résistance de M. Debré à des motifs d'ordre intellectuel, "au refus d'accorder à la politique conjoncturelle l'importance essentielle qu'elle mérite"? Une telle interprétation prêterait à M. Michel Debré une sorte de goût pervers de l'impopularité: en effet, l'opinion, intensément consciente des mouvements de la conjoncture, ignore le plus souvent ou ne reconnaît qu'avec retard les transformations à long terme des structures.

De cette méconnaissance de la conjoncture, M. Giscard d'Estaing donne deux exemples ou deux preuves: l'emprunt d'État et les effets de la réforme de la Sécurité sociale. Je ne crois guère à l'influence de l'emprunt public sur les capacités de financement du secteur privé. En revanche, la réforme de la Sécurité sociale réduisait les revenus disponibles à un moment où l'insuffisance de la consommation privée ralentissait la croissance. La réforme de la S.S. répondait à une nécessité à long terme.

Les études prospectives montraient que les transferts atteindraient bientôt un montant insupportable et qu'il convenait de reporter sur les particuliers une part accrue des dépenses sociales, aujourd'hui à la charge du budget public ou des budgets parapublics. Mais M. Michel Debré savait, comme tout le monde, et reconnaissait volontiers que cette réforme amputait le pouvoir d'achat des particuliers à un moment où lui-même aurait souhaité l'accroître.

Dès lors, la vraie question se pose: pourquoi M. Michel Debré n'a-t-il pas osé prendre des mesures pour compenser l'effet de la réforme de la S.S., puisque les contingences politiques imposaient la date de la réforme? Personnellement j'aperçois trois raisons.

M. Giscard d'Estaing se contente d'une allusion rapide, à la fin de son troisième article, au problème du système monétaire international. Or le ministre des Finances du général de Gaulle n'a guère le droit ou la liberté, me semble-t-il, de ne pas tenir l'équilibre des comptes extérieurs pour "la priorité des priorités". Bien entendu, ce choix semble tout aussi déraisonnable que la décision américaine d'assimiler la modification du prix de l'or à un désastre national. Mais, qu'on le veuille ou non, la guerre froide monétaire Paris-Washington a eu cette conséquence absurde qu'un ministre français des Finances, contraint de changer de l'or contre des dollars, brocardé par les journalistes américains, s'exposerait à la censure élyséenne.

Or, et c'est la seconde raison de la prudence dont a témoigné M. Michel Debré, les exportations ont progressé moins vite, en 1967, que ne l'espéraient les

prévisionnistes et que ne l'exigeaient les chiffres du Plan. Le ministre des Finances mettait en cause la récession qui, en République fédérale, réduisait les achats de notre meilleur client, mais il savait aussi que nos prix atteignaient un niveau tel qu'ils pouvaient à brève échéance n'être plus compétitifs.

La situation française commençait de ressembler à la situation britannique plus qu'à la situation allemande ou italienne. En République fédérale comme en Italie, une politique temporaire de restriction intérieure relance puissamment les exportations. Il n'en va pas de même en France. M. Michel Debré craignait donc d'aggraver une des causes de la stagnation industrielle (l'insuffisance des exportations) en agissant sur l'autre cause (l'insuffisance de la consommation privée). Il le craignait d'autant plus qu'une réforme de structure, la généralisation de la T.V.A., dont il approuvait le principe, devait intervenir à un moment dangereux et provoquer éventuellement des hausses de prix. Devait-il prendre le risque d'une relance par la consommation privée avant une expérience de quelques mois de l'extension de la T.V.A. au commerce? Personnellement, je pense qu'il aurait dû prendre ce risque, mais le commentateur, à la différence du ministre, est, par définition, irresponsable.

M. Giscard d'Estaing insiste sur deux idées, aussi importantes l'une que l'autre. Un écart d'un point ou deux dans le taux de croissance par rapport aux chiffres du Plan entraîne de multiples conséquences en ce qui concerne l'emploi, l'équilibre budgétaire, le progrès social. À cet égard, on lui donnera entièrement raison, à un moment où la mode intellectuelle passe d'un extrême à l'autre et où la dénonciation de la société de consommation succède au fétichisme des taux de croissance. Mais M. Giscard d'Estaing ajoute qu'en ces matières il n'y a pas de fatalité. Formule équivoque: les planificateurs ne manquent pas de moyens d'action, mais un ancien et futur ministre des Finances ne prend-il pas, à son tour, un risque inutile en suggérant que les gouvernants ont, dès maintenant, acquis la maîtrise de la conjoncture? Car, de ce fait même, il se déclare, à l'avance ou rétrospectivement, responsable de tout écart entre le souhaitable et le réel, entre les prévisions et les résultats.

Les interpellateurs n'oublieront pas cette imprudence le jour où l'interpellateur d'aujourd'hui exercera le pouvoir.

L'interpellation de M. Giscard d'Estaing. La relance par la consommation

Le Figaro
10-11 février 1968

L'analyse de l'interpellation journalistique de M. Giscard d'Estaing⁽¹⁾ nous avait conduit à une question: du fait que les mouvements de la conjoncture n'obéissent pas à une sorte de fatalité, a-t-on le droit de tirer la conclusion que les gouvernants possèdent, dès maintenant, les connaissances et les moyens d'action nécessaires pour les maîtriser? Les événements de ces deux dernières années suggèrent au moins le doute, que l'examen des années 1960-1965 ne dissiperait pas.

Tout le monde connaît aujourd'hui les deux causes du ralentissement de l'expansion en 1967, à savoir exportations et consommation privée inférieures aux prévisions. Jusqu'à quel point les services de la rue de Rivoli ou ceux de n'importe quel ministère des Finances parviennent-ils à calculer, douze ou six mois à l'avance, le volume des ventes au-dehors, affecté, de toute évidence, par de multiples facteurs en chaque pays et, plus encore, dans l'ensemble du monde?

Quant au retard de la consommation privée sur les prévisions, il est imputable à deux facteurs, probablement liés l'un à l'autre: les revenus salariaux ont progressé plus lentement que les experts ne le prévoyaient et les habitudes de consommation se sont modifiées. Le climat nouveau, la crainte du chômage ont provoqué une épargne de précaution et la répartition même du pouvoir d'achat n'est pas restée constante.

Bien entendu, en théorie, le gouvernement aurait pu injecter, si l'on peut dire, un pouvoir d'achat supplémentaire. Rétrospectivement, on a beau jeu à reprocher à M. Michel Debré de ne l'avoir pas fait. Mais, si l'on posait en impératif n°1 le maintien d'un excédent extérieur en vue d'obtenir une réforme du système monétaire international, le ministre pouvait-il prendre le risque de dégrèvements fiscaux?

En dehors même de l'impératif diplomatique, le souci de la stabilité des prix paralysait les initiatives. La concurrence internationale contraint les entreprises à calculer au plus juste. La plupart d'entre elles disposent des moyens nécessaires pour produire davantage sans embaucher des travailleurs supplémentaires. Certaines régions, certaines industries en perte de vitesse connaissent les

épreuves de ce que l'on appelle pudiquement la reconversion. Le chômage dont souffre, à son tour, l'économie française ne disparaîtra pas miraculeusement, même dans l'éventualité d'une reprise de l'expansion.

Aussi M. Michel Debré insiste-t-il à juste titre, comme il l'a fait dans son interview d'hier, sur l'importance des réformes de structures intéressant le marché du travail.

Bien entendu, une expansion plus vigoureuse facilite la reconversion et réduit le chômage, *à condition qu'elle provoque un accroissement de la production et non une hausse des prix*. Aurait-il fallu parier, hier, qu'une relance par la consommation entraînerait effectivement une production supplémentaire sans accélérer la hausse des prix? Tout le monde le pense aujourd'hui, beaucoup le pensaient hier, mais la décision exigeait une autre hiérarchie des préférences et des périls. De toute manière, elle impliquait le consentement à un déficit des finances publiques.

M. Giscard d'Estaing semble reprocher à son successeur la réapparition de l'impasse, alors que celle-ci passe normalement pour une méthode, inévitable et légitime, de relance. L'élargissement de l'impasse, en 1967, résulte moins d'une volonté délibérée des pouvoirs publics que des obligations, antérieurement assumées par l'État, et du mouvement des affaires. Le recours à des prélèvements fiscaux supplémentaires aurait été, à juste titre, condamné comme contraire aux nécessités de la conjoncture.

La véritable opposition entre M. Giscard d'Estaing et M. Michel Debré porte moins, me semble-t-il, sur le fait même de l'impasse que sur le choix entre augmentation des dépenses publiques et dégrèvements fiscaux. Dans la mesure où ces derniers favorisent l'expansion, ils peuvent, dans des circonstances favorables, gonfler les recettes de l'État et, par suite, ne pas élargir le découvert. Durant les années fastes 1961-1965, aux États-Unis, la diminution du taux des impôts n'entraînait pas de déficit budgétaire; les rentrées fiscales augmentaient, en dépit de la baisse des taux, grâce au gonflement de la matière imposable.

M. Michel Debré préfère-t-il, en théorie, l'augmentation des dépenses publiques aux dégrèvements fiscaux? Je ne le crois pas. La réforme de la Sécurité sociale, le relèvement des tarifs des services publics avaient précisément pour objectif de réduire les charges publiques ou parapubliques. Le ministre s'est trouvé dans une situation telle que, l'impasse étant déjà élevée, il n'a pas osé prendre le risque de dégrèvements fiscaux faute d'être assuré que ceux-ci apporteraient à l'État, par l'intermédiaire d'une expansion plus forte, un

surplus de recettes.

Encore une fois, M. Michel Debré a connu le malheur de transférer aux particuliers une partie des charges assumées par l'État (services publics, Sécurité sociale), au moment où l'insuffisance de la demande privée freinait l'expansion. Il a reculé devant les mesures compensatrices, parce qu'il n'en attendait pas une action assez forte sur la conjoncture pour empêcher l'élargissement de l'impasse.

En ce qui concerne la situation présente, il ne subsiste plus de divergence sur l'opportunité d'une action de l'État pour favoriser l'accélération de la croissance. M. Giscard d'Estaing aurait préféré à la réduction de 15% du tiers provisionnel un abaissement du taux de la T.V.A. En ce débat, aucun des interlocuteurs ne manque d'arguments. La proposition faite par M. Giscard d'Estaing d'une réévaluation partielle des bilans répond à une vieille revendication du patronat. Elle se heurte à des résistances enracinées au ministère des Finances. Probablement ne présente-t-elle pas un caractère d'urgence, puisque les investissements, même privés, ont dépassé, en 1967, les objectifs du Plan.

On regrette, en revanche, que M. Giscard d'Estaing ne s'exprime pas plus clairement sur le problème actuellement le plus grave pour la France comme pour l'ensemble de l'économie mondiale. Le déficit américain des comptes extérieurs, aussi longtemps que durera la guerre du Vietnam, ne se résorbera pas de lui-même. L'Europe n'a pas mené une politique déflationniste à laquelle les États-Unis seraient en droit d'imputer leur déficit extérieur, mais, aussi longtemps que tous les gouvernements craignent le déficit extérieur plus que la stagnation, ils hésiteront devant les aléas de la relance.

Faut-il les inviter tous à relire Keynes? Ou, mieux encore, inviter les six gouvernements du Marché commun à définir ensemble une politique monétaire, sinon à créer une monnaie commune?

[\(1\)](#) Voir "Le Figaro" du 7 février 1968.

Le retour éternel

Le Figaro
6 juillet 1968

En décembre 1958, le gouvernement présidé par le général de Gaulle réussit une opération classique: une dévaluation précédée par des mesures restrictives et suivie par une politique raisonnable du budget et du crédit. Après une année de quasi-stagnation - 1959 - l'économie française, grâce à la marge de manœuvre que lui assurait la nouvelle parité monétaire, connut une période d'euphorie. De 1960 à 1962, l'expansion se poursuivit à un taux élevé sans que la hausse des prix atteignit la cote d'alerte.

Simultanément, les capitaux émigrés revenaient, les comptes extérieurs accusaient un excédent. Les réserves de devises se gonflaient rapidement. Le mot d'ordre de "vérité des prix", qui avait accompagné - sinon inspiré - l'opération d'assainissement demeurait théoriquement en vigueur.

À l'automne de 1962, une hausse excessive des prix, imputable plus à l'afflux d'un million de Français d'Algérie qu'à l'excès de la demande globale, obligeait le ministre des Finances à lutter contre l'inflation. En dépit de son libéralisme doctrinal, M. Giscard d'Estaing ne résistait pas à la tentation de multiplier les mesures partielles. Il encadrait le crédit, il réduisait ou supprimait l'impasse, mais agissant en douceur, il appliquait également un blocage autoritaire des prix. Les bonnes raisons ne manquaient pas pour recourir à cette pratique, dont les responsables ne dissimulaient pas les inconvénients.

Une politique anti-inflationniste brutale aurait provoqué un arrêt de l'expansion. La politique souple ralentit l'expansion sans l'arrêter, mais elle prolongea la phase de langueur. Une reprise vigoureuse se dessinait au moment où se produisit l'explosion. Une trop grande rigueur, visant à l'accumulation des excédents de devises, un freinage des salaires réels, des mutations pénibles sans morphine inflationniste portent une part de responsabilité dans la "révolution", dont il faut aujourd'hui acquitter le prix.

De nouveau, comment résister aux arguments de circonstances? Il faut éviter les hausses de prix, qui enlèveraient aux salariés une partie des avantages obtenus. Il faut accorder des subventions aux entreprises qui ne parviendraient pas à exporter. Il faut protéger par des quotas les secteurs menacés par un flot d'importations. Plus question de vérité des prix pour les services publics ou les secteurs nationalisés. L'État, une fois de plus, se juge contraint de multiplier les

interventions parcellaires. Ainsi la force des circonstances oblige les ministres à une pratique qui contredit leur théorie, du moins la théorie dont ils se réclament officiellement. Moins que jamais ils s'en tiennent au réglage de la conjoncture et laissent aux entreprises la responsabilité de leur destin.

En 1968, le contrôle des prix, introduit en 1962 pour quelques mois, n'avait pas encore été officiellement supprimé. Combien de temps dureront, après le choc de mai 1968, les prix irréels, les aides de circonstances, les contrôles temporaires, tout l'arsenal du colbertisme éternel - amour secret des uns, alibi des autres? Il ne suffit pas d'appartenir au Marché commun pour en comprendre l'esprit et la loi.

Réveillés en sursaut

Le Figaro
18 janvier 1969

La bataille entre Saint-Gobain et Boussois fera date dans l'histoire de l'économie française. Si déplaisants qu'en apparaissent quelques aspects, certains communiqués évoquent les procédés de la lutte libre plutôt que ceux de la lutte gréco-romaine, elle développera des conséquences que je crois bénéfiques.

Comment le petit a-t-il pu concevoir le projet d'acquérir le contrôle du grand? Pour qu'un tel projet devînt possible, de multiples circonstances devaient être réunies: baisse du cours des actions du grand, en dépit de la hausse des prix, rentabilité apparemment supérieure du petit, donc, pour les actionnaires du grand, perspective de revenus accrus et de gains en capital au cas d'une concentration, etc. Bien entendu, j'ignore, à l'heure où j'écris, quelle décision les actionnaires du grand prendront, s'ils feront confiance à la gestion du petit. Mais il reste qu'une opération pareille, proprement inimaginable il y a quelques années, a démontré aux administrateurs des sociétés anonymes, même des sociétés les plus riches de gloire et de prestige, que l'indifférence de la masse des actionnaires ne suffisait plus à leur garantir la possession tranquille de leurs fauteuils.

Le choix de dirigeants des entreprises résulte en fait de la cooptation, que celle-ci consacre la promotion à l'intérieur de l'entreprise ou le recours à une personnalité extérieure. Les actionnaires n'ont ni le goût ni le moyen de donner une signification authentique à la procédure électorale. Que vaut le système de la cooptation? Ce que vaut le jugement des administrateurs. Tout dépend de l'ouverture aux talents de la minorité dirigeante, de son souci de l'efficacité, du sens des qualités authentiques (je veux dire des qualités qui déterminent la réussite ou l'échec de l'entreprise).

En tout état de cause, un système de cooptation risque de dégénérer s'il ne comporte ni obligation ni sanction. Les fluctuations des cours à la Bourse ne constituent certes pas une mesure exacte des mérites d'une gestion; la baisse des cours de certaines actions résulte parfois d'un contexte socio-économique indépendant de la volonté et du pouvoir des administrateurs. Quand tout aura été dit, il demeure que désormais les gestionnaires ne pourront plus ignorer une forme nouvelle de compétition: l'ambition des patrons dynamiques de prendre en charge un capital dont l'exploitation ne semble plus répondre aux exigences de

notre temps.

La compétition prend des formes multiples: si le verre ne fait plus concurrence au verre, le carton ou le plastique lui font concurrence. Mais quand Boussois s'attaque à Saint-Gobain, en dépit d'accords de coopération qui liaient les deux sociétés, c'est M. X... qui jette un défi à M. Y...

Là encore, qu'on le veuille ou non, la "politique" se "personnalise" et les gestionnaires aux prises s'adressent aux actionnaires comme les candidats aux députés. Plébiscite des actionnaires, ignorés durant tant d'années, soudain redevenus souverains - mais pour combien de temps?

Grande-Bretagne et États-Unis ont l'expérience des offres publiques d'achat et les administrateurs ne jugent pas contraire aux règles de la bonne société les défis lancés par les conquérants à leurs aînés ou à leurs rivaux. L'issue de la bataille du verre influera sur la Bourse tout entière et, par conséquent, sur la phase prochaine du capitalisme français.

Le coup de semonce suffira-t-il à tenir éveillés les administrateurs enclins au sommeil dans la sécurité de la cooptation?

Regards sur l'économie française

Le Figaro
5 mars 1969

Pessimistes en 1950, optimistes en 1960, voici les observateurs de la scène économique française retombés dans la mélancolie en 1968. Le traumatisme de mai-juin laisse en héritage une inquiétude vague sur la résistance de la société aux chocs. Aujourd'hui, comme il y a vingt ans, les Français s'interrogent sur l'avenir, sur leur capacité d'adaptation aux exigences de la modernité. La mise en question de la modernité, sous le nom de société de consommation, accompagne et contredit curieusement cette interrogation.

À s'en tenir au produit national brut, aux prix du marché (année 1966)⁽¹⁾, la France se situerait à peu près au même niveau que la République fédérale allemande ou le Royaume-Uni: 2.010 dollars par habitant en République fédérale, 1.910 en Grande-Bretagne contre 2.060 en France, mais cette comparaison n'a qu'une valeur limitée du fait qu'elle utilise des taux de change officiels et que les prix des services, soustraits à la compétition internationale, gonflent la valeur du P.N.B. dans la mesure même où ils s'élèvent.

En ce qui concerne la répartition de la main-d'œuvre, la France diffère de ses partenaires européens sur deux points: l'agriculture occupe encore (1966) 17,6% des travailleurs contre 10,8 en République fédérale et 3,4 en Grande-Bretagne; l'industrie n'occupe que 40,8% de la main-d'œuvre contre 49,3% en République fédérale et 47,2% en Grande-Bretagne. En Italie, l'agriculture demeure relativement plus importante qu'en France, mais le pourcentage de la main-d'œuvre industrielle (40,7%) ne diffère plus guère du pourcentage français. Depuis le début du siècle, *l'industrialisation progresse moins vite dans notre pays* que chez nos principaux partenaires ou concurrents. L'augmentation de la main-d'œuvre occupée dans le secteur tertiaire dépasse régulièrement les prévisions; l'augmentation de la main-d'œuvre industrielle, en revanche, n'atteint pas les objectifs des planificateurs.

L'écart entre la France et les autres pays d'Europe occidentale est moindre si l'on se réfère à la part des trois secteurs dans le produit national et non plus aux pourcentages de la main-d'œuvre. Le secteur secondaire contribue au P.N.B. pour 47,3% en France contre 51,9% en Allemagne et 46,6% au Royaume-Uni. Si approximatifs que soient ces chiffres, ils suggèrent que la productivité de l'industrie française ne doit pas être inférieure dans l'ensemble à celle des autres

industries européennes.

À ces données structurelles, il en faut ajouter une autre, dont l'importance saute aux yeux et sur laquelle M. Pierre Longone, entre autres, a eu raison d'attirer l'attention: de 1955 à 1965, la population française a augmenté du même pourcentage environ que celle de la République fédérale (12,7 contre 12,9), mais la croissance de la population active n'a été que de 3,3% en France contre 12% en Allemagne.

La comparaison des produits nationaux aux prix du marché plus encore que celle des produits par habitant suggère une interprétation favorable des performances françaises au cours des dix dernières années. Mais d'autres commentateurs utilisent des chiffres différents.

Voici deux exemples de la diversité possible des jugements. M. Emmanuel Devaud constate, de 1958 à 1967, une augmentation en volume (donc en tenant compte de la hausse des prix) du produit national brut de 5,1% par an en France, de 4,7% en République fédérale allemande, de 4,3% aux États-Unis. Mais il ajoute qu'"en retrait d'un tiers environ pour la production industrielle, l'investissement et l'exportation, la France égale sa voisine pour la production nationale par habitant". D'autre part, en substituant le P.N.B. aux prix des facteurs au P.N.B. aux prix de marché (c'est-à-dire en éliminant les impôts indirects et les subventions), M. Guy Lambert, dans *La France catholique*, donne une idée déjà beaucoup moins optimiste de la situation relative de la France. De plus, il suffit de comparer les produits nationaux en substituant au taux de change officiel un taux de change décrété plus vrai pour que la France apparaisse surclassée par la République fédérale dans la hiérarchie économique des nations.

Quel mode de calcul, dira-t-on, reflète la réalité? La réponse à une telle question exigerait des analyses et des discussions qui déborderaient le cadre d'un article. En simplifiant, disons que la France, depuis dix ans, supporte les inconvénients d'un pourcentage de population active inférieur à celui de la République fédérale. L'augmentation des non-actifs, jeunes et vieux, explique, pour une part, le gonflement des charges fiscales (ces charges expliquent le décalage entre les produits nationaux aux prix du marché et aux prix des facteurs). Elle explique les transferts sociaux, le volume des dépenses étatiques pour les services publics, la part excessive du tertiaire dans la répartition de la main-d'œuvre.

Mais le facteur démographique n'explique pas tout. Durant la première moitié

du siècle, alors que la population n'augmentait pas, que le taux de natalité était le plus bas de l'Europe, le secteur tertiaire se développait de manière excessive; l'industrie, en revanche, n'occupait qu'une fraction anormalement faible de la main-d'œuvre, par comparaison avec l'Allemagne ou la Grande-Bretagne.

La conjoncture actuelle, au cours des dix dernières années et au cours des prochaines années, résulte donc à la fois de causes anciennes et de facteurs nouveaux: causes anciennes: la prolifération du tertiaire en avance sur l'industrialisation; causes nouvelles: la conjonction d'un pourcentage élevé de non-actifs, jeunes s'ajoutant aux vieux, la diminution rapide de travailleurs de l'agriculture, donc la formation d'une réserve de main-d'œuvre par suite de l'accroissement de la natalité après la guerre et de la modernisation de l'agriculture.

Tous ces facteurs ensemble n'ont pas empêché la croissance du produit national, mais ils n'ont pas accéléré la croissance de l'industrie, ils ont favorisé, sinon provoqué l'inflation, une hausse des prix plus rapide qu'en Allemagne fédérale. La politique restrictive entre 1963 et 1968 destinée à mettre un terme au processus inflationniste a ralenti la croissance et préparé l'explosion de mai.

[\(1\)](#) Statistiques de l'O.C.D.E.

Démographie industrie et inflation

Le Figaro
6 mars 1969

Entre 1954 et 1964, la main-d'œuvre occupée dans le secteur secondaire est passée (en milliers) de 6.766 à 7.652, celle du tertiaire de 6.723 à 7.948. Au cours des dernières années, l'industrie n'a pas accru substantiellement le nombre de ses emplois, elle a concentré ses efforts sur l'amélioration du rendement par travailleur⁽¹⁾.

Entre 1958 et 1968, le nombre des travailleurs occupés par l'industrie dans la République fédérale allemande est passé (également en milliers) de 10.955 à 13.103; l'augmentation dans le secteur tertiaire a été du même ordre de grandeur, de 8.858 à 11.103. La part de la population active qui a déserté l'agriculture (6% du total) s'est répartie à peu près également entre secondaire et tertiaire.

Les deux données les plus frappantes de la situation française, nous l'avons indiqué déjà dans un précédent article, sont la faible augmentation, absolue et relative, de la main-d'œuvre industrielle.

Or, si la croissance du produit national brut semble du même ordre de grandeur en France qu'en République fédérale (à condition de retenir, pour la comparaison, les taux de change officiels), la hausse des prix à la consommation a été beaucoup plus rapide à l'ouest qu'à l'est du Rhin, de près de 60% au cours des onze dernières années d'un côté, d'un quart environ de l'autre. La mise en relation de trois termes - démographie, industrie, inflation - s'impose d'elle-même à l'esprit.

La faible augmentation de la population active, en chiffres absolus ou en pourcentage, n'implique pas la lenteur de l'industrialisation. La population active a diminué, en Italie, entre 1954 et 1965 (en milliers, de 20.610, en 1954, à 19.669, en 1965), la main-d'œuvre occupée dans le secteur secondaire n'en a pas moins augmenté considérablement, de 5.535, en 1954, à 7.888, en 1965 (en pourcentage de la population active de 31,7 à 43,7). En dix ans, la main-d'œuvre de l'industrie a progressé de plus de 40%. Ni le raisonnement ni les faits ne permettent d'expliquer, par le seul facteur démographique, la lenteur de l'industrialisation en France, la faible augmentation, absolue et relative, du nombre des travailleurs occupés dans l'industrie.

Comment expliquer ce phénomène? Disons-le brutalement: aucune

interprétation simple, par une cause unique, ne s'impose. Pour rendre compte du phénomène au cours de ces dernières années, les observateurs invoquent, d'ordinaire, le poids des charges qui pèsent sur les entreprises, des transferts qu'impose le soutien au secteur public déficitaire, aux entreprises ou régions en déclin, aux entreprises de pointe que l'État, pour des raisons de prestige ou par souci de l'avenir, entend maintenir en vie. Incontestablement, les dépenses de l'État, prestations sociales et équipement collectif, progressaient deux fois plus vite que le produit national. Mais, sauf au cours des deux dernières années qui ont précédé l'explosion du printemps 1968, il ne semble pas que les causes proprement économiques puissent rendre compte de la lenteur avec laquelle la main-d'œuvre industrielle a progressé en France en comparaison de l'Italie ou de la République fédérale.

Même l'argument avancé bien des fois, la rupture avec la tradition protectionniste, l'abaissement des droits de douane, plus sensible pour la France que pour la République fédérale, si valable soit-il, appelle un complément. Car l'industrie italienne, soumise soudain à la concurrence, a tiré plus de parti du Marché commun que l'industrie française. Les poids respectifs, à l'heure présente, de Citroën et de Fiat, illustrent ce contraste.

La distinction du secteur secondaire et du secteur tertiaire manque de précision et de rigueur. D'aucuns peuvent plaider que les services ne valent pas moins que les choses. Il faudrait une analyse plus fine pour distinguer le tertiaire parasitaire du tertiaire économiquement utile ou humainement valable. Le planificateur et l'opinion publique même critiquent volontiers la civilisation américaine des *gadgets* et préfèrent les services collectifs aux objets fabriqués. Sans ouvrir un débat philosophique sur ce point, les statistiques suggèrent que le véritable danger pour l'économie française viendrait d'un gonflement, excessif ou prématuré, du tertiaire.

Économiquement, le tertiaire présente par rapport au secondaire deux inconvénients: d'abord, on exporte relativement peu de services. C'est le secteur secondaire qui fournit des marchandises destinées à l'exportation (le secteur primaire aussi, bien évidemment). D'autre part, les progrès de productivité sont normalement plus rapides dans le secondaire que dans le tertiaire. Comme les hausses de salaires se communiquent de proche en proche à travers toute l'économie, le développement excessif du tertiaire contribue à la pression inflationniste.

À ce point nous retrouvons le facteur démographique. Une croissance de la

population totale plus rapide que celle de la population active favorise l'inflation. Celle-ci permet de consommer subrepticement le capital accumulé, immeubles ou valeurs à revenu fixe, et par ce moyen de consentir des hausses nominales de rémunération à la population active, hausses partiellement compensées par celles des prix à la consommation.

De plus, l'investissement - entreprises publiques et privées, logement - a progressé plus vite, sous la Ve République, que la production industrielle. L'indice de la production industrielle (bâtiments exclus) se situait, en 1967, à 154 environ, l'indice de la formation brute de capital fixe par les entreprises privées à 178,8, le même indice pour les entreprises publiques à 172,1, l'indice de l'investissement en logement à 200,6 (base 100 en 1959).

Faible augmentation de la population active, augmentation plus forte de la population totale, effort considérable d'investissements, toutes ces circonstances créaient des tensions psychologiques que le pouvoir et les commentateurs avaient sous-estimées avant l'explosion de 1968.

Si l'on se rapporte aux statistiques récemment publiées par l'I.N.S.E.E., l'indice des gains horaires des ouvriers (base 1962) était passé à 130,1 en 1966, l'indice des gains hebdomadaires à 129,8. L'indice du pouvoir d'achat des gains horaires et hebdomadaires se situait à 114. En 1965 et en 1966, le salaire réel avait progressé dans l'ensemble de 2 à 3% et, pour les salaires bas, en particulier pour le S.M.I.G., il n'avait pas progressé du tout. La réforme de la Sécurité sociale, décidée en période de restriction, avait suscité d'autant plus de protestations que la progression du pouvoir d'achat avait été plus lente.

Le relèvement des salaires décidé en mai, surtout celui des salaires les plus bas, répondait à une nécessité économique en même temps qu'à des considérations sociales. En 1967, les comptes nationaux avaient constaté la propension du public à une épargne accrue qui, souhaitable à certains égards, freinait l'expansion. La crainte du chômage, dont les Français ressentaient la menace pour la première fois depuis la guerre, incitait à la constitution de réserves.

Les accords de Grenelle ont obligé le gouvernement à changer de politique, à subordonner la monnaie à la croissance et non plus, comme auparavant, la croissance à la monnaie. Peut-être aura-t-il lieu demain de s'en féliciter.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 5 mars.

Comptabilités indéchiffrables

La Figaro
29-30 mars 1969

Le contribuable ne sait pas et ne peut pas savoir la part de son revenu prélevée par l'État. Il ne peut pas savoir davantage de quelle part des dépenses publiques il tire lui-même profit.

Chacun de nous paie l'impôt indirect, par exemple la taxe à la valeur ajoutée, sans en avoir conscience. Pas d'avertissement du contrôleur, pas de calcul difficile, pas d'arriéré ni de sanction éventuelle. Les spécialistes ont, depuis longtemps, reconnu cet avantage qui, d'un autre point de vue, sera estimé inconvenient. Si l'économie nationale obéissait à la règle de la "maison de verre", chacun de nous devrait calculer ce qu'il paie au fisc et ce qu'il en reçoit. Calcul évidemment impossible, en dehors de l'impôt sur le revenu. Encore celui-ci demeure-t-il enveloppé dans une sorte de brume en raison de l'écart entre le revenu brut et le revenu net, à cause aussi de multiples régimes particuliers (exploitants agricoles, imposition au forfait, etc.).

Les dépenses de l'État ne s'offrent pas sous un jour plus clair à l'observation du citoyen. Jadis, l'État assumait essentiellement la responsabilité de l'administration et de la défense: tous les membres de la collectivité en bénéficiaient, encore que dans une mesure inégale. Par exemple, lorsque l'État assure la gratuité de l'enseignement secondaire et supérieur, les classes sociales dont les enfants poursuivent souvent leurs études jusqu'à l'Université, bénéficient, plus que les autres, des dépenses publiques d'enseignement. Cette remarque, faisons-le observer en passant, suggère une proposition générale: la gratuité d'un service public ne se justifie pas toujours.

Cet exemple n'a qu'une signification symbolique. Les subventions de l'État à la RATP, à la SNCF ou aux Charbonnages atteignent une tout autre ampleur.

Or, quand l'État verse une subvention aux transports parisiens, tout se passe comme s'il prélevait une partie des revenus de tous pour réduire le coût d'un service, utilisé par quelques-uns. Pourquoi les Toulousains doivent-ils contribuer à l'abaissement des prix des autobus parisiens? Pourquoi ceux qui ne prennent pas le train doivent-ils payer une partie du prix du billet de chemin de fer?

Le même raisonnement ne vaut pas pour les subventions aux Charbonnages et au soutien des marchés agricoles. La contribution de tous ne paie pas les services

utilisés par quelques-uns, mais la collectivité intervient pour atténuer les conséquences qu'entraînerait pour certains groupes le jeu du marché. Expression de la solidarité nationale? Freinage des mutations indispensables?

Les deux finalités, traditionnellement attribuées aux dépenses de l'État, financement des services publics et redistribution des revenus, disparaissent au milieu d'un fouillis inextricable d'interventions dispersées, incohérentes, souvent subies plus que voulues par les gouvernants. Même les spécialistes parviennent difficilement à calculer le rapport entre ce que les diverses classes versent à l'État et ce qu'elles en reçoivent. Seuls les cyniques - mais il n'en manque pas - jugeront que ce double mystère, si contraire soit-il à l'idéal démocratique, doit être sauvegardé, dans l'intérêt même du pouvoir.

Les citoyens accepteraient-ils les résultats effectifs de la fiscalité s'ils les connaissaient exactement?

4.3

DE LA POLITIQUE DES REVENUS À LA PARTICIPATION

Politique des revenus

Le Figaro
23 février 1962

Dans sa conférence de presse, la semaine dernière, le nouveau ministre des Finances a lancé l'idée d'une confrontation entre les représentants de tous les groupes sociaux afin de définir une politique nationale des revenus.

La masse des salaires a dû progresser, l'an dernier, de plus de 10%; pendant le deuxième semestre, le gain hebdomadaire moyen des ouvriers du secteur privé a progressé d'environ 4,5%, les traitements des fonctionnaires ont été relevés de 6,5% en six mois et ceux du secteur semi-public d'environ 5%. Si l'on tient compte de l'élévation des allocations familiales, le revenu du salarié moyen se sera accru d'un peu plus de 4,5% et la masse des salaires d'environ 5%. Mais, comme les prix ont simultanément augmenté, le pouvoir d'achat réel ne s'est pas sensiblement relevé au cours des six derniers mois, bien que, en comparaison globale, le pouvoir d'achat des salariés, en 1961, apparaisse supérieur de 5 à 5,5% à ce même pouvoir d'achat en 1960.

Il est de l'intérêt de la nation et des salariés eux-mêmes que le mouvement des salaires ne dépasse pas les gains de la productivité moyenne et permette une stabilité approximative des prix. Comme, en période de plein emploi, les entreprises ne résistent guère aux revendications des salariés et qu'une politique des salaires décrétée et imposée par l'État est inconcevable, la méthode suggérée par le ministre apparaît provisoirement la seule possible. Il ne faut pourtant pas s'en dissimuler les difficultés.

En ce qui concerne les salaires eux-mêmes, il est difficile de convaincre ou d'obliger les entreprises les plus dynamiques à maintenir les augmentations de salaires au niveau de la norme nationale. Les dirigeants de grandes sociétés plaident que les augmentations sont légitimes, puisqu'elles n'entraînent pas de hausses des prix de *leurs* produits. Ils sont inconscients de ce que l'on pourrait appeler *l'effet d'entraînement* à moins qu'ils y soient indifférentes.

De plus, si l'on parvient à persuader les représentants des syndicats ouvriers et les salariés de se soumettre à une discipline, la question sera posée immédiatement: et les autres revenus? Or, dans le revenu national français, les dividendes ne représentent qu'un pourcentage dérisoire. Une restriction autoritaire des dividendes distribués par les sociétés n'aurait ni portée ni conséquence sérieuses. Quant aux revenus non distribués des sociétés, ils sont

malheureusement en diminution, ce qui risque d'exercer une influence défavorable sur les investissements et, du même coup, sur le taux de croissance.

Dès lors, on en viendra à la considération des revenus dits mixtes, revenus des exploitants agricoles, des industriels et des commerçants propriétaires de leurs entreprises. Le gouvernement, pour des raisons parfaitement intelligibles, a voulu améliorer les revenus agricoles. En théorie, il envisageait de relever les prix à la production sans relever proportionnellement les prix pour le consommateur grâce à une réforme des circuits commerciaux. Mais cette réforme, à supposer qu'elle soit possible, exige du temps.

Les concessions faites au monde paysan ont été une des causes de la hausse du prix de la vie au second semestre de 1961. En l'état actuel des connaissances et de l'administration économiques, le gouvernement ne peut contrôler directement les revenus intermédiaires, en particulier ceux des exploitants agricoles et des commerçants. Ces revenus sont, pour ainsi dire, des résultantes de forces multiples et diverses. La confrontation générale des classes et des intérêts n'en est pas moins susceptible d'une action progressive et utile.

Certes, les motifs qui poussent les entreprises de pointe à accorder des hausses excessives de rémunération sont proches, urgents. Les raisons d'intérêt général que l'on invoque sont lointaines et abstraites. La compétition pour se procurer la main-d'œuvre rare est plus contraignante que le désir d'empêcher l'inflation. L'action persuasive, si nécessaire soit-elle, ne sera jamais qu'un élément de l'action gouvernementale. Celle-ci doit employer les autres instruments dont elle dispose: politique budgétaire et monétaire, recrutement de la main-d'œuvre au dehors. D'autre part, l'ouverture des frontières et la concurrence de produits étrangers devraient exercer également une pression dans le sens de la modération des hausses de salaires.

En bref, la revue générale des résultats obtenus et des perspectives prochaines n'est pas le tout d'une politique, mais elle fait partie de cette notion, heureusement équivoque, d'une économie concertée, dont l'objectif, et peut-être la signification essentielle, est de rendre intelligible aux profanes la comptabilité nationale. En régime soviétique, cette comptabilité est immédiatement saisissable. En régime occidental, il faut, par un effort sans cesse renouvelé, aider les individus et les groupes à se situer dans un tout, qu'ils contribuent à déterminer mais qu'ils sont toujours enclins à ignorer.

Les paradoxes du S.M.I.G.

Le Figaro
19 octobre 1962

À la récente session du Conseil supérieur du Plan, un des sujets sur lesquels les représentants des syndicats ouvriers se sont exprimés avec le plus de vivacité a été le salaire minimum interprofessionnel garanti (S.M.I.G.).

Ce que l'on a appelé l'échelle mobile du salaire a été introduit par une loi du 18 juillet 1952, proposée par le gouvernement présidé par M. Antoine Pinay. Il était prévu que le salaire minimum devrait suivre les variations d'un indice des prix, à l'époque, celui des prix de détail, dit des 213 articles. En cas de hausse de 5% de cet indice, le S.M.I.G. devait être relevé en proportion.

Cette législation avait été modifiée par une autre loi du 26 juin 1957. Les modifications avaient porté d'abord sur l'indice de référence (un indice de 179 articles avait été substitué à celui des 213), ensuite, sur le mécanisme de l'échelle mobile: au lieu du pourcentage de hausse de 5%, un pourcentage de 2% durant deux mois consécutifs.

L'idée directrice des législateurs était double: d'une part, ils entendaient fixer un minimum incompressible de revenus au-dessous duquel aucun salaire ne devrait descendre (et, à cette fin, un minimum était calculé dont l'échelle mobile assurerait le maintien en valeur réelle); d'autre part, ils voulaient éviter "le cycle infernal" des prix et des salaires en posant le principe que le S.M.I.G. ne devait pas être considéré comme la base de la hiérarchie et que l'ensemble de la hiérarchie ne devait pas suivre le sort du salaire minimum.

À l'époque, beaucoup d'observateurs - et probablement étais-je l'un d'entre eux - avaient exprimé la crainte qu'en dépit des législateurs l'échelle mobile du S.M.I.G. devînt l'échelle mobile de la masse salariale. Peut-être aurait-il pu en être ainsi dans la période 1956-1957.

À ce moment, le gouvernement Mollet-Ramadier manipulait les prix des marchandises qui figuraient dans les indices à coups de détaxations ou de subventions par crainte que la hausse du S.M.I.G. n'entraîne tous les revenus salariaux et n'accélère l'inflation. Mais depuis 1958, comme dans la période 1953-1956, les conséquences de la loi ont été exactement contraires à celles que redoutaient les observateurs.

Non que le S.M.I.G. n'ait suivi les variations de l'indice de référence et, du

même coup, au moins approximativement, les variations du coût de la vie. Mais, à une époque où la production augmente et où le niveau de vie s'élève, le mécanisme même de l'échelle mobile tend à cristalliser le salaire minimum et à le soustraire aux progrès d'ensemble des conditions. Conçu comme une garantie aux plus défavorisés, il joue en sens contraire, il tend à l'ouverture de l'éventail des salaires, puisque la plupart des salaires croissent plus vite que le prix de la vie et que le salaire minimum monte à l'allure de ce dernier.

Certes, rien n'empêchait le gouvernement de rajuster le salaire minimum, comme la loi l'y invite, en fonction du revenu national et non pas seulement du prix de la vie. D'autre part, relativement peu nombreux sont les salariés dont la rétribution ne dépasse pas le niveau du S.M.I.G. Aussi bien, les entreprises auraient pu d'elles-mêmes relever les salaires les plus bas au-dessus du minimum légal. Probablement, beaucoup l'ont-elles fait spontanément, au moins en réduisant le nombre des ouvriers rétribués au niveau du S.M.I.G. Il n'en reste pas moins que la minorité qui devait être protégée l'a été autant contre les effets de la croissance économique que contre les risques d'inflation.

Les représentants ouvriers au Conseil supérieur du Plan ont plaidé le dossier avec conviction et ils ont, je le crois, convaincu beaucoup de leurs auditeurs. Si le IV^e Plan a pour but prioritaire d'atténuer certaines injustices sociales, le relèvement du S.M.I.G. ou des allocations familiales répond à des exigences d'équité.

Certes, si la stabilité du S.M.I.G. en période de croissance défavorise les salariés au bas de la hiérarchie, un rajustement automatique en fonction de la production ou du salaire réel (calculé comment?) serait dangereux. Les variations du S.M.I.G. sont sans grande influence sur la masse salariale depuis 1959, parce que celle-ci progresse plus vite que les prix, mais, si l'on faisait jouer trop souvent la règle de proportionnalité du S.M.I.G. au progrès de la production, le S.M.I.G. redeviendrait la base de la hiérarchie et l'échelle mobile du salaire minimum deviendrait une échelle mobile de tous les salaires.

Le salaire minimum doit être, de temps à autre, calculé de nouveau en tenant compte des progrès de l'économie, mais ni la périodicité ni le mode calcul ne doivent être fixés de manière impérative.

Durée du travail

Le Figaro
11 janvier 1963

Quatrième semaine de congé prévue dans les accords Renault, proposition de loi tendant à abaisser l'âge de la retraite: la question de la durée du travail est désormais posée dans toute son ampleur. Certaines considérations d'ordre général, qui devraient être familières à tous, mais qui sont trop souvent oubliées, sont plus que jamais d'actualité.

En 1936, quand la semaine de 40 heures fut officiellement introduite, la durée moyenne du travail dans l'industrie dépassait 44 heures. Les quelques centaines de milliers de chômeurs, dont beaucoup manquaient de formation professionnelle, n'auraient évidemment pas pu compenser le déficit de production causé par la perte de quatre heures hebdomadaires de travail, même s'ils avaient été tous embauchés (ce qui ne fut naturellement pas le cas). L'économie française, en 1936 et pendant tout le temps écoulé depuis lors, n'a pu absorber la loi des 40 heures qu'en lui donnant la signification d'un mode de paiement.

La quatrième semaine de congé payé équivaut tout à la fois à une augmentation de salaire horaire et à une réduction de la durée effective du travail.

Mais cette augmentation du taux et cette réduction de la durée (de un quarante-neuvième, un peu moins de 2%) ne constituent pas une charge insupportable pour l'économie. Certes, une telle mesure ne contribue nullement à la lutte contre le chômage au cas où celui-ci redeviendrait une menace. Le sens de la quatrième semaine de congé est de choisir une certaine répartition des bénéfices d'une production accrue: les travailleurs, directement ou par l'intermédiaire de leurs représentants, semblent choisir un allongement des vacances et accepter le risque d'une moindre progression des revenus. Pourvu que les données du problème soient clairement reconnues par tous, il n'y a pas lieu de critiquer la décision.

Autrement grave est la proposition de loi, récemment déposée, tendant à l'abaissement de l'âge de la retraite. L'exposé des motifs fait allusion au chômage, mais l'auteur du projet, nous l'espérons, ne commet pas l'erreur que sa proposition suggère: encourager les travailleurs à prendre leur retraite à 60 ans, c'est, en apparence, établir un lien entre la durée de la vie active et le volume du

chômage. Est-il possible qu'un député s'imagine encore que le nombre des emplois est limité une fois pour toutes et qu'il faut inciter les travailleurs à cesser leur activité dès 60 ans pour faire de la place aux jeunes?

En 1960, dans notre pays, l'espérance de vie pour les hommes a approché et pour les femmes dépassé 70 ans. D'ici à 1980, le nombre de personnes de plus de 65 ans va augmenter de 14%, celui des personnes entre 18 et 65 ans de 10%. D'ici à dix ans, la population inactive, jeunes et vieux, augmentera de 1.500.000.

La France serait-elle menacée par une augmentation rapide de la population? Rien de pareil. Démographes et économistes s'accordent à reconnaître que la montée des jeunes est encore insuffisante pour répondre à nos besoins. Pour la première fois depuis longtemps, il est vrai, les générations qui vont entrer sur le marché du travail seront plus nombreuses que celles qui disparaissent. Mais, si le pourcentage des personnes de plus de 65 ans dans la population totale ne s'élève plus beaucoup, parce que la France a connu le phénomène du vieillissement plus tôt que les autres pays d'Europe, le nombre des vieux, absolument et relativement, va rester considérable. L'abaissement, même facultatif, par la loi de l'âge de la retraite, s'il augmentait le nombre des inactifs, irait contre les intérêts des retraités, contre les exigences du progrès économique.

Les retraités en seraient les premières victimes puisque le montant des retraites devrait être réduit. Le pays en souffrirait puisqu'il n'y a pas de main-d'œuvre disponible et que la croissance en serait ralentie.

Certes, je n'exclus pas des cas particuliers, où la mesure envisagée aurait un sens, soit qu'il s'agisse d'un travail très dur, soit que les remplaçants éprouvent une légitime impatience. Mais le rapport de la commission présidée par M. Laroque a envisagé des solutions diverses dont l'idée directrice demeure indiscutable: élever le montant de la retraite pour ceux qui sont réellement incapables de travailler, prévoir des stades intermédiaires entre la pleine activité et la complète inaction. Que la révolution démographique pose aux sociétés modernes des problèmes difficiles, rien de plus certain. On ne les résoudra pas en favorisant un raccourcissement de la période d'activité alors que s'allonge la durée de la vie.

Politique des revenus

Le Figaro
1er novembre 1963

Il faut se féliciter que les représentants des divers groupes sociaux étudient avec les fonctionnaires du commissariat au Plan les données relatives à la répartition des revenus. Mais il serait dangereux de se faire des illusions sur les chances immédiates d'une politique concertée des revenus.

Je voudrais aujourd'hui énumérer les difficultés principales. La première concerne la connaissance des faits eux-mêmes. Non que les statistiques ne soient sensiblement améliorées. Les revenus, estimés par grandes masses - rémunérations des salariés, revenu net de la propriété et de l'entreprise allant aux ménages, revenu net de la propriété et de l'entreprise allant aux sociétés - sont l'objet d'une évaluation approximative, mais valable. On peut même retenir les estimations d'autres agrégats - revenus de l'agriculture, de l'industrie, du commerce - encore que les revenus mixtes des entreprises agricoles ou commerciales soient plus difficiles à saisir que ceux des salariés. Les plus-values du capital, terres, fonds de commerce, inséparables de notre régime économique, pour ne pas être des revenus, ne peuvent être négligés.

Admettons pourtant que les revenus par catégorie socio-professionnelle soient à peu près recensés. Des inégalités considérables subsistent à l'intérieur de ces agrégats et le revenu moyen, d'un agrégat à un autre, varie substantiellement. Deux questions se posent alors: quelle est l'inégalité que l'opinion juge équitable ou tolérable? Dans quelle mesure les autorités sont-elles capables d'atténuer les inégalités que l'opinion condamne ou tient pour excessives?

Le principe de la parité des revenus entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie a été proclamé, mais cette affirmation est à la fois vaine et démagogique. Les inégalités de revenus à l'intérieur de l'agriculture, selon la qualité du sol, la dimension des exploitations, la méthode de culture sont telles que "le revenu moyen du travailleur agricole" est une notion à peu près dénuée de sens (sans compter que l'on connaît mal le nombre exact de ces travailleurs, étant donné l'incertitude des notions et l'exode rural). En aucun pays, la parité des revenus entre les secteurs agricole et urbain n'a été effectivement réalisée, quels qu'aient été les efforts ou les propos des gouvernants: je n'approuve ni ne blâme, je constate.

À l'intérieur de l'agrégat "salaires", des inégalités considérables existent, les

unes liées à l'inégale productivité des branches industrielles ou des entreprises, les autres à la hiérarchie. Là encore, l'incertitude est double: quelle est la hiérarchie qui répond à notre idée de la justice? Quelle serait l'efficacité de l'intervention publique tendant à réduire les inégalités entre les secteurs?

Supposons que l'on s'en tienne à la répartition des revenus à une date donnée et que l'on s'efforce, selon la formule consacrée, de répartir entre tous les bénéfices de la croissance. Les salaires représentent environ 60% du revenu national et les syndicats ouvriers s'opposent, comme il est normal, à une fixation autoritaire des salaires. Ceux-ci sont donc déterminés, en une large mesure, sur le marché du travail, en fonction de l'offre et de la demande. L'État a encore moins de capacité d'agir sur les revenus mixtes, agricoles ou commerciaux ou sur les revenus du capital. De plus, le principe même d'une progression *égale* ou *proportionnelle* de tous les revenus est incompatible avec la nécessité économique. La croissance ne va pas sans inégalité entre les régions, les secteurs, les types d'entreprises. Si l'on considérait un rapport entre deux revenus à un moment donné comme définitif et si l'on invoquait la légitimité du "rattrapage" la machine infernale serait déclenchée.

Il faut donc distinguer une augmentation de base qui serait acquise à tous et des augmentations différentielles selon les résultats de l'entreprise et du secteur. Mais l'augmentation de base du taux des salaires devrait être faible et les chiffres souvent avancés, comme celui de 4%, me paraissent difficilement compatibles avec la stabilité des prix. Si l'on admet une augmentation annuelle minimum de 4% du taux de *tous* les salaires, je doute que la masse des salaires augmente finalement de moins de 7 à 8% - ce qui dépasse les limites de l'expansion dans la stabilité des prix.

Mon intention, encore une fois, n'est pas de décourager les tentatives méritoires d'action collective, mais de dissiper les illusions.

Prix et productivité

Le Figaro
8 novembre 1963

Aucun pays d'Occident n'a trouvé jusqu'à présent une solution pleinement satisfaisante au problème central: celui d'une croissance rapide sans hausse des prix. Les hausses de salaires ne sont pas nécessairement la cause unique ni même la cause première des hausses de prix. M. Jacques Rueff répète que les salaires sont déterminés sur le marché du travail et que l'excès de la demande globale est à l'origine de la surenchère que pratiquent les entreprises pour recruter les travailleurs qualifiés comme de la progression, antérieure souvent aux revendications salariales, de certains prix.

Mais, sans trancher entre les diverses interprétations soit de la conjoncture française d'aujourd'hui, soit du mécanisme de l'inflation dans les économies occidentales, il est légitime de s'interroger sur la méthode par laquelle les gouvernants pourraient, en accord avec les organisations professionnelles, influencer sur les mouvements des rémunérations salariales.

Chacun sait que la productivité, c'est-à-dire la valeur ajoutée par unité de travail, progresse à une allure très différente selon les secteurs. Pour reprendre une opposition qu'a popularisée M. Fourastié, il faut à peu près le même temps au coiffeur de 1963 qu'à celui de 1863 pour couper les cheveux d'un client: la productivité du travail du coiffeur n'augmente pas du tout ou augmente très lentement. En revanche, la Galerie des Glaces représentait, au XVIIIe siècle, une dépense somptuaire. Pour Saint-Gobain ou pour Corning Glass Company, les glaces ne sont désormais qu'une production de routine, le nombre d'heures de travail nécessaires à la fabrication a diminué à un point tel que ce qui était luxe de riche est devenu le bien de presque tous.

La disparité du progrès technique ou de l'augmentation de la productivité étant une donnée fondamentale, comment éviter que les hausses de salaires, compatibles avec la stabilité des prix dans les secteurs où la productivité progresse rapidement, ne provoquent, par généralisation aux autres secteurs, une hausse de l'indice général des prix? En théorie, comme l'a indiqué récemment un économiste, on peut concevoir deux formules extrêmes: ou bien chaque entreprise devrait limiter les hausses de salaires à la mesure compatible avec la stabilité de ses propres prix, ou bien toutes les entreprises devraient prendre pour critère la hausse moyenne de la productivité dans l'ensemble de l'économie.

Il apparaît immédiatement à la réflexion que ni l'une ni l'autre formule n'est applicable telle quelle. La première aboutirait à des inégalités de salaires entre les secteurs et les entreprises que l'opinion et les intéressés n'accepteraient pas. La deuxième va contre une tendance, probablement irrésistible, de la nature humaine et de la nature sociale. Un chef d'entreprise qui a la possibilité d'accorder des hausses de salaires sans augmentation de ses prix ne pourrait être aisément contraint à refuser ce que les salariés lui demandent et ce qu'il a tendance lui-même à accorder.

En d'autres termes, la seule formule praticable serait une formule mixte. Freiner la générosité des secteurs de pointe assez efficacement pour que les hausses de salaires supérieures à l'accroissement de la productivité, consenties dans d'autres secteurs, n'entraînent pas une hausse de l'indice général des prix. Une stabilité de l'indice exige des prix industriels en baisse pour compenser la hausse presque inévitable des prix des services.

Sur cette idée directrice, un accord d'ensemble serait, me semble-t-il, assez facile. Il en va autrement de la mise en œuvre. Il faut que les secteurs et entreprises de pointe, par souci de la solidarité nationale et de la stabilité économique, s'en tiennent à une augmentation de leur coût salarial inférieur à celui qui serait compatible avec la stabilité de leurs propres prix. Comment y amener les chefs d'entreprise? Par la persuasion et les mesures gouvernementales? Ou en créant une conjoncture qui déterminera d'elle-même la conduite que l'on souhaite? De plus, quel est le taux moyen d'augmentation des salaires horaires, dans l'ensemble de l'économie, compatible avec la stabilité des prix? D'année en année, ce taux risque d'être autre et le taux de 4%, volontiers, tenu pour acceptable, entraînerait probablement combiné avec d'autres facteurs, une augmentation de la masse salariale, sans augmentation du nombre des travailleurs, de 7 à 8%. Je doute que de tels chiffres n'aient pas de conséquences inflationnistes.

Encore une fois, les tentatives d'une politique des revenus doivent être poursuivies, mais, provisoirement, ni l'information ni l'élaboration théorique ne permettent d'aller au-delà de conseils simples: les dirigeants des grandes entreprises doivent avoir conscience de leur responsabilité à l'égard de l'économie tout entière et non pas seulement à l'égard de leurs salariés et de leurs actionnaires. C'est par référence au progrès moyen de la productivité nationale qu'ils doivent prendre leurs décisions relatives aux salaires et aux prix.

Encore la politique des revenus

Le Figaro
18 janvier 1964

Dans son discours de Marseille, M. Gaston Defferre a déclaré que les crises économiques "autrefois considérées comme une maladie naturelle, inévitable, du capitalisme, sont devenues une méthode du gouvernement. Pour lutter contre l'inflation, on crée les conditions d'une récession, on casse l'expansion. Ensuite, on relance jusqu'à la prochaine hausse des prix, 1952, 1958, 1963; tous les cinq ans, on fabrique une crise pour tenir l'économie".

M. Albin Chalandon, dans *La Nation* de mercredi dernier, en un langage plus technique et moins polémique, exprime à peu près la même idée. Les investissements, écrit-il, ne sont plus financés par une épargne préalable. La construction est financée par des crédits réescomptables à la Banque de France, donc par la création de monnaie. "Parallèlement, les interventions économiques de l'État sont financées par ce que l'on appelait hier l'impasse et, aujourd'hui, de façon moins sibylline, le découvert du Trésor." Dans ces conditions, le risque est grand que les investissements dépassent l'épargne effective et que l'inflation en résulte. Face à une telle conjoncture, les gouvernements ont le choix entre relever l'épargne au niveau des investissements ou ramener ces derniers au niveau de l'épargne "en réduisant les dépenses publiques et en restreignant le crédit, c'est-à-dire en ralentissant le développement de l'économie".

Et M. Chalandon, d'accord avec M. Defferre, le vocabulaire mais à part, conclut que les gouvernements, jusqu'à présent, ont toujours choisi le deuxième terme de l'alternative. Le gouvernement actuel, lui aussi, a choisi cette voie, "voie qui, poursuivie jusqu'au bout, conduit à la stagnation et au chômage".

Que le candidat de l'opposition à la présidence de la République se rencontre avec un économiste de l'U.N.R., le fait n'est pas surprenant et il ne devrait embarrasser aucun des deux hommes. Si M. Giscard d'Estaing n'était pas ministre des Finances, lui aussi joindrait sa voix au chœur des critiques. J'ai gardé le souvenir d'un dialogue "aux Quatre Coins de l'opinion", vers 1957, dans lequel l'actuel ministre souhaitait corriger les excès de l'inflation sans ralentir la croissance.

Il n'avait pas tort de le souhaiter. La technique actuelle - phase de croissance rapide avec inflation, puis phase de stabilisation avec restriction de crédit - est à coup sûr primitive, barbare même si l'on veut. S'il était possible soit de

poursuivre indéfiniment une expansion inflationniste, soit de mener à bien une expansion non inflationniste, soit enfin de stabiliser les prix sans ralentir l'expansion, les taux de croissance des pays occidentaux calculés sur une période de dix ou de vingt ans seraient substantiellement plus élevés.

Avec ces propositions pour ainsi dire évidentes, tous les économistes, ou mieux tous les hommes de bon sens, seront d'accord. Malheureusement, à un degré ou à un autre, tous les pays d'Occident connaissent ce même problème et aucun n'a trouvé une solution pleinement satisfaisante. Encore convient-il d'ajouter que l'alternance, en Allemagne ou même en France, n'est plus celle de l'expansion et de la crise, mais celle de phases de croissance plus ou moins rapides. Le ralentissement va parfois jusqu'à la stagnation, mais sans chômage important. À cet égard, les économies occidentales ont progressé par rapport au siècle dernier. Les phases de ralentissement ne comportent plus les mêmes souffrances humaines que les crises d'hier.

Le débat commence au-delà de ces constatations. M. Chalandon déclare justement qu'il ne s'agit pas de prêcher une politique des revenus, mais de monter des "mécanismes correcteurs". Ces mécanismes devraient limiter la consommation de manière à dégager, sans hausse des prix, un volume d'épargne qui équilibre celui des investissements. Mais la limitation de la consommation ne sera politiquement possible qu'accompagnée par des réformes d'allure plus avancée: établissement chaque année d'un taux minimum de hausse des rémunérations pour tous les salariés, mesures pour redistribuer l'enrichissement, c'est-à-dire corriger les inégalités entre les salaires et les détenteurs de capitaux par une taxation des plus-values, enfin mesures pour provoquer la répartition nécessaire des revenus distribués entre consommation et épargne.

Chacune de ces suggestions appellerait de longues discussions. Mais quelques remarques s'imposent, me semble-t-il, à l'observateur. Personne n'a été encore capable de définir autrement qu'en termes généraux les mécanismes correcteurs destinés à prévenir les poussées inflationnistes. La politique des revenus est un peu plus qu'un slogan de propagande, beaucoup moins qu'un ensemble cohérent d'actions précisément définies. Il est souhaitable que le dialogue se poursuive entre gouvernement, experts et organisations professionnelles, il serait déplorable de faire croire que quelqu'un, dans la majorité ou dans l'opposition, détienne une recette magique d'expansion dans la stabilité.

Enfin, et cette dernière idée me paraît essentielle, M. Chalandon tient pour acquise la procédure selon laquelle les investissements sont financés par des

crédits à moyen terme, réescomptés par la Banque de France ou par le découvert du Trésor. On lui accordera probablement que cette pratique, dans certaines limites, est acceptable. *Mais dans certaines limites seulement.* Si l'on a fixé *d'abord* un taux de croissance trop élevé, on ne créera pas *ensuite* sur commande une épargne qui équilibre les investissements sans hausse des prix. La technique miracle baptisée politique des revenus ne doit pas servir de justification à des ambitions, honorables, mais trop glorieuses.

Une œuvre d'éducation

Le Figaro
28 février 1964

Le rapport que M. Massé, commissaire général au Plan, vient de soumettre au gouvernement *à la suite de la conférence des revenus*, présente un caractère singulier. Dans une première partie, il montre l'utilité, sinon la nécessité, que présenterait une politique des revenus. Dans une seconde partie, il reproduit clairement et loyalement les opinions, souvent contradictoires, exprimées par les organisations représentées à la conférence. Dans une troisième partie, enfin, M. Massé formule, *à titre personnel*, des propositions précises.

La politique des revenus, selon la conception de M. Massé, est un complément aux autres instruments que manie le gouvernement afin d'assurer une croissance harmonieuse. Par l'action dite structurelle, les pouvoirs publics s'efforcent de favoriser le progrès technique et la transformation des modes de production. Par l'action dite conjoncturelle, ils s'efforcent de prévenir soit "l'emballement" inflationniste, soit la récession ou la stagnation. Mais, et là se situe le centre de l'argumentation, l'action conjoncturelle, c'est-à-dire les mesures restrictives affectant le budget ou le crédit, est globale, indiscriminée, brutale. Elle doit être excessive pour être efficace ou, du moins, pour que les responsables soient assurés de son efficacité. Or, M. Massé estime que la croissance rapide qu'exigent l'opinion et les besoins du pays ne peut être obtenue sans une demande active, impliquant un risque permanent de hausse des prix. Dès lors, dans le cadre actuel, l'économie française se développe par phases alternées d'expansion accélérée avec pression inflationniste et de stabilisation ou de stagnation provoquées par les coups d'arrêt auxquels les gouvernants doivent se résoudre ou se résigner. La fonction de la politique des revenus serait de prévenir la "surchauffe" afin de rendre inutiles les interventions conjoncturelles, souvent indispensables et toujours coûteuses.

La politique des revenus, à la différence de la fiscalité, n'agirait pas sur les revenus déjà acquis par les sujets économiques. À la différence des mesures portant sur le budget et le crédit, elle ne serait pas indifférenciée et grossière. *Elle aurait pour objet d'influer sur la formation des revenus et de maintenir le volume de ceux-ci dans les limites compatibles avec la stabilité des prix.*

Tel est, du moins, l'objectif proprement économique de la politique des revenus. Mais celui-ci ne saurait être atteint si les objectifs sociaux ne le sont pas

du même coup.

Or, ceux-ci, bien qu'ils puissent être résumés en une expression vague, *justice sociale*, sont multiples et, en une certaine mesure, contradictoires.

Aucune des organisations représentées n'a soutenu la thèse extrême selon laquelle l'élévation du niveau de vie devrait être la même pour l'ensemble des travailleurs ou les diverses catégories socioprofessionnelles. Aucune n'a davantage soutenu l'autre thèse extrême selon laquelle les secteurs ou les entreprises de pointe, bénéficiant d'une productivité en rapide progression, devraient se réserver tous les bénéfices de cette position privilégiée. La vérité, économique et sociale, du régime actuel se situe entre ces deux thèses extrêmes. Les entreprises dont la productivité augmente le plus vite auraient l'obligation de ne pas accorder toutes les augmentations de salaires compatibles avec la stabilité de leurs propres prix. Une partie de leurs gains de productivité devrait permettre une baisse des prix - baisse qui équilibrerait les hausses de prix des entreprises ou des secteurs dont la productivité s'élève à une allure inférieure à la moyenne observée dans l'économie du pays.

Les difficultés, pourtant déjà grandes, ne s'arrêtent pas là. Nous n'avons parlé jusqu'à présent que de l'industrie, mais les représentants de l'agriculture invoquent le principe, accepté par le gouvernement, de la parité des revenus. À l'intérieur de l'agriculture, les disparités sont considérables selon les régions et les exploitations et elles ne pourraient être réduites que par des réformes portant sur les structures elles-mêmes. Les petites et les moyennes entreprises nient que la politique des revenus soit un problème authentique. Les délégués des centrales syndicales posent des questions de principe à propos des profits des entreprises et de l'autofinancement (est-il juste que les profits réinvestis dans l'entreprise, et effectivement indispensables à l'expansion de celle-ci, accroissent l'actif dont les actionnaires sont finalement propriétaires?)

Aussi M. Massé, avec modestie et sagesse, renonce à présenter les conclusions de la conférence des revenus. Les membres de cette conférence ont discuté les problèmes, ils ne se sont pas mis d'accord sur des conclusions, mais probablement beaucoup d'entre eux ne rejetteraient pas les propositions du commissaire au Plan. Celles-ci sont à la fois suffisamment précises pour autoriser un début de mise en application et suffisamment discrètes sur les points délicats pour ne pas déchaîner immédiatement la tempête.

La première proposition rencontrera une approbation unanime. L'Institut national de la statistique et des études économiques (I.N.S.E.E.) améliorera les

statistiques relatives aux revenus et constituera, avec les représentants des groupes sociaux, un groupe d'études permanent pour favoriser à la fois le perfectionnement des statistiques et la diffusion des connaissances.

La deuxième étape, celle de l'orientation, comporterait l'établissement pour le Ve Plan de "programmation indicative" en valeur. Abstraitement, la suggestion sera aisément acceptée, mais l'accueil ne sera peut-être plus le même lorsque l'on passera aux chiffres. Quel sera le taux annuel de hausse des rémunérations auquel *tous* les travailleurs auraient droit? Par quel mécanisme les transferts en faveur de certaines catégories seront-ils équilibrés par des reprises sur d'autres catégories?

La troisième étape comporte la proposition la plus nouvelle: la constitution d'un collège d'études et d'appréciation des revenus (C.E.A.R.) composé de personnalités indépendantes et chargées de suivre *a posteriori* l'application des directives gouvernementales incluses, chaque année, dans le budget économique. Dans des conditions à déterminer, le C.E.A.R. serait saisi "des faits, des conventions ou des accords présumés entachés d'écarts notables dans l'un ou l'autre sens par rapport aux recommandations officielles". En bref, le C.E.A.R. pourrait et devrait dénoncer à l'opinion les entreprises coupables d'accorder des augmentations de salaires excessives. Il y a quelques années, M. Michel Debré, dans une lettre au C.N.P.F., avait indiqué le taux de 4% comme le taux moyen d'élévation de salaire horaire compatible avec la stabilité des prix. L'ancien premier ministre avait été assailli de tous côtés. C'est pourtant à des formules de même sorte qu'aboutiraient les propositions de M. Massé.

Il serait facile de mettre l'accent sur les difficultés du programme dressé par M. Massé et nous aurons l'occasion de revenir sur certaines d'entre elles. Bornons-nous aujourd'hui à saluer un mérite incontestable de ce rapport, sa valeur éducative. L'État intervient trop dans le fonctionnement de l'économie pour s'en remettre désormais aux seuls mécanismes du marché. S'il veut réduire au minimum le recours aux mesures de contrainte, il lui faut trouver, parmi les représentants des groupes socio-professionnels, des interlocuteurs valables, qui se soucient de la stabilité de l'ensemble en même temps que de leurs revendications particulières. Peut-être le but immédiat d'une politique des revenus est-il de trouver des interlocuteurs qui consentent à parler le même langage que les responsables de l'équilibre.

Limites de la politique des revenus

Le Figaro
6 mars 1964

Nul pays n'a été capable jusqu'à présent de mener avec succès une politique des revenus, au sens que M. Massé donne à cette expression dans le rapport que nous commentons la semaine dernière. Les Pays-Bas, avec des syndicats ouvriers d'une extrême modération et une équipe d'experts peut-être la meilleure du monde, avaient la meilleure chance de réussir l'expérience: eux aussi ont finalement échoué.

Quelle est donc la difficulté majeure, que M. Massé n'a certes pas dissimulée mais qu'il n'a pas mise en pleine lumière? Le but est de maintenir la demande globale dans les limites compatibles avec la stabilité des prix, donc de freiner la distribution des revenus. Ce freinage peut être exercé à *l'avance* par la politique du budget et du crédit. Il peut être exercé *après coup* par la fiscalité. La politique des revenus consiste à freiner la distribution des revenus, *au moment même* où celle-ci s'opère, *sans recourir à la contrainte*. Or, ce freinage au moment de la distribution exige que les sujets économiques, employeurs et employés, chefs d'entreprise et syndicats ouvriers, obéissent non à leur seul intérêt, mais en même temps à l'intérêt global de la collectivité tel que l'ont apprécié les "sages", nommés par le gouvernement.

Supposons une entreprise de transformation des métaux dont le carnet de commandes est largement garni et qui manque d'ouvriers qualifiés. Le directeur aura tendance - et qui pourrait le lui reprocher? - d'embaucher les ouvriers qui lui manquent en leur offrant un salaire plus élevé. Une telle pratique devra être condamnée par le C.E.A.R. (ou Collège d'étude et d'appréciation des revenus). Supposons encore une entreprise qui, grâce à l'élévation rapide de sa productivité, est en mesure d'élever le salaire horaire de 10% dans l'année sans hausse de prix: elle aussi sera condamnée par le C.E.A.R., car elle aurait dû transmettre au public une fraction de ses gains de productivité sous forme de baisse de prix. En bref, la politique des revenus exige une conversion psychologique de la part de tous, syndicats ouvriers et entrepreneurs, conversion dont il ne faut désespérer mais sur laquelle il serait dangereux de compter immédiatement.

Encore avons-nous réduit le problème à ses termes les plus simples. La politique des revenus, en effet, n'a pas seulement un objectif économique, elle a

également un objectif social: elle tend à favoriser une répartition que l'on souhaite équitable des revenus en même temps qu'à limiter le volume global de ceux-ci. Or la conjonction de ces deux objectifs complique grandement la tâche. Les idées dominantes, à notre époque, incitent à une comparaison incessante entre les rémunérations des uns et celles des autres, les progrès accomplis dans un secteur ou une entreprise ne justifiant pas pleinement l'avance prise par les revenus de telle ou telle catégorie.

Ces remarques ne visent pas à décourager à l'avance ceux qui auront la charge de mettre en place une politique des revenus. Elles voudraient seulement rappeler - et M. Massé, j'en suis sûr, ne me contredira pas - que cette politique n'est et ne sera, durant une période prolongée, qu'un appoint. C'est du budget et du crédit que dépend et dépendra encore longtemps la stabilité des prix. Si l'impasse va au-delà d'une certaine marge, si le financement des investissements anticipe avec excès sur l'épargne future, aucun effort de persuasion, aucun comité des "sages" ne parviendra à prévenir la hausse des prix. Il serait dangereux de tirer du rapport de M. Massé une idée qui n'y figure pas, mais qu'une interprétation tendancieuse pourrait y découvrir, à savoir qu'une croissance rapide exige un excès de la demande globale que la politique des revenus aurait pour objet et devrait avoir pour résultat de neutraliser.

Certes, tous les responsables de notre économie sont, et à juste titre, des doctrinaires de la croissance. Ils ne consentiraient pas à payer la stabilité des prix par une diminution importante du taux de croissance. En ce sens, ils admettent que le volume de la demande doit être à la limite de l'excès inflationniste. Mais ils admettraient aussi que, surtout dans l'excès, la mesure s'impose.

Si telle est la conjoncture présente, peut-être une tâche aussi urgente que celle de la mise en plan d'une politique des revenus serait-elle la réforme du financement des investissements et, en particulier, de la construction. Sans reprendre aujourd'hui les controverses monétaires à la mode, je suis tenté de croire qu'entre la politique de la monnaie et du crédit d'une part, celle des revenus d'autre part, c'est la première qui exercera, au cours des années qui viennent, la plus grande influence.

Le souhaitable et le possible

Le Figaro
15 juillet 1964

Les plans de stabilisation ne sont jamais populaires, non pas seulement parce qu'ils imposent des sacrifices inégalement et parfois injustement répartis, mais parce qu'ils sont, en apparence, contraires à la rationalité. Les prix montent, donc l'offre est insuffisante pour répondre à la demande: la solution ne serait-elle pas d'accroître l'offre, c'est-à-dire la production? Or les politiques anti-inflationnistes ont d'ordinaire pour résultat, sinon pour objectif, de ralentir l'expansion. Aussi se trouve-t-il toujours un critique, par exemple M. Marcel Pellenc, pour raisonner comme nous venons de le faire, accuser les gouvernants de "diagnostic erroné" et recommander "une expansion puissante et continue afin de supporter nos charges et d'échapper à l'inflation".

Personne n'a jamais pensé que l'expansion, c'est-à-dire une production accrue, soit, en tant que telle, cause d'inflation. Mais la disproportion entre l'offre et la demande globales de biens commercialisables sur le marché n'est pas le seul mécanisme de hausse des prix. Il suffit de déséquilibres en certains secteurs pour que quelques prix montent et entraînent peu à peu l'ensemble. Il suffit que les entreprises, manquant d'ouvriers et spécialement d'ouvriers qualifiés, fassent de la surenchère, pour que les salaires progressent plus vite que la productivité, provoquant ainsi inévitablement une hausse des prix. C'est pourquoi tous les gouvernements dans tous les pays occidentaux, quel que soit leur diagnostic, sont amenés à recourir, dans la lutte contre l'inflation, à des mesures qui tendent à ralentir l'expansion.

Ce n'est pas que les méthodes couramment employées, qu'elles portent sur le crédit ou le budget, soient satisfaisantes. Ces méthodes globales risquent de freiner la production plus fortement que les responsables ne le souhaitent. De toute manière, il y a quelque chose d'irritant pour l'esprit à comparer le volume substantiel de la production perdue à l'étroite marge inflationniste qui a déclenché l'action corrective. Enfin, dans la mesure où l'inflation est essentiellement ce que les économistes appellent une inflation des coûts, due à la hausse des prix de revient et non à l'excès de la demande, les mesures restrictives n'ont qu'une efficacité douteuse. Il est arrivé, en Grande-Bretagne, que la stagnation de la production se soit accompagnée d'une hausse continue des salaires.

Les études parues ici et là sur les moyens à employer pour prévenir l'alternance d'expansion inflationniste et de contraction répondent à une inquiétude réelle de l'opinion, à une aspiration légitime. Les conceptions relatives à une politique des revenus méritent une étude plus poussée. Récemment, a été lancée l'idée de salaire-épargne: une certaine fraction des hausses de salaires serait inscrite au compte des travailleurs sans être immédiatement disponible. Le gouvernement italien de centre-gauche avait songé à une telle pratique.

Mais il faut bien constater que la plupart des pays occidentaux en sont encore, sur tous ces points, au stade de l'investigation. Les phases d'expansion rapide comportent plus d'inflation d'un côté du Rhin que de l'autre; cependant, au degré près, les phénomènes sont analogues et les thérapeutiques ne diffèrent pas essentiellement.

Autant il est absurde de donner le plan de stabilisation en exemple à l'Europe (si le plan est devenu indispensable, la gestion du gouvernement en 1962 et en 1963 y est bien pour quelque chose), autant il est vain de s'en prendre à un "diagnostic erroné" et d'imaginer une politique radicalement autre que celle qui est actuellement suivie.

Non que les résultats obtenus constituent un plein succès. La hausse des prix de détail au premier semestre n'a été que de 0,6%, mais le blocage ne pourra être maintenu indéfiniment et certaines hausses, un jour ou l'autre inévitables, se répercuteront dans les indices. Les chiffres du commerce extérieur en juin sont meilleurs (les importations sont couvertes à proportion de 89% par les exportations), mais le déficit subsiste. L'indice de la production industrielle, en avril-mai 1964, est en hausse de 7,8% par rapport à avril-mai 1963, mais la progression était jusqu'à présent imputable surtout aux industries de biens de consommation. La poursuite de l'expansion en automne dépend d'une reprise des industries lourdes, en particulier des industries de biens d'équipement.

Enfin et surtout, après les vacances, le problème des salaires se posera dans le secteur privé et, plus encore, dans le secteur public. Le premier ministre avait fixé à 4% environ l'augmentation annuelle moyenne des rémunérations nominales compatible avec la stabilité. La hausse de près de 2% des salaires privés au cours du premier trimestre de l'année ne permet guère de croire que cette directive sera respectée, pas plus que ne l'avait été une directive semblable de M. Michel Debré, il y a quelques années. La hausse des salaires n'est pas due, semble-t-il, à la combativité syndicale, à la violence des revendications, mais à

l'état même du marché du travail - ce qui prouve, du même coup, que l'expansion a résisté jusqu'à présent au plan de stabilisation.

Mais ce que les salariés du secteur privé ont obtenu, ceux du secteur public le revendiqueront. Les agriculteurs manifesteront leur indignation de n'avoir presque rien reçu alors qu'ont été accordées à maintes industries des dérogations au principe du blocage. Enfin, les industries exposées à la concurrence, dont les marges bénéficiaires sont réduites par suite de la hausse des coûts, demanderont une aide que les pouvoirs publics, dans l'intérêt même des investissements, seront enclins à ne pas refuser.

À la rentrée, le gouvernement devra chercher un compromis entre ce qui est économiquement souhaitable - stabilité des salaires et relance des investissements - et ce qui est politiquement possible.

Le Plan, les conjonctures et les structures

Le Figaro
9 octobre 1964

Le rapport sur les orientations générales du Ve Plan présenté à la presse par M. Massé est un document, si riche que plusieurs longs articles ne suffiraient pas pour en dégager même les idées essentielles. Les remarques suivantes portent sur un point particulier, que j'ai choisi en fonction des problèmes actuels: comment éviter que les mesures de circonstances, prises pour parer à des dangers immédiats, ne compromettent la politique à moyen terme dont le Plan lui-même trace les grandes lignes?

Le rapport de M. Massé est dans l'ensemble, optimiste. Les planificateurs partent de l'hypothèse que les taux de croissance des dernières années, supérieurs à ceux du siècle dernier ou à ceux du début de ce siècle, se maintiendront jusqu'en 1970 ou même jusqu'en 1985. Le potentiel de croissance subsiste inentamé. Le rendement des investissements a été plus élevé en France que dans les autres pays d'Europe (supériorité que les planificateurs attribuent au Plan lui-même). Un taux de croissance de 5% du produit intérieur brut, légèrement inférieur à celui qu'avait fixé le IVe Plan, serait compatible avec le maintien de l'équilibre, au moins au sens que l'on donne aujourd'hui à ce terme, à savoir une hausse des prix qui ne dépasserait pas celle que connaissent nos partenaires et concurrents.

Comment préserver l'équilibre?

Au cours du IVe Plan, l'équilibre, même au sens limité que nous venons de définir, n'a jamais été réalisé. La hausse des prix en 1959, 1960, 1961 et 1962 a été constamment supérieure au pourcentage tolérable. Si l'opinion et peut-être même le gouvernement n'en ont pris une conscience claire qu'en 1963, la cause en est la marge de manœuvre que nous assurait la dévaluation de 1958. Comme, de plus, il était possible d'imputer à cette dévaluation certaines hausses, la tentation devenait irrésistible d'ignorer les avertissements que donnait, chaque année, le commissaire général au Plan et que confirmait la lecture des statistiques.

L'inflation fut soudainement accélérée par les événements, en particulier par l'afflux des Français quittant l'Algérie. Le "dérapage des prix", selon l'expression des experts, fut visible aux yeux de tous: il fallut prendre des mesures d'urgence,

connues sous le nom de plan de stabilisation. Nous ne voulons pas revenir sur le détail de ces mesures et discuter l'opportunité de l'une ou de l'autre. Ce qui nous intéresse en l'espèce, c'est la contradiction entre certaines de ces mesures d'urgence et les principes de gestion que le Commissariat au Plan recommande au gouvernement.

Par exemple, le rapport insiste, à diverses reprises, sur la notion de *vérité des prix*. Les biens et services des entreprises d'État ou des services publics doivent être vendus, autant que possible, à des prix de marché, c'est-à-dire qui ne comportent pas de déficit d'exploitation, qui n'obligent pas le Trésor à combler la différence entre dépenses et recettes. La vérité des prix est souhaitable pour des motifs d'ordre général, que les économistes de toutes les écoles ont maintes fois exposés. Elle est particulièrement souhaitable dans le cas de la France où l'État doit opérer un prélèvement considérable sur le revenu national pour développer les équipements sociaux (écoles, routes, communications). Or, il y a des limites au prélèvement fiscal: si l'impôt sert à couvrir des déficits d'exploitation, l'État aura tendance à renvoyer au marché, directement ou indirectement, le financement des investissements des services publics et à réduire les possibilités d'emprunt du secteur privé.

L'objectif de vérité des prix vaut pour le secteur privé comme pour le secteur public et c'est pourquoi je me suis inquiété de la prolongation d'une mesure, par essence, temporaire, comme celle du blocage des prix - mesure qui, par nature, tend à cristalliser des relations de prix en un univers où la stabilité globale doit résulter de mouvements multiples de sens opposés. Là encore, les décisions gouvernementales sont intelligibles en fonction de la conjoncture présente, par rapport à la psychologie supposée du public. N'importe quelle hausse de prix, même si elle tend à éponger un déficit d'exploitation ou si elle élargit une marge d'autofinancement, étant interprétée comme une preuve d'inflation, le gouvernement interdit, toutes les hausses (au moins en théorie), tout en sachant qu'il est amené, de ce fait, à méconnaître les principes de sa politique à moyen terme.

Comment contenir la consommation?

Si optimiste soit-il dans son ensemble, le rapport de M. Massé ne dissimule pas les difficultés que l'économie française doit encore surmonter pour que la progression envisagée s'accomplisse effectivement. La difficulté majeure est toujours la même: la consommation a augmenté plus vite qu'il n'était prévu, la hausse des prix a également dépassé les prévisions et, en 1963 et 1964,

l'investissement productif a pris du retard à la fois sur les prévisions et sur les exigences du Plan. La réussite du Ve Plan suppose donc une efficacité dans la lutte contre l'inflation ou, si l'on préfère, une réussite dans la politique de stabilité que l'on n'a observée à aucun moment depuis 1958. La Ve République n'a connu ni crise aiguë d'inflation, comme la IVe République en 1951 et en 1957, ni déficit des comptes extérieurs. Mais si ces derniers ont été et restent excédentaires, l'inflation a été continue avec une accélération en 1962. Aussi longtemps que les planificateurs n'auront pas donné une explication satisfaisante des causes spécifiquement françaises de cette tendance à l'inflation, le commentateur se demandera comment le redressement de l'investissement productif sera obtenu. Le taux d'autofinancement brut des entreprises, qui a reculé de 70% en 1960 à 64% en 1963 et à moins encore en 1964, devrait retrouver, en 1970, le niveau de 1960.

Le taux d'autofinancement dépend des multiples facteurs qui conditionnent les mouvements relatifs des coûts de revient et des prix de vente. Les entreprises industrielles du secteur privé, exposées à la concurrence étrangère par suite de l'ouverture des frontières, risquent d'être coincées entre la hausse des coûts dans les secteurs des industries protégées ou des services et la limitation forcée des prix. On n'aperçoit pas clairement, dans le rapport, si les planificateurs comptent sur la politique des revenus pour mettre un terme au processus inflationniste, qui a accompagné le IVe Plan et dont le freinage a entraîné le ralentissement de l'expansion.

À ce point se posent des problèmes auxquels je ne prétends pas donner de réponse. D'un côté, des mesures conjoncturelles contredisent parfois la politique du Plan, mais, d'un autre côté, cette politique du Plan est-elle réalisable sans des réformes d'ordre structurel ou, du moins, sans des réformes que les seuls techniciens en peuvent recommander parce qu'elles suscitent inévitablement des controverses partisans? Est-il possible avec notre actuel système d'impositions d'opérer les prélèvements fiscaux nécessaires sans provoquer l'inflation? Est-il possible de construire 470.000 logements par an, en 1970, sans toucher à la législation foncière, sans impôt sur les gains en capital?

Le Ve Plan va être l'objet de discussions au Conseil national économique et à l'Assemblée nationale. Ces discussions auront surtout pour objet la répartition des ressources et des revenus, mais elles devraient aussi s'attacher aux réformes de structure faute desquelles le gouvernement sera acculé à prendre, comme il le fait depuis un an, des mesures peut-être justifiées par la conjoncture mais

contraires aux règles qu'il s'est lui-même fixées.

L'article 33. De l'idée à la mise en pratique

Le Figaro
27 mai 1966

Nous avons indiqué, en un précédent article (1), qu'il était faux de confondre autofinancement net et accroissement de la valeur des actifs, même si l'on admet qu'à long terme l'autofinancement doit, dans la plupart des cas, entraîner un accroissement de la valeur des actifs. Cette erreur intellectuelle suffit à compromettre le projet, car il devient alors impossible d'évaluer, chaque année, "cet accroissement". Aussi bien, selon les règles admises pour l'amortissement, selon les sommes retenues à titre de provision, le solde comptable, qui sera considéré comme autofinancement, sera différent.

Supposons que cette difficulté initiale ait été surmontée: rien ne sera résolu pour autant.

Un premier problème, qui a été relevé par tous les commentateurs, se présente aussitôt. Dans quel cadre, celui de l'entreprise, celui du secteur, celui de l'économie tout entière, les salariés recevront-ils leur part du capital? Les marges bénéficiaires quel qu'en soit le mode de calcul, varient d'entreprise à entreprise et de secteur à secteur. Aussi longtemps que cet intéressement du personnel aux bénéfices, sous une forme ou sous une autre, demeure volontaire, l'État peut ignorer les inégalités qui en résultent entre les salariés. Est-il juste que les salariés d'une entreprise prospère soient avantagés, ceux d'une entreprise déficitaire pénalisés, même s'ils ne sont responsables ni des profits de l'une ni des pertes de l'autre? On peut en discuter indéfiniment. Mais le fait est qu'une loi rendant *obligatoire* cet intéressement des travailleurs qui généraliserait et légaliserait cette sorte d'inégalité serait difficilement acceptée par les salariés et les syndicalistes.

Aussi bien, ceux qui ont cherché des formules pratiques ont-ils pour la plupart renoncé au cadre de l'entreprise. Mais qu'ils aient envisagé le secteur ou la nation entière, ils se sont heurtés à d'autres obstacles. Dès lors que l'on s'élève au-dessus de l'entreprise, il ne suffit plus d'additionner les bénéfices, il faut déduire du total des bénéfices le montant des pertes. Déduira-t-on les pertes du secteur nationalisé, pertes que provoque, en certaines circonstances, la politique des prix dictée par le gouvernement? Mais comment ne pas déduire ces pertes, si l'on déduit les pertes des entreprises privées et si l'on veut ne pas laisser les salariés des entreprises nationales en dehors du champ d'application de la loi?

Ce n'est pas tout. Des esprits ingénieux ont imaginé que l'on pouvait tout à la fois satisfaire les réformateurs qui veulent transférer aux ouvriers une partie du capital des entreprises et répondre aux besoins de l'économie française qui parvient malaisément à financer les investissements indispensables. Ils ont, dès lors, conçu un système selon lequel la part des salariés dans "l'accroissement de la valeur des actifs" non seulement ne serait pas attribuée aux salariés individuellement en toute propriété, mais serait gérée par une société nationale (ou par quelques sociétés), comparables à celles qui assurent pour les particuliers la gestion des portefeuilles de valeurs mobilières. Quelques-uns ont même proposé que cet intéressement des travailleurs à l'accroissement de la valeur des actifs serve finalement à constituer des fonds de retraite supplémentaires.

Les syndicats sont d'eux-mêmes plutôt hostiles que favorables à ces pseudo-réformes de structure. Quant aux ouvriers, leur annoncer tout à la fois qu'ils deviennent propriétaires d'un capital et qu'ils n'ont pas droit d'en disposer, c'est leur donner un sentiment accru de mystification. À supposer - ce qui est loin d'être démontré - que "l'aliénation ouvrière" ait pour cause principale la distinction entre propriétaires des moyens de production et salariés, il faut un singulier optimisme pour imaginer qu'une propriété théorique sur des actifs non réalisables suffira pour mettre fin à cette "aliénation".

Il ne s'agit pas tant, me répondent les tenants de l'autre école, de mettre fin à l'aliénation ouvrière que d'accroître l'épargne nationale. Or, pour accroître cette épargne, il faut que les entreprises puissent recourir à l'autofinancement, et celui-ci, à son tour, ne sera toléré par l'opinion que dans la mesure où les salariés en recevront leur part. Je voudrais croire que des faux-semblants suffisent à résoudre de vrais problèmes, mais je n'y parviens pas.

La revendication initiale part de sentiments généreux et d'idées fausses. À supposer qu'elle pose un problème authentique - ce qui est possible - celui-ci ne peut être résolu ni par une loi unique ni du jour au lendemain. À vouloir combiner la solution de ce problème - comment donner aux salariés une part de propriété sur le capital des entreprises? - avec l'accroissement de l'épargne et le financement des investissements, on s'empêtre soi-même dans d'inextricables contradictions.

Le gouvernement a posé quatre principes auxquels le comité Mathey doit se tenir:

1) "Le fait générateur des droits accordés aux salariés ne peut être que l'accroissement du capital des entreprises dû à leur autofinancement." Réponse:

personne ne peut déterminer exactement le montant de cet accroissement. En ce qui concerne l'ensemble des sociétés anonymes et les commandites par actions, en 1963, le C.N.P.F. a donné les chiffres suivants: sur un total de bénéfices (au sens fiscal) de 8,47 milliards, les impôts en prélèvent 4,70 et les dividendes 3,45. L'autofinancement net s'élèverait à 0,32 milliard, soit 0,08% du chiffre d'affaires.

2) "Les fonds représentant la participation des salariés à l'accroissement du capital de l'entreprise doivent rester à la disposition de l'entreprise pour ses investissements." Si l'on applique ce principe, les salariés feront en même temps une double expérience: celle du droit de propriété et de l'interdiction d'en user.

3) "La gestion des fonds représentant la participation des salariés à l'accroissement du capital peut être, en partie au moins, exercée par une instance extérieure à l'entreprise." Cette formule permet toutes les combinaisons. On est parti de la diffusion du capital et l'on aboutira à une sorte d'immense "société d'investissements", voire à une caisse de retraites supplémentaires. Don Quichotte a lancé le pancapitalisme, Sancho Pança gardera le dernier mot.

4) "La participation des travailleurs à l'autofinancement ne doit pas affecter la capacité de financement existant des entreprises, des ménages et des administrations sous peine de porter atteinte au niveau des investissements." On ne saurait mieux dire, mais les économistes ne sont pas plus capables que les mathématiciens de résoudre la quadrature du cercle. Si une partie de la plus-value en capital que les actionnaires espèrent et qui sert de contrepartie à des dividendes réduits leur échappe, les entreprises auront encore plus de peine à faire appel au marché financier. Elles devront recourir davantage à l'autofinancement, alors que M. Giscard d'Estaing voulait, par la détaxation des dividendes, reconstituer le marché financier.

M. Pompidou et M. Debré n'ignorent rien de ces évidences. En l'espèce, ils ne sont embarrassés ni par l'opposition ni par ces "commentateurs indépendants" qui, d'ordinaire, les irritent tant, mais bien par une fraction de leurs partisans. J'espère qu'ils ne m'en voudront pas de dire tout haut ce qu'ils murmurent discrètement.

(1) Voir "Le Figaro" du 26 mai.

Un acte de courage

Le Figaro
26 juillet 1966

Le rapport de la commission présidée par M. Mathey pourrait marquer une date dans la politique française. Comparable à un rapport d'une commission royale en Grande-Bretagne, il traite d'un problème que sophismes et passions avaient fini par obscurcir. Il en traite avec la liberté et la rigueur d'esprit que l'on peut attendre de personnalités choisies en raison de leurs mérites, sans référence à leurs opinions politiques.

Le précédent ministre des Finances avait laissé par inadvertance à coup sûr l'Assemblée nationale voter dans la loi du 12 juillet 1965 un amendement connu désormais sous le nom d'amendement Vallon qui faisait obligation au gouvernement de déposer avant le 1er mai 1966 un projet de loi "définissant les modalités selon lesquelles seront reconnus et garantis les droits des salariés sur l'accroissement des valeurs d'actif des entreprises dû à l'autofinancement". M.Pompidou et M. Debré, quand l'échéance approcha, confièrent à une commission présidée par M. Raymond Mathey la tâche d'étudier la mise en application de cet amendement. Le ministre des Finances avait limité et précisé cette tâche: la capacité des entreprises de financer les investissements ne devrait pas être atteinte, la réforme de la structure même des entreprises était exclue du domaine d'étude de la commission.

À ma connaissance, aucun économiste digne de ce nom, aucun responsable de l'économie parmi les grands fonctionnaires ou les dirigeants du secteur privé n'avait jamais pris au sérieux l'idée généreuse, séduisante et fausse qui est à l'origine de l'amendement Vallon. Aucun n'avait jamais imaginé que, par un coup de baguette magique, les salariés pourraient devenir capitalistes, surtout à un moment où les marges bénéficiaires des entreprises, donc les marges d'autofinancement, tendent à se rétrécir et ne répondent plus aux besoins de l'expansion et de la modernisation. Une seule question se posait, de portée considérable: la commission se bornerait-elle à une analyse sans conclusion? Adopterait-elle le langage de prudence que l'on prête volontiers aux fonctionnaires? Ou bien oserait-elle dire tout haut ce que le souci de ne pas heurter de front les gaullistes de gauche, le désir d'épargner les conceptions attribuées à tort ou à raison au président de la République lui-même, incitait nombre de ministres à taire?

Le rapport, dont je ne connais encore qu'une analyse détaillée, donne la réponse, une réponse éclatante à cette interrogation: la commission a choisi sans réticence le parti de la clarté et du courage.

Il n'est pas question, dans ce bref article, de résumer le rapport. J'avais moi-même, il y a quelques semaines, indiqué ici-même pourquoi je tenais l'amendement Vallon pour inapplicable. Je reprendrai seulement quelques-uns des arguments majeurs.

1. L'autofinancement est une notion économique non comptable. Pour déterminer le montant de l'autofinancement dans une entreprise, il faut déduire de l'autofinancement brut les sommes qui correspondent aux amortissements. Mais ces sommes elles-mêmes varient selon la législation fiscale. En période de dépréciation monétaire, les amortissements légaux peuvent être inférieurs à la valeur de remplacement du capital fixe. Qui en décidera?

2. Il n'y a aucun autofinancement dans les entreprises déficitaires (20% des entreprises). L'autofinancement est insaisissable dans les entreprises personnelles, dans les S.A.R.L., dans les entreprises nationales. Une fraction importante des salariés sera donc exclue du bénéfice de cette mesure éventuelle.

3. Au niveau de l'économie nationale, le montant de l'autofinancement net varie selon le mode de calcul entre 0 et 3 milliards de francs. En admettant même cette dernière estimation, il ne représente que 5% de la masse des salaires distribués par les entreprises non financières (60 milliards). La réforme envisagée n'aurait donc qu'une portée dérisoire aussi longtemps qu'elle aurait pour objet d'améliorer la condition matérielle des salariés.

4. À supposer que l'on détermine le montant de l'autofinancement net, quelle sera la modalité du partage entre capitaliste et salariés? Quelle est la rémunération du capital qui sera jugée légitime? Peut-on obliger les chefs d'entreprise à réserver aux salariés une part des sommes consacrées à l'autofinancement, alors que l'autofinancement lui-même n'est ni général ni obligatoire?

5. On peut, évidemment, de manière arbitraire, décréter que telle ou telle fraction des bénéfices après paiement des impôts représente l'autofinancement. Pour répartir ces "superbénéfices" de manière équitable, il faut encore tenir compte du fait que, selon les entreprises et les branches, la part des salariés dans le chiffre d'affaires ou la valeur ajoutée est extrêmement variable. Une industrie comme celle du pétrole emploie peu d'hommes et beaucoup de capitaux. La situation est inverse dans le bâtiment. Même si la part des salariés dans les

"superbénéfices" sera calculée en fonction de la part des salaires dans la valeur ajoutée, il en résultera de grandes inégalités selon les entreprises et plus encore selon les branches.

6. Le marché financier tel qu'il fonctionne dans le régime actuel demeure indispensable au financement des investissements prévus dans le cadre du Ve Plan. L'application d'un système qui comporterait la remise d'actions gratuites aux salariés, quelle que soit la modalité de gestion adoptée, détournerait du marché financier les apporteurs de capitaux.

La commission aboutit à la conclusion que le mieux serait d'en rester à une formule facultative, autrement dit de ne pas faire obligation aux entreprises de négocier avec les syndicats ou le comité d'entreprise un contrat prévoyant la distribution aux salariés d'une fraction des "superbénéfices". À cette conclusion, la commission en joint une autre en vue de l'éventualité où le gouvernement jugerait inévitable pour des motifs politiques d'aller au-delà de la formule facultative. La clé de la répartition serait le rapport entre charges salariales et valeur ajoutée. Quant à la nature des droits des salariés - créance ou actions - et au mode de gestion de ces droits, la commission n'a pu proposer de recommandation à l'unanimité. La méthode d'attribution pourrait être négociée entre partenaires sociaux et ceux-ci pourraient également choisir le mode de gestion. La création de sociétés de gestion d'un type nouveau serait probablement la technique la meilleure.

À la rentrée parlementaire, le gouvernement devra à son tour prendre position. La commission lui a facilité la tâche s'il souhaite agir raisonnablement, et ne lui laisse guère d'excuse ou de justification s'il souhaite un compromis équivoque avec ceux qui, tel mon vieil ami Vallon (dont la bonne foi est évidente mais qui s'est enfermé lui-même dans son rêve), tiennent l'adhésion à l'article 33, l'intéressement des salariés à l'autofinancement, pour la pierre de touche du gaullisme gauche.

Mais, me dira-t-on, à supposer que la commission Mathey ait eu raison de dissiper illusions et mythes, le problème continue à se poser, certes, mais ce n'est pas le problème de l'autofinancement qui se pose, car il s'agit là d'un faux problème. Les problèmes qui se posent sont ceux de l'entreprise, de l'intéressement éventuel des salariés aux bénéfices, de l'accession des salariés à telle ou telle forme de propriété. Problèmes multiples à long terme qu'aucune loi unique ne résoudra miraculeusement.

Par la volonté d'un seul

Le Figaro
7 août 1967

Il est peu d'exemples, en un pays démocratique, d'un événement comparable à l'ordonnance sur l'intéressement des travailleurs aux fruits de l'expansion. Cette mesure a été imposée par un seul homme aux ministres et aux grands fonctionnaires qui y étaient unanimement opposés, aux organisations patronales farouchement hostiles, aux organisations ouvrières réticentes ou indifférentes. Quant aux commentateurs, si l'on met à part quelques farfelus et ceux qui craignent avant tout de passer pour réactionnaires, aucun ne recommandait un tel projet à un tel moment.

Notre confrère du *Monde*, M. Drouin, donne pour titre à l'article qu'il consacre au sujet: "Le bonheur des citoyens malgré eux." La réalité politique et psychologique est tout autre: un homme, sûr d'avoir raison contre tous en un problème dont il ignore la complexité et méconnaît la gravité, n'a pu résister au démon de l'orgueil.

Personne, ni au gouvernement ni dans l'administration, n'a protesté par une démission. Tel est l'aboutissement du pouvoir absolu.

Pourquoi l'idée généreuse, séduisante, d'un partage des bénéfices entre actionnaires et salariés, qui a comporté ici et là des applications, n'a-t-elle jamais été transformée en principe obligatoire pour toutes les entreprises?

La première raison, désormais peut-être la moins importante, est d'ordre juridique. Quand M. Drouin écrit qu'il est difficile de nier l'existence d'un droit des salariés à profiter comme les actionnaires de l'enrichissement de la firme, il oublie évidemment un mot: il songe à ce que l'on appelle un *droit moral*, ce qui est tout le contraire de ce que les juristes appellent un droit. La nature du contrat entre l'entreprise et les salariés est telle que ceux-ci n'ont pour l'instant aucun droit sur les bénéfices.

Est-il juste de leur accorder ce droit? Dans l'abstrait, chacun répondra oui. Mais une réponse de ce genre n'a aucune autre portée que de se protéger contre les injures aussi longtemps que l'on n'a pas précisé si et dans quelles conditions ce droit peut être généralisé. Avec ou sans partage des bénéfices, les salariés profitent au même titre que la communauté tout entière des progrès accomplis par l'économie, soit que les salaires s'élèvent, soit que les prix des marchandises

baissent. La vraie question dès lors se déplace: convient-il que les salariés d'une entreprise bénéficient en priorité des fruits de l'expansion de cette dernière? À supposer que l'on donne une réponse positive à cette interrogation, comment appliquer le principe sans compromettre le fonctionnement même de l'entreprise?

Celle-ci ne renouvelle son outillage qu'à condition de prélever sur ses fonds propres ou en faisant appel au marché des capitaux. Comment trouver des capitaux sans rémunérer les actionnaires et, lorsque les dividendes sont bas, ouvrir aux actionnaires une perspective de hausse des cours?

Tous ceux qui ont sérieusement étudié le problème dans tous les pays sont arrivés à la même conclusion: les conséquences ou les périls d'une formule obligatoire l'emportent de loin sur les avantages possibles.

Le volume des profits à distribuer est tel qu'il n'en résultera aucune modification substantielle du niveau de vie des ouvriers. Quelqu'un me répond aimablement que je raisonne en Shylock et que la signification morale de la réforme est immense, même si l'effet matériel est négligeable. J'en demande pardon à ce contradicteur, mais l'ouvrier auquel on promet une participation aux bénéfices aura le sentiment demain, ou bien qu'il est victime d'une escroquerie, ou bien que telle n'est pas la voie du salut.

À la rigueur, la participation aux bénéfices prendrait un sens moral si elle entraînait quelque chose comme la cogestion. Mais les grandes entreprises ne peuvent être gérées nulle part, ni en Union soviétique ni aux États-Unis, dans le style d'une démocratie politique. La firme de notre époque est une hiérarchie technico-bureaucratique. Divers régimes sont possibles pour le choix des gestionnaires. On observe diverses modalités d'exercice de l'autorité. Mais les dizaines de milliers de salariés ne gèrent pas plus Renault que Citroën avec ou sans intéressement.

Il serait facile de multiplier les arguments: il suffit de se reporter au rapport Mathey. Mais un seul suffit à convaincre tous ceux qui consentent à regarder sans œillères les sociétés industrielles d'aujourd'hui. L'expansion, la modernisation dépendent par-dessus tout des grandes entreprises. Même dans les économies socialistes, on a découvert la fonction essentielle de l'entreprise et l'autonomie nécessaire de celle-ci. Dans tous les pays d'Europe occidentale, l'entreprise ne peut se passer ni de l'autofinancement ni de l'appel au marché des capitaux. Alors que les entreprises françaises ont des marges bénéficiaires insuffisantes, à la veille de la disparition des frontières douanières, la formule de

l'intéressement, quelle que soit la subtilité avec laquelle elle est mise en application, compromettra ou l'autofinancement ou les possibilités d'appel au marché des capitaux, probablement ceci et cela à la fois.

Enfin, alors que l'on encourage les fusions et concentrations, on privilégie les petites entreprises qui emploient moins de cent ouvriers et qui réussissent bien souvent, par des artifices comptables, à réduire au minimum les bénéfices imposables.

Il est facile, pour échapper aux critiques, de prendre une position moyenne: "Ni ces excès d'honneur ni cette indignité". L'ordonnance ne changera pas la condition des salariés, elle ne ruinera pas l'industrie française. Je suis peu porté à ce genre de précaution parce que je ne défends, en cette occasion, aucun autre intérêt que celui de l'économie française tout entière.

La société anonyme européenne, pour laquelle nos représentants à Bruxelles se sont tant battus, est désormais condamnée. La disparité des statuts entre les entreprises françaises et les entreprises de nos partenaires du Marché commun est difficilement compatible avec ce dernier. Bien entendu, le pire n'est pas certain et le texte final de l'ordonnance permettra seul un jugement détaillé.

Mais le fait demeure. La bonne volonté d'un Saint-Cyrien de 1910 et l'orgueil impatient d'un héros national lancent l'économie française dans une aventure.

Du rêve à la réalité

Le Figaro
16 août 1967

La commission Mathey avait reconnu à l'article 33 ou amendement Vallon le mérite de mettre en lumière trois problèmes: appropriation des accroissements d'actifs des entreprises, diffusion de la propriété mobilière, association plus étroite des travailleurs à la vie de l'entreprise. Mais elle avait exclu que ces trois problèmes puissent être résolus d'un seul coup, en se référant à la notion d'autofinancement net, trop équivoque pour permettre de déterminer le montant des sommes qui feraient l'objet d'une répartition entre salariés et actionnaires.

La formule de remplacement ou de désespoir qu'elle avait suggérée finalement a été, pour l'essentiel, reprise par le gouvernement. La formule me paraît proche de celle qu'applique depuis longtemps un gaulliste, ami personnel du général, qui préfère peut-être ne pas être nommé.

Le point de départ est le bénéfice fiscal tel qu'il est établi par la comptabilité des entreprises, ratifiée par les contrôleurs de fisc. L'État prélève sur ces bénéfices 50%. La moitié restante des bénéfices sert en priorité à rétribuer les fonds propres des entreprises à un taux que la commission Mathey n'avait pas précisé mais que le gouvernement a fixé à 5% (ce qui devrait satisfaire le patronat). Ce qui reste du bénéfice net, après déduction de cet intérêt statuaire, est majoré de l'exonération fiscale de la réserve d'investissement. On applique alors à cette somme, baptisée superbénéfice, un coefficient afin de tenir compte de la diversité des entreprises, certaines employant beaucoup de main-d'œuvre et peu de capital, d'autres, au contraire, beaucoup de capital et peu de main-d'œuvre. Le coefficient dit "de modulation" est, comme l'avait recommandé la commission Mathey, le rapport entre charges salariales et valeur ajoutée. Ainsi corrigé, ce superbénéfice est partagé par moitié entre actionnaires et salariés.

À ce système, les experts avaient adressé plusieurs critiques. La première est que les comptabilités des entreprises, en particulier françaises, prêtent à des contestations indéfinies. Même si les comptabilités étaient soustraites au doute, une loi modifiant les modalités de l'amortissement (loi qui est un instrument utile dans la régulation de la conjoncture) suffit à diminuer le montant du bénéfice fiscal, donc à réduire les droits des salariés.

En deuxième lieu, le montant des sommes qui seront distribuées aux salariés au titre de l'intéressement sera globalement très faible, souvent nul dans les

entreprises fiscalement ou effectivement déficitaires, rarement susceptible d'atteindre 5% du volume des salaires. Au moins dans l'immédiat, l'intéressement ne représente pas une somme suffisante pour donner aux salariés un sentiment nouveau de propriété ou de participation.

En troisième lieu, cet intéressement, jamais important, sera inégal sans que les salariés soient le moins du monde responsables de cette inégalité. Profits ou déficits des entreprises, pour l'essentiel, ne dépendent pas des salariés. Ceux-ci peuvent moins encore influencer la structure des firmes, le fait que les unes ont une grande intensité de capital et les autres, au contraire, une faible intensité. La modulation peut atténuer mais non supprimer ces inégalités de fait.

La commission Mathey avait redouté, et j'avais exprimé la même crainte dans un précédent article, que cette réforme, sans améliorer la condition ouvrière, compromette soit les possibilités d'autofinancement, soit les possibilités d'appel au marché des capitaux. Probablement ces craintes étaient-elles excessives.

Les grandes entreprises modernes comportent pour la plupart une intensité de capital telle que le superbénéfice, après la rétribution statutaire des fonds propres, corrigée par le coefficient de modulation, représentera une somme faible ou dérisoire. Les actionnaires ne toucheront, eux aussi, que des dividendes médiocres.

Mais cette loi devrait inciter les entreprises à un effort supplémentaire d'investissement, d'autant plus que l'intéressement est bloqué pour cinq ans et qu'une réduction d'impôts est prévue, à la mesure de la fraction du superbénéfice que la firme aura réinvestie au lieu de la distribuer aux actionnaires. Si les chefs d'entreprise et les détenteurs de capitaux examinent froidement l'ordonnance, s'ils admettent que les calculs nécessaires seront l'œuvre des contrôleurs du fisc, l'effet mécanique de l'intéressement ne devrait pas atteindre sensiblement les capacités d'appel au marché des capitaux.

En d'autres termes, des deux dangers, décevoir les salariés ou mettre en péril les entreprises, c'est le premier qui me paraît de beaucoup le plus grand. L'intéressement est bloqué pendant cinq ans, sous forme d'actions ou d'obligations. On a donc combiné deux principes, celui de l'intéressement des salariés à un superbénéfice et celui d'une épargne forcée. Ce deuxième principe, en période normale, n'a jamais été populaire auprès des salariés.

Il augmente le risque que cette distribution d'actions ou d'obligations, pour un montant de quelques pour cent du salaire annuel, soit interprétée comme une duperie. Bien loin de dissiper la représentation mythique d'une plus-value

énorme qu'il suffirait de répartir pour modifier la condition des travailleurs, ces derniers s'estimeront, une fois de plus, victimes de la réaction. Le relèvement du ticket modérateur de la S.S. les touchera probablement plus que la perspective ouverte par l'intéressement.

Réaction parfaitement intelligible. Le niveau actuel des rémunérations est en général trop bas pour que la participation au capital mobilier, sous forme d'actions bloquées, ait dès maintenant une signification. Des formes de capitalisme populaire se sont développées aux États-Unis; les salariés ont acquis des actions, le plus souvent gérées par des institutions. Mais cette sorte de capitalisme requiert un niveau de salaires plus élevé que celui de la France.

Un seul des membres de la commission Mathey avait fait des réserves sur les conclusions. "Quelles que soient les modalités, l'application de l'article 33 paraît, dans le cadre des institutions, se concilier mal avec les conditions internationales et les objectifs économiques rappelés à la commission, en particulier ceux du Ve plan. Par ailleurs, cette réforme ne favoriserait qu'une minorité de salariés et risque même de se retourner contre l'ensemble des salariés si elle compromet le développement économique. Il convient cependant de ne pas oublier que les réformes sociales, en apparence inopportunes lors de leur institution, finissent souvent par créer des conditions plus favorables à l'expansion économique. Cette mesure présenterait en outre l'avantage de mettre l'opinion et les travailleurs plus en contact avec les réalités et, en particulier, la situation des entreprises. Par là, elle pourrait ouvrir la voie à des institutions nouvelles plus aptes à la paix sociale et, en conséquence, plus favorables à un effort concerté dans la voie du progrès."

Souhaitons qu'il en soit ainsi. Probablement peut-on espérer que cette ordonnance aura deux conséquences: la première, négative, est une sorte de démonstration par l'absurde. N'importe quel système de prime à la production aurait été matériellement plus favorable aux salariés que la répartition des superbénéfices. La deuxième conséquence devrait être une amélioration de la comptabilité des entreprises et de l'information des actionnaires et des salariés. À cet égard, les entreprises françaises sont en retard sur les entreprises étrangères.

Enfin, l'obstacle de l'amendement Vallon étant désormais surmonté, il importe de s'attacher à la grande tâche qui attend le ministre des Finances: la réforme de la fiscalité. Car c'est par la fiscalité que, dans une économie moderne, on s'efforce tout à la fois de régler le mouvement de la conjoncture et de corriger certaines injustices sociales. Les plus-values sur les terrains à bâtir sont autrement choquantes pour l'esprit que les plus-values des entreprises

industrielles soumises à la concurrence étrangère, plus-values parfois dues à l'innovation et toujours nécessaires à la modernisation.

Remarques sur les ordonnances

Le Figaro

14 septembre 1967

À la Télévision, dans la défense, toujours habile et parfois convaincante que M. Pompidou a présentée des ordonnances, l'intéressement et la Sécurité sociale ont tenu la plus grande place. Pour n'être pas spectaculaires, les ordonnances sur l'emploi peuvent être importantes, mais les deux sujets qui ont, à coup sûr, touché le plus l'opinion sont la participation des travailleurs à l'expansion des entreprises et la réforme de la Sécurité sociale. L'amendement Vallon a, depuis deux ans, obsédé les chefs d'entreprise, empoisonné le climat des affaires. La réforme de la Sécurité sociale inquiétait tous les Français sans que les ordonnances les aient tous rassurés.

M. Pompidou a fait observer que l'intéressement, dénoncé à l'avance par les uns comme la mort de l'entreprise privée, par les autres comme une mystification, commence à "intéresser" les futurs bénéficiaires, cependant que la grande peur des capitalistes s'est dissipée.

L'analyse me paraît exacte. Encore faut-il, pour expliquer ce changement d'attitude, ne pas oublier l'écart entre l'idée initiale et l'aboutissement. La prétention d'asseoir les droits des salariés sur l'autofinancement net a été abandonnée: j'avais expliqué, en 1966, pourquoi une telle conception était, à mon sens, inapplicable. Le rapport Mathey avait démontré cette impossibilité. On est passé de la notion économiquement équivoque et insaisissable d'autofinancement net à la notion banale, elle aussi équivoque mais objet d'évaluation comptable, de bénéfice net.

La participation aux bénéfices n'est pas une idée neuve, elle est en vigueur déjà en nombre d'entreprises privées sous une forme ou sous une autre. L'extension obligatoire à toutes les entreprises de la participation aux bénéfices présentait des difficultés bien connues: inégalité des bénéfices selon les secteurs et les entreprises, inégalité de la part des salaires dans le chiffre d'affaires selon la structure des branches et des entreprises, nécessité de ne pas tarir les sources de financement à la veille de la disparition des barrières douanières entre les Six. Comment ne réduire ni les ressources de l'autofinancement ni celles du marché des capitaux?

L'ordonnance, telle qu'elle a été finalement rédigée, ne comporte pas de danger pour l'économie dans l'immédiat. Louis Vallon est légitimement déçu de

ce que l'on a fait de son grand dessein. L'autre camp doit reconnaître que l'on a pris assez, sinon trop, de précautions.

À l'*Académie des Sciences morales et politiques*, au printemps dernier, un chef d'entreprise était venu nous exposer une formule très proche de celle qui a été, en fin de compte, adoptée.

Je lui avais répondu que cette formule, valable dans son entreprise, ne laisserait pas grand-chose à distribuer dans les entreprises où les marges bénéficiaires sont faibles, les capitaux propres considérables et où la part des salaires est relativement faible. Les calculs des spécialistes, au cours de ces dernières semaines, confirment les observations que m'avait immédiatement suggérées ce projet.

Le gouvernement a été plus prudent encore puisqu'il déduit du bénéfice imposable d'abord le montant de l'intéressement, puis une somme égale à l'intéressement à la condition que cette somme soit investie. Comme l'impôt est de 50%, cette double déduction aboutit à compenser la valeur de l'intéressement par un avantage fiscal exactement égal.

Les chefs d'entreprise n'ont plus aucun motif d'inquiétude; la distribution des dividendes ne sera que faiblement affectée. En revanche, les salariés vont être tentés - ce qui est normal - de regarder de plus près la comptabilité des entreprises. M. Pompidou n'a donc pas tort de dire que les anxieux sont rassurés et que les indifférents commencent à s'interroger. L'explication est simple: l'idée Vallon, transformée en cours de route, devient finalement une incitation à l'investissement grâce aux avantages fiscaux consentis par l'État.

À partir de là, les pessimistes redouteront des contestations indéfinies sur les comptabilités, la déception des salariés; les optimistes comptent sur le dialogue entre patronat et syndicats (ou comités d'entreprises), sur l'effet moral de la participation des salariés au capital des entreprises. Espérons que la confiance, plutôt inhabituelle, que met le premier ministre dans les vertus du dialogue ne sera pas déçue.

En ce qui concerne la Sécurité sociale, M. Pompidou a passé rapidement sur l'objection majeure qui lui était faite par un des ses interlocuteurs: le déficit comptable n'est-il pas dû à la prise en charge par les caisses de dépenses qui ne devraient pas leur incomber? Il a répondu que le budget social de l'État était considérable, que le montant en dépassait vingt milliards de nouveaux francs. Il a laissé entendre que l'État avait, lui aussi, assumé certaines charges qui pourraient ou devraient incomber à la Sécurité sociale. Sa réponse, je dois le

dire, ne m'a pas convaincu.

Certes, le budget de l'État comporte effectivement les dépenses sociales que le premier ministre a mentionnées, mais le problème central me paraît le suivant: ce qui compte pour le chef d'entreprise, pour l'économiste, c'est le *coût de l'heure de travail*; salaire direct, cotisations patronales et ouvrières à la S.S. constituent un tout. En particulier, la distinction entre cotisations patronales et cotisations ouvrières est plus comptable que réelle.

Quelles que soient les incertitudes de l'imputation, il est communément admis que le salaire direct est réduit en proportion même de l'importance du salaire indirect. De ce fait, il est peut-être trop simple mais il n'est pas faux de dire que ce sont les salariés de l'industrie et du commerce qui financent la Sécurité sociale. Quand on met au compte de la S.S. des charges extérieures (déficits d'autres caisses, frais de conversion, investissement hospitaliers, etc.), les salariés peuvent légitimement plaider qu'ils sont spoliés. L'impôt sur les salaires (auquel équivalent les cotisations patronales et ouvrières) est celui qui, plus que tout autre, réduit leurs rémunérations.

Dans cette ligne de pensée, pourquoi, alors que l'impôt sur le revenu est progressif, les cotisations patronales et ouvrières sont-elles "plafonnées", autrement dit, même pas proportionnelles? Le gouvernement s'est borné à une mesure timide de "déplafonnement".

Le premier ministre, là encore, fait confiance au dialogue entre représentants patronaux et ouvriers. La séparation des trois caisses semble raisonnable. Il est difficile de prévoir les conséquences de la responsabilité accrue des caisses. Quoi qu'il en soit, je doute que la réforme actuelle touche à l'essentiel.

Certains faits sont incontestables: les dépenses de santé augmentent deux fois plus vite que le produit national, les transferts sociaux ne peuvent dépasser un certain pourcentage du revenu national sans compromettre la croissance de l'économie. Mais l'augmentation des cotisations répond-elle à la phase actuelle de la conjoncture? Est-elle une solution durable?

En tout cas, une discrimination, nette et claire, entre les dépenses sociales qui incombent à l'État et les dépenses financées par les cotisations patronales et ouvrières de la S.S., c'est-à-dire, finalement, par les salariés, s'impose pour des raisons à la fois de justice et d'efficacité.

Les salariés n'accepteront les réformes demain nécessaires que s'ils comprennent à la fois l'origine et la destination des ressources financières de la Sécurité sociale. Le salaire indirect doit revenir aux salariés de l'industrie et du

commerce, et à eux seuls.

4.4

ENTRE CROISSANCE MONDIALE ET INCERTITUDES DE LA CONJONCTURE

L'histoire économique ne se répète pas

Le Figaro
29 juin 1962

Les cours des valeurs continuent de baisser des deux côtés de l'Atlantique. La monnaie canadienne est menacée. La reprise de l'économie américaine se poursuit, mais, sous prétexte qu'elle est moins rapide que les prévisionnistes ne l'espéraient, l'opinion s'inquiète, s'interroge sur la dépression possible l'an prochain et, de ce fait, aggrave les périls qu'elle croit discerner.

Inévitablement, économistes et financiers évoquent des souvenirs ou des précédents historiques. La faiblesse des cours des matières premières, l'effondrement boursier avaient aussi précédé la grande dépression de 1930. À quoi d'autres experts répondent qu'il n'y a pas eu d'équivalent, au cours des dernières années, de la spéculation boursière des années 1927-29 et que les gouvernements disposent de moyens techniques pour maintenir approximativement le volume des revenus distribués pendant la phase initiale d'une récession et ainsi en prévenir l'aggravation.

Sans revenir sur cette analyse des similitudes et des différences entre la conjoncture présente et celle d'il y a trente-trois ans, il me paraît important d'insister sur la *singularité* de la situation actuelle, car cette singularité explique le fait peut-être le plus frappant: l'incertitude des gouvernants et de leurs conseillers.

Ce qui est unique, c'est le fait qu'une monnaie, le dollar, soit menacée dans un pays dont la balance commerciale est largement excédentaire et dont le taux de croissance est considéré comme trop faible.

Ce fait crée un premier dilemme: faut-il donner la primauté aux mesures destinées à consolider la monnaie ou à celles destinées à accélérer la reprise? À supposer qu'une certaine méthode donne une chance de surmonter ce dilemme - c'est-à-dire de favoriser l'activité sans affaiblir la monnaie - le public dont dépend, en dernière analyse, la stabilité monétaire, en sera-t-il persuadé? Car, si la confiance est refusée, les mesures techniquement justifiées demeureront inefficaces.

Quand la France, en 1956 et en 1957, souffrait d'une hémorragie de devises, il était facile de recommander une thérapeutique. L'origine du déficit des comptes extérieurs était l'inflation intérieure et celle-ci, à son tour, provoquée, avant tout,

par un déficit excessif des finances publiques. Au risque de ralentir ou d'arrêter l'expansion, il fallait, en ce cas, mettre un terme à l'inflation par une politique restrictive du crédit et du budget.

Aux États-Unis, les données sont tout autres. Le commerce extérieur ne représente qu'une fraction très faible du produit national (ce qui rend impossible une action sur la balance commerciale par l'intermédiaire de la déflation). De plus, la balance commerciale est excédentaire et un ralentissement de l'activité, sans garantir la stabilité des prix, serait plutôt de nature à provoquer une exportation des capitaux placés aux États-Unis.

En d'autres termes, mêmes si l'on accorde la primauté à l'effort de soutien de la monnaie américaine, c'est une politique expansionniste et non une politique déflationniste qui paraît s'imposer. Encore deux conditions doivent-elles être remplies: cette politique expansionniste ne doit pas provoquer une exportation de capitaux américains ou un reflux des fonds placés par les étrangers aux États-Unis. Cette politique expansionniste doit utiliser l'instrument budgétaire et non l'instrument du crédit.

On en vient ainsi aux conseils donnés, discrètement et prudemment, par la Banque des règlements internationaux et les économistes de l'O.E.C.D. à l'administration américaine: " Maintenez le taux d'intérêt aussi bien à court qu'à long terme à un niveau tel que les Européens ne placent plus d'emprunt sur le marché d'outre-Atlantique et que les fonds étrangers ne soient pas tentés par la perspective, ailleurs, d'un rendement plus élevé. En revanche, n'hésitez pas à suivre l'exemple de tous les pays du vieux continent, qui équilibrent les dépenses courantes, mais ne couvrent pas par l'impôt les investissements financés par l'État."

Ces conseils, qui me paraissent raisonnables, les experts ne les donnent pas sans réticence parce que personne n'est tout à fait sûr des effets d'une mise en application éventuelle.

Si les réformateurs ont raison et que le public refuse de les croire, les événements risquent de leur donner tort. Les idées mènent peut-être le monde économique, mais les idées fausses autant que les idées vraies. Ou encore, si l'on préfère une autre formule, une idée n'est pas entièrement vraie tant qu'elle se heurte au scepticisme de ceux qui en doivent assurer le succès.

La conjoncture mondiale: pas d'inquiétude immédiate

Le Figaro
30 novembre 1962

Réuni ces jours derniers à Paris, le Conseil ministériel de l'O.C.D.E. a, selon la formule du communiqué, "considéré les perspectives économiques qui s'offrent à vingt pays d'Europe et d'Amérique du Nord, membres de l'organisation".

Il y a quelques semaines, des déclarations, hâtivement interprétées de M. Per Jacobsson et de M. Marjolin, avaient amené la presse et l'opinion à s'interroger sur les risques d'une crise affectant l'ensemble de l'économie internationale. Ce qui est à redouter désormais, avait dit l'administrateur du Fonds monétaire international, ce n'est plus l'inflation, c'est la déflation. À quoi des voix autorisées avaient répondu, en Allemagne, et plus généralement en Europe occidentale, qu'à en juger d'après la hausse des salaires et des prix, l'inflation n'appartenait pas encore au passé.

Le vice-président de la Commission du Marché avait, lui, mis l'accent sur quelques données de la conjoncture mondiale. Le bas niveau des prix des matières premières réduisant les capacités d'achat des pays moins développés, donc les possibilités d'exportation des pays industrialisés; la concurrence plus vive entre les exportations de ces derniers pays, d'où résulte une diminution des marges bénéficiaires; la possibilité d'investissements réduits, par suite de la hausse des salaires et des coûts, alors même que s'amenuisent les marges bénéficiaires.

Ces mises en garde n'étaient pas injustifiées. Aux États-Unis, la reprise de l'économie a été plus lente qu'on ne l'espérait et, bien que les indices des deux derniers mois soient plus favorables, l'administration Kennedy n'a pas encore atteint son objectif qui était, et qui demeure, de relever, jusque vers 4% environ, le taux annuel de croissance du produit national.

Il est vrai, d'autre part, qu'en Europe l'expansion ne ralentit et que, coincées entre des prix, que la concurrence favorisée par le Marché commun interdit d'augmenter, et des salaires qui progressent plus vite que la productivité du travail, les entreprises ont peine à financer, sur leurs bénéfices, les investissements.

Ces inquiétudes n'en apparaissent pas moins excessives dans l'immédiat. Aux États-Unis, le produit national de 1962 sera finalement de quelque 25 milliards de dollars inférieur aux estimations faites par les conseillers du président au début de l'année (550 milliards de dollars au lieu de 575), mais le maintien d'un niveau élevé d'activité, avec tendance à la hausse, semble assuré, au moins pour le premier semestre de 1963. Et les mesures fiscales envisagées par le président devraient atténuer le danger d'une récession au second.

En Europe, la croissance s'est ralentie: en Allemagne, depuis de nombreux mois, et en Italie même depuis quelques mois.

En France, le danger vient d'une hausse trop rapide des salaires et des prix, encore que la hausse des salaires ne diffère guère des expériences allemande et italienne.

Les planificateurs français espèrent que la détente sur le marché du travail, due à la démobilisation anticipée du contingent et au rapatriement, rendra possible un taux de croissance élevé (6%), tout en atténuant la pression inflationniste. Je crains que les calculs n'aient été quelque peu optimistes.

Si le Conseil ministériel de l'O.C.D.E. n'a pas eu à considérer des mesures d'urgence contre une crise prochaine, il s'est, à coup sûr, interrogé sur deux aspects de la conjoncture mondiale, l'un (sur lequel nous reviendrons un autre jour), est celui des relations entre pays développés et pays moins développés: l'autre, celui de l'harmonisation nécessaire des politiques conjoncturelles nationales et de la politique monétaire mondiale.

Le gouvernement américain se propose d'ajouter au déficit budgétaire de cette année 7 à 8 milliards de dollars, en réduisant, l'an prochain, de plusieurs milliards - une dizaine, dit-on - les impôts sur les revenus des entreprises et des particuliers. Ce déficit accru pourrait avoir une répercussion sur les comptes extérieurs, surtout si les pays européens, par crainte d'inflation, adoptent des mesures restrictives, tout au moins les mesures anti-inflationnistes européennes ne devraient ni accroître les excédents extérieurs ni provoquer un afflux de capitaux.

Les États-Unis, redoutant un déficit des comptes extérieurs en même temps que l'insuffisance de l'expansion, agissent par l'intermédiaire du budget et non de la politique de crédit. Comment les Européens peuvent-ils contrôler leur inflation sans accumuler de nouveaux excédents qui affaibliraient le dollar? Telle est la question à laquelle l'O.C.D.E. et les gouvernements occidentaux cherchent une réponse.

Le paradoxe de la conjoncture mondiale

Le Figaro
7 décembre 1962

Les deux groupes de travail constitués par l'O.C.D.E. ont publié, la semaine dernière, au moment de la réunion ministérielle, deux rapports: l'un sur une politique de croissance, l'autre sur une politique d'équilibre des prix. Le premier rapport met justement l'accent sur les deux exigences d'une croissance régulière et rapide, pression suffisante de la demande, maintien de l'équilibre de la balance des paiements.

L'état de la balance des paiements, comme le dit le rapport, a été, en fait, le critère principal utilisé par la plupart des gouvernements européens pour apprécier la nécessité de restrictions de la demande. Quand les entrepreneurs constatent que l'expansion de l'économie affaiblit la position compétitive du pays, ils s'attendent à des restrictions prochaines. La pression de la demande ne maintient la confiance dans la croissance qu'à la condition de ne pas provoquer, par l'intermédiaire de la hausse des salaires et des prix, un déficit extérieur. La lenteur relative de la croissance britannique, depuis une dizaine d'années, a eu pour cause majeure l'impossibilité de satisfaire à la fois à ces deux impératifs. L'équilibre extérieur ne résistait pas longtemps à la pression de la demande.

En ce qui concerne les causes du déficit extérieur, le rapport des experts distingue deux cas: celui des petits pays, fortement spécialisés dans leurs exportations, dont la balance des comptes peut être chroniquement faible en raison des changements dans la structure du commerce international; celui des grands pays aux exportations diversifiées, dont la balance des comptes ne souffre *normalement* de faiblesse chronique que par suite de prix trop élevée et, donc, de la détérioration de la position compétitive.

Ce qui surprend le lecteur, c'est que les experts ne disent rien du cas le plus intéressant: celui des États-Unis. S'ils avaient posé le problème du dollar, ils auraient rencontré un troisième cas: celui d'un grand pays aux exportations diversifiées, dont la balance des comptes est chroniquement faible, sans que cette faiblesse semble imputable à des prix trop élevés.

Certains observateurs, il est vrai, veulent que les déficits de la balance américaine des paiements soient imputables au conditionnement de l'étalon de change or, au fait que les étrangers placent aux États-Unis à court terme une partie importante des dollars qu'ils acquièrent à la faveur du déficit des

payements des États-Unis. Mais cette interprétation ne prendrait un minimum de probabilité qu'à la lumière d'une comparaison entre les mouvements des salaires et des prix aux États-Unis d'une part, dans les principaux pays européens d'autre part. Or, cette comparaison ne confirme nullement l'hypothèse que les prix américains seraient trop élevés et responsables des déficits extérieurs. De 1958 à 1961, la hausse annuelle des prix à la consommation a été de 1,2% aux États-Unis, de 4,3% en France, de 1,7% en Allemagne fédérale, de 1,3% en Italie. De 1961 à 1962, les prix à la consommation ont progressé de 1,1% aux États-Unis, de 5,4% en France, de 4,3% en Allemagne fédérale, de 4,1% en Italie.

J'entends bien que les prix des produits destinés à l'exportation n'évoluent pas nécessairement comme les prix à la consommation. Mais les autres statistiques présentées par les rapports de l'O.C.D.E., relatives à l'évolution des revenus et des coûts de production, confirment la conclusion précédente. L'écart entre le taux de croissance de la production et le taux d'augmentation du niveau général des prix entre 1953-54 et 1960-61 n'est pas sensiblement différent aux États-Unis de ce qu'il est dans les principaux pays concurrents.

Or, si la faiblesse du dollar n'est pas imputable premièrement à "la détérioration de la position compétitive", une autre explication très simple se présente, explication que tout le monde connaît mais que l'on hésite parfois à retenir en raison même de son évidence. Les États-Unis dépensent environ trois milliards de dollars pour entretenir les troupes stationnées au-dehors du territoire national. Ces dépenses, d'origine politique, ne tendent nullement à susciter des achats compensateurs de produits américains. À la différence de l'aide économique ou des prêts "liés" qui se traduisent en exportations supplémentaires de marchandises américaines, les frais d'entretien des troupes américaines sont comparables à des dépenses massives de tourisme organisé - sans contrepartie, puisque les États-Unis n'ont pas de voisin menaçant et sont d'ailleurs assez forts pour se défendre tout seuls.

Un des paradoxes de la conjoncture internationale, c'est que le plus grand pays industriel du monde ait à la fois un déficit extérieur, des moyens de production inemployés et un taux faible de croissance. Les groupes de travail qui ne mentionnent même pas ce paradoxe témoignent, à coup sûr, d'une discrétion excessive. Comment traiter raisonnablement de la conciliation entre croissance et équilibre des payements si l'on ignore l'économie qui, à elle seule, représente 60% du total des pays de l'O.C.D.E. et qui n'entre dans aucune des catégories distinguées par les experts?

Pour ou contre les investissements américains

Le Figaro
9 février 1963

Dans le climat créé par la crise diplomatique, la question des investissements américains en France et en Europe a revêtu soudain un caractère politique qu'elle n'avait pas hier encore et qu'elle ne devrait pas avoir. Au moment des négociations relatives à la zone de libre-échange en 1957-1958, un des arguments employés par les porte-parole du gouvernement français était l'avantage que retirerait la Grande-Bretagne au cas où elle appartiendrait simultanément au Commonwealth et à la zone de libre-échange européenne, les capitaux ayant en cette hypothèse un intérêt à s'investir de préférence dans les îles Britanniques. À l'époque, les gouvernants français souhaitaient donc des investissements américains.

Ceux-ci comportent effectivement pour les pays qui les reçoivent des avantages évidents. En une première phase, l'arrivée des capitaux augmente les recettes de devises et même si, en une phase ultérieure, une fraction des bénéfices est rapatriée et alourdit le passif des comptes extérieurs, le réinvestissement d'une portion importante des bénéfices contribue à l'expansion de l'industrie nationale.

D'autre part, en plusieurs secteurs, les capitaux américains amènent avec eux des techniques scientifiques et administratives dont les entreprises françaises peuvent s'inspirer. Ce serait faire preuve d'un nationalisme aveugle que d'imaginer que nous n'avons plus rien à apprendre de personne alors qu'aujourd'hui toutes les nations, les États-Unis compris, veulent à apprendre les unes des autres.

Enfin, à partir du moment où le Marché commun existe, nous pouvons rejeter vers nos partenaires de la Communauté les capitaux qui venaient vers la France, nous ne pouvons pas les exclure d'Europe. La firme Chrysler serait-elle moins dangereuse, à supposer qu'elle le soit, au cas où elle aurait la majorité dans une entreprise allemande, italienne ou hollandaise, dont les produits, d'ici quelques années, entreraient en France sans payer de droits de douane?

Quelles sont les objections des pouvoirs publics, sinon des entreprises françaises qui se tiennent pour menacées par la concurrence des entreprises à majorité de capitaux américains?

Certaines pratiques, normales aux États-Unis, suscitent en France des réactions de surprise ou d'hostilité. Quand une firme a un excédent de main-d'œuvre par suite d'une restriction temporaire ou durable du marché, elle licencie des ouvriers, conformément à la législation française, mais parfois dans un style qui, en France, passe pour brutal. De même, une corporation n'hésitera pas à fermer une usine qui se révèle non rentable.

Ce dernier exemple nous conduit au deuxième argument: dans la mesure où les décisions relatives à la filiale française sont prises dans l'optique de la corporation tout entière, ne risquent-elles pas d'être contraires à l'intérêt propre de la filiale plus ou moins confondu avec l'intérêt de l'économie française? Au Canada, j'ai souvent entendu cette sorte d'objection contre les filiales canadiennes des corporations américaines, mais, à vrai dire, il s'agissait surtout d'entreprises exploitant les matières premières. Or de telles entreprises sont plus sensibles aux variations de la conjoncture que les industries de transformation.

De là on passe à un cas précis, celui de l'industrie automobile. D'ici quelques années, selon toutes les études, la capacité de production en Europe dépassera d'un ou deux millions de voitures par an la capacité d'absorption des marchés intérieurs et extérieurs. Que se passera-t-il à ce moment-là? General Motors est établie en Allemagne, Ford en Angleterre, Chrysler en France. La différence d'échelle, donc de possibilités financières entre corporations européennes et corporations américaines ne facilitera-t-elle pas, à ce moment-là, la domination de ces dernières au détriment des premières?

Voilà, me semble-t-il, les arguments que l'on avance pour ou contre les investissements américains. Le gouvernement français a invité nos cinq partenaires de la Communauté à étudier le problème, justement persuadé, je l'espère, que des mesures purement nationales ne résoudraient rien et ne contribueraient qu'à une autre répartition entre les Six des capitaux américains.

Personnellement, je crois que les avantages l'ont emporté de très loin sur les inconvénients, ces derniers étant jusqu'à présent possibles plutôt que réels. Les échanges d'idées, de techniques, de capitaux sont essentiels à la prospérité des économies modernes. Les quelques précautions souhaitables ne devraient pas être prises dans un esprit et avec des intentions contraires à la liberté des communications à l'intérieur du monde occidental.

Vers une conférence monétaire internationale?

Le Figaro
8 mars 1963

Les marxistes ont aujourd'hui une occasion favorable d'employer leur concept favori, celui de contradiction. Est-il rien de plus contraire à la logique apparente que les mesures de restriction de crédit prises par la France pour parer à la menace d'inflation, alors que nos réserves de devises dépassent quatre milliards de dollars et qu'elles augmentent encore de mois en mois?

Une balance excédentaire peut à la fois mettre en difficulté sur le plan extérieur les autres pays et contribuer, en une phase ultérieure, à déclencher l'inflation à l'intérieur. La République fédérale allemande, il est vrai, a enregistré, pendant des années, des excédents considérables de sa balance des comptes sans être affectée exagérément par une hausse inflationniste des coûts (pas plus, du moins, que les pays concurrents). Aujourd'hui, ce sont les trois principaux pays du Marché commun qui accumulent les devises, la France en tête, cependant que la Grande-Bretagne et les États-Unis sont paralysés dans leur politique de croissance par la crainte de mettre en péril leurs monnaies.

Il est tentant d'établir une relation entre la fonction internationale que remplissent la livre et le dollar et la crise qui frappe ces deux monnaies.

L'élément commun, c'est l'importance des balances sterling et dollar qui, comme des cargaisons mal arrimées, risquent, à chaque instant, de provoquer des déséquilibres. La différence, c'est que, dans le cas de la Grande-Bretagne, l'expansion a régulièrement provoqué, au cours des années 50, des hausses de salaires supérieures aux progrès de la productivité et, du même coup, contraint les autorités à prendre des mesures restrictives.

Il n'est pas démontré que le mécanisme soit le même aux États-Unis. Depuis deux ans, prix et salaires ont moins monté outre-Atlantique que dans les pays du Marché commun, sans pour autant que disparaissent les déficits de la balance américaine et les menaces sur le dollar, dépenses d'ordre politique et exportations de capitaux compensant et au-delà les excédents de la balance commerciale.

M. Uri avait fait allusion, dans un article récent, au problème de la livre comme à un de ceux que les négociateurs de Bruxelles avaient, volontairement

ou non, ignorés. Mais il présentait ce problème comme celui de la déflation à la quelle la Grande-Bretagne risquerait d'être contrainte à l'intérieur du Marché commun en cas de déficit extérieur. J'aurais été tenté de présenter ce même problème sous un jour tout autre. Si la Grande-Bretagne était entrée dans le Marché commun, elle aurait pu, d'une certaine façon, compter sur les réserves des pays continentaux et les balances sterling n'auraient plus été aussi dangereuses qu'elles le sont actuellement. Ce qui est en question aujourd'hui, c'est la recherche d'un substitut à l'aide qu'aurait apportée à la livre l'entrée dans le Marché commun.

Les mesures prises par le Fonds monétaire international et les autorités américaines sont suffisantes pour parer à l'immédiat et prévenir une crise de défiance. Mais elles ne paraissent pas de nature à rétablir, à bref délai, l'équilibre des comptes extérieurs au moins selon la méthode de calcul adoptée aux États-Unis. Les mouvements des balances dollars, les exportations de capitaux peuvent, dans les circonstances présentes, toujours remettre en question l'équilibre dit des paiements courants.

Peut-être un certain accord est-il en train de se dégager parmi les experts. En théorie, il y a quelques années, trois opinions s'opposaient. Selon la première, le déficit américain était un phénomène accidentel et transitoire, dû aux dépenses politiques qu'un effort des autorités résorberait en peu d'années.

Selon une deuxième opinion, le déficit subsisterait dans tous les pays dont la monnaie sert de réserve de change, parce que l'étalon de change-or crée ces déficits, le pays dont la balance est déficitaire recevant automatiquement, sous forme de crédits dans sa propre monnaie, les montants correspondant à son déficit.

Selon une troisième opinion, faute de l'étalon de change-or, les liquidités internationales n'augmenteraient pas assez vite pour soutenir l'expansion du commerce international. Comme les tenants de la deuxième opinion reconnaissent que l'augmentation massive du prix de l'or, qu'ils souhaitent, est improbable, ils se rallieraient sans doute à une tentative pour élaborer un système monétaire international qui, sans être celui de l'étalon-or classique, éliminerait certains des défauts actuels de l'étalon de change-or.

Le paradoxe du déficit américain

Le Figaro
8 juin 1963

Jamais la coopération entre banques centrales n'a été aussi étroite, rarement les polémiques sur les réformes nécessaires ont été aussi vives dans la presse économique. Un article du *Financial Times* s'en est pris au rapport annuel du gouverneur de la Banque de France, parce que l'insuffisance des liquidités internationales, y était mise en doute, alors que la même opinion, vraie ou fausse, mais classique sur le continent, était exprimée par les gouverneurs des banques de l'Allemagne fédérale, de la Belgique ou des Pays-Bas. En bref, dans les pays qui, depuis quelques années, accumulent les réserves, les experts, par un penchant naturel, jugent qu'il n'y a pas de manque de liquidités. Par un penchant tout aussi naturel, nos amis britanniques, qui ont dû pratiquer une politique restrictive en raison d'une balance des comptes déficitaires, imputent à un manque général de réserves leurs difficultés peut-être nationales.

Ces controverses n'ont nullement empêché les banques centrales d'organiser un système de défense collective des monnaies, qui s'est révélé efficace. Le rapport de la Bundesbank énumère les procédés principaux grâce auxquels les attaques spéculatives contre les monnaies dites menacées sont aisément contenues: crédits à courts termes, dits *swap credits*, libellés dans la monnaie des pays créditeurs, que les banques d'émission s'accordent les unes aux autres (le montant de ces crédits, entre Banque d'Angleterre et Banque de réserve fédérale, vient d'être porté de 50 à 500 millions de dollars); émission de certificats à moyen terme du Trésor américain, eux aussi libellés en monnaie étrangère, qui, équivalant à une garantie de change, permettent aux autorités monétaires de Suisse, d'Italie ou d'Allemagne, soit de neutraliser des afflux de capitaux en provenance des États-Unis sans demander une conversion en or, soit de consolider une créance en dollars; enfin, les moyens du Fonds monétaire international ont été accrus massivement de 6 milliards de dollars par l'accord général de crédits conclu par dix pays et entré en vigueur le 24 octobre 1962.

À court terme, ni le dollar ni le système monétaire international ne risquent d'être emportés par des accidents imprévisibles ou une panique soudaine. Mais le déficit de la balance des comptes américaine subsiste et les déclarations officielles selon lesquelles l'équilibre serait rétabli en 1964 ou 1965 au plus tard sont devenues rares.

Tout se passe comme si l'administration Kennedy s'était finalement résignée à la prolongation, sinon à la permanence du déficit. Or l'article paru la semaine dernière dans l'*Economist* (Liquidités et dollar) comme le rapport de la *Bundesbank* analysent de manière semblable le paradoxe de la situation présente, bien que Britanniques et Allemands en tirent une conclusion opposée.

En bref, l'un et l'autre document adoptent une présentation de la balance des comptes américaine destinée à mettre en lumière la responsabilité décisive des mouvements de capitaux. D'après les chiffres de l'*Economist*, la balance des transactions courantes n'a cessé d'être positive: 3 milliards de dollars en 1960, 4,3 en 1961, 3,9 en 1962, mais les exportations nettes de capital ont été, au cours de ces mêmes années, de 6,5 milliards de dollars, 6,3 et 7,4 ou, si l'on ne tient pas compte des dépenses gouvernementales, de 3,8 milliards de dollars, 2,9 et 3,7. Le rapport de la Banque fédérale donne des chiffres légèrement différents et qui dégagent encore plus nettement le rôle des mouvements de capitaux. Si l'on ne tient compte que des transactions courantes (y compris les services et les intérêts des capitaux placés au dehors), la balance américaine a été excédentaire de 5,8, 6,8 et 6,3 milliards de dollars en 1960, 1961 et 1962. Or, les dépenses gouvernementales pour aide étrangère ainsi que les dépenses militaires nettes ont été chaque année inférieures à cet excédent (5,4, 5,3 et 5,4) de telle manière que les déficits apparaissent imputables exclusivement aux exportations *privées* de capital (4,3, 3,8 et 3,1).

Cette présentation prête incontestablement à discussion. D'aucuns répondront qu'en ne séparant pas les recettes dues aux investissements au dehors, on donne une impression fausse ou, du moins, excessive, de la part prise par les mouvements de capitaux dans le déficit des comptes américains. Il n'en reste pas moins le fait majeur: les dépenses des États-Unis en devises étrangères continuent, d'année en année, à dépasser les recettes et les entreprises américaines continuent à exporter des capitaux comme le marché américain continue d'être ouvert aux emprunteurs européens. Il est difficile de résister à l'impression d'un paradoxe à la longue intenable.

D'une part, les Américains placent des capitaux à court ou à long terme, de l'autre, ils s'en font prêter par les autorités monétaires, nationales ou internationales, pour financer leur déficit. Comme l'écrit le rapport de la *Bundesbank* "l'aggravation de la position américaine de liquidité à l'égard de l'étranger (par perte d'or ou augmentation des créances étrangères en dollars) a été plus que compensée par une amélioration du bilan des capitaux détenus par

les particuliers au dehors". Le rapport de la banque allemande pose la question sous forme de dilemme: ou l'adaptation des exportations privées de capital aux possibilités de la balance des comptes ou, inversement, l'adaptation du reste de la balance des comptes au volume incompressible de l'exportation nette de capital. La réponse dépend de l'administration américaine, elle dépend aussi des Européens qui, malheureusement, ne s'accordent, pour l'instant, que pour éviter le pire.

Liquidités internationales

Le Figaro
22 juin 1963

Le rapport annuel de la Banque des règlements internationaux est toujours étudié avec attention. Le trente-troisième rapport, relatif à la période avril 1962-avril 1963, suscitera le même intérêt et les mêmes controverses que les précédents.

Nous en détacherons une seule partie, celle qui est relative au manque éventuel de liquidités internationales. Sur ce point, les experts de Bâle sont francs et catégoriques. Il n'y a aucun moyen, écrivent-ils, de déterminer en fonction d'une quantité statistiquement mesurable ou d'une proportion scientifiquement établie le montant des liquidités internationales requis par le commerce mondial. Les liquidités internationales ne sont pas comparables à la monnaie ou aux crédits, dont le volume doit s'accroître en même temps que la valeur des biens ou des transactions. Les liquidités internationales sont destinées à couvrir des déséquilibres temporaires dans les paiements internationaux. "Les ressources de change servent uniquement à couvrir les différences qui apparaissent de temps à autre entre les recettes et les paiements."

Vues sous cet angle, les liquidités internationales augmentent chaque fois que les possibilités de tirage du F.M.I. sont élargies ou encore lorsque les autorités monétaires des différents pays se consentent réciproquement des facilités de crédit. En ce sens, les liquidités internationales n'ont cessé de s'accroître au cours de ces dernières années, d'autant plus que les déficits persistants de la balance des comptes américaine mettait des dollars à la disposition du monde.

Il semble, d'ailleurs, que même les théoriciens de l'insuffisance des liquidités internationales n'affirment pas que telle soit la situation présente. Tout au plus suggèrent-ils que tel serait le cas si la balance des comptes américaine redevenait équilibrée.

Une fois écartée la thèse de l'insuffisance des liquidités internationales, le rapport de Bâle en vient aux problèmes d'actualité et commence, en des phrases volontairement obscures, par suggérer que les pays dont la balance est déficitaire ne doivent pas être assurés de recevoir automatiquement des facilités supplémentaires, faute de quoi ils seraient tentés de ne pas prendre les mesures nécessaires au redressement de la situation. Tel est probablement le sens de la phrase diplomatique: "L'extension des crédits internationaux en vue de procurer

des disponibilités aux pays qui en manquent doit être subordonnée, comme d'ailleurs toute opération bancaire, à l'examen des données propres à chaque cas particulier." Et le rapport n'a pas de peine à énumérer les mesures diverses par lesquelles les autorités monétaires, grâce à une coopération constante, ont gardé la maîtrise des cours sur le marché de l'or et multiplié les accords de crédit visant à préserver la stabilité des monnaies menacées.

Il reste à savoir comment corriger les déséquilibres et comment avant tout éliminer le déficit de la balance américaine. Or, sur ce point, le rapport de Bâle constate, comme nous l'avons fait récemment, que les pays excédentaires du continent européen se sont conduits en bons créanciers s'il est vrai que l'inflation soit la preuve d'une bonne conduite. Or, l'inflation européenne a effectivement entraîné la réduction des excédents. La balance allemande est même devenue déficitaire pour la première fois (220 millions de dollars). Le déficit américain, selon les calculs officiels, s'est maintenu autour de 2 milliards de dollars avec une perte d'or de 890 millions de dollars (contre 857 en 1961). Certes, l'inflation européenne a été due surtout à l'excès de la demande privée et elle ne favorise que partiellement les exportations américaines, moins intéressées aux biens de consommation qu'aux biens de production. La conclusion n'en apparaît pas moins inévitable qu'il serait dangereux de compter sur une augmentation massive des exportations américaines de marchandises pour rétablir l'équilibre.

Le rapport de Bâle suggère certaines mesures qui sont souhaitables mais, dans le contexte présent, improbables. Les pays déficitaires devraient appliquer une politique sévère des revenus afin d'obtenir une baisse relative des coûts de production et des prix. Mais les experts de la B.R.I. n'ont guère d'illusion sur ce point: les pays créanciers sont menacés d'inflation et ils doivent lutter contre la hausse des prix. Les pays déficitaires ne sont pas en mesure, politiquement, de prévenir le gonflement de la demande.

Il reste donc l'action sur les mouvements des capitaux. Le rapport fait observer que "le point faible de la situation américaine est que des engagements liquides considérables sont couverts par des avoirs plus importants, mais beaucoup moins liquides". À échéance, les experts de la B.R.I. prévoient que d'autres monnaies deviendront des monnaies de réserve au même titre que le dollar et la livre sterling.

À ce rapport, notre confrère de Londres, l'*Economist*, a objecté que les recommandations de la B.R.I., prises sans complément, risqueraient d'être dangereusement déflationnistes - ce qui ne sera pas sans surprendre ceux, en

France, qui voient dans l'étalon de change or une cause permanente d'inflation à l'échelle internationale.

Problème de l'agriculture américaine

Le Figaro
29-30 juin 1963

Un livre vient de paraître aux États-Unis, *Fermes et fermiers à l'âge de l'urbanisation*, d'Edward Higbee, qui éclaire d'une lumière crue les problèmes de l'agriculture américaine. Les résultats les plus importants de cette étude se résument en chiffres: *trois pour cent* de toutes les fermes, celles qui se situent en haut de la hiérarchie, produisent autant que les *soixante-dix-huit pour cent* qui se situent en bas. Il y avait en 1935, 6,8 millions de fermes, il y en a aujourd'hui moins de 3,7. En 1980, il y en aura probablement moins d'un million. Simultanément, en 1959, 2,2 millions d'exploitants, soit 61% de tous ceux qui sont classés comme fermiers, tiraient de travaux à l'extérieur des revenus cinq fois supérieurs à ceux qu'ils tiraient de leurs fermes. Enfin, cinquante-six pour cent de tous les fermiers appartiennent à la catégorie des marginaux mais ils ne reçoivent que sept pour cent des subventions gouvernementales. En d'autres termes, la politique de soutien des prix agricoles a moins servi à protéger les petits qu'à provoquer un accroissement de la production, dû aux fermes bien équipées.

Ces chiffres, dans leur brutalité, permettent de saisir le problème. Si d'ici à cinq ans plus de deux millions de fermes disparaissent, nulle pénurie ne serait à craindre puisque quatre-vingt-sept pour cent de la valeur de tous les produits agricoles viennent de 1,4 millions de fermes, soit trente-neuf pour cent du total. Le budget fédéral de l'agriculture était en 1935 inférieur à un milliard de dollars, il dépasse en 1962, sept milliards de dollars.

La signification de ces chiffres ne prête guère à contestation: la politique de soutien des prix agricoles se révèle finalement un échec. Les statistiques globales donnent une idée fausse de la conjoncture réelle. C'est en décomposant la classe des fermiers en catégories que l'on découvre à la fois les problèmes réels et les solutions possibles.

Parmi les fermiers, une catégorie supérieure, forte de quelque huit cent mille producteurs qui mériteraient le titre d'industriels de l'agriculture plutôt que de fermiers, est prospère. Une autre catégorie compte un peu plus d'un million et demi de personnes dont le revenu principal n'est pas le travail agricole. La difficulté majeure tient à l'existence entre la catégorie supérieure des industriels de l'agriculture et la catégorie inférieure des travailleurs agricoles, d'une

catégorie intermédiaire estimée à quelque 1,3 million, de personnes survivantes de la classe des fermiers au sens traditionnel du terme. Pour cette dernière catégorie, l'agriculture est encore la source principale de revenus. Ces exploitants ne possèdent pas assez de terre ou de capital pour s'élever au statut des industriels et résister à la compétition d'un marché libre. Cependant, ils ne veulent pas quitter la terre et renoncer à leur actuel métier.

Ajoutons une dernière remarque extraite de cette même étude. L'idée d'une agriculture américaine en crise et de fermiers misérables se fonde sur l'observation des marginaux, de 1,6 million de personnes classées comme fermiers qui représentent quarante-quatre pour cent du total et ne reçoivent que cinq pour cent de tous les revenus agricoles. Or certains de ces marginaux sont effectivement misérables, d'autres le paraissent parce que l'on ne tient pas compte de leurs revenus extérieurs.

Nous n'avons pas à discuter ici de ce que devrait être la politique fédérale de l'agriculture. Le projet soumis récemment au référendum, qui prévoyait à la fois le maintien des subventions et un contrôle plus étroit sur les superficies emblavées, a été repoussé. L'administration demeure en quête d'une politique de remplacement - politique qui mécontentera nécessairement une des catégories de fermiers tant les intérêts de ces diverses catégories sont contradictoires.

À la longue il ne paraît pas douteux que la présente évolution se poursuive et que les industriels de l'agriculture éliminent progressivement les travailleurs agricoles et ceux des fermiers qui ne s'élèveront pas au statut d'industriels. Il est valable de spéculer sur les inconvénients, sociaux et humains, de l'industrialisation de l'agriculture dont parlent les Soviétiques et qu'accomplissent les Américains, il est impossible de l'empêcher. Probablement les contribuables des villes se lasseront-ils de financer six milliards de dollars de subventions dont la plus grande partie va aux industriels et non aux marginaux. En 1950, la valeur moyenne d'une acre de terre arable était de soixante-cinq dollars; elle atteint cent vingt dollars en 1960. Le gain en capital sur la terre a été de 8,5% par an.

Il n'est pas question de tirer de l'expérience américaine une leçon valable pour l'agriculture française: les conditions sont trop différentes. Tout au plus peut-on rappeler cette proposition banale que l'État parvient rarement à sauver les marginaux et risque, en s'y efforçant, d'aggraver les problèmes et d'enrichir surtout ceux qui n'ont pas besoin d'aide.

Faut-il craindre une déflation mondiale?

Le Figaro
20 juillet 1963

M. Pierre-Paul Schweitzer, dont nous saluons avec joie la nomination au poste de directeur du Fonds monétaire international, a fait à notre confrère londonien *The Economist* ses premières déclarations. Celles-ci, empreintes de la modestie que nous connaissons tous en ce héros de la Résistance et ce grand serviteur de l'État, étaient raisonnables et orthodoxes (au moins sur le Continent). Elles ont paru peu "encourageantes" à notre confrère. M. Schweitzer a d'abord rappelé, à la suite des gouverneurs de la Banque de France, de la Banque de Hollande, de la Banque de la République fédérale, qu'entre liquidités internationales et liquidités intérieures existait une différence fondamentale. À l'intérieur, le crédit progresse nécessairement avec les échanges, et plus ou moins à la même allure. Les liquidités internationales ne sont pas l'équivalent de la monnaie ou du crédit. Elles sont destinées à financer les déficits qui surgissent transitoirement dans la balance des comptes de tel ou tel pays. Distinction incontestable, à condition de ne pas oublier que le montant des déficits à craindre est fonction - mais dans une mesure difficile à préciser - du volume du commerce international.

Le nouveau directeur s'est exprimé avec un optimisme mesuré au sujet de la balance des comptes américaine. Il a formulé les mêmes conseils que les dirigeants de Washington entendent désormais de tous les côtés: relever les taux d'intérêt et utiliser la politique budgétaire comme moyen d'influer sur la conjoncture. Même si le déficit américain disparaissait, M. Schweitzer se refuserait à craindre, comme l'y incitait son interlocuteur britannique, un manque de liquidités internationales.

De telles opinions, courantes sur le Continent, sont fort éloignées de celles de notre confrère qui fait profession de redouter une récession mondiale, bien que, pour l'instant, toutes les économies, y compris celles de la Grande-Bretagne et des États-Unis soient en expansion. Le point de départ de cette analyse, c'est la lenteur relative de l'expansion britannique. Mais l'argument central de *The Economist* me semble être le suivant: par crainte d'un déficit de sa balance des comptes, chaque pays a tendance à prendre des mesures restrictives et l'effet cumulatif de ces mesures serait un freinage de la production et des échanges dans le monde entier.

Une telle argumentation me paraît fragile parce qu'elle ne s'applique, me

semble-t-il, ni à l'Europe continentale ni aux États-Unis. Le taux de la croissance en Allemagne, en France et en Italie sera probablement, cette année, quelque peu inférieur à ce qu'il a été au cours des années précédentes, encore que la différence ne doive peut-être pas être aussi marquée qu'on le croyait il y a trois mois. Les trois principaux pays du Marché commun ont pris des mesures restrictives, non parce qu'ils craignaient un déficit extérieur, mais parce que la hausse des prix était trop forte. Que cette inflation ait été une inflation de coûts ou une inflation de la demande, pour reprendre une distinction devenue à la mode aux États-Unis, on en peut discuter, et la discrimination, en fait, n'est pas aussi facile que la distinction conceptuelle.

En ce qui concerne les États-Unis, le déficit extérieur, ou du moins ce que l'on est convenu d'appeler ainsi, n'empêche pas l'administration de proposer une augmentation de ce que nous baptisons l'impasse. Il oblige le gouvernement à prendre des mesures contre les exportations de capitaux, mesures auxquelles le président Kennedy vient de se résigner.

Dès lors, parmi les grands pays industriels, on ne voit guère que la Grande-Bretagne dont le gouvernement hésite à prendre certaines mesures expansionnistes par crainte de provoquer un déficit extérieur.

Notre confrère a-t-il tort ou raison de penser qu'une reprise plus rapide ne créerait pas de danger pour l'équilibre extérieur? Ou bien M. Maudling veut-il, avant tout, être assuré de n'avoir pas à renverser la vapeur avant les élections? Ce sont les questions auxquelles l'observateur du dehors se gardera de donner une réponse.

Mais cet observateur ne peut se défendre, par instants, du sentiment que les projets d'accroissement des liquidités internationales soient inspirés par les légitimes soucis britanniques plus que par la situation d'ensemble du monde. Les capacités de production inemployées n'existent guère en Europe. Elles existent à coup sûr aux États-Unis. Mais la création au profit des pays sous-développés de réserves de change n'influerait pas sensiblement sur le taux de croissance américain. En revanche, ces réserves supplémentaires pourraient apporter et des possibilités accrues d'exportation à l'industrie britannique et une garantie à la livre.

Chacun de nous a tendance à voir l'univers de son point de vue propre. Mais la confusion entre le problème de la livre sterling et le problème du système international des paiements me paraît aussi fâcheuse que la confusion attribuée par l'*Economist* à la pensée continentale entre inflation des coûts et inflation de

la demande.

Renversement de la conjoncture monétaire?

Le Figaro

23-24 novembre 1963

L'expansion de l'économie se poursuit aux États-Unis et elle est en train de battre les records de durée de l'après-guerre. Aucune phase ascendante depuis 1945 ne s'était poursuivie aussi longtemps que celle qui commença en 1961 aux États-Unis, peu après l'arrivée de M. J. F. Kennedy à la Maison-Blanche. Par rapport à la moyenne 1957-1959, l'indice de production industrielle atteint 125. La valeur annuelle du produit national approche 600 milliards de dollars et va dépasser ce chiffre l'an prochain. Le nombre des emplois est de l'ordre de 72 millions, bien qu'il subsiste quelque 4 millions de chômeurs.

En dépit de l'expansion (ou à cause d'elle), la position du dollar, qui s'était aggravée au cours du deuxième trimestre de cette année, s'est améliorée substantiellement au cours du troisième trimestre. L'impôt, qui n'a pas encore été approuvé par le Congrès mais qui prendrait effet au 1er janvier 1963, sur les émissions pour compte étranger, semble avoir exercé une action. Peut-être les exportations de capitaux américains vers l'étranger tendent-elles à diminuer d'elles-mêmes, pour des raisons proprement économiques.

Cette amélioration qui a ramené à environ un milliard de dollars le déficit de la balance américaine des paiements du trimestre dernier, calculé sur une base annuelle, ne résout pas le problème à long terme. Elle permet seulement de l'envisager à froid et d'analyser les changements intervenus dans les relations Europe occidentale-États-Unis-pays tiers.

Pendant la période 1953-1963, selon une étude de M. Lamfalussy, les réserves d'or et de devises de l'Europe occidentale sont passées de 5,6 milliards de dollars à 17,8, cependant que les réserves d'or des États-Unis tombaient de 22,1 milliards de dollars à 15,9. Annuellement, les réserves européennes augmentèrent d'environ 1,5 milliard de dollars, 700 millions environ par transfert direct, 800 par suite des déficits américains et des excédents européens à l'égard du reste du monde.

En 1961-1962, l'Europe occidentale continua d'accroître ses réserves, mais les relations directes Europe-États-Unis se modifièrent. Alors que, de 1953 à 1960, l'Europe avait dans les échanges de biens et de services un excédent à l'égard des États-Unis, en 1961 la balance des paiements courants des États-Unis à l'égard de l'Europe a été positive de 600 millions de dollars et, en 1962, de un milliard

de dollars. L'Europe n'en continua pas moins à accumuler des réserves grâce aux déficits américains et aux excédents européens par rapport au reste du monde.

Certes, ces déficits directs de l'Europe à l'égard des États-Unis sont calculés en incluant dans les recettes américaines les remboursements anticipés des dettes d'après-guerre effectués par les pays européens. Mais il n'en reste pas moins que, abstraction faite des mouvements de capitaux à long et à court terme, déterminés par des facteurs économiques ou politiques, la balance des paiements dits courants (marchandises et services) des pays de la Communauté européenne s'est dégradée en 1962-1963. L'excédent des paiements courants des Six, qui atteignait 3,346 milliards de dollars en 1959, 2,88 en 1960, 2,94 en 1961, est tombé à 1,49 en 1962 (732 millions pour les Cinq sans la France). La détérioration est plus marquée encore si l'on considère la seule balance commerciale, déficitaire au cours du premier et du deuxième trimestre de 1962, de 854 et 784 millions de dollars au cours des deux mêmes trimestres de 1963. De 1962 à 1963, la balance commerciale des Six se sera détériorée d'environ un milliard de dollars. La balance commerciale des Six serait à peu près équilibrée en 1963 et l'excédent de la balance des paiements serait ramené à quelque 500 millions de dollars.

Ces chiffres ne sont pas pour surprendre si l'on considère les mouvements de prix. L'indice des prix de détail aux États-Unis, en mai 1963, était à 104 (1950 = 100), il était à 111 en Allemagne fédérale, à 116 en Italie, à 110 aux Pays-Bas, à 118 en France.

La pression inflationniste en Europe continentale est-elle en train d'éliminer le déficit de la balance des comptes américaine? Il est impossible, pour l'instant, de l'affirmer. La diminution du surplus européen semble avoir contribué à l'amélioration de la balance des paiements courants des pays tiers, c'est-à-dire des pays sous-développés. Au moins pendant les six premiers mois de cette année, la balance américaine des paiements courants ne s'est pas améliorée. Tout au plus, le fait qu'elle ne s'est pas dégradée en période d'expansion est-elle un symptôme favorable.

En revanche, deux faits sur lesquels nous reviendrons doivent être soulignés. Comme l'a montré M. P. P. Schweizer, les États-Unis ont, depuis 1955, placé au-dehors à long terme des capitaux pour un montant supérieur à celui du total de leurs déficits (pertes d'or et dettes à court terme en dollars). Cette solidité intrinsèque du dollar n'a pas empêché une thésaurisation accrue de l'or, preuve que la confiance dans le système dont le dollar est le fondement n'a pas été

entièrement restaurée.

Migrations humaines

Le Figaro
13 mars 1964

Au cours des années 30, les sociétés occidentales vivaient dans la hantise du chômage. La crise mondiale, confondue avec une crise de régime, suggérait une idée fausse de la nature même des économies modernes. L'opinion, parfois les experts eux-mêmes, raisonnaient en termes traditionnels, comparant le nombre des hommes et celui des emplois, et ils en venaient finalement à concevoir un immigrant comme un intrus qui enlèverait à un autre une chance d'embauche. Que le nombre des emplois augmente avec le nombre des travailleurs, que ce nombre, bien loin d'être fixé une fois pour toutes, soit indéfiniment extensible, de telles propositions auraient paru paradoxales, sinon absurdes.

Les années 50 ont dissipé ces dangereuses mythologies. L'expérience a prouvé avec éclat que, *dans certaines conditions*, la réserve de main-d'œuvre est la condition la plus favorable à une croissance rapide. Les douze ou treize millions de personnes que la République fédérale a reçues ont été à l'origine du miracle allemand. Les pays qui ont progressé le plus vite, Allemagne occidentale ou Japon, ont été aussi ceux qui disposaient, au point de départ, du plus grand nombre de travailleurs inoccupés ou occupés dans des secteurs artisanaux. Or c'est un taux élevé de croissance qui est le meilleur antidote du chômage. M. Savvy constate que le taux de croissance par personne employée a été, aux États-Unis, de l'ordre de 2%, alors qu'il était de l'ordre de 4% en Europe continentale au cours des dix dernières années. Quand il en conclut que le chômage persistant aux États-Unis, de l'ordre de 5%, est imputable à un taux trop faible de croissance bien plus qu'à l'automation et autres transformations techniques, il ne convainc peut-être pas tous les économistes, mais son explication semble au moins plausible.

Le fait est qu'à un degré ou à un autre, tous les pays du Marché commun souffrent du manque de main-d'œuvre et que de nouveaux problèmes sont posés par les migrations de travailleurs. Jusqu'à présent, on s'interrogeait avant tout sur les conséquences de l'émigration pour les pays dont les nationaux s'expatrient. Quand les ouvriers vont à l'industrie au lieu que l'industrie aille aux ouvriers, la nation ou la région relativement sous-développée supporte les frais de la formation du travailleur, elle le nourrit et l'instruit aussi longtemps qu'il ne produit pas. Le jour où il produit, il va au-dehors, de telle sorte que la région

d'accueil fait l'économie des frais de formation et bénéficie d'un producteur de plus.

Mais le premier pays d'accueil risque à son tour d'être victime des migrations. Allemagne, Belgique, Hollande sont en quête d'ouvriers. Les entrepreneurs de ces pays n'en trouvent plus guère en Italie, même en Italie du Sud. Ils vont les chercher en Espagne, au Portugal, en Grèce, en Turquie. Les économistes s'inquiètent de l'hémorragie et se demandent si le développement ne risque pas d'être demain paralysé par le manque de main-d'œuvre. En Belgique, une autre difficulté surgit. Les mines ont recruté des travailleurs en Turquie elles assument les frais de la formation, mais, une fois celle-ci achevée, un cinquième de ces immigrants disparaissent, attirés probablement par les salaires supérieurs de Hollande ou de République fédérale. Tout se passe comme s'il y avait une sorte de marché noir des travailleurs, devenus produit rare.

Le récent rapport de l'O.C.D.E. sur la Suisse met en lumière un autre problème. La Suisse, dès maintenant, compte 25 à 30% de travailleurs étrangers. Elle vient de prendre des mesures pour freiner l'immigration, mesures apparemment contraires à la tendance générale, encore que comparables à celles que prend la France pour prévenir l'entrée des Portugais (en accord avec le gouvernement portugais d'ailleurs). Le rapport de l'O.C.D.E. s'interroge sur l'opportunité de ces mesures contre l'immigration à un moment où l'économie suisse est en état de "surchauffe" et devrait donc souhaiter une détente sur le marché du travail.

Les motifs qu'invoque le gouvernement suisse sont de deux ordres, conjoncturel et structurel si l'on peut dire. C'est dans le secteur de la construction, en particulier, que la demande excessive provoque la hausse des prix. Or si certains immigrants se dirigent vers le secteur de la construction, ils exigent aussi des maisons et des écoles supplémentaires dans la mesure où ils ont l'intention de s'installer définitivement en Suisse.

Du même coup apparaît la deuxième sorte de motifs invoqués par les dirigeants de la Confédération helvétique. Au-delà de 30 % de main d'œuvre étrangère, le danger n'existe-t-il pas d'une transformation qualitative de la population? Tout dépend finalement de la durée de ces migrations. Transitoires, elles favorisent la croissance et contribuent à réduire la pression inflationniste. Mais si ces migrations se transforment en installations, une double comptabilité s'impose: l'une proprement économique met en balance le coût des investissements divers exigés par les emplois supplémentaires et l'effet sur le

marché du travail de ces immigrants; l'autre comptabilité, en dernière analyse qualitative, tendrait à confronter mérites et démérites, avantages et faiblesses des hommes appartenant à d'autres nationalités.

Est-il besoin d'ajouter que ces problèmes d'assimilation n'existent pas en France qui pourrait encore recruter des centaines de milliers d'étrangers et en faire des Français sans que le caractère de la population fût mis en question?

Révision des dogmes

Le Figaro
11-12 avril 1964

L'économiste est maintes fois tenté ou contraint de prévoir l'avenir, mais il n'ignore pas que la conjecture, à court ou à moyen terme, est un art difficile, d'autant plus exposé à l'erreur que les méthodes employées sont plus grossières. Deux sont d'usage courant: l'une consiste à prolonger les tendances observées au cours d'une certaine période de temps, l'autre à escompter la répétition d'un cycle, observé maintes fois dans le passé. Le cours actuel de l'économie mondiale illustre les incertitudes de l'une et de l'autre.

La supériorité du taux de croissance de l'économie soviétique sur celui de l'économie américaine et même, plus généralement, sur celui des économies occidentales, était devenu une sorte de dogme, admis par la majorité des experts, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. En fait, le taux japonais a été supérieur au taux soviétique, même dans la phase 1951-1960 pendant laquelle le taux soviétique a été particulièrement élevé. Or, depuis 1958, la croissance de la production agricole en U.R.S.S. s'est arrêtée et la croissance de la production industrielle considérablement ralentie. Alors qu'il y a quelques années, beaucoup d'experts s'ingéniaient à calculer le nombre d'années nécessaires pour que le produit national soviétique par tête de la population rejoigne celui des États-Unis, aujourd'hui d'autres experts - ou parfois les mêmes - se demandent si le régime de planification centralisé, autoritaire, sera capable de résoudre la crise permanente de l'agriculture et d'assurer l'amélioration des conditions de vie. Ou plutôt ils se demandent quelles réformes permettraient à ce régime, hérité du stalinisme et de la phase d'industrialisation primaire, d'accomplir les tâches actuelles de la croissance.

À l'intérieur du monde occidental, les faits sont en train de réfuter les prévisions fondées sur l'extrapolation des tendances constatées au cours de la précédente décennie. Le taux de croissance de l'Europe du Marché commun avait été supérieur, de 1951 à 1961, à celui de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Cette année, ces deux pays progresseront plus vite que la Communauté européenne parce que l'Italie et la France doivent prendre des mesures restrictives qui ralentiront l'expansion en même temps que la hausse des prix. Le taux de croissance du P.N.B. sera, cette année, de 5 à 6% aux États-Unis, de quelque 5 % en Grande-Bretagne, cependant que la France et l'Italie se

féliciteraient d'un taux de 3 à 4% s'il accompagnait une stabilisation des prix.

Si les prévisions tirées des extrapolations sont actuellement démenties, la prospérité américaine dissipe aussi les craintes qu'inspirait le souvenir des précédentes phases d'expansion. La phase actuelle est en voie de battre le record de durée de l'après-guerre. La reprise en est au trente-huitième mois et elle ne donne aucun signe d'essoufflement. Les revenus à la disposition des consommateurs, calculés sur une base annuelle, étaient le mois dernier supérieurs de soixante-seize milliards de dollars (380 milliards de francs environ) à ce qu'ils étaient à la fin de la précédente récession, il y a trois ans. Simultanément, trois variables donnent des indications favorables.

Les dépenses d'investissement des entreprises dépasseront d'au moins 10% le volume de 1963 et l'évaluation, qui date de quelques mois, d'un total de 42 milliards 4 de dollars est tenue aujourd'hui pour trop faible. De plus, les profits, qui d'ordinaire ont tendance à diminuer à mesure que se développe l'expansion, continuent à progresser. Ils étaient de 51 milliards 5 de dollars l'an passé, on escompte une progression de 10% en 1964. Enfin, la productivité continue également d'augmenter, ce qui suggère le maintien d'une marge de croissance avant un risque sérieux d'emballlement inflationniste.

La cause, simple et directe, de ce renversement dans les positions relatives du Marché commun d'un côté, des États-Unis de l'autre, se lit dans les statistiques du coût salarial par unité de produit. De 1959 à 1963, le coût a augmenté de 17% aux Pays-Bas, de 20% en République fédérale, de 21% en France, de 28% en Italie, il a augmenté de 10% seulement en Grande-Bretagne, il n'a pas augmenté du tout aux États-Unis. Comment s'étonner, dans ces conditions, que les importations de la Communauté européenne en provenance des États-Unis se soient accrues de 80%, alors que les exportations outre-Atlantique, dans le même temps, ont progressé de 54%. Quant aux échanges avec la Grande-Bretagne, les chiffres correspondants sont de + 105% aux importations contre + 50% aux exportations.

Certes, la dégradation de la balance commerciale tenait, pour une part, à la rapidité plus grande de la croissance dans la Communauté européenne. De même, la stabilité du coût salarial par unité de produit aux États-Unis reflétait aussi la lenteur relative de la croissance. On n'a pas le droit de tirer des faits actuels une conclusion, même à échéance de dix ans. Il se peut que, de 1960 à 1970, le taux de croissance de la Communauté européenne demeure supérieur à celui des États-Unis ou de la Grande-Bretagne.

Au moins la crise présente a-t-elle une valeur d'enseignement. Le taux de croissance que l'on doit prendre pour objectif est celui qui est compatible avec une approximative stabilité des prix. À viser une expansion trop rapide, on risque de précipiter une inflation qu'il faudra juguler par des mesures déflationnistes, provoquant ainsi une alternance d'accélération et de ralentissement qui, en dehors même des conséquences politiques et sociales, se traduira par un taux moyen de croissance inférieur à celui qu'une politique moins ambitieuse aurait permis d'atteindre.

Je n'ai jamais pensé que le taux de croissance était la mesure, unique et rigoureuse, des mérites d'un régime économique. Je ne changerai pas d'opinion sur ce point sous prétexte que l'Europe orientale connaît un ralentissement de plus en plus marqué de sa progression. Ce qui vaut d'être retenu, c'est l'échec persistant de l'agriculture dans tous les pays communistes. Avant de décréter que le régime de type soviétique répond aux besoins des pays en voie de développement, ces derniers ne devraient-ils pas méditer sur la signification de cet échec?

Quant à la comparaison Communauté européenne-États-Unis, elle ne donne pas de leçon d'une portée aussi générale. Les économies européenne et américaine appartiennent au même type et l'économie américaine n'a encore résolu ni le problème du sous-emploi ni peut-être même celui du déficit des comptes extérieurs. Du moins, les faits nous obligent à remettre en question une idée que beaucoup d'observateurs étaient enclins à tenir pour démontrée, l'idée que les économies européennes progresseraient désormais à une allure de croisière supérieure à celle de l'économie américaine. En tout cas, pour que cette supériorité se confirme, il faut que la France et l'Italie témoignent d'une efficacité dans la politique des salaires et des prix au moins égale à celle de la République fédérale.

À cet égard, le "génie latin" pourrait avantageusement s'inspirer du "talent germanique".

Le système international des paiements. Le dogmatisme américain de l'argent bon marché

Le Figaro
8-9 mai 1965

Deux experts viennent, presque simultanément, d'intervenir dans le débat relatif au système international de paiements: M. Roger Auboin, ancien directeur de la Banque des règlements internationaux à Bâle, dans une communication à l'Académie des sciences morales et politiques; M. Pierre Uri, dans un article de la revue *Preuves*. L'un et l'autre traitent des rapports entre Europe et États-Unis.

Indiquons les points sur lesquels ces deux économistes sont d'accord entre eux, comme d'ailleurs avec la quasi-unanimité des experts européens sinon américains. "C'est une sorte de dérèglement économique que cette croissance des avoirs à long terme, dans le moment qu'elle n'est financée que par un élargissement de l'endettement à court terme", écrit M. Pierre Uri. De son côté, M. Auboin écrit que "les États-Unis ne sont pas un pays en réel déficit, mais, au contraire, en excédent global. Ils sont créanciers nets du monde entier et, chaque année, leurs avoirs à l'étranger s'accroissent d'un montant égal ou supérieur à leurs pertes d'or et aux dettes à court terme que les autorités accumulent". En bref, il est paradoxal et désormais intolérable que les investissements américains puissent se poursuivre grâce à l'accumulation par les banques centrales étrangères de crédits à court terme en dollars.

Certes, les pays, Japon et Canada par exemple, qui souhaitent emprunter aux États-Unis, craignent que le marché américain ne leur soit fermé et s'accommodent aisément d'une situation que les Européens en général, et non les seuls Français, ne veulent plus accepter. Autrement dit, selon que les pays sont favorables ou hostiles à l'afflux des dollars, le rétablissement de l'équilibre des comptes américains est souhaité ou, tout au contraire, redouté. Mais l'unanimité s'est faite, malgré tout, sur une évidence: la persistance du déficit mettrait en péril le dollar et, par suite, le système tout entier.

Dès lors, si nous laissons de côté provisoirement les considérations sur le système théoriquement le meilleur ou sur le rétablissement de l'étalon-or, sur quoi porte le débat? Avant tout, sur la politique de crédit des États-Unis et sur le

maintien systématique outre-Atlantique d'un taux d'intérêt à court et surtout à long terme inférieur à celui des principaux pays industriels. Là est, d'après M. Auboin, l'erreur fondamentale des autorités américaines. Celles-ci ont pris des mesures nombreuses, mais partielles, dont l'efficacité a été faible parce qu'elles n'ont jamais renoncé au conformisme de l'argent bon marché.

Normalement, si l'on avait laissé jouer les mécanismes classiques, deux causes auraient provoqué une hausse du taux d'intérêt: l'expansion économique, qui se poursuit depuis 1960, et les sorties de capitaux. D'après M. Aubouin, ces causes n'ont pas agi parce que "les autorités monétaires s'emploient à reconstituer régulièrement ces réserves en créant sans cesse de nouvelles liquidités, notamment par l'achat de fonds d'État à long terme". Ainsi, la masse de monnaie et de quasi-monnaie serait passée d'une moyenne de 210 milliards, en 1960, à 292 milliards en janvier 1965. Du même coup, la proportion de la masse monétaire au produit national se serait élevée de 41 à 45%. Une telle politique perpétuerait inévitablement le déficit extérieur.

Pour une part, l'inflation européenne serait due au reflux vers les banques centrales des dollars en excédent. M. Aubouin justifie cette thèse par deux arguments. Les banques centrales européennes ont été obligées de prendre des mesures pour éviter les conséquences inflationnistes d'un excédent extérieur, entraînant une liquidité excessive à l'intérieur. Mais les restrictions de crédit tendaient à provoquer un nouvel afflux de fonds étrangers. Le deuxième argument est que les prix américains ne seraient pas restés aussi stables si les dollars dépensés ou investis à l'étranger l'avaient été aux États-Unis. Cet argument ne me convainc pas, en raison du faible montant du déficit américain (3 milliards de dollars) mesuré par rapport au produit national (plus de 600 milliards de dollars).

Les économistes européens, au début de l'administration Kennedy, avaient suggéré à leurs collègues américains trois sortes de mesures pour remédier aussi bien à la lenteur relative de l'expansion qu'au déficit extérieur: détente fiscale, lois incitant les corporations américaines à rapatrier leurs bénéfices, élévation du taux d'intérêt à long terme. De ces mesures, la première seule fut adoptée. On attribue couramment la vigueur de l'expansion, pour une part au moins, aux allègements fiscaux. Mais les mesures des deux autres catégories, qui visaient directement au rétablissement de l'équilibre extérieur, n'ont pas été retenues.

La critique de la politique monétaire des États-Unis, telle que la présente M. Aubouin, me paraît, en son principe, difficile à réfuter, et je souscrirais

volontiers à la formule à laquelle aboutit cette critique: "Cette politique a l'inconvénient réel d'imposer aux autres centres financiers la charge de soutenir le dollar, et, pour éviter leur propre inflation, de pratiquer des politiques de crédit restrictives, voyant ainsi leur liberté d'action injustement restreinte dans la mesure même où les dirigeants américains refusaient de limiter, si peu que ce soit, la leur pour mettre fin au déficit."

Dans quelle mesure le déficit américain est-il responsable de l'inflation européenne? Les investissements directs des corporations américaines qui, plus que toutes les formes d'afflux de dollars, comportent des virtualités inflationnistes, sont-ils d'un ordre de grandeur tel que l'on doive les considérer comme la cause principale de l'inflation française des dernières années? Les observateurs donnent à ces questions des réponses qui sont inévitablement influencées par les préférences politiques ou techniques des uns et des autres, sans être pour autant contradictoires.

En revanche, M. Pierre Uri formule une objection de principe, à la fois contre le conformisme américain et contre les critiques européens de celui-ci. Le relèvement du taux d'intérêt à court terme serait, en effet, nécessaire pour prévenir les sorties de capitaux. Il serait un substitut à la taxe d'égalisation de 15% et préférable à celle-ci. Mais M. Pierre Uri, contre les craintes des Américains et les espoirs des Européens, met en doute l'influence qu'un taux d'intérêt à long terme plus élevé exercerait sur les investissements au-dehors des entreprises américaines. Celles-ci, selon lui, "trouveraient toujours les moyens de financer leurs créations, leurs extensions, leurs acquisitions au-dehors".

À la politique monétaire que recommande M. Aubouin, M. Pierre Uri oppose donc des méthodes de rééquilibrage rigoureusement sélectives. Ainsi s'esquisse, une fois de plus, le dialogue que nous avons connu en France, il y a quelques années, entre partisans de l'action globale et partisans "de mesures sélectives" - ce qui nous conduira à une autre analyse.

La grande épreuve de la livre

Le Figaro
12 août 1965

L'Organisation économique de coopération et de développement vient de faire, si j'ose dire, coup double. Les deux brochures qu'elle a consacrées respectivement à la situation de la Grande-Bretagne et à la situation de la France ont fait presque également sensation, l'une en renversant l'interprétation donnée habituellement aux crises britanniques qui se répètent, depuis une douzaine d'années, avec une étonnante régularité, l'autre en conseillant au gouvernement français des mesures de relance, conseils que M. Giscard d'Estaing - il l'a dit aussitôt - n'a pas la moindre intention de suivre.

Le ministre des Finances aurait pu trouver dans les analyses de la première brochure des arguments contre les conclusions de la seconde. En effet, l'idée originale qui se dégage de l'étude faite par l'O.C.D.E. de la crise britannique est résumée dans la phrase suivante: "Il faut tenir compte davantage des risques auxquels on s'expose lorsqu'on tente de relancer trop vite et trop énergiquement l'expansion: le Royaume-Uni a souffert moins d'une succession de "coups de frein" et de "coups d'accélérateur" que de "coups d'accélérateur" exigeant par la suite des "coups de frein"."

Ce diagnostic diffère - les auteurs de la brochure le reconnaissent eux-mêmes - de celui qu'ils formulaient il y a un an et que formulaient également, selon toute probabilité, les experts du gouvernement britannique. L'économie du Royaume-Uni souffrait effectivement, en dépit des affirmations contraires, d'un excès de la demande globale, autrement dit d'une inflation au sens le plus banal du terme, quand les travaillistes gagnèrent de justesse les élections. La théorie à la mode en 1964 dans les milieux dirigeants de Londres de ne pas recourir à des mesures restrictives, monétaires et budgétaires, pour rétablir l'équilibre des comptes extérieurs, était donc, si les économistes du Château de la Muette ont raison, radicalement inadaptée à la conjoncture. Le cabinet travailliste a fini par prendre toutes les mesures qui équivalent au coup de frein, mais il les a prises de telle manière, avec tant d'hésitation, que la confiance dans la livre n'a pas encore été restaurée. La responsabilité de la durée exceptionnelle de cette crise n'incombe d'ailleurs pas au seul gouvernement.

La phase d'expansion de 1962-1964, comme celle de 1958-1960, a été provoquée par une action des pouvoirs publics. Diverses mesures (réduction des

impôts directs, diminution de l'impôt sur les ventes, assouplissement des conditions de ventes à crédit) avaient accru la demande de consommation de 2% environ. Les investissements ont été encouragés par l'augmentation de 50% des provisions pour investissements. Les investissements publics ont, eux aussi, augmenté en 1962 et en 1963. En conséquence, le produit national brut à prix constants s'est élevé d'environ 7% du quatrième trimestre de 1962 au quatrième trimestre de 1963 et de 3,5 à 4% au cours des douze mois suivants. La consommation a progressé la première (de 4,25% en volume au cours de 1963), en 1964, le taux d'augmentation des investissements a été de 16%.

En d'autres termes, les mesures de relance de 1962-1963, par leur effet progressif et cumulatif, avaient, au bout de deux ans, créé à l'intérieur une conjoncture inflationniste, dont témoignait le déficit de la balance des paiements. De 1962 à 1964, les importations ont augmenté de 932 millions de livres, les exportations de 477 millions de livres seulement. À un excédent de 306 millions de livres de la balance commerciale de 1960 à 1962 a succédé un déficit de 455 millions de livres entre 1962 et 1964 (imputable pour 232 aux variations de prix). La décomposition des importations révèle le mécanisme du phénomène, la relance de la consommation déclenchant dans la première phase une augmentation de la demande privée, puis, dans la deuxième phase, un boom des investissements. Les importations de produits fabriqués se sont accrues de 23% en chacune des deux années 1963 et 1964. Quant aux importations de biens d'équipement, après n'avoir progressé que de 8%, puis de 2% en 1962 et en 1963, elles ont fait un bond de 31% en, 1964. Si l'on ajoute qu'en cette même année, les sorties nettes de capitaux privés à long terme ont été considérables, dépassant de 200 millions de livres le chiffre de 1963, on s'explique la gravité de la crise. Manifestement, le cabinet conservateur, soit dans l'espoir de gagner les élections, soit à cause d'un diagnostic erroné, n'a pas pris en temps opportun les décisions nécessaires.

Les leçons que l'on doit tirer pour l'avenir sont implicites dans l'analyse elle-même. On est tenté d'abord de reprendre la phrase de Napoléon à propos de la stratégie: la gestion de l'économie est un art simple, mais tout d'exécution. Il est facile de provoquer une relance, pas tellement difficile non plus d'arrêter une inflation; ce qui est difficile, c'est de doser exactement les mesures expansionnistes ou restrictives et, plus encore, de les prendre exactement au moment opportun. Les ministres, les instituts spécialisés, qui possèdent une information plus précise et plus détaillée que le public, n'en commettent pas moins des erreurs, soit de dose, soit de date. Comment le journaliste de bonne foi

n'hésiterait-il pas, bien souvent, à trancher dans un sens ou dans un autre?

Le cabinet travailliste, malheureusement, s'est résigné et non résolu à faire ce qu'il aurait voulu ne pas faire. Ayant écarté dévaluation et subventions aux exportations, il a maintenu un taux d'intérêt élevé, aggravé progressivement le caractère déflationniste du budget et il a freiné les exportations de capitaux. L'action entreprise devrait, d'ici à dix-huit mois, aboutir à un équilibre approximatif des comptes extérieurs.

Pourquoi les détenteurs de livres ne se laissent-ils pas convaincre, bien que, de tout évidence, comme l'a écrit Roger Priouret, M. Wilson soit parfaitement sincère quand il exclut l'éventualité de la dévaluation? La réponse est que l'on s'interroge non sur ses intentions mais sur le cours des événements. Pour un part, c'est le cabinet travailliste et non pas seulement 1e livre qui n'inspire plus confiance. De plus, les banques centrales du continent veulent manifestement laisser au Américains et aux Anglais le soin de trouver ensemble une solution. Et un doute subsiste peut-être sans fondement sur le choix américain: solidarité totale entre livre et dollar ou séparation entre les deux monnaies, lequel des deux termes de l'alternative semblera le moins dangereux pour le dollar?

Entre la rue de Rivoli et le château de la Muette

Le Figaro
14-15 août 1965

L'O.C.D.E. n'avait pas plutôt publié sa brochure annuelle, consacrée à l'économie française et recommandant une relance, que M. Giscard d'Estaing tenait une conférence de presse et répondait aux experts du Château de la Muette. Que les événements donnent tort ou raison au ministre des Finances, la prise de position de ce dernier ne surprendra personne.

Toute politique économique comporte un "risque calculé". Le gouvernement français, pour des raisons de politique extérieure, ne veut courir aucun risque d'une dégradation de la balance des comptes. Bien plus, dans la mesure où il croit conforme à l'intérêt de la France, voire de l'Occident, une réévaluation de l'or, il doit avoir pour but le maintien d'une balance des paiements excédentaire, l'accumulation d'un stock d'or qui serait revalorisé dans l'éventualité d'une crise générale du système international des paiements. Il est conforme à la logique de la gestion actuelle de préférer le risque d'une expansion ralentie au risque d'une reprise de l'inflation.

Les chiffres que M. Giscard d'Estaing a cités ne prêtent pas à discussion. L'indice de la production industrielle en juin marque une reprise qui le ramène au niveau d'il y a un an, alors que l'indice se situait au-dessous du niveau de l'année précédente au cours des derniers mois. Les exportations vers l'étranger sont, en juillet, supérieures de 10% en valeur à celles de juillet 1964, et le taux théorique de couverture atteint 107%, ce qui, étant donné le mode de calcul (exportations F.O.B., importations C.I.F.), implique un excédent de quelque 15%. Les prix de détail, de mai 1964 à mai 1965, n'ont progressé que de 2,8%, contre 3,1% en République fédérale, 5% en Grande-Bretagne et 5,1% en Italie.

Les experts de l'O.C.D.E. reconnaissent la réussite du plan de stabilisation. En un sens, ils sont même plus optimistes que le ministre des Finances français puisqu'ils pensent que le danger d'un retour à l'inflation est très faible. La question est de savoir si la reprise interviendra d'elle-même à l'automne et si, au cas où elle ne se produirait pas, le gouvernement devrait prendre des mesures pour la provoquer. Ces mesures devraient, semble-t-il, viser un accroissement de la demande globale, donc un excédent des dépenses publiques sur les recettes.

Or, M. Giscard d'Estaing semble plus résolu que jamais à lier son nom et sa réputation à l'équilibre budgétaire - ce qui n'est pas sans surprendre de la part d'un homme aussi jeune et aussi intelligent, nourri dans le sérail du keynésisme.

Admettons que le ministre des Finances ait raison. Il devrait, en ce cas, conseiller à ses collègues plus de modestie. De 1959 à 1965, la production industrielle a progressé sensiblement moins en France qu'en Allemagne et en Italie, nos deux principaux partenaires et concurrents du Marché commun. En Allemagne, l'indice de la production industrielle par rapport à 1959 est de quelque vingt points au-dessus de l'indice français. Le pourcentage des investissements dans le produit national est, de l'autre côté du Rhin, de plusieurs points supérieur à ce qu'il est de ce côté.

La France continue à amasser de l'or, mais, depuis dix-huit mois, la production industrielle est stagnante, les investissements productifs diminuent. Faut-il se réjouir parce que les prix de détail ont progressé un peu moins vite qu'en République fédérale allemande de mai 1964 à mai 1965 (2,8% contre 3,1%), quand l'expansion, arrêtée chez nous, se poursuivait chez nos voisins? Si de tels résultats paraissent satisfaisants, il en faudrait conclure que nos dirigeants manquent d'ambition ou bien attendent du proche avenir d'heureuses surprises.

L'économie française vivra bientôt l'heure de vérité. Au cours des phases précédentes d'expansion (1953-1955 mis à part), l'inflation a régulièrement accompagné l'expansion qui a dû être freinée soit pour rétablir l'équilibre des comptes extérieurs (1957-1959), soit pour arrêter la hausse des prix (1963-1965). En 1963, à la différence de ce qui s'était passé en 1951 et en 1957, les comptes extérieurs sont restés excédentaires, parce que la dévaluation de 1958 avait assuré une marge de manœuvre et aussi parce que l'inflation intérieure était moins forte qu'à la fin du règne de M. Ramadier.

L'expansion 1959-1963 n'en avait pas moins, elle aussi, entraîné une hausse des prix trop forte. Il ne subsiste rien des bénéfices de la dévaluation au moment où, pour la première fois, notre industrie devra affronter, sans protection, la concurrence étrangère. Est-elle mieux équipée en 1965 qu'elle ne l'était en 1958 ou en 1951?

La controverse entre les experts internationaux de la Muette et les experts français de la rue de Rivoli ne porte pas seulement sur l'opportunité des mesures destinées à augmenter la demande globale, sur le choix entre la relance par les investissements et la relance par la consommation, elle concerne aussi l'influence respective de la stagnation ou de l'expansion sur l'assainissement à long terme de

l'économie. Est-ce le maintien de la politique actuelle ou une relance de la demande globale qui favoriserait l'assainissement?

Sur ce point décisif, les experts de la rue de Rivoli, dont notre ami Locardel reproduisait, il y a quelques jours, les analyses, ne s'accordent manifestement pas avec ceux du Château de la Muette. Ces derniers reprennent un argument auquel je souscris sans réserve: "Le blocage des prix, acceptable à la rigueur comme moyen transitoire d'enrayer un emballement inflationniste et de peser sur les décisions des entrepreneurs en matières de salaires, conduit à la longue à des distorsions et à des irrationalités." Aussi longtemps que la technique colbertienne du blocage des prix est appliquée, on n'a pas le droit de se réclamer du libéralisme.

En revanche, je ne suis pas convaincu par une autre affirmation du rapport de l'O.C.D.E. "Il est peu probable, lisons-nous, que le maintien d'un état stationnaire aboutisse à assainir réellement les structures de l'économie française... On peut plutôt estimer que la stagnation ou une croissance faible tendent à favoriser le *statu quo*, le ralentissement des progrès de productivité, la cristallisation des structures de production ou de distribution." La politique actuelle ne sera finalement justifiée que dans la mesure où cette prévision pessimiste sera démentie par les faits.

Une demi-stagnation peut être acceptée dans la mesure où elle est le prix payé pour des réformes de structure - ces réformes dont le rapport de l'O.C.D.E. constate la décevante lenteur.

En tout cas, si M. Giscard d'Estaing a raison, mieux vaut reconnaître le plus tôt possible que le Ve Plan est trop ambitieux.

La hantise de 1929

Le Figaro
21 juillet 1966

Durant des années, les dirigeants des États-Unis ont vécu dans la hantise d'un "Pearl Harbor atomique". De même que la flotte américaine au mouillage avait été détruite avant que la nouvelle de la déclaration de guerre fût connue des responsables, l'instrument de représailles, le S.A.C. (*Strategic Air Command*), ne pouvait-il être frappé d'un coup, par surprise? À l'heure présente, ces inquiétudes ont été dissipées tant à cause des précautions prises que par suite de la transformation du climat international.

La hantise de la catastrophe de 1929 a été, dans l'ordre économique, ce qu'a été la hantise d'un Pearl Harbor dans l'ordre stratégique. La société américaine avait même été probablement plus ébranlée, dans la confiance qu'elle a en elle-même, par la grande dépression que par les guerres mondiales ou les défaites militaires. Aussi l'évocation de 1929 suffit-elle à provoquer des réactions violentes. Le président du système de réserve fédérale, M. W. Chesnay Martin, en fit naguère l'expérience.

Les circonstances actuelles expliquent et justifient la disparition d'un Pearl Harbor atomique. Mais on hésite à en dire autant à propos de la crainte d'une dépression économique. Peut-être même, pensent quelques économistes, le refus de regarder en face certaines données de la conjoncture contribuera-t-il, en retardant le moment de vérité, à rendre le processus d'ajustement plus long et plus coûteux.

Entendons-nous bien. Je ne crois nullement à l'éventualité d'une catastrophe comparable à celle de 1929. L'économie américaine a connu des transformations structurelles: la répartition des revenus n'est plus ce qu'elle était il y a une génération, la réorganisation du système bancaire rend presque inconcevables l'effondrement et les faillites en chaîne; les mécanismes de stabilisation (*built-in stabilizers*) empêchent le développement d'un processus cumulatif de déflation. En dehors même de ces mécanismes, les conceptions des dirigeants, ministres et chefs d'entreprise, ont changé. On sait comment créer du pouvoir d'achat et aucun gouvernement ne se priverait de recourir aux techniques désormais bien connues, si une dépression, accompagnée de chômage, venait demain mettre un terme à la prospérité, aujourd'hui éclatante, des États-Unis.

L'école dominante, parmi les experts d'outre-Atlantique, est celle de

l'optimisme. L'expansion, continue depuis 1960, est attribuée par les tenants de la "nouvelle politique économique" à l'action des pouvoirs publics, en particulier aux dégrèvements fiscaux. Dans le système ancien, les excédents budgétaires, créés par l'expansion elle-même, tendaient à freiner celle-ci. Depuis 1961, l'expansion s'est prolongée à une allure régulière, le produit national dépassera 700 milliards de dollars en 1966, soit environ la moitié du produit national du monde (pays communistes exclus).

L'école pessimiste, qui compte peu de représentants aux États-Unis, n'annonce la fatalité ni d'un effondrement boursier dans le style de 1929 ni d'une dislocation de l'économie mondiale, telle qu'elle s'est produite en 1931, à la suite de la dévaluation de la livre. Elle insiste sur les périls qui menacent l'économie américaine à l'intérieur et le système monétaire international dans son ensemble.

Nous avons trop souvent traité du système monétaire pour revenir longuement sur ce sujet. Le dollar n'est plus aujourd'hui convertible en or que par la bonne volonté des banques centrales étrangères. Les États-Unis ont perdu près de la moitié du stock d'or qu'ils possédaient au lendemain de la guerre et le montant des créances à court terme sur les États-Unis ou balances dollars est environ le double du stock d'or. Ces balances augmentent d'année en année puisque les comptes américains restent déficitaires (de 2 à 3 milliards cette année).

Ce sont les symptômes d'instabilité intérieure, moins connus, qui méritent surtout d'être notés, M. Maurice Allais, dans une étude récente, a passé en revue sept indicateurs: vitesse de circulation de la monnaie, endettement des consommateurs rapporté au produit national brut, indice du cours des actions industrielles rapporté au produit national brut par habitant, rapport moyen des bénéfices au cours moyen des actions, taux moyen de rendement des actions, montant global des crédits boursiers rapporté au produit national brut, nombre des actions quotidiennement négociées en bourse. À propos de chacun de ces indices, M. Allais compare l'évolution de ces dernières années à celle de la période 1920-1929 et il dégage les similitudes. La vitesse de circulation de la monnaie (rapport du produit national brut à la masse monétaire) avait progressé de 1,4% par an avant 1929, elle a progressé de 3,2% par an depuis 1950. L'endettement des consommateurs, qui représentait 12% du produit national en 1945, en représente 45% en 1965. Le rapport de cet endettement au produit national a augmenté de 3,7% par an depuis 1945, il avait augmenté de 8,2% de 1920 à 1929.

Les chiffres les plus frappants concernent les cours des actions. L'indice Dow

Jones est passé de la valeur moyenne 170 en 1945 à la valeur moyenne 911 en 1965. Il a progressé plus rapidement que le produit national par habitant. Le rapport du cours des actions au produit national brut par habitant a augmenté de 3,6% par an au cours de ces dernières années. Le rapport entre les bénéfices et le cours des actions a de ce fait diminué; de même, le taux moyen de rendement des actions (rapport entre dividendes et cours des actions) n'a cessé de diminuer. Enfin, les crédits boursiers ont augmenté, passant de 1 milliard de dollars en 1948 à 8 milliards en 1965. Enfin, comme dans les années qui ont précédé 1929, le nombre moyen d'actions négociées chaque jour a progressé. Le 6 mai 1966, le volume des actions négociées a atteint le niveau spectaculaire de 13,1 millions, qui dépasse, même en tenant compte d'une population plus nombreuse, le niveau de septembre 1929.

Cette analyse, on le voit, porte essentiellement sur les phénomènes de monnaie, de crédit et de bourse: vitesse de circulation de la monnaie, endettement des particuliers, exagérations de la hausse et de la spéculation boursières. La conclusion de cette analyse est que cette expansion ne peut pas se poursuivre indéfiniment à la même allure.

La question est de savoir en quel style elle s'arrêtera.

La conjoncture économique. Mesure des périls

Le Figaro
22 juillet 1966

Nous avons indiqué, en un précédent article⁽¹⁾, les deux motifs principaux d'inquiétude: sur le plan mondial, la vulnérabilité de la livre et du dollar; à l'intérieur de l'économie américaine, les excès de la bourse et du crédit.

Les indices sur lesquels M. Maurice Allais fonde la thèse de "la conjoncture potentiellement instable de l'économie américaine" ne suggèrent pas tous la même interprétation. Par exemple, les crédits boursiers sont aujourd'hui du même ordre qu'en 1929, soit huit milliards de dollars, mais le produit national brut est de 675 milliards contre 103. En valeur relative, ils sont environ sept fois plus faibles qu'en 1929. Une baisse des cours qui se produira un jour ou l'autre n'aurait donc pas les mêmes conséquences catastrophiques, même si elle exerce une action psychologique et tend à freiner l'expansion.

L'endettement des particuliers ne peut pas augmenter indéfiniment et je pense, en effet, qu'il en résultera quelque jour un ralentissement de l'expansion dans la mesure même où celle-ci est soutenue par les achats à crédit de biens de consommation durable. Mais, là encore, un effondrement n'est pas inévitable si le ralentissement ne s'accompagne pas de chômage massif. L'édifice du crédit - qu'il s'agisse de la bourse, des banques ou des particuliers - est moins fragile qu'en 1929. Même la hausse du cours des actions, au cours de ces dernières années, si spectaculaire soit-elle, n'est pas du même ordre qu'avant 1929. Le rapport entre le cours des actions et le produit national brut par habitant avait progressé de 17,4% par an avant 1929. Le taux de progression de ces dernières années est de 3,6%.

En bref, sans nier certaines similitudes entre la conjoncture actuelle et celle qui précéda la grande dépression, je ne crois pas à la répétition du désastre - M. Allais ou M. W. Martin Chesnoy n'y croient pas davantage - même si je ne souscris pas à l'optimisme sans réserve des tenants de la "nouvelle politique économique". On ne peut tirer indéfiniment des traites sur l'avenir.

À ce point surgit l'autre question: quelle action exercerait sur le dollar ou sur le système monétaire international une récession américaine? Ou, en sens contraire, une crise du système monétaire ne risque-t-elle pas, en se conjuguant

avec une récession intérieure, de provoquer une catastrophe? L'effondrement boursier de 1929, à New York, est à l'origine de la dévaluation de la livre en 1931, et celle-ci à l'origine de la dévaluation du dollar, deux ans et demi plus tard.

Nous entrons là sur le terrain des spéculations. La plupart des économistes hésitent à répondre à de telles questions, ne serait-ce qu'en raison de la multiplicité des éventualités qu'il est loisible de concevoir.

Pour l'instant, les dirigeants américains agissent comme s'ils tenaient le sort du dollar pour inséparable de celui de la livre. Mais le diagnostic est pour le moins discutable et la décision n'est pas définitive. La faiblesse de la livre tient à des causes profondes. On disait la même chose du franc, il est vrai, il y a dix ans, mais, à supposer que l'on admette le rapprochement, on devrait en conclure à la nécessité d'une dévaluation de la livre (probablement nécessaire en tout état de cause) et à la consolidation, sous une forme ou sous une autre, des balances sterling.

Le dollar demeure potentiellement la monnaie la plus solide du monde en deux sens: il est plus avantageux de garder des dollars que toute autre monnaie puisque la hausse des prix intérieurs est aux États-Unis plus faible que partout ailleurs (de 1948 à 1965, les prix de gros n'ont augmenté que de 1,2%, les prix de détail de 1,6% par an; les capitaux que les États-Unis ont investis au-dehors leur promettent des intérêts qui devraient assurer, un jour ou l'autre, l'équilibre de leur balance des comptes.

Cette solidité intrinsèque n'exclut pas la vulnérabilité actuelle. En effet, aucune des méthodes par lesquelles l'équilibre des comptes américains pourrait être rétabli et la confiance dans le système monétaire restaurée n'est utilisée et peut-être utilisable.

Le taux d'intérêt s'élève-t-il aux États-Unis? Les taux d'intérêt s'élèvent encore davantage en Europe où la hausse des prix, donc la menace d'inflation, est plus forte qu'outre-Atlantique.

Les gouvernements européens n'accepteraient pas une dévaluation du dollar par rapport aux autres monnaies (la balance commerciale américaine n'est-elle pas largement excédentaire?). Le gouvernement américain, de son côté, n'accepte pas une modification du prix de l'or. Tout indique que les autorités américaines sont aussi résolues à continuer dans la voie qu'elles ont choisie que le gouvernement français dans la sienne. Celui-ci, imité par d'autres gouvernements, garde désormais ses réserves en or. Quant aux dirigeants

américains, ils continuent à user de mesures administratives pour réduire autant que possible les sorties de dollars, sans succès visible. Ce qu'ils gagnent d'un côté, ils le perdent de l'autre.

Là encore, comme a propos de l'expansion intérieure, il est juste de dire que "les choses ne peuvent pas continuer indéfiniment ainsi". Mais, le jour où elles ne pourraient plus continuer, que se passerait-il? Supposons que le gouvernement américain, pour conserver le reste de son stock, mette l'embargo sur l'or? Quel serait le prix du métal sur un marché libre? Un pas de plus serait-il franchi dans le sens de la démonétisation de l'or?

Il me paraît vain de chercher à prévoir. Je voudrais seulement dire pourquoi je ne partage pas les inquiétudes extrêmes de certains. Avant 1929, les Américains avaient prêté des capitaux à des pays d'Europe centrale, réellement insolvable. Les étrangers ont des créances à court terme sur les États-Unis mais, le jour où une dévaluation de l'or serait intervenue, ils n'auraient pas de raison de transférer leurs capitaux en d'autres monnaies. L'étalon de change-or, en tant que tel, agit certainement dans le sens de l'inflation mondiale. Une crise du système monétaire provoquerait des remous. Mais je suis à la fois moins optimiste et moins pessimiste que MM. Rueff et Triffin.

Je ne vois pas comment les gouvernants pourraient s'accorder "à froid" sur une réforme du système international. Je ne pense pas qu'une réforme "à chaud", probable un jour ou l'autre, aura les suites dramatiques que suggère à certains la hantise des années 30.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 21 juillet.

L'escalade des taux d'intérêt

Le Figaro
13-14 août 1966

L'Organisation économique de coopération et de développement (O.E.C.D.) a publié il y a quelques jours un article sur les perspectives économiques qui a suscité, comme on dit en langage parlementaire, des mouvements divers. C'est en particulier le paragraphe consacré à la situation monétaire qui a retenu l'attention.

Quelques phrases séparées d'abord du contexte et rapprochées ensuite ne manquaient pas de surprendre. Il est de fait que les taux d'intérêt à long et à court terme ont maintenant atteint des niveaux qui dépassent non seulement les précédents maxima cycliques de 1958 et 1959 mais aussi ceux que l'on avait enregistrés à la fin des années 20 et au début des années 30. France, Italie et Japon font exception pour l'instant parce que ces trois pays sortent d'une phase de ralentissement, qui entraîne normalement un abaissement du taux d'intérêt.

En fin d'article, on lit la phrase suivante: *"Il est difficile à l'heure actuelle de citer un seul pays dans lequel les taux d'intérêt soient supérieurs au niveau souhaité par les pouvoirs publics, compte tenu du désir qu'ont ceux-ci de contenir les tendances inflationnistes et aussi du fait que dans certains cas ils ne veulent ou ne peuvent pas faire davantage appel pour cela à des mesures budgétaires"*.

Le rapprochement du fait cité au point de départ (les taux d'intérêt à des niveaux records) et de l'apparente satisfaction (ces niveaux sont conformes au désir des gouvernements) soulevait irrésistiblement un problème: les experts du château de la Muette tiennent-ils la conjoncture pour saine? Sont-ils résolument optimistes alors que les experts de la Banque des règlements internationaux dans leur rapport annuel ne dissimulaient pas leurs inquiétudes?

Il est difficile de donner à cette interrogation une réponse catégorique. Les rapports rédigés par les comités internationaux résultent de compromis entre des opinions divergentes et sont condamnés à la litote et au sous-entendu. La règle est de lire entre les lignes. Les experts de Bâle, plus influencés par les idées européennes, sont probablement, sans le dire ouvertement, favorables à une revalorisation de l'or. Les experts de l'O.E.C.D. se refusent à voir dans la hausse, récente et générale, des taux d'intérêt, le résultat d'une surenchère, imputable au paradoxe d'une conjoncture dans laquelle jusqu'à une date récente, les pays dont

les comptes extérieurs étaient déficitaires avaient les prix les plus stables et les taux d'intérêt les plus bas, cependant que les pays européens, dont les comptes extérieurs étaient excédentaires, étaient menacés par l'inflation et condamnés à une politique restrictive. Le paradoxe est effectivement, au milieu de l'année 1966, moins évident qu'il y a un an. Les États-Unis, après cinq années d'une expansion exemplaire, connaissent à leur tour les premiers symptômes d'inflation et la République fédérale, en raison du déficit extérieur et d'une hausse rapide des prix, a été obligée, elle aussi, de relever ses taux d'intérêt. Il est donc possible de plaider qu'il n'y a pas de contradiction aiguë entre considérations d'ordre intérieur et considérations d'ordre extérieur.

Les émissions d'obligations, sur les marchés européens, par les filiales des firmes américaines, ont été souvent mises en cause. Les experts de l'O.E.C.D. répondent que marchés internationaux et marchés intérieurs seraient dans une certaine mesure séparés de telle sorte que les fonds qui alimentent les premiers ne sont pas nécessairement soustraits aux seconds. Ils ajoutent que les émissions d'obligations étrangères en Europe se sont élevées à 1,3 milliard de dollars en 1965 alors que l'on estime le total des émissions d'obligations nouvelles à quelque 13 milliards de dollars. Ni l'un ni l'autre argument ne sont pleinement convaincants. Les 10% d'émissions supplémentaires pour compte étranger peuvent exercer une influence hors de proportion avec leur montant absolu ou même avec leur pourcentage du total.

Si la conjoncture n'est pas anormale, l'observateur sera amené à chercher des "causes séculaires" ou des "tendances à long terme", qui expliqueraient la hausse des taux d'intérêt. La première cause que l'on pouvait invoquer est la diminution des marges bénéficiaires des entreprises, donc des ressources d'autofinancement. Les experts de l'O.E.C.D. ne retiennent pas cette explication ou, du moins, ils ne la retiennent qu'en conjonction avec une autre: la demande croissante d'investissements publics pour l'infrastructure (écoles, routes, hôpitaux, etc.).

Dans tous les pays, la formation du capital fixe de l'État croît plus vite que le produit national brut et représente une proportion croissante de l'investissement total. Dans les pays de la Communauté européenne, la part des émissions d'obligations de l'État et des collectivités locales dans le total des émissions de valeurs mobilières est passée de 9 à 17% entre 1961 et 1965. Pendant la même période, la part des entreprises d'État dans le montant total des émissions est passée de 9 à 19%.

Mais à ce moment-là, le rapport de l'O.E.C.D. exige une interprétation. Ce qui

est une tendance séculaire, c'est la demande croissante d'investissements d'État. Si ces investissements sont financés essentiellement par des émissions d'emprunts et d'obligations, les taux d'intérêt à long terme augmenteront inévitablement d'autant plus que la hausse annuelle des prix de 2 à 3% (en période de stabilisation) réduit le rendement, en valeur réelle, des valeurs à revenu fixe. Mais rien ne prouve que les experts de l'O.E.C.D. approuvent le mode actuel de financement des investissements d'infrastructure. Ils se bornent à constater que le niveau élevé des taux d'intérêt peut être expliqué, en dehors de la surenchère internationale, par le refus ou l'incapacité des États de financer un pourcentage suffisant des investissements publics par l'impôt. En bref, l'article tendrait, selon cette interprétation, à critiquer la politique budgétaire des États plutôt qu'à incriminer le déséquilibre international et du même coup la portée du phénomène couramment baptisé escalade des taux d'intérêt serait réduite.

La critique implicite des politiques budgétaires est souvent admise par les gouvernants eux-mêmes. Si ces derniers ne tirent pas les conséquences de cette critique, c'est qu'il est plus facile d'élever le taux d'intérêt que de diminuer les dépenses budgétaires ou même d'en ralentir l'augmentation. Il n'en résulte pas que les taux actuels, rendus nécessaires en Allemagne, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, par les pressions inflationnistes soient sans signification. Ils annoncent au moins, à supposer qu'ils soient justifiés par la situation intérieure des économies, un ralentissement de la croissance. Ils suggèrent, pour parler le langage des organisations internationales, que, dans la lutte contre l'inflation, la part faite aux mesures budgétaires est insuffisante - ce qui entraîne un recours excessif à l'instrument monétaire.

Une telle politique risque de freiner les investissements plus que la consommation et l'expansion plus que la hausse des prix.

Conjoncture américaine

Le Figaro
19 septembre 1966

L'expansion dans la stabilité que l'économie américaine a connue de 1961 à 1965 est finie. Le président Johnson a dû proposer au Congrès un relèvement de l'impôt sur les sociétés ou, plus précisément, une suspension des mesures prises par le président Kennedy qui, en modifiant le calcul des amortissements, allégeaient la charge fiscale des entreprises.

Pour interpréter la signification de l'événement, il faut se reporter au début de l'expansion miraculeuse en 1961 et analyser la conjoncture présente. Les conseillers de Kennedy, il y a cinq ans et demi, déploraient l'écart entre la production possible et la production effectivement réalisée, la lenteur de la croissance, le taux relativement élevé du chômage. Ils avaient pour objectif prioritaire de "remettre l'Amérique en mouvement", selon l'expression courante à l'époque. Bien que, dès ce moment, les comptes extérieurs fussent déficitaires, les conseillers du président se souciaient avant tout de la reprise intérieure et ils espéraient même que les entreprises seraient moins tentées d'investir au dehors si la prospérité multipliait à l'intérieur les occasions d'investissements.

La nouvelle école économique, comme on l'a baptisée avec quelque exagération, imputait au système fiscal la responsabilité d'une sorte d'autofreinage de l'expansion. Le système fiscal est en effet tel, aux États-Unis, qu'il produit de lui-même des excédents dans les phases de haute conjoncture. Ainsi se justifie la pratique des dégrèvements fiscaux destinés à prévenir l'action déflationniste des excédents des finances publiques. Le dernier rapport des conseillers du président, daté de janvier 1966, se félicitait des résultats obtenus. De la fin de 1963 au dernier trimestre de 1965, les revenus de l'État fédéral ont augmenté de 9 milliards de dollars, en dépit des dégrèvements fiscaux équivalant à 16 milliards de dollars. Le budget fédéral calculé en terme économique par rapport au produit national, était excédentaire de 3,5 milliards de dollars durant la première moitié de 1965. Durant la deuxième moitié, est vrai, cet excédent fit place à un déficit de 2,5 milliards dû aux mesures prises afin de maintenir l'allure de l'expansion et aux dépenses accrues de la guerre du Vietnam.

La plupart des experts, des deux côtés de l'Atlantique, étaient d'accord sur cet aspect de la nouvelle économie. L'unanimité, en revanche, ne se retrouvait pas à propos de l'autre aspect de cette politique, à savoir le maniement du crédit. En

effet, durant les deux années 1963 et 1964, le système de réserve fédérale, par la pratique dite "d'open market", c'est-à-dire par l'achat d'effets intérieurs s'est ingénié à mettre à la disposition de l'économie un volume de crédits croissant, à un prix stable.

Cette politique visait à compenser les répercussions normales de l'expansion, à savoir la hausse des taux d'intérêt. Le rapport des conseillers du président s'exprime sur ce point avec une parfaite clarté: "En 1963 et 1964, la plus grande partie des réserves requises par le système bancaire commercial pour répondre aux demandes de crédits fut fournie par les opérations d'"open market" du système de réserve fédérale." Le président Johnson a donc entretenu l'expansion à la fois par des dégrèvements fiscaux et par l'argent à bon marché. Quant au déficit des comptes extérieurs, il s'efforça sans grand succès de le réduire par des mesures de contrôle administratif.

Dès 1965, le système de réserves fédérales ralentit ses achats d'effets intérieurs et les taux d'intérêt s'élevèrent. Ils sont aujourd'hui plus élevés qu'ils ne l'ont jamais été depuis trente ans sans, pour autant, agir sur la cause dernière des phénomènes inflationnistes, à savoir la poussée trop rapide des dépenses des entreprises.

Jusqu'en 1965, la hausse des salaires nominaux n'avait pas dépassé l'augmentation de la productivité. Les prix des produits industriels étaient restés stables ou avaient eu tendance à baisser, permettant une quasi-stabilité du niveau général des prix. En 1966, les directives gouvernementales au sujet des salaires ne sont plus respectées, la hausse des salaires tend à dépasser le progrès attendu de la productivité. Taux d'intérêt élevé, baisse des cours à la bourse, hausse excessive des salaires, la conjonction de ces phénomènes, bien connue en Europe, apparaît aux États-Unis, aggravée par la menace qui pèse sur le système monétaire international du fait des conversions de dollars en or.

Le relèvement de l'impôt sur les sociétés s'imposait avec d'autant plus d'évidence que les taux d'intérêt agissent sur les achats de biens durables par les particuliers et sur la construction mais n'ont guère d'influence directe sur la demande des sociétés. Or, à l'heure présente, c'est la demande venue des sociétés, non celle des particuliers, qui est excessive. Déjà, en 1965, les dépenses en capital des entreprises ont augmenté plus vite que les profits non distribués de celles-ci. Le rapport entre les dépenses en capital et les profits non distribués atteint un niveau record. Le recours des sociétés à un financement extérieur fut plus important par rapport aux ressources de l'autofinancement qu'il ne l'avait été

en aucune année précédente.

Puisque la demande excessive avait pour origine les sociétés et non les particuliers un relèvement de la fiscalité sur les sociétés répondait de toute évidence aux nécessités actuelles. Ce qui est surprenant, c'est que la décision n'ait pas été prise dès le début de l'année tant le rapport des conseillers économiques du président l'a suggéré clairement. En fait, après avoir, de 1961 à 1964, usé simultanément des dégrèvements fiscaux et de la politique d'argent bon marché, après avoir en 1965-1966 tenté d'employer la seule arme monétaire pour éviter la surchauffe, le président Johnson se trouve acculé, finalement, à combiner politique budgétaire et politique monétaire. Rétrospectivement on peut penser que l'erreur principale fut commise en 1963-1964. Il n'était pas nécessaire pour assurer la continuation de l'expansion, d'imposer au système de réserves fédérale les achats d'effets intérieurs. Les relèvements du taux d'intérêt ont été retardés, ils n'en ont été que plus forts l'année suivante. De plus, cette politique d'argent bon marché n'a été sans influence ni sur les dépenses excessives des sociétés, ni sur les exportations des capitaux, ni sur le déficit des comptes extérieurs.

Aujourd'hui, les autorités américaines espèrent que la sévérité fiscale autorisera une moindre rigueur dans la politique de crédit. Mais il est plus probable que, provisoirement au moins, l'instrument budgétaire et l'instrument monétaire devront être utilisés tous les deux.

Un contre vingt-cinq

Réalités
juillet 1967

La naissance de l'État d'Israël, en 1948, fut, selon le mot d'Arthur Koestler, un miracle. Elle marque aussi le début d'une guerre qui dure depuis vingt ans et peut durer encore des dizaines d'années.

Les États arabes, qu'ils soient gouvernés par des rois, comme la Jordanie et l'Arabie saoudite, ou par des chefs révolutionnaires, comme l'Égypte et la Syrie, s'accordent pour refuser à Israël le droit même à l'existence.

Dans la vision arabe du monde, Israël est, en tant que tel, une agression. Seules les circonstances commandent les mesures à prendre contre l'agression: la morale de l'Histoire les justifie toutes.

une solution...

Les citoyens juifs de l'État d'Israël sont au nombre de deux millions et demi. D'ici la fin du siècle, qu'ils soient quatre ou cinq millions, ils ne seront même pas un contre vingt-cinq face aux pays arabes.

Dès aujourd'hui, pour se battre sur trois fronts contre la Syrie, la Jordanie, l'Égypte, il leur a fallu mobiliser 250.000 hommes et femmes, 10% de la population totale.

Grâce à leur supériorité militaire, les Israéliens ont provisoirement obligé leurs voisins à les tolérer. Aux raids de commandos ils ripostaient par des opérations punitives. Mais cette survie avait pour condition un rapport présumé favorable des forces militaires. Sécurité précaire puisque, à chaque instant, les pays arabes, en dépit ou plutôt à cause de leurs querelles, sont tentés de s'unir contre l'ennemi commun. Et il dépend alors d'une grande puissance d'accroître la tension par l'envoi massif d'armes supplémentaires. L'action soviétique fut à l'origine de la crise de ce printemps 1967. La victoire éclatante des armées israéliennes a frappé le monde de surprise.

Pour éviter le pire, le seul espoir, localement, est qu'Israël maintienne intacte sa capacité militaire, donc scientifique et technique. Cet «espoir» signifie aussi une course aux armements qui franchira probablement le seuil de l'atome.

Perspective presque décourageante; chaque crise ranime les haines et prépare de nouveaux massacres.

Les Arabes refusent la paix avec bonne conscience: pourquoi, disent-ils, devrions-nous expier le génocide commis par les Allemands? La défaite les contraint à un armistice peut-être moins troublé, non à la paix. Seuls les Russes et les Américains, s'ils parvenaient à s'entendre, seraient en mesure de dicter les termes d'un règlement. Hélas, d'accord pour empêcher la prolifération des armes nucléaires, soucieux de ne pas s'entredétruire, les deux Grands ont trop d'intérêts opposés pour régner ensemble. Hier, les observateurs superficiels craignaient, à chaque instant, la lutte à mort des Géants. Aujourd'hui, les mêmes, victimes d'une illusion de sens contraire, craignent ou espèrent un condominium Washington-Moscou.

... la «bombe»?

La guerre du Viêt-nam a peut-être incité Moscou à provoquer des troubles de diversion. En dehors même de ces péripéties, l'essentiel demeure l'antagonisme entre les deux Grands, moins idéologique qu'au temps de ce que l'on appelait la guerre froide, atténué en Europe mais virulent presque partout ailleurs.

Seule la commune hostilité à Pékin créa «l'esprit de Tachkent», la médiation soviétique entre Inde et Pakistan avec la bénédiction américaine. Au Moyen-Orient, la Chine n'est pas présente et l'Union soviétique a tout avantage à dresser les Arabes contre «l'impérialisme occidental».

Le marasme économique européen

Le Figaro
20 juillet 1967

Pour la première fois depuis la mise en application du traité de Rome, cinq sur six des pays de la Communauté européenne traversent simultanément une phase de récession légère ou de stagnation.

La non-synchronisation des mouvements conjoncturels, depuis 1958, avait facilité tour à tour la stabilisation ou la reprise des économies nationales. À l'heure présente, l'Italie seule échappe au marasme européen (formule qui risque de remplacer celle du miracle européen). Encore la croissance de l'économie italienne est-elle menacée, à l'intérieur par la faiblesse relative des investissements privés et de la construction, à l'extérieur par le déficit des comptes. Une prolongation de la récession allemande ou de la stagnation française freinerait inévitablement l'expansion italienne.

À cet égard, la solidarité entre les Six n'est pas un vain mot. Maintes fois en compétition sur les marchés extérieurs, comme le sont d'ailleurs les industries d'un même pays entre elles, les Six n'en vivent pas moins désormais un destin solidaire. M. Michel Debré met ses espoirs dans la reprise allemande à l'automne, de même que les dirigeants de la République fédérale espèrent que la reprise de leur pays sera soutenue par l'expansion de l'Italie et de la France.

En ce qui concerne la France elle-même, quelles sont les données principales? D'abord et avant tout, la production industrielle plafonne depuis l'automne dernier, avec une tendance à la baisse plutôt qu'à la hausse. Si l'on compare le niveau des premiers mois de cette année à celui des mois correspondants de l'année dernière, on observe une progression. L'indice de la production industrielle, bâtiment et travaux publics non compris (1959 = 100), a atteint 148,5 en mars 1966 et 153 en mars 1967, mais ce même chiffre de 153 avait été atteint en novembre 1966, légèrement dépassé en décembre de la même année. Les chiffres d'avril-mai 1967 indiquent plutôt une baisse qu'une hausse.

La stagnation industrielle entraîne une augmentation du chômage. Les statistiques françaises ne permettent pas de la mesurer avec rigueur. Il doit être de l'ordre de 2% de la main-d'œuvre, pourcentage supérieur à celui auquel la France est accoutumée, relativement modéré par rapport à celui que l'on observe dans la plupart des autres pays industriels. Ce chômage est imputable, d'abord et surtout, à la stagnation de la production industrielle. À l'allure actuelle de la

croissance, les jeunes qui arrivent nombreux sur le marché du travail ont peine à trouver un emploi et ceux qui n'ont jamais été embauchés ne sont pas enregistrés comme chômeurs, ce qui laisse planer un doute sur l'exactitude des statistiques.

La lenteur de l'expansion n'est pas seule en cause. En raison de la concurrence accrue, les entreprises embauchent peu de travailleurs supplémentaires et ne réduisent pas la durée du travail. L'indice des effectifs employés 1954 = 100 (toutes activités industrielles et commerciales), qui était à 110,3 en octobre 1963, demeurait presque au même niveau, 110,7, au début de l'année 1967. Le nombre des emplois a augmenté dans le commerce, diminué dans l'industrie. À l'enquête de l'I.N.S.E.E. auprès des chefs d'entreprises industrielles ("Vos effectifs ont-ils récemment augmenté ou diminué?") les réponses "diminution" ont été, au cours des trois dernières années, régulièrement plus nombreuses que les réponses "augmentation". Depuis 1964, la croissance de la production industrielle semble avoir été obtenue exclusivement par une avance de la productivité.

La durée moyenne du travail avait atteint un maximum de 46,5 heures au début de 1964, elle est proche de 46 (45,9) au début de cette année. Les entreprises ne peuvent résister à la compétition que par un effort incessant de rationalisation. Elles ne peuvent ni embaucher des ouvriers supplémentaires ni réduire la durée du travail.

Le troisième point noir, après la stagnation industrielle et l'augmentation du chômage, est l'évolution des échanges extérieurs. Les mouvements de prix ont été favorables à l'Europe: hausse des prix à l'exportation, baisse des prix à l'importation. En dépit de cette bonne chance, la balance commerciale française est devenue déficitaire. Les exportations n'ont guère progressé depuis dix-huit mois. Calculée en moyenne mobile sur trois mois, la valeur de nos exportations hors de la zone franc s'élevait à 3.882 millions de francs au début de 1966 (janvier-février-mars), à 3.904 millions un an plus tard. Le taux de couverture des importations par les exportations est tombé au-dessous de 90%, entre 84 et 89%, selon les périodes, au cours des douze derniers mois. M. Michel Debré a fait état, récemment, de chiffres plus favorables, mais il est trop tôt pour apprécier la portée de cette amélioration.

En dépit de ces faits, on n'a pas encore le droit de parler de récession, et même le terme de stagnation peut être tenu pour exagérément pessimiste, puisque, globalement, le produit national de 1967 sera supérieur de quelque 4% à celui de 1966. Bien plus, à moins d'une récession aggravée en République fédérale et dans le Benelux - ce qui est improbable - ou d'accidents actuellement

imprévisibles, il devrait y avoir, de 1967 à 1968, une progression du produit national qui se situerait entre 3 et 4% plutôt qu'entre 4 et 5%. Ralentissement incontestable mais non, pour l'instant, dépression ou crise.

Les ministres et leurs porte-parole ont tendance à mettre l'accent sur le caractère européen du phénomène. La détérioration du commerce extérieur n'est-elle pas due avant tout aux difficultés de la République fédérale et du Benelux? La détérioration des échanges avec l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique représente, en effet, d'après les calculs de l'I.N.S.E.E., les trois quarts de la détérioration totale hors zone franc, bien que le commerce avec ces trois pays ne constitue que 40% de la totalité du commerce hors zone franc.

Cette interprétation n'est malheureusement, d'après les experts officiels, que partiellement vraie. La France a perdu du terrain sur les marchés tiers, en Suisse, aux États-Unis; elle n'a pas tiré profit de la reprise italienne. En 1966, elle a accru ses ventes aux États-Unis de 12%, alors que l'Allemagne fédérale les augmentait de 34%, les Pays-Bas de 27%, la Grande-Bretagne de 26%, la Suisse de 25%, la Suède de 24%, l'Italie de 19%.

Le fait est que la France conjugue, depuis six mois, stagnation intérieure et déficit commercial, importations accrues de produits manufacturés et sous-emploi des moyens de production. Cette conjonction n'est pas normale et elle suscite quelque inquiétude. La reprise d'activité en République fédérale allemande, suprême espoir et suprême pensée, ne résoudra pas tous les problèmes français.

Marasme économique européen (1). Le cas français

Le Figaro
21 juillet 1967

Le commentateur, assuré de lui-même aussi longtemps qu'il se borne à faire le point de la conjoncture hésite dès qu'il doit discerner les causes dites conjoncturelles du malaise actuel ou juger la responsabilité des dirigeants. Non qu'il soit difficile de critiquer: après tout, les dirigeants s'attribuent volontiers le mérite de la prospérité; il est de bonne guerre pour l'opposition de leur imputer le démerite des années difficiles. Mais l'analyste indépendant n'ignore pas que les ministres ne sont pas maîtres et possesseurs de la nature économique et que, mieux armés que les météorologistes pour la prévision à quelques mois d'échéance, ils sont bien loin encore de manipuler à leur gré même les quantités globales.

Rappelons, une fois pour toutes, que les crises sectorielles pourraient être non résolues mais grandement atténuées au cas où la demande globale serait plus vigoureuse, l'allure de l'expansion plus forte. Mais une fois cette proposition rappelée, il demeure vrai que la France, en s'ouvrant à la compétition, s'est obligée elle-même à la modernisation de ses structures, ce qui veut dire, en termes crus, à la liquidation progressive d'entreprises, agricoles et industrielles, incapables de survivre dans un pays à frontières ouvertes. Or une telle liquidation prend du temps, et les mêmes entreprises qui se jugent victimes des circonstances, puisqu'elles sont condamnées à mort, constituent une charge pour l'ensemble de l'économie. Les entreprises dont les comptes sont déficitaires ne paient pas d'impôts, et pas toujours la Sécurité sociale. Inévitablement, la charge fiscale devient plus lourde pour le secteur moderne de l'industrie.

Le secteur non modernisé de l'agriculture et de l'industrie est probablement plus large en France qu'en République fédérale allemande ou en Grande-Bretagne. Simultanément, en France comme en Allemagne, dans les régions où les mines de charbon ou de fer sont vouées, par les changements techniques, à un déclin irrémédiable, il faut créer des industries nouvelles.

Au-delà de ces faits bien connus s'ouvre le domaine peu propice à des jugements catégoriques et aux appréciations objectives, de l'action des pouvoirs publics. Or je crois, sans être en mesure d'en donner une démonstration, que les

responsables de notre économie, les grands fonctionnaires du ministère des Finances, ont tendance à commettre certaines erreurs par le fait même de leurs qualités.

À l'origine de ces erreurs, on retrouve le même mélange d'intelligence supérieure, de subtilité d'esprit, d'excès de confiance en soi et de méfiance à l'égard des mécanismes du marché ou de l'initiative des entrepreneurs. Parmi les mesures du plan de stabilisation figurait le blocage des prix. Celui-ci, que personne ne défend en théorie, n'a pas encore été purement et simplement supprimé. Bien entendu, d'innombrables exceptions ont été consenties, des contrats multiples ont été conclus avec des entreprises ou des fédérations industrielles. Dès lors que l'on substitue à une solution simple des solutions complexes, impliquant de longues tractations et renforçant le pouvoir de l'État, les fonctionnaires qu'anime le souci du bien public semblent éprouver une satisfaction particulière.

Quand, à la fin de l'année dernière, M. Michel Debré se résolut enfin, pour favoriser la relance, à recourir au procédé qui avait réussi aux États-Unis, à savoir la détaxation des investissements, il n'eut pas le courage de faire ce que l'on aurait fait ailleurs: rédiger un texte court et clair, sans prétendre à une discrimination entre les investissements selon que les uns seraient jugés, rue de Rivoli, conformes et les autres non conformes au bien commun. En conséquence, les textes furent longs et obscurs.

Il va de soi que partout, à notre époque, la "concertation" est inévitable entre les chefs d'entreprise et les fonctionnaires des ministères de tutelle, mais ce qui est typique de la France, c'est que cette concertation justifiée sert de prétexte à un retour au colbertisme ou, pis encore, au nom de l'aménagement du territoire, à une utilisation partisane des fonds publics. On reproche aux chefs d'entreprise de ne pas faire leur métier: on fait tout pour leur en enlever le goût et les moyens. Le commissariat au Plan, à l'époque de M. Massé, plaidait pour la liberté de décision des entreprises contre les bricoleurs de la planification.

Bonne ou mauvaise, cette action des pouvoirs publics n'est évidemment qu'une des causes des actuelles difficultés. Bien que la relation entre taille des entreprises et efficacité ne soit pas aussi simple que le suggère la théorie actuellement à la mode, il n'est pas douteux que, *dans certains secteurs*, les firmes américaines doivent à leurs dimensions un avantage important. Il reste à savoir si les fusions, grande pensée du règne, telles qu'elles sont aujourd'hui pratiquées, donneront toutes, à bref délai, les résultats escomptés. La fusion n'est

rentable qu'à la condition d'être authentique, de susciter la formation d'un personnel de direction unique. Il faut aussi que les économies de personnel et la rationalisation de l'organisation s'accomplissent jusqu'au bout. Il ne suffit pas d'unir deux entreprises déficitaires pour qu'ensemble elles fassent des bénéfices.

Il reste, enfin, une question, peut-être la plus grave, qui, en tout cas, doit commander la politique conjoncturelle que les ordonnances et le budget nous feront connaître: la hausse des prix de détail continue, même en phase dite de stabilisation, au rythme de 2,8% l'an. Les statisticiens de l'I.N.S.E.E. et les comptables nationaux semblent tenir cette hausse pour normale et acceptable. Il est vrai que, au cours de ces dernières années, nos partenaires ont connu un phénomène analogue, mais ils en paient aussi le prix, à l'heure présente, sous forme de stagnation.

Des importations accrues en phase de stagnation, avec sous-emploi des moyens de production, suggèrent une diminution de la compétitivité de l'économie française. Une hausse des prix de détail de 2,8% par an, une hausse trimestrielle de salaires de 1,3 ou 1,4% expliquent aisément la compression des marges bénéficiaires. Si salaires nominaux et prix de détail continuent de progresser les uns de quelque 5% par an, les autres de 2 à 3% *même en période de lente expansion*, ou de stagnation, la France risque de connaître l'équivalent du marasme américain sous l'administration Eisenhower.

En bref, la hausse des coûts, alors que l'on célèbre la réussite du plan de stabilisation et que se ralentit la croissance, demeure trop forte. Serait-elle plus forte en cas de relance? Et pourquoi les responsables de notre économie s'y résignent-ils aussi facilement?

[\(1\)](#) - Voir le "Figaro" du 20 juillet 1967.

Les incertitudes de la conjoncture

Le Figaro
3 août 1967

En dépit des progrès réalisés dans la connaissance des mécanismes économiques et l'établissement de la comptabilité nationale, la gestion de la conjoncture demeure chargée d'incertitude. Les ministres doivent prendre des décisions inévitablement aventureuses en pesant les risques. C'est précisément parce que les ministres ne peuvent pas être assurés d'avoir raison que les commentateurs ont le droit non de faire la leçon mais de participer au débat. Car, à l'heure présente, un débat est ouvert entre les conseillers, sinon entre les membres du gouvernement. L'enjeu du débat réduit à l'essentiel est le suivant: dans quelle mesure l'État doit-il intervenir pour "relancer" l'économie? La crainte de l'inflation est-elle devenue excessive et tend-elle à ralentir, plus qu'il n'est inévitable, l'expansion de l'économie?

On sait, nous l'avons précisé en un précédent article(1), que l'expansion, ralentie à la suite du plan de stabilisation de 1963, après avoir repris force en 1965-66, s'est de nouveau arrêtée. L'indice de la production industrielle est, au printemps 1967, au-dessous du niveau atteint en décembre 1966. À partir de là, deux opinions s'expriment l'une et l'autre également légitimes puisque aucune des deux n'est démontrée.

La stagnation actuelle est imputable, pour une part, à la récession allemande, à la stagnation anglaise, au ralentissement américain du premier semestre 1967. Si, comme on l'espère, l'économie allemande sort de son marasme vers la fin de l'année, les produits français trouveront des débouchés élargis de l'autre côté du Rhin. L'exportation sera, dans quelques mois, le moteur principal de la relance. Ainsi raisonnent les optimistes.

Les pessimistes font valoir, contre cette thèse, divers arguments. L'expansion italienne n'a pas été arrêtée par le marasme allemand. Les exportations françaises, d'après les résultats obtenus sur des marchés tiers, semblent résister plus difficilement à la compétition. La reprise de l'économie allemande sera, selon toute probabilité, lente. Combien de mois s'écouleront avant que l'exportation française en tire un profit suffisant pour donner une impulsion à l'ensemble de l'économie? Selon la première école, la sagesse est d'attendre les événements du dernier trimestre de l'année. Si, en France et au dehors, le marasme persiste, ou s'aggrave, il sera toujours temps d'agir. Selon la deuxième

école, c'est dès maintenant que l'action est nécessaire.

Le gouvernement a choisi une position intermédiaire. Il a pris des mesures à effet immédiat, 1 milliard sous forme de travaux d'équipement (H.L.M., routes, télécommunication) ou de réduction de taxes indirectes, plus 300 millions destinés aux industries privées dans les régions qui souffrent du chômage. Mais ces mesures d'urgence ne représentent pas des suppléments de dépenses par rapport à ce que prévoyait le budget de 1968, elles constituent seulement une exécution anticipée de travaux prévus. La solution adoptée est manifestement un compromis entre les deux écoles. Les partisans de la relance immédiate obtiennent quelque satisfaction sans pour autant que les partisans de la rigueur aient fait de concessions définitives: les chiffres de l'automne trancheront entre les deux thèses.

La politique d'ensemble est moins définie par les mesures de soutien de l'économie à effet immédiat que par l'ensemble des ordonnances et du budget. Laissons de côté l'ordonnance sur l'intéressement que M. Pompidou a fait de son mieux pour rédiger de telle manière que les effets économiques, inévitablement néfastes à la veille de la disparition des frontières entre les Six, en soient au moins limités. Il reste la remise en ordre de la Sécurité sociale et l'augmentation des tarifs des services publics d'une part, l'impasse budgétaire de l'autre.

Il est à coup sûr absurde de demander aux contribuables de se substituer à l'usager des services publics - ce qui est la signification du déficit de la R.A.T.P. Il est raisonnable de mettre en ordre les comptes de la Sécurité sociale de telle manière qu'apparaissent clairement les responsabilités des diverses caisses et l'équilibre (ou le déséquilibre) des diverses prestations. Mais ces mesures nécessaires équivalent à réduire le pouvoir d'achat à la disposition du public.

Quant au budget de 1968, il sera "expansionniste", selon l'expression consacrée, puisqu'il comportera une impasse de 3 à 4 milliards. Les dépenses de caractère définitif seront équilibrées par les rentrées fiscales, mais les prêts ou avances - ce que les Britanniques appellent les dépenses au-dessous de la ligne - ne seront pas couverts par l'impôt. Une impasse de 3 à 4 milliards, alors que les moyens de production ne sont pas employés pleinement, n'est ni anormale ni dangereuse. Aucun pays industriel n'applique la règle anachronique selon laquelle toutes les dépenses de l'État, provisoires et définitives, devraient être couvertes par l'impôt.

Le véritable problème est autre. Les dépenses budgétaires croîtront cette année, comme les années précédentes, plus vite que le produit national. Si l'on

s'en tient aux dépenses des administrations, celles-ci ont progressé de 8,7% en 1965, 9,4% en 1966, plus de 10% en 1967. Le taux d'augmentation des dépenses civiles de fonctionnement sera de 11,5% en 1968. Pour l'ensemble des dépenses publiques, le taux d'accroissement pour l'année prochaine est de 9,8%. Tous ces taux, même en tenant compte d'une hausse des prix de 2% à 3%, sont largement supérieurs au taux de croissance du produit national. Une telle disparité entre la progression du secteur public et celle du produit national est-elle à la longue tolérable? Le gouvernement sera, me semble-t-il, acculé soit à freiner l'augmentation des dépenses publiques, soit à prendre des risques supplémentaires afin d'accélérer l'expansion. Or il n'est nullement démontré qu'un pouvoir d'achat accru des consommateurs entraînerait une hausse des prix plus rapide que celle qui se poursuit en période de stabilisation. Les salaires horaires progressent depuis 1963 au moins de 4% à 5% l'an. Progresseraient-ils plus vite si la production industrielle recevait l'impulsion d'une demande accrue?

La conjoncture actuelle est d'autant plus dangereuse que la part de l'industrie dans l'ensemble de l'économie est plus réduite en France qu'en Grande-Bretagne et en Allemagne. Le produit par tête est du même ordre de grandeur dans les trois pays, mais la France ne compte que 5,4 millions de salariés dans l'industrie de transformation, contre 9,6 en Allemagne et 9,3 en Grande-Bretagne. Une croissance de l'industrie plus lente que celle du produit national ou plus lente que celle des industries étrangères accentuerait encore cette disparité de structure.

Or cette disparité est une menace pour l'équilibre commercial, une menace aussi pour la stabilité des prix: la productivité progresse d'ordinaire plus lentement dans le commerce et les services que dans l'industrie de transformation, mais le mouvement des salaires de l'industrie commande le mouvement salarial de l'économie tout entière.

[\(1\)](#) Voir Le Figaro des 20 et 21 juillet.

Suez déclassé?

Réalités
novembre 1967

Les succès éclatants remportés par les armées israéliennes déboucheront-ils sur la seule victoire qui serait authentique, c'est-à-dire la paix? Les positions soviétiques dans le Moyen-Orient sont-elles renforcées par l'hostilité croissante du monde arabe à l'égard des Anglo-Américains ou affaiblies par la passivité de Moscou à l'heure décisive où les canons tonnaient? À ces deux questions les observateurs hésitent encore à répondre. En revanche, il est un résultat déjà acquis, quatre mois après la guerre de six jours: le mythe est dissipé, le déclin désormais irrémédiable: le monde entier s'accommode avec indifférence de la fermeture du canal.

le mythe...

Le 23 avril 1885, à l'Académie française, Ernest Renan, recevant Ferdinand de Lesseps, prononçait ces phrases fameuses, tant de fois citées: «Un seul Bosphore avait suffi jusqu'ici aux embarras du monde; vous en avez créé un second, bien plus important que l'autre... Vous aurez ainsi marqué la phase des grandes batailles de l'avenir.»

Ernest Renan a-t-il été bon prophète, au moins jusqu'en juin 1967? Je n'en suis pas sûr. Le canal était une étape sur la route de l'Inde. Il n'a été, pendant la Première Guerre mondiale, ni la cause de la révolte arabe contre l'empire ottoman ni l'origine unique de l'intérêt pris par la Grande-Bretagne à cette révolte. Les batailles du désert, pendant la Deuxième Guerre, n'ont pas décidé l'issue du conflit.

C'est en 1956 que des hommes politiques anglais et français, prisonniers de vieilles formules, ont transfiguré une nationalisation prévue pour 1969 en événement de l'histoire mondiale. Le Moyen-Orient contient des richesses pétrolières dont, en 1956, l'Europe pouvait difficilement se passer.

Mais les centrales atomiques fourniront bientôt de l'électricité à un prix compétitif. Avec les pétroliers géants, 250.000 ou 300.000 tonnes, la voie du golfe Persique à l'Europe par le sud de l'Afrique est rentable. L'aviation a déjà enlevé au canal sa signification militaire, les pétroliers géants le dépossèdent de sa valeur économique. Union soviétique et États-Unis se sont tenus à l'écart d'une bataille locale qui n'affectait les intérêts majeurs ni de l'un ni de l'autre

des deux Grands. C'est pour Israël que l'ouverture du canal revêt une signification symbolique, c'est l'Égypte bien plus que l'Europe qui est frappée par la perte des redevances.

Peut-être serait-il plus instructif de citer un autre passage du discours de Renan. Ce dernier croyait que l'Égypte, «clef de l'Afrique intérieure par le Nil, gardienne du point le plus important de l'empire des mers», ne saurait s'appartenir à elle-même. Il disait encore que l'Égypte n'était pas une nation et serait toujours gouvernée par l'ensemble des nations civilisées. Comme il se trompait!

... du canal

L'Égypte se réclame du nationalisme arabe, nationalisme étrange, puisque l'Égypte n'est pas arabe mais islamique, nationalisme peut-être de mythe mais non point irréel pour autant. Au Moyen-Orient, aujourd'hui, l'enjeu symbolique, ce n'est pas le canal de Suez, exploit technique du siècle dernier déclassé par le progrès technique, ce n'est même pas le pétrole, c'est Jérusalem, ville sacrée pour les fidèles de trois grandes religions, qui croient au même Dieu.

Les chances de paix seraient meilleures si seuls des intérêts étaient en cause. Les croyances sont plus nobles, elles sont aussi plus dangereuses que les intérêts.

Pourquoi la ruée vers l'or

Réalités
janvier 1968

Pendant les trois jours qui suivirent la dévaluation de la livre, la tempête souffla sur le marché de l'or, à Londres, à Paris. Elle n'a depuis cessé de secouer les grandes places monétaires internationales. Cette instabilité annonce-t-elle de nouveaux orages? Les spécialistes réservent leur réponse.

Après la livre, le dollar?

Livre et dollar, depuis vingt, ans, diffèrent radicalement. Celui qui craint une dévaluation de la livre achète des dollars, des marks ou des francs, celui qui craint une dévaluation du dollar achète de l'or. La défiance à l'égard du dollar équivaut à une défiance à l'égard de toutes les monnaies, de tout le système international de paiements.

Depuis 1957, les comptes extérieurs des États-Unis accusent un déficit, annuel de deux à trois milliards de dollars, bien que les échanges commerciaux laissent un excédent substantiel. Mais ces dollars qu'acquièrent les étrangers reviennent se placer outre-Atlantique, soit que les banques centrales gardent leurs réserves en dollars, soit que les particuliers y espèrent un meilleur rendement de leurs capitaux.

Malgré ce circuit – les créanciers prêtant au débiteur l'équivalent de leurs créances – le stock d'or américain a diminué de moitié depuis la guerre (moins de 13 milliards de dollars aujourd'hui) et les balances dollars, autrement dit la valeur des créances à court terme en dollars détenues par des étrangers, dépassent le double de la valeur de l'or stocké au Fort Knox.

Les États-Unis se trouvent dans la situation d'un banquier qui emprunte à court terme et investit à long terme. Ils ont exporté des capitaux, acheté des entreprises à travers le monde entier. Ils sont plus puissants que jamais mais, comme tout banquier, ils doivent inspirer confiance. Faute de quoi, une crise de liquidité devient inévitable, crise qui serait celle du système international tout entier.

Or, depuis deux ans, aucun gramme d'or extrait du sol n'aboutit finalement aux caves des banques centrales. Tous les prix ont doublé, celui de l'or demeure bloqué à 35 dollars l'once. La demande d'or pour les usages industriels, pour la thésaurisation, augmente. La non-augmentation du stock d'or monétaire nourrit

la défiance à l'égard du dollar.

Un jour probablement...

Le gouvernement des États-Unis croit son honneur et son prestige engagés dans le maintien de la parité du dollar par rapport à l'or – ce qui est déraisonnable. Le gouvernement français croit qu'une réévaluation de l'or porterait un coup mortel à l'empire du dollar et empêcherait l'achat des entreprises européennes par les firmes américaines – ce qui témoigne d'étranges illusions. Faute d'un accord international, aucune réforme à froid du système monétaire international n'est possible. Faute du rétablissement de l'équilibre des comptes extérieurs des États-Unis, l'or continuera d'être thésaurisé, utilisé par les industries, par la joaillerie au lieu de servir à un usage monétaire.

Hier, les banques centrales (sauf la Banque de France) sont venues au secours du dollar et, du même coup, elles ont mis fin à la panique – pour cette fois. L'or sera-t-il réévalué un jour? probablement. Quand? Je ne sais. La prévision des événements est difficile, celle des dates impossible.

Guerre du Pacifique: acte 1

Réalités
mars 1968

L'Asie est devenue le théâtre de la grande Histoire, celle qui s'écrit avec du sang, de la sueur et des larmes.

Nulle configuration des forces ne s'y dessine nettement. Le Japon, bientôt la troisième puissance industrielle du monde, refuse encore d'entrer dans la politique de puissance. Les trois principaux acteurs jouent chacun leur jeu propre: Union soviétique et Chine populaire unies par une idéologie commune, divisées par leurs intérêts nationaux et par la même prétention à détenir la suprême vérité, Union soviétique et États-Unis, partout rivaux, souvent enclins à se ménager, parfois soucieux de collaborer contre un troisième.

Les événements de ce dernier mois, la saisie du *Pueblo* par les Nord-Coréens, l'assaut du Vietcong contre les villes du Sud-Vietnam et Khe Sanh révèlent et dissimulent tout à la fois les données profondes de la conjoncture.

Union soviétique et Chine populaire s'accordent pour ravitailler le Nord-Vietnam et s'accorderaient aussi pour ravitailler la Corée du Nord si les hostilités se rallumaient sur le 38e parallèle. Mais rien ne permet de penser que Ho Chi-Minh ou Kim Il-Soung, dans le courant des jours, obéissent à personne qu'à eux-mêmes. Comment imaginer que les hommes du Kremlin auraient conseillé aux Nord-Coréens de saisir le *Pueblo*, alors que les navires américains auraient pu, une heure plus tard, saisir des chalutiers soviétiques, qui, à quelques milles des côtes de Floride ou de Californie, exercent la même fonction de surveillance ou d'espionnage?

Le schisme sino-soviétique a privé le camp baptisé marxiste-léniniste de son unité de commandement. Du coup, les deux États résultant d'un partage retrouvent une étrange liberté d'action et défient le géant américain. En 1968 comme en 1950, celui-ci engage ses propres troupes contre celles non d'un Grand mais d'un Petit. Les armes lourdes d'Hanoi, comme à Pyong-Yang, viennent de Russie, les soldats qui les utilisent ne sont ni russes ni chinois. L'armée la plus mobile du monde, dotée de la plus grande puissance de feu ne parvient pas à triompher d'un ennemi qui combine unités régulières et unités de partisans, recourant d'ordinaire à la technique de la guérilla et, quand les circonstances le favorisent, livrant une bataille rangée ou assiégeant une position fortifiée.

Les péripéties de l'après-guerre ont désigné les champs de bataille: nul ne sait pourquoi Staline a ordonné ou autorisé l'opération coréenne de 1950; les États-Unis, hostiles en 1945 au retour des Français en Indochine, ont donné, en 1950, une autre interprétation au combat d'Ho Chi-Minh pour y voir un des fronts de l'expansion communiste. Plus de vingt ans après, les conséquences des décisions prises par la France en 1946 se prolongent encore. De même, quinze ans après l'armistice, les deux États coréens demeurent irréconciliables, à chaque instant prêts à en découdre.

Le contraste entre Corée et Vietnam ne ressort pas avec moins de relief que la similitude. Les dirigeants de Séoul reprochent au Président Johnson d'avoir toléré la tentative d'assassinat du président sud-coréen et la saisie du *Pueblo* sans autre protestation que verbale. Les Sud-Coréens manifestent plus d'ardeur martiale que les Américains. Au Sud-Vietnam, l'inverse semble vrai. La population sud-vietnamienne ne s'est ralliée ni aux Vietcong ni aux gouvernementaux, elle assiste, en victime, à des batailles dont elle est l'enjeu. Politiquement, moralement, les États-Unis ont déjà payé un prix considérable pour cette guerre: que reste-t-il à sauver quand, des deux côtés, les villes sont réduites en cendres? Militairement, les initiatives coûteuses et spectaculaires des Nord-Vietnamiens ne décident pas de l'issue. Même si les États-Unis se résignaient à l'abandon, la guerre du Pacifique continuerait au Cambodge, en Thaïlande, dans l'Asie du Sud-Est, à moins qu'à la manière des Britanniques, ils ne passent d'un extrême à l'autre, renoncent au rôle de policiers de l'univers et reviennent à une sorte de néo-isolationnisme. Telle n'apparaît pas encore l'éventualité la plus probable.

La grande illusion

Le Figaro
8-9 juin 1968

Les Français aiment l'or, mais ils ne sont pas payés de retour: depuis 1914, par deux fois, le franc a paru valoir de l'or, il a "regardé en face" la livre et le dollar. Chacune de ces périodes de gloire monétaire aboutit à un effondrement, le bloc-or des années 1933-36 aux dévaluations de 1936-38, la bataille du franc contre le dollar aux émeutes de mai, qui mettent en question la parité de la monnaie française.

Bien entendu, entre la déflation de Pierre Laval dans les années 30 et l'expansion ralentie de MM. Giscard d'Estaing et Michel Debré, les différences l'emportent sur les similitudes. La volonté de maintenir la parité du franc, alors que livre et dollar étaient dévalués par rapport à l'or, témoignait, il y a trente-cinq ans, d'une méconnaissance radicale de la situation. Les prix dits mondiaux, prix sterling ou prix dollars, ne montaient pas en proportion de la dévaluation de ces deux monnaies par rapport à l'or. En revanche, le franc se retrouvait revalorisé par rapport aux autres monnaies. Seule une politique féroce de déflation, comportant une baisse autoritaire des salaires et des prix, permettait d'éviter l'alignement de la valeur du franc sur celle des monnaies mondiales. Aucun pays ne supporte pareille déflation: le Front populaire, les occupations d'usines, le délabrement de notre économie sanctionnèrent cette folie.

L'inflation, relativement légère, de 1962-63, provoquée par le retour des Français d'Algérie plus que par une demande excessive, appelait des mesures restrictives. Je crains que certaines des mesures choisies, par exemple le contrôle des prix, aient fâcheusement accentué l'emprise de l'administration sur les entreprises. Mais, de toute manière, il importait de réduire au minimum la durée de cette semi-déflation. L'économie française traversait une période de mutation: les entreprises calculaient au plus juste leurs prix de revient; les concentrations se multipliaient. Des jeunes ne trouvaient pas de travail, des travailleurs agricoles, que la modernisation privait d'emplois, affluaient vers les villes sans avoir acquis de formation technique: souffrances humaines que seule une expansion forte aurait pu atténuer. Le souci légitime d'une monnaie saine se doubla d'une volonté d'abattre le dollar et de réformer le système monétaire international. Le culte de l'or porte une part de responsabilité dans le délire "révolutionnaire" de mai 1968.

Le nouveau ministre des Finances, M. Couve de Murville, a laissé entendre que la politique française continuerait sur ce point sans modification. Le franc va user de son droit de tirage au Fonds monétaire international, non pas changer en dollars une fraction, même faible, de son stock d'or. Décision en un sens raisonnable, car même la dévaluation du franc, qu'envisagent des commentateurs au dehors, ne suffirait ni à sauver la livre (qui ne pourra l'être que par la consolidation ou le transfert des balances sterling) ni peut-être même le dollar affaibli par d'autres causes que la guérilla menée par la rue de Rivoli.

Il reste à espérer que les responsables comprendront, cette fois, que seule la généralisation mondiale d'une expansion, fût-elle inflationniste, offre une chance de salut à notre économie. Les troubles récents démontrent, semble-t-il, que les Français supportent difficilement même une expansion à vitesse de croisière. *A fortiori* ne supportent-ils pas les sacrifices en faveur du franc?

Les gaullistes ont perdu beaucoup d'illusions. Faut-il maintenant craindre qu'ils s'accrochent à la grande illusion: la victoire du franc sur le dollar?

Comment réagiront les sceptiques

Le Figaro
7 décembre 1968

Le commentateur hésite à reprendre le mot, usé à force d'avoir servi en pareilles circonstances: la confiance dont la fréquence d'emploi semble proportionnelle à la gravité de la crise monétaire. Les uns appellent de leurs vœux la *confiance*, cependant que les autres dénoncent les *spéculateurs*, c'est-à-dire la minorité qui témoigne en actes de sa défiance.

Il y a quelques jours, M. Jacques Rueff a montré, dans sa déposition devant une commission de l'Assemblée nationale, comment un taux de l'escompte, constamment inférieur aux taux pratiqués au-dehors et sur les marchés libres, avait permis une augmentation massive des crédits, pour un montant supérieur à celui des réserves perdues. Les contradictions de la politique gouvernementale entre mai et novembre rendaient inévitable "l'incrédulité" à l'égard du franc. Les moralistes attribuent ensuite à l'incivisme (incontestable) des Français les manifestations de cette incrédulité. Les Français n'étaient ni plus ni moins inciviques en 1959: la dévaluation réussit parce que le gouvernement mena une politique correcte et mérita le soutien qui lui fut accordé par le pays.

Il ne retrouvera pas le soutien aisément. L'incrédulité monétaire ne disparaîtra pas du jour au lendemain. L'attitude des syndicats et les événements universitaires commanderont, pour une part, les réactions du public. La question qui se pose dans l'immédiat porte sur la conduite de ceux qui n'ont pas été convaincus plus de vingt-quatre heures par l'affirmative solennelle de la non-dévaluation. Quelle sera leur conduite? Ruée sur les marchandises, par crainte d'une dépréciation monétaire? Ou bien, au contraire, épargne accrue afin d'accumuler les réserves en prévision d'une hausse des prix?

En 1967, les comptes nationaux avaient observé une modification de la conduite des consommateurs, une propension accrue à l'épargne. Ils s'en étaient félicités, dans une perspective à long terme, non sans regretter le ralentissement de la croissance qui en résultait dans l'immédiat. Faut-il craindre ou espérer le renversement de la tendance? En vérité, la réponse dépend des classes sociales. Les détenteurs des revenus moyens ou élevés chercheront probablement dans l'acquisition de biens réels, œuvres d'art ou propriété, à défaut d'or ou de devises, une défense contre l'éventualité qu'ils continuent à redouter. Les détenteurs des revenus plus modestes s'empresseront peut-être d'acquérir les marchandises

dont les prix leur sembleraient voués à la hausse.

La ruée sur les marchandises crée-t-elle un péril pour la monnaie? Je ne le pense pas: la hausse des prix ne tient pas, pour l'instant, à un excès de la demande, mais à une augmentation des coûts. La baisse éventuelle de la "propension à épargner", au cours des mois prochains, me paraît moins à craindre qu'un certain choix, par les détenteurs des capitaux, des biens-refuges. Les valeurs mobilières inspirent de moins en moins confiance, ce qui - malheureusement - s'explique.

Rendre confiance dans l'avenir des entreprises françaises et spécialement des entreprises industrielles exigerait les mesures que l'actuel gouvernement ne peut ni ne veut prendre. Et pourtant, il n'y aura pas de confiance dans le franc aussi longtemps que les Français ne croiront pas à l'avenir de leur économie.

Moyen Orient: Et si les Quatre échouent

Réalités
mars 1969

Depuis la guerre des Six Jours, les armées israéliennes occupent la Cisjordanie, la partie la plus riche du royaume Hachémite, en même temps que la zone de Gaza, peuplée de quelque 300.000 Arabes, parmi lesquels 250.000 condamnés au destin tragique de réfugiés sans travail, entretenus par les organisations internationales. Le désert du Sinaï sépare la ligne de démarcation, et parfois de feu, du territoire israélien. Les autorités israéliennes ont, en fait, annexé la partie arabe de Jérusalem et proclamé qu'elles ne rendraient pas à la Syrie les hauteurs de Golan à partir desquelles l'artillerie syrienne tirait de temps à autre sur les kibboutz.

Plus d'un an et demi s'est écoulé depuis le cessez-le-feu. Ni la Jordanie, ni l'Égypte n'ont consenti aux négociations directes, réclamées par le gouvernement israélien, le Président Nasser accepte désormais la non-belligérance en contrepartie de l'évacuation des territoires occupés, non un traité de paix en bonne et due forme, et il reporte les négociations au-delà de l'évacuation. L'Union soviétique a reconstitué l'aviation et l'armée égyptiennes, l'une et l'autre plus nombreuses et mieux armées qu'avant juin 1967.

Si l'analyse se limite aux acteurs directement engagés dans le conflit, – Jordanie, Égypte, Israël et, subsidiairement, Syrie, Irak et les Palestiniens (El Fatah) – on dira que la paix est improbable, la guerre (au sens du choc des armées régulières) possible, la guerre froide (incidents le long des lignes de démarcation et opérations des partisans palestiniens) probable. Seul le roi Hussein souhaiterait traiter aux conditions que lui offre Israël, à savoir restitution de la Cisjordanie, administration jordanienne des lieux saints musulmans de Jérusalem mais frontière militaire sur le Jourdain. Pour l'instant, Nasser ne donnera pas le feu vert au souverain d'Amman; même s'il le donnait, les organisations palestiniennes le refuseraient et le roi hésiterait devant une épreuve de force.

Les grandes puissances peuvent-elles modifier ces perspectives? États-Unis et Union Soviétique veulent, pour l'instant, éviter une nouvelle explosion qui créerait le risque d'une confrontation directe. Les hommes du Kremlin sont impatients de rouvrir le canal de Suez et toléreraient difficilement une nouvelle défaite de leurs protégés; Washington tolérerait difficilement une intervention

massive de l'Union Soviétique. Mais, d'accord pour prévenir la guerre, les deux gouvernements le sont-ils pour *imposer* les conditions de la paix? Le gouvernement français semble le croire: personnellement j'en doute.

Les Arabes espèrent qu'au cours des prochains mois, la pression des grandes puissances, combinée avec l'action des partisans venus de Jordanie ou du Liban, provoquera une résistance active en Cisjordanie. Les Israéliens seraient pour ainsi dire contraints de s'incliner devant la volonté conjointe des grandes puissances et des Arabes.

Si les Israéliens ne cèdent pas, comme eux-mêmes l'affirment, l'actuelle période de petite guerre se prolongerait pour une durée imprévisible. Guerre dont les deux camps tirent malgré tout un avantage: les Arabes ne s'unissent que contre Israël, et les Juifs, venus de tous les pays, forgent leur unité dans l'armée et dans la lutte contre le monde environnant. La vraie question, le Président Johnson la posa un jour à M. Lévi-Eshkol: pour qui travaille le temps? Les Arabes répondent: pour nous, parce que nous possédons le nombre et l'espace. Les Israéliens répondent: pour nous, parce que nos ennemis devront traiter un jour en vue de consacrer enfin leurs ressources à moderniser l'espace pour satisfaire le nombre.

4.5

VERS L'ÉCLATEMENT DE LA CRISE UNIVERSITAIRE (1959- 1966)

La grande misère de la Sorbonne

Le Figaro
3 juin 1959

Deux phénomènes sont en train de bouleverser la nation française en ses profondeurs: l'augmentation de la natalité, l'accroissement du taux de scolarité.

Le premier commence à être bien connu. La France avait été atteinte, un demi-siècle avant le reste de l'Europe, par la baisse de la natalité qui a gagné ensuite tous les pays de civilisation industrielle. Mais la restriction volontaire des naissances, avant la deuxième guerre mondiale, était telle que le renouvellement des générations n'était plus assuré. La France était menacée de mort biologique. Depuis quinze ans, le danger est conjuré. Au lieu d'un excédent de décès sur les naissances de 35.000 en 1918, l'excédent de naissance sur les décès est de 262.000 en 1956. La France a retrouvé un avenir.

Le deuxième phénomène est moins connu. Il est pourtant lié aux traits structurels des sociétés industrielles. À mesure que s'élève le niveau de vie, à mesure que s'élargit la part de la population urbaine, un pourcentage croissant de jeunes se dirige vers l'enseignement du second degré. Les études, en moyenne, durent plus longtemps. En 1950-1951, sur une population scolarisable de 1.214.000, les effectifs, dans les classes de sixième et de cinquième, étaient de 341.000, soit un taux de scolarisation de 28.1%. Ce même taux est de 37.5% en 1955-1956 (463.000 sur 1.235.000). On prévoit qu'il dépassera 50% en 1956. Pour l'ensemble de l'enseignement du second degré, le taux de scolarisation est passé de 19,7% en 1950-1951 à 27,9% en 1955-1956 et la progression continue.

L'Université est directement affectée par cette révolution, démographique et sociale. L'adaptation des divers ordres d'enseignement aux besoins, quantitatifs et qualitatifs, d'une jeunesse plus nombreuse en une société qui s'industrialise rapidement, est une des tâches vitales du pays, une de celles qui commandent le plus directement l'avenir du pays. La Ve République doit "repenser" notre organisation universitaire, non pour y faire du "neuf" à tout prix, mais parce qu'il n'y aura pas de "raisonnable" s'il n'y a des réformes.

De tous les problèmes que pose à l'Université la mutation historique de la France, j'en ai détaché un, aujourd'hui, parce que je le connais moins mal que tout autre, parce qu'il me paraît urgent, celui de la Sorbonne et plus particulièrement, celui de la Faculté des lettres de l'Université de Paris (l'insuffisance des facultés des sciences est désormais bien connue).

Le taux de scolarité a augmenté, depuis la dernière guerre, dans l'enseignement supérieur comme dans les autres ordres. Il y avait 65.000 étudiants en 1937, 116.000 en 1948-1949. Il y en a plus de 170.000 aujourd'hui. Simultanément, la répartition des étudiants s'est rapidement modifiée. Au cours des dix dernières années, le nombre des étudiants en droit est resté à peu près le même, celui des étudiants en médecine est passé de 23.9000 en 1948-1949 à 26.400 en 1955-1956; celui des étudiants en lettres a augmenté de plus de 10.000 (passant de 29.700 à 41.000); celui des étudiants en sciences a doublé. D'après les prévisions, le mouvement continuera au cours des prochaines années. En 1965, les étudiants en sciences représenteront environ un tiers du total contre environ un quart à l'heure actuelle.

L'afflux des étudiants n'aurait pas été aussi dramatique si l'Université ne souffrait, plus encore que les autres corps de la nation, de la concentration parisienne.

En juin 1956, les étudiants en lettres de l'Université de Paris étaient au nombre de 19.056 contre 23.800 pour les quinze universités de province. En février 1959, ils sont 20.824 sur un total de 46.300. Une université, à elle seule, accueille près de 45% de tous les étudiants.

Or, qu'on y réfléchisse bien, la cause principale de cette distribution proprement monstrueuse n'est pas premièrement la migration vers la capitale des étudiants dont les familles vivent en province. La simple vérité est que la région académique parisienne, région la plus riche de France, a le taux de scolarité le plus élevé, de telle sorte que, statistiquement, administrativement, si provinciaux et étrangers ne venaient pas faire leurs études à la Sorbonne, celle-ci n'en recevrait pas moins un pourcentage d'étudiants qui serait d'environ un tiers du total national.

Réfléchissons sur les chiffres: une faculté sur 16 forme plus de 40% de tous les étudiants en lettres. Cette même faculté a un corps de professeurs qui représente à peu près le tiers du total national (le quart si l'on tient compte de maîtres de conférence de province). En 1956, sur 84 doctorats d'État délivrés dans toute la France, 68 l'avaient été par la Faculté des lettres de Paris. En certains jours du mois de juin, deux ou trois thèses de doctorat d'État sont soutenues en même temps. Tels de mes collègues siègent, la même semaine, dans plusieurs jurys. Ce haut lieu de culture se dégrade, par la force des circonstances, en une usine de travail à la chaîne.

Après avoir provoqué ou toléré ce gonflement insensé d'une faculté, l'État a-t-

il mis à la disposition des professeurs, l'élite de notre Université, à la disposition de ces milliers d'étudiants, des moyens matériels? La réponse est simple: les locaux sont toujours ce qu'ils étaient il y a soixante ans, quand la Faculté comptait cinq fois moins de professeurs et d'étudiants, sauf que la crasse s'est accumulée et que le cuir des fauteuils, héritage du siècle passé, s'en va en morceaux. Depuis quinze ans, les hasards de l'existence m'ont amené à parcourir le monde. Je le dis en pesant mes mots: il n'existe ni en Europe ni en Amérique d'État moderne qui laisse se perpétuer un pareil scandale, qui rassemble en un seul lieu une telle proportion de son élite enseignante pour lui refuser ensuite les ressources essentielles pour l'enseignement et la recherche.

Le professeur de Sorbonne n'a pas de secrétaire pour taper un courrier parfois accablant, il n'a pas de bureau pour recevoir ses collègues étrangers. Que de fois, accueillant un collègue de Londres ou de Harvard, ai-je dû évoquer, avec une fausse ironie, la comparaison que mon visiteur ne pouvait pas ne pas faire entre son installation et la mienne! Il y a quelques centaines de places à la bibliothèque de la Sorbonne et il y a quelques milliers d'étudiants. Toutes les salles de cours sont occupées continûment, du matin 8 heures au soir 7 heures, au point que l'atmosphère y devient parfois irrespirable.

Toute réforme de l'enseignement supérieur des lettres en France doit commencer par une réforme de la Sorbonne. Bien des modalités de réformes sont concevables, en particulier le dédoublement de la Faculté des lettres. Mais rien ne sera fait, rien ne pourra être fait tant que l'État n'aura pas construit des locaux à la mesure des besoins.

Combien d'années faudra-t-il pour qu'André Malraux puisse inaugurer non le spectacle Son et Lumière sur l'Acropole mais, quelque part en France, la Sorbonne du XXe siècle?

L'Université en crise

Le Figaro

16 septembre 1960

- Une loi: celle des plus grands nombres aggravée par l'accroissement du "taux de scolarisation" - Le renforcement des études scientifiques, besoin social
- La tâche principale des facultés n'est pas de former des agrégés pour les lycées

Voici le moment où s'ouvrent les portes des écoles: parents d'élèves et enseignants se demandent ce que sera le régime des études et des examens d'ici à la fin de l'année. Car l'Université, bien qu'elle ait, en tant que corps constitué, une incomparable capacité de conservation, paraît agitée de soubresauts dont les vicissitudes du baccalauréat sont l'expression la mieux connue.

À l'origine de cette crise, n'en doutons pas, un fait majeur: le nombre. Les structures craquent de toutes parts, parce que la France a recommencé de croître, aussi et surtout parce que la proportion des jeunes, garçons et filles, qui prolongent leurs études au-delà de 14 ans n'a cessé d'augmenter depuis une quarantaine d'années et que le mouvement continue et s'amplifie.

Poussée des effectifs

Les effectifs scolaires, dans l'enseignement secondaire au sens large (classes secondaires de l'enseignement général et de l'enseignement technique et les cours complémentaires, y compris les classes primaires de l'enseignement secondaire), montaient en 1925-26 à 489.000 sur une population, entre 10 et 19 ans révolus, de 6.514.000, soit un pourcentage de 8%. Les effectifs étalent passés à 831.000 sur 5.765.000 en 1935-36, soit 14%, à 1.248.000 sur 6.282.000 en 1945-46, soit 20%, à 1.765.000 sur 5.564.000, soit 32%, en 1955-56.

L'évolution des effectifs scolaires (enseignement supérieur exclu) au cours des récentes années n'est pas moins éloquent. Les effectifs scolaires de 14 ans révolus étaient de 291.000 en 1950-51, ils sont passés à 326.000 en 1955-56, soit, par rapport à la population de cet âge, de 49,9% à 67,4%. Pour les effectifs scolaires de 15 ans révolus, le taux de scolarisation est passé de 35,5% à 48,4%, pour les effectifs de 16 ans révolus de 27,2% à 36,9%, pour les effectifs de 17 ans révolus de 14,7% à 20,3%.

Cette élévation du taux de scolarisation n'est ni limitée à la France ni anormale. Disons-le d'un mot pour ceux, s'il en est, qui craindraient le gonflement de la population des collèges, lycées ou écoles techniques: il s'agit là

d'un phénomène universel que nul ne saurait condamner sans faire profession d'esclavagisme.

Au reste, la société moderne a besoin d'un nombre croissant d'hommes ayant reçu une formation au-delà de la quatorzième année. Comme l'a dit M. Fourastié, un pays sous-développé est d'abord et avant tout un pays sous-instruit.

Les progrès de l'instruction en France, au cours des quarante dernières années, s'expriment encore dans d'autres statistiques. Parmi les hommes qui avaient en 1956 entre 25 et 34 ans, 64,9% n'avaient pas étudié au-delà de 14 ans. Cette proportion était de 72,9% parmi les hommes de 45 à 54 ans, de 73,5% parmi ceux de 65 ans et plus. Parmi les hommes de 25 à 34 ans, on compte 10 diplômés de l'enseignement technique élémentaire et secondaire sur 100; parmi les femmes, 8 diplômées sur 100, alors que dans la tranche de 45 à 54 ans, le chiffre correspondant est de 3 chez les hommes comme chez les femmes. Actuellement 7 Français sur 10 poursuivent leurs études au-delà de 14 ans, mais les personnes âgées de 65 ans et plus ne l'avaient fait que dans la proportion de 4 sur 10.

Le problème du nombre est particulièrement aigu aujourd'hui et le restera jusqu'en 1965-1966 en raison de la coïncidence entre des classes d'âge plus nombreuses et cette élévation du taux de scolarisation. Après 1965, la progression ne sera due qu'à un seul de ces deux facteurs, à savoir à la tendance des jeunes à prolonger leurs études. L'afflux dû aux générations plus nombreuses d'après guerre s'est déjà fait sentir dans les classes pour les enfants au-dessous de 14 ans. Elle se fera sentir, au cours des prochaines années, dans le second cycle de l'enseignement du second degré, secondaire ou technique, et dans les facultés.

Par exemple, on avait calculé il y a quelques années que le nombre des jeunes de 16 ans scolarisés passerait d'environ 250.000 en 1959-60 à près de 400.000 en 1965, selon une hypothèse modérée. De même, le nombre des étudiants de faculté, qui dépassait à peine 100.000 en 1948-49 (116,5), est de l'ordre de 200.000 aujourd'hui, il atteindrait 300.000 en 1965.

Les discussions, chaque année, sur le budget de l'Éducation nationale, en particulier sur les dépenses d'investissements, s'expliquent aisément à partir des quelques chiffres que nous venons de rappeler. Je n'ai pas l'intention d'entrer dans les querelles, administratives et politiques, relatives à la répartition des ressources nationales, à la priorité relative de la force de frappe, des centrales nucléaires, du plan de Constantine et des constructions scolaires. Les universitaires ont d'abord à s'interroger sur les conséquences que comportent les

transformations quantitatives. Lycée, université peuvent-ils rester ce qu'ils étaient, à partir du moment où la proportion des lycéens ou des étudiants par rapport à l'ensemble de la population triple ou quadruple?

Un recrutement trop hâtif

En un sens, il serait déplorable de tirer des conséquences hâtives, de jeter par-dessus bord la culture classique et les traditions libérales sous prétexte qu'elles ne répondent plus aux exigences d'une société technique et à l'enseignement distribué aux masses. Refuser la formation que l'on tient pour la meilleure aux élèves ou aux étudiants, sous prétexte qu'ils sont trop nombreux ou qu'ils sont indignes, serait une forme odieuse du mépris des hommes.

Il reste que l'afflux des jeunes vers l'enseignement du second degré a eu des conséquences. Les tribulations du baccalauréat (y compris la tentative insensée d'un baccalauréat préparatoire en février) tiennent moins aux intentions réformatrices des fonctionnaires ou des ministres qu'à des exigences pratiques. La suppression de l'oral n'est peut-être pas un progrès pédagogique, elle représente à coup sûr un allègement pour les examinateurs.

La multiplication des sections dans l'enseignement secondaire est parfois justifiée par la nécessité d'offrir à cette population plus nombreuse des études adaptées à la diversité des dons ou des goûts. Je ne suis pas sûr, personnellement, qu'une aussi grande diversité des sections soit indispensable. Je ne suis pas de ceux que passionne la querelle des humanités anciennes et modernes. Le renforcement des études scientifiques répond à un besoin social, le maintien souhaitable pour une fraction des lycéens (qui diminuera inévitablement) d'une formation gréco-latine est l'expression d'une volonté légitime de continuité de culture. Avant la fatale réforme de 1922, les quatre sections de l'enseignement secondaire assuraient un équilibre tolérable entre les diverses formations.

Provisoirement, il a fallu recruter les maîtres avec une telle hâte que le niveau de l'enseignement n'est plus garanti, soit que les délégués auxquels on a recours n'aient pas tous la qualification nécessaire, soit que l'encombrement des classes accable et paralyse les meilleurs professeurs. Mais que l'on suppose la crise actuelle surmontée, l'enseignement secondaire ne redeviendra pas ce qu'il a été. Du fait même de son élargissement, il change de caractère et de fonction, dans l'Université et dans la société elle-même. C'est l'enseignement secondaire qui était naguère le centre de notre système, c'est de lui que tout partait, c'est vers lui que tout convergeait. L'agrégation, à la préparation de laquelle les professeurs, dans les facultés des Lettres, consacraient le meilleur de leur temps,

symbolisait la primauté du second degré: tout se passait comme si la tâche principale des facultés était de former des professeurs pour des lycées.

Cette conception de l'enseignement supérieur est morte ou plutôt elle devrait être tenue pour morte. Mais les attachements, plus encore que les privilèges, ont la vie dure. Et si les enseignants ont en politique, pour la plupart, des opinions avancées, ils ne sont pas pour autant enclins aux changements quand il s'agit de l'université elle-même.

L'Université en crise

Le Figaro

17-18 septembre 1960

Trouver l'équilibre entre la culture et la technique. Dans l'enseignement secondaire, tel qu'il est devenu, les agrégés ne sont pas nécessaires. Inégale nocivité des agrégations.

Tout système d'enseignement remplit et doit remplir une fonction sociale: il forme les hommes dont la société a besoin. Or toute société distribue ses membres entre des activités diverses, depuis le travail de la terre jusqu'à l'exercice du commandement. Il ne dépend pas de l'Université que la société ait besoin de plus ou moins de paysans, d'ouvriers ou d'ingénieurs. La répartition des jeunes entre les diverses études doit s'adapter à la répartition, commandée par la technique, de la main-d'œuvre entre les métiers. À l'époque de la civilisation technique, alors que la répartition de la main-d'œuvre change avec une rapidité, inconnue au cours des siècles passés, l'Université ne peut se soustraire à la loi du changement.

Mais l'Université est aussi, par essence, profondément traditionnelle, et elle doit l'être. Car les exigences de l'industrie ne sont pas les seules auxquelles doit répondre la formation donnée aux jeunes. Toute communauté tend à maintenir une certaine idée de l'homme. Une cité ne peut pas se passer de citoyens qui accomplissent les valeurs dont elle s'attribue la vocation. Après tout, la production n'est pas une fin dernière, la production est un moyen en vue d'une existence digne.

L'Université n'a pas à s'excuser de maintenir des études apparemment inutiles, telles l'érudition ou la philosophie.

L'effort pour entretenir la curiosité des siècles lointains ou pour réfléchir sur le sens de l'aventure humaine est peut-être inutile à "l'augmentation du taux de croissance", peut être, en sa gratuité même, suprêmement utile puisque, sans conscience historique et philosophique, la notion même d'utilité deviendrait vide de signification. Les valeurs nationales survivent heureusement aux bouleversements de la science et de la technique. L'Université française est fidèle à sa mission en transmettant l'héritage de culture comme en se renouvelant elle-même pour satisfaire aux demandes inédites de l'industrie.

Double crise de croissance

L'équilibre entre la tradition de culture et les changements de la technique ne se trouve pas aisément. Toutes les institutions à notre époque le cherchent, chacune à sa façon. L'Université s'y essaye, elle aussi. Si elle paraît parfois avoir plus de peine à y parvenir, c'est qu'elle est secouée par une double crise de croissance, démographique d'une part, technique et intellectuelle de l'autre.

Une sorte d'adaptation est en train de se réaliser. La distribution des élèves et des étudiants entre les enseignements s'adapte lentement aux nécessités de l'industrialisation. Depuis quelques années, on a crié urbi et orbi que la France avait besoin d'ingénieurs en plus grand nombre. Les familles et les jeunes ont entendu l'appel. Le nombre des étudiants en sciences augmente plus vite que le nombre global des étudiants. On espère que d'ici à 1965 les étudiants en sciences représenteront 32% de la population estudiantine contre environ 26% en 1955.

Ne jamais sacrifier le travail de recherche

Mais il est d'autres formes d'adaptation plus complexes, plus subtiles. Les facultés sont, à une extrémité, des écoles d'enseignement avancé, à l'autre des centres de culture. Les professeurs d'université sont à la fois des savants et des enseignants. Ils ont protesté avec indignation quand la prime de recherche leur fut refusée (le compromis accepté par le ministère des Finances ne donnait pas satisfaction à leur revendication). Mais le métier qu'ils exercent n'implique pas qu'ils continuent leurs recherches. Ce sont les conditions de recrutement qui déterminent, en fait, le choix des enseignants parmi les savants.

Dans toutes les disciplines, cette conjonction de la recherche et de l'enseignement pose des problèmes. Mais ces problèmes sont trop différents selon les disciplines pour qu'ils puissent être considérés ensemble. Même les disciplines dites littéraires ne rentrent pas dans une catégorie unique: selon qu'il s'agit d'études latines ou de psychologie, les besoins de loisirs, d'argent et de collaborateurs sont tout autres.

Dans quelle mesure l'enseignement supérieur, dans les facultés des lettres, est-il transformé par le nombre des étudiants et les exigences sociales? Toutes les universités du monde sont devenues d'abord et avant tout des institutions qui attribuent des diplômes, ceux-ci étant utiles ou indispensables pour obtenir des places, obtenir un gagne-pain. Le rôle de centre de culture risque, à chaque instant, d'être refoulé, réduit par la fonction sociale et presque industrielle de ce qui fut la collation de grades et qui est devenu la distribution en masse des parchemins.

Encore faut-il, dans la mesure du possible, atténuer les effets fâcheux de la fonction industrielle des universités, c'est-à-dire sauver ce qui peut subsister d'enseignement authentiquement supérieur, permettre aux savants-enseignants de continuer leurs travaux, entretenir les contrats et les échanges entre l'Université et la recherche. Or l'originalité traditionnelle de l'enseignement supérieur français rend plus difficile encore d'atteindre ces objectifs.

Cette originalité, c'est l'agrégation (je vise les agrégations littéraires, non celles de médecine ou de droit, qui sont d'un autre type). Une fois passée la licence, l'étudiant de qualité ne va pas directement soit vers l'enseignement, soit vers une formation proprement scientifique: il prépare l'agrégation. Celle-ci est un concours qui demeure souvent difficile, bien que le nombre des reçus, au cours des dernières années, ait augmenté, mais qui n'est ni pédagogique ni scientifique. C'est un concours dans la tradition française, formel, rhétorique. De bons étudiants mettent parfois plusieurs années à arracher le précieux parchemin, auquel la plupart de mes collègues continuent d'attacher du prix, pour des raisons qui m'échappent.

Il est vrai que, d'ordinaire, les meilleurs sont reçus aux agrégations et que le coefficient des succès ou échecs scandaleux n'y est probablement pas plus élevé que dans les autres examens ou concours (Sartre fut refusé une année à l'agrégation de philosophie, mais reçu premier l'année suivante.) Des questions ne s'en posent pas moins: est-il nécessaire d'imposer aux professeurs de lycée la sélection sévère de l'agrégation? Est-il bon pour la carrière des futurs savants de consacrer une ou plusieurs années à ce genre d'exercice?

Dans l'enseignement secondaire tel qu'il est devenu, les agrégés ne sont pas nécessaires et ils sont de moins en moins nombreux proportionnellement. Quand les lycées étaient réservés à une clientèle peu nombreuse, venue presque tout entière de la bourgeoisie, l'utilisation de professeurs dont le niveau de connaissances était supérieur à celui des maîtres du second degré dans les autres pays avait à la rigueur une signification. Ils maintenaient un style de culture autant qu'ils transmettaient un savoir. Il n'en est plus ainsi dans les lycées d'aujourd'hui, à cause du nombre des élèves, du recrutement des professeurs.

Il est probablement impossible de supprimer les agrégations littéraires. Il n'est pas impossible de les dévaloriser pour les ramener au niveau du C.A.P.E.S.(1), c'est-à-dire un concours destiné à recruter les professeurs du second degré. D'un tel concours, les meilleurs étudiants et les professeurs soucieux de recherches

scientifiques et d'enseignement réellement supérieur pourront également se désintéresser.

Les agrégations sont inégalement nocives. Elles le sont d'autant moins que la préparation du concours diffère moins des études que poursuivraient les étudiants s'ils n'avaient pas à obtenir le titre d'agrégé, jadis précieux. Aussi l'agrégation des lettres est-elle peu nocive: il est toujours bon pour les étudiants d'approfondir leur connaissance du grec et du latin. L'agrégation d'histoire, en revanche, me paraît détenir le record d'irrationalité. Le futur historien devrait apprendre des langues étrangères, de l'économie politique ou de l'ethnographie et non se préparer à des exposés, en bonne forme, de questions consciencieusement apprises durant l'année.

Le problème de l'agrégation paraîtra peut-être aux lecteurs d'importance mineure. Je lui crois une valeur symbolique. L'agrégation était l'expression de la prédominance de l'enseignement secondaire. Or l'augmentation du nombre des élèves, l'intérêt même de la collectivité rendent inévitable et aussi souhaitable que cette hiérarchie soit renversée, que l'enseignement supérieur soit désormais au premier rang et, tout en continuant de former les professeurs du second degré, n'oublie pas ses fonctions, ses ambitions propres.

[\(1\)](#) Certificat d'aptitude à l'enseignement du second degré.

L'Université en crise

Le Figaro
19 septembre 1960

Primauté de l'enseignement supérieur. Aux assistants et chefs de travaux les cours de la licence aux professeurs les thèses. Liaison étroite des Facultés avec la recherche

La France est le seul pays d'Europe, à ma connaissance, où la carrière des professeurs d'université commence (ou commençait) normalement par un stage, plus ou moins prolongé, dans les lycées, le seul où un concours, théoriquement destiné au recrutement des professeurs de second degré, absorbe les meilleurs étudiants et professeurs.

Longtemps, cette originalité a passé, en France et parfois à l'étranger, pour un mérite.

Elle présentait à coup sûr des avantages.

Elle contribuait à élever le niveau de l'enseignement secondaire en mettant celui-ci en communications permanentes, régulières avec l'Université. Elle empêchait les professeurs de faculté, d'aller trop loin dans la voie, nécessaire mais dangereuse, de la spécialisation.

Je ne veux pas porter de jugement sur ce qu'ont été naguère la force et la faiblesse du système centré sur le second degré. Je dis simplement que ce système ne répond plus ni à l'état de la société ni à l'état des sciences.

Déjà maintes disciplines, ethnologie, sociologie, psychologie sociale, démographie, enseignées dans les facultés, ne figurent pratiquement pas aux programmes des agrégations. Les étudiants qui désirent s'y consacrer ont le choix entre une agrégation traditionnelle (histoire ou philosophie) et la renonciation au titre.

Dans le premier cas, ils risquent de perdre des années, pour rien ou pas grand-chose; dans le deuxième, ils se voient souvent reprocher de n'être pas agrégés.

Même les jeunes agrégés d'histoire ou de philosophie marquent de plus en plus de répugnance à enseigner durant des années dans les lycées ou collèges. Cette répugnance ne me paraît ni illégitime ni incompréhensible. Entre le niveau des études qui a été exigé d'eux et celui de l'enseignement qu'ils donnent, l'écart leur semble énorme. Beaucoup sont impatients de sortir enfin de la culture de série, universitaire ou scolaire, et je comprends leur impatience.

La réforme, dont le raisonnement montre la nécessité, est d'ailleurs en train de s'imposer d'elle-même. La voie normale des étudiants ira de la licence et du certificat d'études supérieures au doctorat du troisième cycle. La carrière normale des professeurs de faculté passera par les échelons successifs de l'enseignement supérieur, assistant, chef de travaux, maître de conférences. Du même coup, la réorganisation de l'enseignement supérieur deviendra possible.

À l'heure présente, les professeurs de faculté, à Paris plus encore qu'en province, ne sont pas assez soucieux de "l'organisation collective" que l'augmentation du nombre, des étudiants comme des enseignants, rend indispensable. Ils ont encore tendance, trop souvent, à penser et à agir selon une conception strictement individualiste, chacun indifférent à ce que fait son collègue, chacun professant à sa manière, dans son style, selon son idée personnelle de la discipline. Il faut "repenser" les facultés afin qu'elles redeviennent non plus des rassemblements d'individus, plus ou moins prestigieux, mais un ensemble cohérent.

Il y a, au fond, dans les facultés, deux cycles d'enseignements: l'un, qui va jusqu'à la licence, est une prolongation du second degré; l'autre commence avec les certificats d'études supérieures et comporte les thèses de troisième cycle et les thèses d'État.

La tâche des professeurs est donc quadruple: ils donnent l'enseignement élémentaire de la licence, l'enseignement du troisième cycle, ils dirigent le travail de ceux qui préparent des thèses, enfin ils doivent eux-mêmes poursuivre leurs travaux. Ils ne peuvent accomplir convenablement toutes ces tâches à la fois. Le mieux est qu'ils organisent l'enseignement élémentaire, donné par les assistants et les chefs de travaux, et qu'ils se consacrent à l'enseignement du troisième cycle, à la direction des thèses et qu'ils se réservent du temps pour leurs propres recherches, considérées comme une obligation non écrite de leur profession.

Provisoirement, toutes les réformes risquent d'être paralysées par la monstrueuse Sorbonne.

La faculté des lettres et des sciences humaines de l'université de Paris absorbe une telle proportion du nombre total des étudiants en lettres de la France entière (plus de 35 %) que la première mesure devrait être le dédoublement de la faculté parisienne (peu importe la formule juridique adoptée: faculté unique à succursales multiples ou, ce qui me paraît préférable, deux ou trois facultés autonomes). Mais, quelle que soit l'urgence des mesures qu'appelle

l'encombrement parisien, une conception renouvelée de la place et du rôle de l'enseignement supérieur n'est pas moins urgente.

L'afflux des jeunes dans le second degré est, pour la nation, tout à la fois une chance et un péril: chance d'élever le niveau d'instruction de millions de travailleurs et de citoyens, chance de recruter l'élite dans tous les milieux sociaux et de ne pas laisser en friche les dons des fils de paysans et d'ouvriers, risque que la démocratisation, en elle-même heureuse, précipite une chute de niveau.

Le pays a besoin que tous sachent lire et écrire, que beaucoup possèdent un diplôme technique et continuent d'étudier au-delà de 14 ans, que nombreux soient les élèves qui aillent jusqu'au bout de l'enseignement secondaire. Mais il n'a pas moins besoin que le petit nombre de ceux qui sont très doués s'élèvent aussi haut que possible. La démocratie doit réduire l'inégalité des chances imputables aux conditions sociales, elle ne peut éliminer l'inégalité, peut-être la plus injuste mais inscrite dans la nature des choses, l'inégalité des capacités intellectuelles. Il n'y a pas de professeur qui ne le sache: pour chaque étudiant, il existe un plafond qu'il ne parviendra jamais, en dépit de toute sa volonté, à dépasser.

Or dans la création de l'élite intellectuelle, dans la sélection des quelques-uns qui seront les pionniers ou les guides, c'est l'enseignement supérieur qui remplit la fonction principale. C'est lui qui, en conjonction avec le Centre national de la recherche scientifique, abrite les savants qui entretiennent la culture et font progresser le savoir. C'est dans les facultés, et les facultés seules, que les disciplines traditionnelles et les sciences humaines de plus fraîche date peuvent se maintenir ou sont destinées à s'épanouir. Certes, les facultés doivent aussi former les futurs professeurs des collèges ou des lycées, mais cette tâche, pour importante qu'elle soit, n'est ni prioritaire ni exclusive.

Dans les disciplines traditionnelles, lettres classiques, philosophie, histoire, langues vivantes, une carrière d'enseignement semblait normale. Que pouvait faire un licencié ou agrégé de philosophie sinon enseigner à son tour la philosophie? Il n'en va plus de même pour les disciplines des sciences humaines. Sociologues, psychologues, géographes, ethnologues n'ont pas nécessairement pour but d'enseigner à leur tour mais de poursuivre des recherches ou d'exercer, dans la société industrielle, des métiers pour lesquels les désigne leur qualification.

Les facultés ont déjà dû assouplir leurs cadres pour faire place aux matières nouvelles. Mais j'ai souvent l'impression que le sens général de la

transformation est mal compris. Plus que jamais les États ont besoin de sciences ou de savants, plus que jamais les facultés doivent demeurer des centres de culture, rester en liaison étroite avec la recherche, plus que jamais, en dépit du nombre, elles doivent viser à la qualité et au niveau. Mais comment accompliraient-elles ces tâches d'intérêt intellectuel et national à la fois, si elles continuaient de donner à un concours hybride la première place dans leurs préoccupations?

Les lycéens ont besoin de bons pédagogues, les facultés ont besoin de savants: les agrégés sont parfois de bons pédagogues et ils deviennent souvent des savants. Mais l'agrégation, en tant que telle, ne garantit ni ne facilite l'accession à la maîtrise, pédagogique ou scientifique.

L'Université en crise

Le Figaro
25 novembre 1960

L'agrégation et les facultés des lettres: La machine à faire des professeurs de lycée. Mise au pas intellectuelle. Le normalien-agrégé: type de l'intellectuel français. La culture d'aujourd'hui: résumé embaumé d'une tradition étroite

Les articles que j'ai consacrés, au mois de septembre, à la crise de l'Université m'ont valu un abondant courrier et, comme il fallait s'y attendre, maintes critiques. J'avais mis en question les vertus de l'agrégation: or celle-ci est pour les universitaires ce qu'est (ou était) le baccalauréat dans certains milieux, une partie de l'héritage national. Des professeurs de lycée ou de faculté m'ont exprimé leur surprise ou leur indignation, le plus souvent avec courtoisie.

Qu'il soit entendu d'abord - je regrette de ne l'avoir pas dit explicitement - que mes considérations s'appliquent aux seules facultés et agrégations des lettres. Je n'ai pas la compétence nécessaire pour apprécier les avantages et les inconvénients des agrégations scientifiques et je sais que mes collègues de la Faculté des sciences ne sont pas moins divisés sur la question que les professeurs des facultés des lettres.

La question centrale que je soulevais est la suivante: à l'heure présente, l'agrégation domine l'enseignement supérieur. Les meilleurs étudiants s'y préparent, sachant que leur carrière sera plus difficile s'ils ne possèdent ce titre "prestigieux". Les maîtres doivent adapter leur enseignement aux nécessités du concours. Le même programme, fixé par le jury, détermine le travail des maîtres et des étudiants dans toutes les facultés de France. Cette "mise au pas" intellectuelle me paraît déplorable.

À l'époque où j'étais étudiant, au début des années 20, la philosophie "agrégative" n'incluait ni Hegel ni Marx ni d'ailleurs la philosophie du Moyen Age. Les auteurs qui "figuraient au programme" étaient essentiellement les ancêtres ou précurseurs de l'idéalisme critique. Que Hegel ou Marx ne figurât pas au programme, la décision pouvait se justifier mais ce qui ne pouvait se justifier c'était l'ignorance dans laquelle les futurs professeurs restaient d'un système philosophique dont l'influence et l'importance sont évidentes. L'agrégation polarise à tel point l'activité des facultés que, trop souvent, les auteurs ou les matières ignorés par le jury d'agrégation sont finalement négligés.

Aussi, quand tels de mes correspondants m'écrivent: l'agrégation évite les spécialisations prématurées; grâce à l'agrégation l'enseignement secondaire continuera de dispenser cette incomparable "culture générale", originalité et fierté de notre université, je ne suis pas sans éprouver quelque doute. Cette culture est-elle toujours vivante? Dans quelle mesure est-elle la culture d'aujourd'hui ou le résidu embaumé d'une tradition étroite que la société ou l'université a élevée au rang d'une vérité universelle?

L'agrégation, me répondent les défenseurs du "statu quo", est à la fois un concours pédagogique et un concours scientifique. Elle prépare à la recherche aussi bien qu'à l'enseignement secondaire. Si mes contradicteurs avaient raison, la recherche devrait s'épanouir en France, car, chaque année, on donne, en chaque discipline, à plusieurs dizaines de jeunes gens le titre d'agrégé. Combien se vouent ensuite à la science?

Soyons sérieux. La formation que reçoivent les agrégés n'est pas sans avantages: elle comporte des connaissances étendues, parfois en retard sur l'état actuel du savoir, de la souplesse d'esprit, des qualités formelles (ordonnance des idées, présentation claire). Littéraire, historien ou philosophe, l'agrégé idéal est capable de parler avec vraisemblance et talent de *omni re scibili*.

Il symbolise et parfois il caricature les mérites et les défauts que l'étranger attribue volontiers à l'intellectuel français: le normalien-agrégé a des idées sur tous les sujets, il n'attend pas de connaître les faits pour exprimer une opinion, il est assez brillant pour tenir tête à un interlocuteur qui en saurait plus que lui. L'enseignement doit-il aller dans le sens du penchant national ou, tout au contraire, agir à contre-courant?

Que les étudiants s'entraînent une année aux exercices rhétoriques du concours, soit. Mais si, comme la plupart d'entre eux, ils s'y attardent deux, trois ou quatre ans, ils perdent un temps précieux, parfois même ils sont à jamais dégoûtés de la réflexion et de la recherche. Il n'y a pas de science humaine ou sociale, aujourd'hui, dont la pratique n'exige des connaissances empruntées à plusieurs disciplines, voisines et complémentaires. L'historien de l'antiquité doit suivre les travaux des ethnologues ou des historiens des religions en même temps que ceux, plus classiques, des archéologues. L'historien des temps modernes ne peut se passer d'une culture économique. Le philosophe ne doit pas se contenter de réfléchir sur les philosophies d'hier, il lui faut se familiariser soit avec une science naturelle soit avec les sciences sociales. À mes contradicteurs qui m'affirment que l'agrégation constitue la meilleure formation pour le savant

comme pour l'enseignant, je répondrai par des questions: l'étudiant qui aurait consacré trois ans à l'acquisition de connaissances économiques ou démographiques ne serait-il pas mieux équipé pour la recherche historique que s'il avait consacré le même temps à la préparation de l'agrégation? Ne croyez-vous pas qu'il serait plus utile au jeune philosophe de passer deux ans à la Faculté des sciences plutôt que deux années supplémentaires à rédiger des dissertations?

Réduire l'importance de l'agrégation, et pour les maîtres et pour les étudiants, me paraît donc, pour l'ensemble des facultés des lettres, une réforme indispensable qui, d'ailleurs, est en train de s'imposer par la force des choses, en dépit de la résistance de la fraction conservatrice de l'Université et, en particulier, de la *Société des agrégés*...

Je ne propose pas de supprimer l'agrégation: une telle "révolution" n'est pas concevable en notre pays réputé pour son goût des idéologies révolutionnaires, je n'insiste même pas sur la fusion du C.A.P.E.S. (sorte d'agrégation au rabais, créée il y a quelques années) et de l'agrégation. Je me borne à souhaiter qu'en fait les professeurs cessent d'attribuer à un concours, scolaire et anachronique, une importance qu'il n'a pas.

Séminaires de recherche, direction de thèses, travaux personnels doivent normalement, pour les professeurs des facultés, passer avant la préparation des étudiants aux concours. À cette conception, un professeur de la Faculté des sciences oppose une objection que je voudrais citer parce qu'elle a du poids et montre la diversité légitime des points de vue: "Je pense plus utile, m'écrit-il, de donner moi-même l'enseignement de licence et l'enseignement pédagogique préparatoire à l'agrégation et de laisser à mes élèves, qui sont encore un peu des débutants par rapport à moi, le soin de donner les enseignements approfondis, préparant à la recherche... C'est tellement plus facile." Mon correspondant est directeur d'un laboratoire de botanique. Peut-être a-t-il raison pour sa propre discipline. Je ne crois pas qu'il ait raison de manière générale.

L'enseignement de recherche est-il plus ou moins difficile que l'enseignement de base? Il est moins difficile lorsqu'il est étroitement spécialisé alors que l'enseignement de base suppose la maîtrise de l'ensemble d'une science. Quand l'enseignement de base est la traduction d'un texte de César et l'enseignement de recherche l'étude de l'économie impériale au siècle des Antonins, la relation de difficulté est inverse. Qui, des jeunes assistants ou des professeurs en titre, sont mieux qualifiés pour donner l'enseignement de base? Mon expérience m'incline

à quelque scepticisme. Quand les professeurs en titre sont obsédés par leurs concepts ou leurs théories, ils donnent un détestable enseignement de base. Mais ils ne sont pas tous dans ce cas.

L'essentiel, c'est de rendre à nos facultés diversité et souplesse. Si tels professeurs ont du goût pour l'enseignement, y compris l'enseignement à mes yeux le plus ingrat, celui qui est orienté vers les examens et les concours, personne ne les incitera ou ne les obligera à renoncer à leurs préférences. Ce qui importe, c'est que les recherches, les enseignements de recherches, les disciplines qui n'aboutissent pas à une agrégation aient leur place, toute leur place, dans les facultés.

L'université ne doit pas être seulement une "machine à faire des professeurs de lycée".

L'agrégation et l'enseignement secondaire: réserver les agrégés pour les grandes classes...

«Vous allez abaisser le niveau de l'enseignement secondaire», telle est, sous des formes diverses, l'objection que m'ont adressée maints correspondants. Il me serait facile de répondre: le désordre qui règne actuellement dans l'enseignement secondaire, l'encombrement des classes, le recrutement de délégués dont la qualification ne répond pas toujours à la bonne volonté ont déjà provoqué cet abaissement. Si l'agrégation exige de longues années d'études ou des qualités éminentes, on ne trouvera plus assez d'agrégés pour la simple raison que le nombre de jeunes dotés de «qualités éminentes» ou capable de poursuivre pendant des années leurs études ne saurait répondre aux besoins d'un enseignement secondaire gonflé par l'afflux des élèves et l'augmentation du «taux de scolarisation». Plus M. le président de la *Société des agrégés* insiste sur les mérites de ceux qu'il représente, plus il démontre la difficulté de découvrir tant «d'oiseaux rares». À moins d'abaisser encore plus qu'on ne l'a fait jusqu'à présent le niveau de l'agrégation elle-même, les agrégés seront demain une petite «élite» du corps professoral.

Administrativement, la formule de l'agrégation présente divers inconvénients, dont le plus grave est d'établir une égalité entre tous les agrégés. Il est plus facile de former un agrégé de grammaire ou d'anglais qu'un agrégé de mathématiques ou de physique. Qu'on m'entende bien: je ne porte pas de jugement sur les mérites des uns et des autres. Il y a des agrégés de grammaire qui sont fort intelligents et probablement y a-t-il des agrégés de mathématiques qui le sont fort peu. Mais, en fait, sur 100 élèves de nos lycées, le nombre de ceux qui sont capables d'accéder à l'agrégation de grammaire ou d'anglais est plus élevé que

le nombre de ceux capables d'accéder à l'agrégation de mathématiques. Les dons nécessaires à cette dernière sont plus rares et, en ce sens précis, il me paraît juste de dire qu'un des concours est plus difficile que l'autre.

À la difficulté du concours s'ajoute la difficulté de recrutement. Les professeurs capables d'enseigner les mathématiques ou la physique dans les classes supérieures des lycées ne sont pas nombreux et la plupart d'entre eux, désormais, peuvent trouver des emplois mieux rémunérés dans les entreprises privées. Rien ne serait plus logique que l'élévation des traitements de catégories particulières de professeurs (par exemple les agrégés de mathématiques ou de physique).

Je sais bien qu'une telle mesure soulèverait une tempête d'indignation. Favoriser une catégorie de professeurs parce que le recrutement en est plus malaisé paraîtrait à la majorité des universitaires le comble de l'injustice, la violation du principe «à travail égal, rétribution équivalente». Et, pourtant, toutes les sociétés sont contraintes de tenir compte d'autres considérations, plus pragmatiques ou plus économiques. Un bien rare vaut davantage: un mathématicien qui consent à enseigner dans les lycées est un bien rare.

Laissons cet aspect du problème. Revenons au niveau des études. Personne ne souhaite dégrader l'enseignement secondaire. Chacun souhaite, par principe, que le niveau soit aussi élevé que possible. Mais la répartition des professeurs entre les différentes classes, entre le secondaire et le supérieur, doit obéir à la règle rationnelle de l'utilisation la plus efficace des ressources intellectuelles limitées.

Pas d'agrégés en sixième

Les jeunes entre dix et quatorze ans ne sont capables d'absorber qu'un volume modeste de connaissances. Nous essayons de leur en faire absorber plus qu'ils ne peuvent, plus qu'il est nécessaire. Les qualités que doivent avoir les professeurs du premier cycle du secondaire, qualités humaines et pédagogiques beaucoup plus que proprement scientifiques, ne sont nullement garanties par les exploits agrégatifs et ceux-ci ne sont pas davantage indispensables. Il n'est nul besoin d'un agrégé pour enseigner les rudiments de l'anglais ou de l'allemand en classe de sixième ou de cinquième. Et la même remarque vaut pour d'autres disciplines.

En d'autres termes, si l'on veut maintenir une élite d'agrégés dans l'enseignement secondaire, qu'on la réserve pour les classes terminales, à partir de la seconde jusqu'à la première supérieure ou aux mathématiques spéciales. Les deux dernières années, en particulier (philosophie ou mathématiques

élémentaires, première supérieure ou mathématiques spéciales) sont d'une importance décisive. Les élèves sont assez âgés pour être capables d'apprendre et de retenir. Ils font le choix d'une carrière. L'influence qu'exercent sur eux les maîtres peut être décisive. Nous avons tous connu, dans notre jeunesse, de grands professeurs de latin, de philosophie ou d'histoire, dont les mérites dépassaient ceux de beaucoup de professeurs de faculté. Certains d'entre eux étaient demeurés dans un lycée parce que l'enseignement secondaire répondait à leur vocation, d'autres à cause des conditions d'accès aux facultés et aux exigences de la thèse de doctorat.

Maintenir le niveau des études dans les classes terminales des lycées, surtout dans les deux dernières, me paraît un objectif d'extrême importance. Les professeurs de ces classes terminales ont et auront de plus en plus un statut comparable à celui des professeurs de faculté. L'enseignement dans ces classes ne réclame pas exactement les mêmes qualités, mais il ne réclame pas moins de qualités que l'enseignement supérieur.

Science et pédagogie

Mais si l'on élimine le cas des deux classes terminales, il me paraît raisonnable que les facultés s'efforcent de recruter les meilleurs des étudiants qui se destinent à l'enseignement. La distribution des meilleurs, également, entre le secondaire et le supérieur, que suggère dans sa lettre M. le président de la *Société des agrégés*, serait, à mes yeux, une manière de gaspiller des ressources rares.

Entendons-nous bien. Tel homme capable d'apporter une contribution à la connaissance linguistique ou historique, d'écrire une thèse sur l'aoriste dans Homère ou le département de l'Isère entre 1789 et 1795, serait peut-être incapable de retenir l'attention de cinquante garçons de dix ans. Les qualités humaines, pédagogiques, intellectuelles sont, à beaucoup d'égards, incomparables. Rien n'est plus loin de ma pensée que d'établir une hiérarchie entre les individus et les mérites. Je n'en suis pas moins frappé par le contraste entre l'attitude de l'université française et celle des universités étrangères à l'égard des plus doués.

Chez nous, ils seront soumis à la loi commune. Qu'ils aient de la facilité ou non pour les exercices rhétoriques, ils devront passer l'agrégation. La carrière est la même pour tous et la crainte du «favoritisme» est telle que l'on oublie l'intérêt collectif en même temps que le bon sens. Les individus très doués sont peu nombreux. Leur donner des conditions favorables de travail, leur ouvrir une carrière facile, les conduire aussi rapidement que possible vers la recherche et

l'enseignement supérieur (à moins qu'ils n'aient une vocation de professeur de lycée), ce n'est pas leur accorder des privilèges injustifiés, c'est organiser la relève et la sélection. Les universités américaines, elles, sont prêtes à accueillir ceux que le formalisme de l'université française finit par exaspérer.

Que les meilleurs, en majorité, même s'ils veulent être des enseignants, en même temps que des savants, aspirent à l'enseignement supérieur, est normal, inévitable. Instruire des enfants est peut-être émouvant, mais le contenu intellectuel de l'enseignement s'enrichit à mesure que les élèves avancent en âge. C'est à l'université que le savant a le sentiment de transmettre ce qu'il a appris. La subordination de l'Université aux habitudes et aux prétendues nécessités de l'enseignement secondaire est contraire à la nature des choses, contraire à la mission des facultés et, à longue échéance, stérilisante pour le secondaire lui-même: si l'Université se laisse prendre de vitesse par le mouvement des idées, la culture dite générale de nos lycées semblera à nos enfants plus éloignée encore de leurs intérêts et de la vie.

De l'inégalité devant l'instruction

Le Figaro
3 mai 1962

Dans sa déclaration ministérielle, M. Pompidou a fait allusion à la nécessité d'offrir à tous les enfants, à ceux des campagnes comme à ceux des villes, des chances égales d'accéder à l'enseignement secondaire ou supérieur. Les statistiques montrent, en effet, à quel point, pour le moment, les chances sont inégales.

Illustrons d'abord par quelques chiffres un fait bien connu: la progression, en chiffres absolus et en pourcentage des jeunes, des élèves de l'enseignement secondaire. En 1936-1937, 29.500 enfants entraient en classe de 6e sur un effectif total de 687.000, soit 4,33%; en 1946-1947, 55.500, soit 9,1%; en 1956-1957, 100.200, soit 17,5%; en 1960-1961, 147.900, soit 18%. Si l'on tient compte des élèves des collèges d'enseignement général et de l'enseignement privé, on arrive, en 1960-1961, à un total de 407.500, soit 49,5% de la population de cet âge. À l'heure présente, environ la moitié des enfants d'âge scolaire entrent dans l'un ou l'autre des établissements d'enseignement secondaire.

Il n'existe pas de statistiques comparables pour les années antérieures à la dernière guerre. Il est donc impossible de préciser quelle est exactement l'augmentation du pourcentage de scolarisation. Il reste qu'en ce qui concerne les lycées le pourcentage de scolarisation en classe de 6e a plus que quadruplé (de 4,3% à 18%) et que, pour l'ensemble des établissements secondaires, le coefficient de scolarisation en 6e est passé de 38,9%, en 1954-1955, à 49,5% aujourd'hui.

Si le pourcentage général de scolarisation en 6e est d'environ 50%, les différences régionales sont sensibles. La région parisienne mise à part, les régions situées au sud d'une ligne allant de La Rochelle à Besançon sont plus scolarisées que les régions situées au nord de cette ligne. Neuf départements ont un coefficient moyen de scolarisation (rapport entre le nombre d'enfants recevant un enseignement de second degré et la masse des enfants qui, en raison de leur âge, pourraient le suivre) inférieur à 25% (Loir-et-Cher, Mayenne, Vendée, Deux-Sèvres, Eure, Gers, Eure-et-Loir, Indre, Aube). Neuf départements ont un taux de scolarisation supérieur à 50% (Alpes-Maritimes, 70,2 %; Seine, 61,4%; Bouches-du-Rhône, 55,8%; Seine-et-Oise, 55,2%; Hautes-Pyrénées, 55,1%; Var,

54,9%; Hérault, 54,3%; Savoie, 50,1%).

M. Jean Feriez, à l'étude duquel nous empruntons ces chiffres, suggère plusieurs explications de ces inégalités. Si le Sud-Ouest, départements relativement pauvres et souvent de monoculture, a un coefficient de scolarisation relativement élevé, la cause en serait que les parents souhaitent donner à leurs enfants une formation large qui leur permette d'émigrer vers d'autres régions du pays et d'y trouver un emploi. En revanche, "dans les zones industrielles du Nord avides de main-d'œuvre et dans les zones de riches cultures du Centre à structure sociale hiérarchisée, la scolarisation est moins recherchée, les enfants ayant des débouchés tout naturels et traditionnels sur place. Des études ultérieures seraient, à coup sûr, nécessaires pour expliquer l'écart entre la scolarisation du nord et du sud du pays."

Un des facteurs du taux de scolarisation est, de manière certaine, l'importance de la population agricole et, plus encore, sa dispersion. Parmi les départements les moins scolarisés que nous avons cités figurent la Mayenne, la Vendée ou les Deux-Sèvres, dans lesquels la population active agricole représente plus de 50% de la population active totale. Les départements les moins scolarisés sont aussi ceux dont la densité au kilomètre carré est nettement inférieure à la moyenne nationale (celle-ci est de 80, la densité de la Mayenne est de 48, celle de la Vendée de 57, celle des Deux-Sèvres de 52, celle du Gers de 30). Des analyses plus détaillées montrent que, dans les départements faiblement scolarisés, le taux de la scolarisation s'élève au-dessus de la moyenne du département dans le district du chef-lieu et descend au-dessous dans les districts sans agglomération urbaine.

Il va de soi que le facteur social influe également sur le taux de scolarisation. Comme le fait remarquer M. Feriez, le Pas-de-Calais a un des coefficients moyens de scolarisation secondaire le plus bas de France, 26%, en dépit d'une densité forte, 195 au kilomètre carré, et du développement industriel. En ce cas, les causes de la scolarisation relativement faible sont autres: les enfants trouvent aisément du travail sur place et les parents, surtout dans les milieux ouvriers, ne s'intéressent pas encore assez à l'instruction reçue par leurs enfants.

C'est au niveau de l'enseignement supérieur, on le sait, que l'inégalité se manifeste avec le plus d'éclat. Le coefficient de scolarisation supérieure (rapport entre le nombre des jeunes recevant un enseignement supérieur et le nombre total des jeunes de 19 à 24 ans) varie considérablement, plus que les coefficients de scolarisation secondaire. Entre le département le moins scolarisé au point de

vue de l'enseignement supérieur (Mayenne: 19 pour 1.000) et le département le plus scolarisé (101 pour 1.000 dans la Seine) le rapport est de 1 à 5. Mais les chiffres les plus frappants sont ceux qui concernent la profession des parents des étudiants. Le nombre des étudiants fils d'agriculteurs représente 2 pour 1.000 de la population active agricole, le nombre des fils d'ouvriers 0,8 pour 1.000 de la population active ouvrière, le nombre d'enfants des professions libérales et des cadres supérieurs est de 86 pour 1.000.

Les mots d'ordre: "démocratisation de l'enseignement" sont donc, à juste titre, plus que jamais de rigueur. Même si l'on admet - ce qui n'est pas démontré - que les dons intellectuels ne sont pas également répartis dans les différentes classes, l'inégalité d'accès à l'enseignement supérieur est d'un tout autre ordre de grandeur que l'inégalité éventuelle et hautement douteuse des capacités héréditaires.

Si le mot d'ordre de démocratisation est pleinement justifié, on aurait tort de se faire des illusions sur les résultats que l'on peut obtenir à court terme. En effet, même s'il était possible de mettre dans tous les départements des établissements de valeur équivalente à la disposition de tous les enfants - et nous en sommes très loin - les réussites scolaires, surtout dans les premières classes du secondaire, dépendent du milieu social de l'enfant en même temps que des dispositions de celui-ci. Un fils de mineur aura plus de difficultés peut-être à apprendre le latin qu'un fils de professeur, même s'il est également doué.

Réduire l'inégalité devant l'enseignement est un objectif national. Mais la meilleure manière de s'en approcher est de réduire l'inégalité sociale elle-même.

À propos des réformes de l'enseignement supérieur. La triple mission de l'Université

Le Figaro
16 juillet 1963

Au cours du récent débat, consacré par l'Assemblée nationale aux problèmes de l'éducation, le ministre a annoncé qu'une commission serait chargée prochainement d'étudier la réforme de l'enseignement supérieur. Peut-être n'est-il pas interdit à un professeur qui, enseignant à la faculté des lettres de l'université de Paris, connaît d'expérience les conséquences de la crise actuelle de suggérer quelques idées directrices.

L'enseignement supérieur doit remplir simultanément trois fonctions qui, selon les disciplines, se rattachent autrement l'une à l'autre: former des enseignants, former des savants et contribuer au développement de la science (ces deux fonctions sont à ce point inséparables qu'elles n'en constituent qu'une seule en dernière analyse), former des hommes capables d'exercer les métiers que multiplie et transforme sans cesse le développement de la société moderne. En bref, il s'agit de former des enseignants, des savants et des spécialistes (ou praticiens).

Je parlerai ici exclusivement des facultés des lettres et sciences humaines, faute d'expérience directe des facultés des sciences, de médecine ou même de droit et sciences économiques. Aussi bien les problèmes sont-ils différents dans les facultés des sciences, en raison du nombre et de l'importance des grandes écoles, différents dans les facultés de médecine en raison des relations avec l'hôpital et avec les concours d'externat ou d'internat, différents aussi, quoique à un moindre degré, dans les facultés de droit et sciences économiques parce que les matières enseignées dans ces dernières facultés ne figurent pas dans les programmes du secondaire, de telle sorte qu'en théorie la formation des enseignants devrait se confondre avec celle des savants.

Les problèmes des facultés des lettres et sciences humaines sont spécifiques, ils sont dominés par un fait majeur qu'il convient de ne jamais oublier; dans aucune autre faculté le danger n'est aussi grand qu'une des tâches - la formation des enseignants du secondaire - n'absorbe en totalité ou presque le temps et les efforts des professeurs. Aucune autre faculté ne connaît pareil danger de méconnaître son rôle de foyer de science et de recherche, non parce que les

professeurs l'ignorent ou le négligent parce que les autres obligations deviennent de plus en plus accablantes, au moins à Paris.

Dans les disciplines littéraires, on le sait, l'originalité de l'université française était la continuité, la solidarité entre enseignement secondaire et enseignement supérieur. La préparation de l'agrégation était pour les meilleurs étudiants le couronnement naturel des études. L'élite des enseignants du secondaire était composée d'agrégés, et ceux-ci une fois la thèse achevée, accédaient aux facultés. Grâce à - ou par la faute de - l'agrégation, la formation des enseignants se confondait ou semblait se confondre avec la formation des savants ou chercheurs. Dans les lycées comme dans les facultés, l'esprit était le même. Ici les agrégés donnaient le ton, là les anciens agrégés formaient les futurs agrégés.

Il ne s'agit pas de porter un jugement sur ce système, sans équivalent en Allemagne et dans les pays anglo-saxons, qui avait, comme toute institution humaine, ses mérites et ses défauts. Il maintint longtemps l'enseignement secondaire à un niveau exceptionnellement élevé. Il contribue aujourd'hui à paralyser le développement, dans les facultés, des disciplines qui demeurent "parentes pauvres" parce qu'elles ne figurent pas dans les programmes des lycées et, par suite, attirent peu d'étudiants.

Contentons-nous, afin d'épargner les susceptibilités de tous et de ne pas déchaîner les passions, d'une observation qui suscitera peu d'objections: ce système, qu'on le veuille ou non, est en voie de disparaître. Le coefficient de scolarité secondaire est tel que les agrégés ne constituent plus qu'une minorité - moins du quart désormais - des enseignants du second degré. La pire solution serait à coup sûr d'accroître à tel point le nombre des places offertes aux concours d'agrégation que la valeur même du titre fût ruinée. D'autre part, l'enseignement secondaire est désormais tel que les meilleurs des agrégés - mise à part une minorité qu'anime une véritable vocation - réduisent au minimum leur séjour dans les lycées et s'orientent vers les carrières de chercheurs ou vers les postes d'assistants, maîtres assistants ou chefs de travaux créés dans les facultés des lettres pour encadrer les étudiants toujours plus nombreux et, en majorité, de moins en moins capables de tirer profit de ce que l'on appelait jadis enseignement supérieur.

De 1952 à 1962, le nombre des étudiants a dans les facultés de lettres à peu près triplé avant même qu'arrivent les générations plus nombreuses d'après guerre. On comptait à peu près 60.000 étudiants dans les facultés des lettres en 1961-62, on pense qu'il y en aura environ 115.000 en 1969-70, soit presque un

doublement en moins de dix ans. Or ces étudiants, beaucoup d'entre eux boursiers, obligés de gagner leur vie afin de poursuivre leurs études, ont, à l'égard de la faculté, des exigences compréhensibles et, dans une large mesure, légitimes. Ils veulent acquérir un diplôme qui leur assurera un métier, donc un gagne-pain. Ils souhaitent diminuer le plus possible les aléas des examens ou concours. Aussi appellent-ils de leurs vœux des programmes précis, la multiplication des assistants, *en d'autres termes un enseignement supérieur qui ressemble à l'enseignement secondaire*. Une élite mise à part, la plupart des étudiants ont effectivement besoin, durant l'année de propédeutique et même durant une ou deux années de licence, d'être pris en charge par des assistants qui leur fassent apprendre les cours et rédiger les dissertations.

Telles sont les données que l'on peut déplorer, mais difficilement mettre en doute: abaissement du niveau de l'enseignement secondaire, étudiants plus nombreux, moins préparés, en quête des commodités propres aux méthodes de l'enseignement secondaire, des structures à peine modifiées, et, finalement, le danger évident que, faute d'une conception claire de ce que devrait être l'organisation de demain, aucune des trois fonctions des facultés ne soit convenablement remplie parce qu'elles sont mal distinguées l'une de l'autre.

À propos des réformes de l'enseignement supérieur. La distinction des trois cycles

Le Figaro
17 juillet 1963

Afflux d'étudiants mal préparés à l'enseignement supérieur et anxieux d'obtenir un diplôme, exigence d'une année ou plus probablement de deux années au moins d'un enseignement intermédiaire entre ce qu'est devenu le secondaire et ce que devrait rester le supérieur, nécessité d'un personnel nombreux d'assistants, maîtres-assistants, chefs de travaux pour encadrer les étudiants qui souhaitent une aide plus qu'ils n'aspirent à l'autonomie, tels sont les faits qui doivent constituer la base des réflexions indispensables et des réformes possibles⁽¹⁾.

Ces faits conduisent d'eux-mêmes au principe des réformes qui sont en train de s'imposer: dans l'enseignement supérieur comme dans l'enseignement secondaire, une distinction s'introduit inévitablement entre la formation courte et la formation longue - ce qui amène à donner toute sa portée à la notion des trois cycles: le premier, celui de la propédeutique, constitue dans les facultés l'équivalent des classes de première supérieure dans les lycées, le deuxième comporte les quatre ou cinq certificats de licence, le troisième, par l'intermédiaire du diplôme d'études supérieures, débouche soit sur la thèse de IIIe cycle, soit sur l'agrégation.

Dans certaines disciplines, la plupart de mes collègues sont farouchement hostiles et au style "secondaire" que prend l'enseignement dans les facultés et plus encore à la thèse de IIIe cycle dont ils nient l'utilité et dans laquelle ils voient une machine de guerre contre l'agrégation. Je comprends leurs sentiments et ne suis pas sans partager certaine de leurs craintes et de leurs nostalgies. Mais si peut-être (je n'en suis pas sûr), dans les lettres pures, l'agrégation demeure l'introduction la meilleure tout à la fois à l'enseignement dans les lycées ou dans les facultés et à la recherche, il n'en va pas de même dans les disciplines relativement nouvelles des sciences sociales ni même dans certaines disciplines traditionnelles comme l'histoire ou la philosophie.

L'agrégation n'est pas, comme on me l'a fait dire en interprétant faussement une phrase détachée de son contexte, un mauvais système de sélection. Comme toute méthode, elle comporte un certain coefficient d'erreurs: d'excellents esprits

sont peu doués pour ces exercices dans lesquels la rhétorique et une certaine sorte de culture générale sont plus indispensables que les connaissances et les capacités proprement scientifiques. Mais là n'est pas l'objection principale car les autres méthodes de sélection comportent un coefficient d'erreurs égal et peut-être supérieur. Ce que l'on peut reprocher à certaines agrégations, c'est d'abord de détourner les candidats des études complémentaires qui les aideraient à féconder ou renouveler la recherche propre de leur discipline (les futurs historiens tireraient plus de profit d'études sociologiques, économiques ou ethnologiques que de la préparation prolongée de l'agrégation); c'est ensuite d'être d'un niveau trop élevé pour ce qu'est devenu, dans la plupart des classes, l'enseignement secondaire; c'est enfin de laisser trop souvent aux médiocres l'accès aux postes du C.N.R.S., en condamnant les meilleurs, c'est-à-dire les agrégés, à enseigner dans les lycées.

Cette dernière objection est en train de perdre du poids au fur et à mesure que les agrégés - mise à part encore une fois la minorité qui a la vocation d'instruire les jeunes esprits - raccourcissent ou suppriment le passage par l'enseignement secondaire. Qu'on le veuille ou non, la carrière ancienne: agrégation - lycée - thèse de doctorat d'État - faculté, deviendra de moins en moins fréquente.

Même si les meilleurs continuent à préparer l'agrégation, ils s'orienteront ensuite, non vers les lycées, mais vers des postes, au C.N.R.S. ou dans les facultés, compatibles avec les exigences de la recherche.

Acceptons franchement que le premier cycle et même, pour une part, le second cycle (licence) de l'enseignement supérieur ressemble de plus en plus à ce que les hommes de ma génération appelaient, il y a vingt ans, enseignement secondaire. Organisons la formation des enseignants, titulaires de la propédeutique admis dans les collèges d'enseignement général, titulaires de la licence qui enseigneront dans les lycées. Maintenons l'agrégation, sans dévaloriser le titre par un allongement excessif des listes (car, en ce cas, mieux vaudrait la supprimer complètement). Mais que l'agrégation ouvre l'accès aux classes terminales des lycées et au premier, voire au deuxième cycle de l'enseignement supérieur. La continuité ne serait pas rompue entre les enseignants du secondaire et ceux du supérieur. Les épreuves de l'agrégation pourraient être modifiées afin d'y donner une part plus grande à un travail personnel et à établir un lien entre thèse de III^e cycle et agrégation.

Mais, quelle que soit la solution adoptée, sur chacun de ces points (et la solution ne devrait pas être nécessairement la même dans toutes les disciplines),

la condition première, indispensable, est la reconnaissance de la *dissociation indispensable des cycles de l'enseignement supérieur*. À vouloir traiter les candidats de première année de licence comme s'ils étaient capables de travailler seuls, étudiants et professeurs finissent par éprouver, les uns comme les autres, un sentiment de frustration. Les étudiants parce que les échecs aux examens sont trop nombreux, les professeurs parce qu'au terme de l'année, ils se demandent si leurs efforts ont été vains et ce que leurs auditeurs ont retenu de leurs cours.

Il y a plus. Aussi longtemps que les professeurs devront tous s'occuper à la fois du II^e et du III^e cycle, les uns se résigneront à sacrifier la recherche et les autres seront tentés de rattacher leur enseignement à leurs recherches. Or cette solidarité, en elle-même souhaitable, de rigueur au niveau du III^e cycle, ne va pas sans inconvénients pour les étudiants de licence. Au moins dans certaines disciplines, les certificats de licence ne comportent et ne peuvent comporter encore qu'un enseignement élémentaire. C'est en se résignant à prendre l'enseignement supérieur des deux premiers cycles pour ce qu'il est que l'on parviendra à sauver l'essentiel, à savoir la fonction des facultés en tant que foyers de culture et centres de recherches.

Si cette fonction est aujourd'hui mise en péril, la faute n'en est pas seulement la persistance des structures anciennes et inadaptées. Des causes toutes matérielles dont nous parlerons en un prochain article (gigantisme de l'Université de Paris, étiolement de certaines universités de province) y sont pour beaucoup. Mais l'expansion actuelle de l'Université tout entière, la multiplication des chaires, la construction de bâtiments, la création de nouvelles cités universitaires, toutes ces mesures, si indispensables soient-elles, demeureront à demi stériles si une conception claire ne préside pas à cette mutation, en elle-même heureuse. Or, qu'on ne s'y trompe pas, l'augmentation massive du nombre des étudiants ne fait pas surgir nécessairement l'élite dont ni les sciences ni la société ne peuvent se passer. Nulle organisation, si démocratique soit-elle, n'effacera l'inégalité des dons individuels. Il faut assurer aux meilleurs des conditions dans lesquelles, jeunes, ils puissent progresser vite, devenus maîtres, ils puissent transmettre savoir et culture.

La confusion actuelle, dans nos facultés, des cycles et des fonctions, n'est favorable ni à la formation du grand nombre ni à la sélection du petit nombre.

(1) Voir *Le Figaro* du 26 juillet 1963.

À propos des réformes de l'enseignement supérieur. Gigantisme parisien et uniformité nationale

Le Figaro
19 juillet 1963

Que le lecteur imagine un pays doté d'une quinzaine d'universités parmi lesquelles une seule recevrait le tiers environ des étudiants; qu'il imagine ensuite que ces universités, toutes du même style, toutes également dépourvues d'autonomie financière, toutes étroitement soumises à la tutelle de l'État, aucune ne pouvant créer un enseignement ou tenter une expérience sans l'autorisation de conseils divers et finalement du ministère de l'Éducation nationale. Dans ce pays de fantaisie, pensera notre lecteur, les universités bénéficieront des avantages et souffriront des inconvénients qu'apporte normalement une autorité centrale: celle-ci imposera un modèle uniforme, mais, en contrepartie, elle sera capable de résoudre des problèmes fondamentaux.

Quelle illusion! Ce pays de fantaisie est la France et les facultés des lettres souffrent à la fois de l'absence totale d'initiative et de l'imprévoyance de l'autorité de tutelle. La Faculté des lettres et sciences humaines de Paris, couramment appelée Sorbonne, meurt de gigantisme. Nombre d'universités de province ont ou avaient, dans certaines disciplines, des effectifs si peu nombreux d'étudiants et d'enseignants qu'elles peuvent ou pouvaient tout au plus assurer une formation d'enseignants, incapables de constituer des foyers de culture ou des centres de recherches.

Je pose la question à n'importe quel homme de bon sens: quelle justification trouver au maintien d'une université unique pour un quart ou un tiers des étudiants de France? Le contact entre étudiants et professeurs est rendu impossible. La plupart des thèses d'État sont soutenues devant la Faculté des lettres de Paris, ce qui représente, pour certains professeurs, une tâche proprement écrasante. Même si les professeurs des universités de province pouvaient être rapporteurs des thèses soutenues à Paris - ce qui est souhaitable - les candidats auraient tendance à s'adresser à ceux qu'ils supposent influents. En fait, la concentration à Paris de tant de professeurs, mis dans des conditions de travail insensées, est le mal radical des facultés des Lettres. Rien ne sera possible tant qu'il n'y sera pas porté remède.

L'annexe de Nanterre, future deuxième faculté des Lettres, n'est pas encore sortie de terre et les délais officiellement envisagés risquent de n'être pas tenus. Même s'ils étaient tenus, le retard demeurerait considérable entre ce qui est fait et ce qu'il faudrait faire. Dès maintenant la région parisienne aurait besoin de deux facultés, travaillant à plein et séparées l'une de l'autre. Avec le doublement prévu des effectifs d'étudiants d'ici 1970, c'est au moins trois facultés qui s'imposeraient pour éviter l'encombrement des amphithéâtres, la surcharge des maîtres, pour ramener la faculté parisienne à l'échelle humaine.

En attendant cette réforme, et en tout état de cause, certaines mesures faciles pourraient non guérir le mal mais en atténuer les faits. Au moins pour les deux premiers cycles de l'enseignement supérieur, l'élargissement des locaux, la multiplication des assistants et maîtres-assistants permettraient, avec une organisation appropriée, d'améliorer les conditions de travail des étudiants.

Du même coup, les professeurs (ou certains professeurs) se consacraient en priorité à la direction des recherches ou à la recherche elle-même.

Rien n'empêcherait non plus, même dans l'absurde cadre actuel, d'accorder aux professeurs certaines facilités qu'aucune administration ne se refuse plus à elle-même. Les sections de la faculté n'ont pas encore de secrétariat permanent, et tel de mes collègues répond à la main à chacun des cinquante ou cent candidats à une thèse d'État dont il est le directeur. Dans les sciences sociales, la création de chaires est à demi-stérile tant que le budget de fonctionnement ne suffit pas à financer les recherches faute desquelles l'enseignement lui-même demeure abstrait et rhétorique.

La croissance universitaire va aggraver le gigantisme de la Sorbonne, elle pourrait atténuer le mal contraire dont souffraient certaines universités de province. Mais il restera souhaitable de favoriser, au niveau du III^e cycle sinon des deux premiers, une certaine spécialisation des diverses facultés des lettres. À l'heure présente, la plupart des certificats sont décernés par toutes les facultés. Quand une nouvelle licence se crée, comme celle de psychologie ou de sociologie, elle est rapidement adoptée par toutes les facultés. Ce phénomène de diffusion est à peu près inévitable dans un système où les diverses universités existent moins par elles-mêmes qu'en tant que parties d'une seule et unique université de France.

Si la distinction des trois cycles présidait à la réorganisation des facultés, rien n'empêcherait certaines d'entre elles de créer un Centre de recherches en tel domaine particulier. Ce phénomène de demi-spécialisation n'est pas inconnu

dans les facultés des sciences où le coût des laboratoires l'impose. Il devrait s'introduire dans les facultés des lettres. Si l'on nomme dans chaque faculté un ou deux professeurs de chaque discipline, la tentation de non-résidence est encore plus forte, l'enseignement est essentiellement celui des deux premiers cycles, et, si les professeurs poursuivent, peut-être à titre personnel, leurs recherches, ils ont peine à le faire dans la faculté même, faute des crédits, des collaborateurs ou simplement des interlocuteurs qu'exige la vie scientifique.

Au-delà des réformes de cette sorte, la plupart indispensables pour sauver un enseignement qui mérite d'être appelé supérieur, d'autres questions se posent, sur lesquelles les opinions seront encore plus partagées. Ce qui me frappe, c'est qu'aucune nouveauté ou presque, en fait de pédagogie ou d'organisation, n'accompagne l'actuelle et prodigieuse expansion de l'enseignement supérieur. La séparation entre les facultés des sciences, de droit et des lettres n'est pas mise en question. Les cadres subsistent tels quels. Nul ne paraît imaginer que les circonstances actuelles sont plus propices qu'elles ne le seront jamais à des transformations ou des combinaisons inédites.

J'admets que la formule des "facultés des sciences économiques et sociales" prête à discussion. Mais les adversaires de la formule ne devraient pas nier que l'idée mérite d'être mise à l'épreuve. De même, n'est-il pas déplorable que seuls puissent enseigner, à titre de professeurs titulaires, dans les facultés de droit et des sciences économiques, les agrégés, dans les facultés des lettres, les docteurs ès lettres. Ne serait-il pas utile, pour rapprocher les facultés les unes des autres et pour les rapprocher toutes de la vie, d'assouplir ces règles?

À l'Institut d'études politiques, industriels, grands fonctionnaires, ingénieurs enseignent au même titre que les universitaires. Dans les facultés traditionnelles, les parchemins sont encore d'indispensables titres d'entrée. Si l'on créait une ou deux facultés de sciences économiques et sociales, il serait possible, sans toucher aux droits acquis et aux monopoles des diplômes, d'enrichir le corps enseignant par un appel à des personnalités qui connaîtraient les hommes et la société autrement que par les livres.

Si chacune des universités avait un minimum d'autonomie, peut-être quelques-unes d'entre elles auraient-elles le goût ou le courage de l'innovation. Mais dans le système étatique que nous ont légué Napoléon et la III^e République, l'innovation ne peut intervenir qu'avec l'accord, sinon à l'initiative, du ministère. Mais si personne n'innove, le conservatisme entraîne la décadence. D'ici deux ans, les statistiques nous apprendront peut-être qu'il y a, en France, 100.000

étudiants en lettres. Y aura-t-il encore des facultés capables de remplir leur fonction, qui n'est pas seulement de former des professeurs de lycée, mais aussi d'entretenir et de transmettre la culture?

La révolte de l'Université

Le Figaro
29 novembre 1963

Les professeurs de l'enseignement supérieur étaient divisés sur l'opportunité de la grève qui, suivant les villes et les facultés, dure un jour, quelques jours ou une semaine. Certains doutaient qu'une grève qui paralyse l'activité universitaire sans embarrasser le public fût de nature à frapper l'opinion et à impressionner le gouvernement. Mais - qu'on ne s'y trompe pas - les sentiments qui animent les grévistes sont partagés par tous, étudiants et enseignants, et ces sentiments n'ont rien à voir avec la politique.

À en croire certains propos officiels, des hommes ou des organisations tenteraient d'utiliser contre le gouvernement les difficultés actuelles de l'Université. On ne saurait évidemment exclure que tel dirigeant d'un syndicat soit sensible aussi à des considérations partisans, mais, de la "politisation" de la crise universitaire, les ministres sont bien plus responsables que tels de nos collègues ou de nos étudiants. Car, en imputant à des motifs sinistres des protestations que les circonstances suffisent à expliquer, en prenant pour thème constant la comparaison entre la marche dans le désert et la Terre promise, c'est-à-dire entre avant 1958 et après 1958, le ministre a réussi, en moins de temps qu'aucun de ses prédécesseurs, à concentrer sur sa personne le mécontentement de tous. Lui qui, en s'installant rue de Grenelle, a déclaré qu'il y était pour cinq ans, peut désormais tenir pour acquis un préjugé défavorable à l'égard de toutes les mesures qu'il ne pourra pas ne pas prendre. Hostilité injuste peut-être, mais l'Université est une vieille dame qui est accoutumée à certaines manières.

Bien que tels ou tels chiffres aient été contestés, la progression des crédits accordés au ministère de l'Éducation nationale ne l'est pas. La part des crédits de l'enseignement dans le budget de l'État était, d'après le premier ministre, de 10% en 1958, elle sera de 14% en 1963, de 16% en 1964. Elle représentait 465 milliards de francs anciens en 1958, elle en représente aujourd'hui 1.400. Mais, quand un professeur fait son cours, entouré de quelques dizaines d'étudiants assis par terre qui l'empêchent d'atteindre au tableau noir, comment ne serait-il pas irrité par l'autosatisfaction dont témoignent généreusement les allocutions ministérielles?

Il serait insensé d'imputer à l'actuel ministre une responsabilité qu'il partage avec de nombreux prédécesseurs de la IV^e et de la V^e République (car

l'instabilité au ministère de l'Éducation nationale n'a pas diminué depuis 1958), mais il n'est pas non plus raisonnable de prolonger, à la fin de l'année 1963, la polémique contre le "régime aboli".

Depuis cinq ans et demi, on savait que la première vague démographique atteindrait l'enseignement supérieur à partir de la rentrée de 1963. J'ai maintes fois évoqué, ici même, la grande pitié de la Sorbonne, les bâtiments construits pour quelques milliers d'étudiants et qui en contiennent dix fois plus, les cinq cents places d'une bibliothèque ouverte en théorie à vingt-cinq mille étudiants.

Au lieu de "politiser" le débat en accusant de "politisation" les universitaires, que les responsables se joignent, pendant une journée, aux foules qui se bousculent dans les amphithéâtres, aux portes, dans la cour même. Ils comprendront alors que l'Université soit au bord de la révolte et ils réaliseront, j'en suis sûr, la condition première d'un retour à la bonne entente: ils feront leur le vieil adage que rien n'est fait tant qu'il reste quelque chose à faire et ils proclameront très haut que beaucoup - oui, beaucoup - reste à faire.

Ce qui est à faire, d'abord et avant tout, ce sont des locaux. Au moins dans les facultés de certaines universités, la faculté des lettres de Paris en tout cas, rien n'est plus possible sans un effort massif de construction, permettant à bref délai, le dédoublement de la faculté elle-même. Une agglomération comme Paris ne peut pas se contenter d'une seule université. Hélas! on envisage aujourd'hui une deuxième université alors que, déjà, c'est à une troisième qu'il faudrait songer.

Lorsqu'on disposera de salles en quantité suffisante, il sera possible de recruter des assistants et d'organiser séminaires et travaux pratiques, autrement dit, d'assurer à nos étudiants, inquiets de leur avenir, l'encadrement qu'ils souhaitent. Entre 1938 et 1963, le nombre des étudiants a été approximativement multiplié par cinq. Cette population estudiantine est inévitablement différente de celle d'avant guerre. Beaucoup de ceux qui étudient doivent aussi gagner leur vie. Ils comptent sur les diplômes pour obtenir les postes qu'ils ambitionnent. Les examens de fin d'année, dans les conditions actuelles du travail, leur paraissent parfois un mystère ou une loterie.

Cela dit, je suis en désaccord radical avec mon collègue M. Duverger, qui écrivait il y a quelques jours, dans *Le Monde*, que les programmes étaient dans l'ensemble satisfaisants, qu'il n'y avait guère de réformes à accomplir et qu'une fois les bâtiments construits tout serait pour le mieux ou presque dans la meilleure des universités - à condition, évidemment, que celle-ci résiste à la tentation du malthusianisme et consente à s'ouvrir largement à tous ceux qui y

veulent entrer. Peut-être les facultés de droit et des sciences économiques sont-elles déjà proches de la perfection (je n'en crois rien), mais la situation me paraît tout autre dans les facultés que je connais le moins mal, c'est-à-dire les facultés des lettres. Dans celles-ci, tout est aujourd'hui remis en question: le mode d'enseignement, les examens et concours, l'agrégation et les thèses.

Dès lors, il y a une faute que la commission récemment nommée par le ministre doit par-dessus tout éviter: croire, comme le suggère M. Maurice Duverger, qu'il y a un problème, et un seul, de l'enseignement supérieur et que le système valable pour une discipline est nécessairement valable pour les autres.

Peut-être, quelle que soit la diversité des disciplines, un problème général est-il en voie d'apparaître dans toutes les facultés. Le malthusianisme, il est vrai, serait contraire à la nature de nos sociétés, et l'État doit permettre aux bacheliers qui le désirent, et en sont capables, de continuer leurs études. Mais nos universités, en leur structure et en leurs méthodes, ont été conçues en vue d'un enseignement de qualité (quel que soit le jugement que l'on porte sur la valeur de la qualité, rhétorique ou scientifique, que l'on avait pour objectif). Il est impossible de donner à six cent mille étudiants (car tel sera leur nombre dans quelques années) la même sorte d'enseignement que l'on donnait, il y a vingt ans, à soixante mille.

Offrir une certaine sorte d'enseignement supérieur à tous ceux qui le demandent, oui, mais à condition de ne pas sacrifier la formation d'une élite et de ne pas accabler les maîtres sous une charge telle qu'ils soient perdus pour le travail créateur.

À propos de la crise de l'Université

Le Figaro
2 avril 1964

Professeurs et étudiants sont d'accord pour affirmer qu'il y a une crise de l'enseignement supérieur. Ils s'accordent aussi pour imputer cette crise au manque de locaux, de maîtres, donc au manque de crédits. Nul ne saurait leur donner tort car, effectivement, dans certaines universités, en particulier à Paris, la pénurie de locaux est aiguë, elle suffit à empêcher toute organisation raisonnable des études.

Il n'en résulte pas pour autant qu'il suffise d'augmenter les crédits de l'Éducation nationale, d'allonger les listes d'agrégés, de multiplier les assistants et les maîtres-assistants pour que tout soit pour le mieux dans la meilleure des universités. Trop souvent, professeurs et étudiants s'en tiennent à des revendications pour ainsi dire matérielles parce qu'ils se savent divisés sur le reste, c'est-à-dire sur les méthodes et la structure de l'enseignement d'une part, sur la sélection inévitable de l'autre.

Qu'il s'agisse des concours d'entrée aux grandes écoles, des relations entre celles-ci et les facultés ou de l'agrégation, les controverses n'aboutissent à aucune opinion commune. Certaines réformes sont en train d'être imposées par les circonstances, sans avoir été ni pensées ni voulues. Par exemple, au fur et à mesure qu'augmente le nombre des assistants ou maîtres-assistants dans les facultés, les agrégés manifestent de plus en plus de répugnance à faire carrière dans les lycées. Ils seront concentrés dans les classes terminales des lycées et dans le premier cycle des facultés (propédeutiques). La fonction de l'agrégation aura changé avant le concours lui-même.

Les réformes du système d'examens ne dépendent pas du seul corps professoral, mais celui-ci, théoriquement, pourrait prendre certaines initiatives. En fait, il en est souvent incapable parce qu'il est, en majorité, passionnément attaché au statut actuel, celui d'une anarchie imparfaitement tempérée par la conscience professionnelle et la politesse.

Nos collègues étrangers, Anglais, Allemands ou Américains, habitués à l'autonomie de leurs universités, sont frappés par la subordination de toutes les universités françaises au ministère de l'Éducation nationale. Ils sont parfois enclins à voir dans cette centralisation administrative un péril pour la liberté. Quelle erreur! Un professeur, titulaire d'une chaire à la faculté des lettres ou à la

faculté de droit, n'est soumis à aucune autorité dans l'exercice de son enseignement, ni à celle du directeur de section, ni à celle du doyen, ni à celle du recteur, ni, encore moins, à celle du ministre. Une fois arrivé à Paris, il se consacre à ses étudiants ou il les ignore, il continue ses recherches ou il les abandonne: rien ne sera changé à son traitement et à son avancement, personne ne peut plus rien ni pour ni contre lui. Ce régime sans obligations ni sanctions assure à chacun le maximum de sécurité, réduit au minimum les contraintes auxquelles il est soumis.

Aussi longtemps que facultés comptaient un petit nombre de professeurs, le fait que tel de ceux-ci, à telle faculté, répétait chaque année le même cours ou ignorait ses collègues n'avait qu'une importance limitée, bien qu'il ne soit jamais souhaitable qu'un poste élevé dans la hiérarchie ressemble exagérément à une sinécure. Mais, aujourd'hui, les conséquences de cette anarchie deviennent plus fâcheuses.

Les cas demeurent trop fréquents où des professeurs supplémentaires, dont la nomination est justifiée par le nombre des thèses et la spécialisation de la recherche scientifique, ajoutent aux charges et aux incertitudes des étudiants. Je parle ici des facultés des lettres, qui sont celles que je connais le moins mal, et je demeure convaincu qu'elles devront subir des réformes si les professeurs n'ont pas le courage et la sagesse de les accomplir eux-mêmes.

Au conservatisme professoral s'oppose la démagogie des étudiants. Les programmes des groupements d'étudiants sont un curieux mélange de rêveries et de revendications légitimes. Par exemple, les groupes d'études de la faculté des lettres réclament d'un côté un centre gratuit de photocopies, d'autre part la suppression des cours magistraux. Pour que des textes photocopiés soient disponibles, il faut que le professeur fasse, chaque année, le même cours - ce qui est souvent le cas, pour des raisons plus ou moins légitimes, à la faculté de droit ou de sciences, mais non à la faculté des lettres. Rares sont ceux qui, à cette dernière faculté, traitent régulièrement la même matière. Si le professeur improvise un cours original, comment pourrait-il en fournir immédiatement un texte photocopié? Cela dit, il me paraît effectivement souhaitable que les cours photocopiés soient distribués gratuitement, et non vendus, aux étudiants.

Quels sont les mérites et inconvénients du cours magistral? La discussion ne date pas d'hier et pourrait se prolonger sans terme. Personnellement, je renoncerais sans regret à cet exercice, mais le dogmatisme actuel me paraît excessif, voire puéril. Parfois quelques centaines d'étudiants éprouvent le désir

d'écouter un certain professeur. Il en est ainsi dans toutes les universités du monde et pas seulement dans les universités françaises. Pourvu que le cours magistral ne constitue pas le tout de l'enseignement, pourvu que les étudiants puissent approfondir et discuter les sujets traités avec les assistants, il n'y a pas de raison de sauter d'un extrême à l'autre et de supprimer un des moyens traditionnels, encore valable, de communication.

Avec la demande, formulée par les groupes d'études de la faculté des lettres de Paris, de cogestion ou de section syndicale de faculté, on débouche en pleine déraison. Que veulent gérer les syndicats d'étudiants, alors que les maîtres, en dehors de l'élection des collègues, ne gèrent à peu près rien? Pour qu'il y ait cogestion, il faut d'abord qu'il y ait gestion. Les dirigeants des syndicats d'étudiants ne peuvent guère prétendre, en fait de pédagogie ou d'organisation, à une compétence qu'ils auront, peut-être, le jour où ils quitteront l'université mais qui leur manque le jour où ils y entrent.

Mon intention n'est pas de rejeter sur les professeurs ou sur les étudiants la responsabilité de la crise de l'université. Je ne songe pas à nier les évidences: le manque de crédits et de locaux, un ministre qui a fait, malheureusement, l'unanimité contre lui, les réformes de structure administrative qui ont irrité les universitaires sans favoriser aucune réforme de fond. Je souhaitais seulement compléter le diagnostic courant. Dans le système étatisé qui est celui de l'université française, c'est du ministère que devraient venir les innovations, mais les changements, quels qu'ils soient, se heurteront à l'hostilité d'une fraction des enseignants.

La crise de l'université. Combien d'étudiants?

Le Figaro
3 avril 1964

L'augmentation massive du nombre des étudiants est un fait désormais bien connu et généralement admis comme souhaitable et normal. Au fur et à mesure de la croissance économique, le pourcentage des jeunes qui poursuivent leurs études au-delà de 15 et 16 ans augmente, donc la proportion des étudiants dans chaque classe d'âge. Comme le nombre des métiers qui exigent une formation secondaire ou supérieure progresse simultanément, comme le niveau de formation s'élève en même temps que le niveau de développement, la conclusion à laquelle on aboutit le plus souvent est que la révolution quantitative dans l'université s'explique et se justifie dans le contexte social d'aujourd'hui.

Je n'affirme pas que cette thèse soit fausse, mais elle est pour le moins douteuse *dans le cas de la France et dans l'organisation actuelle de l'université française.*

À quoi tient, pour l'instant, le gonflement des effectifs d'étudiants? Il ne tient que pour une faible part à une démocratisation du recrutement ou à l'augmentation de la natalité. En 1963, 56.000 étudiants se sont inscrits en première année d'enseignement supérieur, soit un peu moins de 10% sur une classe d'âge d'environ 600.000. Mais 65% des étudiants viennent de groupes sociaux qui représentent environ 21% de la population. Le patronat de l'industrie et du commerce, les membres des professions libérales, les cadres supérieurs et moyens du secteur public et privé fournissent environ les deux tiers des étudiants. Ouvriers et paysans en fournissent moins de 10%. Pour l'instant, la démocratisation profite plutôt à la petite bourgeoisie qu'aux classes ouvrière et paysanne.

Le nombre des bacheliers doit passer de 70.000 environ en 1962 à 116.000 environ en 1966. Si donc la proportion des bacheliers qui s'inscrivent en faculté demeure la même, en quatre ans le nombre de ceux qui s'inscriront en première année de faculté va croître de quelque 35.000. Si, dans dix ou vingt ans, de nouvelles couches sociales participent à leur tour au recrutement des bacheliers, le nombre de ceux-ci et, indirectement, celui des inscrits à l'université vont continuer de croître.

La prévision de 450.000 étudiants en 1969-1970 risque d'être atteinte deux ou trois ans plus tôt. Et la progression se poursuivra, à moins que des réformes

profondes ne soient apportées au système.

Sur ce point, deux écoles de pensée s'opposent. La première juge que l'État a le même devoir d'accueillir les jeunes qui se présentent à la porte des universités que d'accueillir ceux qui se présentent à la porte des écoles primaires.

L'enseignement primaire est obligatoire, l'enseignement supérieur ne l'est évidemment pas, mais l'État aurait la même obligation de fournir des locaux et des maîtres aux garçons de 18 ou 19 ans qui veulent passer l'examen de propédeutique qu'aux enfants de 5 ou 6 ans qui doivent apprendre à lire. Les familles de la petite bourgeoisie ont pris conscience que les études déterminent, en une large mesure, la carrière de chacun. Elles veulent que leurs enfants soient bacheliers, puis licenciés. Bien sûr, beaucoup de ces jeunes s'arrêtent en cours de route. Sur 100 garçons ou filles qui entreprennent le cycle long et entrent en classe de seconde (classique ou moderne), 30 à 35 seulement passeront l'examen de propédeutique et accéderont au deuxième cycle de l'enseignement supérieur (au fond, le premier d'un véritable enseignement supérieur, la propédeutique étant un enseignement de transition). Mais toute sélection plus rigoureuse, au niveau de la seconde ou au niveau du baccalauréat, serait inhumaine et aléatoire. Comment déterminer avec certitude les jeunes de 15 ou de 18 ans qui seront capables d'aller jusqu'au bout de leurs études secondaires ou supérieures? Qu'ils tentent leurs chances et leurs capacités se révéleront progressivement.

À cette thèse, une deuxième école objecte que le régime actuel cumule tous les inconvénients. Les 75 jeunes qui sont entrés en seconde (classique ou moderne) et qui n'ont pas franchi les obstacles du baccalauréat et de la propédeutique ont reçu une formation théorique et abstraite, fort peu adaptée aux métiers qu'ils exerceront et relativement coûteuse pour l'État. Ils auraient mieux fait de choisir, au niveau de la seconde, le cycle court ou le cycle moyen et de recevoir une formation plus pratique et technique.

Ce n'est pas tout. Les chiffres officiels d'étudiants sont des fictions statistiques étant donné l'écart entre le nombre des inscrits aux facultés et le nombre des inscrits aux examens. En 1961-1962, en première année de droit à Paris, on comptait 11.252 inscrits sur lesquels 7.680 s'étaient présentés aux examens et 4.138 étaient reçus, soit 36,8% de reçus par rapport aux inscrits.

En propédeutique, lettres, à la session de juillet 1962, la proportion des admis étaient de 62,7% par rapport aux présentés, de 57,8% par rapport aux inscrits à l'examen, de 48,8% par rapport aux inscrits à l'établissement. Même si l'on admet que quelques centaines d'inscrits poursuivent des études dans d'autres

facultés, il subsiste une troupe nombreuse d'étudiants fictifs.

La proportion de ceux qui s'engagent en seconde dans le cycle long est-elle supérieure à la proportion de ceux qui, étant donné le recrutement des élèves des lycées, sont capables de faire des études supérieures? Il est difficile d'en décider parce que nul ne sait quel est le pourcentage, dans une population quelconque, des individus qui possèdent une telle capacité (compte tenu du milieu dans lequel ils vivent). Mais les statistiques prouvent avec évidence que le nombre de ceux qui s'engagent en seconde vers le cycle long est beaucoup plus élevé que le nombre de ceux qui atteignent aux certificats de licence. Ce fait incontestable étant reconnu, la raison ne commanderait-elle pas au moins un effort de sélection d'abord à l'entrée en seconde, puis au niveau du baccalauréat, quitte à réserver des voies de passage pour ceux qui, après une erreur d'aiguillage, voudraient revenir aux études universitaires?

Personnellement, je l'avoue, je penche du côté de la deuxième école, bien que les idées de la première aient plus de partisans. On a créé une année de propédeutique pour arrêter une partie du flux des bacheliers, mais l'année de propédeutique est une année perdue pour les bons élèves (fort heureusement, beaucoup des meilleurs la passent en première supérieure), elle n'est guère féconde pour les médiocres ou les mauvais bacheliers. Si ces derniers n'ont pas acquis les connaissances nécessaires lorsqu'ils bénéficiaient de l'encadrement strict du lycée, pourquoi y réussiraient-ils dans des conditions moins favorables à l'université? Il y aura peut-être demain deux années de propédeutique avec un examen au terme de chaque année, afin d'accroître encore le pourcentage des éliminés. Réforme qui ne fera qu'aggraver le mal: argent, locaux, maîtres serviront à un pseudo-enseignement supérieur, distribué à des pseudo-étudiants.

Certes, il n'en irait pas ainsi si la France avait toute une gamme d'universités, avec des enseignements divers, mais la France universitaire est toujours napoléonienne: matières, méthodes, exercices, sont les mêmes d'un bout à l'autre du pays. Du baccalauréat jusqu'à l'agrégation, dans les facultés des lettres, la dissertation demeure l'épreuve-type d'après laquelle on mesure les mérites. Refusant tout à la fois une véritable sélection et une réelle diversité, l'université française consacre une bonne partie de ses ressources financières et intellectuelles à l'élimination des étudiants en surnombre.

On pourrait souhaiter un emploi moins stérile de ressources, en elles-mêmes insuffisantes.

La crise de l'université. Le nombre et l'élite

Le Figaro
6 avril 1964

Je crains qu'il n'y ait pas de véritable sélection au niveau de la seconde ou du baccalauréat: donc 70% ou 80% des bacheliers s'inscriront en première année d'université et une proportion croissante des élèves des lycées et collèges s'inscrira en seconde classique ou moderne (les élèves des collèges polyvalents d'enseignement général vont être, à leur tour, attirés par les perspectives du baccalauréat). Si cette évolution se prolonge, d'ici une vingtaine d'années, l'absurdité du système éclatera en une crise grave. D'ici là, il importe d'adapter l'université aux problèmes que lui pose l'augmentation du nombre.

À en croire certains de mes collègues, M. Duverger par exemple, il n'y a pas de problème. "S'il y a dix fois plus d'étudiants dans nos universités, il y aura dix fois plus de sujets moyens, évidemment, mais aussi dix fois plus de sujets remarquables, la proportion des seconds par rapport aux premiers étant constante dans une société donnée". *Sancta simplicitas!* Ainsi il suffirait d'avoir 500.000 étudiants dans les universités pour avoir 50.000 sujets remarquables, alors qu'il n'y en aurait eu que 5.000 sur 50.000 étudiants. Sur quelle connaissance ou plutôt sur quelle ignorance M. Duverger se fonde-t-il pour lancer comme une évidence cette proposition indémontrée et pour le moins improbable? Certes, quel que soit le nombre des élèves d'une classe, on peut toujours distinguer les dix premiers, les dix derniers et les moyens entre les meilleurs et les moins bons. Mais le nombre des candidats aux agrégations n'a pas augmenté à la même allure que le nombre des inscrits en propédeutique, et, quand on fait trois ou quatre fois plus d'agrégés, les candidats reçus sur la deuxième partie de la liste n'atteignent pas au niveau qui aurait été jugé nécessaire au temps des listes courtes. En d'autres termes, il n'apparaît pas, pour l'instant, que le nombre des sujets remarquables augmente aussi vite que le nombre des étudiants.

Au reste, admettons même que le nombre des sujets capables de devenir remarquables soit proportionnel au nombre des étudiants. Encore faut-il que cette minorité ne soit pas contrariée par les conditions des études. La thèse selon laquelle l'élite sort spontanément de la masse suppose que les meilleurs n'aient besoin de rien ni de personne et qu'en toutes circonstances leurs dons s'épanouissent. Peut-être en va-t-il ainsi pour quelques-uns, au moins faut-il ne pas méconnaître les problèmes.

D'abord, il ne s'agit pas seulement des étudiants, mais aussi des professeurs. De faculté à faculté, les conditions de travail varient, mais si l'on souhaite que les professeurs de faculté ne se détachent pas de la recherche et ne se contentent pas d'enseigner, une réorganisation ou plutôt une organisation s'impose. Dans les facultés des lettres, les professeurs ont tous le même statut, les mêmes obligations théoriques, la même autonomie, mais ils ne peuvent se consacrer entièrement à l'une ou l'autre de leurs tâches.

Certains sont accablés de charges en raison de leur spécialité ou à un certain moment de leur carrière, d'autres sont presque libérés de tout devoir. À la division des facultés en trois cycles ne répond pas encore une répartition raisonnable des professeurs.

Il y a autre chose encore. Plus le nombre des étudiants s'élève, plus le nombre des maîtres qui dans les facultés distribueront un enseignement appelé supérieur sera grand. Or cet enseignement portera sur les matières traditionnelles qui figurent au programme de la propédeutique et de la licence. Les disciplines nouvelles, les recherches au point de rencontre des sciences, tous les domaines en voie d'exploration seront inévitablement sacrifiés. En bref, plus le premier cycle universitaire (propédeutique) ressemblera à ce qu'était, hier, l'enseignement secondaire, plus les facultés risquent de perdre le contact avec la recherche. Les créations, réalisées ou projetées, de petites universités ou d'écoles limitées au premier cycle consacrent officiellement l'acceptation de ce divorce. Certaines universités ne maintiendront même plus la fiction traditionnelle: elles renonceront à être des foyers de culture pour se borner à un enseignement post-scolaire.

Ces transformations que la force des choses est en train d'imposer ne sont pas toutes en elles-mêmes déplorables, mais à une condition: que l'on en finisse avec la structure napoléonienne, avec une multiplicité d'universités, qui, en dépit de ressources très inégales, se veulent toutes semblables, toutes qualifiées pour conférer tous les grades, pour préparer les étudiants à tous les examens et à tous les concours. Peu importe que la moitié des universités cessent d'être de véritables universités (ce qui est peut-être déjà le cas), pourvu que, en chaque discipline, il y ait en province une demi-douzaine de centres universitaires pourvus d'assez de moyens pour animer la recherche et, du même coup, favoriser la décentralisation. Chaque faculté réclame et obtient un ou deux postes de psychologie ou de sociologie - ce qui est inévitable puisque ces deux disciplines figurent au programme de la licence d'enseignement de philosophie. Mais il n'en

serait pas moins possible d'éviter la dispersion et d'organiser quelques centres provinciaux capables de rivaliser avec Paris.

La création d'un troisième cycle ouvre la voie aux réformes nécessaires. Aussi longtemps que le troisième cycle se confondait avec la préparation de l'agrégation, concours difficile mais de caractère ambigu, rhétorique autant que scientifique, aucune des universités n'acceptait d'être limitée aux deux premiers cycles. Dans les disciplines où la recherche et non l'agrégation fait immédiatement suite à la licence et au diplôme d'études, une concentration des moyens en quelques universités ne devrait plus se heurter à des résistances insurmontables. Du même coup, serait introduite en fait la réforme qui, en théorie, serait difficilement acceptée: les universités, au lieu d'être toutes bâties sur le même modèle, au lieu d'être contraintes par l'agrégation à un enseignement uniforme, retrouveraient chacune une vie propre en même temps que l'autonomie.

Résumons-nous. Au train dont vont les choses, il y aura, d'ici quelques années, un demi-million d'étudiants ou de pseudo-étudiants. Le premier cycle, celui de la propédeutique, cote mal taillée entre lycées et universités, recevra, d'année en année, des dizaines de milliers d'étudiants supplémentaires, à moins que l'on ne se décide à une sélection rigoureuse - ce qui est à la fois souhaitable et improbable. Le nombre des étudiants de licence augmentera, lui aussi, moins vite cependant que celui des étudiants de propédeutique. Des sortes d'universités, limitées au premier ou aux deux premiers cycles, seront créées ou élargies pour recevoir les candidats aux parchemins. Que l'on approuve ou déplore cette inflation, il faut en tirer les conséquences: maintenir quelques universités authentiques, dans lesquelles l'enseignement ne se sépare pas de la recherche, grâce aux moyens matériels mis à leurs disposition, grâce également à un certain climat intellectuel.

Nombre d'universités sont en train de se dégrader en écoles pratiques. On ne les sauvera pas toutes de cette dégradation, il n'est pas impossible d'en sauver quelques-unes.

Quelques problèmes des universités françaises

Preuves
mai 1964

Les universités européennes sont des institutions historiques auxquelles la société moderne, de type industriel, impose et imposera de plus en plus des transformations profondes.

Deux faits sont à l'origine de la crise, ressentie à un degré ou à un autre dans tous les pays d'Occident. Le premier est l'élévation du taux de scolarisation, secondaire et supérieure, c'est-à-dire du rapport entre le nombre des jeunes, garçons et filles, d'un certain âge qui continuent à étudier et le nombre total des jeunes de cet âge. Le taux de scolarisation à dix-sept, dix-huit et vingt ans s'élève pour de multiples causes, les mêmes dans tous les pays industrialisés, qu'ils soient libéraux ou communistes. Le poste auquel chacun peut prétendre dépend de plus en plus de la formation qu'il a reçue. Les parents sont de plus en plus conscients de cette relation entre formation et position dans la hiérarchie sociale. Ils souhaitent de plus en plus fréquemment que leurs enfants fassent des études. À mesure que le niveau de vie s'élève, les parents acceptent mieux de retarder le moment où les enfants gagneront leur vie. Est-il besoin d'ajouter qu'il s'agit là de tendances générales et que cette attitude à l'égard de l'instruction est loin d'être encore répandue dans tous les milieux sociaux, et que des différences substantielles subsistent entre les pays, les régimes et les classes⁽¹⁾?

Le deuxième fait est le développement et la diversification des sciences; qu'il s'agisse de sciences naturelles ou de sciences humaines, la spécialisation a progressé et continue de le faire à une allure accélérée. La recherche exige de plus en plus de temps et d'argent. Or les universités, telles qu'elles ont été dans le passé et telles qu'elles veulent être dans le présent, sont à la fois établissements d'enseignement et institutions de recherches. L'afflux des étudiants alourdit la charge de l'enseignement et parfois tend à ramener celui-ci au niveau d'une formation professionnelle. Entre l'enseignement, de moins en moins réservé à un petit nombre de privilégiés, et la recherche, de plus en plus subtile et accaparante, la tension risque de croître.

La solution qui tiendrait compte de ces deux nécessités ne peut être trouvée que dans le sens d'une division plus poussée du travail, d'une dissociation des rôles que les universités et les professeurs sont appelés traditionnellement à jouer. Mais si la direction des réformes est inévitablement la même dans tous les

pays, les obstacles à surmonter sont autres selon les caractères de l'organisation universitaire, selon l'idée que les universités se faisaient d'elles-mêmes et les objectifs qu'elles visaient.

Les deux caractéristiques majeures du système français, comparé aux systèmes allemand, anglais ou américain, sont la subordination administrative à l'État de toutes les universités, réduites de ce fait à une étrange uniformité, et la place que tiennent examens et concours.

Je me propose d'étudier quelques-unes des questions que posent l'afflux des étudiants et les exigences de la science à une organisation héritée non du passé médiéval mais du régime révolutionnaire et napoléonien, réformée au début de la III^e République.

Privées de toute autonomie véritable, financière ou administrative, étroitement soumises pour la création de chaires ou la nomination de fonctionnaires au ministère de l'Éducation nationale, les seize universités de France enseignent les mêmes matières, préparent aux mêmes examens, confèrent les mêmes grades. Le plus souvent, quand une licence nouvelle est introduite à Paris (par exemple, en 1957, la licence de sociologie), les universités de province, l'une après l'autre, réclament la création de chaires afin d'assurer à leur tour la préparation aux examens nécessaires pour obtenir le titre nouveau. Bien que quelques certificats de licence demeurent réservés à telle ou telle université, il est vrai de dire qu'il y a moins de différence (sur le papier) d'une université à une autre, en France, que dans n'importe quel autre pays d'Occident⁽²⁾.

Uniformes et étatiques, les universités⁽³⁾ sont le couronnement d'un système qui, du début à la fin, présente ces deux caractères joints. Écoles primaires, lycées ou collèges, universités ou grandes écoles, ces trois ordres d'enseignement sont parties intégrantes d'un édifice unique, dont l'État a dressé le plan, assure le financement et la gestion. En dehors de cet édifice, il subsiste des institutions privées d'enseignement: les écoles primaires catholiques reçoivent encore 15 à 20% des enfants, les écoles secondaires catholiques et laïques environ 30%⁽⁴⁾; l'université d'État garde le monopole de la collation des grades et, au cycle supérieur, en conjonction avec les grandes écoles, un quasi-monopole d'enseignement.

La subordination des universités à une administration ministérielle, à elle seule, n'impliquerait pas l'uniformité. Mais, dans la mesure où les étudiants de toutes les universités sont candidats aux mêmes concours, pour lesquels un programme national est établi chaque année, inévitablement, d'un bout de la

France à l'autre, les mêmes textes des mêmes auteurs seront commentés la même année, la même période de l'histoire sera traitée par les historiens, de Caen à Bordeaux et de Lyon à Rennes.

À cet égard, la tyrannie de l'agrégation est pire que celle de la licence. Les programmes établis pour les certificats de licence sont vastes et laissent aux professeurs une certaine liberté de choix. Il n'en est pas de même des programmes d'agrégation – je parle ici des agrégations littéraires et scientifiques, qui ouvrent la porte de l'enseignement secondaire, et non des agrégations de médecine et de droit, qui ouvrent la porte des universités - qui sont rigides et que les candidats doivent connaître intégralement. La liberté d'initiative de l'étudiant et du professeur va donc en diminuant à mesure qu'on progresse des deux ou trois premières années d'université à l'année qui doit être la dernière.

Les étrangers sont souvent surpris de la passivité avec laquelle les professeurs français acceptent la soumission à l'administration étatique et un programme annuel pour un concours unique, que l'on passe à Paris et auquel on se prépare dans la plupart des universités de province. Cette surprise tient, pour une part, à la méconnaissance du lien entre administration de l'État et liberté du professeur pris individuellement.

Privées de toute autonomie financière, soumises à des réglementations strictes élaborées par le ministère de tutelle, les facultés ont gardé ou même élargi et renforcé leur autonomie sur le sujet qui intéresse le plus les professeurs: les nominations. La plupart des nominations par le ministère ne sont plus que la ratification de votes qui, officiellement, ne constituent que des propositions. Le système est, en fait, sous le couvert de l'État, devenu un système de cooptation, avec candidatures, campagnes électorales, votes. En majorité, les professeurs aiment ce système qui répond à l'idée que les Français se font de la démocratie.

De plus, l'administration étatique des universités a pour conséquence d'affaiblir l'autorité de chaque faculté sur ses membres. Fonctionnaire d'État, le professeur titulaire d'une chaire est seul maître à son bord après Dieu. Ni le président de section ni le doyen ne sont en mesure de donner des ordres ou simplement des directives à leurs collègues. Les professeurs français ne sont pas asservis à l'État, ils sont, à beaucoup d'égards, libres de suivre leur bon plaisir, de travailler peu ou beaucoup, de répéter ou de renouveler leurs cours. S'il est souhaitable de rendre quelque autonomie à chaque université ou à chaque faculté, c'est précisément pour que les enseignements soient davantage coordonnés et que les professeurs se soumettent à une certaine discipline.

Rigidité administrative et liberté anarchique à l'intérieur de cadres tracés par les règlements: cette combinaison, typiquement française, est aussi typiquement universitaire.

Quant au "programme national et annuel de l'agrégation", il est accepté sans protestations vives, soit qu'il apparaisse inséparable du système étatique, soit qu'il bénéficie d'une longue accoutumance. L'examen ou le concours est, en principe, *le* mode, juste et démocratique, de sélection. Chaque année, depuis l'âge de seize ou dix-sept ans, les jeunes ont passé un ou deux examens (première partie du baccalauréat, deuxième partie du baccalauréat, propédeutique, quatre certificats de licence, diplôme d'études supérieures). L'agrégation couronne cette longue série d'épreuves. Si elle n'était pas un concours unique, l'injustice s'introduirait en même temps que l'inégalité. Telle agrégation provinciale serait plus "facile" que telle autre. S'il y a un concours unique, il faut un programme unique. Du même coup, le favoritisme, les interventions politiques sont éliminés. Chacun a des chances égales, c'est-à-dire proportionnelles à ses capacités, devant un jury impartial.

Contre l'étatisme et l'uniformité de l'Université française il n'y a eu et il n'y a encore pratiquement aucune protestation sérieuse. Le système est entré dans les mœurs, il répond à l'esprit de centralisation (Paris est *la* capitale intellectuelle) et de démocratie (tous égaux et anonymes devant les examinateurs). C'est avant tout l'expansion quantitative qui a ébranlé les structures anciennes et obligé à remettre en question (mais pas encore à bouleverser) l'organisation des études et des concours.

L'augmentation du taux de scolarisation aux différents âges n'est pas moins frappante en France que dans les autres pays d'Occident. Bien qu'elle soit manifestement liée au progrès de l'industrialisation, elle s'est manifestée dès les premières années d'après-guerre, à un moment où le "miracle européen" des années 50 n'était pas encore perceptible. Mais il n'y a rien là de surprenant: les changements de psychologie sociale, le désir des parents d'inciter leurs enfants à des études prolongées afin qu'ils acquièrent une formation secondaire, bien qu'ils soient, en gros, liés au développement d'une économie moderne, sont susceptibles, selon les classes et les pays, de précéder le développement ou, tout au contraire, d'être en retard sur lui.

Les chiffres sont éloquents. Le taux de scolarisation dans les lycées a quadruplé depuis l'avant-guerre, le taux de scolarisation secondaire approche de 50%(5). Le nombre des étudiants dans les facultés et les institutions

d'enseignement supérieur a plus que triplé alors que les générations plus nombreuses d'après-guerre n'ont pas encore terminé l'enseignement du second degré. Le nombre des étudiants va encore doubler d'ici quelques années(6).

La ruée vers les diverses institutions d'enseignement pose des problèmes strictement matériels. Les écoles techniques, du niveau secondaire, sont contraintes chaque année de refuser des candidats, faute de locaux, faute de maîtres. L'université de Paris, qui, à elle seule, reçoit environ le tiers de tous les étudiants qui fréquentent les universités, est devenue monstrueuse et craque de toutes parts. Deux universités supplémentaires proches de Paris - Reims et Orléans - sont prévues et ont commencé de fonctionner. Notre intention n'est pas de considérer les problèmes de nombre en eux-mêmes, mais la répercussion du nombre sur le système, en particulier sur le débat "quantité et qualité" qui, en France, a été et demeure, pour des raisons que je tâcherai de dégager, plus passionné qu'au-dehors.

Les relations entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur ont toujours été, en France, différentes de ce qu'elles étaient dans la plupart des autres pays. La rupture, sociale et intellectuelle, se situait entre le primaire et le secondaire plutôt qu'entre celui-ci et le supérieur. Rarement, en Allemagne, en Grande-Bretagne, aux États-Unis, un grand professeur commençait sa carrière comme *Studienrat* ou comme *secondary teacher*. Henri Bergson, Léon Brunschvicg, J.-P. Sartre ont enseigné durant des années dans des lycées; Alain l'a fait toute sa vie. Ce n'est qu'en français que l'on appelle du même nom *professeur* les enseignants du secondaire et ceux du supérieur. L'agrégation, concours destiné au recrutement des maîtres du secondaire et objectif suprême des étudiants de faculté, était à la fois le symbole et, pour une part, la cause de cette solidarité entre secondaire et supérieur, celui-ci apparaissant au service de celui-là. Tout se passait comme si la formation des enseignants du second degré était la tâche majeure des facultés. Les meilleurs des étudiants, les élèves de l'École normale supérieure allaient spontanément de la licence à l'agrégation, de celle-ci aux lycées, ils préparaient une thèse de doctorat ès lettres (thèse dite d'État) qui leur ouvrait les portes de l'Université(7).

En revanche, jusqu'à la dernière guerre, enseignement primaire et enseignement secondaire étaient essentiellement séparés, chacun constituant, pour ainsi dire, un tout complet. L'enseignement primaire comportait un second degré et même un degré supérieur, mais distincts de ceux auxquels accédaient les élèves des lycées. Depuis la guerre, les barrières entre primaire et secondaire ont

été abattues, les instituteurs (*primary school teachers*) sont, pour la plupart, titulaires du baccalauréat. En principe, tous les établissements du second degré (y compris ceux qui constituaient le second degré du primaire) relèvent du même service ministériel. Les élèves devraient être orientés vers l'enseignement classique, l'enseignement moderne ou l'enseignement technique selon leurs aptitudes; le passage d'une section à une autre devrait demeurer facile aussi longtemps que possible.

Les réformes entreprises vont dans le sens de ce que l'on nomme, dans le jargon politique, l'école unique. Tous les enfants entreraient à dix ou onze ans dans des établissements comparables, qui offriraient les mêmes perspectives. Les deux premières années, dites tronc commun, seraient communes à tous les élèves, années pour ainsi dire d'observation au terme desquelles interviendrait une première orientation vers l'une ou l'autre des trois sections (classique, moderne, technique); la sélection décisive serait faite à l'entrée en classe de seconde.

Une conception de cet ordre, qui semble inspirer la plupart des dirigeants du ministère de l'Éducation nationale, est justifiée par les exigences de la démocratisation. En effet, celle-ci, d'après les statistiques très partielles dont on dispose, n'a fait que des progrès limités. Le taux général de scolarisation secondaire a considérablement progressé, mais si les pourcentages de fils d'ouvriers et de paysans parmi les élèves des lycées (et ces derniers fournissent la plupart des étudiants) ont augmenté depuis l'avant-guerre, ils se sont stabilisés aux taux respectifs de 8% et de 12%(8). La raison en est, disent les réformateurs, que les établissements du second degré demeurent essentiellement différents. Les anciens cours complémentaires ont beau avoir reçu une nouvelle appellation, ils ne fournissent pas un enseignement de même qualité que les lycées. Or, dans nombre de départements, ils sont seuls accessibles aux enfants des paysans. La scission entre recrutement du primaire et recrutement du secondaire subsiste au moins partiellement en dépit des réformes déjà accomplies. Le tronc commun, les années d'observation seraient une étape décisive dans la direction d'une authentique école unique, ouverte à toute la jeunesse, celle-ci se distribuant entre les diverses sections d'après les aptitudes et non d'après les origines sociales(9).

Les défenseurs de l'enseignement secondaire, traditionnel et classique, ne s'opposent pas à la démocratisation en tant que telle, ils s'opposent à ce qui leur paraît la destruction de l'enseignement secondaire authentique, enseignement de culture, qui réclame du temps, qui ne prépare pas à un métier mais forme des

esprits. Les réformes actuelles sont à leurs yeux inspirées par les représentants de ce qui était naguère l'enseignement primaire. Nivellement par le bas, coups portés aux études classiques et aux élites intellectuelles, tels sont les arguments qu'avancent les adversaires des réformes actuelles. Les opposants sont baptisés "réactionnaires" - ce qui est exact si l'on prend ce mot au sens propre et si l'on s'attache au seul débat proprement universitaire. Mais parmi les réactionnaires figurent des hommes qui, politiquement, se situent à gauche. Il y a une génération, un des dirigeants du parti socialiste, Bracke-Desrousseaux, helléniste de valeur, défendait farouchement les études classiques et l'enseignement secondaire. Les querelles, plus ou moins camouflées, entre les porte-parole de l'ex-primaire et ceux de l'ex-secondaire, ne coïncident pas avec celles de la gauche et de la droite, encore qu'il y ait quelque affinité entre gauche et primaire, droite et secondaire.

Le niveau de l'enseignement secondaire s'est effondré, entend-on de tous côtés. Il est difficile de porter un jugement d'ensemble, faute d'études empiriques. Quelques faits n'en sont pas moins incontestables. L'afflux des élèves dans les lycées a contraint l'administration à un recrutement accéléré des maîtres. Il y a une trentaine d'années, lorsque j'enseignais la philosophie au lycée du Havre, les non-agrégés n'avaient presque pas de chances d'arriver à Paris. À l'heure présente, les enseignants du second degré, dans la région parisienne, ne sont même pas tous licenciés; souvent ils enseignent des matières étrangères à leur formation. La qualité moyenne des maîtres a baissé. Il serait surprenant que le niveau de l'enseignement n'eût pas baissé en même temps⁽¹⁰⁾.

Les conditions matérielles sont devenues pires. Un de mes amis qui enseigne dans un lycée de Paris me racontait que chaque heure est amputée de cinq à dix minutes, en raison de l'encombrement des couloirs et du temps que mettent de ce fait les élèves pour rejoindre les salles après les récréations. Le genre d'enseignement caractéristique des études classiques des lycées n'est guère compatible avec des classes trop nombreuses, avec des enseignants médiocres, avec des élèves indifférents. Les exercices littéraires, les exigences formelles, les explications de textes, qui constituaient l'originalité et l'orgueil de l'enseignement classique risquent de souffrir davantage de la crise présente que les enseignements plus pragmatiques et moins prétentieux.

L'enseignement secondaire est-il atteint autant que le prétendent les observateurs, favorables ou hostiles aux transformations présentes? Je ne sais. Le fait est que les enseignants en sont presque tous convaincus. Et ce fait

commande l'examen de conscience actuel des universités françaises.

Les facultés de lettres ont cherché tout d'abord à restreindre le nombre des étudiants en ajoutant une année d'études et un examen de plus entre la fin des études secondaires et le baccalauréat d'une part, le commencement des études proprement supérieures de l'autre. En d'autres termes, la réaction de l'Université à l'afflux des étudiants n'a pas été une modification du système mais, tout au contraire, la création de barrages supplémentaires. Peut-être un système aussi centralisé et uniforme que le système français ne pouvait-il réagir autrement. La conscience d'une crise s'est largement répandue, un débat s'est ouvert sur l'organisation universitaire, et, en particulier, sur l'agrégation, symbole de la structure que nous venons de rappeler. Mais si l'agrégation est vivement critiquée, elle est aussi farouchement défendue. Aussi me paraît-il nécessaire de comprendre d'abord les passions que soulève la controverse relative à l'agrégation.

La première raison est, à n'en pas douter, le lien que l'agrégation établit entre l'enseignement secondaire et les universités. Tant qu'il subsiste un nombre suffisant d'agrégés dans les lycées, tant que les meilleurs étudiants continuent de préparer l'agrégation, lycées et facultés restent en communication, professeurs de lycée et professeurs de faculté ont une même origine et se sentent appartenir à une même communauté.

La deuxième raison, qui me paraît plus profonde et moins avouée, est la signification de l'agrégation en tant que symbole de culture. D'une certaine manière, et non sans ironie, on pourrait dire que l'agrégé est pour la France ce qu'est l'étudiant d'Oxford et de Cambridge pour l'Angleterre. À Oxford et à Cambridge, l'étudiant, surtout celui du passé, recevait moins une formation professionnelle qu'une imprégnation culturelle. Les études classiques faisaient partie d'une manière d'être, d'une manière de vivre. Mise à part la minorité des révoltés, les étudiants, au terme de leurs années d'université, tendaient à se conformer à un modèle exemplaire, ils aspiraient à se conduire, quelle que fût leur profession, comme il convient à des hommes d'une certaine classe.

Les universités françaises de la III^e République n'ont jamais exercé une pareille fonction sociale. Les étudiants vivaient (et vivent) pour la plupart dans leur famille. Il n'y a guère de communauté universitaire, ni entre étudiants, ni entre professeurs, ni entre les uns et les autres. L'agrégé n'était à aucun degré un type d'homme exemplaire. Aussi bien les universités françaises visaient à former des esprits, non des hommes ou même des citoyens. Mais l'agrégé était, d'une

certaine manière, au moins pour les universitaires eux-mêmes, un type d'esprit exemplaire. Il était l'honnête homme dans l'ordre de l'esprit, avec une culture large mais non spécialisée, capable de traiter élégamment de multiples sujets, sachant exposer par écrit ou en improvisation. Il était l'humaniste en un siècle de "barbarie technique". Des articles publiés, il y a deux ans, sur le sujet de l'agrégation, m'ont valu des lettres parfois aussi émouvantes qu'absurdes. Si l'agrégation était éliminée ou abaissée, la culture classique, les études humanistes, tout ce qui constitue l'authentique gloire de la France seraient mis en péril.

Il y a plus de dix-sept ans, M. Étienne Gilson avait dit l'essentiel. Que l'on me permette de citer les passages principaux d'un article ancien:

"S'il reste pourtant vrai que la culture générale de type classique, tout inséparable qu'elle soit d'une idée de la France à laquelle on a droit de tenir, est devenue chez nous un fléau, ce n'est aucunement parce qu'elle domine l'enseignement secondaire, où elle est parfaitement à sa place, mais parce qu'elle a envahi l'enseignement supérieur, où elle ne l'est pas du tout. Un homme n'en a jamais fini d'acquérir une culture générale, mais il doit arriver un moment où l'enseignement l'a mis à même de continuer seul à se cultiver selon son goût. Ce moment arrive avec le baccalauréat, le rôle propre de l'enseignement supérieur, qui commence ensuite, étant d'enseigner des techniques spéciales, c'est-à-dire, avec les faits connus l'art d'en découvrir d'autres et de les interpréter.

"Ce n'est pas ce que fait notre enseignement supérieur. Asservi à la préparation des agrégations, il reçoit de l'enseignement secondaire des étudiants qu'il prépare à devenir professeurs d'enseignement secondaire, c'est-à-dire qu'il enseigne à des jeunes gens, qui ne savent encore que parler, l'art d'enseigner à d'autres celui de parler. C'est-à-dire qu'il se trouve condamné, lui aussi, à la culture générale, tant et si bien qu'il a fallu créer d'autres organes d'enseignement ou de recherche, comme l'École pratique des Hautes Études ou le Centre national [de la recherche scientifique], pour exercer les fonctions propres auxquelles, sous la pression des circonstances, nos universités ont dû pratiquement renoncer. Ainsi la culture générale se perpétue à travers le cycle entier de nos études, l'étudiant y passant sans cesse d'un baccalauréat à un autre, car l'agrégation n'est au fond pas autre chose et le doctorat restant, quand il est sérieux, le seul diplôme d'enseignement vraiment supérieur que l'université délivre et le seul auquel elle n'ait jamais préparé.

"Pour ne pas compliquer ni envenimer la question, je feindrai d'ignorer que, des universités, le mal a gagné les grandes écoles, ou que, pour ne prendre qu'un exemple, nos concours médicaux sont devenus des tournois d'éloquence, auxquels certains candidats s'entraînent s'habituant à parler dix minutes de n'importe quoi(11)."

Peut-être le tableau est-il poussé au noir. Mais, personnellement, je suis pour l'essentiel d'accord avec les jugements de M. Étienne Gilson, et ce qui me paraît le plus grave, c'est que beaucoup de professeurs semblent défendre le système par aveuglement, par attachement à des traditions respectables, par méconnaissance de ce que sont les universités étrangères et les sciences vivantes. Même dans l'enseignement secondaire, l'agrégation ne va pas sans inconvénients. Elle crée parmi le personnel enseignant une aristocratie à laquelle n'accéderont jamais, quels que soient leurs mérites, ceux qui n'ont pas obtenu le titre prestigieux. L'agrégé a un service moins lourd, un salaire plus élevé, il conserve ces avantages même s'il ne réussit pas à se faire écouter par ses élèves. Le licencié peut être le meilleur des professeurs: jamais il n'atteindra à l'égalité avec les agrégés qui ont fait faillite. Cette prédétermination de la carrière est acceptée par les fonctionnaires français sans trop d'amertume. Parce qu'elle exclut le "favoritisme", elle passe pour juste ou, du moins, pour tolérable. Et personne ne s'indigne que le succès ne puisse être récompensé et l'échec sanctionné, les droits acquis grâce aux titres obtenus ne pouvant être effacés par l'échec pédagogique.

L'agrégation n'est même pas directement adaptée à la formation des enseignants du second degré. Elle ne garantit pas les qualités pédagogiques et surtout elle est d'un niveau trop élevé par rapport à ce qu'est (ou est devenu) l'enseignement secondaire. Mise à part une minorité qui a la vocation, les agrégés sont de plus en plus insatisfaits de leur métier, précisément parce que l'écart est trop grand entre le savoir (ou le savoir-faire) acquis pour passer les concours et les humbles tâches des maîtres dans les premières années du second degré.

Si l'on peut à la rigueur justifier l'agrégation en tant qu'elle favorise le recrutement d'une aristocratie d'enseignants du second degré, il me paraît impossible de la justifier en tant que mode de formation de futurs savants ou professeurs d'enseignement supérieur(12). L'"agrégé type" sait présenter un problème, diviser une "dissertation" ou une "leçon" en trois parties, commenter élégamment un texte, spéculer librement sur des thèmes éternels. Agrégé des

lettres, il sait du latin et du grec; agrégé d'allemand ou d'anglais, il parle couramment une langue étrangère; agrégé de philosophie, il a quelque connaissance des grands auteurs; agrégé d'histoire, il n'a nul besoin d'avoir acquis la maîtrise de la méthode historique, mais il est capable, en quelques heures, de rédiger une dissertation ou de bâtir un exposé sur un sujet du programme ou même hors programme.

Quel rapport y a-t-il entre ces exercices de rhétorique ou de culture générale et la science vivante, la recherche authentique? Un futur historien tirerait plus de profit à consacrer quelques années à l'étude des sciences sociales au lieu et place de l'entraînement au concours de l'agrégation. Un futur philosophe pourrait acquérir une culture scientifique, le futur angliciste ou germaniste une culture de linguiste ou de philosophe. Les disciplines nouvelles ont peine à recruter des chercheurs parce qu'elles ne font pas l'objet d'agrégation et que, de ce fait, elles n'ont ni maîtres ni étudiants. Les disciplines anciennes sont de plus en plus cristallisées dans le moule agrégatif et les thèses de doctorat d'État, que M. Étienne Gilson appelait le seul diplôme d'enseignement supérieur, se dégradent, à leur tour, en exercices d'école. Sous prétexte de ne pas courir de risques, les thèses du type "un homme, une œuvre" se multiplient, souvent consciencieuses et riches de documentations, mais d'un faible intérêt scientifique. Les dimensions mêmes de la thèse d'État sont un défi au bon sens. Pourquoi demander à des chercheurs en début de carrière une œuvre monumentale? Comment s'étonner que, trop souvent, ils cherchent dans la grosseur un substitut à la grandeur?

Par un paradoxe, en profondeur intelligible, l'augmentation du nombre, dangereux pour la qualité au cours du second degré, est en train de contraindre les facultés à des réformes qui favorisent la restauration de ces dernières dans leur fonction de science et de recherche.

Le problème posé est, dans l'abstrait, simple. Les facultés ont toujours été et deviennent de plus en plus des écoles techniques. Elles dispensent un enseignement qui complète celui du second degré. Elles préparent les étudiants aux métiers divers des sociétés industrielles. Comment conserver aux facultés leur autre rôle, celui de foyer de culture? Comment permettre aux professeurs de n'être pas seulement des instituteurs, à un niveau plus élevé? La réponse théorique est la même dans tous les pays, et nous l'avons indiquée plus haut: différenciation accrue des tâches et des rôles. Mais comment introduire cette différenciation dans une organisation centralisée, étatique et uniforme?

L'université française comportait traditionnellement une certaine

différenciation; les facultés assumant une fonction d'enseignement en vue de la formation des professeurs (dans les facultés des sciences comme dans les facultés des lettres), les grandes écoles ont largement contribué à la formation scientifique supérieure, celle des ingénieurs, mais aussi celle des chercheurs. Les relations entre classes de préparation aux grandes écoles dans les lycées et propédeutique dans les universités sont objet de controverses passionnées. La réforme du programme de l'École polytechnique est à l'ordre du jour. Il est difficile au non-scientifique de prendre part à ces controverses. Il peut seulement constater que le penchant au conservatisme n'est pas moins visible chez les scientifiques que chez les littéraires. Il a fallu de longs efforts pour que le programme des études médicales fût adapté au progrès de la science et que la perspective fût ouverte d'un renouvellement des conditions de la recherche.

Dans les disciplines "littéraires", les établissements voués à la recherche existent depuis longtemps, en dehors des facultés: École pratique des Hautes Études, Collège de France, Musée de l'Homme. Mais les facultés doivent conserver aussi une fonction de centre de culture supérieure et de recherche. Or le gonflement des effectifs d'étudiants est en train de provoquer des réformes qui vont dans la direction souhaitable. Dès maintenant, trois cycles se dégagent dans les études universitaires: une année de propédeutique, deux ou trois années de licence, deux années de diplôme d'études supérieures et d'agrégation ou de troisième cycle. Quand le troisième cycle était absorbé par la préparation de l'agrégation, un programme national et des exercices scolaires paralysaient le libre enseignement et la libre recherche, qui sont ceux des *post-graduates* dans les universités anglo-américaines. Mais le déclin de l'agrégation, par la force des choses et contre la résistance des hommes, substitue par à peu un troisième cycle de recherche à un troisième cycle de préparation à l'agrégation.

La dégradation de l'enseignement secondaire rend de moins en moins acceptable aux meilleurs des agrégés un séjour prolongé dans les lycées. Désireux d'éviter ou de raccourcir le passage par l'enseignement secondaire, les agrégés sont en quête de postes pour la période intermédiaire, entre la fin du concours et l'accession à une chaire d'université. Comme le nombre des étudiants a, lui aussi, augmenté massivement, il a bien fallu augmenter le nombre des enseignants, et désormais une hiérarchie plus complexe s'est instaurée: au-dessous des professeurs en titre et des maîtres de conférences (qui, une fois docteurs, deviennent rapidement professeurs) se sont multipliés les assistants, les chefs de travaux, les maîtres-assistants. Du même coup, la carrière de recherche et d'enseignement supérieur, sans années d'enseignement dans un lycée, devient

normale. Les bourses du C.N.R.S. offrent une chance supplémentaire d'une période prolongée, voire d'une carrière tout entière, vouée à la recherche. Ainsi la dégradation de l'enseignement secondaire et le gonflement des effectifs d'étudiants sont en voie de provoquer les réformes de fait dont ministre, hauts fonctionnaires et professeurs, séparément ou ensemble, ont été et demeurent incapables, à savoir: séparation plus nette du secondaire et du supérieur, continuité du primaire et du secondaire, prise de conscience que la formation des professeurs de lycée n'est qu'une des tâches, et pas nécessairement la plus importante, des facultés, introduction des disciplines non traditionnelles dont le développement est lié au développement des sociétés industrielles.

Il s'en faut, malheureusement, que ces transformations lentement imposées équivaillent à une réforme méditée et globale. Le système actuel, composite, contradictoire, comporte des inconvénients multiples, et les facultés n'ont pas rendu encore la liberté nécessaire aux professeurs qui ne renoncent pas à la recherche.

L'agrégation coûte aux étudiants, y compris à ceux qui se destinent à la recherche, parfois plusieurs années d'une préparation qui, au-delà de la première année, devient stérile. Comme les "patrons" recommandent encore, de manière plus ou moins impérative, à leurs meilleurs étudiants de passer l'agrégation, il arrive assez fréquemment que d'autres (qui ne sont pas les meilleurs) prennent les places au C.N.R.S. J'ai pu observer des exemples, relativement nombreux, de sélection à rebours, les étudiants incapables de réussir aux concours les plus difficiles faisant carrière au C.N.R.S., cependant que les agrégés, victimes de leur succès, se perdaient dans les lycées de province.

À partir du moment où les agrégés ne constituent plus qu'une faible minorité des enseignants du second degré, les examens de licence devraient redevenir ce qu'ils étaient originellement: la garantie d'une culture qui fonde le droit d'enseigner (quitte à créer un examen portant sur les qualités pédagogiques en vue du recrutement des enseignants du second degré). Il ne me paraît pas opportun de rendre les concours de l'agrégation plus faciles ou d'allonger les listes annuelles d'agrégés. L'avantage d'une telle mesure serait au plus d'épargner à quelques candidats une année supplémentaire de préparation. Ce qui s'impose, c'est de rendre à la licence un niveau tel que les licenciés aient effectivement la qualification nécessaire pour enseigner dans les lycées et collèges. À l'heure présente, les professeurs sont détournés des deux tâches d'enseignement qui devraient être essentielles: enseignement de base de vue de la formation de

licenciés parmi lesquels se recruteront les enseignants du second cycle, enseignement proprement scientifique, lié à la recherche au niveau du troisième cycle.

Enfin, les disciplines nouvelles, parfois les plus vivantes qui, n'étant pas enseignées dans les lycées, ne comportent pas d'agrégation, pénètrent difficilement dans les facultés et ont peine à y recruter des étudiants de qualité. Les professeurs de langues étrangères sont nombreux; mais rares, parmi eux, sont les philologues, ou les linguistes, ou les interprètes de la culture. Ethnologie et ethnographie se sont développées en dehors des facultés (au Musée de l'Homme ou à l'École pratique des Hautes Études). De même, les sciences sociales telles que la sociologie ou la psychologie commencent seulement à s'imposer. La licence de sociologie n'a été créée qu'en 1957. Il y a neuf ans, en 1955, le nombre des chaires de sociologie, dans les facultés était encore le même, à une ou deux unités près, qu'un demi-siècle auparavant.

C'est par l'intermédiaire des sciences sociales que l'étude du monde actuel pénètre lentement l'univers des facultés. Le nom d'un auteur vivant ne peut figurer dans le titre d'une thèse d'État. Un historien ne peut prendre pour thème des événements récents aussi longtemps que les documents d'archives ne sont pas ouverts aux chercheurs. Cette exclusion de l'actualité n'est pas acceptable aux sciences sociales qui n'ont la possibilité d'observation directe ou d'expérience qu'en s'attachant aux sociétés actuelles. Or c'est une des caractéristiques les plus évidentes des sociétés modernes que le souci qu'elles manifestent d'une connaissance scientifique d'elles-mêmes. Il serait déplorable que cette connaissance n'eût pas sa place dans les facultés.

Depuis la dernière guerre, le mouvement d'expansion des sciences sociales est indiscutable, vigoureux. Il s'agit moins de l'accélérer que de corriger certaines erreurs. À l'heure présente, le ministère omet souvent d'associer à la création de chaires les dotations budgétaires fautes desquelles le professeur ne dispose pas du minimum de ressources financières indispensables à une activité de recherche. Les sciences sociales demeurent trop dispersées entre les facultés: économie politique d'un côté, statistique d'un autre, sociologie et psychologie d'un troisième. Il est peu probable que l'on parvienne à rompre les barrières entre les facultés, mais il est diverses manières de promouvoir la coopération interdisciplinaire. Enfin, il ne serait pas mauvais que les facultés prissent modèle sur l'Institut d'Études politiques et l'École pratique des Hautes Études en ce qui concerne le recrutement des professeurs. Le va-et-vient entre les métiers d'action

et les métiers d'enseignement, impossible dans les disciplines littéraires traditionnelles, répond tout au contraire à l'intérêt commun quand il s'agit de disciplines qui ont la société actuelle pour objet. Grands fonctionnaires et hommes d'affaires enseignent déjà à l'Institut d'Études politiques et à l'École pratique des Hautes Études. Quand les facultés auront pleinement assumé leurs fonctions nouvelles - préparer les étudiants à diverses activités sociales et non pas seulement à la fonction d'enseignant - elles n'hésiteront pas à s'ouvrir à des hommes qui, pour n'être pas agrégés, feraient comprendre aux jeunes le monde dans lequel ils auront à vivre, autrement, mais pas nécessairement plus mal, que les universitaires qui ne sont sortis du rôle d'étudiant que pour adopter celui de professeur.

Quelles qu'en soient les transformations que les circonstances ont imposées au cours de ces dernières années, l'enseignement, secondaire et supérieur, demeure, pour l'essentiel, ce qu'il était hier: programme, méthodes, exercices, examens, concours subsistent, sinon tels qu'ils étaient, du moins avec leurs caractéristiques majeures inchangées.

Cette remarque n'implique pas de critique. L'enseignement a toujours eu trois fonctions, l'importance relative de chacune d'elles variant avec les degrés de l'instruction et les pays: former l'esprit des jeunes, "socialiser" les futurs membres de la collectivité, équiper les étudiants en vue d'un métier. Les deux premiers degrés, primaire et secondaire, de l'enseignement peuvent ignorer cette dernière fonction, mais non le troisième: les facultés confèrent des diplômes qui assurent aux étudiants l'accès à certaines professions et le droit d'obtenir des postes déterminés(13).

Dans la mesure où l'enseignement secondaire se propose de former l'esprit des élèves et de leur transmettre une culture, il n'y a pas de raison que l'industrialisation exige un bouleversement des programmes ou des méthodes; si l'exercice de version latine était hier une école de rigueur ou de finesse, pourquoi ne le serait-il plus aujourd'hui? Si la société française jugeait utile ou nécessaire à la formation d'un honnête homme le contact avec l'antiquité gréco-latine, pourquoi en irait-il autrement aujourd'hui?

Au fur et à mesure que l'on s'élève vers l'enseignement supérieur, le conservatisme devient plus dangereux, moins défendable. Certes, les universités peuvent nourrir l'ambition de maintenir le type d'homme ou le type d'esprit exemplaire: Oxford ou Cambridge s'y emploient ou y parviennent. Encore faut-il que les programmes se transforment au fur et à mesure des progrès du savoir, et

que l'organisation elle-même répondre aux fonctions multiples que les universités doivent remplir simultanément: formation intellectuelle, formation professionnelle, formation scientifique, recherche. La crise actuelle des universités française tient avant tout au refus de reconnaître la distinction de ces diverses fonctions et à la confusion qui en résulte entre des activités qui sont également légitimes.

Au niveau des deux premiers cycles de l'enseignement supérieur (propédeutique et licence), les étudiants qui, pour la plupart, sont en quête d'une formation professionnelle, se trouvent dans de mauvaises conditions de travail, trop abandonnés à eux-mêmes. Certes, les conditions de travail ne sont pas, dans les universités de province, aussi mauvaises qu'à Paris, mais partout, avec le passage du lycée à l'université, intervient une rupture. L'élève, en changeant de nom (il s'appelle désormais étudiant), acquiert d'un coup l'autonomie. Il fréquente les cours ou les déserte, il établit lui-même son emploi du temps. Avec le déclin des études secondaires et l'augmentation du nombre des étudiants, cette conception libérale de l'étudiant est de moins en moins adaptée aux circonstances actuelles. L'évolution va dans ce sens. Le nombre des assistants, chefs de travaux, maîtres-assistants a été multiplié, il doit l'être encore: les étudiants de licence comme ceux de propédeutique ont besoin d'être encadrés, dirigés, suivis par des enseignants, plus nombreux et plus proches d'eux que les professeurs en titre.

La méthode des cours magistraux (accordée aux épreuves de rhétorique imposées aux agrégations) tient encore trop de place dans l'enseignement des facultés. Ne parlons même pas des cours que les professeurs répètent plusieurs années de suite, sans modification ou presque, et qui, photocopiés, sont à la disposition des étudiants dès le début de l'année. Même les cours originaux sont souvent des compromis imparfaits entre l'enseignement à l'usage des débutants et l'exposé de recherche en cours, compromis rendus inévitables non seulement par le nombre des étudiants mais par l'indistinction entre les deux premiers cycles des facultés et le troisième. Ce dernier, s'il n'était pas absorbé par le baccalauréat supérieur baptisé agrégation, constituerait le foyer de la culture supérieure et de science.

Aux États-Unis, où l'enseignement supérieur est dispersé entre un nombre considérable d'établissements, de programmes et de niveaux divers, la discussion porte sur le rapport entre "formation professionnelle" et "études humanistes". En France, la discussion porte sur le mélange de celles-ci et de celles-là dans une

prétendue culture générale, trop souvent constituée par les restes à demi fossilisés de la culture d'hier.

Il y a quelques années, un grand mathématicien français qui vit aux États-Unis publia un article qui aurait dû avoir un grand retentissement⁽¹⁴⁾. Après avoir constaté et déploré le déclin de la science française dans certaines disciplines, il avait proposé trois réformes fondamentales qu'il n'est pas inintéressant de rappeler:

"D'abord, il faut s'attaquer à une organisation vicieuse qui fait de l'Université de France un monstre hydrocéphale, dont la Sorbonne est la tête difforme et les universités de province les membres exsangues."

L'augmentation du nombre des étudiants a ranimé et ranimera de plus en plus les universités de province. Il y a 1.031 étudiants en sciences, 955 étudiants en lettres à l'université de Besançon, la plus petite de toutes. Ces chiffres n'excluent pas un enseignement valable, à la condition que ces universités acceptent de limiter leurs ambitions aux deux premiers cycles et de se concentrer sur certaines disciplines. Les seize universités du territoire métropolitain ne sont pas trop nombreuses, mais leur uniformité est déplorable. Quant à la monstruosité de la Sorbonne, elle s'est encore aggravé depuis 1955, et aucune des réformes prévues ne touche le cœur du problème: c'est l'université de Paris qu'il convient, une fois pour toutes, de briser. Il y a plusieurs universités à New York ou à Boston.

"En second lieu, il faut changer radicalement le mode de nomination des professeurs. Le mieux serait de s'inspirer du système anglais et de mettre toutes les nominations importantes entre les mains de comités restreints offrant un minimum de garanties d'impartialité et de compétence, comités qui devraient obligatoirement (comme il se fait en Angleterre, avec d'autant plus de soin qu'il s'agit d'une chaire plus importante) consulter largement l'opinion scientifique internationale et en tenir le plus grand compte [...] Notons en passant qu'en Angleterre une visite de candidature serait suffisante pour disqualifier aussitôt un candidat."

Personnellement, ce système me paraîtrait supérieur au système actuellement pratiqué, et je déplore l'intrusion des méthodes académiciennes et politiciennes, des visites et des campagnes, dans les élections universitaires. Je dois constater que la plupart de mes collègues, pour des motifs complexes qu'il serait indiscret d'analyser, aiment ces pratiques et justifieraient leur refus du système suggéré par André Weil en invoquant le risque d'influences occultes. Comme dirait Michel Crozier, la peur du face à face aboutit à la préférence pour l'anonymat de

l'élection à bulletins secrets.

J'ajoute que, dans les disciplines que je connais, dans les facultés de droit et des lettres, je n'ai pas le sentiment que le mode de nomination empêche, en général, la progression des meilleurs. André Weil affirme que, dans les facultés des sciences, la cooptation joue au profit des médiocres.

"En troisième lieu, mais en troisième seulement, il faudrait donner, non aux universités actuelles, mais aux quatre ou cinq grands centres qu'il s'agit de constituer, non seulement les ressources, mais aussi une autonomie financière qui les mît sur le même plan que les grandes universités anglaises, allemandes, américaines, et que notre haut-commissariat de l'Énergie atomique."

Cette proposition vaut avant tout, sinon exclusivement, pour les facultés des sciences. Mais la suggestion, aussi éloignée des réformes possibles aujourd'hui qu'en 1955, nous aide à saisir l'origine profonde de la crise: toutes les universités tendent à être conservatrices; étatisées et uniformes, les universités françaises poussent le conservatisme jusqu'à la caricature. Les professeurs d'idées politiquement révolutionnaires ne sont pas les moins attachés à ce qui est, dans le cadre de leur profession.

Les causes du conservatisme universitaire sont multiples, psychologiques, sociologiques. Les professeurs, comme la plupart des intellectuels, ont volontiers un amour-propre hypertrophié; ils n'aiment pas à dévaloriser les obstacles qu'ils ont franchis, les titres qu'ils ont acquis, le savoir qu'ils possèdent ou qu'ils ont le mérite de répandre. Or, dans l'université, les hommes d'âge sont inévitablement dans les positions de puissance. Ils exercent sur la carrière des jeunes une influence souvent décisive. Si les jeunes ne trouvent pas dans la concurrence des anciens ou des laboratoires ou des universités une chance de libération, ils risquent d'être soumis, non sans dommage, à l'autorité de patrons qui n'ont pas toujours le sens de l'avenir.

En France, rien ne s'oppose à ce conservatisme. Les universités ne sont pas en compétition. Productifs ou stériles, excellents ou médiocres, les professeurs ont des carrières analogues et des traitements égaux. En Allemagne, en Angleterre, aux États-Unis surtout, le professeur qui a du succès auprès des étudiants ou de ses collègues étrangers est le plus souvent "reconnu". Presque toujours une université fera appel à lui.

Certes, la structure ancienne craque de toutes parts et la multiplication des chaires offre aux générations qui montent des chances que n'ont pas eues les générations précédentes. Les universités me semblent se ranimer au fur et à

mesure qu'elles s'élargissent. Mais les réformes fondamentales qui permettraient aux facultés d'accomplir les diverses tâches d'enseignement et de recherche, coordonnées mais séparées, attendent encore un législateur. Peut-être celui-ci trouverait-il parmi les professeurs plus d'appuis que l'on est tenté de le croire aujourd'hui.

(1) Pour la période 20-24 ans, le taux de scolarisation serait de 4,5 en République fédérale allemande, de 6,7 au Danemark, de 3,8 en France, de 9,3 en Norvège, de 4,7 aux Pays-Bas, de 3 au Royaume-Uni, de 12,2 en Suisse, de 12 aux États-Unis. Je reproduis ces chiffres que j'emprunte à une publication de l'O.É.C.D., *Aptitude intellectuelle et éducation* (p. 102), à titre indicatif. Ces statistiques sont incertaines et surtout les différences sont considérables entre les établissements dits d'enseignement supérieur de pays à pays.

(2) Cette proposition est moins vraie pour les facultés des sciences que pour les facultés des lettres.

(3) M. Étienne Gilson, dans des articles parus dans *Le Monde* (21 mars et 17 juin 1947), avait observé qu'en rigueur il n'existait pas d'université constituant une unité organique et vivant d'une vie propre. Il existe des facultés, auxquelles les professeurs se sentent liés. L'université, dont le chef est un recteur qui abandonne l'enseignement lorsqu'il assume sa fonction d'administrateur, n'a guère d'existence:

"Chaque faculté mène sa vie propre, sous un doyen que ses professeurs connaissent parce qu'il partage, avec leur idéal de vie leurs espoirs et leurs inquiétudes, mais l'ensemble des facultés qu'on nomme université n'existe que de nom sous un recteur que les professeurs connaissent beaucoup moins et qui n'intéresse à peu près personne. Choisi par le ministre de l'Éducation nationale pour des raisons où la politique a toujours quelque part, ce haut fonctionnaire cesse d'être un professeur du jour même où il accepte ses nouvelles fonctions, et le seul fait qu'il les ait préférées à l'enseignement le sépare irrémédiablement de ses anciens collègues. En France on ne devient recteur d'une université qu'en sortant de l'université."

(4) La brochure *Coût et développement de l'enseignement en France*, publiée en 1958 par l'Institut national de la statistique et des études économiques, donne pour l'année 1955-1956 les chiffres suivants (p. 13). Dans les classes maternelles et enfantines, le secteur privé recevait 16,9% des enfants, dans les classes primaires élémentaires 15,4%, dans les classes diverses 12%, dans les cours complémentaires 21,7%. Dans l'enseignement secondaire, des sixièmes aux classes terminales, la part du secteur privé était de 32,7%. D'après le *Rapport général de la commission de l'équipement scolaire, universitaire et sportif*, la part du secteur public au niveau de l'enseignement secondaire (classes de sixième et de cinquième) devrait au cours des prochaines années passer de 71 à 77%.

(5) En 1936-37, il y avait 28.806 élèves en classes de sixième dans les sections classiques ou modernes des lycées. Ce chiffre passe à 36.531 en 1942-43, à 65.830 en 1950-51. Il a donc plus que doublé avant que se fasse sentir l'influence du facteur démographique. Par rapport au total des enfants, les élèves des lycées et collèges représentent un pourcentage de 4,3% en 1936-37, de 10,6 en 1950-51, de 18 en 1960-61. Si l'on tient compte de l'ensemble des établissements du degré secondaire, le taux de scolarisation atteint 50% en 1960-61, avec (en milliers) 147,9 dans les lycées de l'enseignement public, 157,2 dans les collèges d'enseignement général, 102,4 dans le secteur privé, soit 407,5 sur 824 enfants de 11-12 ans.

(6) Au 30 juin 1961, il y avait 204.509 étudiants inscrits dans les diverses facultés (33.643 dans les facultés de droit, 68.062 dans les facultés des sciences, 63.163 dans les facultés des lettres, 30.587 dans les facultés de médecine, 8.697 dans les facultés de pharmacie, 366 dans la faculté de théologie de Strasbourg). L'université de Paris, à elle seule, reçoit plus du tiers du total (72.449). Le pourcentage parisien est particulièrement fort en droit (14.358 sur 33.634), faible en sciences (19.319 sur 68.062). Les effectifs universitaires étaient (en milliers) de 42,6 en 1924-25, 67,2 en 1934-35, 117,2 en 1947-48, 143,9 en 1955-56. Le mouvement vers l'enseignement supérieur s'est accéléré depuis la guerre, les générations plus nombreuses d'après-guerre n'ayant pas encore atteint le niveau des universités.

(7) En mai 1962, la section permanente du Conseil de l'enseignement supérieur vient d'admettre que les élèves de l'École normale supérieure puissent ne pas préparer l'agrégation, sous réserve d'approbation de la commission des études.

(8) "En France, après avoir quadruplé entre 1936-37 et 1943-44, la proportion des enfants de la classe ouvrière accédant à l'enseignement secondaire (par rapport au nombre total des enfants entrant annuellement dans les classes secondaires) a relativement diminué, se stabilisant aux environs de 12% depuis 1946, c'est-à-dire dans une période où la fréquentation scolaire totale augmentait considérablement." Jean Floud, "Rôle de la classe sociale dans l'accomplissement des études", in *Aptitude intellectuelle et éducation* (Paris, O.C.D.E., 1962), p. 100. [Il s'agit d'un rapport sur la conférence organisée par le bureau du personnel scientifique et technique, en collaboration avec le ministère suédois de l'Éducation nationale à Kungälv, Suède, du 11 au 16 juin 1961.] La revue *Population* [XVII (1962), 9-28] a publié le résultat d'une enquête sur l'ensemble des élèves des classes de sixième qui confirme le jugement de Mme Floud. Parmi les élèves des classes de sixième des lycées classiques et modernes, les fils de cultivateurs représentaient 1,7% en 1936-37; ce pourcentage s'élève 8,2 en 1943-44, mais il retombe à 6,8 en 1956-57. De même le pourcentage des fils d'ouvriers monte de 2,7 en 1936-37 à 14,5 en 1943-44, mais il se retrouve à 12,3 en 1956-57.

(9) "Le nombre des étudiants fils d'agriculteurs représente 2% de la population active agricole, le nombre des fils d'ouvriers 0,8% de la population active ouvrière, le nombre d'enfants des professions libérales et des cadres supérieurs 86%. C'est-à-dire que les enfants de cette dernière classe sociale ont cent fois plus de chances d'accéder aux universités que les fils d'ouvriers et environ cinquante fois plus que les fils d'agriculteurs." Jean Terrez, "Inégalités régionales des possibilités d'accès à l'éducation", in *Aptitude intellectuelle et éducation*, op. cit. p. 79.

(10) Dans le *Rapport général de la Commission de l'équipement scolaire, universitaire et sportif* (Paris, Imprimerie nationale, 1961), p. 176, on trouve la statistique suivante: dans l'enseignement public du second degré, classique et moderne, le nombre total des enseignants s'élevait en 1960-61 à 33.571 (14.894 hommes et 18.677 femmes) parmi lesquels 7.260 agrégés, 20.156 certifiés.

(11) *Le Monde*, 21 mars 1947.

(12) À coup sûr, la nocivité des agrégations est inégale. Dans la mesure où la licence est trop facile et ne garantit pas une formation solide les années supplémentaires de préparation à l'agrégation sont nécessaires. Les spécialistes d'études anciennes (grec et latin) sont particulièrement attachés à l'agrégation - ce qui s'explique aisément. L'agrégation répond à la nature même de la culture humaniste. Latinistes et hellénistes ont besoin d'aller au-delà des connaissances acquises au niveau de la licence. Entre ce qui est la préparation à l'agrégation des lettres et ce qui serait la préparation à la recherche, l'écart est moindre que pour les autres disciplines.

(13) La répartition des étudiants entre les diverses facultés doit répondre aux besoins sociaux. Des modifications sont intervenues au cours de ces dernières années. En science, le nombre des licenciés d'enseignement est passé de 2.000 à peine en 1950 à 3.700 en 1959, à 4.700 en 1960. En 1949, parmi les étudiants français, 30% se trouvaient dans les facultés de droit, 26% dans les facultés des lettres, 18% étudiaient les sciences et la technique, 26% la médecine et la pharmacie. En 1959, les quatre chiffres sont respectivement 18, 28, 34 et 20. Les sciences attirent 34% des étudiants contre 18% dix ans auparavant (*Rapport général, op. cit.*, p. 70).

(14) André Weil, Science française, *La Nouvelle Revue française*, III (1955), 95-109.

Les projets Fouchet. I. - Les débats sur la réforme

Le Figaro
1er octobre 1964

Les universitaires s'accordent entre eux et avec les non-universitaires sur un point, mais sur un point seulement: la nécessité de réformes. Dès que l'on s'interroge sur la nature de ces réformes, les controverses, parfois passionnées, se déchaînent. Les uns jugent qu'il y a trop d'examens et de concours, d'autres, parfois les mêmes, critiquent la disparition de l'examen probatoire (autrefois première partie du baccalauréat) et de la propédeutique. On dénonçait la "loterie" du baccalauréat, on redoute désormais l'arbitraire des décisions prises par les conseils de classes. D'aucuns déploraient l'allongement de la durée des études, mais on dénonce la formation au rabais qui sera donnée en deux ans aux futurs enseignants du second degré. La propédeutique est déjà regrettée, hier elle avait généralement mauvaise réputation. M. Fouchet pourrait emprunter aux réquisitoires des uns des arguments pour répondre aux réquisitoires des autres.

C'est donc sans illusion que je dirai, à mon tour, les réserves ou les inquiétudes que m'inspire l'actuel projet.

D'abord et avant tout, comment ne pas regretter le lancement, publicitaire et prématuré, d'une réforme d'ensemble, dont seules les grandes lignes sont dessinées? Si l'on supprime l'examen probatoire, il faudra réorganiser l'enseignement dans les trois classes terminales du second degré. Comment seront réparties les matières? La philosophie sera-t-elle enseignée dès la classe de première? Combien d'épreuves écrites et orales comportera un baccalauréat équivalent des deux examens antérieurs? Les difficultés, pour ne pas être insurmontables, n'en sont pas moins énormes. Ou bien ce baccalauréat unique comportera un tel nombre d'épreuves qu'il en deviendra démesuré (ce qui est l'hypothèse la plus probable), ou bien certaines disciplines ne figureront pas à l'examen, ce qui, dans le climat français, incitera les élèves à les négliger. Les enseignants, victimes de cette perte de prestige, protesteront et ne manqueront pas d'obtenir quelque satisfaction: le premier terme de l'alternative est donc plus probable que le second.

Le projet actuel tente un compromis entre deux modes de sélection: "l'orientation" à la fin de la troisième, "l'autorisation de passage" à la fin de la

première relèveront du conseil de classe. Des jurys extérieurs aux établissements du second degré examineront les candidats au baccalauréat. De plus, les bacheliers entreront dans l'enseignement supérieur ou en seront exclus selon les notes obtenues. Une telle combinaison fait l'unanimité dans l'opposition.

Nul ne sait comment fonctionnera le système d'orientation à l'entrée de la seconde. Nul ne sait davantage si les conseils de classes seront sévères ou indulgents. Ne seront-ils pas plus sévères dans les lycées les plus encombrés? Au reste, les élèves qui n'auront pas obtenu "l'autorisation de passage" garderont la ressource de se présenter au baccalauréat après une année de préparation dans une institution privée, à condition, évidemment, que les parents disposent de l'argent nécessaire. Le barrage à la fin de la première n'arrêtera guère les enfants des milieux privilégiés.

Quant à la distinction entre deux catégories de bacheliers, ceux qui seront admis et ceux qui ne seront pas admis dans l'université, elle me paraît injustifiable. Quand on connaît l'écart entre les notes attribuées à un même devoir par deux correcteurs d'égale bonne volonté, on ne peut croire qu'un tel système soit jamais mis en application ou, à supposer qu'il le soit, qu'il résiste longtemps à l'expérience.

Deux réformes étaient logiquement concevables. Ou bien on s'efforçait de réduire l'importance, symbolique et professionnelle, du baccalauréat en le rapprochant de ce qu'il est dans la plupart des autres pays, à savoir un simple certificat de fin d'études secondaires. En cette hypothèse, il convenait de réduire le nombre des postes administratifs auxquels seuls les bacheliers ont le droit de prétendre et il convenait également d'établir une distinction entre un tel certificat et le droit d'accès à l'enseignement supérieur. Ou bien, au contraire, on se proposait de "revaloriser" le baccalauréat et, en supprimant la propédeutique, de le consacrer comme le premier grade universitaire authentique. Officiellement, la réforme tend à cette "revalorisation", mais je crains qu'elle n'aboutisse à un résultat exactement contraire. Les conseils de classes seront moins rigoureux que les jurys de l'actuel examen probatoire. Il y aura donc plus de candidats au baccalauréat unique qu'à l'actuelle seconde partie. La proportion des reçus risque fort de rester la même. Quant aux "mauvais" bacheliers qui, en théorie, ne seront pas admis à l'université, ils ne manqueront pas de protester ou de tenter plusieurs fois leur chance, puisque une telle possibilité semble être envisagée.

De toutes les solutions possibles, dont chacune comporte avantages et inconvénients, celle qui a été retenue pourrait être la pire. Je n'ai pas le sentiment

de critiquer pour le plaisir facile de critiquer, j'ai le sentiment que le projet actuel part d'idées justes mais que les moyens choisis ne conduisent pas au but.

D'un côté, on voulait réduire le nombre des élèves qui vont jusqu'au bout de l'enseignement du second degré non parce qu'ils ont le goût de ce genre d'études mais parce qu'ils n'aperçoivent pas d'autre voie et que le baccalauréat conserve un prestige social: d'où l'idée d'une orientation à la fin de la classe de troisième. Malheureusement, l'orientation à ce niveau demeure un vœu pieux ou un thème de discours si des établissements ne sont pas créés en vue d'un enseignement d'autre nature, plus technique ou plus pratique. Il ne suffirait même pas de créer ces établissements, il faudrait encore convaincre les familles que l'enseignement appelé jadis secondaire n'est ni le seul valable ni le seul qui permette la promotion sociale.

Les statistiques révèlent un écart considérable entre le nombre des étudiants inscrits en propédeutique et le nombre des licenciés, trois ou quatre ans plus tard. La signification du phénomène est, en fait, mal connue. Les enquêtes nécessaires n'ont jamais été menées sérieusement. On ignore quelle est la part respective, dans cet écart, des pseudo-étudiants (qui se sont inscrits et n'ont jamais fait réellement des études), des doubles inscriptions et des abandons provoqués soit par le manque de ressources soit par des échecs aux examens. Comme, de toute manière, le nombre des inscrits en propédeutique augmente rapidement, un autre objectif de la réforme est de ralentir le gonflement des effectifs, surtout dans les facultés des lettres, vers lesquelles se dirigent beaucoup de bacheliers sans vocation particulière, qui redoutent les difficultés des études de sciences ou de médecine.

Là encore, la conception initiale de la réforme est juste, mais le mode de sélection (les "bons" et les "mauvais" bacheliers) est arbitraire, et les autres enseignements, au-delà du baccalauréat et en dehors de l'université, existent à peine. Que seront ces instituts de formation des cadres moyens, pour employer le langage courant?

Dans ces conditions, la mise en application de la réforme, telle qu'elle est actuellement prévue, me semble dangereuse. La réorganisation des classes terminales ne répond ni à une nécessité pédagogique ni à une urgence administrative. Mieux vaudrait mettre en place les nouvelles institutions avant de bouleverser les institutions existantes.

Les projets Fouchet (1). II. - L'enseignement supérieur

Le Figaro
2 octobre 1964

Il est difficile de prévoir les résultats que donneront, dans l'enseignement du second degré, les réformes dont le ministre de l'Éducation nationale a indiqué les grandes lignes (orientation à l'entrée en seconde, suppression de l'examen probatoire et de la propédeutique). Du moins est-il possible de deviner les intentions des réformateurs. En ce qui concerne l'enseignement supérieur, j'ai peine à saisir la conception d'ensemble qui, seule, donnerait un sens aux diverses mesures.

Une seule idée apparaît clairement: les études seraient trop longues et la date de l'entrée dans la vie serait artificiellement retardée pour de nombreux jeunes gens. Telle est, probablement, la justification de la formule de la licence en deux ans, c'est-à-dire deux ans après le baccalauréat. Comme les meilleurs étudiants continueront leurs études au-delà de cette licence expéditive, comme les titulaires de cette licence constitueront la masse des enseignants du second degré avant les classes terminales, les professeurs de ce qui fut l'enseignement secondaire auront, pour la plupart, une culture du niveau de l'actuelle propédeutique (du moins dans les facultés des lettres).

L'afflux des jeunes dans l'enseignement du second degré, court et long, ne permettait pas de maintenir les exigences d'hier. Il aurait été difficile de trouver des "agrégés" ou des "capétiens" pour toutes les classes du second degré. Mais la licence en deux ans, sans propédeutique, va bien au-delà de l'abaissement inévitable. Pour atténuer les conséquences d'une telle réforme, il faudrait au moins prévoir que ces licenciés recevront une formation pédagogique qui faisait et fait encore défaut aux titulaires des titres les plus élevés.

Après la licence, deux voies s'ouvriront: celle de l'agrégation et celle d'un examen (ou concours) non encore défini qui, d'après les expressions employées, serait l'équivalent de la "maîtrise", *Master's degree* des universités anglo-saxonnes. Or, cette conception peut avoir deux significations exactement opposées. À l'heure présente, les universitaires sont divisés sur le problème central de l'agrégation. Une école demeure passionnément attachée à ce concours, qui assurait la sélection d'une élite nationale, qui maintenait la

communication entre lycées et universités, qui prévenait l'arbitraire et symbolisait une culture générale. (Je parle ici des seules agrégations des facultés des lettres.) Une autre école juge qu'un concours difficile, de caractère surtout rhétorique, répond de moins en moins aux besoins actuels, au moins dans certaines disciplines. Trop ardu s'il a pour fonction le recrutement des professeurs de lycée, il ne révèle pas les qualités proprement scientifiques. Il va sans dire qu'il s'agit là de deux tendances et que beaucoup de mes collègues adoptent des positions intermédiaires et conçoivent diverses méthodes pour rénover l'agrégation et l'adapter aux nécessités propres de chaque discipline.

La création récente du troisième cycle a été une concession faite aux "modernistes", en majorité peu favorables à l'agrégation. À la Faculté des lettres de Paris, les professeurs de lettres (français, latin, grec) ont été, en très grande majorité, farouchement hostiles aux thèses de troisième cycle, de même qu'ils défendent vigoureusement la formule de l'agrégation. Rien ne prouve, d'ailleurs, que le système le meilleur doive être le même dans toutes les disciplines.

La maîtrise doit-elle se situer au même stade que l'agrégation? En ce cas, elle sera interprétée comme l'interdiction d'un passage direct de la licence au troisième cycle et représenterait une revanche de l'école "traditionnelle". Mais elle peut aussi être conçue comme un examen ou concours différent de l'agrégation et du Capes, dans lequel un travail personnel (équivalent du diplôme d'études) tiendrait une grande place: en cette hypothèse, elle marquerait un nouveau succès des "modernistes". Il se peut, enfin, que les réformateurs de la rue de Grenelle n'aient pas choisi entre ces deux interprétations, ignorent ce que sera la maîtrise et n'aient pas encore précisé les droits respectifs des "agrégés" et des "maîtres".

Je l'ai écrit hier: tout projet de réformes aurait été critiqué, mais je crois que ce projet est particulièrement critiquable, parce qu'il a été présenté au public avant d'avoir été élaboré et que le ministre semble désireux de l'appliquer ayant même que l'opinion soit en mesure d'en apprécier les buts et les conséquences.

Le baccalauréat ne sera pas revalorisé par la suppression de l'examen probatoire, il sera, selon toute probabilité, encore plus dévalorisé. Si l'on supprime la propédeutique, une licence de lettres en deux ans, accordée aux moins brillants des bacheliers admis en faculté, est dérisoire. La juxtaposition, dans le deuxième cycle de l'enseignement supérieur, de l'agrégation et de la maîtrise, va créer des tensions supplémentaires. Lequel des deux titres sera tenu pour le plus prestigieux? Dans quelle voie s'engageront les meilleurs étudiants?

Dès maintenant, les jeunes agrégés enseignent dans les classes terminales des lycées, en propédeutique ou dans le premier cycle de l'enseignement supérieur en tant qu'assistants ou maîtres-assistants. Dans la mesure où les agrégés entrent dans les facultés sans passer par les lycées, ce qui est parfaitement légitime, l'agrégation n'est plus un concours spécialement destiné au recrutement des professeurs du second degré. On ne saurait donc distinguer l'agrégation - sélection d'enseignants - et la maîtrise - sélection de "chercheurs".

Il reste une hypothèse qui me paraît à la fois sensée et improbable: que, selon les disciplines, le deuxième cycle de l'enseignement supérieur comporte un concours du style actuel de l'agrégation et un examen ou concours d'un tout autre style. Hypothèse sensée puisqu'elle serait le premier pas dans la voie d'une différenciation de l'enseignement supérieur selon les matières. Hypothèse improbable, malheureusement, à cause de la centralisation administrative et de la tradition des mandarins. Où situer les "maîtres" par rapport aux "agrégés" dans la "grille" nationale des traitements? Quelles obligations imposer, quels privilèges reconnaître aux uns et aux autres? Je souhaite, sans parvenir à y croire, qu'agrégation et maîtrise fassent bon ménage et que la part respective de l'une et de l'autre varie selon les disciplines et peut-être même les universités.

Cette différenciation est contraire à nos habitudes nationales, à notre système de valeurs. Le concours est considéré comme le mode juste, idéal, de sélection. Toute autre méthode passe pour arbitraire parce qu'on se méfie des hommes, de leurs préjugés et de leurs humeurs. Il n'y a pas des universités. Il n'y a qu'une Université, énorme, monstrueuse, administrée d'en haut. Toute réforme doit être appliquée d'un bout à l'autre du pays. Si l'on crée une maîtrise à la Faculté des lettres de Paris, il faudra en créer une, également, dans toutes les autres facultés des lettres de France. Comment s'étonner, dans ces conditions, que l'on en soit au cinquième baccalauréat en quelques années? Que chaque projet soulève immédiatement l'opposition des enseignants et des familles?

Concevoir des réformes applicables à tous les lycées et à toutes les universités de France, légiférer pour une génération entière de jeunes Français, les difficultés et les périls de la tâche doivent inciter les critiques à l'indulgence. Mais ils devraient aussi inciter les réformateurs à la prudence.

(1) Voir "Le Figaro" du 1er octobre.

Le plan Fouchet et l'enseignement du second degré

Le Figaro
4 juin 1965

Le plan Fouchet a été évidemment critiqué par les associations professionnelles d'enseignants, par les associations de parents d'élèves, mais la critique a été, dans l'ensemble, modérée. Si cette modération suffisait à démontrer les mérites des réformateurs, ces mérites seraient, en l'occasion, démontrés. Malheureusement, j'incline à une autre interprétation, moins optimiste, de l'accueil fait aux projets ministériels.

Les porte-parole officiels commencent tous leurs discours par les formules aujourd'hui à la mode et, en un sens, incontestables: "Les structures craquent de toutes parts... L'enseignement doit suivre son époque... Il faut adapter méthodes et programmes à l'accumulation des connaissances, au rythme sans précédent des transformations, à l'afflux des élèves dans les lycées..." Qui ne souscrirait à de tels propos, dont la vérité s'impose avec d'autant plus d'évidence que la portée en est plus équivoque? En quoi consiste l'"adaptation"? Quelles sont "les structures qui craquent"? Quel rapport y a-t-il entre la civilisation technique et la suppression de l'examen probatoire ou le rétablissement de l'oral au terme de la classe terminale?

Malgré tout, les affirmations initiales sur la nécessité de "réformes profondes" impressionnent les auditeurs; elles réalisent, pour reprendre le jargon à la mode, "une mise en condition". Enseignants, parents d'élèves, députés sont vaguement inquiets et craignent des bouleversements imprévisibles. Nous sommes tous, et plus encore les enseignants, accoutumés à ce qui est. Même insatisfaits du présent, nous redoutons le changement plus que la permanence. Si, donc, le premier ministre annonce solennellement qu'il accomplit une véritable révolution sociale et pédagogique, alors qu'en fait il modifie assez peu l'organisation actuelle, il a les meilleures chances de ne pas déchaîner la tempête. Tous les spécialistes craignaient pis. Le ciel ne s'écroule sur la tête de personne, chacun éprouve un lâche soulagement, sans honte.

Il est d'autant plus difficile d'élever le ton que sur plusieurs points essentiels, méthodes pédagogiques, orientation à l'entrée en seconde, conditions d'entrée en faculté, instituts de formation technique supérieure, "maîtrise" en second cycle

de l'enseignement supérieur, les projets ministériels n'ont pas encore été révélés au public. Or la réforme actuelle de l'enseignement du second degré ne prendra son sens véritable qu'une fois élaborée la réforme de l'enseignement supérieur.

Une fois admis que la montagne a accouché d'une souris et que le "nouvel enseignement" risque de ressembler comme un frère à celui d'hier et d'aujourd'hui, il reste à savoir si les "réformes" représentent, en gros, un progrès et surtout lesquelles de ces réformes pourraient ou devraient être modifiées à leur tour.

Personnellement, je pense que la suppression de l'examen probatoire a été une erreur. Dans le climat français, les matières qui ne figurent pas aux examens sont négligées par la plupart des élèves (ou des familles). Or les matières scientifiques ne figurent plus au baccalauréat littéraire; elles risquent donc, même en classe de seconde et de première, de ne pas recevoir l'attention qu'elles méritent. Les conseils de classe interdiront-ils aux élèves qui réussissent brillamment en lettres d'accéder à la classe terminale à cause de notes insuffisantes en mathématiques ou en physique? Nous savons tous qu'il n'en sera rien.

La suppression de l'examen probatoire rend inévitable la décadence de l'enseignement scientifique dans la section littéraire, et, je le crains, la décadence de l'enseignement littéraire dans la section scientifique. À cet égard, la réforme va, me semble-t-il, à contre-courant des nécessités de notre époque, au moins pour les meilleurs élèves.

On objectera que la section B, qui commence en classe de première, est destinée aux élèves qui ont besoin tout à la fois d'une formation littéraire et d'une formation scientifique et, en particulier, à ceux qui s'orientent vers les sciences sociales ou humaines. Personnellement, je ne crois pas aux avantages de cette section. La probabilité, tout d'abord, est que celle-ci demeure une parente pauvre: les bons élèves iront soit vers la classe de philosophie (première A), soit vers les classes terminales C et D (surtout C), c'est à dire vers les deux sections qui représentent les options classiques, littéraire ou scientifique.

De plus, l'introduction de l'économie politique et du droit en classe de première ou en classe de terminale est une expérience qui, admettons-le, mérite d'être tentée, mais on ne sait ni de quels enseignants on dispose ni quels seront les programmes. J'ajoute que cette innovation ne contribuera nullement à favoriser un meilleur recrutement des spécialistes en sciences sociales. Ce recrutement tend à s'améliorer depuis quelques années parce que des jeunes

formés soit aux disciplines scientifiques (polytechniciens), soit aux disciplines littéraires (agrégés de philosophie) sont attirés par l'économie, la sociologie, l'ethnologie.

Un des objectifs attribués à la réforme est la "démocratisation", l'accession à l'enseignement secondaire d'un nombre croissant d'enfants venus de milieux ouvriers ou paysans. La démocratisation ainsi conçue ne dépend que dans une mesure limitée des institutions, programmes ou sections. La condition première en est la transformation des *collège d'enseignement général*, ce qui prendra du temps, et la transformation des méthodes pédagogiques, ce qui demandera plus de temps encore. Dans l'immédiat, une section moderne sans latin est une réforme heureuse, puisqu'elle pourra accueillir les élèves des collèges d'enseignement général. Mais l'obligation d'une deuxième langue vivante (même si on élimine l'idée farfelue d'une troisième) risque de constituer un obstacle.

Je l'ai dit: la réforme n'est pas révolutionnaire au point qu'elle ne puisse, à l'expérience, être progressivement améliorée. Je crois pourtant qu'elle est fondée sur quelques conceptions fausses, par exemple, une classe terminale littéraire sans aucun enseignement scientifique. Curieusement, nos réformateurs, si soucieux d'invoquer l'adaptation nécessaire au monde moderne, ne se sont pas aperçus que ces idées étaient aussi réactionnaires, c'est-à-dire appartenaient au passé. En revanche, eux-mêmes sont bien de notre époque, dite d'accélération de l'histoire, puisqu'ils veulent appliquer les réformes dès l'an prochain, avant même d'en avoir sérieusement envisagé toutes les conséquences.

Avant la réforme de l'enseignement supérieur

Le Figaro
2 août 1965

La réforme de l'enseignement du second degré a été critiquée de toutes parts, mais avec modération, parce qu'elle était peu révolutionnaire, en dépit des déclarations officielles. Elle se bornait à une réorganisation des diverses sections et des horaires sans toucher à la pédagogie, sans préciser même les programmes. Que deviendra l'enseignement traditionnel du second degré, celui qu'on appelait jadis enseignement secondaire, dès lors qu'il est donné non plus à 10% mais à 35% de chaque classe d'âge? Nul ne le sait ou, plus exactement, le Premier ministre lui-même a fait état de son expérience à la tribune du Parlement: cet enseignement s'est grandement détérioré. La réforme récente ne touche pas aux causes de cette dégradation, qui, selon toute probabilité, va se poursuivre.

La réforme de l'enseignement supérieur qui est actuellement en préparation ne pourra pas éluder certains des vrais problèmes et, cette fois, l'opinion publique ne pourra pas rester indifférente aux solutions qui leur seront données.

Le système en voie d'organisation comporte une orientation ou sélection à deux moments: à la fin de la classe de troisième, les enfants seraient dirigés soit vers le cycle long, qui conduit au baccalauréat, soit vers le cycle court, soit vers le travail immédiat. On admet, à titre d'hypothèse, que 35% des enfants s'engageraient dans la première voie, 40% dans la seconde, 25% dans la troisième. En fait, ces pourcentages resteront théoriques faute d'écoles professionnelles ou techniques susceptibles de donner un complément de formation aux 45% destinés au cycle court.

Le deuxième moment de sélection ou d'orientation se situera après le baccalauréat: là encore, deux voies sont prévues, celle des grandes écoles ou facultés, d'une part; celle des instituts de formation technique supérieure, qui d'après le dernier état des projets, seraient intégrés aux universités elles-mêmes mais se distingueraient des facultés. La distinction de ces deux voies implique, de toute évidence, une sélection à l'entrée des facultés. Si ces dernières demeurent ouvertes à tous les bacheliers, combien choisiront volontairement les instituts sans passé, donc sans prestige?

Or dans le numéro de juillet du *Courrier de la République*, un article, en lui-même intéressant, dénonce à l'avance l'idée d'une sélection à l'entrée des facultés. L'argumentation est résumée dans la phrase suivante: "Toute forme de

numerus clausus présente plus d'inconvénients que d'avantages et ne peut être introduite dans le contexte actuel qu'au détriment des moins fortunés. La lassitude de nombreux professeurs d'université, aux prises avec une marée montante de médiocres, peut bien s'accorder parfois avec la logique normalienne de M. Pompidou pour limiter de façon draconienne l'accès des universités: ce malthusianisme nous engagerait dans une voie rétrograde". À quoi je répondrai simplement que la démagogie de cet article nous entraîne dans une voie sans issue.

Commençons par rappeler quelques faits qui, pour n'être connus que des initiés, n'en ont pas moins une importance décisive. *Personne ne connaît le nombre exact des étudiants français, même à 20% près.* Le *Courrier de la République* indique les chiffres qui figurent dans les statistiques: 400.000 à la rentrée prochaine, 600.000 d'ici à cinq ans. Mais il s'agit là des étudiants inscrits, non des étudiants réels, or l'écart est considérable. Jusqu'à présent, les statistiques étaient établies de telle manière que le même étudiant pouvait être compté deux fois: par exemple, une fois en tant qu'élève aux Hautes Études Commerciales, une fois en tant qu'étudiant à la Faculté des Lettres ou à la Faculté de Droit. De plus et surtout, on constate, chaque année, que le nombre des étudiants qui se présentent aux examens est largement inférieur à celui des étudiants inscrits. Aucune étude d'ensemble n'a encore donné aux pouvoirs publics quelques-unes des connaissances indispensables à des décisions raisonnables: les étudiants inscrits qui ne se présentent pas aux examens ont-ils jamais tenté de faire des études régulières ou voulaient-ils seulement obtenir les avantages liés à la carte d'étudiant? Ont-ils été freinés dans leurs efforts par les difficultés financières? Combien d'entre eux se sont arrêtés à mi-chemin avec un, deux ou trois certificats de licence? Que sont devenus les étudiants qui ont quitté l'université sans aucun des grades qui sanctionnent normalement la réussite?

Le *Courrier de la République* écrit, après tant d'autres, que le rendement des universités, en Allemagne et en Angleterre, est double de celui des nôtres. En ce qui concerne l'Angleterre, le rendement, estimé d'après le rapport entre le nombre des étudiants qui entrent à l'université et celui des étudiants qui en sortent avec un diplôme dépasse 80%. Selon ce mode de calcul, ce rendement serait supérieur au double du rendement des universités françaises. Mais, d'après mon expérience directe et celle de beaucoup de mes collègues, le rendement des universités françaises n'est pas aussi faible qu'il le semble. Je n'ai pas connu tant de véritables étudiants, fréquentant les cours et les travaux pratiques, qui aient

été incapables d'obtenir une licence complète. Il se peut que, dans certaines disciplines, il en soit autrement et que le pourcentage des échecs parmi les véritables étudiants soit élevé.

Quoi qu'il en soit, plus on souligne "la médiocre productivité" de notre enseignement supérieur, plus on devrait en conclure à la nécessité d'une sélection à l'entrée des facultés. Si nos facultés sont incapables d'encadrer convenablement aujourd'hui 400.000 étudiants, par quel miracle fera-t-on surgir, d'ici à cinq ans, l'encadrement des 600.000 étudiants que l'on prévoit? Une année de propédeutique ou deux années d'une licence accélérée donnent-elles le meilleur complément de formation aux bacheliers qui voudront étudier un ou deux ans de plus avant de prendre un métier?

Je ne dis pas que les jeunes ayant été reçus à l'examen propédeutique ou ayant obtenu quelques certificats de licence ont perdu leur temps à l'université ou qu'ils n'ont pas trouvé d'emploi. La représentation d'un "prolétariat intellectuel" ou de "diplômés en chômage" appartient à un autre temps ou à d'autres pays. La France peut, dans le secteur tertiaire, employer des demi-diplômés.

Le problème n'est pas pour autant résolu, car les ressources en crédits et en maîtres sont de plus en plus rares et il s'agit d'en faire le meilleur usage. De même que l'enseignement du second degré est progressivement ruiné parce qu'on s'efforce vainement de donner à un nombre croissant de jeunes et sans modifier les méthodes et sans y consacrer les moyens nécessaires, même on ruinera l'enseignement supérieur si l'on se refuse à une sélection à l'entrée des facultés – sélection que pratiquent l'Union soviétique aussi bien que les États-Unis chacun de ces deux pays dans son style propre. Il va sans dire que cette sélection n'exclut pas un effort, surtout dans la région parisienne, pour améliorer l'organisation des universités, mais il est démagogique de disqualifier l'indispensable sélection en la baptisant *numerus clausus* et invoquant l'alibi facile de démocratisation.

Avant la réforme de l'enseignement supérieur. Sélection et démocratisation

Le Figaro
3 août 1965

Dès que l'on suggère orientation ou sélection⁽¹⁾, on se heurte à l'objection classique: démocratisation. L'objection comporte certes une part de vérité. Supposons que, après la classe de troisième, on ne retienne dans l'enseignement long que 35% des jeunes: les victimes de cette sélection ne seraient-elles pas "les enfants des milieux les plus humbles, ceux auxquels leurs familles ne peuvent payer ni "les petits cours" à 20 francs l'heure ni des "positions de repli dans l'enseignement privé"? Il se peut, mais ce que les rédacteurs du *Courrier de la République* omettent de dire, c'est l'avantage qu'auraient "les enfants des milieux les plus humbles" à poursuivre les études du cycle long s'ils restent à la traîne des classes ou s'ils finissent par échouer à l'examen.

Rien n'est plus facile que de comparer les pourcentages des diverses catégories socio-professionnelles dans la population globale d'une part, dans la population universitaire d'autre part. Fils de paysans ou d'ouvriers ne constituent qu'un pourcentage très faible des étudiants. Pour cent enfants d'ouvriers, 1,4 accède à l'université; pour cent enfants de parents appartenant aux professions libérales ou aux cadres supérieurs, le pourcentage s'élève à 58,5. L'inégalité des aptitudes inscrites dans le patrimoine héréditaire est incontestable; l'inégalité de réussite des enfants à l'intérieur d'une même famille le prouve. Mais tout aussi incontestable, d'après les statistiques, est l'influence des conditions sociales sur les chances scolaires des enfants. Nul ne croira sérieusement que le pourcentage des individus aptes aux études supérieures soit, en fonction du seul hasard génétique, aussi élevé parmi les enfants des "cadres supérieurs", aussi faible parmi les enfants de milieux ouvriers.

À partir de ces deux évidences - les inégales aptitudes des individus en fonction du patrimoine héréditaire, les déterminants sociaux des carrières scolaires et universitaires - les recherches et les débats commencent. En effet, les "déterminants sociaux" sont multiples, difficiles à séparer et certains d'entre eux ne peuvent être éliminés. Jusqu'à présent, les meilleurs établissements du second degré, les lycées, se trouvent dans les villes et ils sont fréquentés surtout par les enfants de la bourgeoisie, grande ou moyenne. Le recrutement des élèves des

lycées s'est élargi, mais le pourcentage des fils d'ouvriers ou de paysans n'a pas augmenté sensiblement durant ces dernières années.

Je souscris pleinement aux réformes qui tendent à réduire l'écart entre les divers établissements du second degré, à multiplier les collèges d'enseignement secondaire, afin que l'actuelle "ségrégation scolaire" n'intervienne pas prématurément. Mais je ne suis nullement assuré qu'il doive en résulter une démocratisation rapide au sens où le mot est d'ordinaire compris, c'est-à-dire une diminution de l'inégalité de représentation des diverses catégories socio-professionnelles parmi les étudiants.

En effet, l'obstacle à la démocratisation n'est pas créé seulement par la répartition géographique des établissements, par l'inégale qualité des collèges ou des lycées: pour des raisons presque évidentes les résultats scolaires obtenus par les élèves dépendent, en une mesure importante, du climat familial. Pour réussir *aussi bien* qu'un fils de professeur, un fils d'ouvrier doit être génétiquement *beaucoup plus doué* que lui. Juste ou injuste, cette inégalité devant l'instruction existe dans tous les régimes, elle peut être atténuée, non être éliminée. Il est bon que cette inégalité initiale ne soit pas oubliée, mais il est démagogique de l'évoquer en toutes circonstances pour refuser la sélection. Car le refus de la sélection ne contribue nullement à supprimer les conséquences de cette inégalité initiale, il risque même, en certains cas, de les aggraver.

Les enseignants, qui sont en majorité d'opinion démocratique, se divisent, les uns frappés par les faits statistiques que nous avons brièvement rappelés, les autres convaincus qu'il n'y a pas de méthode plus conforme à l'idéal démocratique que les compétitions dans lesquelles "les meilleurs gagnent". Les uns et les autres ont à la fois raison et tort. Les premiers imaginent volontiers qu'il existe une solution miraculeuse au problème dit de la démocratisation, comme s'il était au pouvoir de personne d'égaliser les chances des fils d'ouvriers ou des fils de professeurs. Les autres restent attachés, par souci de justice, à la méthode des examens et concours. Ils craignent le "favoritisme" plus que l'incertitude des jugements portés par les examinateurs, ils finissent par oublier que les candidats ne sont pas, en fait, dans les mêmes conditions et "les meilleurs" ont, pour la plupart, été favorisés par les circonstances sociales.

L'erreur de cette deuxième école est, dans l'immédiat, moins fâcheuse que celle de la première. Les aptitudes des individus, abstraction faite du milieu, ne peuvent jamais être déterminées: l'école ne connaît et ne peut connaître que des enfants déjà socialisés par leurs familles, donc inégalement préparés aux études.

Au niveau du second degré, il vaudrait la peine de chercher quelle pédagogie faciliterait aux élèves des couches populaires l'accès à une culture qui leur est plus étrangère qu'elle ne l'est aux enfants de la bourgeoisie. La pédagogie traditionnelle de l'enseignement secondaire semble mal adaptée. Une meilleure formation pédagogique des enseignants serait peut-être la contribution la plus efficace à la démocratisation. Peut-être aussi certains exercices classiques, par exemple la dissertation, pourraient-ils être complétés ou remplacés par des exercices différents qui mettraient en lumière certains mérites, moins conditionnés par l'origine sociale.

Tout cela dit, le problème de la sélection à l'entrée des facultés doit être distingué de celui de la démocratisation. Après les études secondaires, pour l'essentiel, les jeux sont faits. Même si la sélection devait diriger vers les instituts de formation technique supérieure les étudiants venus des milieux populaires plutôt que ceux des milieux fortunés, *ce qui n'est nullement certain*, il resterait encore à démontrer qu'une année de propédeutique ou un échec à la licence préparerait mieux ces jeunes gens à la vie active qu'une réussite à un de ces instituts.

Derrière le refus de la sélection ne se dissimule pas seulement la démagogie, la crainte d'être accusé de maintenir les privilèges des "héritiers", mais aussi un préjugé d'intellectuel. Les propédeutiques ou les licences littéraires, l'enseignement du latin, du grec ou de la littérature, les versions et les thèmes, la rhétorique des dissertations, toute cette formation est-elle vraiment à ce point précieuse qu'il serait cruel d'en priver un pourcentage important de bacheliers?

En vérité, je me tourne vers le ministre de l'Éducation nationale, vers le nouveau directeur de l'enseignement supérieur, dans lequel l'université met tant d'espoir: demandez à une demi-douzaine de personnes intelligentes de concevoir et d'organiser ces instituts de formation technique supérieure et, dans quelques années, c'est peut-être à l'entrée de ces instituts et non à l'entrée des facultés des lettres qu'il faudra imposer un examen.

[\(1\)](#) Voir "Le Figaro" du 2 août.

La crise de l'Université. Victoire des conservateurs

Le Figaro
17 mars 1966

M. Christian Fouchet a plus de chance avec ses adversaires qu'avec ses amis. La grève déclenchée par certains syndicats d'enseignants et d'étudiants est, de toutes les réactions possibles à la réforme des universités, la plus dérisoire. Parfaitement inefficace, chacun le sait, elle ne fait honneur ni aux maîtres, dont les mobiles sont pour le moins équivoques, ni aux étudiants, qui veulent être pris au sérieux et qui jouent au syndicalisme.

En revanche, les thuriféraires, qui évoquent une réforme d'ensemble, inspirée par des idées claires, critiquable peut-être sur tels ou tels points, mais logique, orientée vers l'avenir, donnent la mesure de leur ignorance. La réforme des facultés des lettres (la seule dont je traiterai ici parce que les problèmes des facultés des sciences sont peut-être différents et que je n'ai pas la prétention de les connaître tous) est le résultat le compromis entre diverses tendances à l'intérieur du ministère de l'Éducation nationale, à l'intérieur de l'université, voire à l'intérieur du gouvernement lui-même. Quant à la satisfaction de la *Société des agrégés*, elle suffit à inspirer les pires inquiétudes à tous ceux qui ont à cœur la rénovation des universités françaises.

Le ministère a, une fois de plus, indiqué les lignes directrices de la réforme, mais certains éléments d'information, faute desquels il est impossible de porter un jugement d'ensemble, continuent à faire défaut. Nul ne sait, pour l'instant, ce que seront les "instituts universitaires de technologie" qui offriront aux bacheliers une autre voie que celle des facultés des lettres ou des sciences. Nul ne sait quelles seront les relations, après la maîtrise (nouveau grade qui s'ajoutera aux trois grades de la tradition: baccalauréat, licence, doctorat) entre les deux voies possibles, celle de l'agrégation et celle de la thèse de troisième cycle. Nul ne sait si la formule actuelle du doctorat ès lettres – deux ouvrages dont l'un monumental par le volume sinon par la qualité – sera ou non modifiée.

Il est donc absurde d'exalter ou de dénoncer une réforme qui, pour l'instant, porte exclusivement sur les quatre premières années de l'enseignement supérieur et qui, hélas! ne change à peu près rien. Que le lecteur, même non familiarisé avec l'organisation universitaire, en décide lui-même.

À l'heure présente, les bacheliers passent une première année en propédeutique. À la sortie de la propédeutique, ils doivent obtenir quatre certificats de licence. Quelques-uns les obtiennent en deux ans, la plupart en trois. La maîtrise de demain ressemblera à la licence d'aujourd'hui. La licence de demain vaudra un peu moins que la licence d'aujourd'hui (probablement).

Les différences principales concernent l'organisation des études au cours des deux premières années. Jusqu'à présent, la propédeutique était pour l'essentiel, commune à tous les étudiants des facultés des lettres. La spécialisation intervenait après le certificat d'études littéraires générales et elle comportait dès la seconde année de faculté, la distinction de certificats d'études supérieures (chaque licence en comportait quatre). Désormais, les deux premières années constituent un premier cycle et les étudiants font choix d'une licence dès leur entrée à la faculté (encore que des passages d'une licence à une autre soient possibles après la première année et que des licences libres soient prévues).

À la fin du premier cycle de deux années, les étudiants seront orientés soit vers la voie de la licence, soit vers celle de la maîtrise, *mais ce choix n'a rien d'irrévocable*. Les étudiants qui, pour être assurés d'un grade et des droits attachés à celui-ci, prépareront, en troisième année de faculté, le certificat d'études supérieures de licence pourront, en cas de succès, prétendre à la maîtrise. Ils n'auront même pas perdu une année, puisque les titulaires de la licence pourront s'inscrire directement en deuxième année du second cycle (celui qui aboutit à la maîtrise, donc une année après la licence).

Une majorité d'enseignants approuvent la suppression de la propédeutique. Cette suppression entraîne la spécialisation dès la première année de la faculté. Le programme de la propédeutique ne différait guère de celui des deux dernières classes de l'enseignement du second degré. Les étudiants n'apprenaient pas grand-chose, parfois ils oublièrent une partie de ce qu'ils avaient appris auparavant. Le nouveau régime permet de retarder d'un an la division des études supérieures par certificats.

Personnellement, et, sur ce point, je crois que non pas tous mais une majorité de mes collègues seraient d'accord avec moi, je préfère ce régime à l'ancien. Psychologues et sociologues, qui constituent dans les facultés de lettres, une catégorie particulière, pensent que les maîtres, après quatre années, ou les licenciés après trois années, auront reçu une meilleure formation que nos licenciés d'aujourd'hui. La formule (deux années du 1er cycle sur programme annuel, deux années du second cycle par certificats) me paraît préférable à la

formule actuelle (une année de propédeutique, deux années pour quatre certificats puis éventuellement une année pour un diplôme d'études supérieures) mais la différence n'est pas telle qu'elle justifie l'enthousiasme ou l'indignation.

Pourquoi donc tant de passion? Celle-ci, en vérité, n'est intelligible qu'à la condition de se rappeler l'origine de cette réforme et les enjeux implicites. Au point de départ, certains ministres et, dit-on, le premier ministre lui-même souhaitaient une licence en deux ans (soit l'équivalent de l'année de propédeutique et d'une année de licence). Pourquoi, disaient ces gouvernants qui gardaient le souvenir de ce qu'avait été l'université au temps de leur jeunesse et qui avaient perdu le contact avec ce qu'elle est devenue, les études devraient-elles s'allonger, même dans les disciplines classiques où les connaissances que l'étudiant doit acquérir, en français, en latin et en grec, ne sont pas plus grandes que ce qu'elles étaient il y a trente ans? La résistance des enseignants à ce projet de licence en deux ans – l'hostilité légitime fut à peu près unanime – fit reculer sur ce point le ministère. Il fut admis que la licence supposerait trois ans d'études en faculté mais, du même coup, la distinction entre *licenciés*, destinés à l'enseignement dans tout ou partie du second degré, et les *maîtres*, destinés à la recherche et à l'enseignement supérieur, s'estompe.

Le compromis actuel ne devrait troubler profondément personne. Les conservateurs n'ont rien perdu de ce qui leur est cher. Ils ont fait inscrire dans les décrets ministériels le nombre de textes qui devraient être étudiés dans toutes les facultés de France (quatre par exemple, pas un de plus, pas un de moins), ils continueront à imposer à leurs disciples quelques années d'enseignement dans les lycées, l'agrégation restera à leurs yeux la gloire de l'université française. La société des agrégés, citadelle du conservatisme universitaire, a hélas raison de se réjouir. On n'a pas ébranlé les colonnes du temple. Ce sont ceux qui appelaient de leurs vœux une authentique réforme qui ont tout lieu d'être amers. Mais un conservateur n'est jamais tranquille: quelques dangereux "révolutionnaires", rue de Grenelle, soupçonnaient qu'en lettres comme en sciences la formation des professeurs de l'enseignement du second degré ne doit pas être nécessairement la même que la formation des savants, des chercheurs, voire de ceux qui exerceront une profession extra-universitaire. Ces révolutionnaires ont échoué, mais leur échec n'est peut-être pas définitif.

La crise de l'Université. Pourquoi les réformateurs ont échoué

Le Figaro
18 mars 1966

Pourquoi ceux qui portaient de l'idée juste - la formation des enseignants du second degré ne doit pas être la tâche exclusive ni même primordiale de l'université - n'ont-ils abouti qu'à cette réforme équivoque des deux premiers cycles, c'est-à-dire de ce qui est aujourd'hui, en fait, le premier cycle (car la maîtrise ne sera guère différente, pour la plupart des étudiants, de ce qu'est actuellement la licence)?[\(1\)](#).

Les raisons de l'échec sont multiples. Les professeurs d'université sont divisés, puisque certains (dont je suis) pensent que nos facultés des lettres sont devenues caricature d'un enseignement supérieur et que d'autres pensent, au contraire, que l'organisation présente n'appelle pas de changements fondamentaux. Malheureusement, le ministère, dans la mesure où il voulait une véritable réforme, a commis une erreur fatale: par le projet de licence en deux ans, il a fait l'unanimité contre lui. En laissant en dehors de la réforme, qui veut être globale, agrégation et doctorat de troisième cycle - c'est-à-dire *ce qui, en réalité, commande tout* - il s'est interdit de porter remède aux maux les plus graves. Enfin, en se refusant à poser le problème du nombre, il oblige les enseignants à procéder eux-mêmes aux éliminations, donc à multiplier les examens.

Deux écoles s'opposaient parmi les conseillers du gouvernement. Les uns souhaitaient une orientation plus ou moins autoritaire à la sortie de la classe de troisième d'abord, un examen d'entrée dans les universités distinct du baccalauréat ensuite. Les autres acceptaient sur le papier une orientation à la fin de la troisième, mais ils refusaient de subordonner l'entrée dans les universités à un examen distinct du baccalauréat. Comme, entre-temps, l'examen probatoire (ou ancienne première partie du baccalauréat) a disparu, comme la propédeutique va, elle aussi, disparaître, les facultés vont voir augmenter encore plus vite qu'il n'était prévu le nombre des étudiants. Personne ne croit que le nouveau baccalauréat exercera une sélection plus sévère que l'ancien. Le pourcentage de ceux qui ont été admis sans examen probatoire en classe terminale a été plus élevé cette année que le pourcentage des reçus à l'examen probatoire de l'année précédente.

Deux barrages ayant été supprimés - celui de l'examen probatoire et celui de la propédeutique - on compte désormais sur les professeurs de faculté pour éliminer les étudiants en surnombre. Faute d'accepter, comme dans la plupart des pays étrangers, un examen à l'entrée des facultés, on transforme les professeurs en examinateurs et les facultés en machines à examens. Même les écoles supérieures de commerce n'accueillent pas tous les bacheliers.

À moins que les *instituts universitaires de technologie* ne se développent, les facultés seront bientôt les seuls établissements d'enseignement post-secondaire à ouvrir leurs portes à n'importe quel bachelier. La solution serait pourtant simple: la substitution au baccalauréat d'un simple certificat sanctionnerait les études normales du second degré sans entraîner le droit d'entrée en faculté.

Je ne dirai pas, comme tels de mes collègues, que 30% des étudiants sont incapables d'études supérieures: je n'en sais rien, faute de connaître individuellement des centaines d'étudiants, mais, dans les conditions de travail qui sont celles de Paris, beaucoup d'étudiants ou de pseudo-étudiants n'ont guère de chances de réussite.

Nous en venons ainsi au problème, qui, pour les facultés des lettres, est le plus important de tous et auquel personne, ni au ministère ni dans l'université, n'a reconnu la priorité absolue qu'il aurait dû avoir depuis des années. *Un problème de structure domine tout*: celui de l'Université de Paris. Aussi longtemps qu'un tiers peut-être des étudiants français de lettres se retrouvent en une seule ville, toutes les réformes seront inadaptées soit au cas de Paris, soit au cas de la plupart des universités de province. Il me paraît proprement inconcevable que l'on crée de nouvelles facultés des lettres, fussent-elles limitées au premier cycle ou aux deux premiers cycles, avant de donner à la région parisienne les quatre ou, au minimum, les trois facultés des lettres qui guériraient la Sorbonne de son gigantisme, affaibliraient la position de puissance des "patrons" et rendraient même à quelques-uns de ces derniers des loisirs studieux.

Les partisans de ces "écoles littéraires" ou de ces facultés au petit pied que l'on voit surgir de tous côtés nous répondent que la licence est en train de devenir pour les familles bourgeoises ce qu'était le baccalauréat il y a une génération. Au reste, pourquoi s'inquiéter? Tous ces diplômés trouveront des emplois dans le secteur tertiaire et, après tout, le pourcentage, en France, des diplômés par classe d'âge reste largement inférieur à ce qu'il est aux États-Unis ou en Union soviétique. J'aurais bien des réserves à faire sur cette argumentation (nos diplômés littéraires seront-ils satisfaits, dans dix ans, des emplois qui leur seront

offerts?), mais admettons le plaidoyer de ceux que j'appellerai les "inflationnistes", puisque, nous autres, favorables à un examen d'entrée dans les facultés, nous sommes des "malthusiens". Encore les inflationnistes devraient-ils *démontrer que leur conception favorise le meilleur usage possible des ressources rares*, ressources en argent et, plus encore, en professeurs de qualité.

Qu'il s'agisse des facultés des lettres ou même des facultés de droit ou de sciences économiques, le rapport entre le nombre des enseignants et celui des étudiants varie grandement selon qu'il s'agit de Paris ou de la province, d'une université ou d'une autre. L'actuel ministre de l'Agriculture sait mieux que personne combien les obligations de certains professeurs dans une université de province peuvent être légères. Nombre de faculté, dans la plupart des disciplines, ne dépassent pas le niveau d'une école littéraire ou d'une école pratique de droit, faute d'un nombre suffisant de professeurs et d'étudiants, faute des moyens de travail nécessaires à la recherche. Des facultés squelettiques, une faculté qui souffre de mauvaise graisse: entre ces deux extrêmes quelques facultés réalisent ou réaliseront un équilibre, mais elles sont rares.

La solution? Elle crève les yeux et tous ou presque, ministre, administrateurs, professeurs, ne peuvent pas ne pas la voir. Il faut ou plutôt il aurait fallu diviser la Sorbonne, sans donner nécessairement à toutes les disciplines, en chacune des facultés parisiennes, le même développement. Il faut ou plutôt il aurait fallu créer pour chaque discipline une demi-douzaine de facultés au maximum, qui auraient disposé des hommes et des crédits indispensables à la constitution de centres vivants d'études supérieures et de travail scientifique.

Beaucoup des mesures prises au cours de ces dernières années sont irréversibles. On ne supprimera pas les universités nouvelles que l'on a créées, on n'empêchera pas les bacheliers de s'inscrire à l'université (ou plutôt dans les écoles qui continueront à porter ce titre pompeux de plus en plus injustifié). Que reste-t-il à faire pour prévenir une dégradation ultérieure?

Les mesures possibles porteraient, me semble-t-il, sur trois points essentiels: structures, concours, instituts de technologie.

Il appartient au ministère d'imposer aux universités une certaine spécialisation de leur interdire d'accorder des grades ou des titres alors qu'elles ne possèdent pas de personnel qualifié. Pour certaines sciences humaines, la concentration des "ressources rares" dans quatre ou cinq centres n'est pas encore exclue, bien que, là aussi, nous soyons déjà sur la voie de la formule monstrueuse et typiquement française: saupoudrage provincial, rassemblement massif à Paris.

En ce qui concerne l'agrégation, des concessions ont déjà été faites aux "conservateurs". L'idée originelle de la réforme était de distinguer comme dans les facultés de sciences, une voie qui conduit à l'enseignement - licence et C.A.P.E.S. - et une voie qui conduit à la science et à la recherche - maîtrise et thèse du III^e cycle. Mais on a accepté deux maîtrises différentes, l'une à laquelle on arrive en passant par la licence, l'autre à laquelle on accède directement. Si les agrégés reçus dans la "botte" ont un droit prioritaire à la fonction d'assistant, comme si l'agrégation, concours de rhétorique, préparait à la recherche scientifique (à moins d'une réforme de l'agrégation, dont rien n'a été dit jusqu'à présent), il ne reste plus rien de la conception première. Les maîtres qu'ils aient passé ou non par la licence, continueront à préparer l'agrégation, à moins que les jeunes générations d'enseignants ne se révoltent à la fois contre leurs patrons et contre l'agrégation.

Enfin, peut-être les instituts supérieurs de technologie, si le ministère a le courage de les soustraire au contrôle exclusif de l'université, acquerront-ils, en quelques années assez de prestige pour attirer nombre de bacheliers, et, je l'espère, parmi les meilleurs. Il suffirait, après tout, de bien choisir les enseignants. Ni M. Gruson, ni M. Sauvy, ni M. Fourastié ne peuvent enseigner dans les facultés de droit et de sciences économiques parce qu'ils ne sont pas "agrégés d'économie politique". Jean-paul Sartre ne pourrait pas occuper une chaire dans les facultés de lettres parce qu'il n'est pas docteur.

L'Institut d'études politiques choisit librement ses professeurs et ses maîtres de conférences: il s'en trouve bien. Espérons que les instituts universitaires de technologie échapperont à l'emprise de certaines traditions.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 17 mars.

La crise de l'Université. Démocratisation ou démagogie?

Le Figaro
19-20 mars 1966

Chaque fois qu'une réforme quelconque est proposée ou appliquée, certains syndicats d'enseignants ou d'étudiants la dénoncent comme contraire à l'idéal démocratique et ils réclament, dans le langage des congrès politiques, une "démocratisation de l'université". De leur côté, le ministre et les porte-parole officiels expliquent que, désormais, les jeunes auront tous la chance de s'épanouir et qu'ils seront répartis entre les diverses sortes d'enseignements selon leurs aptitudes. Peut-être serait-il bon d'en finir avec cette double hypocrisie (1).

Tout le monde sait ou devrait savoir que la sélection *scolaire* est, dans *tous* les pays, à un degré ou à un autre, une sélection *sociale*. Si les enfants des travailleurs manuels représentent, en France, 12% seulement de l'effectif total des étudiants (ce pourcentage est celui qu'indique M. Raymond Poignant), la cause principale n'en est pas l'inégalité des aptitudes à la naissance. L'inégalité des aptitudes due à des facteurs génétiques est un fait: on l'observe chez les enfants à l'intérieur d'une même famille. Mais, à supposer que d'une couche sociale à une autre la fréquence des individus intellectuellement doués varie quelque peu (ce qui n'est pas démontré mais ce qui n'est pas exclu non plus), ces variations possibles sont sans commune mesure avec les écarts considérables en fait de réussite scolaire ou d'accès à l'enseignement supérieur. Ces sortes d'inégalités sont imputables, pour l'essentiel, aux circonstances sociales.

Il n'est au pouvoir d'aucun ministre d'éliminer par un coup de baguette magique les circonstances qui maintiennent, d'une génération à une autre, une continuité que les doctrinaires de l'égalité dénoncent avec indignation. Instituteurs ou professeurs jugent non les aptitudes, à la limite inconnaissables, inscrites dans le patrimoine héréditaire, mais les aptitudes effectives, telles qu'elles résultent de l'action conjointe de l'hérédité et du milieu familial. La sélection par les psychologues ou les orienteurs professionnels, usant de la méthode des tests, serait peut-être plus "démocratique", autrement dit, elle ferait peut-être mieux la discrimination entre l'intelligence naturelle et le contexte social, mais une telle méthode ne serait-elle pas dénoncée par ceux-mêmes qui réclament la démocratisation comme une forme d'"américanisation" ou de

"barbarie"?

Il est à la fois possible et souhaitable de prendre des mesures en vue d'accroître le pourcentage des enfants d'agriculteurs ou d'ouvriers qui poursuivront leurs études jusqu'aux facultés: éviter la ségrégation prématurée, multiplier les établissements du second degré ouverts aux enfants des classes populaires, donner un rôle plus grand aux psychologues et aux orienteurs.

Je suis enclin à croire personnellement qu'une meilleure pédagogie dans l'enseignement du second degré serait encore la réforme la plus efficace. Plus la culture familiale est éloignée de la culture scolaire, plus l'enfant a de peine à pénétrer dans cette dernière.

Le mépris des techniques pédagogiques, qui appartient à une certaine tradition de l'enseignement secondaire et qui tend heureusement à disparaître, est, en effet, une attitude contraire au bon sens et au souci de l'égalité des chances. Il faut apprendre aux enseignants à reconnaître que les enfants, en raison même de la diversité de leurs origines, ne vivent pas tous dans le même univers. Probablement la plupart des fils d'ouvriers ou d'agriculteurs sont-ils moins désavantagés dans les lycées techniques. Les études de type classique, qui exigent la maîtrise de la langue, sont celles qui favorisent le plus les enfants de la bourgeoisie intellectuelle. La généralisation, dans l'enseignement du second degré, des méthodes et des matières de l'enseignement secondaire est probablement contraire à la démocratisation réelle.

À la longue, l'élévation générale du niveau de vie, l'accroissement du pourcentage des jeunes issus des couches populaires qui entreprennent des études dans les lycées agiront dans le sens de la démocratisation. L'inégalité devant les études supérieures tendra à s'atténuer sans jamais s'effacer. Il n'est d'ailleurs ni possible ni même souhaitable qu'elle s'efface. Comment interdire à ceux qui aiment les idées, la science et la littérature d'en transmettre le goût à leurs enfants?

Au niveau de l'enseignement supérieur, que signifie la démocratisation? Certainement pas l'allocation d'études pour *tous* les étudiants que réclament les syndicats d'étudiants. En revanche, il serait possible d'accorder des allocations d'études aux étudiants qui ne peuvent recevoir d'aide de leur famille. D'autre part, même dans les facultés, au moins pendant le premier cycle, les méthodes pédagogiques pourraient être améliorées, quitte à rapprocher encore plus les deux premières années de ce qu'était jadis l'enseignement secondaire. Aider par des allocations d'études et par une meilleure pédagogie les fils d'ouvriers ou de

paysans qui accèdent à l'université, voilà ce qu'il me paraît possible de faire dans l'immédiat, c'est-à-dire fort peu, pour la simple raison qu'à dix-neuf ou vingt ans les jeux sont faits: c'est de l'école primaire et des établissements du second degré que dépend la démocratisation souhaitée. La réforme des universités que vient d'annoncer M. Fouchet n'appelle, à cet égard, ni louange ni critique, elle laisse purement et simplement les choses en l'état.

Mais, dira un objecteur, si le doyen de la Faculté des sciences s'est rendu impopulaire en réclamant une sélection plus rigoureuse, si vous-même souhaitez un examen d'entrée en faculté, c'est parce que le gouvernement refuse les crédits nécessaires à une expansion de l'enseignement supérieur. Vous voulez restreindre le nombre des étudiants parce qu'il n'y a pas assez d'assistants ou de maîtres-assistants pour les encadrer. Certains professeurs finissent par se convertir au "malthusianisme" en désespoir de cause, parce que le gouvernement n'accorde pas les moyens indispensables.

Il me serait facile de souscrire à cette argumentation. Je serais d'un coup populaire auprès de mes lecteurs, de mes collègues, de mes étudiants. Mais cette argumentation n'est que partiellement vraie, elle laisse de côté l'essentiel.

Tout d'abord, il n'appartient pas à l'université mais au gouvernement de fixer le volume de l'enveloppe "enseignement supérieur". Que je sois ministre de l'Éducation ou simple professeur, cette enveloppe constitue une contrainte à laquelle je dois me plier (quitte à voter contre le gouvernement lors des prochaines élections). De plus, on a tort de croire que seules les ressources financières limitent l'expansion de l'université ou de la recherche. Au cours des six prochaines années, le nombre des étudiants va doubler. Depuis l'avant-guerre, en vingt-cinq ans, il a été multiplié par cinq ou six. Par quel miracle la France aurait-elle disposé d'une telle réserve de professeurs qui soient des savants? On a – et c'est fort bien ainsi – peuplé les facultés d'assistants ou de maîtres-assistants, qui, en d'autres temps, auraient enseigné dans les lycées. Il ne s'agit pas d'arrêter le mouvement ni de restreindre, par des exigences excessives, l'accès à l'université. Il faut viser et atteindre simultanément trois objectifs: donner le moyen de continuer leurs études à tous les bacheliers qui le veulent ou le peuvent; ne pas laisser envahir les facultés par des étudiants, vrais ou faux, qui n'ont rien à y faire; sauvegarder ou plutôt recréer dans quelques universités des centres d'études authentiquement supérieures ou de recherche scientifique.

Peut-être les instituts universitaires de technologie permettront-ils d'atteindre le premier objectif; une sélection avant ou après la première année du premier

cycle répondrait à la deuxième nécessité. Une formation en vue de la recherche, substituée à la préparation exclusive de l'agrégation, après la maîtrise, marquerait un succès des "modernistes". Mais le ministre n'a pas tranché entre les thèses contradictoires des diverses écoles ou des diverses disciplines. Aussi faut-il craindre qu'une fois de plus, les universitaires, divisés sur l'essentiel ne s'accordent que dans des refus collectifs et des protestations vaines.

[\(1\)](#) Voir "Le Figaro" des 17 et 18 mars.

La crise de l'Université. Les choix nécessaires

Le Figaro
21 mars 1966

Dans un livre remarquable que tous, administrateurs et enseignants, devraient lire et méditer, *L'Éducation nationale dans la France de demain*, M. Vermot-Gauchy résume en quatre propositions la philosophie de la majorité des universitaires: 1) les facultés doivent avoir le monopole de la recherche fondamentale et de l'enseignement supérieur; 2) la culture universitaire doit conserver son caractère désintéressé; 3) l'accès à la culture universitaire est un droit (M. Vermot-Gauchy cite un mot du doyen Edgar Allix déclarant, il y a trente ans, qu'il était "hostile à un système qui tendrait à limiter le nombre des étudiants de toutes les facultés"; 4) les meilleurs sujets doivent être réservés aux facultés.

Ces quatre propositions, M. Vermot-Gauchy n'a pas de peine à le démontrer, ne sont pas compatibles. L'Université, fidèle à une certaine conception de la culture désintéressée, ne peut ni conserver le monopole de l'enseignement supérieur ni même accueillir les meilleurs étudiants: ceux-ci ne veulent pas tous se consacrer à l'enseignement ou à la recherche. Depuis longtemps, dans les disciplines scientifiques, un grand nombre des meilleurs étudiants ignorent l'Université et vont vers les grandes écoles. Il n'y a pas, dans les disciplines littéraires, de grandes écoles (en dehors de l'École normale supérieure), mais l'Institut d'études politiques et quelques écoles commerciales sont en train d'attirer des étudiants de qualité, qui y trouvent des conditions d'études meilleures que dans les facultés [\(1\)](#).

Pourquoi s'en étonner? Aussi longtemps que les facultés voudront à la fois rester ouvertes à tous, maintenir une philosophie de la pensée gratuite, ignorer les tâches extérieures à l'Université auxquelles les jeunes doivent se préparer, elles ne sortiront pas d'insolubles contradictions. Le manifeste de l'U.N.E.F. dénonce "la mainmise du capitalisme monopolistique sur l'enseignement supérieur"; il réclame "la prise en charge totale par l'État de l'enseignement". Ces jeunes gens qui proclament avec éclat des idées d'avant-hier reconnaissent en même temps la fonction sociale de l'enseignement supérieur: la formation de cadres moyens et supérieurs. Mais, s'il en est ainsi, pourquoi cette formation ne serait-elle pas donnée par les universités en coopération avec les entreprises, futurs employeurs des étudiants? Chacun est libre de préférer un régime de type

soviétique à un régime de type occidental, mais, quel que soit le régime, le système d'enseignement doit fournir à la société des hommes capables de remplir les fonctions professionnelles qui les attendent. *Une* des finalités de ce système est évidemment de répondre aux besoins de la société, or notre société, en transformation rapide, se donne, entre autres objectifs, celui de l'efficacité économique.

De même, l'Université est soumise à des contraintes économiques. Les ressources que l'État veut ou peut dépenser pour les divers ordres d'enseignement sont limitées.

En fonction des ressources disponibles, l'orientation ou la sélection - scolaires et sociales à la fois - seront plus ou moins tardives, plus ou moins sévères. Mais, à chaque moment, la limitation des ressources crée des servitudes auxquelles on ne peut se soustraire par des revendications.

À l'heure présente, une nouvelle démagogie s'est déchaînée. Des sociologues ont triomphalement découvert ce que toutes les études, anglaises, américaines, allemandes, laissent apparaître depuis longtemps: l'inégalité des classes sociales devant l'instruction que la gratuité de l'enseignement du premier et du second degré en France n'a pas encore beaucoup réduite. La diversité des établissements dans lesquels entrent les enfants (en dépit des collèges d'enseignement secondaire) crée une première ségrégation. L'influence du milieu familial sur la réussite scolaire - influence observée dans tous les pays, quel qu'en soit le régime - renforce encore les causes institutionnelles de l'inégalité.

Ces études sont indispensables pour mettre en lumière l'écart entre égalité formelle et égalité réelle. Mais elles débouchent aisément sur la pure et simple démagogie dès lors qu'elles n'indiquent pas si et comment cette inégalité pourrait être éliminée, dès lors qu'elles méconnaissent une réalité peut-être injuste mais éternelle: la société ne connaît que les individus socialisés, elle s'efforce de mesurer des aptitudes spécifiques, telles que celles-ci se manifestent au terme de la socialisation familiale. Qu'importe à la collectivité que les gènes ou le milieu soient responsables de la réussite ou des échecs des uns et des autres. Si l'on adhère à la mystique de l'égalité, pourquoi s'arrêter en chemin et ne pas reprendre l'utopie de Jean-Jacques Rousseau ou d'Alain: c'est contre l'inégalité *naturelle* que la justice ordonne de réagir. Au lieu de sélectionner les meilleurs, que l'on accorde le plus de soin aux moins bons.

Revenons sur la terre. Ceux que l'on appelle aujourd'hui "moins doués" avaient peut-être à la naissance autant de dons que ceux que l'on juge "bien

doués". Les dons apparents sont l'effet de circonstances sociales autant que de patrimoine génétique, mais, de ces banalités, on ne saurait tirer un programme de démocratisation efficace, en dehors de réformes institutionnelles et de préceptes pédagogiques. Celles-là agiront progressivement, ceux-ci n'ont jamais été élaborés ou vérifiés.

Le caractère social de la sélection des étudiants ne doit pas servir d'argument pour refuser orientation ou sélection après l'enseignement du second degré. De même que les méthodes de l'enseignement primaire auraient été plus favorables à la démocratisation que celle de l'enseignement secondaire, on ne favorise pas la mobilité sociale en orientant les mauvais bacheliers vers les facultés de lettres, où ils ont toutes les chances d'échouer, alors qu'ils réussiraient peut-être dans les instituts universitaires de technologie où l'enseignement sera, espérons-le, plus concret plus proche de la réalité que dans les facultés.

Les facultés des lettres vont recevoir annuellement des milliers d'étudiants supplémentaires; elles ont donc une triple obligation: accepter une transformation du premier cycle de l'enseignement supérieur et appliquer des méthodes qui eussent paru naguère indignes et des maîtres et des assistants de l'Université; ne pas prétendre à conserver le monopole de l'enseignement supérieur et collaborer avec les hommes engagés dans la vie professionnelle au développement de ces instituts universitaires de technologies; enfin et surtout, maintenir, dans le troisième cycle, et pour chaque discipline, dans quelques universités, des centres d'études supérieures et de recherche. Faute de quoi, les facultés seront désertées en haut par les chercheurs qui s'évaderont vers l'École pratique des hautes études ou d'autres institutions de même type; en bas, par les étudiants en quête d'une qualification professionnelle. Ce jour-là, les facultés ne seront plus que des écoles de formation d'enseignants du premier et du second degré. Elles sont hélas! engagées depuis longtemps sur cette voie.

J'ai réservé pour la fin une remarque simple et une question naïve.

Toute réforme sera presque impossible aussi longtemps que la France aura non des universités, mais une Université gérée financièrement et administrativement par le ministère de l'Éducation nationale. L'homogénéité que l'on veut maintenir entre les universités, le parallélisme entre le cours des études dans des disciplines différentes, la difficulté de combiner des études dispersées entre les sections ou même les facultés, créent autant de rigidités à la longue insupportables.

La question est encore plus grave. Le ministère des Finances est-il d'accord

avec le ministère de l'Éducation nationale? Les crédits nécessaires aux 125.000 places prévues pour 1972 dans les instituts universitaires de technologie sont-ils inscrits dans le Ve Plan? Rien ne permet de répondre affirmativement à une telle question.

Il serait ironique que cette réforme, passionnément discutée, mourût avant de naître, faute des crédits supplémentaires et substantiels qu'elle requiert.

[\(1\)](#) Voir "Le Figaro" des 17, 18 et 19-20 mars.

Une affaire d'État: le baccalauréat

Le Figaro
27 octobre 1966

Deux fois par an, pères et mères de famille s'intéressent à des statistiques, celles des reçus au baccalauréat. Cette année, la première d'un nouveau régime, les statistiques ont donné lieu à plus de contestations encore que d'ordinaire: le nombres des bacheliers, après la suppression du "probatoire" (ex-première partie du baccalauréat), est-il plus ou moins élevé qu'avec l'ancien système?

La réponse à cette question ne va pas de soi pour la simple raison que l'on ignore le nombre de ceux qui, ayant échoué en 1965, se sont présentés de nouveau en 1966. Au baccalauréat de 1965, 78.746 candidats avaient été reçus et 62.262 refusés (d'après les chiffres que j'ai sous les yeux, dont je ne garantis pas l'exactitude). Si tous les recalés de 1965 ont redoublé (hypothèse excessive), le chiffre des candidats qui avaient été en première au cours de l'année 1964-1965 serait de 157.552, nombre supérieur à celui des candidats qui se seraient présentés dans l'hypothèse où le probatoire n'aurait pas été supprimé. La sévérité accrue du baccalauréat 1966 a-t-elle compensé ou éventuellement surcompensé l'indulgence des conseils de classe?

Il semble que, pour certaines séries (C et T), la difficulté des épreuves et les exigences des examinateurs ont "surcompensé" la disparition du probatoire. Pour l'ensemble des candidats, le pourcentage des reçus aux deux sessions, de l'ordre de 50%, équivaut à un nombre de bacheliers, issus de la première 1964-65, supérieur au nombre de bacheliers issus de la première 1963-64 et soumis aux deux examens, probatoire et baccalauréat.

Ces controverses n'ont, malgré tout, qu'une signification médiocre. Que le nouveau régime ait "produit" un peu plus ou un peu moins de bacheliers que l'ancien importe peu. Le fait incontestable et, aux yeux de beaucoup, absurde, c'est qu'au terme de sept ou huit années d'études du second degré, plus de 100.000 élèves se trouvent contraints, cette année, soit de quitter l'école sans diplôme, soit de redoubler.

Le baccalauréat est devenu une affaire d'État ou un scandale, annuellement répété. La raison en est simple. Il y a désormais deux conceptions de ce que doit être le baccalauréat. M. Pompidou s'est exprimé sur ce point avec une parfaite clarté. "Le baccalauréat n'est pas un certificat de fin d'études secondaires, mais un examen d'entrée dans l'enseignement supérieur. Si l'on voulait qu'il en fût

autrement, un certificat de fin d'études serait accordé probablement à 70 ou 75% des élèves. Mais il faudrait alors instituer un examen à l'entrée de l'enseignement supérieur." On ne saurait mieux dire: Ou bien on ramène le baccalauréat (sans lui enlever son nom, bien entendu) au niveau d'un certificat de fin d'études secondaires, et, en ce cas, il n'y a aucune objection à porter à 75 ou 80% le nombre de ceux qui l'obtiennent à la fin de la classe terminale. Ou bien le baccalauréat est considéré comme un examen d'entrée en faculté, interprétation qui est celle de beaucoup d'examineurs, surtout dans les séries scientifiques, et, en ce cas, le pourcentage des échecs demeurera élevé.

De ces deux doctrines, c'est la dernière qui a été adoptée par M. Pompidou et par M. Fouchet. C'est elle qui a les faveurs de la majorité de mes collègues, des syndicats d'enseignants. Je n'en suis pas moins convaincu, comme notre ami Papillon, que ce choix est non seulement déraisonnable mais qu'il se révélera tel au point qu'avant dix ans, le ministère sera contraint, bon gré mal gré, d'en venir au premier terme de l'alternative, malheureusement, selon toute probabilité, dans des conditions déplorables.

Contre la solution que je propose (en compagnie de beaucoup d'autres) - séparation d'un certificat de fin d'études secondaires et du droit d'entrée en faculté - on fait valoir un argument au fond toujours le même: l'entrée en faculté serait limitée à une élite ou pseudo-élite de bacheliers. Donc une telle doctrine est inspirée par un esprit malthusien, voire, pis encore, par un esprit non démocratique.

Cette argumentation que l'on retrouve ici et là, sous des formes innombrables, néglige, pour le moins, un aspect du problème. Si tous les bacheliers ont accès en faculté, on fera inévitablement moins de bacheliers. On pleure sur le sort des bacheliers qui n'entrent pas en faculté, on oublie les élèves de la classe terminale qui sortiront des lycées sans avoir obtenu le précieux et dérisoire parchemin. Sous prétexte d'être "démocrate" vis-à-vis des bacheliers, on ne l'est pas vis-à-vis des élèves des lycées. Pendant des dizaines d'années, le baccalauréat a été un brevet de bourgeoisie autant que de connaissances et de culture. Sous prétexte d'ouvrir toutes grandes les portes des facultés, combien veulent, sans même en prendre conscience, maintenir une barrière que des dizaines de milliers de jeunes, venus de milieux sociaux moins favorisés, ne parviennent pas à franchir?

Les examens devraient servir seulement à reconnaître les capacités, ils deviennent immédiatement, par un mécanisme irrésistible de psychologie collective, l'origine de "droits acquis" et la garantie de "privilèges". Le nombre

de postes pour lesquels le baccalauréat est requis, le nombre d'écoles, techniques et commerciales, qui ne reçoivent que des bacheliers ne cessent d'augmenter. Non que le baccalauréat soit indispensable à l'exercice du métier ou à la poursuite des études, mais cette exigence est une source de prestige: la France n'arrive pas à sortir du mandarinat. Tout se passe comme s'il fallait qu'une fois pour toutes le sort de chacun fût déterminé par le diplôme. Le certifié, professeur hors de pair, ne s'élèvera jamais au statut de l'agrégé, même si celui-ci ne réussit pas dans l'enseignement (tout arrive).

Il ne serait admissible de s'en tenir à la formule d'un baccalauréat difficile, dont la fonction serait de sélectionner les étudiants, qu'à la condition de faire d'autres réformes: interdire aux administrations, aux institutions d'enseignement commercial ou technique de maintenir l'obligation du baccalauréat, imposer à une partie des élèves des lycées, dès la classe de troisième, une orientation vers d'autres voies que celle du cycle long conduisant au baccalauréat. Sous prétexte de ne pas sélectionner à dix-sept ou dix-huit ans les futurs étudiants, on finirait par les sélectionner à treize ou quatorze ans.

De bonnes âmes s'indignent qu'il n'y ait pas de place dans les facultés pour certains bacheliers. Ces farouches démocrates savent-ils qu'il n'y a pas de place dans les collèges ou lycées techniques pour tous les fils d'ouvriers? Sous prétexte de démocratisation, on facilite l'accès aux études abstraites, cependant que, faute de ressources, la sélection devient plus sévère dans les établissements de formation technique ou pratique.

On nous dit que l'objet de l'enseignement secondaire est, avant tout, de former des esprits "désireux et capables de s'instruire", donc que l'examen constatant un résultat convenable des études secondaires ne peut être distinct de l'examen "valant passeport pour l'université". Revenons sur la terre et réfléchissons un instant que l'enseignement secondaire qui produisait 15.000 bacheliers par an n'a plus grand-chose de commun avec celui d'aujourd'hui, qui en produit plus de 100.000.

Résumons-nous. Relever le niveau du baccalauréat afin qu'il sélectionne les futurs étudiants, c'est condamner entre un tiers et la moitié de ceux qui vont jusqu'au bout des études du second degré à l'échec. En attendant que l'enseignement secondaire forme effectivement des esprits capables de s'instruire, la seule solution est d'accorder généreusement le diplôme de fin d'études du second degré et de choisir les étudiants par une autre méthode.

Une affaire d'État. L'accès aux facultés

Le Figaro
28 octobre 1966

À l'heure présente, les facultés, surtout celles des lettres et de droit, sont presque les seuls établissements d'enseignement supérieur qui accueillent n'importe quel bachelier. Les classes de préparation aux grandes écoles, les écoles commerciales de haut niveau choisissent parmi les bacheliers, les facultés n'ont pas le droit de choisir.

Mon collègue, M. Georges Vedel, doyen de la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris, a récemment défendu la formule actuelle, encore que, me semble-t-il, avec moins d'assurance qu'il y a un an. Avant de discuter les arguments qu'il avance en faveur de sa thèse, il me paraît utile d'examiner les deux conditions indispensables, selon lui, au maintien du système actuel.

La première est une "sélection rapide et efficace au sein des facultés", ce qui signifie, en termes clairs, qu'à la fin de la première année il conviendrait d'éliminer un pourcentage important d'étudiants qui se sont "fourvoyés dans l'enseignement supérieur". Cette première condition équivaut à reconnaître qu'un nombre important de bacheliers n'ont pas les qualités ou la formation nécessaires pour mener à bien des études supérieures. Pourquoi une sélection "rapide et efficace" après une année de faculté serait-elle préférable à une sélection à la fin des études secondaires? Dans les facultés des lettres, l'examen dit de propédeutique avait précisément cette fonction: on vient de le supprimer. L'examen à la fin de la première année du premier cycle aura la même fonction que la propédeutique, il donnera, me semble-t-il, des résultats beaucoup plus arbitraires qu'un examen d'entrée en faculté intelligemment conçu.

La deuxième condition est que "le baccalauréat signifie encore quelque chose", et M. Vedel ajoute que "son niveau actuel est à la limite de l'acceptable". En d'autres termes, que le niveau du baccalauréat baisse encore et la thèse de libre entrée des bacheliers en faculté devient indéfendable. Or, j'ai essayé de le montrer en un précédent article⁽¹⁾, il me paraît *socialement* difficile et fâcheux de relever le niveau du baccalauréat, à moins, bien entendu, que ce relèvement ne soit obtenu par une réforme de l'enseignement secondaire lui-même.

Pourquoi M. Vedel s'oppose-t-il à l'examen d'entrée en faculté vers lequel l'incline, malgré lui, "le niveau à peine acceptable" du baccalauréat? Il ne donne que deux arguments qui ne semblent pas plus convaincants l'un que l'autre.

Toute sélection préalable, écrit-il, au moins dans certains domaines, ne signifierait rien. Pourquoi une sélection après une année serait-elle significative? Tout dépend du genre d'examen qui serait institué. Incontestablement, une sélection comporte toujours un certain coefficient d'erreurs. Il faut réduire ce coefficient dans toute la mesure du possible. Ni les carnets scolaires de l'enseignement secondaire ne devraient être décisifs ni les épreuves de cet examen ne devraient reproduire celles de l'actuel baccalauréat. Les pays étrangers, États-Unis, Union soviétique, Grande-Bretagne, Japon, qui distinguent le certificat de fin d'études secondaires et le droit d'entrée en faculté, appliquent diverses méthodes, dont aucune n'est parfaite, mais qui sont, à beaucoup d'égards, préférables aux nôtres.

Le deuxième argument, qui me semble dans la pensée de M. Vedel l'argument majeur, c'est que "les familles feraient marquer le pas à leurs lycéens pour être sûrs de succès". Seules les familles ayant des ressources financières suffisantes pourraient offrir à leurs enfants le supplément d'études nécessaire, donc "la fameuse démocratisation de l'enseignement en recevrait le coup le plus rude".

Pour mesurer la portée de cet argument qui ne surprendra personne, il conviendrait d'abord de savoir si les enfants issus des classes défavorisées et qui ont obtenu le baccalauréat sont en grand nombre parmi ceux qu'un examen supplémentaire risquerait d'exclure des universités. Il faudrait savoir ensuite si la sélection "rapide et efficace" au bout de la première année donnerait des résultats différents de la sélection avant la première année. En l'état actuel de nos informations, nul n'est capable d'en décider. Il est parfaitement possible qu'un examen d'entrée en faculté élimine beaucoup plus de fils et de filles de la bourgeoisie que de jeunes sortis de milieux populaires.

Laissons ces arguments et ces conditions. Ce qui me frappe, c'est que tous, partisans et adversaires d'un examen d'entrée en faculté, ne semblent envisager qu'un redoublement du baccalauréat, une fois de plus organisé sur le plan national, avec le même genre d'épreuves. Or, je conçois cet examen d'entrée tout autrement.

Il est inutile de faire subir cet examen à ceux que le livret scolaire et les mentions obtenues au baccalauréat désignent pour l'enseignement supérieur. La formule est appliquée dans les classes de préparation aux grandes écoles, à l'Institut d'études politiques, elle devrait l'être pour l'entrée dans les facultés.

La sélection devrait se faire non au niveau national mais par université. L'examen d'entrée serait plus facile à Besançon qu'à Grenoble, à Nantes qu'à

Paris? C'est probable, et il est bon qu'il en soit ainsi. L'inégale difficulté contribuerait à une répartition moins aberrante des étudiants entre les diverses universités. Il serait même concevable que l'examen fût inégalement difficile selon les disciplines de manière à influencer sur le choix de la carrière.

Enfin, la décision devrait tenir compte à la fois des résultats obtenus dans l'enseignement du second degré (donc du livret scolaire), de l'origine sociale des candidats, des établissements dans lesquels ils ont fait leurs études, enfin, d'épreuves spécifiques parmi lesquelles devrait figurer une libre conversation avec des professeurs, voire des psychologues. Il serait légitime de réserver des places à des bacheliers qui ont fait leurs études dans des collèges et qui n'ont reçu aucune aide de leur famille. La sélection par les épreuves anonymes, sous prétexte de justice égalitaire, est finalement une forme subtile d'injustice puisqu'elle néglige l'inégalité des chances qui résulte de la différence des milieux sociaux. Ceux mêmes qui plaident le plus passionnément pour la démocratisation ne proposent aucune réforme qui contribuerait effectivement à celle-ci.

En Union soviétique aussi les étudiants sont sélectionnés par un concours, mais on réserve un certain nombre de places aux candidats qui ont fait leurs études dans des conditions peu favorables.

On m'objectera que cette sélection est contraire aux habitudes et aux préjugés français et que l'examen d'entrée en faculté, s'il est créé, deviendra inexorablement un superbaccalauréat comme l'était l'examen de propédeutique. Je ne méconnaiss pas le danger. Mais s'il en était ainsi, je crois que la réforme serait préférable à l'actuelle comédie burlesque du baccalauréat. Mais surtout cet examen d'entrée donnerait une chance d'autonomie aux universités. Il permettrait d'introduire un mode de sélection moins faussement équitable que celui des épreuves actuelles, de répandre une idée banale que la France est presque la dernière à méconnaître: le nombre des étudiants doit correspondre aux ressources disponibles, matérielles et humaines. On ne rend pas service aux jeunes en commençant par les accueillir pour les rejeter une année plus tard, déçus et amers.

On ne mesure pas le rendement d'un système d'enseignement par le pourcentage des succès, mais un pourcentage élevé d'échecs au niveau de l'enseignement supérieur témoigne, non contre les professeurs et les étudiants, mais contre le système.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 27 octobre.

Que valent les études françaises

L'Express
31 octobre 1966

À travers toute la France, 460.000 étudiants de toutes les disciplines prennent ce mois-ci le chemin de l'Université. Des facultés nouvelles sont ouvertes à Aix, à Bordeaux, à Clermont-Ferrand, à Strasbourg; 8.000 places supplémentaires sont prévues dans les restaurants universitaires, 9.890 bourses créées; l'organisation des études de sciences et de lettres a été réformée. Mais, pour l'essentiel, quelle est la valeur de l'enseignement ainsi dispensé? «L'Express» a posé la question à M. Raymond Aron, membre de l'Institut, professeur de sociologie à la Sorbonne. Son expérience des universités allemandes, où il fut lecteur, avant la guerre, à Cologne, et des universités américaines, où il a été plusieurs fois appelé à enseigner, le qualifie particulièrement pour porter un diagnostic.

L'Express. – Avant guerre, les Français avaient confiance dans la qualité de leurs études. Ils étaient convaincus que les lauréats des concours les plus difficiles, un polytechnicien, un normalien, représentaient une élite n'ayant d'équivalent nulle part au monde. Aujourd'hui, on leur préfère des étudiants qui ont passé par les grandes universités américaines, Harvard, Stanford ou encore l'Institut de Technologie du Massachusetts. Pourquoi cette crise? Qu'est-ce qui ne va pas dans l'Université française?

Raymond Aron. – Il faudrait d'abord se demander si cette confiance était justifiée. Dans un article de «La N.R.F.», peu après la guerre, le frère de Simone Weil, qui est lui-même un des plus grands mathématiciens de sa génération, dénonçait le déclin de la science française.

Il s'agit plutôt d'une prise de conscience. On s'est aperçu, par exemple, dans le cas de Polytechnique, qu'il était tout de même singulier de recruter les esprits les plus doués en mathématiques pour en faire ensuite des ingénieurs ou même, la plupart du temps, des chefs d'entreprise. Depuis dix ans, de gros efforts ont été accomplis afin d'orienter à nouveau les polytechniciens vers la recherche.

On s'est également aperçu que les grandes universités américaines offraient, dans le domaine des sciences de la nature, des moyens, en hommes et en matériel, très supérieurs à n'importe quelle université européenne. Il vaut tout de même mieux s'initier à la recherche auprès d'un prix Nobel que dans un manuel. Mais, là encore, la leçon a été comprise et, ces dernières années, à la fois dans

les universités et dans les instituts de recherche, l'État a fait beaucoup.

Le vrai drame n'est pas là. Le péché originel de nos universités, à l'heure actuelle, c'est le problème du baccalauréat, qui est en train de paralyser toute la réflexion française.

- *N'est-ce pas, d'abord, le procès de notre enseignement secondaire, de ses méthodes et de ses résultats?*

- Le problème est double. Trente, quarante, soixante pour cent d'échecs au baccalauréat selon les disciplines condamnent évidemment une certaine conception du secondaire. Mais, en revanche, du point de vue de l'enseignement supérieur, trois à quatre cent mille bacheliers autorisés à envahir nos universités, c'est aussi un désastre.

Beaucoup ne sont pas vraiment préparés aux études supérieures. Il est donc inévitable qu'on en élimine, comme c'est le cas actuellement, le tiers ou la moitié à la fin de la première année. Quand ce ne serait que faute de place.

Je sais qu'il s'agit là d'une vieille tradition française. Mais je ne vois pas ce qu'elle a de spécialement démocratique. Au contraire, cette sélection indéfiniment recommencée est une épreuve pour les étudiants, et crée un mauvais climat pour leurs rapports avec les professeurs. Normalement, un garçon capable de poursuivre des études devrait avoir la quasi-assurance, chaque année, qu'il accèdera à l'échelon supérieur. C'est ce qui se passe dans tous les pays étrangers. Parce qu'on a pris la précaution, au départ, de limiter le nombre des étudiants aux possibilités d'un encadrement sérieux.

En France, on est en train de faire l'inverse. On cherche désespérément des professeurs pour encadrer cette masse de bacheliers admis d'office. Pour cela, on retire à l'enseignement secondaire ses meilleurs professeurs des classes terminales, ce qui entraînera forcément un nouvel abaissement du niveau du baccalauréat. Et on leur fait perdre leur temps dans le supérieur à s'occuper d'élèves qui seront éliminés au bout d'une année ou deux.

- *Au même âge, pourtant, le bachelier français passe pour mieux formé que l'élève américain.*

- Aux États-Unis, à l'heure actuelle, les trois quarts des enfants vont jusqu'au bout de l'école secondaire. Avec une telle proportion, il est obligatoire que beaucoup d'entre eux en sachent moins qu'un bachelier français. Mais il faut se méfier des généralisations. Et puis le système américain comporte une sorte de transition entre le secondaire et l'université proprement dite. C'est le «college»

de 17 ou 18 à 19 ou 20 ans. Or, dans certains colleges que j'ai vus aux États-Unis, on travaille beaucoup.

- *Pourtant, le Dr Francis Miller Rogers, professeur à l'Université Harvard, estime que, dans un bon college, les étudiants n'ont pas plus de quarante heures de travail par semaine, tout compris.*

- Quarante heures bien remplies, et c'est le cas, cela représente déjà beaucoup.

En France, dans une classe de seconde C, il y a trente-trois heures de cours, sans parler des devoirs et des leçons.

- C'est délirant! Il est, en effet, très probable que les meilleurs bacheliers français ont une culture plus profonde que les jeunes étudiants américains. Ils ont appris plus de choses. Reste à savoir s'ils ont la même fraîcheur pour continuer à apprendre dans les années qui suivent.

- *Vous estimez que l'étudiant français reperd ensuite l'avantage qu'il pouvait avoir au départ?*

- Mon sentiment est que dans les grandes universités américaines, puisque j'ai surtout été dans les grandes universités, les conditions de travail sont tellement plus favorables, qu'en fin de compte, l'étudiant américain fournit un plus gros travail que l'étudiant français.

Prenons les disciplines que je connais le mieux. Je suis à la faculté des Lettres, à Paris, à la Sorbonne, et j'ai une chaire de sociologie. À la rentrée, je trouve à mon cours entre trois cents et cinq cents étudiants. Je leur dis toujours:

«J'aimerais vous connaître individuellement, mais rendez-vous compte que j'ai à recevoir entre dix et vingt personnes par semaine. Et encore, en accueillant seulement les étudiants qui ont déjà leur licence, au niveau du diplôme d'études supérieures, de la thèse du troisième cycle ou de la thèse d'État.»

Éventuellement, ils peuvent écouter le cours et en tirer parti. Mais comparée à cela, la formation d'une grande université américaine est très supérieure. Non pas parce que les professeurs américains sont supérieurs, mais parce que l'encadrement est beaucoup plus grand, parce que les bibliothèques sont plus accessibles, parce que le travail est mieux organisé, parce que l'étudiant peut être mis directement en contact avec la recherche.

À Paris, il vit chez lui. Il perd une heure ou deux par jour pour ses déplacements. Quand il a un battement entre deux cours, il ne sait pas quoi faire, il traîne dans les cafés.

Naturellement, nous avons encore des étudiants remarquables. Il est certain

que, dans toutes les disciplines, les meilleurs agrégés sont, pour leur âge, mieux formés que n'importe où ailleurs. Mais, en règle générale, les conditions de travail sont si épouvantables qu'on se demande comment nos étudiants pourraient obtenir les mêmes résultats qu'à l'étranger.

- *Et pour remédier à cet encombrement vous réclamez une réforme du baccalauréat?*

- Je voudrais que les universités ne deviennent pas un dépotoir. Pour entrer dans une école supérieure de commerce, il faut maintenant passer un examen ou un concours d'un niveau supérieur au baccalauréat. On finit par avoir des exigences accrues pour tous les établissements d'enseignement, sauf pour les universités.

C'est le monde à l'envers. Les universités, dans tous les pays modernes, jouent un rôle décisif. Si, en France, on veut les détruire, il n'y a qu'à continuer. On est en train de les détruire.

Puisqu'on a multiplié le nombre des professions auxquelles on ne peut accéder sans baccalauréat – ce qui est absurde, mais qu'il serait très difficile de changer – faisons du baccalauréat un certificat de fin d'études secondaires et donnons-le avec une grande générosité aux élèves qui ont achevé normalement leurs études.

Quant à l'entrée en faculté, qu'elle dépende d'un autre examen. Mais, j'insiste, pas d'un examen au niveau national, copié sur le baccalauréat. Sinon, tous les problèmes actuels se poseront à nouveau, on n'en sortira pas. La seule façon de l'éviter, c'est de créer un examen par université. Et, j'ajoute, pour scandaliser mes collègues: il faut que cet examen soit de niveau variable. Les universités qui ont le plus de place devraient également accorder le plus généreusement le droit d'entrer. Ce serait le moyen de provoquer une distribution moins aberrante des étudiants entre les différentes universités.

Pour me justifier, je précise tout de même que le système que je préconise est celui qu'ont adopté tous les pays dont l'enseignement est vraiment modernisé: les États-Unis, l'Union soviétique, le Japon. L'Angleterre, sous une forme différente, s'oriente dans la même voie.

- *Dans cette perspective, que deviendraient les bacheliers qui ne seraient pas admis à l'université?*

- M. Fouchet a parlé d'Instituts de Technologie. Je ne vois pas pourquoi on ne multiplierait pas les écoles de commerce, d'administration, les écoles hôtelières.

Je ne vois pas pourquoi toutes les branches de l'industrie et du commerce ne créeraient pas, avec l'aide de l'État, des institutions de ce genre. On pourrait faire l'économie des méthodes abstraites, du primat de la dissertation, dont un certain nombre de lycéens finissent par se fatiguer.

De telles écoles existent partout aux États-Unis. Elles sont incluses dans l'université, ce qui permet à tout le monde de se dire étudiant. Mais, en France, je vois mal la Sorbonne accueillir en son sein une école hôtelière.

L'essentiel, c'est que nos facultés puissent enfin se consacrer à ce qui est la tâche fondamentale des universités modernes, ce que les Américains appellent «post graduate studies». Autrement dit, la formation de savants et de chercheurs.

- *N'est-ce pas, chez nous, le rôle du troisième cycle?*

- Quand mes étudiants ont achevé leur licence et qu'ils viennent me trouver pour préparer une thèse de troisième cycle, à la Sorbonne, je suis incapable de les aider. Je n'ai ni maîtres pour les encadrer ni crédits pour entreprendre des recherches. Rien. Je m'en tire grâce à l'École pratique des Hautes Études, où j'ai un centre de recherches et des équipes avec lesquelles je peux les mettre en relation.

Sur le papier, en effet, on a créé quelque chose qui s'appelle le troisième cycle. On a même prévu des bourses. Mais, en pratique, à la Sorbonne, rien n'est organisé. Il y a un premier et un deuxième cycles, qui s'achèvent par la licence, correspondant à peu près au titre de «Master» pour les Américains. Mais, au-delà, au moment où les étudiants produisent le travail le plus original, le plus fécond, il n'existe, chez nous, que l'agrégation, qui est encore un exercice scolaire, et dont on se demande à quoi elle prépare, sinon à l'enseignement – et encore je n'en suis même pas sûr. En tout cas, la France est le seul pays développé au monde où la formation de professeurs de l'enseignement secondaire soit considérée comme l'objectif prioritaire des facultés.

- *Vous estimez que la recherche est incompatible avec la formation des futurs professeurs?*

- Au contraire, je pense qu'il faut maintenir la liaison entre la science et l'enseignement, mais qu'à notre époque, cette liaison passe par des formules du type troisième cycle ou «post graduate studies».

Savez-vous que nos universités datent seulement des vingt dernières années du XIXe siècle? Jusque-là, et depuis la Révolution, on avait cru pouvoir s'en passer. On se contentait de facultés et de grandes écoles. C'est justement pour

permettre le développement de la science et de la recherche qu'on s'est enfin décidé à créer des universités. Pour y obtenir une chaire et le titre de professeur, il fallait avoir présenté une thèse d'État, qui passait alors pour le modèle du travail de recherche.

On avait copié l'organisation des universités allemandes, qui avaient dominé le siècle. Sans s'apercevoir qu'elles étaient peut-être déjà un peu en déclin, parce qu'elles n'arrivaient pas à s'adapter aux exigences nouvelles de la science. En outre, la liaison étroite entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, qui fit longtemps la gloire de notre système, a bloqué l'épanouissement d'un véritable enseignement supérieur. Et ceci nous ramène encore, par une autre voie, au problème du baccalauréat.

La réforme que je souhaite est, tout simplement, un retour à l'inspiration qui a présidé à la création de nos universités.

- Dans l'état actuel des choses, un étudiant, même s'il a du temps devant lui, et s'il choisit intelligemment son orientation, ne peut donc acquérir en France une formation complète?

- Cela dépend. Si vous prenez des normaliens brillants, qui ont passé l'agrégation de philosophie, puis qui ont étudié deux ou trois ans les mathématiques, et cela existe, vous obtenez quelque'un de supérieur à tout ce que j'ai rencontré à l'étranger. De même, certains polytechniciens, qui se destinent à la direction d'entreprise, savent qu'il leur faut compléter leur culture dans des domaines qui ne sont pas abordés à l'École. Mais ces réussites individuelles vont à contre-courant des structures universitaires.

- N'y a-t-il pas tout de même un progrès depuis quelques années? Des réformes ont été entreprises, les étudiants paraissent mieux informés.

- Il est certain que les facultés des Sciences obtiennent peu à peu les réformes qu'elles demandaient, parce qu'une école dominante s'y est imposée autour des professeurs Laurent Schwartz et André Lichnerowicz. À la Sorbonne même, nous pouvons, depuis quelques années, faire appel à des professeurs dits «associés», qui n'ont pas leur thèse et parfois sont des étrangers. Pour la licence de sociologie, nous obtenons l'aide de professeurs des facultés des Sciences et de Droit.

Mais surtout l'augmentation massive des effectifs a, malgré tout, été bénéfique. Elle a fait sauter des barrages. En 1938, la France comptait 60.000 étudiants, ils sont aujourd'hui entre 300.000 et 400.000. Le pourcentage des très bons étudiants a donc forcément augmenté, même si ce n'est pas de façon

proportionnelle.

- *Et la province?*

- C'est très variable, selon les universités et les disciplines. Quelques laboratoires de province n'ont pas d'équivalent à Paris. On trouve également en province des personnalités très remarquables qui, à titre individuel, sont supérieures à la plupart des professeurs parisiens. Mais, dans l'ensemble, les conditions de travail sont encore moins favorables qu'à Paris. Parce que les spécialistes sont isolés, parce qu'ils perdent du temps à faire venir des livres de Paris, parce que le troisième cycle y est encore plus délaissé que dans la capitale. Cela dit, là encore, à cause du nombre des candidats, une évolution est en train de s'opérer.

Mais il ne faut pas se payer d'illusions. Aussi longtemps que nous n'aurons pas de véritables universités, dotées d'une personnalité juridique, mais seulement un ministère de l'Éducation nationale qui légifère pour toute la France, et des administrations universitaires dépourvues d'autonomie, un renouvellement en profondeur de l'enseignement français restera impossible.

En somme, m'a reproché un jour un collègue, si l'on vous écoutait, on se bornerait à écrire: «Cours de littérature française», et ensuite chaque université française ferait ce qu'elle voudrait. «Exactement», lui ai-je répondu, et le fait que toutes les universités étrangères agissent ainsi ne prouve pas que ce soit une catastrophe.

Nous sommes prisonniers du mandarinat. Sous prétexte qu'un licencié a automatiquement droit à un certain nombre de postes dans notre société, il faut que toutes les licences soient égales.

- *Ne viennent-elles pas d'être réformées?*

- Oui et, dans certains cas, le programme est plus équilibré. Mais, dans l'ensemble, le système est encore plus rigide qu'autrefois. Par exemple, on ne trouve plus assez de candidats pour la licence de lettres classiques, parce que mes collègues s'obstinent à exiger le grec.

- *Ils prétendent que c'est indispensable pour donner une véritable culture générale.*

- J'ai fait du grec autrefois, j'en garde un merveilleux souvenir et je déplore sa disparition. Mais vaut-il mieux former des licenciés classiques sans grec ou pas de licenciés classiques du tout?

Avec la méthode qui conduit à séparer, dès les classes terminales des lycées,

littéraires et scientifiques, on aboutira à ce paradoxe que des ingénieurs sortant de l'Institut de Technologie du Massachusetts auront une culture plus étendue, plus profonde, je ne dis même pas que nos scientifiques, mais que certains de nos littéraires enfermés dans leur spécialisation.

- *Nous voilà très loin du baccalauréat.*

- Pas du tout. Si vous me demandez quelle est la réforme la plus urgente dans l'université française, je vous réponds: organiser effectivement le troisième cycle. Assurer aux étudiants la liberté de choix qui est indispensable à une véritable activité de recherche. Mais ce but est matériellement inaccessible tant qu'on n'aura pas, d'abord, réorganisé les premier et deuxième cycles. Donc tant qu'on n'aura pas réformé l'enseignement secondaire et le baccalauréat. Tout se tient dans l'enseignement.

- *Dans la société aussi. Et les Français sont attachés à leurs privilèges. En particulier aux privilèges que leur confèrent les diplômes.*

- Si vous ne pouvez pas enlever cela de la tête des Français, vous n'arriverez pas à grand-chose. Nous en parlions récemment avec un collègue. Il s'agit de préjugés sociaux, bien sûr, me disait-il, mais certaines cristallisations peuvent être mortelles. Et nous, sociologues, nous savons qu'il existe des sociétés qui préfèrent mourir plutôt que de se réformer.

Il y a plus urgent que les projets grandioses

Le Nouvel Observateur

23 novembre 1966

Que pensez-vous des propositions avancées par le dernier colloque de Caen?

RAYMOND ARON. – Je suis, dans l'ensemble, en sympathie avec le groupe Lichnerowicz, que je connais depuis longtemps. Je partage les grandes orientations de la réforme.

Cela dit, je ne suis pas sans inquiétude sur les effets pratiques d'un colloque de cet ordre, parce qu'on a eu tendance à traiter de toutes les universités, de toutes les facultés, de tous les problèmes. Ma première remarque, d'ordre général, sur ce colloque, c'est qu'on a mis l'accent sur un certain nombre de réformes qui peuvent être faites d'un trait de plume – et que j'accepterais volontiers – mais dont l'efficacité me paraît limitée au moins dans les disciplines que je connais, et qu'on a présenté, d'autre part, un plan complet de réorganisation de tout le système universitaire français. Si l'on pouvait avoir demain matin ce système, je le préférerais au système actuel, mais on ne nous dit absolument pas comment on va aller d'ici à là, c'est-à-dire du système actuel au système complètement différent.

Ces remarques générales étant faites, parlons des chaires.

Il est possible que, dans les facultés des Sciences, le problème des chaires, opposé à celui des départements, soit un problème de première importance. En principe, je suis cent pour cent d'accord avec la suppression des chaires. J'ai fait des expériences pénibles de l'impossibilité d'organiser un enseignement lorsque le titulaire d'une chaire est déraisonnable, et j'ai écrit plusieurs fois, le critiquant, que le système français était une combinaison de centralisation administrative et financière, et d'anarchie intellectuelle totale. Cela vient de ce que le professeur, dans sa chaire, est maître après Dieu; il a un supérieur, le ministre de l'Éducation nationale, mais le ministre est tellement loin que le professeur est libre de faire n'importe quoi!

Donc, pour la création des départements, je suis cent pour cent d'accord.

Mais, dans une très large mesure, c'est une affaire de mœurs, car il ne suffit pas de dire: il y aura dorénavant des départements, les professeurs ne seront plus propriétaires de leur chaire. Si demain on fait cela à la faculté des Lettres, absolument rien ne sera changé. Si vous prenez le plus vieux, c'est-à-dire,

mettons, dans ma discipline, moi, et que vous me dites: "Vous allez commander aux autres", ou bien je les convaincrs, ou bien il ne se passera rien du tout. On n' imagine pas, en effet, que je pourrais aller trouver le doyen pour lui dire: "M. X... est d'raisonnable", ou "M. X... ne travaille pas". Si l'on parle, d'autre part, de nommer les professeurs sur travaux et non plus sur titres, on revient toujours au m'eme probl'eme: qui va nommer?

Je suis personnellement tr's hostile au syst'eme actuel, en particulier à ce qu'on appelle les campagnes 'lectorales. Je trouve parfaitement ind'cent de faire faire une centaine de visites aux candidats à la Sorbonne. Personnellement, je refuse de recevoir ces visites. Je trouve qu'il devrait y avoir, dans les facult's des Lettres, des commissions 'lectorales compos'es d'une demi-douzaine de personnes qui feraient des rapports.

Mais, je le r'p'ete, c'est largement une question de m'eurs. Car la commission 'lectorale fera un rapport exactement comme la discipline ou le d'partement font aujourd'hui un rapport, et puis l'assemblée de la facult' votera et 'lira quelqu'un sans le conna'tre. Aujourd'hui, à la facult' des Lettres, à la Sorbonne, les 'lections sont d'termin'es par des 'lecteurs dont moins de 10% connaissent les travaux des candidats!

Et la propri'té de la chaire?

R. A. – Je ne sais pas tr's bien ce que signifie la propri'té de la chaire.

Il n'y a aucune discipline où il y ait une seule chaire. Lorsque vous avez nomm' un professeur à une chaire, vous ne le chasserez pas sous pr'texte que les travaux qu'il fait apr's sa nomination sont mauvais. Je n'ai vu faire cela dans aucune universit' du monde, ni aux 'tats-Unis, ni en Allemagne, ni en Angleterre, ni en France.

Le probl'eme – surtout, je crois, dans les facult's des Sciences – c'est que le titulaire d'une chaire est en m'eme temps, en principe, le directeur d'un laboratoire. Et il arrive tr's souvent – me disent mes coll'gues – qu'il exerce une influence exag'r'e, soit sur l'orientation des travaux des jeunes, soit sur les nominations dans la m'eme discipline.

Mais je voudrais bien savoir quels sont les gens, dans les facult's des Lettres, qui exercent une telle influence?

Je connais, bien s'ur, un certain nombre de patrons abusifs qui imposent des sujets de th'se, mais je connais surtout des candidats qui ont la faiblesse de croire que leur carri're d'pend des gens en place. Quand, aujourd'hui, on vient

me voir, je fais observer à ces candidats au doctorat que, selon toute probabilité, je ne serai plus à la Sorbonne quand ils auront fini leur thèse, si bien qu'ils pourraient s'offrir le luxe du non-conformisme et de la révolte, non?

En somme, vous pensez qu'en ce qui concerne les lettres le système défini à Caen est déjà en place?

R. A. – Non, le système défini à Caen veut aller beaucoup plus loin. On a proposé qu'il n'y ait plus de facultés séparées, mais des universités homogènes; donc que les facultés disparaissent et que l'université soit la véritable unité. On a demandé d'autre part que les universités soient d'un modèle différent.

Dans l'abstrait, je suis d'accord sur tout cela. Je pense en effet qu'il serait préférable que les facultés aient beaucoup moins d'existence, les départements davantage, et les universités davantage encore. La structure qu'on appelle aujourd'hui "facultaire" est la pire, et je pense que le département, d'une part, l'Université, d'autre part, sont deux organismes plus importants, ou qui devraient être plus importants, que la faculté.

Avec des spécialisations différentes?

R. A. – Avec, éventuellement, des spécialisations différentes. Mais je ne vois pas comment on peut partir de la structure actuelle pour arriver dans un délai raisonnable à la structure réclamée à Caen. Cela me paraît impossible avec les ressources matérielles et humaines dont on dispose, aussi longtemps qu'on ne prendra pas un certain nombre de mesures beaucoup plus élémentaires, beaucoup plus simples.

Il semble qu'on ait finalement préconisé, à Caen, le maintien des structures actuelles – avec le secret espoir, peut-être, qu'elles dépériront – et la mise en place, ailleurs, de nouvelles structures...

R. A. – On n'y réussira pas! Dans l'état actuel des choses, on a fort peu de moyens pour créer de nouvelles universités. Pensez qu'on a déjà du mal à pourvoir toutes les chaires créées dans les universités. L'idée qu'on puisse laisser "dépérir" les universités actuelles et créer des universités nouvelles me paraît un exemple typique de l'esprit utopique des Français, qui se combine avec leur conservatisme.

Personnellement, je pense qu'il faut supprimer la double fonction du baccalauréat. Il faut en faire un simple certificat de fin d'études secondaires, qui cessera d'être une source d'anxiété et une obsession pour les élèves de l'enseignement secondaire, parce qu'il sera plus généreusement accordé. Mais ce

baccalauréat ne donnera pas le droit d'entrer en faculté. Il faudra que les universités fassent leur propre recrutement et que le nombre des gens admis soit fixé en fonction des places disponibles et soit variable, éventuellement, selon la discipline.

Cela vaudrait la peine que vous regardiez, la semaine prochaine, les chiffres officiels d'inscription dans les différentes disciplines, en première année de la faculté des Lettres de Paris. Le nombre des candidats à la licence classique avec grec est tombé à un chiffre dérisoire. La spécialité n°1, au point de vue quantitatif, c'est l'anglais. Viennent immédiatement après les lettres modernes et la psychologie. Bon.

Je demande si, vraiment, les principes éternels de la démocratie imposent que tous ceux qui ont envie d'apprendre l'anglais viennent faire une licence à la Sorbonne? Je me demande pourquoi il y aurait un nombre illimité de candidats à la licence d'anglais et pourquoi des ressources extrêmement rares seraient toutes consacrées à rendre possible, à tous les bacheliers, d'avoir une licence qui devient une licence quelconque car enfin il n'y a aucune espèce de commune mesure entre les besoins de l'enseignement supérieur et de la recherche, d'une part, et la répartition des étudiants entre les disciplines d'autre part.

Cela, je m'excuse, c'est beaucoup plus prosaïque, vous comprenez, que les nouvelles universités souhaitées par Caen. Je ne suis pas contre ces nouvelles universités...

... Mais vous pensez que ce n'est pas le problème primordial.

R. A. – ... Je pense que ce n'est pas le problème urgent. Ce que je crains, c'est qu'en lançant des projets trop grandioses qui n'ont aucune chance d'être appliqués dans un court délai, on offre un alibi ou une excuse pour ne pas faire des réformes sur lesquelles 80% des esprits raisonnables sont d'accord, mais qui exigent un effort extraordinaire de la part des gouvernants.

Il est facile de dire que le bachot ne doit plus donner le droit d'entrer en faculté, mais vous soulevez une tempête d'indignation dès que vous voulez passer à la réalisation! Si vous annoncez que chaque université doit recruter ses étudiants, vous vous heurtez à des résistances psychologiques d'une violence incroyable. Il est facile de dire, à Caen: "L'idée d'un examen au niveau national est une idée absurde." Ça fait quinze ans que je le répète. Mais dès que vous voulez en tirer les conséquences pratiques, c'est une levée de boucliers. Le danger des idées de Caen, avec lesquelles, encore une fois, je suis d'accord, c'est qu'elles conduisent simplement à créer, en cinq ou dix ans, une ou deux

universités d'un type moderne. Pendant ce temps, un certain nombre de disciplines crèveront, un certain nombre de facultés ou d'universités continueront à dépérir, un certain nombre de gens, qui seraient peut-être capables de faire du travail, s'en iront ailleurs, dégoûtés.

Il y a donc deux problèmes pour vous: d'abord la canalisation de la masse des étudiants; ensuite la répartition de cette masse selon les secteurs?

R. A. – Oui. Je ferai une troisième remarque: il faut, une fois pour toutes, que les facultés des Lettres ne soient pas des écoles de formation d'enseignants du second degré, et qu'elles redeviennent ce qu'elles devaient être dans la conception initiale, au moment des réformes de la III^e République, c'est-à-dire des centres d'enseignement supérieur. Cela veut dire qu'il faut créer un troisième cycle authentique. Si l'on crée des universités de type nouveau – ce qui est une des tendances au ministère – on va dire: après tout, il n'y a pas besoin d'un troisième cycle dans les facultés de Lettres; que ceux qui veulent enseigner dans les facultés continuent à faire ce qu'ils font, dans le premier et le deuxième cycle; et puis on fera une ou deux universités d'un type nouveau où l'on créera un troisième cycle.

Pour moi, les réformes urgentes sont, dans l'ordre: baccalauréat, système de sélection par université et par discipline et création d'un troisième cycle authentique dans les facultés des Lettres.

Et puis je voudrais aussi ajouter que tout le monde est d'accord sur les tendances définies à Caen, mais que toutes les réformes que l'on a faites au cours de ces dernières années vont en sens contraire!

Par exemple?

R. A. – On nous explique qu'il faut beaucoup plus de souplesse et de combinaisons de disciplines dans les universités. C'est très bien, mais les réformes que l'on a faites dans l'enseignement du second degré ont pour résultat de faire la sélection entre les littéraires et les scientifiques en classe de seconde, et de rendre extrêmement difficile, pour ceux qui ne sont pas engagés dans la filière scientifique au point de départ, de la rejoindre. On nous explique qu'il ne faut pas sacrifier au niveau de l'enseignement supérieur une des deux cultures, la culture humaniste ou la culture scientifique. Je suis d'accord. Mais qu'on commence par imposer une sélection plus rigide en classe de seconde!

On nous dit aussi qu'il faut multiplier les combinaisons de disciplines dans les universités. Je suis d'accord, mais le résultat de la nouvelle réforme des deux premiers cycles c'est qu'on commence une licence à un âge où, auparavant, on

entrait en propédeutique, et qu'il est extrêmement difficile, ensuite, de passer d'une licence à une autre. Ainsi, dans les trois dernières années du secondaire et dans les quatre premières années du supérieur, nous sommes plus rigides que nous ne l'étions auparavant. En même temps, on vient nous expliquer que, dans les nouvelles universités, il y aura une flexibilité exceptionnelle! Cela, c'est typiquement français: on commence par faire un certain nombre de réformes inspirées d'un certain esprit, puis on déclare hautement que l'esprit des réformes futures sera opposé à l'esprit des réformes précédentes! Mais... je suis un mauvais esprit!

Ce qui se passe actuellement, c'est que les facultés font face comme elles peuvent à l'arrivée massive des étudiants et, finalement, négligent de plus en plus les activités de recherche, surtout dans le secteur littéraire.

R. A. – Oui et non. Je connais un certain nombre de professeurs qui souffrent d'être obligés de consacrer la moitié ou les deux tiers de leur temps à préparer des étudiants à la licence ou à l'agrégation, alors qu'ils préféreraient avoir un enseignement qui s'adresserait à des étudiants sélectionnés, à des étudiants qui seraient au niveau du troisième cycle.

J'ai écrit un jour, il y a une dizaine d'années, que le système actuel aboutissait à une sélection à rebours, c'est-à-dire que les meilleurs étudiants préparaient l'agrégation et que les recalés de l'agrégation allaient au C.N.R.S. Je ne suis pas un admirateur de l'agrégation, mais je ne trouve pas que l'échec à l'agrégation soit une garantie de valeur scientifique. En fait, nous avons assisté depuis une dizaine d'années à une sélection à rebours créée par l'agrégation. Non pas que les agrégés ne soient pas les meilleurs, mais parce qu'ils sont souvent perdus pour la recherche à cause du système. Maintenant, on a beaucoup amélioré les choses parce qu'ils vont dans les universités en tant qu'assistants, et ainsi de suite.

Cela dit, je trouverais un peu déplorable qu'on les ait mis dans les universités pour y faire la même chose que ce qu'ils faisaient auparavant dans les lycées, et qu'il faille être exclu du poste d'assistant pour avoir une chance de faire du travail scientifique.

Je ne trouve pas idéal que, sous prétexte que je suis professeur de faculté, je n'aie plus le droit de travailler! J'y réussis encore un petit peu, mais ce n'est pas sans peine!

4.6

**LA RÉVOLUTION INTROUVABLE
(1968-1969)**

Réflexions d'un universitaire

Le Figaro
15 mai 1968

Un vieux professeur, qui a beaucoup aimé son métier, ne commente ni sans hésitation ni sans tristesse les événements de la dernière semaine. Durant les jours de crise, je me suis abstenu d'écrire pour ne pas ajouter à la confusion progressivement créée par les manœuvres et les fausses manœuvres des uns et des autres. Le gouvernement a multiplié les fautes, mais M. Cohn-Bendit, que la presse et la radio transfigurent en personnage historique, ne me paraît pas, pour autant, un rénovateur de l'université française.

Quand les policiers répriment brutalement les manifestations d'étudiants, la sympathie de tous s'adresse naturellement à ces derniers. (Quand les manifestants appartiennent à la classe ouvrière, les parents d'étudiants réagissent-ils toujours de même?)

En un sens, par définition, les jeunes ne peuvent pas ne pas avoir raison; ils auront le dernier mot et ils expriment, par leurs propos ou plus encore par leur action, les sentiments qu'ils éprouvent à l'égard du monde et des hommes en place.

Mais quand j'ai rencontré à Berlin, en janvier dernier, les étudiants berlinois en colère, je n'ai pu me défendre d'évoquer les étudiants en colère de 1930 et de 1931, que j'avais connus quand je venais juste de passer de l'autre côté de la barricade. Eux aussi, me disait-on à l'époque, avaient nécessairement raison puisqu'ils représentaient l'avenir (celui-ci a eu pour nom Hitler). Déjà, le professeur Marcuse, grand-père des enragés d'aujourd'hui, opposait un refus catégorique au régime existant (à l'époque, la république de Weimar). Sur quoi débouchera la révolte des étudiants, à supposer qu'elle débouche sur quelque chose?

Comment les troubles de Nanterre, apparemment limités, épisodiques, se sont-ils, en huit jours, amplifiés, au point d'ébranler le gouvernement et de rétablir, au sein de l'université, une sorte d'unanimité, au reste illusoire sinon hypocrite, qui ne résisterait pas à la confrontation avec les vrais problèmes?

La presse l'a maintes fois écrit et le fait ne prête pas au doute: les professeurs "libéraux", désireux de réformer les institutions, exerçaient une influence dominante à Nanterre. En psychologie et en sociologie, les deux sections les plus

agitées, ils avaient formé les comités paritaires - enseignants-étudiants - qui pratiquaient le dialogue réclamé de tous côtés. Or le dialogue a dégénéré en agitation permanente, parfois en grossièretés intolérables, sous la direction de celui que *L'Humanité* appelait un "anarchiste allemand".

Le jour où, finalement, le doyen, respecté par tous, a pris la décision de suspendre les cours, beaucoup de professeurs regrettaient qu'il eût tant tardé à réagir; aucun ne lui a reproché précipitation ou autoritarisme.

Dix jours plus tard, enseignants et étudiants, au coude à coude, se dressent contre les autorités. Les syndicats ouvriers décrètent une grève générale de vingt-quatre heures. Que s'est-il passé entre-temps?

À l'origine de la semaine folle, l'entrée des gardiens de la paix dans la cour de la Sorbonne et la fermeture de la faculté. Le vendredi 3, les deux groupes d'étudiants, qui se faisaient face, en seraient-ils venus aux mains si la police n'était pas intervenue? J'admire que tant de personnalités prennent sur ce point une position catégorique, alors qu'elles ignorent ou connaissent mal les faits. J'ai causé avec deux collègues qui se trouvaient sur les lieux ce jour-là.

Tous deux professent des idées de gauche, tous deux d'une honnêteté insoupçonnable: l'un m'affirme qu'il n'y avait pas urgence et que tout se serait terminé sans drame; l'autre, avec la même certitude, prétend le contraire. Je me refuse donc à trancher ce point d'histoire, non par peur des responsabilités, mais par aveu d'ignorance.

Cette décision, erronée ou inévitable, peu importe, transforma d'un coup la situation. La majorité des enseignants, traditionnels ou enragés, conservateurs ou libéraux, oubliant leurs querelles, éprouvaient une émotion commune, reprenaient les mêmes mots d'ordre. Rajeunis et indignés, ils se retrouvaient avec joie aux côtés de leurs étudiants (qui les chahutaient la veille) pour dénoncer le Pouvoir. Les brutalités, presque incroyables, rapportées par de nombreux témoins, les condamnations expéditives de manifestants ou de promeneurs, d'étudiants ou de pseudo-étudiants firent le reste. Les épisodes ubuesques, comme celui du pâtissier porteur d'un couteau à cran d'arrêt, ridiculisèrent les "défenseurs de l'ordre". La passion se nourrissait elle-même. Les partis d'opposition, y compris le parti communiste d'abord hostile, prenaient en charge le mouvement de masse auquel des milliers d'étudiants se joignaient spontanément, même si d'autres les manipulaient dans l'ombre.

Au cours de la nuit de vendredi à samedi, le refus opposé aux trois demandes des étudiants (par quel ministre? par le président de la République?), la

dispersion par la police des manifestants retranchés derrière les barricades, provoquèrent des combats tragiques, sauvages, absurdes.

Il fallut le retour de M. Pompidou pour que le gouvernement eût enfin le courage de capituler - ce qu'il aurait dû faire depuis quatre jours. Les étudiants ou pseudo-étudiants, arrêtés ou condamnés, avaient été choisis au hasard. Quelle signification gardait leur emprisonnement? Quoi que l'on pense sur le fond, il fallait mettre fin à ces saturnales en train de se transformer en révolution.

Les "groupuscules" avaient réussi à mobiliser camarades, enseignants et même le parti communiste. Depuis février 1968, aucun gouvernement français n'avait manifesté, avec autant d'art, tour à tour et à contretemps, faiblesse et brutalité. Quant aux manifestants, ils démontraient, une fois de plus, que les grandes batailles n'exigent pas de grandes causes.

Les révoltes d'étudiants éclatent dans les pays capitalistes comme dans les pays socialistes, dans les régimes libéraux aussi bien que dans les régimes autoritaires. La plupart des commentateurs en tirent la conclusion que le phénomène a des racines profondes: choc des générations, nature de l'ordre social, qui demeure anonyme et répressif, même en démocratie. Chacun choisit parmi ces explications celles qui répondent le mieux à son propre état d'esprit: épuisement des idéologies, échec du socialisme et du capitalisme, médiocrité d'une "société de consommation", pénurie au milieu de l'abondance, ghettos noirs à l'intérieur du pays le plus riche du monde, non-sens d'une université séparée de la société ou rattachée à une société dénuée de signification, etc.

Faut-il confondre toutes les révoltes, celle des étudiants espagnols privés de droits dont jouissent les étudiants français, celle des étudiants américains qui dénoncent la guerre du Vietnam, celle des étudiants tchèques ou polonais qui aspirent à des libertés qui, à Paris ou à Berlin, ne sont "contestées" que par les plus ardents parmi ceux qui "contestent" l'ordre établi? J'entends bien la réponse des étudiants: avec ou sans libertés, leur sort ne change pas, ni leur "aliénation" ni celle de la société tout entière.

Peut-être ces jeunes, bourgeois pour la plupart, pensent-ils - ou plutôt sentent-ils - de cette manière. Dans la mesure où il en va ainsi, le gouvernement et les professeurs chercheraient vainement une issue. Ces étudiants, mal à l'aise dans les "fabriques universitaires", perdus au milieu de la foule solitaire, ressembleraient aux ouvriers des premières fabriques, au début du XIX^e siècle. Les ouvriers cassaient les machines; eux brisent symboliquement leurs instruments de travail et de servitude, les tables et les chaises.

Peu importe la part de vérité que comporte cette interprétation. En chaque cas, les enseignants, plus soucieux de leur métier que d'une croisade sans croix ou d'une lutte sans objet, doivent s'efforcer, patiemment, modestement, de résoudre, dans la mesure du possible, des problèmes qui, en dépit de certains caractères prennent, en chaque pays, une forme particulière.

La transformation de l'Enseignement supérieur

Le Figaro
16 mai 1968

Depuis le vendredi 3 mai, cependant que le gouvernement multipliait les erreurs, le verbalisme pseudo-philosophique coulait à plein bord. Professeurs et étudiants refont l'université, la société, l'existence elle-même. Après l'illusion lyrique des journées d'émeutes, à en croire les plus enthousiastes, rien ne sera plus comme avant: le mouvement et non l'ordre règnera dans les fabriques qui produisent les diplômés, la signification refoulera le non-sens, les enseignants n'auront d'autre souci que d'enseigner et les étudiants que d'apprendre, les uns et les autres accompliront leur vocation dans la contestation réciproque de leurs idées et la contestation commune de la "société de consommation", qu'ils méprisent en théorie et dont ils bénéficient en pratique.

Revenons sur la terre et présentons quelques remarques élémentaires sur les facultés des lettres, celles dans lesquelles la crise sévit avec le plus d'acuité. La réforme des études avait été conçue pour les facultés des sciences et le doyen Zamansky s'en déclare satisfait. La modalité de la réforme propre aux facultés des lettres prête à des critiques évidentes puisqu'elle élève des barrières entre les disciplines au moment même où chacun veut abattre les barrières entre les facultés. De plus, contre l'opinion des doyens et du corps enseignant, le ministère a imposé l'application immédiate du nouveau système aux étudiants en cours d'études - ce qui a entraîné complications et injustices. Le ministre et le directeur de l'enseignement supérieur n'ignorent pas la révision inévitable de la réforme et la nécessité de prendre les décisions, jusqu'à présent difficiles. (Que deviennent les agrégations? Comment organiser le troisième cycle? Comment régler le problème de l'accès aux facultés?).

Au-delà de ces incertitudes se pose une question fondamentale, celle de la finalité des facultés des lettres (et, à un moindre degré, des facultés de droit et des sciences économiques). Les diplômés trouvaient en majorité, jusqu'à une date récente, un débouché dans l'enseignement. Circuit fermé: les professeurs formaient des étudiants dont les meilleurs accédaient, le moment venu à la dignité de leurs maîtres.

Le gonflement des effectifs dans les sections soit anciennes (langues

vivantes), soit plus ou moins nouvelles (psychologie, sociologie) entraîne une rupture avec la tradition. La plupart des diplômés ne resteront pas dans l'université, ils entreront dans la vie active, ils devront trouver un métier.

Les médecins improvisés qui se penchent au chevet de la vieille université moribonde nous assurent que les étudiants s'interrogent avec angoisse sur leur carrière et que le malaise a pour cause la peur de l'avenir. Explication qui comporte une part de vérité, mais les plus révolutionnaires, parmi les étudiants, me semblent issus moins des milieux populaires (les étudiants qui ont besoin de gagner leur vie manquent de loisir pour se vouer à la "contestation") que de la bourgeoisie dont les fils et les filles admirent les films de Godard, rêvent de Che Guevara et, au volant d'une 2 CV, vitupèrent l'opulence.

Un de mes collègues de la Faculté des sciences de Lille, M. Savard, s'adressait à ses étudiants en ces termes: "Vous êtes tous, même les plus pauvres d'entre vous, des privilégiés, car vous avez encore une chance d'échapper à la condition prolétarienne ou à celle de grouillot. Vos camarades de l'usine ne l'ont plus, en admettant qu'ils l'ont jamais eue. Que la société soit capitaliste ou socialiste, c'est en grande partie aux frais de celle-ci que vous poursuivez vos études. Le jeune ouvrier qui peine sur le chantier ou dans le vacarme d'un atelier paie des impôts pour que vous deveniez des supérieurs hiérarchiques. Certes, vos mérites scolaires justifient vos privilèges. Mais vous auriez été écoutés davantage si vos représentants avaient dit: "Nous avons de la chance" au lieu de clamer: "Nous avons des droits". Ces formules, peut-être excessives, beaucoup d'étudiants, issus de la bourgeoisie, feraient bien de les méditer.

L'accroissement du nombre des étudiants s'observe dans tous les pays industriels; il répond à une tendance universelle et à certains besoins sociaux. Mais cet accroissement, qui se poursuivra au cours des prochaines années, change inévitablement le caractère de l'enseignement supérieur. Ou bien la loi accorde à tous les bacheliers le droit d'entrer en faculté et, en ce cas, les examinateurs subissent la fonction d'éliminer nombre d'étudiants au bout d'une ou deux années. Ou bien, selon un système comme celui qui fonctionne dans la plupart des pays, capitalistes ou socialistes, la sélection s'opère à la fin de l'enseignement du second degré et avant l'entrée en faculté. La première formule passe pour démocratique et je la crois détestable. La deuxième est dénoncée avec indignation par les syndicats d'étudiants et une majorité d'enseignants.

Quelle que soit la formule retenue, un principe simple et peut-être méconnu: *il faut maintenir une proportion entre le nombre des étudiants et les ressources*

disponibles, locaux, enseignants, bibliothèques, instruments de travail. Or, depuis dix ans, tous les ministres de l'Éducation nationale ont méconnu ce principe. Ils ont refusé tout à la fois la sélection et les moyens financiers et matériels qu'aurait exigés la politique qu'ils adoptaient. Un jour ou l'autre, l'absurdité devait éclater aux yeux de tous.

Les étudiants dénoncent en même temps l'université technocratique et la sélection tout en s'inquiétant des débouchés. Or, dans la mesure où l'université ne dispense pas la formation nécessaire à l'exercice d'un métier, comment les étudiants auraient-ils la garantie que le diplôme leur assurera la position sociale à laquelle ils aspirent? Ou la sélection rigoureuse, avec une planification en vue d'adapter nombre et répartition des diplômes aux besoins prévus de l'économie (précision inévitablement aléatoire) ou la liberté de choix, avec les risques prévisibles et assumés. Bien entendu, des compromis demeurent possibles entre les deux formules, mais les compromis n'éviteront ni ce que les uns vitupèrent sous le nom de technocrates ni ce que les autres éprouvent comme incertitude de l'avenir.

Une fois ces évidences rappelées, un dialogue avec nos étudiants peut-il, doit-il, s'engager? À coup sûr. Le déchaînement actuel porte en lui, sur le plan de l'histoire, plus de périls que d'espérance, mais les acteurs du drame, refusant les mots d'ordre conventionnels, étrangers aux vieux partis, offrent, malgré tout, la chance d'une totale disponibilité.

Immuable et changeante(1)

Le Figaro
29 mai 1968

Les temps de troubles, le dérèglement des esprits, la confusion des idées, la violence des passions, la démesure des espoirs et des craintes: une révolution ne se prête pas à l'analyse au moment où elle se déroule. L'anxiété n'incite pas au travail, mais elle s'apaise à la lecture des auteurs qui ont vécu, sans illusion et sans reniement, des périodes comparables. J'espère que les lecteurs trouveront intérêt, comme moi, à quelques fragments des *Souvenirs* qu'Alexis de Tocqueville a écrits sur la révolution de 1848.

"Je me suis demandé quelquefois ce qui avait pu produire dans l'âme du roi cet accablement soudain et inouï. Louis-Philippe avait passé sa vie au milieu des révolutions et ce n'était assurément ni l'expérience, ni le courage, ni l'esprit qui lui manquaient, bien qu'ils lui aient fait si complètement défaut ce jour-là. Je crois que sa faiblesse vint de l'excès de sa surprise; il fut terrassé avant d'avoir compris. La révolution de février fut imprévue pour tous, mais pour lui plus que pour aucun autre; nul avertissement du dehors ne l'y avait préparé car, depuis plusieurs années, son esprit s'était retiré dans cette espèce de solitude orgueilleuse où finit presque toujours par vivre l'intelligence des princes longtemps heureux qui, prenant la fortune pour le génie, ne veulent plus rien écouter, parce qu'ils croient n'avoir plus rien à apprendre de personne."

Le soir du 25 février 1848, Alexis de Tocqueville rencontra son ami J.-J. Ampère, fils de l'illustre physicien, lui-même littérateur et historien, professeur au Collège de France.

"Ampère était un homme d'esprit et, ce qui vaut mieux, un homme plein de cœur, d'un commerce doux et sûr... Malheureusement, il était fort enclin à transporter dans sa littérature l'esprit des salons et dans la politique l'esprit littéraire. Ce que j'appelle l'esprit littéraire en politique consiste à voir ce qui est ingénieux et neuf plus que ce qui est vrai, à aimer ce qui fait un tableau intéressant plus que ce qui sert, à se montrer très sensible au bien jouer et au bien dire des acteurs, indépendamment des conséquences de la pièce, et à se décider, enfin, par des impressions plus que par des raisons..."

"... Ce que je voyais me faisait présager, dans un avenir prochain, des perturbations étranges, des crises singulières, mais je ne crus jamais au pillage des riches; je connaissais trop les hommes du peuple de Paris pour ne pas

savoir que leurs premiers mouvements, en temps de révolution, sont ordinairement généreux, qu'ils passent volontiers les jours qui suivent immédiatement le triomphe à se vanter de leur victoire, à faire acte de leur autorité et à jouer aux grands hommes...

"... Dès le 25 février, mille systèmes étranges sortirent impétueusement de l'esprit des novateurs et se répandirent dans l'esprit troublé de la foule... Il semblait que, du choc de la révolution, la société elle-même eût été réduite en poussière et qu'on eût mis au concours la forme nouvelle qu'il fallait donner à l'édifice qu'on allait élever à sa place; chacun proposait son plan; celui-ci le produisait dans les journaux; celui-là dans des placards, qui couvrirent bientôt les murs; cet autre, en plein vent, par la parole. L'un prétendait détruire l'inégalité des fortunes, l'autre l'inégalité des lumières, le troisième entreprenait de niveler la plus ancienne des inégalités, celle de l'homme et de la femme; on indiquait des spécificques contre la pauvreté et des remèdes à ce mal du travail qui tourmente l'humanité depuis qu'elle existe.

"J'apercevais un effort universel pour s'accommoder de l'événement que la fortune venait d'improviser et pour apprivoiser le nouveau maître. Les grands propriétaires aimaient à rappeler qu'ils avaient toujours été ennemis de la classe bourgeoise et toujours favorables à la classe populaire; les prêtres avaient retrouvé le dogme de l'égalité dans l'Évangile et assuraient qu'ils l'y avaient toujours vu; les bourgeois eux-mêmes se rappelaient avec un certain orgueil que leurs pères avaient été ouvriers... L'on prenait autant de soin à mettre en évidence celui-là qu'on en eût mis, quelque temps auparavant, à le cacher, tant il est vrai que la vanité des hommes, sans changer de nature, peut donner les spectacles les plus divers."

Personne n'a oublié le portrait du peuple français que Tocqueville a tracé à la fin de "L'Ancien Régime et la Révolution":

"... indocile par tempérament et s'accommodant mieux toutefois de l'empire arbitraire et même violent d'un prince que du gouvernement régulier et libre des principaux citoyens; aujourd'hui l'ennemi déclaré de toute obéissance, demain mettant à servir une sorte de passion que les nations les mieux douées pour la servitude ne peuvent atteindre, conduit par un fil tant que personne ne résiste, ingouvernable dès que l'exemple de la résistance est donné quelque part; trompant toujours ainsi ses maîtres, qui le craignent ou trop ou trop peu..."

Et, pour finir, ces propos de Renan pris dans "La Réforme intellectuelle et morale de la France":

"De nos jours (et cela rend la tâche des réformateurs difficile), ce sont les peuples qui doivent comprendre. Essayons, par une analyse aussi exacte que possible, de nous rendre compte du mal de la France, pour tâcher de découvrir le remède qu'il convient d'y appliquer. Les forces du malade sont très grandes; ses ressources sont comme infinies; sa bonne volonté est réelle. C'est au médecin à ne pas se tromper, car tel régime étroitement conçu, tel remède appliqué hors de propos révolterait le malade, le tuerait ou aggraverait son mal."

[\(1\)](#) Au lendemain de l'avènement de la Ve République, Raymond Aron avait écrit un livre qui portait ce titre.

Les dangers du snobisme intellectuel

Réalités
juin 1968

Treize ans après "l'Opium des intellectuels", notre célèbre collaborateur cloue au pilori avec sa vigueur habituelle les modes fluctuantes de l'intelligentsia parisienne. Propos recueillis par Tanneguy de Quénétain.

Déjà conscients de la gravité de la crise intellectuelle qui vient de se manifester si spectaculairement dans l'Université française, nous avons demandé à Raymond Aron, juste avant les événements de mai, d'analyser pour nous les nouvelles modes philosophiques en honneur dans l'intelligentsia parisienne.

Depuis 1955, date à laquelle avait paru son best-seller "l'Opium des intellectuels", la situation a en effet considérablement changé: l'existentialisme sartrien a été battu en brèche par le structuralisme; la crise du marxisme est devenue manifeste puisque l'orthodoxie s'inspirant du modèle soviétique est attaquée sur plusieurs fronts à la fois: par Althusser au nom de la méthode structuraliste et par les étudiants révolutionnaires s'inspirant à la fois de Mao, de "Che" Guevara et de Marcuse. Mais en même temps le culte de l'histoire cède la place, par endroits, au mythe de l'éternel retour qui permet la résurrection de Nietzsche.

Après la quasi-révolution de mai nous avons demandé à Raymond Aron s'il désirait apporter des modifications à ce texte. "Personnellement je ne le pense pas. Les écrivains ont fait la révolution à l'Hôtel Massa, J.L. Godard au Festival de Cannes, les Guévaristes à la Sorbonne. Seule la scientificité a provisoirement disparu et le nihilisme est apparu avec éclat."

Quelle est, à votre avis, aujourd'hui, la caractéristique principale du climat intellectuel en France?

Avant de vous répondre j'aimerais rappeler que l'un des privilèges de l'âge, c'est d'avoir beaucoup de souvenirs. Or j'ai le souvenir de quatre climats idéologiques complètement différents. Il y a eu d'abord le climat des années 20 où j'ai vécu, avec ceux de ma génération, la révolte contre la précédente guerre. Le conflit dominant alors était celui qui opposait les défenseurs des valeurs traditionnelles de la patrie et les pacifistes en révolte contre le grand massacre. Puis sont venues les années 30 avec un tout autre climat idéologique. Le

communisme, le fascisme et la démocratie libérale étaient engagés dans une bataille à trois, avec, à l'arrière-plan, le désastre de la crise économique mondiale, la conviction chez beaucoup que le capitalisme était en train de mourir, les performances impressionnantes des plans quinquennaux soviétiques et simultanément les grandes purges de Moscou. Le troisième climat idéologique est celui de l'après-guerre, avec l'obsession du communisme qui, en France, a coïncidé avec la mode de l'existentialisme, de sorte que le conflit communisme-anticommunisme y était lié curieusement à l'opposition entre l'existentialisme et d'autres formes de philosophie. Enfin, à partir de 1956 et surtout depuis 1960, nous sommes entrés dans une quatrième période. La fascination du soviétisme a disparu progressivement depuis la mort de Staline; le discours de Khrouchtchev au XXe Congrès a dissipé un certain nombre d'illusions et le climat idéologique a changé dans le monde entier. À Paris cela se manifeste avec le nouveau roman, le structuralisme, un certain cinéma dont Godard est le représentant le plus célèbre, le romantisme de la violence et de l'action pure dans le style de "Che" Guevara.

Mais tout cela n'est-il que parisien ou bien est-ce un phénomène international?

J'aperçois des aspects internationaux, notamment l'exaltation de la violence et du révolutionnarisme romantique. Du fait de la rapidité des moyens de communication, il y a une mode qui s'établit au niveau du monde entier.

Mais ce qui me frappe, dans le phénomène parisien, c'est la rapidité avec laquelle les modes intellectuelles changent et le caractère radical de ce changement. Un auteur qui passait pour incarner l'esprit du siècle devient en quelques années un penseur d'un autre âge. Une fraction de la jeunesse française rejette aujourd'hui Sartre avec la même intransigeance qu'il y a dix ans la jeune génération de l'époque en faisait son idole. Si la philosophie a pour fonction de traiter de certains sujets ayant une valeur permanente ou universelle, il est surprenant que les philosophes puissent passer si rapidement d'une conviction à une autre.

Ce ne sont pas les mêmes. Sartre n'a pas changé d'avis et Foucault n'a jamais été existentialiste.

Foucault a été marxiste et, je crois, quelque peu existentialiste dans sa jeunesse, mais peu importe. Je connais beaucoup de professeurs de philosophie qui enseignent aujourd'hui les vérités structuralistes avec autant de conviction qu'ils enseignaient, il y a dix ou quinze ans, les vérités existentialistes. Et il est

devenu aujourd'hui aussi difficile de mettre en question certains dogmes pseudo-structuralistes qu'il y a quinze ans certains dogmes existentialistes. Je connais tel hebdomadaire de gauche où l'on ne pouvait pas critiquer hier l'interprétation existentialiste du marxisme et aujourd'hui l'interprétation structuraliste sans se faire réfuter par l'intellectuel chargé de rappeler l'orthodoxie à la mode.

La deuxième caractéristique de la mode parisienne qui est liée à la première - c'est la similitude des procédés en dépit de l'opposition des contenus. Au temps de l'existentialisme on invectivait contre le scientisme(1); aujourd'hui dans la phase structuraliste la mode est à la scientificité(2). Mais dans un cas comme dans l'autre, on fait exactement la même chose: on transforme un certain nombre d'idées dominantes en une espèce de système que, dans un cas, on appelle philosophique, et dans l'autre scientifique.

La troisième caractéristique, c'est cette étrange combinaison entre les films de Godard, la révolution culturelle chinoise, le structuralisme de Lévi-Strauss, la psychanalyse de Lacan. La télévision, il y a quelque temps, a consacré une émission à Lévi-Strauss. D'une part il y avait l'exposé de Lévi-Strauss dans le style rigoureux qui est le sien; et d'autre part on nous présentait un tohu-bohu d'images, aussi insolites et contrastées que possible, parfois sans rapport apparent avec les paroles. Typiquement parisien.

Comment expliquez-vous ce phénomène? Quel est le lien entre le style de Godard et celui de Lévi-Strauss?

Je ne le vois pas. Mais je constate ce trait parisien spécifique qui est le lien très intime entre la littérature, la philosophie, les sciences humaines, la politique et certains aspects de l'art. Cela ne se retrouve nulle part ailleurs.

Cela n'est possible qu'en fonction de l'organisation de la vie intellectuelle à Paris. Il n'y a pas de ville au monde où il y ait tant d'intellectuels réunis, aucune où la communication soit si facile entre les philosophes, les savants, les artistes et où la politique se mêle aussi étroitement à tout cela. Dans la phase sartrienne on pouvait encore comprendre le phénomène parce qu'il y avait une personnalité exceptionnelle qui était à la fois un philosophe, un grand écrivain et un homme engagé politiquement. Mais en apparence, aujourd'hui, c'est l'opposé puisque le grand homme c'est Lévi-Strauss qui ne se mêle pas du tout de politique, à la rigueur Lacan ou Foucault qui sont pour le moins réservés politiquement. Or le résultat est le même. On combine Lévi-Strauss et Lacan avec "Che" Guevara, l'intellectualisme le plus subtil avec des engagements politiques apparemment très grossiers.

Il y a donc une dissociation entre les exigences de l'intellect et celles de l'action et de la vie affective?

Oui, mais cette prétendue dissociation ressemble étrangement à l'association précédente. Car Sartre, qui était le meilleur représentant de l'esprit le plus subtil, à savoir l'esprit normalien, utilisait cette subtilité pour justifier le phénomène le plus grossier de son époque, à savoir le stalinisme. Et aujourd'hui, ceux qui font de la linguistique ou se promènent avec les "Écrits" de Lacan, tiennent dans l'autre main le petit livre rouge de Mao.

Ne voyez-vous que des facteurs négatifs ou admettez-vous qu'il y en ait aussi de positifs dans ce phénomène de la mode intellectuelle parisienne?

Le positif, c'est de permettre à la littérature et à l'art de s'enrichir d'idées, et aux hommes d'idées de garder le contact avec les autres modes d'expression. Le négatif, c'est la rapidité de ces modes, leur conformisme, le manque de rigueur que ces brusques revirements impliquent, et la perte du sens des hiérarchies authentiques. On met sur le même plan des hommes de valeur très inégale.

Prenons le cas de ceux que j'appellerai "les quatre vaches sacrées" du structuralisme: Lévi-Strauss, Foucault, Lacan, Althusser(3). L'idée de mettre sur le même plan deux hommes aussi radicalement différents que Lévi-Strauss et Althusser me semble inconcevable en dehors de ce monde de l'intelligentsia parisienne qui nourrit la classe de philosophie et s'en nourrit. À s'en tenir au jugement des pairs, qui est tout de même le critère le plus important, Lévi-Strauss(4) est de toute évidence un grand savant. Aucun, parmi les ethnologues étrangers, même les plus hostiles à ses idées, ne met en doute l'importance de sa contribution à la science.

Althusser, lui, est un homme sympathique et cultivé, mais personne, parmi ceux qui connaissent vraiment la littérature marxiste, ne pense qu'il ait apporté grand chose d'original à l'interprétation du marxisme. Ce qu'il présente comme la contribution scientifique essentielle de Marx, à savoir la théorie de la plus-value, est considéré par 95% des économistes comme l'élément le plus idéologique, le moins scientifique et le plus vulnérable de l'œuvre de Marx.

De plus, si Althusser nous disait pourquoi il considère comme une contribution scientifique fondamentale ce que tous les économistes estiment le plus vulnérable, on pourrait dire qu'il a raison et que les autres se trompent. Mais il n'y a pas, dans son œuvre, un seul argument pour démontrer la proposition selon laquelle le concept de plus-value est un concept scientifique. Car il dit lui-même que le concept de plus-value n'est ni quantifiable(5) ni opératoire. Mais

présenter un concept qui n'est ni quantifiable ni opératoire comme le principe d'une science nouvelle, c'est, ou de la mystification ou de l'automystification. Par conséquent il est à peine possible de discuter sérieusement de l'apport scientifique d'Althusser... parce qu'il n'y en a pas.

Et c'est là que nous arrivons à ce qui est typique de la mode parisienne. La mode étant à la scientificité, on fait de l'idéologie mais on explique que c'est de la science. Et de braves garçons qui sont en classe de philo, ou leurs professeurs de philo qui n'ont jamais pratiqué aucune science, écoutent religieusement ce discours mystificateur et le mettent sur le même plan que le discours scientifique de Lévi-Strauss.

Est-ce que vous voyez là un symptôme d'une crise de la pensée marxiste que l'on sent dépassée et que l'on cherche à sauver en la mettant au goût du jour?

C'est exactement cela. Le problème de l'intelligentsia parisienne, c'est de savoir comment on peut, aujourd'hui, rester révolutionnaire. Alors on peut choisir entre diverses solutions. Ou bien l'on combine une interprétation structuraliste du mode de production capitaliste avec une pratique à la "Che" Guevara. C'est une des modes actuelles. D'un côté on fait du structuralisme pour l'interprétation scientifique de la réalité; de l'autre on fait de l'action pure dans le style de la guérilla. Ou bien on essaie, intellectuellement, d'harmoniser les deux choses en établissant, comme Althusser, une distinction entre la "pratique théorique" et "la pratique pratique" - c'est le jargon à la mode! La première sera structuraliste et la seconde sera cubaine.

Cependant la mode intellectuelle ne serait-elle pas plutôt marquée par un certain nihilisme politique lié à la fin du culte marxiste de l'histoire?

Déjà, dans "l'Opium des intellectuels", je critiquais en le citant un texte de Merleau-Ponty qui disait: le marxisme n'est pas *une* philosophie de l'histoire; il est *la* philosophie de l'histoire. Par conséquent ou bien Marx a raison ou bien c'est Shakespeare, et l'histoire alors n'est rien de plus qu'un récit fait par un idiot, plein de bruit et de fureur et qui ne signifie rien. En effet, tout se passe comme si la génération d'aujourd'hui, admettant que Marx s'est trompé, en conclut qu'il ne reste plus rien et que l'histoire n'a pas de sens.

Le désintérêt pour l'histoire et le retour à Nietzsche que Michel Foucault a remis à la mode s'explique en partie, chez Foucault lui-même, par un marxisme déçu. Mais il est difficile de savoir encore quel aspect du nietzschéisme a frappé Foucault. Est-ce le surhomme? Est-ce l'Éternel Retour? Est-ce la subordination des idées à la vie? Tout ce qu'on peut dire c'est que le nietzschéisme est un non-

marxisme.

À vrai dire je pense que ce désintérêt pour l'histoire, dans l'intelligentsia, tient à deux raisons essentielles: il y a d'abord l'impossibilité où elle se trouve aujourd'hui de donner un contenu historiquement défini au désir, à la volonté d'une société idéale, radicalement différente de celle que nous connaissons. On juge notre société occidentale inacceptable, mais vers quelle utopie la diriger? On pouvait, il y a un certain temps, être à la fois utopiste et prosoviétique. Mais aujourd'hui, on connaît trop les mérites et les défauts de la société soviétique pour qu'elle puisse incarner l'utopie. Quant au choix de Cuba ou de la Chine, c'est bien un choix radicalement utopique, mais c'est un choix pour une action pure, sans aboutissement définissable au-delà de l'action, puisque le modèle cubain ou chinois est totalement inadapté à l'évolution de notre société.

Enfin il y a ceci, qui est le plus important: une société qui, comme la nôtre, se modifie d'elle-même constamment, décourage la volonté révolutionnaire. Tocqueville l'avait très bien vu, au XIXe siècle, à propos des États-Unis: une société agitée est rarement révolutionnaire. Le tourbillonnement empêche la cristallisation de la société et c'est cette cristallisation qui suscite la volonté révolutionnaire. Un pays comme la France actuelle où, en dépit de tout, le taux de croissance du produit national brut se situe entre 3 et 5% par an, où les usines s'élèvent, où les paysans disparaissent, est une société en mouvement. Les petits paysans qui voudraient que leur exploitation survive cinq ans de plus sont des poujadistes en puissance, non des maoïstes. Quant aux jeunes sans emploi, ils peuvent constituer une masse mécontente et agitée, mais non pas une véritable armée révolutionnaire. Il y a là des causes de souffrances et de mécontentement mais qui ne permettent pas de formuler une idée révolutionnaire. La gauche en France doit embrayer sur les réformes et non plus sur la révolution. Et c'est un fait que le style révolutionnaire de Sartre paraît d'un autre âge, quoiqu'à mon avis il l'était déjà dans les années cinquante.

Il y a autre chose qui paraît d'un autre âge chez Sartre. Son système philosophique est basé uniquement sur l'exercice de la pensée consciente, le "cogito" cartésien. Or justement les découvertes de la linguistique, de l'ethnologie et de la psychanalyse nous révèlent que les activités mentales les plus complexes et les plus logiques peuvent s'exercer en l'homme indépendamment de son moi conscient et organisé. Que pensez-vous de la fameuse boutade de Lacan(6) selon laquelle il ne faut plus dire: "je pense", mais "ça pense"?

Au lieu de tout déduire du "cogito" à la manière de Sartre ou même de Husserl, aujourd'hui on considère que cette référence au "cogito" doit disparaître au profit de systèmes conceptuels purs. Soit. Mais je trouve qu'on a tendance à passer d'un extrême à l'autre. Lorsque Sartre voulait éliminer tout inconscient et reconstruire la société entière à partir de l'activité consciente il poussait la philosophie du "cogito" au-delà de ses limites pensables. Mais d'un autre côté l'idée d'éliminer complètement la conscience, d'édifier une philosophie des concepts ou des structures d'où l'homme conscient, capable de jugement et de volonté, aurait disparu, me paraît sous cette formule extrême tomber dans l'excès inverse.

Reste à savoir si l'on en arrive vraiment à cet excès?

Pas au niveau d'un Lévi-Strauss ou même d'un Foucault, mais oui, hélas, au niveau des "discipuli", de ceux qui veulent être à la mode. Chez Foucault il y a une idée de base pas entièrement nouvelle qui me paraît très excitante pour l'esprit et qui peut fournir une méthode de travail féconde. Foucault estime que chaque époque a un système conceptuel fondamental - qu'il appelle l'épistémè – à partir duquel on ne peut étudier que certains aspects du réel tandis que d'autres aspects ne peuvent l'être parce que l'on ne voit que ce que l'on pense, ou encore parce qu'on ne thématise que ce dont on a le concept.

Ce principe, cependant, demande à être démontré et de toute façon il n'y a aucune raison d'édifier une philosophie globale à partir de cette méthode. Et si l'on en fait une philosophie globale, c'est à cause des échos de nietzschéisme que l'on retrouve dans certaines formules telles que "la mort de l'homme" ou "la fin de la philosophie" qui sont à mon avis les éléments les plus vulnérables de ce très beau livre qui s'appelle "les Mots et les Choses".

Mais pourquoi justement, Foucault et l'ensemble des penseurs contemporains peuvent-ils ainsi prêter à confusion? N'est-ce pas parce que la mode est à l'ésotérisme?

Oui, comme l'a remarqué le "Times Literary supplement", on ne peut pas dire que la pensée française aujourd'hui se caractérise par la clarté. Et il est dangereux, pour qui vise au prestige dans l'atmosphère parisienne actuelle, d'être clair.

Cela dit, il faut faire des distinctions. Lévi-Strauss est difficile à lire mais je dirai qu'il est dans son œuvre scientifique beaucoup plus clair que Sartre dans son œuvre philosophique. Il n'y a chez lui aucune volonté d'être hermétique. Foucault peut être difficile parce qu'il a tendance à abuser de l'allusion. Il change

fréquemment de registre et fait des allusions multipliées à un grand nombre d'auteurs et d'idées que le lecteur n'est pas toujours assuré de connaître. Il y a enfin des auteurs qui sont radicalement hermétiques, de manière volontaire, comme Lacan. Tout se passe comme s'il jouait à cache-cache avec le lecteur.

Du fait de ces différences je ne peux pas formuler un jugement général sur les causes de l'obscurité française. Celle-ci est très frappante quand on la compare à la tendance empiriste des Anglo-Saxons et même des Allemands d'aujourd'hui, très influencés par les Américains. La France est devenue l'héritière de l'obscurité germanique. Tübingen est à Paris. Reste à savoir si nos chercheurs seront considérés plus tard comme des épigones de la pensée allemande ou bien les prophètes, obscurs parce profonds, d'un système en gestation.

Comment expliquez-vous que la pensée française soit si germanique. Hier on vénérât Marx, aujourd'hui certains l'enterrent... pour ressusciter Nietzsche. On oscille toujours d'un pôle germanique à un autre.

Là je dirai que, sur le plan du système philosophique, nous sommes dans une période d'épigones. Non pas dans les domaines particuliers: linguistique, philosophie analytique, empirisme logique. Mais tous les grands systèmes philosophiques actuels sont des philosophies d'épigones. Cela est vrai pour Sartre également.

L'obscurité ne favorise-t-elle pas aussi un goût assez parisien pour les raisonnements spécieux, voire pour les sophismes purs?

Il ne s'agit pas exactement de sophismes mais de l'habitude, créée par le système d'enseignement français, de dissenter de tout sans information préalable et sans s'obliger à étudier les questions. En voici un exemple frappant: il y a aujourd'hui chez certains philosophes, à juste titre, une critique de l'empirisme et une popularité de l'idée au reste classique de Bachelard selon laquelle la science n'est pas simplement observation ou reflet de ce qui est donné au départ, mais créatrice par concept et expérience de la réalité. Mais on emprunte à la critique de l'empirisme ce qui en est le danger, c'est-à-dire qu'au nom de ce non-empirisme, on se donne le droit, par exemple, de rêver une science de l'histoire sans connaître la réalité historique, ou l'on se donne le droit d'imaginer une "combinatoire des modes de production" sans avoir commencé par une exploration des modes de production tels qu'ils se présentent à l'information concrète.

Ce n'est pas que ces gens soient devenus sophistes, mais c'est que le style de la dissertation française, telle qu'on la pratique en khâgne ou à l'École normale, se

prolonge malheureusement dans une partie des travaux dits sérieux. Au nom du non-empirisme on construit une théorie sans avoir une information suffisante.

Cela est-il particulier à la France ou le retrouve-t-on dans les universités étrangères?

Nulle part ailleurs au même degré. En France on demande aux enfants de treize à quatorze ans de dissenter de l'amour chez Racine et à dix-sept ans on leur demande de réfuter Kant. Une fois engagés sur ces pistes il n'y a pas de raison pour qu'ils s'arrêtent. Je reconnais que les meilleurs produits de ce système sont quelquefois éblouissants. Encore faut-il qu'ils en sortent, qu'ils se colletent avec la réalité, ou qu'ils fassent vraiment de la science au lieu de parler de la scientificité. Et le grave inconvénient de la mode intellectuelle en France, le danger du parisianisme, c'est qu'il incite des gens intelligents à manquer de sérieux.

(1) Prétention de la science à couvrir le champ entier du savoir.

(2) Althusser et ses amis emploient ce mot pour accorder la dignité de sciences à leurs "théories" (qui ne sont nullement scientifiques).

(3) NDLR Voir à ce sujet notre article sur le structuralisme, intitulé "les structuralistes", paru dans notre numéro de septembre 1967.

(4) NDLR Voir l'entretien que Claude Lévi-Strauss nous a accordé pour notre numéro de janvier 1965 et qui a paru sous le titre: "Valons-nous mieux que les sauvages?"

(5) Personne n'a pu calculer le taux de la plus-value ni utiliser même le concept pour une analyse rigoureuse de la réalité.

(6) NDLR Voir notre article intitulé "Lacan, le Luther de Freud?" paru dans le numéro de mai 1967.

Après la tempête

Le Figaro
4 juin 1968

Cent cinquante étudiants de Nanterre, sous la direction d'un "anarchiste allemand", ont donné le coup de pioche qui a précipité, en quelques jours, l'effondrement d'un édifice vermoulu, la vieille Université. En deux semaines, l'exaltation des jeunes gagnait les masses ouvrières; dix millions de grévistes paralysaient la vie nationale. Les rats quittaient le vaisseau du régime en perdition et les "vaincus" de mai 1958 s'apprêtaient à rendre la pareille aux "vainqueurs" d'il y a dix ans, aujourd'hui pouvoir légal. Puis, soudain, le jeudi 30 mai, une voix s'élevait et, en quelques minutes, restaurait l'État et mobilisait des centaines de milliers de Parisiens, des millions de Français. La fièvre avait monté en quinze jours, elle tombait en quelques heures. Les Français sortaient d'un rêve éveillé et, pour citer Alexis de Tocqueville, "demeuraient aussi surpris que les étrangers à la vue de ce qu'ils venaient de faire".

Personne, il y a un mois, n'avait rien prévu, ni le Président de la République, ni le gouvernement, ni les parlementaires, ni le parti communiste, ni les syndicats (ni, bien entendu, le signataire de cet article). Les historiens de l'avenir nous apprendront, à coup sûr, que des causes profondes, "d'ordre économique", rendaient inévitable l'explosion. Pour les contemporains, il n'y a que deux éléments logiques dans cette histoire folle: le détonateur et l'action du parti communiste.

De toutes les institutions française, l'Université souffrait du mal le plus grave et une fraction de la jeunesse étudiante dans le monde entier vibre d'une ardeur révolutionnaire, qui manque, et aux ouvriers des États-Unis, satisfaits par la société d'abondance, et aux ouvriers français encore encadrés par le parti communiste. Quant à ce dernier, il n'a pas cessé, au cours de ces semaines où le tumulte risquait, à chaque instant, de tourner à la tragédie, de montrer "le sens de l'État", pour reprendre l'expression de Sirius commentée par M. Andrieu dans *L'Humanité*.

À aucun moment, le parti communiste et la C.G.T. n'ont poussé à l'émeute, à aucun moment ils n'ont voulu abattre le pouvoir gaulliste, dont la politique étrangère comble leurs vœux et qui permet leur investissement progressif de la société française. Ils auraient évidemment pris en charge l'État si celui-ci leur avait été livré. Mais ils ont eu pour objectif constant non de "faire la révolution",

mais de ne pas se laisser déborder sur leur gauche par les étudiants, par les maoïstes, par les jeunes ouvriers. Les erreurs commises par le gouvernement tiennent, pour une part, à une confiance excessive dans le soutien du parti communiste. En dernière analyse, celui-ci n'a pas trompé cette confiance. Dans l'heure qui a suivi l'allocution du Président de la République, il a désamorcé la bombe et consenti à des élections, qu'il n'a guère l'espoir de gagner. C.F.D.T. et Fédération de la gauche demeurent impuissantes entre les deux piliers de la France, le parti communiste, qui attend son heure, et l'État bourgeois autour duquel se regroupent une majorité de Français en période de crise.

Les étudiants, les Geismar et Sauvageot, le P.S.U. et les intellectuels, grands et petits, éternels nostalgiques d'un bouleversement salvateur, peuvent détruire et, au cours de ces dernières semaines, ils ne s'en sont pas privés. Certaines de ces destructions ouvrent la voie de l'avenir.

Mais proudhoniens ou poujadistes, romantiques ou cyniques, spontanés ou manipulés, maoïstes ou fidélistes, héritiers de 1848 ou imitateurs d'une Chine plus rêvée que connue, les révolutionnaires de mai travaillent au profit de l'un ou de l'autre des deux "partis de l'ordre". Le parti bourgeois leur témoignera plus d'indulgence que le parti communiste ne leur en témoignerait le jour où il jugerait son heure venue.

Beaucoup de révolutionnaires accuseront le parti communiste d'avoir "trahi la révolution". Le parti communiste n'a pas besoin de moi pour se défendre, mais je voudrais plaider qu'en résistant au vertige, il agissait dans son propre intérêt bien compris comme dans celui de tous les Français.

Libre aux irresponsables de préférer le régime castriste au régime français et d'agir de leur mieux pour ramener celui-ci au niveau de celui-là (même les "révolutionnaires" de la Sorbonne ou du P.S.U. y parviendraient malaisément). Les communistes, eux, savent qu'une fois maîtres de l'État, ils auraient la responsabilité d'un système extraordinairement complexe et fragile. Les masses ne toléreraient pas l'appauvrissement qu'entraîneraient le désordre dans la rue et l'anarchie dans les usines. Les ouvriers souhaitent, en même temps qu'une "participation" accrue, une amélioration de leur niveau de vie. Avant de mépriser la société de consommation, il faut en recueillir les avantages, si dérisoires que ceux-ci apparaissent aux idéalistes (qui ne sont pas tous prêts à s'en passer). Les communistes français n'ont pas renoncé à l'instauration, en France, en un avenir plus ou moins lointain, de leur règne.

Mais, à l'heure présente, contre la volonté de la majorité des Français, avec le

risque de guerre civile en cas d'insurrection, ils auraient commis la faute "d'aventurisme" s'ils avaient écouté les appels de la C.F.D.T. et des intellectuels. M. Barjonet va sombrer dans le néant avec quelques autres héros de mai.

La relation entre parti communiste et pouvoir gaulliste présente quelque ressemblance avec la relation entre Union soviétique et États-Unis: mélange d'alliance et d'hostilité, de coopération et de compétition. Encore le parti communiste, ennemi à long terme de l'État bourgeois, ne le combat pas, dans l'immédiat, à la manière dont l'Union soviétique combat les États-Unis au Vietnam. La diplomatie du général de Gaulle, la dénonciation de l'impérialisme américain, la glorification des mouvements révolutionnaires du tiers monde coïncident "objectivement" avec la propagande communiste. Dans une perspective à long terme, M. Waldeck Rochet préfère avec raison le gaullisme au mendésisme.

Tous les pays ont connu des révoltes d'étudiants. Or, en France et en France seulement, cette révolte s'est amplifiée en une crise nationale. Un mauvais discours du général de Gaulle, une proposition inopportune d'un référendum-plébiscite et, pendant deux jours, le régime a vacillé. Un discours de combat par un homme de 77 ans et les Français ont retrouvé le sens du réel, les pompes à essence et le chemin des vacances.

Il reste à comprendre cet épisode de l'histoire de France, la plus étrange d'une histoire riche en épisodes étranges.

Après la tempête. De Nanterre à l'Élysée

Le Figaro
5 juin 1968

Pourquoi la France entière a-t-elle été ébranlée par une révolte d'étudiants, moins grave au point de départ que les révoltes de même sorte à Berkeley et à Columbia, à Berlin et à Bonn, à Varsovie et à Prague? À cette interrogation, les historiens donneront demain quelques réponses caractéristiques des diverses manières d'interpréter les événements.

INTERPRÉTATION PAR LE RÉCIT D'ABORD.. - Lorsque les autorités universitaires prirent finalement une mesure d'autorité, les étudiants de Nanterre descendirent à la Sorbonne. La police fut appelée dans la cour afin de séparer deux groupes de manifestants, peut-être sur le point d'en venir aux mains. D'un coup, les enragés devenaient des héros: le symbole "les policiers à la Sorbonne" enflammait les indignations et les enthousiasmes; le ministre de l'Éducation nationale, qui avait engagé son prestige, tenait tête, bon gré mal gré, aux manifestations qui se multipliaient jusqu'à la première nuit des barricades, celle du vendredi 10 au samedi 11. L'opinion universitaire avait basculé en faveur des étudiants après l'entrée de la police à la Sorbonne, l'opinion publique basculait du même côté après la nuit des barricades. Les syndicats ouvriers ordonnaient une grève générale d'un jour, moins pour appuyer les revendications des étudiants (mal définies) que pour apaiser leurs troupes par une journée de vacance et de défilé.

Le premier ministre, qui voyageait en Asie au cours de cette première semaine, crut habile d'accorder à son retour aux étudiants ce que ceux-ci avaient vainement réclamé durant la nuit où ils élevaient des barricades. Mais il désavoua ou sembla désavouer la police qui en conçut de l'amertume et qui inspira, dès ce jour-là, quelque inquiétude aux gouvernants. Après tout, nombre de policiers se sentent plus proches des prolétaires que de la bourgeoisie estudiantine.

L'abandon de la Sorbonne aux étudiants par le conseil de l'Université, la capitulation du pouvoir relancèrent l'agitation que le premier ministre espérait calmer. Le Président de la République, impavide, partit pour la Roumanie, où étudiants et ouvriers ne lui ménagèrent pas les acclamations que les occupants de la Sorbonne et des usines lui refusaient en France. Quel rôle ont joué dans la généralisation des grèves les groupes maoïstes, les jeunes ouvriers, la

spontanéité des masses? Nul, je le crains, pas même le service des Renseignements généraux, ne saurait le dire avec certitude. Au retour du Président de la République, la paralysie gagnait la France entière. Harcelée par la C.F.D.T., les étudiants, le P.S.U. et les intellectuels, la C.G.T. s'efforçait de garder le contrôle de ses troupes, tout en négociant avec le gouvernement qu'elle continuait de traiter en interlocuteur valable.

Le rejet par la base, le lundi 27 des accords de Grenelle conclus au sommet s'explique-t-il par l'humeur des masses, l'action des groupuscules ou une ruse de la C.G.T.?

Là encore, l'incertitude subsiste, mais j'ai peine à croire que M. Seguy ait appelé de ses vœux les huées qui accueillirent ses propos à Javel ou à Billancourt. À ce moment, la C.F.D.T., toujours en flèche par rapport à la C.G.T., réclamait un autre gouvernement. Le mercredi 29 mai, le général de Gaulle, silencieux depuis le vendredi précédent alors que l'État lui-même semblait se dissoudre et que le parti communiste, de mauvais gré, réclamait discrètement un "gouvernement populaire", quittait l'Élysée. M. Viansson-Ponté, dans *Le Monde* du mercredi soir, annonçait la retraite du général "dans son village et son chagrin". En fait, le chef de l'État visait un tout autre objectif, il s'assurait de la fidélité des généraux dans l'éventualité où la grève générale tournerait à l'insurrection, en dépit du parti communiste.

Le jeudi 30, le chef de l'État renonçait au référendum et consentait à des élections - deux des revendications formulées par l'opposition - mais sur un ton tel que ses décisions semblaient issues d'une volonté souveraine. Aussi bien le départ soit du Président de la République, soit du premier ministre ayant été tenu pour acquis par beaucoup de Français au cours des jours précédents, le maintien en place du pouvoir légal, ratifié par le défilé aux Champs-Élysées de centaines de milliers de Parisiens, marquait effectivement une victoire du parti de l'ordre, plus large que le parti gaulliste, et une défaite des révolutionnaires, sinon du parti communiste. Étrange pays qu'un mauvais discours achève de plonger dans l'anarchie; puissance du verbe et du caractère quand le destin hésite.

Le général de Gaulle avait-il attendu le moment opportun pour frapper le grand coup? Le discours du 24, prononcé par un fantôme, n'avait-il d'autre fin que de mettre en relief l'allocution du 30, dont la brutalité, le ton menaçant, l'impression de haute autorité présentaient un double avantage: permettre à la C.G.T. de reprendre en main ses troupes, faire perdre la face aux révolutionnaires de la C.F.D.T. et de l'U.N.E.F., ramenés à leur vraie dimension?

Nul ne le saura jamais, sauf peut-être quelques acteurs du drame. Tactique savante et méditée ou bien, plus probablement, succession de fausses manœuvres, débouchant sur un succès provisoire, à peine mérité?

RESPONSABILITÉ DES INSTITUTIONS ENSUITE.. - Après les émeutes de Berkeley en Californie, le président de l'université se retira. Peut-être le président de Columbia, à New York, quittera-t-il son poste dans quelques mois. En France, le doyen de Nanterre engageait la responsabilité du ministère; le recteur de l'académie n'appelait pas la police sans que le ministre lui-même (ou son directeur de cabinet) ait donné son approbation. Finalement, les enragés de Nanterre mettaient en cause non pas seulement les autorités universitaires mais le gouvernement, le président de la République, le régime lui-même.

Le régime n'a pas créé cette centralisation administrative, proprement aberrante, mais il l'a aggravée. De plus, il a supprimé toutes les soupapes de sûreté. Il a réduit ou supprimé le dialogue avec le Parlement, les partis, les syndicats. La France souffre de la faiblesse de tous les corps intermédiaires, faiblesse que le mode gaulliste d'exercice de l'autorité accentue inévitablement. Qui, parmi les étudiants, connaissait M. Sauvageot avant mai 1968? Quel universitaire se jugeait représenté par M. Geismar? Le Syndicat national de l'enseignement supérieur, S.N.E.-Sup. groupe moins du quart des enseignants et ses membres n'avaient jamais donné mission à leur secrétaire général de jouer à la révolution. Malheureusement, et nous sommes tous coupables en tant que citoyens, nous choisissons ou nous laissons choisir le plus souvent, pour diriger les organisations professionnelles, non des hommes qui s'imposent par leur œuvre ou leur personnalité, mais des spécialistes du syndicalisme ou de l'agitation, politiciens au petit pied.

Une fois de plus, la crise a mis en lumière la précarité tragique des structures sociales du pays. Même le parti communiste, défié sur sa gauche, a résisté avec peine. En quelques jours, la façade d'ordre, de stabilité, de grandeur, s'est effondrée. Le crédit acquis au dehors par la France s'est dissipé au vent de l'émeute. Avec satisfaction ou avec tristesse, les étrangers ont retrouvé la France éternelle, peuple léger, brillant, imprévisible, sur lequel personne ne peut compter, aujourd'hui apparemment apathique et demain sur les barricades, toujours semblable à lui-même en ses retournements soudains.

CAUSE PSYCHOLOGIQUE ENFIN. - L'explosion ne se serait pas produite si les mécontentements, les revendications ne s'étaient pas accumulés sans que le pouvoir en prit une claire conscience. L'analyse de la conjoncture économique

appelle une autre étude. À coup sûr, les responsables, obsédés par la bataille contre le dollar, ont trop longtemps serré les freins. La mutation de la société française imposait des souffrances non à une classe déterminée mais, dans plusieurs régions et plusieurs catégories, aux victimes de la croissance nécessaire. Les jeunes qui ne trouvaient pas d'emploi ne dénonçaient pas, eux, la société de consommation.

Il n'en reste pas moins que l'incendie, même allumé par des groupuscules révolutionnaires, n'aurait pu s'étendre s'il n'avait trouvé des matériaux inflammables. Drapeaux rouges et drapeaux noirs demeurent symboles d'espoirs vagues et illimités. Étudiants et ouvriers conserveront, une fois de plus, un souvenir radieux de ces jours de grève, de fête, de cortèges, de discussions sans fin, d'émeutes - comme si l'ennui de la vie quotidienne, l'étouffement par la rationalisation technique ou bureaucratique exigeait, de temps à autre, un soudain défoulement, comme si les Français ne sortaient de la solitude que dans le psychodrame révolutionnaire (ou pseudo-révolutionnaire). La participation, mot vague mais idée-force, exprime l'aspiration à une vie communautaire que notre société hiérarchisée et cloisonnée, juxtaposition de privilèges, n'offre aux Français que dans les brefs instants de l'illusion lyrique.

Le tremblement de terre a-t-il cette fois, ébranlé les structures au point de rendre possible non la substitution d'une bande à une autre, mais des réformes, prosaïques à coup sûr, mais plus authentiques que celles dont rêvent les intellectuels en délire et les communistes en attente?

[*Le Figaro*, 6 juin 1968: Mise au point à propos de l'occupation de la Sorbonne.

J'avais écrit, dans mon article d'hier, que le Conseil de l'université avait abandonné la Sorbonne aux étudiants. Il s'agit d'une erreur de fait dont je m'excuse auprès des personnalités ainsi mises en cause.

La décision d'ouvrir la Sorbonne aux étudiants sans garanties et sans protection a été prise par le premier ministre lui-même à son retour de voyage. Les autorités universitaires se sont bornées à l'exécution de cette décision.]

Propos pour adultes

Le Figaro
10 juin 1968

Un ami m'a demandé, à la suite de l'article paru dans *Le Figaro* du 29 mai, en quels termes Alexis de Tocqueville avait répondu à l'enthousiasme de J.-J. Ampère, le soir du 25 février 1848. J'avais renoncé, après mûre hésitation, à reproduire ces propos, tant ils témoignaient de pessimisme. Les "révolutionnaires" avaient, il y a quinze jours, commencé de mettre en pratique leur mot d'ordre favori: "Pas de liberté pour les ennemis de la liberté"; ils nous laissent un répit et je rappelle volontiers le texte dans lequel Tocqueville exprime les sentiments "d'indignation, de douleur, de colère" qui bouillonnaient en lui: "Vous ne comprenez rien à ce qui se passe; vous en jugez en badaud de Paris, en poète. Vous appelez cela le triomphe de la liberté; c'est sa dernière défaite. Je vous dis que ce peuple, que vous admirez si naïvement, vient d'achever de montrer qu'il était incapable et indigne de vivre libre. Montrez-moi ce que l'expérience lui a appris? Quelles sont les vertus nouvelles qu'elle lui a données, les anciens vices qu'elle lui a ôtés? Non, vous dis-je, il est toujours le même; aussi impatient, aussi irréfléchi, aussi contempteur de la loi, aussi faible devant l'exemple et téméraire devant le péril que l'ont été ses pères. Le temps n'a rien changé en lui et l'a laissé aussi léger dans les choses sérieuses qu'il l'était jadis dans les futilles."

Et Tocqueville de conclure: "Après avoir beaucoup crié, nous finissons par en appeler tous les deux à l'avenir, juge éclairé et intègre, mais qui arrive, hélas! toujours trop tard."

Depuis le début de mai, j'ai eu des dialogues de ce style avec nombre d'amis. À quoi, disais-je, peut conduire le renversement par l'émeute estudiantine et ouvrière du pouvoir gaulliste? Un gouvernement de gauche, présidé par M. Mitterrand ou M. Mendès-France, avec ou sans participation communiste, devrait bientôt s'appuyer sur l'une ou l'autre des deux forces réelles: d'un côté, le parti communiste, qui, en dépit des trublions fidélistes, maoïstes ou P.S.U., représente un ordre possible; de l'autre côté, la majorité anticommuniste, qui s'affirme normalement aux élections. Une fraction de cette majorité vote pour la gauche modérée. Peut-être même la fraction hostile au conservatisme ou au gaullisme de l'électorat anticommuniste aurait-elle, dans quelques mois ou quelques années, permis l'élection d'un président de la République de gauche,

qui n'aurait pas été pour autant prisonnier du parti communiste.

La révolution de mai dissipe provisoirement ces espoirs. Ou bien les élections donneront la majorité aux partis de gauche et, en ce cas, le P.C. exercera la réalité du pouvoir, fût-ce par Mitterrand interposé. Ou, ce que les observateurs jugent aujourd'hui plus probable, la peur éveillée par les émeutes rejettera vers le gaullisme la majorité des Français, y compris ceux qui le condamnent et lui reprochent un style d'autorité méprisante, l'extension des domaines réservés, le refus du dialogue authentique avec les citoyens et leurs représentants, la perte de contact avec l'existence réelle des Français. En d'autres termes, de la crise sortira un pays coupé en deux: ou une gauche dominée par le communisme ou un gaullisme que le souvenir des jours de panique risque de rendre à la fois plus dur et plus faible.

Le *New York Times* écrivait, il y a quelques jours, que le général de Gaulle offrait, une fois de plus, au pays le choix entre lui et le chaos et que la France n'avait pas le choix puisqu'elle bénéficiait et de la présence du général de Gaulle au sommet et du chaos à la base. La formule, strictement exacte à l'heure présente, convaincra-t-elle les électeurs qu'il faut d'abord éliminer le général de Gaulle ou d'abord sortir du chaos?

Une victoire électorale du gaullisme, même massive, ne résoudrait rien par elle-même. Formons les hypothèses les plus optimistes. Le général de Gaulle et M. Pompidou ont l'intelligence de "surmonter leur victoire"; bien loin de conserver le monopole du pouvoir et de ses bénéfices, ils s'efforcent d'élargir la base parlementaire du gouvernement, de transformer l'U.D. Ve en un grand parti, vivant et moderne, au lieu de le figer dans une inconditionnalité (qui, les événements l'ont prouvé, n'offre même pas une garantie de fidélité).

La réalisation de ces hypothèses optimistes laisserait subsister les deux causes qui déterminent la prolongation de la crise. Minoritaire, la gauche - ouvriers, jeunes, parti communiste et syndicats - va éprouver plus que jamais un sentiment d'exclusion, d'aliénation. Elle se jugera d'autant plus trahie qu'au cours des journées de mai elle a récusé le principe démocratique (électoral) de légitimité et qu'elle trouvera en face d'elle un gouvernement dont elle déteste la manière et dont elle méprise les électeurs ("défenseurs de l'ordre", "bourgeois").

À cette tension psycho-sociale s'ajouteront les conséquences matérielles des semaines de paralysie et d'émeutes. Les spécialistes hésitent encore à chiffrer le coût, pour le budget et les entreprises, des augmentations de salaires accordées aux fonctionnaires, aux employés des services publics et aux ouvriers, le coût

pour le pays tout entier des semaines de grève et des exportations perdues. Même si ce coût se révèle finalement moins élevé qu'on ne le craint aujourd'hui, les entreprises marginales connaîtront des difficultés accrues et disparaîtront plus vite. Les entreprises prospères, pour supporter la compétition, tenteront un effort supplémentaire de rationalisation, dont il résultera un accroissement de chômage, en particulier du chômage des jeunes.

Un étudiant de l'Institut d'études politiques, dans le hall pour la première fois tapissé de drapeaux rouges, auquel je décrivais ces perspectives, me répondit, d'un ton qui se voulait farouche: "Tant mieux. Plus la situation s'aggravera et plus nous aurons chance de détruire la société."

Je ne méconnaissais nullement la signification et la portée de la haine qu'éprouve ou affecte d'éprouver une fraction de la jeunesse, peut-être plus bruyante que nombreuse, à l'égard de l'ordre établi. Mais, plus encore que cette haine, me frappe la capitulation des adultes, essayant de rivaliser en infantilisme avec leurs enfants.

Je m'adresse donc aux adultes - et je n'en vois guère (à moins que leur infantilisme ne dissimule le cynisme) ni au P.S.U., ni à l'U.N.E.F., ni au Sne-Sup. Le problème politique (nous traiterons, un autre jour, des problèmes de l'université et de la société de consommation) se pose, malheureusement, par la faute conjointe du pouvoir gaulliste et de la gauche modérée, en termes simples: il importe d'abord de restaurer le sens de la légitimité électorale, seule protection contre la guerre civile et le totalitarisme. Cette restauration dépend, d'abord et avant tout, des électeurs eux-mêmes. Si les résultats des élections permettent cette restauration, il dépendra ensuite des gaullistes de comprendre la leçon.

Le gaullisme, tel qu'il a régné jusqu'au mois de mai 1968, est mort, victime du "naufrage de la vieillesse", victime de sa contradiction interne, trop libéral pour ce qu'il avait d'autoritaire, trop autoritaire pour ce qu'il avait de libéral. Victorieux demain, il aurait peut-être l'illusion de la puissance, mais s'il succombait à cette illusion, les sombres prophéties de Tocqueville, au soir du 25 février 1848, retrouveraient une tragique actualité: ou le gaullisme consent à une mutation ou il perdra ce qu'il avait de libéral et, par le durcissement, préparera un affrontement, déjà préfiguré mais non encore inévitable.

Une mise en garde et un appel de Raymond Aron. La crise de l'Université

Le Figaro
11 juin 1968

Les ouvriers ont presque tous repris le travail. Les professeurs de l'enseignement du second degré continuent la grève. Les locaux des facultés et de beaucoup d'autres institutions d'enseignement supérieur demeurent occupés. Les dirigeants de certains syndicats d'enseignement refusent le dialogue avec le gouvernement légal et continuent une action révolutionnaire non en leur nom propre mais au nom des syndicats qu'ils ne représentent plus et du corps professoral qu'ils représentent moins encore.

Ni l'opinion publique ni le gouvernement n'ont encore compris la gravité de la crise. La jeunesse s'agite dans tous les pays du monde, mais, en France, la révolution estudiantine, par suite de circonstances diverses, revêt un caractère unique. Les étudiants de Prague ou de Varsovie se révoltent pour obtenir des libertés que possèdent les étudiants français. Ces derniers formulent nombre de revendications légitimes à partir de griefs authentiques. Mais une faible majorité d'entre eux, à la faveur de la capitulation de beaucoup d'enseignants, grâce à l'innocence politique de la masse des étudiants et des professeurs traditionnels, sont en train de réussir une opération proprement subversive, que se refusent à comprendre ministres, parents d'élèves, enseignants, étudiants: ils veulent acculer pouvoir universitaire et pouvoirs publics à l'alternative du terrorisme du "pouvoir étudiant" ou de la fermeture pure et simple, pour une durée indéfinie, des facultés des lettres (la situation semble moins grave dans les autres facultés).

Je m'adresse à tous, mais d'abord à mes collègues, de toutes opinions, aux étudiants, aux meneurs comme aux manipulés. J'invite tous ceux qui me liront et qui trouveront dans mes propos l'écho de leurs pensées et de leurs inquiétudes à m'écrire [\(1\)](#). Peut-être le moment est-il venu, contre la conjuration de la lâcheté et du terrorisme, de se regrouper, en dehors de tous les syndicats, en un vaste *comité de défense et de rénovation de l'université française*.

Que mes lecteurs ne s'étonnent pas du ton personnel et angoissé des quatre articles qui vont suivre. L'effort pour comprendre n'exclut pas, dans la conjoncture présente, la passion d'agir.

[\(1\)](#) (1) 6, rue de Tournon ou 34, avenue du Président-Kennedy.

La crise de l'Université. Au nom des silencieux

Le Figaro
12 juin 1968

Dans un supplément exceptionnel de *L'Express* intitulé *L'affrontement*, un M. Gérard Bonnot écrivait les lignes suivantes: "M. Raymond Aron, grand patron des études de sociologie à la Sorbonne, se tait. Il invitait, mercredi dernier, les lecteurs du *Figaro* à... relire Tocqueville (1805-1859)." Et, après quelques lignes consacrées à M. Louis Althusser, à M. Michel Foucault, il concluait: "De tous les "penseurs" consacrés, un seul est allé affronter les étudiants dans leur fief: Jean-Paul Sartre."

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber m'a fait aussi, au cours de ces dernières semaines, l'honneur de m'attaquer: il attribuait récemment à ma clairvoyance le mérite "d'avoir sorti notre génération du borbier" (*sic*). Qu'il retourne donc au borbier et continue de saluer, dans les drapeaux noirs et rouges, les symboles de la réponse enfin trouvée au défi américain.

Quant à M. Gérard Bonnot, il ignore que j'ai volontairement quitté, en janvier dernier, la chaire de sociologie que j'occupais à la Sorbonne, à la fois parce que l'organisation actuelle de l'université me décourageait et parce que je préfère la solitude et le travail au "mandarinat" qui, si l'on en croyait les journalistes, constituerait l'unique ambition des enseignants.

Je n'ai cessé, depuis dix ans, de critiquer la structure actuelle de notre université. J'appartenais au parti des réformateurs, je faisais figure de dangereux novateur aux yeux de certains enseignants dont quelques-uns, en mai 1968, se sont découverts une vocation révolutionnaire. Un ministre de la Fonction publique, il y a quelques années, me disait en souriant que j'étais "la bête noire" de la *Société des agrégés*. Les articles parus, ici même, en 1960, dans lesquels je critiquais notre système des examens et concours, en particulier l'agrégation, m'avaient attiré des réponses virulentes, y compris des lettres anonymes d'injures. N'ayant ni défendu ni justifié l'université d'hier, qui n'existe plus, je n'accepte pas aujourd'hui que tous, ministres, parents, journalistes, battent leur coulpe sur la poitrine des enseignants.

Du haut en bas de l'échelle, depuis le Président de la République jusqu'au dernier plumitif du *Monde* et de *L'Express*, c'est à qui répétera que "l'université

n'a pas su se réformer". Certes, mais faut-il que je rappelle à M. le Président de la République que, par trois fois, au cours des dernières années, il a réuni un comité interministériel consacré aux problèmes de l'université et qu'il a donné *des directives précises qui n'ont été suivies d'aucun effet*.

L'abus des examens? Je déteste la frénésie française des examens et je l'ai détestée avant mai 1968. Mais une société qui se veut démocratique condamne les jeunes à la compétition. Il n'en va pas autrement dans les pays socialistes. Les étudiants anglais ou américains ne connaissent pas au même degré l'angoisse des examens, mais la raison en est que jamais les responsables n'ont demandé aux professeurs d'éliminer, au bout d'une ou deux années, un tiers ou la moitié de ceux qui entrent à l'université. En refusant la sélection à l'entrée de l'université, le ministre savait parfaitement qu'il chargeait les professeurs de procéder, vaille que vaille, à cette sélection. Il faut une singulière mauvaise foi pour leur reprocher aujourd'hui d'avoir rempli la fonction qui leur avait été, silencieusement mais clairement, confiée (même s'ils auraient pu la remplir moins mal).

J'aimerais illustrer ces propos par une anecdote dont je garantis l'authenticité. Au moment de la réforme Fouchet-Aigrain j'avais proposé, au niveau de la maîtrise, c'est-à-dire en quatrième année, une seule épreuve: la rédaction d'un mémoire et un dialogue sur ce mémoire entre le professeur et l'étudiant. À l'Hôtel Matignon, *on* a jugé qu'un examen réduit à une seule épreuve manquerait de sérieux et *on* a exigé une épreuve supplémentaire de "vérification de connaissances", c'est-à-dire l'épreuve la plus aléatoire. Nul candidat ne possède jamais toutes les connaissances, l'épreuve risque de tomber au niveau des jeux de la télévision.

En 1967, la rentrée dans les facultés des lettres, surtout à Paris, avait souffert de l'application, immédiate et totale, du nouveau régime. Or le corps enseignant presque unanime avait mis en garde le ministère. Celui-ci avait passé outre et créé, par sa décision souveraine, le chaos, prévisible et prévu.

Je ne plaide pas pour les enseignants contre les ministres: *je dénie aux ministres le droit de mettre en accusation les enseignants*. Dans l'université d'hier, les enseignants ne détenaient aucun pouvoir ni pour organiser le cycle des études, ni pour choisir leurs étudiants, ni pour maintenir une proportion raisonnable entre le nombre des étudiants et les moyens disponibles (locaux, crédit de fonctionnement, encadrement).

L'assemblée de la Sorbonne, les assemblées de sections ne géraient

pratiquement rien. Quand il n'y a pas de gestion, que signifie la cogestion? Au centre de sociologie de la Sorbonne, je disposais d'un crédit annuel de 10.000 francs (à partir de 1966-67): pour distribuer cette poussière, à quoi bon un comité paritaire?

La responsabilité des enseignants au cours de la crise? Les grandes décisions de la première semaine, fermeture de Nanterre, entrée de la police dans la cour de la Sorbonne, refus d'accéder aux demandes des manifestants pendant la nuit du 10 au 11, capitulation de M. Pompidou à son retour, ouverture de la Sorbonne aux étudiants ou à tous ceux qui se disent tels, ces décisions ont été prises par les ministres ou en accord avec eux. Il est trop tard ou trop tôt pour porter un jugement sur chacune d'elles. Les historiens discuteront indéfiniment sur la responsabilité de M. Joxe dans la nuit du vendredi 10 et celle de M. Pompidou dans la nuit du samedi 11.

Quant aux parents, aujourd'hui troublés par la menace de subversion, ils admiraient, au début de mai, les exploits de leurs enfants aux prises avec les policiers. Les enseignants, ou, du moins, ceux que l'on a entendus à ce moment-là, ont pris parti pour les étudiants, même pour "les enragés"? C'est vrai, mais parmi ceux qui leur en font grief aujourd'hui, combien jugeaient de même, il y a un mois?

Si je ne suis pas fier aujourd'hui d'appartenir à l'université - trop de règlements de comptes, trop de délire idéologique, trop de démagogie, trop d'opportunisme ("ôte-toi de là que je m'y mette"), trop de poujadisme, qui, sous prétexte d'égalitarisme, n'exprime que le refus de toutes les supériorités, y compris celles du talent ou du savoir - j'admire celui, ministre, journaliste, écrivain ou syndicaliste, qui se sentirait fier de la catégorie à laquelle il appartient. (Je fais exception, bien entendu, pour les Cohn-Bendit ou les Edgar Morin, anarchistes ou nihilistes, esthètes de la destruction, et pour les ex-communistes qui croient revivre "les Soviets partout".)

Je ne méconnaissais pas la volonté sincère de beaucoup de Français de "changer le monde". La révolution continue et nul ne sait lesquels de ses enfants seront dévorés. Mais, aujourd'hui, dans l'université comme dans la République, un impératif et un seul: en finir avec la mascarade révolutionnaire, avec les *comités d'action*, les *assemblées plénières* et les *assemblées générales*, caricatures au troisième degré de la Commune jacobine, en bref, revenir à la légalité, non pour rendre la vie à une université morte, mais pour permettre enfin la distinction entre ceux qui veulent réformer et ceux qui veulent manipuler.

Fidélites ou maoïstes, Sauvageot ou Geismar, conservateurs de toujours qui prennent le train en marche, l'université française ne se confond pas avec ce qu'elle a produit de plus méprisable, avec ceux qui, depuis plus d'un mois, parlent en son nom et occupent le devant de la scène.

P.-S. - Je remercie tous ceux qui m'ont apporté un appui immédiat, trop nombreux pour que je puisse leur répondre individuellement. Je demande à mes correspondants de ne pas se rendre 6 rue du Tournon, où les "révolutionnaires" risqueraient de ne pas apprécier leur visite. Qu'ils m'écrivent désormais à la seule adresse suivante:

Raymond Aron, Le Figaro, Cedex 20, 75 - Paris-Brune.

La crise de l'Université (1). La révolution culturelle à la Sorbonne

Le Figaro
13 juin 1968

Un assistant de philosophie à la Sorbonne, que j'ai rencontré quelquefois dans les réunions et qui me semblait un bon jeune homme, écrivait, dans un numéro de *L'Arc* que j'ai sous les yeux: "Qu'est-ce donc que philosopher dans une telle époque et avec un tel avenir? On sait comment Sartre vécut cette difficulté: Jeanson voit en lui le "bâtard". Pour nous, il faudra d'autres qualificatifs: nous sommes les fils de putain, ce cette grande putain qu'est la société dite de consommation, la société technocratique, le dortoir universel du genre humain. Nous rejetons le monde, nous ne sommes même plus les "traîtres", ce serait encore reconnaître une affinité avec ceux que nous trahirions. Nous sommes les Viets de la pensée..." Et un peu plus loin: "Aujourd'hui, c'est la société occidentale dans son ensemble qui se pourrit, prolétariat compris. Nous savons bien que nous ne la sauverons pas par nos réflexions et nos méditations. L'arme de notre salut se forge ailleurs, dans le Sin-Kiang." Et encore: "La philosophie de demain sera terroriste. Non point philosophie du terrorisme, mais philosophie terroriste liée à une pratique politique terroriste." Voilà ce qu'enseignait un jeune philosophe dans la vieille Sorbonne, dans l'Université bourgeoise. A-t-il pris la tête du mouvement ou est-il déjà rejeté par de plus violents que lui? Je ne saurais le dire. Mais qui adopte le terrorisme trouvera toujours plus terroriste que lui.

Les groupements prochinois ont-ils joué un rôle effectif dans le déclenchement et la conduite de la révolution de mai? D'aucuns le suggèrent, personnellement je ne sais et d'ailleurs peu importe. Ce qui ne prête pas au doute, c'est le style "révolution culturelle chinoise" qui marque la commune de la Sorbonne et de certaines autres institutions d'enseignements supérieur (bien entendu, il s'agit de la révolution chinoise telle que la décrivaient et l'imaginaient les Français: j'ignore, comme tout le monde, en France, ce qu'elle était réellement). Un de mes collègues d'hier, M Jean-Jacques Mayoux, impeccable dans le progressisme, que je m'excuse de compromettre en le citant, a eu le courage de rompre avec le syndicat national de l'Enseignement supérieur lorsqu'il a fini par voir où en voulaient venir étudiants et enseignants, qui mènent ou manipulent les assemblées de la Sorbonne.

"La mise en place, profitant des fautes inexcusables du régime, mais sans commune mesure avec elles, d'une université révolutionnaire, de type maoïste dans un État bourgeois, assortie de la résolution implicite de persuader ou de contraindre l'ensemble du peuple et de l'État à suivre le modèle donné, me paraît d'une gravité extraordinaire..." Et peu plus loin: "Ma réflexion a été lente, douloureuse, mais plus je réfléchis, plus il m'apparaît que les structures qu'on nous prépare et que graduellement on nous impose sont invariables."

Je n'ai eu qu'une seule et brève expérience de la technique de la révolution culturelle. J'ai assisté à une assemblée plénière d'une institution d'enseignement supérieur (assemblée plénière qui, comparée à celle des facultés, passe pour un modèle d'ordre, de raison, de légalité). Dans un vaste amphithéâtre se trouvent réunis deux à trois cents personnes, enseignants de tous grades, chargés de travaux et vacataires, personnel administratif. En principe, un contrôle à la porte, en fait, j'ai observé une entrée libre.

Première étape: la constitution d'un bureau. Quelques personnes lancent un nom: celui d'un membre du S.N.E.Sup. qui a été membre du P.C. (je ne sais s'il l'a ou non quitté). Il est élu à mains levées. Les autres membres du bureau, représentants d'autres catégories (maîtres-assistants, chefs de travaux, personnel administratif) sont élus de la même manière. Il n'y a presque pas de vote contraire mais une fraction de présents, difficile à évaluer, ne lève la main en aucun cas (pour, contre, abstention).

Épisode instructif: un membre de l'assemblée demande s'il ne convient pas d'élire au bureau un membre du Conseil scientifique. Sur quoi quelqu'un dans l'assemblée demande au milieu des rires: Qu'est-ce que le Conseil scientifique et qui en fait partie? Le président de séance cite les noms des cinq membres du Conseil. À l'unanimité, l'assemblée repousse la proposition. Technique bien connue d'humiliations des "mandarins".

Le président avait déclaré à l'avance qu'il représentait suffisamment, à lui seul, les ex-professeurs - ce qui témoignait d'un certain humour, volontaire ou involontaire.

Une discussion s'engage ensuite, passablement confuse, qui porte sur le statut de cette assemblée plénière, sur le rapport entre l'assemblée générale (2) d'une section de l'Institution et l'assemblée générale de toutes les sections. Les ci-devant professeurs qui n'appartiennent ni au S.N.E.Sup. ni au groupes des gauchistes détestent au fond d'eux-mêmes cette bouffonnerie. Une assemblée plénière se veut et ne peut être que "révolutionnaire". Elle n'a et ne peut avoir

aucune légalité. Mais les enseignants de bonne volonté, partisans de réformes, se divisent inévitablement sur la tactique à suivre. Faut-il entrer dans le "jeu révolutionnaire" pour canaliser le mouvement et saisir l'occasion de la rénovation souhaitée? Ou bien faut-il opposer un non immédiat et catégorique? À l'origine, le doute était permis et je ne m'érige pas en juge. Aujourd'hui: il faut dire *non*.

L'assemblée vote une série de motions qui tendent à créer une "légalité révolutionnaire de fait", puis, alors que j'ai déjà quitté la salle, élit une commission de réformes, composée de trente membres (quinze pour la catégorie supérieure des enseignants, quinze pour les autres catégories d'enseignants et le personnel administratif). Au dehors, je cause quelques instants avec des collègues qui jugent avec indulgence ces enfantillages sans conséquence.

Je crains qu'ils ne se trompent. Ils ne connaissent ni la technique communiste de manipulation ni la technique, aujourd'hui baptisée maoïste, de démocratie directe, en fait de terrorisme. Prendre part à la discussion dans de telles assemblées implique la reconnaissance d'une pseudo-institution qui, pour moi, n'existe pas: je dénie à toutes ces assemblées, qu'elles se baptisent plénières ou générales, toute compétence, toute représentativité. Je conjure le ministre de l'Éducation nationale de proclamer, avant qu'il ne soit trop tard, qu'il récuse les assemblées plénières, qu'il prendra connaissance des projets élaborés par les commissions de réformes comme tous les projets élaborés par des groupement privés mais qu'il ne tient ni ces assemblées ni ces commissions pour représentatives de personne sinon d'elles-mêmes.

Un moment vient où le compromis se dégrade en compromission.

Nombre de collègues qui souhaitent, eux aussi, sauver les facultés redoutent, en adoptant une attitude d'intransigeance, de laisser la place aux enragés et de rompre irrémédiablement l'unité collégiale des enseignants, l'unité plus précaire encore des enseignants et des étudiants. Je respecte leur opinion mais je ne l'admets pas. Ou bien les "manipulateurs" l'emporteront, par exemple, au cas où le gouvernement légal, par démagogie ou par lâcheté, tâcherait d'apaiser les étudiants en leur sacrifiant les enseignants et l'enseignement. En cette hypothèse, les enseignants qui se refusent à subir une tyrannie à la chinoise n'auront d'autre recours que de se retirer. Ou bien, après les élections, enseignants, étudiants, ministres, tâcheront de rebâtir une autre université, mais non pas l'université terroriste où régneraient les enragés. En cette éventualité, peut-être retrouveront le contact avec les jeunes ceux qui s'attirent aujourd'hui l'hostilité de tous ("ils ne

jouent pas le jeu"), mais qui n'auront du moins sauvé le respect d'eux-mêmes.

D'innombrables lecteurs, enseignants et étudiants, m'ont demandé: Que faire? Il ne s'agit pas aujourd'hui de disserter sur l'université de demain, il s'agit de faire front à la subvention terroriste.

Je m'adresse aux étudiants et je leur dis: "Vous avez conquis le droit de participer aux délibérations et aux décisions de votre université: personne ne vous contestera plus ce droit. Mais vous vous laissez entraîner dans un mouvement dont vous serez demain les premières victimes. Car si vous continuez, si vous laissez le champ libre à une minorité qui veut détruire et non rénover, il n'y aura plus, en France, d'examens mais il n'y aura pas non plus d'enseignement."

À mes collègues je dis sortez de vos illusions ou de votre passivité. Ne donnez pas votre caution à des assemblées plénières ou générales que manipuleront toujours de plus violents ou de plus organisés que vous.

À M. le premier ministre, à M. le ministre de l'Éducation nationale je dis: "Faites votre devoir, proclamez que dans l'Université aussi il n'y a qu'une seule légalité, en attendant les réformes nécessaires, qui n'auront rien à voir avec le tumulte manipulé."

Que chaque étudiant, chaque enseignant qui éprouve mon angoisse et partage mon espérance tâche de convaincre ses proches. Que tous se mobilisent enfin dans une croisade de la raison.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 12 juin.

[\(2\)](#) Une assemblée générale comprend des étudiants, un assemblée plénière ne comprend que les enseignants, les chercheurs, le personnel administratif.

La crise de l'Université (1). Contre l'institution du terrorisme

Le Figaro
14 juin 1968

Nul ne connaît l'ensemble du travail effectué par les commissions de réformes dans les diverses facultés, à Paris et dans les villes de province. Je ne doute pas que les étudiants et les professeurs n'aient appris à se mieux connaître après ce marathon de palabres - le plus long de l'histoire de France, me semble-t-il, mais non pas le plus riche en idées neuves.

Ce qui est remonté à la surface, c'est le vieux fonds de socialisme français, proudhonisme et poujadisme mêlés, que le marxisme-léninisme, importé de Russie, avait recouvert. L'enthousiasme des jeunes, nourri par les mythes cubain et maoïste, a fait sauter la discipline communiste et l'anarchisme latent du peuple français a montré au monde stupéfait comment une révolution archaïsante, avec des modèles empruntés à l'inconscient national et une technique de subversion éprouvée au dehors, peut, en quelques semaines, précipiter l'effondrement d'une société en voie de modernisation, contestée à la fois par les victimes et les bénéficiaires du progrès matériel.

Pourtant, là encore, je voudrais plaider au nom des silencieux. Les étudiants, en leur immense majorité, ne se confondent pas avec les enragés. Beaucoup ont travaillé sérieusement, honnêtement à l'instauration de structures nouvelles.

Des amis m'assurent qu'aux facultés de médecine, de sciences, de droit et des sciences économiques, même dans certaines sections des facultés des lettres, les projets élaborés éclaireront les législateurs de demain. Quelques idées, déjà répandues avant la crise, sont reprises un peu partout: organisation de département (ou de la section), autonomie des facultés (ou des universités?), cogestion.

Formule que je ne rejette pas en principe, encore qu'il reste à donner réponse aux problèmes que poserait la mise en application. Les universités en France n'ont pas de ressources propres: l'État, donc en dernière analyse les contribuables, fournira-t-il des crédits, sans garantie et sans contrôle, aux organes universitaires d'autogestion? Quels crédits? Pour recevoir combien d'étudiants? Fera-t-il confiance, pour gérer universités, facultés ou départements aux organismes dits paritaires dans lesquels étudiants, enseignants et

administrateurs se partageraient les sièges? Les révolutionnaires comptent-ils sur l'État bourgeois pour financer une université à la cubaine? Aux sciences, en médecine, peut-être en droit, la "contestation" ne peut pas dépasser certaines limites et les étudiants ou chercheurs qui veulent améliorer leur qualification technique l'emporteront peut-être sur leurs camarades, impatients de révolution sociale ou de carrière accélérée.

En philosophie, en sociologie, il n'y a pas de limite à la contestation possible et les extrémistes gardent normalement le dernier mot. Faut-il rappeler cette vérité première: les règles de la recherche scientifique ou de l'enseignement n'ont rien de commun avec les pratiques de la discussion politique (baptisée contestation)?

Faisons, malgré tout, confiance à la jeunesse. Admettons que les comités mixtes étudiants-enseignants (auxquels s'ajouteraient les représentants du personnel administratif) se composent d'hommes désireux de travailler en commun et non de paralyser le travail. Admettons que le mal n'aille pas au-delà du temps perdu et de bavardages inutiles.

Cette hypothèse optimiste dépend encore de conditions rigoureuses:

1. *Il est inconcevable que les étudiants participent, d'une façon ou d'une autre, à l'élection des enseignants.*

2. *Il est inconcevable que les étudiants exercent, d'une façon ou d'une autre, la fonction d'examineurs.*

3. *Il est inconcevable que les représentants des enseignants, aux commissions paritaires, soient élus par les assemblées générales dans lesquelles siègent les étudiants et les délégués du personnel administratif.*

Certains projets de la Sorbonne et de quelques autres facultés des lettres expriment non un effort de réformes mais une volonté de destruction. Les manipulateurs de ces commissions ou de ces assemblées, quand ils ne visent pas à favoriser une secte contre une autre, ne se cachent même pas d'avoir pour but de faire sauter l'université d'abord, la société ensuite.

M. Jean-Jacques Mayoux, dont les opinions s'éloignent beaucoup des miennes, a fini par comprendre l'enjeu: la "démocratisation" que visent les manipulateurs se confond pour les uns avec le "pouvoir étudiant", c'est-à-dire avec le modèle cubain ou maoïste rêvé, pour les autres avec le renforcement de l'emprise communiste, grâce à la désintégration des organisations anciennes.

La seule chance de sauver quelque chose de la tradition libérale, des valeurs

intellectuelles et morales dont l'université demeure comptable devant l'histoire, c'est de refuser toute transaction sur les trois principes, simples et fondamentaux, qu'il ne vaudrait pas la peine de rappeler si l'intelligentsia française ne vivait pas une crise de délire tantôt utopiste, tantôt nihiliste.

En même temps que l'autogestion d'unités encore mal définies en leur organisation et leurs ressources, le rapport pédagogique constitue l'objet de spéculations indéfinies; une fièvre d'autocritique - autre imitation de la révolution culturelle chinoise - semble s'être emparée de milliers de Français. À cet égard, la démarche des journalistes de l'O.R.T.F. allant plaider leur cause devant les foules de la Commune mérite de passer à la postérité. Téléspectateur passionné de rugby, je me demande encore quelles fautes l'excellent Roger Couderc devait expier.

Or, donc, les révolutionnaires ont découvert une nouvelle source d'aliénation: le savoir. Le professeur qui affirme la supériorité de son savoir s'arrogerait un pouvoir insupportable aux jeunes. Il se peut. J'ai gardé de ma jeunesse un souvenir différent: je cherchais des hommes à admirer, de préférence des vivants, à défaut des morts. Si, pour des motifs que les psychanalystes découvriront peut-être, les jeunes haïssent père et maître, ils haïront plus encore le père qui capitule et le maître qui s'humilie. Que ces jeunes, qui veulent combattre et détruire, trouvent au moins en face d'eux des adultes debout et non pas à genoux.

Certes, en d'autres circonstances, j'aurais autant de goût que mon collègue Ricœur pour l'analyse philosophique, je dirais moi aussi, parce qu'en un certain sens cela est vrai, que l'enseignant s'instruit au contact de l'étudiant (quand il peut établir le contact). Oui, tout enseignement doit tendre au dialogue et à l'échange. Oui, le savoir risque de se cristalliser en dogmatisme et celui-ci signifie violence et despotisme. Mais revenons sur la terre et posons la question: de quoi s'agit-il?

En première et deuxième année des facultés des lettres, à Paris, le professeur trouve en face de lui des centaines d'étudiants. Il doit choisir entre cours magistral et séminaire sur invitation. La dénonciation chaque jour répétée du cours magistral devient à la longue absurde, dérisoire: d'abord parce que l'on avait multiplié les heures de travaux pratiques et de travaux dirigés; ensuite parce que les cours magistraux valent souvent mieux que le bavardage de la "contestation".

Je ne nie pas l'importance décisive du rapport pédagogique. Les méthodes

traditionnelles conviennent mal aux foules estudiantines. Mais quelles méthodes conviendraient à ces foules? Les réformes que les commissions envisagent me paraissent avoir un trait commun: elles supposent d'abord et avant tout un encadrement par un plus grand nombre d'enseignants pour le même nombre d'étudiants. Qui entrera en faculté? Comment opérer la sélection? Quels débouchés offrir aux diplômés? Personne ne se soucie de l'essentiel, au milieu de ce déluge de mots creux et d'idées vagues.

La révolte de certains jeunes contre les professeurs et contre toutes les disciplines dépasse largement le cadre de l'université. Quand un étudiant m'affirme qu'il déteste tout ce que représente son père, qu'y puis-je? Dans les disciplines scientifiques, dans les instituts de recherche, le conflit des générations peut revêtir une intensité extrême parce que les jeunes de 25 ou de 30 ans en savent parfois plus que les "patrons". Même dans les sciences humaines, les jeunes possèdent le maniement de techniques mal connues de certains aînés: j'avoue volontiers mes ignorances. Mais la révolte des étudiants de première année, sociologues, philosophes ou psychologues, n'a rien à voir avec la supériorité des jeunes savants et le déclassement des anciens par suite de l'accumulation trop rapide des connaissances.

Telle qu'elle se manifeste, sans objectif saisissable, sans idéologie, encouragée par la complaisance des autorités universitaires et des pouvoirs publics, la révolte des enrégés conduit inéluctablement soit à un terrorisme institutionnalisé, soit à la fermeture prolongée des facultés des lettres - à moins que la majorité, celle des étudiants comme celle des enseignants, ne trouve enfin la force et le courage de triompher des lâches et des violents.

Depuis trois jours, je reçois, innombrables, des témoignages bouleversants. Que mes correspondants me pardonnent mon silence: je ne dispose d'aucun moyen. Je cherche avec des amis la forme possible d'une action. Mais, dès maintenant, étudiants et enseignants doivent se regrouper autour de mots d'ordre simples: retour à la légalité; dans une volonté commune: mettre fin à la violence.

Et demain renaîtra une Université.

(1) Voir "Le Figaro" des 12 et 13 juin.

Le sort de l'université dépend des étudiants

Le Figaro
15 juin 1968

J'avais posé, la semaine dernière, la question: pourquoi en France et, jusqu'à présent, seulement en France, une révolte d'étudiants a-t-elle provoqué une crise nationale? De la même manière, il faut s'interroger: pourquoi la révolte de Nanterre, de proche en proche, a-t-elle gagné toutes les facultés, toutes les universités, toutes les institutions d'enseignement supérieur? Pourquoi le gouvernement risque-t-il d'être aussi impuissant face à la Commune estudiantine après les élections qu'aujourd'hui?(1).

Une première réponse vient d'elle-même sous la plume: la contagion révolutionnaire, la dissolution des liens sociaux, la grande peur, la conjuration des sentiments élémentaires, le retour à l'état de nature, tout ce que les historiens de la Révolution, la Grande, tâchaient vainement d'expliquer, nous l'avons vu, nous l'avons vécu, nous l'avons compris dans la mesure où la psychologie des foules, la plus grossière, celle de Gustave Le Bon ou de Pareto, autorise à parler de compréhension.

Bien entendu, des observateurs plus éclairés ou plus indulgents cherchent et trouveront d'autres causes L'université française, diront-ils, était plus sclérosée, plus anachronique que toute autre. Contre-vérité évidente: l'université française, en dépit de tout, avait fait, comparée à l'université italienne, d'énormes progrès. Si l'on veut une formule générale, il faudrait dire que la même combinaison de révolte libertaire et de modernité porte la responsabilité de la crise nationale et de la crise universitaire. Les journalistes nous parlent tantôt des étudiants auxquels les diplômés n'assurent pas de débouchés et tantôt des élèves de l'*Institut d'études politiques* qui, dans la voiture payée par leurs parents, crient leur haine de la société de consommation.

Ce mélange détonnant a pris, dans l'université, une extraordinaire puissance explosive. Nulle part le contraste entre l'activisme des minorités révolutionnaires et la passivité du grand nombre, étudiants et enseignants, n'apparaît aussi marqué. Nulle part les forces d'ordre ne se révèlent aussi faibles. Nulle part le gauchisme émotionnel, sans objectif défini, sans connaissance des mécanismes sociaux, ne paralyse au même degré la résistance. Nulle part l'inconscience politique ne se manifeste avec autant de pureté (ou de puérilité). Nulle part les vertus personnelles ne dégénèrent aussi aisément en démission civique. Nulle

part des groupuscules, avec leur fanatisme et leur technique, n'ont une pareille chance d'exercer leur talent de destruction.

Aussi aveugles que les gouvernants du siècle dernier, les gouvernants de la IV^e et Ve République ont concentré dans la capitale quelque 130.000 étudiants, réplique bourgeoise des masses ouvrières du XIX^e siècle. Moins de 10% de ces étudiants appartenaient à des syndicats, moins de 10%, selon toute probabilité, songeaient à une révolution, universitaire ou sociale, au mois d'avril. Mais le mécanisme typique, provocation-répression, répression-émeute, émeute-répression, déclenché par les maladresses gouvernementales ou bien voulu par les meneurs, a mobilisé l'opinion et les enseignants en faveur des étudiants - jusqu'au jour où les parents de ces derniers ont senti que les exploits de leurs enfants, relayés par les grèves ouvrières, les mettaient en péril, eux et leurs intérêts et la société.

La plupart des ouvriers ont, au moins provisoirement, repris le travail; les étudiants continuent de palabrer. Aussi bien ils ne gagnent pas leur vie en travaillant (je veux dire en s'instruisant). Que veulent-ils maintenant? Tout et rien. La majorité, probablement, voudrait passer les examens, acquérir une formation, trouver un emploi; pour l'instant, ils veulent aussi prendre part à la réforme de l'Université - tant mieux! - et changer le monde - pourquoi pas? Mais, dans le climat actuel, beaucoup, même modérés, se laissent entraîner quand ils forment un groupe. Ils ont renversé la Bastille universitaire, à défaut de l'Élysée. Déjà Importants (au sens d'Alain) avant d'arriver à l'âge de raison. Comment ne ressentiraient-ils pas une fierté de leur victoire, alors que tant d'enseignants, de lycées comme d'université, font leur autocritique, que les mêmes professeurs qui n'acceptaient pas, hier, une assemblée commune avec les maîtres-assistants et les assistants ont accepté de se soumettre aux décisions souveraines des assemblées générales, enfants et vieillards mêlés, les votes à main levée symbolisant l'abdication de la démocratie devant la foule?

Les classes d'âge nombreuses nées dans les années 1945-1950, immédiatement après la guerre, ont fait la révolution de 1968 dans l'Université et, pour une part, dans le pays. Tout s'est passé comme si la conjonction d'une croissance économique ralentie et d'une concentration estudiantine au moment même où les générations de l'immédiate après-guerre affluaient sur les bancs des amphithéâtres ou sur le marché du travail avait fait sauter les organisations, les unes trop rigides, héritières de l'histoire, les autres trop faibles, non encore cimentées.

En dépit de tout, je n'arrive pas moi-même à ne pas espérer qu'une nouvelle université plus vivante, mieux adaptée, sortira du bouleversement. J'admets qu'il convient de craindre pour après-demain une restauration, mais, pour demain, dans les facultés des lettres, ce qu'il faut craindre, c'est ou la démission finale des adultes avec le triomphe conjoint de l'obscurantisme et du terrorisme ou le chaos pur et simple.

Je demande aux parents, aux collègues que ces articles irritent de réfléchir avec moi. Les universités ont pour fondement, pour condition d'existence, la discipline volontaire des étudiants. Les professeurs, les autorités universitaires n'ont aucun moyen de faire régner l'ordre si quelques dizaines d'étudiants ont le ferme propos d'entretenir le tumulte. Certes, les chars d'assaut ne peuvent obliger les ouvriers à produire, mais les travailleurs doivent gagner leur vie. Pas les étudiants. Que l'on donne aux étudiants une participation accrue à l'organisation des études et à la gestion des "départements" ou des "facultés", j'en tombe d'accord (encore que les Français n'aient jamais manifesté un talent incontestable pour le gouvernement par comités). Mais toutes ces réformes n'ont de sens que dans la mesure où les étudiants ne choisissent pas pour les représenter ceux qui mènent le jeu depuis des semaines.

Durant la seule année où j'assumais la responsabilité de la section (non officielle) de sociologie, j'avais organisé des réunions régulières avec les assistants et les représentants des étudiants (U.N.E.F. et groupes d'études). J'avais dit à ces derniers, au point de départ, que je ferais de mon mieux pour résoudre avec eux les problèmes, mais que je mettais à cette collaboration une condition: ils se conduiraient en "gestionnaires", soucieux d'efficacité, quitte, au dehors, à se livrer à l'action politique de leur choix. Une journée de grève donna l'occasion à quelques-uns d'entre eux de se conduire en chahuteurs. Ainsi se termina mon expérience du comité paritaire.

Les réformes dans le rapport enseignants-étudiants supposent que les étudiants acquièrent le sens de leurs responsabilités et fassent régner eux-mêmes la discipline.

Au cours de ces semaines, a-t-on réfléchi au problème immédiat, à court terme dramatique, surtout dans les facultés des lettres? La plupart des bacheliers de 1968 entreront, en octobre, à l'université. L'encombrement à Paris rendra presque physiquement impossible la réouverture de la Sorbonne et de Nanterre. Les colonnes des journaux voués au culte des jeunes révolutionnaires et de la vieille gauche continueront à ruisseler de démagogie, d'université critique et autres

délires d'intellectuels en mal de popularité. Il y aura peut-être une "université critique" dans laquelle de jeunes Français commenteront ensemble le petit livre de Mao, des écrits de Che Guevara et la prose ésotérique des revues pour initiés, il n'y aura plus d'université du tout si l'on entend par là une communauté où ceux qui ne savent pas encore viennent apprendre quelque chose de ceux qui ignorent un peu moins.

En fait de barricades et de guerre révolutionnaire, les enragés en savent certainement plus que leurs professeurs. Si tel est l'objet désormais de l'université critique, il n'y a plus de place pour les professeurs à la Sorbonne, à moins qu'ils ne consentent à adorer le dieu Marx et ses prophètes.

Reste à savoir si l'État bourgeois entretiendra une école de révolutionnaires et quels emplois, en dehors de celui de guérilleros, trouveront les étudiants formés à la contestation permanente.

Je tenterai mardi, après avoir dépouillé le courrier reçu, de proposer quelques conclusions.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* des 12-13 et 14 juin.

La crise de l'Université(1). Conclusions et propositions

Le Figaro
19 juin 1968

Chacun de nous a vécu ces semaines de tumulte avec ses émotions; personne n'a réussi à garder d'un bout à l'autre la tête froide et le regard lucide.

Certains ont sympathisé avec ce que le mouvement de jeunesse portait en lui de révolte, de générosité et d'espérance. D'autres ont été frappés par la démission des adultes, des autorités universitaires et des pouvoirs publics. D'autres encore ont vu, dans cet immense soulèvement, l'occasion de transformer les structures universitaires dont seuls les aveugles pouvaient ignorer le caractère anachronique. Les dirigeants de certains syndicats d'étudiants et d'enseignants ont exploité les circonstances pour mener une action proprement subversive. Parmi les universitaires, les uns applaudissaient aux exploits politiques de l'U.N.E.F. et du S.N.E.Sup., d'autres s'en indignaient.

Certains épisodes nous ont blessés jusqu'au fond de l'être: le nom de Jean Cavaillès, professeur de philosophie des sciences, chef d'un réseau de résistance, fusillé par les nazis, avait été donné à deux salles de cours, l'une à Strasbourg, l'autre à la Sorbonne; des étudiants arrachèrent ce nom qui symbolisait le meilleur de nous-mêmes. Peut-être ne savaient-ils pas ce qu'ils faisaient, peut-être voulaient-ils "désacraliser" l'amour de la patrie. L'incompréhension réciproque prenait un accent tragique: il s'agissait de nos raisons mêmes de vivre.

Tâchons de retrouver la paix - la paix civique et la paix de l'âme.

Que m'ont répondu des centaines et des centaines de correspondants, enseignants, étudiants, parents? Il faut sortir du chaos, de l'anarchie, de la violence. On ne réformera pas l'université tout entière en quelques semaines, à l'aide de mesures improvisées ou de décisions prises dans les assemblées qui se déclarent plénières ou générales. Qu'il me soit donc permis de résumer l'essentiel des quatre articles précédents.

1. La révolte des étudiants ne s'est pas déclenchée spontanément en vue d'une réforme de l'université. Elle a été déclenchée par le *Mouvement du 22 mars* et autres groupuscules qui n'ont jamais prétendu se soucier de la réforme des études ou des rapports entre enseignants et enseignés. Durant la première semaine, les

étudiants ont manifesté leur solidarité avec leurs enrégés, contre la police et le gouvernement. Les dirigeants de l'U.N.E.F. et, avec quelques hésitations, le S.N.E.Sup., ont poursuivi jusqu'au 30 mai, et au-delà, une action authentiquement révolutionnaire, ayant pour objectif le renversement du gouvernement par l'émeute. Les membres du S.N.E.Sup. ont le droit d'approuver l'action révolutionnaire de leurs dirigeants, ils ne peuvent pas ignorer les réactions de leurs collègues, soucieux de l'université et hostiles à la subversion, hostiles au rôle joué par un syndicat qui se prétend représentatif et groupe entre 10% et 20% des membres de l'enseignement supérieur.

2. Après l'occupation de la Sorbonne et, de proche en proche, de la plupart des locaux universitaires, les étudiants, entre deux émeutes nocturnes et des tentatives de visites aux grévistes des usines, ont mis à l'étude, en commissions, la réforme de l'université et, avec le concours d'enseignants, ils ont, en assemblée plénière ou en assemblée générale, voté des motions et parfois prévu l'organisation des départements (ou sections), facultés ou universités. Je dénie toute valeur légale à ces assemblées, même si l'on a recouru au vote secret, même s'il s'agissait d'un scénario arrangé en coulisses entre les ci-devant et les nouveaux maîtres. Le premier ministre et le ministre de l'Éducation nationale ont donné satisfaction à cette demande: rien de ce qui a été fait au cours de ces semaines n'a valeur légale.

3. Je ne condamne nullement les assistants, maîtres-assistants, professeurs qui, parfois avec un grand courage, ont voulu garder le contact avec les étudiants et qui ont participé au travail des commissions et aux assemblées plénières et générales. Personnellement, je pense qu'aujourd'hui le moment est venu d'en finir avec ce type d'action. Mais rien n'est plus loin de ma pensée que d'établir une discrimination entre ceux qui sont entrés dans le jeu et ceux qui l'ont refusé, entre mauvais et bons. Il y a des "mauvais" et des "bons" dans les deux catégories; pas de règlement de compte.

4. On ne peut porter de jugement ni sur le travail fait par les commissions ni sur les projets de réformes élaborés; personne ne connaît encore l'ensemble de ce travail. Je ne doute pas que le gouvernement ne puisse retenir maintes des propositions rédigées par les commissions dans certains établissements et certaines sections. Encore faut-il prendre garde que ces propositions, en elles-mêmes acceptables, ne soient détournées de leur sens et utilisées par les minorités activistes en vue de leurs objectifs, parmi lesquels ne figure pas le bien de l'université.

5. Sur quelques idées valables, mais malheureusement vagues, une sorte d'unanimité règne désormais: rapprochement entre enseignants et étudiants, participation accrue des étudiants à l'organisation des études, à la gestion des départements, des facultés, des universités. Ceux-là mêmes, ceux-là surtout qui adhèrent pleinement et sans restriction à ces idées doivent rappeler à quelles conditions la mise en application en sera possible:

A) En toutes circonstances, *un seul mode de scrutin s'impose, le vote au scrutin secret, avec un quorum de participation*. Toutes les décisions prises à main levée sont nulles et non avenues.

B) *La coopération entre étudiants et enseignants ne saurait, en aucun cas, mettre en cause la dignité et la responsabilité des enseignants*. Toute élection des professeurs (ou de représentants de professeurs) par des assemblées où siègent les étudiants est incompatible avec cette responsabilité et cette dignité.

C) *La participation des étudiants à la gestion qui, en matière d'enseignement et de programme, ne peut dépasser certaines limites, ne doit pas revêtir la même forme selon les dimensions de l'unité* (département qui comprend quelques dizaines d'étudiants ou faculté qui en comprend des milliers), *selon le niveau des étudiants, selon les disciplines*.

D) *L'Université doit opposer un non inconditionnel à la politisation qui se dissimule derrière les mots d'ordre de "contestatation permanente" et d'"université critique"*. La réflexion rationnelle sur les problèmes de la politique n'a rien de commun avec les réunions publiques et les débats entre partis. Dans le monde entier, ces mots d'ordre aboutissent à l'émeute.

6. Les universités soumises, depuis leur reconstitution par la III^e République, à la tutelle étouffante du ministère de l'Éducation nationale, réclament, légitimement, une "autonomie". Mais les universités continuent à recevoir leurs ressources financières de l'État ou des régions, finalement des contribuables. Des commissions paritaires constituent-elles l'instrument le meilleur de gestion quand il s'agit d'entreprises parfois démesurées où les mêmes règles d'efficacité s'imposent que dans les entreprises industrielles? De plus, à moins que les enseignants ne renoncent à leur statut de fonctionnaires, que la hiérarchie administrative, fondée sur les diplômes et sur l'ancienneté, ne soit abolie en une nouvelle nuit du 4 Août, à moins que les concours nationaux (C.A.P.E.S., agrégation) ne soient supprimés, l'autonomie restera inévitablement limitée. En tout cas, elle ne peut pas signifier la même chose pour les sections, pour les facultés, pour les universités (pour les facultés de 300 et pour les facultés de

30.000 étudiants).

7. Au service de la nation et non d'elle-même, l'Université a le droit et même le devoir de maintenir des études désintéressées, de transmettre et d'enrichir des connaissances sans utilité visible ou prévisible (au sens économique ou social du terme). Mais elle a aussi le devoir d'orienter les étudiants vers les disciplines dans lesquelles ils ont chance de trouver des débouchés, de sélectionner les étudiants pour réduire les foules des premières années et les échecs trop nombreux. Socialistes ou capitalistes, toutes les universités doivent tendre à une harmonie entre les diplômes qu'elles accordent et les besoins de la société. Il ne s'agit pas de technocratie, mais de bons sens.

Quant à la société de consommation que dénoncent les enragés et les belles âmes, c'est elle et elle seule qui permet d'accueillir des centaines de milliers d'étudiants. Seuls restent logiques avec eux-mêmes ceux qui incluent dans la société de consommation qu'ils veulent détruire, les universités elles-mêmes.

Je n'avais d'autre ambition en écrivant cette série d'articles que de hâter la mobilisation des isolés, le regroupement des bonnes volontés, de contribuer à sortir les uns de leur rêve éveillé, les autres de leur passivité. Je ne crois pas qu'il convienne de créer immédiatement une organisation supplémentaire, s'ajoutant aux syndicats et aux groupements déjà existants, mais nous allons maintenir un *comité de liaison*. Des collègues qui me donnent généreusement leur aide et leur temps vont m'aider à répondre aux demandes que j'ai reçues, à diffuser les textes que mes correspondants me réclament, à garder les contacts avec les syndicats ou les comités qui, d'accord sur l'esprit de ces articles, travailleront, eux aussi, à la défense et à la rénovation de l'Université.

Le ministre de l'Éducation nationale a déclaré que l'Université ne serait reconstruite que dans la légalité. Nous souhaitons maintenant que, le jour où les autorités légales entameront le vrai dialogue avec tous, les universitaires ne soient pas représentés seulement par ceux-là seuls qui, au cours du mois de mai, ont tenu le devant de la scène, révolutionnaires de toujours ou révolutionnaires de mai 1968.

Au-delà des circonstances actuelles, je souhaite persuader tous mes collègues de rejoindre les organisations professionnelles qui ne confondent pas revendication et agitation, défense des intérêts professionnels et révolution, afin que jamais plus un syndicat qui représente une faible minorité des enseignants ne compromette l'Université entière dans une tragi-comédie politique.

Un dernier mot personnel: des amis, qui souscrivent à la plupart des idées que

j'exprime, me reprochent les conséquences éventuelles de cette action: "Vous qui avez dénoncé, me disent-ils, depuis des années, le conservatisme de tant de vos collègues, vous allez être "utilisé", "récupéré" par les conservateurs. Vous auriez dû vous joindre aux "révolutionnaires" pour les guider au lieu de dénoncer les excès, déplorables mais épisodiques."

Je crains que cette objection ne méconnaisse la gravité de la crise. Je n'ignore pas le danger de la confusion présente. Des hommes, au fond d'accord, se trouvent momentanément dans des camps opposés et d'autres, divisés sur l'essentiel, se rejoignent pour un temps. Mais j'ai droit de répondre: à qui la faute? Quand les dirigeants de l'U.N.E.F. et du S.N.E.Sup. mobilisent leurs troupes en vue de l'émeute et de la subversion, quand des révolutionnaires tentent d'imposer un nouveau dogmatisme, quand des assemblées générales votent à main levée des motions absurdes, comment ne pas se dresser contre la démagogie et le nihilisme. Qui risque de favoriser la "restauration" et d'empêcher les réformes, sinon ceux qui en acceptant des structures à l'avance condamnées, finiront par convaincre les administrateurs, le ministère, le gouvernement que les universitaires sont incapables et indignes de la liberté?

P.-S. - Des centaines de lecteurs m'ont offert leurs concours. Pour l'instant, nous avons besoin avant tout de deux ou trois bureaux pour établir une permanence.

[\(1\)](#) Voir Le Figaro des 12, 13, 14 et 15 juin.

L'Université libérale en péril

Le Figaro
28 juin 1968

La communauté universitaire avait résisté à tous les événements du siècle: le Front populaire, la défaite de 1940, l'occupation, la libération, la guerre d'Algérie, elle n'a pas résisté à la révolution de mai.

Ni en 1936, ni en 1940, ni en 1945, la fraction des enseignants, dont les opinions s'accordaient avec le parti ou le mouvement au pouvoir, n'avait cherché, par la menace ou l'intimidation, à dicter à la majorité, passive, hostile ou indifférente, l'acceptation de réformes improvisées ou la démission morale. En 1940, le gouvernement de Vichy avait pris des mesures qui frappaient nombre de professeurs et qui heurtaient la conscience de presque tous. Mais, lors même que le ministre de l'Education nationale de Vichy appartenait au corps enseignant, il agissait en tant qu'homme politique, non en tant qu'universitaire.

Probablement d'autres injustices, de sens contraire, furent-elles commises en 1944 mais, là encore, la diversité des réactions individuelles n'altéra pas trop gravement la communauté universitaire. Pour l'essentiel, les enseignants sauvegardèrent la distinction du savant et du politique: liberté entière d'opinion et d'expression hors des amphithéâtres, effort sincère vers la pensée objective ou rationnelle dans l'enseignement (même si cet effort n'atteignait jamais pleinement son but), relations entre collègues autant que possible soustraites aux passions du forum et soumises à la loi non écrite de la liberté d'engagement au-dehors et de la neutralité politique au-dedans.

Bien entendu, ce code moral de la communauté universitaire représentait, comme les Droits de l'homme, un idéal: celui-ci ne commandait pas souverainement à la pratique quotidienne. En telles ou telles circonstances, au moment de l'élection d'un collègue, les électeurs - l'Assemblée - n'ignoraient pas les préférences idéologiques du candidat et ils en tenaient compte, mais aucun ne l'aurait avoué et, le plus souvent, à l'intérieur des sections surtout, des arguments d'ordre professionnel déterminaient les votes (avec clairvoyance ou aveuglement, je ne sais, mais, encore une fois, là n'est pas le problème).

Tout imparfaitement respecté qu'il était, le code moral ne demeurait pas sans efficacité. J'ignorais d'ordinaire les opinions politiques de mes assistants, des chercheurs proches de moi, de ceux qui préparaient une thèse d'État sous ma direction. Dans certaines disciplines, l'enseignement ne pouvait pas négliger les

querelles de partis. Les professeurs ne présentent pas de la même façon la doctrine de Marx selon qu'ils adhèrent au marxisme-léninisme ou le rejettent. Mais ils maintenaient, pour la plupart, autant que faire se peut, la distinction entre *enseigner et endoctriner*.

Tout enseignement sociologique, par ce qu'il dit et par ce qu'il ne dit pas, par la manière dont il le dit, n'évite pas quelque partialité, mais seule la mauvaise foi refusera de distinguer entre deux sortes de pratiques: ou bien présenter les faits et les doctrines sans dogmatisme ni exclusive ou bien imposer une doctrine, tel le marxisme, et rejeter toutes les autres doctrines en tant que bourgeoises ou réactionnaires ou, en sens contraires, frapper d'interdit Marx et le marxisme.

L'enseignement des universités françaises, avant mai 1968, appartenait au premier type; même en Europe orientale, dans les pays socialistes, un retour vers les normes de l'université libérale s'esquisse ici et là.

Certains des révolutionnaires du mois de mai, les étudiants d'abord, quelques professeurs ensuite, sont entrés dans le processus qui conduit au deuxième type d'enseignement.

Là encore, je conjure mes collègues de réfléchir. Que la génération des hommes de soixante ans, à laquelle j'appartiens, soit éliminée, plus ou moins vivement, par la génération des hommes de quarante ou cinquante ans, ne m'importe pas: peut-être la circulation des élites doit-elle s'accélérer à cause de l'allongement de la durée de la vie humaine, à cause aussi de l'impatience des jeunes. Ce qui m'intéresse, ce qui intéresse les étudiants, assistants, maîtres-assistants, qui ont répondu à mon appel, c'est le salut des valeurs intellectuelles et morales que l'université, en dépit de toutes ses erreurs, avait sauvegardées.

Ce n'est pas la révolte des étudiants qui porta peut-être le coup de grâce à l'université libérale, c'est la part prise par une minorité d'enseignants et de chercheurs au mouvement déclenché par les étudiants et les procédés dont usa cette minorité pour "intimider" ceux qui se refusaient à bouleverser, à réformer au milieu du dérèglement des esprits et de la violence, ouverte ou camouflée, des activistes. Pour la première fois, les enseignants se voulaient à la fois universitaires et professionnels de la révolution au dedans et au dehors. Au dehors, les dirigeants de SNE-Sup ne cachaient ni leur qualité de syndicalistes universitaires ni leur objectif de subversion (à partir du 27 mai). Fait sans précédent: ils refusaient, pendant quelques jours, de reconnaître le gouvernement légal comme interlocuteur valable. Fonctionnaires de l'État bourgeois, soucieux aujourd'hui comme hier de leurs indices, ils tentaient de renverser le pouvoir qui

leur accordait toutes les libertés refusées à leurs collègues de l'Est, libertés qu'ils se proposaient allègrement d'enlever, en cas de victoire, à leurs collègues français. Et maintenant ils invoquent la solidarité universitaire!

L'action révolutionnaire (ou pseudo-révolutionnaire) d'un syndicat violait la loi non écrite de la communauté. Les moyens employés à l'intérieur de l'université la violaient plus gravement encore. Que beaucoup d'étudiants et d'enseignants aient voulu et veuillent "réformer les structures" (pour user du jargon à la mode), certes. Mais, enfin, à qui fera-t-on croire que tant de professeurs n'avaient d'autre ambition, depuis des années, que de remettre à des comités paritaires un pouvoir dont, pour l'instant, personne n'a encore défini la nature, les limites et la finalité? À qui fera-t-on croire que des votes à main levée dans les assemblées plénières ou générales expriment la libre volonté des enseignants et des étudiants?

À ceux qui ne voulaient pas entrer dans le jeu, on réservait les injures à la mode ("réactionnaire, mandarin, flic") et les menaces ("il n'y aura plus de place pour les réactionnaires dans l'université de demain"). En une pareille conjoncture, l'invocation de la solidarité universitaire sert de moyen d'intoxication contre les uns, d'alibi à la résignation pour les autres.

Dialogue et contestation: mots à la mode. Mais, à la fin des fins, quand les professeurs ont-ils jamais refusé le dialogue avec personne? Comment les professeurs de la vieille université auraient-ils jamais imposé une philosophie du monde et de la société, alors que, surtout dans les sciences humaines, nombre d'entre eux se réclamaient plus ou moins du marxisme?

"Université critique", "université d'été", "université de contestation" n'ont rien à voir avec les objectifs souhaitables sur lesquels s'accordent les esprits de bonne volonté: ouvrir le "ghetto" universitaire au monde du dehors (en fait, les comités paritaires, les assemblées d'enseignants et d'étudiants risquent de multiplier les défauts, tant de fois observés, des assemblées de professeurs), rappeler à tous que l'université a d'autres fins qu'elle-même, transformer les rapports humains, souvent anonymes ou hiérarchiques, à l'intérieur du corps professoral ou bien entre enseignants et étudiants. Mais la contestation permanente, ses promoteurs n'en font pas mystère, se veut machine de destruction, universitaire et politique, nullement méthode nouvelle d'éducation.

Nous voici revenus à une période à certains égards comparable à celle des années 30. La menace venait, à l'époque, de l'extrémisme de droite, mais les victimes désignées refusaient de prendre au sérieux des projets avoués mais

apparemment incroyables. Les doctrinaires des "universités critiques" ne constituent pas encore une menace pour la société tout entière, mais ils ne dissimulent pas leur intention de détruite l'université libérale. Là encore, les victimes désignées refusent de prendre au sérieux des projets trop étrangers à leur univers pour qu'ils les comprennent.

Il ne s'agit pas de rejeter l'ensemble des revendications estudiantines ou de restaurer dans l'université les conditions antérieures à mai 1968 (personne n'y parviendrait). Mais il faut dire non avec intransigeance aux tenants de "l'université critique" pour ramener au parti des réformes et de la raison la majorité des enseignants et des étudiants, y compris la plupart de ceux qui ont été entraînés, séduits, trompés par les illusions ou les violences de mai.

P.S. - Je remercie de tout cœur les lecteurs qui m'ont écrit pour me donner leur approbation, m'apporter témoignages et encouragements, m'inciter à l'action. Qu'ils me pardonnent de ne pas leur répondre individuellement: ils sont trop nombreux, plus de 2.000. La semaine prochaine, je ferai connaître par la presse la forme que prendra le Comité pour la rénovation de l'Université.

Sagesse de Machiavel

Le Figaro
4 juillet 1968

Les historiens de la "révolution de mai" gardent le choix entre deux interprétations: imputer au gaullisme soit la responsabilité des événements, soit le mérite d'avoir surmonté la crise. Les électeurs, eux, devaient choisir entre majorité et opposition. Mais ce choix demeurerait théorique pour la simple raison que personne ne croyait l'opposition de gauche - communistes, Fédération, P.S.U. - assez cohérente pour constituer un gouvernement à la fois légal et libéral. Il en résulte, me semble-t-il, que beaucoup d'électeurs, en dépit des critiques qu'ils formulaient contre la gestion gaulliste, devaient, faute de mieux, faire confiance à ceux qui exerçaient le pouvoir avant la tourmente et qui devront en maîtriser les conséquences demain.

Les événements de mai 1968 demeurent, à beaucoup d'égards, mystérieux. L'avenir seul nous apprendra s'il s'agit d'un "accident de parcours" durant une phase de modernisation ou de forces souterraines, soudain surgies à la lumière et destinées, après une disparition dans l'ombre, à se manifester une nouvelle fois avec une violence accrue. Mais, en attendant le verdict de l'avenir, tenons-nous-en au niveau de la politique, non de l'histoire (pour reprendre la distinction chère à André Malraux).

Le parti communiste, pendant la première semaine des troubles, condamne les étudiants de Nanterre, puis il ordonne une grève générale de 24 heures le lundi 13 mai, officiellement pour protester contre les brutalités policières, probablement pour reprendre en main les troupes ouvrières. Quelques jours plus tard, les premières occupations d'usines interviennent en province et, de nouveau, la C.G.T., qui n'envisageait pas, semble-t-il, un grand mouvement revendicatif au printemps, déclenche une grève quasi générale et illimitée, au moment où la commune estudiantine parle sans discontinuer et où les écrivains prennent d'assaut l'hôtel de Massa. Enfin, à partir du lundi 27 mai, les dirigeants communistes lancent le mot d'ordre de "gouvernement populaire", ils se laissent entraîner à la politisation de la grève générale, démarche à laquelle ils s'étaient opposés aussi longtemps que possible.

Ce rappel de faits connus laisse subsister une incertitude: l'accord de Grenelle, auquel M. Séguin avait souscrit au nom de la C.G.T., a-t-il été rejeté spontanément par les ouvriers de Billancourt ou ce refus est-il dû soit aux jeunes

et aux mouvements activistes, soit à certains membres du bureau politique du P.C., opposés à la ligne suivie par la C.G.T.?

En dehors de toute interprétation (et l'électeur moyen n'a pas les possibilités de pénétrer les arcanes du pouvoir et de l'opposition), il reste que le P.C. a commis, non par décision libre mais sous la pression des circonstances, une erreur grossière: recourir à des moyens apparemment insurrectionnels sans vouloir le moins du monde une insurrection. Celle-ci aurait comporté le risque inévitable d'intervention de l'armée et de guerre civile. Personne ne croyait plus à la grève générale - mythe sorélien qui fleurissait au début du siècle.

Le P.C., sans aller jusqu'au bout, puisqu'il ne déclencha pas la grève de l'électricité, donna au Français moyen l'impression qu'il voulait paralyser la vie nationale. Bien plus, comme l'alliance de la Fédération et du P.C., en période de crise, apparaît celle du pot de terre et du pot de fer, l'opposition a pris figure, en dépit d'elle-même, de mouvement révolutionnaire.

Il suffit de relire Machiavel pour comprendre la déconfiture électorale de la gauche. L'erreur à ne pas commettre, écrit le Florentin, c'est de faire peur et de ne pas frapper. La gauche a commencé par faire peur et, d'un seul coup, en une demi-heure, à la suite d'un discours de quelques minutes, elle a juré ses grands dieux qu'elle n'avait jamais eu de mauvaise intention (ce qui, d'ailleurs, est vrai). Malentendu, a-t-elle proclamé; nous n'avions d'autre objectif que de mettre les étudiants à la place des professeurs et de provoquer l'inflation par des hausses de salaires.

Comment les électeurs pouvaient-ils régir à ces extraordinaires péripéties? Ou bien par une conversion au communisme ou bien par un renforcement du parti de l'ordre qui coïncide, pour l'instant, avec le parti gaulliste. Avec le scrutin uninominal à deux tours, en pareille conjoncture les partis intermédiaires n'ont guère de chances et les nuances de l'opinion tendent à s'effacer.

Telles se dégagent donc, prévisibles depuis plusieurs semaines, les conséquences des exploits révolutionnaires, dont les intellectuels du P.S.U. tirent tant de fierté: renforcement électoral du gaullisme, rejet provisoire du P.C. dans le ghetto dont il s'efforçait de sortir et dont l'intérêt de la France commandait de le faire sortir progressivement, rupture virtuelle de l'unité de la gauche, un gouvernement de la gauche modérée apparaissant de moins en moins comme une alternative au gaullisme, affaiblissement durable de l'économie française à la veille de l'entrée dans le Marché commun, perte de crédit regagné par la France au-dehors. Admirable bilan.

Le pouvoir gaulliste ne parviendra pas à gouverner, répondent nombre d'opposants. Les jeunes, dans l'université et au-dehors, reprendront, demain ou après-demain, leur action. Les syndicats relanceront les grèves et l'agitation lorsque les ouvriers découvriront par eux-mêmes la vanité de la plupart des avantages obtenus. Il se peut, encore que le pire ne soit pas toujours certain, mais ces Cassandres devront prendre garde de ne pas se laisser confondre avec les manipulateurs des masses. Le parti politique qui a créé les C.A.L., autrement dit les comités d'action dans les lycées, qui lance dans la rue des lycéens de 15 à 16 ans, ne se contente certes pas d'attendre passivement que se lèvent les "orages désirés". Je persiste à ne pas croire que la réforme des entreprises et des universités ait rien de commun avec la politisation des moins de 18 ans ou avec le style anarchisant de la Commune estudiantine.

Sacrifions pourtant à la mode et à l'espérance, reprenons la formule courante "du bon usage des révolutions". Les sentiments confus qui animaient les révolutionnaires de mai oscillaient entre la nostalgie poujadiste d'une société préindustrielle et l'aspiration futuriste à une société post-industrielle, assez riche pour se préoccuper moins de la production et davantage des loisirs, de la culture, de la nourriture des âmes. Malheureusement, la France demeure pauvre. Quelle que soit la répartition du revenu national, pour la majorité des Français l'emploi et le niveau de vie continuent d'être le premier souci. Or la compétition internationale, le Marché commun imposent une discipline sévère: les révoltés de mai se dressaient, les uns contre les scléroses qu'il faut briser, les autres contre les rigueurs auxquelles une société en quête de modernité ne peut se soustraire.

Si la gauche n'a pas le courage de faire cette distinction, si elle s'accroche à ses rêves, si, selon les meilleures traditions, elle entreprend la sacralisation de son délire temporaire, peut-être, en effet, l'explosion de mai sera-t-elle suivie d'autres bouleversements. Mais, en ce cas, imitant M. Guy Mollet, M. Pompidou l'appellera demain, avec satisfaction ou avec regret, la gauche la plus bête du monde, ce qui ne suffit pas à garantir l'intelligence de la droite, gaulliste ou non.

Le pari de M. Edgar Faure

Le Figaro
29 juillet 1968

Le discours prononcé par M. Edgar Faure à la tribune de l'Assemblée nationale mérite à coup sûr les éloges qu'il a recueillis de tous côtés. Exposé magistral qui présentait toutes les qualités et quelques-uns des défauts d'un genre que le grand maître de l'Université, pour sacrifier à la mode, a condamné sans appel: le cours magistral ou plutôt la leçon d'agrégation.

Ce genre, pratiqué à la perfection, exige un dosage savant d'idées courantes et d'originalité dans la forme. Renouveler par le talent littéraire les thèmes idéologiques usés à force d'avoir servi, laisser apercevoir une connaissance approfondie du sujet sans exprimer d'opinion susceptible de choquer une fraction de l'auditoire, prendre position ici et là avec une résolution d'autant moins dangereuse que l'assentiment du jury est acquis à l'avance: M. Edgar Faure a déployé tout l'art d'un vieil étudiant et d'un jeune professeur, pour reprendre les termes par lesquels il se désigne lui-même. Ainsi, le cours magistral, banni de l'Université nouvelle, trouvera au Palais-Bourbon un emploi, peut-être même une carrière glorieuse.

Dans son usage politique, le cours magistral doit, plus encore que dans son usage académique, se soumettre à la loi du silence ou si l'on préfère aux nécessités de la discrétion. M. Edgar Faure s'est donc abstenu de formuler un jugement sur les événements universitaires de mai-juin dernier. Il a laissé sur ce point à tous et à chacun la liberté d'appréciation. De même sur la validité des structures improvisées en dehors de la légalité, il n'a donné ni raison ni tort à personne. Aucun des membres du Parlement ne l'a contraint par des questions précises à sortir d'un mutisme voulu, habile sinon légitime.

L'exposé du ministre avait pour l'objectif prioritaire de faciliter la rentrée d'octobre, la considération du court terme l'emportait sur la considération du long terme, du fait même de la mission qui lui avait été confiée par le président de la République et en raison des circonstances. Le gouvernement craint par dessus tout la conjonction des jeunes chômeurs et des étudiants désœuvrés. Il faut donc coûte que coûte que la rentrée ait lieu normalement. Une fois le but posé, le ministre a choisi une des méthodes possibles, celle qui répond à son tempérament, à son style d'action, à ses amitiés personnelles.

Il a emprunté aux étudiants, ou plutôt à ceux des étudiants qui ont pris la plus

grande part aux événements du printemps dernier, leur langage; il a disserté avec eux et pour eux de la société de consommation, de l'aliénation, de la révolution trotskyste ou maoïste, il a tâché de les convaincre qu'il partageait leurs tourments métaphysiques, qu'il se souciait comme eux de démocratiser l'accès à l'enseignement supérieur. En bref, il a créé un climat favorable au dialogue à la fois par ce qu'il n'a pas dit et par le langage qu'il a choisi. Il s'agit après tout de faire la paix avec ses adversaires et non avec ses amis. Certes, le ministre de l'information n'applique pas la même stratégie à l'O.R.T.F. Mais le pouvoir gaulliste a toujours porté plus d'intérêt à la télévision qu'à l'Université – ce qui me paraît témoigner d'un étrange renversement des valeurs. M. Edgar Faure dispose donc d'une plus grande liberté d'action.

Ajoutons que le ministre a créé un climat favorable sans rien "aliéner" d'essentiel. Les parlementaires bien plus encore que les universitaires aiment les mots chargés d'un sens fort et vague: participation, autonomie, cogestion. M. Edgar Faure a employé ces mots comme tout le monde mais, au passage, il a écarté le modèle américain d'universités en compétition. Il a maintenu le principe de concours, d'examens au niveau national. L'autonomie, dont le contenu n'a pas été défini et ne pouvait pas l'être, se trouve déjà limitée. Si toutes les universités doivent préparer leurs étudiants aux mêmes épreuves, sur quoi portera leur initiative pédagogique?

En dehors de l'angoisse métaphysique créée par la société de consommation ou par les intellectuels du P.S.U. et que la participation doit dissiper, en dehors de la décentralisation administrative, de la régionalisation et de l'autonomie qui recueillent une approbation unanime et théorique, M. Edgar Faure a tenu sur l'enseignement du second degré, sur les trois sujets fondamentaux (français, mathématiques, langues vivantes), sur le refus d'une séparation prématurée entre littéraire et scientifique, des propos qui me paraissent excellents (ce qui signifie simplement que je me sens d'accord avec lui). Enfin et surtout, il a promis formellement d'ouvrir les facultés à tous les bacheliers – promesse dont les conséquences se découvriront progressivement, mais qu'il ne pouvait éviter dès lors qu'il avait décidé de jouer la carte de "l'apaisement".

Depuis une demi-douzaine d'années, dans les coulisses du pouvoir, se déroulait un débat que les commentateurs hésitaient à faire connaître au grand public. Mis en garde par ses conseillers, le président de la République souhaitait une sélection à l'entrée des facultés, sélection que les ministres de l'Éducation nationale refusaient en fait. L'accession de 80% des bacheliers à l'enseignement

supérieur entraînait des conséquences prévisibles et catastrophiques: une disproportion entre les crédits accordés par le ministère des Finances et le nombre des étudiants, disproportion entre le nombre des diplômés sortis des facultés des lettres et le nombre des postes disponibles dans l'enseignement, inadaptation de ces mêmes diplômés aux emplois offerts par l'économie, élimination inévitable au bout d'un ou deux ans d'un pourcentage élevé de ces étudiants ou pseudo-étudiants, les uns recevant des bourses trop faibles, les autres n'ayant pas l'intention ou les moyens de continuer leurs études, aggravation d'un système de sélection fondé sur les échecs, déclin des facultés d'accès plus facile que n'importe quelle école commerciale, etc. Les conséquences de la politique suivie étaient à ce point prévisibles qu'à ma connaissance la date probable de l'explosion – 1968 ou 1969 – avait été annoncée au président de la République. Or, provisoirement, sur ce point décisif. M. Edgar Faure, de bon ou de mauvais gré, continue la politique de ses prédécesseurs. Après le Grand-Palais, le bâtiment de l'O.T.A.N. va abriter des étudiants. À quand le Palais-Bourbon ou l'Élysée lui-même?

Certes, peut-être tous les bacheliers parviendraient-ils à obtenir l'équivalent d'une licence s'ils bénéficiaient de conditions comparables à celles des étudiants à Harvard. Mais nul ministre français de l'Éducation nationale ne peut leur donner de pareilles conditions. Nul ne peut garantir le premier emploi à tous les diplômés dès lors que ceux-ci ont reçu une formation qui ne les qualifie pour rien, sinon, vaille que vaille, pour enseigner ce qu'ils ont appris.

Les causes profondes de la crise (en dehors des intentions révolutionnaires d'une minorité) pourront donc au moins, dans une première phase, s'aggraver. Les événements de mai permettent certaines réformes à l'intérieur des universités, mais en interdisent provisoirement d'autres. Or, M. Giscard d'Estaing l'a fait observer, toutes les réformes, autonomie universitaire ou participation estudiantine, importent moins que l'assurance d'emplois pour tous les diplômés.

M. Pompidou, à son retour d'Asie, avait risqué et perdu le pari de l'apaisement. M. Edgar Faure risque le même pari. Il me répondra peut-être qu'il n'a pas le choix. En accordant toutes les réformes, légitimes ou non, mais possibles, il veut isoler les enragés ou obtenir au moins leur neutralité temporaire, regrouper derrière le Réformateur la masse des modérés. Quant aux enseignants, ils trancheront leurs querelles ou, plus probablement, ils les poursuivront dans le cadre de l'autonomie. Espérons que M. Edgar Faure gagnera le pari que M. Pompidou a perdu. Il a probablement de meilleures

chances de le gagner que tout autre – ce qui ne signifie malheureusement pas qu'il le gagnera.

Le parti communiste a-t-il trahi la Révolution?

Le Figaro
5 août 1968

Au cours de la campagne électorale, le parti communiste a subi un double assaut: les gauchistes, P.S.U., trotskystes, maoïstes, castristes lui reprochaient d'avoir empêché la révolution et soutenu le gouvernement; ce dernier le dénonçait comme l'instigateur d'une entreprise subversive visant à établir en France un régime totalitaire. Lequel de ces deux discours disait le vrai? Ou bien tous deux le disaient-ils?

Les observateurs s'accordent à reconnaître que le parti communiste n'a aucune responsabilité aux origines de la crise. Hostile à Cohn-Bendit et au *Mouvement du 22 mars*, il a déclenché une grève générale d'un jour, le lundi 13 mai, officiellement pour protester contre les "brutalités policières". Il ne se proposait pas, à cette date, de poursuivre l'agitation. Les premières occupations d'usines, d'après tous les témoignages, n'ont été ni voulues ni ordonnées par la C.G.T. Il semble également - et là encore il n'y a guère de controverse - que parti communiste et C.G.T. aient, les 18 et 19 mai, multiplié les grèves (chemins de fer, transports parisiens) et les occupations d'usines, non pour abattre le "pouvoir personnel", mais pour garder le contrôle des masses ouvrières. Que C.G.T. et parti communiste aient été débordés par leurs troupes ou qu'ils aient, cédant à la panique, répandu les passions et les violences qu'ils voulaient modérer, il se peut. Rien ne permet de leur imputer un projet proprement insurrectionnel avant les accords de Grenelle.

Une seule incertitude subsiste: les ouvriers de Renault ont-ils rejeté spontanément les accords de Grenelle, ou bien des émissaires du parti communiste les ont-ils incités à répondre par des huées aux propos de M. Seguy? Il semble, aujourd'hui, qu'une fraction au moins du bureau du parti communiste ait cédé à la tentation: le régime apparaissait presque moribond, les grèves paralysaient la vie de la nation. Pourquoi ne pas envisager un "gouvernement populaire", autrement dit un gouvernement dirigé par M. Mendès-France ou M. Mitterrand, mais avec une participation communiste. Il reste, à supposer que cette hypothèse soit conforme aux faits, que le bureau politique du parti communiste a renoncé à son projet de subversion des 27-29 mai dès que le

général de Gaulle eut prononcé un discours de quatre minutes. Velléités, en ce cas, plutôt que volonté. Ou, si l'on préfère, le parti communiste espérait peut-être participer au pouvoir tombé en déshérence; il n'a pas pris le risque de la prise du pouvoir, selon la technique révolutionnaire de 1848 à Paris, ou de 1917 à Moscou ou à Leningrad. Ce refus de l'insurrection équivaut-il à la trahison de la cause révolutionnaire? Résulte-t-il de l'accord implicite entre l'Union soviétique et les États-Unis sur les zones d'influence, entre le parti communiste et le régime gaulliste? Que les hommes du Kremlin n'éprouvent pas d'hostilité à l'égard du général de Gaulle, personne n'en doute. Que le parti communiste n'ait pas lancé ses troupes à l'assaut des bâtiments publics, à la fin du mois de mai, qui pourrait le nier?

Mais, au rebours de ce qu'affirment les enragés, la possibilité de cette prise révolutionnaire du pouvoir demeure, pour le moins, indémontrée. Ni la masse anticommuniste du peuple français ni le monde extérieur n'auraient accepté passivement un coup de main qui risquait de bouleverser l'ordre européen, voire l'ordre mondial. La volonté du parti communiste de n'arriver au pouvoir que par une voie légale ou semi-légale n'équivaut pas encore à un abandon de l'espoir révolutionnaire: elle s'inspire d'une analyse de la conjoncture que les enragés peuvent mettre en question, mais que la plupart des observateurs jugent exacte.

De son côté, le gouvernement a parfaitement raison de concentrer sa propagande sur le parti communiste, même si la police, elle, concentre son action sur les groupuscules révolutionnaires. Dans la brèche qu'ouvrent ces derniers, le parti communiste s'engouffrerait.

Les trotskystes ou maoïstes peuvent détruire les institutions fragiles comme l'Université, ébranler, en des circonstances favorables, l'État lui-même. Ils ne peuvent exercer le pouvoir. Les enragés demeurent des trublions, dangereux il est vrai, contre lesquels se forme l'alliance du parti communiste et du gouvernement. Mais il ne suffit pas d'un ennemi commun pour sceller une alliance solide.

Cette alliance gaullo-communiste, évoquée par tant de commentateurs, ne donne guère de garantie ou de sécurité ou pouvoir. Elle ne comporte, en effet, de la part des communistes, aucun souci du bien commun dans le cadre du régime capitaliste. Le parti communiste n'achèverait sa conversion à la social-démocratie qu'à trois conditions: une réforme intérieure qui renouvellerait une structure encore presque stalinienne, une indépendance réelle par rapport à Moscou, dont les signes tardent à se manifester, un sens des responsabilités à

l'égard de la prospérité économique de la nation. Or, si, au cours des événements de mai, le parti communiste a refusé l'aventure, il n'a nullement mené son action à la manière des syndicats anglais ou ouest-allemands. Harcelé sur sa gauche, il n'a réussi à se maintenir qu'en généralisant les grèves et en aggravant la crise. Prisonnier de son vocabulaire et de son projet, en dernière analyse révolutionnaire, il a joué un rôle caractéristique de la comédie révolutionnaire tout entière. Il refusant l'insurrection et, pour un peu, il l'aurait déchaînée malgré lui.

De toutes les leçons que certains tirent des événements de mai, la plus déraisonnable rencontre le plus de succès parmi les intellectuels de gauche. La révolution avortée aurait démontré qu'une révolution redevenait possible en France sans le concours et même malgré l'opposition du parti communiste. Affirmation strictement arbitraire. Ce qui a été possible hier et peut-être demain (à la condition improbable que le gouvernement se laisse surprendre une deuxième fois), c'est une paralysie de la vie nationale, une désagrégation de l'ordre public. Mais une société moderne supporte moins que toute autre "l'état de nature" et les "Soviets partout", l'illusion lyrique de l'autogestion. À brève échéance, une équipe s'emparerait de l'État et, par des procédés impitoyables, restaurerait les conditions nécessaires au fonctionnement de la production. Quelle équipe possède assez d'hommes, d'autorité, d'expérience, de soutien, au dehors et au dedans, sinon le parti communiste, ou, à son défaut, des colonels (n'importe lesquels)? À supposer même que, contre toute vraisemblance, les trotskystes l'emportent, ils se montreraient plus farouches encore. Le vrai Trotsky, créateur de l'Armée rouge, ne le cédait pas en volonté de puissance à celui qui l'emporta sur lui et le fit assassiner. C'est dans l'opposition que Trotsky devint l'ennemi de la bureaucratie et le symbole de la liberté dans le socialisme.

Heureusement, la révolution de 1968 a échoué. Aussi a-t-elle une chance - nous l'expliquerons dans un prochain article - de réussir, je veux dire de susciter des réformes qui répondront partiellement aux aspirations qui se sont exprimées au cours des événements de mai.

La "Révolution" de 1968. Victoire dans la défaite?

Le Figaro
6 août 1968

Les comparaisons historiques n'interdisent pas de discerner les traits singuliers de chaque événement. La "Révolution" de mai 1968 diffère des révolutions du XIXe siècle à maints égards, en particulier par l'aboutissement: alors que nombre de fonctionnaires et d'hommes politiques s'attendaient, durant les derniers jours de mai, à un changement de régime imposé par l'émeute, c'est le régime établi qui l'a finalement emporté et qui, de ce fait, a bénéficié du reflux de la vague. Au reste, le parti communiste, seul capable d'établir un ordre radicalement distinct de l'ordre présent, n'a pas refusé le pouvoir comme les rédacteurs des *Temps modernes* le lui reprochent, il a seulement refusé l'insurrection [\(1\)](#).

Les singularités de la crise - rôle des étudiants, effondrement des autorités universitaires, Communes de la Sorbonne et de l'Odéon tolérées pendant des semaines - nous intéressent moins que l'idéologie ou l'enjeu de la crise. Les extrémistes de Nanterre, qui ont fait jaillir l'étincelle, s'en prenaient moins à l'Université qu'à la société. Ils ne se réclamaient d'aucune doctrine précise, mais ils traduisaient en action le refus de toute institution organisée - refus qui se rattache à la tradition de l'anarchie plus encore que de l'anarcho-syndicalisme. D'autres groupes se déclaraient marxistes-léninistes, ce qui, selon les cas, suggérait une référence à Mao, à Fidel Castro ou à Trotsky. Tous ces activistes se dressaient contre la bureaucratie ou la hiérarchie administrative, donc logiquement contre le système soviétique.

Là encore le phénomène, quoi qu'on en dise, comporte de multiples précédents. Les doctrinaires ou dirigeants socialistes au XIXe siècle ont toujours hésité entre le modèle jacobin et le modèle libertaire, entre la centralisation étatique et la remise du pouvoir aux Communes et autres organes d'autogestion ou de démocratie directe. Marx lui-même, selon les textes et les moments, a penché dans un sens ou dans l'autre. Les Bolcheviks ont commencé par les Soviets - modèle libertaire - et rapidement accompli, avec une perfection jamais atteinte ailleurs, le modèle de la centralisation bureaucratique sous le commandement d'un parti révolutionnaire. Le rejet simultané du capitalisme libéral et du socialisme totalitaire ne marque donc pas à lui seul un nouveau

départ ou une aventure sans précédent. Le pessimiste aperçoit dans cette double négation le retour d'une utopie que condamne un siècle d'économie moderne.

Où peut-on finalement trouver l'originalité de la révolution avortée de 1968? La réponse me paraît la suivante: dans la reprise par les "conservateurs" des thèmes "révolutionnaires" sous une forme atténuée. Disons encore: les vainqueurs s'efforcent de transformer en programme de réformes réalisables les aspirations que les troubles de mai ont révélées. La participation - mot dénué de sens précis - devient, pour employer le jargon à la mode, la "récupération" réformiste ou technocratique de la revendication anarcho-syndicaliste d'autogestion.

De cette récupération, M. Edgar Faure a esquissé la doctrine en ce qui concerne l'Université: décentralisation administrative, autonomie des unités (département, établissement ou Université), comités paritaires étudiants-enseignants, etc. La création d'assemblées régionales part de la même inspiration, la section syndicale d'entreprise et la participation, non encore définie, dans le cadre de l'entreprise, également.

Toutes les révolutions françaises, depuis celle de 1789 jusqu'à celle de 1958, ont finalement renforcé l'État et aggravé la centralisation bureaucratique: l'idée, aujourd'hui banale, a été exprimée par Tocqueville dans *L'Ancien Régime et la Révolution* comme par Marx dans *Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon*.

Le premier n'a cessé de mettre l'accent sur la contradiction entre la centralisation administrative et les exigences d'une démocratie libérale. Selon lui, la Révolution française avait achevé, à cet égard, l'œuvre de la monarchie et condamné à une permanente fragilité les institutions de la liberté. Quant à Karl Marx, il décrivait avec une éloquence indignée le monstre étatique que le prolétariat devait moins conquérir qu'abattre - sans d'ailleurs indiquer les voies et moyens de la réconciliation entre collectivisme économique et anarchie politique.

La récupération par les conservateurs ou les réformistes des aspirations révolutionnaires, *au cas où elle réussirait*, prendrait donc une portée historique: grâce à leur défaite, les révolutionnaires atteindraient certains de leurs objectifs alors que toutes les révolutions au XIXe siècle, imitation de la grande Révolution, aboutirent à des résultats contraires aux objectifs des acteurs. "Les Trois Glorieuses" n'ont pas mis fin, grâce à la substitution de la branche cadette à la branche aînée, au conflit entre monarchie et Révolution. Les journées de février 1848 ont préparé les massacres de juin et substitué à une monarchie qui

aurait évolué vers le libéralisme, l'empire d'un aventurier. Les révolutionnaires de 1958 ont amené à l'Élysée l'homme, peut-être le seul, capable de mener jusqu'à son terme la politique algérienne contre laquelle ils se dressaient et dont M. Pflimlin avait la velléité. Les révolutionnaires de 1968, en revanche, provoqueront à coup sûr une réforme de l'Université que souhaitaient les plus modérés d'entre eux. Ils auront également hâté quelques mesures de décentralisation administrative que le président de la République souhaitait et qu'il fera peut-être, grâce à eux, plus radicales.

L'incertitude subsiste malheureusement sur deux points essentiels: l'Université et, plus encore, l'entreprise. La "cogestion", plus ou moins mythique, suffira-t-elle à ramener le calme dans l'Université en dépit du gonflement des effectifs estudiantins? Quelles seront les conséquences des sections syndicales d'entreprise ou de la loi sur la participation? Que les organisations des entreprises françaises demeurent souvent étrangères à l'esprit moderne, qu'elles ignorent souvent la diffusion des responsabilités et de l'information ou, si l'on veut, la participation du plus grand nombre à la gestion, personne n'y contredira. Il reste à savoir si les comités paritaires transformeront la relation pédagogique, si la section syndicale, manipulée par des dirigeants révolutionnaires ou quasi révolutionnaires, se souciera de faciliter le fonctionnement de l'entreprise, si une loi, quelle qu'elle soit, peut imposer dialogue et participation. La France essaie en 1968 ce qu'elle tenta en 1789: introduire la démocratie par une loi constitutionnelle, avec cette différence qu'il s'agit cette fois de l'introduire dans le secteur privé et non dans l'État.

Si la comparaison a quelque validité, à moyen terme plutôt qu'à court terme, la Révolution de 1968 développerait certains effets bénéfiques. Telle serait d'ailleurs, selon les résultats d'un sondage récent, l'opinion dominante parmi les cadres. Il reste à espérer que la chute de la Sorbonne n'ouvre pas une ère de troubles aussi longue que la prise de la Bastille.

(1) Voir *Le Figaro* du lundi 5 août.

La révolution introuvable

L'Express
12 août 1968

Raymond Aron est un homme paisible qui, dans les grandes occasions, fait grincer les dents. Ce libéral dans la tradition de Tocqueville, habité par la passion de la raison, soulève, dans ces circonstances, des tempêtes. C'est lorsqu'il ne se limite pas, comme dans les périodes ordinaires, dans le rôle d'observateur un peu mélancolique de l'histoire de son temps. Les «événements» de mai-juin l'ont évidemment fait sortir de cette attitude distante et froide. L'orage qui a soufflé sur les étudiants et les universitaires a provoqué une réaction «écorchée» du sociologue français le plus célèbre à l'étranger. Dans une série d'articles du «Figaro», il a appelé ses collègues professeurs à sortir du silence où ils se cantonnaient. Il a pris position contre la procédure des assemblées générales, contre l'idée de l'élection des professeurs par les étudiants, etc. Quelques «enragés» faisaient immédiatement savoir que Raymond Aron ne parlerait plus jamais à la Sorbonne. L'«intelligentsia», pour employer un terme vague mais courant, le coiffait de la calotte honnie du «mandarin». Depuis cette date, Raymond Aron s'est tu. Aujourd'hui, il répond en bloc à tous ses contradicteurs, parmi lesquels «L'Express», sur certains points, s'est compté. Dans un livre de 192 pages, «La Révolution introuvable», qui doit inaugurer ces jours prochains, aux éditions Fayard, une nouvelle collection: «En toute liberté». On peut contester les analyses de Raymond Aron. Mais il est inimaginable, dans un pays où la liberté d'expression existe encore, de décréter que tel ou tel homme n'a plus désormais la parole. C'est pourquoi «L'Express», répondant à une proposition de l'éditeur exprimée en accord avec l'auteur, publie les bonnes feuilles d'une partie de ce document.

«On a fait une révolution sans idée.»

«La nation française est une nation de comédiens.»

(P.J. Proudhon dans ses «Carnets», février 1848.)

Pourquoi un livre de plus, improvisé dans des conversations, sur des événements encore trop proches pour que l'interprétation atteigne à la sérénité de la science, déjà trop éloignés pour que le commentaire du journaliste en révèle des aspects inédits? La réponse tient dans le titre («La révolution introuvable»). Pendant des semaines, l'opinion parisienne, comme saisie par la débauche idéologique, semblait unanime dans le culte de cette «admirable jeunesse» et de

cette révolution qui n'en était pas une.

Quand, le mardi 11 juin, je publiai mon premier article sur la crise de l'Université, les étudiants ou pseudo-étudiants continuaient d'occuper les locaux et de palabrer sur les «structures» et les «réformes». Deux semaines plus tard, M. André Philip jugeait mes propos justes mais «intempestifs», parce que les gaullistes, depuis lors, avaient gagné les élections. Il se trouve déjà des «collègues» pour m'accuser d'avoir volé au secours de la victoire ou de prêter main forte aux Comités d'action civique. Mensonge de plus à joindre à tous ceux qui tinrent lieu de nourriture spirituelle aux Français au cours du mois de mai...

Au reste, pour voler au secours de la victoire, encore faudrait-il que celle-ci fût remportée. Elle ne l'est ni dans la société ni moins encore dans l'Université. Comment le pays retrouvera-t-il son équilibre après l'ébranlement des organisations et des hiérarchies? Comment l'économie parviendra-t-elle à digérer les hausses de salaires et les réductions d'horaires? La forme que le général de Gaulle donnera à l'idée de participation s'inspirera-t-elle des conceptions de M. Capitant? Si ces idées l'emportent, le chef de l'État accomplira un nouvel exploit historique. Ayant donné l'indépendance à l'Algérie grâce aux voix des partisans de l'Algérie française, il consacrerait la ruine de l'entreprise privée en s'appuyant sur la majorité conservatrice des électeurs. Il trouverait à coup sûr une satisfaction ironique à tromper l'attente de ceux qui le soutiennent sans l'aimer, et sur lesquels il compte sans les estimer.

Faisons le pari que l'économie surmontera le choc des semaines de mai-juin, pari raisonnable tant les appareils de production manifestent de souplesse et de résistance lorsque les événements les mettent au défi. Au reste, les votes ouvriers, en nombre de circonscriptions, témoignent du ressentiment contre les meneurs ou le Parti communiste, et non pas contre le gouvernement. Ni la C.G.T. ni les groupuscules révolutionnaires ne parviendront peut-être à déclencher une deuxième campagne de grèves revendicatives, même si, comme il est inévitable, les résultats de la précédente campagne dissipent les illusions.

Mais l'Université constitue un corps autonome dans la nation. Les bruits du dehors y parviennent étouffés. L'autonomie revendiquée et déjà à demi obtenue risque d'ajouter encore à la réclusion de la corporation universitaire, derrière des portes fermées et des fenêtres bouchées. La défaite du P.S.U. aux élections n'entraîne pas, dans les facultés, la victoire des «conservateurs» ou des «traditionnels», d'autant plus que la révolution a, semble-t-il, révélé à tant de conservateurs les passions révolutionnaires qui sommeillaient en leur âme, que

la voie du retour au passé ou de la restauration leur demeure, au moins pour quelque temps, fermée...

Claude Lefort⁽¹⁾, auquel j'étais lié depuis des années par une amitié que je crois sincère de deux parts, décrit avec bonheur (aux deux sens du mot) l'assassinat de l'Université libérale par le mouvement du 22 mars. «Les agitateurs étudiants ne boycottaient pas l'Université, ils n'appelaient pas à la grève, ils n'affichaient pas des listes de revendications, ou, quand ils étaient momentanément contraints d'en énoncer, ils proclamaient presque aussitôt qu'une réponse positive ne les arrêterait pas. Ils mettaient l'institution hors d'état de fonctionner, l'autorité hors d'état de s'exercer, ils s'installaient dans l'illégalité sur la place publique, au vu et au su de tous, comptant sur le soutien de la masse pour mettre en échec la répression de telle sorte que la loi elle-même devenait douteuse. De fait, cette répression n'a pu tomber sur eux, la résistance étudiante s'est élargie, les dissensions se sont multipliées dans le corps enseignant, l'administration s'est affolée. Au fur et à mesure que le mouvement s'étendait, la vérité de la vieille formule léniniste se faisait entendre: «Une révolution éclate quand on ne peut plus en haut, quand on ne veut plus en bas.»

Je ne récusé pas cette analyse, mais elle me fait horreur par la satisfaction qui s'y exprime. Oui, c'est vrai, les agitateurs de Nanterre «ébranlent les évidences dont le système se soutient; ils minent l'adhésion inconsciente de la masse des étudiants et des enseignants à ce qui faisait la réalité de leur vie quotidienne, ils disloquent le bloc social de l'Université...» Mais l'Université – n'importe quelle Université – exige ce consensus spontané, cette adhésion à des évidences, ce respect d'une discipline sans contrainte. Disloquer le bloc social de l'Université sans savoir quel bloc reconstruire ou afin de disloquer la société tout entière, c'est nihilisme d'esthète. Ou mieux, c'est l'irruption de barbares, inconscients de leur barbarie...

La révolution devant laquelle se pâment d'ex-marxistes, depuis longtemps révoltés contre le stalinisme ou le soviétisme, se définit par le refus du clivage entre dirigeants et dirigés, hiérarchie et masses. L'effondrement de la hiérarchie universitaire leur semble annonciatrice et symbolique de l'effondrement de toutes les hiérarchies puisque, dans l'Université, étudiants et enseignants se distinguent à la fois par l'âge et par le savoir et que, de ce fait même, la hiérarchie prend un caractère doublement inévitable et rationnel.

Pourquoi des hommes cultivés et intelligents ne peuvent-ils résister à ce qui me paraît, à moi, délire? Pourquoi ont-ils oublié d'un coup la leçon de tous les

penseurs qu'ils ont lus, et souvent avec tant d'érudition, depuis Aristote jusqu'à Lénine en passant par Machiavel et Marx? L'explication varie selon les individus. Edgar Morin sympathise avec la Commune estudiantine qui m'inspire une répulsion immédiate: on ne discute pas des goûts.

À un niveau supérieur, la révolution de Mai a réfuté, en apparence du moins, un double despotisme, celui du soviétisme et celui de la rationalité technobureaucratique de la «société industrielle». En réalité, elle n'a nullement démontré que l'autogestion des entreprises, de l'Université, de la société, la suppression des hiérarchies, l'élimination de la séparation entre masses et dirigeants offraient une troisième voie, radicalement originale, entre soviétisme plus ou moins libéralisé et capitalisme plus ou moins socialisé. Les chantres de la révolution de Mai croient dépasser le marxisme. En fait, dans la mesure où ils ont des idées, ils reviennent au prémarxisme, au socialisme utopique, ils oublient un siècle d'Histoire. Et ils ignorent les contraintes de l'entreprise et de l'économie.

Ils méritent cependant d'être pris au sérieux. Ils ne construiront pas d'ordre nouveau, mais ils ont effectivement ouvert une brèche par laquelle peuvent s'engouffrer d'autres forces irrationnelles et imprévisibles. Les ouvriers ne savaient pas ce que signifierait l'usine aux ouvriers (en dehors du pouvoir du Parti communiste) et, au bout de cinq semaines, les orateurs de la Sorbonne et de Censier ne savaient pas encore ce que signifierait le Pouvoir étudiant. Mais les jeunes ouvriers, si les troubles de mai aggravent le chômage, constitueront des troupes de choc au service d'une révolution tout aussi incapable qu'en mai dernier de bâtir un ordre libertaire, mais éventuellement capable de ne laisser d'autre alternative que celle des staliniens repentis et des colonels malgré eux.

De même, si les étudiants sans diplômes ou avec des diplômes sans valeur ne contribueront pas à la rénovation de l'Université, ils ont une chance – à moins que les moutons ne deviennent à leur tour des enragés – de paralyser le fonctionnement de certaines facultés, à Paris sinon en province.

En d'autres termes, la leçon que je tire des événements de mai coïncide sur un point avec celle qu'Edgar Morin ou Claude Lefort en tirent: la fragilité de l'ordre moderne. Ils s'en félicitent et je m'en inquiète. Ils rêvent d'un ordre libertaire que symbolise l'idée d'autogestion: je tiens cet ordre pour radicalement exclu bien que je n'exclue pas plus la libéralisation progressive, partielle, des régimes soviétiques que le perfectionnement, à la fois rationnel et humain, des organisations, dans l'Université et les entreprises, en France et dans tous les pays

de capitalisme libéral.

Ce qu'Edgar Morin et Claude Lefort redoutent, c'est une réforme qui favoriserait l'intégration d'une Université moins anachronique dans la société industrielle que des bourgeois, jeunes ou moins jeunes, baptisent aujourd'hui société de consommation. Or ce qu'ils craignent, moi, justement, je l'espère, parce que toutes les autres éventualités me paraissent pires.

À mes yeux, ils sont retombés dans la pire forme d'utopisme ou de mythologie révolutionnaire. Plus sympathiques que les communistes, ils leur sont intellectuellement inférieurs. Qu'ils relisent les quelques philosophes politiques qui comptent dans l'Histoire occidentale: Aristote, Machiavel, Spinoza, Hegel, Auguste Comte, Marx, et ils s'en convaincront. L'état de nature, durant les quelques jours de carnaval révolutionnaire, ne manque pas de charme. Mais il devient rapidement plus insupportable que n'importe quel ordre. La Commune estudiantine de la Sorbonne en a, au bout de quelques semaines, donné une démonstration supplémentaire...

.... M. Alain Duhamel(2) a bien voulu me poser les questions qui lui paraissaient essentielles, je l'en remercie. Bien entendu, il n'assume aucune responsabilité dans les jugements que je formule.

Alain Duhamel: Je crois qu'il y a un premier paradoxe, au moins apparent, que chacun a pu constater: c'est la différence – en un même temps extraordinairement court – entre un gaullisme qui, ayant eu des responsabilités dans la crise, apparaît extrêmement menacé, et un gaullisme qui, brutalement, se retrouve triomphant.

Raymond Aron: Le contraste est évident, incontestable, mais il ne me paraît pas paradoxal ou surprenant. Vous savez mon goût excessif des parallèles historiques; chacune des crises révolutionnaires françaises du XIXe siècle a été suivie, après la phase des barricades ou des illusions lyriques, par un retour en force du parti de l'ordre. Louis-Philippe a été renversé par une émeute parisienne et les élections d'avril au suffrage universel ont donné une énorme majorité au parti de l'ordre, parmi lequel figuraient nombre d'orléanistes. Le déroulement de la crise révolutionnaire française demeure donc conforme aux précédents historiques, avec cette réserve qu'aujourd'hui, le souverain qui devait sa légitimité, partiellement du moins, au suffrage universel, et après qu'il eut résisté à la subversion, a lui-même bénéficié de la réaction conservatrice des Français.

Ajoutons, si vous le voulez, une explication tirée de l'analyse sociologique. Les mouvements de rue, les émeutes sont imputables à l'action de minorités

actives. Ces minorités réussissent, dans certaines circonstances, à entraîner la masse demi-passive. Pendant quelques jours ou quelques semaines, un nombre croissant de Français rêvent de changer le monde. Si les minorités actives prennent le pouvoir, l'illusion se prolonge quelques mois ou, à la rigueur, quelques années au lieu de quelques jours. Mais, lorsque les Français vont aux urnes, en juin, ils éprouvent le sentiment d'une péripétie extraordinaire et absurde, carnaval, saturnale ou révolution nihiliste, je ne sais. On a tout mis sens dessus dessous. On n'a fait aucune réforme. On a replongé l'économie française dans l'inflation. On a compromis le Marché commun. Nul ne sait quel objectif visaient les révolutionnaires. Comment vous étonner que le Français moyen vote pour ceux qui, même responsables de la crise précédente, semblent les seuls capables d'en maîtriser les conséquences?

La révolution de Mai, dans l'Université, se dressait contre l'Université elle-même plus que contre le général de Gaulle. La généralisation de la grève, elle aussi, visait la société plus que le général de Gaulle personnellement, bien que ce dernier ait été aussi mis en cause. En bref, le mouvement de mai demeurait si indéterminé dans ses objectifs, dans ses idéologies, dans ses ambitions, que beaucoup de Français, après coup, pouvaient, à tort ou à raison, considérer que la Bastille à détruire ne se confondait ni avec un homme ni avec des institutions, mais avec une essence métaphysique baptisée société de consommation – ce qui permettait à André Malraux de proclamer, avec un goût des formules brillantes et obscures, que le général de Gaulle, irréprochable sur le plan politique, ne pouvait rien contre une révolte qui appartenait à l'Histoire universelle.

Sur ce point, il s'accorde avec des trotskistes ou anarchistes tels Morin, Lefort ou Coudray.

A. D.: Vous avez prononcé deux mots dont tout le monde a compris l'importance dans cette crise, qui sont barricades et minorités agissantes... Est-ce que, justement, les unes et les autres ne vous paraissent pas des manifestations un peu désuètes, pour une société politique qu'on croyait relativement modernisée en quelques années?

R. A.: Dans ses modalités les plus visibles, la révolution ou non-révolution de Mai (on dit maintenant les «événements», mais conservons le vieux mot de «révolution») semblait, si j'ose dire, archaïsante. Les étudiants retrouvaient le style de la Commune jacobine, ou de celle de 1871, des Clubs de pensée ou des «Clubs de l'intelligence» de 1848. Ceux que Tocqueville ou Flaubert décrivaient avec ironie ou mépris. Les barricades avaient un caractère symbolique,

puisqu'elles ne représentaient pas un moyen de défense efficace contre la police.

En fait, les barricades, dans la mesure où elles n'étaient pas spontanément édifiées par les étudiants, appartenaient à une technique que l'on connaît bien, technique de mise au défi des forces de l'ordre. Les barricades – là, je suis convaincu qu'agissaient des meneurs professionnels – acculaient le gouvernement au choix entre les deux termes d'une alternative, les deux termes étant presque aussi dangereux l'un que l'autre pour le pouvoir. Ou bien celui-ci laissait les étudiants maîtres de la rue, et l'impression se répandait que le gouvernement avait perdu la capacité de gouverner puisque la rue appartenait aux insurgés. Ou bien il déclenchait la police contre les étudiants, et, au moins durant la première phase, l'opinion bourgeoise se solidarisait avec les insurgés, avec les étudiants, contre les C.R.S. Il appartient au manuel connu des mouvements insurrectionnels d'acculer le pouvoir soit à une répression impopulaire, soit à une capitulation moralement désastreuse.

Ce que l'on peut reprocher à juste titre au gouvernement, c'est d'avoir été pris de court par les événements; d'avoir répondu, à quarante-huit heures d'intervalle, de manière contradictoire, cumulant ainsi les inconvénients des deux réponses. Il a commencé par une répression hésitante entre le vendredi 3 et le vendredi 10, il a continué par une capitulation spectaculaire le samedi 11.

A. D.: Tout cela montre tout de même de façon extraordinaire comment un pouvoir moderne, dans un pays moderne, reste extraordinairement vulnérable devant l'utilisation délibérée et habile de symboles.

R. A.: J'en tombe d'accord et nous avons déjà parlé de cette vulnérabilité des sociétés modernes. Les universités sont fondées sur la discipline volontaire des étudiants. Il n'y a pas d'enseignement possible sous la protection de la police. 10% des étudiants résolus à l'action directe paralysent le fonctionnement de n'importe quelle université. 10% de professeurs qui utilisent leur chaire pour endoctriner les étudiants mettent en question l'unité morale et le code spirituel de l'Université. Or, à certains égards, toutes les entreprises vraiment modernes ressemblent aux universités et exigent le consentement des travailleurs. Si vous prenez dans une usine complexe, même appartenant à la paléotechnique, une chaîne de montage d'automobiles par exemple, chacun est tenu d'accomplir une tâche parcellaire sans que s'exerce à chaque instant sur lui une menace de sanction. Bien entendu, les moyens de pression ne manquent pas: risque de renvoi, de chômage, etc.

Malgré tout, la vie quotidienne de l'organisation suppose la coopération de

ceux qu'Auguste Comte appelait les sociétaires. Le fondateur du positivisme affirmait que l'ordre industriel tenait de l'ordre militaire, avec cette différence que la hiérarchie industrielle n'excluait pas la communauté des sociétaires. Il se faisait, je le crains, des illusions sur le degré de participation des ouvriers dans une entreprise moderne. Il reste vrai que, de plus en plus, le chef, le gestionnaire, cesse d'apparaître comme un personnage odieux. Ce qui devient odieux, c'est l'ensemble du système.

Ainsi s'explique l'un des caractères particuliers de cette révolution. Dans les universités, on n'a pas accusé directement ou individuellement tel ou tel professeur, qu'il ait été bon ou mauvais, conservateur ou révolutionnaire. On n'en avait pas aux professeurs, on en avait au système. Il y a bien eu des règlements de comptes, dans l'Université, mais surtout entre collègues, ou entre assistants ou maîtres-assistants et professeurs.

Nous revenons ainsi à la formule d'une société vulnérable, en ce sens que la part de discipline volontaire, la complexité de la coopération nécessaire au fonctionnement d'une société moderne facilitent aux minorités l'action paralysante. Mais, d'un autre côté, la plupart des hommes simples ont conscience que leurs conditions d'existence dépendent de cette coopération de tous. Dans une période d'excitation révolutionnaire, ils rêvent de changer le monde, mais une fois cette période passée, ils savent bien que pour partir en vacances, pour recevoir une paie à la fin de la semaine, pour acheter une automobile, pour que leurs enfants puissent faire des études, il faut que ce système de production continue à fonctionner, système qui ne va pas sans hiérarchie techno-bureaucratique dont il n'est pas impossible de modifier le style, mais qu'aucune révolution n'éliminera.

La France, comme dit le général de Gaulle, a été une fois de plus exemplaire, elle a poussé plus loin que tous les autres pays modernisés la découverte de sa propre vulnérabilité. Simultanément, le retour spectaculaire au parti de l'ordre, qu'un intellectuel de gauche qui se respecte explique par la peur, peut être expliqué aussi, d'une manière moins méprisante pour les Français, par la prise de conscience des conditions indispensables au fonctionnement des sociétés. Les Français ont décelé au fond d'eux-mêmes beaucoup de motifs d'insatisfaction; ils se sont libérés de pulsions refoulées, de griefs inavoués; ils se sont débarrassés de leur désir de parler refoulé par le silence quotidien. Mais aussi, après coup, ils ont éprouvé un besoin, aussi fort que le besoin révolutionnaire antérieur, de rentrer dans le réel.

Je laisse aux sociologues et aux historiens le soin de savoir si l'aventure française appartient à l'Histoire universelle ou à l'Histoire comique.

A. D.: La catégorie de Français la plus importante, et la moins transparente, ce sont ceux qui ont eu plusieurs comportements, simultanés, parallèles et successifs. C'est-à-dire qu'au plan politique et au plan économique, ils jouent le jeu de la contestation mais institutionnalisée: ils l'ont montré lorsqu'ils ont été appelés à voter, quand ils ont lutté pour leurs revendications économiques et sociales. Mais, par ailleurs, au plan idéologique, comme vous venez de le montrer – et je crois que c'est très important – dans la mesure où ils s'en prennent à des modèles, à des systèmes, à des principes, aussi bien dans le domaine universitaire que dans le domaine économique ou social, ils ont une attitude de pure contestation. Comment interprétez-vous l'existence de ces trois plans?

R. A.: Je m'interroge sur votre interrogation. Je ne suis pas sûr que les mêmes personnes aient adopté successivement ou simultanément les trois attitudes. Il faudrait chercher d'abord si et dans quelle mesure la classe ouvrière française était à l'avance disposée à un vaste mouvement de grève. Bien que, me semble-t-il, la masse des ouvriers ne soit pas préparée aux événements, il ne faudrait pas éliminer de notre analyse, comme beaucoup de commentateurs ont tendance à le faire, la situation économique dans laquelle se trouvait la France.

Les grèves de 1968 ont, malgré tout, certains traits communs avec celles de 1936. Et je voudrais, sans insister sur le parallèle, faire quelques remarques d'ordre économique. Le gouvernement gaulliste de M. Pompidou, depuis la crise inflationniste de 1962-1963, avait adopté une politique qui visait au ralentissement à la fois de la hausse des prix et de l'expansion afin de rendre compétitive l'économie française. La politique choisie, qui devait agir lentement et s'accommoder du contrôle des prix, a prolongé le ralentissement de la croissance, à un moment où le gouvernement souhaitait les mutations en profondeur des structures (concentrations). La crise a éclaté juste au moment où s'annonçait une expansion vigoureuse. Il est visible à travers les chiffres que l'augmentation du revenu réel des salariés s'est ralentie au cours des dernières années. Elle semble même avoir été presque nulle au cours des derniers dix-huit mois, puisque le taux de progression des salaires nominaux a été à peine supérieur à celui de la hausse du coût de la vie.

De plus, des poches de chômage se constituaient dans les régions où les industries étaient en perte de vitesse – mines de charbon ou mines de fer – tandis

que la moyenne bourgeoisie des cadres éprouvait des inquiétudes et des griefs à cause de la concentration, qui devait se traduire par une mise au chômage d'employés devenus inutiles en fonction même de la modernisation nécessaire. Enfin, dans le pays tout entier, s'était répandue une crainte du chômage que la France ne connaissait plus depuis 1945.

Personne ne met en doute que, parmi les jeunes qui arrivaient sur le marché du travail, un nombre statistiquement faible mais intrinsèquement substantiel ne trouvaient pas d'emploi...

La conjoncture économique ne suffit certes pas à expliquer la violence des convulsions, mais, autant que j'en suis informé, la majorité des syndicats se disposaient à des mouvements revendicatifs en automne...

Les grèves de revendications ont pris une apparence insurrectionnelle par leur conjonction, par leur élargissement, par leur multiplication. Mais, après tout, il convient de ne pas oublier que les grèves de 1936 ne visaient pas à renverser le gouvernement Léon Blum. Les grèves avaient pour ainsi dire explosé lorsque les élections avaient amené au pouvoir un gouvernement de Front populaire. Pour une part, le phénomène de mai 68 demeure comparable au phénomène de 36, et l'on ne peut pas dire que les grèves de 36 fussent dirigées contre le gouvernement de Léon Blum. Cela dit, je n'oublie pas deux différences qui sautent aux yeux: il n'est pas question d'assimiler de ralentissement de l'expansion 1963-1968 à la déflation de 1931-1936, bien que l'économie française fût soumise pour la première fois aux disciplines de la compétition internationale, aux rigueurs des mutations dans un climat d'expansion ralentie. La deuxième différence s'exprime dans la formule: «Il ne s'agit pas de revendications de salaires, il s'agit de dignité et de participation.»

Constatons d'abord que les formules gaullistes de l'intéressement ou de la participation ne semblaient pas attirer beaucoup les syndicats ouvriers ou, tout au moins, ceux qui prétendent parler au nom des syndicats ouvriers. Première remarque qui a son importance, les dirigeants des syndicats ouvriers ne croient pas que ces mots soient des mots clés ou des idées forces pour la masse de ceux qui les ont délégués dans leurs fonctions.

Il n'en reste pas moins que la «contestation» de la hiérarchie dans les universités, dans les bureaux d'études, dans les journaux, dans les entreprises, dans les administrations d'État traduit, en dehors de la contagion ou de la démence révolutionnaires, des nostalgies ou des aspirations, des regrets ou des espérances, en tout cas un malaise. Pour interpréter ces phénomènes mal connus,

j'en suis réduit, il va de soi, à des impressions: le sociologue, même scientifique, constate la crise récente mieux qu'il ne la comprend.

Le système français d'organisation et d'autorité combine et confond une certaine tradition avec les exigences de la rationalité. Parfois, le pouvoir de décision se trouve exagérément concentré au sommet; l'autorité spécifique de la compétence revêt une forme de supériorité aristocratique. Le style des relations humaines demeure marqué par l'accentuation de la hiérarchie alors que celle-ci, réduite aux nécessités techno-bureaucratiques, ne devrait pas exclure les relations inter-personnelles, plus libres, plus égalitaires.

Les Français tendent à introduire une hiérarchie techno-bureaucratique, caractéristique de toutes les sociétés modernes, dans les cadres d'une société fermée soit par l'aristocratie, soit par l'inégalité de statut propre à la bureaucratie. J'en ai parlé à propos de l'Université. L'agrégé, au lycée, se trouvait définitivement au-dessus du certifié, quels que fussent les mérites professionnels respectifs de l'un et de l'autre. Le polytechnicien appartient à une caste de privilégiés dans laquelle l'ingénieur sorti des Arts et Métiers n'entrera jamais. La société française développe une puissance de hiérarchie qu'elle compense par une revendication intransigeante d'égalité. Cette contradiction permanente me semble avoir revêtu une forme originale au cours des événements de mai 68, responsable des griefs, des revendications et de l'agitation des cadres et non pas des ouvriers. Ce qu'il y a peut-être de plus original dans la révolution de Mai, c'est la part qu'y a prise une certaine bourgeoisie.

Dans l'Université, les éléments les plus actifs furent souvent des révolutionnaires venus du XVI^e arrondissement, ou des assistants ou maîtres-assistants, petite-bourgeoisie d'une grande bourgeoisie plutôt que prolétariat d'une bourgeoisie. Dans les entreprises industrielles, souvent des cadres se sont sentis dans une position fautive entre des ouvriers qui revendiquaient une augmentation de salaires et une direction qui ne les associait pas à la gestion. Là, j'aperçois une revendication chargée de signification authentique, qui n'a rien à voir avec la Commune estudiantine et qui constitue, si je puis dire, le contenu moderne de la révolte apparemment libertaire. La participation, l'association, ces mots signifient tout et rien, mais la décentralisation du pouvoir de décision, la circulation de l'information, le sentiment de responsabilité donné au plus grand nombre possible de ceux qui collaborent à l'entreprise font partie de la modernisation humaine d'une économie.

Au cours du mois de mai, les événements ont favorisé la confusion entre

l'anarcho-syndicalisme ou l'autogestion, utopie du XIXe siècle, et l'assouplissement des organisations, exigence conjointe de la rationalité et de l'humanisation de la société industrielle. Cette résolution a donc été à la fois anachronique et futuriste: anachronique dans le rêve de la Commune ou de «l'usine aux ouvriers», ou du «pouvoir étudiant», mais futuriste, dans la mesure où elle se dresse contre l'autoritarisme et la sclérose des structures organisationnelles. Autoritarisme qui ne se veut pas fondé sur le savoir ou la compétence, mais sur un droit inconditionnel, injustifié. Je ne sais pas si je m'exprime clairement: les événements de mai, comme tous les mouvements historiques, charrient le meilleur et le pire, l'utopie avec sa réalisation illusoire et des revendications valables exprimées dans un langage confus. D'où la contradiction des jugements portés par des hommes d'égale bonne foi.

Je suis embarrassé pour parler de mes confrères intellectuels parce que j'inspire à tant d'entre eux des sentiments si violemment hostiles que je ne voudrais pas imiter certains d'entre eux et procéder à des règlements de comptes.

J'ai vécu une première période durant laquelle j'étais mis pour ainsi dire en quarantaine par l'intelligentsia bien pensante – j'entends la gauche. Entre 1946 ou 1947 et 1955 ou 1956, c'est-à-dire au cours du grand débat entre procommunisme (ou prosoviétisme) et pro-atlantisme. Je suis sorti de la quarantaine, non pas en persuadant qui que soit, mais grâce au discours de Khrouchtchev. Après tout, si j'avais su, en 1955, que Khrouchtchev prononcerait en 1956 son discours sur les crimes du stalinisme, peut-être aurais-je trouvé inutile d'écrire «L'Opium des intellectuels». J'ai le sentiment, après coup, d'avoir donné trop de temps à des débats dont la portée scientifique m'apparaît faible et l'efficacité politique malheureusement tout aussi faible. Une fois pour toutes, les hommes, et surtout les intellectuels, croient ce qu'ils ont envie de croire, moi aussi peut-être, et s'affirment, en dernière analyse, inaccessibles aux arguments.

Je suis sorti de la solitude grâce au discours de Khrouchtchev et, pendant quelques années, mes positions sur la guerre d'Algérie, mes analyses comparatives des sociétés industrielles de type soviétique et de type occidental ont répondu à un état de d'esprit suffisamment répandu pour que je trouve une certaine audience dans des milieux qui, dix ans auparavant, me rejetaient globalement. Cette fois, je vais connaître, de la part de la gauche, une condamnation plus sévère encore. Mes articles sur la crise de l'Université me valent l'adhésion enthousiaste de collègues qui ne sont pas plus de droite que de

gauche. Il ne manque pas d'intellectuels et de professeurs de gauche qui ont réagi comme moi à la violation du code moral de l'Université. Mais mon attitude m'attire aussi une hostilité passionnelle plus encore que passionnée de la gauche bien-pensante (j'ai tout fait pour la mériter).

Ce que l'on me reproche le plus, d'après ce que me disent les amis qui fréquentent tous les groupes, ce n'est pas d'être hostile à la révolution dans l'Université. Beaucoup tiennent cette hostilité pour naturelle, inévitable, en dépit des critiques que je formulais à l'égard de l'Université traditionnelle. Ils reconnaissent avec ironie ou avec indifférence que je devais réagir comme je l'ai fait. Peut-être y ai-je mis un peu plus de passion qu'on ne l'attendait de moi, mais enfin, la passion a été en mai-juin la chose du monde la mieux partagée.

Ce qui m'aliène nombre de modérés qui ont plus ou moins suivi la révolution, c'est le mépris qu'à leurs yeux je manifeste à l'égard des événements de mai. Ce qui les exaspère, ce qui les met hors d'eux, c'est que je ne prenne pas assez au sérieux les étudiants, les professeurs, les intellectuels, les acteurs de la comédie révolutionnaire. Ce qui me sépare de beaucoup d'amis ou d'ex-amis qui, en dernière analyse, souscrivent à la plupart de mes jugements, c'est que j'évoque carnaval et mascarade, et témoigne de plus de scepticisme que d'admiration. Je me refuse à saluer cette «admirable jeunesse». Il y en a trop pour le faire.

Les barricades symboliquement efficaces ne me semblent ni un exploit intellectuel ni un exploit moral. Que les jeunes gardent un souvenir exalté des barricades, soit. Pourquoi les vieux seraient-ils tenus d'affecter des sentiments qu'ils n'éprouvent pas? Que les jeunes dénoncent la brutalité des C.R.S. tout en professant le culte de la violence, la contradiction me paraît de bonne technique subversive, rien de plus, rien de moins. Quant aux hommes d'âge de ma génération ou de la génération suivante, ils ne veulent pas avoir été entraînés dans ce que je m'obstine à présenter comme un délire collectif. Ils n'acceptent pas d'avoir perdu le contrôle d'eux-mêmes, d'avoir déraisonné pendant quelques semaines ou quelques jours. J'admets d'avoir déraisonné moi aussi pendant deux jours, après le refus des accords de Grenelle par Billancourt et avant le discours du général de Gaulle. Je me suis demandé si le président de la République avait véritablement perdu la maîtrise de la situation, et si un régime, fondé sur la magie d'un homme, n'allait pas s'effondrer le jour où cette magie se serait évanouie.

Beaucoup de professeurs et d'intellectuels veulent que la révolution de Mai soit une grande date de l'Histoire. Après tout, Malraux lui-même le croit

puisqu'il évoque la fin d'un monde. Je n'affirme pas que les admirateurs de la révolution de Mai aient tort. Peut-être l'avenir leur apportera-t-il une justification et les historiens verront-ils dans ce qui m'apparaît comme une comédie le surgissement de forces souterraines et destructrices. Tout cela accordé, il reste que ces révolutionnaires qui rêvent de démocratie directe dans une société industrielle déraisonnent. Il n'y avait aucune commune mesure entre les griefs que l'on formulait contre le gouvernement au pouvoir et les événements tels qu'ils se sont déroulés. La crise de mai ressemble, dans son déroulement, à la crise de 1848, avec un degré supérieur d'absurdité. Et je réclame le droit de n'être pas moins sévère à l'égard des événements de mai 1968 que le socialiste Proudhon, le libéral Tocqueville et Karl Marx lui-même à l'égard des imitateurs de la grande Révolution, les comédiens de 1848.

Pourquoi admirer ces pseudo-clubs jacobins où de pseudo-révolutionnaires discutaient sur de pseudo-réformes dans des séances interminables? Pourquoi admirer des professeurs de droit constitutionnel violant la légalité et trouvant de pseudo-justifications à des structures pseudo-révolutionnaires, à des constitutions pseudo-novatrices, non susceptibles de fonctionner? Je me refuse à reconnaître les interprètes du peuple ou du prolétariat ou même des étudiants parmi les intellectuels byzantins qui écrivent un style incompréhensible au commun des mortels et s'érigent en meneurs de la révolution du milieu du XXe siècle. Au bout du compte, rien ne m'empêchera de considérer comme symboliques d'une histoire riche en épisodes absurdes la conquête de l'hôtel de Massa par les écrivains progressistes et la révolution au Festival de Cannes par des metteurs en scène en Ferrari.

Ces deux épisodes me semblent caractéristiques d'une certaine intelligentsia parisienne, qui mêle le byzantinisme et l'argent au fidélisme ou au maoïsme. En 1961, j'ai trouvé le Cuba révolutionnaire passablement inefficace, assez sympathique dans cette île du sucre. Probablement le peuple cubain est-il en majorité plus heureux sous Fidel que sous le régime antérieur. Je ne crois pas que la révolution cubaine marquera un grand événement de l'Histoire universelle. Et, en tout cas, les Français n'auraient rien à faire avec ce genre de révolution.

Quant à la révolution chinoise, comme tous ceux qui en parlent ou qui n'en parlent pas, j'en sais peu de chose, et l'idée de transporter à la Sorbonne l'image que nous en avons me paraît digne d'intellectuels parisiens parfaitement déraisonnables, mais non sans conséquences éventuellement désastreuses.

Les intellectuels, les vrais, les grands, et même, les moins grands et les moins vrais, vont continuer à mépriser en moi celui qui ne joue pas le jeu, celui qui ne cherche pas la popularité en flattant la jeunesse et en sacrifiant aux idées à la mode. Je continue de voir dans les événements de mai une péripétie triste de l'Histoire de France dont personne n'est sorti grandi et n'a de motif valable de tirer quelque fierté.

Tous les intellectuels bien-nés commentent de haut le vote gaulliste des Français alors que, personnellement, bien que je ne sois nullement gaulliste, je trouve ce vote à la fois prévisible, inévitable et non déraisonnable. Pour qui pouvaient-ils voter?

Vous voyez que j'aggrave mon cas et je suis décidé à l'aggraver parce que trop d'hommes qui, au fond d'eux-mêmes, pensent comme moi, craignent de le dire tout haut.

J'avais trouvé le film de Godard, «Week-end», ennuyeux. Or, ce film, d'une certaine façon, était prophétique. Le Comité de libération de Seine-et-Oise qui y figure à un certain moment, il a presque existé. Le film de Godard, dans son absurdité voulue, reflétait à l'avance l'absurdité des événements de mai. Ce film a peut-être cessé d'être absurde puisque les événements l'ont réalisé, mais les événements, en revanche, ont revêtu l'absurdité que j'attribuais au film.

Que faire dans un pays dont l'un des corps constitués les plus importants, à savoir les intellectuels chargés de gloire, n'admire que la destruction sans concevoir un ordre susceptible de remplacer celui qu'il veut détruire? Je n'ai pas de réponse. Les intellectuels exercent normalement une fonction critique. Après tout, j'ai toujours critiqué volontiers les gouvernements français de telle sorte qu'on ne saurait m'accuser ni de conformisme ni de servilité à l'égard du pouvoir. Mais la fonction critique devient nihilisme lorsqu'elle dénonce la société globalement, sans aucune représentation d'une autre société, lorsqu'elle prêche le culte de la violence pure.

Quelques grands intellectuels, au début du mouvement des étudiants, ont signé une motion dont j'ai oublié les termes exacts, mais dont le sens était le suivant: «Continuez à dire non, et surtout ne formulez pas trop vite vos affirmations ou vos objectifs.»

L'intelligentsia des années 60 avait pour dieu non plus le Sartre de l'après-guerre, mais un mélange de Lévi-Strauss, de Foucault, d'Althusser et de Lacan. Ils passaient tous pour structuralistes, bien qu'ils le fussent en des sens différents. L'intelligentsia la plus raffinée regardait les films de Godard, lisait

sans les comprendre les écrits de Lacan, jurait par la «scientificité» d'Althusser et se réclamait du structuralisme de Lévi-Strauss.

Curieusement, certains de ces intellectuels d'avant-garde se voulaient scientifiques en ethnologie ou en économie, et maoïstes en action. Comment se combinait la science rigoureuse avec la révolution culturelle? Je n'ai jamais pu le savoir. Combinaison émotionnelle beaucoup plus que rationnelle.

Au cours de cette période de mai, la scientificité s'est évanouie et, en revanche, le culte de l'action, de la révolution culturelle, s'est épanoui sous diverses formes. La critique systématique de la société libérale par l'intelligentsia affaiblit, mine un ordre fragile. Elle tend à donner mauvaise conscience aux responsables de la société, et surtout à leurs enfants. Or si nulle classe dirigeante ne règne innocemment, une classe dirigeante incertaine d'elle-même se condamne à mort. Qui dirige une entreprise privée sans y croire abdique à l'avance et cédera au premier choc. Le gauchisme vague, émotionnel, de l'intelligentsia a gagné les bien-pensants et leurs enfants.

Probablement cette demi-mauvaise conscience de ceux qui détiennent l'autorité fut-elle une des causes de la décomposition de mai. Je veux bien donner mauvaise conscience aux responsables en leur reprochant de ne pas faire leur devoir, soit qu'ils gèrent mal, soit qu'ils ne créent pas un climat de coopération. Mais le refus d'un ordre sans vision d'un ordre de remplacement entraîne le malheur de tous.

De plus, l'école, depuis le primaire jusqu'à la Sorbonne, remplit une fonction indispensable: elle forme les cadres futurs de la société. Si l'école répand une idéologie révolutionnaire communiste ou nihiliste, elle crée une tension permanente entre le rôle social de ces diplômés ou privilégiés et leurs convictions intimes. Ils sortiront de cette contradiction par la démission, l'indifférence, la fuite vers la résidence secondaire, non par la volonté résolue de bâtir une France moderne qui sauvegarde nos valeurs propres. Ces valeurs s'inspirent de deux idéaux: libéralisme et efficacité. Imparfaitement réalisées, à coup sûr, mais le sont-elles mieux en Union soviétique ou en Chine? L'exaltation de la guérilla ou de la violence, dans la France de 1968, n'exprime qu'un nihilisme d'intellectuels.

Alors, je ne suis pas tenté d'écrire une suite à «L'Opium des intellectuels» contre les maoïstes ou les cubains d'aujourd'hui. Au reste, l'idéologie d'aujourd'hui n'a presque pas de contenu. Avec celui qui prêche la démocratie directe dans une société industrielle, comment discuter, sinon en l'invitant à

visiter n'importe quelle entreprise soviétique, américaine anglaise ou française?

Peut-être ai-je tort d'attacher trop d'importance au rôle de l'intelligentsia? Peut-être offrira-t-elle longtemps et paisiblement le paradoxe d'un peuple conservateur et d'intellectuels révolutionnaires? Les uns trouvant dans le verbalisme révolutionnaire la compensation de leur conservatisme et les autres dans leur verbalisme révolutionnaire le secret de mépriser confortablement leurs compatriotes. Encore une fois, le pire n'est pas toujours certain.

[\(1\)](#) «La Brèche», coll. Le Monde sans frontières, Fayard. Par Edgar Morin, Claude Lefort, Jean-Marc Coudray.

[\(2\)](#) Maître de conférence à l'École des sciences politiques.

La Révolution introuvable. Les trois séquences d'un film de Godard

Le Figaro
12 août 1968

Sous le titre "La Révolution introuvable", Raymond Aron publiera prochainement, chez Arthème Fayard, une étude sur les événements de mai et juin, à laquelle il a joint, d'ailleurs, la série de ses articles parus dans "Le Figaro" sur ce sujet.

Nous donnons ci-dessous, en primeur à nos lecteurs, l'essentiel de sa conclusion, dans laquelle il entreprend, selon sa formule, "une explication sommaire de l'absurde".

Embrassés d'un seul regard, baptisés *révolution*, les événements de mai 1968 gardent inévitablement un caractère mystérieux: les étrangers - j'en ai fait l'expérience - n'arrivent pas à comprendre qu'une révolte locale d'étudiants (quelques centaines au point de départ) ait pu s'élargir en une crise nationale et fait vaciller le régime sans qu'aucun parti révolutionnaire, aucun des dirigeants des masses ait eu réellement l'intention de prendre le pouvoir. Reprenons le film, séquence par séquence, et l'impression de mystère s'atténue.

1. Les autorités universitaires d'abord, ministérielles ensuite, ont réagi maladroitement aux premières manifestations d'étudiants, mais cette maladresse se retrouve dans presque tous les cas à travers le monde. Les autorités universitaires, doyen élu par les professeurs ou recteur nommé par le gouvernement en France, régents, président ou doyen aux États-Unis, se sentent, matériellement et moralement, désarmés devant des étudiants qui, plus ou moins consciemment, appliquent la technique de mise au défi et de subversion. Dès que le refus d'obéir prend un caractère provocant et collectif, la politique universitaire devient politique de la rue. Entre les deux termes de l'alternative ou bien violation de la loi ou bien intervention de la force extérieure, la police, les autorités hésitent inévitablement, accusées et souvent à juste titre, de choisir successivement l'un et l'autre terme, et toujours à contre-temps. Une "conscience de classe d'âge", diffuse en temps normal, renforcée par n'importe quelle crise, amène une fraction plus ou moins importante d'étudiants à se regrouper autour des "révolutionnaires professionnels". Le corps professoral se divise: nombre des revendications estudiantines, en n'importe quelles circonstances, sont légitimes;

même excessives ou discutables, elles appellent le dialogue et non la répression diront le libéral américain et le gauchiste français. Victorieux ou persécutés, les meneurs auront atteint leur but: ébranler une institution qui repose sur la discipline volontaire de tous.

Le cas français diffère de celui de Berkeley et de Columbia non par son scénario mais par son ampleur. Comme les autorités universitaires, à Paris, dépendent du ministère au point de ne prendre aucune décision grave sans le consulter, l'ensemble de l'Université et le gouvernement lui-même subirent le contrecoup des "réactions maladroites" à la technique désormais classique de la subversion. Au bout d'une semaine, le flot de la propagande coulait à pleins bords: la violence de la police devenait "monstrueuse", cependant que la construction de barricades, par les étudiants et quelques professeurs, rejoignait immédiatement les exploits des grands ancêtres dans l'imagerie populaire. La presse étrangère, les beaux quartiers admiraient cette fougueuse jeunesse. Au bout d'une semaine, la crise déclenchée par un groupe de Nanterre (entre 100 et 150 actifs, quelques centaines de sympathisants) aboutissait à la Commune de la Sorbonne et de proche en proche à un pouvoir étudiant de fait ou à un pouvoir mixte étudiants-professeurs dans presque tous les établissements d'enseignement supérieur. Une semaine plus tard environ, le mouvement affectait les lycées. Il est impossible pour l'instant de savoir quelle fut la part respective de la contagion, de l'imitation spontanée d'une part, de l'action préparée des minorités agissantes de l'autre. D'après les témoignages multiples, l'action de ces minorités fut décisive dans les lycées.

Certes, l'étranger qui admet à la rigueur l'extension à l'Université tout entière, par suite de la centralisation parisienne, d'une révolte ailleurs limitée à un ou quelques établissements, s'étonne ou, pour parler franc, s'indigne de la participation de nombreux enseignants à une action qui visait le statut même des professeurs et de l'ordre universitaire. Nul ne peut établir l'importance numérique des divers groupes, mais nulle part il ne manqua d'enseignants, de tous grades, pour donner une apparence de légalité non pas seulement aux commissions chargées d'étudier les réformes (ces commissions offraient un moyen honorable d'occuper les étudiants en l'absence de cours et examens) mais aux assemblées plénières ou assemblées générales qui, elles, présentaient un caractère essentiellement insurrectionnel. Rares furent les recteurs ou doyens qui, au long de ces semaines, se préoccupèrent de maintenir le règne de la loi.

L'alliance étudiants-enseignants

Pourquoi cette démission des adultes, cette capitulation des autorités? En l'absence d'études qui, rétrospectives, n'auront probablement qu'une valeur limitée, chacun, selon son humeur et son expérience, prêterait aux acteurs des motifs nobles ou bas. Des professeurs, gauchistes en dehors de leur métier, se trouvaient soudain aux prises avec un mouvement comparable à ceux dont ils avaient exalté la grandeur; les révolutionnaires d'amphithéâtre se trouvaient pris à leur propre jeu; le jour où la révolution gagnait les amphithéâtres, ils devaient la joindre ou la refuser. Pour un homme de gauche, la fidélité à la gauche, indéfinissable et sacrée, passe avant tout.

Les universités françaises, soumises à la tutelle étouffante du ministère, se révoltaient contre ce dernier: du même coup, l'alliance enseignants-enseignés changeait de caractère. Les enseignants ne s'humiliaient plus devant les étudiants, ils s'unissaient à ces derniers pour arracher au ministère (équivalent des *regents* de Berkeley ou des *trustees* de Colombia) une véritable autonomie. La querelle sur la répartition du pouvoir entre étudiants et enseignants ne se séparait pas de l'autre querelle sur la répartition du pouvoir entre l'administration et la faculté elle-même. Le corps enseignant se divisait en catégories multiples selon le statut, l'âge, les perspectives de carrière. Le bouleversement offrait des chances inespérées à certains. La hiérarchie, comme toujours trop rigide en France, s'effondrait d'un coup et laissait place à l'illusion égalitariste. Durant trois semaines, la non-résistance au mouvement semblait à la fois la plus facile et la moins dangereuse: les libéraux vainqueurs pardonnent, non les révolutionnaires. Peut-être nombre de professeurs éprouvaient-ils, au fond d'eux-mêmes, des doutes sur leur légitimité, sur leur enseignement, sur l'Université. Si quelques-uns, les révolutionnaires, croyaient à la révolution, d'autres devaient nourrir des ambitions inassouvies ou s'interroger sur leur métier. Une capitulation collective, même imposée par une minorité, suppose une mauvaise conscience collective.

2. La deuxième séquence - de la Commune de la Sorbonne aux occupations d'usines - laisse place à des nuances d'interprétation: la capitulation gouvernementale devant les étudiants a-t-elle provoqué l'action spontanée des groupes activistes dans les deux premières usines occupées? La C.F.D.T. a-t-elle jugé l'occasion favorable pour déborder la C.G.T. sur la gauche? Les cellules chinoises ont-elles pris l'initiative? En tout état de cause, on sait que la généralisation des grèves et des occupations d'usines a été décidée par la C.G.T., désireuse de reprendre le contrôle de ses troupes, tout en apparaissant de nouveau dans son rôle d'animatrice des luttes ouvrières.

Là encore, il est vrai, les spécificités françaises - tempérament anarcho-syndicaliste, puissance des symboles, drapeau rouge et drapeau noir, faiblesse du syndicalisme ordonné - permettent seules de comprendre la rapidité avec laquelle une étincelle communiqua le feu. L'organisation des débrayages, l'installation des piquets de grève par la C.G.T. interdisent de prendre au sérieux le chiffre des grévistes. Au point de départ, la plupart des travailleurs de Renault ne voulaient pas faire grève - ce qui n'empêche pas qu'au bout de quinze jours de grève les mêmes travailleurs acceptaient avec réticence un accord décevant qui consacrait la futilité d'une pseudo-révolution, coûteuse pour eux comme pour toute la nation.

Un phénomène équivalent pourrait-il se produire ailleurs? En l'état actuel de notre expérience, nous devons répondre *non*, mais avec hésitation. Le virus révolutionnaire demeure contagieux. La mise en place, dans les usines d'Italie ou d'Allemagne fédérale, de cellules "trotskistes" ou "maoïstes" se poursuit. En Italie, le communisme garde une influence prédominante sur les syndicats et les ouvriers. Nos voisins et partenaires auraient tort de se rassurer trop vite et d'attribuer à la seule légèreté française une comédie révolutionnaire qui aurait pu et peut encore devenir tragique. N'oublions pas enfin que le gouvernement n'obtient pas gratuitement la demi-coopération du parti communiste, il mène une diplomatie qui, conforme ou non à l'intérêt de la France, apporte des satisfactions substantielles aux hommes du Kremlin. L'Italie et surtout la République fédérale ne peuvent ni ne veulent payer le prix.

3. La troisième séquence est évidemment la plus mystérieuse; seuls la comprennent approximativement ceux qui l'ont vécue à Paris: la quasi-disparition de l'État légal entre le retour à Paris du général de Gaulle et le discours du 30 mai.

Les deux absences successives du premier ministre, puis du général de Gaulle ont empêché toute action cohérente ou résolue du gouvernement au cours des semaines initiales. À son retour, le général de Gaulle a paru incapable de saisir l'événement, enfermé d'abord dans le silence, il n'en est sorti que pour apparaître aux téléspectateurs, le 24 mai, vieilli et amer. Par là même, il a renforcé le sentiment répandu à Paris d'une vacance du pouvoir.

La France vulnérable

À ce point intervient de nouveau une spécificité française: l'accoutumance aux changements de régime sous la pression de l'émeute, l'acceptation anticipée par le Français moyen et les fonctionnaires eux-mêmes des nouveaux maîtres, la

décomposition générale de la hiérarchie, des liens sociaux quand la bureaucratie, colonne vertébrale de la France moderne, s'écroule. Dans aucun autre pays moderne, je le crains, la société ne se révèle aussi incapable de survivre par elle-même, sans État.

4. Prises une par une, les trois séquences me semblent à peu près intelligibles: ensemble, elles laissent libre champ à l'imagination, même si l'interprète s'efforce de *désacraliser* cette succession d'épisodes tour à tour absurdes, épiques, curieux, rarement dignes de respect, dans lesquels tous les corps constitués de la nation, depuis la présidence de la République jusqu'à l'O.R.T.F., en passant par l'Université et par la presse, se sont compromis au point d'y perdre une part de leur crédit (aux yeux de l'étranger, sinon des Français).

La *désacralisation* ne plait ni au gaullistes ("la fin d'un monde") ni aux révolutionnaires. Les uns et les autres, pour se justifier, veulent élever ces événements jusqu'au niveau de l'histoire universelle. Certes, ces événements ont effectivement une signification, en tout cas à titre de symptômes d'une vulnérabilité de la France libérale du XXe siècle et peut-être de tout ordre libéral en notre siècle. Peut-être la France amplifie-t-elle à cause de son extrême sensibilité, les troubles qui affectent la civilisation occidentale. Ce qui ailleurs se manifeste par un bref accès de fièvre, devient, chez nous, ou semble devenir une crise aiguë qui menace la vie du malade.

Puisque désormais les auteurs aiment à se citer eux-mêmes, je reprendrai ici un texte écrit en août 1963 pour servir de préface à un cours de 1956-1957, intitulé *la lutte des classes*: "Si l'on convient d'appeler pragmatique l'action des syndicats et des partis en vue de réformes *hic et nunc* (ce que Lénine appelait *trade-unionisme* sur le modèle anglais) et *idéologique* l'action du parti communiste contre le régime en tant que tel et en vue de la révolution, les progrès accomplis par les économies européennes depuis quinze ans ont partout renforcé la tendance pragmatique et affaibli la tendance idéologique. Mais on aurait tort d'en conclure que dorénavant les conflits sociaux n'auront d'autre objet que "la part du gâteau", les augmentations de salaires ou la résistance aux changements techniques, entraînant des conversions douloureuses. Bien que, pour l'instant, la plupart des ouvriers, dans la plupart des pays, semblent plutôt indifférents aux modalités diverses de la cogestion, il est possible et même probable que, dans certains pays, des revendications ayant pour objet l'organisation des entreprises vont se développer. Entre les querelles pragmatiques et les conflits idéologiques, on aperçoit un troisième type de débats

ou de lutte, dont la finalité serait d'accroître la participation des travailleurs à la vie de l'entreprise ou la participation des cadres ou des représentants des travailleurs à certains aspects de la direction".

Cette revendication n'a pas déterminé la révolte des étudiants, des travailleurs ou des cadres mais elle a fourni un des thèmes principaux des réformes élaborées par les commissions universitaires, les commissions de chercheurs et, semble-t-il, les commissions des cadres des entreprises. Le général de Gaulle a remplacé son mot favori d'association par celui de participation sans pour autant donner à l'un ou à l'autre un contenu défini. Les ouvriers ou, du moins, les syndicats ouvriers continuent d'affecter la même indifférence ou le même mépris à l'égard de cette "ruse de la bourgeoisie". En revanche, les intellectuels, les cadres semblent désireux d'obtenir une participation accrue à la gestion des laboratoires, des universités, des entreprises sans que l'on distingue facilement les diverses motivations: refus de toute autorité extérieure, volonté corporative d'autogestion, les contribuables fournissant l'argent et les fonctionnaires de l'Université ou de la recherche le dépensant à leur gré, désir légitime, bien que difficile à satisfaire, de modifier l'organisation des entreprises afin d'associer plus étroitement les syndicats ou les cadres à la direction.

Que cette revendication ait pris en France un pareil retentissement s'explique par le rôle des intellectuels et des catholiques de gauche. La C.F.D.T s'en est servi comme machine de guerre contre la C.G.T. Les révolutionnaires ont gonflé cette revendication réformatrice, sous certaines réserves réalisables, jusqu'à la vieille utopie anarchisante de la gestion ouvrière. Le général de Gaulle, à son tour, a voulu dépasser les révolutionnaires sur leur gauche en reprenant à son compte le même mot d'ordre - plus efficace pour achever la ruine de l'industrie française que pour transformer l'ordre social.

Le conflit de générations

Le rôle d'avant-garde joué par la France à cet égard s'explique assez simplement: les Français, en matière politique et sociale, continuent d'aimer les idées abstraites plus que les faits. Ils compensent par des rêves égalitaires et anarchistes la rigidité de leurs organisations. Ils y ajoutent leur vieille habitude de rédiger des constitutions pour transformer les mœurs et d'improviser dans le tumulte des réformes qui n'ont chance de réussir que par la modération et avec le temps.

Il reste que, les syndicats dominés par la C.G.T. s'étant, au moins en apparence, convertis au pragmatisme, des mouvements révolutionnaires ont

surgi à la gauche du parti communiste, comme si l'espoir révolutionnaire ne mourrait quelques années que pour renaître sous une autre forme. Mao remplace Staline, le petit livre rouge l'histoire du parti communiste. Une fois de plus, les intellectuels de haut rang s'extasient devant des textes à l'usage de l'école primaire. Une fois de plus, c'est la France, et surtout Paris, avec son intelligentsia singulière - auteurs hermétiques et J.-L. Godard, linguistes et structuralistes, normaliens brillants et ratés de la méritocratie, subtilités verbales et culte de la violence qui prend la tête de la course et accomplit en comédie vécue l'absurdité du monde pensé par les auteurs à la mode.

Dans tous les pays, une fraction, peu nombreuse mais virulente, des étudiants se révolte contre l'*establishment*, les gens en place, contre les hommes de trente-cinq ans à peine moins que contre ceux de soixante. Admettons, par hypothèse, que les étudiants tchèques, réclamant la liberté, ne diffèrent pas des étudiants allemands, américains ou français enthousiastes de Mao ou de Fidel Castro (bien que, à mes yeux, une telle assimilation traduise un nihilisme, un mépris de ces jeunes gens que je me refuse à partager). Admettons quelque parenté entre les uns et les autres! Les étudiants des pays de l'Est réclament des libertés qui leur sont refusées cependant que les étudiants de l'Ouest ont conscience de l'inefficacité pour changer le monde des libertés dont ils jouissent. La France aurait donné une expression extrême à un conflit de générations, plus aigu dans la bourgeoisie que dans les classes populaires.

Ce qui me frappe, en effet, c'est que le fossé se creuse dans l'Université, tout au moins entre la génération née entre 1945 et 1950 et les générations précédentes, plutôt qu'entre les plus de trente ans et les plus de cinquante. Les jeunes bourgeois, élevés par des parents indifférents ou indulgents, libérés de tous les tabous sexuels, patriotiques ou traditionnels, qui obtiennent sans peine et sans mauvaise conscience des biens offerts par la société de consommation, dénoncent la civilisation matérielle dont le plus grand nombre, travailleurs ou petits bourgeois, souhaitent à leur tour obtenir les bienfaits. Condamner ou admirer des états d'âme est également vain. Nul ne peut dire avec certitude ce que révèlent ces états d'âme: condition anormale des jeunes adultes qui mènent trop longtemps une existence marginale et comme puérile, besoin de croisade insatisfait, absence d'une cause à laquelle se vouer, vide spirituel de privilégiés qui n'ont pas eu de joug à secouer, de parents à combattre, d'obstacles à surmonter et qui recrutent des alliés parmi d'autres jeunes, laborieusement parvenus jusqu'aux premiers échelons de la hiérarchie intellectuelle, pleins d'amertume à l'égard d'un système trop clos, trop hiérarchique, trop inégalitaire

(même si les inégalités résultent de concours). Révolution des cancre et aussi des plus brillants sujets, les uns dégoûtés à l'avance d'une carrière trop bien tracée, les autres révoltés contre un échec déjà acquis, unis hier contre une société apparemment inamovible, unis aujourd'hui dans le souvenir de leur fraternité vaine et leur triomphe d'un jour. Ils ont abattu la Bastille sorbonnarde et ils ont ébranlé la Bastille élyséenne. Mais ils ne savaient pas, et ils continuent à ne pas savoir quel usage faire de leur possible victoire. Bien entendu, quelques-uns trouveront place dans les comités de gestion universitaire et ils découvriront vite l'ennui des comités dans lesquels souffrent nos collègues de Grande-Bretagne et des États-Unis. Mais les autres, les enragés, les nihilistes craignent la récupération de la révolte par les réformes.

La société de consommation ou, si l'on préfère, la société productiviste ne donne pas, en tant que telle, de raisons de vivre. La pénurie ou la misère pas davantage. L'ennui, la difficulté de vivre ne sont pas guéris par les ordinateurs; par la participation aux Assemblées universitaires non plus; par le syndicat d'entreprise non plus. Les Français seront-ils plus heureux en sacrifiant, partiellement, l'efficacité de la gestion à la promotion de certaines modalités d'autogestion ou de participation? Je le souhaite sans trop y croire. En cette hypothèse, nous voici bien loin des "possédés" et de la métaphysique des guérilleros.

(Titres et sous-titres sont de la rédaction du "Figaro".)

Sédition et séduction

Le Figaro
13 août 1968

La lune de miel de M. Edgar Faure vient de se terminer. Notre ministre, désireux d'obtenir le soutien unanime d'une Université déchirée et d'une opinion incertaine, a bénéficié d'un délai de grâce et d'une neutralité sous condition. Il a réussi sa première leçon d'agrégation, mais il s'expose au péril impliqué par la méthode choisie. Qui ne veut "s'aliéner" personne, risque, un jour, de s'aliéner tout le monde. Répliquer à la sédition par la séduction, soit. Mais comment séduire les séditieux sans inquiéter les "conservateurs", j'entends ceux qui, pour de bonnes ou de mauvaises raisons, n'ont pas capitulé devant la révolte estudiantine (certains de ces "conservateurs" s'appellent eux-mêmes des "résistants")?

M. le recteur Antoine a tenu récemment au micro de Radio-Luxembourg des propos impeccablement conformistes, bien entendu, je parle du conformisme "révolutionnaire". Nous avons eu droit à l'autocritique désormais de rigueur, au couplet sur le cours magistral, genre littéraire anachronique, à l'ennui que répandent les professeurs qui se répètent, etc. Ce genre de discours, devenu rituel, commence à lasser tout le monde, même les étudiants. Après tout, les professeurs se recrutent parmi les étudiants comme les généraux parmi les colonels.

Le conseiller du ministre n'en a pas moins, au passage, souligné un fait essentiel: le dialogue, a-t-il dit, se déroule aisément entre le ministre et tous les groupes d'enseignants ou d'étudiants. Mais les différents groupes se méfient les uns des autres et, comme diraient les Anglais, ils ne sont plus en *speaking terms*, ils ne se parlent plus les uns aux autres. Certes, M. Edgar Faure ne dit pas à chacun de ses interlocuteurs ce que celui-ci souhaite entendre, mais il donne probablement à une pensée, dont j'admets par hypothèse la fermeté, un tour ou un ton approprié aux circonstances de l'entretien.

Aux représentants des syndicats autonomes, il fait valoir qu'il a concédé surtout aux insurgés des satisfactions verbales, sans prendre d'engagements précis. Les représentants du S.N.E.-Sup. et les étudiants ont entendu, à la tribune du Palais-Bourdon, un ministre de la Ve République parler leur langage, disserter sur la société de consommation et condamner la sélection.

Si le verbe tenait lieu d'action, M. Edgar Faure aurait déjà gagné son pari.

Bien entendu, il n'ignore pas la nécessité de la sélection. Un homme comme lui ne peut pas approuver le système actuel qui aboutit au rejet, au bout d'une ou deux années, de 50 à 60% de ceux qui s'inscrivent en faculté. Un système pareil n'existe dans aucun pays du monde, il fait, depuis des années, la risée de tous les experts, français et étrangers. Les professeurs n'en portent que partiellement la responsabilité puisque la loi accorde à tous les bacheliers le droit d'entrer dans l'enseignement supérieur et que le ministère comptait sur les professeurs pour opérer la sélection.

Or, le ministre, pour apaiser étudiants et S.N.E.-Sup., s'est déclaré hostile à toute sélection. Comment les enseignants n'éprouveraient-ils pas l'inquiétude évoquée par le recteur Antoine, puisqu'ils craignent l'afflux d'un nombre accru de bacheliers sans disposer, au moins à Paris, des moyens nécessaires pour les accueillir convenablement? Le ministre se propose, à coup sûr, d'atteindre, en quelques années, par des moyens obliques, un résultat semblable à celui que donnerait la sélection. Je ne lui reproche pas cette capitulation, peut-être nécessaire, s'il doit, à tout prix, assurer la rentrée. Mais les enseignants, une fois de plus, serviront de bouc émissaire: ou bien ils élimineront un pourcentage important d'étudiants au bout d'une année et les journalistes dénonceront le "faible rendement" de l'Université, ou bien, ce qui est plus probable dans le climat présent, ils réduiront au minimum le pourcentage des échecs et l'encombrement, l'absence de débouchés pour les diplômes littéraires s'aggraveront d'année en année.

Le compte rendu donné par le secrétaire général du S.N.E.-Sup de son entretien avec le ministre a mis le feu aux poudres. Ce syndicat, qui groupe environ 25 p. 100 du personnel enseignant des facultés, et dont les dirigeants actuels représentent quelque 60 p. 100 de leurs adhérents, a pris une part active aux événements de mai-juin 1968. Il a longtemps refusé de tenir le ministre lui-même pour un interlocuteur valable.

Il pose - et sur quel ton! - des préalables à toute collaboration avec les pouvoirs publics: étrange renversement des rôles que le ministre, au risque de compromettre la dignité de sa fonction, affecte de ne pas remarquer.

Le secrétaire général du syndicat et le ministre ont finalement donné une version à peu près concordante de leur échange d'idées au sujet de la politique dans l'université. Sujet brûlant sur lequel nous reviendrons.

Bornons-nous aujourd'hui à rappeler quelques faits. Étudiants et professeurs n'ont jamais été privés des libertés syndicales ou politiques. Les professeurs,

individuellement ou par l'intermédiaire de leur syndicat, ont toujours eu la liberté de prendre position sur toutes les affaires publiques. Le ministre de l'Éducation ne m'a menacé de sanction ni en 1957 quand j'écrivis un livre pour recommander l'indépendance algérienne ni quand j'ai maintes fois critiqué son action ou son inaction.

Sur quoi porte le débat? D'abord sur la liberté de propagande et d'action politique à *l'intérieur des locaux universitaires*. Nanterre a donné, à cet égard, l'exemple du libéralisme le plus extrême et des conséquences que celui-ci risque d'entraîner. Ce précédent ne signifie pas que l'on doive ou que l'on puisse ne pas répéter l'expérience, il justifie le doute et appelle des précautions.

D'autre part, le S.N.E.-Sup, au cours des événements de mai, ne s'est pas contenté d'exprimer des opinions, il a participé, en tant que syndicat universitaire, à un mouvement qui tendait à renverser par l'émeute le pouvoir légal. M. Edgar Faure a choisi de passer l'éponge sur le passé. Encore une fois je ne lui donne pas tort, mais comment les non-révolutionnaires n'éprouveraient-ils pas la crainte d'être sacrifiés par le ministre, désireux de faire la paix avec ses adversaires (à vrai dire, adversaires du gaullisme plutôt que de M. Edgar Faure lui-même)?

Cette crainte paraît d'autant mieux fondée qu'en un sens, la politisation de l'Université est désormais un fait acquis. La difficulté du dialogue entre enseignants, que M. Antoine constate avec un étonnement feint, a pour cause directe les événements de mai. Le corps enseignant s'est scindé: une fraction a collaboré, par conviction, par opportunisme ou par désir de réformes, avec les étudiants révoltés, une autre fraction a maintenu le contact avec ces derniers afin de sauver les principes permanents de l'ordre universitaire, une dernière fraction, enfin, s'est retirée en attendant des jours meilleurs.

Rien ni personne ne peut rétablir d'un coup l'unité rompue. Des années de troubles, sinon de chaos, s'annoncent. Encore le ministre ne pourra-t-il pas longtemps s'en tenir à la politique de facilité, éluder les problèmes immédiats et vitaux: oui ou non accepte-t-il la validité des constitutions ou pseudo-constitutions élaborées en mai-juin? Oui ou non admet-il la valeur des élections, de certaines d'entre elles, de toutes, d'aucune? Pose-t-il ou non quelques règles auxquelles les constitutions rédigées par les établissements devraient se conformer?

La "participation" va, de toute manière, ouvrir dans l'Université une ère de combats douteux: les opinions sur les réformes universitaires ne recourent pas

les opinions proprement politiques, des conservateurs sociaux souhaitent des réformes universitaires en profondeur et certains professeurs communistes, hier encore, défendaient les vieilles structures. À ces combats douteux tous les enseignements, qu'ils le veuillent ou non, doivent se préparer. Encore les légalistes et les libéraux ont-ils le droit d'*exiger* que l'autorité morale du ministre ne s'exerce pas en faveur des enragés - ce dont "l'opération charme" donne malheureusement l'impression.

Un groupe d'étudiants a déclaré, il y a quelques semaines, qu'il empêcherait de parler, à la Sorbonne, des professeurs coupables d'hérésie. Qu'en pense le ministre? Quelles mesures compte-t-il prendre si des groupes mettent ce genre de menace à exécution?

M. Marcellin réprime, M. Le Theule épure, M. Edgar Faure apaise, M. Couve de Murville se tait. Le gouvernement existe-t-il? L'inquiétude ne se limite pas aux syndicats autonomes de l'enseignement supérieur.

De la peur à la confiance

Le Figaro
23 août 1968

Les experts, étrangers et français, ont désormais établi le bilan économique, provisoire et approximatif, des événements de mai-juin. Ils ont esquissé également, mais avec hésitation, des prévisions à court terme. Hésitation pleinement justifiée après la "surprise" du printemps dernier. Peut-être les projections relatives à l'an 2000 gardent-elles toute leur valeur: M. Edgar Faure, qui a intitulé un ouvrage *Prévoir le présent*, ne prévoit pas avec certitude, j'en suis convaincu, la situation actuelle de l'université.

Au moment où s'est produite l'explosion de mai, l'économie française entrait dans une phase de croissance accélérée. Pour la première fois, la Bourse témoignait de nouveau d'une certaine confiance, le *boom* en Allemagne fédérale soutenait la conjoncture française. Investissements et exportations favorisaient le secteur industriel. En revanche, le marché du travail demeurait "préoccupant", selon l'expression courante. L'expansion économique, non accompagnée d'inflation et avec frontières ouvertes à la concurrence internationale, ne suffisait pas à garantir l'embauche de tous ceux qui se présentaient sur le marché du travail. Simultanément, le comportement du public marquait une propension accrue à l'épargne. La relative stabilité des prix ou la crainte du chômage suscitaient une réticence des consommateurs que les comptes nationaux constataient, non sans étonnement.

Au cours des deux derniers mois, on a chiffré les pertes subies du fait des événements: de 4 à 5% de la production industrielle annuelle (hormis bâtiment et travaux publics). Comme la production agricole n'a pas été atteinte, le produit national brut subirait une amputation de quelque 3%. En ce qui concerne les salaires, la hausse prévue entre le début de 1968 et octobre s'élèverait à quelque 12,5% en moyenne, les hausses dépassant la moyenne dans les services publics et dans les régions, les secteurs où les bas salaires étaient particulièrement nombreux.

Ces indications n'ont malheureusement qu'une signification limitée. L'économie et, en particulier, l'industrie disposent, à coup sûr, d'un potentiel relativement important de production supplémentaire. Une reprise vigoureuse d'ici à la fin de l'année compenserait, au moins partiellement, les effets de la crise du printemps.

La première incertitude porte sur les prix. Non que la demande supplémentaire résultant des hausses de salaires doive provoquer une montée rapide des prix. Le relèvement des salaires les plus bas doit se traduire par une demande accrue de produits, en particulier de produits alimentaires, dont l'offre semble, dans la phase actuelle, élastique. D'autre part, les salaires réels n'avaient guère progressé pendant les dix-huit mois antérieurs en mai 1968. De plus, la propension à l'épargne se maintiendra peut-être parce que les consommateurs craignent et le chômage et la hausse des prix.

Un deuxième problème porte sur la capacité des entreprises, notamment des entreprises industrielles, d'absorber l'augmentation des coûts de production sans perdre les moyens de financer leurs investissements nécessaires à l'expansion. Pour certains secteurs, dont la compétitivité était déjà compromise, une hausse de prix, en certains cas inévitable, risque, à échéance, d'entraîner une réduction des débouchés, à l'extérieur et même au-dedans, à moins d'une amélioration rapide de la productivité.

Cette accélération aggraverait le chômage. Le taux d'expansion de l'économie française ne suffisait plus, depuis deux ans, à fournir des emplois à tous les jeunes. L'effort de productivité auquel les entreprises vont être contraintes amènera, selon la probabilité, des licenciements supplémentaires. Un taux de chômage de quelque 5% apparaît vraisemblable. D'autres pays industriels, la Grande-Bretagne, les États-Unis, ont connu des taux de cet ordre et même souvent supérieurs, mais la France n'en a pas fait l'expérience depuis 1945. L'opinion ressent le chômage d'autant plus vivement que celui-ci frappe souvent les jeunes.

Ces remarques banales laissent une marge d'incertitude qui autorise l'optimisme des uns et le pessimisme des autres. Matériellement, les dégâts causés par les semaines folles, tout graves qu'ils sont, n'atteignent nullement aux dimensions d'une catastrophe irréparable. Le niveau des prix, même après les hausses de salaires, n'interdit pas l'ouverture des frontières. Le Marché commun rend plus difficile une modification éventuelle de la parité monétaire puisque les prix agricoles, exprimés, depuis les accords de Bruxelles, en unités de compte internationales, progresseraient immédiatement en proportion d'une dévaluation. Le gouvernement, à juste titre, ne songe pas à une dévaluation, mais le public y songe, au-dedans et au-dehors, puisque les exportations de capitaux continuent et que les billets français ne s'échangent pas, à l'étranger, au cours officiel.

Nous en venons ainsi à ce qui me paraît la cause principale du malaise. Les

Français demeurent traumatisés par le choc des événements de mai. Ces derniers ont à tel point frappé de stupeur ceux qui les ont vécus, en tant que participants actifs, spectateurs ou victimes, que la France tout entière, encore surprise au spectacle de ce qu'elle vient de faire, s'interroge: n'est-ce qu'un commencement? Vaste opération subversive ou immense chahut monté par les *Jeunesses communistes révolutionnaires*, la *Fédération des étudiants communistes*, quelques autres groupuscules et par des fils de famille saisis du démon de la contestation? Faut-il s'attendre à de nouveaux troubles ou bien, après cet "énorme" défoulement, la nation va-t-elle rentrer dans l'ordre qui s'offrait au regard de presque tous, huit jours avant le 3 mai?

Les Français, les jeunes et les moins jeunes, ont évoqué tant de sujets de mécontentement, tant de désordres établis, au cours des palabres de mai, qu'ils ne savent plus s'il faut refaire la société par la base ou recommencer comme avant. Scandale des bas salaires (entretenus par le S.M.I.G. qui avait pour fonction de les empêcher) et aliénation par la société de consommation, griefs des cadres et de tous les demi-privilégiés contre la hiérarchie, volonté de participation et rêve de démocratie directe: comment les chefs d'entreprise pourraient-ils à la fois satisfaire les justes revendications des salariés et prendre en considération les dissertations métaphysiques des étudiants, cautionnées par M. le ministre de l'Éducation nationale?

La révolution avortée de 1968 a laissé derrière elle une sorte de grande peur, provisoirement amortie par l'atmosphère des vacances. Se dissipera-t-elle au mois de septembre? Les Français vont-ils cesser d'avoir peur les uns des autres et, finalement, d'eux-mêmes? Beaucoup dépendra du gouvernement. Le ministre des Finances, au lieu d'avoir peur des exportations de capitaux, montrera-t-il sa confiance dans la monnaie en supprimant un contrôle des capitaux parfaitement inefficace? Au lieu de multiplier les contrôles, mettra-t-il sa confiance dans la concurrence internationale pour empêcher la hausse des prix, au moins des prix industriels? Le ministre de l'Intérieur et celui de l'Éducation nationale trouveront-ils un langage commun, qui rende confiance dans l'autorité légale sans interdire dialogue ou réforme?

Chacun allait répétant, au mois de juin: les choses ne seront jamais plus comme avant. Formule ambiguë, qui pose le problème: il ne faut pas oublier les leçons de la crise (à condition de savoir ce qu'elles sont), certes, mais il faut bien, après les illusions lyriques et le tumulte manipulé, rentrer dans la vie réelle, prosaïque peut-être ou ennuyeuse, mais plus authentique que les rêves éveillés

des communes révolutionnaires.

L'Université: De la révolution aux réformes.

Les mains libres?

Le Figaro

17 septembre 1968

Après "le bruit et la fureur" de la révolution universitaire, voici la crainte et le tremblement devant la rentrée et les réformes. Car, dans l'Université, sinon dans la société française, *"les choses ne seront jamais plus comme avant"*. Il ne convient donc pas de poursuivre la polémique sur la grandeur ou l'absurdité de la Commune estudiantine, d'admirer les barricades, les drapeaux rouge ou noir, ou de s'en indigner. C'est vers l'avenir qu'il faut maintenant tourner nos regards. Parents, professeurs ou étudiants s'accordaient au moins sur un point: l'insatisfaction. Celle-ci avait même atteint un point tel que tout changement passe aisément pour un progrès, contrepartie naïve du conservatisme d'hier qui ne prépare pas nécessairement des lendemains qui chantent.

La crise du printemps, conforme au style de l'histoire française, entraîne simultanément deux sortes de conséquences: elle écarte certains obstacles, certains blocages, mais, d'un autre côté, elle laisse un héritage d'amertume, de troubles aussi ou d'inquiétude et elle crée d'autres blocages. Elle brise la résistance de certains groupes d'enseignants – appelons-les traditionnels – attachés à des méthodes, à des matières, à des examens ou concours que les réformateurs, pour diverses raisons, bonnes ou mauvaises, voulaient modifier. Mais les exploits du *Comité d'action des étudiants de médecine* annoncent le climat qui va régner demain, le harcèlement dans les locaux universitaires au lieu des grandes batailles de rues. Il reste que, grâce à la révolution, le ministre a les mains libres, plus qu'aucun de ses prédécesseurs.

Le tronc commun, avec report du latin à la classe de 4e, aurait soulevé une tempête, en d'autres temps, M. Edgar Faure l'imposera sans grande peine. Faut-il s'en féliciter sans hésitation? Le bureau du syndicat C.F.T.C. de l'Éducation nationale conclut une étude par l'affirmation que *"l'introduction d'un tronc commun n'a guère que l'apparence d'une réforme démocratique"*. Et encore: *"Lorsque s'achève le temps que les enfants doivent passer dans le premier degré, ou bien les connaissances et la formation fixées par les programmes sont acquises, ou bien elles ne le sont pas; en fait elles le sont pour certains et pas pour d'autres. Doit-on alors pénaliser les élèves les mieux doués ou ceux qui ont*

le mieux travaillé et leur faire marquer le pas?"

J'admets que le tronc commun présente des avantages et que la part du latin, dans le second degré, se rétrécira comme une peau de chagrin, victime de l'esprit du temps. Il ne s'agit pas là d'un enjeu vital, à condition que, sous prétexte de démocratisation, on n'en vienne pas à favoriser ce qu'un professeur communiste, cité par la commission de la C.F.T.C, M. Cogniot, appelait "*le nivellement mécanique par le bas*".

De même, la crise de mai permet la réforme du système des examens et concours, et, sur ce point encore, le ministre disposera d'une liberté d'action inconnue en période tranquille. L'externat a disparu en vingt-quatre heures: un concours de moins pour les étudiants en médecine. De même, je ne verrais aucun inconvénient à la suppression de la dualité C.A.P.E.S.-agrégation pour le recrutement des professeurs du second degré. Les agrégations que je connais, celles de philosophie, d'histoire, de droit ou d'économie politique, me paraissent un compromis équivoque entre sélection de savants et sélection d'enseignants. Reste à savoir si, au milieu de la décomposition présente, il ne convient pas de préserver les institutions qui, même contestables, présentent quelque solidité. La critique des examens et concours – et, depuis des années, je l'ai pratiquée sans retenue – glisse aujourd'hui à la démagogie.

La nocivité du système français apparaît sous une forme presque caricaturale dans le second degré. Elle consiste en la détermination du niveau hiérarchique, une fois pour toutes, par l'examen ou le concours passé en début de carrière ou même avant le début de la carrière. Obligation de service et indice de traitement dépendent du grade ou du titre, sans référence aux mérites des enseignants. Parfois ceux-ci, déjà en poste, consacrent une partie de leur temps à préparer examen ou concours au lieu de se vouer à leur classe, à la formation proprement pédagogique, ou au recyclage *parce qu'ils n'ont pas d'autre moyen de promotion*.

Même le ministre ne parviendra pas aisément à réformer cette hiérarchie jointe des grades ou titres et des indices, mais il doit s'y efforcer. De toute évidence, la promotion au choix, au mérite, comporte le danger de favoritisme: la substitution d'une carrière unique pour tous les enseignants du second degré, aussi automatique que la carrière actuelle des licenciés, certifiés ou agrégés, ne représenterait pas un progrès; au contraire. Réduire autant que possible le nombre des échelons hiérarchiques parmi les enseignants du second degré, offrir à ces derniers un autre mode de promotion que les examens ou concours, les

maintenir en contact avec les novations pédagogiques et scientifiques, telles me semblent les idées directrices d'une révision qui sera d'autant mieux acceptée que la presse, les parents, les parlementaires cesseront enfin de faire du corps enseignant "*ce pelé, ce galeux d'où venait tout le mal*".

L'obsession des concours

Le recrutement et la hiérarchie des professeurs de l'enseignement supérieur posent des problèmes autres. Problèmes à beaucoup d'égards nouveaux en France puisque des milliers d'assistants et de maîtres-assistants ont été nommés au cours de ces dernières années dans les facultés des lettres et des sciences. Celles-ci éprouvent à leur tour les difficultés d'une hiérarchie permanente, des carrières inégalement heureuses à l'intérieur du corps enseignant – difficultés que connaissaient depuis longtemps les facultés de médecine où s'épanouissait ce que l'on appelle désormais le "mandarinat": le patron, avec son équipe, ses disciples, qui cumule des fonctions scientifiques et administratives, qui défend ses élèves, etc. À la faculté des lettres, le "mandarinat" ne prenait pas le même caractère. Cependant, les professeurs titulaires de certaines chaires à la Sorbonne, siégeant au Comité consultatif, exerçaient parfois sur les nominations dans la France entière une influence excessive, réservant leur soutien aux amis, politiques ou scientifiques.

Certaines réformes, déjà envisagées, se présentent d'elles-mêmes à l'esprit: le même professeur ne devrait pas siéger plus de quelques années au Comité consultatif (celui qui décide des inscriptions sur la liste d'aptitude à l'enseignement supérieur). La thèse d'État qu'*il serait à mon sens déraisonnable de supprimer*, comporterait des équivalences: le Comité consultatif ou un comité *ad hoc* de spécialistes déciderait que les publications d'un savant constituent l'équivalent de la thèse d'État. Mais, là encore, comme dans le second degré, la réforme institutionnelle exige une réforme intellectuelle et morale, pour parler comme Renan.

Il existe, depuis quelques années, dans les facultés des lettres et des sciences, une thèse dite de III^e cycle intermédiaire entre le diplôme d'études supérieures et la thèse d'État. Le jury a le droit de souligner la qualité du travail en accordant l'équivalence de la thèse secondaire du doctorat d'État. Or, aujourd'hui, cette consécration a perdu pour ainsi dire toute signification. Ce qui surprend, ce qui fait presque scandale, c'est le refus. En vain, l'administration oblige les membres du jury à l'unanimité, en vain la formule officielle que signent tous les membres du jury précise que la thèse mérite d'être publiée telle quelle. Par un

entraînement, semble-t-il irrésistible, ce qui aurait dû rester distinction ou reconnaissance d'un mérite particulier, n'est refusé qu'exceptionnellement. À partir d'un certain point – je le sais par expérience – il devient presque impossible de réagir: la victime de cette réaction se plaindrait d'une sévérité contraire à la norme et, de ce fait, finalement injustifiée.

En fait, l'obsession des concours et la dévalorisation de la thèse de III^e cycle illustrent un des cercles vicieux du système français. Comment éviter les concours avec leur anonymat, leur garantie apparente d'objectivité aussi longtemps qu'à tant d'examens les jurys n'évitent pas les alternances de rigueur et d'indulgence, ou bien finissent par ne plus faire de discrimination parce que d'autres jurys n'en font pas?

Le système des "patrons" et celui des concours, opposés en apparence, parfois combinés, ont une même origine: la conviction implicite, typique du milieu universitaire mais aussi du milieu français tout entier, qu'il faut choisir entre le concours, sélection anonyme, et la constitution d'équipes, favoritisme institutionnalisé, et, du même coup non sans avantages; quant au choix honnête et équitable par des jurys de bonne foi et de bonne volonté, on le renvoie au domaine du rêve ou de l'utopie. Bien entendu, l'Université française n'a pas le monopole des rivalités entre professeurs, des manœuvres subtiles, parfois sordides, pour éloigner un collègue trop brillant ou assurer l'élection d'un candidat dont la médiocrité rassure. Mais la dévalorisation de nombre d'examens, par exemple de la licence, même des thèses du III^e cycle, au moins dans la faculté des lettres, seuls les concours ou la thèse d'État gardant une valeur, révèle la gravité du mal en même temps qu'elle explique la rigueur de la hiérarchie et, en période de crise, le rêve éveillé de la totale égalité.

Hiérarchie trop rigide

L'Université, comme l'Église, tend à la gérontocratie pour des raisons immanentes à l'institution elle-même. Les universités continentales, française et allemande, souffrent de ce mal plus que les universités américaines, souples, nombreuses, en compétition les unes avec les autres.

Ni l'État ni les universitaires français n'acceptent malheureusement une véritable compétition entre les universités et les enseignants, formule que d'aucuns écartent d'un mot en la déclarant incompatible avec les conditions nationales. Au reste, nul ne sait encore s'il y aura des universités authentiques et non pas seulement des «unités d'enseignement», peut-être quelque peu diversifiées. Il subsiste une liste d'aptitude à l'enseignement supérieur, des

concours nationaux de recrutement des enseignants du second degré et peut-être du supérieur (ce qui limitera la spécialisation des «unités d'enseignement», toutes obligées de préparer les étudiants aux concours du second degré et de l'enseignement supérieur). Quels moyens demeurent possibles pour limiter certains inconvénients de la gérontocratie et atténuer les rigueurs de l'autoritarisme (dans le cas où celui-ci se révèle excessif)?

Nulle part, même pas aux États-Unis, les professeurs titulaires ne risquent de perdre leur emploi, mais rien n'oblige à leur assurer la possession de leur chaire – ce qui, d'ailleurs, n'a pas grande signification en lettres, en droit ou en sciences économiques. Professeurs d'université et non plus de faculté (pourquoi ne pas rendre encore plus facile la présence de professeurs de sciences dans les facultés de lettres ou de droit et, inversement, d'économistes, de psychologues ou de sociologues dans les facultés de médecine ou de sciences?), les «anciens» ne resteraient pas systématiquement «patrons» d'une discipline: les mêmes n'assureraient pas toutes les tâches, direction de recherche, carrière des jeunes, rôle administratif, enseignement. S'agit-il de réformes ou de la description de ce qui se passe effectivement? Jusqu'à quel point sévit la vieillesse abusive? En toute franchise j'ai peine à répondre tant il y a de diversité entre les facultés et entre les personnes, tant la répétition indéfinie des clichés tient lieu, aujourd'hui, d'information objective.

Toutes les enquêtes le montrent: une hiérarchie trop rigide, même fondée sur des titres scientifiques, va à l'encontre des intérêts de la recherche. Dans la plupart des disciplines, chaque génération apporte avec elle ses problèmes, ses inquiétudes propres, ses curiosités. Le professeur titulaire qui préside en même temps à la destinée scientifique de l'institut de sa spécialité assume une double responsabilité et prend un risque, pour lui-même et pour ses élèves. La dissociation des rôles, désormais admise en principe, peut être réalisée de diverses manières, selon diverses formules.

Les réformes, conçues ou esquissées en vue de briser une hiérarchie qui, fondée à l'origine sur le mérite, devient inévitablement celle de l'âge, n'auront qu'une efficacité progressive, limitée, dans le cadre français que nous a légué l'histoire et que cristallise le refus d'une concurrence entre les universités. Aussi longtemps que le jeune savant de valeur rare ne pourra, sauf circonstances exceptionnelles, ni changer de patron et d'équipe ni recevoir une offre d'une autre université, aussi longtemps que l'*esprit d'entreprise* au sens économique du terme ne pénètre pas le milieu scientifique, l'Université demeurera le théâtre

de conflits entre les générations, conflits refoulés par l'autorité des maîtres, à la fois inévitable et inévitablement contestée.

L'autonomie promise va atténuer les maux de la centralisation administrative; peut-être la gestion des fonds publics sera-t-elle assouplie grâce à une modalité de contrôle *a posteriori*; les responsables des instituts ou centres de recherches éprouveront un sentiment de libération. Mais ces réformes qu'aura provoquées ou hâtées la première révolution française qui se veut anticentralisatrice, ne touchent pas à ce qui me paraît essentiel, au moins dans les facultés des lettres: l'enseignement de niveau élevé et la recherche ou, plus simplement, le progrès des connaissances. À la suite des événements de mai, l'accueil des bacheliers en faculté pour y faire n'importe où n'importe quoi a reçu priorité sur la recherche.

Décision politiquement intelligible, puisque le ministre craint une rentrée tumultueuse. Mais il ne peut ignorer que la grandeur d'une université et d'une nation dépend du petit nombre, enseignants ou étudiants, qui s'élève au-dessus de la masse et non pas du grand nombre d'étudiants (ou pseudo-étudiants) qui encombre les amphithéâtres et n'arrachent que des diplômes sans valeur en dehors de l'Université elle-même.

Rénovation ou décadence

Bien entendu, quelques confrères de "gauche" m'objecteront que M. Edgar Faure n'a pas les mains libres parce que la majorité du groupe U.D.R. n'aime pas la politique dans l'Université ou que plusieurs ministres redoutent les implications financières de l'autonomie ou de la cogestion. En fait, les modifications apportées à la loi d'orientation, sous la pression du Conseil des ministres, n'affectent pas substantiellement les projets de M. Edgar Faure. Si celui-ci n'a pas les mains libres autant qu'il le voudrait, la responsabilité en incombe moins aux conservateurs qu'aux révolutionnaires. Pour assurer, coûte que coûte, la rentrée, il a fait des concessions dangereuses à terme et pratiquement ratifié la capitulation des autorités au printemps dernier.

La vraie question – et elle dépasse de beaucoup la loi d'orientation – est de savoir si les événements de mai-juin et les institutions improvisées à cette époque préparent la rénovation ou la décadence irrémédiable de l'Université. Je ne parviens malheureusement pas à partager sans réserves l'optimisme du ministre et, en tout cas, les "enragés", capables de rallier une foule de leurs camarades grâce à une technique élémentaire de subversion, nous promettent des années de troubles.

L'Université: de la révolution aux réformes. L'héritage de mai: la politisation

Le Figaro
18 septembre 1968

M. Edgar Faure, nous l'avons indiqué dans un précédent article [\(1\)](#), a les mains libres pour élaborer et même imposer maintes réformes. Mais il reçoit aussi l'héritage de la révolution: la mise en question de la neutralité, du libéralisme, code moral de l'Université d'hier, fondement de toute Université.

Un problème particulier, en lui-même mineur, prend une valeur de symbole. Faut-il tolérer la politique à l'intérieur des locaux où professeurs et étudiants se retrouvent normalement en vue de leurs tâches communes, enseignement et recherche? Fidèle à sa méthode, résolu à "dépassionner" le débat, M. Edgar Faure a lancé, en passant, avec une ironie cachée, le mot de la situation: faux problème, a-t-il déclaré. Le ministre a, sans aucun doute, d'excellentes raisons pour affecter une naïveté que personne ne songera jamais à lui attribuer. Le commentateur, qui n'a pas quitté l'*alma mater*, ne peut pas ne pas s'interroger sur le destin d'une institution ébranlée par une crise sans précédent.

Rappelons d'abord les propositions de fait que personne ne conteste. Professeurs et étudiants jouissent en France d'une totale liberté d'opinion sur tous les sujets, dans leur métier et au-dehors. Jamais, et nul ne me contredira, aucun ministre de la Ve République n'a menacé de sanction un enseignant "coupable" d'antigaullisme, de communisme, de "maoïsme" ou même de "réaction". Le libéralisme allait si loin que quelques-uns des postes dont les titulaires exercent la plus grande influence sur certaines catégories d'étudiants étaient et sont encore confiés à des hommes qui ne travaillent certes pas à la défense et illustration du régime établi. Les attaques contre les "chers professeurs" remontent à la IVe République: depuis la fin de la guerre d'Algérie, les textes, signés par les professionnels de l'indignation, visaient rarement le président de la République ou le gouvernement français.

Libres d'action politique en tant que citoyens, professeurs et étudiants se livraient aussi à une activité politique collective: les professeurs, par l'intermédiaire de leurs syndicats et de motions rédigées par ceux-ci, les étudiants par des prises de position également mais aussi par des manifestations, tantôt contre la réforme Fouchet-Aigrain, tantôt à propos de la guerre du

Vietnam ou tel autre sujet d'actualité nationale ou internationale. Les étudiants distribuaient des tracts à *la porte de la Sorbonne*, ils tenaient, de temps à autre, des réunions dans la cour: l'une d'elles, le vendredi 3 mai 1968, passera à la postérité, puisqu'elle provoqua quelques jours plus tard la chute de la "Bastille universitaire" (je ne doute pas que les historiens ne retiennent une pareille formule, conforme à la mythologie nationale).

Les réunions politiques auront-elles lieu demain à l'intérieur des bâtiments universitaires? Cette question, en tant que telle secondaire, divise le corps enseignant. Deux camps s'opposent et risquent demain de s'affronter avec une passion que les vacances viennent d'adoucir, mais non d'apaiser. Pas de politique à l'Université, disent les uns. La politique est désormais entrée à l'Université pour n'en plus sortir, disent les autres. Et, si elle en sort, je l'accompagnerai, écrit mon collègue Touraine comme pour convaincre définitivement le ministre que les sociologues n'ont pas leur place à l'Université.

Faux problème? Évidemment non. Problème fondamental qui commande la survie non de l'Université tout entière mais de certaines facultés, de l'enseignement secondaire aussi. Mais problème posé de manière à la fois simple et trop brutale, en termes du tout ou rien, comme si une conférence politique par M. Edgar Faure (si, par un accident presque inconcevable, il n'occupait pas de poste ministériel) devait souiller la pureté des salles de cours.

Que le non soit non

À l'École normale supérieure, au temps où Célestin Bouglé la dirigeait, tous les hommes politiques de la Troisième République ont défilé. Je garde le souvenir d'une conférence où Maurice Thorez l'avait emporté sans peine sur des normaliens, témoignant avec éclat de la supériorité du professionnel sur l'amateur. Je conçois mal aujourd'hui que le directeur de l'École normale supérieure ou de l'École polytechnique, ou de l'École des mines, interdise aux élèves d'organiser des conférences politiques à l'intérieur des bâtiments sacrés, aux heures où les amphithéâtres ne servent plus.

Bien sûr, après les excès de mai-juin, on souhaite le retour aux principes, le respect scrupuleux des normes. En un autre régime, peut-être le ministre aurait-il choisi cette méthode, le renversement du pour ou contre l'Université qui devait fournir le modèle de l'esprit nouveau, Nanterre, a donné - et avec quelles conséquences! - la démonstration que les enragés protestaient d'autant plus que les autorités leur accordaient davantage; tirons-en la leçon: que le non soit le non. Puisque, à Nanterre, la politique a fini par chasser l'enseignement (ce qui

demeure la destination première de l'Université), que l'on chasse dès le point de départ et une fois pour toutes la politique. Reste à savoir si, même au cas où le ministre en décide ainsi, lui, et les recteurs, et les doyens (ou les remplaçants des doyens) pourront appliquer la décision.

Une Université plus ouverte à la cité

La politisation de l'Université française présente un caractère particulier. En un livre récent, l'auteur anglais remarquait que les professeurs français, pour la plupart, se consacraient entièrement à leur tâche professionnelle et prenaient une moindre part à la vie publique que leurs collègues d'Oxford, de Cambridge, de Harvard ou de Princeton. Les universitaires traditionnels ne regardent pas sans inquiétude et sans une vague réprobation, les quelques-uns, "marginaux" ou "déviant" connus pour une activité publique sinon politique. Le va-et-vient, classique aux États-Unis, entre Washington et Harvard, entre les responsabilités politiques et l'enseignement, pratiquement inconnu en France, ferait presque scandale. Au risque de choquer certains de mes amis, j'avouerai qu'en ce sens j'appelle de mes vœux une Université plus et non pas moins politisée, je veux dire plus ouverte à la cité et à ses problèmes. Enseignement et recherche demeurent les fonctions majeures de l'enseignement supérieur mais, en tant que foyers d'examen critique et de discussion rationnelle, les universités ont vocation de jouer un rôle dans la vie nationale. Elles ne doivent pas s'isoler de la nation qui, de son côté, ne doit pas les tenir en quarantaine. Or, en fait, telle était plus ou moins, hier, la situation de l'Université, dont le général de Gaulle se méfiait comme d'un univers un peu mystérieux, fermé sur lui-même, anachronique - et qui lui rendait la pareille. Les événements de mai-juin ne démentent pas cette analyse, ils la confirment. L'U.N.E.F., le S.N.E.-Sup ont renversé l'ordre universitaire et, comme ils distinguaient mal entre l'Université et la société, ils ont agi et parlé comme s'ils allaient renverser en même temps l'ordre social.

Les modérés veulent - et ils ont raison - remplir leurs obligations d'enseignants ou de chercheurs, peut-être ont-ils tort de prendre trop de distance à l'égard de la société dans laquelle ils vivent. Mais les révolutionnaires commettent une erreur bien plus grave: ils confondent l'Université et la cité, résolus, semble-t-il, à mobiliser la minorité activiste de leurs étudiants en vue de transformer ou d'abattre l'État qui les emploie, les paie et parfois même les honore.

Les deux camps, apolitique d'un côté, révolutionnaire de l'autre, ont une commune origine, ce que l'on appelle désormais: le repliement de l'Université sur elle-même. Le dialogue entre l'apolitisme et la révolution n'aboutit à rien. Au

cours de l'année qui vient, et peut-être pendant de nombreuses années, l'Université deviendra "conflictuelle", champ clos dans lequel s'affronteront ceux qui s'imaginent sortir du ghetto en l'assimilant au Palais-Bourbon et ceux qui demeurent fidèles à la destination permanente de l'Université au risque de méconnaître les changements imposés par le milieu. Quoi que dise ou fasse le ministre, les modérés ne retrouveront pas la paix d'hier, ils devront se battre pour la reconquérir, sans s'abandonner à l'illusion: dans l'Université telle qu'elle va sortir de la "révolution" et de la "loi d'orientation", il faut que la neutralité ou le libéralisme, qui ne se confond nullement avec l'apolitisme, anime et rassemble tous les universitaires de droite et de gauche, fidèle à l'idée même de l'Université.

Entre le "tout" du S.N.E.Sup. et le "rien" du syndicat autonome de la Sorbonne, y aura-t-il une voie intermédiaire? Il faudra bien qu'il y en ait une puisque les uns n'accepteront pas le tout et les autres le rien. Bien plus, certains partisans du rien ne se laisseront plus prendre de court et montreront demain la même résolution que les partisans du tout. Le risque existe donc que le cycle infernal de Nanterre se reproduise ici ou là. Espérons au moins que la "déconcentration" arrêtera la recherche des responsabilités au-dessous de l'Olympe élyséen.

Un règlement de l'activité politique

La voie intermédiaire ne peut être tracée à l'avance par la loi d'orientation, sinon dans ses grandes lignes. Selon les établissements, des libertés politiques peuvent être définies de manière plus ou moins large ou étroite. Une école, avec quelques centaines d'élèves, peut tolérer ce qui ruinerait en quelques semaines une faculté peuplée de plusieurs milliers d'étudiants. Un seul principe, évident bien que méconnu, s'impose en tous les cas: *un règlement de l'activité politique*, règlement dont professeurs et étudiants s'engageraient à assurer le respect. Ce règlement garantirait le droit d'expression à toutes les tendances, fixerait le cadre et les limites de l'information ou de la controverse, interdirait l'agitation-propagande de style Nanterre. Bien plus, ce règlement rendrait à l'avance légitimes les mesures à prendre contre ceux qui le violeraient ou qui s'obstineraient à mettre en application la théorie, dite sociologique, selon laquelle les étudiants constituent aujourd'hui l'équivalent du prolétariat au siècle dernier, la classe élue pour exécuter le verdict des intellectuels et accomplir la révolution.

En tout état de cause, l'Université ne rentrera pas, grâce à un coup de baguette magique, dans le lit de l'apolitisme d'hier mais elle ne continuera pas non plus

ses exploits de mai-juin dernier. Professeurs, maîtres-assistants, assistants dans leurs relations, pour choisir leurs représentants aux diverses commissions, obéiront à des considérations de politique universitaire et de politique nationale. Les étudiants, les activistes par conviction, les autres par réaction, eux aussi, joueront à la politique. Entraînement au métier de citoyens? Il faut beaucoup d'optimisme ou d'illusion pour y croire. Acceptons l'expérience puisque personne ne peut l'empêcher. Mais ne confondons pas cette sorte de politisation, héritage des événements, avec une formation politique digne de ce nom. L'éducation civique, en elle-même souhaitable, exige en effet de la part des professeurs tout à la fois une *connaissance* des problèmes économiques et sociaux de notre époque et une *volonté d'objectivité*. Or, le plus souvent, les uns ne possèdent pas la connaissance et les autres, trop engagés, refusent l'objectivité, sans pour autant que la passion de ces derniers se nourrisse de connaissances plus étendues ou plus solides.

Il n'en va pas autrement dans les lycées ou, plus exactement, le risque y est plus grand. Les modérés, par définition (sauf exception rare) ne prétendent pas détenir l'interprétation vraie de tous les régimes qui, à travers le monde, se disputent l'allégeance des hommes. Seul un communiste, un maoïste, un trotskyste ou un P.S.U. sait ce qu'il faut penser des différentes versions du marxisme-léninisme ou du capitalisme. Dans les lycées, l'information, donnée par des C.A.L. (comités d'action lycéens), élèves et enseignants liés, ressemblera à une éducation civique à peu près comme la version soviétique de l'occupation de la Tchécoslovaquie reflète la vérité des événements.

Doit-on conclure que, dans le climat présent, une éducation civique, hautement souhaitable, fondée sur la connaissance et le respect des lois, ne peut être dispensée sans un risque sérieux d'endoctrinement ou de troubles?

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 17 septembre 1968.

L'Université: de la révolution aux réformes(1). La vérité d'un faux problème: la sélection

Le Figaro

19 septembre 1968

Au printemps dernier, les étudiants et plus encore les syndicats ont, avec la même passion, réclamé la liberté d'action politique à l'intérieur de l'Université et condamné la sélection: du coup, M. Edgar Faure, fidèle à sa méthode, déclare que la sélection est un "faux problème". En un certain sens, comme toujours, il a raison, mais pas dans le sens où ses auditeurs l'entendent.

La sélection semblable à la prose, que M. Jourdain ignorait, commence à l'entrée en sixième et dure jusqu'à l'agrégation et au doctorat. Mais il se trouve que l'opinion bourgeoise, les étudiants révolutionnaires et nombre d'enseignants traditionnels ont décrété que tombait sous le coup d'une excommunication majeure *la sélection parmi les bacheliers* de ceux qui entreraient à la faculté.

Homme politique de style républicain, comme on disait jadis, M. Edgar Faure évite d'aborder de front les obstacles, il les contourne. Que pense-t-il, au fond de lui-même, de cette fixation quasi névrotique sur une sélection particulière? Nul ne le saura jamais. Mais il se garde d'employer le mot chargé désormais d'opprobre, il le remplace par celui d'*orientation*. Arrivera-t-il au même résultat? En attendant le verdict de l'avenir, réfléchissons.

Dans la conjoncture présente, tous les établissements d'enseignement supérieur *sauf les facultés des lettres, de droit et des sciences* (et encore les facultés des sciences n'acceptent-elles pas les bacheliers de toutes les séries) ne reçoivent pas n'importe quel bachelier. Qu'il s'agisse de l'*Institut d'études politiques*, des *Écoles de commerce* ou même des *Instituts universitaires de technologie* (théoriquement de niveau inférieur aux facultés), les bacheliers doivent passer un examen d'entrée, avoir obtenu des mentions au baccalauréat ou être choisis entre les candidats trop nombreux.

On a pris l'habitude de distinguer deux sortes de pays: ceux où l'offre détermine le nombre des étudiants (Union Soviétique), ceux où la demande demeure souveraine (États-Unis). Le pays socialiste planifie, le pays capitaliste donne le pouvoir au consommateur, mais aucun des deux n'imité le système

français dans sa déraison: *se soumettre à la demande sans pour autant porter l'offre au niveau de la demande*, sans fournir les moyens nécessaires en locaux, enseignants, bibliothèques. Bien plus, comme la liberté de choisir le département s'ajoute à la liberté d'accès, les effectifs de la même section varient parfois d'année en année, au vent des modes intellectuelles et des espoirs, souvent déçus, de débouchés. Aucun homme de bon sens n'approuve un tel système, à moins d'avoir pour objectif d'achever la ruine des facultés. Nombre de mes collègues en viennent à concevoir la politique du pire. En peu d'années, le but pourrait être atteint. L'enseignement qui mérite le titre de supérieur émigrerait vers d'autres établissements. À la rigueur, les facultés des lettres continueraient à donner aux futurs enseignants du second degré la formation théorique, cependant que les instituts spécialisés leur donneraient la formation pédagogique, méprisée hier, devenue la panacée aujourd'hui.

À quoi tend le ministre? Pour l'instant, il me semble nourrir l'illusion de ses prédécesseurs et de la plupart de mes collègues avant mai dernier. Pour ne pas commettre le péché de sélection, il ouvrira les facultés des lettres et de droit à n'importe quel bachelier et il compte que les enseignants élimineront au bout d'un ou deux ans le tiers, la moitié ou les deux tiers d'entre eux. Cette procédure, "la sélection par l'échec", mauvaise parce qu'elle rejette sur les professeurs la responsabilité et l'impopularité de la sélection, risque de ne plus fonctionner.

Imagine-t-on que, demain, après la fête de mai, après la fraternisation ou la bagarre, les enseignants, redevenus professeurs, élimineront de nouveau la moitié des candidats et que les étudiants toléreront de pareils pourcentages d'échecs? Les étudiants protestent contre toutes les modalités d'examens: épreuve de mémoire ici, épreuve de rhétorique ailleurs, épreuve trop individuelle et trop aléatoire partout. Bien sûr, nous savons tous ou nous devrions tous savoir qu'un examen mesure, et encore avec un coefficient élevé d'incertitude, certaines connaissances et certaines aptitudes. Les pourcentages d'échecs résultent de la coutume bien plus que d'une nécessité rationnelle (au moins en certaines disciplines). Dans les facultés des lettres, les plus encombrées, enseignants et étudiants, les premiers par révolte ou résignation, les seconds par intimidation, vont gripper la "machine à échecs". Il ne s'agit pas de juger. Mais les conséquences se dérouleront inexorablement. Le ministre n'aime pas la sélection, les universitaires n'aiment pas la machine à échecs. L'Université deviendra, comme l'écrit le doyen Zamansky, "une officine de chômage camouflé".

D'aucuns conçoivent une autre issue. Que le premier cycle de l'enseignement supérieur prenne, à l'âge démocratique, la place des classes terminales de jadis. Que tous les bacheliers accèdent librement à ce premier cycle, à cet enseignement supérieur de masses et au rabais. Les choses sérieuses commenceront avec le deuxième cycle. Soit, mais pourquoi l'argument classique en faveur du libre accès des bacheliers en faculté ne sera-t-il pas repris pour justifier le droit de tous ceux qui ont terminé le premier cycle d'entamer le second? Pourquoi, nous dit-on, *tous* les bacheliers ne pourraient-ils pas entreprendre des études supérieures? On nous dira demain: pourquoi tous ceux qui ont été reçus au D.U.E.L. ne pourraient-ils pas briguer la licence? Le deuxième raisonnement me paraît, tout compte fait, beaucoup plus convaincant que le premier.

Orientation et démocratie

La France compte autant d'étudiant (en y incluant les pseudo-étudiants) que la Grande-Bretagne et la République fédérale réunies, mais elle ne compte ni plus de diplômés ni plus de débouchés pour eux. Entre les inscrits en première année et les inscrits en deuxième année, le déchet atteint souvent presque 50%. Utiliser des milliers d'assistants, qui constitueraient l'élite des professeurs de lycée, à cet enseignement supérieur au rabais, est-ce un emploi rationnel de la matière la plus rare, la substance grise? Est-ce la manière de dissiper l'angoisse qu'éprouvent les étudiants, incertains de leur avenir?

En quoi l'*orientation* diffère-t-elle de la *sélection*? Essentiellement par le camouflage ou l'hypocrisie, par la référence banale aux "aptitudes" de l'enfant. Or, la répartition des établissements du second degré, par elle seule, implique déjà une orientation pré-sélective. Les enfants des milieux populaires se dirigent plus souvent vers le C.E.G. dans les campagnes ou même dans les villes. À l'intérieur des C.E.S., la distinction subsiste entre les enseignants venus de l'élémentaire et les enseignants du secondaire. Les méthodes dans l'enseignement de la langue, par exemple, continuent de différer: dictée, orthographe, grammaire d'un côté, initiation à la culture littéraire de l'autre. Le fils de paysan ou d'ouvrier qui entre au C.E.G. en sixième a moins de chances d'aller au-delà de l'enseignement du second degré court et de parvenir en faculté. Il ne dépend pas du ministre de modifier la carte scolaire, pas plus qu'il ne dépend de lui d'uniformiser la qualité de tous les établissements du second degré. Le lycée au cœur d'une grande ville, fort d'une vieille tradition, ouvre à ses élèves, en majorité d'origine bourgeoise, de meilleures perspectives de succès au

baccalauréat et en faculté. Même inscrits au meilleur lycée, les fils d'ouvriers et de paysans connaissent les difficultés qui tiennent à la distance entre le milieu dans lequel se déroulent leurs études et leur milieu familial. Une telle littérature a mis ces idées à la mode au cours de ces dernières années, qu'il suffit de les évoquer brièvement.

Jusqu'à quel point des réformes pédagogiques ou institutionnelles, parviendront-elles à réduire cette inégalité devant l'instruction? La pédagogie, hier méprisée, porte aujourd'hui tous les espoirs des réformateurs. Espérons du moins que ceux-ci, sous prétexte de démocratisation, n'en viennent pas à retarder les meilleurs afin qu'ils ne prennent pas d'avance sur ceux que défavorise l'hérédité biologique ou sociale. La démocratisation n'y gagnerait rien et la nation y perdrait. L'orientation, depuis la fin de l'école primaire jusqu'au baccalauréat, présente exactement les mêmes caractères que la sélection: elle engage les uns vers le C.E.G. et les autres vers le lycée; elle envoie des mauvais élèves vers l'apprentissage alors que d'autres continuent à étudier; elle les répartit entre section classique et section moderne. 100.000 bacheliers représentent une *sélection* dans une classe d'âge de quelque 800.000. Comme cette sélection antérieure a été baptisée orientation, l'opinion l'accepte. Elle s'indigne contre l'éventualité de la fin d'un privilège, essentiellement bourgeois, celui du libre accès en faculté de tous les bacheliers. Et M. Edgar Faure baptise le premier cycle de l'enseignement supérieur, *cycle d'orientation*.

La solution la plus absurde...

Pourquoi la plupart des pays pratiquent-ils ouvertement la *sélection* à la fin de l'enseignement du second degré et avant l'entrée à l'université? Je vois deux raisons principales: le maintien de la qualité de l'enseignement supérieur leur paraît indispensable, puisque la valeur de l'élite, du petit nombre chargé de fonctions vitales pour la société tout entière, en dépend; l'enseignement du second degré devient peu à peu l'équivalent de l'enseignement du premier degré à la fin du siècle dernier; destiné à un pourcentage croissant de la jeunesse, sous une forme ou sous une autre, il tend à la diversité mais garde un caractère relativement général; il ne prépare pas directement à un métier bien qu'il aide ceux qui en ont bénéficié, à exercer ensuite divers métiers. De toute manière, tous ceux qui ont été jusqu'au bout du deuxième degré ne pourront pas recevoir un enseignement de luxe. Le moment est arrivé d'une orientation entre diverses voies. Seule la France a choisi la solution la plus absurde: ouvrir à tous la voie qui conduit aux études les plus abstraites et théoriquement les plus difficiles.

Le refus de sélection n'a pas plus de vertu démocratique que le "tronc commun" ou l'entrée en grand nombre de fils d'ouvriers dans les classes de sixième du lycée. La démocratisation, à tous les niveaux, exige que l'on facilite à ceux que désavantage leur milieu d'origine l'acquisition à l'école de ce qu'apprennent dans le milieu familial, sans même en prendre conscience, leurs camarades favorisés par la naissance. Une sélection rigoureuse qui, à chaque étape de la carrière, garde les meilleurs parmi les enfants des classes populaires, aboutit finalement à des résultats plus démocratiques que la méthode française.

L'entrée libre en faculté, que d'aucuns justifient au nom de la démocratie, a, dans l'ensemble, une signification opposée. Les jeunes filles de la bourgeoisie qui n'ont pas même l'intention d'exercer un métier viennent étudier un an ou deux ans aux frais du contribuable. Les fils de paysans ou d'ouvriers qui ont atteint le baccalauréat seraient-ils rejetés dans les ténèbres extérieures au cas où une sélection interviendrait? Certains d'entre eux ont réussi à franchir les obstacles grâce à leurs dons ou à l'ardeur au travail. Tout dépend du mode de sélection adopté. Rien n'interdit de tenir compte des conditions familiales. Mieux vaudrait accorder des bourses décentes, des moyens de travail convenables aux étudiants qui doivent gagner leur vie en même temps qu'étudier. On réduirait ainsi le nombre des étudiants condamnés à l'échec moins par inaptitude que par manque de ressources et encadrement insuffisant.

Le refus de la sélection parmi les bacheliers ressemble au maintien des prix agricoles au niveau des producteurs marginaux; sous prétexte de défendre les petits, elle consacre ici les privilèges des enfants de la bourgeoisie et là les surprofits des gros producteurs.

Je plaide une cause provisoirement perdue. Avant la crise de mai, le ministre se préparait avec réticence à céder à l'insistance du président de la République. À l'intérieur même de l'Université, une fraction et des réformateurs et des traditionnels, nombre de doyens, instruits par l'expérience, reconnaissaient avec regret que les étudiants de première année absorbaient un pourcentage démesuré, absurde, des ressources globales. Il subsistait l'objection, parfaitement valable: vous allez créer un super-baccalauréat – comme si la France, seule entre tous les pays du monde, ne pouvait appliquer d'autre méthode de sélection que celle de l'examen ou du concours.

Les étudiants ont, pour l'instant, interdit une réforme de cet ordre, convaincus, semble-t-il, faute d'information ou de réflexion, que la sélection *parmi les bacheliers* contredirait leurs aspirations démocratiques. Il ne reste donc plus qu'à

tenter l'expérience d'un premier cycle de deux ans, propédeutique prolongée, expérience exactement contraire à celle de la réforme Fouchet-Aigrain. Celle-ci exigeait, pour avoir la moindre chance de succès, une sélection, faute de laquelle la spécialisation immédiate des étudiants (au moins en lettres) aggravait le traumatisme du passage du lycée à la faculté.

Le "cycle d'orientation" en faculté, pour des jeunes de 19 ou 20 ans, me semble un étrange compromis. Si l'on reprend les matières jadis enseignées dans les classes terminales des lycées, les étudiants, au bout de deux années, ne seront pas mieux préparés à l'exercice d'un métier qu'après le baccalauréat. Ils tourneront leur regard vers le barreau supérieur, ils n'apercevront d'autre horizon que celui d'un poste d'enseignement, avec les aléas du concours de recrutement.

La non-spécialisation du premier cycle devrait donner enfin aux enseignants l'occasion d'innover, d'introduire une "diversité" toujours souhaitée, jamais accomplie, de créer des "combinaisons de disciplines", les étudiants ayant le droit d'établir eux-mêmes leurs combinaisons. Par réaction contre le corset de fer de la réforme Fouchet-Aigrain, professeurs et étudiants ont insisté, unanimes, sur la liberté du choix: enseignement à la carte et non à la table d'hôte. Dans cette ligne de pensée, le premier cycle, imposé au ministre par les circonstances, prendrait peut-être un sens et servirait à autre chose qu'à retarder de deux ans, à grands frais, une sélection inévitable, à moins qu'il ne prépare à deux ou trois années d'échéance une nouvelle explosion qui permettra une fois de plus aux journalistes de clouer les mandarins au pilori.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* des 17 et 18 septembre.

L'Université: de la révolution aux réformes

(1). Pouvoir étudiant et cogestion

Le Figaro
20 septembre 1968

Les philosophes ont depuis longtemps proposé de substituer à la formule *l'homme est un animal raisonnable*, la formule, peut-être équivalente, *l'homme est un animal qui parle*. Jamais les Français, en ce sens, n'ont manifesté leur humanité avec plus d'éclat qu'en mai-juin derniers. La fête verbale continue: étudiants et ministre y participent également, premier exemple de la *participation*, promise à tous les Français pour les sauver de "l'aliénation". Si le verbe ne différerait pas de l'action, les Français n'auraient pas besoin d'intermède révolutionnaire pour accomplir de modestes réformes.

Les événements de mai, par eux-mêmes, abstraction faite de la loi d'orientation, ont provoqué certains changements irréversibles. Professeurs, assistants, maître-assistants, trop éloignés les uns des autres, ont noué des liens d'amitié ou d'inimitié. Du moins ont-ils pris conscience de leur coopération nécessaire, du *collectif* - le département ou le section - qu'ils constituent ensemble et qu'ils doivent organiser. Les attitudes diverses, adoptées par les uns et les autres, ne s'oublieront pas du jour au lendemain. Les professeurs, libéraux et traditionnels, qui ne se souciaient pas des opinions politiques de leurs assistants, se poseront demain des questions. Peuvent-ils pousser l'apolitisme jusqu'au point d'ignorer la politisation de leurs collègues?

Le bilan de la révolution, sur ce point, comporte un passif et un actif. Passif, les amitiés rompues, les soupçons réciproques; actif, le rapprochement de tous les enseignants - depuis l'assistant jusqu'à l'ancien - dans une conscience aiguë d'une mission commune. Simultanément, les enseignants, divisés entre eux, unis contre la tutelle étouffante du ministère, ont subi l'assaut des étudiants. Une fraction de ces derniers, peu nombreuse mais agissante, rêvait d'une révolution, politique et sociale, plutôt que de prosaïques réformes universitaires. Mais les étudiants, en immense majorité, réclamaient non pas seulement telle ou telle réforme, mais au-delà d'une transformation du rapport pédagogique, le *pouvoir* (ou, de manière plus vague, une part du *pouvoir*).

Comment s'établiront demain les relations entre étudiants et professeurs? La révolution a pris, selon les villes, les facultés, les départements, une allure

différente; ici, des comités paritaires se sont formés dans des conditions presque acceptables, ailleurs, le corps enseignant n'a pu se mettre d'accord sur rien et de ce fait, enseignants et enseignés (pour employer le nouveau langage) n'ont pu conclure ni paix ni armistice. Enfin, les réactions des enseignants, de tout grade et de tout âge, ont varié depuis l'indignation et le dégoût jusqu'à l'admiration que d'aucuns baptiseront généreuse et d'autres puérile - sans oublier que nombre d'étudiants et de professeurs se sont beaucoup amusés.

La diversité des péripéties ne permet donc pas de résumer en quelques propositions générales les conséquences probables. Disons qu'en tout cas les départements (ou sections) en sortiront renforcés, que les délibérations communes de tous les enseignants deviendront régulières et que la distance entre professeurs et étudiants diminuera, fût-ce par la substitution de l'hostilité à l'indifférence ou à l'ignorance.

La fraternité, le tutoiement, l'effacement de la politesse entre professeurs et étudiants ne résisteront évidemment pas au retour à la vie quotidienne: ils ne valent pas mieux que l'anonymat parce qu'ils présentent la même inauthenticité. Entre un vieux professeur et un étudiant qui entre en faculté, la camaraderie, sauf circonstances exceptionnelles, équivaut à une comédie de mauvais goût (du moins est-ce ainsi que je ressens le carnaval qui ne s'avoue pas pour tel). De l'expérience pourra sortir cependant, à condition que s'apaisent l'exaltation orgueilleuse des jeunes et le ressentiment compréhensible de certains aînés, un climat meilleur.

La fête révolutionnaire révèle les défauts de l'ordre social. Il s'agit de ne pas restaurer les excès de la hiérarchie et de l'autorité fictivement éliminés durant les semaines où régnait la parole. Encore faut-il que les étudiants cessent de croire, comme les y incitent la quasi-unanimité des journalistes, qu'en cas de désaccord sur ce qu'ils doivent apprendre et sur la manière d'apprendre, la jeunesse et le non-savoir garantissent la vérité. J'ai regretté toute ma vie qu'à l'École Normale, on ne m'ait pas *contraint* d'acquérir la formation mathématique que négligeaient les sections littéraires des lycées. Nulle idée ne me paraît plus dangereuse et plus fausse que d'adapter *par principe* l'enseignement aux désirs, aux intérêts spontanés des élèves ou des étudiants. On ne s'instruit pas sans effort ou sans ennui. Que l'étudiant en sociologie prenne plus de plaisir à un débat sur la révolution culturelle en Chine qu'à un cours de statistique, je n'en doute pas. Il n'a pas besoin de professeurs pour instaurer ce débat: les cafés et les films de J.-L. Godard suffisent.

"Prendre la parole comme on prend la Bastille"

Le ministre, pour prouver aux étudiants qu'il pouvait lui aussi "prendre la parole comme on prend la Bastille", a évoqué la décolonisation des étudiants (si mes souvenirs ne m'abusent pas). Même en faisant la part de l'"opération charme" et de l'apaisement nécessaire, j'admets difficilement la caution donnée à de pareilles insanités. Rien n'oblige les jeunes à étudier; ils choisissent librement d'apprendre ce qu'ils ne savent pas en vue d'exercer un métier qui mettra les meilleurs d'entre eux du bon côté de la barricade. Qu'ils protestent contre les défauts du système, qu'instruits par l'expérience, ils réclament des réformes, soit. Mais s'exprimer comme si les étudiants subissaient, du fait des professeurs, un sort comparable à celui des colonisés, c'est offenser le bon sens et la vérité.

Entre professeurs et étudiants, il n'y a pas, il ne peut y avoir de lutte de classes comme il en existe entre ouvriers et patrons, entre indigènes et colonisateurs; les tensions parfois fécondes ne peuvent aboutir qu'à une entreprise commune - à moins que les étudiants aient pour objectif de promouvoir la révolution sociale en utilisant l'Université elle-même comme force de frappe. En ce cas, la lutte ne se déroule plus entre étudiants et professeurs, mais entre les révolutionnaires et l'Université, partie intégrante de la société.

La participation des étudiants à l'organisation des départements (j'emploie ce mot qui appartient au français parce qu'il s'impose peu à peu, je me suis accroché le plus longtemps possible au mot français "section"), le dialogue des enseignants et des enseignés représentent un progrès, quel qu'en soit le coût, provisoire ou durable. Les commissions paritaires, même dans les départements, prennent du temps et ne facilitent ni le travail scientifique ni les décisions administratives. L'idée même de la parité entre enseignants et enseignés que suggère, sans l'imposer, la loi d'orientation me paraît, en elle-même, déraisonnable.

Non que j'éprouve un attachement quelconque pour le "pouvoir magistral". Le pouvoir que le professeur finit par détenir en fin de carrière, qu'il le veuille ou non, ne me donnait aucune satisfaction. Ce qui suscite ma curiosité, c'est la volonté, authentique semble-t-il, de beaucoup d'étudiants d'obtenir un pouvoir, naguère refusé, qu'ils tiennent pour un dû.

Que les normaliens, les meilleurs étudiants ou même les étudiants moyens jugent avec sévérité leurs maîtres, je n'ai pas de difficulté à le comprendre, il me suffit d'évoquer mes souvenirs de jeunesse. Mais il y a quarante ans, il y a vingt ans encore, les étudiants admiraient ou méprisaient les professeurs (deux

sentiments qui me paraissent aussi légitimes l'un que l'autre), ils ne souhaitaient pas, semble-t-il, se mettre en rivalité avec eux ou à leur place. Quels sentiments, quel état d'esprit s'expriment dans cette revendication?

Probablement la même réponse ne vaut-elle pas pour tous les étudiants. Certains aspirent surtout à l'amélioration des études, d'autres voient dans le pouvoir universitaire le substitut du pouvoir politique ou une étape vers celui-ci. Les uns et les autres, en s'opposant aux décisions prises par les enseignants ou l'administration, refusent symboliquement le statut à demi puéril de celui qui apprend ou même, plus encore, la société adulte à laquelle ils n'appartiennent pas encore et qu'ils dénoncent avant de s'y intégrer.

Deux réactions des aînés me paraissent aussi fâcheuses l'une que l'autre: l'une consiste à entrer dans le jeu au point de s'interroger gravement sur le moyen de libérer ces "nouveaux colonisés" de "l'aliénation par le savoir"; l'autre consisterait à rétablir la relation antérieure au mois de mai. Toutes deux, à mon sens, équivalent à ne pas traiter les étudiants en adultes. Une fois entendu (et qui en doute?) qu'il y a des étudiants intelligents et des professeurs qui le sont moins, les enseignants n'ont à plaider coupables ni pour leur âge ni pour ce qu'ils peuvent posséder de connaissances. Accepter le dialogue, bien entendu, mais non pas donner raison systématiquement à leurs jeunes interlocuteurs, qui d'ailleurs ont emprunté la plupart de leurs idées à certains de leurs aînés et à la littérature à la mode.

Je ne connais guère de professeurs dignes de ce nom qui aient jamais refusé la discussion quand les conditions matérielles la rendaient possible. Ceux qui donnaient l'enseignement le plus dogmatique ne comptaient pas au nombre des modérés ou des libéraux. Mais, pour prendre un exemple, la discussion de style universitaire sur le marxisme n'a pas grand-chose de commun avec les débats de réunion publique sur le même sujet. Apprendre à lire les *Principes* de Ricardo ou le *Capital*, en remettant ces deux textes dans la pensée de l'époque et en les situant par rapport à l'économie moderne, voilà le genre d'enseignement, sur un sujet brûlant, que l'Université peut et doit dispenser - ce qui n'empêche pas la réflexion sur le mode d'existence qu'impose aujourd'hui aux hommes la société industrielle (ou de consommation si l'on préfère).

L'effort de critique rationnelle, philosophes et sociologues, dans la mesure de leur savoir et de leur capacité, ne l'ont jamais ignoré. En revanche, la contestation violente de la société et de l'Université empêcherait rapidement cette dernière de remplir ses fonctions. Que se passera-t-il demain? Les étudiants

trouveront-ils en majorité, dans le système représentatif en voie de s'instaurer, l'apaisement de leurs ambitions ou de leur angoisse? Gardons-nous de prévoir et acceptons l'expérience.

La gestion, tâche ingrate

Non que le système représentatif prévu par la loi d'orientation semble en lui-même conforme à la raison et favorable à la rénovation souhaitée. Autant l'étroite coopération de tous dans le cadre du département d'un côté, à l'intérieur des unités de recherche de l'autre, peut représenter un progrès, autant je me refuse à consacrer la représentation paritaire des enseignants et des enseignants dans les Conseils d'Université, Conseils qui ont vocation de remplir des tâches administratives, de répartir des fonds, Quiconque a siégé dans les commissions du C.N.R.S. sait combien ceux-là mêmes qui vivent depuis des années dans le sérail ont peine à trancher entre des demandes toutes apparemment légitimes, entre des arguments dont ils mesurent malaisément le poids. Il y a un élément d'artifice et presque de "canular" à établir la parité entre les étudiants qui, par définition, ne le resteront pas et les professeurs qui, jeunes ou vieux, enseignants ou chercheurs, vouent leur vie entière à l'Université.

Peut-être l'organisation envisagée, celle des conseils élus fonctionnera-t-elle malgré tout. Les étudiants découvriront les nécessités ingrates de la gestion et se désintéresseront plus ou moins de ce pouvoir qu'ils rêvaient de conquérir et dont l'exercice les ennuiera. De plus, le statut de la fonction publique pour les enseignants, les examens et concours nationaux pour les étudiants réduisent singulièrement la portée de l'autonomie proclamée et, du même coup, de la cogestion.

Entre la tradition française d'uniformité et le modèle nord-américain moins connu qu'imaginé, la loi d'orientation esquisse un compromis qui risque de conjuguer plutôt les inconvénients que les avantages de celui-ci et de celle-là. Autonomie et cogestion existent déjà dans nombre d'universités latino-américaines: celles-ci jouissent-elles de la paix intérieure ou d'un prestige scientifique digne d'envie?

[\(1\)](#) Voir "Le Figaro" des 17, 18 et 19 septembre.

L'Université: De l'apaisement à la rénovation

Le Figaro

21 septembre 1968

Au cours des dix dernières années, l'État a fait, en faveur de l'enseignement supérieur, un effort financier considérable. Le nombre des étudiants ou soi-disant tels a au moins triplé, le corps enseignant quadruplé. Les chiffres que les ministres citaient avec complaisance à la tribune de l'Assemblée nationale mesuraient exactement une croissance accélérée dont les contribuables portaient la charge financière. J'avais passé mon dernier concours, l'agrégation, en 1928: j'ai retrouvé la Sorbonne de 1955 presque semblable à celle que j'avais quittée. En treize ans, elle a subi une mutation radicale, mutation quantitative qui, selon la formule classique, a entraîné une mutation qualitative. Plusieurs ministres, universitaires d'origine, croyaient connaître de l'intérieur l'*Alma mater*. Ils n'arrivaient pas à se convaincre de la gravité de la crise; beaucoup d'enseignants non plus. L'édifice vermoulu s'est abattu sur nos têtes - ce qui donne évidemment une chance d'en reconstruire un autre, mais ce qui offre aussi une chance à ceux, et il n'en manque pas, qui ont une âme de démolisseur ou un penchant à l'utopie.

Deux erreurs de principe ont été commises depuis dix ans par tous les ministres de l'Éducation nationale: d'abord maintenir que l'offre devait s'adapter à la demande, donc admettre tous les bacheliers en faculté sans fournir des moyens proportionnés; ensuite faire entrer les foules dans les cadres anciens sans modifier substantiellement ni le système des examens ou concours, ni la structure administrative, ni les matières enseignées, ni les méthodes pédagogiques⁽¹⁾.

En Grande-Bretagne, un plan d'expansion, établi à la suite du rapport Robbins, prévoyait un doublement des effectifs estudiantins en dix ans, mais il prévoyait aussi une augmentation proportionnelle des moyens mis à la disposition des universités de manière à éviter la pratique française, traditionnelle et maudite, la sélection par l'échec au cours des études supérieures.

Les enseignants français portent une part de responsabilité dans cette malédiction un pourcentage suffisant d'échec semble garantir seul le "sérieux" de l'examen. Mais, faute de ce mode déplorable de sélection, les cadres auraient craqué encore plus tôt. Par politique ou plutôt par absence de politique, on a multiplié les collèges littéraires ou scientifiques, les locaux universitaires sans bibliothèques, les facultés au rabais construites sur le même modèle, avec les

matières enseignées presque sans changement, donc sans perspectives nouvelles de débouchés.

Certes, l'étincelle jaillit à Nanterre, dans les sections de philosophie et de sociologie, là où précisément une jeune génération de professeurs disposait d'une relative liberté d'innovation. La cause immédiate de l'explosion ne fut pas universitaire mais politique. Mais l'incendie n'aurait pas gagné aussi vite l'ensemble de l'Université si professeurs et étudiants n'avaient pas accumulé, au fond d'eux-mêmes, griefs et ressentiments contre le *système* et, symbole du système pour tous, le *ministère de l'Éducation nationale*.

Victime de la crise, celui-ci renaîtra mais les pouvoirs publics, par l'intermédiaire des recteurs, nommés par le gouvernement, des concours nationaux de recrutement, de la répartition des crédits, gardent la haute main sur l'ensemble du système.

Jusqu'à présent, M. Edgar Faure n'a pas encore abordé l'essentiel de sa tâche et la partie la plus difficile. Ayant pour objectif prioritaire d'assurer la rentrée dans les moins mauvaises conditions possibles, il a emprunté aux étudiants leur langage du printemps, apaisé les enseignants par les assurances indispensables (la carrière des professeurs ne dépendrait pas des commissions où siègent les étudiants), donné satisfaction immédiate à quelques-unes des demandes le plus souvent formulées; il s'est gardé de dire oui ou non sur les sujets délicats (les institutions mises en place dans le tumulte de mai doivent-elles ou non être légalisées?). Il n'a commis qu'une imprudence qui a déclenché une tempête dans un verre d'eau: sur la politique dans l'Université, pour une fois, l'habileté exigeait la précision et non l'équivoque.

Une fois réussie "l'opération rentrée", M. Edgar Faure devra aborder les trois problèmes, ceux dont dépend l'authentique rénovation de l'Université: l'accès à l'enseignement supérieur d'abord, l'adaptation des études aux emplois, les débouchés pour les diplômés ensuite et enfin la formation des meilleurs, la sauvegarde d'une des fonctions de l'Université, la recherche ou, si l'on préfère, le travail scientifique.

Je le demande à mes collègues de l'Université, aux parlementaires qui traitent de malthusiens les partisans de la sélection *parmi* les bacheliers, au porte-parole de *Défense de la jeunesse scolaire* qui, sûr de sa sagesse infuse, traite de tout depuis l'école maternelle jusqu'aux facultés, avec le même dogmatisme, aux étudiants de l'U.N.E.F. comme aux enseignants du S.N.E.Sup: oui ou non jugent-ils normal un régime qui, sur cent inscrits en première année de la faculté de

droit, fait quinze licenciés au bout de quatre ans? S'ils approuvent un pareil régime, *sans équivalent en aucun pays moderne*, je n'ai plus rien à dire. S'ils jugent avec moi un pareil régime injustifiable, il nous faut chercher ensemble une autre voie.

La machine à échecs

Jusqu'à présent, les professeurs, par habitude, éliminaient un pourcentage important de candidats. Nombre d'inscrits n'étudiaient pas réellement, par manque de ressources ou pour d'autres motifs. En troisième et quatrième année, l'encombrement avait disparu, mais la machine à échecs continuait de tourner. Finalement, l'Université ne "produisait" pas plus de diplômés que des pays qui, d'après les statistiques, comptaient moitié moins d'étudiants.

Personnellement, je n'ai jamais pu surmonter le malaise que m'inspirait le système, la mauvaise conscience de l'examineur. En philosophie ou en sociologie, si l'on excluait 10 à 15% de très bons et à peu près autant de très mauvais, la plupart des candidats sortaient de l'épreuve, bénéficiaires ou victimes de l'incertitude propre aux jugements humains. Dans les facultés des sciences ou de médecine, les épreuves n'atteignent pas au même degré d'arbitraire, mais, selon le style choisi (connaissances, mémoire, exercice de jugement), les résultats varient et, là aussi, il dépend des jurys que le pourcentage des échecs s'élève ou s'abaisse. Les enseignants, à mon sens, se refuseront, de plus en plus, à jouer le jeu de la sélection par l'échec. Les étudiants qui travaillent régulièrement seront reçus soit qu'ils imposent un mode de "vérification des connaissances" qui assure pratiquement le succès, soit que les professeurs, craignant la révolte des enseignés, changent de convention et se contentent d'une proportion d'échecs de 20%.

Ministère et universités ont le choix entre de multiples méthodes pour mettre fin à ce système aberrant qui permet aux jeunes filles de bonne famille de faire aux frais du contribuable des études d'histoire de l'art ou d'apprendre en faculté l'anglais ou l'allemand (comme si l'apprentissage des langues exigeait l'Université) alors que les jeunes issus des classes défavorisées, faute de bourses suffisantes, doivent gagner leur vie comme répétiteur ou en exerçant d'autres métiers rétribués à des salaires de famine. Admirable régime que les révolutionnaires appellent démocratique! Qu'il le veuille ou non, M. Edgar Faure devra bientôt trouver une issue: à la révolte des étudiants de 1968 succédera la révolte des enseignants qui se lasseront de n'échapper à la censure de la presse qu'à la condition d'afficher des opinions révolutionnaires.

Diversité plutôt que participation

Le problème du nombre et de l'accès en faculté ne se sépare pas de celui des débouchés. À cet égard, facultés de médecine et de pharmacie d'une part, faculté des lettres d'autre part, diffèrent radicalement. Les deux premières donnent aux étudiants une formation qui les qualifie pour un métier défini; bien entendu, le nombre des médecins ne peut pas augmenter indéfiniment mais pour l'instant, il semble que les facultés et les hôpitaux manquent de moyens pour former les médecins plutôt que la société de moyens pour les employer. En revanche, les facultés des lettres, dans les disciplines traditionnelles, ne préparent guère à d'autre métier qu'à celui d'enseignant; les facultés des sciences, de droit et des sciences économiques se situent entre les deux. La culture scientifique ne prépare pas directement à un métier, sauf celui d'enseignant ou de chercheur, mais elle peut et doit préparer à l'acquisition d'une qualification précise, à supposer qu'elle ne la donne pas elle-même.

Quelle conclusion voulons-nous tirer du rappel de ces vérités banales? Une conclusion, banale elle aussi, que le ministre connaît aussi bien que moi, mais sur laquelle il n'insiste pas (elle n'appartient pas à l'idéologie provisoirement à la mode). Il ne sert à rien d'accueillir des dizaines de milliers d'étudiants de plus tous les ans aussi longtemps que les autorités comptent sur la sélection par l'échec et qu'étudiants et enseignants n'ont pas compris ou pas accepté les conséquences de ce gonflement de la population estudiantine: d'une part *la diversité nécessaire des unités d'enseignement*, d'autre part *le lien indissoluble entre liberté d'accès, sélection par l'échec et incertitude des débouchés*. Je regrette qu'un homme aussi intelligent que M. Giscard d'Estaing ait parlé comme si l'on pouvait maintenir la liberté, supprimer la sélection et garantir les débouchés.

Plus que le mot participation, c'est le mot de diversité (ou diversification s'il ne devrait irriter les puristes) que l'on devrait mettre en exergue de tous les projets de rénovation. À la faculté de médecine, étudiants et enseignants reconnaissent ensemble que chercheurs et généralistes n'ont pas besoin des mêmes connaissances scientifiques; ils proposent des versions différentes des mêmes certificats selon la destination des étudiants. Pourquoi ne pas agir de même dans les facultés de droit ou des lettres? On a introduit, en licence de sciences économiques, un programme de mathématiques de niveau relativement élevé, et l'on a bien fait. Mais rien n'empêche de prévoir pour ceux qui n'ont reçu qu'une formation littéraire ou philosophique, une autre modalité de licence de

sciences économiques. Je connais tel normalien, candidat à l'agrégation de philosophie qui ne poursuit pas ses études économiques, faute de connaissances mathématiques. Les programmes uniformes pour toute la France, dans toutes les facultés, le préjugé selon lequel il ne devrait pas y avoir de hiérarchie entre les diplômes délivrés par les différentes facultés, voilà les maux enracinés, non pas seulement dans la centralisation administrative mais dans la psychologie universitaire qu'il faut guérir. Je ne suis pas sûr que l'autonomie y suffise. Enseignants et enseignés (l'âge mis à part) se ressemblent plus qu'ils ne le croient les uns et les autres. Les porte-parole du S.N.E.Sup et de l'U.N.E.F. tiennent souvent le même langage bien que la "vieille gauche", humaniste ou communiste, soit plus nombreuse dans le syndicat d'enseignants et la "nouvelle gauche", trotskyste ou maoïste, dans les syndicats d'étudiants.

Là encore, je crains moins l'ardeur que la prudence réformatrice du ministre. Le maintien des concours nationaux de recrutement des enseignants du second degré limite déjà grandement la diversité possible des facultés des sciences et des lettres. Si ces facultés continuent à se donner pour objectif principal la préparation au C.A.P.E.S. ou à l'agrégation (même si celle-ci devient un concours de recrutement d'enseignants du supérieur); l'autonomie ne servira guère qu'à faciliter la gestion des fonds publics (ce qui est bien) et à favoriser la politisation de style latino-américain (ce qui serait déplorable)

La formation des meilleurs: vocation de l'Université

La rénovation des facultés a pour condition la diversité à deux niveaux, le premier cycle et le troisième. Au premier, afin de permettre aux étudiants de chercher leur voie, d'éviter une spécialisation immédiate et de se donner une culture mixte, littéraire et scientifique, historique et philosophique; cette diversité initiale ne répond pas moins à la nécessité pour ceux qui chercheront un emploi au bout de deux ans que pour ceux qui se destinent à l'enseignement et à la science. Au troisième cycle, la diversité s'impose encore davantage parce que dans les sciences naturelles comme dans les sciences humaines, les progrès se situent de plus en plus aux frontières des disciplines traditionnelles: biochimie, linguistique et ethnologie, sociologie et économie. La répartition des fauteuils, entre les diverses disciplines à l'Académie des sciences offre une image caricaturale d'une structure anachronique, maintenue par l'inertie et la tradition.

L'autonomie donne la chance de cette diversité, rien de plus. Si le recrutement des enseignants du supérieur se fait par une agrégation dite rénovée, la même uniformité risque de stériliser aussi bien les universités dites autonomes que

l'Université dite napoléonienne (bien que les universités datent de la IIIe République).

Jusqu'à présent, M. Edgar Faure a donné plus de temps, d'attention et d'argent à la foule des étudiants de première année qu'au troisième cycle. Certes, les étudiants de première année mettent en péril l'ordre public plus que les candidats au doctorat, mais le destin de l'Université dépend de l'organisation du troisième cycle plus que des dizaines de milliers d'étudiants qui renonceront au bout d'un an ou deux. Que le ministre, homme politique, se soit soucié d'abord du problème immédiat, nul ne peut lui en faire grief, mais la formation des meilleurs, le progrès de la science, les "lieux d'excellence" si j'ose ainsi traduire l'expression américaine *the places of excellence*, telle demeure la vocation de l'Université - non de l'Université critique ou contestataire, machine de guerre - mais de l'Université où l'esprit critique interdit le sommeil du dogmatisme et le fanatisme des idéologies sommaires. Cette vocation permanente de l'Université, la passion des minorités la compromet, mais le souci exclusif du grand nombre la compromet aussi. Rien n'importe davantage à l'intérêt de la nation quel que soit demain le régime économique ou social, que la sauvegarde de cette vocation qui cherche ses défenseurs, dispersés entre des partis rivaux et absorbés par les conflits secondaires. De l'organisation du premier cycle à la rénovation du troisième, de la formation du grand nombre à la sélection des meilleurs, de l'enseignement à la recherche, de l'apaisement indispensable aux décisions même impopulaires, contre la contestation et pour la critique: en bref, la transfiguration du magicien en homme d'État.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* des 17, 18, 19 et 20 septembre.

L'illusionniste

Le Figaro
3 octobre 1968

L'Assemblée nationale votera la loi d'orientation que lui propose M. Edgar Faure et ceux mêmes qui la jugent à beaucoup d'égards démagogiques se demandent si le rejet vaudrait mieux que l'acceptation. Du moins importe-t-il, pour que les responsabilités des uns et des autres échappent demain à la "contestation", qu'un universitaire qui n'a cessé depuis dix ans de réclamer des réformes exprime ouvertement ses inquiétudes devant une entreprise brillante mais périlleuse.

Passons sur les défauts qu'au point où nous en sommes, il faut bien appeler mineurs: les conditions extravagantes dans lesquelles des personnalités, choisies arbitrairement, distribuent les postes dans des facultés improvisées avant même que soient connus la fonction de ces nouvelles unités, le recrutement des étudiants, le contenu des enseignements, avant même qu'existent les locaux destinés à recevoir enseignants et enseignés. Admettons que la sectorisation de la faculté de médecine, la création de dix C.H.U. dont probablement moins de la moitié possèdent les moyens d'accueillir les étudiants annoncés ne relèvent pas de l'esbroufe, mais de la prospective.

Portons notre attention sur l'essentiel. Quelle idée M. Edgar Faure se fait-il des universités ou des unités d'enseignement? Quel modèle a-t-il adopté, consciemment ou non? Tout le monde peut répéter les mots, désormais sacrés, d'autonomie ou de participation. Quel sens leur a-t-il donné?

Les réformateurs, en particulier les universitaires réunis au congrès de Caen, se souciaient, avant tout, de la recherche et de la formation des chercheurs, ils connaissaient quelques universités prestigieuses des États-Unis qui accueillaient les meilleurs d'entre eux et dans lesquelles ils trouvaient des conditions de travail inconnues en France. L'autonomie leur semblait le moyen de mettre fin à la tutelle du ministère de l'Éducation nationale et de donner au corps enseignant lui-même le moyen de créer, d'innover sans être astreint aux règles de la comptabilité publique, sans que la création d'une chaire nouvelle requît l'assentiment des "ronds-de-cuir".

Aux États-Unis mêmes, des tensions se manifestent depuis quelques années dans plusieurs de ces universités: entre le *pouvoir administratif* (le président, les *trustees* ou les *regents*) et le *pouvoir enseignant* (les professeurs), entre les

étudiants et le pouvoir administratif (la faculté se divisant sur l'attitude opportune à l'égard du pouvoir étudiant), entre les assistants de recherche ou d'enseignement et les professeurs en titre. Les diverses universités s'efforcent, chacune à sa façon, d'apaiser ces conflits par des réformes de caractère pour ainsi dire expérimental.

Quelles que soient ces réformes, les universités nord-américaines jouissent de l'autonomie pour les raisons suivantes: elles fixent elles-mêmes les conditions d'admission, elles déterminent souverainement le nombre de places disponibles dans chaque département, elles accordent des diplômes qui portent le même nom mais n'ont pas la même valeur, les départements de la faculté changent à volonté le contenu de l'enseignement ou la matière des examens.

Dans l'État de la Californie où tout élève ayant obtenu le certificat de fin d'études du second degré a le droit d'entrer à l'Université, les autorités maintiennent une proportion raisonnable entre le nombre des étudiants et les ressources (locaux, bibliothèques, enseignants).

La loi d'orientation ne remplit aucune de ces conditions, faute desquelles la notion même d'autonomie perd sa signification: la loi ne favorise pas la mobilité des étudiants; les unités d'enseignement ne peuvent choisir leurs étudiants; plus de 40% des étudiants en médecine de France continueront d'étudier à Paris; l'autonomie ne comporte pour les unités d'enseignement ni le droit de limiter le nombre des étudiants, ni celui de fixer les conditions d'accès, ni celui de conférer des diplômes propres. Examens et concours nationaux sont maintenus (et, dans les conditions d'anarchie présente, il le faut bien). Sur quoi portera l'autonomie dès lors que les carrières des enseignants, qui bénéficient du statut de la fonction publique, de même que l'organisation des concours nationaux (C.A.P.E.S. ou agrégation), décisifs dans les facultés des lettres, continuent de dépendre du ministère? Que le ministre, ses thuriféraires ou ses accusateurs cessent donc d'invoquer l'exemple américain: il ne s'agit que d'une mini-autonomie, du mot mais non de la réalité.

Qu'est devenue la participation, soumise aux opérations du magicien? Un peu partout, en Occident, les étudiants ou, du moins, la minorité la plus active d'entre eux, réclament une modification de la structure traditionnelle, une participation des étudiants ou de leurs représentants aux commissions d'enseignants chargés d'établir les programmes et les modalités des examens. Simultanément, assistants et maîtres-assistants, surtout en France et en Allemagne, protestent contre la "distance" maintenue entre eux et les professeurs en titre. Ces deux

revendications, en elles-mêmes, me paraissent légitimes. Beaucoup de professeurs (je me range parmi eux) n'ont pas compris assez tôt l'urgence de donner un minimum d'organisation à la "communauté des enseignants" en même temps qu'à la "communauté des enseignants et des enseignés". À cet égard, les événements de mai comportent une leçon que personne ne devra oublier.

Désormais, la représentation des étudiants dans les commissions universitaires est envisagée ou acceptée et mise à l'épreuve. Mais ces commissions appartiennent à deux catégories distinctes: ou bien elles ont à *gérer* des unités qui exigent la même rationalité que n'importe quelle entreprise de vastes dimensions; ou bien elles traitent de problèmes pédagogiques (méthodes, contenu, examens). Les étudiants, de manière générale, n'ont pas et ne peuvent pas avoir de compétence en matière de gestion, *et la plupart des professeurs n'en ont pas davantage.*

Confier la gestion de grandes unités à des commissions paritaires enseignants-étudiants relève ou d'une aberration proprement ubuesque ou d'une intention machiavélique. À l'expérience, ces commissions de gestion, sises au sommet d'une pyramide de commissions, découvriront leur incapacité et, si tout va bien, abandonneront aux comptables et au recteur la charge de l'administration. Les commissions pédagogiques, souhaitables et nécessaires, peuvent fonctionner là où les relations entre professeurs, assistants, étudiants sont restées ou redevenues pacifiques. Mais nulle part, à ma connaissance, en dehors de l'Amérique latine, l'expérience de participation estudiantine n'a été tentée avec un tel radicalisme et dans une conjoncture comparable. On ne passe pas sans transition de l'autorité discrétionnaire du professeur "paternaliste" au partage entre le père humilié et les enfants turbulents qui refusent et désirent tout à la fois une autorité bienveillante. L'autorité universitaire - celle des professeurs comme celle du ministère - a perdu sa légitimité au printemps dernier. Il aurait fallu, d'abord et avant tout, rétablir une légitimité. Par ses propos, par ses concessions, par le choix de ses collaborateurs, par l'exemple qu'il a donné et que le doyen de la Sorbonne a trop bien suivi, le ministre a manqué cette restauration indispensable. À partir de là, tout devient possible: les désordres ont déjà recommencé.

Certes, en contrepartie, M. Edgar Faure a réussi à convaincre une grande partie de l'opinion - y compris les révolutionnaires purs et durs - que lui, et lui seul, incarnait l'esprit de progrès et que tous ses critiques se recrutaient parmi les conservateurs, les mandarins ou les nostalgiques du passé. J'observe avec étonnement le dérèglement des esprits. Les poètes de la révolution se

reconnaissent dans un ministre, dont les qualités éminentes, que j'admire autant que quiconque, ne ressortissent pas au genre épique ou mystique: le paradoxe me rappelle, une fois de plus, la puissance du verbe, l'ingéniosité des manipulateurs d'hommes et la naïveté de la jeunesse.

Tout cela dit, l'autonomie promise - celle des universités cogérées par étudiants et professeurs, dominées par l'esprit corporatif, agitées par les passions politiques des minorités activistes - n'a rien de commun avec l'autonomie réclamée par le colloque de Caen en vue de promouvoir la science et la recherche et de rendre la vie aux universités provinciales. En bref, l'Université conflictuelle, les unités d'enseignement devenues bastions politiques aux mains, ici, d'un parti et, ailleurs, d'un autre, ce n'est pas la rénovation, c'est la ruine, au moins pour un temps.

Tout le monde le sait, bien que personne ne le dise: la rénovation de l'enseignement supérieur dépend de la solution donnée à deux problèmes, celui de l'entrée (ou de la sélection) et celui de la sortie (ou des débouchés): maintenir un rapport normal entre le nombre des étudiants et le volume des ressources, donner les meilleures chances d'emploi aux diplômés, non par la spécialisation mais par une formation authentique qui permet l'exercice de métiers divers. Ces deux problèmes, le ministre ne les a pas résolus, il en a pour ainsi dire nié l'existence. La déraison actuelle continuera: les facultés, seules parmi les institutions d'enseignement supérieur à recevoir n'importe quel bachelier, serviront de dépotoir. Ainsi seront orientés vers les études, difficiles et abstraites, beaucoup de jeunes incapables d'en profiter.

J'espère me tromper. Peut-être l'illusionniste saura-t-il user de son prestige et de sa réussite pour prendre demain les mesures impopulaires qu'il rejette aujourd'hui. Mais comment fermer les yeux à l'évidence? De l'opération actuelle, l'homme politique demeurera en tout état de cause le bénéficiaire puisqu'il aura forgé sa légende, même si l'Université, une fois de plus, risque d'en payer les frais.

Une mise au point de Raymond Aron

Le Figaro
28 janvier 1969

La presse a rapporté les circonstances dans lesquelles M. J. W. Lapierre a obtenu le grade de docteur ès lettres sans que la soutenance de thèse ait eu lieu. M. Raymond Aron, qui faisait partie du jury, nous prie de publier la mise au point suivante:

1. Le 14 décembre dernier, la soutenance de thèse de M. J. W. Lapierre avait été interrompue par des manifestations violentes; les contestataires allèrent jusqu'à briser de l'extérieur les vitres de la salle Louis-Liard et insultèrent certains membres du jury.

2. À la suite de ces incidents, M. le ministre de l'Éducation nationale m'exprima personnellement l'indignation que lui inspiraient de pareils procédés et le souci qu'il montrerait toujours de sauvegarder la liberté d'expression dans le cadre de l'Université. Je ne manquai pas de le remercier de cette initiative, malheureusement non connue du public.

3. Le doyen de la faculté des lettres fixa au samedi 25 janvier, en accord avec le cabinet du ministre, dans la même salle Louis-Liard, la continuation de la séance interrompue. Au mois de décembre, le cabinet avait promis au doyen que toutes mesures seraient prises pour empêcher la répétition des troubles.

4. Au cours de ces derniers jours, le doyen constatait qu'aucune mesure n'avait été prise en vue d'assurer le déroulement normal de la soutenance, il se déclarait lui-même incapable de l'assurer. Ses collaborateurs savaient qu'un groupe de contestataires avait la volonté résolue de créer de nouveau le tumulte. De manière pour le moins surprenante, un amphithéâtre avait été accordé à l'assemblée générale de philosophie à l'heure même prévue pour la soutenance, de même que, le 14 décembre, les sociologues avaient bénéficié des mêmes facilités pour organiser la "contestation".

5. En raison du climat créé par l'occupation du rectorat et de la fermeture de Vincennes au cours des jours précédents, les membres du jury s'interrogèrent sur l'opportunité de maintenir la date du 25 janvier. D'accord sur le principe de la liberté de parole mais divisés sur l'attitude à adopter dans les diverses circonstances prévisibles, ils se résignèrent tous ensemble, le samedi matin, à reporter la soutenance pour ne pas donner prétexte à des manifestations, à la

veille des élections. Mais le jury ne put joindre le candidat qui, présent à Paris depuis le mercredi, avait contrairement à tous les usages, omis de prendre contact soit avec le secrétariat de la faculté, soit avec les membres du jury. Lorsque le président du jury, M. Stoetzel, fit part de la décision de différer la soutenance, décision que les autorités décanales avaient accueillie avec soulagement, M. Lapierre éleva, à son tour, une protestation. Il va sans dire que le jury, dès le 14 décembre, était intervenu auprès de l'administration afin que M. Lapierre fût considéré comme docteur à la date du 14 décembre 1968 et ne souffrît donc aucun détriment par le fait des événements.

6. En fin de journée, samedi dernier, le jury se réunit de nouveau et, revenant sur la décision prise par lui-même le matin, accorda à M. Lapierre le grade de docteur ès lettres sans que la soutenance publique ait eu lieu. Je me résignai, contre mes convictions propres, à suivre l'opinion d'une majorité de mes collègues, dont je comprenais les motifs. Le jury se trouvait pris entre les contestataires, résolus à empêcher la discussion publique par la violence, et le candidat, impatient d'obtenir son grade.

Personnellement je constate que les autorités, ministérielles et décanales, se déclarent incapables d'assurer aux enseignants l'exercice de leur fonction dans la dignité. Je tirerai de cette carence les conclusions qui me paraissent s'imposer.

Le jury souverain

Le compte rendu de cette "soutenance", publié par notre confrère *Le Monde*, appelle, de la part de M. Raymond Aron, deux précisions corrigeant deux erreurs de fait:

1. La décision de reporter la soutenance de la thèse de M. Lapierre à une date ultérieure a été prise par le jury et non par le doyen, qui s'est borné à l'approuver en raison des circonstances;

2. Le jury s'est réuni en fin d'après-midi sur la demande de son président et non sur l'intervention téléphonique de M. Alliot. J'ignore si celui-ci a été en communication téléphonique avec le doyen, il ne s'est pas permis de faire pression sur le jury. M. Alliot, universitaire, a trop le respect des convenances et des traditions pour se permettre une pareille incorrection. Il ne pouvait pas ignorer d'ailleurs - ce que semble ignorer le rédacteur du *Monde* - quelle aurait été en pareil cas la réaction d'un professeur digne de ce nom.

L'Université en suspens. Le ministre et la nouvelle gauche

Le Figaro
24 février 1969

Depuis le vote de la loi d'orientation par l'Assemblée nationale, je me suis abstenu de tout commentaire sur la situation de l'Université.

De multiples motifs m'incitaient au silence. Quelle que soit l'opinion de chacun sur la loi, seuls les "enragés" ont intérêt à en paralyser la mise en application: j'entends par "enragés" les extrémistes de la nouvelle gauche qui s'intéressent à la révolution politique plus qu'à la réforme universitaire, qui veulent entretenir les troubles à Nanterre ou à la Sorbonne dans l'espoir qu'un jour ou l'autre ceux-ci serviront de détonateur à des troubles sociaux. Tel enseignant de Vincennes professe que "le capitalisme" à l'agonie risque d'être définitivement abattu par n'importe quel accident de parcours. Marx, lui aussi, au milieu du siècle dernier, attendait l'écroulement du capitalisme, de crise en crise.

En dehors du souci de favoriser, et non de compromettre, le succès de l'expérience, un commentateur qui aspire à l'objectivité hésite à s'exprimer parce que personne, à l'heure présente, pas même le ministre de l'Éducation nationale, ne peut avoir une représentation à la fois précise et détaillée de ce qui se passe dans les lycées et les facultés. Chacun de nous a entendu des récits véridiques sur des épisodes scandaleux ou absurdes, dans tel établissement secondaire ou supérieur. Un collègue juge l'atmosphère de son lycée ou de son unité d'enseignement "irrespirable" et se déclare résolu à chercher une autre activité à la première occasion. Mais comment déterminer la fréquence de ces "épisodes"? Dans combien de lycées les murs ont-ils été couverts d'inscriptions grossières ou des textes de propagande maoïstes ou castristes?

À cette incertitude s'ajoute la confusion intellectuelle, résultant des événements de 1968 et des propagandes et contre-propagandes. Durant la première semaine de mai, au moins à partir du 11, au lendemain de la nuit des barricades, nombre d'enseignants, les plus visibles et les plus bruyants sinon les plus nombreux, se solidariserent avec les étudiants contre le Pouvoir. Ils dénoncèrent la répression et la tyrannie étouffante du ministère. Justifiée ou non, cette prise de position porta un coup mortel à la vieille Université, dont l'acte de décès sera daté du 11 ou, si l'on préfère, du 13 mai 1968. La Sorbonne, évacuée

par la police, fut occupée simultanément par des professeurs et des étudiants ou, selon le langage nouveau, par les enseignants et les enseignés.

À cette alliance contre le Pouvoir, dont l'action commune du S.N.E.-Sup' et de l'U.N.E.F. pendant les semaines de mai fut l'expression, M. Edgar Faure répliqua, en stratège consommé, par une tentative d'alliance avec les étudiants contre ceux des enseignants décrétés une fois pour toutes "conservateurs". L'exposé des motifs de la loi d'orientation contenait des formules à l'emporte-pièce qui valurent au ministre, bien inutilement, l'antipathie définitive de nombre d'enseignants. "Les grands mouvements qui agitaient le monde ont ainsi paru s'arrêter aux portes de l'Université... Séparée de son temps, mal adaptée aux exigences du monde contemporain et de la concurrence internationale, l'Université n'a pris conscience que lentement de ses lacunes... L'Université moderne doit remplir deux missions, dont l'une est partiellement assurée (recherche), l'autre généralement ignorée (éducation permanente, recyclage)."

Depuis mai-juin, le corps enseignant éprouve le sentiment de servir de bouc émissaire: les uns lui reprochent d'avoir capitulé devant les étudiants, les autres d'avoir préparé la catastrophe par traditionalisme, par manque de conscience professionnelle ou par sottise. La presse et surtout une certaine presse devient, aux yeux de beaucoup d'universitaires, l'instrument d'une campagne de diffamation. Le grand maître de l'Université, au lieu de défendre les professeurs, a donné à cette campagne une sorte de caution officielle. Dès lors, parmi les enseignants, les uns cherchent à fuir le discrédit en faisant chorus avec les accusateurs, en se découvrant (parfois avec un étrange retard) une âme de révolutionnaire, d'autres, au contraire, conscients des défauts du système ancien, réagissent à l'injustice d'un réquisitoire sans discrimination par l'amertume et la crispation.

Le langage choisi par M. Edgar Faure et ses conseillers devait inévitablement aggraver les tensions psychologiques. Pour apaiser ses possibles ennemis - les enragés - le ministre leur emprunta leur vocabulaire. Probablement ses sympathies spontanées l'inclinent en ce sens. Aussi bien, dans l'intelligentsia parisienne, comment pourrait-on, sans déchoir, ne pas se présenter comme un révolutionnaire? Le ministre démontra à l'Assemblée nationale, dès juillet 1968, qu'il maniait les mots sacrés: *aliénation*, *manipulation*, avec plus de virtuosité que n'importe quel contestataire. Il séduisit ces derniers sans les ébranler. Il irrita ceux sur lesquels il compte: mais, pourrait-il répondre, à quoi bon séduire ceux qui, traditionnels ou libéraux, n'embarrassent pas le ministre puisqu'ils obéissent

à la loi et invitent les étudiants à l'étude et non à l'émeute?

En simplifiant, on distinguera à l'intérieur du corps enseignant trois tendances politiques: *la nouvelle gauche*, antiimpérialiste, anticapitaliste et aussi, avec des nuances variées, antisoviétique (trotskyste, maoïste, castriste, etc.) révolutionnaire à la fois pour l'Université et pour la société; *la vieille gauche*, communiste surtout, enfin *les modérés*. Dans le cadre universitaire, communistes et modérés parviennent souvent à coopérer parce qu'ils gardent quelque respect des traditions avec le goût de l'ordre, de l'enseignement et parfois même du libéralisme (aussi longtemps que le parti communiste reste dans l'opposition). Avec les tenants de la nouvelle gauche, les modérés peuvent difficilement s'accorder: les uns et les autres conçoivent tout autrement l'Université et sa vocation. Rien ne prouve que la coexistence, même à demi belliqueuse, entre les uns et les autres, demeurera à la longue possible.

Étrange paradoxe: M. Edgar Faure parle comme si ses préférences allaient à la nouvelle gauche. Or celle-ci, en dépit d'elle-même, ne peut pas ne pas le combattre, conformément à la logique de ses idées. Certes, elle aurait pu raisonner autrement et, à la manière de certains S.D.S. en Allemagne fédérale, entrer dans le système de la loi d'orientation avec l'espoir de s'emparer, ici et là, du pouvoir dans les comités de gestion. Elle a jugé probablement que la loi ne lui donnait pas assez de chances d'atteindre ses objectifs par cette voie. Aussi bien semble-t-elle aimer l'agitation et la turbulence en tant que telles, sous prétexte de tirer parti d'une situation révolutionnaire en France, en Europe, dans le monde.

Certains des enseignants qui, en restant à Vincennes avec des étudiants au-delà de l'heure légale, ont voulu obliger M. Edgar Faure à prendre des sanctions, appartiennent à la nouvelle gauche, qui oscille entre l'anarchisme, l'esthétisme et le trotskysme. Les uns croient à la stratégie de la révolution et les autres à la fête. Le ministre avait donné à ces sophistes ce qu'il pouvait leur donner, des postes, de la considération, des bâtiments neufs, le "contrôle continu des connaissances", la fin (théorique) des cours magistraux, les unités de valeurs et toutes les "vaches sacrées" du néo-conformisme d'avant-garde. Tout cela n'a pas suffi: les départements ou les unités qui fonctionnent le mieux à Vincennes dépendent des communistes, de la vieille gauche libérale ou des modérés. Il faut en prendre son parti: les enragés, pour l'instant, s'intéressent plus à la Révolution qu'à l'Université. Irrécupérables? Nullement. Mais, pour les récupérer, un jour ou l'autre, le ministre devra employer d'autres moyens.

Il n'y a pas eu de révolution en mai 1968 dans la société française mais il y a

eu une révolution universitaire. Révolution typiquement française: l'ancienne autorité a disparu, aucune autre ne l'a remplacée. La politesse ou l'hypocrisie ne parviennent plus à créer l'apparence même d'une collégialité entre les enseignants. Ceux-ci n'ont pas encore appris l'art d'être à la fois collègues et adversaires; ils ont besoin de recyclage au Palais-Bourbon.

L'Université en suspens(1). Recherche d'une nouvelle légitimité

Le Figaro
25 février 1969

Avant mai 1968, des enseignants d'opinions politiques modérées réclamaient parfois des réformes radicales dans l'Université et, en sens contraire, certains enseignants inscrits au parti communiste défendaient vigoureusement les structures anciennes du système (examens, concours, pédagogie, rapport avec les étudiants). Je ne connais personne, parmi les collègues ou ex-collègues de la Sorbonne, qui ait jamais, avant les événements de mai, réclamé des assemblées générales (enseignants et enseignés joints) ou la cogestion des universités ou facultés par des commissions paritaires. Les réformateurs ambitieux acceptaient une représentation plus nombreuse des maîtres-assistants et assistants dans les assemblées de faculté, ainsi que la présence éventuelle d'étudiants élus.

Sur ce point, les étudiants ont entièrement raison: le pouvoir de censure ou de choix qu'ils exercent, ici et là, sur les matières enseignées ou les méthodes des enseignants, ils l'ont, en fait, conquis par la révolte (pour leur bien ou pour leur mal). Parmi les professeurs, les uns s'en accommodent de bon cœur, les autres s'y résignent avec mauvaise humeur, d'autres font la cour aux nouveaux maîtres par une surenchère de démagogie, d'autres enfin comptent sur les pratiques des assemblées générales, manipulées tantôt par les communistes (cas favorable), tantôt par la nouvelle gauche pour relancer, en chaque occasion propice, l'agitation, celle-ci provoquant la répression qui, à son tour, suscitera l'indignation et le ralliement de la masse aux extrémistes.

Les événements de mai ont modifié radicalement les problèmes de la réforme universitaire, surtout dans les facultés des lettres. Un problème commande désormais tous les autres: celui du rétablissement d'une autorité légitime. Hier, le ministère possédait l'autorité suprême; décrets et arrêtés constituaient l'équivalent du pouvoir législatif dans le cadre des lois fondamentales votées par l'Assemblée nationale. Les professeurs, surtout les titulaires, disposaient d'une large liberté dans l'exercice de leurs fonctions. Cette répartition de l'autorité appartient au passé: il ne me paraît ni souhaitable ni possible de la restaurer. Entre les enseignants des différents échelons hiérarchiques (assistants, maîtres-assistants, chargés d'enseignement, maîtres de conférence, professeurs titulaires),

entre les enseignants et les étudiants, les relations resteront différentes de ce qu'elles étaient hier.

Malheureusement, selon le style de l'histoire de France, ces transformations, à certains égards souhaitables, à d'autres égards chargées de périls, interviennent brutalement, à la suite d'une rupture violente de l'ordre ancien, alors que les tensions entre les étudiants et leurs maîtres, entre les enseignants des différents échelons, se sont multipliées et aggravées.

Que la distance, matérielle et morale, entre maîtres-assistants ou chargés d'enseignement et professeurs titulaires soit réduite, que les conditions de carrière s'améliorent pour les jeunes assistants ou pour les enseignants qui n'atteignent pas au niveau supérieur, de telles réformes répondent certainement à l'opportunité, le plus souvent au sentiment commun d'équité et, en tout cas, elles ne touchent pas à l'essentiel. Jamais les facultés de lettres n'ont permis des promotions aussi nombreuses, faciles et rapides qu'aujourd'hui: pourquoi s'étonner que la jeune génération en devienne d'autant plus impatiente? Laissons les querelles d'indice et de titularisation, même si elles expliquent, pour une part, le débat sur la thèse d'État.

De même, le rapprochement des enseignés et des enseignants, pour sacrifier à l'absurde langage à la mode, me paraît en lui-même conforme aux vœux de tous. Mais, là encore, l'héritage de la révolution nourrit l'inquiétude. Pas plus que les tensions entre assistants et professeurs titulaires ne disparaissent par enchantement du seul fait qu'ils délibèrent ensemble, les assemblées des étudiants et de leurs maîtres ne font surgir une authentique communauté. Pour résumer d'un mot la tentative de M. Edgar Faure, la loi essaye de créer par l'élection un pouvoir légitime, expression de l'Université tout entière, tous enseignés et tous enseignants, alors que jamais l'Université n'a été à ce point déchirée par des conflits à la fois professionnels et politiques.

La loi enlève au ministère, à l'assemblée de faculté, aux professeurs titulaires tout ou partie de leurs pouvoirs, elle transfère aux commissions paritaires les pouvoirs soustraits aux autorités anciennes. Que celles-ci en éprouvent quelque amertume, cette réaction normale ne donne ni tort ni raison au réformateur, d'autant plus que la loi a réservé certaines prérogatives aux représentants du pouvoir central et aux professeurs titulaires (cooptation). Deux questions se posent: à la suite des élections, l'université sortira-t-elle de son état actuel de demi-anarchie, de troubles sporadiques? Quelles perspectives ouvre le type de constitution prévue par la loi d'orientation?

Seules les extrémistes qui se disent de gauche s'opposent activement aux élections. Certains des traditionnels ou des libéraux critiquent cette loi (bien que M. Vedel, président de la Fédération des syndicats autonomes, l'approuve pour l'essentiel), mais ils participent aux élections et ne cherchent pas à en prévenir la "réussite". Le pourcentage de votants parmi les étudiants varie d'une université à une autre, chaque pourcentage constitue un indice approximatif de la violence de mai en même temps que des troubles actuels. Mais, en gros, les facultés de pharmacie, droit et sciences économiques, médecine ont rétabli un fonctionnement plus normal que celles de sciences ou de lettres. L'ordre dans lequel j'énumère les facultés correspond à un ordre de tumulte croissant. Bien entendu, cette formule appelle des réserves et comporte des exceptions: certaines petites facultés des lettres, si l'on en croit le ministère et la télévision, offriraient des oasis de paix et de participation. Sorbonne et Nanterre constituent encore des "points chauds". Un peu partout les départements de sociologie et souvent de philosophie gardent l'initiative, sinon le monopole, de la contestation.

En attendant les institutions nouvelles, ministère et doyens ont accepté tout à la fois les assemblées générales, dans le style du printemps, et les exploits divers des comités d'action (cours ou soutenances de thèses interrompus par des commandos organisés). M. Marcellin s'est chargé d'enlever aux étudiants le goût de manifester dans la rue, M. Edgar Faure avait proclamé qu'il ne tolérerait pas les occupations illégales de locaux: il a tenu parole. Il a régulièrement fait évacuer les locaux occupés illégalement. Pour le reste, il s'est abstenu d'intervenir, en attendant la mise en place des institutions nouvelles. Il a préféré le désordre et l'injustice aux risques des sanctions. Professeurs et doyens ne disposent d'aucun moyen de maintenir l'ordre quand quelques dizaines d'étudiants, dans l'uniforme réglementaire du jeune bourgeois révolutionnaire (cheveux longs, saleté apparente, chandails ou blue-jeans) sont résolus à manifester, par des actes, des propos, ou des bruits divers l'antipathie que leur inspirent la personne ou les opinions d'un professeur.

Ce consentement au désordre, ces restrictions à la liberté de parole et d'enseignement caractérisent, à en croire une certaine presse et même les hommes politiques qui se situent à gauche de l'U.D.R., le progressisme moderne. Je ne peux pas croire que le ministre en juge ainsi. Je préfère croire qu'il a cherché désespérément à ne pas offrir aux enragés, jusqu'aux élections, des prétextes à relancer l'agitation. Mais ni les professeurs ne pourront enseigner ni les étudiants apprendre si les uns et les autres perdent leur temps dans des commissions, si quelques centaines d'agitateurs, souvent dirigés par des

enseignants, peuvent impunément menacer les professeurs suspects d'hérésie.

La loi d'orientation transforme les universités en cités politiques dont les étudiants deviennent les citoyens. Cette sorte de constitution n'a de précédent qu'en Amérique latine. Elle ne développera pas nécessairement les mêmes conséquences en France. Mais une conséquence me paraît inévitable. Les gestionnaires d'universités devront posséder les qualités de l'homme politique en même que de l'administrateur, d'un ministre de l'Intérieur en même temps que d'un préfet de police. Je ne suis pas sûr que les doyens, recrutés parmi les professeurs, répondent à toutes ces exigences.

L'exemple de Nanterre, de la Sorbonne ou de Vincennes le prouve. Des doyens, d'origine académique, tolèrent trop longtemps des conduites intolérables. Un jour ou l'autre, exaspérés, ils réagissent avec trop de brutalité. Les commentateurs ont le choix: les uns déplorent la coupable patience, les autres les excès soudains de la répression. Les uns et les autres ne devraient-ils pas songer qu'un professeur de latin n'a pas, pour autant, assimilé les leçons de Machiavel. S'il s'agit de guérilla ou de contre-guérilla, l'une et l'autre plus symbolique que physique, les doyens ont, eux aussi, besoin de recyclage: mais, que M. Edgar Faure me pardonne, les maîtres, à cet égard, ne se trouvent pas rue de Grenelle mais dans les comités d'action, surtout parmi les jeunes enseignants, quelquefois parmi les étudiants.

Dans l'université, transformée en instrument politique, dont rêvent certains universitaires fascinés par leurs propres idéologies, les étudiants sont effectivement les maîtres et les maîtres ne sont que des enfants.

[\(1\)](#) Voir "Le Figaro" du 24 février.

L'université en suspens. Révolution et restauration

Le Figaro
26 février 1969

La loi d'orientation, en elle-même, ne comporte aucune réforme pédagogique ou scientifique. Elle constitue l'équivalent d'une réforme constitutionnelle. Elle succède à la chute de la Sorbonne comme la Constitution de 1790 à la prise de la Bastille. L'article 18 qui prévoit l'intervention du ministre et du recteur équivaut au droit de veto réservé au monarque. Les révolutionnaires veulent dépasser la loi d'orientation à laquelle s'accrochent les modérés dans l'espoir de mettre un terme au processus révolutionnaire, déclenché à l'intérieur de l'université par une minorité d'étudiants et d'enseignants. Mais cette révolution demeure, aujourd'hui encore, chargée d'équivoques. De quelle révolution s'agit-il? universitaire? pédagogique? politique? culturelle? métaphysique? Volontairement ou non, tous les acteurs, depuis le ministre jusqu'aux comités d'action, ont réussi ensemble à créer une confusion telle que personne ne sait plus de quoi il s'agit⁽¹⁾.

L'idéologie dominante, parmi les réformateurs, dérivait du colloque de Caen: rompre les barrières entre les facultés, supprimer les chaires magistrales, joindre constamment recherche et enseignement, favoriser le travail pluridisciplinaire, diviser les facultés monstrueuses, créer de véritables universités dans lesquelles les étudiants ne seraient pas condamnés à un choix, immédiat et fâcheux, entre sciences et lettres, etc. Mais cette image idéalisée des universités américaines, des meilleures d'entre elles, n'aidait en rien à résoudre le problème essentiel de toute réforme: comment aller d'ici à là? Comment passer de la structure actuelle à une structure radicalement autre, même en admettant sans réserve la valeur de l'objectif?

La loi d'orientation accordait aux unités d'enseignement et de recherche une certaine autonomie, limitée par le maintien des concours nationaux et la liberté d'accès des bacheliers. Impatient de faire surgir un nouveau pouvoir légitime, M. Edgar Faure a contraint les enseignants à improviser en quelques semaines les "unités d'enseignement et de recherche". Quelques centaines (six cents environ) ont vu le jour, selon des découpages variés. Mais presque tous les découpages se situent à l'intérieur des anciennes facultés et combinent la distinction des départements ou sections avec celle des niveaux (cycle ou année).

Provisoirement, l'évolution va dans le sens de la balkanisation et non dans le sens de la reconstitution des universités.

Je disais récemment à un collègue étranger, qui a publié des études excellentes sur l'histoire de l'éducation, que l'Université française ne redeviendrait jamais ce qu'elle était avant mai 1968. Je songeais au rôle du ministère et aux relations entre professeurs et étudiants. Il me répondit qu'il avait le sentiment d'un retour à l'organisation du siècle passé. Durant le XIXe, la France avait des écoles de droit et de médecine, des facultés de lettres, non des universités, les anciennes ayant disparu au moment de la Révolution. C'est la IIIe République qui a créé les universités actuelles, avec la même volonté qu'aujourd'hui de joindre enseignement et recherche et d'unir les facultés en un tout (à l'époque, les universités allemandes servaient de modèles). Les universités, en fait, n'ont guère acquis d'existence propre; les facultés sont devenues des unités. M. Edgar Faure, à son tour, a rêvé de véritables universités: il aboutit pour l'instant à une poussière d'unités d'enseignement et de recherche.

Comment pouvait-il, dans l'immédiat, en être autrement? Chacun, au milieu du tumulte, se soucie d'abord de survivre; s'il appartient à un secteur relativement tranquille, il se gardera comme de la peste d'une association avec un secteur agité par les contestataires. Même en période tranquille, il aurait fallu de longues réflexions et négociations pour créer, par entente mutuelle entre les participants, des unités originales.

Au reste, la pluridisciplinarité ne disparaîtra pas pour autant. L'unité d'économie ou de sociologie continuera de recruter des mathématiciens pour former ses étudiants. Mais, au moins à Paris et dans les grandes villes universitaires, les barrières entre les unités remplaceront les barrières entre les facultés. Tout au plus, la liberté du choix des professeurs (sans référence à la faculté) favorisera-t-elle quelque peu la mobilité des enseignants et la conjonction des disciplines.

Les trois sens de la "pluridisciplinarité"

La pluridisciplinarité - une des vaches sacrées du néo-conformisme, thème obligatoire de tous les discours officiels - présente d'ailleurs plusieurs sens, d'ordinaire plus ou moins confondus. En un premier sens, il s'agit d'éviter la spécialisation prématurée des élèves de lycée, de ne pas consentir à la division précoce entre littéraires et scientifiques, de donner à tous la maîtrise des langages, des mathématiques, du français, d'une langue vivante. Programme irréprochable de réforme pédagogique dont personne ne devrait méconnaître ni

la justesse ni les difficultés d'application.

En un autre sens, l'université, dans le premier cycle, comparable au *collège* américain, devrait ne pas imposer le choix, immédiat et définitif, d'une discipline comme le faisait la loi Fouchet. Le système adopté à Vincennes des unités de valeur répond à cette conception, valable sous certaines réserves. Le menu intellectuel à la carte risque de ne pas donner au consommateur une véritable nourriture. Le sociologue qui aura lu un seul auteur, entendu les seuls marxistes, sera endoctriné, non instruit. Hypothèse déjà en voie d'accomplissement, ici et là.

Enfin, selon un dernier sens, le progrès scientifique se développe dans les zones mitoyennes entre les disciplines classiques: chimie biologique, linguistique mathématique, histoire quantitative, etc. Au niveau du III^e cycle ou de la recherche avancée, les barrières anachroniques entre les sciences doivent tomber.

Chacun de ces trois sens de la pluridisciplinarité se rattache aux deux autres, chacun mérite d'être retenu dans la cité idéale de la science ou de l'Université: mais l'enseignement supérieur reçoit des centaines de milliers de bacheliers, trois fois plus qu'il y a dix ans. Pour les encadrer, des enseignants ont été recrutés par milliers. Chaque faculté s'efforçait, chaque unité, aujourd'hui ou demain, s'efforcera d'apprendre quelque chose à cette foule de garçons et de filles, dont les ambitions, les capacités, les aspirations oscillent entre la modestie d'un poste dans l'enseignement et l'orgueil de contribuer au progrès de la science. Dans la plupart des établissements d'enseignement supérieur qui sélectionnent leurs étudiants, grandes écoles, écoles commerciales, instituts d'études politiques, une relative homogénéité des étudiants, une détermination approximative des objectifs ont permis le plus souvent de restaurer ce qui existait avant la tourmente et même d'introduire, dans certains cas, des réformes utiles. Les facultés de pharmacie appartiennent, semble-t-il, à la même catégorie.

Dans les facultés de médecine, en tout cas à Paris, la tension subsiste entre partisans de la restauration et réformateurs, les uns et les autres d'ailleurs favorables au principe des C.H.U. Mais la crise véritable s'y produira demain, du simple fait du nombre des étudiants de médecine inscrits en première année. Ou bien un pourcentage élevé d'échecs soulèvera une tempête, ou bien un pourcentage trop faible entraînera un embouteillage.

Le risque d'une anarchie endémique

Un professeur de médecine, partisan convaincu de l'actuel ministre de

l'Éducation nationale, me reprocha d'abord, il y a quelques semaines, de servir de caution aux "conservateurs" pour reconnaître ensuite qu'au moins dans les facultés de médecine les réformes impliquaient la sélection. Je lui répondis que des "réformateurs" tels que lui laissaient à des "conservateurs" tels que moi le soin de dire tout haut des vérités impopulaires. Le courage de la vérité est-il désormais réservé aux "conservateurs"?

Les facultés des sciences et plus encore des lettres servent de refuge aux bacheliers sans vocation définie, aux meilleurs qui visent une carrière d'enseignement et de recherche, et aux moins bons, en quête d'un complément de culture, d'un diplôme ou simplement d'un délai supplémentaire avant l'entrée dans la vie active. La formation adaptée aux uns, inévitablement, ne l'est pas aux autres. Le plus souvent, ce qui renaît à la vie dans les facultés des sciences et des lettres diffère peu de ce qui existait auparavant. Quelques professeurs affirment qu'ils entretiennent désormais avec les étudiants des relations meilleures, plus détendues, que les étudiants prennent part aux dialogues avec plus d'aisance. Beaucoup d'autres rapportent des expériences contraires: intervention de commandos pour troubler les cours, grossièretés délibérées à l'égard des enseignants qui ne se mettent pas au goût du jour, querelles entre enseignants, entre assistants ou maîtres-assistants et professeurs titulaires. À Paris, qu'il s'agisse de Nanterre, de la Sorbonne, même de Vincennes, bien que les conditions varient selon les départements, les événements donnent plutôt raison aux pessimistes.

Non que la majorité des étudiants, à Paris comme ailleurs, ne souhaite reprendre le travail Mais aussi longtemps qu'une minorité d'enseignants soutient impunément les enragés, "chaque cours restera un pari", selon la formule des professeurs qui tachent d'enseigner à ce qui fut la Sorbonne. On peut choisir entre l'ordre des enragés, celui des communistes et celui des libéraux: le mélange des trois équivaut à une anarchie endémique Mais comment choisir alors que le corps enseignant a perdu toute conscience de solidarité? La crise vient désormais moins des étudiants que de la déchéance des anciennes autorités, ministère et enseignants.

[\(1\)](#) Voir "Le Figaro" des 24 et 25 février.

L'Université en suspens. Instrument politique?

Le Figaro
27 février 1969

De tous les débats suscités par la loi d'orientation, celui qui portait sur la politique à l'Université souleva les polémiques les plus vives. Mais, en fait, les parlementaires, à peu d'exceptions près, abordèrent à peine les vrais problèmes [\(1\)](#).

De toute évidence, les étudiants se passionnent pour les doctrines politiques, ils adhèrent à des partis, ils organisent des réunions. Que les réunions aient lieu à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments publics me paraît sans véritable importance: mieux vaut ne pas donner prétexte à une revendication approuvée par la plupart des étudiants, en maintenant une interdiction qu'aucune autorité, dans le climat actuel, ne parviendrait à faire respecter.

Seuls les naïfs, ou plutôt les faux naïfs, ramènent le débat à l'alternative innocente des réunions "à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments officiels". Il s'agit de bien autre chose, et il s'agit de l'essentiel: de la vocation propre à l'Université, dont les relations enseignants-enseignés en même temps que les relations des uns et des autres à la politique, constituent l'expression réelle et symbolique tout à la fois.

Que disent les révolutionnaires de la nouvelle gauche? Que toute Université reflète la société à laquelle elle appartient et que, par conséquent, la réforme de l'Université passe par la transformation radicale de la société elle-même. L'ordre social résulte d'une violence cristallisée en institutions. L'Université ne se sépare pas de ces institutions violentes. De quel droit échapperait-elle à la contestation qui vise tout le système établi?

De cette sorte de philosophie, les sectes rivales dégagent diverses doctrines: les enrégés en tirent la conséquence que la révolution sociale doit précéder la réforme universitaire; ils refusent la loi d'orientation et continuent d'inspirer les comités d'action et les commandos d'intervention. Les demi-enrégés, les communistes, acceptent de jouer le jeu, de présenter des candidats, d'appliquer la loi d'orientation en vue de la dépasser. Enfin, les réformistes, du style de M. Alain Touraine, ont inventé, avec beaucoup d'ingéniosité, une doctrine étrange selon laquelle l'Université figurerait, en tant que telle, l'opposition à la

technocratie.

Les enragés qui insistent sur la violence originelle de tout ordre social ne nous apprennent rien que la lecture des philosophes classiques ne nous ait enseigné depuis longtemps. Mais ce qui vaut pour l'ordre social d'aujourd'hui en France vaut exactement de même pour l'ordre social d'Union soviétique et de Cuba, comme pour celui de la France de demain. Aussi longtemps que les enragés se bornent à dénoncer le régime actuel sans le comparer à un autre régime, ils demeurent irréfutables et insignifiants.

La dépendance de l'ordre universitaire par rapport à l'ordre social, à un niveau élevé d'abstraction, ne prête pas davantage au doute. Mais le contenu de la culture scientifique ne change pas avec le régime économique et social. Il n'y a pas plus de mathématique ou de physique soviétique, maoïste ou castriste qu'il n'y avait de mathématique ou de physique aryenne. Même la culture humaniste et les sciences sociales, plus influencées que les sciences naturelles par le contexte historique, gardent une certaine autonomie par rapport aux luttes de classes et d'idéologies. Les extrémistes qui présentent l'université libérale asservie au capitalisme reviennent, sans même en prendre conscience, aux pires aberrations du stalinisme.

Dira-t-on que l'Université prépare les cadres dont la société a besoin? Évidemment oui: en tout pays, quel que soit le régime, une Université qui ne préparerait pas les étudiants à remplir des fonctions socialement utiles manquerait à ses devoirs. En France, les facultés de sciences et surtout de lettres méconnaissent partiellement ce devoir. Elles préparent, avant tout, les étudiants au métier d'enseignant; de ce fait, elles lancent dans la vie des dizaines de milliers de diplômés exposés au risque de chômage, mal équipés pour toute profession extérieure à l'*alma mater*

Selon les pays, la part de la culture humaniste et de la culture scientifique, la répartition de la main-d'œuvre entre les métiers varient entre certaines limites. Mais la thèse selon laquelle la révolution conditionne toute réforme universitaire méconnaît des évidences: le contenu du savoir d'une époque, la plupart des professions ne changent pas avec la propriété collective des instruments de production. Qu'ils enseignent le français, les mathématiques ou la médecine, les professeurs accomplissent une tâche nécessaire, demain aussi bien qu'aujourd'hui. Les révolutionnaires qui cherchent à leur donner un sentiment de culpabilité en les traitant de valets du capitalisme appliquent une technique de subversion et ne croient pas eux-mêmes à leurs sornettes.

Les thèses réformistes du "pouvoir étudiant", partiellement reprises par le gouvernement, appellent une autre discussion. Les universités des pays socialistes comportent une organisation plus autoritaire que les vieilles universités de République fédérale ou de France. Les étudiants, considérés comme des privilégiés, admis après une sélection sévère, ne se livreraient pas longtemps aux fantaisies que tolère la "violence institutionnalisée" des sociétés libérales. Seuls les pays d'Amérique latine pratiquent depuis longtemps la cogestion. Malheureusement, la société y a mieux résisté au pouvoir étudiant que la qualité des études. Les facultés françaises résisteront-elles au pouvoir étudiant, même limité, qu'instaure la loi d'orientation? Espérons-le, il reste que ceux qui veulent abattre la société en passant par la révolution universitaire ont de meilleures raisons de se réjouir que les Français simplement soucieux de l'avenir de la science et de l'enseignement.

J'en viens enfin à la dernière doctrine, la plus saugrenue, même en une époque aussi fertile en utopies que le printemps de 1848: l'Université, opposition de sa Majesté la technocratie. Que des professeurs, des intellectuels, des étudiants manifestent leur hostilité aux gestionnaires des entreprises ou de l'État, bien sûr. Mais en quoi les professeurs de latin, d'allemand, de biologie ou de mathématiques ont-ils qualité ou compétence pour faire figure d'opposition au pouvoir technocratique ou non? Comment l'Université collectivement pourrait-elle représenter un groupe de pression idéologique? En un régime pluraliste, le corps professoral n'a en commun que des intérêts professionnels. En se vouant à l'action révolutionnaire, le S.N.E.Sup. contribue de son mieux à l'affaiblissement de l'Université. Peut-être finira-t-il par ébranler aussi la société. Il se peut aussi qu'un jour ou l'autre l'État invite ses fonctionnaires à ne pas dépasser certaines bornes. Mais nous n'en sommes pas encore là et il reste encore de beaux jours pour les trublions des amphithéâtres.

N'importe quel savant ou chercheur, dans son domaine propre, est ou devrait être critique de l'état actuel du savoir, critique de lui-même et de ses idées. L'universitaire, comme l'intellectuel, incline souvent, par équation professionnelle, à la critique de l'ordre social. Mais, en ce cas, il ne possède, en tant que tel, ni compétence ni autorité particulières. Physicien ou géographe, mathématicien ou sociologue, il parle mieux, mais il ne déraisonne ni plus ni moins que l'entrepreneur ou le syndicaliste.

Que l'Université soit critique parce que l'on y discute de tout, sans doute. Mais ceux qui attribuent à l'Université une vocation révolutionnaire à l'égard de l'ordre

social compromettent l'accomplissement de leur tâche de savant ou de professeur. Qu'ils représentent seulement 10 ou 20% du corps enseignant, il se peut: le pourcentage ne mesure pas leur importance. Nombreux parmi les jeunes assistants et maîtres-assistants, ils servent parfois d'intermédiaires entre étudiants et professeurs, mais parfois aussi ils s'interposent entre eux et aggravent les tensions.

Déjà, comme en d'autres pays, le professeur exposé à la colère des étudiants en raison de ses opinions recueillie en privé, mais non plus en public, les assurances de solidarité de ses collègues. Une Université politisée met en péril la liberté de parole. Il faut un aveuglement volontaire aujourd'hui pour ne pas discerner le péril: en une période pareille, l'aveuglement sert de refuge à la prudence ou à l'habileté.

[\(1\)](#) Voir Le Figaro des 24, 25 et 26 février.

L'université en suspens. Des problèmes subsistent

Le Figaro
28 février 1969

Le mot Université ne désigne pas, en France, les mêmes institutions qu'aux États-Unis. Les grandes écoles de sciences, les facultés de droit et de sciences économiques, l'E.N.A. forment les cadres supérieurs de la nation. Les facultés de médecine sortiront des troubles actuels, peut-être avec une organisation meilleure (en quelques années, me disait un professeur, fidèle du ministre). Probablement aurait-il fallu, en tout état de cause, une longue patience pour mettre fin au chaos [\(1\)](#).

Grandes écoles, facultés de médecine, laboratoires de sciences et nombre d'unités d'enseignement scientifique, écoles professionnelles fournissent à la nation les diplômés dont elle ne pourrait se passer. La France peut se passer des sociologues, psychologues, philosophes, désormais en grand nombre voués à la tâche révolutionnaire. Elle pourrait se contenter d'étudiants en lettres, anglais, allemand, histoire et géographie, trois ou quatre fois moins nombreux. La crise universitaire, si pénible soit-elle pour ceux qui en subissent directement les répercussions, ne compromet pas encore les intérêts vitaux du pays, à deux conditions: que l'anarchie larvée demeure confinée à l'intérieur des établissements universitaires, que les lycées et collèges continuent de fonctionner normalement. Beaucoup de parents s'interrogent sur ce dernier point.

Ce qui était avant tout en question, ce qui demeure en question, c'est l'avenir des facultés des sciences et surtout des lettres. Certes, d'aucuns présentent un plaidoyer: après le tumulte de mai-juin, les facultés sont de nouveau ouvertes; des examens ont eu lieu, tantôt réels, tantôt fictifs; certains départements présentent une apparence normale; les troubles actuels ne constituent que les derniers soubresauts de la révolution de mai; les enragés se trouvent de plus en plus isolés; la réforme ne pouvait s'opérer sans bruit et sans fureur; l'œuvre de longue haleine n'a pas dépassé la première phase.

J'espère que ce plaidoyer reflète la réalité, mais il n'exprime pas l'humeur des universitaires eux-mêmes. En fait, tous, révolutionnaires, réformateurs, libéraux, semblent partager le même sentiment: la déception et la mélancolie. Là où le travail a repris, il n'y a guère de changement et les réformateurs dénoncent la

restauration. La décomposition de l'autorité ancienne, l'absence d'une autorité de remplacement créent un climat d'irritation, de conflits souvent mineurs mais exaspérants, démoralisateurs pour tous. Commissions et assemblées interminables absorbent le temps et usent les nerfs de ceux qui devraient étudier ou enseigner.

Personne ne dissipera cette mélancolie par un coup de baguette magique. D'ici à quelques semaines, les élections seront terminées et la mise en place des institutions nouvelles commencera. Il faudrait beaucoup d'optimisme pour croire que ces commissions rétabliront le minimum de discipline indispensable et parviendront à opérer des réformes, tout en sauvegardant le libéralisme.

En vérité, après comme avant la loi d'orientation, le ministère devra jouer un rôle essentiel; les nouvelles autorités, dans les lycées et les unités d'enseignement, auront besoin de soutien, (sauf dans les cas, de plus en plus nombreux probablement, où les communistes, étudiants et enseignants, auront repris le contrôle des syndicats).

Dans les facultés des lettres, les perspectives me paraissent assez peu encourageantes: une restauration partielle avec des défauts supplémentaires. Au lieu des facultés, de multiples unités d'enseignement et de recherche; au lieu d'un traditionalisme parfois désuet, mais respectable et intellectuellement digne, un mélange de réaction crispée et de violence anarchique; au lieu d'une interrogation sérieuse sur les réformes souhaitables, un bavardage monotone, avec la répétition indéfinie des mêmes mots, vides de sens ou chargés de sens contradictoires; au lieu d'examens ou de concours trop nombreux et quelquefois inutiles, des examens illusoires avec, en bruit de fond, "le contrôle continu des connaissances", qui, pris au sérieux, pèserait encore plus lourd sur les étudiants que l'ancien système et qui, en pratique, risque d'assurer le succès de presque tous. Mais personne ne peut garantir que les diplômes garderont une valeur et que les diplômés trouveront un emploi.

Il y a place, entre gens d'égale bonne foi, pour les divergences sur les réformes souhaitables ou possibles. Mais certains principes doivent être rappelés et maintenus.

Enseignants et enseignés, en groupes ou individuellement, discutent des affaires publiques, critiquent l'ordre social et songent à le réformer. Cette liberté que nous accordons, au nom de nos principes, aux marxistes-léninistes, ceux-ci la refusent en Europe de l'Est, au nom de leurs principes: ils nous la refuseraient en France s'ils arrivaient au pouvoir. Ceux de la nouvelle gauche, avec la

complicité des habiles, commencent de nous la refuser à l'intérieur des universités, bien qu'ils se posent en libertaires, ennemis de l'État et de la bureaucratie. Là où les marxistes-léninistes, anciens ou modernes, s'empareront du pouvoir, ils soumettront à rude épreuve leurs collègues, coupables de ne s'associer ni en pensée ni en acte à leur entreprise. Mais les enseignants d'opinion modérée parviendront-ils à s'organiser mieux que les étudiants de même tendance? Faut-il rêver d'un campus universitaire transformé en terrain vague où s'affrontent les bandes de jeunes, d'assemblées universitaires divisées en partis?

L'introduction des pratiques et des institutions politiques en vue de recréer un ordre légitime (élections, commissions paritaires, président) a été probablement conçue comme une mesure de circonstance pour éviter la dissolution des assemblées plénières et générales, improvisées en mai, et satisfaire les demandes supposées des étudiants. Personnellement, je tiens cette version, même atténuée, du pouvoir étudiant, pour chargée de périls non pour les "privileges des professeurs", comme on dit, mais pour la qualité, pédagogique et scientifique, de l'enseignement supérieur.

Nul ne peut revenir sur les idées directrices de la loi d'orientation. Il s'agit donc d'en faire le meilleur usage possible. Comment? À peu d'exceptions près, les professeurs ne possèdent pas la qualification nécessaire pour exercer les fonctions politico-administratives qui incomberont aux présidents. Ils doivent faire appel à des professionnels de l'administration et se montrer capables d'une "reconversion". Élus comme des parlementaires, ils exerceront une fonction de gestionnaires, aux prises avec les revendications contradictoires des diverses catégories du Souverain, étudiants, assistants, chargés d'enseignement, professeurs titulaires, fonctionnaires de l'administration.

À supposer que la loi d'orientation permette de liquider provisoirement l'héritage de mai, à savoir de reconstituer un ordre légitime à l'intérieur des unités et des universités, les problèmes d'avant-hier continueront à se poser.

En paroles, n'importe qui peut acquérir une réputation de générosité en ouvrant toutes grandes les portes des facultés aux bacheliers, en faisant miroiter l'espoir que l'orientation, fée bienfaisante, évitera la cruauté de la sélection, horrible sorcière. Mais, à Vincennes, la faculté-pilote devra refuser les inscriptions l'an prochain ou éclater à son tour, faute d'offrir des locaux aux candidats. Il faudra éliminer à la fin de cette année, à Paris, au moins la moitié des étudiants inscrits en première année de médecine ou bien l'organisation

réformée des C.H.U. sautera à son tour, faute de moyens.

Les facultés des lettres peuvent, à la rigueur, accueillir des étudiants de plus en plus nombreux; il n'y a pas de limite théorique au nombre de germanistes, d'anglicistes ou de sociologues auxquels, à coup d'heures supplémentaires, des enseignants venus des lycées donneront des leçons tantôt de langue en tantôt de marxisme révolutionnaire. Mais on n'a pas le droit de tromper les jeunes et leurs parents; on ne supprimera pas les examens "traumatisants" si tous les bacheliers ont le droit d'entrer en faculté. À supposer que, sous prétexte de contrôle continu des connaissances, on supprime les examens, les diplômes perdront ce qu'ils gardent encore de valeur (fort peu). Les concours, comme l'agrégation, que j'aurais voulu au moins réformer, deviennent indispensables en raison de la dévalorisation inévitable des autres diplômes.

Les facultés, en particulier celle de lettres, refuges de bacheliers sans vocation, sont vouées à la décadence. Le salut viendra peut-être de la création de facultés privées auxquelles je promets un succès éclatant le jour où quelques hommes en prendraient l'initiative. Peut-être aussi la séparation radicale entre le premier cycle et les facultés permettrait-elle à ces dernières de retrouver la paix et le sens de leur vocation.

En juillet dernier, M. Edgar Faure avait le choix: concentrer son effort sur les *Instituts universitaires de technologie* (I.U.T.) ou sur les facultés. Il a choisi le deuxième terme de l'alternative. L'expérience la plus heureuse, jusqu'à présent, semble celle de la faculté installée dans les bâtiments de l'O.T.A.N. Pourquoi? Parce que l'enseignement y sacrifie moins à la théorie et à l'abstraction, parce qu'il donne une formation adaptée à l'exercice de métiers. "Récupération technologique" comme diraient les révolutionnaires confortablement assurés de leur statut de fonctionnaire.

La crise de l'Université ne se sépare pas d'une crise plus vaste. En France, la contestation de certains catholiques ébranle l'édifice spirituel plus gravement que celle des étudiants. Aucun pays d'Occident n'est épargné par les révoltes de jeunes bourgeois. Il serait injuste d'imputer à quelques personnes ou à une politique la prolongation du désordre. La question ne s'en pose pas moins: fallait-il prendre au tragique les discours contestataires sur la société de consommation ou, en véritable sociologue, s'interroger sur les causes sociales ou professionnelles de ces discours, sur l'état d'esprit des assistants, plus proches des étudiants que des professeurs, sur les revendications des chargés d'enseignement, insatisfaits de leur sort, sur l'inquiétude des étudiants venus de

milieux modestes, avec des bourses dérisoires, sans garantie de débouché? Fallait-il créer une université-pilote où la nouvelle gauche renouvellerait ses exploits de Nanterre, où les normaliens, entre deux assemblées générales, enseigneraient la dernière version parisienne du marxisme ou bien multiplier les I.U.T. qui, eux, pratiquent la sélection, encadrent leurs étudiants et les conduisent vers des emplois? Fallait-il lire les œuvres des enragés ou consulter les statistiques? Aucun ministre ne peut guérir le mal de vivre - à supposer que les étudiants en souffrent. Aucun ne peut leur donner une cause qui réponde à leur appétit de croisade si le matérialisme de la société de consommation laisse leur âme vide.

Les révoltés trouveront par eux-mêmes - ou ils ne trouveront pas du tout - la réponse à leur angoisse. Ils ne la demandent pas aux adultes, surtout pas aux professeurs, et ils ont bien raison.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* des 24, 25, 26 et 27 février.

Student Rebellion: Vision of the Future or Echo from the Past?(1)

Political Science Quarterly
Juin 1969

In order to limit my subject and to concentrate on the most interesting or familiar cases, I shall not discuss Latin-American universities, for two reasons. These universities have known student unrest for a long time, and have granted their students a role in the administration—a right which is demanded by some protesters and which is spreading throughout the West. Secondly, the relative underdevelopment, the influence of the United States, the example of Cuba, and the mediocrity and authoritarianism of a great many established regimes suggest probable interpretations. Similarly, African universities give their students a Western education, separate them from their milieu, teach them criticism and the critical spirit. How could the students fail to perceive the gap between the society they live in and the society whose ideal plan has been taught them through the culture they have received? How could they fail to revolt when the best jobs, those in government bureaucracy, are held by the preceding generation, and when economic progress offers graduates, most of them non-scientific, no chance of promotion in the private sector?

I shall therefore limit myself to student revolts in the industrialized countries, in the United States, Western Europe, and Japan. A question that arises immediately is, To what extent do the students revolt in Eastern Europe, in the Socialist countries, and, where they do, is this the same phenomenon as in the industrialized, democratic, and liberal countries? A first observation is that there have been no student revolts in the Soviet Union; student revolts have taken place only in Poland, where they were brutally put down, and in Czechoslovakia, where they were an integral part of a national movement. In order to enter college it is not enough merely to have graduated from secondary school; a college accepts only a small percentage of those who apply to it. For this reason students in the strict sense of the word constitute a privileged minority, which is not to say that this minority does not deserve its privileges by virtue of its intellectual or academic abilities or accomplishments. In the Soviet Union, up to now, those excluded from college seem more inclined to protest than the students themselves.

And in any case, the Polish and Czech student revolts, and probably those of all students in countries of the Soviet type, are closer to the revolts of nineteenth-century liberal students than they are to the revolt of libertarian, utopian, or Marxist students in democratic countries. Czech students are attacking neither professors nor university institutions as such; in agreement with their professors (at least the majority of them), they are demanding democratic freedoms and, above all, the right to the truth. Is it any surprise that the dialogue between the extremists of West Berlin and the Czech students ended in the discovery of disagreement? Educated in the harsh school of despotism by that merciless teacher called reality (to paraphrase the famous passage of Thucydides), the Czech students, through one of their spokesmen, ultimately both justified and condemned the spoiled children of the consumer society with this stinging retort: "Your educational system must indeed be deplorable since it produces idiots like you."

All polemics aside, it seems obvious to me after the slight contact I have had with Czech students or intellectuals that they do not belong to the same psychosocial type as the leftists of France or Germany. They know what they want; anti-utopians, they demonstrate a sense of reality, a sobriety of attitude and thought, a discipline of reflection and action, which make them differ almost point for point from the protesters of the West.

An observer will probably reply that the young people of the West and the East are united in their dissatisfaction, and that according to a logic of emotions if not of ideas, one group is attacking the lack of so-called formal or bourgeois freedoms while the other group, which enjoys these freedoms, wants to go beyond them to direct or "participatory" democracy. But even if one accepts the opposition between a liberal revolt in the East and a libertarian revolt in the West, it remains to be demonstrated that the apparently libertarian revolt does not, like the revolts of the Soviet in 1917, conceal a totalitarian intention or, regardless of its intentions, a totalitarian ending.

I

Let us omit Eastern Europe and the Socialist countries and concentrate our attention on revolts in the United States, Europe, and Asia, in industrialized countries with democratic and liberal governments. The frequency and violence of the revolts vary from one country to the next. Up to now the universities of Great Britain, which number fewer than 250,000 students and have excellent working conditions on the whole, have, although they have not been spared, not

suffered such violent attacks as those of France or West Germany. The London School of Economics, the institution most like those on the continent, has been most seriously disturbed. The storm is raging through Italian universities, which are the least modernized in Western Europe. German universities, especially in certain departments, are the victims of an endemic anarchy which gives rise to enough sporadic violence so that the government is contemplating measures on the federal level (although education is in the hands of the *Länder*). In France the students triggered a social explosion in May 1968. The American students provided the example at Berkeley.

In spite of differences in these revolts which may be attributed to the structure of the universities or the political climate, they seem to have two common features, the singular combination of university revolt and political revolt (or revolution) and the technique of action.

This technique, which was employed at Berkeley if not for the first time, at least for the first time in a spectacular manner and in the eyes of the world, is derived from the method employed in the struggle for civil rights. It might be called the “search for symbolic illegality” or, at least in the first phase, “non-violent violence”: violence because of the refusal to obey the law and the occupation of places, non-violence by the rejection of arms and sometimes even passivity in the face of police intervention. In fact, this non-violence does not last, it lapses first into violence against things and then into violence pure and simple, although up to now it has not escalated to the use of firearms or the desire to kill.

Symbolic illegality—the interruption of classes and the occupation of buildings—has the function of provocation. It generally occurs on the occasion of an incident—more or less important, sometimes ridiculous—in university life. It is a question of forcing the authorities into a position where they must choose between giving in at the risk of losing face and resisting or even punishing at the risk of a confrontation. In the event of an open conflict between the extremists and the authorities, a mass of students—in the United States about one-third of the student body—which is somewhat sympathetic to the extremists without belonging to them or approving of their methods, will go over to the active minority. Provocation-repression-indignation-confrontation: the vicious circle is encountered virtually everywhere with minor variations.

Provocation can lead to two different results; it is inspired by two different states of mind, although the two are usually combined. Either provocation as

conceived and desired by the leaders is a means of bringing about a confrontation, or provocation becomes an end in itself. The demonstrators want to live the experience of the demonstration: the “happening” of Anglo-Americans becomes a sort of existential transfiguration of the *chahut* (rumpus) which is traditional in French secondary schools and little known or unknown in Great Britain and the United States. The first alternative corresponds to political action, the second is closer to the hippies. Curiously enough, extreme politicization joins with retreat from society in a common rejection of the world as it is.

This community of technique is explained neither by an international conspiracy nor even by imitation. It results from the very nature of the university, an institution which is without means of force and which is normally based on the discipline or voluntary obedience of the students. In the United States the universities, ensconced on campuses, have small police forces at their disposal and function according to a legality. Even in the United States, defiance of the law and the police involves only a minimum of risks. Non-violent violence is eminently well-suited to this kind of institution. The scuffle or the riot represents the extreme form of physical violence in places where, theoretically, the word reigns and reason rules.

The other characteristic common to all student movements, namely, the combination of academic revolt and political revolt, the simultaneous demand for a new university and a new society, is harder to explain. In a certain sense this phenomenon constitutes the crux of the problem under discussion. Students who took part in national or liberal struggles in the last century were attacking the government, not the professors or the administrators of the universities. Thus it is a question of two phenomena coming together and interacting: on the one hand, all through the West a new left, a new revolutionary extremism is emerging; on the other hand, this extremism, which is a force among students, is exploiting a crisis in the universities which is present in all Western countries in varying degrees. These two separate but related phenomena require an explanation that is relevant to the Western world, since they are encountered from Berkeley to West Berlin, on the Pacific coast as well as by the wall that bisects the ancient capital of the Reich. Let us begin with the observation—which is not yet an explanation—that the historical climate has changed. A new generation is entering on the scene which is defined not by its civil status but by the historical conjuncture which it perceives as it arrives at consciousness. The postwar period is coming to a close. Young people born between 1945 and 1950,

the turbulent generation of today, have not had any authentic experience with war or cold war. Hitler and Stalin are no more to them than historical figures, almost as remote and almost as alien to their world as Wilhelm II or Nicholas II. It is a generation strangely devoid of historical awareness, at least in its noisier representatives. There is a danger that everything will begin all over again because in their eyes everything begins with them.

II

The historical climate has changed because the world has changed. Even in Europe the sense of an outside threat has practically disappeared—wrongly or rightly, it matters little. Hardly anybody dares to use the expression “free world” any more, unless ironically. For some twenty years Westerners have justified themselves while opposing the Soviet Union. The liberal democracies did not pretend to perfection; at least they paid some respect to the fundamental freedoms, without necessarily being hell-bent in the race for prosperity. According to the famous statement the liberal democracies, modest when they observed themselves, proud when they compared themselves to others, defended themselves against Marxism-Leninism with a good conscience. This kind of defense no longer impresses the young generation, who compare our societies with their stated goals, their proclaimed ideals, rather than with the so-called Socialist societies.

During the postwar period, as a result of the rivalry between the two great powers, between the two Europes, the productivist ideology dominated people's minds. The Soviet Union boasted a rate of growth superior to that of the capitalist countries; the latter took up the challenge and there followed the “miracles” of Germany, Italy, and Japan. Without despotism and without a planned economy, the neo-capitalist regimes advanced just as fast (and in the case of Japan even faster) than the Soviet Union and the countries of Eastern Europe; and in the last few years the rate of growth of the Socialist economies has diminished. But this competition no longer interests the “activists” of the young generation. They see the affluent society as a gift of the gods, a permanent acquisition: what's the point of worrying about it? Henceforth it is beyond affluence that there lie spaces to be explored, riches to be discovered. What spaces? What riches? No one knows. The future belongs to action, not to foresight: it must be forged, not imagined. For the future which our young revolutionaries want is prefigured by no existing society.

The economic progress of the last twenty-five years, which is the most rapid

and most continuous in the history of the world, has led to a spiritual crisis. The war in Vietnam, the islands of poverty in the richest country in the world, racial tensions, the deterioration of the cities, feed American self-criticism, and the same facts provide arguments for those who continue to perceive the world in terms of the Marxist-Leninist categories and for whom the United States, last bastion of capitalism, center of imperialism, is the final embodiment of evil. This does not mean that the Soviet Union automatically becomes the embodiment of good. Both despotic, as was once again demonstrated by the military intervention in Czechoslovakia of August 1968, and “bourgeoisified,” with a new class of technicians and bureaucrats separated from the mass by their way of life and their authority, the Soviet Union no longer arouses the boundless hopes, the fervor of idealists in search of the absolute. Here and there, in Italy and in France, she retains her troops and her organization. She leaves the field open to the New Left.

This conjuncture of historical circumstances, both material and spiritual, encompasses all the countries in the West. But beyond these causes, which are as general as the phenomenon to be explained, a more penetrating analysis would uncover causes limited to a single country, causes which would partly account for the specific characteristics which the phenomenon presents in that particular country. In the United States civil rights and the war in Vietnam furnished subjects of discussion and then of protest within the universities, discussions and protests which expanded into a total interrogation of American civilization. At the same time the university system, in spite of the considerable resources at its disposal, is also beginning to suffer from numbers. At Berkeley, a campus of over 25,000 students, size necessitates organization which in turn creates an anonymity in interpersonal relations which is a prefiguration of the anonymity and alienation which the rebels denounce in modern society.

In Germany the generation that fills the amphitheaters of the schools is the first one which no longer lives with the obsession, the specter of Hitler. The students whom I met in 1953 when I spent several weeks in Tübingen as *Gastprofessor* were reacting to their still recent ordeal with skepticism, the rejection of illusions or ideologies. The condition imposed on Eastern Germans, the constant flow of refugees from the eastern sector protected them from the Soviet temptation. Young people between the ages of nineteen and twenty-three today, born after the catastrophe, have discovered a world which has already emerged from the cold war. They are arriving at political awareness in a Germany which is economically powerful and politically powerless—the

economic power leaves them indifferent, the political powerlessness forbids all national ambition. They find West Germany socially conservative, in spite or because of its prosperity: are they revolting, twenty years after the fact because of the cold war, against the generation responsible for National Socialism or, like their counterparts in other countries, against the banality of a society which seems utterly dedicated to the accumulation of things?

In Japan it may be the same combination of material progress and political dependence which explains the violence of the student revolt and the popularity of Marxist ideas. Is youth *without sword or chrysanthemum* looking for something to hold on to, devoid as they are of national ambition or religious faith?

In France and Italy the university crisis in the strict sense of the term—the lack of facilities, the vain attempt to accommodate an increasing number of students in the traditional structures—has, outside any political revolt, created a climate of demands which is propitious to the enterprises of the activist minority. Finally, the decline of the two churches, the Catholic and the Communist, in France probably even more than in Italy, has opened intellectual milieus, professors or students, to the influence of the New Left. Let us now turn to the New Left and to the minorities of activists or extremists.

III

In the United States, as in West Germany, many empirical studies have been devoted to students and their revolts. Certain results emerge which, without imposing an interpretation, suggest various hypotheses. The number of extremists properly speaking, the number of those who are militant members of the German SDS (*Sozialistische deutsche Studenten*) or the American SDS (*Students for a Democratic Society*) or say that they are in agreement with them is small, about five per cent of the total number of students. In France, according to a recent poll, about twelve per cent of the students are supposed to have said that they favored revolutionary action within the universities rather than reform of the universities themselves, but I doubt that this twelve per cent constitutes the equivalent of the SDS of West Germany or that of the United States.

This small proportion of true revolutionaries does not deprive them of all representative value. In the first place, in any historical period and especially in a revolutionary period, a minority may express the spirit of the time, may translate into actions the ideas or the underlying desire of a generation. After all, it is still true, as Marx has written, that revolutions have been the work of minorities and

that sometimes these minorities were really carrying out a task secretly desired by the majority, a task that was recognized after the fact as in agreement with the interest and aspirations of the majority. Moreover, the same empirical studies reveal that approximately one-third of the students feel a certain sympathy for the SDS, at any rate a sympathy that is sufficiently lively that these students join its ranks or demonstrate some solidarity in the event of a confrontation. A certain awareness of a “class based on age” among the students erases differences of origin or ideology and gives the activists opportunities for action, a margin for maneuvering.

The majority of these extremists of the New Left come from bourgeois families (what in the United States would be called upper middle class families), families whose ideas are called liberal on the other side of the Atlantic and leftist in Germany or France. They were raised not according to authoritarian methods, but, on the contrary, in a style of extreme tolerance, according to the method which Americans call permissive. A psychoanalyst might suggest that they are revolting less against the father than against the absence of the father. In any case, it seems irrefutable that this generation of rebels has not suffered the oppression of tyrannical parents but, on the contrary, the lack, the void which results from the absence of opposition, resistance, or difficulties. Perhaps they were oppressed in a subtle sense, because they were the spoiled children of fathers who acted like brothers in a society whose abundance lowered the value of effort for young people born on the right side of the tracks and almost assured them of success from the cradle.

These rebels are unequally distributed among the students of various disciplines. In the United States and Germany the humanities and social sciences “produce” more of them than the natural sciences, mathematics produces more than physics or chemistry; few are found among engineers. It goes without saying that neither the discipline nor the teachers bear the responsibility for the revolutionary exploits of their students. Students choose their fields of study because of their interests or passions. Do they become revolutionaries because they study sociology or do they choose sociology because they want to be revolutionaries? The teachers provide them with the concepts, the theory, and facilitate its application, and this may be all.

Circumstances differ from one country to the next. In France until recent years students of sociology rarely belonged to the elite. Older, on the average, than in the other disciplines, without definite vocation, they had sought and found

refuge in a newly introduced discipline on the margin of the old university. In Great Britain sociology has undergone rapid expansion over the last few years, and it furnishes the largest contingent of protesters. In France at least, the sociologists seem to include representatives of the two groups which are inclined to revolt: children of good families who have become indifferent to social success and money and children of modest families who are already aware of their lack of mobility or opportunities for advancement. Similarly, also in France, sociologists seem given to the extreme politicization of the German or American SDS as well as to the twentieth-century bohemianism of the hippies.

There is a large percentage of Jews among the leaders of these movements; according to the studies done, forty per cent of SDS leaders are Jewish. I do not know any statistics for France, but everyone is aware that a few Jews played the major roles in the events of last May. Over-representation of the Jewish intelligentsia in movements of political protest is not a modern innovation. In the United States, where the Jewish community has won its place, and an important place, students coming from Jewish families present in an extreme degree all those characteristics which sociologists find underling the revolt of the “children of liberal parents,” who have critical minds and noble souls and who are more interested in justice than in making money (at least, if we take them at their word). They invoke different ideologies in different countries, and even within the same country. They also present certain similarities. Aggressively visible, with long hair and dirty clothes, sometimes personally unclean, they make certain statements or manifest certain feelings: they denounce bureaucracy, Soviet as well as capitalist, they want participatory democracy, they are opposed to the values of the business bourgeoisie, work or money, they rail against specialization and want to give free rein to emotions and creativity. Thus they seem to be rebelling against the exigencies of the scientific culture and to be nostalgic for the culture of the past or already anticipating a post-scientific culture beyond the productivist obsession and the reign of computers. This revolt with its nostalgic tone in spite of its futurist pretensions suggests an interpretation which would emphasize the reciprocal ignorance of the two cultures as an underlying cause of the spiritual crisis of today.

Without trying to point out all the specifically national traits within the context of a study which must necessarily be brief, let us indicate a few differences that are immediately visible.

First of all, in France and only in France have the disturbances started by a small number of *enragés* in a new liberal-style university spread first to all the other universities and next to the factories. Only in France has symbolism—fall of the Sorbonne=fall of capitalism or violation of the magisterial taboo=violation of all social authorities—seemed to endow the students with a revolutionary capacity, or at least a destructive capacity, which has not manifested itself anywhere else. I have written a short book analyzing the reasons for the uniqueness of the French situation, of which some are historical and others imputable to the present organization of society. The revolutionary scheme is still inscribed in the collective unconscious; teachers who had taught and sung the French revolutions, and above all the Revolution of 1789, the true and great one, have not been able to resist the temptation to take part in the revolution offered them, or seemingly offered them, by their students. In creating general assemblies in which teachers and students were intermingled, in sitting down in the midst of their students, the professors enjoyed the illusion of living their night of August 4. They diverted against the authorities the wrath of the young, to which the authorities replied by diverting onto the teaching body the wrath of the public, young and old alike.

Since there is only one university in France it was completely carried away by the storm, whereas in New York disturbances on one campus do not necessarily spread to neighboring campuses. Besides, the labor unions, weak and divided as they are, succeeded neither in preventing the spread of the movement that began in Nanterre and the Sorbonne nor in retaining control of it. Harassed on the left by various Marxist groups and threatened by the higher bid of the CFDT, the Communist-inspired unions attempted simultaneously to safeguard their claim to revolutionary dignity and to prevent any attempt at insurrection. France lacks those buffers provided in West Germany and the United States by labor unions, which make demands but are anti-revolutionary, which resolutely prefer neo-capitalism to Sovietism or to revolutionary utopia.

Why do students attack both the university and the society at the same time? As far as ideological structure is concerned, I think the uniqueness of the French situation has to do with the extreme politicization of the rebels, their loyalty to Marxism (or rather to the various Marxisms), a combination of esotericism, literary Byzantinism, and the propensity, at least verbally, to Castroist violence or to cultural revolution (inspired by a Maoism more imagined than experienced). Aside from the anarchist-inspired *Mouvement du 22 mars* led by Cohn-Bendit, the two groups which played the most important role (*Jeunesse*

communiste révolutionnaire and *Fédération des étudiants révolutionnaires*), sometimes by applying the old stratagem of infiltrating other organizations, invoked Trotskyism. The Maoists (*Union des étudiants communistes-marxistes-léninistes*) followed rather than took the initiative.

Of course all these militants proclaimed the same principles of “participatory democracy” or “direct democracy,” but they acted or believed they acted according to the Leninist method of the soviets: direct democracy, but democracy manipulated by organized activists. Although they may have been sincere in their conviction that a Leninist type of revolution would not this time lead to Stalinism, they nevertheless acted in the spirit of the “soviets everywhere,” with the ambition, perhaps childish but authentic, of seizing power. The French New Left is defined in relation to the Communist party which controls the largest central union and receives twenty to twenty-five per cent of the votes in elections, much more than either the German or the American New Lefts. Ideologically, the French New Left is struggling with the Communist party for monopoly of the revolutionary idea and Marxist truth. It dominates the PSU (*Parti socialiste unifié*), a party of intellectuals which gleans some five per cent of the votes in general elections, is split into several factions, but has some influence over all of the intelligentsia, including civil servants. In the universities the strength of the New Left has less to do with the membership of five to ten per cent of the students than with the support of a probably higher fraction of teachers (especially among the young teachers, assistant professors, and associate professors). The action committees responsible for the sporadic disturbances of the past few months which here and there paralyze the functioning of the universities all remain in contact with instructors, without which contact they would very soon disappear or be reduced to impotence.

In France few of the rebels had read Herbert Marcuse before May 1968 and even today they do not identify themselves with his teaching and his inspiration to the extent that their counterparts in the United States and West Germany do. To be sure, they, too, are anti-bureaucratic; they, too, denounce manipulation by the mass media, the dehumanization caused by organization, technology, computers; they, too, are trying to give the revolution “supreme hope and supreme thought,” the added dimension of a new mankind and not simply a new mode of production. But precisely because the French New Left includes more intellectuals than workers, it wants to work for political revolution and not merely a cultural revolution. It refuses to face the obvious fact that if the students and intellectuals succeeded in enlisting the working-class masses which

today are still under the influence of the Communist party, it is the latter which would inevitably seize power after the collapse of legal or bourgeois power. The French New Left is forced by its rivalry with the Communist party to be political, to make permanent use of the Marxist vocabulary. This rivalry condemns it, perhaps, to play in spite of itself the game of the Communist party, “objective ally” of the Gaullist regime against the trouble-makers and heir to this regime in the unlikely event of its demise.

In the United States the SDS is opposed to the establishment or the power elite, to those responsible for the unjust destiny imposed on the blacks. On the political level the presidential election of 1968 must have increased the sense of alienation of the rebels. Between two “professionals,” one committed to Johnson, the other representing the Eisenhower era, they saw no difference that gave any meaning to their choice. For Senator Eugene McCarthy a number of students had agreed to shave and bathe, in other words, to re-enter the system in order to devote themselves to a cause. Perhaps Robert Kennedy would have inspired similar results. For the time being the revolt, in spite of its political inspiration and objectives, seldom goes beyond the confines of the campuses, and although it uses Marxist or para-Marxist language, it remains primarily cultural.

The meaning of this cultural revolt is more easily discerned on the other side of the Atlantic. In France the organizations of businesses or universities retain too many authoritarian characteristics which are contradictory to the exigencies of rationality and efficiency for one to be able to clearly distinguish the meaning of the revolt, to tell whether it is against an oligarchy of another age or against a triumphant technocracy. In the United States discrimination operates automatically, as it were. The rebels take their distance with regard to the traditional values of the middle class—the cult of work, of success measured in terms of money or social prestige. They refuse to become a part of the milieu, to adjust to it; they dream of expressing their uniqueness or of creating. Wrongly or rightly they denounce society, and indeed the university itself, as an obstacle to authentic existence.

The young people in France, hostile to consumer society, were in their own way expressing a nostalgia of identical inspiration: neither production nor material success represents the final objective for the collectivity or for the individual. For the individual it is a question of living, of realizing himself, of obeying a higher morality than that of effort and productivity. But the French

protest, coming out of bourgeois milieus, retains an element of ambivalence, because affluence can be discerned on the horizon, although at a considerable distance from the present reality. In the United States the transfiguration of indefinite growth into the common good is more inclined to seem absurd than in a France undergoing modernization. There, the rejection of the Puritan and capitalist ethic may foreshadow the societies of the near or distant future.

The German SDS owes a great deal to the critical theory of the Marxists of Frankfurt, especially to Herbert Marcuse and his book *One-Dimensional Man*. What a strange destiny for this professor, so typical of Weimarian Germany with his mixture of Freudianism and Marxism, whom the extremists of today recognize as their intellectual master. A grandfather for lack of a father! These Socialists of the sixties fill the universities with their uproar and the streets with riots prepared in advance. They have already crossed the boundaries of the universities and are expanding into an extra-parliamentary opposition (*ausser parlamentarische Opposition*). They, too, are given to invective against enslavement by manipulation, against conditioning by the media of mass communication, while continuing to perceive the world through Marxist ideas (American imperialism, the possibility of collusion between the two imperialisms or the two hegemonies, etc.).

The demands of students vary in their details from one country to another or even, in the United States, from one university to another. Nevertheless two tendencies seem rather widespread, one concerning the content of instruction, the other concerning the organization of the university. The German youth who is a member of SDS does not want to become a *Fachidiot*, an idiot specialist. A number of American students are demanding from their colleges an expansion of general education, greater freedom of choice among the courses offered. Cohn-Bendit made similar statements at Nanterre. In the second place, students everywhere in great numbers are demanding power or participation in power. The term "student power" is becoming the equivalent of "worker power" or "black power." Students, and not merely the extremists, are determined to be *heard*, whether it is a question of pedagogical methods or even of the material being taught. But do the extremists and *enragés* want to improve the functioning of the university, become part of the system, or, by destroying the power of administrators (trustees or regents) or professors, do they want to offer a kind of prefiguration of other victories over other powers? The revolution in the university, against the adults and the theoretical possessors of knowledge, symbolizes the revolution in society.

From these facts, deeds, or words, what interpretation can be made? Let me begin by repeating the warning I gave at the outset: I do not claim to possess the truth. The significance of a historical movement like this one will only gradually emerge; I shall merely suggest some hypotheses, some directions for research.

V

Two causes of student unrest, one historical, the other sociological, seem obvious. This revolt marks the end of the postwar period and the appearance of a generation whose perception of the world is in many respects radically different from that of the preceding generation. In the second place, these student revolts are the result of a critique of the universities and of higher education which has come out of democratization.

Initially one is surprised at the similarity of the revolts, given the diversity of situations in the universities. But certain probable explanations immediately come to mind. In the United States the percentage of students in relation to each age group greatly exceeds the same percentage in any European country, but the number of students in France has tripled in the last ten years. Overcrowding, the mass phenomenon, the anonymity of interpersonal relations have become worse in Paris than in any American university. In this sense the situation is the same in spite of the discrepancy in figures or percentages.

Moreover, the problem created by the number of students depends on the degree of economic development, on the social context. There is no reason to believe that students who denounce the consumer society and refuse to become a part of it do not feel an unconscious anxiety about the future. What is the significance of the degrees to which they aspire? What chances do they have for a career? All observers have been struck by the conjunction in these movements of two categories of students, the first group brilliant, almost assured of success, the second group, on the contrary, comparatively old, without a clear vocation, having chosen disciplines of refuge like sociology or psychology which are close to their personal preoccupations but without sure opportunities. In France this reality appears clearly, since students of the *École Normale Supérieure* on the one hand (the cream of the French university system) and students of sociology on the other hand, many of them mediocre, have swelled the ranks of the *enragés*.

Perhaps there is a general significance in this conjunction of extremely talented students and students with a premonition of failure. The college diploma does not have the same prestige, the same value as a principle of social

differentiation or hierarchy, precisely because of democratization. The college degree is becoming the equivalent of the *baccalauréat* of twenty years ago. Admission itself is becoming less and less significant. Only the Great Schools are escaping this devaluation because they refuse to appreciably lengthen the list of applicants accepted, a “Malthusianism” for which nobody blames them, which is not inspired by generous sentiments, but which does give fortunate candidates certain guarantees. The fact that democratization arouses more or less violent reactions at the two extremes, in the winners and the losers, the first in quest of a great cause and new values, the second translating their own resentment and confusion into invectives against the social order—this meeting of contraries only seems paradoxical. The first are trying to go beyond a success that requires no effort, the second are revolting against their disappointed hopes, which they conceal beneath a language of universal pretensions.

Similarly, it is possible to combine the historical explanation—the end of the postwar period, the first generation not to have experienced the World War and the postwar period—with the sociological explanation—the number of students, the democratization of the universities, and the necessary reorganization of these old institutions. At this point there arises once again a question already indicated but each time postponed: to what extent do the social and academic causes of these disturbances differ from one country to another? To what extent do certain similarities betray observers into error? I shall confine myself to a few brief observations. Up to now the most aristocratic universities, those least open to large numbers of students, those of Great Britain, though they have not escaped the wave of protest, have comparatively speaking been spared. But does the moderation of students, their civilized style, have to do with the solidity of the structure, the human scale of British universities, or with the characteristics of British life itself? In the United States the troubles began in a so-called multiversity on a huge campus where the administration tends toward the rationality of vast organizations and where students were experiencing that anonymity in human relations which is characteristic of those organizations against which the young, desirous of community, participation, personal expression, and creativity, are drawing up a bill of indictment.

In Italy graduates coming out of the universities are encountering a situation of unemployment which also threatens French graduates in certain fields (total lack of jobs or jobs which the graduates consider unworthy of them). In a sense this may be a general problem: what is the fate of the failures, the “drop-outs,” in a democratized system of education? I should add, although once again I hesitate

to interpret, that in France at least, the range of salaries is relatively more open than in the United States and in other countries of Western Europe, which may serve to restrict the employment opportunities of graduates, especially those in literary fields (or which reveals the irrelevance of the graduates to the needs of the economy).

In Italy, France, and West Germany the university crisis has just as much effect on relations among teachers as it does on relations between teachers and students. The position of full-fledged professors, *ordinarius* in Germany, titulaires in France, or mandarins as their enemies call them, appears all the more unacceptable to the younger teachers because the younger group has grown enormously in the last few years. In France especially, there has been an increase in assistants, head assistants, and instructors without any corresponding increase in the opportunities for permanent staff positions. The professional demands of the assistants and instructors, as well as their age, have made them sensitive to student protests. Sometimes they have served as intermediaries between the rebels and the old teachers; sometimes they encourage the revolt.

VI

Beyond a generation in quest of a crusade, beyond students disillusioned by facile success or premature failure, beyond old edifices that are bursting because they are too small for the crowds that fill them, are we in the presence of a movement of historical significance? What are we to think of what certain German writers regard as an original version of a *Jugendbewegung*? Is it a counter-revolution or a revolution?

No one can choose unhesitatingly between these two views. If we consider the ideologies of the movement, we find few original ideas. Either the students invoke the authority of Marcuse, and in this case they hark back to what I call the Weimarian grandfather, the man who could neither retain nor dismiss the Marxism of his youth and who, in a Marxist vocabulary, expresses a romantic protest against modernity, technology, and manipulation. Or they identify imaginatively with Che Guevara, the bearded partisan both soldier and adolescent, who went from country to country bearing the good news of the worldwide revolt of the oppressed. But what affinity is there between this struggle and the management of an affluent industrial society? Or they dream of Mao and the Cultural Revolution, the Red Guard mobilized against the party bureaucrats. But here again, in what way does this revolution, more imagined than experienced, correspond to the present situation in France or West

Germany? A revolution as envisioned by Marcuse, Mao, or Castro requires first of all a seizure of power, a violent break with the established order, followed by a qualitative mutation of man and of society which the Weimarian grandfather hopes for without believing in it.

These young people no longer look to the Soviet Union as the embodiment of their revolutionary desires. They have gone beyond, or think they have gone beyond Marxism-Leninism, although they have retained some essential elements of this philosophy, above all a certain image of the historical world which is dominated by the tentacular, omnipresent “imperialist monster,” the United States. In the Soviet Union they condemn the bureaucratic degeneration which Marcuse implicitly recognizes, since in theory he criticizes both of the advanced industrial societies. But does rationalized modern business tolerate “participatory democracy,” that watchword of the New Left? Does technology stifle or promote individual expression? Rationalized organization naturally tends to become authoritarian, or to seem authoritarian to those who are part of it even if, especially if, there is no flesh and blood creature at the top of the hierarchy. The domination or oppression that is denounced is identified with machines rather than with human beings.

Here we encounter the fundamental ambiguity of this revolt, which is nostalgic in its ideologies and its vocabulary, but futurist when it announces certain aspirations which industrial society has not satisfied and which the very progress of modernity may make it possible to realize. So far student rebels have neither invented nor developed anything. Their themes of protest, their visions of the future seem to be borrowed from writers long-since buried in obscurity like the pre-Marxist Socialists, especially the French ones, Proudhon or Fourier. These utopians, or those whom Marx baptized as such, do not deserve the scorn which the Bolsheviks and their fellow travelers heaped on them for many years, but neither do they bring us a message that is directly translatable into practice. Fourier’s thought, like Marcuse’s, expresses a rejection of the reality principle, the demand for an existence entirely ruled by the pleasure principle. As a reaction to technological discipline or to the quasi-sanctification of the economic (or consumer) society, the resurrection of the pre-Marxists has historical significance: it marks a moment in the dialectical evolution of modernity. Experience has shown that the revolutions that called themselves and aspired to be Socialist did not suddenly alter the conditions of human existence. Thus the rebels no longer dream of collective ownership of the instruments of production but of a new mankind and a cultural transfiguration.

Do students who do not have any authentic experience in science feel this dissatisfaction more strongly than others? Possibly. Would a better balanced education which would combine an initiation in disciplined knowledge with the tradition of the humanities help to cure this melancholy or this passionate and sometimes nihilistic dream? I hesitate to give an answer. As far as I can see, the historians cite three kinds of precedents: the youth movements in Germany, the French romantics of 1830, who did not discover a cause worthy of them on a scale with the great revolution, republican liberty, and Napoleonic grandeur, and the thirties radicals, most of whom leaned toward fascism or national revolution, but who shared with today's protesters their intransigence, their taste for violence (which today is more symbolic than physical), and their sweeping, unconditional rejection of existing society. Members of youth movements, romantics, and national revolutionaries are recruited at the two extremes, among the idealists, who cannot adjust to what they find mediocre even when this mediocrity entails high social status and success, and among the embittered, who are proletarians in the original sense in spite of years spent in secondary schools and even in colleges.

Is it technological society, scientific civilization that calls forth this revolt? I would be inclined to correct the wording of this question or at least complete it to read technological society at a moment when a new generation is living in quest of its mission and of a great cause, and when secularization is gradually overtaking all institutions, including some whose centuries-old vocation seemed to protect them, the churches, particularly the Catholic church. Today, in the aftermath of Vatican II, a number of Catholics are talking as if their fidelity did not require belief in the supernatural. Some, like the students, are investing in the revolution and in violence a faith which has become, so to speak, unemployed. The authority of bishops or of the Pope, of the hierarchy in possession of dogmatic truth, is no longer safe from criticism and even rejection. Men of the church share the fate of scholars in the university. Are scientists alone able to escape this interrogation?

I said at the beginning of this paper that I was simply going to raise questions, to which I would give only partial and hesitant answers. The students, a majority of them coming from the literary disciplines or the social sciences, are playing the major role in a revolt which extends beyond the university to attack the institutions of scientific society: rational organization and the obsessional concern with output, production, wealth, and consumption. Nostalgic for a bygone culture, they are reviving old utopias, but they act according to methods

incompatible with democratic rules, methods which stir sad memories in men of my generation. Must we tolerate these methods because these young people are disturbing calm certainty and intellectual complacency, because in spite of everything they are expressing not only the dissatisfactions of spoiled children but a hope for spiritual liberation beyond submission to the necessities of science as applied to production?

Here, in a single question, is the problem that concerns me, the problem which the events raise for us all: Can a revolt of the violent in the name of a libertarian ideal in a liberal society, open the way to the future? Can it help to humanize the authoritarian organizations of a liberal society? Or will it lead, directly or indirectly, either of itself or by the reaction it will bring about, to a repetition of the tragedies of yesterday, even before they have ceased to haunt our minds? Those who want to go beyond liberalism always run the risk of returning to a previous stage.

Men born at the beginning of the century have learned this lesson by bitter experience; will they succeed in transmitting it to a generation which is in danger of repeating history because they do not know it?

(1) . The editors of the *Political Science Quarterly* are grateful to the authorities of the Technion, Haifa, Israel, for permission to print, in modified form, the text of Professor Aron's Joseph Wensch Lecture, delivered on February 2, 1969.

5

**1969-1977 : DE POMPIDOU À
GISCARD D'ESTAING**

5.1

D'UNE PRÉSIDENTIELLE À L'AUTRE (1969-1974)

Le choix. Un homme, une Constitution ou une politique?

Le Figaro
27 mai 1969

Que les temps sont changés! Vingt-quatre heures après le référendum du 27 avril, le général de Gaulle, retiré dans son village et dans la solitude, appartenait à l'Histoire. M. Georges Pompidou obtenait immédiatement le soutien de M. Giscard d'Estaing. À la fois gaulliste et détaché de l'orthodoxie, en réserve de la République depuis juillet dernier, apparemment populaire il "démarrait en trombe" et chacun lui prêtait les meilleures chances de succès. Aujourd'hui, au bout de deux semaines, il garde ses chances, mais il mesure les périls de la position qu'il occupe, celle du favori, de "l'homme à battre", contre lequel se forment les coalitions, spontanées ou organisées.

En tout état de cause, l'ancien Premier ministre devait surmonter des contradictions évidentes, la continuité et le changement, la fidélité et le nouveau cours. Honni par les gaullistes de gauche, il passe pour plus conservateur que le Président de la République d'hier, il ne peut plus compter sur les voix ouvrières que mobilisait l'homme du 18 juin. Or, les électeurs modérés qui, en 1965, ont voté, au premier tour, pour M. Lecanuet et, le 27 avril, répondu *non* à la question de confiance référendaire, ne rallieront pas d'eux-mêmes le camp gaulliste après le retrait du Général. Qu'il s'agisse de diplomatie, d'unité européenne, d'alliance atlantique ou de style de gouvernement, ils attendent une "conversion" – que d'aucuns taxeraient de reniement – ou se reconnaissent dans le candidat centriste.

En politique, les Français ont une réputation solidement établie et bien méritée d'inconstance. Les spécialistes d'opinion publique se demandaient si ou dans quelle mesure le désaveu infligé au général de Gaulle lui-même frapperait le parti qui prétendait recueillir l'héritage. Tant qu'à changer ("dix ans, c'est assez"), préféreraient-ils le minimum de changement (un gaullisme ouvert) ou le maximum? Les chefs de l'opposition s'empressèrent de leur offrir ce maximum sous les espèces d'un survivant de la IV^e République, homme d'expérience et, en même temps, homme neuf, puisque personne, il y a trois mois, n'avait gardé le souvenir de ce que M. Poher avait dit ou fait au cours d'un quart de siècle d'une carrière politique sans éclat.

"L'homme sans qualités", pour citer le titre d'un roman célèbre, devenait le candidat idéal du style III^e ou IV^e République. Aucun Français, pas même le général de Gaulle en dehors de circonstances exceptionnelles, n'atteint, au premier tour, la majorité absolue des suffrages.

Au deuxième tour, le résultat dépend, avant tout, des personnalités aux prises et des alliances de partis. Soutenu et, en apparence, prisonnier des communistes, le candidat de la gauche doit logiquement succomber. En revanche, un candidat du centre peut faire le plein des voix de l'opposition et, du même coup, vaincre le candidat que l'on appellera indifféremment gaulliste ou de droite.

Admirons, une fois de plus, l'ironie de la politique française. Le 30 juin dernier, il semblait que la formule d'André Malraux: "Il y a nous, les communistes et puis rien" fût confirmée par les événements. Aujourd'hui, c'est la formule de M. Jacques Duhamel: "La France est centriste" qui semble vraie.

Malheureusement, au même moment, les centristes eux-mêmes se divisent: MM. Lecanuet, Sudreau, Abelin mettent leurs espoirs passionnés dans l'élection de M. Poher, dans la défaite du gaullisme après le départ du général de Gaulle, dans la revanche de ceux que l'U.D.R. avait si longtemps exclus et méprisés. M. Jacques Duhamel, lui, choisit l'autre terme de l'alternative, il mise sur M. Pompidou pour répondre aux vœux des Français sans remettre en cause les institutions et la stabilité.

Nul besoin, pour interpréter ces querelles des centristes, de prêter aux hommes des motifs sordides. Le citoyen qui conserve des amitiés dans les deux camps comprend les raisons de tous, mêmes s'il décide d'ignorer les ressentiments des uns, la grande peur des autres. L'élection du Président de la République au suffrage universel, la France étant ce qu'elle est, accule les centristes et, avec eux, beaucoup de Français à un vote de résignation ou plutôt à un pari.

Le centriste favorable à la candidature de M. Pompidou, après avoir critiqué le premier ministre d'avant-hier, fait un pari. Mais le centriste fervent de la construction européenne et de l'Alliance atlantique qui espère recueillir les voix de la gauche et de l'extrême gauche au deuxième tour, fait, lui aussi, un pari. Pour mieux dire, il nous ramène d'un coup aux plaisirs et aux jeux des républiques parlementaires. Le Président de la République sera élu par une certaine majorité, il gouvernera avec une autre.

L'élection actuelle, la première à mettre à l'épreuve les institutions que le général de Gaulle a léguées à la France, comporte des enjeux multiples: bilans comparés de la IV^e et de la V^e République, vitalité ou disparition du gaullisme

en dehors du général de Gaulle, rôle du Président de la République. Mais, dans l'immédiat, la question qui domine toutes les autres, qui, tout au moins, me semble décisive, concerne les relations entre le Président élu le 16 juin et la majorité parlementaire. Question finalement simple, dont les candidats ne gagneraient rien à dissimuler les termes.

Seul M. Pompidou pourrait gouverner avec l'Assemblée élue le 30 juin dernier, tous les autres candidats devraient, à bref délai, la dissoudre. M. Poher a proclamé, il y a quelques jours, la nécessité en matière de politique étrangère d'un changement "fondamental". Or, l'extrême gauche, communistes et socialistes, déteste la diplomatie que souhaite M. Poher et lui préfère de beaucoup celle du général de Gaulle. Évoquer un tel changement et, en même temps, suggérer que la dissolution de l'Assemblée nationale ne s'imposera pas, c'est commettre l'erreur que les gaullistes ont trop souvent commise: mépriser avec excès ses adversaires et les Français en général. La crainte de nouvelles élections ne suffira pas à convertir les députés U.D.R. à la philosophie de Robert Schuman.

L'élection éventuelle de M. Poher peut revêtir deux significations.

Ou bien elle signifie la rupture avec la conception gaulliste de la Ve République. Le général de Gaulle ne ressemblait à personne, son successeur ressemblerait à n'importe qui (chacun le comparera à tel ou tel président de la IIIe ou de la IVe République). Du même coup, l'élection signifierait aussi que le président de la République peut s'accommoder d'une majorité parlementaire quelconque. Il "arbitre", il n'incarne pas une politique déterminée.

Ou bien elle signifie une autre politique et non pas seulement une substitution d'équipes. En ce cas, il faudra de nouvelles élections, mais, par quel miracle celles-ci donneraient-elles une majorité "pohériste" plus cohérente que celle qui a répondu *non* le 27 avril?

Quelle sorte d'homme les Français souhaitent-ils à l'Élysée? Veulent-ils, une fois de plus, passer d'un extrême à l'autre, selon l'alternance caractéristique de leur prétendue modération?

Le choix. Constances et inconstances des républiques.

Le Figaro
28 mai 1969

Pendant onze ans les gaullistes et le général de Gaulle tout le premier ont dénoncé les turpitudes de la IV^e République. Ils ne se lassaient pas de comparer les splendeurs de la Ve à la médiocrité du régime aboli. La campagne présidentielle offre aux antigauillistes l'occasion de retourner la politesse et de présenter à leur tour "le bilan". L'observateur qui s'efforce à l'objectivité refuse également les deux réquisitoires sous la forme extrême que leur donnent les procureurs engagés dans la bataille⁽¹⁾.

Entre la situation économique de 1958 et celle de 1969, il y a une similitude partielle: quand le général de Gaulle revint au pouvoir, une modification de la parité monétaire était devenue inévitable et il ne restait plus aucune réserve de change. Les dettes extérieures dépassaient les avoirs en or et en dollars. L'an passé encore le franc semblait une monnaie "dure". Le mouvement des prix n'en créait pas moins une menace latente. Les événements de mai-juin ont donné à la crise une acuité qu'elle garde aujourd'hui.

Certes, les réserves de change, qui semblent avoir diminué de moitié, demeurent substantielles, de l'ordre de 3 milliards de dollars globalement. Mais la modification de la parité monétaire, au moins par rapport à *certaines* monnaie (le Mark) risque d'intervenir, un jour ou l'autre.

Aussi bien, mieux vaut une dévaluation réussie que la perpétuation et le renforcement progressif du contrôle des changes. Le prochain gouvernement mettra cette dévaluation éventuelle au compte de son prédécesseur, comme celui-ci mit la dévaluation de décembre 1958 au compte de la IV^e République.

Malgré tout, sur le plan financier et monétaire, la situation actuelle, pour difficile qu'elle soit, se compare favorablement à celle du printemps 1958.

Cette comparaison, en vérité, n'intéresse que les candidats. Les moins de trente ans n'acceptent plus, et à juste titre, que les méfaits de la IV^e République servent de repoussoir à la gestion actuelle et permettent de tout justifier. Les Français se demandent comment ne pas retomber dans les fautes d'avant-hier sous prétexte de corriger celles d'hier.

Au milieu du tumulte des propagandes, des remarques de bon sens peuvent avoir leur prix. Il n'y a pas de lien nécessaire entre stabilité gouvernementale et taux de croissance économique. L'économie italienne progresse de manière spectaculaire avec un régime qui ressemble, à maints égards, à celui de la IV^e République; l'économie britannique ne surmonte pas ses contradictions en dépit de gouvernements qui s'appuient sur des majorités massives et durables.

Les candidats parlent comme si les hommes au pouvoir portaient la responsabilité de tout ce qui se passe dans le pays, comme s'ils disposaient de la toute-puissance. Bien entendu, les uns s'attribuent le mérite des progrès, cependant que d'autres imputent aux sortants la responsabilité des insuffisances ou des échecs.

Les techniciens du Commissariat à l'énergie atomique, après des années de recherches, abandonnent une filière, dite française, qui se révèle non rentable et que les techniciens américains déconseillaient. En ce sujet, réservé aux experts, les ministres dépendent de leurs conseillers. Ils n'ont pas toujours pris, au cours de ces dernières années, des décisions heureuses: malchance? Prétention nationaliste? Accident? De toute manière, les institutions ne préservent pas de ces sortes d'erreurs.

Si l'on se réfère, comme le fit récemment M. Pompidou, aux statistiques de l'O.C.D.E., il apparaît que le produit national par habitant, aux prix et taux de change courants, s'élevait, en France, à 2.060 dollars et, en République fédérale allemande, à 2.010, chiffres établis en 1967 et relatifs à 1966. Mais jusqu'à quel point ces chiffres, *calculés en prix et taux de change constants*, ne donnent-ils pas une idée trop favorable de la position relative de la France? Les mêmes statistiques de l'O.C.D.E. indiquaient pour la France, un pourcentage de la main-d'œuvre employée dans l'industrie de 40,8% contre 49,3% en République fédérale, 47,2% au Royaume-Uni. L'Italie a rattrapé la France: le pourcentage de la main d'œuvre industrielle y atteint 40,7%, mais l'agriculture y occupe encore 24,9% de la main-d'œuvre contre 17,6% en France et le secteur tertiaire 34,4% contre 41,6%. Que représente, en services réels, le tertiaire français, apparemment gonflé au niveau actuel du développement économique de notre pays?

Les prévisions d'emploi industriel, au cours des derniers plans quinquennaux, n'ont jamais été entièrement réalisées. L'industrie emploie moins et le tertiaire plus de travailleurs que les comptables ne le souhaitaient. À qui reprocher la lenteur relative de l'industrialisation, commune à toutes les Républiques?

Le régime de la IV^e République présentait trois défauts majeurs: la multiplication des crises ministérielles, la ronde des mêmes hommes et des combinaisons différentes finissait par rendre le pays ridicule, à donner aux Français, face aux étrangers, un sentiment d'humiliation. Les gouvernants de la IV^e ont favorisé la croissance et la modernisation, mais ils n'ont jamais compris les exigences de la stabilité monétaire, ils se sont abandonnés, par faiblesse ou par inconscience, aux facilités de l'inflation. Enfin, en 1958, il n'y avait plus, ni à l'Assemblée ni dans le pays, de majorité capable de continuer la guerre d'Algérie ou d'y mettre fin.

À supposer que la IV^e République eût été capable d'aller jusqu'au bout de la décolonisation - ce que je ne crois pas - les gaullistes ne le lui auraient pas permis, ils dénonçaient la perte de l'Empire. L'appel au "Sauveur" constituait le seul recours. Le général de Gaulle s'est attiré la haine de quelques-uns de ceux qui comptaient sur lui pour garder l'Algérie à la France, il n'a pas apaisé pour autant, à gauche, ceux qui réclamaient la décolonisation.

Le style de la V^e République, celui du général de Gaulle, de sa diplomatie, de son autorité s'opposait, point par point, à celui de la IV^e. Ni les données économique-sociales, ni l'administration, ni l'humeur des Français n'avaient, elles, fondamentalement changé. La dévaluation de fin 1958 avait donné à la France, pour la première fois depuis le franc Poincaré de 1926, une monnaie saine, mais, à partir de 1963 et surtout de 1965, la gestion tendit à commettre une erreur de sens contraire. En 1967-1968, des concessions salariales auraient peut-être permis d'éviter l'explosion de mai.

En même temps, les fautes caractéristiques des régimes démocratiques s'accusaient de plus en plus: le budget de l'agriculture augmentait d'année en année pour s'élever à quelque 17 milliards en 1969. Le système adopté à Bruxelles et à Paris, celui du soutien des prix, cumule les inconvénients puisqu'il coûte cher à l'État et n'assure pas aux exploitants les plus défavorisés un niveau de vie décent. En 1958, les réformateurs avaient lancé le mot d'ordre de vérité des prix; dix ans plus tard, le rapport Nora dénonçait la charge que les entreprises nationales faisaient peser sur les finances publiques.

Les critiques n'ont pas tort de reprocher aux responsables d'hier d'avoir consacré trop de ressources aux activités en déclin et à quelques recherches de pointe spectaculaires, pas assez à l'ensemble de l'industrie. Mais, si l'on convient d'appeler poujadisme l'effort pour protéger ceux que la compétition frapperait trop durement, le poujadisme n'appartient ni à la gauche ni à la droite, ni aux

gaullistes ni aux antigauillistes: il appartient à toutes les républiques.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 27 mai.

Le choix

Le Figaro
30 mai 1969

L'élection présidentielle comporte de multiples enjeux dont certains intéressent les seuls professionnels et d'autres tous les citoyens.

Selon le vote des Français, une équipe ou une autre occupera les principaux postes, bien que certains personnages, parmi les plus prestigieux, aient gardé le silence. De toute manière, des regroupements interviendront.

Laissant de côté la rivalité des équipes, il subsiste trois questions: le programme, la Constitution, le candidat lui-même.

Si l'on admet, comme la plupart des commentateurs, que la partie se jouera, au deuxième tour, entre M. Pompidou et M. Poher, l'électeur ne choisit pas sans peine entre les programmes de l'un et de l'autre. Tous deux multiplient les promesses, qui ne sont pas toutes raisonnables. M. Pompidou semble le plus vulnérable à la critique parce qu'il a exercé le pouvoir pendant six ans, mais il faut un robuste optimisme pour admettre que la majorité éventuelle de M. Poher garantirait une gestion plus efficace.

Le général de Gaulle a légué à la France une Constitution qui, dès la mise à l'épreuve, révèle ses contradictions. Il avait poussé l'«exercice solitaire du pouvoir» à un point tel que, par réaction, une certaine restauration du Parlement et un renforcement de l'autorité du Premier ministre s'imposeront.

M. Poher, une fois à l'Élysée, tâchera probablement de garder quelques mois l'Assemblée élue le 30 juin 1968, mais sa stratégie, celle de ses amis, implique une dissolution à bref délai. Les socialistes, après avoir refusé un «candidat unique de la gauche» pour permettre l'élection d'un centriste, s'allieront avec les communistes pour augmenter leurs effectifs parlementaires: une majorité pour l'élection présidentielle, une autre pour l'élection parlementaire, une troisième pour le gouvernement.

Qu'on le veuille ou non, il faut pour gouverner la France *beaucoup* des électeurs qui ont voté *oui* le 27 avril et une *fraction* de ceux qui ont voté *non*. La majorité de M. Poher comprendrait *la plupart* de ceux qui ont voté *non*, et une *minorité* de ceux qui ont voté *oui*: elle ne constituerait pas une majorité de gouvernement; elle risquerait d'ouvrir une période de difficultés politiques.

Cette version du post-gaullisme ne me paraît pas la meilleure. Chacun sait

qu'il y en a une autre possible qui offre, à mes yeux, une meilleure chance d'éviter, sinon les défauts communs à toutes les républiques, du moins les défauts, extrêmes et contrastés, des deux républiques précédentes.

La quadrature du cercle

Le Figaro
5 juin 1969

M. Georges Pompidou a recueilli au premier tour 44,47% des voix, pourcentage légèrement supérieur à celui des suffrages qui s'étaient portés sur le général de Gaulle aux élections présidentielles, en 1965. Le candidat du parti socialiste, M. Gaston Defferre, en équipe avec M. Mendès France, doit se contenter de 5% environ des suffrages, cependant que M. Jacques Duclos a réussi à mobiliser l'électorat communiste (21,27 pour cent).

M. Alain Poher, désigné à l'avance pour livrer la bataille du deuxième tour, arrive effectivement en deuxième ligne, mais le pourcentage des voix obtenues, supérieur de deux points seulement au pourcentage des voix communistes, ne lui laisse guère l'espoir de l'emporter.

Tels sont les faits bruts, que les commentateurs doivent reconnaître avant de les interpréter ou d'en tirer des enseignements.

Le général de Gaulle s'est condamné lui-même à la retraite par le recours à la "question de confiance référendaire". Depuis 1965, peut-être même depuis 1962 et la fin de la guerre l'Algérie, le "Sauveur" était devenu le chef d'une majorité parlementaire. Aucun homme de parti, en France, ne dispose d'une majorité absolue des suffrages dans le pays. En demandant aux Français de répondre par *oui* ou par *non* à plusieurs questions, apparemment distinctes, Charles de Gaulle faisait le pari qu'il entraînerait l'adhésion d'un nombre suffisant d'électeurs parmi ceux qui n'avaient pas voté pour lui au premier tour, en 1965. Il a perdu ce pari qu'il ne souhaitait peut-être pas gagner.

Désormais, le président de la République, élu au suffrage universel, sait qu'une majorité du deuxième tour ne se transforme pas automatiquement en majorité de *oui* quand la réforme proposée ne répond pas aux vœux de la nation. Les deux scrutins du 27 avril et du 1er juin marquent le passage non pas seulement du général de Gaulle à M. Georges Pompidou, mais aussi du gaullisme plébiscitaire au gaullisme institutionnel et électoral.

Ce passage laisse subsister un électorat gaulliste, quelque peu différent en sa composition mais égal en son volume. Dans les jours qui suivirent le référendum, nombre de Français, si l'on en croit les sondages, s'interrogèrent. Même durant cette période d'hésitation, le pourcentage des électeurs de M.

Pompidou ne tomba pas en dessous de 40%. Ce pourcentage de voix conservatrices ou modérées, en un autre pays que la France, ne surprendrait personne. Il n'en constitue pas moins un fait nouveau, frappant, pour la raison que la France n'avait jamais eu, à droite, de grand parti organisé. Le gaullisme et l'élection du président de la République au suffrage universel donnent en héritage à la Ve République ce rassemblement d'électeurs qui se rapproche de la majorité absolue au point de rendre la tâche des oppositions presque impossible.

Dès lors que la répartition des suffrages demeure en 1969 identique ou presque à celle de 1965, quelle combinaison offre une chance de vaincre les modérés?

À cette question, les tacticiens peuvent donner deux réponses: *candidat unique de la gauche, concentration de suffrages des oppositions au deuxième tour sur le candidat centriste*. La première formule mise à l'épreuve en 1965 n'empêcha pas l'élection du général de Gaulle; la deuxième, selon toute probabilité, n'empêchera pas, le 15 juin, l'élection de M. Georges Pompidou.

La première ne conduit pas au succès, parce que le candidat de la gauche paraîtrait, à tort ou à raison, prisonnier ou otage des communistes. Peut-être l'évolution commencée avant mai 1968 aurait-elle rendu acceptable aux Français l'idée d'un président élu grâce aux voix acquises dimanche dernier par M. Jacques Duclos. Quelle que soit l'interprétation que les analystes donnent de l'action du parti communiste durant les semaines de mai 1968, les "événements" ont ranimé la crainte de la "subversion" ou du "chaos". Un candidat unique de la gauche aurait fait le 15 juin un score inférieur ou supérieur à celui de M. Mitterrand en 1965: la comparaison aurait intéressé les spécialistes sans modifier l'issue du scrutin.

En désespoir de cause, les inspireurs de l'opération Poher conçurent l'autre solution: multiplier les candidats de gauche, obliger les communistes à se compter, assurer le maintien au deuxième tour d'un centriste qui rassure les modérés et ne repousse pas les communistes. Sur le papier, l'opération pouvait réussir - ce que confirmaient les premiers sondages relatifs aux intentions des électeurs au deuxième tour.

Elle semble aujourd'hui vouée à l'échec. M. Jacques Duclos a gardé sa clientèle et le parti socialiste a perdu la plus grande partie de la sienne, résultat exactement contraire à celui qu'espérait M. Guy Mollet. Nombre de centristes ont refusé de suivre M. Poher, qui ne pouvait être élu qu'en rassemblant toutes les oppositions. Élu dans de telles conditions, le président de la République

aurait dû, ou bien dissoudre l'Assemblée, ou bien concevoir sa fonction comme le faisaient Albert Lebrun ou René Coty. Le texte de la Constitution n'interdit pas une telle conception. Après tout, le président de la République, dans l'Allemagne de Weimar, ne gouvernait pas, bien qu'il fût élu au suffrage universel. Mais comment faire campagne *pour une politique* tout en proclamant que le premier ministre et non le chef de l'État détermine *la politique*?

L'opération centriste supposait une volonté de changement, un refus du gaullisme qui ne se sont pas manifestés le 1er juin. À supposer que cette volonté ou ce refus existent, d'autres sentiments les ont refoulés. En tout cas, la victoire de M. Pompidou apparaît à ce point probable que le parti communiste peut conseiller l'abstention à ses électeurs sans devenir suspect de préférer M. Pompidou à M. Poher.

Aussi longtemps qu'elle englobera communistes, socialistes et radicaux, la gauche pour accéder au pouvoir par voie légale, devrait résoudre la quadrature du cercle, au moins en un système électoral majoritaire. Le règne du "parti hégémonique" va donc se poursuivre. Il dépend de ce parti et de son chef que ce règne soit accepté même par les Français, plus de la moitié, qui ne se reconnaissent pas en lui. Une majorité qui n'a rien à craindre de l'opposition parlementaire demeure virtuellement menacée par ses propres excès ou par des "événements".

Avant le deuxième tour. Électeurs et candidats

Le Figaro
13 juin 1969

Dans une étude sur les *Institutions politiques de la France en 1970*, datant d'avril 1961, M. Roger Priouret écrivait: "Après la retraite ou la mort du général de Gaulle, nous connaissons presque à coup sûr une nouvelle expérience du régime parlementaire. La majorité de la classe aisée et de la classe intellectuelle, tous les partis et tous leurs militants (même l'U.D.R.), les organisations syndicales ouvrières, tout ce qui a pesé dans la politique d'hier appelle de ses vœux une restauration, c'est-à-dire un retour au régime parlementaire."

Cette restauration, selon notre confrère ramènerait inévitablement "la succession des gouvernements, les délices et les subtilités des crises ministérielles". Les Français ne supporterait pas longtemps le retour au passé, un régime inadapté aux exigences de la société moderne et aux aspirations des citoyens. En bref, le régime parlementaire ne résisterait pas à l'épreuve parce qu'il ressemblerait, en dépit des intentions des acteurs, à toutes les Républiques d'hier. La IIIe et surtout la IVe.

Si, comme il paraît probable et souhaitable, M. Georges Pompidou est élu dimanche prochain, il n'y aura pas de restauration parlementaire, au sens où M. Roger Priouret prenait ce mot il y a huit ans. L'événement démentirait la prévision sans pour autant réfuter l'ensemble de l'analyse.

Pourquoi, au premier tour, les Français ont-ils assuré plus de vingt points d'avance au candidat gaulliste (ou modéré ou conservateur) sur le candidat centriste (ou du centre gauche ou de l'opposition)? Les enquêtes par sondages ne permettent pas, pour l'instant, de connaître les motifs des électeurs, mais elles révèlent la composition des clientèles des deux hommes qui s'opposent dimanche prochain.

L'électorat de M. Pompidou ne coïncide pas exactement avec celui du général de Gaulle en 1965. Moins nombreux dans les bastions du gaullisme, l'Alsace par exemple, il l'est plus dans nombre de départements du sud de la Loire, traditionnellement rebelles au gaullisme. Malgré ces différences, la concentration de près de 44% des voix sur le nom du premier ministre de 1962-1968 constitue un fait décisif. M. Pompidou, d'après les sondages, aurait gardé 75% des électeurs de l'U.D.R., 70% de ceux des Républicains indépendants et 33% de ceux du Centre démocrate.

De l'autre côté, M. Poher n'a même pas obtenu la moitié des suffrages des électeurs qui se réclament du Centre démocrate (45%). Si 37% des électeurs de la Fédération de la gauche lui ont fait confiance (alors que 31% seulement votaient pour M. Defferre), il n'a convaincu que 22% des électeurs des Républicains indépendants et 18% de ceux de l'U.D.R. Pour l'emporter au deuxième tour, il aurait besoin de presque toutes les voix communistes ou gauchistes. Les responsables du P.C. n'ont aucune raison de préférer M. Poher à M. Pompidou; bien au contraire: la politique extérieure du général de Gaulle convenait mieux à Moscou que celle de Robert Schuman.

Ainsi, le scrutin du 1er juin a confirmé la permanence d'un "bloc conservateur" et l'échec du regroupement des oppositions. Probablement la personnalité des deux hommes a-t-elle influé sur le résultat du scrutin. À beaucoup de Français qui souhaitaient un changement et qui envisageaient de manifester ce désir, le 1er juin, M. Poher n'est pas apparu comme un président de la République. Mais, en dehors du choc des personnalités, M. Pompidou a bénéficié, comme l'avait fait avant lui le général de Gaulle, du vote des femmes (45% d'entre elles votent pour lui contre 35% des hommes). De plus, alors que l'électorat de M. Poher s'élève de 22% pour la classe d'âge entre 21 et 35 ans, jusqu'à 29% pour la classe d'âge entre 50 et 65 ans, mais retombe ensuite à 23%, les pourcentages de M. Pompidou s'élèvent régulièrement pour atteindre 48% pour les électeurs ou électrices au-dessus de 65 ans. Probablement, la fin de la grande querelle française entre catholiques et laïcs favorise-t-elle également le maintien du bloc gaulliste-conservateur.

Ajoutons enfin que M. Pompidou obtient malgré tout les suffrages de 29% des ouvriers bien qu'il fasse les "scores" les plus élevés parmi les agriculteurs (50%) et les industriels, commerçants, cadres supérieurs et professions libérales (46%).

Après la retraite du général de Gaulle, les électeurs de tendance centriste, libérale ou européenne avaient le choix entre deux paris: ou bien M. Poher, élu grâce aux voix de plusieurs oppositions, enlèverait aux gaullistes la possession exclusive de l'État et rendrait au premier ministre et à l'Assemblée nationale une part des responsabilités que le général de Gaulle leur avait enlevées; ou bien M. Pompidou, soutenu par l'U.D.R., par les Républicains indépendants et une fraction du centre, maintiendrait les institutions de la Ve République et corrigerait les défauts de "l'exercice solitaire du pouvoir".

Un autre candidat aurait peut-être convaincu un plus grand nombre d'électeurs hésitants de risquer le premier pari. M. Priouret n'écrit probablement pas

aujourd'hui que la majorité de la classe aisée et de la classe intellectuelle, tous les partis politiques, toutes les organisations syndicales appellent de leurs vœux un retour au régime parlementaire. Mais je crois que la continuation du gaullisme de stricte observance, qu'il s'agisse de politique européenne, du mode de gouvernement, de possession de l'État, provoquerait un jour ou l'autre des réactions plus ou moins violents.

En bref, des circonstances diverses interdisent l'expérience de la Restauration. Mais les aspirations qui rendaient celle-ci concevable, il y a quelques années, existent, me semble-t-il, non pas seulement dans les milieux dirigeants ou les spécialistes de la politique, mais dans une grande partie de la population française. M. Pompidou ne peut pas ignorer ces aspirations. Supposer, comme certains, qu'après les élections, lundi prochain, il oubliera ses promesses et les leçons de mai 1968, c'est avant tout refuser tout crédit à son intelligence.

Le deuxième président de la Ve République, en consultant les statistiques des sondages, découvrira les dimensions de sa tâche: il devra rallier ou, du moins, apaiser les électeurs qui lui ont refusé leurs suffrages, les 50% d'ouvriers, plus de 50% des hommes et des femmes entre 21 et 34 ans qui n'ont voté ni pour M. Pompidou ni pour M. Poher.

La politique bloquée

Le Figaro
12 février 1970

Parmi les pays d'Europe occidentale, France et Italie occupent une place à part: le parti communiste y conserve une force électorale (autour de 20% des votants) en même temps qu'une organisation qui en font un allié à la fois indispensable et difficilement acceptable pour toute coalition de gauche.

À partir de ce fait, à court ou moyen terme, irréductible, le problème d'une majorité de gouvernement se pose. Trois solutions apparaissent, théoriquement, possibles: ou bien un gouvernement que n'appuie aucune formation se réclamant de la gauche; ou bien un gouvernement qui englobe la plus grande partie de la droite, le centre et la gauche modérée; ou bien qui accepterait, sinon la participation, du moins le soutien du parti communiste. Le choix entre la première formule et les deux autres dépend surtout du mode de scrutin. Le choix entre la deuxième formule et la dernière dépend des relations changeantes entre les formations de la gauche modérée, entre ces formations et le P.C.

La IV^e République et l'Italie, depuis une quinzaine d'années, par l'effet de la proportionnelle, n'ont jamais pu se passer de la participation de la gauche modérée: d'où des majorités précaires et des gouvernements faibles. Entre la démission en 1946 et le retour en 1958 du général de Gaulle, le parti socialiste de M. Guy Mollet a tenu le premier rôle dans les combinaisons parlementaires. Qu'il y eût ou non une opposition gaulliste à l'Assemblée, aucun gouvernement ne pouvait se constituer sans l'approbation de la S.F.I.O. et de son secrétariat général. Une douzaine d'années de la Ve République ont rejeté la S.F.I.O. dans les ténèbres extérieures.

Certes, encore aujourd'hui, l'ensemble de la gauche non communiste, S.F.I.O., P.S.U., convention des institutions républicaines, représenterait probablement, à la proportionnelle, plutôt 20% que 15% des électeurs. Mais cette gauche non communiste se divise entre des militants qui se veulent plus socialistes que le P.C. et d'autres qui se situent à droite de ce dernier, cependant que les uns et les autres, démocrates ou libéraux, refusent le parti unique et la fidélité inconditionnelle à l'Union soviétique. Ils rêvent de s'unir et n'y parviennent jamais. Dans la Ve République, gaulliste ou post-gaulliste, ces distinctions subtiles, ces demi-rapprochements suivis de demi-ruptures paraissent jeux byzantins, à moins qu'ils n'évoquent les plaisirs et les délices de la IV^e.

L'Italie a suivi une autre voie. Durant une première phase, la démocratie chrétienne a pu gouverner seule ou avec l'appui de la droite ou de petites formations du centre gauche, le principal parti socialiste, celui de Nenni, paradoxalement allié du parti communiste durant toute la phase de la guerre froide. L'affaiblissement de la démocratie chrétienne, la fusion temporaire de la social-démocratie de M. Saragat et du parti socialiste de M. Nenni (amputé d'une fraction) rendirent inévitable une majorité gouvernementale dite de centre gauche, constamment menacée par les divisions à l'intérieur de la démocratie chrétienne à l'époque ainsi qu'entre les sociaux-démocrates qui avaient gouverné avec la démocratie chrétienne à l'époque de la guerre froide et les socialistes qui, à la même époque, faisaient alliance avec les communistes.

Les querelles idéologiques, qui paralysent et déchirent la gauche non communiste, en Italie et en France, présentent maintes similitudes. Mais ces débats de mots ou d'idées demeurent marginaux dans la politique française, telle qu'elle se déroule effectivement, alors qu'ils affectent l'exercice du pouvoir en Italie.

En France, il ne subsiste plus d'opposition de droite; les indépendants, une fraction des centristes ont rejoint l'U.D.R. L'élection du président de la République au suffrage universel, l'élection des députés au scrutin uninominal majoritaire à deux tours favorisent le maintien d'une majorité de la droite et du centre - majorité assez large pour se désintéresser des hésitations, scrupules, pas en avant, pas en arrière des formations intermédiaires entre elle et le P.C.

Avant mai 1968, ces formations, acculées au choix entre l'opposition permanente et l'alliance avec le P.C., avaient, cédant à la nécessité, choisi le deuxième terme de l'alternative. L'irruption du gauchisme et d'un vaste mouvement de revendications sociales mit fin à la tentative que M. Mitterrand avait symbolisée et officiellement conduite. Il apparut soudain, en toute clarté, que le propos attribué à André Malraux: "Il y a les communistes, nous et rien", prenait une vérité saisissante en période de crise. Les événements de mai ont directement provoqué le retrait du général de Gaulle, mais M. Pompidou, après l'élargissement de la majorité, n'a plus guère en face de lui, comme partenaire-adversaire, que le parti communiste.

Les gauchistes peuvent occuper des locaux universitaires, déclencher ici ou là une grève sauvage, dénoncer la bureaucratie du P.C. Personne ne peut fermer les yeux aux évidences: jamais les communistes n'ont été aussi forts dans les syndicats, l'Université, la société, même si une fraction de la jeunesse

révolutionnaire se détourne d'eux et les tient pour des alliés objectifs du pouvoir gaulliste.

L'Italie cherche un gouvernement du centre gauche: certains socialistes ou démocrates chrétiens se demandent si le ministère ne devrait pas, demain, accepter les voix du P.C. au Parlement. Rien de pareil en France; président et gouvernement n'ont pas de problème de majorité. Bien plutôt cherchent-ils une opposition. Même si une fraction de l'actuelle majorité, d'un côté ou de l'autre, se détachait, il resterait, selon toute probabilité, assez de députés, U.D.R. et républicains indépendants, pour garantir la stabilité ministérielle, suprême ambition et fierté du régime, depuis 1958.

Conjoncture à coup sûr préférable à celle de l'Italie. Malgré tout, le choc de mai 1968 nous a rappelé qu'un régime rigide, s'il ne plie pas, risque de casser. De plus, si la gauche n'a pas de représentation équitable à l'Assemblée, elle incline d'autant plus à l'action, dans la rue ou les usines.

Le dilemme de la gauche: "Ni avec le P.C. ni sans lui", garde-t-il, après le XIXe Congrès de Nanterre, la même actualité?

La politique bloquée (1). Le parti communiste a-t-il changé?

Le Figaro
13 février 1970

Pour la première fois, un militant dont les thèses avaient été condamnées par toutes les cellules, a été autorisé à se défendre publiquement devant les délégués et surtout devant les micros des journalistes bourgeois et les caméras de l'O.R.T.F. Pour la première fois, les téléspectateurs ont assisté à une séance du nouveau comité central. Seul un mauvais esprit, paraît-il, mettra en doute "qu'il y ait quelque chose de changé dans le parti communiste".

Certes, il y a quelque chose de changé: le parti communiste ne se désintéresse plus de l'image qu'il offre aux simples Français soucieux des droits de l'homme, aux intellectuels. Tant qu'à faire des concessions, il les consent plutôt à la tendance "démocratique" qu'à la tendance "gauchiste". Mais il faut l'optimisme des commentateurs, qui ignorent les secrets du sérail, pour considérer l'affaire Garaudy comme une crise majeure ou même comme le symptôme d'une crise.

Le directeur du centre d'études et de recherches marxistes remplissait depuis quelques années une fonction. Il se chargeait du dialogue avec les chrétiens, il élargissait le réalisme, il figurait la répudiation du jdanovisme. Je ne mets pas en doute sa sincérité mais, après plus de trente années de loyaux services, il n'ignorait pas les limites de la liberté dont il jouissait. Sur les articles fondamentaux du dogme, le rôle dirigeant de la classe ouvrière (en vérité du parti), la valeur exemplaire de l'expérience soviétique, il ne pouvait exprimer les opinions contraires à la ligne choisie par les instances régulières du parti sans appeler des sanctions.

Il a perdu sa place au comité central mais, du coup, il acquiert une importance hors de proportion avec ses mérites propres. Tant que le P.C. ne détient pas le pouvoir, un hérétique tel que lui ne court pas de danger. L'hérésie, en Tchécoslovaquie, exige un autre engagement et revêt une autre grandeur.

En contrepartie de ce dialogue public entre un intellectuel et l'appareil, les organisateurs ont présenté un admirable spectacle d'unité et d'orthodoxie; pas un seul partisan de M. Garaudy dans la salle, même le délégué italien s'est exprimé avec une modération, proche du conformisme, de nature à rassurer les gardiens sourcilleux du dogme.

En bref, l'événement du congrès, ce n'est pas l'affaire Garaudy (réquisitoire ou plaidoyer), destinée aux commentateurs bourgeois, c'est la démonstration de puissance et d'unité d'un parti plus que jamais fidèle à sa tradition du double refus: refus de la social-démocratie, c'est-à-dire de l'insertion dans la société bourgeoise, refus dans l'insurrection, même dans les circonstances apparemment favorables de mai 1968.

Double refus et attachement inconditionnel à l'Union soviétique se commandent réciproquement. Si le parti français avait suivi M. Garaudy et rejeté le modèle soviétique, il aurait normalement choisi une des deux voies, celle du parti socialiste de la République fédérale allemande ou celle que proposent les gauchistes, qu'ils se réclament de Mao, de Castro ou même de M. Rocard. Inversement, s'il choisissait la déviation de droite ou de gauche, le P.C. prendrait ses distances à l'égard de l'Union soviétique. Il ne reste ce qu'il est, ennemi de l'ordre existant et hostile à la violence, qu'à la condition d'offrir à ses militants, privés d'un espoir prochain, à la fois un *communauté* - la contre-société communiste, installée au milieu de la société capitaliste bourgeoise - et un *modèle*, supposé conforme à leur foi, l'Union soviétique, lointaine dans l'espace mais non dans le temps.

La plupart des commentateurs, parce qu'ils ne connaissent pas de l'intérieur le parti communiste, s'obstinent à ne discerner qu'une moitié de la vérité, un des deux refus. Les communistes, selon eux, ne pourront pas maintenir leur position "centriste", ils devront ouvrir à leurs troupes la perspective la participation au pouvoir ou de la révolution. Avant 1968, en effet, ils n'excluaient pas la première hypothèse: un gouvernement de gauche, assuré de leur soutien, gouvernement populaire de démocratie avancée. La faiblesse de la gauche non communiste, les velléités gauchistes du P.S.U. rendent provisoirement improbable cette éventualité. Il n'en résulte pas encore une frustration des militants.

Ceux-ci vivent déjà leur existence dans une communauté qu'ils ont créée, dans laquelle ils se reconnaissent, qui présente le caractère total d'un ordre conquérant ou d'une Église au pouvoir. Ils peuvent attendre sans excès d'impatience; ils ne traversent pas le désert. À la fois dans le parti et dans la société bourgeoise, ils se soumettent volontairement à la discipline, tout en se réservant la liberté de rompre le pacte sans courir de risque physique. Enfin, ils conservent, à moyen terme, l'espoir que la conjoncture internationale, le retrait des États-Unis, le noyautage des institutions existantes permettront, un jour, de franchir une étape de plus vers l'objectif ultime.

Que le parti de 1970 diffère quelque peu du parti de 1953, au moment de la mort de Staline, certes. Mais, ce qui frappe; ce n'est pas le changement, c'est l'extraordinaire constance. Le conservatisme foncier des Français s'épanouit dans le P.C. plus que partout ailleurs. Gouvernement et gauche modérée doivent prendre acte de cette communauté immobile, invulnérable, insensible à l'accélération de l'histoire, dont l'idéologie défie les leçons de l'expérience, dont les dirigeants-théologiens assurent la continuité et qui renouvelle sans cesse ses troupes sans perdre sa cohésion et son essence.

Le P.C. étant ce qu'il est, les débats authentiques sur les transformations de la société française se dérouleront à l'intérieur de la majorité, peut-être dans les controverses entre les diverses formations de la gauche. Le parti communiste ne contribuera pas volontairement au "déblocage" de la politique française, à la réforme des entreprises, à l'assouplissement des rapports humains. Mais il n'a pas non plus la force ou la résolution de s'opposer aux initiatives des pouvoirs publics lorsque celles-ci répondent aux besoins et aux aspirations des Français.

La C.G.T. demeure la plus importante, mais non la seule, centrale syndicale: l'affaire du contrat de progrès de l'E.D.F. a illustré les difficultés du dialogue avec les représentants des travailleurs, elle prouve aussi qu'aucun des acteurs, dans ces joutes florentines, n'a perdu d'avance. Le P.C. ne veut pas devenir un partenaire légal de la démocratie bourgeoise: le gouvernement, les autres syndicats, les formations de gauche lui faciliteraient la tâche en le déclarant "intouchable", ils doivent tout au contraire, non par naïveté mais par clairvoyance, lui rendre malaisé sa stratégie de sécession volontaire.

Formé à l'image et sous l'autorité du bolchevisme, maître de l'État, le P.C. a remporté sa grande victoire, non dans la lutte révolutionnaire mais sur le temps: il a duré tel que ses fondateurs l'ont voulu, tel qu'il se veut encore lui-même. "Tel qu'en lui-même l'éternité le change"? En politique, il n'est rien d'éternel.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 12 février.

Pourquoi les Français descendent dans la rue

Réalités
juin 1970

Paysans, commerçants, camionneurs, étudiants, la mode est à l'opération de commando, voire à l'attentat pour se faire entendre par le reste du pays. Raymond Aron analyse cette inquiétante évolution et ses conséquences pour la stabilité de notre société.

Les Français ont vu avec étonnement, voire inquiétude, la tendance récente de certains groupes sociaux, camionneurs ou commerçants par exemple, à "descendre dans la rue" et à bloquer les routes, pour régler leurs problèmes avec le gouvernement. Comment expliquez-vous ces poussées de poujadisme?

Ni la gauche prolétarienne, ni les maoïstes, ni les étudiants de 1968 ne se reconnaîtraient comme des poujadistes. Pourtant eux aussi "descendent dans la rue". Aussi suis-je tenté de définir les phénomènes que vous visez non par la notion de poujadisme mais par celle d'action directe, c'est-à-dire le recours par des individus et par des groupes à une action, violente ou non violente, mais à peu près illégale ou à la limite de l'illégalité. Avant d'aller plus loin dans la recherche des causes, je crois qu'il faut analyser d'un peu plus près deux des phénomènes les plus récents: la révolte des chauffeurs de poids lourds, et celle des commerçants. La technique employée dans les deux cas était la même, elle consistait à barrer les routes au moment où une partie importante de la population partait en vacances; mais en réalité ces deux groupes de pression socio-professionnels avaient des motivations très différentes.

Les camionneurs, eux, refusaient un arrêté d'interdiction de circulation pendant le week-end. Pourtant le gouvernement avait négocié avec les organisations représentatives et avait obtenu leur accord. Mais tout ou partie de la base n'avait pas été informée ou n'entérinait pas les décisions prises en son nom. Après une négociation rapide, un nouvel accord était signé modifiant quelque peu l'arrêté antérieur. À ce stade, en tout cas, il ne s'agissait pas d'une protestation d'un groupe socio-professionnel contre la détérioration de ses conditions de vie, ni contre une évolution économique.

Pour les artisans et les commerçants le problème était différent. Vous vous souvenez que la loi de Sécurité sociale pour les travailleurs indépendants avait été votée à l'unanimité par l'Assemblée nationale après consultation de toutes les organisations représentatives. Mais on s'est aperçu ensuite que les dirigeants

de ces organisations connaissaient mal les sentiments d'une partie de ceux qu'ils représentaient. Un grand nombre de commerçants, d'artisans, ont en effet protesté contre une loi qui, pour certains d'entre eux, apparaissait effectivement injuste. Je connais par exemple un artisan électricien qui appartenait à une mutuelle; la substitution de la Sécurité sociale d'État à sa mutuelle avait pour résultat qu'il payait sensiblement plus et recevait sensiblement moins. C'est une difficulté que nous connaissons bien dans le système général de la Sécurité sociale, aisément applicable au secteur capitaliste de l'économie française, plus difficilement à tous les secteurs non capitalistes, c'est-à-dire où la distinction de l'employeur et de l'employé n'apparaît pas avec évidence.

À cela s'ajoutait une cause plus générale: la crainte devant le développement des points de vente dits "en grande surface". C'est un phénomène qu'on peut appeler "poujadiste", mais il faut le comprendre. L'établissement d'un supermarché dans un quartier risque d'avoir pour conséquence la ruine d'un certain nombre de petits commerçants. Ils croyaient posséder un fonds de commerce qu'ils pouvaient vendre et, du jour au lendemain, leur capital, leur patrimoine se trouve dévalorisé, quelquefois réduit à néant.

Ils sont donc "descendus dans la rue", créant une technique équivalant à la grève. La grève est le moyen désormais légalisé de l'action directe dans le secteur capitaliste de l'économie. Mais les commerçants ne peuvent l'utiliser puisqu'ils sont leur propre employeur. Il s'agit donc de la recherche, par des groupes sociaux qui ne disposent pas du recours à la grève, de procédés de substitution.

Les paysans ont donné les premiers l'exemple en barrant les routes, lorsque les prix des produits agricoles sont tombés au-dessous du niveau où ils permettaient l'existence de l'exploitation familiale, les commerçants à leur tour ont eu recours à des procédés analogues. Je veux bien que l'on emploie l'expression de "poujadisme", mais je préfère parler tout simplement de réactions humaines. Celles de groupes socio-professionnels dont le progrès économique compromet le mode d'existence ou d'exploitation traditionnel. Une certaine somme de résistance à ce progrès ou de révolte contre lui ne me paraît pas plus méprisable que la défense de son pouvoir d'achat par l'ouvrier ou la défense de la hiérarchie des salaires par les cadres. Il s'agit d'un aspect de la lutte qui se poursuit dans toutes les sociétés industrielles libres. Chaque groupe social essaie de protéger son revenu, son niveau de vie, ou encore ses conditions d'existence. Il veut bien s'adapter dans une certaine mesure, mais à condition

qu'une issue lui soit offerte.

Lorsque l'adaptation paraît impossible ou lorsque le groupe considère que seule l'intervention de l'État peut le sauver, le recours à l'action directe lui apparaît inévitable et normal. Au fond, je dirai que les commerçants, les artisans, les paysans sont convaincus qu'ils n'obtiennent quelque chose du gouvernement qu'à partir du moment où ils ont un moyen de pression qui sensibilise l'opinion à leurs revendications et qui, d'autre part, oblige le gouvernement à faire quelque chose pour éviter le pire. Je dirai que la négociation est devenue une négociation avec en permanence la menace de violence.

Mais pourtant, qu'il s'agisse des camionneurs ou des commerçants, ils avaient des organisations représentatives qui ont traité avec les pouvoirs publics. Chaque fois, c'est la base qui a refusé de suivre les états-majors et a imposé l'action directe. Pourquoi?

Il s'agit en effet de mouvements "sauvages", dont la France est d'ailleurs loin d'avoir le monopole. On peut chercher la raison de ce divorce entre base et dirigeants dans deux directions. D'abord, la complexité sans cesse croissante des problèmes sociaux et économiques oblige les états-majors des organisations représentatives à négocier à l'échelon gouvernemental. Et les hommes qui les constituent en arrivent à être plus proches des ministres que de leurs mandants. Il faut ajouter à cela que les masses à défendre sont de plus en plus hétérogènes, ce qui complique la représentation. Je crois que le phénomène est un peu plus accentué en France qu'ailleurs en ce qui concerne les syndicats parce qu'une fraction seulement des ouvriers français est affiliée. Quant aux travailleurs indépendants, paysans, artisans, commerçants, la diversité française est extrême, selon la région, selon le mode d'existence, selon le degré de modernisation, et leurs chefs ont beaucoup de mal à se retrouver dans la masse confuse des revendications des uns et des autres.

Cette multiplication des recours à l'action directe ne fait-elle pas peser un danger sur le fonctionnement démocratique de notre société?

Je dirai volontiers que c'est l'accentuation, l'exagération ou la caricature du mode de fonctionnement de toutes les sociétés libres.

J'ai toujours mis l'accent pour définir les régimes de liberté dans le type de civilisation où nous vivons, sur la liberté d'organisation et de revendication des groupes socio-professionnels. C'est, à mon avis, plus important que la pluralité des partis et des institutions représentatives.

J'ajoute que dans la majorité des cas l'un ne va pas sans l'autre, mais vous

pouvez réduire au minimum le rôle du parlement, ce qui est le cas en France depuis 1958, aussi longtemps que les groupes socio-professionnels continueront à s'organiser et à revendiquer, le mode d'exercice du pouvoir politique demeurera fondamentalement le même. Il restera démocratique.

N'y a-t-il pas justement un lien entre l'effacement du parlement, récepteur et amplificateur naturel des mécontentements, et le passage de plus en plus fréquent à l'action directe?

C'est ce que disent les parlementaires et je suis tout prêt à reconnaître une part de vérité à cette interprétation dont je ne peux pas d'ailleurs démontrer qu'elle n'en a aucune. Mais tout ce que nous observons par ailleurs, c'est-à-dire la fréquence des mouvements sauvages, m'incite à penser que même si le parlement français jouait davantage son rôle traditionnel, même si les paysans et les artisans pouvaient s'adresser à leurs députés de manière plus efficace qu'ils ne le peuvent aujourd'hui, les troubles ne disparaîtraient pas. La Sécurité sociale des travailleurs indépendants a bien été votée par le Parlement dans un grand enthousiasme d'unanimité, toutes les organisations professionnelles ayant adhéré au projet. Peut-être, si le parlement était plus influent, s'adresserait-on à lui avant de descendre dans la rue, mais, si mes souvenirs sont exacts, les paysans ont lancé la mode à une époque – la IV^e République – où l'on ne peut vraiment pas dire que le rôle du parlement était insuffisant. Je pense que les causes profondes du phénomène sont ailleurs: dans l'extraordinaire complication des problèmes économiques et sociaux de la civilisation au sein de laquelle nous vivons et aussi dans le fait que les gouvernements, assiégés de tous les côtés, finissent par laisser en suspens les revendications. D'où le recours à l'action directe pour forcer leur attention.

On a, malgré tout, le sentiment que les groupes sociaux supportent beaucoup moins longtemps qu'auparavant une situation qui leur est préjudiciable. N'y a-t-il pas là une sorte de montée des impatiences?

Certainement oui, les groupes sociaux sont plus impatients, ou peut-être moins patients ce qui n'est pas exactement la même chose, et cela pour deux raisons. On a si volontiers parlé de l'opulence, de la croissance, de l'augmentation des richesses et du niveau de vie que les individus s'étonnent d'en recevoir si peu et se sentent les victimes d'une injustice fondamentale. Il est vrai que les bénéfices du progrès sont inégalement répartis, il est vrai qu'une fraction de la population, mettons 20 ou 25%, n'en recueille rien, quand elle n'est pas atteinte dans son mode d'existence.

La deuxième raison de cette non-patience tient à ce que les hommes ont désormais le sentiment que les gouvernements devraient pouvoir mieux maîtriser l'évolution de la société. La vision traditionnelle des sociétés humaines était marquée par le destin, la fatalité. Quand on était frappé par une mauvaise récolte, on s'en prenait au ciel, car qui pouvait-on accuser? Personne.

Plus la société des hommes semble dépendre des hommes eux-mêmes, plus le citoyen est convaincu que si "ils" voulaient, ("ils", c'est-à-dire les inspecteurs des Finances, les ministres, les Parisiens, les journalistes, les économistes), l'infortune qui l'accable pourrait être évitée ou corrigée.

J'ajouterai que cette réaction ressemble beaucoup à une politisation. Si on entend par-là, en effet, le fait que les groupes sociaux ont de plus en plus le sentiment que leur sort dépend de la collectivité tout entière, je dirai qu'il y a plutôt politisation que dépolitisation. Il n'y a dépolitisation qu'en un sens précis: la majorité de ceux qui protestent et revendiquent ne savent pas si un parti plus que l'autre contribuerait à leur donner satisfaction. C'est peut-être la difficulté fondamentale du jeu parlementaire d'aujourd'hui.

Cette politisation ne débouche pas sur l'usage d'un bulletin de vote, mais sur une sorte de guerre civile populaire, ponctuée de "coups" audacieux. Ne décèle-t-on pas là le développement d'un climat de guérilla, d'un romantisme de l'action directe, inspirés aux Français par les théories de la guerre populaire dont ils ont vécu les effets en Indochine, puis en Algérie? On a dit, par exemple, de Gérard Nicoud qu'il avait "pris le maquis". Ce terme n'est-il pas révélateur?

Il est plutôt révélateur de leurs rêves que d'une réalité. Nicoud ou les camionneurs n'ont rien à voir avec la guérilla urbaine. Ils emploient des moyens plus ou moins proches de ceux des révolutionnaires, mais, personnellement, je ne crois pas que l'on puisse mettre dans le même sac ces différents phénomènes, sinon par le biais du déclin du règne de la loi qui est la condition d'existence des sociétés démocratiques libres; le mépris de la légalité ou l'indifférence à l'illégalité caractérisent l'action des commerçants et celle des étudiants.

Pourtant, si l'on excepte le petit noyau authentiquement révolutionnaire chez les étudiants, et que l'on considère seulement la grande masse, je pense qu'il y a un point commun entre son action et celle des groupes d'intérêt. Les étudiants représentent aujourd'hui une catégorie que j'appellerai presque socio-professionnelle et qui revendique pour la défense de ses propres intérêts. Lorsque les étudiants protestent contre le fait que la deuxième langue devient facultative en classe de quatrième, quels arguments donnent-ils? Cela diminuera

le nombre des postes qui seront offerts aux licenciés d'espagnol, d'italien ou de russe.

Voilà une revendication typiquement "poujadiste", car une argumentation de cet ordre suggère que les élèves sont là pour donner des postes aux professeurs et non pas les professeurs pour répondre aux besoins des élèves. De plus, la perpétuelle réclamation de ressources financières nouvelles, de postes nouveaux, la volonté de ne pas être recalés aux examens, d'obtenir des diplômes, d'avoir une garantie d'emploi, toutes ces revendications d'étudiants appartiennent à la même famille que celles des commerçants, des artisans ou des ouvriers. Une fois écarté l'idéalisme sublime de leur idéologie, ce sont des revendications corporatives.

Qu'il s'agisse des étudiants ou des autres catégories sociales, ces attitudes de défense agressive des intérêts semblent désormais se faire aux dépens du prestige de l'État.

C'est vrai, les gouvernés, un peu partout dans le monde, n'éprouvent plus beaucoup de respect à l'égard des gouvernants. Même le général de Gaulle, lorsqu'il s'agissait des mineurs ou des étudiants, était incapable de transformer le prestige dont il jouissait en autorité efficace.

Ses successeurs ne bénéficient pas du même prestige que le général de Gaulle, mais ils n'ont ni moins ni plus d'autorité que lui quand ils ont à faire face à des revendications et l'exemple de l'illégalité est contagieux.

Les événements de Mai 1968, les révoltes successives des paysans, des commerçants, des étudiants ont convaincu la plus grande partie des groupes socio-professionnels que la révolte constituait un moyen normal d'obtenir satisfaction.

Est-ce que cela nous conduit à une société que personne n'accepte plus, et qui risque ainsi de se désagréger peu à peu?

Il y a une quinzaine d'années, pour caractériser l'état de notre société, j'avais parlé à la Sorbonne de "satisfaction querrelleuse", ce qui signifie que je n'avais jamais pensé que la société dans laquelle nous vivons atteindrait une phase de pacification totale.

Peut-être faut-il aujourd'hui dire "insatisfaction querrelleuse", en mettant l'accent à la fois sur querelle et sur insatisfaction. Mais j'entends par insatisfaction l'absence de volonté proprement révolutionnaire. Celle-ci me paraît localisée aujourd'hui dans des groupes peu nombreux. Ces groupes sont

très violents, ils vont éventuellement jusqu'au bout, ils bénéficient d'une certaine sympathie dans des milieux plus larges qu'il y a dix ou quinze ans. Disons qu'au bout de vingt ans ou vingt-cinq ans de développement économique continu, le progrès déçoit et que de ce fait même ceux qui parlent de tout détruire trouvent une audience qu'ils n'auraient probablement pas trouvée, il y a une douzaine d'années. J'ai envie de dire que le sentiment actuel s'exprimerait assez bien sous la forme de: *"ce n'était donc que cela"*. Pour les aînés, dans les années 30, il y avait le chômage, les crises, etc. Ces problèmes dramatiques ont été, vaille que vaille, résolus au cours des vingt dernières années. Puis on s'est aperçu qu'élever le niveau de vie général ne signifiait pas qu'on l'améliorait dans la même proportion pour les différents groupes, que l'on pollueait l'atmosphère, que la vie devenait impossible dans les grandes villes, etc. La nouvelle génération, à juste titre, veut ses propres croisades.

Mais c'est la méthode pour mener ces croisades qui est en cause. Ne risque-t-elle pas de déboucher sur une poussée d'anarchie, et en réaction aider à l'éclosion d'un fascisme?

Profitant de ma réputation de pessimiste, je suis foncièrement optimiste. Je ne sens pas dans la conjoncture actuelle monter un mouvement proprement révolutionnaire. Je crois beaucoup plus à une mutation des valeurs, à une mise en question de ce qui donne une signification à la vie pour un grand nombre de gens. Est-ce que cette anarchie subsistera, est-ce qu'il y aura une réaction fasciste? Je ne vois pas d'où elle viendrait, il n'y a pas de mouvement fasciste en France. La crise universitaire en France est très grave, elle va se prolonger, je pense que la jeunesse aujourd'hui aura une certaine peine à entrer dans la société, à se socialiser, à arriver à maturité, mais tout cela, à mon avis, n'est pas l'équivalent de ce que nous avons connu dans les années 30. Je ne veux pas ressembler au vieillard qui radote mais j'ai vécu les deux périodes, j'ai vécu les années 30 en tant que jeune homme, il y avait deux éléments fondamentaux, différents par rapport à la situation actuelle. D'abord, tout se déroulait sur la base d'une crise économique profonde et, deuxièmement, il y avait des idéologies politiques enracinées.

Si vous prenez aujourd'hui la grande masse, elle bénéficie tout de même du fait qu'il y a du travail et du pain pour tout le monde ou presque; les gens qui sont véritablement très malheureux au sens matériel du terme ne représentent qu'une minorité. L'immense majorité de la population a devant elle la perspective d'une carrière non pas grandiose mais qui lui assure les moyens

matériels de vivre. D'un autre côté, je ne vois pas où se trouve l'équivalent des masses déracinées que le fascisme ou le communisme pourrait mobiliser et encadrer. Il n'y en a pas, les maoïstes sont quelques milliers, tous ces jeunes gens jouent à la guérilla. Je constate un grand scepticisme, une certaine hostilité à l'égard du conformisme ambiant, une mise en question de ce que l'on appelle les valeurs bourgeoises ou le succès dans la vie. Je n'ai pas d'objection, c'est l'humeur d'une génération. Il est possible que nous vivions une crise spirituelle profonde et que nos sociétés soient menacées, qu'elles soient amenées à chercher au-delà ou en dehors du travail un nouveau sens à la vie. Possible aussi qu'il s'agisse d'une crise de sécularisation; après la crise des valeurs religieuses une forme subtile de la crise des religions séculières se développe. Et la violence démentielle des groupes maoïstes s'explique en partie par la perte de la foi dans le communisme.

Je ne veux pas dire du tout que ce que nous sommes en train de vivre soit superficiel, mais je ne crois pas que cela nous conduise à une crise politique obligeant à une solution extrême du type fasciste. Je ne le crois ni pour la France ni pour les États-Unis, bien que la crise morale soit plus profonde aux États-Unis.

S'il fallait craindre quelque chose, ce serait plutôt qu'à force d'affaiblir la société, on ne donne au communisme la chance qu'il avait perdue dans les vingt-cinq dernières années. Un jour ou l'autre, les gens pourraient avoir un tel désir d'ordre qu'en l'absence d'aucun parti capable d'encadrer les masses, sauf le parti communiste, celui-ci finisse par retrouver une chance.

L'incarnation de la France

Le Figaro
16 novembre 1970

Mon premier souvenir d'une rencontre avec le général de Gaulle remonte à Londres et aux années de guerre. Il m'avait invité à dîner: ce jour-là, éclatait la crise avec les États-Unis à propos du Saint-Pierre et Miquelon. Je le revois marchant à grands pas, de long en large, dans les salons de l'hôtel où il résidait et disant, à haute voix, pour lui-même plutôt que pour les autres: "Ils sont beaux, nos alliés." J'écoutais, avec un mélange d'admiration et de stupeur: même seul, avec lui-même, il se pensait en tant qu'incarnation de la France, au même plan que la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Un autre souvenir me touche davantage. C'était à l'époque du R.P.F. et j'avais eu plusieurs fois l'occasion de causer avec lui, surtout au sujet de l'association capital-travail, je fus atteint par un deuil familial et il m'écrivit une lettre affectueuse à la suite de laquelle il me reçut. Ce jour-là, parlant à un père, il évoqua sa fille Anne. La sensibilité que refoulait le personnage historique s'exprima soudain, avec simplicité, authentiquement.

Enfin, peut-être ne sera-t-il pas indiscret aujourd'hui de citer un fragment d'une lettre qu'il m'écrivit en réponse à l'envoi d'un petit livre sur la stratégie nucléaire. Après quelques lignes de remerciements, il en vint à l'essentiel, qui tenait en une phrase: "Pour moi, écrivait-il à peu près, il y a une seule question: la France restera-t-elle la France? Vous savez la réponse que j'ai donnée à cette question et je sais qu'il n'y aura jamais de paix pour les théologiens." Le doctrinaire de l'arme blindée n'a jamais pris un intérêt particulier aux discussions des spécialistes sur l'emploi des armes nucléaires. Pour que la France restât la France, c'est-à-dire une nation maîtresse de sa défense, elle devait posséder les armes suprêmes. Et le reste est théologie.

Puissance de l'opinion

Le Figaro
11 mars 1972

Ne joue pas au justicier qui veut. La libération de M. Nogrette, sans que le gouvernement ait payé la rançon exigée, prouve que l'action directe ou l'enlèvement d'otage ne réussit qu'à la condition d'obtenir un certain soutien de l'opinion.

Or le mouvement qui se nomme lui-même *Nouvelle résistance du peuple* avait provoqué le rassemblement des communistes et des gaullistes confortés par la caution de M. Rocard et des syndicats ouvriers. MM. Jean-Paul Sartre et Maurice Clavel ont manqué une occasion de courage intellectuel: ils ont déclaré l'événement inévitable ou prévisible de manière à éviter le choix entre approbation et désaveu. Les acteurs se sont eux-mêmes désavoués quand ils ont reconnu la force du désaveu public.

Réjouissons-nous, mais gardons le sens de la mesure. La société française souffre aujourd'hui, comme toutes les sociétés de l'Occident, d'une crise à la fois sociale et morale. La croissance économique améliore le sort de la plupart, elle laisse sur le chemin des traînants, des victimes. L'industrie emploie par centaines de milliers des travailleurs étrangers dont la condition, même supérieure à celle qu'ils connaîtraient dans leur pays natal, fait scandale.

Une fraction de la jeunesse bourgeoise, inquiète sur son propre avenir ou révoltée contre les iniquités, s'en prend à tout et à tous, réclame l'élévation du niveau de vie, la qualité de l'existence, le développement du tiers monde, sans reconnaître le possible et l'impossible, sans prendre conscience de la contradiction entre des revendications toutes légitimes dans l'abstrait, mais non pas toutes compatibles.

Le gauchisme, ou les groupes divers que l'on englobe sous ce nom, se nourrit d'idéologies hétérogènes. Certains groupes, de tendance trotskyste, rêvent de recommencer 1917, sans aboutir à Staline ou même à Brejnev. À l'autre extrémité, des évangélistes, des chrétiens, des maoïstes rêvent d'une sorte de révolution culturelle qui permettrait d'échapper à la malédiction du travail en série, des chaînes de montage, de la pollution et de toutes les calamités que l'industrie moderne traîne après soi.

Que l'aspiration révolutionnaire cherche une expression ailleurs que dans le

parti communiste, rien de plus normal.

Le parti communiste, bien qu'il continue de travailler en vue d'une transformation radicale de l'ordre établi, adopte un style bureaucratique, refuse les aventures de l'insurrection: comment répondrait-il à l'impatience des purs, des romantiques, des désespérés ou des soi-disant tels?

Le gauchisme devait naître dès lors que le parti communiste donne l'impression fausse qu'il a changé en profondeur et qu'il n'incarne plus l'espérance messianique. La critique gauchiste, si radicale ou excessive soit-elle, a au moins le mérite d'ébranler la bonne conscience des privilégiés.

Encore faut-il qu'elle ne se traduise pas en une guérilla permanente, qu'elle n'emploie pas des procédés qui dressent la nation en une révolte unanime. Les Français ne toléreront pas que des groupuscules, au nom d'une justice dont ils s'érigent en seuls interprètes, privent les personnes de leur droit primordial, la liberté et la sûreté.

Par de tels procédés, les gauchistes œuvrent contre leurs propres aspirations: ils donnent au parti communiste le monopole de l'opposition responsable, et au pouvoir la tentation d'oublier les maux de notre société en détournant la colère contre ceux qui les dénoncent.

En vérité, les gauchistes doués de quelque clairvoyance devraient eux aussi se féliciter du dénouement et en tirer la leçon.

Du référendum aux élections

Le Figaro
17 juillet 1972

Dans un numéro récent, l'hebdomadaire américain *Newsweek* concluait une enquête, menée auprès des dirigeants européens, sur une note pessimiste: nulle perspective de programme commun, puissance accrue de l'Union soviétique, inquiétude sur l'avenir de la diplomatie américaine. Avant même que la Grande-Bretagne appartienne officiellement à la Communauté, le flottement de la livre révèle la précarité de l'accord conclu en décembre dernier - accord qui laisse aux Européens et aux Japonais la responsabilité de maintenir la parité du dollar, sans que la monnaie américaine perde pour autant le rôle transnational qu'elle joue depuis un quart de siècle.

Il me paraît utile de rappeler ce contexte avant d'analyser les derniers épisodes de la politique française. M. Georges Pompidou voulait, à coup sûr, donner une impulsion nouvelle au mouvement d'unification européenne. L'élargissement de la majorité, la conférence de La Haye, la réconciliation spectaculaire avec la Grande-Bretagne témoignent de cette volonté par laquelle le deuxième président de la Ve République espérait, tout en préservant l'héritage du gaullisme, accomplir une œuvre propre, mettre son empreinte sur l'Histoire. Avec le changement de ministère, nous voici bien loin de ces vastes ambitions.

Plus que tout autre événement, le référendum d'avril a secoué la majorité gouvernementale, ébranlé l'assurance du président de la République. Personnellement, je souhaitais un succès du référendum dans l'intérêt de la cause européenne. M. Pompidou a durement ressenti l'échec et je crains qu'il n'en ait aggravé les conséquences par l'interprétation qu'il en a donnée.

La majorité actuelle, en particulier l'U.D.R., ne doit pas le pouvoir qu'elle exerce depuis dix ans à un changement en profondeur de la nation française. Les familles politiques subsistent et chacune d'elles représente approximativement le même pourcentage de suffrages. Au premier tour de l'élection présidentielle en 1965, le président de Gaulle lui-même n'avait pas recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés, *a fortiori* la majorité des voix des électeurs inscrits. Le candidat du centre avait mobilisé quelque 15% des suffrages. Le premier tour d'une élection présidentielle donne l'occasion aux Français d'exprimer leurs allégeances coutumières, de voter comme si le scrutin proportionnel continuait à s'appliquer: UDR et Indépendants réunis n'atteignent pas, en ce cas, la majorité

des suffrages exprimés.

Le danger du référendum, M. Pompidou l'a découvert après coup, c'est que les Français y votent comme ils le font au premier tour d'une élection présidentielle. Autrement dit, au lieu de répondre à la question posée, ils expriment leurs préférences et obéissent aux consignes de leur parti. Aussi bien les circonstances étaient-elles particulièrement défavorables. Le président invitait les Français à ratifier une décision déjà prise. L'opposition dénonça la manœuvre - diviser la gauche - avec plus d'ardeur et de succès que la majorité ne soutint la cause devenue présidentielle et non européenne. L'indifférence encouragea l'abstention. Les chiffres, si décevants soient-ils pour M. Pompidou, n'autorisent pas de pronostic pour les élections législatives dans lesquelles tout se joue au deuxième tour. La peur de la coalition socialiste-communiste l'emportera-t-elle sur le désir de changement ou inversement? Les électeurs redouteront-ils la crise de régime que provoquerait la contradiction entre majorité parlementaire et majorité présidentielle? Ni l'arrogance de M. Mitterrand ni la crise morale de la majorité ne prouvent quoi que ce soit, dans un sens ou dans l'autre.

M. Pompidou, d'après tous les témoignages, semble avoir tiré de l'expérience du référendum et de l'étude détaillée des chiffres une seule leçon: une fraction des gaullistes de stricte observance l'avait déserté. Admettons qu'il en ait été ainsi et que le nombre de ces voix perdues ait été substantiel (environ un million, d'après certaines analyses): s'abstenir à un référendum personnalisé n'annonce pas encore un vote pour l'opposition au deuxième tour d'une élection législative. De plus, les décisions prises pour parer à cette "désertion" des gaullistes manquent de discrétion. De même que le référendum n'a pas mobilisé les "Européens", en partie au moins parce qu'il semblait couvrir une manœuvre politique, de même le renvoi de M. Chaban-Delmas et son remplacement par un "compagnon", admirable combattant et administrateur austère dont personne ne connaît les idées, risque de surprendre au lieu de provoquer le ralliement des aigris, des déçus, de ceux qui reprendraient volontiers, complété, le mot d'ordre de 1968: "quatorze ans, c'est assez".

Certes, le gouvernement Messmer comporte un dosage savant: les trois groupes de la majorité gardent la même représentation, M. Edgar Faure apporte avec lui le nouveau contrat social, la participation et le gaullisme de gauche, cependant qu'un gaulliste pur et dur s'installe à Matignon et que M. Nicoud sort de prison. Les électeurs pourraient bien comprendre, eux aussi, la signification de ce dosage savant: ne vont-ils pas réagir comme en avril dernier?

Or, et sur ce point le premier secrétaire du parti socialiste a entièrement raison, le programme commun ouvre une phase nouvelle de la bataille politique en France. Non qu'un ministère socialiste-communiste doive nécessairement appliquer intégralement ce programme, mais il en appliquera une partie suffisante pour aboutir au même résultat que le gouvernement du Front populaire en 1936: une crise économique et la désagrégation d'une alliance entre partenaires-ennemis. Chacun peut spéculer sur l'aboutissement et de cette crise et de cette désagrégation.

Entre la coalition socialiste-communiste et la majorité actuelle, les Français seront-ils demain, forcés de choisir sans que se dessine une troisième voie? Je le crains non sans regret. En signant le programme commun de la gauche, les radicaux "dissidents" renient leurs idées et leur action passée, cependant que M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a le courage de rompre avec les conformismes: identifier la gauche à l'étatisme, aux nationalisations et à la planification autoritaire, c'est la vouer à l'échec ou au despotisme. Mais, au second tour, combien de réformateurs pourront échapper au choix entre la gauche de papa et la majorité actuelle?

Du référendum aux élections. L'Europe paralysée

Le Figaro
18 juillet 1972

Le changement de premier ministre annonce-t-il une inflexion de l'attitude française à l'égard de l'unification européenne? Je ne ferai pas à M. Pompidou l'injure de le soupçonner d'une pareille instabilité. Qu'il donne aux gaullistes des gages de fidélité et aux commerçants des marques d'intérêt, certes. Nul ne peut mener au-dehors une grande politique s'il n'obtient au-dedans le soutien de l'opinion et de la majorité des électeurs. Les "Européens", venus de l'école de Jean Monnet, qui appartenaient naguère au cabinet fantôme de M. Mitterrand, n'ont certes pas le droit d'accuser M. Pompidou d'opportunisme: espèrent-ils donc construire l'unité de l'Europe occidentale avec le parti communiste? Ou sont-ils convertis à l'unité de l'Europe de l'Oural à l'Atlantique? Si le président de la République met en doute l'utilité d'une conférence au sommet des Dix, les raisons de scepticisme ne lui manquent pas: je ne vois pas, en effet, dans les circonstances présentes, à quels résultats une telle rencontre pourrait aboutir⁽¹⁾.

Le projet de secrétariat politique de la Communauté européenne, proposé par M. Pompidou, a ranimé la querelle soulevée par le plan Fouchet et responsable de l'échec final de ce dernier. Dès que les Français et leurs partenaires discutent d'institutions, le dilemme, coopération intergouvernementale ou supranationalité, surgit immédiatement.

Le président de la République semble avoir souhaité sincèrement l'installation du secrétariat politique à Paris et avoir espéré le consentement des Neufs. J'ignore le contenu des conversations décisives entre M. Heath et M. Pompidou, mais, à supposer même que le Premier britannique ait promis d'appuyer la demande française - ce qui paraît improbable - cette demande se serait heurtée à des oppositions irréductibles.

L'installation du secrétariat à Paris symboliserait, en effet, aux yeux des Hollandais, des Belges des Allemands aussi, la séparation radicale, politique en même temps que spatiale, entre les institutions communautaires de Bruxelles et la coopération intergouvernementale. Une diplomatie commune, à supposer que les Dix y parviennent un jour, résultera de l'habitude prise par les gouvernants de se tenir en contact, de s'accorder sur certaines démarches. En matière de relation

avec les autres États ou d'armée, la Grande-Bretagne ne consentirait pas plus que la France à un transfert de souveraineté.

Le débat sur le choix de la ville où s'installera le secrétariat (dont les fonctions de meurent vagues) revêt un caractère quasi théologique. Même si le secrétariat s'installe à Bruxelles, la coopération politique ne glissera pas vers des institutions communautaires. Mais les débats théologiques, l'Histoire le prouve, durent des siècles et ne souffrent pas de compromis. Mieux vaut, provisoirement, ne pas dramatiser un conflit insoluble.

M. Pompidou avait choisi l'union économique et monétaire comme objectif de la prochaine phase d'unification européenne.

Objectif en lui-même difficile à atteindre: tant que les diverses économies du Marché commun ont des conjonctures distinctes, déterminées chacune par des causes nationales (politique du budget, du crédit), pourquoi l'inégalité de la pression inflationniste ou du taux de la hausse des prix ne créerait-elle, de temps à autre, des disparités qui ne pourraient être rectifiées que par des modifications de la parité monétaire? La dévaluation française de 1969 en fournit un exemple ou une preuve, abstraction faite des conséquences du système monétaire international.

De plus, depuis le mois d'août 1970, le monde vit sous un régime aberrant, à savoir un régime d'étalon-dollar, la monnaie américaine continuant d'être, pour l'essentiel, la monnaie de l'ensemble occidental bien qu'elle ne soit convertible en aucun actif. Usant et abusant de leur puissance, les dirigeants des États-Unis laissent aux Européens la tâche de maintenir la parité de leur monnaie et se déclarent indifférents à une dévaluation éventuelle, si les banques centrales étrangères refusent d'accumuler des dollars.

Les Européens n'ont-ils pas d'autre issue que de poursuivre leur politique, ou leur absence de politique, actuelle: maintenir autant que possible les marges réduites de fluctuation entre leurs monnaies, ne pas utiliser exclusivement le dollar pour les interventions sur les marchés des changes, multiplier les contrôles, comme en viennent à le faire les gouvernants les plus attachés au libéralisme, suisses et allemands? Théoriquement, les experts conçoivent d'autres solutions et si, après les élections américaines, le président des États-Unis ne consent pas à négocier sérieusement, les Européens finiront peut-être par créer une zone monétaire distincte de la zone dollar. Plus probablement, Américains et Européens s'entendront finalement pour consolider les balances dollars et fixer un nouveau prix officiel de l'or. Mais deux questions demeurent sans réponse: à

quelle parité du dollar les États-Unis retrouveront-ils une balance des comptes équilibrée en dépit des dépenses en devises qu'implique leur diplomatie? Quelles concessions exigeront-ils sous prétexte de retrouver un excédent de leur balance courante afin de financer leurs investissements directs au-dehors?

Pour l'instant, les Européens manquent de la volonté commune et de la confiance nécessaire pour dire clairement aux Américains ce qu'ils pensent tous, plus ou moins, au fond d'eux-mêmes. Le chancelier Brandt doit gagner les élections d'automne et il sait que Nixon ne prendra aucune initiative avant novembre. Le choix par la convention démocrate du sénateur McGovern fait craindre le retour des États-Unis à l'isolationnisme sous une forme inédite, au moins le retrait des troupes stationnées sur le vieux continent? Tant que les Européens jugeront que leur sécurité dépend de la présence militaire américaine, ils ne négocieront pas en égaux avec Washington.

Que la conférence au sommet des Dix ait lieu ou non n'importe guère. L'essentiel est d'éviter, durant les mois qui viennent, une crise grave à Bruxelles ou sur les marchés des changes. Un succès spectaculaire au référendum d'avril aurait peut-être permis à M. Pompidou des initiatives: d'ici au printemps 1973, lui et les autres chefs de gouvernement ou d'État n'ont d'autre perspective que de gagner du temps jusqu'au jour où, à Bonn, Paris ou Washington, des dirigeants, assurés de l'avenir, pourront concevoir un programme d'action et en assumer les risques.

[\(1\)](#) Voir le "Figaro" du 17 juillet.

La constitution et les partis. Inévitable majorité?

Le Figaro
27 septembre 1972

La Ve République n'échappe pas plus que les républiques précédentes à la mise en cause des institutions. Non que les Français aient l'obsession des textes et ne renoncent jamais à la recherche du Graal, la Constitution parfaite. La permanence de la querelle tient au caractère extrême de toutes les solutions tour à tour adoptées. À force de mesures destinées à guérir les défauts prêtés à la IIIe et à la IVe République, l'équipe au pouvoir depuis 1958 a fini par s'identifier au régime.

Dans le cadre actuel, en effet, sauf accident électoral ou révolutionnaire, l'U.D.R., avec ses alliés, doit normalement gouverner la France, disons avec M. Peyrefitte, jusqu'à la fin du siècle. En cas d'accident, la Ve République volera en éclats. La IVe République ne tolérât pas de gouvernement durable, la Ve ne comporte pas de majorité de rechange.

Arrivés au pouvoir dans la conjoncture créée par la crise algérienne, les gaullistes ont achevé la décolonisation qu'ils reprochaient aux hommes de la IVe. Ils ont rédigé une autre Constitution conformément aux vœux du pays, mais celle-ci, en dépit de la souplesse que lui a reconnue M. Pompidou dans sa conférence de presse, risque de transformer chaque élection législative en référendum constitutionnel. Expliquons-nous.

Les constituants de 1958, comme l'imposaient l'état d'esprit de l'époque et la doctrine des rédacteurs, se sont donné pour objectif prioritaire la stabilité du gouvernement et la force de l'exécutif, ils ont multiplié les précautions contre les empiétements éventuels de l'Assemblée nationale: limitation de la durée des sessions, établissement de l'ordre du jour par le gouvernement, vote bloqué en cas de besoin, modalités de la question de confiance, Conseil constitutionnel (conçu moins pour assurer le respect par tous des lois fondamentales que pour limiter strictement le domaine de la loi, donc les prérogatives de l'Assemblée).

À ces règles, qui appliquées trop rigoureusement, risqueraient de discréditer les élus en donnant aux électeurs le sentiment que leurs représentants n'ont d'autre fonction que de transmettre demandes ou doléances, se sont ajoutées deux réformes d'une portée décisive: l'élection du Président de la République au

suffrage universel et le scrutin majoritaire à deux tours.

La distinction des "grandes orientations" et de la "gestion quotidienne" ne se prête pas à une analyse exacte, elle change selon les personnes. Tant que le général de Gaulle régnait à l'Élysée, nul n'ignorait que la conduite de l'affaire algérienne ou de la diplomatie lui appartenait. Le premier ministre, M. Michel Debré ou l'actuel Président de la République, échappait à l'alternative du trop et du trop peu: ni chef de cabinet ni rival. Depuis 1969, il n'en va plus de même. M. Chaban-Delmas ne dirigeait ni la politique économico-financière, partagée entre M. Pompidou et M. Giscard d'Estaing, ni la politique étrangère, qui revenait de droit au Président de la République. C'est ce dernier qui prit seul la décision de favoriser l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun - décision que personne même dans les milieux dirigeants, ne connaissait avec certitude avant la visite de M. Heath. Le premier ministre devint essentiellement un délégué aux affaires sociales, au reste non sans succès.

Ceux qui, tel mon collègue et ami M. Vedel, ont toujours souhaité un régime présidentiel trouvent dans l'évolution actuelle des arguments nouveaux. Pourquoi ne pas mettre la loi en accord avec les faits? Puisque le Président de la République règne et gouverne, pourquoi la deuxième tête de l'exécutif? Pourquoi ne pas restituer à l'Assemblée sa fonction de contrôle, qu'elle ne peut pas remplir effectivement tant qu'elle demeure soumise au gouvernement, responsable en théorie devant elle mais assuré d'une majorité docile?

La discussion sur les avantages et les inconvénients d'un régime authentiquement présidentiel ou de l'actuel régime mixte peut se poursuivre sans terme. L'ambiguïté de l'actuelle Constitution ne permet-elle pas, selon les circonstances, une pratique proche tantôt du parlementarisme et tantôt du présidentielisme? Le gouvernement n'émane pas de l'Assemblée, il doit être accepté par elle; le Président de la République conserve sa liberté de choix, non une liberté illimitée: il doit tenir compte de la composition de l'Assemblée. Élu pour sept ans au suffrage universel direct, il incarne le pouvoir suprême. Souverain à titre temporaire, il prolonge la tradition royale, cependant que les députés expriment et représentent les intérêts contradictoires, les familles spirituelles, les partis rivaux.

Argumentation qui me convaincrat davantage si les constituants n'avaient pas rétabli le scrutin uninominal à deux tours et si le parti communiste n'existait pas. Les Français ont manifesté de manière incontestable leur préférence pour l'élection du Président de la République au suffrage universel. Comme l'écrivait

Julien Benda, les Français aiment un pouvoir fort pourvu qu'il émane d'eux. Mais, dès lors que l'élu du peuple entier gouverne en même temps qu'il règne, nombre d'électeurs se sentent prisonniers, au moment des législatives, de leur choix antérieur.

Rien n'est plus frappant que la comparaison entre les résultats du premier tour des élections présidentielles et ceux du deuxième tour des élections législatives. L'U.D.R., parti majoritaire de la majorité, obtient un pourcentage de sièges supérieur au pourcentage de ses électeurs - ce qui n'est ni surprenant ni scandaleux. Tout scrutin majoritaire à un ou à deux tours tend à privilégier les grands partis aux dépens des petits, à créer une majorité à l'Assemblée, alors même qu'elle n'existe pas dans le pays.

Reste à savoir si l'excès de précautions ne nuit pas et ne risque pas de provoquer, un jour, l'explosion. Les Français veulent élire leur Président au suffrage universel; soit, ils l'éliront et, au deuxième tour, ils choisiront celui que ne soutient pas le parti communiste. Le Président, une fois à l'Élysée, a besoin, au Palais-Bourbon, d'une majorité qui collabore avec lui, donc qui ne s'oppose pas à lui sur les "grandes orientations", donc il faut écarter les opposants liés au communisme. La machine pour assurer la permanence au pouvoir de l'équipe gaulliste, parfaitement huilée, fonctionne donc à la perfection. Au lendemain des "journées" de mai 1968, la machine a même eu un rendement excessif. Comment un parti qui possède une majorité absolue à l'Assemblée nationale n'attirerait-il pas les mouches? Tout parti a besoin, de temps à autre, d'une cure d'amaigrissement ou d'opposition: que l'U.D.R. en ait ou non besoin, peut-elle s'y soumettre?

Faut-il dire que la Ve République, par le fait des princes et des circonstances, doit être la République de l'U.D.R. ou ne pas être? Au moins le problème se pose: comment éviter qu'un changement de majorité signifie une crise de régime?

La constitution et les partis (1). Majorité de rechange ou crise de régime

Le Figaro
28 septembre 1972

Le programme commun de la gauche comporte un chapitre qui a pour titre "démocratiser les institutions". Geste gratuit, semble-t-il, puisque les rédacteurs, communistes et socialistes, ne précisent pas comment ils atteindraient leur but. La Constitution a été révisée une première fois par le général de Gaulle, mais ce dernier avait usé de l'article 11, interprété largement. Or, le programme commun veut interdire au président de la République l'usage de cet article en vue d'une révision constitutionnelle. Une majorité révisionniste devrait donc recourir à l'article 89 et obtenir, ou bien une majorité des trois cinquièmes des deux assemblées réunies en congrès, ou bien l'approbation au référendum d'un texte voté, identique, par l'Assemblée nationale et le Sénat. Ces deux éventualités étant également improbables, la Constitution actuelle ne court, dans l'immédiat, aucun risque (tant que la légalité sera respectée) et les modifications énumérées révèlent des vœux, peut-être des thèmes de propagande, non des objectifs.

La discussion des conséquences de la révision explicitement, sinon sincèrement, souhaitée, garderait, dans les circonstances présentes, un caractère théorique ou même académique. Socialistes et communistes s'en prennent aux articles qui légitiment ou justifient la pratique de la Ve République et donnent à la majorité les meilleures garanties de durée. Le scrutin majoritaire permet la surreprésentation de l'U.D.R.? Le programme prévoit le retour au scrutin proportionnel. La discrimination stricte du domaine de la loi et du décret, la fixation de l'ordre du jour des assemblées par le gouvernement, assurent la prédominance de l'exécutif?

Les précautions prises par la Constitution de 1958 contre les empiétements de l'Assemblée nationale (ou contre ce que les constituants de l'époque tenaient pour des empiétements) seront supprimées ou modifiées.

Le président de la République est devenu le véritable chef de l'exécutif. L'article 16 sera abrogé, le pouvoir de décision sans contreseing limité, le sens de l'article 11 précisé, le premier ministre déterminera et conduira effectivement la politique du gouvernement. Pour parer au risque d'instabilité, un contrat de législature engagera tout à la fois gouvernement et assemblée. La dissolution

sera obligatoire au cas où, après une première crise ministérielle, l'Assemblée refuserait sa confiance au nouveau gouvernement nommé par le président de la République.

Une Constitution ou une pratique constitutionnelle de ce style contredit-elle radicalement la Constitution de 1958? À quoi bon en discuter? Le texte de 1958, même après la révision de 1962, n'impliquait pas la toute-puissance du président de la République. Dans la République de Weimar, le président élu au suffrage universel n'a jamais gouverné à la manière du général de Gaulle ou de M. Pompidou. Mais, dans la France telle qu'elle est, après quatorze années d'expérience, la révision prétendument envisagée ne se présente pas comme un programme sérieux. Non pas seulement parce que l'opposition n'a aucune chance de réunir la majorité nécessaire: si M. Mitterrand accédait à l'Élysée en 1976, il ne renoncerait pas aux prérogatives que détient, aujourd'hui, M. Pompidou, il aurait vite fait de reconnaître l'absurdité évidente du contrat de législature entre des partis français.

Un changement de pratique peut résulter progressivement d'une Assemblée moins docile dans laquelle la représentation de l'U.D.R. serait réduite quant à la révision en bonne et due forme, seule celle qui supprimerait et la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée et la fonction de premier ministre pourrait, un jour ou l'autre, être adoptée. Elle donnerait aux parlementaires une influence accrue et surtout elle enlèverait aux élections législatives le caractère additionnel de référendum constitutionnel.

Dans sa conférence de presse, la semaine dernière, M. Pompidou a, par deux fois, répondu à une question relative à l'éventualité d'une victoire de l'opposition socialiste-communiste au printemps prochain. Les journalistes ont cru comprendre que, même en cette éventualité, le président de la République ne ferait appel ni à M. Mitterrand ni à M. Marchais. Réponse choquante, ont dit quelques commentateurs. Choquante ou non, cette réponse me paraît logique et franche. Qui a jamais imaginé M. Mitterrand exerçant la fonction de premier ministre dans le régime qu'il appelle "sans foi ni loi", sous la houlette de M. Pompidou? Si le président de la République et le premier ministre différaient (ou se ressemblaient) comme M. Heath et M. Wilson, à la rigueur, on concevrait qu'ils fissent équipe. Le tandem Pompidou-Mitterrand ou le tandem Pompidou-Marchais? Fiction qui dépasse la réalité.

Mais, dira-t-on, comment concilier avec la démocratie le refus par le président de la République d'obéir au verdict du peuple souverain? Le peuple a rendu deux

verdicts, l'un en faveur d'un président, l'autre en faveur d'une majorité parlementaire. Si ces deux verdicts se contredisent, la crise de régime en résulte, que tranchera un nouveau verdict, après une dissolution.

Pourquoi les constituants ont-ils voulu un tel régime? Pourquoi la majorité veut-elle le maintenir tel quel? À l'origine, les responsables songeaient, avant tout, à corriger les défauts des Républiques précédentes. Aujourd'hui, les habitudes prises et l'intérêt supposé du parti majoritaire contribuent également à dissuader de toute révision de texte ou de sa pratique acculés au choix entre la majorité actuelle et une crise de régime, les Français ne choisiront-ils pas normalement le premier terme de cette alternative? De plus, M. Pompidou a élargi la majorité bien au-delà des exigences de l'arithmétique parlementaire. Il l'élargira plus encore demain si la composition de la prochaine Assemblée l'y incite ou l'y oblige. La fraction du parti radical qui trahit ses idées en souscrivant au programme commun de la gauche peut aussi, quelque jour, trahir ses alliés actuels. Enfin, ne l'oublions pas, les opposants qui ne se sont ni résignés à une alliance électorale avec le parti communiste ni ralliés à un programme inapplicable, profiteront peut-être du désir de changement que les observateurs prêtent à nombre d'électeurs.

À défaut d'une majorité de rechange, il subsiste donc la possibilité d'un changement à l'intérieur de la majorité. Il n'en reste pas moins quelque chose de malsain dans la mise en question permanente des institutions en même temps que de la majorité. Celle-ci y trouve peut-être un argument électoral et une garantie de longévité. Combien de temps la peur d'une crise de régime l'emportera-t-elle sur le désir d'une majorité de rechange?

⁽¹⁾ Voir "Le Figaro" du 27 septembre 1972.

Le pouvoir et la représentation

Le Figaro
17 janvier 1973

Que fera M. Georges Pompidou au cas (fort improbable) où la coalition socialiste-communiste obtiendrait la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale? Le président de la République, dans sa dernière conférence de presse, a refusé de répondre. Aucun stratège ne dévoile à l'avance son plan d'opérations. La comparaison même avec la stratégie révèle la conjoncture à laquelle serait confronté le chef de l'État: conflit entre deux expressions du suffrage universel, d'un côté le président de la République, élu pour sept ans au suffrage universel direct, de l'autre l'Assemblée nationale, élue, elle aussi au suffrage universel pour cinq ans. Comme le gouvernement émane du président de la République mais ne peut se maintenir sans l'approbation de l'Assemblée nationale, le risque de blocage est évident et les commentaires des uns et des autres sur les possibilités de manœuvre qu'offre l'ambiguïté du texte ne convaincront pas l'opinion.

Tant que les deux majorités - présidentielle et parlementaire - coïncident, fût-ce approximativement, le président de la République détient un pouvoir exorbitant, à la faveur d'une Constitution qui a donné à l'exécutif tant d'armes pour résister aux empiétements possibles des parlementaires qu'elle a réduit ces derniers en servitude. Le jour où une coalition radicalement hostile au président de la République devient majoritaire à l'Assemblée, il ne reste d'autre choix qu'entre la ruse (qui ne dure qu'un temps) et l'arbitrage du peuple à la suite d'une dissolution de l'Assemblée.

La plupart des juristes souhaitent réformer la Constitution en supprimant la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée. Ils insistent sur la contradiction résultant de la réforme de 1962: on a instauré l'élection du président de la République au suffrage universel sans modifier les autres articles, en particulier l'article selon lequel le gouvernement dirige la politique.

L'élection du président de la République au suffrage universel direct n'impliquait pas *logiquement* la concentration du pouvoir à l'Élysée. Le président de la République allemande, élu au suffrage universel lui aussi, n'a jamais gouverné l'Allemagne de Weimar. C'est le chancelier, responsable devant le Parlement, qui gouvernait effectivement, même quand le président, usant d'une sorte d'une sorte d'article 16, signait les décrets-lois, ou des lois dictées par l'état de détresse (*Notstandgesetz*). Le texte, modifié en 1962, accentuait la

contradiction entre les prérogatives du président de la République et les articles qui continuaient d'exprimer la théorie du régime parlementaire. Le remplacement du général de Gaulle par M. George Pompidou a, lui aussi, modifié la pratique: la distinction entre régner et gouverner a disparu. M. Pompidou ne veut pas "régner": il gouverne d'autant plus. M. Chaban-Delmas n'a pu atteindre à la même stature que M. Michel Debré ou M. Pompidou sous le général de Gaulle. M. Messmer n'y atteindra pas davantage. République consulaire, république impériale, principat: chacun choisira son vocabulaire. Le fait est que toutes les grandes décisions - et même nombre de décisions qui ne sont pas grandes - dépendent du président de la République et de lui seul, voire de ceux qui parlent en son nom. De république sans pouvoir exécutif, la France est passée, selon une oscillation typique de notre histoire, à une république où les organes représentatifs subsistent, mais pour ainsi dire vidés de substance et de vie.

L'attachement de M. Pompidou et de la majorité à la Constitution actuelle s'explique aussi par des arguments moins sublimes que le danger de blocage en régime présidentiel de type américain. Aucune réforme ne laisserait au président de la République les facilités dont il dispose aujourd'hui. Le jour où il ne posséderait plus le droit de dissoudre l'Assemblée, où celle-ci ne posséderait plus le droit de renverser le gouvernement, les parlementaires reviendraient des représentants, au sens fort du terme: représentants non pas seulement de leur circonscription, des intérêts de leurs électeurs, mais aussi d'une famille politique, chargée non pas seulement, comme le disent aujourd'hui les candidats de la majorité, d'appuyer l'action du président de la République, mais de la contrôler, voire de l'influencer ou de l'infléchir.

Les députés remplissent deux fonctions dans les sociétés démocratiques modernes: susciter, à partir du vote populaire une majorité de gouvernement, représenter les citoyens face aux fonctionnaires et aux gouvernants. Dans un régime de type parlementaire, il importe avant tout que la première fonction soit remplie. Or, sous la IIIe comme sous la IVe, elle ne l'était pas ou l'était fort mal. Faute de partis cohérents, en raison de la puissance du parti communiste, et, par suite, de l'impuissance d'une majorité de gauche, la République parlementaire se transformait en république des députés. En sens contraire, aujourd'hui, les parlementaires ne remplissent plus qu'imparfaitement la fonction de représentation et de contrôle. Ils n'ont plus en face d'eux qu'un porte-parole. Celui-ci peut recourir à la technique du vote bloqué pour mettre fin aux délibérations, discussions et amendement. Si les députés appartiennent à la majorité, ils sont tenus à la discipline (ou par la discipline). Les Assemblées

tendent à se dégrader en un théâtre d'ombres ou de fantômes.

En 1968, la rue fit trembler ce théâtre et les acteurs. En 1972, une statue du commandeur se profile à l'horizon - la majorité parlementaire socialiste-communiste qui déchaînerait inmanquablement un conflit politique, constitutionnel, social aux conséquences imprévisibles. M. Pompidou ne peut rester à l'Élysée si le secrétaire général du parti socialiste s'installe à Matignon ou, du moins, en cette hypothèse, il consentirait à une mutation radicale de la pratique constitutionnelle. Il peut manœuvrer, louvoyer, mais si ses interlocuteurs, élus sur le programme commun, demeurent unis, la seule issue sera la dissolution, les nouvelles élections devant trancher non pas seulement entre deux majorités mais entre deux pouvoirs, également légitimes.

Que MM. Marchais et Mitterrand acceptent sincèrement ou non de collaborer avec M. Pompidou, les intentions des hommes importent peu: en se présentant au pays avec un programme de gouvernement - ce qui est parfaitement son droit - la coalition socialiste-communiste met en question la pratique actuelle de la Constitution. Il ne saurait en aller autrement tant que rien ne sera changé aux règles constitutionnelles et aux lois électorales: toute consultation électorale remet en cause les institutions.

Le pouvoir et la représentation(1). Le scrutin proportionnel

Le Figaro
18 janvier 1973

Les défenseurs de l'actuelle Constitution avancent deux arguments principaux, l'un négatif: avec un régime de type américain, le risque de blocage, de conflit irréductible entre Assemblée et présidence, serait encore plus grand; l'autre positif: l'opposition éventuelle entre majorité présidentielle et majorité parlementaire doit être envisagée sans inquiétude et, à la limite, tenue pour normale. Aussi bien la Constitution offre-t-elle une issue sans vacance de la légalité. Désavoué en apparence par le peuple, le président de la République doit en appeler à lui en dissolvant l'Assemblée; si les électeurs, une deuxième fois, élisent une majorité avec laquelle le président ne peut collaborer, c'est lui qui doit démissionner. Des deux expressions du suffrage universel, c'est la dernière en date qui l'emporte.

Une telle interprétation du texte de 1958, modifié en 1962, me laisse rêveur. Désavoué par deux fois, le président de la République démissionne. Qu'il renonce ou non à se présenter, le peuple peut élire au suffrage universel direct un candidat qui appartient à la même tendance que lui. Les Français qui ont voté pour un député de la coalition de gauche éprouveront peut-être quelque angoisse à la pensée de donner à l'alliance socialiste-communiste toutes les positions. Palais-Bourbon, Matignon, Élysée. Interroger le pays à des dates différentes, selon des procédures différentes, et, en cas de réponses contradictoires, l'interroger à nouveau selon les deux procédures toujours différentes, en vérité cette prétendue "normalisation" du conflit provoquera de tels remous, paralysera le gouvernement et le pays à un point tel que la première mise à l'épreuve des "ressources" de la Constitution demeurera pour longtemps la dernière.

À l'heure présente, le débat sur une révision des textes ou de la pratique revêt un caractère strictement académique. Socialistes et communistes, même majoritaires à l'Assemblée, ne parviendraient pas à imposer légalement les thèses institutionnelles du programme commun. Au reste, socialistes et communistes savent qu'une victoire, en mars prochain, ne leur assurerait pas encore l'exercice du pouvoir. La présence de M. Pompidou à l'Élysée est incompatible avec la présence de Mitterrand à Matignon. Les deux hommes n'ont pas plus d'illusion

l'un que l'autre. Quelles que soient les intentions de M. Pompidou pour 1976, un président qui exerce depuis 1969 le pouvoir selon un programme défini, ne collaborera pas avec celui qui a été le chef de l'opposition durant les quatre premières années de son septennat.

Le régime a évolué dans le sens d'une plus grande rigidité du fait même du rôle joué par M. Pompidou. Plus le président gouverne directement, plus il a peine à tenir compte des résultats des élections législatives. Tout au plus s'efforcerait-il d'inclure dans sa majorité les centristes d'opposition après avoir inclus, en 1969, une première fraction des centristes.

Les Français sont-ils véritablement, comme l'affirme le président de la République, incapables d'accepter la discipline d'un régime présidentiel? Entre les parlementaires et le président, la coopération se révélerait-elle bientôt impossible avec pour aboutissement la Révolution ou le coup d'État? Personne, sur ce sujet, ne doit afficher de certitude: il s'agit d'un pari que personnellement je ne juge pas à l'avance perdu.

La révision souhaitée par les partisans du régime de type américain, ni la majorité ni l'opposition n'en veulent: la première, parce qu'elle redoute le blocage des institutions ou parce qu'elle préfère les commodités de la pratique actuelle; la seconde parce qu'elle s'est déclarée favorable à une accentuation du parlementarisme, à un contrat de législature. Je ne vois donc, que deux possibilités: ou bien laisser les textes et les coutumes en l'état et attendre la première expérience, un jour ou l'autre inévitable, d'une majorité parlementaire en conflit avec la majorité présidentielle. Le déroulement et l'issue du conflit feront jurisprudence. Ou bien modifier tout simplement la loi électorale et revenir à la représentation proportionnelle.

La contradiction interne à la constitution actuelle n'apparaîtrait pas aussi redoutable si l'opposition ressemblait au travaillisme anglais ou à la social-démocratie allemande. M. Mitterrand s'emploie de son mieux à convaincre l'opinion que, sous sa direction, la coalition socialiste-communiste ne provoquerait pas de bouleversement et ne conduirait pas au despotisme. S'il n'y réussit pas, la faute en est moins à la nature du parti communiste (en dépit de tous les bavardages, le parti reste semblable à lui-même) qu'au programme commun. De même que le programme de Front populaire en 1936 garantissait l'échec du gouvernement, les rédacteurs de celui de 1972 ont voulu ignorer les conditions dans lesquelles une majorité de gauche aurait une chance d'exercer le pouvoir dans le cadre du Marché commun. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a

eu le mérite et le courage de dénoncer cet aveuglement et de refuser la confusion entre le projet socialiste et l'étatisation.

Encore convient-il de ne pas oublier que la coalition socialiste-communiste, c'est la majorité elle-même qui a fini par la créer. Avec le scrutin majoritaire, à deux tours, en France, les socialistes et nombre de radicaux n'avaient d'autre choix qu'entre la défaite permanente ou l'alliance avec les communistes. Que l'on substitue au scrutin majoritaire un mode de scrutin imité de celui de la République de Bonn, et l'on rend aux radicaux et aux socialistes la liberté. Les candidatures individuelles subsisteraient, mais aux élus directs s'ajouteraient les élus nationaux. Seuls les partis ayant obtenu 5% des voix bénéficieraient des restes.

L'idée, aujourd'hui courante, que le scrutin proportionnel est en tant que tel funeste vient d'une méconnaissance des deux fonctions de la représentation. Quand l'Assemblée doit par elle-même susciter un gouvernement, la représentation proportionnelle est le plus souvent un facteur de paralysie. Mais le président de la République, élu au suffrage universel, détient de toute manière l'autorité suprême, il incarne une volonté. La représentation équitable de tous les partis lui permettrait de tenir compte des mouvements d'opinion sans perdre la face ni renoncer au rôle de guide qui fixe les grandes orientations.

Aux États-Unis, en raison de l'immensité du pays, le scrutin majoritaire donne des résultats qui ne diffèrent pas fondamentalement de ceux de la représentation proportionnelle. En France, une Assemblée élue au scrutin proportionnel ne serait pas acculée à l'alternative de combattre à mort ou d'appuyer inconditionnellement le chef de l'État, elle retrouverait d'elle-même l'attitude que souhaitent nombre des membres de la majorité actuelle du régime présidentiel.

Le peuple choisit tous les sept ans le chef de l'exécutif: pourquoi lui demander tous les cinq ans de remettre en question son choix? Qu'on lui demande de choisir des représentants assez forts pour contrôler, pas assez forts pour contraindre, le pouvoir présidentiel.

[\(1\)](#) Voir "Le Figaro" du 17 janvier 1973.

Le Programme commun de la gauche ou le cercle carré

Le Figaro
8 février 1973

Je n'ai jamais pris part à une campagne électorale et je n'éprouve aucun goût pour les joutes oratoires, à armes égales ou inégales, avec les échanges de statistiques, d'affirmations péremptoires, de demi-vérités ou de mensonges par omission. Il me paraît pourtant malaisé, cette fois, pour qui s'efforce de comprendre et de faire comprendre les événements de rester en dehors du débat.

Les partis communiste, socialiste, radical ou ex-radical ont établi un programme commun qu'ils tenteront de mettre en application s'ils obtiennent la majorité absolue à l'Assemblée nationale. M. Marchais et M. Mitterrand s'efforcent tout à la fois de rassurer et de convaincre: *rassurer* les Français sur la sauvegarde de leurs libertés; les *convaincre* que la gauche va frayer la voie à un autre modèle de société.

Que travaillistes ou conservateurs l'emportent en Grande-Bretagne, que la coalition socialiste-libérale ou la C.D.U. l'emporte en République fédérale, les changements ne mettent en question ni le régime politique ni l'organisation de la société. En une pareille conjoncture, je ne songerais même pas à m'engager. Il suffirait de comparer les avantages et les inconvénients que présente, en une conjoncture donnée, le gouvernement de l'un ou de l'autre des deux blocs. Rien de pareil aux prochaines élections.

Certes, M. Marchais jure ses grands dieux qu'il n'est pas question de communisme, même pas de socialisme, tout au plus de "démocratie avancée". M. Mitterrand proclame chaque jour que, s'il doit choisir entre le pouvoir et la liberté, il choisira la liberté et que la gauche respectera le principe de l'alternance des partis au pouvoir. Je ne mets en doute la sincérité ni de l'un ni de l'autre (encore que je ne fasse pas à M. Marchais l'injure de le suspecter d'avoir perdu la foi et de ne plus se tenir pour solidaire du marxisme-léninisme et de ses réalisations en Europe de l'Est). Les programmes ne se jugent pas aux intentions des rédacteurs, mais à leurs implications.

Les divers chapitres du programme sont-ils compatibles? Les moyens envisagés répondent-ils aux objectifs visés? Le gouvernement socialiste-communiste aurait-il une chance quelconque d'obtenir un taux de croissance plus

élevé que le taux actuel tout en augmentant les charges des entreprises, en réduisant la durée du travail, en nationalisant une fraction du secteur industriel et tout le secteur financier? Croissance à la japonaise avec méthode et finalité socialistes, une telle combinaison n'équivaut-elle pas à un cercle carré?

La France, transformée par l'application du programme commun, pourrait-elle demeurer un membre de la Communauté européenne ou serait-elle condamnée à choisir entre l'isolement et l'intégration à l'univers socialiste? Voilà, me semble-t-il, les interrogations décisives auxquelles tout homme, soucieux de l'avenir du pays, de gauche ou de droite, doit chercher une réponse.

Le précédent de 1936

Il y a trente-sept ans, en 1936, nous discussions, dans un petit groupe d'amis auquel appartenait Robert Marjolin, sur la gestion absurde de la majorité conservatrice et sur le programme du Front populaire. Convertis à Keynes et la *théorie générale* en un temps où le conformisme pseudo-libéral et la défense du franc condamnaient la France à une déflation féroce et stérile, tous antifascistes, nous espérions que Léon Blum, arrivé au pouvoir, n'appliquerait pas le programme établi par quelques irresponsables.

Robert Marjolin, membre du parti socialiste, fit parvenir au président du Conseil de multiples notes dans lesquelles il tentait de le convaincre qu'une dévaluation du franc était indispensable, après les dévaluations de la livre et du dollar, et que la limitation à quarante heures de la durée effective du travail restreindrait la capacité physique de production. Hélas, Léon Blum, en dépit de toute son intelligence, ignorait qu'en 1936, au moment où il accéda au pouvoir, la durée moyenne du travail dépassait 45 heures (il l'apprit avec stupeur au procès de Riom). Il ne savait pas que la baisse des prix mondiaux liée à la baisse de la livre et du dollar rendait les prix français non compétitifs et contraignait les entreprises à une rigueur inhumaine. Quinze jours après le début de l'expérience Blum, l'échec nous paraissait acquis.

Les circonstances de 1973 diffèrent radicalement de celles de 1936. Au lieu d'une économie exsangue, une économie en pleine expansion depuis plusieurs années, avec un taux de croissance de 5 à 6%. Certes, l'expansion s'accompagne d'une hausse des prix de l'ordre de 6 à 7% par an. Il reste que le taux français de croissance a été le plus élevé d'Europe occidentale depuis trois ans et que le taux d'inflation ne dépasse pas celui de nos voisins et partenaires.

Je n'ai pas la naïveté de croire que la croissance, remède-miracle, réponde aux aspirations des Français et assure la popularité des gestionnaires. Mais il en va

de la croissance comme de la liberté: on n'en mesure le prix que le jour où elle disparaît. Il ne suffit pas de produire davantage et améliorer le sort des plus défavorisés. Mais rarement la justice a progressé alors que diminuait le volume des biens à répartir.

La coalition socialiste-communiste recevant en héritage une économie en expansion aurait pu donner la preuve qu'elle était capable de gouverner la France dans le cadre du Marché commun et d'un régime de libéralisme contrôlé. Si le parti socialiste avait pris modèle sur *tous les partis socialistes dont les chefs se sont rendus récemment à Paris*, il devenait une équipe crédible de gouvernement. M. Mitterrand, par conviction plus encore que par nécessité, en a décidé autrement. Il prétend combiner une redistribution des revenus en faveur des défavorisés, un programme ambitieux de nationalisations industrielles, un contrôle étatique de l'ensemble du secteur de crédit et de banque avec le maintien, que dis-je, l'accélération de la croissance.

Crise constitutionnelle

Tous les partis socialistes de l'Europe ont reconnu la vanité des nationalisations en tant que telles. Les socialistes français, qui n'ont rien oublié et rien appris, s'imaginent à l'avant-garde quand ils reprennent les mots d'ordre d'avant-hier.

Avant d'entreprendre la discussion du programme économique, rappelons certains chapitres du programme commun, où éclate la malhonnêteté intellectuelle qui me paraît la caractéristique majeure de ce document.

Dans le chapitre sur les libertés, les rédacteurs du programme se présentent en disciples fidèles de la tradition libérale des Anglais. On nous promet que "le régime d'*habeas corpus* sera institué, le respect du principe de la présomption d'innocence assuré... La garde à vue, la procédure du flagrant délit et les pouvoirs de police judiciaire des préfets seront abrogés ainsi que les dispositions de la loi du 17 juillet 1970 portant atteinte au droit de mise en liberté provisoire". Le parti communiste français, solidaire des régimes où aucun de ces principes n'est respecté, solidaire du pays où le plus grand romancier de notre temps ne peut aller recevoir le prix Nobel à Stockholm, devient garant des libertés individuelles cependant que, par l'intermédiaire des nationalisations et de la distinction entre petits et gros porteurs, la spoliation et l'arbitraire nous sont annoncés solennellement. M. Mitterrand tient-il ses compatriotes pour des imbéciles? Ou croit-il que tous les Français ressemblent aux intellectuels des publications dans le vent?

Le programme commun contient également les clauses principales d'une révision constitutionnelle. Plusieurs des réformes souhaitées, par exemple la réduction à cinq ans du mandat présidentiel et certaines modifications de la pratique parlementaire, me paraissent valables mais la consigne de silence, adoptée depuis quelques jours sur ce sujet, a pour fonction de dissimuler le vrai problème. L'arrivée à l'Assemblée nationale d'une majorité absolue socialiste-communiste ne rétablirait pas le principe de l'alternance au pouvoir de la gauche et de la droite: elle déclencherait une crise qui serait simultanément constitutionnelle, économique et sociale.

Que ferait M. Pompidou, en cette hypothèse? Il a refusé de répondre, à juste titre. La Constitution a conduit progressivement à une concentration de tout le pouvoir entre les mains du président de la République. Évolution que je tiens personnellement pour déplorable et dangereuse mais, pour arrêter et éventuellement reverser cette évolution, la victoire de la coalition socialiste-communiste *avec le programme commun* ne servirait de rien. Si l'opposition se présentait avec un programme inspiré de celui de la social-démocratie allemande ou du travaillisme anglais, le président pourrait et devrait infléchir sa politique. Face au programme socialiste-communiste, il ne peut se déjuger, il doit se battre, autrement dit ou bien il emprunte au programme de l'opposition quelques mesures fragmentaires, compatibles avec le régime actuel, ou bien, si les nouveaux élus refusent leur confiance au gouvernement de compromis, il doit dissoudre l'Assemblée nationale et recourir à l'arbitrage du pays.

En bref, les électeurs ne doivent pas se faire d'illusions: la présence de M. Pompidou à l'Élysée ne protège pas contre les excès de M. Mitterrand et de M. Marchais: la collaboration entre le président de la République et les chefs des partis socialiste et communiste est exclue sinon par la constitution, du moins par la pratique des dix dernières années; non par les arrière-pensées de M. Marchais mais *par le programme commun*. Le programme du Front populaire, en 1936, garantissait l'échec de l'expérience. Le programme donne la certitude d'une crise constitutionnelle en même temps que d'une crise économique.

Les porte-parole de l'opposition orientent la controverse vers la politique pure. Les communistes sont devenus de simples réformistes, nous dit M. Maurice Faure, touché par la grâce et prisonnier des nécessités électorales. Le parti socialiste est en train de décoller, il va devenir le plus fort des deux partis de gauche: aucune raison donc de craindre M. Marchais, quelles que soient les intentions ultimes de ce dernier. S'imaginent-ils, ces bons apôtres, que nous

avons peur de l'homme au couteau entre les dents? Que notre refus n'a d'autre cause que le souvenir du culte de la personnalité et notre conviction que les communistes gardent pour objectif ultime le modèle de société offert aux regards de tous en Europe de l'Est? M. Allende n'est pas communiste, il a conduit son pays au seuil de la guerre civile.

Le fait décisif que toutes les polémiques actuelles tendent à dissimuler, c'est que le parti socialiste, par ignorance ou par dogmatisme, affecte de croire que l'on peut multiplier les dépenses, spolier les actionnaires, nationaliser le crédit et, en même temps, maintenir le taux de croissance et poursuivre la construction européenne. Ni Fidel Castro, à Cuba, ne voulait aboutir à la militarisation de la collecte de sucre, ni M. Allende ne voulait ruiner l'économie chilienne. Aveugles et sourds, nos socialistes présentent aujourd'hui le même programme, vocabulaire mis à part, que leurs grands-pères auraient pu présenter, alors que toutes les tentatives de cet ordre ont fait faillite et que les nationalisations, dans les cas favorables, ont avant tout le mérite de ne presque rien changer.

Les nationalisations

Les groupes industriels qui devaient être immédiatement nationalisés, représentaient, en 1971, 7,4% de la production intérieure brute (P.I.B) et 23% de la valeur ajoutée des branches industrielles au sens restreint (excluant industries agricoles et alimentaires, énergie, bâtiment et travaux publics, transports et télécommunications et service du logement). Le secteur promis à la nationalisation est essentiellement le secteur concurrentiel qui couvre une proportion importante, peut-être 80% des exportations industrielles.

Ce simple choix des secteurs nationalisés suffit à montrer le piège dans lequel les socialistes sont tombés ou l'aveuglement dont ils témoignent. Parler de *monopole* à propos de Rhône-Poulenc, c'est pousser trop loin l'abus de langage. La concurrence entre les grands groupes chimiques, à l'intérieur du Marché commun et à travers le monde, rend proprement insane le terme de monopole. Le gouvernement français a favorisé les "restructurations" pour permettre aux conglomérats de résister à leurs rivaux étrangers, il ne leur a pas assuré des "profits de monopole" ou "des rentes de situation". Depuis dix ans, la capitalisation des actions de Rhône-Poulenc ou de Péchiney a baissé en valeur réelle de quelque 80%. Les dirigeants socialistes qui continuent à s'imaginer que la nationalisation des grandes sociétés apportera à l'État un pactole manifestent une fois de plus leur ignorance.

La société Breguet-Dassault représente un cas différent. À coup sûr, M.

Dassault doit être un des hommes les plus riches de France, mais autant l'indignation contre les profits de la spéculation immobilière me paraît normale, autant l'indignation contre un chef d'entreprise qui, grâce à la qualité technique de ses produits, exporte dans le monde entier, me paraît basse. Si le gouvernement français de demain juge moralement blâmables les exportations d'armes et les interdit, soit. Tant qu'une entreprise industrielle demeure à la pointe de la technique, fournit à la balance des comptes des centaines de millions en devises étrangères, la nationalisation équivaut à punir les succès, à la fois personnel et national, elle est proprement absurde.

En dehors des nationalisations industrielles, le programme préconise la nationalisation de l'ensemble du secteur bancaire et financier, la totalité des banques d'affaires, les principaux holding financiers et les banques de dépôts, les établissements financiers de vente à crédit, le financement immobilier, le crédit-bail, les grandes compagnies d'assurances privées (à l'exception des véritables mutuelles). Si l'on estime à 16% du total la capitalisation boursière des treize secteurs industriels et à 25% celle du secteur financier et bancaire, on aboutit au transfert à l'État de près de la moitié de la capitalisation boursière de la place de Paris. En cas de victoire de la coalition sociale-communiste, celle-ci ne devra pas seulement fermer les frontières, comme elle le laisse entendre, elle devra aussi fermer la Bourse.

Que tel soit le modèle de société voulu par les socialistes, soit. Mais quand ces messieurs nous promettent en même temps les bienfaits du libéralisme anglais et le maintien de l'expansion, ils se moquent de nous. Comme si le programme des nationalisations immédiates ne suffisait pas, il est complété par les formules suivantes: *"La progressivité des nationalisations sera liée au développement économique et aux exigences des masses, dont il est déterminant qu'elles prennent les plus larges responsabilités. C'est pourquoi, au cas où les travailleurs formuleraient la volonté de voir leur entreprise entrer dans le domaine public ou nationalisé, le gouvernement pourra le proposer au Parlement."* Et encore: *"Lorsque les travailleurs de l'entreprise en exprimeront la volonté et lorsque la structure de l'entreprise en indiquera la possibilité, l'intervention des travailleurs dans la gestion et la direction de d'entreprise prendra des formes nouvelles..."*

S'il subsistait encore quelques Français pour croire que les socialistes permettraient effectivement au reste du secteur privé de fonctionner, les voici prévenus. Quant aux implications économiques et politiques de cette économie

entièrement asservie au pouvoir étatique, le nouveau parti socialiste continue probablement à ne pas les connaître. Machiavélisme ou ignorance? Une part équitable de ceci et de cela.

Réduire la production

Le transfert à l'État de treize groupes industriels et de l'ensemble du secteur financier et bancaire, la menace de nationalisation qui pèse sur toutes les entreprises épargnées suffisent à exclure le financement des investissements et de l'expansion selon les mécanismes actuels. Les rédacteurs du programme semblent l'avoir compris et la création d'une banque nationale d'investissements qui "prendra en charge une grande partie du financement des objectifs du plan et du développement industriel" suggère le financement de l'expansion en circuit public contrôlé par l'État.

Avant de nous interroger sur les conséquences de cette mutation, il convient de rappeler les réformes sociales dont le programme commun établit la liste. *"La durée effective du travail sera ramenée à quarante heures en cinq jours pour l'ensemble des salariés avec maintien intégral du salaire."* Nous voici revenus à 1936. Les dirigeants du Front populaire de 1936 s'imaginaient que les réserves de main-d'œuvre étaient considérables et que la limitation de la durée du travail à 40 heures (sauf dans les industries d'armement) permettrait de réduire le chômage et d'accroître simultanément la production. Les conseillers de M. Mitterrand n'ont guère fait de progrès.

Certes, la tendance à l'abaissement de la durée du travail est générale et progressivement la durée du travail sera effectivement ramenée à quarante heures. Il reste que 85% des ouvriers travaillent aujourd'hui plus de quarante heures, en moyenne un peu plus de 45. Une partie de la perte de production peut être équilibrée par une augmentation de la productivité horaire. Une réduction de la production qui se situerait entre 6 et 10% n'en résulterait pas moins, réduction à laquelle il conviendrait d'ajouter la perte de production résultant des mesures relatives à la retraite (âge d'ouverture des droits à la retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes).

Il faudrait aussi tenir compte des formules imprécises. *"Les congés seront allongés pour les jeunes, les femmes, les travailleurs effectuant des travaux pénibles, en particulier les ouvriers spécialisés, aménagement des horaires et des pauses, limitation du temps de présence aux postes de travail les plus durs."* Toutes ces dispositions ensemble amputerait vraisemblablement de 10 à 15% le volume de la production dans l'hypothèse du moins où elles seraient toutes

appliquées.

De quel miracle les rédacteurs du programme attendent-ils donc une "croissance à la japonaise"? Une fois de plus, comme en 1936, avec cette même assurance dans la répétition de sophismes vingt fois réfutés, ils imaginent des centaines de milliers de chômeurs (600.000, disent-ils, à peu près le même chiffre qu'en 1936) susceptibles d'entrer n'importe où n'importe quand dans le circuit de production, comme si les travailleurs étaient interchangeables, comme si les chômeurs vieux ou sans qualification pouvaient se substituer sur commande à des ouvriers qualifiés.

Au mythe de l'armée de réserve s'ajoutent deux autres des mythes de la gauche analphabète: l'augmentation de la productivité, l'inutilisation partielle des équipements. Que l'augmentation de la productivité parvienne à compenser la réduction de la durée du travail, rien de plus évident: s'il n'en était pas ainsi, l'évolution du siècle dernier, à savoir une production accrue à travail réduit, deviendrait incompréhensible. Mais ce qui est possible progressivement, ne l'est pas du jour au lendemain. En 1936, les dirigeants du Front populaire surestimaient absurdement et l'armée de réserve et la capacité productive de l'économie française. Les rédacteurs du programme commun répètent la même erreur, sous une forme atténuée.

Destin du secteur privé

Quant à l'argument de l'inutilisation partielle des instruments de production (d'aucuns avancent le chiffre de 17%), il ne présente guère de signification. Jamais les équipements ne sont utilisés à 100% dans aucune économie (les journaux soviétiques dénoncent infatigablement le non-emploi, ici ou là, d'appareillages). Les statistiques françaises ne permettent pas de déterminer ce que représente cet équipement en chômage. Quel que soit ce pourcentage, comment imaginer sans absurdité qu'en réduisant la durée du travail, on obtienne simultanément une élévation du pourcentage d'utilisation des machines: le résultat probable sera exactement contraire. La non-fluidité de la main-d'œuvre subsistera telle quelle et le rendement de la machine économique, toujours inférieure à l'optimum théorique, s'abaissera.

En tout état de cause, pour qu'une baisse de production de 10 à 15%, résultat mécanique d'une réduction de la quantité globale de travail, soit évitée, il faudrait évidemment que les entreprises fussent capables d'embaucher des travailleurs supplémentaires et disposées à le faire.

Dans quelle situation vont se trouver les entreprises? Laissons de côté le

salairé minimum à 1.000 F par mois. Une telle mesure n'intéresse guère directement les grandes entreprises où les salaires les plus bas dépassent ces chiffres. Encore faut-il ajouter que jamais on n'est parvenu à empêcher une répercussion, au moins partielle, du relèvement des salaires de base sur l'ensemble de la hiérarchie des salaires. Il faut donc s'attendre à une hausse de l'ensemble des salaires qui s'ajouterait au relèvement annuel coutumier (de 2 à 3% supérieur à la hausse des prix).

Les charges de la Sécurité sociale augmenteront en fonction des diverses sortes de mesures annoncées: prise en charge à 100% des dépenses d'hospitalisation et versement d'une indemnisation journalière égale au salaire, abrogation des ordonnances de 1967 qui prévoient des remboursements à 70%, les prestations familiales seront immédiatement revalorisées, indexées sur les salaires, versées dès le premier enfant, majorées suivant l'âge des enfants; l'âge d'ouverture des droits à la retraite sera ramené à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes. Les retraites ne pourront être inférieures au S.M.I.C. et seront amenées à 75% du salaire moyen annuel des dix meilleures années.

Sans prétendre à une évaluation rigoureuse du coût de ces réformes, nul ne niera deux conséquences: le salaire indirect - autrement dit la partie du coût salarial que ne perçoit pas le salarié - qui déjà augmente plus vite que le salaire direct prendra encore plus d'avance sur celui-ci; les charges sociales augmenteront d'au moins 20% et le programme prévoit que la "participation patronale sera augmentée", comme si cette part n'était pas prélevée sur le salaire direct.

Simultanément *"un ensemble de dispositions sera pris en accord avec les organisations syndicales pour garantir et développer l'exercice du droit syndical dans les entreprises et notamment la tenue de réunions pendant le temps et sur le lieu du travail"*. Dans ces conditions, l'autorité réelle sera transférée aux syndicats et, avant tout, au plus puissant d'entre eux, la C.G.T., dirigé par le parti communiste. Les socialistes ne semblent pas comprendre que par là même ils achèvent l'œuvre (commencée par la majorité actuelle): le partage du pouvoir entre le gouvernement au sommet et le parti communiste dans les entreprises.

Comme si le droit d'organiser des réunions dans le temps et sur le lieu du travail ne suffisait pas, un nouveau droit du travail nous est promis: *"Le licenciement cessera d'être un droit discrétionnaire de l'employeur. Tout licenciement qui ne serait pas accompagné d'une mesure de reclassement préalable dans des conditions équivalentes sera interdit"*. Autant dire que la

main-d'œuvre sera, une fois pour toutes, fixée sur place sans le minimum de mobilité, indispensable à une économie de marché.

Menacées en permanence de nationalisation, soumises à l'autorité de la banque nationale d'investissements, seule capable de leur fournir des capitaux, sans autre moyen d'assurer la discipline du travail que le recours aux syndicats, les entreprises encore privées "*dont les prélèvements fiscaux seront augmentés*" en viendront probablement à souhaiter à leur tour la nationalisation qui leur rendra au moins quelque autonomie par rapport à l'État. Électricité de France, S.N.C.F. sont des États dans l'État, avec la plupart des défauts des grandes entreprises privées et quelques défauts supplémentaires.

Futilité des évaluations

J'admire ceux qui prennent au sérieux les controverses sur l'influence qu'exercera la mise en application du programme commun sur les équilibres généraux ou, en termes vulgaires, sur l'allure de l'inflation. Comment calculer les économies budgétaires (sur les dépenses d'armement, par exemple), le rendement de l'impôt sur le capital et - suprême ironie - sur les plus-values boursières? D'autre part, selon notre confrère du *Monde*, M. Paul Fabra, les dépenses budgétaires augmenteraient de 50% au cours de ma prochaine législature. Tous les chiffres me paraissent arbitraires, futiles. L'augmentation des dépenses de nature sociale (700.000 logements dès la première année, retraites, allocations familiales, maladie, enseignement) combinée avec les nationalisations, avec la réduction voulue de l'autofinancement des entreprises rend strictement absurde l'hypothèse d'un taux de croissance non pas seulement maintenu mais augmenté (8%, nous disent les "techniciens" de la coalition).

La simple vérité que n'ignorent pas les quelques conseillers intelligents de l'opposition, c'est que la mise en application du programme commun déterminerait simultanément une vague d'inflation, une panique monétaire et une paralysie des mécanismes actuels de l'économie française. Les communistes n'en auraient pas moins atteint un premier objectif: créer le seuil irréversible des nationalisations, empêcher le fonctionnement d'une économie insérée dans le Marché commun.

Les porte-parole de la majorité et même les commentateurs qui se veulent sérieux discutent gravement sur les implications financières des réformes prévues. Les Français écoutent avec indifférence parce qu'ils sont suffisamment cyniques ou sceptiques pour ne pas croire que les promesses seront tenues. Au reste, après un an de gouvernement socialiste-communiste, le chiffre symbolique

des mille francs gardera-t-il encore une signification, étant donné la hausse des prix?

Le centre du débat, ce n'est pas le degré de démagogie dont témoigne le programme commun. Ce degré est élevé et le premier ministre a commis une erreur de plus, ajoutée à tant d'autres, en rivalisant sur ce terrain avec un adversaire imbattable. La vraie question est autre: quelle sorte d'économie nous promet l'opposition? Cette économie demeure-t-elle compatible avec la participation française au Marché commun? Or, à cette dernière question, la réponse négative s'impose avec évidence. Entre l'économie planifiée, avec un secteur financier et bancaire totalement nationalisé, et les économies de nos partenaires européens, l'hétérogénéité est radicale, l'incompatibilité éclatante: à peine si le programme commun en fait mystère. Fermeture immédiate des frontières pour empêcher la fuite des capitaux, contrôle particulier sur les modalités des mouvements de fonds des sociétés multinationales entre la France et l'extérieur: admettons qu'il s'agisse là de mesures temporaires, imposées par les circonstances.

Mais comment concilier le principe fondamental du traité de Rome: *"L'établissement d'un régime assurant que la concurrence n'est pas faussée dans le Marché commun"* avec le principe posé dans le programme commun: *"Le développement des relations économiques extérieures sera assuré dans le cadre de la planification démocratique"*? Comment maintenir le caractère privé des filiales à l'étranger des groupes nationalisés alors que la société mère est devenue propriété de l'État? Entre le financement étatique des investissements et un marché des capitaux, entre le plan et la concurrence, entre la croissance dans une économie ouverte sur l'extérieur et l'inflation en une économie contrainte de se fermer, il faudra choisir.

L'économie française, pour la première fois en notre siècle, tend à se rapprocher de ses rivales les plus avancées. C'est le moment que saisissent les socialistes de grand-papa, impavides et schizophrènes pour tenter une expérience qui a partout échoué.

Prochainement: "La carte forcée"

La majorité en question: la carte forcée

Le Figaro
13 février 1973

Pourquoi la majorité qui présente, en 1973, un bilan économique plus brillant qu'en 1962 ou en 1967, éprouve-t-elle le sentiment juste qu'elle risque la défaite et qu'en tout état de cause elle ne pourra plus exercer demain le pouvoir comme elle l'a fait depuis quinze ou dix ans (selon que l'on choisit pour point de départ 1958 ou 1962)?

Quelques lecteurs protesteront peut-être contre cette manière de poser la question. Le bilan, diront-ils, est-il véritablement aussi brillant que le prétendent les porte-parole de la majorité? Je répondrai par des chiffres que j'emprunte non aux publications françaises mais à une publication de la Communauté européenne. Le taux annuel moyen de croissance (à prix constant) du produit national brut a été de 5,8 en France pour la période 1960-70; ce même taux a été de 4,8 en République fédérale allemande, de 2,8 au Royaume-Uni. Le taux par habitant a été, pour la même période, de 4,7 en France contre 3,7 en République fédérale allemande et 2,2 au Royaume-Uni. En 1971 et en 1972, la France a encore accentué son avance par rapport à ses partenaires: 5,8 en 1971 contre 2,8 en R.F.A. et 1,6 au Royaume-Uni.

Au cours des trois dernières années, le progrès quantitatif ou qualitatif de l'industrie française a été particulièrement marqué (progression de plus de 40% des exportations, de 17% de la productivité).

Même dans un domaine où la France a tenu longtemps la place de "lanterne rouge", celui de la construction, elle rejoint le peloton de tête: le nombre de logements achevés par 1.000 habitants s'élève en 1971 à 9,3 contre 7,8 en moyenne pour la Communauté élargie et 9,0 pour la République fédérale allemande.

Il va de soi que l'héritage de déficits accumulés n'a pas été encore éliminé et que les conditions de logements demeurent à bien des égards pires en France que dans le reste de l'Europe occidentale. Le retard n'est pas davantage comblé en fait d'équipement téléphonique, d'autoroutes, de services hospitaliers, même si, dans tous ces domaines, la production ou construction annuelle dépasse aujourd'hui la moyenne européenne.

Des chiffres et des sentiments

Inutile de discuter avec ceux qui nient ces chiffres. Aucun observateur de l'étranger ne les conteste. La question me paraît donc valable: pourquoi le mécontentement? Pourquoi la poussée de l'opposition en dépit d'un programme qui bouleverse d'un coup, et de manière peut-être irréversible, les fondements de la prospérité nationale?

Une première réponse présente à coup sûr une part de vérité: le gouvernement, à l'initiative du président de la République, s'est lancé dans un projet d'industrialisation à un moment où les Français, qui n'ont jamais beaucoup aimé leur industrie, suivent la mode américaine ou mondiale et brûlent ce qu'ils ont fait semblant ou profession d'adorer, le taux de croissance, la productivité. Certes, les porte-parole de l'opposition, eux, ne cèdent pas à cette mode, en faveur parmi les intellectuels; ils nous promettent une croissance à la japonaise (grâce à une consommation accrue et à des investissements réduits!). Il n'en reste pas moins que l'opinion ne reçoit plus les taux de croissance comme autant de bulletins de victoire.

Il se peut également que, par certains de ses aspects, la croissance elle-même crée plus d'insatisfaction qu'elle n'apaise de revendications. Les magasins à grande surface peuvent tout à la fois représenter un progrès dans le système de distribution et ruiner des milliers de commerçants. La productivité industrielle ne va pas sans la rationalisation, sans la rigueur de l'organisation; la révolte des jeunes ouvriers, pourvus d'une formation professionnelle, contre le statut d'O.S. prend une valeur de symbole: coût et profit du progrès économique sont inégalement répartis. Nombre de travailleurs, à supposer qu'ils connaissent abstraitement le taux de croissance, à supposer même qu'ils aient conscience d'une élévation de leur niveau de vie, ressentent plus fortement les contraintes qu'ils subissent, la discipline imposée à l'intérieur de l'usine, ou, parfois, le recyclage inévitable.

Je ne plaide pas en faveur de la croissance zéro et je ne prétends pas que dans l'hypothèse d'une croissance ralentie (accompagnée d'un chômage accru), le mécontentement ne serait pas encore plus étendu et plus vif. Je me borne à rappeler une vérité banale. Dans des sociétés aussi stratifiées que les sociétés modernes, les électeurs n'établissent pas aisément un rapport direct entre les chiffres globaux, dont les instituts de recherche, français et étrangers, saluent les prouesses, et leur condition propre, dans le milieu étroit qu'ils connaissent d'expérience directe.

Crise de civilisation

Depuis 1968, la France est entrée dans une phase de confusion intellectuelle et d'incertitude morale. Les événements de mai ont illustré tout à la fois l'absence d'un parti proprement révolutionnaire et la mise en question de toutes les hiérarchies. Crise de civilisation, telle a été la formule sur laquelle les commentateurs se sont accordés, faute de choisir entre des interprétations, toutes partiellement vraies et partiellement fausses: le mouvement de contestation était-il progressiste ou archaïsant? Marquait-il un retour au socialisme utopique ou l'avènement de la société post-industrielle?

Quelques thèmes idéologiques, quelques mots clés tiennent aujourd'hui une place de choix dans le vocabulaire politique et les discours électoraux: environnement, qualité de la vie, participation. Mais, dans la mesure où les événements de mai ont effectivement révélé frustrations ou aspirations, les unes et les autres subsistent en profondeur sans que rien ou presque ait été fait (ou pût être fait?) pour atténuer les premières ou satisfaire les secondes.

Quelques mois avant l'explosion de 1968, M. Georges Pompidou, alors premier ministre, déclarait qu'il tirait une particulière fierté de l'œuvre accomplie en matière d'éducation nationale. De la grande œuvre du régime jaillit l'étincelle qui, pour un peu, aurait mis le feu à l'édifice tout entier. D'où venait l'erreur de diagnostic? D'une confusion entre quantité et qualité. En dix ans, l'État avait bâti plus de bâtiments universitaires qu'au cours d'un siècle entier. En dix ans, la Sorbonne avait plus changé que depuis sa reconstruction, à la fin du siècle dernier. Mais le gonflement des effectifs avait multiplié les tensions et aggravé les contradictions.

On a rétabli le calme à grands frais: calme proche du sommeil ou du désespoir. Il entre dans les facultés des lettres, chaque année, dix fois plus d'étudiants qu'il n'y a de place dans l'enseignement ou dans les métiers auxquels traditionnellement préparent les études universitaires. On a embauché tant d'assistants, maîtres-assistants, chargés d'enseignement (beaucoup d'entre eux de mérite douteux) qu'il n'y a plus de place même pour les meilleurs des prochaines générations. Le programme commun annonce des milliards supplémentaires pour l'enseignement. Tant que le cadre actuel ne sera pas modifié, je doute que l'augmentation du budget suffise à résoudre les vrais problèmes: adaptation du contenu de l'enseignement aux débouchés prévisibles, réduction du nombre des étudiants dont les études ne conduisent qu'à des carrières d'enseignants en proportion des places effectivement offertes par l'État, etc.

Crise exemplaire, symbolique: c'est la croissance, en elle-même souhaitable,

qui porte la responsabilité, au moins partielle, de la décomposition de l'ordre ancien. À partir de là, les uns dénoncent l'inégalité incontestable des classes sociales devant l'enseignement (mais cette inégalité était autrement grande il y a cinquante ans), le conservatisme des programmes ou des maîtres: les autres veulent rétablir "la loi et l'ordre", chasser la politique des amphithéâtres. Pratiquement, les ministres administrent les affaires courantes, abandonnent la corporation universitaire à elle-même en espérant (ou en attendant) qu'elle se réforme toute seule. On risque d'attendre longtemps.

L'ébranlement de l'autorité – dans l'Église, dans les entreprises, dans les familles aussi bien que dans les lycées – est un phénomène dont l'observateur parvient malaisément à mesurer l'extension mais dont il ne peut pas ne pas noter des symptômes multiples. L'idée vague de participation, lancée par le général de Gaulle, devait répondre au désir légitime des hommes, jeunes et moins jeunes, d'obéir à des ordres intelligibles et à des maîtres respectés. Elle guérirait l'insaisissable malaise.

Malheureusement pour lui, le parti gaulliste, sauf en paroles, n'est guère adapté à cette philosophie, faute de la mettre lui-même en pratique. Dès l'origine et aujourd'hui encore, il se met au service de son chef, le général de Gaulle hier, M. Georges Pompidou aujourd'hui. Il gâche parfois, aux yeux du public, une œuvre parfaitement honorable par un style hautain et, à la limite, autoritaire.

Les limites de la réussite

Il va de soi que les critiques de l'opposition portent souvent juste. Un parti majoritaire attire inévitablement à lui les affairistes. Les porte-parole du gouvernement n'ont pu ni découvrir les responsables, ni rendre compte des décisions qui aboutirent à la construction ruineuse des abattoirs de La Villette. La transfiguration en projet d'ambition nationale d'un avion supersonique de transport aérien dont l'exploitation s'annonce déficitaire provoque un choc en retour et oblige les commentateurs, serviles ou complaisants, à mettre au compte du gouvernement américain un échec prévisible, prévu, dans les propos privés, par les ministres français eux-mêmes.

La croissance rapide de l'économie, au cours des trois dernières années, a été acquise, en partie au moins, par une sous-estimation du franc, surtout par rapport aux monnaies de nos partenaires du Marché commun (République fédérale allemande, Pays-Bas et même Italie). L'inégalité des salaires et traitements, d'après toutes les études européennes, est plus accentuée en France que dans les autres pays à un même stade de développement. Le principe: à revenu égal,

impôt égal, indiscutable en tant que tel à condition que les revenus autres que salariaux soient mieux connus, entre en application sans que, d'après le rapport du comité spécial créé par le gouvernement lui-même, la lutte contre la fraude ait donné des résultats substantiels.

Je pourrais prolonger cette énumération: je m'en garderai parce que cette sorte de jeu me paraît trop facile. Il n'y a pas de bilan d'un régime, d'une majorité ou d'un gouvernement qui ne comporte une liste d'erreurs, d'abus de pouvoir, d'injustices. Les hommes ne transforment pas à volonté une vieille société, avec sa tradition séculaire de bureaucratie et d'étatisme.

J'aperçois deux défauts propres au parti gaulliste: arrivé au pouvoir dans des circonstances exceptionnelles (pour "sauver" l'Algérie française), il a créé un système dans lequel il tend à se réserver la possession de l'État et reprend, à chaque occasion, la méthode de la carte forcée: ou bien nous, ou bien la catastrophe. Le parti socialiste lui rend le service supplémentaire d'adopter un programme tel que la victoire de la coalition de la gauche risquerait en effet d'entraîner une catastrophe nationale. Il n'en résulte pas que les Français oublient la formule de 1968: "Dix ans, c'est assez" et qu'ils souscrivent de bon cœur à la pratique constitutionnelle.

Étrange démocratie, dans laquelle, au nom de la règle majoritaire, les députés se font gloire à l'avance non de contrôler le pouvoir mais de "soutenir" le président de la République. Depuis 1968, le paradoxe prend des dimensions proprement "énormes". M. Edgar Faure impose aux universités un régime d'assemblée, cependant que l'Assemblée nationale se dégrade en un théâtre d'ombres. Comment pourrait-il en aller autrement dès lors que le premier ministre est nommé et renvoyé par le président de la République comme s'il s'agissait d'un directeur de cabinet et que l'Assemblée nationale n'a jamais l'occasion d'entendre les explications de celui qui prend les décisions?

L'esprit des institutions

Dans le livre publié par des représentants de la majorité sous le titre *Radioscopie des oppositions*, il est beaucoup question de l'esprit des institutions de la Ve République, du principe majoritaire. Les tenants attardés des corps intermédiaires, les disciples de Montesquieu sont, comme il convient, pourfendus: que ces messieurs veuillent bien réfléchir un instant.

Les corps intermédiaires de nos sociétés industrielles n'ont pas disparu du seul fait que les parlementaires doivent soutenir le président de la République et non plus contrôler le gouvernement. Le parti communiste est tout aussi puissant

aujourd'hui qu'hier; il l'est même davantage par suite de la diplomatie menée par le général de Gaulle et M. Pompidou. Le 30 mai 1968, le général de Gaulle, entre deux voyages en Europe de l'Est, a repris le vieux thème du "parti totalitaire". M. Pompidou qui s'est déplacé à la veille de la campagne électorale pour rencontrer M. Brejnev, suivant de près M. Marchais reçu lui aussi par le numéro un soviétique du parti et de l'État, parviendra malaisément à rendre quelque fraîcheur à l'argument, valable ou non.

Depuis 10 ans, les communistes jugent "réaliste" la diplomatie de la Ve République – ce qui, dans leur jargon, signifie qu'elle va dans la bonne direction. Gaullistes et communistes sont objectivement unis par une hostilité commune à l'égard de la IIIe force, des partis qui avaient pris, il y a vingt ans, la responsabilité de l'Alliance atlantique et de la construction européenne. Plus les gaullistes répètent qu'entre "les communistes et les gaullistes il n'y a rien" (alors que les gaullistes eux-mêmes constituent un rassemblement hétérogène), plus les socialistes sont incités à la coalition avec les communistes, que les mêmes porte-parole officiels s'empressent de dénoncer avec indignation.

Bien loin que la majorité ait réussi à éliminer ces corps intermédiaires qu'elle prétend rejeter dans les ténèbres extérieures de la IVe République, elle a, en fait, réintégré le parti communiste dans la communauté nationale comme s'il était un parti comme les autres. Elle a même créé les conditions dans lesquelles un quasi-miracle est devenu possible: la résurrection d'un parti socialiste qui, selon les sondages, obtiendrait plus de suffrages et de sièges que le parti communiste. Jamais les états-majors des partis n'ont exercé une telle influence sur le choix et l'investiture des candidats. Tous les intermédiaires, syndicats et partis, sont là. Le prétendu vide entre gaullistes et communistes est comblé. L'avenir du "gaullisme" – héritage disputé entre les prétendants qui s'accusent mutuellement d'usurpation – paraît au moins aussi incertain que celui des autres formations.

Quelle est donc la véritable originalité des institutions de la Ve République, moins du texte que de la pratique constitutionnelle? L'instauration d'une double expression de la souveraineté populaire, l'élection au suffrage universel direct du président de la République et l'élection au scrutin majoritaire uninominal à deux tours de l'Assemblée nationale.

Le système répondait à une finalité simple: partant de l'hypothèse que les Français n'éliraient pas le candidat soutenu par les communistes (François Mitterrand en 1965) et que les communistes refuseraient de soutenir un homme soupçonné d'atlantisme (M. Poher en 1969), les gaullistes se croient (ou se

croyaient) assurés de choisir le président de la République et de faire campagne ensuite avec l'argument irrésistible: ou bien une majorité d'accord avec le président de la République ou bien la crise du régime et le chaos. En 1967, il s'en fallut de peu que l'Assemblée ne fût ingouvernable. Les folles journées de mai permirent l'élection d'une Assemblée complaisante. Nous voici revenus à 1967 mais dans des circonstances plus graves.

La concentration du pouvoir à l'Élysée a été poussée par Georges Pompidou plus loin encore que par le général de Gaulle. Or les événements de mai 1968 ont révélé une vérité que les doctrinaires du principe majoritaire s'obstinent à méconnaître: en un régime démocratique, en un pays comme la France, la toute-puissance d'un homme est illusoire. Le parti communiste, le C.I.D.-U.N.A.T.I., les promoteurs immobiliers, les ouvriers qui travaillent au *Concorde*, les techniciens de l'O.R.T.F. manifestent quotidiennement en actes l'impuissance de Gulliver, prisonnier des liens tissés par d'innombrables lilliputiens.

En revanche, la confusion apparente de la République et d'un magistrat (selon le mot célèbre de Napoléon III, la nature de la démocratie est de personnifier dans un homme) ajoute à la fragilité des institutions françaises, jamais assurées de leur légitimité. Il a suffi d'une intervention malheureuse à la télévision du général de Gaulle en mai 1968 pour que tout l'édifice fût ébranlé en même temps que la clé de voûte. La même mésaventure est arrivée à M. Pompidou avec le référendum sur l'Europe. D'un coup, le Président a donné l'impression de vaciller, incertain de lui-même et de son jugement politique.

Je tiens pour une faiblesse en profondeur des institutions de la Ve République cette tendance du président de la République "à la puissance et à la solitude". Si je plaide pour une certaine restauration de la vie parlementaire, contre la pesanteur des sociétés modernes, ce n'est pas que j'éprouve une dilection particulière pour les parlementaires (tout au contraire, je m'entends plus aisément avec la rationalité, au moins apparente, des fonctionnaires et des hommes au pouvoir), c'est que je tiens à la longue le système actuel pour condamné. À répéter en chaque occasion aux Français: "nous ou le chaos", on finira par obtenir la réponse: "voyons un peu à quoi ressemble le chaos".

Aucun homme, à moins de circonstances historiques, ne possède l'envergure nécessaire pour exercer durant sept années les fonctions que s'attribue aujourd'hui le président de la République française d'autant plus que celui-ci n'a même pas jugé nécessaire de se donner un état-major comparable à celui que se choisit le président des États-Unis.

Le coup de semonce devrait rappeler à l'ordre et la majorité gaulliste et les socialistes. Avec leur programme, ces derniers peuvent demain ou après-demain gagner les élections mais non gouverner la France européenne. Avec le système politique d'aujourd'hui, la majorité peut encore gagner des élections mais le jour où elle les perdra, la France perdra en même temps les chances que tous les observateurs étrangers lui reconnaissent de Moscou à Washington.

Les enjeux. Conclusion des analyses de R. Aron(1)

Le Figaro
15 février 1973

Où est le programme de la majorité, nous répètent chaque jour les compagnons de route qui, à mots couverts et le visage masqué, s'efforcent de rallier l'opinion libérale à une expérience condamnée d'avance? À quoi je répondrai: et vous, subtils analystes des erreurs de Keynes, dites-nous si le programme commun de la gauche présente, sur le plan économique, une quelconque plausibilité? Et vous, partisans de l'édification européenne, jugez-vous la "planification démocratique" compatible avec les règles du traité de Rome? Et vous, critiques impitoyables de la démagogie de la IV^e République, vous n'éprouvez aucune inquiétude devant tant de promesses, de dépenses et de nationalisations? Et vous, gardiens jaloux des libertés individuelles, censeurs impitoyables des "excès policiers", vous n'apercevez pas l'ombre de M. Marchais derrière M. Mitterrand? Vous tous, à l'avant-garde de l'histoire, vous ne reconnaissez pas dans le programme commun le socialisme d'avant-hier, celui qui a partout échoué? Vous ne regrettez pas la liquidation par M. Mitterrand du socialisme qui, en maints pays d'Europe, a donné un visage humain au système le plus efficace de production? En vérité, si vous prenez pour modèle de programme celui de la gauche, vous finirez peut-être par nous convaincre que mieux vaut encore que la majorité n'en ait pas.

Les élections mettent en cause les institutions, le texte et, en tout cas, la pratique constitutionnelle. Encore convient-il de distinguer les deux modalités de la querelle inévitable, l'une théorique et secondaire, l'autre politique et cruciale.

Les socialistes-communistes proposent de modifier, sur un certain nombre de points, le texte de la Constitution. Certaines de ces corrections me paraissent raisonnables et, pour le moins plaidables (par exemple, la réduction à cinq ans du mandat du président de la République, la suppression de l'incompatibilité entre le mandat parlementaire et les fonctions ministérielles, la réunion du Parlement en session extraordinaire à la demande de la majorité de ses membres, etc.). Pour l'essentiel, la révision accentue la liberté de l'Assemblée par rapport au gouvernement et de celui-ci par rapport au président.

Le programme entre en contradiction avec la pratique constitutionnelle par

l'intermédiaire du contrat de législature qui, d'une part, semble interdire au président de la République de changer de gouvernement à moins d'un vote de défiance de l'Assemblée et, d'autre part, fait obligation au président de la dissoudre au cas d'une deuxième crise ministérielle provoquée par la même Assemblée. Je dis "semble interdire" puisque, à un autre endroit, il est précisé que le pouvoir de décision sans contreseing du président de la République s'applique au décret de dissolution.

Quel que soit le jugement que l'on porte sur les mérites ou démérites de cette révision, de ce retour au parlementarisme de style classique, de l'élimination ou correction des articles du texte de 1958 (articles 11 et 16) qui toléraient une interprétation dans le sens d'un régime présidentiel, socialistes et communistes, avec une majorité précaire à l'Assemblée nationale et pas de majorité du tout au Sénat, auront d'autres chats à fouetter: ils n'entameront pas la procédure de révision prévue par l'article 89, ils se borneront à restituer au gouvernement le pouvoir "de déterminer et de conduire la politique de la nation", pour reprendre le texte de 1958.

La crise n'en surgira pas moins parce que le Président a été élu non en tant qu'expression du pays tout entier, premier magistrat au-dessus des partis, mais en tant que chef véritable de l'exécutif. Certes, s'il n'était question que d'infléchir l'action du gouvernement, de changer les hommes, de remplacer un "gaulliste pur et dur" par Edgar Faure, Michel Debré par Giscard d'Estaing (un oui de 1969 par un non) la souplesse que M. Pompidou attribuait un jour à la Constitution permettrait d'éviter le choc.

Le programme commun bouche les issues parce qu'il implique un renversement de la politique française à l'extérieur et à l'intérieur.

Les chapitres 1, 2 et 3 de la quatrième partie du programme commun témoignent de l'embarras des rédacteurs, les uns, communistes, s'étant opposés à toute la diplomatie française de l'après-guerre et du gaullisme, Alliance atlantique, Communauté européenne; les autres, socialistes et radicaux, ayant tout au contraire pris une part décisive à cette diplomatie que leurs alliés d'aujourd'hui vitupéraient. D'où le recours fréquent à des formules vides de sens sur lesquelles des hommes, en conflit sur l'essentiel, se réconcilient dans l'imaginaire: "désarmement général, universel et contrôlé", devenu "l'objectif principal du gouvernement", "définition d'une stratégie militaire permettant de faire face à tout agresseur éventuel quel qu'il soit". Les mots favoris du gaullisme sont repris afin de donner satisfaction aux communistes sans prêter à

l'accusation d'un renversement des alliances. Par exemple, il est question "d'engager le pays sur la voie de l'indépendance à l'égard de tout bloc politico-militaire" et immédiatement après on lit la phrase suivante: "Les problèmes éventuels posés par les obligations résultant de l'appartenance de la France à l'Alliance atlantique seront résolus dans cet esprit". Quels problèmes? Et quels seront les instruments de cette politique indépendante? La liquidation de la force stratégique de dissuasion et le service militaire de six mois! En vérité: la France sera définitivement protégée contre "tout agresseur éventuel", elle ne possédera ni arme nucléaire, ni armée classique. La sécurité grâce à la renonciation à tout moyen de défense: la théorie ne manque pas d'intérêt, elle mériterait une étude détaillée.

À propos de la Communauté européenne, le langage gaulliste ne rend pas les mêmes services qu'à propos de l'Alliance atlantique. Le programme prévoit donc la modification des articles 4, 124 et 193 à 198 du traité de Rome (il s'agit du Fonds social européen) et un aménagement des articles 117, 118 et 121. La réorganisation prévue du Comité économique et social a probablement pour but d'assurer aux communistes, par l'intermédiaire de la représentation syndicale, une position de force à l'intérieur d'une institution de la Communauté européenne. Que se passera-t-il si nos huit partenaires ne consentent pas à la révision ou l'aménagement du traité?

Je n'ai mentionné ces articles du programme commun, qui, en dernière analyse, ne constituent pas le centre du débat, que pour en venir à l'essentiel: *l'immense majorité des Français, de gauche comme de droite, veulent tout à la fois le maintien de la Communauté européenne et la poursuite de l'expansion.* Or, en mettant leur signature au bas du programme commun de la gauche, socialistes et radicaux ont, en fait, consciemment ou non, capitulé devant le parti communiste, ils ont accepté de prendre part à une opération de politique extérieure dont M. Marchais tire les fils.

Le parti communiste, en 1969 encore, se contentait de la diplomatie "réaliste" de la Ve République. Il s'en accommodera si la majorité actuelle ou élargie l'emporte. Il n'en nourrit pas moins l'espoir d'aller plus loin: obliger la France à invoquer les clauses de sauvegarde du traité de Rome, provoquer des transformations économiques irréversibles qui paralyseraient le fonctionnement du Marché commun. Si la France en sort pratiquement, que se passerait-il en Italie?

M. Brejnev, en bon stratège, garde deux fers sur le feu: d'une part, il reçoit M.

Marchais et signe avec lui un communiqué commun; il reçoit ensuite M. Pompidou et les officiels soviétiques assurent en privé à leur visiteur que cette rencontre au sommet aidera le président français à gagner les élections (ce qui est le contraire de la vérité). Sous prétexte que le coup de Prague est désormais impossible, M. Mitterrand s'imagine que lui et la France jouent sur le velours: il est malheureusement en retard d'une phase de l'histoire. Bien entendu, la conjoncture historique rend invraisemblable la ruée des chars soviétiques vers l'Atlantique, elle n'exclut nullement que l'Europe "change de maître", selon le mot d'un gaulliste, autrement dit que l'Union soviétique acquière progressivement sur la politique de la République fédérale allemande, de l'Italie ou de la France un droit de regard. Or, cette sujétion à l'Union soviétique, les socialistes risquent de la rendre inévitable par leur gestion économique.

Tant que l'Europe occidentale, faute d'unité et de volonté, demeurera plus un objet qu'un sujet de l'histoire, elle se trouvera en une situation ambiguë: proche géographiquement de la zone soviétique et du despotisme oriental, partie intégrante de la zone atlantique, de l'économie concurrentielle et du monde politiquement libéral. *Le pays européen qui choisit l'économie collectiviste et la planification étatique prétend résoudre la quadrature du siècle s'il veut en même temps ne pas s'intégrer au système soviétique.* La tragédie, c'est que M. Mitterrand et ses amis socialistes ne comprennent pas ces évidences et ne les comprendront que le jour où il sera trop tard.

Ce qui eut été possible

Qu'on ne me dise pas que les socialistes se seraient trahis eux-mêmes en adoptant un autre programme. Rien ne les contraint à un programme de nationalisations qu'aucun des partis socialistes européens, pas même le parti socialiste suédois au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle, n'a envisagé. D'aucuns nous disent: "La propriété, c'est le pouvoir". Le pouvoir de gestion, à l'intérieur des grandes entreprises, appartient à un groupe d'hommes qui émane juridiquement, mais non effectivement, des actionnaires. En ce sens, les gestionnaires des Charbonnages ou de l'Électricité de France, ne détiennent pas moins de pouvoir que ceux des firmes privées. Qui suggère que les dirigeants de Rhône-Poulenc ou de Pechiney imposent leur volonté aux ministres, sacrifie à une pure mythologie. Les dirigeants des secteurs nationalisés exercent plus d'influence sur leur ministre, jouissent d'autant ou de plus d'autonomie dans leur politique d'investissement que ceux des grandes firmes privées.

Ce qui est vrai, c'est que le gouvernement lui-même a favorisé le

regroupement des entreprises dans quelques secteurs, afin que les grandes firmes, fer de lance de l'industrie et de l'exportation, puissent lutter à armes égales avec les firmes étrangères. On cherche vainement, dans le programme commun, l'analyse des conséquences des mesures proposées. Que deviendront les filiales étrangères des firmes industrielles et des banques, devenues propriété de l'*État français*? Comment s'opposer aux gouvernements étrangers qui jugeront inadmissible le contrôle d'une firme nationale par l'État français et qui useront de la même liberté de spoliation que nos socialistes et communistes?

Pourquoi les socialistes n'auraient-ils pas pris modèle sur les partis socialistes d'Europe occidentale, admis l'efficacité supérieure du régime mixte et du marché contrôlé et tenté de répondre au désir de changement, de satisfaire les revendications sociales ou morales du pays? Modification de la répartition du revenu national, amélioration des services collectifs, atténuation des rigueurs de la rationalisation et de la compétition, souci des "laissés pour compte" du progrès, réformes fiscales, souci de l'environnement ou de la qualité, le programme que l'on demande à la majorité, l'opposition socialiste aurait pu le dresser. Des nationalisations auraient pu figurer dans le programme à condition qu'elles servent une fin précise et s'insèrent dans le cadre de l'économie européenne. Les petites entreprises qui ne déclarent pas de bénéfice parce que celui-ci est distribué sous forme de salaires aux membres de la famille, présenteraient des comptabilités différentes le jour où l'État français rappellerait une règle simple: l'entreprise privée ne se justifie que par sa rentabilité, celle qui, des années durant, perd de l'argent, perd du même coup son droit à l'existence.

Même la participation aurait eu une meilleure chance sans les nationalisations. Celles-ci, dans la première phase provoquent inévitablement des troubles parce qu'elles déçoivent l'attente des travailleurs. Il faut alors rétablir la discipline, le parti communiste y parvient au nom du "centralisme démocratique" et toute trace d'autogestion disparaît.

Le choix des Français

Profondément conservateurs au fond, les Français s'abandonnent, de temps à autre, à l'illusion de changer le monde d'un coup et totalement. Mais, le plus souvent, "les coups de lune", les instants parfaits de lyrisme et d'évasion se traduisent finalement par un surplus de centralisation étatique, de cristallisation bureaucratique, par une défense plus farouche encore des droits acquis et des discriminations catégorielles (du haut en bas de l'échelle, depuis les grands corps jusqu'aux machinistes de la Comédie-Française). Ce qu'il faut espérer, c'est que

le désir de changement qui s'exprimera aux prochaines élections provoque une ouverture du système sans contraindre le président de la République à livrer bataille contre la majorité parlementaire sortie des urnes.

Si les signataires du programme commun obtiennent la majorité à l'Assemblée et demeurent unis, M. Pompidou n'aura d'autre recours, à bref délai, que de nouvelles élections, parlementaires et (ou) présidentielles. Chacun réfléchira sur les conséquences d'un pareil scénario. Il n'est pourtant ni probable ni souhaitable que le parti gaulliste garde toutes les positions conquises à la faveur des circonstances exceptionnelles, que le président de la République continue de gouverner dans le même style, que communistes, socialistes et réformateurs qui, ensemble, englobent sensiblement plus de la moitié des électeurs demeurent pour ainsi dire en dehors du système.

En choisissant la coalition avec le parti communiste et un programme de bouleversement économique et diplomatique, M. Mitterrand se condamne à l'opposition permanente ou à l'aventure. S'il s'imagine par cette méthode, accroître ses chances pour 1976, il se trompe: les communistes ne lui donneront pas gratuitement leurs voix dans trois ans. Il ne se libérera pas du programme commun sans rompre du même coup le pacte d'alliance.

Qu'on le veuille ou non les socialistes ont provisoirement divisé la France en deux camps, les socialistes-communistes, d'un côté tout le reste de l'autre. Si l'on évite le pire - un des camps installé au Palais Bourbon et l'autre à l'Élysée - le progrès des oppositions devrait inciter l'équipe au pouvoir depuis 1958 à un examen de conscience. La double expression de la volonté populaire, à des dates et par des procédures différentes, la concentration de la démocratie en un homme constamment en première ligne, la méthode de la carte forcée finiront, un jour ou l'autre, par exaspérer l'opinion et par créer une situation sans issue constitutionnelle.

Mieux vaut prévenir que guérir. La République doit être le bien de tous. Napoléon conseillait de rédiger des constitutions courtes et obscures. Peu importe que la nôtre soit longue pourvue qu'elle cesse d'être contradictoire.

(1) Voir "Le Figaro" des 8 et 13 février 1973.

Le débat constitutionnel

Le Figaro
1er mars 1973

L'espoir que l'on pouvait nourrir, il y a quelques années, que les Français livreraient les combats, normaux en démocratie, à l'intérieur d'un cadre accepté par tous, ne résiste pas à l'expérience l'après-de Gaulle, sinon de l'après-gaullisme. Ne cherchons pas les responsables, interrogeons-nous seulement sur un point précis! oui ou non le programme de révision constitutionnelle, rédigé par les socialistes et les communistes, entraîne-t-il une mutation radicale? Ampute-t-il les pouvoirs du président de la République au point de rabaisser celui-ci au-dessous du statut dont il jouissait sous la IIIe et la IVe République? M. Maurice Duverger s'est inscrit en faux contre une pareille analyse.

Les pouvoirs du président de la République dépendent avant tout des décisions qu'il est habilité à prendre seul sans contreseing du premier ministre. C'est la nécessité du contreseing qui, après la crise de 1877, a progressivement affaibli la fonction présidentielle sous la IIIe République. Or, nous dit-on, le président de la Ve garderait le droit d'agir seul dans plusieurs cas importants: désignation du premier ministre, messages au Parlement, rapport avec la Cour suprême, dissolution. Le droit de désigner le premier ministre et le droit de dissolution ne représentent-ils pas deux prérogatives essentielles du chef de l'État?

À coup sûr. Mais le contrat de législature implique une modification décisive de la pratique constitutionnelle. Il est supposé, en effet, que le programme de gouvernement de la majorité deviendra le contenu du contrat de législature proposé par le premier ministre dans les quinze jours qui suivront sa désignation par le président de la République. Il en résulte que les partis coalisés auront établi le programme que le chef de l'État ne pourra guère influencer.

Même la désignation sans contreseing du premier ministre ne gardera plus qu'un sens limité puisque l'un ou l'autre des chefs des partis ayant obtenu une majorité au Parlement s'imposera comme chef du gouvernement.

De même, le droit de dissolution sans contreseing, bien que les révisionnistes le maintiennent sur le papier, perd une bonne part de sa signification puisque, dans certaines circonstances (une deuxième crise ministérielle au cours d'une même législature), le président de la République est tenu de dissoudre l'Assemblée. Certes, il ne violerait pas la Constitution révisée si, constatant les

effets néfastes de l'application du contrat de législature, il dissolvait l'Assemblée contre l'avis du premier ministre, du gouvernement et de la majorité parlementaire.

En ce sens, il n'est pas vrai, au point de vue juridique que l'abaissement du président de République le confine dans l'inauguration des expositions de chrysanthèmes. Mais la révision proposée introduit une contradiction sur le sujet essentiel de la dissolution. Si le droit de dissolution appartient au président de la République seul, sans que celui-ci ait besoin d'un contreseing, comment lui *ordonner* en même temps de dissoudre l'Assemblée en certains cas?

En tout état de cause, la partie relative au contrat de législature souffre d'une équivoque qu'aucun commentaire ne pourra dissiper. Sous quelle forme introduire dans la Constitution le principe du contrat de législature? Le texte constitutionnel fera-t-il obligation à chaque parti de préciser avant les élections les coalitions auxquelles il consentira, le programme qu'il soutiendra durant les cinq années à venir? En cette hypothèse, le rôle des partis sera solennellement consacré, plus qu'il ne l'a jamais été sous les Républiques précédentes.

Simultanément, le programme socialiste-communiste prévoit "d'étendre et de préciser" le domaine de la loi, tel qu'il est déterminé par l'article 34, de modifier l'article 38 (qui autorise de prendre par ordonnances les mesures qui sont normalement du domaine de la loi), de limiter l'usage du vote bloqué, de rendre au Parlement l'initiative en matière de dépense, etc. Manifestement toutes ces corrections tendent au rétablissement d'un régime parlementaire, du style classique, le contrat de législature ayant pour objet de prévenir l'instabilité ministérielle ou de perpétuer les alliances électorales.

Comment fonctionnerait le régime, après cette révision? Il est malaisé de répondre à une telle question pour la simple raison que les socialistes et les communistes veulent exclure la révision par la voie de l'article 11 (utilisé par le général de Gaulle en 1962). Ils se contraignent eux-mêmes à recourir à l'article 89. Ils doivent donc obtenir une majorité des trois cinquièmes des deux Assemblées réunies en congrès ou soumettre le texte identique voté par les deux Assemblées au référendum. Quels que soient les résultats des élections, socialistes et communistes n'ont aucune chance de réussir par l'une ou l'autre voie.

Il reste que la pratique constitutionnelle envisagée par le programme commun diffère profondément de la pratique actuelle et qu'elle nous ramène au voisinage des Républiques précédentes. Dès lors que le contrat de législature, issu des

alliances électorales, devient la règle suprême, les partis donc leurs états-majors, détiennent la réalité du pouvoir. Le président posséderait une arme et une seule: le droit de dissolution. Il ne pourrait employer cette arme - sauf dans le cas d'une deuxième crise ministérielle durant une même législature - qu'en s'opposant au gouvernement issu de la majorité parlementaire et théoriquement en place pour cinq ans. Un tel président pourrait effectivement rester à l'Élysée, quel que soit l'habitant de l'hôtel Matignon.

Le texte de la Constitution n'implique pas la répartition actuelle du pouvoir entre président de la République, premier ministre et Assemblée. En revanche, la Constitution, révisée selon les vœux des communistes et des socialistes, déterminerait le siège du pouvoir effectif, l'Assemblée ou, plus encore, les partis. Je vois bien pourquoi, M. Marchais souhaite cette révision, je vois mal pourquoi le candidat de 1965 à la magistrature suprême la souhaiterait. Aussi bien - soyons juste - personne n'est assez naïf pour croire qu'il la souhaite.

Les fantaisies du découpage

Le Figaro
14 mars 1973

Dimanche soir, à un représentant de la gauche qui s'indignait de la disproportion entre le nombre des voix recueillies et celui des sièges obtenus par les socialistes-communistes, un ministre en exercice répondit qu'Anglais et Américains ne s'étonneraient pas de cet écart: je crains que le porte-parole de la majorité ne confonde deux arguments, dont l'un est valable et dont l'autre ne l'est pas.

Tout scrutin majoritaire amplifie les mouvements d'opinion. En Grande-Bretagne, un déplacement des suffrages de 4 à 5 p. cent suffit à provoquer un changement de majorité, à faire passer des dizaines et des dizaines de sièges d'un parti à un autre. En un régime de deux partis, chacun profite à son tour de cette prime au succès. Il est même arrivé qu'un des partis l'emporte avec un nombre total de suffrages légèrement inférieur à celui de son rival. Au moins cette anomalie ne tenait pas, ou ne tenait que faiblement, au découpage des circonscriptions.

Supposons, en effet, que toutes les circonscriptions aient un nombre égal d'électeurs. Il suffit qu'en de nombreuses circonscriptions un des partis l'emporte avec une avance considérable et que l'autre triomphe de justesse pour que l'un des deux ait plus de voix et l'autre plus de sièges. Un système majoritaire n'exclut pas une telle éventualité. Il peut arriver aussi qu'un président des États-Unis soit élu tout en ayant recueilli moins de suffrages que son concurrent. Le partisan du système majoritaire doit s'accommoder de ces paradoxes.

Encore faut-il ne pas y ajouter par des mesures arbitraires et injustes. Or, aussi bien en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis, la règle de l'égalité approximative des circonscriptions s'est progressivement imposée. Aux États-Unis, c'est la Cour suprême qui a tiré les conséquences logiques du principe fondamental de la démocratie, puisqu'une voix en vaut une autre, les circonscriptions pour l'élection de la Chambre des Représentants, doivent compter, autant que faire se peut, le même nombre d'électeurs. Or, les mouvements de population accentuent, d'une consultation à une autre, les disparités entre les diverses circonscriptions, dès lors que le gouvernement ne modifie pas la carte électorale. On en arrive à la situation de dimanche dernier: on comptait 113.000 inscrits dans la cinquième circonscription du Val-d'Oise, 145.000 dans la troisième circonscription de

l'Essonne, 34.539 dans la 22e circonscription de la Seine (Ternes-Plaine Monceau).

Que l'on ne vienne pas plaider la cause, pour le moins douteuse, des entités territoriales ou administratives, de la tradition historique. Si l'on adoptait une règle équitable, le nombre des électeurs en chaque circonscription devrait se situer à l'intérieur d'une fourchette entre un minimum de trente à quarante mille et un maximum de cinquante à soixante mille électeurs. Il n'en résulterait aucune difficulté majeure. J'entends bien que les législateurs de 1958 ont décrété que chaque département devait avoir au moins deux représentants à l'Assemblée nationale. Pourquoi?

Écartons les plaidoyers d'hypocrites. La majorité hésite à modifier le découpage actuel parce que celui-ci la favorise. Probablement, les avocats de la majorité me répondront que les communistes au pouvoir ne s'embarrasseraient pas de tels scrupules et je n'en disconviens pas. Il reste qu'un régime, à la longue, s'affaiblit lui-même s'il ne respecte pas sa propre loi.

La Ve République demeure fondée sur le suffrage universel. Dimanche dernier, 46 à 47% des Français ont voté en faveur du bloc socialiste-communiste pour exprimer le désir de changement, protester contre le régime établi. Face au parti communiste et aux syndicats, le gouvernement et l'Assemblée se réclament à la fois du pouvoir légal et de la légitimité démocratique. Il ne faut pas que cette légitimité puisse être soupçonnée.

Au reste, il ne semble pas qu'un autre découpage des circonscriptions aurait changé le résultat de la consultation. Globalement, majorité et opposition se trouvent à égalité, pour le nombre des suffrages: les réformateurs font la décision. Quelques commentateurs, et non pas seulement des chefs de parti, ont jugé sévèrement les accords conclus entre M. Lecanuet et les représentants de la majorité. Les motifs de cette indignation vertueuse me restent mystérieux. Veut-on que les 12% de réformateurs ne préfèrent pas un des deux blocs à l'autre ou, tout au moins, ne craignent pas l'un plus que l'autre? Avec ou sans désistement, nombre des électeurs du groupe charnière se seraient opposés aux socialistes-communistes sinon ralliés à la majorité.

Si la vertu condamne les changements de dernière heure, que l'on abandonne le scrutin majoritaire à deux tours. Du coup se découvriront entre gaullistes et communistes de multiples intermédiaires. Les deux blocs - ou la bipolarisation, pour employer le jargon à la mode - ne résultent pas de la disparition des nuances d'opinion ou des familles spirituelles de la France, mais du mode de

scrutin. En République fédérale allemande, les libéraux (F.D.P.), avec 7 à 8% des suffrages, ont amené au pouvoir la social-démocratie et l'y maintiennent. Si la France adoptait un système analogue (candidatures locales, élection directe des candidats ayant obtenu la majorité absolue, report des restes pour les listes ayant au moins 5% des voix dans le pays), les réformateurs tiendraient un rôle décisif. Peut-être les socialistes n'auraient-ils pas conclu de pacte avec les communistes. Chacun peut rêver aux avantages et aux inconvénients d'une autre manière de consulter le pays.

Pour l'instant, les représentants de la majorité se réjouissent que le réflexe anticomuniste continue de jouer et que les Français se résignent à la carte forcée. Encore doivent-ils, dans l'intérêt du régime, corriger le découpage électoral. Si un découpage moins injuste devait donner la victoire à la coalition socialiste-communiste - ce que je ne crois pas - il faudrait en conclure, non qu'une injustice vaut mieux qu'un désordre, mais qu'un mode de scrutin qui condamne les socialistes à l'alliance avec des communistes ne répond pas aux besoins de la France.

À propos de la force de dissuasion. Des passions excessives

Le Figaro
2 août 1973

La violence du débat à propos de la force stratégique de dissuasion, les arguments utilisés par les uns et par les autres n'ont pas fini de me stupéfier. Tout se passe comme si chacun affectait d'autant plus d'assurance que les raisons d'un choix pour ou contre sont à la fois plus nombreuses et plus complexes. Nul homme de bonne foi ne devrait refuser au défenseur de la thèse opposée à la sienne au moins le bénéfice du doute. Le partisan de l'arme nucléaire n'est pas un monstre, l'adversaire n'est pas un traître.

Le siège de la France au Conseil de sécurité n'a rien à voir, jusqu'à preuve du contraire, avec la possession de quelques dizaines d'engins balistiques. L'indépendance du pays, la capacité de gérer librement nos affaires ne dépendent pas de ces engins, au moins dans le contexte actuel. Cet armement n'exerce d'influence visible sur aucune des négociations économiques. D'un autre côté, en attendant le jour du désarmement général, la France, pas plus qu'aucun autre pays, ne peut renoncer à une défense nationale: consacrer une partie du budget à la mise en place d'engins dans les silos, à la fabrication de bombes et de sous-marins, est-ce prendre une décision meilleure ou pire que d'affecter les mêmes sommes au renforcement des trois armes dotées seulement d'explosifs chimiques?

Avant de chercher une réponse, mentionnons les critiques qui portent sur le champ de tir, sur le moment des explosions. Australiens et Néo-Zélandais n'ont pas protesté contre les expériences anglaises – ce qui nous donne beau jeu pour les accuser d'hypocrisie. Ils peuvent rétorquer qu'ayant accepté pour eux-mêmes certains inconvénients, ils déniaient aux intrus, les Français qui n'appartiennent pas à la zone du Pacifique, le droit de les leur infliger. La réponse serait plus convaincante si, d'après les savants australiens eux-mêmes, le risque créé par les retombées radioactives n'était extrêmement faible.

Les expériences anglaises ont eu lieu à l'époque où les deux Grands multipliaient eux-mêmes les expériences. Depuis 1963 et le traité de Moscou, Russes et Américains ont renoncé au tir dans l'atmosphère. Une politique réaliste tient compte des sentiments des peuples, de l'opinion, même manipulée,

même hypocrite. Je ne pense pas que les dirigeants français méconnaissent le coût politique et moral que comporte l'exécution du programme. Cela dit, qui se déclare en faveur de l'armement nucléaire doit souhaiter que nos techniciens parviennent à réaliser des expériences souterraines, il ne peut pas se déclarer favorable à la force de dissuasion et en refuser les moyens.

M. Michel Rocard, cependant, soutient la thèse de l'inutilité technique de la campagne de 1973, les têtes atomiques déjà fabriquées auraient une puissance suffisante pour provoquer des dégâts fantastiques (ce qui est incontestable) et le renforcement de ces bombes ne suffirait pas, en tout état de cause, contre d'éventuels engins anti-engins russes ou américains. Ces raisonnements n'impressionnent pas plus les Chinois que les Français. Dans la mesure où l'efficacité de ces armes monstrueuses tient à leur action psychologique, tous les États ont voulu passer de l'atomique au thermonucléaire. La force française suffirait-elle à dissuader l'un ou l'autre des deux Grands? À une pareille question, nul ne peut répondre «oui» ou «non» avec une arrogance dogmatique. Il n'y a pas de dissuasion dans l'abstrait. Il y a des situations où un État peut hésiter à faire ceci ou cela à cause de l'arsenal détenu par un autre.

Je ne crois pas à la mise en forme pseudo-rationnelle de la dissuasion grâce à la proportionnalité entre l'enjeu et la capacité de destruction: l'enjeu que représente la France devrait acquérir l'invulnérabilité, la sécurité du sanctuaire grâce à une petite force de dissuasion. Je me borne à l'affirmation que l'on ne peut pas refuser toute valeur dissuasive à une force comme celle que la France est ou sera en mesure de se donner.

Quelle conjoncture envisagez-vous, me répondra un critique, dans laquelle cette force deviendrait indispensable? Dans la conjoncture actuelle, tant que les deux Grands s'accordent pour ne pas empiéter sur leurs zones respectives, tant qu'une armée américaine symbolise l'engagement des États-Unis en Europe. La France privée de son armement nucléaire ne perdrait pas du même coup son indépendance. La propagande excessive, hystérique, dessert la cause qu'elle veut servir.

Il reste que la situation actuelle ne durera pas indéfiniment et que personne ne connaît l'avenir. La tendance américaine au retrait s'affirme. L'Union soviétique ne relâche pas son effort sur terre, sur mer et dans les airs. Je ne soupçonne nullement les dirigeants actuels de Moscou de nourrir un dessein d'agression militaire. Un empire aussi puissant, qui s'étend jusqu'au milieu de l'ancienne Allemagne et qui conserve à l'Ouest des alliés par conviction, pèse sur l'Europe

des démocraties libérales. La décision qui a été prise par la Quatrième et la Cinquième République me paraît probablement juste. À moins de bouleversements politiques, n'importe quel gouvernement français entretiendra la force stratégique de dissuasion.

En vérité, la plupart des adversaires raisonnent moins en politiques qu'en moralistes (certains en simples démagogues). Est-il acceptable de menacer un adversaire, même fictif, de dévaster ses villes, d'exterminer des êtres humains par millions? J'ai rencontré, dans une université écossaise où je donnais des conférences, un enseignant catholique qui avait renoncé à une carrière au Foreign Office par objection de conscience, par refus d'accepter la notion même de représailles massives. Lancer de telles armes sur des villes, me disait-il, est un acte intrinsèquement pervers, diabolique. L'intention d'un tel acte n'est pas moins coupable, éthiquement, que l'acte lui-même. Un chrétien ne se résigne pas à une telle stratégie.

D'autres chrétiens, notre ami Jean Guitton, par exemple, raisonnent autrement: le bien sort du mal, le danger infinitésimal de l'emploi de ces armes garantit la paix, à condition, malgré tout, que le danger subsiste, autrement dit que l'on imagine un chef d'État résolu, en dernière instance, à donner l'ordre fatal. Jean Guitton, comme beaucoup d'autres, simplifie le problème en imaginant un emploi total de ces armes. Il se donne, pour ainsi dire, l'alternative de la paix ou de la fin du monde. Or un emploi d'une bombe – ce qu'à Dieu ne plaise – n'impliquerait pas encore l'anéantissement réciproque et total.

Même modifié, son raisonnement ne convaincrerait pas mon interlocuteur d'Écosse. Je ne connais d'ailleurs pas de réponse pleinement satisfaisante à celui-ci: la moins mauvaise me paraît celle qu'apporte la pratique actuelle des États détenteurs des armes de destruction massive. Les Grands n'envisagent d'utiliser effectivement ces armes qu'en suprême recours; même en suprême recours, ils veulent éviter l'ascension aux extrêmes. En d'autres termes, le danger infinitésimal n'est pas, comme le suggère Jean Guitton, celui d'une catastrophe absolue.

M. J.-J. Servan-Schreiber veut que les réformateurs se définissent en tant que tels, par l'opposition à la force nucléaire. Il n'ignore pas qu'en ce cas, plusieurs des réformateurs, à l'Assemblée, devraient sortir du groupe. Qu'il s'agisse de députés ou de Français, je ne crois pas raisonnable de les diviser en bons et en méchants, en fonction de ce seul choix que chacun fait dans l'incertitude et dans l'angoisse.

L'interrègne

Le Figaro
17 avril 1974

"Le roi est mort, vive le roi!" Au temps de la monarchie héréditaire, le cri, répercuté à travers les rues de la ville et des campagnes, symbolisait la continuité tout à la fois du royaume et de la famille régnante. À supposer que le président de la République française, tel le premier ministre de Grande-Bretagne ou le président des États-Unis, passe à juste titre pour un monarque élu, le principe démocratique ne permet pas d'éviter un interrègne. La période électorale plus ou moins longue selon les pays et les circonstances, comporte toujours quelque incertitude, voire quelque confusion pour employer ce mot à la mode.

Confusion de nature à mettre en péril la France ou le régime? La nation va choisir un homme qui, pour le bien ou pour le mal, assumera, sept années durant, les responsabilités suprêmes. La classe politique aurait-elle dû imposer aux citoyens, dès le premier tour, un choix simple entre deux candidats et deux seulement, soutenus l'un par la coalition de gauche communiste-socialiste, l'autre par les trois groupes unis à l'élection présidentielle de 1969?

Avant de me joindre au chœur des lamentations, avant de dénoncer le retour aux turpitudes des précédentes républiques, je demande le droit de réfléchir sans passion et de distinguer la part respective des personnes et des institutions.

La constitution de la Ve République établit un régime que l'on appelle semi-présidentiel et qui comporte deux expressions de la souveraineté populaire. L'élection au suffrage universel du président tend à la formation de deux coalitions: entre les deux candidats en présence au deuxième tour, il faut choisir. Chaque électeur doit préférer l'un à l'autre - à moins de rester en dehors du débat, donc de sortir du jeu. L'élection de l'Assemblée nationale au suffrage uninominal à deux tours agit plutôt en sens contraire: elle laisse subsister les anciens partis et les clientèles locales. Elle ne favorise pas la création de deux partis sur le modèle anglais; tout au plus des groupes multiples se rassemblent, d'un côté comme de l'autre, en vue du deuxième tour de l'élection présidentielle.

Les députés du centre qui déplorent la division de la France en deux blocs commettent une erreur d'analyse. Dans une démocratie représentative, les blocs n'existent jamais qu'en façade: chacun d'eux comprend des factions diverses, les unes ralliées autour d'un possible candidat à la présidence, les autres autour d'une idée.

La gauche ne présente qu'un seul candidat, mais il faudrait une singulière naïveté pour croire M. Marchais et M. Mitterrand plus proches l'un de l'autre que M. Chaban-Delmas et M. Giscard d'Estaing. M. Mitterrand n'ignore pas le sort que les communistes réservèrent aux social-démocrates dans les pays de démocratie populaire. Les principaux candidats de la majorité sont condamnés, à moins d'un succès de la gauche, à gouverner ensemble. MM. Marchais et Mitterrand sont des ennemis-associés, MM. Chaban-Delmas et Giscard des partenaires-rivaux. Ceux qui condamnent avec tant de hauteur des rivalités normales jugent-ils les Français incapables de comprendre une telle distinction?

Si des partis comparables à ceux de Grande-Bretagne s'étaient constitués en France, le problème que l'on a justement comparé à celui des élections primaires aux États-Unis ne se poserait pas. Outre-Manche, les deux élections parlementaire et présidentielle coïncident; les élections primaires ont lieu à l'intérieur de chacun des deux partis. La discipline traditionnelle des partis britanniques réduit ces élections primaires à un vote du groupe parlementaire. Le système n'en présente pas moins un inconvénient dont témoigne la situation présente. Quand aucun des deux partis n'obtient une majorité au Parlement, la Grande-Bretagne connaît, elle aussi, un interrègne prolongé.

Les partisans de M. Chaban-Delmas invoquent la "logique majoritaire". Le groupe le plus nombreux de la majorité désignerait le candidat unique. Logique irrésistible si le parti communiste avait décidé de présenter, lui aussi, un candidat au premier tour. En cette hypothèse, M. Chaban-Delmas serait probablement devenu le candidat unique de la majorité: présenté par l'U.D.R., il aurait contraint M. Giscard d'Estaing à se retirer puisque la pluralité des candidats de la majorité aurait donné à MM. Mitterrand et Marchais la chance d'arriver en tête au premier tour.

À partir du moment où M. Mitterrand, soutenu par les communistes, fait campagne pour le programme commun, le groupe le plus nombreux de la majorité perd l'argument majeur au nom duquel il se réservait le droit et revendiquait le privilège de choisir le candidat de la majorité. Les candidats doivent désormais obtenir l'équivalent de ce que les Américains appellent la "nomination".

Certes, M. Chaban-Delmas n'a surpris aucun observateur en révélant le premier des ambitions présidentielles. Ambitions parfaitement légitimes que les principaux barons du gaullisme avaient approuvées avec plus ou moins de chaleur ou de résignation. M. Chaban-Delmas n'avait cependant pas gagné à sa

cause tous les U.D.R. En particulier les députés ou les ministres les plus attachés, hier, à M. Pompidou marquaient des réserves, à peine discrète, à l'égard du maire de Bordeaux. L'actuel ministre des Finances et de l'Économie ne viole pas la loi non écrite du régime en manifestant des ambitions présidentielles dont il n'a jamais fait mystère. (Sa jeunesse lui permettait de n'en pas préciser l'échéance.)

En bref, la logique d'un régime semi-présidentiel sans partis fortement organisés n'exclut pas la "confusion" présente. Le groupe le plus nombreux à l'Assemblée ne dispose pas nécessairement du meilleur candidat ou du meilleur président. Les Français choisiront un homme et non pas le représentant d'un parti. Les gaullistes ne peuvent pas simultanément tonner contre les partis et réclamer, en invoquant leurs effectifs parlementaires, le droit de désigner le candidat de la majorité. L'accord sur le nom de M. Messner aurait rappelé la IIIe République bien plutôt qu'inauguré la VIe.

Il reste à savoir si le premier tour, tel qu'il est actuellement organisé, constitue un substitut acceptable des élections primaires aux États-Unis.

Candidats, témoins et farfelus

Le Figaro
18 avril 1974

Dans son récent livre, *La Monarchie républicaine*, Maurice Duverger cite un auteur anglais qui a donné pour titre à une étude sur le régime britannique *Le Monarque élu*. Peut-être la notion même de roi perd-elle, dans cet usage, une bonne part de sa signification. L'action, le commandement appellent une certaine mon-archie; en dernière analyse, il faut bien qu'un homme dise oui ou non et prenne la décision qui engagera la collectivité entière. Seul, face à sa conscience, il engage la collectivité mais il se réclame de tous, et c'est pourquoi le vrai monarque reçoit l'investiture, à notre époque, du suffrage universel et non plus les huiles du sacre à la cathédrale de Reims. Là-même où subsiste une monarchie héréditaire, c'est l'élu du peuple qui exerce les prérogatives du souverain.

Les modalités de l'élection deviennent, de ce fait, une affaire d'État. En Grande Bretagne, les partis et même, dans la conjoncture présente, les deux grands partis proposent seuls les candidats à la magistrature suprême. Aux États-Unis, la bataille se poursuit durant des mois, à l'intérieur des partis et dans les élections primaires. Celles-ci, organisées par certains États, opposent les candidats à la candidature présidentielle: les candidats se retrouveront tous ou presque dans le même camp le jour de la véritable élection. J. F. Kennedy même jusqu'à offrir la vice-présidence à son rival.

La pratique française de l'élection présidentielle ne comporte que deux précédents: celui de 1965 et celui de 1969. La première fois, aucun membre de la majorité ne pouvait se présenter contre le général de Gaulle: la seconde, Georges Pompidou avait implicitement présenté sa candidature avant même la démission du Général. Il prit de vitesse tous ses rivaux potentiels. En s'opposant à lui, un gaulliste aurait irrémédiablement brisé l'unité de l'U.D.R. M. Giscard d'Estaing se trouvait en réserve de la République, le ralliement d'une fraction des centristes élargit la majorité. M. Poher, par ses interventions à la télévision, le parti communiste, par ses consignes d'abstention, assurèrent à l'ancien premier ministre une élection paisiblement triomphale (1).

Même si M. Chaban-Delmas avait réussi la même opération que Georges Pompidou, il n'aurait pas bénéficié de circonstances aussi favorables. Unis ou non dès le premier tour, socialistes ou communistes qui, d'après les élections et les sondages, approchent du seuil fatidique des 50%, gardent une chance de

l'emporter. L'opération Pompidou, tentée par M. Chaban-Delmas, échoua, comme il était prévisible. Premier à publier sa candidature, il ne rallia immédiatement ni ceux qui voulaient témoigner pour le gaullisme et contre le pompidolisme ni ceux qui invoquaient le testament non écrit du disparu, ni *a fortiori* ceux qui s'attribuent, non sans surprendre leurs contemporains, une destinée nationale. En bref, la majorité dite présidentielle ne possède pas une organisation qui lui permette de choisir son candidat.

Bipolarisation le jour de l'élection présidentielle, soit, mais nul ne sait combien de temps socialistes et communistes parviendront à gouverner ensemble. Tout le monde sait que l'U.D.R. comprend de multiples factions et que M. Giscard d'Estaing inspire à certains gaullistes une hostilité plus vive que M. Mitterrand lui-même.

Malheureusement, la législation actuelle offre à n'importe qui la chance de s'adresser au pays par l'intermédiaire de la télévision. Ni les 100 signatures d'élus locaux ni les 10.000 francs de caution ne sont difficiles à recueillir. Ce qui étonne, ce n'est pas qu'il y ait quatorze candidats, c'est qu'il n'y en ait pas plus. Pour tourner en ridicule la cérémonie républicaine du sacre, nos constituants auraient pu difficilement trouver mieux que le prochain défilé de farfelus, de témoins et de véritables candidats.

Laissons de côté la première catégorie dans laquelle chacun rangera ceux des orateurs qui n'ont même pas une cause à plaider. Les effectifs de la deuxième sont importants. M. Krivine ne nourrit aucune illusion, il utilise l'instrument de propagande à sa disposition. Qui l'en blâmerait? M. René Dumont, agronome connu et respecté, convaincu que l'humanité court à sa perte et que l'utopie demeure la dernière chance d'un monde guetté par la famine et la pollution, exposera ses idées avec talent et conviction. Pourquoi pas? Je souhaiterais que l'État lui offrît de temps à autre une tribune mais non pas à l'occasion d'une élection présidentielle. Il y a des milliers et des milliers de Français, désireux de répandre un message, de témoigner pour Jehovah ou contre l'automobile, pour la culture et contre les impôts. La série des discours ne manquera peut-être pas de saveur, elle risque de détourner les Français du véritable enjeu de ce premier tour: qui représentera contre M. Mitterrand ceux des Français qui ne souhaitent pas l'arrivée au pouvoir de la coalition socialiste-communiste?

Pour éliminer les farfelus et les témoins ou, du moins, pour en réduire le nombre, je ne vois guère qu'une seule méthode: non pas tant augmenter le nombre des signatures nécessaires ou le montant de la caution qu'exiger les

signatures de parlementaires, députés ou sénateurs. Bien entendu, certains gaullistes de stricte observance objecteront qu'une règle de cet ordre risque de nous ramener au régime des partis et qu'un futur Général de Gaulle ne trouverait peut être pas les signatures nécessaires. Une telle inquiétude me paraît absurde. En période normale, seul un homme assuré d'un minimum d'appui parlementaire peut prétendre aux fonctions présidentielles. Si, par malheur, un péril comparable à celui de 1940 ou même à celui de 1958 menaçait la nation, le héros, désigné par l'histoire, trouverait les signatures nécessaires, sans compter qu'en pareilles circonstances, le salut et le sauveur sortent rarement des urnes.

Il reste, avouons-le, des cas intermédiaires. M. Royer n'aurait peut-être pas trouvé trente signatures de parlementaires et pourtant il signifie quelque chose. Veut-il témoigner pour les petits, défendre les commerçants et les artisans, démontrer par le pourcentage des voix obtenues qu'il constitue à lui seul une force avec laquelle la majorité doit compter? Quelles que soient ses intentions, est-il souhaitable que le choix entre les deux candidats de la majorité dépende du nombre de suffrages qu'un témoin aurait enlevés respectivement à l'un et à l'autre? À moins que ce témoin, qui a déjà fait son tour de France, ne se révèle demain un candidat.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 17 avril.

Entre les trois candidats, les enjeux

Le Figaro
19 avril 1974

Responsabilité des hommes ou responsabilité des institutions? À cette question que je posais mercredi(1), la réponse me paraît claire. Si la campagne électorale du premier tour risque de sombrer dans le ridicule, la faute en incombe aux institutions: il est si facile d'obtenir gratuitement le droit d'adresser son message au pays par l'intermédiaire de la télévision, d'ordinaire inaccessible! Si la majorité présidentielle de 1969 se présente en ordre dispersé, avec en lice un ancien premier ministre et deux ministres du gouvernement Messmer, les hommes en ont décidé ainsi. Faut-il, avec M. Pinay et M. Romain Gary, crier au scandale, s'indigner de la lutte sordide des ambitions, de l'impatience des héritiers?

Je vois mal comment un régime, fondé sur l'élection, éviterait les luttes des partis, des factions et des idées. Depuis les origines de la Ve République, les Français déplorent tantôt la toute puissance du Prince, la personnalisation du pouvoir, tantôt le retour aux plaisirs et aux jeux des républiques défunctes. Comme si aucun régime de notre temps et, probablement, du passé offrait un spectacle plus édifiant! Comme si jamais l'ascension au premier rang avait été due à la seule vertu! Quel que soit l'élu, M. Mitterrand, M. Chaban-Delmas ou M. Giscard d'Estaing, il aura joué le jeu en respectant les règles, sans recours excessif au machiavélisme. Il supportera la comparaison avec le récent passé.

M. Mitterrand bénéficie, dès le premier tour, du soutien communiste et il présente un programme commun, malaisément applicable. M. Michel Debré, dans l'opposition, avait accusé à l'avance de haute trahison quiconque sacrifierait la souveraineté française sur l'Algérie. Le premier parti gaulliste de la Ve République s'était présenté en défenseur de l'Algérie française: on sait ce qu'il en advint. Le général de Gaulle fut acclamé pour avoir ingénieusement dissimulé ses intentions.

M. Chaban-Delmas aurait, à en croire certains, manifesté trop de hâte. Qu'aurait-il fallu, en ce cas, de Georges Pompidou qui avait posé sa candidature alors que le vieux soldat résidait encore à l'Élysée?

M. Giscard d'Estaing a commis, dit-on, le crime de lèse-majesté parce qu'il a voté *non* au dernier référendum gaulliste d'avril 1969. Georges Pompidou n'avait pas moins contribué que lui à la défaite du Général. Il n'en a pas moins obtenu le

ralliement de tous, même des fidèles entre les fidèles.

Soyons sérieux. La politique est ce qu'elle est, en tous les pays et en tous les temps. Elle blesse les sensibilités délicates et les scrupules des belles âmes. Les grands hommes la transfigurent, ils en font oublier les ombres par l'éclat de leurs triomphes, souvent vains, ou par leur sagesse.

Le culte de Napoléon a résisté, en France, au jugement de l'histoire. Les candidats à la présidence de 1974 ne se présentent pas en héros. Professionnels de la politique - dur métier que je n'ai jamais pratiqué parce que je me sentais incapable d'en accepter les servitudes - ils nous offrent le choix entre trois "options" (pour employer le mot à la mode).

En 1969, Georges Pompidou représentait devant les électeurs une majorité élargie et apparemment cohérente. En face de lui, une gauche en débandade, et un homme dit du centre qui ne ressemblait pas à l'image d'un président de la Ve République. Cette fois, la situation semble inversée: une gauche unie et une majorité qui a volé en éclats. Les divisions de la majorité vont-elles gonfler les effectifs de la gauche? Les ambitions "étalées" et les querelles "ignobles" vont-elles coûter aux candidats hostiles à la coalition socialiste-communiste un demi-million de voix, ainsi que l'affirment tranquillement ceux qui lisent l'avenir dans les boules de cristal? Personne n'en sait rien. Une victoire de M. Mitterrand au premier tour, que l'on ne peut pas exclure absolument, n'en serait pas moins surprenante. Même en 1969, Georges Pompidou ne l'a pas emporté au premier tour. D'ordinaire, face à de multiples candidats, les Français se dispersent en fonction de leurs affinités électives et votent pour le candidat de leur famille spirituelle.

M. Royer est un candidat sérieux, capable de bouleverser les calculs. S'il arrivait, contre tous les pronostics, en deuxième ligne le 5 mai, l'élection du président de la République au suffrage universel direct deviendrait soudain, aux yeux de la classe politique, un redoutable instrument. En dehors de cette hypothèse, le scrutin du 5 mai aura essentiellement pour fonction de choisir entre deux hommes et deux conceptions de la majorité.

En dépit des clameurs des oies du Capitole, la majorité ne pouvait pas se donner un candidat unique parce que l'UDR n'aurait jamais accordé ses voix à un non gaulliste (quel que soit le sens de ce mot aujourd'hui) et que M. Chaban-Delmas avait, depuis des mois, forcé la main au comité exécutif de l'UDR et obtenu le soutien des princes qui nous gouvernent depuis 1958. Un seul homme gardait des chances contre lui: M. Giscard d'Estaing. La compétition entre

l'ancien premier ministre et l'actuel ministre des Finances répond à la logique de la situation et aux prévisions de tous les observateurs. Ce que je ne parviens pas encore à comprendre, c'est qu'un homme aussi intelligent que M. Edgar Faure ne l'ait pas compris immédiatement et que M. Messmer ait cru, fût-ce vingt-quatre heures, qu'il deviendrait le représentant de tous parce qu'il n'était celui de personne.

Entre les deux candidats de la majorité, s'agit-il seulement de choisir le plus compétent ou le plus séduisant? Certainement non. L'opposition entre les deux hommes ne tardera pas à se dessiner, elle porte, qu'on le veuille ou non, sur la structure de la majorité.

M. Chaban-Delmas, peut-être en dépit de lui-même, ramène avec lui les durs du gaullisme, ceux qui, depuis 1958, répètent: nous ou les communistes, nous ou le chaos. Puisqu'un président modéré a été élu, en 1965 ou en 1969, il faut élire, en 1967 ou en 1973, une majorité parlementaire de même tendance.

Il faut ensuite élire, en 1974, un président avec lequel la majorité parlementaire puisse collaborer. La méthode de la carte forcée a réussi jusqu'à présent: elle ne réussira pas toujours. À la bipolarisation rigide que souhaitent Maurice Duverger et Michel Debré, l'un avec l'espoir d'une victoire prochaine des socialistes-communistes, l'autre avec la conviction qu'il n'y a pas de salut hors du gaullisme, M. Giscard d'Estaing s'efforcera de substituer progressivement un système plus souple et une majorité plus large.

La coalition socialiste-communiste et la majorité actuelle ne peuvent pas occuper tour à tour le pouvoir, à la manière des conservateurs et des travaillistes en Grande-Bretagne, des démocrates et des républicains aux États-Unis, des chrétiens-sociaux et des social-démocrates en République fédérale. Tant que dure l'actuelle bipolarisation, la France met en jeu son régime économique et social à chaque élection. M. Chaban-Delmas ne sortira pas de cette caricature du régime bipartisan, M. Giscard d'Estaing s'efforcera au moins d'en sortir.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* des 17 et 18 avril.

La constitution, les partis et les candidats

Le Figaro
29 avril 1974

Qui a lu attentivement le programme commun, charte de l'unité de la gauche et instrument de la propagande du parti communiste, ne peut se faire d'illusion sur les bouleversements économiques qu'entraînerait, pour prendre un seul exemple, la nationalisation de l'ensemble du secteur bancaire et financier (la totalité des banques d'affaires, les principaux holdings financiers et les banques de dépôts, les établissements de ventes à crédit, de financement immobilier, de crédit-bail, les grandes compagnies d'assurances privées, à l'exception des véritables mutuelles).

En va-t-il de même, sinon de la Constitution elle-même, du moins de la mise en pratique de celle-ci? Comment les candidats conçoivent-ils l'application d'un texte qui permet diverses répartitions, du pouvoir d'abord entre les deux têtes de l'exécutif, le président et le premier ministre, ensuite entre les deux ensemble et l'Assemblée?

Le solitaire et les partis

Le général de Gaulle fut élu une première fois, par un collège de grands électeurs. Il accepta, comme nécessaire, cette consécration démocratique tout en se réservant le droit d'en appeler parfois à la "légitimité historique" qu'il détenait, selon ses propos, depuis juin 1940 et qu'il avait donc emportée avec lui dans la solitude de Colombey. À la manière de M. Henry Kissinger, lui aussi doutait de la légitimité des gouvernements de la IV^e République.

Contre les insurgés des barricades, il avait revêtu l'uniforme du général à titre provisoire de mai 1940. Contre l'insaisissable "chienlit" de mai 1968, la voix qui annonçait à la radio la dissolution de l'Assemblée et de nouvelles élections rappelait le principe républicain de l'élection au suffrage universel. Or le solitaire entre les solitaires, ce héros historique qui, à ses propres yeux, devait son élection au destin autant qu'aux électeurs, n'en a pas moins suscité un parti à l'Assemblée et il n'a pu exercer ses fonctions, ainsi qu'il entendait le faire, qu'à la faveur d'une majorité cohérente à l'Assemblée. Bien plus, le général de Gaulle, qui se situait au-dessus et en dehors des partis, n'a dû son élection de 1965 qu'aux électeurs qui, en grande majorité, votaient d'ordinaire pour les partis modérés ou de droite. Certes, il avait recueilli des "voix de gauche", je veux dire

d'électeurs qui, d'ordinaire, accordent leur allégeance aux partis dits de gauche. Il a suffi de la candidature de M. Lecanuet pour que, malgré tout, l'homme de juin 1940 fût mis en ballottage. Contre lui, M. Mitterrand atteignit le score honorable de 45%.

Quelle leçon tirer de ces faits connus? Pour l'essentiel, la bataille présidentielle, en France aussi bien que dans tous les pays démocratiques, oppose bien plus les représentants de partis, de couches sociales ou de familles spirituelles que des personnalités. M. Royer donne à rire quand il va répétant "je ne suis lié à rien et à personne, je ne suis le candidat d'aucun groupe". Mieux vaudrait que d'autres que lui-même l'eussent jugé digne de franchir le chemin qui va de la mairie de Tours à l'Élysée.

M. Chaban Delmas s'est fait mettre en congé de l'U.D.R. - précaution bien inutile et mise en scène peu crédible. Tout le monde sait que l'U.D.R. s'est ralliée autour de lui, non sans désertion de certaines fractions, non sans refus du premier ministre de prendre part activement à la campagne. Les Républicains indépendants ne constituent pas une force comparable à celle de l'U.D.R. et, en ce sens, M. Giscard d'Estaing doit plus à sa personnalité que M. Chaban Delmas, mais si 30% environ des électeurs expriment l'intention de voter pour lui, c'est aussi, et peut-être surtout, qu'ils le connaissent en tant que ministre des Finances inamovible de Georges Pompidou, en tant qu'un des chefs de la majorité. Enfin, M. Mitterrand a été officiellement désigné candidat commun des trois partis de gauche.

En bref, entre les candidats à la présidence de la République et le système des partis se sont noués des liens, conformes à la logique de toute Constitution démocratique. Les partis ne peuvent plus choisir le candidat "le plus bête" ou se mettre d'accord "sur celui qui divise le moins". Tel des fidèles du général que chacun de nous pourrait nommer n'a jamais songé à la fonction suprême parce qu'il se jugeait inapte (ou parce qu'il savait que les autres le jugeaient inapte) aux prouesses de la campagne présidentielle. La compétition entre les partis comme à l'intérieur des partis se déroule autrement que dans un régime parlementaire. La bataille présidentielle n'en demeure pas moins avant tout un affrontement de partis.

Le président devient le représentant de tous les Français, mais il ne peut être l'élu que d'une fraction d'entre eux. Le plus charismatique des présidents, le général de Gaulle, n'échappa point à ce destin. Aucun des trois candidats d'aujourd'hui ne possède cette indéfinissable prestige que l'on baptise

charismatique: les qualités même de chacun de ces trois hommes les en dépouillent: M. Mitterrand apparaît trop semblable à un grognard de la politique; les longues années que M. Giscard d'Estaing a passées rue de Rivoli et sa virtuosité dans le maniement des chiffres lui donnent la patine de l'homme d'État, issu du saint des saints de l'élite française, École Polytechnique, École nationale d'administration. Quant à M. Chaban Delmas, il parvient malaisément à identifier son personnage à l'idée, grandiose et vague, d'une "nouvelle société".

Le président et le premier ministre

Depuis 1958, le président de la République a joui d'une autorité que personne ne songeait à discuter. De 1958 à 1962, la guerre d'Algérie contraignait à l'obéissance une Assemblée sans majorité gaulliste. Le succès du référendum de 1962 et la formation d'une majorité U.D.R. à l'Assemblée consolidèrent le régime. Après une courte période 1967-1968, durant laquelle le gouvernement ne disposait que d'une majorité de quelques voix à l'Assemblée, les troubles de mai 1968 rendirent au général de Gaulle et à Georges Pompidou une majorité compacte et disciplinée. La majorité de 1973, réduite, demeurait disciplinée. L'éventualité d'un succès de M. Mitterrand ou de M. Giscard d'Estaing remet en cause non l'élection du président de la République au suffrage universel - les Français, semble-t-il, sont attachés à ce tournoi de vedettes - mais M. Mitterrand, explicitement, et M. Giscard d'Estaing, discrètement, laissent entendre que la Ve République de demain ne se confondra plus avec la République gaulliste.

Celle-ci supposait en effet d'abord une majorité parlementaire accordée à la majorité présidentielle, un premier ministre résolu ou résigné à reconnaître au Président de la République le droit de le renvoyer, droit non inscrit dans la Constitution que ni M. Pompidou en 1968 ni M. Chaban-Delmas en 1972 n'ont discuté, ensuite une personnalité forte à l'Élysée, capable de s'imposer par elle-même aux ministres, enfin une majorité parlementaire complaisante - complaisance qui, à son tour, supposait ou bien le lien d'allégeance des gaullistes au général ou bien la conviction des membres de la majorité que le sort de chacun et de tous dépendrait du président de la République.

Le président règne et gouverne

Au cours des deux dernières années, la pratique du régime, la concentration du pouvoir entre les mains d'un seul homme, atteignit le point extrême et la cote d'alarme. Le général de Gaulle régnait plutôt qu'il ne gouvernait. Durant la première période, 1958-1962, il décidait souverainement dans les domaines dits réservés, Défense nationale, Algérie, diplomatie. Il ne se désintéressa jamais,

comme on l'a dit trop souvent, de l'intendance. Mais, écarté des affaires pendant douze ans, il laissa d'abord à l'inlassable activité de Michel Debré une marge substantielle d'autonomie. Georges Pompidou fit progressivement de Matignon une instance intermédiaire par laquelle tous les dossiers passaient, même si la décision ultime n'y était pas toujours prise. Quand il devint président de la République, il gouverna tout en régnant, et il gouverna bien plus que jamais le général de Gaulle ne l'avait fait.

La maladie qui affaiblit physiquement le président de la République à partir de 1972 laissa malheureusement intacte l'autorité de l'Élysée, mais celle-ci était souvent exercée par les quelques conseillers du président, dont les ministres eux-mêmes redoutaient les coups de téléphone. Si personne ne connaît avec précision les idées diplomatiques et économiques de M. Chaban-Delmas, c'est qu'au temps où il était premier ministre, M. Pompidou dirigeait lui-même la diplomatie et, en collaboration avec M. Giscard d'Estaing, l'économie et les finances.

Il me paraît donc nécessaire de poser sans passion, aussi objectivement que possible, une des questions auxquelles le scrutin du 5 et du 19 mai donnera réponse: que deviendra la pratique constitutionnelle selon le choix du président de la République?

La constitution, les partis et les candidats. Fin de la République gaulliste?

Le Figaro
30 avril 1974

Le programme commun de gouvernement du parti communiste et du parti socialiste (finalement accepté le 27 juin 1972) prévoyait quelques modifications constitutionnelles: suppression de l'article 16 (qui permet au président, en cas de crise grave, d'assumer tous les pouvoirs), interprétation restrictive de l'article 11 que le général de Gaulle avait utilisé pour obtenir l'approbation, par le pays, de l'élection du président de la République au suffrage universel direct, réduction à cinq ans du mandat du président, mesures diverses pour étendre le domaine de la loi, suppression de l'incompatibilité entre mandat parlementaire et fonction ministérielle, etc. [\(1\)](#).

M. Mitterrand, tout en rappelant son intention de limiter les prérogatives présidentielles, n'a pas insisté, au cours de la campagne, sur la révision constitutionnelle - avec d'excellentes raisons. Le programme commun n'envisage de révision que par la voie de l'article 89, autrement dit la révision exige le vote des textes, portant révision, en termes identiques les deux Assemblées. À supposer que M. Mitterrand soit élu à la présidence, il ne manquera pas d'arguments pour reporter à des temps meilleurs l'exécution de cette partie du programme.

Il n'en reste pas moins deux éléments de ce programme qui, pour ne pas entraîner une révision constitutionnelle au sens juridique du terme, influeraient profondément sur la pratique du régime: le contrat de législature et la substitution de la représentation proportionnelle au scrutin uninominal à deux tours.

M. Mitterrand ne parle guère de contrat de législature. La formule, maintes fois proposée sous la IV^e République, suppose une majorité parlementaire, favorable à un tel engagement. Elle a été reprise en vue de l'élection de l'Assemblée nationale de 1973. Or, elle semble incompatible avec la conception que le leader socialiste se fait du rôle du président de la République. M. Mitterrand a déclaré qu'élu il ne dissoudrait pas immédiatement l'Assemblée nationale telle qu'elle est actuellement composée.

Il tenterait d'appliquer un programme intérimaire de six mois qui ne

comporterait pas, semble-t-il, les nationalisations que l'Assemblée actuelle ne voterait jamais.

En d'autres termes, le candidat de la gauche se trouve contraint, par la logique de son interprétation constitutionnelle, d'envisager à l'avance l'abandon temporaire du programme commun en certains des chapitres que ses alliés communistes jugent essentiels et que certains de ses conseillers tiennent pour au moins fâcheux. À court terme, l'élection de M. Mitterrand pourrait donc présenter deux significations tout autres: ou bien la tentative de coopération pacifique entre deux majorités aux contours différents, ou bien de nouvelles élections afin de s'assurer, à l'Assemblée nationale, une majorité semblable à celle qui l'aurait élu à la présidence.

Perspectives peu attrayantes. Si M. Mitterrand choisit le deuxième terme de l'alternative, voici la France, livrée, pour quelques semaines de plus, aux plaisirs et aux jeux des joutes oratoires. S'il choisit le premier, voici le président et son gouvernement engagés, avec l'Assemblée nationale, dans une guérilla de Sioux, chacun des deux camps aux aguets, espérant une erreur de l'autre pour provoquer une crise ministérielle ou décréter la dissolution de l'Assemblée et des élections générales à un instant et sur un terrain favorables.

Le régime électoral

Je me borne à l'analyse de la conjoncture. Les partisans de M. Mitterrand ont beau jeu à répondre que l'ancienne majorité porte la responsabilité de la crise éventuelle. Par le scrutin uninominal à deux tours, elle a contraint les socialistes à l'alliance avec les communistes. Elle dénonce ensuite cette alliance et les électeurs constatent qu'à chaque consultation du pays "le modèle de société", selon le jargon de la classe politique, est remis en question. M. Chaban-Delmas, par fidélité gaulliste, en raison même de ses partisans, maintiendra le régime tel quel et, après avoir foudroyé M. Mitterrand, que ses bonnes intentions ne sauveront pas de l'hydre communiste, il s'efforce de foudroyer M. Giscard d'Estaing en évoquant l'ombre de la IV^e République.

Pas plus que la présence de quelques communistes au gouvernement n'annonce l'avènement du stalinisme en France, la fin du quasi-monopole de l'U.D.R. n'annonce le retour à la IV^e République. M. Giscard d'Estaing appartient à la même famille que la majorité des électeurs et des élus gaullistes bien que les gaullistes de gauche veuillent nous convaincre du contraire. Au temps du général de Gaulle, ils ont vilipendé le premier ministre pour reporter ensuite leur hargne sur le ministre des Finances quand Georges Pompidou est

devenu président. Les mots droite et gauche, en dehors de l'espace, présentent tant de significations que chacun en joue à sa manière. Après tout, c'est un socialiste qui avait lancé, il y a quelques années, la formule: le communisme n'est pas à gauche mais à l'Est. On peut étudier objectivement la composition sociale des clientèles électorales; à cet égard, M. Giscard d'Estaing se situe probablement le plus à droite (et encore, les derniers chiffres des sondages permettent d'en douter). En ce qui concerne les idées, chacun en juge librement.

Il n'y en a pas moins, entre M. Mitterrand et M. Giscard d'Estaing, un point commun ou la possibilité d'un accord sur une réforme, celle du mode de scrutin. Le programme commun prévoyait explicitement, au chapitre des institutions nationales, la représentation proportionnelle pour les élections à l'Assemblée nationale et aux Assemblées régionales. M. Giscard d'Estaing, sans prendre un engagement formel, a évoqué un mode de scrutin comparable à celui de la République fédérale allemande (candidatures personnelles dans chaque circonscription; les partis n'ayant droit au report des restes au niveau national qu'à la condition d'avoir recueilli au moins 5% des voix dans l'ensemble du pays).

La nouvelle majorité et les socialistes

M. Mitterrand tient M. Giscard d'Estaing pour son adversaire le plus dangereux. Dans son duel avec M. Chaban-Delmas, il a manié le fleuret; contre le ministre des Finances, il a brandi le sabre d'abordage. Antipathie personnelle? Désir d'épargner un ancien collègue du ministère Mendès France? Effort pour détruire une personnalité qui en impose à tous les Français? Qu'un homme qui gère les finances depuis 1969 garde encore une chance d'être élu à la présidence de la République, voilà, quoi qu'on en ait, une performance rare.

Peut-être pressent-on une autre dimension, un autre enjeu dans la compétition entre les trois principaux candidats. Quand M. Giscard d'Estaing évoque une nouvelle majorité, il songe d'abord aux centristes qui n'ont pas suivi MM. Duhamel et Fontanet en 1969 et qui ont refusé leur soutien à Georges Pompidou. Mais il voit certainement au-delà. La modernisation politique qui compléterait la modernisation économique n'exclut ni l'élection du président de la République au suffrage universel ni la formation, à l'occasion du choix du premier magistrat de la République, de deux coalitions. En revanche, elle ne tolère pas qu'une de ces coalitions se réclame d'un programme à ce point inacceptable à l'autre que la substitution d'une majorité à une autre ouvre une période de troubles potentiellement révolutionnaires.

La république gaulliste qui dure depuis 1958 se fonde sur deux piliers: d'abord l'autorité inconditionnelle du président de la République sur le premier ministre et sur la majorité parlementaire confondue avec la majorité présidentielle; ensuite une relation ambiguë entre U.D.R. et parti communiste marquée tout à la fois par des concessions et des invectives réciproques à l'intérieur, et, à l'extérieur, par une diplomatie qu'apprécie M. Brejnev. Au moment des élections, à la fin des troubles de mai, les dirigeants de l'U.D.R. retrouvent des accents vengeurs pour stigmatiser le totalitarisme communiste. Entre ces moments forts de la vie politique, règne la coexistence pacifique. M. Mitterrand compte sur cette bipolarisation pour entrer demain à l'Élysée. Les U.D.R. comptent sur cette même bipolarisation pour gouverner indéfiniment la France.

Certes, en tout état de cause, la république gaulliste se termine probablement avec la mort de Georges Pompidou auquel les circonstances donnèrent une autorité sur la classe politique comparable à celle du général de Gaulle. M. Chaban-Delmas, même s'il était élu le 19 mai, ne posséderait pas une autorité comparable. L'U.D.R. compte désormais trop de factions, trop de députés qui n'ont plus besoin de la caution du président de la République.

La modernisation politique

Depuis un quart de siècle, les modérés, les libéraux, les hommes de droite (si M. Mitterrand y tient) se sont réconciliés avec la société moderne, avec l'industrie, avec le changement. La nostalgie des communautés primitives a passé à l'extrême-gauche. Quant à la gauche bien pensante, condamnée à l'union avec les communistes, elle confond obstinément l'étatisme et la planification autoritaire avec le socialisme et le progrès. La seule chance de mettre fin à cette sorte de bipolarisation, c'est de donner aux socialistes, fût-ce par une réforme électorale, la chance de s'émanciper de ce projet de société bureaucratique et de l'alliance avec le communisme.

Les circonstances, le jeu paradoxal de la politique contraindront M. Giscard d'Estaing à ce rôle de réformateur; à savoir offrir un autre choix que la perpétuation au pouvoir de la même majorité ou l'ascension au pouvoir d'une majorité dont le programme implique un bouleversement et non une réforme de la société. Le régime des deux blocs est peut-être le meilleur quand chacun d'eux regroupe une coalition et qu'aucun ne veut la mort de l'autre. Il risque d'être le pire si, en chaque occasion, les Français décident non de l'orientation de la politique mais du destin de leur pays.

(1) Voir *Le Figaro* du 29 avril.

La campagne électorale. Les hommes et les idées

Le Figaro
2 mai 1974

La campagne présidentielle n'a pas éclairé le débat d'idées. Même les deux grands dialogues d'Europe n°1 Mitterrand-Chaban et Mitterrand-Giscard ont laissé finalement les adversaires sur des positions préparées à l'avance, chacun plus fort dans l'offensive que dans la défense, M. Mitterrand dans la critique de la gestion de son adversaire, M. Giscard dans la critique du programme commun. Aussi bien le candidat de la gauche a été trop combatif contre un des candidats et pas assez contre l'autre pour convaincre les auditeurs, qui s'attachent aux arguments plus qu'aux réparties.

Dans l'ensemble, chacun s'est efforcé d'améliorer son image de marque pour employer le langage des publicitaires.[\(1\)](#).

M. Mitterrand n'ignore pas ses deux points faibles: ses alliés communistes et une compétence économique discutée dont témoigne l'acceptation du programme commun. Il s'efforce donc - et M. Marchais et ses amis l'y aident de leur mieux - de présenter la coalition qui le soutient en un langage et en un style rassurants. Lui-même se retrouverait aux côtés de ceux qu'il vitupère (et en quels termes!) s'il devenait nécessaire de sauvegarder les libertés - et les libertés telles que les entendent ceux que l'on baptise avec dérision les libéraux. M. Chaban-Delmas a donné acte à M. Mitterrand de ses "bonnes intentions" au point que, par instants, le porte-parole des gaullistes et celui de la gauche unie semblaient miraculeusement s'accorder - sans autre ennemi que les monstres abstraits, "le capitalisme sans entrailles" et "la droite", naguère la plus bête du monde, représentée aujourd'hui par le candidat auquel personne, pas même ses plus farouches adversaires, n'ose reprocher de manquer d'intelligence.

Nous n'imiterons pas M. Mitterrand qui fait exactement ce qu'il reproche à ses rivaux de faire: s'en prendre à une moitié des Français. Nous ne le comparerons pas aux compagnons de route, victimes de leurs illusions ou des événements. La France ne ressemble ni à la Russie de 1917 ni au Chili de 1970. Le candidat déteste, j'en suis sûr, un régime de style stalinien et il n'aime guère un régime qui exile Soljenitsyne. Il en sait sur le parti communiste autant que n'importe qui et il n'est plus, depuis longtemps, un enfant de chœur.

Choisi par les communistes, les socialistes et une fraction des radicaux, appuyé sur un électorat qui, dès le point de départ, se situe entre 40 et 45%, il incarne les revendications et les espoirs, les rêves de millions de Français qui, jour après jour, font la France. Nul ne songe à exclure ces Français ou leur représentant de la Cité: s'il voulait seulement nous convaincre qu'il ne sacrifiera pas volontairement les libertés au socialisme tel qu'il le conçoit, il a probablement réussi. Mais sur le point essentiel - le rapport entre la technique qu'il appliquera et les objectifs qu'il vise, entre le programme commun et le progrès económico-social - rien n'indique qu'il ait compris, rien n'indique qu'il ait changé.

Certes, il a honnêtement et discrètement reconnu que le programme, rédigé il y a deux ans, doit être adapté à une situation que la hausse des prix des hydrocarbures et des matières premières a profondément modifiée. Pour l'essentiel, il n'a rien abandonné du projet socialiste-communiste: améliorer la condition des travailleurs, modifier la répartition des revenus - objectifs incontestés sinon aisément accessibles - en prenant pour moyen la nationalisation de grands groupes industriels et en donnant à l'État le contrôle direct du secteur tout entier de la banque et des assurances - ce qui revient à demander aux Français de faire confiance à l'État au moment même où celui-ci suspend une menace sur les avoirs de beaucoup d'entre eux. Quelle expérience étrangère permet de croire au succès d'une pareille entreprise? Pourquoi l'étatisation de la vie économique conduirait-elle, cette fois, au progrès économique et au progrès social?

Tant que le parti socialiste, prisonnier de souvenirs historiques ou de son alliance avec le parti communiste, refusera les leçons du siècle, il s'enfermera lui-même et nous enfermera en même temps dans une alternative: ou bien il n'obtiendra pas les 2 ou 3% des voix nécessaires pour passer d'un peu moins de la majorité absolue à un peu plus; ou bien il donnera rapidement la démonstration qu'il ne peut gouverner la France dans le contexte du Marché commun et de l'économie occidentale selon les méthodes qu'il s'obstine à croire les seuls conformes au socialisme.

De l'expert au "battant"

M. Giscard d'Estaing connaît, lui aussi, ses points faibles. Issu d'une famille de grande bourgeoisie, passé par les deux écoles les plus prestigieuses dont les anciens élèves dominent l'économie et l'État, Polytechnique et ENA, il passe, aux yeux de beaucoup, pour étranger aux soucis et à l'expérience du simple

Français, pour technocrate et, en même temps, pour l'expression de la droite dite traditionnelle (bien qu'il se rattache, en fait, bien plus à la droite saint-simonienne qu'à la droite conservatrice). D'autre part, responsable de la gestion économique de ces dernières années, il prête le flanc à l'accusation de laxisme, de faiblesse dans la lutte contre la hausse des prix.

M. Mitterrand, par ses litanies d'Europe n°1, M. Chaban-Delmas de plus en plus vigoureusement à mesure que la campagne avançait, M. Michel Debré, dès avant la campagne, ont, en effet, mis au compte du ministre des Finances un taux d'inflation qui, cette année, dépassera 10%. M. Mitterrand a même esquissé un mouvement tournant sur la droite de M. Giscard en suggérant un retour éventuel du franc dans "le serpent du tunnel" (maintien de parités, à fluctuation réduite, entre le franc et quelques monnaies européennes dont le mark). Après tout, les Allemands ont tiré profit d'une stratégie de change opposée à celle qu'ont adoptée MM. Pompidou et Giscard d'Estaing.

Tant qu'il n'a pas eu à répondre aux attaques directes de M. Mitterrand, M. Giscard d'Estaing a couvert ce point faible par le silence. Puisque personne ne met en doute sa compétence, il a non pas pris la défense de son passé mais ouvert des perspectives d'avenir, de changement, de majorité nouvelle. Quand les attaques de M. Mitterrand l'ont contraint à plaider, il a rappelé que, de 1969 à 1973, la France avait eu le taux de croissance le plus élevé de tous les grands pays industriels - fait aussi incontestable que l'accélération de la hausse des prix depuis 1973.

Expert indiscuté, même si d'autres experts discutent sa méthode et lui reprochent, comme l'a fait M. Mitterrand, un mélange de dirigisme tatillon et de laisser-aller au niveau macroéconomique, il a voulu se transformer en "battant" et il y a largement réussi. Le ministre aux exposés didactiques, qui donnait aux téléspectateurs le sentiment d'avoir part à son intelligence, établit désormais le contact avec la foule des réunions publiques, répond par l'indifférence aux propos hostiles de M. Chaban-Delmas et atteint à l'égalité, dans la ruse et dans la méchanceté, avec le redoutable adversaire que reste M. Mitterrand.

Quant aux promesses sociales, il les a dosées au plus juste: il cesse d'apparaître comme un gestionnaire, dénué d'ambitions de réformes, sans que, pour autant, il s'expose à l'accusation de dilapider les deniers publics - accusation qu'il élève volontiers contre ses rivaux.

Stratégie électorale qui, à en juger d'après les sondages, atteint ses objectifs. Personnellement - mais sur ce sujet je suis mauvais juge - je ne puis me défendre

de quelque déception. Quelle politique économique envisage-t-il pour demain? Entre les deux tours, s'il précède M. Chaban-Delmas au premier, ne devra-t-il pas avouer ou, mieux, proclamer que nul gouvernement ne pourra demain éviter que l'appauvrissement de la France, dû au renchérissement des prix du pétrole, ne se répercute sur la condition des Français?

Les malheurs de M. Chaban-Delmas

M. Chaban-Delmas devait, dès le point de départ, surmonter des contradictions. Seul à se réclamer du gaullisme, il n'avait jamais été ministre tant que le général de Gaulle résidait à l'Élysée. Le Général n'avait même pas soutenu sa candidature à la présidence de l'Assemblée nationale en 1958. Pour forcer le ralliement de l'U.D.R., il se hâta de proclamer sa candidature. La fraction la plus pompidolienne de l'U.D.R. refusa de se prononcer clairement en sa faveur. Lui qui, en tant que premier ministre, prit des mesures d'inspiration libérale, en particulier à l'O.R.T.F., il se trouve rejeté vers les gaullistes historiques, le noyau des barons, qui ne prennent même pas tous le risque de se battre pour lui. Le premier ministre, qui a justifié son adhésion par la nécessaire discipline de parti, semble plus soucieux de préserver les chances de la réconciliation de la majorité au deuxième tour contre M. Mitterrand que d'influer sur le choix populaire entre deux hommes dont les clientèles électorales coïncident en grande partie.

Pour l'emporter, M. Chaban-Delmas s'est cru contraint à une stratégie exactement contraire à celle de M. Giscard d'Estaing: celui-ci se présente aux électeurs comme s'il ignorait l'autre candidat de la majorité. M. Chaban-Delmas ne comptait pas sur la force de sa personnalité, il a donc invoqué le gaullisme, il a surtout multiplié, à mesure que les sondages révélaient la probabilité de sa défaite au premier tour, les attaques contre le ministre des Finances. L'inflation, c'était l'autre; la droite, c'était l'autre. Le ralliement de M. Jobert servirait à donner quelque substance aux insinuations selon lesquelles Giscard d'Estaing serait plus proche d'une Europe atlantique que d'une Europe européenne.

Attaques et insinuations n'aboutissaient pas ensemble à une stratégie efficace. Nul ne saurait dire, au terme de cette campagne, en quoi la politique économique ou étrangère de M. Chaban-Delmas différerait de celle de M. Giscard d'Estaing. Tous deux sont inspecteurs des finances, tous deux se réclament de l'indépendance française (qui souhaite la dépendance?), tous deux appartiennent à la majorité qui gouverne la France depuis 1969, sinon depuis 1958.

Certes, les deux hommes offrent une autre image. D'aucuns plaident que le choc entre les deux coalitions serait moins brutal si la majorité de droite avait

pour chef un gaulliste. Le général de Gaulle se situait au-dessus des partis, M. Pompidou, fils d'instituteur, venait d'un milieu modeste. Les gaullistes, nous dit-on, se démarquent de la droite parce qu'ils gardent de leurs origines un caractère populiste, des aspirations vagues qu'exprime le mot de participation ou de nouvelle société. Il se peut. Et je ne sous-estime pas les obstacles que devra surmonter un Giscard d'Estaing pour l'emporter au deuxième tour et pour gouverner la France.

Mais, à en croire les sondages, M. Chaban-Delmas aurait au moins autant de peine à recueillir les suffrages dont il aurait besoin au deuxième tour. Une fois à l'Élysée, il se trouverait, lui aussi, l'élu d'une moitié des Français, avec le devoir de convaincre l'autre moitié qu'il est le président de toute la France. Peut-être M. Chaban-Delmas aurait-il été élu par la classe politique; si les sondages ne nous induisent pas en erreur, les Français lui préfèrent M. Giscard d'Estaing.

Il se souviendra à coup sûr que son rival ne pourra se passer de lui demain, de même qu'il ne pourra se passer de M. Giscard d'Estaing au cas où, en dépit des sondages, les électeurs le désignent pour la bataille du deuxième tour.

[\(1\)](#) Voir "Le Figaro" des 29 et 30 avril.

La campagne électorale. Explication de vote

Le Figaro
3 mai 1974

Puisque tant d'écrivains et d'hommes politiques ont publié, dans les colonnes du *Figaro*, leurs explications de vote, il ne me paraît pas inconvenant d'exprimer clairement les raisons de mon propre vote.⁽¹⁾

Nombre d'hommes qui ne souscrivent pas au programme commun, qui n'adhèrent ni au parti communiste ni au parti socialiste sont malgré tout tentés de voter pour M. Mitterrand.

À la longue, disent-ils, comment une moitié des Français pourrait-elle indéfiniment gouverner la France? Ne faut-il pas donner sa chance à la gauche qui, depuis 1958, ronge son frein dans une opposition qui se fera plus âpre au fur et à mesure qu'elle se prolongera? Or, l'accession de M. Mitterrand à l'Élysée présente moins de risques qu'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale. Ou bien M. Mitterrand tentera de gouverner avec une Assemblée qui comporte une autre majorité ou bien il devra dissoudre l'Assemblée. Si les Français ne lui donnent pas de majorité parlementaire, d'après sa propre conception du régime, telle qu'elle est inscrite dans le programme commun, il devra abandonner une partie au moins du programme "collectiviste" avec lequel il aura été élu. Du même coup, l'unité socialiste-communiste se dissoudrait, à moins que la gauche unie ne se contente d'un socialisme plus proche de celui de la social-démocratie allemande que du programme commun.

Ce scénario n'est pas inconcevable bien qu'une telle stratégie évoque, à mes yeux, les exploits de Gribouille. En tout état de cause, l'expérience socialiste-communiste se situerait dans la conjoncture économique la moins favorable. On ne peut compter aujourd'hui sur la croissance forte qui semblait probable il y a un an et il faut non pas augmenter la demande intérieure mais favoriser les exportations pour couvrir le coût accru des importations. Je connais des partisans de la politique du pire qui souhaitent l'expérience socialiste-communiste précisément aujourd'hui parce que les circonstances en rendent l'échec encore plus probable qu'en d'autres temps. Je ne recommanderai jamais cette sorte de machiavélisme.

Entre M. Chaban-Delmas et M. Giscard d'Estaing, le choix dépend de trois sortes de considérations: d'une part, le jugement porté sur les capacités respectives des candidats, d'autre part l'appréciation des chances de l'un de l'autre

au second tour, enfin – et c'est là pour moi l'essentiel – les conséquences politiques de l'accession à l'Élysée soit d'un "gaulliste historique", soit d'un représentant d'une autre génération et d'un autre groupe à l'intérieur de la même majorité.

Je laisserai de côté les arguments de la première catégorie. Nul ne sait ce dont un homme se révèle capable quand il arrive au premier rang. *"Tel brille au second rang qui s'éclipse au premier."* Toute comparaison risquerait d'être désobligeante à l'égard d'un des deux. Enfin, c'est aux électeurs, après les avoir vus et entendus, de trancher. Ils n'ont que faire de mes recommandations.

L'argument de la deuxième catégorie ne m'a jamais beaucoup plu. Il vaut mieux voter pour le candidat que l'on préfère que pour le candidat dont on suppose que les autres le préféreront. Aussi bien cet argument qu'avançaient les partisans de M. Chaban-Delmas tombe de lui-même. Certains électeurs ne se rallieront jamais à M. Giscard d'Estaing, d'autres ne se rallieront jamais à M. Chaban-Delmas. Les sondages ne permettent pas de décider avec certitude laquelle de ces deux catégories d'irrécupérables compte le plus d'électeurs.

Il reste l'argument ou plutôt les deux arguments, contraires et décisifs. Quand il entend le débat Mitterrand-Giscard d'Estaing, M. Chaban-Delmas a peur que l'affrontement des deux blocs se termine dans la rue. Il a raison d'avoir peur. Encore faut-il ne pas se tromper dans l'analyse du mal. Qui a dit et répété: les communistes ou nous?

L'élection du président de la République au suffrage universel implique la formation, au second tour, de deux coalitions. Même contre le général de Gaulle, M. Mitterrand a obtenu 45% des suffrages. Après l'élection, le nombre des Français qui se déclaraient satisfaits du président de la République devenait largement supérieur à celui des électeurs du président de la République. Ce qui menace un pareil régime, ce n'est pas que l'élu ne représente directement que la moitié des Français – à moins d'une monarchie ou d'un président qui inaugure les expositions de chrysanthèmes – il ne peut en être autrement – c'est d'abord, au moment du choix, l'écart excessif entre les projets des deux coalitions, c'est ensuite la méconnaissance, par la coalition victorieuse, des intérêts et des aspirations de la coalition vaincue, d'où résulterait le durcissement de deux coalitions inévitables en deux blocs, prêts à régler leurs comptes par la violence.

Les partisans de l'un nous assurent que le thème de la nouvelle société, les idées sociales d'un gaullisme populaire éviteront cet affrontement alors qu'un grand bourgeois polytechnicien, énarque, à l'Élysée, ne réconciliera pas les

masses populaires avec leur président. Les partisans de l'autre répondent que la campagne électorale a démontré qu'un ministre, qui apparaît sérieux, intelligent, trouvait le contact avec des milliers d'électeurs qui n'appartiennent pas à son milieu et qui pourtant se reconnaissent en lui.

Il faut choisir: pour éviter non la rivalité de deux coalitions électorales mais l'affrontement de deux blocs, qu'est-ce qui vaut le mieux de la "nouvelle société" ou de la "nouvelle majorité". Du gaullisme reconduit ou d'un premier regroupement que d'autres regroupements suivront? Je vote pour la "nouvelle majorité" parce qu'elle ouvre, à mes yeux, plus de perspectives que la "nouvelle société".

[\(1\)](#) Voir "Le Figaro" des 29, 30 avril et 2 mai.

Les jeux ne sont pas faits

Le Figaro
7 mai 1974

Le premier tour de l'élection présidentielle constitue une sorte de sondage supplémentaire entre ceux qui précéderont le vote du 5 mai et ceux qui vont lui succéder jusqu'au 18 au matin. Qu'on le veuille ou non, les chiffres de l'I.F.O.P. ou de la S.O.F.R.E.S. annoncent d'abord à chaque candidat son progrès ou son déclin; ils peuvent ensuite accélérer l'un ou l'autre. Les instituts de conjoncture, par leur diagnostic, influent eux aussi sur le comportement des sujets économiques.

Aussi bien, dans nos sociétés telles qu'elles sont, ne reste-t-il de choix qu'entre des sondages dont la loi interdirait la publication et dont les gens bien informés se transmettraient les résultats, vrais ou faux, de bouche à oreille, et la pratique actuelle, à maints égards, déplaisante: au soir du dépouillement on s'interroge sur l'écart entre les scores des candidats à la veille du scrutin et les scores effectifs. La compétition entre les instituts spécialisés redouble la rivalité entre les candidats. Entre huit heures du soir et trois heures du matin, on compare les chiffres sortis immédiatement des ordinateurs avec ceux qui sortent progressivement des urnes.

L'effondrement de M. Chaban-Delmas n'a surpris personne; les conversations, au hasard des rencontres, confirmaient chaque jour le verdict des sondages. Prévu le 4 mai mais non pas prévisible le 15 avril, ce fait majeur prête à diverses interprétations: défaite d'un homme, d'un parti ou du gaullisme? En l'état actuel de nos informations nul ne peut trancher de manière catégorique entre ces trois formules dont probablement chacune contient une part de vérité.

L'U.D.R. qui suivait fidèlement M. Pompidou différait déjà du gaullisme pur et dur qui, en tant que parti majoritaire, n'a jamais existé que dans l'imagination de quelques fidèles du Général. M. Chaban-Delmas, dès le point de départ, s'est trouvé en porte-à-faux: il représentait assez l'U.D.R. pour que le désir de changement, fût-ce chez les électeurs de la majorité, s'exprimât sur le nom de M. Giscard d'Estaing, il ne la représentait pas assez pour mobiliser en sa faveur l'appareil et les personnalités du parti. De ses rapports avec l'U.D.R., il recueillait tous les inconvénients et quelques-uns seulement des avantages puisque seuls quelques anciens du parti, parmi les dirigeants, le soutenaient sans réserve.

Je pense malgré tout que les électeurs ont préféré M. Giscard d'Estaing à M.

Chaban-Delmas et non pas les républicains indépendants aux gaullistes ou aux U.D.R. Le maire de Bordeaux n'a jamais trouvé, ni dans les débats ni à la télévision, le style d'un président de la République. Affolé par les sondages, son entourage n'a pas cessé de l'aiguiller dans la mauvaise direction. Les gaullistes, depuis seize ans, dénoncent régulièrement à chaque élection les communistes comme leur ennemi principal. Attaquer M. Giscard d'Estaing en usant des mêmes arguments que M. Mitterrand, la tactique manquait à la fois d'élégance et de crédibilité. Quand, à la fin de la campagne, M. Chaban-Delmas se posa en centriste résolu à prévenir l'affrontement des deux blocs, autrement dit quand il reprit le langage de M. Lecanuet, il réduisit sa clientèle aux quelque 15% que les centristes obtenaient naguère.

Bien entendu, les 15% de M. Chaban-Delmas ne viennent pas des mêmes électeurs que les 15% des centristes.

Il reste que l'élection du président de la République au suffrage universel condamne le tiers parti. En se donnant pour l'homme du tiers parti, dans l'espoir de combler son retard, M. Chaban-Delmas précipitait tout au contraire la débâcle. Le mode d'élection impose les deux blocs qui pour autant ne ressemblent pas à des armées sur le point d'en découdre.

M. Mitterrand, en approchant de 44% des suffrages, a recueilli à quelques dixièmes près les voix que lui attribuait un des deux principaux instituts de sondage, mais un point de moins que ne lui en attribuait un autre. Quant à M. Giscard d'Estaing, en approchant de 33%, il a fait deux ou trois points de plus que prévu. Ces décalages mineurs n'enlèvent pas à M. Mitterrand espoir et chance de victoire au deuxième tour: ils mettent les deux survivants du premier tour sur un pied d'égalité à la veille de la lutte finale. Tout dépend du report des voix de M. Chaban-Delmas et de M. Royer, report qui à son tour ne dépend que partiellement des décisions des états-majors. L'U.D.R. ne peut pas, à moins de se renier, ne pas soutenir au deuxième tour M. Giscard d'Estaing. Qu'elle le soutienne sous conditions ou inconditionnellement, sans ou après négociation, ces subtilités passionnent les commentateurs parisiens plus que les électeurs. Un ralliement trop ostentatoire risquerait d'ailleurs de compromettre la "nouveau" de M. Giscard d'Estaing.

Ce dernier laissera à M. Messmer le soin de restaurer la cohérence de la majorité d'hier sans perdre pour autant l'auréole de "l'indépendance" à laquelle il tient. Il ne doit pas ses 33% au parti qu'il préside, mais à lui-même et plus encore à son rival: par élimination il est devenu le seul candidat possible contre M.

Mitterrand.

"Campagne exemplaire", a dit et répété M. Giscard d'Estaing, "je n'ai attaqué personne". Nul besoin d'attaquer M. Chaban-Delmas qui, par la faute de ses conseillers et de son parti, s'attaquait lui-même. Dans le duel Mitterrand-Giscard d'Estaing, d'un côté comme de l'autre les arguments *contre* pèseront plus lourd que les arguments *pour*. Autrement dit, la vraie campagne se composera d'attaques, contre l'homme de droite ou contre le programme commun. En ce sens la campagne du deuxième tour ne sera pas "exemplaire", quelle que soit l'attitude que semblera adopter M. Giscard d'Estaing lui-même.

La polémique une fois de plus portera sur le rôle des communistes dans la coalition qui soutient M. Mitterrand et sur la signification du programme commun. Si M. Mitterrand n'est pas élu au second tour, la raison majeure en sera la crainte qu'inspire, non pas les électeurs communistes, non pas même la participation au gouvernement de quelques communistes, mais l'alliance organique à laquelle M. Mitterrand a consenti avec le parti communiste sur la base du programme commun. Par cette alliance, il s'est enfermé lui-même dans une alternative: ou bien il trahira ses alliés communistes, ou bien il trahira les promesses qu'il multiplie depuis trois semaines, dans ses discours aux Français, d'être le président de la paix sociale.

Les petits marquis de l'intelligentsia se détourneront avec mépris d'un anticommunisme qu'ils appelleront primaire. Les électeurs marginaux qui feront pencher la balance d'un côté ou de l'autre me paraissent discerner plus clairement l'enjeu du scrutin du 19 mai.

L'étrange alliance

Le Figaro
9 mai 1974

L'élection à la présidence de la République de M. Mitterrand, candidat commun des partis socialiste, communiste et radical de gauche, représente-elle un danger pour la France, pour les valeurs que l'immense majorité des Français, bon nombre d'électeurs, communistes inclus, veulent sauvegarder? Cette question domine de haut le débat qui se déroule entre les deux candidats. La réponse, nul ne la trouvera dans les propos de M. Mitterrand dont nous admettons la sincérité. Les bonnes intentions ne pèsent pas lourd lorsque souffle le vent de l'histoire. Innombrables ceux qui reculèrent avec effroi devant les conséquences de leurs actes et qui cherchèrent vainement l'absolution de leurs fidèles et de la postérité en gémissant: "Je n'avais pas voulu cela."

Que nous dit M. Mitterrand? Que nous dit tel professeur de "science" politique qui plaide pour lui à la télévision? Les communistes ont participé au pouvoir dans maints gouvernements, au-dehors aussi bien qu'en France, ils ont quitté le gouvernement comme ils y étaient entrés. Ils jouent donc le jeu démocratique. Aussi bien ils se sont engagés au respect du principe de l'alternance. Désavoués par le suffrage universel, ils abandonneront le pouvoir à leurs adversaires après l'avoir exercé quelque temps. Que vaut cet argument? Que valent ces précédents?

Les ministères-clés

Rappelons d'abord le cas français. À Alger, puis à la Libération, le général de Gaulle a confié des porte-feuilles à des communistes. Ceux-ci en ont profité, chacun le sait, pour placer leurs hommes dans les positions importantes et se créer des bastions qui n'ont pas encore été tous démantelés. Puisque, dit-on, le ministère de l'Éducation nationale est réservé à un communiste, la marxisation de l'Université, favorisée par les réformes de 1968, se poursuivrait à une allure accélérée. Mais laissons là ces inconvénients que j'appellerai mineurs, au risque de scandaliser certains lecteurs parce que le véritable enjeu me paraît d'un tout autre ordre de grandeur.

Quand le général de Gaulle constitua son gouvernement après l'élection de la première Assemblée constituante, il refusa de confier à un communiste aucun ministère clé, Intérieur, Affaires étrangères, Défense nationale. En d'autres

termes, à ses yeux, les *dirigeants* communistes ne devenaient pas des ministres *comme les autres*. Il ne les traitait pas encore des *séparatistes*, ainsi qu'il le fit quelques années plus tard, mais il reconnaissait implicitement qu'un communiste au pouvoir demeure avant tout un militant du parti et non collaborateur ou un serviteur du premier ministre ou du président du Conseil.

Oui ou non, M. Mitterrand partage-t-il cette opinion? Croit-il que les ministres communistes seront à ses ordres ou aux ordres de leur parti? Pense-t-il que, sur ce point, ils aient changé ou non? Il demande aux Français de lui faire confiance, il promet d'être le président de tous les Français. Le parti communiste aurait-il renoncé à la lutte de classes?

M. Ramadier présidait le gouvernement auquel d'ailleurs M. Mitterrand appartenait et qui prit la décision d'exclure les ministres communistes. De même, on peut citer d'autres pays, disons la Finlande et l'Islande, pour satisfaire notre professeur de "science" politique, où les communistes entrent et sortent du gouvernement. Il reste à savoir si la situation française, telle qu'elle résulterait de l'accession à l'Élysée de M. Mitterrand, ressemblerait à celle des pays qui acceptent de temps à autre la participation des communistes au gouvernement.

Supposons d'abord que M. Mitterrand n'ait confié aucun ministère clé à ses alliés et admirons l'étrange alliance des socialistes et des communistes. M. Mitterrand se gausse des débats ou des polémiques entre les différents groupes de la majorité, mais que devons-nous penser d'une alliance entre deux partis dont l'un n'a jamais toléré l'autre quand il possédait réellement le pouvoir? "Quand les bolchevicks sont au pouvoir, la place des menchevicks est en prison." Cette formule fameuse, qui date des premiers temps de la Révolution russe, d'innombrables épisodes, au cours de plus d'un demi-siècle, l'ont illustrée. Il subsiste, certes, formellement, un parti socialiste dans certains des pays de démocratie populaire ou de socialisme de type soviétique. Nulle part à l'est de l'Europe un parti socialiste ne survit dans l'indépendance. Ou bien M. Mitterrand dissimule son intention de conduire la France vers un régime de "démocratie avancée", transition vers le socialisme, et, en ce cas, il cache aux Français son projet; ou bien il entend bien maintenir en France une démocratie pluraliste dans le cadre du Marché commun et, en ce cas, il dissimule aux communistes son projet de se passer d'eux le plus tôt possible.

La relation des forces

Du fait de la candidature commune présentée au premier tour par les trois partis dits de gauche, la relation des forces électorales entre le parti socialiste et

le parti communiste demeure inconnue. Mais je veux bien admettre que le parti socialiste rénové compte autant ou plus d'électeurs que le parti communiste. Il n'en résulte pas pour autant l'égalité des forces entre les deux partenaires-ennemis. Le parti communiste possède un appareil (éventuellement capable de passer à la clandestinité), des organisations parallèles, il contrôle la centrale syndicale la plus puissante, la C.G.T. Il peut, en toute circonstance, utiliser ses troupes pour peser sur le gouvernement et contraindre celui-ci à infléchir son action. Seule la légalité dresse devant le parti communiste une barrière qu'il ne peut briser ou surmonter qu'en prenant des risques de guerre civile. Parti le plus forte de la majorité, quel que soit le nombre de ses ministres, il acculera M. Mitterrand à subir ses volontés ou à chercher de l'autre côté le soutien indispensable.

Je ne pense pas que le parti communiste rendra, dans la première phase, la tâche impossible à M. Mitterrand. Il n'oubliera pas, il ne le laissera pas oublier, la charte de l'unité de la gauche, le pacte d'alliance: à savoir, le programme commun. Dans aucun des pays où les communistes ont participé au gouvernement ils n'avaient obtenu de la naïveté ou de la faiblesse de leurs alliés et victimes désignées l'arme incomparable qui s'appelle le programme commun. C'est pour le programme commun que le parti communiste fait campagne; c'est lui qu'ils invoquent en toute occasion (au cours de ces dernières semaines avec discrétion). En 1969 encore les socialistes avaient refusé ce programme. C'est le parti communiste qui, selon ses propres dires, lutta dix ans pour l'arracher finalement à des socialistes inquiets. C'est ce programme commun que M. Mitterrand, au cours du débat d'Europe 1, n'osa ni répudier ni assumer entièrement.

Tel me paraît en effet l'essentiel. Il y a eu maintes fois des communistes au gouvernement. Il n'y a eu véritablement de programme commun qu'une seule fois et dans un seul pays: en 1945 et en Tchécoslovaquie.

Programme commun et projet de société

Le Figaro
10 mai 1974

Selon le parti communiste, M. Mitterrand est le candidat du programme commun; quant au candidat, il a employé, lui aussi, cette expression, mais il en a aussi employé une autre: "candidat de la gauche s'inspirant des options fondamentales du programme commun". Nuance significative.

Il y a un an environ, j'avais analysé et discuté le programme commun dans un article intitulé le *cercle carré* que *L'Express* avait reproduit intégralement. Je n'écrirais plus le même article aujourd'hui. Le programme commun comportait, en effet, deux sortes de mesures: d'une part un programme gouvernemental à court terme qu'il serait malhonnête de tenir pour immuable et que M. Mitterrand et les communistes jugent à bon droit dépassé en raison des événements de l'année 1973 et d'une conjoncture foncièrement nouvelle; d'autre part, des dispositions qui intéressent la structure de l'économie et qui engagent l'avenir.

Je laisserai de côté la première catégorie de mesures que les déclarations récentes de M. Mitterrand permettent de tenir pour inactuelles et je m'en tiendrai à la deuxième catégorie.

Les nationalisations industrielles

Les groupes industriels qui devaient être immédiatement nationalisés représentaient, en 1971, 7,4% de la production intérieure brute (P.I.B.) et 23% de la valeur ajoutée des branches industrielles au sens restreint (excluant les industries agricoles et alimentaires, l'énergie, le bâtiment et travaux publics, les transports et télécommunications). Le choix des neuf groupes promis à la nationalisation semble avoir été largement arbitraire. Le groupe Dassault dépend des commandes de l'État en même temps que de l'exportation: que l'État en prenne aujourd'hui la responsabilité, soit, encore que la substitution de gestionnaires nommés par l'État à ceux qui succéderaient à M. Dassault lui-même ne promet pas une meilleure gestion.

La nationalisation des grands groupes C.G.E., Rhône-Poulenc, Péchiney-Ugine-Kuhlmann me paraît déjà plus fâcheuse. Par quel abus de langage ou par quelle ignorance peut-on parler de monopoles à propos de Rhône-Poulenc ou de Péchiney? Depuis que les frontières françaises sont ouvertes, la concurrence entre les industries chimiques des différents pays a été particulièrement vive.

Péchiney a souffert jusqu'à l'année dernière de la baisse des prix de l'aluminium. Depuis dix ans, la capitalisation des actions de Rhône-Poulenc ou de Péchiney a baissé, en valeur réelle, de quelque 80%. Ceux qui s'imaginent, parmi les dirigeants ou les électeurs socialistes, que les nationalisations des grands groupes apporteront à l'État un pactole, manifestent une fois de plus une étrange ignorance.

Les nationalisations comportent de multiples conséquences. Elles offriront aux gouvernements des pays dans lesquels ces groupes possèdent des filiales l'occasion de prendre modèle sur le gouvernement français et de nationaliser ces filiales. Or, *pour la première fois*, un gouvernement de démocratie occidentale ne s'engage pas à indemniser équitablement tous les actionnaires. Nous lisons dans le programme commun: "Une distinction essentielle sera faite entre les petits et moyens porteurs vivant de l'épargne réalisée et les gros porteurs." Je me demande comment M. Mitterrand définira et découvrira "les petits et moyens porteurs vivant de l'épargne réalisée". Comment M. Mitterrand pourra-t-il défendre la richesse française que constituent les filiales à l'étranger des grands groupes industriels, fer de lance de l'économie française, dès lors que lui-même pose la légitimité de la spoliation?

Comment M. Mitterrand pourra-t-il faire appel à l'épargne et inspirer confiance s'il commence par violer une règle que respectent tous les pays économiquement avancés et politiquement libéraux?

Ce n'est pas tout. M. Mitterrand proclame aujourd'hui que les nationalisations industrielles s'arrêteront à ces neuf groupes. Le programme commun affirme explicitement le contraire. "La progressivité des nationalisations industrielles sera liée au développement économique et aux exigences des masses, dont il est déterminant qu'elles prennent les plus larges responsabilités. C'est pourquoi, au cas où les travailleurs formuleraient la volonté de voir une entreprise entrer dans le secteur public ou nationalisé, le gouvernement pourra le proposer au Parlement." Formule prudente, dira-t-on: le gouvernement *pourra* le proposer. Mais par quel moyen, à l'aide de quelles forces, le gouvernement pourra-t-il s'opposer à cette "volonté des masses", encadrées et manipulées par les syndicats d'inspiration communiste ou autogestionnaire?

Quant à la gestion démocratique du secteur nationalisé, le programme commun nous assure que le parti socialiste l'inscrit dans la perspective de l'autogestion et le parti communiste français dans le développement permanent de la gestion démocratique. Or, comme chacun sait, ce que les communistes

appellent "gestion démocratique" constitue l'exact opposé de ce que les socialistes appellent "autogestion". Dans un cas, tout le pouvoir appartient à la direction et aux cadres du parti, dans l'autre, le pouvoir résulterait d'une authentique participation des travailleurs. Étrange alliance entre des idéologies incompatibles, dont la rivalité et les surenchères de la C.G.T. et de la C.F.D.T. nous donnent un avant-goût. En vérité, même dans l'entreprise, le programme commun en dépit de M. Mitterrand lui-même, nous promet non la paix sociale mais la lutte permanente.

La nationalisation du système financier

Plus encore que la nationalisation des groupes industriels, la nationalisation de l'ensemble du secteur bancaire et financier constituerait, me semble-t-il, une mutation fondamentale. Sur ce point, les déclarations récentes de M. Mitterrand rejoignent et confirment le texte de programme commun: la nationalisation couvrira l'ensemble du secteur: totalité des banques d'affaires, principaux holdings financiers et banques de dépôt; établissements financiers de ventes à crédit, de financement immobilier, de crédit-bail; les grandes compagnies d'assurances privées, à l'exception des véritables mutuelles. Finalement, les mesures de nationalisation, selon les calculs faits l'an dernier, affecteraient plus de 40% de la capitalisation totale des valeurs françaises. On conçoit aisément que les syndicats des employés des agents de change, sur les ordres qui viennent d'en haut mais non de la rue de Rivoli, aient retardé la réouverture de la Bourse.

La nationalisation du secteur bancaire tout entier me paraît autrement grave que même la nationalisation stupide de neuf groupes industriels. À la rigueur, au bout de quelques années, on parvient à donner aux entreprises publiques une organisation qui les rapproche des entreprises privées. Le plus souvent, elles rapportent moins ou bien coûtent davantage à la collectivité, mais les contraintes du marché et de la concurrence finissent par provoquer les reconversions nécessaires. Il en va autrement de la nationalisation de tout le secteur bancaire et de la fonction que lui attribuent non pas seulement le programme commun d'hier, mais aussi les déclarations de M. Mitterrand.

Il s'agit manifestement, par la création d'une Banque nationale d'investissements, de confier à l'État une responsabilité de planification - non plus de planification telle qu'elle a été pratiquée depuis 1947, mais d'une planification désormais centralisée et autoritaire. Or l'économie française, telle qu'elle est devenue, est largement ouverte sur l'extérieur (40% de la valeur ajoutée de l'industrie française est exportée). Si M. Mitterrand souhaite

seulement aider les secteurs industriels tournés vers les marchés extérieurs, il n'a nul besoin de donner à l'État le monopole de la collecte et de la distribution de l'épargne française. Mais, en fait, consciemment ou non, il vise tout autre chose ou plutôt ses conseillers envisagent un tout autre objectif; par l'application du programme commun en particulier "si dès le début de la législation, un seuil minimum de nationalisation est franchi", les communistes auront atteint leur fin prochaine, à savoir une mutation difficilement réversible, qui risque de condamner la France à sortir du Marché commun.

Les rédacteurs du programme commun l'ont plus ou moins clairement perçu. Au chapitre 4 de la IV^e partie, il est précisé que "le gouvernement gardera le droit d'invoquer les clauses de sauvegarde prévues par le Traité de Rome... Il se réservera de définir et d'appliquer sa propre politique nationale du crédit et d'utiliser tous autres moyens propres à réaliser la planification démocratique nationale". Certaines révisions du Traité de Rome sont même explicitement prévues. Comment s'étonner de ces remarques? Entre l'économie planifiée avec un secteur financier et bancaire totalement nationalisé et les économies de nos partenaires européens, l'hétérogénéité est radicale et l'incompatibilité ne tardera pas à se manifester avec éclat. Fermeture immédiate des frontières pour empêcher la fuite des capitaux, contrôle particulier sur les mouvements de fonds des sociétés multinationales entre la France et l'extérieur: admettons ces mesures temporaires, imposées par les circonstances. Comment concilier le principe fondamental du Traité de Rome, "l'établissement d'un régime assurant que la concurrence n'est pas faussée dans le Marché commun" avec le principe, posé dans le programme commun: "le développement des relations économiques extérieures sera assuré dans le cadre de la planification démocratique". Entre le financement étatique des investissements et un marché de capitaux, entre le plan autoritaire et le marché international, il faudra choisir.

Que M. Mitterrand choisisse le deuxième terme de l'alternative il en a le droit, mais il n'a pas le droit de faire croire que son règne signifierait simplement une phase normale de l'alternance entre deux coalitions. Le parti socialiste suédois au pouvoir depuis un demi-siècle, n'a pas réalisé les changements que M. Mitterrand ou plutôt les communistes veulent accomplir en cinq ans.

Ceux qui nous parlent d'une Europe socialiste grâce à la présence simultanée d'un gouvernement socialiste à Bonn, Londres et Paris, se moquent du monde. Les sociaux-démocrates allemands ont rejeté les idéologies dont se nourrissent les socialistes français, qui ont beaucoup oublié et bien peu appris.

Les économies occidentales, après un quart de siècle de progrès rapide, traversent aujourd'hui une crise grave qui n'épargne aucune d'entre elles. La question historique qui se pose aux Français, mais aussi à tous les Européens, me paraît simple, brutale: par réaction à un parti trop longtemps au pouvoir ou à des épreuves inévitables, les Français vont-ils s'engager dans une voie qui a conduit le plus souvent au despotisme et jamais au but que se donne M. Mitterrand? Ceux qui, dans la presse ou les salons, présentent le vote du 19 mai comme s'il s'agissait de l'alternative entre le centre droit et le centre gauche se dissimulent à eux-mêmes ou dissimulent aux autres la vérité. Il s'agit bien d'un choix fondamental. Il se peut que M. Mitterrand, une fois élu, n'accomplisse pas la mutation irréversible qu'implique le programme commun et qu'exigent ses alliés. Mais il faut être un radical de gauche pour être assuré à ce point que M. Mitterrand trahira ses alliés avant que ceux-ci ne le trahissent.

Les deux hommes

Le Figaro
15 mai 1974

Les partis et le suffrage universel laissent finalement face à face, pour le duel ultime, les deux hommes politiques qui, d'un côté de l'échiquier et de l'autre, apparaissent les plus qualifiés pour exercer la magistrature suprême. En ce sens, les Français s'affirment capables d'user intelligemment de la méthode, approuvée par eux en 1962, de l'élection du président de la République.

Les deux passés de l'opposant

M. François Mitterrand a poursuivi, seize années durant, la traversée de désert. Hostile au retour au pouvoir du général de Gaulle et, probablement, plus encore aux événements qui, en Algérie et en France, le favorisèrent, il a dénoncé le "coup d'État permanent". À force de fermeté dans l'opposition, il est devenu le chef électoral de la coalition des deux grands partis de gauche. À force d'habileté, il a réussi, d'abord à fédérer l'ancienne S.F.I.O. et divers groupes socialistes, puis à écarter les dirigeants de l'ancienne S.F.I.O., partisans de l'Europe unie et de l'Alliance Atlantique, ensuite à rallier les radicaux de gauche, enfin à maintenir la grande alliance, de M. Marchais à M. Robert Fabre, qui lui donne une chance d'accéder à la présidence de la République. Il se présente à nous avec deux passés tout autres, d'abord celui d'un homme politique de la IV^e République, fréquemment ministre, qui ne se distinguait pas nettement de beaucoup de ses collègues, libéral en matière coloniale bien qu'il ait eu la mauvaise chance de se trouver au ministère de l'Intérieur sous la présidence de M. Mendès France, au début de l'insurrection algérienne; ensuite, le passé d'un opposant inconditionnel et d'un fédérateur des socialismes. Aujourd'hui il apparaît tantôt comme le chef d'une coalition de gauche - coalition comparable à celle du début du siècle ou à celle du Front populaire, promise à une dissolution inévitable par ses déchirements, tantôt comme un quasi-marxiste, lié aux communistes non pas seulement par les contraintes électorales mais par des convictions communes, résolu certes à donner au socialisme un visage humain, mais aussi à construire le socialisme tel qu'on l'imaginait il y a cinquante ans, à coup de nationalisations et de planification autoritaire.

Lequel de ces deux hommes en lui l'emporterait le jour où il deviendrait président de la République? Parmi ses partisans, les uns comptent sur le ministre

de la IV^e République, les autres sur l'opposant qui n'a pas transigé avec le *non* de 1958.

La campagne ne permet pas de trancher. L'appel d'aujourd'hui aux gaullistes déçus, aux électeurs de M. Chaban-Delmas relève du folklore électoral. Le général De Gaulle a donné des portefeuilles aux communistes pendant la guerre et l'immédiate après-guerre; en leur refusant des ministères clés, il a montré qu'il ne les tenait pas pour des ministres "comme les autres". Du R.P.F. de 1947 aux événements de mai, il les a dénoncés avec un anticommunisme autrement primaire que celui de M. Giscard d'Estaing. Celui-ci, dans le débat télévisé, a fait allusion aux expressions qu'avait utilisées le général dans son allocution fameuse du 30 mai 1968 ("communisme totalitaire" et "politiciens au rancart" "qui ne pèseraient pas plus que leur poids - ce qui ne serait pas lourd").

Si l'on en juge d'après ses conseillers économiques et son entourage de jeunes socialistes, M. Mitterrand semble plus proche de M. Rocard que de M. Robert Fabre.

Le passé du ministre

Ministre des Finances depuis 1969, M. Giscard d'Estaing prête le flanc aux critiques.

Le bilan des dernières années comporte un actif et un passif: l'actif, une croissance de l'économie qui a été, en effet, la plus rapide de celles de tous les pays économiquement avancés; le passif, un taux d'inflation qui, depuis 1973, dépasse de plusieurs points celui de l'Allemagne. Il suffit, à la manière des opposants, de lui enlever le mérite de la croissance et de lui attribuer la responsabilité de l'inflation pour que le bilan devienne accablant. Il suffit, à la manière de ses partisans, de rejeter sur l'environnement la responsabilité de l'inflation et de lui réserver le mérite du plein emploi et de la croissance rapide pour que les mêmes chiffres prennent une signification opposée; laissons ces exercices rhétoriques.

D'accord avec M. Pompidou, M. Giscard d'Estaing donna la priorité à l'industrialisation tout en limitant ses ambitions, en matière de prix, à ne pas faire plus de bêtises que les autres. On peut légitimement lui reprocher d'avoir utilisé trop tard et avec trop de retenue l'instrument monétaire contre l'inflation, d'avoir consenti trop aisément à une dévalorisation du franc non par rapport au dollar mais par rapport au mark et aux monnaies liées au mark, donc par rapport aux monnaies de nos principaux clients.

Du côté du patronat (dont les faveurs, au début de la campagne, allaient à M. Chaban-Delmas), on lui reproche le penchant au "dirigisme tatillon" pour parler comme M. Mitterrand. Du côté des salariés et de l'opposition de gauche, les reproches essentiels portent sur les inégalités, la fiscalité, l'insuffisance des équipements collectifs. Reproches plus ou moins justifiés: ce qui rend difficile un jugement objectif, c'est que tout dépend du plus ou du moins.

Le ministre des Finances a voulu moderniser une fiscalité qu'il déclarait anachronique. Jusqu'à quel point y est-il parvenu? Il ne prétendrait certes pas que la connaissance des revenus non salariés ait progressé autant qu'il le souhaitait lorsqu'il posait le principe: à revenu égal, impôt égal. Il a maintenu des mesures particulières, prises pour favoriser l'épargne, alors qu'elles étaient devenues inutiles.

La question des inégalités prête à d'innombrables variations, tant il y a, en France aussi bien que dans les autres pays, Union soviétique incluse, des formes multiples d'inégalité de revenus: inégalités entre catégories socio-professionnelles, entre salariés et non salariés, entre travailleurs de l'agriculture et de l'industrie, entre les présidents-directeurs généraux et les manœuvres, autrement dit entre le haut et le bas de la hiérarchie des salaires. Certaines de ces inégalités peuvent être modifiées par l'action de l'État (par exemple celles qui tiennent à la législation fiscale), d'autres résistent aux intentions des gouvernants. D'après la plupart des enquêtes, l'inégalité des revenus serait plus accentuée en France que dans les pays de richesse comparable. À supposer qu'il en soit ainsi, il reste à déterminer la responsabilité respective de la gestion et celle de l'hétérogénéité sociale (la part des revenus non salariaux, des entreprises inefficaces demeure plus importante en France, relativement, que dans d'autres pays de produit national comparable).

Dans le revue *Économie et Statistique*, publiée par l'I.N.S.E.E. (mars 1974), j'ai relevé une statistique relative aux mouvements des rémunérations des diverses catégories de salariés. Pendant deux années, les salaires des ouvriers ont progressé plus vite que ceux des cadres supérieurs (9,4% contre 6,2 en 1968, 11,8% contre 6,7 en 1969). En 1970, les salaires des cadres supérieurs ont progressé un peu plus vite (10,2 contre 9,4), en 1971 à la même allure (10,5 contre 10,3). Tout se passe comme si les écarts hiérarchiques tendent à se maintenir. Globalement, on peut dire que la progression du S.M.I.C. entre le 1er janvier 1970 et le 1er janvier 1974 a été plus rapide que celle du salaire ouvrier moyen. Les chiffres suggèrent l'extrême difficulté, quels que soient les hommes

au pouvoir, d'influer substantiellement sur une des formes de l'inégalité à savoir l'ouverture de l'éventail des salaires. Les écarts des rémunérations salariales dépendent de facteurs multiples dont les économistes n'isolent qu'une fraction.

Si l'on s'en tient aux faits globaux ou grossiers, il reste incontestable qu'au cours des dernières années le développement de l'industrie et, en particulier, des industries exportatrices a été spectaculaire. L'inflation qui se tenait dans les limites de l'inflation moyenne mondiale jusqu'en 1973 s'est accélérée depuis l'an dernier. Dire que les profits de la croissance ont été subtilisés au passage par quelques privilégiés ou quelques monopoles, ainsi que le suggèrent de temps à autre les orateurs de l'opposition, parfois M. Mitterrand lui-même, est proprement absurde. Les salaires des travailleurs ont constamment progressé plus vite que la hausse des prix. Les revenus des agriculteurs ont, eux, progressé plus vite que la moyenne nationale. Que cette performance d'ensemble n'ait guère atténué les inégalités ou injustices intrinsèques de notre société, que la croissance laisse en chemin des traînants, que les allocations du minimum vieillesse, bien qu'elles se soient élevées plus vite que le taux du salaire horaire, demeurent insuffisantes, toutes ces données qu'utilisent et manipulent les orateurs apparaissent inévitablement dans le débat politique et peut-être historique entre les deux candidats.

Le passé et l'avenir

M. Giscard d'Estaing, associé au pouvoir depuis de longues années, préfère se tourner vers l'avenir. M. Mitterrand, dans l'opposition depuis 1958, critique le passé dont le ministre des Finances assume pour une part la responsabilité. J'ai maintes fois critiqué telle ou telle mesure prise par M. Giscard d'Estaing. Je compte bien, s'il est élu, continuer à le faire. Mes relations, avec lui, ont eu d'ordinaire pour occasion les critiques, à ses yeux excessives, que j'adressais à lui ou à ses services.

Les arguments ne manquent pas en faveur de l'un et de l'autre candidats: l'un représente les partis dans l'opposition depuis seize ans; l'alternance des partis au pouvoir, caractéristique des démocraties modernes, consacrerait la légitimité de la Ve République et l'intégration finale de tous les Français dans leur République: le parti communiste sortirait du ghetto dans lequel il s'enferma longtemps; le changement, toujours souhaité par les Français, viendrait d'hommes nouveaux même si les plus visibles d'entre eux sont des revenants. De l'autre côté, une autre génération accèderait au pouvoir, une autre fraction de la majorité, elle-même élargie, apporterait un esprit nouveau et mettrait fin à la

toute puissance de l'U.D.R.

Avec ce genre d'arguments, la discussion peut se prolonger indéfiniment. En revanche, si l'on analyse la situation économique internationale, si l'on se demande lequel des deux hommes est le plus qualifié pour conduire la France durant les années d'épreuve qui nous attendent en tout état de cause, les raisons de préférer M. Giscard d'Estaing me paraissent convaincantes. Je les présenterai dans mon prochain article sans engager personne que moi-même.

Le choix

Le Figaro
17 mai 1974

Des lecteurs s'étonnent que je sorte de mon rôle ordinaire d'analyste et que je prenne parti résolument.

L'élection du président de la République au suffrage universel a créé en France une situation nouvelle. Chanteurs, comédiens, écrivains, professeurs signent des manifestes ou écrivent des articles en faveur de l'un ou de l'autre des candidats. Pourquoi me disputer le droit dont usent ces hommes qui, tout prestigieux qu'ils sont, ne prétendent à aucune compétence particulière en fait d'économie ou de politique? M. Giscard d'Estaing me reprocha de me complaire dans la critique, de distribuer les éloges et les blâmes avec une apparente neutralité. Je lui répondis que telle modalité de gestion économique, tel mixte de restriction monétaire et de rigueur monétaire prêtaient à controverse sans justifier un ton catégorique. En revanche, chaque fois que les débats comportaient un enjeu, à mes yeux, essentiel, je n'ai jamais hésité à prendre position.

Au lendemain de la guerre, alors que tant des plus illustres intellectuels ne résistaient pas à la fascination du communisme, j'ai combattu de mon mieux le régime stalinien sans atteindre pourtant à la sévérité de Khrouchtchev dans son discours de 1956. De même, en 1957, avant le retour du général de Gaulle au pouvoir, j'ai plaidé pour l'indépendance de l'Algérie. Aujourd'hui, alors que M. Mitterrand et ses amis se présentent à nous, associés au parti communiste non par un pacte électoral mais par un programme de gouvernement, il me paraîtrait indécent de balancer les arguments pour ou contre les deux candidats et de ne pas conclure. Il va sans dire que je parlerai qu'en mon nom personnel.

Je regrette que les deux candidats aient l'un et l'autre gardé le silence sur un élément de ce qui aurait dû être le centre du débat: la conjoncture internationale et ses conséquences pour la France.

Pour importer la même quantité de pétrole, la France devra dépenser une trentaine de milliards de plus, un treizième mois d'exportations. Le quadruplement du prix des hydrocarbures signifie un appauvrissement de la France, donc des Français. Simultanément, le ralentissement de l'expansion, quel que soit le gouvernement au pouvoir, devient au moins probable. Pour rétablir l'équilibre de la balance des paiements, la France devra exporter

d'avantage, réorganiser son appareil de production afin de tenir compte de la modification des rapports de prix et de répondre à une demande étrangère différente. Les exigences de l'exportation et de l'investissement ne laissent pas de place à un accroissement substantiel de la consommation globale. Il faudra prendre la plus grande partie des ressources nécessaires pour honorer les promesses sociales sur une redistribution des revenus. Aucun des deux candidats n'ignore à quels obstacles se heurte à court terme une telle redistribution.

Il reste à choisir en fonction des projets qu'annoncent et de l'esprit qui anime l'un et l'autre candidats. MM. Mitterrand et Mendès France ont substitué au programme commun, tel qu'il se présentait dans la brochure de l'an dernier, trois programmes de six mois, de dix-huit mois et de cinq ans, programmes qui se veulent rigoureux mais qui diffèrent des études poursuivies à l'intérieur du parti socialiste et qui supposent le déroulement paisible d'une expérience potentiellement révolutionnaire.

L'arrivée au pouvoir de M. Mitterrand, soutenu par le parti communiste et engagé à son égard par des accords implicites, implique un bouleversement de la structure et de la gestion de l'économie française en une période d'appauvrissement national et de croissance ralentie. Celui qui imagine qu'un tel bouleversement se déroulera en douceur croit au père Noël à moins que – ce qui est plus fréquent – il ne veuille consciemment abuser les Français.

Les projets de M. Mitterrand ne s'accordent ni avec ceux de M. Wilson ni moins encore avec ceux de M. Helmut Schmidt. Ils risquent d'entraîner un repli de la France sur elle-même. Au début des années trente, l'insuffisance de la demande globale provoqua une dislocation de l'économie mondiale. L'inflation mondiale, le déficit des balances de paiements dus au renchérissement du pétrole risquent de provoquer la même dislocation. Les mesures prises par l'Italie, par le Danemark constituent les premiers avertissements.

Il ne dépend pas du seul président de la République française de prévenir la ruine de ce qui a été accompli depuis vingt-cinq ans à l'intérieur de l'Europe et de l'ensemble occidental. Mais l'action à laquelle M. Mitterrand s'est condamné porterait inévitablement un coup à ce qui subsiste du Marché commun. De même que chaque pays, il y a quarante ans, cherchait à exporter son chômage, le danger existe aujourd'hui que chaque pays s'enferme derrière des barrières dans l'espoir de rétablir l'équilibre extérieur sans autre résultat que d'aggraver la récession.

Du moins M. Giscard d'Estaing maintiendra, dans toute la mesure possible,

l'action coordonnée des États membres du Marché commun et de l'ensemble occidental. Il ne cherchera pas le salut en élevant aux frontières de nouvelles barrières. Il ne préservera, il prolongera l'œuvre d'un quart de siècle – l'œuvre de la IV^e et de la V^e République – qui a transformé la France en un pays moderne.

Ceux qui prennent position en faveur de M. Mitterrand nous reprochent souvent de céder à la peur. Je n'ai peur ni de M. Mitterrand ni de M. Mendès France, je ne soupçonne ni l'un ni l'autre de sinistres desseins contre les libertés des Français.

Mais M. Mitterrand ne partage-t-il pas certaines de nos «peurs»? Il ne confiera pas le ministère de l'Intérieur à un communiste parce qu'il aurait «peur» de leur donner une autorité légale sur la police et les instruments de force; il ne leur confiera pas davantage le ministère des Armées, ni le ministère des Affaires étrangères parce que, lui aussi, a «peur» que les communistes restent des communistes, eux qui n'ont jamais dit qu'ils avaient cessé de l'être, qui n'ont cessé de combattre le Marché commun et l'Alliance atlantique.

S'ils ont prêché l'indépendance nationale, c'est à sens unique contre les États-Unis. Partout où le parti communiste a occupé seul le pouvoir, il a supprimé toutes les libertés que le candidat de la gauche unie veut respecter. Comment M. Mitterrand n'aurait-il pas «peur» de ses alliés auxquels, à moins d'être insensé, il ne fait pas plus confiance que moi?

En 1936, je «craignais» que Léon Blum n'échouât parce qu'il analysait mal la conjoncture: les événements ont justifié ces craintes. En 1958, je «craignais» que le général de Gaulle, porté au pouvoir par les tenants de l'Algérie française, ne parvînt pas à sortir la France d'une guerre sans fin; les événements ont démenti ces craintes. Aujourd'hui, je crains que le programme commun, en période de ralentissement économique, ne pousse M. Mitterrand sur une voie sans autre issue que le despotisme ou le renversement de majorité (mais après quelles péripéties!).

Au reste, de l'autre côté, on «craint» que M. Giscard d'Estaing, élu avec une majorité dérisoire, soit incapable de gouverner à cause d'une révolte des masses. (D'aucuns craignent des troubles, d'autres nous en menacent.) On «craint» que M. Giscard d'Estaing, né dans la haute bourgeoisie, apparaisse étranger à des millions de Français, eux qui reconnaissent en Georges Pompidou un fils d'instituteur. Tout choix politique est un pari entre la peur et l'espoir.

Le programme commun annonce moins une réforme de la société qu'une

autre société que les Français, en immense majorité, refuseraient s'ils la voyaient telle qu'elle serait. Aussi bien, selon les jours et les auditoires, M. Mitterrand insiste sur le programme commun ou en minimise l'importance. Tantôt il affirme sa résolution de l'appliquer et tantôt il suggère qu'il s'en libérera. Ici, il prêche la lutte de classes, là, il fait appel à tous les Français.

M. Giscard d'Estaing, auquel ne me lie aucune allégeance personnelle, qui appartient à un milieu social très éloigné du mien, doit accomplir des tâches nécessaires et malaisées: conduire la France au cours d'années difficiles en maintenant la communauté internationale qui permit les progrès du dernier quart de siècle, mettre fin à la possession exclusive du pouvoir par un groupe de la majorité, modifier les règles ou les pratiques politiques qui obligent à jouer l'avenir de la France à la roulette russe tous les sept ans.

Nul ne peut garantir le succès: je fais confiance à l'intelligence, au talent, au sens de l'avenir de M. Giscard d'Estaing.

5.2

NOUVEAU VISAGE DE LA Ve RÉPUBLIQUE (1974-1977)

Le président des Français

Le Figaro
21 mai 1974

M. Giscard d'Estaing l'emporte par une majorité de moins de 400.000 voix sur près de 26 millions de suffrages exprimés: voilà le fait brut, le seul qui importe dans le système politique tel que la Constitution l'a établi et la France accepté. On compte les voix, on ne les pèse pas. Ce système, comme tous les systèmes, prête à la critique. Ce qui ne manque pas de surprendre, c'est que la critique vienne désormais de la gauche, non de la droite, et qu'elle reprenne les arguments dont usait cette dernière dans le passé.

Charles Maurras dénonçait la confusion entre le pays réel et le pays légal. Les penseurs de la tradition s'indignaient que la voix de l'ingénieur ne pesât pas plus lourd que celle du manœuvre. Faut-il s'indigner désormais que la voix d'une femme de 60 ans pèse aussi lourd que celle d'un garçon de 20 ans? À lire notre confrère *Le Monde*, à noter l'insistance avec laquelle il présente la décomposition des voix de M. Mitterrand et de M. Giscard d'Estaing, selon les âges et les catégories professionnelles, on finit par se demander si, sur ce sujet comme sur tant d'autres, les idées de la vieille droite n'ont pas changé de camp et enrichi le trésor de la nouvelle gauche.

Alors que les élections confirment dans l'ensemble les résultats des sondages, on ne peut guère douter que M. Mitterrand aurait été élu si les femmes ne votaient pas; il aurait probablement aussi été élu si garçons et filles de 18 à 20 ans avaient eu le droit de vote.

Il y a une vingtaine d'années, j'avais mis en relation les données des sondages et celles des élections. J'avais constaté, dès cette époque, que socialistes et communistes ensemble auraient recueilli plus de la moitié des suffrages dans les premières élections au lendemain de la Libération si le général de Gaulle n'avait pas accordé le droit de vote aux femmes. Cette réforme - on ne l'a pas suffisamment souligné à l'époque parce que la méthode des sondages ne jouissait pas encore de la même faveur - a exercé une influence substantielle sur la répartition des forces entre les différents partis.

Cela dit, M. Giscard d'Estaing n'est pas l'élu des "riches" ou des "privilégiés". Heureux pays celui où riches et privilégiés représenteraient la moitié de la population! Lui aussi obtient des suffrages dans toutes les couches de la population, dans toutes les catégories socio-professionnelles. D'ordinaire, en

France comme ailleurs, les voix des ouvriers, pour les deux tiers environ, se portent sur les candidats socialistes et communistes. D'après les sondages, 70% des suffrages ouvriers se seraient portés sur M. Mitterrand, différence sensible mais non fondamentale.

En attendant que des études détaillées permettent de déterminer la répartition, entre les deux candidats, des voix des abstentionnistes du premier tour, un autre aspect de la compétition présidentielle me frappe; M. Giscard d'Estaing faisait figure d'amateur face à un professionnel de la politique. Il ne possédait pas d'appareil au point de départ, il n'en possédait guère davantage au point d'arrivée. M. Chaban-Delmas ne se rallia à lui que du bout des lèvres. Contre lui se mobilisa non pas seulement l'appareil du parti communiste mais aussi celui des centrales syndicales. M. Giscard d'Estaing témoigna jusqu'au dernier instant d'une certitude tranquille que le résultat final a confirmée mais non justifiée. Il reste que sa victoire est avant tout celle d'un homme, ce qui lui donne une autorité incontestable sur la classe politique mais devrait aussi lui rappeler, s'il en était besoin, les limites de son pouvoir dans le pays.

Depuis la mort de Georges Pompidou, la France vit dans l'irréel, uniquement préoccupée d'elle-même et du choix de son premier magistrat. À la veille du scrutin, j'insistai sur le décalage entre la gravité des problèmes et les propos des deux candidats. Hier, il me paraissait dangereux, absurde de vouloir bouleverser l'organisation de notre économie, nationaliser le secteur bancaire en une phase de récession possible, de déficit extérieur, d'adaptation nécessaire et difficile à un monde transformé. Aujourd'hui, le nouveau président n'a pas de temps à perdre non pour changer la vie mais pour tenir ferme la barre.

Si M. Mitterrand avait gagné la partie, quelques centaines de milliers de voix lui donnaient le mandat d'entreprendre l'application du programme commun. Une révolution par la loi contre les vœux de la moitié du pays, voilà l'impossible tâche qui aurait incombé à M. Mitterrand. Celle de M. Giscard d'Estaing est à peine moins lourde. Il accède à ses fonctions alors qu'une moitié des Français éprouve avec plus ou moins de force la déception ou l'amertume d'avoir manqué une victoire toute proche.

N'oublions pas malgré tout que la division en deux du corps électoral résulte automatiquement du mode de scrutin. J. F. Kennedy, en 1960, ne bénéficiait pas d'une majorité plus forte que M. Giscard d'Estaing aujourd'hui. Ce qui décide de tout, c'est la distance morale entre les deux camps. Quelle est la distance morale entre les électeurs de M. Mitterrand et ceux de son rival heureux?

Les Français, par une participation sans précédent au scrutin d'avant-hier, ont témoigné, dans un calme exemplaire, de leur attachement aux institutions, de leur conscience politique. L'élection du président de la République implique que l'élu d'une moitié du pays devienne, d'une minute à l'autre, le représentant de la nation entière. Tous ceux qui ont soutenu M. Giscard d'Estaing doivent l'aider à devenir, conformément à ses vœux et à ses engagements, le président de tous les Français.

Le choix d'une équipe

Le Figaro
22 mai 1974

M. Giscard d'Estaing va prendre, cette semaine, des décisions graves en elles-mêmes, et plus encore par la valeur symbolique que la classe politique, les Français aussi, leur prêteront. Quel premier ministre nommera-t-il? Et comment composera-t-il son équipe?

Le texte de la Constitution n'exclut pas un régime de type parlementaire: les pouvoirs du président se situeraient quelque part entre ceux d'Albert Lebrun sous la III^e République et ceux de Georges Pompidou hier. Bien que le partage des responsabilités entre un président élu pour sept ans au suffrage universel direct et un premier ministre nommé par lui doive normalement favoriser celui qui tire sa légitimité du vote populaire, il suffit que la majorité parlementaire ne se confonde plus avec la majorité présidentielle pour que le premier ministre cesse d'apparaître comme un chef d'état-major ou un directeur de cabinet et doive redevenir un homme politique au sens plein de terme, chargé non plus seulement de transmettre aux députés les désirs ou les volontés de son "patron", mais aussi de convaincre les représentants des circonscriptions, de négocier avec eux, éventuellement d'adapter les instructions reçues aux objections que soulèvent les membres de la majorité et de l'opposition.

En d'autres termes, l'élection de M. Giscard d'Estaing, qui n'appartient pas au groupe le plus nombreux de la majorité, auquel la moitié du groupe U.D.R. porte une inimitié particulière, devrait introduire une période nouvelle de la Ve République, entraîner une autre pratique des institutions. Plus question "d'exercice solitaire du pouvoir"; fini, le temps où les conseillers de Georges Pompidou faisaient trembler les ministres ou se vantaient d'avoir "chassé" le premier ministre. À supposer que n'importe quelle équipe choisie par le président élu puisse atteindre les vacances sans accident parlementaire, la trêve à laquelle consentira peut-être la majorité, mais non l'opposition, ne durera certainement pas. Quel haut fonctionnaire, sans expérience des luttes du forum, sera capable du jour au lendemain de répondre aux réquisitoires de M. Mitterrand ou aux philippiques de M. Michel Debré?

Pourtant, selon des rumeurs, M. Giscard d'Estaing appellerait à Matignon un fonctionnaire, on dit même un inspecteur des Finances, en tout cas un non-parlementaire. Un tel choix serait, à mes yeux, une erreur. Déjà M. Giscard

d'Estaing se présente en technicien; comparé à M. Mitterrand, qui défendait et illustrait certaines idées traditionnelles du socialisme, lui oscillait entre des mesures "ponctuelles" (augmentation du S.M.I.G. et des pensions aux personnes âgées) et des formules à ce point vagues ("changement") qu'on ne saurait les appeler ni idées ni idéologie. Que le ministre des Finances de Georges Pompidou, en place depuis 1969, ait pu finalement gagner en une phase d'inflation accélérée, sans rien offrir d'autre qu'une collection de promesses et la prolongation de sa propre gestion par collaborateurs interposés, me paraît proprement stupéfiant, admirable. Talent du candidat, sagesse du peuple français ou faiblesses secrètes de l'adversaire? Chacun choisira entre ces interprétations.

Les représentants de la gauche unie, qui saluent leurs progrès comme la preuve d'une ascension irrésistible, devraient se demander s'ils retrouveront demain une conjoncture aussi favorable. Mais, de son côté, M. Giscard d'Estaing devrait se demander si le langage, la manière qui lui ont permis d'accéder à l'Élysée, la combinaison d'intelligence éclatante et de généralités sans contenu défini suffiront pour rassembler et gouverner les Français.

La nation me semble profondément "politisée": la moitié de la France qui l'a emporté dimanche dernier s'est définie surtout négativement. Elle a refusé l'alternance, en fait un programme socialiste présenté par des revenants de la IV^e République associés au parti communiste. Rien n'était plus facile, rien encore n'est plus facile que de justifier idéologiquement ce refus.

Les travaillistes anglais aussi bien que les socialistes allemands souhaitent, en immense majorité, l'élection de M. Giscard d'Estaing. Je n'ai jamais, au cours de la campagne électorale, employé cet argument (les Français élisent leur président selon leurs préférences, non selon les préférences des autres). Il reste que M. Giscard d'Estaing pourrait plaider, lui aussi, sa cause dans une perspective historique. S'il nomme un fonctionnaire, il accentuera à l'avance le caractère technocratique que l'on attribue déjà à son équipe.

En même temps, la nomination d'un fonctionnaire semblerait impliquer le maintien ou le renforcement du "présidentialisme". M. Giscard d'Estaing passe pour favorable, au fond de lui-même, à un régime authentiquement présidentiel, autrement dit à un régime dans lequel le président, seul chef de l'exécutif, collaborerait avec une Assemblée nationale soustraite à la menace de dissolution. Il n'existe, pour l'instant, aucune chance de réforme constitutionnelle en ce sens. Le président devra donc collaborer avec une Assemblée dont la majorité ne lui est pas acquise, cependant que socialistes et communistes y

demeurent alliés, plus que jamais résolus à continuer le combat. Après une déclaration modérée et digne, dans la nuit de dimanche à lundi, M. Mitterrand, dans sa conférence de presse de mardi, a repris non la canne du pèlerin, mais le ton du candidat et le style de l'opposition irréductible.

M. Giscard d'Estaing veut, semble-t-il, surprendre l'opinion en s'entourant d'hommes nouveaux. Je vois bien l'avantage d'une telle décision, qui symboliserait le changement. Combien de temps durera l'effet de surprise? Moins l'équipe comptera de personnalités fortes, plus le président, à chaque instant en première ligne, s'exposera aux coups (et Dieu sait qu'il y en aura beaucoup à recevoir!). En ce sens, l'arrivée soudaine d'une équipe liée au président plus qu'à la majorité parlementaire marquerait le retour à un pseudo-présidentialisme. Et le vrai presidentialisme, peut-être souhaitable, est, pour l'instant, exclu.

Nouveau visage de la Ve république

Le Figaro
5 juin 1974

Faut-il déjà changer le numéro de la République? L'élection de M. Giscard d'Estaing marque-t-elle le début d'une autre République? Si l'on raisonne ainsi, on risque de changer souvent le numéro de la République. La Constitution de 1958, révisée en 1962, tolère des pratiques diverses en fonction des rapports entre les deux expressions de la souveraineté nationale, le président et l'Assemblée, tous deux élus au suffrage universel direct, mais dont l'un représente la majorité des électeurs de la France entière, alors que les membres de l'autre représentent chacun la majorité des électeurs dans une seule circonscription.

Le général de Gaulle, en dehors de son prestige historique, comptait à l'Assemblée élue en 1962 ou en 1968 une majorité fidèle et disciplinée. L'Assemblée de 1967, qui ne lui assurait que quelques voix de majorité, fut dissoute après les événements de mai. Georges Pompidou gouverna quatre ans avec l'Assemblée élue en 1968, à une époque où lui-même occupait le poste de premier ministre. L'Assemblée actuelle, qui peut durer jusqu'en 1977, compte une majorité substantielle susceptible de soutenir M. Giscard d'Estaing si l'on range dans l'opposition les seuls trois groupes communiste, socialiste et radical de gauche. Mais cette majorité n'a pas choisi l'homme qui réside à l'Élysée. Elle n'a plus de chef, alors que M. Messmer, et avant lui M. Chaban-Delmas ou M. Pompidou, passaient pour les chefs de la majorité.

En bref, la situation est intermédiaire entre celle d'hier - accord total entre le président et la majorité parlementaire - et celle qu'aurait produite l'élection d'une majorité de gauche en 1973 ou celle de M. Mitterrand en 1974. M. Giscard d'Estaing peut gouverner avec l'Assemblée actuelle, mais le groupe principal de la majorité, traversée de courants contraires, comporte dès maintenant une minorité de giscardiens et une majorité d'antigiscardiens dont l'hostilité passionnelle à l'égard du président de la République que dépasse probablement celle qu'ils éprouvent à l'égard des communistes eux-mêmes.

L'équipe ministérielle, relativement mal accueillie par la classe politique, répond, dans ses grandes lignes, aux contraintes de la conjoncture. Le président a récompensé (généreusement) les centristes, ouvriers de la première heure et même de la dernière. Parmi les U.D.R., le premier ministre commença sa

carrière politique après 1958. Les trois autres, en revanche, combattants ou résistants, peuvent prétendre au titre de gaulliste historique, un seul appartenait aux "ministrables" d'hier. Enfin, quatre non-parlementaires figurent à des ministères-clés sur lesquels le président entend (au moins pour deux d'entre eux) garder la haute main.

Personnellement, je noterai une erreur: la nomination d'un fonctionnaire au ministère de l'Éducation. La puissance des syndicats d'enseignants appelle au sommet l'action d'un homme politique. Par quel miracle un recteur, qui ne jouit d'aucun prestige particulier parmi ses collègues, parviendrait-il à s'imposer? Il trouvera en face de lui, quels que soient ses projets, certains dirigeants de syndicats qui bénéficient, comme au ministère des P.T.T., d'un statut singulier: l'État les paie, non pour exercer leur métier d'enseignant, mais pour diriger les syndicats.

L'équipe de M. Giscard d'Estaing est-elle pire ou meilleur qu'une autre? Je n'en sais rien et seule l'expérience nous l'apprendra. Elle n'en est pas moins faible devant le Parlement parce qu'on n'y trouve guère de ministre dont l'autorité propre s'ajouterait à celle du président de la République. Cabinet présidentiel? L'expression ne me paraît pas juste. Parmi les ministres des Affaires étrangères de la Ve république, seul M. Maurice Schumann appartenait à l'Assemblée nationale. M. Giscard d'Estaing devait inévitablement confier le ministère des Finances à un de ses anciens collaborateurs. Pour le reste, le président n'a pas, semble-t-il, pardonné les injures faites au duc d'Orléans. Responsabilité à cet égard partagée: les partisans de M. Chaban-Delmas avaient employé, avant le premier tour, contre M. Giscard d'Estaing des arguments que celui-ci pouvait difficilement oublier. Certains même, parmi ceux qui sont intelligents, avaient usé d'un argument qui aurait dû condamner au silence après l'échec de leur candidat. M. Giscard d'Estaing, disaient-ils, ne pouvait pas l'emporter au deuxième tour.

Chacun spéculé sur les projets à long terme du président de la République. Pour l'instant, celui-ci multiplie les effets de style (moderne) et prend ou suggère des mesures de libéralisme politique (réglementation stricte des écoutes, élargissement des attributions du Conseil constitutionnel, politesses à l'égard de l'opposition). Les regroupements, le nouveau rôle de l'U.D.R., les relations entre les divers groupes de la majorité, tout cela prendra du temps et demeure encore incertain.

Les récentes élections ont apporté la preuve qu'une fraction importante de

l'électorat U.D.R. n'est pas gaulliste, quel que soit le sens de ce mot après la mort du général de Gaulle, au point de suivre en toute circonstance les consignes du parti. Parmi les quelques centaines de milliers d'électeurs chabanistes qui n'ont pas voté au deuxième tour pour M. Giscard d'Estaing, combien se réclamaient du gaullisme historique? Le Sud-Ouest, où ces irréductibles étaient proportionnellement les plus nombreux, n'avait jamais passé pour un des hauts lieux du gaullisme.

Il n'y a jamais eu en France de grand parti conservateur-libéral, comparable au parti anglais. À la faveur des événements, l'U.D.R. est devenue le parti dominant à droite, mais dans nombre de circonscriptions, les élus U.D.R. entraîneraient sans grande peine leur clientèle vers les Républicains indépendants ou vers un nouveau parti qui rassemblerait des éléments empruntés aux divers groupes de la majorité. Les états-majors à Paris se jalourent; parfois ils se détestent parce qu'ils appartiennent à des milieux sociaux différents ou qu'ils nourrissent de vieilles querelles; parfois ils nouent des alliances surprenantes, M. Giscard d'Estaing avec un authentique M.R.P., M. Lecanuet, ou avec le président du parti radical-socialiste. M. Servan-Schreiber.

Les dirigeants de l'U.D.R. n'ignorent ni la fragilité de leur parti ni la disponibilité de leur électorat. De plus, ils ne peuvent jeter immédiatement aux orties leur doctrine constitutionnelle, à savoir la prééminence du président de la République. Leurs idées et leurs intérêts s'accordent donc pour leur démontrer l'urgence d'attendre. Quant à M. Giscard d'Estaing, élu non pour cent jours mais pour sept ans, il ne peut se permettre, dans la conjoncture économique d'aujourd'hui, le luxe d'une bataille électorale entre les divers groupes de la majorité présidentielle. Vu de la capitale, un parti giscardien se rattacherait à la tradition orléaniste et un parti gaulliste à la tradition bonapartiste, l'un plus libéral et l'autre plus social. Quel sens conservent ces adjectifs pour les électeurs de Bordeaux ou de Clermont-Ferrand? Pour les énarques qui nous gouvernent ou pour ceux qui entourent M. Mitterrand?

Les plaisirs et les jeux de la Ve République

Le Figaro
19 mai 1974

L'élection à la présidence de la République du candidat qui représente la minorité de la majorité a, d'un coup, entraîné un dégel de la vie politique. Tout n'est pas possible mais tout apparaît de nouveau possible. Neuf sur dix des électeurs de M. Chaban-Delmas ont voté au deuxième tour pour M. Giscard d'Estaing en dépit de la violence des critiques que le candidat de l'U.D.R. avait lancées, avant le 5 mai, contre le chef des Républicains indépendants. Mais, selon l'habitude en France, les états-majors parisiens se querellent avec plus de passion que leurs troupes.

L'U.D.R. a déjà remporté deux succès. Le premier lui fut apporté, comme sur un plat, par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber et par M. Giscard d'Estaing. N'entrons pas dans le débat sur les expériences nucléaires dans l'atmosphère et sur la valeur de la force de dissuasion: personne n'ignorait que le gouvernement Messmer avait ordonné la préparation d'une campagne de tirs: personne n'ignorait davantage la signification que l'U.D.R. attache à ces expériences, nécessaires à certaines mises au point et, par les protestations qu'elles soulèvent dans le monde entier, symbole de l'indépendance française.

L'U.D.R. aurait-elle, ainsi que l'affirmait le secrétaire général du parti, rompu sur ce sujet avec le président de la République? Il se peut. En tout cas, la menace suffisait à "dissuader" M. Giscard d'Estaing, dont j'ignore les opinions sur le problème de fond mais qui préfère un style moins ostentatoire d'indépendance nationale. Dès lors que l'Inde se contente d'expériences souterraines, il souhaite faire de même.

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber avait participé, l'an dernier, à l'action, plus spectaculaire encore que la campagne de tirs, contre les expériences dans l'atmosphère. Et il n'avait pas dissocié son opposition aux expériences de son opposition à la force de dissuasion elle-même. Les deux hommes - le président de la République et son ministre des Réformes - auraient dû se mettre d'accord à l'avance sur l'attitude que l'un et l'autre adopteraient au moment des tirs que l'un devait ordonner et que l'autre ne pouvait approuver. Faute de cet accord antérieur, la rupture inévitable tournait à l'avantage de ceux qui avaient dénoncé la promotion ministérielle du président du parti radical et donnait à rire, ou tout au moins à sourire, au grand public.

Le deuxième succès fut l'élection à la présidence du Conseil municipal de Paris du candidat que ne soutenait pas le ministre de l'Intérieur. En toute occasion de ce genre, les fidèles de l'U.D.R. s'efforceront, légitimement, de rappeler leur existence et leur force aux dépens du président de la République et de sa majorité.

La conférence de presse de M. Jobert ne se situe pas aisément à l'intérieur de ce contexte: si l'ancien ministre, dans le style de litotes et d'allusions qui lui est propre, n'a pas laissé de doute sur les mauvais sentiments qu'il porte au président de la République, la localisation dans l'espace parlementaire qu'il assigne au parti dont il a dessiné l'esquisse de l'esquisse, le "centre gauche", ne permet guère de préciser le projet. Si la droite, conformément aux traditions républicaines qu'André Siegfried analysait déjà à la fin du siècle dernier, est vide, le centre gauche est plein. M. Chaban-Delmas essaya d'y prendre sa place pour rejeter M. Giscard d'Estaing vers le lieu maudit. Probablement le regroupement auquel songe M. Poniatowski occuperait-il, lui aussi, cette place, à portée de voix des socialistes en passe de devenir le premier parti français. Par une ironie dont la politique française est riche, peut-être l'U.D.R., qui a dû sa fortune aux désordres des partis de la IVe, a-t-elle fini par susciter, en réaction contre son pouvoir, un parti socialiste qu'aucun président de la République ne peut plus ignorer.

Laissons M. Jobert qui veut sauver le gaullisme soit par l'U.D.R., soit de l'U.D.R. et venons aux choses sérieuses. S'il faut choisir entre le candidat de la gauche unie et le candidat de la droite désunie, les chabanistes ou les centristes, en immense majorité, se décident pour ce dernier - ce qui est parfaitement conforme à l'esprit de la Constitution. En cas d'élections parlementaires, peut-être la décision présenterait-elle moins de netteté en raison du rôle que jouent les personnalités dans les circonscriptions.

Si les élections dépendent du bon peuple de France, les plaisirs et les jeux dépendent des états-majors. Ni l'U.D.R. ni l'opposition n'envisagent de nouvelles élections pour l'instant. Mais l'U.D.R. ne peut pas ne pas songer à ce qui se passerait si des élections anticipées étaient provoquées par un conflit avec le président de la République. Et ce dernier, de son côté, doit imposer son style et sa politique sans provoquer une crise à un moment défavorable. Peut-être, d'ailleurs, s'agit-il pour l'instant de conversations plutôt que d'intrigues.

Dès maintenant, M. Giscard d'Estaing, sans violer de tabous, ni rien sacrifier, a "normalisé" la manière de la diplomatie française en substituant un

professionnel nourri au quai d'Orsay, à l'ancien conseiller de Georges Pompidou. Le fonctionnement des institutions, autre tabou, est plus menacé par les élucubrations des sauveurs et les discordes de la majorité que par le président de la République ou le ministre de l'Intérieur. Les mesures économiques et sociales offrent matière à controverse, non à combat. Dans l'immédiat, les manoeuvres des partis ne sont que "les plans de plans possibles", pour paraphraser les déclarations de M. Jobert.

Au delà, chacun connaît les questions et personne ne connaît encore la réponse: le centre réunifié, les Républicains indépendants et la cinquantaine de députés U.D.R. qui n'ont pas soutenu M. Chaban-Delmas peuvent-ils constituer ensemble un parti ou une coalition qui, appuyé sur le président de la République et l'appuyant, deviendrait à son tour la majorité de la majorité? Au-delà, l'imagination garde libre cours: les orthodoxes du gaullisme ne vont-ils pas, demain, comme jadis au temps lointain de l'armée européenne, sauver l'indépendance nationale en alliance non écrite avec les communistes? Qui, de l'ancienne ou de la nouvelle majorité, reprendra le dialogue avec les socialistes? Ne laissons pas courir la folle du logis. La gauche demeure solidement unie et M. Mitterrand regarde à son tour avec amusement les embarras de la majorité présidentielle. Tant que le mode de scrutin restera ce qu'il est - et rien n'annonce qu'il doive changer - l'U.D.R. devra participer sans régner et le président de la République régner sans la provoquer.

Les soixante jours

Le Figaro
19 juillet 1974

M. Giscard d'Estaing a été élu pour sept ans, même s'il convainc les deux assemblées de réduire à cinq ans, pour ses successeurs, le mandat présidentiel. (Hypothèse, aujourd'hui, improbable, qui supposerait sans doute des "changements" considérables aux élections législatives prévues pour 1978.) Chacun doit souhaiter qu'un président de la République française élu au suffrage universel direct parvienne, enfin, dans des conditions normales, jusqu'au bout de son mandat. Ni le général de Gaulle, élu en 1965, ni Georges Pompidou, élu en 1969, n'y réussirent, sans même évoquer le fâcheux précédent de Louis-Napoléon. Tout désigne M. Giscard d'Estaing pour cette "première"; son âge devrait lui permettre de tenir la distance.

On ne juge pas un coureur de fond sur ses cent premiers mètres, on ne juge pas un septennat sur ses soixante ou cent premiers jours. Aux États-Unis, la stature d'un président se mesure, depuis trente ans, aux quelques décisions qu'il prend à l'occasion de crises historiques. Harry Truman reste l'homme de l'aide à la Grèce et à la Turquie, du plan Marshall et de l'intervention en Corée. Les mille jours de John Kennedy s'insèrent entre le débarquement des émigrés cubains dans la baie des Cochons et la crise des fusées à Cuba, succès qui fraya la voie au premier accord russo-américain de maîtrise des armements en juillet 1963.

Un président de la République française, dans le monde actuel, garde une chance de s'affirmer sans se révéler l'homme des tempêtes, sans connaître l'équivalent des barricades d'Alger, des généraux rebelles ou des événements "insaisissables" de mai 1968. Si l'on peut souhaiter que M. Giscard d'Estaing n'ait pas à faire ses preuves dans une conjoncture où le détenteur du pouvoir, seul, solitaire, décide du sort de la République, nul ne saurait garantir que, de 1974 à 1981, il n'affrontera pas de troubles plus graves qu'un déficit des paiements extérieurs ou la colère des paysans. Et ces troubles, déjà, n'épargnent pas entièrement ce que l'on appelait jadis l'ordre public. Il ne s'agira donc, dans cet article et les suivants, que de remarques provisoires et non d'un bilan qui serait prématuré au point de friser le ridicule.

M. Giscard d'Estaing doit son élection plus à ce qu'il est qu'à ce qu'il a dit. Jamais n'apparut aussi clairement le contraste entre la gauche idéologique et la droite gestionnaire. En 1969, Georges Pompidou avait promis l'ouverture et une

fraction de centristes avait rejoint la majorité. M. Giscard d'Estaing a promis le changement et l'autre fraction des centristes participe désormais au gouvernement. Bien plus, les derniers centristes à se rallier - comme les pécheurs repentis - ont été accueillis avec une particulière générosité. Il serait injuste, cependant, de ramener le changement non pas seulement promis mais accompli, à l'élargissement de la majorité. Le président s'est donné un style, il a soigné son image (qu'on me pardonne ces expressions politico-publicitaires à la mode). Jeunesse, "décontraction", libéralisme, ces trois mots désignent, me semble-t-il, approximativement, les rubriques sous lesquelles se distribuent d'elles-mêmes la plupart des mesures prises.

En abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité politique et civile, le plus jeune des présidents de la République s'est tourné pour ainsi dire vers les jeunes. Il a suivi l'exemple de plusieurs pays d'Europe occidentale, il a suivi aussi l'opinion publique, au moins telle que celle-ci s'exprime à travers les organes de presse. Je crois la réforme juste et, plus encore, inévitable. L'expérience nous apprendra peut-être à concilier deux phénomènes, l'un et l'autre caractéristiques de nos sociétés et apparemment contradictoires: les jeunes sont et doivent être, nous dit-on, pleinement responsables d'eux-mêmes, dès dix-huit ans, alors que garçons et filles de dix-neuf et vingt ans peuplent en grand nombre les classes terminales des lycées. Maturité précoce et scolarité prolongée font-ils un bon ménage ou un mélange détonant?

Le président de la République et son fidèle lieutenant, conseiller du Prince en tous les sens de ce terme, se veulent d'abord et avant tout des libéraux, au sens social en même temps que politique.

Le remboursement de la "pilule" par la Sécurité sociale prend valeur de symbole. M. Giscard d'Estaing s'est engagé à ne pas poursuivre les journalistes coupables d'injures envers le président de la République, le ministre de l'Intérieur à ne pas saisir ou interdire des journaux (et, à la première occasion, il a désavoué un fonctionnaire trop zélé). L'obsession des gauchistes, héritage de mai 1968, se dissiperait enfin. Puisque l'opposition socialiste-communiste joue la partie conformément aux règles légales, le régime n'est pas menacé - à moins d'événements imprévisibles mais non impossibles.

Vient enfin ce que, faute d'un meilleur terme, j'appellerai "décontraction", terme de la jeunesse et des sports. Marche à pied, refus de la jaquette, défilé à la Bastille, réunion sans apprêts sur les gazons de Bagatelle ou de l'Élysée, etc. Fini le faste louis-quatorzien ou napoléonien. Le Président veut rester un Français

semblable aux autres. Ainsi Alexis de Tocqueville expliquait, au siècle dernier, qu'aux yeux des Américains, leur président ne diffère pas essentiellement des simples citoyens: lui aussi a son *job*. Spontanéité ou calcul? La part de la spontanéité me semble plus grande que les commentateurs, sceptiques par profession, n'inclinent à le croire.

J'en vois la confirmation dans les caractères mêmes de la campagne présidentielle - plusieurs fois campagne d'amateur, comparée à celle de M. Mitterrand. Je connais un professeur américain de science politique qui, au lendemain de la victoire de M. Giscard d'Estaing, proclamait indispensable la révision de tous les livres qui prétendent enseigner l'art de se faire élire président de la République au suffrage universel. M. Giscard d'Estaing avait ignoré ou violé les règles de cet art et pourtant il avait gagné, poussant même la naïveté jusqu'à s'étonner de n'avoir pas recueilli 53% des suffrages, alors que nombre de ses amis tendaient plutôt à s'émerveiller qu'il eût dépassé 50%.

Je crois d'autant plus à la spontanéité de cette décontraction qu'elle glisse parfois jusqu'à la légèreté. Il me reste aujourd'hui encore incompréhensible que le Président ait confié un portefeuille à M. Jean-Jacques Servan-Schreiber sans se mettre d'accord avec lui sur l'attitude que le ministre des Réformes adopterait au sujet des expériences nucléaires ou du *Concorde*. En l'affaire, le plus coupable n'était pas le député de Nancy, dont personne n'ignore les convictions, les qualités et les défauts. Que le président de la République ait agi par goût de la provocation, par coquetterie intellectuelle ou par distraction, peu importe. Espérons que l'expérience entreprise avec Mme Françoise Giroud, qui "écrira de temps en temps dans *l'Express*", se terminera mieux et notons enfin que le choix de certains ministres ou demi-ministres appellerait des commentaires aussi peu indulgents.

M. Viansson-Ponté trouvera peut-être là une nouvelle occasion d'opposer ce que j'ai écrit avant le 19 mai et ce que j'écris depuis lors. Qu'il ne perde pas son temps à cet exercice, très au-dessous de son talent. Si l'on votait demain, je ferais avec la même résolution le même pari qu'hier. Mais le président de la République, comblé de tous les dons par la nature et par la fortune, ne manque certes pas aujourd'hui d'admirateurs et de flatteurs. Ses adversaires ne lui ménageront pas les critiques, mais dans des intentions inévitablement suspectes. Il faut donc que quelques-uns de ses partisans, quitte à lui déplaire, se portent volontaires pour la fonction critique. Je me range parmi eux.

Les soixante jours. Le présidentialisme

Le Figaro
20 juillet 1974

Le premier ministre, dans une interview, a désigné par ce terme, pour le moins équivoque, la conception du président de la République. À en juger d'après la courte expérience de ces deux derniers mois⁽¹⁾, la pratique constitutionnelle de M. Giscard d'Estaing ne diffère pas substantiellement de celle de ses deux prédécesseurs. Elle semble aller plus loin encore dans le même sens, à savoir la concentration de l'autorité de l'État dans les mains d'un seul homme. La Ve République demeure plus que jamais consulaire, à moins que l'on préfère dire que nous vivons sous une monarchie élective où le roi gouverne en même temps qu'il règne.

M. Giscard d'Estaing remplace à l'Élysée M. Georges Pompidou; et la Cité fleurie est sauvée, la voie express rive gauche condamnée. Que l'opinion se félicite, en grande majorité, de ces décisions; que je préfère, personnellement, la préservation des sites historiques à l'adaptation de la capitale à l'automobile, certes. Comment ne pas se méfier de mesures arbitraires que l'on approuve en songeant à celles que l'on pourrait détester?

La composition de l'équipe ministérielle s'explique par trois considérations: des amis du président ou des fonctionnaires occupent les postes les plus importants (Intérieur, Finances, Affaires étrangères); M. Chirac a pour fonction de rallier progressivement le groupe U.D.R., auquel il appartient et dont il représente non les anciens dirigeants mais une large fraction; enfin les groupes qui n'appartenaient pas à la majorité d'hier obtiennent une récompense légitime. À cet égard, l'équipe ministérielle laisse apparaître le double caractère de la Constitution, qui combine le pouvoir suprême du président de la République avec la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale. Il suffit de comparer les implications du pouvoir présidentiel avec celles du parlementarisme pour reconnaître qu'à cet égard la continuité l'emporte sur le changement. Continuité qui répond à la doctrine de l'U.D.R. sinon à l'humeur actuelle de quelques-uns de ses membres.

Les réformes constitutionnelles proposées par le président ne devraient pas déclencher de grandes batailles bien que chacune d'elles pose des problèmes juridiques et peut-être même politiques. Après tout, pourquoi les ex-ministres devraient-ils retrouver leur siège si l'on entend séparer radicalement les fonctions

gouvernementales et les fonctions législatives? Il serait plus simple et probablement plus honnête de supprimer le système des suppléants, puisque aussi bien les ministres en exercice ne se désintéressent ni de leur circonscription ni de leur mairie. Chacun veut réduire le nombre des candidats fantaisistes, mais comment les définir?

L'extension de la saisine du Conseil constitutionnel sera saluée par tous les libéraux. Au risque de dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas, il me faut pourtant ajouter une remarque. Il est bon de donner au Conseil constitutionnel le droit de se saisir lui-même d'un projet de loi qui lui paraît contraire à la Constitution ou dangereux pour les libertés publiques. Il est excellent que l'opposition, ou une partie de l'opposition, ait un droit de recours. Mais il ne suffit pas d'un texte pour donner à une cour de justice un prestige comparable à celui de la cour suprême des États-Unis. Tant que cette cour offrira un "point de chute" à des fonctionnaires fidèles, à des ambassadeurs à la retraite ou à des hommes politiques en fin de carrière, tant que les membres n'en seront désignés ni pour leur compétence juridique ni pour leur autorité morale en dehors des partis, quelque chose d'essentiel manquera. Disons, pour être optimiste, que l'élargissement des fonctions, auquel on applaudit, devrait entraîner un autre style de recrutement.

La constance du présidentielisme me paraît désormais acquise, d'autant plus que les dix-huit derniers mois de la présidence de Georges Pompidou en ont révélé certains dangers. Atteint par la maladie, le président demeure seul juge de sa décision et "l'entourage", fort de la faiblesse du prince, risque d'exercer une influence, sinon un pouvoir, en marge ou au-dessus des représentants élus de la nation. En cas de décès, le système du président par intérim crée, en fait, un vide, un interrègne de plusieurs semaines. Je sais que nul, pour l'instant, ne saurait toucher à ces règles, sacralisées en tant que partie intégrante de l'héritage du général de Gaulle.

L'expérience de M. Giscard d'Estaing n'en comporte pas moins certains traits originaux. Chef de la minorité de la majorité parlementaire, le président de la République se heurtera-t-il à une résistance qu'il devra vaincre par l'usage du vote bloqué? Favorable, en théorie, à une meilleure coopération entre le gouvernement et l'Assemblée, les dissensions d'une majorité qui s'étend de Mme Giroud jusqu'à MM. Michel Debré et Couve de Murville le forceront-elles à la pratique de ses prédécesseurs, peut-être plus accentuée encore? Constatons, sans commentaire, qu'au bout de deux mois, le secrétaire général de l'U.D.R. a passé

de la vigilance à l'attention. L'Élysée n'a rien perdu de sa puissance d'attraction.

Laissons M. Michel Jobert entreprendre sa longue marche, sur les traces de M. Christian Fouchet. Le problème majeur de la Ve République subsiste, en marge des aventures personnelles et des délires de grandeur. M. Giscard d'Estaing avait, en termes prudents, fait allusion à une réforme du mode de scrutin. Il n'en sera plus question. M. Chirac a même proclamé qu'une telle réforme entraînerait sa démission. L'opposition - communistes, socialistes, radicaux de gauche - se trouve confortée par sa défaite, alors que, dans la majorité, des militants et même des élus se souviennent de leur vocation révolutionnaire et envisagent de changer de camp. Les électeurs prévoient, en majorité, que "la prochaine fois", la gauche l'emportera.

Les sondages portant sur les prévisions des personnes interrogées quatre ans avant la date prévue pour les élections ne présentent guère de signification.

M. Giscard d'Estaing s'efforce, à juste titre, de gouverner à gauche de sa majorité et il dispose encore de plusieurs années pour apaiser ses électeurs (paysans) et rallier certains électeurs de M. Mitterrand, voire engager le dialogue avec lui. Encore devrait-il engager son ministre du Travail à ne pas compromettre sa réputation de sérieux et à se renseigner auprès de M. Rocard sur les difficultés de l'autogestion.

La classe politique aurait tort de satisfaire aux dépens des entreprises, comme elle l'a fait aux dépens des universités, sa nostalgie du régime d'assemblée.

[\(1\)](#) Voir "Le Figaro" du 19 juillet.

Les silences du président

Le Figaro

12 septembre 1974

Le candidat Giscard d'Estaing avait décidé que sa campagne serait exemplaire, ce qui voulait dire que lui-même n'attaquerait personne, ni son rival de la majorité ni le représentant de la gauche unie. Il avait décidé aussi, mais sans le dire tout haut, qu'il ne présenterait aucun programme, qu'il ne traiterait ni de l'inflation ni de la menace d'une crise mondiale. Il gagna son pari et l'on ne saura jamais si, par une autre campagne, il aurait obtenu les 3% de voix supplémentaires, sur lesquels il comptait jusqu'au dernier jour, ou si, tout au contraire, ses silences lui assurèrent la courte majorité qui lui promet sept années à l'Élysée.

Sur un autre point, en revanche, point de doute: ce n'est ni le républicain indépendant ni encore moins le ministre des Finances de Georges Pompidou que choisirent les Français mais Giscard. Les pessimistes suggèrent qu'en dernière analyse il doit son succès à la télévision: il "passe" mieux le petit écran que M. Chaban-Delmas, desservi par sa voix, ou même que M. Mitterrand, moins dialecticien que lui. À supposer qu'il en aille ainsi, pourquoi s'indigner? La télévision ne ment pas plus que la radio, plutôt moins, et elle ment beaucoup moins que les réunions publiques ou les tracts. Les électeurs d'aujourd'hui connaissent moins mal celui qu'ils appellent à la magistrature suprême qu'en d'autres temps.

Ils connaissent même mieux Giscard que ces électeurs de gauche et des beaux quartiers qui ont voté pour M. Mitterrand et qui affichent aujourd'hui un étonnement qui prête à sourire, quelquefois une admiration qui prête à rire. Le talent et l'intelligence que le Français moyen prêtait sans hésiter au jeune ministre des Finances, il a donc fallu le droit de vote à dix-huit ans ou la visite aux prisons pour que les sceptiques les découvrent enfin? Ou bien croyaient-ils réellement que les hommes dits de droite ont un portefeuille à la place du cœur et que les hommes dits de gauche souffrent à chaque instant de la misère du monde?

L'élu de la nation, comme l'oint du Seigneur, marque de son sceau le règne qui commence. Il ne lui faut ni cent ni cinq cents jours: quelques semaines suffisent. Il n'en va pas autrement aux États-Unis où chaque président continue la tradition et veut se distinguer de son prédécesseur. Outre-Atlantique, la durée du régime

permet au nouveau président de chercher un modèle dans le passé. En France, des trois présidents élus au suffrage universel, le premier (Louis-Napoléon) demeure maudit, le deuxième (Charles de Gaulle) défie les imitateurs, le troisième ne réussit pas à se donner un style.

Tard venu à la politique, longtemps associé au général de Gaulle sans posséder pour autant un tempérament de gaulliste de souche. Georges Pompidou fut bientôt paralysé par la maladie et découragé par les échecs.

Au reste, fils d'instituteur, il aurait hésité à prendre avec le protocole, avec les pompes de la République, les libertés que se permet un homme accoutumé dès le plus jeune âge aux châteaux où se mêlent les fils de la bourgeoisie et les arrière-neveux de la vieille aristocratie. La désinvolture, la coquetterie de la simplicité, voire l'authentique simplicité, peut-être les privilégiés de la naissance en possèdent-ils seuls le privilège. L'élection de Giscard d'Estaing m'apparaît, à cet égard, comme un des signes les moins douteux d'un changement qui n'a pas attendu l'arrivée au pouvoir de l'idéologie du changement. Je ne crois pas que la France de la IIIe République aurait offert les mêmes chances à un homme du grand monde ou aurait toléré son ascension; la classe politique, marquée par le radicalisme, l'aurait tenu en suspicion et l'appel au peuple passait pour plébiscitaire.

Une anecdote me revient à la mémoire. Il y a plus de dix ans, le ministre des Finances envoya au *Figaro* une chronique sur des rêves d'enfant à propos d'un spectacle de cirque (il y avait conduit son fils). Pierre Brisson refusa de la publier par souci de la majesté de l'État. Des réflexions frivoles sous la signature d'un ministre! Ce dernier répondit qu'il se faisait une tout autre idée des droits, sinon des devoirs, des ministres. Pierre Brisson me montra l'échange de correspondance et je le surpris en ne souscrivant pas à son opinion.

Le chant du départ, le veston, le dîner dans un restaurant des Halles, d'une part, le remboursement de la pilule, la réforme de la législation du divorce, d'autre part, tout cela, désormais, est acquis. Le "changement" du style deviendra important s'il imprègne l'appareil de l'État dans son ensemble et ne se limite pas au mode de vie d'une personne qui se veut privée en même temps que publique. Le deuxième volet du changement comporte la révision de certaines lois en vue de les adapter aux mœurs et aux idées dominantes de notre temps.

Sur ce dernier point l'opinion ne sera pas unanime. Les réformes s'inspirent de ce que l'on peut appeler une conception libérale de la société, mais parmi les électeurs de la majorité figurent des catholiques, fidèles à la tradition. Au reste,

en ce qui concerne la contraception et, plus spécialement, l'avortement, la ligne de séparation entre les deux blocs ne coïncide pas avec celle du scrutin de mai.

Entre le candidat et le président, l'emploi infatigable du mot "changement" marque la continuité. Tout au plus, une seule fois, dans la dernière allocution, le mot magique a-t-il cédé la place au bon vieux mot de "progrès". Mais une autre continuité, moins sympathique, s'affirme en même temps. Le président ne confie pas plus aux Français ses inquiétudes que le candidat.

Tel me paraît, en effet, le trait le plus paradoxal de la conjoncture. Le premier président de la République française qui, le jour de son élection, se soit adressé en anglais aux téléspectateurs de langue anglaise, parle depuis trois mois à la nation comme si nous vivions en période tranquille, comme si l'expansion pouvait se poursuivre régulièrement, comme si l'amélioration de la qualité de la vie, au niveau actuellement atteint par l'économie française, devenait le souci prioritaire. Parfois le contraste entre les propos et la réalité touche au comique (involontaire): société plus juste avec un taux d'inflation de 15% par an? Imposer les plus-values en capital alors que la rémunération de l'épargne est inférieure de moitié à l'érosion monétaire et que les cours des valeurs s'effondrent sur toutes les places financières?

Le président partage avec son ministre des Finances une confiance en lui et en l'avenir que les uns baptisent sérénité et les autres inconscience. Je souhaite de tout mon cœur que les événements de demain et d'après-demain justifient la sérénité d'aujourd'hui.

Par-delà le bruit et la fureur

Le Figaro
12 novembre 1974

Tout a déjà été dit sur la lettre du général Stehlin et je ne participerai pas au tumulte. Il reste à souhaiter que l'affaire soit ramenée à ses exactes proportions. Si la presse, la radio, la télévision, le Parlement continuent à retentir, jour après jour, du bruit et de la fureur, nos amis du dehors finiront par se demander pourquoi l'aberration d'un seul homme suffit à ébranler l'équilibre nerveux d'une classe politique.

D'abord et avant tout, de quoi s'agit-il? D'une confusion illégitime entre un problème, industriel ou commercial, et la politique de défense. Pour vendre leurs avions, les constructeurs américains emploient des procédés qui n'ont rien à envier à ceux de la firme Marcel Dassault. Tant que les gouvernements de l'Alliance atlantique ne voudront pas, ou ne pourront pas, «moraliser» la compétition des marchands de canons, citoyens et députés doivent prendre acte du fait et en tirer les conséquences.

Je doute que l'opinion du général Stehlin influe sensiblement sur la décision des ministres à La Haye ou à Bruxelles; en revanche, elle crée l'apparence d'une opposition radicale, en profondeur, entre les divers groupes de la majorité présidentielle. Je dis bien: *apparence*. En dépit d'idéologies ou d'émotions tout autres, d'un côté et de l'autre de cette majorité, la querelle des pro et anti-atlantiques a perdu pour l'instant toute substance, tout objet. Qu'il s'agisse des rapports de la France avec l'Alliance atlantique ou de la politique de défense, les décisions prises par le général de Gaulle, maintenues par Georges Pompidou, sont désormais irréversibles.

La France demeure à l'intérieur de l'Alliance atlantique, à l'intérieur même de l'O.T.A.N., ou Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Elle a quitté le commandement intégré de l'O.T.A.N. et elle n'y rentrera pas. Ce retrait a pris une valeur de symbole, hors de proportion avec ses effets, positifs ou négatifs. Il n'exclut pas en théorie, il n'empêche pas en pratique une collaboration discrète avec nos partenaires.

Personne ne propose de modifier le *statu quo*. Le général de Gaulle a toujours pensé que l'Alliance atlantique constituait le meilleur fondement de nos «relations privilégiées» avec l'Union soviétique. En ce sens, lui aussi était un atlantique, même s'il jugeait bon, dans l'intérêt ou pour le prestige de la France,

de s'opposer de temps à autre, en un geste ostentatoire, à la diplomatie des États-Unis.

Depuis son élection à la présidence de la République, M. Giscard d'Estaing a étudié les problèmes de défense qu'il ne pouvait pas ignorer en tant que ministre des Finances. Il a conclu, comme il était prévisible, à l'impossibilité de changements substantiels. On peut justifier de diverses manières la force stratégique de dissuasion, On peut croire ou ne pas croire au pouvoir égalisateur de l'atome. On peut décréter ou nier la «sanctuarisation» du territoire national. Aucun gouvernement se réclamant de l'actuelle majorité n'abandonnera la force stratégique de dissuasion ou n'en ralentira le développement. Je ne crois même pas que M. Mitterrand ou un élu de l'opposition adopterait une politique différente.

Quant aux autres problèmes, service militaire obligatoire ou armée de métier, importance des forces d'intervention et des armes classiques, ils sont à la fois plus actuels et moins chargés de poudre politique. Il n'existe pas de majorité à l'Assemblée nationale pour mettre fin à la conscription. De plus, l'armée de métier coûterait plus cher. M. Giscard d'Estaing souhaiterait renforcer les grandes unités susceptibles d'agir au dehors ou de participer à la défense de l'Europe afin de mettre en accord une diplomatie, orientée vers la coopération avec les Neuf, et une doctrine militaire, qui semble exclusivement soucieuse du territoire national. Dans cette direction, il ne se heurtera pas à l'orthodoxie de l'U.D.R., mais à des obstacles budgétaires.

Dans le contexte actuel, alors que tant de périls nous assaillent, alors qu'un début de récession ébranle une société affaiblie, il faut être proprement aliéné (au sens clinique du terme) pour ouvrir un débat qui divise fictivement la majorité et qui restreint la liberté d'initiative du chef de l'État. Celui-ci n'a jamais eu l'intention de modifier les grandes lignes d'une diplomatie française, déterminée tout à la fois par la conjoncture mondiale et les convictions du parti majoritaire.

Il voulait et il veut encore ne pas donner à cette diplomatie un style gratuitement agressif à l'égard des États-Unis ou exagérément obséquieux à l'égard de nos fournisseurs de pétrole.

Une fois la tempête apaisée, à condition que les extrémistes des deux bords veuillent bien se taire ou passer à l'opposition, M. Giscard d'Estaing pourra peu à peu adapter la politique de défense à ses objectifs européens. Bien que les États soient devenus les plus grands marchands de canons de l'histoire, le marché du siècle affecte moins les intérêts vitaux de la France que la deuxième crise

économique du siècle.

Divine surprise

Le Figaro
19 novembre 1974

L'élection présidentielle a secoué les deux coalitions que l'on baptise majorité et opposition. Ici et là, pour une raison apparemment identique: la modification du rapport de forces entre les partis à l'intérieur de chacune d'elles. Le président de la République vient des républicains indépendants, partenaire des gaullistes depuis les débuts de la Ve République mais partenaire mineur, d'autant plus irritant qu'il veut se situer à gauche de l'U.D.R. et que celle-ci le juge conservateur, voire réactionnaire (M. Chaban-Delmas, dans une de ses campagnes, usa et abusa de l'argument).

De l'autre côté, le mot d'ordre "rééquilibrer la gauche", lancé par M. Mitterrand, fut accepté, sans indignation visible, par les dirigeants du parti communiste. Puisque celui-ci continue de faire peur à un nombre respectable de Français, il faut bien que le parti socialiste acquière une force suffisante pour occuper le devant de la scène. Quand Georges Pompidou fut élu à la présidence de la République, le candidat socialiste, M. Defferre, fit un score qu'il serait cruel de rappeler. Cinq ans après, le parti qui prend la suite de la S.F.I.O. de Léon Blum et rassemble tous les groupes ou groupuscules qui se réclament du socialisme sans adhérer au marxisme-léninisme, présente une façade respectable d'unité et il recueillerait probablement plus de suffrages que le parti communiste lui-même.

Il est donc tentant, au premier abord, d'expliquer les philippiques de M. Marchais par une double déconvenue: M. Mitterrand n'a pas été élu et le parti communiste semble refoulé au deuxième rang. Il partage le sort de l'U.D.R. sans même la compensation de participer au pouvoir et à ses privilèges. L'alliance gaullo-communiste, qui dominait la politique française depuis quinze ans, comparable au "condominium russo-américain" à l'échelle planétaire, est brisée. Faut-il croire qu'à l'horizon M. Marchais discerne le risque d'un dialogue Mitterrand-Giscard d'Estaing qui échapperait au contrôle du parti communiste?

À partir de là, chacun y va de son hypothèse. M. Marchais se heurte-t-il à une opposition à l'intérieur du bureau politique? Les militants de base qui apportent sans réserve leur concours à un candidat socialiste s'irritent-ils de n'être pas toujours payés de retour? Certains d'entre eux, fidèles à la mission révolutionnaire du prolétariat, éprouvent-ils avec amertume le sentiment d'être

débordés par des gauchistes, sinon par la gauche du parti socialiste? La crise actuelle des rapports entre M. Marchais et M. Mitterrand ne constituerait qu'un aspect de la reprise en main des militants par un état-major divisé et inquiet. Les communistes ont toujours su négocier les virages, jamais avec discrétion.

Les socialistes, tous ceux qui conjuguent l'attachement à l'union de la gauche avec l'absence d'illusion sur le communisme "provisoirement éternel", se cramponnent à cette interprétation dite rassurante - qui ne me paraît pas la plus probable.

Certes, les prochaines élections n'auront lieu que dans trois ans et demi. Le président de la République et l'U.D.R. savent tous deux qu'ils auraient les meilleures chances de perdre des élections anticipées à moins que surgisse une conjoncture du type 1968. Ce délai nécessaire contraint M. Giscard d'Estaing et M. Michel Debré à la coexistence pacifique et permet la guerre froide entre communiste et socialistes. Quand M. Marchais reproche aux socialistes d'oublier le programme commun, charte de la gauche, il leur cherche une mauvaise querelle. Ni la majorité ni l'opposition ne sont unies mais la ligne qui les sépare est pour l'instant infranchissable.

Pourquoi donc la polémique? Pourquoi répondre du Portugal à quelque propos innocent du premier secrétaire du parti socialiste? Tournons nos regards vers le dehors. Essayons de voir le monde tel qu'il apparaît aux membres du praesidium. Depuis 1948, pendant un quart de siècle, l'économie capitaliste a connu un âge d'or ou un dernier regain. Jamais elle n'avait progressé aussi vite pendant une période aussi longue. En désespoir de cause, les marxistes-léninistes avaient renoncé à la comparaison des taux de croissance - comparaison par laquelle ils s'efforçaient de répandre la terreur, à la fin des années 40. Ils avaient peut-être même oublié la fameuse crise du capitalisme, résultat inévitable des contradictions du régime. Soudain, à la fin de 1973, "divine surprise", la crise est là. L'inflation moyenne, dans les pays d'Occident, se situe autour de 15%. Le quadruplement du prix du pétrole accule d'un coup les pays riches au choix entre la banqueroute (ils ne peuvent pas payer le pétrole) et l'arrêt des machines (ils manquent d'énergie).

Bien plus, face à la crise de l'inflation et de l'énergie, les dirigeants de l'Occident se conduisent exactement comme l'annonçait le marxisme-léninisme, exactement comme ils s'étaient conduits pendant les années 30. Chaque pays s'efforce d'assumer seul son ravitaillement en hydrocarbures ou d'équilibrer sa balance des paiements alors que l'excédent (une cinquantaine de milliards de

dollars) des pays producteurs implique le déficit des pays consommateurs, quelle que soit la répartition de ce déficit. En même temps, les États-Unis, le seul État capitaliste que les hommes du Kremlin prennent tout à fait au sérieux, se trouvent paralysés par la crise du Watergate. À Richard Nixon succède Gerald Ford qui ne possède aucun des défauts mais pas davantage, malheureusement, une seule des qualités de son prédécesseur. Le régime Salazar s'effondre et le secrétaire général du parti communiste portugais revient de Prague au milieu des applaudissements de tous les démocrates. Les Soviétiques ont appuyé M. Yasser Arafat pour empêcher un accord entre Israël, la Jordanie et l'Égypte: les Européens suivent le pas et spontanément, par lâcheté ou par aveuglement, semblent s'efforcer, eux aussi, de rendre inévitable une cinquième bataille israélo-arabe.

Face à la crise qui secoue le monde occidental, divisé et paralysé, les velléités offensives des partis communistes ne surprennent guère que les professeurs de science politique, du moins ceux qui enseignent que M. Brejnev ou M. Marchais ont cessé d'être marxistes-léninistes. À cet égard, M. Poniowski, en dépit des erreurs de vocabulaire, se trompe moins que les "savants". Soyons justes: je ne pense pas que M. Mitterrand se trompe sur M. Marchais mais il a besoin, pour s'allier avec lui, de la détente entre les Grands et de la prospérité française. Il ne dépend pas de lui de maintenir ces conditions.

La crise des blocs ou la fausse symétrie

Le Figaro
6 février 1975

La simultanéité des deux congrès du Parti socialiste et des Républicains indépendants facilite la tâche des observateurs et fournit, en apparence, les réponses en même temps que les questions. Au dialogue acide entre communistes et socialistes répond "l'émulation" entre le parti du président et l'U.D.R., tous deux membres de la majorité présidentielle. Du coup, trois formations sinon quatre prétendent au titre de premier parti de France - titre que mériterait aujourd'hui, à en croire les sondages, le parti de M. Mitterrand.

L'origine de ces conflits n'est pas la même d'un côté ou de l'autre. Giscard d'Estaing appartenait à la minorité de la majorité. Il souhaite peut-être, afin d'élargir sa liberté d'action, que ceux qui se réclament directement de lui deviennent, en 1978, la majorité de la majorité. François Mitterrand voulait "rééquilibrer" la gauche, il y a trois ans. Faut-il penser qu'il a trop bien réussi et que désormais, dans la balance électorale, son parti pèse plus lourd que celui de M. Marchais?

L'agitation partisane peut surprendre, plus de trois années avant la prochaine consultation électorale. Elle s'explique, à l'intérieur de la majorité, par l'ambiguïté des relations entre le président et les gaullistes comme par la compétition coopérative entre M. Chirac et M. Poniatowski. Secrétaire général de l'U.D.R., le premier invitait pour ainsi dire le deuxième à prendre, lui aussi, la tête d'un parti (si l'on peut déjà donner ce nom aux Républicains indépendants). À quoi tend cette escrime des barons du giscardisme? À créer un deuxième grand parti de la majorité? À préparer les compétitions du premier tour de 1978? À remplir le temps vide entre deux élections?

En tout cas, un fait ne prête pas au doute: ces joutes n'annoncent pas le retour "aux délices et aux poisons" du régime des partis. Tout au contraire, c'est le tournant de la tactique communiste qui conforte le pouvoir du président et de la majorité et qui permet aux hommes politiques ces distractions innocentes.

Il en va tout autrement à gauche, dans l'opposition. On peut plaider qu'au moment des élections socialistes et communistes se retrouveront au coude à coude. On peut interpréter la polémique communiste comme une réaction normale d'un parti victime, sur le plan électoral, de l'alliance conclue avec son plus proche rival. On peut imaginer que le bureau politique a redouté un

glissement vers le réformisme et a éprouvé le besoin d'une reprise en main de ses militants et de ses troupes.

En dehors des interprétations et des imaginations, il reste qu'élu à une courte majorité, après une campagne dans laquelle le parti communiste s'était engagé résolument, le président de la République bénéficie soudain d'une tranquillité sur laquelle il n'osait probablement pas compter et que François Mitterrand n'espérait pas dans l'éventualité de la victoire. L'élection de Giscard, à en croire les propos du mois de mai 1974, devait souffler la tempête, elle a ramené le calme autant qu'un pays, en phase de refroidissement économique, peut connaître le calme. Que l'unité de la gauche se reforme en 1978, soit, mais après des années de querelle, retrouvera-t-elle la foi en elle-même? Apparaîtra-t-elle de nouveau "crédible", en tant que majorité de gouvernement, aux yeux des Français?

Que la nouvelle tactique des communistes prenne son sens à l'intérieur de l'hexagone ou dans un cadre plus large, elle ne changera pas à court terme. L'attitude de François Mitterrand, la vivacité de ses répliques démontrent, s'il en était besoin, qu'il ne se fait aucune illusion.

Il agit en fonction de la certitude que rien ne peut dissiper les soupçons du parti communiste quand celui-ci est résolu à suspecter les socialistes. Résigné aux attaques communistes qui accroissent son propre potentiel électoral, François Mitterrand se donne les moyens de traverser le désert sans que son parti subisse des pertes, graves.

L'exclusion de la tendance de gauche, dirigée par M. Chevènement, du secrétariat du parti marque la rupture entre François Mitterrand et une des fractions auxquelles il doit son accession au premier rang. Elle donnera un argument de plus aux communistes qui dénoncent le glissement à droite du P.S. Probablement l'activité du groupe de M. Chevènement à l'intérieur du parti, les efforts de noyautage ou les conquêtes de positions obligeaient-ils François Mitterrand à renoncer à la synthèse et au compromis. Les attaques du parti communiste l'incitaient à la même décision. Encore une fois, il sait qu'il ne peut pas désarmer ses alliés par un extrémisme verbal dès lors que le parti communiste est résolu à prendre ses distances. Secrétaire général de son parti, il se situe nécessairement au centre de celui-ci. Attaqué par ses alliés de gauche, il ne peut ni ne doit faire trop de concessions à sa propre aile gauche.

Le parti communiste vise aujourd'hui à rejeter le parti socialiste à droite alors que, par l'union de la gauche, il l'entraînait avec lui vers de vastes entreprises.

Dur et pur, il veut de nouveau occuper seul le terrain de la révolution. Gaullistes et giscardiens sont condamnés à gouverner ensemble et leur émulation ne soulève que de légers remous dans le bassin du Luxembourg. Socialistes et communistes semblent condamnés à ne jamais gouverner ensemble comme si continuait de les hanter le mot fameux: "Quand les Bolcheviks sont au pouvoir, la place des mencheviks est en prison."

Gestes symboliques ou actes manqués

Le Figaro
25 février 1975

En 1935, le président du Conseil des ministres (il s'appelait à l'époque Pierre Laval) revenait de Moscou avec un communiqué, signé par Joseph Staline, qui frappa de stupeur l'opinion et les communistes eux-mêmes: le chef suprême du mouvement marxiste-léniniste reconnaissait et approuvait les efforts de la France pour assurer sa défense et sa sécurité.

Au cours des quarante dernières années - mise à part peut-être la parenthèse 1939-1941 du pacte germano-soviétique - le parti communiste français avait renoncé à l'antimilitarisme vulgaire; même durant les années de la guerre d'Algérie il prit rarement l'initiative d'inciter les jeunes du contingent à la désobéissance. Les incidents de Nancy, si les informations données par la presse sont exactes (le parti communiste aurait organisé un défilé de soldats dans les rues de la ville), confirmeraient un changement de tactique, observé depuis plusieurs mois, ils marqueraient même une étape du retour aux sources, c'est-à-dire au parti révolutionnaire, pur et dur, tel qu'il se présentait avant la période antifasciste des années 30.

L'encouragement donné aux manifestations de soldats, de même que les attaques personnelles contre François Mitterrand revêtent avant tout un caractère symbolique. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit en apparence d'une action ou de paroles qui causent le maximum d'embarras aux socialistes et aux communistes eux-mêmes, sans avantage visible pour personne.

Pourquoi M. Marchais, à peine sorti de l'hôpital, donne-t-il une conférence de presse et emploie-t-il, pour qualifier le premier secrétaire du parti socialiste, les mêmes adjectifs "sûr de lui-même et dominateur" que le général de Gaulle dans sa conférence de presse de novembre 1967, avait appliqués au peuple juif? Cette petite phrase souleva à l'époque une tempête. Comment un homme aussi sûr de lui-même et de son langage que le général de Gaulle avait-il pu lancer cette petite phrase, choisir ces deux adjectifs pour caractériser un peuple qui, aussi bien dans la chrétienté que dans le monde islamique, avait eu peu d'occasions de manifester son penchant supposé à la domination? Par quelle transmutation magique les juifs pouvaient-ils être appelés sûrs d'eux-mêmes alors que durant des siècles les guettait un monde hostile, toujours porté à les exclure et souvent à les persécuter? Quelques mois plus tard, le général de Gaulle tenait au grand

rabbin des propos apaisants qui effaçaient le mot le plus grave "dominateur", celui qui revenait, pendant la guerre, sous la plume de M. Xavier Vallat, commissaire aux Affaires juives.

Le général de Gaulle avait probablement voulu donner une leçon de prudence ou, comme il disait, de "modestie" à la fois aux Israéliens et aux juifs de France emportés par l'enthousiasme, à la suite de la guerre des Six-Jours. Ni les Israéliens ni les juifs de France ou d'ailleurs n'apparaissent sûrs d'eux-mêmes et dominateurs en 1975. Ainsi vont et viennent les modes de la psychologie des peuples qu'apportent et emportent les vents d'une histoire capricieuse.

M. Marchais adopte donc à l'égard de François Mitterrand l'attitude du général de Gaulle à l'égard du peuple juif. Avec une sévérité accrue: sûr de lui-même et dominateur, le peuple juif était, selon le Général, d'abord un peuple d'élite; François Mitterrand n'est même pas un homme d'élite.

Les commentateurs montrèrent une extrême discrétion à l'égard de cet épisode curieux de l'unité de la gauche. Et on comprend pourquoi. Juifs et non-juifs ont gardé un mauvais souvenir de la conférence de presse de novembre 1967, qui risquait de rallumer de vieilles querelles et prenait à contre-pied pro et anti-israéliens. Communistes et gauchistes n'aiment guère que l'antisionisme s'exprime dans un langage qui évoque l'antisémitisme. Les pro-israéliens n'aiment guère davantage la confusion entre Israéliens et juifs, entre la conduite des uns au Proche-Orient et celles des autres dans les pays dont ils se veulent et sont citoyens. Chacun a donc évacué ces étranges paroles de sa mémoire et même M. Marchais n'a pas réussi à en réveiller le souvenir. Pourquoi diable l'a-t-il tenté?

Inadvertance? Acte manqué? Il convient donc de consulter les psychanalystes de l'inconscient communiste. Celui que j'ai interrogé m'a donné tour à tour deux réponses. L'identification au libérateur, au fondateur de la Ve République représente une promotion historique pour la secrétaire général du parti communiste. Quant à l'identification implicite de François Mitterrand au peuple juif, elle traduit la résurgence d'une image, celle de Léon Blum, qui, au congrès de Tours, voulut sauver la vieille maison, souffre-douleur du parti communiste dont il subit les attaques au vitriol, avant et après les embrassades du Front populaire. Le parti socialiste, toujours menacé d'éclatement est aussi peu sûr de lui-même que le peuple juif.

Ne poussons pas trop loin le rapprochement. *L'Humanité* n'a pas encore repris la rubrique des "gueules de vaches" des années 20. Suspects de compromission

avec le pouvoir, les socialistes ne sont pas encore reconnus officiellement des social-traîtres. La situation mondiale aussi a changé. Les dirigeants soviétiques jugent, semble-t-il, satisfaisante la diplomatie de Giscard d'Estaing. *L'Humanité*, toujours vigilante, la soupçonne de glissement à l'atlantisme. Mais la nouvelle tactique du parti communiste consolide le pouvoir du président de la République. À supposer que le tournant soit inspiré par Moscou, il prouverait qu'au moins pour le court terme M. Brejnev n'a rien de grave à reprocher au président français ou qu'en tout cas il le préfère à François Mitterrand.

Paradoxe d'un mouvement mondial qui s'adapte à la diversité des situations nationales: à Lisbonne comme à Paris, le parti communiste attaque le parti socialiste ainsi qu'il a coutume de le faire dans les phases de dureté, quand il se présente en formation révolutionnaire, soit qu'il s'isole de la nation dans l'attente de temps meilleurs, soit, tout au contraire, qu'il juge la conjoncture propice à une avance irréversible. En France, il attend des temps meilleurs; au Portugal, il tâche d'exploiter les circonstances afin de s'emparer de positions. Ici et là en vue d'objectifs à court terme différents, il combat d'abord et avant tout le parti qui, même allié explicite, demeure nécessairement l'ennemi intime: le parti socialiste convoite les même électeurs et interprète autrement un fond d'idées communes.

À Lisbonne, le communiste Cunhal traite de haut le socialiste Soares. À Paris, M. Marchais monte symboliquement sur le podium d'où le général de Gaulle haranguait un millier de journalistes et le monde entier. Mais, dans la réalité, il ne possède pas le soutien d'un Mouvement des forces armées pour compenser les succès électoraux éventuels du vieil allié-ennemi.

Il n'y a pas de quoi rire

Le Figaro
23 juin 1975

La politique offre rarement l'occasion de rire: saisissons au vol celle que nous donne la décision prise par les partis de gauche unis de créer une commission, avec pour tâche, de surveiller les trois chaînes de télévision et de prendre des sanctions au cas où l'une d'entre elles manquerait à l'objectivité ou à l'équilibre. Les sanctions iraient jusqu'au refus de collaborer qu'opposeraient les représentants de ces partis à la chaîne coupable. Une telle sanction évoquerait le pauvre gribouille: les hommes de gauche, faute d'obtenir justice à la télévision, laisseraient toute la place aux autres.

Pour faciliter le travail de cette commission qui, me semble-t-il, devra s'accorder sur sa doctrine, je me suis reporté à un débat au Parlement du 19 juillet 1949 entre les députés communistes et le secrétaire d'État à la présidence du Conseil chargé de l'information⁽¹⁾.

M. Virgile Barel tenait déjà les propos qui, comme une litanie reviennent chaque fois que s'engage le débat. "Il faut que la radiodiffusion française soit la radio de la France et non la radio du gouvernement."

L'orateur communiste citait ensuite quelques cas précis de censure, par exemple l'élimination d'un fragment d'une citation de *l'Humanité*.

Le secrétaire d'État répondit en justifiant son action: "La politique se trouve surtout exprimée dans les informations du *journal parlé*. Elle se trouve aussi dispersée, c'est certain, dans les émissions de variétés et dans les conférences à un tel point, M. Barel, que depuis quelques mois j'ai dû veiller à ce que ne se glissent pas dans nos émissions un certain nombre d'informations orientées dans un sens qui vous aurait plu davantage et qui, jusqu'alors, avait pu se développer dans l'ombre d'une façon que, pour moi, j'ai jugé pernicieuse. Mais, à ce moment-là, vous ne vous en plaigniez point. Vous me pardonnerez si l'objet même de votre critique fait que je m'en félicite."

Le secrétaire d'État qui s'exprimait en ces termes et qui luttait contre l'orientation pernicieuse de l'information s'appelait François Mitterrand. Alors que la guerre froide, la bataille des propagandes battaient son plein. François Mitterrand citait pour confondre ses interpellateurs un texte de la *Pravda*: "Nous devons utiliser la radio au maximum dans un but de propagande, d'éducation,

assurer un niveau politique élevé des émissions, surveiller le contenu des émissions, leur orientation politique. La radio est avant tout un instrument idéologique puissant."

Les membres de la commission recommanderaient-ils cette doctrine le jour où la coalition de la gauche arriverait au pouvoir? Ou seulement la doctrine plus modérée que François Mitterrand résumait en ces termes: "La radiodiffusion française a quotidiennement à faire de la politique, une politique nationale de défense des intérêts de la France. Je dois choisir entre plusieurs thèses, plusieurs thèmes, plusieurs modes, plusieurs directions. Le gouvernement estime logiquement qu'il est le représentant qualifié de la nation française puisqu'il a la confiance de la majorité de l'Assemblée nationale et que lui revient le devoir d'exprimer la volonté de la nation.

Je ne cherche pas à François Mitterrand une mauvaise querelle, bien que je déplore la voie qu'il a choisie. Implicitement, il posait, en 1949, une question décisive: "Quelle liberté laisser aux ennemis de la liberté?" Ou encore: "Jusqu'à quel point les libéraux doivent-ils accorder aux opposants qui détruiraient le régime les mêmes privilèges qu'à des opposants qui respecteraient les règles du jeu?" Cette question continue à se poser en 1975. Il reste qu'aujourd'hui. François Mitterrand envoie ses fidèles siéger à côté de ceux qui continuent à se réclamer pour l'avenir de la doctrine formulée dans le texte de la *Pravda*.

Comment nos censeurs jugeront-ils de l'objectivité et de l'équilibre de l'information? Je lisais, il y a quelques jours, dans notre confrère du soir, après des considérations sur Auschwitz et ses horreurs, les lignes suivantes: "Les vainqueurs d'hier ont eux-mêmes les mains sales. Le Goulag Hiroshima, les tortures en Algérie, les raids de B-52 sur le Vietnam, appartiennent encore à un passé trop chaud pour que l'on puisse se sentir prémunis contre les aberrations de la puissance." Aucun État, grand ou petit, n'a les mains propres. Mais, entre les bombardements, Hiroshima, les B-52 et le système concentrationnaire organisé par le pouvoir lui-même, il y a une différence de nature.

Si l'on veut comparer à une autre institution les camps nazis, à certains égards uniques dans l'horreur, il faut les comparer à un système concentrationnaire, celui de l'Union soviétique. Dans ce dernier système, il n'y avait pas de chambre à gaz, mais des millions de koulaks ont péri pendant la collectivisation, d'autres millions, civils et militaires, staliniens et antistaliniens, pendant la grande purge. Quant aux raids aériens et aux tortures, tout haïssables qu'ils sont, ils appartiennent à une autre catégorie qui ne sera jamais close: celle des excès de la

violence en temps de guerre.

Le jour suivant, notre confrère du soir, qui décidément se surpasse lui-même, commente le cas du journal socialiste de Lisbonne dont les ouvriers empêchent la publication. Après des considérations, savamment balancées, sur les mérites respectifs de la thèse de M. Séguy: "Simple conflit du travail", et celle de M. Soares: "Atteinte à la liberté", sur la contradiction entre révolution et liberté d'information, le journaliste aboutit à cette formule que je reproduis telle quelle: "Il serait équitable que les socialistes portugais aient la possibilité juridique d'avoir un quotidien, mais il est juste d'observer que les socialistes français n'ont pas la possibilité économique d'en faire un. Admirable hypocrisie! Les communistes, d'après notre confrère lui-même, exercent une influence dominante sur tous les autres moyens d'information au Portugal. En France, les socialistes possèdent de multiples journaux de province, ils s'expriment plusieurs fois par semaine à la radio d'État, aux chaînes de télévision, aux postes périphériques. Ils publient des articles ou des tribunes libres sans entrave. Le parti socialiste ne possède pas un grand journal d'information, mais l'U.D.R. n'en possède pas davantage. Un grand journal d'information, dans la société française, ne peut pas devenir en même temps le journal d'un parti. Utiliser la distinction pseudo-marxiste des libertés formelles et des libertés réelles pour justifier, fût-ce avec réserve, la fermeture au Portugal d'un organe de presse lié à un parti auquel 38% de l'électorat ont fait confiance, c'est pousser le mensonge, par insinuation ou par omission; au-delà des limites tolérables pour un journal qui se veut respectable. Que notre confrère veuille bien se rappeler la phrase du jeune Marx: "En l'absence de la liberté de la presse, toutes les autres libertés ne sont que des mirages."

Me sera-t-il permis d'ajouter qu'aucun journal socialiste ne pourrait rendre à la cause de la gauche la dixième partie des services que notre illustre confrère lui rend chaque jour dans l'entreprise de destruction de la société libérale? Tout au plus François Mitterrand pourrait-il se plaindre qu'une trop belle place soit réservée à M. Marchais. Mais, sur ce point, je m'en remets au premier secrétaire du parti socialiste.

Tout compte fait, je me corrige: il n'y a pas de quoi rire.

⁽¹⁾ Dans le livre de Jean Montaldo, *Dossier de l'O.R.T.F 1944-1974. Tous coupables*.

Les embarras de la liberté

Le Figaro
4 juillet 1975

Jamais on n'a tant parlé de la liberté de la presse. Les affaires du *Republica* au Portugal, du *Figaro* en France, de la Commission de surveillance créée par les partis de gauche, si différentes soient-elles, fournissent une matière également favorable à l'analyse et aux invectives.

Commençons, au risque de passer pour pédant, par distinguer trois situations: *la presse d'unanimité* expression d'un État idéocratique, *la presse en liberté surveillée*, censurée, à demi prisonnière, enfin *la presse théoriquement libre*. L'Union soviétique, l'Espagne (et d'innombrables pays du monde), les États-Unis illustrent respectivement chacune de ces trois situations.

À la presse soviétique les notions occidentales de liberté ou de censure ne s'appliquent pas. La presse, comme tous les moyens de communication, remplit une fonction politique et pédagogique; elle s'exprime selon un système idéologique que nul ne met en cause, elle emploie les mots convenus; elle critique, de manière directe ou en publiant des lettres de lecteurs, telles ou telles erreurs de personnes ou d'institutions. Si l'on perçoit une divergence entre l'interprétation que donnent des événements deux journaux, les spécialistes s'interrogent sur les intentions des hommes ou des factions qui exercent une influence dominante sur chacun de ces organes, personne n'y soupçonnera une manifestation d'indépendance politique du rédacteur.

Cette pratique dont, en Union soviétique, les communistes ne font pas mystère peut être baptisée de diverses manières. En Tchécoslovaquie, par exemple, quand les "révisionnistes" de 1968 voulurent substituer à l'unanimité théologico-politique la liberté au sens occidental du terme, ils furent accusés de méconnaître "le rôle dirigeant du parti". Doctrine de règle dans les démocraties populaires d'Europe orientale encore que sa mise en application ne comporte pas en tous les pays la même rigueur.

Comparée à celle de l'Union soviétique, la presse d'Espagne ou du Brésil semble libre. Non que les journaux ne soient censurés ou que les journalistes ne soient contraints à l'autocensure. Mais la diversité des opinions et des jugements se manifeste avec plus ou moins de retenue. Nulle idéologie globale n'impose un langage uniforme. La saisie des journaux et l'arrestation des journalistes, inconnues dans l'univers soviétique, symbolisent tout à la fois la répression de la

liberté et la distance qui subsiste entre le pouvoir et la presse.

La liberté théoriquement sans entraves, dont les États-Unis offrent probablement le meilleur exemple, ne va nulle part sans problèmes. Laissons de côté l'interdiction aux États-Unis de prêcher le renversement par la force de la Constitution qui, en Europe, risquerait de frapper nombre des partis et des journaux d'opposition. Dans tous les pays où la presse, et la radio et la télévision, sont libres par rapport à l'État la question se pose de savoir qui possède le capital des entreprises et quelle influence exercent les propriétaires sur ceux qui parlent ou écrivent.

En tant qu'entreprise, un journal ou un poste de radio ou de télévision appartient nécessairement à quelqu'un. Ou bien à l'État, ou bien à des hommes (ou des groupes) qui possèdent les capitaux.

En certains cas exceptionnels, par exemple celui du *Monde*, les rédacteurs se confondent avec les propriétaires - confusion qui résulte, pour une part, des circonstances dans lesquelles le journal est né. Le degré de dépendance des journalistes par rapport aux propriétaires du capital varie selon les pays, selon les coutumes, selon le caractère des rédacteurs et celui du rédacteur en chef.

Tant qu'une distinction, si approximative soit-elle, subsiste entre la nouvelle et le commentaire, les tensions, inséparables de la nature même de l'information, n'atteignent pas le point de rupture. Malheureusement un seul journal parisien, à ma connaissance, garde le souci de cette distinction: le *New York Herald Tribune*. Ailleurs, les rédacteurs refusent ou méconnaissent cette distinction. Partant de l'idée, philosophiquement incontestable, que l'objectivité absolue n'existe pas, ils renoncent à se fixer pour objectif de s'en approcher le plus possible et chacun d'entre eux donne à son reportage ou à la présentation de la nouvelle la couleur de ses préférences politiques.

Certes, on peut concevoir des journaux *d'opinions* (au pluriel), collection de tribunes libres sans autre fil directeur que cette diversité même. Dans aucun des pays d'Occident un grand journal n'a prospéré et atteint l'indépendance financière en offrant chaque matin un pot-pourri (ou un cocktail) de jugements contradictoires sur les événements et les idées. En France, les grands journaux, qu'ils soient de Paris ou de province, sont d'abord des journaux dits d'information. S'ils se veulent aussi politiques, ils doivent représenter une tendance de l'opinion.

Du coup surgit un autre conflit: non pas la dépendance de la rédaction par rapport aux propriétaires mais l'irritation des rédacteurs à l'égard de la

"hiérarchie", pour employer l'expression courante. Conflit d'autant plus grave qu'il s'y mêle un élément de conflit de générations. Je ne fais pas seulement allusion aux opinions, souvent plus avancées, des jeunes. Je songe aux professionnels qui - j'en connais- proposent indifféremment leurs services au *Nouvel Observateur* et au *Figaro*. Il me reste incompréhensible que les mêmes invoquent la clause de conscience et entrent dans un journal dont ils n'approuvent pas la ligne.

Il va de soi que la ligne, dans un grand journal d'information, ne comporte ni orthodoxie ni rigidité. Elle apparaît bien plutôt comme une bande, plus ou moins large, ou comme un éventail, plus ou moins ouvert. Encore ne doit-on pas l'ouvrir entièrement, faute de quoi le journal perd son identité - et ses lecteurs.

Les partis d'opposition décident de surveiller la radio et la télévision sous prétexte que l'État en exerce la tutelle; il suffit d'aller dans un service quelconque de cette immense organisation pour y découvrir des îlots où règne tel ou tel potentat dont les sympathies ne vont certes pas à la majorité actuelle. En bref, les uns dénoncent l'État, qui possède le monopole de la télévision, d'autres les capitalistes, propriétaires des organes de presse, d'autres encore les directeurs de rédaction, d'autres enfin les journalistes, en immense majorité "gauchisants". Ce dernier grief n'est pas nécessairement le moins fondé.

Bien entendu, il suffit d'accorder à l'État le monopole de l'information pour se débarrasser des embarras de la liberté. Il en va de la presse comme de l'État selon Montesquieu: "Toutes les fois que l'on verra tout le monde tranquille dans un État qui se donne le nom de République, on peut être assuré que la liberté n'y est pas."

La pierre et la balle

Le Figaro
1er septembre 1975

Pendant les troubles de Mai 1968, aucun coup de feu ne fut tiré ni par les manifestants ni par les forces du maintien de l'ordre. Les commentateurs glosèrent sur les brutalités policières, non sur cette règle, implicite et respectée, qui restreignit la violence et prévint ce que l'on a coutume d'appeler l'irréparable. Le commando d'Aléria a tiré - avec fusils de chasse ou armes de guerre, peu importe - et il a tué. À Bastia, dans la nuit, d'autres manifestants ont de nouveau tiré et tué. À cet égard au moins, la Corse n'est pas tout à fait la France.

Je me garderai des images folkloriques et des récits de Mérimée, je préfère citer le maire de Corte, qui disait, l'autre soir, à la télévision: "Nos jeunes ont le sang chaud, et chacun ici possède son fusil." La gravité de la crise, dans l'immédiat, tient à ce fait, simple et symbolique: une certaine frontière a été franchie, celle qui sépare la violence retenue de la violence meurtrière, la pierre de la balle et la bagarre de l'émeute. Tous ceux qui, en Corse, détiennent un mandat ou exercent une influence devraient prendre conscience de leur responsabilité; s'il faut tenir compte de l'opinion des Corses, il ne faut pas non plus oublier l'opinion des autres Français: une guérilla à balles, dans les villes ou les maquis, ne tarderait pas à exaspérer bien d'autres Français que les C.R.S. Laissés à eux-mêmes, que représenteraient les cent trente mille Corses de l'île, ceux qui se tiennent pour les seuls vrais Corses?

Une crise politique et sociale n'atteint au paroxysme que par la conjonction d'une situation explosive et d'un détonateur. Nos envoyés ont longuement exposé, au cours des derniers jours, les dossiers respectifs des autonomistes et de l'administration. Bien entendu, on a mis en accusation la centralisation napoléonienne. Les journaux anglais ont évoqué l'Irlande: à tort, me semble-t-il. Les micronationalismes qui se multiplient avec le déclin des États nationaux et l'économie des grands espaces, n'épargnent même pas les cantons suisses: les Jurassiens de langue française se dressent contre Berne. La guerre civile en Ulster résulte bien plutôt de l'autonomie dont jouissait l'Irlande du Nord. Le gouvernement de Sa Majesté britannique a toléré le règne exclusif de la majorité protestante et les atteintes aux droits de la minorité catholique. On chercherait vainement, en Corse, l'équivalent de ces deux communautés que séparent la religion et les souvenirs historiques et qu'unissent peut-être un même goût de la

violence une même intransigeance

Plus encore que la centralisation administrative, c'est le jacobinisme culturel de l'État français qui se trouve mis en cause en Bretagne ou en Corse. C'est sur ce point que la pratique britannique diffère le plus de la pratique française. On enseigne le celte dans les universités et les écoles de l'Écosse et du pays de Galles. La revendication linguistique ou ethnique des Corses prend des formes extrêmes; mais elle répond à des modalités également extrêmes de jacobinisme. Les enfants des écoles de Jules Ferry étaient punis s'ils parlaient, pendant les récréations, la langue, baptisée patois, qu'ils parlaient dans leurs familles. Ces revendications, culturelles ou ethniques, je ne sais s'il faut les appeler politiques, je suis sûr que nous devons en reconnaître la légitimité, quel que soit le sentiment que nous inspire l'université de Corte.

Le détonateur de la crise, ce fut Aléria: la décision intelligible de donner l'assaut, puis le refus incompréhensible des autorités de prendre au sérieux les déclarations du Dr Simeoni (que j'avais entendues à la radio et qui annonçaient le pire) enfin le consentement, plus incompréhensible encore, au retrait du commando avec ses armes. Du même coup, un des deux camps voulait restaurer son prestige et l'autre n'acceptait pas de faire marche arrière.

Il est grand temps de revenir en deçà de la frontière du sang et de respecter les règles du jeu: celles de la nation française elle-même.

La crise et le projet socialiste

Le Figaro
15 septembre 1975

En période de crise économique, l'opposition bénéficie d'un avantage de position sur la majorité. Tous les gouvernements inclinent à revendiquer le mérite de la prospérité, ils échappent dès lors difficilement aux reproches, quand tourne le vent et que les indices baissent au lieu de monter. Même les députés de la majorité ne résistent pas à la tentation de la critique, d'autant plus que l'U.D.R. ne se reconnaît pas dans Valéry Giscard d'Estaing comme naguère dans le général de Gaulle ou même dans Georges Pompidou. Aussi bien le troisième président de la Ve République, en dépit de ses intentions ou de ses propos, prolonge, lui aussi, la pratique de "l'exercice solitaire du pouvoir". Il accentue, bien loin de l'atténuer, le caractère "présidentialiste" du régime.

Après la fin de 1973, autrement dit depuis la conjonction d'une inflation, sans équivalent au moins en temps de paix, et de la hausse des prix des hydrocarbures, le bon sens, et pas seulement les économistes distingués, prévoyait sans risque sérieux d'erreur, une récession d'une gravité inconnue depuis vingt-cinq ans. Il apparaissait, et il paraît encore, probable, que les économies occidentales ne retrouveront pas, au cours des prochaines années, des taux de croissance du même ordre que ceux du quart de siècle écoulé depuis le plan Marshall. Croissance ralentie et inflation persistante, tel sera le climat des prochaines années. Aucun responsable de l'économie française, ni sous la présidence de Georges Pompidou, ni sous celle de Valéry Giscard d'Estaing, ne prit le risque de tenir un pareil langage. Du coup, les événements confirment les critiques de l'opposition plutôt que les assurances des gouvernants.

Épargnée par la récession jusque vers le milieu de 1974, la France a été atteinte à son tour. Il en résulte un chômage d'environ un million de personnes d'après les chiffres officiels, soit quelque 5% de la main-d'œuvre - pourcentage de deux ou trois points supérieur au niveau tenu pour normal en une économie libre ou demi libre. L'équilibre de la balance commerciale et même de la balance des comptes a été rétabli par la réduction des importations, liée au ralentissement d'activité et à la baisse de la parité du dollar, et non par l'accroissement des exportations. Nul ne peut s'en étonner, nul n'ignorait l'impact déflationniste de la multiplication par quatre du prix des hydrocarbures.

En bref, l'évolution de la conjoncture française jusqu'à ce jour ne dément

aucune des prévisions raisonnables que l'on aurait pu et dû faire, il y a deux ans. Le tournoi électoral de 1974 ne permettait à aucun des deux candidats de s'exprimer avec ce sobre pessimisme. Au lendemain de son élection, Valéry Giscard d'Estaing préféra le thème du changement social et moral à celui de la période "des vaches maigres". Peut-être a-t-il eu raison, encore que, d'après certains sondages, les Français témoignent de plus de sagesse que ne leur en prêtent les dirigeants des partis. Sceptiques sur l'efficacité de l'actuelle majorité, ils ne le sont pas moins sur celle de l'opposition, si les rôles respectifs de l'une et de l'autre s'inversaient: ils ne croient pas non plus à la capacité de la gauche unie de triompher des deux monstres, l'inflation et le chômage.

Dans le cadre de l'actuelle société, il reste place pour une controverse raisonnable au sujet des mesures décidées par le plan de relance. Mais le discours de François Mitterrand s'inspire d'un "document de travail" qui ne laisse pas de doute sur le "projet de société" du parti socialiste. Ce projet se situe en dehors des cadres non pas seulement d'une économie mais aussi d'une société libérale.

"Afin d'orienter réellement la production vers une nouvelle croissance, un impôt sur les investissements supprimeurs d'emplois sera créé..." Alfred Sauvy distingua, il y a bien des années, entre deux types d'investissements, processifs et récessifs, selon qu'ils créent ou suppriment *directement* des emplois. Le cinéma a créé des centaines de milliers d'emplois et en a supprimé peut-être, ici ou là, quelques-uns (par exemple en réduisant le nombre des spectateurs d'autres spectacles). En revanche, les procédés nouveaux d'imprimerie suppriment directement des emplois, même si le rendement accru par poste de travail libère du pouvoir d'achat qui se porte sur d'autres marchandises.

Alfred Sauvy distinguait ces deux types d'investissements pour la clarté de l'analyse, non pour recommander les uns ou interdire les autres. Il reste que les investissements récessifs - et il est probable que ces derniers ont représenté une fraction importante des investissements au cours des dernières années - suscitent des protestations ou des résistances. La taxe sur ces sortes d'investissements équivaut à paralyser l'avance de la productivité dans les entreprises, alors que la compétition internationale les oblige à renouveler leurs moyens de production.

Bien plus, le programme prévoit des incitations à la création "d'entreprises de main-d'œuvre" avec des "mécanismes d'assurance contre les risques de faillite". Là encore aucun doute: la productivité du travail cesse de représenter un objectif privilégié. Le droit de veto des travailleurs sur l'embauche et le licenciement -

autre article du programme - entraînerait le maintien sur place de la main-d'œuvre, le retour aux idées répandues dans les années 30: la crainte du progrès économique, la conception fautive d'une quantité fixe est limitée d'emplois qu'il faudrait répartir au mieux. Qu'une pareille philosophie soit incompatible avec le Marché commun, avec l'ouverture des frontières, incompatible plus encore avec le programme commun et le taux de croissance de 8%, il faudrait un aveuglement ou une mauvaise foi hors du commun pour le nier.

Aussi bien, sur un point, le document de travail du parti socialiste s'exprime sans ambages: "la transition vers une nouvelle croissance suppose l'autonomie de la France et de l'Europe à l'égard de l'environnement troublé du capitalisme mondial." Nos partenaires de la Communauté ne souscrivent pas au projet des socialistes français; il s'agit donc, en réalité, de l'autonomie de la France, non de l'Europe. Comment les conseillers de François Mitterrand qui ont pris une part éminente à l'unification européenne envisagent-ils l'avenir d'une France "autonome", freinant de son mieux la mobilité de la main-d'œuvre et le progrès technique? En vérité, tant qu'il s'en tient à ce document de travail, le secrétaire général du parti socialiste jouira sans peine d'une entière autonomie par rapport au président de la République aussi bien que par rapport aux communistes. Solitaire à coup sûr, sinon puissant.(1)

(1) J'examinerai, en un autre article, les mesures immédiates recommandées par François Mitterrand.

Les otages, la presse et le pouvoir

Le Figaro

29 septembre 1975

Les journaux, la radio et la télévision conspirent-ils, fût-ce involontairement, avec les terroristes, surtout avec ceux qui prennent des otages, et réduisent-ils la brigade antigang à l'impuissance ou le gouvernement à la capitulation? Une fois de plus, la présence de journalistes au Tibesti, parmi les rebelles, a provoqué des jugements contradictoires et la mauvaise humeur des ministres.

Il va de soi que les terroristes, avec ou sans prises d'otage, comptent sur la publicité que leur garantissent les moyens modernes de communication. La presse écrite et parlée accroît le retentissement des attentats par l'importance qu'elle leur accorde. Qu'il s'agisse de banditisme ou d'action politique, l'événement est transfiguré par l'émotion qu'il suscite. L'opinion accepte les morts, dont l'excès de vitesse porte chaque jour la responsabilité, parce qu'elle ne connaît pas les victimes; elle refuse soudain la mort d'une personne.

Seule une presse de type soviétique ne contient pas de rubrique des faits divers sans que l'on sache, pour autant, si le silence entraîne une moindre fréquence des crimes; même en Union soviétique, les protestataires ont trouvé des méthodes non violentes pour attirer l'attention du monde occidental sur leur sort. Au reste, qui, parmi nous, appelle de ses vœux la discipline des journaux russes?

La presse, quoi qu'on en dise, n'est pas un quatrième pouvoir et, au moins à court terme, elle n'influe guère sur les décisions de nos Princes. Elle constitue une sorte de caisse de résonance à la disposition de tous, en particulier à la disposition de ceux qui nourrissent des griefs. Toutes les manifestations, de viticulteurs ou de commerçants, sont assurées à l'avance d'un service de presse autrement efficace que celui de nos gouvernements.

Aux États-Unis, les journaux ont accompli des exploits dont l'affaire du Watergate et la démission du président Nixon demeurent les plus spectaculaires. En France, ils n'ont jamais percé à jour les secrets de l'affaire Ben Barka. Probablement, l'affaire Lip a-t-elle, pour la France, une valeur symbolique: en une explosion soudaine de passion, le public s'enflamme durant quelques mois pour une expérience de pseudo-autogestion; progressivement, elle se lasse: finalement, quelqu'un trouve des fonds pour remettre en marche l'entreprise, et les journaux s'abstiennent de comparer avec exactitude les avantages et

inconvenients des différentes solutions écartées et de la solution finalement retenue.

Quel que soit le sentiment de chacun sur ces bouffées d'émotion populaire que les moyens de communication favorisent s'ils ne les créent pas, la presse s'impose d'elle-même le silence dès que la vie d'un otage est en jeu et que la police ou la famille lui en fait la demande. Les otages, aux mains des révolutionnaires qui exigent une rançon pour une cause et non pour eux-mêmes, posent aux gouvernements, aussi bien qu'à la presse, un problème différent.

Tant que la presse demeure discrète et se contente de quelques lignes au bas d'une page intérieure, le gouvernement garde toute sa liberté d'action. Un ambassadeur pris en otage par les Palestiniens a toujours droit à la première page. Les Français seront en majorité favorables à la fermeté tant qu'il ne s'agit pas d'un de leurs proches. Tous les gouvernements - celui d'Israël mis à part - finissent par traiter, à moins que les ravisseurs, par l'excès même de leur demande, ne rendent la capitulation impossible (ce qui fut le cas lors de l'attentat contre l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne à Stockholm). La presse, en cette occasion, ne joue aucun rôle ni dans un sens ni dans l'autre. Chaque journaliste ressemble au Français moyen: partisan de ne pas céder dans l'abstrait, il hésite à recommander le sacrifice d'une personne, en chair et en os, dont l'image apparaît sur les journaux ou les écrans.

Le cas de Mme Claustre présente des traits singuliers. Pendant un an, pour des raisons qui m'échappent, le silence enveloppa les otages du Tibesti. On ne saurait donc accuser les journalistes d'avoir compliqué la tâche des négociateurs. L'envoi du commandant Galopin se révéla une erreur tragique et, me semble-t-il, prévisible.

Au printemps dernier, alors que notre ami Thierry Desjardins se rendait pour la première fois au Tibesti, j'avais été alerté par des collègues du C.N.R.S., et j'avais transmis à qui de droit les messages reçus. Je ne doutais pas qu'un jour ou l'autre, au hasard d'une interview ou d'une émission de télévision, l'opinion régirait comme elle l'avait fait en d'autres circonstances. Pour quelques jours, l'existence d'une femme devient une affaire d'intérêt national. (On parle peu de M. Claustre et d'un autre otage, missionnaire protestant, père de quatre enfants.) La raison d'État change de camp: jusque-là, le gouvernement négociait avec les rebelles tout en ménageant les autorités du Tchad qui, elles, menaient la lutte contre ces mêmes rebelles. L'Élysée se substitua au ministère de la Coopération; "l'opinion" réclamait le salut des otages à n'importe quel prix.

Les exigences de Hissen Habré augmentaient peut-être au fur et à mesure que la "valeur" des otages augmentait. Et cette valeur augmentait effectivement parce que la France entière, bouleversée par la vue de cette femme seule, prisonnière, abandonnée, en exigeait de tout son cœur la libération.

Il se peut que le gouvernement français se soit finalement résigné à faire des concessions qu'il refusait jusqu'alors. Mais la presse avait laissé au gouvernement un an de grâce ou de liberté. Faut-il regretter la pression que "l'opinion" a finalement exercée sur les responsables, au point que le président de la République, à tort ou à raison, se soit engagé lui-même en première ligne?

Nous revenons à la question originelle: pour sauver la vie de son fils, chacun de nous ferait bon marché de la dignité nationale et de l'amitié tchadienne. La presse reflète les émotions du public. Mais si elle contribue à les amplifier, ce n'est pas elle qui peut trancher le cas de conscience, mais un homme, dans la solitude du pouvoir: le président de la République. C'est lui qui, au-dessus des remous d'une opinion versatile, doit fixer les limites de concessions tolérables, justifier sa décision en s'adressant aux Français et assumer seul le poids d'une charge, en dernière instance monarchique.

À propos de la crise de l'armée

Le Figaro
22 décembre 1975

La crise de l'armée divise l'opposition et, de ce fait, selon les règles du jeu politique, sert les intérêts du gouvernement. Qui s'en tiendrait à cette constatation témoignerait d'une étrange myopie.

Les grands partis, depuis le P.C. jusqu'à l'U.D.R., rejettent l'accusation d'antimilitarisme avec une admirable surenchère d'indignation. En revanche, des groupuscules gauchistes et certains éléments de la C.F.D.T. ne cachent pas leur révolte, l'expriment dans des tracts et organisent ici et là l'agitation. Ce qui semble douteux, jusqu'à preuve du contraire, c'est qu'il existe un chef d'orchestre, invisible et dominateur, une authentique conspiration en vue de "démoraliser" l'armée. L'instruction ouverte devant la Cour de Sûreté de l'État suscite, inévitablement, des interrogations. Fallait-il recourir à un tribunal créé en vue de circonstances exceptionnelles? Faut-il écrouer et maintenir en prison des militants qui n'usent pas de violence? À quoi espère-t-on aboutir?

En tout cas, les problèmes fondamentaux demeurent posés, et le président de la République ne peut se soustraire au devoir de réflexion, en prévision de l'année qui vient, par-delà les épisodes de l'année qui s'achève.

L'opinion française, et, me semble-t-il, plus encore la classe politique, refuse la réforme décisive que constituerait l'adoption de l'armée de métier. Admettons provisoirement qu'il convienne de maintenir la conscription et regardons en face, sans complaisance et sans délectation morose, les difficultés matérielles et morales du système.

Pour la première fois dans son histoire, pour la première fois du moins depuis des siècles, la France ne tient pour ennemi aucun de ses voisins. Il y a plus: elle ne tient pour ennemi aucun État étranger bien que l'Alliance atlantique à laquelle elle appartient ait été constituée pour faire équilibre à la puissance militaire de l'Union soviétique sinon pour parer à la menace d'une agression. Les relations que les gouvernements français entretiennent avec Moscou depuis une quinzaine d'années ne facilitent guère la tâche nécessaire d'expliquer aux jeunes du contingent les raisons qui justifient l'année de service.

Sans ennemi désigné, en deuxième ligne si le danger vient de l'Est, la France fonde sa défense sur la dissuasion par la menace nucléaire. Jusqu'à une date

récente, les voix les plus autorisées, qui portaient le plus loin, mettaient l'accent sur la sécurité que garantit au pays la possession d'un armement nucléaire. Vraie ou fausse, cette doctrine ajoutait aux difficultés morales et matérielles.

Difficultés morales: pourquoi un corps de bataille, stationné en République fédérale allemande, si la diplomatie et la défense de la France se veulent strictement indépendantes? Difficultés matérielles: le budget militaire réservé aux forces classiques ne permet pas d'assurer aux soldats du contingent, même après les améliorations récentes, des conditions de vie considérées aujourd'hui comme normales, du même ordre que celles des soldats de la Bundeswehr.

Incertitude sur l'ennemi, incertitude sur la mission, insuffisance des moyens: la situation française présentait donc les caractéristiques les moins propices au maintien de certaines coutumes ou traditions. Or la mise en question de la discipline ou plus précisément des formes anciennes de l'organisation militaire est devenue, dès longtemps, un phénomène occidental et non pas simplement français.

Certes, le philosophe de l'histoire peut à juste titre s'inquiéter d'un contraste paradoxal: d'un côté les armées qui se réclament de la révolution et du prolétariat et qui maintiennent dans toute sa rigueur la discipline; de l'autre les armées des nations soumises à la "répression capitaliste" qui introduisent les comités de soldats ou même des syndicats. Il se peut que les sociétés libérales se suicident en poussant jusqu'à l'absurde l'application de leurs principes. En France du moins le syndicalisme dans l'armée me paraît proprement inconcevable. Mais, qu'on le veuille ou non, les jeunes du contingent manifestent en France les mêmes refus, les mêmes aspirations que dans les pays voisins. Entre le syndicalisme impossible et les méthodes d'hier, il ne manque pas de solutions intermédiaires: l'armée de la République fédérale allemande en offre la preuve et l'exemple.

Je ne sous-estime pas les périls des réformes à chaud (encore qu'à froid personne ne songe aux réformes). Bien entendu, l'opposition a beau jeu à lancer un slogan, par exemple comité de soldats, qui, selon le sens donné, suggère des pratiques acceptables (et acceptées ailleurs sans dommage) ou des bouleversements auxquels le corps des officiers ou des sous-officiers ne paraît pas préparé.

Ce qui reste, en tout état de cause, indispensable, c'est la prise de conscience, par la majorité qui se veut libérale, d'une crise, peut-être aujourd'hui étroitement circonscrite, mais durable. Qu'il y ait ou non une conspiration ou un

conspirateur, une armée qui reçoit chaque année un contingent de jeunes ne peut échapper aux remous de la société. Au lendemain de la défaite de 1870, dans *La Réforme intellectuelle et morale de la France*, Ernest Renan citait avec éloge la formule d'un de ses contemporains, aujourd'hui oublié, Staffel: "Il n'y a pas de discipline dans l'armée quand il n'y en a pas dans la nation."

L'armée de Napoléon III était une armée de métier, la dernière qu'ait eue la France. Depuis lors, le service militaire obligatoire passe pour une tradition nationale: il date d'un siècle si l'on remonte à la IIIe République, en oubliant les soldats de l'an II. Je ne dirai pas qu'il n'y a pas de discipline dans la nation. Mais un peu partout l'autorité de l'organisation est mal acceptée dès lors que les hommes ne semblent pas mériter le droit de commander par leurs mérites propres. Le déclin des institutions exige davantage des personnes en lesquelles celles-ci s'expriment et s'incarnent.

Épreuve à coup sûr mais aussi épreuve exaltante pour les meilleurs. Défi, mais défi auquel on peut répondre et que l'on ne doit pas ignorer.

Après six cents jours. Des hommes et des réformes

Le Figaro
22 janvier 1976

Le remaniement ou réaménagement technique du ministère a déçu la classe politique et laissé l'opinion indifférente. Sentiments presque inévitables: la lumière des projecteurs braquée en permanence sur le président de la République et sur le premier ministre, les secrétaires d'État, sinon les ministres, demeurent le plus souvent dans l'ombre.

Que l'un d'entre eux disparaisse ou qu'un autre apparaisse, comment le public, qui ne connaît ni les fautes de celui qui s'en va ni les mérites de celui qui vient, s'intéresserait-il à des décisions perdues dans la masse (je veux dire celle des secrétaires d'État)?

Des souvenirs des républiques défunctes, abolies et condamnées remontent à l'esprit. Perdre les Universités et la recherche pour gagner la formation professionnelle passera difficilement pour une promotion; si l'on suit Edgar Faure et modifie le régime des suppléants, les changements de portefeuilles (ou de demi-portefeuilles) dans ce style fâcheux disparaîtraient d'eux-mêmes. À un ministre qui n'a pas donné satisfaction, pourquoi confier une autre tâche - ce qui risque d'abaisser et la personne rétrogradée et les nouvelles fonctions qui lui sont confiées?

Parmi les ministères, quelques-uns présentent une importance nationale, même si à la différence des Finances ou des Affaires étrangères, ils ne suscitent pas autant de commentaires quotidiens et de remous populaires; je songe par exemple à la Défense nationale, aux P.T.T., à l'Éducation nationale ou aux Universités. Rien n'indique que le président de la République ait cherché, parmi des personnalités de premier plan, celles, entre toutes, qui lui ont paru le plus qualifiées.

Tout au contraire, on se défend mal, par instants, de l'impression que Valéry Giscard d'Estaing, qui possède et exerce une autorité sans commune mesure avec celle des présidents du Conseil de la IIIe ou de la IV République, adopte le style de ces derniers dans la désignation de certains titulaires. Comment les soucis de dosage ne pèsent plus sur lui, il devient suspect - à tort je veux le croire - de juger n'importe qui bon pour n'importe quoi.

Faut-il admettre que le président de la République attribue à des universitaires, plus connus pour les fonctions administratives qu'ils ont remplies que pour l'œuvre scientifique qu'ils ont produite, la vocation de gérer les deux ministères de l'Éducation nationale? Faut-il croire que le *numerus clausus* masculin (ou, si l'on préfère, l'augmentation nécessaire du nombre des femmes) est une raison suffisante de la nomination d'un recteur au secrétariat d'État aux Universités? Certes, les relations des deux ministres en deviendront plus faciles et le prestige, bien français, de la discipline baptisée géographie en sortira renforcé. Il reste à savoir si les ministères de l'Éducation nationale doivent normalement revenir à des recteurs que le président distingue l'un parce qu'il le rencontre non loin de sa circonscription, l'autre parce qu'il constitue un cas unique (il appartient au sexe féminin).

Les mouvements divers qui accueillirent le réaménagement, coïncident avec des doutes non pas seulement à l'intérieur de la classe politique mais dans l'opinion et, en particulier, dans l'électorat du président de la République (en laissant de côté une tension latente entre une fraction de l'U.D.R. et Valéry Giscard d'Estaing au sujet de la politique européenne).

Les premières réformes - âge de la majorité, interruption de grossesse - tendaient à mettre les lois en accord avec les mœurs.

Bien qu'elles n'aient pas fait l'unanimité, une majorité du pays les approuva. Elles reconnaissent le droit de chacun à disposer de lui-même, donc le droit, pour la femme, de refuser la maternité et de déterminer seule le nombre des enfants qu'elle souhaite ou accepte. Cet individualisme - l'individu cherchant son bonheur ou son plaisir - le président de la République peut malaisément le récuser. Mais une telle philosophie n'assure ni la grandeur, ni même la survie des peuples. En quelques années, le nombre des naissances va tomber de quelque 200.000. Le président de la République peut-il laisser au seul Michel Debré la tâche ingrate et nécessaire de rappeler les leçons du passé?

Il y a quarante ans, aucun démographe ne prévoyait qu'en 1975 la population française dépasserait 50 millions. Les extrapolations ne sont pas des prévisions. Après le regain de la natalité, au lendemain de la guerre, en France mais aussi dans les autres pays d'Occident, nous assistons dans ces mêmes pays à un effondrement du taux de fécondité. Effondrement qui n'a manifestement rien à voir avec les rigueurs de la crise: les familles ont voulu ou accepté davantage d'enfants à la fin des années 40 et pendant les années 50, alors que l'Europe n'avait pas encore atteint le niveau actuel de la société dite de consommation.

Nul ne prétend que les mots du président ou les lois du Parlement influeraient sur ces phénomènes collectifs que mesurent les statistiques et que personne n'explique. Mais il appartient au premier magistrat de la République de plaider la cause de la collectivité, fût-ce contre l'égoïsme naturel des individus, égoïsme qui se retourne en dernière analyse contre lui-même: qui ne cherche que sa propre satisfaction ne la trouvera pas; c'est en visant au-delà de lui-même que l'individu s'accomplit.

La chute de la natalité n'inquiète qu'une minorité de Français, la taxation des plus-values trouble un très grand nombre d'entre eux.

Mesure réclamée par quelques commentateurs, par l'opposition, plus ou moins largement appliquée en d'autres pays de régime capitaliste, à laquelle le président de la République s'est engagé avant d'y réfléchir. Le principe de taxer les plus-values, de supprimer la distinction entre le flux des revenus et les ressources venant des opérations sur le patrimoine prête à des discussions indéfinies. Admettons-le: l'introduire en une période où l'inflation se situe entre 10 et 20%, tout en le justifiant par une volonté de justice fiscale, paraît un défi au bon sens. En tout état de cause, cette taxation oscillera entre le Charybde de l'injustice et le Scylla d'une extraordinaire complexité. Il faudra tenir compte du taux d'inflation, de la nature du bien patrimonial, de l'importance du patrimoine, de la durée de possession, des risques d'évasion, etc., etc.

Alors que les fonctionnaires réclament un personnel supplémentaire pour contrôler les déclarations, on créera une nouvelle administration en vue d'un impôt dont le rendement, au cours des prochaines années, sera dérisoire. L'opposition dénoncera les exceptions et les électeurs de Giscard d'Estaing la taxation elle-même sans que personne, l'économie ou la justice, y trouve son compte. Pierre Uri s'affirme favorable à l'imposition des plus-values parce qu'il y voit une étape vers l'imposition du capital qui serait probablement plus rationnelle que l'imbroglio prévisible de la taxation des plus-values.

"Le Monde tel qu'il est" (1)

Le Figaro
5 avril 1976

Les journalistes n'aiment pas laver leur linge sale en public. En quoi ils ressemblent à la plupart des autres corporations, enseignants et hommes politiques inclus. En dépit de leurs querelles, ils se réservent volontiers les uns aux autres un traitement de faveur. "Le Monde" jouit à leurs yeux d'un prestige unique: créé au lendemain de la Libération, il continue d'appartenir à ceux qui le rédigent; il ignore les problèmes, toujours posés et jamais résolus, du rapport entre le capital et la rédaction. Pierre Brisson qui, en 1944, ne voulut pas déposséder les propriétaires du "Figaro" adopta une formule ambiguë, valable pour vingt ans, que sa mort, puis les difficultés financières remirent en question.

"Le Monde", grâce à son succès commercial, consolida son indépendance. Détenteur d'un quasi-monopole à certains égards - articles longs, dossiers à l'usage des étudiants, tribunes libres, prises de position des parlementaires - il exerce sur la vie du pays une influence difficile à mesurer mais impossible à méconnaître. Les journalistes du "Monde", quelles que soient leurs divergences, font bloc dès que leur journal est critiqué; bien plus, ils font bloc dès que l'un d'eux est critiqué. Mettre en doute les mérites de Claude Julien ou ceux de Jacques Fauvet, c'est attaquer le journal lui-même. Or, attaquer le journal, c'est commettre, semble-t-il, un crime de lèse-majesté.

Un ancien journaliste du "Monde" (que je ne connais pas) vient de publier un petit livre contre le journal. Quel scandale! Le fondateur, Hubert Beuve-Méry; le directeur, Jacques Fauvet; le président de la Société des rédacteurs, Jean-Marie Dupont, sans citer le titre du livre et son auteur, font savoir aux lecteurs "leur solidarité profonde face à la dernière en date des offensives qui ont, depuis sa création, jalonné l'existence du "Monde". À ma connaissance, Michel Legris ne trouva pas sans peine un éditeur. Si, tout au contraire, il n'a pas agi seul, s'il est l'instrument d'une conspiration, les lecteurs auxquels s'adressent avec tant de solennité trois personnalités unies dans le culte du "Monde" tel qu'il fut, est et sera, aimeraient en savoir davantage.

"Les injures, elles, n'avalissent que leurs auteurs", lisons-nous. Michel Legris présente son propre livre comme un mélange de pamphlet et de démonstration. Il est à coup sûr désobligeant, pour reprendre une expression dont usait volontiers le général de Gaulle. L'assimiler à un recueil d'injures qui avalissent son auteur,

c'est aller dans la polémique beaucoup plus loin que Michel Legris lui-même. Ce que celui-ci écrit, les universitaires qui ont l'infortune de n'être ni communistes ni gauchistes, le disent à qui veut l'entendre. Les Israéliens et leurs amis le proclament très haut. Mario Soares pense, dans sa lutte pour la liberté et contre Alvaro Cunhal, qu'il a dû triompher de "l'intoxication" de l'opinion française et même européenne par "Le Monde" (je prends des exemples qui, sous une forme ou sous une autre, figurent dans le livre de Legris). En bref, le scandale, si scandale il y a, tient exclusivement à l'écart entre la parole et l'écrit. Des milliers de lecteurs du "Monde" - universitaires, grands fonctionnaires, ministres, journalistes, intellectuels, et qui n'appartiennent pas tous, loin de là, à la majorité - tiennent des propos que l'on doit qualifier d'injurieux si la mise en doute de l'objectivité du journal, même dans les rubriques d'information, passe pour injurieuse.

Aucune institution de la France n'échappe aujourd'hui à la critique en général, à la critique du "Monde" en particulier. Ni l'Université, ni l'Église, ni l'Armée, ni la Justice ne sont épargnées. Puisque, comme chacun le dit, "Le Monde" est une institution pourquoi échapperait-il à la critique? Pourquoi ne devrait-il pas, lui aussi, procéder à un examen de conscience auquel il convie - et sur quel ton - les mandarins de l'Université en 1968, les chefs d'entreprise en permanence et les officiers depuis quelques mois? Le magistère qu'il s'attribue quotidiennement, d'aucuns le discutent.

Remplacement ou successeur du "Temps", "Le Monde" cumule les avantages ou les servitudes d'un organe quasi officiel et d'un organe d'opposition. Il est l'expression de notre société et aussi de l'opposition qui en veut une autre. Comment s'étonner que ce double rôle crée maintes fois un malaise chez le lecteur? Journal engagé qui n'avoue pas son engagement, "Le Monde" devient suspect. Suspect à ceux qui n'approuvent pas son engagement ou qui choisissent un autre engagement? C'est probablement parmi les adversaires de la coalition socialiste-communiste que se recrutent de préférence les anti-"Monde". Mais non pas de manière exclusive. Dès qu'un problème - Université, Israël, Portugal - ne provoque pas l'alignement rituel, majorité au pouvoir contre opposition socialiste-communiste, l'information et les commentaires du journal tombent sous le coup de critiques venant de tous les côtés.

Preuve de sagesse, répondra notre confrère. Ou preuve, répliquera l'adversaire, que les informations et les reportages sont de plus en plus souvent colorés ou biaisés par les engagements, que les procédés typiques dénoncés ici et là, les

fausses comparaisons historiques, les suggestions par petites touches, les insinuations par titres, apparaissent avec évidence au lecteur dès que celui-ci ne partage pas les convictions du journaliste.

Personne ne dénie à Jacques Fauvet, André Fontaine et leurs camarades le droit de prendre parti pour l'opposition socialiste-communiste, pour les Palestiniens contre Israël, pour les révolutionnaires portugais et les soldats de l'An II contre Mario Soares et le parti socialiste. Deux questions ne s'en posent pas moins: l'une concerne l'influence qu'exercent ces prises de positions sur la manière dont le journal rapporte les événements; l'autre porte plus loin: en vue de quelle société, au nom de quelles valeurs, le journal prétend-il à une autorité morale sans pareille? Imagine-t-il qu'une République dans laquelle Georges Marchais tiendrait le haut du pavé lui témoignerait autant d'indulgence que le général de Gaulle, Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing? En bref, défend-il encore une société qui rende possible la liberté dont il jouit et dont il tire une juste fierté?

Ancien collaborateur du "Monde", en procès avec son ex-employeur, Michel Legris s'expose à des injures. Collaborateur régulier d'un journal concurrent, je suis moi aussi d'avance disqualifié. Une seule réponse: qui serait qualifié? Les collaborateurs occasionnels du journal qui viennent de toutes les familles politiques, même s'ils approuvent plus ou moins la sévérité de Michel Legris, auraient reculé devant les conséquences prévisibles du sacrilège.

Bien ou mal, le débat est ouvert. Ni Michel Legris ni moins encore cet article ne prétendent l'épuiser. Aux lecteurs, qu'ils admirent le journal ou le détestent, éventuellement qu'ils l'admirent tout en le détestant, de le trancher. À quoi ressemble "Le Monde"? À l'image qu'en offre Michel Legris? À la haute idée que s'en font ceux qui y travaillent? Ou reflète-t-il dans ses contradictions l'esprit d'une classe intellectuelle partagée entre des aspirations contraires, sans autre certitude que le refus de la société actuelle, la seule probablement qui la tolère, elle et sa passion de détruire?

[\(1\)](#) Par Michel Legris, Éditions Plon.

Le président et sa majorité. Les désillusions du réformisme

Le Figaro
8 avril 1976

Élu avec moins de 51% des suffrages, alors que commençait une récession économique, Valéry Giscard d'Estaing aurait pu redouter immédiatement les pièges du destin et l'inconstance de la fortune. Porté par son optimisme naturel et par l'expérience exclusive du bonheur, il entreprit son septennat au son du Chant du départ. Moins de deux ans plus tard, les résultats des élections cantonales ébranlent sa majorité et, pis encore, l'autorité qu'il exerce sur elle. Or les événements ont suivi en 1975, en 1976 leur cours, tel qu'on pouvait le prévoir: aucune des catastrophes annoncées par les uns, redoutées par les autres ne s'est produite. Aussi, par un réflexe inévitable, nombre d'élus, surtout dans l'U.D.R. jamais pleinement ralliée à un président qui n'est pas des siens, mettent en cause le chef de l'État lui-même. Si les Français manifestent leur déception en 1976, la faute n'en est-elle pas, au moins pour une part, à celui qui a tenu, en 1974, le langage de l'espérance plutôt que celui de la réalité?

En tout état de cause, en deux ans, un fait ne me paraît pas douteux; rien, ni personne, ne pouvait donner à la masse des électeurs le sentiment que leur condition avait "changé". On peut même se demander si la majorité des Français et, en particulier, ceux qui avaient voté pour Valéry Giscard d'Estaing, attendaient avec impatience le "changement". Je ne songe pas aux privilégiés, conservateurs par définition, mais à des millions et des millions de Français auxquels les vingt-cinq dernières années avaient apporté plus de "changements" que tout le siècle précédent. Combien aspiraient à la sécurité, à des conditions d'existence plus stables?

Le débat à l'intérieur de la majorité - trop ou pas assez de réformes - demeure abstrait et, mené en ces termes, il ne peut aboutir à aucune conclusion. Le président de la République, dans sa dernière allocution, a réaffirmé - et il ne pouvait faire autrement - sa volonté de réformes. Les premières - majorité à 18 ans, interruption de grossesse - simple adaptation des lois aux mœurs selon la formule consacrée, ont été, d'après les sondages, largement approuvées par l'opinion. Je ne puis malgré tout me défendre d'un doute, il subsiste une minorité qui, dans un vieux pays catholique, condamne la législation de l'avortement.

Admettons que cette législation fût devenue nécessaire; le président de la République lui-même ne devait-il pas apparaître comme le défenseur de la famille plutôt que comme l'inspirateur d'une pareille liberté? C'est au premier magistrat de la République qu'incombent la défense et l'illustration des valeurs morales de la tradition ou de ce qu'il en subsiste dans une société libérale avancée.

Les autres réformes, aujourd'hui en question, touchent à l'ordre économique. Et chacun va répétant que la taxation des plus-values ou la réforme de l'entreprise irritent plus d'électeurs de la majorité qu'elles ne séduisent d'électeurs de l'opposition. Certes, un homme d'État décide parfois des mesures conformes à l'intérêt général sans espoir de conforter ses partisans ou de gagner des adversaires. Il se peut que, sous le couvert de la réforme de l'entreprise, des modifications souhaitables dans les rapports entre patronat, employés et ouvriers soient introduites ou favorisées. La taxation des plus-values existe dans la plupart des pays occidentaux et la tempête que soulève ce projet en France révèle une fois de plus certaines particularités du contribuable français. Les "petits" s'opposent à une innovation qui devrait frapper les "gros" mais dont ils craignent les répercussions sur eux-mêmes.

En dehors de la psychologie nationale, deux données de fait hypothéquaient à l'avance ces réformes, conçues par des fonctionnaires et élaborées par eux. La réforme de l'entreprise exige une coopération des organisations syndicales. Or les deux principales d'entre elles, la C.G.T. et la C.F.D.T., ne se soucient pas de la participation qui leur sera offerte, parce qu'elles se réclament l'une de l'autogestion et l'autre du modèle soviétique et qu'elles se retrouveront unies contre le gouvernement.

De même, tout effort de "justice fiscale", en une période où l'inflation atteint ou dépasse 10% par an, présente un caractère quelque peu dérisoire. Depuis une quinzaine d'années au moins, le cours moyen des valeurs mobilières ne progresse même pas à l'allure de la dévalorisation monétaire: que rapportera la taxation de ces valeurs si l'on déduit des plus-values la part due à l'inflation ou si l'on déduit des gains les moins-values? Les plus-values immobilières étaient déjà imposées: il faudra supprimer l'anonymat des transactions sur l'or; les exceptions risquent de se multiplier. La discussion au Parlement mettra en lumière la résistance des Français à ce que nos théoriciens appellent la fiscalité moderne - résistance moins absurde que ne le pensent ces théoriciens. Pourquoi, à moins de se donner pour objectif le recensement des patrimoines, ce nouvel impôt dont le rendement

semblera insignifiant comparé aux quelques dizaines de milliards que l'inflation prélève chaque année sur l'épargne des Français?

Les sociétés dans lesquelles nous vivons, industrielles, techniques, bureaucratiques, présentent une complexité telle que personne n'est capable, en un court délai, d'imposer par voie législative, des changements dont la masse de la population perçoive les effets (à moins de mettre tout sens dessus dessous). Du taux d'inflation, chaque Français perçoit les conséquences. Seuls les spécialistes (et encore) mesurent l'apport de la taxation des plus-values à la justice fiscale.

En d'autres termes, dans la France telle qu'elle est, dans la conjoncture économique telle qu'elle était en 1974 et telle qu'elle devait être en 1975, le président de la République a pris un risque non calculé en se présentant lui-même au pays en tant que le réformateur.

En 1974, droite et gauche s'équilibraient à un demi-million de voix près. L'abaissement de l'âge de la majorité réduisait encore l'écart entre les deux blocs puisque le pourcentage des voix de gauche, chez les moins de vingt ans, dépasse la moyenne nationale.

Depuis 1958 ou depuis 1962, les deux partis socialiste et communiste qui ensemble recueillent plus des deux tiers des suffrages ouvriers se trouvent exclus du gouvernement. Les partis au pouvoir s'usent. La récession favorise l'opposition, qu'elle soit de droite ou de gauche. L'inclusion du centre démocrate dans la majorité joue plutôt en faveur du bloc socialiste-communiste auquel vont désormais les voix de tous les opposants. Les deux camps qui s'affrontèrent à l'élection présidentielle reprennent leur joute, même aux élections cantonales.

Pour arrêter cette évolution, il n'existait qu'un moyen: la réforme de la loi électorale. S'il avait imposé immédiatement le scrutin proportionnel aux élections législatives, le président de la République aurait peut-être évité la campagne électorale permanente et la formation de deux coalitions dont chacune prétend offrir un modèle de société. Et la France ne choisirait pas, deux fois en chaque période septennale, son modèle de société à un million de voix près.

Le président et sa majorité. L'Europe paralysée

Le Figaro
9 avril 1976

Valéry Giscard d'Estaing sous-estima les risques qu'il prenait en choisissant, pour se définir lui-même, le thème du changement. Il sous-estima aussi les tensions latentes à l'intérieur de son électorat [\(1\)](#). Les gaullistes ont perdu l'Élysée mais ils représentent le premier parti de la majorité, ils possèdent l'appareil le plus solide; les républicains indépendants, les uns à droite, les autres à gauche de l'U.D.R., n'ont pas progressé en deux ans, bien qu'un des leurs remplisse la charge suprême. La crise actuelle, le rôle attribué à Jacques Chirac marquent une modification du rapport des forces entre le président de la République et le premier ministre, entre les différents groupes qui le soutiennent. Une deuxième phase de septennat commence.

La volonté européenne affirmée par le président de la République se heurta, comme la volonté de changement, à la pesanteur des choses. La Communauté européenne survit péniblement, au milieu des remous monétaires, en dépit des politiques incompatibles menées par les divers gouvernements; elle survit malgré tout. Ce que l'on doit déplorer, c'est que les hommes d'État aient pris pour objectif et pour symbole de leur unité la monnaie, répétant ainsi l'erreur de MM. Pompidou, Brandt et Heath en 1969-1970.

Le flottement des monnaies résulta, peut-être, à l'origine, d'une décision des autorités américaines, revenues de leur longue obstination à maintenir une parité fixe entre l'or et le dollar. Aujourd'hui les taux de change flottants reflètent une situation de fait qu'aucun gouvernement ne peut à lui seul modifier. L'inégalité des taux d'inflation, de pays à pays, exclut des parités fixes. L'énormité des capitaux mobiles, susceptibles de passer d'une monnaie à une autre, permet aux opérateurs ou spéculateurs de provoquer, presque à coup sûr, l'appréciation ou la dépréciation d'une monnaie - dès qu'ils jugent l'une ou l'autre inévitable.

La rentrée du franc dans le serpent monétaire (autrement dit le maintien d'une parité fixe entre le mark et le franc) aurait exigé en France une rigueur de gestion comparable à celle de la République fédérale. Or les Français craignent le chômage plus que l'inflation (en tout cas les gouvernants se sont convaincus que telle était la préférence de l'opinion). Les syndicats ne coopèrent pas à une

politique des revenus comme le font les syndicats allemands. Rien d'étonnant que le franc ait dû sortir du serpent moins d'un an après y être entré.

La baisse accentuée de la lire et de la livre ont pu précipiter l'événement. Le flottement du serpent par rapport au dollar rend plus malaisé le maintien de la parité franc-mark (en cas d'appréciation du mark par rapport au dollar, le franc doit suivre le mark). Ces épisodes, provoqués par les banques centrales ou par des forces anonymes, découlent, en dernière analyse, de la nature des choses ou, si l'on préfère, de l'anarchie monétaire. Du moment que les prix, à l'intérieur des différents pays, montent inégalement vite, les cours des changes doivent varier en fonction de cette inégalité. Tant que les États se refusent à subordonner leur action à la stabilité de la valeur de la monnaie, le flottement demeurera inévitable.

Au reste, l'échec est politique ou personnel bien plus qu'économique. La relative appréciation du franc, en 1975, favorisa l'équilibre des comptes extérieurs. La relative dépréciation, en 1976, peut favoriser les exportations en période de reprise. L'acceptation par le président de la République des accords de la Jamaïque que certains commentateurs lui reprochent, n'ont strictement rien changé. Que la France se soit ou non opposée à ces accords, le système ou le non-système du flottement généralisé aurait de toute manière duré.

Nos partenaires européens s'accordent avec les Américains sur l'analyse de la conjoncture actuelle, sinon sur les responsabilités encourues par les uns et par les autres dans le passé. Les Allemands, convertis à l'économie de marché, ne condamnent pas le flottement des monnaies que certains théoriciens tiennent pour conforme à l'esprit du libéralisme. Même s'ils souhaitent limiter les oscillations "erratiques" du dollar - autrement dit les oscillations dues à la spéculation ou aux transferts de capitaux - ils tiennent pour normales les modifications des parités monétaires qui reflètent les rapports modifiés des pouvoirs d'achat des monnaies. Quand le franc est sorti du serpent, on a crié à l'échec parce qu'on avait crié au succès quand il y était entré.

La volonté européenne du président de la République, de même que la volonté de réformes, divise la majorité, du moins dès que l'élection du Parlement européen au suffrage universel figure à l'ordre du jour. C'est le symbole de la supra-nationalité, non la coopération, effective et quotidienne, avec la République fédérale allemande qui provoque une sorte de révolte à l'U.D.R. Il en va de même dans l'autre bloc. François Mitterrand se déclare favorable au projet que Georges Marchais dénonce avec indignation. Gaullistes et communistes

emploient le même vocabulaire de "l'indépendance nationale", quitte à donner un autre sens aux mots. Du coup se dessine en filigrane la majorité "troisième force" de la IV^e République, celle qui, contre la double opposition des communistes et des gaullistes, créa les institutions de la Communauté européenne. Bien entendu cette majorité potentielle n'a aucune chance de se transformer en majorité actuelle. Elle ne retrouverait une chance qu'avec un autre mode de scrutin à l'Assemblée nationale, ou après la faillite d'un gouvernement socialiste-communiste.

Toute politique européenne est paralysée en France par l'opposition d'un groupe à l'intérieur de chacune des deux coalitions.

La campagne électorale permanente va se poursuivre: le président de la République ne peut ni rester au-dessus de la mêlée ni donner et recevoir des coups à la manière du premier ministre. Président de tous les Français mais élu de la moitié d'entre eux, Valéry Giscard d'Estaing devra assumer cette contradiction du régime présidentiel dans les circonstances les plus ingrates.

Pour retrouver l'autorité perdue au cours de ces deux années, il doit avant tout donner l'impression qu'il "tient la barre", qu'il dirige l'ensemble de l'action étatique et qu'il ne laisse pas, ici et là, et d'un jour à l'autre, des ministres trop nombreux, tenir des propos trop peu accordés.

La reprise de l'économie va répandre un climat plus favorable; les joutes verbales dont la grossièreté répugne à ceux qui rêvent d'une politique civilisée, redonneront du cœur à la majorité. Ni les statistiques de l'économie ni les offensives rhétoriques ne suffiront à créer les conditions nécessaires au nouveau départ ou au deuxième souffle du septennat: il incombe à celui qui fut longtemps ministre des Finances d'adapter son style et l'organisation de son travail à la fonction présidentielle telle que la majorité des Français en sont venus à la concevoir.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 8 avril 1976.

Et si, en 1978...

Le Figaro
10 mai 1976

Le texte de la Constitution n'impliquait pas la pratique de la Ve République telle qu'elle s'est progressivement instaurée. L'élection du président au suffrage universel ne modifiait pas, sur le papier, les relations entre le chef de l'État et le premier ministre bien que, en fait, l'élu de la majorité des Français, au suffrage direct, bénéficie évidemment d'un surcroît de force et de prestige.

Depuis 1962, majorité présidentielle et majorité parlementaire ont toujours coïncidé; les premiers ministres ont admis la suprématie du président de la République, accepté de remettre leur démission à la demande de celui qu'ils reconnaissent non pas seulement pour le premier magistrat de la République, mais aussi pour leur chef. Aussi bien Georges Pompidou que Valéry Giscard d'Estaing prononçaient le dernier mot sur des affaires, en apparence d'importance secondaire, voie express de la rive-gauche ou sauvegarde d'un hameau d'artistes. Tout se passe comme si les présidents de la Ve République s'efforcent d'anticiper sur le jugement des historiens et de s'attribuer le mérite d'un style d'art.

Aucun observateur, aucun acteur, n'ignore l'équivoque de la Constitution et le risque qui en résulte: que se passerait-il au cas où la majorité des députés serait acquise à un programme différent de celui sur lequel aurait été élu le chef de l'État? Les deux élections se produisent à des dates différentes, selon des procédures autres. L'homme qui réunit sur son nom la majorité des suffrages exprimés, le général de Gaulle en 1965, reçoit un mandat de sept ans. Deux ans après, en 1967, les élections législatives amènent, à l'Assemblée nationale, une majorité favorable au gouvernement, mais réduite à quelques voix. Un an après, à la suite des troubles de mai, Georges Pompidou retrouve, grâce à la dissolution de l'Assemblée, une majorité parlementaire substantielle et cohérente. Cinq ans plus tard, devenu entre-temps président de la République, Georges Pompidou s'engage dans la campagne électorale pour le renouvellement de l'Assemblée, mais sans passion. Les députés, en revanche, usent contre l'opposition de l'argument facile: donnez au président une majorité qui lui permette de gouverner.

En 1974, Valéry Giscard d'Estaing reprit à son tour le même argument, en sens contraire pour ainsi dire: l'élection de François Mitterrand entraînerait un conflit avec l'Assemblée nationale et, selon toute probabilité, la dissolution de cette

dernière. La campagne électorale de 1978, déjà commencée, fait surgir le même débat. Que se passerait-il si la coalition qui se réclame du programme commun obtenait une majorité de sièges à l'Assemblée nationale?

L'incertitude tient à la contradiction entre deux faits, juridiques et politiques à la fois. Un président de la République, élu au suffrage universel direct, incarne une politique, au moins une certaine orientation de la politique. D'un autre côté, il a besoin d'un gouvernement, lui-même responsable devant l'Assemblée. Supposons que la majorité, dans l'Assemblée, ait été élue sur un programme foncièrement différent de celui qu'a présenté le président de la République: la contradiction provoque sinon une crise de régime, du moins une bataille politique que le suffrage universel tranchera en dernier ressort mais qui peut se prolonger quelques années.

Écartons d'abord ce que j'appellerai la théorie des "bons apôtres". Que le président de la République demeure en dehors de la campagne électorale, disent-ils, et il ne sera pas atteint par le résultat des élections, quel qu'il soit. Il appellera à Matignon le chef de la majorité parlementaire et il exercera le pouvoir avec lui, tous deux condamnés à vivre ensemble et à trouver des compromis. En fait, le président de la République, selon toute probabilité, s'exprimera avec discrétion au cours de la campagne de 1978. Mais il n'en serait pas moins atteint par une victoire de la coalition socialo-communiste - coalition dont les chefs et porte-parole n'ont jamais hésité à mettre en cause, explicitement, le président de la République. Quand François Mitterrand évoquait les rois fainéants et les maires du palais, il souscrivait implicitement à la conception gaulliste du rôle présidentiel.

Qu'une majorité soit maîtresse de l'Élysée et une autre du Palais-Bourbon: la période de trouble durerait jusqu'au jour du rétablissement de l'accord entre les deux majorités. Chacune d'elles s'efforcerait de conquérir ou de reconquérir la position de puissance ou bien perdue ou encore occupée par l'adversaire. Mais ni le chef de l'État ni le chef de la majorité parlementaire ne pousserait immédiatement le conflit jusqu'aux extrêmes. Le premier ne dissoudrait évidemment pas une Assemblée, le lendemain de l'élection. Le second ne chercherait pas à contraindre le président de la République à démissionner.

Dans l'abstrait, on conçoit, comme me l'a suggéré un lecteur, que le chef de la majorité refuse de constituer un gouvernement et que, de ce fait, le président de la République, isolé et impuissant, n'ait plus d'autre recours que de se retirer (comme le fit Millerand en 1924). Le scénario me paraît improbable pour de

multiples motifs: le président de la République pourrait répliquer en usant de l'article 16; les chefs de l'opposition se mettraient en contradiction avec eux-mêmes s'ils refusaient de collaborer avec celui qui a été élu pour sept ans; nul n' imagine que le conseil constitutionnel consacrerait la doctrine farfelue de certains juristes selon laquelle un président de la République démissionnaire, devenant automatiquement membre du conseil constitutionnel, perd le droit de se présenter de nouveau aux suffrages du peuple.

Le premier épisode, dans la période de troubles, se déroulerait donc conformément aux normes: le chef actuel de l'opposition formerait un gouvernement voué à l'application du programme commun - programme que le chef de l'État condamne et dont il tolérerait peut-être la mise en application sans l'approuver. En effet, ou bien le gouvernement socialiste-communiste accepterait d'édulcorer son programme - ce qui me paraît improbable - ou bien le président de la République ferait savoir son opposition à l'Assemblée et au pays. Les juristes qui imaginent un scénario rose, Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand surmontant leurs divergences pour gouverner ensemble, se moquent du monde et abusent de la crédulité. La coopération de fait dissimulerait un conflit permanent - à moins que François Mitterrand, un jour ou l'autre, ne décide de gouverner sans les communistes.

L'alternance appartient, en effet, aux règles ordinaires de la démocratie (bien qu'il soit distrayant d'entendre les communistes, ou les alliés des communistes, faire l'éloge de l'alternance). Encore faut-il que l'opposition garantisse, après sa victoire, le respect de l'alternance. Encore faut-il qu'une coalition "de Georges Marchais à Robert Fabre" ne prétende pas, avec une majorité de rencontre, bouleverser le pays de manière irréversible. Si François Mitterrand, converti sur le tard à un paléo-marxisme, se croit réellement capable, avec l'aide de Georges Marchais, de créer en France un "socialisme à visage humain", sans vacance de légalité, sans violence et sans drame, alors je conclurais avec regret qu'il ne mérite pas sa réputation "d'animal politique".

Chacun peut souhaiter le succès de MM. Fabre-Mitterrand-Marchais. Celui qui le présente comme l'application du principe d'alternance ou l'équivalent de l'arrivée au pouvoir des socialistes allemands ou des travaillistes britanniques, celui-là est un doux rêveur ou, plus probablement, un propagandiste camouflé.

L'affaire des "Dossiers de l'écran" consacrés à Pétain

Le Figaro
28 mai 1976

Je n'éprouve aucun goût pour les débats qui rallument les haines sans éclairer les esprits. M. Joseph Pasteur a eu raison de conclure que la tentative avait échoué: pouvait-elle réussir telle qu'elle était organisée?

M. Pierre Lefranc et Me Isorni s'accordèrent immédiatement sur une proposition dont la fausseté me paraît évidente et à laquelle certains gaullistes et certains pétainistes trouvent simultanément avantage: tout découlerait inexorablement de l'armistice. Du coup, les uns en concluent que, l'armistice ayant été inévitable, Pétain et le pétainisme sont du même coup absous, les autres que le fossé entre les deux France s'ouvrit le 25 juin 1940 (ou le 18) et que l'histoire se déroula ensuite jusqu'à l'arrivée du général de Gaulle à Paris, selon une logique impitoyable. En vérité, le procès – plaidoyer ou réquisitoire – de Philippe Pétain ne se confond pas avec celui de l'armistice.

Hitler préférait en 1940 l'armistice, avec le maintien d'un gouvernement français et d'une zone libre, à l'occupation totale et à l'administration directe par les autorités militaires allemandes. En juin 1940, Winston Churchill souhaitait maintenir la flotte et l'empire de la France dans la guerre – ce qui excluait l'armistice. Deux ans plus tard, après le débarquement américain en Afrique du Nord, il en jugea autrement. Des généraux allemands, eux aussi, rétrospectivement affirmèrent que Hitler avait commis en juin 1940 sa première erreur en n'occupant pas toute la France et en s'assurant pas le contrôle de la Méditerranée occidentale.

En théorie, le gouvernement français conservait le choix, en juin 1940, entre la capitulation de l'armée en métropole, cependant que les pouvoirs publics, l'aviation et la marine gagneraient l'Afrique du Nord, et la signature d'un armistice d'État à État.

Encore aujourd'hui, les deux thèses trouvent des défenseurs. Personne ne nie que le peuple français aspirait à la fin des hostilités. En revanche, la controverse se poursuivra sans terme sur le point suivant: la résistance en Afrique du Nord était-elle possible? Les Allemands auraient-ils poursuivi les Français? Y avait-il de l'autre côté de la Méditerranée les moyens nécessaires pour entretenir la

flotte, l'aviation? Des stocks de munitions? Historiens et avocat en ont discuté l'autre soir avec une violence qui me semble anachronique.

On peut difficilement supposer que les Allemands se seraient lancés dans la campagne de Russie si Français et Anglais, maîtres de la Méditerranée, avaient menacé l'Italie. Seule, l'armée soviétique pouvait user la Wehrmacht au point de rendre possible un débarquement à l'Ouest. En ce sens, Winston Churchill constatait un fait que tous les Français devraient accepter sans se renier: l'armistice a probablement servi la cause alliée, il ne lui a certainement pas nui, encore que ceux qui l'ont inspiré n'ont certes pas pensé qu'il répliquait au pacte germano-soviétique et rejetait la guerre vers l'Est. Le bilan de l'armistice pour la France est plus difficile à établir parce qu'il risquait de mettre en route un engrenage de capitulation.

Laissons donc l'armistice qui ne fut pas retenu parmi les chefs d'accusation par la Haute Cour de justice (le général de Gaulle le regrette dans ses *Mémoires*). Il n'en résulte pas que le gouvernement de Vichy ne fit rien de plus que ce à quoi l'obligeait l'armistice. C'est lui qui prit l'initiative du statut des juifs sans que les Allemands l'aient demandé. C'est lui qui livra des émigrés allemands, conformément au texte de l'armistice. C'est lui qui prétendit inaugurer une révolution nationale que la présence allemande compromettait irrémédiablement et qui ajoutait au malheur de la défaite les déchirements intérieurs. Certes, Vichy ne pouvait, dans la situation où le mettait l'armistice, gouverner la France démocratiquement. Il n'était pas obligé de mettre en accusation la France d'hier et la République, sous prétexte de construire, à l'ombre de l'occupant, la France de demain.

L'armistice n'impliquait pas non plus qu'à l'instant décisif, en novembre 1942, Philippe Pétain refusât de partir pour l'Afrique du Nord. Le général de Gaulle a pensé et dit que le maréchal Pétain, arrivé à Alger le 9 novembre 1942, serait redevenu un héros national, indiscuté, le sauveur de la patrie. Le général Weygand, d'autres encore, le pressèrent de prendre cette décision. La rupture se situe donc en 1942, bien plutôt qu'en 1940. Les maréchaux de la France combattante, Juin, de Lattre de Tassigny, avaient obéi au maréchal jusqu'à l'occupation de la zone libre.

Après l'occupation de la zone libre et le sabordage de la flotte, comment justifier le maintien, à Vichy, d'un gouvernement qui passa pour français, parce que Philippe Pétain en était le chef? J'en vois les inconvénients, j'en vois mal les avantages pour la France. Que Philippe Pétain ait cru de bonne foi que, par sa

seule présence, il épargnait des souffrances aux Français, on l'accordera volontiers. Mais les hommes d'État sont comptables de leurs actes. Or, dans la dernière phase, à partir de 1942, les propos de Laval, ceux-mêmes du maréchal, la Légion Charlemagne, la propagande contre nos alliés, orchestrée par des hommes qui se réclamaient de Philippe Pétain, ajoutaient à la confusion des esprits, à l'âpreté d'une guerre civile, que créait, presque d'elle-même, la dimension idéologique de la guerre étrangère.

En 1940, les militaires autour du maréchal imaginaient une occupation de style classique, telle que la Convention de La Haye la prévoyait. Les Allemands ne respectèrent pas l'armistice, traitèrent l'Alsace-Lorraine comme si elle appartenait déjà au grand Reich. La Gestapo se mit à l'œuvre et la Résistance engagée contre les Allemands trouva souvent en face d'elle la police, puis la milice de Vichy. Comment les résistants n'auraient-ils pas confondu peu à peu Vichy, le national-socialisme, la milice dans la même haine?

Jusqu'au bout, Philippe Pétain voulut que la France, neutralisée par l'armistice, subît passivement sa libération et se tînt en dehors des hostilités. Tragique aberration! Il n'y avait plus de place pour les neutres en cette suprême bataille. Bien que le camp allié fût déjà divisé en profondeur par la rivalité entre les Anglo-américains et les Soviétiques, en 1944-45, la France participait à une guerre contre un ennemi, le Reich hitlérien.

Le livre de Paxton a ouvert récemment un autre débat: le gouvernement de Vichy a-t-il effectivement protégé les Français? Dans quelle mesure? Le débat, en lui-même difficile (le style de l'occupation allemande a varié de pays à pays, en fonction de variables multiples, parmi lesquelles un gouvernement semi-national n'en représente qu'une seule), se concentra sur la condition des juifs. (Le pillage des ressources, la déportation des travailleurs ne semblent pas avoir été en France moindres que dans les pays voisins). En dépit du départ du roi, les juifs du Danemark furent sauvés grâce à l'aide de la population entière. Mais, en Hollande, où la population était, dans son ensemble, allergique à l'antisémitisme, en Belgique, la communauté juive fut presque tout entière exterminée. Les deux tiers des juifs français, d'après les chiffres couramment donnés, auraient survécu. En aurait-il été autrement si le maréchal avait quitté la France en 1942? Personne ne peut l'affirmer ou le nier catégoriquement.

Quotidiennement vilipendés par la presse, les juifs auraient-ils pu, auraient-ils dû se dire qu'en l'absence de ceux qui les insultaient, leur sort eut été pire encore? Qu'il me soit permis de parler, pour une fois, à la première personne:

j'ai plus souffert de la prise en charge de l'antisémitisme hitlérien par une fraction de Français que de cet antisémitisme lui-même; mais j'étais à Londres, non en France...

Un débat sérieux aurait exigé des distinctions multiples: entre les intentions des acteurs et les conséquences non prévues de leurs actes, entre les périodes successives, entre l'attentisme diplomatique de 1940-42 et la propagande vichyste contre l'Angleterre, entre la neutralisation de l'Afrique du Nord, de 1940 à 1942, et la mise en accusation de la République au nom de la révolution nationale. Rien de Pareil, l'autre soir.

À l'exception des deux historiens étrangers, les interlocuteurs avaient participé à la guerre civile du pétainisme et la Résistance – une de plus dans une longue liste que commence en 1789.

Nos guerres civiles ne s'achèvent jamais: l'affaire Dreyfus n'est pas close. *A fortiori...*

[*Le Figaro*, 5 juin 1976.

Le Danemark sous l'occupation

Dans mon article du 28 mai, à propos du débat à la télévision sur le maréchal Pétain, j'ai commis, par inadvertance, une erreur, dont je tiens à m'excuser. Le roi du Danemark n'a pas, au rebours de ce que j'ai écrit, quitté son peuple et son pays; il ne l'a ni pu ni voulu. Comme on le sait, il a gardé une attitude exemplaire de dignité et de résistance. Un lecteur m'a, dans une lettre, donné quelques précisions, confirmées d'ailleurs par les études historiques: quand les Allemands ont exigé que des juifs danois portent l'étoile de David, le roi s'y est opposé, ajoutant que si cet ordre était maintenu, il serait le premier à la porter. Les Allemands renoncèrent alors et aucun juif ne porta cet insigne discriminatoire.

Le drapeau danois ayant été hissé, nuitamment, par un soldat danois, sur le Parlement Christianborg, en dépit des ordres de l'occupant, ce dernier ordonna que l'emblème fût enlevé par un soldat danois. Le roi répondit alors que ce serait lui le soldat...]

Le président et sa majorité

Le Figaro
28 juin 1976

De tous les régimes de la France, depuis 1789, un seul a duré plus de vingt ans, la III^e République. Les monarchies du siècle dernier succombèrent à des émeutes parisiennes, la II^e République ne résista pas à l'ambition d'un Bonaparte élu au suffrage universel; l'Empire, et après lui la III^e République s'effondrèrent dans la défaite militaire; la IV^e République, elle, fut victime d'une guerre qu'elle ne pouvait ni gagner ni perdre et que seul un de Gaulle pouvait perdre et transfigurer en victoire.

La Ve République approche de la durée fatidique, sous une double menace. Une victoire de la coalition socialiste-communiste, en 1978, entraînerait des changements constitutionnels aussi bien que socio-politiques, assimilables à un changement de régime. En dehors de cet événement, possible, sur lequel il serait vain de spéculer deux ans à l'avance, la Ve République, telle que les hommes autant que les textes l'ont faite, souffre de tensions mal réprimées.

Depuis 1962, sinon depuis 1958, la suprématie du président de la République sur le premier ministre et les partis constitue la pierre angulaire du système. C'est l'élu du suffrage universel direct qui détermine et oriente la politique, dont le premier ministre assure l'exécution. Ce premier ministre, exécutant tenu à la loyauté et à l'activité, demeure responsable devant la majorité parlementaire. Le président de la République prend en fait les décisions, mais les convenances exigent que lui-même ne soit pas mis ouvertement en cause.

Un tel régime, ou plutôt une telle pratique, que le texte de la Constitution n'impliquait pas, suppose un accord intime entre les deux têtes de l'exécutif, entre celles-ci et la majorité parlementaire. Cet accord, à son tour, exige que les représentants des circonscriptions reçoivent, en retour de leur fidélité, l'investiture du président de la République et que cette investiture contribue à leur réélection. En 1967, en 1968, en 1973, les candidats de la majorité présidentielle se réclamaient du général de Gaulle ou de Georges Pompidou.

L'actuel président de la République appartient à un parti minoritaire de la majorité et le parti majoritaire, l'U.D.R., soupçonne le chef de l'État de nourrir à son endroit de l'antipathie à coup sûr, de noirs desseins peut-être. Du coup, l'U.D.R. se trouve déchirée entre ses principes constitutionnels et ses humeurs. Qu'elle obéisse à ses principes: elle se doit de maintenir intacte l'autorité de

Valéry Giscard d'Estaing. Qu'elle se laisse entraîner ou abuser par ses inquiétudes et elle exprimera dans des propos publics ou semi-publics des refus ou des exigences.

La taxation des plus-values, les théories stratégiques du général Méry ont provoqué une crise inédite sous la Ve République, qui ne comporte pas à court terme de vraie solution mais qui ne provoquera pas d'explosion. Le président et sa majorité, à moins de vocation suicidaire, sont condamnés à vivre ensemble. Celui-là ne peut pas trouver de majorité de rechange à gauche; le jour où François Mitterrand s'installerait à Matignon, les dialogues à la télévision, si brillants soient-ils, ne rendraient pas à l'hôte de l'Élysée le pouvoir perdu. De son côté, la majorité ne peut pas se révolter contre son chef sans renier son œuvre et, du même coup, perdre ses chances électorales. Entre le président de la République et ses troupes se déroule non un duel à fleuret moucheté, mais une sorte de jeu du poulet.

Ce jeu américain, comme on le sait, met face à face deux automobiles qui foncent l'une sur l'autre. Si aucun des deux conducteurs ne donne un coup de frein ou de volant, ils périront ensemble dans la catastrophe. Mais celui qui tient le plus longtemps sa ligne lance à l'autre qui a pris peur le premier, au passage: *chicken* (poulet). (1).

Parlementaires et président, il est vrai, ne se trouvent pas sur un pied d'égalité. Le président bénéficie de tous les avantages que lui assurent le talent, le verbe, la fonction. Face à un homme, élu de tous et libre de parler une heure entière, que le peuple lui-même a transfiguré par son vote, les quelques dizaines de rebelles apparaissent comme des ombres - ou des revenants d'une République abolie. Même les électeurs qui n'aiment pas telle des réformes proposées par le président n'approuvent pas pour autant les poisons et les délices de l'agitation parlementaire tels que la presse les décrit complaisamment. Bien plus, le grand public ignore les véritables griefs de la classe politique à l'encontre du premier magistrat de l'État.

Dès lors on ne peut guère douter que l'U.D.R. se résigne demain au rôle du "poulet" et que le président tire de son succès une confiance renouvelée en lui-même et en son autorité. Il subsistera des irréductibles: des députés qui ne comptent pas se représenter en 1978 ou qui jugent, à tort ou à raison, qu'ils n'ont nul besoin de l'investiture présidentielle, mais le succès du président sur les rebelles ne contribue pas nécessairement au succès de cette même majorité sur l'opposition socialiste-communiste.

Le président de la République améliorera probablement son score au prochain sondage: j'imagine qu'en effet les Français, abstraitement, préfèrent un président réformiste à un président conservateur (ou plutôt l'image de l'un à l'image de l'autre). Ce n'est pas le président qui est soumis à réélection. Or les députés de la majorité ne sortent pas grandis de l'épreuve de force. Implicitement, le président leur a reproché de défendre des intérêts alors que lui-même s'efforçait de rendre la société française plus équitable. Il n'a pas renforcé - c'est le moins que l'on puisse dire - l'autorité du premier ministre. Et pourtant, c'est Jacques Chirac qui devra livrer la bataille des élections municipales de 1977, législatives de 1978. Le président lui-même, ayant une fois de plus affirmé qu'il resterait en fonction jusqu'en 1981, s'interdit de prendre une part active aux prochaines batailles.

De cette sorte de politique - celle des partis, des alliances et des combinaisons - Valéry Giscard d'Estaing s'est détourné avec quelque superbe. Soit, elle ne décidera pas de la place du président dans l'Histoire (il a déclaré, une fois de plus, que les sociétés actuelles excluaient les héros historiques, au sens ancien du terme), mais elle confirmera ou brisera le contrat qui le lie à la nation et qu'il a solennellement rappelé.

Entre la majorité et l'opposition, en France, le fossé, depuis deux ans, s'est creusé et non comblé - peu importe par la faute de qui. L'arrivée au pouvoir de la coalition de gauche signifierait la fin de la Ve République, plus encore la fin de cette démocratie réfléchie et tranquille dont rêve Valéry Giscard d'Estaing. Et l'issue des élections dépendra moins, en 1977 et en 1978, du prestige du président que de celui de ses troupes. En ce sens, il ne devrait pas oublier que, parfois, qui semble gagner perd.

(1) En argot américain, "chicken" signifie "lâche".

La Ve République continue

Le Figaro
4-5 septembre 1976

"Fin du gaullisme", "début de la VI^e République", "glissement vers le présidentielisme", "disparition de la fonction de premier ministre", "Giscard d'Estaing en première ligne", "la majorité aux abois": la radio, dans mon village, me transmettait les gloses que suscitait la démission de Jacques Chirac - gloses quasi rituelles puisque, en chaque occasion comparable depuis 1968, peut-être même depuis 1965, les commentateurs posent les mêmes questions et hésitent entre quelques réponses, toujours les mêmes et toujours contestables, tant la Constitution, rédigée en 1958 et révisée en 1962, présente d'équivoques, sinon de contradictions.

La crise - si l'on ose employer ce terme - présenta un seul trait original: le premier ministre et le Président de la République ne firent pas mystère de leur désaccord et ne dissimulèrent pas, chacun dans son style, feutré ou brutal, l'irritation qu'ils éprouvaient l'un à l'égard de l'autre après deux années de collaboration. Du coup se manifesta l'aspect le moins plaisant du combat politique: France-Inter et Antenne 2 se livrèrent à des attaques personnelles contre le partant et ses collaborateurs, cependant que des éloges, hyperboliques jusqu'à la limite du grotesque, accueillaient l'homme nouveau (trop avisé pour se faire des illusions sur la durée ou la sincérité de cette bienveillance).

La conversation télévisée du président de la République avec Jacques Chancel avant les vacances excluait un véritable "suspens": le premier ministre appelé "actif et loyal" ne resterait pas à Matignon. Était-il raisonnable de différer de trois semaines la date à laquelle devint effective la démission de Jacques Chirac? On peut en douter, encore que ce délai, responsable d'une excessive dévalorisation du franc sur le marché des changes, devient responsable aussi, indirectement, de la remontée des cours - ce qui permet de célébrer la confiance restaurée.

La tension entre le chef du gouvernement et le chef de l'État résulte nécessairement et résultera demain de nos institutions. La distinction entre les intérêts permanents et les contingences quotidiennes relève de la littérature: la lutte contre l'inflation appartient-elle à la permanence ou aux contingences? Qui, sinon le Président de la République lui-même, trace la ligne de séparation? Et, selon sa personnalité et son humeur, il laissera au chef du gouvernement presque

tout ou presque rien. Quand Valéry Giscard d'Estaing nomma Jacques Chirac coordinateur de la majorité, François Mitterrand évoqua les rois fainéants et les maires du palais: voulait-il donc précipiter la chute de celui qu'il salua récemment comme le meilleur premier ministre possible de l'actuelle majorité?

Avec la mort de Georges Pompidou et l'élection de Giscard d'Estaing s'est ouverte une phase nouvelle de la même République, destinée à flotter sans sombrer, jusqu'au jour de l'éventuelle victoire de la coalition socialiste-communiste (qui s'est engagée à une révision fondamentale de notre pratique constitutionnelle). Le parti gaulliste, l'U.N.R. ne disposait pas de la majorité dans l'Assemblée élue en 1958 mais la guerre d'Algérie protégeait le général de Gaulle contre toute velléité de révolte des partis ou de l'Assemblée. De 1962 à 1974, le parti majoritaire dans la majorité détenait à la fois l'Élysée et Matignon. En 1974, il perdit l'Élysée, en 1976 il perd Matignon (encore que Raymond Barre ait toujours été proche de la pensée gaulliste).

Jacques Chirac, en prenant position, dès le premier tour, contre Chaban-Delmas, s'était fait des ennemis qui triomphent aujourd'hui. Il jugeait - et ce n'est un secret pour personne dans la classe politique, que M. Chaban-Delmas commettrait "une erreur par jour". Quant à ceux qui, tel Olivier Guichard, soutenaient le candidat gaulliste, ils n'agissaient pas seulement par loyalisme à l'égard de l'U.D.R. et de la tradition. Ils ne reprochaient pas seulement à Valéry Giscard d'Estaing son *oui, mais*, le *non* au référendum de 1969, ils mettaient en doute ses capacités de chef d'État. Ils continuèrent de le faire au cours des deux dernières années.

Hier, la fraction U.D.R. qui s'était ralliée immédiatement à Giscard d'Estaing, dominait le gouvernement. Aujourd'hui, après l'achèvement de la période de gratitude, ce sont les U.D.R. ralliés entre le premier et le deuxième tour au candidat de la majorité qui, avec Olivier Guichard, vont assurer, sinon la coordination de la majorité, du moins la liaison entre le Président de la République et le parti majoritaire de la majorité-Président et parti qui ne s'aiment pas et se méfient l'un de l'autre.

Mais, en politique, les sentiments comptent moins que les contraintes. Giscard d'Estaing et l'U.D.R. sont condamnés à la coexistence. L'U.D.R. doit soutenir le Président au nom de ses principes constitutionnels, le Président ne dispose pas, dans le pays ou l'Assemblée, de voix susceptibles de compenser les voix perdues le jour où une fraction de l'U.D.R. passerait à l'opposition.

L'U.D.R., dont les commentateurs annoncent si souvent la fin, demeure,

aujourd'hui encore, non seulement le groupe le plus nombreux de la majorité, mais le seul qui soit enraciné dans le pays. Ni les républicains indépendants ni les centristes ou réformateurs, séparés ou réunis, ne constituent une force électorale comparable à l'U.D.R. La majorité parlementaire ou gouvernementale s'étend vers le centre, mais elle ne gagne pas pour autant de suffrages dans le pays. Les centristes se rallient mais non pas tous ses électeurs. L'extension qu'appelle de ses vœux le président de la République se heurte à une opposition qu'unit et durcit l'espérance de la victoire.

L'U.D.R., après le général de Gaulle et de Georges Pompidou, se divise en fractions multiples, selon la génération, selon les chefs de file, selon le style, selon l'orientation. Les chabanistes qui, depuis 1974, détestaient le président de la République, se découvrent avec lui des affinités réformistes. Chirac et les pompidolistes vont être assaillis à la fois par les défenseurs sourcilleux de la doctrine militaire et diplomatique du général (Alexandre Sanguinetti) et par ceux qui refusent de se ranger dans la droite conservatrice. Querelles de personnes ou querelles d'idées? Le commentateur est libre de choisir - ou de ne pas choisir.

La Ve République, comme tous les régimes démocratiques, change avec la conjoncture et les titulaires des principales fonctions. Selon Edgar Faure, nous vivons déjà en "présidentialisme". Tout dépend de ce que l'on entend par ce terme. Le président de la République, élu au suffrage universel, assume les responsabilités suprêmes et dit le dernier mot. Aucun premier ministre n'a mis en doute cette préséance, non pas seulement dans les domaines réservés mais dans n'importe quel domaine. Chaban-Delmas, quelques jours après avoir obtenu un vote de confiance à l'Assemblée, s'est retiré quand Georges Pompidou le lui a demandé.

Il n'en résulte ni que notre régime soit présidentiel au sens où l'est le régime américain ni que le président de la République gouverne en même temps qu'il règne. L'existence d'un premier ministre, la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée créent la menace constante de deux conflits, dont l'un - entre majorité présidentielle et majorité parlementaire - provoquerait probablement une crise de régime.

De plus, et cette différence, jamais mentionnée, me paraît encore plus importante: le président américain possède les moyens de gouverner effectivement, non le président français. À Washington, le président se choisit un conseiller pour les affaires diplomatiques et militaires, secrétaire du Conseil national de sécurité, un Conseil économique composé de trois membres. Avec

ses sources propres d'information et délibération, il se trouve en mesure de discuter avec ses ministres et de prendre des décisions à bon escient. Rien de pareil en France où l'actuel président a encore réduit l'importance des services de l'Élysée.

On a reproché à Georges Pompidou, on reproche à Valéry Giscard d'Estaing une tendance à l'improvisation, des interventions soudaines et inopportunes. La faute en est peut-être moins aux hommes qu'à l'organisation. Si le premier ministre exerce sa mission dans la "plénitude de ses attributions", le président inspire ou oriente, il ne gouverne pas et toutes les spéculations sur le présidentielisme portent à faux. Personne, me répondra Edgar Faure, ne prend au sérieux la formule de la "plénitude des attributions" - simple réponse aux reproches formulés par Jacques Chirac à l'adresse du président de la République.

Je pense, en effet, que Raymond Barre, homme public mais non politique, dirigera la lutte contre l'inflation bien plus qu'il ne coordonnera l'action des trois ministres d'État, "professionnels de la politique". Mais cette combinaison même, plus bizarre encore que les précédentes prouve que notre régime demeure ce qu'il n'a cessé d'être: indéfinissable, sinon incohérent.

La Ve République continue.

La Ve République continue. Vers une démocratie sage ou vers l'affrontement?(1)

Le Figaro

6 septembre 1976

Parmi les sujets de désaccord entre son premier ministre et lui, le président de la République mentionna, à la télévision, la date des prochaines élections législatives. Jacques Chirac souhaitait provoquer des élections immédiates, à l'automne probablement, afin d'acquiescer la liberté d'action nécessaire à la lutte contre l'inflation; une telle lutte commence, en effet, par des mesures impopulaires et ne rallie l'opinion et les groupes d'intérêt qu'une fois des résultats obtenus, ce qui, en l'espèce, signifie au bout de deux ou trois ans. Valéry Giscard d'Estaing a répété, une fois de plus, que les élections auraient lieu à la date prévue, au printemps de 1978, comme si la régularité des consultations populaires caractérisait la démocratie sage qu'il appelle de ses vœux.

En Grande-Bretagne, une assemblée va rarement jusqu'au bout de son mandat légal. Le parti au pouvoir choisit le moment qu'il juge favorable pour provoquer des élections, soit que sa majorité lui paraisse insuffisante, soit que les mesures, dictées par la situation, risquent de lui aliéner, pour un temps, les électeurs. On voit mal pourquoi la Ve République attacherait une valeur symbolique à l'intervalle de cinq ans d'une élection législative à une autre. Certes, en Grande-Bretagne, la Chambre des Communes constitue la seule expression de la souveraineté nationale, alors qu'en France le président de la République en constitue une autre. Mais le programme commun de gouvernement de la coalition socialiste-communiste prévoit de relever l'Assemblée et d'abaisser le chef de l'État. Si l'opposition obtenait une majorité à l'Assemblée, en 1978, Valéry Giscard d'Estaing resterait peut-être à l'Élysée: il n'y affirmerait pas avec la même sérénité qu'aujourd'hui la suprématie que lui assure la Constitution sur le premier ministre.

D'après nombre de commentateurs, il reste convaincu qu'en tout état de cause la majorité l'emportera aux élections législatives de 1978. J'ai même lu quelque part, sous une signature respectable, que, selon lui, il ne se trouverait pas plus de quatre électeurs sur dix pour se lancer dans l'aventure "collectiviste" de l'application du Programme commun. Je vois mal, personnellement, sur quelles données s'appuierait une pareille confiance. En 1974, François Mitterrand,

soutenu par le parti communiste, recueillit les suffrages de plus de 49% des électeurs. Dans le cadre de la circonscription, l'électeur prend moins, et non pas plus, conscience de l'enjeu national de son vote.

On ne saura jamais qui, du Président ou du Premier, avait raison. Et la question, momentanément, ne se pose plus. Il reste un principe: dans la Constitution de la Ve République, la dissolution de l'Assemblée doit être considérée comme une procédure normale et non pas comme symptôme de crise. Il reste aussi un fait: l'extension de la majorité vers le centre gauche, souhaitée par le président de la République, demeure une vue de l'esprit tant que radicaux de gauche, socialistes et communistes maintiennent leur alliance.

Que la France se divise en deux blocs au moment de l'élection du président de la République, rien de plus normal. Le scrutin majoritaire exclut les nuances d'opinion et la Constitution interdit une élection "triangulaire" au deuxième tour. Ce qui crée le malaise, ce n'est pas la division de la France en deux blocs, c'est la distance qui les sépare, au moins en apparence, les chefs de l'opposition refusant le dialogue avec le chef de l'État. Mais le refus de dialogue lui-même n'est qu'un symbole ou, peut-être, une réplique. Olivier Guichard, l'autre jour, à la télévision, déclarait que le nouveau gouvernement était pour ainsi dire un gouvernement de salut public puisqu'il représentait la dernière chance de la majorité. Si le salut de celle-ci se confond avec le salut de la France, à quoi bon un dialogue entre le chef de l'État et le chef de l'opposition?

Le pire, c'est que l'opposition, à mon sens, n'offre pas une alternative crédible à la présente majorité. "The Economist" écrivait, il y a deux semaines, en propres termes: "M. Mitterrand existe afin de rendre un gouvernement de remplacement soutenu par les communistes, apparemment plus respectable, mais, avec un gouvernement Mitterrand, dans le contexte de l'opinion internationale qui est en train de se dégager, le franc ne tarderait pas à ne valoir qu'un sou." En fait, la coalition socialiste-communiste peut gagner les élections de 1978, elle ne pourra pas gouverner la France comme elle prétend le faire, autrement dit selon des méthodes libérales, sans sortir de la communauté européenne et de l'Alliance atlantique. Elle ne se donnerait une chance de réussite qu'en révisant fondamentalement le Programme commun.

Faute de culture économique peut-être, par suite du refus communiste aussi, l'opposition s'oblige elle-même à tenter une transformation en profondeur de l'économie et de la société contre les vœux de la moitié des Français. Le destin tragique d'Allende inspire à François Mitterrand la rhétorique de l'indignation; la

leçon lui échappe. Non que l'opposition au pouvoir soit menacée par un coup d'État militaire: il n'existe en France ni généraux ni armée de guerre civile. Mais le chaos économique révélera, en un bref délai, l'incompatibilité entre le programme communiste et l'insertion de notre économie dans le marché européen et atlantique.

Or - et c'est là que la répugnance de Valéry Giscard d'Estaing à se résigner à la division de la France en deux blocs devient intelligible - il n'est pas vrai que la moitié des Français souhaitent les transformations qu'implique le programme commun et moins encore les turbulences semi-révolutionnaires que provoquera la tentative de l'appliquer. Un radical de gauche, une fraction importante de socialistes sont en fait, par leur vision du monde, par leurs aspirations authentiques, plus proches des centristes, des "conservateurs éclairés" qu'ils ne le sont des communistes. En ce sens, le président de la République a raison de juger artificielle, funeste, la coupure de la France en deux.

Malheureusement, cette coupure, artificielle en un sens, est aujourd'hui, politiquement, un fait accompli. Il y a quelques années, il dépendait de la majorité elle-même de s'étendre vers la gauche ou tout au moins de sauvegarder une opposition de centre gauche, hostile à la coalition avec les communistes: il suffisait de ne pas contraindre de radicaux, tel Maurice Faure, à s'allier avec l'extrême gauche pour l'emporter au deuxième tour; maintenant, je crains qu'il ne soit trop tard. En 1978 - et en 1981 aussi - il faudra choisir entre le programme commun et une majorité inévitablement usée par l'exercice du pouvoir. À la longue, une démocratie sans renouvellement de l'équipe gouvernementale semble se contredire elle-même. Pourquoi une moitié des Français n'enverrait-elle jamais ses représentants dans les conseils d'État?

Des arguments de cette sorte pèsent, à n'en pas douter, sur l'esprit du président de la République. En insistant sur les réformes, il rêve de décriper la lutte politique. Mais comment la décriper tant que le salut de la majorité, aux yeux des ministres, se confond avec le salut de la France? La France libérale survivrait, finalement je le crois, à une victoire éventuelle de la coalition socialiste-communiste, mais non sans une crise grave, peut-être de plusieurs années.

Pour que la France ressemblât à cette démocratie réfléchie et tranquille, présente dans les propos du président de la République, l'opposition devrait changer de nature et d'objectifs. Changement possible, concevable, mais seulement après ou bien une victoire - et la crise qui s'ensuivrait - ou bien une

défaite qui apparaisse définitive et provoque la dissolution de la coalition socialo-communiste. De ces deux hypothèses, la première, celle d'une victoire de la gauche, semble la moins improbable, avec une majorité parlementaire qui n'aime pas le président de la République et dans un contexte économique qui ne permet plus les augmentations de rémunération accordées depuis deux ans au prix d'une inflation de moins en moins acceptée.

La politique reflète peut-être mal la réalité de la France, le fait est qu'elle risque d'entraîner le pays non vers la sagesse des démocraties scandinaves, mais vers des affrontements. Et la formule célèbre d'Alexis de Tocqueville se vérifierait une fois de plus: "Les Français restent tout surpris à la vue de ce qu'ils viennent de faire."

[\(1\)](#) Voir Le Figaro du 4-5 novembre 1976.

La Ve République continue. Il n'y a pas de mystère

Le Figaro
7 septembre 1976

Ni la dépréciation excessive du franc le mois dernier, ni la remontée actuelle ne justifient la panique ou l'enthousiasme. Il ne s'agit que d'incidents, normaux en un régime monétaire de flottement généralisé. La valeur d'une monnaie, comme celle de n'importe quelle marchandise, s'établit en fonction de l'offre et de la demande.[\(1\)](#)

On peut penser que cette valeur, à la longue, sera correctement déterminée par l'état de la balance des paiements extérieurs. On peut même penser, si l'on sacrifie à l'optimisme, que le marché finira par fixer la valeur des diverses monnaies à un niveau qui corresponde approximativement à la parité des pouvoirs d'achat. Formule qui signifie, à la limite, qu'en échangeant des francs contre des marks, on pourrait acheter, avec ces marks, autant de marchandises en Allemagne qu'avec les francs en France. Il va de soi que les systèmes de prix varient trop, de pays à pays, pour qu'il existe jamais une rigoureuse parité des pouvoirs d'achat. Du moins les prix des produits exportés demeureraient-ils du même ordre, compte tenu des taux de change.

Ce qui apparaît avec évidence, c'est qu'une hausse des prix en France, double de celle des prix en République fédérale allemande, entraînera, à plus ou moins long terme, une dépréciation de la monnaie française par rapport à la monnaie allemande - dépréciation qui se poursuit régulièrement depuis des années. En décidant la rentrée du franc dans le serpent, contre l'opinion de la plupart de ses conseillers, le Président de la République s'engageait à une rigueur comparable à celle de notre partenaire. L'engagement n'a pas été tenu.

À moins de bénéficier de confidences, nul ne saurait établir de discrimination entre les responsabilités respectives du chef de l'État, du premier ministre et du ministre des Finances. Le plus grand tort de ce dernier fut, me semble-t-il, de multiplier avec trop d'assurance trop de pronostics chiffrés, trop souvent démentis. Tout se passa comme si les gestionnaires, sans expérience personnelle d'une récession mondiale, avaient sous-estimé d'abord, en 1974, la chute probable de la production industrielle, ensuite, au moment de la relance, à l'automne de 1975, le risque d'une accélération de la hausse des prix.

Où en sommes-nous aujourd'hui? La production n'a pas encore retrouvé le niveau le plus élevé de 1974; la reprise a été provoquée et soutenue par la consommation; les investissements se situent à quelques points au-dessous du niveau de 1974. La balance commerciale est de nouveau en déficit, par suite surtout de l'accroissement des importations de pétrole: la sécheresse réduira les exportations de produits agricoles et obligera à importer des aliments pour le bétail. La baisse du franc élèvera le coût des aliments pour le bétail. La baisse du franc élèvera le coût des matières premières et de l'énergie achetées au-dehors. Tous ces facteurs ensemble, dont plusieurs ne dépendent pas du gouvernement mais du ciel ou du contexte économique aboutiront, autant qu'on le puisse prévoir, à un déficit total, pour l'année, de quelque trois milliards de dollars, montant qui ne compromet ni ne dépasse les capacités françaises d'emprunt.

En revanche, si les choses continuent comme au cours des deux dernières années, rien ne permet d'espérer ni le ralentissement de la hausse des prix, ni la reprise des investissements, ni une diminution substantielle du chômage. Parlons clair: la France commence à souffrir du mal britannique, alors même que la Grande-Bretagne essaye sérieusement, pour la première fois, d'en guérir: depuis 1974, les salariés des services publics ou parapublics ont reçu, en fonction de la politique dite contractuelle, des rémunérations supérieures de 3 ou 4 points à l'indice du coût de la vie.

Inévitablement les salaires nominaux, dans le secteur privé, ont progressé plus ou moins à la même allure. Au cours du premier semestre de l'année, le taux des salaires, d'après les chiffres officiels, s'est élevé de 8%. Si le mouvement continue, on atteindrait, pour l'ensemble de l'année, à un taux d'environ 16%. Dans ces conditions, un taux de hausse des prix de détail de 10 à 12% ne surprendra personne. Comme le déclarait Raymond Barre, il y a quelques semaines, en deux ans le pouvoir d'achat augmentait de 8% cependant que le produit national diminuait de 2%.

Ni la sévérité du budget ni la limitation du crédit, si souhaitables soient-elles, ne triompheront, à elles seules, de l'inflation. Même dans le secteur privé, ce que l'on appelle le marché du travail ressemble fort peu au marché libre des modèles économiques. Le premier ministre, qui écrivit il y a vingt-cinq ans un manuel d'économie (Lionel Stoleru en écrivit un aussi, de macro-économie) déclara récemment que la lutte contre l'inflation relevait de la politique plus que de la technique. On ne saurait mieux dire.

Personnellement, je pensais, en 1974, que le Président de la République, fort

de sa récente élection devait s'adresser au pays et lui promettre "non du sang, de la sueur et des larmes", mais une période de deux à trois ans durant laquelle la stabilisation, et non plus l'augmentation du pouvoir d'achat, deviendrait l'objectif. Le quadruplement du prix du pétrole, la récession justifiaient un appel à l'opposition et à la sagesse de tous. Le Président de la République en a jugé autrement. Peut-être la faible marge de son succès l'a-t-elle incité à une autre priorité: pour éviter des troubles sociaux, pour s'assurer contre les grèves de services publics, il laissa la politique contractuelle et les contraintes auxquelles sont soumis les chefs d'entreprise développer leurs effets. La masse des Français ne fut pas touchée par la crise, la France, ou, si l'on préfère, l'économie française le fut.

La plupart des entreprises réduisirent au minimum les licenciements pour cause économique; les salariés, licenciés pour cause économique, touchèrent, pendant une année, 90% de leur rémunération antérieure. La productivité augmenta avec la reprise sans pour autant que se dessine une forte tendance à l'embauche. L'industrie, pour l'instant, peut suffire à la demande sans beaucoup de salariés de plus. En d'autres termes, pour avoir refusé ou atténué les mesures ingrates que la récession rendait nécessaires, c'est maintenant, deux années après l'élection présidentielle, dix-huit mois avant les élections législatives que sonne l'heure de vérité, à l'occasion d'un conflit entre le Président et son premier ministre.

La tâche qui incombe à Raymond Barre n'exige aucune ou presque des qualités ou des connaissances, propres à un professeur d'économie ou à un rédacteur de manuel. Le Premier ministre a pour mission de convaincre en invoquant son savoir, les partenaires sociaux d'accepter, pendant deux années, une stabilisation de leur revenu réel. Aux États-Unis, les salariés ont subi une baisse de leur pouvoir d'achat; en République fédérale allemande, ils se sont accommodés d'une stabilisation approximative; en Grande-Bretagne, les syndicats, traumatisés par la chute de la livre, se résignent désormais à une baisse de leur revenu réel.

Qu'est-ce que le Premier ministre peut offrir en contre-partie de la "modération" qu'il demande? Un blocage des dividendes aurait une signification surtout symbolique tant est faible la part qu'ils représentent dans le produit national. On peut envisager aussi le blocage des salaires nominaux au-dessus d'un certain plafond. Mais en dernière analyse, les syndicats "politisés" C.G.T. et C.F.D.T. donneront une réponse dictée par leur stratégie; quant à la réponse de

F.O. on l'a déjà entendue: c'est la politique contractuelle, déclara M. Bergeron, qui assura la paix sociale de ces dernières années. Peut-être, mais si cette politique maintient l'objectif d'un accroissement du revenu réel de 4% par an, elle coûte trop cher parce qu'elle conduit, par l'intermédiaire de l'inflation et de la dévalorisation monétaire, à une situation finalement italienne plutôt qu'anglaise.

[\(1\)](#) Voir "Le Figaro" des 4-5 et 6 septembre.

"**Démocratie française**". Un libéral à l'Élysée

Le Figaro
12 octobre 1976

La publication en librairie d'un essai politique que le président de la République a rédigé lui-même, dans ses instants de loisir, met le commentateur dans l'embarras. Rien, sur la couverture de l'ouvrage, n'indique que l'auteur exerce les fonctions de chef de l'État. Valéry Giscard d'Estaing, s'est voulu (par coquetterie, par ambition littéraire ou par calcul, chacun en décidera) un écrivain qui réfléchit sur le destin de la France et se soumet sans crainte au jugement de ses pairs. Après tout François Mitterrand, lui aussi, écrit des livres dans lesquels la recherche du style ne compromet pas l'action du militant. Il reste que, provisoirement, au moins, l'un réside à l'Élysée et non l'autre.

Qu'on le veuille ou non, *Démocratie française* ne peut pas (et, au reste, ne doit pas) être jugé en faisant abstraction du rôle que joue aujourd'hui l'auteur sur la scène française. Il n'aurait pas écrit le même livre s'il n'était pas président de la République. À supposer, comme il l'affirme, qu'il continue de rêver à la gloire de Flaubert ou de Tocqueville, c'est après son septennat qu'il, donnera sa mesure. Les deux grands livres *La Démocratie en Amérique* et *L'Ancien Régime et la Révolution* ont paru l'un avant, l'autre après la carrière politique de l'aristocrate normand. Quant aux *Souvenirs*, dans lesquels, après quelques mois au Quai d'Orsay, Alexis de Tocqueville laisse courir librement sa plume, sans épargner ses amis ou ses adversaires, il en différa la publication d'un demi-siècle. Seuls nos petits-enfants liront peut-être les *Souvenirs* de Valéry Giscard d'Estaing, comparables à ceux qui restent un des plus précieux témoignages sur la Révolution de 1848.

Quelle signification convient-il d'accorder à *Démocratie française*, moins par rapport à la bataille des partis que par rapport à l'histoire des idées? La plupart des interprètes ont relevé, avant tout autre, le thème du pluralisme - non pas seulement le pluralisme proprement politique (pluralité des partis) ou constitutionnel (séparation des pouvoirs) mais aussi le pluralisme des pouvoirs sociaux, pouvoir de l'État, pouvoir économique, pouvoir des organisations de masses, pouvoir de communication de masses.

Thème qui ne présente certes pas de particulière originalité - l'auteur le reconnaîtrait lui-même; nombre d'écrivains, de professeurs ou d'hommes politiques revendiqueraient aisément la paternité de ce thème ou des multiples

variations que comporte celui-ci. Le transfert du pluralisme à la société elle-même remonte, quoi qu'en aient dit certains, à Montesquieu lui-même. Il suffit de lire attentivement *L'Esprit des Lois*, en particulier le livre XI, l'analyse du régime anglais et de la République romaine, pour se convaincre que la liberté, selon Montesquieu, se fonde beaucoup moins, comme l'ont cru les législateurs américains, sur la distinction de l'exécutif, du législatif et du judiciaire que sur l'existence de classes ou de forces sociales, susceptibles de s'arrêter les unes les autres et, du même coup, d'empêcher une concentration despotique du pouvoir.

Tocqueville donna une autre expression à la même idée en critiquant la centralisation d'une administration omnipotente. La superposition d'un régime représentatif à une telle bureaucratie lui paraissait un moindre mal, mais non une garantie des libertés.

Ce qui crée l'événement, ce n'est ni le thème ni même la manière dont Valéry Giscard d'Estaing le traite, c'est qu'un président de la République française, pour la première fois, cherche (peut-être sans le savoir) dans l'école libérale, celle des éternels vaincus, des exilés de l'intérieur, admirés hors de France mais sans influence visible au-dedans, les conceptions et les convictions qui permettraient de surmonter le choc stérile de la droite et de la gauche, l'alternance de gouvernements, les uns exclusivement soucieux de conserver, les autres condamnés, faute d'expérience ou de modération, à secouer l'édifice, à imposer quelques corrections, mais incapables d'exercer durablement le pouvoir: Alexis de Tocqueville, dans ses dernières années, se sentait plus seul, dans la France impériale, que dans les déserts du Nouveau Monde. Si un Tocqueville vivait aujourd'hui (malheureusement, si tel était le cas, on le saurait), il ne connaîtrait plus l'austère tristesse de la solitude; il se reconnaîtrait sinon dans les actes, du moins dans la philosophie du chef de l'État.

Bien entendu, les porte-parole de l'opposition répliqueront que le pluralisme sert d'arme de guerre contre le programme commun. Il faudrait être de mauvaise foi pour mettre en doute la signification polémique de cette théorie, apparemment abstraite. François Mitterrand, dans le dialogue que j'eus avec lui à la télévision, il y a quelques mois, admit pour le moins les risques de l'entreprise, qu'il espère mener à bien. Le programme commun, en fait, va loin dans le sens de la concentration du pouvoir politique et du pouvoir économique. La nationalisation de l'ensemble du système bancaire et des assurances aboutit à soumettre l'épargne tout entière des Français à la volonté discrétionnaire de l'État, donc des partis qui le gèrent.

Le débat national pour ou contre le programme commun, ouvert une première fois en 1973, se déroulera, une deuxième fois, jusqu'aux élections législatives de 1978. L'essai du président de la République en constitue, si l'on peut dire, le coup d'envoi. Il ne convaincra pas les dirigeants socialistes trop engagés désormais pour reculer. Il a le mérite de situer la discussion sur son véritable terrain. Que l'on appelle ou non collectivisme le régime qui résulterait de l'application du programme commun, peu importe. Ce qui importe, c'est de comprendre que l'opposition au bloc socialiste-communiste n'implique ni approbation sans réserve de l'actuelle gestion ni rejet inconditionnel de toutes les mesures proposées.

Le projet de l'opposition, *qui ne comporte d'équivalent dans aucun des pays où la social-démocratie a exercé ou exerce le pouvoir*, entraînerait des transformations difficilement réversibles, le repliement de l'économie française sur elle-même, la rupture inévitable avec la communauté européenne, elle-même partie du marché mondial.

L'essai du président de la République apporte peu d'argument inédits, mais il démontre, de manière convaincante, la contradiction interne au projet socialiste-communiste. Celui-ci promet de respecter les libertés pour répondre aux aspirations des Français, mais, consciemment ou non, il en détruit les fondements économiques.

"Démocratie française". Du libéralisme à la social-démocratie

Le Figaro
13 octobre 1976

J'ai rattaché l'essai du président de la République à la tradition du libéralisme français - libéralisme politique plutôt qu'économique, toujours coincé entre la gauche et la droite, entre les conservateurs (ou réactionnaires) et les révolutionnaires (1). Or, ce qui surprend le plus dans la pensée du président de la République, c'est la sérénité qu'elle affecte. Valéry Giscard d'Estaing donne en exemple les démocraties au fonctionnement régulier, il cite les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Europe du Nord, comme le faisaient, au siècle dernier, les admirateurs du modèle anglais, il ajoute la République fédérale allemande. En revanche, il ne semble pas conscient du fait que le régime du Royaume Uni traverse aujourd'hui une crise dont elle ne sortira pas sans troubles, sinon sans violence.

Lorsque Valéry Giscard d'Estaing déplore que le divorce idéologique empêche, dans la France actuelle, la "décrispation" de la vie politique, lorsqu'il appelle de ses vœux une France réconciliée avec elle-même qui confierait alternativement la conduite de ses affaires à deux équipes opposées mais partageant la même philosophie, il éveille la sympathie sans pour autant convaincre.

Comme aurait dit le général de Gaulle, la France reste la France et l'histoire de notre pays n'offre rien de comparable à la démocratie apaisée dont le président de la République nous présente l'image et garde la nostalgie.

Laissons même de côté les passions idéologiques auxquelles, au moins depuis deux siècles, les Français semblent plus enclins que les Anglo-Américains ou les Nordiques. Valéry Giscard d'Estaing se fait du libéralisme ou du pluralisme une représentation fautive à force d'irénisme. "Ce qu'on appelle union dans un corps politique est une chose très équivoque: la vraie est une union d'harmonies, qui fait que toutes les parties, quelque opposées qu'elles nous paraissent, concourent au bien général de la société, comme des dissonances, dans la musique, concourent à l'accord total." (Montesquieu.) Ne demandons pas à une société libre trop de *consensus*, comme on dit aujourd'hui. À force de refuser les batailles nécessaires, nos amis du Royaume Uni se laissèrent glisser vers le

précipice de la banqueroute. Et rappelons-nous que "toutes les fois qu'on verra tout le monde tranquille dans un État qui se donne le nom de la République, on peut être assuré que la liberté n'y est pas". (Montesquieu.)

Le président de la République affirme avec raison que le pluralisme ne contredit nullement le haut niveau de performance technique ou économique. Il suffit de comparer les niveaux de vie à l'est et à l'ouest de l'Europe, la composition des échanges entre les pays soviétiques (qui achètent des usines et des machines) et les pays occidentaux (qui achètent en retour des biens primaires) pour s'en convaincre. Mais, comme J. Schumpeter l'écrivait, le régime du marché est le meilleur *sur le long terme*, il n'évite pas les crises, il ne garantit jamais l'égalité, moins encore la fraternité.

La démocratie française diffère, selon le président de la République, du libéralisme traditionnel par le rôle actif de l'État, par la législation sociale, par l'effort de redistribution des revenus, par la protection accordée aux faibles, aux personnes âgées, en bref, par le double objectif de réduire les inégalités et de raffermir la communauté. Valéry Giscard d'Estaing s'il relisait le deuxième tome de *La Démocratie en Amérique*, découvrirait que les véritables libéraux en France, depuis un siècle et demi, ont toujours prévu et souhaité l'évolution vers une société de classes moyennes et, dans certaines limites, vers un État-providence.

Les socialistes répliquent - et c'est normal - en opposant les paroles à l'action, la modestie des réformes accomplies (énumérées dans les premières pages) à la grandeur des ambitions. Un président de la République, en se fiant à la magie du verbe au milieu même de la turbulence quotidienne, s'offre sans cuirasse à ces coups. Négligeons ces débats partisans et légitimes.

Les libéraux ne voient pas les dangers qui menacent les démocraties modernes d'un seul côté. Voici, par exemple, ce qu'écrivait, le 18 mars 1841, Alexis de Tocqueville à John-Stuart Mill, son ami et admirateur, après la crise égyptienne qui avait amené la France et l'Angleterre au bord de la guerre. "Ce n'est pas à vous, mon cher Mill, que j'ai besoin de dire que la plus grande maladie qui menace un peuple organisé comme le nôtre, c'est l'amollissement graduel des mœurs, l'abaissement de l'esprit, la médiocrité des goûts; c'est de ce côté que sont les plus grands dangers de l'avenir; (...) ce n'est pas à une pareille nation qu'il est sain de laisser croire que sa place dans le monde est plus petite (...) mais qu'il faut s'en consoler en faisant des chemins de fer..." Le général de Gaulle aurait aimé ces propos qui se terminent sur un appel à la "fierté" de ceux qui

mènent une pareille nation.

John-Stuart Mill répondait à Tocqueville en des termes qui, je le crois, plairaient à l'actuel président de la République: la grandeur d'une nation, écrivait-il, ne dépend pas de l'affirmation agressive d'elle-même, mais de son industrie, de ses mœurs, de l'instruction des citoyens, de ses vertus authentiques et non du jugement des autres. L'un et l'autre pourtant, le descendant d'un compagnon de Guillaume le Conquérant et le philosophe anglais, se rejoignaient dans une même recherche: quel sentiment pourrait animer les citoyens des démocraties modernes, producteurs et consommateurs avant tout, les élever au-dessus d'eux-mêmes et les unir dans une volonté commune?

Sur un point, en effet, et sur un point décisif. Valéry Giscard d'Estaing suppose résolu le problème qui paraissait presque insoluble aux grands esprits du siècle dernier. Que le libéralisme, à l'âge démocratique, entraîne logiquement la lutte contre les "privilèges", Tocqueville et ses amis n'en doutaient pas, mais toute supériorité de l'un risque de devenir, aux yeux de l'autre, un privilège. Jamais une société libérale ne s'accordera pour fixer la mesure acceptable des inégalités de revenus. Qu'elle se donne pour objectif la réduction au minimum des inégalités économiques, et elle créera peu à peu une bureaucratie tentaculaire, même si, à la manière de la Suède, elle laisse l'industrie entre les mains d'une douzaine de familles. Le libéralisme comporte une certaine dose de social-démocratie, mais il ne triomphera jamais du socialisme en promettant plus d'égalité que lui. Il peut et doit promettre plus d'efficacité, plus de liberté et autant de justice.

Le jour où la France aurait atteint à l'égalité possible dont elle reste encore éloignée, les Français se retrouveraient-ils plus proches les uns des autres plus fraternels? Encore une fois, les libéraux nous ont mis en garde: plus la société se veut égalitaire, plus elle le devient et moins les inégalités apparaissent tolérables. "Cette haine immortelle et de plus en plus allumée, qui anime les peuples démocratiques contre les moindres privilèges, favorise singulièrement la concentration graduelle de tous les droits politiques dans les mains du seul représentant de l'État... Je pense que dans les siècles démocratiques qui vont s'ouvrir, l'indépendance individuelle et les libertés locales seront toujours un produit de l'art. La centralisation sera le gouvernement naturel."

La démocratie française telle que l' imagine le président de la République, bien loin de résulter du mouvement spontané de nos sociétés, exige un effort constamment renouvelé contre le déterminisme des forces sociales, contre les

idéologies au nom desquelles les partis mobilisent les Français, contre la concentration étatique des pouvoirs qui semble seule capable d'accomplir l'égalité de condition qu'aucune société ne réalise et que la société libérale n'inscrit même pas parmi ses objectifs.

[^{\[1\]}](#) Voir *Le Figaro* du 12 octobre 1976.

La majorité à l'épreuve. Un seul rassemblement suffit

Le Figaro
19 novembre 1976

La constitution de la Ve République comporte deux risques de crise: la majorité parlementaire peut ne pas coïncider avec la majorité présidentielle, le premier ministre ne pas s'entendre avec le Président de la République.

Le malaise actuel tient à la fois à l'une et à l'autre de ces crises. L'opposition socialiste-communiste envisage avec une confiance (peut-être excessive) les élections de 1978; le premier ministre d'hier, Jacques Chirac, à la différence de ses prédécesseurs, n'est pas rentré sous la tente après son départ de Matignon. Il se prépare, non à une traversée du désert, mais à la direction d'un rassemblement.

Dès l'origine, les rapports entre un président qui s'était longtemps défini par le *oui mais* et un premier ministre issu du parti des *oui*, différaient en nature des relations entre le général de Gaulle et Michel Debré, ou bien entre Georges Pompidou et Jacques Chaban-Delmas. Pourtant, même sous les deux premiers présidents de la Ve République, la tension surgissait, un jour ou l'autre, entre les membres de la dyarchie. En mai 1968, le général de Gaulle se rallia de mauvais gré à la stratégie adoptée par son premier ministre revenue d'Afghanistan; quelques années plus tard, c'était Georges Pompidou qui s'irritait de l'initiative prise par son premier ministre de solliciter et d'obtenir un vote de confiance à l'Assemblée nationale.

La distinction entre les orientations ou les directives de la politique, définies par le chef de l'État, et les décisions quotidiennes du premier ministre, demeure malaisée et contestable. Raymond Barre déclara avec force, le jour de sa nomination, qu'il assumerait sa fonction dans la plénitude de ses attributions. Malheureusement, personne ne sait plus en quoi consistent ces attributions.

Le général de Gaulle acceptait à la rigueur de régner sans gouverner, parce qu'il s'intéressait avant tout aux affaires étrangères et militaires, parce qu'il ne doutait pas de garder le dernier mot. Habitué aux fonctions ministérielles, les autres présidents de la République ont continué de gouverner. Jacques Chirac ouvrit une crise dans la majorité non pas tant par sa démission que par le style de son retrait et l'expression brutale de ses griefs.

Dans notre présent régime, un ancien premier ministre se trouve en réserve de

la République - réserve susceptible de se prolonger et de glisser peu à peu vers l'obscurité. La vie parlementaire à elle seule ne permet plus de rester sur le devant de la scène. Il faut être présent dans et par la presse, la radio, la télévision. Or ces moyens de communication, à leur tour, se fatiguent si l'ex-premier ou l'ex-ministre n'ont rien d'autre à offrir que leurs souvenirs ou leurs ambitions. Jacques Chirac, par tempérament et par nécessité, pour conserver le capital de prestige acquis ou pour éviter l'obscurité de la réserve, renouvelle une démarche devenue presque rituelle des gaullistes: créer un nouveau rassemblement qui absorbera quelques éléments voisins et présentera un sigle ou un visage nouveau.

Les relations personnelles entre le président de la République et son ex-premier manquent probablement de cordialité. Même si les caractères des deux hommes ne s'étaient pas opposés, même si leurs analyses de la conjoncture s'étaient accordées la Constitution aurait provoqué des heurts. De même, pourquoi s'interroger sur les intentions ultimes de Jacques Chirac, se demander s'il envisage d'apparaître en sauveur après les élections perdues de 1978 ou s'il s'efforcera de les gagner?

De toute évidence, il se battra loyalement, aux côtés mais non pas dans l'ombre de Giscard d'Estaing, afin de gagner ces élections "historiques". Les électeurs de la majorité ne lui pardonneraient pas une politique du pire.

Il ne peut devenir sauveur qu'à la condition de ne porter aucune part de responsabilité dans la "catastrophe". Ce n'est pas lui qui, à la manière des stratèges, maintient deux fers au feu. C'est la structure du régime qui lui assure une chance quel que soit le verdict des électeurs. Que la majorité l'emporte, et le patron de l'ex-U.D.R. négociera avec le président de la République à partir d'une position de force. Que la coalition socialiste-communiste l'emporte, et le président de la République affaibli, désavoué, devra subir un gouvernement hostile ou remettre en jeu son mandat.

L'U.D.R., qu'on le veuille ou non, demeure le groupe le plus fort, le mieux enraciné de la majorité présidentielle. Quel que soit le nombre des électeurs qui, d'après les sondages, se réclament d'elle, qu'ils soient vingt, vingt-cinq ou trente pour cent des votants (plutôt vingt que trente, semble-t-il), les autres électeurs de la majorité - centristes, réformateurs, républicains indépendants - qu'ils se situent à droite ou à gauche de l'U.D.R., qu'ils soient attachés au président de la République ou qu'ils craignent la coalition socialiste-communiste, n'ont encore trouvé ni fédérateur, ni sigle, ni thème idéologique, ni organisation. *Démocratie*

française, l'ouvrage du président de la République, définit, par son œcuménisme, les principes de la majorité tout entière: il se prête mal à devenir la charte d'un rassemblement qui, venant après celui de Jacques Chirac, semblerait une réplique ou une manœuvre défensive.

Le président de la République qui traverse, à coup sûr, une période difficile. L'U.D.R., sous la contrainte, par fidélité aux institutions, a suivi jusqu'à présent le chef de l'État; celui-ci n'a pas pu ou pas voulu créer un parti qui lui doive son existence; il ne jouit plus de la confiance d'une fraction de la classe politique, nombre de députés jugeant que l'investiture du président n'améliore guère leurs perspectives de réélection. Qu'il s'agisse d'un candidat à la mairie de Paris, de l'élection du Parlement européen au suffrage universel ou de la ratification des accords de la Jamaïque, Valéry Giscard d'Estaing doit accepter le dialogue. L'erreur fatale serait de réagir avec excès à des blessures d'amour-propre.

Grâce à sa personnalité, par l'autorité de sa fonction, il possède encore plus que les commentateurs ne le croient les moyens d'influer sur l'opinion et les votes des Français. Rien ne prouve que le président de la République ait intérêt à un contre-rassemblement qui risquerait d'accentuer, au moins en apparence, le déséquilibre entre l'U.D.R. et les autres fractions de la majorité présidentielle.

Peut-être, en dernière analyse, suffirait-il pour que Jacques Chirac fût effectivement au service de la majorité présidentielle, que le président lui-même ne prît pas ombrage d'une action aux finalités équivoques. À moyen terme, c'est le chef de l'État qui détient encore les meilleures cartes, à la seule condition qu'il ne les gaspille pas dans des combats douteux.

Giscard d'Estaing et Chirac adversaires-alliés. Du bon usage des maladies

Le Figaro
2 décembre 1976

Qui refuse de prendre parti dans des conflits politiques, se trouve, aujourd'hui, dans l'embarras. La mort de l'U.D.R. et sa résurrection sous un sigle nouveau et sous l'autorité de Jacques Chirac lancent un défi à l'autorité du président de la République et mettent en cause la pratique constitutionnelle de la Ve République,

La rogne et la grogne, parmi les députés de la majorité, ne datent ni de 1974 ni de 1969. Même à l'époque où le général de Gaulle régnait à l'Élysée, la classe politique supportait avec une mauvaise humeur qui explosait de temps à l'autre la suprématie de l'exécutif. En mai 1968, quand le régime vacilla, les parlementaires qui soutenaient le gouvernement ne montrèrent pas tous la force d'âme des fidèles. Malgré tout, le divorce actuel, entre Valéry Giscard d'Estaing et le parti le plus important de sa majorité, revêt un tout autre caractère que le malaise des années 1967-1969, alors que chacun connaissait et devait taire la maladie de Georges Pompidou.

Pourquoi l'autorité du président de la République s'est-elle, en deux ans, aussi profondément dégradée? Quand Valéry Giscard d'Estaing fut élu, au printemps de 1974, l'économie française progressait encore, mais avec un taux d'inflation et avec un déficit des comptes extérieurs l'un et l'autre inacceptables. Le ministre des Finances prit des mesures restrictives et multiplia des prévisions chiffrées trop optimistes; personne n'osa dire une vérité qui, pourtant, n'exigeait pas de lucidité hors du commun. La grande inflation de 1973 et la hausse des prix des hydrocarbures rendaient inévitables quelques années de récession ou de croissance ralentie. La substitution du mot d'ordre: «maintien du pouvoir d'achat» au mot d'ordre: «augmentation régulière du pouvoir d'achat», que Raymond Barre défend aujourd'hui, s'imposait il y a deux ans.

La gestion 1974-1976, qui n'eut rien de catastrophique, aboutit à l'impasse actuelle. En effet, pour éviter les troubles sociaux, le gouvernement a continué la politique dite contractuelle – politique qui se traduisait par une augmentation de la masse salariale dans les secteurs publics et parapublics, de 15% et plus. Les entreprises étaient invitées à réduire le plus possible les licenciements, à

contribuer au financement du chômage. Il en résulte que les entreprises, en grand nombre, manquent des ressources financières nécessaires aux investissements et que le taux d'inflation, tombé en 1975 un peu au-dessous de 10%, remontera, en 1976, un peu au-dessus. À quelques mois des élections municipales, à dix-huit mois des élections législatives, la conjoncture dicte un ensemble de décisions, que l'on baptise Plan Barre. Les élus en craignent l'impopularité plus qu'ils n'en escomptent le succès.

La majorité présidentielle s'étendait des réformateurs, qui avaient passionnément combattu l'État gaulliste, jusqu'à l'U.D.R.

La cohabitation entre Jean-Jacques Servan-Schreiber et Jacques Chirac ne pouvait demeurer longtemps pacifique. Le débat sur la taxation des plus-values sonna le glas de l'ère des réformes, non sans laisser des deux côtés, un héritage d'amertume et de ressentiments. Quand le premier ministre prit l'initiative de démissionner – ce qui équivalait à condamner l'action du président de la République – les dés étaient jetés: celui que les gaullistes avaient accusé de trahison, parce qu'il avait choisi Giscard d'Estaing avant le premier tour de l'élection présidentielle, devenait, d'un coup, le héros de l'U.D.R. et le chef d'un rassemblement auquel adhèrent, plus ou moins discrètement, tous ceux qui font davantage confiance à l'investiture de l'ancien premier ministre qu'à celle de l'actuel président de la République.

Les deux hommes semblent donc glisser vers un affrontement que la manifestation de dimanche prochain, avec la foule et ses passions, risque de dramatiser. Or, en dépit de leur rivalité, le chef de l'État et le chef du rassemblement restent prisonniers l'un de l'autre. Aucun n'étant capable de remporter une victoire totale sur l'autre, à moins de précipiter en même temps sa propre défaite, je veux dire l'arrivée au pouvoir de l'opposition socialiste-communiste. Peut-être Jacques Chirac a-t-il les moyens de provoquer une crise ministérielle qui obligerait le président de la République à dissoudre l'Assemblée. Je n'imagine pas qu'il se laisse entraîner, par son tempérament ou ses conseillers, à un pari aussi aventureux.

En cas d'élections anticipées, dont il prendrait la responsabilité, il jouerait son avenir, de même que le président de la République jouerait son mandat.

De son côté, le chef de l'État doit s'adapter, au moins pour un temps, à une modification du rapport des forces entre l'Élysée et le Palais-Bourbon. Pourquoi le choix d'un candidat à la mairie de Paris ne reviendrait-il pas aux partis? Le général de Gaulle, lui-même, aurait souhaité que la présidence de la première

Assemblée de la Ve République fût offerte à Paul Raynaud; il ne fit pas une maladie de l'élection de Chaban-Delmas. Le président de la République se doit de réserver l'intransigeance aux sujets dits vitaux, ceux qui affectent le destin national et l'action économique.

À condition d'oublier la rivalité ultime et les heurts occasionnels, chacun des deux hommes a besoin de l'autre, ou, si l'on préfère, peut, selon la formule de Pascal, faire un bon usage de la maladie. Jacques Chirac livrera la bataille, celle des élections de 1978, dans le style qu'il affectionne, parce qu'il bénéficie d'une double liberté: par rapport aux responsabilités du pouvoir et par rapport à ceux qui exercent effectivement celui-ci.

Le président de la République a vainement cherché un dialogue avec l'opposition. Il a désorienté une partie de ses électeurs sans guère séduire ses adversaires. Il peut, à la rigueur, modifier quelque peu sa manière, afin de la rapprocher de celle que les Français attendent d'un président de la République. Il ne peut pas devenir un «battant». Élu au terme d'une campagne dite exemplaire, sans aucune polémique, il a plaidé pour la décrispation et il garde une réserve d'autorité, grâce à sa fonction et grâce à son talent. Il utilisera cette réserve quand les circonstances s'y prêteront.

Chacun des deux est pour l'autre non pas l'adversaire fraternel, mais l'adversaire-allié auquel on devra, peut-être, finalement, le triomphe. Tout peut arriver, dit-on. Certes, y compris que le chef du rassemblement travaille, en dernière analyse, pour le chef de l'État, ou inversement celui-ci pour celui-là.

Glorieuse incertitude, non du sport, mais de la politique?

Le risque de rupture ou la querelle des investitures

Le Figaro
21 décembre 1976

Valéry Giscard d'Estaing tira quelque fierté, il y a deux ans, de la "campagne exemplaire" qu'il avait menée. Les professeurs américains de science politique, présents à l'époque en France, jugèrent que l'issue de cette "campagne exemplaire" apportait un démenti à toutes les idées reçues sur le sujet: jamais un candidat à la présidence des États-Unis n'a été élu sans nommer, ni attaquer son rival.

À l'origine du dialogue aigre-doux entre le président de la République et son ex-premier ministre, les observateurs discernent l'opposition des personnalités et des styles. Jacques Chirac n'aurait pas été écrasé de compliments équivoques - officier de cavalerie, Bonaparte au pont d'Arcole, condottiere - si le chef de l'État n'avait pas, contre vents et marées, maintenu l'attitude sereine, détachée, qui répond à ses goûts. Aujourd'hui, avec un président qui plane au-dessus de la mêlée, et un premier ministre sans passé politique, la majorité au pouvoir se sent pour ainsi dire sans guide et sans porte-parole.

D'aucuns objecteront que Georges Pompidou, une fois à l'Élysée, avait rarement pris part aux débats partisans. Il était intervenu, en 1973, vers la fin de la campagne électorale; dans une interview à la télévision, il avait lancé quelques salves contre le programme commun. Dans l'ensemble il était resté à distance des partis, de leur rivalité et des arbitrages politiques. La situation, en 1976, diffère du tout au tout de ce qu'elle était en 1973.

La France se débat au milieu de difficultés économiques qu'elle n'avait pas connues au cours du quart de siècle précédent. L'inflation se poursuit, la croissance se ralentit ou s'arrête, le nombre des demandeurs d'emploi se maintient autour du million. Certes, les autres pays occidentaux ne sont pas non plus épargnés mais les Français ne comparent pas leur sort à celui de leurs voisins. De plus, les sondages indiquent une progression régulière de l'opposition socialiste-communiste, donc une chance sérieuse d'une victoire de la gauche en 1978.

Les dirigeants de la gauche ne relâchent pas leur offensive contre l'action du président de la République et du premier ministre. Écartés du pouvoir depuis

vingt ans, ils parlent comme s'ils possédaient, eux, une recette infaillible pour sortir notre économie de la crise. Bien plus, ils poussent l'imprudence - ou l'impudence - jusqu'à promettre tout à la fois de créer une autre société et de guérir les maux de la société actuelle. Ils semblent inconscients du caractère vieillot, anachronique du programme qu'ils proposent aux Français - programme qui prétend combiner, pour la première fois dans l'histoire, un libéralisme intellectuel et politique sans reproche avec un dirigisme économique, proche d'une planification autoritaire.

Aux attaques contre sa personne, son action et la majorité, le président de la République ne répond que par le refus, discret et poli, du collectivisme, par l'appel à la sagesse et à la patience d'un peuple qui n'a jamais été réputé pour ces sortes de vertus. Pourquoi s'étonner que l'initiative de Jacques Chirac ait suscité, bien au-delà des gaullistes historiques et des nostalgiques de l'État U.D.R. un élan d'espoir, voire d'enthousiasme? Le président de la République, investi de la magistrature suprême, a le droit de dire que la campagne électorale permanente contrarie le redressement de l'économie et va contre l'intérêt national. Le fait est que la campagne, jusqu'au printemps de 1978, restera permanente et que la faute en incombe non au R.P.R. mais à la France ou au régime politique.

Le R.P.R., il est vrai, crée autant de problèmes qu'il en résout. Jacques Chirac ne peut pas rejeter l'autorité du chef de l'État sans violer ses propres principes constitutionnels. Mais il ne peut pas non plus se soumettre inconditionnellement aux décisions de l'Élysée sans perdre son propre charisme. Il ne veut pas provoquer une crise qui entraînerait des élections anticipées, mais ses troupes lui interdisent certaines concessions. En d'autres termes, les deux hommes, l'un en tant qu'élu des Français, l'autre en tant que chef du parti le plus important de la majorité, risquent, à chaque instant, presque malgré eux, de provoquer la rupture.

L'élection du Parlement européen au suffrage universel, la ratification des accords de la Jamaïque sur le Fonds monétaire international constituent, en apparence, les deux principaux sujets de discorde entre le R.P.R. et le président. Probablement la querelle des investitures suscite-t-elle plus de passions. Les trois ou quatre groupes de la majorité, dans la plupart des circonscriptions, évitèrent, en 1975, les "élections primaires" autrement dit des candidatures multiples. En cas de besoin, le premier ministre rendait un arbitrage; dans la conjoncture présente, Raymond Barre impose difficilement son arbitrage: M. d'Ornano annonça sa candidature sur le perron de l'Élysée, ce qui ne renforçait pas l'autorité de l'hôte de Matignon.

Premier ministre, Jacques Chirac aurait disposé de plus de liberté d'action, il aurait pu rendre des arbitrages favorables aux autres fractions de la majorité et obtenir le consentement de l'U.D.R. Il n'en va pas de même désormais. Car les militants attendent de lui l'affirmation de l'autonomie d'un parti ou d'un rassemblement qui, dans l'ensemble, a perdu confiance dans le chef de l'État, même s'il continue de respecter, par doctrine, la magistrature suprême.

Je n'ai même pas mentionné le prétendu danger de glissement vers le fascisme auquel font illusion, ici et là, des commentateurs. L'accusation me paraît dénuée de sens. Les gaullistes, depuis toujours, suivent volontiers une personnalité dans laquelle ils se reconnaissent. Par le fait des circonstances, Jacques Chirac a soudain bénéficié d'un mouvement auquel il a répondu plus qu'il ne l'a suscité.

Jean-François Kahn, dans le *Quotidien de Paris*, me reproche de n'apercevoir de danger que d'un seul côté et il me rappelle les années 30 durant lesquelles il fallait effectivement se garder à droite et à gauche. Il ne faut pas oublier le passé mais il ne faut pas non plus confondre les époques. Il y a quarante ans, les libertés étaient menacées de toutes parts; aujourd'hui, je le maintiens, il n'existe aucun parti fasciste à droite qui mérite d'être pris au sérieux. Pour en faire surgir un, dans un pays qui, en immense majorité, se déclare favorable à une société démocratique et libérale, il ne faudrait rien de moins qu'un chaos, comparable à celui que provoqua ailleurs, en quelques années, un président résolu à changer "le modèle de société".

Éventualité malheureusement concevable mais contre laquelle on ne saurait se protéger en combattant des partis qui n'existent pas encore et en négligeant ceux dont nous admirons chaque jour les prouesses dialectiques.

Le président et les partis

Le Figaro
27 décembre 1976

La formule de Valéry Giscard d'Estaing, dans l'interview accordée à Jean-Pierre Elkabach, *Le président de la République est au-dessus des partis*, prête à des commentaires indéfinis parce qu'elle comporte, en une proportion mal déterminée, une part de vérité et une part d'erreur.

Le candidat à la présidence de la République ne se présente pas en délégué des partis, mais il ne se sépare pas d'eux pour autant. François Mitterrand reçut le soutien officiel, dès le premier tour, des deux principaux partis, socialiste et communiste. De l'autre côté, une équivoque subsistait: Jacques Chaban-Delmas avait annoncé sa candidature sans attendre l'investiture de l'U.D.R., il obtint celle-ci, mais une fraction du groupe parlementaire, à l'instigation de Jacques Chirac, se prononça en faveur de Valéry Giscard d'Estaing.

La relation entre les partis et les candidats à la présidence apparaît donc plus étroite à gauche qu'à droite; elle n'en existe pas moins ici et là. Si l'U.D.R. ne s'engagea pas à fond, au premier tour, comme elle l'aurait fait pour l'un des siens, elle n'en combattit pas moins François Mitterrand. La plupart des électeurs votèrent pour le candidat des partis auxquels ils donnent normalement leurs voix; le nombre de ceux qui préférèrent un homme à leurs idées fut étrangement réduit. Aux États-Unis, la personnalité des candidats pèse davantage sur la décision des citoyens. En France, déjà en 1974, les deux blocs s'étaient cristallisés, l'un qui exerce le pouvoir depuis 1958, l'autre qui englobe toute la gauche, une fraction des radicaux incluse.

Valéry Giscard d'Estaing s'était imposé au premier tour en surmontant l'opposition des U.D.R. Élu de la moitié des Français, il voulut, à juste titre, devenir le président de tous les Français et, en un sens, il répondait aux vœux de la nation. L'acceptation de la loi majoritaire implique un paradoxe apparent: une fois investi de la magistrature suprême, l'élu de la moitié des Français est reconnu par tous comme le président légitime. Aux États-Unis, le sacre par le suffrage universel conserve son efficacité, aussi bien morale que politique. Le prestige de la Constitution se transmet à celui que le peuple a désigné. Il a été élu d'abord par un des deux partis, mais chacun de ces derniers comprend des libéraux et des conservateurs; tous deux s'accordent sur l'essentiel, sur ce que nous appelons en France le modèle de société.

Comment accomplir, grâce au suffrage universel, cette transfiguration du candidat de la moitié des Français en président de tous les Français? Valéry Giscard d'Estaing s'y est employé de son mieux, peut-être avec quelque bonheur au début, mais tous les chiffres indiquent un rendement décroissant de ses efforts. Il avait parlé lui-même d'une campagne exemplaire puisqu'il s'était abstenu de toute attaque, non pas seulement contre la personne de son rival, mais aussi contre les idées et les partis que représente ce dernier. À cet égard, une élection présidentielle, en France, ne manque pas de surprendre les observateurs accoutumés aux mœurs américaines outre-Atlantique, les deux challengers échangent des accusations, sinon des invectives; puis le vaincu envoie un télégramme de félicitations au vainqueur. Relativement peu d'invectives en France, mais pas non plus de télégramme de félicitations. Mis à part les face à face à la radio ou à la télévision, tout se passe comme si les adversaires ne s'adressaient pas la parole.

Une fois président, Valéry Giscard d'Estaing est demeuré plus que jamais fidèle à son irénisme. Certes, les Français le blâmeraient s'il répondait à des attaques vulgaires ou basses; ils attendent de lui distance et hauteur par rapport aux épisodes de la vie quotidienne. Mais, à partir d'un certain point, ce détachement contredit les règles de la démocratie et devient plus apparent que réel.

Quand le président dénonce le collectivisme, il vise de toute évidence le programme commun pour lequel voterait aujourd'hui une moitié des Français. Quand il déplore l'agitation partisane et insiste sur la priorité du redressement économique, on devine sans peine la cible. Qu'il s'agisse de l'opposition socialiste-communiste ou d'une fraction de sa propre majorité, le président juge, semble-t-il, que le dialogue direct et ouvert s'accorde mal avec sa fonction, avec la dignité qu'elle exige.

Il a nommé premier ministre un homme public et non politique, qui doit son autorité à ses mérites de technicien, sans être en mesure de commander à l'U.D.R. ou de rendre des arbitrages. Quelle que soit la situation économique, le chef de l'État conserve en permanence une double tâche, proprement politique: répondre à l'opposition dans la mesure où celle-ci propose sérieusement des mesures différentes de celles du gouvernement, maintenir la cohérence de sa propre majorité.

Valéry Giscard d'Estaing ne dissimule pas son irritation à l'égard de la classe politique, de gauche et de droite. Je comprends cette irritation: le prix du pétrole

brut en dollars, vu de l'Élysée, importe plus que la dernière philippique de Georges Marchais ou que le dernier discours de Jacques Chirac. Les Français ne sont nullement incapables de mesurer l'importance relative de ceci et de cela; ils savent aussi que le président de la Ve République ne se borne pas à inaugurer des expositions de chrysanthèmes.

C'est lui qui inspire ou contrôle les plans de redressement, lui qui rend des arbitrages, lui qui exerce le pouvoir aujourd'hui lui qui sera acculé demain à l'alternative humiliante de se soumettre ou de se démettre au cas où la coalition socialiste-communiste l'emporterait en 1978. Par un va-et-vient trop visible entre les décisions personnelles et une sérénité élyséenne, le président donne l'impression tour à tour de se tenir au-dessus de la mêlée ou de trancher de tout. Le président doit s'élever au-dessus des partis, il ne peut les ignorer.

En 1974, le président possédait un potentiel considérable d'influence sur le pays, il en a perdu une partie, faute d'expliquer à l'avance les difficultés prévisibles, faute d'adopter toujours le style que les Français attendent du chef de l'État en période de crise, faute enfin de convaincre la classe politique qu'il savait se battre et qu'il la conduirait à la victoire.

Rien n'empêche le président de regagner, en 1977, ce qu'il a perdu en 1976, par le fait des circonstances économiques, de ses propres hésitations, des querelles à l'intérieur de la majorité - à condition qu'il se garde d'attribuer aux seules médisances des salons parisiens ou aux rigueurs du plan Barre la chute de sa popularité. La solitude guette le détenteur du pouvoir. Et le solitaire risque de ne pas garder, à chaque instant, le contact avec la réalité.

L'événement de l'année

Le Figaro
5 janvier 1977

Interrogé par un poste périphérique, M. Edgar Faure répondit à la question: "Quel a été, en France, l'événement le plus important de l'année?" en quelques mots: "L'abandon par le parti communiste français de la dictature du prolétariat."

Je ne discuterai pas la réponse en tant que telle: il se peut que le changement de tactique et de langage du P.C.F. constitue effectivement, par ses suites, l'événement le plus important de l'année 1976, pour la France. Ce qui exige la réflexion et soulève la contestation, c'est ce changement lui-même. En quoi consiste-t-il? Jusqu'où va-t-il? Quelles garanties offre-t-il aux non-communistes?

Si l'on s'en tient aux mots eux-mêmes, l'abandon de la dictature du prolétariat n'implique pas nécessairement une révision fondamentale du dogme. Au lendemain de la guerre, les dirigeants communistes des pays de l'Est, pour justifier la formule transitoire de la démocratie populaire, déclarèrent anachronique la notion de dictature du prolétariat – ce qui n'empêcha pas le parti tchèque de monopoliser le pouvoir en 1948. Un quart de siècle plus tard, A. Cunhal, lui aussi, rejeta la notion parce que, disait-il, la dictature évoquait les fascismes.

Les commentateurs semblent ignorer l'histoire de la doctrine. Celle-ci postule qu'en régime capitaliste la bourgeoisie exerce une dictature sociale, quelle que soit la forme politique que revête cette dictature. La révision doctrinale touche à l'essentiel si les communistes renoncent à l'idée que la bourgeoisie exerce, à l'heure présente, en dépit des élections et de la démocratie parlementaire, une dictature sociale. En revanche, s'ils identifient dictature du prolétariat et règne du parti unique, la révision se borne à promettre une arrivée au pouvoir sans violence et la préservation, durant une phase plus ou moins prolongée, des autres partis et des libertés personnelles.

Quelle est l'interprétation qu'il convient de retenir? Nul n'en sait rien. Les orthodoxes, par exemple les althussériens, ont objecté qu'un léniniste ne pourrait renoncer à la thèse de la dictature du prolétariat au lendemain de la révolution sans sacrifier la thèse de la dictature de la bourgeoisie aujourd'hui. Les dirigeants du P.C.F. maintiennent sur ce point un flou théorique. Ils continuent d'employer les expressions consacrées: capitalisme des monopoles par exemple. Ils suggèrent une confusion entre la dictature du prolétariat et les pratiques

soviétiques dont le stalinisme fut la forme achevée.

Admettons que MM. Marchais et Kanapa disent ce qu'ils pensent et pensent ce qu'ils disent. Pas plus que le stalinisme, dans une philosophie marxiste de l'Histoire, ne peut s'expliquer par les aberrations d'une personnalité, l'action du P.C.F. ne dépend et ne dépendra exclusivement des intentions des dirigeants. Lénine ne souhaitait pas le régime terroriste qu'il a créé. S'il finit par envoyer des soldats dans les campagnes pour y prendre le blé que les paysans refusaient de livrer, c'est qu'il s'était réduit lui-même à cette extrémité. Le pouvoir bolchevik avait détruit les mécanismes économiques, les relations d'échange entre villes et campagnes. Il mobilisa les baïonnettes faute d'autres moyens de persuasion.

Bien entendu, le P.C.F., dans l'avenir prévisible des prochaines années, n'occupera pas seul le pouvoir et la conjoncture économique ne ressemblera pas à celle de l'Union soviétique entre 1917 et 1921. Mais il subsiste une similitude en profondeur: le P.C.F., allié au P.S., cassera-t-il ou non les mécanismes économiques? Les partis marxistes-léninistes n'ont jamais renoncé, jusqu'à présent, à ce qui m'apparaît comme l'origine de leur mode de gestion: le refus non pas seulement de la propriété privée des instruments de production, mais aussi de la forme-marchandise, pour parler leur langage, ou encore de l'échange, du commerce libre.

Encore aujourd'hui, les gestionnaires soviétiques ne tolèrent qu'avec regret le marché libre des kolkhoziens; ils tolèrent aussi un marché gris et noir, considérable semble-t-il, parce que, sans ce marché, l'économie ne parviendrait pas à fonctionner. Ils s'accrochent, en dépit des leçons de l'expérience, au dogme d'une planification centrale, rationnelle, qui éliminerait et la propriété privée et l'échange, tous deux couverts par le concept de capitalisme et d'exploitation de l'homme par l'homme.

Rien, pour l'instant, ne permet d'imputer aux dirigeants du P.C.F. une révision fondamentale de leur doctrine. Le jour où ils participeront au pouvoir, ils paralyseront certains mécanismes économiques par la peur qu'ils inspirent (qui prendra le risque d'entreprendre et d'investir tant que le succès risque d'être sanctionné par la nationalisation?). Aux difficultés qu'ils devront affronter, ils ne trouveront de réplique, étant donné leur façon de penser, que dans un surcroît d'étatisme et de dirigisme. Ils découvriront la contradiction du communisme au pouvoir, celle d'où sortit le régime soviétique, y compris le stalinisme; quand l'État tend à substituer partout sa volonté arbitraire à celle des sujets économiques, il ne s'arrête pas à mi-chemin. L'économie de marché ne

fonctionne plus; le parti invoque la paralysie dont il porte la responsabilité pour éliminer les mécanismes qu'il condamne en théorie. Avec ces mécanismes économiques s'en va aussi la liberté politique.

Le P.C.F. réclame avec passion la légalisation du parti communiste espagnol et toute la gauche bien pensante, le ministre français des Affaires étrangères, réclament cette légalisation. Celle-ci me paraît, en effet, inévitable et conforme à la logique de la libéralisation espagnole dont le souverain a pris l'initiative. Mais pourquoi M. Marchais ne réclame-t-il pas la légalisation des partis non communistes à Cuba où il vient de passer ses vacances? Pourquoi soutient-il la cause de tous les régimes dits socialistes, au Vietnam, en Corée du Nord ou au Laos, où n'existe qu'un seul parti? Comment nous convaincre de la sincérité de la conversion au pluralisme alors que tous les partis frères revendiquent et gardent le monopole de l'activité politique?

Que le P.C.F. blâme le Goulag d'hier et les hôpitaux psychiatriques d'aujourd'hui, je n'en doute pas. Les communistes français ne veulent pas le mal pour le mal, par sadisme ou perversité. Lénine et ses compagnons ne le voulaient pas davantage. Mais s'ils professent un pluralisme non de transition et de circonstance mais de principe, tous les régimes, édifiés par les partis frères, appellent leur censure. La conversion au pluralisme impliquerait la rupture de la IIIe Internationale. Nous n'en sommes pas encore là.

L'heure de vérité

Le Figaro
28 janvier 1977

Lorsque Jacques Chirac transforma l'U.D.R. en R.P.R., chacun craignait ou espérait la montée progressive d'un conflit politique vers une rivalité personnelle et de cette rivalité vers une lutte inexpiable.

Sur le papier, il existait trois objets de dissension entre le président de la République et son ancien premier ministre: l'élection au suffrage universel du Parlement européen, la ratification des accords de la Jamaïque et la mairie de Paris. La première bombe fut désamorcée par Jacques Chirac qui s'affirma prêt à soutenir, devant l'Assemblée nationale, le projet relatif au Parlement européen, pourvu que la limitation des pouvoirs de ce dernier fût solennellement réaffirmée. La ratification des accords de la Jamaïque est reportée à une prochaine session. Elle soulève peu de passion parmi les députés, dont la plupart ne comprennent pas exactement les subtilités techniques de l'ordre monétaire. Aussi bien la non-ratification ne changerait strictement rien à la réalité.

Il restait la mairie de Paris et le commentateur le plus étranger, le plus indifférent à la politique politicienne ne pouvait méconnaître la portée du débat. Pour la première fois, depuis plus d'un siècle, la capitale sera administrée par un véritable maire. Inévitablement, le maire de la capitale, dans un pays aussi centralisé que la France, bénéficiera d'une autorité, d'un prestige qui suscitent les ambitions. Or, l'U.D.R., le groupe le plus important de la majorité, après avoir "perdu" l'Élysée, puis Matignon, se voit menacée de "perdre" la mairie de Paris par suite de "l'arbitrage" du premier ministre. Il fallait un étrange optimisme ou plutôt un incompréhensible aveuglement, parmi les conseillers du président de la République, pour imaginer que le président du R.P.R. se soumettrait à un arbitrage que ses troupes n'auraient pas accepté, même si lui-même avait été enclin à le faire.

Je n'ai rencontré Jacques Chirac qu'une seule fois dans ma vie et, sur la plupart des problèmes de fond, je me sens plus proche du président de la République ou des centristes que de la plupart des membres du R.P.R. Mais n'ayant jamais, depuis un quart de siècle, déclaré mon allégeance ou demandé une faveur aux princes qui nous gouvernent, je ne puis joindre ma voix à toutes celles qui se déchaînent aujourd'hui contre Jacques Chirac. S'il a lancé un défi au président de la République, comme on nous l'assure de tous les côtés, il s'est borné à

répondre, peut-être de manière excessive, à des défis qui lui étaient lancés.

Le choix du maire de Deauville, ville qui symbolise la mondanité et la richesse, prêtait déjà à la critique. La présentation des ministres en exercice contre des conseillers municipaux sortants qui, en tant que députés, avaient apporté leur soutien au gouvernement constituait une provocation gratuite. Appeler listes d'union des listes qui visaient de toute évidence les députés R.P.R. témoignait d'un certain sens de l'humour.

Dans sa conférence de presse le chef de l'État avait souligné que, dans toutes les grandes villes, les candidats font connaître à l'avance le nom de celui qu'ils éliront à la mairie. Il n'avait pas pour autant cité, à cette occasion, le nom de M. d'Ornano. Cependant, le soir même, ce dernier présentait de nouvelles listes et Jacques Chirac interprétait les propos présidentiels sur le pluralisme de la majorité tout autrement que je ne l'avais fait. Il y voyait l'acceptation d'une compétition ouverte dans la capitale entre les deux composantes de la majorité et non, comme j'inclinai à le penser l'invite à une négociation.

Je ne sais quelle était la pensée profonde du chef de l'État; la clarification se situait à un tel niveau d'abstraction que chacun y a trouvé ce qu'il cherchait. Mais chacun est, aujourd'hui, "piégé". Si le président de la République se met au-dessus des diverses fractions de sa majorité, il doit admettre la légitimité des griefs du R.P.R. qui détient la majorité des sièges de députés et de conseillers municipaux de la capitale et auxquels, par inadvertance, le premier ministre a voulu imposer un maire appartenant à une autre fraction de la majorité. Si le président de la République a lui-même arbitré en faveur de M. d'Ornano, s'il a lui-même encouragé la candidature de Mme Françoise Giroud, il est descendu dans la lice avant que M. Jacques Chirac n'y descende à son tour.

La politique politicienne appartient à la démocratie. Pour préserver son autorité sur ses troupes, un chef de parti doit en défendre les positions et les intérêts. Peut-être Jacques Chirac gardait-il d'autres recours que cette candidature spectaculaire. Il ne pouvait pas abandonner la mairie de Paris à M. d'Ornano sans combattre.

La déclaration du président de la République à son retour de Ryad, ouvrait en apparence une nouvelle perspective. En confiant au premier ministre la charge de rétablir l'accord à l'intérieur de la majorité, il offrait au R.P.R. le retrait de la candidature de M. d'Ornano. Comme on pouvait le prévoir sans grand risque d'erreur, Jacques Chirac ne s'est pas contenté de ce demi-succès.

Les amis du président de la République devront maintenant choisir entre deux

tactiques. Ou bien, ils prolongeront le concert d'imprécations et d'invectives qu'ils ont déclenché depuis l'annonce de la candidature Chirac. Ils dénonceront l'ancien premier ministre comme le commun diviseur, l'ambitieux sans scrupules, le destructeur de la Constitution, bientôt même le fasciste en puissance. À supposer que ce délire verbal affaiblisse le R.P.R. et Jacques Chirac - ce qui est improbable - ce résultat coûterait à la majorité beaucoup plus que l'accession de Jacques Chirac à la mairie de Paris.

Ou bien les amis du président de la République appliqueront la vieille règle de la stratégie: quand on a décidé la retraite il faut prendre du champ. M. d'Ornano se retire, Jacques Chirac refuse de se retirer. Eh bien, soit: qu'il devienne maire de Paris, gestionnaire de la capitale. En quoi ces fonctions municipales mettent-elles en péril la République, les institutions, le chef de l'État? Que MM. Poniatowski, Lecanuet et autres, témoignent enfin d'un minimum de sens politique. Ils ne peuvent se passer du R.P.R. et, aux élections de 1978, une victoire du R.P.R. serait en tout état de cause celle de Valéry Giscard d'Estaing.

Il suffit que le président de la République se désintéresse effectivement de cette querelle pour que la mairie de Paris apparaisse sous son vrai jour: moins une étape vers un destin national qu'une voie sans issue.

Les jeux ne sont pas faits

Le Figaro
31 janvier 1977

L'échange de lettres entre Raymond Barre et Jacques Chirac marque la fin d'une tentative de compromis à la fois tardive et mal engagée. À supposer qu'il y eût une chance d'obtenir le retrait du président du R.P.R. - ce que je ne crois pas - la lettre du premier ministre l'éliminait immédiatement, puisqu'elle reprenait "en tant que raisons graves et impérieuses" l'acte d'accusation que développaient à l'envi, depuis plusieurs jours, les giscardiens et les journalistes, hostiles à la majorité, mais aussi à Jacques Chirac au point de se faire, soudain, les porte-parole du président de la République.

Une fois la rupture consommée, les commentateurs se plaisent à décréter que l'événement était inévitable. Rien de plus facile que d'opposer les deux protagonistes, leurs styles, l'incompatibilité de leurs tempéraments. Le président de la République appartient à une fraction de la majorité; fraction qui, pendant des années, se définit par *oui mais*. À son tour de connaître le *oui mais* de la fraction la plus nombreuse de la majorité. Contre l'État U.D.R., contre la place que tenait l'U.D.R. dans l'État, se sont accumulés, depuis vingt ans, les ressentiments qui explosent aujourd'hui contre le président du R.P.R.

Tout cela dit, et l'on pourrait prolonger la litanie des explications, au moment de la création du R.P.R. il n'existait aucune raison de crise à l'Assemblée nationale. Raymond Barre était assuré du soutien unanime de la majorité. Les discours, dans le pays, de Jacques Chirac n'ébranlaient aucune muraille. Le président de la République avait tout intérêt à prendre du recul et de la hauteur, d'attendre la réussite du plan de redressement économique et de garder intact le potentiel d'influence et d'autorité qu'il doit à sa personne et à sa fonction. L'affaire de la mairie de Paris traînait depuis des semaines. À supposer que Jacques Chirac cherchât l'occasion d'un coup d'éclat, comme on nous l'affirme aujourd'hui, une négociation, quelques semaines plus tôt, s'imposait. Ni les ministres U.D.R. ni les conseillers du président n'ont prêté une attention suffisante à la querelle parisienne que des candidatures agressives empoisonnaient peu à peu.

Tout cela appartient au passé et je n'entends "donner raison à personne", bien que "Le Monde" ait choisi cette formule pour titre d'un fragment de mon article de vendredi dernier. Ce qui m'importe c'est l'avenir. Tous les bons apôtres qui

versent des larmes de crocodile sur le gâchis, sur le triste spectacle, sur la majorité déchirée, souhaitent, manifestement, que l'hostilité, devenue passionnelle, entre les deux hommes, entraîne la division de la majorité en deux blocs incapables de vivre ensemble et rende inévitables, du même coup, la dissolution et des élections anticipées, élections que dans les circonstances présentes, l'opposition socialo-communiste remporterait à coup sûr.

Diagnostic faussement objectif. L'affaire parisienne qu'il était facile de régler à l'amiable n'oblige ni les ministres R.P.R. à choisir entre le gouvernement et leur parti ni les ministres giscardiens à vouloir la mort du R.P.R. Les prochaines semaines seront remplies de bruit et de fureur. Comme certains giscardiens s'accordent avec la gauche socialiste dans leurs invectives contre Jacques Chirac, celui-ci se trouve dans une situation pour le moins inconfortable. En période de trouble, les Français se tournent spontanément vers le président de la République, dont le R.P.R. conteste, en apparence, l'autorité, bien que celle-ci ne s'étende pas, en théorie jusqu'à la désignation des candidats à la mairie de Paris.

Quel arbitrage rendront les électeurs parisiens, le mois prochain, entre les listes de la majorité et celles de l'opposition; entre celles du ministre de l'Industrie et celles du président du R.P.R.?

Je ne me risquerai pas à le prévoir aujourd'hui. Ce qu'il est possible de prévoir, en revanche, c'est que J. Chirac sera dénoncé, un peu partout, comme le responsable du désarroi de la majorité et qu'en refusant "le troisième homme" au dernier moment, il prête le flanc à cette accusation. La chasse à l'homme, dont on parlait il y a quelques semaines, va changer de victime.

Pour ceux qui se soucient des élections de 1978 plus que de l'Hôtel de Ville de Paris, quelques faits résisteront au délire verbal. L'U.D.R. ou le R.P.R. détient à l'Assemblée nationale presque les deux tiers des sièges de la majorité. Parmi les partis de la majorité, il est le seul à posséder un appareil national, un enracinement populaire. Les R.I. ne constituent qu'un groupement de notables; les radicaux et autres centristes ne vivent ici et là, que grâce à quelques personnalités de premier plan. L'homme à abattre, pour François Mitterrand, c'était, et c'est encore, Jacques Chirac. Quant au président de la République, le premier secrétaire du parti socialiste lui réglera son compte de manière expéditive s'il gagne les élections de 1978. Valéry Giscard d'Estaing ayant décidé de rester à l'Élysée, même après une victoire socialo-communiste, s'interdit de prendre une part active à la campagne électorale.

Voici la curiosité de la conjoncture présente. Depuis 1974, le président de la

République n'attaque personne, il s'ingénie à "décrisper" la vie politique. Il ne fait une exception qu'aux dépens de son ancien premier ministre; de celui qui lui apporta, dès le premier tour de l'élection présidentielle, l'appui d'une fraction de l'U.D.R. (À l'époque Jacques Chirac n'était pas un ambitieux sans scrupule, mais un allié, soucieux du bien public). Certes, il ne l'attaque pas personnellement, puisqu'il se tient au-dessus des partis, mais il laisse la meute des siens courir à ses trousses.

Libre à tel ou tel centriste de se réjouir parce qu'enfin point la rétrospective d'une élimination du parti gaulliste. Peut-être, Jacques Chirac perdra-t-il d'abord une fraction de ses troupes, ensuite son pari. Mais cette mise à mort ne précéderait que d'un an celle de la majorité et du même coup, celle de Valéry Giscard d'Estaing lui-même. Pour moi, au cours des prochaines semaines, et en dépit du tumulte, je m'en tiendrai à deux principes: préserver l'autorité du président de la République; rester en dehors d'une campagne qui affaiblira une des composantes de la majorité présidentielle - majorité qui ne survivra à 1978 qu'à la condition de retrouver cohérence et volonté.

Horizon 1978

Le Figaro
4 février 1977

Les juristes et les journalistes n'ont pas attendu l'année 1977 et la querelle de la mairie de Paris pour poser la question: Que se passerait-il le jour où un président de la République, élu sur un certain programme, trouverait en face de lui à l'Assemblée nationale une majorité élue sur un programme incompatible avec le sien? En 1974, au cours de la campagne électorale, Valéry Giscard d'Estaing avait suggéré que François Mitterrand, s'il était élu, devrait dissoudre l'Assemblée nationale où il se heurterait à une majorité hostile au programme commun. Aujourd'hui, c'est au président de la République que l'on demande ce qu'il ferait si, en 1978, l'opposition l'emportait.

En théorie, le président de la République aurait le choix entre deux tactiques: ou bien dramatiser à l'avance les conséquences d'une victoire de la gauche, déclarer ouvertement qu'une coexistence entre le chef de l'opposition socialiste et lui-même serait en tout état de cause impossible; ou bien invoquer la Constitution et se réserver la liberté de choix que lui donne la Constitution elle-même. L'autre soir, à la télévision, il a choisi une fois de plus le second terme de l'alternative.

Ceux qui le soupçonnent de souhaiter une victoire de la gauche afin de liquider le R.P.R. me paraissent plus déraisonnables encore que ceux qui soupçonnent Jacques Chirac de souhaiter, lui aussi, une victoire de la gauche pour devenir ensuite le sauveur. Même si le président de la République n'exclut pas, pour un avenir plus lointain, une redistribution des cartes, il sait bien qu'au lendemain d'une victoire, socialistes et communistes s'efforceraient de gouverner ensemble et d'appliquer le programme commun. Pourrait-il demeurer à l'Élysée si le premier secrétaire du parti socialiste s'installait à Matignon?

Le président devrait cautionner des mesures qu'il désapprouve, tolérer la mise en œuvre d'une politique "collectiviste". Personne ne méconnaît les contradictions d'une pareille conjoncture. Il est possible, probable si l'on veut, que cette conjoncture ne dure pas, soit que le chef de la coalition de gauche accule le président de la République à la démission, soit que ce dernier prenne à la première occasion le risque de dissoudre l'Assemblée nationale et de consulter de nouveau le pays.

Qu'une victoire de la gauche en 1978 ouvre une crise, dont nul ne peut prévoir

le déroulement, va pour ainsi dire de soi. Mais l'imprévisibilité de la crise ou plutôt le nombre des scénarios possibles justifient l'attitude adoptée par le président de la République.

L'autre attitude aurait le double inconvénient d'être dépourvue, sur le plan électoral, d'une véritable efficacité et de priver le président de toute marge de manœuvre. Les Français n'ignorent pas les conséquences de leur vote et le chef de l'État leur rappellera, le moment venu, l'enjeu des élections. Mais la méthode de la carte forcée - vous avez élu un président, donc il faut lui donner une majorité parlementaire qui s'accorde avec lui, vous avez élu une majorité à l'Assemblée, donc il faut lui donner un président de même tendance - me paraît d'un rendement décroissant. En s'obligeant à démissionner dans l'hypothèse d'une victoire de l'opposition, le président, à mon sens, n'ajouterait rien à la force de l'argument que les candidats de la majorité ne manqueront pas d'employer. Et, en contrepartie, il commettrait l'erreur souvent dénoncée par les théoriciens de la stratégie: prendre une décision irrévocable avant de connaître exactement la situation.

Les socialistes disent aujourd'hui que l'importance du succès importe peu, qu'ils exigeraient le pouvoir s'ils disposaient d'une douzaine de voix de majorité à l'Assemblée et qu'ils resteraient fidèles aux engagements du programme commun. À supposer qu'ils tiennent demain le même langage et qu'ils s'efforcent d'appliquer un programme que les événements ont rendu sur plusieurs points anachronique, ils devront encore, eux aussi, choisir entre deux stratégies politiques. À eux de s'accommoder de la présence du président de la République élu en 1974 ou de prendre l'initiative d'un processus révolutionnaire.

Or, les socialistes savent bien que les Français, en immense majorité, même les électeurs de la gauche, craignent les troubles révolutionnaires, souhaitent le respect de la légalité et la continuité de l'ordre constitutionnel.

À supposer que la coopération entre un président "libéral avancé" et un premier ministre voué à un programme "collectiviste" se révèle impossible - ce qui me semble effectivement probable - il n'en résulte pas que le chef de l'État doive se retirer de lui-même, sans résistance, et prendre la décision anticipée de ce retrait dans l'espoir de peser sur les votes des citoyens.

Faut-il dire, en reprenant la formule d'un commentateur, que le chef de l'État accepte officiellement le principe de l'alternance? Aucun président de la République n'a refusé, en principe, l'alternance: du moment que l'on procède à des élections libres, les partis d'opposition espèrent obtenir la majorité des sièges

à l'Assemblée nationale. Georges Pompidou avait déclaré, lui aussi, qu'il tiendrait compte du résultat de la consultation et Valéry Giscard d'Estaing a usé d'une expression équivalente. Il n'a pas dit et il ne pense probablement pas que l'alternance soit possible entre deux coalitions dont chacune propose un autre modèle de société. Il a dit qu'il resterait à l'Élysée jusqu'au terme de son mandat pour exercer certaines fonctions présidentielles: assurer le fonctionnement régulier des institutions et garantir les libertés fondamentales des Français.

Estime-t-il lui-même que la coalition socialiste-communiste, forte d'une majorité substantielle à l'Assemblée nationale, lui accorderait trois années de grâce? Il ne répondra jamais, et à juste titre, à une telle interrogation. Un chef politique, comme un chef de guerre, garde toujours son secret.

Le suicide de la majorité?

Le Figaro
21 février 1977

Depuis 1962, à savoir l'élection du président de la République au suffrage universel, la politique française s'est progressivement durcie, bloquée ou crispée. Peu à peu le choix a été imposé à tous et à chacun de prendre parti pour la majorité ou pour l'opposition; les groupes du centre, l'un après l'autre, ont rejoint l'une ou l'autre des coalitions. Le partage des radicaux symbolise celui de la classe politique et de la France. Robert Fabre a choisi MM. Mitterrand-Marchais, Jean-Jacques Servan-Schreiber a préféré M. Giscard d'Estaing.

La structure actuelle ne reflète pas plus fidèlement la réalité que ne le faisait la structure toute différente de la IV^e République. Dans un cas comme dans l'autre, ce sont les institutions, loi constitutionnelle et loi électorale, qui donnent à la compétition entre les partis et les hommes sa forme propre. Hier, tout contribuait à la dispersion et à l'éparpillement, aujourd'hui tout conspire à la formation de deux armées mobilisées en une campagne électorale permanente. Une moitié de la France - à 2 ou 3% près d'un côté ou de l'autre - n'est pas directement représentée dans les conseils du gouvernement.

L'élection du président de la République au suffrage universel rend inévitable qu'une fois tous les sept ans les Français se répartissent en deux camps. Mais le scrutin uninominal à deux tours, instauré pour les élections législatives, oblige, à son tour, tous les cinq ans, les Français à choisir un des deux blocs. Comme les observateurs prévoient, à juste titre, qu'une crise naîtrait inévitablement d'une opposition éventuelle entre majorité présidentielle et majorité législative, chaque consultation populaire prend un caractère dramatique parce qu'un changement de majorité remettrait en question le résultat de la précédente consultation et risquerait d'entraîner des bouleversements.

Un seul moyen s'offrait au président de la République pour "décrisper" la politique: modifier la loi électorale. Tant que les candidats socialistes ou radicaux de gauche ont besoin des voix communistes au deuxième tour, la coalition de gauche résistera aussi bien aux assauts qu'aux tentatives de séduction. Bien plus, François Mitterrand s'est peut-être progressivement convaincu lui-même que le programme commun et le projet socialiste répondent aux nécessités de la conjoncture. Rien ne permet donc d'espérer (ou de craindre) que d'ici au printemps de 1978 l'opposition se divise et que François Mitterrand

envisage sérieusement de gouverner avec Valéry Giscard d'Estaing, qu'il n'a pas rencontré une seule fois depuis 1974. L'idée qu'un notable de province, style IIIe République, tel Robert Fabre ou Maurice Faure, se sente plus proche de Georges Marchais que d'un Lecanuet ou même d'un J.-J. Servan-Schreiber me paraît proprement burlesque. Il n'en reste pas moins que, par la faute des institutions et des hommes, la bataille électorale va se dérouler au cours des prochains mois, entre les deux blocs.

Même les querelles entre socialistes et communistes ne troublent guère l'opinion: les électeurs de gauche, pour la plupart, n'ignorent pas les conflits, passés et futurs, entre socialistes et communistes, aujourd'hui alliés. Les polémiques entre ces deux partis prennent une signification idéologique et trouvent par là-même une sorte de justification. Il n'en va pas de même au sein de la majorité: faute de parti organisé et de doctrine élaborée, les querelles révèlent presque inévitablement un caractère personnel et semblent plus ou moins sordides.

Rien n'est plus frappant, à cet égard, que l'ascension de Raymond Barre. Le premier ministre doit son autorité soudaine à sa capacité de dire non, à son courage tranquille et à la distance prise à l'égard des dissensions proprement politiciennes. Quel programme peut opposer Jacques Chirac à celui qu'applique son successeur?

Que les autres acteurs, emportés par la passion, ne s'y trompent pas: ils perdent tous de leur autorité aux yeux de la masse des Français, dans la mesure où ils participent à la bagarre. Hier, des giscardiens se mettaient dans leur tort par les éclats de leur colère. Au cours des deux dernières semaines, Jacques Chirac n'a pas évité toutes les fautes dont les circonstances lui offraient l'occasion.

Faute, le refus de listes d'union dans les circonscriptions où la gauche a les meilleures chances de l'emporter; plus grave encore, et qui touche à l'essentiel, l'attaque directe contre le chef de l'État en présence d'un ministre en exercice du gouvernement de Raymond Barre. En évoquant l'incertitude au sommet, Jacques Chirac pense probablement donner satisfaction à la fraction de l'électorat majoritaire que le président de la République a déçue ou qui ne se reconnaît pas en lui. À coup sûr, cette fraction existe, elle s'exprime dans les salons parisiens. Rien ne prouve que ces électeurs déçus se rallient au président du R.P.R. qui, de 1974 à 1976, a été étroitement associé au président de la République. Pourquoi rendraient-ils Valéry Giscard d'Estaing seul responsable du cours des

événements? Pourquoi, à moins qu'ils ne soient depuis toujours acquis au parti gaulliste (quel qu'en soit le nom), mettraient-ils leur espoir dans l'homme qui a contribué plus que tout autre à l'élection de l'actuel chef de l'État?

En attaquant ce dernier, Jacques Chirac, à mon sens, se trompe doublement. Les électeurs de la majorité, pour la plupart, ne le suivront pas s'il prend pour cible le président de la République sous prétexte de combattre plus efficacement l'opposition socialistes-communistes. Les Français demeurent attachés à la fonction présidentielle même quand ils critiquent celui qui l'exerce. Enfin et surtout, Jacques Chirac ne peut recruter de militants au-delà des cercles gaullistes qu'à la condition d'apparaître comme l'adversaire le plus redoutable de la coalition socialo-communiste.

La candidature à la mairie de Paris, pour des raisons de circonstances s'accordait avec l'image du "battant" aux prises avec François Mitterrand. En va-t-il encore de même aujourd'hui? Jacques Chirac s'était engagé solennellement à soutenir le plan Barre, à se situer à l'intérieur de la majorité, à ne pas mettre en cause l'autorité du président de la République.

À l'allure où vont les choses, que restera-t-il de ces engagements demain?

Réponse à des lecteurs

Le Figaro
28 février 1977

Le Figaro, auquel je collabore depuis trente ans - j'y ai publié mon premier article au printemps de 1947 -, n'a jamais pris part aux compétitions électorales entre les partis qui se réclament du même ensemble d'idées, démocratiques et libérales. Le parti socialiste d'aujourd'hui, celui que François Mitterrand a construit, se vante d'avoir rompu avec la tradition de la S.F.I.O. - et à juste titre. Signataire du programme commun de la gauche, il s'ingénie à faciliter la conquête ou la colonisation du plus grand nombre possible de conseils municipaux par le parti communiste.

Par les idées qu'il répand, par les promesses qu'il multiplie, par la stratégie qu'il mène, le nouveau P.S. constitue une anomalie dans l'Europe actuelle. Il remporte à coup sûr des succès électoraux, mais à partir d'un malentendu fondamental: nombre de Français voient en lui un parti social-démocrate, comparable à ceux qui, en République fédérale allemande ou en Scandinavie, gouvernent des sociétés industrielles avancées alors qu'il s'enfonce, et de manière malheureusement irrévocable, sur une voie sans issue.

Dans le combat entre la coalition socialiste-communiste et l'ensemble des centristes, républicains indépendants et R.P.R., *Le Figaro*, comme il le fait aujourd'hui, n'aurait jamais hésité à prendre parti. En revanche, il aurait toujours refusé l'obligation de trancher entre M. d'Ornano et M. Chirac. Les lecteurs qui m'envoient des lettres, tour à tour de félicitations ou d'injures, selon que tel de mes articles flatte leur passion ou contredit leurs préférences, se refusent à comprendre l'esprit et les intentions de mes analyses.

La candidature de Jacques Chirac à la mairie de Paris, dans le contexte de la politique politicienne, m'apparaissait normale: je le pensais et je l'ai écrit. Le refus de l'arbitrage "officiel" rendu par le premier ministre pouvait susciter des regrets, mais comment s'étonner ou s'indigner que le président du R.P.R. défende les positions de ses amis dans la capitale? Une fois cette candidature proclamée, une "élection primaire" entre les listes se réclamant de l'une ou de l'autre des fractions de la majorité devenait inévitable. Encore faut-il trouver, pour cette pratique, un style qui ne compromette pas le regroupement au deuxième tour. Des milliers d'électeurs de M. Chaban-Delmas ne reportèrent pas leurs voix sur M. Giscard d'Estaing au deuxième tour, en 1974, en raison de la violence des

polémiques pendant la campagne du premier tour.

Je pensais à la fin du mois dernier, et je pense aujourd'hui encore, que l'on ne sert pas le président de la République en usant contre le président du R.P.R. d'un langage que les journaux et les porte-parole de l'opposition reprennent ensuite avec satisfaction, "méthode fasciste", "ambitieux sans scrupules".

Que Jacques Chirac n'ait pas fait la preuve, durant son passage à Matignon, de qualités indiscutables d'homme d'État, certes. Que Raymond Barre s'acquitte mieux de sa tâche, comme me l'expliquent les fonctionnaires, je veux bien le croire. Mais, dans la Ve République, la répartition de responsabilités entre le président de la République et le premier ministre demeure pour le moins malaisée. On ne grandit pas Valéry Giscard d'Estaing en imputant à Jacques Chirac toutes les déceptions de ces dernières années. Et l'on ne grandit pas l'ex-premier ministre par des insinuations gratuites et quelquefois insultantes contre le président de la République.

D'après les sondages, les électeurs du R.P.R. ne représentent qu'environ la moitié des électeurs de l'actuelle majorité; les républicains indépendants, les centristes, les radicaux ne possèdent aucune organisation nationale digne de ce nom. Le R.P.R. représente la majorité de la majorité parlementaire actuelle. Après son élection, Valéry Giscard d'Estaing adopta une tactique entre plusieurs possibles. Il misa sur son premier ministre pour lui assurer le soutien du groupe U.D.R. Du même coup, il permit la reconstitution et le renforcement du groupe qui, en 1974, était ébranlé par l'accession d'un républicain indépendant à l'Élysée. Lorsque le président de la République rompit avec Jacques Chirac, l'occasion de créer à l'Assemblée une majorité giscardienne était passée. À un an d'élections législatives, d'une portée décisive, giscardiens et chiraquiens ne gardent une chance de l'emporter ensemble qu'à la condition de maintenir leurs querelles à l'intérieur de certaines limites.

Jacques Chirac franchit ces limites quand il attaque le président de la République en présence d'un ministre en exercice du gouvernement Barre: je le pensais et je l'ai écrit. Il n'y a guère plus de sens à suggérer qu'un succès de Jacques Chirac à Paris entraînerait des élections anticipées ou que le président du R.P.R., manifestement doué pour l'électoratisme radical-socialiste, se présentera demain en sauveur après une apocalypse socialiste-communiste ou encore qu'il est un fasciste en puissance. L'autre soir, à la télévision, M. Marchais, imposant silence au journaliste, nous a montré, en chair et en os, à quoi ressemble un fasciste en puissance.

Nos lecteurs - ou plutôt les quelques-uns qui nous écrivent - sont passionnément engagés d'un côté ou de l'autre. Ils ne lisent plus les articles, ils y cherchent ce qui sert ou dessert leur candidat. Et, avec la propension à la bassesse de militants en colère, ils cherchent des raisons sordides à ce qui devient, à leurs yeux, une trahison, le passage d'un camp à un autre. Si j'avais jamais nourri d'autre ambition que celle d'écrire librement, je n'aurais pas aussi souvent provoqué l'irritation des hommes au pouvoir - y compris de ceux qui me savent gré du soutien que je leur apporte en des circonstances difficiles.

Qu'on le veuille ou non, un schisme existe dans la majorité: une fraction de l'électorat modéré ne se reconnaît plus dans le président de la République, une autre fraction ne se ralliera jamais au président du R.P.R. Je n'ai pas l'illusion de rapprocher les deux hommes ni encore moins leurs "entourages". Mais, puisque je n'aperçois autour de moi que des volontaires pour jeter de l'huile sur le feu, je réclame le droit de jouer un rôle plus ingrat mais peut-être plus utile.

Aux élections de 1978, la Ve République, et donc son président, connaîtront l'épreuve décisive: les amis de Jacques Chirac ne doivent pas l'oublier. Le R.P.R. regroupe environ la moitié des électeurs du président de la République: il ne suffirait pas de "détruire" Chirac pour rallier les chiraquiens.

L'affrontement inévitable

Le Figaro
15 mars 1977

L'érosion de la majorité, après vingt années d'exercice du pouvoir et en période de crise économique, est conforme à la logique en même temps qu'à l'expérience. Nul ne peut s'en étonner, nul ne doit en rejeter la responsabilité sur un seul homme ou sur une seule cause. Mais la nature et le programme de l'opposition obligent le citoyen à s'interroger sur l'enjeu de la prochaine bataille.

La gauche remporte des succès spectaculaires dans l'Ouest, à Angers ou à Alençon, dans la partie de la France relativement peu industrialisée, qui passait naguère pour conservatrice ou modérée. Les électeurs de gauche votent désormais pour une tête de liste communiste tout aussi aisément que pour une tête de liste socialiste. L'effort de François Mitterrand et de Georges Marchais porte donc ses fruits: les Français acceptent, aujourd'hui du moins, l'alliance étroite et permanente des socialistes et de communistes, en vue de conquérir la majorité à l'Assemblée nationale d'abord, en vue de gouverner en commun par la suite. Les radicaux de gauche se joignent à ce bloc et tâchent de lui donner une caution de libéralisme. Quelques gaullistes d'opposition, quelques virtuoses du flou s'efforcent d'exister et d'obtenir une place qui sur les listes de candidats, qui sur les tribunes des débats au soir des consultations électorales.

À Maubeuge, un maire socialiste qui avait refusé l'union de la gauche a gardé la mairie avec le soutien de la majorité. À Cambrai, le vainqueur est un R.P.R. bénéficiant du soutien du maire sortant, un socialiste dissident. Ces quelques exceptions ne semblent pas modifier, dans l'ensemble, les règles du jeu: les dirigeants du P.S. misent de manière irrévocable, sur le pacte avec le P.C. et sur le programme commun. Tout se passe comme si les Français - entre un et deux millions tout au plus - qui, en changeant de camp, décident de l'issue des consultations populaires, attendaient sans inquiétude la victoire de la gauche et n'y voyaient qu'une conséquence normale du principe de l'alternance.

Dès lors, une seule question se pose: ces Français se laissent-ils abuser? Faut-il croire le radical de gauche qui nous assure benoîtement que le programme commun ne menace pas la société libérale dans laquelle nous vivons et qui répond aux préférences d'une immense majorité des électeurs? Faut-il croire, au contraire, les socialistes de la tendance de gauche qui nous annoncent une étape décisive vers un socialisme qui n'a encore été dans aucun pays compatible avec

les libertés?

Faut-il croire que Georges Marchais s'est converti aux pratiques de la démocratie bourgeoise que tous les partis de la IIIe Internationale n'ont cessé, depuis 1917, de mépriser et d'utiliser en attendant de les supprimer le jour où ils en ont les moyens? Ou faut-il croire, au contraire, forts de l'expérience du XXe siècle, qu'Enrico Berlinguer ou Georges Marchais changent de langage mais non d'objectif?

Un journal télévisé par la station Télé-Monte-Carlo préparé par les rédacteurs du *II Giornale nuovo* déplaisait aux communistes italiens: ceux-ci tentèrent d'abord d'en interdire la diffusion par des voies légales. Faute d'atteindre immédiatement leur but, ils recoururent ou laissèrent d'autres recourir à des méthodes plus expéditives: les relais de Télé-Monte-Carlo furent l'objet d'attentats terroristes. Et le journal télévisé de *II Giornale nuovo* ne parvient plus jusqu'à Rome. Un intellectuel du P.C.I. écrivait, à la fin de l'année dernière, dans *L'Unità* cette formule lourde de sens: "Le pluralisme est une modalité, non un but."

Dimanche soir, au cours des débats radiodiffusés ou télévisés, les interlocuteurs s'interrogeaient, parfois avec une angoisse évidente, sur la campagne électorale permanente dans laquelle vivra la France au cours des douze prochains mois (à moins d'élections anticipées, qui demeurent improbables). Telle me paraît, à n'en pas douter, la perspective prochaine. Les deux coalitions vont se mobiliser et mobiliser leurs troupes en vue des élections législatives.

D'ici à mars 1978, aucune mesure d'ordre économique que le gouvernement pourrait prendre ne modifiera décisivement le climat social. Le ralentissement de la croissance, la limitation des hausses de salaires, même si les prix, eux aussi, progressent plus lentement le chômage, en particulier celui des jeunes, aiguïseront le désir de changement, donc, en démocratie, le désir d'un changement de majorité.

Dès lors, de deux choses l'une: ou bien l'on juge la gauche capable de gouverner et de réformer efficacement la société actuelle; l'élargissement du secteur nationalisé ne compromettrait pas le fonctionnement d'une économie libre; les mouvements des masses populaires ne provoqueraient pas, comme en 1936, des hausses insupportables de salaires; les communistes respecteraient les droits de leurs adversaires, calmeraient l'impatience de leurs troupes et contribueraient de leur mieux au succès de François Mitterrand. Ceux qui

tiennent pour plausible un pareil scénario - ce conte de fées - prêcheront la modération et rappelleront aux Français, une fois encore presque livrés aux démons de la guerre civile, qu'ils ne sont pas divisés en profondeur sur les choix fondamentaux.

Ou bien l'on juge que la coalition socialiste-communiste précipitera notre pays dans une crise grave, aussi bien politique qu'économique, qu'elle risque de provoquer des transformations irréversibles et d'entraîner le pays vers un modèle social, hélas trop connu, celui d'une économie paralysée par la planification et d'un État tyrannique.

Parmi ceux qui votent pour la gauche, il ne manque pas d'hommes - j'en connais - qui sourient du conte de fées et tiennent le deuxième scénario pour le plus probable.

Quant à moi, le deuxième scénario me paraît malheureusement le seul plausible; j'en tire avec tristesse la seule conclusion honnête: il nous reste une année pour ouvrir les yeux des Français égarés et pour éviter des troubles qui ne s'arrêteraient pas aux frontières de la France.

Une année pour convaincre

Le Figaro
22 mars 1977

Pour une fois personne ne conteste le sens et la portée des élections municipales; personne ne cherche à minimiser l'importance du succès remporté par l'union de la gauche. Tout au plus convient-il d'attendre des études plus poussées pour connaître le pourcentage exact des voix qui se sont portées sur les listes du programme commun. François Mitterrand avait recueilli plus de 49% des voix en 1974; si la gauche en a recueilli dimanche 52% on constate qu'un déplacement de 2 à 3% des suffrages suffit à provoquer un raz de marée au niveau de la représentation.

L'alliance socialistes-communistes sort renforcée de la consultation puisque les électeurs socialistes, au deuxième tour, votent aussi résolument pour un communiste qu'inversement les électeurs communistes pour un socialiste. Bien plus, les marginaux, jobertistes, écologistes ou poujadistes, mécontents du pouvoir pour une raison ou pour une autre, rallient pour la plupart au deuxième tour les candidats de la gauche. Les diverses fractions de gauche ou d'opposition s'unissent avec plus de discipline au deuxième tour que les diverses fractions de l'actuelle majorité.

Les démocrates-sociaux ou centristes semblent particulièrement atteints - ce qui s'explique souvent par le regroupement des partis. Alliés jadis avec des socialistes et hostiles au gouvernement en place, ils se retrouvent aujourd'hui à l'intérieur de la majorité présidentielle; ils ne font le plein ni des voix gaullistes ni des voix naguère d'opposition. Le transfert au niveau municipal de la tactique bloc contre bloc devait entraîner des surprises comme celle de Saint-Étienne.

La bataille de Paris a tenu une telle place dans les commentaires pré-électoraux qu'il convient, au risque de rouvrir des plaies, d'en dire un dernier mot. Parmi les conseillers du président de la République, les uns le conjuraient de ne pas s'engager, fût-ce par ministre de l'Intérieur ou Lecanuet interposés, contre le R.P.R.; les autres évoquaient le rééquilibrage de la majorité ou déchaînaient la foudre contre Jacques Chirac. Le président de la République sait désormais lesquels voyaient juste et lesquels lui préparaient une défaite supplémentaire. La première règle de la stratégie ordonne de se dérober, de refuser le combat lorsque le terrain s'annonce trop défavorable. À Paris, le terrain favorisait de toute évidence Jacques Chirac.

Les polémiques du premier tour à l'intérieur de la majorité ont-elles découragé certains électeurs, empêché les reports de voix, à Paris ou en province? Il se peut, mais on aurait tort de mettre l'accent avant tout sur cette discorde. La poussée de la gauche tient à des causes plus profondes, aux transformations de la société française, aux difficultés économiques, à l'incohérence de la majorité et à la cohésion croissante d'une gauche qui ne fait plus peur.

Les résultats électoraux confirment les enseignements des sondages: une majorité de Français semble croire que les partis de gauche lutteraient plus efficacement contre la crise et le chômage que le gouvernement actuel. Le parti communiste dénonce la politique d'austérité. Michel Rocard, à un niveau supérieur, plaide pour une relance de l'activité par l'augmentation du pouvoir d'achat; la croissance de la production, réduisant le coût unitaire des produits, compenserait le relèvement des rémunérations salariales.

Tant que la gauche n'exerce pas le pouvoir, elle a la partie belle. Au terme d'un dialogue, François Mitterrand et Raymond Barre camperont chacun sur leur position: peu importe que l'un ou l'autre prenne l'avantage dans la joute rhétorique.

La majorité s'interroge aujourd'hui sur la tactique qu'il convient d'adopter au cours de l'année qui nous sépare des élections législatives. Dans les débats de dimanche soir, on devinait l'alternative, devenue pour ainsi dire symbolique: réformisme, ouverture à gauche ou bloc contre bloc. Si le choix se présente ainsi, la réponse ne présente pas de doutes. Le premier terme de l'alternative n'offre aucune perspective - à moins que l'on n'envisage des regroupements après la victoire de la gauche en 1978 et l'échec du programme commun.

La tactique bloc contre bloc ne consiste pas à dénoncer quotidiennement la coalition socialo-communiste et l'entreprise collectiviste. On voit mal d'ailleurs pourquoi les mêmes hommes refusent avec indignation le collectivisme et revendiquent avec fierté le socialisme alors qu'historiquement ces deux mots présentent une signification voisine. Il s'agit avant tout d'éclairer les Français sur l'enjeu des prochaines élections.

L'entreprise de François Mitterrand se fonde sur deux hypothèses: la conversion du parti communiste au respect des libertés et à une coopération sincère avec les socialistes; la compatibilité de la politique esquissée dans le programme commun avec la participation de la France à l'ensemble européen et atlantique. Ces deux hypothèses me paraissent toutes deux peu plausibles, mais il reste à en convaincre les Français.

Les électeurs au-dessous de 35 ans ne connaissent plus le discours de Khrouchtchev au XXe Congrès, ils ont oublié ou ils n'ont jamais su ce que les dirigeants actuels du P.C., révoltés contre le stalinisme aujourd'hui, disaient il y a vingt-cinq ans du père des peuples. Quant au parti socialiste de François Mitterrand, il ne ressemble ni à celui de la République fédérale allemande, ni même à celui de la Suède qui n'a jamais, pendant quarante-quatre années d'exercice du pouvoir, nationalisé les grands groupes industriels à vocation transnationale. L'aile gauche du P.S. est plus proche, dans son idéologie et son programme, du P.C. que des partis socialistes d'Europe occidentale. La majorité ne manque pas d'arguments raisonnables contre la coalition dite de gauche. Il reste à leur donner une force de persuasion qu'ils ne possèdent plus.

Le regroupement des diverses fractions de la majorité est une condition, nécessaire mais non suffisante, de l'action. Regroupement qui exige une volonté positive commune et qui exclut l'adaptation, anticipée et opportuniste, à une victoire de la gauche en 1978.

L'erreur cardinale de la Ve République

Le Figaro
25 mars 1977

Une lettre d'une personnalité indépendante, ancien de la Rue d'Ulm, reflète, me semble-t-il, un état d'esprit répandu. Il attend le pire du gouvernement de gauche et pourtant il votera pour lui. "Je partage vos vues, m'écrit-il, sur les conséquences évidemment prévisibles de l'application éventuelle du programme commun en France: chute de la monnaie et des investissements. La société libérale, désormais sans ressort, devrait, pour se développer appliquer la politique de centralisation à outrance qui va directement à l'encontre du Marché commun et de l'économie de marché à laquelle nous sommes rattachés. L'effondrement de notre balance des paiements conduit à l'isolement dans l'Hexagone. Les conditions extérieures ne se prêteront pas, comme en 1938, après Munich et deux ans après le Front populaire, comme en 1947, après le retrait des ministres communistes et trois ans après la Libération, à un renversement politique. Les socialistes dont la liberté de manœuvre risque d'être obérée par leur aile gauche alliée aux communistes, plutôt que de reconnaître leurs erreurs, risquent de s'entêter et de continuer à prêcher un dirigisme qui ne ferait que s'accroître."

Mon correspondant qui, par suite de ses activités professionnelles, fréquente les économistes de tous les pays, partage donc et même accentue mon pessimisme. Il ne cède pourtant pas, comme François Mitterrand m'en accuse, à des réactions passionnelles puisque malgré son diagnostic, son cœur et sa voix vont à la gauche socialiste-communiste. Il écrit: "Vous assurez - et l'expérience du passé comme la logique vont dans votre sens - que la liberté est politiquement liée à l'économie de marché; qu'autoritarisme et planification vont de pair."

Immédiatement après cette concession, il écrit cette phrase étonnante: "Est-ce vraiment rêver que de croire que le mariage de la démocratie et du socialisme est possible, que Jaurès et Léon Blum n'étaient pas de vains utopistes? C'est possible." Il est certes plaisant de préférer le rêve à la réalité. Le socialisme de François Mitterrand et plus encore celui de l'aile gauche du parti socialiste diffère profondément de celui de Jaurès et de Léon Blum, en son inspiration et en son programme. Le socialisme de la social-démocratie allemande, celui même du socialisme suédois, ne sont pas incompatibles avec la démocratie politique. Celui de MM. Mitterrand et Marchais unis ne le sera pas longtemps. À ce

moment-là, le premier secrétaire du P.S. choisira probablement la démocratie et le secrétaire général du P.C. le socialisme (ou plutôt le prétendu socialisme).

Pourquoi donc ce correspondant, dépourvu de toute illusion, accepte-t-il à l'avance et souhaite-t-il la victoire de l'opposition? De multiples motifs se mêlent: cet observateur lucide se résigne au destin; il se révolte contre le caractère "non satisfaisant" de la société présente (surtout pour les jeunes et les chômeurs); il a gardé contre le général de Gaulle et la monarchie républicaine un ressentiment que le temps n'a pas apaisé.

Enfin, et surtout, il partage avec d'innombrables Français, la conscience de la contradiction qui mine la Ve République. Dès lors que l'on applique systématiquement le scrutin majoritaire à toutes les élections, de l'élection présidentielle jusqu'aux élections cantonales en passant par les élections législatives et municipales, on divise fatalement la France en deux blocs. La tradition française de report des voix au deuxième tour rendait inévitable la formation d'une gauche unie.

Poussé par les circonstances, le climat intellectuel du pays et ses conseillers, François Mitterrand finit par professer un socialisme à demi marxiste-léniniste dont son passé, sous la IVe République, n'offrait aucun symptôme.

Michel Debré, par adhésion doctrinaire au principe majoritaire, refuse, aujourd'hui encore, de reconnaître l'erreur cardinale de la Ve République: une démocratie sans possibilité d'alternance se condamne elle-même. Or, seul un scrutin proportionnel pour les élections législatives aurait donné une chance d'alternance sans bouleversement. Le Président de la République aurait perdu une partie de son pouvoir, mais on ne ruse pas indéfiniment avec la logique de la démocratie. Tant que le Président de la République entend gouverner en même temps que régner, toutes les élections, mêmes locales, le mettent en cause.

Il est évidemment trop tard pour changer le mode de scrutin. Il reste que, sous sa forme présente, la Ve République ne peut pas durer. La campagne électorale permanente, déclenchée depuis les élections cantonales de 1976, démontre la faiblesse interne de nos institutions. Ou bien il faut, comme aux États-Unis, procéder en même temps à l'élection présidentielle et aux élections législatives - ce qui réduirait le risque de conflit entre les deux expressions de la souveraineté nationale; ou bien il faut substituer le scrutin proportionnel au scrutin majoritaire pour les élections législatives - ce qui rendrait et au parti socialiste et au Président de la République une certaine liberté de manœuvre.

Quel que soit le résultat des élections de 1978, la Ve République telle que

nous l'avons connue atteindra, selon une vieille habitude française simultanément à la vingtième année et à la mort. En cas de victoire de la gauche, Valéry Giscard d'Estaing, s'il s'efforce de rester à l'Élysée, devra constituer un gouvernement de l'union de la gauche et inaugurer les expositions de chrysanthèmes, en attendant des jours meilleurs ou l'occasion de procéder à la dissolution de l'Assemblée nationale. Si une élection présidentielle succède, au bout de quelques semaines ou quelques mois, aux élections législatives, les communistes imposeront les réformes constitutionnelles inscrites dans le programme commun.

Enfin, même si elle l'emporte, la majorité finira bien par comprendre que le système par elle créé ne peut plus durer. 51% des Français ne peuvent pas, à terme, détenir seuls le pouvoir d'État - surtout s'ils tombent, en cours de route, à 48%.

L'heure de la décision

Le Figaro
28 mars 1977

Voici le temps de l'épreuve. Le premier ministre va remettre la démission collective du gouvernement au président de la République et ce dernier déterminera les grandes orientations de la politique qui sera menée d'ici aux élections législatives et la composition de l'équipe chargée de mettre en œuvre cette politique.

Aujourd'hui plus encore qu'hier, le président doit écouter non les propos qu'il souhaite entendre, ceux que lui prodiguent des conseillers prématurément blanchis sous le harnois, mais le langage impitoyable des faits. La tragi-comédie des élections parisiennes apporte une rude leçon: il n'est pire dérèglement de l'esprit que de prendre ses désirs pour des réalités.

Valéry Giscard d'Estaing assumait la charge d'une République et d'une majorité déjà usées. François Mitterrand avait recueilli plus de 49% des suffrages; les deux grands partis de gauche, socialiste et communiste, s'étaient unis en une alliance invulnérable aux coups jusqu'à la victoire commune inclusivement; chef d'un petit parti de la majorité, le président avait participé à la plupart des gouvernements de la Ve République, mais non sans éprouver, à l'égard du parti dominant, des ressentiments que ce dernier lui rendait avec intérêt. Enfin et surtout, en 1974, il devait être évident aux yeux de tous que l'économie mondiale entrait dans une phase difficile qui se prolongerait bien au-delà de la récession de 1974-1975, quels que soient les hommes au pouvoir.

Il ne s'agissait pas tant de conduire le changement que de conduire le vaisseau France au milieu des récifs. Le prix accru du pétrole exerçait une double action, hausse des prix et déflation: l'économie française et mondiale subissait la double menace ou plutôt les maux conjoints de l'inflation et d'une croissance ralentie (ou de la stagnation). En 1976, l'inflation atteignit la cote d'alerte. Oublions les erreurs commises dans la gestion: tout le monde en commet. L'essentiel demeure le décalage entre les événements auxquels chacun devait s'attendre et le style, l'optimisme, la désinvolture, les promesses implicites des discours présidentiels de 1974-1975.

Il aurait fallu au moins annoncer les sept années de vaches maigres en même temps que les réformes. Ainsi le président aurait-il au moins atténué, sinon évité, les déceptions inévitables. La croissance rapide du quart de siècle antérieur a

bouleversé la société française, provoqué des réactions de rejet à l'égard de l'industrie et du béton. Malgré tout, si l'on trouve aujourd'hui quelques pour cent des électeurs prêts à donner leur voix aux écologistes, aux adversaires de la société technicienne, il s'en trouve de plus nombreux encore qui donnent leur voix à l'opposition quand le gouvernement limite la hausse des salaires ou que quelques centaines de milliers de jeunes cherchent un emploi.

Depuis l'élection présidentielle de 1974, la gauche unie a gagné de trois à quatre points au score électoral. De plus de 49 %, la voici à 54. À la base, un transfert modeste d'un million de suffrages environ, au niveau de la représentation un raz de marée. Déjà les rats quittent le cargo, emportant avec eux un gaullisme de pacotille, qualifié pour l'occasion de gauche. Nombre de ceux qui allaient naguère à la soupe se couchent devant la vague de l'avenir pour qu'elle les porte vers le sable où l'accueilleront peut-être les maîtres de demain.

Depuis 1974, les sondages posent la même question sur la capacité du président de "tenir le coup" dans l'hypothèse où une crise, comparable à celle de 1968, se reproduirait. Question passablement stupide pour la simple raison que les événements ne se répètent jamais sous la même forme. C'est aujourd'hui que le président donnera réponse à la question que se posaient ceux qui lui veulent du bien: comment un homme qui, âgé de cinquante ans, n'a pas connu d'autre malheur que la blessure d'amour-propre que lui infligea le général de Gaulle en lui retirant le ministère des Finances, comment un homme, comblé par la nature et la société, supportera-t-il la solitude dans laquelle s'enfonce le détenteur d'un pouvoir désormais contesté? Comment réagira-t-il aux attaques, justes ou injustes, qui convergent vers le vaincu d'une bataille impitoyable?

J'imagine la tempête sous un crâne. Ou bien continuer la marche sur le même chemin, avec les mêmes ministres, à quelques exceptions près; affecter la même impassibilité, comme si les élections municipales différaient radicalement par leur enjeu et par leur signification des élections législatives. Ou bien constituer une autre équipe qui symbolise le regroupement des diverses fractions de la majorité et qui, soutenue par le président, ne sépare pas la lutte contre l'inflation d'un programme d'action et du combat contre la mystification du programme commun.

Tous les témoignages, tous les sondages le prouvent: les Français, dans leur immense majorité, n'appellent pas de leurs vœux une autre société; des cadres s'imaginent qu'ils garderont les avantages de leur condition présente et qu'ils bénéficieront en plus dans des entreprises nationalisées, de la sécurité de

l'emploi; des ouvriers s'imaginent que seul l'égoïsme des possédants leur refuse les augmentations de salaires; quant aux Français de toutes conditions, ils s'en prennent à la bureaucratie, à l'organisation anonyme et pesante de notre appareil productif alors que le programme commun nous promet un surplus de bureaucratie, un surplus de centralisation, bref une dose supplémentaire des poisons qui infectent nos sociétés.

Ce qui laisse à la majorité, minoritaire dans le pays, une perspective de salut, c'est le nombre de ceux qui sont entraînés par le désir de changement, par le vertige du pari sur la gauche et qui ne croient guère à la réussite d'une coalition à ce point incertaine de son unité qu'elle n'ose pas même remettre en cause le programme commun dont certains chapitres n'ont plus aucun sens dans la conjoncture présente.

Ce programme commun, le président de la République l'a déclaré, au cours de la campagne de 1974, incompatible avec le bien commun, incompatible avec la société libérale qu'il a fait serment de défendre, fort de la volonté profonde de millions de Français. Qui peut imaginer Valéry Giscard d'Estaing mettant sa signature au bas des lois ou des décrets qui accompliront l'œuvre qu'il a condamnée à l'avance? C'est faire injure à François Mitterrand que de supposer qu'après sa victoire il se reniera et se retournera vers un centre que la loi électorale a broyé. C'est faire injure à Valéry Giscard d'Estaing de lui prêter l'illusion d'un accord avec le premier secrétaire du parti socialiste.

La victoire de la gauche ne peut pas ne pas déclencher une crise politique, quelle que soit la décision que prenne le président de la République, quel que soit le scénario choisi par les uns et par les autres. Le président de la République pouvait penser, il y a quelques mois, qu'il lui suffisait d'intervenir au cours des dernières semaines de la campagne électorale. Attente désormais inconcevable: il doit s'engager sans réserve dans l'action que Raymond Barre devra mener quotidiennement.

D'aucuns lui suggèrent peut-être qu'en se tenant au-dessus de la bataille qui se déroulera au cours de l'année qui vient, il préservera son autorité et son prestige en vue de la crise prévisible. Erreur fatale. Des chefs d'entreprise peuvent accepter à l'avance la victoire de l'opposition: le président de la République n'en a pas le droit. Puisque, en 1978, les Français feront un choix historique, aux conséquences incalculables, il ne doit pas garder pour lui sa conviction intime. S'il n'hésite pas à se porter au premier rang, il sauvera du moins son honneur politique. Parfois, c'est en sauvant son honneur que l'on sauve aussi sa vie.

Selon un mot célèbre: dans les situations désespérées, le courage d'oser devient la forme suprême de la prudence.

La discorde dans les deux camps. I. - La République V bis

Le Figaro
23 mai 1977

Il y a quelques mois, à la télévision, Pierre Mendès-France ("L'Homme en question") qualifia la Ve République de "dictature". Qualificatif pour le moins de concertant. Entre 1958 et 1974, comment baptiser dictature un mode de gouvernement qui n'interdit ni les partis, ni les débats parlementaires, ni l'apparition à la télévision des chefs de l'opposition, ni l'activité permanente des syndicats libres, ni les grèves fréquentes et légales?

Pendant quelques mois, le général de Gaulle, alors qu'il exerçait les fonctions de président du Conseil, gouvernait sans parlement et présidait à la rédaction de la Constitution. La dernière assemblée de la IVe République avait abdicqué en confiant au général la mission de rédiger une nouvelle Constitution qui devrait respecter le principe de la responsabilité du ministère devant l'Assemblée nationale. Durant cette période transitoire, le général de Gaulle aurait pu être appelé dictateur, au sens précis et laudateur de la Rome antique. En une situation dramatique, quand la République est en danger, un personnage hors de pair, en raison des services rendus et des mérites reconnus, reçoit tous les pouvoirs. L'article 16 de la Constitution actuelle prévoit une procédure comparable à celle de la dictature romaine, mais il désigne à l'avance la personne du dictateur, à savoir le président de la République.

De 1959 à 1962, le général de Gaulle disposa d'une autorité indiscutable non parce que siégeait au Palais-Bourbon une majorité docile (elle ne l'était pas), mais parce que les demi-solde de la IVe République se sentaient réduits à l'impuissance tant que durait la guerre d'Algérie. Les représentants des partis, à l'exception des gaullistes, n'ignoraient pas leur impopularité, la confiance mise par le peuple dans le général lui-même. Lorsque la motion de censure fut votée par l'Assemblée, cette dernière fut dissoute et la victoire gaulliste aux élections législatives créa un précédent du nouveau système: la soumission de la majorité parlementaire au président. Tout résultat moins de la lettre de la Constitution que des circonstances ou des personnes. De 1958 à 1968, bien entendu, le président gardait dans les affaires militaires et diplomatiques le dernier mot; il donnait les directives. Néanmoins, il laissa à M. Couve de Murville une marge d'initiative

ou d'interprétation parce que le ministre voyait le monde comme lui-même et visait les mêmes objectifs.

Dans la vie de chaque jour, en tout ce qui concerne l'intendance, la gestion de la Ve République différait moins qu'on ne le prétend d'ordinaire de celle de la IVe, pour une raison simple: ce qui limite, oriente, freine l'action du gouvernement, ce n'est pas tant l'Assemblée que les organisations professionnelles, en particulier les syndicats. Les députés tenaient une place modeste. Curieusement, Pierre Mendès-France semble retenir la nostalgie des assemblées de la IIIe, sinon de la IVe République; dans cette dernière, il ne donna que quelques mois sa véritable mesure. Les parlementaires le jalousaient et, en dernière analyse, le toléraient à peine. Après tout, il viola lui-même les règles non écrites de la République des députés en s'adressant pendant six mois au pays par-dessus la tête des parlementaires.

Georges Pompidou, après plusieurs années à Matignon, prolongea, en quelque mesure, ses habitudes de premier ministre. Alors que le général de Gaulle n'imposait pas ses préférences aux ministres responsables (par exemple, jamais le ministre de l'Éducation nationale ne prit la responsabilité de la sélection à l'entrée des universités en dépit du jugement du président), Georges Pompidou se montrait plus autoritaire dans des questions que son prédécesseur auraient laissées aux ministres. Aussi bien le deuxième président de la Ve République se donnait pour mission la création d'une grande industrie élevée enfin au rang des nations les plus avancées. L'intendance devenait en apparence la fin plutôt qu'un moyen.

Avec Georges Pompidou, la Ve République ne se rapprocha nullement du présidentielisme au sens des États-Unis. L'Élysée l'emportait de plus en plus sur Matignon. Le général, par sa formation, par sa stature, par son savoir et ses ignorances s'adaptait de lui-même au rôle de monarque élu. Georges Pompidou tendait à confondre en lui le président et le premier ministre. Il aimait l'art moderne et les tours: son successeur revient au style Louis XV et ses goûts répondaient à l'humeur de l'opinion au moment où celle-ci réagissait aux exploits et aux excès de l'industrialisation.

En 1974, l'élection de Valéry Giscard d'Estaing constituait pour la Ve République une novation. Le président n'appartenait pas au parti principal de la majorité parlementaire. Il refusa l'aventure d'une dissolution de l'Assemblée (il s'était engagé au cours de la campagne à ne pas le faire), il prit pour premier ministre celui des U.D.R. qui avait déserté dès le premier jour le camp de

Chaban-Delmas. Durant une première phase, Jacques Chirac, après avoir conquis l'U.D.R., servit loyalement le président. La pratique de la Ve République semblait se perpétuer alors que se multipliaient les signes prémonitoires de la crise.

Le président méconnut la portée de son conflit avec Jacques Chirac. Il réclama, au nom de la doctrine gaulliste, tout ce que ses prédécesseurs revendiquaient et obtenaient de la classe politique. En revanche, le R.P.R., tout en déclarant sa fidélité à sa doctrine, affirmait de plus en plus son autonomie de pensée et d'action. La crise affectait moins le texte de la Constitution que l'interprétation effective favorisée par les circonstances, érigée au niveau de la loi ou de l'impératif politique et moral. Même quand la majorité parlementaire, pour l'essentiel, professe les mêmes idées que le président, rien ne garantit que les députés votent complaisamment les projets du gouvernement.

Certes, le président ne manque pas d'armes et Valéry Giscard d'Estaing, dans une interview à *l'Express*, dont on admire la qualité littéraire et déplore l'inopportunité politique, a évoqué un article qui permet de mettre fin à un débat parlementaire au cas où aucune motion de censure n'est déposée, le projet étant de ce fait même adopté. De même le président peut dissoudre une assemblée rebelle. Mais ces menaces relèvent du jeu américain du poulet. Une dissolution pour que le pays décide entre majorité et opposition se justifie selon la logique même du régime. En revanche, que signifie une dissolution pour trancher entre deux fractions de la majorité, sinon de transmettre le pouvoir à l'opposition?

Le désarroi à l'intérieur de la majorité vient, en dernière analyse, d'une cause: le refus commun du président de la République et du R.P.R. d'accepter telle quelle la situation actuelle, à savoir le glissement du régime vers la lecture parlementaire de la Constitution. Dès lors qu'à l'intérieur de la majorité présidentielle les querelles personnelles ou idéologiques empêchent la formation d'un bloc cohérent, il faut revenir à la procédure inévitable de toutes les démocraties: la discussion et le compromis. Giscard d'Estaing reprend le langage gaullien, pour protéger la France du régime des partis: cependant, le R.P.R. invoque l'un ou l'autre thème de l'héritage gaullien. Bataille sur fronts renversés; duel qui ne peut conduire les duellistes qu'à s'embrocher tous deux en même temps.

Le débat sur le chef de la majorité ne comporte ni de conclusion ni même d'objet. Le président de la République au-dessus de la mêlée, le premier ministre pour gérer les affaires courantes et le R.P.R. pour organiser les élections, telle

semble, à une extrémité, la conception de certains des dirigeants, parfaitement inacceptable aux autres groupes de la majorité. Le premier ministre, selon l'autre conception, doit par devoir diriger la majorité en vue des élections: qui a lu pareil principe dans la Constitution? Raymond Barre tiendra un rôle important dans les élections, mais probablement pas celui de Georges Pompidou en 1967 ou de Pierre Messmer en 1972, en particulier dans la fonction d'arbitre. Non parce qu'il ne possède pas les qualités nécessaires, mais parce qu'il apparaît, aux yeux du R.P.R. comme l'expression du président lui-même; or, à tort ou à raison, depuis la funeste bataille de la mairie de Paris, le président ne passe plus pour supérieur aux rivalités entre factions de la majorité.

En cherchant vainement le chef de la majorité, on déclenchera une nouvelle querelle. Ce qui est possible et indispensable, c'est d'abord l'appui de toute la majorité à l'action du gouvernement; ensuite, une concertation raisonnable sur les investitures, le choix selon les différentes circonscriptions ou bien d'un candidat unique ou bien d'élections primaires; enfin la présentation moins d'un modèle de société que d'un ensemble de projets et d'objectifs à court et moyen terme.

Jacques Chirac enlèverait à la majorité toute chance de victoire en 1978 s'il voulait se présenter en chef de la majorité, parce qu'une fraction des électeurs manifeste à son charisme une incontestable allergie. Quant à Valéry Giscard d'Estaing, il devrait s'accommoder de l'abaissement, peut-être transitoire, de la fonction présidentielle dans la République V bis, en songeant à la condition à laquelle le réduirait François Mitterrand, premier ministre à Matignon.

P.S. - Je voudrais remercier de tout cœur les amis et les lecteurs connus et inconnus qui m'ont exprimé leurs vœux à l'occasion de ma maladie. Par leurs sentiments, ils m'ont aidé à surmonter l'épreuve.

La discorde dans les deux camps. II. – Les passions à ne pas réveiller

Le Figaro
25 mai 1977

Les commentateurs affirment souvent que la majorité donne l'image de la discorde, cependant que l'opposition, grâce au Programme commun, présente une façade de cohérence. Qu'en est-il de la majorité?

À n'en pas douter, la majorité, en s'étendant vers le centre, englobe désormais des groupes qui se situent à la charnière des deux camps; des hommes qui combattirent la majorité de 1958 jusqu'à 1974 ruent dans les brancards de temps à autre. Une conversation amicale entre Jean-Jacques Servan-Schreiber et Jacques Chirac demeure plus improbable encore désormais qu'avant l'alliance contractée à l'occasion de l'élection Giscard d'Estaing. Mais les radicaux ne disposent que d'une clientèle modeste et qui d'ailleurs se partage, comme l'indique le récent congrès, en deux fractions (les sondages révéleraient mieux que les mandats la force relative des deux fractions). Si l'on s'efforce de distinguer les familles intellectuelles ou les tempéraments politiques, on distingue dans la majorité les descendants de la démocratie chrétienne (Lecanuët), les conservateurs de tendance libérale (les orléanistes), les libéraux de tendance réformiste (disons les héritiers de Tocqueville), les nationalistes, désireux d'un État fort, d'un chef. Malgré mon goût de l'histoire, je ne parviens pas à rattacher chacun des partis à une école définie de pensée.

Le centre réunit naguère les démocrates chrétiens et les radicaux – réunion paradoxale pour ceux qui se souviennent des combats de la laïcité. D'aucuns reconnaissent dans les giscardiens ou les R.I. (P.R.), les orléanistes, mais les R.I. se définissent surtout par rapport à l'U.D.R. ou au R.P.R. Notables, enracinés dans telle ou telle circonscription, ils passeraient difficilement pour les réformistes contre les immobilistes. On trouve des uns et des autres parmi les giscardiens ou parmi les chiraquiens. Le R.P.R. abrite Michel Debré, jacobin par excellence, et Alain Peyrefitte, admirateur de la civilisation anglo-saxonne.

Au cours des vingt dernières années, le débat le plus passionné entre les fractions de la majorité portait sur la politique extérieure. Certains gaullistes détestaient plus encore les partisans de l'unité européenne, selon la méthode de Jean Monnet, ou les atlantistes, terme de mépris dans leur bouche, qu'ils ne

détestaient les socialistes ou même les communistes. Quelques-uns ont récemment imputé à crime de lèse-gaullisme, la participation du président de la République à la Conférence de Londres, comme si un entretien avec les représentants des principaux États de l'Occident constituait par lui-même un renoncement, comme si le refus de la participation à Londres aurait symbolisé un exploit de l'indépendance nationale.

À mes yeux, ce débat appartient au passé. Bien entendu les centristes et les gaullistes défendront au cours de la campagne leurs opinions respectives, les uns insistant avec le président de la République sur la nécessité de la construction européenne, les autres accentuant leurs thèses traditionnelles et mettant en garde sur tout empiètement à l'indépendance nationale. Mais, à l'heure présente, le risque d'une décomposition de la Communauté elle-même me semble plus proche que l'élargissement des pouvoirs de la commission de Bruxelles.

L'élection de l'assemblée européenne au suffrage universel ne provoquera pas un grand débat. Quelques hommes, en premier lieu Michel Debré, redoutent le pire dans cette réforme qui, sur le papier, concerne le mode d'élection sans accorder au Parlement des droits ou des privilèges supplémentaires.

On peut plaider qu'un Parlement élu au suffrage universel bénéficie d'un prestige accru et qu'il s'efforcera d'en exploiter. Je ne partage pas les craintes (ou les espoirs) de quelques-uns. La polémique passionnée de Michel Debré trouvera des échos parmi nombre de députés du R.P.R. Je me refuse à croire que Jacques Chirac revienne sur une promesse au moins implicite. Il ne divisera pas la majorité au sujet d'une mesure dont la masse des électeurs ne saisit pas la portée.

Quant à la ratification des accords monétaires de la Jamaïque, elle se présente en termes politiques tout autres. François Mitterrand, afin de démontrer sa compétence économique, dénonce les taux flottants et reprend à son compte la thèse des taux fixes, peut-être celle du général de Gaulle, au sujet du rôle de l'or (ce qui ne manquerait pas d'ironie). Raymond Barre, à titre personnel, en tant qu'économiste, n'approuve pas les accords de la Jamaïque, et il regrette l'échec de l'union monétaire européenne. Mais, tant que les taux d'inflation diffèrent d'un pays de la communauté à l'autre, de 5% à 25%, le flottement des monnaies demeure inévitable.

La non-ratification des accords du Fonds monétaire international donnerait à certains la satisfaction du refus et de la solitude (équivalent à la grandeur par définition). D'autres jugeront préférable d'agir à l'intérieur d'un système auquel

la France participe. Là encore je ne pense pas que, pour une décision symbolique, incompréhensible aux Français, à peine intelligible à la classe politique, la majorité se déchirerait une fois de plus.

À moins de réveiller des passions endormies, à seule fin d’embarrasser des partenaires, une forme de consensus peut s’établir à l’intérieur de la majorité. Le général de Gaulle ne voulut jamais sortir de l’alliance atlantique. Il affirma sans réserve sa solidarité avec les États-Unis à l’occasion de la crise de Cuba et durant le long conflit de Berlin. Il est pour le moins plausible qu’il s’inquiéterait aujourd’hui du surarmement soviétique. Ceux qui se réclament de l’héritage gaullien en toute occasion n’ont pas oublié que le Général lui-même comptait sur les États-Unis pour maintenir l’équilibre des forces qui permet à la France de suivre sa voie propre.

Nombre de gaullistes, enclins, en paroles, plus à l’anti-américanisme qu’à l’anti-soviétisme, n’osent pas envisager l’impact sur la stabilité de l’Europe de l’arrivée des partis communistes au pouvoir à Rome et à Paris. Personne n’a même remarqué que M. Kanapa, tout en acceptant la force nucléaire stratégique, exige du même coup la révision des cibles, la doctrine tous azimuts, donc une sorte de contrôle sur la politique militaire de la France.

Les communistes ont créé une apparence d’union avec toute la gauche par des concessions verbales: alliance atlantique, communauté européenne, élection au suffrage universel du parlement européen. L’essentiel demeure en suspens: ils continuent de vitupérer l’impérialisme américain et de reconnaître en Europe de l’Est le socialisme. Ils approuvent l’intervention des troupes cubaines en Angola, transportées par les avions soviétiques. En bref, ils voient le monde exactement comme M. Leonid Brejnev. Qu’en est-il de François Mitterrand qui fut de l’autre côté, tant qu’il ne fut pas touché par la grâce marxiste, impatient de prendre le pouvoir?

En politique extérieure, la majorité se trouve d’accord pour l’essentiel; elle appartient à un camp. En revanche, la gauche, prétendument unie, est divisée sur ce sujet vital.

D’aucuns se demandent si Jacques Chirac a tort ou raison de dramatiser l’enjeu des élections. Même si des Français proches de nous ne veulent pas entendre cette vérité, je pense que, sur ce point, il a raison: la coalition socialiste-communiste au pouvoir met en péril l’acquis du dernier quart de siècle.

Un commentateur admirait le dialogue courtois entre Raymond Barre et François Mitterrand, avec les deux absents: Jacques Chirac et Georges Marchais;

comme si les deux absents se situaient sur le même terrain, comme si les deux interlocuteurs présents suggéraient la véritable majorité. François Mitterrand et le parti socialiste ont vendu leur âme à l'alliance communiste et ils se sont convertis à une forme quelconque de la «Vulgate» marxiste. Seuls les faits les réveilleront quelque jour de leur idéologie et de leurs illusions.

La discorde dans les deux camps. III.

Communistes et socialistes: qui a converti l'autre?

Le Figaro
26 mai 1977

En 1936, la gauche unie gagna les élections à la suite de la déflation menée par Pierre Laval. Le parti communiste refusa de participer au gouvernement; il le pressa d'intervenir dans la guerre civile espagnole; il harcela Léon Blum par une constante surenchère et par l'agitation ouvrière. Avec l'arrivée du cabinet Chautemps, l'expérience du Front populaire avait vécu. Il en restait quelques réformes, en particulier deux semaines de congés payés, le souvenir d'une espérance déçue, la démonstration de l'incapacité de la gauche à gérer l'économie, mais aussi la prise de contrôle de la C.G.T. par les communistes. Ces derniers ne manquent pas de motifs de célébrer le Front populaire, mais non pas les socialistes ou les radicaux.

En dehors de cette brève tentative ou, à la rigueur, de celle de 1946, communistes et socialistes se sont, le reste du temps, livré une lutte au couteau, pour trois raisons d'importance croissante: ils s'adressent à la même clientèle; depuis 1917, les marxistes-léninistes qualifient les socialistes de traîtres à la cause, à l'occasion même de valets du capitalisme; jamais ils ne favoriseront une expérience de gouvernement de gauche qui donnerait aux socialistes le premier rang et la chance de se débarrasser d'eux.

De 1939 à 1941, les socialistes participent à l'union nationale alors que les dirigeants communistes sont en prison ou prennent le maquis, le parti ayant été interdit à la suite du pacte Hitler-Staline. Pendant la guerre froide, de 1949 à 1955, la tension atteignit un degré tel que François Mitterrand, secrétaire d'État à l'Information, "s'efforçait autant que possible que la propagande du parti communiste ne s'exerçât pas à travers les ondes" (1949, déclaration à l'Assemblée).

Le parti communiste a changé et, de ce fait, a rendu possible le rassemblement de la gauche: distance à l'égard de l'Union soviétique, inflexion de la tactique, abandon de la dictature du prolétariat, acceptation de l'élection du Parlement européen au suffrage universel et de la force nucléaire. Concessions verbales ou

doctrinales qui irritent les idéologues de Moscou et qui rassurent le bon peuple de France. Mais le parti n'a changé ni de structures intérieures (centralisme démocratique), ni d'objectifs ultimes, ni de mode d'action. Les socialistes dans les municipalités l'ont déjà reconnu.

Ce que l'on oublie souvent, c'est que le parti socialiste, lui, dans sa doctrine, a beaucoup plus changé que le parti communiste. En réalité, ce sont moins les socialistes qui ont converti les communistes à la pensée social-démocrate de l'Europe, qu'inversement les communistes qui ont communiqué le microbe léniniste. Seuls parmi les socialistes de l'Europe, les nôtres usent d'un vocabulaire léniniste, se font du capitalisme d'aujourd'hui la même représentation caricaturale que les bolcheviks il y a un demi-siècle (si, du moins, on prend au sérieux leur langage). À l'inverse des communistes qui agiront toujours selon leurs méthodes éprouvées tout en renouvelant quelque peu leur langage, les socialistes pensent et parlent volontiers en léninistes, tout en gardant une organisation intérieure et un mode d'action du passé.

La majorité concentre, par habitude, ses coups sur le parti communiste: elle commet une erreur. Il suffit de lire "l'Humanité", de méditer les chiffres officiels du Programme commun, établis par les économistes du parti, pour conclure que les communistes continuent de viser le même objectif, une société comparable à celle de l'Europe de l'Est avec, à les en croire, les libertés en plus. Ils plaident à la manière de Lénine, en 1917, pour un égalitarisme extrême. Nous savons ce qu'il en advint.

Le parti socialiste a réussi à convaincre les Français qu'enfin existe un parti de gauche modéré, généreux, compétent, auquel aspirent des millions d'électeurs. À l'intérieur du parti socialiste, sorte de coalition, l'opposition manifeste entre le C.E.R.E.S. et la majorité dissimule bien d'autres divergences d'humeur et d'opinion, entra les anciennes générations issues de la S.F.I.O. et les jeunes loups qui ont découvert Lénine avec un demi-siècle de retard, bien résolus à ne pas se retirer le jour de la faillite à la manière gracieuse de Léon Blum. Quand aux extrémistes, ils évoquent volontiers le style léniniste, l'encadrement des quartiers, la gestion ouvrière des entreprises; les intellectuels, saisis par l'utopie, rêvent d'éliminer peu à peu l'économie marchande pour venir à la bonne société dans laquelle s'épanouit une réciprocité généreuse et s'évanouit la science sordide.

En 1936 et en 1946, le parti socialiste, à la veille ou au lendemain de la guerre, se conduisit en social-démocrate, quitte à revenir de temps à autre au

vocabulaire révolutionnaire. Le parti socialiste, à l'heure présente, ne se propose pas de gérer l'économie tout en favorisant les classes populaires, selon le projet de Léon Blum en 1936; il ambitionne, lui aussi, comme les communistes, une transformation radicale de la société. Ni la nationalisation des grands groupes industriels ni celle du crédit (?) ne contribuent, directement ou indirectement, à résoudre les problèmes spécifiques de l'économie française pendant la crise mondiale. Il s'agit, selon le titre d'un livre récent, de la transition socialiste.

Les socialistes que l'on tient désormais pour modérés ou raisonnables, François Mitterrand, Pierre Mauroy ou Michel Rocard, subissent des assauts de leurs camarades dès qu'ils rappellent qu'on ne ruse pas avec les contraintes du marché.

La radicalisation du parti socialiste, au moins de certains de ses militants et d'une fraction de l'état-major, restreint la liberté d'action de François Mitterrand menacé d'une scission qui entraînerait l'effondrement du château de cartes péniblement édifié depuis 1972. Et les communistes, en revanche, peuvent jouer entre deux stratégies.

Nul ne sait encore avec certitude la tactique qu'adopterait à l'égard du gouvernement de gauche le parti communiste. Surenchère dans le style de 1936? Provoquer ou suivre l'agitation ouvrière pour imposer le plus possible les faits accomplis? Pousser à des dépenses extrêmes qui accéléreraient l'inflation et rendraient inéluctable la fermeture des frontières? Ou bien, tout au contraire, marquer de la retenue au début, inciter les masses à la sagesse et au travail? Ce qui ne prête pas au doute, c'est que le parti communiste ne s'intéresse à l'expérience qu'en vue de renforcer ses positions et de préparer la société qu'il appelle socialiste et qui appartient à la même famille que celle de l'Europe orientale.

Selon le choix de la première ou de la deuxième tactique, les événements prendraient un cours plus ou moins rapide. Mais, au bout de six mois ou de deux ans, certains socialistes sincèrement favorables à la Communauté européenne, qui demeurent en profondeur libéraux, seront acculés à un choix auquel ne résistera pas l'unité du parti socialiste.

François Mitterrand accomplit une sorte d'exploit par la résurrection d'un grand parti socialiste, par le regroupement de la gauche dite tout entière. Je salue le manœuvrier. Il reste le jugement de l'histoire. Accéder au pouvoir constitue la condition nécessaire pour s'affirmer homme d'État. Condition non suffisante. Déjà, il a permis la conquête par les communistes d'un nouveau secteur de la

société grâce aux élections municipales. Si les électeurs lui donnent la chance, viendra le temps du défi et de l'épreuve. À lui de démontrer que son socialisme qui, jusqu'à présent, n'existe nulle part, peut exister ailleurs que dans l'imaginaire, dans les rêveries de quelques intellectuels de son entourage. Après les normaliens à la Sartre, forts de leur indifférence à la réalité, voici quelques ex-mathématiciens, séduits par les bavardages parisiens ou bien assoiffés de l'arbre vert de la vie ou du pouvoir.

La discorde dans les deux camps. III. - La bataille idéologique

Le Figaro
27 mai 1977

Qui ne déplore la division de la France en deux camps, dont les chefs ne conversent qu'à l'occasion d'un face à face à la télévision? Quelques-uns des lecteurs, il y a deux mois, m'ont reproché le titre "L'Affrontement inévitable". Je ne me sens pas coupable de prendre acte de la conjoncture. Peu importe que l'on impute la responsabilité à la Constitution, au scrutin majoritaire, aux gaullistes en place depuis 1958 ou au parti socialiste soudainement oublieux d'un siècle d'expérience.

Dans *Démocratie française*, le président de la République présentait la société française composée d'une masse du centre, englobant le gros de la population, avec une droite et une gauche extrémistes. Peut-être socialement, cette description comporte à la rigueur une part de vérité: société de petite-bourgeoisie à laquelle accède la couche supérieure de la classe ouvrière; au-dessus, les grandes familles, en dessous le prolétariat et le sous-prolétariat. Les Français, pas davantage d'ailleurs les Anglais ou les Allemands, ne perçoivent ou ne ressentent leur propre pays comme si cette image reflétait la "réalité".

Qui lit la littérature des communistes et des socialistes ne doute pas un instant que l'enjeu de 1978 touche effectivement l'essentiel. Consciemment ou non, les Français livreront en 1978 une bataille proprement idéologique dont l'issue déterminera l'orientation historique de la nation, peut-être pour longtemps.

Toutes les circonstances jouent contre la majorité.

N'importe quelle équipe ne gouverne pas impunément sans s'user. Les Français appellent de leurs vœux d'autres visages, d'autres hommes. L'opposition, exclue depuis vingt ans de l'État, s'est peu à peu durcie. L'union de la gauche conserve une force populaire d'attraction; le changement de tactique et de vocabulaire décidé par les communistes favorise l'alliance avec les socialistes, alors que ces derniers eux-mêmes rejettent la pratique de tous les sociaux-démocrates d'Europe.

En 1973, l'élévation des prix des hydrocarbures et la grande inflation marquaient le début d'une autre nouvelle phase de l'économie mondiale. Georges Pompidou, malade, comprit mal et n'expliqua pas du tout à l'opinion la situation

de l'économie mondiale. En 1974, au lendemain de son élection, le président sous-estima peut-être la durée et la gravité de la crise. Ni lui ni le premier ministre ne tinrent le langage adapté aux épreuves prévisibles. Même le gouvernement socialiste libéral, dont la gestion passe pour exemplaire, évita de peu, en République fédérale allemande, la défaite. Droite ou gauche, les gouvernements n'échappent pas, en mauvais temps économique, à la désertion des électeurs.

Une relance prématurée et mal calculée, en 1975, accéléra de nouveau l'inflation. Du coup, Raymond Barre fut condamné à la politique dite d'austérité contre laquelle protestent les organisations professionnelles, bien que des mesures plus rigoureuses aient été prises ailleurs. Enfin, la querelle à l'intérieur de la majorité semblait donner le coup de grâce: un président abaissé, le chef du principal parti de la majorité se posant en rival.

Le Programme commun a été rédigé en 1972, donc alors que se poursuivait encore une croissance forte que les socialistes et les communistes se proposaient d'accélérer encore. Par quel miracle un programme, adapté à la conjoncture d'avant la crise, répondrait-il aux besoins d'aujourd'hui, alors que tous les grands pays industriels ont modifié leur politique? Telle est la mystification majeure: nombre de Français souhaitent une autre équipe de gouvernement, certaines réformes et avant tout la fin de la crise.

Socialistes et communistes espèrent saisir l'occasion de bouleverser la société; ce que la majorité des Français refuseraient s'ils savaient où l'application du Programme commun les conduirait.

Quand on lit dans un tract communiste les lignes suivantes: "Ressources créées et économies de gâchis matériels dans le cadre de la croissance nouvelle, 298 milliards", on se demande si Georges Marchais s'adresse à des Français ou à des analphabètes. Quand le chiffre communiste comporte 50 milliards d'économie d'importations excessives, quel économiste du parti croit-il en tirer des ressources supplémentaires en achetant des biens nationaux au lieu de biens étrangers? Imagine-t-il que les interdictions de biens étrangers ne provoqueraient pas immédiatement des rétorsions des pays clients de nos exportations?

Quant aux socialistes, ils se trompent sur leurs alliés et ils trompent les Français qui mesurent mal la distance entre le parti socialiste d'hier et celui d'aujourd'hui. En 1947, quand j'écrivis pour la première fois dans *Le Figaro*, je me trouvais dans le même camp que François Mitterrand et Gaston Defferre. Ce n'est pas moi qui ai changé de camp, mais eux. Nous voulions tous réformer,

améliorer la société de libertés politiques, d'économie mixte, face au type de régime que l'on appelle totalitaire et que M. Kanapa, à l'époque, nous donnait en modèle.

M. Kanapa a changé? Dans la tactique ou le vocabulaire, oui; les objectifs du parti demeurent les mêmes et le contrôle de l'économie entière par l'État à la faveur de la nationalisation des grands ensembles industriels et du crédit constitue une étape importante, sinon décisive, de l'entreprise qui aboutirait à un socialisme du type d'Europe orientale.

Bien entendu, socialistes et communistes jurent leurs grands dieux qu'ils garantiraient toutes les libertés. Eux qui se piquent de marxisme n'ont-ils pas encore reconnu qu'il existe en Union soviétique un certain lien entre la planification centralisée et le despotisme politique? Un État maître de toute l'économie, tel que les socialistes et les communistes se proposent de l'édifier, ne demeure pas libéral. Il faut restreindre les États pour sauvegarder les droits des personnes.

Toutes les objections, toutes les démonstrations ne serviront à rien si les hommes ne transmettent pas le message et n'inspirent pas la confiance.

Jusqu'au mois de mars 1978, les mesures du gouvernement ne modifieront pas de manière décisive les données de l'économie. Si tout va bien, un ralentissement de l'inflation commencera d'être perçu; une relance prudente s'esquissera. Le nombre des demandeurs d'emploi - que l'on appelle par abus des chômeurs - tendra à diminuer, non à augmenter. La majorité sera condamnée à ne pas multiplier les promesses (sur les promesses, la gauche l'emportera toujours).

Mais, puisque la gauche nous annonce un autre modèle de société, relevons le défi. Où voient-ils leur modèle? En Union soviétique, la faillite spectaculaire du siècle? En Suède, où précisément les grands groupes industriels appartiennent à quelques familles et que, pendant quarante-quatre années de gestion, les sociaux-démocrates n'ont pas voulu les nationaliser? En République fédérale allemande où les socialistes ont rejeté aux oubliettes la thèse des nationalisations et conduit leur pays à la force et à l'indépendance nationale? En revanche, les travaillistes anglais continuent d'aimer les nationalisations et ils accélèrent le déclin de l'économie anglaise.

Certes, les économies occidentales seront transformées au sortir de la crise. Au cours des prochaines années, quel que soit le parti au pouvoir, on prévoit aisément l'établissement d'un impôt sur le capital, un resserrement de l'éventail des salaires, un changement des relations humaines dans les entreprises. Mais là

n'est pas aujourd'hui l'enjeu de 1978. Est-ce par l'extension de l'État, en renforçant l'autorité des fonctionnaires de gauche ou de droite, que l'économie française, enfermée dans un carcan administratif réussira l'intégration au marché mondial après avoir réussi, durant la phase précédente, l'intégration au marché européen? Ou bien la France va-t-elle emprunter la voie au bout de laquelle ont prospéré les pays d'Occident, à condition que les gouvernements, de droite ou de gauche, aient misé sur les entreprises et sur le marché sous le contrôle de l'État?

La bataille idéologique n'est pas perdue. Encore faut-il que ceux qui la livrent croient à eux-mêmes, à leurs idées, à la possibilité de vaincre. Nul chef n'a jamais vaincu s'il n'a pas livré la lutte ou s'il ne songe qu'aux conséquences de la défaite possible.

La crise au «Figaro»

Le Monde
6 juin 1977

M. Jean d'Ormesson, directeur général du Figaro, vient, après M. Raymond Aron – directeur politique – de démissionner du journal qu'il dirigeait depuis quarante mois. Il l'annonce dans un éditorial publié par le Figaro du lundi 6 juin et dont nous donnons des extraits.

M. Raymond Aron, pour sa part, expose dans le Point qui l'ont amené à cesser une collaboration au quotidien dont M. Hersant est aujourd'hui propriétaire et qui durait depuis trente ans.

Les explications de M. Raymond Aron...

Dans un long entretien avec le Point, M. Raymond Aron explique pourquoi il a pris la décision de quitter le Figaro.

Répondant à la première question par une boutade: «Le seul changement qui pourrait provoquer un émoi réel des lecteurs du Figaro, ce serait probablement la suppression du carnet mondain. Soyez gentil: ajoutez un point d'ironie...» Il retrace l'origine de la crise.

«Ça commence quand, à votre avis? demande l'interviewer.

- Eh bien! dès le départ. C'est-à-dire à la libération, Le Figaro, parce qu'il s'est sabordé durant la guerre avant la date jugée cruciale par la Résistance, a le droit de reparaître avec son titre. Le Temps, qui a différé son sabordage de quelques jours, n'aura pas ce droit, et c'est de cette différence de date que naîtra le Monde.

- C'est plutôt un avantage pour le Figaro?

- Oui et non. Oui, en ce sens qu'il conserve son titre. Non, dans la mesure où la situation juridique du Monde qui vient de naître est plus claire que celle du Figaro.»

Parfaitement à l'aise sous la direction de Pierre Brisson, M. Aron poursuit qu'il a toujours pu écrire ce qu'il voulait?

«Pourtant, lorsque Mauriac abandonne le Figaro à cause de la politique marocaine de la France, vous ne le suivez pas.

- C'est vrai. Mais j'ai largement contribué à faciliter la politique libérale du président du conseil de l'époque, Edgar Faure. Cette politique qui allait aboutir

au retour du sultan Mohammed V puis à l'indépendance. Edgar Faure s'en souvient parfaitement. Mais il existe une preuve plus décisive de ma liberté d'écriture. Dois-je vous rappeler qu'en 1957 j'écris un petit livre intitulé *la Tragédie algérienne*. J'y déclare en toutes lettres que l'Algérie sera indépendante. Je ne demande pas au *Figaro* de publier les bonnes feuilles, parce que j'imagine la réaction du public. C'est *le Monde* qui, de lui-même, fait paraître de larges extraits. Jacques Soustelle riposte en qualifiant mon raisonnement de ce qu'il nomme «le défaitisme capitaliste». Ni Mauriac ni *l'Express* ne m'ont félicité. Bien au contraire. Mon infortune est toujours d'avoir tort sur le moment.

- *Soit, vous êtes totalement libre, ne sentez-vous pas que le journal vieillit pourtant?*

- Bien entendu. Nous avons hérité d'un drôle de public à la libération: beaucoup d'anciens pétainistes anti-allemands, beaucoup de gaullistes, et, en plus, les lecteurs qui choisissent *le Figaro* parce qu'il est le seul titre ancien qui soit connu? C'est une situation baroque. (...) Un journal est une entreprise d'une extraordinaire fragilité. Lorsqu'il perd son âme – je n'ai pas d'autre mot – alors, tout se détend, l'élan disparaît, les rivalités s'exacerbent.

- *Pourtant le Figaro est riche?*

- Il est prospère, mais fragile. La part de la publicité est trop élevée par rapport aux ressources provenant de la vente et des abonnements (...).

Après avoir retracé les péripéties de la tentative de reprise en main par Jean Prouvost. M. Raymond Aron évoque la prise de contrôle par Robert Hersant.

«Connaissiez-vous Hersant?

- Je ne l'avais jamais vu. Je l'ai reçu ici longuement. Et j'avoue sans la moindre honte qu'il m'a plutôt séduit. Il m'est apparu comme un homme dynamique, entreprenant, avec un certain charme. À tort ou à raison, j'ai pressenti qu'il y avait en lui un entrepreneur. Et, franchement, c'était de cela que le journal avait le plus besoin?

- *Son passé ne vous a pas gêné?*

- Je me suis renseigné du mieux que j'ai pu aux niveaux les plus élevés. Mais, après tout, c'était une affaire privée. J'ai négligé les prises de position de Robert Hersant, jeune homme de dix-neuf ans. Sur tout le reste, il m'est apparu que je n'avais aucune raison de me poser en juge alors que les électeurs, en renvoyant Hersant à l'Assemblée avaient tranché le problème.»

Les difficultés ne vont pas tarder lorsque le nouveau propriétaire décide de présider lui-même le directoire.

- À ce moment-là, vous auriez pu réagir...

*- En effet. D'Ormesson et moi, les autres héritiers de Prouvost, la société des rédacteurs enfin pouvions déclencher un nouvel esclandre. Compte tenu de ce qu'était devenue la société des rédacteurs, il n'en était plus question. Les quatre survivants de l'équipe de Brisson ne signifiaient plus rien. Finalement, d'Ormesson et moi avons accepté de sortir du directoire en recevant en contrepartie les titres glorieux de directeur général pour d'Ormesson (titre qui, en réalité, ne signifie rien), et moi-même celui de directeur politique (que j'aurais volontiers exercé si les circonstances m'en avaient donné la possibilité). Robert Hersant m'a demandé lui-même il y a quelques jours: «*Pourquoi avez-vous accepté alors ce statut?*» Je lui ai simplement répondu ceci: «*Dans la situation générale, j'excluais une nouvelle bataille. J'ai parié une fois encore sur votre intelligence, c'est-à-dire sur le fait que vous ne franchiriez pas la ligne à partir de laquelle je ne pouvais plus que partir.*» Or ces limites ont été dépassées.»*

Les illusions perdues ou... Le drame du président

Midi libre
28 juin 1977

Valéry Giscard d'Estaing inaugura sa présidence au son du "Chant du départ". Jeune, brillant, portant bien des cœurs avec lui, élu sans l'appui d'un appareil de parti, il promettait au pays une cure de rajeunissement. Il se situait à la gauche de sa majorité, comme pour tendre la main aux modérés de l'opposition. Droit de vote à dix-huit ans, loi sur la contraception, ces réformes consacraient les mœurs. Le mot d'ordre de décrispation symbolisait aussi la modernisation: les sociétés libérales avancées, telles qu'il les conçoit, ne se divisent pas en deux camps, chacun replié sur lui-même, refusant le dialogue. Outre-Manche, le chef de l'opposition remplit une fonction officielle et converse régulièrement avec le Premier ministre.

Le "Chant du départ" ne jette plus une note d'allégresse dans les débats de forum. François Mitterrand s'exprime en détenteur du pouvoir, comme s'il avait déjà remporté les élections de 1978. Jacques Chirac, maire de Paris, ne reconnaît plus en fait la primauté du président de la République, bien que cette primauté appartient à la doctrine gaulliste. Valéry Giscard d'Estaing découvre une vieille vérité: l'ascension au sommet ne couronne pas une carrière, elle ouvre le temps de l'épreuve.

Deux erreurs ou peut-être la contradiction entre les objectifs du président et la situation historique expliquent le déchirement de la majorité, l'abaissement de la présidence, l'optimisme excessif de l'opposition.

En 1974, au moment de l'élection présidentielle, l'inflation sévissait mais la dépression, inévitable à court terme, n'était pas encore ressentie. Or les économistes savaient que le quart de siècle d'expansion accélérée se terminait et que les années à venir, de cinq à six ans, réserveraient aux peuples des déceptions et aux gouvernants des défis.

Hausse des prix des hydrocarbures, revendications du tiers monde, redéploiement de l'appareil de production, imposé à la fois par la concurrence mondiale et par la modification du rapport des prix, les Français ne connaissaient pas et en tout cas, ne comprenaient pas ces faits et les conséquences. Valéry Giscard d'Estaing, arrivé à l'Élysée, n'était pas plus d'humeur à parler le langage

austère que les Français à l'entendre. La relance de 1975 provoqua une reprise d'activité mais aussi d'inflation. À l'automne 1976, il fallait appliquer, une fois de plus, un plan de lutte contre l'inflation: le calendrier de la politique économique ne s'accorde pas avec le calendrier électoral. Qui peut gagner des élections en une phase de déflation?

Trois ans après les tentatives de décrispation, Giscard d'Estaing garde le mérite d'avoir tenté mais non d'avoir réussi. A-t-il espéré que le style des relations entre les deux blocs se transformerait sur le modèle britannique ou scandinave? Ou, faute d'espérer, a-t-il du moins rejeté sur ses adversaires la responsabilité de l'affrontement?

Les deux impérialismes

Exclus du pouvoir depuis 1958, les partis de gauche aperçoivent la chance prochaine de la victoire. Ils resteront ensemble pour la bataille de 1978 et même les radicaux de gauche ne songent pas à décoller du peloton de pointe. Mais, en dehors de cette raison, évidente à tous, une autre, longtemps ignorée, pèse lourd sur l'avenir du pays. À rebours des partis sociaux-démocrates de l'Europe occidentale, le parti socialiste de François Mitterrand s'est de nouveau rallié à la vulgate marxiste.

Certes, le Président de la République et le premier secrétaire du parti socialiste se réclament l'un et l'autre de la social-démocratie suédoise. Quand François Mitterrand, au terme de l'entretien avec Olaf Palme, invoquait le modèle suédois en y ajoutant les nationalisations, il témoignait d'une étonnante ignorance. En effet, les sociaux-démocrates de Suède, soucieux de la productivité, n'ont pas voulu nationaliser les grands groupes industriels transnationaux du pays - groupes dominés par une douzaine de familles. Puisque le parti socialiste français emprunte aux léninistes le concept de "capitalisme des monopoles" et se donne pour objet la nationalisation immédiate de ces pseudo-monopoles, il diffère, sur un point essentiel, du modèle suédois. Quant à la redistribution des revenus par la voie fiscale, ni la majorité, ni l'opposition n'imposeraient aux Français des impôts comparables à ceux des Suédois.

La minorité du parti socialiste, le C.E.R.E.S., dans ses brochures, professe une doctrine d'un marxisme très proche du léninisme de 1917. La majorité du parti socialiste, moins radicale au fond, use elle aussi d'un vocabulaire largement emprunté au léninisme. Tous les socialistes s'expriment comme si les États-Unis représentent l'impérialisme par excellence. Ils ignorent désormais l'impérialisme soviétique, le joug imposé à l'Europe de l'Est. Ils voient peu à peu le monde

comme les communistes de Paris continuent de le voir, en dépit des déviations sur tel ou tel article du dogme.

Le combat des chefs

La crispation ne résulte pas d'un malentendu, de mauvaises habitudes, elle reflète un conflit qui touche à l'essentiel. En 1936, Léon Blum s'efforça de gérer la société capitaliste, il accomplit des réformes qui ne bouleversaient pas le mode de fonctionnement du régime. Socialistes et communistes affirment à l'envi qu'ils prennent le pouvoir pour bâtir le socialisme. Ils ne professent pas la même idée du socialisme final, mais les projets communs leur permettent un bout de chemin ensemble, pour les élections et la première phase d'un éventuel gouvernement de gauche en 1978.

La France est entrée dans une guerre de religions ou, si l'on préfère d'idéologies. Elle ne ressemble pas à l'image du pays que peignait Valéry Giscard d'Estaing dans sa brochure "Démocratie française". Du même coup s'explique, en dehors des querelles de personnes, l'impossibilité de trouver un chef de la majorité. Le président de tous les Français ne peut devenir un chef de combat sans se condamner lui-même à la démission dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche. Le Premier ministre, qui doit son autorité au seul président, ne peut imposer son autorité au R.P.R. parce que les candidats ne comptent guère sur son investiture pour être réélus. Quant à Jacques Chirac, il demeure inacceptable aux giscardiens.

À défaut de chef, les partis de la majorité vont conclure un pacte électoral. L'opposition d'ailleurs n'a pas davantage de chef: la querelle entre le P.S. et le P.C. sur l'actualisation du programme commun en témoigne. Pourquoi méconnaître que la Constitution de 1958 n'exclut pas un régime parlementaire dans lequel les partis représentent les acteurs principaux.

Le cauchemar de Mitterrand

Midi libre
5 juillet 1977

François Mitterrand a gagné son pari de 1971, au congrès d'Épinay, lorsqu'il devint le premier secrétaire du parti socialiste renové, issu de l'amalgame de l'ancienne S.F.I.O. et de quelques groupes sans appareil ou militants, tel les Conventions Républicaines, auxquelles lui-même appartenait. Aujourd'hui, selon les sondages, entre 30 et 33% des électeurs donneraient leurs suffrages au parti socialiste, devenu aussi le parti de François Mitterrand, l'homme qui obtient les meilleurs scores de popularité, loin devant Valéry Giscard d'Estaing ou Jacques Chirac.

L'autorité du premier secrétaire sur le parti ne ressemble guère, en dépit des apparences, à celle qu'exerçait Léon Blum jadis. Ce dernier avait grandi dans le sérail, recueilli l'héritage de Jaurès, reconstruit la vieille maison après la scission de Tours. François Mitterrand, jamais homme de parti, vient de marquer, à Nantes, aux rites des congrès socialistes, aux discussions des motions, une indifférence teintée de mépris qui lassa certains militants déconcertés, sinon amers. Le premier secrétaire n'apparut au congrès que pour rejeter de haut, brutalement, les velléités de motion de synthèse. Les survivants de la S.F.I.O., les Mauroy et les Defferre, le C.E.R.E.S., le parti tout entier se couchèrent devant le dompteur. Les communistes dénoncent le culte du sauveur. La réponse est facile aux ex-victimes du culte de la personnalité.

Sûr de vaincre au printemps de 1978 (à tort?), le premier secrétaire ne connaît qu'un adversaire qui l'empêcherait éventuellement d'atteindre au but, après vingt années dans le désert: Georges Marchais. Si les communistes favorisèrent la montée du parti socialiste, c'est que celui-ci leur était indispensable. Sans un grand parti socialiste, apparemment capable de tenir tête au P.C., les électeurs ne risqueraient pas l'aventure d'un gouvernement de gauche unie.

Les conditions d'une accession au pouvoir étatique, François Mitterrand et Georges Marchais les ont créées ensemble: le premier n'a pas seulement conclu l'alliance socialo-communiste aux élections, il l'a scellée par les listes communes aux élections municipales, il professe une idéologie, à mi-chemin du soviétisme et de la social-démocratie. Georges Marchais, de son côté, a sacrifié gaillardement la dictature du prolétariat, accepté la force nucléaire ou l'élection au suffrage universel du Parlement européen. Mais il reste l'essentiel: que fera le

gouvernement de gauche après la victoire de 1978?

L'attitude de François Mitterrand dans le débat sur l'actualisation du programme commun tient à une raison unique, évidente: il veut conserver le maximum de liberté. Cette liberté *personnelle* d'action, il l'a acquise en imposant sa volonté aux factions à l'intérieur du parti socialiste. Cette même liberté, il veut l'élargir par rapport au parti communiste, par rapport même aux promesses à l'égard des électeurs.

Le programme commun ne comporte rien de comparable au "chifffrage" publié par les communistes, à la veille du face-à-face Barre-Mitterrand. Il exige la nationalisation immédiate de l'ensemble du système de crédit (banques et assurances) et de neuf groupes industriels baptisés "monopoles" et, d'autre part, un relèvement de quelque 30% du S.M.I.C. Pour le reste, il constitue moins un programme de gouvernement qu'une énumération de réformes de toutes sortes, qui, pour la plupart, imposent des dépenses supplémentaires à l'État et aux entreprises, sans préciser la source des recettes supplémentaires faute desquelles la crise des comptes extérieurs, accompagnée par la dévalorisation de la monnaie, se produirait inexorablement.

Georges Marchais n'accepte pas le premier secrétaire du P.S. en tant que chef de l'opposition (ou de la majorité de demain). Il veut obtenir des garanties sur la composition du gouvernement (combien de ministres communistes, quel que soit l'effectif respectif des deux groupes, socialiste et communiste, à l'Assemblée nationale?). Il veut à l'avance lier François Mitterrand par un programme commun de gouvernement, plus détaillé, plus précis, plus contraignant que celui de 1972-73.

À propos des élections municipales, François Mitterrand a dans l'ensemble cédé, avec les conséquences prévisibles. Là où la majorité du Conseil est communiste, les conseillers socialistes ne jouent qu'un rôle de figurant. Là où les communistes sont minoritaires, ils exploitent toutes les chances que leur laisse le style démocratique de leur partenaire. Ligoté par des engagements fermes en ce qui concerne les personnes, les dépenses et le calendrier, François Mitterrand aurait perdu la partie avant même de l'entreprendre. Selon toute probabilité, les polémiques entre les deux partis principaux de la gauche se poursuivront quelques semaines pour aboutir à un compromis.

Pourtant, que François Mitterrand ne se fasse pas d'illusion: les communistes n'accepteront de participer aux responsabilités de l'État qu'à la condition de provoquer les transformations irréversibles dans le sens de *leur* socialisme, de

style soviétique. Si l'expérience de la gauche ne leur assure pas la conquête de quelques bastions et ne rend pas presque impossible le retour à une économie quelque peu libérale, donc à une société libérale, les communistes soutiendront François Mitterrand comme ils ont soutenu Léon Blum en 1936, comme la corde soutient le pendu.

Le choix de François Mitterrand

Converti sur le tard au socialisme dans l'espoir de gouverner la France, F. Mitterrand se bat pour ne pas aliéner sa liberté d'action, mais il payerait un succès partiel par la surenchère de leur puissant allié ou par un sabotage discret dont les communistes ont gardé le secret.

Le débat d'aujourd'hui constitue pour aussi dire l'anticipation du choix décisif qui l'attend après la victoire électorale. L'idéologie, le programme d'un socialisme introuvable se heurtera à la réalité. À l'inflation accélérée, à la dévaluation du franc, au manque de devises, quelle réponse donner? La "pause" telle que la fit Léon Blum en 1936? Ou le repli de l'économie française elle-même, comme le suggèrent à l'avance les communistes et le C.E.R.E.S.? Or, la fermeture des frontières condamnerait la France à l'appauvrissement et au despotisme.

François Mitterrand au moment suprême préférera la social-démocratie au despotisme, la liberté au mythe de l'autogestion, je n'en doute pas. Peut-être le rêve d'un socialisme libéral avec le concours du parti communiste est-il interrompu, dans son sommeil, par un cauchemar: les devises étrangères épuisées, il faudra choisir entre ses alliés d'aujourd'hui et ses convictions de toujours - sans même évoquer un cauchemar, chargé d'une tout autre angoisse: la situation qui ne lui laisserait pas le pouvoir de choisir.

Fausse symétrie

Midi libre

13 septembre 1977

Au printemps, l'élection municipale à Paris déchaîna le grand débat au sein de la majorité, aggrava l'inimitié entre le président de la République et le président du R.P.R et défraya la chronique. En été, l'actualisation du programme commun et la querelle socialiste-communiste remplirent la première page des journaux. François Mitterrand lui-même répliquait aux hommes de la majorité qui glosaient sur les philippiques de Georges Marchais: balayez devant votre porte et réconciliez donc Chirac avec Giscard.

La comparaison avec les deux blocs et leurs désaccords respectifs vient d'elle-même à l'esprit. En dehors des questions de personnes, les centristes de Lecanuet ne se rallièrent à la Ve République qu'en 1974, ceux de Jacques Duhamel l'avaient fait quelques années auparavant. Les disciples de Robert Schuman et ceux du général de Gaulle conçoivent autrement le rôle de la France dans l'Europe; à une extrémité, des libéraux inclinent vers le grand large et l'univers des Anglo-Américains, cependant que d'autres, parmi les gaullistes, mettent au premier rang la résistance à la prédominance américaine, selon la tradition séculaire de l'opposition à l'Empire.

Je ne nie pas la diversité des familles spirituelles - une expression de Maurice Barrès - à l'intérieur de la majorité. Je n'oublie pas non plus la rivalité des deux chefs, Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, tous deux intéressés à la victoire commune sur la coalition socialiste-communiste et, en même temps, à la relation des forces entre leurs troupes respectives. Au premier tour, giscardiens et chiraquiens se mesurent, au deuxième, ils s'unissent.

Même scénario, dira-t-on, de l'autre côté. Dans toutes les conscriptions, socialistes et communistes échangeront des arguments, sinon des invectives. En fonction du pacte de désistement, c'est un seul des deux (des trois en prenant au sérieux les radicaux de gauche) qu'affrontera le représentant de la majorité. C'est donc au premier tour que le P.S. ou le P.C. gagnera ou perdra une partie, la première, indispensable sinon suffisante.

Le parti socialiste n'a une chance de garder une certaine liberté de manœuvre qu'à la condition d'apparaître largement le premier parti de gauche, le plus nombreux dans le pays, dans l'Assemblée. Le parti communiste, en effet, possède des moyens d'action qui échappent à son partenaire: les principaux

dirigeants de la C.G.T. appartiennent au P.C.: dans les syndicats, dans les sections d'entreprise, dans les Comités d'entreprises, le P.C. reste aujourd'hui encore capable de manipuler les masses, de provoquer des revendications exorbitantes, d'encourager en sous-main l'opposition des travailleurs, même s'il participe au gouvernement. Rien de pareil de l'autre côté: Jacques Chirac critique parfois les mesures prises par Raymond Barre. Il ne travaille pas à l'échec du ministère pour lequel il vote.

Le P.C. souhaitera une réussite du gouvernement de gauche après une éventuelle victoire aux élections de mars 1978 mais non pas la même que le P.S. La querelle de l'actualisation du P.C. met en lumière ce que François Mitterrand appelle lui-même la divergence des philosophies et des conceptions sur le rapport entre l'individu et la collectivité. Les économistes du P.S. n'interprètent pas les nationalisations comme un but en soi, ils veulent acquérir la maîtrise du développement par l'intermédiaire du crédit, de quelques holdings, de la Banque nationale des investissements. Le P.C. exige la propriété étatique des installations, des machines des terrains comme si l'État en tirerait un trésor caché.

Le P.S. évoque l'autogestion, sans la définir et sans même la connaître; le P.C. réclame le contrôle démocratique. Or dans le langage ésotérique du P.C., l'adjectif démocratique sert à couvrir une réalité qui n'a rien de commun avec la démocratie au sens ordinaire du mot. Le centralisme démocratique, formule de Lénine, désigne le pouvoir discrétionnaire de l'état-major sur le parti-armée, du Comité central ou du bureau politique sur les militants. La gestion "démocratique" des entreprises nationalisées signifie l'élection du P.D.G. par un Conseil d'administration, que tiendra le P.C. grâce aux syndicats ou aux associations d'usagers. Le P.S. donne au mot démocratique le même sens que la majorité; le P.C. lui, en donne un autre.

Le débat sur le S.M.I.C. (2.200 ou 2.400) et les dépenses sociales (tout de suite ou peu à peu) révèle ou les arrière-pensées ou l'aberration des experts du P.C. Lutter contre l'inflation par une hausse massive des salaires frappe de stupeur l'étudiant d'économie de première année. Mieux vaut, si l'on veut soutenir l'activité et augmenter le pouvoir d'achat, consentir un déficit budgétaire accru. Bien plus, le relèvement du S.M.I.C., donc du salaire marginal, tend à créer de nouveaux chômeurs. Or le P.C. exige un relèvement immédiat du S.M.I.C. de quelque 30 pour cent - relèvement qui se répercutera, au moins partiellement, sur la grille des salaires (jusqu'à 8.000 ou 10.000) - comme s'ils

voulaient accélérer l'inflation et acculer les socialistes à "périr ou trahir", à suivre le P.C. sur le chemin de la "démocratie populaire", style Europe de l'Est, ou bien revenir vers le Centre - ce qu'ils ont juré de ne jamais faire.

Toutes les alliances sont conflictuelles, celles de la majorité aussi bien que celles de l'opposition. Mais tous les conflits ne sont pas une lutte à mort. C'est un Bolchevik, Zinoviev, qui déclara, peu de temps après la Révolution de 1917: "Quand les Bolcheviks sont au pouvoir, la place des Mencheviks est en prison". Tous les socialistes d'Europe occidentale ont retenu la leçon que leur donna l'expérience de l'Europe orientale; les socialistes français ne l'ont pas encore apprise, mais peut-être sont-ils en train de la méditer.

L'inertie de l'opposition étonne

Le Figaro
11 juin 1982

L'Europe devant la menace totalitaire, l'expérience socialiste en France, tels sont les deux grands thèmes des troisièmes assises nationales que le Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (C.I.E.L.) tient cet après-midi et demain toute la journée dans les salons de l'hôtel Hilton.

"Plus que jamais, la France est malade d'idéologie, c'est-à-dire d'un dédain des réalités et de la substitution d'une vérité militante à la recherche de la vérité", souligne Alain Ravennes, le fondateur du C.I.E.L. À ces assises, dont le secrétaire général de F.O., André Bergeron, sera l'invité, participeront nombre d'intellectuels, d'experts, d'écrivains, d'artistes: Raymond Aron, Alain Besançon, François Bourricaud, Pierre Chaunu, Pierre Emmanuel, Lucien Israël, Annie Kriegel, Emmanuel Le Roy Ladurie, François Terré, Fernando Arrabal, Alexandre Astruc, Jean-Louis Curtis, Philippe Sollers.

À la veille de cet important colloque, Raymond Aron a confié ses réflexions à Bernard Bonilauri.

Il ne suffit pas de prôner le retour au vrai libéralisme, que la France n'a jamais connu, ou même un renversement systématique de la politique socialiste: on ne reviendra pas à la situation d'avant le 10 mai.

Question. - Contre les intellectuels et les artistes qui critiquèrent l'attitude de la France face aux événements de Pologne, Jack Lang eut ces mots plutôt durs: "Ces gens-là veulent d'abord disloquer la majorité politique française avant de porter secours au peuple polonais." Cet épisode vous paraît-il caractéristique de la relation qui s'est établie entre la communauté intellectuelle et le nouveau régime?

Réponse. - Je trouve que l'accusation lancée par le ministre de la Culture est presque ridicule. Les intellectuels ont protesté contre la signature de l'accord franco-soviétique sur la construction du gazoduc; leurs réactions critiques ont traduit l'écart inévitable et classique entre le monde intellectuel et les hommes au gouvernement. Quand les socialistes animaient l'opposition, ils se laissaient aller à des excès identiques à ceux commis par les intellectuels, lors de la crise polonaise.

Si les intellectuels ne manifestent nullement l'intention de déstabiliser le

régime socialo-communiste, il me semble, en même temps, que la haute intelligentsia n'éprouve, à l'égard des milieux gouvernementaux, aucun mouvement d'enthousiasme ou d'espoir. Sur ce point, le contraste entre 1936 et 1981 est frappant. À l'époque du Front populaire, les intellectuels dits de gauche ont accueilli, accompagné et soutenu le gouvernement de Léon Blum avec transport; l'année dernière, le transfert de majorité s'est opéré dans un calme absolu; l'élément de surprise est venu de la léthargie des intellectuels et – en une certaine mesure – du peuple lui-même.

Q. - D'où vient l'espèce de désenchantement que traduit l'attitude d'une bonne partie des intellectuels à l'égard du pouvoir?

R. - Le P.S. est d'abord un parti de fonctionnaires. D'enseignants de seconde catégorie. Lorsque les porte-parole du gouvernement traitent des questions culturelles, ils éveillent plus l'ironie que l'attente. Le fait est que, parmi les dirigeants actuels, on ne trouve guère de personnalités, comparables à Léon Blum, susceptibles de séduire nos intellectuels.

Hostiles à l'U.R.S.S.

Les "intellocrates" – pour reprendre l'expression à la mode – ne peuvent sympathiser pleinement avec la coalition des gauches. Car les intellectuels ex-communistes ou ex-progressistes sont aujourd'hui d'ardents défenseurs des droits de l'homme et ils rejettent le communisme.

Il y a aussi le côté prosaïque de l'action menée par le gouvernement. La décision de nationaliser les banques et les grandes entreprises n'a pas de quoi épater les intellectuels de gauche. En 1936, la nationalisation des usines correspondait à des nostalgies, à des désirs, à des mythologies. De nos jours, l'intellectuel moyen, d'un niveau tout juste moyen, sait bien que la modification du statut des entreprises n'entraîne aucune transformation essentielle de la condition humaine.

La politique actuelle ne comble guère les vœux des révolutionnaires ou des gauchistes – disons de la moitié des rédacteurs des "Temps modernes" – pas plus qu'elle ne réussit à entraîner l'autre moitié des "Temps modernes", convaincue pourtant de la supériorité du nouveau gouvernement sur l'ancien. Les gens de gauche continuent de croire que le changement de pouvoir est bénéfique pour les Français. Opinion qui se justifie, dans leur perspective, à condition d'oublier les risques de régression économique.

Probablement les intellectuels sont-ils favorables aux conceptions de Robert

Badinter, à leurs yeux plus libérales, moins "répressives" que celles d'Alain Peyrefitte. Mais au fond, les véritables débats d'idées n'existent plus guère. L'époque des grandes idéologies vivantes est provisoirement révolue. Seule subsiste une hostilité forte à l'encontre de l'U.R.S.S. et des nations despotiques qui parsèment la planète.

Plus que l'atonie de la communauté intellectuelle, c'est finalement l'inertie des opposants qui m'étonne. Depuis un an, les socialistes occupent toute la scène publique; face à cette monopolisation de l'influence, les adversaires du P.S. et du P.C. auraient pu réagir avec une autre vivacité ou se moquer davantage.

Q. - À quoi tient ce relatif effacement du contre-pouvoir politique ou idéologique?

R. - Jusqu'à présent, les discussions et les controverses entre les leaders politiques ont pratiquement disparu à la radio comme à la télévision. L'opinion se manifeste, dans une société moderne, grâce aux débats télévisés. Or, la radio-télévision libérée par les socialistes est beaucoup plus monocorde que sous Giscard: je ne crois pas avoir vu ces derniers mois, ni Jacques Chirac, ni Raymond Barre, ni Jean Lecanuet, ni Valéry Giscard d'Estaing analyser la politique du pays, face aux caméras. C'est au Parlement que s'expriment les opposants, mais les Français ne prêtent pas attention aux discussions parlementaires. Dans un petit nombre de quotidiens, les journalistes maintiennent un dialogue critique avec le pouvoir, en fait, il n'y a pas de grand journal national d'opposition.

Q. - Les forces d'opposition ne sont-elles pas confrontées, elles aussi, à une espèce de défi intellectuel puisqu'elles ont à élaborer un programme, une alternative?

R. - Dans son dernier livre, "C'est ici le Chemin", Pierre Mauroy cite la moitié d'une de mes phrases; en effet, j'ai écrit: l'ancienne majorité a pu gouverner sans programme mais pour revenir au pouvoir elle a besoin d'un programme et d'une pensée. Le premier ministre en a conclu qu'un gouvernement ne peut se passer d'un programme: tout dépend du sens que l'on donne à ce mot.

Les gouvernements de la Ve République ont été avant tout des gestionnaires. Dans le vocabulaire politique, le programme désigne habituellement l'ensemble des changements que les détenteurs du pouvoir souhaitent introduire dans l'organisation sociale. Par nature les partis dits de droite sont moins réformistes que leurs rivaux de gauche; cependant leur programme de gestion s'est souvent révélé efficace.

De dévaluation en dévaluation

Les socialistes défendent une doctrine qui comporte également un programme de gestion. Ils s'inspirent d'un schéma de relance économique par l'augmentation du pouvoir d'achat due à l'augmentation des transferts sociaux. L'application de ce programme a eu pour conséquence un déficit général des bilans: commerce extérieur, budget de l'État, Sécurité sociale. Sans obtenir en contre-partie l'accroissement de production prévu.

S'il ne révisé pas sa politique, le gouvernement socialo-communiste sera incapable de réduire le taux d'inflation. L'écart entre la hausse des prix français et allemands ne cessera de croître. Et l'État se verra contraint de dévaluer le franc par rapport au mark (et autres monnaies qui lui sont liées) une ou deux fois par an.

Croyez-vous que ces discussions techniques sur les finances et l'économie soient de nature à provoquer, chez les intellectuels, l'excitation ou l'élan?

Q. - Non, mais les intellectuels libéraux n'ont-ils pas pour mission d'aider les hommes politiques qui combattent les projets socialistes?

R. - L'opposition est confrontée à un double problème: comment peut-on concevoir la sortie hors du régime socialiste? Quels aspects des réformes mis en place par la gauche devrait-on supprimer?

Je ne crois pas que les non-socialistes doivent imiter le P.S. de Mitterrand avec ses 130 propositions pour la France. Ou définir, à la manière du C.E.R.E.S., le symétrique du plan de rupture avec le capitalisme. La pensée de l'opposition est soumise à des contraintes à la fois précises et difficiles à évaluer. Faut-il, par exemple, retenir l'hypothèse d'une alternance analogue à celle du 10 mai qui porterait au pouvoir, en bloc, l'opposition actuelle? Ce n'est pas certain. Les socialistes vont instaurer un scrutin proportionnel. Une situation complexe est donc concevable dans laquelle le P.S. gouvernerait sans les communistes avec une partie des forces centristes. Une situation où les partis d'opposition ne seront plus nécessairement unis par la règle de l'élection majoritaire.

Il est peu réaliste de n'avoir à l'esprit qu'une représentation simple de l'alternance globale. Si la gauche de l'ex-majorité de tendance social-démocrate, envisageait de diriger le pays avec les socialistes, nous aurions dans le secteur économique les mêmes orientations, quelque peu atténuées. On ne peut réfléchir aux moyens de rompre avec le socialisme qu'en supposant une majorité résolue à choisir une voie différente.

Définir une "ré-action"

Le problème est alors intellectuel au sens purement politique: tout l'art consiste à développer une réflexion attentive à ce qui se passe. Au fur à mesure que se déroule l'expérience socialiste, l'opposition est obligée de se demander quels traits de la gestion socialiste pourraient être supprimés en cas de changement de majorité. L'idéal serait qu'elle se mit d'accord sur une stratégie de "ré-action", de réplique à ce qui est en train de s'édifier.

Il ne suffit pas de prôner le retour au vrai libéralisme que la France n'a jamais connu, ou même un renversement systématique de la politique socialiste: on ne reviendra pas à la situation d'avant le 10 mai. Ainsi, dans les entreprises, il importe d'observer la réalité découlant de l'application de la loi Auroux. Comment les syndicats, les travailleurs, les chefs d'entreprise concilieront-ils le respect de la nouvelle législation avec les exigences de la production? À partir de là se posera la question de savoir jusqu'à quel point la réforme socialiste est ou non compatible avec une politique qui redonnerait à la France une capacité dynamique et compétitive face aux autres nations industrielles.

Q. - Ne pensez-vous pas que la difficulté de penser concrètement l'avenir ouvre aux intellectuels le rôle de conseiller du Prince – des futurs Princes dans le cas de l'opposition?

R. - Jean d'Ormesson a écrit quelque part que j'aurais voulu être, à l'image d'Henry Kissinger, un conseiller du Prince. Les journalistes aiment jouer avec les formules. En France, les hommes politiques choisissent leurs conseillers parmi les fonctionnaires. Ni le général de Gaulle, ni Georges Pompidou, ni Valéry Giscard d'Estaing n'ont cherché à s'entourer d'intellectuels. Tout au plus Giscard d'Estaing a-t-il cru bon de former un conseil d'experts pour les questions nucléaires.

Dans l'opposition, on compte aujourd'hui des dizaines de "clubs" qui réfléchissent en désordre, chacun avec ses préjugés et ses préférences. À mon avis, la chose la plus utile serait que l'U.D.F. et le R.P.R. forment des groupes de conseillers économiques et politiques, chargés d'étudier l'évolution de la conjoncture et de proposer des solutions de rechange. Les démarches mi politiques, mi intellectuelles de l'opposition n'ont d'intérêt, de valeur, qu'à la condition de rester très proches de la France telle que nous la connaissons, et de mesurer les effets de la gestion socialiste telle que nous la découvrons.

Q. - Valéry Giscard d'Estaing vient de déclarer qu'en matière "de réflexion, de proposition, de conceptualisation d'un grand dessein" l'opposition est en panne

"d'imagination"...

R. - Si l'ancien Président avait eu un grand dessein, nous l'aurions su quand il se trouvait à la tête de l'État. L'ambition de Giscard était de protéger la France contre l'espèce de guerre religieuse que se livrent rituellement la gauche et la droite. Or les Français, fatigués de voir les mêmes têtes au gouvernement, ont opté pour la solution que les giscardiens croyaient exclue: confier le pouvoir à des opposants fidèles à leur idéologie.

Les limites du possible

Giscard reproche à l'opposition actuelle d'être en manque d'idées et de conceptions. Les socialistes, eux, prétendent gouverner en fonction d'un grand dessein social. On voit le résultat. Je ne dirais pas comme Valéry Giscard d'Estaing que déjà la machine économique est cassée. Néanmoins, la situation de l'économie m'apparaît à tous égards pire que l'héritage légué aux socialistes.

Vouloir alléger les pesanteurs de l'administration, rendre un peu de vigueur au libéralisme, encourager les Français de droite ou de gauche à compter d'abord sur eux-mêmes et un peu moins sur l'État: ces objectifs ne relèvent peut-être pas d'un grand dessein, ils n'en sont pas moins essentiels.

Michel Rocard a déclaré que les Français jouissent d'une protection sociale qui dépasse les limites du possible. Personne n'a le courage d'envisager une réforme profonde qui consisterait à réduire l'application de la Sécurité sociale aux personnes ayant un certain niveau de revenus au-dessus duquel les individus organiseraient eux-mêmes des mutuelles ou souscriraient à des compagnies privées d'assurances. Cette transformation de l'esprit social irait nettement plus loin que le changement socialiste. Mais elle est hors de question.

Q. - *"Il ne fallait pas compter sur nous pour chercher une nouvelle alliance avec le P.C." écrit Emmanuel Le Roy Ladurie dans son dernier livre: outre la présence des communistes au pouvoir, n'y a-t-il pas une raison plus culturelle au malaise des intellectuels?*

R. - Dans la mesure où les intellectuels, venant de l'extrême gauche ou sympathisants communistes, sont devenus d'authentiques libéraux et de vrais démocrates, ils ne préfèrent pas nécessairement François Mitterrand à un président dit de droite. Laissons de côté le cas de Valéry Giscard d'Estaing qui a polarisé contre lui des griefs personnels... Et puis je suis tenté de dire que les socialistes qui ont le monopole de la parole depuis un an ne donnent pas l'impression d'une intelligence supérieure. Certes, leurs prédécesseurs ne nous

impressionnaient pas non plus mais ils étaient moins suffisants, moins satisfaits d'eux-mêmes que les dirigeants actuels. Ceux-ci se présentent à la fois comme les seuls êtres généreux, humains, cultivés, capables d'avoir des idées. Par-dessus le marché, ils ont la prétention délirante de créer une culture socialiste: il ne nous manquerait plus que cela!

5.3

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION

Au-delà de la conjoncture

Le Figaro
7-8 juin 1969

La nouvelle équipe qui s'installera, à l'Élysée et à Matignon, après le 15 juin, devra s'attaquer aux problèmes d'urgence: déficit de la balance commerciale et perte des réserves monétaires appellent des mesures techniques et plus encore psychologiques. Le déficit commercial tient à l'augmentation excessive des achats au-dehors – ce qui révèle l'excès de la demande intérieure sans démontrer la surélévation de la monnaie.

La mise en question de la parité du franc résulte avant tout des «événements» de mai 1968, même si la hausse des prix, avant cette date, suscitait quelque inquiétude. De toute manière, une modification de la parité monétaire, que je ne crois ni prochaine ni inévitable, ne constituerait encore qu'un accident de parcours et ne justifierait ni invectives ni alarmisme.

Les économistes, enclins au pessimisme, tel M. Stoleru, dont le livre, *L'Impératif industriel*, retiendra l'attention des ministres de demain, ne s'en tiennent pas aux phénomènes monétaires: ils comparent la situation de l'industrie française à celle de l'industrie allemande, et parfois même de l'industrie italienne.

Ils constatent que les coûts salariaux sont, dans l'ensemble, inférieurs en France à ce qu'ils sont en Allemagne (et, dans certaines branches, en Belgique et aux Pays-Bas) et que, pourtant, la rentabilité des entreprises françaises est, elle aussi, inférieure à la rentabilité des entreprises allemandes. Or, les progrès de productivité, au moins pour l'économie dans son ensemble, ont régulièrement dépassé les prévisions du plan, ce qui a eu pour conséquence une progression de l'emploi dans le secondaire plus faible et une augmentation de l'emploi dans le tertiaire plus forte que prévue. Le chômage du début de l'année 1968 résulte pour une part de la rapidité des progrès de productivité sans expansion simultanée et suffisante du secteur industriel lui-même.

Cette crise latente diffère radicalement des difficultés des années 30 ou même des années 50. Elle résulte d'une concurrence qui, dans le domaine des produits fabriqués, revêt un caractère plus âpre que jamais. La concurrence, déclenchée par le Marché commun et par l'abaissement du tarif extérieur commun, a sans doute contribué à l'accélération du développement. Si l'on se réfère au produit intérieur brut par tête de la population et si l'on s'en tient aux taux de change

officiels, la France soutient la comparaison avec la République fédérale. Il n'en va pas de même si l'on compare salaires, rentabilité, exportations des industries française et allemande.

Il s'agit, au cours des prochaines années, d'assurer un taux élevé d'expansion industrielle en maintenant le même taux de progrès de la productivité, en évitant à la fois une hausse excessive des prix et les réactions violentes des multiples catégories sociales, atteintes par les mutations inévitables et souvent douloureuses.

Les débats de la campagne électorale n'ont pas porté sur l'essentiel, qui se résume en une interrogation: comment mettre l'industrie française en mesure de tenir sa place dans le Marché commun?

La dévaluation était-elle nécessaire?

Le Figaro
16-17 août 1969

Le fait accompli de la dévaluation ne met pas un terme à la controverse que l'article de M. J.-M. Jeanneney a relancée. En effet, le jugement que les Français portent sur l'opération exercera une influence sur le cours des événements. S'ils admettent la nécessité de la modification de la parité monétaire, ils se soumettront plus aisément à la discipline indispensable; les chances de succès augmenteront.

Depuis juillet 1968, hommes politiques, fonctionnaires et économistes se partagent en deux écoles: l'une tient la dévaluation du franc pour inévitable, l'autre veut l'éviter et juge le rétablissement des équilibres possible au taux actuel de la monnaie. M. Pompidou appartenait probablement à la première école, M. Jeanneney à la seconde. Quant aux commentateurs, ceux qui appartenaient à la première école, comme le signataire de cet article, ont gardé le silence, sauf le jour de novembre où les officiels eux-mêmes ont annoncé la dévaluation.

Les hausses de salaires de mai-juin 1968 ne rendaient pas le niveau des prix français incompatible avec le maintien de nos exportations, elles ne contraignaient pas le gouvernement à la dévaluation. Mais le cabinet présidé par M. Couve de Murville et auquel M. Jeanneney appartenait a contribué à provoquer la "surchauffe" du premier semestre 1969 par une politique de déficit budgétaire et d'argent facile. Pour que la crise de mai n'aboutît pas à une amputation du franc, il aurait fallu une gestion autrement sévère entre juillet et novembre 1968. Je me suis abstenu de critiquer les hommes qui ont aujourd'hui quitté le pouvoir parce qu'ils avaient eu une tâche ingrate. Comme tous les Français, ils sortaient de la crise de mai traumatisés, soucieux avant tout de prévenir une nouvelle explosion. Les Français ont été saisis par le démon inflationniste, mais les pouvoirs publics ne firent rien pour l'exorciser. Les mesures prises en novembre, encore modestes, exigeaient de six à douze mois avant de donner des résultats. Or les réserves de devises ont diminué de près de cinq milliards de dollars en une seule année. D'ici à la fin de 1969 les réserves de devises auraient été réduites à zéro à moins d'un retour subit de la confiance que rien n'autorisait à escompter.

Que répond M. Jeanneney? Que les pertes de devises sont "dues

essentiellement à ce que la résolution de maintenir la valeur de la monnaie a paru trop souvent chancelante". À la radio, il a accusé les fonctionnaires de recommander ou de prévoir en privé la dévaluation.

Bien entendu les phénomènes psychologiques portent toujours une part de responsabilité dans les crises monétaires. Mais, quand les financiers ou les fonctionnaires dans le monde entier s'interrogent sur le cours d'une monnaie, ils ne le font pas sans motif. Les déclarations les plus solennelles du général de Gaulle n'y changeaient rien, pas plus que la docilité des fonctionnaires n'y aurait rien changé: le comportement inflationniste des consommateurs (la diminution de l'épargne), le mouvement des prix répandaient la conviction que le rétablissement de l'équilibre intérieur ne serait pas obtenu à un niveau de prix conciliable avec le taux actuel du franc. Incriminer le manque de foi des uns et des autres, c'est répéter l'erreur que commettaient les partisans de la guerre l'Indochine ou de l'Algérie française: l'incrédulité contribue effectivement à provoquer l'événement, mais elle se fonde sur des données objectives que la thérapeutique du docteur Coué ne saurait éliminer.

Si la dévaluation a, comme je le pense, pour fonction de sauver le reste du stock d'or et de devises, d'établir la monnaie à un taux de change auquel les étrangers pourront croire, il reste que les analyses par lesquelles M. Jeanneney justifie son opposition mettent l'accent de manière pertinente sur les difficultés et les périls de l'opération. La dévaluation succédait, en 1958, à une période de déflation progressive. Le nouveau régime bénéficiait d'une autorité exceptionnelle. Les syndicats et les travailleurs acceptèrent l'effort demandé. La conjoncture présente apparaît évidemment moins favorable.

On aurait préféré que l'opération fût différée de quelques mois jusqu'au moment où les mesures déflationnistes auraient réduit l'excès de la demande intérieure. Le contexte international ne permettait guère d'attendre: le franc pouvait être emporté par la tourmente en octobre, dans les pires conditions. Si le niveau des prix français, à la fin de l'actuel processus d'inflation, avait exigé une modification de la parité monétaire, mieux valait y consentir à froid avec quelques réserves de devises.

M. Jeanneney objecte que la dévaluation rendra plus difficile encore la compression de la demande intérieure dont personne ne nie la nécessité. Bien entendu, la dévaluation comporte des aléas, surtout d'ordre psychologique. Beaucoup dépend des décisions que va prendre le gouvernement et de la manière dont elles seront accueillies. Une fois admise l'évidence – chacun des deux

termes de l'alternative, maintien de la parité ou modification, constitue un pari – je crois que le choix du gouvernement offre la meilleure chance de succès.

Le mot d'ordre de défense du franc n'aurait pas dissipé l'incrédulité monétaire, l'attente d'une dévaluation aurait entretenu l'hémorragie de devises, exclu un retour de la confiance. Sans doute, la dévaluation risque de créer une anticipation de hausses des prix et par conséquent une frénésie d'achat. Il appartient au gouvernement, par l'équilibre budgétaire, la réduction des dépenses, les restrictions de crédit, de provoquer un retournement psychologique en sens contraire de celui qui résulta des événements de mai 1968.

Une dévaluation, en phase inflationniste, dans une économie où tous les moyens de production sont employés, exige une dose sévère de déflation. L'excès des importations ne sera pas corrigé par la hausse des prix des produits achetés au dehors, mais par la réduction de la demande intérieure. Les exportations, en dépit de la dévaluation, ne progresseront qu'à la condition que le marché intérieur n'absorbe pas toute la production disponible et au-delà. Ces arguments portent juste, et probablement le premier ministre et le ministre des Finances ont-ils eu tort d'opposer la déflation accompagnée de chômage qu'eût exigée le rétablissement de l'équilibre sans dévaluation à une déflation atténuée et humaine qui suffirait au rétablissement des équilibres après dévaluation.

L'alternative me paraît différente. Sur la voie qu'indiquait M. Jeanneney, la France s'exposait à un double péril: dévaluation à chaud au cours d'une crise monétaire internationale d'abord, installation durable dans le contrôle des changes et les restrictions administratives ensuite. De ces deux périls, la dévaluation conjure le premier et atténue le deuxième. Quant au péril de la spirale des salaires et des prix, il existe dans les deux cas: réduit, si les Français croient au maintien de la nouvelle parité, accru, s'ils trouvent dans l'opération récente un motif supplémentaire de ne croire à rien et en personne.

Les adversaires de la dévaluation représentent désormais l'opposition. Ils doivent à leur tour aider les partisans de l'autre doctrine au succès de la politique du gouvernement, même s'ils en auraient souhaité une autre.

Querelle de responsabilités

Le Figaro
6 septembre 1969

Juillet 1968, novembre 1968, août 1969: à quelle date le gouvernement aurait-il dû se résigner à la dévaluation? Quelles circonstances ont rendu celle-ci inévitable? À ces questions, les experts ne donnent pas la même réponse et nombre d'entre eux continuent de penser que l'on aurait pu et dû maintenir la parité ancienne du franc.

Sans nourrir l'illusion de convaincre les sceptiques, voici, me semble-t-il, les faits les moins discutés. Durant le premier semestre de 1968, avant les événements, les économistes s'inquiétaient de la dégradation de la balance des comptes; ils s'interrogeaient sur la capacité des produits français de soutenir la concurrence internationale. La perte de production, les hausses de salaires résultant de la crise de mai-juin aggravaient soudain une conjoncture difficile. Certains hommes politiques, l'actuel président de la République, en tirèrent immédiatement la conclusion que le succès des élections, le 30 juin 1968, donnait l'occasion d'une dévaluation dans un climat de confiance.

Le général de Gaulle et M. Couve de Murville en jugèrent autrement. Ils commirent malheureusement une erreur de diagnostic, en commun, il faut le dire, avec presque tous les observateurs: ils surestimèrent le coût économique des "événements". Les entreprises françaises ne tournaient pas à plein régime, elles conservaient une réserve de production supplémentaire; la hausse des salaires, dans le climat mondial d'inflation, ne les mettait pas immédiatement en danger. Les bilans de la fin d'année 1968, meilleurs dans l'ensemble que ceux de 1967, prouvèrent que la politique suivie en 1967 avait inutilement restreint l'expansion. Le choc pouvait relancer la croissance plus que l'inflation.

S'il en fut autrement, c'est que le gouvernement Couve de Murville, par crainte de troubles sociaux, pour sauver les entreprises marginales, inonda l'économie de crédits. Cette politique de facilité n'avait une chance de succès qu'à la condition d'inspirer confiance. L'opinion avait été surprise par la disgrâce de M. Pompidou et l'équipe de M. Couve de Murville multiplia les fautes spectaculaires, supprimant le contrôle des changes pour élever quelques jours plus tard les droits de succession. En bref, l'adjonction d'un budget en déficit à la hausse des salaires, le tout soutenu par une politique généreuse de crédit, déclencha une inflation ou, si l'on préfère une surchauffe qui se prolonge encore.

En douze mois, les réserves de devises fondirent de cinq milliards de dollars. Il fallait choisir entre tenir la parité, en acceptant de s'endetter davantage (exemple Wilson), ou prendre l'initiative de la dévaluation et démontrer la résolution de tenir la nouvelle parité par des mesures rigoureuses. J'aurais préféré personnellement, la dévaluation en juillet 1968, mais, le mois dernier, le deuxième terme de l'alternative me paraissait préférable au premier.

Depuis juin 1968, la confiance des Français commande la valeur du franc. Le général de Gaulle, en novembre 1968, avait frappé l'opinion de stupeur par un refus spectaculaire de dévaluer. Il n'avait pas modifié le comportement des Français. M. Giscard d'Estaing a proclamé que la confiance, indispensable au succès, ne se décrète pas, mais se mérite. Il a certes raison, mais qui, du psychologue ou de l'économiste, sait comment elle se mérite?

Réponse à un lecteur déçu

Le Figaro
18 septembre 1969

Un lecteur anonyme, qui se présente comme un ingénieur de 47 ans, déçu par mon "indulgence" à l'égard du "régime", m'a écrit une lettre de reproches à laquelle je voudrais répondre publiquement. Cette lettre témoigne, en effet, d'un état d'esprit que les responsables de l'État ne devraient pas ignorer. Le premier ministre, au reste, dans son discours au parlement, sans mettre en cause personne, a pratiqué résolument l'autocritique nationale que souhaitait mon correspondant.

Réduite à l'essentiel, la thèse de celui-ci se ramène à quelques idées simples: j'aurais tort d'attribuer aux événements de mai une responsabilité majeure dans la crise actuelle, les "événements" ont coûté 15 milliards, les "opérations de prestige" 32; nous distribuons de l'argent aux autres, nous "bluffons" pour défier le dollar alors que "nous manquons de grandes écoles techniques et des plus élémentaires formations professionnelles d'ouvriers qualifiés". Nous construisons le *Concorde*, merveille technique mais non rentable, nous nous entêtons à construire des centrales atomiques "qui ne marchent pas" afin de mettre au point une filière française et de ne pas acheter aux États-Unis d'uranium enrichi. Mon correspondant payait 8% de son traitement au titre de l'impôt sur le revenu il y a dix ans, il en paye 17% aujourd'hui bien que sa situation matérielle se soit dégradée: après 40 ans, l'ingénieur risque de connaître le chômage, par suite de la rapidité du progrès technique. Conclusion: ce qui surprend, ce n'est pas la révolte de mai, c'est que les étudiants en aient pris la tête et non pas "les jeunes ménages ouvriers, les vieux, les salariés".

J'ai donné la parole à ce lecteur et reproduit ses arguments. Bons ou mauvais, fondés ou non, ceux-ci se répètent un peu partout. Ils servent à justifier un mécontentement généralisé qui explose en grèves sauvages, en manifestations plus ou moins illégales, chaque groupe cherchant à se faire justice lui-même et trouvant bientôt des imitateurs. Cette crise, à la fois sociale et morale, agite l'ensemble du monde occidental; la France, et peut-être aussi l'Italie, l'éprouve avec une intensité singulière, comme pour illustrer la formule fameuse d'Alexis de Tocqueville: "Conduit par un fil tant que personne ne résiste, ingouvernable dès que l'exemple de la résistance est donné quelque part."

Je n'aime guère les discussions rétrospectives sur les fautes des gouvernants.

Le commentateur s'attribue le rôle de juge suprême, sans risque de se tromper puisqu'il n'a qu'à consigner le verdict des faits. Mais, dans le climat actuel, cette discussion présente peut-être quelque utilité.

Les critiques de la gestion gaulliste 1958-1968 se divisent d'elles-mêmes en deux catégories: les unes visent la politique conjoncturelle, les autres la répartition des dépenses budgétaires et du produit national. La dévaluation réussie de 1958 consolida le nouveau franc, qui demeura une monnaie dure jusqu'en 1968 (ou en 1967?); elle assura une marge de manœuvre qui permit, à partir de 1960, une expansion dans une relative stabilité. Les choses se gâtèrent à partir de 1963: le retour des Français d'Algérie provoqua ou accentua un processus inflationniste que le plan de stabilisation de l'automne 1963 avait pour objectif d'arrêter. Malheureusement, les responsables ne portèrent probablement pas un diagnostic exact sur les causes, ils choisirent une thérapeutique qui devait agir progressivement; ils se trouvèrent amenés à maintenir, des années durant, les méthodes du plan de stabilisation, un contrôle ou un demi-contrôle des prix. Le souci d'excédents extérieurs en même temps que la crainte des effets possibles de la généralisation de la T.V.A. incitèrent le nouveau ministre des Finances, en 1967, à ne pas desserrer les freins. L'insatisfaction dont les dirigeants syndicaux méconnaissaient la profondeur presque autant que les ministres explosa en 1968. Les "événements" ouvrent une autre période, la dernière et la moins défendable, de la politique conjoncturelle de la République gaulliste.

La nation ne parvint pas à surmonter le traumatisme. Révolte d'étudiants? Crise de civilisation? Soit, mais nulle part ailleurs quelques centaines d'étudiants d'une seule faculté n'avaient entraîné les étudiants du pays tout entier, nulle part ailleurs les ouvriers n'avaient suivi la jeunesse bourgeoise et "les anabaptistes de la société de consommation". Nulle part l'État n'avait paru sur le point de s'effondrer. En dépit des élections de juin 1968, les gouvernés ne reprirent pas confiance dans les gouvernants, cependant que ces derniers doutaient d'eux-mêmes.

Les accords de Grenelle révélèrent l'incroyable absurdité du système du SMIG - système qui avait été conçu pour protéger les plus défavorisés et qui, en une économie de croissance, avait eu une influence exactement opposée. Ils firent apparaître également; au bout de quelques mois, les ressources disponibles des entreprises dont la politique antérieure empêchait le plein emploi.

Rétrospectivement, comme je l'indiquais dans un précédent article, il me semble

incontestable que l'économie française aurait pu absorber les accords de Grenelle sans l'actuelle crise inflationniste si, du moins, on retient exclusivement les effets mécaniques des "événements". Entre ces derniers et la situation présente, s'interposent deux facteurs: la crise de confiance nationale, la politique du gouvernement Couve de Murville (déficit du budgétaire, facilités de crédit).

Voilà, résumée, l'interprétation que je proposerais de la politique conjoncturelle de ces dernières années - interprétation sur laquelle s'accorderaient nombre d'économistes. À partir de là, porte-parole de la majorité ou de l'opposition poursuivront un dialogue sans conclusion possible. La politique conjoncturelle n'a pas atteint le stade de la science: art simple, dira-t-on, et tout d'exécution. Depuis 1963, le gouvernement français a joué de malheur, commettant, tour à tour, des erreurs de sens contraire, sans que l'on ose dire, pour autant, que d'autres régimes puissent se targuer d'une supériorité.

Le correspondant dont je citais la lettre se place d'ailleurs à un autre point de vue. Il constate, sur son propre cas, que le maintien des tranches de l'impôt progressif sur le revenu entraîne, à cause de la dévalorisation monétaire, un prélèvement accru en valeur réelle. D'après les études statistiques de la Commission de Bruxelles, l'éventail des salaires serait plus ouvert en France que dans les autres pays de la Communauté, l'écart entre les salaires des ouvriers et ceux des employés plus large, mais la fiscalité provoque le mécontentement de ceux que les salariés, au bas de la hiérarchie, pourraient tenir pour des semi-privilegiés.

Enfin, mon correspondant s'irrite de la "présomption" du Pouvoir. Il compare l'insuffisance de l'équipement de base, par exemple téléphonique, à de coûteuses "recherches de pointe". Là encore, le premier ministre a parlé un langage qui apaisera certaines indignations - à condition qu'il se traduise par des réformes.

Réponse à un lecteur déçu. La répartition des dépenses budgétaires

Le Figaro
19 septembre 1969

Dans un précédent article([1](#)), je me suis efforcé de répondre à un "lecteur déçu" en suivant les étapes successives de la gestion conjoncturelle au cours des années 1958-1969. Mais ce lecteur s'en prenait à ce que j'appellerai, en simplifiant, la répartition des dépenses budgétaires, la dégradation des téléphones, l'insuffisance de l'enseignement technique d'une part, les opérations dites de pointe ou de prestige (*Concorde*, centrales atomiques, aide aux pays sous-développés) de l'autre.

Reportons-nous aux chiffres. Si nous utilisons la répartition fonctionnelle des dépenses budgétaires, nous constatons que l'action économique représente 26,8%, l'action sociale 14,6%, l'éducation nationale, recherche et culture, 19,9% du total des crédits, soit ensemble 61,4% contre 17,2% pour la défense nationale. En pourcentage du produit national brut, ce dernier budget représente, en 1969, 4,2% contre 4,9% pour l'éducation nationale, 6,5% pour l'action économique. Le nombre des militaires de carrière qui s'élevait à 426.000 en 1960 tombe à 284.000 en 1969. Durant la même période, les effectifs de l'éducation nationale passent de 430.000 à 711.000. La réduction des effectifs des militaires de carrière tient évidemment à la décision prise par le gouvernement de concentrer l'effort sur la force nucléaire stratégique - décision proprement politique, à ce titre discutable comme l'aurait été la décision contraire. Si le gouvernement avait renoncé à l'arme nucléaire sans augmenter pour autant les forces conventionnelles, il aurait pu réduire la part de produit national consacré à la défense nationale.

Ces chiffres voudraient seulement convaincre un contradicteur de bonne foi, un ingénieur habitué au raisonnement, que les milliards soustraits à la défense nationale n'auraient pas permis de répondre à toutes les revendications des "salariés, des jeunes ménages, des vieux". Par un mécanisme, caractéristique de la phase que traversent actuellement nos sociétés, tout se passe comme si les besoins augmentaient plus vite que les moyens de les satisfaire, comme si la croissance multipliait les causes d'insatisfaction. Alors que les contestataires dénoncent la société de consommation, d'innombrables groupes sociaux

revendiquent afin d'obtenir un pouvoir d'achat supplémentaire.

Prenons le cas de l'éducation nationale. L'effort *quantitatif* consenti en faveur de tous les ordres d'enseignement va bien au-delà de tout ce qu'aucun régime avait jamais fait dans le passé. Les enseignants du supérieur recrutés en dix ans dépassent en nombre le total du personnel enseignant de 1958. Les effectifs d'étudiants ont triplé. Faut-il dire que l'explosion de 1968 frappe injustement un régime qui avait mobilisé tant de ressources pour la jeunesse?

Il ne suffisait pas de dépenser plus, il fallait "repenser" l'organisation tout entière; on est allé au plus facile, au plus pressé, on a laissé croître le nombre des élèves dans les lycées, des étudiants dans les facultés, on a construit des bâtiments, embauché des enseignants. On continue, mais cette croissance crée "tensions" et injustices. L'enseignement technique demeure trop souvent sacrifié alors que l'enseignement général, abstrait, non scientifique se peuple démesurément. Bacheliers et licenciés littéraires ne trouveront pas tous un emploi qui réponde à leurs ambitions.

En matière d'éducation nationale, ce que l'on peut critiquer, c'est la croissance sans choix. En matière de science ou de recherche, ce sont des choix qui prêtent à la critique. Le cas du *Concorde* a une valeur symbolique. Je connais des gaullistes de stricte observance qui, dès les premiers jours, ont déploré le pari. Probablement la plupart des ministres, aussi bien à Londres qu'à Paris, pensent-ils sur ce sujet le contraire de ce qu'ils disent en public. Qui raisonne, comme mon correspondant, en termes de rentabilité, aboutit inévitablement à désapprouver une entreprise dont le succès technique ne garantit pas la réussite économique ou commerciale, mais la rentabilité ne constitue pas, en cette matière, le seul critère.

En matière nucléaire, l'effort français n'a pas abouti à un succès commercial. Je m'interdis, faute de compétence technique, d'entrer dans la controverse des filières. Il reste que la filière à partir de l'uranium naturel s'avère non compétitive par rapport aux filières à partir de l'uranium enrichi. Faut-il imputer la décision au souci de l'indépendance nationale? Je me garderai de trancher.

L'économiste n'en a pas moins le droit de souligner l'effet conjugué de certains choix et de certaines contraintes. Contraintes, les milliards nécessaires pour le soutien des prix agricoles, pour combler les déficits de certaines industries nationales en déclin ou en difficulté. Choix, le *Concorde*, les centrales nucléaires, le plan calcul. Peut-être, aucun gouvernement ne peut-il se soustraire à ces contraintes, peut-être ces choix apparaîtront-ils demain ou après-demain

justifiés. Aujourd'hui, les milliards destinés au soutien des prix agricoles n'atténuent guère l'insatisfaction de centaines de milliers d'agriculteurs qui se sentent menacés par le "progrès" économique. M. Chaban-Delmas l'a implicitement reconnu.

De 1960 à 1969, le budget social de la nation est passé de 50.699 millions de francs à 135.167, soit presque un triplement (en francs courants) au cours d'une période de neuf années. L'humeur des hommes ne se déduit pas des chiffres, qu'il s'agisse de l'éducation nationale ou du budget social. Là encore, comme l'a promis le premier ministre, il faut repenser l'ensemble.

Les Français, depuis mai 1968 et peut-être depuis plus longtemps encore, vivent de nouveau dans un climat d'incertitude, de défiance réciproque, voire de défaitisme national, dont les hommes de ma génération ont eu déjà plusieurs fois l'expérience. Le patronat accuse les technocrates, mais ceux-ci, après l'aventure d'une des plus anciennes entreprises du pays, peuvent aisément répondre et dénoncer l'impéritie de certains chefs d'entreprise.

Le général de Gaulle, à son départ, n'a laissé sur la scène politique que deux acteurs, la majorité dite gaulliste et le parti communiste (les autres, pour l'instant, ne jouent que des rôles de comparses). Jamais le parti communiste n'a joui d'une telle puissance dans les entreprises, dans l'université, dans la nation. La Ve République ne le désarmera plus aussi aisément par sa diplomatie demain qu'hier. M. Seguy parle déjà un curieux langage, avec une allusion à "l'alternative démocratique". Reprise du langage des derniers jours de mai 1968 pour préparer un assaut ou, tout au contraire, pour prévenir une offensive gauchiste?

Le succès du plan de redressement intéresse tous les Français. Les hommes de l'opposition qui rejetteraient sur les gaullistes la responsabilité de la crise et la charge de la résoudre commettraient une lourde erreur. L'étranger ne s'y trompe pas: une fois de plus, il s'interroge sur la France et sur son avenir.

Le pays se trouve brutalement ramené à ses dimensions, sans illusion lyrique, sans transfiguration historique. Moment du courage et non des récriminations. La magie du verbe ne pouvait donner à la France les moyens d'une grande puissance. Il dépend de tous les Français de se forger ensemble un avenir honorable, à mi-chemin entre le rêve et la démission.

[\(1\)](#) Voir Le Figaro du 18 septembre 1969.

Y a-t-il une épargne indésirable?

Le Figaro

31 octobre-1er novembre 1970

Au lendemain de la dévaluation, les ministres et le président de la République lui-même invitaient les Français à dépenser moins et à épargner davantage. À la télévision, le premier ministre prenait un exemple simple: le renouvellement de l'automobile ou de la machine à laver peut attendre quelques mois.

Soucis et propos ont changé de sens: l'accroissement de l'épargne risque de ralentir l'accroissement de la production industrielle.

Les fluctuations, au reste peu accentuées, de l'épargne en fonction du mouvement des prix répondent à une logique élémentaire des consommateurs. Ceux-ci se hâtent d'acquérir des marchandises quand ils prévoient une dévalorisation de la monnaie, ils réservent des fonds liquides quand ils ont confiance dans la stabilité du franc. L'épargne accrue de 1967 contribua au ralentissement de l'expansion et, par cet intermédiaire, aux événements de mai 1968, du moins si l'on en croit certains observateurs.

L'épargne va-t-elle l'an prochain se maintenir au taux élevé de 1970 (16,4% des revenus des ménages), diminuer ou augmenter?

M. Giscard d'Estaing prévoit une légère diminution et l'un de nos confrères, M. Gilbert Mathieu, met en doute cette prévision. Si les prix doivent monter moins l'an prochain, pourquoi les Français épargneraient-ils moins, alors que le volume de l'épargne tend normalement à baisser en même temps que diminue l'allure de la hausse des prix?

En dehors de cet argument, je me demande s'il n'y aurait pas lieu de prendre en considération d'autres variables. Les dépenses d'alimentation représentent désormais moins de 30% du budget des familles (27,9%). Les dépenses liées à l'habitat et aux moyens de communication atteignent ensemble un tiers du total. Or, qu'il s'agisse du logement ou des biens de consommation durables, le consommateur garde la liberté de choisir son moment. Il diffère ses achats en fonction de motifs divers. Le coût de l'argent - le crédit devant le plus souvent compléter la mise de fonds propres - joue un rôle. Peut-être en ce qui concerne le renouvellement des automobiles y a-t-il des cycles, comme aux États-Unis, en fonction de la sortie de nouveaux modèles. En tout cas, dès lors que la consommation des ménages ne supporte plus la contrainte des besoins courants,

on ne saurait tenir pour acquise la régularité des achats, donc la stabilité du pourcentage de revenus épargnés.

La situation actuelle présente un caractère paradoxal. D'un côté, on déplore le manque des capitaux. D'un autre côté, on s'inquiète d'une baisse de la consommation qui risque d'entraîner un arrêt de l'expansion.

Faut-il attribuer le coût élevé de l'argent à la hausse constante des prix, même en phase de quasi-stagnation?

La vigueur de l'exportation permet-elle seule aux économies industrielles de combiner une épargne accrue avec une croissance rapide?

D'une manière ou d'une autre, il faut résoudre la contradiction d'une épargne indésirable alors même que paraissent illimités les besoins d'investissement.

L'art de la micro-décision

Le Figaro
20-21 mars 1971

Il y a quelque temps, j'avais usé, à cette même place, d'un raisonnement simplifié: pourquoi le contribuable qui ne prend pas le train ou le métro devrait-il acquitter une partie du prix des billets qu'achètent les usagers? Un lecteur me renvoya mon article avec l'annotation marginale: pourquoi le contribuable qui ne possède pas d'automobile doit-il financer le coût des services liés à la circulation routière?

L'objecteur anonyme avait raison de mettre en lumière la complexité du problème posé désormais à tous les gouvernements des sociétés modernes: quelles sont les dépenses de l'État qui incombent et doivent incomber à tous les contribuables parce qu'elles servent l'ensemble de la collectivité? D'autre part, quelle part des services publics, utilisés seulement par une fraction de la population doit cependant être financée par tous les contribuables?

Un service public, tel l'enseignement supérieur, se trouve en fait utilisé de manière très inégale par les diverses classes de la société: la gratuité quasi totale de l'enseignement supérieur - principe sacro-saint en France - n'est pas pour autant admis en certains pays démocratiques. Les subventions d'études, accordées aux étudiants, pourraient être considérées comme des prêts, remboursables sur une longue période par les diplômés, bénéficiant, grâce à leur formation, d'un traitement élevé.

Un tel exemple risque de suggérer que le choix de la gratuité ou la fixation d'un tarif d'un service public présente avant tout un caractère politique. Si l'on veut dire que le choix, quel qu'il soit, avantage le plus souvent tels groupes de la population par rapport à tels autres, la proposition me paraît valable. Mais, s'il s'agit de transport, d'énergie ou de la santé, la détermination d'un optimum, la comparaison du prix marginal entraînant un déficit d'exploitation ou du prix assurant l'équilibre d'exploitation exige des études rigoureuses et difficiles. À supposer que les études n'imposent pas aux ministres une décision, elles contribueraient au moins à l'éclairer.

Il en va de même, et plus encore, lorsqu'il s'agit de favoriser tel secteur industriel plutôt que tel autre. Certaines des interventions de l'État ne se justifient que par la nécessité humaine: il faut épargner à telle région ou à tels producteurs un choc brutal, baisse du pouvoir d'achat ou conversion difficile. Mais en

d'autres circonstances, énergie nucléaire, procédé de télévision en couleur, il s'agit d'une volonté. Or, le plus souvent, cette volonté, faute d'analyse antérieure, demeure aveugle.

Depuis la guerre, la gestion macroéconomique a fait des progrès considérables; les gouvernants savent éviter les fluctuations violentes. Ces progrès résultent de l'application de théories, élaborées par les économistes il y a trente ou quarante ans. Mais de plus en plus, les gestionnaires de l'État sont condamnés à des interventions qui exigent une connaissance des effets, à la fois pour l'ensemble et pour les diverses classes, de microdécisions.

Le gouvernement français ne possède même pas l'équivalent des conseillers économiques du président américain. Pourquoi ne pas "rattraper et dépasser" les États-Unis en se donnant un conseil d'experts qui n'auraient pas pour seul souci d'atténuer les alternances d'inflation et de récession.

L'inflation: maudite ou désirée

Le Figaro
2 décembre 1972

Les deux articles de Serge-Christophe Kolm et Alain Cotta tirent de leur rapprochement une signification que ne posséderait seul aucun des deux. L'un et l'autre s'opposent à la sagesse conventionnelle ou aux idées régnantes, le premier parce qu'il affirme l'efficacité possible d'une politique anti-inflationniste, inspirée de doctrines monétaristes, le deuxième parce qu'il préfère l'inflation actuelle au coût des mesures nécessaires pour la combattre.

Devenue générale en Europe, l'inflation, en effet, ne menace l'équilibre des comptes extérieurs que dans les seuls pays qui font plus de bêtises que les autres ou, en termes précis, dont le taux d'inflation dépasse largement celui des autres pays. Le clignotant du commerce extérieur ne s'allume plus tant que le taux d'inflation demeure dans la moyenne européenne de 6% par an. Bien plus, la dévaluation française de 1969, les réévaluations postérieures du mark ont laissé nos prix compétitifs, peut-être même notre monnaie sous-évaluée. Personne ne propose une réévaluation du franc commercial qui, au reste, serait trop tardive.

François Simiand se plaisait à dire que les hommes sont plus sensibles à l'apparence qu'à la réalité, aux revenus nominaux qu'aux revenus dits réels. D'où la question de psychologie sociale: les Français préfèrent-ils une inflation de 6% avec une augmentation de leurs salaires de 12% ou une augmentation de leurs salaires de 6% avec des prix stables? Le choix des économistes - le deuxième terme de l'alternative - coïncide-t-il avec celui de la masse des Français? Alain Cotta n'hésite pas à répondre négativement à une telle question. Du coup, il présente une défense et illustration de l'inflation, appuyée de deux arguments: taux de croissance plus élevé, insatisfaction moindre des Français.

À ce point le lecteur, choqué dans ses convictions et ses évidences, ne manquera pas de multiplier les objections. Les Européens s'accoutument à un taux de 6 à 7%. Mais une telle dévalorisation monétaire ne peut pas se prolonger indéfiniment. Aussi le plaidoyer de M. Cotta ne me convainc pas. L'inflation entraîne des transferts de revenus et de richesses entre classes et personnes qui, dans l'ensemble, aggravent plutôt les injustices d'une économie de marché.

Tant qu'elle demeure modérée, temporaire, elle frappe les inactifs plutôt que les actifs (ainsi raisonnait Simiand). Permanente et rapide, elle frappe non au hasard mais de tous côtés, en particulier les petits, ceux qui manquent des

connaissances nécessaires pour se prémunir contre la dévalorisation de leurs épargnes. Elle favorise les bénéficiaires d'une plus-value en capital d'un taux supérieur à celui de l'inflation. À la longue, elle rend malaisée l'allocation rationnelle des ressources - mérite supposé de l'économie de marché.

Discussion théorique? Pas le moins du monde. Les ministres, la semaine prochaine, ne s'interrogeront pas seulement sur les mérites de l'école monétariste, ils se poseront une question politique, à peu de mois des élections: qu'est-ce que l'électeur français jugera le plus sévèrement? L'inflation tolérée, l'inflation non combattue jusqu'au lendemain des élections ou les conséquences immédiatement ressenties des mesures anti-inflationnistes? L'idéal serait que les mesures parussent efficaces, sans effets douloureux avant mars prochain. Probablement la médecine économique n'atteint-elle pas encore à cette maîtrise du temps.

La lutte contre l'inflation. Le diagnostic gouvernemental

Le Figaro
22 décembre 1972

Les diverses mesures prises par le gouvernement contre l'inflation ne constituent pas un plan et n'appellent pas un jugement global et catégorique: le ministre des Finances lui-même l'a dit et répété. Il suffit de se reporter à l'exposé fait par M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale le 24 octobre dernier pour comprendre à la fois le diagnostic porté sur la situation et la thérapeutique choisie.

La croissance de l'économie s'est poursuivie au cours des dernières années à une allure rapide, plus rapide que dans les autres pays d'Europe. Depuis 1968, selon les chiffres cités par le ministre et empruntés aux statistiques officielles, la production française a augmenté de plus d'un quart en quantités physiques, alors que la croissance atteint 19% en République fédérale allemande, 15% en Italie, 10% aux États-Unis, 8% en Grande-Bretagne. Bien entendu, si l'on choisit d'autres dates, d'autres résultats apparaîtront. Les États-Unis, par exemple, ont, au cours de ces quatre années, appliquée une politique sévère de déflation qui a paralysé la croissance pendant dix-huit mois environ. Il demeure incontestable que les années 1969-1970-1971-1972 ont été, pour l'économie française, des années fastes si l'on adopte pour critère le taux de croissance.

Elles sont aussi des années fastes si l'on choisit pour critère certaines transformations structurelles: relèvement de la part des exportations dans la production intérieure brute, relèvement de la part des produits manufacturés et même des biens d'investissement dans le total des exportations, augmentation des investissements directs au-dehors des entreprises françaises, élévation du pourcentage de la formation brute de capital fixe par rapport à la production nationale (ce rapport atteint aujourd'hui 29 contre 24 en 1968).

Pourquoi la France a-t-elle rejoint à cet égard le peloton de tête des nations industrielles comme d'ailleurs nombre de spécialistes de la "futuromologie" l'avaient depuis longtemps annoncé? Si l'on prend l'ensemble de la période 1958-1972, le facteur décisif me semble l'ouverture sur l'extérieur impliquée par le Marché commun. Si l'on choisit pour point de départ 1967, on note un fait nouveau auquel ni les Français ni les commentateurs n'accordent assez

d'importance: l'augmentation de la population active. En 1962, a dit le ministre, la population active de la France était inférieure à celle de 1901. Entre 1962 et 1968, elle a augmenté de 1,2 million, depuis 1968, d'un million encore. Au cours des trois dernières années, 1.150.000 emplois salariés auraient été créés.

De l'augmentation de la population active résulte avec évidence que les comparaisons entre les produits intérieurs globaux, moins favorables à la France que les comparaisons entre les produits intérieurs par tête tant que la population active n'augmentait pas, lui deviennent maintenant plus favorables. De plus, la réduction de la part de la main-d'œuvre employée dans l'agriculture accroît l'élasticité de l'offre de travail, facilite le développement industriel et, du même coup, entraîne une hausse du taux de croissance par transfert de la main-d'œuvre des emplois à faible productivité vers des emplois à productivité supérieure.

L'augmentation de la population active, responsable pour une part de la croissance rapide, a commandé la politique adoptée par le gouvernement. Les mesures, exagérément et inutilement restrictives des années 1966-67, ont été jugées, rétrospectivement, responsables de l'explosion de 1968. À partir de juillet 1968, tous les gouvernements ont subordonné au plein emploi et à un taux élevé d'expansion toutes autres considérations. Le général de Gaulle, en novembre 1968, s'était refusé à sacrifier la parité du franc aux exigences de la croissance. M. Pompidou et M. Giscard d'Estaing n'ont pas hésité à le faire. La dévaluation d'août 1969 a permis de rétablir l'équilibre des comptes extérieurs sans ralentir la croissance. Bien plus, la dévaluation, puis la réévaluation des certaines monnaies européennes, en particulier de celle de notre principal partenaire, la République fédérale allemande, ont probablement assuré à notre économie les avantages d'une monnaie sous-évaluée - avantages en ce qui concerne le taux de croissance et les échanges extérieurs mais non en fait de prix.

La dévaluation du franc entraîne, en effet automatiquement, par le jeu de la politique agricole commune, la hausse des prix agricoles, donc des prix des produits alimentaires. L'augmentation des prix agricoles a été de 18% au cours des trois dernières années contre 8% chez nos partenaires européens. Cette hausse devrait se ralentir d'elle-même à la seule condition qu'aucune nouvelle modification de parité n'intervienne.

Les modifications de parité monétaire ont donc contribué, en France plus qu'ailleurs, à la hausse des prix des produits alimentaires. De plus, dans le cas particulier de la viande - produit qui touche particulièrement les Français - une pénurie sévit qui entraîne inévitablement une hausse des prix. Une fois écarté le

cas des produits alimentaires, la hausse des prix, en France, ne serait pas, selon le ministre, imputable à l'excès de la demande sur l'offre. M. Giscard d'Estaing a fait allusion, dans son discours à l'Assemblée, à la courbe Phillips selon laquelle taux d'inflation et taux de chômage sont liés l'un à l'autre par une relation rigoureuse, une réduction du taux d'inflation se payant d'une augmentation du taux de chômage. Il a écarté en quelques mots cette "vision complètement dépassée". En fait, ce qui est faux, c'est qu'il *suffise* d'augmenter le taux de chômage pour réduire le taux d'inflation. La stagflation dont plusieurs pays, en particulier la Grande-Bretagne, ont souffert, comporte simultanément un taux élevé d'inflation et un taux élevé de chômage.

Le ministre pense donc que la France ne connaît pas d'inflation par la demande (excès de la demande sur l'offre) mais souffre d'une inflation par les coûts, résultant à la fois de la hausse des prix alimentaires et d'une augmentation trop rapide des salaires et des rémunérations. L'élévation du taux de salaire horaire a été de 10,7% en 1971, elle sera de 11,2 en 1972. Quant à la hausse des prix, elle est de l'ordre de 4% par an pour les produits industriels, de 7% pour les produits alimentaires et les services. Si cette hausse des prix et des coûts ne tient pas à l'excès de la demande, tient-elle à l'augmentation excessive de la masse monétaire? Même ce diagnostic, désormais classique, le ministre, il y a deux mois, ne l'acceptait pas. Cette augmentation lui paraissait effet plutôt que cause de l'inflation par les coûts. D'où venait donc celle-ci, en dernière analyse? La plupart des causes d'ordre strictement économique (à l'exception des effets de la dévaluation) ayant été éliminées par le ministre, il reste le comportement des sujets économiques ou, si l'on préfère, les causes psycho-sociales. À la lumière de ce diagnostic s'éclaire la thérapeutique que le gouvernement vient d'appliquer.

La lutte contre l'inflation. Thérapeutique

Le Figaro
23 décembre 1972

Quelle thérapeutique découle du diagnostic que j'ai analysé dans le précédent article? (1) Selon M. Giscard d'Estaing, l'inflation n'est imputable ni à l'excès de la demande, ni au déficit budgétaire (puisque le budget est en équilibre), ni à la fuite devant la monnaie (jamais l'épargne des ménages n'a atteint un tel pourcentage des revenus), ni même à l'augmentation de la masse monétaire proprement dite (billets en circulation et comptes courants dans les banques).

Certes, le ministre reconnaissait, il y a deux mois, que cette masse s'accroît "selon un rythme actuel de l'ordre de 19% et que les crédits à l'économie augmentent de leur côté plus vite encore", 22 à 23%. Tout au plus concédait-il que cette augmentation, accompagnement plutôt que cause de l'inflation, risquait de devenir dangereuse. Quoi qu'il en soit des "querelles d'écoles", il convient de ralentir l'augmentation de la masse monétaire.

Cette prescription, tirée du discours de présentation du budget de M. Giscard d'Estaing, a été appliquée depuis quelques mois. Elle s'exprime, cette fois, par des mesures plus rigoureuses, le taux de croissance de la masse monétaire devant être ramené de 20% en 1972 à 15% à la fin du premier trimestre de l'année prochaine. Quant aux en-cours de crédit, qui progressent cette année au taux de 23%, leur progression devrait être ramenée à 19% à la fin du premier trimestre de 1973, à 17% à la fin du deuxième.

Les pénalisations prévues, en cas de dépassement, seront probablement imposées avec discernement: les banques se trouvent dans des situations très différentes et ne peuvent pas toutes, avec la même facilité, réduire leur en-cours.

Ce premier train de mesures, portant sur les restrictions de crédit, ne prête qu'à des commentaires techniques qui relèvent des spécialistes. Bornons-nous à constater que le souci de ne pas casser l'expansion ou peut-être davantage le souci de la stabilité des prix incite les responsables à limiter la quantité plutôt qu'à élever le prix du crédit.

Le deuxième train de mesures concerne la baisse de la T.V.A et le lancement d'un grand emprunt pour compenser la diminution de 7 milliards des recettes de l'État. Le ministre a surtout insisté sur l'inégalité des taux de la T.V.A dans les différents pays d'Europe, sur les taux excessifs en France. La réduction des taux,

décidée en fonction de la conjoncture, contribuerait simultanément à l'harmonisation des fiscalités à l'intérieur du Marché commun, le taux français se rapprochant du taux allemand. Soit. La présentation du programme n'est convaincante pour les économistes, sinon pour le grand public, que dans la mesure où l'on accepte le diagnostic du ministre.

En effet, après l'élimination des causes "classiques", d'ordre économique, que reste-t-il?

Il reste, me semble-t-il, - mais ici j'interprète plutôt que je ne traduis - la hausse rapide des prix agricoles et des prix des produits ou services de grande consommation, hausse qui provoque à son tour une hausse des rémunérations (le ministre précise: *toutes* les rémunérations). En dépit d'une hausse de plus de 10% du coût de l'heure de travail, les prix industriels ne montent que de 4% par an. Si la hausse de l'indice, cette année, atteint 6 ou 7%, c'est que les prix des produits alimentaires ont subi la répercussion de la dévaluation du franc et que les services, non soumis à la concurrence extérieure, faute d'un progrès de productivité aussi rapide que celui de l'industrie, se payent de plus en plus cher.

Dans ces conditions, la baisse des prix que doit produire la réduction de la T.V.A. devient un élément d'une politique de revenus. Si la France souffre d'une inflation par les coûts, résultant d'une course des salaires et des prix - certains prix entraînant tous les autres -, la baisse de ces prix, psychologiquement décisifs, pourrait arrêter la course. D'où l'appel au bon sens et au civisme: une hausse des rémunérations supérieure de 2% à la hausse des prix étant garantie, pourquoi ne pas obtenir cet accroissement du revenu *réel* avec un moindre relèvement du revenu nominal?

L'évocation de M. Pinay s'explique par le rôle que jouent les facteurs psychologiques et dans le diagnostic et dans la thérapeutique. L'inflation par les coûts - concept à la mode dans les analyses d'aujourd'hui - caractérise à coup sûr les sociétés industrielles de type libéral ou semi-libéral. Elle apparaît avec évidence dans les phases de stagnation, autrement dit dans les périodes où une politique restrictive du crédit et du budget ne suffit pas à ralentir sensiblement la hausse des salaires. Cette hausse devient une pratique sociale ou un fait de civilisation: la hausse des salaires se poursuit, même quand la production n'augmente pas. Les restrictions de crédit, nécessaires pour la freiner, ébranleraient le système économique tout entier. À ce moment, il ne subsiste plus d'autre recours que le blocage des salaires et des prix: à une pratique sociale répond une autre pratique sociale. C'est l'État qui prend la responsabilité, par la

loi, du niveau des rémunérations que les mécanismes économiques ne contrôlent plus.

Le cas actuel de la France est tout autre. Taux élevé de croissance, taux élevé d'investissements, taux élevé d'épargne, notre pays - et les observateurs étrangers en conviennent - accomplit le projet d'industrialisation et de modernisation que proclament les dirigeants et dont l'opinion souhaite les effets sinon les moyens. Résolus à ne pas ralentir cette expansion, les responsables ont choisi provisoirement d'agir sur deux variables: masse monétaire et crédit d'une part, attitude ou psychologie du public d'autre part. Avec quelque bonne volonté, on parvient à mettre en accord diagnostic et thérapeutique. Il n'est pas théoriquement exclu de ralentir une inflation des coûts, imputable au comportement des sujets économiques, par des mesures spectaculaires qui modifient l'état d'esprit des producteurs et des consommateurs. Thérapeutique qui présente l'avantage supplémentaire d'être indolore puisque seuls seront frappés certains individus et groupes en quête de crédits.

La bonne volonté ne suffit pourtant pas pour franchir un dernier obstacle: le maintien de l'équilibre budgétaire par la substitution de l'emprunt à l'impôt. Comment réduire de 7 milliards les recettes de l'État, émettre un emprunt pour le même montant et présenter un budget non modifié toujours en équilibre? La notion d'équilibre n'a pas de sens précis dès lors que l'on inclut ou exclut du budget telles ou telles dépenses étatiques ou para-étatiques. Rien n'oblige l'État à financer tous ses investissements par l'impôt. Admettons que la conjoncture politico-économique exige une opération "baisse des prix" tout en interdisant des impôts supplémentaires. Admettons que le budget tolère une baisse de recettes, partiellement compensée par "l'argent frais" qu'apportera l'emprunt. Ce qui me gêne, c'est que M. Giscard d'Estaing ayant, contre mon gré, transfiguré la notion équivoque d'équilibre budgétaire en symbole d'une gestion honnête, prenne autant de liberté avec les chiffres des recettes.

(1) Voir *Le Figaro* du 22 décembre 1972.

Affaire Lip: La science sordide

Le Figaro
7 septembre 1973

Louis Gabriel-Robinet me demande d'écrire sur l'affaire Lip. Que dire de neuf sur cette affaire après laquelle "rien ne sera plus comme avant". (Formule qui revient d'autant plus souvent sous la plume des journalistes que l'événement, de dimensions matériellement modestes, revêt une signification symbolique.) De la gauche à la droite, de "La Nation" à "L'Humanité", on nous a expliqué tout le mal qu'il convient de penser des anciens dirigeants de la société, toute l'admiration qu'appellent "l'imagination au pouvoir", l'action des ouvriers en lutte non pas seulement pour leur emploi mais pour la défense de l'entreprise, *leur* entreprise, leur communauté de travail, dont ils s'instaurent les gardiens contre les juristes, qui ne connaissent que la loi, et les économistes, qui ne connaissent que les bilans. En vérité pour plaider la cause des codes et des comptes il faut avoir perdu le sens de l'humain.

Si j'éprouvais la peur de l'impopularité, qui me paraît la chose du monde la mieux partagée, je joindrais ma voix au chœur bien orchestré des interprètes de l'opinion publique. Les sondages en témoignent: cette opinion, en immense majorité, accorde sa sympathie au personnel de l'entreprise. Comment pourrait-il en aller autrement? M. Piaget est à coup sûr une personnalité forte, un chef né. Les assemblées générales se déroulent en une atmosphère de sérieux et de gaieté tout à la fois: plus distrayantes que la fabrication des montres. En mai 1968 les étudiants oubliaient l'ennui des études quand ils délibéraient sur l'avenir des universités. La grève, les mouvements sociaux d'aujourd'hui, que ne suscite plus en général l'extrême misère et qui de ce fait n'ont plus la violence des luttes du siècle passé, marquent une rupture avec la vie quotidienne, ils présentent à un degré ou à un autre un caractère de fête.

S'ils entraînent des privations, ils offrent aussi une occasion de manifester en acte la solidarité des travailleurs, de vivre pour ainsi dire en commun - occasion que la dispersion inévitable de l'organisation industrielle fournit rarement.

Avec des considérations de cette sorte je noircirais aisément des pages et des pages. Revenons au code et à l'économie. Depuis plusieurs années l'entreprise Lip "perd de l'argent". Les chiffres indiquent même un pourcentage considérable de déficit par rapport au chiffre d'affaires (de 15 à 20%). Le premier responsable de cette déconfiture est le P.D.G. retiré depuis deux ans qui donne son nom à

cette entreprise et qui cumulait les défauts de l'autoritarisme, de la démagogie et de l'incompétence.

Sur ce point les leçons ne manquent pas: comment les banques ont-elles permis la poursuite de l'exploitation dans de pareilles conditions? Par quelle aberration le gouvernement, lorsqu'il a autorisé l'achat par une société suisse de 43% du capital, a-t-il exigé une direction française alors que la précédente venait de se déconsidérer? Jusque-là je m'associe sans réserve aux commentaires que l'on trouve un peu partout. De la situation qui entraîna la mise en liquidation judiciaire, les ouvriers ne portent pas la responsabilité. Peut-être, même, si le comité d'entreprise avait été mieux informé, la dégradation n'aurait-elle pas été aussi loin. Malgré tout mieux vaut ne pas insister sur l'irresponsabilité des travailleurs. Un mauvais esprit risquerait d'en tirer une conclusion fâcheuse, il refuserait de leur attribuer le mérite des profits dans les entreprises bien gérées.

Laissons ce raisonnement scandaleux et venons à l'essentiel. Par suite d'une mauvaise gestion (diversification mal conçue), par suite de prix de revient trop élevés (en particulier dans la section des machines-outils), à cause de modèles de montres trop nombreux et d'un refus de la standardisation, une entreprise d'envergure moyenne par rapport à l'ensemble français, qui porte un nom prestigieux et qui dans la région tient une place de premier ordre, ne peut plus continuer à fonctionner sous la direction ancienne et dans le cadre existant. La procédure judiciaire ignore les employés, qui ne sont pas des créanciers. D'un autre côté personne ne nie qu'ils sont plus que quiconque intéressés à leur outil de travail. Par quel acte d'imagination concilier les exigences de la loi des hommes et du bon sens? Or, à cet égard, les épisodes successifs de l'affaire Lip ne comportent qu'une leçon, exactement contraire à celle que certains syndicalistes prétendent en tirer: l'illégalité d'aujourd'hui ne deviendra pas la légalité de demain.

De toute évidence une entreprise dont la mauvaise gestion a causé la ruine requiert une réorganisation. Or les syndicalistes posent en préalable de toute négociation: pas de licenciements, pas de démembrement, conservation des avantages acquis, autrement dit ils réduisent le plus possible à l'avance la liberté des futurs gestionnaires. Il n'est donc pas vrai qu'ils défendent l'entreprise, ils défendent leur situation, ce qui est parfaitement légitime, parfaitement humain. D'autres à leur place n'agiraient pas autrement. Mais le noir n'est pas blanc et un chat est un chat. Il existe au Japon, mais en nul autre pays capitaliste, un patriotisme d'entreprise. Ce patriotisme n'existe pas en France est l'affaire Lip ne

suggère pas le moins du monde qu'il existe.

En fait ce que demandent les syndicats c'est que l'État prenne à sa charge le déficit de l'entreprise. La socialisation des pertes, que la gauche dénonçait avec indignation dans ma jeunesse, change soudain de camp et seul un réactionnaire peut se demander s'il incombe à l'État de charger l'I.D.I. du salut des canards boiteux.

La fabrication et les ventes sauvages de montres n'annoncent pas davantage une légalité nouvelle. L'opinion imagine d'un côté les ouvriers en lutte pour leur emploi - ce qui est vrai - et de l'autre le capitalisme aux doigts crochus réclamant sa livre de chair - ce qui est absurde. Les artisans, les fournisseurs de pièces ont plus de droits juridiquement et n'en ont pas moins humainement que les ouvriers. S'ils doivent à leur tour déposer leur bilan la crise s'étendra de proche en proche. Les ventes de montres en dehors des circuits commerciaux, sans considération des prix vrais, ne constituent à aucun degré une expérience d'autogestion dont les syndicalistes ne veulent pas eux-mêmes. À juste titre d'ailleurs: ils savent que la réorganisation d'une entreprise en déconfiture impose des mesures rigoureuses. Ils veulent ou bien éviter ces mesures grâce à l'argent de l'État ou bien en laisser l'initiative aux futurs dirigeants, qu'ils dénonceront avec d'autant plus d'indignation.

Quant au gouvernement, sa stratégie (à supposer que par indulgence on lui en prête une) tendait à laisser pourrir l'affaire. Il n'a pu assurer le respect de la loi, ni contre les anciens administrateurs ni contre les ouvriers, il n'a pas voulu se dissocier de l'opinion publique qui réservait sa sympathie aux travailleurs directs et ignorait les travailleurs indirects (tous les fournisseurs); il n'a pas pu obtenir de firmes privées la prise en charge d'une entreprise dont la puissance syndicale rend la conversion pour le moins aléatoire; il voudrait ne pas créer le précédent du sauvetage par l'État des firmes en faillite et du droit moral des travailleurs, non pas seulement à un emploi - ce que personne ne met en cause - mais au même emploi, dans la même entreprise, dans les mêmes conditions - ce que ne permet aucun régime économique moderne.

Peut-être le gouvernement partage-t-il avec les syndicats la même illusion. De temps à autre, en France, un épisode de la vie sociale prend soudain la valeur d'une révolution. La condamnation d'un innocent incite à un débat passionné sur la raison d'État, les prétentions du grand état-major et la valeur de la personne humaine. La réplique improvisée des ouvriers à la liquidation judiciaire d'une entreprise bat en brèche les principes de notre législation et les droits des

créanciers. Combien, parmi les 70% de ceux qui prennent parti pour les syndicats, renonceraient à leurs propres créances? Je me demande parfois si tout ne sera pas demain comme avant: en cas de crise spectaculaire, les Français s'abandonnent à la générosité verbale et aux visions utopiques (aux dépens des autres), ils oublient d'un coup l'économie qu'ils ont apprise, cette science baptisée sordide, cette science non du désirable mais du possible, non des fins mais des moyens, science des contraintes. Qui ne rêve d'éliminer une fois pour toutes cette science qui ne nous apprend rien sinon que tout se paye et qu'au bout de l'année, en régime socialiste comme en régime capitaliste, il faut que les recettes équilibrent les dépenses?

La revanche du poujadisme

Le Figaro
5 octobre 1973

Il y a une quarantaine d'années, la Chambre des députés votait une loi qui interdisait l'ouverture de magasins à prix unique. Ces magasins n'ont pas disparu pour autant, ils ont pris d'autres formes ou portent d'autres enseignes. Le petit commerce n'a pas disparu davantage: il continue de représenter plus des trois quarts du chiffre d'affaires du commerce de détail. M. Royer peut bien accomplir son tour de France pour mobiliser les passions: la loi d'orientation qu'il propose aujourd'hui au Parlement, amalgame confus de mesures sociales, fiscales et économiques, demeurera célèbre en tant que symbole d'une démagogie vaine.

Je laisserai aux spécialistes la tâche de discuter les mesures sociales et fiscales (on ne sait pas encore par quoi sera remplacée la patente). Je m'en tiendrai à la disposition que l'opinion regarde à juste titre comme la plus importante: l'autorité reconnue aux commissions départementales d'urbanisme commerciale de statuer sur les demandes de création et d'extension de magasins à grande surface. Ces commissions seront composées pour moitié de représentants des Chambres des métiers et de commerce, pour moitié des élus locaux et des représentants des associations de consommateurs. Ces dernières associations ont immédiatement fait observer que les élus, pour des raisons évidentes, ne s'opposeront pas aux désirs des commerçants, juges et parties à la fois. En bref, en simplifiant, on peut dire que le gouvernement limite le droit d'établissement, principe fondamental de notre régime économique et, par une disposition exorbitante, accorde à une commission non élue, dominée par des intérêts privés, le droit de statuer. Il est vrai que le gouvernement a prévu un recours auprès du ministère du Commerce et de l'Artisanat, qui se prononce après avis de la commission nationale d'urbanisme commercial. Ce recours, à l'initiative du préfet ou du demandeur, est suspensif de l'octroi du permis de construire. Autrement dit, à supposer une décision favorable de la commission départementale, le préfet et le ministre peuvent en retarder ou en empêcher l'exécution. Au cas d'une décision négative, le demandeur peut faire appel. Tant que M. Royer occupera le ministère, la chance d'obtenir à Paris ce qui aurait été refusé au département sera pratiquement nulle.

La commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat a publié un rapport intéressant dont nous extrayons

quelques données.

Dans le domaine de l'équipement des grandes surfaces, la France occupe une position moyenne par rapport à nos partenaires du Marché commun.

En ce qui concerne les supermarchés, elle en compte quarante pour un million d'habitants contre quarante-sept en République fédérale allemande et aux Pays-Bas, cinquante-sept en Belgique; pour les hypermarchés, la France, avec trois pour un million d'habitants, est au-dessous de l'Allemagne (six) et de la Belgique (cinq), au-dessus de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas. L'Italie est, à cet égard, le moins développé des pays de l'Europe occidentale.

"D'autre part, l'augmentation relativement spectaculaire du nombre des hypermarchés et la croissance régulière des supermarchés au cours de la période 1966-1972 n'ont pas empêché l'évolution du solde des créations et radiations d'établissements commerciaux de se rapprocher de zéro pour finalement, en 1972, redevenir positive."

L'enquête de M. Ansquer aboutit à la conclusion que l'incidence des créations de supermarchés moyens est lente, que si la tendance est à l'accroissement du nombre des commerces, l'ouverture de magasins géants ne contrarie pas cet accroissement, que les unités de grande surface affectent particulièrement les magasins d'alimentation (épicerie conditionnée et liquides). Il convient enfin de noter que "un certain nombre d'hypermarchés et de supermarchés sont créés par des commerçants indépendants, la plupart du temps des commerçants associés, réunis sous forme de groupements de détaillants ou de chaînes de commerçants. Dans les neuf départements concernés par l'enquête (Nord, Finistère, Loire, Allier, Moselle, Haute-Savoie, Bas-Rhin, Bouches-du-Rhône, Alpes-Maritimes), ces commerçants indépendants avaient créé onze unités d'hypermarchés sur vingt-neuf, et 177 unités de supermarché sur 306.

En limitant l'expansion des grandes surfaces, le gouvernement et l'Assemblée ne s'opposent pas seulement au "capitalisme", mais aux efforts des plus actifs des détaillants en vue de s'adapter à la concurrence et de renouveler l'organisation du commerce.

Les grandes surfaces répondent-elles à la demande d'une certaine catégorie de consommateurs? À coup sûr, puisque ces derniers sont libres de leur choix. Les prix sont-ils, dans ces grandes surfaces, en moyenne inférieurs? Les études statistiques donnent une réponse affirmative à cette question et aboutissent à un écart de 10 à 12%. Plus encore que cet écart, importe l'effet de la concurrence. Le commerce de détail s'est amélioré et transformé depuis une dizaine d'années,

parce qu'il se sentait menacé par les entreprises nouvelles. Interdire la création ou l'extension des grandes surfaces, c'est à court terme répondre à certaines revendications, compréhensibles et parfois légitimes; à moyen terme, c'est desservir ceux mêmes que l'on prétend aider.

Deux sortes de problèmes se posent: certains fonds de commerce sur lesquels comptaient les commerçants pour assurer leurs vieux jours ont perdu toute valeur. L'État peut et doit intervenir pour atténuer une détresse imméritée: dans les régions qui se dépeuplent, dans les petites villes, la loi Royer ne rendra pas pour autant à ces fonds de commerce une valeur qu'ils ont définitivement perdue. D'autre part, les grandes surfaces peuvent effectivement affecter substantiellement la clientèle des magasins, surtout d'alimentation. Des mesures sont possibles pour amortir le choc et venir au secours des victimes.

La loi d'orientation va bien au-delà: les amendements de la commission, les nombreux amendements déposés par les députés vont directement à l'encontre de la politique officielle des prix. À une prétendue défense du petit commerce, le gouvernement sacrifiera-t-il la lutte contre l'inflation?

Je ne pense pas que M. Giscard d'Estaing soit fier d'avoir joint son nom à celui de M. Royer au bas de ce projet de loi, d'ailleurs aggravé par la commission.

Avant de céder à la démagogie et de laisser le poujadisme latent de toutes les assemblées françaises se déployer à plein, ne devrait-il pas songer qu'il y a "cinquante millions de consommateurs" et qu'aucun homme politique n'accomplit une grande carrière d'homme d'État si, un jour ou l'autre, il ne prend pas le risque de préférer ses convictions à une popularité éphémère?

Regards sur les dix dernières années

Le Figaro
10 novembre 1973

Notre ami, Antoine-Pierre Mariano, publie aux Éditions Arthaud, dans la collection "Notre Temps", un ouvrage intitulé "Métamorphose de l'économie française 1963-1973".

On trouvera ci-dessous des extraits de l'importante préface que Raymond Aron a donnée pour cet ouvrage, dix ans après la post face qu'il écrivit pour un livre de Jean Lecerf sur "la percée française" paru dans la même collection. On y décèlera le cheminement de sa pensée.

Depuis 1969, en étroite coopération avec Valéry Giscard d'Estaing, le président de la République assume la responsabilité de guider l'économie française à travers les récifs. Ils ont, ensemble, par plusieurs décisions, révélé la hiérarchie de leurs préférences, opposée à celle de 1963-1968: ils ont subordonné à la rapidité de la croissance le souci de la valeur de la monnaie, à l'intérieur et à l'extérieur. Par la dévaluation d'août 1969, ils se sont donné une marge de manœuvre. Ils l'ont gardée à l'égard de notre principal partenaire. L'Allemagne fédérale, qui, elle, a multiplié les réévaluations. De ce fait, les dévaluations du dollar, celle du 1971, puis celle de mars 1973, ont causé plus de tort à la politique agricole commune qu'à l'expansion de l'économie française. M. Pompidou et M. Giscard d'Estaing dénoncent avec indignation la sous-évaluation de la monnaie américaine abandonnée aux forces du marché, dès lors que les Européens ont refusé d'accumuler indéfiniment des dollars inconvertibles en or ou en d'autres formes d'actifs. Depuis 1969, le franc a été en permanence sous-évalué par rapport au mark et à certaines monnaies européennes (aux frontières entre l'Alsace et l'Allemagne, on va travailler d'un côté, acheter des marchandises de l'autre) même si, par rapport au dollar au-dessous de 4,3 francs il est à son tour surévalué.

Donner à la France une industrie moderne: telle était une des grandes ambitions de M. Georges Pompidou qu'il avait exprimée tout haut dans une de ses premières conférences de presse. Le voici en bonne voie d'accomplir cette ambition. Les instituts spécialisés dans l'étude du futur qui, pour l'essentiel, se bornent à prolonger le *trend*, autrement dit à supposer que le mouvement observé au cours des vingt dernières années se poursuivra dans la même direction et à la même allure, nous prédisent un avenir glorieux. La France a eu, de tous les pays

de l'Europe de l'Ouest, le taux de croissance de produit national brut le plus élevé, le taux de croissance de la productivité par travailleur le plus élevé. Il subsiste une main-d'œuvre employée dans les secteurs peu productifs, susceptible d'être transférée vers l'industrie ou les services modernes. Les générations qui arrivent sur le marché du travail assurent une augmentation de la population active. Que la croissance se poursuive et l'économie française, dans une douzaine d'années, peut rattraper ou dépasser l'économie de la République fédérale allemande.

Les ombres du tableau

Je me garderai de discuter les extrapolations plausibles auxquelles se plaît une certaine futurologie. Mieux vaut attirer l'attention sur les ombres du tableau.

En 1968, les troubles, depuis l'agitation estudiantine jusqu'aux grèves ouvrières, ont pour le moins dévoilé l'insatisfaction latente de millions de Français. L'étroite victoire de la majorité, aux élections de 1973, donne quelque vraisemblance à l'hypothèse d'une victoire de la gauche dans le cas où les élections auraient lieu en une phase de relatif marasme, qu'une économie connaît inévitablement un jour ou l'autre. L'opposition dénonce l'injustice qui accompagne cette croissance rapide. Il semble, en effet, que certaines formes d'inégalité soient plus accentuées en France que dans d'autres pays à un stade analogue de leur développement; par exemple, l'éventail des salaires, entre manuels et cadres, entre salariés de la base et PDG serait plus largement ouvert qu'en République fédérale allemande. Certaines méthodes fiscales d'un autre âge - la méthode du forfait par exemple - n'ont pas disparu. La raréfaction des terrains à bâtir favorise la spéculation. La part des impôts indirects dans le total des recettes fiscales est excessive. Le refus de la progressivité de l'impôt sur les successions, le refus d'un impôt sur le capital, intelligibles en fonction de la psychologie des Français et de la composition sociale de la majorité, fournissent des arguments à ceux qui dénoncent l'iniquité et admettent seulement du bout des lèvres le progrès d'ensemble.

Plus encore que ce qu'il est convenu d'appeler la répartition inégale des fruits de la croissance, ce qui me frappe, c'est la mise en question de la croissance, de la priorité donnée au taux le plus élevé possible. Tout se passe comme si la France, longtemps hostile à l'industrialisation accélérée, cette France qu'un observateur suisse décrivait, il y a vingt-cinq ans, vivant à *l'heure de son clocher*, dont mes professeurs m'apprenaient, dans ma jeunesse, qu'elle montrait sa sagesse grâce à l'équilibre de l'agriculture et de l'industrie, avait enfin suivi

l'exemple des pays les plus avancés alors que ces derniers s'interrogent eux-mêmes aujourd'hui sur le choix qu'ils ont fait.

Mise en question par les privilégiés, bien plus que par ceux qui n'en jouissent pas encore, les bienfaits ambigus de la société de consommation? Il se peut. Aussi bien le programme commun de la gauche unie, de cette gauche qui gagnera peut-être les 5% des voix qui lui permettraient enfin d'accéder au pouvoir, promet-il l'accélération de la croissance. Les promesses importent peu: l'hypothèque politique n'en pèse pas moins sur l'avenir. N'importe quelle élection générale - présidentielle ou législative - oppose deux hommes ou deux blocs qui incarnent, en tout cas prétendent incarner, deux modèles de société. La gauche unie pourrait-elle réaliser fût-ce une partie de son programme sans bouleversement económico-social?

Enfin, le système monétaire de changes flottants, ou, en tout cas, ajustables me paraît établi pour une durée imprévisible. Les Français devront s'y adapter. Implique-t-il, comme le pensent certains experts, à brève ou longue échéance, une crise mondiale, comparable à celle de 1929? Je ne le crois pas; cependant, la volonté des États-Unis de restaurer un excédent de la balance commerciale annonce une âpreté nouvelle de la compétition internationale, un environnement plus difficile.

Par définition, une histoire de l'actuel ne se termine pas, elle ne comporte pas, à la manière des romans roses, un *happy ending*, pas davantage non plus une conclusion noire. Mieux vaut se retourner vers le passé: pourquoi la France somnolente des villages, celle de *Clochemerle* et des cageots de légumes et de fruits répandus toutes les nuits sur les chaussées autour des halles, est-elle devenue aujourd'hui, pour le pire ou pour le meilleur, celle de Pierrelatte, du *Concorde*, des autoroutes, de la tour Montparnasse, des millions d'automobiles et des centaines de milliers d'étudiants?

Vérité et caricature

Une première réponse, qui comporte une part de vérité, c'est que la France de Clochemerle n'a jamais été la France. Il ne faut pas comparer la vraie nature de la France d'aujourd'hui à une caricature de la France d'avant-hier. Au XIXe siècle, le saint-simonisme n'a pas été seulement une idéologie, voire une pseudo-religion, mais l'inspiration de banquiers et d'ingénieurs qui contribuèrent, en France et au-dehors, au développement de l'industrie.

Cette première réponse ne rend pas compte du contraste entre la France de l'entre-deux-guerres et celle de l'après-guerre. Pourquoi cette stagnation entre

1930 et 1939? Pourquoi cette vigueur constante de 1949 à 1973 en dépit des guerres coloniales, des incertitudes politiques, des changements de numéro des Républiques? Une réponse modeste mettrait l'accent sur le caractère anormal de la stagnation des années 30-39, comparée à l'expansion des années 20-29. La France, en profondeur, n'avait pas changé d'une phase à l'autre de l'entre-deux-guerres, malheureusement la politique économique des années 30 fut une succession d'erreurs de sens contraire. Absurde la politique de déflation sans dévaluation de Laval en 1935, absurde celle de Léon Blum en 1936, de reflation sans dévaluation, absurde la limitation à 40 heures de la durée du travail alors que la main-d'œuvre inemployée, en dépit des légendes, n'offrait pas des ressources humaines de remplacement. Du même coup, nous avons trouvé une des causes incontestables de la mutation: les progrès accomplis dans la gestion de la conjoncture. Quoi qu'on pense de MM. Pompidou et Giscard d'Estaing en tant que réformateurs, leur mérite en tant que gestionnaires me paraît incontestable.

Mutation morale

J'ajouterai, malgré tout, à cette cause une autre, ni mesurable ni démontable, mais à mes yeux, aux yeux de celui qui a vécu à la fois l'entre-deux-guerres et l'après-guerre, décisive: une mutation morale. Avant 1940, les Français craignaient de perdre une position politique dont ils éprouvaient intensivement la précarité. Après 1945, ils ne craignaient plus de perdre puisqu'ils avaient tout perdu. Ils s'accrochèrent ou leurs dirigeants s'accrochèrent à la pourpre impériale; dès avant la fin de l'empire, ils tournaient leurs regards, leurs ambitions, leurs espoirs vers les horizons nouveaux: la grandeur par la prospérité économique puisque la grandeur dans la puissance politique leur était désormais interdite. En même temps, le relèvement de la natalité témoignait d'une attitude autre à l'égard de l'existence ou, au moins, obligeait à prendre une autre attitude. Il fallait ouvrir des écoles pour ces jeunes, leur préparer des emplois, leur ouvrir un avenir. Sans cette expansion rapide qui, à coup sûr, multiplie les tensions à l'intérieur du corps social, comment la France aurait-elle évité des luttes de générations et de classes plus violentes encore que celles que nous vivons?

Les jeunes qui regardent devant eux ressentent une angoisse compréhensible, surtout ceux qui poursuivent des études en vue de métiers non manuels. La croissance des emplois dans l'enseignement ne continuera pas au taux observé au cours des dernières années. La compétition pour les emplois de rétribution élevée ou de prestige deviendra de plus en plus âpre, non pas à cause de la

croissance (elle serait plus âpre encore si celle-ci s'arrêtait) mais à cause du nombre accru de ceux qui vont jusqu'au bout de l'enseignement du second degré et entreprennent des études supérieures. Les Français réclameront une moindre inégalité, plus de justice avec une passion exigeante, tant la misère des laissés pour compte paraît inacceptable à mesure qu'augmentent les ressources de la collectivité, tant la relative abondance, une fois acquise, cesse d'offrir un objet aux rêves collectifs.

Dans dix ans, dans vingt ans, celui qui viendra après Jean Lecerf, après Antoine-Pierre Mariano sera-t-il amené, par la comparaison entre les prévisions des futurologues et les statistiques à conclure que la croissance, telle une nécessité naturelle, produit les résultats globaux que personne n'a voulu directement et qu'en revanche elle déçoit les hommes dans leur projet de justice ou de qualité de la vie? À coup sûr, le projet d'une industrie moderne, commune aux responsables de la Ve République, était moins hasardeux que les projets actuels d'équité et de morale. Il suffisait d'un guidage attentif de la conjoncture pour que les forces spontanées d'une économie déjà avancée produisissent l'industrialisation, la croissance accélérée souhaitée à juste titre par M. Georges Pompidou et M. Giscard d'Estaing. Dès qu'il s'agit de modifier les rapports de classes ou le style des organisations, la volonté des dirigeants se heurte à la pesanteur des traditions, à la force des coutumes, à la résistance de ceux-là mêmes qui réclament le changement pour les autres.

Le prosaïsme des réformes difficiles ne changera pas la vie. Aucune des révolutions du XIXe siècle ne réalisa après la victoire, la poésie de ses promesses - ce qui ne signifie pas que les promesses ne gardent pas leur poésie.

Inflation, salariés et électeurs

Le Figaro
21 juin 1974

Que l'on regarde vers le monde extérieur ou vers les projets économiques du gouvernement, vers les perspectives européennes ou vers la charte de l'Atlantique, un fait domine la conjoncture: l'inflation, elle-même liée à la structure des sociétés occidentales telles qu'elles se sont développées depuis un quart de siècle et à l'augmentation du prix des hydrocarbures.

À quoi bon dissenter sur la construction de l'Europe alors que l'inégalité des taux d'inflation, de pays à pays, met en péril l'acquis communautaire, à savoir la libre circulation des marchandises entre les Neuf? À quoi bon les controverses sur les consultations entre les Européens et les États-Unis, alors que la crise pétrolière a, provisoirement au moins, modifié la relation de force entre Japon et Europe d'un côté, États-Unis de l'autre? Les intérêts des Européens ne coïncident certes pas avec ceux des États-Unis au Proche et au Moyen-Orient, mais l'influence américaine, en Arabie Saoudite nous offre encore la meilleure chance d'éviter une nouvelle augmentation du prix des hydrocarbures et peut-être de bénéficier d'une baisse.

Les économistes ne s'accordent pas sur le poids respectif des diverses causes de l'inflation et moins encore sur l'efficacité des diverses méthodes anti-inflationnistes. Sur quelques idées simples cependant, il n'y a guère de doute ou de controverse. Les gouvernements ont donné la préférence aux taux de croissance sur la stabilité des prix. Ils ont, pendant vingt ans, accepté le caractère normal d'une hausse des prix de 3 à 6% par an, ils ont même parfois posé en principe qu'il suffisait de ne pas dépasser le taux du voisin pour agir raisonnablement. Le mode de financement des investissements, par transformation bancaire ou par autofinancement, favorise la hausse des prix. Comme la productivité progresse inégalement selon les secteurs, il suffit que les secteurs dont la productivité progresse rapidement ne baissent pas leurs prix nominaux pour que la hausse moyenne des salaires dépasse la hausse moyenne de la productivité et que donc la hausse des prix en résulte. Il semble bien que la rupture du lien théorique entre le dollar et l'or, l'instabilité des parités monétaires, la pratique de la dévaluation par un grand nombre de pays aient constitué un facteur inflationniste supplémentaire. Toute incitation à la rigueur a disparu avec le flottement des monnaies.

Jusqu'à la fin de l'année 1973, l'inflation a été supportée allègrement par l'opinion dans la majorité des pays, avec peut-être la seule exception de la République fédérale allemande. En particulier, elle n'a pas provoqué de réaction violente en France. La raison principale en est que les salaires, au cours de ces dernières années, ont régulièrement progressé plus vite que les prix. La formule sur "la répartition inégale des fruits de la croissance" a été répétée, à l'occasion de la campagne présidentielle, par tous les candidats. Formule d'autant plus évidemment vraie qu'elle prête à toutes les interprétations.

L'inflation ajoute aux inégalités, inséparables de toute société, des inégalités supplémentaires et arbitraires. Ceux qui possèdent les connaissances et les moyens nécessaires pour acquérir des biens dont la valeur augmente plus que ne diminue celle de la monnaie - terrain, maisons, œuvres d'art - échappent aux conséquences de l'érosion monétaire.

Mais, d'un autre côté, les catégories des "actifs", pour reprendre le terme récemment utilisé, sont, dans l'ensemble, moins frappées que les catégories des "inactifs". Même avec un taux de 8%, l'intérêt des revenus placés dans les caisses d'épargne est négatif: l'argent perd 15% de son pouvoir d'achat en un an, il ne reçoit qu'un intérêt inférieur de moitié.

Certes, parmi les salariés, il existe de nouveau des différences sensibles selon les branches industrielles, selon les régions, selon la prospérité ou le déclin des entreprises. Il n'en reste pas moins que les salariés d'industrie (qui, pour plus des deux tiers, votent en faveur du candidat de la gauche) n'ont pas encore subi en moyenne, dans leur pouvoir d'achat, la répercussion de l'inflation ou du renchérissement des hydrocarbures cependant que depuis longtemps et aujourd'hui avec une rapidité accrue, les épargnants, les possesseurs de réserves voient fondre leur patrimoine. Les détenteurs de valeurs mobilières qu'un impôt sur le capital devrait atteindre, auraient, cette année, la possibilité de déduire des pertes, de 20 à 30% sans même tenir compte de la perte du pouvoir d'achat de la monnaie.

La France, prise globalement, s'appauvrit du montant du coût supplémentaire des hydrocarbures importés, soit environ 30 milliards de francs pour l'année entière, 6 milliards de dollars. Or, au cours des premiers mois de l'année, les salaires ont progressé à un rythme annuel supérieur à celui de l'inflation, de 17 à 18%. L'épargne individuelle n'a pas fléchi pour autant, mais l'État reprend, par la dévalorisation des sommes épargnées, une partie des salaires distribués. Par l'intermédiaire du contrôle administratif, il interdit à nombre d'entreprises de

modifier leurs prix en fonction de la dévalorisation monétaire. Il introduit, par cette méthode, des disparités supplémentaires entre les secteurs industriels. En fait, il semble douteux que les entreprises parviennent, dans l'ensemble, à maintenir la valeur réelle des profits destinés à l'autofinancement. En revanche, elles ont la ressource d'emprunter et de compter sur l'inflation pour réduire, d'année en année, le poids des intérêts et de l'amortissement.

La mesure la plus importante, prévue par le gouvernement, concerne l'imposition des entreprises. Elle vise probablement deux objectifs simultanément: d'une part, ralentir les achats de biens de production, souvent importés de République fédérale allemande, d'autre part inciter les entreprises à résister davantage aux revendications salariales. L'augmentation de l'impôt sur les revenus élevés ne présente guère de signification proprement économique, elle tend à satisfaire l'opinion et à refermer quelque peu l'éventail des salaires. En revanche, l'impôt sur les sociétés peut être efficace mais de manière différente. Dans l'immédiat, le ralentissement des investissements répond aux besoins de la lutte contre l'inflation. Encore faut-il que ce ralentissement ne dépasse pas une certaine mesure et que les entreprises répondent au défi par des exportations accrues. Encore faut-il que l'allure de la hausse des salaires se ralentisse. Je doute que l'appauvrissement de la France, dû aux 30 milliards de la facture pétrolière, autorise une progression des salaires du même ordre de grandeur que celle de ces dernières années. Or, jusqu'à présent, cette progression s'est maintenue. On voit mal comment on parviendrait à la ralentir sans un ralentissement simultané de la croissance.

L'homme des tempêtes?

Le Figaro
26 novembre 1974

L'Apocalypse est désormais à la mode. Conscients à juste titre de la gravité de la crise, les commentateurs s'irritent de la sérénité qu'affiche le président de la République, mais ils risquent, au train actuel, d'obtenir un résultat contraire à celui qu'ils souhaitent. Peut-être vivons-nous une crise de civilisation (je ne sais trop ce que ce terme signifie en dehors d'une vision à la Spengler ou à la Toynbee): peut-être les jeunes sont-ils révoltés, les adultes déçus, les vieux amers. Peut-être un quart de siècle de progrès économique exceptionnel représente-t-il une aberration et nourrit-il la nostalgie du bon sauvage. Les témoignages d'intellectuels ne suffisent pas à m'en convaincre. Oublions la philosophie et regardons la réalité avec les yeux de l'économiste.

Les Français souffrent ou, plus exactement, souffriront des conséquences des deux crises qui, issues de circonstances différentes, se rejoignent depuis un an: une inflation dont le taux moyen se situait en 1973 à 15% à travers le monde, un quadruplement du prix du pétrole qui met à la disposition des pays producteurs, cette année, une cinquantaine de milliards de dollars que ceux-ci ne peuvent pas dépenser. L'inflation, constante depuis vingt-cinq ans, accélérée aux États-Unis d'abord à partir de 1965, puis, après une courte interruption, depuis 1972 impliquait un réajustement du prix du brut; elle n'impliquait ni ne justifiait le prix actuel, un pur et simple prix de cartel que les porte-parole des États producteurs peuvent justifier de diverses manières, mais qui résulte d'un décret politique.

L'hypothèse, avancée ici ou là, que les États-Unis auraient eux-mêmes provoqué ou toléré volontiers le renchérissement des hydrocarbures révèle la persistance d'une conception démoniaque de l'histoire. L'hypothèse me paraît à peu près aussi vraisemblable que l'accusation stalinienne selon laquelle Trotsky était un agent de la Gestapo. Au reste si, d'un coup de baguette magique, les États-Unis ou les firmes dites multinationales pouvaient provoquer le quadruplement des prix, ils pourraient aussi imposer la baisse. L'effondrement économique, les troubles sociaux qui menacent les pays alliés ou clients de la République américaine devraient ouvrir les yeux des plus aveugles. En vérité, ce genre d'analyse transforme le démon d'abord en super-Machiavel, puis en pauvre Gribouille.

À quoi tient la nouveauté? Pour freiner une inflation de 15%, il faut appuyer plus fort sur la pédale. Même sans le cartel pétrolier, le freinage ralentirait le mouvement, au-delà des désirs du conducteur. Parlons un langage simple et brutal: nul ne sait quelle récession était et est inévitable si l'on veut diminuer de moitié, en deux ans, le taux d'inflation. De plus, et c'est la deuxième nouveauté, la hausse du prix du pétrole constitue, dans la conjoncture présente, un facteur de récession et de hausse des prix, autrement dit, selon le vocabulaire courant, de récession et d'inflation à la fois. Pour payer, non pas en papier mais en biens et services réels, les dizaines de milliards supplémentaires que coûte l'importation des hydrocarbures, les pays consommateurs devraient consentir à une contraction du pouvoir d'achat intérieur comparable à celle qu'aurait exigée le paiement des réparations par l'Allemagne après la Première Guerre. Dès maintenant, bien que les pays consommateurs ne payent que partiellement en biens réels, la hausse des prix du brut, plus ou moins répercutée à l'intérieur des économies nationales, renforce les mesures restrictives prises contre l'inflation et conduit irrésistiblement l'économie mondiale tout entière vers la *stagflation*, vers un mixte de récession et de hausse des prix. Tout se joue, entre les pays, sur la mesure de l'une et de l'autre.

Les opposants, venus de l'U.D.R., du parti communiste, du parti socialiste ou de nulle part, peuvent multiplier les voyages et les conférences, les grèves et les invectives, les conseils et les reproches. Personne, ni en Amérique ni en Europe, n'aperçoit de solution au problème tel qu'il est actuellement posé parce qu'il n'en existe pas. Les experts calculent que d'ici à 1985 les pays producteurs auront accumulé des centaines de milliards de dollars: ce rêve ou ce cauchemar ne se réalisera pas. Les gouvernants des pays industrialisés qui savent qu'il ne se réalisera pas n'osent pas le dire tout haut de crainte d'indisposer les possesseurs de l'or noir. Aussi bien, s'ils savent que les transferts gigantesques de ressources qu'exigerait le maintien du prix actuel du brut, indexé sur l'inflation des pays consommateurs, n'auront pas lieu, ils ne savent pas quand les acteurs reconnaîtront l'impossible et quelle stratégie ils choisiront ce jour-là. Chacun imagine divers scénarios de bouleversements économiques, politiques et militaires.

La plus grande erreur commise par M. Giscard d'Estaing il y a un an et par M. Fourcade au printemps dernier fut non pas seulement de prévoir l'avenir mais d'indiquer des dates. Réduction de moitié du taux d'inflation en un an, rétablissement de l'équilibre commercial (ou de l'équilibre de la balance des paiements?) en deux. Soyons sérieux: lorsque le quadruplement de l'énergie

modifie (ou devrait modifier) tous les rapports de prix, lorsque les pays non producteurs de pétrole, à quelques rares exceptions près, connaissent simultanément un déficit extérieur, lorsque le cartel garde la liberté d'indexer le prix du brut sur l'inflation, la prévision, chiffrée et datée, relève de l'optimisme du boy-scout et non de la science de l'expert.

Les mesures restrictives, adoptées par M. Fourcade, prêtent à la critique. Le choix d'autres mesures n'aurait été pas moins exposé à la critique. La stagflation étant un mal commun, la République fédérale allemande se situe à une extrémité, l'Italie et la Grande-Bretagne à l'autre: d'un côté 7% d'inflation et un excédent extérieur, de l'autre 18 à 20% et un déficit extérieur massif. Il faut que la France se rapproche du cas allemand. Tel est l'objectif modeste et peut-être difficile, que se donnent MM. Giscard d'Estaing et Fourcade pour sauver la Communauté européenne et l'acquis du dernier quart de siècle.

Atteindront-ils ou non cet objectif? Au milieu du désordre des esprits, du déchaînement de la mauvaise foi et de l'ignorance, parviendront-ils à convaincre les Français que personne ne leur évitera les années d'épreuve et que seule la discipline nationale en atténuera les souffrances? Je l'ignore. Le succès ne dépend pas tant de la technique que de la psychologie. Il ne s'agit plus de gérer le "changement" ou "l'imprévisible", mais de tenir la barre au milieu de la tempête. Comblé par la nature et par la fortune, M. Giscard d'Estaing n'imagine guère le malheur ou la tragédie.

Pourtant, nul ne devient un homme, *a fortiori* un homme d'État, sans l'initiation par les épreuves.

Contraintes

Le Figaro
6-7 septembre 1975

Le patronat, les syndicats, la presse s'accordaient pour réclamer une relance: les gouvernants, quels que fussent leurs sentiments intimes, ne pouvaient pas résister à cette pression. Il ne restait plus qu'à déterminer le volume du pouvoir d'achat que l'on injecterait dans l'économie et la répartition des milliards entre les différents secteurs. À cet égard, le plan présenté par Valéry Giscard d'Estaing ne diffère guère de ce que l'on prévoyait: quelques milliards de plus pour les travaux publics, un soutien temporaire aux trésoreries des entreprises par le report du paiement de l'impôt sur les sociétés et non pas une aide définitive, voilà probablement les deux points sur lesquels le plan va ou plus loin ou moins loin qu'on ne l'attendait.

Je me garderai d'affecter, dans la conjoncture présente, une connaissance supérieure à celle des ministres, armés des informations que leur dispensent leurs services. De plus, comme toujours en période de crise, les responsables reviennent à la méthode Coué et font appel à la confiance. Non sans motif: la crainte de la dépression provoque une augmentation de l'épargne, et cette augmentation, souhaitée en période d'inflation, devient l'ennemi numéro 1 en période de récession. Les stocks disponibles de biens de consommation durables permettent aux consommateurs de différer leurs achats. D'où un retournement de la propagande officielle qui demeure probablement peu intelligible au commun des mortels.

Les réactions des partis et des partenaires sociaux surprennent aussi peu que les décisions des pouvoirs publics. Hostilité sans réserve, critiques rétrospectives (trop tard ou trop peu), approbation réservée, soutien actif: toutes ces attitudes répondent à la logique du jeu politique, et non à une analyse de la situation. Aussi bien, à mon sens, le plus important dans le discours du président de la République, c'est ce qu'il n'a pas dit. Il a présenté le plan, il n'en a pas annoncé les résultats. Et il a eu pleinement raison.

Les milliards du déficit budgétaire 1975 soutiendront l'activité, mais celle-ci dépend de multiples circonstances sur lesquelles nos dirigeants n'ont pas de prise: prix du pétrole, parité du dollar (quand le dollar baisse, le pétrole coûte moins cher; mais la concurrence pour nos exportations devient plus sévère), allure de la reprise ou persistance de la récession, en République fédérale

allemande ou aux États-Unis, toutes ces variables influent sur l'évolution économique de la France, plus que les mesures, quelles qu'elles soient, prises par les ministres. La grande illusion serait de croire à la toute-puissance de l'État, ou à la chance d'une prospérité solitaire dans un monde en crise.

Bien plus, ni les commentateurs ni les gouvernants n'osent reconnaître des vérités impopulaires. Si la France choisit ou subit une autre forme de croissance, il faut favoriser la mobilité de la main-d'œuvre: pour des raisons sociales, on fait systématiquement le contraire. Plus les entreprises ont de peine à licencier des travailleurs en excédent, moins elles sont portées à embaucher. Plus elles ont de capacité de production ou de stocks en surplus, moins elles sont tentées d'investir, quel que soit le taux d'intérêt. La détérioration des bilans ne se corrigera pas en quelques mois.

Si l'on tente de prendre quelque recul historique, je crains que l'on ne doive dire que les Français préfèrent des points d'inflation à des points de chômage. Autre forme de croissance, redéploiement de l'appareil de production: tous ces mots d'ordre à la mode, personne n'en tolère les contraintes ou n'accepte d'en payer les prix. Malheureusement, les contraintes s'imposeront un jour ou l'autre, et d'une façon ou d'une autre, le prix sera payé.

Illusion d'optique

Le Figaro
25 septembre 1975

Limitation de la durée hebdomadaire du travail, abaissement de l'âge de la retraite, ces revendications ne surgissent pas de la récession. Les syndicats les élèvent depuis des années et le gouvernement leur oppose des objections d'ordre économique. Il se peut que les difficultés actuelles allument les passions et qu'une partie de l'opinion se laisse abuser par une fausse vraisemblance: puisque des milliers des jeunes cherchent du travail, pourquoi ne pas leur faire de place en accordant aux hommes de 60 ans des indemnités telles qu'ils acceptent de se retirer?

Ce genre de raisonnement chacun le sait ou devrait le savoir, est foncièrement erroné. Il n'existe pas, dans une économie moderne, un nombre donné de postes de travail qu'il conviendrait de répartir de la manière la plus équitable. Le nombre des postes varie avec le niveau de l'activité, le travail de l'un crée un pouvoir d'achat qui rendra possible le travail de l'autre. Le maintien sur place d'un salarié inutile ou improductif enlève indirectement à des chômeurs la chance de trouver un emploi. Les entreprises, dans la première phase de la reprise éventuelle, embaucheront d'autant moins qu'elles connaissent les difficultés légales et pratiques du licenciement. À cet égard, les considérations sociales contredisent la logique de l'économie.

De même, il ne suffirait pas de renvoyer cent mille travailleurs étrangers - ce qui, pour des raisons politiques et humaines, est d'ailleurs inconcevable - pour donner du travail à un nombre égal de Français. Les travailleurs ne sont pas interchangeables. Les chômeurs, qu'ils soient des jeunes sans qualification ou des cadres en milieu de carrière n'acceptent pas n'importe quel emploi n'importe où.

La durée du travail hebdomadaire pose un problème de même sorte. Au cas où les dépassements de la limite fixée à 40 heures seraient formellement interdits, il en résulterait plus de rigidité encore, donc plus et non moins de chômage. Les entreprises décideraient de produire moins plutôt que d'embaucher des ouvriers supplémentaires. À n'en pas douter, la réduction de la durée du travail répond à une aspiration des Français, elle se réalisera progressivement. Une législation trop stricte enlèverait à notre appareil de production, en une phase de redéploiement, l'indispensable souplesse.

L'abaissement de l'âge de la retraite appelle des remarques analogues et elle pose aussi un problème de financement. La situation actuelle prête à de multiples critiques. Alors que l'âge de la retraite devrait être avant tout fonction de la nature du métier, de la pénibilité, il résulte en fait de législations indépendantes les unes des autres. Le tableau d'ensemble donne une impression d'extrême arbitraire et d'injustice. Imposer à tous la retraite à 60 ans, à moins d'accroître substantiellement le montant des retraites, ne répondrait pas aux désirs des intéressés. Dans le cas de la fonction publique, il en résulterait effectivement des créations d'emplois mais l'État supporterait la double charge des traitements et des pensions.

Il ne s'agit pas de trancher en quelques mots ces questions multiples et complexes, mais avant tout de dissiper des illusions. La durée de travail relève de la politique sociale, non de la politique conjoncturelle. Les Français peuvent légitimement souhaiter plus de loisir, quitte à s'accommoder d'une moindre croissance de leurs revenus. Il serait absurde, en revanche, d'y voir un moyen de lutter contre le chômage.

La reprise et l'inflation

Le Figaro
28 juillet 1976

Pendant les années de la grande dépression, la dévaluation passait pour la méthode par laquelle certains pays transféraient au dehors leur propre chômage. Les économistes ont remis en question cette interprétation courante qui n'en inspira pas moins les hommes d'État dès que se manifestèrent les premiers signes d'une récession sérieuse. Tous les gouvernants s'engagèrent à ne pas recourir aux limitations quantitatives des importations et à ne pas manipuler les taux de change aux dépens de concurrents⁽¹⁾.

Lorsque le dollar tomba au-dessous de quatre francs, les Français dénoncèrent l'avantage illégitime dont bénéficiaient, par exemple, les producteurs américains d'aviation. Aujourd'hui que la valeur de ce même dollar approche de cinq francs, les ministres s'inquiètent: chaque point de baisse du franc par rapport à la monnaie transnationale, c'est-à-dire au dollar, déclare le ministre, coûte un milliard de francs aux importations. C'est en dollars que nous achetons le pétrole et les matières premières. La dévaluation, pour employer l'expression technique, produit des "effets pervers": les termes de l'échange (rapport entre prix des imports et prix des exports) se détériorent au point que l'augmentation éventuelle du volume des exportations ne suffit plus à compenser les débours supplémentaires pour les achats indispensables au dehors.

Cet accident monétaire survient alors que l'on parle d'un essoufflement de la reprise. En fait, celle-ci s'est déroulée par phrases successives, d'allure inégale. L'indice de la production industrielle avait atteint 129 en juillet-août 1974, il était retombé à 109 en mai 1975, soit une baisse de 15%. L'indice des revenus à 122 au mois d'avril, soit une reprise de 11%, avec un taux annuel de 5,5% entre mai et novembre 1975, un taux exceptionnel de plus de 40% pendant deux mois en décembre 1975-janvier 1976, et un retour à un taux normal de 6 à 7% depuis lors. C'est manifestement la période décembre-janvier qui constitue l'anomalie.

En ce qui concerne le commerce extérieur, on a observé des inégalités d'allure comparable. Les importations ont progressé les premières, entre mai 1975 et février 1976, à un taux annuel supérieur à 45%. Depuis février dernier, à ce taux est retombé à 20% environ, ce qui se rapproche du taux normal. La grande poussée des exportations, en revanche, s'est produite plus tard, entre décembre 1975 et mai 1976, à un taux annuel supérieur à 30%.

Le ralentissement de la reprise au cours des deux derniers mois ne constituait pas en lui-même une surprise déplorable. Les responsables ne peuvent négliger aucune des deux menaces qui pèsent sur notre économie: la récession en est une, la hausse des prix une autre. Or, cette dernière, sans s'accélérer sensiblement, n'en reste pas moins trop rapide. Le taux annuel, au cours des cinq premiers mois de l'année, s'est élevé à environ 10%, cependant que le taux de progression des salaires semble se maintenir autour de 15 à 16%. De l'écart entre ces deux taux résulte une augmentation du pouvoir d'achat qui soutient la reprise mais qui ne peut pas durer longtemps.

Les entreprises ne semblent pas, dans l'ensemble, désireuses ou capables d'accroître substantiellement leurs moyens de production. Dans de nombreux secteurs, les mois de récession, le coût des mesures imposées ou suggérées par l'État pour limiter le chômage ou en atténuer les répercussions ont asséché les trésoreries. La demande de biens d'investissements demeure relativement faible. De plus, la hausse des salaires, supérieure à celle de la productivité moyenne, incite plutôt à des investissements destinés à réduire les besoins de main-d'œuvre qu'à accroître l'embauche.

La reprise que l'on peut envisager dans le proche avenir ne suffira pas à rétablir une situation du marché du travail comparable à celle à laquelle on s'était accoutumé avant 1973.

Il est difficile de mesurer dès maintenant le coût de la sécheresse pour l'économie nationale: baisse des récoltes, dont une fraction est d'ordinaire exportée (céréales), importations supplémentaires d'aliments pour le bétail, chute des cours des récoltes excédentaires, compensations promises par l'État aux paysans, etc. Le bilan des échanges commerciaux sera inévitablement affecté par cette catastrophe naturelle. Pour les cinq premiers mois de l'année, le déficit commercial avait atteint environ 3,11 milliards de francs, soit un taux annuel d'environ 7,8 milliards. On pouvait espérer une amélioration au cours du deuxième semestre grâce à un accroissement des exportations. La baisse du franc et les effets de la sécheresse risquent de prévenir l'amélioration escomptée.

Quelles conclusions tirer de ces données de fait? Si l'on pense que le problème numéro un est celui de l'inflation, alors il faut constater qu'aucun début de solution n'apparaît. Pendant la récession, la politique contractuelle entraîna non pas le maintien mais la progression du pouvoir d'achat d'une catégorie importante, les fonctionnaires et les salariés du secteur nationalisé. Même dans le secteur privé, la hausse des salaires a, dans l'ensemble, dépassé celle des prix

de détail. Insuffisance des investissements productifs, hausse trop rapide des salaires et des prix, tous ces traits caractéristiques de la reprise actuelle résultent, avec une quasi-nécessité, de ce qui s'est passé pendant les mois de la récession.

Si nous comparons le cas français à celui des deux pays, aujourd'hui dans la meilleure situation, la leçon est malheureusement claire. Les responsables, aux États-Unis, ont accepté la baisse des revenus, en particulier des salaires, en valeur réelle, et les syndicats ont toléré le jeu du marché. En Allemagne fédérale, le gouvernement a négocié avec les syndicats la modération des hausses de salaires. Par des mécanismes éprouvés, ces deux pays entrent dans la reprise avec des taux de hausse des salaires, d'une part, de hausse des prix de détail, d'autre part, très proches l'un de l'autre. En France, pour l'instant, le taux de la hausse des salaires est d'au moins 40% supérieur à celui de la hausse des prix.

Le gouvernement prépare un budget que l'on appellera d'austérité et il ne peut guère faire autrement. Mais un budget rigoureux, même combiné avec le contrôle du crédit, ne suffira ni à relancer les investissements productifs ni à réduire suffisamment le taux de la hausse des salaires et des prix. Le président de la République se donne à juste titre pour objectif des réformes sociales, une atténuation des inégalités. Mais pour donner quelque chose de plus aux uns, il faut, quand la production globale n'augmente pas, enlever quelque chose aux autres, aux dépens de qui doit s'opérer la revalorisation, souhaitée et souhaitable, du travail manuel. À défaut d'une modification de la hiérarchie des rémunérations, cette revalorisation risque d'accélérer le mouvement général de hausse.

Certes l'inflation prélève sur l'épargne une sorte d'impôt sur le capital dont le profit va en bonne partie à l'État. Malgré tout, faute de s'attaquer aux racines du mal, l'évolution actuelle des variables économiques conduit à une impasse. Ou bien la reprise sera freinée par le manque d'investissements productifs, ou bien le gouvernement la freinera pour empêcher l'emballement des prix.

⁽¹⁾ Voir "Le Figaro" du 27 juillet.

Le plan Barre. Contre l'inflation, pour l'expansion

Le Figaro
13 septembre 1976

Les entretiens du premier ministre avec les représentants des groupes professionnels revêtent désormais, dans notre pays, un caractère rituel; un peu plus qu'un dialogue de sourds, beaucoup moins qu'une négociation, ils ne préparent pas le fameux consensus social, de type suédois ou allemand, que les syndicats français refusent par principe à la majorité actuelle et qu'ils n'accorderaient qu'avec réticence le jour où la coalition socialo-communiste accéderait au pouvoir; ils symbolisent la concertation, ils permettent au premier ministre de connaître les hommes dont dépend pour une part le succès de sa politique en même temps que les idées, celles des dirigeants ouvriers qui réclament une réduction des inégalités, celles du patronat qui souhaite une relance des investissements et de l'expansion.

Raymond Barre n'ignorait rien, pour l'essentiel, des revendications que lui ont présentées ses interlocuteurs. Il devait cependant les entendre de leur bouche, selon la loi non écrite de la Ve République. Aussi bien, en même temps, les délibérations sérieuses entre le premier ministre, ses conseillers et les hauts fonctionnaires se poursuivaient à l'abri du public et des journalistes.

Je ne suis pas dans le secret des princes et je me garderai de prévoir les mesures dont le détail nous sera révélé plus tard. Au reste, la panoplie des armes disponibles dans la lutte contre l'inflation, après un quart de siècle d'expériences, ne recèle plus guère de mystère et les journalistes ne courent pas grand risque lorsqu'ils annoncent quelques-unes des mesures qui figureront sur la liste.

Le premier ministre, économiste de formation et de vocation, ne ressemble en rien à Antoine Pinay auquel d'aucuns l'ont comparé. L'arrêt de la hausse des prix grâce à la confiance retrouvée, grâce à la rigueur de Raymond Poincaré, au bon sens du maire de Saint-Chamond, ces épisodes édifiants, appartiennent au folklore financier de la France du bas de laine, non à la France troisième ou quatrième exportateur mondial. Aussi bien, Raymond Poincaré avait-il mal choisi la parité de change du franc stabilisé, ce qui provoqua l'accumulation de l'or dans les caves de la Banque de France. Quant à Antoine Pinay, s'il parvint à ralentir la hausse des prix, il réduisit considérablement le pourcentage des

investissements dans le produit national - ce que les Français ne supporteraient plus aujourd'hui.

Renonçons, une fois pour toutes, à la pensée magique. L'économie française de 1976 est plus différente de celle de 1950 que cette dernière ne l'était de celle de 1900, probablement même de celle de 1880. Ni la stabilisation Poincaré de 1926 ni la stabilisation Pinay de 1951 n'ont quoi que ce soit à nous apprendre. L'inflation constitue à un tel point un mal endémique de l'économie mondiale, plus particulièrement de l'économie française, que l'impatience des commentateurs qui reprochent au premier ministre d'avoir pris quelques semaines de réflexion me semble presque puérile. Il n'y a pas de remède miracle. Il n'y a pas de méthode Coué. Précisément parce qu'il est un authentique économiste, Raymond Barre ne peut pas se faire d'illusions ni en créer: il doit concevoir un programme. Or, tout programme digne de ce nom suppose une analyse et des choix.

Le président de la République a mis l'accent sur la lutte contre l'inflation, le premier ministre aussi. Mais les partenaires sociaux, eux, ont insisté tout autant sur la reprise de l'expansion, sur la relance des investissements (patronat), sur la réduction du chômage et des inégalités (syndicats ouvriers). Certes, le stratège en chambre combine un taux de croissance élevé qui réduit le coût unitaire des produits, une élévation des salaires d'un taux quelque peu inférieur à celui de la croissance du produit national et, avec une modulation précise des diverses variables, il conçoit une expansion compatible avec un ralentissement de la hausse des prix. Qui n'approuverait une stratégie que les uns appelleront de fuite en avant et les autres de lutte contre l'inflation par la croissance?

Que Raymond Barre ne perde de vue ni la stagnation actuelle des investissements ni une hausse des prix qui, à l'allure actuelle, atteindra 10 à 12 pour cent dans l'année - environ le double du taux de la République fédérale allemande - personne n'en doute. Mais il ne peut pas ne pas établir une hiérarchie des urgences, un ordre de priorités. Tout indique que le président de la République a donné pour mission au premier ministre de mettre au premier rang le ralentissement de la hausse des prix. Logiquement Raymond Barre devra donc sinon revenir sur l'exécution des contrats signés dans le secteur public et parapublic, du moins négocier de nouveaux contrats lorsque les anciens viendront à expiration. Si les salaires et traitements distribués par l'État progressent de 16% ou plus par an, le taux de hausse des prix ne peut pas tomber au-dessous de 10%, surtout si l'on s'efforce simultanément de relancer l'économie.

Or, à coup sûr, Raymond Barre annoncera aussi quelques mesures pour favoriser les investissements: il choisira entre diverses modalités, contribution de l'État, avantages fiscaux, réévaluation des bilans, etc., mais il doit inévitablement agir sur le budget et, dans quelque mesure, sur le crédit. L'action sur le budget est rendue nécessaire autant par la psychologie nationale que par les contraintes techniques. L'équilibre du budget de l'État, au sens étroit, n'a plus guère de signification. Il faudrait considérer l'ensemble du secteur public et para-public. Aussi bien les États-Unis que la République fédérale allemande ont mieux réussi que les autres pays contre l'inflation, tout en tolérant des déficits importants du budget.

Le plan Barre comportera un effort fiscal, probablement une surcharge exceptionnelle de l'impôt sur le revenu à partir d'une certaine tranche - mesure qui suscitera le plus de commentaires et de protestations. Mais il comportera aussi des mesures concernant le crédit. En R.F.A., c'est par la limitation de la masse monétaire et par l'accord avec les syndicats que le gouvernement a ramené l'inflation aux taux de 5 à 6% par an. Raymond Barre ne peut pas obtenir l'accord officiel des syndicats, il peut tenter d'en imposer l'équivalent. Les autorités monétaires françaises agissent d'ordinaire par les moyens indirects, par l'encadrement du crédit, par l'élévation du coût pour les banques du recours à la Banque de France. Elles ont probablement acquis la capacité d'une politique active, autrement dit la capacité de déterminer à l'avance le taux approximatif d'augmentation de la masse monétaire, en fonction de l'augmentation prévue de la production et de l'augmentation voulue des prix. Il reste à savoir si une telle politique monétaire permettrait la croissance forte que le patronat souhaite et qui conditionne la distribution des revenus.

Il serait ridicule de jouer au professeur à l'égard d'un professeur qui de plus possède l'expérience des affaires publiques et bénéficie de l'avantage d'être informé et conseillé par toute la haute administration. On se bornera à une seule remarque: le programme que Raymond Barre exposera ne doit pas se ramener à une liste de mesures, toutes plus ou moins impopulaires, plus un appel à la confiance. Il doit constituer une politique d'ensemble avec des objectifs prioritaires, des sacrifices demandés, des risques reconnus. Pour la première fois sous la Ve République, le premier ministre, qui est aussi le ministre des Finances, n'est pas un énarque qui a étudié "le Barre", mais Barre lui-même. En définissant une politique au lieu de présenter un catalogue de décisions, il montrera la différence et, comme on dit aujourd'hui, il améliorera son image de marque.

Le choc psychologique

Le Figaro
23 septembre 1976

Le président de la République a projeté sur le devant de la scène un premier ministre inconnu de l'opinion publique. Il a braqué sur lui tous les projecteurs de la publicité; par une petite phrase que la charité oblige à interpréter comme une auto-critique, il vient d'annoncer qu'enfin on allait s'attaquer aux vrais problèmes. Par là même, il charge Raymond Barre d'une tâche exaltante et ingrate: prendre des mesures suffisamment spectaculaires pour ne pas décevoir une attente artificiellement excitée, ne pas dépasser la limite de l'impopularité qu'aucun gouvernement ne peut franchir sans se suicider.

Entre le Charybde de la déception et le Scylla de l'impopularité, la navigation suit un chenal étroit.

L'évolution de l'économie, au cours des derniers mois, ne diffère pas sensiblement des prévisions que l'on pouvait formuler au début de l'année. Dans la brochure consacrée à la France par les experts de l'O.C.D.E., publiée en mars dernier, mais rédigée, pour l'essentiel, en décembre de l'an passé, on lisait: "Les prévisions qui viennent d'être présentées tracent donc, pour 1976, l'image d'une économie où la récession se trouve progressivement stoppée sans que se produise pour autant une reprise vigoureuse..." En ce qui concerne les investissements privés, les experts du château de la Muette n'excluaient pas que "face aux perspectives incertaines de la demande, et compte tenu de la dégradation de leur situation financière, les entreprises révisent fortement en baisse leurs projets d'investissement".

Il ne semble pas que cette révision en baisse se soit produite, mais la reprise n'a pas entraîné jusqu'à présent, pas plus en France qu'en République fédérale allemande et aux États-Unis, un accroissement des investissements industriels. Ceux-ci restent inférieurs au niveau atteint au cours de la dernière phase de haute conjoncture.

Le même rapport estimait que la balance des paiements courants, équilibrée pour l'ensemble de 1975, se dégraderait en 1976 - prévision également confirmée par les événements. L'équilibre rétabli à la faveur de la récession n'a pas résisté à la reprise de l'économie. Le déficit, qui atteindra 2 à 3 milliards de dollars, s'aggraverait si l'O.P.E.P. décrétait une nouvelle hausse des prix des hydrocarbures. En tant que tel, il ne constitue pas une menace à court terme.

Quant à la hausse des prix à la consommation, elle s'élevait en juillet 1976, par rapport à juillet 1975, à 9,4% - taux égal à celui du Japon (9,5), supérieur à celui des États-Unis (5,4) et à celui de la République fédérale (4,1), inférieur à celui de l'Italie (16,5) et du Royaume-Uni (12,8).

Raymond Barre n'a donc pas eu tort de déclarer qu'il n'y avait pas le feu dans la maison, en vue de "dédramatiser" une situation, inquiétante à coup sûr, qui révèle plutôt un mal endémique, l'inflation, qu'une crise soudaine ou exceptionnelle. En effet, dès lors que la hausse des salaires se poursuit pendant la période de récession à un taux annuel de quelque 15%, nul ne peut s'étonner que la reprise provoque une légère accélération et que, du même coup, la hausse des prix, elle aussi, en dépit des effets favorables d'une production accrue, ne se ralentisse pas sensiblement. La hausse des prix à la consommation, de juillet 1974 à juillet 1975, avait atteint 11,7. Le taux de 1975-1976 (9,4) ne marque qu'une faible décélération, pour employer le jargon à la mode.

Le président de la République a choisi le moment de l'action pour diverses raisons, les unes politiques, les autres économiques. Une fois acquise la démission de Jacques Chirac, Valéry Giscard d'Estaing voulut donner à un changement de premier ministre un caractère solennel et le transformer en symbole d'un nouveau départ. Il commit à mon sens une erreur en retardant de trois semaines la publication de la lettre de démission. L'incertitude politique contribua au glissement du franc sur le marché des changes. La plupart des experts affirment que la dévalorisation de la monnaie développe les effets que l'on appelle pervers: coût accru en dollars des importations, en particulier d'énergie, sans augmentation compensatrice du volume des exportations. Du coup, l'opinion finit par découvrir ce que les chiffres et les commentateurs ne dissimulaient nullement: l'indice de la production industrielle n'a pas encore retrouvé le niveau d'avant la récession, en revanche les rémunérations réelles, calculées par rapport au prix de la vie, sont de quelque 8% supérieures.

L'analyse toujours facile conduit à la question: que faire? Le rapport de l'O.C.D.E. constatait que "la marge de manœuvre de la politique conjoncturelle est relativement étroite en 1976". En effet, le gouvernement doit, simultanément, soutenir l'activité économique et empêcher l'accélération de la hausse des prix. Les experts de l'O.C.D.E. en concluaient qu'il serait dangereux de revenir trop rapidement à l'équilibre budgétaire, en particulier en limitant le développement de la dépense publique.

D'après les chiffres officiels, les déficits budgétaires ont été, en République

fédérale allemande, supérieur, absolument et relativement, aux déficits du budget français (il faudrait cependant prendre en compte les déficits des finances locales).

Le gouvernement français n'en a pas moins adopté le mot d'ordre de l'équilibre budgétaire pour des raisons de psychologie nationale autant que de technique. Dans l'immédiat, il s'agissait de résoudre deux problèmes politiquement explosifs, mais de portée modeste: comment financer les quelque 5 milliards de francs de compensation promise aux agriculteurs victimes de la sécheresse? Comment financer le déficit de la Sécurité sociale? Le relèvement de l'impôt sur le revenu, l'augmentation de la vignette automobile; le relèvement du prix des hydrocarbures (relèvement trop longtemps retardé) n'appellent pas de commentaire proprement économique. L'essentiel ne porte pas sur les mesures immédiates, même pas sur le gel temporaire des prix auquel l'économiste Raymond Barre a dû se résigner la mort dans l'âme, mais sur les projets relatifs à 1977. Deux ans après son arrivée à l'Élysée, le président de la République se décide à prendre pour mot d'ordre le maintien et non plus la hausse du pouvoir d'achat. Les accords contractuels de 1976 seront appliqués, ceux de 1977 feront l'objet d'une nouvelle négociation.

Le secteur public et parapublic, depuis 1974, a bénéficié d'une double protection; les accords prévoyaient des hausses globales de rémunérations nominales de quelque 15% au moins, avec des risques de licenciements moindres que dans le secteur privé. Pour rendre acceptable la stabilisation du pouvoir d'achat en 1977, le gouvernement a prévu toute une série de mesures: alourdissement de l'impôt sur les revenus élevés, réglementation en vue d'une hausse modulée des rémunérations dans le secteur privé en fonction du niveau de la hiérarchie, norme de référence de 6,5% de hausse pour la plupart des revenus, etc.

Le gouvernement semble également décidé à restreindre l'augmentation de la masse monétaire à 12,5% en 1977, ce qui exige une réduction substantielle du taux de hausse des prix. Mais, au-delà de toutes ces mesures techniques, il veut provoquer le choc psychologique.

Le taux de l'inflation se maintiendrait à 10% environ, parce que tout le monde anticiperait un taux de cet ordre. La thérapeutique choisie traite donc à la fois le corps et l'âme du malade. Si tel est le sens du diagnostic et des mesures prises - ensemble complexe dans lequel on discerne avec quelque peine l'analyse de l'économiste -, il ne faudra rien de moins que l'engagement total du président de

la République pour imposer le budget de 1977, pour mettre en œuvre la politique proclamée des prix et des revenus, bref pour donner sa chance à l'entreprise moins commencée qu'annoncée.

Le public et les économistes

Le Figaro
29 septembre 1976

Les résultats du sondage "Figaro-Sofres" me paraissent instructifs à plus d'un titre: confiance spontanément accordée à un homme sincère et compétent, scepticisme enraciné sur la réussite de la lutte contre l'inflation, réactions, favorables ou hostiles, aux diverses mesures moins déterminées par la réflexion que par l'effet personnellement ressenti. À cet égard, la condamnation par 70% des Français de l'augmentation du prix de l'essence prend une valeur de symbole. Personne n'ignore l'augmentation du prix des hydrocarbures acheté au dehors, le risque d'une nouvelle élévation de ce prix avant la fin de l'année, le déficit de la balance des paiements. À défaut d'un rationnement par des tickets, le relèvement de prix s'imposait avec évidence et les responsables le réclamaient depuis des mois. "Français si vous saviez" que l'Élysée a réduit de moitié la hausse du prix de l'essence souhaitée par Matignon!

Bien entendu, en sens contraire, les Français s'affirment favorables au blocage des tarifs publics jusqu'au 1er avril 1977 et à la baisse de la T.V.A. Peut-être ont-ils raison, dans le cadre de la politique choisie, mais tout se passe comme s'ils se refusaient à voir, au-delà des prix eux-mêmes, le déficit possible des services publics ou du budget de l'État. Il ne suffit pas de bloquer ou de réduire certains prix pour mettre fin à l'inflation.

Raymond Barre n'a pas pu empêcher les fonctionnaires des finances, souverains en pareille circonstance, de ressortir des tiroirs nombre de mesures qui enrichissent son programme, mais qui finissent par en dissimuler les grandes lignes. Le plan, pour l'essentiel, tend d'abord à surmonter une difficulté que les gouvernants s'étaient créée eux-mêmes, celle du financement de l'impôt-sécheresse. La promesse de compenser intégralement les pertes de recettes dues aux conditions climatiques, les agriculteurs ne l'avaient jamais prise au sérieux parce qu'ils la savaient impossible à tenir. Selon les régions et les exploitations, la diversité des conditions est trop grande pour qu'une loi générale ne pêche pas tantôt par excès et tantôt par défaut et n'ajoute pas quelques injustices ou absurdités à celles de la nature.

Comble de maladresse: on annonça un impôt spécial, autrement dit on viola délibérément le principe de la non-affectation des recettes fiscales. Agriculteurs et cadres se trouvèrent unis pour dénoncer un impôt qui frapperait les uns, et

rendrait les autres impopulaires. Certes, le budget de 1976 comportait déjà un déficit d'une quinzaine de milliards, mais on aurait pu demander les six milliards des agriculteurs à un emprunt sans exercer d'influence notable sur l'inflation. Que l'on observe la République Fédérale allemande ou les États-Unis, les déficits budgétaires n'y ont pas empêché la réduction du taux de hausse des prix.

La France, quoi qu'on en dise, n'était pas menacée d'inflation galopante. La baisse, excessive et fâcheuse, du franc sur le marché des changes, le président lui-même en porte, pour une part, la responsabilité. Il commit une erreur psychologique, difficilement explicable: en retardant de trois semaines la publication de la lettre de démission de Jacques Chirac, il créa un vide du pouvoir qui, avec un système de fluctuation généralisée des monnaies, provoque des mouvements erratiques sur les marchés.

Si nous laissons de côté le rectificatif du budget de 1976 et les prévisions du budget de 1977, les deux publiés en même temps pour dramatiser l'événement, en quoi consiste la politique du gouvernement? Jusqu'à la fin de l'année le blocage général des prix, après janvier 1977 la baisse de deux points et demi de la T.V.A. devrait ralentir la hausse des prix et permettre du même coup d'appliquer les directives du gouvernement en matière de salaires publics et privés: se donner pour objectif de maintenir le pouvoir d'achat et non plus de l'accroître de quelques points. Là se situe l'essentiel à la fois dans l'ordre politique et dans l'ordre économique.

À ce programme, tous les partenaires sociaux disent *non*: les cadres se plaignent que leurs salaires aient augmenté moins vite que les salaires ouvriers au cours des dernières années; la fonction publique et le secteur public, protégés par la politique contractuelle jusqu'à présent, se jugent en péril; les syndicats les plus politisés, C.G.T, C.F.D.T., organisent une grève générale. Comme on disait en temps de guerre, "tout se déroule conformément au plan".

Les troubles sociaux constituent, à coup sûr, un des risques de l'entreprise. Mais un autre, plus grave à mon sens, tient à l'absence d'expansion depuis mai. La production industrielle stagne à un niveau légèrement inférieur à celui du maximum atteint avant la crise. L'industrie automobile, qui fut un des moteurs de la reprise, donnait déjà des signes d'essoufflement. En d'autres termes, on ne peut pas exclure un ralentissement d'activité au cours des prochains mois.

Un économiste de la tradition objectera que telle est la contrepartie de la lutte contre l'inflation et qu'en dernière analyse aucun pays ne l'a menée à bien sans une certaine récession. Peut-être, mais, d'une part, le moment est mal choisi, et,

d'autre part, je doute que le gouvernement ne réplique pas à un ralentissement éventuel par un plan de relance.

Le premier ministre présenta l'inflation française comme une inflation par les coûts, et, à coup sûr, s'il faut choisir catégoriquement entre l'inflation par les coûts et l'inflation par la demande, c'est la première qui affecte l'économie française. D'où l'effort pour ralentir la hausse des rémunérations, la course des salaires et des prix. D'un autre côté, c'est la consommation qui soutient l'activité, c'est elle qui permet la reprise puisque les investissements des entreprises ne progressent pas. En ralentissant la hausse des rémunérations, ne va-t-on pas ralentir aussi l'activité de l'économie?

Dans cette ligne de pensée, on s'interroge sur la politique monétaire qu'adoptera le gouvernement. Celui-ci a déclaré qu'il limiterait à 12,5% l'augmentation de la masse monétaire - chiffre que les étrangers jugent généreux et les Français insupportablement sévère. Les dirigeants de banque et d'industrie tiennent les taux d'intérêt élevés pour une cause de hausse des prix, pour un frein aux investissements. Pourtant, même si l'inflation part des coûts, a-t-elle été jamais jugulée, où que ce soit, sans agir sur la masse monétaire?

De tous les côtés, les commentateurs font appel à la confiance des Français, ils imaginent parfois trouver dans de nouveaux impôts, contre lesquels se dresseraient les trois quarts de nos compatriotes, le secret de l'unanimité nationale. Je ne mésestime pas l'importance de la confiance, mais je ne crois pas qu'elle s'acquiert par les mythes, ni celui de l'équilibre budgétaire (c'est l'ensemble du secteur d'État, y compris la Sécurité sociale et les entreprises publiques, qui importe), ni celui de Poincaré ou de Pinay.

Les questions décisives sont au nombre de trois. Comment se manifestera en acte l'opposition, en tout état de cause affirmée, des groupes sociaux aux mesures prises ou annoncées par le gouvernement? À défaut d'une partie reprise forte, que rien n'autorise à espérer, évitera-t-on une rechute? Quelle politique monétaire mènera le gouvernement? Politique sévère pour assainir l'économie ou laxiste pour prévenir une récession?

Les Français face aux sacrifices du plan Barre. La haine inextinguible de l'inégalité

Le Figaro
1er octobre 1976

À quoi bon fermer les yeux ou se bercer d'illusions? La France est entrée dans une de ces périodes de troubles dont elle garde, à travers les siècles, le curieux secret. Le langage, si raisonnable et si digne, du président de la République parvient difficilement à pénétrer la muraille de bruit qu'élèvent les revendications et les griefs des diverses catégories professionnelles.

À l'origine de cette crise latente, qui dure depuis 1973 et qui ne sera pas résolue même par les élections de 1978, quel qu'en soit le vainqueur, on trouve une cause majeure: le changement du climat économique mondial. Depuis vingt-cinq ans, la croissance, exceptionnellement rapide, exceptionnellement continue, avait transformé notre pays. Mais la France nouvelle, sans mémoire, qui avait découvert avec stupéfaction, en mai 1968, les formes inédites de la contestation, ignorait tout de la récession ou de la dépression. À cet égard, gouvernants et gouvernés se rassemblaient dans l'ignorance.

Valéry Giscard d'Estaing affirme volontiers qu'il faut désormais des hommes relativement jeunes, entre quarante et cinquante ans, pour exercer les fonctions ministérielles, tant le poids de ces charges est physiquement et nerveusement lourd. À n'en pas douter, sur ce point il a raison. L'inconvénient, aggravé par les défauts de l'enseignement donné à nos énarques, c'est qu'aucun des responsables n'avait l'expérience d'une récession, de la diminution prévisible du produit national et du pouvoir d'achat. À aucun moment, ni Georges Pompidou, ni Giscard d'Estaing, ni Jacques Chirac ne tentèrent d'expliquer aux Français que l'année 1973 marquait une charnière entre deux phases de l'économie mondiale. Non pas le début de la crise structurelle ou finale du régime occidental, selon le langage des marxistes attardés, mais, pour un nombre d'années impossible à déterminer, une croissance ralentie, peut-être une alternance d'expansion relativement faible et de rechute.

Ce n'est pas le quadruplement du prix des hydrocarbures, comme l'a suggéré le président de la République, mais la grande inflation de 1973 qui rendait inévitable la récession de 1974-1975. Le prix des hydrocarbures constituait un facteur supplémentaire de hausse de certains prix et aussi de déflation dans la

mesure où les États industrialisés devaient consacrer une fraction de leurs ressources à régler la facture des importations d'énergie.

La guerre du Kippour date de l'automne 1973; l'élection de Giscard d'Estaing du printemps 1974; le premier plan anti-inflation de juillet 1974, au moins six mois trop tard. Le taux d'inflation fut ramené de 15 à 10%, mais le ministre des Finances avait promis mieux. Grâce à la récession, l'équilibre du commerce extérieur fut rétabli, mais de justesse; il ne résista pas à la reprise d'activité fin 1975, début 1976.

Dès le printemps de 1976, Jacques Chirac avait raison de l'écrire, déficit extérieur et inflation apparaissaient de nouveau à l'horizon. La politique suivie péchait par excès de prudence ou par méconnaissance d'une situation qui ne ressemblait ni à celle de 1963 ni à celle de 1969. D'une part, la lutte contre l'inflation ne pouvait réussir sans ce que l'on appelle austérité, au moins une stabilisation du pouvoir d'achat; d'autre part, la croissance exigeait, cette fois, des reconversions de l'appareil productif qui ne s'opèrent ni aisément ni sans douleur.

Chaque Français, pris individuellement, entendrait probablement ce langage. Mais, à l'heure présente, tout se passe comme si les Français s'abandonnaient à une de leurs passions séculaires, celle qu'Alexis de Tocqueville appelait: *"La plus profonde et venant de plus loin, la haine violente et inextinguible de l'inégalité."* Cette haine vise aujourd'hui la fiscalité, où elle trouve d'innombrables occasions de s'alimenter.

Les cadres comparent leurs revenus, déclarés par des tiers, aux revenus non salariaux des indépendants et des professions libérales. Mais ces derniers rétorquent qu'ils ne bénéficient pas d'un système de retraite aussi favorable que celui des cadres. Ils ajoutent que la réfaction de 20%, accordée aux salariés, même aux titulaires des plus hauts salaires, leur est refusée - ce qui présuppose la fraude des non-salariés et frappe ceux de ces derniers qui déclarent tous leurs revenus. Une fois la discussion entamée, je ne vois aucune chance d'accord entre les catégories ou de solidarité entre les citoyens.

Il y a, dit-on, quelque quatre-vingts professions qui bénéficient de déductions supplémentaires. La France en général, la fiscalité en particulier, demeure un musée historique de privilèges hérités. La haine inextinguible de l'inégalité n'a d'égale que la passion dans la défense des droits acquis. Si l'on ne peut prendre de mesures contre l'inflation qu'après avoir supprimé les injustices, le franc s'effondrera, à la manière de la livre, bien avant le triomphe de la justice.

Existe-t-il des réformes au moins symboliques qui rétabliraient la confiance, comme le professe Jean-Jacques Servan-Schreiber? Je voudrais le croire. Mais, d'après les sondages, la majorité des Français, y compris de gauche, continuent d'établir une distinction nette entre le patrimoine et les revenus: ils craignent l'impôt accru sur les patrimoines, même si celui-ci, au point de départ, ne frappe que les "gros". À quel niveau commencent les "gros"? Faut-il imiter les communistes qui concentrent leurs coups sur les monopolistes, comme si aucun gouvernement d'Union soviétique, de République fédérale allemande ou des États-Unis avait jamais rétabli l'équilibre en épargnant la masse de la population?

Le seul impôt, fiscalement efficace, qui aurait peut-être exercé une influence sur l'opinion, me semble l'impôt sur le capital, dont le produit aurait été substantiel et qui aurait contribué à la connaissance exacte des revenus. L'impôt sur les plus-values, mal conçu au rendement dérisoire, en exclut la possibilité dans l'immédiat.

Rien n'est plus facile, dans cette atmosphère de guerre civile froide, pour les partis d'opposition, que de combattre les mesures proposées par le gouvernement. Quelles qu'elles soient, ces mesures prêtent à la critique. La malhonnêteté intellectuelle commence lorsque l'on suggère qu'un autre gouvernement pourrait vaincre l'inflation dans l'actuelle conjoncture mondiale sans imposer à l'ensemble de la population, salariés inclus, des sacrifices, au moins une stabilisation temporaire du pouvoir d'achat.

Étrange faculté d'oubli! Il y a trente ans, le maintien du pouvoir d'achat passait pour un objectif difficilement accessible et déjà ambitieux dans les années maigres. Aujourd'hui, cette stabilisation temporaire devient la forme extrême d'austérité.

Le président de la République invite la majorité à la modération, il n'aime pas les invectives (moi non plus), mais la bataille politique n'est suspendue que par consentement mutuel: si les partis d'opposition, tout en critiquant, le plan Barre, s'associaient loyalement, comme le fait le parti conservateur en Grande-Bretagne, à l'effort national dirigé par le gouvernement, le dialogue, des idées se poursuivrait dans le silence des passions. Le parti socialiste avait semblé, il y a quelques jours, sur le point d'adopter une pareille attitude. Aux dernières nouvelles, il rejoignait plutôt le parti communiste et les syndicats dans la coalition du non.

Décision nécessaire à la victoire électorale de 1978? Peut-être, encore que je n'en sois pas sûr. Décision, en tout cas, qui réduit encore les chances, déjà

minces, que l'opposition victorieuse en 1978 puisse ensuite gouverner la France.

L'humour noir des libéraux américains

Le Figaro
22 octobre 1976

Les marxistes-léninistes ne possèdent pas le monopole du dogmatisme et les libéraux du *Wall Street Journal* peuvent rivaliser, dans cette étrange compétition, avec n'importe qui, Georges Marchais inclus.

La théorie économique permet la rigueur et la simplicité, la politique économique agit dans un monde complexe, imparfaitement connu, plein de bruit et de fureur; parmi les causes qui en déterminent le succès ou l'échec, figurent les réactions psychologiques des simples mortels (qui ignorent la distinction de l'inflation par les coûts et de l'inflation par la demande) ainsi que celles des cambistes qui achètent ou vendent du franc ou du mark. On peut déplorer, mais non ignorer, l'arrogance et l'irresponsabilité des journalistes, en particulier américains. Tel est le prix que les États-Unis paient (et parfois la France avec eux) pour la liberté dont jouit la presse, dont elle a donné au cours des dernières années tant de preuves et dont elle tire une telle fierté.

Si la France ne vivait pas en période électorale, si nos confrères du *Wall Street Journal* n'avaient pas manié l'humour avec la légèreté de l'éléphant, le président de la République n'aurait pas jugé nécessaire de donner une importance imméritée à un éditorial, expression d'un libéralisme doctrinaire, en prenant la peine de lui opposer une réponse quasi officielle. Je doute qu'il ait eu raison de le faire; de même, je doute que le gouvernement français ait eu raison de protester officiellement contre une étude publiée par l'O.E.C.D. sur la répartition des revenus. Cette étude comporte, à mon sens, une incertitude, sinon une erreur, fondamentale parce qu'elle utilise des données de base de nature différente selon les pays. J'ai devant les yeux une étude sur la répartition des revenus en France, due à un autre économiste anglais, M. Peter Wiles qui aboutit à des résultats tout autres. Mais le gouvernement devrait laisser aux économistes le soin de contester une étude à prétention scientifique. L'O.E.C.D. n'avait pas pris à son compte les calculs du professeur Malcom Sawyer. Si ce dernier avait conclu que l'inégalité était plus grande en France que dans les pays scandinaves ou l'Allemagne fédérale, on l'aurait admis sans peine. En revanche, pour le croire sur parole quand il découvre en Italie et en Espagne une moindre inégalité qu'en France, il faut, en vérité, une foi de charbonnier statisticien,

Revenons au *Wall Street Journal* en oubliant son humour. La thèse soutenue

nous ramène au libéralisme de grand papa révisée par Milton Friedmann (que Dieu nous protège des prix Nobel d'économie!) Il n'y a qu'une seule forme d'inflation: trop d'argent en quête de marchandises pas assez nombreuses. Cette inflation résulte d'une cause unique: l'excès de monnaie ou l'augmentation excessive de la masse monétaire. L'État dépense trop; il convient donc de réduire les dépenses de l'État, non d'augmenter les impôts. La limitation de la quantité de monnaie fera le reste. Le programme esquissé n'a rien de commun avec celui de la gauche française. L'éditorialiste semble ignorer que, pour l'essentiel, les dépenses étatiques couvrent le fonctionnement des services et des transferts comme ceux de la Sécurité sociale. Les syndicats n'ont pas déclaré une grève générale pour arracher au gouvernement une diminution des dépenses publiques, mais pour protester à l'avance contre un ralentissement de la baisse des rémunérations salariales et contre une stabilisation du niveau de vie. Le libéral, comme le marxiste, tranche volontiers des problèmes qu'il ignore en fonction de sa courte science. La doctrine suffit, comme si le contexte socio-politico-psychologique pouvait être ignoré par les gouvernements.

Il ne convient pas pour autant de dramatiser n'importe quelle critique du plan Barre comme si ce plan constituait un ensemble cohérent, comme s'il devait décider du destin français, comme si les divers éléments résultaient d'un choix longuement médité par le «meilleur économiste français».

Toute cette mise en scène, toute cette rhétorique à l'usage d'un peuple que l'on dit pourtant le plus intelligent de la terre, me paraissent hors de propos et, en dernière analyse, plus dangereuses qu'utiles. Le gouvernement Barre a pris des mesures de circonstance dans l'espoir de réduire de quelques points le taux français d'inflation. Certaines des mesures comportent le risque, si le ralentissement mondial de l'activité se poursuit, de prolonger la stagnation ou de provoquer une autre récession.

Bien que le premier ministre n'ait pas expliqué clairement, du moins aux économistes, par quelle analyse il justifie les décisions prises, je pense qu'il vise deux objectifs prioritaires: d'une part ralentir la hausse des salaires dans les secteurs protégés, en particulier para-public, d'autre part, limiter l'augmentation de la masse monétaire. Malheureusement il n'est pas assuré d'atteindre ces deux objectifs: La politique contractuelle implique des négociations dans la fonction publique et les entreprises nationalisées (E.D.F.). Nul ne sait, étant donné l'humeur actuelle des Français, comment se dérouleront ces négociations. De même, la France n'a pas mis au point une technique de limitation de la masse

monétaire d'efficacité certaine. Les méthodes de transformation bancaire, l'exclusion de certains crédits (par exemple à l'exportation) du contrôle imposé, suscitent, pour les responsables autant que pour les observateurs, des sujets d'inquiétude.

Probablement le premier ministre n'attache-t-il pas plus de signification que je ne le fais à l'impôt sur la sécheresse, à l'équilibre budgétaire promis pour l'année prochaine. Mais il existe une sorte de rituel des plans de stabilisation ou des plans de lutte contre l'inflation. Ce rituel exige que l'on donne satisfaction tout à la fois à M. Pinay et aux monétaristes. Finalement les mesures que ces derniers devinent à travers les propos ministériels disparaissent, aux yeux du public, derrière le blocage des prix ou la réduction de la T.V.A., expédients temporaires, qui doivent créer un choc psychologique, faciliter les négociations salariales et déclencher la décélération de la hausse des prix et des salaires.

Les responsables de cette combinaison de technique et de politique témoignent, par suite de la méthode choisie, d'une susceptibilité extrême aux critiques des uns et au scepticisme des autres. Susceptibilité intelligible que nos gouvernants doivent malgré tout maîtriser. Une période électorale ne favorise jamais un plan de stabilisation. Les projets de François Mitterrand n'encouragent certes pas les investissements. Mais qu'il parle ou qu'il se taise, ses projets sont connus. À quoi bon lui reprocher des propos qui n'apprennent rien à personne, sinon peut-être au premier secrétaire du parti socialiste lui-même?

Que celui-ci ait une chance de gagner les élections de 1978, certes. Avant même de les gagner, il se heurte non au mur d'argent, comme il sera tenté de le dire, mais à la résistance insurmontable que provoqueront inévitablement les contradictions intrinsèques du programme commun.

Retour au bon sens

Le Figaro
17 janvier 1977

Aujourd'hui plus que jamais, il faut mettre l'économie française dans le contexte mondial pour apprécier objectivement la situation présente et les perspectives prochaines.

Depuis 1973, une donnée majeure domine les relations internationales: les excédents des balances courantes des pays de l'O.P.E.P. ou encore, en langage plus simple, le fait que les pays exportateurs de pétrole, pris globalement, ne dépensent pas la totalité de leurs revenus. À ce surplus de dollars non dépensés répond d'ailleurs un déficit des opérations courantes ou encore le financement des achats de biens ou de services par des prêts publics ou privés.

Les excédents des pays de l'O.P.E.P. s'élèvent à 65 milliards de dollars en 1974, à 34 en 1975, à 42 en 1976. Ces chiffres de l'O.C.D.E., sans atteindre à une rigoureuse exactitude, peuvent être tenus pour exacts. La répartition des déficits a varié substantiellement, d'une année à l'autre. Le déficit des pays de l'O.C.D.E., en gros celui des pays industrialisés, monté à 33 milliards en 1974, tombe à 6,5 en 1975 (à la faveur de la récession) et remonte à 22,5 en 1976. Celui des pays en voie de développement s'établit à 21,5 en 1974, s'élève à 32,5 en 1975 et revient à 24 en 1976. Le déficit combiné des deux catégories de pays dépasse de quelques milliards les excédents de l'O.P.E.P. en 1975 et 1976 mais ce dépassement demeure limité. En d'autres termes, les pays consommateurs de pétrole, pris globalement, ne peuvent pas rétablir l'équilibre de leurs opérations courantes. À moins que les pays exportateurs n'achètent davantage au dehors ou que les pays consommateurs ne se résignent à une récession, il n'existe aucune chance d'équilibre global avant plusieurs années.

En revanche, à l'intérieur de l'ensemble des pays industrialisés les déficits varient d'une année à l'autre et d'un pays à l'autre. Les États-Unis, après avoir dégagé un considérable surplus en 1975 (11,7 milliards de dollars), auront un léger déficit en 1976 (1,5). La République fédérale allemande demeure régulièrement excédentaire (autour de 4 milliards de dollars), de même que le Royaume-Uni régulièrement déficitaire (3,7 en 1975, 3,5 en 1976). Ce qui frappe, c'est le cas de la France. Après un quasi-équilibre en 1975, le déficit atteindra environ 6 milliards de dollars pour l'année 1976. Aucun autre pays industrialisé n'a connu une pareille détérioration de sa balance des opérations

courantes d'une année à l'autre.

Garder le sens de la mesure

Tout s'est passé comme si la reprise économique avait provoqué en France une dégradation du bilan des échanges extérieurs plus accentuée que dans la plupart des pays industrialisés. Si l'on veut comprendre la politique du gouvernement, il convient de saisir les causes des résultats contrastés de 1974, 1975, 1976.

Première constatation: la production globale a progressé de 2,9% en 1974, baissé de 1,3 en 1975, progressé de nouveau de 5,0 en 1976. La France est donc un des rares pays dont la production, pour les deux années 1974-75, n'a pas globalement diminué. Parmi les pays européens, les Pays-Bas et la Belgique sont dans le même cas. Les taux d'inflation, dans les trois pays, sont proches les uns des autres, entre 10 et 12%, pour les années 1975 et 1976.

Lorsque se produisirent les hausses massives des prix des hydrocarbures, les responsables expliquèrent tous à l'envi que le pays devrait prélever sur ses ressources propres afin de solder sa facture pétrolière. Il en résulterait, de toute évidence, un appauvrissement transitoire de la nation tout entière. Comme les salaires représentent quelque 70% des revenus, les salariés dans leur ensemble ne pouvaient pas échapper au sort commun. En 1973, en 1974, les Français s'attendaient à un langage tout autre que celui qui leur fut tenu. La simple promesse de maintenir le pouvoir d'achat n'aurait pas manqué d'ambition. Cette année encore la hausse annuelle des salaires semble se situer autour de 15%.

En période de récession, il est vrai, le maintien du pouvoir d'achat représente un facteur d'activité, un moyen d'éviter le glissement de la récession vers la dépression. Encore convient-il de garder le sens de la mesure. L'effort, la prétention ou l'illusion de poursuivre l'accroissement du pouvoir d'achat global en période de récession, alors qu'il faut dégager des ressources supplémentaires pour l'exportation, étaient condamnés d'avance. Une relance précipitée, trop forte, à l'automne de 1975, déclencha une reprise brutale qui se traduisit par des importations supplémentaires, un déficit commercial accru, une dévalorisation de la monnaie.

Quelle que soit la théorie de l'inflation que l'on adopte, il fallait, de toute évidence renverser la tendance. Le refus d'appliquer, en une pareille conjoncture, la règle de l'augmentation du pouvoir d'achat, n'équivaut pas à la fin de la politique contractuelle mais au retour au simple bon sens. Si le président de la République et le premier ministre ensemble ne parviennent pas à en convaincre les Français, il n'y aurait plus qu'à désespérer et des gouvernants et des

gouvernés.

Pas de politique de rechange

Bien entendu, la limitation de la production, la baisse du coefficient d'utilisation du capital fixe constituent une cause de hausse des prix. Mais ceux qui affirment aujourd'hui que l'on triompherait de l'inflation par une fuite en avant, par une action générale de relance abusent ou de la crédulité populaire ou des droits que s'arrogent l'opposition d'ignorer le réel.

L'année 1977 ne promet pas une augmentation forte de la production dans l'économie mondiale: trop de pays, pour n'avoir pas procédé à l'assainissement nécessaire, sont tenus par l'inflation à une gestion prudente. Mais il n'y a pas lieu non plus de craindre une retombée. L'entourage international ne sera pour la France ni excellent ni déplorable. La production se maintient à un niveau élevé: une accélération de la croissance suppose d'abord des progrès dans la lutte contre l'inflation, une décélération de la hausse des prix, des anticipations pour favorables des chefs d'entreprises.

C'est au cours des prochains mois que cette décélération devrait se manifester sans que pour autant la production recule. Il restera ensuite à compléter l'action sur les prix et les salaires par la mise en ordre du secteur public et para-public. Si le déficit budgétaire, au sens restrictif du terme, n'excède pas un montant tolérable, il conviendrait d'établir un exact bilan de l'ensemble dont l'État comble finalement des déficits (sans oublier les crédits à l'exportation dont l'amortissement ou le remboursement appartient à un avenir inconnu).

Il n'existe pas de plan Barre, mais une politique visant à casser le mécanisme inflationniste, à réduire tout à la fois les coûts par une limitation des rémunérations salariales et les prix par des mesures de circonstance, en attendant que l'assainissement des finances publiques et privées crée les véritables fondements de la stabilité.

Dans la France telle qu'elle est, il n'y a pas d'autre politique possible et celle-ci devrait normalement, si les responsables tiennent bon et s'imposent en tenant bon, ramener le taux d'inflation substantiellement au dessous de 10% en 1977. Tel serait le succès modeste mais indispensable du plan Barre.

Stratégie économique. Les limites du possible

Le Figaro
25 janvier 1977

La propagande des partis d'opposition contre la politique d'austérité et le plan Barre présente, dans les circonstances présentes, un caractère paradoxal ou, pour mieux dire, déraisonnable. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les commentaires qu'a suscités la conférence de presse du président de la République.

Le président, en effet, et M. Gilbert Mathieu à sa suite, dans notre confrère "Le Monde", ont fait observer que le pouvoir d'achat de la population française dans son ensemble avait continué de progresser au cours des années 1975 et 1976. L'accroissement de la production industrielle en novembre 1976 par rapport à novembre 1975 crée une impression exagérément favorable en raison de la baisse de la production industrielle en 1975. Il n'en reste pas moins que ni le produit national ni le pouvoir d'achat global de la nation n'ont baissé au cours des deux dernières années que l'on présente, ici et là, sous les couleurs les plus sombres comme si une catastrophe avait frappé la France.

Non que la politique adoptée par le gouvernement ne puisse être critiquée. Mais elle appelle la critique pour d'autres raisons: en 1974, elle a poussé trop loin l'idée, en elle-même juste, que pour éviter le glissement de la récession en dépression il fallait maintenir le pouvoir d'achat, donc la capacité de consommation des Français. Ce que Raymond Barre tente aujourd'hui, à savoir substituer le mot d'ordre de maintien au mot d'ordre d'élévation régulière et annuelle du pouvoir d'achat, il aurait mieux valu le faire dès la fin de 1974, au moment où M. Fourcade introduisait le premier plan de lutte contre l'inflation.

Il n'est pas douteux non plus, aujourd'hui, avec le recul, que la relance de l'automne 1975 constitua une erreur ou, pour le moins, qu'elle fut mal dosée. Elle provoqua une reprise trop brutale de la production industrielle, une concentration des investissements au cours du premier semestre de 1976 et, du même coup, un déficit accru de la balance commerciale de la France, en particulier par rapport à la République fédérale allemande. L'erreur de la relance de l'automne 1975 relève de la tactique, les décisions initiales de la fin de 1974 relèvent de la stratégie. En effet, un an après la guerre du Kippour et le relèvement massif du coût des hydrocarbures, il convenait de choisir entre deux diagnostics: s'agissait-il de traverser aux moindres frais une passe difficile ou bien l'économie

occidentale tout entière entrain-elle en une phase de moyenne ou longue durée, substantiellement différente du quart de siècle précédent? Je tenais personnellement le deuxième terme de l'alternative pour extrêmement probable.

Les recettes non dépensées des États pétroliers rendaient inévitables les déficits des balances des paiements courants, déficits dont la répartition plus que le montant dépendent de l'action des États consommateurs. Le recyclage des pétrodollars crée une pyramide de crédits et oblige tous les États, au moins tous les États soucieux de leur autonomie, à une gestion rigoureuse. L'arrivée de certains pays du tiers monde sur le marché des produits industriels entraîne des difficultés croissantes pour certains secteurs de l'économie française. À l'intégration réussie de notre économie dans la communauté européenne va succéder un effort malaisé d'intégration dans un ensemble plus vaste. Pour prendre en considération le nouveau prix des hydrocarbures, pour solder la facture pétrolière, chacun reconnaît qu'un certain redéploiement de l'appareil productif devient indispensable.

Aucun de ces problèmes ne comporte de solution par la méthode qui fut relativement efficace au cours des dix années qui précédèrent le coup de tonnerre de 1973. Une croissance rapide, plus rapide que celle de nos partenaires européens, payée par une dévalorisation de la monnaie, un suremploi entraînant une hausse des rémunérations nominales, cette méthode, justifiée ou non auparavant, aggraverait le mal. Une croissance ralentie, n'excluant pas l'inflation, telles sont les caractéristiques de la phase prochaine, quels que soient les gouvernements au pouvoir, en France ou ailleurs.

Ce climat défavorise tout particulièrement la France. Notre dépendance énergétique (environ 70%) dépasse largement celle de la République fédérale allemande (environ 50%). Les États-Unis, en refusant toute politique efficace de l'énergie (ni programme de substitut, ni réduction de consommation) dépendent désormais pour 40% de leurs besoins des importations d'hydrocarbures. Les États consommateurs n'ont pas renforcé leur position face aux États exportateurs. Pour parer à une augmentation du prix du pétrole, ils invoquent leur faiblesse plutôt que leur force.

Dans ce contexte, la France, en 1977, se trouve en une conjoncture moyenne qui n'appelle ni chant de triomphe ni lamentations. Elle a freiné la mobilité inéluctable de la main-d'œuvre, ralenti l'assainissement des bilans des entreprises, accepté une hausse excessive de rémunérations nominales; de ce fait, le déficit des comptes extérieurs demeure élevé et, en première urgence, il faut

arrêter la baisse de la monnaie française sur le marché des changes. Si le gouvernement poursuit son action, le taux d'inflation devrait tomber de quelques points au cours de l'année 77. Pour l'instant, l'activité, sans progresser, se maintient à un niveau élevé. Il n'y a donc pas lieu de prévoir de relance.

Que l'on parle d'un million de chômeurs ou de demandeurs d'emplois, la distinction n'intéresse que la "politique politicienne". Ce qui importe, c'est le pourcentage de demandeurs d'emplois en chômage depuis une longue durée. Le fait que la moitié d'entre eux sont inscrits depuis moins de trois mois est en lui-même encourageant. En une économie libre, en une phase de changements, cette mobilité, dont personne ne méconnaît le coût humain, demeure inévitable. Au cours des prochaines années, aucun gouvernement, de droite ou de gauche, ne rétablira le plein emploi au sens que l'on donnait à ce terme il y a cinq à dix ans. Si un gouvernement de gauche tentait d'y parvenir par la distribution d'un pouvoir d'achat supplémentaire et l'inflation, il serait bientôt acculé à fermer les frontières et à subir une crise bien pire que la crise actuelle.

Les commentateurs, hostiles au gouvernement, suggèrent vaguement qu'au lieu du pilotage à vue une vision de vaste portée permettrait de conduire le vaisseau France vers des eaux moins agitées. Illusion ou prétention. La réorganisation qu'imposent le climat de l'économie mondiale et le choc du prix des hydrocarbures, le gouvernement peut la favoriser par diverses actions, non pas la contrôler ou la soumettre à un plan. Les critiques passionnées qui, de tous les côtés, convergent vers le gouvernement, tiennent, pour une part, à l'idée excessive que se font les Français de la puissance de l'État. Les porte-parole de l'opposition ont tout intérêt à laisser dans l'ombre cette évidence, mais pas le président de la République.

M. Michel Rocard dit volontiers qu'il souhaite le succès du plan Barre: je ne doute pas de sa sincérité. Il préfère à coup sûr prendre en charge une inflation entre 6 et 8% qu'une inflation entre 9 et 11%. Il disposera de quelques mois de sursis supplémentaires. Il ne trouvera pas pour autant le moyen tout ensemble de gérer l'économie française en une pareille conjoncture et de changer le modèle de société.

5.4

LA CROISSANCE MONDIALE EN QUESTION

Force du débiteur

Le Figaro
11 juillet 1969

Le système monétaire international, tel que le prévoyait et réglementait la conférence de Bretton Woods, n'existe plus: sur cette formule, la quasi-unanimité des experts s'accorde aisément. Mais les uns attribuent cette mutation, cette détérioration à une cause unique ou, du moins, principale (par exemple, l'étalon de change-or, l'utilisation des dollars comme réserves des banques centrales), les autres croient observer plusieurs crises simultanées dont les origines ne se confondent pas.

À l'heure présente, par exemple, dans n'importe quelle réunion de banquiers ou d'économistes, la discussion porte au moins sur quatre problèmes différents: prix de l'or et convertibilité du dollar en or, déficit de la balance des comptes américaine, "dureté" du mark et réévaluation éventuelle de la monnaie allemande, faiblesse persistante de la livre. De ces quatre problèmes, celui du mark présente un caractère "conjoncturel" puisque la balance des comptes de la République fédérale accusait un déficit, il y a trois ans.

Certes, il se peut que l'Allemagne occidentale, grâce au dynamisme de ses exportateurs et à sa moindre propension à l'inflation, bénéficie ou souffre, à intervalles irréguliers, d'un excédent de ses paiements courants. Mais aucun système monétaire connu n'interdit ni ne doit interdire la manifestation, sous forme de déficits ou d'excédents, des inégalités de pression inflationniste. Les systèmes monétaires se distinguent, à cet égard, par les contraintes qu'ils imposent en vue du rétablissement de l'équilibre. Le système actuel, puisqu'il comporte des taux de change fixes, avec une marge de variation très étroite, implique, pour les États déficitaires, le choix entre des mesures restrictives à l'intérieur et, si les responsables jugent le déséquilibre fondamental, une modification de la parité monétaire.

Parmi les trois autres problèmes durables, celui de la livre présente un caractère particulier. Le déficit de la balance américaine des paiements, qu'on le regrette ou non, ne ressemble à celui d'aucune autre économie. Le dollar, autant que l'or, constitue désormais la base du système, et les étrangers, banques centrales ou particuliers, sauf dans les périodes où ils escomptent une réévaluation de l'or ou du mark, gardent volontiers des dollars. Il en va tout autrement de la livre, dont le sort risque de demeurer incertain pour de longues

années.

Notre confrère l'*Economist* a fait la somme, récemment, des dettes de la Grande-Bretagne à l'égard du Fonds monétaire international, des banques centrales étrangères et du gouvernement américain. Au cours des cinq prochaines années, les remboursements prévus dépassent quatre milliards de dollars, sans compter les dettes à court terme à l'égard des banques centrales étrangères ni les obligations encourues aux termes de l'accord de Bâle de septembre 1968. Le montant de ces dettes dépasse largement les excédents prévisibles de la balance britannique des paiements.

Si nous laissons de côté les quelque quatre ou cinq milliards de dollars de dettes à l'égard des États-Unis ou du Canada, dettes qui remontent aux années de guerre ou d'après guerre, la situation de la Grande-Bretagne résulte, pour une part, des déficits des paiements courants, imputables à l'inflation intérieure et aux dépenses gouvernementales au-dehors, pour une part, de la décision prise par les détenteurs de livres de convertir leurs capitaux en une autre monnaie.

Durant les années d'après guerre, la Grande-Bretagne avait poursuivi le rôle de banquier qu'elle avait tenu si longtemps: des exportations de capitaux à long terme constituaient une contrepartie partielle des livres placées par des étrangers en Grande-Bretagne. Dès lors que les étrangers perdent définitivement confiance, la situation devient inextricable: comment mobiliser, pour les remboursements, les capitaux placés à long terme au-dehors? Même si la liquidation de ces investissements était possible, fournirait-elle des dollars ou des monnaies convertibles en dollars?

Si nous raisonnons selon les règles de la logique économique et des convenances internationales, nous devrions aboutir à une conclusion morose ou presque désespérée: la Grande-Bretagne serait condamnée, pour des années, à la grande pénitence, seule susceptible d'assurer les excédents annuels des quelques centaines de millions de livres indispensables au gouvernement de Sa Majesté pour honorer ses engagements. Mais comment ne pas se poser la question: une politique restrictive, si prolongée appartient-elle à l'ordre du possible? Aucun gouvernement, conservateur ou travailliste, en un régime démocratique, aurait-il la capacité *politique* de restreindre la demande intérieure au point de dégager, à partir de 1970 jusqu'en 1975, un surplus annuel de 300 à 500 millions de livres?

L'autre instrument, théoriquement disponible: la dévaluation, a été utilisé une première fois sans succès notable. Rien n'indique qu'une seconde dévaluation donnerait des résultats différents. Quel autre recours? Certains économistes

envisagent des moyens radicaux, qui entraîneraient une rupture avec le système monétaire actuel: ou bien une monnaie flottante, ou bien l'abandon de la liberté des échanges, autrement dit une limitation administrative des importations.

Parlons franc: l'insolvabilité, désormais fait l'évidence, porte atteinte au prestige en même temps qu'à l'amour-propre d'une nation qui, naguère, occupait le premier rang. Dans les relations financières entre particuliers, à notre époque, les avantages respectifs des créanciers et des débiteurs ne se laissent pas mesurer aisément. Quand il s'agit des États, l'incertitude devient non pas seulement plus grande, mais qualitativement autre. L'interdépendance des grands États atteint un point tel qu'en dépit des oppositions et des rivalités d'intérêts - oppositions incontestables et rivalités farouches - le souci de sauvegarder l'ensemble l'emporte chez les partenaires-adversaires lorsque l'un d'entre eux se trouve au bord du gouffre et menace de violer les règles du jeu.

Personne ne peut croire sérieusement que la Grande-Bretagne se soumettra pendant des années à la discipline intérieure qu'exige le dégagement de surplus extérieurs tant qu'une méthode originale n'aura pas été découverte et expérimentée. Personne ne peut croire que la Grande-Bretagne, de 1970 à 1975, aura les moyens de rembourser ses dettes. Les créanciers, Fonds monétaire international et banques centrales, donneront-ils au gouvernement britannique de nouvelles facilités ou le laisseront-ils s'engager sur une voie nouvelle? La réponse à une telle interrogation intéresse l'économie internationale tout entière. La faillite du débiteur risque toujours de frapper les créanciers.

Le dollar victorieux et fondant

Le Figaro

31 janvier-1er février 1970

Après des années de discussion sur la crise du système international et l'éventuelle dévaluation du dollar (ou réévaluation de l'or), l'opinion a viré et soudain admis la prééminence de la monnaie américaine. Que la valeur de l'or se fonde sur celle du dollar et non inversement, cette affirmation, chère à la plupart des économistes américains, tend à devenir vérité conventionnelle, en Europe même.

Étrange conversion. À l'époque du président Kennedy, durant les premières années de la présidence Johnson, la balance commerciale et même la balance courante des États-Unis demeuraient positive, le déficit de la balance des paiements, quel que fût le mode de calcul, résultait des autres postes, investissements directs au-dehors et coût de la politique étrangère. Les prix montaient aux États-Unis moins vite qu'en Europe et les cours de la bourse montaient plus vite. Rien d'étonnant, donc, si les étrangers gardaient des dollars dont le pouvoir d'achat résistait mieux à l'inflation que celui des monnaies européennes réputées dures à l'époque, le franc par exemple.

La "victoire du dollar" coïncide avec la pire inflation que l'économie américaine ait connue depuis la guerre. Le niveau des prix progresse de plus de 5% par an. Si le dollar américain constitue désormais le fondement du système international, il risque de généraliser l'inflation ou de contraindre les pays, capables de maîtriser la hausse de leurs prix intérieurs, à des réévaluations successives.

Grâce à la politique des deux marchés et à l'interprétation des statuts du Fonds monétaire international, imposée par les autorités américaines, le prix libre de l'or, à Londres, coïncide avec le prix officiel et ceux qui spéculaient sur la réévaluation du métal reportent leurs espoirs à un avenir indéterminé.

Mais, en même temps, l'excédent de la balance commerciale des États-Unis, au lieu des quatre à cinq milliards de dollars, de la période de crise, tombait au-dessous d'un milliard en 1968; il dépasse à peine un milliard en 1969 et, sur la base dite des liquidités (en tenant compte des mouvements de capitaux privés), le déficit des paiements du troisième trimestre 1969 s'élève à un taux annuel de dix milliards de dollars. Ces statistiques qui, il y a cinq ans, auraient bouleversé le public, spécialistes ou amateurs, laissent aujourd'hui les uns et les autres

indifférents.

Il se trouve des économistes américains pour rappeler leur diagnostic, la surévaluation du dollar non pas seulement par rapport au mark, mais par rapport à l'ensemble des monnaies.

Il s'en trouve d'autres pour déplorer qu'une monnaie dominante subisse les atteintes d'une gestion, déterminée par les considérations intérieures plus que par le sens des responsabilités internationales.

En attendant, les dollars que les étrangers conservent entre leurs mains et qui forment la contrepartie du déficit de la balance américaine des comptes trouvent un emploi rémunérateur sur le marché des Euro-dollars: quand les taux d'intérêt, sur le marché des Euro-dollars dépassent 10%, il faut une foi de charbonnier pour préférer l'or au dollar, au moins provisoirement.

De l'étalon de change-or à l'étalon-dollar

Le Figaro
5 février 1970

Les discussions sur l'étalon de change-or qui se sont poursuivies, avec des alternances de passion et d'indifférence, entre 1958 et 1968, portaient toutes d'une proposition tenue pour évidente: seul l'or constituait une monnaie proprement supranationale, différente en nature des monnaies nationales. L'étalon de change-or apparaissait comme un système improvisé ou arbitraire qui conférait à certaines monnaies nationales, avant tout au dollar, en fait sinon en droit, un statut comparable à celui de l'or.

Quand les statistiques mirent en lumière le déficit de la balance américaine des paiements, les autorités de Washington se donnèrent pour objectif officiel le rétablissement de l'équilibre et elles prirent un certain nombre de mesures, taxe sur les emprunts étrangers, réduction des dépenses des troupes stationnées au-dehors, limitation des investissements directs des grandes sociétés dans les pays étrangers. L'effort, apparent ou sincère, en vue de rétablir l'équilibre se révéla vain. Quand une fissure était bouchée, une autre s'ouvrait.

L'analyse classique suggérait que la gestion intérieure - fiscalité et crédit - portait la responsabilité du déficit et que celui-ci persisterait à moins d'une révision radicale de politique économique. D'autre part, dans la mesure où le déficit accroissait les montants de dollars détenus par les banques centrales étrangères, celles-ci avaient le droit théorique d'en demander la conversion en or. Les réserves du Fort Knox diminuaient d'année en année et les spéculateurs pouvaient considérer qu'un jour ou l'autre les autorités américaines se résigneraient à changer le rapport, établi en 1934, entre l'or et le dollar. La hausse du niveau général des prix, intervenue entre-temps, avait réduit de moitié la valeur réelle du métal.

Les événements ont suivi un autre cours et la controverse porterait aujourd'hui sur la cause majeure des événements: les États-Unis, grâce à leur puissance, ont-ils imposé à tous un système d'étalon-dollar? Ou bien ce système existait-il depuis longtemps, dissimulé sous des apparences trompeuses?

Personnellement, je n'ai jamais mis en doute un fait que l'on appellera indifféremment politique ou psychologique: la résolution des responsables américains, à moins d'accident (grande dépression), de maintenir sans modification le taux de change entre l'or et le dollar. Je jugeais également que

cette résolution s'imposerait aux directeurs des banques centrales ou ministres des finances du monde.

Ces directeurs ou ministres, ceux de Bonn en particulier, auraient-ils raisonné autrement si la sécurité de la République fédérale n'avait pas dépendu de la présence militaire des États-Unis en Europe? Il se peut encore que personne ne puisse prouver ou réfuter une telle hypothèse. En fait, les experts européens, en dehors de toute considération diplomatique, se souhaitaient pas tous le relèvement du prix de l'or, qui aurait enrichi l'Afrique du Sud et l'Union soviétique et qui, massif, aurait entraîné des risques d'inflation.

De plus, les Européens savaient qu'en suprême recours les autorités américaines demeuraient libres de suspendre officiellement la convertibilité du dollar en or. Une fois le dollar séparé de l'or, le cours de celui-ci fluctuerait sur le marché libre et les monnaies, définies par un poids d'or, se trouveraient automatiquement réévaluées par rapport au dollar au cas où ce dernier serait dévalué par rapport au métal. Cette éventualité apparaissait aux responsables d'une économie marchande comme lourde de menaces, grosse d'imprévisibles catastrophes.

Au bord du gouffre, le jour où la pratique de l'étalon de change-or avec le prix fixe de l'or en dollar devenait impossible, tous les responsables devaient chercher et trouver une autre issue. Le système des deux marchés revenait à suspendre la convertibilité effective du dollar sans en modifier le prix en or. Les gouverneurs des principales banques centrales s'engagèrent à ne pas acheter d'or sur le marché libre.

Le cours de l'or commença par monter, il atteignit 42 dollars l'once mais, au bout de vingt mois environ, il est revenu au niveau du cours officiel et le gouvernement d'Afrique du Sud a dû se plier à l'impératif américain. Dès lors que le Fonds monétaire n'était pas tenu d'acheter l'or que lui offrait le gouvernement de Prétoria, celui-ci devait, quand sa balance des comptes l'exigeait, vendre l'or extrait des mines sur le marché libre. Du coup, il faisait baisser le cours et il persuadait de leur échec ceux qui avaient acquis du métal, au cours des dernières années, dans l'espoir d'une réévaluation; l'attente serait longue, à supposer même qu'elle ne fût pas vaine.

Le prix libre aurait pu tomber au-dessous du prix officiel si Américains et Africains du Sud n'avaient pas conclu un compromis, si les banques centrales, qui, toutes, possèdent des quantités importantes d'or n'avaient pas redouté une dévalorisation, même temporaire et apparente, de leur stock. Pour les institutions

officielles, le prix-plancher - 35 dollars l'once - demeure garanti; pour les particuliers, il ne l'est pas mais le danger d'une baisse sensible et durable au-dessous de ce prix-plancher apparaît faible.

En France, le prix du lingot varie aussi en fonction de la confiance ou défiance à l'égard de la monnaie. Quant au prix du napoléon en France, il échappe à toute rationalité.

Faut-il conclure que la thèse, chère aux économistes américains: "La valeur de l'or se fonde sur celle du dollar et non inversement", a été démontrée par les faits? En vérité, la thèse ne présente pas de signification rigoureuse, elle sert de justification à une politique.

La valeur de l'or dépend de deux sortes hétérogènes d'utilité: l'utilité du métal, dans les emplois industriels et la joaillerie, l'utilité du métal en tant que monnaie, et seule monnaie à cours universel. Si l'on supprime ou restreint l'emploi monétaire de l'or - en décrétant, par exemple, que le taux de change avec les monnaies nationales ne changera pas, même après trente-cinq ans de hausse des prix - la demande d'or en vue de la thésaurisation diminuera inévitablement.

La stabilité du rapport or dollar en période d'inflation permanente compromet la fonction de conservation des valeurs, remplie par la monnaie à cours universel. Cette fonction, le dollar ne la remplit qu'imparfaitement puisque l'inflation le dévalorise chaque année. La recherche d'une monnaie non fondante amplifie les migrations de capitaux.

Malgré tout, l'attraction que l'or exerce sur des millions d'hommes, de la France à l'Inde en passant par le Moyen-Orient, n'a pas disparu d'un coup et miraculeusement. La valeur de l'or se fonderait sur celle du dollar si le gouvernement des États-Unis avait l'autorité de décréter, du jour au lendemain, la démonétisation de l'or. Les statuts du F.M.I. et les banques centrales européennes limitent cette toute-puissance.

Pour l'instant, donc, la démonstration se ramène à la proposition suivante: la demande de l'or par les particuliers - industriels ou spéculateurs - ne suffit pas à maintenir un prix supérieur au prix officiel du moment où l'Afrique du Sud ne peut pas céder le métal nouvellement extrait au Fonds monétaire et où le gouvernement américain a fait accepter sa doctrine, impératifs et interdits, aux autres gouvernements.

Il reste à savoir ce que vaut la doctrine.

Controverse transatlantique

Le Figaro
14-15 mars 1970

Après la fin (provisoire) de la querelle du dollar, la politique commerciale du Marché commun va-t-elle déclencher une nouvelle bataille, non plus entre France et États-Unis mais entre les "Six" et Washington?

Selon la coutume, la bataille commence par des démentis. Le sous-secrétaire américain au Commerce, M. Kenneth Davis, avait énuméré les griefs dont les responsables américains auraient présenté la liste à M. Jean-François Deniau, représentant de la commission de Bruxelles, venu à Washington en voyage d'exploration. Les démentis n'équivalent pas toujours à une confirmation, mais certains des griefs, mentionnés par M. Davis, figurent certainement parmi les sujets de conversation entre les deux plus grandes entités commerciales du monde.

Les autorités communautaires négocient des traités d'association avec certains États de la Méditerranée. Traités qui comportent certaines préférences tarifaires et qui, par conséquent, violent la clause de la nation la plus favorisée à laquelle les États-Unis s'affirment, à chaque occasion, attachés. En dehors de toute préférence doctrinale, les traités ont évidemment pour fonction de favoriser les échanges avec les pays associés, donc de défavoriser les autres. Encore les pays associés absorbent-ils une fraction presque négligeable des exportations américaines.

La controverse sur le remboursement de la taxe à la valeur ajoutée aux exportateurs pourrait revêtir une portée plus grande. La fiscalité américaine se fonde essentiellement sur les impôts directs. Les États-Unis ont le même droit de soustraire les taxes indirectes au profit des exportateurs, mais le montant de ces soustractions demeure faible, comparé à celui dont bénéficient les exportateurs européens. Les impôts directs pèsent-ils finalement sur les prix bien qu'ils ne soient pas remboursables? Les États-Unis introduiront-ils une taxe à la valeur ajoutée pour aider leurs exportateurs? Questions qui ne me paraissent pas encore actuelles, mais qui sont posées ici et là.

Traités d'association, taxes à la valeur ajoutée renforcent la vieille et permanente opposition que les dirigeants de Washington manifestent, depuis dix ans, à la politique agricole commune. Celle-ci, jusqu'à présent, si l'on retient les chiffres de la commission de Bruxelles, n'a guère affecté les achats européens de

produits agricoles aux États-Unis. Ces derniers n'en craignent pas moins les effets à long terme de la formation d'un bloc européen.

S'il en va ainsi, comment l'entrée de la Grande-Bretagne, suivie par la Norvège, le Danemark et l'Irlande serait-elle accueillie à Washington? Le rapport Nixon sur la diplomatie au cours des années 70 prétend répondre à cette question "Nous reconnaissons que nos intérêts seront nécessairement affectés par l'évolution de l'Europe et nous aurons peut-être à consentir des sacrifices dans l'intérêt commun. Nous pensons que le prix économique à payer par une Europe réellement unifiée est compensé par le profit en fait de vitalité politique de l'Occident tout entier!" Tous les ministres et fonctionnaires souscriraient-ils à cette doctrine?

M. Georges Pompidou, dans sa conférence de presse, a posé la même question: il s'est abstenu de donner une réponse.

Retour au calme

Le Figaro
19 septembre 1970

La prochaine conférence du Fonds monétaire international s'annonce paisible.

Le système monétaire, issu des accords de Bretton Woods, modifié par l'instauration des droits de tirage spéciaux, prête à de multiples critiques. Nostalgiques de l'or, d'un côté, futuristes d'une banque centrale à l'échelle du monde de l'autre se rejoignent dans la dénonciation d'un système bâtard, qui accorde des privilèges illégitimes à un pays par rapport à tous les autres, aux États industrialisés, donc riches, par rapport aux États en voie de développement. Ces critiques présentent cette année un caractère académique.

Pourquoi? Pour la simple raison que depuis la crise de mai 1968 il ne reste plus, parmi les Dix, d'État contestataire. Le gouvernement français se résigne provisoirement à un ordre qu'il n'aime pas. De plus, aucune des monnaies importantes n'apparaît menacée à courte échéance.

La réévaluation du mark a valeur de précédent. Elle confirme que le rapport du dollar à l'or est devenu fixe et que celui du dollar aux autres monnaies retrouve, en cas de besoin, le niveau normal par la revalorisation des autres monnaies, non par la dévaluation du dollar: celle-ci exigerait, en effet, une modification de la valeur de l'or exprimée en monnaie américaine.

Cette semi-démonétisation de l'or a mis fin à la spéculation sur le marché du métal. La politique de Washington l'a donc emporté moins en raison de la puissance militaire des États-Unis que par suite de l'absence d'une "opposition", capable de concevoir ou d'imposer une réglementation différente. La peur d'une crise générale rallierait les hésitants. Problème résolu ou solution différée?

L'expérience des droits de tirage spéciaux est trop récente pour qu'on puisse déjà en apprécier avantages et inconvénients. Choisir comme étalon international une monnaie nationale qui se dévalorise en pouvoir d'achat au taux annuel de 5% depuis trois ans, ne répond guère à la rationalité. Les énormes capitaux, placés sur le marché des Eurodollars, risquent toujours, dès que s'ouvre une perspective de profit, de se déplacer massivement vers les monnaies en instance de revalorisation. L'excédent commercial des États-Unis, cette année, n'implique pas un équilibre des comptes extérieurs (quel que soit le mode de calcul).

Les experts qui jugent sans indulgence le système monétaire en dépit du calme

présent à cause de l'inflation généralisée et du déficit des comptes américains ne manquent pas d'arguments mais ceux-ci ne troublent pas les responsables, portés à vivre au jour le jour. Il existe désormais une société, financière plus encore qu'économique, transnationale, soustraite aux souverainetés des États. Cette société transnationale a une monnaie nationale, celle des États-Unis. Pour réduire les abus que permet cette situation, il faut choisir entre deux voies: renforcer le pouvoir des organisations, du type de F.M.I., ou créer une autre monnaie étalon, banque centrale supranationale ou monnaie européenne.

Le retour aux disciplines de l'étalon-or ouvre-t-il une troisième voie? Cette voie me paraît bouchée. Définitivement?

L'héritage économique de l'après-guerre

Le Figaro
6 janvier 1971

La fin d'une décennie, un quart de siècle après la guerre, incite le commentateur à prendre quelque distance par rapport aux événements, par rapport même à l'année qui se termine ou à celle qui commence. Si l'on se reporte par la pensée à 1945, si l'on embrasse d'un coup d'œil l'ensemble de l'évolution économique, quels faits se détachent avec relief? Quelles ont été les surprises heureuses? Quel demeure l'héritage de problèmes non résolus?

Une première remarque, banale, que pourtant l'on ne répétera jamais assez souvent: ni les économistes ni les hommes d'État n'avaient, pour la plupart, prévu la rapidité de la reconversion américaine et de la reconstruction européenne, la continuité d'une croissance, dont le taux dépasse, environ du simple au double, celui que les statisticiens calculent sur la longue période (entre le milieu du siècle dernier et la guerre de 1914).

La grande dépression, de 1929-1933, dont les conséquences se prolongeaient en 1939, avait laissé un souvenir obsédant. La crainte des crises et du chômage hantait les esprits. À la surprise des Soviétiques et de beaucoup d'Occidentaux, les gouvernements parvinrent, sans trop de peine, non à supprimer mais à atténuer les cycles. Tous agirent en fonction de la doctrine keynésienne, plus ou moins vulgarisée: par la politique du budget et du crédit, ils maintinrent la demande globale à un niveau suffisant pour limiter le nombre des sans-emploi et la baisse de la production. Les phases descendantes du cycle marquèrent plutôt un ralentissement de la croissance ou une stagnation qu'un recul. En ce sens, on peut dire que la deuxième après-guerre a réussi ce que la première avait manqué.

La croissance continue se paye d'une inflation, elle aussi continue, mais le prix n'apparaît pas excessif, *jusqu'à présent*: les peuples acceptent de le payer. Toutes les monnaies, y compris les plus stables, le mark par exemple, se dévalorisent chaque année, le taux de 2 à 3% passant pour exemplaire. Les Occidentaux, gouvernants et gouvernés, ont adopté une hiérarchie de préférences, peut-être d'origine soviétique: ils préfèrent la croissance au maintien de la valeur de la monnaie. Parmi les causes de la croissance continue, trop diverses pour que je puisse les énumérer, figure, à n'en pas douter, le consentement à l'inflation - inflation par excès de demande ou inflation des coûts par hausse des salaires (le plus souvent liées l'une à l'autre). La volonté prioritaire de croissance, liée au

refus catégorique des dépressions, a eu pour résultat tout à la fois une progression des produits nationaux, au-delà de tous les espoirs, et une hausse des prix, au-delà de toutes les craintes. Il va de soi que les experts et les ministres des Finances se demandent aujourd'hui comment franchir une étape supplémentaire et conserver la croissance en ralentissant l'inflation.

Si tous les pays, y compris la Grande-Bretagne, ont progressé plus vite que dans le passé, l'inégalité des taux de croissance entre pays développés demeure considérable: le Japon constitue une catégorie à part, avec une croissance de produit national brut de 10 à 15% en valeur réelle, au cours des dernières années, avec une croissance du produit national par tête qui atteint ou dépasse 10%.

Dans cette course à l'origine de laquelle on aperçoit la compétition entre Est et Ouest et dont les peuples commencent peut-être à se lasser, la France occupe une place honorable, derrière la République fédérale, et l'Italie, devant la Grande-Bretagne. Comme la main-d'œuvre n'a que faiblement augmenté, les statistiques du produit par tête ou surtout par travailleur donnent une idée plus favorable des performances françaises.

Mettons à part les adversaires de la société de consommation qui ne représentent qu'une faible minorité; laissons aux techniciens le soin de traiter les "nuisances" et de sauvegarder la nature - l'eau, l'air, les paysages - les responsables de l'économie, à travers le monde, ont un souci majeur, l'inflation. Plus précisément, ils s'interrogent sur le coût en chômage qu'il leur faudrait payer pour triompher de l'inflation ou en réduire le taux annuel à 2%.

Par la théorie comme par l'étude empirique des corrélations, les économistes nous suggèrent que la hausse des salaires tend à s'accélérer lorsque le taux de chômage tombe au-dessous d'un certain pourcentage. D'autre part, et l'exemple des États-Unis aussi bien que celui de la France en témoignent, inflation et chômage ou, plus clairement, hausse des salaires et des prix d'une part, travailleurs sans emploi d'autre part, peuvent coexister.

La politique menée par le président Nixon, la tentative pour juguler l'inflation par la limitation des quantités monétaires semble avoir échoué. Pour éviter d'abord une crise des liquidités, puis une dépression généralisée, le Président américain a dû renoncer à l'action restrictive et prendre des mesures de "relance" (déficit budgétaire). Simultanément, les accords conclus par les grandes entreprises avec les syndicats (*General Motors*) comportent des hausses de salaires, pour les trois années à venir, qui dépassent manifestement, et de loin, les hausses prévisibles de la productivité. L'économie américaine s'engagerait

dans une nouvelle phase inflationniste, sans avoir connu une phase d'authentique stabilisation, avec un pourcentage de chômage supérieur à 5%.

La France, elle, revient lentement à une situation comparable à celle de 1967-1968. La croissance, bien qu'elle se maintienne à un niveau honorable, ne suffit pas à donner du travail à tous ceux qui en cherchent, en particulier aux jeunes qui arrivent sans qualification sur le marché. L'augmentation rapide de la productivité - augmentation elle-même rendue nécessaire par l'âpreté de la concurrence - exige des investissements industriels et des créations d'emplois, dont l'économie française apparaît difficilement capable. Rien ne prouve qu'une accélération de l'inflation, entraînant la hausse des prix, permettrait l'absorption de ces travailleurs inoccupés. Cette situation explique pour une part qu'un chef de gouvernement ait pu faire campagne électorale en se vantant d'attirer une usine Ford dans sa région, bien que la Ve République, selon son idéologie, mette au-dessus de tout l'indépendance nationale. Bien plus, l'entreprise étrangère obtient, pour s'installer dans certaines régions, des primes substantielles de l'État.

Le cas français - insuffisance de l'industrialisation pour donner des emplois à tous, le taux d'augmentation de la productivité et de la main-d'œuvre étant donné - ne reflète pas le cas général. En Grande-Bretagne, aux États-Unis, en République fédérale allemande, tout se passe comme si le plein emploi demeurerait incompatible avec une hausse mesurée des salaires, comme si une politique restrictive d'ordre monétaire faisait monter le taux de chômage plutôt que baisser celui de la hausse des prix.

De quels instruments disposent les ministres? Ils emploient, depuis vingt-cinq ans, en proportions variables, l'instrument budgétaire et l'instrument monétaire et ils hésitent à recourir à la politique des revenus. Ces trois armes, convenablement coordonnées, permettraient-elles à la gestion des économies semi-libérales de franchir une nouvelle étape sur la voie de l'efficacité rationnelle?

L'héritage économique de l'après-guerre(1).

À la recherche d'un nouveau Keynes

Le Figaro
7 janvier 1971

La relation taux de chômage-taux d'inflation - celui-ci tendant à augmenter à mesure que celui-là tend à diminuer - appartient probablement aux données structurelles de toutes les économies, bien que les régimes de type soviétique puissent camoufler le non-emploi de diverses manières (ouvriers en surnombre dans les entreprises).

En l'état actuel de la théorie et de la pratique économique, les recommandations des experts s'inspirent de l'enseignement keynésien et du bon sens. Les responsables ont le sentiment, au bout de vingt-cinq ans, qu'ils savent éviter le chômage massif et arrêter les inflations galopantes ou, si l'on préfère, les dépressions graves et les hausses de prix incontrôlables. Pour améliorer cette gestion, que faire sinon employer le mixte parfait de restriction monétaire, d'équilibre budgétaire et de politique des revenus quand il s'agit, comme aujourd'hui, de lutter contre l'inflation?

Cette action combinée a-t-elle jamais réussi? De 1962 à 1965 aux États-Unis? Peut-être, mais si les "guide-lines", les taux, indiqués par le gouvernement, de hausses de salaires compatibles avec l'augmentation prévisible de la productivité, ont été respectés, si le prix de l'heure de travail, en moyenne, n'a pas augmenté, ces années "miraculeuses" coïncidaient avec le mouvement vers le plein emploi. Le miracle aurait-il pu être prolongé quand le plein emploi, un taux de chômage de quelque 3%, fut atteint? La politique du président Nixon n'a utilisé que l'instrument monétaire, sans restriction budgétaire, sans politique des revenus. On peut plaider qu'aucun gouvernement n'a, jusqu'à présent, mis à l'œuvre l'ensemble des moyens disponibles.

L'analyse aussi bien que l'expérience n'en révèlent pas moins les difficultés intrinsèques de la tâche. La politique des gouvernements présente un caractère essentiellement macro-économique, elle agit sur des quantités globales. Or l'économie réelle comporte des hétérogénéités multiples, partiellement responsables de la contradiction entre les objectifs.

La productivité augmente inégalement selon les secteurs: comment dissuader les entreprises à productivité rapidement croissante d'accorder des hausses de

salaires compatibles avec la stabilité de *leurs* prix mais qui, se communiquant à tous les secteurs, rendent inévitable une hausse *générale* des prix? Si la demande globale ne dépasse pas l'ensemble de l'offre, si la politique monétaire n'est pas quelque peu inflationniste, les transformations incessantes des manières de produire, l'inégale progression des diverses branches industrielles créeront, ici et là, un décalage entre offre et demande d'emploi. Ni les hommes ni les postes de travail ne sont interchangeable. La politique qui s'en tient à des actions globales oscille entre la crainte du trop et du trop peu - qu'il s'agisse d'inflation ou de chômage.

Une théorie pourrait-elle fournir les instruments intellectuels d'abord, politiques ensuite, pour résoudre le problème comme les théories des années 30 ont permis de résoudre le problème des crises ou des inflations galopantes? Cette théorie, jusqu'à présent, n'existe pas. Peut-être même faudrait-il dire qu'une telle théorie semble réfutée à l'avance par les conceptions aujourd'hui classiques.

La politique des revenus s'inspire d'une théorie socio-économique plus que d'une théorie purement économique. Elle vise deux objectifs: persuader les syndicats de ne pas utiliser intégralement leur capacité de marchandage, et les responsables d'industries à productivité rapidement croissante de réserver une part de la réduction des coûts à la baisse des prix. L'action du gouvernement, aussi bien sur les syndicats que sur les entrepreneurs, s'est révélée le plus souvent inefficace. L'O.C.D.E. avait préparé récemment un rapport dans lequel les experts, prenant acte de l'accélération de l'inflation, suggéraient de se résigner à un taux plus élevé de chômage. Les représentants des gouvernements modifièrent ce rapport d'experts pour en éliminer la suggestion "scandaleuse".

La théorie keynésienne se fondait, elle aussi, sur des données sociales en même temps qu'économiques au sens strict du terme. Elle tendait à démontrer que la baisse des salaires nominaux n'entraîne pas, généralement, de baisse des salaires réels. Keynes, observateur de la réalité britannique de l'entre-deux-guerres, constatait la quasi-impossibilité de la baisse des salaires nominaux et il cherchait une issue en tenant pour acquis que les salaires nominaux peuvent rester stables ou progresser, non diminuer. Peut-être la théorie que l'on cherche pour inspirer une politique anti-inflationniste devrait-elle, de même, prendre en compte certaines données, d'ordre social, qui constituent autant de servitudes pour les gestionnaires de l'économie.

En fait, la théorie de l'inflation par les coûts, fondement de la politique des revenus, implique que les syndicats parviennent à obtenir, par négociations ou

par menace de grèves, des hausses de salaires supérieures à l'augmentation moyenne de la productivité et que, d'autre part, le gouvernement n'a pas les moyens, en agissant sur les quantités monétaires, d'empêcher les entrepreneurs d'accorder ce pouvoir d'achat, excédentaire par rapport au niveau actuel des prix. La loi que le gouvernement conservateur a soumise à la Chambre des Communes, tend à réprimer les grèves sauvages, donc d'une certaine manière, à renforcer l'autorité des états-majors syndicaux sur leurs troupes. Mais elle vise aussi à rendre les dirigeants des trade-unions "responsables", aux deux sens de ce mot: responsables des violations d'accords signés et modérés dans leurs revendications.

Là encore, le doute subsiste. Lorsque l'économie approche du plein emploi, inévitablement certaines industries ou certaines entreprises cherchent de la main-d'œuvre ou plutôt certaines catégories de main-d'œuvre. La compétition entre des entreprises pour des moyens rares - en l'espèce des travailleurs d'une qualification déterminée - doit normalement provoquer des hausses de salaires. Une fois de plus, la question se pose de savoir si aucune politique, inspirée par des considérations macro-économiques, suffit à prévenir les conséquences des disparités inévitables entre demande et offre de travail, demande et offre de marchandises.

Les mesures globales ont effectivement prévenu les écarts majeurs, dans un sens ou dans un autre, qui déterminaient inflation galopante ou dépression profonde. Les gouvernants atteindront-ils à une connaissance assez rapide, assez précise des écarts partiels pour prévenir l'extension à l'ensemble des conséquences de ces écarts?

Les lecteurs seront peut-être surpris que je n'aie pas mentionné le système international de paiement parmi les problèmes non résolus de l'après-guerre. À n'en pas douter, le système actuel, fondé sur la prééminence du dollar et la création de droits de tirage spéciaux, présente un caractère de précarité, tant que la monnaie américaine perd chaque année 4 et 5% de son pouvoir d'achat. Mais, à cet égard, le dernier quart de siècle prête à diverses interprétations: transformation révolutionnaire peut-être, mais l'aboutissement reste incertain. La monnaie qui, à l'intérieur, a depuis longtemps cessé d'avoir une incarnation matérielle, tend à se séparer également des métaux précieux dans les relations internationales. L'or devient une monnaie de compte à l'usage des banques centrales et le dollar une monnaie réelle. L'or n'augmente pas de valeur en proportion de la hausse des prix et le dollar se déprécie lui aussi. Les manuels

d'économie politique retenaient parmi les fonctions de la monnaie celle de conservation des valeurs: ni l'or ni le dollar ne remplissent plus cette fonction.

Tous les sujets économiques cherchent des substituts et quelques-uns en trouvent.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 6 janvier.

L'entente fait la force

Le Figaro
23-24 janvier 1971

Les pays industrialisés ne peuvent se passer des matières premières qu'ils achètent à des pays peu développés. Formule que l'on traduirait volontiers en une autre: les pays riches ont besoin des pays pauvres – à condition d'oublier certains cas dits exceptionnels, ceux des émirats du Proche-Orient, qui produisent plus de dizaines de millions de tonnes de pétrole qu'elles ne possèdent de centaines de milliers d'habitants. Les relations des Occidentaux avec les Arabes seraient probablement meilleures si la géographie, aidée par la politique, n'avait pas créé, ici et là, cette disproportion entre l'accumulation de l'or noir et le nombre de ses bénéficiaires.

En dépit des tensions cachées, les producteurs ont réussi pour la première fois à présenter un front commun aux grandes compagnies et aux États occidentaux. Les vendeurs font la loi dans le marché à cause de la fermeture du canal de Suez, du manque des moyens de transport et de l'augmentation constante et rapide de la consommation. Ils se trouvent en position de force dès lors qu'au lieu de s'adresser isolément aux compagnies pétrolières pour obtenir chacun accroissement de la production nationale, élévation du prix de base ou relèvement du pourcentage fiscal, ils formulent ensemble des revendications.

À ce front commun, les consommateurs ont répondu par une organisation commune des compagnies, à laquelle adhère la Compagnie française des pétroles, avec la bénédiction du gouvernement. La compagnie nationale italienne, qui cherche à se tailler son empire en faisant cavalier seul, a refusé spectaculairement son adhésion. La plupart des petites compagnies américaines semblent oublier momentanément leur rivalité avec les grandes.

Une fois les deux interlocuteurs également convaincus que l'union fait la force, le dialogue s'engage avec toutes les chances d'aboutir.

La dévalorisation annuelle du dollar justifie une élévation du prix du pétrole brut, une sorte d'échelle mobile. L'augmentation du prélèvement fiscal de 50 à 55% ne ruinera personne. Entre le prix du brut et le prix de l'essence du touriste ou du fuel de l'industriel, il y a tant d'intermédiaires, raffinage, distribution et fiscalité, que les gouvernements n'auront aucune peine, s'ils en décident ainsi, d'amortir les répercussions de cette hausse de prix. On abuse l'opinion quand on lui présente ce relèvement de prix comme dangereux pour des économies déjà en

état d'inflation. L'énergie ne constitue qu'un pourcentage très faible des prix de produits finis. Pour les rares secteurs dont la prospérité dépend du prix de l'énergie, rien n'empêche de prendre des mesures spéciales. Pourquoi s'indigner que les vendeurs cherchent à profiter d'une conjoncture favorable, puisque les Occidentaux se réclament d'une économie de marché?

En vérité, le prix du brut sur lequel sont calculés les prélèvements des pays producteurs peut être interprété de multiples manières mais personne ne peut y voir, avec la meilleure volonté du monde, un prix libre. Aussi ceux qui espèrent ou craignent – pour d'autres matières premières – la même coalition des pauvres contre les riches, peuvent se rassurer ou perdre leurs illusions: le dialogue entre trust de vendeurs et trust d'acheteurs demeure un cas exceptionnel, peut-être unique.

Fixes ou flexibles

Le Figaro
3-4 avril 1971

La controverse sur la flexibilité des taux de change se poursuit par intermittence, avec les mêmes interlocuteurs; d'un côté, quelques économistes, théoriciens ou enseignants pour la plupart, de l'autre la quasi-unanimité des praticiens, exportateurs ou fonctionnaires: les premiers sensibles aux inconvénients de la fixité d'un prix - celui de la monnaie - en une économie vouée à l'inflation, les autres convaincus que l'expansion du commerce international a eu pour condition indispensable un système monétaire qui permette de calculer le coût et le rendement des échanges internationaux.

Certains pays - le Canada; l'Allemagne fédérale - ont laissé flotter leur monnaie, durant une période plus ou moins longue, sans qu'il en résultât aucune des conséquences catastrophique que redoutent et prévoient les adversaires de la flexibilité. Ces expériences limitées - chacun savait qu'une nouvelle parité du mark allait bientôt être fixée, économie canadienne et économie américaine sont inextricablement liées - n'autorisent pas de conclusion générale. Les arguments classiques contre la flexibilité demeurent les plus forts: incertitude accrue pour les responsables du commerce international, tentation des gouvernants de recourir, en cas de déséquilibre extérieur, à la solution de facilité, à savoir une modification de la parité monétaire et non à des mesures restrictives.

Objectera-t-on que la flexibilité n'implique pas des fluctuations incessantes: un fonds de stabilisation contrôlerait le marché. À coup sûr, mais de deux choses l'une: ou bien la flexibilité aurait pour fin d'empêcher ou de réduire les mouvements de capitaux flottants, de *hot money*; en ce cas, les autorités devraient entretenir l'inquiétude et tolérer des fluctuations plus importantes que celles prévues par les règlements officiels de Bretton Woods. En cette hypothèse, la flexibilité créerait effectivement un climat d'incertitude, mais celui-ci serait aussi dangereux pour le commerce international que pour la spéculation. Ou bien la flexibilité aurait surtout pour objet de substituer la modification des parités monétaires aux politiques restrictives. En ce cas, elle rejeterait sur les gouvernements, plus encore qu'aujourd'hui, la responsabilité du choix entre la remise en ordre intérieure et la dévaluation.

Dès maintenant, les gouvernements assument cette responsabilité mais le principe des taux de change fixes leur interdit de choisir trop aisément le

deuxième terme. Ils n'en gardent pas moins, en cas de déséquilibre "fondamental", la liberté de dévaluation ou de réévaluation. Quant au mouvement des capitaux flottants, les accords entre banques centrales donnent aux pays que désertent ces capitaux migrants des moyens de défense. Quant aux pays qui les reçoivent, ils offriraient, il est vrai, un refuge moins sûr si la flexibilité des changes risquait de déjouer les attentes des spéculateurs. Mais cet avantage serait payé trop cher s'il entraînait une incertitude, généralisée et paralysante.

Le principe de flexibilité aurait-il conjuré ou atténué les grandes crises de 1968 ou de 1969 qui affectèrent le franc, le mark, la livre? Chacun imaginera à son gré les effets, sur des marchés de change libres, des événements de mai 1968 en France. Quant à la livre, garderait-elle son rôle international en l'absence d'un taux de change fixe?

Paradoxes

Le Figaro
8-9 mai 1971

Les commentateurs ont tendance à rejeter la responsabilité exclusive de la crise sur les déficits de la balance des comptes des États-Unis. Certes, l'abondance des dollars dans le monde constitue pour ainsi dire le contexte permanent des épisodes successifs qui ébranlent le système monétaire international. Mais la crise actuelle a pour cause immédiate et directe - qui l'aurait cru? - une impéritie dans la gestion, qui dément l'opinion, normalement favorable, que, nous Français, nous faisons de l'efficacité allemande.

Les banques américaines ont remboursé les quelque treize milliards de dollars qu'elles avaient empruntés sur le marché des eurodollars. Ces dollars disponibles ont reflué vers l'Allemagne et, dans la première phase, non dans l'attente d'une réévaluation du mark mais pour la simple raison que, pour lutter contre l'inflation, les autorités allemandes avaient maintenu des taux d'intérêt élevés, supérieurs à ceux des États-Unis.

Au lieu de prendre des mesures pour neutraliser cet afflux de dollars - ce qui ne présentait pas de difficultés insurmontables - les autorités allemandes ont permis aux banques et aux entreprises de tourner les mesures restrictives en empruntant sur le marché des eurodollars où les taux étaient devenus, par suite du retrait des emprunteurs américains, relativement bas. Bien plus, la banque centrale de la République fédérale a probablement favorisé la création de dollars supplémentaires, par le mécanisme de la "pyramide", à partir des dollars dont elle disposait et dont elle autorisait le placement sur le marché des eurodollars. En une conjoncture de cet ordre, il suffisait que M. Schiller répât les propos de M. Giscard d'Estaing sur le dollar et l'or, que les instituts de conjoncture fissent connaître leur opinion sur l'opportunité d'un taux de change flottant pour que la vague de dollars des encaisses (qui existeraient en tout état de cause, même si les comptes américains étaient équilibrés) prît une force irrésistible et acculât le gouvernement à des mesures radicales.

La réévaluation de la monnaie, en tant que mesure conjoncturelle contre l'inflation, a échoué: jamais, en Allemagne, les prix des biens de consommation et d'équipement n'ont tant monté qu'au cours de l'année qui a suivi la réévaluation du mark. Rien n'indique que le mark, en terme de pouvoir d'achat, soit sous évalué par rapport aux autres monnaies européennes ou même au

dollar.

Bien plus, la dépression des cours des valeurs sur les bourses allemandes prouve qu'à la différence des instituts de conjoncture, les opérateurs boursiers ont une exacte conscience des contradictions, causées ou aggravées par la gestion du gouvernement de Bonn.

À New York, les opérateurs anticipent une nouvelle phase de croissance de l'économie et les hausses des cours des valeurs témoignent de cette confiance. En Allemagne, les opérateurs constatent l'érosion des marges bénéficiaires par le fait des hausses des coûts que la réévaluation de la monnaie ne corrigerait nullement. Une réévaluation du mark pour répondre à de mouvements de capitaux dont l'imprudence des responsables porte pour une part la responsabilité marquerait un exploit, encore sans précédent, dans les annales de l'action conjoncturelle.

Exploit admirable, je veux dire étonnant, non glorieux ou rationnel.

L'or, valeur spéculative

Le Figaro
3 août 1971

Le prix de l'or a rejoint les niveaux les plus élevés atteints en juin 1969, après la décision prise, au mois de mars précédent de créer un double marché: l'un réservé aux transactions entre banques centrales avec un cours fixe, trente-cinq dollars l'once, l'autre sur lequel le cours s'établit librement en fonction de l'offre et de la demande.

Le système du double marché a fonctionné mieux que ne le prévoyaient la plupart des experts. Le gouvernement américain, par l'intermédiaire du Fonds monétaire international, imposa au gouvernement d'Afrique du Sud d'approvisionner le marché libre.

En effet, selon l'accord finalement conclu, le Fonds monétaire n'achetait l'or de l'Afrique du Sud que dans des conditions restrictives (état de la balance des comptes de l'Afrique du Sud, cours de l'or sur le marché libre). Dès lors, les spéculateurs, tenant compte de la résolution apparemment inflexible des autorités de Washington de ne pas relever le prix officiel de l'or ralentirent leurs achats et, par moments, le prix libre coïncida presque avec le prix officiel.

Pourquoi l'écart tend-il de nouveau à s'élargir? On aperçoit d'abord une cause de circonstance. L'ouverture temporaire, en Californie, d'un marché sur lequel se négociaient les pièces d'or anciennes, marché dont le gouvernement de Washington a obtenu la fermeture en dépit des illusions des organisateurs.

Je ne pense pas cependant que ce curieux épisode soit la cause principale de la flambée actuelle du prix du métal jaune. La conjoncture monétaire reste dominée, depuis des mois, par l'existence de milliards de dollars que les banques centrales d'Europe n'absorbent que contraintes et forcées, ou que les détenteurs privés déplacent d'une monnaie à une autre, d'un emploi à un autre, d'après les perspectives de gain, le plus souvent à court terme.

Tous les taux de change apparaissent désormais plus ou moins fluctuants et le prix de l'or, même officiel, fluctue lui aussi dans la mesure où il s'exprime en dollars, dont le taux de change avec les autres monnaies, varie.

L'équivalent en dollars d'une once d'or au prix officiel, soit trente-cinq dollars, achète depuis quelques semaines une moindre quantité de marks, de florins ou de francs suisses. Liée à une monnaie dévaluée, l'unité d'or se trouve en fait

dévaluée par rapport à certaines unités monétaires. Il y a donc quelque logique à la hausse du cours libre en tant que compensation à la dévaluation du prix officiel par rapport au dollar. Elles achèteraient d'abord une quantité accrue de dollars et obtiendraient ensuite une quantité accrue d'or.

Les acheteurs d'or escomptent-ils un relèvement du prix officiel? Il se peut que certains d'entre eux estiment qu'à la longue les autorités américaines ne pourront pas maintenir leur position.

Les Banques centrales d'Allemagne ou de Hollande, au cas où elles demanderaient de l'or à la Banque centrale des États-Unis, en obtiendraient une quantité accrue en proportion de la réévaluation du mark et du florin par rapport au dollar. Elles achèteraient ensuite une quantité accrue d'or.

La dévaluation de l'or en marks ou en florins implique la réduction en valeur du stock d'or américain tombé pour la première fois au-dessous de dix milliards de dollars. Mais les Banques centrales d'Allemagne ou de Hollande savent aussi que le dollar est, en fait, inconvertible en or.

Fondé sur la puissance de l'économie américaine, le dollar équivaut à un bon d'achat de marchandises valable aux États-Unis. Il continue d'être accepté dans le monde entier parce qu'il remplit une fonction monétaire dans les transactions internationales.

Mais si, conformément aux accords de Bretton Woods, aucune des Banques centrales ne refuse encore de dollars, la valeur de celui-ci varie doublement: en pouvoir d'achat, à cause de la hausse des prix aux États-Unis (6% l'an dernier, 4% probablement cette année), en équivalent dans d'autres monnaies (réévaluation du mark ou du florin).

Certains acheteurs d'or en concluent peut-être que la double dévalorisation de l'or, par le fait de l'inflation mondiale, d'une part, de la réévaluation de certaines monnaies par rapport au dollar, d'autre part, ne peut durer indéfiniment.

Comme les Européens ne sont pas disposés à une complète démonétisation de l'or, une réévaluation du métal, toujours improbable à court terme, avant les prochaines élections présidentielles, apparaît aujourd'hui plausible à moyen terme.

Les achats actuels d'or ne se justifient pas seulement par l'éventualité d'un relèvement du prix officiel. Ils ont pour mobile la recherche d'une plus-value en capital ou, si l'on préfère, d'un profit spéculatif.

Les dollars excédentaires, résultant du déficit de la balance des comptes

américaine, peuvent se placer sur divers marchés en vue de taux d'intérêt élevés (Londres, New York, eurodollar), en vue de plus-values en capital (marché des valeurs en Grande-Bretagne, aux États-Unis) ou en vue de modification des taux de change d'une monnaie ou de l'or lui-même.

La hausse du prix de l'or sur le marché libre témoigne-t-elle de la permanence de la fonction millénaire remplie par le métal? Personnellement, je formulerais plutôt un jugement contraire: l'or, à son tour, est devenu une valeur spéculative. Dans une économie mondiale qui, depuis vingt-cinq ans, connaît régulièrement une hausse de prix - la stabilité se définit par une hausse annuelle inférieure à 3% - la fixité du prix de l'or équivaut non à la conservation du capital mais à une dévalorisation approximativement prévisible.

Tant que l'or s'exprimait en une monnaie, le dollar, échangeable en n'importe quelle autre, à un taux que l'on estimait stable ou variable seulement en hausse, la dévalorisation prévisible se confondait avec la hausse prévisible des prix américains. Si les taux de change demeuraient fixes en dépit de hausses de prix plus fortes en Europe qu'aux États-Unis, la perte du pouvoir d'achat, par exemple en France, dépassait le pourcentage de la hausse des prix américains.

Les placements en or, depuis vingt-cinq ans, n'ont nullement assuré la conservation de la valeur. Seuls ceux qui ont acheté de l'or sur le marché libre à 35 ou 36 dollars l'once et qui le revendent ou revendront à 42, 43 ou 45 dollars, auront tiré profit de leur placement.

L'achat d'or dans ce système devient comparable à l'achat de marks d'hier. Il ne serait comparable à l'achat de maisons ou de tableaux, que dans la mesure où les acheteurs joueraient à long terme sur le relèvement inévitable du prix officiel de l'or. Parmi les acheteurs d'aujourd'hui, combien opèrent à la manière des acheteurs de marks? Combien à la manière des acheteurs de terrains? Ni dans un cas ni dans l'autre, l'or ne constitue le dernier refuge ou le symbole de la stabilité, il participe à la fluctuation de tous les prix, taux de change des monnaies, aussi bien que cours des marchandises.

Le franc et le dollar

Le Figaro
10 août 1971

Le ministre des Finances vient de publier dans tous les journaux une page de publicité indiquant le volume des réserves de change au 1er août 1969 et au 1er août 1971: 6.714 millions de francs il y a deux ans, 34.891 aujourd'hui. La crise provoquée par les événements de mai 1968 appartient au passé.

La crise actuelle affecte l'ensemble du système monétaire international, et en particulier le dollar. Les autorités françaises luttent contre l'entrée des devises étrangères et non plus contre la sortie des francs: embarras de richesse pourrait-on dire.

Pour la première fois depuis la stabilisation Poincaré 1926-1928, les responsables craignent les conséquences pour les prix intérieurs d'un excès de liquidités résultant de l'achat de francs par les détenteurs de dollars. Pour arrêter cet afflux de dollars, le gouvernement a été jusqu'à interdire aux banques d'accroître leurs engagements nets à l'égard de l'étranger, ce qui équivaut à leur interdire l'achat de la marchandise qu'elles ont pour profession d'acheter et de vendre.

À moins que les comptes en francs en correspondent à une transaction commerciale, le non-résident ne peut plus obtenir à volonté un dépôt en francs dans une banque française en contrepartie des devises qu'il possède au-dehors.

Au contrôle des changes, qui a pour fin d'empêcher les francs de sortir, s'ajoute un contrôle des changes qui doit empêcher les dollars d'entrer. Le premier est maintenu parce que les vents monétaires tournent facilement, le deuxième s'impose pour éviter la réévaluation ou un taux flottant du franc.

Les experts, il y a dix ans, pouvaient discuter sur les diverses causes du déficit comptable de la balance des comptes américaine, l'imputer aux dépenses d'origine politique ou à la fonction de banquier international remplie par les États-Unis. Le déficit de la balance commerciale américaine aujourd'hui donne au moins une grande probabilité à la thèse selon laquelle le dollar est surévalué par rapport aux monnaies des principaux pays industriels.

De 1960 à 1965, les prix montaient chaque année moins vite outre-Atlantique qu'en Europe. Depuis lors, ils ont monté aussi vite, parfois même plus vite que dans les pays - Allemagne et Japon - où le taux de hausse est d'ordinaire le plus

faible. De plus, les autorités monétaires des États-Unis ont favorisé au cours de ces derniers mois une augmentation de la masse monétaire. Les possesseurs de capitaux concluent, d'une analyse de la conjoncture, au caractère inévitable d'une modification de la parité entre le dollar et les principales monnaies du monde. Pour la première fois, des sénateurs américains recommandent ouvertement une dévaluation du dollar. À défaut d'une dévaluation du dollar ou d'une réévaluation des monnaies européennes, le mouvement en faveur de mesures protectionnistes au Congrès risque de devenir irrésistible.

Entre quelles politiques le gouvernement français avait-il le choix? Il devait choisir tout d'abord entre une politique menée en accord avec nos partenaires de la Communauté et une politique solitaire.

Comme M. Pompidou lui-même avait pris une grande part au projet d'unité monétaire, on doit penser qu'il aurait préféré une "politique européenne", mais la définition de celle-ci s'est révélée impossible. M. Schiller était résolu à laisser flotter le mark; M. Giscard d'Estaing restait attaché aux changes fixes. Les deux ministres n'en n'arrivent pas moins à des mesures comparables: le mark flottant implique que la Banque centrale de la République fédérale n'achète plus n'importe quelle quantité de dollars à un taux fixe; à défaut de ce refus par le prix, le ministre français recourt à un refus par l'interdiction administrative.

Laissons de côté les discussions théologico-techniques sur les mérites ou les démérites des parités fixes et des parités flottantes des deux marchés de devises commercial et financier. Supposons que les États-Unis aient désormais le choix entre le protectionnisme accompagné par des subventions à l'exportation et une modification de la parité entre le dollar et les principales monnaies, quel terme de cette alternative répond à l'intérêt de la France? Je ne doute pas que le ministre ne réponde: la modification de la parité du dollar. À ce point du raisonnement surgit une deuxième question: dévaluation du dollar ou réévaluation des monnaies européennes, laquelle des deux opérations est préférable pour la France et pour le système dans son ensemble?

Quelle différence y a-t-il entre les conséquences des deux opérations? En théorie, une dévaluation du dollar entraînerait une modification de la parité entre la monnaie américaine et toutes les autres monnaies. En fait, la plupart des monnaies, en dehors de celles des pays industriels, suivraient le dollar. La réévaluation des monnaies européennes entraîne aujourd'hui une dévaluation proportionnelle de l'or au prix officiel. En revanche, une dévaluation du dollar devrait, logiquement, entraîner une modification du prix officiel de l'or en

dollars: encore n'est-ce pas certain.

Les effets sur les échanges commerciaux seraient les mêmes dans les deux cas. En revanche, la revalorisation des monnaies européennes et du yen contribuerait à freiner l'inflation, alors qu'une dévaluation du dollar ajouterait plutôt aux États-Unis une cause supplémentaire d'inflation.

Que les États-Unis aient le devoir de rétablir l'équilibre compromis par une mauvaise gestion, que moralement il leur incombe de dévaluer et non pas aux Européens de réévaluer, j'y consens volontiers, bien que ces propositions me paraissent dénuées de signification en matière économique-monnaire. Ce qui importe, c'est que - une fois admise la nécessité d'une modification de la parité entre dollar et monnaies européennes - la réévaluation de ces dernières apparaît pour les Européens eux-mêmes plutôt préférable à la dévaluation du dollar.

Le gouvernement français admet-il la nécessité d'une modification du taux de change du dollar? Je ne sais. Tout se passe comme si, refusant la technique allemande, il avait décidé de se mettre en dehors du jeu, de protéger la monnaie française et de laisser les autres gouvernements trouver une issue. Cette politique peut réussir, j'entends par là réduire l'afflux de devises étrangères, isoler dans une large mesure le marché français. Mais elle souffre peut-être d'un excès de modestie. Elle ne cherche pas à profiter des circonstances pour promouvoir l'union monétaire de l'Europe. M. Giscard d'Estaing demeure farouchement hostile aux changes flottants. Peut-être a-t-il raison, mais il n'est pas favorable non plus à l'interdiction faite aux banques d'accroître leurs engagements à l'égard du dehors et il a bien dû en arriver là. La crise de la monnaie qui sert d'étalon mondial crée une conjoncture sans précédent. Elle offre la chance unique de souder les unes aux autres les monnaies européennes, de constituer dès maintenant un fonds de réserves européen qu'envisageait le plan Werner.

Je crains pour mon compte que le système monétaire de demain, tel qu'il sortira progressivement de la tempête, ne se conforme guère aux doctrines françaises, alors qu'une communauté monétaire européenne donnerait à la France autant qu'à la République fédérale allemande une influence mondiale.

”Thank you, Mr. Nixon”?

Le Figaro
20 octobre 1971

J'emprunte à M. Jacques Riboud, dont j'apprécie toujours la liberté de jugement, ce titre d'un article paru dans le dernier numéro de la *Revue politique et parlementaire*. La thèse soutenue se ramène à un petit nombre de propositions.

1. - Le système monétaire, dit de Bretton Woods, ne fonctionnait plus en raison de l'usage, devenu exclusif, du dollar comme monnaie de réserve et comme monnaie internationale. En fait, ajouterai-je, les accords de Bretton Woods n'impliquaient pas en eux-mêmes l'évolution ultérieure. Les circonstances, à la fin des années 40, beaucoup plus que les intentions des acteurs, ont fait du dollar la monnaie internationale, d'abord convertible en or, puis maintenu à sa parité par le consentement ou la volonté de toutes les banques centrales.

Le système de l'étalon-dollar, sorti des accords de Bretton Woods mais non pas créé par eux, souffrait de défauts que les commentateurs, sévèrement tancés par M. Riboud, n'avaient pas expliqués autrement que lui. Les États-Unis étaient dispensés de l'obligation d'équilibrer leur balance de paiements, ils pouvaient acquérir les entreprises étrangères avec leur propre monnaie; leur politique de crédit obéissait à des considérations intérieures et elle influait sur l'ensemble de l'économie mondiale. Or, «il y a contradiction entre l'usage extérieur d'une monnaie commune pour les relations internationales et l'emploi que le gouvernement veut en faire pour la régulation nationale de son économie». Jusqu'à présent, notre critique ne s'écarte pas de l'orthodoxie qu'il reproche à la presse.

2. - M. Nixon a eu le mérite de casser un «mécanisme auquel aucun pays n'osait toucher». Certes, il vise, cette fois encore, des objectifs d'ordre intérieur, il s'efforce de relancer l'économie, mais il enlève en même temps au dollar «des avantages indus, devenus insupportables», et il le remet dans le rang. Ici commence la controverse.

Je n'avais jamais approuvé la campagne française contre le dollar, au cours des années 1963-68, pour deux raisons. Si valables que fussent certains des arguments, les propos officiels tendaient à donner un caractère politique et polémique à une controverse qui ne comportait finalement de solution que par négociation et compromis. D'autre part et surtout, je craignais que l'Europe eût plus à craindre d'une crise du dollar que les États-Unis eux-mêmes. En dépit de

tout, la période d'hégémonie du dollar, entre 1945 et 1970, avait coïncidé avec une expansion sans précédent des échanges internationaux.

L'abondance de la monnaie américaine avait été pour le moins une des causes de cette expansion. Que les banques centrales cessent d'accumuler les dollars ou que les autorités américaines décrètent l'inconvertibilité de la monnaie américaine non seulement en or mais en n'importe quelle autre monnaie (ou même en droit de tirage), et les Européens découvriront les avantages du système qu'ils dénoncent et les problèmes que leur pose la «défaite américaine». Doivent-ils accepter l'appréciation de leurs monnaies par rapport au dollar? Par quelle méthode? De quel pourcentage?

3. - En dépit des conséquences qu'entraîne le décrochage du dollar, les Européens peuvent malaisément en faire reproche au président Nixon. Les banques centrales ne voulaient plus entasser indéfiniment les dollars en fait inconvertibles. Si elles avaient refusé de soutenir le cours du dollar, les dirigeants et l'opinion, aux États-Unis, auraient dénoncé l'attaque contre la monnaie américaine et y aurait vu un geste inamical. M. Nixon finalement a cassé le mécanisme auquel personne ne croyait plus, parce que lui seul pouvait le faire sans être accusé d'anti-américanisme. De plus, il l'a fait non pas seulement en vue d'une relance de l'économie – ce qui est parfaitement légitime – mais en vue d'une modification substantielle des courants commerciaux.

M. Riboud ne mentionne ni M. Connally, ni la taxe de 10% sur les importations, ni les propos vagues et menaçants sur les entraves illégitimes aux exportations américaines, ni la prétention d'obtenir rapidement une balance des paiements excédentaire, grâce à un excédent massif de la balance commerciale. Un jour ou l'autre, les États-Unis devaient se résoudre à l'inconvertibilité officielle du dollar pour provoquer une modification des parités monétaires. Mais la décision proclamée d'équilibrer les comptes extérieurs exclusivement par la réduction des importations et l'accroissement des exportations me paraît à la fois illégitime et dangereuse. Bien loin que M. Nixon remette le dollar dans le rang, il revendique désormais un autre privilège: celui d'imposer à tous les pays des taux de change tels que les États-Unis s'assurent, sans changement de leur politique intérieure, un excédent commercial suffisant pour financer leurs investissements au dehors. Alors que tous les autres pays (à la seule réserve de la Grande-Bretagne) exportent des capitaux à long terme dans la mesure où leur balance de base est excédentaire, le ministre des Finances américain proclame que les taux de change doivent être manipulés de manière telle qu'un excédent

commercial permette aux États-Unis d'exporter des capitaux. Doctrine exorbitante dont la mise en application, même partielle, risque par le jeu des mesures protectionnistes et de représailles, de paralyser le commerce international.

Il y a une demi-douzaine d'années, alors que les prix étaient mieux tenus outre-Atlantique qu'en Europe, la balance commerciale des États-Unis était largement excédentaire. Elle peut le redevenir demain, mais nul ne peut dire quelle réévaluation des autres monnaies suffirait à restaurer cet excédent. Comme l'économie mondiale entre, de toute manière, en une phase de ralentissement, la politique américaine telle que l'exprime M. Connally crée une menace supplémentaire de récession. En période d'expansion rapide du commerce international mais non à l'heure présente, la substitution d'un excédent au déficit (13 milliards de dollars d'écart) semblerait au moins concevable; s'il fallait prendre au pied de la lettre les déclarations officielles de Washington, le pire serait à redouter.

Je n'ai nullement nié la surévaluation probable du dollar, donc la nécessité d'une modification des parités monétaires. Il est vrai également que les États-Unis ne peuvent dévaluer leur monnaie à la manière dont les autres pays dévaluent la leur. À cet égard encore, les États-Unis ne sont pas comme les autres. Il reste que les Six de la communauté ont une balance commerciale déficitaire avec les États-Unis et que, le cas du Japon réservé, on voit mal quel pourcentage de dévaluation, acceptable aux Européens, donnerait les résultats commerciaux attendus à Washington. Enfin, à supposer qu'économiquement il n'y ait pas de différence importante entre la dévaluation du dollar par rapport à l'or et la réévaluation des autres monnaies par rapport au dollar (ce qui n'est pas entièrement vrai), pourquoi cet argument ne vaudrait-il pas aussi bien des deux côtés de l'Atlantique? Les préjugés du Congrès américain doivent-ils être tenus pour sacrés mais non ceux des Européens? Pour quelle raison, en dehors de l'éternel argument de force (*quia nominor leo*), les autorités américaines décideraient-elles seules de la parité des monnaies, de la valeur de l'or?

4. La reconnaissance que les Européens devraient à M. Nixon ne s'explique pas encore, même si l'on souscrit à l'interprétation la plus favorable des mesures prises. Il faut encore supposer que «les peuples d'Europe, las de divisions dont ils connaissent le prix, veulent un rapprochement et l'imposeront à leurs dirigeants». Je me retrouve sur ce point d'accord avec M. Riboud, du moins en ce qui concerne le souhaitable, sinon le probable. Personnellement, une légère

réévaluation du franc par rapport au dollar me semblait préférable au double marché et à la dévaluation du franc commercial par rapport aux monnaies de nos partenaires de la communauté. La crise du dollar offre une occasion, peut-être la dernière, de renforcer la communauté européenne, mais elle risque aussi d'en accélérer la désagrégation.

Sans l'appui de Washington, probablement le Marché commun n'aurait-il pas vu le jour. Mais je doute que le président Nixon, aujourd'hui, souhaite mériter la gratitude de M. Jean Monnet. Espérons que, par une ruse de la raison historique, le nouveau style de la diplomatie américaine favorise le «grand dessein» de H. Truman et de D. Acheson.

Le contrôle des changes ou les beautés du règlement

Le Figaro
10 décembre 1971

Il y a quelques semaines, je lisais une lettre de lecteur, publiée par notre confrère de Londres, *The Economist*, signée par un Anglais titulaire en France d'un compte de non-résident. Voici, en traduction libre, ce qu'écrivait le lecteur.

"Selon des règles arbitraires édictées par le ministère des Finances, les francs détenus par les non-résidents ont été baptisés "commerciaux", en d'autres termes, ils ont la valeur réduite du franc commercial, lié au dollar. Le résultat de cette mesure a été le suivant: des investisseurs étrangers, liquidant leurs opérations de bourse, comptabilisées et dans certains cas déjà réglées en francs, découvrirent qu'elles leur coûtaient rétroactivement quelques pour cent de plus dans la même devise. Il y a mieux encore: tous les titulaires de comptes bancaires de non-résidents (il faut deux ans ici pour devenir officiellement résident) firent la curieuse expérience qu'ils ne pouvaient toucher leurs francs en France qu'en les vendant au cours bas sur le marché des changes étrangers et en les rachetant solennellement à un cours supérieur sur le marché des francs financiers. En dehors d'une concession tardive pour les travailleurs étrangers jusqu'à un montant de 5.000 francs, cette règle s'appliquait même à des francs gagnés en France, autrement dit à des francs qui n'avaient jamais été autre chose que des francs. La même banque qui avait accepté de moi 1.000 francs en juillet ne me payera, ne peut me payer aujourd'hui que 970 F.

Ces mesures qui équivalent à un impôt sur le capital discriminatoire sont techniquement inutiles par rapport à leur objectif prétendu. Elles ne trouvent pas d'excuses dans la volonté de combattre la spéculation puisqu'elles ne concernent pas les résidents. Ce qu'elles font, c'est de pénaliser les non-résidents, spéculateurs ou non."

Je m'informai auprès d'un responsable d'une grande banque parisienne qui me confirma l'exactitude des informations données par le non-résident britannique (avec une seule réserve en ce qui concerne la liquidation des opérations de bourse du mois d'août: le ministère des Finances a finalement admis une exception, mais au profit de ceux parmi lesquels, selon la probabilité, se trouvaient réellement des spéculateurs, non au profit de ceux qui avaient des

provisions en francs).

Aussi je ne puis donner tort au lecteur qui conclut sa lettre par une phrase que M. Giscard d'Estaing, je l'espère, voudra bien lire et méditer (entre deux comités interministériels sur les recommandations du rapport Baumgartner): "Face à des procédés dignes d'une République de bananes en faillite, nous autres, simples mortels, nous avons compris la leçon: ne placez pas vos épargnes dans une banque française, n'investissez pas à la bourse française."

La circulaire du 3 décembre dernier et la note interprétative du 6 ont enrichi le tableau des exploits bureaucratiques. La circulaire semblait prévoir la complète inconvertibilité des comptes de non-résidents à partir du 10. Le commentaire du 6 indiquait que les francs obtenus par la vente d'un patrimoine - actions à la bourse ou propriété - resteraient convertibles. Mais les responsables, dans les banques, ne savaient pas encore si et comment les fonctionnaires du ministère des Finances vont établir la discrimination entre les sommes qui, dans les comptes des non-résidents, seront transférables et celles qui ne le seront pas.

Je formulerais une seule réserve, au sujet de cette lettre d'un Anglais qui avait commis l'imprudence de confier ses économies à une banque française et d'escompter de la part de l'État français une conduite honnête. Le ministère des Finances, écrit-il, n'ignore nullement l'injustice qu'il commet et il s'en moque: des années de xénophobie officielle ont laissé leur empreinte. À mon sens, la xénophobie n'y est pour rien.

Le mécanisme psychologique me paraît autre. Lorsqu'un problème difficile se pose, qu'il s'agisse des prix à l'intérieur ou du prix de la monnaie, ministres ou fonctionnaires ont la même réaction, sorte de réflexe conditionné devenu, après des siècles de colbertisme, une deuxième nature: faire confiance au contrôle. Plus la tâche du contrôle passe pour difficile, plus les fonctionnaires et leurs chefs en tireront de fierté: les voici engagés dans une bataille avec les monstres - les spéculateurs - et les sceptiques, ceux qui mettent en doute leur capacité de maintenir le fonctionnement d'un système aussi complexe. À partir de ce moment, les non-résidents, français aussi bien qu'étrangers, deviennent des ennemis potentiels. Qui sait si derrière le compte en banque d'un Anglais qui réside en France depuis dix-huit mois ne se dissimule pas un dangereux opérateur? Dès lors, que l'étranger se résigne: entre deux règlements - l'un qui traite équitablement le non-résident mais crée un risque de profit de change pour tel ou tel, d'autre part, un règlement qui pénalise, en dépit de la simple équité, tous les non-résidents et *semble* donner de meilleures garanties contre les profits

de change - le ministère des Finances n'hésitera pas, il choisira le deuxième: qu'il écarte les étrangers du marché parisien pour des années, qu'il mérite l'injure de "République de bananes en faillite", que, pour des intérêts à court terme, il compromette le crédit de l'État français, qu'il choisisse, pour l'Europe de demain, le plus petit Paris et le plus grand Londres, il le sait peut-être mais il ne vaut pas le savoir. Le ministère pris collectivement (quelles que soient les opinions de tel ou tel) entend démontrer que la subtilité des règlements l'emportera sur celle des spéculateurs.

M. Giscard d'Estaing, en dépit d'un talent et d'une intelligence que personne ne méconnaît, participe-t-il du même état d'esprit? Lui qui se veut libéral, il ne comprendra jamais, je le crains, le libéralisme de son collègue socialiste, M. Schiller. Il aura régulièrement le même réflexe que ses services et il recueillera la même impopularité dans les milieux dont, par ses origines, il passe pour le représentant. La décision prise au mois d'août - utiliser l'inconvertibilité du dollar pour se vanter publiquement d'un franc stable tout en bénéficiant d'une dévaluation de fait par rapport à certaines monnaies de nos partenaires de la Communauté - équivaut, en fait, à une politique de facilité dont les effets bénéfiques, à terme, restent à démontrer. Mais le choix d'août dernier, le choix même du double marché n'impliquait pas les règlements, directives et circulaires, qui pénalisent les non-résidents consacrent la malhonnêteté de l'État français sans enlever à des résidents ou probablement même à des non-résidents l'occasion de faire la même chose que l'État français: tirer un profit comptable de variations de taux de change ou de l'écart entre les différents taux.

Après les Açores

Le Figaro
18-19 décembre 1971

Le résultat des conversations franco-américaines des Açores prêtait à des interprétations diverses.

La plupart des commentateurs ont insisté sur la valeur symbolique de l'annonce solennelle de la dévaluation du dollar et de l'engagement puis par le président américain à l'égard du président français. C'est à la suite d'une conversation tête à tête avec M. Pompidou que M. Nixon s'est engagé à modifier la valeur or du dollar. La stratégie adoptée par le gouvernement français depuis le mois d'août dernier a porté ses fruits en refusant de laisser flotter le franc, M. Pompidou s'assurait une position de force et devenait l'interlocuteur privilégié. C'est avec lui que M. Nixon devait négocier la solution de la crise.

À cette interprétation courante, j'avais opposé des faits également incontestables. M. Connelly avait offert à Rome la dévaluation du dollar et, bien qu'il y ait une différence entre l'offre d'un ministre et l'engagement d'un président, personne ne doutait que finalement cette dévaluation ferait partie du marchandage final.

J'avais cru que l'engagement de M. Nixon avait été lié, aux Açores, à un consentement français à des négociations commerciales. M. Maurice Schumann a bien voulu écrire une lettre au directeur du *Figaro* dont il ressort qu'à Bruxelles, déjà, un compromis avait été conclu entre les Six et que des instructions ont été envoyées des Açores en vue de ces négociations avant toute discussion relative aux monnaies. Je donne acte bien volontiers à M. Maurice Schumann de cette rectification. J'avais été induit en erreur par "le couteau sur la gorge".

La dévaluation du dollar prévisible et prévue, le président américain, nous dit-on, l'aurait volontiers gardée en réserve. M. Pompidou en avait besoin pour une raison pratique. Depuis le 15 août, le mark a été réévalué par rapport au franc de plus de 10%, taux inacceptable aux Allemands et excessif aux yeux des Français. Or seule une dévaluation du dollar par rapport à l'or - la valeur or du franc restant stable - permettait de ramener le taux de dévaluation du franc par rapport au mark à l'intérieur d'une marge tolérable pour les deux pays.

Ce réalignement des parités, qui me paraissait inscrit dans les faits dès avant la

rencontre de Rome, ne constituait donc un événement que dans ou par sa forme: il consacrait une dévalorisation du dollar que les négociateurs américains appelaient de leurs vœux depuis des mois, même s'ils préféraient une autre méthode ou un autre moment. Ce que le communiqué des Açores ne permettait pas - et ne permet pas encore de dire avec certitude - c'est le contenu des accords conclus entre présidents et ministres des Finances en dehors du réaligement des parités.

M. Giscard d'Estaing a déclaré avant-hier que l'accord monétaire n'entrerait en vigueur qu'à la condition que la surtaxe de 10% et les autres mesures protectionnistes soient supprimées en même temps. La Trésorerie américaine a répondu le jour même que la taxe de 10% ne serait supprimée qu'à la condition que des satisfactions soient données aux demandes américaines concernant le commerce et le partage des charges de défense. Déclaration et réponse ne se contredisent pas. Chacun des interlocuteurs maintient une condition: M. Giscard d'Estaing dit *oui* à la revalorisation du franc par rapport au dollar *mais* à condition que soit supprimée la taxe de 10%. La Trésorerie américaine dit *oui* à la suppression de la taxe mais à condition que les Européens fassent des concessions commerciales.

Dès lors, de deux choses l'une: ou bien l'accord commercial est déjà conclu au moins dans ses grandes lignes ou bien l'essentiel reste à faire. M. Giscard d'Estaing semble, en effet, exclure un accord limité au réaligement des parités monétaires.

D'un extrême à l'autre

Le Figaro
29-30 janvier 1972

Pendant des années, les économistes d'outre-Atlantique, les conseillers du président nous répétaient infatigablement: «Le dollar est aussi bon que l'or!»

Les uns arguaient que la valeur de l'or se fondait sur celle du dollar, les autres que la puissance industrielle des États-Unis garantissait la valeur du dollar mieux que la superstition séculaire – celle de la relique barbare. Ces propos tendaient à justifier le refus de modifier le prix de l'or ou la parité du dollar par rapport à l'or, comme on voudra dire. Depuis août 1971, tout est changé et, avec l'étrange mobilité, caractéristique de l'opinion américaine (experts inclus), la dévaluation de la monnaie américaine, naguère inconcevable, est devenue une mesure technique, conforme à la décence et aux bonnes mœurs, qui ne touche ni à la respectabilité ni au prestige de la République américaine.

Pourquoi cette conversion? Avant tout à cause du déficit de la balance commerciale qui paraît d'autant plus scandaleux que l'excédent des ventes au-dehors sur les achats passait pour acquis une fois pour toutes, constant depuis le début du siècle. Dès lors que les États-Unis importent plus qu'ils n'exportent, il faut bien qu'il y ait «quelque chose de pourri dans le royaume du Danemark»: surévaluation de la monnaie américaine et pratiques illégitimes des autres pays.

Le rétablissement de l'excédent commercial étant promu au rang d'objectif prioritaire, les taux de change perdent toute signification autre qu'économique. La dévaluation du dollar par rapport au mark ou au franc français n'entraîne aucune humiliation, elle n'équivaut pas à une défaite, elle ne témoigne plus d'un affaiblissement relatif: elle contribue à rétablir un ordre perturbé.

Bien plus, c'est moins le dollar qui est dévalué que les autres monnaies qui sont réévaluées et qui abandonnent les avantages exorbitants d'un taux de change irréaliste.

Avec répugnance, on finit par consentir à une dévaluation du dollar par rapport à l'or. Mais cette répugnance tient moins au refus de prononcer le mot de dévaluation qu'à l'hostilité persistante à l'égard du métal précieux.

L'accord de Washington est essentiellement précaire: il laisse en suspens le problème de la convertibilité du dollar au Fonds monétaire: il ne garantit pas que la prétendue parité de la monnaie américaine sera en cas de besoin défendue par

les autorités de Washington. Il consacre donc à mon sens pour la phase prochaine plutôt la flexibilité que la fixité des taux de change.

Les marges acceptées de fluctuation indiquent déjà une distance par rapport à la conception de Bretton Woods. La façon de penser des Américains et la sagesse conventionnelle ont tout changé du tout au tout.

Peut-être le but lui-même n'a-t-il pas changé. Au cours des quinze dernières années, les États-Unis continuaient à exporter des capitaux à long terme, en dépit du déficit de leur balance des paiements, les banques centrales étrangères accumulant des créances en dollars à court terme. Les banques centrales ont finalement refusé une accumulation supplémentaire. Du coup, les dirigeants américains, consciemment ou non; ont cherché un autre moyen: pour continuer à investir au-dehors, il faut un excédent commercial. D'où les calculs fantaisistes, sous leur rigueur apparente, de la dévaluation nécessaire pour provoquer un renversement de onze milliards de dollars dans le solde des mouvements de marchandises. Si la dévaluation actuelle ne suffit pas, qu'on ne s'y trompe pas, il pourrait y en avoir d'autres: il n'y a que le premier pas qui coûte!

Armes de paix ou de guerre

Le Figaro
4-5 mars 1972

Le commerce international, arme de paix ou cause de guerre? L'une et l'autre thèses dans les circonstances actuelles, tout au moins, me paraissent également fausses.

Avant 1914, Grande-Bretagne, France, Allemagne appartenaient au même système commercial. L'opinion anglaise prit conscience – après 1918 – de la solidarité entre pays qui échangent des marchandises. Comment ne pas souhaiter la reconstruction rapide d'une économie qui offre normalement des débouchés à l'industrie nationale? L'opinion française comprenait mal la force de l'argument. Aujourd'hui, les Français observent avec inquiétude le moindre symptôme de récession en Allemagne fédérale: l'expansion française a pour condition, par l'intermédiaire des exportations, la prospérité de notre voisin et partenaire.

D'un système à l'autre, les relations commerciales ont été déterminées par les relations politiques. Durant une première phase, l'Union soviétique obligea les pays de l'Europe orientale à modifier l'orientation de leurs échanges extérieurs. La guerre froide, l'embargo occidental sur les produits dits stratégiques à destination de l'URSS entraînèrent une réduction supplémentaire des échanges Est-Ouest. La détente en favorisa l'accroissement. Malgré tout, exportations et importations continuent de représenter un faible pourcentage du produit national de l'Union soviétique.

Le président Nixon accorde aux produits chinois des conditions comparables à celles des produits soviétiques. Demain, à la faveur d'un accord sur les armements stratégiques à Moscou, le commerce Est-Ouest franchira-t-il une nouvelle étape? Certains pays soviétiques obtiendront peut-être – sous une forme plus ou moins adaptée – le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée. Les échanges entre les deux systèmes économiques soumis aux vicissitudes des rapports politiques, complètent marginalement les échanges entre économies intégrées au même système.

Or, à l'intérieur du système occidental ou capitaliste, ces échanges risquent de passer, au cours des prochains mois ou des prochaines années, par une phase difficile. L'élargissement du Marché commun, les accords préférentiels avec les pays d'Europe ou d'Afrique liés à la Communauté, mais non membres à part entière, remettent en question, aux yeux des Américains, les principes du GATT.

Les Européens, de leur côté, souhaitent le rétablissement d'une certaine convertibilité du dollar en même temps que de l'équilibre de la balance américaine des paiements. Les États-Unis ont aidé au relèvement de l'Europe occidentale, après la guerre, par anticommunisme, mais aussi par souci de leur prospérité.

Vont-ils renier leur œuvre, le soutien donné au plan Monnet, à l'unification de l'Europe? Jugent-ils que cette unification leur est trop coûteuse sur le plan économique sans leur rapporter assez sur le plan politique?

Le risque existe. Entre Est et Ouest, les échanges commerciaux résultent de la détente sans influencer sensiblement sur les intentions des gouvernants ou la vie des peuples dans les pays socialistes. Entre alliés occidentaux, les échanges commerciaux créent des conflits multiples dans le cadre d'une solidarité fondamentale. Une guerre commerciale entre Europe et États-Unis ne romprait pas l'Alliance atlantique. Mieux vaut pourtant ne pas pousser jusqu'à ce paradoxe la démonstration que les rivalités économiques se situent désormais à l'intérieur des alliances politiques.

Incident ou symbole?

Le Figaro
26 juin 1972

La dévaluation de la livre aurait pu n'être qu'un épisode de la conversion de la Grande-Bretagne à l'Europe. Personne n'ignorait que le gouvernement de Londres avait accepté la réévaluation de la livre, par rapport au dollar, avec répugnance et qu'il envisageait, au moment de l'entrée officielle dans le Marché commun, une légère dévaluation par rapport aux autres monnaies européennes. La spéculation, déclenchée par des rumeurs que l'on espère non dirigées, a contraint M. Heath et ses collègues à décider en catastrophe le flottement de la livre en dépit de la promesse spontanément donnée aux autres membres du Marché commun de limiter les marges de fluctuation entre les monnaies des pays membres de la Communauté.

Du coup, l'épisode prévu change de signification. Selon un scénario désormais parfaitement au point, M. Schiller approuve et M. Giscard d'Estaing fronce les sourcils.

Gouverneurs des banques centrales et ministres des Finances multiplient les entretiens secrets.

Quelles monnaies vont suivre l'exemple de la livre? La lire par faiblesse? Le yen par excès de force? L'accord de décembre dernier est-il remis en question, en dépit des dénégations des responsables de Washington?

La dévaluation de l'ensemble des monnaies par rapport au dollar tombe au-dessous du pourcentage requis naguère par M. Connally si plusieurs monnaies modifient leur parité par rapport au dollar.

Les autorités de Washington se refusent de rétablir la convertibilité du dollar en or, droits de tirage spéciaux ou autres actifs. Elles ne se sont même pas engagées à défendre les parités fixées à Washington en décembre dernier. Le dollar n'en est pas moins resté la seule monnaie transnationale. Tant que l'Occident utilisera comme monnaie transnationale une monnaie nationale inconvertible, tout incident risquera d'avoir des répercussions sur le système tout entier.

Le refus de convertibilité exprime la volonté claire de subordonner les considérations monétaires à l'expansion économique. De même, M. Barber a proclamé qu'il ne répéterait pas l'erreur de M. Wilson et ne défendrait pas la

parité de la livre par des mesures déflationnistes. Il a consenti au flottement, préface de la dévaluation, avant même que la balance courante des paiements soit en déficit. Aussi bien, les milliards de dollars de liquidités internationales, fonds courants des entreprises multinationales, revenus pétroliers des États arabes ou déficit des paiements américains, suffisent-ils, en franchissant les frontières nationales, à justifier en apparence n'importe quelle dévaluation et à obliger les gouvernements à choisir entre contrôle administratif des mouvements de capitaux et flottement.

Depuis août dernier, les événements ont démontré que les crises monétaires n'entraînaient pas de crise économique; le commerce international continue de se développer. Le ciel n'est pas tombé sur nos têtes, et 1972 ne ressemble pas à 1929. Mais la même question se pose qu'en mai 1971 et en août 1971. Les Européens sont-ils capables de traduire en actes leurs déclarations sur l'unité monétaire de l'Europe? De se mettre d'accord sur une relative stabilité monétaires intra-européennes, quitte à se résigner à un flottement en commun à l'égard du dollar? Les raisons de le souhaiter ne manquent pas, mais il n'y a guère de motifs d'y croire. Bien plus, le gouvernement britannique devrait avoir enseigné à ceux qui en doutaient de quel côté vont ses préférences ou ses intérêts, dans la controverse politico-monétaire, qui, depuis des années, sépare Paris de Bonn et paralyse la Communauté européenne.

La France semble presque seule désireuse de soustraire les taux de change à la valse des étiquettes.

Libérer le dollar de ses privilèges

Le Figaro
17 mai 1973

À l'ex-croisé de la guerre froide incomba la tâche de liquider l'engagement américain au Vietnam. Il y parvint par une conversion de la diplomatie des États-Unis à l'égard de la Chine populaire, par un infléchissement de cette diplomatie à l'égard de l'Union soviétique. Localement, la réussite demeure, pour le moins, précaire; manifestement, ni les Nord-Vietnamiens ni les Vietcongs ne renoncent à l'entreprise, commencée il y a vingt-huit ans contre les Français: l'unification du Tonkin, de l'Annam et de la Cochinchine (les trois Ky) sous une autorité unique. Le prix de cette conversion, c'est le relâchement des liens entre Washington et Tokyo, la mise en question de l'alliance nippo-américaine. Quel en sera le prix dans la zone atlantique?

Les Européens, en particulier les Français, demandent aux Américains de rétablir l'équilibre de leurs comptes extérieurs et de ramener le dollar dans le rang, d'en faire une monnaie "comme les autres". Or il me paraît au moins plausible, sinon probable, que les dirigeants actuels accèdent à ces deux demandes. En ce cas, le débat porterait sur les moyens.

Le premier moyen employé en pareil cas, chacun le sait, c'est la dévaluation monétaire. Les gouvernements français ont eu trop souvent recours à cette méthode pour être en droit de la condamner aujourd'hui. Le dollar, qui a été surévalué pendant quinze ans, est-il sous-évalué aujourd'hui? Certains experts le prétendent. Personne ne peut, me semble-t-il, formuler sur ce point un jugement catégorique.

Il reste que les Américains, en préférant la dévaluation de la monnaie à la déflation intérieure, n'ont pas agi autrement que nous, Français, ne l'avons fait en chaque occasion. La confrontation des résultats du *Kennedy round* et du changement de parité du dollar relève de la polémique, non de l'argumentation raisonnée. Tant que le dollar était surévalué, les Européens bénéficiaient, sur le plan commercial, d'avantages excessifs, contraires à l'intérêt de tous.

Les griefs légitimes des Européens sont plus subtils. À propos de la deuxième dévaluation du dollar, on pouvait se demander si les indiscretions qui avaient déclenché la crise ne s'inséraient pas dans une stratégie d'ensemble. On s'inquiétait de la fragilité d'un système que des propos, tenus à Washington par des personnalités plus ou moins officielles, suffisaient à ébranler. La nature des

exportations américaines - produits de haute technique ou produits alimentaires - risque de réduire l'efficacité de la dévaluation, l'augmentation des quantités vendues au-dehors compensant à peine la baisse des prix par unité (prix exprimés en monnaie étrangère). Enfin et surtout, qu'on le veuille ou non, la monnaie américaine n'est pas devenue, du jour au lendemain, une monnaie comme les autres: elle demeure la monnaie d'intervention pour toutes les banques centrales et même, dans une large mesure, la monnaie de compte. Tant que le dollar gardera ce statut, je doute que les comptes extérieurs des États-Unis soient jamais équilibrés et je ne doute pas que le système tout entier ne tremble chaque fois que la monnaie américaine semble menacée.

Pour parler clair, le dollar a pu acquérir progressivement son statut de monnaie transnationale parce qu'il passait, il y a vingt ans, pour l'équivalent de l'or, garanti par une puissance de production sans pareille. Il s'agit de lui enlever ce statut et de créer une autre monnaie transnationale dont la valeur ne coïncide pas avec celle du dollar, dont les émissions ne dépendent pas des comptes extérieurs d'un seul pays. S'il n'y a pas d'autre monnaie transnationale, le dollar, en dépit de tout, continuera de remplir cette fonction.

Que veulent les dirigeants de Washington? Officiellement, ils affirment qu'ils n'accepteront pas d'aliéner leur liberté en fait de parité de change. En d'autres termes, ils veulent la même liberté de manipulation monétaire dont les gouvernements français ont usé tout en se déclarant favorables aux taux de change fixes. S'il ne s'agissait que de marquer un point dans la polémique, nous pourrions répondre aux Américains qu'ils se sont eux-mêmes enfermés dans la thèse "le dollar aussi bon que l'or", qui aboutit aujourd'hui au décalage grotesque entre le prix officiel et le prix sur le marché du métal jaune.

Faut-il, pour autant, que les Européens, et en particulier les Français concentrent leur offensive sur l'augmentation du prix de l'or et le rétablissement de la convertibilité du dollar en or? Personnellement, je ne crois guère à l'efficacité de cette stratégie. Pour des raisons multiples, bonnes et mauvaises, ni les Américains, ni les Allemands, ni les Anglais ne lui sont favorables. Est-il pire folie que de vouloir être sage tout seul dans un monde de fous? De plus, et surtout, cette solution risquerait de rendre au dollar le statut que nous souhaitons lui enlever.

Supposons que le prix de l'or soit fixé demain, comme il l'avait été il y a quarante ans, à un tel niveau que, pour nombre d'années, une élévation du prix du lingot paraisse exclue. Le dollar redeviendrait, du même coup, désigné pour

les fonctions transnationales qu'une monnaie ou une autre doit assumer. À l'époque où le gouvernement français dénonçait les privilèges du dollar assimilé à l'or, je faisais observer que le jour où le lien entre le dollar et l'or serait rompu, les Européens se trouveraient dans une situation pire encore. Depuis 1970, le monde vit sous un régime d'étalon dollar pur, à bien des égards plus inacceptable encore que le régime d'étalon de change-or. Craignons qu'en atteignant une deuxième fois notre fin, nous ne découvriions les conséquences fâcheuses de notre succès.

Mais, dira-t-on, les dirigeants américains renonceront-ils aux privilèges de leur monnaie? Bien entendu, je ne puis pas l'affirmer ni prendre au pied de la lettre leurs déclarations. Tout ce que je prétends, c'est que, dans la grande partie qui va se jouer, je ne vois pas d'autre stratégie, au moins à court terme. Si les Européens étaient capables de créer une monnaie européenne, on pourrait hésiter entre deux solutions: une monnaie transnationale, distincte du dollar, ou deux pôles monétaires. Mais le deuxième terme de l'alternative n'est provisoirement qu'une vue de l'esprit.

Le statut spécial du dollar a permis aux sociétés américaines d'investir au-dehors quel que soit l'état des comptes extérieurs. N'oublions pas qu'en dépit des invectives des Européens, au reste légitimes, l'expansion à travers le monde de l'industrie américaine a substantiellement contribué à réduire l'intervalle technologique entre les États-Unis et leurs rivaux. Jamais les innovateurs n'ont perdu aussi vite les bénéfices de leur avance. En créant un marché à travers lequel les hommes et les idées circulent sans entraves, les Américains ont contribué à l'égalisation tendancielle des productivités et des niveaux de vie. Le défi portait en lui le déclin; le défi européen porte en lui la réplique américaine. Les marxistes parleront de dialectique: la dialectique n'est pas la guerre.

Le géant sans tête

Le Figaro
20 juillet 1973

Je me proposais d'écrire une lettre ouverte à Henry Kissinger pour le mettre en garde contre la dangereuse orientation qu'il donne aujourd'hui à la diplomatie américaine. L'année 1973 devait être l'année de l'Europe, autrement dit la réaffirmation des alliances entre pays qui appartiennent au même marché mondial, au même univers de civilisation. Elle se transforme en l'année de renversement des alliances. C'est avec Brejnev que Richard Nixon, devant les caméras de la télévision, joue la comédie de l'amitié; aux alliés d'hier, incombe le devoir de favoriser, par des concessions, le rétablissement de la balance commerciale des États-Unis et de s'adapter de leur mieux aux divagations de la monnaie américaine. Alors que la "grande politique" prend de plus en plus un contenu économique, les concurrents - Japon et Europe occidentale - font-ils figure d'ennemis et le rival d'hier, l'Union soviétique, de partenaire privilégié?

Les derniers épisodes du désordre monétaire et les prises de position qu'ils ont suscitées en France m'incitent à différer ce dialogue public. Puisque, d'après tous les observateurs, de la gauche à la droite, nous voici en guerre (commerciale ou monétaire, on ne sait pas encore) avec les États-Unis, puisque M. Leroy monte en première ligne et que M. Mitterrand se révèle expert et stratège, puisque M. Lecanuet prêche l'Union sacrée (pour quoi faire?), il importe grandement de comprendre l'adversaire (suggéré).

Pour l'instant, celui-ci (encore une fois, il s'agit des États-Unis) a poussé un seul pion ou employé une seule arme: la dévaluation de sa monnaie, suivie d'un flottement "propre" jusqu'à présent et peut-être déjà "sale" (selon l'expression technique des Anglo-Américains, un flottement propre abandonne les cours entièrement aux forces du marché; un flottement "sale" suppose un contrôle au moins partiel par les banques centrales).

Quant au fameux *Nixon Round*, il ne commencera qu'à l'automne: le président américain n'a pas encore reçu du Congrès les pouvoirs nécessaires. Les attitudes martiales à l'égard de ces négociations revêtent un caractère quelque peu comique alors que chacun sait qu'elles dureront au moins deux ans. Présents ou absents, les représentants français ont tout le temps de dire non.

Revenons à la dévaluation du dollar sur le marché des changes. Quand le gouvernement des États-Unis procéda, en mars dernier, à une deuxième

dévaluation, je critiquai vivement cette décision. Même si la nouvelle parité était acceptable, la méthode employée me paraissait déplorable, grosse de périls pour l'avenir. Depuis lors, la valeur du dollar a encore baissé. En deux ans, depuis août 1971, le dollar a été dévalué de quelque 50% à l'égard des deux principales monnaies, le yen et le mark. Supposons qu'en deux ans le franc ait été dévalué de 50%: se trouverait-il un seul observateur au monde pour acclamer le "succès" ou le tenir pour un moyen de guerre?

On m'objectera, à coup sûr, que le dollar n'est pas une monnaie comme les autres et que les États-Unis peuvent tirer profit d'une action qui, accomplie par d'autres pays, leur nuirait. Avant de répondre, regardons quelques statistiques. Le bulletin mensuel de la *Berliner Handelsblatt*, dans son numéro de juillet, constate que toutes les réévaluations du mark n'ont pas empêché l'accroissement de l'excédent commercial allemand: de janvier à avril, cet excédent atteint 8,4 milliards de DM, soit 2,4 milliards de plus que durant la même période de l'an dernier. Des 1,9 milliard de DM en moyenne par mois en septembre-octobre, le solde positif est monté à 2,4 en mars-avril.

Considérons les rapports commerciaux entre États-Unis et République fédérale allemande. Alors que le dollar valait 4 marks, de 1964 à 1967, les échanges entre les deux pays laissaient un excédent annuel moyen de 2,3 milliards de marks en faveur des États-Unis. À l'époque, le coût de la vie augmentait à la même allure dans les deux pays.

C'est à partir du moment où les modifications de parité ont commencé que des excédents en faveur de l'Allemagne ont succédé à des déficits, 2 milliards de marks en 1968, une moyenne annuelle de 1 milliard depuis lors. Pourtant les hausses de prix ont été, en dépit des réévaluations du mark, plus rapides en Allemagne qu'aux États-Unis. Les modifications des parités monétaires ne constituent donc pas à elles seules un remède miracle aux déficits commerciaux. Aussi la thèse officielle des autorités de Washington selon laquelle les excédents et déficits des échanges commerciaux ou des comptes extérieurs devraient servir de critère unique aux dévaluations ou réévaluations ne sera jamais acceptée sous cette forme grossière.

Aucun économiste, s'il veut bien y réfléchir un instant, ne jugera les mouvements erratiques du dollar favorables au rétablissement de l'équilibre commercial. L'étranger paye moins cher les biens industriels ou agricoles qu'il a l'habitude ou l'obligation d'acheter. L'augmentation du volume suffit-elle à compenser la diminution unitaire de prix en devises étrangères? La preuve reste

à faire. En fait, il est aussi contraire à l'intérêt américain qu'à l'intérêt des autres que le dollar vaille moins de quatre francs.

Les dirigeants français, depuis des années, croient utile de maintenir une sous-évaluation du franc par rapport au mark et aux monnaies qui le suivent. Il en résulte une cause supplémentaire d'inflation et une détérioration du taux de l'échange (rapport entre prix des importations et prix des exportations). Étant donné le niveau élevé des prix des matières premières importées et même de certains produits agricoles, il est pour le moins curieux de ne pas voir les inconvénients d'une sous-évaluation du franc par rapport à la monnaie de notre principal partenaire. Bien entendu, les spéculateurs qui jouent à la hausse du franc se trompent: le gouvernement français s'y refusera à coup sûr.

Revenons au dollar; la défiance à l'égard de la monnaie américaine, aggravée par le flottement erratique, contrarie les effets bénéfiques d'une dévaluation modérée. Les Américains et les étrangers hésitent à placer aux États-Unis les dollars qu'ils possèdent au-dehors, les exportateurs à rapatrier leurs devises, les importateurs se hâtent de payer. Je sais bien que Watergate, l'inflation contribuent aussi à la défiance. Mais le "flottement propre", suprême avatar du libéralisme à la Milton Friedmann, me paraît un facteur supplémentaire de fuite devant le dollar.

Les mêmes commentateurs qui parlent tranquillement de la guerre entre les États-Unis et l'Europe multiplient les exhortations, les appels aux bons sentiments. Si nous sommes en guerre, cessons de moraliser; efforçons-nous de convaincre ou de contraindre. Nous ne pouvons contraindre les dirigeants américains ni à réévaluer officiellement l'or à usage monétaire ni à stabiliser la parité du dollar. Nous pouvons probablement les convaincre - une partie d'entre eux en sont déjà convaincus - que les mouvements désordonnés de la monnaie américaine sont contraires à l'intérêt de tous et des États-Unis en particulier. Quelques semaines de calme sur les marchés des changes aideraient les esprits échauffés à retrouver leur sang-froid. Depuis août 1971, l'économie mondiale, les échanges internationaux résistent à tous les désordres monétaires, à toutes les prophéties d'Apocalypse.

La conduite des autorités américaines me paraît irresponsable ou, si l'on préfère, cynique. Après avoir refusé six ans de dévaluer le dollar sous prétexte qu'il servait de monnaie de réserve, elles refusent aujourd'hui d'en fixer la valeur en usant du même argument qui servait hier à justifier la thèse opposée. Ce que je mets en doute, c'est que cette conduite témoigne d'une intelligence supérieure

ou d'une stratégie machiavélique. La Constitution américaine avait été conçue pour paralyser l'exécutif ou, tout au moins, pour en limiter la liberté d'action. Il suffit que le président soit réduit à l'impuissance, par la maladie, le scandale ou la révolte du Congrès, pour que le vœu des fondateurs de la République s'accomplisse et que le Géant n'ait plus de tête.

Du bon usage des maladies

Le Figaro
21-22 juillet 1973

J'ai essayé, dans un précédent article⁽¹⁾, de montrer que ni la dévaluation systématique du dollar, ni les mouvements erratiques des cours sur le marché des changes ne résultaient d'une politique à la fois cynique et intelligente, qu'ils promettent un rétablissement rapide de la balance commerciale des États-Unis. Ce qui justifie l'inquiétude, ce n'est pas la «guerre» déclenchée par les États-Unis contre l'Europe, c'est l'absence, à Washington, d'une vue claire de la situation et, par suite, l'absence d'une volonté.

Le dollar, en effet, n'est pas une monnaie comme les autres: la masse des Américains, qui ne sortent pas de leur pays s'intéressent au prix du *hamburger* plus qu'au taux de change. Beaucoup d'entre eux ne ressentent pas la chute du dollar à la manière dont les Français ressentiraient la chute du franc. Il y a pourtant des limites à cette insularité et les dirigeants, sinon l'opinion, me semblent humiliés bien plutôt que glorieux, divisés sur la politique à suivre et non pas assurés du succès de leur stratégie.

Pendant une douzaine d'années, la position créditrice globale des États-Unis à l'égard de l'extérieur n'a cessé d'augmenter et, simultanément, l'insolvabilité à court terme des États-Unis de devenir plus évidente. En termes différents, les investissements directs des États-Unis au dehors – création de filiales, achats d'entreprises étrangères – progressaient plus vite que les dettes à court terme à l'égard des banques centrales étrangères. Théoriquement, les États-Unis auraient pu mobiliser les actifs au dehors de leurs nationaux, ils n'y ont pas songé et leurs créanciers ne l'ont pas suggéré. Du coup, ils devenaient incapables de répondre aux demandes de remboursement ou de conversion. Ils n'avaient plus d'autre recours que de déclarer le dollar inconvertible entre banques centrales et au Fonds monétaire international tout en laissant aux détenteurs des dollars la liberté de convertir ceux-ci sur le marché des changes.

Il suffit de rappeler ces données fondamentales de la conjoncture pour que des solutions, abstraitement concevables, apparaissent d'elles-mêmes. La solution que j'appellerai traditionnelle consisterait dans un plan Marshall à rebours, les Européens et les Japonais offrant des crédits aux États-Unis pour consolider les balances dollars (ou créances à court terme de l'étranger sur les États-Unis) et rétablir la convertibilité du dollar.

La solution traditionnelle comporterait une réévaluation de l'or au moins au prix du marché libre: la plus-value comptable sur les stocks d'or rendrait disponibles les crédits nécessaires. La solution traditionnelle avec revalorisation de l'or, celle que propose M. Jacques Rueff, serait peut-être la plus favorable aux États-Unis. Les créances en dollars seraient dévalorisées en proportion de la revalorisation de l'or. Les Européens, possesseurs d'or, seraient favorisés par rapport à ceux qui auraient conservé des dollars.

Tant que les autorités américaines subordonnent un taux fixe et la convertibilité du dollar à des conditions que les Français et même les autres Européens n'acceptent pas, il me paraît vain de parler comme si «une réforme du système monétaire international» se profilait au coin de la rue, comme si les Européens devaient parvenir, la semaine prochaine, à dégager une attitude commune. Conformément aux prévisions, la Grande-Bretagne, dans les affaires monétaires, ne se détache pas des États-Unis, non par servilité mais par suite d'une interprétation, vraie ou fausse, de son intérêt national, par affinité idéologique en matière de finance.

Que faire? D'abord et avant tout reconnaître que l'économie occidentale continuera de vivre, dans le proche avenir, sans système monétaire international ou dans un système de changes flottant. Admettons que les dirigeants américains ne veuillent pas revaloriser l'or parce qu'ils n'en détiennent plus un stock suffisant. Admettons qu'ils s'accommodent du désordre monétaire parce que celui-ci affaiblit l'unité européenne et compromet la politique agricole commune. Une fraction de la classe dirigeante américaine d'aujourd'hui est effectivement obsédée par la concurrence commerciale des Japonais et des Européens. La génération du plan Marshall, avant tout soucieuse de la communauté atlantique, a disparu de la scène. Nixon et ses conseillers ne s'embarrassent pas de sentiments.

Tout cela dit, le flottement libre des monnaies, dans lequel certains théoriciens mettaient leurs espoirs, n'amène pas de lui-même des parités de change en harmonie avec les pouvoirs d'achat respectifs des monnaies, donc avec des échanges normaux des biens et des services. Le taux des échanges (rapport entre prix des exportations et prix des importations) devient à ce point défavorable aux États-Unis que l'accroissement du volume des ventes au-dehors risque de ne pas compenser la baisse du prix unitaire. D'autre part, certains secteurs des économies européennes risquent d'être atteints par la concurrence des produits américains ou l'impossibilité d'exporter vers les États-Unis. À partir d'un certain

point, la dévaluation excessive du dollar provoquera des mesures de rétorsion commerciale. L'intégration de l'économie mondiale, qui a résisté jusqu'à présent, serait mise en péril.

Les dirigeants américains veulent-ils aller dans cette voie? Je ne le pense pas pour la simple raison qu'ils prennent conscience des inconvénients d'une dévaluation excessive. Ils se laisseront convaincre qu'un «flottement sale» ou «contrôlé» vaut mieux que les mouvements brusques et fréquents en hausse et en baisse. On parlera de taux de change «fixes mais ajustables».

Ce système ou ce non-système monétaire ne répond pas aux conceptions des gouvernants français? D'accord: il reste à faire un bon usage des maladies. À supposer que la banque de France détienne les dollars en excédent des réserves nécessaires, pourquoi ne pas les faire fructifier? Les banques centrales européennes ne doivent plus se tenir pour liées au prix officiel de l'or. Les actifs européens étaient bon marché avant 1971, les actifs américains le deviennent aujourd'hui. Peut-être le mouvement des investissements directs va-t-il changer de sens, il ira d'est en ouest non plus d'ouest en est.

Le désordre monétaire, en un certain sens, vient au secours du gouvernement français qui craignait les exigences commerciales des Américains: le *Nixon Round* a perdu sa signification avant même d'avoir commencé. Nul besoin de laisser une chaise vide, selon la suggestion de M. Mitterrand; ce sont les Américains eux-mêmes qui, faute de coordonner leur action (ou inaction) monétaire avec leurs exigences commerciales, finiront par perdre sur les deux tableaux.

Les dirigeants américains s'opposent à ce règlement pour des raisons multiples, dont la principale est leur résolution de rétablir d'abord et avant tout l'équilibre de leur balance commerciale, voire d'obtenir un surplus qui équilibre le coût de leur politique étrangère. Faut-il le regretter? Je n'en suis pas sûr. Il est difficile de fixer un cours officiel de l'or pour les relations entre banques centrales qui ne soit bientôt dépassé par le cours sur le marché libre. Un plan Marshall sans revalorisation de l'or éviterait cette difficulté mais ne suffirait pas à rétablir l'équilibre commercial des États-Unis et risquerait donc de nous ramener à la situation de 1971.

La solution moderniste tendrait à la création d'un système qui ne soit pas fondé, en dernière analyse, sur une valeur réelle, une marchandise, l'or, mais sur une monnaie de compte, comme les droits de tirage spéciaux émis par la communauté internationale. Que l'on appartienne à l'école traditionnelle ou à

l'école moderniste, un fait est certain: les conditions d'un accord n'existent pas aujourd'hui. Le comité des vingt peut se réunir aussi souvent qu'il le veut.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 20 juillet.

La crise de l'énergie. Salubrité publique ou chasse aux sorcières?

Le Figaro
25 février 1974

La campagne contre les compagnies pétrolières qui se répand, à la manière d'une épidémie ou d'une croisade, à travers le monde, ne surprend certes pas l'observateur des mouvements de masses. Quels que soient les mérites ou les turpitudes des compagnies, celles-ci offrent d'elles-mêmes par leurs dimensions, par leur puissance, par leur structure de semi-cartel, par leur secret, l'image idéale du bouc émissaire. Les émirats du Proche-Orient pourraient, à la rigueur, rivaliser avec elles mais, provisoirement, ils semblent invulnérables. Il faut donc bien que B.P., Mobil Oil ou Standard Oil, voire la C.F.P., assument, bon gré mal gré, le rôle de "vilain". Au reste, l'opinion éprouve le sentiment justifié que les compagnies, au moins américaines, auraient dû prévoir les événements et prendre des mesures en conséquence. Or, à n'en pas douter, l'imprévoyance aux États-Unis a été totale.

La campagne, en France, s'explique moins aisément à cause des relations étroites entre l'administration de tutelle et les compagnies ainsi que de la structure particulière ("monopole délégué") du marché français. Aussi bien la campagne utilise-t-elle en un amalgame confus deux arguments tout autres: d'une part les ententes dénoncées par le rapport Mégret, d'autre part le refus de vente à certains commerçants.

Le ministre des Finances vient d'ordonner la publication du rapport Mégret que les journalistes connaissent depuis longtemps et avaient commenté à l'époque. Les journalistes connaissent également les réponses des représentants de l'industrie pétrolière. En gros, les réponses ne nient pas les pratiques, illicites selon la loi commune, imputées aux compagnies. Elles en cherchent une justification dans les caractères spécifiques de l'industrie pétrolière; elles plaident aussi que les ententes, faute d'efficacité, n'ont pas empêché la concurrence.

Le conflit entre les compagnies et l'administration avait été théoriquement réglé par l'engagement qu'avaient pris les compagnies de s'abstenir désormais de toutes les ententes condamnées. Les pouvoirs publics renonçaient apparemment à des actions judiciaires si, à la date du 1er octobre 1973, nulle infraction

nouvelle n'était constatée.

Les événements de l'automne 1973 relancèrent le débat en créant ou en aggravant un conflit particulier, entre les compagnies et les vendeurs de fuel domestique, en particulier les revendeurs "libres", qui achetaient auparavant les produits au dehors, en fonction de la fluctuation des prix. De 1960 à 1970, les prix s'orientaient vers la baisse; les revendeurs libres, en se fournissant à Rotterdam, pouvaient donc offrir des rabais, par rapport aux prix maxima fixés par le gouvernement supérieurs à ceux qu'offraient les compagnies ou les revendeurs liés à celles-ci. En contrepartie, font valoir les avocats des compagnies, certains de ces revendeurs libres ne parvenaient pas toujours à tenir leurs engagements.

Dès lors, deux questions, en elles-mêmes différentes, se posent. Pourquoi l'administration acceptait-elle de ne pas sanctionner les pratiques que le rapport Mégret déclarait illégales? Quel a été le comportement des compagnies depuis octobre dernier?

La politique des pouvoirs publics visait simultanément des objectifs sinon inconciliables, du moins divergents. D'une part, elle visait à favoriser le développement des sociétés françaises, Compagnie française des pétroles, puis Elf-Erap, qui ne faisaient pas le poids auprès des monstres anglo-hollandais ou surtout américains. À cette fin, le gouvernement "suggéra" aux compagnies de se donner pour objectif d'assurer de 50 à 60% du marché aux compagnies à capitaux français. Cette "suggestion" n'interdisait ni n'empêchait la concurrence, elle incitait pour le moins à la "concertation".

De plus, les autorités de tutelle, soucieuses du développement des compagnies françaises, oscillaient, selon les périodes, entre deux sortes de considérations. Tantôt elles souhaitaient entretenir la concurrence, tantôt elles craignaient la réduction excessive du "cash-flow". Les compagnies pétrolières, à la différence des simples revendeurs, exercent, en effet, une double fonction. Elles distribuent les produits pétroliers mais elles doivent aussi investir massivement, qu'il s'agisse de construire des raffineries ou plus encore de diversifier les sources de ravitaillement et d'entreprendre des recherches longues et coûteuses.

La lettre du 28 septembre 1973, signée conjointement par deux hauts fonctionnaires (le directeur général du commerce et des prix et le directeur des carburants) s'efforçait de préciser les ententes illicites et les concertations nécessaires: *Une simple information mutuelle sur les "mauvais payeurs" ne peut à elle seule être assimilée à une coalition à l'encontre des clients*, lisait-on dans

cette lettre qui, plus loin, reconnaissait *qu'il est impossible actuellement de recenser et, à plus forte raison, de définir dans leur détail les situations susceptibles de justifier un recours à la concertation.*

La crise aurait probablement été réglée discrètement, à l'amiable, entre compagnies et administration si les événements du Proche-Orient n'avaient soudain mis en difficulté tous les revendeurs et, en particulier, les indépendants. Les hydrocarbures coûtent désormais plus cher à Rotterdam qu'en France. Les revendeurs ne pouvaient donc trouver la marchandise qu'auprès des compagnies. Celles-ci ont-elles profité de l'occasion pour étrangler des gêneurs, dernier élément de la concurrence dans un marché de "monopole délégué"?

Quelle part de vérité présente cette accusation? Les compagnies, tenues de conserver un stock de trois mois, attendaient les hausses de prix. Les achats de fuel domestique, au cours d'octobre 1973, ont largement dépassé, par crainte de la pénurie, le niveau d'octobre 1972. Les tribunaux décideront de ce qui ressortit au refus délibéré de vendre et de ce qui tient à la rupture temporaire ou locale des stocks.

Le conflit entre les compagnies et les revendeurs, que ceux-ci ont largement fait connaître par l'intermédiaire de leurs syndicats et de quelques personnalités hautes en couleur, a relancé le débat sur les pratiques antérieures dénoncées par le rapport Mégret, débat auquel l'accord entre la chambre syndicale et les administrations de tutelle semblait destiné à mettre un terme.

Par qui et pourquoi la campagne de salubrité politique ou la chasse aux sorcières a-t-elle été ranimée? Est-ce le gouvernement lui-même qui souhaite détourner sur des groupements, par nature impopulaires, la mauvaise humeur du public? Je ne le crois pas. À supposer qu'il veuille modifier progressivement l'organisation de l'industrie, il éviterait d'engager prématurément la lutte. Probablement l'impulsion vient-elle des indépendants eux-mêmes ainsi que de certains fonctionnaires qu'anime le souci du bien public ou qui condamnent les compromis subtils entre l'État et les "pompes à finances". En effet, que l'on soit ou non partisan d'accords d'État à État, la tâche majeure ne changera pas: trouver les milliards de francs ou de dollars nécessaires aux investissements.

Que l'on estime les compagnies, étrangères ou françaises, sataniques ou bienfaisantes, que les petits, victimes des gros méritent notre sympathie, ou que la vertu ne se mesure pas à la taille, le "scandale" garde en France aussi bien qu'ailleurs, un caractère provincial, il détourne l'attention de ce qui demeure pour les prochaines années l'essentiel: à quel prix en devises s'établira le pétrole

acheté en Algérie ou au Proche-Orient? Que deviendront les dizaines de milliards de dollars qu'exigera, au cours des prochaines années, le ravitaillement des pays occidentaux en hydrocarbures?

La crise de l'énergie. II. La bataille des prix

Le Figaro
27 février 1974

Les polémiques contre les compagnies, à capitaux français ou étrangers, aboutissent parfois à la formule, aujourd'hui à la mode, des accords entre États, comme si ces accords impliquaient par eux-mêmes l'élimination des circuits de distribution intégrés, rattachés aux groupes nationaux ou internationaux (1). En fait, pour l'instant, il n'en va pas ainsi. À moins de nationaliser les circuits de distribution ou de créer des circuits de remplacement (ce qui paraît peu plausible), les accords d'État à État déterminent, dans les cas les plus favorables, les prix d'achat du pétrole brut aux États producteurs ou aux sociétés nationales de ceux-ci. L'État français se charge ensuite de convaincre ou de contraindre les compagnies (qui bénéficient de l'autorisation durable d'importer des produits pétroliers) de se ravitailler auprès des États signataires de ces accords. Il y a une douzaine d'années, le gouvernement français assura de cette manière d'écoulement du pétrole saharien.

Dans la situation nouvelle créée par l'action de l'O.P.E.C., les négociateurs français semblent avoir visé avant tout deux objectifs: garantir la fourniture des hydrocarbures en quantité suffisante, obtenir des contrats ou des promesses d'achat de produits français, les exportations de centrales nucléaires, d'usines ou d'armes devant financer les importations de pétrole. Jusqu'à présent, ces objectifs n'ont été que partiellement atteints. Ou, pour être encore plus prudent, les informations disponibles suggèrent que les producteurs n'ont pas pris d'engagement durable en ce qui concerne la clause décisive, à savoir celle du prix (à exception de l'accord pour 27 millions de tonnes en trois ans avec le gouvernement d'Arabie saoudite).

Les différences de prix entre les pétroles selon leur composition, leur origine géographique et surtout leur statut juridique n'autorisent pas une comparaison globale entre les prix d'importation et les prix maxima prévus par le gouvernement français. Un exemple précis donne une idée du problème et des répercussions éventuelles sur l'économie des conditions d'accès aux producteurs. Le prix de revient du pétrole brut léger d'Arabie saoudite s'élève à 7,11 dollars de baril (7 de taxes + 0,11 de coût d'exploration) - prix qui s'applique à 75% des 425 millions de tonnes de la production saoudienne.

De plus, les compagnies américaines ont le droit de racheter 80% de la part de

l'actionnaire gouvernemental Petromin à un prix quelque peu supérieur, 7,50 ou 8,40. Le coût d'approvisionnement des compagnies productrices s'établit donc approximativement en moyenne à 7,50 le baril. Les raffineurs-distributeurs, qui se ravitaillent directement auprès de l'A.R.A.M.C.O., payent le baril de 80 cents à un dollar de plus. Le gouvernement français a obtenu, par le contrat de décembre 1973, 27 millions de tonnes livrables en trois ans à 93% du prix posté soit 10,85. Selon le déroulement de la crise, les critiques décréteront après coup que le gouvernement français eu tort ou raison. Le pétrole livrable par le gouvernement saoudien sera prélevé sur les 25% dits de participation, dont 20% sont rachetés par A.R.A.M.C.O.

Le prix du pétrole saoudien même celui qui se situe à 93% du prix posté, demeure inférieur à celui du pétrole algérien, russe ou nigérien (respectivement 12 ou 14 dollars, 13 et 14,5).

On ne peut exclure qu'un jour ou l'autre l'organisation des États producteurs ait recours de nouveau à l'action sur les quantités et s'efforce d'obtenir par ce moyen des prix supérieurs. À moins du consentement de l'Arabie saoudite, cette tentative n'irait pas sans créer des tensions entre les États producteurs, certains d'entre eux souhaitant obtenir le plus vite possible le plus de redevances possibles. Même un cartel ne parvient pas toujours à manipuler souverainement les quantités en vue de maximiser le profit en minimisant le volume de la production.

Selon que les compagnies achèteront leur pétrole brut à l'A.R.A.M.C.O., au pétrole de participation du gouvernement saoudien, à Sonatrach (Société nationale algérienne) ou à l'État nigérien, le coût en devises sera affecté, dans une proportion qui ne peut aller jusqu'à 60 ou même 80%. Jusqu'à présent, aucun des accords d'État à État ne donne à la France de garantie à cet égard. Même la contrepartie - les achats par les États producteurs - de produits français - appelle encore des précisions et des assurances. Combien l'industrie française peut-elle livrer des centrales nucléaires au delà de celles qu'exige le programme français? Quels sont les prix fixés pour les diverses exportations françaises? L'accord avec l'Iran trace un cadre: il laisse aux sociétés françaises la tâche essentielle, à savoir négocier les conditions de vente.

Les commentateurs présentent volontiers les relations entre les pays industrialisés d'Europe et d'Amérique en termes militaires: bataille féroce, guerre économique. Pourquoi ne pas ajouter que, dans la mesure où le prix constitue l'enjeu principal de la bataille, celle-ci risque de se terminer par la défaite de tous

les combattants - à l'exception peut-être des Américains tant du moins que l'A.R.A.M.C.O. garde le contrôle ou la commercialisation de 95% du pétrole saoudien? Rien, pour l'instant, n'indique que la sympathie des pays arabes pour la France exerce une influence sensible sur les prix auxquels les compagnies à capitaux français achètent le pétrole brut. Avant 1970, les revendeurs "libres" pouvaient acheter du pétrole au-dessous des prix intérieurs français. Aujourd'hui, les maxima fixés pour les produits transformés sont probablement inférieurs dans l'ensemble à ceux qu'exigerait le coût du pétrole brut en devises. Une des compagnies qui, en Belgique, a cessé la distribution, est française. Des problèmes analogues se poseront dans notre pays: les compagnies à capitaux français risquent d'être les plus atteintes par la disparité entre le prix du pétrole brut à l'extérieur et les maxima autorisés à l'intérieur.

À la lumière de cette analyse, si sommaire soit-elle, les ententes illicites condamnés par le rapport Mégret, le conflit entre compagnies et commerçants apparaissent sous un jour nouveau

Durant la phrase antérieure, 1960-1970, le gouvernement souhaitait maintenir la compétition dans le secteur de la distribution tout en élargissant la part du marché des compagnies à capitaux français et en sauvegardant *uncash flow* suffisant pour financer les investissements. Les compagnies, durant cette période, ont résisté à la baisse des prix, entre autres par des pratiques dénoncées dans le rapport Mégret. Le code de la bonne conduite, accepté par les deux parties à l'automne 1973, entre en application à un moment où les autorités de tutelle souhaitent probablement plus qu'elles ne la craignent une concertation des compagnies dans l'intérêt de celles d'entre elles qui achètent le pétrole brut au prix le plus élevé.

[\(1\)](#) Voir Le Figaro du 25 février.

La crise de l'énergie. III. Se passer des compagnies?

Le Figaro
28 février 1974

Le débat sur les compagnies pétrolières me paraît tout aussi justifié que le débat, plus général, sur les compagnies dites multinationales, en fait sur les compagnies nationales, américaines, anglaises ou hollandaises, avec des filiales dans un grand nombre de pays [\(1\)](#). Ces compagnies détiennent, en effet, une puissance que l'on juge souvent, et à bon droit, excessive; elles échappent au contrôle des États et, par les transferts de capitaux à travers les frontières, par la liberté dont elles jouissent de manipuler les conditions d'échanges entre les filiales, elles prêtent à de multiples accusations. L'impopularité des compagnies multinationales, en Amérique latine par exemple, va gagner le monde entier si les gouvernements ne parviennent pas à établir un code de bonne conduite et si les compagnies elles-mêmes demeurent mystérieuses et souveraines.

Si nous restons à l'intérieur de notre pays, une première question se pose: le gouvernement français pourrait-il, devrait-il prendre l'initiative de nationaliser les filiales des compagnies étrangères? Même l'homme politique qui, en théorie, appelle de ses vœux une pareille mesure hésiterait à la prendre en période de crise.

Pour l'envisager sérieusement, il faudrait que le gouvernement français eût d'abord conclu des accords avec mes États producteurs comportant des garanties de quantités et de prix. Tant que les compagnies "majeures", en particulier américaines, dominant le marché mondial et vendent le pétrole brut saoudien au-dessous du cours auquel les compagnies "mineures" achètent leur brut, aucun État européen ne se lancera dans la bagarre.

Les commentateurs reprochent volontiers aujourd'hui à ces compagnies d'avoir exploité les pays producteurs en vendant le pétrole trop bon marché; ils reprochent aussi aux filiales nationales de ces compagnies d'avoir "rançonné" les consommateurs en empêchant la baisse des prix il y a quelques années. Il y a une part de vérité dans ces deux reproches apparemment contradictoires. Encore ne doit-on pas oublier qu'il y a six mois les commentateurs reprochaient aux compagnies américaines de souhaiter le relèvement du prix du brut. Quant aux pouvoirs publics, ils jugeaient (et jugent encore) commode de laisser aux

compagnies le soin de collecter les énormes capitaux nécessaires à l'industrie pétrolière.

Aux États-Unis, les polémiques visent d'abord les mêmes cibles qu'en France: les compagnies organisent-elles la pénurie lorsque des mesures gouvernementales leur déplaisent? Profitent-elles de l'occasion pour étrangler les petits, les indépendants, les derniers défenseurs de la concurrence, etc.? Les experts, en revanche, discutent d'un problème d'une autre portée: les grandes compagnies sont-elles devenues, en fait, un instrument indispensable au cartel des États producteurs?

Un des plus célèbres experts pétroliers, M. M. A. Adelman, dans des articles retentissants, a dénoncé bien avant la guerre du Kippour tout à la fois le rôle du gouvernement des États-Unis et celui des grandes compagnies dans la crise pétrolière (qu'il s'agisse du prix ou de la pénurie). Réduit à l'essentiel, l'argument est le suivant: les compagnies collectent les impôts pour le compte des États producteurs et ils assurent la commercialisation du pétrole; sans le cartel des compagnies, le cartel des producteurs serait impuissant.

L'actuel ambassadeur des États-Unis en Arabie saoudite, M. James Akins, qui inspira longtemps la politique du *State Department*, raisonnait tout autrement: les États producteurs, unis par l'intérêt commun d'obtenir un prix rémunérateur, pourraient, en cas de besoin, commercialiser eux-mêmes leur production. Ni les compagnies ni le gouvernement des États-Unis ne possèderaient les moyens de s'opposer de front aux exigences de l'O.P.E.P. Au cours des quelques années à venir, la relation des forces jouera en faveur des États producteurs. Les négociations, en particulier avec les dirigeants de l'Arabie saoudite (pays qui dispose des plus grandes réserves au moindre coût), offriraient les meilleures chances d'éviter la catastrophe en attendant que d'autres sources d'énergie ou l'exploitation d'autres champs pétroliers affaiblissent la position des États du golfe Persique.

Ni M. Adelman ni M. Akins ne se frappent la poitrine et n'accusent les compagnies d'avoir gaspillé les ressources non renouvelables sans accorder une rémunération décente aux États qui, une fois les réserves de pétrole épuisées, risquent de retomber dans la pauvreté. L'un et l'autre s'interrogent sur les relations entre le cartel des États producteurs et celui des compagnies, sur les besoins que le premier aurait du second, sur la chance de rendre quelque action aux mécanismes du marché.

Le président Nixon et ses conseillers ont adopté la thèse de M. Akins, et celui-

ci, à Ryad, mène la politique qu'il recommandait à Washington. La crise qu'il prévoyait, annonçait à grands cris, a éclaté au lendemain de la guerre du Kippour. Comme la thèse de M. Akins se confondait avec celle des compagnies, les dirigeants de celles-ci disent aux responsables, à Washington: "Je vous l'avais bien dit." L'opinion, peu informée de ces débats entre spécialistes, constate les faits - les files d'attente devant les pompes à essence - et soupçonne, à tort ou à raison (je n'ai aucun moyen d'en décider) un complot des "monstres".

Par rapport aux États producteurs, les compagnies ont perdu (ou agissent comme si elles avaient perdu) toute capacité de résistance. L'augmentation des taxes prélevées par les États producteurs ne les atteint pas puisqu'elles répercutent les redevances supplémentaires sur les prix. À moyen terme, on peut prévoir le déclin, au moins relatif, des "monstres" ou des "majeurs". À court terme, tant que l'Aramco assure la commercialisation de 95% de la production de l'Arabie Saoudite, toute politique nationale doit tenir compte de la politique américaine - celle des compagnies et celle du président.

Conclusion à coup sûr morose, puisqu'elle suggère une dépendance partielle tout à la fois par rapport aux États producteurs et par rapport aux grandes compagnies. Il est toujours plus agréable de dénoncer le monde que de l'observer.

[\(1\)](#) Voir "Le Figaro" des 25 et 27 février.

L'optimisme de M. Fourcade

Le Figaro
25 juillet 1974

Le ministre de l'Économie et des Finances répondit, l'autre soir, aux journalistes avec une aisance toute giscardienne. Une seule fois, les journalistes parvinrent à lui faire dire ce que le président et ses collaborateurs passent volontiers sous silence, à savoir leur politique salariale.

M. Fourcade, décontracté comme il convient dans l'ère nouvelle, montra la même connaissance des chiffres, la même rapidité d'esprit que son patron. Il ne possède peut-être pas le même talent pédagogique. Les téléspectateurs éprouvent d'ordinaire le sentiment qu'ils comprennent les exposés économiques de M. Giscard d'Estaing. Je me demande s'ils ont écouté jusqu'au bout les réponses du ministre et s'ils ont cru comprendre. Les règles d'une conférence de presse diffèrent, il est vrai, de celles d'une conversation au coin du feu.

Ce qui m'a le plus frappé, dans les propos de M. Fourcade, c'est l'extraordinaire optimisme dont ils témoignent, l'assurance avec laquelle le responsable annonce l'évolution au cours des dix-huit prochains mois, à savoir le rétablissement de l'équilibre commercial à la fin de 1975 en même temps que l'abaissement du taux d'inflation au niveau allemand, 7 à 8% je suppose, autrement dit une diminution de moitié du taux actuel de l'inflation française sans ralentissement sensible de l'expansion. Celle-ci, d'après les prévisions du ministre, resterait supérieure à 4% en 1975.

Personne ne saurait discuter sérieusement l'objectif prioritaire que s'est fixé l'équipe Giscard: la poursuite de l'inflation au taux actuel de quelque 15% rendrait impossible tout progrès social, compromettrait à brève échéance le crédit de la France sur le marché monétaire international, paralyserait le fonctionnement de la Communauté. Comment maintenir la liberté des échanges si les pressions inflationnistes varient du simple au double en passant d'un côté ou de l'autre du Rhin.

Le plan de redressement, comme la plupart des mesures prises au cours de ces deux derniers mois, devrait en apparence plaire aux électeurs de M. Mitterrand plus qu'à ceux de M. Giscard d'Estaing. En effet, les mesures fiscales qui concernent les personnes physiques (prélèvement de 2,5 milliards de francs) frappent les revenus moyens et élevés. La ponction principale (7 milliards) est opérée sur les entreprises par l'intermédiaire d'une augmentation de 18% de

l'impôt sur les bénéfices et d'un impôt de 2.000 F sur celles mêmes des entreprises qui ne déclarent pas de bénéfices. Cette dernière mesure ne se justifie que comme anticipation d'une étude plus poussée. À l'époque de l'amendement Vallon, le C.N.P.F. avait publié une statistique selon laquelle 25% environ des entreprises françaises ne déclaraient aucun profit.

Les affirmations selon lesquelles les entreprises portent la responsabilité de l'inflation ne vont pas sans quelque équivoque ou quelque résonance démagogique. Elles peuvent présenter, en effet, plusieurs sens différents. Ou bien les entreprises augmentent leurs prix d'un pourcentage supérieur au pourcentage d'augmentation des coûts de production - ce que M. Fourcade a dit en passant. Mais ces augmentations excessives de prix n'ont été rendues possibles que par le laxisme de la politique de crédit en train d'être corrigé ou par l'excès de la demande globale. L'une et l'autre cause impliquent une responsabilité de la gestion précédente.

Ou bien les entreprises ne peuvent répondre à la demande, incapables d'accroître leur production faute de main-d'œuvre ou de machines; le boom des investissements, résultant de cette situation, serait une des causes principales du taux actuel de l'inflation. Enfin, les entreprises accorderaient des relèvements excessifs de salaires et de ce fait nourrirait l'inflation. Ces trois interprétations se rattachent étroitement l'une à l'autre. Mais les conséquences des deux premières sont plus aisément acceptables par l'opinion que les conséquences de la troisième. On tolère un ralentissement temporaire des investissements (sauf dans certains secteurs privilégiés) et l'on souhaite le freinage de la hausse des prix grâce à l'encadrement sévère du crédit. Il en va autrement de la troisième interprétation.

Le ministre a reconnu que l'objectif devrait être de n'augmenter les salaires qu'à proportion de la hausse des prix. Il admet pour 1975 une hausse des salaires supérieure de 1% à la hausse des prix, ce supplément de pouvoir d'achat étant distribué aux titulaires des revenus les plus faibles.

Le ralentissement temporaire des investissements est un mal qu'il faut subir afin de maîtriser l'inflation. Ce qu'il faut éviter par-dessus tout, c'est le syndrome anglais, la hausse des salaires se poursuivant à la même allure en dépit de la stagnation de la production et du chômage. M. Fourcade n'a rien dit de l'impôt conjoncturel annoncé, sorte d'œuf de Colomb dont le principe est séduisant mais dont le mécanisme me laisse, jusqu'à plus ample informé, sceptique.

Le plus surprenant enfin, dans l'optimisme du ministre, c'est la promesse de

l'équilibre commercial d'ici à dix-huit mois. Non que je méconnaisse les progrès de notre économie au cours des dernières années. Mais la France peut-elle améliorer sa balance commerciale de quelque vingt-cinq milliards de francs sans aggraver le déficit de nos principaux partenaires, c'est-à-dire des Européens? Si le déficit des pays consommateurs à l'égard des pays producteurs de pétrole s'élève à quelque quarante milliards de dollars en 1974, la volonté d'un rétablissement de l'équilibre d'un pays tout seul ne risque-t-elle pas de se heurter à des obstacles que créerait progressivement sa réussite même?

À moins que les nouveaux riches n'achètent beaucoup plus au-dehors, comment les pays déficitaires pourraient-ils rétablir tous ensemble l'équilibre de leurs échanges? En tout cas, à court terme, il importe de s'assurer contre une crise du marché international des capitaux: seules les autorités monétaires américaines peuvent en donnant une garantie favoriser le recyclage des pétrodollars.

À écouter le ministre, les journalistes finissaient par se demander quelle catégorie sociale en dehors des paysans ferait les frais du redressement. Il reste évidemment les épargnants, mais jamais les Français, Japonais de l'Europe, n'ont tant épargné en dépit d'un taux d'intérêt négatif. Quelle raison aurait donc le ministre d'indexer l'épargne, en dehors du souci de justice? Les épargnants sont des électeurs de M. Giscard d'Estaing et ils ne descendent pas dans la rue.

Les lampions s'éteignent

Le Figaro

23 septembre 1974

La hausse brutale du prix des hydrocarbures frappa les pays industrialisés alors qu'ils se trouvaient tous en une période de boom et que l'inflation, endémique dans nos sociétés de consommation, dépassait déjà les taux coutumiers. Une pénurie conjoncturelle de certains produits de base (céréales par exemple) ajoutait à la hausse des prix due à une demande excessive un facteur de hausse des prix par les coûts. Si les producteurs de viande ou de plastique payent plus cher le fuel ou le soja, aucune restriction des quantités monétaires ne peut empêcher la montée des frais de production.

La hausse des prix du pétrole, ne l'oublions pas, est pour une part l'effet et non pas seulement la cause de l'inflation. Les conditions spéciales du marché pétrolier permettaient aux pays consommateurs, tant qu'ils demeuraient maîtres de l'allure à laquelle les gisements étaient exploités, de ne pas relever le cours du brut en dépit du relèvement des cours des produits industriels. D'un coup, la conjoncture se renverse. Les pays producteurs décident des quantités produites et, de ce fait, ils peuvent, agissant à la manière d'un cartel, fixer les prix du brut, menaçant, au cas où des excédents apparaissaient sur le marché, de réduire la production.

À des degrés variables, tous les pays, industrialisés ou non, dépendaient, pour leur ravitaillement en énergie, des hydrocarbures. Les plus touchés sont évidemment les pays du tiers monde, l'Inde par exemple, qui ne peut réagir à ce bouleversement du rapport des prix comme le font les économies industrielles d'Europe et d'Amérique. Car, disons-le immédiatement, le diagnostic d'apocalypse me paraît plus inadapté encore à l'événement que la légèreté affectée par certains. Nous ne sommes pas à la veille de la fin du monde, à la veille d'un manque définitif de ressources non renouvelables. Les circonstances créent une pénurie temporaire de certains produits de base, matières premières ou produits alimentaires, qui exigera, pour être résorbée, quelques années, des investissements accrus, un moindre gaspillage, voire une récupération des déchets. Elles nous promettent une phase de difficultés plus ou moins graves de quatre à cinq ans au moins, peut-être davantage. Je crois donc imprudent d'annoncer un retour à la "normale", c'est-à-dire à la croissance de 5% avec inflation de 6 à 7%, en dix-huit mois; il serait tout aussi déraisonnable de mettre

en doute la capacité de nos économies de redéployer l'appareil industriel en fonction du nouveau rapport de prix entre matières premières et produits manufacturés.

Pourquoi commencer par ce diagnostic global? Parce que ni le ministre des Finances de l'automne 1973 ni celui de l'automne 1974 n'ont tenu un pareil langage. L'un et l'autre ont exposé, dans le langage de l'actuelle classe politique, sortie de l'École Polytechnique ou de l'E.N.A., les perspectives françaises. La facture des hydrocarbures, a dit l'un, représente un mois d'exportation de plus? Nous comblerons le déficit en deux ans. Le taux d'inflation s'élève au début de 1974 à 15%, a dit l'autre: nous le diminuerons de moitié en dix-huit mois. Amen.

Or, l'honnêteté intellectuelle aussi bien que la lucidité politique exigent un autre point de départ. Le quadruplement du prix des hydrocarbures entraîne la mise à la disposition des pays producteurs, en 1974, de quelque 50 milliards de dollars supplémentaires.

L'année prochaine, en supposant stable le coût du pétrole brut, les disponibilités des producteurs de pétrole augmenteront encore d'un montant supérieur. Globalement, les pays consommateurs ne peuvent pas plus payer leurs importations pétrolières que les pays producteurs ne peuvent dépenser les redevances qu'ils encaissent. Il n'y a jamais eu, dans le passé, de conjoncture comparable. Jamais des potentats d'un autre âge ne se sont tant enrichis pour avoir aussi peu fait: le pétrole était au fond des sables, les Occidentaux ont creusé des trous, le pétrole a jailli. Et ce pétrole appartient maintenant non à ceux qui l'ont trouvé, mais à ceux qui régnaient sur le désert. Ne parlons pas de justice ou d'injustice, nous acceptons d'un cœur tranquille l'injustice d'hier, les Arabes acceptent celle d'aujourd'hui sans trouble de conscience. Nous n'avons pas plus de leçons à donner qu'à recevoir.

Une fois posé que les pays consommateurs de pétrole ne peuvent pas, d'ici à 1979 ou 1980, payer la facture des hydrocarbures, pas plus que les États consommateurs ne peuvent dépenser leurs recettes, il devient possible de réfléchir sur le problème spécifiquement français dans le cadre approprié. Parmi les pays européens, donc industrialisés, la France est, avec l'Italie, un des plus touchés parce qu'elle possède peu de charbon ou d'autres ressources énergétiques. L'économie française n'est pas incapable de réagir au défi et de répondre aux modifications prévisibles de la demande: la croissance de certains secteurs (biens de production, centrales atomiques, etc.) compensera la crise ou la stagnation d'autres secteurs (automobiles).

De tels transferts ne vont jamais sans douleur mais, personnellement, je parie sur la capacité d'adaptation de nos économies à la seule condition que les ministres la dirigent et que la population tout entière accepte l'épreuve. Ajoutons qu'en dépit des progrès de ces dernières années, la France n'a pas l'équivalent de l'industrie allemande de biens de production ni un réseau d'exportation étendu au monde entier. D'un autre côté, la France a échappé, jusqu'à présent, au syndrome italo-britannique de l'extrême stagflation, autrement dit un arrêt de la croissance dû aux mesures restrictives prises par les pouvoirs publics (Grande-Bretagne) ou par les entrepreneurs, perdant confiance dans l'avenir, sans pour autant que s'arrête l'inflation par les coûts, à savoir une hausse des salaires supérieure à la hausse de productivité et à la hausse, même des prix - ce qui signifie tout à la fois un produit national qui n'augmente pas en volume et une monnaie qui se dévalorise d'année en année de 15%.

En quels termes se pose donc, dans ce cadre global, le problème français? Il s'agit, de toute évidence, de se rapprocher du modèle allemand et d'éviter à tout prix le modèle italo-britannique. Mais il ne faut ni afficher une certitude que les circonstances n'autorisent pas ni préciser les délais que nul ne peut prévoir. (Prévoyez, disait Jacques Bainville, mais ne fixez jamais de date.) Trois exemples suffiront à la démonstration. Les pays producteurs, inspirés par "l'esprit de modération", viennent de décider que le prix du brut sera réajusté, d'année en année, en fonction du taux d'inflation des pays industrialisés. La spirale des salaires et des prix se reproduit à l'échelle internationale. Le premier résultat de la lutte timide contre l'inflation a été l'effondrement de toutes les bourses qui entraîne non pas seulement la ruine de nombreux épargnants, mais celle des institutions, assurances, caisses de retraite qui avaient placé leurs fonds en valeurs mobilières. On ne financera pas indéfiniment les investissements sur les profits fictifs de l'inflation ni l'élévation des salaires sur l'érosion du capital. Les cycles de prix, typiques de l'agriculture traditionnelle, deviennent insupportables dès lors que les paysans, transformés en entrepreneurs, achètent des biens de production 20 à 30% plus cher et vendent leurs marchandises à un prix réduit.

Que l'on m'entende bien. Un an après la guerre du Kippour et la crise de l'énergie, la conjoncture française ressemble, sinon aux pronostics officiels, du moins aux prévisions raisonnables des observateurs. Ce qui serait insupportable, ce serait la prolongation de la fête électorale. Les lampions s'éteignent. Et il n'y a aucune raison de les rallumer parce que les jeunes voteront à dix-huit ans. Le changement que les Français attendent désormais, c'est que nos princes parlent

sérieusement, à un peuple sérieux, face à un avenir sérieux.

La montée des périls

Le Figaro
24 octobre 1974

Le ciel n'est pas tombé sur nos têtes. Un an après la guerre du Kippour et le quadruplement des prix des hydrocarbures, l'économie mondiale ne s'est pas effondrée. La France s'est donné dans le calme un nouveau président. La Grande-Bretagne a voté deux fois: M. Harold Wilson a gagné des élections sans éveiller ni l'espérance des uns, ni l'inquiétude des autres. Les appels à l'unité ou à l'effort national résonnent dans l'indifférence de tous. Eux aussi appartiennent à la routine d'une démocratie - faut-il la dire stable ou dégénérée?

Le même calme, en dépit des protestations sur les routes ou dans la rue des quelques groupes sociaux frappés par la hausse ou la baisse des prix, règne en France cinq mois après l'accession de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République. Les syndicats multiplient les appels à la concertation et non, pour l'instant, à l'action directe. Les mesures prises par M. Fourcade commencent d'agir: les signes de «refroidissement» économique - se multiplient. Un secteur industriel ne pouvait, en tout état de cause, échapper à la crise: celui de l'automobile. Les années prochaines risquent d'être pires que les précédentes. Le bâtiment est atteint à son tour par les restrictions de crédit, Or, d'un secteur à l'autre, la récession se communique aussi bien que l'inflation. Ces deux maux, nous le savons désormais, ne s'excluent pas l'un l'autre. La Grande-Bretagne et l'Italie nous enseignent par quel mécanisme la course des salaires et des prix se poursuit alors même que la production cesse de croître.

Vivons-nous, en France, en Europe, les derniers instants de tranquillité qui précèdent les orages? Je ne sais et je n'entends pas prévoir. D'aucuns annonçaient que l'élection de M. Giscard d'Estaing à une courte majorité contre le candidat de la gauche unie provoquerait des réactions violentes et déchirerait le tissu national: la sagesse des Français a démenti ces noires prévisions. Il reste que ces mêmes Français ont peur de l'avenir et que l'observateur n'ose pas leur donner tort.

Parlons franc. Nous sommes entrés dans une période de l'histoire, chargée de tant d'incertitudes que la prospective, d'un coup, devient un exercice vain, un peu ridicule. Nul ne sait dans quel pays d'Europe existeront encore des régimes libéraux en 1985. La domination de l'Union soviétique peut s'étendre de l'Oural à Atlantique sans même que les armées russes franchissent la ligne de

démarcation. Henry Kissinger, dans une récente conversation avec James Reston, a spéculé sur la décadence de l'Occident, revenant aux philosophies de l'histoire, en particulier à celle d'Oswald Spengler, qu'il avait étudiées sa thèse de doctorat.

Les commentaires d'actualité, les prises de position sur des problèmes particuliers ne prennent de signification que dans un certain cadre.

Hier, ce cadre était celui d'une croissance économique et d'un progrès social qui, en dépit de toutes les imperfections, en dépit de toutes les injustices, dépassaient de loin les espoirs nourris au lendemain de la dernière guerre et aussi les précédents du siècle passé et probablement de tous les siècles. Quel que soit le gouvernement au pouvoir, de droite ou de gauche ou d'unité nationale, il devra répondre demain à de tout autres défis.

En additionnant le déficit présumé des paiements des dix-huit pays les plus développés, notre confrère *The Economist* arrive pour 1974 au total de 45 - milliards de dollars dont il convient d'exclure l'excédent combiné de la Hollande et de la République fédérale allemande d'environ 8 milliards. Le total des réserves de ces mêmes pays s'élève à 89 milliards de dollars. De toute évidence, les pays consommateurs, considérés tous ensemble, n'auront pas les moyens de financer leurs achats d'hydrocarbures à moins que, directement ou indirectement les pays producteurs ne leur consentent des prêts. Même en faisant abstraction du fait que les pays les plus démunis ne recevront pas les liquidités des producteurs, il apparaît avec évidence que les pays dits riches entrent dans le cercle vicieux d'un endettement croissant qui renouvellera d'année en année le déficit. D'une manière ou d'une autre, on aboutit à des impossibilités: les pays producteurs ne pourront absorber en biens réels l'équivalent des abstractions monétaires qu'ils accumuleront.

Personne n'ignore ces données; personne n'en tire de conclusion: Chaque gouvernement parle ou agit comme si le rétablissement de son équilibre extérieur dépendait de lui seul. L'excédent global des pays producteurs, non susceptible d'être employé à l'achat de marchandises ne peut pas ne pas entraîner un déficit global des pays consommateurs, quelle que soit la répartition de ce déficit. Or, au bout d'une année, les pays consommateurs, États-Unis en tête, n'auront fait la preuve que de leur paralysie. Rien ou presque n'est sorti du projet «indépendance» outre-Atlantique. La Grande-Bretagne et la Norvège, pour des raisons différentes, s'ingénient à retarder l'exploitation des réserves de la mer du Nord. La nécessité évidente, d'abord et avant tout, de réduire la

consommation, par les prix sinon par le rationnement, est reconnue abstraitement. Les actes ne suivent pas.

Le nouveau président des États-Unis offre au monde sa bonne volonté, le secrétaire d'État subit des assauts qui risquent de l'abattre ou, tout au moins, de réduire sa capacité d'action. M. Nixon lui servait de bouc émissaire: combien de temps survivra-t-il en -première ligne? L'Italie n'a plus de gouvernement mais la Grande-Bretagne, avec une façade respectable, n'en a guère davantage. Israël s'installe, avec une résignation farouche, dans un cessez-le-feu dont l'aboutissement sera une nouvelle bataille. Au Portugal, le parti communiste, le plus stalinien des partis communistes d'Europe occidentale, le seul organisé dans la clandestinité, s'empare des positions clés. La Grèce, grâce à un homme d'État de grand style, M. Constantin Karamanlis, garde les meilleures chances de passer du despotisme à la démocratie et non d'un despotisme à un autre.

Au cours des années trente, la grande dépression acculait en apparence certaines démocraties au choix entre Staline et Hitler, entre le rouge et le brun (ou le noir), L'inflation de 1974 diffère fondamentalement de la dépression de 1931; il n'existe plus de grand parti fasciste, en Europe occidentale, et l'antifascisme, en France, ressemble à l'antisémitisme en Pologne qui persiste malgré la disparition des juifs et sert à disqualifier les adversaires. Le communisme de M. Brejnev ou de M. Marchais présente un autre visage que celui de Staline ou de Thorez. Il ne fascine peut-être plus, il attire et il rassure à la fois. Hier, l'économie occidentale s'affirmait à la fois plus efficace et plus favorable à la liberté que les économies de l'Est. Si demain une récession succède à l'actuelle inflation, combien de politiciens en disponibilité ou d'intellectuels à l'affût de la mode se laisseront porter une fois encore par la vague de l'avenir?

Pourquoi ces sombres propos et ces vastes perspectives? Pour une raison simple. La morosité des Français, les velléités de passer la ligne qui sépare la majorité de l'opposition que l'on observe ici et là, le pèlerinage d'un ex-ministre candidat au rôle de sauveur, les murmures dans les rangs de la majorité, tous ces jeux, en d'autres temps dérisoires, ne mériteraient pas d'être commentés, si tous les Français ne sentaient confusément la montée des périls. Curieusement, un seul Français semble faire exception mais il est président de la République.

De la démonétisation à la revalorisation. Le calcul de Washington: la spéculation enlèvera à l'or son prestige d'un autre âge

Le Figaro
2 janvier 1975

Chacun saisit ce que l'on peut entendre par la démonétisation de l'or. L'argent a progressivement cessé de remplir une fonction monétaire, il est devenu ou redevenu un métal comme les autres, «banalisé» avec un prix qui varie sur le marché à la manière de tous les prix. Pourquoi la même évolution n'affecterait-elle pas le métal jaune?

À l'intérieur des États, il ne subsiste plus de lien entre la quantité de l'or enfoui dans les caves de la banque centrale et le volume de la masse monétaire. La monnaie ne tire plus sa valeur de la référence à une marchandise, elle représente pour ainsi dire un bon d'achat qui vaut plus ou moins selon le mouvement général des prix. En fait, toutes les monnaies sont désormais «fondantes» puisque la limitation à 6 ou 7 % du taux annuel d'inflation passe pour un miracle de stabilité.

Puisque la monnaie, à l'intérieur des États, ne repose plus sur l'or (même si légalement la valeur de certaines monnaies s'exprime en un certain poids d'or), pourquoi la même «rationalité» ne s'étendrait-elle pas aux relations internationales? Autrement dit, pourquoi ne pas éliminer entièrement l'or du système monétaire mondial? À quoi bon les tonnes d'or de Fort Knox qui ne servent plus à rien, au moins depuis la rupture du lien entre le métal jaune et le dollar en août 1971?

La décision officielle d'inconvertibilité du dollar en or légalisait un état de fait. En 1968, les États-Unis avaient recouru à l'expédient au double marché parce que les banques ne parvenaient plus à maintenir le cours de l'or sur le marché libre à 39 dollars l'once, cours établi en 1934 et immuable depuis lors en dépit de la dévalorisation de toutes les monnaies par le fait de la guerre et de l'après-guerre. La création du double marché puis l'inconvertibilité du dollar constituaient, selon la doctrine de Washington, deux étapes vers l'objectif suggéré de la démonétisation.

Laissons de côté, afin de simplifier l'analyse, deux difficultés évidentes:

quelle autorité supranationale recevrait le privilège de battre monnaie? Comment serait calculée la valeur d'un étalon qui ne se confondrait ni avec un poids d'or ni avec le dollar? Considérons seulement l'obstacle immédiat: comment aller d'ici à là? ou encore que deviennent les stocks d'or des banques centrales? À l'heure présente, par la volonté des dirigeants américains, les banques centrales ont le droit de vendre de l'or sur le marché libre, mais non pas d'en acheter. On espérait contrôler le prix de l'or sur le marché libre et préparer de cette manière la démonétisation.

Les sujets économiques, sourds aux arguments des économistes, en ont décidé autrement. La grande inflation de 1973 a provoqué un envol des cours de l'or: celui-ci oscille depuis quelques mois entre 160 et 200 dollars l'once, soit entre quatre et cinq fois le prix légal, fixé, en 1971, de 42 dollars. Où est le temps où les plus illustres représentants de la science économique outre-Atlantique nous assuraient que le dollar était aussi bon que l'or ou encore que la valeur de l'or dépendait de celle du dollar!

Rien ne prouve pour autant que le prix actuel de l'or soit le prix vrai, celui auquel la communauté internationale devrait le fixer le jour où elle s'accorderait sur le retour à un marché unique. Tant que l'or remplit une fonction monétaire - et les stocks des banques centrales prouvent qu'il continue potentiellement de remplir une telle fonction - la notion même de prix vrai demeure équivoque.

En effet, la fonction monétaire de l'or entraîne la conservation de stocks et ces stocks dépassent de si loin la production annuelle que les banques centrales parviendraient facilement à contrôler les fluctuations du prix dès lors qu'elles agiraient de concert. À condition, bien entendu, de ne pas s'obstiner à défendre un prix manifestement absurde.

L'inflation de 1973-74 a-t-elle ou non pour cause majeure le délabrement du système monétaire international? Les économistes en discutent. Outre-Atlantique on le dit, en France on le clame et le proclame. Ni d'un côté ni de l'autre on ne mettra cependant en doute que l'inflation à deux chiffres n'ait été la cause d'une certaine ruée sur l'or, surtout en Europe.

L'autorisation rendue aux citoyens américains d'acquérir légalement de l'or est le plus souvent présentée comme une étape sur la voie de la démonétisation. Certains articles des journaux les plus respectés de la côte Est respirent la sincérité: c'est pour extirper une fois pour toute la croyance en cette relique barbare que l'on accorde à tous la licence de spéculer aux naïfs qui achèteront au plus haut et aux subtils qui se débarrasseront à temps du métal. La spéculation

enlèvera à l'or son prestige d'un autre âge.

Ce raisonnement néglige les raisons toutes autres pour lesquelles les dirigeants des États qui détiennent un stock d'or important se prêtent volontiers à la banalisation.

À mesure que le marché libre confirme un prix quatre fois plus élevé que le prix officiel, celui-ci tend à perdre toute signification. Les gouvernants français ou italiens ne peuvent pas imposer d'un coup et la réévaluation officielle de l'or et l'utilisation de l'or réévalué pour les transactions entre banques centrales. La banalisation du métal jaune que d'aucuns interprètent comme une étape de la démonétisation sera plus probablement considérée comme une étape de la réévaluation (le futur prix officiel pouvant être inférieur au cours libre d'aujourd'hui).

Pourquoi l'échec de la démonétisation avant même que celle-ci ne soit sérieusement entreprise? La réponse me paraît double: l'inflation suivie d'une menace de crise et le quadruplement du prix du pétrole. J'ai toujours pensé que le seul argument susceptible d'ébranler les dirigeants des États-Unis, c'était une crise. L'insolvabilité des pays industriels face à un quadruplement du prix du pétrole constitue un motif encore plus fort d'oublier la théorie et de consentir à un sacrifice d'amour-propre. Mais ce motif convaincant pour tous les détenteurs d'or jaune n'échappe pas aux détenteurs d'or noir.

Plus que jamais le prix de l'or relève de la grande politique.

Les intermittences du cœur

Le Figaro
28 février 1975

Au mois d'octobre dernier, l'opinion craignait le pire et seul le président de la République restait silencieux et confiant. D'un coup, l'humeur de la presse et probablement du public a changé. Les scores de popularité, au championnat des sondages, témoignent du succès. Rassurés, les Français se sentent en majorité d'accord avec Giscard d'Estaing qui évoqua une seule fois "le monde malheureux" mais ne donna jamais l'impression de prévoir une catastrophe.

Comme dans une pièce de théâtre bien faite, les chiffres apportent soudain leur concours aux optimistes. Hier, les créances des pays de l'O.P.E.P. montaient jusqu'au ciel, jusqu'à mille milliards de dollars en 1985. Aujourd'hui, Abou Dhabi, un des plus riches émirats du golfe Persique, incapable, disait-on, de transformer les dollars-papier en biens réels, se trouve, selon les dépêches d'agence, en difficulté d'argent. Les prix du pétrole tendent à baisser, la pénurie d'énergie disparaît de l'horizon cependant que se profile sinon la revanche, du moins le relèvement moral des consommateurs. En fait, les statistiques déterminent moins qu'elles ne les justifient les intermittences du cœur (c'est-à-dire du courage).

L'économie mondiale traverse une phase, qui durera plusieurs années, de croissance ralentie et l'économie américaine risque de s'enfoncer dans une véritable dépression, la première depuis 1945. L'Europe occidentale ne dépend plus du marché d'outre-Atlantique au point que le ralentissement là-bas entraîne nécessairement une récession ici. Il reste que le président de la République, dans sa causerie au coin du feu, annonce pour 1975 2% de croissance physique et un taux d'inflation inférieur à 10%. En d'autres temps, une telle prévision aurait appelé des commentaires moroses.

Cette crise, aggravée par le quadruplement du prix du pétrole, a pour origine la croissance inflationniste des dernières années, favorisée par la disparition d'une unité monétaire internationale à valeur, même relativement, stable. Toutes les monnaies sont désormais fondantes et, si le dollar continue de jouer un rôle prédominant dans les transactions sur le marché mondial, je pense que le règne de la monnaie américaine s'achève, comme le règne de la livre s'acheva au cours des années 30. La reconstruction d'un ordre monétaire exigera encore plusieurs années et aussi l'assentiment des pays de l'O.P.E.P.

Si l'on fait le tour des informations, en quête des raisons de la sérénité retrouvée, on ne trouve guère que les nouveaux "scénarios", relatifs aux pétrodollars, en particulier ceux que *World Financial Markets*, revue de la Banque Morgan, a publiés le mois dernier.

Les experts, à la fin de 1973, avaient calculé le montant des déficits des balances de paiement qui résulteraient des nouveaux prix du pétrole. Les projections se fondaient sur des chiffres approximatifs. Le déficit des pays consommateurs de pétrole, pour l'année 1974, s'élève, dit-on, à 65 milliards de dollars, dont 55 pour les pays industrialisés et une dizaine pour les autres. Les placements des pays producteurs sur le marché de Londres ont compensé le déficit de la Grande-Bretagne imputable à la hausse du prix du pétrole. De même, les États-Unis ont reçu une dizaine de milliards de dollars, plus qu'il n'était nécessaire pour couvrir leurs dépenses supplémentaires. Globalement, le marché financier privé a fourni environ la moitié des sommes nécessaires au financement du déficit des pays consommateurs. Le recyclage que les spécialistes et le sens commun escomptaient (on n'enfouit pas dans le sable des dollars-papier) a donc fonctionné conformément aux prévisions. Il devrait en aller de même, avec un mode de financement autre, en 1975.

Le doute portait et porte encore sur la suite. Le déficit de la balance commerciale français s'élève à 17 milliards de francs - moins que prévu - mais celui de la balance des paiements s'élève à une trentaine de milliards. Le déficit a été financé par des emprunts, à des taux d'intérêt élevés. À la charge du déficit s'ajoute celle de la dette. Il était - et il est encore facile - de construire des projections de catastrophe, le prix du pétrole étant réévalué régulièrement par rapport à la hausse des prix des produits industriels exportés par les pays consommateurs. Il suffit de se donner des quantités croissantes de pétrole importé, à des prix indexés, avec croissance simultanée des intérêts de l'endettement pour aboutir à des chiffres terrifiants, les pays ex-riches produisant des années et des années à seule fin de financer leurs achats de pétrole ou l'amortissement des sommes empruntées. En revanche, il suffit de se donner des chiffres légèrement modifiés, sur tel ou tel poste, pour aboutir, avec le même mécanisme d'extrapolation, à un résultat tout autre: les créances des pays exportateurs atteindraient un sommet de 248 milliards en 1978 et diminueraient rapidement à partir de cette date.

Quelles sont les données que les statistiques manipulent et qui comportent une marge considérable d'incertitude? Il y en a au moins trois: prix du pétrole,

dépenses des pays producteurs, aide donnée aux pays du tiers monde par les nouveaux riches.

Bien que l'opinion ait eu tendance à mettre en relation la crise de l'énergie (pour employer l'expression à la mode) et les prophéties d'apocalypse du Club de Rome, celle-là ne confirme nullement celles-ci. Même si la consommation de produits pétroliers avait continué de croître à la même allure, la menace d'épuisement des réserves d'hydrocarbures, à l'échelle de la planète, se situait à plusieurs dizaines d'années de distance. Tel producteur, par exemple l'Iran veut tirer le plus de dollars possible le plus vite possible de ses réserves dont l'exploitation ne durera qu'un nombre réduit d'années. Mais l'ensemble des producteurs possédait les moyens de répondre sans peine à une demande croissante. Il a donc suffi du quadruplement des prix, d'une légère réduction de la consommation pour que l'offre d'hydrocarbures dépasse la demande. Il n'en résulte pas encore que les prix baisseront: les prix fixés à la fin de 1973 sont des prix de cartel, non des prix de marché. D'ordinaire les cartels ont plus de pleine à répartir entre eux les quotas de production qu'à fixer les prix. L'O.P.E.P. subit donc, pour la première fois, la mise à l'épreuve de sa solidarité. La prévision est malaisée parce qu'une volonté politique, autant qu'une communauté d'intérêts, cimenterait cette solidarité.

À en croire la Banque Morgan, les pays producteurs dépensent leurs revenus plus vite que les premiers experts ne l'avaient prévu. Pour ne prendre qu'un exemple, l'Iran a programmé, au cours du plan de cinq ans qui se terminera en 1978, des investissements s'élevant à 50 milliards de dollars. Industrie lourde, infrastructure, construction et éducation, subvention pour les produits de première nécessité, armements, louage de services de techniciens étrangers: les emplois possibles de dollars ne manquent pas.

Comme tout devient suspect, en une période de crise, ces chiffres, d'origine américaine, ont éveillé le soupçon. Ne s'agit-il pas de rassurer, de même que l'on voulait terrifier, il y a un an? Ajoutons que, malgré tout, des créances de 250 milliards, en 1978, acquises par les États pétroliers, n'apparaissent guère compatibles avec la restauration d'un ordre monétaire international.

Les alternances de projections noires et de projections roses créent, à moins qu'elles ne les accompagnent, les intermittences du cœur: "tout est perdu notre civilisation s'écroule", puis trois mois plus tard "quelques mauvaises années à passer". La leçon n'est pas que la vérité se situe entre ces deux extrêmes (ce qui est peut-être le cas). La véritable leçon, au reste banale, c'est que les pays de

l'O.P.E.P. ne peuvent tirer parti de leurs centaines de milliards de dollars qu'en coopération avec les pays industrialisés - ce qui implique un dialogue, simultanément concertation et confrontation, qui peut tourner au bénéfice de tous à condition qu'aucun des camps ne méconnaisse les atouts de l'autre. L'Occident, comme impatient de capituler, oubliait ses propres atouts. Il n'est pas encore temps de le mettre en garde contre une erreur de sens contraire.

Entre l'espoir et l'inquiétude. Gérer la récession

Le Figaro
11 décembre 1975

Les hommes qui gouvernent la France gèrent pour la première fois une récession, et il en va de même dans presque tous les pays d'Europe occidentale. Depuis la guerre, l'économie des pays industrialisés a connu des phases de ralentissement (et même de stagnation), les États-Unis ont connu à deux reprises une baisse de production. À aucun moment, entre 1945 et 1973, l'économie mondiale n'avait été affectée tout entière par une récession au sens classique de ce terme, le produit national de tous les pays, au cours d'une année, ayant baissé et non progressé. J'entendis il y a quelques mois, sans surprise mais en souriant, le premier ministre déclarer qu'il s'était produit en 1974 un phénomène exceptionnel: il n'y avait eu de croissance ni en France ni en Europe. La conscience historique doit remonter au-delà des trente dernières années.

La période qui se termina en 1973 présentait plusieurs traits que l'on peut tenir pour au moins aussi exceptionnels que la récession de 1974. Les économies industrialisées du Japon et du Vieux Continent avaient progressé à un taux plus élevé que celui qui avait permis aux États-Unis d'atteindre au premier rang, environ deux fois plus élevé pour les pays de la Communauté des Six, trois ou quatre fois plus élevé pour le Japon. Deux hypothèses s'offraient à l'esprit: ou bien, grâce à la continuité de l'expansion, les retardataires avaient appris le secret de battre les records, ou bien les circonstances favorisaient une accélération temporaire.

La dernière hypothèse paraissait plus probable que la première, bien que les experts de la Commission de 1985 aient retenu la première. La récession actuelle ne tranche pas encore définitivement entre les deux interprétations mais elle renforce singulièrement ceux qui se refusaient à prolonger jusqu'à la fin du siècle les courbes de croissance de la production (ou de la population) des trente dernières années.

L'origine immédiate de la récession actuelle ne fut pas, à mon sens, le triplement des prix des hydrocarbures, en automne 1973, mais l'emballement de l'inflation, aussi constante elle aussi que la croissance. Quand le taux annuel d'inflation atteint, pour l'ensemble des économies industrielles, quelque 15% - ce

qui fut le cas en 1973 - une récession devient, l'année suivante, inévitable. Une certaine politique monétaire avait provoqué la grande inflation et la haute conjoncture simultanée dans tous les pays; le renversement de cette politique devait entraîner un ralentissement, lui aussi synchronisé, dans tous les pays. Synchronisation qui définit précisément une récession mondiale, non observée au cours du dernier quart de siècle. La hausse des prix des hydrocarbures constitua une cause supplémentaire de déflation, encore que l'impact en ait été amorti par le recours au crédit et par le placement des revenus excédentaires des exportateurs de pétrole sur les marchés monétaires.

Deux ans après la grande peur de novembre 1973, les consommateurs de pétrole envisagent avec sang-froid leur dépendance par rapport au cartel des États pétroliers. La dépendance, en effet, est réciproque; ces derniers ne peuvent dépenser leurs revenus ou les investir que dans les pays industrialisés. S'ils ont intérêt à tirer le maximum de ceux-ci, ils doivent ne pas dépasser le seuil à partir duquel leurs prétentions mettraient en question la solvabilité de leurs clients. Aussi bien, au bout de deux ans, l'ensemble des économies industrialisées a rétabli l'équilibre de sa balance des paiements. Bien plus que les pays riches, les pays en voie de développement dépourvus de pétrole ont été frappés par le cartel.

La récession mondiale a surpris les observateurs par sévérité: plus longue et plus profonde que ne l'avaient prévu les observateurs de l'O.C.D.E. Mais on peut se demander si l'erreur ne tient pas à la nouveauté ou, si l'on préfère, aux traits originaux de la conjoncture. La plupart des experts, tous ceux qui ont été formés après la dernière guerre, n'ont pas eu l'expérience directe d'une crise, au sens ancien du terme. Inévitablement, ils penchèrent vers l'optimisme, ils attendaient le retour à la normale de la croissance.

Or la récession, anormale par rapport à l'après-guerre, conservait une caractéristique malheureusement normale depuis un quart de siècle, la hausse des prix. Celle-ci ne s'arrêta pas avec les mesures restrictives prises par les autorités monétaires partout à travers le monde. La stagflation - formule déjà consacrée avant 1973 - s'accrut puisque la récession se substitua à la stagnation et que l'inflation se situe encore au-dessus de 20% en Grande-Bretagne et à 7 ou 8% au États-Unis après deux années de politique anti-inflationniste.

On ne parlait plus guère des mesures prévues pour empêcher une récession de s'approfondir en dépression. En fait, ces mécanismes de stabilisation - les

revenus qui se maintiennent en dépit de la baisse de l'activité parce qu'ils proviennent de l'État ou d'organisations para-étatiques - ont effectivement joué et ils ont limité la chute de la production. Les différents secteurs, ainsi qu'il était de règle dans les crises du passé, ont été inégalement touchés. Le "redéploiement" imposé par le prix du pétrole a favorisé certains secteurs (nucléaire), accablé d'autres (chimie, textiles synthétiques).

Ce qui, en revanche, différencie la récession actuelle, c'est que certaines industries, dominées par les grandes firmes, n'ont pas abaissé leurs prix en dépit de la mévente, que les salaires nominaux, en France du moins, n'ont pas sensiblement ralenti leur progression, en dépit du chômage. Aucun de ces deux phénomènes ne devrait, à proprement parler, surprendre. La hausse des rémunérations nominales est pour ainsi dire entrée dans les mœurs après un quart de siècle d'expansion presque continue. Même les entreprises obligées de baisser les prix de leurs produits en raison de la concurrence internationale, résistaient malaisément aux revendications. Le gouvernement pressait les entreprises de réduire les licenciements au minimum - ce qui permet de prévoir que la reprise, au moins partielle, attendue pour 1976, n'entraînera pas d'embauchage important et laissera subsister un certain chômage, en particulier de jeunes.

Les incertitudes des diagnostics et des prévisions s'expliquent à partir de ces analyses, si sommaires soient-elles. Il ne manque pas de signes de reprise aux États-Unis, en France (dans certains secteurs) en Allemagne (commandes à l'exportation). Nulle part jusqu'à présent, sauf dans les quelques secteurs que favorise le redéploiement, les entreprises ne semblent portées à un effort d'investissements. Pourquoi en irait-il autrement? Les investissements considérables de la période 65-73 permettent apparemment de répondre à une demande accrue. L'inflation a faussé les calculs; probablement le rendement du capital, en valeur réelle, a-t-il diminué en de multiples branches de l'industrie.

Comme les coûts de production, le coût de la main-d'œuvre n'a pas diminué au cours des deux dernières années: les exhortations des pouvoirs publics suffiront-elles à convaincre les chefs d'entreprises de parier sur une reprise forte et de se lancer dans des programmes d'investissements? Quand la plus grande firme française de chimie constate, en fin d'année, un déficit d'exploitation, comment lui demander un tel pari?

Le taux d'inflation, en année de récession, reste en France de 10% environ. Le ministre des Finances oscille donc entre les appels à la confiance et les conseils de modération. Le patronat plaide pour les mesures de relance et il craint que la

lutte contre l'inflation ne revienne demain au premier plan. Quant aux ministres, ils manifestent, dans leurs propos, les intermittences de la foi ou les alternances de l'humeur.

La chute de la livre sterling. Crise de régime

Le Figaro
27 octobre 1976

La livre sterling, hier, à Paris, est restée à un moment au-dessus des huit francs tandis que le dollar s'inscrivait à nouveau à un cours supérieur à cinq francs.

Raymond Barre a déclaré, mardi après-midi: «La monnaie française se stabilisera si le pays comprend que la politique de lutte contre l'inflation n'a d'autre objectif que d'assurer les équilibres économiques.» Il en a profité pour démentir tout à la fois un éventuel relèvement du taux de l'escompte et un retour prochain du franc français dans le serpent monétaire européen.

La livre est, dès maintenant, cotée à un cours inférieur à celui qui répondrait à ce que les économistes appellent parité des pouvoirs d'achat. Au cours de change actuel, les prix intérieurs de la Grande-Bretagne se situent au-dessous de ceux de ses principaux partenaires et concurrents. Il n'en résulte pas pour autant que la chute de la livre va s'arrêter.

Pendant les années de la croissance miraculeuse, l'économie britannique progressait environ deux fois moins vite que celle des pays du continent. Depuis que l'Occident est entré dans la phase de la grande inflation, le taux britannique dépasse régulièrement celui des membres de la Communauté européenne, Italie mise à part, double ou triple de celui de la République fédérale allemande.

On ne peut pas dire que la livre restait une monnaie de réserve; malgré tout, la place de Londres recevait encore des capitaux des pays auparavant intégrés à la zone sterling. Depuis longtemps, le gouvernement britannique, en théorie et en paroles, souhaitait se libérer de cette charge. En fait, il avait donné une garantie de change, il y a une dizaine d'années, à une fraction des balances sterling. En permanence, il doit maintenir des taux d'intérêt tels que les possesseurs de livres ne soient pas tentés de les retirer: il faut que l'écart entre les taux d'intérêt à Londres et les taux d'intérêt pratiqués ailleurs suffise à compenser les pertes prévisibles de change. À partir d'un certain manque de confiance, aucun taux d'intérêt ne parvient à rassurer les détenteurs de sterling.

Les déclarations de M. James Callaghan, invitant les États-Unis et la République fédérale allemande à se substituer au Royaume-Uni, relèvent de la diplomatie ou de la psychologie. Le Premier britannique s'exprime comme si la

place de Londres assumait une responsabilité dans l'intérêt commun, comme s'il incombait désormais à d'autres de se substituer à elle. Il sait bien que les autorités de Bonn ne souhaitent pas que le mark remplisse la fonction de monnaie de réserve, bien qu'elle ne puisse empêcher les possesseurs de capitaux d'acheter du mark en prévision de la hausse du cours de celui-ci. Quant aux autorités américaines, elles ne feront rien ni pour attirer ni pour détourner les capitaux chassés de Londres par l'effondrement de la livre.

Les banques anglaises ont pratiqué longtemps ce que l'on appelle transformation. Elles recevaient des fonds à plus ou moins court terme, et investissaient au dehors à long terme. Si les investissements résultaient d'un choix heureux, ceux-ci constituaient une source d'enrichissement pour les banques et pour le pays. Encore fallait-il que le montant des fonds étrangers restât à peu près constant; faute de quoi la diminution de ces balances entraînait une ponction sur les réserves de change. Aujourd'hui, celles-ci équivalent à peu de chose près aux balances sterling (quelque six milliards de livres).

À moins de prêts extérieurs, la fuite devant la livre risque d'entraîner une baisse des réserves qui accroîtrait encore la défiance.

Ce qui est en question à l'heure présente, c'est le prêt de trois à quatre milliards de dollars dont le Royaume-Uni a besoin pour l'année 1977. À quelles conditions le Fonds monétaire international accordera-t-il ce prêt? Ces conditions seront-elles acceptables au gouvernement, et surtout au parti travailliste? Quel scénario doivent souhaiter les amis de la Grande-Bretagne, ceux aussi qui craignent la dislocation de la Communauté européenne et le repli de chaque État sur une forme nouvelle de protectionnisme?

La crise actuelle de la Grande-Bretagne, malheureusement déjà prévisible au moment de l'adhésion au Marché commun, porte un coup de plus à la Communauté européenne et compromet la fragile reprise de l'économie mondiale. Les pays d'Europe occidentale, clients et fournisseurs les uns des autres, constituent une unité; le malheur de l'un ne fait pas le bonheur de l'autre. Si un des pays se ferme, les exportateurs ressentent ailleurs le choc des marchés perdus. La sous-évaluation de la livre favorise, pour une période très courte, les exportations britanniques; la relance de l'inflation efface bientôt cet avantage temporaire. La politique agricole commune devient un casse-tête chinois, peut-être même la fiction de cette P.A.C. deviendra-t-elle impossible à maintenir.

On incline donc à conseiller aux deux États dominants, États-Unis et Allemagne fédérale, de venir au secours de la livre et de l'économie britannique,

de consolider les balances sterling pour permettre un abaissement des taux d'intérêt et pour éviter la conjonction, au cours de la prochaine année, d'une réduction d'activité et d'une inflation de 15%. Le commentateur hésite malgré tout: ces expédients, déjà presque traditionnels, ne prolongeront-ils pas un glissement fatal?

La crise de la livre a pour cause profonde le manque de confiance, commun aux opérateurs sur tous les marchés, dans la résolution des gouvernements britanniques, qu'ils soient travaillistes ou conservateurs, d'imposer des réformes faute desquelles nul redressement n'est possible. Aucun des deux partis ne s'appuie sur une majorité dans le pays. Aucun d'eux ne représente une politique définie. Ils n'envisagent pas de gouvernement de coalition; personne ne connaît l'homme qui présiderait un gouvernement de coalition capable d'agir, et non paralysé par les dissensions internes.

Dans ses négociations avec le F.M.I. ou les gouvernements de Washington et de Bonn, James Callaghan ne dispose que d'un argument: sa propre faiblesse. Une baisse ultérieure de la livre, un chômage qui obligerait à fermer les frontières et à tenter l'expérience d'une sorte socialisme national, répandraient l'inquiétude à travers toute l'Europe.

En sens contraire, beaucoup de Britanniques et d'observateurs étrangers penchent non vers la politique du pire mais vers ce que l'on appellera l'épreuve de vérité. Seule une minorité parmi les dirigeants envisage un changement radical de cap, l'État et les syndicats prenant les décisions majeures, et les chefs d'entreprise laissant, pour l'essentiel, leurs responsabilités à d'autres. La majorité du parti travailliste et du parti conservateur vise le même objectif: rester à l'intérieur de l'ensemble européen et atlantique, réduire les dépenses étatiques, restaurer les conditions nécessaires aux investissements, à l'économie de marché, à la productivité du travail. Mais ils ne peuvent ni ne veulent constituer ensemble un gouvernement. Le régime britannique, à son tour, encore que dans un style différent de celui de l'Italie et de la France, est grippé ou crispé.

Le Royaume-Uni ne surmontera la crise économique dont tout le monde parle qu'en résolvant la crise politique que personne ne veut voir.

5.5

L'UNIVERSITÉ APRÈS MAI 68

L'université un an après. Le monopole

Le Figaro
1er août 1969

Il y a quelques mois, un décret avait établi une équivalence provisoire entre des examens passés dans des facultés libres et des examens de fin d'année dans des établissements publics. Le Conseil d'État a cassé le décret en tant que contraire à la loi de 1880, qui réserve à l'Université le monopole de la collation des grades.

Cet arrêt du Conseil d'État oblige gouvernement et législateurs à choisir entre deux solutions: ou bien faire voter une loi qui légaliserait l'équivalence prévue par le décret du mois d'avril dernier; ou bien organiser une session spéciale d'examens à l'automne pour les étudiants qui ne se sont pas présentés à la session de printemps parce qu'ils comptaient bénéficier de l'équivalence que le ministère avait promise sans en avoir le droit.

Il me paraît probable que le gouvernement retiendra la deuxième solution de préférence à la première. La proposition législative se heurterait à une opposition plus vive encore dans l'Université qu'à l'Assemblée Traditionnels et révolutionnaires, ancienne et nouvelle gauche se retrouveraient d'accord pour dénoncer le coup porté au monopole de l'Université, service public. La querelle entre enseignement privé et enseignement public, sur le point de s'éteindre, pourrait se rallumer demain.

Mon collègue, le doyen Vedel, a saisi l'occasion pour expliquer, avec une parfaite clarté, l'alternative que les réformateurs, depuis mai 1968, ont déployé tant d'efforts pour dissimuler. Si les grades et diplômes doivent présenter un caractère national, si le licencié, qu'il vienne d'ici ou là, se situe au même niveau indiciaire sur l'échelle de la fonction publique, si, au-delà des examens (licence et maîtrise), les facultés préparent les meilleurs de leurs étudiants à des concours (agrégation, C.A.P.E.S. ou quelque concours d'un autre nom), l'autonomie trouvera les limites étroites dans l'obligation morale et la contrainte matérielle de maintenir quelque égalité entre des parchemins de valeur égale.

Ni les programmes ni même les méthodes n'échapperont à l'uniformité, toutes les U.E.R. (unités d'enseignement et de recherche) auront pour devoir de donner à leurs étudiants les qualités et les connaissances qui assurent les succès aux concours de recrutement. Ces derniers, dans les facultés des lettres, des sciences et de droit, marquent une étape décisive. Objet d'une ambition légitime pour

ceux qui se destinent à l'enseignement, ils ouvrent les portes de la fonction publique, ils garantissent la titularisation, une promotion régulière et, finalement, un rang élevé.

En d'autres termes, la constitution d'universités autonomes et pluridisciplinaires, de dimensions moyennes (entre 10.000 et 15.000 étudiants), à supposer que l'on parvienne à remodeler les institutions, ne modifierait pas l'essentiel tant que les U.E.R. ou les universités ne choisissent ni leurs étudiants ni leurs programmes ni leurs diplômes. Entre l'autonomie véritable des U.E.R. ou des universités, d'une part, le caractère national des titres, diplômes, concours, programmes, d'autre part, il aurait fallu, il faudra choisir.

Je n'ai cessé, depuis mai 1968, de souligner l'incompatibilité entre deux modèles: l'un emprunté à l'expérience américaine plus ou moins transfigurée, celui d'universités réellement autonomes, donc en concurrence, l'autre enraciné dans la tradition française, celui d'une Université unique, avec d'un bout à l'autre du pays les mêmes examens et concours, donc avec une faible liberté d'innovation ou d'imagination.

Le tremblement de terre qui, en mai 1968, a précipité la chute de l'édifice n'a pas transformé la manière de penser des habitants. Là encore, je me rencontre avec M. Vedel: c'est le deuxième modèle qui, pour l'instant, s'impose, en dépit de la loi d'orientation. Pourra-t-il en aller autrement dans le contexte français?

Les conséquences déplorables du système monopolistique s'offrent aux yeux de n'importe quel observateur, chaque fois que surgit un débat passionné sur un problème, apparemment mineur.

Prenons le cas de l'enseignement du latin en sixième ou en cinquième. Jadis, cet enseignement obligatoire empêchait les élèves du primaire supérieur de passer vers le secondaire. On vantait les mérites incomparables du latin pour la formation des esprits et pour la connaissance du français. Aujourd'hui, le ministère veut interdire tout enseignement du latin avant la classe de quatrième, de crainte, semble-t-il, de rendre plus difficile aux élèves venus des milieux populaires l'accès aux meilleures classes. Que l'on commence ou non le latin avant la quatrième, la démocratisation n'en sera pas sérieusement affectée. Mais, de toute manière, pourquoi le ministère doit-il prendre une décision impérative pour tous les lycées de France?

L'obligation du latin dans la section noble, dès la sixième, telle qu'elle existait dans ma jeunesse, aggravée encore au cours des années 20 par la réforme Léon Bérard, nous apparaît rétrospectivement presque insensée. L'interdiction ne nous

en apparaît pas, pour autant raisonnable. Ce qui déconcerte, c'est que l'autonomie ne permette pas à certains lycées de prendre, en une pareille matière, des initiatives. Pourquoi enseignants et familles ne pourraient-ils pas décider au lieu et place du ministère?

"Les choses étant ce qu'elles sont", tout se passe comme si le choix se réduisait à l'*obligatoire* et de l'*interdit*. Entre ces deux termes, il reste à découvrir le champ du *permis*. Champ peut-être moins étroit que ne le croient administrateurs, enseignants et familles. Mais ce champ du permis demeurera étroitement circonscrit tant qu'il aboutira aux obligations, précises et strictes, de l'examen national (du baccalauréat à la fin du secondaire jusqu'à l'agrégation). Malheureusement, traditionnels et révolutionnaires sont probablement, à ce point de vue, également conservateurs.

L'université un an après. Les fruits de la révolution

Le Figaro
2 août 1969

Nul ne saurait établir un bilan exact de ce qui a été créé ou détruit au cours de l'année écoulée depuis les événements de mai-juin 1968 [\(1\)](#). Universitaires et observateurs s'accordent sur un point et probablement sur un seul point: d'une U.E.R. à une autre, d'une ville à une, de Paris à la province, de la médecine à l'économie politique, la situation varie. Les diagnostics d'ensemble gardent, de ce fait, un caractère subjectif. Notre confrère *Le Monde* a publié côte à côte deux articles qui visaient à faire le point et dont l'un avait pour titre. *Un esprit nouveau* (Maurice Duverger), et l'autre, *Sentiment de découragement* (Alfred Grosser). Ces deux titres reflètent l'optimisme des uns, le pessimisme des autres. Manquait un troisième titre: "*Plus ça change...*"

Je voudrais essayer, malgré tout, de dégager quelques fait importants.

1. Dans l'ensemble, le calme est revenu. Il ne reste plus que quelques points chauds. Vincennes devait servir d'université-pilote, de lieu d'expérience pédagogique. Dans certains départements (langues vivantes en particulier), des innovations intéressantes ont été tentées et la réalité n'a pas toujours déçu l'espérance des fondateurs. Cependant, Vincennes, au cours de sa première année, a surtout rempli la fonction ingrate d'abcès de fixation. Les plus contestataires des sociologues et des philosophes, rassemblés dans ce bouillon de culture, ont joué à la révolution culturelle. Ils ont, avec une efficacité exemplaire, servi la cause des communistes et desservi celle de la nouvelle gauche.

2. À Vincennes les communistes, minoritaires par rapport à la nouvelle gauche (contestataire) ont dû faire appel à un service d'ordre, composé de plus de jeunes ouvriers que d'étudiants, pour assurer "la liberté de vote" (liberté dont un faible pourcentage d'électeurs a fait usage). Ailleurs, les communistes ou apparentés ont conquis des positions dominantes dans nombre de conseils des U.E.R., sans recourir à des moyens extra-universitaires. Ils dirigent le S.N.E.-Sup. et l'U.N.E.F.-Renouveau. Jamais ils n'ont détenu autant de puissance dans l'Université que depuis l'explosion gauchiste de mai 1968. Ils doivent ce retour en force à leur organisation, à leur sérieux, à leur travail, à l'inorganisation du

grand nombre, à l'anarchie des gauchistes; les enragés refusent de participer, les trotskystes préparent la révolution sociale et non la réforme universitaire.

3. Une des conséquences les moins douteuses des "événements" concerne les relations entre les diverses catégories d'enseignants. La distance entre assistants, maîtres-assistants, chargés d'enseignement, maîtres de conférences, professeurs titulaires, s'est rétrécie. L'assemblée de faculté, composée des professeurs et de quelques représentants des autres catégories, a presque partout disparu et disparaîtra définitivement avec la loi d'orientation. En principe et, dans l'ensemble, ce changement, déterminé par les circonstances, me paraît heureux. Les titulaires représentaient une fraction trop faible du nombre total des enseignants pour que la structure ancienne pût se maintenir.

En dehors de toute polémique, le rapprochement des diverses catégories d'enseignants, les délibérations communes plus nombreuses, les contacts avec les étudiants appartiennent à la catégorie des effets heureux du bouleversement.

4. Dans certains cas, cependant, il en résulte des excès de sens contraire. Des assistants jeunes et de qualification discutable échappent à toute autorité, soit que les professeurs leur abandonnent les deux premières années, soit qu'ils aient, en fait, perdu tout pouvoir d'intervenir. Les révolutions accélèrent la circulation des élites, selon la formule classique de Pareto. La révolution universitaire de 1968 ne fait pas exception à la règle. Les jeunes enseignants ont été promus plus vite ou sont montés plus vite à Paris. Le ministère a encore aggravé la concentration parisienne des talents et des enseignants, contre l'intérêt évident, à long terme, de l'université française.

5. Il est trop tôt pour prévoir les conséquences du système électoral et de la cogestion. La politisation, grâce à "l'ordre communiste" et au refus de participation des gauchistes, n'a pas dégénéré en tumulte. Que se passera-t-il demain dans les U.E.R., dans les universités, où, chaque année, enseignants et étudiants choisiront leurs représentants en fonction d'idées politiques et de revendications corporatives?

6. Dans l'immédiat, le mode actuel d'administration comporte un inconvénient majeur: il coûte trop de temps aux étudiants et aux enseignants. Le sentiment de découragement que note Alfred Grosser, et que j'ai rencontré chez beaucoup de mes collègues des facultés, tient à la fatigue que causent les séances des commissions: les assemblées ont besoin de deux heures pour prendre une décision qui n'exigerait d'un administrateur compétent que quelques minutes de réflexion. À la limite, beaucoup de professeurs se demandent si la participation à

cette sorte de vie politique n'exclut pas la recherche.

7. La gestion, l'administration ont changé, l'enseignement a-t-il changé? Il y avait, de toute manière, beaucoup de naïveté à croire que les mêmes hommes pouvaient, du jour au lendemain, enseigner autrement qu'ils ne l'avaient fait toute leur vie. La mythologie du cours magistral, symbole du mandarinat et de la pédagogie anachronique, a favorisé une illusion de réforme à bon compte. Bien entendu, en nombre de circonstances, les étudiants eux-mêmes ont demandé des cours, qui n'ont pas disparu, même de Vincennes: on se borne à ne pas leur accoler l'épithète de "magistral". Quant aux relations entre enseignants et étudiants, elles varient d'une U.E.R. à une autre, d'un professeur à un autre: mieux vaut s'abstenir de toute proposition générale. Une seule remarque: une fois la fièvre tombée, nombre d'étudiants semblent enclins moins à l'agressivité qu'à la passivité.

8. Enfin, la diversité des modes d'examens officiellement acceptés - contrôle continu des connaissances, épreuves en fin d'année d'un type ou d'un autre, le choix par l'étudiant d'un examen sur mesure - a eu un résultat prévisible, en nombre d'U.E.R. que je connais, à la faculté des lettres et à la faculté de droit, le pourcentage des succès se situe entre 80 et 95%. Le public ne connaîtra peut-être pas les statistiques vraies. Il suffira de calculer le pourcentage des reçus non par rapport aux candidats effectifs mais par rapport aux inscrits. Comme le nombre de ces derniers dépasse de 20 à 30 à 30% celui des candidats effectifs, le pourcentage des succès apparaîtra raisonnable.

Il va de soi que l'on peut concevoir au lieu de l'examen-barrage (ou sélection), tel qu'il fonctionnait avant mai 68 un examen-simple confirmation du travail de l'année. Encore convient-il de réfléchir aux implications du glissement d'une fonction à une autre, de ne pas oublier que la dévalorisation des diplômes frapperait non les mandarins mais les étudiants.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 1er août.

L'université un an après (1). Démocratisation, orientation, sélection

Le Figaro
5 août 1969

Il ne suffit pas d'accorder aux fils d'ouvriers ou de paysans le droit d'entrer à l'Université, encore faut-il que, livrés à eux-mêmes, durant leurs études secondaires, sans aide de leurs parents, ils parviennent à rivaliser avec leurs camarades favorisés par le milieu familial. L'égalité théorique aboutit, en fait, à une extrême inégalité: le pourcentage des jeunes qui accèdent à des études supérieures varie considérablement selon les classes sociales. Le mot de démocratisation désigne aujourd'hui l'effort pour réduire cette inégalité.

L'Observateur de l'O.C.D.E. a publié, dans son numéro de juin des statistiques relatives à l'origine sociale des étudiants. L'étude retient cinq catégories socio-professionnelles: A) professions intellectuelles et cadres supérieurs; B) classes moyennes, employés de bureau et de commerce; C) chefs d'exploitation agricole; D) autres travailleurs indépendants; E) ouvriers et employés de service. Pour 1.000 travailleurs actifs de la catégorie A, il y avait, en 1959-60, 91,4 étudiants; ce chiffre tombe à 25,2 pour la catégorie B, à 4,3 pour la catégorie C, il est de 23,3 pour la catégorie D, de 1,1 pour la dernière catégorie E. Cinq ans plus tard, ces cinq chiffres passent respectivement à 138,4, 38,8, 9,9, 38,4 et 4,4. Le pourcentage des étudiants par rapport à 1.000 travailleurs actifs s'élève de 13,8 à 24,7.

Ces statistiques appellent plusieurs remarques.

1. Le pourcentage français des étudiants par rapport à la population dépasse sensiblement celui de la République fédérale allemande (14,1 en 1964-65) ou celui de l'Italie (4,6). Largement inférieur à celui des États-Unis (41,4), il égale celui du Japon (24,7).

2. La démocratisation, au cours de ces dernières années, a progressé. Le pourcentage pour la catégorie E (les ouvriers) a été multiplié par 4. Il demeure très faible, mais supérieur au même pourcentage en Allemagne fédérale (1,4) et en Italie (1,1).

3. En termes absolus, le nombre des étudiants provenant des classes laborieuses a été multiplié en dix ans (1955-1965) par trois en Allemagne fédérale, par quatre en Italie et en France. Mais, en termes relatifs, la progression

est lente, parce que le pourcentage des étudiants, dans les autres catégories socio-professionnelles a augmenté lui aussi; par exemple, ce pourcentage dans la catégorie A, passe de 191,4 à 138,4 entre 1959-60 et 1964-65 en France. Un fils de professeur ou d'industriel, en 1959, avait 83 fois plus de chances d'entrer à l'université qu'un fils d'ouvrier; en 1964, il en a 31 fois plus.

En République fédérale allemande et en Italie, les statistiques indiquent 36 et 34 fois plus de chances, au Japon 31. Les écarts deviennent significatifs avec la Suède, 14 fois plus de chances, l'Angleterre et le pays de Galles, 8 fois, et les États-Unis, 3,5 fois.

Une première conclusion se dégage d'elle-même: l'absence de sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur ne semble exercer aucune influence sur la "démocratisation". La Grande-Bretagne, dont le système scolaire et universitaire apparaît le plus aristocratique d'Europe, qui "sélectionne" les étudiants à l'entrée des universités, a obtenu les meilleurs résultats en fait de "démocratisation statistique". Le nombre absolu des fils d'ouvriers n'est pas la seule cause de ces résultats: les enfants de la bourgeoisie ne jouissent pas, comme en France ou en Allemagne, de la certitude d'entreprendre des études supérieures dès lors qu'ils achèvent, vaille que vaille, leurs études secondaires.

La démocratisation de l'enseignement supérieur, aucun expert ne l'ignore, dépend de ce qui se passe depuis l'école maternelle jusqu'au baccalauréat bien plus que des modalités d'accès à l'université. D'un bout à l'autre de la carrière scolaire, garçons et filles sont soumis à un procès permanent, que l'on appellera indifféremment orientation ou sélection. Après l'école primaire - et la petite école de village ne donne pas les mêmes chances que la grande école des villes - les uns iront vers le collège d'enseignement général, d'autres vers le collège d'enseignement secondaire, d'autres vers le lycée. Selon cette "orientation", les chances d'arriver jusqu'aux amphithéâtres de la Sorbonne augmentent ou diminuent.

Et ainsi de suite. Le ministre de l'Éducation nationale a raison de se donner pour objectif la démocratisation, mais il aurait tort de laisser croire que quelques mesures spectaculaires accéléreront miraculeusement une lente transformation. Une meilleure pédagogie, des méthodes adaptées aux jeunes qui ne possèdent pas de connaissances puisées dans le milieu familial contribueront probablement à réduire cette inégalité.

Une propagande, devenue vérité d'État depuis que des voix officielles l'ont reprise à leur compte, a réussi un exploit et créé un fait accompli: alors que la

"sélection" joue à travers toute la carrière scolaire le mot désigne la seule sélection qui s'exercerait à l'entrée de l'Université, comme c'est le cas en Union soviétique, en Grande-Bretagne ou au Japon. Alors que le libre accès des bacheliers à l'enseignement supérieur perpétue de toute évidence un privilège de la bourgeoisie et qu'une sélection intelligemment faite parmi les bacheliers pourrait et devrait favoriser les jeunes gens venus des classes populaires, le talent, la démagogie et l'ignorance ont convaincu l'opinion du contraire. Combien de temps faudra-t-il pour que les U.E.R. ou les universités autonomes acquièrent le droit de "choisir" leurs étudiants, ce qui permettrait une meilleure répartition des étudiants entre les disciplines et entre les régions?

Je doute que le nouveau ministre puisse prendre le risque d'un retour aux idées du général de Gaulle et aux décisions prises au début de l'année 1968, avant l'explosion de mai. Il faut donc s'attendre à une augmentation du nombre des étudiants au cours des prochaines années. En médecine, les enseignants éliminent inévitablement, au bout de la première année, une fraction des candidats pour ramener le nombre des étudiants à la mesure des moyens matériels (je ne tranche pas la question du recours aux cliniques privées pour accroître les possibilités). Dans les U.E.R., qui relevaient, hier, des facultés des Lettres et des facultés de Droit, il n'y a guère de limites, en dehors du montant des crédits et du nombre des enseignants.

Le système français, depuis l'école maternelle jusqu'à l'agrégation, souffrait et souffre souvent encore d'un souci quasi obsessionnel du classement, de la compétition. Chaque élève a sa note, sa place, premier ou dernier, quatorzième ou trente-huitième. Les pédagogues dénonçaient les excès de l'émulation, le risque de décourager dès le début les plus lents, de les convaincre à tort de leur incapacité. À un niveau supérieur, l'inégalité de statut et de rémunération entre les enseignants exerçant le même métier, inégalité ayant pour origine les titres obtenus vingt ou trente ans plus tôt, présente des inconvénients que seule l'accoutumance empêche de reconnaître.

Malheureusement, depuis un an, tout se passe comme si l'on avait résolu de passer d'un extrême à l'autre, comme si l'on imaginait une démocratie sans compétition. Les examens à l'intérieur de l'université avaient, avant mai 1968, une double fonction: élimination des étudiants en surnombre, garantie de la valeur des diplômes. S'ils ne remplissent plus ni l'une ni l'autre fonction, l'encombrement gagnera progressivement le deuxième cycle, les diplômes perdront toute valeur. Or, la dévalorisation des titres frappe plus durement le fils

d'ouvrier que le fils d'industriel. Le refus de sélection à l'entrée de l'Université ou dans les cours des études supérieures joue contre la démocratisation par laquelle on prétend la justifier.

En dernière analyse, il n'y a rien là de surprenant: les idéologies de mai caractérisaient et exprimaient une certaine jeunesse bourgeoise, généreuse à coup sûr, mais peut-être victime de son inconscient. Des parchemins sans signification suffisent à de jeunes bourgeois; ils ne suffisent pas aux jeunes, sans héritage et sans relations, qui ambitionnent de monter.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* des 1er et 2 août 1969.

L'université un an après(1). Universités, facultés, unités

Le Figaro
6 août 1969

À la fin du siècle dernier, la IIIe République entreprit la construction d'universités, plus ou moins sur le modèle des universités allemandes; ces dernières jouissaient, à l'époque, du prestige que possèdent, à l'heure présente, les universités américaines, au moins quelques dizaines des grandes universités que connaissent les professeurs européens. Aujourd'hui, après le découpage des facultés en U.E.R. (Unités d'enseignement et de recherche), le ministère tente de créer des universités pluridisciplinaires. Je m'interroge sur les chances de succès d'une pareille tentative dans le contexte présent.

Les universités de la IIIe République se sont rapidement dissociées en facultés, souvent presque étrangères les unes aux autres. Jusqu'à une date récente, un professeur d'une faculté n'avait pas le droit d'enseigner dans une autre. Le découpage des facultés présentait un caractère artificiel: les disciplines proches les unes des autres demeuraient sans contact, parce que les unes appartenaient à la faculté de droit et les autres à la faculté des lettres ou à la faculté des sciences.

La revendication de la pluridisciplinarité marque une réaction juste contre ces sortes d'absurdités. Les facultés ne constituaient pas un ensemble complet se suffisant à lui-même. Comme, ici et là, surtout à Paris, chacune des facultés recevait des dizaines de milliers d'étudiants, le regroupement de facultés gigantesques aurait abouti à des universités plus monstrueuses encore. On a donc commencé par le découpage des facultés en U.E.R. dans l'espoir de constituer ensuite 50 à 60 universités pluridisciplinaires.

Si tout va bien, on parviendra à créer quelques universités pluridisciplinaires, universités-pilotes qui serviront peut-être d'exemples. Dans quelques villes de province, les chances de coopération féconde entre spécialistes, à la fois pour la recherche et pour l'enseignement, paraissent meilleures qu'à Paris. Le plus souvent le découpage semble aboutir soit à la restauration camouflée de ces mêmes facultés sous un autre nom, soit à une multiplicité d'U.E.R., à une balkanisation pire que la formule ancienne.

Les obstacles auxquels se heurte la conception, en elle-même séduisante, des

universités pluridisciplinaires de 10.000 à 15.000 étudiants viennent à la fois des choses et des hommes, de la tradition et de la crise actuelle. Comment loger chacune de ces universités dans des locaux qui lui appartiennent en propre et où des enseignants, venus de facultés différentes, apprendraient à se connaître et à collaborer? Faute d'installations, faute de *campus*, la plupart des universités risquent, demain comme hier, d'exister sur le papier en tant qu'unité administrative, non en tant que communauté vivante.

Médecins, juristes, littéraires, scientifiques s'ignorent. À coup sûr, médecins ou ingénieurs tireraient profit d'une formation économique ou psychologique, de même que les sociologues ou les économistes ont besoin d'une formation mathématique. Mais, depuis mai 1968, les spécialistes ne se bornent pas à s'ignorer, ils se soupçonnent réciproquement. Les U.E.R. tranquilles craignent la venue de contestataires ou même, simplement, de collègues d'opinions différentes. "La politique est entrée dans l'université pour n'en plus sortir", clamaient, il y a un an, les chantres de la révolution de mai. Les voici tout surpris et presque indignés que là où dominent les modérés (en médecine par exemple), ceux-ci prennent en considération, eux aussi, la politique en tous les sens du mot.

À ces difficultés occasionnelles s'ajoutent des causes proprement universitaires. En science, beaucoup des meilleurs étudiants se dirigent vers les grandes écoles; dans les facultés, il existe trois sortes d'étudiants: une élite qui se destine à la recherche, un pourcentage important qui se destine à l'enseignement dans le secondaire, un autre pourcentage important qui souhaite un supplément de culture et devra chercher un emploi dans le secteur privé.

Ces trois catégories se trouvent dans les facultés des lettres et de droit, avec cette réserve que, dans les facultés de droit, la troisième catégorie est beaucoup plus nombreuse que dans les facultés des lettres.

Les universités parviendront-elles à donner simultanément à ces diverses catégories d'étudiants l'instruction qui répond aux besoins de chacune d'elles? Rien n'est moins sûr. Au cours des prochaines années, une extension des I.U.T. (Instituts universitaires de technologie) devrait soustraire aux facultés une certaine proportion des étudiants de la troisième catégorie. Les étudiants de sciences et de lettres qui souhaitent enseigner dans le second degré, recevraient quatre ans après le baccalauréat, une formation spécialisée dans des écoles. Après tout, pourquoi pas des écoles de professeurs comme il existe des écoles d'ingénieurs. Les écoles d'instituteurs avaient donné à la France, au début du siècle, un personnel enseignant d'une valeur incomparable.

Si, comme tout permet de le prévoir, les bacheliers continuent d'entrer librement en faculté, les deux premières années devraient s'organiser dans des collèges littéraires et scientifiques, les meilleurs élèves continuant leurs études dans les classes de lycées après la terminale. À la fin de l'actuel deuxième cycle, les étudiants se dirigeraient vers les écoles de professeurs ou vers le IIIe cycle des facultés.

L'échec probable des universités pluridisciplinaires (en tant que formule générale) n'interdirait pas de retenir une partie de ce que l'idée de pluridisciplinarité comporte de valable: pas de spécialisation hâtive au cours des deux premières années, pas d'isolement des disciplines au niveau du IIIe cycle et de la recherche.

Depuis plus de deux siècles, la France n'a pas d'universités. Je crains qu'elle n'en ait pas davantage en 1980. Dans l'hypothèse la plus favorable, elle en aura quelques-unes, peut-être admirées. Pourquoi? Je ne tenterai pas d'énumérer toutes les causes, mais je reviendrai à mon point de départ: les concours nationaux, le statut de la fonction publique, la valeur nationale des grades créent *une* Université et excluent *des* universités. Les grandes écoles existent parce que les Français ont accepté les concours d'entrée et l'inégalité de statut de chacune d'elles. Tant que les universités, proclamées autonomes, ne choisiront ni leurs étudiants, ni leurs programmes, ni leurs diplômes, tant que ces universités, inégales, seront proclamées, par décret, égales, tant que ces universités pluridisciplinaires conduiront à des concours unidisciplinaires, la réalité se vengera des fictions. Contradictoires en leur principe, ces universités n'atteindront à l'être que dans l'éloquence ministérielle.

Il reste aux enseignants à tirer le meilleur parti des circonstances. Dans le cadre des U.E.R., la discrimination entre les diverses catégories d'étudiants, souvent possible, permettrait une certaine adaptation de l'enseignement aux besoins propres de chaque catégorie. Les regroupements des U.E.R., même plus théoriques qu'effectifs, atténueront la balkanisation. Perspective rassurante de l'échec, paisible et partiel, de la réforme.

Bien entendu, d'autres perspectives, moins rassurantes, se dessinent également. Le ministre des Finances acceptera-t-il l'augmentation annuelle du budget qu'exige la continuation de la politique actuelle? Le nombre des étudiants ne provoquera-t-il pas, de lui-même, un jour ou l'autre, une nouvelle explosion? Révolte commune des enseignants et des enseignés contre l'État qui ne leur donne pas les moyens indispensables? Révolte des diplômés déçus dans leurs

espoirs légitimes? Mieux vaut pour l'instant s'en tenir à la vision optimiste de l'avenir si, du moins, on tient pour optimiste la constatation suivante: l'Université a probablement moins changé mais elle a retrouvé une sorte de calme plus vite qu'on ne le pensait en juillet 1968.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* des 1er, 2 et 3 août.

Démocratisation de l'enseignement

Le Figaro
8 septembre 1969

Certains mots possèdent une vertu magique, par exemple celui de démocratisation. Il a suffi que je l'emploie et que je cite quelques statistiques pour que les réponses et critiques affluent. Mon ami Fourastié, à son tour [\(1\)](#), cite des chiffres pour corriger ceux que j'avais empruntés, intentionnellement, à une publication internationale, *L'Observateur* de l'O.E.C.D.

La III^e République avait donné à la France les institutions scolaires et universitaires qui ont duré, sans modification substantielle, jusqu'à la seconde guerre du siècle. Deux systèmes scolaires existaient parallèlement, le système primaire dans lequel s'engageaient les enfants des classes populaires et le système secondaire, destiné aux enfants de la classe bourgeoise et aux enfants les mieux doués des classes populaires, distingués par leurs instituteurs et bénéficiaires de bourses. Le passage du primaire au secondaire présentait d'extrêmes difficultés; seuls les titulaires du baccalauréat avaient le droit d'entrer en faculté. La séparation des deux ordres - primaire et secondaire - avait créé progressivement deux personnels enseignants, chacun avec ses méthodes, son esprit de corps, sa fierté, l'un pour ainsi dire destiné au peuple, l'autre à la bourgeoisie.

Les pays étrangers, Grande-Bretagne, Allemagne, avec des institutions différentes, connaissaient une séparation comparable. Les élèves du *Gymnasium* allemand qui peuplaient ensuite les facultés, se recrutaient dans les milieux privilégiés; de même, en Grande-Bretagne, les élèves des *grammar schools* ou des *public schools*.

La mise en question de la séparation entre les deux systèmes commença entre les deux guerres; aujourd'hui le principe d'un système unique, conforme à l'idéologie égalitaire, fait l'objet d'un accord unanime. Les classes élémentaires des lycées ont disparu; l'école primaire reçoit désormais les enfants de toutes les classes sociales.

L'unification des deux systèmes représente un aspect ou une condition de la démocratisation, elle ne suffit pas à réaliser l'idéal de "l'égalité des chances". Les statistiques révèlent que, dans tous les pays, la proportion des jeunes accédant à l'enseignement supérieur varie considérablement selon les classes sociales. M. Fourastié n'aime pas la formule courante: un fils de professeur a vingt ou trente

fois plus de chances de devenir étudiant qu'un fils d'ouvrier. Ces formules, équivoques si l'on veut, se bornent à traduire la fréquence ou la probabilité de fait (approximative de toute façon, puisqu'il faudrait comparer le nombre des fils d'ouvriers au nombre des ouvriers dix ou quinze ans plutôt, non au nombre actuel). Bien loin de suggérer qu'il s'agit d'une loterie, l'inégalité des pourcentages impose la recherche des causes.

La répartition aléatoire des aptitudes ne peut rendre compte de l'inégalité des réussites scolaires des enfants selon leur milieu social d'origine.

La répartition des aptitudes est-elle effectivement aléatoire? Le pourcentage d'enfants que le hasard génétique a dotés de grands moyens ou de faibles aptitudes est-il le même d'une classe sociale à l'autre? Nul ne peut l'affirmer avec certitude. Les études faites pour comparer quotient d'intelligence et réussite scolaire souffrent toutes de l'imperfection des tests d'intelligence et du développement inégal de l'intelligence elle-même en fonction du milieu familial. Mais tous les observateurs sans exception s'accordent à reconnaître que la seule répartition des aptitudes ne permet pas d'expliquer l'énorme variation des pourcentages de réussite scolaire selon les classes sociales.

Au reste, le simple bon sens confirme les résultats statistiques: l'enfant d'un professeur apprend dans sa famille une partie de ce dont il a besoin pour passer les examens: il recevra souvent l'aide de ses parents, il éprouvera le désir de réussir, craignant d'être séparé de ses amis, "déclassé", s'il ne parvient pas à passer à la classe supérieure. La diversité des établissements, lycée, C.E.G., C.E.S., subsiste. Non pas que les élèves des C.E.S. ne puissent pas réussir au baccalauréat et entrer à l'université. Je n'ai rien dit de pareil et le directeur d'un C.E.S. qui m'a écrit une lettre de protestation s'est mépris sur ma pensée. Par quel miracle les établissements du deuxième degré auraient-ils tous la même qualité? Les meilleurs professeurs, du moins ceux qui passent pour tels, se rencontrent plus nombreux dans les lycées des grandes villes que dans les C.E.G. des petites. Je ne critique ni n'approuve: je constate.

Dans tous les pays, les sociologues ont analysé les causes de cette sélection socio-scolaire que les régimes socialistes connaissent eux aussi. En France, le débat sur ce thème a pris un cours idéologique et passionnel; certains sociologues ont adopté un langage volontairement équivoque, comme s'ils jugeaient la transmission de l'héritage culturel condamnable en soi, équivalent d'une transmission de privilèges. De plus, à force de mettre l'accent sur les facteurs sociaux de la réussite scolaire, ils ont fini par oublier que les fils de

professeurs n'arrivent pas tous à passer leur baccalauréat et que le fils de polytechnicien qui atteint péniblement au baccalauréat démontre par ce demi-échec des aptitudes moindres ou une moindre volonté de réussite.

L'étude dont fait état mon ami Fourastié ne contredit pas les statistiques globales de l'O.C.D.E., elle éclaire un autre aspect du même problème. N'importe quel père de famille sait que ses enfants ne tirent pas tous le même profit des mêmes conditions favorables. La notion vulgaire de "facilité" garde une signification. D'un enfant à l'autre, le goût des études, le travail, l'effort varient. Personne n'a jamais dit que le titre de polytechnicien se transmet de père en fils ni que les sociétés modernes ne comportent pas de mobilité ascendante et descendante. À la distinction grossière étudiants-non étudiants, M. Fourastié a parfaitement raison de substituer des distinctions plus fines selon le niveau de l'enseignement supérieur.

La discussion de l'étude menée sur 100 polytechniciens de la promotion de 1964 dépasserait le cadre d'un article. Les résultats indiquent une assez grande mobilité à l'intérieur des milieux que l'on peut qualifier globalement de privilégiés. Ils confirment une idée classique, celle de *l'étape*: passer du niveau 1 ou 2 au niveau 7 en une génération représente un rare exploit. Y parvenir en deux générations répond mieux à la norme.

Les optimistes utiliseront de préférence les chiffres de M. Fourastié; les pessimistes, ceux de l'O.C.D.E. - chiffres qui ne se contredisent pas. Les uns et les autres devront accepter le fait de la démocratisation si l'on désigne par ce terme l'augmentation massive et rapide du nombre des bacheliers ou des étudiants. Il y avait 60.000 étudiants en 1938, il y en a 600.000 en 1968. Les bacheliers représentent en 1968 15% de la classe d'âge. Faut-il appeler cette explosion scolaire démocratisation?

(1) Voir *Le Figaro* du 27 août 1969: "Milieu social, hérédité, scolarité."

Démocratisation de l'enseignement. La sélection initiale

Le Figaro
9 septembre 1969

Nul ne peut nier le fait de "l'explosion scolaire"[\(1\)](#), nul ne peut nier davantage que l'inégalité devant l'enseignement subsiste entre les classes sociales, inégalité qu'aucun régime n'élimine entièrement. L'enquête la moins déformée par la passion que je connaisse sur ce sujet a été menée par MM. Alain Girard et Henri Bastide, et publiée dans les numéros 1 et 2 de la revue *Population* (1969). Nous en détachons quelques résultats.

L'enquête suit un échantillon représentatif d'une génération d'élèves depuis le début de la carrière scolaire jusqu'à la classe de seconde. Cinq ans après la sortie du C.M.2 (dernière classe de l'école primaire, équivalent à la 7^e des lycées) quelle était la situation, selon l'origine sociale? Pour 100 enfants des cadres supérieurs, 76,8 se trouvaient dans un lycée, 12,3 dans un C.E.G., 8,2 dans un enseignement professionnel, 2,7 au travail. Pour 100 enfants des professions libérales, les quatre chiffres correspondants étaient les suivants: 73,7; 9,7; 8,8; 7,8. Le total des deux premiers chiffres diminue régulièrement, celui des deux derniers augmente de même au fur et à mesure que l'on passe aux cadres moyens, aux employés, aux artisans et commerçants, aux ouvriers, aux cultivateurs, aux salariés agricoles. Pour les ouvriers, les deux premiers chiffres s'élèvent à 19,9 et 11,8; pour les cultivateurs à 22 et 11,7; pour les salariés agricoles à 16,7 et 9,1. Si l'on compare le pourcentage de jeunes au travail, cinq ans après le C.M.2, on constate que celui-ci va de 55,6% pour les salariés agricoles, 42,8% pour les ouvriers à 9,7% pour les cadres moyens et 2,7 pour les cadres supérieurs.

Une autre comparaison me paraît plus instructive encore. Les enfants des quatre premières catégories (sans profession et divers, salariés agricoles, cultivateurs, ouvriers) représentaient 60,2% de l'échantillon en juin 1962, en C.M.2 ou en 7^e. En septembre 1966, en classe de seconde, ils ne représentent plus que 42%. Les enfants des deux catégories suivantes (artisans et commerçants, employés passent de 26,9 à 30,9. Les trois catégories suivantes (cadres moyens, professions libérales, cadres supérieurs) de 12 à 27,1. Mais dans la seconde technique, les premières catégories constituent 60,7% au total, les

trois dernières 10,2. En revanche, dans la section C, les chiffres correspondants sont 35,1 et 35,6. Les enfants des classes ouvrières et paysannes vont plus souvent vers le technique; les enfants des milieux privilégiés vers les sections littéraires et scientifiques des lycées. La suite de l'enquête nous apprendra quelle proportion des enfants des trois premières catégories qui représentaient encore 42% des élèves de la classe de seconde a franchi l'obstacle du baccalauréat en juin 1969 et entrera en faculté ou dans une grande école.

Une autre leçon de cette enquête mérite d'être souligné. L'orientation-sélection se produit très tôt et demeure le plus souvent irrévocable. Après le C.M.2, les enfants vont, ou vers la classe de fin d'études, à l'école primaire, ou vers les C.E.G., ou vers le lycée. Entre la répartition des enfants en juin 1962 (C.M.2) et septembre 1962 (fin d'études, C.E.G., lycée), on note des différences considérables: les quatre premières catégories, qui comprenaient 60% de l'échantillon, ne fournissent que 35% des élèves de 6e au lycée, cependant que les trois dernières catégories, 12% de l'échantillon, fournissent 32% des élèves de 6e au lycée. Cette orientation-sélection continue de s'exercer dans le même sens au cours des années suivantes, mais on n'observe pas de grands changements puisque "8 enfants sur 10 poursuivent dans la même voie étant donné le caractère contraignant de la première orientation".

L'influence du milieu social ne prête pas au doute, mais celle des "aptitudes" telles que les révèle la réussite dans les études apparaît également. "Les écarts entre groupes distincts dans la promotion sont beaucoup plus accusés encore selon la réussite que selon le milieu social. Quatre ans plus tard, 93% des excellents sont toujours scolarisés, 76% sont au lycée et 59,3% sont arrivés en seconde dans le temps normal. À l'inverse, 25% seulement des mauvais sont encore scolarisés, 2% au lycée et 0,2% parvenus en seconde dans le délai normal." Les enquêteurs concluent: "On ne saurait nier la valeur du pronostic d'avenir formulé par les maîtres au vu des résultats scolaires." Certes, mais la confirmation de ce diagnostic porté sur des enfants de 10 ou de 11 ans appelle des recherches ultérieures plutôt qu'il ne répond à notre désir de savoir et d'expliquer.

Cette enquête, vieille de quelques années, ne reflète déjà plus la situation présente. Le taux de scolarisation au-delà de l'âge d'obligation scolaire s'élève régulièrement, le taux d'entrée en sixième, de 55% pour la promotion observée (septembre 1962), atteint les deux tiers environ aujourd'hui. De même, le rapport entre le nombre des bacheliers et le nombre des élèves entrés en sixième sept

années plus tôt progresse, lui aussi, régulièrement.

Dans la promotion qui fait l'objet de l'enquête, c'est l'orientation initiale, le passage de C.M.2 à l'une ou l'autre des trois voies (fin d'études, C.E.G., lycée) qui exerce l'influence décisive, véritable sélection pour employer ce mot honni. Cette sélection initiale entraîne une conséquence intelligible. "La proportion d'élèves qui suivent un rythme normal d'avancement des études de la sixième à la deuxième au lycée est assez nettement plus élevée dans les milieux les moins favorisés, environ les deux tiers, que dans les milieux les plus favorisés, un peu plus de la moitié seulement."

L'augmentation de la demande d'instruction vient de toutes les classes sociales: les filles veulent étudier comme les garçons, les milieux privilégiés ont conscience que leurs enfants ne peuvent se passer d'une formation intellectuelle, cependant que les parents des milieux moins favorisés découvrent, eux aussi, cette nécessité. Le pourcentage de métiers non manuels augmente, mais le désir légitime de promotion sociale chez les uns, la volonté de garder une position élevée chez les autres créent inévitablement une compétition. À l'heure présente, l'orientation-sélection s'exerce à trois moments, à l'entrée en sixième, à l'entrée en seconde, au baccalauréat.

Une "politique de démocratisation", tendant à accélérer le mouvement, s'exercerait à la fois sur la sélection initiale, sur les méthodes de l'enseignement secondaire, sur les conditions des jeunes que leur famille ne peut soutenir. Mais elle ne comporte pas la dévalorisation des examens ou diplômes, elle ne peut pas exclure la compétition. Le système français d'examens et de concours présentait et présente encore des défauts majeurs, il crée des inégalités, excessives ou factices, qui persistent durant toute la carrière. Mais l'exigence de succès assuré, le "contrôle continu des connaissances" éliminant en fait le risque d'échec relèvent de la démagogie bourgeoise, exactement comme la dénonciation de la société de consommation.

Les contestataires de 1968, en toute bonne foi, protestaient contre une conséquence de la démocratisation dont ils dénonçaient les insuffisances. Ce sont les étudiants des milieux les moins favorisés qui réclament aujourd'hui des examens sérieux parce qu'ils n'ont ni fortune ni relations et qu'ils ont besoin de titres valables.

Dans la société telle qu'elle est, le ministre de l'Éducation nationale doit proclamer bien haut que démocratie et compétition ne se séparent pas. Nous y reviendrons dans un prochain article.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 8 septembre 1969.

Après le débat parlementaire sur l'enseignement supérieur. Continuité inévitable

Le Figaro
3 avril 1970

Du jour où il a pris en charge le ministère de l'Éducation nationale, M. Olivier Guichard a déclaré, sans réticence, qu'il suivrait, pour l'essentiel, la politique de M. Edgar Faure. De tels propos qui, d'ordinaire, annoncent et camouflent le changement, reflétaient fidèlement les intentions du ministre et celles-ci n'ont pas changé, au moins et surtout en matière d'enseignement supérieur: la loi d'orientation demeure "la Loi et les Prophètes", elle apparaît aujourd'hui comme un "fait accompli" dont chacun doit s'accommoder. Pourquoi cette constance ou cette continuité qui ne résulte certes pas du ralliement de ceux qui, de l'intérieur ou de l'extérieur, critiquaient principes ou modalités des réformes Edgar Faure?

La réponse s'offre immédiatement à l'esprit, pour peu que l'on se reporte aux événements de mai-juin 1968. Dans des circonstances que le lecteur n'a pas oubliées, des enseignants - peut-être une minorité, mais une minorité seule visible - avaient fait cause commune avec des étudiants - eux aussi peut-être minoritaires sur le papier, mais, en période de tumulte, maîtres des amphithéâtres et meneurs de jeu. Les activistes, des deux côtés de l'ancienne barricade qui séparait les mandarins des étudiants, s'unissaient pour dénoncer ensemble tyrannie et laderie du ministère. Pendant quelques jours, alors que le Pouvoir vacillait, les dirigeants de l'UNEF ou du SNESup., coiffés des perruques de Danton et de Robespierre, prêchaient la révolution et refusaient de reconnaître, dans le gouvernement lui-même, un interlocuteur valable.

N'importe quel ministre de l'Éducation nationale, après la tourmente, aurait pris des précautions pour éviter la répétition d'une pareille crise, le front commun enseignants-enseignants, l'extension à l'ensemble de l'Université de troubles surgis dans l'une ou l'autre université. La formule de "l'autonomie" offrait une solution magique.

Elle semblait répondre aux aspirations des révolutionnaires; quelques-uns d'entre eux n'avaient-ils pas proclamé l'indépendance de la "commune universitaire", au cours des semaines glorieuses? Elle répondait aux

revendications des gestionnaires, de laboratoires ou de facultés, désireux d'échapper aux contraintes de la comptabilité publique. Quant au ministre, il y trouvait l'avantage non méprisable à l'époque de laisser aux enseignants la responsabilité du maintien de l'ordre et de les contraindre à négocier avec leurs étudiants.

Si personne n'ose remettre en cause l'autonomie, c'est que chacun y trouve autre chose: les gauchistes, la chance d'exploits spectaculaires et d'activités symboliquement révolutionnaires; les administrateurs, soucieux d'efficacité, la promesse du desserrement progressif du carcan administratif; les communistes, le moyen renforcer leur influence et de s'emparer du pouvoir légal dans certains conseils de gestion; quant aux modérés, qui n'aiment pas la bataille, ils lui doivent, eux aussi, en suprême recours, des îlots de tranquillité, des unités paisibles, qu'épargnent les flots soulevés par le grand vent de l'histoire et de la contestation.

M. Edgar Faure avait proclamé l'autonomie des universités et il avait conscience, à n'en pas douter, qu'en abandonnant certains de ses "privilèges", le ministère manifestait plus de clairvoyance encore que de générosité (le doyen, non le ministre, ferait appel à la police). Une fois l'autonomie proclamée, le découpage des universités devait incomber aux enseignants eux-mêmes. Ainsi virent le jour, entre 600 et 700 "unités d'enseignements et de recherche" équivalents, rêvés mais non réels, des "départements" des universités américaines.

Les événements du printemps 1968 ont brisé irrémédiablement la solidarité du corps enseignant. À lire une certaine presse, il y aurait d'un côté les "rénovateurs" et de l'autre les "mandarins", les premiers pionniers d'un monde nouveau, les seconds attardés dans la défense de leurs "privilèges" et d'une organisation anachronique. La réalité ne ressemble pas à cette image d'Épinal.

1. Le recrutement d'un grand nombre d'assistants, maîtres-assistants, chargés d'enseignement, au cours des dernières années a réduit le pourcentage des professeurs titulaires: la hiérarchie traditionnelle, à l'intérieur du corps enseignant, en elle-même trop stricte, inadaptée, ne pouvait et ne devait pas résister à la pression du nombre et de la jeune génération. À cet égard, la "révolution" a réussi, elle a provoqué effectivement une accélération de la circulation des élites, une modification des rapports d'autorité, elle a élevé les "humbles" (les non titulaires), abaissé les "superbes" (les titulaires, baptisés une fois pour toutes mandarins). Il n'y a pas lieu d'exalter ou de vitupérer les

conséquences normales de tels bouleversements. Les unités allemandes et italiennes ont vécu, elles aussi, la fin du système féodal, la chute des *Ordinarins*.

2. Depuis 1968, nombre d'enseignements, au lieu de refouler autant que possible, dans l'exercice du métier, leurs opinions politiques, les expriment ouvertement, parfois ils les affichent d'autant plus volontiers qu'ils espèrent ainsi s'assurer la sympathie ou, du moins, la neutralité des plus "activistes" parmi les étudiants.

Certes, l'organisation de l'enseignement comporte toujours une "dimension politique". La part donnée aux diverses disciplines varie selon les régimes. Les classes sont inégalement représentées dans la population estudiantine. Les méthodes, les centres d'intérêt subissent l'influence du contexte social. Ces arguments, partiellement valables, indéfiniment répétés par ceux qui se croient à la pointe du progrès, je les ai déjà entendus une première fois en Allemagne avant 1933: on connaît la suite.

Ce qui caractérise notre époque, ce n'est pas cette influence du milieu sur la culture dispensée par les universités - phénomène de tous les temps - c'est, tout au contraire, la part de la culture qui échappe entièrement ou presque à la contrainte extérieure; qu'il s'agisse de mathématiques, de physique, de chimie, de biologie, d'informatique, qu'il s'agisse même des techniques d'enquête sociale ou de vastes chapitres de l'ethnologie ou de l'économie, seuls les ignorants ou les fanatiques parlent de "culture bourgeoise". Jamais la communauté scientifique n'a été, à ce point, proche d'atteindre à l'université. Quant aux humanités, aux chapitres de la philosophie ou des sciences sociales, impliqués dans les conflits politico-idéologiques la seule manière de leur assurer un climat de neutralité, c'est de garantir une pleine liberté aux représentants des diverses écoles. Bien loin de représenter un modèle anachronique, l'université libérale, fondée sur la vérité des sciences et la discussion rationnelle des idées, demeure la seule qui satisfasse aux exigences de notre civilisation. Depuis 1968, l'Université française s'écarte de plus en plus de ce modèle. Ainsi s'explique la fragmentation des anciennes facultés en multiples UER, souvent séparées par les prises de position des enseignants plus que par le souci d'efficacité. Les trois UER d'anglais et de psychologie de l'ancienne Sorbonne illustrent le mécanisme de la balkanisation.

3. Avant 1968, les débats sur les réformes universitaires ne se confondaient pas avec les batailles entre partis. Cette distinction subsiste, elle tend à se brouiller. Les "progressistes" (au sens politique) naguère partisans des institutions traditionnelles (qu'il s'agisse de l'agrégation ou de l'autorité des

titulaires) ont, pour la plupart, opéré une reconversion. Quant aux "réformistes universitaires" qui n'adhèrent ni au gauchisme ni au marxisme, qui déplorent les comédies des assemblées générales, qui ne veulent pas perdre leur temps et user leurs forces dans les bavardages de comités, ils se demandent quelle place subsiste pour eux dans une Université que les universitaires reçoivent la charge de reconstruire au moment même où ils ont perdu la conscience d'une mission commune.

Les U.E.R. existent mais elles ne peuvent être autonomes; les Universités pourraient être autonomes mais elles n'existent pas.

Après le débat parlementaire(1). En quête d'université

Le Figaro
24 avril 1970

Depuis plusieurs années des réformateurs prenaient pour modèle les universités prestigieuses des États-Unis, surtout celles de la côte est (Harvard, Yale ou Princeton): au lieu du monstre parisien, avec ses dizaines de milliers d'étudiants, ils rêvaient d'institutions à l'échelle humaine, de 15.000 à 20.000 étudiants tout au plus, qui donneraient à chacun la liberté de choisir entre les diverses disciplines ou de les combiner selon ses préférences. Universités pluridisciplinaires à la fois pour les enseignants et pour les enseignés: le rapprochement des disciplines féconde la recherche, il permet d'éviter les spécialisations prématurées.

Le désir de donner l'autonomie à des universités influa probablement sur l'esprit des réformateurs autant que l'idéal américain. Le ministre ne voulait plus être impliqué directement dans les désordres prévisibles. Les anciennes facultés avaient mauvaise presse. La réforme universitaire de la IIIe République avait eu pour objectif de créer des universités authentiques en regroupant les facultés qui avaient seules existé au XIXe siècle. Impossible donc d'admettre l'autonomie des facultés, ou celles des U.E.R.(2), trop étroites, ou celle d'une université d'ancien style, parfois monstrueuse comme celle de Paris.

Il ne restait qu'une seule issue: prévoir la constitution d'universités nouvelles à partir du regroupement d'U.E.R. Quoi que l'on pense de la loi d'orientation - et, comme les lecteurs le savent, je ne l'ai jamais approuvée - le ministre, sous peine d'aggraver encore le désordre, ne pouvait rien faire d'autre que de poursuivre la mise en place des institutions prévues. Il reste à savoir si la pierre angulaire de l'édifice, l'université autonome, pluridisciplinaire et cogérée, deviendra une réalité ou demeurera un fantôme.

À quoi bon insister sur les fantaisies de découpage parisien? Peut-être le grand public les ignore-t-il, mais personne, à l'intérieur, ne se fait d'illusion. Les deux universités à prédominance lettres et droit diffèrent par l'orientation politique des enseignants: l'une est de "gauche" et l'autre de "droite". Une faculté des sciences a gardé sa structure pour renaître, avec l'adjonction de quelques U.E.R., université pluridisciplinaire.

On ne voit pas comment ces universités posséderaient des locaux qui permettraient la vie en commun des étudiants et des enseignants, théoriquement rassemblés.

En province, la constitution des universités ne présentait pas, le plus souvent, les mêmes difficultés qu'à Paris. Ici et là peut-être, au bout de quelques années, des universités originales, avec un esprit de corps, un projet défini, accéderont-elles à l'existence et à la conscience. Pour l'instant, il ne s'agit là aussi, le plus souvent, que d'un cadre administratif, fantomatique. Les U.E.R. ont rapidement acquis une réalité: la cooptation politico-universitaire, avec un petit nombre d'électeurs, permet de maintenir l'esprit de la majorité. Les facultés ont souvent retenu une part de leur réalité. L'addition de morceaux de facultés ou d'un nombre suffisant d'U.E.R. ne crée, dans l'immédiat, aucune des conditions nécessaires à la naissance d'un Harvard français.

Même à Harvard, le travail de recherche en commun entre spécialistes de diverses disciplines appartient plutôt à l'idéal qu'à la pratique quotidienne. Historiens et sociologues, d'après mon expérience, ne coopèrent guère davantage du seul fait que les deux départements résident dans des bâtiments voisins. Les étudiants ont effectivement, surtout dans les deux premières années, une plus grande liberté de choix ou de combinaison d'enseignements. Mais, pour accroître en France cette liberté, il ne manquait pas d'autres méthodes que celle des additions d'U.E.R., de toutes les méthodes la plus inefficace.

Il va de soi que des enseignements de langue étrangère doivent être offerts aux étudiants en sciences, des enseignements de mathématiques aux étudiants de sciences sociales. Pour atteindre des objectifs aussi simple, aussi évidents, le grand déménagement actuel ne me paraît ni nécessaire ni suffisant. Les optimistes répondent, les uns que, dans quelques années, les universités existeront, les autres qu'elles n'existeront pas, mais que les U.E.R. sortiront peu à peu de leur isolement et établiront les unes avec les autres les relations indispensables à leurs étudiants et au progrès de leur recherche. Les pessimistes craignent que la cristallisation des U.E.R. ne remplace celle des facultés: personne n'aurait gagné au change.

À la question: "Que faire?", je me garderai des réponses faciles du type: "Il n'y a qu'à..." En vérité, avant le printemps de 1968, j'avais une conception, bonne ou mauvaise mais précise, des réformes souhaitables (surtout dans le secteur que je connais le plus directement les facultés de lettres, sciences humaines, droit, économie politique). Après mai 1968, je croyais que le choc permettrait de tenter

des transformations impossibles en période tranquille. M. Edgar Faure, par la loi d'orientation, a fait deux choix provisoirement irréversibles. Parlant le langage des contestataires pour les désarmer, reprenant certaines de leurs idées, il a substitué aux anciens cadres des U.E.R. et des universités, et il a confié à des assemblées élues d'étudiants et d'enseignants la double responsabilité du maintien de l'ordre et de la rénovation pédagogique et scientifique. Nul ne peut revenir sur de telles décisions, mais celles-ci nous assurent une dizaine d'années de désordre en tout genre, même si, en 1990, les observateurs discernent dans les événements actuels, avec le recul du temps, les prémices de l'ordre nouveau.

Tel qu'il est, après le traumatisme de 1968, attaqué de tous les bords, le corps enseignant, divisé irrémédiablement, ne pouvait pas accomplir la tâche dont le ministère se déchargeait sur lui. Selon les U.E.R. et les facultés, telle génération, telle tendance universitaire ou idéologique domine. La lutte pour le pouvoir et la sécurité n'autorise guère la réflexion détachée sur l'organisation scientifiquement souhaitable ou rationnelle.

Même la tâche du maintien de l'ordre pose aux enseignants tels qu'ils sont des problèmes moralement et techniquement insolubles. M. Olivier Guichard a fait allusion à "l'angélisme universitaire". L'angélisme n'est pas seul en cause. Chaque fois que se produisent des troubles, le corps enseignant se divise. Il n'en va pas autrement aux États-Unis qu'en France. Du moins, aux États-Unis, le Président n'est élu ni des étudiants ni des enseignants. Il représente un pouvoir exécutif, contesté aujourd'hui mais non entièrement éliminé. L'autorité ancienne, fondée sur la tradition, s'est effondrée en mai 1968. Selon la loi d'orientation, l'élection des gestionnaires par les enseignants et les enseignés devrait susciter une autorité reconnue. Là où existe un consensus, communiste ou modéré, une sorte d'autorité se reconstitue, toujours à la merci d'agitateurs.

La participation, imposée à l'Université sous une forme extrême, épargnée à toutes les autres institutions, publiques et privées, incite les enseignants à ne pas résister aux demandes, soutenues par la majorité des étudiants. Pourquoi s'étonner ou s'indigner que les examinateurs, hier accusés de sadisme ou de malthusianisme, manifestent parfois une générosité nécessaire au calme sinon à la valeur des diplômes?

La crise - pourrissement selon les uns, naissance d'un ordre nouveau selon les autres - va se poursuivre, même si les gauchistes renoncent à la violence, même si les conseils de gestion remplissent peu à peu leur rôle. Qu'il y ait ou non trop d'étudiants, personne ne tient pour raisonnable la répartition des étudiants entre

les facultés et les disciplines. Nul besoin d'aller en faculté pour apprendre l'anglais: il ne manque pas d'écoles Berlitz. Par-delà toutes les causes actuelles du marasme, la crise a une origine trop souvent méconnue: l'incertitude sur les finalités de l'enseignement dit supérieur. Dans les anciennes facultés des lettres se trouvent quelque 200.000 étudiants et étudiantes. Que viennent-ils y chercher? Qu'y trouvent-ils? Quels débouchés s'offrent à eux? Quelle formation leur donner? Facultés, U.E.R. ou bien universités ne peuvent ni ne doivent préparer seulement leur "reproduction", instruire les jeunes en vue d'un métier d'enseignant. Tant que la "sélection" sera maudite et "l'orientation" bénie mais irréaliste, les professeurs et leurs étudiants souffriront ensemble de ne pas savoir le sens de ce que l'on appelait jadis le plus beau métier du monde.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 23 avril.

[\(2\)](#) Unités d'enseignement et de recherche.

La crise de l'enseignement. Rue d'Ulm

Le Figaro
22 avril 1971

La fermeture temporaire de l'École normale supérieure a obtenu les cinq colonnes, à la première page des journaux parisiens. Il ne s'agit pourtant que d'un épisode, entre beaucoup, de la crise générale de l'enseignement. Ce qui inquiète des milliers de parents, et les sondages d'opinion en apportent la preuve, c'est la décomposition des établissements du second degré ou, si le mot de décomposition heurte le ministre de l'Éducation nationale, les troubles qui, dans nombre de lycées et de C.E.S., compromettent les études.

J'ai assisté à Berlin, au cours de l'hiver 1933, sur le Kurfürstendamm, à une cérémonie de sorcellerie: Joseph Goebbels jetait dans les flammes les livres condamnés. À l'occasion de la fête populaire organisée pour l'anniversaire de la Commune, une centaine de livres ont été effectivement détruits. Les élèves de l'École, même les membres les plus fougueux du comité d'action, n'ont pris aucune part à cette destruction; ils ont même improvisé, m'a-t-on dit, un service d'ordre pour sauver la bibliothèque, menacée par des éléments extérieurs. Le fait demeure: en l'absence de précautions élémentaires, l'instrument de travail qu'utilisent les élèves, génération après génération, fut mis en péril. Bien entendu, personne n'est responsable.

Les graffiti qui ornent ou souillent les murs ressemblent peut-être à ceux de Nanterre ou de Vincennes. Ils appartiennent, dit-on, à l'esprit du temps, mais les Normaliens sont des fonctionnaires de l'État. Nous aurions mauvaise grâce d'oublier que les Normaliens d'aujourd'hui n'ont pas inventé les "canulars" de goût douteux. Certaines inscriptions ordurières, les injures aux personnes me paraissent pourtant marquer un progrès dans le sens de la goujaterie pure et simple. Action de révolutionnaire? Révolutionnaires en peau de lapin, aurait répondu Édouard Herriot. Enfin, la liberté de parole dont les Normaliens ne se réclamaient même pas, tant elle semblait aller de soi, est subordonnée désormais, par les activistes, à des considérations politiques. Pour ceux que les gauchistes baptisent réactionnaires, il n'y a pas de liberté de parole.

Le gauchisme d'une minorité, l'indifférence ou la passivité du grand nombre révèlent-ils une crise de l'institution? La tempête avait jusqu'à présent épargné les grandes écoles: est-ce leur tour?

Commençons par rappeler des faits incontestables. L'École normale exerce et

exercera de moins en moins la fonction à laquelle elle était primitivement destinée: la formation d'une élite de professeurs du second degré. La place des études gréco-latines, dans l'enseignement du second degré, se rétrécit comme une peau de chagrin. Nombre d'élèves, qui admettent la valeur des khâgnes, préparent avec ennui les agrégations qui, en dépit de tout, représentent, dans le système nouveau, une survivance. Les qualités qui assurent le succès à l'agrégation ne garantissent ni l'aptitude à l'enseignement ni l'aptitude à la recherche. Il y a place pour une réflexion sur le rôle de l'École et pour des réformes éventuelles. L'élite qui a franchi l'obstacle du concours pourrait et probablement devrait jouir d'une liberté encore accrue de choisir sa voie et, pour sacrifier à la mode, de pratiquer la pluridisciplinarité: mathématiques, économie, linguistique, sciences sociales ne serviront pas moins l'historien ou l'archéologue que les études traditionnelles. Au reste, la direction de l'École ne s'opposerait certainement pas à une telle évolution déjà commencée.

Je doute pourtant qu'il faille attribuer l'activisme à une insatisfaction proprement intellectuelle. Les philosophes figurent l'avant-garde et, en grand nombre, ils absorbent les sophismes d'un théologien de la politique comme le dernier mot de la pensée. Ils se passionnent pour une interprétation qu'ils jugent originale de Marx et du marxisme, et prennent ces vieilleries, à peine époussetées, pour du neuf. On ne saurait davantage imputer les troubles à des causes matérielles: les Normaliens bénéficient de conditions de logement, de travail, de rémunération sans équivalent, à moins qu'ils n'aient honte de leurs privilèges et qu'ils ne cherchent à les effacer par la révolte. En ce cas, ils devraient chercher d'autres moyens, plus simples et moins tumultueux, de renoncer à leurs privilèges.

Il y a toujours eu, à l'École, des "gauchistes": mais ceux d'aujourd'hui ressemblent moins aux gauchistes de 1925, en majorité socialistes et pacifistes, ou de 1946, en majorité marxistes-léninistes et staliniens (ou sartriens), qu'aux gauchistes de Vincennes des années 68-71, férus d'épistémologie et de scientificité, d'une part, de maoïsme ou de trotskysme de l'autre, combinant le pédantisme abscons et la pratique de ce que l'on appelait jadis l'action directe. Les "philosophes" représentent le noyau dur de cette minorité. Ils impressionnent le grand nombre grâce à une double autorité: celle de la violence, celle du jargon. Parmi les Normaliens-lettres, une hiérarchie non écrite, subtile, met d'ordinaire les philosophes au sommet. Dans un milieu marxisé, ces philosophes jouissent de la supériorité supplémentaire de manier souverainement le vocabulaire sacré; qu'ils ignorent Cuba, la Chine et les États-Unis, qu'ils

connaissent les secrets de la plus-value mais non le fonctionnement d'une entreprise socialiste ou capitaliste n'importe guère en cette atmosphère raréfiée où les mots se confondent avec le réel et où le verbe passe pour action.

Nous voilà loin de l'anniversaire de la Commune et des déprédations? Oui et non. Dans les universités, dans les lycées, le malaise a de multiples causes difficiles à éliminer. Rue d'Ulm, il en va autrement. Si, à échéance, une réforme de l'institution et de sa fonction doit au moins être envisagée, si une diversité accrue des études est dès maintenant souhaitable, aucune mesure de cet ordre ne répond à la crise elle-même.

Contre l'opinion de la majorité du conseil d'administration, le ministre a décidé la réouverture de l'École. En acceptant la démission de M. Flacelière (donnée le 3 mars, donc avant les "incidents" de la fête populaire) sans même lui rendre hommage, le ministre a donné l'impression, involontaire je veux le croire, de désavouer le directeur qui avait commis l'imprudence, rarement approuvée en haut lieu, de parler haut et fort.

Les activistes vont-ils poursuivre le cours de leurs exploits? Vont-ils revenir, encouragés par leur succès ou instruits par la fermeture temporaire de l'École? M. Guichard semble parier pour la deuxième hypothèse, conforme à l'optimisme de rigueur. Attendons.

[*Le Figaro*, 24-25 avril 1971.

A propos de la réouverture de l'École normale supérieure

A propos de la réouverture de l'École normale supérieure, un des membres du conseil d'administration de l'école m'avait rapporté que la majorité de ce conseil était opposée à la réouverture de l'école dans les conditions où elle a lieu.

M. Guichard me fait part des détails du vote: huit voix pour la réouverture le 19 avril; six pour la réouverture rapide, mais avec un délai; trois voix pour la réouverture après un long délai.

Je remercie M.le ministre de l'Éducation nationale de ces précisions et m'excuse de cette inexactitude involontaire.]

La crise de l'enseignement. Lycées et universités

Le Figaro
23 avril 1971

Il n'y a qu'une École normale supérieure, il y a des milliers d'écoles, de C.E.G., de C.E.S., de lycées. M. Guichard, avec un humour involontaire, a mis l'accent sur l'écart entre le nombre d'établissements fermés et le nombre total des établissements. C'était suggérer que tout se passe bien tant que les élèves ne se mettent pas en grève et que les autorités ne répliquent pas en décrétant la fermeture. Il suffit de causer avec les parents d'élèves pour prendre conscience d'une inquiétude à la fois générale et profonde (1).

Commençons par une remarque banale qui, pourtant, s'impose en ce cas plus qu'en tout autre: la crise des collèges et des lycées ne date pas d'hier et elle durera des années. Les simplificateurs, les professionnels du "il n'y a qu'à" vivent dans l'illusion.

Dans les lycées comme dans l'université, il faut accepter le caractère au moins provisoirement irréversible de maintes réformes, dues à M. Edgar Faure. Les professeurs qui recommandent la modification de la loi d'orientation et la suppression de l'article autorisant une certaine forme d'activité politique me rappellent les peuples qui se fient aux amulettes pour arrêter la tempête ou provoquer la pluie. Une motion d'un congrès radical-socialiste n'a jamais empêché une avalanche. Les mouvements de jeunesse ressemblent à des vagues: normalement, ils s'épuisent d'eux-mêmes; mais les barrières fragiles risquent d'être emportées.

Je n'ai pas changé d'avis sur certaines dispositions de la loi d'orientation mais il me paraît vain, pour l'instant, de revenir sur elles. Le découpage des universités parisiennes semble l'œuvre jointe de Kafka et de Labiche: il faut pourtant s'y résigner. La participation, telle qu'elle est pratiquée dans les lycées, la collaboration entre administrateurs, enseignants, représentants des familles, élèves ne me paraît la meilleure solution ni en soi ni par rapport aux habitudes et à la psychologie des Français. Si la majorité des étudiants s'intéresse peu à la participation, comme en témoigne le pourcentage de votants, la remise en question de ces "conquêtes de 1968" risquerait d'entraîner des conséquences pires que l'application de la loi. Je me demande parfois s'il n'eût pas mieux valu

laisser à M. Edgar Faure la responsabilité de la gestion de ses propres réformes. M. Guichard s'est efforcé de convaincre ses interlocuteurs qu'il partageait sincèrement les conceptions et convictions de son prédécesseur. M. Edgar Faure aurait parlé le langage parisien, il n'aurait peut-être pas toléré l'intolérable.

L'enseignement secondaire du type traditionnel, réservé à quelques dizaines de milliers d'enfants de la bourgeoisie, ne pouvait être donné à la moitié de chaque classe d'âge sans subir et exiger des transformations. Au cours des quinze dernières années, tout a augmenté à une allure sans précédent dans l'histoire de l'enseignement en France: nombre des enseignants, taux de scolarisation secondaire, nombre des lycées et collèges. Les inégalités entre les établissements persistent en dépit de l'unification administrative du système. Les inégalités entre les chances de succès scolaire selon les classes sociales n'ont pas disparu: elles sont même devenues plus apparentes, elles suscitent une littérature fleuve depuis que l'école unique accentue le contraste entre l'égalité de droit et les différenciations de fait.

L'enseignement du second degré, ex-secondaire, regroupe une population socialement hétérogène, un corps enseignant, divisé par les titres et concours en cinq ou six catégories hiérarchisées, chacune avec traitement et service différents. Les querelles pédagogiques et politiques (plus ou moins liées les unes aux autres), provoquent des tensions supplémentaires. Dans les classes terminales, les élèves ont bien souvent 19 et 20 ans, ils ont redoublé une ou deux classes. Politisés ou non, ils ne tiennent pas en place à l'intérieur de ces édifices, jadis clos et désormais ouverts à tous les vents. Incapables d'autodiscipline, ils se révoltent contre les survivances ou les velléités de la vieille discipline, qui, elle, méritait le qualificatif de napoléonienne.

Depuis 1968, dans les universités comme dans les établissements du second degré, la solidarité formelle ou apparente entre les enseignants a fait place à des conflits ouverts: conservateurs ou gauchistes, traditionnels ou novateurs ont eu tendance à se crisper sur leurs positions. À en croire une certaine presse, les novateurs seuls posséderaient des qualités pédagogiques; à en croire une autre, ils se confondraient avec de dangereux gauchistes. Images d'Épinal ou légendes. Tel novateur parviendra à retenir l'attention de ses élèves en négligeant le programme officiel et tel autre discutera avec ses élèves de 15 ans un film interdit aux moins de 18 ans. Le désordre dans les esprits, les couloirs, les programmes, les méthodes ne permet pas de dresser un tableau exact de ce qui se passe. Rénovation partielle ici et là, disent les optimistes? Probablement.

Décomposition de la discipline, violence diffuse, presque partout, en tout cas souvent? Probablement aussi. Les écoles privées n'ont jamais eu tant de prestige et les meilleurs d'entre elles refusent des élèves.

Que faire? L'analyse précédente m'interdit de donner satisfaction à l'impatience des lecteurs, impatience que je devine et comprends. Je n'ai pas de solution miraculeuse. Certaines des causes majeures de la crise se situent en dehors du système scolaire lui-même. La socialisation des jeunes résulte toujours de l'action conjointe, complémentaire, de la famille et de l'école. Si la première ne remplit plus sa fonction, la seconde ne peut qu'imparfaitement la suppléer. Quant à l'humeur révolutionnaire d'une fraction des enseignants et des élèves (y compris et peut-être surtout de ceux qui viennent des milieux privilégiés), elle se manifeste dans les écoles et les universités: or, un régime qui se veut libéral, face à des hommes qui profitent du libéralisme tout en le méprisant ou qui en violent les règles non écrites, se trouve finalement désarmé. Non pas seulement parce que les enseignants d'opinion politique avancée témoignent parfois de qualités professionnelles et exercent leur métier en toute conscience; le monde scolaire et universitaire français a dans l'ensemble réalisé l'idéal qu'exprimait le titre d'un livre jadis connu: morale sans obligation ni sanction.

Ce monde auquel les révolutionnaires eux-mêmes demeurent attachés (au moins à cause des garanties de la fonction publique qu'il assure) déchiré entre la tradition plus ou moins cristallisée et la fureur de changement, quel ministre lui rendra la paix et le sens de sa mission sans se heurter à la résistance des frères ennemis, coalisés contre l'intervention extérieure? À moins qu'une nouvelle explosion comme celle de 1968...

Le ministre ne peut pas tout, il ne dispose même que de moyens limités pour infléchir le déroulement de la crise. Il n'en garde pas moins certaines responsabilités et certains devoirs.

Selon des rumeurs qui courent dans les milieux bien informés, il existerait, dans quelques établissements de la région parisienne, des laboratoires dans lesquels des étudiants (ou des éléments extérieurs) fabriqueraient des cocktails Molotov. Ou ces rumeurs ne sont pas fondées, et le gouvernement devrait les démentir. Ou elles rapportent des faits vrais, et le gouvernement ne doit pas tolérer ceux-ci. L'autonomie ne justifie pas la transformation des universités en places d'armes.

Il y a quelques semaines, le recteur de l'Université de Paris, dans un discours aux proviseurs, rappelait qu'une "admonestation" valait mieux qu'une

comparution devant le conseil de discipline. Certes, mais M. le Recteur imagine-t-il que le proviseur ait encore l'autorité nécessaire à une admonestation ou l'élève la patience de la subir?

Entre l'ancien et le nouveau régime, les établissements du second degré comme ceux de l'enseignement supérieur traversent une période d'incertitude. Ébranlée par les événements de mai 1968, battue en brèche par l'esprit Edgar Faure, l'autorité d'hier n'existe plus. Celle de demain n'existe pas encore, pas plus que l'autodiscipline ne remplace le surveillant général de notre jeunesse. Le ministre, n'importe quel ministre, traduira dans ses propos un double refus: ni nostalgie d'un ordre évanoui ni consentement à l'anarchie. Malheureusement ce double refus n'aboutit provisoirement qu'à un optimisme de commande ou à un constat d'impuissance.

Au moins, pourrait-on ne pas désavouer ou décourager ceux qui, sur place, n'érigent pas la capitulation en méthode.

[\(1\)](#) Voir "Le Figaro" du 21 avril.

L'agrégation

Le Figaro
9 juin 1971

Pour ou contre l'agrégation? *Le Figaro* a ouvert librement ses colonnes aux avocats et aux procureurs. Plus de dix ans après avoir consacré des articles à ce concours (1), symbolique du système français, je souhaiterais à mon tour prendre position, exposer les raisons pour lesquelles je demeure partisan des réformes que je recommandais à l'époque où le calme régnait.

Distinguons d'abord deux catégories d'agrégation, celles qui conduisent théoriquement au professorat dans les établissements du second degré (lettres, langue, philosophie, mathématiques, physique) et celles (droit, économie politique, médecine) qui ouvrent les portes des facultés. Je ne connais pas assez les agrégations de médecine pour exprimer une opinion, je connais assez celles des anciennes facultés de droit et de sciences économiques pour les juger archaïques et, à bien des égards, injustes. Mais il s'agira ici exclusivement de la première catégorie d'agrégations, de celles qui continuent d'avoir pour fonction théorique le recrutement des professeurs du lycée ou, selon la doctrine actuelle, d'une élite de professeurs.

Pourquoi l'agrégation suscite-t-elle tant de passion? Pourquoi est-elle devenue une cause célèbre? Pourquoi, il y a dix ans, quand je critiquais ce rituel universitaire, ai-je reçu tant de lettres, les unes m'accusant de nourrir des ressentiments à l'égard d'une minorité prestigieuse à laquelle je n'appartenais pas, les autres de trahir cette même minorité dans laquelle, m'écrivait-on, j'occupais une place de choix, les unes et les autres, à mes yeux, également dérisoires: si j'avais échoué à l'agrégation, il y a quarante ans, il me semble que j'aurais depuis longtemps pardonné à mes juges. Et je ne parviens plus à tirer de mes succès scolaires une quelconque fierté.

Le problème de l'agrégation devrait se ramener à celui de la formation des professeurs du second degré. La question décisive se formule en ces termes: convient-il ou non de se donner pour but une filière unique de formation et de réduire le nombre actuel des catégories d'enseignants du second degré, chacune avec un traitement et un horaire différents, la catégorie étant une fois pour toutes fixée par le grade ou le diplôme obtenu en début de carrière? Toute sa vie, l'agrégé, le certifié ou le licencié se situera à un niveau donné de la hiérarchie administrative, assuré de ne pas perdre les avantages de son indice, incapable de

s'élever au-dessus de son rang, quels que soient ses mérites ou ses démérites. En ce sens, l'agrégation caractérise l'essence même de la bureaucratie française: le principe de la "méritocratie" selon lequel chacun devrait obtenir fonction et rémunération correspondant à ses capacités et à son travail, se transforme en gradocratie, en une hiérarchie complexe de statuts et de privilèges. Jusqu'à la fin de leur vie, les agrégés constitueront "l'élite des enseignants du second degré" parce qu'ils ont franchi tous les obstacles dans leur jeunesse.

Au lieu de débats sans issue sur le concours lui-même, mieux vaut s'interroger sur l'essentiel: oui ou non, est-il souhaitable qu'il y ait dans chaque établissement une demi-douzaine de catégories d'enseignants - agrégés, certifiés, certifiés avec une double admissibilité à l'agrégation, licenciés titulaires, auxiliaires, etc.? Est-il souhaitable que le sort de chacun soit définitivement fixé à vingt-cinq ans?

Est-il souhaitable que des enseignants continuent, année après année, à préparer le concours non pour améliorer leurs qualités professionnelles mais pour accroître leurs rémunérations et pour alléger leurs obligations de service? Nul n'envisage de toucher aux "droits acquis": des dizaines d'années s'écouleront, en tout état de cause, avant que la réforme éventuelle - filière unique de recrutement - aboutisse à un corps professoral relativement homogène.

Bien plus, à moins d'une mutation de l'administration française, il est à craindre que la discrimination des statuts, effacée ici, ne soit restaurée par un autre procédé. L'École, nationale d'administration devait supprimer le cloisonnement des grands corps: entre les élèves sortis dans la "botte" et assurés d'une carrière rapide d'une part, les administrateurs civils d'autre part, la séparation, en un quart de siècle, est devenue aussi marquée et plus injuste que les distinctions d'hier. L'administration française, colonne vertébrale de la société elle-même, secrète la hiérarchie des statuts, héritée de l'ancien régime et modifiée par le principe "méritocratique" des concours. Le titre ou grade semble garantie d'objectivité, tout autre jugement étant *a priori* suspect (non sans raisons maintes fois).

De toutes les réformes, la suppression de la dualité agrégation-Capès est certainement la plus simple: il s'agit de deux concours de même style, avec des épreuves comparables au point que, parfois, des candidats ayant échoué au concours "facile" (Capès) réussissent au concours "difficile" (agrégation). Cas rares, j'en conviens volontiers, qui nous rappellent les aléas inséparables de toute sélection (candidats et examinateurs, ondoyants et divers, ont leurs bons et leurs mauvais jours, leurs moments de sévérité et d'indulgence). Mais j'ai

volontairement simplifié, jusqu'à présent, la controverse: hier les défenseurs de l'agrégation invoquaient le rôle qu'elle jouait dans l'université traditionnelle, en tant que lien entre second degré et enseignement, supérieur. Aujourd'hui ils plaident que la dévalorisation des diplômes rend nécessaire la sauvegarde d'un titre qui, aux yeux de l'étranger, conserve encore quelque valeur. Il convient donc d'envisager les objections auxquelles les réformateurs se heurtaient il y a dix ans, auxquelles ils se heurtent à l'heure présente.

L'agrégation a constitué, sous la III^e République, la pierre angulaire de l'Université. En immense majorité, les professeurs de l'enseignement supérieur détenaient le précieux parchemin et ils passaient quelques années dans les lycées: ni Durkheim, ni Bergson, ni Brunschvicg n'ont fait exception à cette règle. La coupure se situait entre l'enseignement dit primaire qui formait, lui aussi, un tout complet, et l'enseignement secondaire qui conduisait aux facultés, elles-mêmes ayant pour objectif dominant la formation des agrégés. Ceux-ci représentaient authentiquement le corps enseignant des lycées: il y a une quarantaine d'années, mes collègues non agrégés du lycée du Havre connaissaient l'humiliation de ne pas participer aux jurys du baccalauréat et les postes parisiens leur demeuraient interdits.

Au cours du dernier demi-siècle, et surtout au cours des vingt dernières années, la fusion progressive mais encore inachevée des deux ensembles, primaire et secondaire, l'augmentation massive du nombre de jeunes qui poursuivent l'enseignement du second degré ont ébranlé le système et contraint à des réformes multiples et peu cohérentes. L'enseignement demeure, dans les facultés des sciences et plus encore des lettres, le débouché principal des étudiants. Mais les meilleurs de ces derniers, ceux qui envisagent une carrière universitaire, refusent, dans toute la mesure possible, le passage par les lycées et préfèrent la recherche (et la préparation à la recherche) à la rhétorique de l'agrégation. Au fur et à mesure que s'élargit l'écart entre le nombre des étudiants et le nombre des postes d'enseignants, disponibles chaque année, les nouvelles universités devront, de plus en plus, se dégager de l'obsession des concours, envisager l'orientation des étudiants vers des métiers autres que celui d'enseignant. Certes, les facultés des sciences et des lettres continueront d'avoir pour fonction importante, entre d'autres fonctions, la formation des enseignants du second degré. Mais le concours d'agrégation ne me paraît pas spécialement adapté à la formation des chercheurs ou des savants et en ce qui concerne la formation des professeurs de lycées ou de collèges, elle ne diffère en rien du Capès, sinon par une sévérité accrue de la sélection, donc par la création, dès le

point de départ, d'une minorité ayant un statut supérieur à celui du grand nombre.

Minorité qui n'est homogène qu'en apparence. Tous les agrégés bénéficient du même indice et des mêmes avantages alors qu'en fait la difficulté des concours varie grandement selon qu'il s'agit de mathématiques ou de telle ou telle discipline littéraire. (Je préfère ne pas citer de nom pour ne pas déclencher une vague d'indignation.)

Nous en venons ainsi au problème du jour: faut-il sauver l'agrégation à cause du désordre actuel des universités "autonomes et cogérés" ou profiter des circonstances pour entreprendre une réforme, dès longtemps souhaitable?

[\(1\)](#) "Le Figaro" des 16, 17 et 19 septembre 1960.

La sélection par les concours

Le Figaro
10 juin 1971

Adversaires ou partisans de l'agrégation s'opposent d'ordinaire sur les mérites du concours: les épreuves littéraires - dissertations, thèmes ou versions, explications de textes - permettent-elles de discerner les qualités des candidats? Ou, plus précisément, quelles qualités révèlent-elles? Débat inévitable, mais qui n'appelle pas de polémique⁽¹⁾.

Les épreuves d'agrégation ne diffèrent pas, pour l'essentiel, de celles auxquelles se préparaient et, pour ainsi dire, s'entraînaient les candidats tout au long de l'enseignement secondaire. Qualités ni méprisables ni inutiles pour de futurs enseignants, bien que surtout formelles: capacité d'exposition ordonnée, de pensée claire, d'analyse et, selon les disciplines, connaissance de langues et de culture. Bien entendu, dans le cas des agrégations scientifiques, il s'y ajoute une maîtrise du savoir acquis. Que ces concours ne mettent en lumière ni l'originalité d'esprit ni l'imagination créatrice, ne prête guère au doute. Mais si l'administration exigeait ces mérites hors du commun, elle ne trouverait pas quelques milliers d'agrégés chaque année. Ajoutons enfin que cette sélection semble bien en valoir une autre à en juger par les carrières ultérieures - ce qui, encore une fois, ne saurait surprendre puisque les candidats étaient et sont peut-être encore formés, au long des ans, en vue des épreuves qu'ils affronteront au terme de leurs études.

Les adversaires objectent que l'agrégation ne mesure pas la valeur pédagogique des candidats. Objection valable mais à laquelle les défenseurs du concours répondent facilement que cette valeur se prête mal à une mesure objective, en dehors de l'expérience. De toute façon, rien n'interdit d'améliorer la "formation pédagogique" qui suit la "formation théorique". Beaucoup d'étudiants, il est vrai, choisissent le métier d'enseignant moins par vocation que par hasard: la voie qu'ils ont empruntée ne conduit à aucun autre débouché. Lorsqu'ils s'interrogent sur leur vocation, ils sont déjà engagés. Mais, à cet égard, c'est l'ensemble du système qui est responsable et non pas l'agrégation.

Mon argument majeur, je l'ai écrit hier, tient aux inconvénients d'une hiérarchie inutile, créée dès le point de départ. L'objectif, à long terme, doit être un corps enseignant aussi homogène que possible dans les établissements de second degré, au moins la réduction du nombre des indices.

Faut-il conserver les agrégations, littéraires et scientifiques, pour leur donner une fonction comparable à celle des agrégations de droit et d'économie politique? Là encore, je répondrai non.

L'agrégation porte une part de responsabilité dans le divorce entre la plupart des économistes connus au-dehors et les professeurs d'économie politique. (Il y a, bien sûr, quelques exceptions célèbres). Au reste, les agrégations des ex-facultés de droit permettent l'ascension rapide au statut de titulaire, privilège auquel les milliers de jeunes gens, baptisés chaque printemps agrégés de lettres et de sciences, ne pourraient prétendre. Aussi bien, d'après les réformateurs, l'agrégation renouvelée devrait servir à la sélection de "l'élite des enseignants du second degré" et, en même temps, à la sélection des assistants de faculté.

Il me paraît logique, inévitable qu'un certain lien subsiste, en France, entre second degré et facultés. Le travail des assistants, durant les deux premières années de l'enseignement supérieur, ressemble de plus en plus à celui des enseignants des classes terminales (surtout en lettres). La double fonction d'un concours ne me choque pas en tant que telle. Un concours unique, du type du Capes, n'interdirait pas aux certifiés le passage éventuel vers les postes d'assistants de faculté. D'autre part, avec ou sans agrégation, il faudra bien "sélectionner" parmi les étudiants ceux qui accéderont aux postes d'enseignants offerts chaque année, nombre de postes largement inférieur à celui des étudiants qui entrent en faculté.

Il s'agit donc de savoir à quel moment la sélection sera organisée, si la pratique actuelle doit se perpétuer: D.U.E.L. ou D.U.E.S., licence, maîtrise, puis, au bout de cinq ou six ans, Capes ou agrégation. La réforme la plus modeste consisterait à ne retenir qu'un seul concours au lieu de deux. Une réforme plus radicale viserait à une sélection, au bout de deux ou trois ans de faculté, des étudiants qui envisagent une carrière d'enseignants du second degré. Inscrits dans les instituts de préparation, ces étudiants connaîtraient le sens et le but de leurs efforts. Les autres seraient orientés ou bien vers des filières conduisant à des professions non universitaires ou bien vers des disciplines enseignées seulement dans des facultés.

Pour parer à l'objection d'une "sélection prématurée", objection inévitable dans toute controverse française, des voies de passage resteraient ouvertes: pour les étudiants des Instituts de formation vers les postes de faculté, pour ceux qui ne seraient pas entrés dans les Instituts vers l'enseignement du second degré. Par cette méthode, on réduirait au moins le nombre des étudiants qui poursuivent

leurs études de faculté sans perspective d'avenir et qui, au bout de quatre ou cinq ans, titulaires d'une licence ou d'une maîtrise, tentent vainement d'arracher Capes ou agrégation. Ainsi s'esquisserait un début de discrimination entre les diverses fonctions des facultés des lettres ou des sciences, préparation à la fonction enseignante, d'une part, préparation à d'autres professions, y compris la profession scientifique, de l'autre.

Pourquoi pas l'agrégation, me répondra encore une fois l'objecteur comme voie de passage entre lycée et faculté, entre enseignant du second degré et assistant de faculté, entre la culture de vocation universitaire et la culture en vue d'une activité professionnelle? Je répondrai, une fois de plus: pour trois motifs essentiels: l'agrégation crée, à l'intérieur des lycées, une hiérarchie à vie, source de frustrations inutiles; les agrégations présentent un caractère strictement "unidisciplinaire", anglais, allemand, philosophie, acceptable pour les enseignants du second degré, mais non pas nécessairement conforme aux exigences d'une formation proprement scientifique; enfin les qualités, respectables, qui assurent la réussite à ce concours ne répondent pas, à elles seules, aux exigences des métiers extra-universitaires.

Il y a, malgré tout, une objection à laquelle nul ne peut être insensible. Dans la France telle qu'elle a toujours été, dans l'Université telle qu'elle est surtout depuis mai 1968, les nominations qui ne sanctionnent pas un concours avec les garanties (au moins relatives) qu'offrent l'anonymat et le jury, deviennent arbitraires ou politiques. Le concours pallie les inconvénients du favoritisme et celui-ci s'épanouit dans les interstices des concours. Cercle vicieux dont l'Université et la France entière parviennent malaisément à sortir. Je n'ignore pas cette sorte de dilemme: ou le concours avec ses aléas, ou le choix d'un individu (ou d'un groupe) avec ses préjugés.

Les "traditionnels" n'en auraient pas moins tort de compter sur l'agrégation pour améliorer les conditions dans lesquelles sont nommés les assistants de faculté. La sélection tardive par des concours qui comportent trois ou quatre fois plus d'appelés que d'élus, me paraît, de toutes les méthodes, la plus inhumaine. Elle fait vivre des milliers et des milliers de jeunes, en un climat d'anxiété, au lieu de la joie qui devrait accompagner la découverte du monde de l'esprit.

Certes, avec le nombre des étudiants, la compétition devient inévitablement plus âpre. Il n'y a pas de vie sociale sans compétition, sous une forme ou sous une autre. Mais entre les modalités de la compétition comme de la hiérarchie, il y a des différences, plus que des nuances. Les modalités d'hier deviennent

aujourd'hui gratuitement cruelles.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 9 juin.

Université: Vivre avec les contradictions

Le Figaro
29 juin 1971

Les articles que j'avais publiés sur l'agrégation m'ont valu de nombreuses répliques et, sans prolonger un débat par nature inépuisable, je voudrais résumer quelques objections valables.

1. Un professeur de mathématiques m'a écrit que la préparation à l'agrégation demeurait essentielle à la formation des futurs enseignants de l'enseignement du second degré, aucun des certificats de faculté ne donnant aux étudiants les connaissances dont ils auront besoin dans les C.E.S. ou les lycées. Argument irrésistible, à moins que les programmes de faculté, du premier et du second cycle, ne soient modifiés.

2. Un professeur d'économie politique m'a dit que l'agrégation était peut-être "anachronique", mais non "injuste", que les travaux personnels des candidats étaient pris en compte et que les deux leçons préparées en loge, du niveau du second cycle, avaient pour fonction de mesurer les qualités pédagogiques des candidats. Je continue d'éprouver quelque scepticisme sur l'assimilation des "qualités pédagogiques" à la maîtrise dans les exposés *ex cathedra*, mais je n'ai jamais douté du souci d'équité des jurys. La question portait et porte encore sur la sélection, par un même concours, des savants et des enseignants, ceux-ci choisis à la suite de leçons destinées, en principe, aux étudiants.

3. Enfin, les objections prévisibles me sont venues d'une organisation professionnelle avec laquelle je n'ai nulle intention de poursuivre la controverse qu'affectionnent ses porte-parole attitrés. Les concours laissent moins de liberté à l'arbitraire qui se déploie à plein dès que la désignation appartient à des personnes.

La nomination des assistants dans les facultés, avant 1968, en fournissait la preuve: la cooptation des enseignants dans les U.E.R. depuis 1968 en fournit des preuves nouvelles. Quant à la multiplication des indices, à l'inégalité des traitements et des horaires entre agrégés et certifiés, elle ne diffère pas, en nature, des mœurs et des manières de l'administration française. L'université française symbolise, en effet, certains diraient "caricature", la bureaucratie française dont toute réforme met en cause les principes essentiels.

Au nom de l'égalité, on déteste le favoritisme et, afin de proportionner les

indices aux capacités, mesurées "objectivement", on multiplie les distinctions. Ainsi la France présente-t-elle une double originalité: nul pays ne se réclame de l'égalité avec autant d'éloquence, nul pays ne différencie, avec autant de minutie, les degrés hiérarchiques. Seule, peut-être l'Union soviétique a un sens plus aigu encore de la hiérarchie bureaucratique.

Laissons la querelle de l'agrégation jusqu'à la prochaine explosion et aux futures barricades. Il y a encore de beaux jours pour les défenseurs des demi-points et des bi-admissibles. Bornons-nous, pour conclure, à poser les questions fondamentales.

En quelle discipline, la préparation de l'agrégation contribue-t-elle substantiellement à l'amélioration des connaissances et des qualités professionnelles des enseignants? En quelle discipline, la différence entre agrégés et certifiés répond-elle à une nécessité? Quand est-elle à ce point marquée que la distinction persistante entre les deux manières se justifie?

La difficulté, en un sujet quelconque de l'organisation universitaire, d'aboutir à une conclusion ne caractérise pas le seul sujet de l'agrégation. En lisant les deux articles de M. Georges Vedel, récemment parus dans notre confrère *Le Monde*, j'étais enclin à souscrire à ses analyses et à m'interroger sur ses propositions.

Il n'y a guère de professeur qui, en privé, ne déplore le temps perdu dans les innombrables comités, commissions, conseils; il n'y en a guère qui ne reconnaisse l'absurdité du régime d'assemblée, introduit dans les universités après avoir été chassé de la cité. Mais quel ministre aura le courage de revenir sur cette traduction dérisoire de l'idée de participation?

Chacun admet que le découpage des universités parisiennes, entraînant le partage des locaux, tient à la fois de Labiche et de Kafka. Mais la construction de bâtiments, qui permettrait la séparation physique des universités, exigerait des crédits que le gouvernement hésite à consentir. Hésitation intelligible: la plupart des universités n'auraient guère plus d'unité ou d'âme qu'elles n'en ont aujourd'hui le jour où l'indépendance immobilière consacrerait l'autonomie administrative.

Dans le climat créé par les événements de mai 1968, le découpage, surtout à Paris, mais souvent aussi dans le reste de la France, n'a pas obéi à des considérations scientifiques ou rationnelles, mais à des considérations d'opportunité ou de politique. De plus, les U.E.R. existent en général plus fortement que les universités. Comme un nouveau bouleversement de structures ajouterait encore au désordre, le ministre se résigne à la patience et à l'espoir.

M. Vedel montre avec pertinence les contradictions ou, si l'on préfère, les compromis inscrits dans la loi d'orientation: comment concilier l'autonomie pédagogique et les diplômes nationaux? Selon quels principes répartir les crédits entre les universités? Comment mesurer les mérites respectifs des universités, apprécier leurs revendications? Aucune des échéances, écrit-il, ne sera évitée: je voudrais croire qu'il a raison. Mais, à moins d'une initiative improbable, on s'oriente vers la solution à la fois la plus probable et la moins satisfaisante. Seuls les diplômes nationaux auront quelque signification et toutes les universités feront reconnaître nationalement les diplômes qu'elles décernent (à quelques rares exceptions près).

Comme les indices des fonctionnaires resteront déterminés par les diplômes, il n'y aura pas de concurrence entre les universités, sinon pour ceux des diplômes appréciés par les entreprises privées. La cooptation dans le cadre des U.E.R. favorise le recrutement local et la formation de petites forteresses partisans. La répartition des crédits tendra à cristalliser les situations, conformément à l'expérience du C.N.R.S.

M. Vedel intitule son article *Que faire*, mais il illustre surtout les contradictions que la logique ordonne de résoudre et que la prudence incite à tolérer. Les universités d'avant 1968 ont supporté durant une quinzaine d'années des contradictions évidentes; celles d'après 1968 viennent à peine de naître; elles ont une bonne chance de reculer pour de nombreuses années, ce que M. Vedel appelle les "échéances inéluctables".

Après tout, la plupart des enseignants ont trouvé un refuge ici ou là, au cœur des nouvelles institutions et ils ne peuvent pas modifier les règles de l'administration, pas plus que celle-ci ne peut changer les habitudes universitaires.

En théorie, rien n'interdirait de repenser les diverses fonctions de l'enseignement supérieur et de concevoir les réformes à partir de finalités multiples, clairement définies. Mais on ne voit pas d'où viendrait l'inspiration ou l'impulsion.

La formation des maîtres du second degré

Le Figaro
6 janvier 1972

Le ministre de l'Éducation nationale a dessiné les grandes lignes d'une réforme de la formation des enseignants des lycées et collèges d'enseignement secondaire (CES). Comme chacun pouvait s'y attendre, le projet a reçu un accueil défavorable de la part des syndicats d'enseignants ou des associations d'étudiants. Mise à part la *société des agrégés* qui a salué la survie de l'agrégation, gauchistes, communistes, autonomes, réformateurs ont trouvé plus à critiquer qu'à louer dans le schéma du ministre.

Comment pourrait-il en aller autrement? La réforme tient compte des résistances prévisibles, des innombrables groupes de pression qui, régulièrement, s'opposent à toute modification du *statu quo*. Les uns jugent que l'unification du corps enseignant ne va pas assez loin, mais la suppression de la dualité capes-agrégation, à mes yeux souhaitable, aurait soulevé une tempête. D'autres estiment que la sélection des futurs enseignants au niveau du DUEL et du DUES (après les deux années du premier cycle universitaire) est prématurée; d'autres formulent le reproche contraire puisque le choix des étudiants admis dans les IPES (instituts pédagogiques de l'enseignement secondaire) se faisait un an plus tôt. D'autres craignent que le concours d'entrée dans les centres de formation professionnelle des maîtres (CFPM) ne décèle pas les aptitudes des futurs enseignants, le professeur de mathématiques devant probablement, selon les conceptions de ces doctrinaires, posséder les qualités d'un chef scout ou d'un animateur de colonies de vacances.

Refusons les facilités de ce jeu de massacre et prenons pour point de départ la question rituelle: de quoi s'agit-il?

Deux idées, me semble-t-il, commandent le projet du ministre.

Tout d'abord la disproportion actuelle entre le nombre des candidats au CAPES ou à l'agrégation et le nombre des places offertes au concours condamne des dizaines de milliers d'étudiants à l'échec au bout de cinq années à l'université; ces études ne les préparaient à rien d'autre qu'au métier d'enseignant. Leur faire croire qu'il y aura un poste d'enseignant pour tous, c'est les tromper ou du moins les laisser dans l'ignorance des débouchés. Une première sélection, deux ans après le baccalauréat, de futurs enseignants, ceux-ci représentant un pourcentage important du nombre des postes disponibles trois ans plus tard,

aurait une double vertu; elle équivaldrait à une opération "vérité", elle permettrait aux étudiants de connaître leurs chances; elle inciterait les universités à l'innovation, à la recherche d'enseignements non classiques qui conduiraient à d'autres métiers que celui d'enseignant.

En deuxième lieu, le ministre souhaite unir plus étroitement dans les CFPM l'acquisition de connaissances et l'apprentissage pédagogique. Les étudiants admis passeraient à l'université des examens de licence et de maîtrise et recevraient dans les centres une formation pratique plus poussée, mieux intégrée à leurs années d'études, que celle que reçoivent aujourd'hui les titulaires du CAPES théorique.

Ces deux idées me paraissent fondamentalement justes et, avant d'examiner les détails du projet sur lesquels la discussion peut et doit s'engager, les critiques devraient répondre à la question: oui ou non les faits sur lesquels se fonde le projet sont-ils vrais? Les objectifs qu'il vise sont-ils judicieux? À ces deux questions, je donne personnellement une réponse affirmative.

Reprenons quelques-uns des chiffres que cite la note d'information du ministère. En 1969, le nombre des postes offerts au CAPES s'élevait à 5.389, le nombre des candidats à 28.682, en 1970 ces deux nombres s'élèvent respectivement à 6.762 et 39.001, soit une augmentation respective de 25,5% et de 36%; le nombre des admis a progressé de 26,8%. Entre 1969 et 1971, le nombre des candidats à l'agrégation s'est accru de 41%, celui des admis de 15%. En d'autres termes, pour la majorité des étudiants, surtout de lettres, les concours de recrutement des enseignants - concours extérieurs aux universités elles-mêmes - constituent l'aboutissement normal des années d'études, la condition de l'accès à la carrière d'enseignant, seule carrière ou presque à laquelle semblent préparer les examens de licence et de maîtrise dans nombre de disciplines.

La réforme n'instaure pas le *numerus clausus*, elle ne modifie pas le rapport entre le nombre des postes et celui des candidats. Elle constate le rapport existant entre postes offerts et candidats. À partir de cette constatation, une discussion s'impose: ou bien on s'accommode de cette situation, la sélection est reportée au terme des études, la formation pédagogique, sanctionnée par le CAPES pratique (obtenue par tous les titulaires du CAPES théorique) est acquise dans l'exercice du métier et dans les centres pédagogiques régionaux (CPR). Ou bien on s'efforce de répondre à une demande qui obtenait, ou semblait obtenir, il y a trois ans, les suffrages de presque tous: afin d'atténuer la rigueur et les aléas des concours dans lesquels les jurys doivent retenir un candidat sur six, afin de ne

pas prendre en considération exclusivement les connaissances des candidats, on procède à une sélection d'une partie des futurs enseignants au bout de deux ans d'université. Admis dans les centres, les candidats deviennent fonctionnaires-stagiaires et ils continuent leurs études universitaires. Mais, dans le cas où ils passent leurs examens universitaires (licences, deux certificats de maîtrise), ils obtiennent normalement, au bout de trois ans, un CAPES qui n'est plus un concours mais un examen, la différenciation des candidats étant sanctionnée par des mentions et non par l'alternative du succès et de l'échec.

La difficulté essentielle du projet tient à la nature du concours national ouvrant l'accès au CFPM. Les épreuves ne doivent pas reproduire celles des examens universitaires DUES ou DUEL, puisque les candidats se présenteraient la même année aux uns et aux autres. Le rapport du ministre énumère les qualités que le système d'épreuves devrait permettre de discerner "capacités intellectuelles générales (logique, discernement, pouvoir de synthèse), familiarité avec les méthodes propres aux disciplines du concours, aptitude à la communication (savoir exposer, résumer, expliquer, convaincre), équilibre mental et psychique, éventuellement expérience éducative ou para-éducative".

Les épreuves décisives, dans cette conception, seraient orales. Épreuves pour les candidats mais aussi pour les examinateurs. Chacun reconnaîtra la difficulté du diagnostic. Mais les mêmes qui dénoncent, depuis des années, la sélection des enseignants d'après le seul critère des connaissances, se hâtent de dénoncer, avant même qu'elle commence, l'expérience d'un autre mode de sélection. Aucune des écoles de pensée ne trouve, dans ce projet, complète satisfaction. Toutes les écoles ensemble peuvent probablement en paralyser la mise à exécution. On s'en tiendrait donc à la situation présente. Or celle-ci me paraît pire que celle qui résulterait de la réforme. Bien plus, toutes les écoles devraient admettre ce jugement puisque toutes obtiennent, dans ce projet, satisfaction partielle.

Le projet pour la formation des maîtres. Intransigeants ou conservateurs?

**Le Figaro
20 mars 1972**

Le projet relatif à la formation des enseignants du second degré suscite, comme chacun le prévoyait, des réactions hostiles de la plupart des syndicats d'enseignants. Dans plusieurs universités, les étudiants manifestent par des grèves leur opposition aux réformes envisagées par M. Guichard. Celui-ci a réuni la semaine dernière une commission qui doit examiner le projet et en proposer éventuellement la révision.

Ce projet s'inspire cependant des idées aujourd'hui admises dans les milieux dits réformateurs. Il tend à réduire le nombre des catégories d'enseignants, différenciées par l'indice, le traitement et l'horaire, à tenir compte des aptitudes pédagogiques en même temps que du savoir, donc à chercher un mode de sélection qui rompe avec la méthode ordinaire des examens et concours, enfin à créer des centres dans lesquels des futurs enseignants s'initieraient à la théorie et à la pratique de leur futur métier en même temps qu'ils continueraient de fréquenter les universités.

Bien entendu, le projet ministériel suscite de multiples critiques, comme tout autre projet de cette sorte, surtout en raison de sa prudence. Le ministre a réservé pour l'avenir les mesures radicales, par exemple la suppression de l'agrégation, qui lui aurait attiré des ennemis supplémentaires sans désarmer ceux qui lui reprochent de ne pas aller assez loin.

Une première catégorie de questions se pose à propos du moment et du mode de sélection des futurs enseignants.

Si la sélection se fait immédiatement après le DUEL ou le DUES, donc après les deux premières années d'enseignement supérieur, la masse des étudiants en lettres qui n'aura pas été admise dans les centres devra songer à une autre carrière, chercher une filière qui conduise à une profession extra-universitaire. Celui qui examine avec sérénité cette conséquence de la réforme y trouvera, me semble-t-il, un motif de l'approuver.

Le nombre des postes d'enseignants offerts aux étudiants ne dépend pas des modalités de la réforme, il dépend du taux de scolarisation dans l'enseignement du second degré, de l'âge du corps enseignant et du nombre d'élèves par classe.

Il est de fait qu'au cours des quinze dernières années on a beaucoup recruté afin de répondre à l'afflux des élèves résultant à la fois des générations plus nombreuses de l'après-guerre et de l'élévation du taux de scolarisation. Au cours des prochaines années, le nombre des postes offerts d'enseignants du second degré augmentera à une autre allure, avec ou sans réforme.

Or tout se passe comme si les étudiants et certains syndicats se déchaînaient contre la réforme coupable non de créer mais de rendre manifeste la disproportion prévisible entre le nombre des étudiants (surtout en lettres) que leurs études ne préparent à rien d'autre qu'au métier d'enseignant et le nombre de postes disponibles dans l'enseignement public.

Vaut-il mieux laisser les étudiants continuer leurs études quatre et cinq ans, jusqu'au CAPES et à l'agrégation, trois sur quatre ou quatre sur cinq des candidats étant voués à l'échec? Ou bien convient-il, en choisissant la plupart des futurs enseignants deux années après le baccalauréat, d'aider les autres étudiants à prendre conscience de l'impasse dans laquelle ils risquent de s'engager et de les contraindre, eux et leurs maîtres, à donner à l'université une autre vocation que celle de l'autoreproduction?

Il va de soi que toute sélection selon d'autres critères que celui du savoir ou de l'intelligence (telle qu'elle se révèle dans les exercices scolaires) comporte un risque accru d'arbitraire. Tous nos pédagogues, professionnels et amateurs (et Dieu sait qu'ils se sont multipliés au cours de ces dernières années, alors qu'en fait on compterait peut-être sur les doigts de la main les professeurs de sciences pédagogiques qui méritent authentiquement ce titre) nous rappellent les qualités spécifiques faute desquelles connaissances et bonne volonté demeurent vaines et laissent le maître désarmé face à sa classe.

Ce genre d'arguments, valable en certaines limites, risque de prêter, lui aussi, à la démagogie. Au professeur de mathématiques en classe terminale ou en classe de préparation aux grandes écoles, on ne demande pas d'être un animateur de colonies de vacances ou de maison de la culture. Même les professeurs de 5e ou de 4e n'ont pas une tâche identique à celle des chefs scouts. Si l'on suit les critiques et décrète que les qualités pédagogiques ne se découvrent finalement qu'à l'épreuve, que nul ne peut prévoir si un garçon de 21 ou de 22 ans s'affirmera ou non capable d'enseigner, alors notre ami Gaxotte a raison: que l'on cesse d'invoquer à chaque instant la mystérieuse et toute-puissante pédagogie, que l'on se contente de donner aux licenciés ou certifiés les informations psychologiques et sociologiques qui leur facilitent l'apprentissage du métier sur

le tas. Même une telle décision n'exclurait pas la sélection deux années après le baccalauréat, indispensable pour éclairer les étudiants sur leur situation réelle. Ceux qui les encouragent dans une opposition aveugle commettent à leur égard la pire faute: ils les entretiennent dans des illusions en ne leur disant pas la vérité.

Je reviendrai, une autre fois, sur les centres de formation prévus qui risquent, en effet, d'accélérer la colonisation de l'Université française par le parti communiste. La loi d'orientation a favorisé l'élimination de l'influence gauchiste et la prise de pouvoir par les communistes dans un grand nombre d'U.E.R. Parmi les organisations d'étudiants, l'U.N.E.F.-Renouveau se distingue par sa discipline, son sérieux, au point que les professeurs de droite finissent par la préférer aux autres organisations, même d'opinion modérée. Les autres critiques, les plus vives, portent sur le maintien de l'agrégation et les différenciations multiples entre catégories d'enseignants (par exemple les auxiliaires). Critiques typiques moins des réformateurs que des conservateurs.

Qui se drape dans l'intransigeance, proclame "il faut repartir de zéro", avoue, sans en prendre conscience, qu'il ne veut rien changer et qu'il préfère le verbalisme à l'action, inévitablement prosaïque, partielle. Il y a dans les C.E.G., les C.E.S., les lycées, trop de catégories différentes dont le statut est fixé pour toute la vie par des grades ou titres acquis d'ordinaire avant vingt-cinq ans. Il faut à coup sûr réduire ces différenciations trop nombreuses, favoriser la promotion interne (autrement dit, les mérites dans l'exercice du métier devraient exercer une influence sur la carrière). Il est même loisible de se donner pour but ultime une unité complète du corps enseignant bien que l'écart entre les niveaux de culture nécessaires en classe de sixième ou en classe de préparation aux grandes écoles rende ce but difficilement accessible. Mais à trop exiger dans l'immédiat, en une administration où chaque catégorie défend farouchement ses avantages relatifs, qu'espère-t-on obtenir sinon l'échec de toute réforme et la persistance du *statu quo*, secrète aspiration de ceux qu'Édouard Herriot appelait un jour les révolutionnaires en peau de lapin?

Lycéens et étudiants en révolte

Le Figaro
5 avril 1973

Sur un point et sur un seul, observateurs et commentateurs, de droite et de gauche, s'accordent: l'état d'esprit qui avait, sinon provoqué, du moins permis les événements de 1968 n'a pas changé. Lycéens et étudiants demeurent en permanence disponibles pour des grèves, "manif" et autres expressions dites de démocratie directe. Au cours des dernières années; les étudiants penchaient plus souvent vers la résignation, tandis que les lycéens (au moins certains d'entre eux) entretenaient volontiers l'agitation.

Deux réformes, celle des sursis, celle du premier cycle de l'enseignement supérieur, ont fourni les griefs ou les prétextes, saisis par des groupes organisés, pour lancer un mouvement de protestation, suivi par le grand nombre, y compris par la "majorité silencieuse". Le climat qui règne dans nombre de classes des lycées parisiens ne laisse guère aux élèves de choix qu'entre le communisme et le gauchisme. Pour affirmer d'autres opinions, les modérés devraient témoigner d'un courage dans le non-conformisme dont bien peu, adultes ou jeunes, sont capables. Au reste, les activistes, figure nouvelle des "chahuteurs" des lycées du temps jadis, bénéficient de l'admiration de leurs camarades, ils exercent sur eux l'ascendant des forts ou des violents.

N'oublions pas que, parmi les lycéens d'aujourd'hui, en classe terminale, nombreux sont les garçons et les filles de dix-neuf ou vingt ans, l'âge des étudiants. Rien d'étonnant qu'ils éprouvent des passions politiques, comme leurs aînés. Quant aux idées, ils les trouvent sans peine dans les fragments ou les résidus de marxisme, qui traînent dans les livres ou les journaux à la mode. En théorie, révoltés contre les adultes, ils répètent, ni mieux ni moins bien, l'idéologie marxisante qui tient lieu de pensée politique aux trois quarts de l'*intelligentsia* parisienne. À cet égard, en effet, comme ils le prétendent, ils n'ont plus grand-chose à apprendre: ils peuvent dès maintenant collaborer aux publications que le lecteur nommera lui-même.

Du fait même de leur idéologie, ils réagissent, avec hostilité, à toutes les réformes qu'un gouvernement peut concevoir ou appliquer dans le cadre actuel. Ils dénoncent le ghetto lycéen ou universitaire: mais ils refusent de le quitter pour une année. Si l'on remplaçait le service militaire par un service civique, ils vitupéreraient "l'enrégimentement". Quand des garçons de vingt-six ou vingt-

sept ans continuent des études, le chœur des protestataires s'indigne du "chômage déguisé". Que l'on adapte les filières des études aux besoins présumés de la production et l'on asservit l'Université aux trusts.

Si l'on maintient les filières classiques, on n'offre pas de débouchés aux jeunes. Vous proportionnez le nombre des étudiants à celui des emplois auxquels les diplômés aspirent? Alors vous organisez le malthusianisme. Si M. Edgar Faure emploie le langage des gauchistes, évoque l'aliénation et la décolonisation, c'est qu'il veut "récupérer" les anciens combattants de mai, espoir de la France de demain. Si M. Guichard ou M. Fontanet, moins doués que le président de l'Assemblée nationale pour les exercices de vocabulaire, parlent un langage classique, c'est qu'ils ne comprennent pas les générations montantes.

Ni dans les lycées ni dans les universités, les réformes opérées depuis 1968 n'ont influé sur les sentiments et l'attitude de la jeunesse (ou du moins de la fraction active qui, en période de crise, entraîne l'ensemble). Pas davantage: les causes objectives, éventuellement inconnues des acteurs eux-mêmes, qui déterminent cette rébellion latente, n'ont été éliminées. Rien ne permet donc d'espérer que le désordre endémique qui s'est instauré dans certains établissements disparaîtra comme par enchantement. Rien n'autorise à prévoir, avant de longues années, la reconstruction du système d'enseignement, aujourd'hui réduit à l'état d'un immense chantier où coexistent dans une anarchie (dont les révoltés sont eux-mêmes victimes) les restes de l'enseignement traditionnel et les tentatives, heureuses ou malheureuses, d'innovation.

L'extension de la formation secondaire à une fraction croissante de chaque classe d'âge, la volonté des parents que les enfants poursuivent le plus loin possible leurs études, l'inégale capacité des enseignants recrutés par dizaines de milliers au cours de la phase d'expansion rapide, l'adaptation, nécessaire mais difficile, des pratiques et du contenu de l'enseignement à un public autre, tous ces faits de civilisation commandent aux hommes plus que ceux-ci ne les maîtrisent. Les lycées d'hier donnaient une instruction, non une éducation. Les familles étaient censées responsables et capables de l'éducation. Il suffit de se promener autour des lycées que fréquentent les enfants de la grande bourgeoisie pour constater que les familles ne remplissent plus toutes cette fonction. Or, de toute évidence, les établissements publics ne parviennent pas à la prendre en charge. Et les mêmes journalistes qui acclament dans leurs articles la rébellion cherchent pour leurs enfants une école privée ou un CES réputé calme.

La participation telle qu'elle a été instaurée depuis 1968 a-t-elle aggravé le

désordre? Ou tout au contraire a-t-elle prévenu le pire? Chacun donne la réponse qui justifie ses préférences politiques. Nul ne possède, pas même, le ministre, une vue d'ensemble d'une situation variable d'établissement à établissement et parfois d'une classe à une autre. Je ne crois guère à l'efficacité des conseils dans lesquels se retrouvent parents, élèves, enseignants, administrateurs. Non qu'une telle démocratie soit en théorie impossible, bien que la tradition française ne la favorise pas. En tout cas, elle exige le respect des règles. Or les activistes, lycéens ou étudiants, manipulent les règles lorsqu'ils se rattachent au parti communiste et les méprisent lorsqu'ils se réclament du gauchisme.

Les lycéens qui descendent dans la rue contre la loi dite loi Debré recommenceront à la prochaine occasion, que le gouvernement capitule ou non. La nouvelle formule, relative aux sursis, présente des inconvénients pour certaines catégories de jeunes qu'une interruption d'un an découragera. L'ancienne formule en présentait aussi et, à mon sens, de plus grands encore. Si je ne discute pas en détail des mérites respectifs de l'ancienne et de la nouvelle réglementation, c'est que ce débat déjà dépassé dissimule les véritables enjeux et ne révèle pas les causes profondes du mal ou du malaise.

Lycéens et étudiants en révolte(1). La réforme du premier cycle

Le Figaro
6 avril 1973

Depuis 1968, la réforme Fouchet subsistait sur le papier, mais elle tombait en désuétude. Selon les Universités et les U.E.R., les combinaisons diverses d'unités de valeur s'étaient substituées, surtout dans les anciennes facultés des lettres, aux filières rigides, prévues par la loi qui fut directement à l'origine des événements de mai.

Le régime instauré par la loi Edgar Faure souffre d'une contradiction interne, prévisible et admise: comment garantir à la fois l'autonomie des Universités et les diplômes nationaux? Entre les deux exigences, le ministère en est réduit à des compromis équivoques. Enseignants et syndicats penchent le plus souvent vers le maintien du caractère national des diplômes. Les syndicats, surtout le S.N.E.-Sup, prennent position, en chaque occasion, contre la concurrence des Universités postulées toutes égales par décret. La loi créant les D.E.U.G. (diplôme d'études universitaires générales) représente, elle aussi, un compromis entre les exigences imposées à toutes les Universités par le pouvoir central et la marge d'innovation ou de choix laissée à chacune.

À quoi tend la réforme? Le D.E.U.G. remplacera le D.U.E.L. et le D.U.E.S., autrement dit les diplômes d'études universitaires littéraires ou scientifiques, qui, théoriquement, se situaient, pour garder le langage administratif, à baccalauréat + 2 (deux ans après le baccalauréat). Ces diplômes (bac + 2) n'étaient pas reconnus officiellement, à la différence de la licence ou de la maîtrise (B + 4). De plus, la réforme Fouchet prévoyait une spécialisation relativement forte dès la première année, alors que tous les D.E.U.G. devraient prendre un caractère pluridisciplinaire.

La conciliation entre diplôme national et autonomie s'opère selon les procédés ordinaires. Les textes ministériels prévoient impérativement un nombre donné d'heures d'enseignement, une certaine répartition de ces heures entre la première et la seconde année, des modalités minimales d'examen, enfin la répartition des matières entre disciplines dominantes, disciplines optionnelles, librement choisies et réparties par le Conseil de l'université, et enfin des disciplines libres dont le choix reste à la seule initiative des étudiants (ces dernières constituent 10

à 20% de l'horaire total selon les mentions et les sections).

Bien entendu, chacun peut critiquer la dénomination des diverses mentions, la répartition des matières, juger la part de l'autonomie excessive ou insuffisante. Il reste que la réforme va dans le sens de la pluridisciplinarité et en sens contraire de la spécialisation immédiate, prévue par la loi Fouchet: elle répond, dans ses grandes lignes, aux idées généralement soutenues par les présidents d'Université, même si la rédaction finale du ministère ne retient pas nombre d'amendements du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (C.N.E.S.E.R.).

Pourquoi la tempête? Le diplôme sanctionnant le premier cycle doit, dans l'esprit du ministre et de ses services, donner aux étudiants qui quittent l'université au bout de deux ans un titre qui ait une certaine valeur.

Le titulaire du D.E.U.G. serait valorisé sur le marché du travail, bien qu'il n'ait pas atteint aux deux grades aujourd'hui reconnus, licence et maîtrise. Jusque-là, on voit mal quelles objections fondamentales, même les syndicalistes, communistes ou (et) corporatistes, pourraient formuler.

Lisons cependant le texte de l'alinéa 4 de l'article 1 tel qu'il a été publié par le ministre: "Les enseignements sont organisés de manière à permettre aux étudiants qui poursuivent leurs études d'être admis soit à un second cycle d'études supérieures, soit à une autre formation universitaire, aux étudiants qui ne les poursuivent pas de pouvoir entrer directement dans la vie active". Le C.N.E.S.E.R. avait, dans son texte, introduit la précision suivante: "Le D.E.U.G. donne droit à tous ceux qui poursuivent leurs études d'être admis à un second cycle d'études supérieures". Le texte du C.N.E.S.E.R. formulait explicitement le droit accordé aux titulaires du D.E.U.G. d'entrer en second cycle. Le texte du ministère, contrairement aux polémiques, ne prévoit nullement une sélection après deux années d'études supérieures. Il suggère deux voies, probablement pour réserver le projet de M. Guichard des centres de formation des futurs enseignants et pour laisser quelque latitude aux universités. C'est à partir de ce détail de rédaction que les syndicalistes font au ministre un procès d'intention.

Pour l'instant, les travaux au ministère et au C.N.E.S.E.R., ont porté sur le premier cycle et sur le troisième plus que sur le deuxième. Dès lors, selon le procédé classique, ceux mêmes qui n'élèvent pas d'objection de principe reprochent au projet de ne pas embrasser l'ensemble. Ainsi un président d'Université déclare: "Une politique d'ensemble de l'enseignement supérieur devrait réglementer tous les diplômes nationaux; définir leur correspondance

avec les débouchés professionnels; organiser la formation des maîtres; décider sur le problème de l'allocation d'études... La répartition entre les universités des habilitations portant sur tous les diplômes nationaux aurait permis un remodelage de la carte universitaire de la France..." Bien sûr, rien n'est fait tant qu'il reste quelque chose à faire. Une réforme partielle ne prend son sens que dans le cadre d'une réforme totale, etc.

Arguments tous impeccables et tous ensemble fallacieux. Le C.N.E.S.E.R. a discuté déjà des centaines d'heures sur quelques réformes partielles. Le remodelage de la carte universitaire de la France se heurtera à des résistances plus fortes encore que le D.E.U.G. ou la modification du régime des sursis. Syndicats et enseignants ont toujours résisté à la différenciation entre les Universités, à une hiérarchie entre les Universités de plein exercice et des Universités secondaires. Si le ministère attendait un accord sur un plan d'ensemble pour appliquer des mesures limitées, il se condamnerait à l'immobilisme.

De même que l'affaire des sursis dissimulait la mise en question du service militaire obligatoire, la dénonciation de la réforme du premier cycle révèle une inquiétude authentique. Pour l'ensemble de la France, à la rentrée de 1972, d'après les statistiques officielles, 24.668 étudiants se sont inscrits en droit, 11.203 en sciences économiques, 53.530 en lettres, 19.547 en sciences, 20.216 en médecine. Avec ou sans "sélection", combien atteindront au terme de leurs études? Quels emplois trouveront les onze mille candidats à une licence ou une maîtrise d'économie? La réforme du premier cycle ne modifie en rien le véritable problème. Quant aux démagogues qui exploitent une authentique inquiétude, ils commettent la pire faute à l'égard de la jeunesse: ils lui mentent ou, si l'on préfère une expression plus académique, ils n'ont pas le courage de lui dire la vérité.

[\(1\)](#) Voir Le Figaro du 5 avril 1973.

Lycéens et étudiants en révolte(1). De la sélection

Le Figaro
9 avril 1973

Certains mots mobilisent les étudiants et déclenchent une sorte de réflexe conditionné d'indignation. Ainsi du mot sélection. Je ne me fais donc aucune illusion sur les vertus de l'analyse face aux passions spontanées, ou manipulées, des étudiants.

À l'origine, il y a une dizaine d'années, une discussion se développa en France sur un sujet précis: le baccalauréat devait-il conserver sa double fonction de diplôme sanctionnant la fin des études secondaires et du premier grade universitaire, donnant droit à l'entrée dans l'enseignement supérieur?

La sélection, ou choix parmi les bacheliers de ceux qui entreraient en faculté, aurait permis de limiter le nombre des élèves qui quittent le lycée sans aucun parchemin. Elle est pratiquée par tous les États d'Europe orientale, par la Grande-Bretagne également. Aux États-Unis, la diversité des établissements d'enseignement supérieur permet de donner une place quelque part à tous ceux qui désirent continuer leurs études. L'inégalité de prestige des collèges et des universités fournit l'équivalent d'une sélection.

Cette discussion appartient désormais au passé. Les événements de mai ont surgi alors que le général de Gaulle faisait en Roumanie l'éloge de la sélection (en ce sens précis) et que la décision avait été prise, secrètement et officiellement, de modifier la loi accordant aux bacheliers le droit d'entrer en faculté. Une telle sélection, accompagnée d'avantages pour les enfants des classes modestes, d'authentiques allocations d'études, aurait favorisé plutôt que contrarié la "démocratisation" si, par ce terme, on entend une chance accrue de promotion par l'enseignement pour les enfants des milieux non privilégiés. Les adversaires les plus acharnés de la sélection, en dehors des militants des organisations révolutionnaires, se recrutaient probablement dans les milieux de la bourgeoisie dont les fils ne sont pas tous également doués ou qui apaisent leur mauvaise conscience à bon compte.

Il n'est et ne sera plus question de sélection parmi les bacheliers. En contrepartie, entre un quart et un tiers des élèves de l'enseignement du second degré quitteront les classes terminales sans parchemin.

Des milliers de garçons et de filles redoubleront la classe terminale à 19, 20 et 21 ans pour arracher ce titre encore prestigieux. Chacun demeure libre de juger laquelle des deux méthodes aurait été préférable.

La même querelle de sélection surgit à propos de la fin du premier cycle universitaire. Elle surgit avant même que personne ait proposé une "sélection" pour le passage du premier au deuxième cycle. Une telle sélection exigerait une loi que le Parlement ne votera pas et qu'aucun ministre ne se risquera à proposer. Toute l'agitation actuelle autour du D.E.U.G. relève à la fois du réflexe conditionné (chien de Pavlov) et de la mobilisation des masses par la technique de l'agit-prop.

De quoi s'agit-il réellement? Il s'agit de savoir si les futurs enseignants du second degré seront en majorité choisis à la fin du premier cycle ou si les étudiants continueront leurs études avec l'espoir d'obtenir un poste dans l'enseignement, les concours de recrutement (C.A.P.E.S. ou agrégation) ayant lieu cinq, six ou sept ans après l'entrée en faculté. Il va de soi que le projet Guichard ne modifie en rien le nombre des postes dans l'enseignement secondaire ou supérieur. Il n'implique nullement un *numerus clausus* en deuxième cycle. Il a pour objectif d'*obliger* étudiants et enseignants, en lettres et en sciences, à *prévoir* le nombre des postes offerts aux concours quelques années à l'avance et de les *inciter à concevoir* d'autres filières.

Cette réforme risque échouer comme toutes celles qui portent atteinte à certains intérêts et exigent quelque courage. Dans une seule discipline, la médecine, les enseignants veulent imposer une sélection, avec d'ailleurs une hâte excessive et un procédé douteux. Il n'est pas surprenant mais il est triste qu'en ce cas la volonté de sélection réponde à l'intérêt corporatiste. Dans toutes les autres disciplines, le nombre des étudiants détermine celui des enseignants. Les syndicats de gauche de l'enseignement supérieur, dominés par les maîtres-assistants ou assistants, s'opposeront farouchement à toute mesure qui tendrait à réduire le nombre des étudiants ou plutôt des inscrits (nul ne connaît le rapport exact entre ces deux catégories statistiques). Là encore la prise de position, camouflée par l'idéologie politique, correspond exactement à l'intérêt corporatiste.

L'argument traditionnel de la pénurie d'enseignants a perdu de sa force. Pour l'ensemble des disciplines de l'enseignement supérieur, il y a, en 1970-71, un enseignant pour 19,1 étudiants avec, à un extrême 1 pour 7 dans les instituts universitaires de technologie, 1 pour 10 dans les disciplines scientifiques, et, à

l'autre extrême, 1 pour 46 en droit et en sciences économiques et 1 pour 33 en lettres. Ajoutons que ces statistiques n'ont qu'une signification limitée puisque les inscrits ne sont pas tous d'authentiques étudiants.

Quoi qu'il en soit le bouchon créé par le nombre des assistants nommés au cours des dix dernières années interdit désormais aux meilleurs agrégés de trouver des places dans les universités. À chaque poste d'assistant, la liste des candidats compte des dizaines de noms. De même, le rapport entre le nombre des candidats à l'agrégation et au C.A.P.E.S. s'élèvera au cours des prochaines années. La moitié environ des étudiants inscrits en sciences obtiennent le D.U.E.S. au bout de deux ou trois ans: sélection de 50% par l'échec. Moyennant quoi rien n'interdit de hurler dans la rue: pas de sélection. Le jour où neuf candidats sur dix au C.A.P.E.S. seront refusés, le chœur des étudiants, enseignants, syndiqués continuera de chanter sur l'air des lampions: pas de sélection. Et le ministre, pour avoir la paix, finira par se résigner à ce curieux emploi des deniers publics. Car les postes sont répartis en fonction du nombre théorique des étudiants dont 40 à 50% en lettres et en sciences, n'obtiennent aucun diplôme, dont un quart ou un tiers semble disparaître, nul ne sait où, entre l'inscription au début de l'année, et l'examen en fin d'année.

Le système français d'enseignement garde un caractère essentiellement sélectif mais il dissimule ou camoufle celui-ci. L'entrée en classe de seconde dans une section noble ou non noble détermine, en une large mesure, la carrière ultérieure des jeunes. Avant même la classe de seconde, l'inégalité, au reste inévitable, entre les établissements comme entre les classes à l'intérieur d'un même établissement, exerce une influence sur le recrutement de l'élite et le rejet des "ratés". Les conditions de travail et de vie, à l'intérieur des collèges d'enseignement technique, donnent à la révolte de cette fraction prolétarienne de la jeunesse de tout autres justifications qu'à celle des élèves des classes terminales dans les grands lycées parisiens. Or, la propagande contre la sélection n'a jamais visé que des mesures qui avaient au moins le mérite de la franchise et, correctement appliquées, pouvaient contribuer à la démocratisation que chacun fait profession de vouloir.

Tout se passe comme si l'on mobilisait les jeunes contre une menace illusoire pour détourner leur attention des mécanismes réels de la sélection et obtenir leur appui contre toutes les réformes, y compris celles qu'ils accepteraient s'ils en saisissaient la véritable signification. En privé, chacun sait bien que les classes terminales des lycées devraient être regroupées avec le premier cycle de

l'enseignement supérieur dans des sortes de collèges. Le maintien dans le lycée, avec leur structure traditionnelle, de garçons et de filles de 19 à 21 ans garantit la permanence de troubles. Les universités, réduites au 2e et 3e cycle, retrouveraient un sens, une fonction, une âme.

À condition, bien entendu, que les adultes n'hésitent pas à tenir aux jeunes un discours de vérité: ou bien le nombre des places dans l'enseignement supérieur est fixé par l'offre, elle-même objet d'une décision des pouvoirs publics; en ce cas, les étudiants sont assurés de leur avenir. Ou bien le nombre de places est fixé par la demande, les pouvoirs publics fournissant les moyens financiers nécessaires; en ce cas, les étudiants ne peuvent compter sur un emploi à la mesure de leurs aspirations. *Numerus clausus* et sécurité, portes ouvertes et avenir incertain, entre ces deux formules il faut choisir. La liberté d'accès exclut la sécurité d'emploi. La recherche de la sécurité entraîne une sélection, franche et ouverte, au passage d'un cycle à un autre. Il suffit de refuser ce choix pour maintenir l'actuel régime de sélection hypocrite et d'indignation endémique.

[\(1\)](#) Voir "Le Figaro" des 5 et 6 avril 1973.

La crise de l'enseignement du second degré.

Le diagnostic

Le Figaro
27 avril 1973

Je n'ai jamais traité, dans ces colonnes, de l'enseignement du second degré. Pour de multiples raisons: moindre expérience directe, multiplicité et diversité des problèmes, incertitude sur la situation même, changeante d'un établissement à un autre et d'une sorte de classe à une autre. Cet article et les suivants me sont suggérés par les controverses sur l'enseignement supérieur. La création du D.E.U.G., à la rentrée prochaine, a soulevé une tempête (dans un verre d'eau). Le conseil supérieur (C.N.E.S.E.R.) a longuement discuté du troisième cycle. En revanche, les intentions du ministre demeurent incertaines en ce qui concerne le IIe cycle. Or, à n'en pas douter, une organisation du IIe cycle ne se sépare pas des finalités qu'on lui attribue: le recrutement des professeurs du second degré représente une de ces finalités.

Le ministre de l'Éducation nationale a déclaré récemment qu'il s'inspirerait, dans la réforme du second degré, du rapport de la *Commission des Sages*, d'après son titre officiel: *Rapport de la Commission d'études sur la fonction enseignante dans le second degré*. Rapport à coup sûr intéressant, qui mériterait d'être lu par un large public, dont certaines des constatations ne prêtent pas au doute, dont le diagnostic me paraît partiellement indiscutable, mais dont les recommandations traduisent un choix, légitime et contestable.

Rappelons d'abord quelques chiffres, tout connus qu'ils sont. Il y avait dans l'enseignement secondaire public, en 1897, 131.000 élèves, 290.000 en 1925, 692.000 en 1945, puis 1 million 375.000 à la rentrée de 1958. À la rentrée de 1972 étaient attendus 3.718.000. L'effectif, qui avait augmenté de 161.000 en vingt-huit ans, n'a mis que quatorze ans pour augmenter de près de 2.400.000. La scolarisation au niveau de la 3e tend vers 100%, le nombre des bacheliers représente 21% d'une génération contre 0,8% vers le début du siècle.

L'effectif des enseignants a progressé dans la même proportion. Il y avait dans l'enseignement public, aux alentours de 1900, 6.500 professeurs du second degré, auxquels on peut ajouter 4.000 maîtres environ dans les écoles primaires supérieures et les écoles normales. Ce nombre est passé à 13.000 en 1925, 67.000 en 1950 et à 235.000 en 1972: augmentation de 168.000 en treize ans. Ce

dernier taux de croissance, pour utiliser le langage des économistes, a été anormal: il crée pour les années à venir et pour les prochaines générations des obstacles inévitables. Le nombre des postes offerts aux concours, dans la plupart des cas, semblera faible aux candidats, comparé à celui de la période 58-70.

Le rapport insiste sur le sentiment de dévalorisation qu'éprouvent la majorité des enseignants du second degré. Il s'efforce de les rassurer, sans nier le moins du monde le "malaise". Il cite les résultats d'une enquête: sur un échantillon de 2.345 lycéens et élèves de C.E.S., de C.E.G. et de C.E.T. interrogés en 1969 par la technique de l'autobiographie au futur, la carrière professorale est l'une de celles qui sont le plus souvent envisagées: 12,1% de l'échantillon, 6,5% des garçons et 17,6% des filles font ce choix. Ces chiffres ne démontrent nullement que le métier d'enseignement a gardé son prestige, il suggère que nombreux sont les enfants des familles modestes qui le tiennent pour accessible, donc pour une voie de promotion sociale. Et ils ont raison: le métier de professeur de C.E.G. ou de C.E.S. représente un objectif comparable à celui d'instituteur ou d'institutrice il y a cinquante ans ou vingt-cinq ans. En revanche, sur les bons élèves d'aujourd'hui issus de familles bourgeoises - et les professeurs aujourd'hui en fonction furent pour la plupart de bons élèves - le métier d'enseignant du second degré n'exerce peut-être plus le même attrait.

On voit mal, d'ailleurs, comment il pourrait en être autrement. Aux États-Unis, où l'enseignement du second degré, depuis longtemps, s'adresse à la quasi-totalité de la jeunesse, l'enseignant différerait radicalement, par son statut social, par son "image" aux yeux de l'opinion, du professeur d'université. Cette distinction radicale ne s'impose pas encore dans notre pays où elle ne refléterait pas la réalité. Il subsiste une communication entre second degré et supérieur: nombre des agrégés des grandes classes ne le cèdent nullement, en culture et en capacité pédagogique, aux enseignants de faculté, d'autant plus que la seule discrimination objective - la possession de la thèse d'État - a pratiquement disparu, surtout depuis 1968.

Le diagnostic du malaise, formulé par le rapport de la commission, met avant tout l'accent sur la crise du rapport pédagogique, crise du contenu et des méthodes d'enseignement. *"Le courant ne passe pas"*, les élèves s'ennuient, les enseignants ont un sentiment de solitude, ils doutent de la valeur de leur métier. Malheureusement, ce diagnostic global ne comporte qu'une analyse sommaire, selon les établissements et les disciplines. Nous lisons: *"Le malaise" est plus fort dans le C.E.T. et dans les C.E.S. et plus faible dans le C.E.T. que dans le C.E.G.;*

il est plus vivement ressenti par les professeurs des disciplines littéraires que par ceux des disciplines scientifiques; les linguistes semblent les moins touchés. Il y a là des variables importantes." Bien qu'il y ait là des variables importantes, le rapport n'en tient guère compte dans les descriptions et les recommandations.

Les raisons que donne la commission reproduisent excellemment des lieux communs (le rapport, même, insiste sur ce point). "La démocratisation de l'enseignement a conduit à dispenser à un public radicalement différent un enseignement inchangé... On tente vainement d'inculquer une culture conçue pour une élite à la grande masse des enfants du pays." Les disciplines les plus atteintes par le manque d'intérêt des élèves sont celles dont ils n'aperçoivent pas l'utilité sociale. *"Il est bien difficile d'intéresser à Montaigne ou à Pascal des élèves qui, chez eux, voient traiter avec dédain ou condescendance des auteurs que leurs parents ne lisent jamais."* Enfin, les élèves auraient parfaitement conscience du problème des débouchés. Ils savent que la réussite scolaire *"jouera un rôle qu'ils croient déterminant et qui l'est peut-être, en effet, plus que par le passé."* D'où la conclusion que je crois dans l'ensemble juste (autant qu'une formule simple peut traduire des phénomènes complexes: *"L'enseignement du second degré avait pour mission de former une élite déjà choisie: son rôle est aujourd'hui de sélectionner cette élite, et il ne le fait pas une fois pour toutes, sur les différentes tranchées, mais de façon à la fois progressive, précaire et peu claire."*

Le rapport note en passant la fréquence des échecs (en moyenne, les deux tiers des élèves redoublent au moins une classe au cours de leur scolarité secondaire). Le taux d'échec au baccalauréat se situe entre 39 et 41%, d'autant plus élevé que la section exige plus d'efforts. Enfin, le secondaire long, trop général, ne prépare guère qu'à l'entrée dans l'enseignement supérieur où vont 90% des bacheliers; une fraction considérable des diplômés de l'enseignement technique exercent des métiers autres que ceux auxquels leurs études et le diplôme qui les sanctionne les préparent (il ne s'agit pas là, à ma connaissance, d'un phénomène spécifiquement français).

Quelles conclusions tirer de ces constatations? Dans quel sens chercher une issue? Manifestement, pas plus qu'il n'y a *un* problème, il y a *une* issue. Que l'on ne puisse pas intéresser *tous* les élèves à Pascal ou à Montaigne ne signifie pas encore que l'on doive renoncer à en intéresser *quelques-uns*. L'intérêt *spontané* des élèves ne constitue pas un critère supérieur - d'autant plus que cet intérêt *spontané* change avec les modes. De même, la fréquence des échecs vient peut-

être de l'inadaptation des élèves à l'enseignement reçu, mais tous les garçons de 14 ou 15 ans ne désirent pas recevoir un enseignement, quel qu'il soit. Si des élèves cessent de fréquenter un C.E.T. dès le jour où ils ont atteint leurs 16 ans, il aurait mieux valu ne pas leur imposer cette scolarité inutile. Rien ne prouve que tous les jeunes souhaitent la formation *intellectuelle* qui est et demeure l'objectif majeur de l'enseignement public.

En bref, chacun des faits, chacune des interprétations des faits laisse ouvertes plusieurs orientations. Le rapport en a choisi une que je tâcherai de résumer en un prochain article.

La crise de l'enseignement du second degré.

Les recommandations

Le Figaro
28 avril 1973

De toutes les causes du malaise, la commission en a retenu une, et une seule, au moment de suggérer une solution: la crise du rapport pédagogique. Cette crise, d'après l'analyse, tient autant au contenu qu'à la méthode. Mais, faute probablement d'avoir mission de définir d'autres programmes, le rapport s'attache essentiellement au changement des méthodes, de la structure des établissements et du corps enseignant (1).

Le rapport pédagogique du passé, décrit de manière quelque peu caricaturale, c'est le professeur, seul en face de ses élèves, officiant pour ainsi dire au nom de son savoir, le monologue du maître transformé en exercice d'un culte. Ce que la commission veut détruire, c'est la classe, au sens ancien de ce terme, la solitude de l'enseignant qui entraîne le didactisme, l'autorité. Ce qu'elle veut substituer aux classes et aux professeurs isolés, c'est la communauté enseignante, des établissements aux effectifs limités (pas plus de 700 à 800 élèves), des méthodes diverses, depuis la leçon individuelle jusqu'à des conférences à 100 ou 120 élèves selon les cas et les besoins. L'enseignant ressemblerait plus à un animateur culturel ou à un conseiller psycho-social qu'à un savant.

À partir de ce choix initial, une série de transformations deviennent indispensables et inévitables. L'unité de base exige un directeur qui détienne une véritable autorité. C'est le directeur, assisté d'un conseil d'administration élu, qui userait au mieux de l'autonomie pédagogique. Les élèves seraient pris en charge par des *"unités pluridisciplinaires"*. La mission de ces unités est *"d'assurer le progrès individuel de chacun et l'accès de tous aux objectifs nationaux prévus pour chaque grand cycle de formation"*.

La mission éducative implique la réforme de tous les examens, depuis le baccalauréat jusqu'à l'agrégation: B.E.P.C. attribué sans examen aux élèves admis à passer dans le second cycle; nouvelles modalités de délivrance du baccalauréat. De ce fait, les connaissances devraient tenir une moindre place dans les examens et concours de recrutement des enseignants. *"Les concours de recrutement devraient être conçus de manière à sanctionner l'ensemble de ces compétences en évitant de privilégier la seule maîtrise des connaissances"*.

La commission propose également l'unification progressive des corps enseignants du second degré. Le corps unique serait divisé en deux grades, professeur certifié et professeur agrégé. *"Chacun de ces grades comporterait divers types de qualification correspondant à des compétences pédagogiques plus ou moins générales ou spécialisées (y compris des qualifications propres à l'enseignement technique ou professionnel)." L'agrégation prendrait le caractère d'un concours interne de promotion, noté après passage dans une institution de perfectionnement (deux voies: compétence spécialisée de haut niveau dans l'enseignement d'une discipline, compétence pédagogique générale).*

Inutile d'objecter à la commission que cette réforme fondamentale se heurtera à de multiples obstacles (en dehors même du ministère des Finances qui mesurera le coût de l'unification vers le haut des enseignants du second degré). Une question préjudicielle doit être posée avant tout examen de détail: faut-il souscrire à la conception d'ensemble qui constitue, par rapport à la tradition de l'enseignement public, une rupture radicale, une conversion de 180 degrés? L'enseignement secondaire donnait une instruction, non une éducation. L'enseignement primaire, celui d'avant-hier sinon celui d'hier, transmettait plus que des connaissances, en raison même de l'âge des élèves. Cependant, même l'école primaire ne constituait pas cette "communauté enseignante" que la commission tient pour la solution de l'avenir.

Je me garderai d'un jugement catégorique parce que j'éprouve de la sympathie pour certaines des tendances du rapport: unification du corps enseignant, coopération accrue entre les enseignants, souci de l'auditoire auquel on s'adresse. Mais, sur quelques points importants, la commission ou bien va trop loin ou bien même, à mon sens, fait fausse route. Chacune des remarques suivantes appellerait de longs développements. Aussi je me borne à exprimer brièvement l'idée, quitte à la préciser en d'autres articles.

1. L'UNIFICATION TOTALE DU CORPS ENSEIGNANT DU SECOND DEGRÉ, depuis la sixième jusqu'aux classes terminales, aboutirait inévitablement, par suite de la résistance du ministère des Finances, à l'abaissement du niveau des agrégés, à une perte supplémentaire du prestige des professeurs du secondaire. La qualité du recrutement en souffrirait.

2. LE RAPPORT POUSSE LA CRITIQUE DE LA CLASSE ET DU RAPPORT ENTRE UN PROFESSEUR ET DES ÉLÈVES JUSQU'À L'ABSURDE. À moins que l'on ne soit résolu, définitivement, à réduire au minimum le contenu intellectuel de l'enseignement du second degré, les

enseignants ne se confondent pas avec des animateurs culturels. Tout se passe, dans le rapport, comme si les méthodes devaient être les mêmes d'un bout à l'autre de la carrière scolaire et pour toutes les sections. On commence par critiquer justement la généralisation de l'ancien enseignement du second degré, on finit généraliser, dans l'utopie, un enseignement pluridisciplinaire sous la surveillance de psychosociologues ou de conseillers à la pédagogie.

3. L'ÉTABLISSEMENT AUTONOME, LE DIRECTEUR TRANSFORMÉ EN MAÎTRE D'ŒUVRE, LES ÉQUIPES PLURIDISCIPLINAIRES: ce modèle peut-il devenir celui de tous les établissements d'État? En toute franchise, je ne le crois pas. Rien n'empêche de tenter des expériences mais je me demande qui parviendra à recruter ces directeurs, comment fonctionnera l'autonomie d'établissements soumis à l'autorité conjuguée du directeur et du conseil. L'observation des universités autonomes ne m'incline pas à l'optimisme.

4. Peut-être faut-il chercher l'origine dernière de mon scepticisme plutôt que de mon opposition moins à l'égard de telle ou telle mesure qu'à l'égard de l'esprit du rapport DANS L'INSPIRATION FONDAMENTALE DE CELUI-CI. Les établissements du second degré PEUVENT-ILS devenir des communautés enseignantes qui *"accroissent la valeur sociale de l'enseignement, qui fassent des jeunes citoyens mieux à l'aise dans le monde contemporain, mieux avertis par la confrontation et mieux capables d'en dominer les risques?"* En fait, l'ensemble du second degré tel que le réformerait l'application des idées des "Sages" ferait surgir encore plus vite un enseignement privé "conventionné" où se formerait la future élite de la nation. Car dans nos sociétés, demain comme aujourd'hui, l'élite sociale se recrute d'après les performances intellectuelles quand elle ne se recrute par la naissance.

Que se passera-t-il demain aux carrefours décisifs, entrée en sixième et, plus encore, entrée en seconde? Veut-on changer le mode de sélection ou seulement rendre moins ennuyeuses les années d'études pour ceux qui n'iront pas au-delà du B.E.P.C. ou du baccalauréat?

[\(1\)](#) Voir "Le Figaro" du 27 avril 1973.

La crise de l'enseignement du second degré.

M. Fontanet condamné à l'action

Le Figaro
30 avril 1973

M. Olivier Guichard a réussi son passage au ministère de l'Éducation nationale: il a, pendant quatre ans, administré les réformes de M. Edgar Faure et le chaos sans que la maison s'écroule sur sa tête. M. Peyrefitte n'avait pas eu la même chance, M. Fontanet risque fort de ne pas l'avoir. Peut-être les réformes lui donneraient-elles une meilleure chance d'éviter les orages que la gestion au jour le jour⁽¹⁾.

Lycéens et étudiants de 1973 diffèrent de ceux de 1968. Spontanément ou à l'initiative de leurs chefs, ils ne manifestent ni les mêmes passions, ni le même enthousiasme, ni la même violence. Les "gauchistes" adoptent un style suffisamment mesuré pour contraindre les communistes qui contrôlent nombre d'U.E.R. et de syndicats à suivre le mouvement. Ce n'est plus l'imagination mais la technique d'agitation au pouvoir - technique, bien évidemment, qui doit son efficacité à l'insatisfaction endémique d'une masse de lycéens et d'une importante fraction du corps enseignant.

M. Fontanet me répondrait probablement: que faire? Met-il au point une réforme partielle? On lui demande une réforme globale. Le jour où il proposera une réforme globale, il déchaînera l'hostilité des syndicats qui tous déclareront que la réforme exige des moyens supplémentaires, bien au-delà de ceux que le ministère des Finances consentira. Décide-t-il après des semaines de grèves, qu'en attendant des réformes, les lycéens fréquentent le lycée pour y étudier, non pour imposer à l'Assemblée nationale la modification des lois, et voici tous les journaux qui s'étonnent, s'indignent et lui annoncent les pires malheurs. Les lycéens qui occupent les locaux, interdisent les cours, seraient renvoyés à leurs parents? De stupeur, les journalistes en perdent leur stylo.

Bien sûr, ils ne se trompent pas s'ils prévoient l'inefficacité des seules instructions ministérielles pour rétablir la discipline. Mais ils se trompent s'ils s'imaginent qu'à court terme le rétablissement d'un minimum de discipline n'exige pas des mesures d'autorité. C'est l'État, donc en dernière analyse de contribuable, qui assume le coût des études. À partir de 16 ans rien ni personne n'oblige les garçons et les filles à continuer leurs études. Rappeler aux grévistes

que les établissements publics peuvent aisément se passer d'eux ne me paraît ni scandaleux ni inutile.

Peut-être les chefs d'établissement ne possèdent-ils pas les moyens ou la résolution nécessaires: au moins le ministre donne-t-il confiance, par une promesse de soutien à ceux qui ont la volonté d'agir.

Par où commencer? De toutes les causes de troubles que chacun n'éprouve aucune peine à énumérer, une se dégage avec évidence: le lycée traditionnel, avec ses méthodes, son organisation, ses rites, ne devrait pas abriter des garçons et des filles de 18 à 21 ans - en dehors des classes de préparation aux grandes écoles dans lesquelles les élèves sont normalement tenus par l'ambition de réussir.

En première et en classe terminale, garçons et filles de 19 à 21 ans sont physiologiquement, sexuellement, sortis depuis longtemps de l'enfance, peut-être même de l'adolescence. Ils ne sont pas faits pour les lycées et le lycée n'est pas fait pour eux. Des établissements distincts, pour le 1er et le 2e cycle du second degré (de la 6e à la 3e, de la seconde à la terminale) éviteraient plus aisément le gigantisme. Une telle séparation permettrait tout à la fois de protéger le premier cycle de la contagion et de réformer la manière des établissements du second cycle.

Au-delà de cette mesure, il faudra bien en venir, et le plus rapidement possible, à la réforme qu'en privé beaucoup d'enseignants savent nécessaire: détacher la classe terminale du second degré, séparer le premier cycle des universités, réunir celle-là et celui-ci en un ensemble, équivalent des collèges américains.

Non que, dans l'abstrait, je tienne nécessairement cette formule pour la meilleure mais elle devient progressivement la seule possible, du fait des omissions et commissions antérieures.

Tant que le baccalauréat demeurera indispensable pour un nombre considérable d'emplois, depuis l'hostellerie jusqu'à la fonction publique, les élèves, encouragés par leurs familles, ne renonceront pas aisément à l'arracher. Comme on ne parviendra pas à supprimer le culte du diplôme et la confusion permanente de la méritocratie et de l'examinocratie, je ne vois qu'une issue: discréditer le baccalauréat en l'accordant avec le maximum de générosité après la classe de première. La commission des "sages" propose de le modifier sans pousser la témérité ou la franchise jusqu'à reconnaître le véritable sens de la réforme: enlever en fait au baccalauréat le caractère du premier grade

universitaire, en faire un certificat de fin d'études secondaires, de même que le B.E.P.C. constitue un certificat de fin d'études du premier cycle (qui pourrait avec fruit s'arrêter à la fin de la 4e). Bien entendu, le nom de baccalauréat subsisterait de même que les privilèges qui s'attachent au nom.

Certes, l'augmentation du nombre des bacheliers créerait entre ceux-ci une compétition plus âpre pour les emplois qui répondent à leurs aspirations. Qu'y faire? M. Fontanet ne peut pas changer le marché du travail.

Les bacheliers garderaient le droit d'entrer dans le premier cycle de l'enseignement supérieur ou plutôt dans les établissements de transition. À partir de là, le remodelage de la carte universitaire, souhaité par M. Luchaire, deviendrait possible. Toutes les universités actuelles ne resteraient pas des universités de plein exercice. La majorité d'entre elles ou bien ne comprendraient plus que le premier cycle ou ne garderaient, au cycle suivant, que certaines matières. La formation des enseignants du second degré figurerait parmi les fonctions du second cycle, en coopération éventuelle avec des institutions spécialisées.

Je ne me fais aucune illusion ni sur les résistances qu'un tel projet rencontrerait ni sur les limites de l'amélioration obtenue. Malgré tout, un tel schéma atteindrait simultanément trois objectifs: 1) atténuer l'obsession du baccalauréat dont souffrent les familles, non en le supprimant mais en le rendant plus facile; 2) réduire le nombre des lycéens trop âgés pour le lycée; 3) permettre la renaissance d'universités dignes de ce nom.

Peut-être même une telle réforme serait-elle à peine plus dangereuse que des mesures partielles: au moins pour les facultés des lettres, le rapport entre le nombre des candidats au Capes et à l'agrégation et le nombre des places offertes au concours sera approximativement de 10 à 1. Au point où nous sommes parvenus, par la grâce de la démagogie des uns et des autres, pourquoi la témérité ne serait-elle pas la suprême prudence?

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* des 27, 28 et 29 avril.

Quel avenir pour l'enseignement supérieur?

Le Figaro
29 janvier 1974

Les réformes dont M. Fontanet a exposé les lignes directrices intéressent à la fois l'enseignement du second degré et l'enseignement supérieur, la formation des maîtres et l'orientation des jeunes, le contenu des programmes et la répartition des matières. Elles ne constituent pourtant pas - fort heureusement - un plan d'un seul tenant que le Parlement ou l'opinion devrait accepter ou rejeter en bloc. Elles appellent une discussion détaillée à laquelle les familles devraient participer aussi bien que les enseignants et leurs organisations professionnelles.

Nous avons jugé utile d'amorcer le débat en réunissant quatre personnalités qui, chacune, envisagent les problèmes posés par les projets du ministre d'un certain point de vue. M. Vedel a été doyen de l'ancienne faculté de droit de Paris durant plusieurs années. M. Jacques Delors assumait des responsabilités dans l'organisation de la formation permanente; M. Bidegain réfléchit en chef d'entreprise à l'adaptation, nécessaire et difficile, des institutions scolaires et universitaires aux exigences des métiers; Alain Touraine a pris position maintes fois sur les fonctions et le destin des universités; il a publié un livre important sur les universités aux États-Unis.

Ce premier dialogue ne réunit pas tous les interlocuteurs qui, en fait, devront intervenir au cours des prochains mois; il ne prétend pas davantage traiter de toutes les réformes envisagées. Nous avons laissé de côté tout ce qui concernait le premier cycle de l'enseignement du second degré - les classes de la sixième à la troisième - en particulier l'effort pour rapprocher les uns des autres C.E.S. et lycées, pour unifier le corps enseignant. Non que nous mésestimions la portée de ces objectifs, mais il nous fallait choisir. Les réformes du premier cycle se heurteront probablement à d'autres résistances que les réformes que nous avons retenues comme thème et qui constituent un ensemble.

Orientation après la classe de seconde, meilleur équilibre entre les diverses sections, réduites en nombre, du baccalauréat, modification de celui-ci, conditions d'entrée en faculté, choix des futurs enseignants à bac + 2, centres de formation des maîtres, toutes ces réformes se rattachent étroitement les unes aux autres, elles touchent au point le plus délicat: le passage de l'enseignement du second degré à l'enseignement supérieur et, du même coup, le passage de l'élève ou de l'étudiant à la vie active. Deux interrogations dominent, me semble-t-il, le

dialogue: que prévoir pour les bacheliers qui n'entreront pas en faculté? Que prévoir pour les étudiants en lettres et en sciences qui n'entreront pas dans les centres de formation des maîtres?

De la réponse donnée à ces deux interrogations dépendra, en une large mesure, l'accueil qui sera réservé, par l'opinion et par les intéressés, aux projets de M. Joseph Fontanet.

Rentrée scolaire sans surprise

Le Figaro
18 septembre 1974

Le seul changement susceptible de frapper l'opinion, en matière d'Éducation nationale, ce serait l'absence de changement. Tel est le cas provisoirement cette année, à l'heure de la rentrée. M. Fontanet avait préparé une réforme qui touchait à la fois l'enseignement du second degré et l'enseignement supérieur. Réforme aujourd'hui abandonnée par M. Haby et par M. Soisson; ce dernier a même exprimé l'intention de défaire ce que son prédécesseur avait fait et, à la place de l'examen au nom ingrat de DEUG, de rétablir la bonne et vieille licence en deux ans. La déclaration du secrétaire d'État à l'Université a provoqué une opposition immédiate et générale qui, pour une fois, me semble justifiée. On vient juste de mettre en place l'examen qui doit sanctionner la fin des deux premières années d'études après le baccalauréat: que l'on attende au moins les résultats de l'expérience avant de lancer une nouvelle réforme.

Pourquoi tant de réformes que, d'ailleurs, les réformateurs ne cessent de dénoncer parce qu'ils jugent que le conservatisme l'emporte encore sur le changement? Au cours des trente dernières années, le système d'enseignement mis en place par la III^e République a été progressivement remplacé par un autre. La dualité du primaire et du secondaire, chacun comportant l'équivalent des différents degrés, a disparu. L'idée de l'école unique passe dans les institutions. Tous les enfants entrent à l'école maternelle ou à l'école primaire; de là, ils vont vers un établissement du second degré pour atteindre soit le B.E.P.C., soit l'une ou l'autre des séries du baccalauréat.

Un phénomène majeur de la civilisation accompagne cette transformation de structures: le pourcentage de chaque classe d'âge qui poursuit les études du second degré jusqu'au baccalauréat a été multiplié par sept ou huit, le nombre des étudiants par plus de dix ou douze. À partir de ces données bien connues, la fréquence des réformes, ou des tentatives de réforme, s'explique au moins partiellement.

Les établissements du second degré, s'ils ne comportent plus la distinction ancienne du primaire supérieur et du secondaire, se divisent en C.E.G., C.E.S. et lycées. La logique du nouveau système exigerait la généralisation des C.E.S., les lycées étant réservés pour le second cycle du second degré. Les enseignants de C.E.G. et de C.E.S. ne sont ni tous de même origine ni tous titulaires des mêmes

diplômes. Au cours de ces dernières années, chaque ministre s'interrogea sur le recrutement des enseignants du second degré; faut-il un recrutement unique pour toutes les classes de la sixième à la terminale ou deux concours différents? M. Fontanet avait choisi le second terme de l'alternative. Quelle place faire aux anciens concours C.A.P.E.S. et agrégation?

Les familles et les élèves considèrent avec quelque indifférence ces débats qui intéressent avant tout le corps enseignant. Mais les réformateurs - et ils sont nombreux - constatent que l'école unique et la généralisation des C.E.S. n'ont pas suffi à créer l'égalité des chances, que d'autres discriminations ont remplacé les anciennes. Ils constatent aussi que les méthodes d'enseignement secondaire ne sont pas toujours adaptées à une jeunesse tout autre, plus nombreuse, venue de toutes les classes sociales.

Les redoublements sont fréquents, de même que les abandons en cours d'étude. Selon le mot d'Emmanuel Berl, on a voulu introduire Mallarmé à Billancourt. N'importe quel ministre trouve dans ses tiroirs d'innombrables rapports qui analysent la crise de l'enseignement du second degré et recommandent telle ou telle innovation pédagogique. En fait, les enseignants continuent pour la plupart à faire leur métier comme ils ont appris à le faire, les uns bien, les autres moins bien, sans que les controverses pédagogiques, au moins à court terme, bouleversent le train des choses.

Les changements qui irritent le plus les familles portent sur les examens et en particulier le baccalauréat. L'organisation actuelle remonte à 1968; M. Fontanet se proposait de la modifier, M. Haby et M. Soisson devront se mettre d'accord s'ils veulent, eux aussi, attacher leurs noms à une réforme de cet examen vénérable. À l'heure présente, il existe de multiples séries, mais de prestige et de valeur inégales. La série reine est celle qui requiert de fortes connaissances mathématiques. M. Fontanet se proposait raisonnablement de réduire le nombre des séries et de mieux les équilibrer. Selon le principe de l'égalité, n'importe quel baccalauréat devrait donner les mêmes droits; en réalité, la distinction des séries aboutit à une sélection au reste inévitable dans n'importe quel système. Il reste à savoir quand et comment s'opère cette sélection.

Plus encore que l'organisation du baccalauréat, l'entrée en faculté éveille les passions. Pour une part, l'explosion de 1968 a été provoquée par le projet du gouvernement d'alors de séparer le diplôme de fin d'études secondaires et le titre nécessaire à l'entrée en faculté. Le mot de sélection, dans l'usage français, ne s'applique qu'à la suppression éventuelle du libre accès à l'université de tous les

bacheliers. Comme presque tous les établissements publics et même privés d'enseignement supérieur n'acceptent les étudiants que sur concours, les facultés, en particulier les facultés des lettres, deviennent les lieux de refuge pour les bacheliers sans vocation définitive.

Ces dizaines de milliers d'étudiants obtiennent tout au plus, pour la plupart, des diplômes (licence, maîtrise) dont la valeur sur le marché du travail est étrangement faible. Le résultat prévisible, c'est un nombre de candidats au concours de recrutement des enseignants (Capes-agrégation) dix fois supérieur au nombre des places. Le corps enseignant, aussi bien dans le supérieur que dans le second degré, est relativement jeune. Le nombre des élèves ou des étudiants n'augmente plus guère, la compétition pour les débouchés et pour les places, même entre les jeunes les mieux doués, devient rude.

Il suffit d'ajouter que dans deux des disciplines majeures, mathématiques et français, il subsiste une querelle des Anciens et des Modernes pour compléter le tableau. Le ministre de l'Éducation nationale doit gérer la plus grande entreprise du monde et il doit aussi immédiatement envisager l'un ou l'autre des projets de réforme que ses services ont préparés ou que prédécesseur lui a légués.

À la session de printemps de l'Assemblée nationale, les nouveaux maîtres de l'université proposeront à leur tour des changements. Aucun de ceux qu'ils envisagent ne devrait troubler la quiétude des jeunes écoliers - ce qui ne signifie pas que les étudiants n'aient pas de motifs d'inquiétude: tant que l'enseignement supérieur en sciences, et plus encore en lettres, conduit normalement, sinon exclusivement au professorat, ils continueront d'éprouver une légitime angoisse de l'avenir.

Modernisation?

Le Figaro
13 février 1975

Le texte rédigé au ministère de l'Éducation et intitulé *Propositions pour une modernisation du système éducatif français* découragera les lecteurs, même habitués au style administratif. Que penser de phrases telles que celle-ci: "Doit-on souligner, aussi, combien *la portée des enjeux* sociaux, politiques, spirituels offerts au comportement des individus, aux décisions familiales, aux bulletins des électeurs est devenu redoutablement lourde? "Ou encore: "... Tout programme d'une discipline donnée s'adresse à des élèves qui, dans leur grande majorité, feront une carrière sans avoir à l'utiliser directement; elle appartient donc à un *bagage culturel global*, appelé à fournir essentiellement des bases de comportement intellectuel dans la vie courante." Laissons le bagage qui fournit les bases d'un comportement intellectuel.

Les *collèges* remplaceront les *collèges d'enseignement général* (C.E.G.) et les *collèges d'enseignement secondaire* (C.E.S.). Le changement de nom exprime l'idée directrice de la réforme, la volonté de maintenir le même enseignement pour tous, garçons et filles, au-delà de l'école élémentaire ou primaire, jusqu'à la classe de troisième inclusivement.

Le contenu de l'enseignement donné sera modifié. Aux trois disciplines fondamentales, langue maternelle (4 heures), langue étrangère (3 heures) et mathématique (3 heures), s'ajouteraient d'abord les sciences économiques et humaines (2 h 30) et les sciences physiques et naturelles (2 h 30), puis - et c'est là qu'apparaît l'innovation - l'éducation manuelle et technique (2 h 30), l'éducation artistique (2 h 30) et l'éducation physique et sportive (3 heures), éventuellement l'option sport (3 heures). Cet horaire des deux premières années du collège subsiste dans les deux dernières années, dites d'orientation, avec cependant des possibilités accrues "d'options" (deuxième langue vivante, latin, grec, bancs d'essai, stages).

Les deux premières années du lycée (seconde et première) conserveront le même caractère: acquisition "d'un noyau de culture générale constitué par l'ensemble culturel que tout élève doit posséder, quelle que soit la direction qu'il choisira ultérieurement". Un pareil projet ne va pas sans quelque naïveté, dans la société française telle qu'elle est. Il ne suffit pas de décréter "un tronc commun" ou un "ensemble culturel" pour supprimer les cloisons entre les études générales

et les études technologiques.

Dans l'intention de relever la dignité de l'enseignement technique, les C.E.T. changent de nom et deviennent des lycées d'enseignement professionnel (L.E.P.), et les actuels lycées techniques se confondent avec les autres lycées. Ceux-ci conduisent, après deux années, à un certificat de fin d'études secondaires qui est accordé selon la méthode du "contrôle continu" plutôt qu'en fonction d'un "examen ponctuel".

Quant à la classe terminale, elle est occupée totalement par "des disciplines optionnelles correspondant aux disciplines spécialisées de l'enseignement secondaire, général et technique". Il semble que l'accès à l'enseignement post-terminal (ne disons surtout pas enseignement supérieur) dépende des résultats obtenus en terminale. "L'accès aux différentes filières de continuation d'étude après la classe terminale sera commandé par la nature (éventuellement le niveau) des attestations obtenues, compte tenu des exigences fixées par avance pour les classes préparatoires, l'entrée dans les écoles spécialisées, les U.E.R., etc."

L'orientation (ne disons pas la sélection) résultera donc avant tout de la classe terminale.

Quant au corps enseignant, il comprendra quatre catégories, instituteurs, brevetés, certifiés et agrégés. Des centres de formation des maîtres sont prévus, comme dans le projet Fontanet, mais le ministère de l'Éducation, non le secrétariat aux universités, accordera, semble-t-il, brevet, certificat ou agrégation, garantie de la compétence professionnelle des enseignants autant ou plus que de leur savoir.

Le projet s'inspire de nombre d'idées aujourd'hui à la mode: les sciences économiques et humaines se substituent à l'histoire et à la géographie. La référence au monde actuel et à l'avenir ne laisse guère de place à l'étude du passé. Psychologues, sociologues, conseillers d'éducation encadreront les enseignants transformés en pédagogues. En résultera-t-il, comme le pense le ministre, une plus grande égalité des chances? Je crains qu'il en résulte surtout une émigration accrue des enfants de la bourgeoisie vers les établissements privés d'enseignement secondaire. La volonté de nivellement et d'uniformité risque d'aboutir à des résultats exactement contraires aux objectifs visés.

Il ne s'agit que d'un projet, équivoque sur de multiples points. Aussi bien le ministre propose et les enseignants disposent.

La réforme du système éducatif. I. L'idéologie de la modernisation

Le Figaro
18 février 1975

Georges Pompidou aimait les tours et approuvait la voie express de la rive gauche. Giscard d'Estaing préfère une autre architecture et, dans un style royal, il impose ses préférences (en ce cas, personnellement, je m'en félicite).

M. Fontanet avait préparé une réforme limitée de l'enseignement du second degré et de l'enseignement supérieur. M. Haby repart de zéro et élabore un plan d'ensemble qui porte la marque de sa personnalité. En fait, bien que les *propositions pour une modernisation du système éducatif français* doivent au ministre lui-même bien plus que d'ordinaire les documents de cette sorte, certaines des idées directrices demeurent les mêmes et parfois les changements touchent les mots plus que les choses.

Le ministre prévoit jusque dans le détail les sigles et les titres. Le collège d'enseignement technique (C.E.T.) devient lycée d'enseignement professionnel (L.E.P.). Tous les lycées se transforment en *lycées d'enseignement général et technologique*. Le directeur d'un collège s'appellera *principal* et pourra être assisté d'un *principal adjoint*. Les censeurs d'aujourd'hui recevront désormais le titre de *proviseur adjoint*. Si le texte du ministère prête parfois à l'ironie, en dépit de l'évidente bonne volonté du rédacteur, c'est qu'il oscille entre les soucis d'un officier de semaine et la philosophie du monde moderne. Texte maladroit dans l'abstraction, précis dans les perspectives de carrières pour ceux qui s'élèvent du métier d'enseignant à celui d'administrateur.

Si un principal breveté revient à l'enseignement, il monte à la catégorie supérieure des certifiés. De même, un proviseur certifié qui, après huit années, redevient professeur, accède à la catégorie d'agrégé. La promotion des enseignants en cours de carrière ne me choque nullement. Je regrette plutôt que le projet maintienne le découpage du corps enseignant en quatre catégories. Mais de telles dispositions, qui auraient pu être réservées pour le texte de la loi, révèlent un curieux sens de la hiérarchie entre administrateur et enseignant.

Le ministre porte manifestement un intérêt privilégié à l'administration et aux administrateurs. La séparation entre le ministère de l'Éducation nationale et le secrétariat d'État aux Universités lui permet d'être bref ou sommaire sur la

formation des enseignants ou sur "l'articulation" des lycées avec l'enseignement supérieur.

Le ministre retient l'idée qui figurait dans le projet Fontanet de centres de formation des maîtres. Il ne les conçoit probablement pas de la même manière que son prédécesseur, il accentue les responsabilités du ministère de l'Éducation nationale par rapport à celles du secrétariat d'État aux Universités. Ces centres de formation devront, en effet, préparer aux tâches proprement administratives (chefs d'établissement, inspecteurs départementaux et académiques). Ils devront, semble-t-il, former aussi les enseignants des disciplines appelées *éducation manuelle et technique* ou *éducation et culture artistique*.

Si les propositions du ministre étaient appliquées immédiatement dans leur ensemble, on devrait créer de multiples postes de brevetés de ces disciplines. Que l'on ajoute encore les conseillers d'éducation, les psychologues, sociologues, spécialistes de l'orientation prévus par projet, et l'on imagine aisément le remue-ménage qui résulterait dans le corps des fonctionnaires.

On peut compter sur le ministre des Finances autant que sur les syndicats pour freiner au moins la réalisation de ce plan global dont le plus grave défaut est la démesure des ambitions - un homme avec ses goûts, ses qualités, ses limites, s'efforçant de repenser d'un coup l'ensemble du système éducatif. Or l'expérience historique, le bon sens suggèrent l'inertie de ce système, la résistance à l'innovation et l'échec probable d'une réforme totale.

Pour une part, les idées de M. Haby appartiennent au "*Zeitgeist*", à l'esprit du temps. Comme tous les réformateurs, le ministre veut que l'on enseigne surtout les matières auxquelles les jeunes le plus souvent s'intéressent d'eux-mêmes - ce qui ne constitue que la moitié de la vérité. L'école garde une autre tâche: aider les jeunes à découvrir ce que ceux-ci ne découvriraient pas d'eux-mêmes.

Préparer la jeunesse à l'an 2000 exige, nous dit-on, la connaissance du monde de l'économie et de la technique. Proposition qui, en un sens, ne prête pas au doute, mais ne constitue là encore que la moitié de la vérité. Les sciences humaines ou sociales ne sont pas des sciences au même titre que les mathématiques ou la physique. À chaque crise de l'économie, il se trouve des économistes patentés pour remettre en question les fondements de leur discipline. À l'université, la sociologie a dégénéré plus d'une fois en discours idéologiques qui tantôt se donnent pour tels et tantôt prétendent à la scientificité et dissimulent sous un langage ésotérique la pauvreté des connaissances et l'incertitude des résultats.

M. Haby possède manifestement les vertus intellectuelles et morales de la vieille université: l'honnêteté intellectuelle, la foi en la raison, la volonté sincère d'objectivité. Mais il risque d'ouvrir toutes grandes les portes aux spécialistes de la "créativité", de "l'éducation gestuelle", de la "formation du goût", aux doctrinaires de l'orientation qui appartiennent à un tout autre univers. Les lycées et les maisons de la culture ne répondent pas aux mêmes besoins.

Les énarques qui gouvernent la France, supérieurs aux hommes politiques et aux fonctionnaires de la IIIe République par leurs compétences économiques ou administratives, manquent parfois du sens de la durée. À l'Institut d'études politiques, à l'E.N.A., l'histoire tend à se limiter à l'époque contemporaine. Aux États-Unis, où les sciences sociales ont longtemps refoulé la connaissance historique, on pressent déjà une remise en question. Les Européens, à la différence des Américains, ne pourraient rompre avec leur passé, en perdre conscience, sans se renier eux-mêmes.

Ces remarques visent moins telle ou telle proposition précise que l'inspiration du projet. Le ministre veut renforcer l'encadrement administratif, l'autonomie des établissements, la participation des élèves. Il veut ouvrir l'école à la vie et faire comprendre aux jeunes la société dans laquelle ils vivent. Qui refuserait de tels objectifs? Mais à lire le texte du ministre, on éprouve peu à peu un sentiment de malaise, comme si manquait quelque chose d'essentiel.

Reste-t-il encore dans les idéologies aujourd'hui dominantes, le souvenir de la formation que remplissait l'enseignement défunt que l'on appelait secondaire: la transmission d'une culture, savante si l'on veut mais inséparable de la France?

La modernisation du système éducatif. II. Les mots et les choses

Le Figaro
19 février 1975

M. Haby a reconnu les mêmes problèmes que M. Fontanet en étudiant l'organisation de l'enseignement du second degré, il propose des solutions différentes (1). On adressait deux critiques majeures à l'organisation actuelle: la répartition des élèves, dès la classe de sixième, entre trois filières "peu perméables", l'inégalité des sections du baccalauréat, le choix de la section étant imposé dès la classe de seconde. Le projet Fontanet prévoyait un "tronc commun" en 6e et 5e, et une différenciation modifiée des sections du baccalauréat. Le projet Haby va beaucoup plus loin dans le même sens. Le "tronc commun" se prolonge jusqu'à la classe de seconde ou même de première, au moins pour les enseignements obligatoires, une part croissante étant réservée aux options à mesure que l'élève grandit.

Nul ne s'oppose, par principe, à l'uniformité par décret de l'éducation donnée à tous les enfants de France jusqu'à seize ans, ni même au refus de filières distinctes, à partir de la classe de seconde. Mais comment ne pas s'interroger sur la possibilité d'accord entre les mots et les choses? Que l'on baptise *collèges* tous les C.E.G., tous les C.E.S. ne suffit pas à créer des établissements identiques dans les petites villes et dans les beaux quartiers. M. Fontanet souhaitait un corps unique d'enseignants pour les deux premières années du second degré. M. Haby, au contraire, mêle brevetés et certifiés dans ces deux premières années mais il applique aux deux années suivantes le principe de la voie unique. Chacun appréciera les avantages et les inconvénients de l'une et de l'autre solutions. Mais plus que l'appréciation théorique nous importent les conséquences.

Le projet exige que les lycées, sous leur forme ancienne, englobant les deux cycles du second degré, de la sixième à la terminale, disparaissent, les quatre classes du premier cycle émigrant vers les collèges. La distribution prévue des heures d'enseignement suggère de moindres exigences, au moins en ce qui concerne la formation proprement intellectuelle. Pour tenir compte des inégalités inévitables entre les élèves, le ministre prévoit, pour les deux premières années, des enseignements de soutien ou d'approfondissement; dans le cycle d'orientation (4e et 3e), il admet l'allègement éventuel du programme au bénéfice

de certains élèves. Mais à aucun moment, il n'envisage les implications inévitables des principes qu'il a posés: l'effort pour donner le même enseignement, dans les mêmes établissements, à des élèves que la nature et la société font différents aboutira, surtout dans les établissements de dimensions réduites, soit à imposer l'allure des plus lents à tous, soit à constituer, en dépit des circulaires ministérielles, des "classes de niveau".

Quand je lis les lignes suivantes, j'admire une fois de plus la capacité d'illusion des réformateurs. "Le cycle d'orientation ne doit pas être celui où s'affirme l'inégalité des aptitudes et des talents, mais celui où s'individualisent clairement les tendances et les goûts. La situation scolaire dans laquelle chacun se trouve à la fin du cycle ne doit, en aucun cas, être ressentie comme le résultat d'un échec ou d'une succession d'erreurs, mais comme l'aboutissement logique et prévisible d'une série de choix raisonnés."

Hélas non: la réalité sociale ne ressemble pas à cette vision idyllique. Dans nos sociétés industrielles, qu'elles soient capitalistes ou socialistes, les métiers n'assurent ni les mêmes rémunérations ni le même statut social.

Tout système éducatif est un système de compétition et de sélection (ou, si l'on préfère, d'orientation). Imaginer qu'en classes de 4e et de 3e, la "population scolaire confrontée aux programmes normaux devrait avoir acquis un caractère plus homogène" relève de l'utopie.

M. Haby, comme avant lui M. Fontanet, souhaite relever le prestige des métiers manuels et de la technologie. Qui ne les approuverait? Mais qui peut oublier que le système de valeurs, caractéristique d'une société, ne se transforme pas sur commande? Nombre de jeunes supporteront impatiemment le collège à 15 ou 16 ans; nombre de ceux que l'on orientera vers les L.E.P. (ex-collèges d'enseignement technique) éprouveront un sentiment d'échec. La prolongation du "tronc commun" jusqu'à la classe de seconde, bien loin de créer une population scolaire homogène, en accentuera l'hétérogénéité; ou bien plutôt en accentuerait l'hétérogénéité si la réalité demain reflétait le projet.

En fait, l'émigration des enfants de la bourgeoisie vers les établissements privés se poursuivra et même s'accélérera, à moins que ne se multiplient les "classes de niveau" qui, elles, seront homogènes. La formule de M. Haby est-elle meilleure ou pire qu'une autre? L'expérience nous l'apprendra. Sera-t-il possible de retarder jusqu'à la fin du cycle d'orientation, donc jusqu'à 16 ans, pour l'ensemble des jeunes, le choix entre les diverses perspectives d'éducation et de carrière? J'ai peine à le croire. L'école ne possède pas une telle capacité d'effacer

les différences des milieux sociaux et des dispositions individuelles.

Ici et là, on observe, dans le projet du ministre, le penchant au dogmatisme. On pose que le redoublement est en tant que tel mauvais. Qu'il faille déplorer les redoublements trop nombreux, soit; mais le refus de tout redoublement me semble à son tour un préjugé. Je connais un professeur d'université qui a redoublé la classe de première. Interdire tout redoublement, c'est parfois, en dépit des "enseignements de soutien", condamner un élève à l'échec définitif. De même pour corriger l'actuelle prédominance de la section C, section noble à laquelle aspirent tous les bons élèves, le ministre décrète que les enseignements fondamentaux demeureront les mêmes pour tous, en seconde et en première, le choix ne s'exerçant que sur les options. Une fois de plus, la réalité échappera aux schémas. Le jeu des options permettra de regrouper les mathématiciens. Proviseurs et enseignants trouveront des solutions raisonnables. Mais pourquoi décrète qu'à 17 ou 18 ans tous les garçons et filles peuvent et doivent, dans les lycées, acquérir les mêmes connaissances en mathématiques et en physique, en sciences naturelles et en sciences sociales? Hier on créait des sections exagérément inégales, aujourd'hui on ne veut plus connaître de sections. Faut-il dire qu'en matière d'enseignement, le bon sens est la chose du monde la moins partagée?

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 18 février.

La modernisation du système éducatif. III. Du lycée à l'université

Le Figaro
20 février 1975

M. Haby a probablement réussi à désamorcer la bombe du baccalauréat. L'élève quittant le lycée à la fin de la classe de première recevra normalement un *diplôme d'études secondaires générales* qui sera probablement tenu, par les administrations, pour l'équivalent du baccalauréat. Celui-ci, officiellement, n'est accordé qu'au terme de la terminale, classe d'un caractère tout autre que les précédentes. Le programme commun des enseignements de base disparaît, la terminale ne comporte plus que des "disciplines optionnelles" (1)

La liberté de la terminale me paraît un correctif nécessaire des contraintes antérieures. Et je vois mal le risque que comporterait cette liberté. Les grandes écoles, les universités subsistent avec leurs programmes et leurs exigences; les élèves qui veulent continuer leurs études au-delà de la terminale choisiront les "disciplines optionnelles" en fonction de leurs perspectives de carrière. Quant à ceux dont l'ambition se limite à l'acquisition d'un baccalauréat complet, ils choisiront en fonction de leurs chances de réussite.

Je ne crois guère à l'enseignement au lycée des "options approfondies" (*sic*) telles que les techniques sportives ou mêmes les arts plastiques. Mais ces détails importent peu et ils font partie du conformisme à la mode. Avant de choisir, à titre d'option approfondie, les arts plastiques, les arts musicaux ou les techniques sportives, les élèves et leurs familles s'interrogeront sur les débouchés qu'offrent ces disciplines, à supposer qu'ils ne fassent pas d'eux-mêmes la différence entre les connaissances de base, la formation nécessaire à l'exercice d'une profession et le reste, même si le reste enrichit la personnalité et constitue parfois la raison de vivre. L'école n'enseigne pas tout, quoi qu'en pensent les réformateurs.

Après avoir désamorcé la bombe du baccalauréat, M. Haby confie à son collègue M. Soisson le soin de désamorcer la bombe de l'entrée dans les universités. Le baccalauréat au sens ancien d'un examen "ponctuel" n'existe plus. Il suffit, pour obtenir le diplôme, de quatre attestations dont trois au moins portant sur des options approfondies. Mais le ministre ne dit pas que tous les bacheliers entreront de droit à l'université ou dans les classes préparatoires aux grandes écoles. C'est le secrétaire d'État aux universités qui fixera la nature et le

niveau des différentes attestations nécessaires pour l'accès aux différentes filières de continuation d'études. En fait, l'accès aux classes préparatoires continuera d'être réservé, comme c'est le cas aujourd'hui, aux meilleurs élèves. Quant aux universités dont les portes s'ouvrent aux non-bacheliers, elles ne se fermeront pas aux bacheliers. La querelle prévisible sur les futurs reçus-recalés, bacheliers non admis à l'université, aura probablement peu de portée en pratique. Le nombre des étudiants diminue de lui-même.

Le recrutement des enseignants que prévoit le projet Haby entraîne pour les U.E.R. les mêmes conséquences que le projet Fontanet, à savoir la sélection par concours des futurs enseignants avant le niveau de la maîtrise ou même de la licence.

Voici comment s'exprime le ministre: "Des concours de recrutement permettront d'amener en formation des contingents de futurs enseignant, en fonction des besoins en personnels titulaires calculés à terme, et compte tenu des départs possibles au cours de cette formation. Dès la réussite au concours d'entrée, un traitement d'élève-maître ou d'élève-professeur sera versé aux futurs enseignants."

Il n'est pas dit explicitement à quel moment de leurs études les instituteurs et les certifiés passeront ces concours et deviendront fonctionnaires. Mais puisque des professeurs certifiés, durant leurs deux années aux centres de formation, devront obtenir la licence d'enseignement, il faut croire que les futurs instituteurs seront recrutés après le baccalauréat et les futurs certifiés après le DEUG. Les professeurs certifiés obtiendront le *certificat d'aptitude pédagogique théorique* (les modernistes sont volontiers pédants) quatre années après le baccalauréat. Formation courte, sinon au rabais. En revanche, ils auront appris de la psychologie, de la sociologie, de la pédagogie, et ils auront reçu une information sur l'organisation du système scolaire.

Il reste aux étudiants qui n'auront pas réussi au concours de recrutement le concours "ouvert librement" de l'agrégation. Mais comme, selon le projet, les agrégés enseigneront surtout, sinon exclusivement, en terminale, le nombre annuel des agrégés sera faible. Les étudiants de lettres et de sciences devront chercher des débouchés en dehors de l'enseignement du second degré. L'enseignement supérieur, après la rapide expansion des quinze dernières années, n'offre plus guère de chances même aux meilleurs; le secrétaire d'État devra, lui aussi, repenser l'ensemble du système éducatif dont il a la charge.

Supposons, en effet, que M. Haby parvienne à imposer ses conceptions. Le

ministre recrutera massivement des professeurs brevetés de l'éducation artistique, manuelle et technique; en revanche, on ne saura pas quoi faire des historiens, des philosophes ou autres spécialistes de disciplines traditionnelles. Il en fallut beaucoup moins pour provoquer l'explosion de 1968.

Qu'il s'agisse des élèves ou des enseignants, l'esprit de la réforme est le même: M. Haby veut réagir contre ce qui lui apparaît comme le souci exclusif des exercices intellectuels, des connaissances abstraites: enseignement manuel, technique, artistique pour tous les élèves; formation psychologique ou pédagogique de tous les enseignants. Réaction peut-être nécessaire mais excessive jusqu'à l'absurde. L'enseignement du second degré comptait naguère et compte encore aujourd'hui un corps enseignant d'un niveau de savoir élevé. Suffit-il d'abaisser ce niveau pour donner aux maîtres les capacités pédagogiques qui, dit-on, leur font défaut? Écrira-t-on demain le français comme on l'écrit au ministère de l'Éducation nationale?

Tradition et changement, telle est la devise du président de la République. Cette fois le changement devient déménagement et la tradition risque de se perdre ou d'être récupérée dans les établissements privés, ceux qui, dès maintenant, accueillent la majorité des enfants des princes qui nous gouvernent.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* des 18 et 19 février 1975.

La fièvre printanière des universités

Le Figaro
18 mars 1976

Les étudiants responsables des grèves et troubles divers qui se multiplient, ici et là, dans les universités françaises représentent-ils à peine 5% des effectifs, comme le dit le secrétaire d'État aux Universités ou, comme l'affirment les syndicats, un pourcentage plus élevé? Je me garderai d'en décider: personne ne peut faire le compte et, en tout état de cause, 5% des étudiants inscrits résolus à paralyser le fonctionnement de l'institution y parviendraient sans peine.

La réforme du IIe cycle de l'enseignement supérieur, préparé par M. Fontanet, reprise et modifiée par J.-P. Soisson, défendue par Mme Saunier-Seïté, constitue la cause de l'agitation ou, du moins, en offre le prétexte. Le secrétaire d'État en a exposé l'idée majeure dans les termes suivants: la sélection s'impose dans les études qui conduisent directement à une formation professionnelle de haut niveau, médecine, odontologie (en langage courant, dentiste). Dans les U.E.R. (unités d'enseignement et de recherche) qui appartiennent aux anciennes facultés des lettres et des sciences, nul n'envisage de sélection, mais une distinction s'impose entre deux catégories d'étudiants.

Traditionnellement, ces facultés offraient avant tout à leurs étudiants un débouché dans l'enseignement du second degré et, pour quelques-uns, dans la recherche et l'enseignement supérieur. Or, à l'heure présente, le contingent annuel des étudiants en lettres et sciences dépasse de loin (selon les calculs entre 10 et 20 fois) le contingent annuel des postes offerts aux différents concours de recrutement des enseignants du second degré. Cet écart de chiffres est un fait qu'aucune propagande ne supprimera.

Il reste le choix entre deux solutions: ou bien laisser les étudiants prolonger leur séjour à l'université cinq ou six ans avec l'espoir du succès au C.A.P.E.S. ou à l'agrégation - succès qui échappera nécessairement à neuf sur dix d'entre eux: ou bien recruter les futurs enseignants deux ans après le baccalauréat, de manière à orienter les autres étudiants dans d'autres directions. Les trois derniers ministres ont retenu le second terme de l'alternative et, de toute évidence, pour les esprits de bonne foi, ils ont raison.

Le nombre des postes offerts aux concours est prévisible quelques années à l'avance (à 10 ou 20% près si l'on veut). Pourquoi laisser à des milliers d'étudiants des illusions sur leurs chances? Pourquoi les conduire sur une voie

pour la majorité d'entre eux sans issue? Une fois le principe de la réforme posée, il reste place pour une controverse raisonnable sur l'organisation des centres de formation des maîtres, sur le rôle attribué dans ces centres aux professeurs d'université, d'une part, aux praticiens de la pédagogie (inspecteurs de l'enseignement du second degré) de l'autre, sur d'autres modalités encore de la réforme (rapport du C.A.P.E.S. et de l'agrégation, promotion interne des enseignants, etc.).

Il n'en reste pas moins que le principe entraîne des conséquences graves pour les universités et pour les étudiants: ceux-ci qui, par ailleurs, devront, au bout de deux ou trois ans (bac T 2 ou T 3 selon le jargon), renoncer à la perspective d'une carrière d'enseignant n'en continueront pas moins, en grand nombre, leurs études. Du coup, la question se pose: quelles études? Je ne détiens pas de réponse magique, et le ministre non plus. Mais il me paraît conforme au bon sens de chercher des études qui donneraient aux étudiants une meilleure chance de trouver un emploi. Or, dans la France telle qu'elle est, où la fonction publique n'absorbe pas encore tous les jeunes, ce sont les entreprises qui créent des emplois. Le langage que tiennent à la radio et à la télévision les porte-parole des grévistes relève de la pure démagogie. La communication entre les universités et le marché du travail n'asservirait pas les étudiants au patronat, elle améliorerait leurs chances d'insertion dans la société productive. Ou bien les syndicalistes refusent-ils cette insertion pour grossir leur masse de manœuvre?

Je n'ignore pas les difficultés du rapprochement souhaitable entre deux mondes trop souvent étrangers l'un à l'autre. Les chefs d'entreprise se méfient de la formation donnée dans les universités et même dans les I.U.T.; ils hésitent à consacrer la valeur des diplômes, soit qu'ils préfèrent la formation sur le tas, soit qu'ils veuillent garder plus de liberté dans la fixation des salaires ou traitements. D'un autre côté, les U.E.R., bien que plus diverses, peut-être plus souples que les facultés d'hier, ne peuvent ni ne veulent se transformer en centres de formation professionnelle. Aussi bien, pour nombre de métiers du secteur tertiaire, nul ne saurait dire en quoi consiste l'apprentissage adapté; l'informatique ou la version grecque?

L'augmentation du nombre des étudiants, combinée avec la dualité grandes écoles-universités, conduisait logiquement à la situation présente: les grandes écoles qui recrutent leurs élèves au concours parmi les bacheliers se situent au-dessus des universités qui accueillent tous les bacheliers et même beaucoup de non-bacheliers. De plus, nombre des diplômes n'ont plus guère de valeur sur le

marché du travail et même parmi les initiés. Il subsiste, dans les universités, une minorité d'enseignants et d'étudiants qui appartiennent à l'élite du savoir et de la recherche, mais les cadres de la nation, en immense majorité, viennent des grandes écoles. Ainsi en ont décidé, par commission ou omission, les ministres successifs de l'Éducation nationale.

Que les universités défendent avec bec et ongles leur dernière ou avant-dernière fonction - la formation des enseignants du second degré - cette réaction s'explique et se justifie, à condition qu'elle n'aboutisse pas à l'absurde: donner une formation d'enseignant à des étudiants dont neuf sur dix n'enseigneront pas.

Les troubles dans l'Université. L'explosion sans cause

Le Figaro
14 avril 1976

La crise actuelle des universités rappelle inévitablement celle de 1968. Comparaison à la fois légitime et illégitime. Les événements ne se répètent pas, on ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve, Maurice Clavel ne retrouvera pas, dans les protestations de l'U.N.E.F. ou des gauchistes contre la réforme du 2e cycle, le surgissement de l'Esprit saint. En sens contraire, on discerne, cette fois encore, une telle disproportion entre les griefs et l'ampleur des troubles que ces derniers apparaissent révélateurs d'un malaise profond, expression d'une angoisse ou d'une révolte latentes.

Les décrets et les instructions, relatifs à la réforme du 2e cycle, n'entraînent dans l'immédiat aucun changement ni pour la licence ni pour la maîtrise. Les universités autonomes garderont la responsabilité ultime des filières nouvelles conduisant à des professions, que les commissions spéciales (auxquelles participeront les professeurs) établiront. La seule mesure importante que comporte réellement la réforme - à savoir les centres de formation des maîtres du second degré - a pour ainsi dire disparu de la polémique.

Pourquoi ces clameurs? Les protestataires utilisent simultanément deux arguments de sens contraire: ils dénoncent d'un côté, la "professionnalisation", l'asservissement de l'université au patronat, de l'autre, l'usine à fabriquer des chômeurs; il suffit d'ajouter que la réforme va tout à la fois accentuer l'asservissement et réduire les débouchés pour réconcilier, en paroles, des accusations contradictoires.

Pourquoi les étudiants politiquement engagés parviennent-ils à créer quelque chose à partir de rien? La réforme de 1968, en introduisant les procédures électorales dans les universités autonomes, a donné aux minorités, communistes et gauchistes, d'incomparables facilités d'action. La "majorité silencieuse", les étudiants modérés se désintéressent des élections et témoignent de leur passivité coutumière. Enfin et surtout, la masse des étudiants des ex-facultés des lettres s'inquiète à juste titre de son avenir.

Il y a une vingtaine d'années, n'importe quel observateur pouvait prévoir l'aboutissement actuel de l'évolution. Les facultés des lettres donnaient un

enseignement destiné à de futurs enseignants, surtout du second degré; le gonflement de la population estudiantine devait progressivement creuser l'écart entre le nombre des postes d'enseignants offerts (de collèges, de lycées et de facultés) et le nombre des étudiants inscrits. Pendant une quinzaine d'années, la progression du coefficient de scolarisation dans le second degré et dans l'enseignement supérieur, l'arrivée des classes d'âge d'après guerre augmentèrent le nombre des postes disponibles. Depuis quelques années, le reflux a commencé. Le nombre des postes offerts aux concours du C.A.P.E.S. et de l'agrégation diminue; dans les universités, il existe, ici et là, un surencadrement. Des assistants, recrutés à la hâte après 1968, bouchent la voie aux meilleurs des générations montantes.

En médecine, en pharmacie, on a introduit la "sélection", après la première année, sinon à l'entrée de la faculté. L'entrée demeure libre en lettres, en sciences, en droit et sciences économiques. Mais, en fait, l'abandon en cours d'études, après la première année, remplit une fonction analogue à celle de la sélection, dans de pires conditions.

L'idée qui inspire la réforme du 2e cycle - chercher, pour les étudiants des facultés des lettres, un type de formation qui leur donne une meilleure chance de trouver un emploi - répond manifestement au simple bon sens. Le langage employé par les décrets ou les circulaires indispose à la fois les enseignants et les étudiants parce que ni les uns ni les autres n'aiment la "professionnalisation". De plus, les enseignants s'interrogent sur leur rôle dans les centres de formation des maîtres; certains constatent, non sans amertume, le déclin du prestige de leur enseignement, la réduction du nombre de leurs étudiants.

Reconnaissons les maladresses de langage, typiques des fonctionnaires du secrétariat d'État aux Universités; la réforme du 2e cycle ne trouve pas de défenseurs parce qu'elle oblige les uns et les autres à regarder en face une réalité déplaisante.

N'exagérons d'ailleurs pas le "chômage des étudiants", nouvelle tarte à la crème de la presse et de la radio. Les diplômés n'obtiennent pas de situations à la mesure de leurs ambitions; les chiffres n'indiquent pas que des centaines de milliers d'entre eux ne trouvent pas d'emploi. (Au reste, le chiffre de 800.000 étudiants exigerait de multiples études et réserves avant d'être pris au sérieux.) La valeur d'un diplôme diminue à mesure qu'augmente la quantité des titulaires. Il se peut que l'agrégation soit demain transfigurée par le nombre des candidats malheureux. Les facultés des sciences ont orienté quantité de leurs étudiants vers

des métiers d'ingénieurs.

Rien, dans la conjoncture actuelle, ne justifie l'explosion et celle-ci ne changera rien à la conjoncture. Les étudiants ont rejeté avec passion l'éventualité d'une sélection à l'entrée des universités. Les facultés des lettres ont reçu des milliers et des milliers d'étudiants sans vocation définie. Ceux-ci ne pouvaient devenir tous des enseignants. Ils ne deviendront pas non plus des chômeurs, mais beaucoup seront frustrés dans leurs aspirations.

Les étudiants qui mènent la bagarre contre le gouvernement, ou du moins les dirigeants, savent tout cela aussi bien que moi. Plus encore qu'en 1968, ils attaquent le pouvoir bien plus que l'université. L'opération de l'U.N.E.F. appartient à la même catégorie que les grèves de harcèlement de la C.G.T. et de la C.F.D.T., elle n'a rien à voir avec les revendications précises que le ministre pourrait satisfaire ou avec des malentendus que des explications pourraient dissiper. C'est pourquoi les tentatives d'apaisement par discours ou par concessions partent d'une analyse erronée. L'U.N.E.F. participe consciemment à l'offensive de la coalition socialiste-communiste contre le président de la République et le premier ministre.

Mme Saunier-Seïté avait adopté, au point de départ, la tactique juste. Elle avait tenté de mobiliser les étudiants désireux d'étudier en menaçant de supprimer les examens dans les U.E.R. paralysées par la grève. Il semble qu'en haut lieu on ait jugé cette tactique au moins prématurée. Le souvenir de 1968 devrait pourtant mettre en garde contre la pire tactique, à savoir l'alternance de fermeté verbale et de capitulation. À moins de retirer les décrets - ce qui n'est pas concevable - on ne peut pas apaiser les contestataires parce qu'ils ne demandent rien sinon la capitulation du pouvoir.

Quelle occasion, pour Valéry Giscard d'Estaing, d'affirmer son personnage de réformateur musclé!

Le pouvoir et les étudiants. De 1968 à 1976

Le Figaro
22 avril 1976

En 1968, le général de Gaulle fut impliqué immédiatement dans la crise estudiantine. En l'absence de Georges Pompidou, le conseil des ministres délibéra dès le 8 mai sur les mesures à prendre face à l'agitation déclenchée par le premier incident, l'évacuation par la police de la Sorbonne. M. Edgar Faure, en créant de multiples universités au lieu et place de l'unique université, administrée du centre par le ministère de l'Éducation nationale, voulait éviter la répétition du grand chahut, l'élargissement à la France entière de troubles locaux. Les événements d'avril 1976 révèlent à la fois les limites et certaines conséquences de la réforme.

L'immense majorité des enseignants demeure attachée à la notion de diplômes nationaux. Le secrétariat d'État aux Universités se trouve donc contraint de poser certaines conditions à la reconnaissance des diplômes. C'est lui aussi qui propose éventuellement les modifications du *cursus* valable pour toutes les universités. Les diplômes nationaux, la réforme nationale du deuxième cycle entraînent logiquement des mouvements nationaux de protestation. Bien plus, l'introduction dans les quelque soixante-dix universités d'un régime électoral, exploité et manipulé par les communistes et les divers groupes gauchistes, devait accélérer et aggraver la politisation du corps enseignant et de la population estudiantine, favoriser la conquête par les communistes de positions à l'intérieur des U.E.R. et des conseils universitaires.

L'arrêté et les circulaires d'application portant réforme du 2e cycle ne contiennent rien qui justifie le bruit et la fureur. J'ai relu plusieurs fois ces textes pour m'en convaincre. Les universités gardent une totale liberté de proposer des formations nouvelles ou de n'en proposer aucune. La séparation introduite entre licence et maîtrise se prête à toutes les interprétations. Les conditions d'accès des titulaires du D.E.U.G. à la licence seront fixées par les universités elles-mêmes. Les groupes d'études techniques comporteront une majorité d'universitaires et l'idée que les chefs d'entreprise sont impatients d'y siéger afin de mettre au pas l'enseignement relève de l'aliénation mentale. Le patronat laisse volontiers les étudiants à leurs chères études et les professeurs à leur tour d'ivoire ou à leur politicaillerie.

Il se peut qu'un grand nombre d'enseignants soient sincèrement hostiles à

l'esprit de cette réforme: parce qu'ils ne se jugent pas responsables de la carrière professionnelle de leurs étudiants; parce qu'ils tiennent leur enseignement pour l'expression sublime de la culture et qu'ils croiraient déchoir en se rapprochant de la pratique, parce que l'université ne peut ni ne doit donner une formation étroite, orienter vers un emploi précis, mais doit tout au contraire rendre les étudiants capables de s'adapter à des métiers changeants. Ces raisons, et il y en a d'autres, y compris le goût de l'immobilisme, n'excusent pas le vote d'une majorité de présidents d'université rejetant un texte qui ne les oblige à rien. Ceux qui qualifient cette réforme de malthusienne mentent ou ne savent pas de quoi ils parlent.

À cet argument, notre confrère de Londres "The Economist" répond dans son numéro daté du 17 avril en un langage brutal: "La vérité est que la France a trop d'étudiants. La population d'étudiants des universités a doublé en dix ans passant à 820.000, environ trois fois le chiffre britannique. Ce dont la France a besoin, c'est d'un système de sélection, semblable à ceux qui sont appliqués dans les universités de la République fédérale d'Allemagne, de la Grande-Bretagne ou de l'U.R.S.S. Mais la manière française est sacro-sainte".

Je ne prends pas à mon compte ce diagnostic, ne serait-ce qu'en raison de l'incertitude des statistiques. Il n'en reste pas moins qu'aux yeux des observateurs étrangers, l'attitude des révoltés, enseignants ou étudiants, ne s'explique que par un conservatisme aveugle ou plus probablement par l'hostilité au gouvernement.

Le "Times" de Londres écrivait il y a quelques jours que la querelle initiale, celle de la réforme du 2e cycle, était dépassée. Ce qui serait en jeu désormais ce serait la capacité du président de la République de faire face à la tempête (peut-être dans un verre d'eau). Je ne pense pas qu'il existe aujourd'hui un risque sérieux de grèves ouvrières en chaîne du type de celles de 1968. Il y a huit ans, les organisations ouvrières avaient été surprises par l'explosion de grèves sauvages. Les grèves généralisées résultèrent pour une bonne part de la volonté de la C.G.T. communiste de reprendre le contrôle de ses troupes. Rien de pareil aujourd'hui. De même, les étudiants, qui mènent la lutte, suivent avec résignation les mots d'ordre ou se révoltent contre cette agitation absurde, ne témoignent ni de la gaîté ni de l'enthousiasme qui animaient leurs grands anciens de mai 1968.

Les communistes et les gauchistes combattent le pouvoir tout en se combattant les uns les autres. Les socialistes voudraient à leur tour affirmer leur présence. Quant aux autres, inquiets pour leur avenir, le tumulte ne les rassure pas.

Que la situation d'avril 1976 diffère de celle de mai 1968 ne prouve pas encore que le "Times" ait tort. Depuis des semaines, Mme Saunier-Seïté se bat seule, en première ligne, sans l'appui visible du premier ministre ou du président de la République. Quand elle remplaça M. Jean-Pierre Soisson au secrétariat d'État aux Universités, je ne fus pas le seul à exprimer ma surprise. Mais la question n'est plus là et la sympathie va désormais à une secrétaire d'État sans expérience, apparemment privée des soutiens sur lesquels elle devrait compter. Cette équivoque ne peut pas durer sans inconvénients graves. À partir d'un certain point, l'agitation universitaire intéresse la France entière, donc le gouvernement solidairement responsable.

La conférence de presse du président de la République à la veille de la journée d'action décidée par les étudiants constitue bien un examen de passage de l'homme d'État.

La grande misère des Universités

Le Figaro
31 mai 1976

Les universités quittent lentement la première page des journaux. Voici donc le moment de rappeler quelques vérités amères que les responsables préfèrent oublier pendant et après les incidents spectaculaires.

1. Aux États-Unis, les universités représentent la totalité des établissements d'enseignement supérieur. Les instituts de technologie, au Massachusetts ou en Californie, sont devenus des universités de plein exercice, ils ont créé des départements d'études littéraires ou sociales, après les départements initiaux de sciences naturelles. Les universités englobent les écoles professionnelles les plus diverses, depuis les écoles de journalistes jusqu'à celles d'ingénieurs ou d'experts agricoles.

En France, les universités ne constituent qu'une partie, et non pas la plus prestigieuse, de l'enseignement supérieur. Les grandes écoles forment la majorité des ingénieurs et des cadres supérieurs de la nation. Il s'est créé une hiérarchie des écoles, chacune s'efforçant de s'élever dans cette hiérarchie par une sélection rigoureuse et des études difficiles, en favorisant la carrière des élèves. Le contraste entre la sélection à l'entrée des écoles et même des I.U.T. et la non-sélection à l'entrée des universités joue inévitablement, dans l'opinion publique, aux dépens de ces dernières.

2. Dans les universités se juxtaposent les U.E.R. qui continuent les anciennes facultés de médecine et de pharmacie d'un côté, de sciences et de lettres de l'autre, les U.E.R. de droit et de science économique occupant une position intermédiaire.

Les U.E.R. de médecine et de pharmacie ont introduit une sélection – ce qui était inévitable – toutes les modalités de la sélection prêtant à contestation. Les problèmes qui se posent dans ces deux domaines diffèrent radicalement de ceux qui se posent dans les U.E.R. des ex-facultés des sciences et des lettres. En effet, si les U.E.R. de médecine et de pharmacie reçoivent un nombre d'étudiants à peu près égal à celui des futurs médecins et pharmaciens, les U.E.R. de lettres et de sciences reçoivent un nombre d'étudiants très supérieur à celui des futurs enseignants et chercheurs des diverses disciplines.

3. Les U.E.R. des ex-facultés de sciences et de lettres remplissent deux

fonctions, encore aujourd'hui indispensables: la formation des enseignants du premier et surtout du second degré, la formation des chercheurs et professeurs de l'enseignement supérieur. Mais on a créé, au cours des vingt dernières années, tant d'universités ou de pseudo-universités que seules certaines d'entre elles remplissent cette dernière fonction. Officiellement, les diplômes restent nationaux. En fait, seules certaines universités donnent un enseignement en contact avec la recherche de niveau élevé. Elles risquent d'être de moins en moins nombreuses.

4. Une des raisons pour lesquelles les pouvoirs publics tolèrent les troubles à répétition dans les universités, c'est qu'ils savent à quel point nombre de diplômes sont dès aujourd'hui dévalorisés, à quel point il importe peu, pour la nation dans son ensemble, que les étudiants perturbent pendant quelques semaines les cours ou les travaux dirigés. En dépit de tout, il subsiste encore probablement assez de départements de mathématiques ou de physique pour y recruter les savants de demain. En Italie, il y a, m'a dit le ministre de l'Éducation, un million d'étudiants, il y en a 800.000 en France. Manifestement quelques centaines de milliers de plus que le strict nécessaire. Les cyniques ajouteront que les jeunes trouvent malaisément des emplois; les universités diffèrent de quelques années l'arrivée sur le marché du travail de quelques centaines de milliers d'entre eux.

5. En l'état actuel des informations statistiques, on ne peut pas affirmer pour autant que nos universités sont des fabriques à chômeurs, comme on l'écrit de tous côtés. Ce que l'on peut dire, avec une quasi-certitude, c'est que nombre de ces étudiants ne trouveront pas de poste dans l'enseignement et seront déçus par le métier auquel ils se résigneront.

6. Les universités appartiennent à un système d'ensemble qui crée, en permanence, un surplus de non-manuels. Dans son dernier livre, Alfred Sauvy dénonce *"les autorités enseignantes de toutes tendances idéologiques ou politiques, dignes successeurs des scholastiques médicaux, qui feignent d'ignorer le problème de la profession future et dégagent leur responsabilité"*. La responsabilité des gouvernants n'est-elle pas tout aussi engagée? Mais le ministre répondra: quel syndicat d'enseignants m'appuiera si je tente de limiter le nombre des étudiants?

Tout permet de prévoir que l'évolution présente se poursuivra. Les difficultés de trouver un premier emploi inciteront les bacheliers à prolonger une période d'études dans les universités, à défaut des écoles d'accès plus difficile. Ces

étudiants, inquiets de leur avenir, sans vocation définie, constituent une masse de manœuvre que des minorités actives manipuleront de temps à autre.

7. Que l'on réforme ou non le IIe cycle, que l'on organise d'une façon ou d'une autre les centres de formation des maîtres, des troubles éclateront ici ou là, sous un prétexte ou sous un autre. Les présidents d'université, à moins d'une autorité personnelle hors du commun, ne disposent d'aucun moyen pour sanctionner les trublions ou les empêcher de nuire.

Certains d'entre eux acceptent, comme si elle était normale, la pratique des assemblées générales, le rassemblement de quelques centaines, parfois de un ou deux mille étudiants, réunions publiques et politiques de style révolutionnaire, dans lesquelles les professionnels de l'agitation l'emportent aisément sur les majorités, silencieuses ou non, et font voter la grève des cours ou des examens, comme si les étudiants pouvaient légitimement s'identifier à des travailleurs, comme si même une majorité d'étudiants pouvait légitimement interdire à une minorité d'opinion contraire d'écouter les cours.

Dans l'état actuel des institutions et des mœurs, la crise de ces derniers mois se renouvellera de temps à autre, en fonction de l'humeur des étudiants, des maladroites des ministres et des calculs politiques des groupes organisés. Pour empêcher ces comédies et ces violences, pour arrêter la dégradation morale des universités et des universitaires par la politique, pour rendre aux universités un minimum de dignité, il faudrait de toute évidence modifier sur certains points la loi d'orientation. Élus comme ils le sont, dépourvus de légitimité et de force, nombre de présidents d'université n'ont ni les moyens ni même l'intention de mettre un terme à une politisation plus ridicule encore qu'odieuse.

Occasion d'exercer l'esprit de réforme? Je doute que l'on saisisse cette occasion: la réforme serait conforme à l'intérêt de tous; à celui de la nation comme à celui des étudiants ou des professeurs. Hélas, elle passerait pour réactionnaire. La voici condamnée sans recours même (ou surtout?) par la majorité présidentielle.

La gauche organise l'université de la médiocrité

Le Figaro
26 mai 1983

Une interview de Raymond Aron. Propos recueillis par Sylvie Dreyfus

Le projet de loi de réforme de l'enseignement supérieur, l'agitation étudiante, l'avenir de l'Université et des grandes écoles, autant de sujets importants sur lesquels Raymond Aron nous donne aujourd'hui son analyse, aussi bien en tant qu'universitaire qu'en tant que philosophe, sociologue et journaliste.

Question. - Quel jugement portez-vous sur le projet de loi sur l'enseignement supérieur, qui suscite un important mouvement d'opposition chez les étudiants et les enseignants?

Raymond Aron. - Le premier et peut-être le plus grand défaut du projet de loi présenté par le gouvernement au Parlement, c'est d'exister. J'entends par là que la prétention, qui est celle du ministre de l'Éducation nationale, de réorganiser fondamentalement l'enseignement supérieur, comme on l'avait fait en 1968, est une erreur radicale. Bien entendu, l'enseignement supérieur français ne se trouve pas dans une situation admirable. Mais l'illusion, c'est qu'une loi de cet ordre peut poser, d'un seul coup, les fondements d'universités différentes de ce qu'elles sont.

Seconde remarque essentielle: sur presque la plupart des questions importantes et discutables, la loi renvoie à des décrets d'application. La conséquence inévitable d'un tel texte, qu'on pourrait appeler une "*loi cadre*", est la mise en question des intentions réelles des hommes au pouvoir. Or, ce que ces hommes ont dit dans le passé, comme leurs liens avec les syndicats de gauche et le parti communiste, nous donnent le droit de suspecter à la fois leurs objectifs et leurs conceptions ultimes. Ils nous demandent de faire confiance à des décrets à venir, alors que nous avons toutes les raisons de nous en méfier.

J'ajoute que je n'ai que de bons sentiments à l'égard d'Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale, en raison de nos relations amicales pendant la dernière guerre. J'attaque l'œuvre et non l'homme, qui, après tout, ne connaissait pas grand-chose à l'Université. Mais il a choisi de mauvais conseillers.

Q. - Cette loi cadre comporte pourtant, au-delà de ses incertitudes, des

objectifs très clairs, notamment en matière de professionnalisation et de démocratisation des formations universitaires. Ne sont-ils pas également inquiétants?

R.A. - Le projet de loi repose en effet sur une idée technocratique, au sens péjoratif du terme: celle que le ministère de l'Éducation nationale va imposer la même structure à tous les établissements du supérieur, éventuellement même aux grandes écoles, établissements devant lesquels les étudiants seraient tous égaux. On devine aussi la prétention de planifier l'ensemble des formations: les flux des étudiants seraient canalisés en fonction des besoins sociaux.

Pour commencer, cette loi, exactement d'ailleurs comme l'avait suggéré auparavant Mme Saunier-Seïté, sous les quolibets de ceux qui l'imitent aujourd'hui, propose la professionnalisation de l'Université à partir du second cycle d'études. Or, personne ne sait avec précision en quoi peut consister cette professionnalisation, au sens où l'entendent les auteurs du projet.

Nous savons que dans le passé les étudiants en lettres et en sciences visaient des postes dans l'enseignement. Leur petit nombre correspondait alors aux besoins des lycées et des universités. Les facultés de lettres et des sciences prennent aujourd'hui conscience de leur fonction nouvelle, qui est de ne pas former exclusivement des enseignants, mais de donner à leurs étudiants une formation intellectuelle qui les aidera à trouver un emploi sur le marché. Tout le monde est d'accord sur cette évolution nécessaire. Mais je le répète, il est très difficile de savoir en quoi consiste la professionnalisation de l'Université.

Aux États-Unis, où le nombre des étudiants est beaucoup plus élevé que chez nous, l'idée même de professionnaliser les études à partir du premier ou du second cycle ne se discute pas. Tout le monde insiste d'ailleurs sur le fait qu'il est impossible de prévoir le développement de l'économie et d'estimer les besoins professionnels à échéance de dix ou quinze ans.

Or, à la lecture de cette loi, on a le sentiment que le ministre de l'Éducation nationale, en relation avec les services de planification, déterminera l'importance des flux étudiants dans différentes directions. Je voudrais bien qu'on m'explique quels seront les secteurs clés des débouchés et quelles formations adéquates il faudra dispenser. Tout cela est de l'ordre de l'abstraction.

Q. - *L'attitude du gouvernement à l'égard de la sélection est ambiguë: pas de sélection en première année, et une sélection, limitée certes, en fin de seconde année. Que penser de ce double langage?*

R.A. - La loi me paraît également absurde par le compromis qu'elle établit

entre une conception de l'ouverture de l'Université à tous, et une conception de la sélection pour cause de professionnalisation à l'entrée du second cycle. D'autant que devant l'hostilité de ses amis politiques, le ministre s'est empressé de dire que cette sélection tardive serait elle-même limitée au petit nombre de spécialistes nécessaires. Vouloir en même temps réduire la sélection par l'échec, et ne pas sélectionner à l'entrée de l'Université, c'est jouer sur deux tableaux contradictoires. Sélectionner quinze mille étudiants en fin de premier cycle, quand cent cinquante mille sont entrés en première année, ne limitera guère les dégâts de la sélection dite "*rampante*". À cet égard, l'absence de sélection n'est pas, contrairement à ce que pense le gouvernement, particulièrement démocratique.

L'anonymat au nom de l'égalité

Quand Alain Savary argue du fait que le pourcentage de jeunes d'une tranche d'âge qui fréquentent l'université est bien inférieur chez nous qu'aux États-Unis ou au Japon, cela ne signifie rien. Ce qui compte, c'est la qualité des universités et des diplômes. Nous ne résistons pas à la comparaison, parce que nos meilleurs sujets vont dans les grandes écoles; et nos grandes écoles sont comparables par leur fonctionnement aux meilleures des universités américaines. À quoi on peut ajouter que ce n'est pas un hasard si nos meilleures universités ont des caractéristiques proches de celles de nos écoles.

Les grandes écoles, qu'elles aient une vocation spécialisée ou polyvalente, que leur formation soit étroitement professionnelle ou non, dispensent une formation supérieure dont les employeurs savent qu'elle est utilisable. Si c'est cela que l'on veut faire dans l'Université, il faut le dire et il faut y mettre les moyens nécessaires, c'est-à-dire y introduire la sélection. En outre, la capacité d'accueil des établissements n'est pas illimitée. Déjà, l'Institut d'études politiques de Paris, Paris-Dauphine ou Paris IV choisissent leurs étudiants selon certains critères et dans certaines limites d'effectifs. Sont-ils hors la loi avant même que le nouveau texte soit voté et promulgué? Doivent-ils perdre l'image de marque qu'ils ont réussi à acquérir au terme d'années et d'années d'efforts, pour retomber dans l'anonymat au nom de l'égalité entre les établissements et entre les étudiants?

Q. - Certains observateurs voient une contradiction entre l'objectif de la professionnalisation des formations et le refus simultané de sélectionner à l'entrée des établissements. N'y a-t-il pas, par exemple, un lien direct entre une sélection insuffisante à l'entrée d'une formation professionnelle et le mouvement récent des étudiants en médecine?

R.A. - On se demande en effet comment on peut professionnaliser l'université sans sélectionner les étudiants, alors qu'une formation spécifique à un métier particulier requiert par nature un choix de ceux qui prétendent la suivre. L'absence de sélection suffisante en médecine est à l'origine de la création d'une situation inextricable, qui rend compte partiellement de la contestation estudiantine actuelle: on a fini par accepter trop tard l'idée de sélection, et encore sans oser le dire, en 1971, sous la forme d'un examen en fin de première année, le terme même de "*numerus clausus*" étant exclu. Il fallait juger du niveau des étudiants et non de leur nombre: on se souvient de l'affaire des "*reçus-collés*", qui fit tant de bruit. Le résultat, c'est que nous avons aujourd'hui de jeunes médecins bien formés et qui se trouvent à la limite du chômage. La formation à un métier nécessite, par nature, un examen attentif de l'évolution démographique de la population dans cette profession: l'inquiétude qui éclate aujourd'hui parmi les étudiants résulte d'une politique qui a consisté à se voiler la face trop longtemps et que doublent les craintes des médecins et des futurs médecins quant aux intentions ultimes du gouvernement à l'égard de la médecine libérale.

Quant à la suppression des mentions au baccalauréat, si les socialistes veulent démontrer à leurs adversaires qu'ils ont une conception puérile et ridicule de l'égalité, ils n'ont qu'à prendre une décision de cette sorte. Un certain nombre d'universités tiennent compte des mentions dans le choix de leurs étudiants. Il est absurde de supprimer, pour ces établissements, le seul critère objectif de sélection, comme il est absurde de supprimer en général toute notion de compétitivité.

Une prétendue démocratisation

Les socialistes souhaitent un système méritocratique, mais n'acceptent pas cette sorte de méritocratie fondée sur les examens et les concours, sous prétexte qu'elle traduit en même temps des inégalités sociales: ce qui est vrai, tous les sociologues ont fait ce constat. Mais c'est aussi une donnée inévitable dans toutes les sociétés. Et je ne vois pas de démocratisation dans la seule augmentation du nombre des étudiants, s'ils sont ensuite condamnés, à l'usure et par l'échec, à quitter l'université sans diplômes ou à acquérir des diplômes dévalorisés et inutilisables sur le marché du travail. Si on veut professionnaliser et démocratiser les universités, il faut y multiplier les expériences réussies, comme celle des instituts universitaires de technologie auxquels, paradoxalement, la loi veut retirer l'autonomie liée à leur succès.

Q. - *Comment jugez-vous les nouvelles structures qui seraient mises en place,*

aux termes du projet, dans l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur?

R.A. - Le fait de soumettre les grandes écoles à la même loi que les universités, dans le cadre du même statut juridique, celui des établissements à caractère culturel, scientifique et professionnel, risque moins de sauvegarder leur spécificité, que d'y imposer les règles d'une prétendue "démocratisation". Car cette loi indique pour les universités un schéma applicable aussi aux écoles. Or, du point de vue des structures universitaires, elle aggrave encore les défauts de la loi Edgar Faure: on y trouve davantage d'élections, qui donnent, par leur mode de scrutin et par des collèges électoraux uniques, le maximum de chances à la majorité de gauche; un système de choix qui réduit à la portion congrue la part des professeurs dans les conseils d'administration; la création de trois conseils pour chaque université au lieu d'un, ce qui multipliera les palabres dans des enceintes où le temps et l'énergie perdus seraient plus efficacement consacrés à améliorer la qualité de l'enseignement; et enfin, sous prétexte d'ouvrir les universités sur l'extérieur, ce sur quoi tout le monde est d'accord, l'entrée dans les conseils de non-universitaires, qui pourront y occuper jusqu'à 40 ou 80% des sièges. Ces personnalités extérieures, en outre, au lieu d'être choisies comme aujourd'hui par les élus, seront désignées, aux termes d'un décret dont nous ignorons la teneur, par des organisations économiques, c'est-à-dire surtout syndicales.

Dans aucun pays occidental, il n'existe de structures comparables dans les universités. Si l'on considère que les universités ne servent à rien, que l'on mette la moitié des professeurs à la retraite, pour qu'ils écrivent des livres. Mais confier la gestion des universités à des représentants des syndicats ou à des étudiants appelés "*usagers*", cela me paraît scandaleux. Je me demande, au bout du compte, pourquoi la gestion de la SNCF ne comporte pas, elle, de participation des usagers.

Le refus de la réalité

Q. - Certains voient dans la contestation étudiante actuelle une sorte de répétition historique des événements de 1968, de soubresaut cyclique de l'université. La comparaison vous paraît-elle justifiée?

R.A. - Les événements de 1968 ont pris pour point de départ une révolte des étudiants. Des grèves, les unes spontanées, les autres organisées, ont suivi; enfin, nous avons assisté à une comédie révolutionnaire, reproduisant des événements révolutionnaires du siècle passé, sans intention de révolution. Ces événements

ont signifié l'effondrement de l'ancienne université et abouti à une loi caractérisée par l'introduction des élections dans les facultés et par une tentative de décentralisation et d'autonomie qui n'a pas bien réussi pour mille raisons, qui ne sont pas toutes imputables à Edgar Faure. Ce fut aussi une révolte de mœurs contre l'autorité, la hiérarchie, et la tradition, et cette évolution s'est prolongée au travers des années 1970, sous la forme d'un changement de mœurs. Ce changement n'est pas vraiment l'effet de 1968. On peut dire que mai 1968 a été le symptôme dramatique d'une transformation des mœurs qui s'est développée au cours des années suivantes. Je ne crois pas, quinze ans après, avoir à ajouter ou à retirer quoi que ce soit à "*La Révolution introuvable*", ouvrage que j'ai écrit à cette époque. Même si ma colère d'alors contre les excès des étudiants me paraît très lointaine...

Les protestations étudiantes portent aujourd'hui, dans un tout autre état d'esprit, sur deux points particuliers qui, à mon avis, ne touchent pas à l'essentiel, c'est-à-dire à la conception globale de la loi. D'une part, les étudiants en droit et en économie se méfient d'un premier cycle d'études excluant toute spécialisation, parce qu'ils craignent que pour obtenir le même diplôme qu'autrefois, ils ne doivent effectuer cinq ou six années d'études au lieu de quatre. Et en effet, si les deux premières années d'université sont conçues en fonction de la faiblesse de la majorité des étudiants, on fera perdre du temps aux meilleurs d'entre eux. Ce premier groupe d'étudiants obligera sûrement le ministre à ne pas aller jusqu'au bout de la confusion totale des matières des deux premières années d'université, quels que soient les groupes de disciplines concernés.

D'autre part, la sélection envisagée au terme du premier cycle fait aussi descendre les étudiants dans la rue. C'est un phénomène psychotique de refus de la réalité, qui va plus loin que la simple névrose, que cette opposition absolue à la sélection, même sous une forme extrêmement atténuée, chez les étudiants. Car la réalité de l'enseignement français depuis la sixième jusqu'à l'université, est bien celle de la sélection. Curieusement, les étudiants français refusent avant tout la sélection à l'entrée des études supérieures, à l'inverse exactement de ce qui se passe à l'étranger.

Des enfants gâtés aux enfants angoissés

Ces deux protestations de types différents me paraissent banales et ne vont pas très loin. Je pense que ce mouvement ne prendra pas d'ampleur. Les étudiants manifestent d'ailleurs en des cortèges différents, selon leurs motivations. Si les étudiants de 1968 étaient des enfants gâtés, ce sont aujourd'hui des enfants

angoissés qui manifestent, et comme ils ont, seule comparaison possible, eux aussi vingt ans, ils le font dans la rue. Ils ne sont pas suivis par les ouvriers, ni par l'opinion publique, et à peine encouragés par l'opposition au gouvernement, qui est très hostile à la loi Savary, et elle a raison, mais qui n'a pas envie de lancer les étudiants contre les CRS, et là aussi, elle a raison. Autrement dit, le gouvernement n'est pas menacé le moins du monde. Les bagarres entre CRS et étudiants éclatent d'ailleurs à la fin des défilés et ce ne sont pas les organisateurs, mais les extrémistes et les marginaux habituels dans ce genre de manifestations, qui y participent.

Q. - La contestation dans la rue vous paraît-elle accessoire par rapport aux enjeux réels du débat qui commence au Parlement?

R.A. - Ce qui m'intéresse, ce n'est pas tant ces mouvements contre la loi, mais les dangers réels de l'application d'un texte auquel j'espère que les enseignants auront le courage de résister. Je constate que dans une université toujours plus divisée politiquement, des hommes de gauche comme Alain Touraine, Maurice Duverger ou Laurent Schwartz ont tiré à boulets rouges contre la loi Savary. Les universitaires hostiles au projet ne se réduisent pas à une opposition de droite; ils souhaitent simplement une Université d'une autre qualité que celle que nous prépare le ministre, et si un grand nombre d'enseignants de gauche n'osent pas trop montrer leur tiédeur à l'égard d'un projet auquel le gouvernement semble tellement tenir, ils n'en pensent sans doute pas moins.

En somme, si l'on est pessimiste, on dit que cette loi-cadre manifeste l'intention délibérée, de la part du gouvernement, de politiser et de syndicaliser l'Université, pour assurer le pouvoir de la gauche. Si l'on est un peu moins pessimiste, on constate qu'elle organise l'université de la médiocrité. Si l'on est méchant, on ajoute qu'elle pose les fondements d'une université qui ressemble à ceux qui sont en train de la concevoir. Car je laisse de côté le style de ce texte, écrit dans la "*langue de bois*" des administrateurs pédagogues!

6

**LES HOMMES, LES IDÉES, LES
SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES**

6.1

LES HOMMES, LES IDÉES

La philosophie de Léon Brunschvicg(1)

Revue de Métaphysique et de Morale
avril 1945

La vie de Léon Brunschvicg fut tout entière vouée à la recherche de la vérité. En un siècle où les réputations s'établissent à coups de grosse caisse, il abhorrait la publicité. À une époque où s'épanouit le genre littéraire ignoble que l'on nomme biographie romancée, il gardait jalousement sur lui-même le silence, par pudeur et par modestie. Il parle quelque part avec ironie «de ce goût d'analyse égocentrique qui a fait passer la confession publique du plan religieux au plan profane et pour lequel les héros du romantisme, Rousseau, Goethe, Chateaubriand attendaient de pouvoir invoquer l'excuse de l'âge». Je me souviens qu'un jour, dans une conversation, il exprima avec sévérité, mais la sévérité se déroba chez lui sous le sourire – au sujet de ces hommes de quarante ans qui éprouvent déjà le besoin de raconter au monde leurs dix-huit ans et leurs premiers émois. Lorsque, arrivé à la fin de sa vie, séparé par la tragédie de notre pays des êtres qu'il aimait, de ses enfants, de ses élèves, il se retourna en arrière pour contempler son passé, il reprit les carnets sur lesquels il avait noté, cinquante ans plus tôt, non ses impressions mais ses idées. De cette confrontation du jeune homme et du vieillard, voici un exemple, une lettre datée de 1942: «J'ai repris un agenda de 1892 où j'avais rédigé dans ma solitude bretonne une pensée par jour, plus ou moins tarabiscotée. Je l'ai repris pour y ajouter un commentaire quotidien, à exactement un demi-siècle de distance. Par exemple, j'avais écrit ceci: cherche et tu trouveras cc que tu cherches. Le vieillard répond au jeune homme: oui, mais il n'y a pas de quoi crier comme Archimède: j'ai trouvé.» Rien de cette complaisance à soi, de cette curiosité de nos pensées errantes dont Amiel a été héros et victime. Vie intérieure ne se confond pas avec vie spirituelle. À ses yeux, la vie authentiquement humaine était, pour parler avec Spinoza, celle qui se définit, non pas uniquement par la circulation du sang et par les autres fonctions qui sont communes à tous les animaux mais par la raison surtout, par la véritable vertu et la véritable vie de l'esprit.

Quand donc on me parla pour la première fois de la réunion d'aujourd'hui, je me demandai d'abord si mon maître, à qui vinrent les honneurs, mais qui ne les sollicita jamais, nous aurait approuvés. La dernière fois que je le vis, au début de 1940, il me dit, à l'occasion de la disparition d'un de ses amis les plus chers: «À

l'heure où tant d'hommes jeunes meurent, nous autres, les vieux, nous devons partir sans bruit.» Et pourtant, j'ai la pleine conviction de ne pas méconnaître ses vœux. L'Université de France ne put rendre à celui qui l'avait servi et illustré pendant un demi-siècle d'autre hommage qu'une minute de silence. Il nous incombait donc de dire ce qu'en d'autres temps des voix plus autorisées auraient dit. De plus, pour nous tous Français hors de France, qu'anime une inquiète fidélité à la France fidèle, l'occasion n'était-elle pas propice de méditer sur l'enseignement d'un homme dont la voix, douce mais inflexible, prêcha, dans le tumulte de la place, les vertus éternelles de Socrate et de Montaigne, l'amour de la vérité, le respect des personnes, la sincérité et la douceur, la générosité et la sagesse, l'humilité individuelle devant l'orgueilleuse aventure de l'humanité. Léon Brunschvicg a écrit quelque part: «L'humanité serait sauvée depuis longtemps si la qualité des âmes pouvait suppléer à la qualité des idées.» Il ne nous pardonnerait pas de manquer à la règle qu'il s'imposait. Il ne sera question ici que des idées, seule manière de ne pas trahir un homme d'autant plus indifférent à l'immortalité personnelle qu'il était davantage soucieux d'éterniser chaque instant, par la justesse de la pensée et la justice de l'action.

Comme tous les philosophes dignes de ce nom, Léon Brunschvicg fut avant tout un moraliste. La plupart de ses livres sont en apparence consacrés à l'histoire ou à la critique des sciences, mais le sujet dernier dont ils traitent, la question véritable qui les oriente, c'est la question que l'homme n'a cessé de se poser à travers les siècles: «Qu'est-ce que l'homme?» Ou encore: «Connais-toi toi-même?» Mais cette question ne devient proprement philosophique qu'interprétée de certaine manière. Après tout, Freud et Proust posent la même question. Mais, et je cite avec intention les exemples de Freud et de Proust parce qu'ils se situent aux antipodes de la philosophie de Brunschvicg, l'interrogation peut se traduire: «Comment l'humanité agit-elle au long des jours, dans la majorité de ses représentants?» Ou bien, au contraire: «Qu'est-ce que l'homme à son plus haut, l'homme qui s'égale à l'idée qu'il est capable de concevoir de lui-même?» Le psychologue ou le romancier cherchent le secret de la destinée. Le philosophe cherche, aussi et surtout, le secret de la destination humaine. La philosophie de Léon Brunschvicg est une philosophie de la destination humaine et c'est parce que le chemin de la vocation spirituelle de l'humanité passe par les sciences positives, et avant tout par les mathématiques et la physique, que Brunschvicg écrivit, ses livres de morale sous forme d'une histoire critique des sciences.

Ses trois grands ouvrages, *Les Étapes de la pensée mathématique*, *L'Expérience humaine et la causalité physique*, *Le Progrès de la conscience*

dans la philosophie occidentale, suivent la création progressive des univers mathématique et physique et la prise de conscience, par l'esprit, des conditions et de la portée de ces succès.

Vous vous souvenez des dernières lignes des *Deux sources de la morale et de la religion*, sorte de testament de Bergson: «À l'humanité de voir si elle veut continuer de vivre. À elle de se demander ensuite si elle veut vivre seulement ou fournir en outre l'effort nécessaire pour que s'accomplisse, jusque sur notre planète réfractaire, la fonction essentielle de l'univers qui est une machine à faire des dieux». Ouvrons, à la dernière page, un des livres les plus simples dans lesquels Brunschvicg ait développé sa pensée, par exemple *Les Âges de l'intelligence*, et lisons: «Peut-être la meilleure ou l'unique chance de salut pour les hommes sera-t-elle de prendre conscience qu'ils ne pourront jamais être sauvés du dehors, qu'ils n'ont donc pas à se relâcher de leur effort pour exister, chacun par soi-même, en développant ce qu'ils possèdent d'effectivement universel et divin, le désintéressement d'une raison véritable sur quoi se fonde la vérité d'un amour qui regarde l'âme et la liberté d'autrui. C'est Malebranche, le plus profond et le plus pieux des interprètes de la pensée catholique qui nous en avertit: «La foi passera, mais l'intelligence subsistera éternellement.» Texte caractéristique d'abord du procédé favori de Brunschvicg: les héros de la pensée humaine, dans la familiarité desquels, tel Montaigne, il vivait quotidiennement, lui livrent au bon moment des citations qui, dans le contexte nouveau, prennent une signification qui aurait peut-être surpris, voire scandalisé leurs auteurs. Texte caractéristique ensuite de l'inspiration profonde de Brunschvicg: L'univers n'est pas une machine à faire des dieux, l'homme est un être destiné à découvrir la vérité. Pour l'espèce comme pour l'individu, il n'y a de salut concevable que par l'effort intérieur des consciences se construisant elles-mêmes au fur et à mesure qu'elles construisent le monde. Le bergsonisme voit dans la religion, et la doctrine de Brunschvicg dans la science, l'activité essentiellement humaine.

Il serait injuste, pourtant, de ne voir dans la pensée de Brunschvicg qu'une espèce nouvelle du scientisme, une manière nouvelle de dire que la philosophie est condamnée parce que l'ère de la science s'est ouverte. Ce qui fait l'intérêt de l'humanisme scientifique sous la forme qu'il lui a donnée, c'est que la science y devient la réalisation et non la négation de la philosophie. Même à la religion, cet humanisme scientifique tend à rester fidèle. Pour mieux dire, il prétend en sauvegarder les suprêmes valeurs. Pourquoi, comment la science offre-t-elle une voie d'accès à la sagesse et à l'éternité? Telle est la question unique qui ouvre la clé de la doctrine.

Les philosophies scientistes de type ordinaire partent de propositions telles que: il n'y a qu'une seule manière de penser valable, celle des sciences naturelles, l'âge positif a fait la relève de l'âge métaphysique. De là, elles vont vers une synthèse des sciences, enfin elles arrivent au règne humain. Elles décrètent qu'à celui-ci n'a pas été appliquée la méthode scientifique, elles prétendent donc élever au niveau positif les études relatives à la vie des individus ou des sociétés.

Auguste Comte, polytechnicien génial et absurde, a parcouru d'un bout à l'autre l'itinéraire: il a défini dogmatiquement l'esprit humain, il a dogmatiquement établi un système de vérités scientifiques acquises, il a dogmatiquement créé une science ou une pseudo-science, baptisée sociologie, qui devait mettre fin à la crise du monde occidental. N'en doutons pas, chaque promotion de polytechniciens fournit encore aujourd'hui deux ou trois disciples attardés d'Auguste Comte, impatients de transformer l'économie politique en une science.

Sous cette forme, le scientisme, qui n'a rien à voir avec la science, est une menace permanente. Il tend à s'achever en un planisme, rationnel et déraisonnable, où le physicien transformé en ingénieur, se propose de faire le bonheur de l'humanité, fût-ce malgré elle, et n'oublie qu'un seul détail: l'homme n'est pas une matière, pas plus que la société n'est une machine.

L'humanisme scientifique de Brunschvicg a peu de traits communs avec un tel positivisme. La science n'écrase plus l'homme sous le poids de vérités incontestables et mortes, elle ne livre pas un système tout fait auquel l'individu devrait se soumettre. La science témoigne de l'existence dans l'histoire d'une capacité de discernement entre le vrai et le faux, principe de renouvellement inépuisable et de communion universelle. Ainsi chaque homme, tel l'esclave auquel Socrate fait découvrir les premières vérités de la géométrie, apprend dans la science sa vocation spirituelle, sa possible participation à l'héritage des siècles et, du même coup, son droit à la liberté. Et l'humanité tout entière apprend les indéfinies virtualités d'une puissance spirituelle qui l'entraîne vers un avenir inconnu. La science, en d'autres termes, enseigne une leçon de spiritualisme, à condition qu'on la saisisse dans son devenir créateur et non dans sa cristallisation provisoire.

Elle enseigne ensuite une leçon d'idéalisme, au sens technique de ce terme. Le monde est notre représentation et la conscience de cette subjectivité est une indispensable étape dans l'objectivité. Arrêtons-nous un instant sur cette idée

centrale. Le monde tel qu'il offre aux primitifs que nous décrit Lévy-Bruhl est rempli de forces mystérieuses, d'êtres vivants étranges, terrifiants; l'homme visé par ces puissances imprévisibles, se met naïvement au centre de cet ensemble indéchiffrable. Le monde tel qu'il s'offre à l'enfant est fait d'objets réels, durs, ceux mêmes que nous présente notre perception et, de même l'enfant rapporte à lui-même ce monde redoutable. Autrement dit, en termes philosophiques, *réalisme* et *égocentrisme* vont de pair, de même que vont de pair les deux découvertes que le monde est *notre* représentation et que l'humanité n'est pas le centre du monde. C'est pourquoi aux yeux de Léon Brunschvicg, les découvertes de Copernic marquent une date aussi décisive de l'histoire de l'esprit humain que les doctrines de Descartes et de Kant. Copernic remet la terre et l'humanité à leur place, dans un univers qui n'est pas fait pour eux. Descartes et Kant ramènent l'humanité à elle-même, et, en lui dévoilant le *cogito*, principe de toute vérité, ils lui permettent de connaître le monde et elle-même. Démarches en un sens inverse, puisque Copernic fait tourner la terre autour du soleil et Kant le monde autour de l'esprit, démarches au fond complémentaires, si la science des relations objectives est suspendue à la prise de conscience de l'esprit par lui-même.

Nous comprenons, du même coup, pourquoi Brunschvicg salua avec autant d'enthousiasme la théorie einsteinienne de la relativité. Le progrès scientifique était directement un progrès philosophique. Au lieu d'accepter l'espace et le temps comme des cadres fixes, des réalités toutes faites en dehors de nous, la science même, dans son développement spontané, réintégrait la considération du sujet pour expliquer les phénomènes. «L'interprétation par Einstein des équations de Lorentz rend évident que l'homme ne peut pas obtenir de l'univers une connaissance véritable sans avoir réfléchi sur sa position de sujet à l'égard de l'objet. Cette réflexion cesse d'être une simple vue de métaphysique, qui n'aurait aucune répercussion sur le traitement scientifique du problème. Au degré de précision que le raffinement de la technique expérimentale a permis d'atteindre, on ne peut plus mettre correctement le problème en équation si l'on ne dispose d'un étalon temporel qui est doué de réalité physique, homogène à ce qu'il doit mesurer, étant lui-même une réalité physique. En partant de la vitesse constante de la lumière comme d'un fait limite au delà duquel l'analyse ne peut pas remonter, en se servant par conséquent du signal lumineux comme d'un véhicule de simultanéité, il devient possible de saisir le lien entre les différentes perspectives que les observateurs, au repos ou en mouvement les uns par rapport aux autres, prennent sur les événements sans donner de privilège à aucune d'entre elles.» Compréhension des différentes perspectives individuelles, sans

qu'aucune d'elles soit portée à l'absolu, sans que soit même conçue une perspective baptisée absolue, mais réciprocité et correspondance établies entre ces perspectives grâce à la vérité des relations mathématiques; ainsi se définit l'univers de la science, ainsi se définit également l'univers humain.

Sans doute reste-t-il à franchir l'étape décisive, la plus paradoxale, de la science à la philosophie ou de la contemplation à l'action. Dès son premier grand livre, *La Modalité du jugement*, Brunschvicg affirmait avec force l'identité foncière du jugement théorique et du jugement pratique. Pour se surmonter lui-même, pour échapper à ses humeurs et à ses désirs, l'honnête homme doit faire le même effort qu'accomplit le savant pour penser la relation vraie. Socrate conseillant à la mère de se placer au point de vue du fils pour comprendre son devoir vis-à-vis de lui, conseillant au fils de se placer au point de vue de la mère pour comprendre son devoir vis-à-vis d'elle, donne le premier exemple de ce désintéressement, de cette réciprocité des perspectives dont la physique de Einstein est, dans l'ordre théorique, le modèle achevé.

Tel lecteur ou tel auditeur pourraient être tentés de ne voir là qu'une simple analogie. Dans la pensée de mon maître, il y a là bien plus qu'un rapprochement suggestif, il y a une vérité profonde, décisive. La parenté spirituelle de l'homme de bien et de l'homme de science ne signifie pas qu'il faut comprendre la physique d'Einstein pour bien agir – ce qui serait absurde – ni que le savant est du même coup un moraliste – ce que l'expérience démentirait évidemment – elle signifie que les démarches qui mènent au bien et celles qui mènent au vrai sont, en leur essence, identiques. L'esprit est un, comme est une la voie royale, qui mène à la conscience de soi.

N'oublions pas d'autre part que, dans l'histoire de la science, Brunschvicg réintroduit tout ce qui fait la séduction et le risque de l'action. L'esprit à l'œuvre, dans les mathématiques et la physique, n'a rien de commun avec une faculté de déduction logique qui déviderait avec monotonie les conséquences à partir de prémisses définitives. L'esprit créateur tient de l'esprit de finesse plus que de l'esprit de géométrie, il se renouvelle, inépuisable, selon les exigences de la recherche, selon les réponses de la nature. Rien n'est arrêté, rien n'est fini. Les vertus que Bergson prêtait à l'intuition, Brunschvicg les rend à l'intelligence. Ainsi le devenir de la vérité est une histoire imprévisible, aux cent actes divers, où les échecs apparents sont la source de succès futurs, où les succès suscitent des énigmes nouvelles. Alors que le rationalisme traditionnel aurait déploré que le progrès de la physique ébranlât le temps, l'espace, la causalité de la physique

classique, Brunshvicg se réjouit que se dissolve tout ce qui inhibait ou freinait l'élan imprévisible de la raison créatrice. Dans le corps à corps de l'esprit et de la nature, dans cet échange fécond de questions et de réponses, de théories et d'expériences qui définit le développement des sciences, Brunshvicg suit avec joie le plus passionnant des drames. L'accumulation des relations démontrées, la précision croissante de nos mesures, la révélation dans l'infiniment grand et dans l'infini petit de réalités plus surprenantes que n'en eût jamais rêvé l'imagination la plus féconde, tout cela le remplit tout à la fois de modestie pour lui-même et fierté pour l'espèce.

Dès lors, l'attitude du moraliste ou de l'homme d'action peut reproduire celle du savant, sans que soit porté atteinte à la spontanéité de la conscience, sans que soient enfermées dans les règles les ferveurs généreuses. Il ne s'agit pas de méconnaître le sens du singulier, le goût de l'invention, ou les ressources de l'intuition sans lesquels il n'y a pas de vie morale. La science de Brunshvicg est, comme la morale, une quête indéfinie vers un terme ignoré. Elle transmet à la morale la certitude des valeurs fondamentales: présence, en chaque homme, de l'esprit, d'où suit le respect des personnes; volonté de désintéressement et de relations justes. Elle laisse au génie du cœur un champ tout grand ouvert.

Ainsi la double leçon de spiritualisme et d'idéalisme, tirée de la science, nous apporte une première réponse à la question fondamentale que nous posons au point de départ: pourquoi la science est-elle l'accomplissement de la destination humaine? Il nous apparaît, en effet, que la science, ou plutôt l'attitude spirituelle du savant donne aux individus la chance d'atteindre aux buts que les sages n'ont cessé de leur proposer: échapper aux servitudes des sens ou des passions, saisir la vérité, principe de communion, s'élever au-dessus des illusions puériles, et se voir soi-même et voir le monde dans une exacte perspective.

Mais la vue du monde réel, en quoi, dira-t-on, nous inspire-t-elle sagesse ou courage plutôt qu'accablement et désespoir, ou du moins interrogation sans réponse? «Le soir du même jour, écrit Valéry revenant d'une visite à Mallarmé, comme il m'accompagnait au chemin de fer, l'innombrable ciel de juillet enfermant toutes choses dans un groupe étincelant d'autres mondes, et que nous marchions, promeneurs obscurs au milieu du Serpent, du Cygne, de l'Aigle, de la Lyre – il me semblait d'être pris dans le texte même de l'univers silencieux: texte tout de clartés et d'énigmes; aussi tragique, aussi indifférent qu'on le veut; qui parle et qui ne parle pas; tissu de sens multiples, qui assemble l'ordre et le désordre; qui proclame un Dieu aussi puissamment qu'il le nie; qui contient,

dans son ensemble inimaginable, toutes les époques, chacune associée à l'éloignement d'un corps céleste; qui rappelle le plus décisif, le plus évident et incontestable succès des hommes, l'accomplissement de leurs prévisions jusqu'à la septième décimale, et qui écrase cet animal témoin, ce contemplateur sagace, sous l'inutilité de ce triomphe. Nous marchions...»

À quoi Brunschvicg répond: «Triomphe destiné, en effet, à demeurer inutile tant que l'homme continue à poser la question d'utilité, mais la pensée prendra conscience de son triomphe si elle est capable de se vaincre soi-même, en opérant le passage du Dieu de l'enfance et de la tradition, qui n'ont de regard que pour la puissance, au Dieu de la réflexion virile qui, elle, n'a d'intérêt que pour la vérité.» Risquons-nous à développer cette réponse. Dans l'univers matériel où il a mesuré la place médiocre qu'il occupe, l'homme ne trouvera jamais d'autre réponse que l'écho de ses questions. Toujours la voûte céleste emplira son cœur, selon les jours ou les instants, de terreur ou d'espoir, toujours les dieux de la cité calmeront ses craintes et confirmeront ses coutumes. Mais il est un Dieu qui ne nous peut jamais manquer, auquel chacun participe dans la mesure de ses mérites, un Dieu esprit et non être, qui se définit non comme une personne transcendante, mais comme l'un par delà l'existence, selon l'expression de Platon, ou encore comme l'élan spirituel dont les œuvres de l'histoire humaine sont l'expression et le témoin.

En un sens, par rapport aux conceptions courantes de la religion, une telle religion est proprement négation de la religion, comme elle est négation de l'immortalité personnelle et négation de la transcendance. «Là où finissent les religions, commence la religion», écrit-il. (Je ne suis pas sûr de n'être pas tenté de rectifier la phrase et d'écrire: «Là où finissent toutes les religions, finit aussi la religion.») Mon maître, qui connaissait cette objection, maintenait obstinément que le Dieu, esprit pur, dont il se réclame, est l'aboutissement de «la conversion des valeurs fiduciaires de la transcendance aux valeurs spirituelles de l'immanence». Et il invoquait le Dieu de Spinoza: «Celui qui aime Dieu ne peut pas demander que Dieu l'aime en retour.» Et le Dieu de Fénelon: «On peut aimer Dieu d'un amour qui est une charité pure, et sans aucun mélange du motif de l'intérêt propre. Alors on aime Dieu au milieu des peines, de manière qu'on ne l'aimerait pas davantage quand même il comblerait l'âme de consolation.» Mais surtout, plus que par des citations et des références, il répondait en tâchant de vivre sa doctrine, rigoureuse, exigeante, impitoyable. Dans la fameuse formule de Spinoza: «Nous sentons, nous avons l'expérience que nous sommes éternels», il nous apprend à voir la suprême ambition de l'humanité.

Les thèmes de cette philosophie, tels que nous venons de les résumer, paraîtront peut-être simples. Nous répondrons d'abord que toutes les philosophies, en un sens, se ramènent à des vérités simples. La philosophie est toujours la mise en forme non du sens commun, mais du bon sens. Il y a plus encore; parce qu'elle repousse tout dogmatisme et tout système parce qu'elle n'enseigne pas un credo, cette philosophie ne comporte rien de comparable à l'enchaînement d'une dialectique. Elle fait une part considérable à la critique, critique des fausses sciences et des fausses sagesse, des superstitions et des mythes. Elle fait une part considérable à l'histoire, lieu de la surprenante aventure par laquelle l'homme s'est humanisé. Le dernier mot de cette philosophie, ce n'est pas une affirmation, c'est un appel. Appel à tous et à chacun de réaliser en soi la conversion de l'enfance à la maturité de l'égoïsme naturel à la spiritualité conquise, des illusions à la vérité.

Enfin, résumer une philosophie, c'est toujours la trahir. Une philosophie n'est pas un corps de propositions qui se transmet, à la manière d'une technique ou même d'une science, c'est un certain style de pensée, une certaine attitude humaine. L'autorité d'une doctrine ne se sépare jamais entièrement du prestige de l'homme. La manière de présenter est partie intégrante du contenu lui-même.

Dans le cas de Brunschvicg, ce qui manquera toujours à un résumé, c'est l'infinie richesse des illustrations, des témoignages historiques, des exemples concrets. Dans ses livres, dans son enseignement, dans sa conversation, ce philosophe austère était un conteur intarissable. Plusieurs générations de normaliens ont connu des anecdotes qu'il avait fournies ou suggérées certaine petite fille. Et ses livres sont le monument d'une érudition, disponible et surmontée.

Il se peut que le lecteur, demain, incline à voir dans les livres de Brunschvicg une négation subtile de la philosophie plutôt qu'une philosophie. Ou du moins qu'il retienne les études historiques des relations réciproques entre mathématiques et physique d'une part, philosophie de l'autre, sans accepter les conclusions dernières que l'auteur tire du passé qu'il ranime. Je voudrais dire ici que Brunschvicg fut, entre les grands penseurs et nous, un incomparable intercesseur. Il connaissait assez bien la *Critique de la raison pure* pour être capable de l'expliquer, presque sans avoir le livre sous les yeux. Chacune de ses affirmations était enrichie par les souvenirs d'une longue méditation sur les sommets. Si cet humanisme scientifique a possédé une réelle puissance d'attraction, si ce maître a exercé une influence durable sur les jeunes esprits,

c'est que, dans *Le Progrès de la conscience*, toute la tradition de la philosophie occidentale nous paraissait se prolonger, vivante, exaltante. Le rationalisme de Descartes était là, puisque l'on partait du *cogito* et que, en un mouvement indéfini de décomposition et de reconstruction, la raison construisait la structure intelligible de l'univers. Le kantisme était là, puisque l'esthétique et l'analytique transcendantales valaient toujours, débarrassées des formes toutes faites et des catégories fixes, mais rendues plus fécondes par le retour à la spontanéité créatrice du «je pense». Spinoza enfin et surtout était là, puisque en un sens l'absolu de la raison restait la vérité suprême et que l'on ne cessait de tendre, par delà la connaissance du deuxième genre, vers l'intuition ultime de l'unité.

Et pourtant cette philosophie profondément historique est d'une certaine manière inactuelle. Non que rien de l'actualité scientifique ou artistique y manque. Proust, Debussy, Picasso, Einstein, Broglie, tous figurent ou auraient pu figurer dans ses livres. Brunschvicg n'ignorait rien de son temps, il n'en ignorait rien que ce qu'il voulait ignorer. Est-elle de notre temps cette philosophie qui, sans vaine déclamation, sans emphase, nous invite à vivre chacun de nos instants comme s'il devait être le dernier et pour qu'il puisse valoir éternellement? Est-elle de notre temps cette philosophie où l'angoisse n'a pas de prise, où la conscience de l'unité spirituelle se suffit à elle-même, où les révoltes irrationnelles sont repoussées avec compréhension mais sans faiblesse? Notre maître lui-même n'ignorait pas cette inactualité: cette philosophie, écrivait-il, implique une lenteur de réflexion, une austérité de méthode, contre lesquelles l'impatience paraît légitime aux époques d'humanité bouleversée, de civilisation instable. «Devant ceux que la foule vénère comme des saints ou acclame comme des héros, attendant d'eux qu'ils la protègent de ses propres faiblesses et lui obtiennent d'échapper aux conséquences de ses défauts, le sage demeure impopulaire qui se refuse à faire l'aumône d'une promesse illusoire de succès, dont la charité ne propose aux autres que de les élever à son niveau, afin qu'ils osent, comme le voulait Socrate, professer ce qu'ils ont compris et ignorer ce qu'ils ne savent pas: étrange sagesse à l'époque où sévissent les religions séculières. Brunschvicg est notre contemporain, mais il est le contemporain d'Einstein, non celui de Hitler.

Sans doute, notre maître aurait-il volontiers accepté cette formule. Dans ses derniers livres, au cours des années où montait l'orage, il ne cessait d'opposer à l'évidence de notre vocation spirituelle, qu'a fait apparaître «la science contemporaine en nous situant, selon les dimensions réelles, dans un univers lui-même conçu dans son ordre exact de grandeur» le danger d'une régression

collective. «Et c'est plus qu'une menace, écrivait-il, qui est inscrite dans les croyances et les mœurs dont procèdent les événements de l'Europe depuis 1914 et depuis 1918. À gauche aussi bien qu'à droite, les jeunes poussent les aînés vers les formes les plus archaïques et rudimentaires de leur orthodoxie.» En d'autres termes, jamais l'humanité n'a été plus loin de réaliser, dans son destin, l'idée qu'elle est capable de concevoir d'elle-même. Or le sage n'a même plus la ressource de dire, avec Oscar Wilde, que le monde a été fait par des fous pour que des sages y vivent: il n'est plus guère de place aujourd'hui, dans le monde des fous, pour la retraite des sages.

Brunschvicg constate le décalage sans en tirer d'autre conclusion que l'infidélité des hommes à l'humanité ou l'inévitable distance entre les masses et l'élite privilégiée qui accède aux plus hautes régions du savoir. Pour le reste, il invite chacun à faire le choix décisif, le pari sur nous-mêmes, qui est le pari sur notre capacité intime de comprendre et d'intégrer les valeurs qui se sont produites au cours de l'évolution humaine.

Je me demande pourtant si le décalage entre la destination spirituelle de l'humanité et le destin tragique des hommes d'aujourd'hui ne signifie pas plus que Brunschvicg lui-même ne consentait à l'avouer. Une philosophie est-elle achevée qui se borne à montrer le but? Si l'idéal est trop haut, si le sort des hommes est trop misérable, le sage ne perdra-t-il pas la capacité de mordre sur le réel? Les problèmes qui nous sollicitaient, dès que nous entrions dans le monde, nous paraissaient si éloignés des préceptes de cette hautaine sagesse que nous étions tentés de jeter par-dessus bord ce qui aurait dû rester notre guide. Certes, la faute, si faute il y a, est de celles qui honorent. Mieux vaut viser trop haut que se complaire dans l'exploitation des bassesses humaines.

En tout cas, jamais, même aux moments les plus sombres, il ne douta ou n'hésita. Dès la fin de 1940, il écrit à ses enfants, loin de lui dans le pays qui portait les espoirs de la liberté: «Et la France attend toujours une éclaircie, fidèle dans le fond du cœur à son vrai passé, à son vrai génie. Donnez-en l'assurance à tous ceux qui vous aiment et recevez les souvenirs et les souhaits du plus intime et reconnaissant attachement qu'accompagne une sincère admiration.» Et plus tard, en 1943: «On me donnait l'autre jour à lire cette carte de prisonnier: «Exil interminable; entière confiance en la vie, en la France, en Dieu.» Comment nous, dont l'existence est normale, dont les journées passent vite, qui n'avons à souffrir que des souffrances des autres, ne conserverions-nous pas toute notre confiance à travers les points d'interrogation immédiats?»

Pas plus que le philosophe, les Français ne regrettent d'avoir préféré la paix à la guerre, ils ne se lasseront pas de répéter avec lui que la méditation de la guerre pour la guerre, qui nous détourne et nous divertit de nous-mêmes, demeure aussi courte, aussi stérile, finalement, que la méditation de la mort; ils ne se lasseront pas de répéter avec lui que la liberté politique, comme l'étendue intelligible de Malebranche, est le lieu des esprits, un et indivisible. D'où résulte que la démocratie s'impose. «Nous sommes embarqués, mais avec la nécessité d'agir dans le cadre de la démocratie et de courir le risque que la démocratie court et fait courir à l'humanité.» En vérité, la France ne regrette, ni ne regrettera rien de ce qu'elle a espéré, rien de ce qu'elle a voulu. La leçon qu'elle a bien apprise, qu'elle n'est pas prête d'oublier, c'est que les fous tirent aujourd'hui de l'art de gouverner et de la science de détruire, des ressources illimitées. Nous tâcherons demain d'armer la sagesse, mais nous ne laisserons pas prescrire les valeurs humaines qu'il nous enseigna et dont il fut le vivant modèle.

⁽¹⁾ Nous croyons devoir reproduire ici le texte d'une Conférence faite à l'occasion de la mort de Léon Brunschvicg, le 28 avril 1944 à l'Institut français du Royaume-Uni à Londres.

Jean Cavaillès

Le Monde
12 juillet 1945

Jean Cavaillès, professeur à la Sorbonne, officier français, a été fusillé par les Allemands, à Arras, vers la fin de janvier 1944. Jusqu'au bout ses amis s'étaient refusé à ne pas espérer contre toute espérance. Une note de la commission allemande d'armistice, découverte dans les papiers de Brinon, il y a une quinzaine de jours, a confirmé la vérité fatale.

Depuis le jour de la déclaration de guerre, ce philosophe-mathématicien, voué aux recherches les plus abstruses, que semblait séparer des autres hommes l'hermétisme de ses travaux, a été mobilisé, ou plutôt s'est mobilisé lui-même, sans trêve et sans repos, au service de la patrie. Chef de section d'Infanterie coloniale en 1939, il prit part à la bataille des avant-postes et des corps francs dans la Sarre et il y obtint sa première citation. Devenu, contre son gré, officier du chiffre dans un état-major divisionnaire, il fut fait prisonnier au cours de la bataille de France, mais il s'évada quelques jours plus tard. Replié à Clermont-Ferrand avec la faculté de Strasbourg, il appartint au groupe de ceux qui fondèrent Libération. Quand parurent les premiers numéros du journal clandestin de ce nom, c'est lui qui en écrivit les articles, c'est lui qui négocia avec les imprimeurs. Nommé professeur à la Sorbonne, il passa à Paris et devint un des chefs de Libération-Nord. Au printemps de 1942, revenant de la plage d'où Pierre Brossolette et Charles Vallin étaient partis pour l'Angleterre, il fut pris par la police de Vichy. Quelques mois après il s'échappait du camp de concentration et il reprenait immédiatement son activité. En août 1943, quelques mois après son retour d'une mission à Londres, il fut pris par les Allemands. On trouva dans ses papiers une carte portant sa véritable identité, Torturé, soumis à des interrogatoires épuisants, il tint tête à l'ennemi, Le 21 janvier il était à Compiègne avec un convoi de déportés. À la dernière minute, il fut rappelé. Depuis lors, on n'avait rien su.

Ce simple rappel des faits donne une idée, mais une idée incomplète, de ce que fut dans la Résistance Jean Cavaillès, le plus brave, le plus pur. Car le rayonnement de sa personnalité ajoutait un apport irremplaçable à son action. Il fit tous les métiers de la clandestinité: chef de réseau, journaliste, typographe, compositeur, dynamiteur, radio, propagandiste, il fut tout cela, tour à tour ou simultanément, impatient de faire le plus possible par lui-même, aussi indifférent

à sa sécurité personnelle que soucieux de celle des autres. Il poussait le principe: le supérieur doit payer d'exemple, jusqu'aux formes extrêmes d'un héroïsme à la fois exceptionnel et quotidien,

Nul mobile personnel, nul souci d'avenir ne l'effleura jamais. À un interrogateur de la Gestapo qui lui demandait pourquoi, lui, un intellectuel, un professeur, avait agi «en conspirateur, en terroriste», pourquoi il avait organisé un réseau d'espionnage et conduit des coups de main, il répondit simplement qu'il était fils d'officier, officier lui-même, et qu'il continuait une guerre qui n'avait jamais cessé, avec les armes qui lui restaient. Et, fièrement, il cita à l'ennemi les principes moraux qui avaient été jadis ceux des philosophes allemands et qui justifiaient sa propre action.

Telle fut, en effet, sa conviction intime. La politique, dont les mouvements de résistance ne pouvaient faire abstraction, demeurait dans sa pensée subordonnée à la guerre. Non qu'il fût indifférent à la politique, au sens noble du terme. Quand il s'agissait de la France ou de la liberté, il ne transigeait pas. Et il ne méconnaissait pas la nécessité impérieuse de fédérer les anciens partis et les mouvements de résistance, de rattacher les uns et les autres à l'organisation de la France combattante et au général de Gaulle. Mais, en dehors de ces principes, en dehors des tâches immédiates, il souhaitait réduire la politique au minimum pour faire la guerre au maximum.

À cette bataille dans l'ombre, Cavaillès s'était voué totalement, avec la passion concentrée qu'il mettait à tout, et il y avait trouvé une sorte de plénitude. Lui qui, au cours des longues années où il préparait ses thèses, semblait souvent dans une mélancolie farouche et presque agressive, il fut, au cours des années où, en toute conscience, il risquait à chaque instant sa vie, plus ouvert, moins crispé, qu'à ses heures de méditation solitaire. Il donnait libre cours à ce désir d'influer sur les autres, d'être reconnu par eux, si profond chez lui comme étaient tous les hommes de pensée. En un sens, bien qu'il détestât la tuerie, il aimait cette guerre où les combattants se désignaient eux-mêmes, où les chefs partageaient les périls des soldats, où l'ennemi détenait toutes les armes et où pourtant le faible sentait au fond de son cœur la certitude irréprouvable de la victoire.

Si totalement qu'il se fût voué à la lutte, il n'oublia pas ce qui était la raison d'être de son existence, la recherche de la vérité. En 1943, alors que, passé à la clandestinité, il avait dû interrompre son enseignement, il continuait à consacrer ses matinées à un ouvrage de logique (qu'il eut presque le temps d'achever et dont le manuscrit a été heureusement sauvé). Le guerrier demeurait philosophe.

Il avait besoin, disait-il, de se retirer une partie du temps dans la pure spéculation pour être présent sans réserve au combat le reste du temps.

Jean Cavaillès avait toujours été à la tête de sa génération. Dès l'École normale supérieure, où il était entré premier, il s'était imposé, moins par les qualités brillantes qui assurent d'ordinaire les succès universitaires que par la rigueur et l'honnêteté de la pensée. Après avoir passé l'agrégation de philosophie, il s'enferma dix ans dans des recherches arides avant de publier ses deux thèses sur la théorie des ensembles et le fondement des mathématiques, mise au point magistrale qui valait à son auteur, dans le monde étroit et international des spécialistes, une réputation hors de pair.

Ce qui faisait l'unité du guerrier et du penseur, c'était une volonté morale vibrante et lucide. Jean Cavaillès avait reçu une éducation protestante. Il n'était pas resté attaché à la lettre des dogmes, mais il avait gardé l'empreinte de la religion: l'exigence à l'égard de lui-même, une probité sans ombre, et, par-dessus tout, le sens et le besoin des valeurs inconditionnées. Ni la vérité scientifique ni l'action militaire ne comblaient cette âme fière.

Pour la France, pour la science, la mort de Jean Cavaillès est une perte irréparable. La place du chef, la place du philosophe (Albert Lautman, qui suivait la même route, a été fusillé par les Allemands comme otage à la veille de la libération) demeurent vides. Et quand on songe à ce qu'il aurait pu donner, on ne peut pas ne pas se révolter contre le destin. Et pourtant, peut-être, celle et tous ceux pour qui les mois d'oubli ou de consolation n'ont pas de sens trouveront-ils une manière d'apaisement dans la pensée qu'il avait choisie et sa vie et sa mort, et que ni l'une ni l'autre ne sont près d'épuiser leur valeur exemplaire et leur vertu d'inspiration.

Jean Cavaillès

Terre des hommes
15 décembre 1945

J'ai connu Jean Cavaillès il y a plus de vingt ans. Il était entré premier à l'École normale supérieure l'année précédente, et il nous en imposait déjà par son prestige intellectuel et son autorité morale. Il était entouré d'une sorte de halo de respect et d'admiration. Il vivait assez solitaire, souvent muré dans ses méditations. Certes, il montrait à l'égard de tous et de chacun une gentillesse souriante. Appelé plus d'une fois à traiter avec l'administration de l'école les problèmes qui intéressaient les élèves, il était l'ambassadeur le plus dévoué, le plus serviable. Cavaillès faisait consciencieusement tous ses métiers: celui d'étudiant, celui de philosophe, celui de mathématicien, celui de «cacique». Mais, nous sentions tous que l'être vrai de cet homme, que sa supériorité isolait, était bien au-delà de ces activités banales.

J'avais vu Cavaillès pour la dernière fois, à Londres, dans un bureau de Duke Street, au moment où il prenait l'avion pour ce qui devait être sa dernière mission. Nous venions de vivre quelques semaines ensemble. Il était arrivé de France entouré cette fois d'une sorte de légende. Il était l'homme qui par deux fois s'était échappé, une fois des camps de prisonniers, une fois des prisons de Vichy. C'était l'homme qui dirigeait la grande organisation clandestine «Libération», qui avait monté un réseau de renseignements militaires. L'autorité morale de l'étudiant était devenue le rayonnement du héros, le prestige intellectuel du «cacique» reposait désormais sur une œuvre magistrale.

Je revois l'étudiant et je revois le chef de guerre partant pour sa dernière bataille. Et il me semble – est-ce une illusion de la mémoire? – que les deux images se recouvrent. Physiquement, il avait peu changé, les mêmes cheveux blonds ondulés, le même visage coloré éclatant de vitalité, les mêmes yeux bleus, doux, profonds, le même regard où se mêlaient la clarté et l'ardeur, le même style de gestes et de paroles fait à la fois de robustesse physique et de finesse intellectuelle. En vingt ans, il n'avait pas vieilli, il avait mûri.

Moralement, aussi, il me semble qu'il n'avait pas changé en profondeur. Il avait suivi sa ligne, développé ce qu'il portait en lui. Certes, il avait cherché la vérité, il avait livré ses combats et il s'enrichissait de chaque vérité mise au jour, de chaque combat livré, de chaque épreuve surmontée. Mais là encore on avait l'impression qu'il réalisait sa nature, sans que les circonstances fussent pour lui

autre chose que des occasions.

Beaucoup de ceux qui le connaissaient le mieux ont été étonnés, il est vrai que ce mathématicien-philosophe, qui seul en France possédait totalement et la technique mathématique et la technique philosophique, se fût transfiguré, dès la déclaration de guerre, en un chef de corps franc d'abord, en un chef clandestin ensuite. Et je n'aurai pas l'absurde prétention de jouer, après coup, aux prophètes. Rien ne prédestinait en apparence ce penseur austère à ce destin hors série. C'est aujourd'hui, en regardant en arrière, qu'il me paraît que Cavaillès était né pour le combat comme il était né pour les spéculations de l'esprit. En lui s'unissaient les plus hautes vertus et de l'action et de la méditation. Unité réelle, intime. Ce combattant restait un philosophe et si le mathématicien paraissait étranger aux soucis des hommes, le philosophe ne l'était pas. Sa philosophie des sciences se fût épanouie en une doctrine morale dont il m'esquissait, dans nos dernières conversations de Londres, l'idée directrice.

Je n'ai ni le temps ni la compétence pour exposer ici les résultats de son étude monumentale sur le fondement des mathématiques. Il mettait au point, avec une incomparable rigueur, les problèmes les plus abstraits de la pensée humaine qui s'interroge sur les origines de ses certitudes, sur le fondement de ses conquêtes en apparence les plus assurées.

Je me souviens des termes dans lesquels il résumait pour les profanes ses résultats, voire ses déceptions. Il avait la culture d'un mathématicien professionnel, mais il ne se tenait pas pour doué d'imagination mathématique. Philosophiquement, il montrait la radicale insuffisance de tout intuitionnisme mais aussi les limites de la formalisation, l'impossibilité d'aboutir à la construction qui n'a cessé de hanter l'imagination des logiciens, où tous les termes seraient définis et toutes les propositions démontrées, l'impossibilité d'un système unique dont l'esprit se garantirait à lui-même après coup l'unique rigueur en en démontrant la non-contradiction.

Or, le double échec de l'intuitionnisme et du formalisme nous engage dans une sorte d'impasse. Si l'on aboutit à donner une interprétation satisfaisante de l'édifice mathématique ni dans l'une ni dans l'autre voie, reste-t-il une autre tâche pour la réflexion philosophique qu'une critique impitoyable des illusions et des prétentions? Dès lors, la philosophie n'épuise-t-elle pas sa fonction dans la découverte de l'univers mathématique, dans la prise de conscience de cette puissance indéfinie de l'esprit, inséparable de cet univers?

Sans doute, Cavaillès a-t-il pu hésiter entre une vision quasi platonicienne des

idées mathématiques dans lesquelles il a crû, un temps, retrouver le dieu qu'il avait aimé de toute son âme adolescente et une conception plus critique des vérités élaborées, sinon créées, par l'intelligence.

Mais plus que cette opposition classique, importait à ses yeux la reconnaissance du fait décisif de la nécessité immanente aux créations humaines, immanente même à la vie de l'homme. Je suis spinoziste, me disait-il, au cours d'une de nos dernières conversations, je crois que nous saisissons partout du nécessaire. Nécessaires les enchaînements des mathématiciens, nécessaires même les étapes de la science mathématique, nécessaire aussi cette lutte que nous menons. Et il interrompit notre dialogue pour me raconter une de ses tentatives d'évasion du camp de concentration. C'était un soir, me disait-il, il faisait froid, la pluie tombait, j'étais dans mon lit. On vient me dire que la chance que j'attendais depuis si longtemps se présentait enfin. Je me sentais fatigué, dans une de ces humeurs où l'on est tenté de préférer le lit du prisonnier à l'effort, aux kilomètres de marche jusqu'à la ville. J'avais envie de ne pas bouger, mais je sentais qu'il le *fallait*, que la nécessité qui m'y contraignait, bien que d'autre espèce, appartenait au même genre que les vérités scientifiques.

Je fis au spinoziste les classiques objections du kantien.

Nous ne poursuivîmes pas la discussion. Aujourd'hui, je l'évoque souvent. Ce qu'il cherchait, c'était l'expression exacte de ces œuvres que l'esprit humain découvre, qui ne sont pas concevables sans lui mais qui ne sont pas davantage ses créations. L'ouvrage inédit que Cavaillès écrivit au cours des années de guerre se termine par une formule riche et mystérieuse. Dialectique, dit-il, et non expérience, à propos de la découverte mathématique. Peut-être s'orientait-il vers un spinozisme qui aurait réintégré une histoire, c'est-à-dire vers une forme d'hégélianisme. En tout cas, ayant achevé cette ascèse que représentaient ses travaux mathématiques, ayant mesuré ses forces, ayant été jusqu'au bout de l'enquête, il aurait pu satisfaire l'ambition qui était la sienne, comme elle est celle de tous les philosophes: écrire une morale.

Il n'eut pas le temps d'écrire cette morale. Il eut le temps de vivre l'épopée de ces trois années de bataille haletante. On vous a dit ce que fut le Résistant. En un sens, Cavaillès trouva dans la résistance une sorte d'accomplissement. Il me parut, en 1943, comme allégé, sorti de sa solitude farouche. Il avait désormais, avec les hommes, des contacts que son orgueil, sa sensibilité cachée, sa timidité aussi lui rendaient naguère difficiles. Ce qu'il y avait en lui de passion refoulée s'exprimait dans l'action et il était intérieurement libéré. En même temps, je

crois qu'il a vécu avec plus d'intensité qu'aucun autre le drame spirituel de la guerre menée par la France prisonnière. Il se demandait jusqu'à quel point l'efficacité de la lutte clandestine était à la mesure des sacrifices qu'elle imposait. Il se demandait si le sens de sa vie n'était pas la science et s'il avait le droit de risquer ce dont il n'ignorait pas le prix.

Jamais ces questions n'ébranlèrent sa résolution, jamais elles ne touchèrent à la certitude intime qui vibrait en lui. Il sentait la nécessité absolue de dire non à l'oppresseur, non aux tentations de la lâcheté ou de la complaisance et de traduire ce refus en actes et en sacrifices. Il était pour ainsi dire incapable de ne pas payer de sa personne. Quand il y avait des missions dangereuses, il y allait lui-même, conscient des périls, tranquillement déterminé à aller les courir lui-même plutôt que de les faire courir aux autres. En 1943, quand je tentais de le convaincre qu'il était désormais «brûlé», plus utile au dehors qu'au dedans, je me heurtais à cet impératif qu'on sentait irrésistible. Il *fallait* qu'il fût sur le champ de bataille, sans ignorer l'avenir. Nous finirons tous par être pris, disait-il, si cela continue. Et surtout qu'on n' imagine pas quelque secrète attirance du néant, quelque résignation au destin. Rarement un homme affronta la mort volontairement avec un tel amour de la vie. Cavaillès fut pleinement lucide, sans trace de romantisme. Il ne cherchait dans l'aventure ni divertissement, ni évasion, il ne tentait pas d'échapper à quelque désespoir métaphysique, il n'avait aucune certitude en ce qui concerne l'au-delà. Il accepta tous les risques sans que l'idée même d'une contre-partie ou d'une promotion l'effleurât. Il en était venu à accomplir naturellement ce qui aurait exigé de tout autre un suprême effort. Cavaillès fut un héros ou plutôt il fut et reste pour nous le vivant modèle du héros.

La perte est irréparable. Personne en France, peu d'hommes dans le monde sont susceptibles de le remplacer ou de prolonger ses travaux. Il manque à la science, il manque à la philosophie, il manque à notre pays, il manque à ses amis. Quand on songe à ce qu'il aurait pu donner, on a peine à ne pas dénoncer l'absurdité du monde. Il faut quarante ans pour faire un homme, a écrit un de nos écrivains, il suffit d'un instant pour le tuer.

Et pourtant, notre dernier mot ne sera pas celui-là. S'il est vrai que sa vie demeure inachevée, il lui fut donné à lui-même de s'accomplir. Il n'eut pas sa part de joie, il ne laisse pas derrière lui l'œuvre qu'il aurait pu édifier. Mais celui qui, poursuivi par toutes les Gestapos, écrivait un *Traité de Logique* et dirigeait un réseau de Résistance, celui-là s'élevait au plus haut. Il aurait pu *servir*

davantage, il n'aurait pu *valoir* davantage. Destin tragique, mais non destin absurde. Jean Cavaillès a choisi sa vie et du même coup sa mort. Ni l'une ni l'autre ne sont prêtes d'épuiser leur valeur exemplaire et leur vertu d'inspiration.

(Allocution prononcée à la Sorbonne le samedi 1er décembre, à l'occasion de la cérémonie commémorative en l'honneur de Jean Cavaillès.)

Les limites de la théorie économique classique

Critique

Août-septembre 1946

Jacques Rueff. L'Ordre social. Librairie du Recueil Sirey, 1945, 2 vol., in-8°, 747 p.

Jean Lescure. Étude sociale comparée des régimes de liberté et des régimes autoritaires. Domat-Montchrestien, 1945, in-8°, 484 p.

Le libéralisme économique conserve une grande influence dans les Facultés de droit, il a perdu presque toute action sur l'opinion publique. Je ne dis pas que les Facultés de droit aient tort. Peut-être l'opinion qui se refuse à entendre la doctrine de salut est-elle la vraie coupable? Mais il est rare que la cause se présente aussi simplement.

Les deux livres de MM. Rueff et Lescure sont imprégnés de doctrine libérale. La comparaison faite par M. Lescure entre les régimes de liberté et les régimes autoritaires tourne sur presque tous les points à la gloire des premiers et à la confusion des seconds. M. Rueff ne fait pas proprement de comparaison entre les régimes mais lui aussi suggère la supériorité ou, pour mieux dire, la valeur irremplaçable du régime économique où jouent les mécanismes du marché, ce qui, au bout du compte, constitue aujourd'hui le centre de la pensée libérale.

L'Ordre social est un ouvrage dont on ne saurait traiter qu'avec considération. Il représente un immense effort, des années de travail. Les thèses y sont toujours développées, sinon démontrées, avec une rigueur formelle et une grande élégance. Autant que j'en puisse juger il ne contient guère de petites erreurs. Les erreurs, s'il y en a, et je crois qu'il y en a, sont à l'échelle du livre lui-même: massives, fondamentales.

M. Rueff a voulu faire deux choses à la fois: une dynamique économique et une théorie du bon gouvernement. Ou encore, d'une dynamique économique il dégage une opposition, à ses yeux, fondamentale, entre vrais et faux droits. Toute civilisation à vrais droits est acceptable, toute civilisation à faux droits mène à l'esclavage. L'équilibre budgétaire devient ainsi la règle suprême et presque un principe absolu. La méthode libérale, celle de l'incitation indirecte, la méthode autoritaire ou socialiste, celle de la contrainte directe, sont l'une et l'autre utilisables, chacune étant mieux adaptée à certains cas. Mais quand la méthode autoritaire se généralise, lorsqu'elle est suscitée par des préjugés

doctrinaux ou la crise des finances publiques, elle aboutit au collectivisme, aux pratiques haïssables du totalitarisme.

Je ne reproche ni à M. Lescure, ni à M. Rueff de tirer d'une comparaison historique ou d'une étude théorique la conclusion que le régime dont le fonctionnement est assuré par les mécanismes du marché est préférable à tout autre. Dans certaines limites et sous certaines réserves, je serais prêt à leur donner raison. Mais je prétends que leur démonstration est faussée par des équivoques et des confusions, dont l'origine est une certaine méconnaissance de l'histoire, le refus de s'interroger sur le caractère propre et les conditions de validité des propositions théoriques.

Prenons d'abord la dynamique économique incluse dans l'*Ordre social*. Un premier fait nous frappe: sur les quelque 500 pages de dynamique économique, 20 à 25 seulement sont consacrées aux mouvements séculaires et aux mouvements cycliques du niveau général des prix. Les mouvements séculaires s'expliquent par la variation du rythme d'augmentation des réserves métalliques, les cycles courts par les résistances et les frottements. Chaque fois qu'un rétablissement d'équilibre implique un transfert des moyens de production, il faut du temps et le niveau des prix, en cas d'augmentation des encaisses désirées, baissera jusqu'au moment où les transferts des moyens de production, impliqués par la désertion de certains marchés, auront été réalisés. La baisse du niveau général des prix cessera au moment où le transfert des moyens de production des marchés désertés vers la production de l'or aura mis fin à l'excédent des droits à vider sur les droits à remplir, de l'offre sur la demande de marchandises. La seule confirmation expérimentale invoquée est l'augmentation de la production de l'or en phase de baisse des prix. Mais ce phénomène est si évident, si bien connu, si normal dans toutes les théories de crises que M. Rueff ne saurait y voir une preuve de sa propre théorie, qui, il le reconnaît lui-même, appelle pour le moins des vérifications.

Autrement dit, presque tout l'effort porte sur la redécouverte ou plutôt sur l'expression en un autre langage de propositions, depuis longtemps connues et discutées, qui constituent ce que l'on appelle en gros l'économie classique.

Je veux bien qu'ici et là M. Rueff introduise des élégances originales dans des démonstrations anciennes, qu'il offre une perspective neuve sur de vieilles vérités. Dans cet ordre d'idées, on remarquera en particulier le chapitre sur l'origine du mouvement du niveau général des prix que M. Rueff trouve dans la relation entre les encaisses désirées et les encaisses effectives. La variation de

l'offre et de la demande sur un marché déterminé ne modifie pas le niveau général des prix. Pour que celui-ci varie, il faut que l'offre totale, ou la demande totale, c'est-à-dire le volume des marchandises que l'on veut échanger contre de la monnaie ou de la monnaie contre des marchandises, change. Mais si le volume des marchandises auquel on veut substituer de la monnaie augmente, c'est que le volume des encaisses désirées augmente (ou encore plus précisément que les encaisses effectives ne sont plus égales aux encaisses désirées). À partir de là, on comprend que la quantité de monnaie puisse agir sur le niveau général des prix puisque, si la quantité de monnaie augmente sans que cette augmentation réponde à une augmentation des encaisses désirées, la demande des marchandises contre de la monnaie va augmenter, donc le niveau général des prix monter. Naturellement il s'agit là d'un résumé grossier et nous renvoyons le lecteur au livre, d'autant plus que nous avons employé un vocabulaire simplifié. Partant des droits de propriété dont disposent les différents individus, M. Rueff en suit les échanges, le vidage ou le remplissage, le passage de la forme monétaire à la forme non monétaire. L'équilibre des droits à remplir et à vider s'établit sur le marché par le mécanisme des prix, celui même que l'économie classique avait analysé et dont M. Rueff ne se lasse pas d'admirer la miraculeuse et naturelle perfection.

Ce mécanisme ne fonctionne qu'à une condition: qu'il n'y ait pas de faux droits. Quand il y a équilibre budgétaire, l'État prélève sur les revenus des particuliers une partie de leurs droits pour les transférer à d'autres. Quand il y a déficit, il crée des droits sans contre-partie réelle. Du coup l'inflation menace et l'État se défend contre l'inflation par le système indéfiniment diversifié du rationnement, du contrôle des prix et des quantités, etc.

En résumé, M. Rueff part du schéma d'une économie fonctionnant selon les lois du marché. Dans une telle économie il n'y aurait, dit-il, que faible variation du niveau général des prix. Tout le mal, inflation, dévaluation, vient des faux droits créés par l'État, donc des déficits budgétaires. Ainsi, conformément à une vieille tradition, un schéma rationnel simplifié qui est destiné, en théorie, à permettre la compréhension de la réalité, devient une sorte d'idéal dont l'action des hommes devrait tendre à se rapprocher. Le type idéal, au sens de Max Weber, devient normatif grâce aux vertus (maximum d'utilité) que le raisonnement permet de prêter à l'équilibre du marché.

J'avoue avoir du mal à me convaincre que cette démonstration qui a été faite un nombre respectable de fois, ait eu besoin d'une répétition, même en un

nouveau langage, d'autant plus que la théorie économique qui nous est ainsi présentée date.

Bornons-nous à trois exemples, choisis parmi les plus caractéristiques. Toute l'argumentation du livre, relative aux faux droits, suppose implicitement que le volume des vrais droits ne dépend pas de l'émission de faux droits, ou encore que le volume des richesses n'est pas sensible à l'influence de faux droits. Or cette supposition n'est rien moins que démontrée. Elle vaut dans l'hypothèse du plein emploi, elle ne vaut pas dans l'hypothèse de l'emploi incomplet. La meilleure preuve en est que M. Rueff, lorsqu'il révèle le secret de Hitler, tient à peine compte des forces de production disponibles qui, grâce au déficit budgétaire, ont été réintroduites dans le circuit économique. Il insiste presque exclusivement sur la stérilisation du pouvoir d'achat supplémentaire, rendu possible par les procédés de contrôle économique et la dictature politique.

En d'autres termes, la théorie économique de M. Rueff est prékeynesienne. Elle pose comme évident qu'il n'y a qu'un seul niveau d'équilibre possible: celui du plein emploi. Keynes a habitué tous les économistes sérieux d'aujourd'hui, à l'exception de M. Rueff, à reconnaître qu'un équilibre économique sans emploi total est pour le moins concevable.

Du coup la théorie des faux droits se trouve singulièrement compliquée. Dans une large mesure on ne sait pas à l'avance si les droits sont vrais ou faux. Tout dépend de l'élasticité de la production, des forces de production qui restent disponibles. Le conseil de M. Rueff, «exigez l'ordre financier ou acceptez l'esclavage», se prête désormais à une interprétation plus nuancée. Si le gouvernement Brüning, au lieu de pousser la politique de déflation, avait consenti au désordre financier, c'est-à-dire avait essayé de réembaucher les chômeurs par des commandes financées à l'aide de crédits à court terme, peut-être l'Allemagne aurait-elle évité Hitler. La création massive de faux droits par déficit budgétaire n'est jamais une cause première, elle est un effet soit d'une crise provoquant le chômage, soit d'une guerre impliquant des dépenses hors de proportions avec les ressources ordinaires de l'État.

Il est vrai que M. Rueff prétend qu'en ce dernier cas il vaudrait mieux demander à l'impôt ou à l'emprunt toutes les sommes dont l'État a besoin. Mais les moyens de contrainte qui seraient nécessaires pour procéder à cette redistribution de revenu dépasseraient largement ceux auxquels on recourt pour stériliser le supplément de pouvoir d'achat mis en circulation. Je continue à croire qu'il eût été impossible de prélever par l'impôt les 400 millions par jour de

frais d'occupation payés à l'Allemagne, et j'ajoute que les queues à la porte des magasins, où M. Rueff voit la suite du désordre financier, sont inévitables quand les marchandises existantes ne permettent pas d'assurer à tous le minimum vital estimé d'après les coutumes. On s'excuse de ces banalités, mais celles-ci me paraissent vraies contre l'explication, certainement plus profonde et plus intelligente, de M. Rueff.

De même que l'économie rationnelle de M. Rueff méconnaît les problèmes de l'emploi non total, elle ignore les difficultés de la concurrence imparfaite. M. Rueff démontre une fois de plus que le système du marché assure le maximum d'ophélimité (M. Rueff n'emploie pas le terme de Pareto mais il aboutit à un résultat équivalent), à la fois le plus de satisfaction pour les sujets, la production la plus élevée possible, la meilleure répartition des moyens de production, etc. En dehors de ce système idéal, il ne connaît que résistances et frottements qu'il invoque de temps à autre, en particulier quand le rétablissement de l'équilibre exige un transfert des moyens de production. Or, l'économie moderne s'est efforcée de réduire l'intervalle entre le schéma simplifié et la réalité. Elle a compliqué le schéma de manière à le rapprocher de la réalité, à y faire entrer des faits ou des institutions qui n'y figuraient pas. À cet effort, M. Rueff reste étranger.

En troisième lieu, M. Rueff donne comme évident que le mécanisme de la concurrence permet de rétablir l'équilibre quelle que soit l'origine du déséquilibre, quelle qu'en soit l'ampleur, quels que soient les mouvements de prix nécessaires. Si le blé d'outre-Atlantique arrive librement en Europe, l'agriculture traditionnelle de la majorité des pays d'Europe est contrainte à une sorte de révolution. Certes en théorie, il ne s'agit jamais que de transfert de moyens de production. Même si les pays d'outre-mer étaient mieux équipés pour *toutes* les productions agricoles, l'avantage relatif ne serait pas le même dans les différents secteurs, et les pays d'Europe se spécialiseraient dans les cultures pour lesquelles ils disposent de conditions relativement plus favorables. Mais combien d'années les paysans mettraient-ils à se réadapter? Quelles seraient les conséquences de la crise agricole? Toutes ces questions laissent indifférent le libre-échangiste qui, fort de ses théorèmes, condamne dans l'abstrait tous les droits (qui entraînent effectivement une diminution de l'ophélimité globale). Mais cette condamnation laisse indifférent l'homme d'État, même s'il est économiste, parce qu'il sait bien que, pour laisser jouer la concurrence, il faudrait que l'État: a) fût soustrait à la pression d'intérêts particuliers, puissante et massifs, que le libre jeu du marché frapperait durement; b) fût capable

d'intervenir pour forcer ou accélérer les mouvements compensateurs qu'exige le rétablissement de l'équilibre. Dans l'exemple de l'agriculture, en particulier, la mobilité des moyens de production étant faible, la capacité des producteurs de s'adapter à une situation nouvelle étant réduite, le mécanisme de la concurrence n'est utilisable qu'en conjonction avec une action de l'administration, faute de quoi la crise agricole provoquerait des réactions politiques qui aboutiraient à stabiliser, pour le plus grand mal de tous, une situation malsaine.

Ces rapides analyses nous amènent à une question générale dont la portée, dans la logique des sciences sociales, est considérable: dans quelles conditions une proposition théorique, valable pour le schéma abstrait, est-elle applicable à la réalité? Bornons-nous, sur quelques exemples, à éclairer le problème.

Prenons le cas du chômage. Dans le schéma idéal de l'économie rationnelle, le salaire s'établit au niveau de la productivité marginale et tous les ouvriers sont alors employés. En revanche, si les règlements administratifs interdisent les variations de salaire en fonction du rendement des différentes catégories d'ouvriers, si le salaire uniforme dépasse la productivité marginale, alors il est normal qu'une fraction des ouvriers demeure en chômage, comme n'importe quel moyen de production se trouvera en surnombre si on en fixe le prix au-dessus du niveau d'équilibre. Une telle proposition conduit à recommander la baisse des salaires en cas de chômage. Mais un tel conseil est doublement problématique: il se peut que le salaire soit au-dessus du niveau de la productivité marginale, mais il y a d'autres points sur lesquels schéma et réalité ne coïncident pas. Déterminer les causes d'un déséquilibre réel en confrontant schéma et réalité aboutit rarement à une conclusion certaine, parce que l'on trouvera toujours de multiples différences entre celui-là et celle-ci. De plus, supposons que l'explication soit valable, supposons que le chômage serait résorbé si le salaire était ramené au niveau de la production marginale. La diminution du salaire nominal permettrait-elle d'atteindre cet objectif (ce n'est nullement démontré, comme Keynes l'a indiqué)? Les conséquences secondaires d'une baisse des salaires nominaux ne feraient-elles pas plus que compenser l'influence directe sur l'embauche? En période de baisse des prix, une baisse des salaires nominaux est susceptible de déclencher ou d'aggraver une baisse de la demande globale. Si la répartition du revenu entre classes est un des facteurs de la crise, si l'excès d'épargne et l'insuffisance des investissements empêchent le plein emploi, la baisse des salaires nominaux est susceptible d'aggraver et non d'atténuer la crise.

Prenons encore le problème du transfert tel qu'il fut posé à propos des

réparations allemandes. On sait que M. Rueff a nié qu'il y eût à proprement parler un problème. Laissons jouer les mécanismes du marché, les mouvements de capitaux entraîneront les mouvements de marchandises par l'intermédiaire des niveaux relatifs de prix. Quand la France paya une indemnité de cinq milliards entre 1871 et 1873, elle eut une balance commerciale excédentaire et elle équilibra ainsi sa balance des comptes. De même, quand les créanciers étrangers retirèrent leur argent d'Allemagne en 1930 et 1931, la balance commerciale du Reich, déficitaire tant que l'on prêtait à celui-ci plus que celui-ci ne payait en réparations, devint massivement excédentaire. Le transfert est impraticable dès que l'on soustrait le pays débiteur aux obligations qui découlent de sa dette extérieure: prélèvement par l'impôt des sommes dues, mouvements du niveau des prix, d'où résulteront les mouvements des marchandises. Si on laisse agir les mécanismes, il n'y aura d'autres limites aux transferts que ceux du prélèvement fiscal à l'intérieur.

La critique que fait M. Rueff du fonctionnement du plan Dawes (les énormes crédits étrangers supprimaient le transfert effectif) est certainement valable, mais on doit se demander ce qu'exige d'un pays, dont la balance commerciale est normalement déficitaire, un excédent massif des exportations sur les importations. En 1930 et 1931, l'Allemagne, parce qu'elle remboursait ses créanciers, exporta pour 1 milliard et demi de marks de plus qu'elle n'importa. Mais elle avait des millions de chômeurs et, d'autre part, dans les années suivantes, un grand nombre de pays recoururent à des pratiques (contingents, licence d'importations) qui, à la différence des droits de douane, bloquent complètement le mécanisme des échanges internationaux. En d'autres termes, pour qu'on puisse dire qu'effectivement il n'y a pas de problème de transfert (ce qui est vrai si l'on se réfère à l'économie rationnelle classique), il importe encore de savoir: a) si les pays étrangers acceptent d'acheter plus au pays débiteur que celui-ci ne leur achète; b) si la baisse des prix qu'exige une balance commerciale positive n'entraîne pas une déflation et par suite une baisse de l'activité générale à la longue insupportable, au moins politiquement et psychologiquement.

Nous en revenons ainsi à un point déjà indiqué. Pour un économiste libéral, tout ce qui ne figure pas dans le schéma relève de la catégorie «résistances et frottements», mais on oublie que ces résistances et frottements peuvent obéir à des nécessités tout aussi contraignantes que les phénomènes économiques analysés par les théoriciens. Ils appellent une analyse aussi précise et rigoureuse que les relations de l'économie pure. Et peut-être, si l'on parvenait à les comprendre, comprendrait-on du même coup pourquoi les hommes

méconnaissent les conseils des libéraux.

Le livre de M. Lescure, reproduction d'un cours professé avant la guerre, ne vise pas aussi haut mais il glisse vers des conceptions de nature analogue. M. Lescure compare les régimes économiques des pays de liberté et ceux des pays totalitaires (Russie-Allemagne-Italie). Ce simple groupement montre qu'il tient l'opposition du capitalisme allemand et italien, et du communisme russe pour secondaire – ce qui, de divers points de vue, se justifie mais ce qui demanderait pour le moins une démonstration explicite. D'autre part, la comparaison se fait entre les régimes de liberté et les régimes autoritaires. Mais pour les premiers, quel régime concret est pris pour modèle? Aucun en particulier. Par suite, quand M. Lescure traite du régime de liberté, il s'agit la plupart du temps d'un régime semi-idéal ou, au moins, d'une représentation simplifiée du régime de liberté. En revanche, les régimes autoritaires sont des régimes concrets avec toutes les imperfections inséparables de la réalité. De plus, il faut prendre garde que la comparaison des pays ne fausse celle des régimes. Quand il s'agit de comparer les niveaux de vie, il est absurde de comparer les niveaux de vie bruts. La vraie question serait de déterminer quelle part du revenu national va à la classe ouvrière, quelle part est réservée aux privilégiés. Autrement on constatera, ce que tout le monde sait, que la Russie est encore un pays pauvre et qu'elle procède à son équipement industriel comme le faisait l'Occident dans la première moitié du XIXe siècle, (M. Lescure le fait observer lui-même) et qu'elle réduit la consommation pour grossir les investissements. De même, s'il s'agit de la productivité, on ne comparera pas la productivité brute russe ou américaine, mais le rythme d'augmentation de cette productivité.

Quand on procède à un rapprochement, on peut soit viser les différences, soit viser les similitudes. Autrement dit, on peut ou bien retrouver les éléments communs à tous les régimes économiques quels qu'ils soient, ou bien dégager les points sur lesquels se distinguent les différents régimes. La première méthode est évidemment légitime, mais, pour comprendre la procession des systèmes économiques à travers l'histoire, la deuxième est plus féconde. Or, dans ses analyses et plus encore dans sa conclusion M. Lescure aboutit à une économie rationnelle qui efface pour ainsi dire les traits propres à chaque système.

L'équilibre économique en régime de plan est établi par les décisions d'un bureau administratif alors qu'il est, en régime de liberté, le résultat automatique et inconscient d'innombrables décisions individuelles. La répartition des ressources nationales entre épargne et investissement résulte également de

décisions politiques et non d'actes individuels. Par suite de cette opposition fondamentale, les fonctions des banques, de la monnaie, du crédit sont autres, bien qu'effectivement ces institutions se retrouvent ici et là. Quel est le système le plus efficace? À ces questions on ne saurait répondre qu'en analysant les principes originaux de chaque système et en confrontant soit les résultats qu'ils ont effectivement donnés, soit les résultats que l'un et l'autre seraient susceptibles, pense-t-on, de donner dans des conditions équivalentes.

Or, bien que M. Lescure note incontestablement l'originalité du plan, il est préoccupé avant tout de montrer la puissance des nécessités naturelles et la supériorité des régimes de liberté, il insiste sur la part de capitalisme éternel qui se retrouve dans les régimes autoritaires, il néglige ou il passe rapidement sur les inconvénients des régimes de liberté réels (crise, concurrence imparfaite, monopole, etc.). Rien d'étonnant, dans ces conditions, qu'il aboutisse à la ruine des systèmes et au triomphe des nécessités naturelles:

«Quelle leçon encore que le rétablissement en Russie du profit, de l'intérêt personnel, et mieux de la propriété dans l'agriculture comme facteur de progrès économique. Le profit domine l'usine russe comme il domine l'usine classique. Le compte «profits et pertes» conserve partout, sous tous les régimes, son rôle de manomètre. Et les banques contrôlent les trusts soviétiques par le crédit! Partout l'équilibre de la balance des comptes domine la monnaie et les échanges, partout la collaboration solidaire des chefs et de la main-d'œuvre s'impose en vue de l'amélioration des rendements et de la réduction des coûts; partout des réserves puissantes sont constituées grâce à l'écart entre les coûts et les prix, le produit intégral du travail n'étant réparti nulle part.»

À quoi l'on répondra: le profit joue *un* rôle dans l'usine russe, il ne joue pas le même rôle que dans l'usine capitaliste. Il y a partout des organismes bancaires mais ils n'ont pas partout la *même* fonction. Il est vrai que l'expérience a montré que certaines institutions, que l'on tenait pour essentiellement capitalistes, ont survécu à celui-ci. Mais le principe de fonctionnement, les rapports entre les groupes humains, la répartition du pouvoir varient de système à système. Ce qu'il faudrait démontrer, c'est que les changements de fonction que subissent inévitablement les concepts ou institutions économiques, en passant d'un régime à un autre, n'entraînent d'amélioration ni sur le plan de l'efficacité, ni sur celui de la justice, ni sur celui du bien-être. On ne découragera pas l'esprit de rénovation économique en invoquant la fatalité du capitalisme éternel.

Singulièrement plus agissante, à n'en pas douter, est l'argumentation de F. von

Hayek dans la *Route de la servitude*. Ce petit livre, sorte de pamphlet antidirigiste qui, avec beaucoup de force et de talent, dénonce dans le glissement vers l'économie dirigée la fatalité du totalitarisme, mériterait une autre étude. Le problème est grave et difficile. Bornons-nous à constater que la seule argumentation en faveur du régime actuel qui trouve réellement un écho est celle qui se borne à dénoncer les vices du régime futur. La crainte de l'avenir devient la suprême force de conservation.

Méditation sur la défaite

Critique
Mai 1947

Le livre de Marc Bloch est de ceux qu'il est plus facile de louer que de commenter. On dira, sans forcer les mots, qu'il faut le lire, mais on se demandera en quels termes en parler dignement. Car il vaut avant tout par le ton, par le scrupule d'exactitude et de nuances, par la véracité du témoignage, par la qualité humaine du témoin. Aussi je doute qu'on puisse le résumer sans le trahir.

Marc Bloch a été, je crois, le plus grand historien français, de la période de l'entre-deux-guerres. Avec Lucien Febvre, il avait fait des *Annales d'histoire économique et sociale* la meilleure revue historique française. Chacun de ses ouvrages ouvrait des voies originales. Ce cahier de souvenirs et de méditations, réflexe d'un patriote, d'un soldat et d'un savant au lendemain de la défaite, ne saurait se comparer à ses œuvres maîtresses. Mais ces notes de guerre, écrites sans idée de publication, dans la honte, la révolte et l'espoir, feront aimer, comprendre et admirer Marc Bloch autant que ses travaux scientifiques. Sans prétention de compte rendu ou d'analyse critique, nous indiquerons librement quelques-unes des réflexions qu'elles nous ont suggérées.

L'Étrange défaite m'a rappelé plus d'une fois la *Réforme intellectuelle et morale de la France*. L'un et l'autre livres appartiennent à un genre, ingrat et nécessaire: l'autocritique nationale. L'un et l'autre recherchent les causes profondes d'un désastre français. Il est à peine besoin de souligner les différences. Renan n'était pas sorti de son bureau, Marc Bloch, avant de donner sa vie dans la lutte clandestine, l'avait risquée dans les tranchées de 1914 à 1918, à l'État-Major de la 1^{re} Armée en 1939-1940. L'un parle en homme de cabinet, l'autre ajoute l'expérience du combattant à celle du savant, l'un est détaché, en dépit de son patriotisme blessé, l'autre «engagé».

Mais les ressemblances, dans le diagnostic et l'explication, n'en sont que plus instructives. Les trois idées maîtresses de Renan: notre défaite est une défaite intellectuelle, notre armée s'est sclérosée parce qu'elle était séparée de la nation, un pays divisé sur la question du régime est incapable de faire la guerre, se dégagent, analogues sinon identiques, du témoignage de Marc Bloch.

La première formule, notre défaite est d'ordre intellectuel⁽¹⁾, se retrouve dans des termes presque identiques sous la plume de Renan et sous celle de Bloch. «Une grande carence cependant domine toutes les erreurs. Nos chefs, ou ceux

qui agissaient en leur nom, n'ont pas su penser cette guerre. En d'autres termes, le triomphe des Allemands fut essentiellement une victoire intellectuelle, et c'est peut-être là ce qu'il y a de plus grave.» En 1871, Renan écrivait: «Dans la lutte qui vient de finir, l'infériorité de la France a été surtout intellectuelle: ce qui nous a manqué ce n'est pas le cœur, c'est la tête.» La concordance nous paraît frappante et le diagnostic incontestable. Or la réaction commune de l'opinion en France, en 1871 comme en 1940, a été tout autre. Les Français se sont accusés moralement. La littérature des années 1870 à 1875 est pleine de condamnations impitoyables portées sur la légèreté de nos mœurs sous le second Empire, sur les vices de caractère et de conduite qui auraient été responsables de la défaite. Bien des couplets de 1940 rendent un son analogue. Ceux de nos publicistes et de nos littérateurs qui avaient conservé à ce moment-là le droit d'écrire et de parler s'en prenaient, eux aussi, à la corruption, ils vitupéraient l'excès d'intellectualisme qui aurait entamé la force virile de la nation. Réflexe chrétien? Tentation de l'examen de conscience? Certes, mais il y a autre chose. L'amour-propre ne manque ni de ruse ni de subtilité. Probablement les Français, convaincus de leur intelligence, se sentent-ils moins humiliés quand ils se croient victimes de leurs qualités (ou de l'envers de leurs qualités: amollissement par l'intellectualisme) que le jour où ils sont contraints d'avouer que leur prétendu point fort est en réalité leur point faible. L'auto-accusation morale leur sert souvent d'alibi pour éviter la critique intellectuelle.

Sans doute Renan et Marc Bloch ne sont-ils pas aveugles aux fautes de caractère. Renan incrimine «le laisser-aller universel, la mollesse générale». Élevant le problème à un niveau plus élevé, il indique: «Le premier principe de notre morale, c'est de supprimer le tempérament, de faire dominer le plus possible la raison sur l'animalité. Or c'est là l'inverse de l'esprit guerrier.» Et Marc Bloch, retrouvant les mêmes mots, parle lui aussi du «mol laisser-aller» et de l'absence «de l'implacable héroïsme de la patrie en danger». Malgré tout, l'accent est mis par l'un et par l'autre, et mis justement sur la défaillance intellectuelle. La vanité française consiste à se reprocher toutes les fautes, sauf la faute décisive: la paresse de pensée.

À quoi tient la défaillance? Ne poussons pas trop loin le parallélisme. La situation de 1871 et de celle de 1940 comportent bien des différences. Entre l'armée de métier de 1871 et l'armée nationale de 1939, entre les officiers formés par les guerres d'Afrique, d'Italie ou du Mexique et les savants officiers d'État-Major sortis de l'École de guerre, il serait aisé, en poussant la confrontation, d'accuser les oppositions. Et pourtant on retrouve, sans artifice, des données

analogues. L'une et l'autre armée puisaient leur confiance dans les souvenirs de gloire, souvenirs de Napoléon dans un cas, souvenirs de la guerre précédente dans l'autre. On a, il est vrai, reproché aux généraux de 1870 d'avoir oublié les leçons de la stratégie napoléonienne, alors qu'au contraire Marc Bloch insiste sur le fait que nos chefs de 1939 restaient prisonniers de leur expérience de 1914-18, leur doctrine ayant été formée une fois pour toutes par la guerre faite au temps de leur jeunesse. Mais il reste l'analogie essentielle: dans les deux cas, l'incapacité de penser la guerre à l'avance, de pressentir les nouveautés tactiques ou techniques et de s'y adapter.

Une deuxième fois, posons la question: à quoi tient cette sorte de paralysie? Pourquoi nos chefs de 1914 attendaient-ils la guerre de Napoléon, ceux de 1939, la guerre de 1914? «Jusqu'au bout, notre guerre aura été une guerre de vieilles gens ou de forts en thèmes, engoncés dans les erreurs d'une histoire comprise à rebours, une guerre toute pénétrée par l'odeur de moisi qu'exaltent l'école, le bureau d'État-Major au temps de paix ou la caserne.» La phrase est dure, mais elle contient l'explication fort humaine de ses erreurs humaines. Les règles de l'avancement, en temps de paix, nous ont donné des généraux de 60 ans, la transformation des *fonctions* de général d'armée et de corps d'armée en *grade* rendait plus difficile encore l'accession aux responsabilités suprêmes d'hommes jeunes ou obstinément hétérodoxes. «En vérité, si ce système avait existé dans la dernière guerre, je doute qu'on ait pu voir jamais un lieutenant-colonel de 1914 - il s'appelait Debeney - conduire la première armée en 1918 aux victoires de Montdidier et de Saint-Quentin.» Or, tous ces hommes âgés «restaient dominés par leur souvenir de la campagne de la veille et bien résolus à ne pas recommencer les fautes d'hier, à éviter les hécatombes terribles de 1914, de 1915 ou de 1917», ils sont tombés, tête baissée, dans des fautes de sens contraire et non moins funestes.

Le problème général soulevé par ce cas est grave. On le formulerait à peu près en ces termes. À une époque de changements rapides, les règles de promotion bureaucratique ne mettent-elles pas, à la tête des services, des hommes déjà dépassés par le mouvement des choses et des idées? Les civils ont multiplié les plaisanteries sur les généraux en retard d'une guerre, mais les militaires auraient, hélas! l'occasion de retourner les plaisanteries et de parler de nos diplomates en retard d'une paix (tels rêvent encore d'un traité de Westphalie, plus ou moins fantaisiste, tous, multiplient les précautions contre le danger allemand d'hier). Et même nos professeurs dans les Universités ne sont-ils pas, plus d'une fois, en retard d'une théorie (combien de biologistes continuaient à nier le mendélisme

ou de psychologues à nier la psychanalyse, par obstination de vieillard?). Je me garderai bien de proposer une recette unique contre ce mal des hommes et des institutions. Le rajeunissement des cadres est une formule simple, qui glisse aisément à la démagogie. Tout ce que l'on peut et doit dire, c'est qu'en un siècle où le temps historique s'écoule plus vite que le temps individuel, où chaque personne vit plus d'une époque, des précautions multiples doivent être prises contre la sclérose sénile qui menace toutes les administrations.

Or, dans notre armée, aucune n'était prise. L'autorité des anciens n'était pas contestée. Ils étaient maîtres des promotions et des doctrines et ils avaient créé un lien redoutable, pire encore, un lien fatal, entre l'esprit d'orthodoxie et les chances de carrière. Même les régimes totalitaires se sont bien gardés de supprimer, en matière technique, l'esprit de recherche et de discussion. Il suffisait de lire les revues militaires allemandes pour s'apercevoir qu'en ces matières la liberté régnait outre-Rhin. Or la démocratie, qui invoque si volontiers la liberté, l'avait proprement supprimée, ou du moins réduite, précisément dans les domaines où elle est le plus indispensable à l'efficacité de l'action collective. Sans doute, l'hétérodoxe n'avait rien à redouter pour sa vie, nulle épuration ne le menaçait, mais il avait à craindre pour sa carrière: il est fâcheux d'exiger des hommes, en temps de paix, des vertus d'exception.

Ces défauts n'étaient pas limités à notre appareil militaire, mais ils y étaient particulièrement accentués. Marc Bloch ne se lasse pas de le répéter, les officiers d'État-Major «honnêtes, éminemment désireux de bien faire, profondément patriotes, plus déliés aussi d'esprit, pour la plupart, que la masse polytechnicienne ou saint-cyrienne dont ils sont issus, parfois même véritablement brillants, constituent dans leur ensemble un corps digne d'estime. Il est pourtant indiscutable que par eux-mêmes, ou par les chefs sortis d'eux, ils nous ont conduits à la défaite.» Pourquoi? Encore une fois, Renan et Marc Bloch nous donnent la même réponse: l'insuffisante application de la science au métier militaire.

«L'Allemagne avait appliqué à l'art de tuer la puissance de ses méthodes»; et encore, plus clairement: «Le manque de foi en la science est le défaut profond de la France. Notre infériorité militaire et politique n'a pas d'autre cause.» Et encore, cette anticipation clairvoyante: «La guerre deviendra de plus en plus un problème scientifique et industriel: l'avantage sera pour la nation la plus riche, la plus scientifique, la plus industrielle.» Marc Bloch fait écho à Renan: à propos du bombardement en piqué et de l'effet obtenu sur les nerfs des combattants, il

fait allusion aux calculs de la psychologie allemande, probablement fondés sur des études théoriques: «Quelles gorges chaudes, cependant, dans nos états-majors, si l'on avait seulement émis l'hypothèse qu'on pût tirer de leurs laboratoires, pour les consulter sur la stratégie, quelques savants bizarrement occupés à mesurer des sensations»; et encore: «La machine c'est le neuf. Voilà pourquoi, sans doute, les professeurs de stratégie ne l'ont jamais beaucoup aimée.» Nous sommes ici au cœur du sujet. Il n'est pas question de faire du marxisme vulgaire. Mais il est clair, et il est banal de le dire, que la guerre est devenue comparable à une entreprise industrielle. Les moyens de détruire se perfectionnent et s'amplifient comme les moyens de construire (d'autant plus que les moyens de transport jouent un rôle aussi décisif dans la guerre que dans l'économie).

Or si certaines règles stratégiques conservent leur sens quelle que soit la technique de combat, les transformations du matériel ne peuvent pas ne pas modifier l'organisation des armées et les méthodes tactiques. Le commandement militaire qui n'est pas suffisamment pénétré d'esprit scientifique, qui ne se tient pas en contact suffisant avec le mouvement scientifique commet les pires erreurs. Et l'on est tenté de mettre sur le compte de la sottise ce qui est simple inadaptation à la réalité de notre âge.

À un degré différent, cette faiblesse est aussi celle de l'industrie française. Ni dans la paix, ni dans la guerre n'a été organisée systématiquement la collaboration constante de la science et de l'industrie (ou de l'armée). La force de l'Allemagne, ce fut pendant longtemps l'intimité de cette collaboration. De 1914 à 1918 les Français, ayant eu le temps, rattrapèrent leur retard et, dans plus d'un secteur, ils avaient même, à la fin, pris de l'avance. En vingt ans de paix cette avance avait été reperdue, et au-delà. Surtout, faute d'imagination scientifique, la pensée de nos grands chefs n'avait pas tiré les conséquences tactiques ou stratégiques des transformations techniques. Si les Américains purent, en quelques années, mettre sur pied une armée admirable, c'est qu'ils poussèrent plus loin que toutes les autres puissances l'industrialisation de l'armée. Ils recrutèrent parmi les spécialistes civils la plupart des spécialistes militaires dont ils avaient besoin (ce qui n'exclut pas que, pour certains postes, les professionnels d'état-major soient indispensables). Qu'il s'agisse de paix ou de guerre, d'économie ou d'armée, c'est la science et les techniques dérivées de la science qui modifient les modes de la production et de l'action. Il suffit donc qu'une pensée ne soit pas assez attentive à la science pour qu'elle soit en porte à faux: ainsi, en 1871, nos généraux avaient méconnu l'importance de l'artillerie

allemande et de sa portée supérieure à celle de notre artillerie, en 1914 ils avaient méconnu la puissance de feu des mitrailleuses et de l'artillerie, en 1939 la puissance de mouvement, de rupture et d'exploitation des armes aériennes et blindées. Les erreurs qui paraissent de sens contraire, puisqu'elles aboutissent ici à une doctrine de l'offensive à outrance, là à une doctrine de la défensive à outrance, sont en réalité exactement semblables, puisqu'elles reviennent à ignorer ou à méconnaître l'efficacité du matériel inédit.

Encore une fois, la faute de nos généraux se retrouve ailleurs. Nos politiques préfèrent ironiser sur les économistes distingués plutôt que d'apprendre les rudiments de la science économique. Publicistes et hommes d'État continuent à écrire, penser et parler comme s'il n'existait pas de science sociale et que l'éloquence pût tenir lieu de savoir. La vérité est que la France est en retard de nombreuses années en ce qui concerne les sciences les plus importantes pour la prospérité et la grandeur des nations, sciences physiques et sciences économiques. Non qu'il n'y ait quelques physiciens ou quelques économistes (plus rares encore) au niveau des savants étrangers. Mais si l'on considère le niveau moyen de ces sciences, les relations entre savants et industriels ou administrateurs, la pénétration de ces connaissances dans l'opinion publique ou les milieux dirigeants, le retard est évident, tragique. Et les plus fervents adeptes d'un scientisme primaire sont les plus éloignés d'un véritable sens de la science.

Si le manque de foi en la science, pour parler avec Renan, atteignit l'armée plus gravement que tout autre corps, la raison en est double: le progrès scientifique prit, depuis vingt ans, dans l'art militaire, une allure accélérée et l'armée fut livrée à la sclérose parce qu'elle resta ignorée de la nation, prisonnière du temps où la guerre était l'affaire des militaires, et d'eux seuls. «Armée isolée de la nation», l'expression, la même, retient sous la plume de Renan comme sous celle de Marc Bloch, bien que celui-ci vise une armée nationale, et celui-là une armée de métier. Il nous semble, en effet, que, dans des conditions tout autres, le même phénomène s'est reproduit.

Renan comparaît l'armée nationale, que la Prusse avait instituée dans la réforme qui suivit les défaites de 1807 et maintenue au XIX^e siècle, à l'armée impériale, formée presque exclusivement de soldats de métier, levés dans les classes les plus basses de la nation. Du coup, il dénonce l'attitude des partis de droite: «Entretenir une armée faisant un corps à part dans la nation et empêcher le développement de l'instruction primaire sont ainsi devenus dans un certain parti des articles de foi.» Il incrimine aussi le mauvais recrutement des cadres:

«L'école de Saint-Cyr n'a guère eu que le rebut de la jeunesse jusqu'à ce que l'ancienne noblesse et le parti catholique aient commencé à la peupler, changement dont les conséquences n'ont pas eu encore le temps de se développer.» L'isolement de l'armée en 1939 était d'autre nature, il n'était pas moins grave. «Hommes de devoir, dans la presque totalité, et patriotes fervents, les officiers de carrière étaient les soldats de la France. Ils auraient rougi qu'on pût les prendre pour les mercenaires de quelques intérêts privés et d'une classe. Mais que savaient-ils des réalités sociales? L'école, la caste, la tradition avaient bâti autour d'eux un mur d'ignorance et d'erreur.» Et Marc Bloch ajoute, avec ce souci de justice qui le caractérise: «Les hommes auxquels revenait l'honneur de représenter, au cours de ces dernières années, ce qu'il y avait chez nous de tendances d'esprit authentiquement libérales, désintéressées et humainement progressives, ont commis une de leurs plus lourdes fautes, en s'abstenant de tout effort pour se faire mieux comprendre d'un groupe professionnel où subsistaient de si hautes valeurs morales.»

Les responsabilités de l'isolement ne sont donc pas unilatérales. L'armée a méconnu la nation, mais la nation s'est désintéressée de l'armée. Jusqu'au retournement du parti communiste, les partis de gauche demeuraient sensibles au mot d'ordre de l'antimilitarisme, ils n'avaient pas surmonté les souvenirs de l'affaire Dreyfus. Le désir de paix était si répandu, si impérieux qu'on ignorait le plus possible les choses militaires et que l'on se croyait quitte de tout en votant les crédits. On faisait confiance aux grands chefs victorieux, on oubliait qu'un corps technique que déserte l'intérêt public, que le pouvoir politique ne contrôle ni n'oriente, est menacé, à chaque instant, de cristallisation et de stérilité.

Enfin, cette armée, presque isolée, demeurait malgré tout sensible aux querelles politiques et, avec une demi-conscience, elle prenait parti. «Parmi les feuilles étalées sur la table de notre popote, le *Temps* représentait l'extrême-rouge.» Nous en arrivons ainsi à la dernière idée directrice de Renan et de Marc Bloch: la division des Français. «Un pays divisé sur les questions dynastiques doit renoncer à la guerre, car au premier échec cette cause de faiblesse apparaît et fait de tout accident un cas mortel.» Et Marc Bloch: «En 1940, Bazaine a réussi.» Il va sans dire que le rapprochement ne doit pas être poussé trop loin. Au lieu de questions dynastiques, il faut dire en 1940 conflits politiques et sociaux. La révolution de 1871 se fit encore contre le régime impérial et en vue de la résistance, celle de 1940 contre la République et dans le dessein de chercher un accommodement avec le vainqueur. Le rapprochement porte sur un point seulement, mais décisif: les désordres français apparaissent toujours dès

que le sort des armes nous est défavorable. Depuis 1789, dans toute grande guerre, nos gouvernants jouent le sort du régime en même temps que celui de la France.

Nous dépasserions les limites de cette étude si nous comparions la critique du Second Empire par Renan et celle de la Troisième République par Marc Bloch. Là encore, en dépit du mouvement, des idées et des événements, des similitudes apparaîtraient (par exemple la condamnation de la «démocratie mal entendue»). Déjà, en 1871, Renan évoquait l'éventualité où la Prusse fournirait une protection à la propriété et il écrivait: «Sans nul doute les classes menacées par le socialisme feraient taire leurs antipathies patriotiques le jour où elles ne pourraient plus tenir tête au flot montant et où quelque État fort prendrait pour mission de maintenir l'ordre social européen.»

Mais, plus que ces rapprochements partiels, nous importe l'inspiration profonde de l'un et de l'autre. Historiens tous deux, ils ne cessent de méditer sur les vicissitudes de l'histoire française et, tout en reconnaissant la gravité de nos schismes, ils dépassent nos querelles pour retrouver le sens de la continuité, de l'unité nationale. L'éloge, par Renan, de la monarchie capétienne «qui en huit cents ans fit la France comme nous l'entendons, la France qui a créé tout ce dont nous vivons, ce qui nous lie, ce qui est notre raison d'être» a été cité ou utilisé par l'*Action française*. Mais Renan n'en devient pas pour autant aveugle à la portée de la Révolution «grande, héroïque, téméraire»: «En un sens, la gloire de la Révolution (l'Empire, dans ma pensée, fait corps avec elle) est la gloire de la France, l'épopée française par excellence.» Et, dans un style autre, mais avec la même générosité. Marc Bloch écrit: «Il est deux catégories de Français qui ne comprendront jamais l'histoire de France: ceux qui refusent de vibrer au souvenir du sacre de Reims; ceux qui lisent sans émotion le récit de la fête de la Fédération.»

Oui, mais combien de Français, alors, comprennent encore l'histoire de France?

(1) Il est frappant que l'un et l'autre se rencontrent, aussi dans une omission: ils négligent ou du moins sous-estiment la part de l'infériorité numérique dans la défaite.

En causant avec James Burnham

Le Figaro littéraire
10 janvier 1948

James Burnham est né à Chicago en 1905. Son père était Anglais. Il fit ses études aux États-Unis, à Princeton, puis en Angleterre, à Oxford, et devint professeur de philosophie à l'université de New-York.

Sympathisant du mouvement trotskyste et collaborateur de publications «travaillistes», il échangea avec Trotsky une polémique qui se termina par une rupture totale: Burnham en était arrivé à constater que le marxisme «n'aboutissait pas au socialisme démocratique, mais à l'une ou l'autre forme du despotisme totalitaire.»

Le livre célèbre de Burnham, L'Ère des Organiseurs, développe ces idées. Il a paru en Amérique en 1941, en France en 1947, avec le plus grand succès.

«Il me paraît impossible, me disait Roger Martin du Gard, il y a quelques jours, de lire *L'Ère des organisateurs*, sans éprouver le besoin de réviser ses idées politiques.»

Je songeais à ces mots de l'auteur de *Jean Barois*, en me rendant au rendez-vous que m'avait donné, le jour de Noël, James Burnham. Naturellement, le sociologue a suivi l'exemple des romanciers américains. Il est descendu dans un hôtel proche de Saint-Germain-des-Près, au cœur de la vie intellectuelle de la capitale. En l'attendant, j'écoute les propos du portier qui s'interroge sur l'itinéraire d'André Malraux, depuis *les Conquérants* jusqu'au général de Gaulle. Je me souviens de l'émotion d'Arthur Koestler, quand, après un repas dans une famille bourgeoise, la femme de chambre lui avait demandé un autographe pour son exemplaire du *Zéro et l'Infini*. En France (mais non en Angleterre), les écrivains font partie de l'existence nationale.

James Burnham est aussi réservé que ses idées passent pour agressives. Il enseigne, me dit-il, la logique mathématique dans une université, l'art de la banque à huit cents élèves dans des cours organisés par le syndicat national des banques américaines. Sa parole, claire, posée, est d'un professeur, ses lunettes d'un clergyman.

Je l'attaque immédiatement en lui rappelant la préface écrite par Léon Blum pour l'édition française de *L'Ère des organisateurs*.

- Léon Blum résume l'idée centrale de votre livre dans la formule suivante: *la*

destruction du capitalisme n'implique pas l'avènement du socialisme. Il ne suffit ni de supprimer la propriété privée, ni les mécanismes du marché pour que naisse une société sans classe, égalitaire, humaine.

- En effet, au point de vue du socialisme orthodoxe – et la préface de Léon Blum est écrite à ce point de vue - la thèse choquante de mon livre est que le socialisme, c'est-à-dire la société sans classes, n'est qu'une des formes possibles de la société post-capitaliste. Abstraitement, logiquement, il est loisible d'imaginer de multiples formes de sociétés post-capitalistes, mais historiquement il me paraît démontré par l'observation que la société post-capitaliste sera effectivement du type que j'ai appelé *managerial*, que vous avez traduit en français par *directorial*.

Je l'interromps pour lui rappeler l'objection de Léon Blum. L'ère des organisateurs ou la société des *managers* est-elle la société définitive qui succédera à la société capitaliste ou n'est-elle qu'une phase transitoire?

Burnham me répond avec un sourire:

- Oui, la thèse de Léon Blum est qu'il suffirait d'ajouter la démocratie politique, le respect des libertés civiles et intellectuelles à une économie dirigée par les directeurs pour avoir le socialisme. Il attribue au capitalisme les traits de la société directoriale incompatibles avec son idéal: excessive inégalité des revenus, séparation de la classe dirigeante bureaucratique et des masses, police politique, etc. Mais, historiquement, ces affirmations me paraissent en contradiction avec les faits. Certains aspects de l'inégalité et du despotisme soviétiques peuvent être rattachés au passé de la Russie, non à la structure du capitalisme en soi. D'autres ne s'expliquent que par la nature propre de l'ordre directorial. La police politique remplit une fonction indispensable dans le fonctionnement de l'économie et le maintien du pouvoir soviétique. Les privilèges de l'élite nouvelle ne tiennent pas aux survivances capitalistes: ils expriment la hiérarchie du régime surgi de la Révolution.

«Prenez garde, d'ailleurs, à une confusion qui a été souvent commise par les commentateurs. Je dis que la société directoriale est en train de venir au jour, c'est, à mes yeux, un fait d'observation. Cette société comporte le remplacement progressif des mécanismes de l'économie libérale par ce que l'on appelle la direction ou le plan. On organise d'en haut au lieu de laisser jouer librement les décisions individuelles sur le marché. D'autre part, la classe dirigeante ne sera plus celle des détenteurs de moyens de production, mais celle des *managers*, des directeurs. Certaines des libertés de la démocratie sont supprimées ou réduites.

Ni dans cette conversation, ni même dans mon livre, je n'entre pas dans les détails de cette société future. En réalité, celle-ci est susceptible de prendre des formes très différentes. On a cru que je tenais le régime totalitaire, russe ou allemand, pour la conséquence inéluctable de l'évolution actuelle, sous prétexte que je les prétendais plus avancés sur la route qui mène à l'ordre directorial. À cet égard, ils sont, en effet, historiquement, plus avancés, ils réalisent plus parfaitement le type directorial. Il n'en résulte pas qu'ils soient supérieurs, au regard de la morale ou même de l'efficacité. Le terme logique d'une transformation n'est pas, en histoire, l'aboutissement fatal. Je dirais, au contraire, après Marx, que les sociétés se ruinent en exagérant leur principe. Sur le plan politique, notre tâche est précisément de sauver ce que l'on peut sauver des valeurs démocratiques et humaines dans l'ère des organisateurs.

«Je tiens l'alternative: liberté ou dirigisme (ou comme nous disons *free enterprise or control*) pour funeste. Ce n'est pas en ces termes que se posent les conflits décisifs de notre temps. Ceux qui brandissent le drapeau de la *free enterprise* ne rallieront pas les masses qui soupçonnent quelque manœuvre de la réaction (encore que tout le monde s'irrite contre les désagréments de la bureaucratie, les lenteurs de l'administration, les queues aux portes des magasins). L'économie libérale du dix-neuvième siècle a disparu sans retour. Les hommes d'affaires ou les hommes politiques américains qui voudraient lier le plan Marshall au rétablissement d'une économie entièrement libre, saboteraient eux-mêmes leur tentative. Ils ne l'obtiendraient pas et s'ils obtenaient, cette liberté ne fonctionnerait pas.»

J'interromps pour faire observer que les risques de surestimer les mérites de la libre entreprise ne sont pas grands en Europe et spécialement en France. Nous devons plutôt ici rappeler les vérités complémentaires et contraires: la substitution de la propriété publique à la propriété privée ne résout rien par elle-même. Tout dépend de l'efficacité de l'organisation. On gagne ou l'on perd au change selon que le rendement augmente ou diminue.

Burnham me cite l'exemple fameux de la T.V.A. (Tennessee Valley Authority) créée par l'État, pour remettre en valeur une région désolée. La construction du barrage, puis la diffusion de l'électricité, les conseils donnés par les représentants de la T.V.A. ont permis de transformer l'aspect de la région, de donner la vie et la prospérité à des dizaines de milliers de villages. Société publique, la T.V.A. a su garder son autonomie et échapper à l'influence des syndicats d'intérêts ou de partis.

Je ne ménage pas mes compliments, mais je fais quelques réserves. Les circonstances sont, aux États-Unis, plus favorables qu'en France, parce qu'ils ignorent cette politisation totale que nous subissons. Certes, ils connaissent, eux aussi, les coalitions d'intérêts, les rivalités et les ambitions des partis. Mais aucun de ceux-ci n'a d'intentions révolutionnaires, aucun ne vise un noyautage systématique, tous s'accordent sur les principes fondamentaux de la politique intérieure et extérieure.

- Je ne méconnaissais pas les différences, mais mon exemple n'avait d'autre but que d'illustrer une idée. Une économie directoriale n'est pas nécessairement dirigée dans tous ses détails. Au contraire, je souhaite que l'État se borne à fixer la tâche, à dessiner le cadre et les grandes lignes de travail à accomplir, ensuite les individus se chargeront de l'exécution. Ainsi en va-t-il du plan Marshall, qui établit un programme d'ensemble pour les crédits américains, au cours des années à venir, et qui suppose parallèlement un programme d'ensemble, dressé par les pays bénéficiaires de notre aide, en vue du relèvement du vieux continent. Ainsi il devrait y avoir une politique européenne pour le charbon, pour l'électricité, pour les engrais.

«J'en reviens toujours au même point qui me paraît décisif. Une économie pleinement libre est exclue en notre siècle, une économie complètement dirigée par un pouvoir central n'est ni probable, ni souhaitable dans nos pays. Il s'agit de concilier l'orientation «par en haut» avec les initiatives individuelles, conciliation, certes, difficile, surtout dans l'ordre pratique. Nous avons des problèmes concrets à résoudre, non un choix doctrinal à faire.»

Je fais observer à mon interlocuteur que la difficulté maîtresse n'apparaît pas dans les exemples qu'il a choisis. En effet, l'interrogation décisive est: comment s'établira l'équilibre dans les échanges entre les unités économiques, ou bien, à l'intérieur des unités, entre le pouvoir d'achat disponible et les biens offerts? Naguère, les mécanismes du marché établissaient, tant bien de mal, cet équilibre. Désormais ils retombent à la charge des gouvernants et ceux-ci, soumis, en démocratie, à des pressions multiples et contradictoires, ne seront-ils pas amenés à entretenir en permanence l'inflation? Je cite le cas de la France, où l'inflation, maladie chronique depuis des années, est en passe de devenir maladie nationale.

- Je ne nie pas les difficultés, me répond-il. Mais nul ne saurait dire, en théorie et dans l'abstrait, par quelles méthodes les sociétés directoriales rempliront les fonctions qu'exerçait naguère le marché. L'expérience seule nous enseignera la

ou les solutions.

«Au reste, je ne crois pas que l'aspect monétaire des phénomènes soit décisif. Après Marx, je dénonce volontiers le fétichisme de l'argent. Je n'ai pas encore assez étudié la situation économique de la France pour me risquer à un diagnostic, mais je reste sceptique sur les remèdes que l'on envisage actuellement, parce qu'il manque quelque chose d'essentiel: l'inspiration susceptible de relever le courage et de rendre la confiance. Si on regarde, après coup, les principales mesures du *New Deal*, on constate que les unes n'avaient rien de nouveau et que les autres étaient singulièrement critiquables. Cependant, le *New Deal* a déterminé une reprise d'activité que l'automatisme capitaliste ne suffit pas à expliquer. La vérité est que Roosevelt avait su ranimer la foi des Américains en eux-mêmes et en leur pays. Il s'agit aujourd'hui de ranimer la foi des Français en eux-mêmes et en leur avenir, peut-être de leur proposer une tâche de portée historique, comme la Fédération européenne, dont la France pourrait avoir l'initiative et le mérite éclatant...»

Nous avons décidé de ne pas nous engager dans la politique actuelle. Je reviens, donc, à l'ère des organisateurs et je pose quelques questions insidieuses sur la notion même des *managers*. Constituent-ils bien une classe dirigeante de la société future?

- J'aurais, sur ce point, des corrections à apporter dans une prochaine édition mon livre. J'ai pris le terme «directeur» tantôt dans un sens trop large, tel qu'il semble parfois englober n'importe qui, tantôt dans un sens trop étroit, celui de directeur de l'industrie. Négativement, le directeur n'est ni prolétaire, ni même ingénieur. Certes, le directeur, à l'heure présente, peut être, soit un capitaliste, soit un ingénieur, mais cette confusion est accidentelle. Il représente un type d'homme original, celui dont le métier est de faire marcher les entreprises ou les administrations et qui, à ce titre, contrôle l'accès aux moyens de production, comme les capitalistes contrôlaient cet accès dans la société qui est en train de mourir.

«Dans le gouvernement, dans l'industrie, dans le syndicalisme, c'est ce type d'hommes qui occupe les positions-clés. Le secrétaire d'une union syndicale, le grand fonctionnaire qui n'a pas suivi la filière normale mais qui a été nommé par le ministre pour diriger un office, le secrétaire d'une union patronale, sont également, à mes yeux, des directeurs, qu'ils tiennent, donc, les trois centres de puissance des sociétés modernes.

«Sans doute, comme vous me le dites, les politiciens de masses, *mass*

politicians, les élus ne sont pas des directeurs. Or, me dites-vous, ils sont les vrais chefs, même dans les régimes totalitaires. Je ne nie pas que ces *leaders* politiques ne jouent encore un rôle important, décisif dans la période de crise que nous traversons. Je crois qu'une fois la nouvelle société stabilisée (à moins que l'humanité ne se soit suicidée d'ici là), leur importance ira en diminuant. Dès maintenant, ces «politiques» ne sont capables de gouverner qu'en s'assurant le concours des directeurs, en s'appuyant sur eux. Ils partagent, en réalité, le pouvoir avec eux.»

Nous entamons encore une controverse théorique sur le mérite respectif de deux méthodes d'analyse sociologique. Je défends la thèse qu'on saisit mieux la nature et les transformations d'une société en suivant les relations changeantes entre les divers groupes de l'élite, en particulier à notre époque les relations entre hommes politiques, administrateurs, maîtres de l'économie et meneurs de masses. James Burnham reconnaît volontiers la légitimité de cette méthode qu'il a lui-même appliquée, mais il maintient qu'il est légitime aussi de définir globalement une société par la classe qui y tient la première place, hier le capitaliste, aujourd'hui, de plus en plus, les directeurs.

«Cette conception générale ne permet pas seulement de grouper les phénomènes les plus divers. Elle rappelle le thème initial. Entre le capitalisme qui meurt et le socialisme idéal ou la société sans classe, il y a un troisième terme, la société directoriale, dont nous observons l'avènement.»

Nous avons réservé la fin de notre conversation pour l'autre livre de Burnham qui vient d'être traduit en français sous le titre *Pour la domination mondiale*. Celui-ci traite de la politique mondiale, en même temps que de nos soucis quotidiens. Il fallut bien parler du Kominform et du plan Marshall, de la troisième force et du gaullisme. Mais je ne raconterai pas plus avant, car nous nous sommes demandé qui régnerait sur la France dans six mois et sur le monde dans dix ou vingt ans et nous avons reconnu que nous croyions, l'un et l'autre, plus à l'action qu'aux prophéties.

Lettre de Raymond Aron

Les Temps Modernes
Novembre 1948

Paris, 22 octobre 1948

Monsieur le Directeur,

Je n'ai pas l'intention de répondre dans vos colonnes aux attaques de M. Jean-Paul Sartre. Je voudrais seulement mettre en garde vos lecteurs contre un malentendu. Les opinions que M. Sartre me prête ne sont pas celles que j'ai exprimées dans mes articles et dans mes livres, les propos mis entre guillemets n'ont pas été tenus par moi. M. Sartre les regarde probablement comme caractéristiques de ma pensée intime, telle qu'il croit la dégager de conversations naguère amicales. Malheureusement, qu'il s'agisse du blocage des salaires ou des conséquences sociales du progrès technique, il déforme grossièrement ma pensée.

Vos lecteurs n'auraient qu'à se reporter à mon dernier livre, *Le Grand Schisme*, pour s'en assurer.

Je vous serais obligé de bien vouloir publier cette lettre et vous prie de croire à l'assurance de mes sentiments distingués.

Raymond Aron.

Raymond Aron m'a tenu très exactement les propos que je rapporte dans *l'Entretien sur la Politique*. Comme je ne puis douter de sa bonne foi, je suppose qu'il avait simplifié sa pensée pour la mettre à ma portée, et qu'il a depuis lors oublié cette simplification provisoire. Il me reproche d'avoir fait état d'une conversation «amicale». Je réponds que depuis longtemps nos conversations n'étaient plus vraiment amicales, parce que ses actes avaient cessé de l'être.

J.-P. S.

Mises au point. Lettre aux Temps modernes

Liberté de l'Esprit
février 1949

À la suite de l'«Entretien sur la politique», paru dans Les Temps Modernes (septembre 1948), Raymond Aron a adressé la lettre suivante au directeur de cette revue, qui l'inséra dans son numéro de novembre.

Paris, 22 octobre 1948.

Monsieur le directeur,

Je n'ai pas l'intention de répondre dans vos colonnes aux attaques de M. Jean-Paul Sartre. Je voudrais seulement mettre en garde vos lecteurs contre un malentendu. Les opinions que M. Sartre me prête ne sont pas celles que j'ai exprimées dans mes articles et dans mes livres; les propos mis entre guillemets n'ont pas été tenus par moi. M. Sartre les regarde probablement comme caractéristiques de ma pensée intime, telle qu'il croit la dégager de conversations naguère amicales. Malheureusement, qu'il s'agisse du blocage des salaires ou des conséquences sociales du progrès technique, il déforme grossièrement ma pensée.

Vos lecteurs n'auraient qu'à se reporter à mon dernier livre, «Le Grand Schisme», pour s'en assurer.

Je vous serais obligé de bien vouloir publier cette lettre et vous prie de croire à l'assurance de mes sentiments distingués.

Raymond Aron.

Réponse à Jean-Paul Sartre

Liberté de l'Esprit
juin 1949

J'ai longtemps hésité à répondre à Jean-Paul Sartre. En dehors des raisons personnelles, dont il ne sera pas question ici, je répugnais à engager une controverse dont le thème sera inévitablement: pourquoi me prêter des opinions plus ou moins absurdes, d'après des souvenirs de conversations "arrangées" pour les besoins de la cause? Pourquoi citer, avec une indignation rétrospective, des propos que j'aurais tenus il y a un, deux ou trois ans? Si ces propos étaient à ce point odieux ou imbéciles, pourquoi ne pas avoir protesté au moment même? Sartre a-t-il l'habitude de consigner les phrases de ses amis ou interlocuteurs, afin de les utiliser, le cas échéant, lorsque l'on a commis le crime de ne plus être d'accord politiquement avec lui ou d'égratigner l'orthodoxie existentialiste?

Quant les *Entretiens sur la Politique* parurent en revue, je me suis borné à écrire aux *Temps Modernes* que les opinions, que Sartre réfutait triomphalement, n'étaient pas les miennes. Aujourd'hui, il publie ses entretiens en livre, sans apporter aucune modification au texte. Il me paraît donc nécessaire, pour dissiper quelques malentendus (certains journaux ont déjà cité les passages qui me concernent et dénoncé à l'indignation de leur public mes prétendues opinions) de remettre les choses au point. Je me bornerai, dans chaque cas, à opposer à ce que Sartre me fait dire, ce que je pense, ce que j'ai écrit.

Prenons, pour commencer, deux exemples de polémique. Voici le résumé par Sartre de mes conceptions de politique étrangère: "Son réalisme le conduit, ainsi d'ailleurs que beaucoup de membres de l'état-major R.P.F., à se ranger du côté d'une des grandes puissances mondiales qui risquent de faire la guerre. Il serait "romantique" de croire que la paix est encore possible. Du coup, en déclarant la guerre fatale, on contribue à la hâter...".

Il est vrai que "je me range du côté d'une des grandes puissances mondiales" pour des raisons multiples que j'ai exposées ailleurs et qui me paraissent fort claires. L'Union soviétique tend à l'expansion, comme le firent, avant elle, tant d'autres pays, animés par une religion de salut universel, qui confondaient l'élargissement de leur empire avec le triomphe de leur foi. À travers le monde, toutes les nations qui sont ou se croient menacées par le soviétisme, cherchent l'appui des États-Unis. Je considère comme un devoir d'honnêteté élémentaire de déclarer que, hostile à l'expansion du communisme, je me range dans le camp de

la seule puissance susceptible de l'arrêter. Si j'utilisais, moi aussi, les conversations privées, je ne manquerais pas, sur ce point, de citations savoureuses. (Cette phrase ne s'applique pas à Sartre, qui, à la différence d'autres "révolutionnaires", est parfaitement sincère et ne paraît pas croire que l'Europe occidentale doive, en fait, sa liberté à la protection américaine).

Mais, en revanche, je n'ai jamais dit que la guerre *chaude* fût fatale, ni qu'il fût romantique de croire la paix encore possible. Ma pensée, sur ce point, est un peu moins primaire. J'ai écrit que la guerre *froide* était fatale, que la guerre *chaude* était, pour l'instant, improbable: Sartre me fait donc dire presque le contraire de ce que je pense.

J'ai qualifié l'attitude du double refus, l'opposition simultanée à l'Union soviétique et aux États-Unis, de "morale plutôt que politique", sans lui refuser une possible noblesse. Sartre a emprunté à Alain l'idée que l'on hâte la guerre en la déclarant fatale. Sans discuter cette idée pour l'instant, je constate que l'accusation ne porte ni contre moi (ni contre le R.P.F. d'ailleurs). Reconnaître⁽¹⁾ la *réalité* du conflit idéologique et diplomatique n'équivaut nullement à proclamer la *fatalité* du recours aux armes. Enfin, affirmer que tous les préparatifs militaires accroissent les risques de guerre, à une époque où l'Union soviétique dispose de 150 à 200 divisions, exigerait, pour le moins, un début de démonstration.

Prenons un deuxième exemple de polémique sartrienne. "J'ajouterai qu'Aron me paraît mal fondé à déclarer que si nous échouons ce sera faute d'avoir eu le prolétariat pour nous, car j'ai peine à croire qu'il compte l'avoir avec lui." Pour une fois, Sartre se réfère à un texte et non à une conversation. Il s'agit d'un article paru dans le *Figaro*, où j'examinais les trois voies possibles du socialisme: celle du communisme, celle de la social-démocratie réformiste, explicitement anti-communiste (comme le parti travailliste britannique, la social-démocratie allemande, autrichienne, les syndicats ouvriers américains, etc...), celle, enfin, du trotskysme, dont le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire me paraissait une variété et qui reprend les mots d'ordre du socialisme révolutionnaire, sans se lier ni au communisme, ni à la société actuelle. L'article n'avait pas d'intention agressive, je me bornais à mettre en doute le succès de ce nouveau gauchisme. Celui-ci prétend s'adresser surtout à une clientèle ouvrière, or, je ne crois pas que le R.D.R. puisse amener à lui les troupes du parti communiste. Il s'agit donc de jugements de fait, relatifs au présent ou à l'avenir. Les événements montreront si le R.D.R. parvient ou non à gagner la classe

ouvrière, mais en quoi ne suis-je pas fondé à examiner les raisons de l'échec possible du R.D.R.? Tout le monde, y compris un R.P.F., a le droit d'analyser une situation politique et d'en tirer des conséquences sans autre risque que d'erreur.

Dire que le R.D.R. n'a pas pour lui le prolétariat n'équivaut pas à dire que celui-ci est acquis au R.P.F. Le nombre des ouvriers prêts à suivre le Général de Gaulle l'emporte, me semble-t-il, sur celui des prolétaires fidèles de Jean-Paul Sartre, mais là n'est pas la question. Le R.P.F. ne prétend pas s'adresser spécifiquement aux prolétaires en tant que tels (alors que le R.D.R. se veut dans la bonne tradition marxiste). Et surtout on ne réfute pas un observateur en lui reprochant son affiliation politique.

Si nous nous sommes étendus, au risque de lasser le lecteur, sur ces polémiques de détail, c'est pour expliquer la répugnance que nous éprouvions au dialogue. Un dialogue entre un membre du R.D.R. et un anti-communiste résolu pourrait être utile, fécond. Mais la condition nécessaire serait un effort réciproque de compréhension. Sartre n'a certes pas eu le désir de comprendre ma position. Il lui importait, pour des raisons que je me refuse à rechercher ici, de me discréditer ou de discréditer mes opinions politiques, en les présentant comme cyniques et inintelligentes à la fois. Effectivement, on peut être inintelligent à force de cynisme, mais il y a bien d'autres façons de l'être.

D'après Sartre, je suis partisan du blocage des salaires et de la liberté des prix. L'adaptation des prix au pouvoir d'achat prendra un an et demi à deux ans et, entre temps, le niveau de vie de la classe ouvrière baissera, mais je tiens que la classe ouvrière, "très fatiguée", supportera la pauvreté. Sartre, quant à lui, me montre triomphalement que ma politique conduira à un régime autoritaire, avec mystification et police.

Au lendemain de la guerre, tous les pays d'Europe se trouvaient aux prises avec des difficultés analogues (encore que d'intensité variable): partout la quantité des biens de consommation courante et surtout des produits alimentaires disponibles était largement inférieure aux habitudes des populations, la quantité de pouvoir d'achat largement supérieure au volume des marchandises offertes. Pour éviter une hausse échevelée des prix, il fallait donc, dans une première phrase, limiter l'excès de pouvoir d'achat (l'échange de billets avec blocage était l'un des moyens possibles) et répartir par voie administrative une ration alimentaire de base à des prix stables, de manière à éviter que le prix des marchandises les plus désirées (à l'époque la nourriture) ne monte sans limite, ce qui effectivement aurait entraîné la baisse du niveau de vie des groupes les plus

défavorisés.

Après la phase initiale, on avait le choix entre deux directions possibles. Ou bien maintenir plusieurs années un système imité du système britannique, caractérisé par la répartition administrative de la nourriture indispensable (des subventions permettant de maintenir les prix artificiellement bas), ou bien s'engager dans la voie suivie par les socialistes belges, c'est-à-dire établir un tel équilibre entre le pouvoir d'achat et les biens disponibles que la répartition libérale, par les mécanismes du marché, puisse jouer, sans abaisser le niveau de vie des masses populaires. Dans l'un et dans l'autre système, la limitation du pouvoir d'achat est indispensable, car la pression d'un pouvoir d'achat excédentaire, lorsqu'elle est trop forte, finit par emporter les contrôles (aussi les salaires britanniques, sans être bloqués, sont-ils "tenus" depuis des années dans toute la mesure du possible). *A fortiori*, la limitation du pouvoir d'achat s'impose-t-elle lorsque l'on se fie aux mécanisme du marché. En période d'offre inélastique (ce qui était le cas pour les produits alimentaires en Europe depuis la fin de la guerre), un afflux de pouvoir d'achat, déclenché par une hausse des salaires de 25% provoque une hausse plus que proportionnelle des prix alimentaires, dont les salariés eux-mêmes sont les victimes.

La politique française a consisté essentiellement, de 1944 à 1948, à relâcher progressivement les contrôles, à renoncer à la distribution administrative des marchandises et, simultanément, à multiplier les augmentations de salaires nominaux. La combinaison de pouvoir d'achat excédentaire et de répartition libérale ne pouvait aboutir qu'à une ascension accélérée des prix. Je n'ai cessé, au cours de ces années, de dénoncer la vanité des hausses nominales de salaires, par simple goût de la vérité. Le cynique, le mystificateur, c'est celui qui, par mauvaise foi ou par ignorance, promet aux masses des avantages qui, à l'expérience, se révèlent illusoires. Ce que les gens sérieux me reprochaient, ce n'était pas d'être cynique, mais d'être naïf. "Vous croyez encore, me disaient-ils, que la vérité a quelque chose à voir avec la politique. Bien sûr, les hausses de salaires par lesquelles les dirigeants de syndicats ou les chefs politiques tâchent de satisfaire leurs troupes, sont vaines pour les ouvriers et ruineuses pour la communauté. Bientôt les prix ont monté et les salariés se trouvent au même point, cependant que les vieux, les retraités, les rentiers, les intellectuels voient leur sort encore aggravé. Mais une hausse de salaires est comme une piqure de morphine: elle endort la douleur. Chacun a plus d'argent dans sa poche et pendant quelques semaines se croit plus riche. La déception ne tarde pas, mais il faut encore quelque temps pour qu'elle se transforme en colère. Quand on en est

là, on recommence. Une politique de stabilité vaudrait mieux, mais elle exigerait trop de courage et de technique. Il est plus facile de mentir".

À certains moments, le décalage entre prix et salaires peut être tel qu'une augmentation de ces derniers soit inévitable. Mais, dans la situation où l'on se trouvait entre 1944 et 1948, cette augmentation n'avait d'efficacité que dans la mesure où elle était complétée par d'autres mesures (fiscales en particulier), destinés à réduire la pression du pouvoir d'achat supplémentaire sur les prix et à modifier, au profit des salariés, la répartition du revenu national.

Une politique de blocage des salaires implique essentiellement deux conditions: l'équilibre des dépenses publiques et une offre suffisamment abondante de produits alimentaires. Tant que ces deux conditions ne sont pas remplies, le blocage des salaires ne suffit pas à stabiliser le prix de la vie (à moins que celui-ci ne soit efficacement contrôlé). Mais lorsqu'elles le sont, n'importe quel gouvernement, même socialiste, bloque les salaires et abandonne les prix au mécanisme du marché. Les ministres travaillistes n'hésitent pas, en 1948 et 1949, à libérer de nombreux prix, sans libérer les salaires. Le volume de la demande solvable est, en effet, tel que les prix se stabilisent d'eux-mêmes.

Ces deux conditions n'ont jamais été entièrement remplies, en France, depuis 1944. En particulier, avant la récolte de 1948, l'offre de produits alimentaires était sensiblement inférieur aux habitudes de consommation de la population française. Il ne suffisait donc pas de bloquer les salaires, d'équilibrer le budget et, pour le reste, de se fier aux mécanisme du marché. Il aurait fallu, en outre, maintenir la répartition administrative pour certains produits encore rares ou accorder des allocations compensatrices aux familles les plus défavorisées (comme on le fit en Belgique au moment où on supprima les subventions).

Telle est, simplifiée et résumée, la conception que j'ai exprimée plusieurs fois dans des conférences, des articles et des livres, entre 1944 et 1948. Je n'ai jamais donné cette conception pour "idéale". Au lendemain de la Libération, j'ai cru que l'on parviendrait à stabiliser le niveau de vie des masses par la répartition administrative des produits de première nécessité. J'ai dû constater que le marché noir enlevait à la méthode tous les avantages réels qu'elle présentait ailleurs. J'ai donc pensé que le retour à la répartition libérale s'imposait, retour qui exigeait une politique rigoureuse en fait de salaires, de fiscalité, de crédit.

Sartre présente cette conception de manière caricaturale: il montre d'un côté le blocage des salaires, de l'autre la liberté des prix. Comme si je voulais maintenir stables les salaires et faire monter le prix. Pour accroître encore l'indignation du

lecteur, Sartre me faire dire qu'il faut d'un an et demi à deux ans pour que les prix s'adaptent aux salaires, proposition qui ne présente strictement aucune signification. J'ai pu dire, en 1947, qu'il fallait un an et demi à deux ans pour retrouver le niveau de vie d'avant-guerre, mais non que l'adaptation des prix au volume du pouvoir d'achat exigeait un tel délai. Quand, en juillet 1946, la masse des salaires a été augmentée de 30% environ, en moins de trois mois l'indice des prix de détail a monté de quelque 50%. On m'objectera que l'adaptation en baisse ne se fait pas aussi rapidement, et l'objection est valable. Mais il ne s'agissait pas, à l'époque de ces conversations, d'obtenir une baisse des prix, mais de mettre fin à la hausse. Or, une stabilisation des salaires, combinée avec des mesures de fiscalité et de crédit, n'aurait pas exigé deux ans d'adaptation des prix, elle n'aurait pas abaissé la condition des masses populaires, on n'aurait eu aucun besoin de mystification et de police, il aurait simplement fallu expliquer la vérité au pays et surtout aux "révolutionnaires", aux démagogues et aux ignorants.

Au reste, l'expérience a été faite, progressivement, avec des timidités et des insuffisances techniques, depuis dix-huit mois, elle n'a pas entraîné de baisse du niveau de vie des salariés et, quand les disponibilités alimentaires ont augmenté, elle a permis de l'élever légèrement.

Cette controverse, en large mesure rétrospective, n'aurait aucun intérêt si elle n'illustrait un des obstacles auxquels se heurte, en France, la formation d'une opinion publique: le refus, même ou surtout des intellectuels, de discuter sérieusement les problèmes sérieux, la propension à préférer l'invective à la discussion, à remplacer les arguments par des accusations morales. On met en cause les intentions de l'économiste, on le dénonce comme un affameur du peuple, on s'attribue à bon compte les mérites d'un bienfaiteur de l'humanité, sans même se rendre compte que de tels procédés sont proprement indignes. Que des hommes politiques, dans le combat, y recourent, c'est fâcheux et sans doute inévitable. Mais pourquoi Sartre ambitionne-t-il les lauriers des hommes politiques?

(A suivre)

[\(1\)](#) Si l'on avait reconnu en 1933 la nature des ambitions hitlériennes, on aurait eu une meilleure chance d'éviter la guerre.

Messianisme ou sagesse?

Liberté de l'Esprit
décembre 1949

"Déplacées dans les perspectives de cette unique philosophie de l'histoire, les sagesse historiques apparaissent comme des échecs." (L'unique philosophie de l'histoire à laquelle se réfère Merleau-Ponty est évidemment le marxisme.)

Cette proposition, aboutissement de l'étude que Merleau-Ponty a consacrée au problème communiste, me revenait à la mémoire en lisant les discussions suscitées par les déclarations de David Rousset à propos des camps de concentration soviétiques. Balayer devant notre porte, répondait Claude Bourdet: on emprisonne et on torture trop d'innocents en Grèce, en Espagne ou à Madagascar pour que nous ayons le droit de mettre la seule U.R.S.S. en accusation. À l'objection de Bourdet, une réponse se présente immédiatement à l'esprit. Ni M. Tsaldaris, ni les gouverneurs de Madagascar ne se posent en libérateurs de l'humanité. C'est parce que l'U.R.S.S. se réclame du socialisme que les camps de concentration y constitueraient un scandale plus intolérable que partout ailleurs. L'argumentation subtile de Merleau-Ponty justifie (volontairement ou non) la thèse contraire: c'est parce que l'U.R.S.S. se réclame du socialisme et prétend conduire l'humanité à sa vocation qu'on ne doit pas la condamner avant que l'expérience soit définitive. La violence en U.R.S.S. est-elle plus ou moins excusable que partout ailleurs?

Dans son dialogue avec Rousset, Claude Bourdet ne se départit pas de la confusion qui lui est coutumière. Avant de mettre sur le même plan les crimes politiques qui se commettent quotidiennement à la surface de la planète, un certain nombre de distinctions élémentaires s'imposent. Humainement, il y a une différence de nature entre le procès des dirigeants communistes aux États-Unis et la condamnation à mort de Petkov en Bulgarie, ou de Raïk en Hongrie. Outre-atlantique, les accusés ont plaidé innocents. Ils ont eu les moyens de se défendre, ils ont été mis en liberté sous caution, au lendemain de leur condamnation, en attendant que les instances supérieures aient tranché en appel. La condamnation elle-même, au regard des principes, ne saurait être réprouvée en tant que telle, car aucune société ne tolère qu'on profite de la liberté pour préparer le renversement, par la violence, du régime établi.

La même où les opposants sont mis hors la loi commune, il subsiste des différences de degré dans le traitement qui leur est réservé. Trotsky et Lénine,

sous le tsarisme, recevaient en prison visites et documents, ils y écrivaient leurs livres. Les victimes du système le plus progressiste du monde n'osent même pas rêver du sort que la "tyrannie féodale" des Romanov infligeait à ceux qui conspiraient sa perte. Rien ne m'a plus frappé, dans le témoignage de Jules Marjeline, que ce passage où les concentrationnaires relisent la *Maison des Morts*. Dostoïevski avait le droit de faire venir sa nourriture du dehors, un autre détenu s'occupait de ses affaires et le déchargeait d'une part des soucis matériels. Les concentrationnaires du Grand Nord sourient avec pitié. La *Maison des Morts* leur semble une maison de plaisance auprès des camps de concentration "socialistes".

"Le nombre des victimes et le genre des méthodes de répression ne sont pas un argument suffisant pour ouvrir une catégorie et en fermer une autre" (Bourdet). Rien ne donne aux juges terrestres le droit de l'indifférence à l'égard du nombre des victimes. Pour parler un langage que les marxistes ne désavoueront pas, c'est la quantité des victimes qui crée la différence de qualité. Quelques détentions arbitraires (qu'on a raison de dénoncer) sont inséparables de l'imperfection des hommes et des sociétés. Quelques millions de concentrationnaires révèlent un système.

À toutes les époques de troubles sociaux et de guerres de religion, les principes du libéralisme intégral sont violés parce qu'il est impossible de les respecter. Un régime qui reconnaît la légitimité de l'hétérodoxie et de l'opposition en vient à frapper les adversaires du pouvoir quand ceux-ci se mettent au service d'une puissance étrangère ou poussent leur action jusqu'au sabotage ou à la révolte. Mais il subsiste une différence de nature entre un régime qui se défend contre des adversaires prêts à employer les moyens de force, et un régime qui pose l'orthodoxie comme une obligation permanente et sacrée et extermine ceux mêmes de ses militants, coupables d'avoir dévié d'une ligne dont nul, hors du chef, ne saurait prévoir les ondulations. Il y a une différence de nature entre une monarchie qui emprisonne les républicains ou une République qui emprisonne les monarchistes, et une démocratie populaire qui recrute chaque année des centaines de milliers ou des millions d'hommes pour les envoyer dans les camps de travail. Si les camps sont partie intégrante du système économique socialiste, les répressions franquistes, si sauvages soient-elles, n'en constituent pas l'équivalent.

Merleau-Ponty manie les rapprochements avec la même légèreté. "Les Russes n'ont pas fait partout des élections libres. Mais que dire des élections grecques?"

La première proposition devrait se lire: "Les Russes n'ont fait nulle part des élections libres." La deuxième: "Les Alliés de l'Ouest n'ont pas fait partout des élections libres." Ainsi l'opposition ressortirait avec clarté. En Allemagne de l'Ouest, le parti communiste a pu développer sa propagande. En Allemagne de l'Est, les gouvernants n'ont même pas été élus, tant les occupants craignaient le verdict des électeurs. L'exemple de la Grèce, qui constitue un thème favori de nos redresseurs de torts gauchistes, n'en vaut pas mieux pour cela. Les partis d'extrême-gauche ont boycotté les élections, mais une commission de l'O.N.U. a témoigné que ceux qui ont voulu voter, et qui constituaient bien plus de la moitié des électeurs, ont pu le faire librement. Personne ne prétendra qu'en un pays livré à la guerre civile, les méthodes démocratiques puissent être appliquées avec rigueur. Je ne me porte nullement garant de la qualité ou de l'humanité du gouvernement grec. Mais la faute en est d'abord à ceux qui prirent les armes dans le désir de devancer le résultat des élections. "Les Russes ont déporté des familles polonaises ou baltes? Mais il y a 15.000 Juifs à Bergen-Belsen et les troupes anglaises montent la garde à la frontière de la Palestine." Admirons encore l'euphémisme de l'expression "des familles polonaises ou baltes". Les Russes déportèrent entre un million et un million et demi de Polonais entre la fin de 1939 et le début de 1941. Ils ont à peu près exterminé, par déportation, les classes dirigeantes des pays baltes. Notre philosophe met sur l'autre plateau de la balance 15.000 Juifs de Bergen-Belsen, déportés non par les Alliés mais par les Allemands et auxquels on avait interdit l'entrée de la Palestine. "Les troupes britanniques montent la garde à la frontière de la Palestine." Elles ont aujourd'hui évacué la Palestine, la guerre entre Juifs et Arabes a eu lieu. On compte désormais quelques centaines de milliers de réfugiés arabes (probablement, dans un prochain essai, Merleau-Ponty mettra ces réfugiés au débit des démocraties occidentales et dénoncera, une fois de plus, la mystification libérale). Je ne sais ce qu'exige la justice quand deux peuples se disputent le même territoire, je ne sais s'il est juste ou injuste que les Juifs aient chassé les Arabes des territoires que ceux-ci occupaient depuis des siècles(1). Probablement, la catégorie du juste et de l'injuste ne s'applique-t-elle pas à un tel conflit et la politique britannique a, sans qu'on en puisse douter, abouti à une faillite. Mais je sais que, mettre sur le même plan les déportations massives de Polonais ou de Lithuaniens et les mesures, même si l'on veut les crimes, commis par la politique britannique en Palestine, c'est abuser de la bonne foi du lecteur. Une pareille justice distributive m'indigne plus que le cynisme des communistes.

Soyons justes. De tels rapprochements ne sont pas au centre de

l'argumentation de Merleau-Ponty(2). Peut-être reconnaîtrait-il que la violence communiste dépasse en degré, en intensité, la violence libérale. Ce qu'il tient à proclamer, c'est que le communisme ne s'oppose pas à la démocratie comme la violence au droit et le mensonge à la vérité, mais comme une forme de violence à une autre. Sur ce point, je lui accorde immédiatement ce qu'il consacre tant de pages à démontrer. L'imperfection de toutes les sociétés connues me paraît une de ces vérités d'évidence et de bon sens que seuls des philosophes très profonds éprouvent quelque peine à retrouver. Merleau-Ponty juge indispensable d'inviter les démocraties à la modestie, il leur rappelle que les idées libérales "forment système avec l'exploitation coloniale ou les conquêtes impériales". Dans une discussion plus poussée, j'aurais quelques réserves à formuler sur le sens précis de l'expression "forment système". J'ai surtout tendance à croire que l'invitation à la modestie gagnerait à être adressée à ceux qui présentent leur système comme le plus "progressif" du monde. Mais, soit, admettons l'invitation aux deux parties.

La démarche essentielle de *l'Essai sur le communisme* se situe au-delà de cette affirmation fondamentale. Puisqu'il y a violence des deux côtés, la violence acceptable, valable, sera celle qui tendra à se surmonter elle-même, c'est-à-dire à créer une société humaine où les hommes se reconnaîtront les uns les autres. Or, dès que le problème est posé en ces termes, un renversement intervient. La violence des sociétés capitalistes, libérales, bourgeoises, travaillistes serait, par essence, éternelle, elle serait liée à la nature constante du système. En revanche, la violence du parti marxiste tendrait à dépasser la violence elle-même. En d'autres termes, ce ne serait pas tant le degré ou la quantité que l'orientation historique de la violence qui importerait.

La violence stalinienne va-t-elle dans le sens de l'humanisme? En 1948, quand il écrivait *Humanisme et terreur*, Merleau-Ponty n'en était pas assuré, mais il n'était pas non plus assuré du contraire. Il ne consentait ni à être communiste, ni à être anti-communiste. La démonstration comportait essentiellement trois propositions. Nous ne sommes pas encore en droit de porter un jugement sur l'aboutissement final de l'expérience communiste. Les démocraties bourgeoises ou travaillistes représenteraient peut-être le moindre mal si l'humanisme est impossible. Mais l'histoire n'a pas de sens, il n'y a pas d'histoire si le prolétariat ne se constitue pas en classe universelle et n'accomplit pas la révolution mondiale.

Nous laissons de côté, dans ce bref article, la discussion des deux premières

propositions. Nous envisageons simplement la troisième qui, au premier abord, en impose. Ne condamnons pas le stalinisme parce que, en dehors du marxisme, il n'y a pas d'espoir pour l'humanité.

Qu'un philosophe sérieux en arrive à écrire: si les événements ne confirment pas le schéma marxiste, il n'y a pas d'histoire et le monde est un tumulte insensé, c'est là, à mes yeux, un des signes les plus frappants de cette inculture profonde qui affecte tant de nos hommes de lettres et même de nos professeurs, pourtant chargés d'entretenir et de transmettre l'héritage. Mais voyons la démonstration. L'humanité est la reconnaissance mutuelle des hommes; il n'y a pas d'humanité là où il y a prolétariat. Il y a prolétariat tant qu'il y a propriété privée. Seul le prolétariat est en mesure de supprimer, en même temps que la propriété privée, la distinction des maîtres et des esclaves. Citons le passage, peut-être le plus caractéristique, de notre auteur: "Les esclaves, en dépossédant les maîtres, sont-ils en voie de dépasser l'alternative de la maîtrise et de l'esclavage, c'est une autre question. Mais, au cas où ce développement ne se produirait pas, cela ne signifierait pas que la philosophie marxiste de l'histoire doive être remplacée par une autre: cela signifierait qu'il n'y a pas d'histoire, si l'histoire est l'avènement de l'humanité et l'humanité la reconnaissance mutuelle des hommes comme hommes - en conséquence qu'il n'y a pas de philosophie de l'histoire et qu'enfin, comme le disait Barrès, le monde et notre existence sont un tumulte insensé. Peut-être aucun prolétariat ne viendra-t-il exercer la fonction historique que le schéma marxiste reconnaît au prolétariat. Peut-être la classe universelle ne se révélera-t-elle jamais, mais il est clair qu'aucune autre classe ne saurait relever le prolétariat dans cette fonction. Hors du marxisme, il n'y a que puissance des uns et résignation des autres."

Une telle démonstration oscille entre la tautologie et le paradoxe. On peut la ramener à une pure et simple tautologie: si l'on convient que les prolétaires sont les esclaves et les capitalistes les maîtres, si l'on définit l'humanité par la reconnaissance mutuelle des hommes comme égaux, il en résultera qu'il n'y a pas d'avènement de l'humanité, c'est-à-dire pas d'histoire, si les prolétaires ne renversent pas, en même temps que l'appareil capitaliste, la distinction des maîtres et des esclaves. Prise de cette manière, la démonstration se borne à répéter la thèse.

En un autre sens, cette démonstration est paradoxale. À supposer que le marxisme ne soit que le simple énoncé des conditions sans lesquelles il n'y aura pas d'humanité au sens d'une relation réciproque entre les hommes, ni de

rationalité dans l'histoire, pourquoi l'expérience cruciale de l'humanité se situe-t-elle en 1949? Pourquoi est-ce au milieu du vingtième siècle que le verdict définitif sera porté sur l'échec ou la réussite de l'humanité? Puisqu'il s'agit essentiellement de modifier les relations humaines, pourquoi le prolétariat en serait-il seul capable? Que signifie concrètement la révélation d'une classe universelle ou la prise du pouvoir par le prolétariat ou la révolution mondiale? En quel cas, en quel sens la propriété collective est-elle une étape indispensable à l'avènement de l'humanité?

Cette oscillation entre la tautologie et le paradoxe, entre l'évidence et l'absurdité, tient à une équivoque qui se retrouve, jusqu'à un certain point, dans le marxisme lui-même mais qui est démesurément amplifiée dans le marxisme formalisé et existentialiste de Merleau-Ponty. Marx est parti d'une conception philosophique de l'homme et de l'histoire empruntée à Hegel. L'idée de l'homme qu'il reçoit de ce dernier lui paraît définitivement acquise. Mais la réalité, bien loin de refléter l'idée, en apparaît la négation. L'individu ne participe de l'universalité étatique que dans l'empyrée de la démocratie formelle. En tant que travailleur, il est enfermé dans la particularité. Or, l'homme est essentiellement travailleur, c'est en modifiant la nature, en s'assurant la possession des forces naturelles qu'il réalise son essence, qu'il accomplit sa propre humanité. Le terme auquel doit aboutir la double lutte des hommes avec la nature et des hommes entre eux c'est la maîtrise de la nature et la réconciliation de l'humanité avec elle-même. Ce terme n'est pas atteint, l'humanité est divisée en maîtres (les propriétaires des moyens de production) et esclaves (les prolétaires). Une fois de plus, l'étape suivante sera la révolte victorieuse des esclaves contre les maîtres, mais cette révolte aura un caractère radicalement autre que toutes les révoltes du passé, elle supprimera la distinction même de la maîtrise et de l'esclavage pour la double raison qu'elle sera l'œuvre non d'une minorité mais de l'immense majorité et qu'elle consacrerait le triomphe de l'humanité, disposant à sa guise des forces naturelles.

Tel est le schéma historique (que nous avons inévitablement simplifié) qu'a conçu Marx dès sa jeunesse, avant même de se consacrer à l'étude de l'économie politique. Ce schéma est, à ses yeux, rationnellement nécessaire, il est le développement d'une philosophie qu'il tient pour vraie et qu'il tiendra pour telle toute sa vie. Il n'y reviendra plus, non qu'il s'en éloigne ou s'en désintéresse, mais parce qu'il entend se vouer à une tâche plus urgente: démontrer que cette dialectique rationnelle coïncide avec la dialectique nécessaire, au sens du déterminisme. Quand il s'agit du passé, il est facile de donner cette coïncidence

pour acquise, mais il s'agit cette fois de l'avenir. D'où l'effort de Marx pour dégager la dialectique à travers laquelle le capitalisme engendre ses propres fossoyeurs et, par ses propres contradictions, aboutit à la révolution. D'où aussi l'effort pour mettre en lumière le rôle du prolétariat, prenant conscience de sa mission historique et accomplissant la révolution, rationnellement nécessaire. La dialectique de l'avenir, conçue par Marx, passe par l'intermédiaire de la prise de conscience et de l'action des masses. Il subsiste ainsi une équivoque, à l'intérieur même du marxisme, sur la modalité des anticipations historiques. La révolution et la victoire prolétarienne sont-elles inévitables, comme les propagandistes se plaisent à l'affirmer pour renforcer le courage et la confiance de leurs troupes? Ou bien sont-elles rationnellement nécessaires, au sens où Marx a dit quelque part: le socialisme ou la barbarie (texte qu'aurait pu invoquer Trotsky pour justifier la position prise à la fin de sa vie)?

La thèse de Merleau-Ponty se rattache à cette distinction de la dialectique rationnelle et de la dialectique réelle. Mais, écrivant un siècle après Marx, il ne se contente pas de suggérer, au détour d'un raisonnement, que la dialectique rationnelle pourrait être éventuellement non réalisée par les événements, il veut maintenir la vérité de la dialectique rationnelle bien que, jusqu'à présent, les événements semblent la démentir. L'histoire ne s'est pas déroulée selon le schéma historique qui, dans le marxisme, sert d'intermédiaire entre la dialectique rationnelle et le déterminisme des forces sociales. Il se heurte à des difficultés philosophiques parce qu'il n'a pas pour point de départ, un système philosophique total comme celui de Hegel, mais une philosophie de l'anti-système comme celle de l'existentialisme (qui à supposer qu'elle n'exclut pas, n'appelle à aucun degré la rationalité de l'histoire totale). De plus, il ne retient, de la dialectique rationnelle du marxisme, qu'une version formalisée, appauvrie, de telle sorte que l'on voit mal les éléments du marxisme qu'il est en droit, dans sa propre philosophie, de donner pour vérité définitivement acquise.

La notion centrale de sa pensée est celle de la reconnaissance mutuelle des hommes et de l'extension universelle de cette reconnaissance. On peut lui accorder sans peine que l'avènement de l'humanité implique cette reconnaissance mutuelle et universelle. L'humanité n'aurait atteint le terme de son aventure que le jour où tous les hommes se reconnaîtraient pour tels, où tous participeraient de l'humanité. Mais il s'agit là d'une simple définition, formelle, vide, d'une idée de la Raison (au sens kantien), conçue comme fin de l'histoire. La proposition n'aurait vraiment de portée qu'à la condition que fussent concrètement précisées les conditions de cette reconnaissance. Une société n'est jamais homogène. Il y a

fatalement des ouvriers, des contremaîtres, des directeurs, des citoyens, des ministres. La reconnaissance implique une certaine égalité entre ceux qui se reconnaissent mais non une homogénéité totale. Quelle hétérogénéité, quelle inégalité sont compatibles avec la reconnaissance? Dire que tous les hommes doivent se reconnaître ne nous en apprend pas plus que la maxime kantienne: traiter les hommes en fin et jamais en moyen.

De ce principe, on déduirait que la propriété, entraînant la distinction des capitalistes et des prolétaires, c'est-à-dire des maîtres et des esclaves, est incompatible avec l'humanisme et que, par conséquent, la révolution prolétarienne est indispensable à l'avènement de l'humanité. Mais, au fur et à mesure que l'on passe du formel au matériel, le caractère prétendument définitif de la vérité devient singulièrement douteux. Entre le prolétariat d'aujourd'hui, protégé par des lois sociales, bénéficiant d'une durée de travail réduite, négociant les conditions d'emploi par l'intermédiaire de syndicats, et le prolétariat qu'a connu Marx, travaillant douze heures par jour, réduit à un niveau d'existence proche du minimum physiologique, il n'y a guère que le nom de commun. Marx retrouverait plus facilement en Union Soviétique qu'aux États-Unis ou en Grande-Bretagne des conditions de vie analogues à celles qu'il a observées et dénoncées dans l'Angleterre de la première moitié du dix-neuvième siècle. On a pratiqué, en France et en Grande-Bretagne, des nationalisations dont on dirait difficilement qu'elles ont accéléré l'avènement de l'humanité. Objectera-t-on qu'il manque à ces nationalisations, pour accomplir leur vertu humaniste, la conquête de l'État par le prolétariat? Mais quand le parti communiste est maître de l'État, les grèves sont interdites, l'autorité des directeurs est renforcée, les salaires dictés par en haut et non discutés: se rapproche-t-on de l'humanisme intégral?

Il est très vrai que l'avènement de l'humanité exige une intégration des travailleurs à la société. Sous cette forme abstraite et vague, la proposition pourrait passer pour une vérité indissolublement liée à la définition même de l'humanité. Mais quand on confond cette intégration, dont les modalités sont indéfiniment variables, avec des événements ou des institutions déterminées, on passe de la vérité philosophique à l'hypothèse historique. Il faut l'incroyable mélange de prétentions et d'ignorance du philosophe pour affirmer, sans preuves autres que conceptionnelles, que la propriété collective et la planification sont partie intégrante de la définition d'une société humaine.

De même, le rôle de la "classe universelle" est, tout au plus, une hypothèse et non une vérité acquise. Que le prolétariat, parce qu'il est réduit à la nudité de la

condition humaine, dépouillé de toute particularité, ait pour mission de surmonter les divisions et de prendre en charge le destin de l'humanité, l'idée est aussi pathétique qu'éloignée du concret. Elle se rattache à des traditions chrétiennes (le salut par les malheureux) ou romantiques (la vocation des humbles). Le prolétariat d'aujourd'hui ne ressemble à la classe universelle que dans l'imagination complaisante des théoriciens. La condition prolétarienne, telle que l'avait décrite Marx, était un malheur. Elle n'était pas une vocation.

La prise du pouvoir par le prolétariat n'est plus guère qu'une mythologie. Ce ne sont pas les ouvriers en tant que tels qui exercent jamais les fonctions directrices de la société mais le parti qui s'arroge le droit de parler en son nom. Affirmer que le prolétariat doit se constituer en "classe universelle" ou que le monde est un "tumulte insensé", ressortit à la pire littérature.

Laissons ces discussions philosophiques et revenons à la situation présente. À quoi tendent, finalement, toutes ces subtilités? Tant que l'on reste sur la terre et dans l'histoire, on compare un régime à un autre, chacun avec ses mérites et ses défauts. Cette comparaison tourne inévitablement au désavantage de l'Union Soviétique, aussi inégalitaire et plus violente, plus tyrannique que les démocraties bourgeoises. Celles-ci ne deviennent pas, du même coup, le bien absolu par rapport au mal absolu, elles restent simplement des régimes moins oppressifs, plus humains que le "socialisme" de Staline. Une telle comparaison est trop prosaïque pour nos philosophes, elle n'exige qu'un peu de bon sens et pas du tout de génie.

En revanche, dès que l'on rapporte les différents régimes à leur but dernier, au sens que leur donnera leur aboutissement futur, toute certitude s'évanouit. Le but du stalinisme est évidemment plus sublime que celui des démocraties bourgeoises: la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme. Merleau-Ponty a l'honnêteté de reconnaître que la réalité actuelle de l'Union Soviétique ne permet pas d'affirmer que l'expérience russe du communisme conduise effectivement à l'avènement de l'humanité, au sens de la reconnaissance universelle et mutuelle des hommes. Mais il se refuse à prendre parti pour les ennemis de l'Union Soviétique, sous prétexte qu'avec le marxisme disparaîtrait l'espoir d'humanisme. Mais il ne nous accule à ce dilemme qu'en multipliant les erreurs intellectuelles: en confondant une idée formelle comme la reconnaissance de l'homme par l'homme avec un but prochain du mouvement historique, en intégrant à la définition éternelle de l'humanisme certaines hypothèses historiques (planification, propriété collective, rôle du prolétariat).

En dehors de toute philosophie, le même argument obsède certains esprits. Le stalinisme ne vise-t-il pas un objectif sublime? Comment le condamner au bout de trente ans, alors qu'il nous promet, à l'horizon, le royaume de Dieu sur la terre? Les travaillistes, les conservateurs, les ministres, les rois, les parlementaires, tous n'ont d'autre espoir, quand ils sont de bonne volonté, que d'améliorer la condition des hommes, sans promesse de paradis, sans attente de miracle. La modestie de leurs ambitions est-elle une circonstance aggravante? Qu'il nous soit permis d'en douter. En matière politique, c'est la sagesse qui juge le messianisme.

Remise dans les perspectives des sagesse historiques, cette unique philosophie de l'histoire apparaît comme un échec. Sous prétexte de révolution finale, on s'est arrogé le droit d'une violence illimitée. Au nom de la libération totale, on a édifié l'État totalitaire. Au nom du socialisme, on a ramené l'esclavage.

Il n'y a pas d'événement ni de groupe privilégié qui puisse, d'un coup, bouleverser le train des sociétés humaines. Nous n'avons pas à désespérer de l'avenir humain parce que, une fois de plus, des libérateurs se sont transformés en tyrans après s'être emparés de l'État. Mais il faudrait désespérer des intellectuels qui, même échappés à l'orthodoxie stalinienne, n'arriveraient pas à rompre les chaînes des religions séculières.

(1) Affectivement, je ne suis pas contre et je justifierais volontiers mon sentiment. Mais je ne vois pas comment un Arabe n'éprouverait pas irrésistiblement un sentiment contraire.

(2) Ces pages sont tirées d'une étude plus développée sur les intellectuels et la politique. Les extraits qui suivent, inévitablement, ne rendent pas justice à l'ensemble de la pensée de Merleau-Ponty, dont je rejette les raisonnements et les conclusions, mais dont je ne suspecte pas la sincérité.

Fidélité des apostats

La Table Ronde
Juin 1950

L'entreprise stalinienne présente à coup sûr une sombre et farouche grandeur⁽¹⁾. Construction d'une immense industrie lourde, collectivisation de l'agriculture (fût-ce au prix de la déportation et de la mort de millions d'hommes), rémunérations au rendement, toute-puissance des directeurs, règne de la police, orthodoxie idéologique, tous les procédés, aussi vieux que les despotismes, pour accroître l'effort des travailleurs, assurer la discipline du peuple, multiplier la force de la collectivité, ont été appliqués, à travers les étendues eurasiatiques, avec plus de résolution et de violence qu'en aucun pays ou à aucune époque. On conçoit que certains historiens réalistes exaltent et admirent, en la personne du Tsar rouge, un deuxième Pierre le Grand, celui de l'âge industriel. La surprise bouffonne, c'est que la gauche européenne prenne pour Dieu un bâtisseur de pyramides.

La gauche européenne était, au siècle dernier, libérale. Elle souhaitait limiter les pouvoirs de l'État, garantir les droits des personnes contre l'arbitraire. Les citoyens choisiraient ceux qui seraient appelés au gouvernement et les élus du peuple contrôlèrent l'administration. Il n'est guère besoin d'aller en Russie pour savoir que l'État soviétique est omnipotent, qu'il n'est arrêté par rien, ni loi, ni tradition, ni croyances, qu'il déplace ou liquide des millions d'êtres, innocents ou coupables. L'absolutisme des monarchies occidentales, au siècle du Roi Soleil, n'était rien à côté de l'absolutisme stalinien. Les lettres de cachet n'étaient rien à côté des arrestations sans jugement par décision administrative. Même les prisons tsaristes, où Lénine et Trotsky écrivaient leurs livres, n'étaient rien à côté des camps de concentration où peinent des millions d'esclaves.

On objectera que le socialisme consiste précisément à nier, au moins à titre temporaire, le libéralisme (dont seule une minorité privilégiée jouit pleinement dans les démocraties capitalistes) afin d'élever la condition des masses, de libérer *réellement* le prolétariat, de mettre fin à des inégalités intolérables. Une telle objection serait valable si la société soviétique apportait aux ouvriers libertés ou égalité que leur refuse la société bourgeoise. Mais il n'en est rien. La nouvelle société comporte une hiérarchie plus simple mais non pas plus conforme à l'équité que les sociétés bourgeoises, hiérarchie unique qui est à la fois celle de l'État et de la société, technique et bureaucratique simultanément. La propriété

collective des instruments de production interdit l'accumulation des fortunes privées, mais les privilèges qu'assure en Occident la richesse, sont liés là-bas aux fonctions mêmes que l'on remplit. Le socialisme soviétique ne tend pas vers un ordre égalitaire mais vers la cristallisation d'inégalités qui, depuis le premier plan quinquennal, se sont accentuées. Rien d'étonnant qu'André Gide, venu au communisme sans culture marxiste, par naïveté révolutionnaire et sentimentalité chrétienne, ait conclu tout de go qu'il était victime d'une mystification, que le sens des mots s'était renversé et que l'on appelait désormais contre-révolutionnaire en Russie ce que l'on avait coutume d'appeler révolutionnaire en Occident. Et encore, à cette époque, le culte de Staline n'avait pas atteint les formes extrêmes et abjectes qu'il revêt aujourd'hui. L'esprit d'orthodoxie commençait seulement d'envahir la musique ou la biologie.

Ce qui demande explication, ce n'est pas le cas de Gide, découvrant la réalité de l'Union soviétique et dénonçant la Grande Illusion, c'est le cas de tant d'autres, croyants ou sympathisants, imperméables aux témoignages, butés dans leur certitude. On laissera de côté la virtuosité de l'Intourist et la tradition de Potemkine, l'émerveillement du voyageur devant des usines qu'il mépriserait si elles étaient l'œuvre de capitalistes maudits, le respect, authentique et justifié, devant certaines réalisations (hôpitaux, écoles, maternités, etc.). On laissera de côté également les motifs individuels qui amènent tel ou tel intellectuel d'Occident, insatisfait de son sort ou de ses succès, à reporter sur la patrie lointaine et inconnue du socialisme ses rêves inassouvis. Il ne manque pas de communistes pour justifier la plupart des faits qu'invoquent les anti-communistes, dans le cadre d'une philosophie de l'avenir.

L'État devait dépérir après la Révolution, et l'État dit révolutionnaire est le plus total que connaisse l'histoire. Qu'à cela ne tienne: aussi longtemps que l'État socialiste est entouré d'États capitalistes, il ne saurait dépérir, il doit se renforcer pour survivre (mais que devient, en cette hypothèse, le socialisme dans un seul pays?). La police politique? La Révolution doit se défendre contre ses ennemis. La collectivisation par la violence, la déportation de millions de Koulaks? Le parti du prolétariat a le droit d'employer tous les moyens puisqu'il bâtit la société sans classes. La condamnation du néo-mendélisme, du formalisme? Tout doit être subordonné, provisoirement, à la lutte des classes et à l'édification socialiste. Le bureau politique a le droit d'exiger un art compréhensible aux masses, des théories scientifiques en accord avec la philosophie du parti.

Ce mode d'argumentation est facile et banal. Il représente une espèce d'un

genre bien connu: la justification, par le croyant, de sa foi, en dépit des faits et parfois contre le bon sens. On le sait depuis longtemps: pour qui croit au prophète, les prophéties ne sont jamais démenties. Il y a toujours moyen de réconcilier une prophétie avec des événements qui, en apparence, la démentent. Le communiste ne s'en trouve pas moins dans une position privilégiée pour accomplir cette tâche d'auto-justification. En effet, la philosophie à laquelle il a souscrit, exclut tout absolu, intellectuel ou moral. Il n'y a rien en deçà ni au-delà de l'histoire à travers laquelle l'humanité se crée elle-même, pour aboutir finalement à la société sans classes. Le militant, qu'il soit intellectuel ou ouvrier, reconnaît au parti et à lui seul la mission de renverser le capitalisme et d'édifier le socialisme. À partir de ce moment-là, au nom de quoi porterait-il un jugement sur ce qui est, à ses yeux, la valeur suprême ou du moins l'agent grâce auquel le but absolument valable sera atteint? Comment opposerait-il ses scrupules petits-bourgeois aux nécessités de l'action collective? Si l'on admet que la société sans classes exige la propriété collective de la terre, pourquoi plaindrait-on le sort des Koulaks déportés, victimes de l'histoire bien plutôt que de Staline ou du N.K.V.D.? Le système est fermé, il se clôt sur lui-même. Tant que l'on admet le schéma historique, la valeur absolue du but et la mission du parti, il n'y a pas de cruauté, il n'y a pas de déportation ou d'épuration, il n'y a pas de pacte Hitler-Staline, qui puissent percer la carapace du système derrière lequel s'abrite le fidèle. Le jour où l'on a rejeté le système, on découvre d'innombrables motifs de dénoncer avec indignation ce que l'on justifiait la veille. Les anti-communistes font valoir aujourd'hui contre Staline des événements qu'ils ont supportés, sinon approuvés, lorsqu'ils appartenaient au parti. Il faut, d'ordinaire, beaucoup d'événements pour que s'écroule le système.

Si le système permet de camoufler la contradiction entre l'idéal de la gauche européenne et la réalité soviétique, pourquoi dira-t-on, l'intellectuel veut-il ce camouflage? Pourquoi a-t-il besoin de croire à l'édification socialiste en Russie? Pourquoi adore-t-il de loin tout ce qu'il dénoncerait, dans son propre pays, comme la pire forme de la réaction?

Dans l'ordre intellectuel, on aperçoit plusieurs raisons de ce malentendu tragique. Il y a peu d'authentiques marxistes parmi les intellectuels d'Occident (en dehors de l'Allemagne et des pays de culture allemande), mais certaines idées-forces du marxisme ont été peu à peu inconsciemment absorbées. Que la propriété collective, en tant que telle, n'implique pas un ordre social plus juste et plus humain que la propriété individuelle, n'importe quel économiste ou sociologue le sait depuis longtemps. Mais tel philosophe ne se décide pas à

condamner l'Union soviétique, en dépit de tout, parce qu'il a lu, dans les livres, que la voie, qui mène à la reconnaissance de l'homme par l'homme passe par la propriété collective. La révolte du peuple et l'aspiration à la liberté passaient pour liées, au siècle dernier: la bourgeoisie était la classe montante et tendait à l'établissement d'institutions libérales. Le jour où le parti qui se donne pour l'interprète de la classe «montante» prétend élever un État qui absorbe dans son sort la société entière, le divorce de la révolution et de la liberté est consommé. Sans doute, la propagande révolutionnaire continuera de dénoncer des injustices réelles, mais on sait que, victorieuse, la Révolution construirait un ordre moins équitable et moins libéral encore que l'ordre existant. Or, l'intellectuel chrétien «progressiste» se refuse à croire que la cause du peuple ou du prolétariat puisse ne pas être celle de la liberté. L'intellectuel de tradition rationaliste se refuse à croire que l'histoire ne soit pas fatalement orientée vers le bien et que la société post-capitaliste puisse être pire que la société capitaliste.

Des mobiles, à peine conscients, pèsent cependant plus lourd que ces motifs rationnels ou pseudo rationnels. L'intellectuel de gauche éprouve une sourde mauvaise conscience à l'égard de l'homme d'action, il souffre d'un complexe de défaite. Les idéalistes de 1848 ont été écrasés. Napoléon III a succédé à la monarchie et Bismarck a réalisé l'unité allemande. Les communards ont été liquidés par la réaction bourgeoise, les social-démocrates ont trahi l'Internationale et rejoint, en août 1914, le camp de la guerre et de l'union sacrée. Seuls les bolcheviks ont rompu avec cette tradition de défaite. Du coup, ils jouissent d'un prestige incomparable. On ne se demande plus si, dans la victoire, ils n'ont pas perdu les raisons de vaincre, si la fameuse efficacité, qui leur fait une auréole n'est pas destructrice des valeurs mêmes au nom desquelles on se dressait contre le capitalisme. C'est parce qu'ils sont seuls efficaces qu'une telle fraction de la gauche européenne s'obstine à voir, dans les Stalinistes, les agents de la Providence historique destinés à servir de guides au prolétariat. Ainsi l'intellectuel d'Occident en vient, avec bonne conscience, à se renier lui-même: il se soumet à ce qu'il déteste au fond de son cœur, dans l'espoir que l'avenir sanctifiera son reniement.

La rencontre de l'intellectuel d'Occident avec le parti communiste tient, dans ce livre, plus de place que la découverte de la contradiction entre l'idéal de gauche et la réalité soviétique. Sur les six «apostats», deux seulement, S. Spender et R. Wright, n'ont pas fait le voyage de Moscou. Mais ce voyage n'a été cause immédiate de rupture que dans le seul cas d'André Gide. Or il suffisait de lire les textes dans lesquels l'écrivain français commentait son adhésion pour

prévoir le choc, imputable autant à la naïveté du converti qu'aux rigueurs du régime soviétique. Quant aux autres, Koestler, Silone, Wright, Spender (et surtout les deux premiers qui furent des militants actifs), ils ont fini par ne plus pouvoir se plier à la technique d'action des partis communistes. On a dit que les transfuges ont été finalement révoltés par l'immoralité foncière de l'action communiste. Formule à la rigueur acceptable, à condition d'ajouter que le militant communiste est, d'une certaine façon, profondément moral. Il ne respecte pas les règles de la morale dite bourgeoise (en fait, pour l'essentiel, de la morale éternelle, dans la mesure où celle-ci s'applique à la conduite de l'individu), mais il les viole dans l'intérêt du parti et non dans son intérêt personnel: il espionne pour servir l'U.R.S.S., il calomnie les hérétiques ou les indisciplinés pour obéir à ses chefs et à la ligne.

Dès l'origine, le parti bolchevik a combiné deux sortes de caractères, ceux du parti de masses, ceux de la conspiration. À la vie publique des cellules s'ajoute, dans l'ombre, un réseau d'espionnage. Arthur Koestler rêve de se dévouer à la construction du socialisme en conduisant un tracteur en Ukraine, on l'invite à conserver ses fonctions de journaliste au trust Ullstein et à fournir des renseignements. L'exemple est typique à partir du moment où il a donné son adhésion, pourquoi le militant refuserait-il la tâche qu'on lui confie? Plus cette tâche lui paraît rebutante, plus volontiers il l'acceptera. Tout comme le chrétien, il témoignera pour sa foi en surmontant ses désirs, en sacrifiant ses préférences à la volonté de son Dieu. Là est le piège fascinateur du communisme. Dans une religion de salut, l'auto-négation du croyant aboutit à la quête de la sainteté. Dans une religion séculière, le mécanisme est le même mais le résultat est inverse. Le croyant ne refoule pas les appétits de sa chair, mais les scrupules que des siècles de civilisation ont inscrits dans sa conscience. Il s'interdit de mettre en question la moralité des ordres qu'il reçoit. L'ascèse à laquelle il se soumet n'est pas orientée vers la pureté de cœur mais vers l'action efficace. Plus le militant sera dévoué et moins il hésitera à commettre des actes que réprouve l'éthique traditionnelle.

Certes, l'efficacité dans l'action n'implique pas en théorie l'immoralité des actes. Mais le parti communiste est en guerre contre la société capitaliste, guerre politique, clandestine, impitoyable. Les militants doivent porter le masque, dissimuler au monde extérieur leur véritable figure, s'infiltrer dans les syndicats pour les soumettre à la volonté du parti, noyauter les organes de l'État hostile, accumuler et transmettre les informations. La moralité de la guerre – tromper l'ennemi, l'affaiblir avant de l'écraser – n'a rien de commun avec la moralité dont

les intellectuels rêvent pour la société future.

Plus encore que les relations humaines entre le parti et le monde extérieur, les relations humaines à l'intérieur du parti mettent à rude épreuve la conscience de l'intellectuel. On sait que, dès l'origine, le parti bolchevik se singularisait par son recrutement (le rôle que jouaient les révolutionnaires professionnels), et sa structure (le centralisme démocratique). Bien qu'en théorie le comité central fût élu par les représentants des sections locales, en fait les membres du comité central (ou souvent *le* membre du comité central) qui tenaient les fils du réseau clandestin et répartissaient les fonds, étaient en mesure de manipuler les élections et de se faire élire par des hommes, plus ou moins nettement désignés d'en haut. La structure du parti, dès le temps de Lénine, tendait à être autoritaire: le comité central dirigeait le parti plus qu'il n'exprimait les désirs des masses ou des militants.

Avant 1914, la technique d'organisation et d'action, qu'appliquait Lénine, était considérée avec inquiétude et soupçon par tous les pontifes de la II^e Internationale. Ils y voyaient une conséquence de l'absolutisme tsariste et des conditions particulières dans lesquelles se déroulait, en Russie, la lutte de classes. Ils n'imaginaient pas que ces méthodes de conspiration pussent s'imposer, comme ce fut le cas après 1917 à tous les partis d'une Internationale. Or cette technique, bien loin de disparaître avec la fin du tsarisme ou la victoire de 1917, s'est maintenue et dégradée.

Du temps de Lénine, la liberté de discussion régnait à l'intérieur du parti. Chaque membre du comité central exposait et défendait ses conceptions. La règle d'unanimité signifiait simplement qu'une fois la décision prise, les désaccords s'effaçaient et que l'on agissait d'un seul cœur. Mais peu à peu on ne s'est pas contenté du ralliement des «déviationnistes» à la ligne choisie par la «majorité» du parti, on a exigé d'eux qu'ils justifient et exaltent la décision qu'ils avaient combattue, qu'ils fassent amende honorable, qu'ils reconnaissent solennellement leur erreur passée. De plus, la thèse du parti cesse d'être celle que la majorité des militants ou des dirigeants a librement adoptée, elle devient celle de l'État-major, puis finalement celle du secrétaire-général. Le renversement des valeurs s'est achevé: la discipline du parti révolutionnaire s'achève en dictature d'un homme.

La mission providentielle qui incombait d'abord au prolétariat, puis au parti, c'est un homme désormais qui va en être investi. Ce qu'il tient pour conforme à l'intérêt du parti, conforme à l'intérêt du prolétariat, conforme à l'intérêt de

l'Union soviétique confondu avec la cause de la Révolution, prend un caractère sacré, obligatoire pour tous.

L'interprète de l'histoire, le chef suprême de l'armée révolutionnaire, sera divinisé de son vivant. Développement au fond logique. N'est-ce pas lui qui indique à l'Humanité le chemin qui mène à l'accomplissement de la valeur absolue?

Le chef proclame la vérité de chaque instant, mais cette vérité oscille au moindre souffle de la conjoncture. On tend la main aux socialistes après les avoir dénoncés comme les ennemis n°1 du prolétariat, on célèbre le pacte avec Hitler après avoir vitupéré les fascistes pendant des années. La même dialectique qui justifie ces retournements sert aussi à condamner ceux qui, à un moment ou à un autre, se révoltent contre cette vérité impérative et changeante. Puisque le parti est l'agent de la Providence historique, les déviationnistes se dressent contre l'avenir, contre la vérité humaine. Or, chacun se définit par ce qu'il fait et non par ses intentions. Un opposant contribue-t-il à affaiblir la force du parti, la confiance des fidèles, l'autorité des dirigeants? Évidemment oui. Les fascistes désirent-ils, eux aussi, affaiblir le parti? Évidemment oui. Les opposants agissent donc en ennemis. Par ce procédé d'identification en chaînes, un déviationniste devient un Trotskyste, un Trotskyste un agent de la Gestapo, Tito un mercenaire de l'impérialisme américain. On réservera à nos arrière-neveux la distinction, paraît-il subtile, entre «*agir comme*» ou «*servir involontairement*» et «*être*». Il est *provisoirement* nécessaire que les opposants soient déshonorés et que rien n'atteigne le prestige de Staline et des siens. Le militant qui a vécu, des années, dans ce système clos, est moralement préparé à en respecter les règles, lorsque son tour est venu. Au nom de quoi proclamerait-il son innocence, puisqu'il a condamné tant d'adversaires, à l'extérieur et à l'intérieur du parti, en fonction de cette nécessité historique, interprétée par le même chef, dont il est, lui aussi, victime?

C'est, à n'en pas douter, cette technique qui a fini par révolter la plupart des intellectuels d'Occident qui sont sortis de l'Église stalinienne. Silone refuse d'approuver une motion contre Trotsky qu'on ne lui a pas donnée à lire. Incident symbolique: l'autorité vient d'en haut et les votes des militants ou des communistes étrangers à l'intérieur du Komintern ne représentent plus qu'une cérémonie d'acclamations, hommage dérisoire à des mœurs démocratiques depuis longtemps tombées en désuétude. S. Spender finit par percer à jour le jeu des communistes dans la guerre d'Espagne, qui ne rejoint que par instants celui

de la démocratie ou du peuple espagnol. Avant même de pénétrer dans l'Église, il en est détourné par le fanatisme, la mauvaise foi à l'égard des alliés, le cynisme des fidèles. Le pacte germano-soviétique a été le «Kronstadt» (pour employer l'expression de L. Fischer) de beaucoup de communistes et de sympathisants. Et pourtant, à l'intérieur du système, rien n'est plus aisément justifiable que cette «rencontre de deux révolutions». Laisser les pays capitalistes s'exterminer entre eux, n'était-ce pas la sagesse même, la promesse du socialisme triomphant, par la grâce de l'armée rouge, sur les ruines des démocraties bourgeoises et des fascismes, épuisés à force de se combattre? Enfin, s'il est impossible d'imputer la conversion de Koestler à un événement, il est visible, à travers son récit, que la méthode des Staliniens – le sacrifice des personnes à une idée, la déshumanisation des militants en quête d'une société humaine – lui devint peu à peu intolérable. Récemment, le procès Rajk a troublé les intellectuels de gauche, communistes, communisants ou sympathisants. La centième application d'une technique, qui a perdu son mystère, a ébranlé les convictions de ceux qui avaient encaissé sans broncher les 99 applications précédentes. Ils ont versé des larmes pour l'ancien chef de la police communiste hongroise. Pour un Nicolas Petkov, qui n'avait pas de sang sur les mains, ces consciences scrupuleuses ne s'étaient pas émues.

Malgré tout, on aurait tort de croire que la technique communiste inspire à tous, même à tous les intellectuels, de l'horreur. *Le Zéro et l'Infini*, qui a dégagé la dialectique des épurations et lui a donné une expression classique, a confirmé maints anti-communistes dans leur refus, mais il a aussi confirmé certains communistes dans leur foi, il a donné à d'anciens communistes la nostalgie de la communauté perdue. Pourquoi ce monde clos, où l'individu est immolé à un Dieu en devenir, où la vérité du présent, du passé et de l'avenir est proclamée à chaque instant par un homme que désigne son pouvoir et non pas son génie, pourquoi ces ratiocinations, dont l'origine paraît raisonnable et l'aboutissement digne des paranoïaques, continuent-ils d'exercer, en dépit de tout, une séduction sur tant d'Occidentaux?

Je ne vois qu'une réponse possible: la discipline du parti, avec ses excommunications, ses interprétations à chaque instant renouvelées, sa vérité toujours obligatoire et jamais définitive, représente pour beaucoup d'hommes non une épreuve mais un soulagement. Il est, à notre époque, des intellectuels qui préfèrent recevoir la vérité plutôt que la chercher seuls, dans le doute et le tremblement. Ils ont peur de la liberté, ils aspirent à la sécurité que donne seule la soumission à une autorité à la fois temporelle et spirituelle.

Sans doute, la participation à cette église en marche ne va pas sans une autre sorte d'insécurité. Comment savoir si, orthodoxe aujourd'hui, on ne sera pas hérétique demain? Les circonstances changent et le chef ne manifeste guère d'indulgence pour ceux qui ont vu clair avant lui. La vérité communiste n'en a pas moins une vertu incomparable: elle ne fixe pas seulement la fin dernière, elle donne aussi un sens vrai aux démarches quotidiennes. Le monde entier s'éclaire, les événements tragiques qui affligent l'humanité depuis le début du siècle perdent leur apparence d'absurdes catastrophes. Rien n'aura été vain: les nations et les classes, les individus et les idées s'insèrent dans cette vision globale, chaque être et chaque chose affecté d'un signe positif ou négatif, rapporté au passé ou à l'avenir, marqué du sceau d'infamie ou auréolé par la participation à l'œuvre de l'histoire. Seul le communisme donne une solution *totale* à *tous* les problèmes économiques et politiques puisque seul il prête une valeur absolue à un certain ordre social.

Cette «solution totale» est évidemment absurde. La société soviétique ressemble aux tyrannies du passé non à l'image d'une humanité réconciliée. Mais cette prétention à la vérité absolue de l'histoire n'en garde pas moins un prestige incomparable. Aux époques où la religion, la relation de l'individu et de Dieu, passe pour l'essentiel de l'existence humaine, on se contente, en politique, d'opinions plus ou moins vraisemblables. Mais en notre siècle où la politique est devenue destin, où l'on joue dans les luttes entre partis et entre nations le sort des siens, de sa patrie, de son âme même (le vainqueur pétrira l'âme de nos enfants), comment se satisfaire de la vraisemblance, comment se satisfaire de ce qui est non le bien mais le préférable ou le moindre mal? La recherche scientifique, appliquée aux réalités sociales, montre aisément qu'il n'y a pas de miracle ni de révolution salvatrice. Le prolétariat n'est pas libéré parce qu'on a remplacé les directeurs privés par des fonctionnaires d'État. Le niveau de vie des masses dépend de la productivité du travail et non du mode de propriété. Pour améliorer la condition des travailleurs, sans sacrifier les libertés personnelles ou le régime représentatif, en notre siècle, les moyens efficaces sont exactement contraires à ceux que recommande le Stalinisme. Il faut avancer pas à pas, multiplier les réformes partielles, se refuser aux facilités de la violence. Or les intellectuels refusent cette méthode d'ingénieurs sociaux, qui apporte *des* solutions à d'innombrables problèmes particuliers mais non pas *une* solution à *un* problème considéré comme total. Le Stalinisme doit sa force d'attraction, pour une large part, à sa faiblesse sur le plan intellectuel. Il en impose parce qu'il constitue un système simplifié du monde, il ne résiste pas à l'examen parce qu'il traduit

l'aventure humaine en quelques notions primaires, en quelques images d'Épinal.

Étrange tribulation du rationalisme européen. Les intellectuels de gauche saluaient, dans le rejet de la religion transcendante, une libération de l'esprit: voici les plus avancés d'entre eux qui se découvrent incapables de vivre sans foi et se soumettent à une autorité, autrement totalitaire et irrationnelle que celle de l'Église. Le marxisme leur avait donné mauvaise conscience de leur idéalisme, il leur avait fait honte d'opposer leurs désirs à la réalité: c'est de la réalité elle-même que devait, par maturation historique, sortir la révolution et finalement l'avènement du royaume millénaire. Mais voici que ce refus de distinction aboutit à l'aberration. On ne voit plus la réalité telle qu'elle est, on l'interprète, on la met «en perspective», on la prolonge vers un avenir inconnu. Dès lors, le tyran divinisé, le monopole du parti, la police onnipotente, l'idéologie pour le peuple, les camps de concentration, cessent d'être ce qu'ils sont, c'est-à-dire la forme extrême, la forme parfaite de l'institution despotique que la gauche européenne exérait. Et tous les Diafoirus de la philosophie se demandent gravement s'ils ont le droit de condamner un régime qui maintient des millions d'hommes dans les camps de concentration. Les voici prêts à sacrifier les hommes aux mythes ou plutôt la vérité à la sauvegarde de leurs illusions.

Il est peu question, dans ce livre, du marxisme. Bien que les six témoins soient des intellectuels, les écrits de Marx n'ont joué, pour ainsi dire, aucun rôle ni dans leur adhésion ni dans leur rupture. Je crois que Gide, après sa conversion au communisme, entreprit de lire le *Capital*. *Fides quaerens intellectum*. On devient marxiste aujourd'hui parce qu'on s'est rallié à l'Union soviétique. La démarche inverse serait peut-être plus logique, elle l'est moins psychologiquement et, en tout cas, moins fréquente.

Sans doute, le prestige de la révolution russe tient-il, pour une large part, à l'idée que s'en fait le monde extérieur, et cette idée elle-même ne se sépare pas des thèmes marxistes que reprend la propagande soviétique. Mais la lecture du *Capital* ou même du *Manifeste communiste* a moins de force convaincante que le spectacle des injustices bourgeoises, des crises capitalistes ou des guerres. On imagine un parti, sorti du prolétariat, édifiant un monde neuf après la conquête de l'État. On décide de se dévouer à cette tâche prométhéenne: le marxisme simplifié des Staliniens intervient ensuite et transforme un événement historique en une étape, rationnellement nécessaire, de la dialectique humaine.

Prise au sérieux, à la fois dans ses origines philosophiques et son développement économique, la doctrine marxiste comporte de multiples

interprétations, et l'interprétation des bolcheviks ne s'impose pas avec évidence. Bien que certains textes de Marx suggèrent une tactique de violence et de «révolution permanente», les textes favorables à la méthode évolutionniste sont au moins aussi nombreux. En tout cas, la révolution prolétarienne, d'après l'opinion quasi unanime des marxistes d'avant 1914, supposait le développement des forces productives. Lénine lui-même ne croyait pas que la révolution russe, qu'il estimait prochaine, serait autre chose qu'une révolution bourgeoise ou l'étincelle qui provoquerait l'explosion révolutionnaire dans l'ensemble de l'Europe. Le socialisme post-capitaliste devait, dans la pensée de Marx, surmonter l'antinomie des libertés formelles et des libertés réelles, non supprimer les unes sous prétexte de réaliser les autres. La plupart des théoriciens marxistes ont, dès l'origine, dénoncé le léninisme comme une déviation «blanquiste», voire tartare, dont l'aboutissement fatal était une dictature bureaucratique *sur* le prolétariat et non une dictature du prolétariat.

À n'en pas douter, un régime qui se donne pour prolétarien mais qui a enlevé au prolétariat tous moyens de revendiquer, prête le flanc à la critique marxiste plus encore que le régime capitaliste. Le décalage entre réalité et idéologie y est plus éclatant que dans les démocraties bourgeoises. On nous dit, avec raison, que l'ouvrier d'Occident ne jouit pas pleinement des libertés auxquelles l'intellectuel est à ce point attaché. Mais quelles libertés conserve l'ouvrier soviétique, attaché à son usine, doté d'un passeport intérieur, qui ne choisit pas ses dirigeants syndicaux et n'a pas le droit de discuter avec son unique employeur les conditions de travail et de rémunération? Un marxiste sérieux, qui tient la propriété collective et la planification pour conséquence inévitable de la décomposition capitaliste, aurait plus de raisons de rallier l'opposition trotskyste ou la social-démocratie que le stalinisme.

Celui-ci s'est servi du marxisme comme d'une idéologie justificative, mais il s'est imposé par des prestiges qui ne doivent presque rien au texte sacré: prestige de la victoire alors que les socialistes démocratiques semblaient avoir conclu un pacte avec la défaite, prestige de l'intransigeance révolutionnaire alors que les réformistes avaient fait faillite en 1914 et se prêtaient à toutes les compromissions, prestige de la force puisque, pour la première fois, un parti marxiste se confondait avec un État puissant. Ni Koestler, ni Silone n'ont appartenu au parti communiste parce qu'ils souscrivaient à l'interprétation léniniste du marxisme, ils ne l'ont pas quitté parce qu'ils se sont ralliés à la critique de Kautsky ou de Léon Blum, encore qu'ils aient découvert, par expérience, la vérité de cette critique.

Il est donc vain de se demander quelle leçon commune A. Koestler, I. Silone, R. Wright, S. Spender, André Gide, L. Fisher ont tiré de la mystification dont ils ont été victimes. André Gide et Stephen Spender se retrouvent, après l'aventure, ce qu'ils étaient avant, ce qu'ils n'ont cessé d'être durant leur séjour sur les frontières de la secte: des libéraux, d'inspiration chrétienne, révoltés par les injustices de nos sociétés, aspirant à un ordre social qui éliminerait les formes extrêmes de la pauvreté et donnerait à tous les hommes une chance d'accomplir leur humanité. Ni aujourd'hui, ni hier, ni l'un ni l'autre n'ont une idée précise des mérites respectifs des divers systèmes économiques ou sociaux en notre siècle.

Richard Wright a rencontré le parti communiste, il s'en est écarté rapidement. Membre d'une minorité opprimée, il allait vers ceux qui se battaient pour ses frères et pour lui, sans savoir ce qu'était le marxisme, le léninisme ou l'Union soviétique. Aspirant à devenir un écrivain, il n'était pas encore, comme certains de ses confrères d'Europe, «sophistiqué» au point de se renier dans l'espoir de s'accomplir. Il refusa de souscrire aux exigences du parti, de sacrifier son œuvre littéraire aux activités de propagande que l'on confie aux révolutionnaires professionnels. Il connut immédiatement le sort que le parti réserve aux hérétiques, à tous ceux qui ne se soumettent pas aux règles de la discipline inconditionnelle: on le chassa de la communauté, on tenta de le déshonorer. Richard Wright continue de dénoncer les injustices de la société américaine: ni communiste ni anti-communiste.

Les deux cas les plus instructifs sont ceux de A. Koestler et de Silone. L'un et l'autre ont été des militants actifs et non pas seulement des sympathisants en marge. L'un et l'autre ont été jusqu'au bout de l'adhésion, l'un et l'autre ont cru au parti, à la révolution, à la société sans classes, l'un et l'autre ont vécu de cet espoir et de la fraternité des combattants. L'un et l'autre resteront marqués toute leur vie par la foi de leur jeunesse et par leur déception. Silone milite dans une fraction socialiste de gauche. Koestler, dont l'itinéraire n'est pas achevé, s'interroge encore: le stalinisme condamne-t-il l'espoir socialiste ou seulement une tentative prématurée dans un pays à demi extérieur à la civilisation occidentale? L'expérience soviétique a démontré qu'une économie à propriété collective et planification centrale donne à l'État les moyens d'un despotisme illimité, elle n'a pas démontré qu'elle rendait cette tyrannie fatale.

Ce n'est pas le lieu de pousser plus loin la recherche, si indispensable soit-elle. Je suis, pour mon compte, convaincu que la gauche européenne ne sortira de son marasme présent qu'à la condition de regarder en face la réalité, de déterminer

les causes de la faillite, de tirer la leçon des défaites et des victoires pires que les défaites. De ce livre se dégagent deux conclusions que ratifieraient, me semble-t-il, les six témoins. À la longue, la technique d'action, employée par un parti révolutionnaire, détermine la société qu'il édifie, plus que les idéaux dont il fait profession. L'historisme intégral conduit à une impasse: ou bien il dégénère en opportunisme ou bien il introduit un absolu en prêtant à un avenir, conçu mais ignoré, une valeur inconditionnelle. Quand on érige un avenir en Dieu et un parti en Messie, on s'abandonne, avec bonne conscience, à toutes les folies du fanatisme, à toutes les débauches de la violence.

La ligne de l'attaque qui sera lancée contre ces témoins a déjà été dessinée. On traitera de renégats ces hommes qui avaient voulu se dévouer à une cause humaine et qui ont refusé de servir une entreprise d'asservissement des hommes et des esprits.

À ce reproche, on répondra simplement. Il est des circonstances où l'on est condamné à trahir ses compagnons ou ses idées. Les ex-communistes devenus anti-communistes ne plaident coupables ni pour leur foi d'hier ni pour la rupture. Ils se sont trompés ou ils ont été trompés, mais s'ils étaient obstinés dans leur erreur, alors ils auraient trahi. En se détachant, ils ont été fidèles à leur volonté intime, à ce qui inspire, à travers les siècles, l'effort révolutionnaire.

Les intellectuels rejoignaient le parti communiste après la première guerre mondiale par idéalisme. En va-t-il de même aujourd'hui? Certes, chaque génération à son tour paye son tribut à l'illusion. Celle qui est arrivée à l'âge d'homme après la deuxième guerre mondiale, en France du moins, a payé plus que toute autre. Elle devra, à son tour, apprendre que le Dieu lointain n'en est pas un. À moins que les intellectuels, même en Occident, ne soient désormais adaptés à la société soviétique: poètes qui ne refuseraient pas les fonctions de policier ou de censeur, romanciers auxquels plairait la diffusion de leurs œuvres par les éditions d'État, économistes qui rêvent de la puissance réservée aux planificateurs, techniciens qui ne seront jamais las de construire des barrages et des usines et qui manipulent les hommes comme les matériaux.

Ne méconnaissons pas le suprême péril. Les intellectuels idéalistes d'Occident ont rêvé de s'accomplir en se reniant: ils ont reconnu leur erreur. Mais il est désormais des intellectuels, soumis à la discipline et intégrés à un appareil de pouvoir, servile et glorieux, qui trouveraient authentiquement, dans l'ordre totalitaire, l'assouvissement de leurs désirs.

(1) Ce texte doit servir de postface à l'édition française du livre *The god that failed*, à paraître aux éditions Calmann-Lévy sous le titre *Le Dieu des ténèbres*.

De la trahison

La Table Ronde
Novembre 1951

La parution du livre de M. André Thérive⁽¹⁾, dans cette collection, suscitera ce que l'on appelle, au *Journal officiel*, des mouvements divers. Réduite à ses éléments essentiels, la thèse de M. André Thérive – encore que le mot thèse, avec toute sa lourdeur universitaire, ne s'accorde guère au style de l'ouvrage – se ramène à peu près à l'argumentation suivante.

Il y eut une époque où la trahison se définissait par la rupture d'un lien personnel. Condé, Turenne furent des traîtres, ils combattirent contre leur pays, mais surtout ils se révoltèrent contre leur roi. Cette trahison ne soulevait pas d'indignation durable ou profonde. Elle ne passait pas pour infamante quand elle était le fait d'un homme bien né. Tel général de haut rang, injustement traité par son suzerain, mettait son épée au service d'un autre monarque sans éveiller colère ou mépris parmi ses anciens compagnons d'armes.

Tant que la trahison et la fidélité valent à l'égard de personnes ou d'institutions concrètes, on identifie les cas sans grande peine et l'on nuance les jugements portés sur les transfuges ou les rebelles, selon les motifs qu'on leur prête, la gravité du serment qu'ils ont rompu, la valeur de l'homme ou du groupe qu'ils ont déserté. Les trahisons se multiplient dès que la Réforme, en brisant l'unité religieuse, suscite de possibles conflits de devoirs. Chaque parti n'hésite pas à demander l'appui des étrangers de même confession, au risque d'affaiblir le royaume. Catholiques et protestants s'entretuèrent, sans s'épargner les uns aux autres l'accusation de traîtres, mais sans que cette accusation jouât un rôle décisif. Celui qui combattait la véritable Église et entraînait les âmes au péché et à la perdition, commettait, par le fait même, un crime plus grave que celui qui risquait, par ses actes, d'entraîner pour son pays la perte d'une province.

La Révolution de 1789 ouvrit une ère nouvelle. Marie-Antoinette, en transmettant des informations aux ennemis de la France révolutionnaire, n'a pas conscience de trahir. Les Alliés, à ses yeux, en veulent seulement aux usurpateurs. Elle ne connaît pas d'autre France que celle sur laquelle règne Louis XVI: la fidélité à la monarchie demeure pour elle la fidélité suprême. Elle est de bonne foi, mais, par rapport à la France nouvelle, elle n'en commet pas moins le crime de trahison. Elle favorise les entreprises d'armées étrangères qui peut-être rétabliront le trône mais peut-être aussi, pour prix du service rendu, arracheront

au royaume quelque territoire.

Entre 1789 et 1815, des loyalismes contradictoires s'affrontent. Les tenants du passé en viennent à rallier le camp des ennemis de la France révolutionnaire ou impériale. Ceux qui ne cessèrent de servir la France furent en même temps les opportunistes, qui se rallièrent à tous les régimes, successivement. Ajoutons que Bonaparte, puis les Bourbons, atténuèrent le plus possible les épurations, soucieux de réduire au minimum l'émigration, intérieure et extérieure.

À travers le XIXe siècle, la nation s'impose de plus en plus comme la valeur, l'instance suprême. Sans doute la France continue-t-elle de souffrir de la mise en question permanente de son régime. En Grande-Bretagne, la monarchie et la patrie sont inséparables. En cas de guerre, nul doute ne s'insinue dans les esprits. Celui qui n'obéit pas est un traître, pur et simple. En France, aucun régime, depuis 1789, n'a résisté à une défaite militaire. Renan en concluait avec pessimisme qu'un pays divisé sur son régime est devenu incapable de faire la guerre. Bazaine pouvait, sans indignité, se demander où était le gouvernement de la France. Malgré tout, la notion, révolutionnaire et nationale, du patriotisme avait à tel point gagné que personne n'aurait admis ouvertement une collaboration avec les Allemands pour restaurer l'empire ou la monarchie.

À la fin du XIXe siècle et au début du XXe, la République est consolidée: le devoir de servir la patrie, quels qu'en soient les ministres occasionnels, ne souffre plus de doute ou d'exception. Dès lors, les traîtres prennent la figure classique que leur laisse l'imagerie populaire. L'officier de marine qui livre des secrets au service d'espionnage d'un pays étranger, n'a pu agir que pour des motifs méprisables. Le traître objectif est en même temps un traître subjectif: nulle situation ne paraît concevable où un homme pourrait travailler contre sa patrie pour des motifs nobles.

Au cours de la guerre de 1914, il y eut fort peu de traîtres. Rares furent les Français qui, dans les territoires occupés, vendirent leur plume à l'occupant. À l'arrière, traîtres et espions se confondaient à peu près, mis à part quelques hommes politiques victimes de vengeances et aussi de la chasse aux défaitistes. En 1916-1917, les parlementaires et l'opinion elle-même s'interrogèrent sur les mérites respectifs du «jusqu'au-boutisme» et d'une tentative de compromis. Quand le «jusqu'au-boutisme» l'emporta avec Clemenceau, on poursuivit non pas seulement quelques traîtres authentiques, mais aussi quelques partisans de la stratégie contraire, auxquels on tâcha d'imputer de vagues intelligences avec l'ennemi.

La prolifération des traîtres au cours de la deuxième guerre mondiale s'explique par la conjonction des circonstances: la défaite (et les démocraties imputent volontiers la défaite à la trahison), la situation sans précédent d'un armistice, conclu entre un pays occupé et son vainqueur temporaire, cependant que la guerre continue au dehors, et enfin le début d'une nouvelle conception du patriotisme, défini non plus par rapport à un souverain ou par rapport au pays concret, mais par rapport à l'idéologie. Une France hitlérienne ou communiste ne serait plus la France pour une fraction importante des Français, mais une France «judéo-maçonne» ou républicaine n'était pas la France pour une autre fraction des Français.

Quand deux conceptions du patriotisme s'affrontent, le traître objectif et le traître subjectif ne coïncident plus. Marie-Antoinette trahissait la France en transmettant des informations aux armées alliées; mais elle ne commettait pas un acte répréhensible à l'intérieur de son propre système de valeurs et d'obligations. De même, un Français, qui en 1939 se mettait au service de l'Allemagne hitlérienne ou de la Russie soviétique, trahissait objectivement la France réelle, en guerre avec le III^e Reich, lui-même soutenu à l'époque par l'Union soviétique. Il ne trahissait peut-être pas subjectivement s'il avait, une fois pour toutes, placé ses devoirs à l'égard de son parti au-dessus de ses devoirs à l'égard de sa patrie.

À partir du moment où la patrie n'est plus définie en termes concrets, mais par une idéologie, elle cesse de constituer l'instance suprême. Elle devient l'enjeu des conflits entre les factions. Ceux qui voulaient combattre la Russie soviétique en 1943 étaient des traîtres, mais ceux qui nourrissent la même intention en 1951 sont des patriotes. Les uns et les autres demeurent des traîtres au jugement des communistes qui, une fois au pouvoir, les traiteraient en conséquence.

Aussi M. André Thérive nous convie finalement à l'indulgence et au scepticisme. Un jour les hommes se lasseront de s'entretuer avec bonne conscience.

Que les peuples vaincus cherchent des traîtres pour leur imputer la responsabilité du désastre, on ne l'ignore pas. La nouvelle de la trahison du général Corap se répandit comme une traînée de poudre à travers le pays quand la percée des Ardennes fut connue. Mais le général Corap fut acquitté et l'histoire se refuse à confondre les généraux malheureux, les généraux incapables et les généraux transfuges, dernière catégorie beaucoup moins nombreuse que les deux premières. Sans doute, certains régimes encore mal assurés ne tolèrent-ils pas le malheur ou l'incapacité et infligent-ils le châtiment suprême aux chefs

qui n'ont pas trahi leur serment mais que la fortune des armes a trahis. Mais cette rigueur ne crée pas d'équivoque. Elle appelle l'évocation de Rome au temps de sa grandeur qui accueillait les consuls vaincus par Hannibal avec honneur parce qu'ils n'avaient pas désespéré de la République.

Les accusations de trahison s'entre-croisent dès que l'on envisage les suites à tirer d'une défaite. Les partisans d'une paix rapide accusent de trahison les partisans d'une résistance à outrance et ces derniers retournent l'accusation, en général avec prodigalité. Les historiens de droite ont reproché au gouvernement de la défense nationale d'avoir aggravé, en 1871, le coût de la défaite. Les historiens de gauche répondent que la lutte, même vaine, avait laissé la nation moins humiliée qu'une soumission immédiate après l'effondrement de l'empire. La France n'avait pas le droit de sacrifier l'Alsace sans un suprême effort pour la sauver. La consolidation de la République, grâce au gouvernement de défense nationale, est un argument qui, moins souvent employé, n'en est pas moins retenu par la gauche.

À l'origine de la guerre civile française de 1940-1945 on retrouve un dilemme de cette sorte. En juin 1940, sans faire intervenir les conflits idéologiques, en se référant aux seuls intérêts de la collectivité française telle qu'elle existait concrètement, valait-il mieux signer l'armistice ou abandonner le territoire métropolitain à l'ennemi et constituer un gouvernement libre à Alger? Une fois le premier terme de l'alternative choisi, valait-il mieux obéir au gouvernement légal ou instaurer un comité symbolisant le maintien de la France dans le camp allié?

Armistice ou transfert du gouvernement hors de France, les deux termes de l'alternative entraînent des maux évidents. L'armistice oblige à retirer de la lutte flotte et aviation françaises au moment où la coalition antihitlérienne est le plus menacée d'un désastre. Il aggravera les divisions entre les Français puisque le gouvernement sur le sol national ne sera qu'à demi libre et parlera un langage, partiellement imposé par l'ennemi. Mais la continuation, après l'occupation totale du territoire métropolitain, constitue aussi un saut dans l'inconnu. L'Afrique du Nord tiendra-t-elle? Quel traitement les Allemands infligeront-ils à la France? Nous ne souhaitons pas reprendre ici les arguments tant de fois échangés entre partisans et adversaires de l'armistice, mais simplement suggérer un jugement sur lequel l'accord est aujourd'hui presque unanime. En dehors de toute idéologie, des Français, également convaincus de servir leur pays, pouvaient conclure les uns en faveur, les autres contre l'armistice. En 1945, au moment où sévissait la fureur d'épuration, l'armistice ne fut pas retenu comme

un chef d'accusation au procès du maréchal Pétain.

Une fois l'armistice signé, un nouveau cas de conscience se posait. Le général de Gaulle avait rompu avec le gouvernement qui présentait la plupart des signes de la légalité, par un acte révolutionnaire, d'ordre politique, contradictoire avec le devoir du soldat tel qu'il est interprété en période normale. Du point de vue de Vichy, l'accusation de dissidence était bien fondée. Mais un gouvernement qui se reconnaissait lui-même à demi prisonnier de l'occupant ne pouvait prétendre à la même autorité ni obtenir la même obéissance qu'un gouvernement en mesure d'exercer sa pleine souveraineté. À un moment ou à un autre, entre 1940 et 1944, la plupart de ceux qui, en juillet 1940, reconnaissaient le gouvernement de Vichy, passèrent eux aussi à la dissidence. En juillet 1940, le général de Gaulle était un révolté, même si cette révolte est rétrospectivement admise comme la suite de la IIIe République ou comme l'origine d'une nouvelle légalité.

Quel était, à l'époque, l'intérêt de la France? Considérons l'intérêt de la France en tant que nation aspirant à l'indépendance et à la puissance. La réponse était suspendue pour une part à la suite des événements. Si une paix de compromis avait été négociée en 1941 ou en 1942, mieux aurait valu qu'il y eût un gouvernement français, gardant le maximum d'atout. Probablement, en cette hypothèse, le comité français de Londres aurait disparu sans laisser de traces, de même qu'a disparu le gouvernement polonais, pourtant légitime, quand le comité de Lublin fut accepté par les trois Grands. Si l'Allemagne l'avait emporté, le gouvernement de Vichy aurait été peuplé d'authentiques collaborateurs, du style Déat ou Doriot, et le général de Gaulle aurait été qualifié, dans les manuels d'histoire de la France nazie, de traître.

On ne fera aucune difficulté pour admettre cette relativité des jugements. Une décision prise au lendemain de la défaite française était inévitablement, pour une part, un pari sur l'avenir. Ceux qui ont perdu leur pari reprochent aujourd'hui à ceux qui l'ont gagné d'avoir tiré profit de ce succès dû plus aux circonstances qu'à eux-mêmes. Mais ceux qui avaient misé sur la victoire allemande ou sur une paix de compromis, comment auraient-ils traité les derniers tenants de la démocratie ou de l'alliance anglaise au cas où l'événement leur aurait donné raison? Sur le plan du réalisme pur, où les faits tranchent souverainement, pourquoi protester contre le jugement d'un tribunal, que l'on n'aurait pas récusé s'il avait rendu un autre verdict?

La protestation ne se justifie qu'à la condition de recourir à d'autres arguments. Et il y en a de deux sortes. Ou bien on affirme que la décision d'un armistice

n'impliquait pas un pari sur la victoire allemande ou sur la paix de compromis, mais était, en tout état de cause, la meilleure réponse à une situation désespérée. Ou bien on donne les diverses attitudes choisies par les collaborateurs parisiens, les attentistes vichystes et les gaullistes, pour également nécessaires à la France, chacune indispensable à un certain moment ou en vue d'une certaine éventualité.

Cette dernière argumentation n'appelle pas de longs commentaires. Les collaborateurs n'ont pas pris leur décision afin de protéger leurs compatriotes durant l'occupation ou de sauvegarder les droits de la France en cas de victoire allemande, pas plus que les gaullistes n'ont agi d'après une spéculation de même sorte et de sens contraire. Les meilleurs des deux côtés ont obéi à leurs préférences idéologiques, à l'intérêt de leur pays tel qu'ils le concevaient, voire, pour certains Résistants, au sens de l'honneur. Ni les uns ni les autres n'auraient accepté l'idée qu'ils remplissaient des fonctions complémentaires dans la Résistance et dans la collaboration. Tout au plus retiendra-t-on que les jugements sur les individus doivent être nuancés d'après la conduite propre de chacun. Le collaborateur qui tâchait de soustraire Juifs et gaullistes à la fureur de l'occupant ou qui partait combattre sur le front russe, ne ressemblait pas moralement à celui qui dénonçait ses compatriotes à la police des Allemands. Ils appartenaient à un même parti, pas nécessairement à la même race d'hommes.

Plus intéressante est l'autre théorie justificative. Il n'était pas besoin du comité de Londres, diraient les avocats de la première théorie, pour permettre le retour de la France au camp des Alliés. La France y aurait même obtenu une meilleure place si elle était restée unie, en évitant la guerre civile, dont Dakar, la Syrie et les combats entre milice et résistants furent les épisodes. Jusqu'en novembre 1942, on pouvait spéculer sur les avantages et les inconvénients de créer un contre-gouvernement en exil. N'aurait-il pas mieux valu laisser ouverte aux ministres de Vichy une issue vers le camp allié? À partir de novembre 1942, le doute n'était plus permis. La France avait besoin d'une représentation politique parmi les Nations unies. Avant novembre 1942, le doute était permis. Il eût été préférable, à coup sûr, que les deux politiques entre lesquelles de bons Français pouvaient légitimement hésiter ne fussent pas incarnées par des équipes rivales, échangeant des invectives et menant une lutte clandestine au milieu de la guerre étrangère. Mais cette guerre civile était difficile à éviter. Les tenants de chacune des deux politiques devaient inévitablement considérer les tenants de l'autre pour coupables. Chacun des deux groupes devait transfigurer par l'idéologie une décision réaliste et presque stratégique. Chacune des deux décisions possibles avait aussi une signification morale.

Pour une part, les ministres de Vichy étaient obligés d'adopter un langage de collaboration. On aurait tort de regarder toujours ce langage pour l'expression sincère de leur pensée. Mais l'action contre les francs-maçons, les juifs, certains hommes de la III^e République, a précédé les demandes des autorités d'occupation. En politique intérieure, le gouvernement de Vichy agit plus d'une fois selon sa volonté propre et non sous la pression ennemie. Une révolution nationale, proclamée en temps de guerre et d'occupation, ne pouvait pas ne pas soulever une opposition où se mêlaient le patriotisme, une conception diplomatique différente et la passion républicaine. Malgré tout, jusqu'en novembre 1942, en dépit des polémiques, il n'y avait pas entre vichystes et gaullistes, attentistes et résistants, «lutte à mort». Et l'histoire pourra dire, comme le suggéraient les Français, imaginant un accord secret entre le Maréchal et le général, que beaucoup de Vichystes, à leur place, avaient servi la patrie.

Après l'occupation totale, la preuve fut faite que la politique intermédiaire aboutissait soit au suicide (sabordage de la flotte), soit à engager contre les Alliés les dernières armes de la France. Il ne restait plus qu'une justification pour le maintien du maréchal Pétain à Vichy: l'interposition de son nom et de son prestige entre l'occupant et la population épargnait à celle-ci les rigueurs extrêmes de la répression, Que beaucoup de fonctionnaires en aient jugé ainsi, on l'admettra volontiers. Mais quand la théorie de l'interposition aboutit aux cours martiales et à la milice, on est tenté d'invoquer l'équation de Machiavel et de Gribouille.

Tant que l'on ignore les Français favorables à la victoire allemande, on n'a pas à connaître de trahison, quelle que soit la violence des passions déchaînées. Conflit des résistants à tout prix et des réalistes, de ceux qui invoquaient l'honneur de la nation et de ceux qui songeaient à la nation concrète, des républicains et des conservateurs, ce conflit peut, en temps de guerre, s'amplifier en une sorte de guerre civile: l'observateur n'a pas le droit d'oublier que les uns et les autres appartiennent à la même patrie et qu'ils en souhaitent également le bien temporel.

Il en va autrement dès que l'on envisage les véritables «collaborateurs», ceux qui, dès juillet 1940, souhaitaient la victoire du III^e Reich. Laissons les opportunistes, qui parièrent sur le triomphe final de Hitler et restèrent jusqu'au bout prisonniers de leur pari. Laissons encore les philosophes de l'histoire, qui saluaient la réalisation de l'Europe en dépit de l'idéologie dont se réclamait et des moyens qu'employait l'État hitlérien, mais qui ne prirent aucune part active

aux événements. Que penser de ceux qui s'inscrivirent dans la L.V.F., qui vitupèrent leurs compatriotes antihitlériens ou antiallemands dans les journaux? S'ils ne sont pas des traîtres, qui le sera? Mais s'ils le sont, pourquoi les Français collaborant avec les armées américaines et anglaises ne l'étaient-ils pas et pourquoi les communistes, s'ils collaboraient un jour avec une armée russe, ne le seraient-ils pas à leur tour?

Le jour où chaque faction choisit le camp de son idéologie, il n'y a plus d'unité nationale et, du même coup, il n'y a plus de traîtres; les différents partis de l'étranger s'accusent réciproquement de trahison.

Prenons le livre que Rebecca West a consacré à notre sujet: *The meaning of treason*. Elle étudie le cas des Anglais qui prirent le parti de l'ennemi, William Joyce, John Amery et quelques autres moins connus, marins, soldats, officiers que les Allemands recrutèrent pour la compagnie anglaise de leur légion antibolchevique. Elle s'efforce d'être juste à leur égard, de saisir la faille secrète de leur personnalité, la faiblesse mystérieuse qui leur avait interdit de trouver dans leur pays l'accomplissement de leurs aspirations et qui les avait rendus vulnérables à la tentation. William Joyce n'était pas un traître vulgaire. Il était probablement mû par des convictions sincères. Qu'on l'écoute. Trois jours après son arrestation, le 31 mai 1945, il dicta à l'officier venu l'interroger une déclaration dont voici les principaux passages:

«Je saisis cette occasion pour faire une déclaration préliminaire sur les motifs qui me conduisirent à me rendre en Allemagne et à parler à la radio allemande à l'adresse de l'Angleterre. Je n'étais pas déterminé par le désir de gains personnels, matériels ou autres, mais uniquement par mes convictions politiques. J'ai été élevé en extrême conservateur, avec de fortes idées impérialistes, mais très jeune dans ma carrière, en 1923, j'ai été attiré par le fascisme et ensuite par le national-socialisme. Entre 1923 et 1939, j'ai mené une activité politique vigoureuse, parfois comme conservateur, mais surtout comme fasciste ou national-socialiste. Dans la période qui a précédé immédiatement le début de cette guerre, j'étais profondément mécontent de la politique suivie par les gouvernants britanniques. D'abord, parce que j'avais l'impression qu'elle conduisait à la désagrégation de l'Empire britannique et, en second lieu, parce que je jugeais le système économique existant entièrement inadapté aux besoins de notre temps. J'étais très profondément impressionné par l'œuvre constructive que Hitler avait réalisée pour l'Allemagne et j'avais l'opinion qu'à travers l'Europe aussi bien qu'en Grande-Bretagne, devait intervenir une réforme dans la

ligne de la doctrine nationale-socialiste, bien que je n'aie jamais supposé que tous les aspects du national-socialisme, tel qu'il était prêché en Allemagne, seraient acceptés par le peuple britannique.

«Une de mes convictions dominantes était qu'une guerre entre Grande-Bretagne et Allemagne serait une tragédie aux suites de laquelle la Grande-Bretagne et l'Empire britannique ne survivraient pas, et je considérais qu'une influence grossièrement disproportionnée était exercée sur la politique britannique par les Juifs qui avaient leurs raisons de détester l'Allemagne nationale-socialiste. Quand, en août 1939, la crise finale se produisit, je pensai que la question de Dantzig ne constituait pas un juste motif de guerre mondiale. Comme, à cause de mes opinions, je n'étais pas disposé en conscience à combattre pour la Grande-Bretagne contre l'Allemagne, je décidai de quitter mon pays, car je ne désirais pas jouer le rôle d'un objecteur de conscience et je supposais qu'en Allemagne j'aurais l'occasion d'exprimer et de répandre des opinions que je n'aurais pas le droit d'exprimer en Grande-Bretagne en temps de guerre. Mais je comprenais que j'avais refusé de servir la Grande-Bretagne en cette conjoncture critique et j'en tirai la conclusion logique que je n'aurais plus le droit, moralement, d'y retourner de ma propre volonté et que le mieux à faire était de demander la citoyenneté allemande et de m'installer définitivement en Allemagne. Néanmoins, je n'ai pas dévié de mon objectif constant qui était de tenter, au mieux que je pouvais, d'amener les deux pays à se réconcilier ou, du moins, à se comprendre. Après que la Russie et les États-Unis furent entrés dans la guerre, un tel accord ne m'apparut pas moins désirable qu'avant car, bien qu'il me parût probable que la Grande-Bretagne avec ses puissants alliés parviendrait finalement à vaincre l'Allemagne, je considérais que le prix qu'il faudrait finalement payer pour cette aide serait bien plus élevé que le prix impliqué par un accord avec l'Allemagne.

«Cette conviction fut renforcée de mois en mois à mesure que croissait la puissance de la Russie, et, durant les dernières phases de la guerre, j'acquis la certitude que la Grande-Bretagne, bien que capable de remporter un triomphe militaire sur les Allemands, serait, en cette éventualité, confrontée par une situation bien plus dangereuse et compliquée que celle qui existait en août 1939. Et c'est pourquoi, jusqu'au dernier moment, je me raccrochais à l'espoir d'une entente germano-anglaise, bien que je visse que les chances en étaient faibles. Je sais que j'ai été dénoncé comme traître, et j'en éprouve de l'amertume, car je n'ai pas conscience d'avoir été coupable d'aucun acte secret et frauduleux contre l'Angleterre, bien que je sois capable de comprendre l'indignation que mes

discours à la radio ont pu susciter dans certains milieux. Quelle que soit l'opinion que l'on puisse se faire, à l'heure présente, sur ma conduite, le jugement final ne saurait être convenablement porté, me semble-t-il, avant que l'on voie si la Grande-Bretagne est capable de gagner la paix.»

On reconnaîtra que le texte est remarquable. Non qu'il témoigne d'une lucidité hors du commun: Goebbels avait tenu le même langage depuis deux ans et les neutres, les Suisses par exemple, ne se faisaient guère d'illusions sur les perspectives ouvertes par la victoire des Nations unies. Aucun Anglais, aujourd'hui, n'absoudra William Joyce du crime de trahison sous prétexte que celui-ci avait reconnu à l'avance les conséquences probables de la deuxième guerre mondiale. Or, il ne manque pas de Français qui jugent les collaborateurs justifiés par les suites de la défaite allemande.

Avant de nous demander qui a tort ou raison, tâchons de saisir les motifs qui déterminent, sans nul doute ou incertitude, le jugement de l'écrivain britannique. William Joyce a rompu la solidarité avec sa patrie, avec son peuple, au moment du danger. Même si la politique adoptée par les ministres de Sa Majesté, aboutissant à la guerre, était erronée, contraire à l'intérêt durable de la Grande-Bretagne, il n'avait pas le droit de combattre, fût-ce par la parole, son pays en guerre. L'individu ne saurait s'instituer juge suprême et mettre son jugement au-dessus de la décision librement prise par des gouvernants légitimes. Il n'en suit pas que William Joyce ait trahi pour des raisons basses ou méprisables. Mais celui qui préfère une Angleterre de ses rêves à l'Angleterre réelle, le national-socialisme à sa patrie, celui qui déteste les Juifs plus qu'il n'aime ses compatriotes, celui-là échappe déjà à la psychologie normale. Le traître par idéologie n'est pas un traître vulgaire, mais il n'en est pas moins un traître, au sens donné à ce mot, à l'âge des nationalismes: il a pris parti, en fait, pour les ennemis de sa nation.

Les circonstances françaises se prêtent moins aisément à une discrimination rigoureuse. La rupture du collaborateur avec la communauté était moins nette parce que la quasi-unanimité patriotique, antihitlérienne, de la Grande-Bretagne n'était pas donnée en France, de 1940 à 1944. La victoire des Alliés n'a été que partiellement celle de la France. Elle a été intégralement celle de la Grande-Bretagne. Tout pays de second ordre est obligé de choisir son camp: les Français qui ne choisissaient pas le même camp que la majorité de leurs compatriotes ne s'isolaient pas dans la trahison aussi nettement que William Joyce.

Les différences entre William Joyce et les collaborateurs français sont

incontestables mais les similitudes aussi.

Que le combattant antibolchevique par idéalisme n'ait pas été nécessairement un être méprisable, qu'il ait été parfois un être noble, rien de plus certain. S'il s'agit de la personne, nous avons toutes les raisons de lui marquer plus d'indulgence qu'aux innombrables opportunistes, qui ont attendu que l'issue ne prît plus au doute pour prendre position en faveur du vainqueur. Mais ce jugement moral ou humain ne se confond pas avec le jugement politique. Le soldat de la L.V.F. a été combattre le pays que la grande majorité des Français tenait pour allié, il a prêté aide à celui que la grande majorité des Français tenait pour ennemi. Sans doute doit-on noter les circonstances exceptionnelles: la contribution française à la lutte contre le bolchevisme était, au moins en apparence, approuvée par le chef d'un gouvernement français dont l'illégitimité n'était pas évidente. À échéance, la Russie soviétique pouvait être aussi redoutable que l'Allemagne hitlérienne (mais il n'y a rien de nouveau en ce fait et, à toutes les époques, les citoyens qui auraient choisi de combattre l'ennemi d'hier ou de demain et non celui du jour se seraient rendus coupables de trahison). Il n'en reste pas moins qu'une minorité, contre les sentiments de la nation, a décidé, pour des raisons idéologiques, de traiter en ennemi un pays qui était l'allié de nos Alliés.

On n'hésitera donc pas à parler en ce cas de trahison. Sans doute s'agit-il d'un jugement historique, avec les incertitudes inévitables de ces sortes de jugements. Il suffit malgré tout d'imaginer ce qu'aurait été le sort de la France en cas de victoire allemande (annexion de l'Alsace-Lorraine, amputation de l'empire) et celui qui fut le sien en 1945 pour reconnaître de quel côté devait se placer le simple patriotisme qui, au début de ce siècle, aurait paru au-dessus de toute controverse.

Pour soustraire les collaborateurs à l'accusation de trahison, il faut récuser le nationalisme – l'intérêt concret de la collectivité, quel qu'en soit le régime – et se référer à une idéologie. Le Français de convictions nazies, comme le Français de convictions communistes, obéit d'abord au parti ou à la patrie de sa foi. Le patriote traditionnel le tient pour traître, virtuel ou actuel, sans l'ébranler puisque le nazi ou le Stalinien, à l'intérieur de son système de valeurs, fait son devoir même quand il combat sa nation.

Un ancien conseiller de l'administration américaine en Allemagne me raconta, il y a quelques semaines, l'anecdote suivante: on parlait à un membre du Congrès, en voyage dans l'Allemagne occupée, d'un dirigeant du parti socialiste,

grand ami de l'Occident, farouche résistant à Hitler. On ajoutait qu'il avait même été, durant la guerre, en relation avec certains services alliés. Sur quoi notre sénateur indigné s'écrie: «Comment, il était officier allemand et il a eu des relations avec nous pendant la guerre: mais alors c'est un traître. Je ne veux pas le voir.» Un officier allemand qui, durant les hostilités, a été en rapport avec les Britanniques et les Américains est *formellement* un traître. Mais ce jugement formel ne résout rien.

On peut éluder les difficultés majeures par une argumentation historique: les conjurés du 20 juillet ont agi à un moment où la guerre était perdue pour l'Allemagne. Les «intelligences avec l'ennemi» visaient à faciliter une liquidation du conflit, au moindre coût pour leur patrie. S'ils n'ont agi qu'à partir du jour où la défaite de l'Allemagne était déjà certaine, les antihitlériens deviennent les syndics d'une faillite dont la responsabilité retombe sur les Hitlériens eux-mêmes.

Il s'agit là, malgré tout, d'une échappatoire. Certains Allemands antinazis ont souhaité la défaite de leur patrie, ils ont même travaillé en vue de cette défaite avant qu'elle fût acquise. Étaient-ils des traîtres? Au regard des nationaux-socialistes, à coup sûr. Au regard de leur conscience, certainement pas. Au regard de la notion classique de la patrie, peut-être, mais cette notion même est mise en question au temps des religions séculières.

Les trahisons, en France, peuvent encore, durant la deuxième guerre mondiale, se définir par rapport à la notion classique de patrie. Les invectives échangées entre Vichystes et Gaullistes, jusqu'en novembre 1942, étaient artificielles et excessives: les uns et les autres avaient adopté, au lendemain du désastre, des attitudes opposées, peut-être inconciliables, mais qui pouvaient se réclamer toutes deux de l'intérêt national, en dehors de toute idéologie. Il n'y avait lutte à mort qu'entre les partisans de la victoire allemande et ceux de la victoire alliée. Or, il suffisait pour condamner les premiers de se référer à l'intérêt patent (à courte échéance) du pays, aux sentiments de l'immense majorité des Français.

Dans le cas de l'Allemagne, ces sortes de jugements ne suffisent plus. Si l'on considère exclusivement l'intérêt de puissance – ce que l'on tient classiquement pour l'intérêt de la collectivité – comment nier que la victoire de Hitler aurait été, dans l'ordre matériel, en même temps celle de l'Allemagne? Or, il ne manque pas de bons Allemands aux yeux desquels la victoire de Hitler aurait été pour l'Allemagne une pire défaite que l'écrasement de la Wehrmacht. Ils préféreraient leur idéologie à leur patrie, nous dira M. Thérive. Peut-on renvoyer à l'idéologie,

avec indifférence, avec mépris; toutes les idées au nom desquelles on juge la politique elle-même?

Si l'on donne la puissance de la collectivité pour un but absolu, alors quiconque souhaite la défaite militaire de son pays trahit (au moins à courte échéance, la défaite militaire entraîne toujours un affaiblissement). Mais il n'y a aucune raison pour qu'un intellectuel fasse de la puissance le but dernier. Elle semble telle dans les époques tranquilles, où les guerres n'ont pas pour enjeu les structures fondamentales des États ou des collectivités aux prises. Mais l'Allemagne nationale-socialiste ne serait plus l'Allemagne pour des millions d'Allemands. Ceux qui détestaient l'existence qu'Hitler annonçait à son peuple, hésitèrent sur leur devoir. Les uns combattirent, la mort dans l'âme: la victoire aurait été celle de leur tyran, la défaite serait celle de leur patrie. Les autres allèrent jusqu'au bout du refus et se dressèrent contre leur pays, livré aux mauvais bergers.

Mais, me dira-t-on, comment refuserez-vous la même liberté au national-socialiste par rapport à une Allemagne démocratique? Objection irréfutable si l'on admet le caractère interchangeable, pour ainsi dire, des idéologies. Mais rien n'est moins évident. Entre le démocrate dans l'Allemagne nationale-socialiste et le national-socialiste dans une Allemagne démocratique, il y a au moins une différence fondamentale: la démocratie ne met pas ses adversaires en prison, aussi longtemps qu'ils respectent les lois. Quelles que soient leurs passions, les antidémocrates n'ont pas de raison valable de se séparer de leur patrie, qui leur laisse les mêmes droits qu'à tous les citoyens. Les régimes qui mettent des catégories entières d'individus au ban de la communauté ne sauraient ensuite accuser de trahison ces réprouvés. Les Russes blancs ne sont pas traîtres à la Russie communiste, qu'ils n'ont pas reconnue pour patrie. Il en va de même pour les Juifs et certains libéraux ou démocrates allemands.

On m'objectera qu'avec le même raisonnement on aurait condamné toutes les religions: aucune d'entre elles, à l'origine, n'était tolérante. Ni les catholiques ni les protestants ne l'étaient au XVI^e siècle. Mais nous n'avions pas l'intention de disqualifier le national-socialisme sous le seul prétexte qu'il était intolérant. Nous marquons seulement la différence entre le démocrate qui trahit sa patrie devenue totalitaire, et le totalitaire trahissant sa patrie démocratique. Celui-là n'est pas emporté par un fanatisme idéologique: on ne trahit pas une patrie dont on est chassé. Si les deux camps sont également intransigeants, alors la nation même cesse d'exister. La fidélité suprême devient religieuse et non plus

nationale. Le traître est le protestant qui se soumet aux ordres du roi catholique, non celui qui combat contre lui.

Ne sommes-nous pas entrés dans une période où le lien religieux ou idéologique est supérieur au lien national? Les hommes abusent de l'accusation de trahison parce qu'ils sont de mauvaise foi. Ils parlent comme s'ils tenaient l'intérêt national pour la loi de leur action. Mais ils savent bien au fond d'eux-mêmes qu'il n'en est rien. Pour les communistes, la France capitaliste n'est pas la France. Pour les Français non communistes, la France soviétisée ne serait pas la France. Ni les uns ni les autres n'ont plus en commun une France qu'ils serviraient à l'heure du conflit, en dépit de leurs passions idéologiques, car le conflit aurait précisément pour objet le contenu de l'idée France.

Il n'en résulte pas que toute possibilité de discrimination disparaisse. Le choix d'une idéologie est en même temps celui d'une zone d'influence ou d'un empire. Il est donc loisible de comparer le sort fait aux nations de second ordre par le IIIe Reich, les puissances anglo-saxonnes et l'Union soviétique. Le Français, indifférent à toutes les idéologies, aurait choisi hier et choisirait aujourd'hui le camp occidental, pour la simple raison que la France satellite du IIIe Reich ou de l'Union soviétique aurait perdu ou perdrait toute indépendance. La totale indépendance, il est vrai, est le privilège des plus grands. Mais à l'intérieur du monde atlantique les relations entre les démocraties ressemblent encore à celles d'alliés, dans toute la mesure permise par l'écart entre les forces disponibles. Le IIIe Reich, l'Union soviétique traitent les pays protégés en pays conquis.

Argument qui, à coup sûr, n'ébranlera pas le nazi ou le communiste puisque l'un et l'autre met le triomphe de sa foi au-dessus de l'indépendance de sa patrie. Pour les convaincre, il faudrait s'en prendre à l'objet même de leur foi. À cet égard, les cas du nazi ou du communiste sont autres. Les Occidentaux se ralliaient au nazisme plutôt en dépit qu'à cause de la doctrine hitlérienne. Ils se rallient au communisme à cause de la doctrine et en dépit de la réalité soviétique.

Sans entrer dans une discussion des idéologies contemporaines, il est relativement facile de dévaloriser le national-socialisme en tant que tel. L'importance donnée au facteur racial est contraire à la tradition spirituelle de l'Occident. Un régime que l'on veut par principe tyrannique, fondé sur la toute-puissance du chef et du parti, peut être un expédient en une situation tragique. En faire un idéal, le préférer à son pays et aux institutions libérales, suppose une sorte de perversion morale.

Ajoutons-le: un tel jugement n'autorise pas à méconnaître les sentiments

généreux qui ont pu entraîner des jeunes hommes vers l'aventure fasciste, le désir de servir, de rapprocher les classes ennemies, de susciter une sorte d'unité nationale. En condamnant un mouvement historique, on ne condamne pas du même coup l'inspiration, la qualité humaine de tous ceux qui le joignirent.

On ne saurait condamner aussi aisément l'idéologie communiste. Une conception collectiviste de la société n'a pas la valeur d'évidence que lui prêtent ses fidèles. Elle n'est pas non plus méprisante en tant que telle, contraire à la tradition et aux principes moraux de l'Occident. Mais, en fait, le communisme, sous la forme stalinienne, est intolérant comme l'hitlérisme, il multiplie les exécutions comme lui et, comme lui, il édifie un État totalitaire. On en arrive ainsi à une des incertitudes essentielles que connaît l'homme dans l'histoire.

Le communisme se réclame d'une philosophie universaliste, il promet une société sans classes. Les victimes des camps de concentration ne trouvent pas de compensation à leurs souffrances dans les promesses faites à leurs arrière-neveux. Mais aucun mouvement historique l'a-t-il jamais emporté sans frapper des innocents, sans répandre les souffrances et la mort? Les mouvements historiques appellent un jugement historique. La vraie question est de savoir s'ils remplissent une fonction. Par ce biais on retrouve aisément les justifications de ceux qui se ralliaient, malgré tout, au national-socialisme.

L'unification de l'Europe ne s'imposait-elle pas de toute évidence? Le prix de cette unification était élevé. On pouvait regretter que les nations d'Europe n'eussent pas montré le courage de la réaliser sans se soumettre à une sujétion impitoyable. Mais, d'ici quelques siècles nos descendants reconnaîtraient que le coût n'était pas disproportionné.

Quiconque juge les mouvements historiques par rapport aux droits de l'homme sera fatalement amené à les condamner tous. Mais, d'un autre côté, si l'on se réfère uniquement aux fonctions historiques ou prétendues telles, on finira par aboutir à l'opportunisme pur et simple. L'hitlérisme peut faire l'unité de l'Europe, le communisme aussi (peut-être même l'influence américaine). L'un et l'autre peuvent créer l'État fort, nécessaire à la gestion d'une économie planifiée, l'un et l'autre peuvent encadrer les hommes et les animer par une idéologie, l'un et l'autre peuvent favoriser l'industrialisation des pays en retard. L'un et l'autre comptent sur la violence des pouvoirs et sur l'enthousiasme des foules. On conçoit des espèces multiples de l'un et de l'autre.

On s'explique aisément que tant d'hommes aient passé de l'un à l'autre. Non pas seulement des militants qui transportaient d'un camp à l'autre leur goût de

servir et de combattre, leur aspiration au pouvoir, mais aussi des intellectuels qui invoquent volontiers des vérités sublimes. Certains des chrétiens de gauche ont découvert que l'histoire allait dans le sens du soviétisme après la victoire de Stalingrad.

On ne peut ni accepter ni refuser entièrement ce mode d'appréciation. Mais on le pratique à ses risques et périls. Qui adhère au nazisme sous prétexte que celui-ci réalise l'unité de l'Europe, est éliminé le jour où le nazisme est vaincu sur le champ de bataille. Qui se rallie au communisme au nom de l'Histoire n'aura pas d'excuse si les États-Unis possèdent plus de bombes atomiques et de meilleurs avions.

Le jugement de l'homme historique n'est et ne peut être que mixte. À chaque époque, il est des nécessités collectives, des tâches à accomplir. Les régimes incapables de répondre à ces nécessités ou de mener à bien ces tâches sont disqualifiés, même s'ils sont animés des meilleures intentions. Mais ni les nécessités ni les tâches n'impliquent jamais avec précision un mouvement, un homme, des moyens déterminés. À supposer que l'unification de l'Europe soit une fatalité du XXe siècle, rien ne prouve que la barbarie hitlérienne ou stalinienne en soit l'instrument inévitable. Mais, dira-t-on, une telle unité peut-elle se faire sans qu'un mouvement, un parti, un homme recourent aux rudes moyens que l'expérience relève nécessaires à l'édification des grandes œuvres historiques? Là est, à n'en pas douter, la tentation intellectuelle à laquelle ont cédé bien des esprits en 1940, à laquelle cèdent d'autres esprits en 1950. Je n'opposerai pas à cette attitude radicalement autre. Le même Jean-Paul Sartre qui reprochait aux collaborateurs de méconnaître le métier d'hommes - «ce métier têtue et borné qui consiste à dire oui ou non selon des principes, à entreprendre sans espérer, à persévérer sans réussir» - refuse aujourd'hui de condamner le militant communiste parce qu'il en juge les méthodes peut-être nécessaires à la réalisation d'une certaine œuvre historique, à savoir la destruction du capitalisme.

Celui qui dirait oui ou non d'après des principes (par exemple le principe de la non-violence) serait à chaque instant hostile à tous les acteurs de l'histoire. Ces derniers acceptent toujours certaines violations de principes, tenues pour le coût inévitable de certaines réalisations. La question est de savoir quand ces violations dépassent la mesure que la conscience peut tolérer, quand les réalisations justifient les sacrifices. J'ai cru, et je crois encore, que le mouvement hitlérien était essentiellement destructeur. Les ravages qu'il répandait n'étaient

pas l'accompagnement, odieux et nécessaire, d'une grand œuvre, mais le signe même du nihilisme. Par-delà le triomphe militaire, il aurait multiplié les ruines. De même, je suis convaincu que le stalinisme n'est pas totalitaire par accident, durant la phase d'édification industrielle, mais par essence. Qu'on retire du stalinisme la terreur, la police, le parti unique, le régime s'effondre et l'hypothèse la plus favorable est que, après une période de troubles, on revienne à un socialisme démocratique.

Personne n'échappe aux aléas de ces jugements historiques. Autrement dit, personne n'est assuré de ne pas se tromper. La trahison se ramène-t-elle à une erreur? En certains cas, à coup sûr. Quand on adhère à un mouvement avec regret, sous prétexte que ce mouvement porte en lui l'avenir, on fait un pari et si l'on perd le pari, il faut accepter de payer. Le plus souvent, on peut éviter le pari: il suffit ou de s'abstenir ou de suivre les sentiments de son gouvernement, de la majorité de ses compatriotes. Mais il est des cas où l'on n'évite pas le choix, où ne pas choisir c'est encore choisir. Obéir aux ordres d'un gouvernement prisonnier, se résigner au sabordage de la flotte au lieu de la mener vers les ports d'Afrique du Nord, c'est assumer une responsabilité. Un jour, le pays vous en demandera compte.

Tel est le destin de l'homme dans l'histoire. S'il veut éviter les affres du doute, il a un recours: se construire un univers de valeurs et s'y tenir. Celui qui, une fois pour toutes, décide de soutenir le parti des libertés démocratiques ou d'obéir au pouvoir temporel quel qu'il soit, celui qui a confondu le bien avec les destinées d'un parti, ceux-là n'auront pas d'hésitation, mais ils devront subir les conséquences de leur attitude. Ceux qui hésitent sont les opportunistes qui voudraient que l'histoire leur donnât raison, ou les sages qui ne se soumettent ni aux seuls principes ni à la seule histoire. Celui qui accepte certains sacrifices, mais ne les accepte pas tous, sera accusé tour à tour de trahir ses principes et de méconnaître la loi de l'histoire. Et pourtant le non fanatique n'ira jamais jusqu'au bout de la soumission à l'histoire ou du respect des principes. Toujours, à certains instants, il répondra à l'homme de l'histoire: «Cela, je ne l'accepterai jamais», et à l'homme des principes: «Dans les époques de crise, les acteurs de l'histoire n'obéissent pas aux maximes de la raison pratique.»

«Le monde serait sauvé depuis longtemps si la qualité des âmes pouvait suppléer à la qualité des idées.» Cette phrase de Léon Brunschvicg pourrait, me semble-t-il, être mise en exergue de toute étude sur la trahison. Il n'y a pas de commune mesure entre la qualité des âmes et la qualité des causes. Il ne manque

pas d'hommes admirables qui se sont mis au service de causes détestables, ni d'hommes méprisables au service de causes élevées. Les Résistants n'ont pas tous été vertueux, les collaborateurs n'étaient pas tous intéressés ou bas. Les verdicts de la justice politique ne révèlent pas les mérites ou les démérites des individus. Il n'en résulte pas que l'on puisse toujours faire l'économie de la justice politique.

Un régime triomphant élimine les tenants du régime aboli, parfois il frappe les gouvernants d'hier, qualifie leurs actes de criminels en se réclamant d'une législation rétroactive. Le philosophe ne s'indignera peut-être pas de ces règlements de compte, trop fréquents pour qu'on y voie une preuve d'exceptionnelle perversité, mais il ne se refusera pas moins à leur reconnaître une quelconque dignité de justice. De même il ne s'étonnera pas que les tenants du «jusqu'au-boutisme» et ceux de la paix au meilleur compte, comme les partisans de l'émigration et ceux de l'armistice, se traitent réciproquement de traîtres.

Mais plus la violence des passions, les circonstances elles-mêmes interdisent aux acteurs de s'épargner et de reconnaître leurs communes intentions, plus il est souhaitable – et aussi improbable que les observateurs et les juges ne perdent pas le sens des discriminations. Seuls étaient traîtres par rapport à la France concrète, telle que la voulait l'immense majorité des Français, le petit nombre des vrais collaborateurs.

Sans doute, ces considérations ne permettent-elles pas encore de déterminer ce qu'aurait dû être «l'épuration» dans la France de 1944 ou dans l'Allemagne de 1945. Et notre propos n'est pas d'analyser en détail les données de ce problème. L'expérience a montré qu'il n'y a guère de bonne solution. En Allemagne orientale, les social-démocrates, les libéraux ont repris le chemin des camps de concentration, les ex-nazis ont retrouvé des postes sous réserve de servir les nouveaux maîtres. Les techniques d'action sont analogues; il leur suffit de changer de langage et d'emblème. À l'Ouest, les peines encourues sont sans commune mesure avec les fautes commises. On dit que les lampistes ont payé, que les gros ont échappé: je crois cette simplification trop rationnelle. Les habiles ont échappé, les maladroits ou les malchanceux ont payé. En France, faute d'une distinction rigoureuse entre Vichystes et collaborateurs, par suite d'une mise en forme artificielle (on a invoqué les articles du Code pénal relatifs à l'intelligence avec l'ennemi ou au complot contre la sûreté intérieure de l'État), à cause également de la composition de la Haute Cour et des tribunaux

d'exception, le sentiment d'injustice est à peu près général. La participation des communistes, traîtres en 1939-1940, à la répression de la «collaboration» renforce encore l'impression d'arbitraire. Mais, il faut le dire, l'échec était prévisible et il était presque inévitable. Toutes les nuances existaient entre le résistant 100 pour 100, de juin 1940 à août 1944, et les collaborateurs résolus et actifs. Seuls quelques cas étaient nets: ceux des agents de l'ennemi, indicateurs et policiers. Même les combattants de la L.V.F., s'ils s'étaient engagés par conviction, n'inspiraient pas humainement une réprobation sans mélange. En Allemagne, plus encore, l'expérience a montré que l'épuration ne rétablissait pas un ordre équitable. «Les injustices ne se compensent pas, elles s'ajoutent.»

En dépit de tous les risques de contamination, il subsiste une différence de nature entre le traitement qu'une République occidentale réserve à ses «traîtres» et celui qu'une démocratie populaire leur inflige. Bien des excès ont été commis au moment de la Libération (encore que le chiffre des victimes qu'indique M. André Thérive ne soit, lui aussi, qu'une estimation répétée mais non démontrée). Il y eut des profiteurs parmi les Résistants et ceux qui perdirent leur journal ou leurs droits politiques, n'étaient pas tous réellement coupables. L'épuration fut faussée par certaines confusions, par le déchaînement des passions, par les tribunaux d'exception, par l'action aussi du parti communiste. La terreur, si terreur il y eut, fut le résultat non d'une volonté définie, mais d'une conjuration de faiblesses humaines et des circonstances. La terreur des régimes totalitaires est systématique et permanente. On le voit en chacun des pays de l'Est européen: les tenants du régime aboli sont pour la plupart voués à l'épuration, quelle que soit leur attitude actuelle, quels que soient leurs efforts pour s'adapter au mouvement de l'Histoire. Les Juifs étaient condamnés par l'hitlérisme parce qu'ils étaient Juifs. Les bourgeois, les cosmopolites, les membres des anciens partis politiques et des cercles dirigeants sont condamnés à cause de leur être même, quelle que soit leur conduite. Il n'est pas besoin de parler ou d'agir pour être un traître: il suffit d'être ce que l'on est.

Plus frappante encore est l'épuration qui frappe les privilégiés du nouveau régime, les révolutionnaires de la première génération. Cette fois, est considéré comme traître tout opposant, actuel ou virtuel. M. Thérive suggère qu'il en va ainsi un peu partout et que la trahison est un autre nom de l'opposition. On trouve bien, ici et là, dans le passé ou le présent, des faits qui justifient une pareille affirmation, mais l'équivalence: opposition=trahison, faisait scandale, elle n'était jamais posée comme telle, elle paraissait typique des situations extrêmes, de la phase terroriste par laquelle passent les révolutions ou de la

fièvre obsidionale des pays en guerre. À l'Est de l'Europe, elle est en passe de devenir évidente. Non que la doctrine l'affirme, mais il suffit que l'on impute aux opposants des actes de trahison pour que l'équivalence soit acquise en fait. Le jour où Boukharine aura avoué ses relations avec la Gestapo, entre l'opposition à la politique agraire de Staline et la trahison de la patrie des travailleurs, il ne subsistera plus de différence. En d'autres termes, on pose l'équivalence: opposition=trahison, en imputant aux opposants une trahison effective et en obtenant, autant que possible, des opposants eux-mêmes l'aveu de leur crime. Les confessions des coupables donnent le sceau d'authenticité à l'équivalence postulée.

Nous n'avons considéré qu'une forme de trahison, celle qui consiste à rompre le lien national et à prendre fait et cause pour les ennemis de la nation. Mais tout groupe humain a ses traîtres et les partis, les Églises ne seraient pas moins sévères à leurs traîtres que les États, s'ils avaient à leur disposition les moyens de contrainte. L'Union soviétique est à la fois État, parti, Église: ceux qu'elle dénonce comme traîtres ont à la fois déserté le service de l'État, abandonné leur parti, renié leur Église. Comment ne seraient-ils pas plus coupables que les citoyens d'un État libéral, qui ont préféré leur idée, leur passion, leur vérité aux obligations à l'égard d'une collectivité, prosaïque et indifférente?

Bien plus, sont articles de foi en Russie, non pas seulement les grandes lignes de la doctrine marxiste, mais les décisions successives prises par la direction du parti. C'est parce que l'interprétation donnée par le chef suprême est, à chaque instant, sacrée que l'opposant devient presque inévitablement un schismatique, puis un hérétique, puis un apostat. Il n'y a guère d'intermédiaire, en cette étrange religion, entre l'obéissance absolue et l'apostasie radicale. En Russie soviétique, les élections donnent une quasi-unanimité; mais la terreur ne cesse de frapper. Quand on en arrive là, quand l'opposition a disparu et que les trahisons se multiplient, on regrette le monde disparu dans lequel, par emportement passionnel, on accusait parfois les opposants de trahison. Les accusés n'y échappaient pas toujours à une injuste peine, ils gardaient le droit de parler aux juges et à la postérité, l'espoir d'une revanche. Aucune société n'a évité les injustices: tant que ces injustices passent pour telles, quelque chose est sauvé. Il est déplorable que la *Prensa* soit interdite par le régime de Peron, mais il est autrement grave que tant de pays n'aient plus même de journaux à interdire. En 1871, les représentants de l'Alsace protestaient contre l'annexion. En 1940, leur voix fut étouffée. De l'autre côté du rideau de fer, on a franchi une étape supplémentaire: les victimes élèvent vers le ciel des actions de grâces.

Telle est l'originalité sinistre des tyrannies du XXe siècle. L'essentiel n'est pas qu'elles tuent plus que celles du passé ni même qu'elles déshonorent leurs adversaires. Elles ont l'ambition de créer un homme nouveau qui adorerait ses maîtres et tiendrait pour dogmes les oukases du pouvoir. Dans un tel monde, les valeurs se renversent. La trahison ne sera plus la chose du monde la mieux partagée. Tout au contraire, rare et sublime, elle sera le dernier refuge de la liberté.

[\(1\)](#) *Essai sur les trahisons* à paraître chez Calmann-Lévy; le texte ci-dessus constitue la plus grande partie de la préface écrite par Raymond Aron pour cet ouvrage.

À propos d'une polémique avec *Le Monde*. Réflexions sur la guerre possible

Liberté de l'Esprit
Décembre 1951

On s'étonnera peut-être que je prolonge dans une revue une polémique avec un journal quotidien. Après tout, qui se souvient, vingt-quatre heures après, d'un article de journal? *Le Monde* a perdu, depuis longtemps, l'autorité morale que *Le Temps* possédait, dit-on, il y a un demi-siècle. Ma raison de prolonger le dialogue n'est ni personnelle (combien de lecteurs du *Monde* liront cette étude?), ni politique. J'ai toujours eu avec M. Duverger des relations cordiales; il m'avait communiqué à l'avance son texte des "Guerres sans chaîne". Or, la critique qu'il présente de mon livre, bien que d'un ton courtois, fausse manifestement la signification de l'ouvrage. Pourquoi? La question valait, me semble-t-il, d'être posée.

I

À en croire M. Duverger, tout le livre repose sur deux postulats de base, "nulle part formulés, mais sous-jacents à la plupart des développements: l'idée que l'U.R.S.S. est finalement décidée à déclencher la guerre pour répandre le communisme et celle que le danger de guerre est unilatéral, c'est-à-dire imputable seulement à la Russie, aucun risque n'étant inclus dans la politique américaine actuelle."

On fera observer immédiatement que cette objection est difficile à réfuter, puisque M. Duverger commence par dire que ces postulats ne sont "formulés nulle part". Il en résulte que l'auteur n'a pas la ressource de répondre: je n'ai pas écrit cela. Le critique a pris à l'avance ses précautions: "Vous ne l'avez pas écrit, mais ces postulats n'en sont pas moins implicites à la base de votre ouvrage." Précaution excellente, mais, malheureusement pour M. Duverger, inefficace. Car les problèmes soulevés par ces deux postulats sont traités longuement et explicitement.

Le premier postulat est par lui-même invraisemblable. Si, d'après moi, l'U.R.S.S. était décidée à déclencher la guerre générale pour répandre le communisme, l'argumentation serait singulièrement simplifiée. Il me suffirait de dire aux Occidentaux: "Allons-y, réarmons le plus possible et le plus vite possible." Bien plus, toute l'analyse historique de la première partie, tout l'effort

pour montrer l'entrecroisement des nécessités et des accidents, des causes profondes et des rencontres, des forces élémentaires et des décisions individuelles, toutes les leçons du passé seraient inutiles; tous les conseils d'action, superflus. Si l'un des Grands était résolu, en tout état de cause, à déclencher la guerre totale, les dés seraient déjà jetés et il n'y aurait plus qu'à se préparer à la lutte.

À cette invraisemblance, on joindra sans peine une réfutation pure et simple. Par deux fois (dans le chapitre XIII et dans le chapitre XIX), j'étudie longuement les intentions probables de Staline. Or, ni dans l'un, ni dans l'autre chapitre, je ne conclus dans le sens du "postulat Duverger". "Mais Staline lui-même, dira-t-on, n'a-t-il pas été jusqu'à présent d'une prudence extrême? Aujourd'hui, âgé de soixante et onze ans et au faîte de la puissance, pourquoi risquerait-il les conquêtes presque incroyables de ces trente années en une aventure militaire, dont l'issue est, en tout état de cause, incertaine? Cette objection interdit une conclusion pessimiste. Nul ne sait, effectivement, quels risques le tyran vieilli est prêt à prendre."

Je reviens à la même question au chapitre XIX et la conclusion est la suivante: "La guerre, générale et totale, deviendrait inévitable le jour où les dirigeants de l'un des deux Grands en seraient venus à la *vouloir* directement ou à la tenir pour *fatale* à bref délai. Tel n'est pas le cas aujourd'hui." Ainsi, non seulement le postulat Duverger n°1 n'est pas formulé explicitement, mais il est explicitement écarté.

Sur quoi donc s'appuie M. Duverger pour le justifier? Dans l'article initial, sur le chapitre XIII, *Staline et l'ombre de Trotsky*. Dans sa réponse à ma lettre, sur une phrase du chapitre VIII, p. 182. Il s'agit, dans ce dernier passage, de ce qui se serait passé si les États-Unis n'avaient pas possédé la bombe atomique en 1945. Or, je soutiens la thèse qu'en tout état de cause, Staline aurait, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, cherché à éviter une nouvelle guerre générale et j'écris: "Staline se serait ingénié, même si les États-Unis n'avaient pas possédé de bombe atomique, à retarder de quelques années une troisième guerre mondiale, qu'il tient probablement pour inévitable, mais dont il entend fixer lui-même la date." Que, d'après la doctrine stalinienne, la troisième guerre mondiale, considérée dans la longue perspective historique, soit inévitable, c'est, en effet, une thèse du livre. Mais, *en tout cas*, Staline ne se laissera pas provoquer avant le moment qu'il tiendra pour le plus favorable à ses desseins. Cette phrase, selon laquelle Staline n'aurait pas accepté une troisième guerre immédiatement au

lendemain de la deuxième, ne signifie pas qu'il la déclenchera de toute manière, quoi que nous fassions, dans le proche avenir. En tout cas, M. Duverger sait aussi bien que moi, que l'on ne détermine pas la pensée d'un auteur d'après une phrase extraite du contexte, dans un livre de 500 pages. Ce sont les chapitres XIII et XIX qui font foi. Or, ces deux chapitres lui donnent évidemment tort.

Aussi bien, dans l'article initial, M. Duverger avait été plus habile. Il avait invoqué seulement le chapitre XIII, dont il avait donné un résumé grotesque pour conclure triomphalement: "Et l'on sent clairement que la position de l'auteur est prise avant toute démonstration." Or, quelle est, en vérité, la position de l'auteur? Je pose comme un fait que l'Union soviétique poursuit une politique expansionniste et s'efforce d'étendre conjointement la zone communiste et la puissance russe.

L'U.R.S.S. a "soviétisé" les pays que ses armées avaient "libérés" à la faveur de la deuxième guerre, elle a entretenu la guérilla en Grèce, elle a déchaîné les partis communistes contre le plan Marshall, elle suscite et dirige les mouvements de subversion aux quatre coins de la planète. Tous ces faits, M. Duverger, probablement, aurait du mal à les nier. Le postulat du livre, c'est donc précisément le caractère expansionniste de la politique de l'Union soviétique et encore le mot évidence serait-il plus juste que postulat.

Cette évidence une fois acceptée, deux thèses extrêmes s'opposent. Selon les uns, Staline et les siens comptent sur la décomposition spontanée du capitalisme, prévue par la dialectique de l'histoire, pour atteindre leur fin, à savoir la diffusion universelle du communisme. *Le Monde* soutient de temps à autre cette interprétation, qui se retrouve dans les publications des chrétiens plus ou moins proches des progressistes, par exemple *Esprit*. M. Gilson l'avait utilisée un jour pour expliquer les polémiques soviétiques contre le pacte de l'Atlantique. Les staliniens craindraient à ce point la guerre, funeste à la construction socialiste, qu'ils tiendraient tout pacte défensif de l'Occident pour une démarche offensive, tant ils estiment absurde qu'on les suspecte de préparer une guerre qu'ils redoutent.

J'ai longuement, à plusieurs reprises, réfuté cette théorie qui commet, à mon sens, la faute fondamentale de confondre le stalinisme de 1951 avec le marxisme de 1860. Comment les staliniens n'auraient-ils pas remarqué que la guerre et la guerre seule leur avait fourni l'occasion de leurs victoires en Russie, en Chine, en Europe orientale? Nulle part la crise économique ne les a amenés au pouvoir. Le stalinisme est une religion séculière qui, à la manière de l'Islam, progresse par la

force plus que par la conversion des âmes. L'importance des sommes consacrées par l'Union soviétique à des dépenses militaires, au lendemain de la guerre et du désarmement américain, l'effort consenti pour réarmer tous les satellites, aussi bien en Asie qu'en Europe, l'agression en Corée, l'action et la propagande du gouvernement communiste chinois, suffisent à montrer que l'hypothèse des staliniens faisant confiance à la dialectique économique pour réaliser leurs plans est simplement absurde, en contradiction avec les actes doctrinaux et l'expérience.

En résulte-t-il que le déclenchement *intentionnel* de la guerre totale par Staline dans *le proche avenir* soit inévitable ou même probable? Certainement non. Staline a déclenché *intentionnellement* la deuxième guerre, mais il avait la perspective de rester en dehors, au moins dans la première phase. Il pouvait tenir cette guerre pour fatale en raison de la politique hitlérienne. Il cherchait, à la manière de tous les gouvernants, à rejeter de l'autre côté la guerre qui montait jusqu'en 1945, il avait la possibilité de s'insérer dans les conflits entre États capitalistes et de les exploiter à son profit. Désormais, le monde est entré dans la phase où, selon la doctrine, s'opposent les deux camps, socialiste et capitaliste. Cette phase comporte une guerre permanente. Staline reprend l'idée de la révolution permanente à Trotsky et applique dans son style, avec deux cents divisions en Union soviétique. Mais cette guerre permanente ne dégénérera pas totalement en une guerre générale et totale. L'intervalle entre guerre permanente limitée et la guerre totale est étroit. Nul ne peut savoir combien de temps il subsistera, mais on n'a pas le droit, malgré tout, d'*affirmer* que l'Union soviétique décidera, un jour prochain, de le franchir.

En d'autres termes, j'adopte une interprétation qui se situe à mi-chemin entre les deux thèses extrêmes, l'une qui prête à Staline confiance exclusive dans la dialectique économique, l'autre qui lui prête l'intention de déclencher l'explosion dès qu'il aura accumulé les moyens atomiques suffisants. J'écarte la première comme contraire au stalinisme et aux leçons que les staliniens ont tirées de l'histoire récente, je déclare la seconde pour le moins non démontrée. Le jour même où l'Union soviétique aurait rattrapé son retard en fait d'armes atomiques, la guerre générale et totale resterait une aventure prévisible. Il y a donc une bonne chance que Moscou ne se lance pas intentionnellement dans l'aventure.

Le postulat invoqué par M. Duverger n'existe donc ni dans ma pensée, ni dans mon livre. A fortiori, "ne sert-il pas à donner le coup de pouce qui fait pencher la balance d'un côté plutôt que de l'autre quand l'analyse minutieuse de Raymond

Aron aboutit à mettre les deux plateaux en position d'équilibre". M. Duverger écrit qu'"une lecture active" montre le rôle de ces postulats, mais il serait bien embarrassé d'en donner des exemples. Les intentions de Staline ne jouent aucun rôle dans la première partie, où est retracée la succession des guerres, aucun rôle dans la deuxième où sont décrites les trois séries qui aboutissent à la crise présente: montée des États périphériques, expansion de la religion séculière, mise au point des armes de destruction massive; aucun rôle dans la quatrième partie où est étudiée la situation intérieure de l'Europe, aucun dans la conclusion qui porte sur l'enjeu de la lutte. Ce postulat pourrait jouer un rôle dans la troisième partie, mais le chapitre sur *Staline et l'ombre de Trotsky* aboutit à la révolution permanente, à l'ambition d'empire universel, non à la résolution de guerre totale. Quant au passage de la deuxième à la troisième guerre, il est expliqué par la soviétisation de l'Est européen, la victoire de Mao-Tse-Tung en Chine, l'élimination de l'Allemagne et du Japon en tant que grandes puissances, nullement par les pensées secrètes de Staline. Par conséquent, "si l'articulation de l'ensemble demeure souvent artificielle", le postulat n°1 n'y est exactement pour rien. Et, nous allons le voir, le postulat n°2 n'y est pas davantage pour quoi que ce soit. Tout, les postulats, le coup de pouce, le placage d'un dessein non figuratif, tout est invention du critique.

Le postulat n°2 est encore plus difficile à discuter, parce que la signification même en est équivoque. M. Duverger le formule de la manière suivante: "Le danger de guerre est unilatéral, c'est-à-dire imputable seulement à la Russie, aucun risque n'étant inclus dans la politique américaine actuelle." La première proposition, "danger de guerre unilatéral" est obscure, la seconde, "aucun risque..." est absurde. Il faudrait une sottise réellement improbable pour affirmer qu'aucune politique américaine puisse être sans risque.

Quelle est l'évidence que postule à chaque instant mon livre? Que les États-Unis sont sur la défensive, qu'au lendemain de la défaite de l'Allemagne et du Japon ils ne souhaitent nullement une autre guerre, froide ou chaude, et qu'ils ont été amenés à la politique du *containment*, à la doctrine Truman, au plan Marshall, au pacte de l'Atlantique par la conduite de l'Union soviétique en Europe orientale, en Grèce, partout dans le monde.

Est-ce à dire que les États-Unis n'aient rien fait qui augmente le danger de guerre? Évidemment non. J'ai longuement insisté sur les erreurs "probablement irréparables" commises durant la guerre et pendant l'immédiat après-guerre. M. Duverger me répond: "Mais vos critiques portent sur la période antérieure à

1946." Ce n'est pas vrai: je note les erreurs commises en Corée avant le 25 juin (p. 434), j'énumère les fautes qu'après coup on reconnaît avoir été celles de la diplomatie américaine (p. 308). Au reste, il est bien évident que tous ceux qui agissent commettent des erreurs. Quel que soit le proaméricanisme que M. Duverger m'attribue et que d'ailleurs je revendique, il ne saurait imaginer que je trouve sans reproche aucun des acteurs du grand drame qui déchire notre époque.

Mais, me dit-il, dans un livre de 500 pages, vous n'avez pas parlé "des maladresses et impatiences américaines", qui risquent demain de contribuer à déclencher la guerre totale. Si M. Duverger avait plus de culture philosophique, il comprendrait l'illogisme de cette remarque. Par essence, on ne saurait rien dire à l'avance des conduites irrationnelles, impulsives, irréfléchies. On peut spéculer sur la conduite des staliniens parce qu'elle est organisée selon une doctrine. On peut constater les erreurs commises hier par la politique américaine. Il est vraisemblable que d'autres seront commises dans l'avenir, mais que pourrait-on bien en dire à l'avance? Au reste, à lire M. Duverger, on croirait que *Les Guerres en chaîne* ressemblent aux prophéties de Mme de Thèbes, alors que 99 pages sur 100 sont consacrées à l'analyse du passé et du présent, non à des hypothèses sur l'avenir.

En réalité, par son postulat n°2, le critique voulait suggérer autre chose: non pas que les diplomates américains ont commis des fautes, comme tous les hommes, mais qu'ils sont ou seront susceptibles, eux aussi, d'initiatives agressives ou belliqueuses, qu'ils souhaiteront éventuellement le passage de la guerre limitée à la guerre totale. Or, les erreurs que je reproche à la diplomatie américaine d'hier ne sont pas celles que leur attribue d'ordinaire *le Monde*, elles viennent non pas de "l'intransigeance", de "la brutalité", mais d'une reconnaissance, tardive ou insuffisante, de l'impérialisme soviétique et des nécessités de la lutte contre le stalinisme.

M. Duverger se garde bien de prendre position pour ou contre telle ou telle de mes interprétations, il se réfère à l'avenir. "Qu'un homme aussi peu suspect que M. Jacques Chastenet, par exemple, ait exprimé ses inquiétudes sur le danger possible de voir un jour l'Amérique réarmée tomber dans la tentation de l'aventure, doit donner à réfléchir." Réfléchissons, je vous en prie, mais réfléchissons sérieusement.

À supposer que vous ayez raison, quel argument supplémentaire apportez-vous à la thèse des guerres en chaîne. Comment! Au lendemain de la guerre, les

États-Unis désarment. Le fait est clair: ils sont pacifiques. Mais les armées russes occupent l'Europe centrale et orientale, l'Allemagne et la Corée sont divisées, l'Europe occidentale elle-même, épuisée, semble sur le point d'être submergée par la vague soviétique. Les États-Unis découvrent que leur victoire militaire se transforme peu à peu en une défaite politique. Ils improvisent une doctrine de résistance, essayent d'élever un barrage à l'expansion stalinienne en répandant les dollars aux quatre coins de la planète. C'est l'agression coréenne, probablement résultat d'une erreur de calcul du Kremlin, qui déclenche le réarmement américain et celui-ci, si nous en croyons les méditations du *Monde*, transforme à ce point la psychologie du peuple et des dirigeants américains qu'un jour les États-Unis précipitent la guerre totale. Quel exemple de ces séries d'événements où les actions et réactions aboutissent à des résultats qui ne sont voulus par personne. J'en ai donné de multiples exemples, y compris celui que je viens de résumer, avec cette seule différence que, dans mon livre, la série s'arrête avant que les États-Unis réarmés ne se lancent dans l'aventure.

Que feront les États-Unis quand ils seront réarmés? Nous allons, nous aussi, spéculer sur l'avenir. Mais, à supposer que M. Duverger ait raison de s'inquiéter, en quoi l'absence de ces spéculations sur l'avenir pourrait-elle fausser le livre et provoquer les "coups de pouce"? Si j'avais négligé l'analyse de la politique américaine dans le passé, mes interprétations seraient évidemment vulnérables, mais tel n'est pas le cas. Mon critique lui-même ne donne aucun exemple d'agression américaine dans le passé (jusqu'en 1950, les États-Unis n'avaient pas d'armée; aujourd'hui encore, ils n'ont pas vingt divisions). Dès lors, à supposer que la thèse de M. Duverger soit vraie, qu'il y ait lieu de craindre l'action future des États-Unis, que j'ai eu tort de n'en pas traiter, il n'y a rien là qui ressemble à un postulat dominant le livre entier et en déformant les conclusions. Il y a simplement sous-estimation d'un péril éventuel.

Quand j'écrivis le chapitre XIX: *La guerre froide, préparation ou substitut de la guerre totale*, je me posai la question même que me pose M. Duverger. Quelle influence exercera le réarmement sur la psychologie du peuple américain? J'écrivis une phrase unique: "Le réarmement, poussé au-delà d'un certain point, répand ou risque de répandre une psychose de guerre" et décidai de ne pas développer davantage ces considérations. Pourquoi? Dans une large mesure, c'est l'attitude même de tant d'Européens qui me détermina à prendre cette décision. Le lendemain du jour où *Le Monde* reprochait aux États-Unis d'avoir méconnu les obligations d'une grande puissance en ne maintenant pas leurs forces armées au niveau impliqué par leurs obligations, il manifesta le souci

qu'une fois réarmés ils fussent tentés d'en finir. Ces sortes d'inquiétudes sont devenues banales. Il n'y a pas de conversation européenne, entre hommes de la rue ou entre hommes d'État, où elles ne soient exprimées ou commentées.

Je n'aime guère, j'avoue, ces controverses inactuelles: au moment où l'on demande au monde libre de faire un grand effort pour assurer sa défense, il est fâcheux d'insister sur les dangers que suscitera à son tour le réarmement (étant bien entendu que ces dangers existent). Personnellement, je ne crois guère à "la tentation de l'aventure". D'après les programmes actuels, les États-Unis se donneraient vingt-cinq divisions en 1954. Comment pourraient-ils prétendre dicter la paix à l'Union soviétique ou la conquérir? Le système politique des États-Unis rendra extrêmement malaisées, donc improbables, les initiatives belliqueuses, aussi longtemps qu'il restera dominé par les civils.

J'ai sciemment négligé cette discussion, qui aurait rempli une page du chapitre XIX. En revanche, tout le livre a pour but de rappeler aux Américains réfléchis la leçon que nous donnent les deux premières guerres mondiales de ce siècle, de leur suggérer la vertu de patience. Depuis la préface jusqu'à la conclusion, le livre est un plaidoyer contre la guerre totale, contre l'illusion d'en finir. Je m'efforce de mettre en garde les Américains contre la tentation même que M. Duverger affecte de redouter. Qu'il ait méconnu cette signification du livre me serait incompréhensible, s'il ne m'était trop clair qu'il était résolu à ne pas comprendre.

À quoi tendent, en effet, "les postulats Duverger"? Je défends contre les neutralistes, camouflés ou explicites, ce que les rédacteurs du *Monde* appellent la stratégie atlantique. Cette stratégie, je la justifie par des arguments géopolitiques, militaires, politiques, moraux. Je ne dis pas que la justification est concluante. M. Duverger a peut-être d'excellents arguments à faire valoir contre elle. Mais, quand il me prête le postulat numéro un, il recourt au procédé, jadis reproché aux jésuites: il la réfute par implication. Il est clair, en effet, que si je tiens, en tout état de cause, la guerre pour fatale, l'attaque militaire de l'Union soviétique pour inévitable, la stratégie Atlantique cesse d'être ce qu'elle est, un effort en vue d'accroître les chances d'éviter la guerre totale, pour devenir ce que ses critiques veulent qu'elle soit, la résignation à la préparation de la guerre totale. M. Duverger néglige systématiquement la distinction qui domine tout mon livre entre *la guerre limitée*, qui est un fait, et *la guerre totale*, qui est une possibilité; il simplifie le problème, il parle seulement d'éviter la guerre, alors qu'il s'agit d'arrêter l'expansion du communisme, sans recourir à la guerre totale. Ainsi

suggère-t-il aux lecteurs du *Monde* qui, comme tous les Français, aspirent par-dessus tout à la paix, que j'annonce la troisième guerre mondiale et que, par conséquent, j'agis et j'écris en fonction de cette conviction. Il me prête la croyance à la fatalité de la guerre totale parce que cette croyance est une forme atténuée de bellicisme.

Le deuxième postulat a évidemment une double portée. Le livre est pour le moins dévalorisé s'il manifeste une telle confiance aveugle dans la politique américaine et le critique affirme sa supériorité en éludant une prise de position nette en faveur de l'un ou de l'autre des deux camps et en adoptant l'attitude du spectateur au-dessus de la mêlée.

Il est, en effet, déplorablement conformiste, on le sait, de se donner pour solidaire des États-Unis, à moins, cependant, que ce conformisme apparent ne soit, en réalité, de l'anti-conformisme. Tout dépend des milieux et aussi du contraste entre déclarations officielles et conversations privées. M. Pleven, au *Press Club* de Washington, a, d'un ton éclatant, proclamé qu'il était l'ami des bons et des mauvais jours. Ceux qui connaissent l'envers du décor, les propos privés et les entrevues secrètes, n'ont pu s'empêcher de sourire. En réalité, Claude Bourdet n'a pas tout à fait tort de dire que la majorité gouvernementale du Parlement compte un bon nombre de neutralistes clandestins. Jamais l'intervalle n'a été aussi grand entre ce que les hommes politiques font et ce qu'ils pensent, entre ce qu'ils déclarent pour la presse et ce qu'ils disent entre eux. Critiquer la diplomatie américaine n'est pas de l'anticonformisme, c'est du pur conformisme. Je n'ai jamais participé à des conversations politiques, depuis des années, sans que les présents, ministres, parlementaires, hommes de lettres, n'accablent la diplomatie de Washington de leur ironie hautaine.

Renvoyer dos à dos l'impérialisme soviétique et l'impérialisme américain, critiquer du même ton, avec la même vigueur, le racisme des États du Sud et les camps de concentration de l'Union soviétique est, comme chacun sait, la suprême expression de l'intellectualité. Un tel sens de l'égalité (on n'oublie pas le pâté de lièvre et de cheval: un lièvre, un cheval) est un brevet d'impartialité et d'intelligence. On obtient immédiatement ses entrées dans les hauts lieux de l'Esprit: *les Temps modernes*, *l'Observateur*, *Esprit*. M. Duverger est-il candidat à ces cénacles? Ce serait trop dire. Comme *Le Monde* lui-même, il ne nierait pas, je pense, que le salut de l'Europe non communiste soit lié à l'existence des États-Unis, mais il lui faut, à chaque instant, marquer son détachement par rapport aux deux Grands. Quand il étudie les partis uniques et compare les partis fascistes et

communistes, il aboutit à ces étonnantes formules: "Le parti unique russe apparaît donc comme un organisme vivant, dont les cellules se renouvellent perpétuellement. Au contraire, les partis fascistes ressemblent plutôt à des mécaniques immuables et figées." La liquidation dans les années 1930 des trois quarts des vieux bolcheviks qui firent la Révolution, comparée au renouvellement des cellules d'un organisme! On croit rêver. M. Duverger aussi est victime du préjugé de l'Intelligentsia: il a peur de ne pas être "progressiste" et de verser dans ce qu'il appellerait l'anticommunisme vulgaire. Il craint plus de désertier la gauche que la vérité.

(À suivre.)

Séduction du totalitarisme et justification de la liberté

Liberté de l'Esprit
mai 1952

Depuis quelques années, de multiples enquêtes, rencontres, articles ou livres ont été consacrés à ce thème: la séduction du totalitarisme.

Cette curiosité est légitime. Ce qui est surprenant, ce n'est pas que, par la police, les régimes totalitaires, une fois installés, puissent se maintenir sans limite de temps ni que, grâce à la victoire militaire, ils puissent étendre leur empire. Ce qui est surprenant, c'est qu'ils remportent tant de victoires pacifiques, qu'ils gagnent tant d'adeptes, fanatiques, désintéressés, prêts à tous les sacrifices pour le triomphe de leur cause.

Certes, nous savons mal jusqu'à quel point la psychologie des communistes, militants au milieu des infidèles, ressemble à celle des communistes triomphants. Il est probable que la dégénérescence morale entame rapidement les combattants nantis, devenus profiteurs de la tyrannie et conscients de l'intervalle entre l'idéal qu'ils professaient et le régime qu'ils édifient. Malgré tout, on aurait tort de céder au goût de la simplification. Les communistes triomphants se tiennent encore pour des militants, puisque à leurs yeux rien n'est fait tant qu'il reste à faire, que rien n'est assuré tant que l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques ne se confond pas avec l'humanité entière. Bien plus, l'ordre et la discipline des partis communistes militants présentent déjà assez des caractères des partis communistes triomphants, l'échange des informations entre les pays et les communistes des deux côtés du rideau de fer est suffisamment intense pour que l'ignorance prétendue, bien loin d'être une explication, demande elle-même à être expliquée.

Les recherches faites sur ce cas psychologique ou sur ce cas sociologique n'ont pas été stériles. Au contraire, elles ont été fécondes, on serait tenté de dire trop fécondes. On a étudié les procédés d'infiltration stalinienne dans les différents milieux et l'on a montré à la fois certaines règles toujours valables de la technique (présenter le communisme aux non-initiés, aux sympathisants, aux indifférents, aux masses, comme s'il était dans la ligne des aspirations les plus universelles, dans la continuité de la tradition nationale, comme s'il était l'aboutissement de ce qu'ont souhaité et voulu, depuis toujours, les hommes de

bonne volonté) et l'indéfinie diversité des moyens, des paroles, des justifications, des mots d'ordre.

Cette étude de la technique d'infiltration a une utilité incontestable, tant l'opinion et trop souvent même ceux qui ont la charge d'éclairer l'opinion se révèlent incapables de comprendre cette technique et de trouver la parade appropriée. On l'a vu à propos de l'action des Partisans de la Paix, depuis l'Appel de Stockholm jusqu'à la Conférence de Moscou.

De même, quand on a étudié, non plus la technique d'infiltration, mais les motifs de la sympathie diffuse qui entoure le stalinisme dans certains milieux, les mobiles profonds qui déterminent le ralliement de tant d'ouvriers, d'intellectuels, de jeunes et de vieux à la foi nouvelle, on a rapporté une riche moisson de formules. La déception tient, en ce cas, à cette richesse même. Le séminaire, réuni l'an dernier en Alsace, où quelques-uns des spécialistes les plus qualifiés ont confronté leurs observations et leurs théories, semble avoir - le texte des entretiens n'est pas encore publié - collectionné les interprétations - depuis le désir d'être du dernier bateau, d'être à gauche, avec le peuple, de suivre le mouvement de l'Histoire, c'est-à-dire, selon les individus, avec les vainqueurs de demain ou la Raison universelle jusqu'à la révolte contre les injustices sociales, l'inefficacité des démocraties, etc.

L'énumération des motifs du ralliement, partiel ou total, du stalinisme, est longue; elle pourrait être prolongée encore. En effet, la mise en forme rationnelle du communisme varie avec les individus, les groupes, les nations, les circonstances. Les thèmes constants du stalinisme - libération du prolétariat, contradiction du capitalisme, avènement inévitable du communisme, industrialisation au bénéfice de tous - étant vastes et vagues, chaque sympathisant, chaque converti est en mesure de leur donner l'expression intellectuelle la plus conforme à son système ancien de préférences morales ou de conceptions intellectuelles. Il y a une mise en forme du stalinisme par ou à l'usage de l'ex-fasciste ou de l'ex-socialiste ou de l'ex-jacobin, par les ou à l'usage des Européens, des Chinois, des Japonais ou des Musulmans. On trouve donc trop facilement les motifs des staliniens ou des demi-staliniens: il suffit de saisir les diverses mises en forme intellectuelle du stalinisme, aussi nombreuses que les familles d'esprit, sensibles à la séduction de la foi nouvelle.

Quand on en vient aux mobiles, c'est-à-dire aux déterminations psychologiques du ralliement, on se heurte à la même diversité, au moins apparente. Les uns vont au stalinisme parce qu'ils ont peur de ne pas courir assez

vite au secours de la victoire, les autres parce qu'ils sont affamés de dévouement, voire de sacrifice. L'opportunisme le plus sordide côtoie l'idéalisme le plus sublime. Mais ne pourrait-on pas en dire autant de tous les mouvements historiques qui charrient, en un flot unique, la boue humaine et les plus purs élans? L'Histoire n'a pas connu de religion que n'aient souillée les excès de la violence, que n'aient sauvée les sacrifices et les ferveurs des croyants.

Pour surmonter ces explications qui n'en sont pas, parce qu'elles sont trop nombreuses, il faut probablement mieux cerner le problème. Quels sont les caractères spécifiques de la foi nouvelle? Quels sont les ralliements qui ne sont pas réductibles à des phénomènes classiques? Où ces ralliements sont-ils à ce point nombreux qu'ils constituent, par leur nombre même, un fait nouveau qui appelle une enquête?

I. - Ambivalence et millénarisme

Nous voudrions prendre pour point de départ un caractère de la foi nouvelle qui a déjà été noté par certains observateurs (Thierry Maulnier, en particulier), mais dont on n'a peut-être pas tiré toutes les conséquences: le caractère extraordinairement ambivalent du stalinisme, d'où résulte que l'on attribue aux ralliements dans leur ensemble et à chacun d'eux en particulier des motifs ou des mobiles exactement contraires.

Le stalinisme, dit-on, a l'attrait d'une vérité religieuse qui fixe la valeur absolue, hiérarchise par rapport à elle les êtres et les choses, qui appelle les sentiments dont se sont nourris, à travers les siècles, les religions, la foi, l'espérance, l'amour. Ces propositions banales sont vraies. Mais les propositions exactement opposées ne sont-elles pas vraies également? Le stalinisme est moins une doctrine fermée qu'une méthode de découverte, moins une religion qu'une science. Le fidèle n'a pas à répéter un catéchisme, mais à suivre une interprétation jamais achevée d'une Histoire qui se fait et qu'il contribue à faire. Le dogmatisme, si dogmatisme il y a, ne porte que sur des lois que l'esprit scientifique n'aurait pas plus de peine à reconnaître pour telles qu'il n'en éprouve à accepter les principes de la mécanique ou de la thermodynamique.

À une extrémité, les staliniens sont des chrétiens (nous songeons aux progressistes) qui joignent le parti des pauvres, dénoncent, comme le Christ, l'égoïsme des riches et attendent du prophète de la Bonne Nouvelle l'accomplissement temporel d'espérances que la déception seule avait rejetées vers l'autre monde. Mais, à une autre extrémité, les staliniens recueillent les fascistes sans emploi qui retrouvent sous d'autres insignes la technique

d'encadrement collectif, l'ardeur de combat et de création propre au XXe siècle, aux bâtisseurs de pyramides, aux polytechniciens qui ne distinguent plus guère entre le matériau et la main-d'œuvre.

On continuerait sans peine cette analyse des contrastes. On fait appel à la capacité de foi et d'enthousiasme quand on découvre aux militants l'avenir radieux, la société sans classes, l'humanité réconciliée avec elle-même. Mais on n'hésite pas davantage à leur enseigner la nécessité de la ruse et du cynisme, l'efficacité du machiavélisme. On parle sans cesse des masses. Aux intellectuels frustrés, aux bourgeois névrosés on offre en promesse la communion avec les foules des humbles. Mais en même temps on proclame que les cadres décident de tout, on cultive chez les militants la fierté d'appartenir au petit nombre des élus ou des initiés (en un pays soviétisé, la distinction entre la masse et l'élite subsiste, bien plutôt est-elle renforcée par la dissociation et de la masse et de l'élite: à chaque niveau se répète la distinction qui permet de combiner les vertus du grand et celles du petit nombre). On veut faire aimer Staline, l'Union Soviétique, le parti bolchevik, les partis communistes, mais on veut aussi les faire craindre. Le génial guide des travailleurs du monde entier est aussi le maréchal fort de ses centaines de divisions, le juge suprême qui n'a pas épargné les compagnons de Lénine.

Le stalinisme, en un sens, n'est pas encore; il sera, il est l'avenir de l'humanité. Mais, en un autre sens, il a toujours été, il est l'accomplissement de tout ce qu'il y eut de grand et de noble dans l'aventure humaine et, comme le Christ lui-même, il apporte à la fois la paix et la guerre. À l'usage des naïfs, il reprend les mots d'ordre du pacifisme comme s'il les tenait pour valables, mais il ne se gêne pas pour proclamer qu'il n'est pas contre toutes les guerres, mais seulement contre les guerres impérialistes. Bien plus, il proclame légitimes toutes les guerres anti-impérialistes. Or, toutes les guerres menées par un pays ou un parti de la zone soviétique (qui reconnaît Staline) sont anti-impérialistes. Elles sont donc légitimes. Le stalinisme se cache à peine de signifier la guerre permanente aussi longtemps que l'humanité entière ne sera pas convertie au nouvel évangile.

Humanitaire et terroriste, idéaliste et cynique, millénariste et machiavélique, dogmatique et scientifique, communion des masses et conspiration des élites, guerre au comptant et paix à terme, telle est la doctrine stalinienne qui attire et repousse, séduit et fait horreur, et finit par fasciner ceux mêmes qui résistent au charme.

Cette première analyse rend compte du fait que nous avons noté un peu plus

haut: la multiplicité des explications que l'on a données de la séduction du totalitarisme et des motifs que l'on a prêtés aux militants ou sympathisants. L'ambivalence étant le caractère propre de la doctrine, tels motifs peuvent être dominants ici, tels autres là, et l'on identifiera, selon les pays, les milieux ou les moments, les chrétiens et les polytechniciens, les religieux et les scientifiques, les opportunistes et les martyrs, les croyants et les roués, les communiantes et les conspirateurs.

Mais, à ce point, un doute s'élève. En admettant qu'un motif, un tempérament soit dominant ici, un autre là, le cas pur est-il la règle ou l'exception? Le chrétien sait-il ou ignore-t-il qu'il combat avec les polytechniciens; l'humanitaire, avec les terroristes? Ces oppositions sont-elles dissimulées ou avouées par les meneurs du jeu? Les termes opposés se contrarient-ils ou bien, au contraire, multiplient-ils leur action l'un par l'autre? La réponse, si paradoxale qu'elle puisse paraître, ne me paraît pas douteuse: l'ambivalence est à peine camouflée, elle se retrouve dans les sentiments et les idées de tous ceux qui collaborent à l'entreprise.

Le chrétien adhère au parti des pauvres, mais il n'ignore pas que ce parti transforme les pauvres en combattants et les chefs des pauvres en riches (on n'a pas oublié la justification agressive de l'automobile de Thorez). L'humanitaire connaît plus ou moins l'existence des camps de concentration et de la terreur. Abstraitement, il invoquera, à la manière de Merleau-Ponty, la nécessité de la terreur pour mettre fin à la terreur diffuse dont aucune société n'a pu se passer, voire même la nécessité de la terreur totale pour liquider, une fois pour toutes, les terreurs partielles dont s'accommodait l'hypocrisie.

Quel est le mécanisme de cette ambivalence? Intellectuellement, il se ramène toujours, sous une forme plus ou moins subtile, à l'argumentation du prophétisme et du millénarisme. Le stalinisme ne se définit, ni par ses institutions, ni par la psychologie actuelle de ses chefs ou de ses troupes, mais par ce qu'il sera. Le stalinisme est essentiellement son avenir, qui se confond avec l'avenir de l'humanité. Psychologiquement et affectivement, l'ambivalence est autrement profonde et enracinée. Le frisson de peur avec lequel le chrétien se rallie à moitié au parti des pauvres, le pressentiment ou la crainte de la terreur prochaine qui accompagne l'attente de la lointaine société sans classes, toutes les équivoques du cœur sont bien plus caractéristiques des expériences vécues que les motifs que l'analyse isolerait abstraitement et donnerait pour types de conversion. Les humanitaires se sentent mystérieusement attirés par la violence déchaînée. Les polytechniciens aiment à croire que leurs édifices gigantesques

feront le bonheur des hommes - de ceux de demain, sinon de ceux qui, aujourd'hui, peinent à les bâtir.

Nous en arrivons ainsi aux deux propositions suivantes: Intellectuellement, le stalinisme serait une modalité de la pensée prophétique, le développement de la conception millénariste, la valeur inconditionnelle d'un avenir, proclamé à la fois parfait et inévitable, il justifierait de proche en proche tous les actes, si cruels qu'ils soient, de ceux qui sont les constructeurs de ce qui doit être, tous les événements, si mystérieux qu'ils puissent paraître, de l'Histoire qui conduit au but ultime. Affectivement, les staliniens offriraient un cas privilégié d'expériences ambivalentes, religion qui se veut science, science qui se donne pour religion, humanitarisme qui tolère la terreur, terreur qui se donne pour l'expression de l'humanitarisme, petit nombre qui se veut expression de la masse, masse qui s' imagine constituer une élite. Expérience religieuse à laquelle le caractère séculier de la religion donne une originalité supplémentaire.

II. - Rupture, disponibilité, ralliement

À partir de ces analyses, peut-être est-il moins difficile de préciser les questions posées au point de départ: quelle est l'explication de la séduction du totalitarisme? Quels sont les motifs de ralliement?

Le prophétisme ne se répand que dans les sociétés où des individus sont en grand nombre disponibles, autrement dit consentent à rompre avec l'état de choses existant et mettent leurs espoirs dans un ordre à créer et non dans l'ordre établi. Cette disponibilité n'est pas nécessairement la mesure des maux réels de la société (après coup, beaucoup des sociétés stables apparaissent plus injustes que les sociétés agitées par des troubles révolutionnaires). Elle est la mesure des appréciations que les hommes portent sur la société dans laquelle ils vivent, ou plutôt des sentiments qu'ils éprouvent à l'égard de leur milieu. Le sort de l'ouvrier français s'est, à coup sûr, amélioré depuis 1850 ou depuis 1900. L'ouvrier français n'en est pas moins, semble-t-il, plus révolté en 1950 qu'il y a cinquante ou cent ans, plus convaincu qu'il est victime d'une injustice permanente et aussi qu'il n'a rien à attendre des progrès à l'intérieur du monde dit capitaliste.

En d'autres termes, la propension au prophétisme est liée avant tout à l'idée ou au sentiment qui s'exprime dans la formule banale: "Il n'y a rien à espérer de ces gens-là, rien à espérer de ce monde-ci." Le phénomène décisif, ce n'est pas que l'on critique ou même que l'on déteste les riches, les maîtres, l'État, l'essentiel, c'est que l'on désespère de tout ce que l'on connaît et que l'on espère tout d'un

avenir rayonnant et inconnu. Si telle est l'essence du millénarisme, on s'explique qu'il puisse séduire aussi bien les hommes simples que les intellectuels, aussi bien les paysans chinois que les ouvriers de Renault, le phénomène de rupture avec ce qui est constituant le trait universel au même titre que le phénomène de foi en ce qui sera.

On comprend dès lors que la séduction du totalitarisme (la séduction de ce que nous appelons totalitarisme, mais qui n'est pas ressenti comme tel par ceux qui sont séduits) dépende de deux phénomènes distincts: d'une part, la disponibilité, elle-même créée par la rupture morale avec le milieu; de l'autre, l'inclination au millénarisme ou à la religion séculière. Je dis que ces deux phénomènes ne sont pas solidaires l'un de l'autre parce qu'en fait des individus ou des groupes disponibles peuvent être rebelles au message stalinien, au style même de ce message et, d'autre part, l'attraction du message peut être telle qu'elle crée la rupture, non donnée à l'avance (c'est le cas de certains intellectuels d'Occident qui se détachent de leur univers parce qu'ils croient à la bonne parole venue de l'Est). Mais, en général, la séduction joue sur des hommes déjà disponibles par suite de la rupture avec le milieu, ou bien la rupture n'était pas totale et c'est la foi à Staline qui l'a consommée. Ou bien, au contraire, la rupture était totale et le stalinisme n'a eu qu'à recueillir des individus ou des foules offertes.

La notion de rupture est évidemment vague et elle appellerait des analyses précises pour les différentes circonstances. Mais il ne saurait en être autrement parce qu'elle s'applique au physicien atomique français, anglais ou italien aussi bien qu'à l'intellectuel ou au demi-intellectuel de Chine ou de Birmanie, au paysan ou à l'instituteur de l'Inde aussi bien qu'à l'ouvrier agricole ou à l'instituteur du Lot ou de la Corrèze. Notre intention, en employant la notion de rupture, est de diriger l'attention vers ce qui se passe dans les âmes des hommes et de détourner de la considération exclusive de faits matériels comme le niveau de vie, fiction statistique, construite par les calculateurs, qui rend certains services, mais qu'on aurait tort de prendre pour une réalité.

Prenons un exemple simple. Les ouvriers des régions dévastées d'Angleterre furent plus malheureux, entre les deux guerres, que ne le furent jamais les ouvriers de la ceinture rouge autour de Paris. Et pourtant, en ces derniers, la rupture s'accomplit et non dans ceux-là. Les Anglais ne cessèrent pas de se sentir liés à la communauté nationale, de respecter les valeurs traditionnelles ou même d'accepter la hiérarchie ancienne, de compter, pour l'amélioration de leur sort, sur leur patrie ou le régime en place. À quoi tient cette différence d'attitude? On

pourrait hésiter entre de multiples réponses: passivité ou imagination, résignation ou révolte, sentiment d'impuissance ou espoir de bouleversement, le meilleur et le pire se mêlent probablement et chez ceux qui demeurent intégrés et chez ceux qui, se sentant trahis par les leurs, se bâtissent, en idée, une patrie moins injuste.

La diffusion du stalinisme est en quelque mesure l'expression de la crise subie par la société dans laquelle il se répand. Seule la crise économique de 1929, aux États-Unis, donna une chance à la propagande communiste. Aux autres périodes, celle-ci n'était en mesure de gagner qu'un petit nombre d'individus, rarement ouvriers, qui, pour une raison ou pour une autre, éprouvaient une frustration dans leur milieu et, par suite, le besoin d'une évasion vers un monde idéal. Les nègres américains, même s'ils surmontent le sentiment d'impuissance, ne seraient vraiment disponibles que le jour où ils ne croiraient plus aux promesses qu'étend à tous les hommes l'idéologie de la République américaine.

La puissance du stalinisme, dans les territoires dits insuffisamment développés, tient essentiellement aux circonstances qui créent cette rupture. L'ordre ancien, inégalitaire, hiérarchique, est ébranlé par l'influence occidentale. Celle-ci a été suffisante pour réduire la mortalité, pas assez pour accroître en proportion les ressources, surtout alimentaires, et pour donner aux paysans la propriété des terres. Ailleurs, elle a suscité un prolétariat sorti des cadres anciens, mal logé, mal payé, qui a perdu ses traditions et qui n'a pas encore pris racine dans l'existence urbaine et les institutions industrielles. La disponibilité est immédiatement donnée: en l'absence de foi concurrente, la victoire du stalinisme n'a rien de mystérieux.

À partir de ces remarques, on aurait au moins un début d'explication pour les phénomènes à propos desquels les étrangers se sont tant de fois interrogés: pourquoi n'y a-t-il, en Occident, que deux grands partis communistes, en France et en Italie? La réponse est double: c'est en France et en Italie que le progrès économique a le plus déçu les espoirs d'amélioration que nourrissaient légitimement les ouvriers d'industries; c'est en France et en Italie que la propension révolutionnaire, la tendance à compter sur la révolte et non sur la réforme était la plus forte; c'est en France et en Italie que le dogmatisme universaliste du communisme se développait sur le terrain le plus favorable en raison de traditions analogues, léguées par le passé catholique.

La propension aux méthodes de violence paraît bien, à la lumière de l'expérience, un facteur important pour expliquer certains ralliements. Les syndicats portés aux pratiques brutales, par exemple ceux des gens de mer, ont

été plus aisément gagnés ou infiltrés que les syndicats voués aux méthodes pacifiques du réformisme, même si ces derniers se réclamaient eux aussi du marxisme. En revanche, les syndicats, convaincus de la philosophie ouvriériste, n'ont pas consenti à la manipulation des mouvements proprement professionnels au seul profit d'un parti communiste.

On dira que nous avons laissé de côté le phénomène essentiel: le ralliement au totalitarisme, l'acceptation de la tyrannie, la soumission de l'esprit à une orthodoxie philosophique et même scientifique, dictée par un parti politique, voire par un État. Nous ne nions pas que ce soit là le phénomène essentiel, mais c'est le phénomène dernier. L'aboutissement du ralliement à la foi nouvelle, c'est la justification des camps de concentration et de l'asservissement de l'esprit. Mais on ne comprendra jamais cet aboutissement si on en fait le point de départ de l'enquête. Celui qui a adhéré au millénarisme en arrive à cette justification ou à cet asservissement, mais ces derniers sont expliqués par l'adhésion et non inversement l'adhésion par une séduction du totalitarisme en tant que tel.

Nous avons, dans les pages précédentes, esquissé une interprétation de cette adhésion par la rupture morale avec le milieu et un faible pour un certain style, dogmatique et universaliste, de la religion. Il nous faut maintenant répondre en quelques mots à l'objection qui pourrait nous être adressée: Pourquoi le stalinisme est-il le bénéficiaire de la rupture et de la disponibilité dans tous les continents, sous toutes les latitudes?

On pourrait répondre d'abord que le succès tient au monopole d'une certaine technique et d'une certaine propagande. Quand ce monopole a été brisé, le succès n'est pas venu. Entre les deux guerres, en Europe, le communisme a été partout battu par le fascisme là où le choix a été ou plutôt a paru faussement être entre les deux formes de régime totalitaire. Autrement dit, la rupture avec la nation n'a été ni facile ni immédiate. Ceux qui étaient révoltés contre le régime existant projetaient leurs rêves sur une patrie rénovée et non sur l'Union soviétique ou l'Empire des Républiques socialistes soviétiques. Si les partis démocratiques s'étaient unis, en Italie et en Allemagne, ils auraient pu gouverner en paralysant l'une par l'autre les deux oppositions extrêmes. Sans pousser plus loin cette analyse, notons simplement que le communisme ne recueille pas automatiquement les disponibles et n'exerce nullement une séduction irrésistible. Il n'a jamais gagné d'élections libres en Europe, il n'a jamais vaincu le fascisme dans la guerre civile. Même après la première guerre mondiale, l'immense majorité de la classe ouvrière européenne avait refusé la méthode du parti

bolchevik qui n'était pourtant pas encore totalitaire comme il l'est aujourd'hui.

Nous en venons ainsi à une constatation simple, mais souvent méconnue: la séduction du communisme a été le terme de plusieurs décennies de propagande et surtout le fruit de succès retentissants. C'est après la deuxième guerre mondiale, quand soudain l'Union soviétique apparut glorieuse et puissante, qu'elle séduisit des ouvriers et des intellectuels qui dénonçaient, avant Stalingrad, le petit despote asiatique. Il fallut les victoires militaires pour que la prétention à incarner l'avenir fût prise au sérieux. Nous retrouvons ici, sous une forme nouvelle, l'ambivalence dont nous parlions plus haut.

Ne soyons pas injustes pour nos adversaires en prêtant à leur ralliement les seuls motifs sordides, mais ne soyons pas non plus naïfs: la croyance au triomphe du stalinisme est pour quelque chose dans les vertus qu'on lui prête. Le stalinisme est adorable, mais terrifiant; il est nécessaire pour donner un sens à l'Histoire, mais aussi il groupe les plus gros bataillons.

La rupture avec le milieu tient à la décomposition de certaines sociétés, sous le choc de deux guerres. L'encadrement des disponibles par le parti communiste est facilité par la disparition des partis rivaux, par le monopole qu'il s'est assuré d'une certaine technique, par la conviction que le dieu des batailles est de son côté. Le système de pensée millénariste sert de justification à la foi, il lui donne une solidité à toute épreuve, il transforme une adhésion parfois accidentelle et superficielle en un engagement durable - aussi longtemps du moins qu'un choc extérieur ne déchire pas le réseau dialectique dans lequel le militant enfermé éprouve un sentiment de sécurité.

III. - Dénoncer la mystification

La propagande anticomuniste, depuis quelques années, s'est vouée à une tâche indispensable, mais dangereusement facile: dénoncer l'écart entre l'idéologie et la réalité. On a multiplié les efforts pour dissiper les illusions, pour mettre à nu la réalité du régime soviétique. Épuration, camps de concentration, police politique, mise au pas de la presse, de la radio, de l'éducation, orthodoxie imposée aux artistes et aux savants, suppression de toutes les garanties offertes en Occident aux citoyens, bas niveau de vie, transformation des syndicats en instruments du pouvoir, on a analysé les divers aspects du régime totalitaire. Les témoignages publiés par d'anciens communistes, par des hommes sortis des camps de concentration, ont contribué à faire connaître certaines des institutions, humainement les plus odieuses du régime soviétique.

Il n'est pas question de négliger ce travail. Mais, ne nous le dissimulons pas,

les résultats obtenus ne sont pas à la mesure des efforts déployés. Les raisons en sont multiples et il ne sera pas inutile d'en distinguer quelques-unes.

Beaucoup - en dehors même des communistes - préfèrent ne pas lire cette littérature pour ne pas avoir à remettre en question leurs idées ou plutôt leurs sentiments. Je causais récemment avec un professeur en Sorbonne, d'une honnêteté indiscutable, actif dans certaines organisations neutralistes. Je lui posais les deux questions suivantes: "Avez-vous lu les livres des "concentrationnaires" soviétiques? Avez-vous lu les livres de doctrine, de Lénine ou de Staline?" L'information de ce professeur d'Université se réduisait à des fragments du livre de Mme Buber-Neumann. Il en avait tiré la conclusion qu'il n'y avait rien de commun entre les camps soviétiques et les camps hitlériens, que les camps soviétiques n'étaient guère plus que des camps de rééducation ou de travail un peu rudes. À tous les niveaux de l'échelle sociale ou intellectuelle, l'attitude de recherche honnête est de plus en plus rare. Chacun est porté à croire ce qui s'accommode le mieux avec ses préférences ou son système du monde. La censure psychologique joue à l'intérieur de chaque conscience et supplée, pour une part, à l'absence de censure politique, en Occident.

L'insistance, parfois excessive, sur les aspects les plus odieux du régime soviétique, risque toujours de produire une réaction de sens contraire. L'Union soviétique n'est pas définie uniquement par les camps. Beaucoup d'esprits honnêtes et modérés finissent par s'irriter contre ce qui leur paraît propagande, même si celle-ci ne contient que des faits vrais, et mettent en question l'importance de ces phénomènes dans l'ensemble.

L'ambivalence de la foi stalinienne la rend beaucoup moins vulnérable qu'on ne le croit d'ordinaire à la dénonciation des cruautés. Si le chrétien progressiste fera jouer la censure et refusera de croire, le communiste militant, surtout à un niveau élevé de la hiérarchie, s'accommodera des rigueurs de la rééducation, "parce qu'on ne fait pas d'omelette sans casser des oeufs", parce qu'il est attiré par la force autant que par la justice. Le communiste auquel on démontre que le stalinisme n'est pas humanitaire cherchera refuge sur le plan de la nécessité historique. Si le communisme n'est pas bon, alors il est fatal.

Le millénarisme ne s'est jamais révolté contre la terreur. Les robespierristes ne font pas grief à leur héros des lois sur les suspects et des exécutions. Certains d'entre eux, il est vrai, cherchent à le justifier en le donnant pour un modéré. Mais d'autres l'acclament en tant que terroriste. On n'a jamais fait de révolution sans violence. Il est bon pour la bourgeoisie installée d'invoquer les principes et

d'accorder certaines garanties aux accusés: le prolétariat, qui combat pour sa libération, ne saurait s'imposer de telles restrictions. Après la victoire, il rétablira les libertés qu'il aura sacrifiées temporairement à la nécessité de vaincre.

Cette argumentation est d'autant moins choquante que nous sommes tous prêts à l'employer et qu'elle comporte une part de vérité. Les changements sociaux s'accomplissent rarement sans un interrègne de violence. Ce qui est inadmissible, c'est de maintenir cette justification trente-cinq ans après la prise du pouvoir et de transformer les cruautés, peut-être inévitablement liées à la phase révolutionnaire, en institutions permanentes, en structure normale d'une société. Le terrorisme révolutionnaire est le coût d'une révolution aux résultats parfois féconds, le terrorisme de l'État soviétique invoque les nécessités révolutionnaires, mais, en réalité, maintient indéfiniment le terrorisme, excusable seulement s'il était de courte durée. Dans son livre sur *Humanisme et Terreur*, Merleau-Ponty n'admet pas entièrement, mais ne repousse pas non plus entièrement, cette justification du terrorisme par la révolution.

Pour que la polémique contre le terrorisme soit convaincante, elle doit montrer que celui-ci s'est enraciné, qu'il est devenu partie intégrante du régime normalisé, qu'il ne s'atténue pas avec le temps. On sait que, tout au contraire, la liberté intellectuelle était beaucoup plus grande au court des dix dernières années après la Révolution de 1917 qu'aujourd'hui.

La propagande communiste est grossièrement manichéenne. La propagande anticommuniste ne doit pas l'être. Elle ne doit pas l'être parce que beaucoup refusent le communisme stalinien justement pour ne pas perdre le sens de la mesure et de l'objectivité qui leur paraît une vertu supérieure. Elle ne doit pas l'être parce que le croyant accepte le manichéisme, que le non-croyant ne l'accepte pas et que ce dernier ne souscrira pas à une représentation du monde qui serait la représentation communiste inversée.

À l'égard des intellectuels, la tâche essentielle est de montrer les erreurs de la philosophie millénariste. Quant aux hommes simples, il faut, après avoir dénoncé la mystification stalinienne, guérir les maux, satisfaire les aspirations dont la rupture avec le milieu est la sanction et la preuve. Il ne suffit plus de dénoncer les mensonges du totalitarisme. Il reste à justifier la liberté.

IV. - Justification de la liberté

Nous arrivons au thème dernier, à l'objectif même de ce rapport. Les analyses précédentes avaient uniquement pour but de rendre possible la réponse à la question: la justification de la liberté peut-elle être le contenu positif de la

propagande anticommuniste?

Il est un mode de justification, dont l'éloquence ne laisse rien à désirer, c'est celui de l'œuvre du XXe siècle. Si la fin dernière des sociétés est de favoriser l'épanouissement de la culture, les sociétés occidentales n'ont pas à plaider coupable. Qu'elles présentent les créations d'un demi-siècle dans tous les ordres de l'art et de la pensée, que l'on compare la Russie des premières années du siècle à la Russie de 1950 et la démonstration sera faite de la fécondité de la liberté et de la stérilité de la tyrannie.

Malheureusement, cette justification, convaincante pour ceux qui mettent le destin de la culture au-dessus de tout, ne l'est pas pour ceux - et ils sont nombreux à notre époque, même parmi les hommes de culture - qui pensent qu'une révolution économique et sociale, apportant plus de justice, ne serait pas payée trop cher par le sacrifice provisoire de la liberté intellectuelle et des œuvres qui ne sauraient se passer de la liberté pour naître. Probablement, cet aveu ne serait-il pas fait avec cette brutalité, mais les propos et les actes de tant d'écrivains, de peintres, de cinéastes, prouvent qu'ils ne mettent pas leur propre liberté au premier rang, soit qu'ils se fassent des illusions sur le sort réservé à eux et à leur art en régime totalitaire, soit qu'ils pensent, consciemment et résolument, que leur sort ou celui de leurs créations importe moins que les bienfaits, réels ou supposés, que la tyrannie apportera à la masse des humbles.

Dire que la justification de la liberté par les œuvres du XXe siècle n'emportera pas l'assentiment des staliniens ou des fellow-travellers n'est pas dévaloriser cette justification. Il serait essentiel de faire reconnaître par ces prétendus hommes de gauche ou d'extrême gauche qu'ils ont quitté le parti de l'individu pour adhérer à celui de l'État, qu'ils sacrifient la culture, valeur non douteuse, aux avantages éventuels qu'apporterait le communisme à la foule.

La deuxième étape de la justification de la liberté consistera à joindre la bataille sur le terrain économique et social, puisque le stalinisme y a cherché un refuge contre l'acte d'accusation dressé par l'œuvre du XXe siècle. Est-il vrai que les institutions du soviétisme - plans quinquennaux, syndicats étatisés, stakhanovisme - justifient la perte des libertés? On ne cherchera pas à nier les progrès accomplis par l'industrialisation en Union Soviétique, mais on montrera: 1° que l'industrialisation avait commencé dès avant la Révolution de 1917; 2° qu'elle a été menée avec un mépris absolu pour les hommes et leurs souffrances; 3° qu'elle a entraîné un abaissement du niveau de vie pour la masse de la population; 4° qu'elle s'accompagne d'une accentuation et non d'une atténuation

des inégalités.

Prenons garde, ici, de ne pas oublier l'ambivalence foncière du stalinisme. Si l'on insiste sur le prix humain de l'industrialisation, les staliniens, en eux-mêmes, se consolent par l'idée de l'efficacité de la méthode soviétique, et si on leur montre les limites de cette prétendue efficacité, ils invoqueront la participation populaire, l'enthousiasme des bâtisseurs. Il ne s'agit pas d'opposer à la technique soviétique la technique occidentale, comme si cette dernière était, sur tous les points et en tous les pays, supérieure. Il suffira de mettre l'accent sur quelques faits simples et incontestables. L'Occident n'a pas eu besoin, pour édifier des barrages géants ou des usines modèles, de réintroduire l'esclavage ou d'étouffer les libertés. Pourquoi l'intellectuel d'Occident éprouve-t-il tant d'émotion devant les barrages russes et tant d'indifférence pour les barrages américains? Nous ne sommes pas des ingénieurs et nous n'établissons pas de comparaison entre les uns et les autres. Nous nous bornons à rappeler que l'édification industrielle n'a pas exigé ailleurs de tels sacrifices.

Personnellement, j'irais même plus loin et, contre les barbares du XXe siècle, où qu'ils soient, je ferais l'éloge des méthodes progressives en fait de transformations sociales. La science et l'industrie sont en train de bouleverser toutes les sociétés. Il n'est pas question de s'opposer à ces bouleversements ni même de les freiner. Mais plus le rythme des changements est rapide, plus il est souhaitable de ne pas rompre la continuité des coutumes, des croyances qui constituent la texture de l'ordre social. La foi en la violence, en la révolution pour instaurer d'un coup le royaume de Dieu sur la terre aurait dû être définitivement réfutée par la tragédie du bolchevisme. N'ayons pas peur de soutenir que le "révolutionnarisme", l'obsession caractéristique de certains intellectuels que la révolution est la solution universelle et miraculeuse, est un misérable préjugé, même s'il fait recette dans les salons ou les cafés de Saint-Germain des Prés.

Cela dit, ne nous abandonnons pas à des illusions. Cette justification de la liberté reste terriblement négative. Elle vaut dans les pays où les avantages réels ou supposés du soviétisme sont obtenus à moindres frais. Elle ne vaut pas là où les avantages ne sont ou ne semblent pas acquis. L'industrialisation soviétique ne séduira ni n'impressionnera le citoyen de Detroit ou de Pittsburgh et celui-ci croira volontiers que le Dnieprostroï a été payé trop cher. Mais en ira-t-il de même en Chine ou aux Indes? En ira-t-il de même dans la ceinture rouge de Paris?

Là est peut-être le centre du débat. Un régime, qui a conquis d'aussi vastes étendues de terres et d'unités, a toujours certaines fonctions ou, pour éviter tout soupçon de finalisme, il amène toujours avec lui certaines nouveautés. Le fait est que le stalinisme amène avec lui une technique d'industrialisation par épargne forcée et accumulation étatique, que l'on doit juger humainement cruelle, mais qui donne certains résultats. Justifier la liberté, c'est montrer que cette dernière est capable, elle aussi, de créations dont on accorde le mérite au despotisme.

Cette manière de poser le problème évite, me semble-t-il, les pièges dans lesquels l'idéologie communiste prétend nous faire tomber. Cette idéologie s'attribue d'ordinaire des mérites exactement opposés à ses mérites réels, elle reproche à ses ennemis des maux que le stalinisme triomphant multiplierait. Elle se vante d'élever le niveau de vie des populations libérées par les partis communistes, ce qui est absurde et contraire à l'expérience. Aussi, la contre-propagande et l'action des Occidentaux s'évertuent à montrer ou à réaliser l'élévation du niveau de vie, grâce au régime de liberté. Or, il est bien certain que l'élévation du niveau de vie est souhaitable, mais elle n'est pas partout possible et elle n'est pas toujours l'essentiel. Dans les territoires insuffisamment développés, il importe davantage d'améliorer les procédés de culture, de mettre en train l'industrialisation, de secouer les traditions paralysantes, d'introduire une administration moderne; en d'autres termes, il importe d'accomplir l'œuvre historique pour laquelle certains inclinent à croire que le stalinisme est indispensable. Celui-ci, en fait, n'a rien à voir avec la libération des hommes: il apporte un système politique d'encadrement et une technique économique d'industrialisation. On ne le réfutera pas, on ne le vaincra pas en clamant sur tous les toits que la démocratie libérale est plus conforme à nos préférences et à nos valeurs que le règne du parti unique. Les conflits historiques ne sont malheureusement pas des examens de moralité passés devant des tribunaux d'intellectuels.

On pourrait dire encore: ce que nous avons à découvrir, ce sont les maux réels dont souffrent nos sociétés, qui sont rarement ceux que dénoncent le plus violemment les staliniens et que le stalinisme prétend (sans le dire) guérir par le despotisme. Ce sont ces maux que nous devons guérir sans sacrifier la liberté. Or, si nous considérons le cas de la France, la leçon est claire. La France souffre du ralentissement du progrès économique. L'élévation immédiate et rapide du niveau de vie n'est peut-être pas possible: donner l'impression au pays qu'il est engagé dans un effort collectif dont les fruits seront offerts à tous, est probablement plus important que tels ou tels avantages à courte échéance. La

France souffre d'être devenue une unité trop petite, mesurée à l'échelle de l'industrie ou de la puissance moderne. Elle souffre de la dissolution de l'unité nationale par suite de conflits d'intérêts, de métaphysiques, de partis. Elle est menacée par la faiblesse de l'État bien plus que par le despotisme des 200 familles. Elle se sent victime d'une inflation permanente du conservatisme obstiné de certains secteurs de l'économie. Elle aspire à la stabilité monétaire et au progrès économique parce qu'elle connaît la dévalorisation du franc et le maintien d'entreprises anachroniques.

C'est en guérissant ou en atténuant les maux qu'on préparera la rentrée des disponibles dans la communauté, qu'on mettra fin à la rupture. La meilleure méthode pour réfuter la propagande communiste, sera de réformer les régimes de liberté de telle manière qu'ils retrouvent la capacité d'action. Les philosophes l'ont dit depuis longtemps: c'est des excès de la licence que sortent les excès du despotisme. On ne justifiera pas la démocratie occidentale en répétant qu'on y est plus libre que dans l'univers stalinien: au bout du compte, tout le monde le sait (consciemment ou inconsciemment). On la justifiera en montrant que la liberté n'est synonyme ni de stagnation ni de décomposition, qu'elle est compatible avec la structure des sociétés du XXe siècle. Les régimes de liberté, comme tous les régimes, ne se justifient, en dernière analyse, que par leurs œuvres.

Là où la démonstration est patente, le stalinisme est vaincu, au moins sur le plan des idées (il reste encore les 175 divisions russes). Là où cette démonstration demeure inachevée, la bataille n'est pas encore gagnée.

Cet article est le texte d'un rapport présenté au Congrès des Amis de la Liberté, à Paris, le 18 mai 1952.

Alain et la politique

La Nouvelle Revue Française
Septembre 1952

Alain est venu à la politique en citoyen et non en professeur ou en philosophe. Prenant pour thèmes ou pour prétextes les conflits majeurs ou les incidents de la vie française, il écrivit de courts articles dans certains journaux de province. On a eu raison de réunir ces *Propos*: ils supportent aisément d'être lus à la file. Ensemble, ils illustrent une attitude. Mais ils ne constituent pas l'exposé d'une doctrine. On aurait grand tort d'évoquer la *République* de Platon, la *Politique* d'Aristote ou le *Contrat social*: les recueils de *Propos* ne résisteraient pas à une telle confrontation.

Alain a connu la politique française entre l'affaire Dreyfus et la guerre de 1914, il y a d'une certaine façon participé. De la guerre elle-même qu'il a faite en soldat, il a tiré une leçon. Après 1918, professeur de Première supérieure à Henri IV, il n'a plus ajouté à ces expériences, mais il n'a cessé de réfléchir sur elles. Les *Propos*, en apparence le moins liés à l'événement, le plus chargés de réminiscences des grands auteurs, demeurent tributaires du vécu. Il faut les lire comme le témoignage d'un homme engagé, si l'on ose employer ce mot devenu à la mode. L'homme est un penseur: le témoignage s'élève par instant à la philosophie et, lors même qu'il ne retrouve pas de vérités permanentes, il donne un sens aux institutions et aux luttes d'une époque.

Je n'appartenais pas, à l'École normale supérieure, au groupe des «élèves d'Alain». Je n'avais pas passé par le lycée Henri IV et je ne voyais pas en lui le Maître. Par l'intermédiaire d'amis, en lisant ses livres, je n'en subis pas moins son influence, particulièrement en matière de politique.

Il me semble que nous étions surtout impressionnés par la conduite du vieux professeur, Pacifiste, il s'était engagé au premier jour des hostilités. Simple soldat, il avait fait la guerre sans l'aimer. Il refusait les honneurs, mais se refusait aussi à échapper aux servitudes que la communauté impose au plus humble de ses membres. Nous vivions encore, à l'époque, dans la révolte contre le grand massacre et peut-être, plus encore, contre le «bourrage de crânes». Nous jugions nos aînés d'après leurs actes et leurs paroles, entre 1914 et 1918. Ceux d'Alain nous semblaient marqués de grandeur.

Pourtant, même à ce moment, j'hésitais à souscrire aux principes de la politique d'Alain. Je n'étais pas sûr qu'il eût raison contre le Jaurès de l'*Armée*

nouvelle. L'un invitait les jeunes intellectuels à revendiquer leur place parmi les officiers de l'armée démocratique, l'autre les invitait à rester dans le rang, pour partager le sort commun et pour échapper à toute complicité avec l'ordre social. Le refus d'Alain avait une signification morale qui en imposait, mais aussi une signification politique qui ne pouvait pas ne pas susciter le doute. Est-il vrai que, dans l'administration, le «gouvernement des meilleurs», rêve des utopistes, soit déjà, pour une large part, réalisé? Est-il vrai que l'essentiel soit non d'améliorer cette administration, mais de lui interdire d'abuser de ses inévitables privilèges? Est-il vrai que cette limitation des pouvoirs par la résistance morale soit la tâche unique du citoyen, du radical, du penseur, du pouvoir spirituel (toutes ces notions mystérieusement confondues)?

À l'époque, comme la plupart des Normaliens non catholiques, j'inclinai vers la gauche, je me déclarais socialiste, mais, bien évidemment, je ne savais guère ce qu'était une économie socialiste, par opposition à une économie de marché, et j'aurais été incapable de dire les avantages et les inconvénients probables de l'une ou de l'autre. «Intellectuel de bonne volonté», j'étais pour le peuple contre les privilégiés, pour le progrès contre la tradition, pour la reconstruction rationnelle de la société contre les institutions traditionnelles. Les symboles républicains ou révolutionnaires me touchaient plus que les symboles conservateurs. Au reste, ces préférences ne m'engageaient à rien ou presque, pas plus d'ailleurs que ne l'auraient fait les préférences contraires.

La rupture avec ces opinions, plus coutumières que réfléchies, intervint au cours de mon séjour en Allemagne, lorsque je fus spectateur de la révolution hitlérienne et que j'entrepris des études d'économie, de sociologie, d'histoire (que je n'achèverai jamais). L'admiration pour l'enseignement d'Alain fit place à la révolte contre une influence qui, au cours des années tragiques qui précédèrent la deuxième guerre, m'apparut néfaste.

Résister aux pouvoirs, lorsque ceux-ci sont modérés, excellente méthode, en vérité, pour en accélérer la ruine et frayer la voie à d'autres pouvoirs qui, en cas de besoin, se passeront de l'assentiment des gouvernés et forceront l'enthousiasme des masses. Le refus incondtionnel des honneurs aboutit à laisser aux représentants des vieilles classes dirigeantes la possession exclusive du pouvoir, en particulier militaire: bon moyen, en vérité, de précipiter la ruine de la République. Il fallait un grand penseur, me disais-je avec rage, pour donner un semblant de justification à une telle sottise. Au reste, que va faire le citoyen, hostile à tous les pouvoirs, quand la nature même du régime est en question?

Dans cette mêlée confuse où chaque parti brandit son idéologie et y découvre la preuve d'une légitimité ou d'une mission, où le citoyen radical va-t-il se prendre?

Alain avait-il quelque chose à nous dire dans la situation extrême, caractéristique de l'ordre politique, la situation révolutionnaire? Avait-il même quelque chose à nous dire face à l'événement qui, plus que tout autre, avait inspiré sa méditation, la guerre? Entre 1933 et 1939, combien de fois furent répétées ces formules, vulgarisation de la sagesse du Maître: «Une guerre différée est souvent une guerre évitée.» «Toute mesure de force, même pour prévenir la guerre, est finalement une menace pour la paix.» Je suivais avec désespoir le glissement de l'Europe vers une guerre qui devenait inévitable dans la mesure même où les hommes d'État occidentaux manquaient de clairvoyance et de courage, mais aussi obéissaient à des idées fausses. Que devenait l'idée que la guerre est une conspiration des pouvoirs, ivres d'eux-mêmes? L'idée que la guerre naît de l'orgueil, de la fuite en avant, de l'incompréhension réciproque et non d'une volonté délibérée d'un des partis?

Je ne me sens pas beaucoup plus proche de la politique d'Alain aujourd'hui qu'il y a dix ans. Mais je juge ma sévérité récente aussi excessive, plus injuste que l'admiration sans limites de ceux qui mettent les *Propos sur la Politique* auprès de la *Politique* d'Aristote.

La deuxième guerre mondiale nous a rappelé qu'une mémoire trop fidèle est aussi dangereuse que l'oubli. La meilleure façon de précipiter une catastrophe est d'employer les moyens qui auraient probablement évité la précédente. L'adhésion totale de tant d'hommes de bonne volonté au stalinisme force à reconnaître une vérité, probablement partielle mais définitive, incluse dans l'enseignement d'Alain: l'adoration des pouvoirs ou, plus encore, la prétention des pouvoirs à être adorés se retrouve à la source de toutes les tyrannies.

Les premières décennies de la III^e République ont été marquées par la montée d'hommes politiques professionnels, venus de la moyenne et de la petite bourgeoisie, par opposition aux ducs, aux grands bourgeois, républicains par résignation plutôt que par conviction. Ce personnel républicain et surtout radical était spontanément hostile aux diverses fractions de la classe socialement privilégiée (fractions séparées par des rancunes inexpiables, léguées par un siècle de révolutions) qui avaient, au cours du XIX^e siècle, géré l'État. Nullement désireux d'un bouleversement, il était impatient d'exercer lui-même les fonctions dirigeantes. Vu de Paris, l'avènement du médecin (Clemenceau) ou du boursier (Herriot) marquait simplement la substitution d'un personnel à un

autre. Vu de la province, il marquait aussi, et peut-être surtout, la conquête de l'État par les représentants des humbles, le triomphe d'une révolte, aux origines lointaines, contre les puissances sociales. À Paris, un radical, devenu ministre de la Guerre, ne se distingue plus guère, sinon dans son langage, de son prédécesseur, opportuniste ou conservateur. Dans sa circonscription, il appartient au parti du village et de l'école, contre le château et l'église.

Alain combine les deux interprétations. Il prend parti pour le paysan contre le seigneur (ou le notable) et le curé. Mais il n'en veut pas au seigneur, il ne songe ni à l'éliminer ni même à le dépouiller. Il ne croit guère aux prophéties du socialiste qui annonce la fin de l'inégalité. Après le châtelain, il y a eu l'industriel. Après l'industriel, il y aura le directeur de trust. Ce dernier sera peut-être nommé par l'État: quel sera le profit? L'automobile dans laquelle il se promènera sera peut-être propriété de l'entreprise (l'automobile du général n'appartient pas non plus au général): encore une fois, quel est le profit? Non, pas d'utopie: le paysan sait qu'il y a aura toujours des hommes «à cheval» ou «roulant carrosse» ou «en automobile». Il accepte, avec Alain, cet ordre immémorial des sociétés, sans amertume et sans indignation, mais à une condition: que sa dignité, égale à celle du seigneur, lui soit reconnue par tous, et d'abord par le seigneur, qu'il conserve son franc-parler et, si l'on ose dire, son franc-penser.

Le suffrage universel tend à être conservateur aussi longtemps que les seuls candidats sont les puissants, nobles, industriels, banquiers ou grands bourgeois. L'homme politique professionnel, souvent venu de la capitale ou du moins de la grande ville, incline, par intérêt sinon par vocation, du côté du village (il veut être élu et le village possède le nombre). Il doit se faire l'interprète des vœux, des griefs, des revendications des électeurs. Alain a transfiguré cette fonction du représentant du peuple, mais il n'a pas eu tort de voir dans le parlementaire moins un des puissants qu'un délégué des humbles auprès des puissants. Telle a été, me semble-t-il, la réalité locale de la République radicale à ses débuts.

Alain a-t-il eu tort d'affirmer que le suffrage universel, à condition qu'il soit authentique, a une portée révolutionnaire? Je ne le crois pas. Fût-ce fictivement, il rétablit l'égalité entre les citoyens. Sans doute cette égalité ne saurait-elle être de force ou de richesse. Toute action collective implique un commandement, tout ordre social une hiérarchie. Mais le suffrage universel n'en introduit pas moins une révolution politique, peut-être la plus grande de l'histoire: celle qui fait des gouvernants, en théorie, les représentants, les serviteurs des gouvernés.

Les machiavéliens objecteront à juste titre que la souveraineté du peuple est une formule qui, comme toutes les formules politiques, dissimule une réalité tout autre: l'exercice de l'autorité par une minorité privilégiée. Alain n'aurait fait aucune difficulté pour l'admettre. Mais il aurait maintenu que la proclamation de la souveraineté du peuple est plus qu'un hommage rendu par le vice à la vertu: un tel principe change moralement la relation entre gouvernants et gouvernés, il enlève à ceux-là le prestige que leur conféraient les formules aristocratiques ou les formules racistes, il rend à ceux-ci une dignité que leur enlevaient souvent les pratiques de l'absolutisme, que leur enlèveraient davantage encore les pratiques du totalitarisme. Quoi qu'en disent certains machiavéliens, il s'agit bien là d'une révolution. Il importe plutôt de savoir si les sociétés, à la longue, sont capables de la supporter.

Le suffrage universel dépouille les pouvoirs de toute valeur spirituelle ou idéologique, il les soumet à la critique permanente des citoyens se donnant eux-mêmes pour la fin de toute société, autrement dit se plaçant au point de vue moins des intérêts collectifs que des intérêts particuliers. Une cité est-elle capable de résister à la complète sécularisation des pouvoirs, à la transfiguration des individus dont le jugement devient, en tant que tel, la source même du pouvoir spirituel? L'histoire de la IIIe République est près, à elle seule, de donner une réponse négative à une telle interrogation.

Que le parlementaire soit *aussi* le délégué des humbles auprès des puissants est vrai et profond; qu'il le soit exclusivement ou essentiellement est, me semble-t-il, faux. L'électeur doit, par l'élection, choisir des gouvernants, autrement dit des hommes responsables de la Cité et de son destin, chefs des administrations. Et le citoyen n'a pas le droit d'adopter, par système, à l'égard des élus, l'attitude hostile, hargneuse du sujet à l'égard des despotes. En se dressant contre l'État démocratique, il viderait celui-ci de sa signification. Les institutions démocratiques sont faibles par elles-mêmes. On se demande si elles résisteront à la pression des masses et des groupements organisés, aux exigences d'une gestion technique, toujours plus complexe. Si l'on s'ingénie encore à les affaiblir, en leur prêtant des ambitions redoutables, en ébranlant les fidélités traditionnelles, on en précipite la ruine et, du même coup, soit la décadence de la communauté elle-même, soit une réaction excessive qui enseignera tout à la fois à obéir et à adorer.

Ces objections sont trop simples, trop évidentes pour qu'elles aient échappé à Alain. Pourquoi les a-t-il méprisées? L'explication est double. La première,

d'ordre historique, nous ramène à des faits que nous avons déjà indiqués. La politique d'Alain est contemporaine de l'affaire Dreyfus, de l'avènement des radicaux. La lutte contre l'armée, l'église, la haute administration passe pour un devoir présent. Le triomphe de Combes ou de Pelletan est accueilli avec enthousiasme par toute la gauche. Une équipe gouvernementale, qui accède pour la première fois au pouvoir, se tient pour menacée par les tenants des équipes antérieures, retranchées dans l'administration. Ainsi les radicaux regardaient-ils avec suspicion l'état-major que dominaient les généraux antidreyfusards et Pelletan voulait rénover une marine pénétrée d'esprit monarchique, cristallisée dans des coutumes anachroniques (il n'avait pas tort). Exceptionnelle, cette situation ne saurait se prolonger: la nouvelle équipe épure, renouvelle, met au pas l'ancien personnel de l'administration et la paix revient. Au bout de vingt ans, on ne manque pas de généraux «républicains», si l'adjectif passe pour nécessaire à la carrière.

Alain n'aurait pas pris la lutte des gouvernants d'aujourd'hui contre les administrateurs d'hier pour modèle de la relation entre fonctionnaires et hommes politiques, entre pouvoir temporel et pouvoir spirituel, s'il n'avait été un moraliste bien plus qu'un politique. Le spectacle des ouvriers ou des intellectuels français, venant en procession apporter leurs offrandes à un potentat oriental, nous rappellerait, s'il en était besoin, les conseils d'Alain: ne pas adorer le «Roi Pot», ou «le bâton blanc de l'agent», ou les planificateurs de l'existence collective. Mais la décomposition actuelle de l'État français nous rappelle aussi les limites de l'enseignement: il est trop facile de se donner, par hypothèse, une administration qui fonctionne et des citoyens disciplinés. Les citoyens n'obéiront jamais à l'État comme au «bâton blanc de l'agent», parce qu'ils demandent davantage à l'État et que celui-ci, en cas de besoin, n'hésite pas à exiger d'eux le sacrifice suprême. La confusion entre pouvoir temporel et pouvoir spirituel frappe à mort la liberté. L'hostilité entre ces deux pouvoirs, érigée en principe, frappe à mort l'État.

La politique de paix qu'Alain ou peut-être davantage ses disciples avaient tirée de la première guerre mondiale, ne pouvait pas avoir de portée universelle. L'histoire ne se répète pas, dit-on volontiers: il n'y a pas deux guerres identiques en leur déclenchement ou leur évolution.

La guerre de 1914 était particulièrement *non typique*. Elle éclata à la fin d'un demi-siècle de paix (en Europe), après un siècle où les guerres s'étaient insérées à l'intérieur du système de l'équilibre, le modifiant sans le bouleverser. En dépit

des propagandes déchaînées, on ne saurait dire que, d'aucun des deux côtés, la guerre générale ait été l'objet d'une volonté résolue. À Vienne, on entendait donner une leçon à la Serbie, consolider l'édifice de la monarchie dualiste en mettant fin à la propagande des Slaves du Sud. À Berlin, on voulait ne pas perdre le dernier allié sûr qui évitait la solitude à un Reich «encerclé».

L'assassinat de l'archiduc ouvrait une crise: il était concevable que la diplomatie parvînt à la résoudre. Même l'ultimatum autrichien n'obligeait pas à abandonner toute espérance. Maladresse des diplomates, précipitation des états-majors, résignation à la catastrophe tenue pour inévitable, toutes ces interprétations superficielles, à fleur d'événements, avaient une certaine vérité lorsqu'on les appliquait aux origines de la première guerre mondiale. Celle-ci fut à ce point horrible et absurde – il n'y avait pas de commune mesure entre les sacrifices et les objectifs, mal définis, de cette guerre interminable – que les intellectuels, formés par les doctrines humanitaires, ne pouvaient pas ne pas se révolter contre ce qui leur paraissait rechute dans la barbarie.

De 1933 à 1939, on ne se lassa pas d'éviter la guerre de 1914. «Croire à la guerre, c'est en aggraver le risque.» En quoi l'idée que le Français moyen se faisait de l'avenir, en 1933 ou en 1935, influait-elle sur les décisions de Hitler? Si aucune des deux partis ne veut la guerre, si le risque tient uniquement aux rivalités permanentes entre États souverains, la thérapeutique par l'optimisme ou par la confiance peut n'être pas sans efficacité. Lutter contre la propagande qui présenterait faussement le pays voisin, armé jusqu'aux dents et rêvant de conquêtes, interdire aux puissants de répandre une obsession injustifiée de menace extérieure, soit, mais à une condition: que le voisin n'ait authentiquement pas de mauvaises intentions, que la crainte d'agression ne soit pas fondée. La condition était-elle réaliste en 1913? À la rigueur, on pourrait le soutenir (j'ai, malgré tout, peine à l'admettre). En 1933 ou en 1936, elle ne l'était certainement, pas. L'action menée par certains disciples d'Alain contre les pouvoirs, contre la psychose de guerre, pour une volonté inépuisable de conciliation, allait en sens contraire des nécessités de la conjoncture.

Hitler et les siens ne doutaient nullement du pacifisme français. Ils misaient même sur lui en mars 1936, au moment où ils donnèrent aux troupes allemandes l'ordre d'entrer en Rhénanie. Ils étaient convaincus, à juste titre, que les Français, parce qu'ils détestaient l'idée même d'une nouvelle guerre, ne prendraient aucune mesure de force. Une politique de paix clairvoyante aurait visé à maintenir une situation dans laquelle Hitler n'aurait pu ni atteindre ses buts de conquête ni provoquer l'explosion. Cette situation existait aussi longtemps que la Rhénanie,

démilitarisée, laissait la Ruhr à la merci de l'invasion. Le jour où cette situation fut modifiée, la guerre devenait quasi inévitable. Alain n'aurait pas dit le contraire? Probablement, mais il enseignait aux citoyens et même aux hommes d'État, à penser le problème en termes tout autres.

Là encore, l'explication me paraît être, autant que la généralisation illégitime d'une expérience particulière, la volonté du moraliste. Alain n'a certainement pas développé une théorie des guerres. Peut-être ne s'est-il même pas demandé pourquoi, depuis plus de six mille années, aucune civilisation, en aucun siècle, n'a échappé aux horreurs de la guerre. Il a posé la question: pourquoi l'homme est-il toujours prêt à se battre? Et la réponse, chargée de l'expérience des siècles, de Platon jusqu'à Freud, est belle et profonde. L'homme est un être de colère, il a peur, mais a honte de sa peur. S'il pense qu'on le taxe de lâcheté, il foncera en avant, pour témoigner à lui-même et aux autres de son courage. Le «message au peuple allemand», rédigé sur le front en 1916, est noble. «Voici donc la situation: deux peuples de bonne foi combattent pour l'honneur, pour leur indépendance, et il semble, de bonne foi, que chacun d'eux représente quelque chose d'unique dans l'histoire de la Justice. C'est même pour cela qu'ils se battent si bien.

«Cette guerre, unique dans l'histoire, ne peut se terminer comme d'autres guerres, par un coup de force ou par un abus de force quelconque. Qu'avons-nous donc à attendre des événements militaires? Réellement, nous ne demandons pas autre chose que d'être respectés et nous ne croyons pas que vous non plus demandiez réellement autre chose. Après deux ans de guerre, on peut dire ces choses-là.»

En fait, on ne pouvait pas dire ces choses-là. Par la faute des pouvoirs? À coup sûr. Mais les pouvoirs n'étaient pas animés par l'ivresse d'eux-mêmes. Si, d'un côté ou de l'autre, on était résolu à emporter une victoire totale, on se condamnait soi-même à ne pas tenir ce langage. Mais ce langage était digne, vrai. Avec le recul du temps, il apparaît, même aux yeux du politicien réaliste, que peut-être il était sage. La tragédie de l'Europe, c'est que l'on pouvait tenir ce langage en 1916, on ne pouvait plus le tenir en 1940, ou en 1942, ou en 1944, ou en 1951. De 1914 à 1918, la propagande a dû inventer des raisons de combattre à la mesure des événements. Depuis lors, on n'a plus eu besoin d'inventer.

La politique d'Alain tire tout à la fois force et faiblesse de son refus de reconnaître l'histoire. Faible quand elle méconnaît la particularité d'institutions ou d'idées et leur prête une signification universelle. Forte quand elle dégage certains traits permanents moins de la société que de la condition de l'homme en

société.

Il serait utile de faire la discrimination dans *Mars ou la guerre jugée*, des jugements valables pour l'institution militaire en tant que telle, pour l'institution militaire telle qu'elle était en France, entre 1914 et 1918, avec des souvenirs et des prétentions aristocratiques, pour tout groupement d'action collective. L'intervalle entre les officiers et la troupe n'est pas resté, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, ce qu'il était au début du XXe siècle, dans les armées du continent qui n'avaient pas oublié le temps où les officiers étaient nobles et les soldats de métier venaient des classes les plus basses de la nation. Les excuses du général Patton au soldat qu'il avait frappé dans un hôpital auraient offert à Alain l'occasion d'un complément à *Mars*.

Il demeure vrai, aujourd'hui comme hier, que le pouvoir corrompt et que le pouvoir absolu corrompt absolument. La critique est donc à toutes les époques nécessaires. Encore faut-il prendre garde de ne pas critiquer exagérément les pouvoirs limités qui ont besoin de soutien pour durer. Ni Louis XIV, ni Napoléon, ni Hitler, ni Staline ne risquent d'être embarrassés par la résistance des citoyens. Sans doute aurait-on eu tort d'adorer Poincaré, Clemenceau, Joffre ou Foch. Mais le danger était-il grand? Personne n'adore Attlee, en Grande-Bretagne, mais tout le monde le respecte. Les Français, formés par les traditions monarchiques et une administration centralisée, n'ont-ils le choix qu'entre la soumission et la révolte, tour à tour grognards et sujets, et jamais citoyens de bonne volonté? N'ont-ils pas la nostalgie de respecter, sinon d'aimer, ceux qui les commandent?

Jean-Paul Sartre et le prolétariat ou la grande peur du mal-pensant

Le Figaro littéraire
27 septembre 1952

L'Action française offrait jadis quotidiennement le choix entre un article de Léon Daudet, chargé de truculences et d'invectives, et un article de Charles Maurras, fait de raisonnements indéfiniment enfilés, les uns aux autres. Les démonstrations de l'un n'étaient pas toujours convaincantes ni les injures de l'autre toujours savoureuses. La séparation des genres prévenait les malentendus. On ne cherchait pas de preuve dans les colonnes signées Léon Daudet, on ne cherchait pas de distraction dans les colonnes signées Charles Maurras.

Jean-Paul Sartre, dans les cinquante pages qu'il vient de consacrer à la manifestation du 28 mai (ce n'est qu'une première partie), a voulu mélanger les genres. Je ne crois pas qu'il y ait gagné. Dix pages de dissertation sur les rapports de l'économie et du politique dans le mouvement syndical découragent les amateurs de lecture légère. Les souffrances de la "metteuse en plaques", qui émeuvent la sensibilité intermittente du philosophe, ne prouvent pas que la propriété privée des instruments de production soit pire que la propriété collective telle qu'elle est pratiquée en Union soviétique. Je crains que l'étude ne soit finalement ni drôle ni solide. Mais, après tout, Jean-Paul Sartre est libre de choisir l'usage qu'il fera de son talent.

Je passerai rapidement sur les plaisanteries, grossièretés, injures que Sartre a mêlées à des dissertations philosophiques ou prétendues telles. Je voudrais seulement montrer sur un certain nombre d'exemples la fonction que remplissent ces procédés de polémique. En fait, ils ne soulignent pas, de manière plaisante ou frappante, un argument valable; tantôt ils dissimulent le problème véritable, tantôt ils camouflent l'embarras d'auteur, tantôt ils éludent une objection évidente.

Georges Altman avait écrit dans *Franc-Tireur*: "L'excitation contre tout ce qui est "américain" a pris désormais la forme de la rage maniaque et meurtrière. On a parfaitement le droit de critiquer la politique américaine, si on le juge bon..." Sur quoi (page 3). Sartre commente longuement le "si on le juge bon": "*Que de finesse, que de sous-entendus dans ces cinq mots, et comme on mourrait de bon cœur pour la langue et la culture qui permettent ces nuances!*" Au bout de vingt-

cinq lignes, on en arrive à: *"Qu'a-t-il besoin d'aller se bagarrer dans les rues comme un voyou? Ah! c'est le Stalinien qui le pousse. Ce Stalinien, son mauvais génie, l'éternel meneur, russiste aujourd'hui, boche avant-hier, semant l'or anglais en 1789 et déjà l'or russe en 1840..."*, etc., etc. Que d'esprit! Mais, entre temps, on a éludé les deux questions sérieuses que posait le texte cité: dans les pays alliés des États-Unis, on a le droit de critiquer la politique américaine; dans les pays "libérés" par l'Union soviétique, a-t-on le droit de critiquer cette dernière? Jean-Paul Sartre croit-il que les États-Unis pratiquent la guerre bactériologique? Est-il d'accord avec le mot d'ordre "Ridgway la Peste"? S'il n'est pas d'accord, qu'il le dise: le fait aurait son importance pour juger la conjoncture du 28 mai.

Autre exemple: *"Hier encore, le général Clark a été saisi d'angoisse quand il a vu qu'on ne se battait plus sur le front de Corée; il a fallu cinq bombardements massifs pour le calmer."* Le bombardement des usines hydroélectriques a-t-il accru ou réduit les chances d'un armistice? Ce n'est pas le lieu d'en discuter. Mais l'"angoisse" du général Clark témoigne de la même qualité intellectuelle que les articles quotidiens de *L'Humanité*. Une question sérieuse se posait: Sartre est-il partisan de rapatrier de force les prisonniers chinois ou coréens qui refusent de rentrer dans leur pays libéré? Sait-il qu'en 1945, pour respecter un accord conclu à Yalta, sur la demande de Staline lui-même, civils et militaires soviétiques furent par milliers rapatriés en dépit de leurs protestations? Des centaines d'entre eux préfèrent se suicider. Qu'en pense Sartre? L'ironie sur le général Clark est peut-être charmante, mais elle sert à éluder la question: Comment arriver à un armistice? Et qui empêche l'armistice?

Continuons cette revue: *"Vous promenez de Paris à Londres et Berlin une brochette d'intellectuels pâles et doux comme des demoiselles qui récitent des compliments appris sur la culture et la liberté."* La réponse, dans le style existentialiste, serait à peu près la suivante: "Pour les couleurs, les existentialistes peuvent toujours s'aligner, ils auront bonne mine, les costauds des *Temps modernes*." Dans le style professoral, que décidément nous préférons, nous nous bornerons à signaler que parmi *"ces intellectuels doux et pâles comme des demoiselles"*, figurent Kœstler et Malraux, qui ont chacun risqué leur vie dans les bagarres du siècle plus souvent que... disons la plupart des "révolutionnaires" des *Temps modernes*.

Le congrès pour *la liberté de la culture* exaspère Jean-Paul Sartre, et il est décidé à lui régler son compte. Soit. Il trouve deux arguments: la culture meurt

quand on la défend au lieu de la faire. L'ouvrier "*se fout de la culture*". Les deux arguments, examinés à loisir, sont absurdes. Il vaut probablement mieux écrire *Les Voix du silence* que prononcer une conférence à la salle Gaveau ou un discours au Vélodrome d'hiver. Mais le fait est que défendre la culture n'empêche pas de la faire, que la culture n'est pas morte à partir du moment où on la défend et que la menace de suppression des libertés qui pèse sur elle est autrement grave que la perte de temps qu'entraîne l'activité politique. La mobilisation des intellectuels au service de causes politiques a été longtemps le monopole des Staliniens. La colère de Sartre commence le jour où des anticommunistes s'efforcent de montrer que les hommes de culture ne sont pas du côté de Staline.

Le deuxième argument: "*l'ouvrier s'en fout*", est pire que le premier. Admettons provisoirement que l'affirmation soit exacte. Et Sartre, lui, est-ce qu'il s'en fout? L'indifférence (supposée) de l'ouvrier ne prouve rien. On n'aurait jamais lutté pour la liberté de pensée si, à travers les siècles, on l'avait décrétée sans valeur, aussi longtemps qu'il existait des malheureux condamnés, par le dénuement, à n'en pas goûter les bienfaits. La liberté de pensée - qui comprend celle de la recherche scientifique - a finalement plus contribué à l'allègement des misères humaines que les déclamations sentimentales.

Au reste, *Les Temps modernes* tonnent quand on porte atteinte à la culture par l'interdiction de la pièce de Roger Vailland. Au moins, dans la partie du monde soumise au joug capitaliste, les existentialistes sont, eux aussi, défenseurs de la liberté de la culture. Faut-il comprendre que Sartre sacrifierait avec indifférence sa propre liberté "de faire la culture" pour atténuer les "souffrances ouvrières?" Ce sacrifice témoignerait d'un bon naturel, mais non pas d'une grande clairvoyance. La liberté intellectuelle ou les institutions politiques libérales n'impliquent pas un régime social "progressif", pour employer le jargon à la mode. Il se peut que, dans certains pays du Proche-Orient, une dictature soit, à échéance, préférable à la pseudo-démocratie des pachas. Mais, le plus souvent, et en particulier dans les pays de capitalisme développé, la suppression des libertés ne tourne pas au bénéfice des "masses". Et Sartre devrait leur donner, sur ce point, de meilleurs conseils.

"Traître ou fou de chagrin"?

Revenons au point de départ. Est-ce que "*l'ouvrier s'en fout*"? L'ouvrier est-il indifférent à l'élimination d'une presse libre? Même l'ouvrier de Renault qui lit *L'Humanité* souhaite-t-il que tous les journaux français soient la réplique de

L'Humanité? Conçoit-il la libération de telle manière que tous les auteurs anticommunistes connaissent la mésaventure de Roger Vailland, avec la circonstance aggravante qu'il n'y aura pas un communiste, le jour où Thorez sera au pouvoir, pour protester contre l'interdiction d'une pièce de Thierry Maulnier, et que celui-ci ne jouira pas longtemps du loisir d'écrire une pièce? Je n'ai pas la prétention de connaître la psychologie ouvrière, mais je suis personnellement convaincu que beaucoup d'ouvriers (y compris ceux qui votent pour le parti communiste et en suivent les mots d'ordre) ne se foutent pas de la culture. Cette indifférence est le fait d'intellectuels très subtils, qui s'imaginent retrouver le contact avec le peuple au moment même où ils manifestent avec le plus de naïveté leur appartenance à Saint-Germain-des-Prés.

Finissons cette revue par quelques exemples où la mauvaise foi, plus accentuée, ne remplace même pas un argument mais vise à disqualifier un adversaire (qu'on se garde de désigner nommément). Voici la dernière des quatre étapes de l'anticommuniste, telle que la décrit Sartre: *"Nous vous concluons une alliance avec les États-Unis! Stop. Nous vous atomisons la Russie! Stop. Nous vous pendons tous les communistes. Stop. Et nous vous reconstituons sur les ruines le vrai socialisme, internationaliste, démocratique et réformiste."* Ou encore: *"Pas de doute: la plus belle victoire de la classe ouvrière, les troupes américaines la gagneront sur les troupes de l'U.R.S.S.; mais, pour vous le dire à haute voix, il faut être tout à fait traître ou fou de chagrin, ce qui revient au même."* Pour accuser un adversaire de souhaiter l'apocalypse atomique, il faut être ou salaud ou égaré par la colère. Dans le cas de J.-P. Sartre, j'opine pour la colère.

Que s'agit-il de prouver?

Tâchons maintenant de discuter l'article de Sartre comme si la partie pamphlétaire n'existait pas.

J.-P. Sartre a pris, semble-t-il, l'habitude de ne pas se relire, de telle sorte qu'on a souvent du mal à saisir sa pensée. Voici, à la page 18, un paragraphe qui devrait être décisif puisqu'il traite des idées et des intentions du *Politburo* (*Les Temps modernes*, comme on va le voir, disposent d'un microphone dans les murs du Kremlin): *"Qu'on ne s'y trompe pas: si l'U.R.S.S. perdait un jour tout espoir d'éviter la guerre, elle déclencherait le conflit elle-même. Et qui pourrait l'en blâmer? Mais ses dirigeants sont aussi divisés que les nôtres. Dès 1946, Molotov croyait la guerre inévitable. L'affaire yougoslave a montré qu'il n'avait pas entièrement convaincu ses collègues, dont certains, semble-t-il, pensent que le*

conflit pourra être retardé jusqu'à ce qu'une crise décisive vienne ébranler le monde occidental... Selon la conjoncture internationale et, peut-être aussi, selon les rapports de force à l'intérieur du Politburo, l'une ou l'autre de ces conceptions prévaut, toujours tempérée par celle de la minorité." Si, selon Molotov, la guerre est inévitable, on serait tenté de penser que, selon l'autre conception, la guerre n'est pas inévitable. Mais, en fait, les collègues que Molotov n'a pas convaincus sont ceux *"qui pensent que le conflit pourra être retardé"*. Ces derniers pensent donc, eux aussi, que la guerre est inévitable; la divergence porterait uniquement sur la possibilité ou l'opportunité de la retarder. Mais on nous a dit, pour commencer, que l'Union soviétique déchaînerait la guerre si elle perdait tout espoir de l'éviter. Tout cela prouve évidemment que l'Union soviétique veut la paix... Et voilà pourquoi votre fille est muette.

En fait, les écrits doctrinaux et la conduite des Staliniens ne laissent pas tant de mystère. Le *Politburo* ne croit pas et n'a jamais cru, même pendant la guerre, à une collaboration sincère entre le monde capitaliste et l'Union soviétique. La lutte de classes se transpose sur le plan international en la lutte de deux blocs. En ce sens, les Staliniens tiennent le conflit pour permanent et la guerre pour finalement inévitable (à moins d'un effondrement du monde capitaliste), mais ce conflit permanent, ni M. Molotov ni ses collègues n'ont jamais été assez sots pour croire, en 1946, qu'il prendrait bientôt la forme d'une guerre totale.

En dehors de ces contradictions, la plus grave difficulté est qu'on ne sait jamais ni ce que J.-P. Sartre veut prouver, ni ceux qu'il vise. Il emploie une demi-douzaine de pages à démontrer une proposition qu'on lui accorderait immédiatement et paraît ignorer une objection évidente.

Heureusement, si le détail de l'argumentation est obscur ou subtil, les idées directrices sont d'une robuste simplicité. La guerre est menaçante par la faute de la stratégie occidentale. La manifestation du 28 mai, que les ouvriers ont quelque peu boudée, ne diffère pas de tant d'autres aux quelles les masses ont participé. Il n'est pas possible de séparer revendications professionnelles et protestations politiques, la violence est l'expression spontanée de l'humanisme prolétarien, le parti communiste "médiatise" cette violence. Vainement, on tenterait de dissocier parti communiste et classe ouvrière.

Il faut parfois se rappeler les faits

Depuis 1946, d'après Sartre, l'U.R.S.S., comme toujours, veut la paix. Le danger de guerre, qui est grand (*"Beaux enfants, chers rats visqueux, vous courez à la guerre! Vous pouvez m'en croire. C'est un rat visqueux qui vous parle"*),

vient donc de l'Ouest. Les anticommunistes européens ou les dirigeants des États-Unis veulent-ils la guerre? Notre penseur l'insinue à diverses reprises (l'indifférence ouvrière, en France, accroîtrait le danger), il ne l'affirme jamais. Il paraît plutôt penser, ou bien que l'U.R.S.S. se sentira provoquée et déclenchera le conflit, ou bien que les États-Unis, une fois réarmés, feront valoir des prétentions excessives et précipiteront la catastrophe. Les deux arguments ne sont solides ni l'un ni l'autre, et, selon son habitude, Sartre fournit gracieusement des arguments à ses contradicteurs. Il nous annonce qu'en cas de guerre les Russes seront en France. Il faut donc conclure que les armements occidentaux, insuffisants pour arrêter l'invasion soviétique, suffiront à convaincre le *Politburo* que la guerre est prochaine et qu'il doit en prendre l'initiative. Et qui pourrait l'en blâmer, comme dit l'autre?

L'argument qui semble impressionner le plus Sartre est qu'"une nation, quelle qu'elle soit, a la politique étrangère de son armement". Curieusement, l'idée ne semble pas lui venir qu'on le retournerait aisément contre lui. Entre 1946 et 1950, les Occidentaux avaient désarmé et les Russes avaient maintenu une grande armée. "*Faire montre de sa force, c'est déjà violenter.*" Mais les trente divisions russes, dans la zone orientale d'Allemagne, quel autre objectif avaient-elles qu'une démonstration de force, en vue d'inspirer la terreur aux Européens sans armes?

Les relations entre États ont toujours été faites de conflits entre des volontés de puissance rivales. Les armements, virtuels ou actuels, ont toujours été le suprême recours derrière les notes diplomatiques. À cet égard, il n'y a pas de différence de nature entre les deux camps. Et Sartre se ridiculise à reprocher aux uns les armements qu'il trouve légitimes de la part des autres.

Sartre, il est vrai, tient en réserve un argument-massue contre le réarmement. L'Union soviétique n'attaque pas, alors qu'elle dispose d'une supériorité indiscutable. Donc, elle veut la paix. Cette raison lui paraît aussi illuminante que le *cogito* à Descartes. Il écarte l'argument fondé sur la supériorité atomique américaine sous prétexte que le stock américain sera d'ici quelques années triplé. Il ne paraît même pas soupçonner la réponse banale: un pays sans bombes atomiques est plus dominé par un pays qui en possède cinq cents qu'un pays qui en possède cinq cents face à un pays qui en possède quinze cents. Le nombre des objectifs relevant de la bombe n'est pas illimité. La Russie, qui n'avait pas de stock en 1950, en aura un en 1955; elle aura plus progressé que les États-Unis, même si, entre temps, ceux-ci ont fabriqué un nombre absolu de bombes plus

grand - ne serait-ce qu'en raison de la possibilité que l'arme, en ce cas, ne soit utilisée par personne. Que l'Union soviétique ait soigneusement évité, jusqu'à présent, de déclencher la troisième guerre mondiale ne prouve pas encore qu'elle montrera la même prudence dans l'avenir.

Mais il y a plus: aucun des théoriciens sérieux de la stratégie atlantique n'a donné comme seule ou principale raison du réarmement la probabilité d'une agression directe de l'Union soviétique, visant à déclencher une troisième guerre mondiale.

Le réarmement occidental a été décidé: 1° pour répondre aux nécessités de cette drôle de paix; pour livrer des guerres limitées, du type coréen, si une autre agression devait intervenir; 2° pour ne pas laisser à l'Union soviétique l'avantage d'une supériorité actuelle de force dont sa propagande tirait parti (en 1950, les Allemands de l'Est annonçaient à ceux de Bonn qu'ils allaient connaître le sort de la Corée du Sud); 3° pour convaincre le *Politburo* que la volonté occidentale de résistance est réelle et prévenir les malentendus (certaines positions occidentales, comme celle de Berlin, ne peuvent être tenues que par la menace de guerre générale); 4° enfin pour créer les conditions d'une négociation qui mette fin à la crise ouverte par les conséquences de la deuxième guerre mondiale en Europe.

On peut hésiter l'importance relative de ces divers arguments, on peut en trouver d'autres (la guerre peut malheureusement éclater sans que personne en ait le désir), mais, si l'on veut discuter sérieusement, mieux vaut ne pas partir d'une formule ("Moscou veut la guerre") qui ne signifie rien et qu'aucun commentateur bourgeois n'a prise à son compte. Mieux vaut ne pas oublier les faits essentiels qui commandent toute la situation en Europe: la soviétisation des pays de l'Europe de l'Est et le maintien d'une grande armée russe au centre du vieux continent. Si l'on néglige ces deux faits, réalisés de 1944 à 1946, c'est-à-dire au moment même où l'Occident prodiguait les preuves de bonne volonté, alors, en effet on ne comprend ni l'absurdité du neutralisme ni les raisons du réarmement: les pays d'Europe étaient las de vivre sous une menace que l'Union soviétique n'avait probablement pas l'intention de mettre à exécution, mais qu'elle était bien résolue à maintenir pour affaiblir la volonté morale de résistance et, finalement, s'étendre jusqu'à l'Atlantique, sans guerre générale.

"La barrière invisible"

Le pacifisme de l'Union soviétique proclamé, la sottise de la stratégie atlantique démontrée, on nous invite à une autre sorte de considération. La presse ayant insisté sur le caractère politique de la manifestation du 28 mai, le

professeur Sartre nous offre un cours sur les rapports du politique et de l'économique dans le mouvement syndical. Il nous assène de précieuses vérités que nous sommes heureux d'apprendre: oui, *"le fait économique, aussi bien que l'homo œconomicus, est un être de raison"* (cf. *Cours d'économie politique*, première année). Oui, le pacifisme du mouvement syndical peut se réclamer d'une longue tradition. Oui, *"les conflits militaires lèsent l'ouvrier dans ses intérêts matériels"* (sic!); ils lèsent aussi les paysans, les bourgeois, mais enfin passons. Oui, *"le syndicalisme est une manière d'être homme"*, oui, *"le syndicalisme va prendre en main la totalité du fait ouvrier"*. Mais, une fois accordées toutes ces propositions, le vrai problème que pose la manifestation du 28 mai, ou, plus généralement, la manipulation du mouvement syndical et ouvrier par les dirigeants du parti communiste, est à peine abordé, encore moins résolu.

J.-P. Sartre pose doctoralement que le syndicalisme n'a que deux positions cohérentes: *"Ou bien il se borne à soutenir les revendications immédiates, ou bien il défendra les travailleurs dans tous les secteurs de l'activité nationale."* Le professeur Sartre nous démontre logiquement que l'on ne peut s'en tenir aux revendications immédiates. Donc il faut défendre les travailleurs dans tous les secteurs de l'activité nationale, donc la manifestation contre le général Ridgway n'est qu'une défense de l'intérêt ouvrier dans le secteur de la politique étrangère. Malheureusement, emporté par sa dialectique, Sartre oublie qu'il y a bien des manières de défendre les travailleurs dans tous les secteurs de l'activité nationale; il oublie surtout que le parti communiste subordonne systématiquement l'intérêt actuel des ouvriers, et les syndicats eux-mêmes, au parti, et, par conséquent, à l'Union soviétique, subordination étrangère à la tradition du mouvement ouvrier en Occident, que syndicalistes révolutionnaires, aussi bien que syndicalistes réformistes, ont toujours rejetée.

Lénine écrivait qu'abandonnés à eux-mêmes les ouvriers tendent à se soucier exclusivement des revendications immédiates. Il incombe aux intellectuels de donner aux prolétaires le sens de leur mission historique: non pas seulement améliorer leurs conditions de vie *hic et nunc*, mais renverser le capitalisme, et, en même temps que celui-ci, détruire les fondements de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les syndicats qui ont choisi contre la conception léniniste, c'est-à-dire ceux de tous les pays de capitalisme développé, ne s'en sont pas tenus aux revendications immédiates. Les syndicats allemands ont réclamé et partiellement obtenu la

cogestion, les syndicats anglais discutent de la politique étrangère, les syndicats américains ne cessent de peser sur les partis, le Congrès, l'administration, en faveur des réformes qui intéressent la vie nationale dans tous les secteurs. En revanche, ils refusent tous de laisser le parti, même un parti ami, juge de la mesure dans laquelle l'action syndicale doit être soumise aux impératifs de la politique, ils refusent tous d'accepter les deux principes cardinaux du parti communiste: dans la phase prérévolutionnaire, c'est le parti qui dirige stratégie et tactique du syndicalisme, et, dans la phase postrévolutionnaire, le syndicalisme doit être aux ordres de l'État prolétarien. Donc la grève n'aura plus de sens et ne sera pas tolérée. Les syndicats, réformistes ou révolutionnaires, ne refusent pas seulement la soumission à Moscou, ils refusent de servir un parti qui, au lendemain de sa victoire, aggraverait toutes les rigueurs contre lesquelles il mobilise aujourd'hui les ouvriers.

J.-P. Sartre, soit par confusion d'esprit soit par demi-conscience mauvaise foi, se garde bien de prendre une position nette sur le conflit entre syndicalisme de type américain, anglais, scandinave, allemand, et le syndicalisme communiste. Il oppose la théorie des revendications immédiates, dont il montre triomphalement qu'elle est intenable, à la théorie du fait ouvrier total, le communisme n'étant qu'une modalité entre d'autres. Avec une admirable candeur, il démontre ce que tout le monde sait et il ne reconnaît pas ce qui est en question.

Les syndicats anglais, américains ou scandinaves hésiteraient à recourir à des grèves ou à des manifestations violentes pour contraindre le gouvernement. Pourquoi? Parce qu'ils ne traitent pas les ouvriers en troupes de choc d'un parti, et parce qu'ils ont le respect de la légalité démocratique.

Sartre, toujours en tête du mouvement des idées, nous répondra en citant les textes de Marx sur l'insuffisance de la démocratie formelle, ou ceux de Lénine sur *"la contradiction criante entre l'égalité formelle, proclamée par la démocratie, les capitalistes et les milliers de restrictions et d'artifices réels qui font des prolétariens des esclaves salariés"*. Personne n'ignore la contradiction entre égalité formelle et inégalités réelles, mais une telle contradiction existe dans toutes les sociétés connues, et nulle part elle n'est aussi criante qu'en U.R.S.S., où le prolétariat libéré est formellement maître de l'État, mais où les prolétaires réels ne peuvent ni choisir leur usine, ni aller d'une ville à l'autre sans autorisation, ni discuter leurs conditions de travail. Dans les pays capitalistes les plus avancés, les syndicats sont devenus une puissance dans l'État "démocratique", dont ils reconnaissent la légitimité, et l'ouvrier ne ressemble

plus ni à la description qu'en faisait Marx ni à celle qu'en fait Sartre (*"À quelles conditions doit répondre une créature d'apparence humaine pour que nous puissions à la fois lui donner le titre d'homme et la traiter comme une bête?"*).

"Il ne s'agit, nous répondent les révolutionnaires des *Temps modernes*, ni des hauts salaires américains ni du socialisme scandinave, il s'agit de la France. Que vaut une légalité que la bourgeoisie viole en esprit par la loi électorale, dans la lettre par l'arrestation de Jacques Duclos, qu'elle liquiderait sans hésiter si le P.C. paraissait sur le point d'obtenir la majorité?"

La réponse est facile. Jacques Duclos a été libéré par un arrêt de justice (quel serait le sort des juges qui auraient mis en liberté Nicolas Petkov, en Bulgarie communiste?). Avant 1951, il y avait cent quatre-vingt-trois députés communistes: ils n'empêchaient pas davantage le gouvernement de mener la politique d'alliance atlantique que les communistes et Jean-Paul Sartre dénoncent comme une politique de guerre. La sous-représentation du parti communiste ne change rien à l'essentiel: une minorité a-t-elle le droit de chercher par la violence à empêcher la majorité de gouverner selon ses conceptions?

"Elle n'en a pas le droit, nous dit-on encore, dans le cadre de la société présente, mais elle veut détruire cette société et créer une autre légalité." Soit. Mais alors qu'on cesse de dénoncer les bourgeois qui ne respectent pas leur propre légalité. La démocratie est essentiellement un système de compétition pacifique en vue de l'exercice du pouvoir. Ceux qui refusent d'accepter les règles du jeu ne peuvent s'étonner que les partis et les hommes, condamnés par la loi de l'histoire, prennent quelque mesure de précaution. On découvre que *"le plus grand parti de France est séparé des autres partis par une barrière invisible"*. Comment en irait-il autrement alors que l'expérience de l'Europe orientale prouve qu'une fois au pouvoir le parti communiste liquide tous ses adversaires, y compris les socialistes de gauche?

Les syndicats réformistes et les partis socialistes jugent que la classe ouvrière et ses représentants sont en mesure d'acquérir, dans un système d'institutions représentatives, une influence suffisante pour transformer profondément la société capitaliste. Les communistes pensent que, dans le cadre de la légalité présente, aucune réforme sérieuse n'est possible et que la toute-puissance du parti communiste constitue la condition nécessaire et suffisante de la libération prolétarienne. Ils rejettent par principe l'idée première de la démocratie, selon laquelle la limitation du pouvoir par le pouvoir est la garantie, et la seule garantie, des libertés.

Ou bien l'on admet la première théorie, et alors on déplore les manifestations du type de celle du 28 mai. Ou bien l'on admet la deuxième, mais alors pourquoi s'indigner que les bourgeois, socialistes compris, ne poussent pas le respect de leurs principes jusqu'au suicide inclusivement?

Quand on a achevé la lecture de ces cinquante pages d'invectives, analyses, démonstrations, on ne se demande pas, comme Sartre lui-même: Qu'ai-je voulu prouver? mais: Pourquoi est-il en colère? Ceux qui posent l'équation: Union soviétique = Révolution ou prolétariat, s'accommodent de la subordination du parti français à Moscou (même quand M. Billoux les invite à soutenir les revendications nationales des Alsaciens et des Lorrains). Mais ceux - conservateurs, réactionnaires, douairières, valets de chambre ou socialistes - qui n'admettent pas cette égalité et font des réserves sur la solidarité entre le travail forcé et la libération de l'humanité, pourquoi ne seraient-ils pas satisfaits le jour où les ouvriers français refusent de manifester contre le général Ridgway, en dépit des mots d'ordre du P.C.? Et pourquoi Sartre éprouve-t-il le besoin d'écrire cinquante pages pour vitupérer, à grands renforts de métaphysique et de grossièretés, des commentaires qui, du *Figaro* à *Franc-Tireur*, étaient sans originalité?

La vérité est que Sartre a eu grand peur - bien plus peur que les bourgeois qui faisaient confiance à la police. Sartre a eu peur pour sa philosophie. Il est indispensable à sa conception du monde que prolétariat et parti communiste soient indissociables. La maladresse du bureau politique, la lassitude des travailleurs ont presque ébranlé le fondement de la politique existentialiste.

Le lien entre le prolétariat et le parti communiste peut s'entendre de deux manières. Ou bien il s'agit d'un fait observable: un grand nombre de prolétaires français, peut-être la majorité d'entre eux, votent pour des candidats communistes aux élections législatives ou aux élections pour les comités d'entreprise. Mais la clientèle du parti communiste n'est pas exclusivement ouvrière, et les autres partis, y compris le R.P.F., ont aussi une clientèle ouvrière. En tout cas, si l'on décrète que le parti communiste ne se sépare pas du prolétariat français parce que celui-ci vote en majorité pour celui-là, le même raisonnement rend, en Angleterre ou en Suède, le prolétariat inséparable du parti socialiste ou des syndicats réformistes.

Sartre tient donc en réserve une autre interprétation. La parenté entre prolétariat et communisme est autrement profonde; elle ne se ramène pas à une question de statistiques, concluantes aujourd'hui mais décevantes hier et peut-

être de nouveau demain. Le communisme garde, d'après Sartre et aussi Merleau-Ponty, un titre particulier à la fidélité du prolétariat parce qu'il est seul à croire à la mission de ce dernier, mission de renverser le capitalisme et de promouvoir la libération de l'humanité entière en même temps que de lui-même.

Cette mission historique, Sartre et Merleau-Ponty l'ont découverte vers 1945 en lisant les ouvrages écrits par Marx dans sa jeunesse, vers 1844. Ils ont été éblouis par cette découverte et ils tiennent dur comme fer à une mission historique qui s'accorde médiocrement avec la philosophie existentialiste. Lénine, lui, ne s'embarrassait guère des sentiments des prolétaires en chair et en os. Il comptait sur les révolutionnaires professionnels pour prévenir la déviation économique du mouvement ouvrier. Sartre et Merleau-Ponty n'osent pas employer le même langage. Comme ils sont existentialistes et non hégéliens et qu'ils ont quelque mal à définir le sens de la totalité historique, il faut que la mission historique soit au moins pressentie par la conscience ouvrière, d'où la nécessité pour Sartre, profond connaisseur de l'âme prolétarienne, de démontrer que la violence ouvrière est spontanée. De plus, nous sommes en 1952 et non en 1845: les Staliniens, entre temps, ont prétendu réaliser la mission historique du prolétariat. Or Sartre ne veut ni affirmer ni nier absolument le lien entre la cause du prolétariat et celle de l'Union soviétique (le dernier mot n'est pas encore dit). Pour maintenir cette ambiguïté, il faut que le prolétariat français ne se reconnaisse pas d'autre défenseur que le parti communiste.

Un moralisme à sens unique

Marx écrivait en 1845, avant que se développe le mouvement ouvrier. La "mission du prolétariat" était l'expression demi mythologique d'un fait qui est partiellement réalisé un siècle après: la transformation de la condition ouvrière et humaine dans les sociétés industrielles. Nulle part, la révolution n'a amené la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme ou la conversion de l'histoire, mais dans les pays de capitalisme développé ou de socialisme démocratique, le niveau de vie s'est élevé et les organisations ouvrières sont devenues une des principales formes sociales. En Union soviétique, une révolution faite au nom du prolétariat a donné la toute-puissance à une bureaucratie qui accomplit impitoyablement la tâche d'industrialisation que Marx regardait comme la fonction propre du capitalisme. En 1952, Sartre reprend la formule de la mission historique du prolétariat sans en préciser le sens concret, institutionnel. Auprès de la révolution dont il rêve, le réformisme du type scandinave lui semble pâle, la révolution stalinienne malgré tout un peu trop rouge. Mais cette révolution rêvée

n'a-t-elle pas la perfection des "êtres de raison"? N'étant ni celle des réformistes, ni celle des Staliniens, n'est-elle pas surtout celle qui ne peut pas se produire, celle qui autorisera, indéfiniment, la révolte des intellectuels parce qu'elle ne mordra pas sur l'histoire?

D'où la situation paradoxale où Sartre se trouve. Il proclame que le parti communiste est l'interprète authentique du prolétariat. Les Staliniens le couvrent d'injures et l'injurient d'autant plus que lui-même injurie davantage les anticomunistes. Si les Staliniens le traitent plus mal encore, on se demande jusqu'à quelles extrémités le philosophe se laissera emporter dans sa polémique contre *Le Figaro* et *Franc-Tireur*. Il voudrait être aux côtés de ceux qui le repoussent, il déteste ceux qui l'accueilleraient. Anarchiste de tempérament, il a conservé de son enfance l'horreur des convenances qu'enseignent les parents, il déteste la bourgeoisie, au sens que les étudiants romantiques donnaient à ce mot. Il a été indifférent à la politique jusqu'en 1938 et il ne veut pas s'avouer qu'il rejette l'ordre actuel comme il rejetterait n'importe quel ordre social. La nouvelle bourgeoisie des dignitaires staliniens ne lui paraîtrait pas moins odieuse que la vieille bourgeoisie de Bouville. Quand la gloire vint et qu'il se crut obligé de lancer un message politique, il joignit des souvenirs de lecture, ses répulsions spontanées, les bons sentiments d'un universitaire républicain et une intransigeance de moraliste (qui est chez lui authentique et qui le rapproche, en dépit de tout, de son cousin Albert Schweitzer). Ayant adopté l'attitude la plus paradoxale historiquement, la moins significative, la plus liée à sa personne, il enjoint au monde d'imiter sa double négation, de se décider à n'être ni pour ni contre Staline. Il dénonce déjà les traîtres (à qui? à quoi?), il vaticine ("*On ne peut combattre la classe ouvrière sans devenir un ennemi de soi-même*").

On a toujours connu des écrivains engagés et d'autres au-dessus de la mêlée. Les clercs ont hésité entre diverses attitudes dont chacune avait au moins une logique. Tel au nom des droits de l'homme dénonce les iniquités et les cruautés partout où elles sont commises. Tel adhère au parti révolutionnaire et, en prévision d'un avenir radieux, inconnu et inconnaissable, souscrit aux violences actuelles. Tel autre justifie l'effort humble, décevant, nécessaire, pour maintenir certaines libertés et hâter certaines réformes. Ce qui est déconcertant, c'est que des écrivains du niveau de Sartre décident avec fureur de jouer intellectuellement sur tous les tableaux et politiquement contre tous les partis, sans assumer aucune des servitudes de l'action. Ils invoquent la mission du prolétariat, mais rejettent les deux interprétations, réformiste et révolutionnaire, de cette mission. Ils se réclament d'une philosophie de l'histoire et aboutissent à

un moralisme à sens unique, les souffrances des malheureux n'excitant leur pitié et les rigueurs de la police leur indignation que dans une moitié du monde. Ils commencent par l'engagement et finissent par l'évasion.

La psychologie du "génie solitaire" ou de la "secte littéraire" explique pour une part ces paradoxes. Mais, pour une autre part, c'est la réalité française qui les rend intelligibles. Les intellectuels de gauche n'y trouvent ni parti à rallier ni tâche à remplir.

La condition ouvrière s'est améliorée depuis un siècle, mais beaucoup moins que dans les pays anglo-saxons ou scandinaves. Aujourd'hui, le parti communiste empêche la formation d'une gauche non stalinienne. Mais c'est l'échec de la gauche non stalinienne, parti socialiste et syndicats réformistes, qui est en partie responsable de la mainmise communiste sur les organisations ouvrières. Il est absurde d'en conclure, comme le fait Sartre, qu'une gauche non stalinienne est, en tant que telle, partout et toujours impossible, alors qu'elle est une réalité dans la plus grande partie du monde occidental. En France, momentanément du moins, elle ne semble guère avoir de chances.

Est-ce à dire que la gauche non stalinienne représente le suprême espoir de la bourgeoisie? J'en doute fort. Il ne manque pas d'indépendants secrètement satisfaits que les communistes excluent de la communauté et du jeu politique vingt-cinq pour cent des votants (qui appartiennent à la gauche). Le révolutionnarisme verbal d'une fraction des intellectuels ne contredit pas le conservatisme borné d'une fraction de la bourgeoisie. Les deux phénomènes sont contrastés mais solidaires.

Les révolutionnaires du style de J.-P. Sartre n'ont jamais troublé le sommeil d'aucun banquier du monde.

Science et politique chez Max Weber et aujourd'hui

Liberté de l'Esprit
octobre 1952

Cette étude est le texte, développé, d'une conférence faite à l'Université de Tübingen.

Max Weber a été un professeur, il n'a été ni un homme politique ni un homme d'État. Il n'a été qu'occasionnellement un journaliste politique. Mais il a été, toute sa vie, passionnément intéressé par la chose publique, il n'a cessé d'éprouver une sorte de nostalgie de la politique, comme si la fin ultime de sa pensée aurait dû être la participation à l'action.

On ne manque pas de raisons, psychologiques ou historiques, pour expliquer cette ambition digne en un savant qu'animait une curiosité universelle des civilisations et des religions. Max Weber appartenait à la génération qui assista, en arrivant à l'âge d'homme, non à la création, mais à l'épanouissement de l'empire allemand, à la chute de Bismarck et à la prise des responsabilités par le jeune empereur. Les quinze dernières années du XIX^e siècle, pour Max Weber les années de formation entre vingt et trente-cinq ans, sont marquées à la fois par les efforts pour répondre à l'agitation socialiste par des lois sociales plutôt que par la répression, par les premières interventions personnelles de l'empereur dans la diplomatie, plus profondément encore par la réflexion inévitable sur l'héritage bismarckien. Quelle est la mission de l'Allemagne, après l'achèvement de l'unité? Quel doit être son rôle sur la scène mondiale? Quel régime social est susceptible de rétablir l'unité de la nation? La génération de Max Weber se pose spontanément de telles questions auxquelles l'histoire devait donner de tragiques réponses?

Mais il y a aussi, dans son cas, des motifs plus profonds et plus personnels. Il n'a cessé de souligner que la politique n'avait rien à faire dans les salles de cours, il a répété que les vertus du politique étaient incompatibles avec celles du savant. Mais son souci de séparer n'était pas plus aigu que sa conscience du lien, en profondeur, entre les deux activités. On ne peut pas être *en même temps* homme d'action et homme d'études, sans porter atteinte à la dignité de l'un et de l'autre métier, sans manquer à la vocation et de l'un et de l'autre. Mais on peut prendre des positions politiques en dehors de l'université, et la possession du

savoir objectif, si elle n'est peut-être pas condition indispensable, est, à coup sûr, condition favorable à une politique raisonnable. En bref, les relations entre science et politique, dans la pensée de Max Weber, ne sont pas caractérisées seulement, comme on le dit toujours, par la distinction nécessaire. La science qu'il conçoit est celle qui est susceptible de servir l'homme d'action, de même que l'attitude de celui-ci diffère en sa fin, mais non pas en sa structure mentale, de celle de l'homme de science.

L'homme d'action est celui qui, en une conjoncture singulière et unique, choisit en fonction de ses valeurs et introduit dans le réseau du déterminisme un facteur supplémentaire. Les conséquences de la décision prise ne sont pas rigoureusement prévisibles, dans la mesure même où la conjoncture est unique. Il n'y a pas de prévision scientifique que des successions d'événements susceptibles de se répéter, en d'autres termes de rapports dégagés du concret et élevés à un certain niveau de généralité. Il n'en demeure pas moins que la décision raisonnable exige que l'on applique à la conjoncture l'ensemble des connaissances abstraites dont on dispose, non pour éliminer, mais pour réduire et pour isoler l'élément d'imprévisible singularité. Une science qui analyse les rapports de cause à effet, telle que la souhaitait Max Weber en théorie, est donc celle même qui répond aux besoins de l'homme d'action.

La théorie de la causalité historique, fondée sur des calculs rétrospectifs de probabilité – qu'est-ce qui se serait passé si...? – n'est rien de plus que la reconstitution approximative des délibérations qui ont été ou qui auraient pu être celles des acteurs.

Agir raisonnablement, c'est, après réflexion, prendre la décision qui donne la meilleure chance d'atteindre le but que l'on vise. Une théorie de l'action est une théorie du *risque* en même temps qu'une théorie de la *causalité*. L'idée que Max Weber se fait de la causalité historique revient à ranimer, après coup, dans l'esprit de l'historien, les possibles évanouis que les acteurs envisageaient ou auraient pu envisager dans les délibérations qui précéderent leur décision.

L'interprétation historique causale ne s'applique pas seulement à des décisions réfléchies d'un ou de plusieurs individus. On pose la question: que se serait-il passé si...? aussi bien à propos d'événements qui n'ont été voulus par personne (intervention de phénomènes physiques – tempêtes, épuisement des mines d'or, défaite ou victoire dans une bataille, etc.) qu'à propos de décisions personnelles. L'effort pour éviter l'illusion rétrospective de fatalité n'en est pas moins caractéristique de l'historien politique, de l'historien qui, s'intéressant aux

hommes et à leurs luttes, veut sauvegarder, dans la résurrection du passé, la dimension propre de l'action – à savoir l'incertitude de l'avenir, incertitude qui ne saurait être sauvegardée par l'historien qu'en maintenant, contre la sanction de l'événement, que le réel n'était pas à l'avance écrit et qu'il dépendait de tels hommes ou de telles circonstances que la marche de l'histoire fût autre.

Le lien entre la science et la politique de Max Weber apparaît tout aussi étroit si l'on considère l'autre aspect, non plus la relation causale, mais les valeurs, rapport aux valeurs dans le cas de la science, affirmation de valeurs dans celui de l'action. Le choix des faits, l'élaboration des concepts, la détermination de l'objet, disait Max Weber, sont marqués par l'orientation de notre curiosité. La science naturelle sélectionne dans l'infini du donné sensible les phénomènes susceptibles de se répéter, et il construit ainsi l'édifice des lois. La science de la culture sélectionne, dans l'infini du donné historique des événements humains, ce qui se rapporte aux valeurs, valeurs des contemporains ou valeurs de l'historien, et ainsi elle élabore soit l'histoire, si le savant fixe son attention sur la suite unique des faits ou des sociétés, soit les diverses sciences sociales qui considèrent les consécutions régulières ou les ensembles, relativement stables.

La science historique ou la science de culture, telle que la concevait Max Weber, était la compréhension de la manière dont les hommes avaient vécu, du sens qu'ils avaient donné à leur existence, de la hiérarchie qu'ils avaient établie entre les valeurs, cependant que l'action politique était l'effort, dans des circonstances que nous n'avons pas choisies, pour promouvoir ces valeurs, constitutives de notre communauté et de notre être même.

La compréhension d'autrui n'implique pas la réflexion sur soi-même. La compréhension de l'action menée par les autres dans le passé ne conduit pas nécessairement à la volonté d'agir dans le présent. Il n'y en a pas moins, philosophiquement, et, pour employer le jargon à la mode, existentiellement, un lien entre la connaissance de soi et celle des autres, entre la résurrection des luttes que se sont livrées les hommes disparus et la prise actuelle de position.

En fait, il ne manque pas d'historiens qui s'efforcent de reprendre les existences vécues par les autres sans s'interroger sur celle qu'ils vivent eux-mêmes. Il ne manque pas de politiques qui ne mettent pas en relation leur métier avec le sens ultime qu'eux-mêmes ou la collectivité donnent aujourd'hui à leur existence. En droit, l'exploration du passé ne se sépare pas de la prise de conscience de soi-même, en droit l'action n'est humaine qu'à la condition de se situer elle-même dans le cours des événements et par référence aux objectifs

suprêmes. La réciprocité entre la rencontre avec l'autre et la découverte de soi est donnée dans l'activité même de l'historien. La réciprocité entre la connaissance et l'action est immanente à l'existence non de l'historien, mais de l'homme historique. Max Weber interdisait au professeur de prendre parti dans les querelles du Forum, à l'intérieur de l'Université, mais il ne pouvait pas ne pas considérer l'action, au moins par la parole ou par la plume, comme l'aboutissement de son travail.

Les objections qui ont été élevées contre cette théorie des relations – solidarité et séparation – entre science et politique appartiennent à des catégories multiples.

On s'est demandé dans quelle mesure la pensée propre de Max Weber s'exprime adéquatement dans le vocabulaire et les catégories du néokantisme de Rickert. La phénoménologie de Husserl, qu'il, n'a semble-t-il, guère connue, lui aurait, me semble-t-il, fourni l'outil philosophique et logique qu'il cherchait. Elle lui aurait évité, dans ses études sur la compréhension, l'oscillation entre le «psychologisme» de Jaspers (à l'époque où celui-ci écrivait sa psychopathologie) et la voie détournée du néokantisme qui n'arrive à la signification qu'en passant par les valeurs. On peut se demander également jusqu'à quel point la pratique de Max Weber se conforme toujours aux schémas de la théorie. Les relations causales prennent-elles autant de place dans sa pratique que dans la théorie? L'essentiel des études de sociologie religieuse n'est-il pas l'exploration des différents systèmes de croyances et de pensées, aboutissant à montrer l'entrecroisement des idées et des institutions, le lien entre valeurs religieuses et attitude sociale, bien plutôt qu'à isoler l'efficace propre des divers éléments? L'essentiel de *Wirtschaft und Gesellschaft* n'est-il pas la mise à jour de la structure intelligible, propre aux divers types de pouvoir et d'économie? Or il ne suffit pas que la relation compréhensive soit intelligible pour être vraie en telle circonstance donnée, mais la vérification n'a pas grand'chose de commun avec la coïncidence théorique de la relation compréhensive et de la relation causale.

Max Weber, en effet, simplifiait, dans la théorie, et la multiplicité des relations intelligibles, que dégage l'historien ou le sociologue, et la complexité des rapports entre compréhension et explication ou encore entre la relation immanente au donné et la relation élaborée grâce à des calculs rétrospectifs de probabilité. Il y a des types divers d'intelligibilité depuis la conduite conforme aux lois de l'économie abstraite jusqu'à la conduite conforme à la logique du ressentiment, en passant par la conduite dictée par l'interprétation d'une certaine

doctrine du salut. La vérification ne signifie pas la même chose selon qu'il s'agit de l'une ou de l'autre de ces relations intelligibles, que Max Weber connaissait et distinguait, mais qu'il avait tendance à traiter simultanément dans sa méthodologie de la compréhension. Rectifications et compléments n'entraîneraient pas de modifications décisives, en ce qui concerne le thème principal de notre étude. En certains cas, ils accentueraient peut-être la relativité de la compréhension à l'historien. La subjectivité de celui-ci ne se manifeste pas seulement dans l'orientation de la recherche, mais dans le style même de l'interprétation. Dans d'autres cas, au contraire, en matière de théorie économique ou d'explication d'un événement par confrontation avec un schéma, on insisterait, me semble-t-il, sur l'objectivité et l'universalité accessibles. Mais, ni ici ni là, on ne serait obligé à une révision fondamentale.

Prenons le cas de la compréhension, qui engageant la relation singulière de deux personnes, est probablement moins objective qu'il ne l'a suggéré. L'amour et la haine, a-t-on dit, sont les vrais ressorts de la compréhension. Il est vain de recommander l'objectivité, si l'on entend par là l'indifférence aux valeurs, quand il s'agit des hommes, d'aujourd'hui ou d'hier, et de leurs œuvres, bénies ou maudites. On n'arriverait pas à saisir l'âme profonde de ces êtres disparus si l'on n'éprouvait à leur égard des sentiments comparables à ceux qu'éveillent les vivants. Max Weber n'aurait probablement pas fait de grandes difficultés pour reconnaître la part de vérité que contiennent ces remarques, mais il en aurait restreint la portée à la psychologie de la recherche plutôt qu'à la logique de la science. Il aurait maintenu et l'impératif moral de tendre à la compréhension *sine ira et studio* et le devoir de viser l'existence ou les œuvres comme des objets à connaître et non pas comme des valeurs à apprécier.

Quant aux relations économiques ou sociologiques, dont la vérité, à l'intérieur d'une société particulière ou à un degré supérieur d'abstraction, dans toute société, serait moins liée au présent que ne le suggère Max Weber, elles ne changent pas essentiellement l'analyse du choix et de l'action. Ces vérités sont partielles, les valeurs auxquelles l'homme se réfère sont multiples, il est rare que les conséquences prévisibles d'une mesure soient conformes à toutes nos valeurs et agréables à tous les individus. Ce n'est pas la subjectivité et la relativité de la science qui fondent la nécessité du choix, mais le caractère partiel des vérités scientifiques et la pluralité inconciliable des valeurs.

L'objection, selon laquelle la phénoménologie du choix politique serait fausse parce que Max Weber aurait utilisé des schémas désuets, le fait et la valeur, le

moyen et la fin, passe, me semble-t-il, à côté de l'essentiel. On admettra que le fait auquel on oppose la valeur n'a pas été construit sans référence implicite de l'historien à des valeurs. Les valeurs ne sont pas affirmées ou inventées, en dehors de ces échanges incessants entre l'individu et le milieu, échanges qui sont une des caractéristiques de l'historicité de l'homme. De même, la fin prochaine devient le moyen d'une action ultérieure, comme le moyen actuel peut être la fin d'une autre action. Bien plus, il est douteux que l'attitude adoptée par la personne soit réductible à une telle distinction. En adoptant une certaine perspective sur l'histoire, on est tout prêt d'adhérer à un parti, de souscrire à une technique d'organisation et d'action. La perspective globale est autant choix des moyens que de la fin.

Mar Weber n'ignorait pas qu'il en allait ainsi. Le marxiste s' imagine qu'il possède l'interprétation vraie d'un mouvement de l'histoire à la fois nécessaire et souhaitable et que cette interprétation implique et l'adhésion à un certain parti et à une certaine méthode d'action. L'expérience a prouvé que cette philosophie ne supprimait ni le doute entre les partis ni le doute entre les méthodes. Nul ne se combat aussi impitoyablement que ceux qui se réclament du même maître. En dehors même de cette expérience, Max Weber aurait nié qu'une philosophie de l'histoire pût à la fois annoncer un avenir certain et dicter impérativement une attitude. La prévision de l'avenir suppose le déterminisme et celui-ci, orienté vers un terme à venir, est aussi partiel et plus probabiliste encore que dans l'usage rétrospectif. Les caractères de la société future que, dans le meilleur cas, nous sommes susceptibles de connaître à l'avance, laissent place à des jugements de valeur contradictoires parce qu'ils ne satisfont pas toutes les aspirations de l'homme. Nous ne sommes jamais moralement contraints d'aimer ce que la science nous annonce. Libres de hâter ou de retarder l'évolution qu'on nous baptise inévitable, nous nous retrouvons devant le choix d'une perspective globale, dans une situation comparable à celle qui confronte l'homme d'action en une conjoncture singulière: nous observons certains faits, nous souhaitons certaines fins, et nous choisissons à nos risques et périls, sans avoir le droit d'invoquer ni une totalité qui ne nous est pas accessible, ni une nécessité qui n'est que l'alibi de notre résignation, ni une réconciliation des hommes et des dieux, qui n'est qu'une idée située à l'horizon de l'histoire.

Ce qui est en question, ce n'est donc ni le schéma moyen-fin, effectivement trop simple, ni la distinction faits-valeurs, dont la portée philosophique est discutable. Pour réfuter la pensée de Max Weber, il faudrait démontrer soit que la science nous découvre la vérité de l'histoire totale, soit qu'elle connaît à

l'avance un avenir pré-déterminé, soit qu'elle promette la résolution des conflits entre les collectivités et les valeurs.

Si la question des rapports entre science et politique ne se pose plus aujourd'hui exactement dans les mêmes termes qu'il y a trente ans, le changement ne vient pas de la science, mais de la politique.

Max Weber ne mettait pas en question que les universités quel que fût le régime politique, demeuraient en mesure d'accomplir leur mission. Ce qu'il avait à cœur de démontrer, c'était que la science, bien qu'elle aboutît à dépouiller le monde de ses charmes, bien qu'elle fût par essence inachevée, avait un sens et méritait qu'on s'y consacraît.

Il se battait sur deux fronts, contre ceux qui risquaient de corrompre la pureté de la pensée rationnelle en y mêlant des prises de position politiques ou des effusions sentimentales, mais aussi contre ceux, qui faussaient la signification de la science en lui prêtant la capacité de saisir le secret de la nature ou de l'homme. La défense et illustration de la science revêt, dans les discours de Max Weber, un ton pathétique parce qu'on y sent l'écho amorti d'une nostalgie et l'impatience d'un homme d'action. Nostalgie des temps où la connaissance n'était pas seulement un chaînon d'une chaîne sans fin, mais plénitude et accomplissement. Impatience d'un homme d'action qui demande à la science la connaissance des moyens et des conséquences, mais, qui sait à l'avance qu'elle ne le délivrera pas de l'obligation de choisir, parce que les dieux sont multiples et les valeurs contradictoires.

Die Entzauberung der Welt durch die Wissenschaft, la dépoétisation du monde par la science continue Moins que jamais la science authentique, qu'il s'agisse de la physique ou de la sociologie, nous donne de l'univers, cosmique ou humain, une image achevée, dans laquelle on pourrait lire notre destin ou notre devoir. Mais deux phénomènes sont intervenus qui font peser sur les universités, en Europe et au-delà de l'Europe, une sourde angoisse. Le premier est que les moyens de détruire, mis par les progrès de la science à la disposition des chefs civils ou militaires, sont devenus à ce point démesurés que les savants, responsables de ces découvertes et de leur application, s'interrogent sur leurs responsabilités. Le deuxième est que nous connaissons, en notre siècle, des tyrannies positives, qui ne se bornent pas à imposer aux savants un serment de fidélité à l'État – ce qui pourrait être odieux pour les hommes, mais non mortel pour la science –; pour qui le fait de chercher et de dire la vérité *objectivement*⁽¹⁾ est insupportable. Ces tyrannies prétendent imposer aux universités une doctrine

qui se veut totale et qui n'est qu'une dérisoire caricature des grandes synthèses religieuses du passé.

Sur le premier phénomène, je ne dirai que quelques mots. Les données du problème sont parfaitement claires à tous, elles ne comportent de solution satisfaisante, me semble-t-il, ni sur le plan des individus, ni sur celui d'une collectivité particulière. En lui-même, le phénomène n'est pas nouveau. Tout accroissement des capacités de produire a été accompagné, depuis quelques siècles, par un accroissement des capacités de détruire. La nouveauté est uniquement dans l'ordre de grandeur. C'est l'augmentation de quantité qui crée la différence de qualité. Le savant, individuellement, ne saurait guère prendre de précautions contre l'exploitation de ses travaux par l'industrie de guerre. Collectivement, tant qu'il reste à l'intérieur du cadre national, il est paralysé par le fait qu'en se dérochant au service de l'État, il favorise d'autres États, ceux-là mêmes qui réduisent le plus les libertés des individus. Les associations de savants, dès qu'elles discutent de la paix ou de la guerre, sont des associations politiques et non scientifiques. Leurs appels seraient plus convaincants si elles ne manifestaient souvent, en fait de politique, une naïveté égale à l'autorité qu'on attribue, de confiance, à leurs auteurs en fait de physique nucléaire.

Plus important pour nous, qui nous occupons de science humaine, est le second phénomène, la menace que font peser sur les universités et sur la science même certains régimes politiques. On a connu la *mathématique aryenne*, on connaît aujourd'hui un parti, un État qui tranche la querelle scientifique relative à l'hérédité des caractères acquis ou à la théorie mendélienne. Les deux exemples que je prends sont volontairement de caractère différent. Après tout, je ne pense pas qu'il y ait eu beaucoup de mathématiciens allemands qui aient pris au sérieux la distinction entre *mathématique aryenne* et *mathématique enjuivée*, ni beaucoup de physiciens qui aient tenu Einstein pour disqualifié à cause de sa race ou de sa religion. Mais n'oublions pas qu'il était déjà grave qu'en un pays comme l'Allemagne, tant de savants fussent obligés de se taire, de tolérer cette comédie indigne comme s'ils la prenaient au sérieux et par là même de porter une atteinte grave à cette République internationale des esprits qui est la communauté, naturelle et nécessaire, des savants.

Rien n'est plus faux que l'idée selon laquelle le savant travaillerait seul, livré à sa fantaisie ou même à son génie. Les mathématiciens, les physiciens, les biologistes, séparés par les frontières, dispersés à travers la planète, sont tenus ensemble par les liens, invisibles et puissants, d'une communauté de recherches,

de règles intellectuelles, informulées, mais obligatoires. Les problèmes à résoudre leur sont fournis par l'état d'avancement des sciences (ainsi s'explique la fréquence des découvertes simultanées). Une conception implicite et quasi spontanée de ce qu'est une vérité les amène à écarter tels types de solutions, à accepter les critiques réciproques, à s'enrichir par les échanges.

Certaines spéculations, mathématiques ou physiques, sont devenues à tel point subtiles que la République de la Science ne comporte plus, à travers le monde, que quelques membres. Ces spéculations n'en sont pas moins en droit universelles, adressées à tous les esprits capables de les saisir et rebelles à toute instruction qui serait extérieure à leur science. Mon ami Cavaillès, mathématicien et philosophe, qui fut fusillé pour des actes de Résistance, écrivit un ouvrage de logique mathématique alors qu'il était pourchassé par la police. Français et soldat, il se battait contre l'occupant. Logicien, il restait disciple de Cantor, de Hilbert ou de Husserl. Au juge d'instruction, il témoignait de l'admiration qu'il gardait pour certains aspects de la culture allemande. L'idée ne l'effleurait pas que les conflits collectifs, ceux même qu'il assumait au point d'y sacrifier sa vie, pussent pénétrer dans le sanctuaire de la pensée obéissant à sa vocation, c'est-à-dire à la recherche de la Vérité.

Quand un État ou un parti prétend dicter à la science ses sujets d'études ou les lois de son activité, quand il prétend exclure tel individu ou telle nation, quand il va jusqu'à arbitrer des controverses qui relèvent de l'expérience ou du raisonnement, il ne suffit pas de dire que la collectivité opprime des individus. Ce qui est en question, est infiniment plus grave: il s'agit de l'intervention illégitime d'une collectivité politique dans l'activité d'une collectivité spirituelle, il s'agit, en d'autres termes, du totalitarisme, saisi à sa racine même. L'aspect le plus redoutable, me semble-t-il, du totalitarisme, c'est précisément la volonté de subordonner les œuvres multiples dont l'homme est créateur, les collectivités multiples auxquelles il appartient, à la collectivité politique elle-même soumise à la volonté exclusive d'un parti et finalement d'un homme. G. Simmel, dans sa *Sociologie*, a décrit de brillante manière la pluralité des cercles sociaux auxquels chacun de nous appartient, et il voyait dans le développement de cette pluralité la condition de la libération progressive des individus. Ce souvenir nous permet, je crois, de juger les tentatives de totalitarisme pour ce qu'elles sont: des efforts proprement réactionnaires pour ramener les sociétés au stade primitif où les disciplines sociales tendaient à embrasser tous les individus et les individus tout entiers.

Certes, on observe une détermination *partielle* de la science par des facteurs sociaux, historiques, éventuellement raciaux. Il n'est pas inconcevable que telle race soit mieux douée qu'une autre pour une certaine sorte de travaux ou incline à une certaine manière de penser le monde, encore qu'il soit presque impossible d'isoler l'action des facteurs raciaux. La plupart des généralisations, en cette matière, ont été démontrées fausses. Les autres sont indémontrables. Mais, quel que soit le degré de détermination de la science – des questions qu'elle se pose, des idées philosophiques dans lesquelles elle s'exprime – par des circonstances extérieures, ceux qui invoquent cette détermination de fait pour justifier l'orientation autoritaire de la science par les pouvoirs publics commettent une erreur fatale.

Les savants sont en même temps les hommes d'une société particulière, d'une certaine époque. L'orientation et le style des recherches sont marqués par le caractère des hommes et non pas des seuls savants, car les uns ne sont jamais rigoureusement séparables des autres. Malgré tout, la différence demeure fondamentale entre l'influence que le milieu exerce de lui-même sur la science, en passant par la spontanéité des savants et celle que les chefs politiques exerceraient s'ils s'arrogeaient le droit de fixer à la science ses objectifs, puis ses méthodes, finalement ses résultats. Dans le premier cas, la communauté de la science continue d'obéir, pour l'essentiel, à ses lois spécifiques. Dans l'autre, elle abdiquerait son autonomie et mettrait en péril, du même coup, sa vocation et ses progrès ultérieurs.

En Grande-Bretagne même, sous une forme atténuée, on a, au lendemain de la guerre, discuté de l'indépendance de la science. Quelques-uns, influencés par l'exemple soviétique, souhaitaient l'établissement d'un plan de recherches, avec répartition rationnelle des ressources matérielles et humaines entre les différents laboratoires, chacun recevant sa mission particulière. Les savants britanniques, et nul n'a mieux justifié cette opinion que M. Polanyi, ont rejeté cette conception pragmatique; ils ont dénié à l'État le droit d'indiquer aux savants même ce qu'ils devaient chercher. L'abandon ou la subordination de la recherche théorique serait non seulement fatal au progrès de la technique (on ne sait jamais à l'avance quelle théorie aboutira à une application – rappelons l'exemple banal de la bombe atomique), mais aussi la première étape d'une abdication de la communauté scientifique aliénant son autonomie. La disparition des biologistes mendéliens ou l'obligation pour les physiciens d'envelopper leurs résultats dans le jargon dénué de signification du matérialisme dialectique illustrent ce que pourrait être l'étape finale.

Dès lors, la question que nous ne pouvons pas ne pas nous poser en 1952, la question que nous voudrions poser à Max Weber n'est plus simplement: faut-il ou ne faut-il pas écarter la politique des salles de cours?

Les conflits entre partis parlementaires ne sont pas assez sérieux, les conflits entre les partis parlementaires et les communistes le sont trop pour que le professeur incline à les évoquer. La vraie question est aujourd'hui: est-ce entrer dans l'arène politique que parler ou écrire en faveur des libertés faute desquelles les savants sont contraints de choisir entre le reniement et le silence? (Parfois même, le droit au silence leur est refusé.)

Je crois bien que Max Weber aurait répondu, avec son exigence impitoyable de rigueur: Oui, le savant qui plaide pour l'indépendance des universités et des laboratoires descend de sa chaire et entre dans l'arène politique. En tant que savant, il a besoin d'être libre pour accomplir honnêtement son métier. Citoyen, il peut comprendre et, dans certains cas, admettre que l'intérêt de la collectivité ordonne de limiter la liberté dont sa recherche ne saurait se passer. Je consens, en effet, que la revendication de liberté scientifique présente un caractère politique. Tout au plus pourrait-on prouver que faute d'autonomie, la république des savants est menacée par la décadence. La grandeur temporelle de la cité est un dieu, la vérité scientifique en est un autre: pourquoi ces dieux vivraient-ils toujours en bonne intelligence?

La distinction reste logiquement valable, mais la vie elle-même d'une double manière à notre époque, tend à l'effacer: la politique de certains partis n'en reconnaît pas la légitimité et les savants pénètrent sur le forum dès lors qu'ils revendiquent l'autonomie de la science. Revendication d'un groupe professionnel, désireux d'obtenir de la société environnante les conditions nécessaires à l'exercice d'un métier. Mais ce métier est celui de la vérité et se confond avec une des vocations les plus hautes de l'Humanité.

Et pourtant, nous le savons, il ne manque pas de savants attirés par un régime qui ne se cache pas de subordonner la science à la politique, la théorie aux besoins de la société, qui éventuellement proclame que l'autorité suprême, en matière scientifique, appartient non aux spécialistes, mais au secrétaire général d'un parti. Le savant attiré par une telle doctrine n'est-il pas tenté par une sorte d'auto-immolation, de sacrifice de lui-même et de ses valeurs propres?

Beaucoup de savants des sciences naturelles sont victimes d'une fausse analogie entre nature et histoire. Ils ont contribué plus que personne à la dépoétisation du cosmos, ils ont participé au procès d'intellectualisation au bout

duquel les hommes parviendraient à expliquer tous les phénomènes rationnellement et à les manier souverainement. La philosophie marxiste de l'histoire, la planification économique leur paraissent dans la suite de cette intellectualisation, alors que cette philosophie est devenue aujourd'hui une mythologie et que la planification ne saurait traiter les hommes en matériau sans déshumaniser la société elle-même.

En un autre sens, l'aspiration à une synthèse doctrinale est moins la suite que la négation de l'effort d'intellectualisation plus rebelle à l'expression verbale. À peu d'exceptions près, chaque savant est enfermé dans une spécialité étroite. La doctrine politique prend la place de la philosophie qui manque. Elle fournit le cadre, la vision d'ensemble, la signification globale qui risquent de se perdre dans des enquêtes parcellaires.

Le recours aux mythologies scientistes traduirait ainsi une *illusion*: celle de la continuité entre la tradition rationaliste et la pseudo-rationalisation du matérialisme dialectique et de la planification économique, et une *aspiration*: la nostalgie de l'unité, philosophique ou religieuse, perdue à l'âge de la connaissance positive.

Les sciences sociales sont autrement menacées par les totalitarismes que les sciences naturelles. Les tyrans ont besoin de ces dernières pour accumuler les moyens de puissance: il est une limite à leurs interventions, qui est marquée par le souci de l'efficacité. On oblige les physiciens à se réclamer du matérialisme dialectique, on ne leur dicte pas leurs équations. Au bout du compte, on est suprêmement intéressé au développement de la physique nucléaire. Rien n'empêche de tenir et d'imposer les théories marxistes de la plus-value et du salaire pour vérités définitives: il n'en résulte pas de dommage irréparable pour la planification concrète. L'orthodoxie, n'étant pas nuisible, au moins directement, à l'efficacité de la gestion, devient un instrument de l'unanimité artificielle que les despotismes tiennent pour une garantie de stabilité.

(à suivre.)

[\(1\)](#) Dans l'univers stalinien, le mot objectif est devenu péjoratif.

Science et politique chez Max Weber et aujourd'hui, suite et fin

Liberté de l'Esprit
novembre 1952

La résistance des sciences sociales à l'intrusion de la politique a toujours été plus difficile que celle des sciences naturelles. Il y a incontestablement, dans le passé, une solidarité entre certains modes d'analyse et certaines préférences politiques ou certaines conceptions philosophiques. Rien n'est plus facile et plus tentant, en économie politique, que la confusion entre les schémas idéaux et la réalité. On prête à celle-ci tous les mérites qui n'appartiennent en rigueur qu'à ceux-là. S'il est vrai que l'état d'équilibre, défini par la théorie classique du marché, comporte la *maximation* du produit social et l'emploi le meilleur des ressources, il ne s'ensuit pas que les économies concrètes que l'on appelle libérales, c'est-à-dire partiellement libérales, soient les meilleures ni qu'il convienne de laisser jouer les mécanismes du marché imparfaits, sous prétexte que, si ces mécanismes étaient parfaits, ils apporteraient la solution la meilleure. Karl Mannheim a donné le nom de *Wissenssoziologie* à la discipline qui s'efforce d'élucider les diverses modalités des relations entre les circonstances historiques et les édifices intellectuels.

Que les sciences sociales ne partent jamais de la table rase, que la position des problèmes soit suggérée par les événements, que la méthode ne soit pas indépendante de la philosophie ou du milieu historique, que souvent les résultats soient influencés par les intérêts des nations et des classes, nous ne songeons pas à le nier. Il n'en serait pas moins fatal d'en tirer la conclusion que toutes les sciences sociales ne sont que des idéologies de classes ou de races et que l'orthodoxie imposée par un État totalitaire ne diffère pas en nature de la libre recherche des sociétés pluralistes. Il existe, quoi qu'on en dise, une *communauté des sciences sociales* moins autonome que la communauté des sciences naturelles, mais malgré tout réelle.

Quelles sont les règles constitutives de cette communauté des sciences sociales?

1° D'abord, *l'absence de restriction dans la recherche et l'établissement des faits eux-mêmes*, le droit de présenter les faits bruts et de les distinguer des interprétations. Sans doute peut-on soutenir, en rigueur philosophique, qu'il n'y

a pas de fait historique qui ne soit construit et ne comporte, par conséquent, sélection et interprétation. Dans la pratique, certaines distinctions gardent leur portée. Il est vrai ou il est faux que Trotsky a pris une part considérable à l'organisation de l'armée rouge, il est vrai ou il est faux que Zinoviev ou Boukharine ont comploté l'assassinat de Staline, il est vrai ou il est faux que Wall Street manipule les hommes politiques américains et organise une croisade antisoviétique. Tout État totalitaire met certains faits hors la loi parce qu'ils ne rentrent pas dans le schéma officiel. Tout État totalitaire pousse jusqu'à l'absurde la solidarité entre le fait et l'interprétation.

2° Ensuite, *l'absence de restriction au droit de discussion et de critique, appliquées non pas seulement aux résultats partiels, mais aux fondements et aux méthodes*. Les connaissances sociales s'élèvent au niveau de la science dans la mesure où l'on prend une conscience exacte de leur portée, et aussi de la limite de leur validité. En économie politique, par exemple, la théorie progresse en construisant de nouveaux modèles, mais aussi en reconnaissant les conditions précises dans lesquelles tel modèle, connu depuis longtemps, s'applique. La théorie générale de Keynes doit son originalité à de multiples facteurs: la situation qui a posé le problème (chômage dit permanent), l'effort pour retrouver, à partir d'un schéma inédit, la théorie classique comme cas particulier valable dans l'hypothèse du plein emploi, la détermination de certains faits concrets (fixité des salaires nominaux) comme nécessaires, une psychologie de l'entrepreneur différente de la psychologie rationnelle du sujet économique de la théorie traditionnelle. L'apport, la signification de la *théorie générale* ne se découvre qu'à celui qui considère simultanément ces divers éléments, de faits et de méthodes. La théorie de la connaissance est, en matière de science sociale, inséparable de la connaissance elle-même. Toute doctrine, qu'elle soit libérale ou marxiste, qui impose à titre de dogme des propositions ou des schèmes, dont la signification est équivoque et la portée imprécise, glisse de la science à la mythologie. La conscience critique est, en sociologie ou en économie politique, constitutive de la conscience scientifique elle-même.

3° Enfin, *l'absence de restriction au droit de dépoétiser le réel*. Entre l'idée d'un certain régime et le fonctionnement de ce même régime, entre la démocratie que nous avons tous rêvée sous la tyrannie et le système des partis tel qu'il s'est instauré dans l'Europe occidentale, le décalage n'est pas mince. Mais cette déception est pour une part inévitable. Toute démocratie est oligarchie, toute institution est imparfaitement représentative, tout gouvernement qui doit obtenir l'assentiment de groupes ou de personnes multiples agit lentement et doit tenir

compte des sottises ou des égoïsmes humains. La première leçon qu'un sociologue doit transmettre à ses étudiants, quitte à être mal accueilli par leur ardeur de croire et de servir, est qu'il n'y a jamais eu et qu'on ne peut même pas concevoir un régime parfait ou la fin des aliénations. Les régimes politiques ont tous des mérites ou des défauts, pour les individus ou pour la collectivité, que la science aide à reconnaître, sans pourtant, il est vrai, qu'elle permette de prévoir quelle sera la mesure exacte des défauts ou des mérites propres à un certain type de régime, dans un cas particulier.

Il est rare qu'un savant use de ces trois libertés, simultanément et sans limites, et il serait presque inhumain qu'il le fît. La communauté des sciences sociales a précisément pour fonction de créer, par le dialogue et par la critique mutuelle, l'équivalent de ces trois libertés. L'*autre* me montre la part d'interprétation que comportent les faits bruts que je crois constater ou les conséquences fâcheuses des institutions dont j'étais tenté de n'apercevoir que les mérites. C'est dans et par l'ensemble de la communauté que les sciences sociales tendent à n'écarter aucun fait, à n'épargner la critique à aucune valeur, à accumuler tout à la fois les connaissances et les doutes, en précisant impitoyablement les conditions extérieures et les hypothèses préalables auxquelles est suspendue la vérité des propositions générales.

Du même coup, on aperçoit à quelle fin répond cette libre communauté des sciences sociales et pourquoi tant de gouvernants la redoutent. Seule la science critique empêche le glissement, de l'histoire ou de la sociologie, de la connaissance positive à la mythologie, mais beaucoup de régimes ne souhaitent pas empêcher ce glissement.

Les événements de l'histoire ont tout ce qu'il faut pour être transfigurés en mythologie. Ils sont proches de nous, ils sont humains: nous sommes inévitablement tentés de les attribuer à la volonté claire et résolue de quelques personnages, individus ou groupes, qui deviennent angéliques ou monstrueux en raison même du bien et du mal démesuré qu'ils sont censés répandre. La plupart des hommes du XXe siècle ne savent pas comment s'expliquent les phénomènes qui auraient été naguère considérés comme miraculeux, le vol du plus lourd que l'air, la transmission à distance du son et de l'image, au milieu desquels se déroule notre existence quotidienne, mais ils savent que ces phénomènes s'expliquent rationnellement. L'électricité n'est une fée que pour les enfants. Le capitalisme, le communisme, Wall Street sont des démons pour des millions de grandes personnes. L'histoire incite à la mythologie par sa structure même, par le

contraste entre l'intelligibilité partielle et le mystère du tout, entre le rôle évident des volontés humaines et la déception non moins évidente que les événements leur infligent, par l'hésitation du spectateur entre l'indignation, comme si nous étions tous et chacun responsables de ce qui se passe, et l'horreur passive, comme si nous étions en présence d'une fatalité inhumaine.

Les concepts mêmes de la science deviennent, si nous n'y prenons garde, les personnages de la mythologie. Il suffit de confondre nos schémas avec le réel, d'oublier les sens multiples que comportent les phénomènes dispersés que désigne un terme comme capitalisme ou socialisme, et bientôt la substitution s'est faite. Nous ne sommes plus en présence d'hommes et d'institutions, de significations immanentes à la conduite de ceux-là et à la structure de celles-ci, mais d'une force mystérieuse, qui a gardé la signification que nous attachions au mot, mais perdu le lien avec les faits. L'Histoire désormais, avec une majuscule, devient le lieu de combats grandioses entre idées. Les sciences historiques ne suppriment pas le mystère des ensembles supra-individuels, mais elles le dépoétisent. Le dialogue des savants sur le devenir des collectivités n'enseigne ni le scepticisme ni l'irrespect, mais il interdit de diviniser les choses temporelles, il ramène sur la terre ceux des hommes ou des régimes qu'on élève au-dessus du sort commun.

Les gouvernements despotiques ne peuvent guère ne pas prendre ombrage des sciences sociales, dès lors que celles-ci ne se bornent pas à l'étude des techniques administratives et vont jusqu'au bout de leur mission.

Même si, par prudence ou par nécessité, le sociologue ou l'historien s'abstient d'étudier les caractères des césarismes anciens et modernes, même s'il borne son étude aux régimes différents de celui qui est établi, l'étudiant ne peut pas ne pas comprendre que la même méthode devrait s'appliquer à ses maîtres et qu'elle enlèverait à ces derniers l'auréole de perfection ou d'infailibilité. Prenons-y garde et, par crainte d'être accusés d'antidémocratie, ne nous arrêtons pas devant l'analyse des institutions parlementaires telles qu'elles fonctionnent à l'heure présente, en Europe. Nous n'avons rien à craindre de cette analyse.

Entendons-nous bien. La science ne nous dira pas qu'il faut être favorable à la démocratie, ni que celle-ci est en tant que telle supérieure aux autres formes de gouvernement praticables en notre siècle. Elle montre les risques illimités que comportent les régimes de parti unique pour certaines valeurs que le professeur, attaché à la tradition séculaire des universités, tient pour sacrées. Elle montre quelles relatives garanties le système des partis multiples donne et d'un certain

respect des droits personnels et du caractère constitutionnel des pouvoirs et de leur exercice. Elle montre aussi quels risques sont immanents à ce régime: instabilité de l'exécutif, dans le cas où aucune majorité ne se dégage, décomposition sociale lorsque les luttes de partis ou de classes dépassent une certaine violence, paralysie des gouvernants lorsque tous les groupes, tous les intérêts particuliers réussissent à plaider trop bruyamment leur cause. Bien entendu, et nous en revenons à Max Weber, la science ne saurait démontrer à personne qu'on ne doit pas vouloir un empire fondé sur une race pure ou qu'on doit vouloir un exercice du pouvoir conforme à des règles légales. Les choix seraient peut-être moins discordants si la science rendait clairs aux yeux de tous l'enjeu, ce que l'on doit attendre de la société dans les diverses éventualités concevables.

On craint souvent que la science politique ne soit redoutable pour les démocraties parce qu'elle les montre telles qu'elles sont, dans leur inévitable et bourgeoise imperfection. Je ne crois guère à ce danger. Ne l'oublions pas: la démocratie est le seul régime, au fond, qui avoue, que dis-je, qui proclame que l'histoire des États est et doit être écrite en prose et non en vers.

Qu'il s'agisse de science ou de politique, Max Weber visait le même but: dégager l'éthique et l'antinomie propres à une activité qu'il voulait conforme à sa finalité. Le savant doit refouler les sentiments qui le lient à l'objet, les jugements de valeur qui surgissent spontanément en lui et commandent son attitude à l'égard de la société, celle d'hier qu'il explore et celle d'aujourd'hui qu'il désire, quoi qu'il en ait, sauvegarder, détruire ou changer. Accepter le caractère indéfini de la recherche positive et, au profit d'une enquête dont on ignore le terme, dépoétiser le monde de la nature et celui des hommes, tel est le pathétique qu'il découvrait à ses auditeurs et qu'il les sommait d'assumer au nom du choix qu'ils avaient fait de la carrière scientifique.

Le pathétique de l'action était lié, à ses yeux, à l'antithèse des deux morales, morale de la responsabilité et morale de l'inspiration⁽¹⁾. Ou bien on obéit à ses convictions – pacifistes ou révolutionnaires, peu importe – sans se soucier des conséquences de ses actes, ou bien on se tient pour comptable de ce que l'on fait, même sans l'avoir directement voulu, et alors les bonnes intentions et les cœurs purs ne suffisent pas à justifier les catastrophes qu'ils ont si souvent répandues.

En même temps, Max Weber ne se lassait pas de souligner le décalage entre les projets des hommes et les conséquences de leurs actes. Ce qu'une génération a librement voulu est, pour la génération suivante, destin inexorable. Les

puritains choisissaient d'être hommes de métier, les hommes d'aujourd'hui sont contraints de l'être. Nous ne sommes pas tentés de mettre en doute le perpétuel écart entre ce que les hommes souhaitent et ce qu'ils obtiennent, quand nous parcourons en esprit le demi-siècle qui vient de s'écouler, quand nous évoquons les espoirs de Lénine et que nous observons la réalité du Stalinisme, quand nous nous souvenons de la foi qui soulevait tant de jeunes Allemands en 1932 ou en 1933 et que nous nous rappelons certaines horreurs du nazisme. Oui, l'histoire est la tragédie d'une humanité qui fait son histoire, mais qui ne sait pas l'histoire qu'elle fait. L'action politique n'est rien si elle n'est l'effort inlassable, fût-il désespéré, pour agir dans la clarté et n'être pas trahie par les suites, au moins les suites prévisibles, de ses actes.

La morale de l'homme d'action est bien celle de la responsabilité. Mais qu'on ne prenne pas une telle affirmation à la légère. Elle exclut les règles d'une éthique formelle dans le style kantien ou les impératifs sublimes du *Sermon sur la montagne*. L'État est l'institution qui possède, dans une collectivité donnée, le monopole de la violence légitime. Entrer dans la politique, c'est participer à des conflits dont l'enjeu est la puissance – puissance d'influer sur l'État et, par là même, sur la collectivité et les groupes qui s'en disputent la maîtrise. Du même coup, on s'oblige à se soumettre aux lois de l'action, fussent-elles contraires à nos préférences intimes et aux dix commandements, on conclut un pacte avec les puissances infernales, on se condamne soi-même à la logique de l'efficacité.

À qui en avait Max Weber, à l'époque où, au lendemain de la première guerre mondiale, il écrivait *Politik als Beruf*? Il visait surtout, me semble-t-il, deux catégories d'hommes, ceux que nous appellerions en français les pacifistes d'inspiration chrétienne et les révolutionnaires de principe. Aux premiers, auxquels il ne refusait nullement l'estime personnelle, il reprochait de ne pas tenir compte des conséquences de leurs propos ou de leurs écrits. Condamner inconditionnellement un pays, sous prétexte qu'il est le sien, ne contribue pas à rétablir la paix entre les pays. En affaiblissant la position morale du vaincu, on prépare un traité dont la rigueur et l'injustice, à terme, empêcheront l'apaisement et la réconciliation. Aux seconds, il reprochait de transfigurer un but légitime – une transformation du régime économique et social – en une valeur absolue de telle sorte que la révolution, aux yeux de ses fidèles, ne saurait jamais être payés trop cher.

Le dialogue avec les pacifistes d'inspiration chrétienne a, je crois, perdu aujourd'hui sa signification. Il n'y a plus guère de tels pacifistes en un monde où

la guerre est devenue quasi permanente, et ceux qui se donnent pour tels camouflent la plupart du temps une prise de position plus politique que spirituelle. Je ne dis pas que ceux qui, en France ou en Allemagne, refusent le réarmement ont tort, mais l'opinion de la plupart d'entre eux est dictée par des considérations sur la conjoncture présente plutôt que par le refus inconditionnel de la violence en tant que telle. Plus fort serait aujourd'hui le pacifisme par réflexion, autrement dit la conviction raisonnable que la guerre moderne est, pour ceux qui en sont les victimes, champ de bataille plus encore que protagonistes, en tout état de cause une catastrophe. Mais cette conviction ne deviendrait facteur de paix qu'à la condition d'être partagée par tous les hommes d'État (elle est dès maintenant, semble-t-il, partagée par tous les peuples). Or, les communistes sont tenus par leur doctrine à croire que la phase historique, qu'ils baptisent révolution mondiale, sera remplie de luttes gigantesques, dont le socialisme universel sera l'aboutissement nécessaire. Pour une telle fin, même une guerre atomique ne serait pas un prix trop élevé.

De tels révolutionnaires, nous en connaissons plus que Max Weber. Il y a trente ans, il s'agissait surtout d'idéalistes, proches les uns des pacifistes d'inspiration chrétienne, les autres des anarchistes ou des utopistes. Aujourd'hui, nous avons en face de nous des techniciens de la subversion et de la tyrannie qui pourtant continuent de penser dans les cadres du millénarisme, c'est-à-dire qu'ils prêtent à un événement – la révolution – une valeur unique, qui la met en dehors du train immémorial de l'histoire humaine. Rien ne serait possible jusqu'au jour de cette conversion de l'Histoire, tout serait possible à partir de ce jour, aucun moyen ne saurait donc être écarté pour atteindre cet objectif unique, et d'ailleurs historiquement inévitable.

On imagine sans peine la réponse de Max Weber à une telle philosophie qui postule la coïncidence du nécessaire et du souhaitable et imagine qu'un événement (la propriété collective, la prise du pouvoir par un parti se réclamant du prolétariat) élève l'histoire au-dessus d'elle-même ou marque la fin de la «préhistoire». Il se peut, aurait-il dit, que les sociétés occidentales évoluent nécessairement (en termes plus précis: probablement) vers un régime de propriété collective ou de planification(2). Mais on ne saurait postuler à l'avance qu'un seul et même parti doive nécessairement accomplir cette transformation dans tous les pays. Quant aux avantages et inconvénients de ce régime, on en peut discuter, mais la science ne permet pas d'affirmer ni même de croire que les avantages en sont tels que les traits séculaires des sociétés humaines en seront affectés.

Une telle argumentation ne toucherait certes pas les croyants, mais elle les ferait apparaître sous leur vrai jour: ils se réclament de la science, ils sont les fidèles d'une religion primitive qui se drape dans les oripeaux tantôt d'une science vieillie, tantôt d'une philosophie vulgarisée. Max Weber, que ses études auraient dû inviter aux vastes perspectives sur l'histoire, en avait tiré surtout une leçon de modestie. Il ne s'interrogeait pas sur la société d'après-demain, mais sur les tâches d'aujourd'hui. Cette tâche était, il y a trente ans, reconstruction de la politique et de l'État.

Certaines de ses analyses se rapportent à une situation historique et ont perdu une part de leur actualité. Il était obsédé par son hostilité à l'égard de l'empereur auquel il imputait, non peut-être sans quelque exagération, une responsabilité majeure dans la catastrophe allemande. Il considérait comme une des causes essentielles de la faillite de l'empire Wilhelmien le recrutement des chefs politiques parmi les fonctionnaires. La «parlementarisation», le transfert au parlement de responsabilités effectives offrirait aux personnalités énergiques, combatives, animées par la volonté de puissance et de lutte, une meilleure chance d'accéder au pouvoir.

Max Weber suivait, à travers les siècles, le développement d'une catégorie sociale, d'un type d'homme, qu'il appelait politicien professionnel, celui qui tire sa subsistance de la politique, qui vit par en même temps que pour elle. Les clercs, les lettrés, la noblesse de cour, le patriarcat anglais, les juristes ont tenu, selon les siècles et les pays, la première place, les relations variables, selon les nations, entre le monarque, la noblesse traditionnelle et la bourgeoisie déterminant les alliances ou les conflits entre ces divers groupes. Sans rappeler le détail de ces analyses, justement célèbres, j'insisterai sur un point, que Max Weber lui-même soulignait, à savoir le contraste décisif entre deux types de partis, les partis de notables et les partis de masses, les juristes ou avocats, les fonctionnaires de l'État ou des partis, les notables constituant, selon les cas, les principaux types de politiciens professionnels à notre époque.

Comment se présente aujourd'hui la situation? L'opposition des partis de notables et des partis de masses, qui s'est presque effacée dans certains pays – le parti conservateur est devenu, en Grande-Bretagne, un parti de masses presque au même titre que le parti travailliste – subsiste, me semble-t-il, aussi bien en Allemagne qu'en France. Les radicaux-socialistes, ceux que l'on appelle à l'heure présente les indépendants, ne sont pas des partis de masses organisés au sens où le sont les socialistes et même jusqu'à un certain point le M.R.P. Le

C.D.U. conserve, me semble-t-il, certains caractères du parti de notables, en dépit des tentatives faites pour le transformer en organisation de masses. Celle-ci devient ou non nécessaire selon le degré d'urbanisation de la société et aussi selon le mode de scrutin. Au cours de la phase actuelle, en Europe continentale, la différence de structure entre partis de droite et partis de gauche, qui tend à s'atténuer, ne doit pas disparaître entièrement.

Avec la différence des structures de partis va la différence de recrutement des chefs politiques. Le recrutement des chefs est, dans tous les régimes politiques, dans les démocraties plus que dans tout autre, le problème décisif, celui qui commande le succès ou l'échec. En Allemagne, les principaux leaders appartiennent encore à une génération pré-hitlérienne, dont la plus grande partie de l'existence s'est déroulée soit sous l'empire wilhelmien, soit dans la République de Weimar. En France, les leaders sont en majorité des survivants de la IIIe République, promus depuis 1945 au premier rang après avoir tenu longtemps un rôle d'utilités, auxquels se sont ajoutées quelques personnalités de la Résistance ou du mouvement gaulliste. N'est presque pas représentée, en France, la catégorie, importante en Allemagne, de ceux qui ont fait carrière en tant que fonctionnaires de partis ou de syndicats.

La difficulté, pour le professeur qui veut entrer dans la politique, vient de la discipline et des doctrines des partis. La difficulté est double. Il n'y a pas un seul sociologue ou économiste qui soit susceptible de prendre au pied de la lettre le programme d'aucun parti politique dans aucun pays du monde, à aucune époque. Il n'y peut adhérer, en mettant les choses au mieux, qu'en faisant un large usage de ce que l'on appelait, en matière religieuse, l'interprétation symbolique. Dans la lutte, il n'est pas d'exemple que l'opposition n'emploie des arguments injustes ou mensongers, arguments qui consistent à reprocher au Gouvernement de n'avoir pas remporté des succès qu'aucun n'autre n'aurait pu remporter ou d'avoir consenti des concessions qu'aucun autre n'aurait pu éviter. De là résulte chez le professeur de sciences sociales, qui peut être politiquement actif, une tension permanente.

Cette tension est plus ou moins intense selon le degré de malhonnêteté caractéristique des discussions, degré variable selon les pays, variable également selon le degré de discipline exigée des membres des partis, variable enfin selon les pays. Chacun de nous trouve sa réponse à ce problème personnel des rapports entre science et politique. Jusqu'à présent, ma solution consiste à n'être candidat à aucune fonction électorale et d'écrire sur tous les sujets ce que je pense (dans la

mesure où j'en ai la possibilité matérielle), sans tenir compte de la doctrine officielle du parti auquel j'appartiens. Mais ceux qui participent aux travaux parlementaires ne sauraient s'offrir le luxe de cette liberté intégrale. La vocation de la science est inconditionnellement la vérité. Le métier du politicien ne tolère pas toujours qu'on la dise.

Peut-être la subordination au parti est-elle aujourd'hui moins grave qu'il y a vingt ans, grâce au scepticisme qui a rongé les croyances partisans. Fort heureusement, ni les dirigeants ni les troupes de la social-démocratie n'affectent même la fidélité au marxisme ou le dogmatisme de la propriété collective. Les partis apparaissent ce qu'ils sont et ce qu'ils doivent être, des organisations qui visent à l'exercice du pouvoir, défendent certains intérêts et promettent de gouverner en fonction de certaines conceptions vagues et générales. Malheureusement, les partis compensent parfois ce qu'ils ont gagné en souplesse doctrinale par une violence accrue dans les controverses d'actualité.

Max Weber exprimait déjà des inquiétudes sur la qualité du recrutement démocratique. Ceux qui n'ont pas de fortune, ceux qui ont des métiers dans lesquels ils ne sauraient être remplacés, ceux-là ne sauraient se lancer dans la carrière politique, sans accepter, en même temps que les aléas du métier, l'insécurité financière. Il me semble que dans l'Allemagne actuelle, le nombre de ceux qui peuvent compter pour vivre sur la fortune a dû diminuer. La plupart des hommes politiques conservent et doivent conserver leur métier antérieur ou un métier secondaire, qui est d'ailleurs souvent un métier de fonctionnaire. Sont exclusivement politiciens professionnels, sans autre métier, les seuls fonctionnaires de partis. Le jeu parlementaire est à ce point formalisé, dépouillé de son caractère de lutte imprévisible, qu'il ne constitue plus un mode de sélection. C'est dans le parti plutôt qu'au parlement que l'on s'impose pour l'avancement. En France, la vie politique, ayant conservé plus d'instabilité ou de fantaisie, demeure plus imprévisible. De temps à autre, une personnalité y fait carrière, non pas *dans* mais *en marge* des partis (M. Pinay par exemple). On ne saurait dire que le style actuel de la politique, en Allemagne, favorise le surgissement de personnalités de premier ordre, de ces démagogues dont rêvait Max Weber, qui se dévouent à leurs œuvres en même temps qu'ils en vivent et combinent étrangement la passion lucide, le sens de la responsabilité et la mesure.

Mais peut-être Max Weber demandait-il trop aux hommes politiques des démocraties modernes. Il imaginait les meilleurs d'entre eux revêtus d'une sorte

d'autorité charismatique. Il est très vrai que les démocraties sont perpétuellement menacées par la décadence qu'entraînent l'anonymat des pouvoirs, la médiocrité des dirigeants, la passivité des foules sans âme. En certaines circonstances tragiques, quand la vie de la nation est en jeu, ou quand la constitution a besoin d'être restaurée, les peuples désirent suivre un homme en même temps qu'obéir aux lois. C'est alors que s'impose le démagogue charismatique, celui que la République romaine appelait le dictateur, que les auteurs politiques du passé appelaient le Législateur. Les régimes vivants font surgir, aux moments critiques, les personnes capables de les sauver. En période tranquille, les chefs des démocraties sont d'honorables administrateurs, quelquefois de bons organisateurs, plus souvent des conciliateurs. Qu'ils aient aussi l'ampleur de vues, la clairvoyance, la passion lucide des grands hommes d'État, c'est là une bonne chance que l'on peut souhaiter, mais sur laquelle on ne saurait raisonnablement compter (aucun régime d'ailleurs ne saurait compter régulièrement sur une telle chance).

Est-ce assez pour les tâches qui attendent les démocraties européennes à notre époque? Avant de répondre, peut-être faudrait-il s'interroger sur ces tâches, et c'est là que la différence avec la situation qui confrontait Max Weber nous frappe.

En 1919, il tenait l'existence et la rivalité des États nationaux pour le fait premier de la politique européenne. Le conflit de puissance et de culture, entre France et Allemagne, lui paraissait évidence actuelle et expérience historique à la fois. Rien de pareil aujourd'hui. Le fait premier n'est ni le totalitarisme ni la démocratie, c'est le déclin de l'Europe et, du même coup, la remise en question de l'État national en tant que valeur suprême et unité politique. Cette conjoncture ne nous impose pas un choix. Quand les cités grecques eurent perdu leur souveraineté, à la suite des victoires de Philippe, puis à l'intérieur de l'Empire romain, il ne surgit pas d'institutions proprement grecques au-dessus des cités. Chacune de celles-ci garde bon nombre de ses institutions traditionnelles, réduites à des fonctions d'administration locale, sans souveraineté diplomatique et militaire. Seuls étaient sujets de l'histoire, la monarchie macédonienne d'abord, l'Empire romain ensuite. Il n'est pas exclu qu'un pareil sort attende l'Europe.

Non que les États-Unis veuillent se réserver souveraineté militaire et initiative diplomatique, mais si les nations européennes, au cours des prochaines années, ne sont capables ni de se donner des institutions communes, ni de restaurer, à

force de discipline intérieure, la capacité d'action de l'État national, si elles continuent d'hésiter entre la nostalgie du passé, les velléités du nationalisme anachronique et la soumission finalement passive à la puissance américaine, l'Europe, aussi longtemps du moins que l'Empire stalinien demeurera tel qu'il est, ne sera ni un troisième grand ni une zone tampon. Marche du monde atlantique, elle sera dégradée au rang d'objet; enjeu de la guerre froide et peut-être, hélas! champ de bataille de la guerre.

Ce que l'on devrait demander aux démocraties européennes, ce n'est pas seulement de durer: quoi qu'on en dise, elles ne sont guère en péril. Le lien établi entre le parti révolutionnaire de gauche et l'Empire soviétique les protège d'un côté, les souvenirs du nazisme les protègent de l'autre. Mais faudra-t-il s'en réjouir si l'histoire doit les mettre sur le plan de la démocratie d'Athènes, après l'avènement de l'Empire macédonien?

Max Weber fondait la liberté du choix sur le caractère partiel de la science et sur la multiplicité des valeurs. Je pense que, logiquement, psychologiquement, son analyse est valable. Il n'enseigne pas le scepticisme, mais la foi sans illusions et le respect de l'adversaire sincère. Peut-être a-t-il cependant accepté trop légèrement la formule du polythéisme. Ou, du moins, il n'a pas toujours distingué assez clairement entre multiplicité et contradiction, il a prêté à des conflits historiques une portée et une permanence qu'ils n'avaient peut-être pas.

Une chose, dit-il, peut être belle, précisément parce qu'elle n'est pas bonne, par exemple «*les Fleurs du mal*» de Baudelaire. Certes, on peut faire de la mauvaise littérature avec de bons sentiments et de la bonne littérature avec de mauvais. Tout le monde admettra la pluralité des buts idéaux, chacun immanent à une certaine activité, mais, à supposer même que les buts soient incompatibles, il n'en résulte pas, à proprement parler, un combat entre les dieux. Ce n'est pas l'immoralité (prétendue) des *Fleurs du Mal* qui en constitue la beauté. Ou encore, dit-il, tendre l'autre joue, c'est manque de dignité si ce n'est sainteté. Certes, mais il s'ensuit seulement la pluralité des accomplissements personnels, des modèles humains, sagesse, sainteté et héroïsme, sans que cette pluralité soit nécessairement la marque d'insurmontables contradictions.

Ce qui me paraît vrai, dans la conception de Max Weber, c'est l'idée qui était à l'origine du régime des castes et selon laquelle chaque activité a ses lois propres, son éthique et son patriotisme. L'intention ne suffit pas à justifier l'homme d'État et celui-ci ne suit pas aisément les maximes chrétiennes. L'action ne va pas sans risques; un régime politique, sans imperfections: il reste

place pour des dissentiments, scientifiquement insolubles, selon la hiérarchie que l'on établit entre les risques, selon que l'on se résigne plus aisément à telles imperfections ou à telles autres. Chacun est seul avec lui-même, à l'heure de la décision, avec ses doutes et ses préférences.

Encore convient-il de ne pas prêter à tous les conflits historiques un enjeu sublime. Les combats de puissance, entre les États, n'étaient certes pas sans conséquence pour le rayonnement des diverses cultures nationales. Il n'en serait pas moins absurde de croire que les guerres européennes mettaient aux prises les cultures en même temps que les États.

Max Weber dit quelque part que la question de la valeur relative de la culture allemande et de la culture française ne comporte pas de réponse démontrable. Certes, mais la question même a-t-elle un sens? La question a-t-elle rien à voir avec les luttes historiques entre les deux pays?

Les batailles politiques de notre époque, entre les nations, entre les classes, entre les idéologies ont été plus cruelles qu'en aucun autre siècle, et nous avons le juste sentiment que certaines d'entre elles avaient un enjeu démesuré. Mais on ne peut se défendre, quand on regarde en arrière, de s'interroger sur les passions furieuses que souleva la première guerre mondiale.

Les pays d'Europe qui sacrifièrent follement leur jeunesse dans l'héroïsme et la boue des tranchées appartenaient à la même civilisation. En profondeur, ils respectaient les mêmes valeurs, même s'ils n'établissaient pas strictement la même hiérarchie. La guerre de 1914, mais non celle de 1939, est née à propos d'un incident diplomatique, elle s'est amplifiée en une lutte à mort, surtout en raison des moyens que la démocratie et l'industrie mettaient à la disposition des armées. Chaque camp, en une époque où tous les citoyens sont soldats, justifia par l'idéologie un combat qui éveillait des espoirs à la mesure des souffrances et dont la durée et l'acharnement ne laissaient finalement plus de place aux compromis raisonnables. Mais, on le sait aujourd'hui, il s'agissait d'une guerre à l'intérieur d'une seule et même sphère de civilisation.

Je ne crois pas être infidèle à l'esprit de Max Weber en disant que la science, qui ne nous dit pas ce que nous Européens devons vouloir, ne nous interdit nullement de croire que le Vieux Continent puisse et doive s'élever à une communauté nouvelle. À supposer que la lutte entre les dieux soit inexpiable, les nations ne sont pas des dieux et ne sont pas vouées à en être toujours les incarnations. Français et Allemands, Anglais et Espagnols ne se sont pas combattus à travers les siècles parce qu'ils adoraient d'autres dieux, encore que

des tempéraments différents, des valeurs autrement ressenties aient pu exaspérer des rivalités de puissance. Quand les guerres sont authentiquement des guerres de religion, les nations cessent d'être unanimes et chaque camp a des alliés désintéressés dans l'autre camp.

Mon ami Paul Desjardins, dont un fils fut tué en 1914, dont un autre fut tué en 1940, écrivit entre les deux guerres une préface à un recueil de lettres de soldats allemands tombés sur le champ de bataille. Il notait à quel point les idées exprimées des deux côtés de la ligne se ressemblaient et il concluait par cette phrase bouleversante: «Ainsi, il aura fallu que ces enfants et que nos enfants meurent pour que nous sachions qu'ils se seraient compris.»

Fasse le ciel que nous n'ayons plus à chercher la preuve de l'accord possible dans le testament des jeunes gens morts!

(1) «Morale de l'inspiration» n'est certainement pas une bonne traduction de l'expression *Gesinnungsethik*. Morale de l'intention, morale de la foi, morale de la pureté: aucune de ces formules n'exprime tout, chacune exprime une partie de ce que Max Weber mettait sous le terme allemand.

(2) Il y a trente ans, Max Weber n'en était pas convaincu. Les tendances nécessaires de l'évolution étaient pour lui la rationalisation et la bureaucratisation, non pas un type donné de propriété ou de régulation.

L'essence du totalitarisme

Critique
Janvier 1954

Hannah Arendt. The Origins of Totalitarianism. New-York, Harcourt, Brace, 1951, in-8°, IX-477 p.

Hannah Arendt. Ideologie und Terror. Sonderdruck aus Offener Horizont. Festschrift für Karl Jaspers. München, R. Piper Verlag, 1953, p.229-254.

Léon Poliakov. Bréviaire de la Haine. Le IIIe Reich et les Juifs. Calmann-Lévy, 1951, in-8°, XV-404 p.

Crane Brinton. The Anatomy of Revolution. New-York, Prentice Hall, Revised edition, 1952, VIII-324 p.

A. Weissberg. L'Accusé. Préface d'A. Koestler. Fasquelle, 1953, in-8°, 590 p.

F. Beck et W. Godin. Russian Purge and the Extraction of Confession. New-York, The Viking Press, 1951, IX-277 p.

Le livre de Mme Arendt est un livre important. En dépit de défauts, parfois irritants, le lecteur, même de mauvaise volonté, se sent peu à peu comme envoûté par la force et la subtilité de certaines analyses.

Indiquons brièvement quelques réserves, de portée secondaire, pour nous en tenir ensuite à l'essentiel. Le titre américain du livre, *The Origins of Totalitarianism*, ne répond pas au contenu. L'auteur démontre précisément que l'antisémitisme et l'impérialisme de la fin du XIXe siècle ne sont qu'en un sens limité l'origine du totalitarisme moderne. Tout au plus y aperçoit-on les germes des phénomènes qui devaient s'épanouir en notre temps. Il s'agit de trois études juxtaposées plutôt que du traitement ordonné d'un seul et même problème.

L'unité du livre vient du style de l'auteur autant que des liens réels ou forgés entre antisémitisme, impérialisme, totalitarisme. Personnages historiques, pays, partis, événements qui apparaissent dans le livre ont un air de famille, comme en ont les enfants de Velasquez ou les personnages de Daumier ou de Goya. Le style de Mme Arendt ressemble à celui d'Orwell dans *1984*. La médiocrité ou l'inhumanité de tous ceux qui jouent un rôle dans le drame sont telles qu'on finit par voir le monde tel que les totalitaires le présentent et que l'on risque de se sentir mystérieusement attiré par l'horreur ou l'absurdité décrites. Je ne suis pas sûr que Mme Arendt ne soit pas quelque peu fascinée par les monstres qu'elle emprunte au réel mais que son imagination logicienne, à certains égards

comparable à celle des idéologues qu'elle dénonce, amène à leur point de perfection.

Pour retrouver le sens ou l'absurdité qu'elle cherche, Mme Arendt est souvent prompte à justifier par un petit trait, vrai ou faux, une proposition générale, pour le moins douteuse. L'affaire Dreyfus fut terminée, non comme elle le dit par une décision de la Cour d'appel (p.90) mais par une décision de la Cour de cassation, toutes chambres réunies. L'illégalité de cette dernière décision est au moins discutable. Le portrait du capitaine Dreyfus (p.91) est emprunté à la littérature anti-dreyfusarde et, à ma connaissance, non conforme à la réalité. Quelques lignes de *Pleins pouvoirs* ne démontrent pas l'affirmation que, sur le sujet de «l'antisémitisme nationaliste», Jean Giraudoux ait été en complet accord avec Pétain ou le gouvernement de Vichy (p.48-49). La référence à un livre écrit par un Français aux États-Unis pendant la guerre ne suffit pas à prouver l'historiette de la rencontre entre Maurras et une astrologue (p.110), celle-ci invitant le vieux doctrinaire à collaborer avec les Allemands (ce que Maurras, d'ailleurs, ne fit pas).

Ces remarques suggèrent un reproche d'une certaine gravité. Mme Arendt affecte, sans même en avoir conscience, un ton de supériorité hautaine, à l'égard des choses et des hommes. Elle abuse des adjectifs «grotesque» ou «bouffon». Elle paraît s'ingénier à ne pas voir les drames de conscience qui déchiraient les hommes, dreyfusards par souci de la vérité et conservateurs ou militaristes par conviction. L'affaire Dreyfus, interprétée par Mme Arendt, laisse au lecteur français une impression équivoque. Un excès de rationalisation d'une part, de mépris pour les simples mortels de l'autre aboutit à la présentation d'une humanité grimaçante, Picquart et Clemenceau échappant presque seuls à la rigueur de l'historien. Les lecteurs anglais ont eu autant de peine à reconnaître les impérialistes de leur pays dans l'image que leur en offrait Mme Arendt.

Le mélange de métaphysique allemande, de sociologie subtile, de vitupérations morales aboutit à exagérer qualités et défauts des hommes et des régimes (tous les hommes sont-ils vraiment malheureux dans un régime totalitaire?), à substituer à l'histoire réelle une histoire à chaque instant ironique ou tragique: les Juifs sont persécutés au moment où ils ont perdu toute importance réelle, l'Afrique du Sud conquise au moment où elle n'a plus de valeur stratégique, les individus et les capitaux superflus partent en quête du plus superflu des biens, l'or... Et chacune de ces thèses comporte probablement une part de vérité. Mais elles pourraient être exprimées de manière telle que fût

retirée, à la ruse de la raison, une part du crédit démesuré que Mme Arendt semble prête à lui faire.

L'étude de l'antisémitisme, dans la première partie du livre, est riche d'idées et de faits, pleine d'aperçus originaux. En particulier, on retiendra la description des diverses modalités de l'émancipation, l'attitude des salons à l'égard des Juifs, les relations entre le banquier ou le mondain et le «petit Juif». Mais si l'on est prêt à souscrire à la plupart des analyses, prises séparément, on n'est pas entièrement convaincu ni par les concepts organisateurs ni par les idées, finalement données par l'auteur pour essentielles.

Qu'il s'agisse de l'antisémitisme ou de l'impérialisme, le fait social décisif aurait été l'intervention de la *populace* (nous traduisons ainsi le mot anglais *mob*). Mme Arendt voit dans les classes des groupes encore intégrés à l'intérieur d'une collectivité nationale, gardant quelque chose de la conscience commune des *états* (*Stände*). La populace résulterait de la dissolution des classes, elle rassemblerait, sans leur donner de cohésion, les individus éparpillés. Marx appelait le prolétariat la dissolution de toutes les classes, Mme A. réserverait cette formule pour la populace. Mais, qu'est-ce que la populace?

Les foules antisémites, qui manifestaient à Paris contre Zola ou à Rennes contre Victor Basch, n'avaient aucune homogénéité. Des étudiants y coudoyaient des artisans ou des commerçants, peut-être des ouvriers. L'origine sociale de ces foules était-elle foncièrement différente de celle des foules qui firent les révolutions dans la première moitié du XIXe siècle? Les fils de bourgeois se sont joints aux bas-fonds aussi bien pour abattre Louis-Philippe que pour acclamer Louis-Napoléon ou Boulanger. Dans un cas, ils étaient alliés à des ouvriers, dans un autre surtout à des petits bourgeois, encore qu'on aurait peine à nier la présence d'ouvriers ou d'artisans dans les foules bonapartistes ou boulangistes. D'autre part, les sociétés industrielles modernes ont créé, dès le XIXe siècle, en dehors des classes reconnues, bourgeoisie, prolétariat, paysannerie, des groupes intermédiaires que l'on n'a jamais su définir ni désigner exactement. On ne sait si la populace dont parle Mme Arendt couvre les individus désintégrés, qui sont le produit inévitable du développement de la société industrielle et qui engloberaient tout ou partie des groupes intermédiaires, ou bien si elle est le nom donné à ceux qui tombent, par échec personnel, hors de leur classe et viennent grossir les rangs des révoltés. Il ne s'agit pas d'une simple dispute de mots ou d'une querelle de définition. Dans le premier cas, la populace comprend, avec les ratés, les groupes que le progrès économique et social tend spontanément à

dissoudre et à mettre en dehors de la communauté. Dans le deuxième, elle comprend exclusivement les ratés de toutes les classes. Selon que l'on retient l'une ou l'autre thèse, la dissolution de la société européenne paraît le résultat nécessaire du développement capitaliste ou, au contraire, imputable à des événements, guerres ou crises. Mme Arendt semble incliner vers le premier terme de cette alternative, sans choisir nettement.

Je doute que les individus sensibles à la propagande impérialiste ou antisémite appartiennent à un groupe socialement délimité. C'est là d'ailleurs probablement la pensée de Mme Arendt, qui, dans la dernière partie de son livre, définit la masse par la décomposition des classes et explique l'alliance de l'élite et de la masse par les traits communs à l'une et à l'autre. Quand les hommes du commun sortent des groupes organisés, ils se trouvent sensibles à la même sorte d'idéologie et de propagande que les intellectuels, révoltés contre la moralité bourgeoise. Des «individus atomisés, isolés», deviennent malléables à merci. Mais il n'y avait guère plus de populace ou de masse, en ce sens, en Allemagne qu'en France, avant la guerre de 1914. L'insuffisant développement de l'industrie n'est pas la seule cause de la faiblesse numérique de la populace en France. Ce n'est pas le capitalisme en tant que tel, mais la guerre de 1914, la défaite et la crise de 1929, qui ont désintégré, réduit à l'état de masses des millions d'Allemands.

Équivoque également me paraît l'idée que Mme Arendt développe au début de son livre, comme si elle constituait son apport essentiel. La tragédie juive serait survenue à un moment où les Juifs ont cessé de remplir une fonction historique. Ils auraient tort de se contenter à bon compte de la théorie du bouc-émissaire. Ils ont été frappés comme le furent les nobles en France, à un moment où leurs privilèges ne répondaient plus aux services rendus.

J'avoue que le rapprochement des Juifs du XXe siècle et de l'aristocratie française du XVIIIe siècle ne me convainc pas. Il est vrai qu'à la fin du XIXe siècle, les banquiers juifs n'étaient plus une puissance, à la fois nationale et internationale, traitant sur le pied d'égalité avec les souverains. Mais à partir du moment où ces banquiers ne se distinguaient plus de leurs confrères catholiques ou protestants, on ne voit pas en quoi la perte de leur pouvoir de naguère aurait appelé le châtement. Ils ne possédaient pas plus de privilèges que les autres banquiers et leur déclin ne les désignait pas à la vindicte populaire. En revanche, on s'explique fort bien, et tout banalement, que les progrès de l'émancipation et de l'assimilation suscitent des réactions vives, dans tel ou tel milieu où des

préjugés anciens subsistaient et qui protestent contre la montée des Juifs dans des postes naguère interdits (réaction de certains catholiques français à la désignation d'officiers juifs aux postes d'état-major). De même, en Allemagne, le brusque afflux des Juifs de l'Est dans certaines professions est une des causes de la virulence de l'antisémitisme dans l'Allemagne de Weimar. Quant à l'antisémitisme autrichien, Mme Arendt explique parfaitement comment il résulta de la structure même de la monarchie dualiste, déchirée par des querelles entre nationalités, querelles dont surgit le mouvement pangermaniste, et celui-ci, comme tous les mouvements racistes, niait le nationalisme traditionnel dont il paraissait d'abord une simple expression.

L'antisémitisme de Drumont, tel que le décrit Bernanos, est l'expression d'une révolte contre le triomphe de l'argent, contre la montée en haut de l'échelle sociale des déracinés qui tirent puissance et fortune des trafics abstraits. Confusément, on rend les Juifs responsables de la civilisation de l'argent (on se reportera à l'essai de Marx sur la question juive). La nostalgie de l'ancienne France se teinte, sous la plume de quelques intellectuels ou demi-intellectuels, d'antisémitisme et celui-ci gagne certains cercles qu'émeut la concurrence nouvelle des Juifs. Entre la conjoncture en France vingt ans après la proclamation de la République et la conjoncture en Allemagne quinze ans après la fondation de la République, les analogies ne manquent pas: régime politique discuté, regret de l'ancienne France ou de l'ancienne Allemagne, déclin des anciens «grands Juifs» et assimilation rapide des petits, imputation à ces parvenus de certains traits déplaisants du régime, instabilité de l'ordre des choses et précarité du destin national, etc. On composerait sans artifice la théorie trop simple du bouc émissaire et la théorie trop subtile de l'antisémitisme frappant un groupe qui a perdu sa fonction et gardé ses privilèges.

L'émancipation des Juifs suivit le progrès des idées libérales, et les libéraux eurent une part à l'accomplissement de l'idée nationale. Tant que le nationalisme fut dominant, l'antisémitisme ne dépassa guère les modalités françaises, réactionnaires, traditionnelles si l'on peut dire, ce que Maurras appelait l'antisémitisme d'État. L'antisémitisme ne tourne au racisme qu'à l'époque où le nationalisme s'achève et se renie à la fois dans l'impérialisme, qui, parmi les Allemands d'Autriche-Hongrie, ne s'exprime pas dans des velléités de conquêtes outre-mer mais dans le pangermanisme. On reconnaissait les droits de l'homme aux Juifs parce qu'on les reconnaissait à tous les hommes en tant qu'hommes. Renan, en 1871, écrivait à David Strauss que l'annexion des Alsaciens contre leur volonté explicite ouvrait la voie aux «guerres zoologiques». L'argument

était sans doute conforme à l'intérêt français et l'on aurait pu, de l'autre côté du Rhin, objecter que la «francisation» de l'Alsace avait été opérée par la violence à partir de la fin du XVIIIe siècle. Mais Renan n'en formulait pas moins une idée juste et profonde: à partir du moment où la nationalité n'était pas considérée comme le résultat d'une décision prise librement par les hommes mais comme une donnée naturelle, les deux composantes du mouvement libéral – droits de l'homme et droits des nations à l'indépendance étatique – devaient se dissocier. On revenait à un nationalisme de tribu et l'individu n'existait plus que dans et par sa nation, il n'avait de droits qu'à l'intérieur de sa nation, l'unification des groupements nationaux devenait un objectif suprême. Par ce biais, on explique comment le Juif a pu être déshumanisé au regard des hitlériens, une fois rejeté hors de la communauté raciale ou tribale.

Les droits de l'homme ont été fondés sur une conception religieuse de la personne ou sur une conception humaniste de la conscience individuelle. En une philosophie naturaliste, on peut se demander sur quoi ils seraient fondés. Mais, d'autre part, à l'époque même où ils s'en réclamaient, les hommes d'Europe n'en accordaient pas le bénéfice à tous les autres hommes. Allemagne, Grande-Bretagne, France se reconnaissaient réciproquement comme États, autrement dit ne se proposaient pas de se détruire, en cas de guerre. Allemands, Français, Anglais circulaient sans passeports à travers la vieille Europe. Mais comment étaient traités les nègres du Congo? Les États d'Europe n'auraient pas hésité à se partager l'empire chinois, à lui refuser l'existence d'État, si les circonstances s'y étaient prêtées. Les philosophes matérialistes ont été, au siècle dernier, le plus souvent des humanitaires. De même que les croyants des droits de l'homme n'ont pas appliqué logiquement leur foi à tous les hommes, de même les naturalistes auraient pu ne pas méconnaître l'humanité de leurs semblables, bien que leur philosophie fût incapable de fonder l'humanité de l'individu exclu de toute communauté. L'idéologie raciste ne suffit pas à rendre compte du fait qui demeure énorme, monstrueux: la mise à mort de six millions de Juifs.

Sur ce sujet, que la plupart des Occidentaux, Allemands en particulier, mais aussi Français, Anglais, Américains, préfèrent ignorer, il faut lire l'admirable livre de M. Poliakov. Ce livre a tous les mérites que n'a pas celui de Mme Arendt et il ne prétend pas à ceux que l'on attribue de grand cœur à ce dernier. Il ignore les paradoxes de l'histoire, il ne vise pas à des explications subtiles ou profondes, il est fondé sur le dépouillement méthodique des archives allemandes, il décrit ce que les Hitlériens ont fait, comment ils l'ont fait, il cite les rapports des autorités, les directives de l'administration chargée de l'exécution.

Sur la question décisive: qui a pris la décision d'exterminer les Juifs? M. Poliakov n'arrive pas à une certitude mais tient pour probable que la décision fut prise par Hitler lui-même, entre juin 1940 et juin 1941, à la suggestion de Goebbels et peut-être de Bormann (p.124-25).

M. Poliakov essaie d'expliquer l'acte à partir de considérations pragmatiques. «L'extermination des Juifs ne faisait aucunement partie de l'ensemble des visées nazies», écrit-il (p.126). Certes, Hitler n'était pas consciemment résolu à tuer les Juifs en 1933, mais Robespierre ne songeait pas non plus à renverser la monarchie et à condamner à mort le roi en 1789. Ce qui ne faisait pas partie des projets conscients des nazis n'était pas nécessairement extérieur au sens immanent de leur doctrine et de leur conduite. M. Poliakov suggère que Hitler a pu vouloir «s'attacher plus fortement encore tous les Allemands, se les rendre complices par la perpétration d'un crime collectif et inouï» (p.127). Nul ne saura jamais le motif de Hitler, mais le génocide implique, me semble-t-il, l'inconscience plus encore que la conscience du crime. Quand il ordonna la mise à mort de certains malades, Hitler tenait probablement cette décision pour biologiquement légitime (la résistance des populations obligea les autorités nazies à ne pas aller jusqu'au bout de leur projet). De même, Hitler pouvait mesurer l'influence qu'aurait, sur la combativité du peuple allemand, un acte collectif considéré par les Allemands eux-mêmes comme un crime sans précédent, mais, pour envisager cette destruction d'un peuple entier, il avait dû d'abord mettre celui-ci au ban de l'humanité. Les Juifs, avaient été ravalés au rang de parias, de rebuts, ils avaient été admis pour tels par la masse des Allemands avant que le génocide ne fût même possible. Le génocide était l'aboutissement du refus de traiter les Juifs en hommes. L'antisémitisme hitlérien aurait pu ne pas aboutir à cet aboutissement. Hitler, Goering auraient peut-être été surpris si on leur avait annoncé en 1933 la décision de 1941. Peut-être leur surprise aurait-elle prouvé qu'ils s'ignoraient eux-mêmes.

Tout antisémitisme conduit-il au génocide? Évidemment non. Il n'est même pas vrai que tout racisme y conduise. Mais une conception raciste, qui interprète la lutte des races historiques en termes de lutte darwinienne pour la vie ou qui justifie les actes de la race dite supérieure, porte en elle, virtuellement, la tentation du génocide. Quelques individus en ont donné l'ordre, quelques milliers l'ont exécuté en bons fonctionnaires, quelques dizaines de milliers ont pris part à la préparation, à l'organisation, à l'accomplissement du plus grand crime collectif de l'histoire européenne.

Si l'on regarde en arrière et recherche les antécédents, où est l'origine? On peut en voir l'antécédent dans tous les accès d'antisémitisme, dans toutes les circonstances où les intellectuels et les foules établissent une discrimination entre les Juifs et les autres. Mais l'antisémitisme sous une forme ou sous une autre, est endémique en Occident. La discrimination au détriment des Juifs, l'hostilité à leur égard précisément n'implique pas l'intention de génocide. Dira-t-on que le phénomène essentiel est la combinaison entre l'antisémitisme traditionnel, qui met à part les Juifs, et la pensée raciste, qui justifie par la biologie cette «mise à part»? Probablement cette combinaison a-t-elle été caractéristique de la pensée hitlérienne, mais il a fallu autre chose, qui est le consentement des Hitlériens à aller jusqu'au bout de leur système. La logique idéologique, poussée à son terme, amène de la proposition «Solution radicale de la question juive» à la conséquence impitoyable: «La mise à mort de tous les Juifs, hommes, femmes et enfants est la seule solution radicale, la seule qui ne laisse pas subsister de vengeurs, la seule qui exclut à tout jamais la résurrection». Émigration en masse, réserves de Lublin, établissement à Madagascar, tous ces projets semblent finalement des demi-mesures auprès du projet irrévocable, conçu par quelques-uns, décidé par un seul. Et l'humanité, en dépit de sa volonté de ne plus savoir, n'est pas près d'oublier ce que des hommes sont capables de faire à d'autres hommes.

Dans les deux premières parties de son livre, Mme Arendt écrit, en historienne, en sociologue, elle multiplie les explications des événements par les circonstances, explications que nous avons été enclins à accepter plutôt dans le détail que dans l'ensemble. Dans la seconde partie, Mme Arendt change de méthode. Le totalitarisme ne s'explique pas par les données sociales ou économiques. C'est un régime, sans précédent dans l'histoire, dont il importe de saisir l'essence. Pour comprendre la conduite des hitlériens et des staliniens, il faut saisir leur idéologie et non se laisser abuser par des interprétations platement pragmatiques. La réquisition des moyens de transport en vue de l'extermination des Juifs en pleine guerre est absurde si le but premier est de remporter la victoire. La collectivisation de l'agriculture est absurde en Union Soviétique puisqu'elle entraîne la destruction de la moitié du bétail et la réduction catastrophique des récoltes. Les camps de concentration sont absurdes au regard de l'efficacité de la production.

Ces exemples mêmes suggèrent une question, que nous retrouvons sous de multiples formes. En un sens, Mme Arendt a raison: l'interprétation pragmatique des conduites des totalitaires est erronée, mais parce que nous oublions le

système de valeurs ou de passions des acteurs. L'extermination était un but de guerre des hitlériens. Peut-être ont-ils voulu l'atteindre avant même que les hostilités fussent achevées pour que, en tout cas, leur haine fût satisfaite.

Des doutes plus graves s'élèvent à propos des exemples soviétiques. La collectivisation de l'agriculture est devenue irrationnelle, à cause de la résistance paysanne. Mais elle comportait au moins un motif rationnel: accroître les livraisons. Les planificateurs ne pouvaient pas séduire les paysans en leur payant des prix élevés: il eût fallu pour cela disposer de biens de consommation, ce qu'interdisait le rythme ordonné de l'industrialisation. Quant à l'irrationalité des camps de travail, elle est moins incontestable que ne l'affirme Mme Arendt. Le travail forcé, en tout cas, ne paraît pas irrationnel aux planificateurs par les facilités mêmes qu'il offre.

Mais supposons que l'on admette ces thèses. L'hitlérisme est-il *essentiellement* l'univers des S.S., des chambres à gaz, des commandos d'extermination? Les ravages de la collectivisation ou les camps de travail sont-ils l'*essence* de l'édification industrielle? Mme Arendt répond avec assurance: l'essence.

Les régimes totalitaires ne sont définis ni par la seule suppression des institutions représentatives et des partis multiples, ni par le pouvoir absolu d'une équipe ou d'un homme. Le régime des colonels en Pologne, celui de Franco en Espagne, celui même de Mussolini appartiennent à une espèce dont les exemples sont multiples à travers l'histoire. Le fascisme ne présente pas ou présente à peine d'originalité. Le parti unique sert de police supplétive, il aide au recrutement des cadres supérieurs et moyens, il groupe les premiers compagnons du chef et leur permet de se faire payer leur concours, il offre une voie d'accès aux jeunes qui veulent accéder à certaines fonctions, syndicales ou administratives. Jusqu'à l'alliance avec Hitler, il ne comportait pas trace d'antisémitisme ou de révolution permanente. Jusqu'à la fin, il n'avait pas sérieusement ébranlé la structure traditionnelle de la société italienne.

Le totalitarisme semble caractérisé par un certain nombre de phénomènes institutionnels que Mme Arendt analyse admirablement: la prolifération des bureaucraties, mal reliées les unes aux autres avec un enchevêtrement inextricable des compétences, la scission entre un parti de masses et le cercle intérieur, le maintien d'une sorte de conspiration à l'intérieur d'un parti, maître de l'État, l'autorité inconditionnelle du Chef, ce dernier étant indispensable moins en raison de vertus administratives ou intellectuelles hors du commun que

par sa capacité de trancher les conflits entre ses compagnons ou entre les innombrables administrations, l'expansion d'une police secrète qui devient la suprême puissance, le régime policier se combinant avec une propagande idéologique obsessionnelle à l'usage des masses et le développement d'une doctrine ésotérique réservée au petit nombre. Aucun de ces phénomènes en particulier ne révèle l'originalité du totalitarisme. Tous ensemble nous en révèlent l'essence, que l'on désignera par des termes comme révolution permanente ou encore terreur et idéologie.

On a connu, maintes fois, des exigences d'orthodoxie idéologique, durant les phases de paroxysmes révolutionnaires. La nouveauté n'est pas qu'en prenant le pouvoir, le parti communiste ait prétendu mettre au pas les individus, les groupes, les administrations. La nouveauté, c'est que le parti communiste réclame davantage en 1938 qu'en 1917, en 1952 qu'en 1938. La passion idéologique ne s'apaise pas, elle s'exaspère. Le marxisme de Staline est plus envahissant que celui de Lénine. On n'aurait pas conçu, dans les années 20, l'équivalent de la condamnation de la génétique.

De même, la terreur totalitaire s'intensifie avec le temps. Elle se déchaîne à plein quand le régime n'a plus d'adversaires. C'est en 1937-38 que la grande purge jeta en prison entre cinq et sept millions de citoyens, parmi lesquels une fraction importante des cadres techniques et militaires, à un moment où la résistance paysanne avait été brisée et où l'édification industrielle avait surmonté les difficultés initiales. La terreur est l'essence du régime totalitaire, terreur d'un style encore inconnu. À partir du moment où l'on punit le criminel virtuel, celui dont l'action aurait pu être nuisible à la Révolution ou celui qui, par son appartenance à un groupe condamné par l'histoire, pourrait l'être demain, à partir du moment où des catégories entières sont visées, chacun se sent abandonné, seul, et le dynamisme collectif du parti pousse en avant, frénétiques ou résignés, les individus, prisonniers d'une fatalité implacable, jouets d'une force inhumaine.

Abandonnés, les individus perdent les liens organiques qui les rattachent à leurs familles, à leurs proches, à leurs compagnons de travail ou de misère. La femme ou les enfants viennent réclamer la mort du père, personne ne se fie plus à son voisin, la police secrète est présente en chaque usine, en chaque bureau, au cœur même des foyers. Dans les camps, cette «massification» atteint à sa forme extrême, l'individu est anonyme, perdu au milieu d'une foule où la solitude féconde est interdite. L'administration règle la vie de ces fantômes qui passent d'une existence d'ombres à la mort, sans qu'aucune personne ne ressente

l'événement comme humain ou significatif.

Le III^e Reich, d'après Mme Arendt, ne serait devenu totalitaire que dans la dernière phase de la guerre, dans la période où fut consommé le génocide et où Himmler accaparait progressivement les pouvoirs, ministre de l'Intérieur, chef des polices, commandant de l'armée de l'intérieur, etc. Durant les quinze années où Hitler fut au pouvoir, le régime fut un mixte, dans lequel les éléments traditionnels – armée, administration, économie – limitèrent l'action de ceux que, sous le III^e Reich, on appelait les fanatiques hitlériens. La thèse de Mme Arendt est que ces «fanatiques» sont le noyau du mouvement, qu'ils en incarnent l'essence historique, qu'ils n'étaient pas destinés, avec le temps, à céder la place aux modérés, mais qu'au contraire ils s'étaient alliés aux modérés pour donner le change, s'étaient camouflés en nationalistes pour séduire les philistins qu'ils méprisaient. Au lendemain d'une guerre victorieuse, ils auraient enfin régné, changeant la carte raciale de l'Europe, étendant la technique du génocide à des populations slaves. À coup sûr, les fanatiques l'emportèrent durant la guerre, mais on peut plaider que la cause en fut la conjoncture elle-même, sans trancher avec certitude de ce qui se serait passé en cas de victoire militaire du III^e Reich.

En ce qui concerne le totalitarisme stalinien, Mme Arendt se borne à indiquer qu'il n'a rien à voir avec Lénine. Celui-ci, au contraire, aurait tenté de donner une structure à la masse russe indifférenciée (p.312). Le totalitarisme n'aurait rien à voir non plus avec le marxisme et aurait surgi vers les années 30. Rappelons, entre ces aperçus profonds, quelques propositions banales.

La condition première, mais non suffisante, d'un régime totalitaire est la prise du pouvoir par un parti qui s'assure le monopole de la politique. Cette condition fut réalisée au temps de Lénine et grâce à lui. Parti minoritaire, entouré d'ennemis, les bolcheviks empruntèrent à l'ancien régime sa police, et celle-ci, à la faveur de la guerre civile, prit une ampleur et acquit une puissance supérieure à celles qu'elle gardait dans les derniers temps du tsarisme affaibli. Du vivant même de Lénine, les partis d'opposition, y compris les partis socialistes ou révolutionnaires, étaient mis hors la loi. Du vivant même de Lénine, une censure au moins négative sévissait. Le marxisme n'était pas mis en question, pas plus que l'équation: pouvoir du parti=pouvoir du prolétariat. Bien plus, le principe de tous les mensonges était posé: la révolution socialiste, d'après la doctrine, aurait dû succéder à l'épanouissement capitaliste, les institutions de la société socialiste auraient dû être présentes dans le sein de l'ancienne société. Lénine ayant admis, sous le coup de l'événement, la thèse de Trotsky selon laquelle il n'était pas

impossible de sauter la phase bourgeoise et capitaliste, fut à l'origine de l'équivoque qui fit appeler «édification socialiste», la phase du développement de la société industrielle que la théorie marxiste considérait comme la fonction propre du capitalisme. Le décalage entre réalité et idéologie n'était pas aussi éclatant jusqu'en 1923 parce que ni la guerre civile et le communisme de guerre, ni la N.E.P, ne s'appelaient édification socialiste. Lénine n'en a pas moins créé les conditions indispensables à cette substitution permanente de l'idéologie à la réalité dans laquelle Mme Arendt voit, à juste titre, un des traits caractéristiques du stalinisme.

Que fallait-il pour que s'épanouît le régime totalitaire? Que le décalage s'accusât entre réalité et idéologie, autrement dit que le développement accéléré des forces productives, selon la méthode d'épargne forcée et de plan, suscitât des phénomènes comparables à ceux qu'avait connus l'Europe occidentale au même âge économique (encore qu'aggravés en Union Soviétique) et que, simultanément, le Pouvoir maintînt et amplifiât le système idéologique d'interprétation, érigé en vérité officielle. Lorsque Staline reprit à l'opposition de gauche le programme d'industrialisation formulé par celle-ci, il s'obligea à prélever sur une population récalcitrante une épargne considérable pour financer les investissements et aussi à contraindre les paysans à livrer les céréales, sans recevoir en contre-partie des biens de consommation. La nécessité d'accroître les livraisons et le souci doctrinaire de détruire toute classe fondée sur la propriété privée d'instruments de production entraînèrent la politique de collectivisation, d'où suivit la répression féroce des résistances paysannes, la ruine temporaire de l'agriculture, l'abattage du bétail, la famine. On continuait, sans doute, en toute sérénité, de baptiser «édification socialiste» cette sorte de guerre civile qui accompagnait la construction des usines et des fermes collectives. Inévitablement, la folie logique et homicide, qui apparaît à Mme Arendt l'essence du totalitarisme, gagnait de proche en proche. Le parti devait être transformé en appareil impeccablement discipliné pour croire, sur l'ordre de l'instance supérieure, qu'il faisait jour en pleine nuit, pour reconnaître le socialisme dans ces épisodes tragiques de l'industrialisation primaire. Il fallait la croyance absolue au parti, à l'histoire, à l'accomplissement de l'humanité dans une société sans classes, pour combiner le cynisme dans l'action avec une sorte d'idéalisme à long terme.

Mais, dira-t-on, les circonstances expliquent peut-être le totalitarisme de 1930-34, elles n'expliquent pas la grande purge de 1936-38. Et c'est là que nous retrouvons l'argument majeur de Mme Arendt. La terreur totalitaire du stalinisme

n'est pas imputable aux circonstances, puisqu'elle redouble lorsqu'elle est devenue inutile rationnellement. L'argument est fort, contre des livres superficiels et faussement objectifs, comme celui d'Isaac Deutscher qui tente d'expliquer intégralement les phénomènes totalitaires par les circonstances économique-sociales. Malgré tout, les victimes de la grande purge ont cherché à s'expliquer le phénomène dont ils étaient victimes et sans reproduire ici les seize théories, présentées par MM. Beck et Godin (pseudonymes d'un physicien d'origine autrichienne et d'un historien russe qui se sont rencontrés dans les prisons soviétiques), certaines d'entre elles suggèrent au moins des interprétations qui rendent partiellement intelligible la répression, absurde dans sa démesure.

La société qui sortait des plans quinquennaux, hiérarchique, inégalitaire, despotique, ne ressemblait pas à l'image que s'en faisaient à l'avance les révolutionnaires. Elle ne pouvait pas lui ressembler puisque d'après la théorie même qui subordonne l'organisation sociale aux forces productives, un développement suffisant de celles-ci était la condition indispensable des bienfaits socialistes. Or, comme le développement des forces productives, baptisé mensongèrement socialisme, exigeait encore de nombreux plans quinquennaux, autrement dit de nombreuses années de privations et d'efforts, il fallait éliminer les idéalistes qui ne se réconcilieraient jamais avec cette réalité. À partir de ce même décalage entre idéologie et réalité, on retrouvait d'autres théories: celle du bouc émissaire (il faut rejeter sur les privilégiés la responsabilité des échecs et des souffrances), celle aussi de la mise à épreuve (il faut que les membres du parti acceptent aveuglément n'importe quelle décision, y compris celle qui les frappe, pour que soit accompli le transfert indispensable du loyalisme, qui s'adressait initialement à l'idée qui doit aller désormais au parti), celle de la manie césarienne de persécution (comment le Pouvoir pourrait-il ne pas être assiégé par l'angoisse alors qu'il sait qu'il ment et sait que les masses le savent et savent qu'il le sait?), etc.

Mais il y a plus: la réalité elle-même exige pour une part la terreur. L'édification socialiste, c'est-à-dire l'industrialisation sous l'impulsion de l'État, est affectée d'une contradiction fondamentale. La gestion étatique et bureaucratique ne saurait être favorable à l'accroissement de la production et de la productivité, si elle est légale et modérée. Elle ne devient efficace que par le procédé des Pharaons ou l'appel à l'intérêt individuel. Le recrutement des travailleurs forcés est la forme ultime que prend l'indifférence des bâtisseurs aux moyens et au matériel humain, pourvu que les objectifs soient atteints. Dans le

cadre bureaucratique d'autre part, les techniciens ou les directeurs d'entreprises agissent en pionniers. Ils sont obligés de réaliser le plan et ils n'y parviennent qu'en usant des circuits clandestins qui se multiplient en marge des circuits légaux. Ils s'y décident parce qu'il n'est pas moins dangereux pour eux de rester dans la légalité que d'en sortir. La terreur est peut-être indispensable pour empêcher la cristallisation bureaucratique qui paralyserait l'accomplissement de la tâche paradoxale (développement des forces productives sous l'impulsion de l'État). Si le régime se stabilisait, on serait en présence d'une bureaucratie hiérarchisée, dont les formes extérieures ressemblent à celles du Tchín, encadrant désormais non une société à prédominance agricole mais une société industrielle.

Est-il possible de donner à la bourgeoisie bureaucratique, créée par l'industrialisation, tous les avantages qu'elle possède dès maintenant (salaires élevés, impôts sur le revenu non progressifs, avantages pour l'éducation des enfants) et, en plus, la sécurité personnelle et la stabilité de l'emploi? Cette stabilité ralentirait la promotion, étant donné l'âge auquel, dans les années 20 et 30, on accédait aux fonctions supérieures, elle permettrait, au mécontentement de se fixer sur des fonctionnaires inamovibles, elle donnerait à ceux-ci une autorité, une confiance qui limiteraient progressivement la toute-puissance du parti. Celui-ci ne garde le contrôle qu'en empêchant la bureaucratie de se transformer en une aristocratie d'un type nouveau. La terreur entretient la mobilité sociale en même temps qu'elle est la seule issue aux conflits à l'intérieur d'une classe dirigeante qui n'a pas encore créé les procédures constitutionnelles selon lesquelles régler pacifiquement les conflits.

Toutes ces explications, même combinées, laissent une marge mystérieuse: l'arrestation en masse de millions de gens qui décapita les industries, la science, l'armée, l'administration, n'était ni nécessaire ni raisonnable. Mais il n'est pas sûr que personne ait voulu la grande purge, telle qu'elle s'est déroulée, pas plus que personne n'a voulu la collectivisation, telle qu'elle a été pratiquée. Le mécanisme de la boule de neige, que décrit Weissberg dans son admirable livre, a pu intervenir ainsi que le sadisme de Staline.

Ces explications sociologiques, que nous avons rapidement esquissées, ne sont nullement incompatibles avec les interprétations de Mme Arendt qui visent l'essence du totalitarisme. Les liens complexes qu'elle établit entre terreur, idéologie, police ne disparaissent pas pour autant. Il n'est pas exclu même de donner la terreur pour l'essence du régime totalitaire afin de distinguer celui-ci

de la simple tyrannie (pouvoir absolu d'un seul, régnant sur tous et les réduisant à l'impuissance). Mais l'essence totalitaire ne surgirait pas mystérieusement, toute armée, du cerveau de l'Histoire ou de Staline. Certaines circonstances en ont favorisé l'avènement, d'autres en favoriseront la disparition.

Dans un article des *Mélanges* pour Karl Jaspers, *Idéologie et terreur*, Mme Arendt rend claires à la fois sa méthode et sa pensée, en reprenant les concepts de Montesquieu. Tout régime politique a une nature et un principe. La nature est «ce qui le fait être tel, et le principe ce qui le fait agir». Le principe de la monarchie est l'honneur, celui de la République la vertu, celui de la tyrannie la peur. Or, continue Mme Arendt, le totalitarisme n'a pas de principe. Un régime dont l'idéologie proclame des lois, cosmiques ou historiques, supérieures aux volontés humaines, dont la pratique rejette les individus dans l'isolement et l'abandon et les prépare à accepter le rôle de bourreaux ou de victimes, n'est même pas mû par la peur - car pour que la peur fût agir, il faudrait que l'individu eût l'impression qu'il dépend de son action d'échapper aux menaces de la répression ou de l'épuration. Le totalitarisme est une tentative en vue d'exercer sur les hommes une domination totale qui les déshumanise, soit qu'ils soient livrés aux camps de concentration, soit que, dans la société dite normale, ils soient soumis à la propagande obsessionnelle et aux décisions mystérieuses des autorités, se réclamant elles-mêmes de lois cosmiques ou historiques.

On ne peut pas ne pas se demander si, ainsi formulée, la thèse de Mme Arendt n'est pas contradictoire. Un régime qui n'a pas de principe n'est pas un régime. Il n'est pas comparable à la monarchie ou à la République. En tant que régime, il n'existe que dans l'imagination de l'auteur. En d'autres termes, Mme Arendt constitue en régime, en essence politique, certains aspects des phénomènes hitlériens et staliniens, elle dégage et probablement exagère l'originalité du totalitarisme allemand ou russe. Prenant cette originalité réelle pour l'équivalent d'un régime fondamental, elle est amenée à voir dans notre époque la négation des philosophies traditionnelles et à glisser vers une contradiction: définir un régime qui fonctionne, par une essence qui implique pour ainsi dire l'impossibilité du fonctionnement.

Pour une part, idéologie et terreur du totalitarisme sont l'amplification des phénomènes révolutionnaires. Cette comparaison est esquissée par Crane Brinton dans son livre sur l'anatomie des révolutions. Les bolcheviks, on l'a dit souvent, sont des puritains ou des jacobins qui ont réussi, c'est-à-dire gardé le pouvoir. Eux aussi disent ou pensent que seuls les purs sauveront la Révolution.

Eux aussi, quand ils incarnent l'État, refusent la liberté, qu'ils réclamaient à leurs ennemis au pouvoir. Eux aussi sont apôtres du «despotisme de la liberté», contradiction logique que l'historien explique sans trop de peine, les bouleversements sociaux, même s'ils doivent favoriser ultérieurement la démocratie, excluant, dans la première phase, les méthodes démocratiques. La société révolutionnaire impose à ses militants la rupture de tous les autres liens: la famille, le métier, rien ne compte auprès de la vraie foi – en Dieu ou en la société sans classes – et de l'action authentique, pour le salut individuel ou collectif. Dans la mesure où cette attitude et ces croyances se maintiennent, l'homme ordinaire se trouve, en effet, selon l'analyse de Mme Arendt, sacrifié à des lois mystérieuses, dégagé des communautés proches, soumis à une terreur qui se confond non avec la volonté arbitraire d'un seul, mais avec une sorte de fatalité.

On dira que le paroxysme révolutionnaire, qu'analyse Crane Brinton, ne saurait se prolonger plusieurs décennies. Effectivement, le bolchevisme affecte une nouveauté indiscutable, sinon radicale, par rapport aux autres sociétés révolutionnaires. Visant plus loin que puritains et jacobins, plaçant la Terre Promise au terme d'un développement historique, promettant égalité économique et abondance à tous, il implique, il justifie une révolution prolongée, en baptisant édification socialiste le développement des forces productives. L'accumulation du capital, ou l'occidentalisation technique, sous la direction d'une secte révolutionnaire, entraîne ce mélange de terreur et d'idéologie, caractéristique du règne des extrémistes.

En même temps, l'édification sociale sous l'impulsion de l'État reprend une tradition russe – le parti communiste est un Pierre le Grand collectif, selon la formule d'Élie Halévy – et reconstitue une bureaucratie, à la fois administrative et technique, démesurément élargie par rapport à celle du tsarisme. La bureaucratie stalinienne s'assure peu à peu avantages matériels, prestige, signes extérieurs de la hiérarchie, imités de la bureaucratie traditionnelle. L'idéologie révolutionnaire – la religion séculière – en vient à jouer, au profit du secrétaire général du parti, le même rôle que la religion orthodoxe au profit des tsars. Le césaro-papisme renaît et l'interprète de l'Histoire devient le pape-empereur.

Le phénomène totalitaire comporte donc des interprétations multiples parce qu'il a des causes multiples. La méthode qui tend à saisir l'essence n'est pas illégitime, mais à condition qu'elle ne néglige pas les méthodes complémentaires. Autrement, on s'interdit de poser la question, peut-être la plus

importante: quelle est la durée promise au totalitarisme? Est-il l'accompagnement temporaire et pathologique de certaines transformations? Ou est-il, en dépit de son absurdité intrinsèque, susceptible de se prolonger en une sorte de déshumanisation permanente des sociétés humaines? G. Orwell, dans son livre *1984*, a suggéré une thèse sociologique: le parti unique, la bureaucratie autoritaire, l'orthodoxie d'État, les plans d'investissements et les privations pour tous, le conditionnement psychologique des victimes sont susceptibles de composer un système avec la société industrielle. Alors que le progrès de la productivité donnerait pour la première fois dans l'histoire la possibilité de ne pas fonder la culture supérieure sur la misère du plus grand nombre, le régime totalitaire entretient guerre et despotisme pour réserver à nouveau au petit nombre les profits de la civilisation. En ce cas, le totalitarisme ne serait lié à une phase d'édification ni imputable au poids du passé proprement russe, mais la superstructure politico-idéologique d'une économie moderne planifiée.

Dans son dernier livre, tout au contraire, M. Deutscher décrète que la barbarie stalinienne a été la méthode, plus ou moins inévitable, pour chasser la barbarie russe et qu'elle ne survivra pas à l'occidentalisation technique du pays. Le stalinisme, par ses œuvres, détruirait ses propres fondements.

Il y aurait beaucoup d'objections à formuler et contre la thèse et contre la manière dont elle est démontrée. Malgré tout, la question décisive est posée: l'industrialisation de la société ne tend-elle pas d'elle-même à saper les bases du stalinisme? Avant tout, je marquerai une distinction, implicite dans le livre de Mme Arendt, entre le despotisme bureaucratique et la planification économique d'une part, le totalitarisme (idéologie et terreur) de l'autre. Le progrès économique tend par lui-même à éliminer ou à atténuer celui-ci, il n'exclut nullement ceux-là.

À mesure que s'élève le niveau intellectuel de l'élite sociale et que se stabilise une bourgeoisie bureaucratique, le terrorisme, le fanatisme idéologique seront de plus en plus difficiles à maintenir parce qu'ils iront contre les aspirations spontanées de la population et, qu'un parti, de plus en plus recruté parmi les techniciens et les privilégiés, perd inévitablement le fanatisme et la pureté de la secte. Mais, d'un autre côté, le despotisme bureaucratique demeure la superstructure la plus commode d'une économie entièrement planifiée de type soviétique. Il est douteux que les procédures électorales puissent être introduites en un tel régime, à moins d'un accroissement imprévisible des ressources disponibles. Or, une bureaucratie autoritaire ne peut pas se passer entièrement

d'une idéologie justificatrice, et celle-ci risque toujours de ranimer les crises révolutionnaires.

Il faudrait, dans une analyse plus poussée, tenir compte de multiples facteurs: un des successeurs parviendra-t-il à se constituer en chef absolu, c'est-à-dire à éliminer ses rivaux ou à les convaincre et à convaincre les masses qu'il est en mesure de les éliminer? Quelle sera l'évolution du conflit international? Quelle influence exercera la révolution chinoise sur le régime russe? Trop de causes diverses sont en jeu, trop d'accidents ou de personnes peuvent intervenir pour qu'il soit légitime de formuler des prévisions. Les phénomènes totalitaires, tels que nous les avons connus dans la première moitié du XXe siècle, ont été liés à la fois à un parti révolutionnaire, à une bureaucratie autoritaire et à des événements extrêmes, guerre ou accumulation forcenée du capital. Nous n'avons pas encore l'expérience du retour à la vie quotidienne d'une révolution totalitaire. Le manque d'expérience nous enjoint la prudence dans les prévisions. Il ne nous interdit pas d'espérer qu'il y ait une autre issue que la catastrophe apocalyptique aux fureurs des masses abandonnées et des demi-intellectuels sans foi.

On aurait tort de tenir pour définitivement acquis le fait de la déraison humaine.

Les concepts de vérité de classe et de vérité nationale dans le domaine des sciences sociales

Preuves
Mars 1954

Toutes les œuvres de l'esprit sont, d'une certaine façon, sociales. Le mathématicien ou le physicien appartient à un groupe social, à une collectivité nationale. Forces de production, rapports de classes, conceptions du monde, traditions religieuses constituent le milieu dans lequel se forme la pensée du savant. L'historien des sciences s'efforce de dégager les modalités diverses de l'influence qu'exercent les circonstances historiques sur le développement de la science.

Ces propositions, volontairement vagues et générales, valent pour les sciences naturelles aussi bien que pour les sciences humaines. Et pourtant le conditionnement social soulève des problèmes essentiellement autres selon qu'il s'agit de celles-là ou de celles-ci.

I

Dans le cas des propositions mathématiques ou physiques, nous admettons spontanément une distinction de nature entre *la psychologie de la découverte* et *la logique de la vérité*. Que tel théorème ait été formulé pour la première fois, à telle date, par un membre de telle société, est un fait sans conséquence lorsqu'il s'agit de décider s'il est vrai ou faux, démontré ou non démontré. Peut-être en simplifiant exagérément, nous impliquons la possibilité d'une séparation rigoureuse entre les circonstances, individuelles ou collectives, les philosophies ou les mythes qui favorisent ou inhibent la progression de la science et la valeur de vérité ou de fausseté qui s'attache aux jugements scientifiques eux-mêmes.

Cet isolement possible nous paraît à la fois confirmé et garanti par *l'accumulation des vérités*. L'histoire laisse tomber ce qui, dans l'œuvre d'un savant, n'appartenait pas à la science en tant que telle, ce qui relevait de traditions idéologiques ou de façons de penser changeantes. Elle conserve les rapports mathématiques, à un certain degré d'approximation près, et renvoie à l'histoire les interprétations qu'en donnèrent Copernic, Kepler ou Newton.

Certes, il serait inexact d'imaginer que les sciences naturelles progressent par

simple addition de connaissances. Bien des fois on remet en question les hypothèses de base et corrige telles équations afin de les intégrer à un ensemble modifié. De plus, à chaque époque, une certaine philosophie de l'objet et de la science influence, colore, qualifie l'élément proprement scientifique de la connaissance. Mais, lorsqu'il s'agit de ces remises en question ou de cette philosophie immanente, le savant demeure premièrement savant et, seulement de manière secondaire et épisodique, membre d'un pays ou d'une classe. Celui qui est responsable de la relativité généralisée n'est pas *essentiellement* allemand, juif, bourgeois. Il est, d'abord et avant tout, un physicien, réfléchissant sur les problèmes posés par un certain état de la physique, disposant de certains outils mathématiques, admettant la validité de certains modes de raisonnement et de certains types d'explication. La communauté de la science peut être, de multiples manières, influencée par la communauté nationale. Elle n'en a pas moins une autonomie que la communauté nationale ne pourrait lui retirer sans porter atteinte au progrès de la découverte.

Aucune de ces remarques ne s'applique avec évidence aux sciences humaines. Certains mettent en doute que les jugements, soumis à l'alternative du vrai et du faux, soient, même en droit, séparables des hypothèses ou conceptions, idéologiques ou philosophiques, auxquelles ils sont, en fait, liés. Peut-on séparer les jugements de fait, vrais ou faux, des éléments extra-scientifiques, quand on considère l'interprétation de la Renaissance par Burckhardt ou l'*Histoire de l'Europe* par Henri Pirenne? Jusqu'à quel point les sciences humaines progressent-elles par accumulation? En quel sens y a-t-il un progrès de la science historique, comme il y a un progrès de la science physique? Enfin, quand l'économiste remet en question les hypothèses de base de sa discipline, quand Marx fonde sur la théorie de la valeur-travail l'analyse de l'économie de marché et de son évolution, quand Keynes tient les propositions de l'économie classique pour valables dans le seul cas particulier du plein emploi, l'économiste est-il séparable de l'homme, du politique, du philosophe, de celui qui veut penser pour le prolétariat ou de l'Anglais qui cherche explication et guérison du chômage permanent?

En d'autres termes, ni l'isolement de droit des vérités scientifiques, ni l'accumulation du savoir, ni l'autonomie de la communauté de la science ne s'imposent avec évidence, dès que l'on envisage le cas de l'histoire ou de l'économie politique.

L'antithèse que nous venons d'établir entre sciences naturelles et sciences

humaines est, à beaucoup d'égard, inexacte à force de simplification. Nous tâcherons de la corriger au cours des pages suivantes, mais il est vrai que les trois propositions qui permettent de limiter la portée du conditionnement social de la science naturelle sont loin d'être unanimement acceptées, en Occident, comme applicables aux sciences humaines.

C'est à partir de ce conditionnement social des sciences humaines, considéré comme s'étendant à l'ensemble ou à l'essence de la science elle-même, que se formule la théorie de la vérité de classes, de nation ou de race. On pose qu'un certain groupe – la classe ou la nation – constitue par excellence le facteur déterminant des sciences humaines. L'histoire ou l'économie politique sont, avant tout, bourgeoises ou prolétaires, françaises ou allemandes. L'historien ou l'économiste est inévitablement l'interprète d'une classe ou d'une nation. S'il cesse d'être fidèle au prolétariat, c'est qu'il se met au service de la bourgeoisie. Il devient, dès lors, légitime *d'imposer* cette fidélité doctrinale et de la soumettre au contrôle du prolétariat organisé, c'est-à-dire du parti. Si les sciences humaines sont toujours et en tant que telles expression d'un groupe social, elles n'ont pas le droit de prétendre à l'autonomie et leur soumission aux autorités politiques ne change rien à leur statut réel.

Nous voudrions montrer tout d'abord que, même en admettant une conception extrême du conditionnement social des sciences humaines, ni la théorie de la vérité de classe ou de nation n'en résulte, ni encore moins la légitimité et l'innocuité de la direction des sciences humaines par les autorités politiques.

II

Le conditionnement social ou national de la science, historique ou économique⁽¹⁾ permet-il de passer à la notion d'une vérité de classe ou d'une vérité nationale? En fait d'histoire, dira-t-on, chaque classe ou chaque nation se reconstruit son passé, pose aux époques disparues certaines questions, interprète ce qui a été en fonction de tels concepts, caractéristiques de la situation actuelle de la classe ou de la nation considérées comme *sujets* de la connaissance? De telles formules sont couramment employées par les philosophes ou parfois même les logiciens qui s'interrogent sur la nature exacte de la connaissance historique. La notion de «vérité de classe» ou «vérité nationale» n'en garde pas moins un caractère paradoxal et presque contradictoire. Dans la mesure même où la reconstruction du passé est fonction de la classe ou de la nation actuelle, elle cesse d'être vraie ou fausse, elle est comparable à une vision ou à une perspective qui traduit une relation entre un observateur et un objet, entre un

point de vue et un paysage et, qui, à ce titre, ne saurait s'imposer comme universellement valable. Pour parler de vérité de classe ou de vérité nationale, il faut donc supposer: a) que ce sont les *classes* ou les *nations* qui définissent *essentiellement* les points de vue; b) que, parmi les points de vue, les uns suggèrent une vision vraie et les autres une vision fausse; c) à moins que l'on se replie sur la position qui serait celle du logicien classique: on ne nierait pas que la situation de la classe ou de la nation puisse s'exprimer dans la connaissance historique, mais la vérité s'attacherait non aux éléments de la connaissance, socialement ou nationalement déterminés, mais aux éléments soustraits à cette détermination (ou encore ces éléments seraient vrais, une fois admis le système d'interprétation et de concepts, socialement déterminés.)

Les deux premières propositions constituent la philosophie implicite dans la notion de vérité de classe ou vérité nationale. Il ne sera pas inutile de les soumettre à une rapide discussion.

Reprenons encore le cas de la connaissance historique. Admettons que la curiosité propre de l'historien l'amène à envisager de préférence certains aspects des époques disparues et que cette curiosité soit elle-même le reflet du temps dans lequel il vit, de la classe ou de la nation à laquelle il appartient. L'historien soviétique de 1950, si les autorités soviétiques lui laissaient toute liberté, chercherait à saisir dans le passé les modes de production, le rôle de l'État dans le développement de l'économie et la formation des nations, éventuellement l'action du peuple grand-russe dans la constitution de l'empire des tzars. L'expérience actuelle, la philosophie de l'historien orienteraient d'une certaine manière l'analyse et le récit historique. (Il n'en va pas autrement des historiens occidentaux.)

Il n'en résulte pas que chaque historien soit *essentiellement* l'homme d'une classe ou d'une nation et que, par suite, son œuvre soit *essentiellement* l'expression de cette classe ou de cette nation.

On parle couramment d'école française, ou allemande, ou anglaise, en fait de sociologie ou d'histoire. Chaque école est caractérisée par certaines tendances, habitudes ou préférences. Personne ne pense que ces écoles soient exclusives l'une de l'autre, que l'une détienne seule la vérité, ni même que la vérité soit liée aux traits nationaux. Les théoriciens de la vérité nationale ou de la vérité de classe voudraient donner raison à une nation ou à une classe, tort aux autres nations ou classes(2).

En ce qui concerne la vérité nationale, la question est aisément réglée. Aucune

des sciences humaines, telles qu'elles se développent, n'est inscrite dans le cadre d'une nation. La psychanalyse est née en Autriche, mais, parmi les précurseurs de Freud figurent des Français. Sociologie, ethnologie, histoire sont internationales, en ce sens que méthodes, recherches, résultats ont, en fait, profité des contributions de diverses nations. Certaines écoles scientifiques sont plus ou moins marquées par le milieu national, mais aucun savant digne de ce nom ne verrait dans cette influence nationale la condition nécessaire et la preuve d'une supériorité. L'influence nationale n'est qu'une, entre d'autres, des modalités du conditionnement social. Ceux qui tirent de conditionnements limités la conclusion qu'il y a une science allemande ou française sont simplement victimes d'une forme aiguë de vanité nationale.

Aussi bien l'insistance sur les caractères spécifiques de la science allemande ou aryenne, par opposition à la science occidentale ou juive, loin d'être générale même sous le III^e Reich, a-t-elle été le fait de quelques extrémistes. Autrement répandue est la théorie de la vérité de classe aboutissant à l'opposition, tant de fois proclamée, entre science prolétarienne et science bourgeoise.

La justification de la vérité prolétarienne, par opposition à la mystification ou à l'illusion bourgeoise, est tirée d'un raisonnement philosophique. Le prolétariat incarne l'avenir. C'est lui qui, par sa révolte, est appelé à renverser le capitalisme et à édifier la société sans classes. Puisqu'il accomplira la vocation de l'homme, la vision qu'il a du passé est consacrée par l'aboutissement de son action. Il saisira la totalité de l'histoire, parce qu'il la voit à partir de la fin, La bourgeoisie a de l'histoire une vision partielle et déformée, parce qu'elle veut l'arrêter avant son terme. De telles spéculations, que G. Lukacs, par exemple, a développées, permettraient de réconcilier la détermination sociale de la connaissance avec la vérité(3).

Ces spéculations sont séduisantes, mais dénuées de rigueur. Que l'on relise l'analyse des luttes de classes en Allemagne ou du 18 Brumaire en France par Karl Marx: ces essais ne diffèrent nullement, en nature, d'essais sur le même sujet par des historiens bourgeois. Historiens marxistes et historiens bourgeois (en dehors de l'Union soviétique) diffèrent sur certains jugements de valeur, certaines prévisions, certaines accentuations des faits ou des facteurs. L'idée selon laquelle science bourgeoise et science prolétarienne s'opposeraient fondamentalement n'est nullement confirmée par l'expérience: jusqu'au despotisme de Staline, historiens marxistes et non marxistes gardaient au moins la communauté nécessaire au dialogue. Dans les pays d'Occident, les ouvrages

des rares historiens marxistes ne découvriraient guère d'originalité due à une prétendue origine prolétarienne.

On fera observer ensuite que les théories dites prolétariennes – celles de Marx – ont été élaborées par un fils de bourgeois. La vérité n'est donc pas prolétarienne en ce sens que seul un prolétaire pourrait la saisir. Elle est prolétarienne tout au plus en ce sens que les prolétaires seraient plus portés à l'admettre que les bourgeois – proposition que l'on ne fera aucune difficulté pour accepter, puisque cette vérité ou prétendue vérité annonce la ruine de la bourgeoisie et le triomphe du prolétariat.

Nous en arrivons ainsi à une proposition simple, mais de conséquence décisive pour notre sujet. Ce que l'on nomme vérité prolétarienne, c'est le marxisme (une certaine version du marxisme). C'est le marxisme qui décrète que le prolétariat est le sujet de la vérité historique. C'est lui qui donne à la détermination par la classe le primat sur les autres déterminations, par l'époque, par la génération, par la nation. Le contenu de la vérité prolétarienne, c'est la doctrine marxiste.

Le lien entre la science historique ou économique et la classe sociale (prolétariat et bourgeoisie) n'est ni direct, ni effectif, il passe par l'intermédiaire de la doctrine marxiste et rattache non une certaine version de l'histoire aux historiens prolétariens, mais une certaine version de l'histoire aux historiens marxistes.

Du même coup, le problème de la vérité prolétarienne perd beaucoup de son acuité. Le marxiste comporte, en effet, un certain nombre de propositions philosophiques, dont l'ensemble est appelé matérialisme dialectique, une interprétation générale du mouvement de l'histoire, l'accent étant mis sur les rapports de production et les luttes de classe, une théorie économique (celle du *Capital*) et, enfin, certaines propositions de fait relatives aux sociétés capitalistes et à leur devenir. Le matérialisme dialectique ressortit à la discussion philosophique comme toute autre conception philosophique. La théorie économique de Marx comporte certains éléments encore valables ou suggestifs, mais n'est pas le dernier mot d'une science, qui, si le *Capital* n'était pas dépassé, n'aurait pas progressé depuis un siècle. Quant aux propositions relatives à la structure des sociétés passées et du capitalisme, quant aux prévisions portant sur la société sans classes, elles relèvent, comme toutes les propositions de fait et de l'analyse logique et de l'expérience.

Le marxisme, pris globalement, n'est ni par ses origines, ni par son lien à la

réalité une «vérité prolétarienne». Créé par un intellectuel, élaboré par d'autres intellectuels, il n'a défini une prétendue vérité prolétarienne que le jour où un parti, après s'être emparé d'un État, en a fait une idéologie officielle.

III

Nous arrivons ainsi à la conclusion suivante: ni le conditionnement social de la science, ni même la doctrine qui affirmerait la solidarité entre les classes et les manières de penser n'aboutiraient à une antinomie fondamentale entre vérité prolétarienne et vérité bourgeoise. Tant que les marxistes n'ont pas été soumis ou ne se sont pas soumis volontairement à une orthodoxie d'État, leurs travaux, avec tels traits plus ou moins originaux, se sont insérés dans le mouvement des sciences humaines, sans en rompre l'unité. L'historien qui, croyant à l'action prédominante des forces ou des rapports de production, entreprendrait de raconter une époque, retrouverait, à partir de ses propres postulats, les mêmes questions, les mêmes difficultés, les mêmes faits que les historiens partis de postulats différents. Le conditionnement social des sciences humaines, l'impossibilité d'une discrimination rigoureuse entre jugements scientifiques et présupposés extra-scientifiques (systèmes de concepts ou de valeurs) n'empêchent pas l'existence d'une communauté internationale des sciences humaines. Ils l'appellent de manière plus urgente encore et en fixent les règles constitutives.

Pourquoi la théorie de la vérité prolétarienne a-t-elle aujourd'hui brisé cette unité? Parce que, devenue vérité d'État, elle interdit de respecter les règles de la communauté scientifique. Ces règles nous paraissent les suivantes:

1) *Obligation et nécessité du dialogue.* La discussion et la critique sont indispensables à la vie et au progrès de la science, quelle que soit la discipline. Elles sont plus indispensables encore, en fait d'histoire, de sociologie ou d'économie politique, dans la mesure même où le savant dépouille plus malaisément l'homme social et où les présupposés philosophiques se mêlent plus intimement aux recherches et aux résultats de la science. Chacun a tendance à déceler impitoyablement les inconvénients du système économique qu'il n'aime pas, à ignorer les inconvénients de celui auquel vont ses préférences. Seule la discussion permanente atténue les effets de cette partialité presque irrésistible. L'objectivité est moins le fait d'un livre ou d'un savant que du dialogue même entre les savants et les livres.

2) *Obligation et liberté d'énumération intégrale.* La forme la plus courante de partialité est le choix entre les faits. Les sciences humaines souffrent

constamment du penchant aux énumérations incomplètes. Là encore, le seul correctif est la liberté des savants. Celui qui préfère le socialisme verra le prix que payent les hommes pour une économie de marché, de même que le libéral reconnaîtra le prix d'une économie planifiée. La règle cartésienne des énumérations complètes est de celles que les sociologues ou économistes ont le plus de mal à respecter (en rigueur on ne la respecte jamais entièrement), mais tout interdit d'État en prévient, dès l'avance, le respect.

3) *Distinction du fait et de la signification.* Cette distinction peut être dite, en elle-même, relative. Le fait, tel qu'il est élaboré par le sociologue ou l'historien, est déjà la substitution d'une signification à un donné brut. La bataille, telle qu'elle est vécue par des milliers de combattants, n'a ni unité, ni structure. Les chefs donnent à ce chaos un certain ordre, les historiens lui en donnent un autre, après coup, qui n'a été pensé, sur le moment même, par personne. La distinction n'en reste pas moins valable entre faits ou signification ou, si l'on préfère, entre signification de niveau plus ou moins élevé.

Prenons la situation des ouvriers et de leurs syndicats en régime de marché et de propriété privée. Le marxiste stalinien tient que les ouvriers sont exploités, parce qu'existe la propriété privée des instruments de production, il tient que la tâche des organisations ouvrières est de lutter en vue du renversement du système et non d'améliorer la condition ouvrière à l'intérieur du système. Dans la conception marxiste-léniniste de l'histoire de la classe ouvrière, celle-ci est «asservie», «exploitée», tant que le capitalisme (propriété privée des moyens de production et mécanisme du marché) n'a pas été abattu. Le non marxiste acceptera que telle soit la signification de la condition prolétarienne, selon le système d'interprétation marxiste-léniniste. Mais cette signification ne préjuge pas des questions de fait: quel est le niveau de vie des ouvriers à l'intérieur du système capitaliste? Quelle est l'évolution de ce niveau de vie? Quelle est leur part de revenu national? Quelle est l'évolution de cette part? etc. Et l'on posera les mêmes questions à propos des ouvriers et syndicats à l'intérieur d'un système de propriété collective.

Tant que l'on discerne les faits et les significations, on ne sort pas de la communauté scientifique. On a parfaitement droit de maintenir que des ouvriers, même à niveau de vie abaissé, même avec syndicats étatisés, sont «libérés» le jour où le parti qui se réclame d'eux est le maître de l'État. Cette interprétation philosophique, qui appelle la discussion, ne devient mortelle à la science qu'à partir du jour où, posée en vérité d'État, elle commande aux faits, voire se

substitue à eux. L'ouvrier américain ne serait pas seulement asservi, mais réduit à un niveau de vie inhumain, parce qu'il vivrait en régime capitaliste. Et, de même, l'ouvrier soviétique serait «libéré» non pas seulement au sens subtil qu'il pourrait dire «L'État, c'est moi», mais au sens banal, qu'il aurait la liberté (de choisir son travail, de protester contre les conditions de travail, etc.) et des revenus élevés. On peut bien dire qu'aucune sociologie ne saisit les faits sans un ensemble de concepts, mais la sociologie se transforme en idéologie officielle dès qu'elle interdit ce va-et-vient, cette perpétuelle discrimination entre faits et signification.

Prenons, de même, le problème qui a joué un tel rôle dans l'historiographie soviétique: comment juger des conquêtes accomplies par les armées du tzar? Faut-il y voir, comme au cours des années 1920, une expression de l'impérialisme tzariste ou de l'impérialisme grand-russe? Ou, au contraire, une étape sur la voie du progrès, puisque le conquérant amenait avec lui une civilisation supérieure ou encore, parce que le conquérant grand-russe, destiné à accomplir, quelques siècles plus tard, la révolution socialiste, était justifié à intégrer à l'État grand-russe des populations diverses? Il n'est pas sûr que de telles évaluations ressortissent à la science historique, moins sûr encore qu'elles appellent des affirmations catégoriques ou démontrables? Mais, d'une certaine manière, implicitement, tous les historiens suggèrent de telles évaluations.

Il n'y a aucun inconvénient, pour le développement de l'histoire, à pousser la reconstitution du passé jusqu'à l'appréciation des significations par rapport à l'avenir devenu présent, pourvu qu'aucune appréciation ne soit imposée par la raison d'État. Ce n'est pas le marxisme qui paralyse l'historiographie – après tout, les catégories marxistes sont assez vagues pour laisser place à tout le donné – c'est la prétention du Pouvoir à rendre à chaque instant obligatoire une version du marxisme et à condamner ceux qui ont retenu la version naguère obligatoire ou présenté trop tôt celle qui la deviendra.

Peut-être ces règles se laisseraient-elles résumer en une seule formule: *les sciences humaines ne sauraient prospérer pleinement que dans les sociétés qui acceptent d'être mises en question*. Cette acceptation est rarement totale. Des auteurs, Freud ou Pareto, ont subi une demi-censure pour avoir projeté leur critique sur *toutes* les superstructures. Mais cette demi-censure par les savants eux-mêmes diffère profondément de la censure officielle par le Pouvoir. De même, le conditionnement social de la science ne se confond pas avec la direction autoritaire de la science par les autorités publiques.

Sociologues, historiens, économistes seront toujours les hommes d'une classe,

d'une nation, d'une époque. Soit dans leurs conceptions théoriques, soit dans leurs involontaires préjugés, ils exprimeront leur nature sociale. Tant que ce conditionnement partiel et inconscient ne sera pas transformé en interdits et impératifs d'État, les sciences humaines se développeront conformément à leur essence, par discussions, critiques, dialogues, la pluralité des individus, des collectivités, des époques reconstituant, par confrontation, l'équivalent d'une totale objectivité, inaccessible à chacun.

IV

Nous avons montré, jusqu'à présent, que le conditionnement social des sciences humaines appelle le dialogue et non la censure d'État. Celle-ci est moins redoutable quand elle s'applique aux sciences de la nature précisément parce que – le cas de la génétique mis à part – elle se limite à imposer un langage ou une pseudo philosophie. Aucun parti, aucun État ne peut dicter les résultats des expériences nucléaires sans compromettre l'exactitude et le progrès des connaissances scientifiques – connaissances qui, à leur tour, sont un incomparable moyen de puissance. État et parti peuvent dicter interprétation historique ou sociologique, sans compromettre un moyen de puissance. (La science sociale, directement et immédiatement utile aux gouvernants d'un État absolutiste, est la moins problématique, la plus proche de l'analyse statistique ou de la technique administrative.)

Il reste une question logique: Est-il vrai que le conditionnement social s'étende à l'ensemble de la science, de telle sorte que celle-ci ne comporte pas de vérité, isolable des présupposés extrascientifiques, universellement valable, et que, par suite, le caractère essentiellement prolétarien ou bourgeois de la vérité soit au moins concevable? Il ne saurait être question de pousser la discussion dans le cadre de ce bref rapport. Nous indiquerons ce qui, selon nous, pourrait être démontré dans une étude plus développée.

1. Il y a une *accumulation de vérités de fait*, en sociologie, ethnologie, économie politique, qui donne aux sciences humaines un des traits distinctifs des sciences naturelles. Ces faits ne sont pas systématisés, ni systématisables. Ils ne constituent une science qu'à la condition d'être organisés. Tout sociologue, ethnologue, économiste n'en connaît pas moins la différence entre la matière offerte à Auguste Comte ou à Karl Marx et celle dont il dispose aujourd'hui.

2. Il y a une *critique et élaboration progressive des théories*. Une théorie économique est la reconstruction simplifiée de certains aspects de la réalité, certaines données étant supposées constantes, certaines réactions humaines à

certaines événements étant admises comme conformes à la rationalité de la conduite humaine. La théorie progresse en découvrant les circonstances nécessaires pour que les schémas abstraits soient valables, en compliquant les schémas, en y faisant entrer des variables supplémentaires ou en se donnant des réactions plus complexes des sujets humains. Rectification, complication, particularisation des schémas, invention de schémas plus formels et plus généraux, dont les schémas anciens ne sont que les cas particuliers, détermination, grâce à ces schémas, de relations non suspectées entre tels ou tels faits, telles sont les démarches de la connaissance.

Y a-t-il une théorie économique prolétarienne, opposée à une théorie économique bourgeoise? (Mieux vaudrait dire, nous l'avons vu, théorie marxiste que théorie prolétarienne, car elle est le fait d'intellectuels qui se veulent *au service* du prolétariat, mais qui ne sont pas des prolétaires eux-mêmes.) Si nous laissons de côté la théorie de la valeur-travail et la notion de plus-value qui en résulte, on montrerait que toutes les analyses du système économique auxquelles procède Marx à partir de ses postulats, se retrouvent dans les recherches économiques parties d'autres théories. Ce qu'il y a de problèmes ou de résultats scientifiques dans le *Capital* a été intégré dans les économies dites bourgeoises.

La discussion sur l'origine de la valeur est métaphysique et non scientifique. La conception marginaliste ne s'oppose pas à la conception de la valeur-travail, comme le subjectif à l'objectif, la psychologie individuelle à la force collective de production. Il s'agit de déterminer quel est le point de départ le plus favorable à la reconstruction la plus harmonieuse, la plus compréhensive du système économique, le reste ressortit à la métaphysique et probablement à une mauvaise métaphysique (il n'est pas sûr qu'il y ait lieu de discuter sur l'essence de la valeur).

Il y a certainement une politique prolétarienne, si l'on convient d'appeler ainsi une politique visant à entraîner le prolétariat vers l'action révolutionnaire. Peut-être y a-t-il une métaphysique prolétarienne, si l'on attribue au prolétariat un penchant pour la métaphysique marxiste, il y a une sociologie et une théorie prolétarienne de l'histoire, si l'on pose l'équivalence marxiste=prolétarien, mais les éléments valables de cette sociologie ou de cette théorie sont intégrés ou intégrables dans une sociologie ou théorie plus compréhensive. L'illusion de la vérité *prolétarienne* naît de la saisie globale et confuse d'un système (marxisme) qui combine métaphysique, théorie économique, propositions empiriques et que l'on a voulu garder tel quel pour en faire une idéologie officielle.

3. Il n'est pas douteux que les diverses classes sociales peuvent avoir des intérêts, des hiérarchies de valeurs, des conceptions du monde plus ou moins différentes à une certaine époque. Mais cette proposition est vraie surtout quand on l'applique aux divers groupes privilégiés, aristocratie et bourgeoisie, par exemple. Il y a probablement des sentiments, des traditions, des valeurs spontanément ressentis par les prolétaires. La vérité prolétarienne est l'œuvre d'intellectuels: elle est vérité *pour* et non *par* le prolétariat.

Ce ne sont pas les faits qui montrent en la classe le facteur déterminant des sciences humaines, c'est une théorie qui proclame qu'il en est ainsi ou même qu'il en devrait être ainsi: théorie que dément l'expérience et qui n'acquiert d'autorité qu'avec l'aide de la police – aide qui, intellectuellement la compromet bien plutôt qu'elle ne la renforce.

Revenons au point de départ. Les distinctions que nous avons établies entre sciences de la nature et sciences humaines ont-elles disparu au cours de l'analyse? Certainement non.

Psychologiquement l'impartialité, si aisément donnée aux physiciens et aux chimistes, exige un effort, peut-être jamais entièrement victorieux, de la part de l'économiste et du sociologue. Les jugements de valeur ou les présupposés métaphysiques sont moins aisément séparables que dans les sciences naturelles, de la connaissance proprement scientifique. Les jugements de valeur et les présupposés scientifiques ne sont pas, même en gros, les mêmes pour tous les savants (ce qui est, à notre époque, le cas des présupposés des sciences naturelles). Les résultats scientifiques étant par essence partiels, provisoires, reposant sur une énumération incomplète, se prêtent à des interprétations hâtives, conformes aux intérêts de telle ou telle classe sociale. La recherche d'une théorie, en fait de sciences politiques, soulève des problèmes proprement philosophiques, qui ne comportent pas de solution, scientifiquement démontrable. Mais la solidarité entre sciences sociales d'une part, situations sociales et conceptions philosophiques de l'autre, ne justifie ni logiquement, ni historiquement, la notion de vérité de classe ou de nation.

Historiquement, il n'est pas vrai que la classe ou la nation soit le groupe privilégié, sujet des manières de penser, défini par une conception du monde ou une volonté. Logiquement, l'accumulation des faits, l'élaboration des théories et le dialogue des savants donnent au devenir des sciences humaines certains caractères qu'il partage avec celui des sciences naturelles. Ceux qui ne voient pas de limites au conditionnement social des sciences humaines et transfigurent la

classe ou la nation en une unité supra-individuelle, chargée d'une destination unique, commettent une erreur qui sert d'excuse aux abus du Pouvoir. Le sociologue ne se détache pas entièrement de sa classe ou de son pays, mais il n'est pas absorbé en eux. Méconnaître la solidarité de la science sociale ou de la société, c'est prendre les savants pour de purs esprits; méconnaître l'effort d'objectivité, c'est oublier que l'esprit est, par excellence, capacité de détachement et de libération.

(1) (l) Dans les pages suivantes, nous nous référons exclusivement à l'histoire ou à l'économie. La discussion ne serait pas essentiellement différente pour les autres disciplines, seulement plus facile. C'est, en effet, pour la connaissance historique ou économique que la théorie critiquée comporte le plus de vraisemblance.

(2) Nous laissons de côté deux questions que soulève la notion de vérité nationale, parce qu'elles nous paraissent extérieures au problème proprement logique que nous discutons.

1° On prend parfois vérité au sens vague où il se confond avec la valeur. On parle de vérité française ou allemande au sens de valeur française ou allemande. La monarchie, par exemple, à en croire certains théoriciens, serait la vérité de la France. Il est clair qu'il ne s'agit pas, en ce cas, de vérité nationale, mais de valeurs ou d'institutions tenues pour caractéristiques d'une certaine collectivité.

2° Certains sociologues de la connaissance, à la suite de Spengler ou de Sorokin, pensent que les âmes des peuples, des époques ou des civilisations s'expriment même dans les sciences.

Ces deux sortes de propositions appellent la discussion: elles ne mettent pas en péril la communauté supranationale de la science.

(3) Il s'en faut que les spéculations de Lukacs soient la seule version donnée par le marxisme de la vérité de classe. Elles ne sont nullement acceptées, à l'heure présente, par les staliniens orthodoxes.

Dans la mesure où ceux-ci souscrivent au dernier ouvrage de Staline, ils affirment la *réalité* des lois – aussi bien des lois économiques propres à chaque régime que des lois qui commandent le développement historique. En ce cas, n'importe quel observateur est capable de saisir les lois du mouvement historique. Si les bourgeois refusent de les reconnaître, c'est qu'ils se révoltent contre la vérité qui les condamne.

Cet objectivisme scientifique ferait presque disparaître la notion de vérité prolétarienne. Mais celle-ci se réintroduit à la faveur du caractère équivoque du marxisme. Celui-ci, tel qu'il est interprété par les staliniens, serait la vérité de l'histoire *totale* et il annoncerait l'avènement nécessaire de la société sans classes en laquelle s'achèverait la nature de l'homme. Un bourgeois peut saisir cette vérité, seul le prolétariat peut l'accomplir. Mais cette vérité, comme nous le disons dans le texte, se confond avec le marxisme.

Jean-Paul Sartre, le prolétariat et les communistes

Revue de Paris
juin 1954

Près de deux ans se sont écoulés, 255 pages des *Temps Modernes*(1) ont été noircies, depuis que J.-P. Sartre a entrepris d'éclairer le rapport entre *Les Communistes et la Paix*. Quel enseignement aura retiré finalement (ou plutôt provisoirement) le lecteur de bonne volonté qui aura bravement traversé les immensités d'analyse, d'invectives et de jargon(2)?

Le lecteur n'aura pas encore appris ce que Sartre annonçait pour la deuxième partie de l'article (I, p.10): en quelle mesure l'Union soviétique incarne la cause révolutionnaire. Il n'aura pas non plus appris ce que la deuxième livraison annonçait pour la troisième: pourquoi le parti et non le syndicat doit être «l'incarnation pure de la praxis» (II, p.759)(3). Enfin, la troisième livraison lui aura découvert que le but actuel de l'article-fleuve est de prouver l'urgente nécessité d'un Front populaire (III, p.1731). Espérons qu'il aura oublié qu'un an auparavant, la proposition d'unité d'action que les communistes adressaient aux dirigeants socialistes était qualifiée de conseil politique «tout à fait raisonnable et tout à fait absurde» (II, p.748).

Le sujet même, *Les Communistes et la Paix*, a été, entre-temps, oublié. Sartre a proclamé que la résistance des masses à la politique de l'alliance atlantique constituait la meilleure chance de paix. Une telle opinion suppose, semble-t-il, que les puissances occidentales nourrissent des projets d'agression, projets que seule la volonté de paix populaire empêche de mettre à exécution. On ne saurait dire que Sartre ait réussi à donner un début de vraisemblance à de telles affirmations. Dans les premières pages de l'article, écrites en juin 1952, il a bien vitupéré le général Clark, les États-Unis, les préparatifs militaires du pacte atlantique. (Pensez donc, les Occidentaux ont accumulé au moins une vingtaine de divisions, peut-être un cinquième de l'armée russe du temps de paix: l'intention de croisade anticomuniste ne prête pas au doute.) Mais il a rapidement bifurqué, il ne consacre pas les inépuisables ressources de sa dialectique à démontrer le bellicisme occidental, il s'attache à une tout autre démonstration: celle du lien indissoluble entre le prolétariat et le parti communiste.

L'occasion de cet *opus magnum* fut, on s'en souvient, l'échec de la manifestation communiste contre le général Ridgway, le 28 mai 1952, et l'absence de réaction ouvrière à l'arrestation de Jacques Duclos.

Les non-communistes s'étaient réjouis que les masses n'eussent pas suivi les mots d'ordre du parti communiste. Et l'esprit non prévenu était tenté de tenir cette satisfaction pour banale et logique. Le non-communiste de gauche, membre du parti socialiste, juge que les communistes exploitent les griefs ouvriers dans le seul intérêt de l'Union soviétique. Il sait que, dans un régime du type soviétique, à ses yeux caricature et dérision des espoirs humains, il n'y a pas de place pour lui, ou plutôt, il sait que le mot de Zinoviev: «Quand les Bolcheviks sont au pouvoir, la place des Mencheviks est en prison» a été, depuis longtemps, appliqué et perfectionné. Or, Sartre est moins soucieux de dénoncer la turpitude des bourgeois ou «chroniqueurs du *Figaro*» que de convaincre les révolutionnaires, hommes de gauche, marxistes, qu'il n'y a pas de salut pour eux et leurs idées et le prolétariat *contre* le P.C. En d'autres termes, il veut démontrer qu'on ne peut défendre la classe ouvrière si l'on combat le P.C., que celle-là ne saurait s'exprimer et s'organiser que dans et par celui-ci.

Le communiste n'a aucune peine à mener à bien cette démonstration: elle n'exige pas de variation sur l'objectivité et la subjectivité, l'immanence et la transcendance, la spontanéité et l'autorité. Elle est obtenue, d'un coup, sans encombre, dès lors que l'on prête à l'alternative «capitalisme ou socialisme» une valeur historique absolue. S'il y a deux types de régime et deux seulement, si tous les pays sont dès maintenant obligés de choisir entre l'un ou l'autre, si, enfin, l'Union soviétique est le premier État socialiste et, à ce titre, la patrie de tous les prolétaires, la confusion des mouvements ouvriers et des partis communistes est normale, nécessaire, même quand elle entraîne des servitudes déplaisantes (par exemple, l'approbation du pacte Hitler-Staline).

La tâche que s'impose Sartre est moins aisée, puisqu'il veut arriver, lui aussi, à confondre la cause prolétarienne et la cause communiste, sans se référer à une interprétation globale de l'histoire, sans poser l'équivalence entre la cause de l'Union soviétique et celle de la Révolution.

Ayant renoncé à l'argument-massue, qui, une fois pour toutes, convainc les staliniens – la Russie est la patrie de tous les travailleurs – Sartre peut s'engager dans deux voies. Il peut affirmer qu'en France, en 1952 ou en 1954, le parti communiste est le seul interprète des intérêts ouvriers et que, par conséquent en combattant le P.C., on combat la classe ouvrière. Mais une telle démonstration,

limitée à la France, ne sera jamais satisfaisante. Tout le monde sait que, d'après sa doctrine avouée, le P.C. *doit* subordonner les intérêts, actuels ou économiques, de la classe ouvrière aux nécessités de la politique étrangère de la «patrie socialiste». Si, donc, les intérêts de toutes les classes ouvrières ne se confondent pas *essentiellement* avec ceux de l'Union soviétique, l'accord entre l'intérêt du prolétariat français et l'action du P.C. est accidentelle, révocable à la moindre décision de Moscou. Et il serait fou d'inviter les prolétaires à suivre les mots d'ordre communistes, alors que ceux-ci – qu'on se rappelle les virages de l'antimilitarisme à la défense nationale, de l'antifascisme à l'accord Staline-Hitler – changent d'imprévisible manière. Si le P.C. est une division d'une armée internationale, une fraction d'un mouvement qui englobe nations et continents, comment prendre position à son égard en fonction de données strictement françaises?

On conçoit un autre mode de démonstration. Le prolétariat – non pas le prolétariat français, mais le prolétariat en tant que tel, en tant que classe créée par le système capitaliste – serait incapable de promouvoir son véritable intérêt, sinon en s'organisant dans les cadres d'un parti de type communiste. L'intérêt du prolétariat est de détruire le capitalisme, il n'y peut parvenir que par une révolution, et celle-ci, à son tour, exige que le prolétariat se constitue en parti.

Cette deuxième démonstration, théorique ou métaphysique, est classique, elle implique la «vocation révolutionnaire» du prolétariat, l'identité de la révolution et de la prise du pouvoir par un «parti prolétarien». Mais, en ce cas, il reste à écarter la modalité réformiste, du type travailliste, et à prouver qu'en théorie ou en fait, le P.C. est le seul parti capable de la Révolution, dans laquelle s'accomplirait la vocation du prolétariat.

Laquelle des deux démonstrations est celle que développe Sartre? Avec une incroyable confusion qu'accroît inévitablement le déluge verbal, Sartre les combine, sans aller jusqu'au bout d'aucune. Aussi laisse-t-il tout étourdi le lecteur qui n'est pas entraîné aux jongleries dialectiques des marxistes et des marxisants.

Donnons quelques exemples de ces démonstrations, en les réduisant à l'essentiel, pour montrer l'oscillation entre les conceptions contradictoires.

La presse bourgeoise avait dénoncé la manifestation du 28 mai et accusé le P.C. de détourner vers l'agitation politique les revendications professionnelles. Sartre répond que tout se tient dans la vie sociale, que le syndicalisme est une manière d'être homme. Si le syndicalisme se bornait à soutenir les

revendications immédiates des travailleurs, il trahirait la classe ouvrière. Il doit *«défendre les travailleurs dans tous les secteurs de l'activité nationale»*.

N'importe quel théoricien du syndicalisme souscrira à une telle formule, mais elle ne résout pas les vrais problèmes qui se sont posés aux syndicats ouvriers. Ceux-ci ont toujours prétendu à la fois protéger les intérêts actuels des travailleurs, influencer sur la politique d'ensemble de l'État et préparer la transformation du régime. Mais doctrines et pratiques ont indéfiniment varié en ce qui concerne les relations des syndicats aux partis, des améliorations, immédiates au but lointain, des réformes à la Révolution. La politisation inévitable des syndicats ne prouve pas que la politisation de style communiste soit la seule possible. Les dirigeants des syndicats anglais ou américains ne se désintéressent pas de la conduite de la diplomatie, ils donnent rarement l'ordre d'une manifestation contre une décision approuvée par le Parlement.

La «presse bourgeoise» avait dénoncé la violence de la manifestation communiste. Sartre répond que la violence originelle est celle que se fait à lui-même l'ouvrier pour accepter l'inhumanité de sa condition. Quand il refuse cette inhumanité, il sait qu'il lui faut lutter contre l'ordre social. La violence dont use le parti communiste n'est que la violence immanente à l'action du prolétariat. *«L'évidence, c'est que la violence ouvrière fait la substance même et la force du P.C.... Le P.C., c'est la volonté manifestée, hypostasiée... N'importe: quand il y aurait un certain décalage entre les manifestations de la violence et la violence originelle d'où elle émane, il n'en reste pas moins que la classe ouvrière se reconnaît dans les épreuves de force que le PC institue en son nom.»* (I, p.49.)

Cette argumentation – des disciples le firent remarquer aussi bien que des adversaires – apporte trop ou trop peu. Si elle vaut pour tous les prolétariats, si *«humanisme et violence sont les deux aspects indissolubles de son effort pour dépasser la condition d'opprimé»* (I, p.49), que penser des syndicats ou des partis qui ont réduit le plus possible le recours à la violence? Ont-ils trahi ou surmonté la condition prolétarienne? La violence est-elle naturelle à tout prolétariat(4) ou au seul prolétariat français? Si le premier terme de l'alternative est vrai, comment expliquer ou condamner l'expérience scandinave ou britannique? Si le deuxième terme est vrai, d'où vient l'originalité de la vocation ouvrière française?

La démonstration qui constitue l'essentiel de la deuxième livraison présente la même précarité. Elle s'appuie tout entière sur l'idée marxiste: «Le prolétariat sera révolutionnaire ou ne sera pas». Elle consiste à tirer de la «vocation

révolutionnaire» du prolétariat la conclusion que le P.C. et lui seul (en France? dans le monde?) permet d'accomplir cette vocation. On part de la proposition: «*L'ouvrier est un sous-homme quand il accepte d'être ce qu'il est.*» (II, p.733) Il n'accède à l'humanité que par le refus de sa condition. Mais ce refus ne saurait être individuel: l'ouvrier trahit sa classe quand il en veut sortir seul. Or, le refus collectif de la condition ouvrière n'est possible qu'à partir du moment où les travailleurs sont organisés en un parti. Faute d'organisation, les travailleurs d'usines retombent à la masse, c'est-à-dire à la juxtaposition de solitudes. Ce n'est que dans et par un parti que le prolétariat se constitue en classe, celle-ci n'étant pas définie par la situation identique ou semblable d'une multitude dispersée mais par la volonté *une* d'une totalité. Le prolétariat n'a pu désavouer le parti communiste, puisqu'en dehors du parti communiste, il n'existe pas comme classe. Pour désavouer le P.C., le prolétariat devrait être «*capable de refaire son unité en dehors et contre lui*» (II, p.725). En refusant de suivre le P.C., les ouvriers parisiens ont simplement manifesté leur découragement.

À nouveau, cette argumentation est un modèle de confusion. Pour ma part, elle se ramène à une définition. Convenons d'appeler prolétariat les ouvriers d'usines quand ils sont organisés dans un parti dressé contre la société capitaliste: il en résultera que les ouvriers, quand ils ne suivent pas les mots d'ordre du P.C., ne constituent pas un prolétariat. En d'autres termes, le P.C. ne peut être désavoué par le prolétariat, mais seulement par les ouvriers. Pour une part, il s'agit d'une analyse ou d'une hypothèse psychologique: les ouvriers ne cessent pas de croire au P.C. et à la Révolution, mais ils sont découragés. En ce cas, on voudrait demander à Sartre comment il pénètre, avec une telle certitude, les secrets de l'âme prolétarienne. Quelle fraction des ouvriers parisiens croit à la Révolution (et à quelle Révolution)? Lénine avait-il à ce point tort, qui jugeait les ouvriers plus soucieux d'améliorer leur sort *hic et nunc* que de «convertir l'histoire» en «abolissant l'exploitation de l'homme par l'homme»? Sartre lui-même reconnaît qu'on n'arrive à «*mobiliser les masses que pour la défense d'intérêts immédiats*» (III, p.1800). Il faut une logique particulière pour en conclure que les masses sont révolutionnaires. Pour une part, enfin, il s'agit d'une sorte d'appel au devoir. L'intellectuel veut renouveler l'exploit de Lénine et entraîner à la Révolution le prolétariat, même si celui-ci ne s'en soucie pas. Aussi l'on déclare «*abrutis par un travail épuisant*», «*les ouvriers bien nourris*» qui se contentent «*d'un réformisme sage*».

En dépit de cette confusion exemplaire de la définition, de la psychologie et de la morale (ou de la pseudo-morale), Sartre n'a rien prouvé de ce qui est en

question. L'ouvrier spécialisé, condamné au travail parcellaire, demeure un sous-homme s'il ne milite pas pour la Révolution: l'ouvrier spécialisé des usines Kirov, dont le travail n'est pas différent, demeure donc un sous-homme? À supposer que les prolétaires doivent se révolter contre leur condition, pourquoi prendraient-ils pour cible le statut de propriété, alors que l'organisation du travail est fondamentalement la même dans une usine privée ou dans une usine nationalisée? À supposer qu'ils doivent s'organiser en vue de la prise du pouvoir, pourquoi suivraient-ils un parti qui ne saurait l'emporter en France que dans l'éventualité d'une troisième guerre mondiale?

De temps à autre, Sartre est sur le point de discuter le vrai problème: réformes ou Révolution? La plupart de ses arguments, s'ils étaient valables, feraient au prolétariat un devoir de se vouer à la Révolution. Il se défend explicitement de parler pour un autre pays que la France et un autre temps que le nôtre (II, p.753). Mais il ne peut s'empêcher d'insinuer que l'activité révolutionnaire est la vérité de tous les prolétariats: *«A-t-on établi que la prospérité des pays "avancés" ne se fonde pas sur la misère des autres?... S'il était, par hasard, nécessaire que l'ouvrier des Indes ou d'Europe crève la gueule ouverte pour que l'industriel puisse maintenir ses hautes payes, la vérité de notre situation présente, ce ne seraient pas les usines Ford ou Kayser mais la famine qui ravage le monde. Et dans ce cas la vérité de la praxis... serait l'activité révolutionnaire.»* (I, p.753, note.) D'ordinaire, on nous explique que l'exportation gratuite, du type Marshall, est nécessaire à la prospérité américaine. Cette fois, la famine des Indes lui serait nécessaire (bien que les États-Unis aient envoyé récemment quelques millions de quintaux de blé à l'Inde). Il est vrai que le peuple américain dispose d'un territoire immense, relativement peu peuplé, ce qui, à certains égards, facilite l'élévation du niveau de vie. Suggérer que les États-Unis ont besoin de la famine dans le reste du monde n'en est pas moins simplement démentiel(6).

Au reste, ayant, entre la deuxième et la troisième livraison, poursuivi ses études d'économie politique, Sartre a appris que le niveau de vie d'une population est dans l'ensemble proportionnel à la productivité (III, p.1794). De cette découverte tardive, on devrait logiquement conclure: a) que la meilleure manière d'élever le niveau de vie ouvrier n'est pas la Révolution, mais le progrès économique, qui s'accomplit tout aussi bien, probablement mieux, en régime dit capitaliste qu'en régime dit socialiste; b) que la prospérité américaine n'est pas fondée sur la misère des pays sous-développés. Sartre, bien évidemment, n'en tire aucune conclusion de cet ordre. La violence de ses passions et la fureur de sa métaphysique sociale ne lui permettent guère de respecter les règles ordinaires

de la logique.

La troisième partie de l'article parue dans le numéro d'avril des *Temps Modernes* nous révèle un Sartre nouveau, armé d'une science toute fraîche. Il a lu les livres de A. Sauvy, de M. Collinet, de J. Bénard. Il utilise parfois la documentation de manière telle que le lecteur sans expérience se demande la signification des idées ou des chiffres. Par exemple, Sartre affirme qu'il y a un excédent de huit cent mille personnes actives dans le secteur tertiaire. La statistique est empruntée à M. Sauvy qui la donne seulement pour une hypothèse vraisemblable. Proclamer qu'il faudrait augmenter de 46 p. 100 la production pour satisfaire les besoins globaux du pays (résultat des travaux de M. Jean Bénard) ne présente guère de signification aussi longtemps que l'on ne précise pas comment les besoins sont calculés.

Le thème central de cette troisième livraison est que le malthusianisme dont souffre l'économie française est la cause profonde du découragement ouvrier. Les jugements que porte Sartre sur l'économie française – exagérations et invectives mises à part – sont empruntés à de bons auteurs, certains même au rapport sur les comptes de la nation, rédigé par des inspecteurs des finances. La contribution du philosophe à la science économique se réduit à une interprétation qui lui est personnelle: le malthusianisme, la dispersion des unités de production, tout cela résulte de la volonté consciente du grand capital. *«La dispersion "dirigée" de nos entreprises suppose l'unité d'une intention et l'unité d'une politique, donc l'unification secrète de notre économie. En France, comme aux États-Unis, la grosse industrie contrôle tous les secteurs de la vie nationale... Le système artificiellement créé et maintenu par les soins de notre grand capital vise à l'intégration des forces productrices: mais il substitue à la concentration technique la centralisation cachée des organes directeurs.»* (II, p.1742-1743.) *«Convaincu qu'il faut diviser pour régner, le haut patronat entretient à nos frais dans les campagnes une horde de bons sauvages dont les suffrages appuient sa politique.»* (III, p.1764.) Et pourquoi le grand patronat ruine-t-il la France? Parce qu'il a peur du prolétariat, parce qu'il aurait acquis, entre 1917 et 1921, *«la certitude que la victoire finale reviendrait au prolétariat»* (III, p.1758)(5). Nous voilà en pleine mythologie et d'une mythologie pour enfants vieillots ou militants «abrutis» (pour employer un des adjectifs favoris de notre auteur).

La production industrielle s'est accrue, entre 1900 et 1952, de 147 p. 100 en France, de 193 pour 100 en Allemagne, de 108 p. 100 en Grande-Bretagne, de 162 p. 100 pour l'ensemble des pays de l'O.E.C.E., de 588 p. 100 aux États-

Unis. La progression française a été plus lente que dans la plupart des autres pays de civilisation occidentale, mais ce résultat global n'a pas pour cause une lenteur régulière mais des alternances d'expansion relativement rapide et de stagnation. La production industrielle augmente de 55 p. 100 de 1900 à 1913, diminue de 30 p.100 entre 1913 et 1920, progresse de 104 p. 100 entre 1920 et 1929, diminue de 24 p. 100 de 1929 à 1938, diminue encore de 30 p. 100 entre 1938 et 1946, remonte de 84 p. 100 de 1946 à 1952. En 1929, la production industrielle de la France avait augmenté de 121% par rapport à 1900, plus que celle de l'Allemagne (91 p. 100) ou de la Grande-Bretagne (31 p. 100) ou des pays de l'O.E.C.E. En 1938, le tableau est tout différent: la progression française n'est plus que de 77 p. 100 contre 146 p. 100 en Allemagne. C'est la période 1930-1938 qui fut catastrophique pour la France, c'est la stagnation prolongée durant dix ans qui appauvrit notre économie, au cours de la période décisive où l'Allemagne hitlérienne préparait la Deuxième Guerre mondiale. Le malthusianisme français apparaît en 1929 ou en 1930, à l'heure où éclate la crise mondiale. Peut-on, sans se moquer, l'attribuer à une volonté consciente du grand capital? N'est-il pas indigne d'un esprit sérieux d'accuser le grand capital d'avoir lui-même organisé la sauvegarde des petites entreprises et la stagnation économique? (Les grands magasins ont-ils demandé au Parlement de voter les lois fiscales favorables au petit commerce?)

Que Sartre continue encore quelques mois ses études d'économie et de sociologie, il trouvera dans les auteurs qu'il cite la réponse à la question: comment l'économie française s'est-elle enfoncée dans sa structure présente? La prolongation de la crise, au cours des années trente, résulta d'une mauvaise politique monétaire, du refus d'une dévaluation, inévitable après les dévaluations de la livre et du dollar (la Grande-Bretagne avait infligé à son économie un marasme comparable par la réévaluation de la livre dans les années 20). En 1936, le Front populaire empêcha efficacement une reprise qui, après l'alignement monétaire, se serait accomplie d'elle-même. Il prit, lui aussi, des mesures typiquement malthusiennes, comme la loi de quarante heures, introduite à un moment où la moyenne du travail dépassait quarante-quatre heures. Léon Blum et les dirigeants du Front populaire étaient-ils, eux aussi, les agents d'exécution du grand capital?

Nous n'avons pas l'intention d'épuiser ici l'analyse des causes du malthusianisme. Le déclin de la natalité a commencé en France plus tôt que dans les autres pays (la reprise depuis dix ans est aussi plus forte), la tendance à maintenir les structures anciennes de la production y est plus marquée

qu'ailleurs, de même que le souci de sauvegarder intérêts acquis et petites entreprises – petits paysans, petits industriels, petits commerçants. Personne n'avait encore eu l'idée surprenante d'expliquer la survivance des petits par un complot des grands. Une fois installés dans le système de contingents et de protection généralisée, les entrepreneurs, même les plus progressifs, trouvent intérêt à la survivance des unités de production anachroniques. Si le prix s'établit au niveau de l'entreprise marginale, les entreprises bien outillées encaissent des profits supplémentaires. Mais les contingents d'importation, les efforts pour maintenir les prix de certains produits agricoles à un taux rémunérateur pour tous, la pénalisation des formes modernes du commerce, l'interdiction d'ouvrir de nouveaux magasins, les prix garantis, les avantages fiscaux accordés aux artisans, tout cela a-t-il pour origine la volonté claire du grand capital? Même les staliniens auraient reculé devant cette énormité. La force des groupements d'intérêts, la faiblesse de l'État, l'aveuglement des hommes politiques, l'absence d'une opinion publique informée, la tendance à se soustraire aux nécessités ingrates du progrès, toutes ces causes «humaines, trop humaines» rendent compte avec simplicité du malthusianisme dont Sartre décrit les ravages, en les exagérant, dans un langage vitupératoire et prophétique et qu'il met au compte du «grand capital», à la façon dont les staliniens mettent au compte d'un Wall Street mythique toute la politique des États-Unis.

Les patrons veulent «réaliser artificiellement les conditions objectives du découragement ouvrier... À patronat progressiste, prolétariat de choc; à patronat fainéant, prolétariat fatigué» (III, p.1773.) Admirable: le prolétariat américain est un prolétariat de choc et l'explosion de 1936 un signe de fatigue. Si les patrons avaient voulu décourager la classe ouvrière par la stagnation économique, ils se seraient conduits en imbéciles, puisque le malthusianisme 1930-1936 a conduit à la plus grave crise sociale de ce siècle. En revanche, quel que soit le pourcentage des grèves (que Sartre interprète naïvement comme seule mesure de la combativité ouvrière, comme seul indice de la relation entre les classes), la période d'expansion 1920-1929, après les conflits de l'immédiat après-guerre, en dépit de l'inflation, a été accompagnée par une atténuation des conflits sociaux ou, du moins, du caractère politique ou révolutionnaire de ces conflits.

Sartre imagine une bourgeoisie française terrifiée en permanence, depuis un siècle et demi, par le prolétariat, vivant comme en une forteresse assiégée par les barbares. On se demande d'où il tire cette représentation délirante. Affirmer que la bourgeoisie n'a vu d'autre moyen d'éviter la victoire du prolétariat que de

maintenir le prolétariat au-dessous du minimum vital est proprement insensé (III, p.1773). La vérité est exactement inverse: la seule manière de pousser les travailleurs français à la révolte était précisément de ralentir le progrès économique, au point de les convaincre qu'ils n'avaient rien à attendre du régime actuel.

Ayant ainsi réconcilié la thèse pseudo-marxiste de la domination du grand capital avec la réalité historique de la non-concentration, Sartre découvre ensuite, dans les livres, que le prolétariat, dont il avait à longueur de pages démontré l'unité dans et par le parti, n'a pas et ne peut avoir d'unité, en raison de la pluralité syndicale, elle-même reflet de la séparation entre ouvriers et employés et, parmi les ouvriers, entre ouvriers spécialisés et professionnels. L'opposition entre syndicats de métiers et syndicats d'industries ne recoupe pas exactement celle entre la C.G.T.-F.O. et la C.G.T. communisante, non plus que l'opposition entre les deux centrales syndicales ne recoupe celle entre la structure industrielle d'hier – professionnels entourés par les manœuvres – et la structure d'aujourd'hui – professionnels peu nombreux, une masse d'O.S. (ouvriers spécialisés).

Passons sur ces descriptions de la classe ouvrière et des syndicats, que Sartre emprunte à Collinet et à Friedmann, sans y rien ajouter que les simplifications, le jargon métaphysique et, de temps à autre, des déclarations humanitaires. À quoi sert cette vulgarisation de travaux scientifiques?

En apparence elle modifie, sur un point décisif, la thèse des deux premières livraisons: le P.C. n'est pas le seul représentant de la classe ouvrière et celle-ci ne se constitue pas en «totalité», dans et par lui: une fraction de la classe ouvrière, celle qui se groupe autour des professionnels, refuse la méthode d'action du P.C., non parce qu'elle est abusée par les capitalistes, mais parce que la perspective sur le monde que lui suggère sa situation est autre.

Mais là n'est pas l'essentiel. Une fois de plus, il s'agit de réintroduire l'identité du parti communiste et du prolétariat. Les critiques que les militants d'élite élèveraient contre les syndicats politisés que domine le parti communiste *viseraient les masses au premier chef*: ce sont elles qu'ils condamnent par personnes interposées. Une fois de plus, l'argument utilise une vérité partielle en vue d'une affirmation sans fondement.

À supposer que l'O.S. soit effectivement «interchangeable» et, par suite, adapté à la technique du parti et des syndicats communistes, il n'en résulte ni que le syndicalisme de type communiste ait pour origine le développement des

O.S., ni que ceux-ci soient voués à servir le P.C. La technique d'action des partis et des syndicats communistes est historiquement antérieure à la structure industrielle par laquelle on prétend l'expliquer. Elle se retrouve, en ses traits essentiels, identique d'un bout à l'autre de la terre, quels que soient le caractère de l'économie et la nature des masses à encadrer. En France, le P.C. «manipule» les O.S., mais il manipule tout aussi bien les intellectuels et les paysans. Affirmer une sorte d'harmonie profonde entre le P.C. et l'industrie où se multiplient les O.S., ce serait juger les intentions communistes à l'égard des catholiques par le mot d'ordre de la «main tendue». Partout et toujours, en France et en Corée, dans ses rapports avec les ouvriers ou avec les paysans, le P.C. reste fidèle à deux principes: subordonner les revendications immédiates des groupes au but exclusif de la prise du pouvoir (tout en feignant de s'intéresser à ces revendications), subordonner l'action professionnelle ou nationale à la stratégie d'ensemble du mouvement dirigée par l'Union soviétique. L'attitude de chacun dépend du jugement formulé sur ces deux principes. Celui qui souscrit aux deux est un stalinien, celui qui souscrit au premier, mais non au deuxième, multiplie les variations sur tel ou tel thème trotskiste. Quant à Sartre, il réussit ce tour de force d'écrire des centaines de pages pour ne pas prendre de position nette et pour brandir tour à tour des arguments contradictoires.

Au point de départ, il présuppose que le prolétariat a une «mission historique» et tend vers une Révolution qui serait sans commune mesure avec les révolutions du passé et qui «humaniserait» la société entière. Cette mythologie le fait pencher vers le parti communiste. Il ne se demande pas un instant si la mythologie n'a pas vieilli depuis un siècle et si l'on a le droit de parler de Révolution sans référence aux institutions qu'édifierait le parti victorieux.

Logiquement, il devrait, dans un deuxième moment, marquer le lien entre la cause révolutionnaire et l'Union soviétique. Si celle-ci trahit celle-là, il faut la dénoncer; si elle l'accomplit, il faut la servir. Sartre se refuse au choix et s'en tient au peut-être. On ne saurait démontrer «*l'échec de l'expérience soviétique*». Comment *démontrer*, en effet, que les camps de concentration d'aujourd'hui, par les imprévisibles détours de l'histoire, ne conduiront pas, au XXIII^e siècle, à l'avènement de l'homme total? Mais ce genre d'arguments, admirable de la part d'un philosophe de l'engagement, ne comporte qu'une seule conclusion: l'abstention. Dès que l'on agit, fût-ce par la plume, on ne peut pas ne pas prendre parti pour ou contre les communistes. En l'an de grâce 1954, dans la France actuelle, on ne peut pas agir politiquement sans se situer par rapport au P.C., c'est-à-dire sans se référer à la valeur de l'expérience soviétique.

Ayant éludé la décision fondamentale que personne ne peut ne pas prendre, Sartre, en un désordre inexprimable, mêle la métaphysique, la sociologie et l'économie. Ses arguments métaphysiques impliquent la condamnation du réformisme syndical et politique, c'est-à-dire des expériences ouvrières dans les pays à niveau de vie élevé. Quant à la description qu'il donne de la situation sociale de notre pays, elle montre le prolétariat tenu en respect par les deux autres tiers du pays. On se demande pourquoi il incite le «tiers prolétarien» de la population à une action révolutionnaire, que le rapport des forces voue à la défaite.

Un dernier mot. J'ai tâché de ne pas emprunter à Sartre ses procédés de polémique. Le ton qu'il a adopté dans *Les Communistes et la Paix* a de quoi consterner non ses adversaires, mais ses amis. Il accable ses critiques, réels ou imaginaires, de grossières injures. Il décrit la France en des termes comparables à ceux qu'employaient, durant la dernière guerre, les nazis de langue française. Le paysan est *un monstre absurde et douloureux*, les ouvriers ne voient dans la bourgeoisie qu'un *gang de criminels*, l'ouvrier spécialisé demeure un *sous-homme*, s'il ne devient pas un militant. Sartre confie aux plus défavorisés la charge de convertir la société, sans prendre conscience que cette sorte de conversion n'a de sens que dans une philosophie chrétienne. L'invective à la bouche et la haine au cœur, il se réclame d'un idéal humanitaire pour mépriser les hommes vivants et ne se sauve du nihilisme que par l'attachement à un prolétariat mythique et la foi en une révolution irréalisable.

(1) En incluant 60 pages de réponse à Cl. Lefort, qui traitent du même sujet.

(2) «En tant que le Parti au sein de la classe ouvrière est sujet de son activité, il y a dans l'intériorité subjective de ce sujet une couche d'objectivité et d'extériorité et ce sujet ne peut être sujet pour lui-même, c'est-à-dire "avoir affaire à sa propre activité", si ce n'est en tant qu'il est objet pour un autre sujet; la "distance" qui s'établit entre le prolétariat et la fraction de lui-même qui le représente ne vient pas du seul exercice du pouvoir: mais au cœur même du prolétariat, l'Autre est introduit à travers le P.C.; la consigne donnée par les chefs ne vise plus les travailleurs dans l'immanence de la classe et, sans les objectiver entièrement, elle se fait aussi le milieu conducteur pour une activité transcendante qui apparaît au plus profond de la classe ouvrière comme un certain niveau de son objectivation (niveau bien plus intime que celui de son objectivité pour le patronat)» (Réponse à Cl. Lefort, p.1616.)

(3) La Praxis semble désigner, chez Sartre, l'action du prolétariat.

(4) C'est-à-dire à tous les travailleurs d'industries en régime de propriété privée.

(5) D'une industrialisation éventuelle des autres pays, ils auraient à craindre, dans un avenir difficile à préciser, le manque de matières premières.

(6) On ne voit pas pourquoi si la certitude a été acquise en 1917-1921 le malthusianisme n'a commencé qu'en 1929.

Ouvriers, prolétaires et intellectuels

Diogène
Avril 1955

Le terme de prolétariat est devenu équivoque, depuis qu'il a cessé de désigner les seuls ouvriers d'industrie.

Dans l'œuvre de Marx lui-même, on pourrait retrouver l'origine d'une distinction entre classe ouvrière et prolétariat, entre les travailleurs des fabriques en tant que tels et cette totale déshumanisation que suggère le terme de prolétariat. Cette distinction demeure virtuelle chez Marx et les marxistes, parce que ni le prophète ni les disciples n'ont mis en doute, officiellement, la coïncidence de ces deux définitions: ce sont les ouvriers d'industrie qui possèdent par excellence les caractéristiques prolétariennes d'exclusion hors de la communauté, de dissolution de toutes les particularités. Aussi n'éprouve-t-on pas le besoin de séparer le groupe concret auquel s'applique le mot et l'état social ou l'état d'esprit qu'il évoque.

Cette séparation est devenue indispensable depuis que s'est répandu ce que nous nous proposons d'appeler le «sens Toynbee» du concept. Selon cette signification, est prolétarisé tout groupe d'hommes qui se trouve *dans* une civilisation sans en faire vraiment partie, qui a perdu ses conditions traditionnelles d'existence et se juge victime d'une injustice. «La véritable marque caractéristique du prolétariat n'est ni la pauvreté ni l'humble naissance mais la conscience et le ressentiment d'être déshérité.» Et ailleurs: «Le prolétariat, en effet, est un état d'esprit plutôt que la conséquence des conditions extérieures(1)».

Le «prolétariat(2)» ainsi défini est moins l'effet de causes économiques que des guerres, des luttes civiles, des contacts de cités et de civilisation. Sans doute les paysans propriétaires d'Italie, victimes des pillages des armées d'Hannibal ou ruinés par l'afflux du blé venu des provinces de l'empire, plus encore les paysans anglais chassés des campagnes par la clôture des champs communaux, la substitution des pâturages à la culture des céréales, rentrent-ils dans la catégorie: ils sont déracinés, jetés dans l'anonymat des faubourgs ou des manufactures, ils n'ont ni statut reconnu ni conscience d'appartenir à une classe qui exerce une fonction honorable et indispensable dans la collectivité.

Les paysans (fermiers ou travailleurs agricoles), les commerçants ruinés, les ouvriers spécialisés ou artisans rendus inutiles par la grande industrie, sont

«prolétarisés», lorsqu'ils sont précipités vers la machine ou la chaîne de montage. Mais les émigrés des communautés politiques ou religieuses mises hors la loi (les huguenots français, les aristocrates sous la Révolution), les privilégiés des pays conquis (la minorité dominante de l'Inde sous les Anglais), les membres des sociétés tenues pour plus ou moins primitives par le colonisateur, réduits en esclavage, loin de leur patrie, toutes ces victimes des guerres civiles et étrangères, présentent les caractéristiques du «prolétariat» à un degré plus fort que les ouvriers d'industrie.

I

Les ouvriers d'industrie qu'a connus Marx il y a un siècle, les ouvriers d'industrie, qui affluèrent dans les villes russes au moment de la collectivisation agraire et du déracinement des koulaks sont évidemment «prolétarisés». Les ouvriers anglais qui vivent dans les maisons construites par les municipalités au pourtour des villes, qui possèdent un poste de radio ou de télévision, qui sont encadrés par les syndicats et protégés par les lois sociales, sont-ils encore des «prolétaires»? Et la même question se poserait à propos des ouvriers américains(3).

La difficulté de répondre à une telle interrogation me paraît illustrée par des considérations qu'a développées M. Colin Clark dans cette même revue(4). Le koulak déporté en Sibérie, le noir du Congo, transporté en Virginie, le boutiquier qui a cherché un gagne-pain dans le hall de production sont *évidemment* «désintégrés». Mais «l'intégration» est un concept aux contours imprécis. Beaucoup d'ouvriers français éprouvent le sentiment d'être traités injustement: se sentent-ils étrangers à la communauté nationale comme les huguenots chassés par la révocation de l'Édit de Nantes, ou les juifs persécutés par le IIIe Reich, ou les Algériens qui travaillent dans notre pays? En d'autres termes, si l'on mesure l'intégration à l'état d'âme des individus, on constatera de multiples intermédiaires entre la dissidence radicale et la conscience de pleine appartenance.

La plupart des observateurs ne se réfèrent pas à ce seul état d'âme, qu'il serait bien souvent malaisé d'atteindre. Jusqu'à quel point la propagande n'arrive-t-elle pas à créer, jusque chez le plus déshérité, le sentiment d'appartenir à la communauté et de quel droit décrètera-t-on que ce sentiment est illusoire? M. Colin Clark en vient, plus ou moins clairement, à définir l'intégration par deux traits ou deux mots: *tradition* et *propriété assurée*, qui caractérisent surtout l'idée qu'il se fait lui-même de l'existence normale ou de «l'existence bonne». On

approuvera volontiers la description de la société de l'avenir comme celle où l'homme jouira de la sécurité sans souffrir de la rigueur autoritaire, où la majorité de la population travaillera dans l'industrie et les services sans connaître «l'impitoyable impersonnalité de la grande ville moderne», «société traditionaliste sans rigidité et mobile sans agitation». Mais qui ne voit que cette société est une utopie, au sens non péjoratif du terme et qu'il est imprudent de confronter les sociétés présentes ou futures à cette utopie?

M. Colin Clark cite quelques statistiques de *mobilité professionnelle* aux États-Unis et en tire la conclusion que l'on y change beaucoup de positions à l'intérieur de la même classe, ce qui comporterait le double inconvénient d'une stratification héréditaire et d'une instabilité professionnelle. Les études de mobilité sociale sont loin d'être assez nombreuses et générales pour autoriser des jugements catégoriques sur le degré de «stratification héréditaire» et d'«instabilité professionnelle», selon les pays et les époques. Une des difficultés consiste à faire le départ entre la mobilité qui tient au changement de la répartition professionnelle (changement inévitable au fur et à mesure du progrès technique) et les mouvements vers le haut et vers le bas des individus en supposant cette répartition stable.

Les dernières études que j'ai pu connaître, celle de Natalie Rogoff(5), celles de MM. J.-M. Lipset, Reinhard Bendix et F.-T. Malm(6) aboutissent à des résultats équivalents. L'instabilité professionnelle qui frappe M. Colin Clark est confirmée, la plupart des personnes interrogées ont passé effectivement par des métiers multiples, mais cette instabilité se déploie surtout à l'intérieur d'une même catégorie. Ceux qui exercent un métier manuel ont passé 80% de leur carrière dans un tel métier. Ceux qui exercent un métier non manuel ont passé 75% de leur carrière dans un tel métier. La principale barrière de classes aux États-Unis est celle qui sépare travailleurs manuels et travailleurs non manuels. Il n'en reste pas moins, d'après la même enquête, que 47% des travailleurs manuels ont, à un moment ou à un autre, exercé un métier non manuel, 62% de travailleurs à col blanc ont, à un moment donné, travaillé de leurs mains.

La mobilité sociale ne semble pas avoir diminué sensiblement entre 1910 et 1940. Le changement semble plutôt dans le sens d'une mobilité accrue: par exemple, dans la catégorie supérieure des professionnels, abstraction faite de l'accroissement de la catégorie sociale, le nombre de ceux dont les pères n'appartenaient pas à la catégorie, a augmenté d'un quart. La mobilité sociale, d'autre part, ne semble guère inférieure en Grande-Bretagne à ce qu'elle est aux

États-Unis. En Grande-Bretagne, comme dans tous les pays, il n'y a pas d'égalité au point de départ, l'éducation reçue favorise la carrière, cependant, la mobilité vers le haut ou vers le bas est substantielle. 39% de ceux qui se trouvent dans la catégorie supérieure (professionnels et fonctions administratives supérieures) avaient un père qui était déjà dans cette catégorie. Pour les catégories les plus élevées, la proportion des fils qui descendent dans la hiérarchie est respectivement de 61%, 62%, 67%, 62%. Les réformes du système d'éducation accroissent évidemment la mobilité(7).

En d'autres termes, il n'est pas démontré, il est même improbable que la stratification sociale tende à se durcir dans les sociétés occidentales. Quant à l'instabilité professionnelle, elle est effectivement très marquée aux États-Unis, plus, semble-t-il qu'ailleurs. Doit-elle être confondue avec la «désintégration», avec la «prolétarianisation»?

Le passage rapide d'un emploi à un autre entraîne certaines conséquences, sociales et psychologiques, que le moraliste a des raisons de déplorer. Un travailleur ne s'attache ni à son milieu, ni à son entreprise, s'il en change souvent. Le métier devient un simple gagne-pain, l'entreprise demeure pour lui anonyme, la source de ses revenus, non une communauté à laquelle il se sent intéressé. Cet état d'esprit semble assez répandu aux États-Unis. Pour une part, il est lié aux caractères mêmes de la société industrielle (les efforts que multiplie le gouvernement soviétique pour interdire la migration injustifiée d'une entreprise à une autre prouvent que le phénomène ne dépend pas du seul régime), pour une part, il se rattache aux spécificités de la culture américaine, à la place reconnue au prestige accordé aux calculs strictement monétaires, à l'état d'esprit de pionniers ou d'émigrants, au moindre enracinement des individus dans les communautés et des communautés dans le sol. Mais avant de qualifier cette instabilité professionnelle de «prolétarianisation», il conviendrait de se demander si l'ouvrier américain se juge injustement traité. N'est-ce pas le sociologue qui décrète que l'ouvrier sans métier durable est désintégré?

On est tenté de poser la même question à propos de la condamnation que M. Colin Clark porte sur les grandes villes, à propos de l'utopie des petites communautés. Peut-être l'humanité aurait-elle une existence mieux ordonnée, mieux équilibrée, si disparaissaient les énormes métropoles. On n'en saurait conclure que les habitants des grandes villes, éprouvent tous ou en majorité les frustrations et le ressentiment que l'observateur leur attribue ou pense qu'ils devraient éprouver.

Si nous revenons aux faits constatés, aux états d'esprit saisissables en ce siècle, l'évolution, aux États-Unis aussi bien qu'en Europe, a été dans le sens de la «déprolétarianisation» des ouvriers d'usines. L'élévation du niveau de vie, l'amélioration des conditions de logement, les lois sociales, la force des syndicats, ont rendu anachronique les formules de Marx sur la «déshumanisation» des travailleurs d'industrie. Sont-ils *dans* la société ou lui appartiennent-ils? L'ouvrier social-démocrate ou chrétien-social de Belgique ou d'Allemagne, l'ouvrier travailliste de Grande-Bretagne me paraît «faire partie» de la société belge, allemande ou britannique, l'ouvrier américain «fait partie» de la société américaine. Ces propositions sont discutables, parce que les concepts utilisés sont, par essence, équivoques. En une société mécanicienne, à bouleversements techniques incessants, à concentration urbaine accentuée, les ouvriers ne peuvent être intégrés à des communautés locales ou aux communautés de métier aussi étroitement que dans les régimes d'économie stationnaire et de relations personnelles. L'élévation du niveau de vie, consécutive au progrès technique, permet de rendre aux ouvriers la propriété du logement ou au moins des biens de consommation durables. Les traditions risquent encore de faire défaut, mais on ne peut se défendre de l'impression que, aux États-Unis, le système de valeurs et d'espérances que l'on appelle *American Way of Life* remplit la fonction intégrative, jadis réservée aux traditions. Une société composée d'hommes de nationalités, de langues, de religions, de couleurs différentes, ne peut être intégrée par des croyances ou des habitudes, de la même façon que les sociétés historiquement homogènes. Il se peut que la version soviétique du marxisme soit en train de remplir une fonction analogue dans l'empire des tzars, où l'immensité de l'espace, la rapidité de l'édification industrielle, la mise en exploitation des terres vierges accroît la mobilité sociale et géographique des populations.

Je ne prétends pas que les ouvriers des industries européennes soient radicalement «déprolétariés». Probablement la notion même marque une limite idéale plutôt qu'un état vérifiable. Le sentiment d'appartenance à la communauté nationale qu'éprouvent les ouvriers d'usines varie selon des circonstances multiples: niveau de vie, relations avec les employeurs, influences idéologiques, prospérité de la nation, manières de penser des groupes dirigeants, propagande, etc. Il subsiste dans toutes les classes ouvrières des minorités «prolétariennes», et les majorités mêmes restent, pour une part, «prolétariées», soit qu'elles soient hostiles au principe de la prospérité privée, à leurs yeux principe d'exploitation, soit que le travail en usine leur paraisse inhumain, soit que l'individu se sente

méconnu dans sa dignité. Le *trend* ne m'en paraît pas moins incontestable: au XXe siècle, en Europe, aux États-Unis ou en Union soviétique, ce ne sont plus les ouvriers d'industrie qui paraissent incarner le «prolétariat».

II

Marx a fixé son attention sur deux classes, la bourgeoisie et le prolétariat. Sous ses yeux, la bourgeoisie faisait sauter les cadres de la société féodale et répandait dans le monde entier le mode de production capitaliste. «La bourgeoisie a détruit toutes les conditions féodales, patriarcales, idylliques. Les liens féodaux disparates qui unissaient l'individu à son supérieur naturel, elle les a déchirés impitoyablement et n'a laissé subsister, d'homme à homme, d'autre lien que l'intérêt tout nu, que l'impassible paiement au comptant... La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, donc les conditions de la production, donc l'ensemble des rapports sociaux. La bourgeoisie, par l'exploitation du marché mondial, a rendu cosmopolite la production et la consommation de tous les pays... La bourgeoisie supprime de plus en plus l'éparpillement des moyens de production, de la propriété et de la population... La bourgeoisie, pendant sa suprématie de classe à peine séculaire, a créé des moyens de production plus massifs ou plus énormes que toutes les générations antérieures réunies...[\(8\)](#)»

À l'ascension de la bourgeoisie au sein de la société féodale répondrait aujourd'hui l'ascension du prolétariat au sein de la société bourgeoise. Pour justifier le rapprochement de ces deux «promotions», Marx emploie les mêmes formules – résistance des rapports sociaux au développement des forces productives: la propriété bourgeoise paralyserait la croissance des forces productives, comme la propriété féodale était devenue une entrave aux forces productives que libérait la bourgeoisie. «Les conditions bourgeoises de production et d'échange, les conditions bourgeoises de la propriété, la société bourgeoise moderne qui a fait éclore, comme par enchantement, de si puissants moyens de production et d'échange – cela rappelle le sorcier impuissant à maîtriser les forces infernales accourues à son évocation. Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est plus que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les conditions modernes de la production, contre les conditions de la propriété, qui sont les conditions vitales de la bourgeoisie et de sa suprématie[\(9\)](#).»

Cette analogie est toute verbale et on n'aurait aucune peine à montrer, en se référant aux descriptions mêmes de Marx, les différences majeures entre

l'ascension de la bourgeoisie et l'ascension du prolétariat. Si, selon les formules courantes du marxisme, les formes de la société future se développent au sein de l'ancienne société. La classe montante grandit, se renforce, avant le moment de la rupture décisive. Tel fut effectivement le destin de la bourgeoisie qui, avant la prise politique du pouvoir, détenait ou dirigeait une fraction de plus en plus large des forces productives. Comment une croissance semblable du prolétariat pourrait-elle se produire si les différences à l'intérieur du prolétariat tendent à s'effacer dans une universelle misère? Les bourgeois étaient de plus en plus riches et puissants à l'intérieur de l'ancien régime, les prolétaires seraient de plus en plus misérables à l'intérieur du régime capitaliste.

Dira-t-on qu'ils sont de plus en plus puissants grâce à l'organisation de la classe tout entière en un parti de masses? Soit, mais il en résulte une autre différence, majeure, entre l'ascension de la bourgeoisie et l'ascension du prolétariat. La bourgeoisie exerce elle-même le pouvoir lorsqu'elle devient classe dirigeante. Le prolétariat ne peut devenir, en tant que tel, classe dirigeante: les millions de travailleurs ne peuvent eux-mêmes exercer les fonctions directrices de la société. La formule – le prolétariat se constitue lui-même en classe dirigeante – peut avoir deux sens différents: ou bien les chefs du prolétariat deviennent la classe dirigeante, ou bien la décentralisation du pouvoir fait disparaître la réalité même de la classe dirigeante. Le premier sens renvoie à la version jacobine de la dictature du prolétariat, le deuxième évoque la Commune de Paris et l'interprétation qu'en a donnée Marx.

La bourgeoisie de marchands ou d'entrepreneurs était une minorité créatrice, privilégiée. Le prolétariat est la masse immense des non-privilegiés. Comment ces deux classes pourraient-elles jouer historiquement des rôles comparables? La bourgeoisie s'oppose à l'aristocratie, selon un processus maintes fois répété à travers l'histoire: marchands, artisans ou entrepreneurs, les initiateurs d'activités économiques, les gestionnaires du travail commun prennent une place croissante dans une société auparavant dominée par une aristocratie combattante ou un régime de grandes familles. Dans les cités antiques, dans l'histoire romaine, dans toutes les civilisations probablement, on retrouve à un moment ou à un autre, l'équivalent de l'ascension bourgeoise. Jamais on n'observe l'ascension des masses non privilégiées à la dignité de classe dirigeante.

Contre l'aristocratie, la bourgeoisie amène avec elle effectivement une autre façon de penser, une autre hiérarchie des valeurs. Elle met la lutte avec la nature au-dessus de la lutte contre les hommes. Elle vise à maîtriser les forces naturelles

non à se mesurer avec la mort. Aristocratie du travail et non de la guerre, elle oppose les vertus de rigueur, d'honnêteté, de prospérité pour tous aux vertus d'héroïsme et de générosité, elle croit au progrès, dont les bienfaits ne seraient pas réservés au petit nombre, elle nie les inégalités de rang, le pessimisme de la doctrine catholique, elle est virtuellement démocratique. Le prolétariat n'oppose pas à la représentation du monde et au système de valeurs de la bourgeoisie une autre philosophie du cosmos et une autre éthique. Lui aussi croit au progrès, à la maîtrise des forces naturelles, à l'élévation du niveau de vie. Pour créer l'impression d'un conflit idéologique fondamental entre bourgeoisie et prolétariat, il a fallu supposer que le capitalisme n'apporte pas les bienfaits qu'il promet, faire du statut légal de propriété l'enjeu d'une querelle fondamentale et, enfin, tenir une certaine version du matérialisme pour l'expression nécessaire du prolétariat en tant que tel.

Il n'apparaît pas clairement, dans les œuvres mêmes de Marx, pourquoi la bourgeoisie, «qui ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de la production, donc les conditions de la production, donc l'ensemble des rapports sociaux», devient nécessairement un frein au développement des forces productives. On conçoit que les lois de propriété empêchent les concentrations de capitaux appelés par la technique, ou que la répartition du pouvoir d'achat provoque des crises de surproduction, ou que les occasions d'investissements profitables deviennent plus rares. Toutes ces causes de paralysie ont été analysées par des économistes marxistes ou non marxistes, mais on voit mal pourquoi les obstacles seraient insurmontables et pourquoi la bourgeoisie ne pourrait pas introduire les éléments de propriété collective, de redistribution des revenus ou de planification que l'expérience révélerait nécessaires.

L'hostilité du prolétariat à la propriété privée, la confiance mise dans la propriété collective ne résultent pas inévitablement de la nature des choses. L'hostilité à l'entrepreneur privé va pour ainsi dire de soi dans la phase initiale où l'entrepreneur ressemble au féodal d'hier et mérite le titre de baron d'industrie, où l'ouvrier, par suite des nécessités de l'accumulation primaire, est réduit à un bas niveau de vie au moment même où il souffre du déracinement, de la «prolétarianisation». Quand les dirigeants des grandes corporations sont des salariés, que la propriété des actions est dispersée entre des centaines de milliers de personnes, la «prolétarianisation» subsiste en ce sens que les hommes vivent «en masses», sans traditions et sans propriété, mais elle subsisterait autant ou plus dans le cas où les managers seraient nommés par l'État et renforcés par des commissaires politiques.

Dans les pays où les gouvernants se réclament du prolétariat, c'est l'interprétation jacobine et non l'interprétation «communarde» qui l'a emporté. Au moins dans la phase présente, la dictature du prolétariat est celle d'un parti minoritaire et non la dispersion de l'autorité entre les groupements de localités ou d'entreprises. Un régime soviétique se donne des objectifs et des valeurs à beaucoup d'égards semblables à ceux d'un régime de type américain. Le développement des forces productives est le but dernier, ici et là, le progrès de la science et de la technique le moyen indispensable de ce développement et les gouvernants sont, dans les deux cas, les représentants du peuple travailleur. Ce dernier est, aux États-Unis, élargi à l'ensemble de la population; en Union soviétique il englobe le prolétariat, la paysannerie et peut-être l'intelligentsia, mais le parti est seul qualifié pour exprimer l'authentique volonté du prolétariat.

Ainsi s'explique le caractère équivoque du débat idéologique qui déchire le monde occidental. Vus de Tokyo ou de New Delhi, soviétisme et capitalisme ne sont que deux modalités d'une même civilisation, qui comprend partout les mêmes phénomènes essentiels concentrations urbaines, industrialisation accélérée, renouvellement par la technique des méthodes de production, culte des machines, etc. La controverse sur la propriété, privée ou publique, et le mode de fonctionnement (mécanismes du marché ou plan) paraît porter sur les moyens plutôt que sur les fins, sur les méthodes plutôt que sur les valeurs. En Europe même, bien qu'on y soit plus conscient des implications politiques et intellectuelles du mode de propriété et de fonctionnement, on souligne souvent les similitudes entre les deux économies de grands marchés. Dans les deux sociétés, la classe ouvrière est «intégrée» à un régime qui lui est présenté comme le meilleur ou comme le seul possible. Nulle part elle n'est devenue la classe dirigeante, partout on gouverne en se réclamant d'elle. En un sens, elle n'est plus «prolétarienne», puisqu'elle fait partie de la société dans laquelle elle vit. En un autre sens, elle est restée, dans les deux cas, «prolétarienne»: parce que l'ouvrier américain négocie sa force de travail sur le marché; parce que l'ouvrier russe subit une tâche parcellaire et une planification d'ensemble dont il ne pénètre pas plus les secrets qu'il ne pensait les mystères du marché.

L'erreur de Marx en rapprochant la promotion du prolétariat de celle de la bourgeoisie a été confirmée par les événements. Ceux-ci ont montré que, dans le cadre bourgeois, la condition ouvrière ne s'aggrave pas, mais qu'au contraire, elle s'améliore, que le capitalisme «déprolétarise» progressivement la classe ouvrière. Les événements ont montré aussi que le pouvoir n'était jamais exercé par des non-privilegiés, que la masse ouvrière ne devient pas classe dirigeante, bien

qu'elle demeure l'origine mystique de la souveraineté et qu'elle soit censée vouloir ce que «l'avant-garde» veut en son nom.

Les événements ont aussi montré que ces erreurs sont commises le plus souvent dans les circonstances qu'avait évoquées Marx lui-même. Il avait décrété, en des termes apocalyptiques et équivoques, que les rapports sociaux de la bourgeoisie bloqueraient l'avance des forces productives. Ce blocage n'est ni un phénomène général, ni un phénomène inévitable. Mais, en certains cas, le régime de propriété – moins le statut légal que la répartition de la propriété – paralyse effectivement le progrès économique en interdisant la mise en application des procédés les plus efficaces (ainsi en va-t-il dans l'agriculture et une part de l'industrie française). Plus l'entreprise capitaliste ressemble à une féodalité, plus elle suscite les protestations de style marxiste, plus ouvriers et idéologues sont tentés de croire que la cause de tous les maux est l'appropriation individuelle des moyens de production. De ces deux propositions suit que les conjonctures favorables à l'idéologie marxiste sont non pas les capitalismes de maturité, mais les capitalismes de la phase initiale ou les capitalismes retardés, autrement dit, la Russie au début et la France au milieu du XXe siècle. De plus, si l'interprétation marxiste vient d'une assimilation illégitime du rôle historique du prolétariat (contre la bourgeoisie) au rôle historique de la bourgeoisie (contre l'aristocratie), cette interprétation aura d'autant moins de retentissement que la société gardera moins de survivances aristocratiques. Les révolutions marxistes ont réussi dans des pays qui n'avaient pas fait leur révolution bourgeoise. Le marxisme n'a jamais pénétré les États-Unis, qui n'ont pas connu l'Ancien Régime. Le rôle du prolétariat a été rêvé par un intellectuel dans une Allemagne qui n'avait ni renversé les trônes ni édifié de grandes usines. Les révolutions dites prolétariennes détruisent les «féodalités» et accroissent les forces productives. C'est après la prise du pouvoir que grossit le prolétariat au nom duquel on avait fait la révolution.

Que les troupes des révolutions marxistes soient fournies surtout par les ouvriers des premières industries ou par les paysans ne change pas le fait essentiel: la fonction du prolétariat, dans les révolutions, ressemble à celle des masses populaires dans toutes les révolutions. Les masses contribuent à précipiter la ruine d'une minorité dirigeante, à élever sur le pavois une autre minorité dirigeante, elles ne mettent pas un terme à la circulation des élites.

III

Que la classe ouvrière tende à être «déprolétarisée» par le développement de

la société industrielle, qu'elle ne soit pas appelée à se transformer en classe dirigeante, les deux faits me paraissent évidents et l'on n'éprouverait guère le besoin de les rappeler s'ils n'étaient souvent mis en question. La «déprolétarianisation» tendancielle des travailleurs est méconnue par les observateurs, qui opposent à la réalité de la civilisation urbaine l'image d'une civilisation tout autre, de petites communautés, et qui mettent l'accent sur l'élément de désintégration qu'impliquent la concentration des masses et les perpétuels renouvellements de la technique. La vocation dirigeante des travailleurs est maintenue par attachement à une utopie, par rêve d'une collectivité sans Pouvoir. Mais ces deux erreurs demeurent incompréhensibles, tant qu'on oublie qu'elles sont commises, non par des ouvriers, mais par des intellectuels. La situation des intellectuels dans la société industrielle, leur action dans les mouvements dits prolétariens et l'idée qu'ils aiment à s'en faire, rendent compte de ces illusions.

Karl Marx, aussi bien qu'Arnold Toynbee, ont établi un rapport étroit entre classe ouvrière et classe intellectuelle. Dans *l'Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, la philosophie est baptisée la tête, le prolétariat le cœur de l'émancipation humaine. La philosophie est achevée, il reste à la réaliser. Le prolétariat surmonte la philosophie en la réalisant.

Toynbee rattache les intellectuels aux prolétaires de toute autre manière. *L'intelligentsia*, au sens que les Russes donnaient à ce terme au siècle dernier, serait le prototype du «prolétariat». «Toute communauté qui essaye de résoudre le problème de son adaptation au rythme d'une civilisation étrangère est obligée de faire appel à une classe spéciale pour tenir le rôle de transformateur destiné à changer le voltage d'un courant électrique. Nous désignons la classe ainsi créée pour répondre à ce besoin, d'une manière générale, du nom que lui appliquent les Russes: *intelligentsia*.» (op. cit. p.433). *L'intelligentsia* est «prolétarisée», puisqu'elle vit à l'intérieur de deux sociétés sans faire partie d'aucune d'elles. Les étudiants ou écrivains russes, qui avaient absorbé la culture occidentale, n'appartenaient plus à l'ancien régime russe, sans appartenir pleinement à l'Occident. Aliénés de leur milieu d'origine, non intégrés au milieu de leur culture acquise, ils expriment leur malheur par la révolte.

Or, les classes intellectuelles, à l'époque moderne, ne présentent-elles pas, dans tous les pays, les traits, plus ou moins atténués, caractéristiques de *l'intelligentsia*? Laissons même de côté les cas fréquents du chômage des diplômés (encore que l'armée de réserve des intellectuels soit phénomène

presque aussi fréquent que l'armée de réserve des travailleurs). La civilisation industrielle – c'est-à-dire technique, optimiste, rationaliste, démocratique – est *autre* par rapport à l'ancien régime français, comme l'Occident est *autre* par rapport à l'ancien régime russe.

Dans la phase initiale d'industrialisation, les intellectuels ne sont pas moins «prolétarisés» que les ouvriers des faubourgs. Ceux-ci sont déracinés des campagnes ou de l'artisanat, ceux-là indignés par l'écart entre les promesses d'abondance prodiguées par la science et la misère scandaleuse des travailleurs, pourtant équipés de machines. Les uns et les autres ont perdu leur univers ancien et sont d'autant plus portés à la colère que les croyances dominantes sont animées de plus de confiance dans l'homme et dans la société.

L'idéologie qui attribue une mission unique au prolétariat séduit d'autant plus les intellectuels «prolétarisés» que ceux-ci tiennent en fait le rôle dirigeant, prêté par erreur à la classe ouvrière. Ce n'est jamais celle-ci qui devient classe dirigeante et qui exerce le pouvoir, mais un parti et celui-ci est, en large mesure, créé, encadré, dirigé par les intellectuels. Lorsque la structure ancienne s'effondre, que chefs de tribus, grands propriétaires, administrateurs d'ancien style, marchands, sont incapables d'édifier ou de gérer un État moderne, c'est parmi les diplômés, sortis des universités occidentales, que l'on recrute la nouvelle classe dirigeante. Les intellectuels préfèrent se penser eux-mêmes au service du prolétariat, exécuteurs des hautes œuvres de l'Histoire.

Le développement de la société industrielle a-t-il le même effet de «déprolétarianisation» sur les intellectuels que sur les ouvriers? Là encore, la tendance me paraît incontestable, dans le sens de la déprolétarianisation, mais avec des exceptions multiples et des rechutes. L'industrialisation accroît rapidement le nombre des occupations intellectuelles et semi-intellectuelles, elle contribue donc à ouvrir des débouchés aux diplômés. À mesure que grossit le nombre des travailleurs, les syndicats ouvriers s'organisent et d'anciens travailleurs accèdent à des fonctions dirigeantes. Les secrétaires des syndicats, d'origine populaire, au moins dans les pays occidentaux, sont souvent plus soucieux de s'intégrer au milieu que de le bouleverser. Une classe ouvrière comme celle d'Allemagne ou de Grande-Bretagne a manifesté, depuis cinquante ans, qu'elle avait autre chose à perdre que ses chaînes, qu'elle préférerait les avantages accessibles par les réformes à l'aventure de la violence. Les intellectuels ont plus de peine à manipuler une classe ouvrière réelle qu'une classe ouvrière aux trois-quarts mythique et des paysans affamés de terres. À mesure que la technique apporte

quelques-uns des bienfaits qu'on en attendait et que l'on s'habitue à vivre dans une communauté en perpétuel changement, l'intellectuel se sent moins étranger à la société industrielle.

Cette «déprolétarianisation» est toujours précaire, provisoire, incomplète. Car l'intellectuel qui, authentiquement, appartient à la communauté dans laquelle il vit, souvent n'en a pas conscience ou se refuse explicitement à cette appartenance. L'écrivain français «révolutionnaire» de 1955 exprime sa patrie avec une étonnante fidélité, il en reflète la situation, les préjugés, les refus, les rêves, mais il ne le sait pas et ne veut pas le savoir, parce que sa patrie, comme lui-même, se définit par la révolte verbale contre le monde réel. Nationalistes et optimistes, les intellectuels modernes ne peuvent pas ne pas être critiques. Ils ne perdent pas, du seul fait de critiquer, le sentiment d'appartenance, mais ils sont tentés par la rupture, par l'évasion.

Pour les intellectuels comme pour les ouvriers, la civilisation industrielle comporte certaines causes permanentes de «prolétarianisation». L'homme de culture souffre de la spécialisation inévitable. Prestige et argent vont, en général, aux savants ou, plus généralement, aux experts. L'importance prédominante accordée au rendement, à l'efficacité, au niveau de vie, à la puissance ou à la richesse, choque celui qui a le sens des valeurs subtiles. Rien n'est plus facile à l'intellectuel que de refuser le monde sur lequel règnent les Babbit, les entrepreneurs, les financiers, les managers.

Simultanément ce monde déplaisant est le seul qui puisse honorer les promesses d'abondance auxquels souscrit l'intellectuel rationaliste. Celui-ci ne peut récuser la technique, mais seulement l'usage qui en est fait, ici et là. Dans toutes les sociétés qui tolèrent le débat idéologique, la protestation des intellectuels contre la société industrielle qui, en tant que telle, est en voie de couvrir la planète, risque de prendre pour cible, par malentendu volontaire ou involontaire, une modalité particulière de cette société. Il suffit que l'écart s'accuse entre ce que le diplômé tient pour normal et ce que la réalité lui offre pour que s'esquisse une sorte de dissidence.

On pourrait donc distinguer plusieurs espèces de «prolétarianisation» de la classe intellectuelle. «Prolétarianisation» de l'*intelligentsia* dans les pays où l'Occident ébranle ou détruit une culture fondamentalement autre, «prolétarianisation» des intellectuels dans les pays occidentaux au cours de la phase initiale d'industrialisation, quand éclate le contraste entre les promesses et l'expérience, «prolétarianisation» de certains intellectuels, hommes de culture ou de méditation,

dans la société technique épanouie, «prolétarisation», moins vécue que proclamée, des intellectuels dans une nation diminuée, dont le régime paraît incapable d'assurer grandeur ou prospérité.

L'idéologie, d'origine marxiste, de la «mission du prolétariat», gagne d'autant plus d'adeptes parmi les intellectuels que ceux-ci sont plus nécessaires à l'édification d'un État de type occidental. En d'autres termes, les intellectuels justifient par une délégation du prolétariat leur propre accession (peut-être indispensable) au pouvoir. Ailleurs, en France par exemple, le rêve de la promotion du prolétariat traduit confusément la révolte contre l'humiliation nationale, le ressentiment contre l'influence américaine, l'hostilité à l'égard de certaines formes de la civilisation industrielle. Déçus par le train de la politique, les intellectuels français ont la vague nostalgie d'atteindre eux-mêmes au pouvoir. Nostalgie probablement peu authentique: ils aiment mieux l'éprouver qu'assouvir leur ambition.

Ces analyses nous aident peut-être à comprendre l'état des débats idéologiques à notre époque. Arnold Toynbee, dans ses volumes publiés avant la guerre, jugeait que «la phase religieuse dans l'évolution du communisme, se montre éphémère. Le communisme national et conservateur de Staline a décidément vaincu le communisme révolutionnaire universel de Trotsky dans le secteur russe» (op. cit. p.440). Dans les volumes écrits depuis la guerre, l'aspect religieux – hérésie chrétienne – est à nouveau souligné([10](#)), en particulier dans la version de l'idéologie présentée aux autres peuples. Je serais tenté, pour mon compte, de croire que le marxisme est un prophétisme qui ne conserve un potentiel religieux que dans la phase militante. Une fois le parti victorieux, l'idéologie justifie l'État et les maîtres de l'État. On peut reporter au-delà de l'édification socialiste ou de quelques plans quinquennaux, l'avènement du royaume millénaire, suppléer à l'enthousiasme des combattants, par la foi des bâtisseurs. Inévitablement, à mesure que les années passent, l'idéologie est compromise par la réalité. À moins que les hommes se satisfassent d'une religion d'État, ce qui serait surprenant à l'intérieur d'une civilisation marquée par l'empreinte chrétienne, l'idéologie, devenue officielle, se dégradera en coutumes verbales.

Il n'en résulte pas qu'elle sera inopérante. Tout au contraire: de même que l'idéologie américaine contribue à atténuer la «prolétarisation» des nègres, des jaunes, des nationalités européennes tenues pour inférieures au bloc anglo-saxon, de même l'idéologie marxiste est un facteur de l'intégration des peuples divers

de l'Union soviétique, voire des peuples «convertis» par la force de l'armée rouge . La fonction intégratrice des idéologies politico-sociales se manifeste aux États-Unis comme en Union soviétique, pour une raison comparable: la diversité raciale et nationale de la population, la rapidité des changements économiques obligent à combler le vide, qu'ouvre le manque de ce que M. Colin Clark appelle «traditions et propriété assurée», par le sentiment de participer à une entreprise collective, dont le terme grandiose sera la République universelle des travailleurs.

La véritable idéologie, l'idéologie vécue des États-Unis est probablement aussi différente de la théorie de la *free entreprise* que l'idéologie soviétique de la théorie marxiste. Mais les deux pays maintiennent, bien que par des moyens différents, une orthodoxie, l'une de la société, l'autre de l'État. Ici et là, pratiquement, il ne subsiste plus guère de débat portant sur les principes. Le communisme n'apparaît pas, sinon à une dérisoire minorité, une alternative à l'*American way of life*, pas plus que le capitalisme ne doit apparaître une alternative au soviétisme, même aux yeux des citoyens de l'Union hostiles au régime.

Le conflit idéologique demeure vivant dans quelques pays européens qui hésitent entre les deux systèmes internationaux, et dans les pays dits sous-développés, c'est-à-dire ceux du prolétariat extérieur. Là, on continue de discuter en mêlant l'opposition entre les deux grandes puissances, l'opposition entre les deux méthodes d'industrialisation (propriété privée ou propriété publique, mécanisme du marché ou plan), l'opposition entre les deux classes, ouvrière ou bourgeoise. Il faut séparer ces trois oppositions pour voir clair.

Les problèmes du statut de propriété en ce qui concerne les moyens industriels de production⁽¹¹⁾, sont désormais plus techniques que politiques. La lutte entre les ouvriers d'usines et les entrepreneurs n'est nulle part au centre des luttes sociales ou politiques. La controverse, dans les pays extérieurs à la civilisation occidentale ou dans les pays européens dont le progrès économique a été retardé, porte, en réalité, sur la méthode la plus efficace d'industrialisation. On se demande quel système accroît le plus vite le volume des ressources collectives et permet de réduire l'écart entre les conditions des différents groupes.

Le prophétisme marxiste est une des causes de l'influence qu'exerce la propagande des partis communistes à travers le monde. Mais cette influence n'est pas plus forte, peut-être moins forte, sur les ouvriers d'usines que sur les paysans et sur les intellectuels. S'il est une classe sensible à la séduction proprement

spirituelle du marxisme, c'est moins la classe ouvrière que la classe intellectuelle. Celle-ci se reconnaît dans une idéologie qui rassemble le chaos des événements en une interprétation une et universelle, qui permet aux pays sous-développés de dépasser l'Occident sur la route de l'Histoire à la seule condition de se donner un régime de type soviétique, qui accorde la première place aux intellectuels en invoquant la volonté des masses.

Les idéologies sociales, dont le marxisme-léninisme est la forme dernière, s'insèrent dans les luttes de classes et de nations, sans les transcender. Elles contribuent à la réintégration des masses et des intellectuels, elles ne leur ouvrent aucune issue hors de l'histoire profane. En ce sens, elles sont des substituts, précaires et provisoires, de religion. Arnold Toynbee fait observer qu'aucune religion supérieure n'est, pour l'instant, sortie du prolétariat intérieur de la civilisation occidentale. Une telle religion, si elle doit naître, ne sera pas une création d'intellectuels.

(1) A. Toynbee, *L'Histoire*, éd. Gallimard, p.416.

(2) Nous mettrons le mot *prolétariat* entre guillemets lorsque nous l'emploierons au sens de Toynbee. Je ne pense pas que la définition du prolétariat par un état d'esprit soit la meilleure. Elle aboutit à des équivoques que je signale dans les pages suivantes. L'état d'esprit des huguenots français exilés, des ouvriers d'industrie ou des Noirs d'Afrique du Sud peut présenter certaines similitudes. Les situations objectives des uns et des autres sont extrêmement différentes. Mais la question de définition n'affecte pas les faits et les idées qu'il m'importe de souligner. Les ouvriers d'industrie ne sont pas seuls exclus de la communauté. Dans de nombreux pays ils le sont de moins en moins alors que les victimes de persécutions raciales et politiques le sont de plus en plus. D'autres groupes, comme celui des intellectuels, éprouvent authentiquement l'aliénation dont traitent les doctrinaires du prolétariat.

(3) Éventuellement, à propos des ouvriers russes, de la deuxième ou troisième génération, établie dans les villes.

(4) L'Avenir du prolétariat, *Diogène*, n° 2, p.3.

(5) *Recent Trends in Occupational Mobility*, The Free Press, 1954.

(6) *Social Mobility and Occupational Career Pattern*, dans *American Journal of Sociology*, janvier et mars 1952.

(7) Ces chiffres sont empruntés au livre publié par D. V. Glass, *Social Mobility in Britain*, Routledge and Kegan Paul, 1954.

(8) *Manifeste communiste*.

(9) *Ibid.*

(10) Cf., en particulier, *A Study of History*, IX, pp.583-584, 620-627.

(11) Pour les paysans, la question de la propriété du sol demeure décisive.

Les intellectuels français et l'utopie

Preuves
avril 1955

Avant d'analyser la séduction que le totalitarisme semble exercer sur beaucoup d'intellectuels, il convient de s'entendre sur le sens que nous donnons à chacun de ces termes. Celui d'intellectuel ne souffre apparemment aucune difficulté. On doute pourtant qu'il ait pour chacun la même signification. Chez les uns, il sera laudatif; chez d'autres, il apparaîtra légèrement péjoratif. Il est des pays où quiconque a un diplôme d'université est un intellectuel; d'ordinaire ce sont les pays économiquement les moins développés. Il en est d'autres où, pour mériter ce titre, il faut être un créateur. Afin de désigner, plutôt que de définir, la catégorie sociale à laquelle je songe, j'emploierai deux critères très simples.

Tout d'abord, il me semble que l'on réserve le terme d'intellectuel - en dépit du titre du livre fameux de M. Julien Benda - à ceux qui ne sont pas des *clerics*. Autrement dit, les intellectuels des sociétés modernes sont les représentants d'une intelligence séculière; ils ne dépendent de l'Église, ou des Églises, ni pour leurs ressources, ni pour leur façon de penser. En deuxième lieu, j'utilise un certain nombre de termes plus ou moins barbares pour distinguer les diverses espèces d'intellectuels: les *scribes*, les *experts* et les *lettrés*. J'appelle *scribes* tous ceux qui appartiennent à l'administration et qui ont donc un minimum de compétence, sans qu'elle les élève cependant jusqu'au niveau de l'expert. Sont *experts* à la fois les ingénieurs, les managers ou les juristes. Enfin, les *lettrés* sont ceux qui se caractérisent moins par leur compétence et leur rôle dans le fonctionnement de la machine économique que par leur culture. Il me paraît que, selon les pays, l'intellectuel-type est, ou bien un expert, ou bien un lettré. Pour la France, c'est, sans aucun doute, un lettré: la suprême compétence, en politique, est d'être un romancier. Aux États-Unis, la qualité d'intellectuel implique des connaissances, une certaine capacité d'expertise. Une des causes de l'antipathie des lettrés français à l'égard des États-Unis, est qu'ils ne seraient pas là-bas, acceptés comme tels, ils auraient le devoir de s'imposer par une compétence qu'ils peuvent ou non posséder.

Si l'on adopte ces catégories, on voit immédiatement que le nombre des intellectuels dans les sociétés contemporaines augmente avec le développement économique. Il faut de plus en plus de travailleurs non manuels dans toutes les sociétés modernes. Experts aussi bien que lettrés sont intégrés en quantité

croissante dans les entreprises. Un lettré américain, intégré à une entreprise, tel est le rédacteur de la revue *Times*. En ce cas, le lettré tend à devenir un expert, défini par la maîtrise dans le maniement des mots ou des idées.

Dans cette acception très générale, il est clair que les intellectuels des sociétés modernes ont joué un rôle, et un rôle considérable, dans tous les mouvements politiques. Par nature, ce sont eux qui pensent les doctrines, et, dans le passé aussi bien qu'à notre époque, ils ont été parmi ceux qui ont inspiré ou quelquefois même dirigé les révolutions. Il serait absurde de les en blâmer. Un intellectuel n'est peut-être pas toujours un homme qui pense bien ou beaucoup, mais c'est un homme qui normalement pense plus que la moyenne des autres hommes, et qui, par là, doit être plus sévère à l'égard de la réalité. Pour citer un mot célèbre de Malraux: la dignité de la pensée est dans le refus ou dans l'espoir, rarement dans la justification de la réalité. Au XVIIIe siècle, les intellectuels - les philosophes - ont pris une part décisive à la préparation de la Révolution et ce sont des polytechniciens qui étaient au premier rang dans les journées de 1830 et de 1848.

Il est plus malaisé de donner une définition du totalitarisme, sans en faire une théorie. Bornons-nous à remarquer qu'il y a trois aspects du totalitarisme - pour les pays qui ne le subissent pas, et, en particulier, pour la France. Tout totalitarisme, au XXe siècle, a commencé par un parti qui se déclarait révolutionnaire, qui proclamait avec force, avec enthousiasme, avec violence, qu'il voulait rompre avec l'état de choses existant. J'ai encore dans les oreilles les mots de Goebbels au Sportpalast: "*Das System...*" Le "système", c'est, par excellence, la réalité existante que tout mouvement révolutionnaire vitupère. Avant de devenir totalitaire, le mouvement commence par se poser en négateur du réel, par s'affirmer comme le sauveur collectif. Deuxième étape: le parti révolutionnaire a renversé le Système, il a abattu le régime, il a conquis l'État. Il le manipule, il le dirige souverainement; il se confond avec lui. L'État devient *partisan* et, dans la majorité des cas, il devient aussi *omnipotent*. Dans la troisième étape, il a besoin d'une justification ou, pour employer l'expression de Ferrero, d'une *légitimité* ou encore d'une *investiture*. Seule une idéologie peut donner à cet État, tout puissant entre les mains d'un petit groupe d'hommes, une raison d'exister. L'essence du totalitarisme, à ce moment, c'est l'autorité proclamée et reconnue d'une idéologie impérative. L'orthodoxie officielle triomphe.

Dans quelles conditions, dans quel cas, l'intelligentsia marque-t-elle un penchant pour l'attitude révolutionnaire? Nous pouvons évoquer quelques précédents connus.

C'est, je crois, à propos de la Russie que l'on a commencé à employer l'expression d'*intelligentsia*, pour désigner ceux que nous appelons aujourd'hui les intellectuels, au sens très large que prend ce mot dans les pays où la civilisation occidentale commence seulement à se répandre. Ces intellectuels étaient ceux qui avaient reçu une formation dans des universités imitées de l'Occident. Ils venaient, les uns des grandes familles, d'autres, d'un milieu de petite bourgeoisie, et se trouvaient séparés de la culture traditionnelle. Ce qu'ils apprenaient dans les universités leur rendait injustifiable et odieux le régime tsariste, ils étaient inévitablement en révolte contre un monde que l'univers intellectuel auquel ils accédaient leur montrait indigne. L'intelligentsia russe du siècle dernier a passé son temps à méditer sur les relations entre le passé russe et l'Occident. En Russie, pour la première fois, la philosophie de l'histoire est devenue la philosophie par excellence.

Un grand nombre de ces intellectuels acceptaient finalement de s'intégrer à la société russe, d'autres continuaient à lui opposer un refus. Ce qui détermine l'attitude d'un intellectuel, ce n'est pas seulement le jugement abstrait qu'il porte sur la société où il vit. Ce jugement doit normalement être d'abord négatif, mais, si cette société lui donne la chance d'une carrière et une perspective de participer à la transformation du régime, l'intellectuel révolté peut finalement consentir à l'intégration.

Le deuxième exemple est tout différent: c'est le cas de l'Allemagne à la veille de l'avènement du national-socialisme. Cette fois, la crise économique était l'origine de la dissidence des intellectuels à l'égard de la société. Dans l'Allemagne d'avant 1933, des dizaines de milliers de jeunes gens ayant reçu une formation universitaire ne trouvaient pas de situation. Ils se révoltaient parce qu'ils étaient exclus de la communauté. Simultanément, un phénomène vaguement comparable au phénomène russe intervenait: la pensée allemande avait toujours comporté une espèce de dialogue entre une tradition purement germanique et la pensée rationaliste et libérale venue de l'Occident. Ce dialogue prenait une forme nouvelle à l'occasion d'une crise qui jetait sur le pavé des milliers d'intellectuels et semblait condamner le régime existant.

Troisième exemple typique du penchant révolutionnaire des intellectuels: la grande majorité des pays, que nous appelons aujourd'hui sous-développés.

Supposons un jeune Marocain ou un jeune Tunisien qui est passé par la Sorbonne, qui a reçu la même formation que ses camarades français, qui donc a appris à connaître les valeurs démocratiques "liberté, égalité, fraternité", et aussi le droit à l'indépendance de tous les peuples. Rentré au Maroc, il n'a pas le droit de fonder un journal ou d'écrire librement; en Tunisie, peut-être ne trouve-t-il pas d'emploi et constate-t-il qu'un grand nombre des places de fonctionnaires sont occupées par des Français. La confrontation du régime colonial, imposé par la France, et des principes de la démocratie française produit le choc typique entre les valeurs enseignées et la réalité existante (à quoi s'ajoute souvent une raison personnelle, la difficulté de faire carrière).

Quelle relation y a-t-il - et y a-t-il une relation - entre les cas précédents et le cas français actuel? Entre les deux guerres, la majorité des intellectuels français n'ont été ni fascistes, ni communistes, ils n'étaient pas totalitaires. Si, malgré tout, il y a eu parmi eux des représentants - et quelques représentants célèbres - des deux idéologies extrémistes, c'est que la France est un pays de dialogue idéologique permanent, où la Révolution française n'a jamais été unanimement acceptée et où le conflit de l'ancienne France et de la France moderne se poursuit. Il n'a pas grand-chose à voir avec le dialogue du fascisme et du communisme - en profondeur, ce sont des problèmes tout autres - mais le grand débat français tend à s'enflammer à nouveau chaque fois que les circonstances extérieures lui en donnent l'occasion. Il était à peu près inévitable qu'une partie de la gauche se reconnût dans le communisme, une partie de la droite dans le fascisme et que, de ce fait, un certain nombre d'intellectuels français parussent, entre les deux guerres, incliner vers le totalitarisme.

Aujourd'hui, la situation passe pour scandaleuse du fait qu'une notable fraction de l'intelligentsia française est progressiste ou communisante. Dans les universités, il y a peut-être dix à quinze pour cent de communistes parmi les professeurs, dix, quinze ou vingt pour cent qui sont plus ou moins progressistes. Si l'on prenait au pied de la lettre les déclarations de nos intellectuels, il faudrait en conclure qu'un grand nombre d'entre eux sont en dissidence à l'égard de la réalité française. La dissidence des intellectuels est une expression que j'emprunte à l'historien américain Crane Brinton et qu'il observe dans les périodes qui ont précédé les révolutions. Mais il s'agit d'une pseudo-dissidence: en majorité, les écrivains ou les professeurs français qui se déclarent communistes, communisants ou progressistes n'ont pas une telle envie de transformer la France actuelle, ni une telle nostalgie de la révolution. Ils n'ont - pour rappeler la formule fameuse de Marx - ni le désir de penser le monde, ni

celui de le changer, ils veulent surtout le dénoncer. Autrement dit, c'est une dissidence qui, essentiellement, s'épuise et se satisfait dans la critique, dans la vitupération, tout en acceptant assez tranquillement et assez confortablement une situation qui est loin d'être insupportable.

Il n'est guère, en effet, de pays au monde où les intellectuels, en particulier les lettrés, soient revêtus d'un pareil prestige. L'écrivain anglais qui arrive à Paris est non seulement transporté d'enthousiasme pour d'excellentes raisons qui tiennent aux attraits d'un séjour dans la capitale, il est, en outre, flatté dans son amour-propre professionnel de l'importance extrême que tous les épisodes de la vie intellectuelle semblent prendre dans la politique française. D'une certaine façon, Paris reste le paradis de tous les lettrés du monde. Le rêve suprême de l'artiste ou de l'écrivain japonais, c'est Saint-Germain-des-Prés et Montparnasse. Il y a encore beaucoup de lettrés américains qui considèrent Paris comme leur vraie patrie. Or, les intellectuels français, qui sont entourés d'une telle admiration, dont on épie les moindres gestes et dont on commente les moindres paroles, semblent saisis d'une espèce d'indignation permanente contre ce monde qui les comble, alors qu'aux États-Unis, où le lettré en tant que tel n'est jamais pris au sérieux, on assiste à une espèce de rapprochement entre les intellectuels et la nation. La revue américaine *Partisan Review* a publié, il y a deux ans, un numéro spécial sur les intellectuels et les États-Unis, qui était à cet égard caractéristique: les *high brow*, les écrivains sélectionnés pour les *happy few* des États-Unis, exprimèrent avec chaleur leur ralliement à leur pays. Autrement dit, les U.S.A. méprisent leurs intellectuels qui les admirent et la France admire ses intellectuels qui semblent la vomir.

À quoi tient cet étonnant phénomène? La première explication, c'est que les intellectuels sont toujours nationalistes, même quand ils affirment être de gauche ou d'extrême-gauche. Les États-Unis sont devenus aujourd'hui la première puissance militaire et économique du monde et l'intellectuel américain participe à la gloire nationale beaucoup plus que toute autre catégorie sociale. Il est certain que les humiliations de la France et le fait, ressenti par les intellectuels, qu'elle n'est plus la grande puissance d'autrefois contribuent à leur inspirer des sentiments amers.

Le penchant à la révolution est en proportion directe de la difficulté de modifier l'état de choses existant. Plus un pays est ou paraît stable, plus il irrite l'esprit critique de l'intellectuel. À ce point de vue, la France est un pays insupportable, qui trouve le moyen, en dépit de deux guerres et de je ne sais

combien de crises, d'avoir reconstitué sa façon de vivre avec une puissance de conservation ou de restauration incroyable et, à beaucoup d'égards, déplorable. L'intellectuel reproche au fond à la France de ne pas se réformer assez vite. Elle est devenue, si l'on peut dire, trop petite, trop stagnante pour eux.

Il faut compter aussi avec la tradition idéologique des intellectuels français. Celle de la gauche française est rationaliste, révolutionnaire et optimiste. Or, mainte action, probablement inévitable, de la politique française semble inacceptable par référence à cette idéologie. L'intellectuel français de gauche supporte avec peine que la France se trouve liée à la patrie du capitalisme et hostile aux pays qui se déclarent socialistes. Il est vrai que l'Union soviétique n'est pas socialiste et que les États-Unis ne sont pas capitalistes selon la définition de Marx. Mais, en politique, les mots ont une puissance, même et surtout pour les spécialistes des mots.

Autre aspect insupportable de la politique française: la politique coloniale. La France réalise le paradoxe d'avoir un empire outre-mer, mais pas de théorie capable de le justifier. Aucun Français, même parmi les plus colonialistes, ne ferait une théorie de la mission de l'homme blanc à travers les continents; aucun Français, même intellectuel de droite, ne ferait une théorie, en privé, du rôle civilisateur de la France, bien que tous les hommes politiques prononcent des discours sur ce sujet. On peut, sans doute, accomplir beaucoup de choses sans se les justifier à soi-même. Il est assez normal que les hommes de pensée répliquent à ce qui leur paraît injustifiable par la condamnation.

Tradition de gauche, rationaliste et révolutionnaire, optimiste, liens de la France avec la patrie du capitalisme, politique coloniale menée comme une sorte de nécessité sans fondement morale et spirituel - on trouve ainsi une série de raisons qui expliquent l'opposition des lettrés de gauche. Mais, pour que ceux-ci fussent vraiment en dissidence, il faudrait qu'ils eussent devant les yeux un objectif à atteindre. Nos intellectuels des *Temps Modernes* ou d'*Esprit* dénoncent l'occupation américaine en France, je ne suis pas absolument convaincu qu'ils seraient heureux si les troupes américaines s'en allaient. Il est infiniment plus agréable de dénoncer cette "occupation" que d'avoir à affronter les conséquences inévitables d'un vide militaire en Europe occidentale. Après le rejet de la C.E.D., la majorité de ceux qui soutenaient des théories "neutralistes" et qui avaient de toutes leurs forces plaidé pour le rejet du traité ont, pendant deux ou trois semaines, donné des signes d'inquiétude, comme s'ils se disaient soudain: "Est-ce que l'on va nous prendre au sérieux?" Visiblement, lorsque l'on a proposé une

autre solution, ils ont été doublement satisfaits: leurs inquiétudes étaient dissipées et ils retrouvaient leur cible favorite.

Cette attitude ne diffère pas tant, me semble-t-il, de celle de l'immense majorité des intellectuels à travers le monde entier. Ceux-mêmes d'entre nous qui acceptent ce qu'ils tiennent pour nécessaire, ne le font qu'avec un perpétuel mécontentement, une nostalgie d'un monde autre. Les intellectuels français donnent une expression articulée à ce qui se trouve dans un coin de nos âmes, de nos esprits à tous. Comme le disait, je crois, Salvador de Madariaga dans son livre sur la France, ils préfèrent la pensée à l'action. La pensée politique apparaît chez eux, achevée en elle-même, elle n'a pas besoin de se traduire en réalité. Comment le pourrait-elle?

La proportion des communistes, communisants, *fellow travellers*, parmi les intellectuels français n'est nullement un phénomène sans importance; à beaucoup d'égards, c'est un phénomène déplorable - il est toujours fâcheux qu'une partie essentielle de la nation semble être en opposition avec la nation elle-même, et refuser la politique effectivement suivie. Ce n'est pas non plus une dissidence tragique qui annonce une révolution. C'est une espèce de malaise national, qui prend une forme claire dans la conscience de ceux dont la fonction est de penser.

II

Tout État parlementaire est prosaïque. La démocratie a toutes les vertus, sauf d'être lyrique dans le courant des jours et de satisfaire les amateurs de romantisme politique. D'autre part, comme on l'a dit mille fois, la force du régime démocratique, c'est de limiter le pouvoir: par définition, l'État démocratique a l'air d'agir moins et moins vite que les autres. Aussi un certain nombre d'esprits rêveront-ils toujours d'un type d'État différent. Par exemple, l'esprit que j'appellerais polytechnicien rêvera du régime où l'on pourrait enfin construire tous les métros et tous les barrages souhaitables. Mais si l'État omnipotent séduit incontestablement à travers le monde le type d'esprit polytechnicien, pourquoi les lettrés paraissent-ils éprouver, eux aussi, la nostalgie d'un tel régime? C'est, je pense que, pour un grand nombre d'entre eux, qui sont des professionnels de la parole mais non des hommes d'action, il y a une satisfaction dans la négation de soi, dans la nostalgie d'un régime si contraire à leur nature. Remarquons que la majorité des romanciers n'ont pas d'idée très arrêtée sur la planification ou les mécanismes du marché et pas davantage sur la valeur respective des ingénieurs dans les différents systèmes. L'État qui multiplie les grands travaux peut séduire le lettré, non parce que celui-ci s'y intéresse, mais

justement parce qu'il ne s'y intéresse pas.

D'autres rêvent d'un régime qui supprimerait la corruption, les inégalités, empêcherait le triomphe des habiles et la défaite des purs - tout ce qui va avec le train des régimes, disons, démocratiques, ou, plus simplement, des régimes *visibles*. Car les mêmes abus, les mêmes injustices existent ailleurs, mais ne s'y voient pas. Au-delà du rêve des polytechniciens et des lettrés, il y a une sorte de rêve chrétien d'un régime enfin dirigé par un parti travaillant pour le bien de tous; ou le rêve de Sparte, qui peut s'incarner aujourd'hui dans l'image d'un État totalitaire.

Mais pourquoi les intellectuels français sont-ils proportionnellement plus attirés que les intellectuels d'autres pays par cette image de l'État omnipotent ou de l'État partisan? Ici intervient encore la tradition idéologique. La démocratie française a toujours été, en son essence et en son inspiration, plus jacobine que libérale. Il a fallu de nombreuses décennies pour réconcilier l'idée de la souveraineté populaire avec l'idée du régime parlementaire, qui a longtemps conservé un parfum aristocratique. La tradition politique française est plutôt celle de Rousseau que celle de Montesquieu. Et dans la conception du premier, l'idéal est une fusion des citoyens dans la cité, la volonté unique et collective de la cité s'exprimerait dans la démocratie - ce qui n'a pas grand-chose de commun avec le régime démocratique moderne. La conception de l'unité du peuple dans le cadre d'un État fort a des racines profondes dans le passé intellectuel de la France et peut incliner un certain nombre d'esprits vers le type de régime que nous appelons totalitaire.

Une autre explication est d'ordre psychologique. Les Français sont, dans leurs jugements moraux, pessimistes, mais, dans leurs jugements politiques relatifs à l'avenir, optimistes. Impitoyables dans la détection des défauts existants, ils sont sensiblement plus optimistes que les peuples anglo-saxons lorsqu'il s'agit d'imaginer l'avenir. Peut-être l'idée maîtresse de la démocratie anglo-saxonne, est-elle, selon le mot célèbre de Lord Acton, que "le pouvoir corrompt, que le pouvoir absolu corrompt absolument".

En France, au contraire, on croit volontiers à la bienfaisance d'un État fort - que, d'ailleurs, on s'empresserait de paralyser si, par accident, il existait. Ajoutons que la conscience politique française est aujourd'hui justement obsédée par les défauts que le monde entier nous reproche et que nous nous reprochons à nous-mêmes à longueur de journée: l'absence de stabilité de l'exécutif, la faiblesse de l'État assiégé ou déchiré par les intérêts privés ou les partis.

Dès lors, un certain nombre de Français (qui sont plutôt du type *expert* que du type *lettré*), finissent par souscrire à la justification de l'État autoritaire, que l'on invoque pour les pays sous-développés. L'argument que l'on entend à travers le monde, et que M. Bevan reprend infatigablement, est que l'on ne peut pas traverser la première phase de l'industrialisation en respectant strictement les méthodes parlementaires: il faut consentir à un État fort pour briser la résistance des intérêts privés. Le ministère Mendès-France, au début, est sorti de ce désir d'un gouvernement qui romprait avec les hésitations antérieures et qui aurait la capacité de faire ce tout le monde sait être nécessaire. (Soit dit en passant, la critique de la politique française est souvent faite à l'étranger, mais tous les éléments de cette critique sont empruntés à des auteurs français). La France est l'exemple éclatant d'une nation qui tout à la fois a conscience de l'urgence des réformes et ne parvient pas à les accomplir.

Un autre aspect de ce goût abstrait pour l'État fort est peut-être une certaine sympathie de l'intelligentsia de gauche pour la planification. Ce n'est pas un phénomène typiquement français, c'est un phénomène plus accentué en France, du fait de la pauvreté et des erreurs de la tradition proprement libérale. Nous n'avons jamais eu de politique économique libérale et, trop souvent, les théoriciens du libéralisme en France sont ou semblent liés à des intérêts peu édifiants. Le vrai libéralisme, d'origine protestante, nous l'avons à peine connu. Nos grandes familles industrielles doivent souvent leur fortune aux commandes de l'État; lorsqu'elles invoquent le libéralisme, elles ne parviennent guère à convaincre.

Peut-être faudrait-il signaler encore un autre phénomène plus complexe: l'État omnipotent, l'État qui semble capable de tout faire, c'est un peu l'expression de l'orgueil prométhéen. L'État démocratique accepte que personne n'ait entièrement raison, il consent aux lenteurs des délibérations et des compromis. L'État omnipotent, vu de loin, paraît le triomphe de la volonté humaine; en réalité, c'est le triomphe de quelques volontés ou d'une seule. À distance, la confusion est facile et l'optimisme rationaliste peut s'abandonner à l'illusion que, dans un tel régime, certains de ses espoirs se trouvent réalisés.

III

L'État omnipotent n'exercerait pas cette attraction s'il ne se transformait en État totalitaire. Celui-ci ne se définit pas seulement par l'autorité discrétionnaire d'un petit nombre d'hommes, il confère un caractère officiel, impératif à une doctrine et, dans le cas du communisme, à une doctrine globale. En droit, selon

les interprètes autorisés, la même conception marxiste s'appliquerait aux phénomènes naturels et aux phénomènes historiques, elle remet l'histoire humaine dans la suite de l'histoire naturelle. De l'origine des mondes jusqu'à la société sans classe ou à Staline, on apercevrait une continuité, marquée par la doctrine. Celle-ci vaut aussi pour toutes les activités humaines, ce qui autorise l'État totalitaire à *politiser* tous les secteurs de la vie collective. Il est essentiel que le militant n'oublie jamais qu'il appartient d'abord à son parti et qu'aucune activité ne doit être exercée pour elle-même. L'art pour l'art est une atteinte directe au principe de la politisation de l'existence; même le jeu d'échec ne doit pas être détaché de toute référence idéologique. Enfin, cette doctrine se formule à chaque instant par une interprétation obligatoire des événements passés, présents et futurs - qui, d'ailleurs, change: ce qui est obligatoire, c'est d'avoir l'interprétation juste au moment convenable. Comme l'a montré Orwell et comme nous l'avons constaté souvent, la toute-puissance de l'État totalitaire s'exerce aussi sur le passé. Puisque, après tout, en dehors des mots que nous employons ou des sons que nous émettons, le passé humain n'existe plus, on peut dire, avec un peu d'imagination et d'erreur philosophique, que réellement l'État totalitaire *refait* le passé.

Ce système totalitaire impressionne-t-il ou séduit-il les intellectuels en général, et les intellectuels français en particulier? On peut évidemment dire, de manière banale, que la science moderne laisse une insatisfaction; elle est toujours partielle et une doctrine de cet ordre a le mérite d'apporter un système, de mettre en forme cohérente un ensemble de connaissances qui resteraient dispersées. On peut dire aussi qu'à notre époque où chacun va répétant que "la politique est le destin", cette doctrine apporte une explication de l'histoire, que cherche notre génération. Mais, quand on a dit tout cela, il faut ajouter que le marxisme ne joue, dans la vie intellectuelle française, à peu près aucun rôle. Les économistes français ne s'occupent pas plus des théories marxistes que leurs collègues des autres pays. Certes, les historiens français ont été influencés par Marx, comme les historiens du monde entier, mais je n'en connais aucun qui applique les dogmes du matérialisme dialectique à la reconstruction du passé. S'il n'y avait pas de matérialisme dialectique et si Staline était mort à vingt ans, les historiens français écriraient l'histoire exactement comme ils le font. Même les intellectuels communistes, à l'exception de quelques-uns dans une ou deux revues (qui sont en marge de la culture française), ne se soucient guère de doctrine stalinienne. Le stalinisme, joint à un certain nombre de centaines de millions d'hommes et de centaines de divisions, pose un problème historique ou

politique, extrêmement sérieux; le stalinisme, en tant que philosophie, n'a aucune espèce d'intérêt.

Dans ces conditions, comment est-il possible qu'il y ait tant d'intellectuels que l'on appelle *marxisants*? Examinons un instant le cas le plus intéressant, celui des progressistes, qui, certainement, ne sont pas staliniens, qui, sur un grand nombre de questions courantes, soutiennent les mêmes opinions qu'eux et qui, au surplus, essaient de mêler des idées marxistes à leur façon de penser.

Considérons d'abord l'exemple des chrétiens progressistes. Ils me semblent commettre deux erreurs de sens contraire. D'une part, ils ont tendance à dire que le marxisme ou le communisme est essentiellement un système d'organisation ou de réorganisation matérielle de la société, qu'il n'y a donc pas de difficulté à travailler sur ce plan avec les communistes: la vie spirituelle, la vie religieuse se développeront au-delà de cette révolution nécessaire. Leur erreur, celle même que la hiérarchie leur reproche, est d'imaginer qu'une foi religieuse n'a pas de conséquence sur la façon de penser le monde et d'agir en politique. Mais, en même temps, ils font, plus ou moins consciemment, une erreur de sens contraire: ils sont séduits par l'écho de notions chrétiennes qu'ils retrouvent dans le message marxiste. Celui-ci est essentiellement un prophétisme qui annonce que du monde corrompu sortira un monde meilleur, grâce à un sauveur collectif: le prolétariat, témoin de l'inhumanité présente, réalisera l'humanité. La société sans classes sera l'accomplissement de la vocation humaine, ou, pour employer des expressions marxistes, résoudra le mystère de l'histoire. Ce prophétisme est une transposition séculière du millénarisme judéo-chrétien. Les mots "avènement du prolétariat", "accomplissement de la vocation humaine", sont chargés de résonance chrétienne. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire un livre comme *Jeunesse de l'Église* ou le témoignage extraordinairement pathétique qui vient d'être publié par les prêtres-ouvriers. Ces hommes, qui sont parmi les plus profonds et les plus authentiques chrétiens de la France actuelle, sont "pris" par les survivances chrétiennes, incluses dans le marxisme. Ils ne se rendent pas compte que le salut de l'homme se joue ou dans chaque âme par rapport à Dieu, ou dans la lutte de classes à travers l'histoire, mais que l'on ne peut pas *simultanément* accepter les deux doctrines de salut. Les chrétiens progressistes en sont venus à hésiter entre une religion transcendante - le salut de l'âme seule par rapport à Dieu - et une religion séculière - le salut de l'humanité à travers la lutte de classes et grâce au prolétariat incarné dans le parti communiste.

Quant aux existentialistes, leur glissement vers le communisme est d'une autre

nature. Eux vont au communisme à travers les ouvrages de jeunesse de Marx, qui sont encore imprégnés de la philosophie de Hegel. Merleau-Ponty, dans *Humanisme et Terreur*, expliquait que Marx a posé les conditions, définitivement valables, d'une société humaine, de la réconciliation humaine, que, par conséquent, on ne peut pas aller au-delà de Marx qui a montré le chemin par lequel devait passer cet accomplissement. Le prolétariat est la seule intersubjectivité authentique et seul, donc, peut réaliser l'humanité. S'il n'y réussit pas, Marx ne se sera pas trompé, mais l'histoire sera absurde. Le mode de raisonnement de Sartre, qui était du même type, tend à se simplifier. Sartre estime, semble-t-il, que du côté occidental règne le capitalisme, le conservatisme. Seul le communisme est révolutionnaire. Sans doute, certaines des formes de la révolution communiste lui déplaisaient-elles; lui non plus n'aurait pas fait l'État stalinien exactement comme il est, s'il en avait été le demiurge: mais, s'il faut absolument choisir, on ne peut, dit-il, choisir que le camp communiste, celui de la révolution, donc du seul espoir humain.

Ainsi se combinent, selon une tradition très française, le pessimisme quant à la réalité présente et l'exigence d'un espoir politique absolu, combinaison déjà rencontrée chez les écrivains naturalistes: un homme comme Zola faisait du monde actuel une description sans indulgence, et quand il songeait à l'avenir, il s'abandonnait volontiers au rêve. Les existentialistes sont représentatifs de cette intelligentsia de gauche, sans illusions sur le monde, mais qui refuse de renoncer à l'espoir et ne conçoit pas de séparer l'espoir des mouvements marxistes et du verbalisme révolutionnaire.

Peut-être une autre tradition française incline-t-elle encore des intellectuels au totalitarisme: depuis un siècle et demi, se prolonge la recherche d'une religion de remplacement. Dans le fameux chapitre sur la religion civile du *Contrat Social*, Jean-Jacques Rousseau expliquait longuement comment une religion strictement nationale, qui lierait l'individu à la collectivité, pourrait donner à celle-ci une force supplémentaire. Il n'allait pas jusqu'à appeler de ses vœux une religion nationale, mais il y avait dans ces pages suffisamment d'arguments pour en fonder l'idée. Saint-Simon, Auguste Comte ont évoqué, l'un un nouveau christianisme, l'autre, une religion de l'Humanité. À ces diverses tentatives, on pourrait ajouter encore celle de Durkheim et des sociologues français, qui pensaient que la religion traditionnelle était sur le point de mourir et qu'il appartenait aux sociologues et aux savants d'en élaborer une autre.

Le communisme est, peut-on dire, la première et la seule religion

d'intellectuels qui ait réussi; une religion dont le fondateur est un intellectuel au sens fort du terme, un émigré allemand qui a consacré la plus grande partie de sa vie en exil à fréquenter les bibliothèques et à écrire des livres; une religion dont les interprètes sont des intellectuels et qui semble faire des intellectuels à la fois des prêtres, des exégètes et des théologiens. Le marxisme, à l'origine un prophétisme, enseigne, sous sa forme stalinienne, l'incarnation du sauveur dans un parti, qui devient du même coup l'église; la réinterprétation permanente de la doctrine par le parti suscite une extraordinaire scolastique; enfin la transformation de l'homme en militant, le reconditionnement de l'homme en ses réflexes, en ses pensées et ses actions est une version matérialiste de l'homme nouveau.

Cette religion d'intellectuels, qui est probablement le fait dominant de l'État totalitaire, séduit-elle ou non les intellectuels français? J'hésite à répondre. Je suis sûr que s'ils avaient à la vivre, ils la détesteraient. Dans la *Pensée Captive*, Milosz a montré comment les intellectuels répondaient et échappaient à la fois à l'exigence d'orthodoxie dans les démocraties populaires. Les intellectuels, condamnés à l'orthodoxie par l'État tout-puissant, cherchent à sortir de la prison. Ils en sortent dans leur for intérieur, en se donnant à eux-mêmes une interprétation de l'idéologie officielle, qui leur permette de dire les mots qu'il faut, sans y croire. De loin, cet État idéocratique, cette idéologie servant de fondement à l'État, exerce une sorte de fascination, non seulement sur les intellectuels français, mais dans le monde entier.

En elle-même, en son contenu idéologique, cette religion séculière est passablement absurde. Le développement du capitalisme occidental a été tout autre que ne l'annonçaient les prévisions marxistes; les États soviétiques remplissent les fonctions que le marxisme attribuait aux capitalistes, c'est-à-dire qu'ils développent les forces productives. Pourtant ce système idéologique clos, livré à des interprètes ingénieux, n'échoue jamais et, de ce fait, ne peut pas ne pas exercer une certaine attirance. On n'y croit pas, mais on ne le rejette pas radicalement. On essaie de conserver le système de paroles, même quand on ne l'interprète pas littéralement. On dira que la version de la doctrine que donne à tel moment le secrétaire général du parti n'est pas la vraie, mais on admettra que le socialisme est inévitable, que la méthode soviétique est la seule qui conduise au socialisme, etc. D'une façon ou d'une autre, on restera à l'intérieur de cet univers idéologique.

Peut-être y restera-t-on parce que l'intelligentsia de gauche qui a triomphé

puisque'elle domine le monde moderne, est déçue par sa réussite. À l'heure présente, l'immense majorité des intellectuels, y compris ceux de droite, pensent selon le système des intellectuels de gauche. La pensée actuelle est tout immanentiste. Nous sommes tous convaincus (ou nous parlons comme si nous l'étions) que l'objectif essentiel des États est le développement des forces productives, le progrès économique, le confort pour tous, l'égalité des hommes. Les valeurs politiques de la gauche l'ont emporté. Mais cette victoire comporte une part de défaite: le monde transformé par la technique n'est devenu ni raisonnable, ni pacifique et les hommes n'ont pas changé. Le progrès scientifique, le progrès technique sont évidents. Le progrès des sociétés, le progrès moral ne suivent pas. L'idéologie de type stalinien est la seule façon de se donner, dans un avenir non prévu, la réalisation d'espairs qu'on liait, jadis, à l'application de la science à l'industrie.

Que deviendra la religion séculière dans l'avenir? Beaucoup dépend, assurément, de l'évolution intérieure de la Russie. En France, je crois que cette demi-fascination par une idéologie à laquelle on ne croit pas authentiquement, mais dont on n'arrive pas tout à fait à se déprendre, est déjà sur le déclin. Bien que l'intelligentsia française de gauche soit destinée à rester telle qu'elle est - critique, insatisfaite, plus ou moins révolutionnaire verbalement - la séduction du communisme est en train de disparaître. Le prophétisme marxiste est de plus en plus contradictoire avec les faits du monde occidental. Le marxisme s'applique à la rigueur aux sociétés non occidentales (et c'est un fait remarquable que la description du capitalisme anglais par Marx au milieu du XIXe siècle soit applicable à ce que les Asiatiques ont pu connaître du capitalisme). Quand il s'agit du monde occidental, il est parfaitement clair que le régime de propriété n'est pas le phénomène décisif, que le niveau de vie dépend de la productivité et non pas du régime économique, que la planification n'est pas un moyen miraculeux de faire surgir les richesses. L'obsession du régime de la propriété, l'idée que la planification représente la fin de la préhistoire et le début du règne de la liberté, toutes ces idées sont si manifestement incompatibles avec l'expérience que l'on peut penser que lettrés et experts finiront, à la longue, par les abandonner.

On sait de mieux en mieux ce que donne et ce que ne donne pas le progrès technique; les sciences sociales nous expliquent assez clairement ce que l'on peut et ce que l'on ne peut pas attendre du développement de la technique et de la science. Il devient de plus en plus difficile d'imaginer cet événement, exaltant comme une fête et terrifiant comme une catastrophe, qu'on appelle révolution et

qui bouleversera d'un coup le train des choses humaines. Or, ce n'est pas le totalitarisme qui attire, c'est le mythe révolutionnaire et le mythe révolutionnaire est celui de la grande rupture. À quoi bon rêver de la grande rupture à une époque où les ruptures surviennent tous les jours? Nos sociétés techniciennes se transforment trop vite pour qu'il soit besoin de rêver à quelque événement extraordinaire pour les transformer brutalement. On peut penser que le révolutionnarisme verbal et l'attachement aux mots sacrés de la gauche du siècle dernier sont, dès maintenant, au-delà de leur point culminant. Après tout, les intellectuels qui, aujourd'hui, font du gauchisme en France, semblent reproduire dans les années cinquante ce que nous avons vécu de manière pathétique dans les années trente. Les déclamations révolutionnaires d'aujourd'hui, y compris celles de Jean-Paul Sartre, appartiennent à l'ordre de la comédie. S'il y avait une révolution, elle serait due surtout à l'aide de l'Armée rouge et, en ce cas, elle serait tout, sauf exaltante.

Dès lors, j'espère - et peut-être serais-je enclin à dire: je crois - que les intellectuels, en Occident, sont en train de revenir de la révolution à la sagesse. Ils n'abandonneront pas pour autant leur fonction critique. Je ne souhaite pas qu'ils soient trop parfaitement intégrés à la collectivité. Déjà, dans certains pays, on craint autant leur adaptation que leur dissidence. En France, on attend qu'ils reviennent à leur patrie et à la démocratie, non pour l'exalter mais pour la réformer. Leur tâche est grande, s'ils consentent à l'accomplir sans fuite vers la vitupération ou l'utopie. Dire non à la réalité n'implique ni que l'on dise oui à des rêves d'enfants, ni que l'on décourage l'effort vers l'action en opposant à la société imparfaite l'image d'une société moins idéale encore qu'inaccessible.

L'opium des intellectuels ou le mythe du prolétariat

La Nouvelle NRF
Mai 1955

«La Révolution est l'opium du peuple.»

Simone Weil

L'eschatologie marxiste attribue au prolétariat le rôle d'un sauveur collectif. Les expressions qu'emploie le jeune Marx ne laissent pas de doute sur les origines judéo-chrétiennes du mythe de la classe, élue par sa souffrance pour le rachat de l'humanité. Mission du prolétariat, fin de la préhistoire grâce à la Révolution, règne de la liberté, on reconnaît sans peine la structure de la pensée millénariste: le Messie, la rupture, le royaume de Dieu.

Le marxisme n'est pas disqualifié par de telles comparaisons. La résurrection, sous une forme apparemment scientifique, des croyances séculaires séduit les esprits, sevrés de foi. Le mythe peut paraître préfiguration de la vérité aussi bien que l'idée moderne survivance de rêves.

L'exaltation du prolétariat en tant que tel n'est pas un phénomène universel. Bien plutôt pourrait-on y voir une marque du provincialisme français. Là où règne la «Foi nouvelle», c'est le parti plutôt que le prolétariat qui fait l'objet d'un culte. Là où le travaillisme l'emporte, les travailleurs d'usines, devenus petits bourgeois, n'intéressent plus les intellectuels et ne s'intéressent plus aux idéologies. L'amélioration de leur sort leur enlève le prestige du malheur et les soustrait à la tentation de la violence.

Est-ce à dire que la ratiocination sur le prolétariat et sa fonction se limite désormais aux seuls pays d'Occident qui hésitent entre la fascination du régime soviétique et l'attachement aux libertés démocratiques? Les controverses subtiles sur le prolétariat, et le parti, qui se donnent libre cours dans les colonnes des *Temps Modernes* et d'*Esprit*, ressemblent à celles que menaient, il y a un demi-siècle, militants et théoriciens, en Russie et en Allemagne. En Russie, elles sont désormais tranchées par voie d'autorité; en Allemagne, elles sont épuisées faute de combattants. Mais entre les pays convertis au communisme et les pays occidentaux, où le développement de la production a transformé les damnés de la terre en cotisants de syndicats raisonnables, subsiste encore plus de la moitié de l'humanité qui envie le niveau de vie de ces derniers pays et tourne les yeux

vers les premiers.

I

On discute passionnément de la définition exacte du concept, peut-être le plus courant de la langue politique, la classe. Nous n'entrerons pas ici dans la discussion qui, peut-être, ne comporte pas de conclusion. Rien ne prouve qu'il existe, circonscrite à l'avance, une réalité et une seule qui doit être baptisée classe. La discussion est d'autant moins nécessaire que personne n'ignore quels sont, dans une société moderne, les hommes que l'on s'accorde à baptiser prolétaires: les salariés qui travaillent de leurs mains dans les usines.

Pourquoi la définition de classe ouvrière passe-t-elle souvent pour malaisée? Aucune définition ne trace nettement les limites d'une catégorie. À partir de quel échelon de la hiérarchie le travailleur qualifié cesse-t-il d'appartenir au prolétariat? Le travailleur manuel des services publics est-il un prolétaire, bien qu'il reçoive son salaire de l'État et non d'un entrepreneur privé? Les salariés du commerce, dont les mains manipulent les objets fabriqués par d'autres, appartiennent-ils au même groupe que les salariés de l'industrie? Il ne nous importe pas de répondre dogmatiquement à de telles interrogations: les divers critères ne s'accordent pas. Selon que l'on considère la nature du métier, le mode et le montant de la rémunération, le style de vie, on inclura ou non certains travailleurs dans le prolétariat. Le mécanicien de garage, salarié et manuel, n'a pas la même situation, la même perspective sur la société que l'ouvrier employé à une chaîne de montage dans les usines Renault. Il n'y a pas une essence du prolétariat à laquelle certains salariés participeraient, mais une catégorie, dont le centre est caractérisé et dont les marges sont indistinctes.

Cette difficulté de délimitation n'aurait pas seule suscité tant de controverses. La doctrine marxiste prêtait au prolétariat une mission unique, de convertir l'histoire, disent les uns, de réaliser l'humanité, disent les autres. Comment les millions d'ouvriers d'usines, dispersés entre des milliers d'entreprises, peuvent-ils être le sujet d'un tel accomplissement? D'où une deuxième recherche, non des frontières, mais de l'unité du prolétariat.

On n'a pas de peine à constater, entre les travailleurs manuels de l'industrie, quelques traits communs, matériels et psychologiques: montant des revenus, répartition des dépenses, style de vie, attitude à l'égard du métier ou de l'employeur, sentiments des valeurs, etc. Cette communauté, objectivement saisissable, est partielle. Les prolétaires français, par quelques côtés, diffèrent des prolétaires anglais et ressemblent à leurs compatriotes. Les prolétaires qui

vivent dans les villages ou les petites villes ont peut-être plus de parenté avec leurs voisins qu'avec les travailleurs des grandes villes. En d'autres termes, l'homogénéité de la catégorie prolétarienne est, de toute évidence, imparfaite, encore qu'elle soit probablement plus marquée que celle des autres catégories.

Ces remarques banales expliquent pourquoi, entre le prolétariat qu'étudie le sociologue et le prolétariat, qui a mission de convertir l'histoire, subsiste inévitablement un écart. Pour combler cet écart, la méthode aujourd'hui à la mode consiste à reprendre la formule marxiste: «Le prolétariat sera révolutionnaire ou ne sera pas.» «C'est en se refusant à son aliénation que le prolétaire se fait prolétaire.(1)» (Francis Jeanson). «L'unité du prolétariat, c'est son rapport avec les autres classes de la société, bref, c'est sa lutte.(2)» (J.-P. Sartre). À partir du moment où il est défini par une volonté générale, le prolétariat, acquiert une unité subjective. Peu importe le nombre des prolétaires, en chair et en os, qui participent à cette volonté: la minorité combattante incarne légitimement le prolétariat tout entier.

L'emploi que Toynbee fait du mot a suscité des équivoques nouvelles. L'ouvrier d'industrie n'est qu'un exemple, entre d'autres, de ces hommes, nombreux aux époques de désagrégation, qui se sentent étrangers à la culture existante, se rebellent contre l'ordre établi et sont sensibles à l'appel des prophètes. Dans le monde antique, les esclaves et déportés écoutèrent la voix des apôtres. Parmi les travailleurs des faubourgs industriels, la prédication marxiste a gagné des adeptes par millions. Les non-intégrés sont prolétaires, comme sont prolétaires les peuples semi-barbares, situés à la périphérie de la zone de civilisation.

Nous laisserons de côté cette dernière définition selon laquelle les déportés, les concentrationnaires, les minorités nationales mériteraient le qualificatif de prolétariat plus que les ouvriers d'industrie. En revanche, la définition de Jean-Paul Sartre nous mène au thème essentiel. Pourquoi le prolétariat a-t-il, dans l'histoire, une mission unique?

L'élection du prolétariat s'exprimait dans les textes du jeune Marx par les formules célèbres: «une classe avec des chaînes radicales, une classe de la société bourgeoise qui ne soit pas une classe de la société bourgeoise, une sphère qui possède un caractère universel par suite de ses souffrances universelles...» La déshumanisation des prolétaires, soustraits à toutes les communautés particulières, en fait des hommes purement hommes et à ce titre universels.

C'est la même idée que reprennent, sous des formes indéfiniment variées, les

philosophes existentialistes, en particulier M. Merleau-Ponty: «Si le marxisme donne un privilège au prolétariat, c'est parce que, selon la logique interne de sa condition, selon son mode d'existence le moins délibéré, en dehors de toute illusion messianique, les prolétaires qui «ne sont pas des dieux» sont et sont seuls en position de réaliser l'humanité... le prolétariat, à considérer son rôle dans la constellation historique donnée, va vers une reconnaissance de l'homme par l'homme...(3)» «La condition du prolétaire est telle qu'il se détache des particularités non par la pensée et par un procédé d'abstraction, mais en réalité et par le mouvement même de sa vie. Seul il est l'universalité qu'il pense, seul il réalise la conscience de soi, dont les philosophes, dans leur réflexion, ont tracé l'esquisse.(4)»

Le mépris que professent volontiers les intellectuels pour les métiers de commerce et d'industrie m'a toujours paru méprisable. Que les mêmes qui regardent de haut ingénieurs ou chefs d'industrie croient reconnaître dans l'ouvrier, devant son tour ou à la chaîne de montage, l'homme universel me paraît sympathique, mais surprenant.

On conçoit que les prolétaires observés par Marx, qui travaillaient douze heures par jour, que ne protégeaient ni syndicats ni lois sociales, qui subissaient la loi d'airain des salaires, aient paru déparcellisés par le malheur. Tel n'est pas le cas de l'ouvrier de Detroit, de Coventry, de Stockholm, de Billancourt, de la Ruhr(5), qui ne ressemble pas à un homme universel, mais au citoyen d'une nation, au militant d'un parti. Le philosophe a le droit de souhaiter que le prolétaire ne s'intègre pas à l'ordre existant et se réserve pour la tâche révolutionnaire. Mais il ne saurait, au milieu du XXe siècle, poser comme un fait l'universalité du travailleur d'industrie. En quel sens le prolétariat français, divisé entre les organisations rivales, peut-il être appelé «la seule inter-subjectivité authentique»?

L'étape ultérieure du raisonnement, qui tend à confirmer l'eschatologie marxiste, n'est pas plus convaincante. Pourquoi le prolétariat *doit-il* être *révolutionnaire*? Si l'on s'en tient à un sens vague de ce dernier mot, on peut plaider que les ouvriers de Manchester, en 1850, comme ceux de Calcutta aujourd'hui, réagissent à leur situation par une espèce de révolte. Ils ont conscience d'être victimes d'une organisation injuste. Tous les prolétaires n'ont pas le sentiment d'être exploités ou opprimés. L'extrême misère ou la résignation ancestrale étouffe ce sentiment, l'élévation du niveau de vie et l'humanisation des rapports industriels l'atténuent. Probablement ne disparaît-il jamais entièrement,

même sous la propagande obsessionnelle de l'État communiste, tant il est lié à la condition du salarié, à la structure des industries modernes.

On n'en saurait conclure que le prolétariat est spontanément, en tant que tel, révolutionnaire. Lénine eut la clairvoyance de constater l'indifférence des ouvriers à leur vocation, leur souci de réformes *hic et nunc*. La théorie du parti, avant-garde du prolétariat, est née précisément de la nécessité reconnue d'entraîner des masses, qui aspirent à un sort meilleur, mais répugnent à l'apocalypse.

Dans le marxisme du jeune Marx, la vocation révolutionnaire du prolétariat découle des exigences de la dialectique. Le prolétariat est l'esclave qui triomphera de son maître, non pour lui-même, mais pour tous. Il est le témoin de l'inhumanité qui accomplira l'humanité. Marx a passé le reste de sa vie à chercher la confirmation, par l'analyse économique et sociale, de la vérité de cette dialectique.

Le communisme orthodoxe n'a pas non plus de peine à postuler la vocation révolutionnaire du prolétariat. Celle-ci est impliquée par l'interprétation globale de l'histoire qu'il tient pour incontestable. L'accent de valeur est, en fait, transporté sur le parti. Or ni l'existence, ni la volonté révolutionnaire de ce dernier ne prêtent au doute. À l'origine, on a donné son adhésion au parti, parce que celui-ci incarnait la classe, promue au rôle de sauveur collectif. Une fois à l'intérieur du parti, on s'interroge d'autant moins sur la classe que les camarades viennent de toutes les classes.

Il n'en va pas de même des philosophes français, qui se veulent révolutionnaires, refusent d'entrer dans le parti communiste et pourtant affirment qu'on ne peut «combattre le prolétariat, sans devenir l'ennemi de soi-même et de l'humanité»: l'ouvrier d'industrie, au milieu du XXe siècle, n'est plus l'homme réduit à la nudité de la condition humaine, dissolution de toutes les classes et de toutes les particularités. Comment justifient-ils la mission qu'ils lui confient?

Dépouillés des complications de langage, les thèmes paraissent à peu près les suivants. L'ouvrier d'industrie ne peut prendre conscience de sa situation sans se révolter; la révolte est la seule réaction humaine à la reconnaissance d'une condition inhumaine. Le travailleur ne sépare pas son sort de celui des autres, il voit, avec évidence, que son malheur est collectif, non individuel, lié aux structures des institutions, non aux intentions des capitalistes. Aussi la révolte prolétarienne tend-elle à s'organiser, à devenir révolutionnaire sous la direction d'un parti. Le prolétariat ne se constitue en classe que dans la mesure où il

acquiert une unité, et celle-ci ne peut résulter que d'une opposition aux autres classes. Le prolétariat est sa lutte contre la société.

Jean-Paul Sartre, dans ses derniers écrits, de l'idée, authentiquement marxiste, que le prolétariat ne s'unit qu'en s'opposant aux autres classes, conclut à la nécessité d'une organisation, c'est-à-dire d'un parti. Il confond implicitement, subrepticement, le parti prolétarien avec le parti communiste, de telle sorte qu'il tourne au profit de ce dernier les arguments qui démontrent seulement le besoin d'un parti, pour défendre les intérêts ouvriers. On ne sait, d'ailleurs, si l'argument vaut pour le prolétariat français de 1955, pour le prolétariat français depuis deux siècles ou pour tous les prolétariats à l'intérieur des régimes capitalistes.

Revenons à des considérations prosaïques. Si l'on convient d'appeler prolétaires les ouvriers des industries, quels sont les aspects de leur condition contre lesquels ils se révoltent? Quels sont ceux qu'une révolution supprimerait? En quoi consiste concrètement l'avènement d'une classe ouvrière «déprolétarisée»? En quoi les travailleurs, victorieux de l'aliénation d'hier, différaient-ils des travailleurs d'aujourd'hui?

II

Le prolétaire, nous disent Marx et les écrivains qui lui font écho, est «aliéné». Il ne possède rien que sa force de travail qu'il loue, sur le marché, au propriétaire des instruments de production. Il est enfermé dans un travail parcellaire et ne reçoit, pour prix de son effort, qu'un salaire juste suffisant pour l'entretenir, lui et sa famille. Selon cette théorie, c'est la propriété privée des instruments de production qui est l'origine ultime et de l'oppression et de l'exploitation. Dépouillé de la plus-value accumulée par les seuls capitalistes, l'ouvrier est privé pour ainsi dire de son humanité.

Ces thèmes marxistes demeurent à l'arrière-plan de la pensée. Il est difficile de les reproduire tels quels. Le nœud de la démonstration, dans *Le Capital*, est la conception selon laquelle le salaire, comme toute marchandise, aurait une valeur, déterminée par les besoins de l'ouvrier et de sa famille. Or, ou bien cette conception est prise en un sens rigoureux et, en ce cas, l'élévation des salaires, en Occident, la réfute sans contestation possible. Ou bien elle est interprétée au sens large, les besoins incompressibles des ouvriers dépendent de la psychologie collective et, en ce cas, la conception elle-même ne nous apprend plus rien. Au milieu du XXe siècle, le salaire ouvrier, aux États-Unis, doit permettre l'achat de la machine à laver ou du poste de télévision.

On n'a guère étudié, en France, *Le Capital*, et les écrivains s'y réfèrent

rarement. C'est moins l'oubli des théorèmes économiques de Marx qui affaiblit l'analyse de l'aliénation ouvrière que la constatation d'un fait évident: plusieurs des griefs ouvriers n'ont rien à voir avec le système de propriété. Ils subsistent tels quels, quand les moyens de production appartiennent à l'État.

Énumérons les griefs fondamentaux: 1° insuffisance de la rémunération; 2° durée excessive du travail; 3° menace du chômage total ou partiel; 4° malaise lié à la technique ou à l'organisation administrative de l'usine; 5° sentiment d'être enfermé dans la condition ouvrière sans perspective de progression; 6° conscience d'être victime d'une injustice fondamentale, soit que le régime refuse au travailleur une juste part du produit national, soit qu'il lui refuse la participation à la gestion de l'économie.

La propagande marxiste tend à répandre la conscience d'une injustice fondamentale et à la confirmer par la théorie de l'exploitation. Cette propagande ne réussit pas dans tous les pays. Là où les revendications immédiates sont, en grande partie, satisfaites, la mise en accusation du régime devient un radicalisme stérile. Là, en revanche, où elles ne le sont pas ou le sont trop lentement, la tentation de s'en prendre au régime risque de devenir irrésistible.

L'interprétation marxiste du malheur prolétarien ne peut pas ne pas paraître vraisemblable aux prolétaires. Cruautés du salariat, de la pauvreté, de la technique, d'une vie sans avenir, du chômage redouté: pourquoi ne pas mettre tout au compte du capitalisme, puisque ce mot vague couvre à la fois les rapports de production et le mode de distribution? Même dans les pays où le réformisme a été poussé le plus loin, aux États-Unis, où l'entreprise privée est, dans l'ensemble, acceptée, il subsiste un préjugé hostile au profit, un soupçon, toujours prêt à se réveiller, que le capitaliste ou la société anonyme, en tant que tels, exploitent leurs ouvriers. L'interprétation marxiste rejoint la perspective sur la société à laquelle inclinent spontanément des travailleurs.

En fait, le niveau des salaires, en Occident, dépend, on le sait, de la productivité, de la répartition du revenu national entre investissements, dépenses militaires et consommation, de la distribution des revenus entre les classes. La répartition des revenus n'est pas plus égalitaire en régime de type soviétique qu'en régime de type capitaliste ou mixte. La part des investissements est plus grande de l'autre côté du rideau de fer. L'expansion économique y a servi à l'accroissement de la puissance plus qu'à l'élévation du niveau de vie. Il n'y a pas de preuve que la propriété collective soit plus propice à l'amélioration de la productivité que la propriété privée.

La diminution de la durée du travail s'est révélée compatible avec le capitalisme. La menace de chômage demeure, en revanche, un des maux de tout régime non pas tant de propriété privée que de marché. À moins qu'on n'élimine radicalement les oscillations de la conjoncture ou que l'on ne consente à une inflation permanente, toute économie de libre embauche impliquera un risque de chômage, au moins temporaire. Il ne faut pas nier cet inconvénient, il faut le réduire autant que possible.

En ce qui concerne le malaise du travail industriel, les psychotechniciens en ont analysé les causes et les modalités multiples. Ils ont suggéré des méthodes susceptibles d'atténuer la fatigue ou l'ennui, d'apaiser les récriminations, d'intégrer les travailleurs à la cellule d'entreprise ou à l'entreprise tout entière. Aucun régime, capitaliste ou socialiste, n'implique ou n'exclut l'application de ces méthodes. L'infériorité de la propriété privée, à cet égard, est que la mise en question du régime incite beaucoup de travailleurs ou d'intellectuels à dénoncer l'application, à des fins de conservation sociale, des enseignements tirés des sciences de l'homme.

Les chances de promotion, pour les ouvriers, sont-elles fonction du régime? La réponse est malaisée: les études comparatives de la mobilité sont trop imparfaites pour permettre un jugement catégorique. De manière générale, l'ascension est d'autant plus facile que la proportion des métiers non manuels augmente. Le progrès économique est, par lui-même, facteur de mobilité. L'effacement des préjugés de caste devrait, dans les pays de démocratie bourgeoise, accélérer le renouvellement de l'élite. En Union soviétique, la liquidation de l'ancienne aristocratie, la rapidité de l'édification industrielle ont multiplié les chances de promotion.

Enfin, la protestation contre le régime en tant que tel, logiquement, appelle une révolution. Si le capitalisme, défini par la propriété privée des instruments de production et les mécanismes du marché, est l'origine de tous les maux, les réformes deviennent condamnables, puisqu'elles risquent de prolonger la durée d'un système odieux.

À partir de ces remarques, sommaires et banales, on distingue sans peine deux formes de la libération ouvrière ou de la fin des aliénations. La première, jamais achevée, est faite de mesures multiples et partielles: la rémunération ouvrière s'élève en même temps que la productivité, des lois sociales protègent les familles et les vieillards, les syndicats discutent librement les conditions du travail avec les employeurs, l'élargissement du système d'enseignement accroît

les chances de promotion. Appelons cette libération *réelle*: elle se traduit par des améliorations concrètes à la condition prolétarienne, elle laisse subsister des griefs (chômage, malaise à l'intérieur de l'entreprise) et, parfois, dans une minorité plus ou moins forte, la révolte contre les principes du régime.

Une révolution du type soviétique donne le pouvoir absolu à la minorité qui se réclame du prolétariat et transforme beaucoup d'ouvriers ou de fils d'ouvriers en ingénieurs ou commissaires. Le prolétariat lui-même, c'est-à-dire les millions d'hommes qui travaillent de leurs mains dans les usines, sont-ils libérés?

Le niveau de vie n'a pas subitement progressé dans les démocraties populaires d'Europe orientale, il a plutôt diminué, les nouvelles classes dirigeantes ne consomment probablement pas une moindre part du produit national que les anciennes. Là où existaient des syndicats libres, n'existent plus que des organismes soumis à l'État, dont la fonction est d'inciter à l'effort, non de revendiquer. Le risque de chômage a disparu, mais ont disparu aussi le libre choix du métier ou du lieu de travail, l'élection des dirigeants syndicaux, des gouvernants. Le prolétariat n'est plus aliéné, parce qu'il possède, selon l'idéologie, les instruments de production et même l'État. Mais il n'est libéré ni des risques de déportation, ni du livret de travail, ni de l'autorité des managers.

Est-ce à dire que cette libération, que nous appellerons *idéelle*, soit illusoire? Ne nous laissons pas entraîner par la polémique. Le prolétariat, disions-nous, est enclin à interpréter l'ensemble de la société selon la philosophie marxiste: il se croit victime du patron, même quand il est surtout victime de l'insuffisance de la production. Mais ce jugement peut être erroné, il n'en est pas moins authentique. Avec la suppression des capitalistes, remplacés par des managers d'État, avec l'instauration d'un plan, tout devient clair. Les inégalités de rémunération répondent à l'importance inégale des fonctions, la baisse de la consommation à l'augmentation des investissements. Les prolétaires, du moins un bon nombre d'entre eux, acceptent plus aisément la *Zis* du manager nommé par l'État que la *Packard* du patron, ils ne protestent pas contre les privations parce qu'ils en saisissent la nécessité pour l'avenir. Ceux qui croient à la société sans classe, à l'horizon de l'histoire, se sentiront associés à une grande œuvre, fût-ce par leurs sacrifices.

Nous appelons *idéelle* la libération que les marxistes appellent *réelle* parce qu'une idéologie la définit: la propriété privée serait l'origine de toute aliénation, le salarié, au lieu d'être particularisé par le travail au service d'un entrepreneur, serait, en régime soviétique, universalisé par sa participation à la communauté,

libre puisqu'il se soumettrait à la nécessité qu'incarnent les plans d'industrialisation, conformes aux exigences d'une histoire commandée par des lois inflexibles.

Qui dénonce le capitalisme en tant que tel, préférera la planification, avec ses rigueurs politiques, aux mécanismes du marché, avec leurs imprévisibles alternances. Le soviétisme se situe dans l'histoire. Il veut être jugé moins sur ce qu'il est que sur ce qu'il sera. La lenteur de l'élévation du niveau de vie, au cours des premiers plans quinquennaux, se justifie non par la doctrine, mais par la nécessité d'accroître la puissance économico-militaire de l'Union soviétique menacée. La libération idéale, au-delà de la phase d'édification socialiste, ressemblera de plus en plus à la libération réelle.

Aucun des théoriciens du bolchevisme n'avait imaginé, avant la prise du pouvoir, que les syndicats seraient mis au pas par l'État socialiste. Lénine avait reconnu le danger que l'État soi-disant prolétarien répète les méfaits de l'État bourgeois et il avait, à l'avance, plaidé la cause de l'indépendance syndicale. La dislocation de l'économie après la guerre civile, le style militaire du commandement adopté par Trotsky et les bolcheviks pour résister à leurs ennemis firent oublier les idées libérales que l'on professait la veille.

Sans doute a-t-on proclamé aujourd'hui que la revendication, la grève, l'opposition au Pouvoir n'auraient plus de sens, puisque l'État est prolétarien. La critique de la bureaucratie demeure légitime, nécessaire. En privé, selon la doctrine ésotérique, on envisage l'élargissement du droit de critique quand le progrès de l'édification socialiste permettra de relâcher la discipline. Le régime n'étant pas mis en cause, les syndicats, comme les syndicats britanniques ou américains, défendraient les intérêts ouvriers contre les exigences des managers. La fonction de revendication s'ajouterait peu à peu à la fonction d'encadrement, les syndicats de toutes les sociétés industrielles étant voués à remplir à la fois l'une et l'autre.

Admettons même cet optimisme à terme: pourquoi les pays d'Occident, qui ont traversé, au siècle dernier, la phase de développement qui correspond à celle des premiers plans quinquennaux, devraient-ils sacrifier la libération réelle au mythe de la libération idéale? Là où le régime capitaliste ou mixte est paralysé, on invoquera le même argument que dans les régions sous-développées: l'autorité inconditionnelle d'une équipe, maîtresse de l'État, permet seule de briser les résistances des féodaux ou grands propriétaires et d'imposer l'épargne collective. Là où l'expansion économique continue, où le niveau de vie s'est

élevé, pourquoi sacrifier les libertés réelles des prolétaires, si partielles soient-elles, à une libération totale qui se confond curieusement avec la toute-puissance de l'État? Peut-être celle-ci donne-t-elle un sentiment de progrès aux travailleurs, qui n'ont pas eu l'expérience du syndicalisme ou du socialisme occidental. Aux yeux des travailleurs allemands ou tchèques, qui connaissaient les libertés réelles, elle est une mystification.

III

Quand le prolétariat suit, en majorité, des chefs acquis à la libération réelle, les intellectuels de gauche ignorent les cas de conscience. Peut-être sont-ils inconsciemment déçus par l'attitude des ouvriers, plus sensibles aux avantages immédiatement accessibles qu'aux tâches grandioses. Les artistes et les écrivains n'ont guère médité sur le travaillisme britannique ou le syndicalisme suédois, et ils ont eu raison de ne pas consacrer leur temps à l'étude de réalisations, à bien des égards admirables, qui pourtant n'appellent pas la méditation d'esprits supérieurs. En Grande-Bretagne, les dirigeants du *Labour*, d'origine ouvrière, montrent d'ordinaire plus de modération que les dirigeants venus des professions intellectuelles. A. Bevan représente une exception: aussi bien est-il entouré d'intellectuels, et les secrétaires de syndicats figurent-ils au premier rang de ses adversaires.

Il en va tout autrement en France, où une importante fraction des ouvriers donne ses suffrages au parti communiste, où les syndicats les plus influents ont des secrétaires qui appartiennent au Parti, où le réformisme passe pour stérile. Là surgit la contradiction qui déchire et ravit existentialistes, chrétiens de gauche, progressistes: comment se séparer du parti qui incarne le prolétariat? Comment adhérer à un parti plus soucieux de servir les intérêts de l'Union soviétique que ceux de la classe ouvrière française?

Posé en termes raisonnables, le problème comporte diverses solutions. Si l'on juge que l'Union soviétique représente, en dépit de tout, la cause du prolétariat, on adhère au Parti ou l'on collabore avec lui. Si l'on juge, au contraire, que la libération réelle a de meilleures chances dans le camp occidental ou que, le partage du monde offrant la seule chance de paix, la France se trouve géographiquement du côté des démocraties bourgeoises, on cherche à soustraire les syndicats à l'emprise de ceux qui se sont mis honnêtement au service de Moscou. Enfin, on peut chercher une ligne intermédiaire, progressisme à l'intérieur, neutralité à l'extérieur, sans rupture avec l'Occident. Aucune de ces décisions n'exige de ratiocinations métaphysiques, aucune ne transforme

l'intellectuel en ennemi du prolétariat. À une condition pourtant: la décision doit être prise par référence à la conjoncture historique et non par référence au prophétisme marxiste. Existentialistes et chrétiens progressistes ne veulent voir la réalité qu'au travers de ce prophétisme.

La volonté d'être solidaire du prolétariat témoigne d'un bon sentiment, mais n'aide guère à s'orienter dans le monde. Il n'existe pas de prolétariat mondial, au milieu du XXe siècle. Si l'on adhère au parti du prolétariat russe, on combat celui du prolétariat américain, à moins que l'on ne tienne les quelques milliers de communistes, les sous-prolétariats nègres ou mexicains pour les interprètes de la classe ouvrière américaine. Si l'on adhère aux syndicats français noyautés par les communistes, on s'oppose aux syndicats allemands, presque unanimes contre le communisme. Si l'on se réfère aux votes de la majorité, on aurait dû, en France, être socialiste dans les années 30, communiste dans les années 50, on devrait être travailliste en Angleterre et communiste en France.

Les millions d'ouvriers qui travaillent de leurs mains dans les usines n'ont pas spontanément *une* opinion ou *une* volonté. Selon les pays et les circonstances, ils penchent à la violence ou à la résignation. *Le* prolétariat authentique n'est pas défini par l'expérience vécue des travailleurs d'industries, mais par une doctrine de l'histoire.

Pourquoi des philosophes, soucieux de saisir le concret, retrouvent-ils, au milieu du XXe siècle, après la deuxième guerre mondiale, le prophétisme marxiste du prolétariat, dans une France qui compte plus de paysans et de petits bourgeois que de prolétaires? L'itinéraire de Sartre vers le para-communisme paraît dialectique, il comporte un renversement du pour au contre. L'homme était une «passion vaine», on incline à juger les divers «projets» également stériles en dernière analyse. La vision radieuse de la société sans classes succède à la description de la société visqueuse, comme, chez les romanciers naturalistes, l'optimisme politique se combinait volontiers avec la peinture des bassesses humaines: la petite fleur bleue de l'avenir sur le fumier du présent.

La psychanalyse existentielle, comme la critique marxiste des idéologies, disqualifie les doctrines, en démasquant les intérêts sordides qui se dissimulent sous la générosité verbale. Cette méthode risque de conduire à une sorte de nihilisme: pourquoi nos propres convictions seraient-elles plus pures que celles des autres? Le recours au décret de la volonté, individuelle ou collective, dans le style fasciste, offre une issue hors de cette universelle négation. L'«intersubjectivité vécue» du prolétariat ou la loi de l'histoire en offre une autre.

Enfin, la philosophie des existentialistes est d'inspiration morale. Sartre est obsédé par le souci de l'authenticité, de la communication, de la liberté. Toute situation qui paralyse l'exercice de la liberté est contraire à la destination de l'homme. La subordination d'un individu à un autre fausse le dialogue entre consciences, égales puisque libres également. Le radicalisme éthique, combiné avec l'ignorance des structures sociales, le prédisposait au révolutionnarisme verbal. La haine de la bourgeoisie le détourne des réformes prosaïques. Le prolétariat ne doit pas pactiser avec les «salauds», forts de leurs droits acquis. Ainsi, un philosophe, qui exclut toute totalité, réintroduit la vocation de la classe ouvrière, sans prendre conscience d'une contradiction, moins surmontée que dissimulée.

L'inspiration des chrétiens progressistes est autre, et le cas de conscience est parfois émouvant. Il est malaisé, pour un non-catholique, d'approcher le sujet sans être taxé d'hypocrisie ou de fanatisme. Les mesures prises à l'encontre des prêtres-ouvriers ont bouleversé des chrétiens, elles ont été également exploitées par des hommes indifférents à la religion qui saisissaient l'occasion de discréditer l'Église et surtout de rendre du prestige au compagnonnage avec les communistes, en invoquant des hommes dont la clairvoyance, mais non la qualité spirituelle, prête à contestation.

Le fait premier, à partir duquel on comprend l'attitude des chrétiens progressistes, est le lien entre un grand nombre de prolétaires français et le parti communiste.

Ainsi, l'auteur de *Jeunesse de l'Église*⁽⁶⁾ écrit: «Vous ne pourriez escompter que l'influence de l'Église s'exerce utilement pour le bien de tous si nous n'avions du monde ouvrier où elle doit s'implanter qu'une vue commode certes, mais abstraite et déformée. Aussi, quoi qu'il puisse en coûter, irons-nous jusqu'au bout. Jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à enregistrer comme un fait la *liaison organique* du communisme avec l'ensemble du monde ouvrier.»

Pourquoi cette liaison organique? L'auteur du livre n'invoque pas des explications historiques, fusion des syndicats au temps du Front Populaire, Résistance, noyautage à la Libération, il donne des raisons qui, interprétées littéralement, vaudraient partout et toujours. Rien n'est plus caractéristique de ce qu'il faut appeler le provincialisme français: rendre compte d'un phénomène, étroitement national, en des termes tels qu'il apparaisse universel. Le parti communiste «a découvert en quelque sorte scientifiquement les causes de l'oppression qui pèse sur la classe ouvrière», il a organisé cette classe autrement

portée à la violence «pour une action dont le succès lointain compte plus que les résultats partiels et immédiats». Enfin, le communisme aurait offert à la population ouvrière «une philosophie dont Jean Lacroix écrivait avec une grande pénétration qu'elle est la philosophie immanente du prolétariat(7)».

La population ouvrière porte en elle la jeunesse du monde, le parti communiste lui est organiquement lié, mais «il n'y a de promotion ouvrière possible que selon les plans et par les moyens que suggèrent aux travailleurs les conditions d'existence et de lutte qui sont les leurs, à eux(8)». Dès lors, on n'hésite pas à conclure: «La classe ouvrière redeviendra chrétienne – nous en avons le solide espoir – mais ce ne sera vraisemblablement qu'après qu'elle aura elle-même, par ses propres moyens, guidée par la philosophie immanente qu'elle porte en elle, conquis l'humanité(9)». Et encore: «l'humanité est en train de retrouver à travers le mouvement ouvrier une nouvelle jeunesse(10)». À partir de ces citations, il n'est pas malaisé de comprendre l'esprit qui animait quelques prêtres-ouvriers déclarant dans un «manifeste des 73» publié dans le *Monde* le 3 février 1954: «Les prêtres-ouvriers revendiquent pour eux et pour tous les chrétiens le droit de se solidariser avec les travailleurs dans leur juste combat... La classe ouvrière n'a pas besoin de gens qui «se penchent sur sa misère», mais d'hommes qui partagent ses luttes et ses espoirs. En conséquence, nous affirmons que nos décisions seront prises dans un respect total de la condition ouvrière et de la lutte des travailleurs pour leur libération.»

Il ne me paraît pas inutile de relever les erreurs *intellectuelles* manifestes en ces textes, erreurs qui ne sont pas le fait de tel ou tel, mais qui sont en train de devenir courantes dans certains milieux. Accepter que le marxisme, tel qu'il est propagé par les communistes, soit l'explication scientifique de la misère ouvrière, c'est confondre la physique d'Aristote avec celle d'Einstein ou l'*Origine des Espèces* de Darwin avec la biologie moderne. Le marxisme des staliniens, celui que les chrétiens de gauche adoptent naïvement, attribue au régime, en tant que tel, la responsabilité de l'oppression et de la pauvreté. Il impute au statut de propriété ou aux mécanismes du marché les maux dont souffre la classe ouvrière. Cette prétendue science n'est qu'une idéologie.

Pas davantage le marxisme n'est la «philosophie immanente du prolétariat». Les salariés d'usines ont peut-être tendance à voir la société entière dominée et exploitée par les détenteurs des moyens de production. La mise en accusation de la propriété privée des usines, la non-discrimination des causes de la pauvreté, le capitalisme étant chargé de tous les crimes, les ouvriers sont parfois enclins à ces

jugements sommaires que la propagande communiste favorise. Mais l'affirmation que seule la révolution permet de libérer la classe ouvrière est bien loin d'exprimer la pensée immanente du prolétariat, elle appartient à la doctrine dont les communistes n'arrivent jamais à convaincre entièrement leurs troupes.

Bien loin que le marxisme soit la science du malheur ouvrier et le communisme la philosophie immanente du prolétariat, le marxisme est une philosophie d'intellectuels qui a séduit des fractions du prolétariat, et le communisme use de cette pseudo-science pour atteindre sa fin propre, la prise du pouvoir. Les ouvriers ne croient pas d'eux-mêmes qu'ils sont élus pour le salut de l'humanité. Ils éprouvent bien davantage la nostalgie d'une ascension vers la bourgeoisie.

De ces deux erreurs s'ensuit une troisième sur la lutte de classes et l'avènement d'un monde nouveau. Nous ne songeons pas à discuter les vertus que le chrétien de gauche prête aux ouvriers: nous avouons notre ignorance. Quand nous lisons que «la classe ouvrière est un peuple vrai - c'est par amour de la liberté qu'il s'est un jour consciemment ou inconsciemment écarté moins de l'Église que des structures et des apparences dans lesquelles la bourgeoisie avait enfermé celle-ci⁽¹¹⁾», quand nous lisons que «la plupart des hommes et des femmes du peuple... sont fidèles au Sermon sur la montagne⁽¹²⁾», nous ne sommes tentés ni de nier – la bonté des gens simples n'est pas une légende – ni d'approuver – le mythe de la classe élue se mêle manifestement à la description.

Un catholique a le droit de croire que le régime de propriété collective ou de planification est plus favorable au bien du grand nombre que le régime baptisé capitaliste. C'est là une opinion sur une matière profane que l'on peut affirmer ou réfuter. Il a le droit de croire que l'histoire va évoluer vers le régime qui a ses préférences, de reconnaître, comme un fait, la lutte des classes sociales pour la répartition du revenu national ou l'organisation de la société. S'il appelle l'avènement du socialisme *sens de l'histoire*, s'il transfigure le pouvoir du parti communiste en libération ouvrière, s'il confère une valeur spirituelle à la lutte des classes, à la promotion du prolétariat, alors il est devenu marxiste et s'efforce vainement de combiner une hérésie chrétienne avec l'orthodoxie catholique.

Ce qui séduit le chrétien, sans qu'il en prenne conscience, dans le milieu ouvrier et l'idéologie marxiste, ce sont les survivances, les échos d'une expérience religieuse: prolétaires et militants, comme les premiers croyants du Christ, vivent dans l'attente d'un monde neuf, ils sont demeurés purs, ouverts à la charité, parce qu'ils n'ont pas exploité leurs semblables; la classe, qui porte la

jeunesse de l'humanité, se dresse contre la vieille pourriture. Les chrétiens de gauche demeurent catholiques subjectivement, mais renvoient le fait religieux à l'au-delà de La révolution. «Nous n'avons pas peur: nous sommes sûrs de notre foi, sûrs de notre Église. Et nous savons en outre que celle-ci ne s'est jamais longtemps opposée à un progrès humain réel... Si des ouvriers venaient un jour nous parler de religion, voire solliciter le baptême, nous commencerions, je crois, par leur demander s'ils ont réfléchi aux causes de la misère ouvrière et s'ils participent au combat que leurs camarades mènent pour le bien de tous(13)». Le dernier pas est franchi: on subordonne l'évangélisation à la révolution. Les progressistes ont été «marxisés» alors qu'ils croyaient christianiser les ouvriers.

Existentialistes, et chrétiens de gauche semblent souscrire à la formule de M. Francis Jeanson: «La vocation du prolétariat n'est pas dans l'histoire, elle est d'opérer la conversion de l'histoire(14)». M. Claude Lefort, lui aussi, décrète: «Parce qu'elle vise un objectif essentiel – l'abolition de l'exploitation – la lutte politique des ouvriers ne peut qu'échouer absolument si elle ne réussit pas(15)». Faute de définition précise de l'exploitation – à partir de quel moment l'inégalité des revenus ou un contrat de travail entre un entrepreneur et un salarié implique-t-il exploitation? – cette dernière proposition est équivoque. Quelle que soit la signification qu'on lui prête, elle est fausse: les prolétariats ont remporté des succès partiels, ils n'ont jamais réussi complètement. Rien ne désigne les ouvriers d'industrie pour la tâche de convertir l'histoire.

Qu'est-ce qui les désignait, dans la pensée des philosophes et des chrétiens, pour ce destin unique? La souffrance, qui témoignait de l'injustice sociale et du malheur humain. Les souffrances des prolétaires d'Occident doivent donner, aujourd'hui encore, mauvaise conscience aux privilégiés. Que sont-elles auprès de celles des «minorités lépreuses», honte et symbole de notre temps, des juifs exterminés par le IIIe Reich, des trotskystes, sionistes, cosmopolites, Baltes ou Polonais, pourchassés par la colère du secrétaire général du parti communiste, des concentrationnaires voués à la mort lente, des Noirs d'Afrique du Sud dans les Réserves, des personnes déplacées, des sous-prolétariats aux États-Unis ou en France? Si le malheur confère la vocation, c'est aux victimes des persécutions raciales, idéologiques, religieuses qu'elle revient aujourd'hui.

La «contradiction» entre salariés d'industries et entrepreneurs est celle qu'au XXe siècle le communisme a le plus de peine à exploiter – dans les pays sous-développés parce que les prolétaires ne sont pas assez nombreux, dans les pays de capitalisme parce qu'ils ne sont plus assez révolutionnaires. Il remporte de

tout autres succès quand il attise les passions nationales ou les revendications des peuples, naguère dominés par les Blancs. Le XXe siècle est celui des guerres de races ou de nations plus que de la lutte des classes, au sens classique de ce terme.

Que les prolétaires en tant que tels soient moins enclins à la violence que les nations privées de leur indépendance, les races traitées en inférieures, le fait s'explique aisément, dès que l'on oublie les doctrines d'école. Les salariés d'industrie sont tenus, quoi qu'ils en aient, par la discipline du travail. Ils se déchaînent parfois contre les machines ou contre les patrons dans les périodes d'accumulation primitive, de chômage technologique ou de déflation. Ces explosions mettent en péril les États affaiblis ou les gouvernants prêts à capituler. Organisés, les travailleurs se trouvent doublement encadrés, par l'appareil de production et l'appareil syndical. Le rendement de l'un et de l'autre augmente simultanément, celui-là produit plus de marchandises et celui-ci en met une fraction croissante à la disposition des salariés. Inévitablement, ces derniers se résignent à leur condition. Les secrétaires de syndicats acceptent sans trop de répugnance une société qui ne leur refuse pas une participation au pouvoir et à ses bénéfices.

Les paysans, qui en veulent aux grands propriétaires parce qu'ils aspirent à la possession des terres, sont autrement portés à la violence. C'est dans la campagne et pour le sol que le régime de propriété a authentiquement une portée décisive. Plus se développe l'industrie moderne, moins le statut de propriété importe. Personne n'est propriétaire des usines Kirov ni de la General Motors. Les différences concernent le recrutement des managers et la répartition de la puissance.

À supposer que la «conversion de l'histoire» signifie quelque chose, la classe la moins capable de l'accomplir me paraît la classe ouvrière. Les révolutions, dans les sociétés industrielles, modifient l'idée que les travailleurs se font de leur situation et de ceux qui les commandent. Elles transforment les relations entre la double hiérarchie, bureaucratique-technique d'une part, syndicale et politique de l'autre. Les grandes révolutions du XXe siècle ont pour résultat de subordonner celle-ci à celle-là.

Dans le IIIe Reich, en Russie soviétique, les dirigeants des organisations ouvrières transmettent les ordres de l'État aux salariés bien plus qu'ils ne font parvenir à l'État les revendications de ces derniers. Les maîtres du Pouvoir, il est vrai, se prétendent investis par la communauté de classe ou de race. Les membres du *Politburo* sont les élus de l'Histoire. Sous prétexte que le secrétaire

général du Parti se donne pour le guide du prolétariat, quelques philosophes d'Occident trouvent, d'un coup, légitimes les pratiques qu'ils reprochaient au capitalisme (épargne forcée, salaires aux pièces, etc.), ils approuvent les interdits qu'ils dénonceraient si les démocrates s'en rendaient coupables. Les ouvriers d'Allemagne orientale, en grève contre le relèvement des normes, sont traités à leur classe. Si M. Grotewohl ne se réclamait pas de Marx, il serait le bourreau du prolétariat. Admirable vertu des paroles!

Les régimes totalitaires rétablissent l'unité de la hiérarchie technique et de la hiérarchie politique. Qu'on les acclame ou qu'on les maudisse, on n'y saurait voir une nouveauté qu'à la condition d'ignorer l'expérience des siècles. Les sociétés libres de l'Occident, où les pouvoirs sont divisés, où l'État est laïc, constituent une singularité de l'histoire. Les révolutionnaires, qui rêvent de libération totale, hâtent le retour aux vieilleries du despotisme.

(1) *Esprit*, juillet-août 1951, p.13.

(2) «Les communistes et la paix», dans *Les Temps modernes*.

(3) *Humanisme et Terreur*, p.120.

(4) *Ibid.*, p.124.

(5) Ou de Moscou.

(6) *Les Événements et la Foi*, 1940-1952, Paris, Éd. du Seuil, 1951.

(7) *Ibid.*, pp.36-37.

(8) *Ibid.*, p. 59.

(9) *Ibid.*, p. 57.

(10) *Ibid.*, p.56.

(11) *Ibid.*, p.78.

(12) *Ibid.*, p.79.

(13) *Ibid.*, pp.61-62.

(14) *Esprit*, 1951, n°7-8, p.12.

(15) *Les Temps modernes*, juin 1952, n°81, p.182.

Mort de Dominique Parodi

Le Figaro
14 novembre 1955

Dominique Parodi, qui vient de s'éteindre après une douloureuse maladie, était né le 2 mai 1870. Il a tenu, dans la pensée et l'enseignement philosophiques, une place de premier plan. Fils d'Alexandre Parodi, qui a laissé un nom dans la littérature, il a exercé sur la formation des professeurs une influence durable. Elle tenait moins à ses fonctions d'inspecteur général qu'à l'autorité morale de sa personne.

Après la mort de Xavier Léon et d'Elie Halévy, il avait repris la direction de la revue de métaphysique et morale qu'il a conservée jusqu'à ces dernières années.

Parmi ses livres, on citera *La philosophie contemporaine en France*, *Le problème moral et la pensée contemporaine*, *Traditionalisme et démocratie*, *En quête d'une philosophie* et *La conduite humaine et les valeurs idéales*.

Dominique Parodi appartenait à cette génération d'après la défaite de 1870 qui ne séparait pas l'exigence métaphysique, le souci éthique et l'ardeur patriotique. Il croyait en la démocratie, parce qu'il la tenait pour le seul régime conforme aux impératifs de la morale. Il était passionnément dévoué à la France et n'imaginait pas qu'elle pût trahir sa vocation spirituelle. Quand vint, en 1940, le temps des grandes épreuves, la famille de Dominique Parodi fut tout entière dans la lutte. Son fils René, magistrat, donna sa vie pour la France. M. Alexandre Parodi fut le délégué du général de Gaulle. Il représente aujourd'hui la France à l'O.T.A.N. après avoir été secrétaire général du ministère des Affaires étrangères.

L'Académie des sciences morales et politiques accueille Dominique Parodi à l'unanimité.

Que Madame Parodi, ses enfants et ses petits enfants veuillent bien agréer nos condoléances émues. Puisse l'hommage reconnaissant des élèves et des amis de Dominique Parodi adoucir leur peine.

La haine, ses origines religieuses et sociales

Évidences
Décembre 1955

Évidences a organisé le 24 novembre dernier des entretiens sur les origines sociales et religieuses de l'antisémitisme, à propos du récent ouvrage de Poliakov «Du Christ aux Juifs de cour». Les textes que l'on va lire sont extraits du débat mené par M. Raymond Aron et le R.P. Daniélou, sous la présidence de Me Gérard Rosenthal.

[...]

Raymond Aron

Je n'ai pas l'impression d'être particulièrement qualifié pour parler de cette question en dehors du fait que je suis Juif moi-même, mais ce n'est pas une raison particulière de qualification. Juif français, dans ma jeunesse j'avais la conviction et la volonté d'être un Juif complètement assimilé, entièrement francisé. Je n'ai pris la résolution d'assumer mon judaïsme – comme on dit dans le vocabulaire d'aujourd'hui – qu'à partir de 1933, quand j'ai vécu en Allemagne plusieurs années et quand j'ai vu monter la fureur antisémite. Puisque le judaïsme devenait un objet d'horreur ou de mépris, il n'était pas question de fuir ce judaïsme. Mais je l'ai accepté toujours avec un certain malaise. J'appartiens à une famille qui n'était plus religieuse, je ne suis pas allé plus de deux ou trois fois au temple et j'ai eu une éducation exactement similaire à celle de mes camarades français, au lycée. Mon judaïsme était en quelque sorte projeté sur moi, du dehors, par le milieu environnant. Sans ce milieu je n'aurais pas fait de différence en moi-même, entre les autres Français et moi. Ainsi, chaque fois que j'en viens à m'occuper de cette question, j'éprouve ce sentiment de malaise: je tiens à m'affirmer Juif parce que le monde environnant veut qu'il en soit ainsi, mais je ne le sens pas en tant que partie de mon être. Bien plus, j'ai une connaissance de la religion juive inférieure à celle que j'ai de la religion chrétienne et, comme je ne suis pas religieux au sens traditionnel du terme (j'ai probablement *ma religion*), ce judaïsme m'est attaché sans qu'il soit proprement mien. Alors, qu'ai-je trouvé dans le livre de Poliakov?

(Je m'excuse du ton personnel que je donne à ces remarques, mais le dialogue aura plus d'intérêt si chacun d'entre nous parle franchement.) D'abord, j'ai trouvé dans le livre de Poliakov la confirmation des idées que je me faisais, sans en avoir de preuve. J'ai trouvé la confirmation de ce que je sentais à l'avance: le

destin juif est exceptionnel, mais un destin historique exceptionnel peut s'expliquer par des causes banales. C'est un vieux principe de l'explication historique, qu'il n'y a pas de proportion entre les causes et les effets. On peut, avec des sentiments quelconques, faire des destins hors du commun. Ce n'est pas là l'affirmation antireligieuse que le destin d'Israël n'a pas de signification providentielle. On ne peut ni démontrer, ni réfuter une interprétation providentielle du destin d'Israël.

Tout ce que je veux dire, c'est que j'ai trouvé dans ce livre un grand nombre de faits qui m'ont permis de m'expliquer, de manière moins imparfaite, le destin particulier d'Israël sans être obligé d'invoquer des explications que, en tant que rationaliste, je n'arrive pas à accepter.

Quelles sont les questions qui nous troublent encore aujourd'hui dans le problème juif?

Le monde environnant et, dans une certaine mesure, les Juifs eux-mêmes, prennent leur religion non pas comme une religion, au même titre que les autres, mais comme une religion qui définit une nationalité.

D'autre part, le monde environnant attribue aux Juifs un certain nombre de caractères, physiques ou raciaux, ainsi que la propension à certaines activités.

Enfin les Juifs inspirent des sentiments d'une extraordinaire violence, qui semblent hors de proportion avec leurs mérites ou leurs démérites.

Sur ces trois points, me semble-t-il, le livre de Poliakov nous apporte des lumières.

Rappelons d'abord des faits que tout le monde devrait savoir, mais qu'on oublie. La diaspora, la dispersion des Juifs, n'a pas été, historiquement, une punition infligée au peuple juif parce qu'il a crucifié le Christ: il y avait une diaspora du peuple juif à l'époque du Christ, avant comme après. Je m'excuse de rappeler cette proposition banale; je m'excuse vis-à-vis du Père Daniélou de le dire, mais encore aujourd'hui, dans trois ouvrages sur quatre, consacrés au peuple juif – et même sous la signature d'amis très chers – on trouve indéfiniment reprise la vieille formule: la dispersion du peuple juif a été la punition pour la crucifixion du Christ. Or il y avait encore beaucoup de Juifs en Palestine, un siècle, deux siècles après la Crucifixion. Et il y avait des Juifs dans tout le bassin méditerranéen avant le Christ.

Ensuite on ne trouve aucune preuve de l'existence de ce que l'on pourrait appeler une race juive. L'étude qu'a publiée Poliakov sur la composition

sanguine montre qu'il y a ce qu'il appelle une panmixie; on n'arrive pas à différencier racialement les minorités juives de la population environnante.

D'autre part, nous savons – il nous le rappelle – qu'un grand nombre de communautés juives du monde sont simplement le résultat de la conversion de la population de ces pays à la religion juive. Peut-être la majorité des communautés juives, dispersées à travers le monde, est-elle le résultat de la conversion et non pas de la dispersion. Il est possible que cette affirmation choque, à la fois, beaucoup de Juifs et beaucoup d'antisémites, mais elle me paraît se dégager, de la manière la plus vraisemblable, des faits.

Durant des siècles des relations normales, paisibles, entre les Juifs et le milieu chrétien, ont existé. Il n'y a pas une fatalité de persécution des Juifs pour les chrétiens. Il n'y a pas de fatalité que les Juifs soient persécutés. Les Juifs ne sont pas, parce qu'ils sont de religion juive, d'une nature telle qu'ils doivent être persécutés. Ce que Poliakov montre très bien. Au cours des premiers siècles de notre ère, deux religions de la même famille rivalisaient pour la conversion des infidèles. Et lorsque l'une des deux – c'est-à-dire le christianisme – l'a emporté et est devenue la religion officielle, la religion triomphante avait des raisons d'en vouloir à la religion qui subsistait à côté d'elle, raisons religieuses, avant tout, puisque les Juifs n'avaient pas reconnu le Christ. De là résultait une possibilité de conflits sans que persécution, massacres, violence, haine fussent, pour autant, inévitables.

Là-dessus Poliakov nous apporte un grand nombre de faits. Les premiers massacres ont eu lieu au moment de la première croisade: ainsi apparaît la solidarité entre l'exaltation de sentiment religieux dans la majorité chrétienne et le fait de prendre les Juifs comme témoins des infidèles que l'on veut combattre. Le fait lui-même est explicable; il n'était impliqué ni par le sentiment religieux chrétien ni, encore moins, par le christianisme. Car les Juifs, au regard des chrétiens, sont le peuple dont est sorti le Christ. Le peuple juif ne l'a pas reconnu comme messie. Mais, à la fin des temps, il le reconnaîtra de telle sorte qu'on peut tout aussi logiquement en tirer une conception de tolérance réciproque et non de haine et de persécution.

À partir du moment où les persécutions ont commencé – et là encore Poliakov le montre admirablement, on entre dans des phénomènes simples, je dirais presque des phénomènes banalement humains et horribles. On entre dans le cercle vicieux de la violence. Le persécuteur en veut de plus en plus à celui qu'il persécute et, par une autre dialectique, le persécuté finit par développer un

certain nombre de traits qui justifieront la persécution. Ce cercle vicieux de la persécution, du persécuteur qui a besoin de trouver des raisons qui atténuent, à ses propres yeux, l'horreur de ce qu'il fait, du persécuté qui, menacé dans sa vie, ne peut pas ne pas chercher des itinéraires de fuite et des moyens de précaution, tout cela est intelligible et Poliakov nous l'explique, d'une manière que je trouve admirable.

À partir de là, la notion d'une religion juive qui serait, en même temps, le principe d'une nationalité devient beaucoup plus saisissable.

Vous savez que Toynbee, qui est un historien, ou un philosophe de l'Histoire à la mode, a décrété qu'il y avait une civilisation syriaque à laquelle les Juifs appartenaient. Les Juifs d'aujourd'hui seraient une espèce de fossile de la civilisation syriaque. À partir de là, il multiplie les variations sur le fait que ce fossile représente une sorte de corps étranger dans le monde occidental. Parce qu'il est une survivance de la civilisation syriaque, il a un destin exceptionnel. Poliakov, me semble-t-il, répondrait, à peu près ceci: il n'est pas vrai qu'à toutes les époques de l'ère chrétienne, la religion juive ait été considérée comme le principe d'une nationalité. Il y a eu des siècles où elle passait pour une religion. À partir du moment où les Juifs sont persécutés, mis en marge de la société, à partir du moment où on les condamne à constituer une communauté fermée sur elle-même, alors il est parfaitement vrai que les Juifs deviennent quelque chose comme une communauté nationale. Il est parfaitement vrai que, pendant des siècles, dans une grande partie de l'Europe, le judaïsme ne définissait pas simplement une religion entre d'autres, mais était le principe d'une culture particulière, principe d'existence d'une minorité, à laquelle on imposait de rester minorité.

Vous savez qu'on établit souvent une comparaison entre les Juifs et les Parsis. Les Parsis sont des émigrés persans, de religion zoroastrienne, qui ont vécu dans l'Inde, également comme une minorité. Vous savez également que les Parsis ont joué, dans la vie économique de l'Inde, un rôle extraordinaire (ils le jouent encore), proportionnellement beaucoup plus grand que celui que la minorité juive a pu jouer en Europe. Les grandes entreprises Tata qui, il y a encore 20 ans, représentaient une proportion énorme de toute l'industrie indienne, étaient une entreprise parsie.

Dans les deux cas, on note des points communs. C'étaient des religions monothéistes. C'étaient des communautés soudées par la religion. Mais les Parsis n'ont pas été persécutés à la manière dont les Juifs l'ont été, parce que la religion

du milieu environnant était tout autre. Ils ont pu rester une minorité, soudée par une religion monothéiste, sans devenir une communauté nationale.

La propension de la minorité juive à un certain nombre de métiers – argument indéfiniment répété – à mon sens, Poliakov l’explique aussi de manière satisfaisante. Il rappelle que si les Juifs se sont spécialisés dans les métiers d’argent, de commerce, les métiers intellectuels, ce n’est pas là un phénomène général, mais une réaction de la communauté juive aux conditions créées par le monde environnant. Il y a eu des paysans ou des travailleurs ou des artisans juifs dans tous les cas où ces métiers ne leur étaient pas interdits. Ces traits, que l’on prêtait aux communautés juives, étaient largement la réplique aux conditions qui leur étaient faites.

À coup sûr il reste une marge entre les explications que l’on invoque et un événement comme l’extermination de six millions de Juifs au XXe siècle. Et je comprends fort bien l’argumentation que l’on pourrait faire valoir contre, non pas tant ce que je dis que ce qui est impliqué par ce que je dis; on pourrait me dire: est-ce que tant d’horreurs, tant de massacres, tant de malheurs peuvent s’expliquer de la manière historiquement banale que vous esquissez? Et je reviens à mon point de départ: peut-on admettre cette disproportion entre la grandeur des crimes commis, l’horreur du destin subi, et les phénomènes aussi simples que, à l’origine, la rivalité religieuse, les persécutions dans les moments d’exaltation religieuse, la séparation des communautés juives du reste de la population, le développement de traits particuliers créés par les conditions mêmes.

L’autre livre de Poliakov, *Le Bréviaire de la haine*, est l’explication la plus naturaliste que j’aie jamais rencontré – et par naturaliste j’entends l’explication la plus naturelle, avec invocation de mobiles et de mécanismes naturels – de l’événement qui nous paraît le plus inhumain. Nous sommes là devant un mystère de l’histoire humaine (mais il n’y a pas que les Juifs qui en sont l’objet) et l’on se demande: comment est-il possible qu’avec des sentiments humains tellement simples, que l’on peut rencontrer partout, on puisse faire quelque chose d’aussi totalement inhumain que ce qui s’est passé au XXe siècle?

Vous connaissez peut-être le livre, d’ailleurs admirable, de Hannah Arendt qui, bouleversée par cette disproportion entre les mécanismes invoqués et les phénomènes constatés, a voulu trouver, dans le monde actuel, quelque chose qui soit à l’échelle de ce qui s’est passé. Elle veut que la situation, conservée par les Juifs au XXe siècle, explique, dans une certaine mesure, cette explosion

extraordinaire de haine.

Personnellement, je tiens pour un des plus importants chapitres du livre celui où Poliakov explique à quel point des peuples, où n'existaient plus de Juifs, pouvaient haïr les Juifs qu'ils ne connaissaient pas.

Le phénomène décisif ce sont les haines abstraites, les haines de quelque chose que l'on ne connaît pas et sur quoi on projette toutes les réserves de haine que les hommes semblent porter au fond d'eux-mêmes.

Poliakov explique qu'en Angleterre, pendant des siècles, il n'y avait plus de Juifs, et l'on ne cessait d'être hanté par le fantôme de ceux que l'on avait chassés. Et, de la même façon, en France. Si l'on peut continuer à haïr, pendant des siècles, les hommes que l'on ignore, pourquoi ne pourrait-il pas y avoir une haine absolument sans commune mesure avec ce que les hommes qui en sont l'objet ont pu faire?

Je me souviendrai toujours d'un petit fait observé quand j'étais en Allemagne, en 1931. J'étais dans une Université. Le professeur, auprès duquel je travaillais, était Juif. Sa bonne, qui l'aimait beaucoup, venait volontiers lui dire le matin: «Oh! vous ne savez pas, monsieur, ces Juifs, c'est épouvantable!» Eh bien! oui. Elle les détestait de toute son âme! Et je suis convaincu que cette brave femme a pu ne pas être indignée par l'extermination des Juifs, parce que, jamais, elle n'avait fait de relation entre les Juifs qu'elle détestait et le Juif chez qui elle servait. Autrement dit – et j'ai tendance à croire que les psychologues me donneraient raison – on peut vraiment détester ce que l'on ignore plus que ce que l'on connaît. À partir du moment où l'on est décidé à détester un groupe d'hommes ou une catégorie abstraite, on trouve toujours des raisons pour justifier la haine, et l'on finit toujours par voir, dans ceux que l'on déteste, des traits qui vous justifient.

Je ne voudrais tirer aucune conclusion catégorique de ces remarques dispersées. Je vous l'ai dit en commençant: je n'ai essayé que de vous exprimer mes propres réactions, et mon interprétation, disons rationaliste, de l'histoire. Une autre interprétation est toujours possible. Mais l'autre interprétation ne changerait rien à l'interprétation historique. À supposer qu'il y ait un dessein de Dieu dans notre destin, ce dessein passe par l'intermédiaire des hommes et c'est toujours la conduite des hommes qu'il faudra expliquer, même si les intentions finales nous sont inconnues.

Au-delà, je ne poserai qu'une question.

Le problème qui, à l'époque de l'assimilation des Juifs, était constamment

posé, était le problème de la nationalité et de la religion. Ce problème n'a pas cessé d'exister aujourd'hui. Il se pose à nouveau et de manière plus intense puisqu'il se pose dans les relations entre les Juifs de France ou d'Angleterre ou des États-Unis, et Israël.

Mais cela est une autre histoire.

[...]

L'ethnologue entre les primitifs et la civilisation

Le Figaro littéraire
24 décembre 1955

À quel genre appartient l'admirable livre de Claude Lévi-Strauss *Tristes Tropiques*[\(1\)](#)? D'après la prière d'insérer, il renouerait avec la tradition du voyage philosophique, illustré par la littérature depuis le seizième siècle jusqu'au milieu du dix-neuvième. En tout cas, le livre est suprêmement philosophique, si la philosophie se définit par l'interrogation sur le sens de la vie humaine et si le philosophe cherche en lui-même plus que dans le spectacle de l'univers la réponse à son interrogation.

Ce philosophe sait voir et sentir. Il assiste à un coucher de soleil au milieu de l'Atlantique sud: *"Les jeux de la conscience peuvent aussi se lire dans ces constellations cotonneuses. Lorsque le ciel commence à s'éclairer des lueurs du couchant (ainsi que dans certains théâtres, ce sont de brusques illuminations de la rampe et non pas les trois coups traditionnels qui annoncent le début du spectacle), le paysan suspend sa marche au long du sentier, le pêcheur retient sa barque et le sauvage cligne de l'œil, assis près d'un feu pâissant. Se souvenir est une grande volupté pour l'homme, mais non dans la mesure où la mémoire se montre littérale, car peu accepteraient de vivre à nouveau les fatigues et les souffrances qu'ils aiment pourtant à se remémorer. Le souvenir est la vie même, mais d'une autre qualité. Aussi est-ce quand le soleil s'abaisse vers la surface polie d'une eau calme, telle l'obole d'un céleste avare, ou quand son disque découpe la crête des montagnes comme une feuille dure et dentelée, que l'homme trouve par excellence, dans une courte fantasmagorie, la révélation des forces opaques, des vapeurs et des fulgurations dont, au fond de lui-même et tout le long du jour, il a vaguement perçu les obscurs conflits."* (Pages 55-56.)

Ou encore cet autre passage du journal de l'ethnologue à propos des Nambikwara: *"Le visiteur qui, pour la première fois, campe dans la brousse avec les Indiens, se sent pris à la fois d'angoisse et de pitié devant le spectacle de cette humanité si totalement démunie; écrasée, semble-t-il, contre le sol d'une terre hostile par quelque implacable cataclysme; nue, grelottante auprès des feux vacillants. Il circule à tâtons parmi les broussailles, évitant de heurter une main, un bras, un torse, dont on devine les chauds reflets à la lueur des feux."*

Mais cette misère est animée de chuchotements et de rires. Les couples s'étreignent comme dans la nostalgie d'une unité perdue; les caresses ne s'interrompent pas au passage de l'étranger. On devine chez tous une immense gentillesse, une profonde insouciance, une naïve et charmante satisfaction animale et, rassemblant ces sentiments divers, quelque chose comme l'expression la plus émouvante et la plus véridique de la tendresse humaine."
(Page 311.)

Mais il nous fait renoncer au plaisir de citer, à la tentation de suivre Lévi-Strauss dans ses voyages au Brésil, aux États-Unis, en Asie. J'aimerais confronter mes impressions aux siennes quand nous avons visité les mêmes lieux: la grande mosquée de Delhi, les foules misérables de Calcutta, les temples bouddhiques, qui, à lui comme à moi, pour des raisons que j'ignore, nous ont paru plus accordés à notre sensibilité religieuse que d'autres maisons de Dieu. Il est un problème qu'il faut poser, qui sous-tend le livre d'un bout à l'autre et que l'on peut formuler en termes humains: «Comment l'ethnologue peut-il s'intéresser passionnément aux sociétés sans écriture, les plus pauvres, les plus impuissantes et, en même temps, demeurer spirituellement lié à sa propre société?» Problème que l'on peut formuler aussi en termes abstraits, scientifiques ou philosophiques: «Que signifient les sociétés dites primitives par rapport à nos sociétés dites civilisées?»

On n'aurait guère hésité, il y a un siècle, à répondre qu'elles étaient une étape sur la route qui mène à la civilisation européenne, souveraine, triomphante. Durkheim aurait encore donné cette réponse, comme l'avait fait Auguste Comte, même s'il prétendait trouver dans l'organisation sociale des tribus australiennes quelque enseignement pour la réforme de nos propres sociétés. Lévi-Strauss ne donnerait pas une telle réponse, parce que le point d'arrivée est pour le moins compromis par les fours crématoires d'Auschwitz, parce que l'ethnologue est justement sensible à la grandeur des commencements par-dessus tout parce que les sociétés dites primitives lui paraissent moins inférieures qu'*autres* et que la civilisation technique lui paraît au moins capable d'un crime monstrueux, la destruction complète des civilisations précolombiennes, la disparition presque consommée des tribus indiennes d'Amérique du Nord et du Sud.

Tout sociologue doit, une fois dans sa vie, pour son compte, affronter l'épreuve des *Lettres persanes*, voir sa nation, sa culture, sa religion, avec les yeux de *l'autre*, juger ses propres coutumes aussi surprenantes que celles des autres. La reconnaissance de *l'autre*, la reconnaissance de la légitimité de la

surprise d'autrui est un moment nécessaire de la conscience sociologique. Moment facile quand il s'agit seulement d'accepter que votre ami indien, suprêmement cultivé, mange avec les doigts le riz et les condiments ou que la famille japonaise, grands-parents, parents et enfants, se baigne de compagnie; moment difficile quand il s'agit de sociétés qui ignorent l'écriture, le vêtement et la plupart des instruments et des ressources que nous tenons spontanément pour essentiels à la civilisation.

Sans doute est-il possible de "réhabiliter" les primitifs en attribuant à nos ancêtres, d'ailleurs à bon droit, un génie égal à celui des modernes techniciens. La fabrication d'outils et l'usage du fer à l'aube de temps préhistoriques, la production de nourriture grâce à la domestication des plantes et des animaux à l'origine des civilisations supérieures, il y a quelques millions d'années, ces deux grandes révolutions technologiques n'ont pas moins exigé des hommes et des sociétés que la troisième révolution au milieu de laquelle nous sommes et dont le terme reste encore perdue dans les brumes de l'avenir. Et d'aucune de ces révolutions on ne saurait faire hommage à *un* peuple et à *une* race.

Cette leçon de sérénité, d'antiracisme, tous les anthropologues la reprendraient à leur compte, mais elle ne règle rien. Même si l'on prête aux tribus australiennes une connaissance des relations parentales complexes pour lesquelles l'ethnologue a besoin du concours du mathématicien, même si les Eskimos témoignent dans leurs vêtements ou leurs outils d'un savoir que la science occidentale retrouve avec peine, le fait est que l'attitude proprement scientifique, la combinaison de théorie et d'expérience, principe et moteur de l'expansion sans précédent de notre puissance sur le milieu naturel, constituent l'excellence propre de la civilisation occidentale. Que cette excellence soit le résultat d'une conjonction heureuse ou de circonstances, il se peut; qu'elle ne prouve pas la supériorité morale ou intellectuelle des Européens sur les hommes des autres cultures, certes. La supériorité technique, accidentelle, j'en conviens, n'en a pas moins assuré aux Occidentaux, à la civilisation occidentale une supériorité *volumétrique*(2). Nul, dans le monde présent, ne peut résister aux Occidentaux sinon en leur empruntant leur équipement technique.

Du même coup, l'assassinat de tant de populations et de cultures par la civilisation occidentale paraît moins l'effet d'une cruauté sans limites que d'une supériorité de puissance qui portait en elle la mort des autres. Non qu'il n'y ait eu, dans la conquête des Amériques, des horreurs que n'impliquaient pas les instruments utilisés par les conquérants. Mais la démesure des crimes que Lévi-

Strauss met justement au débit des Occidentaux ne me paraît pas issue d'intention démesurément criminelle, mais des moyens dont disposaient les envahisseurs, barbares à la manière de presque tous les hommes avant notre ère, c'est-à-dire irrésistiblement portés à ne pas reconnaître l'humanité de leurs semblables, dès que ceux-ci ne portaient pas les mêmes vêtements, n'adoraient pas les mêmes dieux, ne parlaient pas la même langue. Les Européens auraient-ils pu, même s'ils l'avaient voulu, sauver les Bororos et les Nambikwara, sur lesquels Lévi-Strauss écrit des pages émouvantes? Et ceux-ci seraient-ils sauvés s'ils végétaient tristement dans des réserves, ayant perdu l'ignorance des autres cultures faute de laquelle ils cesseraient d'être eux-mêmes?

Là intervient la décision la plus difficile, parce qu'elle engage la personnalité actuelle des ethnologues. La plupart d'entre eux s'accordent à reconnaître que l'histoire de l'humanité n'est pas une lignée unique, comme l'ont cru les doctrinaires simplistes du progrès. L'histoire de l'humanité se divise en des courants multiples. Au terme de chacun d'eux se dessine une culture autre. Chaque culture se caractérise par l'accent mis sur une certaine activité ou, si l'on préfère, par une hiérarchie différente établie entre les activités. La civilisation occidentale est le terme extrême des sociétés qui se sont donné pour but suprême la maîtrise et l'exploitation des forces naturelles. Première des cultures, à coup sûr, si l'on admet la même hiérarchie de valeurs, mais non la première pour ceux qui préfèrent l'élan des âmes ou les rêves de pierre à la domestication de l'énergie. Dans le bilan de la civilisation mécanicienne, comment oublier les guerres, la misère prolétarienne, les exterminations de millions de victimes par les déchaînements du fanatisme?

Il est une idée au regard de laquelle les sociétés sans écriture sont *autres* et non *inférieures*, celle d'*intégration* (pour reprendre un terme durkheimien, qui traduit, je crois, la pensée de Lévi-Strauss) ou de *communauté*. Les organisations sociales, extraordinairement complexes, des sociétés sans écriture garantissent, à certains égards mieux que la nôtre, l'intégration de l'individu dans le groupe, la réciprocité des relations, faute desquelles l'homme ne saurait accomplir son humanité. Et quand Lévi-Strauss écrit (page 318) que: "La fonction primaire de la communication écrite est de faciliter l'asservissement": on ne peut pas ne pas évoquer Jean-Jacques Rousseau, auquel le plus grand de nos ethnologues adresse cet hymne "*Rousseau tant décrié, plus mal connu qu'il ne le fut jamais... Rousseau le plus ethnographe des philosophes... Rousseau notre maître, Rousseau notre frère, envers qui nous avons montré tant d'ingratitude, mais à qui chaque page de ce livre aurait pu être dédiée, si l'hommage n'eût pas été*

indigne de sa grande mémoire..." Dans les sociétés dites primitives, Lévi-Strauss cherche finalement "un modèle théorique de la société humaine", à l'aide duquel nous parviendrons à démêler "ce qu'il y a d'originaire et d'artificiel dans la nature actuelle de l'homme." (Page 423).

Conservateur des tribus lointaines qu'il visite, l'ethnologue est d'ordinaire réformiste ou révolutionnaire dans la société à laquelle il appartient. S'il se sentait à son aise dans son pays, il n'irait pas chez les Persans apprendre à se moquer des siens. Aussi l'autre grand nom auquel Lévi-Strauss aimerait, je crois, à dédier son livre, est celui de Marx. Réformateur de l'Occident, il ne peut pas ne pas compter sur le progrès technique pour atténuer les maux accumulés par la technique elle-même, même s'il a d'abord, pour punir l'orgueil des civilisés, abaissé la valeur de la science et de l'industrie.

L'ethnologue déchiré entre Rousseau et Marx? Le déchirement n'est pas inévitable si l'on imagine le socialisme reconstituant, au terme de l'aventure historique, la communauté qui n'a peut-être jamais été réalisée mais que les sociétés primitives nous permettent d'imaginer. Lévi-Strauss, qui ne souhaite pas arrêter le progrès technique, bien qu'il n'en ignore pas le coût, ne croit plus guère, semble-t-il, à l'avènement d'une communauté réconciliée avec elle-même. Un pessimisme, par instant amer, imprègne ces pages de confession. Aucune société n'est tout à fait bonne ni tout à fait mauvaise et la part relative des avantages et des maux ne change-t-elle guère - conclusion, qui scandalisera probablement les marxistes plus que les conservateurs.

Probablement faudrait-il, pour surmonter le pessimisme, que l'aspiration communautaire ou la nostalgie religieuse n'eussent pas incliné l'ethnologue à méconnaître l'unique grandeur - la grandeur *spirituelle* - de l'attitude scientifique. Si l'homme a pour suprême objectif de bâtir une société fraternelle, peut-être eût-il mieux valu qu'il ne dépassât pas le cadre des tribus; qu'il ignorât l'écriture, les métropoles, les classes, les machines. L'histoire n'a de sens que si l'homme vise quelque chose qui le dépasse, fût-ce au prix de souffrances.

Lévi-Strauss en conviendrait peut-être, mais les raisons à la tristesse non pas des seules tropiques mais de l'humaine existence ne disparaîtraient pas pour autant. Il faut bien limiter le nombre des hommes, quel que soit le progrès de la productivité. Les guerres risquent de remplir demain la fonction qui fut jadis celle des famines. Et les institutions *déshumanisantes* que Lévi-Strauss a observées en Asie ne sont-elles pas nées d'une hypertrophie du volume, dont toutes les sociétés contemporaines sont sur le point d'être atteintes.

Il est une autre raison de tristesse que me suggère le souvenir d'une conversation vieille de quelque vingt-cinq ans. "*Le socialisme*, me disait Lévi-Strauss, *sera possible le jour où les hommes en auront la résolution, demain ou jamais.*" Comme Rousseau, l'ethnologue ne peut s'accoutumer à la marge de misère et d'iniquités de la civilisation. Comme Rousseau, il refuse de se résigner. Comme Rousseau, il cherche finalement refuge "dans la contemplation d'un minéral plus beau que toutes nos œuvres; dans le parfum plus savant que tous nos livres, respiré au creux d'un lis; ou dans le clin d'œil alourdi de patience, de sérénité et de pardon réciproque qu'un entente involontaire permet parfois d'échanger avec un chat."

[\(1\)](#) Plon.

[\(2\)](#) Michel Leiris: *Race et civilisation*.

Aventures et mésaventures de la dialectique

Preuves
janvier 1956

L'originalité du dernier livre de Maurice Merleau-Ponty, comme de celui qui l'avait précédé, est de joindre philosophie et politique.

À partir des procès de Moscou, *Humanisme et Terreur* avait analysé le problème de l'action dans l'histoire, l'ambiguïté de la trahison étant le symbole de l'ambiguïté propre à la condition de l'homme, à la fois innocent et coupable. L'Union soviétique ne représentait pas un régime économique-social entre d'autres, une tentative d'industrialisation accélérée en un pays, de traditions non occidentales, influencé par l'Occident, elle portait en elle les espoirs de l'humanité; avec Lénine, Trotsky et Staline, la Raison historique jouait sa dernière carte. Les *Aventures de la dialectique* se situent dans la même ligne de réflexion, mais avec un aboutissement opposé. En 1948, la philosophie servait à démontrer que l'expérience soviétique était plus qu'elle-même puisqu'elle était un moment décisif de la dialectique historique. En 1955, la philosophie suggère que l'expérience communiste n'est rien de plus qu'elle-même; qu'elle réussisse ou qu'elle échoue, la Raison historique ne sera pas affectée.

Bien que le mélange de philosophie et de politique donne des résultats tout autres en 1948 et 1955, les deux livres présentent en commun un trait singulier: les arguments philosophiques y prennent la plus grande place, les arguments proprement politiques, qui se réfèrent aux institutions, y sont réduits à la portion congrue. Bien plus, par une sorte de paradoxe, les *Aventures de la dialectique*, qui concluent à la nécessité de connaître les différents régimes pour en mesurer objectivement avantages et inconvénients, comportent encore moins de précisions que *Humanisme et Terreur*. Sur 330 pages, on n'en trouverait, je pense, pas plus d'une demi-douzaine qui permettent au lecteur non philosophe de profession de saisir clairement l'objet de ces analyses subtiles ou l'enjeu de ce long débat.

On aperçoit sans peine, dans les *Aventures de la dialectique*, trois thèmes ou plutôt trois critiques: la critique du matérialisme prétendument dialectique, c'est-à-dire du communisme orthodoxe, la critique de l'ultra bolchevisme de Sartre, c'est-à-dire de la justification que Sartre apporte à la pratique communiste en fonction de sa propre philosophie, enfin, explicitée à la fin mais sous-tendant le livre d'un bout à l'autre, la critique des positions antérieures de Merleau-Ponty

lui-même.

Les trois critiques ne sont pas rigoureusement rattachées l'une à l'autre, en tout cas elles ne s'impliquent pas l'une l'autre. Je souscris sans peine à la critique de l'orthodoxie communiste, critique qui ressemble à celle qu'en faisait Sartre lui-même dans *Matérialisme et Révolution*, je souscris également à la critique d'*Humanisme et Terreur* par Merleau-Ponty, d'autant plus qu'elle reprend, pour l'essentiel, les arguments que j'employais moi-même il y a sept ans. Mais, dans sa partie philosophique, le chapitre consacré à l'ultra-bolchevisme de Sartre me paraît extrêmement discutable⁽¹⁾.

Les idées politiques des *Aventures* sont en elles-mêmes peu originales (elles n'y prétendent pas). Comme dirait Mme de Beauvoir, "elles traînent dans tous les livres d'Aron". Mais peut-être n'est-il pas sans importance qu'elles soient aujourd'hui exprimées par un intellectuel dont la fidélité à la gauche ne prête pas à contestation et qui se refuse à l'anticommunisme. En ce sens, ce livre, dix ans après la fin de la guerre, aurait une portée qui dépasse largement ses mérites propres: il marquerait le retour des philosophes au bon sens, la découverte que les Français ont une meilleure chance d'améliorer le sort des hommes en s'efforçant de réformer les institutions qu'en rêvant de Révolution universelle.

I. De l'attentisme marxiste à l'acommunisme

La position politique de Merleau-Ponty, il y a sept ans, était celle qu'il appelait lui-même "attentisme marxiste". Elle est aujourd'hui celle de l'"acommunisme". Chacune de ces deux positions se justifie par une analyse de la situation présente et par une certaine lecture de l'histoire.

Il y a sept ans, l'idée centrale était la confusion du marxisme et de la Raison historique, d'où résultait le devoir de maintenir un préjugé favorable à l'égard de l'Union soviétique ou de lui accorder un délai de grâce⁽²⁾.

Sur le plan politique, cet attentisme n'entraînait l'adhésion ni au camp soviétique, ni au camp américain, ni même au tiers parti, il tendait à favoriser dans la France et dans le monde, la *non-guerre* entre communistes et anticommunistes. Cette attitude, ajoutait Merleau-Ponty en une phrase trop peu remarquée, "supposait que l'Union soviétique ne cherche pas à répandre au dehors son régime par la force"... "Si, demain l'U.R.S.S. menaçait d'envahir l'Europe et établissait dans tous les pays un régime de son choix, une autre question se poserait et il faudrait l'examiner. Elle ne se pose pas aujourd'hui" (*H. et T.* p. 202). La guerre de Corée a posé le problème et la confusion du marxisme et de la Raison historique est démasquée comme une survivance de kantisme

larvé.

Considérons d'abord la nouvelle prise de position politique. "L'Union soviétique a mis fin à la guerre de Corée, elle pouvait sans doute l'empêcher, et, dès lors qu'elle ne l'empêchait pas et que l'on passait à l'action militaire, notre attitude de sympathie était déclassée parce qu'elle changeait de sens... Tout progrès de l'U.R.S.S. hors de ses frontières s'appuierait sur la lutte des prolétariats locaux et, si l'on décidait de ne voir chaque fois dans l'affaire qu'un épisode de la lutte de classes, on apportait à sa politique précisément le genre de caution qu'elle souhaitait." (p. 308). Pour garder le droit de rejeter l'anticommunisme, il fallait critiquer aussi le cryptocommunisme ou le progressisme. "Il fallait, pour être net, que le refus du choix devînt choix d'un double refus" (p. 310).

Je n'avais pas attaché d'importance à la formule selon laquelle la question (celle de l'extension de l'Union soviétique hors de ses frontières) ne se posait pas. Raisonnant sur les faits, sur la doctrine officielle, exprimée dans d'innombrables textes, du gouvernement soviétique, je jugeais évident que "la question se posait". Annexion des États baltes, soviétisation des pays de l'Est européen, tous ces événements n'étaient légitimés que par la philosophie bolchevik, selon laquelle le parti, qui incarne l'avant-garde du prolétariat mondial, a le droit d'utiliser la force militaire du "bastion socialiste" pour favoriser la prise du pouvoir par les prolétariats des autres pays, autrement dit par les partis communistes.

La guerre de Corée représentait un fait nouveau *sur le plan diplomatique*, en ce sens que, pour la première fois, une armée régulière, équipée d'armes soviétiques, franchissait une ligne de démarcation tracée en accord par les gouvernants de Washington et de Moscou. Du coup, une guerre locale était déchaînée qui, de proche en proche, intéressait les deux Corées, les États-Unis, la Chine, avec un risque, faible au début, croissant avec l'intervention chinoise, de généralisation des hostilités. Il ne me semble pourtant pas que l'événement ait posé au philosophe un problème qui ne fût déjà posé par l'annexion des États baltes ou la soviétisation de l'Est européen. Sans doute l'Armée Rouge était entrée en Pologne ou en Allemagne orientale pour chasser les troupes allemandes et pour "libérer" les peuples du fascisme. La signification diplomatique de cette avance n'avait rien de commun avec le franchissement du 38^e parallèle, mais, si l'on reconnaît à l'Union soviétique le droit historique d'imposer son propre régime en Pologne ou en Roumanie, on n'a pas de raison de

lui refuser le même droit en Corée du Sud(3).

Merleau-Ponty objectera qu'au temps de l'attentisme marxiste il y avait "ces zones neutres à travers le monde, en Tchécoslovaquie, en Corée, où les deux actions pactisaient". Je crains que les zones neutres n'aient pas existé *objectivement*, qu'elles aient été créées par une lecture des événements, dictée elle-même par la volonté de ne pas choisir. La Tchécoslovaquie aurait été zone neutre si les communistes y avaient accepté un partage durable du pouvoir avec les non-communistes, si Moscou avait toléré une diplomatie autonome de Prague, mais il n'y eut rien de pareil. Staline interdit au gouvernement tchèque d'accepter une participation au plan Marshall et les communistes prirent le pouvoir total lorsque approcha la date de nouvelles élections (ils risquaient de perdre des voix par rapport aux résultats des élections tenues au lendemain de la libération). Peut-être la Tchécoslovaquie eût-elle évité la soviétisation si les non-communistes avaient été anticommunistes (s'ils avaient compris objectifs et méthodes des communistes).

En d'autres termes, Merleau-Ponty veut que son attentisme ait eu "ses conditions objectives" immédiatement après la guerre et que son attitude actuelle soit une réponse à des conditions changées. Je pense, pour mon compte, qu'il se trompe, et confond le temps qu'il lui a fallu pour comprendre la conjoncture historique avec un changement des conditions. Par une nouvelle ironie de l'histoire, il publie ce livre et il expose sa réaction à la "période coréenne" de la guerre froide au moment où une période post-coréenne et post-stalinienne est déjà commencée. Pour la première fois, on discerne les zones neutres dont il rêvait en 1948, l'Union soviétique, pour une durée imprévisible, souhaite sincèrement la coexistence *pacifique* que les attentistes s'efforçaient vaillamment de favoriser alors que Staline(4) la tournait en dérision.

Heureusement, Merleau-Ponty, me semble-t-il, est injuste à l'égard de ses propres idées, dont la valeur n'est pas suspendue à une interprétation de la guerre de Corée. La critique qu'il esquisse du progressisme et du crypto-communisme suppose simplement qu'il y ait lutte de puissance entre les deux coalitions communiste et non communiste, ce qui, en Europe du moins, est évident à tous (sauf peut-être aux philosophes), depuis 1945. Le progressisme consiste à présenter des thèses communistes comme si elles émanaient spontanément d'une réflexion indépendante. Il impose une marque libérale sur la marchandise communiste. Or cette pratique ne contribue nullement à la coexistence qui exige un équilibre des forces. Comment Moscou prendra-t-il conscience d'une

résistance avec laquelle il lui faut compter si, sous couleur de coexistence ou de sympathies marxistes, les progressistes se bornent à répercuter l'écho de la propagande communiste et à souscrire aux volontés soviétiques?

Merleau-Ponty va plus loin et il met en doute la valeur exemplaire de la Révolution de type bolchevik; pourquoi cette sorte de révolution, qui n'a réussi que dans les pays précapitalistes, serait-elle une modèle pour le post-capitalisme? Suprême hérésie, il ne recule pas devant l'interrogation: "Le prolétariat tchèque est-il plus heureux aujourd'hui qu'avant la guerre?" Et il répond lui-même: "Que la question se pose suffit à attester que la grande politique historique qui avait pour devise le pouvoir du prolétariat de tous les pays est, elle-même, aussi en crise" (p. 301)(5). Ajoutons que l'unanimité avec laquelle la presse progressiste admet que des élections libres en Allemagne orientale donneraient la majorité aux partisans de Bonn constitue aussi une façon de réponse.

Il va de soi que Merleau-Ponty s'efforce de marquer une différence fondamentale entre l'acommunisme et l'anticommunisme. Avant d'analyser cette différence et au risque de le compromettre irrémédiablement, j'aimerais rappeler les points multiples et décisifs sur lesquels il a donné raison à ses contradicteurs d'hier. Il concède que "présenter le communisme soviétique comme l'héritier du marxisme" (p. 301) est la meilleure manière de ne pas saisir la vérité de l'Union soviétique; il concède qu'on devrait comparer les institutions soviétiques et les institutions capitalistes comme deux systèmes réels, imparfaits, historiques, et non transfigurer les institutions soviétiques en les rapportant à la fiction, au mythe de la lointaine société sans classes; il concède que "le Parlement est la seule institution connue qui garantisse un minimum d'opposition et de vérité" (p. 304); il concède que la Révolution a été trahie non par la faute de Staline, non par la faiblesse des hommes, mais par la contradiction interne de son projet: "Le propre d'une révolution est de se croire absolue et de ne pas l'être justement parce qu'elle le croit" (p. 298). Nous nous réjouissons sincèrement que ces propositions, typiquement réactionnaires sous la plume d'un chroniqueur du *Figaro*, soient reprises par un homme de gauche.

Venons maintenant à la différence entre *acommunisme* et *anticommunisme*. À en croire notre auteur, cette différence serait décisive. "Une politique fondée sur l'anticommunisme est, à terme, une politique de guerre, et, au comptant, une politique de régression; il y a bien des manières de n'être pas communiste, et le problème commence à peine quand on a dit qu'on ne l'était pas" (p. 309). La

première partie de cette proposition est une affirmation sans preuve (anticommunisme = politique de guerre), la deuxième partie une vérité de bon sens, quelque peu prudhommesque et qui, curieusement, contredit la première affirmation.

S'il y a bien des manières de n'être pas communiste, pourquoi l'anticommunisme serait-il défini en tant que tel et assimilé à une politique de guerre? Prenons le cas de la France. Qu'est-ce qu'un anticommuniste? Tout bonnement un Français qui, considérant que le parlement est la seule institution qui garantisse un minimum d'opposition et de vérité et sachant que le parti communiste au pouvoir supprimerait le parlement, est hostile à la prise du pouvoir par le parti communiste. En ce sens, Merleau-Ponty accordera qu'il est anticommuniste. Peut-être répondra-t-il que la question ne se pose pas à l'heure présente et que l'on ne doit pas se situer historiquement par rapport à une question inactuelle. Je pense que les mésaventures de l'attentisme marxiste ont dû instruire Merleau-Ponty sur les dangers de choisir son attitude par rapport aux seules questions dites actuelles. Mais il y a une autre réponse, plus directe. La question de la prise du pouvoir par le parti communiste ne se pose pas parce qu'il y a, en France, un nombre suffisant d'anticomunistes c'est-à-dire d'hommes qui disent *non* au projet communiste. Le philosophe peut s'offrir le luxe de neutralité parce que de simples citoyens renoncent au brevet de progressisme pour livrer la bataille de la propagande.

Il en est, à l'intérieur des nations, à peu près comme il en va dans l'ordre international: la neutralité est possible à condition que l'équilibre entre les coalitions soit établi. La Yougoslavie, l'Autriche peuvent se permettre de n'adhérer à aucun des deux blocs parce que les États occidentaux se sont associés pour faire équilibre au bloc communiste. Les acommunistes de l'intérieur ressemblent aux neutres de la diplomatie. Ils rendent parfois service mais ils sont aussi parfois irritants parce qu'ils affectent une supériorité sur les combattants faute desquels ils n'auraient pas le loisir de manifester leur détachement sublime.

Cela dit, dans la mesure où les combattants inclinent inévitablement vers un manichéisme grossier, les acommunistes ont le mérite de rappeler les fanatiques des deux camps à la conscience d'eux-mêmes et au souci de la vérité. Il est bon que les intellectuels, dont l'engagement s'exprime par le refus de tous les liens, rappellent à l'ordre ceux que l'ardeur de la lutte risquerait d'entraîner à un clairvoyance ou à un moralisme à sens unique. On ne définit pas une politique en se déclarant anticommuniste. Les camps de concentration de Sibérie n'excusent

pas les taudis de Billancourt. Les acommunistes n'en auraient pas moins tort d'imaginer qu'ils se situent à *égale* distance des uns et des autres. Ils occuperaient, à la rigueur, cette position médiane si l'on désignait, sous le nom d'anticommunistes, les seuls McCarthystes, pour qui la haine du rouge est une névrose ou un thème d'exploitation démagogique. Ces cas extrêmes mis à part, l'anticommuniste ne traitera jamais l'acommuniste comme un ennemi, ce que faisait le communiste de l'ère stalinienne.

En décembre 1952, Nehru avait le choix, selon les fortes paroles de M. Vychinski, entre le rôle d'agent de l'impérialisme américain et celui de l'idéaliste, du naïf. Trois ans après, il est héros de la paix. Il y a quelques années, la politique stalinienne interdisait ou semblait interdire les refus d'alignement, les positions intermédiaires, les possibilités diverses d'abstention. Aujourd'hui, soit qu'elle espère désagréger l'alliance occidentale, soit qu'elle voie dans les États non engagés un facteur de paix, elle traite les neutres en amis, presque en alliés. Les mots d'ordre de l'Inde ou même de la Yougoslavie se rapprochent, en effet, à l'heure présente, des mots d'ordre soviétiques eux-mêmes - ce qui n'implique pas d'ailleurs qu'ils soient contraires aux intérêts occidentaux.

En sera-t-il de même à l'intérieur de la France? Dans l'ère stalinienne, le doute n'aurait guère été possible et la gauche non communiste de Merleau-Ponty style 1955 aurait été traitée en ennemie, comme l'avait été le R.D.R., style Jean-Paul Sartre 1948. En général, les communistes détestent une gauche non communiste bien plus que les anticommunistes. L'acommuniste, du point de vue des communistes, est un anticommuniste. Le stalinien(6) veut maintenir le dogme selon lequel aucune amélioration du sort prolétarien n'est possible dans le cadre du capitalisme. Celui qui serait obsédé par l'anticommuniste devrait savoir gré à la gauche non communiste de ses efforts pour enlever le monopole du progressisme au parti communiste, pour répandre, dans la classe ouvrière, les mots d'ordre réformistes.

Une gauche non communiste n'est pas liée essentiellement à l'attitude idéologique de l'acommunisme. En Angleterre, le travaillisme englobe une gauche non communiste, semblable à celle dont rêvent Merleau-Ponty et *l'Express*, aussi bien que l'anticommunisme virulent des secrétaires de syndicats. Attlee, Bevan, Morrisson, Gaitskell appartient au même parti. S'il existait un grand parti socialiste en France, l'auteur des *Aventures de la dialectique* y rejoindrait peut-être l'auteur de *L'Opium des intellectuels*.

La gauche non communiste ne pose pas de problème universel, elle pose un

problème contingent, en France, à cause de la puissance du P.C. et de la faiblesse du parti socialiste. Quelles sont les données de ce problème, aujourd'hui, en 1955, trois ans après la mort de Staline, en plein climat de détente? D'après les précédents, le parti communiste, en une phase comme celle-ci, devrait multiplier les efforts pour rentrer dans la communauté française, pour participer au jeu parlementaire. Il devrait donc marquer quelque indulgence à la gauche non communiste, tout en la dénonçant sans pitié sur le plan doctrinal.

Quoi qu'il en soit, l'anticommuniste souhaite bonne chance à l'acommuniste, en quête d'une gauche non communiste: la bonne chance exige que cette gauche recueille assez de voix pour n'être ni absorbée par le P.C., si celui-ci offre l'action commune, ni paralysée ou rejetée vers la droite, si le P.C. lui déclare la guerre. La bonne chance est parfois, en politique aussi, le tirage improbable(7).

II. Les échecs de la dialectique

Le passage de l'attentisme marxiste à l'acommunisme, du préjugé favorable à l'égard de l'U.R.S.S. au double refus et à la double critique, de l'unité d'action ou du progressisme à la gauche non communiste, peut s'expliquer par une réflexion sur les exigences de la coexistence, par une analyse de la conjoncture française.

Merleau-Ponty ne s'en tient pas à cette auto-interprétation historique, parce qu'il est philosophe et aussi parce qu'il a philosophiquement changé, sans que l'on aperçoive une commune mesure entre les événements - la guerre de Corée - et l'abandon des cadres mêmes de la philosophie de l'Histoire, qui commandait les développements d'*Humanisme et Terreur*.

Le livre en 1948, pour employer le vocabulaire de notre auteur lui-même, mettait l'ensemble du passé humain en perspective sur la révolution prolétarienne, ce concept lui-même embrassant celui de la "classe universelle" ou de l'"intersubjectivité authentique" et celui d'une société homogène ou de la reconnaissance réciproque des hommes, ou de la disparition de l'opposition entre maîtres et esclaves. Pour juger de la conformité de la société soviétique à l'idée révolutionnaire, trois critères étaient utilisés: base socialiste (ou propriété collective), internationalisme, spontanéité des masses.

Or, dans les *Aventures de la dialectique*, tous les concepts sont comme jetés par-dessus bord. En 1948, si le marxisme n'est pas vrai, si la dialectique ne conduit pas à la société sans classes ou à la société homogène, l'histoire est un tumulte insensé. En 1955, la société sans classes, la notion même de fin de l'histoire ou de la préhistoire sont sacrifiées sans que Merleau-Ponty s'abandonne au désespoir. Il n'est plus question de privilèges du prolétariat, "seule

intersubjectivité authentique". Après avoir fourni à l'"intelligentsia" de gauche sa caution philosophique, le professeur du Collège de France apparaît soudain libéré des superstitions qu'il a tant contribué à mourir.

Le prolétariat demeure une classe opprimée, exploitée et, de ce fait même, portée à la révolte. Mais cette révolte, si elle est victorieuse, reconstituera une structure sociale, un régime économique, une hiérarchie politique. La société post-révolutionnaire sera-t-elle supérieure ou inférieure à la société pré-révolutionnaire? On en peut discuter, et peut-être aucune proposition générale n'est-elle valable en cette matière. Ce qui importe, philosophiquement, c'est de comparer la société *post*-révolutionnaire à la société *pré*-révolutionnaire, et non cette dernière à la Révolution elle-même. Mais, est-on tenté de se demander, comment a-t-on pu comparer une société établie avec la Révolution? Comment une telle erreur a-t-elle pu être commise par un philosophe aussi subtil? (L'erreur dénoncée par Merleau-Ponty est, en effet, celle qu'il a commise lui-même hier.)

Dans l'ordre philosophique, cette erreur avait, semble-t-il, deux origines: la dignité unique prêtée au prolétariat, classe universelle (ou capable de devenir universelle), la dignité unique prêtée à la Révolution, permanente, critique au pouvoir, capable de se dépasser elle-même au lieu de se cristalliser en institutions. Pourquoi Merleau-Ponty accordait-il au prolétariat une singularité qu'il semble lui refuser aujourd'hui ou qu'il a comme oubliée? Pourquoi rêve-t-il aujourd'hui de ce "point sublime" qui résoudrait les contradictions, "d'où la matière et l'esprit seraient indiscernables, comme le sujet et l'objet, l'individu et l'histoire, le passé et l'avenir, la discipline et le jugement" (p. 99), tout en renonçant à croire que l'histoire puisse s'y maintenir?

Le prolétariat est, selon Marx, la dernière classe opprimée qui surmontera l'oppression en même temps qu'elle-même. Pourquoi est-il investi de cette mission historique? Dans les textes de jeunesse, le motif invoqué est, semble-t-il, philosophique. Le prolétariat détruira la société de classes parce qu'il est, en lui-même, la dissolution de toutes les classes; il réalisera la société universelle parce qu'il est, en lui-même, l'effacement de toutes les particularités. Dans les textes postérieurs, à partir de *l'Idéologie allemande* et du *Manifeste communiste*, l'argument devient plus prosaïque, apparemment plus simple. Toutes les révolutions précédentes ont reconstitué une classe privilégiée parce qu'elles étaient faites par une minorité et, du même coup, créaient une nouvelle classe opprimée. La révolution prolétarienne, qui ne sera pas l'œuvre d'une minorité, ne créera pas une nouvelle classe opprimée. En ce sens, avec la victoire

prolétarienne, l'oppression se surmontera elle-même.

Merleau-Ponty affirmait naguère, plutôt qu'il ne démontrait, l'universalité du prolétariat. Il ne la mentionne plus aujourd'hui parce que, finalement, l'intersubjectivité prolétarienne si authentique soit-elle, ne résout pas le problème historique. Que devient l'intersubjectivité prolétarienne dans un régime qui se réclame du prolétariat? Pour démontrer qu'il n'y a plus de classe opprimée ou exploitée dans une société de type soviétique, il faudrait une analyse de l'économie fondée sur la propriété collective, analyse que Merleau-Ponty tiendrait probablement pour extérieure à la tâche proprement philosophique.

L'existentialisme est, dans la pensée de Merleau-Ponty, une description de l'existence humaine. L'histoire est une des dimensions de l'existence, et les deux livres sont des contributions à une phénoménologie de la dimension historique de l'existence humaine. Les données de cette description sont, partiellement, celles que Marx avait dégagées: l'homme est, dans l'histoire, à la fois sujet et objet, connaissant et agissant. Il ne saisit pas l'ensemble de l'histoire, mais il a la vue du passé que détermine sa volonté d'avenir; il n'est jamais acteur pur parce qu'il subit toujours le poids des choses, jamais passivité pure parce qu'il retient toujours une parcelle de sa liberté.

Dans la mesure où il décrit la connaissance du passé par un homme historiquement situé, Merleau-Ponty retrouve le perspectivisme qu'il a analysé dans la *Phénoménologie de la perception* et que les critiques de la Raison historique avaient reconnu. Ce perspectivisme de la connaissance semble entraîner un relativisme des valeurs et des projets. Ce relativisme serait surmonté si individu et collectivité se rejoignaient, c'est-à-dire si la société devenait intersubjectivité authentique, si l'action, au lieu d'être enfermée dans la particularité d'une personne ou d'une époque, était universalisée par l'universalité de son objectif. En d'autres termes, Merleau-Ponty demande à l'histoire-réalité d'être créatrice de la vérité qui, par essence, échappe à un être historiquement situé et, pour ainsi dire, constitué. Cette création de la vérité par l'histoire n'est possible que si celle-ci, réalité et non objet, est échange entre situations objectives et discussions humaines, autrement dit au point de jonction "entre sujet, être et autres sujets" (p. 273). Merleau-Ponty éprouve tant de peine à définir la dialectique parce que personne n'est tout à fait sûr que la dialectique, telle qu'il la pressent, soit autre chose qu'une fiction ou, si l'on préfère, la solution rêvée de contradictions dont l'homme ne pourrait sortir qu'en sortant de sa condition.

Peut-être la distinction entre un sens formel et un sens matériel de la dialectique servirait-elle à éclairer le débat. Formellement, l'histoire est dialectique qui comporte l'insertion du sujet dans l'objet, la réponse créatrice de l'homme à une situation, elle-même cristallisation d'œuvres ou d'actes humains. L'essentiel de la dialectique, ce n'est donc "ni l'idée de l'action réciproque, ni celle d'un développement qui se relance lui-même, ni la transcendance d'une qualité qui installe dans un ordre nouveau un changement quantitatif jusque-là" (p. 273). Ce sont là, dit-il, conséquences ou aspects de la dialectique. Effectivement, tous ces traits caractéristiques du devenir résultent de ce qui définit essentiellement l'action humaine, réponse créatrice à une situation qui est elle-même trace ou conséquence d'une réponse antérieure et qui pourtant se présente en dehors de chaque conscience individuelle.

La nature dialectique (au sens formel) de la réalité historique ne résout pas le problème que pose le perspectivisme de toute connaissance historique et, par suite, la particularité de toute action. Une philosophie critique s'efforce de déterminer ce que devrait être notre action en se référant à des critères abstraits ou à une idée morale. Une philosophie de tradition hegelienne prétend trouver dans la totalité historique le moyen de surmonter la contradiction entre l'incertitude de toute décision et l'effort vers la vérité.

Merleau-Ponty unit, dans le concept de dialectique, une description de l'homme dans l'histoire, qui est acceptable pour tous les philosophes de l'historicité (Dilthey aussi bien que Hegel, Max Weber aussi bien que Scheler), et une recherche de la solution finale, du moment qui surmonterait les contradictions elles-mêmes. Cette recherche se rattache à la pensée hegelienne ou marxiste, mais se concilie malaisément avec l'existentialisme.

Dans *Humanisme*, Merleau-Ponty postulait un "état privilégié" qui fixe le sens de tout le passé, en tant que condition nécessaire à la rationalité de l'histoire. Mais cet état privilégié - société homogène ou reconnaissance mutuelle - était à ce point formalisé, vide de déterminations, qu'on n'arrivait pas à le lier à une société particulière. Merleau-Ponty décrétait que seul le prolétariat était capable d'accomplir cet "état privilégié" grâce à la prise du pouvoir et à la construction d'une économie collective. Mais la précarité du lien entre les particularités historiques (prolétariat, prise du pouvoir, économie collective) et l'"état privilégié" ressortait du fait que le marxisme formalisé demeurerait éternellement vrai, même si l'histoire ne l'accomplissait pas. Or, l'histoire, si elle était susceptible d'avoir tort, n'était pas, en tant que telle, créatrice de vérité. Il ne

s'agissait plus de Hegel, mais de Kant.

Dans les "*Aventures*", Merleau-Ponty emprunte une autre voie pour résoudre le même problème. L'histoire fera par elle-même la preuve de sa vérité au moment où sujet et objet, décision et situation, passé et avenir, individu et collectivité se rejoindront dans la Révolution en acte, le prolétariat reconnaissant le parti comme l'expression de sa volonté et sa propre action comme critique et autocritique à la fois. "Il y a un dépassement du dilemme dans la pratique parce que la praxis n'est pas assujettie au postulat de la conscience théorique, à la rivalité des consciences" (p. 69).

Merleau-Ponty n'a pas de peine à découvrir que ce "dépassement du dilemme dans la pratique", ce "point sublime" par rapport auquel on met toute l'histoire en perspective n'est pas susceptible de durer et que les antinomies de la conscience théorique et de la pluralité des consciences reparaissent inévitablement.

Il semble bien, d'après notre auteur, que ces "moments parfaits" existent(8). "Il y a, certes, des moments, appelés justement révolution, où le mécanisme interne de l'histoire fait que les prolétaires vivent dans leur Parti, que les ouvriers et les paysans vivent la communauté de sorte que la dialectique leur assigne sur le papier, que le gouvernement n'est rien d'autre que le commissaire du peuple: on est alors au point sublime dont nous avons parlé plusieurs fois. C'est toujours sur ces moments parfaits que Trotsky met en perspective." "Mais cet accord miraculeux se défait, le prolétariat se disperse, le parti devient ou redevient instrument d'encadrement et de contrainte, ce n'est donc, par principe, que dans quelques moments privilégiés que la négativité descend vraiment dans l'histoire, devient mode de vie. Le reste du temps, elle est représentée par des fonctionnaires." Au-delà de ces moments parfaits, la vie quotidienne recommence - *Veralltäglichung der Revolution*, aurait dit Max Weber - une autre société, un autre régime naît qui ne saurait se prévaloir de l'absolu révolutionnaire, de la critique permanente, de la négativité en action.

Au reste, Marx lui-même n'a pu s'en tenir à la conciliation des contraires dans la praxis. Durant la deuxième partie de sa vie, il a comme oublié que la praxis dialectique n'était pas une simple action, au sens technique du terme, mais négativité, négation du donné et création de vérité, que le prolétariat ne devait mettre fin aux classes et à leurs luttes que dans la mesure où il était lui-même ce point de jonction du sujet et de l'objet, dépassement des antinomies parce que dépassement de soi-même. Or, à partir du moment où la dialectique est projetée dans les choses, où une pseudo-nature accomplit, selon la nécessité, les étapes de

l'histoire, la dialectique s'évanouit ou, du moins, elle n'est plus que la représentation demi mythologique d'un déroulement objectif, qui accomplirait de lui-même dépassement et réconciliation.

Merleau-Ponty aboutit, ainsi, à une curieuse difficulté. Politiquement, à la fin du livre, il donne pour ainsi dire congé à la Révolution. "La question se pose de savoir s'il n'y pas plus d'avenir dans un régime qui ne prétend pas refaire l'histoire par la base, mais seulement la changer, et si ce n'est pas ce régime qu'il faut chercher au lieu d'entrer une fois de plus dans le cercle de la révolution" (p. 279). Toute révolution est trahie parce que la retombée de la ferveur est inévitable: une nouvelle élite se constitue, le parti devient une bureaucratie. Il n'y a pas de révolution permanente qui serait la critique au pouvoir ou le prolétariat se dépassant lui-même. Mais, d'un autre côté, les moments parfaits, par rapport auxquels Trotsky mettait tout le passé en perspective, sont les explosions révolutionnaires. Faut-il donc sacrifier, *politiquement*, les moments qui, *philosophiquement*, surmonteraient les contradictions?

On dira que l'illusion était "de précipiter dans un fait historique, la naissance et la croissance du prolétariat, la signification totale de l'histoire... C'était de croire que le prolétariat fût, à lui seul, la dialectique, et que l'entreprise de le mettre au pouvoir, soustraite provisoirement à toute appréciation dialectique, pût mettre la dialectique au pouvoir" (p. 276). On a écarté le mythe d'une révolution qui serait par elle-même vérité parce qu'elle serait le pouvoir de l'interrogation et de la critique. On a ramené le communisme sur la terre, on a, avec grand bon sens, découvert qu'il fallait comparer les régimes entre eux. Mais alors que restait-il de la dialectique? Très exactement ce que nous avons appelé la définition formelle: la réaction créatrice de la conscience à la situation, le dialogue, constitutif de la réalité historique, entre les consciences. La tentative, pour trouver la vérité de l'histoire dans une révolution permanente ou dans la praxis prolétarienne, a échoué comme avait échoué la tentative de rapporter l'ensemble du passé à un "état privilégié", qui serait la société homogène.

Ces échecs ne sont pas stériles, puisqu'ils liquident des mythes et ouvrent la vie à la pensée et à l'action raisonnables. Mais, philosophiquement, Merleau-Ponty a moins dépassé le marxisme qu'il n'est revenu en deçà. L'histoire, selon lui, est bien lutte des consciences, reprise et négation de l'héritage, mais, à son étape actuelle, la philosophie ne nous apporte ni principe de valeurs, ni détermination des activités essentiellement humaines, ni connaissance de la structure du devenir, rien qui nous permettrait de nous orienter dans ce que l'on

peut appeler dialectique, mais une dialectique ouverte et dispersée qui n' imagine de réconciliation ni dans une idée kantienne de la Raison (société homogène) ni dans une praxis prolétarienne.

N'avons-nous pas abouti à l'extrême du perspectivisme de la connaissance historique, à l'extrême du particularisme de l'action?

III. L'insupportable dilemme

Pourquoi cet aboutissement? Personnellement, j'incline à croire que Merleau-Ponty se trompe sur la nature de sa pensée. Il la veut historique, concrète, mais il a tort de renier l'élément critique, dont elle ne peut se passer. L'erreur d'*Humanisme et Terreur* n'était pas de se référer à l'idée de la reconnaissance, mais de confondre cette idée avec une étape prochaine (ou finale) du mouvement historique. L'erreur consistait à lier indissolublement un terme particulier (le prolétariat, l'économie collective) à un terme universel supra-historique (la société sans classes). Mais si l'on rejette l'universel (la reconnaissance) en même temps que le particulier (prolétariat révolutionnaire, révolution permanente), que reste-t-il à l'homme pour s'orienter?

Le jeune Marx, dont les écrits sont invoqués par Merleau-Ponty, ne se trouvait pas dans la même situation que lui. Partant du système hegelien, qu'il tenait pour vrai, il disposait d'une anthropologie philosophique, par rapport à laquelle l'histoire prenait son unité à travers le temps, vers la synthèse finale. Il s'interrogeait sur la conformité de l'histoire réelle à l'histoire rationnelle. Probablement, Marx avait-il le sentiment de ne pas adopter telle quelle l'anthropologie hegelienne, de modifier les relations du travail et de la guerre, de mettre au centre de la dialectique historique l'homme, qui fabrique ses outils et, par son travail, crée son milieu. L'homme est aliéné dans la société présente, et l'origine de cette aliénation est le salariat: le sens philosophique de la Révolution prolétarienne était donc immédiatement donné, et Marx s'est surtout demandé dans quelle mesure la société capitaliste, par ses contradictions et son développement, contribuait à rendre inévitable la révolte du prolétariat contre son asservissement, de l'homme même contre son aliénation.

Toute projection de la dialectique dans la quasi-nature sociale paraît à Merleau-Ponty méconnaissance de l'inspiration authentique du marxisme. Il confond, me semble-t-il, deux démarches, dont l'une est légitime et l'autre ne l'est pas. La conception dialectique de l'histoire se concilie mal avec la métaphysique matérialiste, et J.-P. Sartre, après beaucoup d'autres, a montré les équivoques du matérialisme, qui oscille entre le réalisme (primat de l'objet), une

métaphysique sommaire (le cerveau produit la pensée) et une gnoséologie encore plus sommaire (pensée-reflet). Si le marxisme est une interprétation de la totalité significative de l'histoire, il n'est pas compatible avec une philosophie qui ne connaît que la matière, dispersée en atomes. Mais l'objectivation de la dialectique n'est pas contradictoire en elle-même. En effet, il importe que les données massives - forces de production, rapports de production, fonctionnement du capitalisme - créent les conditions dans lesquelles le prolétariat sera incité à accomplir sa tâche révolutionnaire. Si la quasi-nature económico-sociale ne tendait pas d'elle-même vers la situation révolutionnaire, la négation prolétarienne paraîtrait imprévisible, arbitraire. Pour que l'histoire soit comparable à un dialogue dans lequel la Raison garde le dernier mot, il faut que les questions soient aussi raisonnables que les réponses, les situations créées par les réponses passées ou les choses elles-mêmes aussi raisonnables que les décisions.

Sans doute Marx est-il à la limite de la contradiction: si la Révolution et la victoire prolétarienne sont inévitables, il n'y a pas de place pour la liberté; s'il y a une part de liberté prolétarienne, l'aboutissement n'est pas fatal. Il n'est pas illégitime cependant de discerner dans le marxisme une synthèse de la quasi-nécessité et de la liberté. Les forces et rapports de production évoluent d'eux-mêmes vers un état où le prolétariat ne se réalisera lui-même que par la Révolution - ce qui laisse ouverte la possibilité que le prolétariat se trahisse tout en donnant à la révolte prolétarienne une sorte de nationalité.

Merleau-Ponty n'arrive à intégrer à son interprétation de l'histoire ni l'analyse des structures sociales ni la détermination des faits essentiels par référence à une anthropologie. Tout se passe comme si ces deux démarches, pourtant décisives, étaient extérieures à la pensée philosophique, telle qu'il la conçoit.

D'où la curieuse mise en perspective du développement de la théorie marxiste elle-même, le marxisme de Lukacs étant baptisé marxisme occidental et jeunesse du marxisme. Le marxisme occidental, en fait, a été celui de la IIe Internationale, celui Kautsky était le promoteur, et les partis socialistes, surtout la social-démocratie allemande, l'agent d'exécution. Ce marxisme a été frappé en 1914 et, depuis lors, n'a jamais repris vie. Il se définissait par la croyance à une dialectique objective qui n'interdisait pas à la classe organisée, c'est-à-dire au parti socialiste, de soutenir les revendications ouvrières et de s'installer dans la société capitaliste. Le marxisme, à cette époque, autorisait à croire que l'on prépare la Révolution pour une date imprévisible, tout en menant une action

strictement réformiste.

Après 1914, l'hésitation entre réformes et révolution a pris la forme d'une alternative entre le communisme et la social-démocratie. Les intellectuels de tendance révolutionnaire ne pouvaient adhérer à la social-démocratie, dont l'embourgeoisement était visible, et ils avaient peine à souscrire à l'orthodoxie bolchevik, tant le matérialisme de Lénine et de ses compagnons était grossier et, pour un philosophe de niveau, inacceptable. Le livre de Lukacs, *Histoire et conscience de la classe*, a été, en Allemagne, la première et peut-être la seule tentative pour élaborer une philosophie qui justifiât le communisme, sans se contenter des formules officielles (pensée-reflet, dialectique rigoureusement objective, inscrite dans le cours des événements, fondée sur une philosophie matérialiste et pourtant englobant la totalité et apportant la signification finale de l'histoire humaine). Lukacs publia son livre avant même que tous les ouvrages de jeunesse de Marx fussent connus. Mais il suffit de remonter à la *Phénoménologie* de Hegel pour pressentir l'interprétation dialectique (au sens de Lukacs et de Merleau-Ponty) de Marx, l'accent étant mis sur le rôle du prolétariat, à la fois sujet et objet, plutôt que sur les contradictions entre forces et rapports de productions. Les Bolcheviks n'admirent d'ailleurs jamais les théories de Lukacs. Celui-ci vécut longtemps en Union soviétique sans rien publier. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, il vit en Hongrie, toléré avec indifférence dans les périodes libérales, contraint à l'autocritique à chaque accès de sévérité idéologique du parti; fidèle au communisme, sur lequel il n'a guère d'illusions, il lui a donné, à l'usage des philosophes, une façade respectable, il a constitué une de ces nombreuses interprétations personnelles du communisme qui permettent de trouver un sens à l'orthodoxie et de vivre dédoublé, extérieurement homme d'Église, au fond de soi-même sceptique sur l'Église, mais non résigné à perdre la foi.

Ce marxisme hegelianisé, tiré des ouvrages de jeunesse de Marx, n'aboutit pas nécessairement à un bolchevisme honteux. D'autres, à partir des mêmes textes, ont penché vers la social-démocratie. D'autres encore, à la manière de Merleau-Ponty, sont demeurés en marge des deux partis, oscillant entre la sympathie marxiste (alliance avec le communisme) et la gauche non communiste. Depuis dix ans, Merleau-Ponty et les existentialistes ont vécu, une deuxième fois, la crise spirituelle des philosophes ou des lettrés européens, que la révolte contre le milieu social incline vers le marxisme et que la grossièreté du dogme léniniste ou stalinien rebute. Bien loin d'être le représentant du "marxisme occidental", Lukacs est créateur des subtilités idéologiques qui aident les intellectuels

occidentaux à rallier le marxisme soviétique.

Depuis les événements de 1914 et de 1917, la décomposition de la IIe Internationale en partis nationaux et la prise du pouvoir par le parti communiste, il n'y a eu, historiquement, que deux voies entre lesquelles il a fallu choisir: celle de la révolution, en liaison avec l'Union soviétique; celle des réformes social-démocrates dans le cadre national. Dans la plupart des pays occidentaux, intellectuels et ouvriers, en majorité, ont choisi la deuxième. Entre les deux guerres l'Allemagne, après la deuxième guerre l'Italie et la France ont vécu le drame du choix, nécessaire et impossible. La subordination à l'Union soviétique est caricature de l'internationalisme véritable; que reste-t-il de celui-ci dans le réformisme social-démocrate? La conscience de classe disparaît, dans le culte bolchevik du parti, presque autant que dans le prosaïsme des syndicats ou des partis voués à l'amélioration, *hic et nunc*, du sort de leurs troupes.

Le retour au jeune Marx, politiquement, n'est d'aucun secours. On retrouve les thèmes philosophiques qui, avant 1848, surtout avant 1846, ont incliné l'esprit de Marx vers le prolétariat, classe dépouillée de tout, qui ne peut se surmonter elle-même sans surmonter en même temps toute exploitation. Marx, le reste de sa vie, avait paru se désintéresser des fondements philosophiques et des raisons éthiques de sa volonté révolutionnaire parce qu'il s'efforçait de tracer, dans le réel, le chemin que suivrait la Raison. Si la dialectique, contradictions et synthèse finale, n'était pas inscrite dans la quasi-nature sociale, la mission historique du prolétariat, classe universelle, ou le caractère unique de la révolution prolétarienne devenaient des idéologies. C'est la réalité historique elle-même qui devait décider si la dialectique anthropologique, conçue par Marx, était rêve de jeune homme ou anticipation géniale du devenir. Un siècle après la rédaction du manuscrit *Économie et Philosophie*, celui-ci n'offre à personne le moyen de s'orienter dans la conjoncture présente. Les éléments qui étaient combinés dans le schéma historique de Marx sont aujourd'hui dissociés et les textes philosophiques peuvent justifier une adhésion réticente au bolchevisme aussi bien qu'une adhésion résignée à la social-démocratie.

Merleau-Ponty vient de parcourir à son tour l'itinéraire qui part de la situation révolutionnaire, remonte aux textes de jeunesse de Marx pour revenir au présent. Mais il n'a pas plus trouvé que Lukacs ou Korsch la réponse aux questions qu'il se posait. Politiquement, il aboutit à une gauche non communiste qui jouerait le jeu parlementaire, modalité, entre d'autres, du choix de la social-démocratie. On la peut discuter, comme toute autre modalité, mais la discussion devrait être

politique, historique: que signifie cette gauche, à une date, en un pays déterminés? Philosophiquement, il arrive au terme de son périple, convaincu que Marx lui-même a été le premier traître à la dialectique. C'est Marx qui, dès 1848, a projeté la dialectique dans l'objet et crée le monstre de la "dialectique matérialiste".

À n'en pas douter, on trouve, sous la plume de Marx et d'Engels, de nombreux textes qui justifient cette critique. Marx semble bien, dans sa maturité ou sa vieillesse, avoir cru que la lutte des classes était une variété de la lutte pour la vie, caractéristique de l'ordre biologique. Il s'est exprimé comme si les contradictions économiques déroulaient leurs conséquences à la manière d'un déterminisme naturel. La dialectique, interprétée en termes matérialistes, cesse effectivement d'être ce que Merleau-Ponty veut qu'elle soit - le déroulement significatif des événements grâce à l'action humaine, qui surmonte, en fait, les contradictions entre l'objet et le sujet, les individus et la collectivité, le passé et l'avenir -; mais elle se décompose en décisions parcellaires et en actions particulières, si l'on ne parvient pas à saisir la structure du réel et les activités majeures du sujet historique. Le devenir doit présenter l'articulation que lui prête l'objectivation de la dialectique (unité structurée de chaque régime ou de chaque période, contradictions à l'intérieur de la structure dont la lutte de classes est l'expression, contradictions surmontées dans le régime suivant, etc.) Faute de cette structure, expression de la nature humaine ou de la nature sociale, on risque de déboucher sur la pure et simple inter-subjectivité qu'avait décrite la phénoménologie au point de départ.

Tel est, me semble-t-il, le point d'arrivée actuel de Merleau-Ponty. Renonçant à l'ivresse révolutionnaire, il renonce du même coup aux points sublimes où l'action réconcilie les contraires. L'histoire, lue sous la dictée de Max Weber, lui offre des ensembles, des totalités partielles. Mais Max Weber savait que sa philosophie était critique, et que sa décision dépassait toute rationalité. Merleau-Ponty n'ayant, au cours de ses aventures, découvert ni les principes d'une anthropologie, ni la structure du devenir, ayant jeté par-dessus bord le formalisme de la reconnaissance mutuelle et de la société sans classes, ayant perdu la foi dans les "moments parfaits" de l'action révolutionnaire, se trouve bien démuni.

Le prochain livre reprendra, inévitablement, une partie de ce que celui-ci sacrifie. Les aventures de la dialectique ne sont pas terminées.

IV. L'Être et le Néant et l'ultra-bolchevisme

La polémique de Merleau-Ponty 1955 contre Merleau-Ponty 1948, le passage de l'"attentisme marxiste" à l'"acomunisme" n'auraient probablement pas soulevé tant de commentaires si les *Aventures de la dialectique* ne comprenaient un chapitre d'une centaine de pages, consacré à *Sartre et l'ultra-bolchevisme*. *Merleau-Ponty contre Sartre*, la gauche philosophique était, avec ravissement, déchirée entre ses deux maîtres. La curiosité malsaine à l'égard de la vie privée des écrivains ajoutait à l'intérêt d'un dialogue entre les deux tenants de l'existentialisme(9).

La polémique de Merleau-Ponty présente un caractère étrange. Sartre, depuis quelques années, sans adhérer au P.C., s'est associé à l'action de celui-ci, alors que Merleau-Ponty suivait une autre route: d'où une critique, à partir de la position dite acommuniste, de la position sartrienne d'alliance dans l'action sans ralliement au parti. Cette discussion proprement politique occupe peu de place dans le chapitre. Pour l'essentiel, celui-ci est consacré à une double démonstration: Sartre fait une théorie exacte du bolchevisme actuel ou de l'ultra-bolchevisme, mais l'accord de la philosophie de Sartre et de la pratique communiste porte condamnation et de cette pratique et de cette philosophie car l'une et l'autre auraient sacrifié la suprême richesse: la dialectique.

Cette démonstration, disais-je, est étrange. La position politique de Sartre est récente: les idées philosophiques qui, à en croire, Merleau-Ponty, lui serviraient de fondement, remontent loin. On a du mal à croire que l'ontologie de l'*Être et le Néant* conduise nécessairement aux articles sur les *Communistes et la paix*. Sans doute n'est-ce pas exactement la thèse de Merleau-Ponty puisque celle-ci insiste sur l'originalité de chaque ouvrage de Sartre par rapport aux précédents. Malgré tout, il y aurait harmonie préétablie entre l'ontologie sartrienne de la volonté pure, de la conscience insulaire et la pratique bolchevik du parti-acte pur faisant surgir de la masse dispersée, par un *fiat* mystérieux et injustifiable, le parti. L'ontologie ne menait pas nécessairement Sartre à l'alliance avec le communisme, mais, une fois allié des communistes, il trouvait dans son ontologie le moyen d'intégrer le communisme à son propre projet, d'interpréter l'action communiste dans les cadres d'une philosophie qui oppose, irréductibles, le sujet à l'Autre, la classe informe au parti, les choses aux hommes, mais ignore la dialectique où se joignent les termes apparemment opposés.

Reprenons notre distinction entre la *dialectique formelle* et la *dialectique matérielle*, autrement dit entre, d'une part, le caractère dialectique (ou dialogué) des relations entre les consciences et, d'autre part, la totalisation possible de ce

devenir des consciences aux prises les unes avec les autres et avec les choses humanisées. Le monde humain, vu par Sartre, est-il formellement dialectique, au sens que Merleau-Ponty lui-même donne à ce mot? La réponse est, de toute évidence, positive et les arguments de Merleau-Ponty tombent à faux.

Il n'est pas vrai que Sartre ignore "entre les hommes et les choses, cet intermonde que nous appelons histoire, symbolisme, vérité à faire" (*Aventures*, p. 269). Il est facile de citer, comme le fait Mme de Beauvoir, de multiples textes où Sartre reconnaît explicitement cet intermonde, objectif, présent aux hommes presque comme un en-soi, bien qu'il soit chargé de significations humaines. Par exemple: "Nous dominons la matière à force de travail, mais le milieu nous domine à son tour par le foisonnement figé des pensées que nous y avons inscrites (cité par Mme de Beauvoir, p. 2078"[\(10\)](#)).

De même, il n'est pas vrai que tous les sens soient décrétés par la conscience, il n'est pas vrai que "la prise de conscience soit un absolu et donne le sens" (*Aventures*, p. 156). Sartre reconnaît partout les significations imparfaites, mêlées aux faits inextricablement, que la conscience ne crée ni ne construit, que les sujets découvrent et dans lesquelles ils se situent.

De même encore, Sartre reconnaît entre le Je et l'Autre une relation différente de celle du regard qui les laisserait face à face, sans communication. Il ne songe pas à nier "l'existence de ces régions médiatrices entre les divers sujets qu'on appelle culture, littérature (Mme de Beauvoir, p. 2082) et que Hegel appelait "esprit objectif". Certes, le social ne détermine jamais la conscience à la manière dont le milieu détermine l'œuvre dans la conception de Taine. En fait, Sartre et Merleau-Ponty interprètent exactement de la même manière la relation entre situation et écrivain (ou philosophe ou homme politique). "Le champ social apparaît à la fois devant et derrière elle (la conscience) et il ne saurait en être autrement puisque chez Sartre passé et avenir sont inextricablement mêlés". (Mme de Beauvoir, p. 2083).

Si les sens objectifs existent, s'il y a non pas seulement pluralité des sujets mais intersubjectivité, s'il y a un intermonde, on ne voit pas pourquoi Sartre nierait l'histoire. Il n'a jamais méconnu ni que l'historien est lui-même historique, ni qu'il y a un devenir du sens dans les institutions, ni que les ensembles historiques sont réels et que le moi se constitue dans les cadres tracés par la conjoncture où nous naissons: "L'ensemble historique décide à chaque moment de nos pouvoirs, il prescrit leurs limites à notre champ d'action et à notre avenir réel, il conditionne notre attitude vis-à-vis du possible et de l'impossible, du réel

et de l'imaginaire, de l'être et du devoir-être, du temps et de l'espace; à partir de là, nous décidons à notre tour de nos rapports avec les autres, c'est-à-dire du sens de notre vie et de la valeur de notre mort; c'est dans ce cadre qu'apparaît enfin notre *Moi*. C'est l'histoire qui montre aux uns des issues et qui fait piétiner les autres devant des portes closes" (cité par Mme de Beauvoir, p. 2089).

S'il en est ainsi, si l'histoire, telle que l'interprète J.-P. Sartre, comporte exactement, comme dans l'interprétation de Merleau-Ponty, le sens objectif des choses, le devenir des sens dans les institutions, l'intersubjectivité, les régions intermédiaires de la culture, la réalité de la socialité, pourquoi Merleau-Ponty, dont la bonne foi ne prête pas au doute, ne s'en est-il pas avisé?

Mme de Beauvoir, à la fin de son article, en donne une première raison. Certaines des propositions que Merleau-Ponty attribue à Sartre en les appliquant au *Moi*, ou à la *personne*, ou au sujet historique, seraient vraies si elles étaient prises, au niveau de l'ontologie, comme se référant au Pour-soi ou à la conscience, pure présence à soi. Il est vrai que le Pour-soi originellement est le principe de tout dévoilement et que le monde, en ce sens, lui est coextensif. Il est vrai que la conscience - *Erlebnis* - est toute translucidité et ne découvre l'Autre que sous le regard qui l'objective elle-même. À certains égards, la description ontologique de la conscience s'oppose à la description ontique des hommes engagés dans l'histoire. Tout s'est passé comme si Merleau-Ponty avait cru trouver, dans la description ontologique de l'*Être et le Néant*, l'explication de certaines prises de positions historico-politiques qui lui paraissaient bizarres. Mais, au lieu de donner ces références à l'ontologie comme une possible explication (plus psychologique que philosophique) de la théorie du parti et de l'action, il a reconstruit une ontique sartrienne de la condition humaine d'après ces fragments d'ontologie - ontique qui, en effet, est pseudo-sartrienne.

Deux thèses des *Communistes et la Paix* lui ont paru appeler une telle explication. Dans ces articles de Sartre, la classe n'existe pas en dehors du parti, le prolétariat ne peut désavouer le parti parce que le prolétariat n'existe comme classe qu'unifié dans et par le parti. Seul un autre parti que le P.C. pourrait signifier à celui-ci le congé du prolétariat. À la limite, il semble que le parti soit acte pur qui, à la façon de la liberté, fond sur la masse informe pour transformer la passivité ou la dispersion en volonté créatrice. De plus, l'action communiste paraît révolutionnaire, sans lien visible avec un mouvement global de l'histoire, négation du donné et de la société présente sans être, avec certitude, affirmation de la société sans classes. Relations de la classe au parti, de l'action

révolutionnaire à la vérité historique, tels sont les deux thèses à propos desquelles Merleau-Ponty aperçoit une parenté entre la pratique bolchevik et l'ontologie sartrienne.

Sur le premier point - *classe et parti* - certains textes des *Communistes et la Paix* sont proches du Pseudo-Sartre. Sartre interdit au prolétariat de désavouer le parti, à moins d'être uni en un autre parti - ce qui réduit au minimum l'être de la classe non organisée en parti. Mais, fondamentalement, il veut que "l'unité de la classe ne soit ni passivement reçue ni spontanément réduite" (Mme de Beauvoir, p.2097). Autrement dit, il veut que la relation des ouvriers et du parti, des masses et des chefs soit dialectique: les chefs ne sont rien si les masses ne les suivent pas, les masses ne constituent pas une unité s'il n'y a un parti pour les coaguler.

Nous en venons au dernier point et, à n'en pas douter, le plus important: l'histoire est-elle créatrice de vérité? Si la vérité de l'histoire disparaît, alors la constitution du prolétariat en classe grâce au parti, si préparée soit-elle par les événements, est décision arbitraire et l'histoire elle-même devient "pour ce qu'elle a de connaissable, le résultat immédiat de nos volontés et, pour le reste, une opacité impénétrable" (*Aventures*, p.134).

Arrêtons-nous un instant, avant d'interroger le vrai Sartre sur sa conformité avec le pseudo-Sartre. Dans quelle mesure Merleau-Ponty lui-même donne-t-il réponse à la question qu'il pose à l'autre, autrement dit en quel sens l'histoire, telle qu'il l'interprète, est-elle créatrice de vérité? Comment l'événement devient-il critère de lui-même? Nous l'avons vu, la réponse de Merleau-Ponty oscille entre la référence à une idée formelle - reconnaissance mutuelle - et la référence aux moments parfaits où les doutes disparaissent parce que les antinomies sont surmontées. Merleau-Ponty 1955 a abandonné l'idée formelle en tant qu'entachée de kantisme, et il a découvert que les moments parfaits sont finalement trompeurs puisque, une fois suspendue l'"extase révolutionnaire", le moi cesse de se confondre avec l'Autre, la classe avec le parti, le dévoilement avec l'action, le Pouvoir avec la critique. Dès lors, il conserve bien la dialectique, au sens formel du terme, mais il a perdu non seulement, comme il l'avoue explicitement, toute notion de fin de la dialectique - les contradictions surmontées - mais tout moyen d'échapper au perspectivisme du dévoilement et à la particularité de l'action.

Sartre a-t-il, lui aussi, renoncé à l'accomplissement de l'homme dans et par la Révolution? À cet égard, il a toujours existé une différence majeure entre l'un et l'autre. Le marxisme de Sartre était "ontique", non "ontologique". On ne comprenait pas aisément comment la quête de la société sans classes (sur le plan

ontique) s'accordait avec la vanité de toute passion humaine. Sartre connaît *un* sens que chacun, librement, donne à sa vie et à sa mort, il ne connaît pas *le* sens de *l'histoire totale*, moins encore un sens, confondu avec un état privilégié, qui marquerait la fin de l'histoire ou de la préhistoire. Or, il ne l'ignore pas, fin de l'histoire ou de la préhistoire, dans le marxisme, signifie bien plus qu'une fin voulue par moi, par quelques-uns ou même par une classe, elle marque une rupture dans le train des choses humaines, le passage d'un type de société à un autre. Sartre met-il en perspective le passé et son action par rapport à cet événement grandiose, sans précédent?

Hier comme aujourd'hui, Sartre a toujours été plutôt un *conquérant* qu'un *Romain*, il n'a jamais douté que sa place fût parmi les exploités qui se révoltent contre leur condition, il n'a jamais affiché de certitude en ce qui concerne la conformité de la société future à l'idée d'une société sans classes. En ce sens, il adhère à la négativité révolutionnaire plutôt qu'aux affirmations impliquées par l'action négatrice.

Est-ce à dire que Sartre, comme le lui reproche Merleau-Ponty, choisisse la révolution sans savoir ce qu'il choisit, sans justification sinon le fait de l'oppression présente?

Les trois livraisons des *Communistes et la Paix* demeurent, il est vrai, étrangement vagues sur les points qui devraient être éclaircis pour que le ralliement (même sans adhésion) au communisme devînt philosophiquement et politiquement intelligible. Dans quelle mesure le régime soviétique est-il conforme à l'idée révolutionnaire? Dans quelle mesure l'action du parti communiste français est-elle orientée vers la Révolution au sens que Marx donnait à ce mot?

Tant que le parti communiste français se veut fidèle à l'Union soviétique, il ne peut servir à la fois la Révolution et la coexistence. La coexistence pacifique entre pays non communistes et pays communistes, c'est la paix entre catholiques et protestants, les uns et les autres renonçant à se convertir par la force.

La coexistence pacifique implique que la France demeure capitaliste. Pas davantage, Sartre ne se pose la question: le régime soviétique, imposé d'en haut à la Pologne et à la Roumanie, qui serait imposé à la France le jour où elle serait gouvernée par le P.C., est-il l'accomplissement de l'idée révolutionnaire?

Que le choix révolutionnaire de Sartre paraisse politiquement équivoque, sans fondement assuré, soit. Mais l'interprétation qu'en donne Merleau-Ponty, par référence à l'ontologie de la liberté, ne me convainc pas. La volonté organisée du

parti compte plus que la volonté spontanée des masses? La volonté du parti se définit par une négation du réel sans détermination concrète de la société post-révolutionnaire? Certes, mais on retrouve, chez tous les théoriciens bolcheviks, depuis Lénine jusqu'à J.-P. Sartre, ces deux traits, pour la simple raison que ces théoriciens ont toujours eu des doutes sur la spontanéité révolutionnaire des masses.

Sur un point seulement, on est tenté de donner raison à Merleau-Ponty et d'expliquer l'opinion politique de Sartre par l'ontologie de l'*Être et le Néant*. Sartre, à différentes reprises, souligne que la signification d'un événement historique dépend de l'intention de l'acteur. Pour montrer que la politique de l'U.R.S.S. et celle du P.C. ne sont pas révolutionnaires, il faudrait, écrit-il, "démontrer que les dirigeants soviétiques ne croient plus à la révolution russe ou qu'ils pensent que l'expérience s'est soldée par un échec". Quand on lit une telle phrase, on se demande, en effet, pourquoi les intentions des chefs soviétiques détermineraient souverainement le sens de la réalité. On hésite, malgré tout, à croire que Sartre ignore la distinction élémentaire du sens objectif et du sens subjectif ou tienne ce dernier pour inconditionnellement valable.

À force d'insister sur l'incertitude des jugements historiques, Sartre incline à chercher une certitude dans la subjectivité. Puisque l'on peut tout dire sur l'Union soviétique, puisque simultanément le parti prolétarien est au pouvoir mais qu'il y a des camps de concentration, où trouver une signification incontestable? Si les révolutionnaires ne croyaient plus à la Révolution, alors les jeux seraient faits et il ne resterait plus en Russie qu'un régime entre d'autres.

Le même phénomène, inversé, apparaît dans les jugements que porte Sartre sur ses adversaires. Si un anticommuniste traitait Sartre de "salaud" en lui reprochant de *vouloir* les camps de concentration, il protesterait - à bon droit - qu'il *veut* la Révolution, la libération prolétarienne et que les camps ne sont objet ni de sa volonté ni de la volonté communiste dont il se déclare partiellement solidaire. Mais il n'hésite pas à accuser les anticommunistes de *vouloir* Makronissos, la répression coloniale, la violence policière. Le recours à l'intention, pour interpréter la conduite des uns et des autres est incontestablement fort peu communiste, assez peu marxiste (à moins que cette intention ne soit la volonté de classe) et en lui-même injustifiable. Nos actes s'insèrent dans le tissu des événements et ne prennent leur sens que dans la conscience d'autrui, sans pourtant que la perception de l'*autre* fixe le sens définitif. Celle-ci vaut, dès le premier moment, autant que l'intention de l'acteur

et, au fur et à mesure que la compréhension du spectateur s'élargit, embrassant une durée plus étendue, elle l'emporte *relativement* sur le projet initial de l'acteur. De telles remarques sont à tel point le bien commun de Sartre et de Merleau-Ponty (et de beaucoup d'autres) qu'on n'imagine pas que Sartre les oublie pour accorder un privilège à la décision de la conscience.

On peut dire que nous retrouvons, à ce niveau de la politique, l'oscillation sartrienne entre ontologie et ontique. Le *Pour Soi* est radicalement libre, la personne à chaque instant engagée dans le monde. Peut-être Sartre cède-t-il parfois à la tentation de surmonter l'équivoque des significations historiques en remontant à l'absolu de la conscience. Mais ce serait là une faute qu'il commettrait contre sa propre philosophie. Pour mon compte, j'inclinerais à expliquer la référence à l'intention pour sauver les uns et damner les autres par la passion de l'individu Sartre plutôt que par la pensée du philosophe. Le moralisme spontané, le kantisme inconscient de Sartre éclatent soudain dans des formules qui ne s'accordent pas avec ses actuelles sympathies.

Si cette analyse est exacte, Merleau-Ponty aurait donné la partie belle aux défenseurs de Sartre, en discutant les *Communistes et la Paix* à partir de l'ontologie de l'*Être et Néant*. La théorie politique de Sartre me paraît vulnérable, pour des raisons simples, très inférieures à celle qu'invoque le professeur du Collège de France mais, à mon sens, plus convaincantes.

Sartre oscille entre un ralliement, sans adhésion, au parti communiste *hic et nunc* et un ralliement à la technique d'action du parti communiste en tant que telle. Explicitement, il affirme qu'il s'en tient à une décision actuelle mais, en fait, les arguments par lesquels il veut démontrer la nécessité du parti pour faire accéder la classe à l'être et à la conscience ne sont aucunement liés à la conjoncture française. S'ils sont valables, ils valent partout. Mais comment les appliquer aux pays de capitalisme développé où les ouvriers et leurs chefs élus refusent obstinément et l'action de style bolchevik et la doctrine de la prise du pouvoir par un parti monolithique? Le tort de Sartre n'est pas, comme le veut Merleau-Ponty, de donner un sens sartrien à l'action communiste - la justification sartrienne du parti, langage mis à part, ne diffère pas tant de celle de Lénine - le tort de Sartre est de reprendre la justification léniniste de 1903 sans se soucier de ce qui est intervenu depuis lors, autrement dit la construction de la société soviétique sous la direction du parti communiste et le rejet des méthodes bolchevik et même, plus largement, des méthodes révolutionnaires par la plupart des prolétariats du monde occidental.

L'Europe étant ce qu'elle est, que peut faire un parti communiste dans la partie du Vieux Continent à l'Ouest du rideau de fer? Est-il utile en tant qu'opposant? Veut-on le renforcer afin qu'il puisse paralyser plus efficacement le gouvernement français? Ou espère-t-on qu'il s'empare du pouvoir? Et quelles seraient les conséquences d'une victoire communiste en France sur la coexistence des deux mondes? Ces questions non métaphysiques mais concrètes, datées, sont celles auxquelles il faut répondre si l'on veut prendre une décision raisonnable en 1955.

Tant que Merleau-Ponty s'en tient à des objections simples, non philosophiques, pour ainsi dire, il fait mouche. Comment justifier le ralliement au parti communiste tant que l'on n'a pas expliqué la nature et le sens du régime soviétique?(11) Comment travailler à la coexistence si, au lieu de critiquer les deux camps, on donne systématiquement raison à l'un? Combien de temps le parti communiste acceptera-t-il la coopération sans adhésion? Dans la mesure même où Sartre, emporté par sa logique torrentielle, donne raison au parti qui refuse l'opposition, ne se donne-t-il pas tort à lui-même? "Qui s'associe au parti sans adhésion, coopère à l'action sans souscrire à la pensée" (*Aventures*, p. 237).

En revanche, dès que Merleau-Ponty critique philosophiquement l'attitude de Sartre, il cesse de convaincre, parce que le lecteur sans préjugé a le sentiment que l'auteur se frappe lui-même tout autant que son interlocuteur. Il écrit par exemple: "Il n'y a peut-être pas grand sens à traiter par la pure pensée le communisme qui est une action" (p. 237). Mais tout philosophe de la politique pense l'action des autres, donc traite par la pensée une action, et cette pensée, même si elle n'aboutit pas à un engagement, est, par elle-même, action: en interprétant une action, on en modifie la signification au regard des autres et, par cela même, on change la réalité humaine, c'est-à-dire on agit.

"Le faible de la position de Sartre, écrit Merleau-Ponty, est qu'elle est une position pour qui vit dans le monde capitaliste, non pour qui vit dans le communisme, dont il s'agit pourtant". Mais l'acommunisme de Merleau-Ponty tombe sous le coup du même reproche: s'il vivait de l'autre côté du rideau de fer, il n'aurait pas la liberté de mettre les deux blocs sur le même plan. Mais pourquoi l'un et l'autre n'useraient-ils pas du droit que leur laisse la société capitaliste?

Merleau-Ponty écrit la moitié de son livre comme s'il était encore marxiste, l'autre moitié comme s'il ne l'était plus: "Lénine n'a jamais sacrifié la spontanéité à la conscience, il a postulé leur accord dans le travail en commun du Parti, parce qu'il était marxiste, c'est-à-dire parce qu'il croyait à une politique qui

atteste sa vérité en devenant celle des prolétaires" (p. 173). Mais, en ce sens, Merleau-Ponty lui-même est-il encore marxiste? "L'histoire n'est pas le déroulement d'une vérité toute faite mais elle a, de temps à autre, rendez-vous avec une vérité qui se fait et qui se reconnaît à ce que la classe révolutionnaire, du moins, fonctionne comme un tout et qu'en elle les rapports sociaux ne sont pas opaques comme ceux de la société sans classes". Ces rendez-vous avec la vérité qui se fait, cette reconnaissance de la vérité par les prolétaires, ce sont les moments parfaits où les antinomies sont surmontées. Or Merleau-Ponty nous a donné deux raisons de ne pas nous fier à ces "moments parfaits": ils ne durent pas et la volonté du prolétariat n'est jamais inscrite, en caractères univoques, dans les prolétaires de chair et d'os. Même quand ils se reconnaissent en l'action que le parti leur suggère, ils ont été sollicités, influencés, parfois contraints par *l'autre*, les intellectuels, les révolutionnaires professionnels, l'organisation elle-même. Le philosophe ne perd jamais la liberté d'en appeler du prolétariat empirique au prolétariat fidèle à sa vocation.

Ayant renoncé à ériger la coïncidence entre prolétariat et parti en critère de la vérité, de quel droit Merleau-Ponty reproche-t-il à Sartre et à l'ultra-bolchevisme de faire comme lui? Une fois cette coïncidence abandonnée ou tenue pour précaire, une voie possible est celle du bolchevisme - souscrire à l'autorité du parti - l'autre, celle de la démocratie - n'accorder foi ni à la classe ni au parti mais, selon les circonstances, invoquer l'un ou l'autre. Encore faut-il, si l'on emprunte cette dernière voie, que l'on maintienne le schéma historique de Marx (contradictions du capitalisme aboutissant à la Révolution). On ne sait si Sartre le maintient, mais Merleau-Ponty le maintient-il davantage?

Je ne lui en fais pas grief, je lui reproche d'utiliser contre Sartre une philosophie qu'il a lui-même abandonnée et aussi de ne pas utiliser, dans sa polémique, les résultats actuels de sa recherche, la découverte que la dialectique du dévoilement et de l'action comporte un moment du savoir objectif. Le perspectivisme de l'interprétation historique, l'arbitraire de la compréhension deviennent délirants s'ils ne sont limités et contrôlés par la saisie du réel selon les méthodes positives. Merleau-Ponty s'éveille à cette humble nécessité de l'enquête empirique entre la révolte spontanée et l'action consciente. Il entrevoit "une économie généralisée dont communisme et capitalisme seraient des cas particuliers" [\(12\)](#).

L'enquête scientifique ne nous proposerait pas de conclusion d'une ampleur comparable à celle de la pseudo-science marxiste. Elle ne révélerait ni le secret

de l'histoire totale ni la coïncidence nécessaire du souhaitable et du fatal. Elle permettrait cette comparaison des régimes économiques dont Merleau-Ponty aperçoit la fonction dans une délibération raisonnable.

Simone de Beauvoir, en revanche, ne se laisse pas entraîner vers ces subtilités de la pensée bourgeoise "pluraliste" ("La vérité est une", dit-elle avec une certitude tranquille). La société occidentale est tout entière corrompue par l'exploitation qu'elle inflige à la classe ouvrière; à supposer qu'elle accomplisse certaines valeurs, elle en est d'autant plus coupable. La pensée synthétique, celle de Marx, celle de Sartre, saisit l'essence de l'ordre capitaliste dans l'exploitation. Péguy, lui aussi, disait qu'une seule injustice suffit à pourrir une société entière. Du moins ne prétendait-il pas parler en "socialiste scientifique".

Cette sorte de pensée synthétique laisse rêveur. On attribue volontiers à Dieu la capacité, au primitif l'habitude d'appréhender globalement la société, de porter sur elle un jugement sans analyse préalable. On se demande à quelle autre catégorie peuvent appartenir les esprits capables de saisir le tout social sans analyser les éléments.

(1) Le ton sur lequel Mme de Beauvoir répond à Merleau-Ponty est déplaisant et, à plusieurs reprises, grossier. Mais le ton de Sartre dans *Les Communistes et la Paix* n'était pas non plus un ton de bonne société.

(2) La confusion du marxisme et de la Raison historique était acquise par le raisonnement suivant: l'humanité n'est accomplie que dans la mesure où les hommes se reconnaissent mutuellement; tant qu'il y des maîtres et des esclaves, cette reconnaissance est exclue, seul le prolétariat, inter-subjectivité authentique, est en mesure de surmonter l'alternative de la maîtrise et de l'esclavage; il n'est pas démontré que l'Union soviétique, sous la direction du parti communiste, soit en train de créer une société homogène, que le prolétariat soit en train de se transformer en classe universelle et d'accomplir l'humanité. Mais comme aucune autre classe n'est capable de se substituer au prolétariat dans cette tâche, il est bon de garder à l'Union soviétique le bénéfice du doute, autrement dit d'être indulgent à l'égard de la réalité soviétique présente, en fonction de l'avenir que le projet révolutionnaire s'efforce de créer.

(3) Les plus "progressistes" des non-communistes ne mettent guère en doute que les communistes auraient perdu les élections libres en Tchécoslovaquie, en Roumanie et en Pologne: c'est donc bien l'occupation militaire par l'Armée Rouge qui a permis la soviétisation.

(4) Staline souhaitait alors une coexistence *belliqueuse*

(5) "Parce qu'on a une certaine idée de la Révolution authentique, l'on constate que l'U.R.S.S. n'est pas une révolution en ce sens-là; on se demande alors si la révolution authentique n'est pas un rêve; au non de ce doute, on conserve le nom de "révolutionnaire" à un régime qui peut-être se redressera; mais, comme cet avenir est dans la brume, on dit seulement que ce sera un ordre social plus humain" (p. 223). Ce que Merleau-Ponty critique dans ces lignes ressemble à sa propre attitude en 1948.

(6) Même dans l'ère Boulganine-Khrouchchev.

(7) Une des caractéristiques de l'acommunisme serait le refus de tout moyen de force contre le communisme. Personne n'a proposé, en France, de mettre le P.C. hors la loi. Mais nous nous refusons à poser en principe qu'un parti "qui refuse la règle du jeu démocratique" a droit *toujours* aux mêmes privilèges qu'un parti qui la respecte. Le devoir du suicide n'appartient pas à l'essence de la démocratie parlementaire.

(8) Il est curieux que Merleau-Ponty emploie, p. 122, cette expression qui avait été employée, en un tout autre sens, par J.-P. Sartre dans la *Nausée*.

(9) Que, dans notre génération, aucune amitié n'ait résisté aux divergences d'opinion politique, que les amis aient dû politiquement changer ensemble pour ne pas se quitter, est à la fois explicable et triste.

(10) Les citations se réfèrent au numéro de juin-juillet 1955 des *Temps Modernes*.

(11) "L'inénarrable" Mme de Beauvoir, dans sa réponse à Merleau-Ponty, s'écrie vertueusement: "Que vient faire l'Union soviétique dans cette histoire?" On ne peut pas rester insensible au comique involontaire.

(12) Il veut dire théorie générale de l'économie qui interpréterait les deux régimes comme espèces d'un genre ou variations sur un thème.

Mme de Beauvoir et la pensée de droite

Le Figaro littéraire
21 janvier 1956

Les sottises des gens intelligents sont toujours divertissantes et parfois instructives. L'étude(1) de Mme de Beauvoir sur la pensée de droite, prise dans son ensemble, est une des plus étonnantes que l'on ait lues depuis longtemps; dans le détail, on y rencontre bien des remarques justes et fines.

Ayant cité pêle-mêle Malraux, Jaspers, Montherlant, Burnham, Spengler, Thierry Maulnier, Drieu la Rochelle, Elsen, elle conclut gravement que la pensée de droite est un tissu de contradictions: «réaliste, dure, pessimiste, cynique, elle est aussi spiritualiste, mystique, noblement optimiste». Elle a commencé par caractériser la droite par le sentiment d'une crise de civilisation et le refus du communisme et elle découvre au point d'arrivée que «la pensée de la bourgeoisie, catastrophique et vide, n'est plus qu'une contrepensée». Comme, finalement, elle confond bourgeoisie (au sens marxiste) et droite, on ne désespère pas qu'elle découvre demain l'aristocratie de l'esprit dans les œuvres de MM. Kanapa, Garaudy, Staline et Khrouchtchev.

On regrette qu'elle s'arrête en si bon chemin. Un philosophe contemporain a défini l'homme comme une «passion vaine». Est-il témoignage plus frappant du désespoir, du nihilisme, caractéristique d'une classe condamnée par l'histoire et qui confond la vanité de ses efforts avec la vanité de l'humaine condition? À la droite, Jean-Paul Sartre (à la trappe, eût dit le père Ubu). Une romancière bien connue a mis en exergue de son premier roman la phrase de Hegel: «Toute conscience poursuit la mort de l'autre.» La formule ne révèle-t-elle pas, avec naïveté, l'idéologie de la bourgeoisie qui confond la concurrence économique avec l'essence des relations entre personnes, incapable de comprendre que, dans le prolétariat et le parti communiste, la coopération fraternelle se substitue à la stérile rivalité des individus? À la trappe, Mme de Beauvoir!

Laissons ces enfantillages et partons à la recherche non de la bourgeoisie (nous aurons d'autres occasions de confronter l'univers communiste et l'univers des démocraties occidentales) mais de la droite. Commençons par une proposition qu'il nous paraît facile de démontrer. *On ne peut pas tenir l'anticommunisme pour l'essence de la pensée de droite, parce que qu'il y a autant de formes d'anticommunisme qu'il y a de traditions politiques en Occident.*

Il existe, depuis 1917, un *anticommunisme socialiste* et même marxiste, dont Kautsky et Lord Russell fixèrent, il y a près de quarante ans, les thèmes principaux. Le premier, qui avait été le doctrinaire de la IIe Internationale et que Lénine avait admiré, affirma que le socialisme sans la démocratie était une caricature de socialisme, que la dictature du parti communiste, en Russie, n'était pas dictature du prolétariat, mais dictature *sur* le prolétariat. Quant à Lord Russell, il se convainquit, à la suite d'un voyage en Russie, dès le début des années 20, que la technique d'action communiste aboutissait au despotisme, et l'illustre philosophe, pacifiste (il avait fait quelques mois de prison pendant la première guerre mondiale), libéral en fait de politique, socialisant en fait d'organisation économique, devint fermement anticommuniste.

Il existe également un *anticommunisme libéral*, qui défend les institutions parlementaires, dénonce le parti unique et trouve, dans les procédés soviétiques de censure et de purges, des arguments innombrables en faveur du refus. Décréter que tous les partisans de la liberté économique appartiennent à la droite est déjà passablement absurde. Une telle affirmation supposerait admise la vérité de l'analyse marxiste de l'économie capitaliste: les mécanismes du marché sont une modalité d'organisation économique qui n'exclut pas une répartition équitable des ressources collectives. Décréter que tout adversaire d'un parti unique, de l'idéologie officielle, est un homme de droite est proprement délirant, puisque les valeurs dont il se réclame sont celles mêmes de la gauche d'hier.

Il existe, enfin, un *anticommuniste conservateur*, qui voit dans le régime soviétique à la fois l'accomplissement et la condamnation des idées de la gauche. La volonté du prolétariat dont le parti communiste se proclame l'interprète n'est qu'une version à peine renouvelée de la volonté du peuple. La révolte contre les inégalités sociales aboutit non à l'égalité des citoyens ou à la suppression des privilèges, mais à la tyrannie d'une minorité, qui exploite les ressentiments des masses et leur promet le royaume de Dieu sur la terre.

De ces trois anticommunismes, le dernier seul relève de la droite, au sens que ce terme avait jusqu'en 1917. Les mettre tous trois ensemble au compte de la bourgeoisie, c'est supprimer l'identité même de la pensée que l'on prétend cerner. «L'amalgame qui constitue le fonds commun des idéologies modernes de la droite» est arbitrairement créé par Mme de Beauvoir, qui, à la manière des néophytes, se croit sincèrement obligée à un excès de zèle.

Le communisme stalinien se veut doctrine totale: inévitablement, l'anticommunisme dénonce les erreurs par lesquelles une méthode

d'interprétation historique est transfigurée en idéologie d'État. On montre aisément que les divers thèmes que Mme de Beauvoir passe en revue sont les répliques aux affirmations qui fondent le dogmatisme communiste.

D'après celui-ci, la libération économique, grâce à la planification sous la direction du parti communiste et à la propriété collective des instruments de production, garantit par elle-même la libération politique et intellectuelle. La théorie de l'élite, qu'a vulgarisée J. Burnham, tend à rappeler une vérité d'expérience et de bon sens: l'ordre politique n'est pas réductible à l'ordre économique. Une économie planifiée n'est pas nécessairement au service de la collectivité. Une minorité peut user à son profit des pouvoirs démesurés que lui assure l'étatisation de tous les moyens de production. On n'aurait pas besoin de rappeler aussi souvent que toutes les sociétés complexes ont été gouvernées par le petit nombre si les marxistes, orthodoxes ou dissidents, n'éludaient la discussion en postulant que le prolétariat, par quelque délégation mystique, s'incarne dans le parti qui l'invoque mais se garde bien de lui laisser la liberté de choisir ses représentants.

De même, le pluralisme qui irrite tant Mme de Beauvoir n'est qu'une réplique à la philosophie unitaire selon laquelle toutes les sociétés doivent aboutir au même régime economico-social, celui du communisme et de la société sans classe. «La vérité est une», lisons-nous à la première page. Mais l'organisation de la vie en commun est-elle soumise à l'alternative du vrai et du faux? Quelles institutions sont vouées à l'essentielle diversité des œuvres? Lesquelles susceptibles d'une extension universelle? Faute de réponse à ces interrogations, la critique du pluralisme historique perd toute signification et le non-pluralisme de Mme de Beauvoir évoque Monsieur Homais bien plutôt que Marx.

Enfin, l'idéalisme ou l'esthétisme de l'anticommunisme est une réplique à l'athéisme militant ou à l'obscurantisme stalinien. Il n'est pas besoin d'être croyant pour avoir horreur de la propagande des sans-Dieu. Il n'est pas besoin de rêver d'un art étranger aux querelles du siècle pour dénoncer l'État qui met les écrivains, ingénieurs des âmes, au service de l'édification socialiste, prêche le réalisme et condamne le formalisme. Toutes ces théories de l'histoire, de l'élite, des arts, s'opposent à la mythologie stalinienne: elles sont aussi diverses que la culture de l'Occident.

Où, dans cette multiplicité, situons-nous la droite? Je dirais volontiers que *l'anticommunisme de droite est celui qui condamne la tentative en même temps que l'échec*, ou encore en termes différents, *qui tient l'échec pour la*

conséquence prévisible, inévitable de la tentative.

Cette condamnation est susceptible de revêtir plusieurs formes. Reprenant l'argumentation des contre-révolutionnaires du début du dix-neuvième siècle, le doctrinaire de la droite montre à quoi aboutit le refus des inégalités naturelles, organiques: non pas à l'égalité des revenus ou des conditions, mais à des inégalités hypocritement dissimulées sous des slogans démocratiques, d'autant plus intolérables qu'elles sont honteuses d'elles-mêmes. On n'accepte plus, en droit, aucune hiérarchie, mais la hiérarchie des fonctions et des privilèges en Union soviétique bien loin de disparaître, est justifié par une propagande obsessionnelle. Ce qui a disparu, c'est la liberté d'hérésie; ce qui règne, c'est le conformisme obligatoire moins de la masse que de ceux qui se donnent eux-mêmes pour ses interprètes.

De la droite encore relèveraient la critique des valeurs caractéristiques de la civilisation industrielle et, contre le rêve de confort pour tous, contre le souci primordial du niveau de vie, l'affirmation des valeurs de contemplation ou d'héroïsme. On n'a pas oublié l'emploi qu'ont fait les mouvements fascistes des slogans aristocratiques. D'autres que des fascistes ont voulu, au siècle de la technique, rendre un sens aux vertus que l'on prête aux élites du passé. Barrès, Montherlant et beaucoup de leurs jeunes héritiers appartiennent à cette droite, dont la devise, au plus haut, serait celle du «service inutile», mais qui se dégrade trop souvent en mépris du vulgaire, en affectation complaisante de noblesse.

Cette droite, hostile à la civilisation des machines et du *common man*, n'est pas la seule «droite». À la droite qui s'enferme dans l'opposition s'oppose une droite qui se résigne au mouvement irrésistible des événements et des idées et qui, dans le style de Tocqueville, s'efforce de préserver les libertés politique à l'âge démocratique et industriel. Droite libérale, qui tient les mécanismes du marché, la monnaie saine pour compatibles avec n'importe quel état de la technique et pour indispensables au règne de la loi. Droite conservatrice qui limite ses ambitions à ralentir et à orienter des transformations en elles-mêmes irrésistibles, prête à pactiser avec l'État-providence, à nationaliser légalement la moitié de l'industrie pour apaiser la révolte des masses.

À partir de cette «pensée de droite», définie à ce niveau d'abstraction, on ne rejoindrait pas sans peine l'anarchie des hommes, des partis et des idées dans la France d'après la deuxième guerre mondiale. La droite maurrassienne, en théorie monarchiste mais en fait à demi bonapartiste, combinant avec la contre-révolution un nationalisme d'origine révolutionnaire, achève de mourir. L'actuel

prétendant au trône rêve d'une monarchie réconciliée avec la démocratie. Maurras, dont les conceptions étaient essentiellement politiques, qui ignorait nature et conséquences de la civilisation industrielle, a laissé une critique du parlementarisme qui demeure, hélas! actuelle, et des conceptions diplomatiques que l'abaissement de la France rend tragiquement anachroniques.

À défaut de doctrine, les écrivains que l'on peut classer dans la droite, ceux de *La Table ronde* ou de l'hebdomadaire *Arts*, Jacques Laurent, Marcel Aymé, Claude Elsen, ont plutôt en commun des attitudes que des idées. Marcel Aymé me paraît appartenir à une lignée, mal reconnue, celle de l'anarchisme de droite, hostile à la pensée de gauche dans la mesure où celle-ci exprime un conformisme et a désormais pignon sur rue. Écrire que l'on est indifférent au niveau de vie des ouvriers ne prouve pas nécessairement, aujourd'hui, que l'on a le cœur sec: c'est aussi une manière de défier la mode intellectuelle et les convenances.

La confusion française ne tient pas seulement à l'absence d'une «doctrine de droite», elle naît aussi de l'écart entre nos batailles idéologiques et les problèmes authentiques de la France. Sur le plan économique, notre pays souffre d'un retard de la modernisation; sur le plan politique, de la faiblesse des gouvernements. Le renforcement de l'exécutif n'est un mot d'ordre ni de droite ni de gauche, et l'expansion économique n'appartient pas non plus à un des deux camps. Les «féodaux» ne sont pas seuls à freiner l'expansion. Les grandes sociétés capitalistes sont «expansionnistes» comme M. Mendès France; les petits commerçants, inquiets pour leur mode de vie accoutumé, et les fonctionnaires, qui interdisent de modifier l'âge de la retraite en fonction des progrès de la médecine, ne le sont pas.

En Grande-Bretagne, signification et programmes du travaillisme et du conservatisme sont peu à peu clairs. En France, chaque parti se divise chaque fois qu'un problème d'importance nationale se pose. Des deux côtés de l'Assemblée, il y a des défenseurs des intérêts acquis et des partisans du mouvement. Au rebours des légendes, ce qui caractérise la France, ce n'est pas la violence des conflits entre deux blocs, mais l'incohérence de chacun d'eux. Au siècle dernier, la droite se divisa entre ultras, modérés et bonapartistes, doctrinaires de la restauration intégrale, théoriciens du compromis orléaniste et libéral, adhérents du bonapartisme. À notre époque, la droite intelligente est celle qui s'efforce de conserver ce qui, des traditions et des croyances, mérite de survivre en un temps où la rapidité du progrès technique bouleverse

irrésistiblement les conditions de vie. Mais les conservateurs français n'arrivent ni à penser leur fonction historique ni, moins encore, à la remplir, parce qu'ils sont incapables de séparer ce qui peut-être mérite de durer – les façons de vivre et de prier – et ce qui, à coup sûr, doit s'effacer – les modes anachroniques de travail.

En quoi l'aberration de Mme de Beauvoir – tout anticommunisme est de droite – est-elle, malgré tout, instructive? Il est vrai que tout homme de gauche garde une nostalgie de ce que le communisme – faussement – prétend apporter: foi au progrès, réconciliation de la toute-puissance de l'État et de la liberté des individus, condamnation des sociétés actuelles au nom de l'idée et confiance naïve en un avenir conforme aux exigences de l'idée. Par son indifférence, dont on ne sait si elle est volontaire, à tout ce qui concerne les institutions, Mme de Beauvoir est représentative d'une gauche caricaturale. Le penseur politique est celui qui connaît, compare, juge mérites et défauts des régimes. L'idéologue de gauche parfois – même s'il s'appelle Michelet ou Victor Hugo – celui qui déclame sur la liberté et l'égalité et n'arrive jamais à comprendre comment le rêve de la liberté débouche sur la Terreur et le rêve de l'égalité sur la police secrète.

Si nous nous abandonnions à la polémique dans le style des *Mandarins*, nous dirions que la gauche commence par le refus des privilèges et finit par l'acceptation des camps de concentration. L'inégalité des conditions est, jusqu'à présent, inséparable des sociétés complexes. Les privilèges de l'entrepreneur capitaliste ne sont ni plus ni moins faciles à justifier que ceux du manager communiste. Invoquant la notion abstraite d'universel, Mme de Beauvoir vitupère le régime bourgeois et exalte le régime dit prolétarien. Comparable à un aveugle qui parlerait de peinture, elle manifeste simplement son ignorance de la politique en tant que telle; car la politique est recherche d'un accord entre le respect dû à chacun et la diversité des tâches, des pouvoirs et des prestiges, recherche qui n'a jamais abouti qu'à des compromis provisoires et précaires. La technique offre à la fois des chances inédites de réconciliation et des risques sans précédent de despotisme. On ne saurait saisir les chances ni réduire les risques si l'on invoque les concepts purs et ignore les servitudes de la vie en commun, la pesanteur des institutions, toujours imparfaites. Peut-être est-il juste de ne pas se résigner à cette imperfection, il est sûrement insensé de la méconnaître.

(1) Publiée d'abord dans *les Temps modernes* reproduite dans *Privilèges*. (Gallimard.)

Marx est-il un philosophe ou un savant?

Le Figaro littéraire

3 mars 1956

Il est sans exemple qu'une théorie scientifique ne soit pas dépassée au bout d'un siècle. En revanche, une doctrine philosophique peut demeurer valable, en ses idées directrices, sans limites de temps. Si le marxisme est science, il est soumis à la loi du dépassement, qui est la loi même du progrès. S'il est philosophie, il est soumis à la dispute, comme toute philosophie.

Le marxisme stalinien se donne pour scientifiquement vrai, tout en multipliant les affirmations qui, en Occident, passent pour ressortir à la philosophie. Que la réalité matérielle existe seule, que la pensée n'en soit que le reflet, que les lois de la dialectique soient à la fois celles de l'esprit et celles du cosmos, toutes ces assertions n'ont rien de commun avec celles des mathématiques ou de la physique. Tant que les marxistes d'obédience communiste étaient tenus de répéter le dogme en employant les termes mêmes que Staline employait dans *L'Histoire du parti communiste d'U.R.S.S.*, ils étaient condamnés soit à une scolastique stérile, soit à des polémiques contre toutes les écoles de pensée libre. La seule chance des staliniens en France était d'imiter leurs frères de Russie, de poursuivre leurs recherches comme s'ils n'étaient pas marxistes, quitte à témoigner, dans la préface ou la conclusion de leur œuvre, de leur fidélité au génial Père des Peuples.

Par un paradoxe apparent, en réalité, selon la logique, le stalinisme a tout particulièrement paralysé les études marxistes, puisqu'il interdisait aux philosophes, aux économistes, aux sociologues, de distinguer ce qui reste vivant et ce qui est mort dans le marxisme de Marx. Aussi serait-on en peine de citer un seul livre écrit depuis dix ans par un stalinien français qui apporte une contribution originale à l'interprétation de Marx et d'Engels.

Les meilleurs livres sur le marxisme parus depuis la guerre ont été les uns par d'ex-marxistes, par exemple *La Tragédie du marxisme*, de M. Collinet (Calmann-Lévy); les autres par des catholiques de gauche, comme *La Doctrine économique et sociale de Karl Marx*, de H. Bartoli (Éd. du Seuil), *Marxisme et humanisme*, de P. Bigo (Presses universitaires); d'autres encore par des marxistes qui se réclamaient, contre le bolchevisme, de l'inspiration éthique de Marx, comme *Karl Marx, essai de biographie intellectuelle*, de M. Rubel (thèse à paraître chez Rivière); d'autres, enfin, par des économistes professionnels,

comme *Deux essais sur le marxisme*, de Jean Marchal (Librairie Médicis).

En même temps, les existentialistes «bourgeois» empruntaient au marxisme certaines idées, sans souscrire ni au matérialisme vulgaire, que Sartre rejetait dans *Matérialisme et révolution* et que Merleau-Ponty n'a pas accepté davantage.

Ainsi le marxisme devenait un des thèmes du débat français, non pas à cause, mais en dépit des intellectuels staliniens. On ne discute pas avec les rédacteurs de la *Nouvelle Critique* ou de *La Pensée*. On discute avec les paramarxistes de *La Revue socialiste*, d'*Esprit* ou des *Temps modernes*.

De la «science» marxiste, la partie la plus faible est en même temps la plus nécessaire à l'orthodoxie stalinienne, je veux dire les thèses relatives à l'autodestruction du capitalisme, à la loi de la baisse tendancielle du taux de profit ou de la paupérisation de la classe ouvrière. Marx, tout génial qu'il était, ne pouvait prévoir comment évoluerait le régime capitaliste. Observant une des phases initiales de l'industrialisation en Grande-Bretagne, phase grossièrement comparable à celle qu'a traversée la Russie soviétique au cours des plans quinquennaux, il fut frappé par la contradiction entre l'accumulation des moyens de produire et la pauvreté ouvrière. Ce phénomène, indispensable à un degré ou à un autre, en toute économie moderne, pendant la période d'investissements massifs, Marx y vit la marque et la condamnation du capitalisme. Avec une imagination apocalyptique, il pressentit la division de la société en une immense masse d'exploités et une dérisoire minorité d'exploiteurs. La révolution prolétarienne mettrait fin à ce scandale.

Il ne manque pas de textes où Marx lui-même atténue ou rectifie ces prévisions sommaires. En tout cas, il faut une extraordinaire capacité d'aveuglement pour nier l'embourgeoisement des sociétés industrielles de l'Occident ou pour maintenir la loi de la paupérisation absolue ou relative. M. Pierre Hervé, dans son récent livre, où il liquide les «fétiches» s'est arrêté devant la loi de la paupérisation. «Mettre de côté la loi de la paupérisation serait abandonner la perspective socialiste» (p.126). Quelle mauvaise chance! M. Mikoyan, lui, semble avoir abandonné la loi de la paupérisation, à laquelle, évidemment, M. Pierre Hervé ne croit pas plus qu'il ne croyait, hier, à la culpabilité des assassins en blouse blanche.

Les anticommunistes avaient la partie trop belle lorsqu'ils montraient l'écart entre les prévisions marxistes (telles qu'on les interprétait classiquement) et la réalité du progrès économique ou le gonflement des couches moyennes. Cette

victoire facile leur dissimulait ce qui eût été une tâche autrement nécessaire et malaisée: mettre au jour les conditions auxquelles le développement économique est possible, sans révolution. De l'exemple de la révolution française, Marx avait tiré prématurément la conclusion qu'aucune transformation économique n'est possible sans violence, qu'aucune classe dirigeante n'accède au pouvoir sans épisodes sanglants. La généralisation était hâtive et l'exemple des pays anglo-saxons a montré que le capitalisme combiné avec la démocratie offre une meilleure chance d'éviter les révolutions que tout régime du passé.

Mais l'exemple des pays que le jargon international appelle sous-développés nous rappelle aussi à, quels obstacles se heurte le développement économique, lorsque les propriétaires fonciers, les marchands, l'administration traditionnelle empêchent l'industrialisation en paralysant l'initiative ou en ralentissant la formation du capital.

Une fois écarté le schéma historique de la marche fatale à la révolution, une sociologie qui analyse les sociétés à partir des conditions de travail et des rapports de classe, qui explique les régimes autoritaires, communiste ou fasciste, par les besoins des sociétés industrielles, pourrait être dite marxiste, au sens large de ce terme. Elle retiendrait l'esprit de la méthode marxiste, tout en rejetant la lettre d'une théologie byzantine.

Ce n'est pas dans ce sens que se sont orientés les philosophes français. Ils ont cherché un rapprochement avec les communistes par l'intermédiaire de la philosophie de Marx.

Les théoriciens de la deuxième Internationale, Karl Kautsky en particulier, avaient mis l'accent sur le matérialisme et le déterminisme historique. Ils s'appuyaient sur les textes classiques de Marx, l'introduction à la *Contribution à la critique de l'économie politique* ou le *Capital*. Le matérialisme historique se définissait par la dialectique des forces et des rapports de production. L'accroissement de la force productive oriente l'histoire entière; les rapports de production, c'est-à-dire l'organisation du travail et le statut de propriété, répondent à un certain état de la force productive. Le passage d'un type de rapports de production à un autre s'opère par une révolution dont la classe opprimée prend la tête et que la classe historiquement condamnée, celle qui raccroche à des rapports de production devenus anachroniques, tente de retarder. L'analyse des contradictions du régime capitaliste complète et confirme cette philosophie de l'histoire.

Entre les deux guerres, quelques ouvrages de jeunesse de Marx, inachevés ou

non publiés, furent connus intégralement pour la première fois, le *Manuscrit économique-philosophique*, l'*Idéologie allemande*. On découvrit un Marx moins matérialiste, moins scientiste que dans ses ouvrages de maturité, profondément marqué par la pensée hégélienne. Les cours de M. Kojève, professés avant la guerre à l'école des Hautes Études et publiés après la guerre sous le titre *Introduction à la lecture de Hegel* (Gallimard), ont exercé une influence durable sur la philosophie française. M. Kojève présentait un Hegel pour l'essentiel déjà marxiste. M. Hyppolite, dans ses *Études sur Marx et Hegel* (Éd. Rivière) souligne les éléments hégéliens que Marx a retenus. C'est dans cette ligne que se situe le livre de M. Bigo qui, relisant le *Capital*, en juge l'analyse proprement économique indéfendable et cherche dans la dialectique existentielle de l'*aliénation* la clé de ce prétendu traité d'économie.

Les existentialistes découvrirent dans ces textes de jeunesse où l'inspiration éthique, une conception de l'homme et une vision historique apparaissent en toute clarté la parenté de leur doctrine et du marxisme. L'homme marxiste est l'homme du travail, celui qui transforme le monde et se réalise lui-même en humanisant la nature. Il se dresse contre les institutions pour les soumettre à sa volonté de justice et il est prêt, selon la formule sacrée, «à la liberté ou à la mort». L'*homo existentialis* se reconnaissait dans l'homme marxiste, travailleur et révolutionnaire.

Dans *Humanisme et terreur*, M. Merleau-Ponty cherchait à combiner ces deux courants de pensée. Il empruntait au marxisme l'idée que le prolétariat avait une vocation révolutionnaire et constituait l'intersubjectivité authentique. La prise du pouvoir par le prolétariat et la construction d'une économie fondée sur la propriété collective étaient, à ses yeux, une étape indispensable vers la société homogène ou la reconnaissance de l'homme par, l'homme. L'histoire était dialectique, non pas au sens matérialiste, mais au sens de Hegel et du jeune Marx: elle est faite d'actes humains jamais déterminés par les données extérieures, jamais non plus soustraite à la pression des circonstances. Le dialogue des hommes entre eux et avec le monde, qui constitue la trame de l'histoire, aboutit à une réconciliation finale, dont la suppression des classes ennemies est la preuve et le symbole.

En 1948, M. Merleau-Ponty n'était pas assuré que l'Union soviétique fût en train d'accomplir cette conversion de l'histoire. Mais si l'Union soviétique trahissait la mission que l'histoire, par la voix de Marx, lui avait attribuée, tout espoir était perdu et l'on glissait vers un tumulte insensé. En 1954, dans les

Aventures de la dialectique, Maurice Merleau-Ponty se corrige lui-même politiquement et philosophiquement, avec une méritoire honnêteté intellectuelle. Il se refuse à assimiler la rivalité entre l'Union soviétique et les États-Unis à celle de la propriété publique et de la libre entreprise. Il refuse désormais à l'Union soviétique l'auréole de l'hypothétique société sans classes. Les deux géants, les deux régimes sont sur le même plan, chacun avec ses avantages et ses vices, aucun digne d'incarner la cause ultime de l'humanité.

Bien qu'il ait renoncé au schéma marxiste de l'histoire contemporaine, M. Merleau-Ponty reste plus attaché que jamais à la version *philosophique* du marxisme. Marx serait devenu infidèle à son message authentique dès qu'il aurait projeté la dialectique dans les choses et aurait confié à un déterminisme économique le soin d'accomplir la fin de l'aventure humaine.

C'est à cette interprétation hégéliano-dialectique de Marx que s'oppose M. Pierre Naville, dans la thèse qu'il a récemment soutenue à la Sorbonne⁽¹⁾. On a tort, pense-t-il, de citer des textes de jeunesse de Marx comme si ceux-ci traduisaient l'état final de sa pensée. Marx a commencé par la philosophie, mais il a abouti à la science, et à une science rigoureuse, quantitative, qui est formulée dans le *Capital*. Aussi M. Naville s'efforce-t-il d'abord de retracer l'évolution intellectuelle de Marx, depuis la critique de la *Philosophie du droit* de Hegel, jusqu'à la *Misère de la philosophie*, critique de Proudhon. Ensuite, M. Naville expose la sociologie du travail, noyau de la science marxiste.

La tentative est intéressante, mais les résultats obtenus sont sans commune mesure avec l'effort. Entre 1840 et 1847, Marx a lu des livres d'histoire, d'économie politique, il a progressivement élaboré l'interprétation économique de l'histoire. A-t-il pour autant changé de philosophie, renié la pensée dialectique de Hegel? Le moins que l'on puisse dire est que M. Pierre Naville ne l'a pas démontré, parce qu'il n'a pas saisi la distinction essentielle entre théories sociologiques et conceptions philosophiques. Dès 1841, Marx reproche à Hegel de se contenter d'une conciliation fictive, il veut, lui, que la philosophie se réalise, c'est-à-dire que le monde historique devienne conforme aux idées. En 1847, le thème fondamental reste le même, mais Marx a découvert ou cru découvrir, entre temps, les contradictions économique-sociales par l'intermédiaire desquelles la réconciliation s'accomplira. L'histoire demeure, dans la pensée marxiste, en 1847 comme en 1841, l'autocréation de l'homme, grâce au travail et à la lutte. L'histoire conserve sa signification anthropologique et, pourrait-on dire, métaphysique.

Quant à la science ce qui se trouverait incluse dans le *Capital*, M. Naville lui attribue le mérite insigne d'introduire la quantification en économie. Il ne s'est malheureusement pas avisé que les concepts centraux du *Capital*, celui de plus-value en particulier, ne se prêtent pas à une détermination quantitative. Depuis un siècle, personne n'a jamais pu calculer le taux de la plus-value. L'insuffisance de l'information ou la paresse n'y sont pour rien. Les concepts du *Capital* ne rejoignent pas les réalités comptables ou les indices statistiques. On peut savoir approximativement quelle fraction des ressources collectives est investie, quelle fraction est consommée par les privilégiés, dans un régime capitaliste ou communiste. On ne calcule pas le taux de la plus-value pour deux raisons: on ne peut pas préciser ce qu'est le «travail nécessaire» et l'on ignore si la valeur, créée par l'ouvrier, qui ne lui est pas restituée sous forme de salaires, appartient tout entière à la plus-value (en ce cas celle-ci serait considérable) ou s'il faut en déduire amortissement, fiscalité, réinvestissement et, en ce cas, elle se réduirait à peu de chose.

La science marxiste telle que la conçoit M. Naville est une pseudo-science, synthèse accidentelle d'une théorie économique dépassée (celle de Ricardo) et d'une philosophie d'inspiration hégélienne.

Ce qu'il y a, me semble-t-il, de plus vivant dans le marxisme, ce n'est ni la philosophie des textes de jeunesse – méditation sur l'héritage hégélien – ni moins encore la «science» du *Capital*, c'est la méthode historique et sociologique par laquelle Marx a tenté de comprendre les relations complexes entre technique, organisation du travail, rapports de propriété. Il suffit de débarrasser cette méthode du dogmatisme auquel les marxistes et parfois Marx lui-même l'ont liée.

Il n'y a pas de science prolétarienne qui aurait le privilège de saisir les lois du réel, cependant que la pensée bourgeoise serait prisonnière de l'idéologie. Il n'y a pas de classe ouvrière qui aurait la capacité surhumaine de travailler dans les usines et de gérer la société. Les régimes politiques ne sont pas rigoureusement déterminés par la force productive ou les rapports de production. Le pouvoir soviétique n'est pas celui de la classe ouvrière, mais celui du parti communiste.

Une fois écarté ce dogmatisme, on est à pied d'œuvre pour prolonger la partie scientifique de l'œuvre de Marx, l'essai d'interprétation du développement de la société industrielle. Les conclusions ne seraient ni aussi apocalyptique ni aussi rassurantes que celles de Marx. Rien ne prouve qu'il y ait un type unique de société industrielle ni que les catastrophes révolutionnaires nous mènent, à force

de violences, à l'État universel et à la société sans classes.

Le marxisme de Staline relève de l'idéologie ou de la théologie. Le marxisme de Marx appartient au passé de la connaissance. Les marxistes fidèles à l'inspiration scientifique de Marx ne se rencontrent guère que parmi ceux qui passent pour antimarxistes.

[\(1\)](#) *De l'aliénation à la jouissance*. Essai sur la sociologie marxiste du travail, à paraître aux éditions Rivière.

Le fanatisme, la prudence et la foi

Preuves
Mai 1956

Quand on se rappelle les attitudes politiques de Sartre et de Merleau-Ponty⁽¹⁾ depuis 1945, on a le sentiment d'avoir assisté à une sorte de ballet ou de chassé-croisé. La "gauche nouvelle" de Merleau-Ponty 1955 ressemble au Rassemblement démocratique révolutionnaire de Jean-Paul Sartre 1948. L'attentisme marxiste du premier était plus proche du procommunisme actuel du second que de l'acomunisme exposé dans *Les Aventures de la Dialectique*.

Philosophes de profession, l'un et l'autre justifient leurs opinions de chaque jour par des arguments qui, s'ils étaient valables, vaudraient pour des siècles. Ils sont d'autant plus enclins à élever jusqu'au niveau de l'éternel les épisodes de leur existence qu'ils sont obsédés par l'exemple de Marx et de Lénine. Mais l'existentialisme, celui de Sartre comme celui de Merleau-Ponty, n'est pas une philosophie *essentiellement* historique.

De l'existentialisme au doctrinarisme

Sartre et Merleau-Ponty, dans leurs travaux antérieurs aux spéculations politiques, appartiennent à la tradition de Kierkegaard et de Nietzsche, de la révolte contre l'hégélianisme. L'individu et son destin constituent le thème central de leur réflexion. Ils ignorent la totalité dont la prise de conscience par le philosophe marque l'avènement de la sagesse. L'histoire inachevée n'impose pas de vérité. La liberté de l'homme est capacité d'autocréation, sans que l'on aperçoive, au moins dans *L'Être et le Néant*, à quelle loi devrait obéir ou vers quel objectif devrait tendre cette création.

Chacun doit trouver la réponse à la situation sans la déduire des livres ni la recevoir des autres, et pourtant cette réponse s'impose à l'acteur, solitaire et responsable. *Authenticité* – autrement dit le courage de s'assumer soi-même, son héritage et les siens – et *réciprocité* – reconnaissance de l'autre, souci de le respecter et de l'aider à s'accomplir – telles paraissent les deux vertus cardinales de l'*homo existentialis*.

Les existentialistes décrivent l'existence humaine telle qu'elle est vécue, sans que cette description se rapporte à une particularité historique. Certes, cette description surgit de l'expérience, liée à celle-ci comme l'œuvre à l'artiste. La validité n'en est pas limitée à un temps. Qu'il s'agisse de la liberté ou de

l'authenticité, il reste vrai, pour tous les hommes, à travers les siècles, que la conscience s'accomplit en se libérant et se libère en s'assumant.

M. de Waehlens écarte comme "une mauvaise plaisanterie" l'objection de M. Löwith, citant le mot d'un étudiant: "Je suis résolu, seulement j'ignore à quoi." Il écrit: "La philosophie, qu'elle soit existentielle ou existentielle, se détruirait elle-même si, renonçant à former les consciences, elle prétendait fournir à chacun des recettes qui, en toute occasion, pourraient résoudre les problèmes de sa vie. Le *Sein-Zum-Tode*, quoi qu'on en doive penser par ailleurs, ne peut être qu'une inspiration, une lumière, sous laquelle chacun, placé face à sa situation, aura le devoir et le privilège de décider librement, sans cesser de courir le risque de se tromper ou même d'être infidèle." [\(2\)](#) L'objection me paraît beaucoup plus qu'une mauvaise plaisanterie. Aucune philosophie ne saurait fournir de "recettes" pour résoudre les problèmes que posent les circonstances. Mais une philosophie qui se réfère à un idéal de vertu ou de sagesse, à l'impératif catégorique ou à la bonne volonté, offre "une inspiration, une lumière" autres qu'une philosophie qui met l'accent sur la liberté, le choix, l'invention. Si le philosophe ignore ce qu'est la vertu et enjoint aux disciples d'être eux-mêmes, ceux-ci ont-ils tellement tort d'en conclure que la résolution importe plus que le contenu de celle-ci?

Ayant exclu une loi morale qui commanderait aux intentions, résolu à ignorer les vertus ou le perfectionnement intérieur que les Grecs ou les chrétiens proposaient comme idéal, les existentialistes suggèrent à chacun de faire son salut selon sa loi propre et ne se sauvent de l'anarchie que par l'idée d'une communauté où les individus se reconnaîtraient réciproquement dans leur humanité.

L'idée de la communauté authentique, qui part d'une inspiration généreuse, est médiocrement éclairante. En une philosophie qui met l'accent sur la création des valeurs et de son destin même par chacun, elle semble un appel à la concorde contre la réalité de la lutte des consciences, un rêve d'universalité dans une phénoménologie des fatalités particulières. En tout cas, il devrait demeurer évident que cette idée toute formelle est une idée de la Raison (pour employer le vocabulaire kantien), qu'elle n'est pas et ne peut pas être l'objet d'une volonté singulière ou le terme prochain du mouvement historique.

À partir de cette philosophie, les philosophes devraient-ils être favorables à une démocratie de style occidental ou à une démocratie de style soviétique? En tout cas, ils ne devraient prêter de valeur absolue ni à l'une ni à l'autre. Ni l'une ni l'autre, en effet, n'accomplissent intégralement la reconnaissance réciproque des

individus. Quant à savoir laquelle des deux s'en rapproche le plus ou s'en écarte le moins, c'est là une interrogation, politique ou historique, à laquelle ni *L'Être et le Néant* ni la *Phénoménologie de la perception* n'aident à répondre. Quand il s'agit du statut de propriété, du fonctionnement de l'économie, de parti unique ou de partis multiples, la description sociologique est plus instructive que la phénoménologie transcendante.

Le marxisme des deux philosophes a une origine partiellement accidentelle. L'un et l'autre, vivant à l'ouest du rideau de fer, se sont trouvés hostiles à la démocratie bourgeoise et incapables d'adhérer au communisme dont ils refusent l'orthodoxie. Mais cette préférence politique ne se serait pas exprimée en textes philosophiques si la tentation du marxisme ne s'était exercée sur les arrière-neveux de Kierkegaard, si les existentialistes, partis de la conscience transcendante, de l'angoisse et du souci, n'avaient éprouvé le besoin de réintégrer dans une philosophie du non-système des fragments de la totalité historique hégéliano-marxiste.

Dans *Droit naturel et Histoire*, au terme du chapitre consacré à Burke, Léo Strauss écrit:

«La théorie politique devint l'intelligence de ce qu'a engendré la pratique, l'intelligence de l'actuel, et cessa d'être la recherche de ce qui devrait être: la théorie pratique cessa d'être "théoriquement pratique" (c'est-à-dire délibération au second degré), pour revenir purement théorique au sens où la métaphysique (et la physique) étaient traditionnellement comprises comme purement théoriques. C'est alors qu'apparut un nouveau type de théorie, de métaphysique, ayant pour thème suprême l'activité humaine et ce qu'elle engendre plutôt que la totalité, qui n'est nullement l'objet de l'activité humaine. Au sein de la totalité et de la métaphysique, qui est fondée sur elle, l'activité humaine occupe une place élevée mais secondaire. Lorsque la métaphysique en vint, comme elle le fit dès lors, à considérer les actions humaines et leurs résultats comme la fin vers laquelle tendent tous les êtres ou tous les processus, la métaphysique devint la philosophie de l'histoire. La philosophie de l'histoire était essentiellement théorie, c'est-à-dire contemplation de la pratique des hommes et nécessairement, par suite, de la pratique humaine totale et révolue; elle présupposait que l'action humaine privilégiée, l'Histoire, était révolue. En devenant le thème suprême de la philosophie, la pratique cessa d'être pratique proprement dite, c'est-à-dire souci des *agenda*. Les révoltes contre l'hégélianisme de la part de Kierkegaard et de Nietzsche, dans la mesure où elles exercent aujourd'hui une forte influence

sur l'opinion, se présentent donc comme des tentatives pour rétablir la possibilité d'une pratique, c'est-à-dire d'une vie humaine qui a devant elle un avenir significatif et indéterminé. Mais ces tentatives accrurent la confusion, puisqu'elles détruisirent autant qu'elles le purent la possibilité même de la théorie. Le "doctrinarisme" et l'"existentialisme" nous apparaissent comme deux extrêmes également entachés d'erreur.»

Sartre et Merleau-Ponty combinent, de curieuse manière, les deux attitudes que Léo Strauss appelle les "extrêmes". À la manière des doctrinaires, Merleau-Ponty (en 1948) et J.-P. Sartre (aujourd'hui) inclinent vers l'unique vérité (ou l'universel) de la reconnaissance mutuelle ou de la société sans classes, ils exaltent la révolution à la manière des théoriciens dénoncés par Burke parce qu'ils semblent ignorer les diversités historiques, les lentes créations, les imprévisibles accidents, les innombrables variations sur les mêmes thèmes. Mais, simultanément, ils appartiennent à la postérité de Kierkegaard et non pas à celle de Hegel, puisqu'ils prennent la conscience individuelle pour la réalité primaire, l'origine de toute philosophie, et que la totalité historique – la pratique humaine totale et achevée – semble incompatible avec le mode de leur pensée, Marx et Nietzsche sont, à certains égards, "extrêmes opposés": par de multiples chemins, leurs descendants se rejoignent.

Marx avait restitué le souci des *agenda*, c'est-à-dire un "avenir significatif", sans renoncer aux avantages qu'apporte "une pratique humaine totale et résolue". Il lui suffisait d'affirmer tout à la fois que l'avenir est imprévisible, puisque l'action négatrice est l'essence de l'humanité, et que la Révolution prolétarienne marquera une rupture fondamentale dans le train des choses humaines. On ne sait ce que sera la société communiste, mais on sait que l'avènement du prolétariat au rang de classe dirigeante équivaudra à la fin de la préhistoire. Ainsi Marx se situe tout à la fois avant et après que la "pratique humaine" soit révolue.

Il suit encore Hegel quand il considère "les actions humaines et leurs résultats comme la fin vers laquelle tendent tous les êtres et tous les processus". Non qu'il tienne l'histoire humaine pour la fin vers laquelle tend le cosmos, ou le communisme pour le terme auquel aspiraient les sociétés antérieures. Marx, surtout dans la deuxième partie de sa vie, prétend saisir un strict déterminisme; mais, si l'on se réfère à la dialectique de la nature d'Engels, il apparaît clairement que les ordres du réel se disposent selon une hiérarchie qualitative. De même, les moments de l'histoire sont orientés vers l'accomplissement de la nature humaine, vers l'humanisation de la société, bien que ce résultat n'ait pas été voulu par un

esprit, individuel ou collectif, et n'ait pas éveillé, dans la conscience des hommes, le désir qui a finalement trouvé satisfaction.

Que l'histoire soit créatrice de vérité, bien qu'elle n'ait été conçue à l'avance par personne, n'est pas l'originalité de la philosophie de Marx. L'idée que le bien collectif puisse être le résultat, nécessaire encore que non intentionnel, de conduites non vertueuses, est commune à la plupart des théoriciens modernes de la politique et de l'économie. Elle est essentielle à la philosophie de Machiavel, elle est le fondement de l'économie politique. Les libéraux ou les classiques ne l'adoptent pas avec moins de conviction que les marxistes. Aussi bien les uns et les autres sont-ils guettés par des "doctrinarismes", frères bien qu'ennemis.

En effet, les uns et les autres ont mis au jour un mécanisme des conduites humaines qui conduirait infailliblement à la prospérité et à la paix. Le mécanisme que décrivent les libéraux est celui des prix: aussi certains des libéraux n'hésitent-ils pas à annoncer la prochaine servitude si les interventions de l'État compromettent le fonctionnement de ce mécanisme. Ce même mécanisme – de la propriété individuelle et de la concurrence – conduit infailliblement, selon Marx, à sa propre paralysie. Il suffit d'ajouter que le passage inévitable d'un régime à un autre obéit à un déterminisme, comparable à celui de l'équilibre (selon les classiques) ou à celui de la paralysie progressive (selon les marxistes), pour aboutir à la dialectique de l'autodestruction du capitalisme.

La connaissance des lois de fonctionnement et de transformation du capitalisme permet au marxisme de revendiquer simultanément les privilèges de l'histoire faite et les obligations de l'histoire à faire. L'avenir des marxistes est significatif, puisqu'il amènera la solution des conflits, et il est partiellement indéterminé en ce sens que le moment et les modalités de l'accomplissement ne sont pas prévisibles et peut-être ne sont pas rigoureusement déterminés.

Cette philosophie, par son équivoque, prête à de multiples interprétations, dont certaines ne sont pas inacceptables aux existentialistes. Ceux-ci ignorent une théorie, au sens d'une métaphysique contemplative qui embrasserait l'ensemble du cosmos et de l'humanité, mais, au moins dans l'école française, ils se rapprochent des marxistes dans leurs conceptions anthropologiques. Ils détestent la pensée contemplative et la vie intérieure, ils voient en l'homme essentiellement l'être qui travaille, qui transforme le milieu et domestique les forces naturelles. Pourquoi n'accepteraient-ils pas la vision marxiste d'un déroulement historique, commandé par l'accroissement des forces productives et

aboutissant à la maîtrise de l'homme sur la nature?

Marxistes et existentialistes se heurtent sur le point où la tradition de Kierkegaard ne peut se réconcilier avec celle de Hegel: aucun régime social ou économique ne saurait résoudre le mystère de l'histoire; le destin individuel est transcendant à la vie collective⁽³⁾. La conscience de chacun demeure toujours seule face au mystère de la vie et de la mort, si bien organisée que puisse être l'exploitation en commun de la planète. Le sens ultime de l'aventure humaine n'est pas donné par la société sans classes, même si cette dernière doit s'accomplir inévitablement.

Les existentialistes se rapprochèrent du marxisme par l'intermédiaire des ouvrages de jeunesse de Marx. Ils reprirent la dialectique de l'aliénation et de la reconquête de soi, le prolétariat, totalement aliéné, réalisant, pour cette raison même, une intersubjectivité authentique. Mais, du même coup, ils tombèrent, sans en avoir conscience, dans le "doctrinarisme": ils rapportaient les sociétés particulières à un modèle prétendument universel et, par un double décret arbitraire, ils condamnaient certaines sociétés et en exaltaient d'autres, sous prétexte que ces dernières se réclamaient du modèle promu à une vérité supra-historique.

Le marxisme porte en lui des virtualités de doctrinarisme. Baptisant la Révolution future fin de la préhistoire, Marx confère à une action, chargée des incertitudes propres à la condition de l'homme dans le devenir, la dignité d'une vérité théorique, celle qui s'offre au regard du philosophe embrassant l'ensemble, cosmos et histoire révolue. Comme il attribue à une classe particulière la fonction de mettre fin à la division en classes, il autorise à transfigurer un groupe d'hommes en agents du salut commun. Les contradictions sont inséparables du capitalisme, seule la violence permet de résoudre les contradictions. Ainsi en vient-on à une étrange philosophie où la paix sortira de la guerre poussée à son terme, où l'exaspération de la lutte de classes sert de préface à la réconciliation ou même à l'effacement des classes.

Il y a plus. La pensée de Marx était affectée d'une erreur radicale: ramener toutes les aliénations à une origine unique et postuler que la fin de l'aliénation économique entraînerait la fin de toutes les aliénations. Dans *l'Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, Marx opposait justement à la liberté et à l'égalité, dont le citoyen jouit dans l'empyrée politique, l'asservissement dont il souffre dans la société bourgeoise, c'est-à-dire dans l'activité professionnelle. Que les droits formels du citoyen soient illusoire, pour un prolétaire acculé à un

salaire de famine, est vérité profonde. Mais cette vérité profonde se transforme en illusion redoutable si l'on suppose que la libération du travail implique les libertés politiques et se confond avec un certain statut de la propriété.

Ce qui refoulait les virtualités de doctrinarisme que recelait le marxisme, c'était le déterminisme de l'histoire, tel que l'affirmaient les penseurs de la IIe Internationale. Tant que l'on admettait une correspondance entre développement des forces productives, état des rapports de production, capacité révolutionnaire du prolétariat, l'action restait accordée à des circonstances non arbitraires, à un déroulement prédéterminé. Un pays sous-développé ne pouvait accéder au socialisme, le socialisme sans la démocratie n'était pas socialisme.

Les existentialistes français n'ont pas repris ce "déterminisme objectif" de l'histoire. Du coup, ils ont amplifié le *doctrinarisme* et multiplié les confusions entre universel et particulier qui sont le péché majeur de la pensée politique et auxquelles sont enclins tous les théoriciens.

Nous entendons par doctrinarisme l'attribution à une doctrine particulière d'une valeur universelle. Le doctrinarisme comporte aujourd'hui deux modalités. Dans la première, on confond les principes de l'ordre idéal avec certaines institutions. Par exemple, on décrète que le principe démocratique – les gouvernants ne sont légitimes que dans la mesure où ils sont volontairement acceptés par les gouvernés – se confond avec les libres élections, selon les procédures britannique ou française, et, au lieu d'examiner *hic et nunc* si ou selon quelles modalités on peut introduire les élections en Côte d'Ivoire ou en Nouvelle-Guinée, on exige dogmatiquement que les habitudes électorales ou parlementaires d'un pays soient reproduites partout, sans tenir compte des circonstances de temps ou de lieu.

Le doctrinarisme comporte en ce cas deux erreurs: le principe démocratique du consentement est érigé en principe unique(4) de l'ordre politique, la traduction institutionnelle en *une* civilisation – les institutions électorales et parlementaires de l'Occident – est prise pour équivalent du principe lui-même et reçoit une validité égale à ce dernier.

La deuxième modalité du doctrinarisme est la modalité historiciste. L'ordre idéal de la cité ne dépend plus tant de la raison ou de la volonté des hommes que du déroulement nécessaire de l'histoire. Le mouvement des idées et des événements réalisera de lui-même la communauté humaine. Or le philosophe ne peut affirmer ce caractère providentiel de l'histoire s'il ne connaît ou ne pressent les traits distinctifs du régime qui en constituerait la fin. Mais comment savoir

que le terme prochain de l'histoire en sera la fin, si l'on ne prend conscience de la vérité historique que rétrospectivement? Ou encore, si l'histoire n'est pas achevée, comment affirmer qu'elle s'achèvera, si, par définition, l'avenir est imprévisible? Cette contradiction est atténuée, sinon supprimée, dans la philosophie de Hegel en raison de la circularité du système: le fait que la fin renvoie au commencement et qu'à la fin les contradictions qui ont mis le système en mouvement sont dépassées, donne un sens à, sinon une preuve de, l'achèvement de l'histoire.

La vulgarisation des thèmes hégéliens aggrave le doctrinarisme implicite dans cette manière de penser. Si la fin de l'histoire se confond avec l'État universel et homogène, la négation des particularités, des droits des collectivités en résulte ou risque d'en résulter. Le régime économique et politique, assimilé par décret à l'État universel et homogène, est revêtu d'une dignité universelle. La sagesse de Montesquieu – les mêmes lois ne sont pas bonnes partout – disparaît, parce que la contingence historique est soumise à la prétendue logique du devenir. Une telle philosophie de l'histoire, que je propose d'appeler le *doctrinarisme historiciste*, présente des caractères apparemment contradictoires. En tant qu'historiciste, elle constate la diversité des mœurs, des régimes politiques, des valeurs; elle nie que l'on puisse déterminer, par réflexion, une vérité politique ou rapporter les coutumes à une norme valable en tout temps et en tous lieux. Mais, simultanément, elle pose que la contingence historique obéit à une loi rationnelle et aboutit d'elle-même à la solution des problèmes posés à l'humanité.

Les démocraties occidentales penchent vers un doctrinarisme moralisateur, limité à la politique. Les régimes valent dans la mesure où ils participent ou se rapprochent du seul régime conforme à l'idéal, la démocratie (élections libres et institutions représentatives), doctrinarisme qui, le plus souvent, est moins explicitement affirmé que confusément ressenti et qui accompagne le rejet explicite de toute hiérarchie de valeurs entre la manière de vivre des Hottentots et des Pygmées et celle des Américains ou des Français d'aujourd'hui. Le doctrinarisme soviétique est historiciste: c'est la dialectique historique qui accomplira le régime idéal, promu à une diffusion universelle.

Les deux doctrinarismes retiennent implicitement une philosophie du progrès: à un certain moment de l'histoire, l'homme a été capable de saisir la vérité de lui-même et de maîtriser les forces naturelles. Le moralisme ne fixe pas rigoureusement les étapes de cette découverte et de cette prise de possession, alors que l'historicisme en précise la succession, quitte, en cas de besoin, à sauter

une étape ou en ajouter une. Le moralisme ne recherche pas les conditions indispensables à ce moment absolu, toujours possible. L'historicisme, en théorie, fait dépendre des circonstances la rupture bénéfique, mais, en fait, les deux doctrinarismes sont animés par la même confiance dans la puissance de la volonté humaine, dans les ressources illimitées de la technique.

Le doctrinarisme des existentialistes est particulièrement révélateur. Il présente, grossies jusqu'à la caricature, les erreurs intellectuelles qui paralysent la réflexion politique. Les existentialistes commencent par une négation, proche du nihilisme, de toute constance humaine ou sociale, ils finissent par une affirmation dogmatique d'"une vérité unique", en une matière où la vérité ne peut pas être une. La critique du dogmatisme est en même temps celle du nihilisme. Tout au moins, tel était l'objectif du livre où l'on n'a voulu voir qu'un témoignage de scepticisme.

Progrès économique et constance politique

Beaucoup de critiques, même parmi ceux qui furent sympathiques au livre(5), ont reproché à *L'Opium des intellectuels* d'être négatif, de multiplier les réfutations sans rien apporter de constructif. J'ai mérité ce reproche en écrivant la dernière phrase: "Appelons de nos vœux la venue des sceptiques s'ils doivent éteindre le fanatisme", encore que l'ensemble de la dernière page signifie exactement le contraire de ce que les lecteurs pressés y ont vu. En fait, j'exprimais la crainte, et non l'espoir, que la perte des vérités prétendument absolues n'inclinât les intellectuels au scepticisme: "Pourtant l'homme, qui n'attend de changement miraculeux ni d'une révolution ni d'un plan, n'est pas tenu de se résigner à l'injustifiable. Il ne donne pas son âme à une humanité abstraite, à un parti tyrannique, à une scolastique absurde, parce qu'il aime des personnes, participe à des communautés vivantes, respecte la vérité."

Beaucoup des écrits que l'on baptise "constructifs" sont aussi futiles que les plans d'un État universel ou d'un statut nouveau des entreprises. On appelle constructifs les projets même irréalisables, négatives les analyses qui tendent à cerner le possible et à former le jugement politique – jugement par essence historique et qui doit viser le réel ou fixer un objectif accessible. On est tenté parfois de renverser la hiérarchie des valeurs et de tenir le terme *négatif* pour flatteur.

Mériterait seule d'être qualifiée négative la critique qui, tout en écartant les illusions, n'aiderait pas à découvrir, à juger la réalité actuelle ou permanente.

Aucun marxiste(6), avant 1917, ne tenait une révolution socialiste pour

possible en un pays où le prolétariat industriel ne comptait que trois millions d'ouvriers et ne représentait qu'une dérisoire minorité. Sans doute n'est-il jamais exclu de rétablir l'accord entre une interprétation et la réalité, en introduisant une hypothèse supplémentaire: la Russie, parce que le développement économique y avait été retardé, constituait le maillon le plus faible de la chaîne capitaliste; l'industrie y était concentrée, largement financée par le capital étranger, et, de ce fait, elle suscitait la révolte des masses plus que l'industrie nationale, même arrivée à une phase ultérieure, des pays d'Europe occidentale.

Toutes ces hypothèses ne suppriment pas les faits majeurs qu'il ne vaudrait pas la peine de rappeler si les intellectuels gauchisants ne s'ingéniaient à les oublier: les révolutions, qui se réclament du marxisme, n'ont réussi que dans les pays où le développement typique du capitalisme ne s'est pas produit; la force des partis communistes en Occident est en raison inverse du développement capitaliste; ce n'est pas le dynamisme capitaliste qui, en France ou en Italie, grossit les rangs des partis révolutionnaires, mais la paralysie de ce dynamisme.

De ces faits majeurs, deux conclusions se déduisent immédiatement. La première, d'ordre théorique, concerne une des versions classiques du matérialisme historique, celle que l'on trouve dans l'introduction de la *Contribution à la critique de l'économie politique*. Il est manifestement faux que l'humanité se pose les seuls problèmes qu'elle est capable de résoudre, faux que les rapports de production correspondent au développement de la force productive, faux que les statuts de propriété correspondent à l'état des forces productives, faux que le mouvement économique soit autonome ou obéisse à un déterminisme propre. La puissance du parti bolchevik était en avance sur l'expansion du prolétariat et du capitalisme, grâce à des circonstances exceptionnelles, guerre, difficultés de ravitaillement, effondrement du régime traditionnel. Le parti bolchevik put s'emparer du pouvoir et donner la preuve que la nature de l'État et les conceptions des gouvernants pouvaient aussi bien déterminer l'organisation économique que la refléter.

La deuxième conclusion, d'ordre historique, est qu'il n'y a pas de parallélisme ou de correspondance entre développement des forces productives et passage du capitalisme au socialisme. On ne saurait décréter dogmatiquement que les pays de régime dit capitaliste (propriété individuelle des moyens de production, mécanismes du marché) n'arriveront pas quelque jour à un régime dit socialiste (propriété collective, restriction ou suppression des mécanismes du marché). En ce sens, un marxiste non stalinien pourrait dire que la *General Motors* n'est plus

propriété individuelle, puisque les actions sont dispersées entre des centaines de milliers de personnes. Il suffirait de soumettre l'oligarchie des managers à l'État ou à une assemblée mixte d'actionnaires, d'ouvriers et d'employés, pour arriver à un statut que certains marxistes n'hésiteraient pas à baptiser socialiste. Des remarques de même sorte pourraient être faites à propos des mécanismes du marché, dont la zone d'action se rétrécit, et de la planification, qui gagne de proche en proche.

Quoi qu'il en soit de ces perspectives à long terme, si l'on entend par socialisme le régime soviétique et par capitalisme le régime des pays occidentaux, la rivalité actuelle entre socialisme et capitalisme n'a rien de commun avec la lutte entre l'avenir et le passé, entre deux étapes du développement de la société industrielle. Pour l'instant, il s'agit de la rivalité entre deux méthodes d'industrialisation, et l'on ne voit pas pourquoi la méthode la plus efficace pour gérer l'économie américaine serait nécessairement la meilleure pour mettre en train ou accélérer l'industrialisation de l'Inde ou de la Chine.

En d'autres termes, il est une critique marxiste de l'interprétation stalinienne de la conjoncture mondiale. Si l'on se réfère aux phases de la croissance économique, la planification de type soviétique serait un procédé grossier pour rejoindre les pays plus avancés, quitte à imposer aux populations des sacrifices plus rudes encore que ceux qu'imposa l'industrialisation en Europe occidentale au cours de la première moitié du XIXe siècle.

Une telle critique marxiste, reprenant le primat des forces de production, ordonnerait les divers régimes économico-sociaux selon une perspective qui aboutirait au régime de style occidental, le libéralisme du XIXe siècle européen et le soviétisme du XXe siècle étant deux modalités d'une étape dépassée. Même si l'on ne souscrit pas à cette critique, il reste en tout cas que l'on ne peut traiter d'un socialisme qui a bâti une énorme industrie en réduisant le niveau de vie des masses, et d'un capitalisme qui a élevé le niveau de vie, réduit la durée du travail et permis la consolidation des syndicats, comme s'il s'agissait des mêmes réalités que considérait Marx il y a un siècle ou qu'il imaginait à l'avance selon un schéma désormais réfuté par les événements.

Il convient donc de distinguer l'alternative socialisme-capitalisme et l'alternative soviétisme-société de type occidental, de poser séparément la question des réformes à apporter aux sociétés occidentales à expansion rapide (États-Unis), aux sociétés à expansion ralentie (France), aux diverses sociétés

sous-développées. Faire rentrer les régimes chinois, russe, nord-coréen et tchèque dans la même catégorie du socialisme, les régimes français, américain, égyptien et indien dans la même catégorie du capitalisme, c'est s'assurer que l'on ne comprendra rien et que l'on mêlera tout. L'utilisation de la théorie de la croissance économique et des phases de la croissance permet au moins d'éviter l'erreur que nous autres, réactionnaires, dénonçons depuis dix ans, que Merleau-Ponty condamne aujourd'hui: définir l'Union soviétique par l'entreprise publique et les États-Unis par la libre entreprise.

En critiquant cette erreur historique, nous écartons du même coup l'erreur philosophique qui consistait à donner une valeur supra-historique à la dialectique marxiste de l'aliénation, confondue avec la dialectique capitalisme-socialisme. Non qu'il n'y ait une vérité supra-historique de la dialectique de l'aliénation. L'homme crée des institutions et se perd dans ses créations. La mise en question des institutions par l'homme, qui se sent étranger à lui-même dans sa propre existence, est le ressort du mouvement historique. L'origine du doctrinarisme est l'affirmation, implicite ou explicite, que l'aliénation économique est le principe de toutes les aliénations et la propriété individuelle des moyens de production le principe de toutes les aliénations économiques. Une fois ce monisme écarté, la comparaison raisonnable s'impose entre avantages et inconvénients, économiques, sociaux, politiques, des divers régimes, en eux-mêmes et selon les phases de la croissance.

Les deux valeurs économiques auxquelles on se réfère le plus communément, à notre époque, sont, d'une part, l'accroissement du produit national, d'autre part la répartition égalitaire des revenus. Il n'est pas assuré que le souci de la croissance inspire les mêmes mesures que le souci de l'égalité. Il n'est pas sûr que les sociétés industrielles soient capables de la même mesure d'égalisation des revenus aux diverses phases de leur développement. Il est possible que l'élargissement de l'éventail des salaires soit favorable à la productivité. On peut dire, en gros, que les deux objectifs – richesse et justice égalitaire – ne sont pas contradictoires, puisque les faits suggèrent une réduction des inégalités avec l'accroissement de la richesse. Mais, à chaque instant, ces deux références peuvent obliger non à un choix radical, mais à un compromis équivoque.

Il y a plus. Les deux critères que nous venons d'indiquer ne sont pas les seuls. La limitation des pouvoirs attribués aux gestionnaires du travail collectif semble conforme à une exigence fondamentale d'ordre politique. Mais la rigueur de la discipline et l'autorité des chefs peuvent être favorables à la productivité. Les

rendements respectifs de la propriété privée et de la propriété collective, de la propriété publique dictatoriale et de la propriété publique démocratisée révèlent peut-être les contradictions entre l'efficacité et un idéal humain.

Cette manière de poser les problèmes résulte clairement d'une double critique, critique sociologique d'un monisme causal selon lequel *un* élément (régime de propriété, procédé pour l'établissement de l'équilibre) déterminerait les traits principaux d'un régime économique, critique philosophique de l'usage fait par les existentialistes de la dialectique de l'aliénation, dialectique qui prend une valeur concrète dans la traduction sociologique qu'en a donnée Marx, mais qui, faute de cette traduction, demeure formelle, applicable à tous les régimes.

Cette pluralité de considérations n'interdit pas de saisir des ensembles, d'embrasser un régime politico-économique, le régime soviétique ou le régime américain, en son unité ou son essence. Cette démarche est scientifiquement légitime, si précaire soit-elle, et politiquement inévitable. Elle ne doit intervenir qu'après l'analyse qui a mis en lumière les traits communs à tous les régimes et les avantages ou inconvénients propres à chacun d'eux.

Tout régime économique moderne comporte des ouvriers d'usines, et la proportion des ouvriers qualifiés et des ouvriers non qualifiés dépend plus de la technique que du statut de propriété. Les ouvriers d'usine seront insérés dans une organisation collective, d'administration et de travail, sans être capables de saisir pleinement le sens de la tâche qui leur est confiée dans cette organisation. Il reste des modalités diverses de condition ouvrière, selon l'importance des rétributions, l'ouverture de l'éventail des salaires, les relations à l'intérieur de l'atelier ou de l'entreprise, les relations entre syndicats ouvriers et dirigeants, privés ou publics, selon le sentiment de participation ou d'aliénation, sentiment déterminé, entre autres causes, par l'idéologie à laquelle les travailleurs souscrivent et l'idée qu'ils se font de la société. Décréter que l'ouvrier d'une usine capitaliste, en France et aux États-Unis, est, en tant que tel, exploité, que l'ouvrier d'une usine soviétique ne l'est plus, ne ressortit pas à la pensée synthétique, mais à la niaiserie. Ce n'est rien qu'une manière commode de substituer à l'ingrate enquête sur le réel le coup de force verbal.

De la critique à l'action raisonnable

La politique est action, la théorie politique est soit compréhension de l'action cristallisée en événements, soit détermination de l'action possible ou opportune en une conjoncture définie. Puisque, à mon sens, l'action achevée n'a pas obéi à des lois ou à une dialectique, je ne puis apporter l'équivalent de la doctrine

marxiste où passé et avenir, connaissance et pratique sont unis en un seul système. Puisque la situation actuelle du monde, pensée dans les cadres d'une interprétation économique, suscite des problèmes différents en pays sous-développés, en pays occidental à croissance retardée, en pays occidental à croissance accélérée(7), la doctrine vraie ne peut être que celle qui montre la diversité des solutions.

Il est vrai que je n'ai explicitement indiqué ni les objectifs à viser ni la hiérarchie à établir entre les objectifs (je me suis volontairement abstenu de discuter les objectifs), mais ceux-ci, en fait, sont impérativement suggérés par la civilisation moderne. Ils sont ceux de la gauche, désormais victorieuse, qui risque d'être vaincue par sa victoire. Je n'ai pas mis en cause les valeurs de la gauche, parce qu'il suffit de dégager clairement *toutes* ces valeurs pour en faire ressortir la possible contradiction et, du même coup, la partielle vérité des hommes et des doctrines de droite.

Le fait majeur de notre époque, ce n'est ni le socialisme, ni le capitalisme, ni l'intervention de l'État, ni la libre entreprise: c'est le développement gigantesque de la technique et de l'industrie, dont les rassemblements ouvriers de Detroit, de Billancourt, de Moscou, de Coventry sont la conséquence et le symbole. La société industrielle est le genre dont les sociétés soviétique et occidentale sont les espèces.

Aucune nation, aucun parti ne refuse et ne peut refuser consciemment la civilisation industrielle, condition non pas seulement du niveau de vie des masses, mais de la force militaire. À la rigueur, les classes dirigeantes de certains pays islamiques ou asiatiques s'accommoderaient de la misère des peuples (même avec la technique occidentale, ils ne sont pas assurés d'y porter remède, si le taux de la natalité demeure trop élevé), elles ne veulent pas s'accommoder d'une servitude à laquelle les condamnerait l'absence d'industrie. Dans la patrie de Gandhi, les gouvernements sont impressionnés par l'exemple soviétique – exemple de puissance bien plus que d'abondance.

L'impératif du progrès économique oblige la pensée de droite à accepter la non-stabilité des conditions d'existence, d'une génération à une autre(8). Ce même impératif oblige la pensée de gauche à réfléchir sur la compatibilité ou l'incompatibilité de ses diverses fins.

Il est acquis que le niveau de vie des travailleurs dépend beaucoup plus de la productivité du travail que du statut de propriété des entreprises, que la répartition des revenus n'est pas nécessairement plus inégalitaire dans un régime

de propriété privée et de concurrence que dans un régime de planification. Si les deux objectifs majeurs de la gauche, dans l'ordre économique, sont la croissance et la justice dans la distribution, la preuve expérimentale est faite que propriété publique et planification ne sont pas moyens nécessaires. Le doctrinarisme socialiste naît d'un attachement à des idéologies anachroniques. La critique des mythes débouche directement non sur un choix, mais sur une considération raisonnable des régimes dans lesquels les nations ont à vivre.

Pourquoi, d'ailleurs, aurais-je discuté du choix à faire? Ni les Américains, ni les Britanniques, ni les Français, ni les Soviétiques n'ont à choisir entre des régimes. Américains et Britanniques sont satisfaits du leur et le modifieront en fonction des événements. Si une crise survient, ils n'hésiteront pas à intervenir, quitte à passer, sans le dire ou en affirmant le contraire, à une sorte de planification. Il suffit de montrer que les objectifs économiques de la gauche peuvent être atteints dans le cadre des régimes occidentaux pour dissiper le prestige de la mythologie révolutionnaire et inciter les hommes à résoudre raisonnablement des problèmes plus techniques qu'idéologiques.

Le cas de la France est particulier. L'économie française souffre⁽⁹⁾ d'une insuffisance de dynamisme. La situation géographique, les sentiments des Français excluent l'imitation ou l'importation du régime soviétique, sans parler de la répulsion qu'éprouveraient l'immense majorité des Français (y compris la plupart de ceux qui votent pour le parti communiste) à l'égard des pratiques soviétiques, le jour où ils en auraient l'expérience. Dès lors, la critique, qui dissipe la nostalgie du bouleversement bénéfique, fraie la voie à l'effort de construction.

Il n'y a pas tant de différences, en France, entre un économiste dit de gauche comme M. Sauvy et un économiste dit de droite comme moi-même. Certes, M. Sauvy suggère volontiers, sans l'écrire noir sur blanc (il est trop intelligent), que les féodaux sont les responsables principaux, sinon uniques, de la stagnation. Il feint d'ignorer que les résistances au changement viennent des petits au moins autant que des gros et que les syndicats ouvriers ou les syndicats de fonctionnaires ou de producteurs agricoles sont portés au malthusianisme autant que les syndicats patronaux. Il favorise, sans y croire, la légende d'une gauche expansionniste contre une droite malthusienne, encore qu'il ait montré mieux que personne à quel point le gouvernement du Front populaire de 1936 avait été, par ignorance, malthusien.

Le ralliement à un parti n'a jamais été, pour moi, une décision de portée

essentielle. S'inscrire au parti communiste, c'est adhérer à un système du monde et de l'histoire. S'inscrire au parti socialiste ou au M.R.P., c'est témoigner de fidélité ou au moins de sympathie à une représentation de la société, à une famille spirituelle. Je ne crois pas à la validité d'un système comparable à celui des communistes; je me sens détaché des préférences, ou de la *Weltanschauung*, soit de la gauche, soit de la droite, des socialistes ou des radicaux, du M.R.P. ou des indépendants. Selon les circonstances, je me sens en accord ou en désaccord avec l'action de tel mouvement ou de tel parti: je n'aimais pas, en 1941 ou en 1942, la passion avec laquelle les gaullistes, de l'extérieur, dénonçaient la "trahison" de Vichy. Je jugeais souhaitable, en 1947, une révision de la Constitution ou de la pratique constitutionnelle que le R.P.F. faisait profession de vouloir. Une fois que la tentative du R.P.F. eut échoué, les républicains sociaux aggravèrent les défauts du régime, et je ne pouvais ni m'associer à leur action ni en taire les funestes effets. Peut-être une telle attitude est-elle contraire à la moralité (ou à l'immortalité) de l'action politique. Elle ne l'est pas aux obligations de l'écrivain.

Si mes critiques paraissent dirigées surtout contre la gauche, la faute en est peut-être au désir qui m'anime de convaincre mes amis. La faute en est aussi à l'attitude qu'adoptent, en majorité, les hommes de gauche d'aujourd'hui, et qui me paraît trahison de la gauche "éternelle".

La gauche est issue du mouvement des Lumières, elle invoque la liberté intellectuelle, elle veut abattre les Bastilles, elle compte sur l'épanouissement simultané de la richesse, grâce à l'exploitation des ressources naturelles, et de la justice, grâce à l'effacement des superstitions et au règne de la Raison. Le préjugé favorable à l'égard de la tyrannie d'un parti unique, qui érige une superstition pseudo-rationaliste en idéologie officielle, est, à mes yeux, la honte des intellectuels de gauche. Non seulement ils sacrifient le meilleur de l'héritage des Lumières – respect de la Raison, libéralisme – mais ils le sacrifient à une époque où rien ne justifie le sacrifice, au moins en Occident, puisque l'expansion économique n'y requiert nullement la suppression du parlement, des partis ou de la libre discussion des idées.

Là encore, la critique des mythes a directement une fonction positive. Comment les intellectuels sont-ils entraînés vers ce reniement(10)? Par l'erreur *moniste*: le marxisme ignore la politique; il décrète que la classe économiquement dominante est, en tant que telle, détentrice du pouvoir. L'avènement du prolétariat au rang de classe dirigeante équivaldra à la libération

de la masse. Comme on a mis l'origine de l'aliénation économique dans la propriété privée des instruments de production, on arrive à ce résultat burlesque que la propriété publique des instruments de production et la toute-puissance d'un parti équivalent à la société sans classes, par une série d'égalités verbales (pouvoir du parti = pouvoir du prolétariat = suppression de la propriété privée = suppression des classes = libération humaine).

L'expansion économique, qu'elle se poursuive avec la méthode soviétique ou avec la méthode occidentale, ne garantit jamais le respect des valeurs politiques. L'accroissement de la richesse globale ou même la réduction des inégalités économiques n'impliquent ni la sauvegarde de la liberté personnelle ou intellectuelle, ni le maintien des institutions représentatives. Bien plus, comme Tocqueville ou Burckhardt l'avaient vu clairement il y a un siècle, les sociétés sans aristocratie, animées par l'esprit de négoce et le désir illimité de richesse, sont guettées par la tyrannie conformiste des majorités et par la concentration du pouvoir dans un État gigantesque. Quelles que soient les tensions que crée le retard du progrès économique en France, la tâche la plus malaisée, en une perspective historique à long terme, n'est pas d'assurer l'accroissement des ressources collectives, mais d'éviter le glissement à la tyrannie des sociétés de masses.

Je ne m'oppose pas aux intellectuels de gauche qui réclament l'accélération de la croissance économique en France. Je suis probablement plus sensible qu'eux au coût de la croissance, je n'en suis pas moins d'accord avec eux sur l'essentiel, tant qu'ils ne sont pas fascinés par le modèle soviétique. Je leur reproche la partialité qui les incite à prendre toujours parti contre les Occidentaux: ils sont prêts à accepter le communisme dans les pays sous-développés pour favoriser l'industrialisation; ils n'en restent pas moins hostiles aux États-Unis, qui peuvent donner des leçons d'industrialisation à tous. Quand il s'agit de l'Union soviétique, le progrès économique justifie la destruction des indépendances nationales, en Asie ou même en Europe. Quand il s'agit des colonies européennes, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes s'applique en toute sa rigueur. La répression demi-violente qu'exercent les Occidentaux à Chypre ou en Afrique est dénoncée impitoyablement, la répression radicale en Union soviétique, avec transferts de populations, est ignorée ou pardonnée. Les libertés démocratiques sont invoquées contre les gouvernements démocratiques d'Occident, on en excuse la disparition quand elle est l'œuvre d'un régime qui se proclame prolétarien.

Je n'ai précisé, il est vrai, ni ce qu'il convient de faire en France pour réformer

le système politique, ou en Afrique et en Asie pour contribuer à une croissance sans tyrannie. Ces problèmes actuels ne ressortissent pas à la philosophie politique. Mais les querelles entre Français seraient déjà à moitié apaisées si les problèmes étaient posés en termes concrets, raisonnables, si les mythes d'hier ne bouchaient pas l'horizon de l'enquête.

Le scepticisme et la foi

Ai-je entièrement expliqué pourquoi *L'Opium des Intellectuels* passe pour un livre négatif? Certainement non, et j'aperçois moi-même d'autres raisons.

Beaucoup de lecteurs sont irrités par ce qu'un de mes contradicteurs, au Centre des Intellectuels catholiques, a appelé "ma dramatique sécheresse". Il me faut confesser une répugnance extrême à répondre à ce genre d'arguments. Ceux qui laissent entendre que leurs sentiments sont nobles et leurs adversaires égoïstes ou bas me font l'effet d'exhibitionnistes. Je n'ai jamais jugé qu'il y eût mérite ou difficulté à souffrir ni que la sympathie pour la douleur des autres fût le privilège des rédacteurs du *Monde* ou des *Temps Modernes*, d'*Esprit* ou de *La Vie intellectuelle*. L'analyse politique gagne à se dépouiller de toute sentimentalité. La lucidité ne va pas sans peine: la passion reviendra d'elle-même au galop.

Je reproche à Merleau-Ponty, dont je me sens à tant d'égards si proche, d'avoir écrit contre Sartre qu'"on n'est pas quitte de la misère pour avoir salué la Révolution de loin". Bien sûr, on n'en est pas quitte à si bon compte, mais comment nous acquitter de notre dette, nous autres privilégiés? Je n'ai jamais connu qu'une seule personne que la misère des hommes empêchait de vivre: Simone Weil. Elle a suivi sa voie et a été finalement en quête de la sainteté. Nous, que la misère des hommes n'empêche pas de vivre, qu'elle ne nous empêche pas du moins de penser. Ne nous croyons pas tenus de déraisonner pour témoigner de nos bons sentiments.

Aussi je me refuse à porter ces condamnations sommaires auxquelles tant de mes adversaires et même de mes amis m'invitent. Je me refuse à dire, comme le voudrait M. Duverger, que "la gauche est le parti des faibles, des opprimés et des victimes", car ce parti-là, celui de Simone Weil, il n'est ni à droite ni à gauche; il est, en permanence, du côté des vaincus, et, comme chacun sait, M. Duverger ne lui appartient pas. Je me refuse à dire que "le marxisme fournit à l'heure actuelle la seule théorie d'ensemble de l'injustice sociale", ou alors les biologistes devraient dire que le darwinisme fournit la seule théorie d'ensemble de l'évolution des espèces. Je me refuse à dénoncer le capitalisme en tant que tel, ou la bourgeoisie en tant que telle, à attribuer aux "féodaux" (lesquels?) la

responsabilité des erreurs commises en France depuis un demi-siècle. Toute société comporte une classe dirigeante, et le parti qui s'offre à prendre la relève amène avec lui une société pire que la société présente. Je consens à dénoncer *les injustices sociales*, non *l'injustice sociale*, dont la propriété privée serait la cause majeure et le marxisme la théorie.

Je sais bien qu'Étienne Borne, qui ne me veut que du bien, me reproche amicalement de "déployer un immense talent à expliquer par raisons irréfutables que les choses ne peuvent être autrement qu'elles ne sont". Il est vrai que je plaide contre l'utopie plus souvent que contre le conservatisme. La critique des idéologies est, en France, à l'heure actuelle, un moyen de hâter les réformes. Sur le plan de la philosophie, non du journal quotidien, Étienne Borne et aussi le Père Leblond me reprochent de ne pas laisser apercevoir, à l'horizon de l'histoire, la conciliation des valeurs provisoirement incompatibles. Étrange reproche de la part de catholiques qui croient le monde corrompu par le péché.

Il me paraît essentiel de mettre en lumière la pluralité de considérations à laquelle on doit soumettre l'action politique ou économique. Je ne tiens pas cette pluralité pour incohérente. Dans l'ordre économique, le souci de production maximum et le souci de répartition équitable ne sont en permanence ni contradictoires ni accordés. La conciliation de la justice et de la croissance exige un compromis entre une certaine égalité et une certaine proportionnalité de la rétribution au mérite. L'objectif économique du mieux-être s'oppose souvent à l'objectif politique de la puissance.

Dans l'ordre politique, la difficulté fondamentale est, à mes yeux, de composer la participation de tous les hommes à la communauté avec la diversité des tâches. Les hommes ont cherché la solution de cette antinomie dans deux directions: ou bien ils ont proclamé l'égalité sociale et politique des individus, en dépit de l'inégal prestige des fonctions remplies par chacun. Sans doute les sociétés modernes sont-elles les seules à avoir étendu universellement le principe d'égalité que les cités antiques limitaient aux seuls citoyens et que l'empire romain lui-même n'étendait ni aux esclaves ni à tous les peuples conquis. Mais plus la démocratie cherche à restaurer, dans les sociétés complexes, l'égalité économique et sociale que les populations sans écriture, peu nombreuses, maintenaient avec peine, plus éclate le contraste entre le droit et le fait. Sociétés démocratiques et sociétés soviétiques sont condamnées, encore que dans des mesures différentes, à l'hypocrisie, parce que la pesanteur des choses ne leur permet pas de réaliser effectivement leur idée.

La deuxième solution consiste à consacrer l'inégalité des conditions et à la rendre acceptable, en convainquant tous les non-privilegiés que la hiérarchie est conforme à un ordre supérieur, cosmique ou religieux, et qu'elle laisse intacte la dignité ou la chance de chacun. Le régime des castes est la forme extrême de la solution inégalitaire, qui a suscité, en se dégradant, des phénomènes horribles, mais dont le principe n'était pas, en tant que tel, haïssable. Ou, du moins, si la solution inégalitaire est, en tant que telle, imparfaite, l'autre solution l'est aussi, au moins tant que les circonstances ne permettent pas de la réaliser effectivement.

La religion de salut elle-même, à travers l'histoire, a oscillé entre deux extrêmes; ou bien elle a consacré ou accepté les inégalités temporelles en les dévalorisant: par rapport à cela seul qui compte, le salut de l'âme, qu'importent les biens de ce monde, richesse, puissance? Ou bien elle a, au nom de la vérité évangélique, dénoncé les inégalités sociales et économiques et adjuré les hommes de réorganiser les institutions, conformément aux préceptes du Christ et de l'Église. Chacune de ces deux attitudes comporte un péril pour l'authenticité de la religion. La première risque d'incliner à une sorte de quiétisme, à l'acceptation complaisante des injustices, voire à la sanctification de l'ordre établi. La seconde, poussée à son terme, entretiendrait la volonté révolutionnaire, tant les sociétés ont été, jusqu'à ce jour, incapables de donner aux citoyens l'égalité de condition ou de chance, solennellement reconnue aux âmes.

Les socialistes chrétiens (et, par l'inspiration, les progressistes appartiennent à cette tradition) ont souvent la conviction qu'eux seuls sont capables de sauver l'Église de la compromission avec l'injustice établie, qu'ils sont fidèles, et eux seuls, à l'enseignement du Christ. Les Églises, même de salut, n'évitent jamais entièrement la retombée dans ce que Bergson appelait la religion statique. Elles inclinent à justifier les pouvoirs qui leur reconnaissent le monopole (ou, à notre époque, certains privilèges) en fait d'administration des sacrements ou d'éducation de la jeunesse. Le chrétien, dont les opinions sont politiquement conservatrices, le clergé, soucieux des écoles ou des couvents, invoquent parfois, pour excuser une demi-indifférence à l'égard des inégalités sociales, que la vraie partie ne se joue pas dans les luttes de Forum. À l'autre extrémité, le progressiste va jusqu'au bout de l'espoir historique, c'est-à-dire temporel, au double sens de ce mot.

Je me garderai de prendre parti entre les deux attitudes: l'une et l'autre, en leur expression authentique, peuvent légitimement se dire chrétiennes. Peut-être le

politique le plus profondément chrétien serait-il celui qui vivrait, à chaque instant, la tension entre ces deux exigences; il n'aurait jamais le sentiment d'avoir assez œuvré pour la justice humaine et jugerait pourtant que les résultats de cet effort infatigable sont dérisoires et doivent paraître tels auprès de l'unique enjeu – ni résigné à la misère ni oublieux du péché.

À notre époque, en France, le pendule penche du côté du socialisme évangélique, au moins dans les milieux intellectuels catholiques de la capitale. On reproche à la "hiérarchie" de se soucier exagérément des écoles et de se compromettre avec le "désordre établi", pour reprendre la formule d'E. Mounier, dans le vain souci de recueillir quelques subventions de l'État. Je n'ai pas pris parti dans le débat et je n'avais pas à le faire. Il ne m'importe pas que les catholiques votent pour la gauche ou pour la droite. Ce qui m'intéresse, c'est que quelques catholiques soient attirés par les partis qui promettent le royaume de Dieu sur la terre au point de leur pardonner les persécutions infligées aux chrétiens en Chine et en Europe orientale.

Je ne fus pas peu surpris, au Centre des Intellectuels catholiques, d'entendre un Père jésuite, aussi éloigné que possible du progressisme, me présenter l'attente du royaume de Dieu sur la terre comme un espoir, sinon une croyance nécessaire. Quelle est donc la définition de ce royaume de Dieu? Je m'étonne de la facilité avec laquelle des penseurs catholiques reprennent à leur compte l'optimisme de l'âge des Lumières, amplifié et vulgarisé par le marxisme. La tentative pour déborder les communistes sur la gauche me paraît politiquement vaine, et, au regard de la doctrine, sinon du dogme, discutable. Au reste, cet optimisme technologique appartient à l'avant-garde d'hier plutôt qu'à celle d'aujourd'hui.

Je n'ai même pas critiqué cet optimisme en tant que tel, je me suis borné à suivre les démarches par lesquelles on passe de la société sans classes – version matérialiste du royaume de Dieu sur la terre – à un schème du devenir historique, à une classe, puis à un parti, agent du salut. Finalement, on confond les étapes de l'histoire profane – succession des régimes sociaux – avec les moments de l'histoire sacrée, dialogue des hommes (et de chaque homme) avec Dieu. Il est nécessaire et facile de marquer la séparation entre l'une et l'autre histoire et de rappeler que celui qui croit totalement à la première cesse, par là même, de croire à la seconde.

Mon ami, le Père Dubarle, en un article nuancé, commence par me donner raison, au point de juger la démonstration presque superflue à force d'évidence.

"À coup sûr, enfin, l'histoire, la réelle et concrète histoire, qui se laisse reconnaître à hauteur d'expérience et de raison humaines, n'est pas ce substitut séculier de la divinité qui a fasciné de son rêve tant d'âmes contemporaines. Toutes ces choses sont fort bien dites, et c'est, du reste, à réfléchir, une certaine surprise (qui est aussi celle de M. Aron) de s'apercevoir qu'elles aient tant besoin d'être dites à notre époque..." Puis il suggère, par des questions subtiles, que les séparations rigoureuses entre temporel et éternel, entre profane et sacré apportent peut-être plus d'apparente clarté que de vraie lumière. Tâchons, pourtant, de répondre à ces questions que nous ne sommes pas sûrs de bien comprendre.

"Un chrétien, écrit-il, poserait donc à M. Aron la question de savoir s'il peut accepter qu'une prédication religieuse de l'éternité veuille conférer du même coup, bien entendu de façon subalterne et relative, une signification humainement importante au devenir temporel du genre humain." Je n'ai jamais songé à refuser "une signification humainement importante au devenir temporel du genre humain". N'étant pas croyant, au sens ordinaire du terme, comment aurais-je pu nier cette importance sans tomber dans un nihilisme pur et simple? Le débat ne porte pas sur "l'importance du devenir temporel"; le débat porte sur la vérité d'une interprétation de l'histoire qui montre l'humanité cheminant vers la société sans classes, une classe et un parti jouant, dans cette aventure, le rôle de sauveur. Une fois cette mythologie écartée, le devenir temporel demeure important, mais il n'obéit ni à un déterminisme à l'avance écrit ni à une dialectique; il impose aux hommes des tâches, à chaque instant renouvelées et, en leur fond, permanentes. Jamais les hommes n'auront fini de soumettre la pesanteur des institutions à la volonté de justice.

Laissons le problème du cléricalisme ou de la place de l'Église dans des sociétés qui refusent une religion d'État: je n'ai pas abordé ce problème auquel le Père Dubarle fait, je ne sais pourquoi, allusion. Au XXe siècle, en France, l'Église accepte que l'État déclare la religion "affaire privée". Elle ne lui demande plus d'imposer par la force la vérité universelle à laquelle elle continue, légitimement de son point de vue, à prétendre; elle consent que l'égalité civile et politique soit accordée aux non-croyants. Je ne pense pas que, sur ces points, le Père Dubarle soit moins partisan de la laïcité que moi.

Le laïcisme ne réduit pas l'Église à l'administration des sacrements et ne la condamne pas au silence en fait de politique ou d'économie. L'Église veut pénétrer l'organisation de la Cité d'esprit chrétien. En ce sens, tous les chrétiens, et non pas les seuls chrétiens progressistes, veulent "insérer l'éternel dans le

temporel". Mais ils ne pensent pas tous que cette insertion aboutisse, selon un ordre déterministe ou dialectique, au royaume de Dieu sur la terre. Or, quand je nie que le devenir soit ordonné ou que l'insertion soit jamais totale, immédiatement on me soupçonne de refuser toute signification au devenir et tout commerce entre l'éternel et le temporel. Étrange malentendu, ou plutôt malentendu combien révélateur! Qui a compris la nature des hommes et des sociétés sait que le "christianisme" comporte un effort séculier et, à ce niveau, l'acceptation d'une partie historique. Il sait aussi que cette partie n'est jamais entièrement gagnée ou, en tout cas, que l'histoire profane, l'histoire économique ou sociale, n'aura pas d'accomplissement final. Ni le chrétien ni le rationaliste ne se désintéressent pour autant du devenir temporel, car, s'ils ignorent l'avenir, ils n'ignorent pas les principes d'une société humaine. Si tant de catholiques craignent de renoncer à la dialectique historique, c'est que, eux aussi, ont perdu les principes et, à la manière des existentialistes, demandent aux mythes les certitudes qui leur manquent.

Les chrétiens progressistes tiennent, parmi les croyants, un rôle analogue à celui des existentialistes parmi les incroyants. Ceux-ci intègrent à une philosophie d'extrême individualisme et de quasi-nihilisme des fragments de marxisme, parce que, niant toute permanence de la nature humaine, ils oscillent entre un volontarisme sans loi et un doctrinarisme fondé sur des mythes. Les chrétiens progressistes se refusent à juger les régimes selon les conditions faites aux Églises et sont prêts à donner une valeur quasi sacrée à une technique économique, à la lutte des classes ou à une méthode d'action. Quand je dénonce la conversion au doctrinarisme de la postérité de Kierkegaard ou l'oscillation des progressistes entre le "révolutionnarisme" contre les sociétés libérales et le "cléricalisme séculier" au profit des sociétés communistes, on m'accuse de scepticisme, comme si celui-ci visait la foi authentique, alors qu'il vise les schèmes et les modèles, les idéologies et les utopies.

Scepticisme utile ou nuisible selon que le fanatisme ou l'indifférence sont plus à redouter, en tout cas philosophiquement nécessaire dans la mesure où il mettra un terme aux ravages des passions abstraites et rappellera aux hommes la distinction élémentaire des principes et des jugements d'opportunité. Parce qu'ils ont oublié les principes, existentialistes et chrétiens progressistes comptent sur une classe ou sur une dialectique historique pour leur forger une conviction. Dogmatiques quand ils devraient être sages, les existentialistes ont d'abord nié ce qu'ils auraient dû affirmer. Ils ignorent la prudence, "le dieu de ce monde inférieur", ils mettent la raison dans le devenir après en avoir dépouillé l'homme.

Les progressistes prêtent à la Révolution le sacré qu'ils craignent de ne plus trouver dans la vie de l'Église et dans les aventures des âmes.

Est-il donc si difficile de voir que j'en ai moins aux fanatismes qu'au scepticisme, dont ils sont l'ultime expression?

(1) Cf. *Preuves*, numéro de janvier 1956.

(2) *Une philosophie de l'ambiguïté*, p.306, note.

(3) Cette formule incontestable pour l'auteur de *L'Être et le Néant* ne s'applique pas sans réserves à l'auteur de la *Phénoménologie de la perception*.

(4) Peut-être est-il erroné d'en faire même le principe primaire, mais ce point demanderait confirmation. En tout cas, il est erroné d'en faire le principe unique.

(5) Il ne vaut pas la peine de répondre à ceux qui, tels Nadeau, Domenach ou Duverger, s'en sont pris à l'auteur faute de pouvoir ou de vouloir comprendre le livre. Une mention particulière pourtant revient à M. Duverger, qui m'a inventé un passé paramarxiste. Avouons que, si M. Duverger a pu oublier aussi complètement son propre passé, il peut en prêter un à ses adversaires, selon les besoins de la polémique.

(6) Il ne manque pas de textes où Marx avait prévu que la Révolution éclaterait en Russie, dont la structure sociale et politique était plus fragile que celle de l'Occident. Mais l'idée s'accorde mal avec le schéma classique de l'introduction de la *Contribution à la critique de l'économie politique*.

(7) Il va de soi que ces trois types de pays ne sont pas les seuls: il s'agit d'une typologie simplifiée.

(8) Il vaudrait la peine de réfléchir sur la signification du conservatisme en une société économiquement progressive.

(9) Peut-être faudrait-il dire *souffrait*.

(10) Nous laissons de côté les raisons psychologiques, conscientes ou inconscientes, auxquelles nous avons fait allusion dans *L'Opium* et qu'on nous a tant reproché d'avoir mentionnées. Un intellectuel de gauche a le droit de tenir tous les hommes d'affaires, tous les écrivains de droite, pour des esclavagistes ou des cyniques. On commet un crime de lèse-majesté si l'on suggère que les "intérêts" ne sont pas d'un seul côté, et M. Duverger n'hésite pas à dessiner l'image d'Épinal de l'intellectuel uniquement soucieux de défendre les opprimés et de combattre l'injustice. Le tableau est édifiant.

Misère de l'historicisme

Le Figaro littéraire

25 août 1956

Nous empruntons le titre de cette chronique à un volume publié, il y a quelques mois, en français, dans l'excellente collection des sciences sociales dirigée par M. Éric de Dampierre, à la librairie Plon. L'auteur de ce volume est un philosophe de nationalité anglaise qui enseigne aujourd'hui à la *London School of Economics*. M. K. R. Popper a publié, il y a quelques années, un ouvrage qui a eu beaucoup de retentissement dans le monde anglo-saxon: *The open society and its enemies*. Il y dénonçait la philosophie politique qui, de Platon jusqu'à Hegel et Marx, aurait enseigné despotisme ou totalitarisme par sa prétention à détenir une vérité globale et finale, par le refus des méthodes authentiquement scientifiques impliquant le doute, le caractère provisoire des connaissances acquises, le consentement aux lentes démarches des essais et des erreurs?

Le terme d'historicisme est traduit de l'anglais *historicism*, mais celui-ci, à son tour, est d'origine allemande, encore que la langue allemande dispose de deux mots et emploie le plus souvent *Historismus* (ainsi dans le célèbre livre d'E. Troeltsch, *Der Historismus und seine Probleme*). Ni l'un ni l'autre des deux mots n'a d'ailleurs un sens nettement fixé. Par historicisme, M. Popper désigne une certaine façon de penser qu'il résume dans les termes suivants: «J'entends par historicisme une théorie touchant toutes les sciences sociales, qui fait de la *prédiction historique* leur principal but et qui enseigne que ce but peut être atteint si l'on découvre les «rythmes» ou les *patterns*, les lois ou les «tendances générales», qui sous-tendent les développements historiques.»

Mais, dans un livre très remarquable, d'inspiration tout autre, paru dans la même collection, celui de M. Léo Strauss, *Droit naturel et histoire*, l'historicisme prend un autre sens, celui de la relativité intégrale des valeurs et des connaissances. Chaque époque, chaque société aurait son régime politique, sa conception du monde, son idée du bien et du mal. Il serait vain de prétendre découvrir ce qui, en soi, est louable ou condamnable ou ce que serait une société bonne. Il n'y a ni vérité philosophique ni norme morale ou esthétique valable universellement. Le seul absolu c'est que tout est relatif, pour reprendre la formule d'Auguste Comte, qui d'ailleurs n'admettrait pas, finalement, l'historicisme intégral, puisque, d'après lui, le progrès accomplissait l'ordre et

que l'ordre était déterminé par la nature de l'homme.

Entre l'historicisme que dénonce M. Popper – prédiction de l'avenir grâce à la découverte des tendances de l'évolution – et celui que critique M. Léo Strauss – le devenir historique érigé en instance suprême parce que les sociétés et les hommes sont, d'une époque à l'autre, essentiellement autres – peut-on saisir un lien ou des éléments communs? Je crois, en effet, que cette liaison apparaît, si l'on se reporte aux expériences vécues dont ces doctrines sont la mise en forme intellectuelle ou aux philosophies dont elles sont dérivées.

Les faits qui ont mis l'histoire et l'historicisme au centre de la pensée contemporaine sont bien connus, ils sont incontestablement. Personne n'échappe entièrement à la fascination qu'ils exercent sur l'esprit. Les sociétés changent à travers le temps et l'homme lui-même participe de ce changement. Aucune collectivité ne saurait confondre son système de conduite avec la morale éternelle.

Bien plus, le devenir des sociétés peut apparaître comme la phase dernière d'un devenir qui embrasse la nature et les êtres vivants. La succession des espèces à travers les millénaires, quelle que soit notre incapacité d'expliquer le surgissement des types d'organisation, passe pour démontrée. Une vision *évolutionniste* de l'univers – histoire de la terre, des vivants et des sociétés – sort naturellement de l'état de notre savoir, comme une vision d'un cosmos, stabilisé par des lois éternelles, dominait la pensée grecque. Le P. Teilhard de Chardin, comme l'a bien montré le P. Dubarle dans la *Vie intellectuelle*, a tenté une synthèse évolutionniste de nos connaissances, en accord avec les dogmes chrétiens.

Cette *vision évolutionniste*, lorsqu'elle s'applique au devenir des sociétés humaines, aboutit, en apparence, à une alternative dont aucun des deux termes n'est acceptable.

Ou bien ce devenir ne conduit pas à une société d'aucune manière supérieure à celles qui l'ont précédée. L'histoire en ce cas fait naître et mourir des cultures dont chacune est enfermée en son être singulier, vouée par les lois de la vie à traverser les phases fatales de la croissance, de la maturité et du déclin (ou, si l'on refuse l'analogie avec les êtres vivants, on dira que chaque culture meurt au hasard des événements, guerres ou révolutions). L'homme ne peut s'élever au-dessus du monde auquel il appartient, il doit accepter que ces œuvres soient aussi mortelles que lui-même.

Ou bien le devenir des sociétés conduit de lui-même à une société dans

laquelle s'accomplissent simultanément les aspirations des sociétés antérieures. En ce cas, connaissant la fin de l'aventure, nous serions en mesure d'apprécier les mérites et les démérites de tous, individus et sociétés, en les rapportant à l'état final, qui serait le but dernier et la suprême justification. Mais comment définir cet état final? Qu'est-ce qui nous autorise à définir cet état final? Qu'est-ce qui nous autorise à croire que nous avons deviné ce dernier mot, alors que nos ancêtres erraient dans les ténèbres? Au reste, en quel sens une société pourrait-elle satisfaire *simultanément* les aspirations contradictoires des cultures? Les valeurs de loyalisme personnel disparaissent inévitablement lorsque les lois abstraites règlent les relations entre personnes. Il n'y a ni compromis ni combinaison possibles. Il n'y a pas d'art qui possède à la fois le sourire de Bouddha et celui de l'ange de Reims.

Le premier terme de l'alternative correspond à peu près au sens que M. Léo Strauss donne à l'historicisme, le second aux doctrines que vise M. Popper, au travers de ce qu'il nomme l'historicisme. En effet, la philosophie de Hegel est l'exemple éclatant de la réconciliation de l'histoire et de l'absolu: chaque moment dépassé a eu sa beauté, sa raison d'être en lui-même, mais l'état final, où toutes les contradictions sont résolues, donne sa signification ultime à l'ensemble du passé. Que l'on maintienne la valeur absolue de l'histoire (c'est-à-dire la négation de vérités universelles) sans état final et l'on débouche sur l'historicisme que dénonce M. Léo Strauss, sur le relativisme historique pur et simple. Et si l'on retient la notion d'état final en le projetant vers l'avenir, on se précipite dans le fanatisme, à la manière des marxistes staliniens, on revendique pour *son* régime politico-économique, pour *son* parti, pour *sa* lutte, une valeur incomparable à celle de tous les autres régimes ou partis ou luttes. Qu'importe quelques millions de cadavres si, enfin, l'Humanité va connaître l'ordre auquel, à travers les siècles, tous les hommes ont sourdement aspiré?

Les existentialistes se demandent, depuis dix ans, si le régime de Staline (ou Khrouchtchev) est la vérité d'aujourd'hui ou une vérité d'un autre ordre que celui du capitalisme d'hier. Les marxistes eux-mêmes préfèrent fin de la préhistoire à fin de l'histoire, comme s'il suffisait d'ajouter un préfixe pour résoudre un problème. Eux aussi sont tentés de renoncer à l'aboutissement et de se satisfaire de vérités historiques. Mais, si l'on ne sait pas à quoi mène l'histoire, pourquoi serait-il plus sage de s'abandonner au courant que de lui résister?

Le dilemme de la pensée historique – relativisme illimité ou absolutisme sans

justification – n’affecte pas seulement marxistes ou existentialistes: ethnologues, sociologues, théoriciens de la politique le connaissent à leur manière. Humainement, chacun en sort à sa façon. Un ethnologue, comme M. Lévi-Strauss, n’accorde pas de supériorité à notre civilisation en face des tribus archaïques, il inclinerait même à suivre Rousseau et à voir dans l’invention de l’écriture un moyen d’opprimer les hommes et dans les communautés simples la norme à partir de laquelle on devrait estimer les mérites des sociétés dites civilisées. La plupart des savants posent, en théorie, que l’on ne peut établir de hiérarchie entre les sociétés et pensent et agissent en pratique comme si leur propre culture était la meilleure. Des historiens diraient que chaque culture doit accomplir son essence: la culture occidentale doit aller jusqu’au bout de la maîtrise sur les forces naturelles. Enfin, les croyants souscrivent sans peine à la diversité des formes historiques puisque la vérité universelle est transcendante au devenir. S’il y a une fin de l’histoire, elle n’est pas définie par la société sans classes, mais par l’événement que les Écritures ont annoncé et qui est sans commune mesure avec les accidents de l’histoire profane.

Quelles sont les directions dans lesquelles les philosophes cherchent une issue hors du dilemme de la pensée historique? J’en aperçois trois.

La première serait celle d’un hégélianisme repensé un siècle après. On s’efforce de montrer comment on parvient à saisir la vérité de l’histoire dans l’histoire, en quel sens la réalité est, en tant que telle, rationnelle, sans qu’il en résulte la justification du succès et la soumission au fait accompli. MM. Kojève (*Introduction à la lecture de Hegel*)(1) et Éric Weil (*Philosophie politique*)(2), tous deux hégéliens, s’orientent en ce sens. La richesse et la subtilité de ces deux lignes défient le résumé en langage ordinaire.

La deuxième voie est celle de M. Léo Strauss. La diversité historique n’implique pas le relativisme pas plus qu’elle n’implique que la nature humaine, en ses traits essentiels, soit autre selon les siècles et les sociétés. Le droit naturel s’oppose aux conventions sociales, indéfiniment changeantes, et la raison est capable de déterminer le modèle de la société bonne, dans laquelle l’homme vivrait selon la vertu.

La troisième voie est celle de M. K. R. Popper, celle de l’empirisme rationaliste. Les sociétés sont l’objet d’investigations scientifiques comme toute autre réalité. La méthode scientifique est essentiellement la même, quel que soit le domaine auquel elle s’applique.

Les sciences sociales aboutissent à des résultats comparables à ceux des

sciences naturelles et suggèrent une «socio-technique opportuniste», technique de modification fragmentaire des sociétés. Qu'on n'imagine pas que M. Popper incline d'aucune manière à la technocratie ou qu'il appelle de ses vœux les planificateurs qui s'efforceraient de modifier les hommes ou les institutions selon les enseignements de la science. Il s'efforce, tout au contraire, de montrer que les ravages du totalitarisme ont pour origine non l'application de la science mais la falsification de l'esprit authentique de la science.

Nous ne pouvons entrer dans l'analyse des arguments par lesquels M. K. R. Popper qui est un logicien de classe, appuie sa thèse, en soi aussi classique que la thèse opposée, de l'unité de la méthode scientifique. Mais deux idées ont une portée philosophique et non pas seulement logique.

L'historicisme, selon M. Popper, veut mettre en lumière l'originalité des sciences historiques ou sciences sociales par rapport aux sciences naturelles. Or, parmi les arguments avancés en faveur de cette originalité (difficulté ou impossibilité de génération ou d'expérimentation, complexité des phénomènes, nouveauté incessante des faits et des situations, possibilité et nécessité d'une compréhension intuitive, exclue en physique, etc.). Il en est un qui va plus loin que tous les autres: la prétention à saisir la totalité. D'autre part, l'historicisme emprunte aux sciences naturelles l'idée de loi et s'efforce de dégager des lois ou des tendances de l'évolution qui permettraient de prévoir un avenir fatal. Les deux critiques du totalisme et des lois historiques sont le centre du livre.

Il va de soi que M. Popper ne nie pas que les institutions d'une société soient liées les unes aux autres et que l'on doive analyser ces liens multiples. Pas davantage il ne nie que les ensembles, psychologiques ou sociaux, aient une structure. Il ne vise pas une école comme celle de la *forme* (Gestalt). Ce qu'il dénonce, c'est la confusion de la structure, élément particulier du réel, avec «la totalité des propriétés ou des aspects d'une chose et spécialement des relations que soutiennent ses parties constituantes» (p.78). La prétention à saisir la totalité est radicalement contraire à la science et conduit politiquement au totalitarisme. Assuré de connaître la totalité, l'historicisme veut en diriger souverainement l'évolution, spontanée ou planifiée. En revanche, celui qui s'inspire de l'esprit scientifique connaît des relations partielles entre faits particuliers: à la manière de l'ingénieur, il agira sur tels faits précis en vue d'atteindre tels objectifs limités. Il évitera les ambitions totalitaires parce qu'il aura d'abord reconnu les bornes de notre savoir et de notre pouvoir.

De même, l'idée historiciste des lois du développement historique, de

l'avènement fatal d'un certain régime, est contradictoire. Dans la mesure où le développement historique est un événement unique, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de lois à ce développement. L'histoire se déroule selon des lois abstraites, analytiques, comparables aux lois des sciences naturelles, il n'y a pas de loi de ce développement lui-même parce qu'il n'y a pas de loi de ce qui se produit une seule fois. «Bien que nous puissions admettre que toute succession réelle de phénomènes s'effectue en accord avec les lois de la nature, il est important de se rendre compte que, pratiquement, aucune séquence de, mettons, trois ou quatre événements concrets, causalement reliés, ne s'effectue selon une quelconque loi unique de la nature» (p.117). «Il n'y a ni lois de succession, ni lois d'évolution.» (*ibid.*)

Spengler et Toynbee, il est vrai, en supposant des cultures multiples, distinctes les unes des autres, se sont donné la multiplicité à partir de laquelle comparaison et lois deviendraient, en théorie, possibles. Mais la diversité des cultures et des situations, rapprochées par les manipulateurs de l'analogie, est telle que l'on n'aboutit qu'à des propositions vagues. Au gré de Toynbee, les empires universels surviennent à leur heure ou avec mille ans de retard.

Illusion totaliste et illusion des lois du développement historique se combinent dans l'historicisme actuel. Assuré de connaître la totalité comme de prévoir l'avenir, le fanatisme de l'action mêle l'orgueil technocratique et la conviction de conspirer avec le destin. Qu'il paraît sage le savant, qui enseigne aux hommes politiques la modestie et l'efficacité de l'ingénieur!

L'empirisme rationaliste suppose déterminés les buts, il se borne à recommander des moyens. La technique fragmentaire d'interventions, l'art des réformes impliquent logiquement que l'on sache en vue de quoi on intervient et réforme. Certes, mieux vaut encore choisir pragmatiquement les buts en fonction des valeurs communément admises, qu'invoquer une totalité mystérieuse ou un avenir fatal. Après tout, à notre époque, il n'y a pas de conflits fondamentaux sur les fins: ce n'est pas par hasard que communisme et démocratie emploient les mêmes mots.

Philosophiquement, il reste à s'interroger. M. Popper le montre avec profondeur, la raison dernière pour laquelle la prédiction de l'avenir est impossible, c'est l'imprévisibilité de l'homme lui-même. L'avenir de la science n'est pas prévisible et la société tout entière sera modifiée selon le cours de la science. Mais but auquel tend l'homme en tant qu'être moral est-il indéterminé au même sens et de la même manière que l'état ultime de la science? Nous ne

pouvons prévoir ce que sera la société industrielle en l'an 2500 et l'on ne répétera jamais assez souvent la démonstration de notre incapacité. Mais le jugement de valeur que nous porterions aujourd'hui sur l'avenir serait-il au même degré provisoire? Sommes-nous hors d'état de juger l'humanité ou de l'inhumanité des institutions d'hier ou de demain?

[\(1\)](#) Gallimard, Bibliothèque des Idées.

[\(2\)](#) Vrin, 1956.

De l'inégalité

Le Contrat Social
Mars 1957

Dans Espoir et peur du Siècle, ouvrage à paraître prochainement (Calmann-Lévy, éditeurs), Raymond Aron définit en ces termes le problème de l'inégalité tel qu'il se pose à notre époque: «L'inégalité a-t-elle le même sens dans une société industrielle à technique progressive que dans les sociétés économiquement stationnaires ou demi-stationnaires du passé? À une époque où les conditions de vie sont bouleversées durant chaque génération par la science et l'industrie, quelle autorité garde la tradition? Ou, si l'on préfère, en quels domaines garde-t-elle une autorité?» Les pages inédites qui suivent répondent aux questions ainsi formulées.

De l'inégalité économique

Les sociétés industrielles demeurent fondamentalement inégalitaires. Entre la base et le sommet de l'échelle des salaires, en Union soviétique, l'écart est au moins de 1 à 40. Les revenus des possesseurs de yachts, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France, sont plus de quarante fois supérieurs au revenu de l'ouvrier non qualifié. Peut-être de petits pays, la Suède et plus encore la Norvège, ont-ils réussi à ramener les inégalités de revenus à l'intérieur d'étroites limites: le «riche», en Norvège, semble ne disposer que de trois à quatre fois plus de ressources que le «pauvre». En Occident, le progrès économique a pourtant enlevé aux controverses sur l'inégalité une part de leur acuité.

On distingue trois sortes d'inégalités: celle de la répartition des fortunes, celle des revenus proprement capitalistes (intérêt du capital, profit), celle des salaires et traitements. Les raisons morales et même sociales de dénoncer la concentration des fortunes ou des profits subsistent telles quelles, mais les *radicaux*⁽¹⁾ reconnaissent que la suppression de l'héritage ou l'élimination des dividendes ne modifieraient pas sensiblement la condition de vie des masses. Les réformes travaillistes n'ont pas comblé la distance entre la femme de ménage et le lord qui circule en Rolls-Royce; elles ont dissipé l'illusion que la redistribution des revenus capitalistes élèverait notablement le niveau de vie du plus grand nombre.

En Grande-Bretagne, dans l'année 1955, salaires et traitements représentent 10.040 millions de livres; le total des revenus privés s'élève à 15.688, celui des

revenus capitalistes (rentes, dividendes, intérêts) à 1.702. La redistribution de tous les dividendes entre des millions de salariés n'apporterait à chacun d'eux que quelques shillings supplémentaires par semaine. Peu d'années d'expansion enrichissent les travailleurs plus que ne ferait la spoliation des riches.

Aux États-Unis, l'idéologie de la libre entreprise, de la concurrence, fait partie des croyances nationales. Planification et propriété collective sont confondues avec l'Union soviétique, donc avec le mal. Inséparable des échecs et des succès sur le marché, l'inégalité des revenus paraît aussi légitime que le régime dont elle est l'expression. Simultanément, le progrès économique gonfle le groupe des revenus moyens, diminue celui des bas revenus, alors que celui des très gros revenus augmente à peine. Le nombre des familles ou des personnes seules gagnant moins de 1.000 dollars a diminué de 44% entre 1941 et 1955. Celui des familles et personnes gagnant entre 1.000 et 2.000 a diminué de 29%. La catégorie entre 2.000 et 3.000 a diminué de 8%. En revanche, la tranche entre 3.000 et 4.000 a progressé de 53%, celle entre 4.000 et 5.000 de 57%, celle entre 5.000 et 7.500 de 96%, celle entre 7.500 et 10.000 de 92%, celle entre 10.000 et 15.000 de 103%, celle entre 15.000 et 20.000 de 79%, celle entre 20.000 et 25.000 de 80%, celle au-dessus de 25.000 de 8%.

En Grande-Bretagne comme aux États-Unis, les grandes compagnies capitalistes paient au fisc ou utilisent en investissements une fraction considérable des profits bruts. L'impôt sur les tranches élevées des revenus privés est énorme; il équivaut presque à une expropriation. Dès lors, le niveau de vie des masses, *dans les pays de civilisation industrielle développée*, dépend désormais de l'expansion plus que des lois sociales ou fiscales. Il est logique que la discussion la plus ardente ait pour thème la méthode de croissance plutôt que le moyen de redistribuer les revenus.

Admettons que la loi de Pareto reste valable (ce qui est possible). Accordons que la part des revenus les plus élevés demeure constante (ce qui est improbable: d'après toutes les statistiques, elle diminue⁽²⁾). En dehors de toute tendance à l'égalité, l'augmentation des revenus tend à rapprocher les conditions d'existence. À mesure que la productivité et le niveau de vie s'élèvent, les produits industriels deviennent accessibles à un nombre croissant de consommateurs. Si le progrès économique continue encore quelques dizaines d'années à la même allure, on conçoit que l'immense majorité des Américains se nourrissent et se vêtissent de manière à peu près uniforme, qu'ils puissent tous acquérir l'automobile, le frigidaire, le poste de télévision, tenus désormais pour partie intégrante du

budget-type. À partir du moment où les revenus les plus bas permettent de vivre décemment, le *radicalisme* ne sera plus nourri par l'indignation spontanée, la passion commune; il ne manquera pas d'arguments, mais d'arguments inspirés par une hostilité de principe à l'héritage, au profit, à la hiérarchie des salaires ou à l'inégalité en tant que telle.

Ni les oppositions théoriques, ni les oppositions politiques n'ont pour autant disparu. On discute des mérites ou démérites respectifs des deux espèces d'inégalité, l'une qui a pour origine le profit, l'autre le traitement lié à la fonction. On s'interroge sur la mesure d'inégalité de traitement que l'on tiendra pour équitable, souhaitable, compatible avec la production maximum.

Le premier problème est classique. Les mêmes critiques, en France par exemple, qui vitupèrent les profits capitalistes, déplorent que l'éventail des salaires soit exagérément refermé. On peut être logiquement à la fois hostile aux profits des entrepreneurs ou des spéculateurs, aux intérêts des fortunes héritées, et partisan d'élargir l'intervalle entre le salaire du manœuvre et celui de l'ingénieur. Il n'y en a pas moins, à cet égard, une nouveauté. Hier on dénonçait les profits parce qu'on les jugeait incompatibles avec le bien-être des masses; aujourd'hui on les dénonce parce que l'on condamne le régime de libre entreprise ou de marché. Certes, un régime de planification intégrale et de propriété collective supprime les concentrations individuelles de fortunes; il élimine les revenus proprement capitalistes. Mais ni ces concentrations, ni ces sortes de revenus ne compromettent l'élévation du niveau de vie. À peine aggravent-ils l'inégalité économique que produit inévitablement la différenciation des tâches et des rétributions. Fortunes privées et revenus capitalistes ne sont plus une raison contraignante de condamner le capitalisme, encore que la condamnation du capitalisme entraîne celle des fortunes privées et des profits. Si l'on décide, pour d'autres motifs, de maintenir, en certains secteurs, propriété individuelle et concurrence, on accepte du même coup l'inégalité des profits sans compromettre pour autant la condition de vie du grand nombre.

Les *radicaux*, il est vrai, veulent réduire aussi les inégalités de traitements. Ils n'approuvent pas plus l'inégalité soviétique que l'inégalité américaine. Dans un régime mixte comme celui de la Grande-Bretagne, la hiérarchie des traitements est fixée par le secteur privé. Le secteur nationalisé doit effectivement payer des traitements comparables à ceux des sociétés capitalistes. Le prélèvement fiscal ne peut guère être poussé plus loin. Faut-il, pour que l'écart entre manœuvre et directeur ne soit plus que de 1 à 5, nationaliser toute l'économie? Est-il même

certain qu'une économie entièrement collective demeurerait conforme aux vœux des *radicaux*? Peut-être les planificateurs, par égoïsme ou par souci de la production, maintiendraient-ils des différences comme celles que l'on observe en Union soviétique.

Dans la phase présente, les controverses sur la place publique sont à la fois plus confuses et moins violentes. Les conflits pour la répartition du revenu national, même dans les pays industriels avancés, sont multiples. Revendications des salariés à l'égard des employeurs, protestations des fermiers contre la diminution, relative et parfois absolue, de leurs revenus, amertume des détenteurs de revenus fixes, victimes de la dévalorisation monétaire, on n'en finirait pas d'énumérer les groupes dont les plaidoyers et les actes d'accusation s'entrechoquent sur la place publique. Le fait nouveau, par rapport à la théorie sinon à la réalité d'hier, c'est que l'opposition entre salariés d'industries et détenteurs des moyens de production n'est plus qu'une entre d'autres et qu'elle suscite rarement les chocs d'intérêts ou de passions les plus rudes. Que les salaires dépendent de l'État, de la monnaie, de la prospérité d'ensemble plus que de la bonne ou de la mauvaise volonté des patrons, les ouvriers eux-mêmes, dans les entreprises bien gérées, en ont conscience. L'évolution economico-sociale tend au pluralisme des groupes, non à la cristallisation de deux blocs.

La justification des diverses revendications est également devenue plus complexe. Le progrès étant la loi de la collectivité et le devoir de chacun, l'appauvrissement d'une catégorie particulière ne lui donne pas encore droit à compensation ou protection. L'enrichissement d'un individu ou d'un groupe semble juste s'il contribue à la prospérité générale. Une économie tout entière tendue vers l'avenir récompense et doit récompenser, qu'elle soit planifiée ou concurrentielle, ceux qui sont les agents de la croissance. Les doctrinaires de la productivité se situent par-delà l'antinomie de la hiérarchie et de l'égalité, des conservateurs et des *radicaux*.

Il serait absurde de suggérer que le conflit actuel met aux prises productivistes et non-productivistes, comme celui d'hier opposait les partisans de la hiérarchie à ceux de l'égalité. Tout au contraire, droite et gauche sont ou devraient être également productivistes. Mais en une société où les ressources collectives augmentent d'année en année, au lieu d'être approximativement fixées une fois pour toutes, la vieille querelle de l'inégalité prend un contenu nouveau. Le partisan de l'égalité doit à chaque instant, dans l'immédiat et pour la société de ses rêves, démontrer que l'égalisation des revenus n'est pas défavorable à

l'enrichissement commun.

Je ne pense pas que cette démonstration soit impossible. Au contraire, plusieurs des arguments classiques en faveur de l'inégalité tombent d'eux-mêmes à notre époque. Les hauts revenus ne fournissent plus un montant important d'épargne, en raison de la fiscalité. Personne ne nie qu'une certaine inégalité de rétribution soit inévitable et juste, nul n'affirme que l'inégalité nécessaire soit de 1 à 40, ou de 1 à 20, ou de 1 à 10. L'incitation à produire ne disparaîtrait pas, semble-t-il, avec une inégalité grandement atténuée. Peut-être certaines inégalités sont-elles inutiles et d'autres indispensables. L'écart entre le salaire du manœuvre et celui de l'ouvrier qualifié est nécessaire pour encourager l'apprentissage; l'écart entre le traitement de l'ingénieur et celui du directeur n'a pas une fonction aussi évidente. L'opinion admet que la diversité des tâches entraîne celle des revenus. La différence qualitative des services rendus est telle qu'elle pourrait justifier d'énormes écarts: les inventeurs ne seront jamais récompensés à la mesure de leur mérite. Dans tous les régimes, les plus riches ne sont pas toujours les plus méritants: l'écrivain servile en Union soviétique, les spéculateurs heureux en Occident ne témoignent pas de vertus qui recueillent l'admiration des foules ou des sages.

Renan jugeait conforme à l'ordre éternel que le peuple vécût de la participation à la gloire du petit nombre; John Adams doutait qu'aucune société eût jamais assez de ressources et de sollicitude pour instruire tous ses enfants. Ils avaient tort tous deux. La notion chrétienne de l'égalité des âmes est devenue l'idée révolutionnaire des Droits de l'Homme et cette idée, à son tour, commence par le bulletin de vote et la conscription et appelle finalement le salaire minimum, l'accession de tous aux biens produits par le travail commun. Certes, les gouvernements ne sont pas plus maîtres aujourd'hui qu'hier de déterminer souverainement le revenu de chacun, qui dépend des ressources collectives plus que de la volonté des hommes. Il n'en est pas moins admis désormais que le progrès de la productivité doive profiter à tous, et il leur profite effectivement. En ce sens, le mouvement des événements, pour parler avec Cournot, est orienté vers la gauche.

La société industrielle ne présente pas non plus des égaux, des travailleurs interchangeables. L'inégale difficulté, l'inégale productivité des métiers, l'inégale rareté des talents nécessaires pour remplir des tâches toutes indispensables, l'inégale durée de l'apprentissage créent une différenciation entre les citoyens et les revenus, différenciation dont personne ne met en doute le principe.

L'idéal de l'inégalité et le fait de l'égalité étant incompatibles avec la civilisation industrielle, les avantages de l'expansion l'emportant à long terme sur ceux de la redistribution des revenus, il y a place, non pour un accord, mais pour un ou plusieurs dialogues raisonnables entre gauche et droite, pourvu que l'une et l'autre soient contemporaines de leur temps.

On distingue un premier dialogue entre *planificateurs* et *libéraux*(3), les premiers hostiles à l'inégalité dans la mesure où elle est liée aux profits capitalistes, les derniers favorables au mécanisme du marché et, par suite, à l'inégalité des revenus, conséquence nécessaire de la concurrence entre les individus et les entreprises. Un deuxième dialogue se déroule entre les planificateurs, les uns acceptant volontiers une grande différenciation des revenus, favorable à la croissance ou à la stabilité de l'ordre social, les autres ayant pour idéal des classes aussi rapprochées que possible les unes des autres. Un troisième dialogue met aux prises les *radicaux*, qui s'en prennent aux fortunes héritées, et les *traditionalistes*, soucieux de maintenir la continuité des statuts à travers les générations.

Aucun de ces dialogues n'est provisoirement belliqueux dans les pays anglo-saxons, pour les raisons que nous avons analysées: les Américains acceptent la rude loi de la concurrence, les Anglais n'ont plus grand-chose à tirer de la redistribution des profits ou de réformes fiscales, les classes populaires sont relativement satisfaites de ce qu'elles ont obtenu, les économistes démontrent qu'il importe davantage d'élargir le gâteau que d'en égaliser les parts. Mais en cas de dépression économique ou de baisse du niveau de vie collectif, le ton du dialogue pourrait changer. Même dans l'hypothèse de la prospérité, l'inégalité sociale, le système d'éducation qui constituent aujourd'hui les thèmes des réflexions pourraient devenir demain objet d'indignation et de revendication.

Au-dessus des batailles de partis et des controverses d'actualité, comment se définirait aujourd'hui la pensée conservatrice sur le sujet de l'égalité économique? Le conservateur affirmait que l'inégalité des revenus reflétait la diversité des métiers, des talents, de la puissance et du prestige: il n'a pas été réfuté par les faits. Mais en une société à technique progressive, son pessimisme a été démenti et il doit proclamer la légitimité du salaire minimum, de la redistribution des revenus, des lois sociales, de la fiscalité directe.

En matière économique, les conservateurs n'ont jamais été des libéraux orthodoxes. La concurrence déchaînée, la course à la production ou à la fortune s'accordent mal avec la représentation d'une communauté organique et stable,

ordonnée par le respect de la sagesse immémoriale. C'est par l'intermédiaire d'une commune hostilité au socialisme que libéraux et conservateurs se rejoignent. La nationalisation des moyens de production, la planification centrale entraînent la démesure de l'État, la destruction des autonomies régionales et corporatives; elles donnent une autorité discrétionnaire aux calculateurs et aux techniciens. Unis contre le communisme aux libéraux de l'école de Vienne, les conservateurs ne sont pas obligés de suivre leurs alliés dans la dénonciation du *Welfare State*.

Les conservateurs préfèrent les mécanismes du marché à la planification, ils n'y voient pas un bien en soi. Étrangers au *radicalisme* égalitaire, ils ne dénoncent ni l'inégalité que créent les profits ni celle qui dérive de la hiérarchie des traitements, mais ils ne transfigurent ni l'une ni l'autre en une valeur absolue. Socialiste ou libérale, la pensée économique glisse d'elle-même à l'idéologie parce qu'elle prête une signification morale à un choix entre des techniques. Essentiellement politique, le conservatisme, à condition d'être contemporain de la réalité et non pas nostalgique d'un passé de fantaisie, ne confond pas les schémas avec les institutions, les types idéaux avec les principes. Positive plutôt que négative, elle s'efforcerait d'élever les bas revenus plutôt que de soulever l'indignation contre les hauts revenus, de multiplier les chances de promotion plutôt que d'abaisser les superbes. Mieux vaut *déprolétarianiser* les travailleurs que prolétarianiser les bourgeois.

Enfin la pensée conservatrice mettait en garde contre les illusions et les impatiences. Pour la plus grande partie de l'humanité, l'ère de l'abondance est encore lointaine et la pauvreté demeure la malédiction séculaire. Jamais les peuples n'ont été aussi proches les uns des autres, jamais les différences des manières de vivre n'ont été aussi marquées. L'existence du paysan anglais ressemblait plus à celle du paysan de l'Inde au XVIII^e siècle qu'aujourd'hui. À l'intérieur des nations, la conviction du droit à l'égalité s'est répandue plus vite que ne s'effaçaient les différences de condition. L'effet à long terme de la civilisation industrielle sur l'inégalité risque de peser moins lourd dans la balance historique que l'impatience des masses et l'affaiblissement des traditions.

De l'inégalité sociale

La civilisation industrielle entretient le dialogue entre partisans et adversaires des profits; elle nourrit les conflits entre les groupes pour la répartition du revenu commun; elle ne supprime pas l'opposition entre ceux qui rêvent de quasi-égalité et ceux qui se résignent facilement à un partage arbitraire des biens de ce monde.

Quand on envisage l'égalité sociale, la controverse prend une autre portée, car il s'agit de la fin dernière. Quelle est la bonne société? Celle dont tous les membres auraient même façon de vivre, ou au contraire celle qui se diviserait en classes dont chacune aurait conscience d'occuper une place déterminée dans l'ensemble, de se situer à un niveau reconnu de la hiérarchie?

On peut, à la rigueur, admettre que l'égalisation des revenus soit unanimement tenue pour souhaitable. Il n'y a aucune raison d'admettre que l'égalité sociale semble à tous un idéal. Certains conservateurs jugent conforme à l'intérêt commun de donner aux différents groupes le sentiment de l'inévitable hiérarchie. Il convient d'inculquer aux simples citoyens le respect des valeurs nobles, l'obéissance aux hommes authentiquement les meilleurs. Les fonctions supérieures sont exercées par une minorité; il est bon que la supériorité de ce petit nombre soit reconnue. Le fait aristocratique subsiste en une civilisation industrielle. À le nier, on risquerait de contraindre l'élite à l'emploi de la force nue.

Le développement de la civilisation industrielle ne tranche ni en faveur d'une *République d'égaux*, ni en faveur d'une *communauté organique et hiérarchique*. Selon que l'on met l'accent sur l'égalisation des revenus ou sur la différenciation des métiers, sur la diffusion des automobiles ou des postes de télévision ou sur l'échelle des traitements, on croit au rapprochement entre les conditions ou au maintien de classes sociales.

L'expérience actuelle suggère que la structure des classes n'est pas *déterminée* par l'état économique; la distance entre les groupes n'est pas proportionnelle à l'écart entre les revenus. Les différences entre les manières de vivre ou les façons de penser dépendent de causes multiples, historiques et morales autant que matérielles. Même si les manières de vivre doivent se rapprocher avec l'accroissement des marchandises à la disposition de tous, deux facteurs d'inégalité subsistent: le prestige et la transmission des privilèges d'une génération à l'autre.

Une société industrielle de type soviétique comporte une hiérarchie plus nette, plus reconnue que la société industrielle de type américain. L'idéologie soviétique proclame que «les cadres décident de tout». La fonction de commandement du parti communiste, des chefs civils et militaires est exaltée, alors que la propagande, voire la doctrine américaine est individualiste, presque libertaire. La civilisation moderne est aussi compatible avec la défense et l'illustration du *common man* qu'avec l'éloge de l'avant-garde prolétarienne. Elle

tolère provisoirement, en Grande-Bretagne, la survie d'une classe dirigeante dont les habitudes, le mode de vie, la façon de parler datent du siècle dernier et ne sont pas ceux du commun.

Les néo-conservateurs se défendent d'idéaliser une aristocratie défunte, ils constatent simplement, affirment-ils, le fait aristocratique; peu importe qu'il s'agisse de propriétaires terriens ou de directeurs d'entreprises, de magistrats ou d'hommes politiques. On doute, malgré tout, que les cadres de la société industrielle soient comparables à une aristocratie du passé. Il y a un siècle, Renan voyait une contradiction essentielle entre l'esprit commercial et la noblesse. Tocqueville jugeait que les chefs d'industrie demeuraient pour ainsi dire étrangers aux travailleurs, à la différence du seigneur qui fut traditionnellement un soldat ou un propriétaire de terres.

À une époque où la proportion de la main-d'œuvre employée dans l'agriculture diminue inévitablement (elle est inférieure à 10% aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, inférieure au tiers en France), à l'âge de la production en grande série et des armes atomiques, on compterait vainement sur les propriétaires de terres ou les officiers pour encadrer le peuple, comme on disait jadis. En attendant que le progrès économique fasse éclater les métropoles en petites communautés, quels peuvent être les cadres?

Les métiers qui apportent le plus d'honneurs sont aussi ceux qui sont le mieux rétribués (non sans quelques exceptions). Employés supérieurs de l'industrie et de l'administration, entrepreneurs, hommes politiques, avocats et médecins, écrivains et artistes à succès constituent ensemble les groupes privilégiés de toute société industrielle; ils y exercent les métiers qui exigent le plus de qualification, qui imposent le plus de responsabilités, qui rapportent le plus d'avantages matériels et moraux. Les entrepreneurs privés et quelques professions libérales sont éliminés dans un régime soviétique. Les relations entre dirigeants d'entreprises et fonctionnaires de l'État, entre ingénieurs et professeurs, entre métiers d'action et métiers de méditation, la place respective des hommes politiques et des techniciens, varient de régime à régime et de nation à nation. Abstraitemment, on se demande s'il est souhaitable que la distance entre la minorité, qui exerce les fonctions supérieures, et la masse soit la plus grande ou la plus petite possible.

Les fortunes démesurées, les trains de vie seigneuriaux n'ont pas disparu, mais, à peu d'exceptions près, ils ont perdu toute utilité sociale. L'entrepreneur, l'inventeur, le propriétaire de journaux, la star de cinéma qui ont les moyens

d'entretenir un yacht n'acquièrent pas de prestige supplémentaire par l'étalage de leurs richesses. Le prestige que confèrent encore dans quelques milieux les dépenses somptuaires est d'ordre inférieur; il ne vaut ni amour, ni respect, ni obéissance. Les fortunes mobilières pourraient être réduites sans inconvénients sérieux. Les privilégiés de la fortune, aux deux sens du mot, ne servent à leurs compatriotes ni de modèle ni de guide.

Considérons le cas de la Grande-Bretagne, à maints égards typique. L'inégalité des revenus a été réduite grâce aux mesures fiscales. La distance demeure considérable entre la base (200 à 300 livres) et le sommet (5.000 à 8.000 livres après impôt⁽⁴⁾) de la hiérarchie. Elle est faible entre la base et le sommet de la hiérarchie ouvrière. Elle a diminué entre l'ouvrier qualifié et les détenteurs de traitements (fonctionnaires ou employés supérieurs). Simultanément, les statuts sociaux, manières de vivre et prestige, ne sont guère moins différents aujourd'hui qu'il y a vingt-cinq ans.

La mobilité sociale, à en juger d'après les statistiques scolaires et universitaires, ne serait pas encore considérable. «15.000 jeunes hommes et 6.000 jeunes filles seulement entreprennent chaque année des études supérieures. 17.000 sortent annuellement des universités avec un diplôme. Dans la mesure où les inégalités de revenus et de statut social sont maintenues par un recrutement étroit de ceux qui exerceront les métiers les mieux payés, le climat et la politique de l'*État des services sociaux* (Welfare State) d'après la deuxième guerre mondiale n'ont que faiblement contribué à l'évolution vers un ordre de choses plus égalitaire.»⁽⁵⁾ Les partisans de la réforme du système d'enseignement espéraient que 20% des enfants continueraient leurs études dans une *grammar school* jusqu'à 18 ans, et qu'un tiers d'entre eux ferait des études supérieures. Le résultat est autre: sur 650.000 jeunes, il n'en reste que 100.000 à 16 ans dans une école, 60.000 à 17 ans, 30.000 à 18 ans; plus de la moitié des enfants d'ouvriers non qualifiés ou à demi qualifiés échoue à l'examen de 5e année. 60% des jeunes, en 6e année⁽⁶⁾, ont des parents qui exercent des professions libérales, intellectuelles ou semi-intellectuelles, dans les affaires ou l'administration (professions qui ne représentent que 20% de la main-d'œuvre totale).

Il serait imprudent et, selon toute probabilité, faux d'expliquer le pourcentage d'échec des enfants d'ouvriers seulement par le manque de dons. Les familles des classes populaires continuent souvent de juger anormal qu'un enfant reste à l'école au-delà de 15 ans. L'éducation reçue au foyer contribue aussi à la réussite scolaire. L'égalité des chances, au point de départ, n'exigerait pas seulement la

gratuité de l'enseignement, la multiplication des bourses d'études mais, à la limite, une similitude des conditions d'existence de tous les groupes. Une parfaite mobilité supposerait une égalité presque parfaite, et celle-ci impliquerait celle-là.

L'exemple britannique prouve la compatibilité, au moins temporaire, de l'égalité juridique des individus, de la réduction des inégalités économiques avec le maintien rigide des distinctions sociales. La classe dirigeante par ses manières de vivre, l'éducation de ses enfants, son langage même, n'est guère plus proche des foules qu'il y a cinquante ans. Peut-être la culture dite de masse crée-t-elle même un intervalle supplémentaire. Les spectateurs réguliers de la télévision ne sont pas moins éloignés des lecteurs de la bonne littérature que le peuple ne l'était jadis des nobles ou des notables. Les lecteurs du *Daily Mirror* ou des *News of the World* ne vivent pas dans le même monde que ceux du *Times* ou du *Manchester Guardian*. Si l'on a pour idéal de sauvegarder les classes sociales tout en accordant au peuple les bénéfices matériels de la civilisation industrielle, la Grande-Bretagne, au XXe siècle comme au XIXe, demeure le chef-d'œuvre politique de l'Occident.

Il est douteux pourtant que le maintien d'une telle distance entre les classes soit conforme à l'intérêt collectif ou durable. Même si les discriminations sociales ne suscitaient pas de ressentiments – et elles en suscitent ou en susciteront inévitablement – elles ont pour l'instant un inconvénient grave: elles réduisent exagérément le nombre de ceux qui poursuivent des études secondaires ou supérieures, elles limitent le recrutement des étudiants, des futurs détenteurs des fonctions supérieures, elles ralentissent exagérément la mobilité sociale. À l'heure présente, on forme moins de diplômés que n'en exige le progrès économique (sans parler du désaccord entre la répartition des étudiants et les besoins de la société, qui se manifeste comme en France).

En Grande-Bretagne à l'heure présente, tous les arguments concordent. Les distinctions de classes empêchent l'application du principe des chances égales pour tous. Elles seraient dangereuses, même si ce principe était appliqué, parce qu'elles rendraient trop douloureuse la sanction de l'échec pour les moins doués. Enfin elles préviennent la formation de cadres, techniques et intellectuels, dont le nombre doit augmenter avec le progrès économique. Les mesures qui tendraient à favoriser la prolongation des études s'imposeraient raisonnablement, en dehors de toute préférence idéologique.

En Grande-Bretagne, l'inégalité sociale pose un problème particulier en raison

du système scolaire. Les écoles privées payantes reçoivent encore les enfants de la classe supérieure et les meilleures écoles secondaires (*grammar schools*) sont séparées des écoles secondaires modernes ou techniques. La France ne connaît rien de comparable aux *public schools*, les sections classique et moderne sont réunies dans les mêmes établissements d'État alors que les *comprehensive schools* sont rares outre-Manche et sont loin de recueillir un assentiment unanime. L'examen d'entrée en sixième est en France le cauchemar des parents(7), l'examen qui décide de l'entrée soit dans une *grammar school*, soit dans un établissement moderne ou technique a encore plus de gravité et de conséquences. Le niveau social des parents n'a pas moins d'influence sur le résultat de l'examen que les dons de l'enfant.

Les *radicaux*, aujourd'hui, demandent des mesures qui atténueraient les avantages dont bénéficient les enfants des privilégiés, et qui rétréciraient l'écart entre les meilleures écoles secondaires et les autres. Leur argumentation est d'autant plus forte que certaines des réformes qu'ils envisagent pour l'Angleterre sont déjà appliquées aux États-Unis ou en France, qui ne connaissent l'équivalent ni des *public schools*, ni de la séparation entre *grammar schools* et *écoles modernes*. Le recrutement des élèves de l'enseignement secondaire et des étudiants de l'enseignement supérieur est trop étroit en France parce que les différences de revenus créent, entre les groupes, une distance excessive. Du moins les enfants qui entrent dans l'enseignement secondaire ne sont-ils pas répartis entre des écoles de dignité différente.

À condition de ne pas entrechoquer des théories et de ne pas chercher de solution définitive, une coopération pratique entre les doctrinaires opposés ne sera pas impossible. Les *radicaux* ne nient pas que toute société, même démocratique, ait besoin d'une élite. Les conservateurs, de leur côté, reconnaissent que la diminution de l'inégalité des chances au point de départ répond au sentiment actuel de la justice. Dès lors, il est inévitable que le recrutement des *public schools* s'élargisse et que les différences de qualité entre les établissements secondaires s'effacent progressivement, sans jamais disparaître. Le néo-conservateur se félicite que le *Welfare State* ait apaisé les revendications populaires sans bouleverser l'ordre traditionnel. Le néo-socialiste déplore que la redistribution des revenus ou la sécurité sociale n'aient pas rapproché les classes. Cette opposition n'empêche pas l'action raisonnable en vue d'objectifs presque incontestables.

La complexité croissante de la technique et de l'administration permet

d'imaginer, à l'âge de la civilisation industrielle, aussi bien la hiérarchie que l'égalité. À l'heure présente, la hiérarchie est, en une large mesure, héritée des siècles pré-industriels. La distance sociale entre l'élite et les masses pourrait se reconstituer au profit des savants, des *managers* ou des psychologues. L'élite choisirait, parmi les mieux doués, les jeunes hommes destinés à l'exercice des fonctions dirigeantes. Les masses, satisfaites par un haut niveau de vie, obéiraient sans comprendre à ces démiurges lointains.

Heureusement la tyrannie des *managers* ne répond pas plus à l'idéal des conservateurs qu'à celui des *radicaux*. Peut-être même les premiers préféreraient-ils encore l'idéal d'une société mobile et égalitaire au règne des techniciens sans âme. La réalité se situera probablement quelque part entre le cauchemar (ou le rêve) de la technocratie et le rêve (ou le cauchemar) d'une société d'égaux.

Les résultats de l'analyse théorique rejoignent et complètent ceux de l'analyse historique.

Droite et gauche qui se situent à l'intérieur des régimes mixtes d'Occident collaborent sans peine, parce que les statuts de propriété et les modes de fonctionnement n'apparaissent plus comme des absolus (socialisme, capitalisme) entre lesquels il faut choisir, mais comme des techniques dont l'usage combiné est possible, chaque combinaison ayant peut-être avantages et inconvénients (celle qui assure la croissance la plus rapide peut entraîner une inégalité accrue). Cette coopération de fait n'exclut ni dialogue sur les moyens actuellement préférables ni opposition sur les buts eux-mêmes.

Le dialogue sur les moyens est d'autant plus simple que l'homogénéité d'un pays est plus grande. En Grande-Bretagne, le programme de gauche comporte à la fois l'extension de la propriété collective et la réduction des inégalités de revenus. Tant que l'inégalité semble due aux fortunes accumulées et aux profits plus qu'à la différenciation des salaires et traitements, la gauche englobe dans le capitalisme qu'elle dénonce les écarts de revenus et les lois de propriété. Gauche et droite se retrouvent, en ce cas, pour épargner les «petits propriétaires», que leur pauvreté recommande à la bienveillance d'un camp et leur qualité de propriétaire à la bienveillance de l'autre, mais que leur faible rendement devrait exposer à la sévérité des deux. Même en un pays homogène, le souci de production ajoute une variable supplémentaire et complique le dialogue. Un «productiviste» de droite pourrait se résigner à la propriété collective pour accroître les investissements. Un socialiste pourrait consentir à un ralentissement

de la croissance pour éviter l'élargissement des intervalles entre les catégories de revenus.

Le conflit des écoles et des idées devient inextricable dans les pays hétérogènes où la civilisation industrielle doit vaincre les résistances de l'inertie sociale. Plus sont larges les secteurs précapitalistes, plus les débats sont confus puisque les partisans de la propriété privée ont l'air de défendre à la fois des grandes corporations et les fermes naines. Plus la diversité des problèmes réels interdit la formation de deux partis, plus les théoriciens inclinent à substituer des antithèses abstraites à la complexité des intérêts aux prises. On imagine l'existence de deux blocs d'autant plus volontiers qu'ils existent moins. La transfiguration idéologique des débats est contemporaine des étapes initiales de l'industrialisation.

La contradiction des objectifs derniers est-elle en train de réapparaître au-delà de l'apaisement des controverses surannées? Société hiérarchique, transmission des privilèges d'une part, société d'égaux, mobilité sociale d'autre part, constituent les deux représentations idéales, finalement incompatibles. Mais la civilisation industrielle amène une telle différenciation des métiers, elle exige une telle accélération de la mobilité que les doctrinaires sont, à chaque instant, dépassés par les événements.

À quoi bon spéculer sur l'aboutissement ultime d'une évolution imprévisible? La divergence des options métaphysiques n'empêche pas la coopération raisonnable. Les réformes d'inspiration égalitaire sont et resteront longtemps encore favorables à la continuité historique. La civilisation industrielle reconstitue une hiérarchie au fur et à mesure qu'elle efface les distinctions traditionnelles. Les *radicaux* sont hostiles aux prestiges hérités, non aux élites nouvelles. Les conservateurs, hostiles au nivellement, sont tenus d'exiger de la classe dirigeante qu'elle se justifie constamment par les services rendus.

Personne ne garde le dernier mot dans un dialogue toujours recommencé.

(1) Ce mot est pris au sens que lui donnent les Américains: il équivaut à peu près à la gauche française; sur le plan philosophique plus encore que politique. Nous mettrons en italiques le mot radical chaque fois que nous le prendrons en ce sens.

(2) Entre les deux guerres, 5% des contribuables, les plus riches, recevaient environ 30% du total des revenus, en 1948, ils n'en reçoivent plus que 18%.

(3) Au sens de partisans de l'économie du marché.

(4) L'intervalle est plus grand encore si l'on tient compte des gains en capital, non imposés.

(5) M. Abrams, *Encounter*, mai 1956, p.36.

(6) En Grande-Bretagne, l'ordre des classes est l'inverse du nôtre. L'enseignement secondaire commence en 1ère (*first form*) et se termine en 6e (*sixth form*).

(7) Encore que l'enseignement privé permette de pallier les conséquences de l'échec.

La responsabilité sociale du philosophe

**Preuves
juin 1958**

C'est au Congrès international de philosophie - organisé à Varsovie en juillet 1957 avec le concours de l'Académie des Sciences de Pologne - que l'auteur a présenté la communication dont nous publions ci-dessous le texte.

Le problème de la responsabilité sociale du philosophe peut être traité de deux manières selon que l'on considère les philosophes ou professeurs de philosophie en tant que personnes privées ou que l'on considère les philosophes en tant que philosophes.

La première sorte de considération serait, je le crains, stérile. Nous aurions l'occasion de platitudes solennelles ou d'exhortations pieuses. Les professeurs de philosophie sont bons pères, bons époux, bons citoyens. Ils travaillent à la paix, à la dignité de l'homme, à la compréhension mutuelle. L'accord serait d'autant plus facile que les interlocuteurs donneraient aux mêmes mots des sens différents.

La deuxième sorte de considération est seule féconde, mais elle est malaisée. On devrait déterminer en quoi consiste la philosophie pour en déduire des conséquences sur la responsabilité qu'elle assume à l'égard de la société.

Mon rapport est consacré à quelques aspects de cette responsabilité sociale du philosophe. Quelle attitude prend le philosophe en tant que tel à l'égard de la cité, des partis, des conflits historiques?

Le problème en face duquel se trouve le philosophe de l'Europe au XXe siècle a été posé, avec une insurpassable clarté, par les penseurs grecs, au Ve siècle avant notre ère.

En Grèce, les cités, qui servaient de cadre à la vie politique, avaient une vague conscience d'appartenir à une civilisation commune, mais elles étaient organisées selon des régimes divers, de même qu'étaient diverses les idéologies dont se réclamaient les groupes opposés les uns aux autres à l'intérieur d'Athènes. Ces groupes, que nous n'osons appeler classes, puisque nous laissons de côté esclaves et métèques et songeons aux seuls citoyens, étaient inégaux en richesse. Ils regardaient vers le dehors et cherchaient un modèle, conforme à leurs préférences, dans les pratiques d'une cité souvent ennemie de la leur. Les

querelles intestines se mêlaient d'inextricable manière aux luttes entre cités, les conflits d'intérêts étaient amplifiés et transfigurés par les incompatibilités idéologiques.

En cette conjoncture historique, où se situait le philosophe? Il était, d'abord, un des interlocuteurs du dialogue qui constitue par lui-même la vie de la cité et la vie de l'esprit.

Ne faut-il pas que le pilote du navire connaisse les lois de la navigation? Que le charpentier sache tailler le bois, le médecin soigner les corps? Confierait-on le malade ou le navire à un homme ignorant, à des mains inexpertes? Le pilote de la cité doit être "savant", comme celui du navire. Mais quelle est la science que le chef d'État doit posséder?

Cette science, répond le philosophe, est celle du bien et du mal. Les techniciens nous enseignent à atteindre les fins prochaines. Il y a une science militaire, mais à quoi doit servir la victoire? Il y a une science économique, mais à quoi bon les richesses? Le philosophe est au-delà du savoir qui fonde les techniques, non parce qu'il n'a pas besoin de science, mais parce que sa science est finale, inconditionnelle. Elle est science des sciences, elle révèle la signification des sciences instrumentales, elle indique le but dernier de l'existence.

Cette science des sciences existe-t-elle? Si la philosophie n'est pas la science des sciences, elle tombe, d'un coup, au-dessous des sciences instrumentales, elle devient l'occupation des sophistes, qui justifient indifféremment n'importe quelle thèse. Le philosophe se tient lui-même pour l'extrême opposé par rapport au sophiste (ou, comme nous dirions aujourd'hui, de l'idéologue), mais le public distingue mal entre le philosophe et le sophiste. Bien plus, celui qui se veut philosophe peut être tenu par un de ses collègues pour un sophiste. Qui va trancher le débat? Qui jugera entre des prétentions rivales? Si nous sommes tous engagés dans le dialogue, il n'y a pas d'interlocuteur détaché et seul un interlocuteur détaché pourrait arbitrer.

Sophistes et philosophes constatent également que "vérité en-deçà des Pyrénées, erreur au-delà". Ils observent la diversité des coutumes, des constitutions. Les uns et les autres doivent faire sa part à ce que nous appelons sociologie, l'étude objective et l'explication des institutions. La *Politique* d'Aristote est, en partie, une étude comparée des régimes des cités, de leurs mérites et de leurs démérites, de leur naissance et de leur mort. Mais le sociologue renonce à la philosophie s'il ne voit rien au-delà de l'observation et de

l'explication scientifique.

Comment distinguer les avantages et les inconvénients d'un régime si l'on ignore ce qui est bien? Et qui dira ce qui est bien en soi sinon le philosophe? Dès lors, ce dernier, bien loin de justifier n'importe quel camp et de consacrer la relativité des valeurs, est seul capable de saisir le vrai et le bien, soustraits à la relativité historique. S'il est confondu avec le sophiste, c'est que la première démarche lui est commune avec ce dernier: lui non plus n'accepte pas les lois de la cité comme un absolu. Il relativise les lois de sa propre cité, parce qu'elle est une entre d'autres, mais il aspire à déterminer les lois de la cité la meilleure pour tous.

Cependant, le philosophe court un double danger: peut-il déterminer le bien universellement valable pour tous les hommes, peut-il déterminer le régime le meilleur? À supposer même qu'il y parvienne, peut-il passer de la notion de l'existence bonne en elle-même ou du régime le meilleur à un jugement sur le préférable *hic et nunc*? Quand le philosophe s'engage dans les querelles de la cité, n'est-il pas condamné à trahir son état et à se conduire en sophiste?

Les polémiques autour de la personne et de l'action de Socrate et de Platon - polémiques du Ve siècle avant Jésus-Christ comme du XXe siècle après - illustrent ce double péril. Quelles sont les *idées* auxquelles accède le philosophe et qui lui donnent le critère de la vérité? Le régime conçu dans *La République*, le régime le meilleur, n'est-il pas, en dernière analyse, la transfiguration des nostalgies réactionnaires, le rêve des vieilles familles patriciennes? Régime totalitaire, surenchérit le critique du XXe siècle. La prétention du philosophe à détenir la vérité absolue, le secret du régime le meilleur, le rêve de confier à des "savants" une autorité inconditionnelle est la racine même de la tyrannie totalitaire.

Quel qu'ait été le sens des tentatives de Platon pour réaliser ses idées, qu'Aristote ait ou non subtilement plaidé la cause de la monarchie macédonienne, le fait est qu'une fois engagé dans le siècle, le philosophe grec n'est pas toujours discernable du sophiste. Ayant choisi *un* parti afin d'accomplir *un* programme de réformes, il a perdu la certitude sereine des idées et il s'est plongé dans l'incertitude belliqueuse de l'action.

Responsabilité *sociale* du philosophe? Interrogeons-nous d'abord sur la responsabilité du philosophe à l'égard de la philosophie. Doit-il justifier les lois de la cité, quelles qu'elles soient, parce qu'il se veut bon citoyen? Doit-il dévaloriser les lois de *sa* cité, parce qu'elles ne valent pas mieux que celles d'une

autre cité? Doit-il juger et réformer les lois en référant au régime le meilleur, aux idées éternelles, à l'existence essentiellement bonne? On est tenté de répondre affirmativement à ces trois questions. Le philosophe donne l'exemple de l'obéissance aux lois (Socrate accepte de mourir). Le philosophe enseigne le détachement par rapport aux impératifs d'un temps et d'un lieu. Le philosophe recherche la vérité éternelle, au-dessus de la diversité et du désordre du monde sublunaire. Mais peut-il être à la fois respectueux des lois, conscient de la relativité historique, amoureux des Idées? S'il revient vers ses concitoyens après avoir aperçu les Idées, ne sera-t-il pas ou bien révolutionnaire, parce qu'il aura mesuré l'écart entre la cité réelle et la cité idéale, ou bien sceptique et conservateur, parce qu'il aura mesuré l'écart entre *toutes* les cités et la cité idéale?

Une dimension supplémentaire

Le dialogue du technicien, du sophiste et du philosophe se prolonge en notre temps, bien, qu'en apparence, technicien et sophiste aient désormais un avantage irrésistible et que le philosophe semble éclipsé par ses rivaux.

Comment intervenir dans les affaires de la cité si l'on ignore les conséquences probables des différentes politiques entre lesquelles gouvernés et gouvernants hésitent? Faut-il préférer la propriété privée ou la propriété publique des instruments de production? Mais que signifie la préférence en pareille circonstance? La morale implique, tout au plus, que la propriété des usines soit considérée désormais comme une fonction sociale. Cette fonction sociale est-elle mieux remplie si la propriété, au sens juridique du terme, est diffusée entre des centaines de milliers d'actionnaires ou concentrée dans l'État? La question n'est pas philosophique, elle est sociologique ou politique: la science lui donne une réponse probable, dont l'homme d'État doit s'inspirer. Nous avons pris volontairement un exemple "marginal", car la question est chargée de résonances idéologiques. Combien la démonstration serait plus facile si nous avions choisi l'une des innombrables questions quotidiennement posées aux gouvernants, relatives au taux de l'intérêt, à l'expansion ou à la réduction de la demande globale, au pourcentage des investissements, etc. Dira-t-on que le philosophe est étranger à ces soucis? Mais s'il est indifférent à la croissance économique, il est indifférent, du même coup, aux moyens indispensables à l'accomplissement des tâches dont il proclame l'urgence. Comment la société peut-elle surmonter les classes si les forces de production ne sont pas suffisamment développées? Ou le philosophe ignore tout de l'économie et, en ce cas, il se borne à fixer des buts,

sans même savoir s'ils sont accessibles. Ou, imitant Marx, il étudie l'économie, mais sait-il encore lui-même quand il s'exprime en technicien et quand en philosophe?

Le sophiste, lui aussi, reçoit de la science ethnographique ou historique et de l'expérience actuelle un renfort puissant. Où trouver la commune mesure entre l'existence des sociétés archaïques et celles des sociétés civilisées? En un sens, celles-là ne sont pas plus imparfaites que celle-ci: l'individu y est intégré au tout et nul ne saurait affirmer lequel, du Borroro ou du Yankee, est plus heureux. La supériorité des sociétés modernes est immédiatement évidente si l'on prend pour critère la valeur que la civilisation industrielle met au premier rang: le savoir, l'exploitation des ressources naturelles, le développement des forces productives. L'homme du XXe siècle - l'homme qui, en notre siècle, est responsable de Buchenwald, de la bombe atomique d'Hiroshima, des aspects négatifs du culte de la personnalité - cet homme n'est ni plus sage ni plus vertueux que les stratèges d'Athènes et de Sparte, dont la fureur prolongea la guerre du Péloponnèse jusqu'à l'épuisement de tous les belligérants, ou les empereurs de Rome, de Byzance ou de Moscou.

Laissons même cette diversité que nous offrent les siècles. Que chacun de nous se remémore sa propre vie. La plupart des pays d'Europe, au cours du siècle, ont connu des régimes différents. Allemagne wilhelmienne, Allemagne de Weimar, Allemagne de Hitler, Allemagne de Pankow, Allemagne de Bonn: à quoi l'Allemand de bonne volonté va-t-il se prendre? Communistes et hitlériens, en 1932, dénonçaient avec la même violence la République de Weimar. Communistes et démocrates dénonçaient avec la même violence, de 1941 à 1945, le IIIe Reich. Les communistes dénoncent la République fédérale de Bonn avec une violence que leur rendent les démocrates dans la dénonciation de la République populaire de Pankow. À chaque fois, il s'est trouvé des hommes pour justifier le réel ou la révolte et, parmi ces hommes, on rencontrait des professeurs de philosophie. Où était l'authentique philosophe, au cours de ces péripéties tragiques? Indifférent au tumulte du forum, gardait-il les yeux fixés sur les Idées? Condamnait-il tous les régimes avec une vigueur variable ou avec la même vigueur? Avait-il, une fois pour toutes, choisi un camp, celui de la démocratie occidentale, parce qu'il tolère l'hérésie, ou celui du communisme, parce qu'il prétend incarner l'avenir?

En quoi notre dialogue diffère-t-il de celui des Grecs? Avant tout, me semble-t-il, parce qu'il a pris, avec la notion d'histoire, une dimension supplémentaire.

Nous ne sommes pas réduits à l'hésitation entre le relativisme historique et les idées éternelles, une solution supplémentaire s'offre à nous: la diversité historique serait surmontée non dans l'univers supra-sensible des Idées mais dans la société de l'avenir. Les conflits, si cruels soient-ils, seraient les instruments de la réconciliation, les étapes d'un chemin dont l'aboutissement serait une société sans classes.

Philosophe et idéologue reprendraient le dialogue platonicien, mais le premier invoquerait non plus les Idées mais la totalité historique ou l'avenir, et le second, prisonnier d'une société particulière ou résigné à l'anarchie des valeurs, méconnaîtrait les lois du devenir ou la vérité de l'avenir.

L'idéologue, comme jadis le sophiste, nie les prétentions du philosophe. Aux yeux de l'idéologue, le philosophe est doublement idéologue puisqu'il est un idéologue qui s'ignore, qui s'imagine, à tort, soustrait aux limites de la condition humaine.

Il est plus difficile encore au XXe siècle de notre ère qu'au Ve siècle avant Jésus-Christ, de choisir entre les trois devoirs que la tradition impose, alternativement ou simultanément, au philosophe. Comment enseigner le respect des lois, quelles qu'elles soient, au temps du IIIe Reich et d'autres régimes terroristes? Comment se désintéresser des révolutions et des guerres, alors que la politique commande le destin de nos âmes? Quel régime résistera à la confrontation avec les Idées? Comment déterminer entre les régimes qui s'affrontent celui qui fraye la voie de l'avenir?

Une fois de plus, il s'agit moins de la responsabilité sociale du philosophe que de la responsabilité de la philosophie elle-même. Que nous apporte-t-elle, la foi ou le scepticisme, le relativisme ou la vérité éternelle?

Les institutions et la Fin proclamée

S'il n'y avait entre les deux termes antithétiques ni intermédiaire ni compromis, la situation du philosophe serait pour ainsi dire désespérée. Il devrait ou bien entretenir le fanatisme ou bien ruiner les croyances: en l'un et l'autre cas, il porterait atteinte au bien de la cité ou de la communauté des cités. Le citoyen qui ne croit plus aux valeurs de sa cité ou celui qui leur est attaché avec une passion exclusive sont redoutables.

L'alternative du relativisme historique ou des Idées éternelles n'est pas surmontée une fois pour toutes, mais elle est surmontée, jour après jour, par l'effort de la réflexion philosophique. Les coutumes sont diverses et le mépris

pour les coutumes des autres est une marque d'inculture philosophique autant qu'historique. Il n'en résulte pas que les persécutions de minorités raciales, religieuses ou politiques puissent être justifiées comme une expression de la diversité institutionnelle. Ces persécutions sont violation d'une règle formelle - respect de l'autre - que l'on peut tenir pour éternellement valable, bien que les modes d'application en soient changeants. Cette analyse, grossière par rapport à la difficulté du problème, veut seulement suggérer les propositions ou distinctions que la philosophie a pour tâche d'élaborer. Il est des coutumes qui sont légitimement diverses, que l'on aurait tort de rapporter à l'alternative du vrai et du faux ou même de ranger selon un ordre hiérarchique. Elles sont expressions d'un génie créateur et inventif qui ne saurait se cristalliser en un modèle unique.

Le plus souvent, les conduites sociales mettent en cause les impératifs moraux. Mais ceux-ci ne sont universellement valables qu'à la condition d'être formalisés. Qu'il y ait, entre les hommes, un principe universel de réciprocité ou d'égalité est vérité à la fois éternelle et peu instructive. Le sens que donnent les siècles et les civilisations à ce principe varie. Pris en une acception rigoureuse, ce principe condamnerait toutes les sociétés qui furent hiérarchiques et inégalitaires. Pris en une acception trop vague, il ne condamnerait rien ni personne. À chaque époque, il a été pris en un sens déterminé, qui n'entraînait ni approbation ni désapprobation globale de la réalité.

Les philosophes ne s'accordent ni sur le sens que reçoivent les principes formels à une époque donnée, ni sur le sens éternel que l'on peut leur donner. Mais la discussion entre philosophes sur la part de l'historique et celle de l'universel n'est ni absurde ni vaine. Elle enseigne à ne pas se laisser prendre aux thèses sommaires. Les sciences de la nature ne sont ni affectées d'un relativisme historique ni éternelles: elles sont l'histoire d'une découverte, l'accumulation de vérités d'une précision croissante, dont la validité, à une certaine approximation près, est définitivement acquise. La découverte de valeurs ou de la moralité n'est pas semblable à celle de la vérité scientifique. L'accord avec l'expérience, la vérification font défaut. Mais l'histoire de la pensée, l'histoire même de la réalité politique permettent, avec la discrimination de règles formelles et de diversités institutionnelles, d'élaborer une communauté de valeurs.

La réflexion critique sur l'histoire a la même fonction: elle révèle le caractère illusoire de l'alternative du particulier et du total. La pensée de l'historicisme risque de rejeter le philosophe vers le camp des sophistes: si la philosophie elle-même est en tant que telle inséparable d'un temps, d'une classe, d'une cité, la

prise de conscience de cette historicité ne peut pas ne pas ruiner les croyances naïves. Pourquoi le philosophe demeurerait-il fidèle aux valeurs de la démocratie parlementaire, si cette dernière n'est que l'instrument de la domination bourgeoise? Il en irait de même des valeurs du socialisme si celui-ci était, à son tour, le camouflage de la domination d'une autre classe. La pensée historiciste n'évite le relativisme intégral qu'en se donnant la fin de l'histoire et la vérité du tout. On saute de la dévalorisation de la démocratie bourgeoise à la valorisation absolue de la démocratie socialiste, parce que celle-ci est au terme de l'aventure et représente l'objectif de l'humanité elle-même. Dans le cadre de cette philosophie historiciste, on est enfermé dans l'alternative suivante: ou bien dévaloriser le régime que l'on avait baptisé final et, alors, on retombe dans la généralisation du relativisme; ou bien affirmer la valeur absolue d'un régime et l'on se voue à l'exaltation d'un fanatisme. La critique, correctement interprétée, montre l'erreur de ce faux dilemme.

La plupart des régimes de notre siècle (le régime hitlérien étant bien entendu exclu) acceptent les mêmes valeurs objectives: développement des forces productives en vue d'assurer à tous les hommes les conditions d'une existence honorable, refus des inégalités de naissance, consécration de l'égalité juridique et morale des citoyens. Croissance économique et citoyenneté universelle caractérisent également les régimes dits de démocratie populaire et les régimes dits de démocratie occidentale.

Aucun de ces deux régimes n'est intégralement fidèle à ses propres principes. Aucun n'a éliminé l'inégalité des revenus, aucun ne se passe d'une hiérarchie des fonctions et des prestiges, aucun n'a effacé les distinctions entre les groupes sociaux. En revanche, aucun ne semble incapable de poursuivre sa croissance, aucun ne semble paralysé par des contradictions internes. Les démocraties bourgeoises ont atteint le stade du *Welfare State*, les démocraties populaires sont aux prises avec les survivances du culte de la personnalité. Les empires coloniaux, édifiés par les peuples d'Europe au cours du siècle dernier, achèvent de se désagréger ou de se transformer en confédérations. Les démocraties populaires ont encore à traduire en réalités les principes de l'indépendance nationale et de l'égalité des États.

Pourquoi un de ces régimes se vanterait-il d'être final, absolu? Les prophéties du siècle dernier supposaient que les économies fondées sur la propriété privée seraient incapables de progresser, à partir d'un certain point, ou encore qu'elles seraient incapables de distribuer à tous les bénéfices du progrès technique. Les

choses se passent tout autrement. Les économies de démocratie bourgeoise sont des économies de niveau de vie relativement élevé, peut-être de croissance moins rapide, dans la mesure où le pourcentage des investissements par rapport au revenu national est plus faible. Mais Marx considérerait l'allure rapide de l'accumulation comme caractéristique du capitalisme.

Si les deux espèces de régime, de l'Est et de l'Ouest, obéissent aux mêmes impératifs, le philosophe n'a nul motif de valoriser absolument l'un et de dévaloriser l'autre: aucun déterminisme ne commande à l'avance une lutte inexplicable entre eux et la victoire totale de l'un ou de l'autre; aucune réflexion morale n'autorise à attribuer à l'un tous les mérites, à l'autre tous les démérites.

Il se peut que la lutte entre ces deux régimes aille jusqu'au bout (ainsi la lutte de Sparte et d'Athènes). Ce ne serait ni la première ni la dernière fois que la violence aurait tranché un débat. Tout ce que le philosophe peut et doit affirmer, c'est que l'histoire prise globalement n'est pas insérée dans une dialectique qui assure à l'avance la victoire d'un parti et nous autorise à prévoir l'issue.

La totalité historique n'est pas accomplie. Nous ne connaissons pas le terme final de l'aventure, l'aboutissement du déterminisme. Nous n'avons pas le droit d'invoquer l'avenir inévitable pour justifier un régime d'aujourd'hui, imparfait comme les autres (plus ou moins imparfait, peu importe). À l'époque où l'humanité détient le moyen de se faire sauter elle-même, de rendre la vie impossible sur la planète, il faut une singulière confiance ou une singulière inconscience pour se mettre à la place d'un Dieu (auquel on ne croit pas) et regarder le "happy end" par-delà les siècles obscurs. Même si nous faisons abstraction des risques et des périls qui tiennent à l'irrationalité des hommes, en dépit du caractère raisonnable de l'homme, l'invocation du sens de l'histoire (dans l'acception d'un avenir prédéterminé) serait encore illégitime: les traits du régime futur que l'on peut légitimement tenir pour inévitables, ne définissent aucun des camps aux prises, on les imagine réalisés par la victoire aussi bien d'un camp que de l'autre. Croissance économique et universalité de la citoyenneté, bien-être collectif et égalité des individus sont concevables à l'horizon des démocraties occidentales comme des démocraties populaires.

De même, aucun des régimes qui se donnent pour objectif la réconciliation des hommes ne saurait être intégralement justifié ou radicalement condamné par la philosophie. Tous les régimes des sociétés industrielles comportent, à notre époque, une différenciation des groupes sociaux, que les instruments de production soient objet d'appropriation privée ou publique, aucun n'accomplit

totallement l'idée d'une société sans classes ou de la reconnaissance de l'homme par l'homme. Tous se donnent, en termes différents, un objectif analogue. Il faut recourir à l'analyse sociologique pour affirmer possible ou impossible, probable ou improbable, l'accomplissement par chacun de ces régimes de ses fins immanentes.

La dimension historique donne un sens nouveau à l'opposition du sophiste et du philosophe, de l'idéologue et du dialecticien. Mais elle ne change pas, pour l'essentiel, leur dialogue. Il y aurait changement essentiel si le dialecticien était autorisé à confondre un camp, un parti, un régime, avec la fin de l'histoire. Mais le dialecticien manquerait à la dialectique s'il opérait cette confusion, comme le philosophe manquerait à la philosophie s'il attribuait à un régime la dignité de l'Idée. L'apport de la dimension historique, c'est la projection dans la durée du dialogue du particulier et de l'universel. C'est à travers le temps, dans les luttes et la violence, et non pas seulement dans l'immobilité d'un dialogue éternel que se déroule la recherche de l'Idée, que s'élabore la cité, dont les citoyens mèneraient une existence conforme à la fois à la moralité et aux lois positives.

Il ne résulte pas de ces analyses que l'enjeu des conflits historiques soit médiocre et que le philosophe puisse ou doive s'en désintéresser. Au contraire. Il importe grandement au philosophe que le Pouvoir lui laisse le droit de réfléchir, de critiquer, ne lui inflige pas l'obligation d'exalter le réel. Tout ce que nous voulons dire, c'est que l'Histoire, pas plus que l'Idée, ne donne au philosophe le droit de transfigurer un régime et de maudire tous les autres - c'est aussi que la condamnation portée par le philosophe sur une institution se réfère à une norme formelle mais suppose aussi un jugement sur les faits et les relations causales qui relève de la sociologie plus que de la philosophie. La délégation de la toute-puissance à un parti unique n'est et ne peut pas être le dernier mot de la politique, parce qu'elle élimine de la cité et prive de la liberté tous ceux qui n'appartiennent pas à cette minorité privilégiée. Mais on la juge historiquement (relativement) acceptable ou déplorable selon les résultats qu'on en espère, selon que l'on juge possible ou impossible, probable ou improbable, l'éclatement du parti unique et la restauration à tous de la citoyenneté. Le jugement que l'on porte sur le régime du parti unique ou le régime des partis multiples se fonde sur l'étude comparée et objective des institutions. Le philosophe, en tant que tel, peut seulement montrer ce qui manque à l'un et à l'autre pour atteindre pleinement leur fin proclamée.

Le devoir d'état

Le philosophe est d'abord responsable à l'égard de la philosophie. C'est dans la

mesure où il sert la philosophie et la vérité qu'il sert la cité. Les circonstances n'en sont pas moins susceptibles de créer des contradictions entre les divers devoirs que le philosophe, en tant que tel, assume.

Le philosophe, amoureux des Idées ou le regard tendu vers la totalité lointaine du devenir, ne peut prêter aux lois particulières de sa communauté la valeur inconditionnelle que la non-réflexion leur accorde naïvement et que le fanatisme veut leur faire reconnaître. Quand bien même le philosophe enseigne à obéir aux lois positives, il incline à fonder l'obéissance sur des arguments qui passent aisément pour irrévérrencieux. Socrate est confondu par ses adversaires avec les sophistes, il est accusé d'affaiblir la tradition, l'autorité des coutumes.

On imaginerait sans peine des conjonctures où l'obéissance sans respect n'offre même pas une issue. Faut-il enseigner à obéir aux lois quand l'arbitraire règne et qu'en un certain sens les lois (qui impliquent une universalité au moins formelle) ont disparu? La décision pour la soumission ou pour la révolte ne saurait, en tant que telle, être commandée par la seule philosophie. Le philosophe fut héroïque qui, sur la porte des bourreaux, alla inscrire: *ultimi barbarorum*. S'il avait continué ses méditations, seul, sourd au tumulte des événements, il n'aurait pas trahi.

Le philosophe, à notre époque, se sent plus de responsabilité à l'égard de la cité qu'à tout autre parce que les événements semblent affecter le destin spirituel de l'humanité, parce que l'organisation équitable de la communauté passe pour l'objectif dernier dès que se perd la foi au transcendant. Aussi se veut-il technicien en même temps que philosophe, souvent enclin à ériger en vérité universelle des conseils peut-être opportuns mais certainement discutables de prudence, parfois aussi porté à confondre moyens et fins, particularité et totalité, incapable de maintenir la discrimination et la relation juste entre l'historique et l'universel, entre l'institution liée à un moment du temps et la société finale, concevable mais non concrètement prévisible.

La philosophie est pour ainsi dire le dialogue des moyens et de la fin, du relativisme et de la vérité. Elle se renie elle-même si elle arrête le dialogue au profit de l'un ou de l'autre terme. Elle est fidèle à elle-même et à ses responsabilités sociales dans la mesure où elle refuse de sacrifier aucun des termes dont la solidarité contradictoire caractérise la condition de l'homme qui pense.

Reste à savoir si la société elle-même tolérera le philosophe qui jamais ne se soumet entièrement. Ou encore, une fois déterminées les responsabilités que le

philosophe peut et doit assumer à l'égard de la collectivité, comment ne pas s'interroger sur les responsabilités que la collectivité veut imposer au philosophe? Un des caractères les plus troublants de notre époque, en effet, est l'existence de régimes qui ne se satisfont pas de l'obéissance passive ou indifférente des masses. Ces régimes veulent être aimés, admirés, adorés par tous, par ceux-là mêmes qui ont de solides raisons de les détester. Au siècle dernier, quand l'Alsace et la Lorraine furent annexées par l'Empire allemand, les représentants des deux provinces protestèrent solennellement contre la violence qui leur était faite. En notre siècle, les victimes des annexions chantent des actions de grâces et 99,9% des électeurs ratifient la violence par leur vote. Plus le tyran est exécré au fond des cœurs, plus il est déifié par ceux mêmes qui conspirent sa mort. Ce que le Pouvoir demande au philosophe, ce n'est plus seulement d'obéir, c'est de justifier l'obéissance.

Certains tenants de la réflexologie affirment qu'une manipulation efficace des réflexes permet d'arracher l'équivalent de la conversion. Les idéologues fourniront le système mental que l'on inculquera aux hérétiques et aux incroyants. Le philosophe est menacé en la part sacrée de lui-même: il deviendrait l'instrument d'une technique, alors qu'il se veut le maître de toutes les techniques, puisqu'il en détermine les valeurs et les fins.

Comme au temps des persécutions religieuses, le philosophe cherche refuge dans le silence ou dans la ruse. Il n'a pas toujours la ressource de ne rien dire et de mépriser les puissants. Condamné à parler, il réservera quelque part dans sa conscience le secret de sa liberté. Est-il en péril de perdre sa propre intégrité par les concessions verbales qu'il fait au Pouvoir? Je crois qu'en dernière analyse, l'esprit échappe au tyran, même armé des instruments de la science. Si le philosophe est par essence celui qui cherche la vérité et résiste à la contrainte, disons qu'il a été, en notre siècle, maintes fois menacé mais qu'il n'a jamais été définitivement vaincu.

Qu'il médite sur le monde ou s'engage dans l'action, qu'il enseigne à obéir aux lois ou à respecter les valeurs authentiques, qu'il anime la révolte ou inspire l'effort persévérant de réforme, le philosophe remplit la fonction de son état, à la fois dans et hors de la cité, partageant les risques, mais non les illusions du parti qu'il a choisi. Il ne cesserait de mériter son nom que le jour où il partagerait le fanatisme ou le scepticisme des idéologues, le jour où il souscrirait à l'inquisition des juges théologiens. Nul ne peut lui faire reproche de parler comme les puissants, si sa survie est à ce prix. Conseiller du Prince, sincèrement convaincu

qu'un certain régime répond à la logique de l'Histoire, il s'engage dans les luttes et il en assume les servitudes. Mais s'il se désintéresse de la recherche de la vérité ou incite les insensés à croire qu'ils détiennent la vérité ultime, alors il se renie lui-même. Le philosophe n'existe plus mais seulement le technicien ou l'idéologue. Riche de moyens, ignorant des fins, les hommes oscilleront entre le relativisme historique et l'attachement irraisonné et frénétique à une cause.

Le philosophe est celui qui dialogue avec lui-même et avec les autres, afin de surmonter en acte cette oscillation. Tel est son devoir d'état, tel est son devoir à l'égard de la cité.

De la corruption des régimes politiques

Le Contrat Social
Novembre 1958

Les auteurs anciens avaient coutume de consacrer un chapitre à la «corruption des régimes». Convaincus que, dans le monde sublunaire, rien ne résiste à la durée, ils tenaient pour normal la décomposition de tous les régimes, qu'ils fussent bons ou mauvais. Leur vision de l'histoire politique était cynique, non progressiste. Aucun régime n'était l'aboutissement du devenir des cités, aucune révolution n'était finale. La démocratie dégénérait en tyrannie et celle-ci, éventuellement, en monarchie. Les cités pouvaient avoir le sentiment de revenir au point de départ, en dépit des «transformations économiques et sociales» (pour employer les concepts modernes), bien que l'activité marchande eût, entre temps, affaibli l'autorité des grandes familles et l'empire des traditions.

L'étude des régimes politiques des sociétés modernes a été le plus souvent orientée par une interprétation progressiste. Les marxistes cherchaient le régime politique qui serait l'accompagnement du socialisme, considéré comme l'aboutissement du devenir économique. Les non-marxistes niaient que le socialisme fût le terme fatal du développement économique mais ils inclinaient, eux aussi, à voir dans le régime de leur choix, le plus souvent la démocratie parlementaire, un aboutissement probable, sinon inévitable.

Il ne nous paraît ni inintéressant ni illégitime, au moins à titre d'expérience mentale, de poser le problème de la corruption des régimes politiques comme Aristote l'aurait fait, en supposant la précarité des choses sublunaires et en substituant le schéma du cycle à celui du progrès. Il est vrai que l'infrastructure économique, à notre époque, obéit à une loi de croissance, donc de progrès. Mais la croissance économique, d'après l'expérience actuelle, ne détermine pas le régime (mode de propriété, méthode de régulation). Il n'est donc pas interdit, au point de départ, d'admettre que le devenir politique n'obéit pas à une loi de progrès en dépit de la croissance économique.

Deux genres de régimes politiques paraissent représenter les types extrêmes dont la civilisation industrielle nous offre l'exemple: les régimes constitutionnels-pluralistes et les régimes de parti monopolistique.

Les régimes constitutionnels-pluralistes sont ceux qui sont appelés couramment démocratiques ou occidentaux. Ils ont deux caractéristiques majeures: les décisions du pouvoir ne sont valables qu'à condition d'être prises

conformément à une procédure fixée d'avance, les lois doivent être votées par les élus du peuple et les citoyens ont des recours légaux contre l'arbitraire; d'autre part, l'exercice du pouvoir est réservé aux vainqueurs, toujours provisoires, d'une compétition organisée entre la pluralité des partis, le pouvoir accepte et légalise l'existence d'une opposition. Les régimes de parti monopolistique ne tolèrent qu'un parti, donc, par définition, ils mettent hors la loi les autres partis, les autres opinions. Le monopole d'un parti exclut la légalité d'une compétition pour l'exercice du pouvoir, il exclut, aussi en cas de besoin les procédures constitutionnelles, puisque le monopole du parti est justifié par une œuvre révolutionnaire à accomplir et que la révolution doit se soumettre la loi et non se soumettre à la loi.

Nous n'envisagerons pas ici les multiples problèmes⁽¹⁾ que soulève cette opposition, volontairement simplifiée (rapports des régimes de partis monopolistiques, fasciste et communiste, régimes constitutionnels ou semi-constitutionnels sans compétition organisée de partis ou avec un parti semi-monopolistique). Nous considérerons d'une part les régimes constitutionnels-pluralistes, d'autre part le régime communiste, jusqu'à présent l'exemple le plus parfait de régime de parti monopolistique, et nous nous demanderons quelles sont les causes de corruption de l'un et de l'autre.

Une première question se pose à propos des régimes constitutionnels-pluralistes. Sont-ils corrompus par les répercussions inévitables de la croissance économique? Quelles transformations subissent-ils du fait de cette croissance?

Reportons-nous au cas le plus clair, celui de la Grande-Bretagne, où l'évolution constitutionnelle n'a été rompue par aucune révolution depuis la fin du XVII^e siècle. Le régime a changé en même temps que l'infrastructure sociale. Le suffrage universel a succédé au suffrage censitaire, les partis de masses ont pris la place des groupes parlementaires ou des clientèles, la Chambre des Lords subsiste mais avec des prérogatives strictement limitées, la Chambre des Communes, directement issue du suffrage universel, détient aujourd'hui une prépondérance qui n'est même plus contestée.

Ce devenir nous paraît, dans ses grandes lignes, typique. Il peut être résumé, abstraitement, par la formule: du parlement aristocratique au parlement de partis. Certes, le parlement n'a pas été partout aussi aristocratique à ses origines qu'en Grande-Bretagne. Il y a une tradition parlementaire d'origine bourgeoise sur le continent (et pas seulement dans les fonctions judiciaires). Quelles que soient les variations de pays à pays, la tendance est vers le suffrage universel, vers la

prépondérance de l'assemblée directement issue du suffrage populaire, vers l'organisation de partis, vers un personnel politique issu de toutes les classes de la nation et non pas seulement d'une minorité privilégiée.

La «démocratisation» des régimes constitutionnels-pluralistes est, de multiples manières, favorisée sinon déterminée par la croissance économique. L'urbanisation ronge les hiérarchies traditionnelles, elle enlève leurs fidèles aux aristocraties du passé d'essence militaire, enracinées dans les campagnes. Les travailleurs des usines vivant dans les faubourgs n'ont pas de cadre naturel, ils choisissent des hommes politiques pour représentants, des meneurs de masses pour porte-parole. L'assemblée élue s'ouvre fatalement à ces interprètes des non-privilegiés.

Nous nous refusons à considérer cette démocratisation comme une corruption. Le régime constitutionnel-pluraliste *de style et de recrutement aristocratique* est corrompu par l'accroissement de la richesse, l'élévation du niveau de vie, la volonté des travailleurs et des petits-bourgeois de participer à la vie publique. Une espèce de régime constitutionnel-pluraliste est corrompue par la démocratisation, mais l'on passe d'une espèce à une autre sans solution de continuité et l'espèce populaire n'est pas en tant que telle inférieure à l'espèce aristocratique ou grande-bourgeoise.

En revanche, quelle que soit l'espèce, le régime est menacé de corruption sur le plan strictement politique (encore que des phénomènes économiques et sociaux rendent cette corruption plus ou moins probable). Il suffit, pour apercevoir les risques intrinsèques de corruption, de comprendre l'essence d'un tel régime: celui-ci organise la concurrence entre les groupes ou partis pour l'exercice du pouvoir, il a pour objet de faire sortir une volonté commune du choc des opinions, une décision impérative pour tous de la rivalité des intérêts et des idéologies. Le principe de la démocratie moderne (le terme étant pris au sens que lui donne Montesquieu dans *l'Esprit des Lois*) est l'esprit de compromis. Les régimes constitutionnels-pluralistes se corrompent par excès ou insuffisance d'esprit de compromis, d'ordinaire par un mélange d'excès et d'insuffisance, celui-là suscitant, par contrecoup, celle-ci.

Les gouvernants d'un régime constitutionnel-pluraliste doivent tenir compte des intérêts de tous, producteurs et consommateurs, paysans et ouvriers, producteurs et rentiers. Dans nos sociétés industrielles, il n'y a guère de décisions des pouvoirs publics qui, directement ou indirectement, n'influent sur la répartition des ressources collectives entre les divers emplois, sur la répartition

des revenus entre les catégories sociales. Les gouvernants, qu'ils appartiennent à un parti ou à plusieurs, sont conciliateurs ou arbitres. Entre eux ou avec les représentants des intéressés, ils procèdent aux «marchandages», aux «cotes mal taillées» ou aux «partages équitables» (selon les cas ou selon l'humeur du témoin) qui appartiennent à l'essence du gouvernement dans les sociétés hétérogènes de notre temps.

Mais encore faut-il que le public n'ait pas le sentiment que les compromis entre intérêts se font aux dépens de la collectivité tout entière. Encore faut-il que dans les matières où la demi-mesure est, en tout état de cause, la pire solution, la concurrence des partis permette de dégager une volonté. Quand cette volonté n'apparaît pas et que la collectivité glisse d'échec en échec, alors le régime semble condamné aux yeux des citoyens eux-mêmes et les «activistes», à droite et à gauche, cherchent une issue hors du «système». Que le nombre des révolutionnaires, qui, désespérant du système, se refusent désormais à jouer le jeu, augmente et les fidèles du régime seront de moins en moins nombreux, donc les majorités seront de plus en plus hétérogènes, l'action gouvernementale sera de plus en plus hésitante, paralysée par les contradictions internes de l'équipe ministérielle. En d'autres termes, à partir d'un certain point, les défauts du système s'aggravent d'eux-mêmes, du fait que réformateurs et révolutionnaires tendent à les aggraver.

Combien de temps un régime constitutionnel-pluraliste corrompu subsiste-t-il? Est-il fatalement emporté par une révolution? Les réponses à ces questions dépendent de circonstances multiples qu'il ne nous importe pas d'examiner ici en détail. L'idée centrale est qu'un régime constitutionnel-pluraliste est constamment menacé par «le grippage du mécanisme concurrentiel». D'abord les risques de grippage sont d'autant plus grands que le nombre des citoyens hostiles au mécanisme lui-même est plus important. Aux États-Unis, les ravages de la crise de 1929-1933, les millions de chômeurs n'ont pas suscité un parti révisionniste, ils n'ont pas mis en péril la Constitution, qui continuait d'inspirer une émotion du sacré. Dans la république de Weimar, dans toutes les républiques françaises, il en fallut bien moins pour que les mouvements révolutionnaires naissent, se gonflent et emportent la Constitution. Pour qu'un pays maintienne la concurrence des partis, il importe d'abord que les citoyens reconnaissent unanimement ou en immense majorité la légitimité du régime concurrentiel. L'unité dans la volonté démocratique est le fondement le plus solide de l'organisation pacifique du dialogue que les partis. En France pendant tout le XIXe siècle, la démocratie parlementaire n'a jamais bénéficié d'un assentiment

unanime, elle n'a jamais été, en ce sens, entièrement légitime. Au XXe siècle, elle l'était devenue mais pas au point de résister aux chocs d'une défaite militaire (1940) ou d'une crise nationale (1958).

Les circonstances qui favorisent le grippage du mécanisme concurrentiel dans des pays où ce mécanisme lui-même n'a pas le prestige de l'évidence sont multiples. En effet, des motifs très divers peuvent éveiller la volonté révisionniste ou révolutionnaire. En Allemagne c'est la crise économique avec ses millions de chômeurs qui gonflait les rangs des partis extrêmes, communiste et national-socialiste. La France, au cours de ces dernières années, a connu une rare prospérité (la pénurie de devises n'était pas ressentie par le public), un progrès économique d'une rapidité exceptionnelle (croissance industrielle de 10% environ par an). Le renforcement des extrêmes n'est pas l'effet d'une crise soudaine mais l'expression d'une crise endémique. Une fraction de la collectivité française, sans avoir le moindre désir de descendre dans la rue, exprime par son vote pour les communistes son non-assentiment à l'État démocratique. À droite d'autres électeurs, beaucoup pris de d'ivresse par la course au progrès économique, d'autres nostalgiques d'un régime fondamentalement autre, votent, eux aussi, pour des partis qui se veulent extérieurs au système. Dans l'Assemblée élue en janvier 1956, il y avait environ 200 députés qui votaient systématiquement *contre* sur moins de 600. La seule majorité possible englobait à la fois les socialistes et les modérés, l'extrême-gauche et l'extrême-droite des partis qui jouaient le jeu. Comment s'étonner que des ministères hétérogènes fussent à demi paralysés?

Hétérogènes ou non, les gouvernements de démocratie doivent parfois adopter une solution dite extrême, parce que la solution dite modérée est inapplicable ou, à coup sûr, mauvaise. Quand les troupes allemandes entrèrent en Rhénanie, au mois de mars 1936, il n'y avait que deux solutions: accepter ou répliquer militairement. La solution dite moyenne – refus diplomatique – n'était qu'un camouflage avec les inconvénients supplémentaires de la comédie. En Algérie, depuis 1956, il se peut qu'il n'existe que deux solutions, l'une et l'autre extrême: la négociation avec le F.L.N., qui implique la reconnaissance d'une vocation nationale de l'Algérie, ou la pacification, qui exige, en tout état de cause, des années. La négociation sans reconnaissance de la vocation nationale ou la pacification avec octroi d'un statut risquent de déboucher sur l'un ou l'autre terme de l'alternative première. Or les gouvernements qui sortent du mécanisme concurrentiel et doivent tolérer l'expression de toutes les opinions sont parfois incapables d'une solution extrême. En une conjoncture où seule une solution

extrême est possible, le régime qui ne peut pas prendre parti radicalement ou qui ne prend ce parti que passivement est ou paraît condamné par l'échec, par la disproportion entre les exigences de la situation et les capacités des gouvernements.

Formellement, on distinguera deux types de corruption, au niveau du mécanisme concurrentiel, selon que les partis fidèles à la Constitution n'arrivent pas à gouverner ou que les partis révolutionnaires obtiennent des suffrages à ce point nombreux que les partis constitutionnels sont en minorité ou n'atteignent à la majorité que par une alliance artificielle englobant à la fois extrême-gauche et extrême-droite. La démocratie française a toujours connu, à un degré ou à un autre, une corruption du premier type. Depuis 1956, elle était passée à la corruption du deuxième type.

Les causes profondes de l'une et de l'autre corruption peuvent être de diverses espèces. Nous avons évoqué deux cas extrêmes, celui de la crise économique dans la république de Weimar, celui des guerres coloniales et, en particulier, de la guerre d'Algérie, sous la IV^e République française. Mais on généraliserait aisément l'un et l'autre exemple: un pouvoir constitutionnel-pluraliste perd le contact avec les citoyens quand la nation a le sentiment que les gouvernants sont incapables de résoudre les problèmes vitaux, crise économique ou crise impériale. Cette révolte des citoyens contre un régime de liberté ne se produit pas seulement dans des circonstances comparables à celles de l'Allemagne en 1933 ou de la France en 1958. Il suffit que l'équipe victorieuse provisoirement dans la compétition abuse de sa victoire, il suffit que partis ou groupes sociaux hostiles à l'équipe au pouvoir croient leurs intérêts vitaux en péril, il suffit de l'aliénation réciproque entre élites et masses, dont aucun régime n'est définitivement protégé même (ou surtout) les régimes modernes de démocratie. Dans ces régimes, en effet, les partis n'exercent pas une activité constante d'encadrement, à la manière des partis totalitaires, et ils laissent le champ libre aux révolutionnaires qui dressent contre l'État les individus ou les groupes momentanément atteints par quelque infortune (dans ces sociétés industrielles toujours en mouvement, il est rare que certains groupes ne se jugent à chaque instant injustement traités par l'État ou par le sort).

Ajoutons que corruption n'implique pas révolution, encore que le plus souvent (mais pas toujours) une révolution frappe des régimes corrompus. Les régimes réels ne répondent qu'imparfaitement à leurs idées et, en ce sens, ils sont tous ou presque quelque peu corrompus. Mais parfois les plus corrompus ont une chance

de durer et, une fois la crise sociale et nationale surmontée, de corriger ou d'atténuer leurs défauts. Le coup de grâce peut être porté soit quand, faute de majorité, la rupture de légalité est devenue inévitable (les partis révolutionnaires, non les partis constitutionnels, prennent la responsabilité de cette rupture), soit quand l'armée elle-même intervient, le discrédit du régime semblant garantir le succès de l'intervention. Il va de soi qu'en cas de défaite et d'invasion, en notre siècle, l'armée étrangère impose aisément le régime de son choix.

La corruption ainsi définie est-elle ou non inévitable? La croissance économique la rend-elle plus ou moins probable? Une réponse simple et catégorique est exclue parce que des facteurs multiples agissent en sens contraire. L'acceptation générale du mécanisme concurrentiel ou, si l'on préfère, la légitimité du régime constitutionnel-pluraliste par l'assentiment progresse normalement avec la durée, avec le progrès de la civilisation industrielle. Le loyalisme traditionnel aux dynasties et aux nobles, l'attachement aux formes de vie anciennes s'affaiblissent. Dans les villes, le travailleur n'a pas de «supérieur» en dehors de son travail: il jugera normal de choisir son représentant et d'être gouverné par des élus si ceux-ci gèrent convenablement les affaires de la cité. L'opposition de droite, romantique, réactionnaire, hostile à la platitude démocratique, tendrait à s'effacer au fur et à mesure que les souvenirs du passé préindustriel s'estompent. Enfin la croissance économique crée des tensions, des résistances, des révoltes plus graves dans les phases initiales de l'industrialisation que dans les phases ultérieures. Les régimes constitutionnels sont mieux établis dans les pays embourgeoisés qui ont loin derrière eux la surpopulation des campagnes et l'afflux vers les villes des paysans déracinés.

Mais deux causes agissent en sens contraire. L'enthousiasme républicain, pour employer une expression typiquement française, l'adhésion passionnée aux valeurs de la démocratie sont usés par l'habitude, par la pratique du régime constitutionnel-pluraliste. L'assentiment coutumier suffit en période tranquille, il ne constitue pas une protection solide le jour où des révolutionnaires décidés montent à l'assaut de la forteresse. De plus, si l'opposition de droite, de style réactionnaire, tend à disparaître, deux autres extrémismes peuvent naître et prospérer, tous deux définis par le rejet du mécanisme concurrentiel et la volonté d'incarnation, nationale ou sociale, en un parti unique. Les militants de ces extrémismes se sentent étrangers au régime où la liberté tolère ceux qu'ils tiennent pour ennemis de leur foi, ils aspirent à un régime où leur doctrine et leur volonté ne s'imposeraient pas les limitations de l'ordre constitutionnel et du pluralisme légal. Enfin la société industrielle, à mesure qu'elle progresse, intègre

les individus à des organisations collectives, elle leur donne les bénéfices de la protection étatique mais elle leur enlève le sens de l'initiative et, souvent, de la responsabilité personnelle. L'homme des masses acceptera la tyrannie du parti unique pourvu qu'elle lui garantisse le confort, le bien-être auxquels il est accoutumé.

De ces deux séries de causes, la première est normalement la plus forte, mais la deuxième explique la faiblesse de certains régimes constitutionnels-pluralistes en cas de crise. Les pays riches et prospères d'Occident ont une meilleure chance de conserver les régimes constitutionnels-pluralistes que les pays sous-développés d'Afrique et d'Asie mais, en certains pays relativement riches, les régimes ne sont pas devenus entièrement légitimes et le mécanisme concurrentiel n'y fait pas surgir des gouvernements capables d'action efficace. Du coup, la démocratie, comme dans les pays sous-développés, est de nouveau à la merci des «colonels».

La corruption des régimes de parti monopolistique est autrement difficile à analyser parce que l'expérience nous manque. Le régime national-socialiste n'eut pas le temps de se corrompre parce qu'il n'eut que six années de paix et qu'à partir de 1939, il subit la loi des événements et non celle de sa propre nature. Le régime fasciste disposa d'une quinzaine d'années avant que les canons ne commencent à tonner, mais, là encore, on ne saurait voir un exemple de corruption (c'est-à-dire de déclin du totalitarisme). Bien plutôt, le fascisme eut-il tendance à se radicaliser en durant.

On pourrait, à partir des cas national-socialiste et fasciste, imaginer une tendance des régimes de parti monopolistique inverse de celle que suggère le concept de corruption. Il serait conforme à l'essence de ces régimes de se renforcer et non de s'affaiblir, de devenir de plus en plus totalitaires et non de moins en moins, d'évoluer vers l'extrémisme, à nos yeux anormal, et non vers le retour à la vie quotidienne. Telle n'est pas, à mon sens, la tendance à long terme. Mais il nous faut certainement reconnaître, en première approche, que les régimes de parti monopolistique n'épuisent pas leur dynamisme révolutionnaire avec la prise du pouvoir, l'élimination des vieilles équipes et l'occupation des postes. La conquête de l'État n'est que la première étape d'une entreprise qui doit se poursuivre pendant des années, sinon des générations. En d'autres termes, un régime de parti monopolistique est par essence un régime de révolution permanente, la révolution «par en haut» succédant, après la prise du pouvoir, à la révolution des masses.

L'évolution d'un tel régime présente deux phases: une première pendant laquelle la violence révolutionnaire accompagne la création des institutions nouvelles, une deuxième, éventuelle, durant laquelle l'État nouveau, la société nouvelle étant constitués en leurs institutions principales, le dynamisme révolutionnaire tend à s'affaiblir. Seule cette deuxième phase mérite d'être baptisée corruption. Car si l'essence du parti monopolistique est d'être révolutionnaire, d'aspirer à un bouleversement total, le régime ne se corrompt pas, mais tout au contraire il s'accomplit en prolongeant pendant des années après la prise du pouvoir la phase dite de la Terreur.

Considérons le modèle achevé du régime de parti monopolistique: le régime soviétique. Le parti communiste, minoritaire dans le pays comme dans l'Assemblée constituante librement élue à la fin de 1917, a pris le pouvoir en se réclamant de la doctrine marxiste. Celle-ci impute à la propriété privée et aux mécanismes du marché l'inhumanité de la société industrielle. Elle annonce que le socialisme – propriété collective et planification – succédera au capitalisme. La Russie étant à peine entrée dans la carrière capitaliste au moment de la révolution, le parti communiste eut pour tâche de mener à bien le développement des forces productives (ce qui était la fonction du capitalisme d'après Marx) avec les institutions – propriété collective et planification – que Marx imaginait typiques de l'économie post-capitaliste, socialiste. Ce que les communistes, depuis 1917, appellent édification socialiste est une combinaison du «développement des forces productives» ou, pour parler un langage non marxiste, de la croissance économique et de réalisations d'esprit socialiste (c'est-à-dire d'esprit collectif, planificateur et égalitaire).

Ainsi définie, l'édification socialiste peut et doit se poursuivre durant plusieurs décennies. Combien d'années seront nécessaires avant que le développement des forces productives permette une répartition des revenus égalitaire selon les besoins? En fait, les mesures imposées par les exigences de la croissance et celles qu'inspirait l'esprit socialiste se sont mêlées de manière inextricable: la collectivisation agraire était-elle un moyen de collecter une plus forte proportion des récoltes pour nourrir les villes ou l'application de la doctrine socialiste? Le parti communiste a été l'inspirateur, le théoricien, l'idéologue, le propagandiste, l'agent d'exécution de cette double entreprise de croissance économique et d'accomplissement socialiste. Seul un parti détenant le monopole des moyens de force et de publicité était capable de la brutalité impliquée par ces bouleversements rapides. Seul un régime où ni individu ni groupe n'avaient le droit de protester contre les décisions du pouvoir avait une chance de détruire en

deux ans l'organisation séculaire de l'agriculture pour la remplacer par une autre.

Le Parti se réservant à lui-même le monopole de la politique était enclin à marquer du sceau idéologique chacune des étapes sur la route de l'abondance, chacune des mesures que les nécessités de la croissance imposaient ou suggéraient. Ainsi furent érigés en vérités doctrinales le pourcentage des investissements par rapport au produit national (25%), les stations de tracteurs et machines (depuis peu abandonnées), la priorité de l'industrie lourde, etc. Les modalités de l'édification socialiste devinrent, à chaque instant, partie intégrante du dogme. Ceux des membres du Parti qui étaient hostiles à tel ou tel élément de la politique officielle devenaient déviationnistes, idéologiquement coupables et non pas seulement opposants. Ainsi toutes les erreurs ou oppositions politiques devenaient crimes idéologiques. Ainsi la fonction de l'idéologie dans le régime entretenait un climat de terreur que l'on croyait caractéristique du paroxysme révolutionnaire, plusieurs dizaines d'années après la prise du pouvoir. La terreur stalinienne atteignit à ses formes extrêmes et proprement délirantes dans les années 1936-37, au moment de la grande «purge» et, de nouveau, à partir de 1949 jusqu'à la mort de Staline. Un régime de parti monopolistique, par son essence révolutionnaire, peut connaître, pendant une période prolongée, non un affaiblissement mais un durcissement.

La phase ultérieure, celle de l'affaiblissement, qui équivaldrait à la corruption, doit-elle intervenir nécessairement? Si l'on se donne une durée indéfinie, la réponse sera probablement positive, l'ardeur révolutionnaire finit par s'user, une entreprise de bouleversement arrive à son terme, un parti finit par se réconcilier avec le réel. Mais ces propositions vagues et banales laissent ouvert le problème dans sa portée proprement politique.

Quand et selon quelles modalités un régime de parti monopolistique deviendrait-il «comme les autres», cesserait-il d'être «révolutionnaire»? Les sociologues qui croient à cette normalisation pensent, me semble-t-il, selon deux schémas, l'un est celui que l'on tire des expériences révolutionnaires du passé et que Max Weber baptisait «*Veralltäglichung des Charismas*», l'autre est celui du développement économique et de l'élévation du niveau de vie, facteurs favorables à, ou causes déterminantes de la démocratisation.

Chacun de ces deux schémas est, en lui-même, vraisemblable. La psychologie millénariste ne peut pas durer indéfiniment. La deuxième ou troisième génération de communistes ne ressemble pas à celle des militants que pourchassait la police tsariste ou à celle des conquérants qui ordonnèrent la

dissolution de l'Assemblée constituante. Mais une révolution par en haut, bureaucratisée, n'a pas besoin de croyants ou d'apôtres. Elle peut se prolonger avec les hommes de l'appareil. Quant à l'élévation du niveau de vie, elle contribue à l'embourgeoisement des masses, elle réduira probablement l'intervalle entre privilégiés et non-privilégiés. Suffit-elle à inspirer le désir des libertés, au sens occidental du terme, et, en particulier, de la liberté politique qu'expriment la constitutionnalité des procédures et la pluralité des partis?

Au lendemain de la mort de Staline, de multiples changements se sont produits, qui ont été abondamment commentés. La rigueur du contrôle policier s'est relâchée, les procès aux aveux spectaculaires n'ont pas eu lieu, la grande «purge» qui semblait prendre un nouveau départ a été arrêtée. En dehors du maréchal Bériia, les vaincus dans la lutte des factions n'ont été ni mis à mort ni déshonorés. Certains articles, particulièrement scandaleux, du code pénal, ont été révisés ou passent pour n'être plus appliqués. Les relations intellectuelles avec l'Occident, presque interrompues, ont été reprises. Dans l'administration économique, de multiples réformes ont été introduites.

La place nous manque pour analyser en détail ces divers changements. On n'en donnerait pas, me semble-t-il, une interprétation fausse si l'on y voyait l'élimination des éléments pathologiques, imputables surtout à la personnalité de Staline, accompagnée d'un double effort pour rationaliser la gestion économique et pour ramener l'orthodoxie d'État dans les limites de ce qu'exige authentiquement le régime. Mais en ce qui concerne les traits essentiels du régime: monopole de la politique, des moyens de force ou de propagande en faveur du Parti, étatisation de toute l'activité économique et sociale, aucun groupe ne devant accéder à une capacité d'action autonome, il n'y a rien de changé. Le régime est revenu d'une phase paroxystique à une phase normale. En Union soviétique du moins, on ne saurait parler de corruption parce que l'État est demeuré total et idéocratique.

L'exemple des pays satellites, de la Pologne et de la Hongrie, montre clairement les difficultés et les risques pour le régime de parti monopolistique d'une tentative trop poussée de libéralisation. Pendant des années, une discipline inflexible de la parole publique avait été imposée aux populations entières. D'un coup, celui qui avait été, pour ainsi dire, déifié, fut reconnu coupable du crime appelé «culte de la personnalité» et le nouveau secrétaire du parti communiste révéla au monde quelques-uns des crimes que Staline avait commis. Certes beaucoup de membres du Parti connaissaient déjà la plupart des faits racontés ou

déformés par M. Khrouchtchev. Même ceux auxquels le fameux discours au XXe Congrès n'apprenait rien en subirent un choc. Officiellement, solennellement, il était proclamé que les communistes avaient menti sous la terreur pour s'accuser eux-mêmes selon la volonté des juges d'instruction. Officiellement, solennellement, on avouait que l'idéologie avait longtemps dissimulé un envers du décor horrible, terrifiant. Le discrédit n'allait-il pas dès lors gagner l'ensemble de la parole officielle, c'est-à-dire l'ensemble de l'idéologie?

En Pologne et en Hongrie, tel fut effectivement le processus à la fois moral et historique. Quand les militants, les écrivains, les intellectuels eurent le droit de comparer Staline à Hitler et ne furent plus tenus, à chaque instant, de répéter les mots qui leur étaient dictés, ils ne s'arrêtèrent pas avant d'être arrivés au bout de la «déstalinisation», de la «démystification». Ils appelèrent par leur nom les choses et les êtres, non pas seulement, Staline lui-même, mais le régime. Or, là est la faiblesse fondamentale du régime communiste de parti monopolistique.

Ce régime se réclame d'une idéologie rationaliste, démocratique, égalitaire, dont la pratique communiste est, à bien des égards, la négation. En tout cas, le régime n'est conforme à sa doctrine que dans la mesure où l'on admet que le Parti se confond avec le prolétariat et que la toute-puissance du Parti est la forme supérieure de la démocratie. Mais ces propositions ne résistent pas à l'examen. Dans le communisme, les dogmes les plus indispensables sont aussi les plus faibles. Aussi la libéralisation ne pourra jamais aller loin sans mettre en cause l'essentiel: le caractère démocratique et prolétarien du monopole du Parti.(2)

La restauration de la liberté de la parole publique en Pologne et en Hongrie aboutit à une complète aliénation entre élite et masses, Parti et population. À l'intérieur même des partis communistes, bon nombre de militants et de dirigeants se sentirent étrangers au régime qu'ils servaient. Cette aliénation débouche, ici et là, sur une révolution, sanglante en Hongrie, pacifique en Pologne. En Hongrie, l'armée russe rétablit un régime qui se dit communiste, mais qui n'a pas renoué de communication, même fictive, entre le pouvoir et le peuple. En Pologne, la continuité du régime communiste n'a pas été rompue, mais l'équipe Gomulka a été progressivement amenée à revenir sur une partie des conquêtes de la révolution d'Octobre. L'un et l'autre pays ont démontré, s'il en était besoin, qu'un régime de parti monopolistique n'est pas à l'abri d'une révolution. Quand l'hostilité des gouvernés au régime gagne les privilégiés eux-mêmes, un incident suffit, comme au siècle dernier, pour déclencher l'émeute et

abattre éventuellement un régime.

Si les exemples polonais et hongrois révèlent ou confirment que les régimes de parti monopolistique sont eux aussi soumis aux risques de corruption et de révolution, il ne convient pas d'oublier que le cas des pays satellites est fondamentalement différent de celui de l'Union soviétique et de la Chine, parce que le communisme, imposé par l'étranger, n'y est pas national. Là où le communisme est national, une corruption comparable – aliénation réciproque du pouvoir et du peuple – est-elle possible? On ne saurait l'exclure, mais on n'en a pas encore l'expérience. Abstraitement, on conçoit les circonstances dans lesquelles elle pourrait se produire.

Le régime communiste, nous l'avons vu, ne peut renoncer à ses dogmes (confusion du Parti et du prolétariat, démocratie définie par le monopole du Parti, opposition essentielle entre socialisme et capitalisme) sans ébranler le fondement idéologique sur lequel il repose. La société hiérarchique, l'étatisation totale de la vie économique constituent un type de civilisation industrielle qui présente mérites et démérites, mais qui n'accomplit pas le rêve millénariste. Au fur et à mesure que se stabilise la hiérarchie sociale et que s'élève le niveau de vie, l'idéologie révolutionnaire répond moins à la réalité, éventuellement même à la psychologie des militants. On peut imaginer qu'un jour ou l'autre, les hommes de l'appareil ou les simples citoyens prennent pleinement conscience de cette contradiction, à la manière des Polonais et des Hongrois, et que l'appareil démocratisé et les citoyens, revendicateurs ou révoltés, provoquent l'écroulement de l'édifice.

Deux sortes de corruption sont donc concevables mais non observables dans le cas du régime de parti monopolistique: l'une entraînerait une libéralisation progressive, l'abandon de la discipline de parole et du monopole idéologique, sans que le régime soit ébranlé, l'État devenant technocratique, se débarrassant de la superstructure idéologique et du rêve révolutionnaire; l'autre commencerait comme la précédente, mais la légitimité étant ébranlée en même temps que le credo officiel, une explosion du type polonais ou hongrois provoquerait des changements en profondeur.

On a cru observer, au lendemain de Staline, des signes avant-coureurs de la mort de la première sorte de corruption. Le glissement vers une autocratie technico-bureaucratique a été arrêté net et la «reprise en main» des intellectuels et des États satellites est déjà en train. L'insistance sur l'orthodoxie idéologique est peut-être due à la victoire des «hommes de l'appareil» sur les techniciens qui,

même membres du Parti, se soucient davantage d'efficacité que de doctrine, Or les hommes de l'appareil constituent la classe politique du régime de parti monopolistique comme les parlementaires celle du régime constitutionnel-pluraliste. Tant qu'elle n'est pas divisée ou affaiblie, c'est elle qui impose ses habitudes, ses préférences au régime lui-même. Si l'idéologie tombait en désuétude, les hommes de l'appareil n'auraient plus de raison d'être.

Or ils en ont une: un régime constitutionnel fondé sur la loi de majorité peut durer du simple fait qu'il existe, sans que des propagandistes s'ingénient à ranimer la flamme. En va-t-il de même d'un régime de parti monopolistique? Le monopole du Parti se justifie par l'entreprise révolutionnaire, le Parti doit exprimer le prolétariat ou l'Histoire. Le jour où les dogmes qu'invoque le Parti sont objet de réfutation, de doute ou d'indifférence, l'autocratie technico-bureaucratique n'est-elle pas menacée à son tour? Et la corruption du régime de parti monopolistique n'aboutit-elle pas au pluralisme constitutionnel? N'est-ce pas la raison profonde pour laquelle le régime soviétique résiste à la corruption? Entre les deux types opposés, les régimes intermédiaires risquent de n'être ni solides ni durables, faute d'obéir jusqu'au bout à la logique d'une légitimité.

Nous avons eu, en ce siècle, de multiples expériences de la mort des régimes constitutionnels-pluralistes. Nous avons connu aussi, après la disparition du fascisme et du national-socialisme, la restauration du pluralisme-constitutionnel. Mais les fascismes ont été tués par des armées étrangères et le régime communiste, en Russie et en Chine, n'en est encore qu'à sa première phase. Or, du moins en Russie, le régime tend à se maintenir, pour l'essentiel, tel que les pionniers l'ont fait, en dépit de l'usure idéologique et de la stabilisation d'une hiérarchie sociale. Aucun cycle complet n'a pu être observé; provoqué de l'extérieur, le retour du fascisme au régime constitutionnel-pluraliste a sauté la phase intermédiaire d'autocratie technique. Et l'ardeur révolutionnaire qui prend pour objet le développement des forces productives a devant elle un long avenir.

Enfin les régimes de parti monopolistique sont les superstructures d'une société absorbée dans l'État. Quand l'État absorbe en lui le sort de tous les citoyens, pluralisme et constitutionnalité sont-ils possibles dans la sphère politique?

(1) Quelques-uns sont abordés dans le cours fait en Sorbonne pendant l'hiver 1957-58 et publié au Centre de Documentation universitaire (Paris, place de la Sorbonne) sous le titre: *Sociologie des sociétés industrielles. Esquisse d'une théorie des régimes politiques*.

(2) Non moins indispensable et tout aussi faible est le dogme selon lequel les économies occidentales, en dépit de niveaux de vie élevés et des libertés syndicales, représentent une dictature du capitalisme ou des monopoles.

***Le savant et le politique*(1) selon Max Weber**

**La Table Ronde
Février 1959**

Il y a quelques années, M. Leo Strauss a consacré un chapitre de son livre. *Droit naturel et histoire*(2), à l'examen des conceptions de Max Weber. L'intention dernière de cette critique est de réduire, si l'on peut dire, Max Weber au nihilisme. En d'autres termes, M. Strauss veut montrer que, faute de jugement scientifique ou du moins rationnel sur les valeurs, l'homme est livré à l'arbitraire de décisions toutes également justifiables ou injustifiables. Mais, de son côté, il n'expose pas clairement ni quel est en lui-même le meilleur régime, ni comment la raison parvient à en préciser les caractères et à en fonder la validité universelle. On pourrait réduire la pensée de M. Strauss à un dogmatisme supra-historique, comme il réduit le relativisme de Max Weber au nihilisme. Nous ferons abstraction, provisoirement, des conséquences dernières des deux thèses pour considérer les objections que le philosophe, en quête de droit naturel, adresse au sociologue, soucieux d'établir une science objective et convaincu de l'irréductible diversité des époques humaines.

1. La première objection, qu'avance M. Strauss, pourrait être formulée en ces termes: *l'interdiction de jugements de valeur est, en tant que telle, dénuée de signification parce que l'historien ou le sociologue ne pourrait la respecter sans compromettre la qualité de sa science.* «L'œuvre de Weber aurait été non seulement ennuyeuse mais absurde s'il n'eût parlé à tout bout de champ des vertus ou des vices intellectuels et moraux dans le registre approprié, celui de la louange ou du blâme» (page 67). Et encore: «Weber, comme tous ceux qui ont un jour réfléchi sur la condition humaine, ne pouvait s'empêcher de parler d'avarice, de cupidité, de manque de scrupule, de vanité, de dévouement, de sens de la mesure et d'autres choses semblables, bref de prononcer des jugements de valeur.»

Sur ce premier point, on donnera, me semble-t-il, raison à M. Strauss mais puisque, d'après son critique, Max Weber a violé la règle qu'il posait en théorie, il nous faut chercher pourquoi un savant, si soucieux de rigueur et de clarté, a pu méconnaître sa propre pratique.

Un historien ou un sociologue, incapable de faire la distinction entre un vrai prophète et un charlatan, serait du même coup incapable d'une compréhension authentique. Un historien de l'art, qui ne distinguerait pas entre les tableaux de

Léonard de Vinci et ceux de ses imitateurs, laisserait échapper le sens spécifique de l'objet historique, c'est-à-dire la qualité de l'œuvre. Un sociologue, qui mettrait dans le même sac Washington et Hitler, Boulanger et Charles de Gaulle, un politicien uniquement intéressé à la puissance et un homme d'État passionné de la grandeur de sa patrie, finirait par tout confondre sous prétexte de ne pas prendre parti.

Ces trois exemples suggèrent la même proposition générale: l'historien ne peut pas ne pas inclure dans le récit ou l'interprétation des événements ou des œuvres des jugements de valeur dans la mesure où ceux-ci sont internes à l'univers d'action ou de pensée, constitutifs de la réalité elle-même. Pour éviter ces sortes de jugements de valeur, l'historien devrait s'en tenir à des propositions historiques au sens étroit du terme, analyser l'origine des tableaux en ignorant leur médiocrité ou leur excellence, constater la succession des styles sans établir de hiérarchie ni entre eux, à l'intérieur d'un style, entre les réalisations des créateurs et celles des imitateurs.

Max Weber, qui s'est soumis à cette exigence de la recherche, n'en a pas pris conscience ou, du moins, s'est borné à maintenir la formule du rapport aux valeurs contre celle du jugement de valeur. Or, cette distinction est étrangement sommaire.

Décréter beau ou laid un temple de l'Inde en se référant au canon de la beauté grecque serait un jugement de valeur du type que proscriit Max Weber au nom de l'objectivité des sciences sociales. Situer, sur une échelle hiérarchique, les divers accomplissements de l'architecture et de la sculpture de l'Inde est, en dernière analyse, inévitable: comment ne pas confronter aux temples du passé ceux que l'on élève aujourd'hui dans le style ancien et qui ne sont que la caricature d'un art qui a cessé de vivre? De même, en fait de religion et de politique, on jugerait de la grandeur de l'homme de foi ou de l'homme d'action, par rapport au sens qu'ils donnaient à leur prédication et à leurs entreprises. Max Weber n'a pas donné de définition de ce qu'il entendait exactement par valeur. Rien n'empêche de substituer au concept *valeur* les termes par lesquels concrètement se définissent les objectifs d'une conduite ou d'une œuvre, les règles auxquelles l'acteur ou le créateur doivent se soumettre.

Max Weber, de son point de vue propre, aurait pu consentir à cette rectification moins de sa pensée que de l'expression qu'il en a donnée. Il n'aurait élevé des objections qu'en une phase ultérieure de l'argumentation: que l'on puisse et que l'on doive distinguer entre Léonard de Vinci et ses imitateurs, il

l'aurait accepté mais l'historien peut-il établir une hiérarchie entre les miniatures persanes et la peinture italienne, entre les statues de l'Elephanta et la statuaire de Phidias? À l'intérieur d'un univers qui possède ses propres critères d'appréciation, l'historien ne peut pas ne pas apprécier sans fausser la compréhension du réel. Mais quand les critères sont foncièrement différents, quand les univers sont essentiellement *autres*, l'historien ne pourrait apprécier qu'en prenant parti et il cesserait du même coup d'être un savant.

L'examen de cette première objection, valable mais susceptible d'être intégrée à la pensée de Max Weber, nous mène à une deuxième objection, qui est aussi un deuxième thème de réflexion: quel est le sens de cette diversité des univers?

2. *L'acceptation d'une diversité radicale entre les différentes époques détruirait, en dernière analyse, la portée de la sociologie historique elle-même.* En effet, le sociologue ne peut comprendre une société sans user d'un schéma conceptuel. Or, s'il utilise son propre schéma conceptuel, il comprendra la société étrangère autrement que celle-ci ne s'est comprise elle-même et, du même coup, il en faussera la signification (à moins qu'il ne la comprenne mieux qu'elle ne s'est comprise elle-même). La compréhension de l'autre par rapport à notre système conceptuel est relative à celui-ci et, dans la mesure où ce système est changeant, notre compréhension est changeante comme lui; bien loin d'être universellement valable, elle est liée à l'historien et à son époque. Quand le sociologue tente d'établir une science comparative des institutions, ou bien il dispose d'un ensemble catégoriel, dont la validité dépasse les limites d'un temps, ou bien son œuvre est éphémère et, en dernière analyse, insignifiante.

L'objection que nous avons formulée dans des termes légèrement différents de ceux qu'emploie M. Strauss comporte une conclusion incontestable, que Max Weber lui-même acceptait: la science historique ou sociale est universellement valable, mais d'une universalité hypothétique. Elle est suspendue à des hypothèses initiales, choix de valeurs et rapport aux valeurs, qui ne s'imposent pas à tous les hommes et qui changent d'époque en époque. Mathématiques ou physique, dira-t-on, ne valent, elles aussi, que pour ceux qui se soucient de cette sorte de vérité. Mais il y a une différence décisive entre sciences de la nature et sciences de la «culture», telles que les interprète Max Weber: une fois voulue la vérité mathématique ou physique, le devenir de ces sciences est accumulation. Même en cas de renouvellement théorique, les propositions d'hier trouvent place, à leur degré d'approximation, dans l'édifice d'aujourd'hui. En revanche, si, d'époque en époque, les questions des historiens et des sociologues se modifient,

l'homme du XX^e siècle, même s'il veut une vérité objective, n'est pas tenu de s'intéresser aux questions que posait l'homme du XX^e.

Max Weber acceptait sans hésitation cette conséquence de ses propres principes, pour deux raisons, l'une explicite, l'autre inexprimée. Les questions sont pensées par le savant, disait-il, mais les réponses sont universellement valables, une fois les questions posées. D'autre part, sans le dire, il ne pouvait pas ne pas croire que les questions que, lui, posait au passé, l'homme des temps à venir continuerait à leur trouver un sens. Or cette raison inexprimée, bien plus que l'objectivité des réponses, fonde la validité des sciences historiques.

Ce que Max Weber appelait la question, ou le rapport aux valeurs, ne détermine pas seulement l'objet ou les limites de la recherche, il entraîne la mise en forme conceptuelle. Comment les propositions scientifiques - la réponse - ne seraient-elles pas inséparables de ces questions? Max Weber lui-même a oscillé entre diverses formules: la réponse étant à la fois compréhension et causalité, les propositions sont consacrées par cette dernière en leur validité hypothétiquement universelle. Mais cette formule supposerait que l'histoire ou les sciences sociales fussent tissées de relations causales, ce qui n'est pas le cas. La compréhension des Calvinistes - quelle que soit l'action de ces derniers à l'origine du calvinisme constitue la plus grande partie de l'étude elle-même. Ce n'est pas la causalité qui fonde la validité de l'interprétation que Max Weber propose du calvinisme.

En quoi peut consister la *vérité* de cette interprétation si celle-ci suppose un ensemble de concepts et que cet ensemble soit l'expression de l'interprète et de son temps? Bien sûr, l'interprétation doit être compatible avec les faits ou les documents mais, d'après Max Weber lui-même, plusieurs interprétations sont compatibles avec les données. Si l'on ne pousse pas l'analyse plus loin, l'épistémologie en reste à cette pluralité incohérente. Pour dépasser cette pluralité, il faut recourir à des analyses plus subtiles.

Max Weber insistait sur la notion de sens subjectif, c'est-à-dire du sens vécu par les acteurs historiques. Historiens et sociologues visent le sens vécu non le sens vrai. Mais le sens vécu est complexe: le charlatan se donne pour un vrai prophète, le démagogue pour un chef charismatique. L'expression que les acteurs donnent à leurs expériences, la conscience qu'ils ont ou qu'ils prétendent avoir d'eux-mêmes ne constitue pas nécessairement la vérité historique. Si tous les sens sont interchangeables, si aucun n'a plus de portée que les autres, les sciences historiques et sociales ne peuvent échapper au chaos. En fait, la pluralité des sens est incontestable mais cette pluralité n'est pas quelconque.

Si le démagogue est un charlatan, l'historien se trompe qui voit en lui un chef charismatique. Si le prophète est authentique, l'historien se trompe qui voit en lui un mystificateur. Cette discrimination est un autre exemple de ces jugements de valeur internes aux univers que Max Weber ignorait dans son épistémologie explicite. Entre diverses interprétations d'un phénomène historique, une hiérarchie s'établit spontanément: le sens par rapport au milieu, le sens que lui donnent les disciples et le sens que lui donne le créateur lui-même ne se juxtaposent pas. Le sens d'une croyance religieuse ou d'un système philosophique est d'abord celui que le prophète (ou le théologien) et le philosophe lui ont donné. C'est par rapports à ce sens intrinsèque que se détachent les autres. Et l'historien doit retrouver le sens premier avant de rechercher les autres.

Mais, dira-t-on, s'il applique ses concepts à l'interprétation de ce sens intrinsèque, il le renouvellera. À coup sûr. Mais la seule conclusion à tirer est que, au cas où il n'y aurait pas d'ordre interne à l'univers religieux ou philosophique, la suite des interprétations serait incohérente comme celle des œuvres. Proposition au reste évidente si l'on y réfléchit. Il n'y a pas d'histoire de l'humanité si l'humanité n'existe pas. Il n'y a pas d'histoire de la philosophie si la philosophie n'existe pas.

Comprenons bien la portée de ces affirmations. Il n'est pas nécessaire que l'humanité souscrive à une idée unique d'elle-même pour qu'elle ait une unité: il suffit que les diverses idées qu'elle a eues d'elle-même s'organisent d'une certaine manière, qu'elles ne paraissent pas sans lien ou sans raison. De même, la philosophie acquiert l'unité d'une histoire dès lors que la ou les questions s'enchaînent, même si les réponses s'opposent.

La sociologie historique de Max Weber, de même, suppose que les institutions des diverses sociétés ne sont pas incomparables et que l'on puisse les ordonner en un système universellement valable de concepts. M. Strauss reproche à Max Weber d'avoir méconnu possibilité et nécessité d'un système catégoriel universellement valable et, ayant admis la relativité historique de ce système, d'avoir faussé par le provincialisme sa sociologie de l'histoire universelle. La distinction des trois pouvoirs, traditionnel, rationnel et charismatique, écrit-il, n'est que l'expression d'une conjoncture singulière, celle qui suivit la Révolution française, dominée par l'antinomie de la tradition et de la raison, de l'ancien régime et la révolution. Le troisième type de pouvoir, le pouvoir charismatique, est ajouté pour donner l'impression que le schéma est exhaustif.

Notre propos n'est pas de discuter ici des mérites et démérites de la distinction des trois pouvoirs. Mais – et sur ce point M. Strauss a raison contre l'épistémologie explicite de Max Weber – cette distinction est significative si et dans la mesure où les pouvoirs innombrables peuvent être subsumés sous trois types, autrement dit si et dans la mesure où la diversité historique n'est pas radicalement incohérente. Mais la non-incohérence n'implique pas encore – et, sur ce point, Max Weber a raison contre M. Strauss, à cette étape de l'argumentation du moins – qu'il y ait un ordre supra-historique et un seul, dans lequel doivent être intégrées les singularités historiques. Il est vrai que la rivalité de l'ancien régime et de la révolution a été confondue à tort avec l'antinomie de la tradition et de la raison. Il est possible que l'antithèse tradition-raison caractérise une période historique, et une seule. Mais le schéma webérien n'en a pas moins, à mes yeux, une portée que lui refuse M. Strauss.

Les trois termes – tradition, raison, charisme – correspondent à trois principes d'obéissance. L'homme obéit aux chefs que l'accoutumance consacre, que la raison désigne, que l'enthousiasme élève au-dessus des autres: les anciens, les organisateurs, les prophètes symbolisent ces trois sources de légitimité (que M. Strauss aurait pu admettre puisqu'il s'agit de modèles tout proches de ceux que connaît le citoyen non philosophe qui pense selon les notions de la vie quotidienne). De plus, l'autorité, que reçoit la fonction ou la compétence, que continue d'exercer le passé ou l'âge, est, à notre époque, en voie de rationalisation. Mais cette autorité rationnelle ne suffit jamais: au niveau le plus élevé, le chef ne se réclame pas de la seule raison. En dernière analyse, il est transfiguré par une tradition, fût-ce celle de mécanismes rationnels, ou par l'enthousiasme des foules. Le schéma webérien aide à saisir le noyau du problème politique de notre civilisation.

Il est vrai que, posé en ces termes, le problème politique ne comporte pas de solution en soi la meilleure. On conçoit donc la possibilité d'une autre thématique en même temps que la légitimité partielle du schéma webérien. Étant admis que la diversité historique n'est pas cohérente, l'opposition subsiste entre deux thèses: celle de Weber qui, excluant la recherche du régime et de l'ordre universellement valable de la diversité, implique à la fois la légitimité d'une science comparative et le renouvellement historique de cette science, celle de M. Strauss qui lie la science comparative à l'ordre supra-historique dans lequel la diversité historique s'intègre.

3. De même que la radicale diversité des époques ou des institutions à travers

le temps dévaloriserait la sociologie historique, de même la *radicale irrationalité des décisions dévaloriserait le souci de la discrimination rigoureuse entre science et politique, entre rapports aux valeurs et jugements de valeur*. Après tout, pourquoi ne pas donner pour science ce qui est politique si, en dernière analyse, l'honnêteté n'est qu'un choix entre d'autres, ni plus ni moins valable que le choix contraire du cynisme, de l'hypocrisie ou de la confusion? Le danger est d'autant plus réel qu'à certains moments Max Weber semble donner pour idéal, pour suprême aboutissement de son propre choix, le devoir pour chacun d'obéir à son dieu ou à son démon. Deviens ce que tu es, serait le dernier mot de ce que l'on ne devrait appeler ni morale ni sagesse mais peut-être «éthique personnelle».

Considéré par rapport à la tradition philosophique, Max Weber apparaît presque nietzschéen. Il se refuse à mettre les règles formelles de la moralité au-dessus de la relativité historique. Les impératifs kantien ne sont pas moins caractéristiques d'une attitude entre d'autres que l'attachement aux dogmes chrétiens ou le culte des valeurs vitales. «Ne fais pas à autrui ce que tu ne veux pas que l'on te fasse», ce commandement exige le refoulement de la volonté de puissance, la soumission aux principes d'égalité et de réciprocité entre individus. Or l'individu qui a choisi de s'accomplir à la manière de Calliclès refusera de s'incliner devant les interdits, promulgués par les faibles pour se protéger des forts, par les esclaves pour enchaîner les maîtres.

Que les règles formelles ne soient pas indépendantes d'une morale matérielle et que cette dernière soit incompatible avec le culte des valeurs vitales ou de la volonté de puissance, rien de plus incontestable. Mais si l'on met sur le même plan l'impératif de réciprocité et le rejet de cet impératif, alors le doute n'est pas permis: on tombe dans le nihilisme pur et simple. Tout est équivalent. «Tu ne tueras point» n'est en dernière analyse, pas plus évident que «va jusqu'au bout de ton entreprise, fût-ce sur le corps de ta mère». Si seule subsiste finalement l'obligation de fidélité à soi-même, le nietzschéen qui ne s'arrête devant rien vaut plus que le violent qu'arrêtent les scrupules.

Les implications nihilistes des quelques textes de Max Weber sont incontestables. J'ajoute que ce fut une des tendances de sa pensée. «Dieu est mort, tout est permis.» Ou, du moins: «Dieu est mort, chacun choisit son dieu, qui peut-être sera un démon». Mais cette tendance n'est pas la seule qui traverse sa pensée. Le nihilisme nietzschéen auquel il aboutissait parfois était moins l'objet d'un choix résolu que la conséquence à demi involontaire d'un principe, à ses yeux fondamental: l'impossibilité de démontrer scientifiquement un

jugement de valeur ou un impératif moral.

On peut lui accorder que la vérité des interdits, «ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas que l'on te fît», ou «tu ne tueras point» n'est pas du même ordre que celle de la loi de la gravitation ou des équations de la relativité. Ayant posé l'hétérogénéité entre la vérité universelle telle que la conçoit la science moderne de la nature, et tout le reste, Max Weber s'est ingénié à circonscrire dans les sciences de la «culture» un domaine où s'affirmerait une vérité, du même type que celle de la physique, et il rejetait tout le reste dans les ténèbres extérieures.

L'erreur était double: la discrimination des questions (arbitraires) et des réponses (objectives) est plus malaisée que ses analyses ne le donneraient à penser. Si tout ce qui n'est pas vérité scientifique est arbitraire, la vérité scientifique elle-même serait l'objet d'une préférence, aussi peu fondée que la préférence contraire pour les mythes et les valeurs vitales.

Max Weber aurait pu sortir de ce cercle dans lequel il s'enfermait lui-même. En effet, s'il choisissait, pour employer son propre langage, la vérité scientifique, c'est que celle-ci était universelle, qu'elle était condition et foyer d'une communauté des esprits, à travers les frontières et les siècles. Le culte des valeurs vitales, l'affirmation de la volonté de puissance entraînent le refus de l'universalité: la rivalité, non la communauté, des individus serait l'essence de l'humanité. Même si l'on admet que logiquement la vérité de « $2 \times 2 = 4$ » n'est pas de même sorte que celle du «tu ne tueras point», il reste que le sens dernier de l'égalité arithmétique est de s'adresser à tous les hommes, universalité que l'interdiction de tuer exprime en un autre langage.

Les règles formelles de la morale rationaliste, d'origine chrétienne, dont la philosophie de Kant est la suprême expression, ne sont pas non plus affaire de goût comme les couleurs. Elles sont le développement logique de l'idée d'humanité, de société universelle des hommes, idée inséparable du sens profond de la vérité scientifique. Ces règles sont formelles parce que les institutions qui, de siècle en siècle, en sont l'adéquate réalisation, ne peuvent pas ne pas changer en fonction des techniques de la matière et de la société.

4. Peu importe, aurait pu répondre Max Weber, que le philosophe établisse ou non des catégories multiples de propositions ou de commandements non scientifiques. Je n'ai pas été, je n'ai pas voulu être un philosophe. Je ne me suis aventuré sur le terrain de la philosophie que pour marquer les limites de la science et les antinomies de l'action. Or *l'intention d'universalité qui anime la morale formelle ne se communique pas aux décisions des hommes d'action.* En

d'autres termes et pour parler un autre langage que Max Weber, la phénoménologie webérienne de l'action demeure valable, même si l'on soustrait la morale formelle à la relativité historique.

Reprenons, une à une, les données essentielles de cette phénoménologie. Y a-t-il deux morales, essentiellement distinctes, celle de la responsabilité et celle de la conviction? Au premier abord, on est tenté, comme M. Leo Strauss, de répondre qu'aucun homme n'est moral qui agit exclusivement selon la morale de la conviction. Nul n'a le droit de se désintéresser des conséquences de ses actes. D'autre part, le souci des conséquences complète, sans les contredire, les mobiles de l'action. On agit *par* conviction et *pour* obtenir certains résultats.

Ces objections sont trop sommaires pour être convaincantes. Max Weber ne veut pas dire que le moraliste de la responsabilité n'a pas de conviction ni le moraliste de la conviction pas de sens de la responsabilité. Il suggère que, dans des situations extrêmes, les deux attitudes peuvent se contredire et qu'en dernière analyse, l'un préfère l'affirmation intransigeante de ses convictions au succès et que l'autre sacrifie ses convictions aux nécessités de la réussite, l'un et l'autre étant moraux à l'intérieur d'une conception de la moralité. Romain Rolland est coupable au regard du moraliste de la responsabilité puisqu'il affaiblit la confiance des Français dans la justice de leur cause, il ne l'est pas au regard du moraliste de la conviction qui tient le respect de la vérité ou la fraternité des esprits pour des objectifs supérieurs au triomphe d'un pays, fût-il porteur d'une cause relativement pure.

Cette réponse, à son tour, nous paraît à la fois convaincante et sommaire. S'il est vrai que le moraliste de la conviction s'intéresse aux conséquences de ses actes, il n'est pas moins vrai que le moraliste de la responsabilité est souvent tenté de violer les règles formelles ou de sacrifier des valeurs concrètes pour atteindre des objectifs précis. Rien ne contribue plus à l'efficacité du combat que la bonne conscience des combattants. La mythologie ou le mensonge contribuent plus souvent à forger cette bonne conscience que l'expression fidèle de la vérité. Max Weber aurait souscrit aux formules préférées de Julien Benda au moment de l'affaire Dreyfus: en tant que clerc, je défends la vérité, c'est-à-dire je proclame l'innocence de Dreyfus, mais qu'on ne dise pas que je sers par là même ma patrie ou l'armée. Tout au contraire, en compromettant le prestige de l'état-major, je mets en péril l'autorité nécessaire des chefs militaires. Mais je suis comptable de la vérité, non de la puissance française.

Je ne pense pas que M. Leo Strauss nierait ces évidences. Toute la question est

de déterminer la place que l'on donne, dans la philosophie politique, aux antinomies inévitables de l'action. Toute une école, dont le plus illustre représentant est Machiavel, tient que l'essence de la politique se révèle précisément dans les situations extrêmes. Tout politique est à la fois convaincu et responsable. Mais quand il faut mentir ou perdre, tuer ou être vaincu, quel choix est moral? La vérité, répond le moraliste de la conviction, le succès, répond le moraliste de la responsabilité. Les deux choix sont moraux pourvu que le succès voulu par ce dernier soit celui de la Cité, non le sien propre.

L'antinomie me paraît essentielle, quand bien même, dans la majorité des cas, la prudence suggérerait un compromis raisonnable. La situation extrême dans laquelle le compromis devient difficile, sinon impossible, n'est pas exceptionnelle: le risque en surgit dès qu'il y a un conflit. Or Max Weber jugeait, non sans raison, que la politique est, par essence, conflit, entre les nations, entre les partis, entre les individus. Nul n'a jamais pensé que les règles formelles de la morale kantienne fussent en même temps les règles d'efficacité à l'usage des combattants de la bataille politique.

.....

5. Mains philosophes seront tentés de considérer l'antinomie des deux morales comme artificielle – deux tendances, complémentaires bien que divergentes parfois, étant présentées comme deux termes contradictoires. Au contraire, Max Weber voyait dans cette antinomie la marque de ce qui constitue authentiquement la condition humaine. Il retrouvait cette contradiction à trois niveaux, celui de la controverse politique, celui des fondements de l'ordre juste, celui des buts derniers de l'action ou de l'existence humaine.

a) Max Weber ne se lassait pas de montrer que toute mesure concrète - un droit de douane, une augmentation ou diminution d'impôt, une subvention - ne pouvait pas revêtir la dignité d'une vérité scientifique. Il est impossible d'avantager un groupe sans en désavantager un autre, impossible de démontrer qu'un progrès de la production globale n'est pas payé trop cher par la ruine de petits commerçants ou le déclin d'une région défavorisée, impossible de prouver que les suites en elles-mêmes déplorables d'une mesure fiscale sont compensées par les bénéfices qu'on en attend. Cette sorte d'augmentation est à la fois indiscutable et sans grande portée. Elle renvoie à la problématique, désormais classique, de l'intérêt collectif et des intérêts individuels.

Mettons-nous à l'intérieur de l'univers de l'économie moderne. Une mesure ne peut être dite avec certitude conforme à l'intérêt commun que dans les

circonstances où elle accroît les satisfactions de quelques-uns sans réduire les satisfactions de personne (les satisfactions étant mesurées par l'expression objective qu'en constituent les revenus disponibles). Même dans cette hypothèse suggérée par la définition que donne Pareto du maximum d'intérêt *pour* une collectivité, il subsiste, en rigueur, une incertitude: une mesure qui accroîtrait les revenus de quelques-uns sans réduire ceux de personne pourrait aggraver l'insatisfaction créée par l'injustice au cas où la progression d'ensemble accentuerait l'inégalité de la répartition. Lors même que la mesure favorable aux uns ne l'est pas aux autres il n'en résulte pas que le choix, qui effectivement n'est pas rigoureusement scientifique, soit arbitraire et que, faute de démonstration universellement valable, il ne subsiste que la lutte sans terme et sans règlement équitable. À l'intérieur de la société industrielle, la controverse permanente, elle n'est pas une lutte à mort, elle n'exclut pas le débat raisonnable et la solution négociée.

Le but est admis: l'augmentation du produit national et l'atténuation des inégalités de répartition. Ces deux objectifs de la croissance et de la réduction des inégalités ne suggèrent pas toujours les mêmes décisions. À trop insister sur l'égalité, on risque de compromettre la croissance. L'obsession de la croissance conduit à méconnaître les souffrances des hommes et à sacrifier les vivants aux générations à venir. Il n'est pas de mesure dite technique - taux d'intérêt, droit de douane, impôt - qui n'ait des implications politiques et sociales, autrement dit qui n'affecte la répartition des revenus et du pouvoir en même temps que le développement d'ensemble. Les hypothèses sur lesquelles se fonde la doctrine du *Welfare* (par exemple qu'une répartition égalitaire d'un certain volume de revenus augmente les satisfactions, le revenu transféré d'un riche à un pauvre augmentant plus la satisfaction de ce dernier qu'il ne diminue celle du premier) sont toute discutables, en tout cas non scientifiques. Mais on aurait tort de poser l'alternative de la science et de la décision arbitraire. Entre la proposition rationnelle, valable pour tous parce que démontrée selon des méthodes qui s'imposent à tous, et le choix que chacun fait seul et qui n'oblige personne d'autre, il y a place pour la décision raisonnable, la décision fondée en raison, bien que contraire à l'intérêt de quelques-uns.

Discussion et choix raisonnables se situent à l'intérieur de la civilisation industrielle et même à l'intérieur d'un régime déterminé. Qui demeure hostile à l'industrialisation ou qui refuse inconditionnellement la propriété privée des instruments de production n'entre pas dans cette discussion raisonnable: il est dans l'histoire et celle-ci est faite d'une lutte inexpiable entre les hommes, les

partis et les dieux.

b) Max Weber jugeait ensuite irréductibles les conflits dont l'enjeu est la définition de l'ordre juste. Quelles sont les exigences du concept d'égalité? Telle est, au fond, l'interrogation dernière à quoi se ramène le débat sur l'ordre juste. Or, disait Max Weber, deux réponses sont également valables: ou bien on doit davantage à celui qui accomplit davantage, ou bien on lui demande davantage. Faut-il favoriser l'élite et l'aider à s'épanouir? Ou bien, au contraire, la législation doit-elle agir en sens contraire de la nature, rétablir sans cesse l'égalité que la nature tend, avec une égale constance, à détruire? M. Strauss juge, non sans motif, que Max Weber n'a pas formulé l'antinomie avec suffisamment de rigueur, ni moins encore formulé la thèse de l'«égalité à tout prix» en termes tels qu'elle paraisse aussi plausible que la thèse opposée des inégalités naturelles que toute société doit accepter.

Nous ne pourrions, sans dépasser le cadre de cette introduction, discuter au fond le problème de l'ordre juste. Quelques remarques suffiront pour dégager ce qui nous paraît indiscutable dans la conception webérienne des antinomies de l'égalité et valable dans le refus qu'oppose M. Strauss à cette transfiguration tragique des antinomies.

Considérons les doctrinaires de la politique aussi bien que les chefs de partis. Le fait est que les uns sont plus soucieux de laisser libre carrière aux talents, les autres d'empêcher les différences de conditions de s'accuser. Que l'on relise Alain: le philosophe du radicalisme reconnaît avec Auguste Comte qu'en toute société il y a des riches et des puissants, mais il se préoccupe plus de prévenir les abus de la richesse et de la puissance que d'accorder aux plus productifs la récompense méritée par leurs capacités. D'autres écrivains s'orientent dans l'autre direction et se demandent comment assurer la sélection d'une élite et renforcer l'autorité des meilleurs. Qu'il s'agisse de revenus ou de pouvoir, il ne me paraît pas douteux qu'au niveau des idéologies économique-sociales, deux tendances se dessinent, l'une qui veut donner à tous des conditions de vie aussi semblables que possible, l'autre qui veut élargir la prime due aux capacités, l'une qui souhaite empêcher les gouvernants, fussent-ils les meilleurs, d'exercer un pouvoir illimité, l'autre qui se donne pour objectif de consolider le règne des gouvernants dignes de leurs fonctions.

Ces préférences divergentes ne peuvent pas ne pas intervenir chaque fois qu'il faut résoudre un problème déterminé. Qu'il s'agisse de fiscalité, de système d'éducation, de propriété des instruments de production, le doctrinaire de

l'égalité penchera dans un sens, le doctrinaire de la hiérarchie naturelle et sociale dans un autre. En ce sens, Max Weber n'avait pas tort de marquer l'hétérogénéité de la décision politique et de la démonstration scientifique. Mais avait-il raison d'assimiler des préférences divergentes à une contradiction fondamentale, irréductible?

Cette assimilation était obtenue par les postulats suivants: 1° les hommes sont naturellement inégaux mais cette inégalité naturelle étant l'injustice suprême en même temps qu'originelle, le théoricien ou le praticien de la politique est en droit de penser qu'il faut l'effacer et d'agir en vue d'atteindre cet objectif; 2° la société a besoin des mieux doués, dans l'ordre de l'esprit ou de la moralité, mais celui qu'anime la passion d'égalité est en droit d'oublier les considérations pragmatiques pour n'obéir qu'au seul impératif de la justice telle qu'il l'interprète; 3° quand des considérations diverses, et pour une part divergentes, s'imposent simultanément, celui qui méconnaît l'une d'elles ne vaut pas moins que celui qui s'efforce de les retenir toutes ensemble, en d'autres termes l'extrémiste est au niveau du modéré, le «monodéiste» n'est pas inférieur au sage.

Il suffit de formuler ces postulats pour voir qu'ils sont pour le moins discutables et qu'ils ont tous la même origine, psychologique plus encore que logique: en dehors de la science, il n'y aurait que choix et, puisque ce choix est par essence non scientifique, celui qui va jusqu'au bout de sa foi ne saurait être condamné quand bien même il serait entraîné par elle jusqu'au fanatisme.

.....

c) Venons à la troisième contradiction, la plus profonde, décisive si elle est authentique, celle des valeurs. La contradiction des valeurs, Max Weber la suggérerait pour ainsi dire comme si elle allait de soi, il ne la démontrait pas et les exemples qu'il en donne ne sont pas tous convaincants. Une chose, dit-il, peut-être belle précisément parce qu'elle n'est pas bonne, ainsi les *Fleurs du Mal*. Certes, l'œuvre de Baudelaire n'est morale ni en son objet ni même peut-être en l'intention du créateur, à supposer que l'intention du poète puisse être jugée par rapport à la morale. Mais la beauté des *Fleurs du Mal* n'a pas pour cause l'immoralité des thèmes ou l'immoralité (supposée) du créateur. Entre le sens spécifique de l'œuvre d'art et la finalité de la conduite qui se veut morale, entre la beauté et le devoir, il n'y a pas lutte inexpiable mais une simple pluralité comparable à celle des castes de l'Inde.

Nulle démonstration, dit-il encore, ne permet de trancher la question de la valeur respective de la culture allemande et de la culture française. Certes, mais

la question est-elle significative? À la rigueur, on établit une hiérarchie entre les œuvres à l'intérieur d'un univers donné, on ne saurait établir une hiérarchie entre des ensembles historiques, dont chacun contribue à la richesse de l'histoire totale, dont chacun apporte quelque chose que l'autre ne possède pas.

Ces remarques sont à ce point évidentes que l'on ne parvient pas à se convaincre que Max Weber les ait méconnues.

Reprenons donc la phrase la plus caractéristique: «La sagesse populaire nous enseigne qu'une chose peut être vraie bien qu'elle ne soit ni belle, ni sainte, ni bonne.» Pourquoi Max Weber a-t-il conclu de cette sagesse populaire non pas que les univers spirituels avaient chacun leur loi propre mais que le polythéisme grec évoquait à juste titre une lutte des dieux?

L'homme ne peut pas se conduire à la fois selon les exigences de la sainteté et selon les exigences de la moralité temporelle. Tendre l'autre joue, c'est manquer de dignité si ce n'est sainteté. D'autre part, s'il est vrai qu'Apollon et Mars, Vénus et Minerve ne sont pas condamnés à se combattre, chaque personne, individuelle ou collective, ne peut pas sacrifier simultanément à tous les dieux. Le philosophe peut bien concevoir la diversité des accomplissements humains comme un enrichissement, l'homme, seul entre d'autres, ne peut choisir un accomplissement sans du même coup renoncer à d'autres. Une société ne peut exceller à la fois en tous les ordres de l'action, de la sainteté, de l'art et de la méditation. En ce sens, toute existence est choix et celui-ci comporte plus de «non» que de «oui», il condamne chaque personne à se compter plus d'ennemis que de fidèles.

Il est évident que l'individu ne réalise jamais que certaines des potentialités de son être ou de l'humanité. Il est encore évident qu'une époque est prisonnière de l'idée qu'elle se fait de la beauté. Mais pas plus que l'individu ne choisit contre l'éthique du soldat en choisissant le métier de savant, Phidias ne choisit la statuaire grecque contre celle de l'Elephanta. La particularité de chaque accomplissement historique n'entraîne pas le conflit entre ces particularités. Tout au plus créerait-elle un chaos spirituel si la relativité pure et simple était le dernier mot de la réflexion sur l'histoire.

La méthodologie de Max Weber, comme l'a dit après beaucoup d'autres M. Leo Strauss, est inséparable d'une philosophie. Mais de cette remarque indiscutable, il tire probablement des conclusions inverses de celles que j'en tirerais moi-même. Il suggère que la méthodologie de Max Weber aurait été faussée par sa philosophie. J'y consens sur certains points: le langage néo-kantien (distinction des faits et des valeurs, rapports aux valeurs et jugements de

valeur) a compromis l'élaboration d'une théorie de la compréhension, il lui a interdit d'admettre des appréciations liées à la compréhension elle-même, dans le cas des œuvres humaines dont le sens ne se sépare pas de la qualité. Mais, pour l'essentiel, ce n'est pas la méthodologie qui a été victime de la philosophie, c'est la méthodologie qui a inspiré à tort une philosophie. Les limites de la science, les antinomies de la pensée et de l'action sont les apports authentiques d'une description phénoménologique de la condition humaine. La philosophie du déchirement, si l'on peut dire, transpose ces données en un autre langage et leur donne un sens différent. Cette transposition suppose le refus de discrimination entre valeurs vitales et accomplissement raisonnable, l'irrationalité totale du choix entre les partis politiques ou les représentations du monde en lutte, l'équivalence morale et spirituelle entre les attitudes, celle du sage et celle de l'insensé, celle du fanatique et celle du modéré.

Parce que Max Weber avait gardé la nostalgie de la foi qu'il avait perdue, il jugeait, en dernière analyse, injustifiable la science à laquelle il consacrait sa vie. La décision lui paraissait d'autant plus humaine qu'elle était plus libre. Mais il ne se demandait pas si une telle décision pouvait être sans raisons et si ces raisons ne renvoyaient pas inévitablement à des principes universels. La diversité historique des valeurs, des croyances et des cultures est le fait: l'historien et le sociologue ne peuvent pas ne pas constater ce fait premier. Mais ils ne pourraient le donner pour dernier sans rendre impossible la science de cette diversité. L'ordre de cette diversité permet-il d'établir la fin unique de l'aventure, la destination naturelle de l'homme ou des sociétés? Nous n'avons pas, dans les pages précédentes, prétendu répondre à la question.

Les choix auxquels est effectivement condamné l'homme historique, parce que la science est limitée, l'avenir imprévisible et que les valeurs sont, à courte échéance, contradictoires, ne sont pas démontrables. Mais la nécessité de choix historiques n'implique pas que la pensée soit suspendue à des décisions essentiellement irrationnelles et que l'existence s'accomplisse dans une liberté qui refuserait de se soumettre même à la Vérité.

(1) (1) Cet ouvrage de Max Weber, à paraître aux éditions Plon dans la collection *Recherches en sciences humaines*, avec une introduction de Raymond Aron, réunit deux conférences prononcées par Max Weber, quelques mois avant sa mort, devant les étudiants libéraux de Munich, au lendemain de la révolution bavaroise. La première, consacrée à la vocation du savant, traite la question classique de *l'esprit scientifique* que les exposés scolaires ont trop souvent déformée sinon banalisée et celle de la signification des sciences humaines dans l'économie générale des activités humaines. La discussion de ces questions amène l'auteur à soulever aussi bien des problèmes de philosophie générale, comme celui de l'antagonisme irréductible des valeurs, que des problèmes particuliers de la pédagogie, comme celui de l'attitude du professeur devant ses élèves. La deuxième conférence, consacrée à la vocation d'homme politique, constitue à la fois une œuvre de sociologie et de philosophie politique. Tout d'abord l'auteur essaie de définir l'essence du politique et analyse les fondements de la légitimité (pouvoir traditionnel, charismatique et légaliste). Il aborde ensuite le problème de la sélection des chefs politiques et esquisse une sociologie des partis politiques. Dans la dernière partie, il s'attaque au difficile problème des rapports entre la morale et la politique et expose sa distinction célèbre entre l'éthique de conviction et l'éthique de responsabilité.

[\(2\)](#) (2) Publié en 1954 dans les *Recherches en sciences humaines*.

Max Weber

Le Contrat Social
Mars 1959

Pour la première fois, des textes de Max Weber traduits en français viennent de paraître et il convient de saluer cette publication tardive comme un événement dans la vie culturelle (au vrai sens de ce terme dont il est fait de nos jours un abus insensé). Il ne s'agit, certes, que de deux conférences traitant du «travail intellectuel» et prononcées à l'université de Munich en 1918, Mais d'autres œuvres du même savant vont être enfin éditées chez Plon en traduction française dans la même collection «Recherches en sciences humaines» que dirige Éric de Dampierre.

Sous le titre global: Le Savant et le politique, on pourra donc lire en français deux conférences intitulées respectivement: Le métier et la vocation de savant, et Le métier et la vocation d'homme politique. Elles sont suivies de notes et d'une bibliographie très utiles. La traduction, méritoire, est de Julien Freund. Et nul n'était mieux qualifié que Raymond Aron pour écrire l'Introduction qui présente Max Weber au public de langue française. Les pages qui suivent sont empruntées à cette Introduction, avec la permission de l'auteur et des éditeurs.

Jusqu'à présent, il n'existait en français qu'un seul ouvrage sur Max Weber, celui de Marcel Weinreich (Paris, Vrin, 1938, grand in-8 de 212 pp.), travail consciencieux mais de lecture peu facile. On ne connaissait guère l'éminent sociologue allemand que par les livres de Raymond Aron (La Sociologie allemande contemporaine, Paris, 1935; Essai sur la théorie de l'histoire dans l'Allemagne contemporaine, Paris, 1938; et Introduction à la philosophie de l'histoire, Paris, 1938) et par des études partielles d'Henri Sée, de Maurice Halbwachs. Autant dire que Max Weber a été longtemps presque ignoré en France. Le Larousse du XXe siècle, tome paru en 1933, donc treize ans après la mort de Weber, ne lui accorde pas une ligne⁽¹⁾.

Il semble qu'une ironie amère et involontaire ait inspiré Marcel Weinreich quand il a terminé sa préface en ces termes: «Et si Weber, de nos jours, semble être voué à l'oubli dans sa patrie [allusion au régime hitlérien], c'est tout particulièrement en France - pays de la liberté intellectuelle par excellence - que l'on devrait garder vivant le souvenir d'un esprit indépendant et libre.» En réalité, c'est tout particulièrement en France que Weber a été méconnu. Ses œuvres principales furent traduites en anglais, plusieurs le sont en italien et en

espagnol, deux le sont en japonais, mais il a fallu attendre l'année 1959 pour avoir cent cinquante pages de lui en français. Même en Russie soviétique, du temps de Lénine, trois de ses livres les plus importants ont paru. Contrastant avec le Larousse, la Petite Encyclopédie Soviétique donnait en 1931 la notice suivante:

WEBER Max, économiste et sociologue allemand (1864-1920). Outre les questions économiques, il s'est adonné à l'étude des relations sociales en rapport avec la religion, la psychologie. Adeptes du néo-kantisme, W. contribua dans une large mesure à introduire des conceptions idéalistes dans la science économique. Ses ouvrages traduits en russe sont: *La Cité*, Pétrograd, 1923; *Histoire de l'économie*, Pétrograd, 1923; *Histoire agraire du monde antique*, t. I, Moscou, 1925.

Cette notice sommaire appelle deux observations: la première, que le ton n'a rien d'injurieux ou d'offensant; la deuxième que le communisme tel qu'on le concevait sous l'influence de Lénine n'interdisait nullement, au contraire, l'étude consciencieuse des théories différentes. Rien n'est plus faux que d'identifier, dans le régime soviétique, la phase de Lénine et celle de Staline, malgré la filiation incontestable. En 1931, quand paraît la Petite Encyclopédie Soviétique, c'est encore une phase intermédiaire avant le stalinisme et quelque chose de la tradition de Lénine subsiste en s'effaçant peu à peu. Avec la toute-puissance de Staline, il ne sera évidemment plus question de traduire ni d'éditer Weber, le ton change et voici la plus longue notice de la Grande Encyclopédie Soviétique (1951):

WEBER Max (1864-1920), sociologue, historien et économiste réactionnaire allemand, néo-kantien, ennemi acharné du marxisme. Dans ses livres *Histoire de l'économie*, *Histoire agraire du monde antique*, *La Cité*, et autres, W., à la suite de Windelband et de Rickert, avançait des conceptions antiscientifiques selon lesquelles il n'existerait pas de lois objectives dans la vie sociale. Selon W., le sociologue et l'historien ne découvrent pas les lois de l'histoire, mais les créent artificiellement. La signification de classe de cette conception subjective idéaliste des questions de l'histoire consistait en ce que, niant dans le principe la réalité des lois du développement historique, W. et ceux qui pensent comme lui cherchaient à contester ainsi les lois de la transformation révolutionnaire de la société capitaliste en société socialiste découvertes par le marxisme. Ils s'efforçaient à présenter le régime capitaliste comme une catégorie éternelle et immuable. À l'enseignement marxiste-léniniste des cinq formations socio-

économiques qui expriment dans leur ensemble le mouvement graduel, progressif de la société, l'idéaliste W. opposait la théorie réactionnaire pseudo-scientifique des «types idéaux de la société» construits artificiellement par la raison humaine. Du point de vue de W., le régime capitaliste est la meilleure forme de l'organisation sociale. Apologiste du capitalisme, W. recommandait aux sociologues et aux historiens d'abandonner l'étude des contradictions dans les méthodes capitalistes de production pour se limiter à décrire les événements qui se déroulent dans la vie sociale et les apprécier subjectivement. Ces idées réactionnaires de W. tendaient à liquider la science historique. V. I. Lénine démasqua W., qui s'était livré à de méchantes railleries à propos du soulèvement de décembre 1905 à Moscou, le traitant de «savantissime» professeur incarnant la «sagesse professorale de la bourgeoisie poltronne» (*Œuvres*, 4e éd., t. 23, p. 243).

On voit que l'auteur de cette notice a pris soin de consulter l'index onomastique des œuvres complètes de Lénine pour y trouver une référence, la seule d'ailleurs qui s'y trouvât, afin de montrer son érudition tout en se mettant à couvert: Magister dixit. Or Lénine n'a nullement «démasqué» Weber, il ne le connaissait guère, comme le prouve cette référence unique à quelques mots de blâme prononcés au cours d'un «rapport sur la révolution de 1905» fait par Lénine à Zurich en 1917 devant un auditoire de la jeunesse ouvrière suisse. Lénine se borne en passant à vitupérer très brièvement Weber qui jugeait «insensé» le putsch de 1905 à Moscou, en quoi l'opinion de Weber coïncidait avec celle de Georges Plékhanov. À part cette allusion, il n'y a rien sur Weber dans les trente-huit volumes de Lénine.

Faute d'un héritage de directives ou de formules suffisantes venant du maître suprême, le prétendu «marxisme-léninisme» fait désormais tout simplement abstraction de Weber. Le Petit Dictionnaire Philosophique (4e éd., Moscou, 1954) dont la réputation dérisoire n'est plus à faire, le passait déjà entièrement sous silence⁽²⁾. Une nouvelle Petite Encyclopédie Soviétique (1958) en cours de publication, plus ample pourtant que les précédentes, suit le fâcheux exemple du Larousse – recul sensible et significatif depuis l'édition de 1931, surtout depuis les éditions en langue russe par les communistes. Il n'empêche que la sociologie de Weber subsiste et qu'il faudra bien la discuter un jour, donc l'étudier en Union soviétique comme on paraît s'y décider en France, si tant est qu'on puisse espérer que Le Savant et le politique soit bientôt suivi d'œuvres maîtresses du même auteur, entre autres sa critique du marxisme.

Max Weber a été un homme de science, il n'a été ni un homme politique ni un homme d'État, occasionnellement journaliste politique. Mais il a été, toute sa vie, passionnément soucieux de la chose publique, il n'a cessé d'éprouver une sorte de nostalgie de la politique, comme si la fin ultime de sa pensée aurait dû être la participation à l'action.

Il appartenait à la génération qui assista, arrivant à l'âge d'homme, à l'épanouissement de l'empire allemand, à la chute de Bismarck et à la prise des responsabilités par le jeune empereur. Les quinze dernières années du XIXe siècle, pour Max Weber les années de formation entre vingt et trente-cinq ans, sont marquées à la fois par le développement de la législation sociale, par les premières interventions personnelles de l'empereur dans la diplomatie, plus profondément encore par la réflexion sur l'héritage bismarckien. Quelle est la mission de l'Allemagne, après l'achèvement de l'unité? Quel doit être son rôle sur la scène mondiale? Quel régime est susceptible de rétablir l'unité de la nation? La génération de Max Weber se pose spontanément de telles questions auxquelles l'histoire devait donner de tragiques réponses.

Des motifs plus personnels expliquent aussi son attitude. Il n'a cessé de souligner que la politique n'avait rien à faire dans les salles de cours, il a répété que les vertus du politique étaient incompatibles avec celles du savant. Mais son souci de séparer n'était pas plus aigu que sa conscience du lien entre les deux activités. On ne peut pas être *en même temps* homme d'action et homme d'études, sans porter atteinte à la dignité de l'un et de l'autre métier, sans manquer à la vocation et de l'un et de l'autre. Mais on peut prendre des positions politiques en dehors de l'université, et la possession du savoir objectif, si elle n'est peut-être pas indispensable, est à coup sûr favorable à une action raisonnable. En bref, les relations entre science et politique, dans la pensée de Max Weber, ne sont pas caractérisées seulement, comme on le dit toujours, par la distinction nécessaire. La science qu'il conçoit est celle qui est susceptible de servir l'homme d'action, de même que l'attitude de celui-ci diffère en sa fin, mais non pas en sa structure, de celle de l'homme de science.

L'homme d'action est celui qui, en une conjoncture *singulière* et *unique*, choisit en fonction de ses valeurs et introduit dans le réseau du déterminisme un fait nouveau. Les conséquences de la décision prise ne sont pas rigoureusement prévisibles, dans la mesure même où la conjoncture est unique. Il n'y a de prévision scientifique que des successions d'événements susceptibles de se répéter, en d'autres termes de rapports dégagés du concret et élevés à un certain

niveau de généralité. La décision raisonnable n'en exige pas moins que l'on applique à la conjoncture l'ensemble des connaissances abstraites dont on dispose, non pour éliminer, mais pour réduire et pour isoler l'élément d'imprévisible singularité. Une science qui analyse les rapports de cause à effet, telle que la souhaitait Max Weber en théorie, est donc celle même qui répond aux besoins de l'homme d'action.

La théorie de la causalité historique, fondée sur des calculs rétrospectifs de probabilité – qu'est-ce qui se serait passé si...? – n'est rien de plus que la reconstitution approximative des délibérations qui ont été ou qui auraient pu être celles des acteurs.

Agir raisonnablement, c'est, après réflexion, prendre la décision qui donne la meilleure chance d'atteindre le but que l'on vise. Une théorie de l'action est une théorie du *risque* en même temps qu'une théorie de la *causalité*. L'historien qui s'interroge sur la causalité historique ranime, après coup, dans son esprit, les possibles évanouis que les acteurs envisageaient ou auraient pu envisager dans les délibérations qui précéderent leur décision.

L'interrogation causale ne s'applique pas seulement à des décisions réfléchies d'un ou de plusieurs individus. On pose la question: que se serait-il passé si...? aussi bien à propos d'événements qui n'ont été voulus par personne (intervention de phénomènes physiques, tempêtes, épuisement de mines d'or, défaite ou victoire dans une bataille, etc.) qu'à propos de décisions personnelles. L'effort pour éviter l'illusion rétrospective de fatalité n'en est pas moins caractéristique de l'historien politique, de l'historien qui, s'intéressant aux hommes et à leurs luttes, veut sauvegarder, dans la résurrection du passé, la dimension propre de l'action - à savoir l'incertitude de l'avenir, incertitude qui ne saurait être sauvegardée par l'historien qu'en maintenant, contre la sanction de l'événement, que le réel n'était pas à l'avance écrit et qu'il dépendait de telles personnes ou de telles circonstances que la marche de l'histoire fût autre.

Le lien entre la science et la politique de Max Weber apparaît tout aussi étroit si l'on considère l'autre aspect, non plus la relation causale mais les valeurs, rapport aux valeurs dans le cas de la science, affirmation de valeurs dans celui de l'action. Le choix des faits, l'élaboration des concepts, la détermination de l'objet, disait Max Weber, sont marqués par l'orientation de notre curiosité. La science naturelle sélectionne, dans l'infini du donné sensible, les phénomènes susceptibles de se répéter et construit l'édifice des lois. La science de la «culture» sélectionne, dans l'infini des événements humains, ce qui se rapporte aux

valeurs, valeurs des contemporains ou valeurs de l'historien, et élabore soit l'histoire, si le savant fixe son attention sur la suite unique des faits ou des sociétés, soit les diverses sciences sociales qui considèrent les consécutions régulières ou les ensembles relativement stables.

La science historique ou la science de «culture», telle que la concevait Max Weber, était la compréhension de la manière dont les hommes avaient vécu, du sens qu'ils avaient donné à leur existence, de la hiérarchie qu'ils avaient établie entre les valeurs, cependant que l'action politique est l'effort, dans des circonstances que nous n'avons pas choisies, pour promouvoir ces valeurs, constitutives de notre communauté et de notre être même.

La compréhension d'autrui n'implique pas la réflexion sur soi-même. La compréhension de l'action menée par les autres dans le passé ne conduit pas nécessairement à la volonté d'agir dans le présent. Il n'y en a pas moins, philosophiquement, et, pour employer le jargon à la mode, existentiellement, un lien entre la connaissance de soi et celle des autres, entre la résurrection des luttes que se sont livrées les hommes disparus et la prise actuelle de position.

En fait, il ne manque pas d'historiens qui s'efforcent de comprendre les existences vécues par les autres sans s'interroger sur celle qu'ils vivent eux-mêmes. Il ne manque pas de politiques qui ne mettent pas en relation leur métier avec le sens ultime qu'eux-mêmes ou la collectivité donnent aujourd'hui à leur existence. En droit, l'exploration du passé ne se sépare pas de la prise de conscience de soi-même, en droit l'action n'est humaine qu'à la condition de se situer elle-même dans le cours des événements et par référence aux objectifs suprêmes. La réciprocité entre la rencontre avec l'autre et la découverte de soi est donnée dans l'activité même de l'historien. La réciprocité entre la connaissance et l'action est immanente à l'existence non de l'historien, mais de l'homme historique. Max Weber interdisait au professeur de prendre parti dans les querelles du Forum, à l'intérieur de l'Université, mais il ne pouvait pas ne pas considérer l'action, au moins par la parole ou par la plume, comme l'aboutissement de son travail.

On s'est demandé dans quelle mesure la pensée propre de Max Weber s'exprime adéquatement dans le vocabulaire et les catégories du néo-kantisme de Rickert. La phénoménologie de Husserl, qu'il a connue mais peu utilisée, lui aurait, me semble-t-il, fourni l'outil philosophique et logique qu'il cherchait. Elle lui aurait évité, dans ses études sur la compréhension, l'oscillation entre le «psychologisme» de Jaspers (à l'époque où celui-ci écrivait sa

Psychopathologie) et la voie détournée du néo-kantisme qui n'arrive à la signification qu'en passant par les valeurs. On peut se demander également jusqu'à quel point la pratique de Max Weber se conforme toujours aux schémas de la théorie. Les relations causales prennent-elles autant de place dans sa pratique que dans la théorie? L'essentiel des études de sociologie religieuse n'est-il pas l'exploration des différents systèmes de croyances et de pensées, aboutissant à montrer l'entrecroisement des idées et des institutions, le lien entre valeurs religieuses et attitude sociale, bien plutôt qu'à isoler l'efficace propre des divers éléments? L'essentiel de *Wirtschaft und Gesellschaft* n'est-il pas la mise à jour de la structure intelligible, propre aux divers types de pouvoir et d'économie? Or il ne suffit pas que la relation compréhensive soit intelligible pour être vraie en telle circonstance donnée, mais la vérification n'a pas grand-chose de commun avec la coïncidence de la relation compréhensive et de la relation causale.

Max Weber en effet simplifiait, dans la théorie, et la multiplicité des relations intelligibles que dégage l'historien ou le sociologue, et la complexité des rapports entre compréhension et explication ou encore entre la relation immanente au donné et la relation élaborée grâce à des calculs rétrospectifs de probabilité. Il y a des types divers d'intelligibilité depuis la conduite conforme aux lois de l'économie abstraite jusqu'à la conduite conforme à la logique du ressentiment, en passant par la conduite dictée par l'interprétation d'une certaine doctrine de salut. La vérification ne signifie pas la même chose selon qu'il s'agit de l'une ou de l'autre de ces relations intelligibles, que Max Weber avait tendance à traiter simultanément dans sa méthodologie de la compréhension. Rectifications et compléments n'entraîneraient pas de modifications décisives, en ce qui concerne le thème principal de notre étude. En certains cas, au contraire, en matière de théorie économique ou d'explication d'un événement par confrontation avec un schéma, on insisterait, me semble-t-il, sur l'objectivité et l'universalité accessibles. Mais on ne serait pas obligé à une révision fondamentale.

Prenons le cas de la compréhension. L'amour et la haine, a-t-on dit, sont les vrais ressorts de la compréhension. Il est vain de recommander l'objectivité, si l'on entend par là l'indifférence aux valeurs, quand il s'agit des hommes, d'aujourd'hui ou d'hier, et de leurs œuvres, bénies ou maudites. On n'arriverait pas à saisir l'âme profonde de ces êtres disparus si l'on n'éprouvait à leur égard des sentiments comparables à ceux qu'éveillent les vivants. Max Weber n'aurait probablement pas fait de grandes difficultés pour reconnaître la part de vérité que contiennent ces remarques, mais il en aurait restreint la portée à la

psychologie de la recherche plutôt qu'à la logique de la science. Il aurait maintenu et l'impératif moral de tendre à la compréhension *sine ira et studio* et le devoir de viser l'existence ou les œuvres comme des objets à connaître et non pas comme des valeurs à apprécier.

Quant aux propositions économiques ou sociologiques, dont la vérité, à l'intérieur d'une société particulière ou, à un degré supérieur d'abstraction, dans toute société, serait moins liée au présent que ne le suggère Max Weber, elles ne changent pas essentiellement l'analyse du choix et de l'action. Ces vérités sont partielles, les valeurs auxquelles l'homme se réfère sont multiples, il est rare que les conséquences prévisibles d'une mesure soient conformes à toutes nos valeurs et agréables à tous les individus. Ce n'est pas la subjectivité et la relativité de la science qui fondent la nécessité du choix, mais le caractère *partiel* des vérités scientifiques et la *pluralité* des valeurs.

L'objection, selon laquelle la phénoménologie du choix politique serait fausse parce que Max Weber aurait utilisé des schémas désuets, le fait et la valeur, le moyen et la fin, passe, me semble-t-il à côté de l'essentiel. On admettra que le fait auquel on oppose la valeur n'a pas été construit sans référence de l'historien à des valeurs. Les valeurs ne sont pas affirmées ou inventées, en dehors de ces échanges incessants entre l'individu et le milieu, échanges qui sont une des caractéristiques de l'historicité de l'homme. De même, la fin prochaine devient le moyen d'une action ultérieure, comme le moyen actuel peut être la fin d'une autre action. Bien plus, il est douteux que l'attitude adoptée par la personne soit réductible à une telle distinction. En adoptant une certaine perspective sur l'histoire, on est tout près d'adhérer à un parti, de souscrire à une technique d'organisation et d'action. La perspective globale est autant choix des moyens que de la fin.

Max Weber n'ignorait pas qu'il en va ainsi. Le marxiste s'imagine qu'il possède l'interprétation vraie d'un mouvement de l'histoire à la fois nécessaire et souhaitable et que cette interprétation implique l'adhésion à un parti et à une méthode d'action. L'expérience a prouvé que cette philosophie ne supprimait ni le doute sur les partis ni le doute sur les méthodes. Nuls ne se combattent aussi impitoyablement que ceux qui se réclament du même maître. En dehors même de cette expérience, Max Weber aurait nié qu'une philosophie de l'histoire pût à la fois annoncer un avenir certain et dicter impérativement une attitude. La prévision de l'avenir suppose le déterminisme et celui-ci, orienté vers un terme à venir, est aussi partiel et plus probabiliste encore que dans l'usage rétrospectif.

Les caractères de la société future que dans le meilleur cas nous sommes susceptibles de connaître à l'avance laissent place à des jugements de valeur contradictoires parce qu'ils ne satisfont pas toutes les aspirations de l'homme. Nous ne sommes jamais moralement contraints d'aimer ce que la science nous annonce. Libres de hâter ou de retarder l'évolution qu'on nous baptise inévitable, nous nous retrouvons devant le choix d'une perspective globale, dans une situation comparable à celle qui confronte l'homme d'action en une conjoncture singulière: nous observons des faits, nous souhaitons des fins déterminées, et nous choisissons à nos risques et périls, sans avoir le droit d'invoquer ni une totalité qui ne nous est pas accessible, ni une nécessité qui n'est que l'alibi de notre résignation ou de notre foi, ni une réconciliation des hommes et des dieux, qui n'est qu'une idée située à l'horizon de l'histoire.

Ce qui est en question, ce n'est donc ni le schéma moyen-fin, effectivement trop simple, ni la distinction faits-valeurs, dont la portée philosophique est discutable. Pour réfuter la pensée de Max Weber, il faudrait démontrer soit que la science nous découvre la vérité de l'histoire totale, soit qu'elle connaît à l'avance un avenir prédéterminé, soit qu'elle promet la résolution des conflits entre les collectivités et les valeurs.

Max Weber avait à cœur de démontrer que la science, bien qu'elle aboutît à dépouiller le monde de ses charmes, bien qu'elle fût par essence inachevée, avait un sens et méritait qu'on s'y consacraît.

Il se battait sur deux fronts, contre ceux qui risquaient de corrompre la pureté de la pensée rationnelle en y mêlant des prises de position politiques ou des effusions sentimentales, contre ceux qui faussaient la signification de la science en lui prêtant la capacité de saisir le secret de la nature ou de l'homme. La défense et illustration de la science revêt, dans les discours de Max Weber, un ton pathétique parce qu'on y sent l'écho amorti d'une nostalgie et l'impatience d'un homme d'action. Nostalgie des temps où la connaissance n'était pas seulement un chaînon d'une chaîne sans fin, mais plénitude et accomplissement. Impatience d'un homme d'action qui demande à la science la connaissance des moyens et des conséquences, mais qui sait à l'avance qu'elle ne le délivrera pas de l'obligation de choisir, parce que les dieux sont multiples et les valeurs contradictoires.

Die Entzauberung der Welt durch die Wissenschaft, le désenchantement du monde par la science continue. Moins que jamais la science authentique, qu'il s'agisse de la physique ou de la sociologie, nous donne de l'univers, cosmique ou

humain, une image achevée, dans laquelle on pourrait lire notre destin ou notre devoir. Mais deux phénomènes sont intervenus qui font peser sur les universités, en Europe et au-delà de l'Europe, une sourde angoisse. Les moyens de détruire, mis par les progrès de la science à la disposition des chefs civils ou militaires, sont devenus à ce point démesurés que les savants, responsables de ces découvertes et de leur application, s'interrogent sur leurs responsabilités. Nous connaissons, en notre siècle, des tyrannies positives, qui ne se bornent pas à imposer aux savants un serment de fidélité à l'État – ce qui pourrait être odieux pour les hommes, mais non mortel pour la science – pour qui le fait de chercher et de dire la vérité *objectivement* est insupportable. Ces tyrannies prétendent imposer aux universités une doctrine qui se veut totale et qui n'est qu'une dérisoire caricature des grandes synthèses religieuses du passé.

Sur le premier phénomène, je ne dirai que quelques mots. Tout accroissement de la capacité de produire a été accompagné, depuis quelques siècles, par un accroissement de la capacité de détruire. La nouveauté est uniquement dans l'ordre de grandeur. C'est l'augmentation de quantité qui crée la différence de qualité. Le savant, individuellement, ne saurait guère prendre de précautions contre l'exploitation de ses travaux par l'industrie de guerre. Collectivement, s'il se dérobe au service de l'État, il favorise d'autres États, ceux-là mêmes qui réduisent le plus les libertés des individus. Les associations de savants, dès qu'elles discutent de la paix ou de la guerre, sont des associations politiques et non scientifiques. Leurs appels seraient plus convaincants s'ils ne manifestaient souvent, en matière de diplomatie, une naïveté égale à l'autorité qu'on attribue, de confiance, à leurs auteurs en fait de physique nucléaire.

Plus important pour nous, qui nous occupons de science humaine, est le second phénomène, la menace que font peser sur les universités et sur la science certains régimes politiques. On a connu la «mathématique aryenne», on connaît aujourd'hui un État qui tranche la querelle scientifique relative à l'hérédité des caractères acquis ou à la théorie mendélienne. Les deux exemples sont de caractère différent. Après tout, je ne pense pas qu'il y ait eu beaucoup de mathématiciens allemands qui aient pris au sérieux la distinction entre «mathématique aryenne» et «mathématique enjuivée», ni beaucoup de physiciens qui aient tenu Einstein pour disqualifié à cause de sa race ou de sa religion. Mais il était grave qu'en un pays comme l'Allemagne tant de savants fussent obligés de tolérer silencieusement cette comédie indigne comme s'ils la prenaient au sérieux et, par là même, de porter une atteinte grave à cette République internationale des esprits qui est la communauté, naturelle et

nécessaire, des savants.

Rien n'est plus faux que l'idée selon laquelle le savant travaillerait seul, livré à sa fantaisie ou à son génie. Les mathématiciens, les physiciens, les biologistes, séparés par les frontières, dispersés à travers la planète, sont tenus ensemble par les liens, invisibles et puissants, d'une communauté de recherches, de règles intellectuelles, informées mais obligatoires. Les problèmes à résoudre leur sont fournis par l'état d'avancement des sciences (ainsi s'explique la fréquence des découvertes simultanées). Une conception implicite et quasi spontanée de ce qu'est une vérité les amène à écarter tels types de solutions, à accepter les critiques réciproques, à s'enrichir par les échanges.

Certaines spéculations, mathématiques ou physiques, sont devenues à tel point subtiles que la République de la Science ne comporte plus, à travers le monde, que quelques membres. Ces spéculations n'en sont pas moins en droit universelles, adressées à tous les esprits capables de les saisir et rebelles à toute instruction qui serait extérieure à leur essence. Mon ami Cavaillès, mathématicien et philosophe, écrivit un ouvrage de logique mathématique alors qu'il était pourchassé par la police. Français et soldat, il se battait contre l'occupant. Logicien, il restait disciple de Cantor, de Hilbert ou de Husserl. Au juge d'instruction il témoignait de l'admiration qu'il gardait pour le meilleur de la culture allemande. L'idée ne l'effleurait pas que les conflits collectifs, ceux même qu'il assumait au point d'y sacrifier sa vie, puissent pénétrer dans le sanctuaire de la pensée fidèle à sa vocation, c'est-à-dire à la recherche de la Vérité.

Quand un État ou un parti prétend dicter à la science ses objets d'études ou les lois de son activité, quand il prétend exclure tel individu ou telle nation, quand il va jusqu'à arbitrer des controverses qui relèvent de l'expérience ou du raisonnement, il ne suffit pas d'évoquer, selon une formule banale, l'oppression des individus par la collectivité. Il s'agit de l'intervention illégitime d'une collectivité politique dans l'activité d'une collectivité spirituelle, il s'agit, en d'autres termes, du totalitarisme, saisi à sa racine même. L'invention la plus redoutable du totalitarisme, c'est précisément de subordonner les œuvres multiples dont l'homme est créateur à la volonté exclusive d'un parti et parfois d'un homme. G. Simmel, dans sa *Sociologie*, a décrit de brillante manière la pluralité des cercles sociaux auxquels chacun de nous appartient, et il voyait dans cette pluralité la condition de la libération progressive des individus. Ce souvenir nous permet de juger les tentatives de totalitarisme pour ce qu'elles

sont: des efforts proprement réactionnaires pour ramener les sociétés au stade primitif où les disciplines sociales tendaient à embrasser tous les individus et les individus tout entiers.

Certes, on observe une détermination *partielle* de la science par des facteurs sociaux, historiques, éventuellement raciaux. Il n'est pas inconcevable que telle race soit mieux douée qu'une autre pour une certaine sorte de travaux ou encline à une certaine manière de penser le monde, encore qu'il soit presque impossible d'isoler l'action de la race. La plupart des généralisations en cette matière ont été démontrées fausses. Les autres sont indémontrables. Mais quel que soit le degré de la détermination de la science – des questions qu'elle se pose, des idées philosophiques dans lesquelles elle s'exprime – par des circonstances extérieures, ceux qui invoquent cette détermination de fait pour justifier l'orientation autoritaire de la science par les pouvoirs publics commettent une erreur fatale.

Les savants sont en même temps les hommes d'une société particulière, d'une époque donnée. L'orientation et le style des recherches sont marqués par le caractère des hommes et non pas des seuls savants, car les uns ne sont jamais rigoureusement séparables des autres. Malgré tout, la différence demeure fondamentale entre l'influence que le milieu exerce de lui-même sur la science, en passant par la spontanéité des savants, et celle que les chefs politiques exerceraient s'ils s'arrogeaient le droit de fixer à la science ses objectifs, puis ses méthodes, finalement ses résultats. Dans le premier cas, la communauté de la science continue d'obéir, pour l'essentiel, à ses lois spécifiques. Dans l'autre, elle abdiquerait son autonomie et mettrait en péril, du même coup, sa vocation et ses progrès ultérieurs.

En Grande-Bretagne même on a, au lendemain de la guerre, discuté de l'indépendance de la science. Quelques savants, impressionnés par l'exemple soviétique, souhaitaient l'établissement d'un plan de recherches, avec répartition rationnelle des ressources matérielles et humaines entre les différents laboratoires, chacun recevant sa mission particulière. Les savants britanniques ont rejeté cette conception pragmatique; ils ont dénié à l'État le droit d'indiquer aux savants ce qu'ils devaient chercher. L'abandon ou la subordination de la recherche théorique serait non seulement fatal au progrès de la technique (on ne sait jamais à l'avance quelle théorie aboutira à une application) mais aussi la première étape d'une abdication de la communauté scientifique, aliénant son autonomie. La disparition des biologistes mendéliens ou l'obligation pour les physiciens d'envelopper leurs résultats dans le jargon du matérialisme dialectique

illustrent ce que pourrait être l'étape finale.

Les sciences sociales sont autrement menacées par les totalitarismes que les sciences naturelles. Les tyrans ont besoin de ces dernières pour accumuler les moyens de puissance: il est une limite, marquée par le souci de l'efficacité, à leurs interventions. On oblige les physiciens à se réclamer du matérialisme dialectique, on ne leur dicte pas leurs équations. Au bout du compte, on est suprêmement intéressé au développement de la physique nucléaire. Rien n'empêche de tenir et d'imposer les théories marxistes de la plus-value et du salaire pour vérités définitives: il n'en résulte pas de dommage irréparable pour la planification concrète. L'orthodoxie, n'étant pas nuisible, au moins directement, à l'efficacité de la gestion, devient un instrument de l'unanimité artificielle que les despotismes tiennent pour une garantie de stabilité.

La résistance des sciences sociales à l'intrusion de la politique a toujours été plus difficile que celle des sciences naturelles. Il y a incontestablement, dans le passé, une solidarité entre certains modes d'analyse et certaines préférences politiques ou certaines conceptions philosophiques. Rien n'est plus facile et plus tentant, en économie politique, que la confusion entre les schémas idéaux et la réalité. On prête à celle-ci les mérites qui n'appartiennent, en rigueur, qu'à ceux-là. S'il est vrai que l'état d'équilibre, défini par la théorie classique du marché, comporte la *maximation* du produit social et l'emploi le meilleur des ressources, il ne s'ensuit pas que les économies concrètes que l'on appelle libérales, c'est-à-dire partiellement libérales, soient les meilleures ni qu'il convienne de laisser jouer les mécanismes imparfaits du marché, sous prétexte que, si ces mécanismes étaient réalisés dans leur perfection, ils apporteraient la solution la meilleure. Karl Mannheim a donné le nom de *Wissenssoziologie* à la discipline qui s'efforce d'élucider les diverses modalités des relations entre les circonstances historiques et les édifices intellectuels.

Que les sciences sociales ne partent jamais de la table rase, que la position des problèmes soit suggérée par les événements, que la méthode ne soit pas indépendante de la philosophie ou du milieu historique, que souvent les résultats soient influencés par les intérêts des nations et des classes, nous ne songeons pas à le nier. Il n'en serait pas moins fatal d'en tirer la conclusion que les sciences sociales ne sont que des idéologies de classes ou de races et que l'orthodoxie imposée par un État totalitaire ne diffère pas en nature de la libre recherche des sociétés pluralistes. Il existe, quoi qu'on en dise, une *communauté des sciences sociales*, moins autonome que la communauté des sciences naturelles mais

malgré tout réelle.

Quelles sont les règles constitutives de cette communauté des sciences sociales?

1. D'abord, *l'absence de restriction dans la recherche et l'établissement des faits eux-mêmes*, le droit de présenter les faits bruts et de les distinguer des interprétations. Sans doute peut-on soutenir, en rigueur philosophique, qu'il n'y a pas de fait historique qui ne soit construit et ne comporte, par conséquent, sélection et interprétation. Dans la pratique, les distinctions gardent leur portée. Il est vrai ou il est faux que Trotski a pris une part considérable à l'organisation de l'armée rouge, il est vrai ou il est faux que Zinoviev ou Boukharine ont comploté l'assassinat de Staline, il est vrai ou il est faux que Wall Street manipule les hommes politiques américains et organise une croisade antisoviétique. Tout État totalitaire met certains faits hors la loi parce qu'ils ne rentrent pas dans le schéma officiel. Tout État totalitaire pousse jusqu'à l'absurde la solidarité entre le fait et l'interprétation.

2. Ensuite, *l'absence de restriction au droit de discussion et de critique, appliquées non pas seulement aux résultats partiels, mais aux fondements et aux méthodes*. Les connaissances sociales s'élèvent au niveau de la science dans la mesure où elles s'accompagnent d'une conscience exacte de leur portée, et aussi de la limite de leur validité. En économie politique, par exemple, la théorie progresse en construisant de nouveaux modèles, mais aussi en reconnaissant les conditions précises dans lesquelles tel modèle, connu depuis longtemps, s'applique. La *Théorie générale* de Keynes doit son originalité à de multiples facteurs: la situation qui a posé le problème (chômage dit permanent), l'effort pour retrouver, à partir d'un schéma inédit, la théorie classique comme cas particulier valable dans l'hypothèse du plein emploi, la détermination de quelques faits concrets (fixité des salaires nominaux) comme nécessaires, une psychologie de l'entrepreneur différente de la psychologie rationnelle du sujet économique de la théorie traditionnelle, etc. L'apport, la signification de la *Théorie générale* ne se découvre qu'à celui qui considère simultanément ces divers éléments, de fait et de méthode. La théorie de la connaissance est, en matière de science sociale, inséparable de la connaissance elle-même. Toute doctrine, qu'elle soit libérale ou marxiste, qui érige en dogmes des propositions ou des schèmes, dont la signification est équivoque et la portée imprécise, glisse de la science à la mythologie. La conscience critique est, en sociologie ou en économie politique, constitutive de la conscience scientifique elle-même.

3. Enfin, *l'absence de restriction au droit de désenchanter le réel*. Entre l'idée d'un certain régime et le fonctionnement de ce même régime, entre la démocratie que nous avons tous rêvée sous la tyrannie et le système des partis tel qu'il s'est instauré dans l'Europe occidentale, le décalage n'est pas mince. Mais cette déception est pour une part inévitable. Toute démocratie est oligarchie, toute institution est imparfaitement représentative, tout gouvernement qui doit obtenir l'assentiment de groupes ou de personnes multiples agit lentement et doit tenir compte des sottises ou des égoïsmes humains. La première leçon qu'un sociologue doit transmettre à ses étudiants, quitte à décevoir leur ardeur de croire et de servir, est qu'il n'y a jamais eu un régime parfait.

Il est rare qu'un savant use de ces trois libertés, simultanément et sans limites, il serait presque inhumain qu'il le fît. La communauté des sciences sociales a précisément pour fonction de créer, par le dialogue et par la critique mutuelle, l'équivalent de ces trois libertés. *L'autre* me montre la part d'interprétation que comportent les faits bruts que je crois constater ou les conséquences fâcheuses des institutions dont j'étais tenté de n'apercevoir que les mérites. C'est dans et par l'ensemble de la communauté que les sciences sociales tendent à n'écarter aucun fait, à n'épargner la critique à aucune valeur, à accumuler tout à la fois les connaissances et les doutes en précisant impitoyablement les conditions extérieures et les hypothèses préalables auxquelles est suspendue la vérité des propositions générales.

Du même coup, on aperçoit à quelle fin répond cette libre communauté des sciences sociales et pourquoi tant de gouvernants la redoutent. Seule la science critique empêche que l'histoire ou la sociologie glisse de la connaissance positive à la mythologie, mais beaucoup de régimes ne souhaitent pas empêcher ce glissement.

Les événements de l'histoire ont tout ce qu'il faut pour être transfigurés en mythologie. Ils sont proches de nous, ils sont humains: nous sommes inévitablement tentés de les attribuer à la volonté claire et résolue de quelques personnages, individus ou groupes, qui deviennent angéliques ou monstrueux en raison même du bien et du mal démesurés qu'ils sont censés répandre. La plupart des hommes du XXe siècle ne savent pas comment expliquer les phénomènes qui auraient été naguère considérés comme miraculeux, le vol du plus lourd que l'air, la transmission à distance du son et de l'image, mais ils savent que ces phénomènes s'expliquent rationnellement. L'électricité n'est une fée que pour les enfants. Le capitalisme, le communisme, Wall Street sont des démons pour des

millions de grandes personnes. L'histoire incite à la mythologie par sa structure même, par le contraste entre l'intelligibilité partielle et le mystère du tout, entre le rôle évident des volontés humaines et les démentis non moins évidents que les événements leur infligent, par l'hésitation du spectateur entre l'indignation, comme si nous étions tous et chacun responsables de ce qui se passe, et l'horreur passive, comme si nous étions en présence d'une fatalité inhumaine.

Les concepts de la science deviennent, si nous n'y prenons garde, les personnages de la mythologie. Il suffit de confondre nos schémas avec le réel, d'oublier les sens multiples des phénomènes dispersés que désigne un terme comme capitalisme ou socialisme, et bientôt la substitution s'est faite. Nous ne sommes plus en présence d'hommes et d'institutions, de significations immanentes à la conduite de ceux-là et à la structure de celles-ci, mais d'une force mystérieuse, qui a gardé la signification que nous attachions au mot, mais perdu le lien avec les faits. L'Histoire, désormais avec une majuscule, devient le lieu de combats grandioses entre Idées. Les sciences historiques ne suppriment pas le mystère des ensembles supra-individuels, mais elles le dépoétisent. Le dialogue des savants sur le devenir des collectivités n'enseigne ni le scepticisme ni l'irrespect, mais il interdit de diviniser les choses temporelles, il ramène sur la terre ceux des hommes ou des régimes qu'on élève au-dessus du sort commun.

Les gouvernements despotiques ne peuvent guère ne pas prendre ombrage des sciences sociales, dès lors que celles-ci ne se bornent pas à l'étude des techniques administratives et vont jusqu'au bout de leur mission.

Même si, par prudence ou par nécessité, le sociologue ou l'historien s'abstient d'étudier les caractères des césarismes anciens et modernes, même s'il borne son étude aux régimes différents de celui sous lequel il vit, l'étudiant ne peut pas ne pas comprendre que la même méthode devrait s'appliquer à ses maîtres et qu'elle enlèverait à ces derniers l'auréole de perfection ou d'infailibilité. Par crainte d'être accusés d'antidémocratie, ne nous arrêtons pas devant l'analyse des institutions parlementaires telles qu'elles fonctionnent à l'heure présente en Europe.

La science ne nous dira pas qu'il faut être favorable à la démocratie, ni que celle-ci est en tant que telle supérieure aux autres formes de gouvernement praticables en notre siècle. Elle montre les risques illimités que comportent les régimes de parti unique pour certaines valeurs que le professeur, attaché à la tradition séculaire des universités, tient pour sacrées. Elle montre quelles relatives garanties le système des partis multiples donne et d'un certain respect

des droits personnels et du caractère constitutionnel des pouvoirs et de leur exercice. Elle montre aussi quels risques sont immanents à ce régime: instabilité de l'exécutif, dans le cas où aucune majorité ne se dégage, décomposition sociale lorsque les luttes de partis ou de classes dépassent une certaine violence, paralysie des gouvernants lorsque tous les groupes, tous les intérêts particuliers réussissent à plaider trop bruyamment leur cause.

On craint souvent que la science politique ne soit redoutable pour les démocraties parce qu'elle les montre telles qu'elles sont, dans leur inévitable et bourgeoise imperfection. Je ne crois guère à ce danger. Ne l'oublions pas: la démocratie est le seul régime, au fond, qui avoue, que dis-je, qui proclame que l'histoire des États est et doit être écrite non en vers mais en prose.

Qu'il s'agisse de science ou de politique, Max Weber visait le même but: dégager l'éthique propre à une activité qu'il voulait conforme à sa finalité. Le savant doit refouler les sentiments qui le lient à l'objet, les jugements de valeur qui surgissent spontanément en lui et commandent son attitude à l'égard de la société, celle d'hier qu'il explore et celle d'aujourd'hui qu'il désire, quoi qu'il en ait, sauvegarder, détruire ou changer. Accepter le caractère indéfini de la recherche positive et, au profit d'une enquête dont on ignore le terme, désenchanter le monde de la nature et celui des hommes, tel est le pathétique qu'il découvrait à ses auditeurs et qu'il les sommait d'assumer au nom du choix qu'ils avaient fait de la carrière scientifique.

Le pathétique de l'action était lié, à ses yeux, à l'antithèse des deux morales, morale de la responsabilité et morale de la conviction. Ou bien j'obéis à mes convictions – pacifistes ou révolutionnaires, peu importe – sans me soucier des conséquences de mes actes, ou bien je me tiens pour comptable de ce que je fais, même sans l'avoir directement voulu, et alors les bonnes intentions et les cœurs purs ne suffisent pas à justifier les acteurs.

En même temps, Max Weber ne se lassait pas de souligner le décalage entre les projets des hommes et les suites de leurs actes. Ce qu'une génération a librement voulu est, pour la génération suivante, destin inexorable. Les puritains choisissaient d'être hommes de métier, les hommes d'aujourd'hui sont contraints de l'être. Nous ne sommes pas tentés de mettre en doute le perpétuel écart entre ce que les hommes souhaitent et ce qu'ils subissent, quand nous évoquons les espoirs de Lénine et que nous observons la réalité du stalinisme, quand nous nous souvenons de la foi qui soulevait tant de jeunes Allemands en 1932 ou en 1933 et que nous nous rappelons certaines horreurs du nazisme. Oui, l'histoire est

la tragédie d'une humanité qui fait son histoire mais qui ne sait pas l'histoire qu'elle fait. L'action politique n'est rien si elle n'est l'effort inlassable pour agir dans la clarté et n'être pas trahie par les suites des initiatives qu'elle a prises.

La morale de l'homme d'action est bien celle de la responsabilité. Mais qu'on ne prenne pas une telle affirmation à la légère. Elle exclut la soumission aux règles d'une éthique formelle dans le style kantien ou aux impératifs sublimes du *Sermon sur la montagne*. L'État est l'institution qui possède, dans une collectivité donnée, le monopole de la violence légitime. Entrer dans la politique, c'est participer à des conflits dont l'enjeu est la puissance – puissance d'influer sur l'État et par là même sur la collectivité. Du même coup, on s'oblige à se soumettre aux lois de l'action, fussent-elles contraires à nos préférences intimes et aux dix commandements, on conclut un pacte avec les puissances infernales, on se condamne soi-même à la logique de l'efficacité.

À qui en avait Max Weber à l'époque où, au lendemain de la première guerre mondiale, il écrivait *Politik als Beruf*? Il visait surtout, me semble-t-il, deux catégories d'hommes, ceux que nous appellerions en français les pacifistes d'inspiration chrétienne et les révolutionnaires de principe. Aux premiers, auxquels il ne refusait nullement l'estime personnelle, il reprochait de ne pas tenir compte des conséquences de leurs propos ou de leurs écrits. Charger son pays de toutes les responsabilités ne contribue pas à rétablir la paix entre les pays. En affaiblissant la position morale du vaincu, on prépare un traité dont la rigueur et l'injustice empêcheront l'apaisement et la réconciliation. Aux seconds, il reprochait de transfigurer un but légitime – une transformation du régime économique et social – en une valeur absolue de telle sorte que la révolution, aux yeux de ses fidèles, ne saurait jamais être payée trop cher.

Le dialogue avec les pacifistes d'inspiration chrétienne a, je crois, perdu aujourd'hui sa signification. Il n'y a plus guère de tels pacifistes en un monde où la guerre est devenue quasi permanente. Ceux qui se donnent pour tels camouflent la plupart du temps une prise de position plus politique que spirituelle. Plus fort serait aujourd'hui le pacifisme par réflexion, la conviction raisonnable que la guerre moderne est, pour ceux qui en sont les victimes, dont le territoire sert de champ de bataille, en tout état de cause une catastrophe. Mais cette conviction ne deviendrait facteur de paix qu'à la condition d'être partagée par tous les hommes d'État, par tous les peuples. Or les communistes sont tenus par leur doctrine à croire que la phase historique, qu'ils baptisent révolution mondiale, sera remplie de luttes gigantesques, dont le socialisme universel sera

l'aboutissement nécessaire. Pour une telle fin, même une guerre atomique ne serait pas un prix trop élevé.

Quant aux révolutionnaires, contre lesquels se dressait Max Weber, ils étaient surtout des idéalistes, proches les uns des pacifistes d'inspiration chrétienne, les autres des anarchistes ou des utopistes. Aujourd'hui, les révolutionnaires sont des techniciens de la subversion et de la tyrannie qui pourtant continuent de penser dans les cadres du millénarisme, ils prêtent à un événement – la révolution – une valeur unique, qui la met en dehors du train immémorial de l'histoire humaine. Rien ne serait possible jusqu'au jour de cette conversion de l'Histoire, tout serait possible à partir de ce jour. Aucun moyen ne saurait être écarté pour atteindre cet objectif suprême, d'ailleurs historiquement inévitable.

On imagine sans peine la réponse de Max Weber à une telle philosophie. Il se peut, aurait-il dit, que les sociétés occidentales évoluent nécessairement (en termes plus précis: probablement) vers un régime de propriété collective ou de planification⁽³⁾. Mais on ne saurait postuler à l'avance qu'un seul et même parti doive nécessairement accomplir cette transformation dans tous les pays. Quant aux avantages et inconvénients de ce régime, on en peut discuter, mais la science ne permet pas d'affirmer ni même de croire que les avantages en sont tels que les traits séculaires des sociétés humaines en seront décisivement modifiés.

Une telle argumentation ne toucherait pas les croyants, mais elle les ferait apparaître sous leur vrai jour: ils se réclament de la science, ils sont les fidèles d'une foi qui se drape dans les oripeaux tantôt d'une science vieillie, tantôt d'une philosophie vulgarisée. Max Weber, que ses études auraient dû inviter aux vastes perspectives sur l'histoire, en avait tiré surtout une leçon de modestie. Il ne s'interrogeait pas sur la société d'après-demain, mais sur les tâches d'aujourd'hui. Cette tâche était, il y a trente ans, la reconstruction de la politique et de l'État.

Certaines de ses analyses se rapportent à une situation historique et ont perdu une part de leur actualité. Il était obsédé par son hostilité à l'égard de l'empereur auquel il imputait une responsabilité majeure dans la catastrophe allemande. Il considérait comme une des causes essentielles de la faillite de l'empire wilhelmien le recrutement des chefs politiques parmi les fonctionnaires. La «parlementarisation», le transfert au parlement de responsabilités effectives offrirait aux personnalités énergiques, combatives, animées par la volonté de puissance et de lutte, une meilleure chance d'accéder au pouvoir.

Max Weber suivait, à travers les siècles, le développement d'une catégorie sociale, d'un type d'homme, qu'il appelait politicien professionnel, celui qui tire

sa subsistance de la politique, qui vit *par* en même temps que *pour* elle. Les clercs, les lettrés, la noblesse de cour, le patriciat anglais, les juristes ont tenu, selon les siècles et les pays, la première place, les relations, variables avec les nations, entre le monarque, la noblesse traditionnelle et la bourgeoisie déterminant les alliances ou les conflits entre ces divers groupes...

.....

Max Weber exprimait déjà des inquiétudes sur la qualité du recrutement démocratique. Ceux qui n'ont pas de fortune ne sauraient se lancer dans la carrière politique sans accepter, en même temps que les aléas du métier, l'insécurité financière. Il me semble que, dans l'Allemagne actuelle, la plupart des hommes politiques conservent et doivent conserver leur métier antérieur ou un métier secondaire, souvent un métier de fonctionnaire. Sont exclusivement politiciens professionnels, sans autre métier, les seuls fonctionnaires de partis. Le jeu parlementaire est à ce point formalisé, dépouillé de son caractère de lutte imprévisible, qu'il ne constitue plus un mode de sélection. C'est dans le parti plutôt qu'au parlement que l'on s'impose pour l'avancement. En France, la vie politique, ayant conservé plus d'instabilité ou de fantaisie, demeure plus imprévisible. De temps à autre, une personnalité y fait carrière, non pas *dans* mais *en marge* des partis. On ne saurait dire que le style actuel de la politique, en Allemagne, favorise le surgissement de personnalités de premier ordre, de ces démagogues dont rêvait Max Weber, qui se dévouent à leurs œuvres en même temps qu'ils en vivent et combinent étrangement la passion lucide, le sens de la responsabilité et la mesure.

Mais peut-être Max Weber demandait-il trop aux hommes politiques des démocraties modernes. Il imaginait les meilleurs d'entre eux revêtus d'une sorte d'autorité charismatique. Il est très vrai que les démocraties sont perpétuellement menacées par la décadence qu'entraînent l'anonymat des pouvoirs, la médiocrité des dirigeants, la passivité des foules sans âme. En des circonstances tragiques, quand la vie de la nation est en jeu ou que la constitution a besoin d'être restaurée, les peuples désirent suivre un homme en même temps qu'obéir aux lois. C'est alors que s'impose le démagogue: celui que la République romaine appelait le dictateur, que les auteurs politiques du passé appelaient le Législateur. Les régimes vivants font surgir, aux moments critiques, les personnes capables de les sauver. En période tranquille, les chefs des démocraties sont d'honorables administrateurs, quelquefois de bons organisateurs, plus souvent des conciliateurs. Qu'ils aient aussi l'ampleur de vues, la clairvoyance, la passion

lucide des grands hommes d'État, c'est là une bonne chance sur laquelle on ne saurait raisonnablement compter.

(1) Que le Larousse soit muet sur Max Weber comme sur le disciple de celui-ci, Robert Michels, dont plusieurs ouvrages majeurs sont édités en France, cela n'a rien d'étonnant si l'on prend la peine de constater d'une façon générale l'abaissement constant du niveau de ce dictionnaire encyclopédique depuis l'entreprise initiale de son fondateur au XIXe siècle. On y chercherait en vain les articles attendus sur des représentants de la pensée française aussi indubitablement distingués que Maxime Leroy, dont l'œuvre mérite vraiment gratitude et considération, ou sur un autre plan Vacher de Lapouge, si discutables que puissent être certaines de ses vues. Les lacunes incroyables du Larousse contrastent singulièrement avec un remplissage oiseux consacré à maints personnages insignifiants ou pires que médiocres, pour ne rien dire des erreurs innombrables qui pullulent dans ses colonnes où figurent des sujets dans l'ordre des questions sociales, historiques et religieuses. Une critique sérieuse du Larousse équivaldrait à un bilan du déclin de la culture en France.

(2) Ce curieux dictionnaire philosophique tiré à des millions d'exemplaires ne mentionne d'ailleurs ni Montaigne ni Pascal, ni Vauvenargues ni Saint-Évremond, ni Destutt de Tracy ni Maine de Biran, ni Jouffroy ni Victor Cousin, ni Cournot ni Renouvier, pour ne nommer que quelques Français parmi des centaines d'absents. Les lacunes systématiques ne sont pas moins effarantes en fait de philosophie grecque et latine, médiévale et orientale, allemande et russe: leur énumération exigerait des pages et des pages. Quant à commenter les commentaires «matérialistes» infligés au lecteur qui n'en peut mais, il y faudrait un gros volume. Cf. *Treize articles du Petit Dictionnaire Philosophique de l'U.R.S.S.*, Paris, supplément de la revue «Preuves», une brochure in-8 contenant la traduction française des articles: *Henri Bergson, cosmopolitisme, John Dewey, existentialisme, freudisme, idéologie, néo-thomisme, pacifisme, personnalisme, pragmatisme, Bertrand Russell*, etc.

(3) Il y a trente ans, Max Weber n'en était pas convaincu. Les tendances nécessaires de l'évolution étaient pour lui la rationalisation et la bureaucratisation, non pas un type donné de propriété ou de régulation.

Hommage à Gabriel Marcel

La Table Ronde
Juin 1960

Raymond Aron – Je voudrais interroger Gabriel Marcel⁽¹⁾ non pas exactement sur les techniques d'aviissement, mais plutôt sur ce qu'il appelle la civilisation technique et je voudrais rappeler une idée exprimée par lui au début de son livre *les Hommes contre l'humain*: Mes réflexions sur la civilisation actuelle, dit-il, à peu près, ne sont pas marginales; elles ne sont pas des réflexions accidentelles, éloignées du centre de ma pensée; elles sont la réponse liée à l'essentiel de mon intention philosophique, au monde dans lequel nous sommes.

Il est naturel qu'un philosophe de l'existence réfléchisse sur le monde dans lequel il vit: c'est là un objet privilégié. On pourrait presque dire que les deux axes de sa réflexion sont: l'un la vie dans le monde actuel et l'autre la mort.

Remarquons tout de suite qu'il n'y a là aucune prise de position politique, situant Gabriel Marcel soit à gauche, soit à droite. Il y a des enthousiastes du développement technique à droite et à gauche; il y a aussi des critiques du développement technique à droite et à gauche.

Dans une précédente séance avec M. Gabriel Marcel, je m'étais risqué à définir sa politique comme celle d'un monarchiste-dreyfusard, ce qui suffisait à indiquer qu'il appartenait d'une certaine façon pleinement à la droite et d'une autre pleinement à la gauche... Ce qui nous met à l'aise pour réfléchir sur sa pensée, je crois, sans nous sentir emportés par les tourbillons de la politique.

Évidemment personne ne peut être contre l'application de la technique à l'organisation du travail. Il est pratiquement dénué de sens de se déclarer hostile au développement de la technique dans l'industrie, cela signifierait qu'on refuse le monde dans lequel nous sommes.

De plus, on ne peut pas être contre le développement technique à notre époque, sans accepter aussi qu'un nombre considérable d'hommes vivent dans la misère.

J'ajoute qu'il y a une autre raison pour laquelle Gabriel Marcel n'est pas hostile à une civilisation technique: c'est qu'elle représente une aventure pleine de grandeur. Il est difficile de dire que l'on est contre la découverte de la vérité, et presque impossible de dire qu'on est contre l'organisation productive du travail.

À partir de ces évidences, on pourrait se contenter, pour résoudre le problème, de dire ce qu'on trouve un peu partout: les techniques ne sont jamais en elles-mêmes mauvaises. Après tout, que peut être la technique, sinon l'application rationnelle de moyens pour obtenir certains résultats? S'il y a quelque chose de mauvais, ce ne peut être que le résultat qu'on veut obtenir, les fins qu'on se propose.

En fait, il n'y a pas le seul risque d'une technique mise au service de fins mauvaises, la question qui se pose tient à l'entraînement du progrès, à cette difficulté d'arrêter le dynamisme de l'économie une fois déchaîné, et quel que soit le régime économique, soviétique ou américain; il y a une espèce de force intrinsèque du développement économique qui risque d'entraîner les hommes au-delà de ce qu'ils veulent, sans qu'on puisse dire qu'il s'agit simplement d'une mauvaise utilisation des moyens puisque c'est le développement lui-même qui paraît animé d'une espèce de vitesse accélérée.

J'entends par là que si vous êtes dans un régime du type américain, fondé sur le primat du consommateur, vous rencontrerez une espèce de publicité passionnelle et obsédante en vue de créer les désirs, pour écouler votre marchandise, quelle que soit la nature de ces désirs et quel que soit le caractère des marchandises.

Si vous êtes dans un système de planification intégrale, vous rencontrerez probablement ou bien une volonté de pousser la consommation au maximum - c'est concevable, mais sans exemple - ou bien une volonté d'avoir le maximum de puissance et il y aura un dynamisme du développement technique de la production en vue de l'accumulation de la puissance, qui sera la contrepartie du dynamisme de la production en vue de la consommation, pour la consommation.

Car par instants, dans le système américain, la consommation devient un besoin du système, pour que le système fonctionne. Le système est au service de la consommation, et d'une certaine façon, la consommation est au service du système... Il n'est pas tellement facile, dans une économie pleinement moderne, comme l'économie américaine, d'éviter cette espèce d'enchaînement de nécessités en un certain sens absurdes, et en un autre sens inévitables.

Deuxième aspect problématique du développement technique; il nous fait vivre dans un milieu non naturel et presque constamment parmi des objets qui sont déjà des créations du travail humain.

Le sujet est considérable. J'avoue que je n'ai pas de jugement catégorique sur ce point, mais des impressions. Dans les villes américaines que j'aime le plus,

comme par exemple New York, je souffre de voir à peine le ciel et, du matin au soir, de vivre à l'intérieur d'un univers artificiel, sous une lumière artificielle. Je dis que je ne suis pas sûr de ces impressions, parce que ce sont des impressions de touriste, et puis ce sentiment d'étrangeté que me donne cet univers ne tient-il pas seulement au fait que je suis en dehors de chez moi? D'ailleurs, la grande ville qui nous terrifie nous autres voyageurs, n'existe pas pour les New Yorkais, qui vivent dans leur quartier, dans leur petit univers, car New York, exactement comme Paris, est composé de villages...

Mais enfin, je pose la question; et incontestablement, il y a quelque chose de neuf et d'inquiétant à vivre en dehors du cadre naturel et toujours en contact avec les objets du travail humain. Bien des écrivains américains sont obsédés par la perte de liens intimes entre l'humanité, spécialement l'humanité américaine, et la nature.

Mais ni le dynamisme de la production pour la production, ni la création d'un milieu artificiel, ne sont le point central de la problématique de la technique, vue par Gabriel Marcel. Ce qui dirige sa réflexion c'est plutôt le risque de la contagion de la pensée technique dans des domaines où cette pensée ne doit pas être appliquée; de là découle ce qu'il a pu appeler «les techniques d'avilissement».

Les techniques d'avilissement lui paraissent liées à une certaine façon de traiter les hommes comme des objets, et peut-être y voit-il un double risque; il y a le risque général, que les individus eux-mêmes soient considérés comme des éléments de l'organisation technique (dans la production, dans l'organisation de la production). Et puis, il y a le problème propre des techniques d'avilissement.

Dans le livre qui s'appelle *les Hommes contre l'humain*, il y a une demi-confusion entre la diffusion de la pensée technique en dehors de son domaine et les techniques d'avilissement; je n'ai pas quant à moi le sentiment que les deux phénomènes soient essentiellement liés.

Le risque de la diffusion de la pensée technique en dehors de son domaine, c'est par exemple de traiter l'homme non plus comme une personne irremplaçable, mais comme un moyen de production. Ce risque existe, mais il me paraît en somme plus faible au XXe siècle qu'au XIXe. Après tout, au XIXe siècle, début de l'industrie, il suffit de relire les descriptions de Karl Marx pour savoir qu'on n'avait pas besoin de psychologie scientifique pour traiter les hommes de manière inhumaine... Aujourd'hui, quand on applique les techniques sociologiques, ou psychologiques, à l'organisation du travail, dans une large

mesure on humanise le travail, car on a découvert que le travail humain était plus rentable lorsqu'il était humanisé; de telle sorte que le danger existe certes, mais qu'il ne me paraît ni central, ni inévitable.

L'autre aspect, c'est que dans *les Hommes contre l'humain*, les techniques d'avilissement me semblent liées à une fanatisation de la conscience, et aussi à une espèce de pensée politique abstraite, qui connaît les réalités humaines mais les traite comme des moyens au service d'une fin théorique et idéologique; et cela à partir d'un fanatisme abstrait qui marque la volonté de détruire ce qui reste d'humanité chez tous ceux qui sont les victimes de cette organisation.

Que nous ayons assisté à de tels phénomènes au cours de la dernière guerre et que nous continuions à assister à des phénomènes de cet ordre dans tel ou tel point du monde, il est difficile d'en douter. Mais il ne me paraît pas évident qu'il y ait un lien – ni étroit, ni nécessaire – entre la technique, la technisation du travail, une pensée rationnelle appliquée à l'organisation des sociétés, et les techniques d'avilissement.

C'est là-dessus que je voudrais terminer, en demandant à Gabriel Marcel jusqu'à quel point il admet l'esquisse d'analyse que j'ai présentée et comment il jugerait lui-même de ce lien qu'il était tenté d'établir il y a une quinzaine d'années entre ces deux phénomènes, dont chacun est pensable, mais qui ne sont peut-être pas inséparables?

M. Gabriel Marcel – Je tiens d'abord à dire à quel point je suis d'accord avec tout ce que vous avez dit dans la première partie de votre exposé. Je tiens d'autant plus à l'affirmer que dans ce même livre, *les Hommes contre l'humain*, certains textes auraient pu donner à penser que j'avais tendance à condamner les techniques, ce qui me paraîtrait tout à fait absurde. Vous avez d'ailleurs constaté que dans un ouvrage postérieur de quelques années, il y a une sorte de recul; des amis, un ami en particulier, m'avaient mis en garde contre ce danger et je me suis parfaitement rendu compte qu'il avait raison; sur ce point, je suis donc prêt à reconnaître exactement ce que vous avez dit. Je l'ai exprimé en disant: «La technique est un fardeau dont l'homme a chargé ses épaules, il n'est pas question pour lui de le déposer. Il ne pourrait le faire, d'ailleurs, sans une régression effrayante, sans redescendre au-dessous du point de départ.»

Par conséquent, je suis d'accord avec vous. Je dirai aussi que selon moi, ça ne souffre pas la discussion. Il y a un certain «gandhisme» qui a pu à un certain moment se répandre plus ou moins – dans les salons plutôt qu'ailleurs –, et qui me paraît une absurdité.

Maintenant, sur ce que vous avez dit ensuite – et là encore je serais assez disposé à vous donner raison – je crois qu'il faudrait se replacer dans l'atmosphère où j'étais lorsque j'ai écrit cet essai sur les techniques d'avilissement.

J'étais prodigieusement impressionné par ce que nous venions de découvrir au sujet des camps d'extermination. J'étais en particulier horrifié par cette découverte que des êtres avaient pu vraiment s'attacher à avilir d'autres êtres et qu'ils avaient vu dans cet avilissement une fin à poursuivre... Ceci a été vrai aussi dans les camps russes, mais à mon avis pas au même degré que dans les camps allemands, il y a eu une différence, une nuance. Et alors, j'ai procédé comme je le fais assez souvent, c'est-à-dire par une sorte de diffusion de la réflexion...

Je me suis dit: au fond, voilà des techniques d'avilissement, celles des camps d'extermination, mais est-ce qu'il n'y en a pas d'autres?

Et il y a en particulier une technique d'avilissement qui m'est apparue, dont vous n'avez pas parlé et qui pour moi reste tout de même quelque chose d'essentiel et qui n'est pas uniquement ce que vous avez défini à la fin de votre exposé, c'est la manipulation des consciences. Je pense à la propagande. La réflexion sur la propagande a joué pour moi un rôle extrêmement considérable. La manipulation des consciences telle que nous l'avons vue se développer dans les pays totalitaires, il faut bien reconnaître qu'elle existe aussi ailleurs et qu'il y a un danger permanent qu'elle ne se généralise.

Et là, j'abordais les moyens techniques par lesquels cette propagande peut s'exercer, la portée, le rôle que peuvent jouer la radio, le cinéma et probablement la télévision mais à ce moment-là elle n'était pas très développée et je ne m'en étais pas encore préoccupé. Et je me posais alors un nouveau problème.

Je me disais: il n'est pas question de prétendre que la radio ou le cinéma pris en eux-mêmes constituent des techniques d'avilissement, mais est-ce qu'ils ne mettent pas l'homme dans une situation exposée? Est-ce qu'ils ne risquent pas d'entraîner pour l'homme un certain état de dégradation? Encore une fois, pour moi il s'agit d'un risque; c'est uniquement sur ce plan-là qu'on doit se placer.

Quand on voit, au Canada ou aux États-Unis, le rôle absolument incroyable que joue maintenant la télévision, on ne peut pas ne pas penser que, quelles que soient les intentions de ceux qui disposent de ces moyens, il y a là un danger extraordinaire d'avilissement... On ne peut pas du tout dire que cet avilissement soit voulu, bien sûr, ce n'est pas du tout comparable à ce qui se passait avec les

tortionnaires que j'évoquais tout à l'heure, ou plus exactement, cet avilissement n'est pas prémédité, il n'est même pas pensé, mais n'y a-t-il pas tout de même quelque chose qui va dans cette direction?

Alors, je vous renvoie la balle et je vous dis: est-ce que vous ne soyez pas que nous sommes là en présence de quelque chose qui d'abord est tout à fait nouveau, qui n'a plus aucune espèce de rapport avec ce que vous évoquiez à propos des débuts de l'industrialisation au XIXe siècle; nous sommes en présence ici d'une question qui relève vraiment de la pensée existentielle, car il ne s'agit pas, encore une fois, des corollaires qu'il est possible de tirer des techniques considérées en elles-mêmes.

D'abord, je le répète, je ne crois pas que l'on puisse considérer les techniques en elles-mêmes, ça n'a aucun sens; les techniques n'ont pas de sens «*en soi*» et j'ai ajouté: «Si elles ont un en soi, il faudra dire que cet en soi est bon», pour la raison que vous avez dite et dans la mesure où ce sont des applications de la raison... c'est un mot dont nous ne nous servons plus très volontiers, mais, qui garde tout de même une certaine signification. Ce qui importe, c'est la situation dans laquelle se trouvent placés les hommes qui sont exposés à ces techniques.

Et j'étais arrivé alors à un autre type de considérations. J'étais arrivé à faire une distinction qui continue à me paraître extrêmement importante entre l'usager et celui qui contribue si faiblement que ce soit au perfectionnement de la technique, et je disais: ces gens-là sont sauvés, parce que dans la mesure où la technique implique une certaine mise en jeu de la puissance créatrice de l'individu, je crois qu'elle est alors absolument bonne. Mais c'est très différent là où nous avons affaire aux usagers de la technique... ce sont les usagers de la technique qui m'inquiètent, parce que je crois que le cinéma, la radio, tendent presque inévitablement à encourager une certaine paresse de l'esprit, et je crois que la paresse de l'esprit va dans le sens de l'avilissement.

[...]

(1) N.D.L.R. Le texte que nous publions ici est le compte rendu d'une séance organisée en l'honneur de Gabriel Marcel – pour son soixante-douzième anniversaire – par le «Centre culturel autrichien». Raymond Aron et Jacques de Bourbon-Busset, qui participaient à cette séance n'ont pas voulu faire des exposés sur la pensée de Gabriel Marcel, mais établir un dialogue sur quelques aspects de sa philosophie.

Mort de Maurice Merleau-Ponty, maître à penser, maître de vertu

Le Figaro
5 mai 1961

L'Université française est en deuil. Maurice Merleau-Ponty nous faisait honneur, à nous, ses compagnons d'études, ses collègues ou ses amis. Les jeunes gens ont perdu un maître - maître à penser et maître de vertu - qui avait voulu être et qui avait réussi à être un philosophe dans le siècle, attentif aux événements, toujours prêt à s'engager, mais, en même temps, préserver de la haine par l'ironie vraie "qui n'est pas un alibi, mais une tâche".

Probablement son œuvre maîtresse reste-t-elle la "Phénoménologie de la perception", sa thèse de doctorat. Interprétant la pensée de Husserl, utilisant les résultats de psychologie de la forme, en particulier de Goldstein, Merleau-Ponty reprenait un des thèmes classiques de la réflexion philosophique, la perception, il le renouvelait, l'enrichissait. L'analyse de la perception devenait la compréhension de l'homme face au monde, de l'homme qui ne se pense pas lui-même sans penser le monde; du monde qui doit son sens au regard qui le voit, à la conscience qui le saisit.

Maurice Merleau-Ponty publia ensuite des livres plus proches de l'actualité politique, "Humanisme et terreur", "Les Aventures de la dialectique" et il y a quelques mois "Signes". Le recul nous manque pour porter un jugement sur ces écrits où retentissent les échos des batailles historiques - de ces batailles dont il ne voulait pas s'isoler mais auxquelles il se refusait à participer à la manière des fanatiques. Si en dépit de nos divergences nous n'avons jamais rompu nos liens de jeunesse, le mérite lui en revient à lui et à l'idée qu'il se faisait de l'homme et du philosophe.

Écoutons-le ce soir où nous voici à tout jamais appauvris par sa disparition.

"Il y a beaucoup de convention dans le portrait de l'homme d'action que l'on oppose au philosophe; l'homme d'action n'est pas tout d'une pièce. La haine est une vertu de l'arrière. Obéir les yeux fermés est le commencement de la panique et choisir contre ce que l'on comprend le commencement du scepticisme. Il faudrait être capable de prendre du recul pour être capable d'un engagement vrai qui est toujours un engagement dans la vérité."

Un peu plus loin, au terme de cette leçon inaugurale au Collège de France

qu'il avait intitulée "Éloge de la philosophie", il écrit:

"Que dit le philosophe des rapports de l'âme et du corps, sinon ce qu'en savent tous les hommes qui font marcher d'une pièce leur âme et leur corps, leur bien et leur mal? Qu'enseigne-t-il de la mort sinon qu'elle est cachée dans la vie comme le corps dans l'âme, et c'est cette connaissance qui fait, disait Montaigne, "mourir un paysan et des peuples entiers aussi constamment qu'un philosophe". Le philosophe est l'homme qui s'éveille et qui parle et l'homme contient silencieusement les paradoxes de la philosophie, parce que, pour être tout à fait homme, il faut être un peu plus et un peu moins qu'homme."

Marx et les marxismes

Le Figaro littéraire
12 octobre 1963

Karl Marx ne serait pas marxiste-léniniste

Heureusement reconnu comme un classique, Karl Marx est maintenant un auteur de La Pléiade: les principaux textes d'ordre économique publiés de son vivant, et notamment le premier tome du Capital, y ont été réunis dans un seul volume par M. Maximilien Rubel. S'il rend hommage au travail considérable accompli ici par M. Rubel, Raymond Aron exprime pourtant quelques réserves en page 18.

Félicitons d'abord sans réserve les éditeurs de la Bibliothèque de la Pléiade d'avoir accueilli les œuvres de Karl Marx. Nul ne peut assurer que le nombre des lecteurs du *Capital* va augmenter d'un coup, et massivement. Mais, il est juste que l'auteur du *Capital* soit reconnu comme un classique - ce qu'il est à n'en pas douter. Qui s'intéresse au prophète du "socialisme scientifique" trouvera réunis en un seul volume les principaux textes, d'ordre économique, publiés du vivant de Marx, *Misère de la philosophie*, *Manifeste communiste*, *Contribution à la critique de l'économie politique*, premier tome du *Capital*.

M. Maximilien Rubel consacre sa vie à la *marxologie*, puisque ce mot est devenu indispensable pour désigner ceux qui se veulent interprètes ou commentateurs du maître et les distinguer de ceux qui s'en veulent les disciples, par l'intermédiaire de Lénine. Je ne suis pas sûr que M. Rubel ait eu raison de pousser la conscience professionnelle jusqu'à offrir une traduction nouvelle de textes dont il existait déjà plusieurs traductions françaises (par exemple du *Manifeste communiste*). Mais, après tout, il s'agit là d'une décision qui lui incombait et qu'il peut justifier. M. Rubel a mis en tête de ce premier volume une chronologie précieuse qui comporte, année par année, l'indication des principaux événements de la vie de Marx ainsi que de ses travaux ou publications. Enfin, dans une préface de grand style, François Perroux a situé la dialectique de Marx - dialectique des *conflits inexpiables* - par rapport à la sienne propre - dialectique de l'humanisation progressive par le *dialogue*.

Je voudrais n'avoir que des compliments à présenter à M. Rubel, dont les mérites sont grands et incontestés. Malheureusement, sur un point essentiel, je suis en désaccord avec lui. Il a composé ce premier volume en posant deux

principes: utiliser les seuls textes publiés du vivant de Marx (avec une exception, l'introduction générale à la *Contribution à la critique de l'économie politique* que Marx avait renoncé finalement à joindre à la *Contribution* et que Karl Kautsky fit connaître en 1903); d'autre part, s'en tenir aux œuvres strictement ou principalement économiques. En conséquence, ce volume comprend le premier tome du *Capital*(1), mais non les tomes II et III qu'Engels tira des manuscrits de Marx après 1883. D'autre part, la pensée de Marx commence, en cette perspective, avec la *Misère de la philosophie* (qui est, comme on le sait, une polémique contre le livre de Proudhon, *Philosophie de la misère*) et le *Manifeste communiste*. M. Rubel invoque un mot de Marx, selon lequel ces deux petits livres peuvent servir d'introduction à son œuvre proprement scientifique.

Personnellement, j'aurais adopté un tout autre principe, plus simple et, à mon sens, impératif: l'ordre chronologique, en refusant toute distinction entre les textes dits économiques et les autres, en n'hésitant pas à mettre ensemble, comme les responsables soviétiques de l'édition dite Mega (*Marx-Engels Gesamtausgabe*) l'avaient fait, les textes publiés et les manuscrits demeurés dans les cartons ou abandonnés à la "critique rongeuse des souris".

Il n'y a pas, dans la pensée de Marx, et M. Rubel le sait mieux que personne, de séparation entre ce que nous appelons économie, politique, sociologie, philosophie. Il est loisible au sociologue d'aujourd'hui de reconstituer ce qu'aurait été la sociologie de Marx si celui-ci s'était posé les problèmes que se pose par exemple M. Gurvitch (ainsi vient de faire ce dernier dans la réédition du deuxième tome de sa *Vocation actuelle de la sociologie*). Joseph Schumpeter était parfaitement en droit de résumer les idées de Marx en quatre chapitres: le prophète, le sociologue, l'économiste, le maître à penser (*the teacher*)(2). Mais le marxologue, à mon sens, doit commencer par reconnaître deux propositions dont la méconnaissance est fatale à la marxologie, sinon au marxisme: la pensée de Marx se présente à nous comme un itinéraire intellectuel et doit être saisie dans son développement; elle a toujours été, inséparablement, *sociologie, économie, philosophie de l'histoire* et même *prophétisme*. L'économie de Marx, encore dans *Le Capital*, est en même temps une sociologie et une philosophie de l'histoire. Les textes de jeunesse ne doivent pas être négligés, ils ne doivent pas non plus être tenus pour plus fidèles à la pensée profonde de Marx que les textes de maturité. M. François Perroux, par exemple, cite plusieurs fois le concept d'homme générique (*Gattungswesen*), emprunté par Marx à Feuerbach, qui a disparu du vocabulaire marxiste à partir de 1846 et auquel, me semble-t-il, l'auteur du *Capital* n'aurait plus accordé aucune signification précise.

Critique d'une édition critique

Je déplore donc que M. Rubel, auquel la marxologie doit tant, ait composé les deux tomes de la Pléiade de telle manière qu'aucun texte antérieur à 1847 ne figure dans le premier et que le lecteur non prévenu puisse s'imaginer comprendre vraiment *Le Capital* comme s'il s'agissait d'un livre ordinaire d'économie politique. Or - et sur ce point - Joseph Schumpeter a raison contre le père Bigo(3), Marx a voulu et cru écrire un livre de science économique. Les interprètes qui, sous prétexte de défendre Marx contre les économistes modernes, voient dans *Le Capital* une sorte d'analyse existentielle du capitalisme faussent radicalement le projet, l'intention de Marx lui-même. D'autre part, Joseph Schumpeter, qui n'a pas tort de ranger Marx économiste parmi les disciples de Ricardo, commet à son tour une erreur en ignorant le sous-titre du *Capital: Critique de l'économie politique*. Aucun économiste pur, aucun classique n'aurait employé l'expression *Critique de l'économie politique*. Or le mot *critique* se retrouve d'un bout à l'autre de la carrière de Marx. Jeune homme, ami de Bruno Bauer et des hégéliens de gauche, il rêve tour à tour d'une critique de la religion, d'une critique de l'art, d'une critique de la politique. Il a été, toute sa vie, un penseur *critique*, bien que les objets sur lesquels a porté sa critique n'aient pas été constamment les mêmes et que la conception même de la critique ait peut-être évolué. Mais puisque l'essentiel de ce premier tome est constitué par la *Contribution à la critique de l'économie* et par *Le Capital* (sous-titre: *Critique de l'économie politique*), nous devons, d'abord et avant tout, comprendre ce que Marx entend par *critique* en général et *critique de l'économie politique* en particulier.

Reprenons un des passages les plus célèbres de l'article intitulé *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel* (1844): "Le fondement de la critique religieuse est celui-ci: l'homme fait la religion, ce n'est pas la religion qui fait l'homme. La religion est en réalité la conscience et le sentiment propre de l'homme qui, ou bien ne s'est pas encore trouvé, ou bien s'est déjà reperdu. Mais l'homme n'est pas un être abstrait, extérieur au monde réel. L'homme, c'est le monde de l'homme, l'État, la société. Cet État, cette société produisent la religion, une conscience inversée du monde parce qu'ils constituent eux-mêmes un monde à l'envers...

"C'est donc la tâche de l'histoire, après que l'au-delà de la vérité a disparu, d'établir la vérité de l'en-deçà. C'est abord la tâche de la philosophie, qui est au service de l'histoire, après qu'elle a dénoncé la forme sacrée de l'auto-aliénation

humaine de démasquer l'aliénation dans ses formes profanes. La critique du ciel se transforme ainsi en critique de la terre, la critique de la religion en critique du droit, la critique de la théologie en critique de la politique." Ces lignes contiennent, ramené à l'essentiel, le projet philosophique de Marx - projet qui est pratique en même temps que théorique, puisque la philosophie est au service de l'histoire - ce que Marx dira ailleurs dans la formule, indéfiniment répétée: on ne peut réaliser la philosophie qu'en la supprimant (*aufheben*).

Marx n'a jamais eu, semble-t-il, d'inquiétude religieuse, mais la critique de la religion a été l'étape première de sa pensée, et elle est à la fois condition et modèle des critiques ultérieures. C'est parce que le monde d'ici-bas est à l'envers que l'homme imagine un autre monde. C'est parce que l'homme n'accomplit pas son être vrai qu'il projette en un transcendant illusoire la vérité dont il ressent à la fois le manque et le besoin. "La religion est le soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit. C'est l'opium du peuple." La critique marxiste n'est donc pas une critique moralisatrice, d'inspiration kantienne. Elle est une critique historique, d'inspiration hégélienne.

Cette critique, en effet, ne consiste pas à confronter la réalité à une idée que le philosophe tirerait de lui-même au nom d'un prétendu a priori ou d'une aspiration vaine. C'est dans la réalité elle-même que la critique marxiste découvre les idées qui nient, condamnent et transformeront la réalité. Si la créature n'était pas accablée par le malheur, la religion ne serait plus nécessaire, elle qui est expression de la misère réelle et protestation contre cette misère.

Puisque la critique est immanente, qu'elle découvre les idées à même le réel, elle devient spontanément action: "L'arme de la critique ne saurait remplacer la critique des armes." La critique est radicale: "L'homme est pour l'homme l'être suprême." La doctrine aboutit "à l'impératif catégorique de renverser toutes les conditions sociales où l'homme est un être abaissé, abusé, abandonné, méprisable".

La critique marxiste est donc critique de la réalité et en même temps de la conscience fausse que l'homme en prend (l'homme n'aura une conscience vraie de lui-même qu'au jour où il aura réalisé sa vérité): elle est en même temps théorique et pratique puisque, en révélant la fausseté du monde, elle met au jour les idées qui travaillent et bouleverseront ce monde; elle est en même temps sociologique et idéologique puisque la fausseté des idées ne s'explique que par la fausseté de la réalité. Les idées fausses expriment et compensent la fausseté du

monde réel.

Marx est resté toute sa vie un penseur critique, impatient de combiner l'arme de la critique et la critique des armes; toute sa vie, "c'est l'indignation qui fait l'essence de son style pathétique, c'est la dénonciation qui fait le plus clair de sa besogne". En ce sens, il n'y a pas de rupture entre la jeunesse et la maturité de Marx. Une volonté de critique radicale anime *Le Capital* comme les *Manuscripts económico-philosophiques de 1844*. Mais en quoi consiste une *critique de l'économie politique*?

Cette critique, selon les analyses précédentes, doit être critique de la réalité économique et de la conscience qu'en prennent les hommes; ou encore, elle est critique du capitalisme et de la science économique. Cette critique se veut science au même titre que la science qu'elle critique, mais elle prétend mettre au jour la fausseté intrinsèque qui affecte la science économique en tant que celle-ci reflète un monde faux.

Cette intention du *Capital* est, à certains égards, bien connue. Par exemple, selon la théorie marxiste du salaire, la valeur de la force du travail, calculée comme la valeur de n'importe quelle marchandise, est égale à la valeur des marchandises nécessaires à la vie de l'ouvrier et de sa famille. Une telle théorie avait, aux yeux de Marx, un double mérite: elle impliquait que l'ouvrier fût traité comme une marchandise et, de ce fait, elle était chargée d'une indignation morale, apparemment réprimée. D'autre part, elle donnait un fondement scientifique à la protestation ouvrière contre le capitalisme: le salaire ouvrier était conforme à la justice capitaliste puisque la force de travail, comme toute marchandise, se paye à sa valeur, mais cette justice était en même temps la forme suprême de l'injustice puisque, conformément à la loi du régime, le capitaliste ne paye qu'une partie de la journée du travailleur et "empoche" le produit du surtravail. La conception de l'exploitation que nous venons de résumer justifie l'indignation par la science et met la science au service de l'indignation. En ce premier sens, *Le capital* est une critique de la science économique dont Marx adopte pourtant les concepts et les méthodes.

Contradictions du capitalisme, illusions du marxisme

Mais cette critique ne serait pas proprement marxiste si elle se bornait à dénoncer l'exploitation, l'ouvrier traité comme une marchandise, le propriétaire des moyens de production gardant pour lui-même la plus-value. Encore faut-il que les capitalistes soient victimes de l'idée fausse qu'ils se font d'eux-mêmes et du régime. En d'autres termes, le capitalisme, fonctionnant conformément à ses

propres règles, doit être condamné à mort par ses contradictions. Or, les économistes bourgeois ignorent ces contradictions et se font des illusions sur l'avenir du régime. L'originalité du *Capital*, telle que la pensait Marx, était de révéler ces contradictions et de dissiper ces illusions.

Quels qu'aient été ses emprunts à Ricardo, Marx en diffère, en tant qu'homme de science, sur un point essentiel: à ses yeux, les capitalistes ne connaissent que prix et profits, alors que la réalité profonde, authentique, est celle de la valeur. Ni Smith ni Ricardo n'opposaient valeur et prix comme essence et apparence. Marx a cru trouver dans la distinction entre réalité de la valeur et les apparences des prix le secret du capitalisme, de ses contradictions et de sa catastrophe finale. Du même coup, la notion de critique de l'économie politique prend sa pleine signification. Ni les capitalistes ni les économistes ne comprennent que la baisse du taux de profit (que les observateurs de son temps croyaient tous constater) est le résultat inévitable du capitalisme lui-même; c'est sur le travail vivant, sur le capital variable qu'est prélevée la plus-value. Plus le capital s'accumule, c'est-à-dire plus augmente la proportion du capital constant (du travail mort) par rapport au capital variable (travail vivant) dans le capital total, plus le taux de profit (c'est-à-dire le rapport de la plus-value au capital total) doit diminuer. Le mécanisme est scientifiquement démontré, il est inexorable et les capitalistes comme les économistes bourgeois l'ignorent parce qu'ils s'en tiennent aux apparences des prix et ne pénètrent pas jusqu'au plus profond l'univers de la valeur.

Marx a cru faire œuvre de science en faisant œuvre de critique, en mettant au jour le mécanisme caché dont les acteurs sont inconscients et, de ce fait même, prisonniers. Ainsi l'économie marxiste, à la différence de l'économie classique, se voulait sociologique: toute société se définit par ses rapports de production, c'est-à-dire par le mode de prélèvement et de répartition de la plus-value. Dans le régime capitaliste, la plus-value est prélevée par les détenteurs des moyens de production sans même qu'ils le sachent clairement. Les esclaves et les serfs connaissaient leur sort et n'ignoraient pas leur destin de victimes. Les propriétaires d'esclaves ou les seigneurs se pensaient eux-mêmes comme des maîtres. Ni les détenteurs des moyens de production ni les prolétaires ne se reconnaissent pour ce qu'ils sont, parce que tous les échanges capitalistes se déroulent selon la loi de la valeur, c'est-à-dire selon les formes de la liberté et de l'égalité. Les exploités comme les capitalistes apprentis-sorcières ont besoin de Marx pour apprendre les uns l'iniquité de leur condition, les autres la catastrophe qui les attend.

Du même coup, cette économie est une philosophie de l'histoire puisqu'elle situe le régime capitaliste parmi les divers régimes économiques de l'humanité. Le salariat vient au terme d'un devenir qui, après la chute dans la propriété privée, a passé par l'esclavage et le servage. Et le salariat, à partir duquel l'ensemble du passé humain devient intelligible, ne se comprend pleinement lui-même qu'en référence à son avenir, c'est-à-dire au socialisme. Celui qui méconnaît le caractère transitoire du capitalisme méconnaît l'essence de ce dernier. La chouette de Minerve ne prend son vol qu'au crépuscule: en histoire, ce sont les vivants qui dégagent la signification vraie de l'existence des morts. Pour être compris, le capitalisme doit appartenir au passé. Marx se savait contemporain du capitalisme, mais il se mettait à la place du régime qui viendra après lui pour le juger.

Enfin, cette économie est philosophie en un double sens: elle montre ce qu'est l'existence des hommes, des prolétaires comme des détenteurs des moyens de production, dans une société où sévissent propriété privée des moyens de production et anarchie du marché. Elle annonce ce que sera l'existence des hommes quand ils auront repris, grâce à une organisation collective et volontaire de la production, la maîtrise des forces dont ils sont aujourd'hui le jouet.

Le marxisme aujourd'hui

L'intention de Marx dans *Le Capital*, exactement interprétée, rend intelligibles les deux interprétations, contradictoires et extrêmes, l'une fausse, selon laquelle Marx ne serait nullement un économiste au sens ordinaire du terme, l'autre, partielle mais plus proche de la vérité, selon laquelle, en tant qu'économiste, il aurait été simplement un disciple de Ricardo. Si Marx n'avait eu d'autre ambition que celle que lui prête le père Bigo, une analyse existentielle du capitalisme ne lui aurait pas coûté trente ans de travail pour aboutir à une œuvre finalement inachevée. Si Marx avait été un ricardien comme les autres, il aurait pu être socialiste mais non critique de l'économie politique en tant que celle-ci est la fausse conscience d'un monde qui ne peut pas se penser selon la vérité sans se condamner lui-même.

Si tant d'interprètes ne s'en tiennent pas à ce point central et tirent *Le Capital* soit vers l'économie classique, soit vers la philosophie, la raison unique ou même principale n'en est pas une erreur de lecture. En fait, l'économiste d'aujourd'hui accepte malaisément la distinction de l'essence et de l'apparence, de la valeur cachée et de prix illusoire. Même la plupart de ceux qui se donnent pour disciples de Marx réduisent cette distinction à celle qui existe entre un schème

simplifié et la réalité concrète ou complexe. Certains textes de Marx qui, à cette époque de sa vie, étaient de plus en plus influencés par le scientisme et le darwinisme vont dans ce sens. Mais s'il en était ainsi, *Le Capital* ne serait pas la critique de l'économie politique, il serait seulement la critique du capitalisme. (Pour l'édition française, Marx avait supprimé le sous-titre: critique de l'économie politique.) À ce moment, *Le Capital*, livre d'économie politique, ambitieux et inégal, relèverait à son tour de la critique des économistes qui, en 1963, y trouveraient beaucoup à reprendre et peu à apprendre.

Depuis la publication intégrale des œuvres de jeunesse de Marx, depuis la deuxième guerre surtout, une mode intellectuelle s'est répandue, mode qui, heureusement, semble sur le déclin. Pour des raisons politiques ou philosophiques, on surestimait les écrits de jeunesse, on les opposait aux ouvrages de la maturité: pour un peu, on aurait mis les manuscrits *économico-philosophiques* ou *l'Idéologie allemande* au-dessus de la *Contribution à la critique de l'économie politique* ou du *Capital*. Pire encore, on citait pêle-mêle des textes de toutes les époques comme si le vrai Marx était celui qui, à la suite de Hegel et dans le milieu des hégéliens de gauche, avait esquissé une philosophie de l'aliénation. On oubliait que le concept d'aliénation traduit plusieurs concepts allemands (*Entfremdung*, *Entäusserung*, *Veräusserung*). L'aliénation, au sens philosophique du terme, équivalent français de *Entfremdung*, *devenir étranger à soi-même*, Marx ne l'évoque plus guère après 1848. On compterait sur les doigts d'une seule main le nombre des fois où le terme de *Entfremdung* est employé dans *Le Capital*. La philosophie de l'aliénation, ou encore la critique telle qu'elle s'exprime dans les textes que j'ai cités de *l'Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, suppose une définition de la vérité ou de l'essence de l'homme. La philosophie de Hegel étant supposée vraie, la non-réalisation de cette philosophie est scandale et fournit la matière de la critique. Dans un naturalisme intégral comme celui qu'affirment les ouvrages de Marx à partir de *l'Idéologie allemande*, nulle vérité de l'homme ne peut être supposée par rapport à laquelle se déterminerait la fausseté du réel.

Mais un autre sens, plus sociologique, de l'aliénation subsiste: l'homme crée des œuvres, des institutions auxquelles il devient étranger et dont il subit la loi. En ce sens, le concept d'aliénation demeure au centre de la pensée critique de Marx, mais ce concept est devenu essentiellement sociologique. Les hommes font leur histoire, mais ils ne savent pas l'histoire qu'ils font. Les capitalistes accumulent le capital et préparent la baisse du taux du profit. La reprise des

aliénations n'est rien de plus que l'acquisition de la maîtrise sur les lois du développement historique.

À ce moment, la pensée critique de Marx risque de déboucher sur la version matérialiste et dialectique qu'en a présentée Engels (avec l'approbation de Marx) et qui est devenue l'origine de ce que l'on appelle aujourd'hui marxisme-léninisme - je n'ai traité ici que du projet de Marx ou du marxisme de Marx, fort éloigné du marxisme-léninisme. Car l'ironie de l'histoire qu'il aimait à évoquer n'a pas épargné l'auteur du *Capital*. Nulle société n'est aussi incapable de se penser selon sa vérité que la société soviétique - la société qui se recommande du penseur dont l'obsession était d'obliger les hommes à se reconnaître pour ce qu'ils sont.

Appliquer la méthode marxiste du critique au régime stalinien ou même au régime khrouchtchévien: combien l'ont fait avant 1953? Combien le font aujourd'hui? Combien, parmi ceux qui se déclarent marxistes, ont conservé le sens de la critique radicale? Il est vrai que le socialisme scientifique n'a été, en fait, que la science du capitalisme, Marx s'étant toujours refusé à décrire en détail ce que serait le socialisme. Mais si le sens original du marxisme est de confronter sans cesse l'existence des hommes et la conscience qu'ils en prennent, de dénoncer les justifications et de rappeler aux privilégiés le prix payé par les travailleurs, quel régime est moins marxiste que celui qui se soustrait à la critique en refusant la coexistence idéologique, c'est-à-dire le dialogue?

(1) On regrette que M. Rubel ait cru bon de rejeter en annexe certains chapitres ou même de renverser l'ordre des deux derniers chapitres. Dans une édition qui se veut scientifique, *Le Capital* doit être présenté tel que Marx lui-même l'a présenté.

(2) Dans *Socialisme, Capitalisme et Démocratie*.

(3) *Marxisme et Humanisme*, introduction à l'œuvre économique de Marx.

[Mise au point publiée dans *Le Figaro* du 11 octobre 1963:]

À propos de Karl Marx. Une mise au point de Raymond Aron.

Notre directeur a reçu de notre ami Raymond Aron la lettre rectificative suivante que nous nous faisons un devoir de publier et qui n'étonnera pas lorsqu'on sait son haut souci d'exactitude.

Mon cher directeur et ami,

Puis-je vous demander de faire savoir que le titre annoncé dans *Le Figaro* "*Marx ne serait pas marxiste-léniniste*", pour l'article publié par *Le Figaro littéraire* à l'occasion de la publication des œuvres de Marx dans la collection de la *Pléiade*, a été choisi par la rédaction du *Figaro littéraire* et que je l'aurais refusé s'il m'avait été soumis? Il est toujours déplaisant de mobiliser

les morts au service de nos querelles. Marx avait la passion de la justice, un tempérament de révolté et l'intransigeance d'un prophète. Il est facile de l'imaginer au pouvoir, impitoyable et triomphant, ou, tout au contraire, tel Trotsky après la Révolution, opposant et persécuté. Mais la question n'a pas de sens. Il est vain de se demander ce que penserait aujourd'hui un homme aux yeux duquel chacun est, jusqu'au plus intime de son être, l'expression de son milieu, c'est-à-dire de l'histoire concrète et singulière qu'il a vécue.

Le marxisme-léninisme est un des développements prévisibles de certains éléments de la pensée de Marx. Il en méconnaît ou trahit d'autres éléments. Voilà tout ce que l'on est en droit de dire.

Croyez, je vous prie, à l'assurance de mes sentiments amicaux.

Raymond Aron.

.

Jean-Paul Sartre et le marxisme

Le Figaro littéraire
29 octobre 1964

Raymond Aron, auquel nous avons demandé d'évoquer pour les lecteurs du Figaro littéraire Jean-Paul Sartre, son condisciple à l'École normale, m'a adressé la lettre ci-contre dont on appréciera les scrupules et la loyauté. Nous la donnons en préambule à la magistrale étude "Sartre et le marxisme" qu'on lira en page 6. P.B.

Cher ami,

L'auteur de *La Nausée*, *Huis clos*, *L'Être et le Néant*, *Les Mots* est évidemment un esprit supérieur: seuls les ignorants avaient besoin du prix Nobel pour s'en apercevoir. Si Sartre a été inconnu jusqu'à la parution de *La Nausée*, il n'a jamais été méconnu. Nous étions quelques-uns, à l'École normale, à soupçonner son génie. Mais je n'aime guère (lui non plus d'ailleurs) les éloges académiques dont le lauréat malgré lui est comblé depuis quelques jours. Éloges d'autant plus dérisoires qu'ils concernent un écrivain engagé et qu'ils veulent ignorer les causes au service desquelles celui-ci s'est engagé.

Il me paraîtrait déplacé de saisir cette occasion pour évoquer les souvenirs de notre jeunesse. La rupture de notre amitié remonte à plus de quinze ans et si, désormais, nous échangeons des poignées de main et non plus des injures, nous continuons de vivre dans des univers étrangers. Usant des libertés formelles que respectent approximativement les démocraties bourgeoises, Sartre réserve ses sympathies aux régimes révolutionnaires qui ont à ses yeux le mérite de préparer la liberté réelle. Je pense tout autrement, mais un règlement de comptes politique serait aujourd'hui aussi indécent qu'une comédie de la réconciliation ou d'un retour à un passé lointain.

J'aurais préféré de beaucoup laisser à d'autres le soin de commenter une œuvre dont la complexité et la richesse défient l'improvisation du journalisme. Je cède finalement à votre insistance, mais vous m'excuserez de m'en tenir à des réflexions sur la *Critique de la raison dialectique*, que j'ai relue au cours de l'été dernier. Je n'ai pas la prétention d'épuiser le sujet qu'annonce le titre de l'article. Il est facile de montrer que Sartre, quoi qu'il en ait, ne parvient pas à être un bon marxiste, mais pourquoi attache-t-il tant de prix à l'Être? Pour parler son langage, s'il n'est pas marxiste, c'est sur le mode d'être-ce-que-l'on-n'est-pas ou de n'être-pas-ce-que-l'on-est. En un langage plus ordinaire, c'est de bonne foi

qu'il se convainc lui-même d'un marxisme que les marxistes-léninistes récusent et qui aurait probablement surpris Marx lui-même.

Croyez, je vous prie, à mes sentiments bien amicaux.

Raymond Aron

Dans la *Critique de la raison dialectique*, Sartre ne cesse d'affirmer la vérité du marxisme, vérité indépassable au moins pour notre temps. "... *Il y a le moment de Descartes et de Locke, celui de Kant et de Hegel, enfin celui de Marx. Ces trois philosophies deviennent, chacune à son tour, l'humus de toute pensée particulière et l'horizon de toute culture. Elles sont indépassables tant que le moment historique dont elles sont l'expression n'a pas été dépassé.*" (p. 27.) De pareilles déclarations, tout aussi solennelles, se multiplient au long des pages. "*J'ai dit et je répète que la seule interprétation valable de l'histoire humaine était le matérialisme dialectique.*" (p. 134.)

À quelle doctrine s'adressent ces déclarations d'allégeance? Selon un texte de la page 225, la découverte essentielle du marxisme serait que le travail est le fondement réel de l'organisation des relations sociales. La notion de fondement réel n'étant guère moins équivoque que celle de "*en dernière analyse*", chère à Engels, je suis personnellement tout disposé à admettre cette découverte essentielle sans pour autant aspirer à l'honneur d'être marxiste.

Les propositions abstraites et vagues, qui semblent constituer le marxisme auquel Sartre se rallie, sont d'autant moins impressionnantes que tout l'effort de l'étude, baptisée *Question de méthode*, tend à sauvegarder contre les mauvais marxistes l'irréductibilité des diverses sphères de l'existence humaine. À propos de la pensée de Sade, il écrit qu' "*un système idéologique est un irréductible*" (p. 76), qu'il faut étudier l'idée dans tous ses développements. Il n'hésite pas davantage (p. 81) à "*reconnaître l'originalité des groupes socio-politiques ainsi formés et à les définir dans leur complexité même à travers leur incomplet développement et leur objectivation déviée*". De même encore l'existentialisme ne peut qu'affirmer la spécificité de l'événement historique; il cherche à lui restituer sa fonction et ses multiples dimensions.

Ainsi donc, d'un côté Sartre fait acte d'allégeance inconditionnelle au marxisme, mais un marxisme réduit à un contenu assez pauvre. D'un autre côté, il réintègre dans l'histoire l'événement, l'individu, l'autonomie des groupes socio-politiques, l'irréductibilité des œuvres de l'esprit. Certes, à en croire Sartre, il s'agit là d'un retour aux sources. Si les marxistes ne savent plus lire (p. 35), la faute en est évidemment aux marxistes et non à Marx. Surtout à l'époque du

stalinisme, les marxistes auraient sacrifié à une sorte d'idéalisme volontariste. Au lieu de déchiffrer lentement la réalité complexe de l'histoire humaine, ils auraient procédé par décret, ils auraient appliqué, mécaniquement, leur grille d'interprétation sans même se soucier de connaître les faits. Ils auraient ignoré les médiations multiples entre le procès de production et les expériences vécues. *Le marxisme est la philosophie indépassable de notre époque, mais il est devenu entièrement stérile en notre siècle.*

Il s'agit donc de rendre vie au marxisme, de le rénover. Sartre espère y parvenir, non par une interprétation originale de notre époque, mais en donnant au marxisme de Marx un fondement philosophique qui ne soit pas le matérialisme, mais l'existentialisme, ou tout au moins qui soit un matérialisme compatible avec l'existentialisme.

L'entreprise sartrienne, telle qu'elle se définit elle-même, tend à réintégrer l'homme dans le savoir marxiste. *"Il n'oppose pas, comme Kierkegaard à Hegel, la singularité irrationnelle de l'individu au savoir universel. Mais il veut, dans le savoir même et dans l'universalité des concepts, réintroduire l'indépassable singularité de l'existence humaine."* Ce texte éclaire le sens de l'effort philosophique de Sartre depuis que les événements ont incité l'auteur de *L'Être et le Néant* à passer de l'ontologie à l'ontique, de l'homme "*passion inutile*" à l'homme historique en quête de lui-même et de la vérité.

L'attitude de Sartre à l'égard du marxisme comporte quatre sortes de jugements.

- En ce qui concerne la métaphysique matérialiste ou la dialectique objective, il est explicite, catégorique et négatif. Jamais, quel qu'ait été son désir de coopérer avec les staliniens, il n'a fait de concession sur les principes de sa propre philosophie.

- En ce qui concerne la sociologie économique-historique de Marx, Sartre affirme le plus souvent qu'il s'agit de vérités acquises ou d'évidences. Par exemple, il écrit: *"Toutes ces remarques formelles ne prétendent pas bien entendu ajouter quoi que ce soit à l'évidence de la reconstruction synthétique que Marx a réalisée dans Le Capital ; elles ne veulent même pas en être le commentaire marginal; cette reconstruction, en effet, par son évidence, rejette tout commentaire."* (p. 276.)

Cette formule, qui manque d'indulgence, à l'égard de commentateurs innombrables, illustre la légèreté avec laquelle Sartre accepte de la pensée marxiste tout, ce qui ne l'intéresse pas, mais constituait l'essentiel pour Marx lui-

même, par exemple la reconstruction synthétique du capitalisme.

- Sur le plan de l'action, si l'on convient d'appeler marxistes ceux qui militent dans les partis communistes, Sartre n'a pas été un marxiste, mais le plus souvent depuis 1945 un para-marxiste. Mis à part le bref épisode du Rassemblement démocratique révolutionnaire, il a été typiquement un compagnon de route. Il n'a jamais aliéné, si peu que ce soit, sa liberté de pensée, mais il s'est exprimé en partisan et parfois de manière d'autant plus irritante qu'il se défendait de l'être. Il a critiqué les Soviétiques à l'occasion, par exemple au moment de la révolution hongroise, mais il a consciemment et volontairement appliqué le principe "deux poids, deux mesures". La signification de la torture ou des camps de concentration n'était pas la même selon la couleur du régime ou du parti au pouvoir. On aurait souhaité pour lui que ce philosophe de la liberté dénonçât le culte de la personnalité avant M. Khrouchtchev. Ce non-conformiste n'a pas évité quelque conformisme gauchiste.

- Nous en venons enfin au dernier aspect du problème, le plus intéressant. La *Critique de la raison dialectique* se situe en deçà du matérialisme historique ou de la lutte des classes. Un deuxième tome est déjà annoncé. Le premier a pour objet de rénover le marxisme en y réintroduisant l'existence, en prenant pour point de départ la conscience individuelle. La critique sartrienne veut être au marxisme ce que la critique kantienne, selon ce que l'on nous apprenait à l'école, était à la physique de Newton. Sartre veut montrer la possibilité d'une histoire qui sera la réalisation progressive de la vérité.

L'histoire n'est pas nécessaire

Dans la *Critique*, Sartre emploie volontiers le concept de *Praxis* pour désigner l'action individuelle et il consacre même quelques pages à l'être vivant en rapport avec son milieu par l'intermédiaire du besoin. Le changement de vocabulaire ne devrait pas nous induire en erreur: entre ce qu'il appelle aujourd'hui *praxis* individuelle ou dialectique constituante et le *pour soi* de *L'Être et le Néant*, il n'y a pas de différence décisive. La *praxis* individuelle, comme la conscience, est pro-jet, rétention du passé et transcendance vers l'avenir translucide à elle-même, saisie globale de la situation et du but. L'histoire serait parfaitement dialectique, c'est-à-dire parfaitement compréhensible, si elle était celle d'un seul homme. Elle demeure intelligible parce qu'elle est constituée par les actions humaines dont chacune est compréhensible en tant que *praxis* individuelle ou conscience translucide.

La dialectique sartrienne ne commence pas avec le dialogue, avec la rencontre

du *je* et du *toi*. C'est la rencontre avec l'*autre* qui crée une menace pour la liberté de chacun. Non que spontanément l'*autre* me traite en objet de son entreprise et par suite m'asservisse. Mais comme la conscience devenue *praxis* est conscience travailleuse, rapport de l'homme avec la nature et avec d'autres hommes par l'intermédiaire de la matière œuvrée (outil), le risque d'aliénation est immanent aux relations interindividuelles. Pour être authentiquement humaines, celles-ci doivent être fondées sur la réciprocité ou l'égalité (les deux termes figurent dans le livre). Une philosophie qui nie l'existence d'une nature humaine doit trouver un critère de substitution à l'aide duquel déterminer ce qu'elle baptisera inhumain. Ce critère (p. 207) est la réciprocité: "*La praxis de l'un dans sa structure pratique et pour l'accomplissement de son projet reconnaît la "praxis" de l'autre, c'est-à-dire au fond qu'elle juge la dualité des activités comme un caractère inessentiel et l'unité des praxis en tant que telles comme un caractère essentiel.*"

Dans l'histoire réelle des hommes, cette réciprocité n'est pour ainsi dire jamais présente par la faute de la *rareté*. Quelle espèce animale pourrait être plus dangereuse pour l'homme qu'une espèce industrielle, intelligente, qui s'ingénie à m'arracher les moyens de vivre? Cette espèce animale, c'est l'espèce humaine, victime et prisonnière de la rareté qui fait de chacun l'ennemi de l'autre. Ainsi la rareté, sur laquelle les économistes classiques fondaient leur science, nous restitue la vision de Hobbes, celle de l'*homo homini lupus*.

L'histoire n'est pas nécessaire. Elle a pour origine et pour fondement intelligible un fait contingent, coextensif à la vie de notre espèce sur cette planète, le manque de ressources par rapport au nombre de bouches à nourrir. Ce manque condamne toutes les sociétés à éliminer certains de leurs membres, réels ou possibles, avant qu'ils soient nés ou alors qu'ils ont déjà vu le jour. Ce manque, obscurément éprouvé, est intériorisé par les consciences, il crée le climat de la rareté, qui est en même temps climat de violence, dans lequel se déroule toute l'histoire humaine.

Ce premier moment de l'expérience critique est évidemment étranger à la pensée non pas seulement des marxistes, mais d'Engels ou de Marx. L'un et l'autre ne remontent pas au-delà des sociétés archaïques, de l'homme socialisé. La division du travail ou la violence - de préférence la première - leur apparaissait l'origine de la lutte des classes, qu'ils n'attribuaient explicitement ni à la nature humaine ni à une dialectique hégélienne du maître et de l'esclave. Le mécanisme historique de la lutte des classes les intéressait plus que la "déduction

transcendantale" de cette lutte. Cela dit, la conception sartrienne n'est pas pour autant, au niveau transcendantal où elle se situe, incompatible avec l'inspiration de Marx. En tout cas, elle permet à Sartre d'ouvrir une perspective de sortie hors du monde sans espoir de *L'Être et le Néant* et de *Huis clos*. L'inhumanité de l'homme à l'égard de l'homme a une cause ontologiquement accidentelle. Le deuxième tome de *La Critique* devrait nous découvrir, au-delà de la rareté, l'aube de l'abondance et de la réciprocité des consciences.

La rareté, qui met en mouvement la dialectique de l'histoire, ne développerait pas de telles conséquences si la *praxis* individuelle n'était immédiatement menacée en sa liberté par la *praxis* des autres. Ou encore, en un autre langage, chacun de nous est pro-jet, saisie globale de l'environnement en fonction de la situation perçue et de la fin voulue. Comment des libertés innombrables peuvent-elles coexister sans s'asservir réciproquement? La réponse est qu'effectivement, au moins dans le milieu de la rareté, elles ne le peuvent pas: les consciences s'objectivent dans leurs œuvres, et cette objectivation devient aliénation parce que les autres leur en dérobent ou en faussent la signification. Toutes les libertés ensemble sont finalement engluées dans ce que Sartre appelle le *pratico-inerte*, l'organisation sociale devenue chose, à laquelle tous les individus sont soumis comme à une nécessité matérielle - nécessité qui demeure intelligible parce qu'elle a pour origine la libre *praxis* des individus, mais qui est en quelque sorte la négation de cette liberté. *L'homme est né libre et partout il est dans les fers*, écrivait Jean-Jacques Rousseau. L'homme est libre par nature, ou plutôt il n'a pas de nature parce qu'étant libre il décide de lui-même, écrit Sartre, mais partout l'homme est l'instrument de l'homme, nulle part il n'accomplit sa liberté sans violer celle des autres.

Le concept de *série*, illustré par l'exemple fameux de la file des voyageurs qui attendent l'autobus devant Saint-Germain-des-Prés, caractérise les rapports interindividuels dans la servitude du *pratico-inerte*. Ces gens sont ensemble et ils ne se voient pas. Ils sont l'un derrière l'autre et seul l'ordre accidentel de leur arrivée, non l'urgence, détermine l'ordre dans lequel ils monteront en voiture. Chacun va à ses propres affaires, ignorant les affaires du voisin. Ils n'ont rien d'autre en commun que le même besoin d'un moyen de transport, et la rareté (il n'y aura pas de place pour tous) en fait des ennemis virtuels.

Il va de soi que les collectifs que Sartre analyse successivement ne sont pas tous aussi simples. Il reste que la classe elle-même n'est en fin de compte qu'un collectif du type sériel. Le prolétariat au repos, en tant qu'être objectif, n'est lui

aussi que pluralité, dispersion, conflits internes, asservissement des libres *praxis*, non pas seulement au patronat ou à l'organisation du travail, mais à l'ensemble pratico-inerte dans lequel s'insèrent inévitablement les innombrables individus qui le composent. Comment pourrait-il en être autrement? Chaque prolétaire naît dans une condition qu'il n'a pas choisie, il intériorise sa condition objective, non parce qu'il a perdu la liberté, mais parce qu'il ne peut l'exercer autrement. À l'intérieur des cadres existants, les prolétaires ont partiellement un être commun, mais ils sont divisés par les divisions mêmes de la société.

Ce n'est que dans une entreprise commune que les *praxis* individuelles parviennent à surmonter leur isolement, leurs rivalités, leur asservissement les unes aux autres et à l'ensemble du pratico-inerte. L'entreprise commune, c'est le projet collectif, le but unique auquel tendent les consciences confondues en une même volonté. La file des voyageurs à une station d'autobus est le symbole des *collectifs sériels*, la foule qui prend la Bastille, le symbole du *groupe*. D'un coup, les significations se renversent: le nombre qui, dans les collectifs, provoquait dispersion, solitude et servitude, devient facteur de confiance, dynamisme d'action. La foule qui prend la Bastille n'a qu'une âme et, pour ainsi dire, qu'une conscience. Le prolétariat est une manière d'être, une *exis* à laquelle les consciences participent, mais dans laquelle elles sont aliénées; le groupe d'action le premier dans l'expérience critique, la foule qui prend la Bastille, restitue aux *praxis* individuelles la liberté perdue. Ainsi la fusion des individus dans une foule révolutionnaire devient symbole de libération collective.

Une dialectique sartrienne et non pas marxiste

On ne peut pas prendre tous les jours une Bastille. Si je m'engage aujourd'hui aux côtés de mes compagnons de lutte, je n'aliène pas pour autant ma liberté. Demain, je trahirai peut-être ou, tout au moins, je ne puis pas être assuré de ne pas trahir: ma propre liberté ne me permet pas de disposer de mon avenir. Je ne puis pas ne pas douter de moi-même, et c'est pourquoi le groupe ne se constitue comme tel que par le serment de chacun accordant aux autres le droit de le punir s'il manque à son engagement. Le groupe exige le serment et appelle la terreur. Guetté par ses ennemis extérieurs et plus encore par la décomposition interne, il dure comme volonté et comme action grâce à la soumission de tous, cette fois librement consentie, à la loi de l'entreprise commune.

Le prolétariat-groupe naît de la classe-collectif par et dans l'action. Mais, une fois né, le groupe connaît à son tour les servitudes de l'existence sociale. Lui aussi doit répartir les tâches, différencier les fonctions, mettre chaque individu à

sa place et enjoindre à tous d'obéir. Lui aussi risque de se dégrader dans l'inertie contre laquelle il s'est révolté. Lui aussi doit se donner des institutions et devenir un quasi-organisme, c'est-à-dire perdre la translucidité des deux praxis pleinement compréhensibles, celle de l'individu seul et celle du groupe en fusion (la foule qui prend la Bastille).

À ce moment-là, en quoi le groupe institutionnalisé se distingue-t-il encore des collectifs qui peuplaient le champ du pratico-inerte? Il s'en distingue dans la mesure où il garde en lui quelque chose de la volonté *une* dont est née l'entreprise, dans la mesure où les membres du groupe n'ont pas oublié le serment de fidélité, par lequel ils se sont unis.

Cette dialectique de la *série* et du *groupe*, du *pratico-inerte* et de la *praxis* révolutionnaire, est évidemment sartrienne et non pas marxiste. Elle suppose que l'action individuelle soit la seule réalité pratique et dialectique, le moteur du tout, que la révolte soit pour ainsi dire "le commencement de l'humanité" (p. 453).

Or, bien qu'elle se défende d'être en concurrence avec la vision marxiste du devenir historique, une telle dialectique suggère plutôt l'alternance sans terme d'aliénation et de révolution, les individus se laissant peu à peu emprisonner en un ordre social de plus en plus comparable à une nécessité matérielle, puis réassumant leur humanité par la révolte, organisant une révolution qui, à son tour, institutionnalisée, retombera dans l'inertie et se videra de la volonté *une* par laquelle seule elle différait du pratico-inerte.

La théorie du groupe, il est vrai, l'opposition entre la classe ouvrière-être collectif et le groupe-*praxis* révolutionnaire, peut passer pour une justification philosophique de la pratique bolchevique, de la substitution du parti à la classe en tant que sujet de l'histoire. Je ne crois pas que cette sorte de justification rassure les idéologues de Moscou et de Pékin.

Certes (p. 630), il explique que la phase du stalinisme était inévitable. "*L'expérience historique a révélé indéniablement que le premier moment de la société socialiste en construction ne pouvait être, à le considérer sur le plan encore abstrait du pouvoir, que l'indissoluble agrégation de la bureaucratie, de la terreur et du culte de la personnalité.*" Cette phrase, que certains liront avec indignation parce qu'elle marque après coup du sceau de la nécessité une histoire encore toute ruisselante de sang, me paraît surtout candide. Je suis peu sensible à la démonstration rétrospective que ce qui s'est passé ne pouvait pas se passer autrement: n'importe quel philosophe doué réussit de telles démonstrations, à condition, bien entendu, qu'on ne lui demande pas de répéter cet exploit à propos

de l'avenir. Quant aux orthodoxes de Moscou ou de Pékin, ils accepteront mal l'idée hérétique qui introduit la démonstration que nous venons de résumer. "*La raison qui fait que la dictature du prolétariat n'est à aucun moment apparue* (comme un exercice réel du pouvoir par la totalisation de la classe ouvrière), *c'est que l'idée même en est absurde comme compromis bâtard entre le groupe actif et souverain et la sérialité passive.*"

Quelle chance de rénovation *La Critique* apporte-t-elle au marxisme? Établir une opposition radicale entre raison analytique et raison dialectique, entre les sciences de la nature et les sciences humaines, entre l'inintelligibilité des phénomènes naturels et l'intelligibilité intrinsèque de l'histoire, ce n'est pas seulement rompre avec le marxisme de Lénine ou d'Engels, c'est rompre aussi avec celui de Marx. L'affirmation répétée que la *praxis* individuelle est la condition ultime de l'intelligibilité, la seule réalité pratique et dialectique, c'est imposer à une philosophie qui tend à une interprétation totale de l'histoire une tâche que Sartre lui-même, en dépit de tout, ne peut mener à bonne fin. Comment réintégrer dans le savoir marxiste toutes les expériences vécues sans que, ou bien celui-là se décompose, ou bien celles-ci ne soient effacées? Si la réalité authentique n'est faite que des hommes, de leurs actes, de leurs souffrances ou de leurs rêves, comment totaliser ces existences, chacune singulière, irremplaçable? Comment passer des perspectives multiples - car chacun voit l'histoire de son point de vue - à une vérité unique qui serait un savoir et qui n'éliminerait pas les individus en pensée, aussi impitoyablement que guerres et révolutions les éliminent en fait? Pourquoi la dialectique, formelle et statique, du pratico-inerte et de l'action, de la série et du groupe, aurait-elle une fin avant la fin de la rareté? Au reste, Sartre lui-même semble douter parfois que cette dialectique puisse avoir une fin, et au bas d'une note, à la page 349, il pose lui-même la question: "*La disparition des formes capitalistes de l'aliénation doit-elle s'identifier à la suppression de toutes les formes de l'aliénation?*" Oui, en effet, pourquoi devrait-il en être ainsi?

Il est vain de se demander si la pensée d'un philosophe est ou non conforme à celle d'un autre philosophe. Mon intention n'était évidemment pas de refuser ou d'accorder à Sartre le droit de se déclarer marxiste (il n'a que faire de mon autorisation), je souhaitais montrer à quel point il est resté lui-même. Non que *La Critique de la raison dialectique* fût prévisible à partir de *L'Être et le Néant*. Au contraire, de celle-ci et à celle-là, il y a une évolution (progrès ou déclin, chacun en décidera).

Une seule fois (p. 288), Sartre renie explicitement une thèse de *L'Être et le Néant* ("*l'aliénation fondamentale ne vient pas comme L'Être et le Néant pourrait le faire croire à tort d'un choix prénatal: elle vient du rapport univoque d'intériorité qui unit l'homme comme un organisme pratique à son environnement*"). L'aliénation, comme la lutte des consciences, doit être d'origine sociale, faute de quoi on reviendrait à Hobbes et non à Marx. Mais comme Sartre accepte, sans réticence et sans examen, les interprétations concrètes que Marx a données de l'histoire réelle, tout son effort se concentre sur une analyse phénoménologico-existentielle, qui se rattache aux seuls éléments hégéliens de la pensée marxiste et qui est surtout typiquement sartrienne. Analyse subtile et amère, chargée de ressentiment et de générosité abstraite, d'une virtuosité verbale tour à tour admirable et exaspérante, parfois simpliste en ses antinomies: la vie des hommes en société se déroule inévitablement dans l'entre-deux de la série et du groupe, de l'aliénation et de la liberté; selon les circonstances, l'humanisation des rapports interindividuels, le mouvement vers la réciprocité des *praxis* requiert la violence ou s'accommode des réformes.

Sartre a-t-il, comme il le souhaitait, contribué à la rénovation du marxisme figé par les staliniens en un dogmatisme stérile? Je ne le crois pas. L'inspiration ou la méthode de Marx sont aujourd'hui partie intégrante de la conscience commune, et cette inspiration demeure féconde. À Moscou et dans les pays dits socialistes, on a créé un corps de doctrine, un catéchisme idéologique qui a été élevé au niveau d'une vérité d'État. Les marxistes-léninistes, qui souscrivent, volontairement ou non, à cette vérité d'État, rejettent, à juste titre de leur point de vue, le sartrisme, quelque peu marxisé, de *La Critique* ou, si l'on préfère le marxisme accommodé à la mode sartrienne.

L'expérience critique qui se déroule au long de ces 755 pages intéresse peut-être les philosophes, elle n'apporte pas grand-chose aux sociologues, économistes et historiens qui y retrouvent tantôt des idées familières, traduites en un langage difficile, tantôt des affirmations catégoriques, relatives à une mystérieuse raison dialectique, faute de laquelle, écrit Sartre, "*il ne se dit ni ne s'écrit aujourd'hui, sur nous et nos semblables, ni à l'est ni à l'ouest, pas une phrase, pas un mot qui ne soit une erreur grossière*".

Je ne puis, il va sans dire, échapper à une condamnation aussi globale et, puisqu'il faut bien conclure, je le ferai dans le style qui, à en croire Simone de Beauvoir, était le mien au cours de nos interminables discussions de jeunesse. De deux choses l'une... Ou bien l'on veut rénover le marxisme-léninisme de

Moscou et de Pékin, et alors on perd son temps, car les vérités d'État ou les idéologies officielles obéissent à leurs lois propres, qui ne sont pas celles de la libre recherche, c'est-à-dire celles de Sartre lui-même. Ou bien l'on veut rénover la pensée marxiste en Occident, mais, en ce cas, il faut prendre modèle sur Marx, c'est-à-dire analyser les sociétés capitalistes et socialistes du vingtième siècle, comme il avait analysé les sociétés capitalistes du dix-neuvième siècle. On ne rénove pas le marxisme en remontant du Capital au Manuscrit économique-philosophique ou en visant à une impossible conciliation de Kierkegaard et de Marx.

En bref, au lieu de proclamer son allégeance au Capital du dix-neuvième siècle, mieux vaudrait écrire celui du vingtième.

Max Weber et la politique de puissance

Preuves
novembre 1964

La communication que vous m'avez confié la tâche de présenter(*) m'a posé un problème de conscience, ou, si j'ose déjà employer le langage de Weber, un problème de science, mais aussi de politique. Max Weber, nous le savons, n'a pas été seulement le sociologue, le philosophe que nous admirons tous; il a été un penseur politique, un publiciste; il a voulu être, plusieurs fois, un homme politique; et si, finalement, il n'a jamais franchi le seuil de l'action proprement dite, il n'en a pas moins été toute sa vie, ami, conseiller, inspirateur d'hommes politiques, engagés dans l'action quotidienne (Frédéric Naumann, par exemple). Je ne pourrai donc évoquer ou commenter ou discuter certaines idées, certaines prises de position de Max Weber sans suggérer, sinon formuler, des jugements sur l'Allemagne wilhelmienne ou même sur le nationalisme allemand de l'époque.

En d'autres temps, un Français aurait pu et peut-être aurait dû refuser d'écrire un tel rapport, partagé entre la crainte de manquer de tact s'il s'exprimait en toute franchise, et la crainte de manquer de franchise s'il s'efforçait de ne froisser aucune susceptibilité. Personnellement, je n'ai pas cru que les considérations nationales devaient s'imposer à moi, en cette année, en une telle circonstance.

Certes, Max Weber n'appartient pas à un passé définitivement révolu. Les controverses suscitées par le livre de Wolfgang Mommsen, *Max Weber und die deutsche Politik*, ne ressortissent pas à la science pure. Elles concernent aussi le sens que nous donnons aujourd'hui à l'Allemagne wilhelmienne, à la première guerre mondiale, à la République de Weimar et, du même coup, à Hitler et à la deuxième guerre: Max Weber, en tant que *Machtpolitiker*, appartient donc à un passé dont l'interprétation influe sur la conscience que nous avons de la conjoncture présente. En ce sens, l'intervention d'un Français dans la discussion pourrait paraître indiscrete si trois raisons n'étaient de nature à écarter les possibles objections.

D'abord, je ne suis pas suspect d'hostilité à Weber, même si aujourd'hui je ne m'exprimerais plus exactement dans les mêmes termes qu'il y a trente ans dans la *Sociologie allemande contemporaine*. En deuxième lieu, certains des problèmes posés par Weber prennent dans la France actuelle une étrange

actualité. Wolfgang Mommsen n'a pas tort de montrer la parenté entre la Constitution de la Ve République française et les idées constitutionnelles de Max Weber. Enfin – et cette raison est décisive – la communauté européenne est devenue à ce point notre commune expérience que la réflexion sur le nationalisme (ou les nationalismes d'hier) et sur la *Machtpolitik* est notre tâche à tous, sociologues et citoyens. Je n'oublierai pas pour autant la distinction wébérienne de la science et de la politique. Mais la manière dont Weber lui-même *pratiquait* cette distinction n'était pas toujours exemplaire. Il est bon de ne pas confondre les faits et les valeurs, la réalité et nos désirs. Encore faut-il prendre garde de voir le monde tel qu'il est et non tel que l'on voudrait qu'il fût, ou tel que l'on craint qu'il soit – la déformation pessimiste, inspirée par le désir de démontrer comme inévitable et indispensable une politique de puissance, n'étant pas moins redoutable que la déformation idéaliste.

Qu'allons-nous appeler, dans ce rapport, politique de puissance ou *Machtpolitik* ou *power politics*? Deux définitions, l'une étroite, l'autre large, peuvent être, me semble-t-il, proposées. Ou bien on appelle *Machtpolitik* la politique telle qu'elle se déroule entre les États, politique soumise à la compétition de puissance parce qu'elle n'est soumise à aucune loi, à aucun tribunal, à aucune autorité supranationale. En ce sens, toute politique extérieure a été, jusqu'à notre époque incluse, politique de puissance, si diverses qu'aient été les modalités des unités politiques et des relations entre ces unités. Ou bien on appelle *Machtpolitik* toute politique, même à l'intérieur des États, qui a pour objectif et (ou) pour moyen principal la puissance. En ce deuxième sens, toute politique est partiellement au moins politique de puissance. La politique paraît d'autant plus politique de puissance que l'on met davantage l'accent, dans l'analyse, sur la domination (*Herrschaft*) sur le combat (*Kampf*).

Que l'on retienne la première ou la seconde définition, Max Weber est typiquement, comme politique (*Politiker*) aussi bien que comme *sociologue*, un *Machtpolitiker*. Il appartient à la postérité de Machiavel en même temps qu'aux contemporains de Nietzsche. Il aurait écarté comme dénuée de signification l'interrogation antique: quel est le régime le meilleur? La lutte entre les classes et les individus pour le pouvoir (*Macht* oder *Herrschaft*) lui paraissait l'essence ou, si l'on préfère, la donnée constante de la politique. À ses yeux, un peuple ou une personne sans volonté de puissance sortait par là même de la politique. Les institutions libérales et parlementaires devenaient, sous sa plume, les conditions nécessaires au rôle mondial de la nation. Il les recommanderait parfois afin qu'elles fissent la preuve qu'un peuple, le peuple allemand, était capable de

jouer un rôle mondial. Il écrivait:

«Seuls les peuples supérieurs (*Herrenvolk*) ont vocation de pousser à la roue du développement du monde. Si jamais des peuples qui ne possèdent pas cette qualité profonde s'y risquent, non seulement ils se heurteront à l'instinct plein d'assurance des autres nations, mais ils se briseront intérieurement à tenter cette expérience. Nous n'entendons nullement par peuple supérieur la hideuse figure du parvenu que façonnent ceux dont le sentiment de dignité nationale tolère d'être instruit, ainsi que leur nation, par un transfuge britannique du genre de M. H. St. Chamberlain, pour savoir ce qu'est l'«Allemagne». Par ailleurs, une nation qui ne produirait que de bons fonctionnaires, des hommes de bureau estimables, des commerçants honnêtes, des savants et techniciens de mérite et des serviteurs fidèles, et qui au demeurant s'abandonnerait à une domination incontrôlée des fonctionnaires avec une logomachie pseudo-monarchiste, ne serait pas non plus un peuple supérieur; elle ferait mieux de vaquer à ses occupations courantes, au lieu de s'occuper avec prétention du sort du monde. Si nous devons retourner à notre ancienne situation, qu'on nous épargne le langage de la «politique mondiale»! Car c'est en vain que les littérateurs sont tombés dans la phraséologie conservatrice attendront de la part des Allemands un développement du sentiment de la dignité à l'extérieur, si à l'intérieur ils demeurent exclusivement dans le champ d'action de la pure domination des fonctionnaires, si habile soit-elle du point de vue technique, et s'ils vont jusqu'à souffrir que de savants prébendaires bien repus discutent pour savoir si la nation est suffisamment «mûre» pour telle ou telle forme de gouvernement.

«La volonté d'impuissance que les littérateurs prêchent à l'intérieur est incompatible avec la «volonté de puissance» à l'extérieur, que l'on a si bruyamment proclamée au monde.»

J'ai cité ce texte(1) parce qu'il rassemble les thèmes principaux de la conception wébérienne de la *Machtpolitik*. Sur le plan de la théorie, toute politique, intérieure et extérieure, est avant tout combat (*Kampf*) entre les nations, les classes ou les individus. Seuls les individus animés par la volonté de puissance participent à ce combat, donc sont doués pour la politique. Entre le combat intérieur et le combat extérieur, Max Weber n'a jamais marqué explicitement une différence de nature. Comme Machiavel, il retrouvait partout la lutte, mais comme Machiavel encore il posait la primauté de la politique extérieure et se donnait pour but l'unité de sa nation (en l'espèce la nation allemande) afin que celle-ci pût influencer sur le cours de l'histoire universelle. Que

seul un peuple de citoyens et non de sujets (*Untertanen*), un peuple qui s'est donné des institutions libérales et participe à la lutte pour le pouvoir au lieu de subir passivement l'autorité traditionnelle ou bureaucratique puisse aspirer, en tant que *Herrenvolk*, à la politique mondiale, cette conjonction entre parlementarisme et nationalisme impérialiste est à coup sûr typique de la pensée wébérienne, mais Weber ne lui aurait pas accordé, ou en tout cas n'aurait pas dû lui accorder davantage qu'une valeur de circonstances. À l'époque du capitalisme, dans l'Allemagne wilhelmienne, parce que l'autorité patriarcale de l'empereur et des junkers était désormais anachronique ou inefficace, parce que les fonctionnaires, par profession, étaient dénués du sens de la politique, c'est-à-dire du combat, Max Weber réclamait la démocratisation ou parlementarisation du régime. Mais que les peuples de maîtres (*Herrenvölker*) soient toujours des peuples libres, Max Weber, me semble-t-il, était trop historien et trop pessimiste pour l'affirmer. Encore se peut-il que la synthèse du libéralisme et de l'impérialisme ait répondu au système wébérien des valeurs: la justification du parlementarisme par l'intérêt national, par les *Machtinteressen der Nation*, devait conférer un caractère instrumental à des préférences spontanément éprouvées, ou peut-être plutôt à des antipathies violentes.

Si je retenais le sens large – le deuxième – de la *Machtpolitik*, ce rapport devrait, d'une certaine manière, embrasser l'ensemble de la sociologie wébérienne de la politique. Comme il ne saurait être question d'une telle entreprise, je me propose de retenir le premier sens du concept de *Machtpolitik*, c'est-à-dire la politique extérieure, la rivalité des États qui, étant soustraits à l'autorité d'une loi commune ou d'un tribunal, sont obligés de se faire justice eux-mêmes, donc de dépendre pour eux-mêmes, pour leur sécurité, pour leur existence, de leur force propre et de leurs alliances. Si nous nous en tenons à cette définition de la *Machtpolitik*, une première remarque s'impose immédiatement. Max Weber, sociologue, a peu écrit sur la lutte des États, sur les nations et les empires, sur les relations entre culture et puissance. Le chapitre de *Wirtschaft und Gesellschaft* qui aurait été consacré à ce que l'on peut appeler une *sociologie des relations internationales* est resté inachevé⁽²⁾, Weber aurait probablement, si le temps lui en avait été donné, enrichi cette partie en utilisant une érudition historique sans équivalent. Un fait n'en reste pas moins incontestable: le nationalisme de Weber a été antérieur à ses recherches sociologiques, antérieur à son œuvre scientifique; il l'a trouvé vivant au cœur de l'Allemagne wilhelmienne, durant ses années d'études, et il l'a absorbé et fait sien sans hésitation et semble-t-il, sans profondes réflexions. Sur bien des points,

Weber a retenu l'enseignement des fameuses leçons de Treitschke sur la politique, encore que sa philosophie soit plus pessimiste et, pour ainsi dire, plus tragique.

Il avait une fois pour toutes décidé que la valeur suprême à laquelle il subordonnerait tout, en politique, le dieu (ou démon) auquel il avait juré fidélité était la grandeur de la nation allemande. J'emploie le terme de grandeur (*Grösse*) bien qu'il ne soit pas le terme de Weber lui-même, qui parle plus souvent de *Macht*, de *Machtinteressen*, de *Machtprestige* et de *Weltpolitik*. La raison pour laquelle je choisis le terme équivoque de grandeur est que Max Weber suggère toujours le lien entre puissance et culture. La nation allemande est un peuple de culture (*Kulturvolk*). La *puissance* est certes le but, mais elle est aussi condition du rayonnement de la culture. Vis-à-vis des générations à venir, l'Allemagne en tant que grande puissance est responsable de ce que sera la culture de l'humanité.

«Ce ne sont pas les Danois, les Suisses, les Hollandais et les Norvégiens que les générations futures et principalement nos descendants rendront responsables si la puissance mondiale – ce qui veut dire finalement la décision concernant la particularité de la civilisation à venir – est abandonnée sans lutte aux règlements des fonctionnaires russes d'une part, aux conventions de la *society* anglo-saxonne de l'autre, avec peut-être un parfum de «raison» latine. C'est nous qu'ils rendront responsables et avec raison.» (*Politische Schriften*, pp.60-61).

Max Weber admettait sans hésitation ni démonstration la double solidarité entre culture et nation («De nos jours, toute culture est et reste assujettie au phénomène national, et cela d'autant plus que les moyens extérieurs de la culture deviendront plus «démocratiques» quant à leur diffusion et à leur genre.» *Politische Schriften*, p.47), entre puissance de la nation et diffusion de la culture. Certes, dans le chapitre inachevé de *Wirtschaft und Gesellschaft*, il marque la solidarité entre rayonnement ou prestige de la culture d'une part, puissance militaire et politique de l'autre. Il n'en conclut pas que cette puissance favorise la qualité de la culture. Voici le texte tel qu'il figure en note:

«Prestige de la culture et prestige de la puissance sont liés étroitement. Toute guerre victorieuse favorise le prestige culturel (exemples: l'Allemagne, le Japon, etc.). Quant à savoir si ce fait est bénéfique pour le développement culturel, cela est une autre question qui ne se laisse plus résoudre sur la base de la neutralité axiologique. En tout cas, la réponse ne saurait être univoque (ainsi de l'Allemagne après 1870), même en se fondant sur des indices saisissables

empiriquement. L'art et la littérature de caractère purement allemand ne sont pas issus du centre politique de l'Allemagne.»

Deux remarques à propos de ce texte: une histoire qui se voudrait *wertfrei* au point de ne pas porter de jugement sur la qualité des œuvres serait étrangement pauvre. Il est frappant que la puissance étant cause non de la qualité mais de la diffusion ou du prestige (et encore!) de la culture soit retenue par Weber comme le but ultime.

L'originalité de Weber ne consiste pas dans l'adhésion à ce nationalisme – passablement banal à la fin du siècle dernier – et même pas dans la passion avec laquelle il proclamait la nécessité d'une *Weltpolitik*, d'une politique mondiale en tant que conséquence inévitable et justification ultime de l'œuvre de Bismarck. Weber m'apparaît original, différent de ses contemporains, lorsqu'il insiste sur le caractère diabolique de la puissance et sur les sacrifices qu'exige l'État de puissance. Treitschke, dans ses leçons sur la politique, trouvait quelque chose de ridicule aux petits États. Max Weber se réjouit qu'il subsiste un germanisme en dehors de l'Allemagne devenue un «État de puissance nationale» (*ein nationaler Machtstaat*).

«Nous avons toutes les raisons, écrit-il, de remercier le destin de ce qu'il existe également une germanité en dehors des frontières de l'État national de la puissance allemande. Non seulement les modestes vertus bourgeoises et l'authentique démocratie, qui ne s'est encore jamais réalisée dans un grand État, mais encore des valeurs bien plus intimes et pourtant éternelles ne peuvent fleurir que sur le terrain de communautés qui renoncent à la puissance politique. Il en est ainsi même d'un genre aussi artistique que celui d'un Allemand aussi authentique que Gottfried Keller, qui n'aurait jamais créé son œuvre tout à fait particulière et unique au milieu du camp militaire qu'est forcément notre État.» (*Politische Schriften*, p. 60.)

En ce qui concerne les relations entre nation et État, nationalisme et impérialisme, Max Weber appartient à son époque, il en partage les conceptions et aussi les incertitudes. D'une part, il reconnaît, il souligne la force des revendications nationales, l'aspiration de toutes les nationalités, conscientes d'elles-mêmes, à l'autonomie, voire à l'indépendance. D'un autre côté, il s'oppose avec indignation à l'idée d'un accord de compromis avec la France au sujet de la Lorraine. Quant à un plébiscite en Alsace, l'idée même lui en paraît ridicule⁽³⁾. Max Weber ne souhaitait pas l'absorption dans le Reich de populations non allemandes ou hostiles. Mais en même temps il était très éloigné

de souscrire sans réserves au principe des nationalités, quelque forme que prenne ce dernier. La décomposition de l'Europe centrale en États dits nationaux (mais qui comprendraient inévitablement des minorités nationales) ne paraissait ni souhaitable(4) ni réalisable. Il était amené à concevoir une politique à la fois nationale et impériale, qui aurait concilié les intérêts de puissance du Reich avec certaines revendications des autres nationalités.

Ayant posé que la Russie était l'ennemi principal du Reich, le seul qui pouvait mettre en question l'existence même de celui-ci, il a, durant la guerre 1914-1918, recommandé une politique allemande(5) favorable à la Pologne, moins par sympathie pour les revendications polonaises que par souci de l'intérêt national allemand. Des États autonomes, protégés par le Reich militairement, liés à lui économiquement, constitueraient la meilleure protection contre la menace de l'impérialisme grand-russe. Cependant – et là encore se marque l'esprit du temps – Max Weber n'a jamais été jusqu'à admettre une totale indépendance de l'État polonais, pas plus qu'il n'envisagerait de sacrifier, à l'Ouest, les garanties ou avantages militaires aux volontés explicites des populations.

Ce qui est caractéristique de Weber, sur tous ces points, c'est l'absence quasi totale de justification idéologique. Il était, me semble-t-il, indifférent au dialogue idéologique franco-allemand au sujet de l'Alsace: le germanisme de cette province de l'empire devait-il ou non l'emporter sur la volonté actuelle des Alsaciens? De même, il s'est abstenu de toute analyse, complexe et subtile, du «principe des nationalités». Il constatait la force variable des sentiments nationaux(6) et il en déduisait, de manière toute réaliste, le danger d'annexions en Europe, et aussi la chance de mobiliser les sentiments nationaux, dans l'Europe de l'Est, contre l'empire des tsars et au profit du Reich.

Il avançait rarement, et il le faisait implicitement plutôt qu'explicitement, des arguments moraux ou idéalistes en faveur de telle ou telle diplomatie. Le but dernier était arbitraire en ce sens que nul – pas même un Allemand – n'était obligé de se donner pour objectif suprême les intérêts de puissance du Reich. Comme ces intérêts de puissance étaient supposés inséparables des intérêts de culture (au moins du prestige de la culture), ils étaient entourés d'une sorte de halo spirituel. Une fois ce choix fait, le politique doit à chaque instant interroger le réel pour déterminer ce qui est possible en vue d'atteindre le but dernier sans trop se soucier de la moralité ou de l'immoralité des mesures qu'il prend ou recommande. S'il ne s'en soucie pas, ce n'est pas par immoralisme mais par honnêteté intellectuelle. «Car tout ce qui participe aux biens de l'État-puissance

se trouve enchevêtré dans les lois du «complexe de puissance» qui gouverne toute l'histoire politique.» (*Politischen Schriften*, p. 63).

Si ces analyses sont exactes, les conceptions nationales et impériales de Max Weber auraient été à la fois typiques de son époque et de sa génération⁽⁷⁾, modérées en leur objet et dépouillées de toute phraséologie en leur formulation. L'Allemagne était exposée avant tout au péril venant de l'Est, de l'empire tsariste ou de l'impérialisme grand-russe; il espéra donc, jusqu'à la catastrophe finale de 1918, que les conditions de la paix seraient telles qu'elles n'excluraient pas une pacification, mais là encore, s'il manquait peut-être de clairvoyance, il en avait plus que presque tous ses contemporains.

Il serait facile, mais à mon sens peu intéressant, d'entrer dans le détail des opinions de Weber, d'en suivre les variations depuis la fameuse *Antrittsrede* jusqu'aux tentatives pro-polonaises du temps de guerre. Cette étude a souvent été faite et elle nous détournerait des problèmes fondamentaux.

Les penseurs politiques de l'Occident ont toujours constaté, comme un fait d'évidence, l'hétérogénéité de la politique intérieure et de la politique extérieure. Quand Hobbes, dans le *Léviathan*, cherche une illustration de *l'état de nature* et décrit les relations entre les souverains, il donne une expression radicale à une idée classique. Max Weber, qui définit l'État par le monopole de la violence légitime, doit logiquement reconnaître l'hétérogénéité entre la rivalité violente des États et la rivalité, soumise aux lois, des individus ou des classes à l'intérieur d'un État. Or, le fait que Max Weber, qui admettait évidemment cette hétérogénéité, a plutôt atténué et comme brouillé la distinction. Il a été, me semble-t-il, impressionné et quelque peu influencé par la vision darwinienne de la réalité sociale. Par exemple:

«Quiconque, écrit-il, touche un centime de rente que d'autres sont obligés de payer – directement ou indirectement – quiconque possède un bien d'usage ou utilise un moyen de communication dû à la sueur du front d'autrui et non à son propre travail, celui-là alimente son existence des mouvements de la lutte économique pour la vie, privée de tout amour et indifférente à la pitié, que la phraséologie bourgeoise présente comme un «travail pacifique de culture». Ce n'est là qu'une autre forme de la lutte de l'homme contre l'homme au cours de laquelle non seulement des millions mais des centaines de millions d'hommes se consomment chaque année corps et âme, dans laquelle ils croupissent ou du moins mènent une existence en vérité infiniment plus étrangère à tout «sens» perceptible que le combat de tous pour l'honneur (y compris les femmes – car

elles aussi participent à la guerre en faisant leur devoir), ce qui signifie simplement: le combat au service de la tâche historique dévolue à son propre peuple par le destin.» (*Politische Schriften*, p.62.)

Ce texte est emprunté aux écrits de la période de guerre. Mais plus de vingt ans auparavant, dans l'*Antrittsrede*, des idées semblables sont exprimées avec la même force.

«Il nous apparaît donc que sous l'apparence de la «paix» la lutte économique entre les nationalités se poursuit. Ce n'est nullement au cours d'un conflit ouvert que les paysans et ouvriers agricoles allemands de l'Est sont chassés de leur glèbe par un ennemi qui leur serait politiquement supérieur; c'est par suite d'une rivalité silencieuse et morne pour la vie économique de tous les jours qu'ils ont le dessous devant une race moins développée, qu'ils quittent leur foyer et s'enfoncent dans un avenir obscur. Il n'y a donc pas non plus de paix dans la lutte économique pour l'existence; seul celui qui prend cette apparence de paix pour la vérité peut croire que du fond de l'avenir surgiront, au bénéfice de nos descendants, la paix et la jouissance.» (pp.17, 18.)

Et un peu plus loin:

«Au lieu du rêve de paix et de bonheur des hommes, il est écrit au-dessus de la porte de l'avenir inconnu de l'histoire humaine: *lasciate ogni speranza*.

«La question qui agite notre réflexion par-delà des tombes de notre propre génération et qui se trouve à vrai dire à la base de tout travail économique n'est pas de savoir comment se porteront les hommes de l'avenir, mais ce qu'ils deviendront. Ce que nous voudrions cultiver, ce n'est pas le bien-être des hommes, mais les qualités auxquelles nous lions le sentiment qu'elles constituent la grandeur humaine et la noblesse de notre nature.»

Et encore:

«Ce n'est pas la paix et le bonheur des hommes que nous avons à procurer à nos descendants, mais la lutte éternelle pour la conservation et l'édification de notre caractère national. Nous n'avons pas le droit de nous abandonner à l'espoir optimiste suivant lequel notre tâche serait accomplie avec l'épanouissement le plus grand possible de la civilisation économique, pendant que la sélection, grâce au jeu de la libre concurrence économique «pacifique», contribuerait d'elle-même au triomphe du type le plus développé.

«Nos descendants nous rendront responsables devant l'histoire non pas en premier lieu du genre d'organisation économique que nous leur auront léguée,

mais de l'étendue de l'espace libre que nous leur aurons conquis et transmis. En dernière analyse, les processus du développement sont également des luttes pour la puissance; partout où ils se trouvent mis en question les intérêts de puissance de la nation sont les intérêts ultimes et décisifs au service desquels la politique économique doit se mettre. La science de la politique économique est une science politique. Elle est une servante de la politique, non point de la politique du jour de tel potentat et de telle classe qui détiennent le pouvoir, mais des intérêts permanents de la politique de puissance de la nation. L'État national n'est pas à nos yeux quelque chose d'indéterminé que l'on croit rehausser d'autant plus qu'on voile davantage son être dans une obscurité mystique; il est l'organisation temporelle de la puissance. Aussi la raison d'État est-elle pour nous l'étalon ultime des valeurs, même dans la sphère des considérations économiques.» (p.20.)

Ces textes tant de fois cités sont révélateurs, me semble-t-il, de ce qu'il faut bien appeler la *Weltanschauung* de Max Weber, avec une conception darwinienne (la lutte pour la vie), une composante nietzschéenne (non le bonheur de l'humanité, mais la grandeur de l'homme), une composante économique (la rareté persistante des biens, la pauvreté indéracinable des peuples), une composante marxiste⁽⁸⁾ (les classes ont chacune leur intérêt, et les intérêts d'une classe, même dominante, ne coïncident pas nécessairement avec les intérêts durables de la communauté nationale), enfin une composante nationale (l'intérêt de la communauté nationale doit l'emporter sur tous les autres, le nationalisme résultant d'ailleurs d'une décision et non pas des faits).

Il y a une trentaine d'années, quand je lus Max Weber pour la première fois, j'avais été frappé avant tout par la leçon de courage intellectuel et de modestie que donnait son œuvre. Je continue à croire que cette œuvre, en effet, porte en elle une leçon encore valable. Mais, aujourd'hui, je suis sensible aussi à la métaphysique, à la vision pessimiste du monde dont se déduit cette pensée qui se veut pure de toute illusion.

La politique de puissance entre les nations, dont les guerres sont une expression normale et une sanction inévitable, n'apparaît pas à Weber comme une survivance des époques révolues ou une négation de l'effort humain vers la culture, mais une forme, entre d'autres formes en profondeur également cruelles, de la lutte pour la vie ou de la lutte entre les classes et les nations. En d'autres termes, une métaphysique, partiellement darwinienne, partiellement nietzschéenne de la lutte pour la vie, tend à réduire la portée de l'opposition

entre la paix et la guerre, entre la rivalité économique des peuples et la lutte pour la puissance des États. La violence ne cesse pas d'être violence pour être camouflée. Si le même mot, *Macht*, désigne l'enjeu de la lutte à l'intérieur des États et entre les États, c'est que l'enjeu est le même en profondeur. Ici et là, il s'agit de savoir qui l'emporte, qui commande, quelle part de l'espace ou des ressources disponibles chaque classe ou chaque peuple arrachera pour lui-même.

Cette philosophie n'est plus à la mode, pour de multiples raisons. Vulgarisée, interprétée par des barbares, elle a conduit à des orgies de barbarie. Mais aussi l'économie moderne a démenti maints jugements auxquels les spécialistes n'hésitaient pas, il y a un demi-siècle, à conférer la dignité d'une vérité scientifique. Max Weber, comme beaucoup de ses contemporains mais à la différence des économistes libéraux, ne semble pas mettre en doute que la puissance politique d'un État commande le développement économique de la nation. Il parle et il écrit comme si le niveau de vie de la classe ouvrière dépendait finalement du sort des armes. À cet égard, Max Weber n'appartient pas à notre temps. Nous savons aujourd'hui – et il n'aurait pas été impossible de savoir il y a soixante ans – que la force militaire n'est ni une condition nécessaire ni une condition suffisante de la prospérité matérielle.

Qu'on nous entende bien. Max Weber avait choisi la puissance de l'État national comme valeur ultime, et ce choix était libre, arbitraire. Même s'il avait su que l'Allemagne wilhelminienne n'avait besoin de colonies ni pour l'épanouissement de sa culture ni pour le bien-être de la classe ouvrière, il n'aurait pas pour autant changé de décision: les intérêts de puissance étaient un but en soi, et il demeure vrai que le rayonnement d'une culture a quelque rapport avec la puissance de la nation à laquelle elle est liée. Mais la représentation du monde ne serait plus la même si entre les classes et les nations la lutte avait pour objet principal, sinon exclusif, le commandement ou la puissance et non pas le bien-être et l'existence même.

Certes, nous risquons aujourd'hui de commettre l'erreur inverse de celle de Weber. À l'intérieur des nations comme entre les nations, les relations sociales comportent un élément de conflit que l'on baptisera, selon les cas, concurrence, compétition, rivalité, combat. Les enjeux des conflits sont multiples, et parfois l'honneur de vaincre est la seule récompense. Mais à partir de l'instant où ni l'existence ni la richesse ne constituent l'enjeu, où la lutte est essentiellement politique, c'est-à-dire désigne avant tout celui qui commandera, la distinction redevient décisive entre les modalités, les moyens, les règles des divers conflits.

Un monde sans conflits est effectivement inconcevable. Un monde dans lequel classes et nations ne seraient plus engagés dans la lutte pour la vie (*Kampf ums Desein*) n'est pas inconcevable. En tout cas, la différence entre les formes violentes et non violentes des combats reprend toute sa portée. Le vainqueur sur le *Wahlschlachtfeld*, sur le terrain de la bataille électorale, diffère en nature, non en degré, du vainqueur sur le champ de bataille militaire.

La vision darwinienne-nietzschéenne du monde constitue un cadre dans lequel s'intègre la conception wébérienne de la *Machtpolitik*. Le polythéisme, la pluralité des valeurs incompatibles constitue l'autre fondement philosophique de la philosophie wébérienne de la puissance. Max Weber, on le sait, partait de l'opposition kantienne ou néo-kantienne entre ce qui est et ce qui doit être, entre les faits et les valeurs. Il ne réduisait pas le devoir-être à la moralité, mais il faisait de la moralité même un univers de valeurs, entre d'autres. Il ajoutait que les univers de valeurs sont non seulement indépendants les uns des autres, mais en conflit inexpiable. Une chose peut être belle, non pas *bien que* mais parce qu'elle est mauvaise (*les fleurs du mal*). De là il glissait à deux propositions, l'une et l'autre liées à la *Machtpolitik*: la première selon laquelle il n'y a pas de tribunal qui puisse décider de la valeur relative de la culture allemande et de la culture française; la seconde selon laquelle il est impossible d'être à la fois un homme politique et un chrétien (au moins si la morale chrétienne est celle du Sermon sur la Montagne), ou encore que chacun de nous, dans l'action, doit choisir entre morale de la conviction et morale de la responsabilité, et que la même action, selon le choix de l'une ou de l'autre éthique, appellera une appréciation radicalement autre.

Ces deux propositions ont continué et continuent de soulever des polémiques passionnées. La formule du polythéisme est, d'une certaine manière, évidente. L'artiste n'est pas en tant que tel un être moral, et une œuvre d'art est belle, non bonne. Chaque univers de valeurs comporte une finalité spécifique, un sens propre. La morale des guerriers n'est pas celle des saints ou des philosophes. Chacune obéit à ses lois. Chaque nation s'exprime dans un certain système de valeurs, s'enorgueillit de certaines œuvres. Entre ces systèmes de valeurs ou ces œuvres, qui pourrait être assez détaché et assez juste pour trancher? Jusque-là, nous suivons tous Max Weber. Au-delà surgissent questions et objections.

Reprenons tout d'abord le texte célèbre de *Wissenschaft als Beruf* (p.545): «L'impossibilité de se faire le champion de convictions pratiques «au nom de la science» – hormis le seul cas qui porte sur la discussion des moyens nécessaires

pour atteindre une fin fixée au préalable – tient à des raisons plus profondes. Une telle attitude est en principe absurde parce que divers ordres de valeurs s'affrontent dans le monde en une lutte inexpiable. Sans vouloir faire autrement l'éloge du vieux Mill, il faut néanmoins reconnaître qu'il a raison de dire que lorsqu'on part de l'expérience pure on aboutit au polythéisme. La formule a un aspect superficiel et même paradoxal, et pourtant elle contient une part de vérité. S'il est une chose que de nos jours nous n'ignorons plus, c'est qu'une chose peut être sainte non seulement bien qu'elle ne soit pas belle, mais encore parce que et dans la mesure où elle n'est pas belle – vous en trouverez les références au chapitre 53 du Livre d'Isaïe et dans le Psaume 21. De même, une chose peut être belle non seulement bien qu'elle ne soit pas bonne. Nietzsche nous l'a réappris, mais avant lui Baudelaire l'avait déjà dit dans *Les Fleurs du Mal*: c'est là le titre qu'il a choisi pour son œuvre poétique. Enfin la sagesse populaire nous enseigne qu'une chose peut être vraie bien qu'elle ne soit et alors qu'elle n'est ni belle, ni sainte, ni bonne. Ce ne sont là que les cas les plus élémentaires de la lutte qui oppose les dieux des différents ordres et des différentes valeurs. J'ignore comment on pourrait s'y prendre pour trancher «scientifiquement» la question de la valeur de la culture française comparée à la culture allemande; car là aussi différents dieux se combattent, et sans doute pour toujours. Les choses ne se passent donc pas autrement que dans le monde antique, encore sous le charme des dieux et des démons, mais prennent un sens différent. Les Grecs offraient des sacrifices d'abord à Aphrodite, puis à Apollon et surtout à chacun des dieux de la cité; nous faisons encore de même de nos jours, bien que notre comportement ait rompu le charme et se soit dépouillé du mythe qui vit cependant en nous. C'est le destin qui gouverne les dieux, et non pas une science, quelle qu'elle soit.»

Il est vrai que nul ne peut trancher scientifiquement entre la valeur de la culture française et celle de la culture allemande. Mais la question a-t-elle une portée? Est-il légitime de passer d'un fait – la culture française et la culture allemande diffèrent – à l'idée que des dieux se combattent, jusqu'à la fin des temps? Je ne puis m'empêcher de croire que Max Weber, obsédé par la vision de la lutte partout et toujours, en vient à transfigurer une rivalité de puissance, incontestable mais temporaire, en un combat des dieux. Il est des circonstances où les rivalités de puissance engagent le destin même de l'homme et de l'âme. Tel n'est pas toujours le cas.

Est-il si évident qu'une chose peut être belle non pas seulement *bien que* mais en ce qu'elle n'est pas bonne? Est-il conforme à la sagesse des nations qu'une

chose peut être vraie bien que et en tant qu'elle n'est ni belle, ni sacrée, ni bonne? La beauté des *Fleurs du Mal* a, ici et là, le mal pour objet, mais elle n'a pas pour origine une intention de mal qui aurait animé le poète, et si l'on peut dire que le vice soit, de ce fait, la cause ou la condition de la beauté. De même, qui voit et dit le vrai, voit et dit «ce qui n'est ni beau, ni sacré, ni bon». Mais la recherche ou l'expression de la vérité n'est pas pour autant en conflit intrinsèque, inévitable et inexpiable, avec la recherche de la beauté, de la sainteté ou de la bonté.

Mais laissons les conflits des dieux qui ne se rapportent qu'indirectement à notre sujet, la politique de puissance, et venons à l'opposition qui commande toute la philosophie de l'action de Weber, celle de deux éthiques de la conviction et de la responsabilité. Personne n'est obligé, nous dit Max Weber, de s'engager dans l'univers de la politique, mais s'il le fait, alors qu'il en accepte les lois impitoyables. Puisque la politique a pour enjeu la puissance, la répartition de la puissance entre les classes et les nations, celui qui prétend à guider ses compagnons, les membres de sa classe ou de sa nation, doit se soumettre aux exigences impitoyables de la lutte. Or celle-ci ne peut pas ne pas exiger des moyens sinon mauvais, du moins dangereux. La morale de la responsabilité ne se confond évidemment pas avec la *Machtpolitik*, et Max Weber, dans un passage souvent cité de *Politik als Beruf*, a critiqué le culte de la *Machtpolitik*:

«En effet, écrit-il, bien que, ou plutôt parce que la puissance est le moyen inévitable de la politique, et qu'en conséquence le désir du pouvoir est une de ses forces motrices, il ne peut y avoir de caricature plus ruineuse de la politique que celle du matamore qui joue avec le pouvoir à la manière d'un parvenu, ou encore Narcisse vaniteux de son pouvoir, bref tout adorateur du pouvoir comme tel. Certes, le simple politicien de la puissance, à qui l'on porte aussi chez nous un culte plein de ferveur, peut faire grand effet, mais tout cela se perd dans le vide et l'absurde. Ceux qui critiquent la «politique de puissance» ont entièrement raison sur ce point. Le soudain effondrement moral de certains représentants typiques de cette attitude nous a permis d'être les témoins de la faiblesse et de l'impuissance qui se dissimulent derrière certains gestes pleins d'arrogance, mais parfaitement vides. Une pareille politique n'est jamais que le produit d'un esprit blasé, souverainement superficiel et médiocre, fermé à toute signification de la vie humaine; rien n'est d'ailleurs plus éloigné de la conscience du tragique qu'on trouve dans toute action et tout particulièrement dans l'action politique que cette mentalité.» (*Politische Schriften*, p.437.)

L'éthique de la responsabilité se définit non par le culte de la puissance, non par l'indifférence aux valeurs morales, mais par l'acceptation de la réalité, par la soumission aux exigences de l'action et, dans les cas extrêmes, par la subordination du salut de son âme au salut de la cité (*Politische Schriften*, p.477). En revanche, celui qui a choisi la morale de la conviction obéit aux impératifs de sa foi, quelles qu'en soient les conséquences.

En fait, Max Weber confondait plus ou moins deux antinomies, d'une part celle de l'*action politique* avec le recours nécessaire aux moyens, dangereux toujours et diaboliques parfois, et l'*action chrétienne* telle que le suggère le Sermon sur la Montagne ou l'enseignement de saint François (tendre l'autre joue, renoncer à tous les biens de ce monde); d'autre part, celle de la *décision réfléchie*, tenant compte des conséquences possibles de la décision, et du choix immédiat, irrévocable, sans considération des conséquences possibles. Ces deux antinomies ne coïncident pas entièrement. Aucun homme d'État ne peut être un «pur chrétien» si le Sermon sur la Montagne contient le tout de la morale chrétienne. Aucun n'a le droit de se désintéresser des suites de ses actes, mais aucun ne peut se soustraire, en certaines circonstances, à une exigence intérieure, quels que soient les risques de la décision que lui dicte un impératif catégorique.

Max Weber, en tant que théoricien, se voulait moraliste de la responsabilité, et il acceptait avec résolution, mais aussi avec autant de *Sachlichkeit* et de *Nüchternheit* que possible, la *Machtpolitik*, c'est-à-dire l'emploi des moyens que requiert, à l'intérieur des nations ou entre les nations, la lutte pour la puissance. Il choisissait la morale de la responsabilité et les obligations de la politique de puissance non par intérêt personnel mais par dévouement à la valeur suprême à laquelle il avait décidé d'adhérer: la puissance du Reich. Car l'homme politique qui veut la puissance pour elle-même, ou par vanité ou par ambition personnelle, n'est qu'une caricature du chef véritable, qui ne s'accomplit qu'en se mettant au service d'une cause qui le dépasse.

Dans son activité politique, Weber ne s'est guère conduit en réaliste, et je ne suis pas sûr qu'en dépit de son savoir, de sa clairvoyance, il fût destiné à devenir un conducteur de peuple. Il acceptait plus aisément dans l'abstrait et en théorie qu'en acte les compromis médiocres, les combinaisons et les intrigues qui sont partie intégrante de la politique effective, telle qu'elle se déroule dans tous les régimes et en particulier dans les sociétés démocratiques. Bien souvent, Max Weber s'est montré plus sensible, pour lui et pour les autres, à la valeur d'un geste, à la signification exemplaire d'un refus qu'aux suites prévisibles de sa

décision.

Max Weber a raison de se défendre des illusions: la politique ne va pas sans combat, le combat sans violence, et les moyens du combat ne sont pas toujours compatibles avec la loi du Christ ou la simple moralité. Deux choses me gênent pourtant dans cette théorie.

La première est la forme extrême et en quelque sorte radicale donnée à l'antinomie entre les deux morales, de la responsabilité et de la conviction. Est-il jamais possible de se désintéresser entièrement des suites d'une décision que l'on prend? Est-il jamais possible de faire abstraction du jugement moral que l'on porte sur la décision actuelle? Max Weber, me semble-t-il, l'aurait reconnu lui-même, mais en décrétant fondamentale une alternative qui ne devient réelle que dans les conjonctures extrêmes, il s'expose à un double risque: donner une sorte de justification d'une part aux faux réalistes qui écartent avec mépris les reproches des moralistes, d'autre part aux faux idéalistes qui condamnent parce qu'elles ne sont pas conformes à leur idéal, et qui finissent par contribuer, consciemment ou non, à la destruction de l'ordre existant, au profit des révolutionnaires aveugles ou de tyrans.

Il y a plus. Max Weber a raison de nous rappeler que le problème éternel de la justification des moyens par les fins ne comporte pas de solution théorique. Mais en affirmant non pas seulement l'hétérogénéité des valeurs mais leur conflit inexpiable, il s'interdit de fonder authentiquement le système des valeurs qui était le sien. Bien qu'il ait écrit que sans un minimum de droits de l'homme nous ne pourrions pas vivre, il a dévalorisé ses propres valeurs, libéralisme et parlementarisme, en les réduisant à de simples moyens au service de la grandeur du Reich.

Du même coup, j'en viens à une autre objection: en posant comme fin dernière les intérêts de puissance de la nation allemande, Max Weber ne glisse-t-il pas vers une sorte de nihilisme? La puissance de la nation, nous dit-il, favorise le prestige, non la qualité de la culture. Dès lors, la puissance de la nation peut-elle être un but dernier, le dieu auquel on sacrifie tout? Il ne s'agit pas de nier la rivalité entre les nations et le devoir de sauvegarder la place de la nation sur la scène du monde. Mais si la puissance de la nation, quelle que soit sa culture, quels que soient ceux qui la gouvernent, quels que soient les moyens employés, est la valeur suprême, au nom de quoi dire non à ce que Max Weber aurait rejeté avec horreur?

Là est, me semble-t-il, le point décisif sur lequel nous devons réfléchir. Max

Weber a constaté et décrit la rivalité des nations européennes. S'il nous semble aujourd'hui avoir surestimé l'importance de ces conflits et sous-estimé les répercussions d'une grande guerre sur l'ensemble des nations européennes, il a du moins, par rapport à beaucoup de ses contemporains, en Allemagne aussi bien qu'en France, la supériorité de ne pas avoir perdu le sens de la modération et de la décence. Aux délires de la propagande qui sévissait des deux côtés, il n'a jamais prêté sa voix. Il n'a pas mis en question l'État national, forme suprême des communautés politiques. (Peut-être cette forme n'est-elle pas aujourd'hui encore surmontée.) En tout cas, sur ce point aussi il appartient à son époque. Sur les droits et devoirs des grandes puissances, sur les règles diplomatiques de la *Machtpolitik*, il s'est exprimé comme ses contemporains.

Il reste que Max Weber qui, en tant que sociologue, est aussi actuel aujourd'hui qu'hier, n'a pas toujours, en tant que politique, dépassé son époque. Ainsi n'a-t-il pas compris la portée de la révolution bolchevique, ni pressenti le despotisme totalitaire des partis uniques. Soucieux d'épargner à la démocratie le règne des politiciens sans vocation, il mettait l'accent sur la légitimité plébiscitaire du chef charismatique, inconscient des périls que devait vivre et souffrir la génération suivante. Lui qui, mieux que tout autre, avait compris l'originalité de la civilisation moderne, il n'a pas saisi la séparation, au moins possible, à l'âge technique, entre la puissance des armes et la prospérité des nations. Antimarxiste en tant que bourgeois, il a invoqué contre Marx soit la fatalité de la bureaucratie, soit l'efficacité des croyances religieuses, mais non le fait, commun à toutes les économies modernes, de la croissance grâce à l'augmentation de la productivité.

Certes, il n'est pas encore démontré que la vision pessimiste, darwinienne-nietzschéenne, de Max Weber soit fausse et que notre vision actuelle soit vraie. L'avenir reste ouvert, et nous ne savons pas si l'humanité décidera de se détruire ou de s'unir. Mais nous savons que nous ne reconnâtrons plus jamais dans les intérêts de la puissance d'une nation le but dernier et une valeur sacrée. Max Weber l'a fait ou a cru le faire parce que la culture accumulée au long des siècles lui paraissait acquise à jamais et soustraite aux accidents de l'histoire. S'il avait su qu'au nom de la puissance la culture elle-même risquait d'être sacrifiée, il aurait reconnu qu'il était à la fois trop confiant et trop pessimiste: trop confiant lorsqu'il mettait sa foi dans le chef plébiscité et ne séparait pas puissance et culture; trop pessimiste lorsqu'il n'imaginait pas une humanité pacifiée ou, du moins, capable de soumettre à des règles la lutte inévitable des classes et des nations. Max Weber, au fond, s'est trahi lui-même dans sa théorie de la politique,

car jamais la puissance, ni la sienne, ni celle de la nation, n'a été son dieu. Sa pensée et son existence ont obéi à deux valeurs: la vérité et la noblesse. L'homme et le philosophe nous laissent un héritage que les erreurs du théoricien de la *Machtpolitik* n'entament pas.

Les citations de Max Weber sont traduites de l'allemand par Julien Freund.

(*) Ce texte a été écrit par Raymond Aron pour le XVe Congrès des sociologues allemands, à Heidelberg.

(1) *Politische Schriften (Écrits politiques)*, première édition (1921) p.259; 2e édition (1958) p.430.

(2) *Wirtschaft und Gesellschaft*, troisième édition (1947), troisième partie, chapitre III, pages 619 à 630.

(3) Lettre à R. Michels, citée par Mommsen, p.258.

(4) Il avait peut-être raison.

(5) Il avait, à ce moment, complètement abandonné ses idées anciennes de colonisation allemande à l'Est et son opposition à l'afflux des travailleurs polonais.

(6) *Wirtschaft und Gesellschaft*, pp.627-629.

(7) Je ne crois pas que Max Weber ait jamais précisé ce qu'il entendait par *Weltpolitik*, ou encore quelles possessions coloniales auraient satisfait l'ambition du Reich.

(8) Dans *Wirtschaft und Gesellschaft*, on trouve une autre composante marxiste: l'explication de l'impérialisme par les intérêts capitalistes (p.621 et sq.). L'explication n'est pas intégralement marxiste en ce sens que pour Weber une économie socialiste serait autant ou plus portée à l'impérialisme. D'autre part, Weber n'explique pas l'expansion impérialiste exclusivement par les intérêts économiques (p.65).

Max Weber et la politique de puissance

Preuves
novembre 1964

La communication que vous m'avez confié la tâche de présenter(*) m'a posé un problème de conscience, ou, si j'ose déjà employer le langage de Weber, un problème de science, mais aussi de politique. Max Weber, nous le savons, n'a pas été seulement le sociologue, le philosophe que nous admirons tous; il a été un penseur politique, un publiciste; il a voulu être, plusieurs fois, un homme politique; et si, finalement, il n'a jamais franchi le seuil de l'action proprement dite, il n'en a pas moins été toute sa vie, ami, conseiller, inspirateur d'hommes politiques, engagés dans l'action quotidienne (Frédéric Naumann, par exemple). Je ne pourrai donc évoquer ou commenter ou discuter certaines idées, certaines prises de position de Max Weber sans suggérer, sinon formuler, des jugements sur l'Allemagne wilhelmienne ou même sur le nationalisme allemand de l'époque.

En d'autres temps, un Français aurait pu et peut-être aurait dû refuser d'écrire un tel rapport, partagé entre la crainte de manquer de tact s'il s'exprimait en toute franchise, et la crainte de manquer de franchise s'il s'efforçait de ne froisser aucune susceptibilité. Personnellement, je n'ai pas cru que les considérations nationales devaient s'imposer à moi, en cette année, en une telle circonstance.

Certes, Max Weber n'appartient pas à un passé définitivement révolu. Les controverses suscitées par le livre de Wolfgang Mommsen, *Max Weber und die deutsche Politik*, ne ressortissent pas à la science pure. Elles concernent aussi le sens que nous donnons aujourd'hui à l'Allemagne wilhelmienne, à la première guerre mondiale, à la République de Weimar et, du même coup, à Hitler et à la deuxième guerre: Max Weber, en tant que *Machtpolitiker*, appartient donc à un passé dont l'interprétation influe sur la conscience que nous avons de la conjoncture présente. En ce sens, l'intervention d'un Français dans la discussion pourrait paraître indiscrete si trois raisons n'étaient de nature à écarter les possibles objections.

D'abord, je ne suis pas suspect d'hostilité à Weber, même si aujourd'hui je ne m'exprimerais plus exactement dans les mêmes termes qu'il y a trente ans dans la *Sociologie allemande contemporaine*. En deuxième lieu, certains des problèmes posés par Weber prennent dans la France actuelle une étrange

actualité. Wolfgang Mommsen n'a pas tort de montrer la parenté entre la Constitution de la Ve République française et les idées constitutionnelles de Max Weber. Enfin – et cette raison est décisive – la communauté européenne est devenue à ce point notre commune expérience que la réflexion sur le nationalisme (ou les nationalismes d'hier) et sur la *Machtpolitik* est notre tâche à tous, sociologues et citoyens. Je n'oublierai pas pour autant la distinction wébérienne de la science et de la politique. Mais la manière dont Weber lui-même *pratiquait* cette distinction n'était pas toujours exemplaire. Il est bon de ne pas confondre les faits et les valeurs, la réalité et nos désirs. Encore faut-il prendre garde de voir le monde tel qu'il est et non tel que l'on voudrait qu'il fût, ou tel que l'on craint qu'il soit – la déformation pessimiste, inspirée par le désir de démontrer comme inévitable et indispensable une politique de puissance, n'étant pas moins redoutable que la déformation idéaliste.

Qu'allons-nous appeler, dans ce rapport, politique de puissance ou *Machtpolitik* ou *power politics*? Deux définitions, l'une étroite, l'autre large, peuvent être, me semble-t-il, proposées. Ou bien on appelle *Machtpolitik* la politique telle qu'elle se déroule entre les États, politique soumise à la compétition de puissance parce qu'elle n'est soumise à aucune loi, à aucun tribunal, à aucune autorité supranationale. En ce sens, toute politique extérieure a été, jusqu'à notre époque incluse, politique de puissance, si diverses qu'aient été les modalités des unités politiques et des relations entre ces unités. Ou bien on appelle *Machtpolitik* toute politique, même à l'intérieur des États, qui a pour objectif et (ou) pour moyen principal la puissance. En ce deuxième sens, toute politique est partiellement au moins politique de puissance. La politique paraît d'autant plus politique de puissance que l'on met davantage l'accent, dans l'analyse, sur la domination (*Herrschaft*) sur le combat (*Kampf*).

Que l'on retienne la première ou la seconde définition, Max Weber est typiquement, comme politique (*Politiker*) aussi bien que comme *sociologue*, un *Machtpolitiker*. Il appartient à la postérité de Machiavel en même temps qu'aux contemporains de Nietzsche. Il aurait écarté comme dénuée de signification l'interrogation antique: quel est le régime le meilleur? La lutte entre les classes et les individus pour le pouvoir (*Macht* oder *Herrschaft*) lui paraissait l'essence ou, si l'on préfère, la donnée constante de la politique. À ses yeux, un peuple ou une personne sans volonté de puissance sortait par là même de la politique. Les institutions libérales et parlementaires devenaient, sous sa plume, les conditions nécessaires au rôle mondial de la nation. Il les recommanderait parfois afin qu'elles fissent la preuve qu'un peuple, le peuple allemand, était capable de

jouer un rôle mondial. Il écrivait:

«Seuls les peuples supérieurs (*Herrenvolk*) ont vocation de pousser à la roue du développement du monde. Si jamais des peuples qui ne possèdent pas cette qualité profonde s'y risquent, non seulement ils se heurteront à l'instinct plein d'assurance des autres nations, mais ils se briseront intérieurement à tenter cette expérience. Nous n'entendons nullement par peuple supérieur la hideuse figure du parvenu que façonnent ceux dont le sentiment de dignité nationale tolère d'être instruit, ainsi que leur nation, par un transfuge britannique du genre de M. H. St. Chamberlain, pour savoir ce qu'est l'«Allemagne». Par ailleurs, une nation qui ne produirait que de bons fonctionnaires, des hommes de bureau estimables, des commerçants honnêtes, des savants et techniciens de mérite et des serviteurs fidèles, et qui au demeurant s'abandonnerait à une domination incontrôlée des fonctionnaires avec une logomachie pseudo-monarchiste, ne serait pas non plus un peuple supérieur; elle ferait mieux de vaquer à ses occupations courantes, au lieu de s'occuper avec prétention du sort du monde. Si nous devons retourner à notre ancienne situation, qu'on nous épargne le langage de la «politique mondiale»! Car c'est en vain que les littérateurs sont tombés dans la phraséologie conservatrice attendront de la part des Allemands un développement du sentiment de la dignité à l'extérieur, si à l'intérieur ils demeurent exclusivement dans le champ d'action de la pure domination des fonctionnaires, si habile soit-elle du point de vue technique, et s'ils vont jusqu'à souffrir que de savants prébendaires bien repus discutent pour savoir si la nation est suffisamment «mûre» pour telle ou telle forme de gouvernement.

«La volonté d'impuissance que les littérateurs prêchent à l'intérieur est incompatible avec la «volonté de puissance» à l'extérieur, que l'on a si bruyamment proclamée au monde.»

J'ai cité ce texte⁽¹⁾ parce qu'il rassemble les thèmes principaux de la conception wébérienne de la *Machtpolitik*. Sur le plan de la théorie, toute politique, intérieure et extérieure, est avant tout combat (*Kampf*) entre les nations, les classes ou les individus. Seuls les individus animés par la volonté de puissance participent à ce combat, donc sont doués pour la politique. Entre le combat intérieur et le combat extérieur, Max Weber n'a jamais marqué explicitement une différence de nature. Comme Machiavel, il retrouvait partout la lutte, mais comme Machiavel encore il posait la primauté de la politique extérieure et se donnait pour but l'unité de sa nation (en l'espèce la nation allemande) afin que celle-ci pût influencer sur le cours de l'histoire universelle. Que

seul un peuple de citoyens et non de sujets (*Untertanen*), un peuple qui s'est donné des institutions libérales et participe à la lutte pour le pouvoir au lieu de subir passivement l'autorité traditionnelle ou bureaucratique puisse aspirer, en tant que *Herrenvolk*, à la politique mondiale, cette conjonction entre parlementarisme et nationalisme impérialiste est à coup sûr typique de la pensée wébérienne, mais Weber ne lui aurait pas accordé, ou en tout cas n'aurait pas dû lui accorder davantage qu'une valeur de circonstances. À l'époque du capitalisme, dans l'Allemagne wilhelmienne, parce que l'autorité patriarcale de l'empereur et des junkers était désormais anachronique ou inefficace, parce que les fonctionnaires, par profession, étaient dénués du sens de la politique, c'est-à-dire du combat, Max Weber réclamait la démocratisation ou parlementarisation du régime. Mais que les peuples de maîtres (*Herrenvölker*) soient toujours des peuples libres, Max Weber, me semble-t-il, était trop historien et trop pessimiste pour l'affirmer. Encore se peut-il que la synthèse du libéralisme et de l'impérialisme ait répondu au système wébérien des valeurs: la justification du parlementarisme par l'intérêt national, par les *Machtinteressen der Nation*, devait conférer un caractère instrumental à des préférences spontanément éprouvées, ou peut-être plutôt à des antipathies violentes.

Si je retenais le sens large – le deuxième – de la *Machtpolitik*, ce rapport devrait, d'une certaine manière, embrasser l'ensemble de la sociologie wébérienne de la politique. Comme il ne saurait être question d'une telle entreprise, je me propose de retenir le premier sens du concept de *Machtpolitik*, c'est-à-dire la politique extérieure, la rivalité des États qui, étant soustraits à l'autorité d'une loi commune ou d'un tribunal, sont obligés de se faire justice eux-mêmes, donc de dépendre pour eux-mêmes, pour leur sécurité, pour leur existence, de leur force propre et de leurs alliances. Si nous nous en tenons à cette définition de la *Machtpolitik*, une première remarque s'impose immédiatement. Max Weber, sociologue, a peu écrit sur la lutte des États, sur les nations et les empires, sur les relations entre culture et puissance. Le chapitre de *Wirtschaft und Gesellschaft* qui aurait été consacré à ce que l'on peut appeler une *sociologie des relations internationales* est resté inachevé⁽²⁾, Weber aurait probablement, si le temps lui en avait été donné, enrichi cette partie en utilisant une érudition historique sans équivalent. Un fait n'en reste pas moins incontestable: le nationalisme de Weber a été antérieur à ses recherches sociologiques, antérieur à son œuvre scientifique; il l'a trouvé vivant au cœur de l'Allemagne wilhelmienne, durant ses années d'études, et il l'a absorbé et fait sien sans hésitation et semble-t-il, sans profondes réflexions. Sur bien des points,

Weber a retenu l'enseignement des fameuses leçons de Treitschke sur la politique, encore que sa philosophie soit plus pessimiste et, pour ainsi dire, plus tragique.

Il avait une fois pour toutes décidé que la valeur suprême à laquelle il subordonnerait tout, en politique, le dieu (ou démon) auquel il avait juré fidélité était la grandeur de la nation allemande. J'emploie le terme de grandeur (*Grösse*) bien qu'il ne soit pas le terme de Weber lui-même, qui parle plus souvent de *Macht*, de *Machtinteressen*, de *Machtprestige* et de *Weltpolitik*. La raison pour laquelle je choisis le terme équivoque de grandeur est que Max Weber suggère toujours le lien entre puissance et culture. La nation allemande est un peuple de culture (*Kulturvolk*). La *puissance* est certes le but, mais elle est aussi condition du rayonnement de la culture. Vis-à-vis des générations à venir, l'Allemagne en tant que grande puissance est responsable de ce que sera la culture de l'humanité.

«Ce ne sont pas les Danois, les Suisses, les Hollandais et les Norvégiens que les générations futures et principalement nos descendants rendront responsables si la puissance mondiale – ce qui veut dire finalement la décision concernant la particularité de la civilisation à venir – est abandonnée sans lutte aux règlements des fonctionnaires russes d'une part, aux conventions de la *society* anglo-saxonne de l'autre, avec peut-être un parfum de «raison» latine. C'est nous qu'ils rendront responsables et avec raison.» (*Politische Schriften*, pp.60-61).

Max Weber admettait sans hésitation ni démonstration la double solidarité entre culture et nation («De nos jours, toute culture est et reste assujettie au phénomène national, et cela d'autant plus que les moyens extérieurs de la culture deviendront plus «démocratiques» quant à leur diffusion et à leur genre.» *Politische Schriften*, p.47), entre puissance de la nation et diffusion de la culture. Certes, dans le chapitre inachevé de *Wirtschaft und Gesellschaft*, il marque la solidarité entre rayonnement ou prestige de la culture d'une part, puissance militaire et politique de l'autre. Il n'en conclut pas que cette puissance favorise la qualité de la culture. Voici le texte tel qu'il figure en note:

«Prestige de la culture et prestige de la puissance sont liés étroitement. Toute guerre victorieuse favorise le prestige culturel (exemples: l'Allemagne, le Japon, etc.). Quant à savoir si ce fait est bénéfique pour le développement culturel, cela est une autre question qui ne se laisse plus résoudre sur la base de la neutralité axiologique. En tout cas, la réponse ne saurait être univoque (ainsi de l'Allemagne après 1870), même en se fondant sur des indices saisissables

empiriquement. L'art et la littérature de caractère purement allemand ne sont pas issus du centre politique de l'Allemagne.»

Deux remarques à propos de ce texte: une histoire qui se voudrait *wertfrei* au point de ne pas porter de jugement sur la qualité des œuvres serait étrangement pauvre. Il est frappant que la puissance étant cause non de la qualité mais de la diffusion ou du prestige (et encore!) de la culture soit retenue par Weber comme le but ultime.

L'originalité de Weber ne consiste pas dans l'adhésion à ce nationalisme – passablement banal à la fin du siècle dernier – et même pas dans la passion avec laquelle il proclamait la nécessité d'une *Weltpolitik*, d'une politique mondiale en tant que conséquence inévitable et justification ultime de l'œuvre de Bismarck. Weber m'apparaît original, différent de ses contemporains, lorsqu'il insiste sur le caractère diabolique de la puissance et sur les sacrifices qu'exige l'État de puissance. Treitschke, dans ses leçons sur la politique, trouvait quelque chose de ridicule aux petits États. Max Weber se réjouit qu'il subsiste un germanisme en dehors de l'Allemagne devenue un «État de puissance nationale» (*ein nationaler Machtstaat*).

«Nous avons toutes les raisons, écrit-il, de remercier le destin de ce qu'il existe également une germanité en dehors des frontières de l'État national de la puissance allemande. Non seulement les modestes vertus bourgeoises et l'authentique démocratie, qui ne s'est encore jamais réalisée dans un grand État, mais encore des valeurs bien plus intimes et pourtant éternelles ne peuvent fleurir que sur le terrain de communautés qui renoncent à la puissance politique. Il en est ainsi même d'un genre aussi artistique que celui d'un Allemand aussi authentique que Gottfried Keller, qui n'aurait jamais créé son œuvre tout à fait particulière et unique au milieu du camp militaire qu'est forcément notre État.» (*Politische Schriften*, p. 60.)

En ce qui concerne les relations entre nation et État, nationalisme et impérialisme, Max Weber appartient à son époque, il en partage les conceptions et aussi les incertitudes. D'une part, il reconnaît, il souligne la force des revendications nationales, l'aspiration de toutes les nationalités, conscientes d'elles-mêmes, à l'autonomie, voire à l'indépendance. D'un autre côté, il s'oppose avec indignation à l'idée d'un accord de compromis avec la France au sujet de la Lorraine. Quant à un plébiscite en Alsace, l'idée même lui en paraît ridicule⁽³⁾. Max Weber ne souhaitait pas l'absorption dans le Reich de populations non allemandes ou hostiles. Mais en même temps il était très éloigné

de souscrire sans réserves au principe des nationalités, quelque forme que prenne ce dernier. La décomposition de l'Europe centrale en États dits nationaux (mais qui comprendraient inévitablement des minorités nationales) ne paraissait ni souhaitable(4) ni réalisable. Il était amené à concevoir une politique à la fois nationale et impériale, qui aurait concilié les intérêts de puissance du Reich avec certaines revendications des autres nationalités.

Ayant posé que la Russie était l'ennemi principal du Reich, le seul qui pouvait mettre en question l'existence même de celui-ci, il a, durant la guerre 1914-1918, recommandé une politique allemande(5) favorable à la Pologne, moins par sympathie pour les revendications polonaises que par souci de l'intérêt national allemand. Des États autonomes, protégés par le Reich militairement, liés à lui économiquement, constitueraient la meilleure protection contre la menace de l'impérialisme grand-russe. Cependant – et là encore se marque l'esprit du temps – Max Weber n'a jamais été jusqu'à admettre une totale indépendance de l'État polonais, pas plus qu'il n'envisagerait de sacrifier, à l'Ouest, les garanties ou avantages militaires aux volontés explicites des populations.

Ce qui est caractéristique de Weber, sur tous ces points, c'est l'absence quasi totale de justification idéologique. Il était, me semble-t-il, indifférent au dialogue idéologique franco-allemand au sujet de l'Alsace: le germanisme de cette province de l'empire devait-il ou non l'emporter sur la volonté actuelle des Alsaciens? De même, il s'est abstenu de toute analyse, complexe et subtile, du «principe des nationalités». Il constatait la force variable des sentiments nationaux(6) et il en déduisait, de manière toute réaliste, le danger d'annexions en Europe, et aussi la chance de mobiliser les sentiments nationaux, dans l'Europe de l'Est, contre l'empire des tsars et au profit du Reich.

Il avançait rarement, et il le faisait implicitement plutôt qu'explicitement, des arguments moraux ou idéalistes en faveur de telle ou telle diplomatie. Le but dernier était arbitraire en ce sens que nul – pas même un Allemand – n'était obligé de se donner pour objectif suprême les intérêts de puissance du Reich. Comme ces intérêts de puissance étaient supposés inséparables des intérêts de culture (au moins du prestige de la culture), ils étaient entourés d'une sorte de halo spirituel. Une fois ce choix fait, le politique doit à chaque instant interroger le réel pour déterminer ce qui est possible en vue d'atteindre le but dernier sans trop se soucier de la moralité ou de l'immoralité des mesures qu'il prend ou recommande. S'il ne s'en soucie pas, ce n'est pas par immoralisme mais par honnêteté intellectuelle. «Car tout ce qui participe aux biens de l'État-puissance

se trouve enchevêtré dans les lois du «complexe de puissance» qui gouverne toute l'histoire politique.» (*Politischen Schriften*, p. 63).

Si ces analyses sont exactes, les conceptions nationales et impériales de Max Weber auraient été à la fois typiques de son époque et de sa génération(7), modérées en leur objet et dépouillées de toute phraséologie en leur formulation. L'Allemagne était exposée avant tout au péril venant de l'Est, de l'empire tsariste ou de l'impérialisme grand-russe; il espéra donc, jusqu'à la catastrophe finale de 1918, que les conditions de la paix seraient telles qu'elles n'excluraient pas une pacification, mais là encore, s'il manquait peut-être de clairvoyance, il en avait plus que presque tous ses contemporains.

Il serait facile, mais à mon sens peu intéressant, d'entrer dans le détail des opinions de Weber, d'en suivre les variations depuis la fameuse *Antrittsrede* jusqu'aux tentatives pro-polonaises du temps de guerre. Cette étude a souvent été faite et elle nous détournerait des problèmes fondamentaux.

Les penseurs politiques de l'Occident ont toujours constaté, comme un fait d'évidence, l'hétérogénéité de la politique intérieure et de la politique extérieure. Quand Hobbes, dans le *Léviathan*, cherche une illustration de *l'état de nature* et décrit les relations entre les souverains, il donne une expression radicale à une idée classique. Max Weber, qui définit l'État par le monopole de la violence légitime, doit logiquement reconnaître l'hétérogénéité entre la rivalité violente des États et la rivalité, soumise aux lois, des individus ou des classes à l'intérieur d'un État. Or, le fait que Max Weber, qui admettait évidemment cette hétérogénéité, a plutôt atténué et comme brouillé la distinction. Il a été, me semble-t-il, impressionné et quelque peu influencé par la vision darwinienne de la réalité sociale. Par exemple:

«Quiconque, écrit-il, touche un centime de rente que d'autres sont obligés de payer – directement ou indirectement – quiconque possède un bien d'usage ou utilise un moyen de communication dû à la sueur du front d'autrui et non à son propre travail, celui-là alimente son existence des mouvements de la lutte économique pour la vie, privée de tout amour et indifférente à la pitié, que la phraséologie bourgeoise présente comme un «travail pacifique de culture». Ce n'est là qu'une autre forme de la lutte de l'homme contre l'homme au cours de laquelle non seulement des millions mais des centaines de millions d'hommes se consomment chaque année corps et âme, dans laquelle ils croupissent ou du moins mènent une existence en vérité infiniment plus étrangère à tout «sens» perceptible que le combat de tous pour l'honneur (y compris les femmes – car

elles aussi participent à la guerre en faisant leur devoir), ce qui signifie simplement: le combat au service de la tâche historique dévolue à son propre peuple par le destin.» (*Politische Schriften*, p.62.)

Ce texte est emprunté aux écrits de la période de guerre. Mais plus de vingt ans auparavant, dans l'*Antrittsrede*, des idées semblables sont exprimées avec la même force.

«Il nous apparaît donc que sous l'apparence de la «paix» la lutte économique entre les nationalités se poursuit. Ce n'est nullement au cours d'un conflit ouvert que les paysans et ouvriers agricoles allemands de l'Est sont chassés de leur glèbe par un ennemi qui leur serait politiquement supérieur; c'est par suite d'une rivalité silencieuse et morne pour la vie économique de tous les jours qu'ils ont le dessous devant une race moins développée, qu'ils quittent leur foyer et s'enfoncent dans un avenir obscur. Il n'y a donc pas non plus de paix dans la lutte économique pour l'existence; seul celui qui prend cette apparence de paix pour la vérité peut croire que du fond de l'avenir surgiront, au bénéfice de nos descendants, la paix et la jouissance.» (pp.17, 18.)

Et un peu plus loin:

«Au lieu du rêve de paix et de bonheur des hommes, il est écrit au-dessus de la porte de l'avenir inconnu de l'histoire humaine: *lasciate ogni speranza*.

«La question qui agite notre réflexion par-delà des tombes de notre propre génération et qui se trouve à vrai dire à la base de tout travail économique n'est pas de savoir comment se porteront les hommes de l'avenir, mais ce qu'ils deviendront. Ce que nous voudrions cultiver, ce n'est pas le bien-être des hommes, mais les qualités auxquelles nous lions le sentiment qu'elles constituent la grandeur humaine et la noblesse de notre nature.»

Et encore:

«Ce n'est pas la paix et le bonheur des hommes que nous avons à procurer à nos descendants, mais la lutte éternelle pour la conservation et l'édification de notre caractère national. Nous n'avons pas le droit de nous abandonner à l'espoir optimiste suivant lequel notre tâche serait accomplie avec l'épanouissement le plus grand possible de la civilisation économique, pendant que la sélection, grâce au jeu de la libre concurrence économique «pacifique», contribuerait d'elle-même au triomphe du type le plus développé.

«Nos descendants nous rendront responsables devant l'histoire non pas en premier lieu du genre d'organisation économique que nous leur auront léguée,

mais de l'étendue de l'espace libre que nous leur aurons conquis et transmis. En dernière analyse, les processus du développement sont également des luttes pour la puissance; partout où ils se trouvent mis en question les intérêts de puissance de la nation sont les intérêts ultimes et décisifs au service desquels la politique économique doit se mettre. La science de la politique économique est une science politique. Elle est une servante de la politique, non point de la politique du jour de tel potentat et de telle classe qui détiennent le pouvoir, mais des intérêts permanents de la politique de puissance de la nation. L'État national n'est pas à nos yeux quelque chose d'indéterminé que l'on croit rehausser d'autant plus qu'on voile davantage son être dans une obscurité mystique; il est l'organisation temporelle de la puissance. Aussi la raison d'État est-elle pour nous l'étalon ultime des valeurs, même dans la sphère des considérations économiques.» (p.20.)

Ces textes tant de fois cités sont révélateurs, me semble-t-il, de ce qu'il faut bien appeler la *Weltanschauung* de Max Weber, avec une conception darwinienne (la lutte pour la vie), une composante nietzschéenne (non le bonheur de l'humanité, mais la grandeur de l'homme), une composante économique (la rareté persistante des biens, la pauvreté indéracinable des peuples), une composante marxiste⁽⁸⁾ (les classes ont chacune leur intérêt, et les intérêts d'une classe, même dominante, ne coïncident pas nécessairement avec les intérêts durables de la communauté nationale), enfin une composante nationale (l'intérêt de la communauté nationale doit l'emporter sur tous les autres, le nationalisme résultant d'ailleurs d'une décision et non pas des faits).

Il y a une trentaine d'années, quand je lus Max Weber pour la première fois, j'avais été frappé avant tout par la leçon de courage intellectuel et de modestie que donnait son œuvre. Je continue à croire que cette œuvre, en effet, porte en elle une leçon encore valable. Mais, aujourd'hui, je suis sensible aussi à la métaphysique, à la vision pessimiste du monde dont se déduit cette pensée qui se veut pure de toute illusion.

La politique de puissance entre les nations, dont les guerres sont une expression normale et une sanction inévitable, n'apparaît pas à Weber comme une survivance des époques révolues ou une négation de l'effort humain vers la culture, mais une forme, entre d'autres formes en profondeur également cruelles, de la lutte pour la vie ou de la lutte entre les classes et les nations. En d'autres termes, une métaphysique, partiellement darwinienne, partiellement nietzschéenne de la lutte pour la vie, tend à réduire la portée de l'opposition

entre la paix et la guerre, entre la rivalité économique des peuples et la lutte pour la puissance des États. La violence ne cesse pas d'être violence pour être camouflée. Si le même mot, *Macht*, désigne l'enjeu de la lutte à l'intérieur des États et entre les États, c'est que l'enjeu est le même en profondeur. Ici et là, il s'agit de savoir qui l'emporte, qui commande, quelle part de l'espace ou des ressources disponibles chaque classe ou chaque peuple arrachera pour lui-même.

Cette philosophie n'est plus à la mode, pour de multiples raisons. Vulgarisée, interprétée par des barbares, elle a conduit à des orgies de barbarie. Mais aussi l'économie moderne a démenti maints jugements auxquels les spécialistes n'hésitaient pas, il y a un demi-siècle, à conférer la dignité d'une vérité scientifique. Max Weber, comme beaucoup de ses contemporains mais à la différence des économistes libéraux, ne semble pas mettre en doute que la puissance politique d'un État commande le développement économique de la nation. Il parle et il écrit comme si le niveau de vie de la classe ouvrière dépendait finalement du sort des armes. À cet égard, Max Weber n'appartient pas à notre temps. Nous savons aujourd'hui – et il n'aurait pas été impossible de savoir il y a soixante ans – que la force militaire n'est ni une condition nécessaire ni une condition suffisante de la prospérité matérielle.

Qu'on nous entende bien. Max Weber avait choisi la puissance de l'État national comme valeur ultime, et ce choix était libre, arbitraire. Même s'il avait su que l'Allemagne wilhelminienne n'avait besoin de colonies ni pour l'épanouissement de sa culture ni pour le bien-être de la classe ouvrière, il n'aurait pas pour autant changé de décision: les intérêts de puissance étaient un but en soi, et il demeure vrai que le rayonnement d'une culture a quelque rapport avec la puissance de la nation à laquelle elle est liée. Mais la représentation du monde ne serait plus la même si entre les classes et les nations la lutte avait pour objet principal, sinon exclusif, le commandement ou la puissance et non pas le bien-être et l'existence même.

Certes, nous risquons aujourd'hui de commettre l'erreur inverse de celle de Weber. À l'intérieur des nations comme entre les nations, les relations sociales comportent un élément de conflit que l'on baptisera, selon les cas, concurrence, compétition, rivalité, combat. Les enjeux des conflits sont multiples, et parfois l'honneur de vaincre est la seule récompense. Mais à partir de l'instant où ni l'existence ni la richesse ne constituent l'enjeu, où la lutte est essentiellement politique, c'est-à-dire désigne avant tout celui qui commandera, la distinction redevient décisive entre les modalités, les moyens, les règles des divers conflits.

Un monde sans conflits est effectivement inconcevable. Un monde dans lequel classes et nations ne seraient plus engagés dans la lutte pour la vie (*Kampf ums Desein*) n'est pas inconcevable. En tout cas, la différence entre les formes violentes et non violentes des combats reprend toute sa portée. Le vainqueur sur le *Wahlschlachtfeld*, sur le terrain de la bataille électorale, diffère en nature, non en degré, du vainqueur sur le champ de bataille militaire.

La vision darwinienne-nietzschéenne du monde constitue un cadre dans lequel s'intègre la conception wébérienne de la *Machtpolitik*. Le polythéisme, la pluralité des valeurs incompatibles constitue l'autre fondement philosophique de la philosophie wébérienne de la puissance. Max Weber, on le sait, partait de l'opposition kantienne ou néo-kantienne entre ce qui est et ce qui doit être, entre les faits et les valeurs. Il ne réduisait pas le devoir-être à la moralité, mais il faisait de la moralité même un univers de valeurs, entre d'autres. Il ajoutait que les univers de valeurs sont non seulement indépendants les uns des autres, mais en conflit inexpiable. Une chose peut être belle, non pas *bien que* mais parce qu'elle est mauvaise (*les fleurs du mal*). De là il glissait à deux propositions, l'une et l'autre liées à la *Machtpolitik*: la première selon laquelle il n'y a pas de tribunal qui puisse décider de la valeur relative de la culture allemande et de la culture française; la seconde selon laquelle il est impossible d'être à la fois un homme politique et un chrétien (au moins si la morale chrétienne est celle du Sermon sur la Montagne), ou encore que chacun de nous, dans l'action, doit choisir entre morale de la conviction et morale de la responsabilité, et que la même action, selon le choix de l'une ou de l'autre éthique, appellera une appréciation radicalement autre.

Ces deux propositions ont continué et continuent de soulever des polémiques passionnées. La formule du polythéisme est, d'une certaine manière, évidente. L'artiste n'est pas en tant que tel un être moral, et une œuvre d'art est belle, non bonne. Chaque univers de valeurs comporte une finalité spécifique, un sens propre. La morale des guerriers n'est pas celle des saints ou des philosophes. Chacune obéit à ses lois. Chaque nation s'exprime dans un certain système de valeurs, s'enorgueillit de certaines œuvres. Entre ces systèmes de valeurs ou ces œuvres, qui pourrait être assez détaché et assez juste pour trancher? Jusque-là, nous suivons tous Max Weber. Au-delà surgissent questions et objections.

Reprenons tout d'abord le texte célèbre de *Wissenschaft als Beruf* (p.545): «L'impossibilité de se faire le champion de convictions pratiques «au nom de la science» – hormis le seul cas qui porte sur la discussion des moyens nécessaires

pour atteindre une fin fixée au préalable – tient à des raisons plus profondes. Une telle attitude est en principe absurde parce que divers ordres de valeurs s'affrontent dans le monde en une lutte inexpiable. Sans vouloir faire autrement l'éloge du vieux Mill, il faut néanmoins reconnaître qu'il a raison de dire que lorsqu'on part de l'expérience pure on aboutit au polythéisme. La formule a un aspect superficiel et même paradoxal, et pourtant elle contient une part de vérité. S'il est une chose que de nos jours nous n'ignorons plus, c'est qu'une chose peut être sainte non seulement bien qu'elle ne soit pas belle, mais encore parce que et dans la mesure où elle n'est pas belle – vous en trouverez les références au chapitre 53 du Livre d'Isaïe et dans le Psaume 21. De même, une chose peut être belle non seulement bien qu'elle ne soit pas bonne. Nietzsche nous l'a réappris, mais avant lui Baudelaire l'avait déjà dit dans *Les Fleurs du Mal*: c'est là le titre qu'il a choisi pour son œuvre poétique. Enfin la sagesse populaire nous enseigne qu'une chose peut être vraie bien qu'elle ne soit et alors qu'elle n'est ni belle, ni sainte, ni bonne. Ce ne sont là que les cas les plus élémentaires de la lutte qui oppose les dieux des différents ordres et des différentes valeurs. J'ignore comment on pourrait s'y prendre pour trancher «scientifiquement» la question de la valeur de la culture française comparée à la culture allemande; car là aussi différents dieux se combattent, et sans doute pour toujours. Les choses ne se passent donc pas autrement que dans le monde antique, encore sous le charme des dieux et des démons, mais prennent un sens différent. Les Grecs offraient des sacrifices d'abord à Aphrodite, puis à Apollon et surtout à chacun des dieux de la cité; nous faisons encore de même de nos jours, bien que notre comportement ait rompu le charme et se soit dépouillé du mythe qui vit cependant en nous. C'est le destin qui gouverne les dieux, et non pas une science, quelle qu'elle soit.»

Il est vrai que nul ne peut trancher scientifiquement entre la valeur de la culture française et celle de la culture allemande. Mais la question a-t-elle une portée? Est-il légitime de passer d'un fait – la culture française et la culture allemande diffèrent – à l'idée que des dieux se combattent, jusqu'à la fin des temps? Je ne puis m'empêcher de croire que Max Weber, obsédé par la vision de la lutte partout et toujours, en vient à transfigurer une rivalité de puissance, incontestable mais temporaire, en un combat des dieux. Il est des circonstances où les rivalités de puissance engagent le destin même de l'homme et de l'âme. Tel n'est pas toujours le cas.

Est-il si évident qu'une chose peut être belle non pas seulement *bien que* mais en ce qu'elle n'est pas bonne? Est-il conforme à la sagesse des nations qu'une

chose peut être vraie bien que et en tant qu'elle n'est ni belle, ni sacrée, ni bonne? La beauté des *Fleurs du Mal* a, ici et là, le mal pour objet, mais elle n'a pas pour origine une intention de mal qui aurait animé le poète, et si l'on peut dire que le vice soit, de ce fait, la cause ou la condition de la beauté. De même, qui voit et dit le vrai, voit et dit «ce qui n'est ni beau, ni sacré, ni bon». Mais la recherche ou l'expression de la vérité n'est pas pour autant en conflit intrinsèque, inévitable et inexpiable, avec la recherche de la beauté, de la sainteté ou de la bonté.

Mais laissons les conflits des dieux qui ne se rapportent qu'indirectement à notre sujet, la politique de puissance, et venons à l'opposition qui commande toute la philosophie de l'action de Weber, celle de deux éthiques de la conviction et de la responsabilité. Personne n'est obligé, nous dit Max Weber, de s'engager dans l'univers de la politique, mais s'il le fait, alors qu'il en accepte les lois impitoyables. Puisque la politique a pour enjeu la puissance, la répartition de la puissance entre les classes et les nations, celui qui prétend à guider ses compagnons, les membres de sa classe ou de sa nation, doit se soumettre aux exigences impitoyables de la lutte. Or celle-ci ne peut pas ne pas exiger des moyens sinon mauvais, du moins dangereux. La morale de la responsabilité ne se confond évidemment pas avec la *Machtpolitik*, et Max Weber, dans un passage souvent cité de *Politik als Beruf*, a critiqué le culte de la *Machtpolitik*:

«En effet, écrit-il, bien que, ou plutôt parce que la puissance est le moyen inévitable de la politique, et qu'en conséquence le désir du pouvoir est une de ses forces motrices, il ne peut y avoir de caricature plus ruineuse de la politique que celle du matamore qui joue avec le pouvoir à la manière d'un parvenu, ou encore Narcisse vaniteux de son pouvoir, bref tout adorateur du pouvoir comme tel. Certes, le simple politicien de la puissance, à qui l'on porte aussi chez nous un culte plein de ferveur, peut faire grand effet, mais tout cela se perd dans le vide et l'absurde. Ceux qui critiquent la «politique de puissance» ont entièrement raison sur ce point. Le soudain effondrement moral de certains représentants typiques de cette attitude nous a permis d'être les témoins de la faiblesse et de l'impuissance qui se dissimulent derrière certains gestes pleins d'arrogance, mais parfaitement vides. Une pareille politique n'est jamais que le produit d'un esprit blasé, souverainement superficiel et médiocre, fermé à toute signification de la vie humaine; rien n'est d'ailleurs plus éloigné de la conscience du tragique qu'on trouve dans toute action et tout particulièrement dans l'action politique que cette mentalité.» (*Politische Schriften*, p.437.)

L'éthique de la responsabilité se définit non par le culte de la puissance, non par l'indifférence aux valeurs morales, mais par l'acceptation de la réalité, par la soumission aux exigences de l'action et, dans les cas extrêmes, par la subordination du salut de son âme au salut de la cité (*Politische Schriften*, p.477). En revanche, celui qui a choisi la morale de la conviction obéit aux impératifs de sa foi, quelles qu'en soient les conséquences.

En fait, Max Weber confondait plus ou moins deux antinomies, d'une part celle de l'*action politique* avec le recours nécessaire aux moyens, dangereux toujours et diaboliques parfois, et l'*action chrétienne* telle que le suggère le Sermon sur la Montagne ou l'enseignement de saint François (tendre l'autre joue, renoncer à tous les biens de ce monde); d'autre part, celle de la *décision réfléchie*, tenant compte des conséquences possibles de la décision, et du choix immédiat, irrévocable, sans considération des conséquences possibles. Ces deux antinomies ne coïncident pas entièrement. Aucun homme d'État ne peut être un «pur chrétien» si le Sermon sur la Montagne contient le tout de la morale chrétienne. Aucun n'a le droit de se désintéresser des suites de ses actes, mais aucun ne peut se soustraire, en certaines circonstances, à une exigence intérieure, quels que soient les risques de la décision que lui dicte un impératif catégorique.

Max Weber, en tant que théoricien, se voulait moraliste de la responsabilité, et il acceptait avec résolution, mais aussi avec autant de *Sachlichkeit* et de *Nüchternheit* que possible, la *Machtpolitik*, c'est-à-dire l'emploi des moyens que requiert, à l'intérieur des nations ou entre les nations, la lutte pour la puissance. Il choisissait la morale de la responsabilité et les obligations de la politique de puissance non par intérêt personnel mais par dévouement à la valeur suprême à laquelle il avait décidé d'adhérer: la puissance du Reich. Car l'homme politique qui veut la puissance pour elle-même, ou par vanité ou par ambition personnelle, n'est qu'une caricature du chef véritable, qui ne s'accomplit qu'en se mettant au service d'une cause qui le dépasse.

Dans son activité politique, Weber ne s'est guère conduit en réaliste, et je ne suis pas sûr qu'en dépit de son savoir, de sa clairvoyance, il fût destiné à devenir un conducteur de peuple. Il acceptait plus aisément dans l'abstrait et en théorie qu'en acte les compromis médiocres, les combinaisons et les intrigues qui sont partie intégrante de la politique effective, telle qu'elle se déroule dans tous les régimes et en particulier dans les sociétés démocratiques. Bien souvent, Max Weber s'est montré plus sensible, pour lui et pour les autres, à la valeur d'un geste, à la signification exemplaire d'un refus qu'aux suites prévisibles de sa

décision.

Max Weber a raison de se défendre des illusions: la politique ne va pas sans combat, le combat sans violence, et les moyens du combat ne sont pas toujours compatibles avec la loi du Christ ou la simple moralité. Deux choses me gênent pourtant dans cette théorie.

La première est la forme extrême et en quelque sorte radicale donnée à l'antinomie entre les deux morales, de la responsabilité et de la conviction. Est-il jamais possible de se désintéresser entièrement des suites d'une décision que l'on prend? Est-il jamais possible de faire abstraction du jugement moral que l'on porte sur la décision actuelle? Max Weber, me semble-t-il, l'aurait reconnu lui-même, mais en décrétant fondamentale une alternative qui ne devient réelle que dans les conjonctures extrêmes, il s'expose à un double risque: donner une sorte de justification d'une part aux faux réalistes qui écartent avec mépris les reproches des moralistes, d'autre part aux faux idéalistes qui condamnent parce qu'elles ne sont pas conformes à leur idéal, et qui finissent par contribuer, consciemment ou non, à la destruction de l'ordre existant, au profit des révolutionnaires aveugles ou de tyrans.

Il y a plus. Max Weber a raison de nous rappeler que le problème éternel de la justification des moyens par les fins ne comporte pas de solution théorique. Mais en affirmant non pas seulement l'hétérogénéité des valeurs mais leur conflit inexpiable, il s'interdit de fonder authentiquement le système des valeurs qui était le sien. Bien qu'il ait écrit que sans un minimum de droits de l'homme nous ne pourrions pas vivre, il a dévalorisé ses propres valeurs, libéralisme et parlementarisme, en les réduisant à de simples moyens au service de la grandeur du Reich.

Du même coup, j'en viens à une autre objection: en posant comme fin dernière les intérêts de puissance de la nation allemande, Max Weber ne glisse-t-il pas vers une sorte de nihilisme? La puissance de la nation, nous dit-il, favorise le prestige, non la qualité de la culture. Dès lors, la puissance de la nation peut-elle être un but dernier, le dieu auquel on sacrifie tout? Il ne s'agit pas de nier la rivalité entre les nations et le devoir de sauvegarder la place de la nation sur la scène du monde. Mais si la puissance de la nation, quelle que soit sa culture, quels que soient ceux qui la gouvernent, quels que soient les moyens employés, est la valeur suprême, au nom de quoi dire non à ce que Max Weber aurait rejeté avec horreur?

Là est, me semble-t-il, le point décisif sur lequel nous devons réfléchir. Max

Weber a constaté et décrit la rivalité des nations européennes. S'il nous semble aujourd'hui avoir surestimé l'importance de ces conflits et sous-estimé les répercussions d'une grande guerre sur l'ensemble des nations européennes, il a du moins, par rapport à beaucoup de ses contemporains, en Allemagne aussi bien qu'en France, la supériorité de ne pas avoir perdu le sens de la modération et de la décence. Aux délires de la propagande qui sévissait des deux côtés, il n'a jamais prêté sa voix. Il n'a pas mis en question l'État national, forme suprême des communautés politiques. (Peut-être cette forme n'est-elle pas aujourd'hui encore surmontée.) En tout cas, sur ce point aussi il appartient à son époque. Sur les droits et devoirs des grandes puissances, sur les règles diplomatiques de la *Machtpolitik*, il s'est exprimé comme ses contemporains.

Il reste que Max Weber qui, en tant que sociologue, est aussi actuel aujourd'hui qu'hier, n'a pas toujours, en tant que politique, dépassé son époque. Ainsi n'a-t-il pas compris la portée de la révolution bolchevique, ni pressenti le despotisme totalitaire des partis uniques. Soucieux d'épargner à la démocratie le règne des politiciens sans vocation, il mettait l'accent sur la légitimité plébiscitaire du chef charismatique, inconscient des périls que devait vivre et souffrir la génération suivante. Lui qui, mieux que tout autre, avait compris l'originalité de la civilisation moderne, il n'a pas saisi la séparation, au moins possible, à l'âge technique, entre la puissance des armes et la prospérité des nations. Antimarxiste en tant que bourgeois, il a invoqué contre Marx soit la fatalité de la bureaucratie, soit l'efficacité des croyances religieuses, mais non le fait, commun à toutes les économies modernes, de la croissance grâce à l'augmentation de la productivité.

Certes, il n'est pas encore démontré que la vision pessimiste, darwinienne-nietzschéenne, de Max Weber soit fausse et que notre vision actuelle soit vraie. L'avenir reste ouvert, et nous ne savons pas si l'humanité décidera de se détruire ou de s'unir. Mais nous savons que nous ne reconnâtrons plus jamais dans les intérêts de la puissance d'une nation le but dernier et une valeur sacrée. Max Weber l'a fait ou a cru le faire parce que la culture accumulée au long des siècles lui paraissait acquise à jamais et soustraite aux accidents de l'histoire. S'il avait su qu'au nom de la puissance la culture elle-même risquait d'être sacrifiée, il aurait reconnu qu'il était à la fois trop confiant et trop pessimiste: trop confiant lorsqu'il mettait sa foi dans le chef plébiscité et ne séparait pas puissance et culture; trop pessimiste lorsqu'il n'imaginait pas une humanité pacifiée ou, du moins, capable de soumettre à des règles la lutte inévitable des classes et des nations. Max Weber, au fond, s'est trahi lui-même dans sa théorie de la politique,

car jamais la puissance, ni la sienne, ni celle de la nation, n'a été son dieu. Sa pensée et son existence ont obéi à deux valeurs: la vérité et la noblesse. L'homme et le philosophe nous laissent un héritage que les erreurs du théoricien de la *Machtpolitik* n'entament pas.

Les citations de Max Weber sont traduites de l'allemand par Julien Freund.

(*) Ce texte a été écrit par Raymond Aron pour le XVe Congrès des sociologues allemands, à Heidelberg.

(1) *Politische Schriften (Écrits politiques)*, première édition (1921) p.259; 2e édition (1958) p.430.

(2) *Wirtschaft und Gesellschaft*, troisième édition (1947), troisième partie, chapitre III, pages 619 à 630.

(3) Lettre à R. Michels, citée par Mommsen, p.258.

(4) Il avait peut-être raison.

(5) Il avait, à ce moment, complètement abandonné ses idées anciennes de colonisation allemande à l'Est et son opposition à l'afflux des travailleurs polonais.

(6) *Wirtschaft und Gesellschaft*, pp.627-629.

(7) Je ne crois pas que Max Weber ait jamais précisé ce qu'il entendait par *Weltpolitik*, ou encore quelles possessions coloniales auraient satisfait l'ambition du Reich.

(8) Dans *Wirtschaft und Gesellschaft*, on trouve une autre composante marxiste: l'explication de l'impérialisme par les intérêts capitalistes (p.621 et sq.). L'explication n'est pas intégralement marxiste en ce sens que pour Weber une économie socialiste serait autant ou plus portée à l'impérialisme. D'autre part, Weber n'explique pas l'expansion impérialiste exclusivement par les intérêts économiques (p.65).

«Nos sociétés sont plus insatisfaites parce que plus ambitieuses...»

Le Monde
29 mars 1967

La publication, aux Éditions Gallimard, des Étapes de la pensée sociologique fournit l'occasion de ces pages. C'est un livre important et complexe. Le projet de Raymond Aron, pour qui l'approche sociologique des sociétés reste un fait relativement nouveau dans l'histoire des idées, est en apparence strictement méthodologique: il s'agit de retrouver ce qu'un auteur américain appelait récemment la «tradition sociologique» et de voir si les grands problèmes et les concepts fondamentaux des «pré-sociologues» - Montesquieu, Tocqueville, Comte, Marx – sont au cœur de la sociologie d'aujourd'hui.

Mais, comme le montre François Bourricaud dans son analyse du livre, toute réflexion sur le passé de la sociologie est une prise de position sur ce que doit être sa vocation actuelle. En établissant cette liste des «pères et fondateurs», Raymond Aron définit l'objet, l'ambition, la méthode de sa sociologie. La technique employée dans le livre nous le rend d'ailleurs très sensible: ses portraits d'intellectuels qui d'un penseur ne gardent que les traits qui paraissent essentiels à l'analyse sont autant de dialogues ou de polémiques où Raymond Aron voudrait poser quelques-uns des problèmes de ce temps. En fait, de l'option «wébérienne» à l'hommage réticent rendu à Durkheim, de la redécouverte de Tocqueville à l'obsession du questionnement marxiste, on retrouve surtout dans ces Étapes de la pensée sociologique les étapes d'un itinéraire intellectuel que Raymond Aron a entrepris depuis plus quarante ans.

C'est ce mouvement qui est l'objet principal de ces pages. «Qu'est-ce qui fait courir encore Raymond Aron?» Cette question que Pierre Viansson-Ponté a mise en exergue de son portrait-critique résume l'ensemble des problèmes posés par une pensée qui s'est voulue liaison du politique, du sociologique et du philosophique. Raymond Aron a accepté de nous donner, dans l'interview qu'il a accordée à Kosta Christitch, quelques éléments de réponse: en notre temps la tâche du sociologue c'est sinon de résoudre, du moins de re-poser les problèmes de la philosophie politique classique.

Cet ensemble n'est ni une étude ni un bilan qu'il n'est pas encore temps de faire. Il vise seulement à préciser un portrait intellectuel que l'on retrouve

esquissé en filigrane dans le dernier livre publié.

- Parlant des auteurs que vous étudiez dans les Étapes de la pensée sociologique, vous avez dit que vous éprouviez pour Tocqueville une sympathie plus affective qu'intellectuelle. Comment l'entendez-vous?

- Dans l'introduction de ce livre, j'explique que j'appartiens par ma formation à l'école allemande et par mes conclusions à l'école anglaise ou américaine. C'est surtout au cours des dix ou quinze dernières années que j'ai lu Montesquieu et Tocqueville. J'ai une grande admiration pour celui-ci et peut-être ai-je contribué à lui rendre en France la place qu'il mérite dans l'histoire de la pensée politique. Car il est un peu scandaleux que les grands spécialistes de Tocqueville soient tous à l'étranger.

Cela dit, j'ai conservé un intérêt pour les problèmes proprement philosophiques de l'histoire, de l'économie ou de la sociologie, et cet intérêt n'est pas satisfait par la pensée de Tocqueville. C'était un homme de génie mais qui n'était pas un philosophe professionnel et qui n'avait au fond que peu de goût pour la métaphysique. Sa qualité maîtresse était une espèce de prodigieuse intuition historique.

Sympathie affective? Oui. Je suis sensible à tous les hommes qui ne confondent pas leur perception du réel avec leurs rêves et qui étudient la réalité sociale sans présupposer que celle-ci répondra à leurs espoirs. Peut-être y a-t-il aussi une autre parenté. Tocqueville était le descendant d'une grande famille d'aristocrates normands. Et moi, je suis un intellectuel juif. Mais durant toute sa vie, Tocqueville a été marqué par les souvenirs que ses parents avaient gardés de la Terreur: son père et sa mère avaient failli être guillotins. Il y a eu un traumatisme à l'origine de sa vie qui explique qu'il déclarait toujours: je ne suis pas sûr d'aimer notre monde, mais tel il est. Le traumatisme que j'ai connu est celui de l'antisémitisme hitlérien. Je l'ai vécu comme jeune homme quand j'étais en Allemagne entre 1930 et 1933. Et si j'ai mis une passion extrême à combattre le stalinisme, que je n'ai jamais confondu avec l'hitlérisme, c'est que je pourchassais dans Staline l'ombre de Hitler et que je me punissais d'une certaine façon de n'avoir pas hurlé entre 1933 et 1939 ce que je savais, c'est-à-dire ce que Hitler allait faire. Mais je ne pouvais pas le faire parce que j'étais juif et que j'étais toujours suspect d'être emporté par ma passion.

- Entre l'Introduction à la philosophie de l'histoire, à laquelle vous n'avez pas donné une suite comme vous le souhaitiez, et vos récents ouvrages, quelle unité définissez-vous?

- Après l'*Introduction à la philosophie de l'histoire*, j'avais le désir d'écrire un deuxième livre qui aurait été une introduction du même type aux sciences sociales. On m'a attribué plus de relativisme historique que je n'en pensais authentiquement parce que je n'ai pas pu faire ce qui aurait été l'autre volet du diptyque. Ce livre, je ne l'ai pas écrit à cause de la guerre et je ne l'écrirai jamais parce que les sciences sociales depuis trente ans se sont beaucoup développées et il y en a beaucoup trop que je ne maîtrise pas pour avoir une telle ambition. En outre, je m'intéresse aujourd'hui beaucoup moins aux problèmes méthodologiques.

Savant, politique et philosophe

Mais ce qui était mon projet d'existence, sinon purement mon projet intellectuel, c'était d'essayer simultanément d'être dans le siècle, c'est-à-dire de participer aux luttes politiques et d'avoir de la distance, c'est-à-dire de penser les luttes politiques avec autant d'objectivité que possible, sans oublier jamais que cette mise en perspective, soit du passé soit du présent, est liée à une certaine volonté. Dans une certaine mesure, j'ai fait tout de même ce que j'ai voulu faire: un essai pour comprendre la société dans laquelle nous vivons, un peu comme si j'étais un savant, un peu comme si j'étais un homme politique, un peu comme si j'étais un philosophe. Je ne prétends pas du tout y être parvenu. Je dis que tel a été mon projet et que c'est en fonction de lui que je crois qu'il y a une certaine unité dans mon œuvre ou ma vie.

Il y a eu d'abord la phase des livres les plus philosophiques, en particulier mes deux thèses (*Introduction à la philosophie de l'histoire* et *Essai sur la théorie de l'histoire*); celle des livres d'actualité (*le Grand Schisme*, *les Guerres en chaîne* et *l'Opium des intellectuels*), auxquels je ne tiens pas et qui ont été pour moi plutôt des actes politiques que des livres scientifiques; à partir de 1955 vient la phase des livres aussi peu polémiques que possible comme *Dix-huit leçons sur la société industrielle*, *la Lutte des classes*, *Démocratie et totalitarisme* et, enfin, *Paix et guerre entre les nations*, qui est l'ouvrage auquel je tiens le plus parce que c'est celui dans lequel je crois avoir simultanément apporté le plus à la compréhension scientifique sans trahir ni mes intentions philosophiques ni mes intentions politiques. C'est le livre que j'aurais voulu faire dans d'autres domaines. Si je n'étais pas professeur à la Sorbonne, au lieu d'écrire *Dix-huit leçons*, *la Lutte des classes* et *Démocratie et totalitarisme*, j'aurais écrit un seul livre qui aurait été l'équivalent de ce qu'est *Paix et guerre entre les nations*.

- Dans une annexe de votre dernier ouvrage consacré aux idées politiques de

Tocqueville, vous rappelez ce que Bergson écrivait dans l'Intuition philosophique: chaque grand penseur a pour inspiration et pour centre de sa doctrine une idée, peut-être une vision. Pour les philosophes de la politique, dites-vous, il s'agit plutôt d'une interrogation. Vous la définissez chez Machiavel, Marx et Tocqueville. Quelle serait la vôtre?

- Je vous répondrai d'abord que je ne mets pas à ce niveau. Ma faiblesse ou ma force, - mais cela m'a été imposé à la fois par le monde dans lequel nous vivons et par ma propre personnalité – c'est de ne pas avoir tout sacrifié à une interrogation unique. J'en ai eu simultanément plusieurs. J'ai été obsédé par l'interrogation marxiste: Est-il vrai de dire que le type de société capitaliste ou occidentale est à la fois une société mauvaise et condamnée par ses contradictions? Et une partie de ma méditation a porté d'abord sur la réflexion abstraite: Peut-on saisir un mouvement global de l'histoire? Peut-on déterminer des lois générales du devenir historique? C'était ainsi mettre en question le fondement même d'une philosophie marxiste. Mais comme l'expérience historique me paraît démontrer à l'évidence la pluralité des activités spécifiques de l'homme et l'impossibilité de réduire les différentes activités à une infrastructure, j'ai abordé le problème de la liberté: Comment peut-on sauver la liberté et la dignité de l'homme dans une société technique? C'est le problème Tocqueville-Max Weber. Dans le même temps, j'ai eu un troisième problème, tocquevillien aussi, qui tient à cette constatation: en dépit de tout, nos sociétés sont égalitaires dans leurs aspirations et profondément stratifiées et inégalitaires effectivement. Alors s'il y a un problème philosophique qui est le mien, c'est: Comment penser l'histoire qui se fait? C'est presque bergsonien. Au moment de ma thèse, Bergson m'avait écrit une lettre à ce propos.

- *Un certain nombre de vos écrits, et notamment l'Opium des intellectuels et Polémiques, vous situent comme un démythificateur. Pensez-vous que vos combats de cette époque sont dépassés? Si oui, quels sont ceux d'aujourd'hui et les nouveaux mythes?*

- De 1946 à 1954, j'ai eu un dialogue avec mes amis de jeunesse, Jean-Paul Sartre et Merleau-Ponty. Peut-être ai-je été aussi passionné qu'eux. Ils croyaient que je trahissais, et moi je croyais qu'ils trahissaient leurs propres idéaux parce que je pensais que la société stalinienne était absolument à l'inverse des valeurs dont se réclamaient aussi bien Merleau-Ponty que Sartre. En ce sens nos querelles ont été un symbole de déchirement de l'intelligentsia française. Dans une large mesure, ces querelles me paraissent aujourd'hui appartenir au passé.

La réalité les a rendues presque anachroniques, car je n'en avais jamais dit autant sur le stalinisme que M. Khrouchtchev. Et si celui-ci ne les a pas démythifiées, personne ne le pourra.

Les intellectuels sont moins opiomanes

Mais je crois que pour l'essentiel je n'ai rien à retirer à *l'Opium des intellectuels*. Simplement le problème est devenu quelque peu inactuel parce que les intellectuels, même de gauche, sont devenus moins opiomanes, et, dans la mesure où ils le sont, ils ont de moins en moins d'influence. Quant aux nouveaux mythes, disons le genre de philosophie marxiste que les marxistes de l'École normale supérieure comme Althusser sont en train de recréer, je vais probablement les discuter dans les mois qui viennent pour me distraire. Mais je n'y mettrai aucune passion, car cela n'en appelle pas.

Je voudrais simplement souligner qu'il n'y a pas de différence pour l'essentiel entre ce que je pensais à l'époque et ce que je pense aujourd'hui. Les *Dix-huit Leçons sur la société industrielle* qui ont été publiées en 1962 et qui sont apparues contemporaines de la détente idéologique ont été faites en 1955 et 1956, c'est-à-dire l'année même de la parution de *l'Opium des intellectuels*. Je n'ai jamais mis en doute que l'évolution probable de la société soviétique allait dans le sens de son évolution actuelle. Trois mois, je crois, après la mort de Staline, j'ai écrit: «*Il n'y a pas de stalinisme sans Staline.*» Je n'ai jamais douté qu'un certain nombre de phénomènes pathologiques ou délirants du stalinisme fussent liés à la personnalité de Staline. De même dans la conclusion d'*Espoir et Peur du siècle*, paru en 1956, j'avais indiqué que l'alliance la plus solide du monde de l'après-guerre était celle des États-Unis et de l'Union soviétique contre la guerre. Cette réflexion m'avait été inspirée par la réaction soviétique et américaine à la révolution hongroise, d'une part, à l'expédition franco-britannique à Suez d'autre part. Ce jour-là, j'ai pleinement compris ce qui est devenu aujourd'hui évident, c'est que dans notre monde il n'y a ni inimitié absolue ni amitié totale.

En ce qui concerne les sociétés soviétiques, quelles que soient leurs transformations, elles continuent à me paraître inférieures en efficacité économique et en valeurs humaines à nos sociétés occidentales, si imparfaites que soient ces dernières. Et je ne pense pas que le mouvement de migration se fasse de l'Ouest vers l'Est, même chez ceux qui, en théorie, préfèrent la société de type oriental.

- *On vous a qualifié de sceptique ou même de pessimiste. Vous avez déclaré à*

plusieurs reprises être un optimiste puisque vous pensiez que la société moderne est la première dans l'histoire qui donne l'espoir aux civilisations de ne pas se fonder sur l'esclavage au sens large du terme.

- Je n'ai pas la naïveté de croire que l'histoire puisse être non violente, mais je pense que réduire le volume de la violence et éviter les horreurs que nous avons vécues fait partie des devoirs moraux des intellectuels. En ce sens je suis tout le contraire d'un sceptique. Je crois profondément à certaines valeurs et je m'intéresse au fond à la société industrielle ou à l'économie parce que l'augmentation de la production et de la productivité donne enfin aux sociétés humaines la chance dont vous parlez.

Cette sorte d'optimisme ne va pas jusqu'à une prévision. Tout le monde sait que l'humanité peut se détruire. C'est pour cette raison que j'ai écrit *Paix et Guerre entre les nations*. Je crois qu'un des deux grands problèmes de notre temps est le suivant: l'humanité violente pourra-t-elle ne pas utiliser les armes qui la détruiraient? L'autre est: qu'est-ce que l'humanité fera des moyens de production sans précédent qui créent une possibilité d'un ordre social qui ne serait pas fondé sur le sacrifice du plus grand nombre? Nos sociétés sont plus insatisfaites que celles du passé parce qu'elles sont plus ambitieuses. C'est la première fois que des sociétés complexes se donnent pour objectif d'offrir une chance à tous les individus à la naissance; c'est la première fois que des sociétés refusent d'une certaine façon l'inégalité foncière. Problème toquevillien: l'égalité de condition est aujourd'hui acceptée comme un idéal, mais simultanément l'organisation technique est inégalitaire; le commandement technique d'une société est autoritaire. Je crois donc qu'il y a une espèce de dialectique interne dans nos sociétés: 1° par le fait des changements incessants de la technique; 2° par le fait que nous réclamons de la société d'aller au-delà de ce qu'elle peut nous donner pour l'instant. Il y a peut-être aussi une contradiction entre un idéal de démocratie égalitaire et l'exigence de la technique, entre la nécessité de commandement administratif et technique et la conception traditionnelle de la démocratie libérale et, enfin, entre ce que j'appellerai le projet universaliste d'une société industrielle et la division de l'humanité entre des États nationaux.

(Propos recueillis par Kosta Christitch.)

Israël face à la tragédie

Le Figaro littéraire

12 juin 1967

J'ai écrit l'article suivant le 4 juin dans la matinée, incapable de choisir entre le langage de la confession et celui de l'analyse. Il est «dépassé», comme on dit, au moment où je rédige ces lignes. Il le sera plus encore au moment où l'article sera lu, après la fin des hostilités, alors que les troupes israéliennes, maîtresses du terrain, auront rendu la parole aux diplomates.

Il est trop tard pour écrire un autre article, trop tôt pour tirer la leçon des événements. Puisque mes amis du Figaro littéraire jugent que cette méditation d'un Français juif garde une signification par-delà les circonstances qui l'ont suscitée, je la laisse telle que je l'ai écrite, dans l'angoisse et aussi dans la conscience de contradictions qu'il ne dépend pas de moi de surmonter.

Un seul mot pourtant. Israël pouvait être vaincu, et la défaite eût été totale. Si, selon les vantardises de propagande, Syriens, Jordaniens et Égyptiens s'étaient retrouvés à Tel Aviv, l'État d'Israël n'aurait pas survécu, même si des vies israéliennes avaient été sauvées. Israël n'a pas vaincu les États arabes, il a remporté par une opération-éclair des succès militaires qui sont politiquement défensifs. L'étau qui se refermait sur le petit pays a été brisé. Le président Nasser a perdu la face. Les Égyptiens ne savent pas encore se servir des chars et des avions modernes que l'Union soviétique leur avait fournis.

Plus que jamais aujourd'hui, gardons la tête froide. Le seul but, ce n'est pas la victoire, c'est la paix. Israël ne vivra en paix que le jour où il sera accepté par les Arabes, qui, demain comme hier, seront ses voisins, plus nombreux que les Israéliens et, en un avenir plus ou moins lointain, capables, eux aussi, de maîtriser la technique. Adjurons les grandes puissances d'utiliser le répit pour chercher, enfin, les moyens de faire la paix en une région du monde où, depuis vingt ans, n'existe qu'un armistice belliqueux.

Un souvenir me hante: Paul Desjardins, après la première guerre mondiale, avait écrit une préface qui se terminait Par cette phrase: «Ainsi, il aura fallu que ces enfants et nos enfants meurent pour que nous sachions qu'ils se seraient compris.»

Combien de temps faudra-t-il pour que juifs et musulmans, Israéliens et Arabes, qui croient au même Dieu, parviennent à se comprendre?

Croyant ou incroyant, sioniste ou antisioniste, aucun juif ne peut être objectif quand il y va d'Israël et des deux millions et demi de juifs qui ont bâti un État sur une terre également sainte pour les fidèles des trois grandes religions du Livre.

Je suis ce qu'on appelle un «juif assimilé». Enfant, j'ai pleuré aux malheurs de la France à Waterloo ou à Sedan, non en écoutant le récit de la destruction du Temple. Aucun autre drapeau que le tricolore, aucun autre hymne que *La Marseillaise* ne mouillera jamais mes yeux. C'est Hitler, il y a près de quarante ans maintenant, qui m'a révélé mon «judaïsme». Je me suis efforcé, vaille que vaille, de l'assumer, ce qui a voulu dire simplement ne jamais le dissimuler. Être juif, à mes yeux, n'est ni infamant ni glorieux. Je n'en tire ni honte ni fierté. Je n'ai même pas le droit de mettre en accusation l'humanité ou, du moins, pas plus que n'importe quel homme de cœur, puisque j'ai survécu au grand massacre.

Depuis Hitler, j'ai toujours su que l'intérêt de la France ne coïnciderait pas toujours ou nécessairement avec celui des juifs ou des Israéliens. Citoyen français, je me sentais spontanément responsable, pour une part infinitésimale, un quarante-cinq millionième, du destin de la France. Né dans une famille juive, je me devais de ne pas renier l'appartenance à une communauté lointaine et longtemps presque abstraite, la mienne, aussi longtemps que les cruautés et les passions l'exposeraient aux persécutions.

J'avais vécu en Allemagne entre 1931 et 1933. Je n'avais guère d'illusions sur le sort qui attendait la France, mais j'hésitais à parler. Trop souvent, des amis, qui n'étaient pas antisémites, me regardaient avec un soupçon mal dissimulé, quand je leur annonçais l'avenir qui les attendait, eux autant que moi. Je me suis donc tu.

Au lendemain de la guerre, la situation s'est inversée. Dès la fin du conflit, j'ai pu écrire en faveur de la réconciliation avec l'Allemagne sans être suspecte, à un moment où l'indignation, si discrète quand elle aurait pu être efficace, se donnait libre cours. (Quel écrivain se décidera, un jour, à traiter du cas de Roosevelt et de Churchill, qui, tout autant que Pie XII, auraient pu parler et dont la parole, plus que celle de Pie XII, aurait peut-être sauvé des millions de vies?)

Le cas de conscience

Depuis vingt ans, depuis que les hasards de l'existence m'ont fait entrer dans cette maison, je n'ai pas connu de contradiction entre mon devoir de Français et mes obligations morales de juif. L'antisémitisme de fait, sinon de droit, était de l'autre côté du rideau de fer. L'intérêt de la France, à mes yeux, était servi par la construction de l'Europe unie, par l'Alliance atlantique. La décolonisation

divisait les Français, mais les juifs, à cet égard, partageaient le sort de tous les Français.

Ce n'est pas en tant que juif que j'ai été partisan de l'indépendance algérienne. Certes, cette indépendance, telle qu'elle est intervenue, a comporté son poids d'injustices, et celles-ci n'ont pas épargné les juifs d'Afrique du Nord, atteints autant ou plus que les autres. À tort ou à raison, il m'a semblé que la moindre injustice et l'intérêt de la France coïncidaient. Pierre Brisson me reprochait, en 1956, mon hostilité à l'expédition de Suez: je lui répondais que j'étais citoyen français et qu'au reste il n'était pas plus conforme à l'intérêt français d'être en guerre avec le monde arabe tout entier que conforme à l'intérêt d'Israël de se lier à la dernière bataille de l'empire français.

L'alliance de la France et d'Israël – je l'ai écrit dans *Le Figaro littéraire*, il y a quelques années, au grand scandale de beaucoup – n'était pas fondée pour mille ans. Une fois l'Algérie indépendante, le général de Gaulle – et n'importe quel autre chef d'État ou de gouvernement à sa place en aurait fait autant – a repris des relations avec tous les pays du Proche-Orient. Il a tenté de rendre à la France les positions intellectuelles, morales, économiques qu'elle y avait occupées.

Quand la crise a éclaté, il y a quelques jours, il s'est abstenu de choisir entre les parties en présence. La télévision, tout en affectant la neutralité, n'a pas été sévère pour le président égyptien. Des gaullistes ont été déçus, des juifs indignés, des juifs gaullistes bouleversés. Les uns et les autres ont tort. Nous avons le droit de juger que l'ensemble de la diplomatie gaulliste est conforme ou contraire au véritable intérêt de la France, mais si, selon une formule fameuse, la France n'a ni amis ni ennemis, seulement des intérêts, de quel droit protester en cette occasion?

Il y a des centaines de millions de musulmans à travers le monde, des dizaines de millions d'Arabes: il n'y a que deux millions et demi d'Israéliens. De toute manière, la France n'a aucun moyen d'action au Proche-Orient. En choisissant les armes atomiques aux dépens des armes classiques, elle a choisi, en fait, une diplomatie de neutralité ou, si l'on préfère, de bonnes relations avec tous. Cette neutralité est verbalement antiaméricaine, non pas, comme on le dit inconsidérément, parce que le général de Gaulle n'a jamais pardonné aux Américains de l'avoir dédaigné, il y a vingt ans, mais parce qu'il obtient d'eux gratuitement tout ce qu'il pourrait leur demander.

La présence militaire américaine en Europe, l'Alliance atlantique et l'OTAN, il n'est pas au pouvoir des États-Unis d'en priver la France. Aussi la France est-elle

libre de prodiguer sourires et encouragements à tous les ennemis des États-Unis. En se désolidarisant de ses alliés atlantiques, la France échappe à l'opprobre qui s'attache à «l'impérialisme américain», ou même à «l'impérialisme occidental». Encore une fois, je ne juge pas les mérites ultimes, le coût et le profit d'une telle diplomatie mais, une fois celle-ci admise, pourquoi le général de Gaulle s'aliénerait-il le président Nasser en recommandant l'ouverture du golfe d'Akaba?

De deux choses l'une: ou bien les États-Unis manqueront à l'engagement solennel qu'ils ont pris en 1957 à l'égard du gouvernement de Jérusalem et ils perdront la face: le général de Gaulle en serait-il fâché? Ou bien les États-Unis, par une action mêlée de diplomatie et de force, rétabliront la liberté de navigation et parviendront à une sorte de compromis: le général de Gaulle en aura peut-être, pour une part, le mérite. De toute manière, il demeure un médiateur possible. Il peut plaider qu'il rend plus de services même à Israël en se refusant à prendre parti (en dépit de la tristesse des Israéliens, trop passionnés pour saisir les subtilités du jeu). Encore une fois, je me refuse à juger.

Un État de deuxième ordre a-t-il avantage à faire cavalier seul? La France a-t-elle intérêt à ne plus jamais consentir à des actions communes avec les Anglo-Saxons? À faire confiance aux intentions pacifiques de l'Union soviétique, à l'amitié du tiers monde? Ce n'est pas à l'occasion de la crise du Proche-Orient qu'un juif français répondra sereinement à de telles interrogations.

Cherchons à comprendre

Laissons le cas de conscience. Redevenons ce que, d'ordinaire nous cherchons à être: l'observateur qui voudrait comprendre et aider à comprendre.

D'une certaine manière, la crise du Proche-Orient est permanente. Les pays arabes n'ont jamais accepté l'existence de l'État d'Israël. Depuis vingt ans, celui-ci vit comme une place assiégée. Le peuple israélien est tout entier en armes. L'armée est le peuple et le peuple est l'armée. Puisque leurs pères et leurs mères ont été conduits aux chambres à gaz avec la complicité des uns et au milieu de l'indifférence des autres, puisqu'il se trouve aujourd'hui des inconscients ou des pharisiens pour accuser les victimes de ne pas s'être défendues, eux, les Israéliens, s'ils doivent mourir, ils mourront les armes à la main.

Pourquoi la crise endémique a-t-elle pris soudain un caractère explosif? Soyons honnêtes et distinguons les faits connus et les spéculations vraisemblables. Faits connus: le président Nasser, incapable de mettre fin à la guerre du Yémen, incapable de payer les intérêts des emprunts contractés au dehors, incapable d'obtenir des États-Unis une aide alimentaire indispensable

pour nourrir la population, était, pour ainsi dire, acculé à un coup d'éclat. Plusieurs fois, au cours de ces dernières années, il avait conseillé la modération aux autres chefs d'État arabes. Le combat final, avait-il proclamé, celui qui rayerait l'État d'Israël de la carte, il fallait y songer toujours, mais à quoi bon l'évoquer aussi longtemps que l'on ne disposait pas de la supériorité?

L'an dernier encore, causant avec des Israéliens, je leur affirmais que l'explosion n'était pas prochaine tant les pays arabes étaient divisés, tant la force de l'armée israélienne et l'affaiblissement de l'armée égyptienne paraissaient évidents. Je me suis trompé et mes interlocuteurs péchaient aussi par optimisme. C'est pour restaurer un minimum d'unité entre les pays arabes que le président Nasser a été pour ainsi dire contraint à cette partie de poker. L'excès même des conflits entre Arabes a poussé l'Égypte vers l'aventure, contre l'ennemi commun, l'ennemi absolu, celui dont le droit même à l'être n'est pas reconnu.

Faits connus également: les envois d'armes soviétiques à tous les pays arabes depuis la mer Rouge jusqu'au Maghreb. Pourquoi tant de chars à l'Irak, à l'Égypte à l'Algérie même? À ces interrogations, des réponses qui ne sont pas contradictoires s'offrent d'elles-mêmes.

Depuis la crise cubaine de la fin de 1962, la détente s'était accentuée en Europe. La domination russe sur les pays socialistes de l'Est s'était relâchée. La Roumanie avait affirmé son indépendance. De l'autre côté, la France était sortie de l'OTAN. L'Union soviétique ne pourrait plus ouvrir un front de guerre froide sur le vieux continent. Ses allies n'y auraient pas consenti et le résultat probable aurait été une restauration de l'Alliance atlantique.

L'Union soviétique devait-elle, en tout état de cause, ouvrir un autre front et, après l'échec cubain et l'échec berlinois, chercher l'occasion d'une revanche? Je n'en suis pas sûr. La guerre du Vietnam, selon toute probabilité, est une des causes de la crise qui pèse aujourd'hui sur le Proche-Orient. Mais, de toute manière, deux évolutions, l'une militaire, l'autre diplomatique, se dessinaient au cours des dernières années, évolutions qui, l'une et l'autre, aboutissent aux événements actuels.

Les dirigeants soviétiques ont finalement adhéré aux conceptions stratégiques des dirigeants américains. Ils ont compris que les armes nucléaires et thermo-nucléaires n'ont qu'une influence indirecte sur les relations interétatiques. Bien entendu, la capacité de réplique nucléaire met l'Union soviétique à l'abri de toute attaque contre son territoire, mais elle ne permet ni d'installer des engins balistiques à Cuba ni d'interdire le bombardement, du Vietnam du Nord.

Expansion traditionnelle

Précisément parce que ces armes sont monstrueuses et que l'emploi en est difficilement concevable en dehors de situations extrêmes, «la diplomatie de papa» continue. Diplomatie *as usual*, diraient les Anglais. Ni les quarante et un sous-marins atomiques ni les centaines de *minute men* ne sont les instruments essentiels de l'action américaine. Ils sont les conditions nécessaires de cette action, mais ce sont la VIe flotte en Méditerranée, la VIIe flotte en Extrême-Orient qui permettent de maintenir la paix ou de faire la guerre.

Les Soviétiques l'ont, à leur tour, compris, et les successeurs de M. Khrouchtchev ont renforcé les moyens militaires classiques de leur pays, en particulier la marine. Sous-marins et vaisseaux de surface soviétiques montrent le pavillon, avec une fréquence croissante, en Extrême-Orient et en Méditerranée.

Simultanément, l'Union soviétique, qui ne pouvait rivaliser avec la Chine de Mao en verbalisme révolutionnaire, ni reprendre à l'intérieur les méthodes d'un stalinisme primitif, devait être tentée par une troisième voie, celle qui mène aux objectifs traditionnels des ambitions russes, d'autant plus que cette troisième voie lui offrait du même coup la chance de «rameuter» les pays dits sous-développés ou socialistes. Depuis New Delhi jusqu'à La Havane, tous se déclarent pro-égyptiens et anti-israéliens.

Que le président Nasser veuille ouvertement détruire un État membre des Nations unies ne trouble pas la conscience délicate de Mme Gandhi, fille de Nehru. Étatcide, certes, n'est pas génocide. Et les juifs français qui ont donné leur âme à tous les révolutionnaires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique, hurlent maintenant de douleur pendant que leurs amis hurlent à la mort. Je souffre comme eux, avec eux, non parce que nous sommes devenus sionistes ou israéliens, mais parce que monte en nous, irrésistible, un sentiment de solidarité. Peu importe d'où il vient. Si les grandes puissances, selon le calcul froid de leurs intérêts, laissent détruire le petit État qui n'est pas le mien, le crime, modeste à l'échelle du nombre, m'enlèverait la force de vivre et je crois que des millions et des millions d'hommes auraient honte de l'humanité.

Reprenons le langage de l'analyste. Souhaitons qu'il ne soit pas question, pour l'instant, de ce que Hitler appelait la solution finale et de ce que le président égyptien appelle la bataille décisive.

Le premier round avait eu lieu, et le président Nasser l'avait remporté. Engagés au Vietnam dans une guerre qu'ils ne parviennent ni à gagner ni à

perdre, et dont la meilleure, sinon la seule justification est le devoir de sauvegarder la valeur de leur engagement les États-Unis avaient été pris au dépourvu par la soudaineté des démocraties des uns et des autres. U Thant avait cédé aux injonctions de Nasser plus vite que celui-ci ne l'avait pensé et peut-être même souhaité. Le président Johnson n'avait pas eu l'intelligence de prévenir, par un message symbolique, le blocus du golfe d'Akaba. La passivité générale, pendant les quatre jours décisifs, a rallié au vainqueur apparent ses ennemis mêmes. Pour se sauver, les chefs d'État arabes se sont joints à l'entreprise dirigée contre eux tout autant que contre Israël. Celui-ci, qui, il y a deux semaines encore, menaçait de se faire justice lui-même si les fedayins poursuivaient leurs incursions, vit désormais entouré d'ennemis momentanément rassemblés.

Il est vain de se demander si l'Union soviétique a déclenché l'opération ou si elle l'a seulement permise, si U Thant par son impéritie, Johnson par son indécision à l'heure du choix l'ont précipitée.

Ce 4 juin 1967, lorsque j'écris ses lignes, les armées d'Israël et des pays arabes se font face dans le désert, prêtes à en découdre, l'Union soviétique et les États-Unis s'opposent sur le terrain diplomatique, résolus à ne pas s'entre-détruire, mais non à s'entendre.

L'Opium 1968 des intellectuels

Le Figaro littéraire
9 décembre 1968

En 1955, Raymond Aron faisait paraître un essai retentissant: L'Opium des intellectuels. Cherchant "à expliquer l'attitude des intellectuels, impitoyables aux défaillances des démocraties, indulgents aux plus grands crimes, pourvu qu'ils soient commis au nom des bonnes doctrines", il avait été amené, de là, à rencontrer et à critiquer les mythes sacrés - gauche, révolution, prolétariat - dont se nourrissait alors l'intelligentsia française et à définir cette catégorie sociale particulière.

Treize ans après, au moment où Raymond Aron vient de recevoir le premier prix Montaigne, L'Opium des intellectuels est réédité (chez Gallimard, dans la collection "Idées"). Comme leurs devanciers, les intellectuels de 1968 s'adonnent toujours à un opium, même s'il est différemment dosé, et c'est sur une pensée fumeuse et asservie qu'ils comptent pour éveiller les masses. Dans une nouvelle préface, Raymond Aron définit le mélange doctrinal, partiellement original, partiellement hérité du marxisme et de l'existentialisme des années 50, auquel s'adonnent les intoxiqués de mai.

Je m'interrogeais, il y a quelques semaines encore, sur l'actualité de ce livre.

Les intellectuels, depuis le discours antistalinien de Khrouchtchev et le schisme sino-russe, ne fument plus guère l'opium soviétique. Le parti communiste garde des cadres, des militants, des préposés à l'*agit-prop*, des idéologues même et des croyants. Le révisionnisme a dépouillé le dogme tout à la fois de ses absurdités et de sa puissance de fascination. Les États-Unis n'ont jamais eu l'équivalent, disponible pour l'exportation, du système de pensée historico-politique que l'Union soviétique imposait à ses fidèles et dressait, comme une forteresse, face à ses adversaires. Déchirés par le conflit racial et défigurés par la guerre du Vietnam, ils n'offrent pas, en dépit de leurs prouesses techniques, un modèle de civilisation que les autres pays voudraient imiter ou moins encore dont l'expression théorique séduirait les intellectuels en quête d'une foi.

Les événements de mai, en France, après ceux des États-Unis ou de République fédérale, ont démenti ces analyses vraisemblables. La liquidation du fascisme, l'affaiblissement du marxisme-léninisme n'ont pas ouvert la voie à une "génération réaliste" (ou, du moins, cette génération n'a pas duré plus d'une

demi-douzaine d'années), mais à une explosion de révolte ou d'utopie. Le déclin du marxisme-léninisme, importé de Russie et non indigène, favorise un peu partout la résurgence de traditions nationales, socialismes prémarxistes, proudhonisme ou blanquisme en France, populisme aux États-Unis, peut-être mouvement de jeunesse (*Jugendbewegung*) en République fédérale allemande.

Le parti communiste entretient depuis un demi-siècle le refus que la classe ouvrière française (une fraction de cette classe) oppose confusément à la société capitaliste, mais il en canalise l'expression. Ce refus latent, peut-être en train de disparaître, les jeunes ouvriers l'ont repris à leur compte et manifesté en des grèves spectaculaires. Les groupes trotskystes, maoïstes ou fidélistes débordent et harcèlent le parti communiste sur sa gauche. Une fraction de l'*intelligentsia* de gauche adhère, elle, à une sorte de marxisme sauvage, sans mise en forme dogmatique, voué au culte de la spontanéité des masses, fussent-elles estudiantines. Cette même *intelligentsia*, sur le plan de la philosophie proprement dite, adhère ou adhérerait à des doctrines opposées, avec prétention à une stricte scientificité (linguistique, ethnologie, structuralisme). Peut-être une certaine version du maoïsme réconcilie-t-elle la spontanéité des masses et la science. "On a pris la parole comme on a pris la Bastille." Spontanéité des masses et manipulation scientifique, révolution culturelle dont la science met en lumière la créativité radicale, telle semble parfois la conciliation que les hommes de ma génération n'arrivent pas à prendre tout à fait au sérieux.

Retour au léninisme? Négation dialectique du bureaucratisme soviétique? Rejet du faux internationalisme, imposé depuis un demi-siècle par Lénine et ses héritiers? Recherche de socialismes authentiquement nationaux, en dépit de la similitude des mots d'ordre répandus de Berkeley à l'Université libre de Berlin en passant par Paris? Force neuve, révolutionnaire au sens fort de ce mot, inconsciente de ses buts, expression des *étudiants*, le plus souvent d'origine bourgeoise, qui dénoncent la médiocrité spirituelle et l'injustice d'une société dans laquelle ils trouveraient des carrières à l'avance tracées, expressions également des victimes innombrables de la mutation économique ou des laissés pour compte de la prospérité, de tous les perdants de la grande compétition que la démocratie moderne (fût-ce sous le nom de socialisme) institue en permanence?

Pareto pensait, à juste titre, que la critique rationnelle des *dérivations* n'exerce qu'une faible influence sur les *résidus*, autrement dit sur les sentiments qui font agir, raisonner et déraisonner les hommes. À la rigueur, la critique parvient à

démasquer les sophismes, couverts par les mots sacrés, *gauche*, *prolétariat*, *révolution*, *histoire*. À défaut de ces mots, l'intellectuel, épris d'absolu, indigné par les défauts, toujours présents, de l'ordre social, en trouvera d'autres pour justifier ou rationaliser révolte, hostilité, violence verbale ou physique.

Les *dérivations* n'en ont pas moins valeur de symptômes d'un état d'esprit ou d'un moment historique. Les thèmes idéologiques sur lesquels la parole estudiantine multiplie les variations me paraissent au nombre de trois: *société de consommation*, *démocratisation*, *refus de la hiérarchie dans le rapport pédagogique*, celui-ci symbolisant les relations interpersonnelles dans l'entreprise et dans la société tout entière. Chacun reconnaîtra que ces trois thèmes posent trois des problèmes majeurs qui découlent logiquement des solutions apportées, vaille que vaille, par la génération précédente aux problèmes des années 30 et des années 50.

La critique de la société de consommation, que les étudiants, à la suite de Marcuse, formulent d'ordinaire en langage paramarxiste, prolonge la critique, d'origine et d'essence romantique ou réactionnaire, de la modernité. Marx avait intégré cette critique dans sa philosophie tout en la dénonçant. Le culte de l'argent, l'inhumanité des relations interpersonnelles, la spécialisation desséchante de la vie professionnelle, l'aliénation du producteur dans et par les choses qu'il produit, tous ces maux que dénonce le pessimiste nostalgique du passé, les œuvres de la maturité ne les négligent pas, mais, implicitement au moins, elles suggèrent que le socialisme, la gestion par les producteurs associés y porteraient remède. Du jour où ni le soviétisme ni l'abondance capitaliste ne les guérissent, mais, bien au contraire, les aggravent, il ne reste plus que le *grand refus*, sans nulle classe sociale pour exécuter le verdict de la Raison historique, sinon les intellectuels et les étudiants. Quant à ces derniers, ils reprennent cette critique, au fond banale, aussi vieille que les premières années, de la modernité, quitte à lui donner un accent nouveau. Aliénation marxiste, supplément d'âme de Bergson, qualité de l'existence, peu importe: le langage varie mais le thème essentiel demeure le même. Que la production vise à la puissance militaire, à la conquête de l'espace ou au bien-être matériel, elle ne donne pas un sens à la vie et *elle se paie*: l'individu éprouve le sentiment, parfois jusqu'à l'angoisse, qu'en devenant maître et possesseur de la nature, l'homme s'est asservi lui-même à un projet inhumain.

La *démocratisation*, conçue comme une égalité des enfants de toutes les classes sociales devant l'éducation, ne se situe pas dans le prolongement d'une

vieille protestation, comme le thème précédent, elle représente une étape de la dialectique de l'égalité. L'égalité formelle, le droit de tous à l'éducation, voire le rassemblement de tous les enfants à l'intérieur des mêmes établissements ne garantissent pas l'égalité réelle; bien au contraire, sélection ou orientation scolaires consacrent la hiérarchie sociale: les fils d'ouvriers accèdent difficilement aux lycées; même s'ils y accèdent, grâce aux dons qu'ils manifestent dès le plus jeune âge, ils risquent d'échouer, perdus dans un univers de culture étranger à leur famille, sans aide de leurs proches et parfois sans motif de vouloir, à toute force, réussir dans leurs études. Quand les étudiants prennent à leur compte la revendication d'égalité devant l'instruction, ceux qui, pour la plupart, viennent des classes privilégiées, expriment-ils un sentiment authentique de culpabilité? Privilégiés, refusent-ils leur privilège? Ou bien, parfois soucieux de le maintenir, voire de l'accroître (présalaire), font-ils leur un grief, en lui-même valable, qui, par l'effet des mécanismes communs à toutes les sociétés connues, conservera longtemps son actualité?

Quant à la protestation contre la hiérarchie et à l'autoritarisme universitaire, pour une part elle traduit la situation paradoxale, marginale de l'étudiant, pour une part elle symbolise la protestation contre le perpétuel démenti que l'organisation, orientée vers l'efficacité, inflige à l'idée démocratique, égalitaire, telle que l'interprète spontanément le commun des mortels.

Rien n'est plus éloigné de ma pensée que de tenir ces thèmes idéologiques pour insignifiants. Mais qu'il s'agisse d'améliorer la *qualité de l'existence*, de favoriser l'accession des fils d'ouvriers ou de paysans à l'enseignement supérieur ou de modifier le caractère de la relation de commandement, dans l'Université ou dans l'entreprise, nul ne saurait proposer une solution miraculeuse, une recette infaillible. Œuvre de réformes, en chaque pays différentes, même si elles partent d'une aspiration commune.

Ces thèmes idéologiques caractérisent un moment de la pensée, peut-être de la société occidentale. En va-t-il de même des révoltes d'étudiants? Superficiellement, elles se ressemblent. (Les étudiants des pays socialistes semblent plus "réalistes", ils réclament les libertés intellectuelles assurées en Occident.) Partout elles remettent en cause à la fois la structure universitaire et la structure sociale. En profondeur, les différences importent peut-être plus que les ressemblances.

Les étudiants français, allemands ou italiens ébranlent une structure universitaire autrement anachronique que les structures des universités

américaines. Quel que soit le pouvoir étudiant qu'obtiendront finalement, ici et là, les révoltés, il reste que les Européens se dressent contre les survivances de l'Université du XIXe siècle, les Américains contre certains effets des universités du XXe siècle; le nombre crée à Paris et à Berkeley des phénomènes analogues, mais l'encombrement français céderait à des réformes raisonnables, l'encombrement californien suscite une interrogation: jusqu'à quel point peut-on donner à la moitié, aux deux tiers d'une classe d'âge un enseignement dit supérieur sans mettre en question les fondements mêmes de l'Université, sans vouer ces masses de jeunes, déjà adultes et encore soustraites aux responsabilités de la vie des adultes, à la tentation de la violence aveugle ou de la fuite?

De même que la structure des universités en chaque pays déterminera finalement la portée de la révolte estudiantine, la conjoncture nationale déterminera la sorte d'influence que cette révolte exercera sur l'État, le régime politique ou économique ici ou là. La génération des "enragés" semble avoir en commun, de Berlin à Berkeley, la même ignorance du passé; la grande dépression, Hitler, Staline, "connais pas". Les générations en place comparent les "démons" du présent aux ennemis contre lesquels ils ont combattu, ils ne les jugent pas aussi terribles; la jeune génération, et personne n'a le droit de l'en blâmer, les compare à ses rêves et elle ne les accepte pas. Les étudiants berlinois ne se contentent pas de la République de Bonn sous prétexte que Hitler ou Pankow sont pires; les étudiants californiens ne comparent pas la condition des Noirs à celle des concentrationnaires ni la guerre du Vietnam à l'intervention russe en Hongrie (1956) ou en Tchécoslovaquie (1968). Chaque génération part de l'acquis en vue de nouvelles aventures.

Elle a raison mais court un péril: répéter l'histoire à force de l'ignorer. Pour chaque génération, en chaque pays, il s'agit de traduire une révolte en action. Parfois, quand la société ou la classe dirigeante ont perdu la capacité de se réformer, la révolution devient la seule issue. Quand la société n'est pas travaillée par l'aspiration révolutionnaire, quand les changements nécessaires n'exigent pas la violence (parfois même excluent l'emploi de la violence), le refus radical, la contestation systématique servent d'alibi au conservatisme, à la paresse, au snobisme, à moins qu'ils ne finissent par provoquer une catastrophe. À partir d'un certain point de désordre, toutes les sociétés, saines ou malsaines, réagissent. Les enragés berlinois refusent l'autorité et la nation alors que les jeunes Allemands, en 1930, les exaltaient, mais le fanatisme, le style d'action fasciste se retrouvent; le refus absolu ne vaut pas mieux moralement que la soumission inconditionnelle; l'un et l'autre constituent de symptômes de malaise

(peut-être faudrait-il employer un terme plus fort).

La critique, écrite en 1954-1955, des préjugés idéologiques de l'*intelligentsia* française d'après guerre ne s'applique pas directement aux thèmes idéologiques de 1968, bien que ces derniers, en dépit de leur non-systématisation, gardent maintes des notions confuses et fortes qu'orchestraient les maîtres à penser de l'école existentialiste.

La critique de ces thèmes, je ne songe pas à l'entreprendre, pour deux raisons: les préjugés d'hier se rapportaient à une réalité qui devait incarner la Raison historique, l'Union soviétique; dès lors que la Chine de Mao, le Cuba de Fidel Castro ou un avenir inconnu servent de référence à la révolte, la critique par comparaison entre l'idéologie et la réalité perd ses droits et sa possible efficacité. Dans l'immédiate après-guerre, les dérivations se présentaient sous une forme suffisamment élaborée pour permettre, sinon appeler, la discussion quasi académique. Les *résidus* de normaliens, disciples de Lacan ou d'Althusser échappent à l'argumentation. Comme ces jeunes veulent changer, au-delà de la société elle-même, l'homme, et qu'ils se défendent de se représenter déjà l'ordre qui sortira du bouleversement, à quoi bon un dialogue qu'il récuse à l'avance?

Malgré tout, ce dialogue d'hier, terminé faute de combattants, reprend, me semble-t-il, à la faveur des événements, une portée qu'il semblait avoir perdue, il y a quelques années, alors que les marxistes d'Althusser renvoyaient avec mépris à l'idéologie l'humanisme de Marx et de leur père spirituel.

La Commune estudiantine, revanche de Sartre sur Lévi-Strauss, de l'existentialisme sur le structuralisme: ainsi en juge *Epistemon*, psychanalyste touché à Nanterre par la grâce révolutionnaire. L'*intelligentsia* française a vécu de beaux jours. La révolution a régné trois semaines dans la fête et les palabres. Éloge de la folie ou éloge de la raison, chaque intellectuel, dans le Paris de mai 1968, s'est abandonné à son penchant. Entre ces deux éloges, je me proposais, dans ce livre publié il y a treize ans, d'apporter une contribution à la "Critique de la Raison déraisonnante", modeste imitation de la critique par Marx lui-même des jeunes hégéliens, compagnons de sa jeunesse, prisonniers à jamais non dans la caverne des apparences mais dans l'empyrée des concepts désincarnés.

Le totalitarisme sous la fiction d'une société sans classes

La France catholique
2 janvier 1970

L'importance de l'œuvre d'économiste et de sociologue de Raymond Aron n'échappe à personne. Unissant la précision de l'information et la hauteur des perspectives, il porte sur les problèmes de la société industrielle où nous vivons ce regard d'humaniste soucieux de ce qu'il y a d'irréductible dans l'homme dont témoignait dès le début sa thèse sur la philosophie de l'Histoire. Ces problèmes, il s'y engage tout entier dans le livre sur les Désillusions du progrès, qu'il vient de publier (Calmann-Lévy, éd.). Il a bien voulu répondre aux questions que La France catholique lui a posées. Nous publierons ces réponses en trois entretiens successifs.

Production à tout prix ou réconciliation entre l'efficacité et l'aménité

F.C. – La préface de votre dernier livre les Désillusions du progrès comporte une phrase qui nous intéresse particulièrement: «Depuis plusieurs années – écrivez-vous, – l'interrogation: croissance en vue de quoi? refoule progressivement l'obsession et la confrontation des taux de croissance»; et vous constatez que «dans la mesure où ils demeurent par vocation insatisfaits, les intellectuels se détournent des problèmes résolus, à demi-indifférents désormais à la quantité de biens puisqu'elle ne garantit pas la qualité de l'existence. Les uns incriminent l'essence même de la modernité, la production à tout prix, la maîtrise de la nature, en vue de la puissance; les autres cherchent, par-delà les régimes, capitaliste et socialiste, également insoucieux de l'homme et de l'harmonie du cosmos, le secret de la réconciliation entre l'efficacité industrielle et l'aménité». Là, nous paraît bien, en effet, se situer la question cruciale du moment présent. Vous vous demandez alors si, au-delà de l'humeur d'une génération, ce ne sont pas les contradictions d'une société ou même la crise d'une civilisation qui se révèlent dans la substitution, à la recherche à tout prix du rendement économique, de la volonté d'assurer à tous une participation plus équitable aux bénéfices et à la gestion, comme dans l'angoisse de la «masse manipulée» ou de la «rationalité tyrannique» dans lesquelles disparaîtrait la personne irremplaçable. Mais, précisément, le problème actuel de la civilisation dite occidentale n'est-il pas de tenter de maintenir le rendement économique le

meilleur, tout en assurant la participation et en défendant les hommes contre les «manipulations» tyranniques?

Aucun changement social ne se réduit à un progrès vers un but prémédité

R.A. – J'ai évoqué, dans cette même préface que vous citez, les partisans de l'opposition extraparlamentaire allemande qui dénoncent «les sociétés devenues immobiles». J'ai dit qu'ils me paraissaient ignorer les transformations perpétuelles qu'entraîne à notre époque la croissance économique. Mon livre analyse les trois mouvements qui me paraissent caractériser les transformations qui accompagnent cette croissance: mouvement vers l'égalité, mouvement vers la socialisation (j'ai tenté de préciser le sens de ce terme très vague), mouvement vers l'universalisation. Comme toute société, la société de type industrielle ne se comprend que si l'on se place dans son mouvement. Aucun changement social ne peut être réduit à un progrès vers un but prémédité et à une évolution régulière, dont la loi et le terme seraient connus. L'avenir ne prolongera pas l'état présent, il résultera de créations et de mutations pour une large part imprévisibles. Nous ne pouvons pas prévoir avec certitude l'ordre social de demain.

Critique réformiste ou lutte de classes

F.C. – Votre livre est une œuvre d'analyse objective, mais votre analyse tend à montrer que les trois mouvements que nous venons de rappeler exercent à l'intérieur de la société industrielle l'action d'une sorte de réformisme qui vous paraît plus valable que l'action révolutionnaire.

R.A. – Au moment où s'ouvre le dernier tiers du XXe siècle, l'expérience de la plupart des pays développés suggère que les rivalités semi-pacifiques entre catégories sociales représentées par les syndicats ou les groupes de pression, tend à remplacer la prétendue lutte à mort entre des classes dont l'une n'accomplirait pas sa vocation si elle n'éliminait pas l'autre. Cette loi tendancielle n'autorise pourtant pas de prévision catégorique. La conscience ne se borne pas à subir les conjonctures historiques. Elle leur répond librement. De plus, les observateurs confondent parfois les querelles incessantes entre les catégories sociales (syndicats, groupes de pression, partis) avec la lutte des classes au sens marxiste. Ces querelles semi-pacifiques représentent le cours normal des choses. Puisque la technique impose la hiérarchie et que l'idéal commande la réduction des inégalités, la discussion (moins entre individus qu'entre groupes) équivaut à la solution démocratique de l'antinomie. Mais, comme les aspirations égalitaires demeurent insatisfaites, les écarts entre les

revenus inférieurs et les revenus supérieurs énormes, les victimes du progrès nombreuses, la relative opulence signifie encore pauvreté pour un grand nombre (le minimum, tel que l'apprécie l'opinion, s'élève plus vite que la richesse générale). La critique réformiste que toute société industrielle de régime démocratique porte en elle risque, en certaines circonstances, de redevenir critique radicale, celle dont le prolétariat passait pour l'incarnation et la philosophie l'expression théorique.

F.C. – Mais, de quoi dépend-il que la critique radicale se substitue à la critique réformiste?

R.A. – Le choix, entre critique réformiste et critique radicale (celle que les partis d'inspiration marxiste ou marxiste-léniniste s'efforcent de maintenir vivante), dépend du devenir économique-social de l'Occident. Il dépend aussi du dialogue entre l'Occident lui-même, d'un côté, et l'univers communiste et le tiers monde, de l'autre.

La servitude ne disparaît pas avec la propriété privée

F.C. – C'est donc là que peut jouer l'action de la liberté des hommes, une liberté qui peut agir par des moyens politiques au service d'un réformisme pour que les sociétés «occidentales» ne deviennent pas immobiles?

R.A. – Certes. Les sociétés qui s'appellent elles-mêmes sociétés socialistes contribuent plutôt, depuis vingt ans, à confirmer les réformistes d'Occident dans leur refus d'une révolution (aussi longtemps que toute révolution semblera inévitablement marxiste-léniniste). Le marxisme à l'origine prêchait une doctrine de salut collectif grâce à la victoire des malheureux – les prolétaires – et à la chute des superbes – les détenteurs des moyens de production. Par-delà la revanche des humiliés, il annonçait la libération de tous en un régime sans classes. Monopolisée par un État, l'idée communiste devient suspecte de dissimuler sous un universalisme verbal un nationalisme étranger. En attendant la phase finale du communisme – à chacun selon ses besoins, – le socialisme en cours d'accomplissement garde des tares que dénonçait et continue de dénoncer la critique radicale: exploitation et servitude n'ont pas disparu miraculeusement avec la propriété privée des instruments de production. La société dite socialiste n'est pas moins *différenciée et stratifiée* que la société dite capitaliste, elle l'est autrement.

F.C. – La société dite socialiste ne vous paraît donc pas être une société sans classe?

R.A. – L'inégalité des revenus qui y règne – de un à dix ou à vingt – entraîne immédiatement celle des niveaux et des modes d'existence. Quant au critère qui définit une classe par la continuité entre les générations, il est difficile de donner une réponse catégorique. On peut seulement constater que les couches supérieures de la société soviétique – l'intelligentsia – sont représentées plus que proportionnellement parmi les étudiants de l'enseignement supérieur (environ 50%). Entre les deux sociétés qui s'affrontent, aucune ne réalise complètement l'idéal de la «méritocratie». Les non-conformistes gardent une meilleure chance à l'Ouest. Moins la société se confond avec l'État, moins le succès dépend des caprices des grands.

Le despotisme seul fait disparaître les conflits

F.C. – Mais la conscience de classe subsiste?

R.A. – Kolkhoziens et ouvriers soviétiques sont rendus incapables de se constituer en classe par le régime soviétique lui-même aussi longtemps que le parti se réserve le monopole de l'idéologie et interdit la formation de groupes extérieurs à lui. En ce sens, on a le droit de dire qu'à notre époque *seule une société de classes peut être une société libre*. Toute société de type industriel étant stratifiée, *les conflits entre organisations professionnelles et les consciences de classe ne peuvent être refoulés que par le despotisme*. En URSS, comme ailleurs, les décisions de l'État en ce qui concerne la répartition des revenus, les subventions, la part respective des investissements et de la consommation appelleraient une contestation dans le même style qu'en Occident. En toute société de type industriel, on ne supprime pas les conflits, on les empêche de paraître à la lumière du jour.

F.C. – Nous voici, en quelque sorte, ramenés à notre point de départ. La société dite socialiste n'assure pas mieux que l'occidentale la «qualité de l'existence», moins bien, même.

R.A. – Dans la société dite socialiste aussi la réalité déçoit et sans doute davantage. Mais la déception ne s'exprime pas ouvertement et les gouvernements s'identifient mystiquement aux gouvernés par la grâce de l'idéologie. Le marxisme-léninisme prétend *démasquer* la lutte de classe sous le voile démocratique de l'Occident, celui-ci *démasque* l'absolutisme ou le totalitarisme sous la fiction d'une société sans classes antagonistes.

Le dogmatisme social engendre l'esclavage

La France catholique

9 janvier 1970

F.C. – S'il fallait tirer une conclusion du précédent entretien que nous avons eu(1), il semble que ce serait celle-ci: les sociétés contemporaines tendent à l'atténuation des conflits dont l'enjeu est strictement économique, mais la tension entre l'idéal égalitaire de la société industrielle et la hiérarchie technique et politique subsiste.

R.A. – La tension entre la réalité et l'idéal ne saurait passer pour un phénomène pathologique; elle est l'expression normale d'une civilisation dont les hommes assument seuls la responsabilité et qu'ils prétendent édifier conforme à leur représentation de la justice. L'apaisement des conflits exige l'élévation du niveau de vie, mais la protestation contre les inégalités individuelles ou collectives, excessives ou injustifiées, demeure le ressort du mouvement historique.

L'ordre social dérive de la nature de l'homme: la socialisation première c'est la famille

F.C. – La montée des phénomènes de socialisation est-elle un moyen de diminuer ces inégalités et par là d'apaiser les conflits?

R.A. – Il ne faut jamais perdre de vue que l'ordre social dérive de la nature biologique de l'homme, si diverses que soient les expressions sociales de cette nature. La première socialisation, c'est la famille qui la donne. Les instruments de la technique moderne ont-ils modifié les mécaniques de socialisation? Il n'y a rien de nouveau au fait que les hommes n'existent que socialisés, formés par la culture caractéristique d'une collectivité entre d'autres. Ce qui est nouveau, c'est la perte de certaines illusions: il n'y a pas de personne humaine antérieure ou extérieure au procès de socialisation.

Termitière ou communauté d'hommes libres?

F.C. – Est-ce là une des raisons pour lesquelles vous avez intitulé votre livre les Désillusions du progrès?

R.A. Peut-être. Ce qui est sûr, c'est que la civilisation industrielle soumet les individus à une stricte discipline dans le travail, à l'influence d'une opinion publique diffuse, pesante, insaisissable, en même temps qu'à la pression constante des moyens de communication sociale, et pourtant elle se réclame d'une philosophie de la liberté ou de la personnalité. Cela est au centre de la

philosophie sociale depuis un siècle et demi, et en particulier dans le concept équivoque d'aliénation de la pensée marxiste. Les critiques de la civilisation moderne craignent tour à tour que l'individu perde sa personnalité dans la masse, qu'il se soumette passivement à un ordre étranger ou s'abandonne, faute de discipline intérieure, à toutes les tentations. Termitière ou communauté d'hommes libres? Qui peut prévoir l'usage que l'humanité fera de la liberté qu'elle doit assumer?

F.C. – Vous citez beaucoup Tocqueville, dont vous avez rappelé l'actualité et la lucidité; vous pensez cependant que les sociétés marchent moins qu'il ne l'avait dit vers l'égalité et l'uniformité.

R.A. – Une société technique ou scientifique comporte une différenciation et une hiérarchie: la hiérarchie des niveaux intellectuels, la différenciation des valeurs. Je crois que le risque est moins celui de l'uniformité que du conformisme. Il existe dès lors que chacun, enfermé dans un métier inévitablement spécialisé, ne connaît le monde que par les informations partielles et partiales qu'il reçoit de son journal ou d'une radio ou télévision aux ordres d'un gouvernement ou de sociétés anonymes. La nouveauté, c'est que des millions d'hommes acquièrent une demi-compréhension de la société globale et des problèmes nationaux, demi-compréhension que les optimistes saluent comme une étape sur la voie d'une participation véritable, tandis que les pessimistes n'y voient qu'un avertissement à une opinion publique fabriquée.

Espoirs et possibles

F.C. – Mais la conscience d'être aliéné, c'est surtout dans le travail que l'homme d'aujourd'hui la perçoit. D'où la mise en question du statut de propriété.

R.A. – Aucun statut de propriété ne supprime la soumission à une discipline rationnelle qui comporte une domination de l'homme sur l'homme en même temps que l'administration des choses. Le soviétisme n'a pas supprimé l'asservissement des travailleurs aux impératifs de la technique et du rendement; il a en revanche supprimé les libertés syndicales et politiques qui, en régime occidental, assurent aux ouvriers, en dehors du métier, une certaine sorte de libération. Nulle part, les deux fonctions, celle du syndicat et celle de la direction patronale, n'ont été confondues, selon le rêve du syndicalisme révolutionnaire. Mais la fin des mythes n'équivaut pas à la fin de l'espoir, à condition que l'espoir n'aille pas trop au-delà des possibilités. Ce qui reste incertain, c'est l'influence à long terme du progrès technique. Si l'activité cesse d'être

productrice au sens propre du terme, si le métier n'est plus qu'un simple gagne-pain, l'individu se contentera-t-il d'être pur consommateur? Ne perdra-t-il pas le sens de sa responsabilité civique dans les syndicats, les partis, les associations volontaires?

F.C. – Le problème du taux de croissance n'est donc plus – s'il l'a jamais été – le seul problème?

R.A. – Économistes et moralistes ont raison de s'en prendre au fétichisme du taux de croissance et de rappeler que la répartition du produit national entre les divers emplois importe désormais peut-être autant que le volume de ce produit. Ils auraient tort d'imaginer que la croissance de ce volume n'importe plus.

Croissance du produit national et répartition

F.C. – La «modernité économique» dont vous traitez dans la «postface» aux Désillusions du progrès devrait donc se soucier et de la croissance et de la répartition. Mais certains disent que la «rationalité» de la croissance ne permet pas d'autre critère de répartition des fruits du travail que ce qui est exigé par cette organisation rationnelle. D'autres affirment que, sous le manteau de l'organisation rationnelle de l'économie, c'est la volonté d'inégalité qui continue de s'exprimer.

R.A. – À la limite, l'idéologie de l'égalité au point de départ, de la proportionnalité des positions sociales aux capacités, et celle de l'égalité concrète des acteurs sociaux deviennent strictement contradictoires. L'égalité sociale devait étendre et achever l'égalité politique. L'une et l'autre, dans les organisations complexes de la production et de l'administration, risquent d'être ou de sembler fictives, dans la mesure même où aucun individu n'a plus conscience d'un pouvoir quelconque sur le destin du *tout* auquel il appartient et voue son travail. En bref, la société moderne se nourrit de compétition et d'envie précisément parce qu'elle obéit à une idéologie égalitaire. Il ne peut pas en aller autrement: d'un côté comme de l'autre, le progrès ne va pas sans désillusions.

Personne n'a jamais pensé «l'homme nouveau» soviétique

F.C. – Le socialisme marxiste prévoyait que la disparition de la propriété privée ferait surgir un homme nouveau.

R.A. – L'homme nouveau du socialisme devait travailler de son mieux afin de servir la société tout entière. Pourquoi l'homme, tel que le conçoit le matérialisme dialectique, s'oublierait-il lui-même pour se consacrer aux autres? Personne n'a jamais pensé le mécanisme de cette conversion. L'expérience de

l'industrialisation soviétique permet de comprendre pourquoi cette conversion n'a pas eu lieu. Moins éloignée peut-être d'une des versions de l'idéal égalitaire (égalité au point de départ) que les sociétés capitalistes, la société soviétique demeure aussi compétitive qu'elles, encore que d'une autre façon. Elle retrouve les phénomènes universels des sociétés complexes, en particulier des sociétés modernes: stratification sociale, inégalité de prestige selon la fonction sociale de la profession, inégalité de rémunération selon le métier, inégalité de statut selon les rémunérations et les prestiges. Le sociologue tend à juger dérisoire, par référence à l'idéologie égalitaire, l'égalité juridique qui dissimule l'inégalité des chances. Comment ne jugerait-il pas également dérisoire une compétition au terme de laquelle règne la loi d'airain de l'oligarchie, qui s'exprime en une hiérarchie parfois d'autant plus autoritaire qu'elle se recommande plus hautement de l'idéal égalitaire.

F.C. – Vous constatez que, les besoins augmentant avec les ressources, il n'est pas déraisonnable de faire confiance au progrès naturel des «régimes productionnistes», pour que se répande et soit satisfaite une idéologie des «besoins essentiels» que la société pourrait et devrait permettre à tous de satisfaire.

R.A. – Dès lors que l'on a reconnu les contradictions immanentes à l'idéologie égalitaire comme à l'idéologie libérale, la discussion devient possible et raisonnable entre les tenants des diverses interprétations de l'égalité et de la liberté. Il n'y a de dogmatisme qu'au niveau des principes: les citoyens-électeurs restent interchangeables parce qu'ils sont des êtres de raison. Qui tenterait de rendre interchangeables des «agents sociaux» qui ne se confondent pas avec des «êtres de raison» construits par les philosophes, se condamnerait finalement à un despotisme intégral sans pour autant atteindre un but inaccessible, peut-être même pas un idéal.

⁽¹⁾ En marge de son livre *les Désillusions du progrès* (Calmann-Lévy). Le premier entretien a été publié dans notre dernier numéro.

Les sociétés industrielles ont-elles un idéal?

La France catholique

23 janvier 1970

F.C. – À plus d’une reprise, en lisant vos Désillusions du progrès(1), nous avons eu l’impression que les chrétiens, et peut-être particulièrement les catholiques, étaient pour vous des interlocuteurs privilégiés. Nous avons la même impression quand nous lisons – ou relisons puisqu’on vient de rééditer ce livre – l’Opium des intellectuels(2) dont l’actualité reste éclatante. Mais vous affirmez ne pas pénétrer sur un terrain qui n’est pas le vôtre.

Cependant, votre souci primordial des problèmes spirituels apparaît dans le filigrane de toute votre œuvre, c’est du moins ce qui nous semble. Souvent, vous vous exprimez plus nettement: ainsi, en conclusion de votre rétrospective de l’année 1969 dans le Figaro, vous écrivez que «la jeunesse souffre d’un idéalisme sans emploi» et que «l’enthousiasme imaginaire pour Castro ou Mao révèle surtout un vide spirituel» dont vous vous demandez si l’Europe peut le remplir. Le Dr Ramsey, l’archevêque anglican de Cantorbéry, dans une très intéressante étude récente sur les théologies nouvelles voyait dans l’accent qui y est mis sur «l’homme d’abord» une révolte contre «la dépersonnalisation provoquée par l’existence industrielle ou technologique».

Vous posez la même question dans l’introduction de vos Désillusions du progrès quand vous marquez que les sociétés modernes «semblent avoir pour objectif non pas une certaine manière de vivre en commun, mais le progrès de la science, de la richesse et de la puissance». On a le droit de se demander ce que devient l’homme dans une telle perspective et c’est bien d’ailleurs ce que vous faites.

R.A. – J’ai, en effet, posé le problème de la nature des relations entre individus et institutions dans les sociétés dites modernes et industrielles qui semblent avoir des objectifs définis dans chaque secteur mais non une représentation de leur propre idéal.

La liberté et la soumission aux mécanismes

Les sociétés modernes ou industrielles sont à la fois égalitaires en leurs aspirations et hiérarchiques en leur organisation. Elles reconnaissent à chaque individu la même dignité, le même droit au bonheur, la même citoyenneté, et, par voie de conséquence, une participation équitable aux biens produits par la

société. Mais les Sociétés industrielles ont aussi, pour objectif, l'efficacité du travail collectif et celle qu'exige la subordination de tous à la nationalité conçue par quelques-uns. La même abondance qui promet à chacun l'accession à la personnalité semble avoir pour condition et pour conséquence la soumission de tous au mécanisme impitoyable de la production et de la croissance économique.

F.C. – Cependant, en face, ou à côté, de cette dialectique des sociétés modernes qui menace chacun de lui retirer cette personnalité qui lui est promise, vous affirmez aussi que la science donne à un nombre croissant d'individus une liberté de choix jadis inconcevable. Et cette liberté, vous la tenez pour bien réelle puisque vous considérez comme imprévisible l'usage que fera l'humanité de la liberté qu'elle doit assumer. Cette question de l'usage que font et feront les hommes de leur liberté, c'est bien une question spirituelle.

Perte de l'unité spirituelle et désagrégation des sociétés

R.A. – Les premiers théoriciens de la Société industrielle craignaient les conséquences de la perte de l'unité spirituelle. Sur quoi serait fondé le *consensus* à partir du moment où, par suite de l'affaiblissement des religions de salut, les membres d'une même Société ne croiraient plus au même Dieu et ne reconnaîtraient même plus la souveraineté du même mode de pensée? Les Sociétés industrielles d'aujourd'hui connaissent moins encore qu'il y a un siècle d'unité spirituelle, elles ne se sont pas désagrégées, mais pendant la période d'entre les deux guerres, le péril d'une telle désagrégation apparut proche.

Il faut que la modernisation ait reconstitué un ordre acceptable au plus grand nombre aussi bien qu'aux privilégiés pour que le dialogue permanent des groupes d'intérêt, des partis et des idéologies permette la formation d'une autorité efficace et d'une volonté commune.

F.C. – Vous avez consulté avec beaucoup de soin les statistiques du suicide, de la criminalité, de la délinquance juvénile, pour savoir s'il y a ou non désintégration des sociétés modernes.

R.A. – Les statistiques ne permettent d'affirmer ni que les Sociétés industrielles se désintègrent ni que l'intégration s'affermisse d'elle-même au fur et à mesure du progrès économique. Il faut donc corriger le pessimisme auquel inclinent certains observateurs.

Des sociologues américains ont procédé à des enquêtes par interrogation morale. Les réponses à certaines questions révéleraient le manque de convictions fermes, le sentiment d'une distinction difficile entre le vrai et le faux, le bien et

le mal, en un monde complexe, désordonné et changeant. Peut-être la socialisation, l'intégration sociale, devient-elle plus difficile et l'échec plus fréquent quand les aspirations de chacun ne sont plus restreintes par la coutume et que la mobilité et le culte du succès semblent ouvrir à tant d'individus des perspectives indéfinies.

F.C. – Nous sommes donc ramenés là à un problème spirituels.

Le malaise de la civilisation: pas de système de valeurs

R.A. – Nous revenons au malaise de notre civilisation pour reprendre l'expression courante depuis un siècle. Que ce malaise soit ressenti par la plupart des critiques sociaux, écrivains, philosophes, médecins, psychologues, ne prête pas au doute. L'intégration implique un système de valeurs ou un ensemble de modèles de conduite qui, tout à la fois, s'imposent avec une autorité d'évidence à la conscience ou à l'inconscient de tous les membres d'une collectivité et assurent une coexistence pacifique entre les individus.

Toutes les Sociétés modernes comportent une âpre compétition, surtout celles qui transfigurent le succès en valeur suprême. L'échec ne va pas sans amertume, ressentiment et parfois mise en accusation d'un ordre d'autant plus odieux à ceux qu'il accable qu'il leur semble à la fois anonyme, injuste et faussement rationnel.

Nos Sociétés sont agitées par la pluralité des normes culturelles, la compétition entre les individus, la mobilité requise par l'idéal d'égalité au point de départ. Les hommes deviendront moins étrangers à leur destin dans la mesure où ils le comprendront.

F.C. – Dans cette perspective du malaise de la civilisation, vous avez évoqué – bien avant qu'elle ne débouche dans le public – l'œuvre de Marcuse.

R.A. – Marcuse revient aux écrits de Freud qui recèlent une critique moins de la civilisation industrielle que de toute civilisation. Celle-ci, à travers les âges, n'a-t-elle pas eu pour condition le refoulement des pulsions, la primauté du principe de réalité sous la forme que lui confèrent l'autorité paternelle et la discipline impitoyable du travail?

La socialisation initiale – la famille – demeure un refoulement des pulsions fondamentales, sacrifice du plaisir au travail, d'Éros à la réalité, de la liberté à la discipline. Le malaise de notre civilisation ne pourrait être guéri que par une socialisation radicalement autre, dont nul ne peut affirmer, écrit Marcuse après Freud, qu'elle soit possible.

Toute civilisation...

F.C. – Nous sommes donc là dans le royaume des illusions?

R.A. – Marcuse emprunte à Freud et Marx les armes dont il a besoin pour détruire mythes et illusions d'une civilisation libérale et apaisée. Il resterait à savoir si cette critique radicale ne se nourrit pas d'un mythe: une socialisation sans refoulements, et d'illusions: la possibilité prochaine d'une humanité capable, en s'unissant, d'atteindre pour la première fois, avec la maîtrise de sa propre aventure, la paix dans la diversité. Ce que nous constatons aujourd'hui, c'est que les idéologies, les religions séculières, divisent provisoirement ceux qu'elles prétendent unir.

F.C. – C'est vous qui, dès 1943, avez utilisé ce concept: les religions séculières.

Le problème des fins

R.A. – Le national-socialisme ou le marxisme-léninisme constituent une espèce particulière d'idéologie: ils se prétendent supérieurs aux religions transcendantales et ils se substituent à elles. Le terme de religions séculières que je leur ai appliqué pose un problème fondamental de l'ordre social dans une société sécularisée. Le développement, l'organisation rationnelle de la production passent à juste titre pour moyen indispensable en vue de n'importe quelle fin. Mais ni la production ni la consommation n'atteignent évidemment à la dignité des fins dernières. La production est un moyen du bien-être ou de la puissance, le bien-être la condition de bien-vivre.

Mais en quoi consiste le bien-vivre? Quelle autorité – le parti, l'Église, l'opinion publique – définira l'existence bonne en tant que telle? Le type d'homme qui doit servir de modèle à tous.

F.C. – C'est devant ce problème des fins, de la conception de l'homme, que se trouvent les civilisations modernes.

R.A. – La religion séculière, devenue religion d'État, érigée en instance suprême de la vérité, apporte une des réponses possibles. Au seuil du dernier tiers du XXe siècle, les religions séculières, doctrines de salut collectif par une classe ou une race, semblent en déclin, au moins dans les pays développés.

Nous avons peine à comprendre comment ces idéologies dogmatiques si pauvres en valeur intellectuelle et plus encore spirituelle ont exercé et parfois exercent encore une telle emprise sur des esprits supérieurs. Peut-être les religions séculières ont-elles servi en Occident de substitut de religion à des

intellectuels qui ne savaient où se pendre. Les religions séculières promettent un salut collectif alors que l'ordre social d'aujourd'hui loin encore d'atteindre son propre idéal, veut donner à chacun une chance de promotion ou d'accomplissement. Les religions séculières représentent la forme extrême adaptée aux périodes de crise d'un phénomène manifestement lié à la civilisation industrielle qui ne comporte plus d'ordre sanctifié ou sanctionné par les Églises.

Les individus agissant comme s'ils n'avaient pas d'autre vie que celle qui se déroule sur cette terre attachent une importance vitale au régime politique, économique et social dans la mesure où celui-ci commande leur unique existence.

F.C. – Vous posez la question de l'avenir de la religion.

R.A. – La modernité tend à faire de la religion une affaire privée de même qu'elle favorise visiblement la famille étroite. Dira-t-on que la sécularisation de la société entraîne l'irréligion? Une telle affirmation échappe à toute démonstration. Au reste, même si l'on corrigeait cette proposition en disant «l'irréligion du plus grand nombre», on n'aurait guère progressé: la signification du fait religieux ne se mesure pas au nombre des pratiquants. *Le petit nombre a maintes fois créé les grandes œuvres*

[\(1\)](#) Calmann-Lévy.

[\(2\)](#) Collection «Idées».

De la condition historique du sociologue

Le Figaro littéraire
14 décembre 1970

Notre ami Raymond Aron a donné le 1er décembre, la leçon inaugurale à sa chaire de Sociologie de la civilisation moderne au Collège de France. Nous le remercions de nous permettre d'en publier deux extraits.

La sociologie, science de la société moderne, a pour catégorie centrale le social, différencié des concepts traditionnels du politique et de l'économique. De même, le socialisme, doctrine d'action, s'efforce de surmonter la contradiction entre l'égalité politique et les inégalités économiques par une réforme portant sur la constitution même de la société. Littré encore écrit que le terme de socialisme désigne les systèmes qui, au-delà des réformes politiques, offrent un plan de réformes sociales. Il cite le communisme, le mutualisme, le saint-simonisme, le fouriérisme; le marxisme ne figure pas dans l'énumération. Selon lui, le social se dit, par opposition au politique, «des conditions qui laissant en dehors la forme des gouvernements, se rapportent au développement intellectuel, moral et matériel des masses populaires».

Les durkheimiens de la deuxième génération, Marcel Mauss, François Simiand, Maurice Halbwachs, demeuraient fidèles, pour l'essentiel, à cette inspiration. Ils auraient probablement défini le socialisme, selon la tradition saint-simonienne, moins par le statut de propriété que par l'organisation, par le contrôle étatique du pouvoir économique. «Durkheim était profondément opposé à toute guerre de classes et de nations; il ne voulait de changement qu'au profit de la société tout entière et non d'une de ces fractions, même si celle-ci était le nombre et avait la force... Même pendant la guerre, il fut de ceux qui ne mirent aucun espoir dans ce qu'on appelle la classe ouvrière organisée internationalement.» Mauss, lui aussi, rejetait comme «fausse et dialectique», marque d'un rationalisme intempérant, l'opposition qu'établit le socialisme révolutionnaire entre «sociétés capitalistes et sociétés collectivistes». Il refusait également d'établir une opposition radicale entre réforme et révolution; la réforme du droit d'héritage, par exemple le retour à l'État, soixante années après la mort de leur propriétaire, des capitaux hérités lui semblait une «petite révolution». Et il concluait: «Pour ceux qui croient qu'il n'existe pas de révolution capable de retourner la société comme un gant, et que l'idée de transformation sociale totale est une idée fausse, la révolution ne peut être

conçue que comme une série, plus ou moins grande et plus ou moins précipitée, de réformes plus ou moins radicales de ce genre.»

Spontanément hostiles à la violence et à la lutte de classes, portés à mettre l'accent sur le *consensus* plus que sur la fécondité ou la fatalité des conflits, ces sociologues-socialistes demeuraient de bons démocrates et ils n'éprouvaient nul besoin, faute peut-être d'interlocuteurs valables, de prolonger le dialogue avec les marxistes. Au lendemain de la première guerre, dans la passion du moment, l'ami de Lucien Herr et de Jaurès parlait des soviets comme d'institutions «inventées de toutes pièces par une société, par une nation, qui n'a jamais su ce qu'était un citoyen, ni une démocratie ni même une loi».

Des optimistes irréductibles...

Le socialisme d'Alfred Sauvy présente avec celui des durkheimiens certains points communs; le refus de la violence, l'indifférence à l'exégèse des textes sacrés, l'absence de dogmatisme, le sens de la liberté individuelle. Mais, alors que la formule vague d'organisation amena Durkheim et les siens à méconnaître la portée de l'alternative, planification ou marché, notre collègue ne cesse d'hésiter entre le marché, dont il dénonce les imperfections et les iniquités, et le dirigisme dont il a parfois surestimé des vertus – le marché tel qu'il fonctionne non dans l'empyrée de la théorie pure, mais dans le monde réel des propriétaires, le dirigisme tel que l'exercent non des hommes au seul service du bien commun, mais des partisans ou des technocrates, eux aussi représentants d'intérêts, fût-ce de l'intérêt de leur propre pouvoir. Il refuse donc tous les modèles déjà réalisés ou expérimentés sans pour autant perdre sa foi dans le socialisme. Suppression des classes sociales, suppression de la puissance conférée par l'accumulation d'avoirs matériels, tel est l'objectif bien défini à partir duquel il veut repenser le socialisme. Il ne se soucie pas de combattre le capitalisme d'aujourd'hui, capitalisme honteux qui, selon lui, ne trouverait plus d'avocat et ne devrait sa durée qu'à la crainte du communisme et à l'absence d'un régime de substitution. Finalement, plus que jamais franc-tireur en marge des partis, il emprunte librement à tous les régimes les pratiques et les mécanismes qui, combinés, produiraient le mixte parfait, pour parler le langage platonicien. Il reste à savoir si les hommes d'État disposent d'autant de liberté que les hommes de pensée, si aucune société conjugue les mérites, évite les défauts des institutions, des idéologies, des partis qui se heurtent en des combats douteux.

Je voudrais dire, sans paradoxe, que je reprochais aux durkheimiens de la deuxième génération moins leur socialisme, si peu subversif, que la sérénité de

leur choix, leur optimisme irréductible, leur indifférence à Marx, leur penchant à négliger les luttes, parfois inexpiables, entre les classes, les partis et les idées. Les hommes de ma génération ne résistaient pas, avec la même certitude tranquille, au marxisme ou même au marxisme-léninisme, entre 1929 et 1956, entre la grande dépression et le discours de Khrouchtchev au XXe Congrès.

Durkheim considérait les révolutions politiques comme superficielles, coûteuses et plus théâtrales que sérieuses. Un tel jugement ne me choque pas moins qu'il ne le fait les marxistes. Coûteuses, les révolutions de 1789 et de 1917, certes; théâtrales, oui, à certains égards, les révolutionnaires – on l'a dit et répété – reproduisent les exploits des ancêtres mythiques alors même qu'ils frayent les voies de l'avenir. Les révolutionnaires du dix-huitième siècle portaient la toge, ils chaussaient les cothurnes de Brutus: acteurs de l'histoire, au double sens du mot acteur. Mais superficielles, ces révolutions ne le furent certainement pas. Peut-être les événements de mai 1968 prirent-ils un caractère exclusivement théâtral; aussi bien n'y eut-il révolution que dans les amphithéâtres.

À partir de 1930, lecteur à l'université de Cologne, ou pensionnaire à la maison académique de Berlin, je ressentais, presque physiquement, l'approche des orages historiques. *History is again on the move*, selon la formule d'Arnold Toynbee. Je demeure marqué, à tout jamais, par cette expérience qui m'a incliné vers un pessimisme actif. Une fois pour toutes, j'ai cessé de croire que l'histoire obéisse d'elle-même aux impératifs de la raison ou aux désirs des hommes de bonne volonté. J'ai perdu la foi et gardé, non sans quelque effort, l'espérance. J'ai découvert l'ennemi que je ne me lasse pas, moi aussi, de pourchasser, le totalitarisme, ennemi non moins insidieux que le malthusianisme. Dans tous les fanatismes, même animés par l'idéalisme, je soupçonne un nouvel avatar du monstre.

... au pessimiste angoissé

Dans l'Allemagne préhitlérienne, la montée du national-socialisme, la révélation de la politique, en son essence diabolique, m'obligeait à penser contre moi-même, contre mes préférences intimes, elle m'inspirait une sorte de révolte contre l'enseignement reçu à l'université, contre le spiritualisme des philosophes, contre le penchant de certains sociologues à méconnaître l'impact des régimes sous prétexte de s'attacher aux réalités durables et profondes. Superficielles, les évolutions parlementaires, alors que l'arrivée au pouvoir de Hitler annonçait une guerre mondiale! Secondaires les mécanismes économiques

alors que la grande dépression, avec ses chômeurs par millions, se prolongeait par la faute d'erreurs que les étudiants d'aujourd'hui, avant même la licence d'économie politique, discerneraient sans peine. François Simiand, dans son petit livre sur la crise de 1929, tire les conséquences de sa théorie sur les alternances de hausse et de baisse des prix, alternances qu'il croit nécessaires au progrès économique et dont il met en lumière les effets bénéfiques en dépit des souffrances causées aux masses populaires. Il ne semble guère envisager un régime sans crise ni prêter aux gouvernants la capacité d'acquiescer, sur ces fluctuations, une maîtrise effective. L'expérience soviétique présentait, à ses yeux, plus d'intérêt politique qu'économique. L'humeur de ma génération s'accordait mal avec cette attitude, à la fois résignée et confiante, encore parente du positivisme d'Auguste Comte: acceptation du déterminisme social, comparable à un déterminisme naturel, et optimisme indéracinable sur l'aboutissement à long terme.

Je m'interroge parfois sur les causes d'une allergie à la pensée durkheimienne et d'une affinité élective avec la pensée de Max Weber. À coup sûr, les circonstances expliquent pour une part ces réactions affectives, dont je n'ignore pas l'injustice. Grâce à Max Weber, je crus à la possibilité de joindre, sans les confondre, curiosité scientifique et souci politique, réflexion détachée et action résolue.

J'avais commencé l'étude de l'œuvre marxiste pour me rendre compte à moi-même de mes opinions socio-économiques, avec l'espoir que le cours prévisible de l'histoire m'enseignerait ce que je dois vouloir. Ayant abouti à une conclusion opposée, je ne cessai pas pour autant de prendre pour thème central de réflexion les problèmes posés par le marxisme et renouvelés par Max Weber.

Influencé par le néokantisme de Léon Brunschvicg, je me retrouvais dans un univers familier, en lisant ceux que l'on rattachait à l'école allemande du Sud-Ouest. Distinction radicale de l'être et du devoir être, du rapport aux valeurs et des jugements de valeur, de la sélection décisive des faits et de la relation causale, universellement valable, toutes ces formules classiques me paraissaient une transposition aux sciences sociales d'idées épistémologiques élaborées par l'analyse de sciences plus assurées d'elles-mêmes, elles consacraient à la fois la scientificité et l'originalité des disciplines qui s'attachent à l'univers humain, extérieur à chacun de nous et pourtant constitué par les significations que nous donnons aux choses et aux êtres.

Entre la sociologie de Max Weber – sociologie de la guerre entre les classes,

les partis et les dieux – et l'expérience vécue d'un agrégé de philosophie, Français, juif, vivant à Berlin les premiers mois du III^e Reich, il existait, me semblait-il, une sorte d'harmonie préétablie ou, en termes plus modestes, un accord de sensibilité. Les luttes, à l'intérieur des nations ou entre les nations, atteignaient à une violence telle que nous avions le sentiment d'observer, à l'intérieur de nos sociétés, *l'autre* dont la connaissance nous permet seule de nous connaître nous-mêmes. Tocqueville a compris l'homme démocratique par référence à l'aristocrate de l'ancien régime sur lequel il portait un jugement déjà historique sans trahir ses fidélités ancestrales. Les nationaux-socialistes, puis les idéologues de toutes obédiences m'ont tenu lieu de «persans», à défaut d'une fréquentation des sociétés archaïques que les livres ne sauraient remplacer.

Privé de toute vision totalisatrice, au milieu du tumulte des événements, incapable d'adhérer à aucune faction, je voulais vivre en toute lucidité la condition historique de l'homme dont l'expérience, personnelle et philosophique, de Max Weber me donnait à la fois un exemple et une théorie. Dialectique de la connaissance inachevée, des valeurs contradictoires, des décisions aventureuses: l'Europe des années 30 chargeait ces formules abstraites d'une résonance déjà tragique. À la veille de ma soutenance de thèse, en 1938, Paul Fauconnet s'étonnait de l'accent pathétique de mon *Introduction à la philosophie de l'histoire*, il m'interrogeait sur les motifs de cette angoisse. À l'époque, songeant à l'avenir prochain, je m'étonnais de son étonnement, ou plutôt je m'indignais de l'inconscience de sociologues professionnels.

Je n'aurais pas rappelé ces lointains souvenirs avec un abus du je dont je prie qu'on m'excuse si l'opposition de Durkheim et de Weber ne conservait, à mes yeux, une signification actuelle et peut-être exemplaire. Durkheim vint à la sociologie à partir de la question philosophique des rapports entre l'individu et la collectivité, Weber à partir de la question également philosophique des rapports entre la connaissance et l'action.

Un choix sans importance?

De cette opposition initiale des projets découlent de multiples différences, d'ordre scientifique. Durkheim définit le socialisme par «le contrôle étatique du pouvoir économique», trait aujourd'hui commun à tous les régimes modernes. Il définit la démocratie comme «la forme politique par laquelle la société arrive à la plus pure conscience d'elle-même. Un peuple est d'autant plus démocratique que la délibération, que la réflexion, que l'esprit critique jouent un rôle plus considérable dans la marche des affaires publiques... Ce n'est pas depuis

quarante ou cinquante années que la démocratie coule à pleins bords: la montée en est continue depuis le commencement de l'histoire». Tout au contraire, Weber définissait le socialisme par les traits spécifiques d'un régime non capitaliste, propriété collective des instruments de production et planification. De même, il définissait la démocratie par les institutions représentatives et la lutte organisée pour l'exercice du pouvoir entre les partis rivaux, forme politique que Durkheim, à la suite d'Auguste Comte, regardait avec quelque condescendance. En bref, l'un mettait l'accent sur les traits communs à toutes les sociétés modernes, l'autre sur les traits propres à chaque régime, traits qui constituent l'enjeu des luttes sociales ou politiques.

En quête d'une morale et presque d'une religion, Durkheim fait du concept de société un usage qui a suscité des protestations tour à tour indignées et ironiques. «Chacun se rappelle la formule: «Entre Dieu et la société, il faut choisir» – je n'examinerai pas ici les raisons qui peuvent militer en faveur de l'une et de l'autre solution, qui sont toutes deux cohérentes. J'avoue qu'à mon point de vue, le choix me laisse assez indifférent, car je ne vois dans la divinité que la société transfigurée et pensée symboliquement.» Cette société, objet ou principe de sentiments comparables à ceux qu'inspire Dieu, est-ce la tribu, la nation, le parti, l'humanité: croyants ou incroyants, les sociologues d'aujourd'hui refuseraient, me semble-t-il, cette assimilation à laquelle aboutissait le prophète de la sociologie, en quête d'une réforme intellectuelle et morale.

Max Weber, lui, étudiait la réalité sociale non pour y trouver fondement ou justification des impératifs sociaux ou politiques, mais pour aider la personne à prendre conscience d'elle-même et de son milieu.

Comme Alfred Sauvy, il se rêvait conseiller du prince. Mais Sauvy se donnait des objectifs – regain de la natalité, régulation de la conjoncture – qui pouvaient recueillir un assentiment unanime. Il a donc pu être écouté, de temps à autre, par les princes changeants de nos républiques successives. Max Weber ne conseilla jamais aucun prince; il se mettait au cœur des débats que tranche la violence plutôt que la parole; sa colère n'épargna ni Guillaume II ni les révolutionnaires de 1918. Il demeura donc jusqu'au bout, Machiavel de Heidelberg, disponible et isolé. Peut-être ai-je pressenti, dès ce temps-là, que mes velléités d'action politiques seraient justement sanctionnées par le même échec.

Le sociologue face au désenchantement

La sociologie, comme toute science, bien que pour d'autres raisons, entraîne ce que Max Weber appelait un désenchantement du monde, *Entzauberung der*

Welt. La science dépouille la nature de ses charmes, de tout ce qui la rendait proche ou familière, de ce qui touchait notre sensibilité et nourrissait nos rêves. Elle nous révèle un univers, soumis à un déterminisme, rigoureux ou aléatoire, que les savants n'auront jamais fini de déchiffrer et qui ne ressemblera plus jamais au cosmos, pensé par les anciens, dont l'harmonie servait de modèle et de garant à l'ordre humain.

Ce désenchantement du monde, Gaston Bachelard, en dépit de sa foi dans la raison scientifique tenue pour la valeur suprême, ne l'a pas ignoré: «Ah, sans doute, nous savons bien tout ce que nous allons perdre. D'un seul coup, c'est tout un univers qui est décoloré, c'est tout notre repas qui est désodorisé, c'est tout notre élan psychique naturel qui est rompu, retourné, méconnu, découragé, Nous avons tant besoin d'être tout entiers dans notre vision du monde! Mais c'est précisément ce besoin qu'il faut vaincre. Allons! Ce n'est pas en pleine lumière, c'est au bord de l'ombre que le rayon, en se réfractant, nous confie ses secrets.» Et, ailleurs, en un style plus lyrique: «Oui, avant la culture, le monde a beaucoup rêvé. Les mythes sortaient de terre, ouvraient la terre pour qu'avec l'œil de ses lacs, elle regarde le ciel. Un destin de hauteur montait des abîmes. Les mythes trouvaient ainsi tout de suite des voix d'hommes, la voix de l'homme rêvant le monde de ses rêves. L'homme exprimait la terre, le ciel, les eaux. L'homme était la parole de ce macroanthropos qui est le corps monstrueux de la terre. Dans les rêveries cosmiques de la terre, le monde est corps humain, regard humain, souffle humain, voix humaine.»

Notre collègue Jacques Monod retrouve, à partir de la microbiologie, la même opposition entre les explications animistes ou mythologiques qui seules apaisent l'angoisse des hommes, et la connaissance objective, seule source de vérité authentique, idée austère et froide qui ne propose aucune explication mais impose un ascétique renoncement à toute autre nourriture spirituelle. Exactement comme Max Weber et, presque dans les mêmes termes, il conclut que «la définition même de la connaissance «vraie» repose en dernière analyse sur un postulat d'ordre éthique». Peut-être souscrirait-il à cette formule de Gaston Bachelard: «Le monde où l'on pense n'est pas le monde où l'on vit.» Et dans le «on», il est légitime d'inclure les savants eux-mêmes. Nous voici au rouet. Comment se dédoubler sans se perdre?

Vérité objective et société vécue

La sociologie appartient-elle aussi à cette entreprise séculaire, caractéristique de notre civilisation, conquête d'une vérité seule authentique et à jamais

incapable d'assouvir la soif des âmes? D'une autre manière que les sciences naturelles, la sociologie crée une distance entre le monde où l'on vit et celui où l'on pense. À nos coutumes, à nos croyances, à celles mêmes qui nous sont sacrées, elle accole impitoyablement l'adjectif «arbitraire». À mes expériences vécues, en leur richesse unique, en leur profondeur indicible, elle substitue des indicateurs. Elle ne veut connaître que des actes qui se répètent, des classes manifestes ou latentes, chacun devient un entre plusieurs, anonyme, inintéressant s'il demeure seul en ses singularités, marginal ou atypique s'il s'obstine à combiner des traits, normalement disjoints. À la suite de Nietzsche, elle perce à jour les acteurs sociaux, découvre leur hypocrisie. En tant que vision millénariste, le marxisme relève des mythologies par lesquelles les hommes ont voulu se donner à eux-mêmes la certitude de vaincre en une juste guerre. En tant qu'il démasque la fausse conscience de tous et la bonne conscience des puissants, le marxisme, comme la psychanalyse, appartient plus que jamais à notre temps. En un sens, tous les sociologues s'apparentent aux marxistes par leur penchant à régler les comptes de tous, sauf les leurs.

La signification existentielle de la sociologie, en dépit de ces similarités, ne se confond pas avec celles de la physique ou de la biologie. Nous ne parvenons que dans une faible mesure à substituer à la société vécue un royaume de vérité objective, d'explications démontrées. La société globale d'aujourd'hui et plus encore de demain, le système des systèmes nous échappe. Jusqu'à quel point une société moderne, en son indéfinie complexité, constitue-t-elle un système sinon au sens banal et faible de la relation réciproque entre les éléments? Les sociologues ne cessent d'osciller entre les ténèbres et le royaume, entre la conscience et la science de notre milieu.

L'ethnologue vérifie à sa manière la formule de Bachelard. On pense dans un monde et l'on vit dans un autre. Savant, il respecte toutes les cultures, se refuse à établir entre elles une hiérarchie, il veut toutes les sauver de la destruction qui les menace. Acteur social, il a intégré les valeurs de sa culture, il en respecte spontanément les coutumes, il en partage les ambitions. Il vit dans le monde désenchanté de la civilisation scientifique, il pense dans un monde peuplé de toutes les cultures, mortes et vivantes, archaïques ou modernes, œuvres périssables dans lesquelles des hommes, quelques centaines, ou quelques centaines de millions, ont trouvé un abri, une foi, un sens et peut-être la paix.

La dualité de la vie et de la pensée marque-t-elle la conclusion fatale du postulat d'objectivité? En vérité, chacun de nous s'efforce à sa manière de la

surmonter, Bachelard cherchait dans la surréalité poétique la chaleur d'un refuge au sortir de l'univers glacé de la science mais il demeurerait spectateur du tumulte de l'histoire, il psychanalysait les rêves de l'humanité, non ceux des individus.

Léon Brunschvicg voulait que le moraliste prît pour exemple et pour modèle l'attitude du savant, détaché de lui-même, soumis à l'expérience et aux raisons, effaçant son moi pour s'ouvrir à la vérité. Certes, mais quel savant se conduit en savant dès qu'il quitte son laboratoire ou se mêle aux débats du forum. Au reste, comment le pourrait-il? Ni les résultats ni l'inspiration de la recherche scientifique ne nous ordonnent la compassion pour les malheureux, le respect des faibles, la reconnaissance de la dignité de ceux qui ne s'élèveront jamais au-dessus des ténèbres.

Dans un troisième monde

Tout se passe, dans la biosphère, comme si les individus ne comptaient guère. Aucune espèce ne connaît l'équivalent de projet socialiste, maîtrise de l'humanité sur son propre destin, égalité effective de tous les hommes, tous participant au trésor commun à l'œuvre collective.

Max Weber, lui, s'en tenait à la dualité, la vérité scientifique-valeur, une entre autres, oblige ceux-là seuls qui l'ont choisie pour dieu. Mais, de ce fait, il devenait incapable de distinguer entre le démon de Socrate et celui de Hitler. L'engagement est une nécessité, non une valeur.

Le refus de toute discrimination entre les cultures et les régimes constitue peut-être, pour l'ethnologue ou le sociologue, un postulat de méthode. Mais comment vivre cette indistinction, à moins de se condamner à l'indifférence et à l'inaction? Certes, il reste possible de mesurer chaque type social à son projet propre, unique, un entre d'autres. Solution partiellement valable, la seule possible dans certains ordres, difficilement compatible, en dernière analyse, avec la diffusion universelle, du projet scientifique.

Je n'aurai pas l'outrecuidance de surmonter en quelques mots la dualité à laquelle, en apparence, tant d'autres se résignent. Heureusement, ceux mêmes que j'ai cités, implicitement, suggèrent la direction dans laquelle apparaît une lueur à l'horizon. Au moment où Bachelard écrit que l'on vit dans un monde et que l'on pense dans un autre, auquel des deux appartient-il? De toute évidence, il se situe dans un troisième, celui de la réflexion philosophique, puisqu'il cherche un sens à la quête de la vérité en même temps qu'à notre existence profane. Ce troisième monde, dans lequel l'expérience vécue s'élève à la conscience d'elle-même, il est construit et non donné, citadelle dans laquelle se retire chacun,

frappé par le malheur, ensemble plus ou moins cohérent où s'organise les valeurs suggérées par le milieu, mais lentement reconnues comme siennes par la personne.

Qu'il nie ou non le sujet, quel philosophe n'a cherché le sens et de son œuvre et de sa vie pour se soustraire à la tentation du nihilisme, tour à tour jeu et fureur, insupportable vertige, qui se fuit vers le fanatisme et se perd en lui.

Machiavel et Marx

Contrepoint
Été 1971

Quiconque écrit, en haut d'une page blanche, le nom de Machiavel, ne peut se défendre d'une sorte d'angoisse; après des centaines d'autres, écrivains et souverains, historiens et philosophes, politicologues et stratèges, moralistes et théologiens, lui aussi va interroger le sphinx, le diplomate au service de Florence, le patriote italien, l'auteur dont la prose, à chaque instant limpide et globalement équivoque, dissimule les intentions, dont les illuminations successives défient depuis quatre siècles l'ingéniosité des commentateurs; lui aussi va faire un choix dont il n'ignore pas que d'autres l'ont fait avant lui. Car l'interprétation qu'il proposera, quelle qu'elle soit, ne lui appartient pas en propre.

Que Machiavel ait donné des leçons de liberté aux peuples ou de tyrannie aux Princes, qu'il ait prolongé la tradition de la pensée antique ou fondé la science moderne, le conférencier d'un soir, qui n'a pas consacré sa vie à Machiavel et à sa postérité, légitime et illégitime, ne tranchera aucun des innombrables débats que l'érudition entretient plus qu'elle ne les renouvelle.⁽¹⁾ Guetté non par Machiavel mais par ceux qui tiennent à jour la chronique du machiavélisme, il se sait à l'avance fiché, classé, mis en perspective ou mis en fiche. Quoi qu'il dise, quoi qu'il fasse, il appartient à une des familles de machiavéliens, de machiavéliques ou de lecteurs de Machiavel – et il vient trop tard pour fonder une nouvelle famille. Seuls ont le droit de prétendre à la dignité de fondateur de dynastie ceux, tel le philosophe américain Leo Strauss, qui s'efforcent de n'appartenir à aucune famille en les comprenant toutes, et qui, en même temps, lisent dans le *Prince* ou les *Considérations* ce qui n'y est pas écrit, remettent en question les évidences et cherchent le masque derrière la figure, faute de l'apercevoir devant. Comme dans le récit policier d'Edgar Poë, Machiavel se serait dissimulé à force de se découvrir et ne livrerait son secret qu'aux déchiffreurs d'énigmes ou, plus précisément, à ceux qui devinent intuitivement l'existence d'énigmes, non saisissables aux esprits ordinaires... Je me ridiculiserais en nourrissant de pareilles ambitions.

Incertain de moi-même, j'ai cherché une issue dans une voie que je ne suis pas le premier à emprunter, celle du parallèle des hommes illustres. Avec qui établir un parallèle, sinon avec Marx? Certes, aux Champs-Élysées, Marx, un siècle et demi après sa naissance terrestre, moins d'un siècle après sa mort, demeure un

nouveau venu. Machiavel peut enseigner à Marx la patience de tolérer avec indulgence les commentateurs abusifs, les disciples infidèles à force d'ignorance, de passion et parfois même de fidélité. Un avocat parisien qui poursuivait Napoléon III d'une haine parfois spirituelle et toujours véhémente, a composé un curieux opusculé, le dialogue aux enfers de Machiavel et de Montesquieu que les fonctionnaires de la police secrète des tsars ont utilisé pour la rédaction d'un des faux célèbres du siècle, le Protocole des Sages de Sion. Pierre Fresnay a rendu quelque actualité à ce dialogue en le jouant, comme une pièce de théâtre, sur une scène parisienne.

Nul avocat parisien, en notre siècle, n'a éprouvé la haine ou possédé le talent nécessaire pour écrire un dialogue aux enfers entre Machiavel et Marx. Je ne vous présenterai même pas ce soir le canevas de ce dialogue qui devrait tenter un romancier-philosophe, je me contenterai de réfléchir tout haut sur quelques éléments d'un dialogue possible.

Des postérités aussi nombreuses qu'encombrantes

Entre le vieux Machiavel et le jeune Marx, que de similitudes, dans la destinée posthume! Depuis longtemps, tout historien de Machiavel se transforme, bon gré mal gré, en historien du machiavélisme, même et surtout s'il se propose d'arracher les couches successives de gloses dont les générations successives ont recouvert les écrits, elliptiques et provocants, du chancelier florentin.

Le chemin vers Machiavel passe par la littérature sur Machiavel bien qu'en dernière analyse la pensée de Machiavel, celle que l'on peut, sans anachronisme et sans paradoxe, attribuer à l'homme qui s'appelait Machiavel ne puisse être comprise que par référence au passé qui avait formé cet homme et dont celui-ci se jugeait l'héritier, en même temps que par référence au présent dans lequel il se situait et qu'il définissait en l'interprétant.

De même, comment remonter jusqu'à Marx sans passer par les marxistes et quelle peine nous éprouvons à tracer la ligne de démarcation entre marxistes, marxologues et marxistes! Certes, les marxologues ne sont pas tous marxistes et, inversement, bien des marxistes ignorent presque tout de Marx. Mais les interprétations successives et contradictoires de ceux qui se réclament du fondateur de la Ire Internationale s'insinuent dans les commentaires les plus scientifiques, elles les influencent inévitablement.

Un marxologue ne peut pas s'interdire de prononcer, fût-ce de manière implicite, un jugement sur la filiation du marxisme au marxisme-léninisme. Du même coup, il pénètre bon gré mal gré dans le champ clos où s'affrontent

marxistes, antimarxistes, non-marxistes, la plupart désireux de revendiquer pour eux-mêmes un parrainage glorieux – au moins en France et, je crois, en Italie. Ailleurs, on récuse une liaison qui passe pour dangereuse. Galbraith que j'avais, un jour, imitant son style, baptisé «marxiste américain», subit un assaut de questions au long de ses conférences en Italie: que pensait-il de cette désignation? Acceptait-il cette reconnaissance de filiation?

Une postérité, aussi nombreuse qu'encombrante, rapproche Machiavel de Marx, mais l'œuvre de ces deux hommes diffère si profondément que leurs disciples et adversaires respectifs ne présentent presque rien de commun. Combien d'écrivains et même d'hommes d'État ont réfuté Machiavel et ses détestables maximes: ainsi Frédéric II avant de régner sur la Prusse et de fonder la grandeur des Hohenzollern à grands coups d'épée. D'aucuns lui reprochèrent ensuite d'avoir trop bien appliqué, en action, l'enseignement du Florentin, qu'il avait condamné en un style conventionnel, d'une sincérité douteuse. Nul n'accusera Böhm-Bawerk, réfutant le *Capital*, mettant en lumière la contradiction entre le I^{er} et le III^{ème} tome du *Capital*, entre la théorie de la valeur et celle de profit, de jouer la comédie. Les uns réfutent les leçons de politique qu'ils soupçonnent Machiavel d'avoir données, les autres réfutent une analyse du capitalisme et de son développement prévisible.

Machiavel a connu le plus souvent la destinée posthume d'un auteur maudit. Lorsque Rousseau réhabilite Machiavel, il s'efforce de l'arracher au machiavélisme, de le disculper de l'accusation de machiavélisme. Machiavel n'échappe à la réprobation morale qu'à la condition d'avoir voulu dire le contraire de ce qu'il semble dire ouvertement, au moins dans *Le Prince*.

Ainsi, Rousseau, dans le *Contrat social*:

«J'avoue que supposant les sujets toujours parfaitement soumis, l'intérêt du Prince serait alors que le peuple fût puissant, afin que cette puissance étatsienne, le rendit redoutable à ses voisins; mais comme cet intérêt n'est que secondaire et subordonné et que les deux suppositions sont incompatibles, il est naturel que les Princes donnent la préférence à la maxime qui leur est le plus immédiatement utile. C'est ce que Samuel représentait fortement aux Hébreux: c'est ce que Machiavel a fait voir avec évidence. En feignant de donner des leçons aux Rois, il en a donné de grandes aux peuples.»

Spinoza, lui aussi, dans le *Traité politique*:

«Machiavel a peut-être voulu montrer combien une multitude libre doit se garder de confier exclusivement son salut à un seul homme, lequel, à moins

d'être plein de vanité et de se croire capable de plaire à tout le monde, doit redouter chaque jour des embûches, ce qui l'oblige de veiller sans cesse à sa propre sécurité et d'être plus occupé à tendre des pièges à la multitude qu'à prendre soin de ses intérêts. J'incline d'autant plus à interpréter ainsi la pensée de cet habile homme qu'il a toujours été pour la liberté et a donné sur les moyens de la défendre des conseils très salutaires.»

Marx, du moins à l'heure présente, jouit dans l'intelligentsia d'un prestige incomparable. Si certains économistes, sociologues ou idéologues se plaisent à dénoncer ses «erreurs», d'autres, probablement plus nombreux sur le continent, tirent quelque fierté de l'avoir pour parrain et pour répondant. Authentiques marxistes contre marxistes-léninistes, fidèles disciples du marxisme-léninisme contre révisionnistes et dogmatiques, marxologues et marxistes, hommes de science et hommes d'action ambitionnent le prestige d'orthodoxie: les querelles entre les descendants de Marx ne ressemblent pas aux querelles entre les descendants de Machiavel. Personne ne se veut machiavélique, quelques-uns s'avouent machiavéliens, beaucoup s'affirment marxistes.

Réalisme et prophétisme

Pourquoi cette opposition, en dépit de la similitude d'une postérité composite et querelleuse? Machiavel et Marx demeurent équivoques et mystérieux, mais pour des motifs tout autres. Rousseau et Spinoza, qui veulent réhabiliter Machiavel en faire un professeur de républicanisme, un défenseur de la liberté, n'ont pas entièrement tort, mais ils simplifient et caricaturent une pensée autrement riche et subtile. Il n'a pas affiché pour César Borgia une admiration feinte.

Machiavel, écarté du pouvoir par la chute du Gonfalonier, méditant sur son échec et sur le destin des cités, a écrit ses deux principaux ouvrages en conseiller du Prince, quel que soit ce dernier, un homme ou tous les hommes, une monarchie ou la République. Les érudits discutent des sentiments qu'il éprouvait, aux différentes périodes de sa carrière, pour César Borgia, mais il aurait pu – il a pu – sans contradiction ou reniement, admirer cet aventurier de haut vol tout en le détestant, tout en appelant de ses vœux un monde autre, une cité vertueuse, dans lesquels les bêtes de proie n'auraient ni chance de réussite, ni fonctions à remplir.

Machiavel, penseur politique, a dit et répété, avec une absolue franchise, qu'il fallait voir la réalité telle qu'elle est, non telle que l'on voudrait qu'elle fût. En ce sens élémentaire, il proclame ce que les uns appellent réalisme, les autres

cynisme, les autres esprit scientifique. À certaines époques et dans certaines circonstances, l'esprit scientifique, s'il comporte ou exige l'emploi des moyens efficaces pour atteindre certains objectifs, aboutit à un certain cynisme. La rationalité dans le choix des moyens, déduite de l'observation sans préjugé des conséquences causales, ne garantit pas plus la moralité des moyens que celle des fins. Surtout dans les périodes de trouble, l'expérience suggère bien plutôt l'immoralité inévitable de l'action, aboutissement de l'étude amoral de la réalité historico-politique. Le mystère de Machiavel – les intentions, l'état d'âme à chaque instant – n'existe qu'au-delà de cette problématique, élémentaire et fondamentale.

À quoi tient le mystère de Marx ou le prétendu mystère? On incline d'abord à donner de multiples réponses. Marx a beaucoup écrit et son itinéraire philosophique va des textes de jeunesse, en particulier du manuscrit économico-philosophique de 1844, au *Capital*, et au-delà du *Capital* à l'*Anti-Dühring*, œuvre de Fr. Engels pour laquelle il écrivit un chapitre. Relation des œuvres de jeunesse aux œuvres de la maturité, de la pensée profonde de Marx aux livres, dénués de profondeur, de son ami, de la philosophie à l'économie, autant de questions encore ouvertes au sujet desquelles commentateurs et interprètes, partisans et adversaires s'affrontent.

Mais plaçons-nous au centre de la pensée de Marx, l'analyse du capitalisme et de son évolution, de son auto-destruction inévitable. Il me paraît difficile de nier que l'avènement nécessaire du socialisme par suite des contradictions internes du capitalisme, ne constitue le thème essentiel, pour les hommes d'action, du socialisme scientifique. Le socialisme devient le mouvement même de l'histoire et non plus une utopie à concevoir ou un idéal à réaliser.

Du même coup, la problématique de Machiavel – le rapport entre la manière dont les hommes agissent en fait et les conseils que Machiavel ou les siens donnent aux Princes – se reproduit sous une autre forme: il s'agit, cette fois, du rapport entre l'avenir nécessaire qu'annoncent Marx et les siens et les conseils qu'ils donnent aux Princes ou aux simples mortels. En même temps, dans les deux cas, le moraliste s'interroge sur le rapport entre ce qui est et ce qui doit être, entre l'efficacité des moyens et leur conformité aux règles de l'éthique.

La problématique de Marx ne se confond pas avec celle de Machiavel, pas plus que la question du moraliste n'a le même sens selon qu'elle s'adresse à l'une et à l'autre. Marx, autant que Machiavel, appartient à la famille des penseurs, plus sensibles à ce qui divise les hommes qu'à ce qui les unit. À travers les

siècles, les régimes se succèdent, tous déchirés par des contradictions, tous finalement victimes de leurs contradictions, tous caractérisés par l'exploitation et la domination de l'homme. Philosophie désespérée si le chemin de croix de l'humanité ne coïncidait avec le développement progressif des forces productives et si le socialisme ne mettait fin à la préhistoire et n'ouvrait une ère nouvelle, celle du progrès social sans révolution politique.

Le réalisme de Marx, à la différence de celui de Machiavel, s'insère donc dans une philosophie de l'histoire qui, en dépit de tout, mérite le qualificatif d'optimiste. Philosophie du progrès en même temps que philosophie dialectique. Progrès puisque le développement des forces productives donne un sens, à la fois une direction et une valeur, au cours du devenir, puisque les mutations successives, la mort des systèmes condamnés et la naissance de nouveaux systèmes, aboutiront, au-delà de la crise prochaine et dernière, à la réconciliation des hommes entre eux et avec leur destin.

En ce double sens – accumulation des forces productives, résolution des conflits à la fin de la préhistoire – la pensée de Marx, quoi qu'en disent quelques récents interprètes, relève de l'évolutionnisme et du progressisme.

Ce qui est vrai, en revanche, et ce que certaines réinterprétations actuelles soulignent, c'est que ce progressisme et cet évolutionnisme, professés par l'homme Marx, se combinent avec une théorie du capitalisme et de son fonctionnement, théorie qui n'implique pas nécessairement la paralysie et l'explosion inévitable.

Il suffit de modifier certaines hypothèses du *Capital* pour que le capitalisme, en dépit de son injustice intrinsèque, puisse survivre ou que, tout au moins, il ne doive périr que par la main des hommes, par l'action des exploités ou des révolutionnaires, action favorisée mais non déterminée par le devenir capitaliste abandonné à lui-même.

Une des écoles néo-marxistes d'aujourd'hui, pour accorder l'expérience de notre siècle, la Révolution de 1917, avec la doctrine, a substitué la théorie de l'autoreproduction du capitalisme à la théorie de l'autodestruction, et a élaboré une théorie de la révolution dans laquelle la maturation du capitalisme et de ses contradictions ne joue plus qu'un rôle subordonné.

Du même coup, le prophétisme devient un élément secondaire, presque étranger à l'inspiration authentique ou authentiquement scientifique du marxisme. La réfutation banale par confrontation entre prévisions de Marx et devenir réel perd sa signification essentielle: peu importe que le niveau de vie

des salariés augmente absolument ou relativement au lieu de diminuer, peu importe que les crises deviennent moins et non pas plus nombreuses et plus graves.

Théorie des formations sociales, le marxisme fonde sa scientificité sur ses concepts et son mode d'analyse; théorie de la révolution, le marxisme enseigne à guetter l'occasion que créeront les relations entre les instances multiples, occasion qu'il appartiendra ensuite aux hommes de saisir. Science des formations sociales et praxis révolutionnaire définissent ensemble un marxisme possible, entre d'autres.

Il ne reste plus qu'un pas à franchir, dans cette voie, pour dépouiller le marxisme de ce que j'ai appelé son «optimisme catastrophique». Pourquoi le régime qui succèdera au régime capitaliste échapperait-il à la malédiction qui a frappé, à travers les siècles, tous les régimes économico-sociaux, régimes fondés sur la domination de quelques-uns, exploitant le travail de tous?

Pourquoi la planification n'offrirait-elle pas à une minorité le pouvoir de prélever à son profit une fraction de la plus-value sociale?

Pourquoi la propriété collective des moyens de production ne se traduirait-elle pas, en fait, par l'autorité des directeurs nommés par l'État ou par le parti, sur les producteurs? Gestion de l'économie par les producteurs associés? Formule vide de sens ou utopie mal définie.

Le conseiller du Prince et le confident de la Providence

Ainsi Pareto rectifiait Marx pour l'accommoder à son propre pessimisme et le ramener dans la descendance de Machiavel. En effet, si nous comparons Machiavel et Marx en tant que philosophes de l'histoire, en quoi s'opposent-ils essentiellement? J'ai répondu ailleurs à cette interrogation en proposant l'antithèse suivante: Machiavel est et se veut *conseiller du Prince*, Marx s'est pensé *confident de la Providence*.

L'un se croit capable de dire au Prince, *hic et nunc*, en ce temps, en ce lieu, ce qu'il faut faire pour atteindre tel ou tel objectif. L'autre a la prétention de savoir dans quelle direction, vers quel aboutissement le tumulte des événements entraîne une humanité inconsciente de sa propre histoire et révoltée contre les souffrances vaines.

Ainsi caractérisés, Machiavel et Marx représentent chacun une façon typique de penser l'histoire, la politique, l'action. L'un n'aperçoit, dans le monde sublunaire, que la constance des hommes inconstants, la précarité essentielle des

régimes toujours provisoires, la lutte permanente des Princes anxieux de fonder leur pouvoir s'il s'agit de principautés nouvelles, soucieux de maintenir les fondements s'il s'agit de principautés anciennes.

L'autre, sans illusion sur ce que pensent et ce que sont les régimes économico-sociaux, garde les yeux fixés sur un avenir radieux, radicalement neuf par rapport au passé. L'histoire ne se déroule pas en cycles, comme le supposaient les philosophes antiques, témoins des vicissitudes qui affligèrent les régimes des cités, les démocraties dégénérant en démagogies auxquelles seul un tyran leur permettait d'échapper, tyrannie que le besoin irrépressible de liberté minerait lentement jusqu'au jour de la révolution salvatrice – aube rayonnante d'un nouveau jour, promis dès sa naissance à la tristesse de sa fin. L'histoire, selon Marx, porte en elle la promesse de la rédemption – promesse que Machiavel n'apercevait pas.

Pourquoi Marx apercevait-il cette promesse qui échappait à Machiavel? L'un fixait son attention sur les formations sociales ou, en termes vulgaires, les institutions et l'autre sur les hommes. L'un retraçait le développement des forces productives et l'autre décrivait la lutte permanente des Princes entre eux et avec leurs sujets. L'un définissait l'histoire comme la création de l'humanité par elle-même et l'autre comme l'expression, toujours changeante, d'une humanité toujours semblable à elle-même. L'un établit une sorte de transition entre l'eschatologie judéo-chrétienne et la méthode des futuribles ou de la prospective, si populaire aujourd'hui, l'autre, peut-être moins assuré de son athéisme que le fils d'un avocat juif converti, dénonce l'Église catholique, responsable de la ruine de l'Italie et de ses divisions.

L'un rêve d'une société translucide à elle-même où les citoyens rejetteraient toute transcendance et se soumettraient à une discipline collective par raison, sans recourir aux illusions des idéologies; l'autre n'abandonne pas l'espoir d'un peuple vertueux, à la manière du peuple de la République romaine, mais la vertu, plus politique qu'éthique, passe selon les caprices imprévisibles de la fortune, d'un peuple à un autre; elle ne s'attarde jamais longtemps en un même lieu. Espoir d'un répit, d'un moment parfait, d'une réussite éclatante mais éphémère, oui, certes, mais non pas espérance d'une ère nouvelle qui prolongerait indéfiniment cette victoire de quelques hommes sur eux-mêmes et la destinée commune.

Traduisons ces oppositions en un langage plus abstrait: d'un côté, philosophie économique de l'histoire, de l'autre, philosophie politique; d'un côté, progrès à

long terme, de l'autre, répétition inévitable de cycles, résultant d'une instabilité permanente, essentielle; d'un côté, devenir des formations sociales ou des régimes, créés par les hommes, mais dont les hommes, prisonniers, reçoivent l'empreinte, de l'autre, efforts des héros, toujours renouvelés et, toujours vains en dernière instance, pour maîtriser le hasard, triompher de leurs ennemis, s'assurer les bonnes grâces de la fortune et la bonne volonté des peuples.

Les hommes, selon Marx, font leur histoire mais jusqu'à présent sans savoir celle qu'ils font: l'histoire mue par le développement des forces productives finira par créer des hommes capables un jour de faire leur histoire en toute conscience.

Les hommes, selon Machiavel, portent la responsabilité de leur histoire mais ils n'ont pas lieu d'en être fiers. Seule la vertu des peuples libres permettrait aux Princes de régner innocemment: vertu rare et vertu rongée par le temps. La vertu dégradée des héros supplée à celle des peuples, mais elle doit se soumettre aux exigences impitoyables de l'efficacité. Les prophètes désarmés périssent mais, ajouterons-nous, en paraphrasant quelque peu Machiavel, les prophètes n'ont pas toujours le temps ou de bons motifs de se vanter de leurs succès, rarement purs et jamais durables. Qui ne dispose pas d'une épée, périra par l'épée. Machiavel n'aurait pas refusé pour autant quelque part de vérité à la formule de l'Évangile: qui a vaincu par l'épée, périra par l'épée.

Thèse et antithèse. Thèse: Machiavel et Marx, comparables par leur postérité innombrable et divisée, par une problématique proche sinon identique: une fois posée la nécessité prioritaire de l'étude de la réalité telle qu'elle est, comment refuser les leçons que cette réalité nous donne, à savoir l'immoralité fréquente des moyens efficaces? Antithèse: Machiavel et Marx représentent deux façons de penser, deux visions du monde, deux figures, deux maîtres, exemplaires et contradictoires.

Conseiller du Prince ou confident de la Providence, politique ou économique, action dans une conjoncture singulière ou perspective à long terme, homme jamais satisfait, toujours changeant mais qui ne changera jamais au point de trouver la satisfaction ou, tout au contraire, homme insatisfait qui, en créant des moyens de produire et des formations sociales, finira par édifier une formation dans laquelle il trouvera la satisfaction ou, du moins, dans laquelle son insatisfaction se manifesterait autrement que par la ruse et la violence, finalement stériles et pourtant nécessaires.

Le parti-prince collectif

Thèse et antithèse appellent à coup sûr, ou, dans le pire des cas, tolèrent une synthèse. La première s'offre d'elle-même à l'esprit à tel point que, je n'en doute pas, vous l'avez pensée avant même que je ne l'aie formulée. Le marxiste qui connaît le terme de l'odyssée s'oppose au machiavélien (ou au machiavélique) qui veut connaître ce qui est et, en fonction des précédents, de l'expérience, en se référant à des situations comparables, aux relations causales, plus ou moins régulièrement observées, suggère à l'acteur ce qu'il devrait faire pour atteindre son but.

Mais le marxiste, *hic et nunc*, même s'il garde les yeux fixés sur son but lointain, doit prendre une décision. Le réalisme à long terme, lié à une vision déterministe de l'histoire, s'associe logiquement à un réalisme à court terme, impliqué par une philosophie des conflits inexpiables. La grandeur même du but lointain donne une justification supplémentaire à la rigueur impitoyable des méthodes et des moyens.

Si le régime de l'avenir ne diffère pas, pour l'essentiel, de celui d'aujourd'hui, la logique ordonne de comparer le coût et le rendement, de refuser les sacrifices démesurés s'ils ne doivent rapporter que des bénéfices limités ou médiocres. En revanche, l'attente d'une mutation qualitative et totale dissipe les doutes, éveille les enthousiasmes, entretient la foi: plus question de compter le nombre des victimes.

Le marxiste, *hic et nunc*, a deux raisons de se conduire en machiavélique: il vit dans un monde déchiré où règnent la violence, la domination, l'exploitation, il voit à l'horizon un autre monde, purifié de ces maux millénaires. Il ne reste plus qu'un pas à franchir pour adopter le thème de Gramsci, le parti-prince collectif. Le parti, exposé aux hasards de la guerre, aux incertitudes des passions populaires, lui aussi, tels les héros armés de Machiavel, doit maîtriser la fortune, non pour la gloire d'un homme mais pour le salut de tous.

Prince collectif, il rassemble en un petit nombre de dirigeants, l'état-major, le bureau politique, la volonté qui anime les masses; ces chefs, éventuellement, ce chef unique, éclairent les passions des milliers de militants, de millions de sympathisants. Les dirigeants du parti ne reculent pas devant l'emploi de la force et de la ruse contre les ennemis de classe. À l'égard de leurs propres troupes, ils se conduisent comme tout Prince à la conquête d'un royaume, terrestre ou céleste: il compte sur le dévouement des fidèles sans lequel il ne pourrait rien, il sait que le seul dévouement ne résiste pas toujours aux épreuves et que la menace de sanctions impitoyables, en cas de trahison, donne une garantie

indispensable de fidélité. Pour emprunter une expression à *La Critique de la raison dialectique*, disons que la terreur cimente la fraternité de camarades engagés dans le combat.

L'assimilation du parti à un Prince ne me paraît pas contraire à l'esprit de Machiavel. Le Parti représente en notre siècle le prophète armé. Il doit sa puissance au nombre de ceux qui écoutent son message mais, tout autant, à la concentration du pouvoir de décision. Que l'on se reporte aux premières années du siècle, voire à 1917: ils n'étaient que quelques-uns, au bureau politique de la fraction bolchévique du parti social-démocrate russe; dans cette petite troupe, Lénine l'emportait sur les autres par la confiance qu'il inspirait; les événements lui donnaient toujours raison. Un autre ensuite incarna le prolétariat russe, lui-même avant-garde du prolétariat mondial, lui-même voué au salut de l'humanité; cet autre aidait les événements à lui donner raison en se réservant le droit exclusif de les interpréter, en imposant silence à ses adversaires ou, mieux encore, en les contraignant à reconnaître que leurs camarades victorieux, devenus leurs bourreaux, détenaient seuls la vérité et la vérité tout entière. À ce moment-là, celui du culte de la personnalité, le Prince, «tapi dans sa ruse», redevint comparable à certains héros dont Machiavel analysait le destin avec des sentiments mêlés. Armée ou ordre religieux, le parti ne se confond pas, dans une authentique communion, avec celui qui l'incarne: il lui obéit, comme obéissent les soldats, comme obéissent ceux qui ont aliéné leur libre arbitre afin de le mettre au service d'une foi supérieure à leur personne.

Le parti ne devient pas, pour autant, un Prince du XVIème siècle, en quête de puissance et de gloire; il demeure tendu vers une fin sublime. S'il cessait de croire à cette fin, s'il se contentait des objectifs légitimes, immanents et non transcendants à l'histoire que se donnent ses ennemis, la conversion du marxisme au machiavélisme serait consommée. Machiavélique, le Prince qui, prêt à user de tous les moyens à n'importe quel instant, transfigure sincèrement les nécessités du combat parce qu'il ne doute jamais de travailler pour la vérité au moment où il impose un règne de terreur. En ce sens, peut-être a-t-on le droit de dire que Lénine restait plus marxiste que machiavélique, que Staline, en revanche, misait sur les armes plus que sur les prophéties. Trotsky, lorsqu'il perdit ses armes, prêcha vainement: les groupuscules désarmés qui reprennent la prophétie primitive contre la prophétie incarnée, ne réussissent qu'à se quereller en marge de l'histoire universelle, dont ils se réclament et qui les récuse.

Le disciple libéral de Machiavel trouve dans le destin du marxisme au XXème

siècle de multiples confirmations des enseignements du Florentin. S'agit-il de la permanence de la lutte pour le pouvoir et de la primauté de la politique, définie par cette lutte? Ceux qui niaient ces propositions en théorie les ont vérifiées en pratique.

Les révolutions du XXème siècle ne sortirent pas des contradictions du capitalisme, arrivées au point de rupture. Surdéterminées, selon une formule à la mode, elles surgissent dans les sociétés déchirées par les querelles, quand le Pouvoir ne parvient plus à commander et que les masses refusent d'obéir. Les situations révolutionnaires ne sont pas créées par le développement des forces productrices ou par le désaccord entre une production collective et une appropriation individuelle, mais par des causes multiples et diverses, ébranlement des traditions, usure des régimes, faiblesse des minorités gouvernantes: en de telles conjonctures, comme dans les cités italiennes, les minorités agissantes, conduites par des personnalités hors du commun, deviennent les acteurs décisifs. Elles mobilisent les foules inquiètes, elles inspirent confiance, elles s'emparent du pouvoir, elles éliminent impitoyablement leurs ennemis jusqu'au jour où les camarades se livrent entre eux la bataille pour le premier rang, pour la gloire qui ne se partage pas.

Quand un seul règne, sans règle et sans loi, pourquoi n'imiterait-il pas la conduite du Duc de Valentinois telle que nous la raconte Machiavel au chapitre VII du *Prince*?

Depuis l'occupation de la Romagne, «il pensa être nécessaire pour réduire le pays en paix et à l'obéissance au bras séculier et royal, de lui donner un bon gouvernement. À quoi il préposa Messire Rémy d'Orque, homme cruel et expéditif, auquel il donna entièrement pleine puissance, celui-ci en peu de temps remit le pays en tranquillité et union, à son très grand honneur. Mais après, Borgia estimant une si excessive autorité n'être plus de raison, parce qu'il redoutait qu'elle ne devint odieuse, établit un tribunal civil au milieu de la province avec un sage Président et où chaque ville avait son avocat. Et, comme il connaissait bien que les rigueurs passées lui avaient engendré quelque inimitié, pour en purger les esprits de ces peuples et les tenir tout à fait en son amitié, il voulut montrer que, s'il y avait eu quelque cruauté, elle n'était pas venue de sa part, mais de la mauvaise nature du ministre. Prenant là-dessus l'occasion au poil, il le fit un beau matin, à Cesena, mettre en deux morceaux, au milieu de la place, avec un billot de bois et un couteau sanglant près de lui. La férocité du spectacle fit tout le peuple demeurer en même temps satisfait et stupide.»

L'entourage de nos Princes, en Occident, ne risque plus un sort aussi cruel, mais il subit l'impopularité qui frappe, en toute justice machiavélienne, le bouc émissaire, les responsables des mesures ingrates et nécessaires, voire des initiatives du héros lui-même, initiatives que les admirateurs préfèrent imputer à d'autres qu'à l'objet de leur culte. De l'autre côté de l'Europe, le chef de la police soviétique fut une des dernières victimes de la grande purge, en 1936. Béria, à son tour, connut le même sort. Et comme Staline lui-même était mort, on ne put le couper en morceaux sur la place publique: il ne resta plus d'autre acte symbolique, pour rendre le peuple satisfait et stupide que le transfert de son cadavre, à la demande d'une honnête citoyenne soviétique qu'avait visitée un rêve justicier.

Depuis Machiavel, les techniques de la conquête et de l'exercice du pouvoir ont gagné en subtilité, en collaboration rationnelle. Ce qui relevait de l'improvisation individuelle, de la spontanéité fait désormais l'objet d'études scientifiques, elles-mêmes fondement de pratiques réfléchies. Le viol des foules ou la persuasion clandestine, l'organisation de l'enthousiasme ou le lavage de cerveaux offrent aux Princes un arsenal d'armes psychologiques d'une richesse incomparable. De même, le partisan du temps jadis, le paysan espagnol dressé contre les soldats de Napoléon ou le franc-tireur français qui guettait les Prussiens, en 1871, deviennent aujourd'hui, grâce aux moyens techniques de communication et plus encore grâce à l'organisation des hiérarchies parallèles, une troupe à la fois régulière et irrégulière, capable, dans des circonstances favorables, de résister victorieusement à une puissance de feu et de mouvement incomparablement supérieure.

Le disciple de Machiavel pourrait encore tirer argument du mode de gouvernement par le parti-Prince; comme Machiavel le tenait pour évident, comme Pareto ne se lassait pas de le répéter, les minorités renversent les régimes établis au nom du peuple, elles invoquent une formule nouvelle mais la distinction ne s'efface pas entre le petit nombre qui tient le pouvoir et ses privilèges et le grand nombre qui obéit par conviction ou par peur.

Les marxistes ne se sont pas contentés, selon le mot célèbre de Marx, d'interpréter le monde, ils l'ont changé. Mais ils ne l'ont pas changé de manière telle qu'ils aient réfuté l'ironie sceptique de Machiavel ou le pessimisme de Pareto. Leur règne ressemble à celui de maintes autres élites dont les cadavres jalonnent le cours de l'histoire - l'histoire, cimetière d'aristocraties, selon le mot de Pareto.

En d'autres termes, Marx a changé le monde plus que Machiavel parce qu'il croyait plus que lui, à la possibilité de le changer. Mais le Florentin se réserve le droit de répondre: plus ça change, plus c'est la même chose; il garde en un sens le dernier mot dans le dialogue, même si, en un régime soviétique, son interlocuteur marxiste l'obligeait à terminer ce dialogue et à savourer sa victoire dialectique en un lieu moins plaisant que la place publique, les amphithéâtres d'université ou l'Institut italien de Paris.

Régimes politiques et formations sociales

Voilà donc la première synthèse – le marxiste, stratège de la lutte de classe, de la révolution, de l'organisation de la guérilla, de l'accumulation primitive, agit en machiavélique, par la force et par la ruse, en persuadant et en contraignant. Une fois maître de l'État, il ne gouverne pas selon des méthodes essentiellement autres que les élites du passé dans les principautés que Machiavel aurait appelées nouvelles.

Cette première synthèse nous pose, me semble-t-il, deux questions: Machiavel ne connaît pas le progrès et il se plaît à l'analyse des conjonctures extrêmes, des conjonctures qui obligent le politique à des décisions cruelles, commandées par la seule loi d'efficacité. Mais, entre les décisions *hic et nunc*, celles de stratégie au cours d'une bataille, et le devenir orienté vers une mutation radicale de l'histoire, vision prophétique du marxisme, s'intercale l'analyse des régimes, chacun comportant sa nature propre, son mode de fonctionnement, donc une espèce particulière de gouvernants et de moyens de gouvernement. Comment se comparent, sur ce point, nos deux maîtres, l'un qui a servi sa cité sans négliger la lecture des livres, l'autre qui a passé beaucoup plus de temps au British Museum qu'à l'organisation de la première Internationale, qui a connu la politique, d'en bas, en tant que militant révolutionnaire, sans patrie et sans parti?

Je répondrai par un renvoi aux textes et à leurs commentaires innombrables et je me bornerai à de brèves remarques. Machiavel, comme tous les philosophes classiques de la politique, en Occident, depuis Platon et surtout Aristote, distingue les régimes et l'interprète peut tirer du *Prince* et surtout des *Considérations* une théorie des divers régimes, de leurs avantages respectifs et de leurs défauts inévitables. Que Machiavel préfère la République à la monarchie, la liberté à la tyrannie, un régime légal à l'arbitraire, et qu'en ce sens il ne professe pas les opinions odieuses que ses adversaires lui prêtent, il n'y a aucune raison valable d'en douter. Disons même, pour faire bonne mesure, que Machiavel, patriote italien, déteste les étrangers qui piétinent le sol de sa patrie

et les Italiens, l'Église avant tout, qui portent la responsabilité du malheur national.

Marx, de son côté, réfléchit à partir d'une expérience historique tout autre. Les formations sociales remplacent les régimes politiques. Les formations sociales se définissent par les forces et les rapports de production et, au moins dans ses formules théoriques, Marx distingue mal la diversité des modes de gouvernement. Chaque formation sociale se caractérise par le volume de la plus-value que prélève la minorité privilégiée, par le style des prélèvements, par la méthode de la répartition.

De même que, dans les œuvres de Machiavel, la lutte pour le pouvoir apparaît au premier plan sans pourtant que soient méconnues ou ignorées les rivalités des groupes sociaux et la compétition pour la richesse, de même, en sens contraire, Marx met en lumière les racines sociales et économiques des conflits à l'intérieur de toutes les formations sociales, sans ignorer que les citoyens antiques, les seigneurs médiévaux ou les bourgeois modernes n'exercent pas le pouvoir selon les mêmes procédures.

Rien n'interdirait donc à un machiavélo-marxiste d'aujourd'hui d'élaborer une théorie complexe des formations sociales et des régimes politiques, théorie qui tâcherait de discerner les connexions plus ou moins régulières entre celle-là et ceux-ci, sans nier l'antinomie partielle des instances, la diversité des pouvoirs dans une formation d'un type donné, la transformation progressive ou soudaine des formations grâce à l'action, réformatrice ou révolutionnaire, des élites ou des masses.

En d'autres termes, le conseiller du Prince – celui qui sait ce qu'il faut faire aujourd'hui, en ce lieu – et le confident de la Providence – celui qui sait ce que sera l'avenir à une date indéterminée mais ignore le chemin qui conduit vers la fin de la préhistoire – ont tous deux besoin du sociologue et du politicologue: entre l'événement qui confronte l'homme d'action et la mutation qualitative ou la conversion que conçoit le prophète, se situe l'étude objective des systèmes et des régularités, des tendances lourdes, des extrapolations probables.

Le spécialiste de futurologie me semble enclin à rejeter la double paternité de Machiavel et de Marx. Il met les accidents qui bouleversent la vie des cités entre parenthèses; même la crise mondiale des années 30 ne laisse qu'une trace presque imperceptible sur la ligne du progrès à long terme du PNB par tête, aux États-Unis. Il élimine également par hypothèse, non en tant qu'impossibles, mais en tant qu'imprévisibles et presque impensables les «mutations qualitatives» qui

marqueraient une rupture de demain.

Ou peut-être faudrait-il dire que cette mutation qualitative s'accomplit chaque jour dans la mesure où le développement des forces productives contribue à ce miracle qui nous devient invisible à force d'évidence: l'homme travaille de moins en moins et il produit de plus en plus. Les hippies nous offrent une première image, entre plusieurs images possibles, de l'homme enfin libéré de la malédiction millénaire du travail.

Un dialogue inépuisable

Laissons le futurologue jouir en paix de la sérénité, privilège équivoque de tous ceux qui s'élèvent assez haut au-dessus de l'humanité présente, et son monde, non encore libéré du travail et de la violence. Posons notre deuxième question et revenons aux disciples de nos maîtres. Lesquels méritent l'opprobre des moralistes?

Lesquels gouvernent à la Florentine, selon l'expression courante il y a quelques siècles? Qui a mis la foi au service de la politique? Qui a manipulé les foules? Qui trame dans l'ombre le renversement du n°1? Qui apprend aux foules à brûler du jour au lendemain ce qu'elles ont adoré? Qui méprise le règne des lois et ne connaît d'autre morale que celle du Prince collectif, lui-même soustrait par la grandeur de sa mission, aux scrupules des âmes faibles? Machiavel n'a jamais approuvé ces pratiques, il ne les a jamais non plus condamnées explicitement. «Il faut ce qu'il faut».

Comment interdire à l'homme d'action d'employer des moyens efficaces? Et comment nier qu'en certaines occasions l'efficacité exige des moyens moralement détestables? On ne se lasse pas d'interroger Machiavel parce qu'il a été jusqu'au bout d'une contradiction insoluble: interdire au politique les moyens du succès ne va pas sans une sorte, non d'hypocrisie, mais d'intrinsèque absurdité; lui permettre l'emploi de moyens en eux-mêmes exécrables ne satisfait pas davantage. Il n'y a pas d'issue et le politique doit accepter le tragique de sa condition. Encore reste-t-il à tout faire pour éviter les situations extrêmes qui ne laissent de choix qu'entre deux sortes d'échec, vaincre en perdant les raisons de vaincre, ou renoncer à la victoire dans l'espoir de sauver son âme.

Or Machiavel, en tant que doctrinaire de la politique souhaitable sinon en tant que théoricien de la politique réelle, veut réduire la fréquence des situations qui ne comportent d'issue que dans le machiavélisme au sens vulgaire et péjoratif du terme.

Pour fonder un État, pour restaurer un régime corrompu, pour donner une constitution à un peuple décadent, les mesures extrêmes se révèlent inévitables. Mais l'idéal demeure la République, la loi, un peuple vertueux, le tumulte de la place publique. Parce qu'il ne croit pas qu'aucun homme soit capable de ne pas abuser du pouvoir absolu, il recommande, comme les libéraux, d'arrêter le pouvoir par le pouvoir et de préférer l'imperfection et l'instabilité des régimes qui vivent de querelles avouées à l'ordre trompeur de la tyrannie d'un seul ou de quelques-uns. En un siècle où tant de sang a été versé par ceux qui espéraient trop de la politique et de l'humanité, les machiavéliens apparaissent parfois comme des défenseurs de la liberté. Le pessimisme protège des illusions et il n'y a pas de prophète sans illusion.

Du même coup, par un renversement logique, c'est le marxiste qui devient le témoin du machiavélisme injustement attribué à Machiavel. Faire confiance au Prince collectif, c'est donner la toute-puissance à un César Borgia qui jouirait, par dessus le marché, de la bonne conscience, inséparable de la conviction de servir l'humanité. La liberté fleurit dans les zones tempérées, elle ne résiste pas à la foi brûlante des prophètes et des foules.

Faut-il dire que Marx et non plus Machiavel devient l'auteur maudit? Les machiavéliens, au temps de Staline, l'ont enseigné, ils n'ont pas convaincu et ils ne convaincront pas. Non qu'ils aient entièrement tort: qui veut faire l'ange fait la bête. Qui veut changer le train des choses humaines se montre souvent impitoyable, plus proche des tyrans du passé que de l'homme maître de son sort, dont rêvent les penseurs dans le silence des bibliothèques.

Mais n'oublions pas non plus que les pessimistes se résignent, eux aussi, à l'injustifiable, qu'ils protègent parfois les sociétés contre l'emportement des passions vaines mais rarement les privilégiés contre les tentations du conservatisme. Il est dangereux de donner aux hommes une trop haute idée de leur destination possible: il ne l'est guère moins de les convaincre de leur indignité et de leur impuissance. Entre Machiavel, observateur sans illusions, et Marx, le prophète, mieux vaut ne pas choisir et laisser se poursuivre, en nous et au dehors, un dialogue inépuisable et indéfini.

Dialogue de notre siècle, mais aussi dialogue de tous les siècles. Marx représente le prophète de notre temps, où l'économie, les forces productives prennent la figure de la fatalité. Machiavel demeure notre contemporain moins par son enseignement que par une interrogation qui ne comporte pas de réponse.

Qui devons-nous admirer le plus: celui qui préfère le salut de la cité à celui de

son âme, ou celui qui, un jour, s'écrie: «Hier stehe ich, ich kann nicht anders.» Reniement par fidélité ou fidélité à soi dans et par la révolte, que chacun se souvienne, mette un nom sur l'une et l'autre de ces attitudes symboliques et qu'il choisisse, s'il le peut.

Personnellement, je choisis sans peine mais j'en ai payé le prix ou recueilli la récompense: je ne franchis pas le seuil de l'action politique et je reste, non comme le peuple de Romagne, satisfait et stupide, mais comme tous ceux qui spéculent sur l'action sans agir, frustré et secrètement satisfait – peut-être.

[\(1\)](#) Conférence tenue à l'Institut culturel italien de Paris.

Le serment et le contrat

Contrepoint
Hiver 1971

La *Critique de la Raison dialectique* raconte, en une sorte de roman philosophique, l'odyssée de la conscience qui s'aliène dans l'objet, se perd dans le pratico-inerte, la matérialité et la sérialité, s'arrache ensuite à la servitude ou, mieux encore, à la glu qui l'enserme et l'enferme, se reconquiert elle-même par la révolte, pour le combat et enfin, pour vaincre, perd ses raisons de vaincre. La révolte, pour ne pas succomber aux coups de ses ennemis, devient révolution; celle-ci ne survit que par l'organisation, puis l'institution; l'État, le Souverain naissent ou renaissent de la révolution triomphante, mais trahie par son triomphe. La conscience qui s'est libérée par la révolte retombe peu à peu par l'intermédiaire de la praxis commune, dans le pratico-inerte.

Univers infernal de *l'Être et le Néant* modifié par une théorie des *ensembles pratiques*, ou analyse transcendantale de la socialité: l'objectivation par l'autre se complète par l'insertion des collectifs dans la conscience individuelle et l'objectivation dévalorisante des collectifs les uns par les autres, Mais de cet univers que Sartre a rendu infernal, en assimilant toute socialisation à la chute dans l'inertie et la passivité, en décrétant l'alternative de la totale liberté ou du total asservissement, en confondant la volonté de différenciation ou de supériorité par laquelle chaque collectif s'affirme par rapport aux autres avec la négation de l'humanité de l'autre – de cet univers infernal comment l'homme va-t-il sortir? Le groupe va-t-il ouvrir une voie de salut? L'opposition radicale de la série et du groupe sera-t-elle justifiée, en tant que typologie ou en tant qu'alternative ontologico-existentielle?

Prenons pour point de départ, la distinction apparemment banale, innocente de l'*exis* et de la *praxis*, de l'être-de-classe ou de la praxis-de-classe.

Je porte en moi un être de classe et je le reconnais, objectivé, dans le regard, les propos de l'autre. Celui-ci me fait présent là où je ne suis pas, il me rend responsable de ce que je ne fais pas, solidaire d'autres que j'ignore. Je puis assumer, fuir ou ignorer le destin que m'imposent les autres du fait qu'ils ne voient en moi qu'un exemplaire de juif ou un membre de la classe ouvrière ou bourgeoise. Pour le Juif, puisqu'à l'intérieur d'une société, en immense majorité non juive, la révolte ne constitue pas une espérance ou une possibilité, il n'y aura d'autre choix qu'entre fuir et assumer la judéité que lui impose la

«discrimination» du monde environnant. En revanche, la classe opprimée ou exploitée, elle, a le choix entre *la soumission à l'inertie* – accepter le collectif classe ouvrière, la dispersion et la multiplicité à partir de laquelle se constitue par totalisation objectivante et inachevée l'être-de-classe, c'est-à-dire l'asservissement – et la *révolte*, l'action commune dont le groupe en fusion représente l'origine transcendante, et, apparemment, la forme pure, exemplaire. Sartre me paraît le premier philosophe, qui, en Occident, ait admiré sans réserves la foule révolutionnaire, la tête du gouverneur d'une prison presque désaffectée au bout d'une pique, le premier qui ait salué dans le groupe en fusion l'accès de l'individu à l'authentique humanité.

Le modèle de la dialectique, aux yeux de Sartre, ce n'est pas le dialogue, la relation *entre* des consciences, mais la conscience solitaire, la totalisation par le regard de ce qui s'offre à lui, l'unification du champ grâce au projet qui rassemble les données en vue d'un avenir. Libre comme le Dieu de Descartes, souveraine elle-même puisqu'elle n'est guettée que par la mauvaise foi et non asservie par l'inconscient, pourtant incertaine d'elle-même puisqu'elle n'est jamais ce qu'elle est, néant et absolu tout à la fois, la conscience ou la praxis individuelle ne sort de sa prison hautaine que pour se perdre pour ainsi dire dans la foule. Le Dieu de Descartes – la conscience de Sartre – doit se résigner à son isolement ou s'encaniller. Avant 1940, elle semblait s'orienter vers le premier terme de l'alternative; depuis que l'existentialisme est devenu un humanisme, elle a choisi le deuxième terme. Mais, du même coup, elle a choisi l'humanisme de la violence. Si l'humanité commence avec la révolte, elle commence aussi avec la violence. Un philosophe fasciste souscrirait aisément à cette thèse du «commencement de l'humanité».

Psychologiquement, le mouvement du pour au contre, de la conscience solitaire au groupe en fusion, de la conscience individuelle, principe de toute réalité sociale, à la foule entraînée vers un objectif commun par un vouloir spontané s'explique facilement. L'admiration de Sartre pour la commune estudiantine de la Sorbonne en mai 1968, l'admiration pour l'analyse sartrienne du groupe en fusion qu'éprouve Épistémon, professeur touché par la grâce révolutionnaire à Nanterre, se situent dans la logique de la *Critique de la Raison Dialectique*, philosophie de la spontanéité révolutionnaire plus que du marxisme-léninisme, bien que le livre s'efforçât de justifier à la fois celui-ci et celle-là. Mais la justification du marxisme-léninisme n'apparaît qu'à la fin de la dialectique sartrienne, très près de la retombée dans le pratico-inerte.

Il reste, malgré tout, que la foule révolutionnaire a la nature éphémère des instants parfaits; groupe de combat, elle doit s'organiser pour vaincre. À quelles conditions garde-t-elle dans l'organisation l'humanité qu'elle emprunte à la révolte?

La *Critique* donne, me semble-t-il, comme modèle d'une organisation qui échappe au pratico-inerte, qui maintient la liberté de la praxis, l'équipe de football. Chacun des joueurs conserve une marge d'initiative bien que tous visent le même but. Chacun répond librement à l'initiative de son coéquipier, chacun compte sur tous et tous comptent sur chacun sans que, pour autant, personne n'aliène son autonomie au profit d'un autre ou d'un Souverain. Si l'on oppose l'équipe à la *strate*, la distinction apparaît en toute clarté entre l'*exis* et la *praxis*: la *strate* des ouvriers d'usines ou des employés de niveau intermédiaire ne constitue qu'une manière d'être, elle ne figure pas une manière de faire ni une action collective. Mais que l'on substitue à la strate des ouvriers d'usine, les ouvriers qui travaillent ensemble dans un atelier. Faut-il les assimiler à l'équipe ou à la *strate*? Eux aussi, comme les équipiers, orientent leur travail les uns aux autres. Probablement chaque ouvrier a-t-il moins d'initiative dans l'exécution de sa tâche que le joueur de football, bien que celui-ci se soumette à une discipline et à une stratégie (l'entraîneur est responsable de la stratégie). L'équipe de travail appartient-elle à la même catégorie que l'équipe de jeu ou reste-t-elle à l'intérieur du pratico-inerte? Il me paraît difficile d'en décider par la seule analyse de l'organisation. Le groupe de travail ressemble au groupe de combat organisé avec différenciation des tâches et accentuation de l'autorité organisationnelle. Mais, comme après la révolution, le groupe de travail ne peut pas disparaître ni changer fondamentalement de nature, il faut bien qu'entre le travail organisé sous un régime d'oppression et le régime organisé dans l'ardeur révolutionnaire, le philosophe découvre une différence essentielle.

La théorie du *serment* fournit, me semble-t-il, la réponse à la question, le principe de différenciation. Le *serment* tient dans la philosophie de Sartre la place du contrat chez J.J. Rousseau: principe de tout ordre social qui puisse se donner pour humain, de ce fait même équivoque et peut-être insaisissable à l'observation empirique. Ni le serment ni le contrat ne sont en tant que tels des événements originels ou historiques. Certes, les révolutionnaires, chaque parti révolutionnaire, renouvelle d'une certaine manière le serment de fidélité qui fonde la fraternité et accepte à l'avance la terreur. En ce sens, chaque groupe révolutionnaire, chaque équipe de *guerrilleros* renouvelle pour son compte, effectivement, le serment de fraternité. Le contrat de Rousseau échappe à

l'expérience, bien que toute expression de volonté nationale, de résistance à l'oppression étrangère constitue l'équivalent du contrat, la volonté de *vivre* ensemble répond à la volonté de *combattre* ensemble, la cité à la classe. Entre le serment et le contrat, une similitude essentielle: l'idée que la société naît à partir d'une liberté originelle, d'une praxis constituante et que le pouvoir de l'homme sur l'homme ou plutôt l'existence même des collectivités dérive en droit de l'unanimité essentielle. Avant que le régime ne fixe les règles selon lesquelles quelques-uns exercent une autorité sur tous, il faut que tous aient souscrit à ces règles mêmes, donc à la collectivité elle-même. Le *nous*, créateur de la collectivité libre, Sartre le trouve dans le groupe en fusion de l'apocalypse révolutionnaire, J.J. Rousseau dans le contrat.

L'opposition entre la foule qui s'empare de la Bastille et l'assemblée du peuple illustre, à un niveau inférieur, le contraste des souvenirs ou des mythes historiques. L'un rêve de 1789 ou de 1917, l'autre des assemblées du peuple sur l'agora ou le forum, des cités bourgeoise encore vivantes au XVIIIème siècle. À un niveau supérieur l'opposition répond à celle de la guerre et de la paix, de la violence et de la loi. L'acte de naissance de la cité, selon Rousseau, est un contrat qui engage tous les citoyens totalement et définitivement; l'acte de naissance du groupe et de la société éventuellement libre est un serment par lequel chacun jure fidélité à tous et légitime à l'avance les sanctions qui le frapperont en cas de trahison. L'homme avant le contrat jouit de la liberté: il ne peut aliéner celle-ci que par un acte libre, donc volontaire et pacifique, le contrat. L'homme avant la révolte est englué dans le pratico-inerte, il ne peut s'arracher au pratico-inerte que par une rupture violente, la révolte. Par le contrat, le citoyen accepte à l'avance qu'on le force d'être libre, c'est-à-dire de demeurer fidèle à l'engagement qui l'a fait citoyen. Par le serment, le révolutionnaire se soumet à l'avance aux rigueurs de la discipline et de l'épuration; il se méfie de sa propre liberté qu'il ne peut aliéner (l'homme est liberté) mais, sachant qu'il risque de trahir son serment, il jure librement qu'il payera le prix de sa trahison et qu'il veut lui-même ce châtimement. L'un aboutit à la souveraineté de la loi et l'autre au règne de la terreur.

Retour à l'opposition entre Hobbes et Rousseau, entre un état de nature défini par la guerre de tous contre tous et un état de nature dans lequel s'épanouit la liberté joyeuse et anarchique de chacun? En un sens, il en va bien ainsi. La rareté fait de l'homme l'ennemi de l'homme; l'homme n'a pas de nature, donc, liberté pure, il ne mérite aucun qualificatif, ni celui de bon ni celui de méchant; mais tant que sévit la rareté, tout se passe comme si l'homme était un loup(1) pour l'homme. En apparence, le contraste subsiste: selon Hobbes, la société se

constitue par la soumission au Souverain, soumission librement décidée par les individus qui préfèrent l'obéissance au risque de mort. Par le serment révolutionnaire, en revanche, la liberté renonce volontairement à elle-même en vue de l'efficacité et du combat, mais elle ne s'aliène pas, parce qu'elle ne dispose pas de son avenir, elle autorise les autres à en disposer. Contraste incontestable, aisément explicable puisque l'un veut exorciser le démon de la guerre civile et l'autre le maintenir, en vie et gloire. Mais, ne l'oublions pas, malgré tout, la fraternité-terreur aboutit au culte de la personnalité:

«Il est *vrai* que Staline était le parti de l'État. Ou plutôt que le parti et l'État étaient Staline» (p.630). «L'expérience historique a révélé indéniablement que le premier moment de la société socialiste en construction ne pouvait être – à le considérer sur le plan encore abstrait du pouvoir – que l'indissoluble agrégation de la bureaucratie, de la Terreur et du culte de la personnalité».

En bref, le groupe révolutionnaire monopolise pour lui-même la praxis, la force et s'institutionnalise en un ensemble de séries. L'absolutisme de Staline dans le culte de la personnalité ne le cède en rien à l'absolutisme du Souverain de Hobbes.

Il reste une différence: le groupe révolutionnaire qui a monopolisé l'action continue d'incarner la révolte et le serment. S'il ne l'incarne plus, il n'appartient plus à la dialectique constituante, il tombe dans la dialectique constituée. Par ce biais, nous revenons de Hobbes à J.J. Rousseau: un pouvoir légitime suppose le consentement, la volonté de vivre ensemble que le contrat symbolise; il suppose, dans la *Critique*, l'équivalent de ce contrat à chaque fois renouvelé, autrement dit le renouvellement du serment. Mais comment discerner le renouvellement ou le non-renouvellement du serment?

Du contrat découle un ordre légitime, puisque les citoyens se sont engagés unanimement à se soumettre à la loi majoritaire. Rien de pareil chez Sartre puisque les procédures de la démocratie formelle (élections, représentation) appartiennent au sériel, au pratico-inerte, impliquent l'hétéro-conditionnement et excluent l'épanouissement total de la liberté. Dès lors, les institutions, le groupe révolutionnaire monopolisant l'État ne se différencient du despotisme pur et simple que par leur origine (ils incarnent le libre serment unanime des révolutionnaires) et leur projet (si l'on admet que Staline prolongeait le projet révolutionnaire du groupe). Mais comment savoir s'il en allait ainsi? À la rigueur, la persistance ou non persistance du contrat dans les institutions réelles se prête à une détermination objective ou rationnelle: loi majoritaire,

constitution. Acte légal, le contrat se prolonge par le règne de la loi. Consécration d'un acte révolutionnaire, par quoi se prolonge le serment? Qui peut dire si et dans quelle mesure les compagnons de Lénine se jugent tenus par leur serment de reconnaître le prolétariat et le parti dans Staline? De plus, si «les contradictions internes du monde socialiste mettent en relief à travers les immenses progrès accomplis, l'exigence objective d'une débureaucratization, d'une décentralisation, d'une démocratisation», la question se pose immédiatement de savoir en quoi cette «démocratisation» différera de la démocratie occidentale, comment elle évitera la chute dans la sérialité, l'hétéro-conditionnement, en bref les collectifs, caractéristiques non d'un régime social en particulier mais de la socialité en tant que telle?

De nouveau, nous avons le choix entre deux réponses: la différence subsiste ou bien grâce à la substitution des équipes aux collectifs inertes, mais il y a des «équipes» dans toutes les sociétés et tous les ensembles pratiques ne peuvent revêtir la forme d'équipes; ou bien par la persistance du serment révolutionnaire même à l'époque du culte de la personnalité, mais qui peut en décider? Définir indéfiniment un régime par le projet de ses fondateurs, c'est commettre l'erreur que Marx imputait aux historiens bourgeois ou idéalistes; juger un homme ou un régime sur l'idée qu'il se fait de lui-même, non sur l'être réel (toute réserve étant faite sur la définition de cet «être réel»).

Certes, la retombée dans le pratico-inerte commence non avec l'organisation mais avec l'institution. Celle-ci apparaît en même temps que la cristallisation d'un ordre hiérarchique qui prend pour ainsi dire de la distance par rapport aux individus. Comment l'*organisation* pourrait-elle ne pas glisser peu à peu vers l'*institution* et celle-ci à son tour vers le *groupe souverain* vers l'État, ni légitime ni illégitime, l'État auquel les individus obéissent parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement, sans se reconnaître en lui? De deux choses l'une: ou l'*organisation* devient nécessairement *institution* et, en ce cas, la retombée dans le pratico-inerte obéit à une dialectique descendante inexorable; ou bien cette retombée peut être évitée. Dans le premier cas, l'homme ne sort pas de la caverne, de l'asservissement, tout au plus réussit-il de brèves sorties vers le soleil de la Bastille, vers la fête révolutionnaire, vers la communion du combat, moments éphémères mais exaltants, dont il garde la mémoire et l'émotion, durant la grisaille du pratico-inerte, durant la longue attente de la prochaine sortie. Doctrine de la révolution permanente, au sens propre plutôt qu'au sens trotskyste. L'homme n'échappe à la solitude et à l'asservissement que dans une révolte toujours vaincue, tantôt par la victoire et tantôt par la défaite. Dans le

deuxième cas, il reste à indiquer, sinon à préciser, les organisations, voire les institutions qui représenteraient la perpétuation de la révolte et l'élimination, ou à défaut une atténuation, de l'inertie, de l'atomisme et de la sérialité, qui semblent inséparables de la société complexe, diffuse, multiple.

La pensée sartrienne oscille entre les deux termes de cette alternative, plus proche en profondeur du premier que du deuxième, condamnée à suggérer le deuxième pour ne pas prendre trop de distance par rapport au marxisme-léninisme, toujours ramenée au premier par son penchant intime.

«Dans quelle mesure une société socialiste bannira-t-elle l'atomisme *sous toutes ses formes*? Dans quelle mesure les objets collectifs, signes de notre aliénation, seront-ils dissous dans une véritable communauté intersubjective où les seules relations réelles seront celles des hommes entre eux et dans quelle mesure la nécessité pour toute société humaine de rester totalité détotalisée maintiendra-t-elle la récurrence, les fuites et, partant, les unités-objets comme limites de l'unification vraie? La disparition des formes capitalistes de l'aliénation doit-elle s'identifier avec la suppression de *toutes* les formes d'aliénation?»

À cette dernière question, le bon sens et Sartre répondent en même temps *non*. Sartre a donné des arguments irréfutables au bon sens. Matérialité, sérialité, inertie constituent des données immédiates de la socialité, et plus encore de la socialité moderne. La praxis ne se développe avec une totale liberté qu'en niant la socialité, c'est-à-dire dans le combat. Une fois de plus nous arrivons à une philosophie de la violence.

En vérité, Sartre demeure, dans la *Critique*, beaucoup plus sartrien que marxiste. Par la distinction de trois termes, *être-de-classe* (la classe ouvrière comme strate, comme unité de situation. unité non totalisée de multiplicité), *institution* (syndicats ouvriers) et *groupe de combat* (les soviets), il fonde philosophiquement le parti, reprise organisée des soviets, et lui accorde une dignité qu'il retire à la classe et aux syndicats. Mais cette distinction, sur le plan de la description sociologique, ne présente pas d'originalité par rapport à ce que l'on trouve chez Lénine ou chez les sociologues empiriques. Le lien entre le parti et le groupe de combat, c'est-à-dire la révolte en sa phase initiale, le groupe en fusion, permet de combiner une philosophie de la spontanéité des masses avec une justification indirecte et réticente du parti totalitaire. Mais ces compromis avec le marxisme-léninisme ne dissimulent pas le pessimisme sartrien de *l'Être et le Néant* qui perce malgré toutes les concessions d'origine politique, dans la

Critique de la Raison dialectique. J'entends par pessimisme la fatalité de l'aliénation, nouvelle expression de la contradiction qui ne comporte pas de solution entre le pour-soi et l'en-soi.

«L'aliénation fondamentale ne vient pas, comme *L'Être et le Néant* pourrait le faire croire, à tort, d'un choix prénatal: elle vient du rapport univoque d'intériorité qui unit l'homme comme organisme pratique à son environnement.»

Cette formule, obscure pour le non-spécialiste, sert de conclusion à une analyse, elle, parfaitement claire:

«L'agent pratique (l'homme) est un organisme (un être vivant) se dépassant par une action et dont la saisie objective de soi-même le découvre comme objet inanimé, résultat d'une opération, que ce soit une statue, une machine ou son intérêt particulier... Cette matérialité inerte de l'homme comme fondement de toute connaissance de soi par soi est donc une aliénation de la connaissance en même temps qu'une connaissance de l'aliénation.»

Quelle révolution pourrait supprimer cette «aliénation fondamentale», résultant de la projection de la praxis dans la matérialité: matérialité par l'intermédiaire de laquelle la praxis se connaît elle-même, mais se connaît aliénée et acquiert une connaissance aliénée d'elle-même?

L'odyssée de la conscience, la phénoménologie des ensembles pratiques conduisent-elles, *sur le plan politique*, au parti communiste ou au gauchisme? Au moment où le livre fut publié – en 1960 – la déduction transcendantale du culte de la personnalité justifiait, en apparence, la collaboration *malgré tout* avec le parti communiste. Sartre affirmait explicitement que la *Critique* appartenait à la période post-stalinienne, impossible avant la dénonciation du culte de la personnalité, possible pour tous dès lors que le marxisme sclérosé, l'idéalisme volontariste du parti communiste durant la phase stalinienne se critique lui-même. En découvrant rétrospectivement que le culte de la personnalité avait marqué une phase inévitable du projet socialiste, le philosophe jouait de sa virtuosité pour marquer du sceau de la nécessité un pouvoir absolu dont il avait nié les horreurs auparavant et qu'il exorcisait en l'interprétant après coup.

Cette lecture de la *Critique*, nous l'avons vu, n'est pas la seule possible. Certes, dans la dualité de l'*exis* et de la *praxis*, celle-ci l'emporte sur celle-là, donc, en un sens, le parti sur la classe. Mais le parti ne demeure pas, en tant que tel, partout et toujours, la praxis. Celle-ci s'incarne dans le groupe de combat et ce dernier à son tour coïncide avec les soviets, avec la foule révolutionnaire avant de s'organiser en parti. Contre l'institution syndicale, le parti reste apparemment

action mais il peut lui aussi, se dégrader en institution. Au lieu de lire dans la *Critique* la nécessité du culte de la personnalité, rien n'empêchait d'y découvrir l'exaltation de la révolte, du combat, de la reprise infatigable d'un projet toujours vain mais qui ne saurait admettre la défaite sans renoncer à lui-même, donc sans que l'homme renonce à sa propre humanité. En bref, la *Critique* se prête à une lecture gauchiste tout autant qu'à une lecture marxiste-léniniste.

Laquelle des deux traduit le plus fidèlement la pensée de Sartre, se conforme le plus exactement au texte? De telles questions ne comportent pas de réponse catégorique. En faveur de l'interprétation marxiste-léniniste, on peut invoquer la nécessité du Souverain, le rôle décisif du groupe de combat comme troisième terme dans la dialectique de la classe ouvrière-exis et du syndicat-institution, les précautions de style pour réserver une place à l'existentialisme, en marge du marxisme, philosophie indépassable de notre temps. Mais, en sens contraire, comment méconnaître la différence de ton à mesure que l'expérience critique glisse de la révolte au culte de la personnalité? Avec la révolte, commence l'humanité, dans le groupe en fusion s'exprime l'activité pure, non encore affectée d'inertie ou de passivité. Peut-être la révolte se dégrade-t-elle inévitablement en révolution et le groupe en institution mais cette dégradation nécessaire n'en reste pas moins aliénation ou symbole de l'aliénation. L'homme est liberté: or, c'est dans la révolte, l'acte pur que se manifeste sans équivoque cette liberté. L'homme cesse d'être l'ennemi de l'homme lorsqu'il reconnaît l'autre comme un partenaire dans une entreprise commune et que tout autre devient tiers médiateur entre deux autres. Pas de chef sinon celui que tous désignent spontanément en vue d'une tâche singulière. Pas d'institution qui établisse une hiérarchie et qui réduise la praxis à la fonction. La phénoménologie de la foule révolutionnaire, Épistémon n'a pas tort d'y voir la description anticipée du mouvement du 22 mars. Sartre allait, en 1968, interviewer Cohn-Bendit, chef qui ne voulait pas l'être, homme parmi les hommes, tiers médiateur, pour quelques instants ou quelques semaines, entre les étudiants, par dizaines, centaines, milliers, qui le suivaient parce que lui exprimait tout haut, tout joyeux, sans retenue, ce qu'eux-mêmes éprouvaient ou rêvaient d'éprouver.

Faut-il dire que Sartre a déployé des trésors de sophistication pour justifier⁽²⁾ le marxisme-léninisme, Staline, les camps de concentration faute d'apercevoir une autre incarnation de la volonté révolutionnaire? Qu'il n'a pas eu la patience d'attendre le gauchisme, la révolte selon son cœur? Oui et non, dirai-je en l'imitant. «Moment parfait», le groupe en fusion ne peut pas durer, il a la pureté de l'illusion lyrique, il laisse des souvenirs exaltants qui feront surgir, plus tard,

d'autres révoltes, nées, elles aussi, de l'impossibilité d'une vie impossible. Autres révoltes, non la même révolte car celle-ci s'est perdue elle-même, victime de ses ennemis ou de la nécessité de survivre. Socialement, c'est le passage de l'organisation à l'institution qui marque la chute dans le pratico-inerte, l'instauration d'une hiérarchie inerte et autoritaire, la condamnation de la plupart à une praxis passive, à une obéissance anonyme. Humainement, la tragédie de la révolte commence immédiatement, à la minute même où s'achève l'apocalypse. Chacun de nous se dépouille de sa liberté afin de s'assurer contre elle, afin de se garantir à lui-même sa propre fidélité. Pour simplifier, nous avons écrit plusieurs fois l'homme ou la conscience *est* liberté mais il faut bien entendre, que ni l'homme ni la conscience ne *sont* à la manière de choses. La liberté appartient à la conscience instantanée ou encore elle la constitue. Ce qui me contraint à prêter serment, c'est que, seul, je ne puis répondre de moi-même puisque ma praxis se projettera demain vers l'avenir comme elle le fait aujourd'hui sans être prisonnière de sa décision présente.

Qu'on ne s'y trompe pas: le problème existait pour Sartre avant que la guerre, l'occupation, la gestapo, la torture aient donné à tous l'expérience de la conscience angoissée par sa propre liberté. J'ai gardé le souvenir d'une conférence de J.-P. Sartre, en 1938, aux soirées philosophiques de Gabriel Marcel qui avait précisément pour thème le serment⁽³⁾. Celui-ci lui paraissait, à l'époque, une sorte d'automystification. Si je veux aujourd'hui, qu'ai-je besoin de jurer? Et que restera-t-il du serment demain, si je ne veux pas? Tout serment, en dernière analyse, ressemblerait à un serment d'ivrogne, inutile lorsque je suis à jeun, impuissant quand la bouteille me fascine. La conscience sartrienne n'a pas plus de continuité que d'intériorité. Ni vie intérieure puisque la conscience est essentiellement conscience de quelque chose, transcendance du donné vers l'avenir. Ni unité à travers le temps puisque le moi est un objet noématique, l'horizon commun de noèses successives, en nombre indéfini. L'humanisme de Sartre – ce que lui-même après 1945 appelle humanisme – ne connaît ni vie spirituelle (au sens religieux) ni personne. Chacun est ce qu'il fait et il ne sait pas aujourd'hui ce qu'il fera demain.

La fraternité devient donc terroriste non par accident, mais par nécessité. L'ivrogne ne peut, à moins de mauvaise foi, jurer qu'il ne boira plus, ni le joueur qu'il ne jouera plus, ni le militant qu'il ne trahira pas, mais il peut, par son serment, transférer sa volonté présente aux autres et vouloir le châtiment que les autres lui infligeront à bon droit puisqu'ils exécuteront l'arrêt imposé par son serment actuel. La révolte commence au cri: la liberté ou la mort. Elle continue

avec le serment: la fidélité ou la mort. C'est mon frère, mon compagnon qui me donne contre l'avenir imprévisible, contre ma liberté même l'assurance de ne pas me manquer à moi-même.

Comment choisir entre les deux lectures, marxiste-léniniste et gauchiste? Elles s'impliquent l'une l'autre, comme la liberté et la nécessité, la dialectique et l'antidialectique, le groupe en fusion et la fraternité-terreur, l'organisation et l'institution et finalement la praxis individuelle et le culte de la personnalité. Ou, du moins, le choix exigerait ce que le premier tome n'apporte pas: la dialectique cumulative et non pas les seules conditions statiques d'une dialectique qui illustre le mythe de Sisyphe. Est-ce en surmontant la rareté (donc par le développement des forces productives) ou par la propriété collective des instruments de production que la lutte de classes totalisera l'histoire tout entière en lui donnant un sens, direction et achèvement tout à la fois? L'expérience critique devait fonder le matérialisme historique: l'a-t-elle fait?

(1) Symbole mal choisi puisque, en fait, le loup ne tue pas son semblable vaincu.

(2) Justifier en ce sens précis que rien de ce qu'il condamnait moralement plutôt que politiquement, ne l'amenait à rompre avec le parti communiste ou à lui dénier le statut de représentant de la classe ouvrière et du socialisme.

(3) La semaine suivante, je repris le même sujet et discutai des analyses de Sartre.

Sentiments et entendement dans la pensée de Clausewitz

Contrepoint
Août-septembre 1972

«Il a fallu l'étroitesse et la pauvreté de la culture moyenne des philosophes, leur spécialisme inintelligent, le provincialisme, disons les choses comme elles sont, de leurs habitudes d'esprit pour expliquer leur indifférence, leur éloignement à l'égard de livres tels que celui de Clausewitz. Ils en tiennent l'argumentation pour étrangère et inférieure à la leur, alors qu'en fait nous avons affaire ici à des recherches qui pénètrent, de la manière la plus concrète, dans le vif de certains problèmes philosophiques et par le fait même qu'ils aident à les résoudre, éclairent tous les autres problèmes, puisque tous les problèmes philosophiques sont liés entre eux».

Benedetto Croce, *Revue de Métaphysique et de Morale*, Vol. 42, 1935, p.248

Ce texte est la version provisoire d'une communication faite au colloque de philosophie politique organisé les 31 mars, 1er et 2 avril 1972 par la New-York City University, sur le thème «Passion and Reason». Nous sommes reconnaissants au Professeur Raymond Aron de nous avoir autorisés à le reproduire.

Les participants de ce colloque liront peut-être avec surprise le nom de Clausewitz parmi celui d'illustres philosophes de la politique. L'auteur du traité sur la guerre, le plus souvent cité et le plus rarement lu, mérite-t-il cette place d'honneur? Faut-il l'abandonner aux officiers qui l'ont utilisé sans toujours le comprendre? Doit-on souscrire au jugement aussi injuste qu'arrogant de Liddell Hart qui dénonce chez l'officier prussien un goût malheureux pour le langage philosophique sans un véritable esprit philosophique?

Un projet philosophique

Au point de départ, j'invoquerai un argument à la fois simple et irréfutable. Les problèmes que se pose Clausewitz, le projet de son œuvre, caractérisent par excellence l'entreprise philosophique.

Dans le premier des articles publiés anonymement de son vivant, «Critique de la stratégie pure et appliquée de M. de Bülow»[\(1\)](#), il écrit ces lignes dont l'inspiration domine la majestueuse construction de *De la Guerre*:

«Nous nous occuperons principalement des représentations générales, car ce sont elles qui importent dans la construction d'une science»[\(2\)](#).

Plus tard, Clausewitz n'aurait pas employé l'expression «représentations générales» mais le terme exact *concept (Begriff)*. Chacun des livres du traité *De la Guerre* s'ouvre par des concepts dont Clausewitz donne la définition, tantôt en marquant la *caractéristique (Merkmal)* tantôt en dégageant la *fin (Zweck)*.

L'art de la guerre, comme tout art, se pense selon la relation moyen-fin. Autant que Max Weber, Clausewitz interprète l'action guerrière, au moins celle du chef, fût-ce au niveau inférieur de la patrouille, en se référant à la relation moyen-fin. En ce sens, il conçoit la décision tactique et stratégique comme *Zweckrational* par essence. La même action, combat, mouvement, bataille, peut et doit être conduite tout autrement selon la fin à laquelle elle tend. La fin partielle d'une opération renvoie à la fin ultérieure de la campagne, et celle-ci au-delà à la fin politique de la guerre. Cette interprétation selon la *Zweckrationalität*, selon la rationalité finale, contient en elle une philosophie implicite ou, du moins, le choix d'une méthode philosophique, celle-là même qui fournit à Max Weber la structure conceptuelle de la sociologie de l'action[\(3\)](#).

Ce rapprochement situerait Clausewitz parmi les fondateurs de la sociologie de l'action ou parmi ceux qui ont pressenti les cadres formels d'une praxéologie rationnelle ou d'une théorie des jeux. Par d'autres éléments de sa pensée, Clausewitz appartient avant tout à son époque, à la période de transition entre le rationalisme du siècle des Lumières et le romantisme ou historicisme de la première moitié du XIXe siècle. Lecteur de Kant, directement ou indirectement, il s'interroge sur le rapport du concept au réel, de l'idée à l'histoire. Sa propre expérience historique lui fournit pour ainsi dire les données du problème. À douze ans (1793), il a fait la campagne de France comme porte-enseigne, assisté au siège de Mayence; entre 1795 et 1806, durant ses années de formation à Neu Ruppen puis à Berlin, il suit de loin les victoires militaires des armées révolutionnaires, puis impériales jusqu'au moment de la catastrophe de 1806, préparée et pour ainsi dire méritée par la Prusse restée neutre plus de dix ans. En d'autres termes, le passage des guerres dynastiques aux guerres nationales, les changements provoqués par la Révolution française dans le recrutement, le volume, l'organisation, le mode de combat des armées suggéraient irrésistiblement le thème sociologique des corrélations entre société et armée, société et guerre[\(4\)](#).

Ce thème sociologique, les contemporains de Clausewitz ne l'ont pas ignoré.

Mais lui a formulé aussi l'interrogation philosophique: *à quelles conditions, de quelle manière peut-on subsumer sous un concept la diversité concrète des guerres?*

Il n'y a pas deux guerres identiques; toutes les guerres n'en ont pas moins des traits communs sans quoi elles ne seraient pas guerres. Clausewitz, en tant que théoricien ou philosophe de la guerre, a donc cette originalité de pousser plus loin que les autres écrivains militaires la recherche du concept d'une part, l'attention à la singularité de chaque situation d'autre part. Jomini lui reproche avec ironie de nier la possibilité même d'une théorie d'abord pour en élaborer une tout de suite après. En fait, Clausewitz nie la possibilité d'une théorie au sens de recette de victoire, contenue dans une formule géométrique ou une manœuvre stratégique, il ne nie pas la nécessité d'un apprentissage de la décision ou d'un entraînement de la capacité de jugement grâce à une double culture, philosophique et historique, la première qui apprend à penser la guerre, la deuxième qui, par l'analyse et la critique des exemples historiques (la méthode des cas) aide à prendre la décision appropriée en une situation qui n'a jamais d'exact équivalent mais à laquelle s'appliquent des régularités, mises au jour grâce à l'étude du passé.

Concept et réalité

Clausewitz est donc à la fois plus abstrait dans ses définitions conceptuelles et plus proche de la réalité unique que la plupart des écrivains militaires – ce qui a prêté à d'innombrables malentendus comme il l'avait prévu et annoncé lui-même dans les notes introductives qu'il avait jointes à son manuscrit inachevé. Il résulte, en effet, de ce va-et-vient entre le concept et l'histoire qu'aucune proposition de Clausewitz ne peut être comprise en dehors de l'ensemble dans lequel elle s'insère. Or le traité de Clausewitz n'a pour ainsi dire jamais été étudié philosophiquement, dans sa structure conceptuelle. Il a été cité – car certaines formules frappent le lecteur par leur éclat, par leur puissance de suggestion – mais les citations, séparées du contexte, risquaient de prendre un sens exactement opposé à celui que leur donnait Clausewitz lui-même.

Par exemple, il écrit quelque part que les concepts de guerre et de paix ne sont au fond susceptibles d'aucune gradation⁽⁵⁾, proposition qui suggère que la guerre absolue est la norme et que les autres guerres deviennent des demi-guerres, des phénomènes anormaux ou aberrants. Mais il suffit de se reporter à d'autres textes, aussi nombreux pour que le sens exact de ces formules apparaisse. Par exemple, au chapitre 30 du livre VI, il écrit que la plupart des guerres entre États

civilisés ayant pour but d'observer l'ennemi plutôt que de l'abattre, la plus grande partie des campagnes doit naturellement prendre le caractère de la manœuvre stratégique. Ce qu'il dit du passé il le répète pour l'avenir.

«La période qui vient de se clore, où la guerre atteint son énergie absolue, contient le plus de ce qui est valable universellement et nécessaire. Mais que les guerres de l'avenir aient toutes ce caractère grandiose est tout aussi improbable que l'éventualité où les larges barrières qui leur ont été ouvertes soient jamais complètement refermées» (VIII, 3, fin [trad. fr. Raymond Aron])(6).

Les guerres napoléoniennes ont montré que le concept de guerre absolue n'était pas un jeu de l'esprit, sans portée théorique ou pratique. Tout au contraire, ce concept a une affinité particulière avec la théorie parce que la guerre contient d'autant plus de vérité universelle, de nécessité interne, de raison (*Vernunft*) qu'elle se rapproche de la forme que Clausewitz appelle naturelle, ou absolue ou philosophique. Mais cette nature ou nécessité ou rationalité ne se confond ni avec la normalité au sens des sociologues (ce qui se passe le plus souvent) ni avec la normalité au sens des moralistes ou des médecins (ce qui est souhaitable).

La théorie ne peut sans absurdité exclure du concept de guerre, les guerres, historiquement les plus fréquentes, qui s'éloignent du concept de guerre absolue. Sous prétexte de nécessité rationnelle, la théorie deviendrait incapable de rendre compte de la réalité qui risque, après Napoléon comme avant lui, d'offrir le spectacle de guerres qui seront «plus ou moins guerre» (VIII, 2) dans la mesure où l'on s'en tient au concept de guerre, défini par le principe d'antagonisme, l'emploi de la violence et la réciprocité d'action qui logiquement conduit aux extrêmes. La théorie doit donc accepter l'intrusion de tous les éléments, étrangers à la guerre au sens étroit (épreuve de volonté par la violence), qui conditionnent la diversité historique des guerres. Elle n'en garde pas moins le devoir de maintenir comme point de référence universellement valable la forme absolue de la guerre, mesure originelle des espoirs et des craintes – espoir de ceux qui ont les moyens de s'en approcher, craintes de ceux qui ne doivent jamais oublier le risque: à supposer que la limitation de la guerre soit souhaitable, elle ne devient possible que par le consentement des deux antagonistes.

Celui qui souhaite éviter les grands efforts et les combats décisifs doit se rappeler à chaque instant que l'accomplissement de ses souhaits dépend aussi de l'autre.

L'étrange trinité de la guerre

L'interprète n'a aucune peine à comprendre aujourd'hui la méthode de Clausewitz, la démarche qui va du *duel* à mort instantané à la guerre réelle, étendue à travers l'espace et le temps entre deux collectivités politiquement organisées: les sciences de la nature, la théorie des jeux de stratégie ou la notion weberienne de type idéal peuvent également contribuer à cette compréhension. Ce qui continue à faire problème, c'est la relation entre la rationalité et la passion à l'intérieur même du concept étroit de guerre et d'autre part la relation entre l'entendement (*Verstand*) et les sentiments à l'intérieur du concept large ou complet de guerre.

Plus la guerre se rapproche de sa forme absolue, plus elle contient d'éléments universellement valables, nécessaires, donc plus la raison (théorique) est en mesure de penser la guerre et de légiférer. En revanche, la rigueur logique, la nécessité disparaissent et se dégradent en un instrument singulièrement incommode pour saisir le réel quand les conflits naissent de faibles motifs. Or quelle est la cause principale, sinon unique qui tend à provoquer l'ascension aux extrêmes, à intensifier les hostilités au point qu'elles se rapprochent de la guerre absolue? À n'en pas douter, c'est la participation du peuple; Clausewitz le dit et le répète: c'est la participation du peuple aux conflits, elle-même résultat de la Révolution qui a transformé tous les hommes en citoyens et qui est à l'origine de la violence des guerres révolutionnaires.

La politique a changé tout à la fois l'instrument militaire et l'enjeu des guerres. Tant que les États traditionnels opposèrent à Napoléon, qui avait perfectionné l'instrument militaire légué par la Révolution, armées et politique d'ancien régime, ils n'avaient aucune chance de résister et ils s'effondrèrent. L'empire napoléonien se fonda sur cette supériorité temporaire que la France devait aux idées nouvelles, apportées à l'Europe. En 1806, la Prusse entra en guerre contre la France avec 100.000 hommes et le premier coup de pistolet fut une étincelle dans la mine dont l'explosion fit sauter en l'air l'État prussien lui-même.

La nature philosophique ou logique de la guerre se manifeste donc, au moins de préférence, en cas de participation du peuple entier au destin de l'État et à la guerre contre l'État ennemi, en d'autres termes *lorsque les passions populaires se déchaînent*. Il en résulte en apparence la conclusion suivante qui ne surprendra pas les lecteurs de Carl Schmitt(7): le concept de la guerre suppose, pour qu'il se manifeste pleinement, le choc existentiel entre des peuples enflammés par la passion. En ce sens, passion et raison (*Vernunft*) ne s'opposent pas. C'est la passion qui provoque l'ascension aux extrêmes de la violence et, du même coup,

confère à la guerre son unité interne, sa nécessité, sa forme pure.

Encore convient-il d'ajouter que, dans la plupart des cas, la passion des peuples traduit, exprime la grandeur des enjeux; il y a une correspondance entre l'intensité des sentiments et l'importance des intérêts opposés. Il ne s'agit là pourtant que d'une régularité, non d'une nécessité. Aussi Clausewitz choisit-il comme caractéristique (*Merkmal*), pour définir la guerre, les intentions hostiles (*feindselige Absichten*) et non les sentiments hostiles.

Dans la guerre, les intentions hostiles sont toujours présentes, non les sentiments. Chez les peuples barbares (*rohen Völker*), les intentions qui relèvent de l'affectivité (*Gemüt*) dominent; chez les peuples cultivés, les intentions relèvent de l'entendement (*Verstand*). Ce qui n'exclut pas que les peuples cultivés peuvent eux aussi s'enflammer de passion les uns contre les autres(8).

Nous notons là pour la première fois l'opposition centrale pour Clausewitz, et décisive pour notre propos, celle de l'affectivité (*Gemüt*) et de l'entendement (*Verstand*). La traduction comporte ici des difficultés, que l'on parle français ou anglais. Le vocabulaire clausewitzien vient de Kant, non de Hegel. Clausewitz emploie rarement le terme de *Vernunft* et jamais pour désigner la politique de l'homme d'État. Au *Verstand* que les Français sont accoutumés de rendre par *entendement* appartient la conduite raisonnée, calculée de la guerre (en anglais nous dirons *intelligence* ou *understanding*). Même chez les peuples cultivés, la guerre ne se réduit pas pour autant à un acte de l'entendement (*Verstandes Akt*) «Si la guerre est un acte de violence, elle appartient nécessairement aussi l'affectivité(9)».

L'entendement est et doit rester le maître mais il ne peut ni ignorer les tensions affectives entre les peuples ni se passer des masses physiques des forces armées. Dans nombre de cas, écrit Clausewitz, les forces du sentiment et les passions peuvent être excitées au point qu'elles ne peuvent pas être retenues sans peine dans le chemin de la politique mais dans la plupart des cas une telle contradiction ne surgira pas: de telles ardeurs conditionneront un plan grandiose, en harmonie avec elles.

Nous en venons ainsi à la définition de la guerre qui figure à la fin du chapitre premier et qui exprime l'ensemble de la conception. Toute guerre considérée dans sa totalité concrète comporte une étrange trinité, la violence originelle de son élément, la haine et l'hostilité qu'il faut considérer comme une tendance naturelle, aveugle, le jeu des probabilités et du hasard qui en font une libre activité de l'âme, la nature subordonnée d'un instrument politique par quoi elle

appartient au pur entendement. Le premier de ces côtés est tourné davantage vers le peuple, le deuxième vers le chef militaire (*Feldherr*), le troisième vers le gouvernement.

Cette définition de la guerre beaucoup moins souvent citée que celle qui se trouve au début du chapitre 1 du livre I, «La guerre est un acte de violence en vue d'imposer à l'adversaire l'accomplissement de notre volonté», contient pourtant seule la pensée entière de Clausewitz. La première définition, réduite à deux éléments, l'épreuve des volontés et la violence, a un caractère abstrait, provisoire, elle marque une étape de l'analyse. Elle fait songer à un schéma scientifique en substituant le duel instantané de deux combattants à la complexité des rapports entre peuples et États. Ou encore, elle dégage les signes caractéristiques (*das Merkmal*) de la guerre, à savoir *l'antagonisme* et la *violence*, non l'essence (*Wesen*) du phénomène. Les propositions de Clausewitz s'appliquent à la guerre tantôt selon la définition initiale, l'antagonisme et la violence, tantôt selon la définition complète, l'étrange trinité. Quand il écrit que guerre et paix ne sont pas susceptibles de gradation ou qu'on «ne peut introduire sans absurdité un principe de modération dans la philosophie de la guerre elle-même» (I, 1, 3), il vise le concept selon la définition initiale (ou abstraite), non selon la définition complète. Or, pour éclairer notre problème – *sentiments, passions et puissance* – c'est la définition complète qui offre seule un point de départ et permet seule de poser les questions.

La primauté de la politique

La politique appartient à l'entendement et c'est à l'entendement qu'appartient la conduite de la guerre. C'est lui donc et lui seul qui, en toute action «rationnelle» au sens weberien, fixe la fin (*Zweck*). Or la guerre tout entière, dès lors que Clausewitz l'appelle un instrument, doit être assimilée à un moyen. L'instrument par définition, ou l'outil sert à quelque chose, il est utilisé en vue de quelque chose. Ainsi la guerre en vue de la fin que lui dicte la politique.

Ceux qui n'ont jamais lu Clausewitz sinon en extraits citent le plus souvent la formule: *la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens*. Le texte exact du premier livre est: continuation du commerce ou du rapport (*Verkehr*) politique par d'autres moyens. Mais ce membre de phrase est moins important que celui qui précède: *la guerre est un véritable instrument politique* – ce qui exprime plus clairement l'idée essentielle de la subordination du moyen guerrier à la fin politique. Or cette idée exclut la philosophie militariste – l'État au service de son armée; elle permet une interprétation qui me paraît exprimer au

moins une des intentions de Clausewitz: même en temps de guerre, la politique, c'est-à-dire l'intelligence personnifiée de l'État doit conserver sa souveraineté.

En quoi l'entendement ou la politique se différencient-ils des sentiments ou passions d'un côté, de la libre activité de l'âme du chef militaire de l'autre? La politique regarde au-delà de la guerre, au-delà de la victoire, elle ne fixe pas seulement la fin au moyen, elle *représente tous les intérêts de la société toute entière*⁽¹⁰⁾. Nous supposons quand nous parlons de politique qu'elle unit et concilie tous les intérêts de l'administration intérieure, également ceux de l'humanité et tout ce à quoi l'entendement philosophique peut encore donner expression.

La subordination de l'instrument guerrier à la fin politique a une portée pratique, à coup sûr. Seul le chef d'État et non le chef militaire prend une vue globale de la conjoncture, des risques d'extension du conflit, de l'intervention possible d'autres belligérants; seul il n'oublie pas que l'ennemi d'aujourd'hui peut être l'allié de demain, qu'une victoire trop complète risque de susciter, avec le renforcement excessif d'un allié temporaire, une nouvelle menace pour l'équilibre. C'est donc à lui de maintenir les relations politiques avec l'ennemi, même pendant les hostilités, car la guerre a une *grammaire* non une *logique* propre: formule qui signifie dans la pensée de Clausewitz que la *logique* de la politique doit toujours prédominer sur la *grammaire* de la guerre. Or, la logique de la politique dans l'histoire européenne selon Clausewitz obéit à une tendance vers l'équilibre.

Cette tendance, Clausewitz en vient à la mentionner au chapitre 4 du livre VI intitulé «Ampleur des moyens de défense». Après avoir énuméré les réserves (*Landwehr*), les fortifications, le peuple, l'armement du peuple (*Volksbewaffnung*), il en vient aux alliés qu'il appelle le dernier soutien du défenseur (il s'agit de la défense au niveau politique ou stratégique, du parti qui défend son indépendance contre un État dominant, son territoire contre un envahisseur). Il emploie l'expression *la République des États de l'Europe actuelle* qui rappelle un texte célèbre de Voltaire sur la République européenne. Les relations entre les États servent plutôt à maintenir l'ensemble en sa forme qu'à provoquer des changements. Il existe quelque chose comme un intérêt commun au système des États, intérêt commun qui n'a pas la force suffisante pour garantir un État particulier contre la perte d'une province ou l'affaiblissement relatif mais qui, normalement, favorise les entreprises orientées vers l'équilibre et contrarie les entreprises orientées contre lui. Faute de cette

tendance au repos et au maintien de l'état des choses existant, la coexistence de tant d'États développés, durant plus de mille ans, en Europe, deviendrait incompréhensible. L'intérêt de l'ensemble ou de la totalité des États a donc une réalité que le partage de la Pologne n'autorise pas à nier. Car, selon Clausewitz, le cas de la Pologne a un caractère exceptionnel. La Pologne avait cessé d'exister comme État avant même d'être partagée, partage que Clausewitz dans son œuvre maîtresse se refuse à justifier bien qu'il le considère comme normal, rendu inévitable par la condition de la Pologne et les circonstances(11).

Le refus de considérer la guerre comme une chose qui se suffit à elle-même (*selbständiges Ding*), la primauté de la fin politique sur l'instrument guerrier se ramènent-ils à des considérations pragmatiques? Peut-on suivre le Professeur Anatol Rapoport lorsqu'il affirme:

«Si l'on examine la conception que Clausewitz se fait de la relation entre la guerre et la politique, relativement aux fins et aux moyens qu'il assigne à chacun d'eux, il apparaît qu'elles sont interchangeable. La force armée a pour fonction d'accomplir la volonté de l'État. Il est tacitement admis que celle-ci ne vise qu'à accroître le pouvoir de l'État vis à vis de ses voisins, et donc à chercher et à saisir toutes les occasions de gagner des avantages stratégiques en vue des luttes futures. En bref, les intérêts de l'État et ceux de l'armée coïncident dans la conception clausewitzienne de l'État»(12).

Comme nous ne voulons pas imiter celui que nous critiquons, le Professeur Anatol Rapoport, volontiers enclin à prêter des intentions ou des conséquences sinistres aux opinions qu'il n'admet pas, nous ne l'accuserons pas de falsifier délibérément la pensée de Clausewitz et, du même coup, de ceux qu'il appelle néo-clausewitziens. Nous nous bornerons à dire que peut-être il n'a pas lu l'ensemble du livre, ou qu'il ne l'a pas lu en allemand, les traductions aussi bien anglaise que française n'étant pas satisfaisantes.

La politique, principe modérateur

Première remarque. Est-il vrai que la formule fameuse, inversée, «La paix est la continuation de la guerre par d'autres moyens», exprimerait sa philosophie avec autant d'exactitude? Clausewitz l'aurait nié avec résolution. Il appartenait à une époque où, en dépit de tout, guerre et paix demeuraient des *concepts antithétiques* non susceptibles de gradation en tant que tels. Les opérations militaires atteignaient la fin politique dès lors que l'ennemi consentait à signer la paix.

Dans de nombreux passages, Clausewitz analyse et justifie le plan de guerre

de Napoléon contre la Russie; Napoléon n'avait qu'une seule chance de victoire, le consentement d'Alexandre à signer la paix après la prise de Moscou. La paix introduit donc un changement radical dans les relations entre les États. Peut-être Clausewitz n'aurait-il pas écrit, comme Montesquieu, que le devoir des États est de se faire, en temps de paix, le plus de bien possible et, en temps de guerre, le moins de mal possible, mais il n'aurait certainement pas écrit non plus que la paix est la continuation de la guerre par d'autres moyens. Ayant retenu la *violence physique (physische Gewalt)* comme caractéristique, comme critère spécifique de la guerre, il ne pouvait pas sans se contredire tenir la paix pour la continuation de la guerre par d'autres moyens. Cette dernière formule s'insère d'elle-même dans la conceptualisation américaine d'aujourd'hui qui pose le conflit en tant que concept le plus général et ne voit dans la guerre et la paix que deux modalités de conflit. Dans la philosophie du Professeur Rapoport, la guerre est effectivement la continuation de la politique par d'autres moyens, par des moyens déplorables; elle est donc, si l'on veut, un échec, une faillite de la politique qui oscille entre les extrêmes de la guerre et des débats.

Peut-on objecter que la philosophie de Clausewitz impliquait cette formule inversée qu'il n'aurait pas lui-même acceptée? Nullement. Les textes que j'ai cités ou auxquels j'ai fait allusion, sur les considérations qu'il incombe à l'homme d'État d'embrasser, les intérêts de l'administration intérieure, ceux de l'humanité, la tendance à l'équilibre en Europe, l'intérêt commun du système des États, toutes ces idées excluent la réduction de la volonté étatique à une volonté de puissance.

Aussi bien Clausewitz n'utilise-t-il le concept de puissance (*Macht*) qu'en de rares occasions, essentiellement pour comparer la puissance des belligérants (*Machtverhältnisse*). La relation des forces commande, en effet, de multiples manières la conduite de la guerre. Normalement, c'est le parti supérieur qui attaque parce que la défense est la forme la plus forte de la guerre.

L'usure du parti supérieur par le fait même de l'attaque donne au défenseur sa chance de résister d'abord, de contre-attaquer ensuite. Comme Clausewitz attribue au nombre une importance particulière, et qu'il suppose une approximative égalité qualitative entre les armées européennes, la conquête de territoires, dans la mesure où elle permet la levée de nouvelles troupes, accroît la puissance de l'État en même temps que les effectifs de son armée. Mais ne l'oublions pas, Clausewitz a compris la leçon de la Révolution française: la participation des peuples à la guerre, l'hostilité du peuple à l'envahisseur,

l'armement éventuel contre l'envahisseur supposent l'accord entre ceux qui gouvernent et ceux qui ne sont plus désormais sujets mais citoyens. Il ne conçoit donc pas la guerre comme un instrument en vue d'un élargissement territorial qui aurait lui-même pour fin le renforcement de l'instrument guerrier. La subordination du chef militaire au chef d'État, lorsque les deux rôles ne sont pas joués par le même homme, a d'abord une signification pragmatique: seul le chef d'État peut tenir compte de la conjoncture globale, des risques politiques (intervention d'autres États) de telle stratégie ou de telle victoire militaire; la signification pragmatique n'épuise pas le contenu de la primauté de la politique. Celle-ci détermine la fin (*Zweck*) qui ne se réduit pas à la puissance et qui consisterait bien davantage dans la coexistence pacifique de nations chacune indépendante, chacune libre d'exprimer son être propre. Coexistence pacifique qui n'exclut pas le danger de guerres; mais de guerres qui resteront normalement limitées en dehors de crises révolutionnaires et de disparité radicale entre les régimes constitutionnels et militaires des États.

En un système politique ainsi conçu, la politique (*policy*)-entendement représente le plus souvent un principe modérateur. Est-elle au service des passions populaires? Certainement pas. Doit-elle toujours tenir en laisse les passions populaires? Pas davantage. Historien des guerres, témoin des corrélations entre transformations socio-politiques et modalités des conflits armés, Clausewitz constate un déterminisme. Que le chef d'État doit discerner, faute de quoi, il sera surpris par le Dieu de la guerre et, victime de son erreur et de sa faiblesse, favorisera les entreprises du conquérant et l'amplification de la guerre elle-même.

La politique est-elle, en tant que telle, historiquement un principe modérateur ou ne l'est-elle que dans l'analyse qui prend pour origine le caractère logique ou philosophique de l'ascension aux extrêmes? La réponse me paraît la suivante: la politique devient logiquement un principe modérateur possible sinon nécessaire dans la mesure même où la guerre, selon la définition initiale et partielle – épreuve de volonté par la violence – entraîne par action réciproque l'ascension aux extrêmes; sur le plan du déterminisme historique, la politique (*politics*) modère ou amplifie la violence selon les cas: la guerre ressemble, grandiose ou limitée, à la politique dont elle émane. En tant que la politique (*policy*) détermine ses fins en fonction de la tendance à l'équilibre, elle déconseillera les aventures de conquêtes qui dressent contre le perturbateur la coalition des États, jaloux de leur dignité et de leur indépendance.

Les interprètes de Clausewitz ont dit et répété qu'il avait codifié les leçons *des* victoires napoléoniennes. Ils ne semblent pas s'être doutés qu'il n'avait pas moins médité sur les leçons de *la* défaite finale, c'est-à-dire de la seule qui compte. L'entendement a pour premier devoir de connaître le réel, de le comprendre, de calculer les moyens par rapport à l'objectif (*Ziel*) et à la *fin*.

Mais, au niveau supérieur, même si l'on suppose que Clausewitz se désintéresse des intérêts communs de l'Europe et de l'humanité, il donne aux chefs d'État, forts de l'expérience historique, des conseils de modération.

La souveraineté de l'entendement

Le rapport de l'entendement, chez le chef d'État et chez le chef militaire, aux sentiments et au hasard présente plus d'équivoques encore. Il prête à des interprétations divergentes parce que la pensée de Clausewitz oscille entre rationalisme des Lumières et romantisme; par instants, elle exalte le courage (*Mut*) voire l'audace (*Kühnheit*) du joueur, à d'autres, elle rappelle la prudence nécessaire et voit le mérite suprême de Frédéric II dans la juste appréciation et l'utilisation la plus efficace de ses moyens.

«Il nous faut, bien plus, admirer au premier chef, la sagesse du roi qui à la poursuite d'un grand objectif avec des forces limitées, n'entreprend rien qui ne corresponde à ces forces, et juste assez pour atteindre son but. Cette sagesse du chef militaire ne s'observe pas dans cette seule campagne, elle règne sur les trois guerres du grand roi»...

Sans prétendre, en quelques pages, épuiser la théorie complexe des qualités nécessaires au peuple, au chef militaire, au chef d'État, je voudrais dégager, à l'aide de citations typiques, quelques orientations de la pensée de Clausewitz. Dans le premier article, publié de son vivant, anonymement et que nous avons cité déjà, Clausewitz écrit les lignes suivantes:

«Il nous paraît que la fin (*Zweck*) du développement de l'art de la guerre consiste exclusivement en ceci: soumettre de plus en plus les données (généralement les actions des forces) à la conduite d'une volonté raisonnable, les rendre de plus en plus indépendantes du hasard»[\(13\)](#).

D'ordinaire les interprètes ont vu dans cette profession de foi rationaliste une conviction de jeunesse que l'expérience de la vie et de la guerre aurait ébranlée, sinon changée en une conviction tout autre: la primauté non de la volonté raisonnable[\(14\)](#) mais du courage, de l'audace, de la persévérance, en un mot de l'affectivité sur l'entendement et, du même coup, le consentement au hasard,

inséparable des frictions et, par conséquent de toutes les opérations militaires.

Admettons tout d'abord, ce qui me semble incontestable, que Clausewitz reconnaît (ce que ne contredit pas le texte de jeunesse) qu'il subsiste et subsistera toujours dans la guerre un élément de hasard et que les décisions des chefs militaires et politiques exigeront toujours la participation de l'affectivité. Le seul entendement ne dictera pas au chef militaire les décisions justes, au milieu du danger, alors que les balles sifflent autour de lui et que les hommes tombent. Le chef de guerre (ou le chef d'État) n'a pas besoin d'être un érudit et il n'atteindra jamais au premier rang et à la gloire par les seules qualités intellectuelles. L'équilibre de caractère, le sang-froid, le coup d'œil, la capacité de présence d'esprit en dépit de la pression des nouvelles alarmantes, en dépit de l'incertitude, voilà les vertus du chef qui ne se réduisent pas à des qualités de l'entendement.

Il est vrai également que Clausewitz fait alternativement l'éloge de l'audace et de la prudence. Dans le mémoire rédigé pour le Prince héritier de Prusse, afin de résumer l'enseignement qu'il lui avait donné (*Les maximes essentielles de la conduite de la guerre, en complément de mon enseignement auprès de son Altesse Royale le Prince Héritier*)(15) ces dernières lignes frémissent de passion romantique:

«Un grand sentiment doit animer les grandes forces du chef de guerre. Que ce soit l'ambition, comme dans le cas de César, la haine de l'ennemi, comme dans le cas d'Hannibal, la fierté d'une mort glorieuse, comme dans le cas du grand Frédéric. Ouvrez votre cœur à une telle émotion, soyez audacieux et rusé dans vos projets, ferme et persévérant dans l'exécution, résolu à trouver une mort glorieuse et le destin posera sur votre jeune tête une couronne rayonnante qui est l'ornement du Prince et dont la lumière portera l'image de vos traits dans le cœur de vos arrière-neveux» [trad. fr. R.A.].

Ces textes excluent-ils l'interprétation que suggère la citation empruntée à l'article de jeunesse et que je résumerai par la formule *la souveraineté de l'entendement* - ou encore le progrès de l'art de la guerre consiste dans la domination croissante de la volonté claire sur les forces et les hasards? Je ne crois pas. Ce que Clausewitz met en lumière, dans son traité, c'est que cette domination de la volonté claire, dans l'art de la guerre ne peut jamais être totale, qu'elle ne peut pas éliminer les données matérielles et morales ou, si l'on préfère, la matière physique et humaine que la volonté du chef de guerre doit modeler, à laquelle il doit imposer sa loi.

J'aperçois essentiellement trois limites infranchissables à la réduction de l'art

de la guerre à une activité de l'entendement. Premièrement, les conditions dans lesquelles l'artiste, c'est-à-dire le chef de guerre agit, sont telles que l'entendement ne peut remplir sa fonction qu'à la condition d'être soutenu par la force, l'équilibre de l'affectivité ou du caractère. Deuxièmement, la décision, même au niveau supérieur du plan de guerre, doit prendre en considération tant d'éléments que le calcul rigoureux défierait le génie même d'un Euler et d'un Newton(16). Il n'en résulte pas que la décision juste n'appartienne pas à l'entendement, mais il s'agit d'un acte synthétique, de la capacité non d'un calcul médiocre ou d'un raisonnement érudit, mais de la suprême expression de l'intelligence: nourri par le savoir, exercé par la pratique, le jugement saisit l'essentiel en une situation apparemment inextricable, trouve sa voie au milieu des innombrables possibles et touche la cible, tout au moins met toutes les chances de son côté. Car, et c'est la troisième limite, si tout est simple dans la guerre, même le simple y est difficile. Entre ce que l'esprit a conçu et la mise à exécution s'interpose la lourdeur de la machine militaire, les accidents imprévisibles, la connaissance imparfaite à partir de laquelle nous devons décider. La guerre restera un jeu de hasard. Celui qui a peur de perdre perdra. Celui qui veut gagner gros doit accepter le danger de perdre gros.

Le jeu de l'audace et du hasard

Il reste à savoir si Clausewitz souhaite une guerre dans laquelle la part de hasard est réduite comme l'exige la souveraineté de l'entendement – ou celle où elle demeure grande mais où la gloire sourira aux audacieux. Cette question, Clausewitz la pose par deux fois en comparant les guerres de manœuvres du XVIIIe siècle et les guerres brutales de la Révolution et de l'Empire. Certes, écrit-il au livre VI, chapitre 30, lorsque la guerre, faite de petites actions, pour des fins modestes, se réduit entre chefs de guerre à une lutte d'habileté (*Kampf der Geschicklichkeit*), elle reste un jeu parce que le hasard et par suite la chance n'en peuvent pas être radicalement éliminés. Mais ne peut-on pas dire que dans les manœuvres le hasard prend une moindre part à la décision et l'entendement qui réfléchit une plus grande que dans les cas où tout se ramène à un seul grand acte (c'est-à-dire une grande bataille)?

Clausewitz répond, non sans embarras, que l'entendement prend une part plus grande dans la guerre de manœuvre mais ce que l'entendement gagne n'est pas tout entier soustrait au hasard. L'entendement qui réfléchit n'est pas la seule force intellectuelle du chef militaire; le courage, la force, la résolution, le sang-froid valent davantage quand tout se décide en une seule bataille, ils comptent moins

dans les calculs des manœuvriers. L'entendement réfléchissant aurait son rôle non pas seulement aux dépens du hasard mais aussi aux dépens de ces autres qualités qui peuvent aussi arracher au hasard, à l'instant de la grande décision, une partie de sa domination et en quelque sorte tenir en laisse (*binden*) ce que l'intelligence calculatrice, en ce cas, devait libérer.

«Ainsi nous voyons qu'il y a là un conflit entre plusieurs forces antagonistes et que, pour cette raison, on ne saurait affirmer que, dans une grande décision, le hasard joue un rôle plus grand que dans le résultat limité obtenu par le jeu des forces en situation d'équilibre relatif. Si par conséquent nous voyons dans ce jeu des forces une lutte d'habileté réciproque, il faut le rapporter uniquement à l'habileté d'un calcul astucieux, et non à la virtuosité guerrière dans son ensemble» [trad. fr. R.A.].

Au chapitre 16 du livre III, il commente, en termes voisins l'opinion de ceux qui voient dans la manière napoléonienne un retour vers la barbarie et dans l'art des marches et des contre-marches, dans l'escrime des généraux du XVIII^e siècle, la forme suprême de l'art:

«Là où manquent de grandes forces et de grandes passions, il est assurément plus facile, pour une perspicacité pleine d'astuce, de jouer; mais conduire de grandes forces, piloter dans la tempête et le choc des vagues, n'est-ce pas, en soi, une activité supérieure de l'esprit? [trad. fr. R.A.]»

Là encore, les mêmes mots reviennent sous la plume de Clausewitz: Lorsqu'il s'agit d'escrime, de petits succès et de petits enjeux, quand les motifs d'antagonisme sont faibles et les passions absentes, c'est «l'astuce calculatrice» ou le «calcul de l'astuce»⁽¹⁷⁾ qui triomphe et qui donne l'impression de la maîtrise sur le hasard.

Clausewitz s'efforce de dissiper ce qu'il tient pour une illusion mais il mêle de manière quelque peu confuse deux arguments: l'un d'inspiration romantique et l'autre d'inspiration rationaliste. La maîtrise de l'entendement réfléchissant devient d'autant plus grande, écrit-il que l'ensemble est plus complexe, que le temps et l'espace, celui-là avec des moments distincts, celui-ci avec des points distincts, viennent plus souvent en considération. Comme il n'abandonne pas l'idée que le progrès de l'art consiste dans la maîtrise de la volonté sur les forces, donc à la fois sur les passions et sur le hasard, il introduit dans la notion même de l'entendement réfléchissant (*überlegender Verstand*) une dualité. Au jeu d'escrime, seule l'astuce calculatrice se donne libre cours. Or cette astuce ne représente qu'une partie de l'entendement et les autres qualités, courage, force,

résolution, sang-froid ne peuvent se manifester (qualités de l'entendement mais qui dépendent de la sensibilité - *Gemüt*).

En d'autres termes – et c'est là l'argument romantique – la maîtrise, la souveraineté ne se manifeste avec éclat, dans toute sa gloire, qu'à la condition de s'imposer aux forces déchaînées de la tempête, des passions et du danger. Simultanément, cette maîtrise, elle aussi, réduit le jeu du hasard dans la mesure où, dans les grandes batailles, la volonté, faite à la fois de courage et de lucidité, peut décider de l'issue.

Frédéric II et Napoléon

N'oublions pas que le champ sur lequel se déploie le talent ou le génie du chef de guerre se situe entre celui des passions populaires et celui de l'entendement souverain. Au chef militaire – quand celui-ci ne se confond pas avec le chef de l'État – appartient «la libre activité de l'âme». Rien d'étonnant, donc, que Clausewitz s'efforce de prouver d'abord que l'entendement ne se réduit pas au calcul de l'escrime (ce qui est incontestable) et qu'il n'enchaîne pas moins le hasard dans les grandes batailles que dans les jeux d'escrime – ce qui, en fonction même des descriptions de Clausewitz prête à discussion. En tout état de cause, l'art de la guerre, de même que tout autre art, atteint à sa plus haute expression quand l'âme s'engage tout entière. Or, dans les jeux d'escrime, elle n'intervient que dans le calcul alors que dans les circonstances extrêmes, quand le destin de l'État semble en suspens, quand il y va du tout, de la vie et de la mort, l'entendement inséparable de la sensibilité, lui nourri par elle, elle éclairée par lui, atteignent ensemble à la grandeur, à la souveraineté: courage de l'intelligence et clairvoyance du courage. Alors la libre activité de l'âme rejoint l'entendement politique et ils ne font plus qu'un: ainsi de Frédéric, ainsi de Napoléon.

Or, et ses interprètes ne l'ont pas assez remarqué, l'admiration que Clausewitz témoigne et pour l'un et pour l'autre, les critiques aussi qu'il ne ménage ni au grand Frédéric ni au Dieu de la guerre, diffèrent malgré tout sur un point essentiel autant que diffèrent la carrière du roi et celle de l'empereur. Le premier a laissé la Prusse plus grande, plus puissante qu'il ne l'avait reçue, le second poussa les vertus du chef de guerre, la volonté, la persévérance, l'orgueil de vaincre jusqu'à l'absurde.

«Dans la plus célèbre de toutes les batailles, celle de la Belle Alliance, Bonaparte engagea ses dernières forces afin de changer le sort d'une bataille qui ne pouvait plus être changée, il dépensa son dernier sou et s'enfuit ensuite, du

champ de bataille et de son empire, comme un mendiant» (IV, 9 [trad. fr. R.A.]).

Plus frappante encore me paraît l'analyse de la campagne de Russie de 1812. Il n'y a pas de campagne sur laquelle Clausewitz revienne plus souvent, sur laquelle il formule autant de jugements critiques. Or il s'ingénie à montrer, à démontrer que Napoléon – *en tant que* chef de guerre – n'a commis que des erreurs secondaires. Son plan de guerre? Le seul possible. Comment accomplir la fin (politique) sinon en amenant Alexandre à signer la paix? Et quel autre moyen que d'aller jusqu'à Moscou? Il n'a pas engagé ses dernières réserves à Borodino pour donner à la bataille le caractère d'une vraie victoire? Il a eu raison. Déjà il n'a pu pénétrer à Moscou qu'avec moins de 100.000 hommes. S'il en avait perdu des milliers de plus sur le champ de bataille, ses forces eussent été encore plus insuffisantes pour convaincre Alexandre de traiter. Il a choisi pour la retraite le même chemin que celui par lequel il était venu? Tout autre eût été pire. Non, ce n'est pas le chef de guerre (*Feldherr*)(18) qui, en Russie, porte la responsabilité majeure du désastre, c'est le chef d'État. La Russie ne peut pas être conquise et Napoléon aurait dû le savoir à l'avance (Clausewitz le savait et l'avait écrit dans ses notes de 1808). Napoléon n'a pas agi en 1810 autrement qu'en 1805, 1806, 1809, mais en 1812, il a commis l'erreur fatale, il a mal calculé le rapport de forces; de même, il a, en Espagne, mal calculé le potentiel de l'armement du peuple. Le chef de guerre Napoléon s'est trompé en ce sens que rétrospectivement la critique aboutit à la conclusion probable qu'il a mal jugé du rapport des forces. Cela dit, ce n'est pas le chef militaire Napoléon, c'est le chef d'État qui a provoqué le désastre final. Avec la guerre commence un jeu de probabilités prochaines; à l'entendement de considérer l'ensemble et d'envisager la fin à la fois le but militaire et la phase terminale de la campagne et de la guerre. Napoléon-chef d'État a parié à la manière du chef militaire. Celui-ci, par nature, est un aventurier, celui-là ne doit pas l'être. Frédéric II ne l'a pas été, sa grandeur tient à sa sagesse, aux avantages gagnés, avec des forces limitées. En tant que chef militaire, sur la voie de la guerre absolue, Frédéric II figure à titre de précurseur de Napoléon. En tant que chef d'État, comment ne pas le mettre au-dessus de tous les autres Charles XII, Gustave-Adolphe, Napoléon? Pas plus infaillible que les autres en tant que chef de guerre, il les domine par sa sagesse héroïque, par la constance dans l'adversité, par l'audace réfléchie, bref par la souveraineté de l'entendement.

Si la mort n'avait pas empêché Clausewitz d'élaborer la thèse des deux sortes de guerres, (*die doppelte Art des Krieges*) indiqué dans l'avertissement (*Nachricht*) de 1827, peut-être l'état-major allemand au lieu d'interpréter la

stratégie de Frédéric II à la lumière de celle de Bonaparte, aurait-il compris la vraie grandeur de Frédéric II à la lumière du désastre final de Napoléon.

- (1) «Kritik der reinen und angewandten Strategie des Herrn von Bülow», *Neue Bellona*, Bd.10, Leipzig, 1806, p.254.
- (2) «Wir werden uns vorzüglich mit den allgemeinen Vorstellungen beschäftigen, weil es hauptsächlich auf diese bei Constituirung einer Wissenschaft ankommt».
- (3) Un autre rapprochement s'impose entre la théorie de la *critique*, développée par Clausewitz au livre II, et la théorie de la *causalité*, élaborée par M. Weber dans son étude sur Bernheim.
- (4) *De la Guerre*, livre VIII, chapitre 4, Les Éditions de Minuit, traduction de Denise Naville, 1955.
- (5) VIII, Chapitre 6, A - Influence de l'objectif politique sur le but militaire, p.701 (Krieg und Friede sind im Grunde Begriffe, die keiner Gradation fähig sind).
- (6) «Die letzte Zeit, wo der Krieg seine absolute Gewalt erreicht hatte, hat des allgemeinen Gültigen und Notwendigen am meisten. Aber es ist ebenso unwahrscheinlich, dass die Kriege fortan alle diesen grossartigen Charakter haben werden, als dass sich je die weiten Schranken, welche ihnen geöffnet werden sind, ganz wieder schliessen Können».
- (7) Voir notamment: *La notion de politique*, Calmann-Lévy, 1972, dont on trouvera un compte-rendu dans les «notes de lecture» du présent numéro.
- (8) Cette analyse se trouve au livre I, chapitre 1, paragraphe 3. N.D.L.R.
«Chez les sauvages les intentions inspirées par la sensibilité l'emportent: chez les peuples civilisés ce sont celles que dicte l'intelligence. Cependant, cette différence ne tient pas à la nature intrinsèque de la sauvagerie et de la civilisation, mais aux circonstances concomitantes, aux institutions, etc. Elle n'existe donc pas forcément dans chaque cas particulier mais prévaut dans la majorité des cas. En un mot, même les nations civilisées peuvent être emportées par une haine féroce.
On voit par-là combien nous serions loin de la vérité si nous ramenions la guerre entre peuples civilisés à un acte purement rationnel des gouvernements, qui nous paraîtrait s'affranchir de plus en plus de toute passion, de sorte qu'en fin de compte le poids physique des forces armées ne serait même plus nécessaire et qu'il suffirait de relations théoriques entre elles – d'une sorte d'algèbre de l'action... Si la guerre est un acte de violence, la sensibilité lui appartient aussi nécessairement. Si la guerre ne découle pas de celle-ci, elle réagit cependant plus ou moins sur elle et ce plus ou moins ne dépend pas du degré de civilisation, mais de l'importance et de la durée des intérêts ennemis». Éditions de Minuit pp.52-53.
- (9) Je traduis *Gemüt* par *affectivité* en français. Il me semble qu'en anglais, le plus simple serait d'utiliser le mot *feelings* ou *emotions*. Le premier de ces termes a été utilisé par la traduction courante de J.J. Graham.
- (10) J'utilise ici le paragraphe B du chapitre VIII.
- (11) Dans ses écrits proprement politiques, en 1830-1831, à la veille de sa mort, Clausewitz s'élevait avec passion contre la reconstitution de la Pologne qu'il jugeait contraire à l'intérêt de la Prusse, parce que le nouvel État polonais s'allierait nécessairement à la France que Clausewitz continuait à juger menaçante pour l'équilibre de l'Europe.
- (12) Préface des extraits de *Vom Kriege* publiés dans l'édition Penguin, 1968, p.24.
- (13) «Was scheint, der Zweck aller Ausbildung der Kriegskunst besteht einzig darin, die Begebenheiten (allgemein: die Wirkungen der Kräfte) immer mehr der willkürlichen Leitung eines vernünftigen Willens zu unterwerfen, sie immer unabhängig vom Zufalle zu machen». *Neue Bellona*, p.262.
- (14) Dans *Vom Kriege*, Clausewitz n'emploie plus l'expression de volonté raisonnable mais d'entendement ou plus rarement d'intelligence.
- (15) *Die wichtigsten Grundsätze der Kriegsführung zur Ergänzung meines Unterrichts bei Sr. Königlichen Hoheit dem Kronprinzen*.
- (16) L'idée est exprimée trois fois: au chapitre 3 du livre I, au chapitre 2 du livre II, au chapitre 3 du livre VIII.
- (17) Le mot *klug* en allemand ou *Klugheit* a un accent à demi péjoratif. Il suggère une qualité réelle mais médiocre. Aussi me paraît-il préférable de ne pas le traduire par «intelligence» car Clausewitz utilise parfois *Intelligenz* comme équivalent de *Verstand*.
- (18) Clausewitz donne raison à Napoléon sur le plan de guerre, sur le refus d'engager ses dernières réserves à la bataille de Borodino, sur le choix du chemin de retraite. Il lui reproche le commencement tardif de la campagne, le retard à donner l'ordre de retraite, le gaspillage d'hommes du fait de la tactique, le manque de soin dans l'organisation du ravitaillement et de la retraite éventuelle; mais pour l'essentiel, rien n'eût été changé. Le succès exigeait que l'armée russe fût écrasée et que la volonté de résistance d'Alexandre fût brisée. Cette victoire ne dépendait pas de lui.

Pitié pour les grands hommes

Le Point
18 décembre 1972

Éclairer «les princes qui nous gouvernent», définir une politique, fixer une stratégie: Machiavel, Clausewitz y ont consacré leur vie. Raymond Aron constate qu'on ne sait plus les lire ni les comprendre.

«Clausewitz», de Jean Grosjean (Gallimard, 96 pages, 12 F).

«Sauf à l'École militaire, personne en France ne lit les livres, d'ailleurs assez rarement traduits, du célèbre stratège prussien Karl von Clausewitz...» Que de contre-vérités en une seule phrase, la première de l'article que Gilbert Comte consacre dans *Le Monde* au «Clausewitz» de Jean Grosjean.

Il y a eu, en un siècle, trois traductions différentes en français du traité «De la guerre», la dernière après 1945. On ne lit plus guère Clausewitz à l'École de guerre, on le lit à l'Université: pour la première fois, le stratège prussien échappe aux militaires. Glucksmann lui donne la parole dans son «Discours de la guerre». Dans le monde entier, il éveille un intérêt sans précédent: en République fédérale allemande, on publie des inédits, Princeton University Press prépare une édition des œuvres complètes, Gallimard un volume d'œuvres choisies.

Je me suis interrogé davantage sur le cas de Jean Grosjean, dont j'admire le talent, mais dont le «Clausewitz» (récit) m'a laissé tour à tour pantois et irrité. J'abandonne à d'autres la tâche de trouver un sens à des formules telles que: *«La Prusse, c'est d'être hors de soi à cause de quelque autre.»* Ou encore: *«La Prusse est le temple où les ténèbres rencontrent les clartés.»* Ou encore: *«Que nous chaut d'être vivant ou non s'il y a en Dieu cet énorme combat dont la Prusse est l'ombre sur terre.»* Par instant, je devine une vague réminiscence de Spengler (celui qui écrivit «Prussianisme et socialisme») dans des formules dont la prétention dissimule mal la gratuité: *«La Prusse seule peut comprendre l'Islam parce qu'elle seule s'y oppose... Le Christ était prussien parce qu'il cantonnait ses pas à son pays et son âme à son psautier...»* Non et non: il faut rire et non admirer: ce bric-à-brac de philosophie de l'histoire ne relève pas du génie, mais d'une certaine «littérature».

Ces dialogues prennent-ils au moins un sens par rapport aux morts, revenus pour quelques pages du royaume des ombres? En fait, ces morts ne gardent nulle parenté avec les vivants qu'ils furent. Clausewitz, d'une famille de professeurs et

de théologiens, ne ressemblait pas au Prussien idéal selon Spengler; ni Scharnhorst ni Gneisenau, ses maîtres et amis, n'étaient même des Prussiens. Tous trois plus proches des patriotes allemands que des chevaliers de l'ordre teutonique. Quel intérêt, ces entretiens de Clausewitz avec Héloïse, figure de la France, je suppose? Je le cherche en vain. Clausewitz a beaucoup écrit sur les Français trop pour ceux qui l'admirent. Jamais les Français ne se sont «approchés de son âme», ni de son âme de prisonnier après Iéna ni de son âme de vainqueur après Waterloo.

Quel intérêt, ce rébus sur le chapitre XLIII (il s'agit d'un chapitre qui manque dans le livre «La campagne de 1815 en France»)? Jean Grosjean imagine que Zieten a emporté le chapitre et que Maria von Brühl vient le chercher dans l'auberge après la mort de son époux. Ce chapitre n'a probablement jamais été écrit. Le livre tout entier date de dix ans plus tard puisqu'il discute la version des événements donnés dans ses Mémoires par Napoléon. De la critique stratégique, essence du livre, presque rien ne subsiste dans le *récit* de Grosjean.

Machiavel ne fut guère mieux traité, l'autre soir, à la télévision, «*Le prince*» méritait d'autres commentateurs qu'un journaliste de *L'Humanité* et un professeur d'histoire moderne, spécialiste du nationalisme français, même aidés par un professeur italien (hélas, pas Sasso) et par un message de Bertrand de Jouvenel.

Deux Français ont donné une quinzaine d'années à l'étude de Machiavel, ce qui n'est pas le cas de Girardet qui connaît Machiavel comme tout le monde, c'est-à-dire qui ne le connaît pas. Le Florentin, durant la moitié de sa vie, jusqu'à la chute de la Cité, fut un opérateur, une sorte de Kissinger au service du gonfalonier Soderini. L'effondrement de celui qu'il avait servi fidèlement transfigura le secrétaire de la Seigneurie, l'ambassadeur, le chargé de mission, en penseur. C'est à l'échec du politique que nous devons «*Le prince*» et les «*Discours*» et aussi la «*Guerre du Péloponnèse*» et «*De la guerre*».

L'homme d'action, instruit par l'échec, cherche spontanément les conditions du succès, non le régime idéal mais la *vérité effective*, selon le mot de Machiavel, comment les choses se passent effectivement et non pas comment elles devraient se passer, comment les hommes se conduisent et non pas comme ils devraient se conduire. Thucydide, Machiavel, Clausewitz, l'historien, le politique, le stratège traitent, chacun à sa manière, de l'action humaine, l'un par le récit de la plus exemplaire des guerres, l'autre par une critique ambiguë des événements, des hommes, des classes, des régimes, le dernier enfin par une science de l'action militaire, à la fois passion, jeu et raison.

Ce que Machiavel a voulu enseigner aux princes, personne ne le sait aujourd'hui encore avec certitude. Les plus savants parmi les interprètes de Machiavel ne nous auraient pas révélé le secret ultime du Florentin, ils nous auraient du moins évité les sottises, répétées de livre en livre, sur le fondateur de la science politique (existe-t-elle?), l'homme de la Renaissance (bien sûr) et de l'intellectuel infidèle à sa vocation (il n'était pas un intellectuel). Ils auraient élevé le débat au niveau où les grands lecteurs de Machiavel, par exemple, Montesquieu, l'ont spontanément élevé.

Remarques sur le nouvel âge idéologique

Contrepoint
Janvier 1973

Le texte suivant date de 1969; il a paru dans les Mélanges offerts au Professeur Carl Joachim Friedrich; il présente donc le caractère académique qu'imposaient les circonstances et qui surprendra peut-être les lecteurs d'une revue.

Est-il devenu anachronique? Les événements ont-ils déjà donné réponse aux questions que je posais? À coup sûr, certaines d'entre elles, à court terme par exemple l'influence politique de la Nouvelle Gauche, ont déjà reçu une réponse, au moins aux États-Unis. Les interrogations fondamentales, relatives à l'avenir de nos civilisations industrielles, demeurent.

La Chouette de Minerve s'élève au crépuscule. Le débat sur «la fin des idéologies» s'achève: un livre qui rassemble les pièces principales du dossier⁽¹⁾, les textes les plus marquants sur le sujet, vient de paraître. Un autre débat commence sur «le nouvel âge idéologique».

L'auteur du recueil, dans sa préface, indique, en passant, que les interlocuteurs ne donnaient pas toujours le même sens au mot «idéologie». Cette remarque me servira de point de départ. Si l'on prend le terme idéologie en un certain sens, l'idée même de la fin des idéologies perd toute vraisemblance.

Qu'est-ce qu'une idéologie?

Je n'essaierai pas d'énumérer les diverses acceptions du concept d'idéologie. En simplifiant, je distinguerai deux pôles extrêmes entre lesquels se situent les diverses acceptions, d'usage courant. J'avais donné au concept d'idéologie un sens précis et fort: je le définissais comme «la mise en forme systématique d'une interprétation du monde historique ou social», interprétation qui permet à l'idéologue tout à la fois de comprendre la société à laquelle il appartient et de choisir, en toute lucidité, les objectifs de son action. Le marxisme-léninisme me servait de référence ou de modèle.

À l'autre pôle, on appelle idéologies toutes les œuvres de l'esprit, du moins toutes celles qui s'expriment sous forme de propositions et peuvent passer pour composées d'idées. On n'appellera pas idéologie le Parthénon ou la Joconde mais on appellera idéologie la *Prière sur l'Acropole* ou les variations sur le mystérieux sourire.

La définition forte(2) – *système global d'interprétation historico-politique* – présente un inconvénient: quel degré de systématisation exigera-t-on pour reconnaître à des idées, des valeurs ou des principes le caractère d'une idéologie? En fait, les idéologies rationalistes ou libérales n'ont jamais atteint à la même systématisation, au même caractère global que le marxisme (ou le marxisme-léninisme). La pensée conservatrice, critique des ambitions du rationalisme abstrait, se fait gloire d'agir empiriquement, selon la méthode des essais et des erreurs, sans se donner à l'avance l'image de la société future ou de la société bonne. Or, en un sens, le refus de l'idéologie – refus du système et de la transformation révolutionnaire - n'apparaît-il pas tout aussi idéologique que le mode de penser auquel il s'oppose? Rejeter toute interprétation systématique du monde historico-politique ou bien affirmer la vérité totale d'une interprétation: ces deux attitudes, opposées mais comparables, n'ont-elles pas assez en commun pour appeler le même qualificatif?

La définition faible, à l'autre pôle, présente un inconvénient. Elle ne laisse presque rien en dehors du domaine idéologique (alors que la définition forte restreint exagérément le domaine). Baptisera-t-on idéologie les philosophies de Platon, d'Aristote, de Descartes ou de Kant? En ce cas, quelles idées échappent à l'accusation ou au soupçon d'idéologie?

Diverses issues apparaissent.

I) Ou bien l'idéologie se définit par rapport à un autre terme: elle s'oppose, par exemple, à la science ou à la vérité;

II) ou bien toute idée devient idéologique dès lors qu'elle exprime une volonté ou un intérêt;

III) ou enfin, dès lors qu'elle se formule en des termes ou sous une forme adaptés aux exigences de l'action.

La définition intermédiaire (II), l'idée se dégrade en idéologie quand elle exprime une volonté ou un intérêt, rattache la première à la troisième: l'idée n'appartient plus à la science lorsqu'elle sert l'action.

Malgré tout, ces trois définitions ne s'impliquent pas rigoureusement: l'idée mise au service de l'action ne garde pas le caractère désintéressé et, pour ainsi dire, détaché de la science sans pour autant contredire nécessairement la vérité. L'idée qui exprime une volonté ou un intérêt ne fausse pas nécessairement le vrai. Une cause, quelle qu'elle soit, ne manque jamais d'arguments valables. Selon la définition (III), l'idéologie, l'idée mise au service de l'action, demeure, logiquement, neutre, en tant que telle ni vraie ni fausse. Ces trois définitions,

malgré ces réserves, découlent plus ou moins l'une de l'autre. Au service de l'action, les idées se transforment en affirmations de valeurs en quête de justification (dérivations selon le vocabulaire de Pareto); elles expriment donc, inévitablement, des intérêts et, comme les intérêts s'opposent, elles expriment des intérêts particuliers (d'une classe ou d'une nation). Si toutes les idées, y compris celles des philosophes, émanent non de la raison pure, contemplative, scientifique, mais d'une pensée volontariste, d'une volonté de puissance, d'une perception orientée ou déformée, le perspectivisme, celui de Nietzsche ou celui de Mannheim, devient l'aboutissement fatal. L'homme pense idéologiquement parce que des forces non rationnelles asservissent la raison, la mettent au service de la vie ou du combat.

Le débat sur la fin des idéologies – débat surtout américain – portait, me semble-t-il, sur plusieurs thèmes, plus ou moins confondus, faute du choix d'une définition du mot. Le premier thème, celui que j'avais suggéré dans la conclusion de *L'opium des Intellectuels* concernait l'épuisement possible des *systèmes idéologiques*. À supposer que l'interprétation marxiste-léniniste perde son ascendant, à la faveur des transformations des sociétés de type occidental (ou capitaliste) et à cause de l'embourgeoisement des régimes qui se disent socialistes, il ne subsistera plus de système de remplacement. En Europe du moins, la nation ne bénéficie plus d'un rayonnement qui lui permette de se substituer à la classe. En matière de gestion de l'économie, État et entreprises privées, planification et marché se combinent autant qu'ils s'opposent: la transfiguration d'une technique de gestion ou d'un statut de propriété en bien absolu ou mal radical se fait plus malaisée.

À partir de ce premier thème se dégagait un deuxième: si nul des interlocuteurs sociaux ne voit le monde à travers un système conceptuel totalisant, si tous les interlocuteurs cherchent des solutions raisonnables à des problèmes multiples et divers, en fonction de valeurs ou d'objectifs, largement acceptés, la politique s'écarterait de l'idéologie pour se rapprocher du pragmatisme. L'opposition entre politique idéologique et politique pragmatique ne va pas sans quelque équivoque: la politique la plus pragmatique s'inspire toujours, en dernière analyse, de valeurs, d'idéaux ou de principes. L'opposition comporte donc plusieurs dimensions: réformes contre révolution, solutions partielles, techniquement élaborées, contre solution globale, installation confiante ou résignée dans le régime établi ou recherche d'une utopie.

Du même coup, certains partisans de la thèse de la fin des idéologies

annonçaient ou semblaient annoncer une période relativement tranquille, durant laquelle les conflits sociaux se dérouleraient à l'intérieur d'un cadre institutionnel, respecté et accepté par la masse, sans risque de révolution. Progrès social sans révolution politique, pour reprendre l'expression de Marx à la fin de *Misère de la philosophie*.

Le passage d'un de ces thèmes à l'autre se fait presque insensiblement. Mais, en fait, l'erreur consistait surtout à ne pas les distinguer. L'absence d'un système idéologique de remplacement n'autorisait pas à prévoir une politique pragmatique ou le maintien du consensus. À n'en pas douter, à la fin des années 60, les sociologues discutent de la crise de la société industrielle, du nouvel âge idéologique, et «la fin des idéologies» passe pour l'idéologie typique des années 50, entre l'apaisement de la guerre froide et l'autocritique de la société occidentale. Je souscris personnellement à ce diagnostic historique: la popularité de l'expression «fin des idéologies» marque les quelques années entre 1955 (ou 1956, le discours de Khrouchtchev au XXe Congrès) et 1965 (date de l'envoi d'un corps expéditionnaire américain au Vietnam). Avant même 1965, les signes avant-coureurs de conflits passionnés ne manquaient pas, aux États-Unis et en Europe occidentale.

Il n'en demeure pas moins légitime de s'interroger sur le premier thème du débat: un nouveau système idéologique a-t-il surgi qui succède au marxisme-léninisme ou se substitue à lui? Au cas où ce nouveau système n'existerait pas, quelles idéologies en tiennent lieu? Deux autres questions se dégageraient de la réponse négative donnée à la première: pourquoi les conflits prennent-ils une violence, une intensité plus grande depuis quelques années? Le réformisme cède-t-il de nouveau à la Révolution?

Pérennité du marxisme

La *Nouvelle Gauche* se divise en écoles, groupes, partis ou sectes multiples. En France, elle comporte deux tendances idéologiques: l'une trotskyste, l'autre libertaire (pour employer une expression vague) ou «marcusienne» (pour employer une expression trop précise). Mais ces deux tendances ont en commun avec toutes les autres tendances de la Nouvelle gauche en France l'emploi des concepts ou des idées marxistes. En bref, la première constatation, paradoxale en apparence mais peu contestable, au moins pour ce qui concerne l'Europe, c'est que le marxisme, et même le marxisme-léninisme, a surmonté la crise qui a suivi la dénonciation de Staline par les marxistes-léninistes eux-mêmes. La gauche n'a pas trouvé un système idéologique inédit, elle a tantôt repris le système

marxiste-léniniste et maintenu, en dépit de tout, sa foi dans l'Union soviétique, tantôt repris le système marxiste-léniniste mais retenu la critique trotskyste de l'Union soviétique, tantôt, enfin, elle souscrit à la critique marxiste-léniniste des régimes capitalistes mais elle critique, avec la même rigueur, le régime soviétique, indulgente parfois à l'égard du régime cubain ou du régime maoïste.

En ce sens, je continue à croire valable la thèse que je formulais – avec d'ailleurs un point d'interrogation – dans la conclusion de *L'Opium des intellectuels*: le marxisme, ou le marxisme-léninisme, demeure toujours, en 1969 comme en 1955, le dernier système idéologique de l'Occident, le dernier système d'interprétation globale. Il met en lumière, l'origine du mal (l'appropriation privée des instruments de production), les hommes ou les groupes maudits (les capitalistes ou «le capitalisme», sujet historique), les hommes ou les groupes ou les classes destinés par l'histoire au rôle ou à la fonction de rédemption ou de salut.

Les écoles ou tendances de la Nouvelle gauche s'inspirent toutes du marxisme-léninisme. Mais chacune des écoles laisse tomber ou remet en question un des éléments du système. Les trotskystes dénoncent la dégénérescence bureaucratique de l'État soviétique, sans qu'aucun d'eux ait jamais démontré, de manière convaincante, la compatibilité entre une planification autoritaire et détaillée de l'économie d'un côté, les libertés personnelles et politiques de l'autre, ni même la compatibilité entre le pouvoir révolutionnaire d'une classe, représentée par un parti d'un côté, les libertés personnelles et politiques de l'autre.

Certes, les marxistes expliquent volontiers par le retard économique de l'Union soviétique, par les nécessités de l'accumulation primitive, les formes extrêmes ou pathologiques du stalinisme. Le parti, dans l'Union soviétique post-stalinienne, n'en garde pas moins son «rôle dirigeant» et ne tolère pas que la libéralisation compromette la discipline de la presse. Dans la mesure où ils recommandent la décentralisation administrative, le recours partiel aux mécanismes du marché, la propriété collective des instruments de production constitue la cause unique de la supériorité intrinsèque de l'économie soviétique sur l'économie capitaliste. Pour transfigurer les «corporations» ou conglomérats américains en principe de mal et les même entreprises, dirigées par les fondés de pouvoir de l'État, en principe de salut, il faut, en vérité, le regard du prophète.

Les idéologues les plus populaires, en France ou en Allemagne, n'appartiennent pas au trotskysme pur et simple, au trotskysme que j'appellerai

traditionnel. Ils ont pour modèle Marcuse. Ils combinent avec la critique socio-économique appliquée au capitalisme une critique socio-culturelle de toutes les sociétés industrielles avancées. Ils reviennent à un mode de penser très caractéristique de la République de Weimar: le pseudo-marxisme. Ils dénoncent la répression-refoulement par les normes sociales intériorisées, la manipulation par la publicité, la propagande, les moyens de communication, en même temps que l'exploitation, sans pour autant définir avec précision ce terme, héritage du marxisme de Marx.

Hostiles au soviétisme et au capitalisme, les idéologues de la Nouvelle Gauche préfèrent tantôt l'un et tantôt l'autre. Dans *l'Homme unidimensionnel*, Marcuse reconnaissait aux régimes de l'Occident le mérite de respecter les droits de l'homme et les libertés personnelles. Redevenu plus marxiste en même temps que ses jeunes disciples, il semble pencher dans l'autre sens: les régimes soviétiques n'ont besoin que d'une révolution politique, les sociétés occidentales d'une mutation qualitative et totale. Il ne trace même pas une esquisse de l'ordre qui succèderait à la mutation qualitative, il suggère vaguement l'autogestion; il ne précise pas le mode de régulation, la part de la planification et du marché.

La critique socio-culturelle dérive de Marx (l'aliénation, le règne de l'argent) de Freud (refoulement), de Rousseau (les consommations inutiles et ostentatoires, la nostalgie de la vie plus simple), enfin des analyses courantes de la société moderne (persuasion clandestine, gaspillage, pollution de l'atmosphère, etc.). Pour une part, elle marque un retour aux sources morales du socialisme prémarxiste, pour une autre part, elle traduit l'insatisfaction que suscite le progrès économique.

Avant l'explosion de ces dernières années, j'étais frappé par le contraste entre la multiplicité des maux que ressentaient les hommes et que dénonçaient les observateurs, d'une part, et l'impossibilité d'un nouveau système de l'autre. En fait, ni les trotskystes ni les marcusiens n'ont élaboré un nouveau système. Mais ils créent l'illusion d'un système par la conjonction de la critique socio-économique, d'inspiration marxiste, et de la critique socio-culturelle, d'inspiration rousseauiste en même temps que freudo-marxiste; la négation du réel sans image, même utopique, de l'avenir permet de dissimuler la faiblesse de l'imagination, l'incapacité de concevoir un régime radicalement autre que l'un ou l'autre des régimes existants. Quant à l'acteur historique, chargé du salut, Marcuse, après en avoir longtemps déploré l'absence, croit l'avoir trouvé dans la jeunesse contestataire.

Au sens où j'avais pris le concept d'idéologie, nous assistons plutôt à une répétition qu'à une invention; trotskysme ou freudo-marxisme datent de quarante ans. Ils offrent aux marxistes déçus par la réalité soviétique un refuge, ils ouvrent une voie intermédiaire entre l'abandon de la foi et l'adhésion au marxisme-léninisme tel que le prêchent les hommes de l'appareil en Union soviétique.

Le trotskysme, avec ou sans Trotsky, la IV^e Internationale ne rassemble que les «groupuscules», en marge de l'histoire universelle. En ira-t-il autrement demain? Mao ou Castro, par leur exemple ou par leur propagande, vont-ils renouveler, rajeunir, ranimer le léninisme qui, en Union soviétique, s'est dégradé en stalinisme, avec ou sans Staline, en bureaucratie autoritaire, en idéocratie conservatrice? J'incline provisoirement à une réponse négative; en Italie, en France où le parti communiste, d'organisation stalinienne, dévoué à Moscou garde ses troupes et sa force, c'est pour lui que les groupuscules, trotskystes ou maoïstes, travaillent inévitablement. Ils le contraignent parfois à se montrer plus «militant» plus impatient. Pour ne pas se laisser déborder sur leur gauche, les communistes orthodoxes doivent à la fois éliminer par tous les moyens (fût-ce les pires) les groupuscules maoïstes et donner la preuve d'une volonté révolutionnaire. En mai 1968, au cas où le Pouvoir légal se serait effondré, le P.C. et non la Nouvelle Gauche aurait pu rétablir un ordre. En Italie, les troubles étudiants et ouvriers obligeront peut-être la démocratie chrétienne et les socialistes à une ouverture en direction des communistes; ces derniers participeront peut-être, dans quelques années, à un gouvernement de coalition. De même, en France, la majorité sur laquelle s'appuie l'U.D.R. à l'Assemblée nationale a le sentiment d'une opposition redoutable, dans la rue ou les usines. Même si cette opposition tient au mécontentement des masses et à l'action des minorités, c'est le parti communiste, et lui seul, qui apparaît le négociateur possible «au niveau le plus élevé», c'est lui auquel les ministres demandent éventuellement une coopération en vue de rétablir la discipline.

Cette analyse, valable pour la France et l'Italie, l'est-elle au même degré pour les pays sans parti communiste ou avec parti communiste faible? En Allemagne occidentale, l'opposition extraparlamentaire n'a pas empêché une participation exceptionnellement élevée aux récentes élections, une avance du parti socialiste, elle a pu contribuer à l'alliance entre socialistes et libéraux, des intellectuels influencés par la nouvelle gauche ayant déterminé le choix du F.D.P. en faveur de la minicoalition avec les socialistes. Dans les petites démocraties apparemment stabilisées, la Suède par exemple, l'état d'esprit se manifestera de manière semblable: le parti socialiste a choisi pour chef un jeune, «un enfant

terrible», qui mettra sur les rails un nouveau «train de réformes», tout en affichant son anti-américanisme par le soutien officiel donné au gouvernement de Hanoï. Glissement à gauche de la majorité gouvernementale, réformes universitaires apparaissent comme les conséquences probables de l'action menée par la Nouvelle Gauche, par les intellectuels par les étudiants.

Dans l'abstrait, on aurait dû et on doit encore craindre une autre conséquence de cette action: contre le désordre dans la rue ou dans les Universités, le mot d'ordre «loi et ordre» aurait mobilisé les masses. Pour l'instant, cette réaction ne s'est produite ni en République fédérale ni en France et en Italie (D'une réaction de cet ordre, les élections françaises de juin 1968 offrent, à la rigueur, un exemple). Le sociologue donnera des raisons multiples de la faiblesse de la «réaction»; absence de parti fasciste, prospérité économique, nature des troubles (étudiants et intellectuels n'inspirent pas une «grande peur»), résistance des partis de la gauche modérée, en République fédérale allemande ou dans les petits pays de démocratie stabilisée. En bref, jusqu'à présent, la Nouvelle gauche travaille soit pour les communistes (France ou Italie) soit pour les socialistes (République fédérale), autrement dit pour des frères ennemis, pour des révolutionnaires embourgeoisés ou des réformistes sans idéal révolutionnaire.

L'analyse politique, au moins à court terme, confirme l'analyse idéologique: pas plus que la Nouvelle Gauche ne renouvelle la discussion idéologique, elle ne modifie fondamentalement le jeu des partis. Elle ne représente une menace sérieuse qu'en Italie et peut-être en France, dans la mesure où les régimes plus vulnérables devraient recourir à l'aide du parti communiste ou à des mesures violentes pour gouverner.

Aux États-Unis, le diagnostic demeure réservé pour deux raisons principales. Guerre du Vietnam, situation de la minorité noire, en dehors de tout système idéologique, provoquent des débats passionnés et des tensions extrêmes. D'autre part, qu'il s'agisse du nombre des intellectuels et des étudiants, de l'importance des universités dans la vie nationale, les États-Unis dépassent ou devancent largement les pays d'Europe. Les États-Unis n'ont pas de grand parti communiste, pas non plus de grand parti socialiste. Alors que la Nouvelle Gauche, en Europe, semble provisoirement entraîner que les partis gouvernementaux vers la gauche, aux États-Unis Richard Nixon doit, pour une part, son élection à la dissociation de la coalition démocrate, à la réaction contre le gauchisme.

Cependant, Outre-Atlantique comme en Europe, la Nouvelle Gauche n'a pu

encore s'insérer dans la compétition organisée pour l'exercice du pouvoir. Tout se passe comme si la politique des partis se séparait des batailles sociales ou idéologiques. La Nouvelle Gauche américaine ou, du moins, l'aile extrémiste, dénonce les deux principaux partis comme également représentatifs de l'*establishment*, de l'ordre établi. L'opposition extra-parlementaire fait de même en Allemagne à l'égard de la grande coalition, en France le Gauchisme dénonce la «coopération compétitive» entre parti communiste et gaullistes. Or, nous l'avons dit, le système idéologique de la Nouvelle Gauche, qu'il s'agisse du trotskysme ou du freudo-marxisme, anime, depuis quarante ans, l'action de groupuscules. S'agit-il d'un nouvel âge idéologique ou bien, pour des causes à chercher, l'opinion prend-elle soudain au tragique des idéologies ou des groupuscules qui existaient déjà, dans l'ombre, et sur lesquels se braquent soudain les feux de la publicité? Les événements, la conjoncture historico-sociale donnent-ils soudain une signification actuelle à une opposition radicale, ignorée ou méprisée hier?

Des critiques récurrentes

La première question nous a conduits à la deuxième. Il n'y a pas à proprement parler de nouveaux systèmes idéologiques: le trotskysme ou le freudo-marxisme de Francfort remontent le premier au début des années 30, à la formation d'une secte marxiste-léniniste en exil, qui accuse l'Église établie d'infidélité au message de salut, l'autre aux années 20 et à la conjonction de Hegel, de Marx et de Freud, à l'unité fictive des deux révolutions, sexuelle et politico-sociale. Les révolutionnaires qui firent effectivement des révolutions, Cromwell, Robespierre ou Lénine, professaient de tout autres idées morales: purs ou puritains, ils n'incluaient pas dans la liberté la libération des instincts. Mao, lui aussi, enseigne, semble-t-il, la maîtrise, non la libération des pulsions. Peut-être, le freudo-marxisme, adapté à l'humeur des Cubains, a-t-il trouvé dans les Caraïbes sa patrie d'élection.

Quoi qu'il en soit, avec ou sans système idéologique, le climat intellectuel et politique a changé à travers tout le monde occidental. Le consensus a disparu: la Révolution revient à l'ordre du jour. Les troubles sociaux se multiplient; une fraction des jeunes générations, surtout parmi les étudiants, rejette les valeurs de l'*establishment*, de la classe politique dirigeante. Crise de la société industrielle ou crise de civilisation? Pourquoi cette mutation soudaine? Les livres et articles, déjà innombrables, consacrés à la révolte de la jeunesse, donnent des réponses qui se distribuent en quelques catégories.

1. Explication historique

Durant les années de la guerre froide, les démocraties occidentales éprouvaient, à tort ou à raison, le sentiment d'être menacées. Le défi marxiste-léniniste créait le consensus ou, du moins, affaiblissait la tendance spontanée à la contestation, inévitable en tout régime démocratique. Aux États-Unis, la guerre du Vietnam a donné à la remise en question de la *conventional wisdom*, un caractère pathétique. Les historiens ont révisé l'interprétation de la guerre froide comme les sociologues, sans justifier le régime soviétique, sont devenus critiques, et critiques impitoyables, de la civilisation américaine.

La fin de la guerre froide et la fin de la décolonisation ont, ensemble, créé, en Europe occidentale, une conjoncture différente de celle des États-Unis mais, à certains égards, comparable. Les étudiants américains possédaient au moins une cible: l'*establishment*, responsable de la guerre au Vietnam. En France, le Général de Gaulle condamnait cette guerre avec une brutalité qui ne le cédait en rien à celle des contestataires. Le gouvernement de Bonn apportait officiellement son soutien aux États-Unis, du bout des lèvres. Le Vietnam offrait aux jeunes Européens, de Stockholm jusqu'à Paris en passant par Berlin, un objet d'indignation. Ils en auraient trouvé un autre si celui-ci leur avait manqué. En fait, ni les jeunes Allemands ni les jeunes Français ni les jeunes Italiens ne trouvent où se prendre. L'idée européenne se meurt. Aucun des pays d'Europe occidentale ne parvient à nourrir d'ambition nationale. Le grand refus tient lieu de grande espérance.

2. Explication sociologique

La situation historique – fin de la guerre froide et fin de la décolonisation – coïncide-t-elle avec une conjoncture sociale, aussi favorable aux conflits que celle des années 1950 à un accord apparent? Question difficile, à laquelle il n'existe probablement pas de réponse, valable pour l'ensemble de l'Occident. Si l'on se réfère aux données économiques, au taux de croissance, les années 1960-69 s'opposent aux années 1949-59. Depuis l'arrivée de J.F. Kennedy à la Maison Blanche, le progrès économique et technique s'est *accélééré*. Au Japon, le progrès ne s'est pas ralenti et le niveau de vie s'est élevé plus vite au cours des dix dernières années qu'au cours des dix années antérieures. En Europe occidentale, le même contraste n'apparaît pas: le progrès s'est ralenti en France depuis 1963. La République fédérale allemande, l'Italie ont connu au moins une récession ou une crise monétaire. Malgré tout, ni d'un côté ni de l'autre on ne peut mettre au compte de la stagnation ou du ralentissement de la croissance le climat de

critique ou d'autocritique, la violence des conflits.

Faut-il adopter l'autre solution et incriminer la croissance elle-même, génératrice de tensions, d'inégalité dans la répartition des bénéfices, de disparité, incessamment renouvelée entre les aspirations et les satisfactions?

Cette explication, malheureusement, n'explique rien parce qu'elle explique tout. Elle s'applique aux années 50 aussi bien qu'aux années 60. Elle ne présente donc d'intérêt qu'à la condition d'être complétée par une analyse plus précise: au cours des dix dernières années, la croissance a-t-elle créé des causes de tensions, de conflits, d'insatisfaction, qualitativement ou quantitativement autres?

En ce qui concerne les États-Unis, certains observateurs reprennent l'idée célèbre de Tocqueville. C'est l'amélioration de la condition des Noirs qui rendrait compte de la violence accrue des revendications et des méthodes d'action. Harvard et Princeton, tant que ces fameuses universités ne recevaient pas d'étudiants noirs ou quelques-uns seulement, demeuraient à l'abri des militants du *black power*. Ces derniers, qui refusent l'intégration à la société américaine, qui invitent leurs frères de race à prendre conscience d'eux-mêmes et de leur être original avant d'exiger et d'obtenir l'égalité individuelle, franchissent une étape sur la voie de la protestation et de la reconnaissance. Ni l'égalité formelle devant la loi ni l'assimilation aux autres et à leurs valeurs ne suffisent plus: ils se veulent membres d'une communauté originale – comme les Juifs ou les Irlandais, plus même que les Juifs ou les Irlandais – avant d'être admis, à titre individuel, dans la société américaine. On ne manque pas de chiffres globaux pour illustrer les progrès économiques et sociaux de la minorité noire. La thèse de Tocqueville – les hommes se révoltent lorsqu'ils prennent conscience de l'injustice dont ils souffrent et que la perspective d'un triomphe s'ouvre devant eux – vaut pour les Noirs des États-Unis, à condition d'ajouter deux autres données: la crise des villes, l'abandon du centre par la bourgeoisie blanche, la ségrégation résidentielle d'une part, la confusion progressive, dans l'idéologie et dans les revendications, entre l'égalité des chances et l'égalité des accomplissements (et, par suite, des conditions de vie) d'autre part.

Si nous laissons de côté le cas de la minorité noire, les changements entre la *décennie du consensus* et la *décennie des conflits* n'apparaissent pas avec évidence. Il ne suffit pas de substituer le concept de *société post-industrielle* au concept de *société industrielle* pour rendre intelligible la mutation. La plupart des accusations lancées contre la société dite post-industrielle de 1969 portaient déjà sur la société dite industrielle d'il y a dix ans. Bien plus, il y a dix ans, aux

États-Unis, s'achevait une décennie de croissance ralentie. En 1969 s'achève la décennie la plus glorieuse de l'histoire économique des États-Unis.

Les critiques d'aujourd'hui se distribuent, me semble-t-il, en quelques grandes catégories(3).

a) *Coût naturel ou physique du progrès techno-économique*: pollution de l'atmosphère, destruction des beautés naturelles, dévastation du milieu, etc. Manifestement, il s'agit non d'une nouveauté mais d'une prise de conscience. Il me paraît probable que la technique pourra guérir ou atténuer certains de ces maux.

b) *Coût social de la croissance économique*: en gros, je distinguerai deux chefs d'accusation. Au cours des années 50, dans un climat de relatif optimisme, des commentateurs mettaient l'accent sur les tendances conjointes à l'élévation du niveau de vie et à la diminution des inégalités, à l'élargissement du «gâteau» et à sa répartition moins inéquitable. Sur le long terme, pour les régimes de type occidental, cette proposition reste vraie. Elle l'est incontestablement pour les pays gouvernés par des gouvernements socialistes (Scandinavie). Elle l'est également pour la Grande-Bretagne si l'on confronte des dates suffisamment éloignées l'une de l'autre. Elle devient contestable et probablement fausse si l'on se borne à comparer la progression du revenu réel des classes sociales au cours d'une période de dix ans. Le revenu réel des ouvriers progresse parfois plus lentement que celui des employés, celui des salariés plus lentement que celui des détenteurs du capital ou des bénéficiaires de revenus mixtes. Enfin et surtout, les sociétés industrialisées recréent, semble-t-il, en permanence un sous-prolétariat. Aux États-Unis, l'hétérogénéité raciale, la minorité noire, l'afflux des Porto-Ricains favorisent la persistance ou le renouvellement incessant de ce sous-prolétariat. En Europe occidentale, les travailleurs étrangers en constituent l'équivalent, encore qu'ils bénéficient de la législation sociale des pays d'accueil et d'un niveau de vie supérieur à celui de leur pays d'origine (encore faut-il que les conditions de logement ne soient pas aussi déplorables qu'en France).

De manière encore plus générale, on dira que toute société compétitive (et une société qui se soumet aux règles du marché accepte implicitement les règles d'une compétition) implique succès et échec, triomphes et ruines, elle laisse sur le chemin des «laissés pour compte», les «pauvres» que, depuis une douzaine d'années, les observateurs ont découvert au sein du pays le plus riche du monde et qui dressent, par leur malheur impuissant, un constat de carence contre la société dans laquelle ils vivent mais à laquelle ils n'appartiennent pas. Les

mesures sociales ou fiscales, aujourd'hui envisagées et peut-être effectives demain, n'élimineront pas le scandale moral des «laissés pour compte». Même si le principe de l'égalité des chances était respecté – et il ne peut pas l'être –, il n'en résulterait pas une égalité des conditions. Tout se passe comme si les Occidentaux s'interrogeaient sur la valeur relative de deux principes, en théorie contradictoires, de l'égalité des chances et de l'égalité des conditions.

À la persistance ou à l'aggravation de l'injustice sociale, les sociologues ajoutent le «déracinement» qu'entraîne pour beaucoup la croissance elle-même. Renouvellement des machines, des organisations, des produits implique transfert des hommes d'un emploi à un autre, vieillissement prématuré des qualifications et des spécialistes. La croissance ne va pas sans mobilité et obsolescence: les hommes subissent les contraintes du système et finissent par s'interroger sur le rapport entre coût et profit.

c) *Économie monétaire de croissance et condition humaine*. La pensée socialiste, depuis le début XX^e siècle, a, de temps à autre, repris les arguments de l'antichrématistique (règne de l'argent), elle a conservé depuis Marx le thème de l'aliénation *économique* (soumission aux détenteurs des moyens de production), *technique* (asservissement à l'appareil de production), *social* (chacun subit la condition que le hasard de la croissance lui impose). Cette critique socio-culturelle oscille entre la dénonciation journalistique du gaspillage, de la persuasion clandestine, des assoiffés de prestige et l'analyse hégéliano-marxiste tantôt du seul régime capitaliste (G. Lukacs), tantôt de toutes les sociétés industrielles avancées. Cette critique socio-culturelle ne vaut ni plus ni moins en 1969 qu'en 1959.

Cette revue rapide des thèmes idéologiques suggère une théorie comme celle de Scheler: les idées ou idéologies existent en permanence, disponibles pour ainsi dire dans l'empyrée, et les facteurs matériels, les situations sociales paralysent ou favorisent leur épanouissement, en canalisent l'expression. Dans le cas présent, cette théorie justifierait partiellement l'explication historique ou, du moins, imposerait l'usage combiné de l'explication historique et de l'explication sociologique. La conjoncture ancienne (celle de la guerre froide ou même celle que dominait le souvenir de la grande dépression) refoulait ou dévalorisait l'épanouissement du pessimisme social ou culturel. Les thèmes de ce pessimisme se trouvaient déjà, dispersés, à travers les livres des marxistes ou des non marxistes, d'Ellul ou de Marcuse, mais le sentiment des problèmes aux trois quarts résolus (chômage), de la menace extérieure, empêchait la diffusion ou le

succès de l'acte d'accusation socio-culturelle. L'arrivée d'une nouvelle génération indifférente aux problèmes d'hier, révoltée par la guerre du Vietnam, en quête de causes qui lui appartiennent en propre, ouvre les vannes: les jeunes s'emparent des thèmes idéologiques, disponibles mais auparavant réservés à des sectes marginales. D'un coup, le climat devient radicalement autre sans pour autant qu'une idée originale ait été inventée. La gloire subite d'Herbert Marcuse prend une valeur symbolique. Un penseur marxiste, naguère connu des seuls initiés, devient en quelques années une célébrité mondiale parce qu'il trouve des disciples et plus encore parce qu'il traduit en un vocabulaire abstrait et abstrus un malaise répandu.

Les facteurs matériels qui favorisent le succès de la critique socio-culturelle n'ont peut-être pas un caractère strictement historique. Comme je l'ai suggéré ailleurs, les thèmes actuels suivent logiquement des thèmes de la période antérieure. À partir d'un certain niveau de vie ou d'un certain volume de richesse, les hommes s'intéressent à une réduction de la durée du travail ou à une amélioration des conditions de vie plus qu'à un supplément de salaire. Les philosophes s'interrogent sur la qualité de l'existence, sur la finalité de la production, ils cessent d'être obsédés par les taux de croissance... De même, la participation à la gestion, sinon l'autogestion, font l'objet de revendications qui marquent une étape nouvelle de la modernité.

Faut-il aller plus loin et discerner dans les troubles actuels la naissance d'un nouveau type de société, la société post-industrielle? Qu'il s'agisse des Noirs ou du Vietnam, on ne saurait incriminer la mutation sociale. La révolte des étudiants, des intellectuels annonce-t-elle des conflits originaux, les «détenteurs du savoir» réclamant une part accrue de «pouvoir» à l'intérieur des entreprises ou de la société tout entière? Il se peut bien que j'aperçoive d'abord la crise d'une génération en même temps que la crise d'une démocratisation universitaire. La contestation semble ébranler les entreprises mal gérées, où l'autorité demeure paternaliste, concentrée, traditionnelle, non les entreprises de style et de structure modernes.

Non que les sociétés modernes, aux États-Unis ou en Europe occidentale, ne recèlent des causes multiples de conflits. Les passions actuelles font apparaître dérisoire l'idée du consensus. Mais, en dépit de ces passions, on cherche vainement des contradictions que les observateurs auraient ignorées il y a dix ans. La Nouvelle Gauche n'apporte pas de système idéologique qui promette d'un coup, au nom du passé compris et de l'avenir voulu, une solution globale.

Ce que les observateurs n'avaient pas prévu, c'est que la négation radicale sans image utopique deviendrait à ce point populaire et que tant d'intellectuels rallieraient le camp des rebelles. Tant qu'à risquer une hypothèse, la formule de «crise de civilisation» me paraît plus vraisemblable que «crise de la société post-industrielle». La révolte contre la civilisation rationnelle n'annonce pas nécessairement une Révolution.

Un enjeu illimité

Dans aucun des pays industriellement les plus avancés, qu'il s'agisse des États-Unis, de l'Allemagne fédérale ou du Japon, la classe ouvrière et les syndicats (ou partis) qui prétendent la représenter ne participent activement à la contestation de la société industrielle. Le diagnostic de Marcuse – la classe ouvrière a perdu et la conscience de son aliénation et la volonté de changer sa condition –, les événements des années 60 ne le réfutent pas. Ils obligent peut-être à le nuancer en Italie et en France, la classe ouvrière demeure sensible aux mots d'ordre du marxisme, le parti communiste domine les organisations syndicales. Dès lors les gauchistes, même s'ils ne constituent que des groupuscules, mettent en cause la politique réformiste pour garder leurs troupes, les communistes, français ou italiens, doivent retrouver le style des conquérants, affirmer la lutte de classes non en paroles mais en action. Peut-être le conservatisme social, qui a résisté à la croissance économique, porte-t-il aussi une part de responsabilité dans la violence des grèves en France et en Italie.

Tout se passe comme si l'histoire se déroulait en cycles; à la phase de relatif apaisement succède une phase de critique passionnée. Mais la surprise porte sur la passion plutôt que sur la critique. Si nous laissons de côté la condition des Noirs et la guerre du Vietnam – celle-ci accidentelle par rapport à la structure sociale, celle-là en voie d'amélioration – la critique ou l'autocritique de la société industrielle reprend des griefs classiques ou prolonge des revendications dont la radicalité seule représente une novation. Même en Suède, l'inégalité que le règne des social-démocrates n'a pas supprimée, dans la distribution des revenus, dans la distribution de la propriété, devant l'accession à la culture, fait scandale. A fortiori, l'égalitarisme anime-t-il plus que jamais les accusateurs de la société industrielle, aux États-Unis ou en France: tout se passe comme si les hommes, découvrant, grâce aux sociologues, l'impossibilité de l'égalité des chances, revendiquaient avec d'autant plus d'ardeur l'égalisation des résultats de la compétition. Puisque les Noirs n'ont, en moyenne, pas moins d'aptitudes que les Blancs, ils ont droit à un pourcentage comparable des emplois les mieux

rémunérés, les plus prestigieux.

L'égalitarisme se combine, à l'heure présente, avec le refus des hiérarchies d'organisation et d'autorité. Le refus peut passer pour une autre expression de la philosophie ou de la nostalgie égalitaire à condition d'ajouter qu'il s'exprime parfois en une aspiration à la communauté et qu'il concerne moins la quantité de biens offerte à chacun que les relations des personnes. Classe dirigeante (ou *establishment*), bureaucratie, technocrates (gestionnaires, qualifiés ou non, des grandes entreprises), servent de cible à la contestation comme si, par delà le demi-siècle marxiste lui-même, le socialisme libertaire reprenait son élan et répondait à l'humeur du temps. Mais, du même coup, les chances de victoire proprement politique tendent à disparaître: les sociétés ne tolèrent et ne réalisent partiellement les revendications libertaires qu'à la condition de jouir de la stabilité et de s'offrir le luxe du libéralisme. Que celui-ci soit menacé par la violence, et la réaction contre les libertaires deviendra irrésistible. Les libéraux paieront le prix en même temps que les libertaires.

Bien que la crise actuelle nous apparaisse comme un moment de la dialectique de la modernité – les hommes revendiquent des formes nouvelles d'égalité ou d'autonomie au-delà des résultats acquis –, elle doit ses particularités au rôle de la jeunesse estudiantine et des prêtres en révolte contre les traditions et la hiérarchie de l'Église catholique. Ces prêtres s'inspirent de l'esprit évangélique (condamnation des richesses, des compromissions avec le pouvoir, rejet de l'autorité) mais ils glissent parfois vers l'athéisme (interprétation horizontale). L'athéisme évangélique conduit logiquement à la théologie de la violence et rejoint, en un langage différent, le marxisme-léninisme. Certains étudiants, les moins politisés, les moins enclins au trotskysme, semblent parfois trouver dans les *teach-in*, *sit-in*, occupations de bâtiments, suppression de la vie quotidienne et des études régulières, une expérience communautaire non sans affinité avec une expérience quasi religieuse.

Étudiants et prêtres provoqueront des changements, plus ou moins profonds, des vieilles institutions, d'origine médiévale en Europe, institutions de légitimité traditionnelle, qu'ébranle le mouvement des idées et des mœurs. Que les péripéties actuelles annoncent un effondrement ou une mutation de l'Église catholique, que les jeunes entrent demain dans la société qu'ils récusent ou qu'ils s'obstinent nombreux dans une existence marginale, je me garderai d'en décider. Sur la place de l'Église dans une civilisation plus que jamais rebelle au sacré et au transcendant, sur les conséquences d'une démocratisation académique,

imparfaite aux yeux des perfectionnistes et manifestement source d'anxiété pour tous, l'observateur a le droit de s'abstenir de prévisions.

Ce qui me frappe, ce qui me paraît le centre du débat et la cause de jugements contradictoires, c'est le contraste entre les enjeux limités de la concurrence entre les partis et l'enjeu illimité des revendications des contestataires. Que le Président des États-Unis appartienne à un parti ou à un autre, que le Chancelier s'appelle Kiesinger ou Brandt, tous les électeurs, avec joie ou amertume, attendront plutôt la continuité que les novations. Ailleurs, celles-ci se produiront sans même que change le parti au pouvoir. Là seulement où existe un parti communiste, la crise sociale peut aboutir à un bouleversement politique. Que faut-il en conclure? Selon une thèse, l'*establishment* tout entier, les deux partis aux États-Unis et en République fédérale, le jeu parlementaire ne reflètent plus l'état de la société. La superstructure politique anachronique ne s'accorde plus avec l'infrastructure sociale. Selon la thèse opposée, l'opposition a le mérite de dénoncer les maux réels de la société mais elle formule son acte d'accusation en un tel langage, elle lui donne un caractère à ce point total qu'elle s'interdit la participation aux joutes électorales et l'ascension au pouvoir. Elle se donne pour tâche, consciemment ou inconsciemment, de réveiller les endormis, d'inquiéter les satisfaits, de mettre en question les évidences, de poser des questions ultimes auxquelles les hommes politiques ne donnent pas réponse. J'incline vers cette dernière thèse et, puisqu'il s'agit d'une alternative historique non encore tranchée, je m'efforce de rendre cette interprétation une *self-fulfilling prophecy*. L'effet ultime de la contestation libertaire dépend pour une part, de la résistance des libéraux et de l'efficacité des réformistes.

(1) Chaim J. Waxman, *the End of the Ideology Debate*, New-York 1968.

(2) Celle que j'avais adoptée.

(3) N.D.L.R. Voir, dans le n°7-8 de *Contrepoint*, le «dossier» sur la Croissance, et tout particulièrement l'étude de Bernard Cazes: «Vers l'état stationnaire?».

Élie Halévy, historien du peuple anglais

Le Figaro littéraire
1er septembre 1973

Grâces soient rendues à l'éditeur qui a pris le risque de nous promettre une réédition de l'ensemble de l'*Histoire du peuple anglais au XIXe siècle*(1), d'Élie Halévy, et de nous offrir le premier tome, le célèbre tableau de l'Angleterre en 1815, comme pour saluer le renouveau de l'entente cordiale. Épuisé depuis des dizaines d'années, dans sa version originale, ce monument de l'historiographie française continuait de circuler à travers le monde dans la traduction anglaise. Publié en édition de poche, du vivant même de l'auteur, il demeure de l'autre côté de la Manche à la fois classique et actuel. Anglais et Américains le rangent, dans leurs bibliothèques, à côté de l'*Esprit des lois* et de la *Démocratie en Amérique*. Comme Montesquieu et comme Alexis de Tocqueville, il a contribué à la formation de la conscience que les peuples de langue anglaise ont prise d'eux-mêmes. Comme ses illustres prédécesseurs (qui ne furent pas ses maîtres), Halévy réfléchit sur sa patrie en observant l'Angleterre.

Étrange itinéraire, en apparence, que celui du fils de Ludovic Halévy, philosophe de formation, cofondateur de la *Revue de métaphysique et morale*, ami de Léon Brunschvicg, de C. Bouglé, de Xavier Léon, plus encore d'Alain, qui, après un livre sur Platon et une thèse sur la formation du radicalisme philosophique, entreprit d'écrire une histoire du peuple anglais. Un biographe pourrait, je crois, reconstituer les étapes de cette conversion, ou plutôt de cette demi-conversion. Car Élie Halévy dirigea la *Revue de métaphysique et morale* au cours de ses dernières années et, à travers sa correspondance, en particulier avec Alain, il se révèle constamment attentif à la pensée philosophique, même sous sa forme technique: je me souviens qu'il se réservait, une fois achevée son entreprise, pour récompense, la relecture de tous les dialogues de Platon.

Philosophe, il le demeura peut-être plus encore en écrivant une histoire, si du moins on ne restreint pas la philosophie à l'usage d'un vocabulaire ésotérique et à la spéculation sur les mystères ultimes du monde. À la manière des philosophes du XVIIIe siècle, Élie Halévy s'interrogea sur le socialisme et sur la démocratie, en d'autres termes sur le destin des sociétés européennes (ou occidentales).

Son voyage philosophique, il le fit, non comme Claude Lévi-Strauss, dans les forêts de l'Amazonie, mais tout simplement par la traversée de la Manche. "Nous éprouvons une sensation de dépaysement radical, lorsque, après nous être

embarqués à Calais, nous mettons le pied à terre à Douvres: mais comme le contraste doit paraître insignifiant à un voyageur asiatique venu de Calcutta ou de Pékin!"

Élie Halévy, dès l'avant-propos de son livre, formule la règle d'or à laquelle tout historien se soumet spontanément. Comprendre une autre société, ou la société des autres, c'est amener à la conscience claire ce qui va de soi pour ceux qui y vivent ou ceux qui la vivent. "La société anglaise, pour un Anglais, c'est la société elle-même, la société par excellence." Et encore: "Une foule de traits qui, familiers aux indigènes depuis leur naissance, font partie inhérente de leur nature intellectuelle, lui paraissent surprenants - admirables ou choquants, peu importe - et réclament de lui une explication; en vérité, la nation anglaise est peut-être, parmi les nations d'Europe, celle dont les institutions doivent, à beaucoup d'égards, être considérées comme offrant le caractère le plus paradoxal et le plus unique..." Or cette attitude à l'égard "des indigènes de Douvres", c'est Merleau-Ponty qui, un demi-siècle après les textes d'Élie Halévy que nous venons de citer, y voit une démarche essentiellement philosophique. "Chaque fois que le sociologue revient aux sources de son savoir, à ce qui, en lui, opère comme un moyen de comprendre les formations culturelles les plus éloignées de lui, il fait spontanément de la philosophie."

La formation culturelle de l'Angleterre, il va sans dire qu'elle n'est pas "la plus éloignée" de la nôtre, mais Élie Halévy pensait probablement qu'elle représentait, à l'intérieur de la même civilisation, l'individualité la plus singulière, la plus "unique", comme il l'écrit lui-même. Le tableau de l'Angleterre en 1815 parut en 1912, à la veille de la catastrophe qui marqua la fin d'un âge. Avec la hauteur d'un esprit libre, il observait "ces peuples européens, séparés les uns des autres par les passions morales les plus fortes, et cependant internationalisés à tant d'égards par les intérêts, par les croyances, par la culture classique autant que scientifique". Ethnographe de cette société unique, il constate aussi que "ces civilisations nationales diffèrent en dernière analyse les unes des autres par les proportions diverses selon lesquelles se trouvent combinés, dans chacune, des éléments communs à la plupart, ou à toutes".

Que cherchait donc Élie Halévy en Angleterre, au-delà de l'étonnement que suscitent les indigènes de Douvres et ceux d'Amazonie, les Britanniques aussi bien que les Persans de Montesquieu ou les Bororos de Lévi-Strauss? Je crois facile de répondre. Tocqueville découvrit en Amérique le principe de la société démocratique, l'égalité de condition. Élie Halévy décrit en Angleterre la

naissance et la formation d'une société libre.

La pensée libérale, en France, avant et plus encore après la Révolution, demeure obsédée par la contradiction, que la société française semble incapable de surmonter, entre les deux premiers mots de la devise républicaine. Aristocrate résigné à la fin de l'aristocratie, Alexis de Tocqueville veut garantir, par les institutions représentatives, les droits de personnes et les valeurs de liberté qui risquent de compromettre les tyrannies populaires. Lucide et généreux, Élie Halévy ne doute pas que le socialisme ne soit *le problème* du siècle. Mais à quoi le socialisme conduira-t-il: "à la république suisse universalisée ou au césarisme européen?".

Élie Halévy a enseigné régulièrement à l'*École libre des sciences politiques* deux cours, l'un sur l'Angleterre et l'autre sur le socialisme, qui constituaient des tentatives complémentaires de réponse à une seule interrogation, la même en dernière analyse que celle de Tocqueville: les sociétés européennes réussiront-elles à sauvegarder la liberté ou les libertés à l'âge démocratique? Par ce dernier terme, Tocqueville entendait surtout l'égalité juridique entre les personnes et le goût du bien-être. Élie Halévy, trois quarts de siècle plus tard, substitue l'industrialisation à la démocratie et se demande comment et pourquoi l'Angleterre échappa à la révolution que prophétisait le génie de Marx.

Plus nettement que les commentateurs ne l'ont reconnu, la réponse d'Halévy se rapproche de celle de Tocqueville: l'un et l'autre voient dans l'affinité, chez les peuples de langue anglaise, entre démocratie et religion, le secret de la réussite. Vrai ou fausse, cette réponse me paraît typique du Français, sensible à la longue querelle entre l'Église et la démocratie - querelle dont le gauchisme actuel d'une fraction des catholiques me semble un avatar de sens contraire. Qu'ils refusent la démocratie ou qu'ils la veulent immédiate par la violence, les catholiques risquent d'être étrangers à l'inspiration des sociétés libres telles que les concevaient Montesquieu, Alexis de Tocqueville ou Élie Halévy.

Dans le *Tableau de l'Angleterre en 1815*, le lecteur sans préjugé, qui conserve le goût de la clarté, déteste le pédantisme et cherche à comprendre, reconnaîtra sans peine la manière, le style du grand historien. S'agit-il des institutions politiques? Élie Halévy confronte les analyses de l'*Esprit des lois* à la pratique et montre, avec une ironie discrète, le grand juriste tory Blackstone à ce point fasciné par la théorie de Montesquieu que ses "commentaires sur les lois de l'Angleterre" doivent davantage aux idées du parlementaire de Bordeaux qu'à la réalité. Le commentateur n'a pas résisté au génie de l'écrivain; le régime, lui, se

développe selon l'esprit propre de la nation. "Ce qui arrive en Angleterre, c'est que les éléments du désordre et d'anarchie, inhérents à la tradition politique du pays, s'organisent insensiblement et se transforment en discipline spontanée. Les guerres de religion s'apaisent, pendant que les sectes se multiplient. L'émeute dégénère en manifestation pacifique. La guerre civile devient la lutte des partis, soumise à des règles librement acceptées de part et d'autre."

S'agit-il de la société économique? "Ce tableau est bien digne de Karl Marx", lui écrit Alain, "et c'est là ton modèle; seulement, avec la même masse de documents, tu exprimes un autre *moment*; est-ce la Nation?". Cette masse de documents conduit à la troisième partie sur les croyances et la culture parce que "s'il fallait chercher, dans la série des faits économiques la cause de toute l'histoire, l'Angleterre du XIXe siècle devrait être le pays prédestiné de la révolution politique et de la révolution religieuse". Or, dans aucun autre pays d'Europe, "les transformations de la société ne présenteront un caractère plus marqué de continuité".

Par cette voie, nous en venons à ce que l'on pourrait appeler la thèse Halévy: c'est le "réveil méthodiste", le "réveil évangélique" qui, se combinant d'une part avec les vieilles traditions politiques du parti whig, d'autre part avec les nouvelles masses industrialisées, donne au libéralisme anglais, dans les premières années du XIXe siècle, son caractère distinctif.

Nous voilà bien loin d'aujourd'hui, d'une Angleterre sans empire qui ne règne plus sur les océans, qui participe à la communauté européenne, et qui vient de consentir à la construction du tunnel sous la Manche. Quand parut, en 1912, le *Tableau de l'Angleterre*, la période dont Élie Halévy voulait écrire l'histoire s'achevait. Les deux guerres du XXe siècle ont réduit les dimensions de l'Europe dans le monde et celles de l'Angleterre dans l'Europe. Rien n'est plus comme avant, rien ne sera plus comme avant: à chaque occasion, ces formules retentissent à nos oreilles et remplissent les colonnes des journaux. Et pourtant, j'ouvre le livre à la dernière page: "L'Angleterre est un pays libre: cela veut dire, si l'on va jusqu'au fond des choses, que l'Angleterre est le pays de l'obéissance volontaire, de l'organisation spontanée." Qui ne se demandera: l'Angleterre est-elle encore un pays libre? Y a-t-il encore des pays libres?

En marge de toutes les écoles universitaires, Élie Halévy nous a donné une œuvre pleine et riche, mixte d'idées et d'érudition, de questions philosophiques et de réponses par les faits; étude politique par l'histoire et histoire éclairée par la politique; rien n'y manque, ni les croyances ni les usines, ni les partis ni la

misère des masses.

Grâce à la publication des œuvres complètes, Alexis de Tocqueville est redevenu, pour les étudiants et pour le public cultivé, un auteur de référence, un classique, un maître à penser. La réédition de l'*Histoire du peuple anglais* devrait contribuer à la même œuvre de justice pour un homme qui forçait le respect et l'admiration par la rigueur morale et par la noblesse de la pensée.

[\(1\)](#) *Histoire du peuple anglais*, Tome I: "L'Angleterre en 1815". (Hachette, "Littérature").

Mon ami Kissinger

Le Point
31 décembre 1973

J'ai bien connu pendant vingt ans le Pr Henry Kissinger, je connais à peine le conseiller du président Nixon et moins encore le secrétaire d'État. Dans les quelques conversations que j'eus avec lui depuis 1949, il se montra semblable ou presque, en apparence, à ce qu'il était à Cambridge. Expérience personnelle presque dénuée de signification. Quand il vint me voir, il y a plus de vingt-cinq ans, il sortait à peine de l'université et j'enseignais déjà depuis un temps respectable. Quoi que l'on dise de son arrogance, Kissinger n'a pas changé de manière à l'égard d'un collègue-ami auquel il n'avait jamais refusé une place dans le cercle étroit de «ses» élus.

Le Pr Kissinger faisait-il pressentir l'homme d'État? Au risque de surprendre et le lecteur et lui-même, je répondrai en toute tranquillité: non. J'ai passé le semestre d'hiver 1960-1961 à l'université Harvard. Chaque semaine se réunissait un séminaire mixte MIT-Harvard consacré à l'*arms control*, ou maîtrise des armements, à l'ensemble complexe de mesures par lesquelles les États-Unis et l'Union soviétique pourraient tout à la fois prendre des précautions pour éviter une guerre nucléaire, réduire le coût de la course qualitative aux armements et, à partir de là, établir une communication permanente, non pour résoudre miraculeusement leurs querelles, mais pour mener leur inévitable rivalité avec moins de fracas, moins d'injures, moins de frais. Les deux prédécesseurs de Kissinger à la Maison-Blanche, McGeorge Bundy et W.W. Rostow, prenaient part, eux aussi, à ce séminaire. Ils y étaient même, si mes souvenirs ne m'abusent pas, plus assidus que Kissinger lui-même. En tout cas, ce dernier ne s'imposait pas dans le groupe, il intervenait assez rarement. Les purs scientifiques, ceux qui participaient aux fameuses conférences de Pugwash – les rencontres entre savants américains et savants soviétiques progressivement élargies pour englober des représentants d'autres pays – dominaient le plus souvent le débat, en apparence.

Parmi les quelque dix à douze spécialistes de ce que l'on appelait à l'époque la stratégie nucléaire, Kissinger ne passait pas, outre-Atlantique, pour le plus brillant ou le plus rigoureux; pourtant il fut, avec Herman Kahn, le seul à toucher le grand public avec son livre «Nuclear Weapons and Foreign Policy». L'édition allemande désignait l'auteur comme un nouveau Clausewitz – éloge que

Kissinger rejetterait aujourd'hui avec un sourire. En fait, ce livre se distinguait des dizaines de livres publiés aux États-Unis sur les armes nucléaires par l'effort pour insérer des analyses techniques dans l'ensemble politique.

L'étudiant avait terminé ses études par un énorme travail sur le sens de l'Histoire (qu'il n'a jamais publié). À la différence de ses collègues venus de l'économie ou de la physique, il gardait le sens de l'Histoire et de sa totalité. Les armes atomiques constituaient une donnée nouvelle, sans précédent, mais elles ne suffisaient pas à rompre la continuité du destin humain. La politique s'était toujours servie de la menace en même temps que des armes, elle allait se servir d'une menace à la fois crédible et non crédible, qu'il fallait brandir de manière à ne jamais la mettre à exécution. Par la manière d'aborder et d'analyser la mutation de la diplomatie que provoquait l'innovation technologique, nous étions très proches l'un de l'autre, plus philosophes et moins spécialistes que le reste de notre petite troupe.

Conseiller de Nelson Rockefeller au cours des années de la guerre froide, il appartenait à ce que les contestataires appellent aujourd'hui l'*establishment* de la politique extérieure. Il professait les mêmes idées, dans l'ensemble, que les hommes au pouvoir avec un penchant à la critique; il exigeait des choix plus radicaux (*necessity for choice*), il manifestait plus de compréhension pour la diplomatie gaulliste que ses compatriotes (*the troubled partnership*). Peut-être, en cherchant bien, trouverait-on, ici où là, dans son livre, les idées qui l'inspirent aujourd'hui. Je crois, personnellement qu'à cet égard le texte le plus révélateur est l'article publié par *Foreign Affairs* au début de 1969 qui pourrait se résumer en deux propositions: nous avons eu tort d'intervenir au Vietnam, mais une grande puissance ne capitule pas. Il faut donc que les États-Unis se retirent mais sans perdre la face, sans trahir leurs alliés de Saigon.

Au rebours donc de ce que les biographes et thuriféraires du secrétaire d'État suggèrent aujourd'hui, les quelque vingt années de Harvard n'expliquent que dans une faible mesure la réussite du conseiller du Prince. Bien sûr, on savait Henry ambitieux, intelligent, orgueilleux, travailleur, sûr de ses capacités, en quête de l'occasion de s'affirmer et d'influer sur le cours des événements. Mais ce professeur du grand public, avec son accent allemand, cette tête d'œuf (*egghead*), s'il en fut une, comment allait-il devenir indispensable au Président, invulnérable à la malice de la presse, vedette par la fréquentation des vedettes de cinéma (sans ressembler à M. Le Trouhadec saisi par le débauche)? Comment maintenir le contact avec ses collègues de l'université, tous hostiles à la guerre

du Vietnam, tous hostiles à Nixon, sans trahir le Président? Comment tenir le premier rôle, concentrer sur soi tous les feux de la publicité sans être broyé par le ressentiment du secrétaire d'État, l'amertume des fonctionnaires du *State Department*, par les mauvais sentiments qu'inspire à tous une carrière trop brillante? Il n'y a qu'une réponse et c'est M. Jobert qui l'a donnée: Henry Kissinger est d'abord et avant tout un homme politique. Le professeur, l'historien savait étudier un dossier, ne pas perdre le sens des perspectives, s'élever au-dessus du quotidien, de la routine bureaucratique. Mais tout cela demeure marginal. La guerre est un art simple et tout d'exécution, a dit Napoléon. À la guerre tout est simple, mais le simple est difficile, a dit Clausewitz. Je dirai de même: les difficultés de l'action politique ne sont pas d'ordre proprement intellectuel; le caractère, la mise en œuvre simultanée de talents presque contradictoires, l'équilibre, la résistance aux fatigues et aux envieux définissent le responsable de la diplomatie aussi bien que le chef de guerre.

Ainsi Kissinger parvient à séduire les journalistes en les intéressant; le terrible président de la commission des Affaires étrangères du Sénat, Fullbright, en parlant un langage plus explicite (plus articulé comme disent les Américains) qu'aucun de ses prédécesseurs; à désarmer tout à la fois les fonctionnaires fédéraux et ses anciens collègues en donnant le sentiment aux uns qu'il reste ouvert à leurs suggestions, aux autres qu'il continue d'appartenir à leur communauté. Enfin – et faut-il dire surtout? – il a près de lui comme bouc émissaire le mal-aimé entre tous, le président Richard Nixon. Pour la première fois c'est le père Joseph qui recueille la gloire et Richelieu l'opprobre; c'est l'opérateur qui devient le héros et le chef qui assume le rôle de «vilain» - comme si l'accord signé avec Le Duc Tho en janvier 1973 ne dépendait en rien du terrible bombardement de Hanoï dans les derniers jours de décembre 1972.

Kissinger – ou l'équipe Nixon-Kissinger - a-t-il changé le cours de la politique américaine? Visite à Pékin pour obtenir la neutralité chinoise à l'égard d'un compromis entre les États-Unis et le Vietnam du Nord; reprise de relations avec un ennemi du rival afin de suspendre sur les deux grands du communisme la menace d'une coalition avec l'un contre l'autre; poursuite du dialogue avec Moscou sur la maîtrise des armements que les universitaires avaient conçu dès 1960 et que Kennedy, avec le téléphone rouge et la suspension partielle des expériences nucléaires, avait commencé de mettre en application en 1963: rien de tout cela ne dépasse le bon sens ou la tradition de la diplomatie des cabinets européens, le tout à l'échelle planétaire.

Oui, mais il fallait s'obstiner pendant quatre longues années, s'en tenir à la décision prise au début de 1969: on ne livrerait pas le Vietnam du Sud par l'intermédiaire d'un gouvernement de coalition et l'on retirerait progressivement les troupes américaines. Il fallait un mélange de brutalité et de souplesse pour utiliser la prolongation de la guerre du Vietnam afin d'améliorer les relations avec Moscou et Pékin. Il fallait apaiser malgré tout les étudiants alors que le théâtre des opérations s'étendait au Cambodge. Il fallait enfin, au moment de l'offensive nord-vietnamienne, entre le voyage à Pékin et le voyage à Moscou, prendre le risque du minage de Haiphong – ce risque que Johnson n'avait jamais voulu prendre et que Nixon – et non pas Kissinger – n'hésita pas à prendre.

Tout cela dit, Kissinger, un peu à la manière du général de Gaulle en Algérie, a transformé une retraite nationale en triomphe personnel. Retraite en Asie du Sud-Est; retraite en fait du rapport des moyens militaires classiques et nucléaires entre l'Union soviétique et les États-Unis (la supériorité américaine a disparu et la supériorité soviétique commence); retraite aussi en Europe où les négociations sur la réduction des forces serviraient à camoufler l'hostilité du Sénat au maintien des troupes américaines en Europe.

À cette retraite politique, convient-il d'opposer, sur le plan économique, un mouvement de sens contraire? La dévaluation du dollar dissimule-t-elle une contre-offensive sous une abdication apparente? Kissinger n'a joué aucun rôle dans la diplomatie du dollar – d'autant qu'il se déclarait naguère incompétent.

Après la crise du Proche-Orient qui l'a trouvé seul face à un Brejnev moins modéré qu'il ne l'escomptait et à des Européens moins dociles qu'il ne l'imaginait – Kissinger est-il encore au Capitole ou déjà proche de la roche Tarpéienne?

L'année 1973, dans sa pensée, devait être celle de l'Europe: après avoir établi avec les puissances communistes les rapports d'un style réaliste, il importait d'adapter les engagements permanents des États-Unis à la conjoncture. Rapprochement avec le rival, consolidation des alliances, tel était le programme de 1973. Il ne reste pas grand-chose du rapprochement après la crise d'octobre. À la place de la consolidation espérée, se déroule un dialogue aigre-doux, plein de récriminations réciproques. Une menace de récession pèse sur le monde.

Pourquoi donc est-il alors l'homme de l'année 1973, alors que cette année qui devait être celle de l'Europe a été celle des Arabes ou du pétrole et qu'elle se termine sur des périls sinon sur des échecs?

Vedette plus que jamais, oui, certes, mais en partie grâce à la mise en scène et à la naïveté de la presse; ce n'est pas au Caire, en deux heures, que Kissinger a

décidé avec le président Sadate de l'échange d'ambassadeurs et des six points d'accord israélo-égyptiens. Le ministre égyptien des Affaires étrangères, comme Mme Meir, avait séjourné à Washington quelques jours auparavant. Henry Kissinger vit aujourd'hui sur son prestige acquis. Nixon paralysé ou affaibli, c'est le professeur de Harvard, l'émigré allemand, officiellement secrétaire d'État, qui symbolise à la fois la puissance de la République américaine et le génie diplomatique – génie qui consiste à dire à chaque interlocuteur ce que celui-ci veut entendre et pourtant à ne mentir à personne, à manier sans terme, sans faiblesse, sans violence, le bâton et la carotte; à saisir l'instant propice où les circonstances rendent possible ce qui était impossible la veille et le sera de nouveau demain.

Possibles aujourd'hui, la paix au Proche-Orient? Un dialogue raisonnable entre producteurs et consommateurs de pétrole? Un effort concerté de tous les Occidentaux pour diminuer leur dépendance à l'égard du Proche-Orient? L'année 1974 ne s'annonce pas comme celle de la consécration mais de l'épreuve. Pour lui, pour les États-Unis, pour l'Europe, tout l'acquis de vingt-cinq ans est remis en jeu.

«Lectures» de Pareto

Contrepoint
février 1974

Le texte suivant est celui d'un rapport que Raymond Aron a présenté le 25 octobre 1973 à Rome au colloque organisé par l'Accademia dei Lincei à l'occasion du cinquantième anniversaire de la mort de Vilfredo Pareto(1).

Les sociologues-philosophes, jusqu'à la génération du tournant du siècle incluse (Max Weber, Émile Durkheim, Vilfredo Pareto)(2) ignorent le terme de «sous-système politique», ils n'en sont pas moins philosophes de la politique, sinon politologues. Qu'ils appartiennent à la tradition d'Auguste Comte ou à celle de Marx, les macro-sociologues réfléchissent sur la crise politique autant que sur la crise sociale. Positivistes et marxistes s'écartent de la tradition en prenant pour thème central la *société* et non la *citée*, parfois même en supposant une correspondance, plus ou moins rigoureuse, entre les conflits sociaux et le mode du gouvernement et de l'administration. Auguste Comte posait qu'un type social implique normalement une certaine manière de gérer les affaires publiques; organisation de la vie en commun et style de commandement dépendent également du système. «L'illustre Montesquieu» n'a-t-il pas dégagé pour la première fois le concept du tout social et condamné, du même coup, le cloisonnement des disciplines – cloisonnement d'autant plus funeste qu'il favorise la métaphysique des économistes, perdus dans leurs abstractions, et les illusions des politologues (ou des hommes politiques), incapables de reconnaître le siège du véritable pouvoir, les industriels et non les conseillers d'État, diplomates ou militaires?

Une démarche singulière

La Révolution française n'a pas créé l'État ou le régime politique qui satisfait les besoins de l'industrialisme: ainsi pensait Comte. La Révolution française n'a pas créé une société dans laquelle s'accomplissent la liberté et l'égalité qu'elle a solennellement proclamées: ainsi pensait le jeune Marx, L'un et l'autre se détournent des jeux de la politique, non par souci de la neutralité axiologique mais en vue d'atteindre à l'essentiel, au réel (au sens de la *Wirklichkeit* des Allemands: ce qui agit).

Quels que soient les progrès vers la science que réalisèrent les trois Grands par rapport aux pères fondateurs, la démarche de Durkheim et de Weber ne me

paraît pas différente en nature de celle de Comte ou de Marx. Durkheim part de la crise qui travaille la société moderne et il en cherche, lui aussi, la solution non dans la politique (au sens banal des élections, du parlement, des rivalités de partis) mais dans une réforme socio-morale. La préface à la deuxième édition *De la Division du travail social*(3), la théorie des corporations témoignent de cette inspiration et en même temps de cette ambition. Durkheim est, au fond de lui-même, tout autant un réformateur qu'un savant – dualité qui ne le trouble guère puisqu'il croit à la possibilité d'une réforme fondée sur la science.

Max Weber, lui, part, comme Marx, des conflits et de la domination mais il établit une discrimination nette entre les conflits de groupes sociaux ou de classes d'une part, le fait universel de la domination (*Herrschaft*) d'autre part. Le destin de l'entité nationale, l'Allemagne, et non celui du prolétariat universel (à supposer que cette notion ne soit pas vide de contenu historique) lui sert de référence politique et morale, sans lui fournir l'équivalent du Grand Être positiviste et/ou de la Révolution marxiste. En choisissant pour Dieu ou pour démon la grandeur de la nation, Max Weber n'oblige personne et ne se réclame pas de la science: il consomme la rupture épistémologique entre l'analyse de la société et les maximes de l'action. La sociologie enseigne de nouveau, ainsi que le faisait la philosophie avant Marx, à comprendre la société et non à la changer.

Si nous avons à traiter du thème «théorie sociologique et théorie politique» chez Auguste Comte et chez Marx, chez Émile Durkheim et chez Max Weber, quelles démarches s'imposeraient à nous? J'en aperçois trois:

- 1) dégager ceux des éléments de la conjoncture historique qui marquèrent leur pensée, qui nourrirent leur réflexion, orientèrent leurs recherches;
- 2) retrouver le système conceptuel ou la théorie qui leur sert à conceptualiser, sinon à expliquer, le monde dans lequel ils vivaient ou croyaient vivre;
- 3) mettre en lumière les implications de leur théorie, implications qu'eux-mêmes affirmaient ouvertement ou que les lecteurs ou disciples, fidèles ou infidèles, pouvaient en tirer.

Les «opinions politiques» des auteurs eux-mêmes, au sens ordinaire de cette expression, n'occupent qu'une place secondaire dans les trois moments de la recherche. Les jugements que portait Durkheim sur les partis et les parlements nous intéressent parce qu'ils reflètent son interprétation globale de la société moderne ou française. Ses prises de position au moment de l'affaire Dreyfus nous intéressent de même et pour la même raison: elles dévoilent le système de valeurs auquel il adhérait. Son opuscule sur les responsabilités de la guerre, sa

ferveur patriotique de 1914 à 1917 constituent des témoignages émouvants. Ces documents sur l'homme ne nous conduisent pas au secret du théoricien.

Les mêmes discriminations s'appliquent sans difficulté à l'œuvre de Max Weber. Expériences vécues, mise en forme théorique, implications, ces trois chapitres se rattachent l'un à l'autre sans pour autant se confondre. L'empire wilhelmien, avec un souverain traditionnel, un parlement sans pouvoir, des ministres bureaucrates et une administration rationnelle lui a fourni les thèmes de sa typologie politique – à moins qu'il n'ait perçu l'Allemagne wilhelmienne à travers sa propre typologie. L'enquête sur l'économie des territoires de l'Est, sur l'afflux des paysans polonais, lui a découvert certaines des conduites caractéristiques dans les sociétés modernes et cette enquête utilise les catégories et met au jour des relations typiquement weberiennes. On pourrait donc penser que le sociologue et l'observateur politique se mêlent au point que chacune de ses opinions politiques se rattache à la sociologie générale et que chacune de ses propositions théoriques semble issue d'un jugement porté par l'homme politique.

Un psychanalyste, un sociologue de la connaissance jugerait probablement arbitraire la séparation que nous avons établie entre les trois moments de l'interprétation; en particulier, l'interaction entre les expériences vécues et l'interprétation théorique. Je crois pourtant que la méthode appliquée à Vilfredo Pareto nous rendra quelque service.

En effet Vilfredo Pareto jouit d'une double gloire et appartient à deux traditions intellectuelles: économiste, il figure parmi les théoriciens de l'équilibre, à la suite de Walras dont il occupa la chaire à Lausanne. Politologue, il prend place dans une lignée qui commence, dit-on, avec Machiavel et se prolongera aussi longtemps qu'il y aura des hommes pour aspirer au pouvoir et dissimuler leurs ambitions, pour régner et pour mentir.

En revanche, la place de Pareto sociologue demeure contestée, ambiguë. Afin d'apporter une contribution à la controverse toujours ouverte sur la pensée proprement sociologique de Pareto ainsi que sur le sens de sa pensée politique, j'examinerai en une première partie son expérience historique, la manière dont il a perçu les sociétés dans lesquelles il vivait. J'analyserai ensuite la mise en forme théorique ou conceptuelle de son expérience politique. Il me sera facile enfin de montrer les implications possibles de sa théorie – sans me poser la question des rapports de l'homme au fascisme.

«Toute élite qui n'est pas prête à livrer bataille, pour défendre ses positions, est en pleine décadence, il ne lui reste plus qu'à laisser sa place à une autre élite

ayant les qualités viriles qui lui manquent. C'est pure rêverie, si elle s' imagine que les principes humanitaires qu'elle a proclamés lui seront appliqués: les vainqueurs feront résonner à ses oreilles l'implacable *vae victis*. Le couperet de la guillotine s'aiguissait dans l'ombre quand, à la fin du siècle dernier, les classes dirigeantes françaises s'appliquaient à développer leur «sensibilité». Cette société oisive et frivole, qui vivait en parasite dans le pays, parlait, dans ses soupers élégants, de délivrer le monde de «la superstition et d'écraser l'infâme», sans se douter qu'elle-même allait être écrasée».

Vilfredo Pareto, *Les systèmes socialistes*, (1901-1902), Genève, Droz, 1965, t. I, p.40-41.

L'expérience historique

Pareto fixe son attention sur trois traits des sociétés modernes: *les régimes représentatifs avec la compétition des partis, la lutte de classes, l'extension de la bureaucratie*. Observateur des événements quotidiens, tels que les rapporte la presse, il ne se lasse pas d'insister sur le contraste entre la vigueur, l'énergie des syndicalistes d'un côté, la lâcheté, la faiblesse des bourgeois d'autre part. La violence, au sens que lui donne Sorel, moins la brutalité que la volonté de puissance, s'incarne désormais non dans les détenteurs actuels du pouvoir et des moyens de production mais dans les meneurs de masses qui contestent le régime établi. Non que Pareto défende les privilèges des puissants par goût de l'inégalité ou par indifférence à la misère du grand nombre. En théorie, il plaide que l'équilibre social exige une même virilité des deux parts: «L'être vivant qui craint de rendre coup pour coup et de répandre le sang de son adversaire, se met par là même à la merci de cet adversaire»⁽⁴⁾.

Prenons pour exemple une analyse du *Traité de sociologie générale* (paragraphe 2147).

«En l'état de choses latin, on veut que si la force révolutionnaire, ou même seulement populaire, se trouve en opposition avec la force militaire du gouvernement, la première ait tous les droits et la seconde tous les devoirs, et surtout celui de tout souffrir avant de faire usage de ses armes: injures, coups, lapidation, tout est excusé si cela vient du peuple, tandis qu'il est absolument interdit de réagir à la force armée du gouvernement. Le peuple est toujours excusable, parce qu'il est «excité» par la seule présence de la force publique, il peut s'abandonner impunément à toute impulsion. Au contraire, la force publique doit avoir une patience inépuisable: frappée sur une joue, elle doit présenter l'autre; les soldats doivent être autant de saints ascètes; on ne comprend pas

pourquoi on leur met en main un fusil ou un sabre plutôt qu'un rosaire de Saint-Progrès».

Faisons la part de l'ardeur polémique, de l'exagération typiquement parétienne; un sentiment ou, si l'on préfère un *résidu* se manifeste dans ce texte (que l'on peut tenir pour une *dérivation*)(5), l'exaspération face à des bourgeois qui se servent des nouveaux mythes pour camoufler leur manque de courage et leur goût de l'argent. La note 15 qui se rapporte au paragraphe 2147 me paraît révélatrice: commentant la phrase «la force publique doit avoir une patience inépuisable», il écrit:

«On peut voir cela aux dérivations dont on fait usage dans les parlements latins, en toute occasion où a éclaté un conflit entre la force publique et des grévistes ou des manifestants; c'est le vrai moyen de ceux qui veulent faire et ne pas dire. Au contraire, les syndicalistes mettent d'accord les faits et les paroles et se rapprochent ainsi beaucoup plus de la réalité. Ils disent qu'ils veulent faire emploi de la force, parce qu'ils sont en guerre avec la bourgeoisie. En vérité, à cet emploi de la force, il n'y a qu'à opposer un autre emploi de la force en sens inverse, et non des argumentations vaines et non concluantes, comme font des «spéculateurs».»

Souvenons-nous maintenant des articles publiés par Max Weber dans la *Frankfurter Zeitung* sur la réforme de la Constitution allemande. Le sociologue allemand espérait d'une vie parlementaire plus intense la sélection de gouvernants mieux adaptés à leurs tâches que les fonctionnaires, choisis par l'Empereur pour remplir les fonctions ministérielles. Les parlementaires, italiens et français, Pareto les observe avec une ironie proche du mépris, non parce qu'ils exploitent le pouvoir à leur profit (tous les détenteurs du pouvoir en font autant) mais parce qu'ils ne possèdent pas une qualité nécessaire à toute aristocratie et à la nation elle-même: l'énergie, avec en cas de besoin, le recours à la force.

La «tourbe humanitaire», la «fièvre humanitaire» inspire aussi à Pareto des jugements où l'indignation se mêle à l'analyse scientifique; où un résidu guide la plume.

«La dérivation employée par A. France est copiée de la dérivation générale, très en usage chez les humanitaires, au moyen de laquelle on donne aux délinquants le nom de «malheureux», puis, profitant du sens équivoque de ce terme, on conclut que les délinquants méritent les plus tendres attentions de la «société». Telle est l'origine d'œuvres comme *Les Misérables* de Victor Hugo, au moyen desquelles les littérateurs gagnent de l'argent en flattant les instincts

humanitaires. Le chien enragé aussi est un «malheureux» et la «société» n'a rien trouvé d'autre à opposer à la mort qu'il donne aux gens que la mort qu'on lui inflige» (paragraphe 1638).

En un autre paragraphe (1716), à propos des résidus de la cinquième classe(6), Pareto revient sur la situation des délinquants dans les sociétés modernes:

«... jamais, en aucun temps de l'histoire, il ne fut permis aux délinquants ou, pour mieux dire à certains d'entre eux, d'être insolents à l'égard des magistrats, comme ils le sont aujourd'hui. Il est des procès aux assises où les rôles du président qui interroge et de l'accusé qui répond sont intervertis».

Bien entendu, Pareto sait qu'il choque nombre de ses lecteurs et il veut les choquer. L'interprète ne doit pas pour autant ignorer cette satire des humanitaires ou la mettre en compte de la simple provocation, du désir de scandaliser, du paradoxe ou de la mauvaise humeur d'un professeur atrabilaire. Si Pareto dénonce les humanitaires qui invoquent le droit de la «société» pour justifier le transfert des biens de Pierre à Paul et, ensuite le droit de l'individu pour épargner au délinquant le châtement, c'est, explicitement, pour mettre en lumière la contradiction des dérivations et remonter jusqu'aux résidus; c'est aussi, à n'en pas douter, qu'à ses yeux, les humanitaires appartiennent à la catégorie des «spéculateurs», ils flattent les sentiments du public, ils méconnaissent, par ignorance ou pour gagner de l'argent, les impératifs de l'ordre social. La France et l'Italie, comparées à l'Allemagne, la bourgeoisie comparée aux mouvements prolétariens lui paraissent affaiblies, minées par l'excès de ruse, par le manque d'énergie que camouflent les invocations aux entités abstraites, aux dieux de nos intellectuels, démocratie, progrès, humanité, socialisme.

Dans le *Traité*, il se réfère par deux fois (par. 830, 1045) à la théorie marxiste de la lutte de classes. Il indique que le matérialisme historique s'est joint à la théorie de la lutte de classes dont il pourrait être indépendant et que les classes ont été réduites arbitrairement à deux.

«De cette manière, on abandonnera de plus en plus le domaine de la science, pour faire des excursions dans celui du roman. La sociologie devint une science très facile; il est inutile de perdre son temps et sa peine à découvrir les rapports des phénomènes, leurs uniformités; quelle que soit l'institution qu'elle nous décrive, quelle que soit l'organisation politique, morale, religieuse qu'elle nous fasse connaître, tous ces faits ont pour cause unique l'action de la «bourgeoisie» pour exploiter le «prolétariat» et subsidiairement la résistance du «prolétariat» à «l'exploitation».» (par. 870).

Au paragraphe 1045 en revanche, alors qu'il étudie les résidus de la deuxième classe (persistance des agrégats(7)) il mentionne la propagande marxiste de la «lutte de classes» mais il se corrige immédiatement: «mieux les circonstances qui se manifestent sous cette forme», – et il continue: «eurent pour effet de faire naître et de fortifier les résidus correspondants dans la classe des «prolétaires», ou mieux dans une partie du peuple»: Dans les *Systèmes socialistes*, il approuve encore plus explicitement la sociologie marxiste en tant qu'elle met l'accent sur la lutte de classes – à condition de ne pas réduire ces classes à deux, de ne pas imputer tous les maux à l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie, de ne pas imaginer, au-delà de la révolution socialiste, une société sans classes. Les spéculateurs exploitent les rentiers, tout autant que les bourgeois les prolétaires. Prolétariat et peuple ne se confondent pas; le prolétariat ne constitue qu'une partie du peuple. En bref, Pareto élimine de la théorie de la lutte de classes tout ce qui constituait l'apport original de Marx – selon Marx lui-même dans sa lettre à Weydemeyer: la lutte de classes n'appartient pas à une période de l'histoire mais à l'histoire entière, elle ne tend pas vers la simplification d'un duel entre deux classes et vers la lutte finale, elle ne disparaît pas avec une révolution quelle qu'elle soit.

«Beaucoup de personnes croient que si l'on pouvait trouver une recette pour faire disparaître «le conflit entre le travail et le capital», la lutte des classes disparaîtrait ainsi. C'est là une illusion qui appartient à la classe très nombreuse de celles qui confondent la forme avec le fond. La lutte des classes n'est qu'une forme de la lutte pour la vie et ce que l'on nomme «le conflit entre le travail et le capital» n'est qu'une forme de la lutte des classes. Au moyen-âge, on aurait pu croire que si les conflits religieux disparaissaient, la société aurait été pacifiée. Ces conflits religieux n'étaient qu'une forme de la lutte des classes; ils ont disparu, au moins en partie, et ont été remplacés par les conflits socialistes. Supposez le collectivisme établi, supposez que le «capital» n'existe plus, il est clair qu'alors il ne pourra plus être en conflit avec le travail; mais ce ne sera qu'une forme de la lutte des classes qui aura disparu, d'autres les remplaceront. Des conflits surgiront entre les différents genres de travailleurs de l'État socialiste, entre les «intellectuels» et les «non-intellectuels», entre différents genres de politiciens, entre ceux-ci et leurs administrés, entre des innovateurs et des conservateurs. Existe-t-il vraiment des gens qui s'imaginent sérieusement que l'avènement du socialisme tarira complètement la source des innovations sociales? Que la fantaisie des hommes n'enfantera plus de nouveaux projets, que l'intérêt ne poussera pas certains hommes à adopter ces projets, dans l'espoir

d'acquérir une place prépondérante dans la société?»

Vilfredo Pareto, *Les Systèmes socialistes* (1901-1902), Droz, Genève, 1965, t. II, p.467-468.

Pareto, dans l'interprétation du monde moderne, est donc beaucoup plus proche de Marx que ne l'est Durkheim. En est-il plus ou moins proche que Max Weber? La difficulté de la réponse tient au fait que Max Weber réagit au milieu allemand et Pareto au milieu français ou italien. Les passions de Weber ne visent pas les «parlementaires» qui, dans le Reich wilhelmien, ne jouent pas les premiers rôles. Elles se déchaînent tantôt contre l'Empereur, tantôt contre l'égoïsme sordide des grands propriétaires d'Allemagne orientale qui favorisent la «polonisation» des terres germaniques. La domination de classe, pour lui aussi, va de soi bien que, soucieux de la grandeur nationale, il souhaite «intégrer» la classe ouvrière dans l'empire. À la différence de Pareto, impressionné par l'énergie des syndicalistes révolutionnaires, il doute de la capacité de la classe ouvrière (en fait, du parti social-démocrate) de prendre en charge le destin allemand. En un sens, Weber et Pareto peuvent passer tous deux pour des professeurs d'énergie au service de la bourgeoisie.

Le troisième trait de la société moderne que j'ai mentionné – la bureaucratie – appartient lui aussi à Pareto aussi bien qu'à Weber. Les deux interprétations n'en sont pas moins substantiellement autres. Pareto, parti de l'économie pure et du modèle libéral, lie étroitement la bureaucratie à l'État, au protectionnisme, aux mesures prises ou suggérées par les spéculateurs ou les politiciens dans leur propre intérêt, sous prétexte de mieux répartir les richesses ou d'améliorer le sort des plus nombreux. Cependant les dernières pages du *Traité* qui évoquent la cristallisation de l'empire romain, rendent un son weberien et rappellent un passage célèbre de la *Sociologie de la religion*.

«Dans l'Empire romain d'Orient, l'état de cristallisation subsista alors qu'il avait été brisé dans celui d'Occident; et l'on peut observer les effets de l'organisation poussée à l'extrême» (par. 2610).

Ou encore:

«Avec beaucoup de raison, Montesquieu compare l'Empire romain de la décadence à la régence d'Alger, en son temps; mais il faut ajouter qu'Alger n'avait pas une bureaucratie qui, à l'instar de la bureaucratie romaine de la décadence, tarit toute source d'activité et d'initiative individuelle» (par. 2608).

Il compare au discours de Priscus Panites celui que pourrait tenir un homme aujourd'hui:

«... De lourds impôts l'accablaient, établis par le vote du plus grand nombre, lequel ne les payait pas; c'était un nombre toujours plus restreint de gens qui les payaient; et ils étaient augmentés sans mesure pour faire face aux dépenses énormes du gouvernement de la ploutocratie démagogique... Si quelque violateur de la loi appartient, d'une manière ou d'une autre, à la classe dominante, son délit n'encourt aucune peine; si c'est quelqu'un qui, comme le contrebandier, attente aux privilèges fiscaux de cette classe, on lui applique la peine prévue par la loi... Il y a, en effet, une manière absolument inique d'obtenir par protection ce qui ressortit à la loi: cela en se mettant au service des gouvernants et en leur étant utile aux élections par lesquelles ils accaparent le pouvoir» (par. 2610).

Est-il nécessaire, enfin, de citer les dernières lignes du *Traité*?

«... lorsqu'il y a environ un siècle on était dans la période ascendante de la liberté, on blâmait les institutions cristallisées et restrictives de l'empire byzantin. Aujourd'hui que nous sommes dans la période descendante de la liberté, ascendante de l'organisation, on admire et on loue ces institutions... Byzance nous fait voir où peut atteindre la courbe que nos sociétés sont en train de parcourir» (par. 2612)

Avenir proche ou lointain? Pareto hésitait, semble-t-il, sur ce point.

Max Weber évoquait plutôt la cristallisation égyptienne que la cristallisation byzantine. Sa vision de l'avenir possible et redouté n'en ressemble pas moins à celle de Pareto que nous venons de rappeler. La différence d'interprétation subsiste. Le glissement vers la cristallisation bureaucratique, Weber ne l'attribue ni aux démagogues ni aux ploutocrates, ni aux impôts, ni à la récompense des clientèles électorales – description ou caricature paretienne du régime italien de Giolitti -, il y discerne un mouvement peut-être irrésistible qui tient à la nature même du travail dans les entreprises, ou des relations sociales, en dehors de toute référence au caractère privé ou public de la propriété des moyens de production. L'organisation rationnelle, issue aussi bien de la comptabilité des entreprises que de l'administration étatique envahit de proche en proche l'ensemble de la vie sociale. Le socialisme, aux yeux de Max Weber, risque de pousser jusqu'à la cristallisation bureaucratique la tendance à l'organisation. Mais ce risque existe en tant que tel, immanent à la rationalisation, imposé à tous les producteurs ou gestionnaires liés les uns aux autres en vue d'une coopération efficace.

Le fond et la forme

Quels problèmes théoriques posait à Pareto son expérience historique? J'en

vois essentiellement deux. Tout d'abord, il devait rendre intelligible la similitude qui le frappait entre les religions traditionnelles et les idéologies politiques, la constance de certains phénomènes, constitutifs de l'ordre sociopolitique. En deuxième lieu, il devait à partir de cette théorie statique, rendre compte du mouvement général de la société que lui suggérait le progrès de la bureaucratie. La théorie des résidus et des dérivations résout le premier problème. La théorie de l'équilibre général et des mouvements de mutuelle dépendance le second. Ces deux théories se subordonnent elles-mêmes à une méta-théorie, autrement dit à la conception parétienne de la science. Cette théorie, je la résumerai sommairement en quelques propositions.

Il n'y a de vérité que logico-expérimentale; la recherche de la vérité exige la construction d'un objet grâce à des concepts, grâce à l'édification d'un univers simplifié, abstrait de l'univers concret que nous percevons. La vérité scientifique ignore les essences et toutes les notions de cet ordre, elle ne va pas au-delà d'uniformités ou de régularités. Partielle, limitée, la vérité scientifique n'en offre pas moins le seul instrument de conduite logique puisque celle-ci suppose l'accord entre la combinaison des moyens en vue d'une fin, telle que l'acteur la précise à l'avance, et le déroulement effectif des événements. La méta-théorie de la science sert donc de référence dans l'interprétation des conduites humaines, elle fonde la discrimination entre la conduite logique et toutes les autres.

Cette méta-théorie s'applique de toute évidence à la science de l'économie: la théorie économique ou l'économie rationnelle semble à Pareto l'équivalent de la mécanique rationnelle: l'économie pure ne reproduit pas ce qui se passe dans la réalité, elle formule avec rigueur les implications de certains postulats posés au point de départ, constitutifs de l'univers schématique des échanges dans l'hypothèse de la conformité des conduites à certaines règles logiques. Pareto, l'économiste, devient sociologue, on l'a dit bien souvent, pour combler l'écart entre l'univers dont la théorie économique élabore la logique, et la réalité sociale. Mais, et là me paraît l'essentiel – Pareto s'efforce de combler cet écart sans changer de théorie; ou, pour m'exprimer autrement, de présenter une *théorie des actions non-logiques* et une *théorie de l'équilibre général* de la société qui ressemblent, en leur structure formelle, à la théorie de l'équilibre économique.

Comment y parvient-il? Par deux démarches successives: d'une part en construisant les variables abstraites – résidus, dérivations, classes de résidus, classes de dérivations – qui permettent de dégager de la masse des faits des régularités expérimentales; d'autre part, en découvrant les variables principales

dont les relations de mutuelle dépendance constituent l'équilibre général de la société, comparable *mutatis mutandis* à l'équilibre économique.

La théorie sociologique, issue de la méta-théorie parétienne, atteint donc à un ensemble apparemment systématique grâce à deux démarches: l'analyse des conduites non-logiques à l'aide des concepts de résidu et de dérivation; la reconstruction de l'équilibre général grâce à la mutuelle dépendance de quatre variables (résidus, dérivations, hétérogénéité sociale, intérêt).

À quoi aboutit l'analyse des conduites non-logiques appliquée au cas de la politique? Quelle place prend la variable politique dans le système de l'équilibre général? Ces deux questions pourraient se formuler aussi en ces termes: comment fonder sociologiquement les similitudes, en profondeur, des croyances politiques et des croyances religieuses, de la religion démocratique et de la religion chrétienne? Quelle place donner à la minorité dominante dans la totalité sociale?

L'instrument que Pareto manie avec virtuosité, dès les *Systèmes socialistes*, c'est la distinction du *fond* et de la *forme*, distinction qui, me semble-t-il, revêt deux caractères différents selon qu'il s'agit de la dualité résidu-dérivation ou de la dualité régularités historiques – détail des événements.

Appliquons la distinction fond-forme à la critique des idéologies politiques. L'observateur constate avec ironie qu'entre *Dieu le veut* et la *démocratie l'exige*, il n'y a pas de différence en profondeur. Ce que Dieu veut, qui peut le savoir? Ce qu'exige la démocratie, chacun le détermine en fonction de sa définition de la démocratie, définition qui éventuellement réclame des sociétés humaines ce que celles-ci ne peuvent pas donner. Prenons un autre exemple, proche du précédent, dont les implications se dégagent plus clairement. Entre *Louis XIV roi de droit divin* et *Lénine (ou Staline) représentant du prolétariat*, quelle différence? Aucune. Nous pouvons tous comprendre les propos écrits ou les paroles de ceux qui exercent le pouvoir suprême. Qu'ils se réclament de Bossuet ou de Marx, revient au même: le fait, c'est le pouvoir et le pouvoir légal. La légitimité, le principe de légitimité ou la formule change mais aucune ne vaut scientifiquement plus ou moins qu'une autre: toutes les légitimités échappent à la pensée logico-expérimentale, la seule susceptible de preuve, toutes appartiennent donc à la catégorie du non-logique.

Les hommes ne croient probablement pas à la démocratie ou au progrès de la même manière qu'ils croyaient jadis à Dieu ou au diable. On n'assiste plus à des procès contre les animaux et les sorcières mais la rumeur publique a

spontanément baptisé *chasse aux sorcières* le maccarthysme ou, plus encore, les procès de Moscou, comme, si l'homme du commun ressentait lui-même la parenté entre ces phénomènes distincts dans le temps et l'espace. D'où vient la parenté? Non pas, à coup sûr des mots employés ou de l'argumentation mais de ce que l'on appellera le *fond* et, en l'espèce, le *sentiment* ou encore la tendance: sentiment qu'un pouvoir maléfique s'incarne dans tels ou tels individus, tendance à chercher en une réalité confuse ou en une entité abstraite (l'impérialisme à défaut du diable) l'origine des maux qui affligent une société.

Je viens d'adopter un mode d'illustration conforme au style paretien. Il y a bien, en effet, quelque chose de commun à la peur des sorcières et à la peur des activités non-américaines ou à la peur des traîtres au marxisme-léninisme. Jusqu'où va la similitude ou l'identité du fond? Il semble bien que les hommes aient cru aux sorcières. L'obsession des traîtres, en Union soviétique et aux États-Unis, n'en diffère-t-elle que par la forme?

Revenons à un exemple paretien, celui du principe de légitimité. Aucune formule de légitimité ne se prête à une démonstration logico-expérimentale. Faute de démonstration, les hommes, gouvernants ou gouvernés, n'en justifient pas moins qui leur pouvoir qui leur obéissance. Le passage d'une justification à une autre n'affecte que la forme. Que signifie la forme en ce cas? La pensée consciente, le vocabulaire, le système conceptuel par rapport aux sentiments. Le choix des mots *fond* et *forme* n'est guère heureux; n'en disputons pas. Ce qui me paraît essentiel, c'est que Pareto cherche et trouve les *constances* au niveau des sentiments, au-delà de ce qui prête à une interprétation compréhensive, immanente au discours lui-même. Ce choix du niveau, du type d'interprétation entraîne des conséquences que j'aimerais, en d'autres circonstances, dégager plus en détail.

Prenons un exemple religieux: «ce qu'on appelle remords est une manifestation de l'idée d'altération de l'intégrité» (par. 1241) et au paragraphe suivant:

«Chacun croit vraie sa morale et sa religion. Le musulman rit du catholique qui éprouve du remords pour avoir mangé gras un vendredi. Le catholique rit du musulman qui éprouve du remords pour avoir touché un porc avec le pan de son habit et l'athée anti-alcoolique rit de tous les deux, lui qui éprouve un peu de remords pour avoir bu un peu de vin».

Il suffit de traduire un texte de cet ordre dans le langage d'aujourd'hui pour retrouver ce que j'appellerais les *postulats philosophico-méthodologiques de la*

sociologie moderne: l'intériorisation par l'individu du système de valeurs ou d'impératifs, caractéristiques d'une société ou d'une religion, le refus d'une discrimination de principe entre les convictions intériorisées de l'un ou de l'autre, entre les convictions religieuses et les convictions morales. En dernière analyse, Weber ou Durkheim ne font pas autrement. S'ils choquent moins, c'est qu'ils s'expriment en un style différent alors que Pareto s'ingénie à choquer son lecteur rationaliste (*tu quoque...*) et, que, tout en rappelant que non-logique n'est pas illogique, il ne cesse de remettre en lumière les violations de la logique que commettent tous les croyants.

Prenons un exemple encore plus déplaisant pour notre sensibilité. Une souillure, affectant un individu ou un groupe, doit être effacée; qu'elle soit effacée par des moyens matériels (l'eau, le feu) ou par les moyens moraux (la confession, la pénitence) ne représente que deux modalités de la même démarche. Citons encore le paragraphe 1247:

«Chez un grand nombre de peuples anciens, les souillures matérielles et les souillures morales, qu'elles soient l'effet d'actes involontaires ou d'actes volontaires, ont été considérées comme identiques. Souillent de même façon le fait d'être sale ou criminel, l'homicide involontaire ou l'homicide volontaire, l'impureté de la femme qui enfante et celle de l'homme accusé de quelque méfait. La souillure matérielle peut être non de saleté réelle, mais de saleté imaginaire. La souillure contractée par un individu peut s'étendre, par contact ou autrement, à d'autres individus, à des choses, à des abstractions.»

Les modalités des souillures et des purifications sont innombrables (variabilité des formes), les sentiments relatifs à l'intégrité de l'individu et de ses dépendances, sous des formes variables, représentent le fond ou l'élément constant du phénomène. Pour employer un autre langage, il n'y a pas de société sans préjugés, les préjugés de l'autre m'apparaissent superstitions et inversement l'autre tient pour superstitions mes propres préjugés.

À ce point, il apparaît que Pareto appartient à la même génération que Durkheim et Max Weber. Il n'est pas moins sociologue qu'eux si le postulat fondamental de toute sociologie consiste précisément à reconnaître la socialisation des hommes par le milieu, la présence en chacun de préjugés, ou de croyances, ou d'affirmations de valeurs qui cimentent la société en lui donnant le minimum de cohérence faute de laquelle aucun ordre social ne pourrait exister.

Le *sociologisme* de Pareto, si l'on entend par sociologisme le caractère social, changeant, arbitraire, des manières de penser et d'agir des hommes n'en rend pas

moins un son différent du sociologisme de Durkheim ou de Weber.

La critique de la religion, typique de l'âge des Lumières, ouvrait la voie à la raison. La critique parétienne des religions ou des idéologies n'ouvre la voie qu'à une science qui conclut à la permanence des religions et à leur non-rationalité. D'autre part, Pareto, par son style, tourne en dérision, apparemment, les croyances mêmes dont il reconnaît l'utilité sociale et il tend à souligner l'utilité sociale des croyances les plus opposées à l'esprit du temps. Enfin, en fonction de la structure permanente de la société, il démasque tous les millénarismes politiques qui atteindront inévitablement des résultats foncièrement différents des objectifs qu'ils visent. Le sociologisme de Durkheim ou même de Max Weber ne porte pas en lui une vision aussi amère des sociétés et de leur histoire.

La masse et l'élite

Le deuxième moment de la théorie de l'équilibre général en vue de rendre compte du devenir des sociétés modernes utilise moins la notion même de résidu par opposition aux dérivations que la classification des résidus et, en particulier, l'opposition des résidus de la première classe (instinct de combinaison) et de la deuxième (persistance des agrégats).

La proportion relative des résidus de la première et de la deuxième classe dans la masse et dans l'élite constitue le *fond* par rapport à la *forme*, phénomène que l'on retrouve à des périodes diverses de l'histoire bien qu'à d'autres égards les sociétés antiques diffèrent grandement des sociétés modernes.

La mise en forme théorique comporte *formellement*, la mutuelle dépendance au lieu de toute causalité unilatérale, *substantiellement* l'importance primordiale de ce que Pareto appelle l'hétérogénéité sociale, le conflit inévitable entre la minorité de puissance ou de fortune et le grand nombre. Les sociétés dans lesquelles il vivait, lui ont suggéré les thèmes principaux de sa vision historique: ceux qui, tels les démocrates, comptent sur la seule ruse pour garder le pouvoir, finissent par succomber; des élites nouvelles (par exemple les syndicalistes) capables de la vigueur nécessaire au gouvernement de toutes les sociétés, s'élèveront nécessairement si la bourgeoisie s'abandonne aux rêveries humanitaires, si les spéculateurs ne cessent de s'enrichir aux dépens des rentiers, etc. La théorie à laquelle parvient Pareto – théorie au sens d'une conception générale de la société et de ses mouvements – a pour centre, me semble-t-il, la distinction de la masse et de l'élite, donc, au sens vague du terme, le sous-système politique plutôt que tout autre sous-système.

Précisons bien, pourtant en quel sens limité la conception de l'élite et de la

masse caractérise l'interprétation parétienne de la société globale.

Pareto observe à travers l'histoire la permanence (le *fond*) de la séparation entre une minorité privilégiée et le grand nombre (je laisse de côté les deux définitions, large et étroite, de cette minorité); le phénomène constant, le pouvoir du petit nombre, s'appuie sur des fondements divers; tantôt la force militaire, tantôt la richesse. La proposition la plus générale, valable pour toutes les sociétés, n'est donc pas relative à l'infrastructure, ou à la détermination de l'ensemble social par les rapports de production: la proposition la plus générale affirme l'hétérogénéité ou l'inégalité comme le trait constant, éternel, de tout ordre social.

La circulation des élites sans posséder aucune primauté causale (qui serait en contradiction avec la mutuelle dépendance) n'en apparaît pas moins, dans la dernière partie du *Traité*, comme l'aspect le plus frappant du mouvement général de la société. Pareto, bien qu'économiste d'origine, aboutit à une vision politique du devenir général des sociétés. Il ne me semble pas qu'il reconnaisse une différence de nature entre sociétés antiques et sociétés modernes, en fonction de l'énorme disparité entre les capacités productives des unes et des autres. En d'autres termes, non seulement la scission élite-masse constitue le fond de l'ensemble social, mais la relève des élites les unes par les autres, en fonction de la fréquence relative des résidus de la première et de la deuxième classe dans l'élite et dans la masse, caractérise les cycles de mutuelle dépendance, les fluctuations de la société globale.

Il en résulte que la dynamique sociale de Pareto, pour reprendre l'expression d'Auguste Comte, équivaut à une philosophie pessimiste et cyclique de l'histoire. Alors que Marx, selon ses propres expressions, avait emprunté aux historiens français l'idée de la lutte de classes mais l'avait enracinée dans une interprétation économique de la société, afin d'ouvrir la perspective d'une société pacifiée, Pareto reprend l'idée marxiste de la lutte de classes, l'interprète en termes politiques, donc ferme toutes les ouvertures vers une société sans classes.

Nous sortirions du cadre de ce rapport si nous passions de l'analyse à la critique. Nous nous bornerons à énumérer quelques points sur lesquels porterait la discussion:

I. Les résidus apparaissent d'abord comme des objets scientifiques – les radicaux des langues – non comme des forces réelles. Le passage d'une notion à une autre se manifeste, me semble-t-il, par l'utilisation presque exclusive de la distinction des deux premières classes lorsque Pareto en vient à étudier le

devenir de la société globale. Tout se passe comme si *l'instinct des combinaisons* et la *persistance des agrégats* constituaient les deux tendances majeures qui déterminent le genre de conduite de l'homme social; la fréquence relative des résidus relevant de la première ou de la deuxième classe devient l'équivalent de la force plus ou moins grande de l'une et de l'autre tendance. Par ce biais, Pareto rejoint la vieille idée des deux types socio-psychologiques que Machiavel, avec plus de charme, baptisait les renards et les lions.

II. Par quelle méthode Pareto parvient-il à déterminer l'abondance relative des résidus de l'une ou de l'autre classe en un groupe social donné? Or, il faut bien le dire, la méthodologie paretienne, sur ce point, me paraît arbitraire. Certes, il a compris qu'il faut recueillir les indices ou symptômes, observer les conduites et les propos, puis inférer l'état d'esprit ou le caractère. Mais il procède de manière non systématique, empruntant ces exemples et ces illustrations à des sources diverses, d'inégale valeur.

III. La critique des idéologies politiques ou des croyances religieuses – ou si l'on préfère, l'explication scientifique de ces idées ou de ces croyances – dégage les résidus, constants ou relativement constants, à travers la diversité des apparences, rituelles ou intellectuelles. Cette sorte d'explication vise et atteint des résidus que Pareto tient pour caractéristiques de l'homme social, en dépit de la diversité des sociétés.

Tout se passe comme si le sociologue tenait, pour l'essentiel, sa tâche accomplie du moment où il a ramené des conduites multiples à l'unité d'un sentiment (ou de quelques résidus). Inévitablement Pareto laisse tomber ce qui intéresse l'historien, à savoir les caractères singuliers de telle pratique, de telle croyance. Il laisse tomber également l'ensemble plus ou moins structuré, de chaque système d'action et de pensée. Il néglige volontairement la logique consciente des hommes sociaux, des organisations sociales. La seule logique qu'il veut connaître, par-delà les phénomènes non-logiques, est celle des sentiments.

IV. Nous en venons à une quatrième interrogation. La logique des sentiments ou, si l'on préfère, la théorie selon laquelle le sociologue rend intelligibles les coutumes, les mœurs, et les manières en remontant aux sentiments qui les déterminent, comporte une double signification. Si l'on remonte des diverses coutumes relatives aux morts, au sentiment (ou résidu supposé): répugnance qu'inspirent les morts, dans quelle mesure a-t-on «expliqué»? Ou bien s'est-on borné à supposer un certain sentiment que suggèrent les pratiques observées?

L'hypothèse de la constance de certains résidus offre-t-elle en tant que telle une explication? Est-ce la classification des résidus qui importe?

Le fait que Pareto, dans la dernière partie du *Traité*, n'utilise guère que les deux premières classes me semble attester qu'en dernière analyse, dans l'interprétation de l'histoire, il ne dépasse pas sensiblement les idées qu'il exprimait dans les *Systèmes socialistes*, ou dans le premier chapitre du *Manuel d'économie politique*.

En effet, dans ces textes antérieurs au *Traité*, il emploie l'expression «famille de sentiments» dont un texte des *Systèmes socialistes* (I, p.33) illustre la signification. Pareto discute une remarque d'Alexis de Tocqueville au sujet de l'irreligion à la veille de la Révolution française et il écrit:

«L'ampleur de l'oscillation des sentiments religieux en général était bien moindre que celle qui s'observait pour une des formes spéciales de ces sentiments, c'est-à-dire pour la religion chrétienne... Actuellement, en 1901, nous sommes encore dans la période ascendante de l'intensité du sentiment religieux. Leur recrudescence n'a profité qu'en faible partie aux anciennes religions; une nouvelle religion: le socialisme et d'autres croyances humanitaires de même genre, le spiritisme, etc. en ont eu presque tout le bénéfice».

La forte proportion des résidus de la deuxième classe me semble exprimer, en un langage ésotérique, la notion d'intensité du sentiment religieux ou, plus généralement, de sentiments conservateurs, familiaux, patriotiques.

L'explication des pratiques sociales et de leur diversité par les résidus plus ou moins constants oriente aussi l'esprit dans une autre direction: ces sentiments seuls rendent possible un ordre social quel qu'il soit. Si les individus agissaient égoïstement, sans souci des autres et de la collectivité, s'ils n'éprouvaient pas à l'égard de leurs groupes et de leurs croyances un attachement profond et, en apparence, spontané, la coexistence pacifique, l'ordre social deviendrait impossible.

Résidus et dérivations ne rendent pas seulement compte des actions non logiques, ils révèlent une sorte de logique biologique faute de laquelle les collectivités se dissoudraient. On perçoit à travers le *Traité* des traces de darwinisme social; l'histoire condamne les utopies humanitaires, incompatibles avec les rudes impératifs de la survie.

V. Mentionnons pour finir la dernière interrogation. N'y a-t-il pas chez Pareto l'assimilation presque inconsciente du constant, du général, du fond avec l'essentiel? Or, s'il est vrai que toutes les sociétés se divisent en une élite et la

masse, les modalités de cette division se ressemblent-elles au point que la théorie générale de l'équilibre nous apprenne les caractéristiques majeures de toutes les sociétés?

Quatre lectures possibles

La théorie politique et la théorie sociologique de Pareto, selon l'intention de l'auteur, visent à la vérité, non à l'utilité. Elles se veulent science et non praxéologie. Explicitement, elles n'enseignent aucune doctrine, elles ne donnent aucun conseil à personne, elles ne distinguent pas le bien du mal. L'intérêt *de* la collectivité, à la différence de l'intérêt pour la collectivité, ne se prête à aucune détermination rationnelle. Pareto lui aussi, bien qu'en un style tout différent, suggère l'incompatibilité des valeurs; peut-être la civilisation entendue comme progrès de l'intelligence entraîne-t-elle avec l'esprit de critique et d'individualisme la dissolution des sentiments forts qui cimentent les collectivités. Il ne choisit donc pas lui-même et ne peut pas choisir entre les diverses leçons que le lecteur peut tirer du *Traité*.

Quelles lectures, pour employer une expression à la mode, comporte le *Traité*? J'en suggérerai quatre: *lecture fasciste ou darwinienne, lecture machiavélienne ou autoritaire, lecture machiavélienne libérale, lecture sceptique ou cynique* (avec ou sans moralisme refoulé).

I. Entre les deux guerres, Pareto (quelle qu'ait été son attitude personnelle à l'égard du fascisme) apparaissait à beaucoup d'entre nous, antifascistes, comme un doctrinaire, non pas du fascisme, mais de certaines des idées dont se nourrissait le fascisme. Rappelons brièvement certains thèmes de l'idéologie fasciste: les démocraties sont en réalité des démoploutocraties; les parlementaires, les dirigeants de partis tiennent le devant de la scène mais d'autres, banquiers, industriels, les manipulent; les idéologies humanitaires dissimulent la même lutte pour le pouvoir, la même domination du grand nombre par une minorité que n'importe quelle idéologie, mais ces idéologies humanitaires présentent, par rapport à d'autres, le défaut majeur d'affaiblir la cohérence du corps social, de paralyser les réflexes de défense. Il ne reste qu'un pas de plus à franchir pour baptiser Pareto le «Marx de la bourgeoisie» (Weber, lui aussi, a été appelé le Marx de la bourgeoisie).

Pareto ne se lasse pas d'opposer la faiblesse, les scrupules humanitaires des intellectuels, des parlementaires, des juges à la vigueur, à la volonté combative des chefs syndicaux et de certains socialistes (non des socialistes à la Jaurès mais des socialistes authentiquement révolutionnaires). Par ces sortes de

considérations, il semble inviter les bourgeois à témoigner d'une énergie égale à celle de leurs adversaires. Aussi bien suggère-t-il plus d'une fois qu'une élite ne se justifie elle-même que par sa capacité de commander, d'obtenir l'obéissance. La minorité des démoploutocraties souffre d'un excès de résidus de la première classe, d'une insuffisance de résidus de la deuxième, d'une répugnance trop forte à employer la force.

Dans le climat historique de l'entre-deux guerres, ce langage évoquait irrésistiblement celui des révolutionnaires de droite. Certes, logiquement, un lecteur du *Traité* aurait pu en tirer une conclusion favorable aux révolutionnaires de gauche, justifiés par les qualités viriles, dont ils témoignent. Sorel, qui portait sur les socialismes humanitaires la même sorte de jugement que Pareto lui-même, écrivit, avant de mourir, une apologie de Lénine. Pareto ne l'a pas fait et nul ne pouvait concevoir qu'il le fît: Pareto interdisait l'espoir d'une société sans classes et, de ce fait, *démasquait* les idéologies ou l'utopie révolutionnaire de gauche; de plus, à la différence de Sorel qui, lui aussi, démasquait et valorisait tout à la fois les mythes, il condamnait le projet économique des révolutionnaires de gauche puisqu'il voyait dans les progrès du socialisme, inévitablement, un progrès de la bureaucratie.

La lecture fasciste du *Traité* omet certains aspects de la pensée paretienne, elle s'accorde avec le ton et le style d'une partie de l'œuvre. Au moins peut-on dire que Pareto choisissait volontiers pour cibles de ses sarcasmes les mêmes ennemis que pourfendaient les fascistes.

II. La lecture machiavélienne, version modérée de la lecture précédente, justifie les thèmes ou les arguments utilisés par la lecture précédente tantôt en affirmant leur *vérité*, tantôt en suggérant leur *utilité*.

Les démocraties sont effectivement des ploutocraties; il est vrai que «l'être vivant qui craint de rendre coup pour coup et de répandre le sang de son adversaire, se met, par là même, à la merci de son adversaire». Il est vrai que «si les nègres étaient plus forts que les Européens, ce seraient les nègres qui se partageraient l'Europe, et non les Européens l'Afrique». Bien plus, il est bon que les dirigeants de la bourgeoisie montrent autant de vigueur que ceux du prolétariat puisque la justice ou ce qui en tient lieu dans nos sociétés résulte plus souvent de l'équilibre des forces que du pouvoir discrétionnaire d'un homme et d'un groupe.

Ainsi la lecture machiavélienne intégrerait l'appel à l'énergie bourgeoise dans un ensemble radicalement autre que l'ensemble fasciste: conflit des classes,

pluralité des forces, limitation du pouvoir étatique, toutes ces idées se dégagent d'elles-mêmes de la théorie de l'équilibre général. Cette théorie, effectivement, exclut l'utopie d'une société sans classes mais elle exclut tout autant l'utopie d'un État qui serait à la fois juste et total. Elle montre les conséquences probables d'une élite qui a perdu le sens de la lutte pour la vie; elle montre aussi les conséquences probables d'une élite qui étouffe la libre discussion et la recherche scientifique.

Marx de la bourgeoisie? Soit, mais, à la différence du Marx du prolétariat, en vue d'une société libre et non d'une révolution dégénérant en despotisme(8).

III. La lecture libérale représente une version quelque peu plus idéaliste de la lecture machiavélienne. Elle accentue les implications possibles de la théorie de l'équilibre général. L'équilibre général de la société n'équivaut pas à un idéal, à une fin ultime, à une société parfaite; les mouvements historiques représentent autant de fluctuations autour de positions qui ne demeurent jamais stables.

«Le sentiment de bienveillance qu'éprouvent les hommes envers leurs semblables, et sans lequel la société n'existerait probablement pas, n'est nullement incompatible avec le principe de la lutte des classes. Une défense même très énergique de ses propres droits peut parfaitement s'allier au respect de ceux du voisin. Chaque classe, si elle veut éviter d'être opprimée, doit avoir la force de défendre ses intérêts, mais cela n'implique point qu'elle doive avoir pour but d'opprimer les autres classes; au contraire, l'expérience pourrait lui apprendre qu'un des meilleurs moyens de défendre ses intérêts est précisément de tenir compte avec justice, équité et bienveillance de ceux des autres».

Vilfredo Pareto, *Les Systèmes socialistes*, (1901-1902), Droz, Genève, 1965 t. I, p.61-62.

Mais Pareto, en dépit de son cynisme apparent, met son espoir d'une lente amélioration de l'ordre social dans la connaissance scientifique. Il ne nie pas les progrès, si pénibles soient-ils, de la pensée logico-expérimentale. Il accorde donc un prix, peut-être le plus haut prix, à la liberté de l'esprit.

Qu'il y a-t-il de plus contraire au fascisme et à tous les mouvements totalitaires que le refus de l'utopie, du pouvoir absolu et de la mise au pas des intelligences? Limiter les pouvoirs d'un État fort, capable de décider, n'est-ce pas la meilleure méthode de préserver les droits des personnes?

IV. La lecture sceptique ou cynique, probablement la plus proche de la vérité psychologique, découvre chez Pareto avant tout un mélange d'indignation morale et de mépris. Indignation que suscite moins l'injustice que l'hypocrisie. Mépris

non pas tant des hommes eux-mêmes que de leurs illusions. À qui s'adresse-t-il? Au petit nombre qui refuse d'écouter les marchands de sommeil, qui consent à vivre, en ce monde tout à tour odieux ou ridicule, les yeux ouverts. Pareto a proclamé qu'il n'aurait pas écrit le *Traité* s'il pensait que son œuvre dût avoir beaucoup de lecteurs. Mais, d'après sa propre théorie, aurait-il dû craindre le nombre de ses lecteurs puisque la science n'a jamais ébranlé les convictions, issues du sentiment et non du raisonnement?

Machiavel avait-il choisi le destin d'auteur maudit? Je ne sais et je donnerais plutôt une réponse négative. Pareto a probablement voulu ce destin, au moins en tant que sociologue. Le colloque d'aujourd'hui prouve-t-il qu'un demi-siècle après sa mort les passions s'apaisent et que sa pensée trouve sa juste place dans le trésor intellectuel de l'humanité? À dire vrai, je ne le pense pas. Pareto sociologue garde des adversaires et des partisans également résolus, sinon fanatiques. Aussi bien n'est-il innocent d'aucune des lectures que j'ai rapidement caractérisées: il les a toutes suggérées, y compris celle que nous combattons avec le plus de passion, il y a quarante ans⁽⁹⁾. De quoi est-il coupable, me demandera-t-on? Je répondrai d'un mot: d'avoir simulé l'innocence, d'avoir donné libre cours à ses passions sous prétexte de pure et simple objectivité. Même écrite en un style scientifique, une théorie politique contient toujours en elle une doctrine plus ou moins partisane. Écrite dans un style de polémique mordante et d'ironie amère, la théorie politique de Pareto devient inévitablement un outil de combat, en certaines conjonctures historiques: je veux dire lorsque ceux auxquels il réservait ses plus rudes coups subissent l'assaut d'adversaires acquis à son pessimisme, prêts à entendre son appel à la force, mais non à reconnaître la valeur de la science.

Par son contenu, sa théorie politique aurait pu donner une leçon de vigilance aux amis des libertés. Par sa manière, elle risque d'encourager les violents. Pareto, lui aussi, a été victime d'une illusion: il ne suffit pas d'invoquer la méthode logico-expérimentale entendue de manière simpliste pour atteindre à la neutralité. Pas plus qu'il n'existe une seule lecture du *Traité*, la réalité politique ou historique n'impose une seule lecture. L'auteur du *Traité* ne jouira jamais, sur cette terre, d'une reconnaissance unanime et pacifique, - qu'au reste ce solitaire, ce combattant, ce marquis sans espoir mais non sans passion n'aurait pas souhaitée.

⁽¹⁾ Rappelons que Vilfredo Pareto est né à Paris le 15 juillet 1848 et mort le 19 août 1923 à Celigny où il est inhumé. Ses œuvres complètes sont éditées par Droz à Genève, sous la savante direction de M. Giovanni Busino. Rappelons aussi que Raymond Aron a déjà consacré plusieurs études à Vilfredo Pareto: «La sociologie de Pareto», *Zeitschrift für Sozialforschung* VI (1937); dans *Les Étapes de la pensée sociologique* (Gallimard, 1967, Bibliothèque des Sciences humaines, avec des indications biographiques et une

bibliographie) et dans *Études politiques* (Gallimard, 1972, Bibliothèque des Sciences humaines); - le texte publié dans ce dernier ouvrage étant la préface du *Traité de sociologie générale* édité chez Droz en 1968. On pourra lire – ou consulter – aussi avec profit les trois livres de G. H. Bousquet: *Vilfredo Pareto, sa vie et son œuvre*, Paris, Payot, 1928; *Pareto (1848-1923). Le savant et l'homme*, Lausanne, Payot, 1960; *Précis de sociologie d'après Vilfredo Pareto*, Paris, Payot, 1925.

(2) N.D.L.R. Voir l'introduction de la deuxième partie des *Étapes de la pensée sociologique* (*op. cit.*), intitulée, précisément: «la génération du tournant du siècle».

(3) N.D.L.R. Paris, Alcan, 1893, 1^e édit. La 7^e édition, Paris, P.U.F., 1960, contient cette préface ajoutée par Durkheim à la deuxième édition et intitulée: «Quelques remarques sur les groupements professionnels».

(4) *Les Systèmes socialistes* (1901-1902), (publié en français à Paris), Genève Droz, p.38.

(5) N.D.L.R. Rappelons que «dans le vocabulaire de Pareto, les résidus sont les sentiments ou les expressions des sentiments inscrits dans la nature humaine et les dérivations sont des systèmes intellectuels de justification par lesquels les individus camouflent leurs passions ou donnent une apparence de rationalité à des propositions ou à des conduites qui n'en ont pas. L'homme est en effet un être déraisonnable et raisonneur. S'il se conduit rarement de manière logique, il veut toujours faire croire à ses semblables qu'il se conduit ainsi» (R. Aron, *Les Étapes de la pensée sociologique*, Gallimard, 1967, p.409).

(6) N.D.L.R. «La théorie des résidus débouche sur une classification qui se présente comme une sorte d'analyse théorique de la nature humaine à l'usage des sociologues. Pareto distingue d'abord six classes de résidus, puis dans chaque classe des genres, enfin il divise à leur tour certains de ces genres en espèces» (R. Aron, *op. cit.*, p.432). La cinquième classe des résidus est définie par Pareto: «intégrité de l'individu et de ses dépendances»; elle comporte comme genres, notamment: «le sentiment d'égalité chez les inférieurs»; «le rétablissement de l'intégrité par des opérations (*rites de purification de tous ordres*) se rapportant aux sujets qui ont souffert l'altération» etc.

(7) N.D.L.R. La «persistance des agrégats» désigne «la tendance humaine à maintenir les combinaisons qui ont été formées, à refuser les changements et à accepter une fois pour toutes les impératifs (...) Ce qui appartient à l'ordre des mœurs, de l'organisation familiale et des croyances religieuses constitue le fond de la société et est maintenu par la «persistance des agrégats» à laquelle se heurte la volonté de transformation violente des hommes politiques et d'une manière plus générale «l'instinct des combinaisons» qui constitue la première classe de résidus. (R. Aron, *op. cit.*, pp.432, 433, 434, 435).

(8) N.D.L.R. Voir le livre de J. Burnham, *Les Machiavéliens défenseurs de la liberté*, Paris, Calmann-Lévy, 1949.

(9) N.D.L.R. Voir notamment les études de R. Aron: «La sociologie de Pareto», *Zeitschrift für Sozialforschung* VI (1937); «Le Machiavélisme, doctrine des tyrannies modernes» et «Le romantisme de la violence» publiées dans la revue *La France Libre* en novembre 1940 et en avril 1941 et réunies ensuite, avec d'autres études, dans le volume intitulé *L'Homme contre les tyrans* (Gallimard, 1946).

«La guerre est un caméléon»

Contrepoint
Septembre 1974

La connaissance que conservent de Clausewitz la plupart même des spécialistes ne va guère au-delà de la formule-cliché, indéfiniment répétée: la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Il suffit donc de confondre la guerre avec la guerre nucléaire totale pour aboutir triomphalement à la conclusion que la pensée du plus célèbre et du moins étudié des théoriciens militaires appartient désormais à un âge révolu.

Invité par le Professeur Hahlweg, éditeur des Inédits de Clausewitz, à un colloque(1), il m'a paru intéressant d'utiliser la conceptualisation clausewitzienne pour analyser le rapport entre la société des États et la guerre à notre époque, titre du rapport qui m'avait été demandé.

Les pages suivantes contiennent une esquisse sommaire de certains des problèmes que j'espère approfondir dans la deuxième partie du livre que je consacre à l'ennemi de Napoléon, le «Dieu de la Guerre»(2).

Primauté de la politique

Clausewitz ne pose pas, à l'origine, le concept de *conflit*, à la manière des auteurs américains d'aujourd'hui, mais celui de *guerre*, qui implique non pas seulement des intérêts incompatibles ou des volontés tendues vers des fins opposées mais le recours à la violence physique. Le caractère distinctif de la guerre (*das Merkmal*), c'est la violence physique. Si l'on élimine ce caractère, la guerre ne se distinguerait plus ni du commerce ni de la politique, relations sociales qui, elles aussi, comportent des oppositions d'intérêts ou de volontés. Cette définition n'implique nullement que Clausewitz soit, comme nous disons en français, un buveur de sang ou qu'il appelle de ses vœux le recours aux armes. Il juge seulement que, faute de ce trait distinctif, la guerre devient indiscernable des autres rapports sociaux.

Aussi bien cette définition initiale par le choc des volontés et l'emploi de la violence commande *Vom Kriege*(3) tout entier. La guerre, en tant qu'activité humaine ou relation sociale, ne se réduit jamais à une seule dimension: inséparablement épreuve de force en même temps qu'épreuve de volonté, elle exclut le faux rationalisme qui ne connaîtrait que le nombre et la matière, qui chercherait les lois mathématiques ou géométriques du succès, qui négligerait le

frottement, le hasard, les forces morales, tous facteurs en dernière analyse réductibles à l'humanité de la machine militaire, à l'effort des hommes aux prises avec les résistances que leur opposent le temps, l'espace, le manque d'informations, et la fatigue du mouvement ou du combat.

Certains interprètes ont reproché à Clausewitz d'ignorer la paix et de ne traiter que de la guerre – ou encore d'ignorer que la paix doit demeurer la fin de la guerre. Rien ne me paraît plus faux que cette critique. Au chapitre 2 du livre II, à coup sûr un des chapitres écrit ou révisés tardivement, après 1827 et probablement en 1829, il définit la victoire comme le succès tactique, donc comme un *moyen* et non comme la fin de la stratégie.

«La stratégie n'a originellement comme moyen que la victoire, c'est-à-dire le succès tactique, et, en dernière analyse, comme fin que les objets qui doivent conduire immédiatement à la paix»(4).

Dès lors que la victoire est une notion tactique, on s'explique la formule fameuse de Hegel au sujet de Napoléon (formule que les Allemands au XXe siècle, comme les Français au XIXe, ont pu méditer): l'impuissance de la victoire (*die Ohnmacht des Sieges*).

Un autre texte, lui aussi tardif, au 27e chapitre du livre VI prouve que Clausewitz, au rebours des légendes, ne conçoit la guerre qu'en vue de la paix:

«La conservation de nos propres forces armées, l'anéantissement des forces ennemies, en un mot la victoire est l'objet de la lutte; mais elle n'est pas cependant la fin dernière. La conservation de son propre État et le renversement de l'État ennemi est cette fin dernière et, de nouveau, en un mot: la paix envisagée parce qu'en elle le conflit se résout et se termine en un résultat commun.»(5)

Il serait excessif de parler de réconciliation mais il serait juste d'affirmer que, dans la société des États telle que la conçoit Clausewitz, les volontés, tendues l'une contre l'autre, s'accordent au moment de la paix. Non que toutes deux aient atteint leur fin: l'épreuve de force a précédé et, de ce fait, déterminé les conditions de l'accord. Mais l'idée n'en reste pas moins claire, indiscutable: *on ne fait la guerre qu'en vue de la paix*. La violence n'est qu'un moyen et l'idée contemporaine que la paix n'est que la continuation de la guerre lui était entièrement étrangère pour la simple raison que la paix, à ses yeux, excluait la violence, les opérations militaires, donc ce qui spécifiait la phase guerrière des relations interétatiques.

Ce qui interdit d'appliquer telle quelle la théorie de Clausewitz à notre époque,

ce n'est pas la formule fameuse de la guerre continuation de la politique par d'autres moyens ou encore avec l'intervention (*Einmischung*) d'autres moyens, c'est qu'il ait maintenu, rigoureuse, la distinction, conceptuelle et réelle, entre la guerre et la paix(6).

Pourquoi? Le chapitre 6 du livre VI nous donne une réponse au moins partielle: en dépit des guerres de la Révolution et de l'Empire, il concevait encore la société européenne des États à la manière de Montesquieu, de Voltaire ou de Gentz. La tempête qui avait soufflé sur l'Europe à partir de la Révolution française, il la considérait plutôt, à la fin de sa vie, comme une aberration ou une exception historique. Certes, quand il s'interroge, au livre VIII, sur la guerre de l'avenir, il n'exclut pas d'autres guerres proches de la guerre pure ou absolue. Les fragiles barrières de la tradition ont été rompues: les peuples n'oublieront pas cette fragilité. Il hésite donc sur les prévisions, quand il rédige le dernier livre de *Vom Kriege*. Mais en février 1812, avant son départ pour la Russie, au temps de l'action, à l'heure de la passion nationale la plus exaltée, il ne tient pas pour normale l'insurrection nationale, la violence illimitée.

«De même que ce grand moyen de salut est à coup sûr l'expression naturelle des nations opprimées et qu'il est bien loin de résulter de quelques intrigues, ainsi on peut affirmer avec la même certitude qu'il cessera d'être nécessaire lorsque les peuples européens seront sortis du chaos pour s'organiser en États conformes aux lois de la nature»(7).

Certes, il ajoutait immédiatement que les guerres de l'avenir demeureraient nationales. Comme la plupart de ses contemporains, il espérait que les guerres nationales s'inséreraient, sans les détruire, dans la société des États européens et le système de l'équilibre.

Dans la mesure même où le système continuait de lui paraître normal, avec sa tendance à l'équilibre, il n'était pas et il ne pouvait pas être, comme tant d'interprètes l'ont cru, le doctrinaire de la guerre absolue ou moins encore de la guerre totale. En tant que théoricien, en tant que la théorie était selon lui une *Betrachtung*, une analyse, une compréhension de la réalité, et non une *Lehre*, un enseignement, une doctrine, il se proposait de rendre intelligibles toutes les modalités de la guerre, depuis l'ascension aux extrêmes jusqu'à l'observation armée. D'aucuns ont cru que le mouvement vers le haut, parce qu'il se présente sous forme de nécessité logique, se rapproche davantage de la pensée et des souhaits de Clausewitz. Il n'en est rien. Les trois actions réciproques, au début du chapitre 1 du livre I mènent nécessairement aux extrêmes parce que l'analyse se

déroule dans l'abstraction, dans l'irréalité des concepts. L'ascension aux extrêmes n'est pas une loi de la réalité, mais «un jeu de notions»; l'esprit humain ne se soumettra pas et ne doit pas se soumettre à cette rêverie logique (*logische Träumerei*)(8). Si la descente est possible et non pas nécessaire comme l'est l'ascension aux extrêmes, il n'en résulte pas qu'elle soit ou moins fréquente ou moins souhaitable. Tout au contraire: dans le réel, il n'y a que des possibilités ou des probabilités. Il n'y a de nécessité que dans l'univers des concepts. Si, malgré tout, l'ascension vers la guerre absolue doit servir de référence et ne doit jamais être oubliée, c'est que la descente ou, plus généralement, la modération des efforts et de la violence suppose, de la part des belligérants, un accord implicite. Pour éviter l'ascension, il faut être deux.

Clausewitz n'a jamais oublié l'erreur commise par les Cabinets européens, leur incapacité à comprendre les novations qu'apportait avec elle la Révolution française dans l'art de la guerre et la mobilisation des ressources. Il a suffi d'une bataille pour que se désagrège l'État prussien dont la façade frédéricienne en imposait encore à l'Europe. Aussi ne cesse-t-il d'insister sur la signification vitale du jugement que le chef d'État doit porter sur la nature de la guerre lorsque celle-ci apparaît prochaine ou commencée. De ce jugement dépend le plan de la guerre, la conduite des opérations, plus encore la sorte de guerre qu'il conviendra de livrer. Selon l'enjeu, on augmentera plus ou moins la mise, autrement dit on mobilisera plus ou moins de forces, on déploiera plus ou moins d'énergie. Clausewitz ne formule pas explicitement cette proportionnalité entre la mise et l'enjeu comme s'il s'agissait d'un précepte; il la donne comme une régularité, non sans des exceptions possibles.

«Il peut se trouver à l'intérieur de deux peuples ou États de telles tensions, une telle somme d'éléments d'hostilité qu'un motif politique, en soi médiocre, est susceptible de provoquer une action disproportionnée, une véritable explosion»(9).

Clausewitz, qui a vécu au temps d'une Allemagne divisée et d'une Prusse longtemps humiliée par la prédominance française, revient plus souvent sur le risque de ne pas engager le tout de ses forces dans une lutte où il y va du tout, de méconnaître l'intention ennemie de monter aussi haut qu'il faudra dans l'échelle de la violence pour remporter une victoire décisive. Mais il n'en a pas moins reconnu le danger que «les forces de la sensibilité et les passions peuvent être excitées à un point tel que l'on ne parvient qu'avec peine à les retenir sur la voie de la politique».

Autrement dit, il appartient à l'État de contenir les passions, à l'entendement de maîtriser les émotions de l'âme pour éviter que les guerres ne prennent, en toute circonstance, une ampleur apocalyptique et que la coexistence des États européens, maintenue depuis mille ans, devienne impossible. En tant que stratège, Clausewitz a retenu la leçon napoléonienne des victoires d'anéantissement. En tant que politique, il appartient à l'âge de la Restauration, il souhaite et il espère que les orgies de la violence révolutionnaire appartiennent au passé. Il n'en exclut pas la répétition, il conçoit aussi le retour aux guerres limitées, les plus fréquentes dans l'histoire, caractéristiques du système européen de l'équilibre dans lequel les États belligérants se reconnaissent réciproquement en droit d'exister.

Pourquoi et comment Clausewitz a-t-il pu intégrer, en un même système, une théorie militaire qui donne apparemment pour but aux stratèges la destruction des forces armées de l'ennemi donc la victoire absolue, et l'affirmation de la supériorité de la politique sur la conduite des opérations militaires?

La réponse me paraît double: le désarmement de l'ennemi ne constitue que la fin *logique* des opérations, celle qui résulte de l'analyse conceptuelle de l'épreuve des forces, du choc de deux forces. Deux boxeurs aux prises veulent par définition se mettre réciproquement *k.o.*; chaque lutteur veut «tomber» l'autre. Mais l'un ou l'autre ou les deux se contentent d'une victoire aux points ou d'une partie nulle. Le rapport des forces, l'enjeu déterminent la stratégie choisie et la vigueur de l'engagement. Cette logique de l'épreuve des forces, séparée de ses origines et de ses fins politiques, n'exclut pas la souveraineté de l'État qui a pour mission de substituer à la fin théorique de la stratégie les objectifs réels. Cette intégration en un même système de deux finalités apparemment contradictoires – l'absolu de l'anéantissement, la subordination de la conduite des opérations à l'intelligence politique qui connaît rarement un absolu – s'explique par *l'hétérogénéité radicale des moyens et des fins*. Tout le monde a commenté l'importance de la relation moyen-fin dans la structure conceptuelle du système clausewitzien: tout se passe comme s'il existait une hiérarchie des moyens et des fins, la rencontre de deux patrouilles servant de moyens en vue d'un combat plus important; la partie devenant moyen de l'ensemble. Mais les commentateurs ont moins souvent reconnu que les activités se définissent par la nature spécifique du moyen et que cette nature diffère essentiellement de celle de la fin.

Que l'on se rappelle les deux définitions de la tactique et de la stratégie: la première utilise les forces armées (ou encore se sert comme moyen des forces

armées), la seconde utilise les résultats des combats, les victoires. La distinction de la tactique et de la stratégie ne tient pas à la plus ou moins vaste perspective du tacticien et du stratège, elle tient à la différence du moyen: dans un cas une réalité visible, concrète, les forces armées, de l'autre une abstraction que désigne l'efficacité à la fois matérielle et morale des victoires. Si l'on intercale un concept comme celui de conduite des opérations, entre tactique et stratégie, on sort du système conceptuel de Clausewitz. Certes, le système clausewitzien comporte des difficultés pour établir la ligne de démarcation entre les domaines que couvrent respectivement l'utilisation des forces et l'utilisation des victoires. Il présente malgré tout l'avantage de réserver au domaine tactique l'emploi du concept de victoire.

Quand il s'agit de tactique, ou encore des combats ou des batailles, on distingue selon deux critères (abandon du champ de bataille, pertes des armées) défaite ou victoire. Mais quand on en vient à la stratégie et à la politique, la véritable discrimination résulte du rapport entre les fins que l'on voulait atteindre et les résultats que l'on a obtenus. L'État qui mène une guerre sans viser d'autre objectif que de désarmer l'ennemi ne peut s'étonner que la victoire le déçoive. Le désarmement ou même l'anéantissement de l'État ennemi n'est jamais qu'un moyen violent en vue d'une certaine paix. Qui ne sait pas la paix qu'il veut pendant qu'il mène la guerre s'abandonne au hasard. Or, si les opérations militaires comportent inévitablement frottement et hasard, informations incomplètes et accidents imprévisibles, la politique elle-même relève surtout de l'entendement. D'un côté, la libre activité de l'âme du chef militaire, de l'autre la prise en considération de tous les intérêts de l'administration intérieure et même de l'humanité par le chef d'État.

En bref, bien loin que Clausewitz veuille suggérer par la formule tant citée «continuation de la politique par d'autres moyens» que la politique est guerre, il pense plutôt le contraire dans la mesure où tous les concepts sont définis par le caractère spécifique du moyen, tous les arts (peinture, architecture, guerre) par leur matériau. L'art change de nature avec ses matériaux: peinture et musique diffèrent essentiellement parce que la première emploie des couleurs (dans l'espace) et la seconde des sons (dans le temps); de même le matériau de la tactique et de la stratégie n'est pas le même. La politique ajoute un matériau supplémentaire en temps de guerre pour l'éliminer au moment du retour à la Paix, à savoir le matériau appelé violence physique. Il se peut que les États veuillent atteindre les mêmes fins en temps de paix qu'en temps de guerre mais leur art est différent parce que dans un cas ils utilisent, dans l'autre ils n'utilisent

pas la violence.

Clausewitz demeure un philosophe de la guerre plutôt que de la politique mais, du fait que sa réflexion atteignit le seuil de la politique au terme de sa réflexion sur la guerre, il nous apporte non les réponses mais les questions à partir desquelles analyser la nature de la guerre dans le système actuel des États.

L'épreuve de forces simulée

Ce n'est pas ici le lieu de raconter l'histoire de la politique et de l'armée allemande – l'une et l'autre dominèrent l'histoire européenne entre le milieu du siècle dernier et 1945 – à la lumière de la théorie clausewitzienne. Bornons-nous à rappeler les trois étapes que chacun connaît: la combinaison clausewitzienne, accomplie par Bismarck et Moltke, de victoires militairement décisives dans des guerres malgré tout localisées et limitées, sans mettre en danger le système européen; la perte progressive de contrôle, au cours de la première guerre mondiale, du pouvoir civil sur l'état-major et, au terme de victoires vaines, l'Allemagne subissant une paix dictée par les puissances alliées, sans moyen de la refuser en dépit d'un refus quasi unanime de l'opinion; enfin, au cours de la dernière guerre, la reconstitution, au profit de Hitler, de l'unité du chef d'État et du chef militaire mais une reconstitution quasi caricaturale puisque manquaient à ce chef suprême aussi bien l'intelligence politique des fins accessibles que la compétence militaire dans l'utilisation des moyens.

Nous nous en tiendrons à l'analyse de la société des États telle qu'elle s'est constituée depuis 1945, depuis les coups de tonnerre d'Hiroshima et de Nagasaki, depuis la mutation qualitative des moyens de destruction que provoque l'explosif nucléaire. Clausewitz n'ignorait évidemment pas l'évolution des armements mais il n'en traite pas dans *Vom Kriege*. Il raisonne en fonction de l'égalité approximative des armements disponibles dans les diverses armées européennes, de la similitude de leur organisation. Il tient compte de quelques différences qualitatives entre partisans et professionnels, entre les troupes exaltées par leurs victoires et les troupes sans expérience du feu, il traite aussi des différences dues à l'état d'esprit de la population, au génie du chef, etc. Malgré tout, c'est à partir de ce qu'il n'a pas prévu et ne pouvait pas prévoir que l'on dégagera les spécificités du système actuel des États.

La première nouveauté, qu'invoquent la plupart des commentateurs pour rejeter le système clausewitzien dans les ténèbres d'un passé à jamais révolu, ce sont, bien évidemment, les armes de destruction massive. Une seule bombe thermonucléaire, de deux ou trois mégatonnes, suffit à détruire une grande ville

et à causer des millions de morts. Une guerre entre grandes puissances, possédant et utilisant de telles armes, ne serait plus la continuation de la politique par d'autres moyens. Chacun de nous a lu ou entendu maintes fois ce mode de raisonnement.

Il me semble parfaitement vrai qu'entre les victoires *militaires* d'anéantissement ou même *l'anéantissement* de l'État ennemi tels que les concevait Clausewitz et *l'extermination* de populations par les armes nucléaires, il existe une différence fondamentale. La *Vernichtung* de Clausewitz ne ressemblait ni à l'extermination de millions de juifs ni aux camps de concentration. Napoléon anéantissait des unités politiques pour les incorporer dans des nouvelles entités et c'est en ce sens que Clausewitz évoquait la destruction d'États. Même l'anéantissement de l'armée consistait moins à tuer des hommes qu'à détruire l'organisation et la volonté de combattre. Une guerre thermonucléaire contre un État sans moyen de représailles ne serait un moyen rationnel de la politique qu'à supposer cet État désireux d'exterminer physiquement la population de son ennemi. Une guerre thermonucléaire entre deux États possédant ces mêmes armes ne serait pas une continuation de la politique parce que le coût de l'épreuve de forces, pour les belligérants, deviendrait disproportionné à l'enjeu et aux fins visées.

Nous voici parvenus au point central du débat théorique ouvert par la mise au point des armes nucléaires. Si l'usage effectif de ces armes est également «impensable» (ou «irrationnel») contre un État qui n'en possède pas et contre un État qui en possède, ne faut-il pas les exclure de l'idée même que nous nous faisons de la guerre dans l'actuelle société des États? Or, manifestement, nous ne pouvons les en exclure.

La course aux armements, les négociations sur la limitation des armements stratégiques perdraient toute signification si l'on affirmait que l'usage de ces armes était impossible ou impensable. En fait, les États ont jusqu'à présent choisi une autre voie pour sauver l'humanité de la guerre nucléaire totale: ils ont utilisé les armes nucléaires comme instruments diplomatiques, moyens de dissuasion, défensivement pour ainsi dire; d'autre part, même les États possesseurs de ces armes ont accepté de n'en pas faire usage dans des guerres contre des États qui n'en possédaient pas. Entre États nucléaires, la menace se substitue à l'usage effectif; entre un État nucléaire et des États non nucléaires, ces armes ne sont pas utilisées effectivement et à peine sous forme de menaces.

Bien entendu, Clausewitz n'avait pas conçu ces sortes de relations entre États

– ce qui n'empêche que l'on puisse et doive les intégrer dans le système clausewitzien. Il va de soi, tout d'abord, que la prédominance de la politique sur l'instrument militaire acquiert aujourd'hui une évidence et une extension sans équivalent dans le passé. La conception du vieux Moltke que Bismarck combattit – le gouvernement déclare la guerre et signe la paix mais, entre ces deux instants, la parole n'appartient qu'aux canons et l'autorité qu'aux chefs de guerre – est devenue, elle, proprement dérisoire. Les Américains qui conduisirent encore la deuxième guerre mondiale comme s'il importait de détruire les forces armées de l'ennemi avant de songer à la sorte de paix qu'ils visaient, ont appris, sous la pression des événements, que toute opération militaire est un acte politique et ils ont soumis le général responsable d'un théâtre d'opérations à un contrôle étroit du Président (au point que la liste des objectifs «autorisés» était établie à la Maison Blanche). Que le Président Truman et le Président Johnson aient probablement mal conduit et la guerre de Corée et la guerre du Vietnam ne change rien au fait qu'une conduite meilleure n'aurait pas été moins soumise à la volonté politique du Président et n'aurait pas accordé nécessairement plus d'autonomie aux chefs militaires.

Entre les deux idées directrices de Clausewitz, incompatibles, si l'on donne une valeur absolue à l'une *et* à l'autre: principe d'anéantissement et prédominance de la politique, c'est de toute évidence la première qui doit se soumettre à la deuxième et, en certaines conjonctures, disparaître. Si l'essence de la pensée clausewitzienne, c'est que l'instrument militaire n'est qu'un moyen au service de la politique et qu'il ne doit jamais être employé que sous la conduite et la surveillance de la politique, le monde interétatique est aujourd'hui plus clausewitzien qu'il ne l'a jamais été.

Bien plus, le principe d'anéantissement, interprété comme la recherche du désarmement de l'ennemi (*wehrlos*) est condamné par la nature propre des armements nucléaires et des vecteurs.

En effet, désarmer l'ennemi, en un échange nucléaire, exigerait la destruction au moins de la plus grande partie de sa capacité de représailles. Or le nombre et la diversité des vecteurs – engins balistiques terrestres, engins balistiques sur sous-marins nucléaires, bombardiers – rendent pour le moins improbable qu'une des deux grandes puissances puisse éliminer d'un coup une fraction de la force ennemie de représailles qui lui permette de ne pas subir des destructions hors de proportion avec l'enjeu.

Encore une fois, Clausewitz n'a pas pensé cette sorte de duel simulé. Mais il

nous a donné les moyens de la conceptualiser. Partons du thème d'une espèce de proportionnalité entre l'enjeu (ou les intérêts en jeu) et les moyens que l'on mobilisera, les sacrifices que l'on consentira. Quel enjeu serait à la mesure du coût pour les États-Unis et l'Union soviétique, d'une guerre nucléaire? Quoi de plus rationnel, quoi de plus prévisible que leur connivence pour empêcher l'ascension aux extrêmes (*Steigerung bis zum äussersten*) et leur propension à descendre jusqu'à l'observation armée (*bewaffnete Beobachtung*) avec le soutien de négociations (VIII, 6A1)? Ou encore pour prendre une autre expression, la dissuasion, qui appartient à la défensive, tend à «annihiler l'intention hostile» de l'ennemi (I, 2). La dissuasion, dans le langage du chapitre 2 du livre I, vise à empêcher l'ennemi de réaliser son intention hostile; version originale, due aux armes elles-mêmes, de la pure résistance; conçue par Clausewitz, celle-ci n'a qu'une fin négative, annuler l'intention positive et hostile de l'autre. Elle y parvient, non par un combat effectif mais par la menace qui fait apparaître, même au plus fort, le coût de l'offensive et de la victoire trop élevé.

La dissuasion, pure résistance par menace, contient apparemment une contradiction. Comment la menace des armes nucléaires devient-elle crédible? Devient-elle jamais crédible? Même dans les relations diplomatiques entre les grandes puissances, ces armes ont-elles été jamais employées? Ont-elles jamais exercé une influence? Sans trancher la question (dans la mesure où la dissuasion réussit, on ne peut être assuré qu'elle a joué puisque l'on n'a jamais la preuve que l'autre a voulu faire ce que la dissuasion est censé l'avoir empêché de faire), je dirai que la conduite des grandes puissances devient intelligible à la lumière de l'interprétation suivante.

Les grandes puissances veulent tout à la fois ne pas employer l'une contre l'autre les armes nucléaires et ne jamais se trouver en état d'infériorité, réelle ou supposée, au moment d'une crise, c'est-à-dire d'un échange de menaces. Quel que soit l'enjeu politique de la crise, l'emploi des armes nucléaires entraînerait une disproportion entre la mise et l'enjeu. En exposant ses villes à la destruction pour défendre autre chose que soi-même, un État risquerait une mise démesurée et amplifierait démesurément l'enjeu. (Quelle paix carthaginoise compenserait les pertes subies?).

Quelques analystes en ont tiré la conclusion fausse qu'aucun État ne peut en protéger un autre par la dissuasion nucléaire. Raisonement faux pour deux raisons: la dissuasion est fondée sur le *risque* de représailles, et non sur la certitude. Même si le risque (au sens de probabilité d'emploi des armes) est

faible, le risque, au sens des conséquences de cet emploi improbable, est énorme. En deuxième lieu, le raisonnement conduirait à l'isolationnisme, au refus des grandes puissances de prendre des engagements. Or, les deux grands n'en sont pas réduits à cette seule politique. En nouant l'une et l'autre des alliances, ils s'obligent à des accords implicites de partage.

De plus, ils ne s'en tiennent plus à la représentation grossière, encore trop fréquente, de ce que les Américains appellent *spasme nucléaire*, à l'alternative du tout ou rien. La dissuasion nucléaire (en langage développé: la dissuasion par la menace d'emploi des armes nucléaires) ne consiste pas à remplacer la guerre nucléaire totale par la menace de celle-ci; on se donne les moyens de livrer des guerres limitées même avec certaines armes nucléaires, armes tactiques ou armes stratégiques visant les armes de l'ennemi. Les *scénarios* auxquels se plaisent les doctrinaires américains dont personne ne sait comment ils se dérouleraient représentent autant de simulations de guerres limitées. Les *War games*, forme nouvelle de ces exercices d'état-major auxquels excellait l'armée allemande, simulent des *crises politiques*, éventuellement avec emploi d'armes classiques ou atomiques. Chaque crise réelle, par exemple celle de Cuba (1962) ou celle du Moyen-Orient (automne 1973) se résout en fonction du résultat, tel que l'imaginent les adversaires, de la lutte effective. L'épreuve de volonté s'accompagne de la simulation d'une épreuve de force que les rivaux s'accordent pour éviter.

Le jeu des menaces et des simulations que Clausewitz observait dans les guerres du XVIIIe siècle et qu'il attribuait à la faiblesse de l'intention hostile, de la résolution réapparaît à notre époque, par suite de la démesure des moyens de destruction. Mais à ce jeu de menaces et d'épreuves de forces simulées, les résultats dépendent aussi de ce qui résulterait de l'épreuve des forces effectives. Ainsi s'explique qu'aucun des Grands n'accepte une infériorité trop apparente, même en un secteur limité, et que les critiques dénoncent sous le titre d'*overkill* la possession par chacun de tous les instruments théoriquement nécessaires en vue de n'importe quel scénario.

Ce jeu de menaces, d'épreuves de forces simulées trouve place sans difficulté dans le système clausewitzien (bien qu'encore une fois Clausewitz ne l'ait effectivement ni connu ni même conçu). Quand il écrit que la stratégie ne possède d'autre moyen que le combat, il ajoute explicitement qu'il suffit parfois d'offrir ou de simuler le combat pour obtenir un résultat équivalent à celui du combat réel. Quand, au moment de la crise de Cuba, le Président Kennedy massa

sur les côtes de Floride une flotte de débarquement et une armée, il signifiait à l'adversaire, par un acte-message, le combat dont il se donnait les moyens. De même, à l'automne de 1973, la mise en état d'alerte des troupes américaines à travers le monde équivalait à un message. La différence – et elle n'est pas mince –, c'est que par suite de la nature des armes, on simule la résolution de combattre avec la conviction que, d'un côté comme de l'autre, les responsables conservent la résolution de ne pas mettre les menaces à exécution. Le paiement en espèces a jusqu'à présent disparu, il est remplacé par la crise ou dialogue de menaces avec combats simulés.

Cette analyse clausewitzienne du duel entre les deux grandes puissances détentrices des armes nucléaires permet tout d'abord de réfuter des idées fausses, ensuite de comprendre pourquoi les négociations sur la limitation des armements stratégiques se heurtent à tant d'obstacles.

Les armes nucléaires, disent les uns, témoignent désormais non plus de l'impuissance de la victoire, selon le mot de Hegel, mais de l'impuissance de la force, de l'incapacité du plus fort d'imposer sa volonté par la violence. Les armes nucléaires, il est vrai, n'ont servi de rien aux États-Unis ni en Corée ni au Vietnam. (Formule peut-être excessive: en 1950, les Soviétiques possédaient les moyens d'intervenir militairement en Corée, ils se sont bien gardés de le faire). Ce que l'impuissance de la force nucléaire révèle, ce n'est pas que cette force n'exerce pas d'influence sur le cours des relations interétatiques, c'est que cette influence varie selon les circonstances, les régions du monde, les adversaires.

Elle s'exerce selon la forme défensive, pour reprendre une expression clausewitzienne, parce que la dissuasion rejette sur le perturbateur la responsabilité de l'emploi effectif; elle ne parvient pas à s'exercer offensivement (même à Cuba, en 1962, il ne s'agissait que de rétablir le *statu quo ante*) parce que le plus faible peut toujours préférer la mort à cette capitulation et que le plus fort n'arrive pas à rendre sa menace crédible. L'emploi de l'arme nucléaire contre le Nord-Vietnam eût été extermination, et non pas guerre. De même qu'au temps des armées régulières, celles-ci n'exterminaient pas les populations, même quand ces dernières s'armaient en vue d'une guerre populaire, de même, à notre époque, un État n'utilise pas ses armes nucléaires pour contraindre un petit pays à capituler, il ne parvient pas à convaincre qu'il le fera. La défense est la forme la plus forte, psychologiquement aussi bien que matériellement. Ainsi s'explique que la *compellence*, selon le terme forgé par T. Schelling, ait régulièrement échoué et diffère radicalement de la *deterrence*.

Les armes nucléaires, disent les autres, suppriment la distinction entre l'état de paix et l'état de guerre. En temps de paix, les bombardiers stratégiques se trouvent ou se trouvaient en état d'alerte (quinze minutes); parfois une fraction de ces bombardiers tenaient l'air en permanence pour éviter d'être détruits au sol par une première frappe. Désormais sous-marins russes et américains, et même français et britanniques, accomplissent des missions de plusieurs semaines sous les eaux, à portée des objectifs assignés à leurs engins balistiques. Si la menace de violence constitue une modalité de la violence et si la violence elle-même marque la frontière entre la paix et la guerre, où se situe désormais cette frontière?

Argument en partie valable, mais en partie seulement: l'ingéniosité humaine a trouvé une issue. Rappelons tout d'abord que T. Hobbes au XVIII^e siècle décrivait l'état de paix entre les États européens en termes qui s'appliqueraient au monde aujourd'hui:

«... yet in all times, Kings, and Persons of Sovereigne authority, because of their Independency, are in all continuall jealousies, and in the state and posture of Gladiators; having their weapons pointing, and their eyes fixed on one another; that is, their Forts, Garrisons, and Guns upon the Frontiers of their Kingdomes; and continuall Spyes upon their neighbours; which is a posture of war...» (10)

Les armes nucléaires et plus encore les vecteurs en raison de leur vitesse ont créé une exigence supplémentaire de vigilance. Mais, après la quasi panique de la fin des années cinquante et du début des années soixante, les dirigeants, des deux côtés, ont mis à profit les enseignements de leurs techniciens, multiplié les précautions contre un accident, matériel ou humain, assuré les communications directes entre chefs d'État et tiré les conséquences de l'originalité de la conjoncture: chacun des duellistes, au lieu de dissimuler ses armes les révèle à son adversaire pour décourager ce dernier d'employer les siennes. Chacun, d'un certain point de vue, trouve intérêt à dévoiler ses batteries pour inciter l'autre à la même prudence qu'il s'impose à lui-même.

Si l'on s'en tenait là, les négociations sur la limitation des armements nucléaires aboutiraient logiquement à un accord, facile à négocier. Un auteur américain a présenté et caricaturé l'idée directrice du premier accord de S.A.L.T. (11) en la baptisant M.A.D.: *mutual assured destruction*. *Mad* veut aussi dire *fou*. Le refus de mettre en place des engins anti-engins vise, en effet, à fonder la paix sur la certitude, présente dans l'esprit des duellistes, de la capacité de réplique de

l'autre.

Si, comme le croient beaucoup de commentateurs, le duel se réduisait à l'alternative du tout ou rien, si le seul emploi concevable des armes nucléaires était un emploi total, alors les négociations S.A.L.T. ne se heurteraient pas à des obstacles qui, pour n'être pas insurmontables demeurent intellectuellement et politiquement redoutables. D'aucuns n'imaginent que deux scénarios: ou bien chacun des duellistes déchaîne contre l'autre en première ou en deuxième frappe toutes les armes qu'il possède, ou bien tous deux s'abstiennent de recourir à ces armes dites de destruction massive. Certains clausewitziens ont plaidé pour la première thèse, au nom du principe d'anéantissement; d'autres ont cru que Clausewitz appartenait à un âge révolu puisqu'au terme de l'ascension aux extrêmes brillait non plus le soleil d'Austerlitz mais celui d'El Alamos. Ils se trompent, à mon sens, les uns aussi bien que les autres.

Les clausewitziens se divisent depuis l'origine en deux écoles, que j'appellerai pour simplifier l'école de droite et l'école de gauche, ou, si l'on préfère, les tenants du principe d'anéantissement et les tenants de la suprématie de la politique. En fait, Clausewitz a été, dans sa jeunesse, plus proche des premiers, dans ses trois dernières années plus proches des seconds. La première école est contrainte d'abandonner l'enseignement de Clausewitz, valable à l'âge pré-atomique mais non plus aujourd'hui, la deuxième école établit la discrimination entre ce qui reste actuel et ce qui a cessé de l'être.

À partir de la suprématie de la politique, de la simulation de l'épreuve de forces dans une épreuve de volontés – analyse conforme à la conceptualisation clausewitzienne – on découvre les ambiguïtés des négociations S.A.L.T. L'épreuve de volontés ne subit-elle pas l'influence de l'inégalité même apparente entre les armes disponibles d'un côté et de l'autre? Bien plus, l'épreuve de forces que l'on simule comporte de multiples scénarios. Celui qui, en certaines circonstances, se trouverait sans réplique crédible, réduit à faire sauter la planète, perdrait l'enjeu de la crise. Certes, aucun enjeu politique d'une crise ne paraît aujourd'hui proportionnel aux destructions d'un échange nucléaire. Impossible de reconstituer la proportionnalité entre la *mise* et l'*enjeu* sinon en substituant la simulation à la réalité. Impossible aussi de ne pas simuler le consentement à une mise disproportionnée à l'enjeu, à moins de laisser à l'autre la certitude de l'emporter en n'importe quelle crise.

Finalement les deux Grands cherchent à limiter le coût de la course aux armements mais aucun n'accepte une infériorité, réelle ou apparente, qui le

pénaliserait au moment d'une crise, autrement dit, dans une épreuve de volontés. L'expérience prouve qu'étant donné la diversité des modes de calcul (nombre des engins, des têtes nucléaires, du poids soulevé par les engins ou les bombardiers, diversité des vecteurs, de leur capacité de pénétration, etc...) l'égalité – objectif commun des duellistes – exige d'abord une percée conceptuelle (*conceptual breakthrough*) en langage plus au courant: l'accord sur la méthode de quantification.

La diversité qualitative des systèmes d'armes doit être ramenée à une unité de compte. Celle-ci, pour l'instant, n'a pas été trouvée.

Alliances et guerres limitées

Dans le cadre du système européen, Clausewitz a connu les problèmes multiples que posent les alliances entre États en temps de paix et surtout de guerre, et il a réfléchi sur eux. Il analysa les diverses manières dont un État vient au secours d'un autre au moindre coût, engage une armée ou se borne à une mobilisation. Mais, de toute évidence, il n'observa point l'équivalent de la conjoncture planétaire telle qu'elle s'est formée depuis 1945, autrement dit la suprématie de deux États sur les autres et l'interférence entre la rivalité entre les deux Grands et les conflits locaux, combinée avec la dissociation entre les armes de destruction massive et les autres armes dites classiques (ou en anglais *conventional*) – les deux mouvements de l'analyse clausewitzienne, d'ascension (*Steigerung bis zum äussersten*) et de descente (jusqu'à la *bewaffnete Beobachtung*) comportant un seuil de rupture, une délimitation entre deux domaines, l'emploi ou le non-emploi d'explosifs nucléaires.

Le duel que nous avons analysé brièvement dans les pages précédentes oppose les États-Unis et l'Union soviétique directement. Les deux Grands s'opposèrent militairement une seule fois et encore cette confrontation – la crise des fusées en 1962 – se déroula à coup de messages transmis par des préparatifs matériels, les uns et les autres aboutissant à une simulation des hostilités qui se seraient effectivement produites si l'un des deux n'avait pas accédé aux demandes de l'autre. En revanche, les États-Unis livrèrent deux guerres, avec des États ou des demi États, liés à leur rival et ravitaillés par lui. Les guerres réelles et non simulées révélèrent, je l'ai indiqué plus haut, le sens actuel de la formule clausewitzienne. H. Truman renvoya le Général MacArthur, héros national, non que celui-ci se révoltât ouvertement contre l'autorité du Président, chef des armées, mais il intriguait ouvertement contre lui et n'acceptait pas de bon gré la limitation que le Président entendait imposer aux opérations.

Sans trancher la question de savoir si le Général Bradley avait tort ou raison d'affirmer que la guerre de Corée était *the wrong war at the wrong place against the wrong enemy*, il me semble incontestable que la notion clausewitzienne de la proportionnalité entre l'enjeu et la mise s'appliqua en ces circonstances. De même, la montée de la VIII^e armée vers le Yalou rappelle une autre des idées clausewitziennes: le point culminant de la victoire. L'armée américaine qui constituait le gros de l'armée des Nations Unies aurait gardé l'avantage pris si elle n'avait, contre toute prudence, étendu démesurément ses lignes de ravitaillement, s'exposant à la contre-attaque de l'armée chinoise, toute proche, elle de ses bases.

Le conflit israélo-arabe offre un autre exemple de guerres, plus proches des guerres du passé pour lesquelles les considérations de Clausewitz conservent leur signification. Partant de l'idée que de 1948 à 1967, il n'y avait qu'une seule et même guerre, avec des batailles entrecoupées d'armistices, j'avais écrit, en 1967, une courte étude sur le thème du *point culminant de la victoire*. Les frontières atteintes par l'armée israélienne sur le Golan, le Jourdain et le Canal de Suez marquaient, aux yeux d'un observateur que n'aveuglait pas la passion, le point culminant de la victoire, en un sens politico-militaire. Le grand Israël de 1967 englobait une population arabe de plus d'un million d'âmes avec un taux de natalité élevé, à laquelle les Israéliens ne pouvaient ni accorder un statut plein de citoyens ni refuser les droits civils. Un État d'Israël bi-national perdait son essence juive, un État d'Israël avec une importante minorité non-juive exclue de l'État sinon de la société civile (*bürgerliche Gesellschaft*) manquait à ses propres principes.

Dans l'étude, écrite en 1967 et corrigée en 1969, j'analysai la guerre israélo-arabe en utilisant deux notions clausewitziennes: supériorité de la défensive et point culminant de la victoire.

En 1956 et en 1967, Israël mena une guerre offensive et bénéficia de l'effet de surprise dont profite plus souvent le défenseur(12). Il s'agissait, au sens militaire, d'une attaque du tout au tout: le gros de l'armée égyptienne s'offrait à l'assaut massif de l'armée israélienne, celle-ci envahissait le territoire égyptien, le Sinaï – non pour l'occuper mais pour anéantir l'armée qui lui faisait face. Les responsables israéliens ne pouvaient pas viser un autre objectif militaire, même si celui-ci ne constituait pas l'équivalent de la fin politique.

S'il assimile chacune de ces batailles, 1956,1967, à une guerre, le commentateur soulignera l'avantage de l'offensive. En revanche, si chacune de

ces guerres doit être assimilée à une bataille d'un conflit prolongé, le même commentateur devra souligner l'avantage à long terme de celui qui dispose d'espace et de temps.

En chacune de ces deux batailles, les Israéliens ont attaqué; les «provocations» égyptiennes justifiaient-elles ou non, légalement ou moralement, l'attaque israélienne? Je n'en discuterai pas puisque le jugement, positif ou négatif, n'importe pas à l'analyse stratégique. L'installation des Israéliens en Palestine constitue, aux yeux des Arabes, une invasion qui appelle la réplique, à savoir la résistance, donc la guerre. Une fois admise l'installation des Israéliens, la situation se renverse: les Arabes déniaient aux Israéliens le droit d'occuper la terre de Palestine et d'y maintenir un État(13). Selon le moment choisi, l'interprétation retenue, l'une ou l'autre partie tient le rôle d'agresseur.

La dissymétrie des fins politiques, en revanche, ne prête guère à contestation. Israël ne se donne pas, pour fin politique, la destruction des États Arabes ni même un élargissement considérable de son espace de souveraineté. Les territoires occupés en 1967 représentent l'objectif le plus ambitieux que peuvent imaginer les «durs», les partisans du Grand Israël; l'opinion, en majorité, consentirait à restituer une partie de ces territoires en contrepartie de la paix. En revanche les États arabes ont pour objectif la destruction de «L'État sioniste» - ce qui peut signifier:

- 1) la destruction de l'État et l'extermination ou expulsion des habitants;
- 2) la destruction de l'État sous sa forme présente, la suppression du droit de retour, la rupture des liens entre les Israéliens et les Juifs du monde entier. Cette «désionisation», certains Israéliens la conçoivent pour un avenir plus ou moins lointain, mais imposée par la défaite militaire, elle conduirait, dans l'hypothèse la plus favorable, à:
- 3) l'État bi-national que certaines organisations palestiniennes considèrent désormais comme leur but (politique) de guerre. L'État bi-national comporterait pour les Juifs ou le statut de minorité opprimée, de citoyens de seconde zone, ou une participation équitable à la gestion de la communauté. À nouveau, le premier terme de l'alternative apparaît à la fois le plus souhaitable et le moins probable.

Par suite de la dissymétrie des finalités politiques, l'enjeu n'est pas égal pour l'acteur qui joue sa vie et pour l'acteur (en fait les acteurs) qui s'opposent à lui, afin d'effacer la honte, venger la défaite ou récupérer la terre. Les Arabes manifestent plus de passion haineuse et en éprouvent davantage que les

Israéliens, désireux d'arriver à une coexistence pacifique et tranquillement fiers de leurs victoires. Mais, à chaque crise grave, ces derniers retrouvent la même volonté farouche de vaincre, car il n'y a d'autre alternative à la victoire que la mort; la génération formée par la lecture de la Bible et l'expérience du génocide hitlérien ne s'embarrasse pas de la distinction entre l'anéantissement de l'État et l'anéantissement du peuple; elle ne doute pas que peuple et État survivront ou périront ensemble.

En 1967 les Israéliens détruisirent le gros de l'armée égyptienne, la totalité de l'armée jordanienne, ils occupèrent les hauteurs de Golan, en dépit des fortifications édifiées par les Syriens. Ils atteignirent tous les objectifs militaires que leurs chefs de guerre s'étaient fixés. Deux ans plus tard, les soldats israéliens tiennent la ligne du Jourdain, celle du canal de Suez, ils occupent les hauteurs du Golan, le conflit se prolonge et les hostilités, en dépit des frontières, dites plus favorables, deviennent permanentes, à un degré de violence supérieur à celui de la période antérieure.

Les gouvernants israéliens ont-ils mal choisi l'objectif militaire? Dès lors qu'ils prenaient l'initiative de la bataille (ou jugeaient que les initiatives du président Nasser les obligeaient à frapper), ils ne pouvaient guère adopter une stratégie militaire différente: ils devaient détruire l'aviation égyptienne afin de préserver leurs villes des bombardements, détruire les divisions égyptiennes aussi vite que possible afin de limiter leurs pertes d'hommes (il n'y a que 2,5 millions de Juifs en Israël) et affirmer sans l'ombre d'un doute leur supériorité avant que l'intervention des Nations Unies ne leur impose un cessez-le-feu. Mais rien ne permettait d'espérer que la victoire militaire d'anéantissement amènerait les dirigeants des pays arabes à traiter. Elle ne les y contraignit pas et elle créait des obstacles diplomatiques et moraux.

Les aurait-elle contraints au cas où l'Égypte, la Jordanie et la Syrie auraient été abandonnées à leur sort, sans aide extérieure, si l'Union soviétique n'avait pas remplacé les armes perdues? Nul ne peut répondre avec certitude à une telle interrogation. Il se peut que le découragement aurait entraîné la résignation au moins temporaire à la paix, donc à la défaite, Mais, d'une part, le système international d'aujourd'hui exclut l'isolement complet d'un sous-système; il se trouve toujours des États pour jouer le rôle de marchands de canons; d'autre part, même à demi désarmée, l'Égypte pouvait résister à Israël parce que celui-ci se heurtait, comme Napoléon en Russie, à l'obstacle infranchissable non du canal de Suez, mais de l'espace. Les Israéliens ne possèdent pas une puissance

suffisante pour régner sur les Égyptiens ou contrôler l'espace égyptien.

La conquête d'immenses empires par les troupes de cavaliers, à l'origine peu nombreuses, appartient au passé. Les grandes puissances, en tout état de cause, n'auraient pas laissé Israël pousser plus loin ses armées. Mais, pour la rigueur de l'analyse, il importe de souligner que, même en un face à face éventuel, Nasser pouvait dire non. Militairement vaincu, il gardait le suprême recours de ne pas reconnaître la défaite. Juin 1967 marque, pour Israël, le point culminant de la victoire: impossible pour lui, d'aller plus loin dans l'espace, d'affirmer avec plus d'éclat sa supériorité, Mais le but politique continuait à se dérober. Raisonnant à la fois selon la logique militaire et selon la tradition diplomatique, les Israéliens décidèrent de garder ce qu'ils avaient pris et d'en subordonner la restitution – partielle – à des négociations ou à la signature de la paix. Cette stratégie politique présentait l'avantage supplémentaire de favoriser un accord entre les diverses tendances à l'intérieur de la classe politique et de l'opinion.

L'installation de l'armée, jusqu'à la paix, sur les frontières du Jourdain et du Canal de Suez comportait un passif que les événements firent bientôt apparaître: les Israéliens devaient à leur tour subir la loi du défenseur et livrer la sorte de guerre la moins conforme à leurs préférences: la guerre d'usure. Le champ de bataille, avec positions fixes, interdit les batailles d'anéantissement. La destruction de l'armée égyptienne ne constituait pas pour Israël le moyen militaire d'arriver à la fin politique (la paix) mais, du moins, ce désarmement temporaire de l'ennemi lui assurait un répit. Des batailles d'anéantissement séparées par dix ans de quasi paix (au sens militaire) lui coûtaient moins cher que des hostilités permanentes; celles-ci, en effet, risquent d'user les forces israéliennes et surtout de réduire progressivement l'inégalité qualitative entre Égyptiens et Israéliens grâce à l'entraînement du combat, grâce aux succès mineurs et locaux qu'en une guerre de position une armée obtient inévitablement, un jour ou l'autre.

Sous quel jour apparaîtra en 1980 ou en 1990, juin 1967, point culminant de la victoire israélienne? Nul ne peut répondre. Ce point culminant ne constitue pas l'équivalent de la prise de Moscou dans la campagne napoléonienne de Russie; avant même d'arriver à Moscou les forces françaises s'affaiblissaient plus par l'avance en territoire ennemi que les forces russes par la perte temporaire de provinces; il ne constitue pas non plus l'équivalent de la contre-offensive russe en décembre 1941 au cours de la dernière guerre; l'armée israélienne n'a pas subi d'échec comparable à celui de la Wehrmacht devant

Moscou. S'il me paraît possible de parler du point culminant de la victoire, c'est que dorénavant le théâtre des opérations (espace) et la forme de conflit (usure) permettait aux pays arabes de compter sur le temps et d'éviter (s'ils ont la sagesse de limiter leurs ambitions) les défaites spectaculaires. Dans le Sinaï, les Arabes livraient le type de bataille – bataille de chars et de mouvement – qui exige, à tous les niveaux, le plus d'initiative, qui privilégie l'armée de techniciens, le peuple instruit et cohérent, en bref le type de bataille dans lequel les facteurs arabes d'infériorité se manifestaient régulièrement. En choisissant des frontières sûres, les Israéliens ont échangé ce champ de bataille que la fortune leur avait donné contre un théâtre d'opérations qui offre aux Égyptiens l'occasion de surprises locales, le temps de surmonter leur sentiment d'infériorité en ne perdant pas tous les engagements.

Les Israéliens souffrent-ils, désormais, de l'extension de leurs lignes de communication? La présence d'un million et demi d'Arabes à l'intérieur des frontières de fait affaiblira-t-elle l'État, corrompra-t-elle, insidieusement, le moral de la nation? En gardant toutes leurs conquêtes les Israéliens ont-ils dépassé le point culminant de la victoire et provoqué eux-mêmes la diminution de leur marge de supériorité? Personne ne peut répondre avec certitude à une telle question. Il demeure vrai – et Hitler en a fait l'expérience – que l'inconvénient principal de l'offensive (Angriff) est qu'une fois atteint le point culminant de la victoire, la défensive, dans laquelle elle se transforme inévitablement, se présente dans les conditions les plus désavantageuses. La défensive dans les profondeurs de la Russie imposait à la Wehrmacht, en 1942 ou 1943, une tâche autrement difficile que ne l'eût été la défensive aux frontières du Reich. La défensive sur le canal de Suez apparaît à coup sûr moins désavantageuse. Mais la doctrine militaire d'Israël se fonde sur la démonstration répétée de la supériorité de sa force. Elle requiert donc des actions de représailles chaque fois que, localement, les batteries ou les commandos de l'ennemi ont infligé quelques pertes. Cette stratégie ne risque-t-elle pas de s'épuiser progressivement à moins que se réduise la supériorité qualitative des forces israéliennes?

En ce conflit prolongé, bien plus que dans les campagnes napoléoniennes et les guerres européennes, les éléments moraux devraient dicter la stratégie et décider de l'issue: résolution des Israéliens de vivre, des années, des dizaines d'années, comme une nation en armes, résolution des Arabes de sacrifier le développement à la reconquête de la Palestine, résolution des Arabes à l'intérieur des frontières d'Israël, efficacité de la guérilla des Palestiniens en une

région découverte et semi-désertique, peu propre à ce genre d'opérations.

Les Israéliens s'efforcent de dissuader l'ennemi par des représailles – non pas œil pour œil, dent pour dent, mais plusieurs yeux arabes pour un œil israélien – et ils parviennent parfois à leur fin. Ils ont tenté de les contraindre à la paix par des victoires écrasantes, et ils ont échoué: un homme humilié ne capitule pas et avec un espace immense et des réserves de temps, les Arabes attendent la future contre-offensive stratégique tout en lançant des attaques tactiques dans le cadre d'une stratégie défensive. Tel semble du moins l'enseignement prodigué par les conseillers russes, que les Égyptiens, emportés par leur propre rhétorique, à chaque accès de fureur, à chaque mini succès risquent d'oublier.

Nous voici en 1974: la contre-offensive stratégique s'est produite, et, sans remporter de succès décisif, elle n'en a pas moins obtenu d'abord un effet de surprise; emporté en quelques heures une ligne de défense, plus illusoire encore que la ligne Maginot et, du même coup, ébranlé la confiance des Israéliens dans leurs chefs et dans leur supériorité.

Peut-être l'incapacité israélienne d'atteindre cette fois une victoire décisive, constitue-t-elle un facteur favorable et non défavorable. La victoire militaire d'anéantissement sur l'armée égyptienne (ou une fraction de cette armée) ne représentait ni *l'équivalent* ni le *moyen* de la fin politique. À notre époque plus encore qu'à celle de Clausewitz, il convient de mettre l'accent sur l'hétérogénéité des moyens et des fins, du matériau et de l'art. La tactique se sert des troupes, la stratégie des victoires. Entre la fin visée et les victoires, les relations varient du tout au tout selon les circonstances. Aussi bien Clausewitz réserve-t-il le terme de victoire (*Sieg*) à la tactique et il précise même que, plus encore que les victoires, la stratégie a pour moyen la victoire et pour fin les objets (*Gegenstände*) qui doivent conduire immédiatement à la paix.

Rien n'implique la coïncidence entre le moyen – la victoire tactique – et les objets qui conduisent à la paix. À cet égard, la guerre israélo-arabe offre un exemple éclatant: il se peut que la demi-défaite d'Israël, à l'automne de 1973, conduise à une demi-paix alors que la totale victoire de 1967 conduisit à un renouvellement de la guerre. (À supposer que la victoire de 1967 offrît une chance de paix, il aurait fallu qu'Israël proposât des conditions de paix dont la générosité après le triomphe militaire, aurait compensé l'humiliation du vaincu).

Il se peut enfin que la paix elle-même soit impossible pour deux raisons: la dissymétrie des adversaires, les intérêts incompatibles des grandes puissances. Le parti militairement supérieur – avec une supériorité croissante jusque 1967,

décroissante à partir de cette date – ne mobilise à son profit ni le nombre ni l'espace ni peut-être le temps. Dans la perspective d'un conflit prolongé, les trois catégories de l'analyse clausewitzienne avantageront les pays arabes. Pour apaiser ces derniers, Israël doit revenir à l'intérieur des frontières peut-être reconnues, mais qui ne seront pas sûres (il n'existe jamais militairement de frontières sûres). Nulle décision n'exige autant de clairvoyance et de force d'âme que des concessions *dans l'immédiat* en fonction du rapport futur des forces.

Même si Israël et les pays arabes, en un dialogue direct, parvenaient à un accord, encore faudrait-il que l'Union Soviétique et les États-Unis, se missent d'accord sur une paix acceptable – à celle-là comme à ceux-ci. Les deux grandes puissances veulent éviter l'affrontement mais non pas nécessairement assurer la pacification si, du moins, celle-ci tournait au profit exclusif de l'une ou de l'autre. Comme aucun des États arabes n'est gouverné par un parti communiste ou de tendance communiste, les positions soviétiques dans la région dépendent, en une large mesure, d'une certaine tension entre les intérêts arabes et les États-Unis. L'Union Soviétique peut-elle trouver un substitut au conflit israélo-arabe?

La conjoncture du Proche et du Moyen-Orient comporte un autre élément, caractéristique de la société actuelle des États, à savoir la disproportion, à l'intérieur des États aux prises, entre l'appareil militaire et la base économique. Ni l'Égypte ni Israël ne peuvent entretenir une armée qui compte des milliers de chars et des centaines d'avions sophistiqués. L'Égypte possède à la rigueur la population nécessaire mais non les ressources techniques et un produit national à la mesure de ce budget militaire. Israël possède les ressources techniques mais ni le nombre des hommes ni, par suite, le produit national. Les belligérants dépendent de leurs protecteurs et fournisseurs, non sans des moyens de pression sur ceux dont ils dépendent.

Une seule guerre récente offre un déroulement comparable à celui des guerres limitées du système européen: celle de 1971 entre l'Inde et le Pakistan. Les dirigeants de l'Inde, face à la répression du mouvement autonomiste au Pakistan Oriental (Bengale oriental), conservaient le choix entre deux sortes d'actions: ou bien soutenir de l'extérieur la guérilla des Bengalis, comme tant d'autres États l'avaient fait au cours de la phase de décolonisation contre une puissance européenne et au bénéfice d'un mouvement de libération nationale; ou bien vaincre décisivement la faible armée que le Pakistan avait envoyée dans la province orientale et que le gouvernement d'Islamabad ne pouvait ravitailler. Madame Gandhi choisit le deuxième terme de l'alternative et, dans le meilleur

style de la politique de puissance, elle conclut une alliance de revers avec l'Union Soviétique afin de neutraliser la Chine. Quant aux États-Unis, ils ne disposaient d'aucun moyen de force dans la région (l'envoi d'un porte-avions symbolisait plutôt l'impuissance): le réseau d'alliances excluait l'intervention des puissances extérieures et, localement, la supériorité de l'armée indienne était écrasante. Enfin, l'objectif militaire était bien, en ce cas, l'équivalent de la fin politique. Une fois le Pakistan oriental occupé, l'armée pakistanaise anéantie, la fin politique – l'indépendance du Bangla Desh – était atteinte. Pour le Pakistan occidental, la prolongation de la guerre à l'autre extrémité du sous-continent indien, aurait été un acte suicidaire.

L'Inde a préféré l'«agression» ouverte à l'«agression» clandestine par l'aide aux partisans. Quelque jugement que l'on porte sur les événements, «l'agression» ouverte a résolu le problème plus vite et à moindre coût.

Francs-tireurs et partisans

La référence à la guerre des partisans ouvre un autre chapitre de cette étude sur la place de la guerre dans la société actuelle des États. Là encore, il nous paraît possible de prendre pour point de départ le célèbre chapitre 26 du livre VI sur l'armement du peuple ainsi que les *Bekanntnisse* et les diverses études sur l'Espagne ou la Vendée.

Clausewitz n'a été ni le premier ni le seul à réfléchir sur la guerre de partisans qu'il considérait, en sa dimension strictement militaire, comme une forme de la petite guerre, celle-ci définie par les effectifs des troupes aux prises. Il nous offre cependant un point de départ commode pour mesurer le chemin parcouru entre les guerres de la Révolution et de l'Empire d'une part, les guerres du XXe siècle de l'autre.

Politiquement, Clausewitz a conçu la guerre de partisans en tant que moyen de la défensive, un suprême recours de la défense nationale. En fait, on le sait, le soulèvement général de la nation allemande, qu'il souhaita, qu'il prêcha, dont il rédigea les commandements à Königsberg en 1813, ne se produisit pas. La *Landwehr* joua un rôle décisif en 1813, 1814 et 1815 mais non le *Landsturm*. Clausewitz n'ignorait pas le potentiel révolutionnaire de l'armement du peuple, mais il jugeait l'invasion étrangère plus à craindre que la révolution. Il n'ignorait pas non plus la cruauté qu'entraîne inévitablement l'armement du peuple et il ne souhaitait certainement pas qu'il devînt une pratique permanente.

Pour des motifs divers, les guerres européennes du XIXe siècle ont été, en effet, des guerres nationales sans que les peuples recourent à ce moyen

désespéré. La guerre franco-allemande de 1870-71 suscita des francs-tireurs que les troupes allemandes craignirent effectivement et traitèrent impitoyablement. Si Gambetta, au lieu de lever des armées régulières, avait suscité une guerre de partisans, il aurait eu, à en croire le Général von der Goltz, une meilleure chance et il aurait mis en danger les troupes d'occupation. L'action des francs-tireurs, spontanée mais non organisée, réponse patriotique, n'exerça pas d'influence substantielle sur le cours des événements. Finalement la défense patriotique des Parisiens déclencha la guerre civile de la Commune, non la flambée de l'insurrection populaire contre l'ennemi. À cette date, l'état-major de la Prusse et d'Allemagne, pays qui avaient succédé à la France dans le rôle de perturbateur, ne voulait plus rien savoir de la guérilla, arme des faibles et instrument de défense nationale.

Durant la première guerre mondiale, la mobilisation des hommes sous les drapeaux et dans les usines, les fronts fixes réalisèrent les conditions évoquées dans le texte de Clausewitz cité plus haut: guerre nationale sans armement du peuple (sauf du peuple arabe). La deuxième guerre mondiale créa, en revanche, les conditions dans lesquelles l'armement du peuple devint inévitable: occupation, prolongée de vastes territoires par une armée étrangère qui amenait avec elle une idéologie et qui, à partir de 1941, combattait une armée, elle aussi inséparable d'une idéologie. Ces deux facteurs, occupation *étrangère* par une armée au service d'une *idéologie*, expliquent le surgissement des francs-tireurs et des partisans. Je propose, en effet, une distinction conceptuelle entre les uns et les autres, bien qu'ils ressortissent tous deux à la théorie de la petite guerre.

Carl Schmitt, dans son célèbre opuscule, *Der Partisan*⁽¹⁴⁾ n'a pas distingué ces deux catégories. Or j'aperçois une distinction essentielle entre le *paysan* espagnol qui défend sa ferme, sa femme et ses enfants, ses maigres ressources, et le *militant* d'un parti qui, sur ordre, commet des attentats ou organise des groupes de combat. L'adjectif *tellurique* par lequel Carl Schmitt qualifie le partisan vaut pour celui que j'appelle le franc-tireur, il ne vaut pas pour le jeune bourgeois gagné aux idées révolutionnaires qui, en Amérique du Nord ou du Sud, mène une guerre révolutionnaire, ou plutôt s'efforce de déclencher un mouvement révolutionnaire par les méthodes de la petite guerre.

Cette distinction apparut avec une particulière réalité au cours de la guerre 1939-45. Les organisations de résistance comptaient parfois des francs-tireurs et des partisans. Mais chacune d'entre elles se rapprochait de l'un ou de l'autre type. Les individus eux-mêmes, le plus souvent, savaient qu'ils combattaient ou bien

l'envahisseur ou bien pour une révolution en même temps que contre l'envahisseur. En Yougoslavie, une guerre civile opposait des organisations rivales, toutes en lutte contre l'envahisseur. Dans les autres pays de l'Est, la révolution fit suite à la guerre mais elle conduisit aussi à l'élimination de certains chefs, de certains partis de la résistance, un groupe politique s'étant assuré le monopole du pouvoir.

Je rappelle ces faits bien connus parce que la guérilla est devenue un aspect, important en certaines régions, de la société non pas tant interétatique qu'internationale. Les observateurs inclinent la plupart du temps à exagérer l'efficacité militaire de la seule guérilla ou petite guerre. Le parti communiste l'a emporté en Chine mais non par la seule guérilla. Il s'est donné une armée dès avant l'invasion japonaise et il a joué simultanément des deux instruments (Lénine, lecteur de Clausewitz, a toujours reconnu le caractère irremplaçable du soldat professionnel et de l'armée régulière). Quant à Fidel Castro, il n'est pas arrivé au pouvoir grâce à la «petite guerre» (il a débarqué avec quelques dizaines d'hommes) mais par suite de la corruption et de l'effondrement du régime Batista, miné par la révolte des classes moyennes plus que par les paysans longtemps passifs.

Il reste que l'amalgame entre la technique du parti léniniste et celle de la petite guerre constitue un fait majeur de notre temps et contribue à donner à la petite guerre un sens nouveau – ou peut-être faudrait-il dire à rendre inséparable guerre civile et guerre étrangère.

Les communistes sous la direction de Mao Tsé Toung faisaient la guerre au Japon, ils offraient même de collaborer avec Tchang Kaï Chek mais ils n'oubliaient jamais l'objectif politique qu'ils visaient. La guerre contre l'envahisseur ne les incitait pas à l'union sacrée et à l'oubli de leurs fins proprement politiques mais, tout au contraire, à tirer profit des circonstances, à utiliser la lutte nationale en vue de leur révolution. De ce fait le terme de libération nationale désignait à la fois la victoire sur l'envahisseur et la victoire sur le régime établi – ce qui prépare l'usage généralisé du concept de libération nationale pour désigner non plus nécessairement la lutte contre un envahisseur ou un colonisateur mais tout autant la lutte contre un parti ou un pouvoir tenu pour oppressif. Il suffit donc que ce pouvoir apparaisse peu ou prou lié à une puissance étrangère (et, en Amérique Latine par exemple, quel gouvernement n'est pas lié à celui des États-Unis?) pour que l'action révolutionnaire passe pour une entreprise de libération nationale.

La politisation ou peut-être plus exactement le caractère partisan de la finalité guerrière se reflète dans la politisation de l'instrument militaire. Depuis 1917 ou 1918, l'armée russe comporte la dualité d'un encadrement professionnel et d'un encadrement politique alors même que la plupart des grands chefs militaires appartiennent désormais au parti. Les régimes de démocratie pluraliste, en revanche, tolèrent en principe la diversité des opinions dans le corps des officiers et comptent sur le loyalisme à l'égard de l'État, de la nation ou de la Constitution. En dehors d'Europe, en Afrique, en Asie, en Amérique Latine, les armées sont, pour la plupart, «politisées» en ce sens qu'elles passent à juste titre pour une force proprement politique, pour un acteur qui intervient ou menace d'intervenir dans la bataille pour le pouvoir.

La politisation de la guérilla ou encore la transfiguration du franc-tireur en partisan présente aussi un aspect proprement technique. Clausewitz souhaitait que certains des chefs du *Landsturm* fussent nommés par les autorités légitimes. Lorsque le peuple s'arme et combat par petits groupes, il choisit localement ses chefs et ceux-ci parviennent malaisément à coordonner leur action d'un bout à l'autre du pays. Ce choix local favorise selon les circonstances les notables ou les révoltés. Même dans ce dernier cas, l'armement du peuple ne développe pas pleinement son potentiel révolutionnaire, il aboutit plutôt à l'insurrection qu'à la Révolution. Le parti, en revanche, modifie du tout au tout la situation. Il fournit au peuple en armes un encadrement politico-militaire qui se transforme en hiérarchie parallèle alors même que la guerre se prolonge. Bien plus, le parti crée l'équivalent de la discipline militaire en dépit de la dispersion des unités. Le franc-tireur éprouve l'attachement au sol – ce qui lui donne à la fois force et faiblesse: force tant qu'il ne se sépare pas de son foyer, faiblesse dès qu'il s'en éloigne. Devenu partisan, il acquiert non la formation professionnelle du soldat, mais la préparation psychologique nécessaire au combattant-militant, disponible n'importe où.

Encore une fois, je ne prétends pas trancher, en quelques lignes, du problème controversé: quelle est l'efficacité réelle de la guérilla? En quel contexte se révèle-t-elle efficace? Même en Amérique latine, les tentatives pour susciter de l'extérieur la guérilla ont échoué.⁽¹⁵⁾ Au Vietnam du Sud, la guérilla ne l'a pas emporté, même après le retrait des troupes américaines. Ce qui me paraît vrai, c'est la capacité de durer, de tenir d'une insurrection populaire (même quand elle ne rallie qu'une fraction de la société). Or, un État démocratique risque, lui, de ne pas tenir. L'opinion française, divisée, ne croyait plus sans réserve à la légitimité de la loi française en Algérie. L'opinion américaine doutait de la légitimité de

l'intervention dans une guerre autant civile qu'étrangère. Une armée de 500.000 hommes gagnait le combat sans remporter de succès décisifs contre un mélange de troupes régulières du Nord, adoptant la méthode des irréguliers, et d'irréguliers du Sud encadrés par le parti et créant des organisations parallèles.

Les phénomènes dits de guérilla urbaine, les enlèvements de personnalités, les demandes de rançons prolongent d'une certaine manière le mouvement vers la dispersion et l'ubiquité de la violence, vers le déclin des guerres selon les normes: faut-il dire vers la guerre permanente, ou vers la paix, ou vers l'indistinction de la paix et de la guerre?

Ni paix ni guerre?

Revenons à l'idée que j'ai indiquée plus haut: au rebours de ce qu'ont cru les lecteurs superficiels de Clausewitz, celui-ci n'aurait jamais écrit que la paix est la continuation de la guerre par d'autres moyens. En effet, puisqu'il caractérisait la guerre par la violence physique, la paix qui en excluait l'emploi, s'opposait à la guerre. En revanche, rien ne l'empêchait d'écrire que des États peuvent, en temps de paix, se donner des fins comparables ou identiques à celles qu'ils visent par la violence. Bismarck accomplit l'unité allemande par la violence: il ne croyait pas possible de l'accomplir autrement que par le fer et par le feu.

Autrement dit, les fins des États peuvent être les mêmes, en temps de paix et en temps de guerre, mais dès lors que l'une et l'autre sont caractérisées, définies par le moyen, la politique est continue, non la guerre. La politique tour à tour emploie la violence ou s'abstient d'en user. Mais pour affirmer que la guerre continue en temps de paix, il faut adopter une autre conceptualisation, postuler que les États se veulent en permanence du mal les uns aux autres et que le recours ou le non-recours à la violence physique ne constitue pas une discrimination valable.

Les auteurs américains, ai-je dit, partent de l'opposition entre les intérêts, individuels ou collectifs, et se donnent normalement pour objet de régler les conflits en évitant les ravages de la guerre. Optimistes, ils mettent l'accent sur la difficulté croissante des Superpuissances d'employer les moyens de force. Pessimistes, ils croient observer le transfert, vers les relations économiques, des conflits interétatiques. Dans l'un et l'autre cas, la société des États, à notre époque, différerait radicalement de la société européenne des États telle que l'a connue Clausewitz.

J'ai tenté de mettre en lumière certaines de ces différences à partir de la conceptualisation clausewitzienne, de montrer ce que devient le jeu interétatique

quand la menace ou la simulation doit se substituer à l'épreuve de forces, quand disparaît le paiement au comptant, quand les guerres limitées résultent d'une interaction complexe entre les acteurs locaux et les responsables de la société globale planétaire. J'ai esquissé l'analyse de la politisation de la guerre et des armées, de l'amalgame entre le peuple armé et le parti idéologique. Avec l'ubiquité de la violence dispersée, la distinction entre la paix et la guerre par le moyen – violence physique – est-elle définitivement condamnée? L'étude précédente aboutit-elle à une conclusion qui en réfute les idées originelles? Personnellement, je ne le crois pas mais, puisque ce texte doit susciter une discussion, je le termine sur ce point d'interrogation.

- (1) N.D.L.R. Il s'agit du Congrès des historiens militaires qui s'est tenu à Munster en juin 1974.
- (2) N.D.L.R. *Contrepoint* a déjà publié un texte de Raymond Aron sur Clausewitz: «Sentiments et entendement dans la pensée de Clausewitz», *Contrepoint*, n°7-8, été 1972.
- (3) N.D.L.R. *De la Guerre*. Une traduction française de cet ouvrage, faite par Denise Naville, a été publiée par les Éditions de Minuit, en 1955.
- (4) *Vom Kriege*, II, 2, pp.293-294. (Dans l'édition allemande Hahlweg – 18e édition de l'œuvre.). N.D.L.R. Les citations de *De la Guerre* faites par Raymond Aron, le sont dans sa propre traduction.
- (5) *Vom Kriege*, VI, 276, p.808.
- (6) Autre preuve, si besoin est, l'insistance de Clausewitz à propos de la campagne de Russie de Napoléon: il ne pouvait gagner son pari qu'à la condition qu'Alexandre consentît à traiter.
- (7) Carl von Clausewitz, *Schriften, Aufsätze, Studien, Briefe, Dokumente*, herausgegeben von Werner Hahlweg, Göttingen, 1966, I, p.750.
- (8) *Vom Kriege*, I, 1, 6.
- (9) *Vom Kriege*, I, 1, 11.
- (10)) *Leviathan*, part. I, Chap. 13.
- (11) N.D.L.R. *Strategic arms limitation talks*: négociations entre Russes et Américains, engagées en 1967, sur la limitation des armes nucléaires stratégiques.
- (12) Je reprenais le texte de Clausewitz selon lequel la surprise stratégique est rare (*Vom Kriege*, III, 9).
- (13) Les Palestiniens ajouteraient: un État «sioniste» ou «juif».
- (14) N.D.L.R. *Der Partisan* (1963) a été traduit en français, sous le titre *Théorie du partisan* et publié en 1972, avec un autre essai de C. Schmitt, *La notion de politique*, en un seul volume, chez Calmann-Lévy, dans la collection «Liberté de l'Esprit» que dirige Raymond Aron. Pierre Avril a rendu compte de ces deux essais dans le no 7-8 de *Contrepoint*.
- (15) N.D.L.R. Voir, plus loin, le texte de François Bourricaud: «Fin de partie en Amérique Latine».

Henri De Man: Au delà du marxisme

Contrepoint
janvier 1975

Nouvelle édition, Le Seuil, 1974, Bibliothèque politique, collection dirigée par Jacques Julliard.

En 1926 paraissait en Allemagne Zum Psychologie des Sozialismus de Henri de Man (Contribution à la psychologie du Socialisme). Remanié et abrégé, ce livre fut traduit en français la même année sous le titre: Au delà du Marxisme. Rapidement épuisé, il connut en 1929 une deuxième édition (Chez Félix Alcan).

L'attitude de Henri de Man en 1940 ayant jeté le discrédit sur son œuvre, cet ouvrage qui marqua profondément le socialisme de l'entre-deux-guerres, était devenu quasiment introuvable. Félicitons donc les éditions du Seuil de l'avoir mis à nouveau à la disposition du public français.

Il nous a paru intéressant de saluer cette réimpression par celle de l'article que Raymond Aron consacra à Au delà du Marxisme, en 1931, dans Libres Propos, la revue d'Alain. Nous sommes reconnaissants à Raymond Aron de nous avoir autorisés à le reproduire et d'avoir bien voulu lui ajouter, en guise de post-scriptum, quelques réflexions sur Henri de Man et la portée actuelle de son œuvre.

Les intertitres sont de la rédaction de Contrepoint.

La crise du socialisme se manifeste par une opposition croissante entre une doctrine révolutionnaire et une pratique réformiste. Aucun socialiste de bonne foi n'ose plus, aujourd'hui, discuter le fait. Les tentatives de résoudre le conflit se multiplient: parfois on se contente de substituer à la doctrine un programme d'action réformiste; ou bien on renvoie au terme d'une évolution progressive le «saut fatal»; ou bien encore on prétend définir la «révolution» concrètement: à la hiérarchie capitaliste des classes, fondée sur la suprématie du capital et la concurrence des individus doivent se substituer des institutions du type coopératif ou syndical, inspirées d'un esprit nouveau; souvent, enfin, on conserve les catégories et l'idéologie marxistes (lutte de classes, capitalistes et bourgeois, petits bourgeois, prolétaires, etc.).

Certains théoriciens s'instituent gardiens et conservateurs de l'orthodoxie, parlent de la destruction des cadres de l'état bourgeois (?), condition nécessaire de la transformation sociale, jouant plus que jamais avec ces concepts réalisés.

Et ceux-ci se fixent d'autant plus qu'ils demeurent les seules survivances d'une théorie (ou théologie) que le mouvement socialiste et syndical réel ignore chaque jour davantage, et dont le contenu révolutionnaire n'anime plus que la propagande simpliste du communisme. Tous les socialistes utilisent plus ou moins habilement la classique distinction des «moyens et des fins», de la «tactique et de la doctrine». La récente controverse sur la participation offrit un spectacle réjouissant de jongleries stratégiques: de bonne foi, les socialistes s'efforçaient gravement de marquer l'instant où la divergence de tactique devenait différence de doctrine. Zyromski osait se déclarer en «désaccord doctrinal» avec Paul-Boncour⁽¹⁾. Certes... Mais la pseudo-rigueur doctrinale d'un marxisme desséché ne vaut pas mieux que la fadeur d'un réformisme petit-bourgeois ou esthétique, dilettante ou jacobin. Il n'y a de solution possible que dans un effort de pensée original. Le socialisme doit redevenir une réalité spirituelle. Le retour à l'unité peut être le retour à la vie. Le livre de De Man fut et reste aujourd'hui, bien des années après sa parution, le plus vigoureux effort de synthèse.

Une protestation morale

L'unité nécessaire, il ne la cherche ni dans des conciliations verbales, ni dans le sacrifice ou du réformisme ou de la révolution, mais dans l'esprit *un* qui anime et féconde et la pratique réformiste et la volonté révolutionnaire.

La protestation socialiste, saisie en son inspiration véritable, ce n'est ni une revendication d'intérêts, ni un déchaînement de violence ou de forces: chez les théoriciens, bourgeois convertis à la cause prolétarienne par conviction idéaliste, chez les ouvriers, pénétrés du sentiment de leur dignité d'homme et accablés d'un sentiment d'infériorité humiliante et injuste, chez les uns comme chez les autres, toujours, le socialisme est essentiellement appel à la justice, vouloir moral d'autonomie et d'égalité, révolte contre le capitalisme au nom d'un idéal éthique. Ainsi se réconcilient, selon les vœux de Jaurès, le socialisme et la démocratie, issus des mêmes sources morales, nourris des mêmes aspirations chrétiennes et humanistes à la fois: sentiment de la valeur originale et unique propre à chaque être humain, sentiment de l'autonomie et de l'égalité des personnes.

La «démocratie politique» n'est pas seulement «moyen» en vue de la démocratie sociale: unies à leur origine, d'accord sur leur fin dernière, de rénovation humaine, au-delà des révolutions économiques ou politiques, elles se rejoignent nécessairement aussi dans la pratique, car elles usent le plus possible de moyens pacifiques, comme le suffrage universel qui permet aux forces

diverses de se manifester dans l'État, non pas seulement instrument de la classe dirigeante, mais expression mobile des intérêts et des volontés en conflit.

Dès lors la «révolution socialiste» semble trop peu révolutionnaire, non trop. Car la négation du capitalisme, c'est avant tout la négation de l'esprit capitaliste, qui met au premier rang les valeurs de luxe, de richesse et de puissance. En tant qu'il adopte pour mobile la notion de l'intérêt de classe et ne reconnaît dans l'homme d'autre tendance que l'instinct acquisitif, le socialisme n'est pas révolte mais adaptation au capitalisme. Pour être moins injuste, il faudrait dire, je crois, qu'il prétend utiliser les mobiles nés du capitalisme en vue d'un idéal qui le dépasse. C'est donc dans la pensée de Marx qu'il faudrait trouver l'origine de la distinction qui touche si facilement au sophisme et à la lâcheté entre «moyens et fins».

Distinction dangereuse, car elle dissimule l'unité profonde de l'esprit socialiste, réformiste et révolutionnaire; dangereuse, car elle oublie la vérité psychologique que les moyens employés éveillent en l'âme humaine des sentiments qui leur correspondent (la pratique de la violence éveille l'instinct de violence; vouloir aller par la violence à la non-violence, par la guerre à la paix, par les armements à la sécurité, c'est méconnaître les réactions immédiates de l'âme humaine, c'est aveuglement et folie); dangereuse, car l'action quotidienne privée de signification idéale, devenue opportunisme pur ou nécessité subie, sombre en habileté politicienne et perd en efficacité réelle; et d'autre part, loin de relever la foi, le but idéal, détaché du mouvement réel, se durcit en mysticisme conceptuel et en utopie chimérique, et ne sert qu'à écraser le présent sous le poids d'une insoutenable comparaison avec le paradis rêvé.

Une psychologie de la tension

Une psychologie du mouvement ouvrier deviendrait ainsi, selon De Man, le centre de la pensée socialiste. Or une psychologie véritable condamne le matérialisme qui commande la philosophie marxiste: pour que les hommes réalisent la dialectique de l'histoire, il faut que les circonstances sociales agissant sur eux ne produisent et ne puissent produire qu'une seule réaction. En d'autres termes, pour que le devenir obéisse à une loi historique unilinéaire et inflexible, il faut que l'action humaine soit déterminée d'une manière également rigoureuse et univoque. Or le type de causalité mécanique ne saurait s'appliquer à la conduite des hommes: en réalité, ils répondent à un même excitant par des actes divers, selon leur état psychologique⁽²⁾.

On pourrait dire encore qu'une psychologie utilitariste est nécessaire pour que

la lutte de classes déchaînée «fatalement» par le capitalisme aboutisse «inéluclablement» au communisme. Or l'utilitarisme est une psychologie fausse qui fait de l'être un comptable raisonneur alors qu'il était en réalité un acteur passionné.

L'«homo œconomicus» de l'économie classique représente un type de conduite idéale à quoi l'être réel n'atteint jamais. Il ne suffit donc pas de dire que d'autres facteurs balancent le facteur économique: il n'y a pas de facteur économique à «l'état pur». Et d'ailleurs la notion même de «facteurs» dérive d'une forme de pensée réaliste qui impose à un monde mouvant, tissé d'innombrables rapports inextricablement enlacés, une simplification arbitraire...

Cette critique du matérialisme historique semble s'inspirer de réflexions assez diverses: une psychologie de l'homme concret, agent de l'histoire, qui ruine la psychologie utilitaire indispensable à la synthèse marxiste (s'il est vrai du moins que les hommes font eux-mêmes leur histoire); une théorie de la vérité définie comme méthode féconde pour saisir le réel; une critique nominaliste de la connaissance, et une attitude d'esprit idéaliste, qui ruine et le réalisme naïf – transposition et renversement à la fois de l'idéalisme intégral de Hegel, – et le conceptualisme, hérité aussi de la dialectique hégélienne; enfin une définition pragmatiste de la vérité en matière sociale: une doctrine qui prétend diriger le mouvement socialiste se vérifierait ou non selon que celui-ci la confirme ou l'infirme. Le réformisme, le social-patriotisme, que le marxisme ne peut ni comprendre ni expliquer, le convainquent d'erreur.

Une philosophie de l'histoire ne saurait être, appliquée au passé, qu'un moyen de le comprendre, appliquée à la prévision du futur, qu'un moyen de le réaliser. La prétention «scientifique» de Marx apparaît vaine: par la coïncidence de la fatalité historique et de la volonté morale, il espérait faire l'économie d'un jugement de valeur et d'une décision éthique. Or cette prétention fondée sur une confiance naïve en la philosophie de l'histoire, qui fondait à son tour le caractère scientifique du socialisme, apparaît aussi peu scientifique que possible. Car:

1°) Toute philosophie de l'histoire reste par nature incertaine;

2°) C'est illusion de croire que la «volonté» de l'histoire s'impose à la volonté de l'homme, au point que celui-ci n'aspire plus qu'à réaliser les tendances de l'évolution;

3°) Il est faux de se refuser sous couleur de science, à distinguer entre l'ordre du fait et l'ordre du devoir être.

Et à nouveau ici De Man fonde sur une psychologie de la revendication le

rapport du fait au vouloir. Car d'une «tension» entre le monde actuel et notre exigence morale naît une protestation éthique qui à son tour se crée une science de la réalité, soit pour se confirmer dans sa foi par l'illusion du secours de la Providence historique (Marx), soit simplement, comme dans la pensée de De Man pour éclairer sa route.

Du christianisme au socialisme

En fin de compte, c'est donc la «conscience morale» de l'homme qui explique la volonté socialiste. Elle apparaît ainsi comme l'agent de tous les progrès, la source de toutes les valeurs réalisées et affirmées, une à travers l'histoire dans son aspiration profonde; impossible certes à définir rigoureusement, mais reconnaissable à quelques traits permanents: prééminence des valeurs spirituelles sur les valeurs vitales, et de ces dernières sur les réalités matérielles; prééminence des valeurs désintéressées sur les actes égoïstes.

J'hésiterais, pour mon compte, à croire à une telle permanence: l'idéal humain me paraît s'enrichir et s'approfondir; dignité humaine, égalité et dévouement se retrouvent peut-être dans l'inspiration du christianisme, aussi bien que du socialisme. Mais la dignité tranquille et forte de l'homme libre et seul, dans un univers sans Dieu, me semble d'autre accent que l'égalité des pécheurs égaux dans la souillure, ou même des âmes immortelles, unies dans l'amour de l'au-delà...⁽³⁾ Plus précisément les inspirations différentes du socialisme et du christianisme font qu'au mépris du corps et de cette vie misérable, le socialisme substitue le respect de ce corps – qui est nous, – le sens de la valeur tragique de cette vie unique qui est la nôtre. La réhabilitation du Travail, au moins à titre d'idéal, les valeurs collectives, nées de l'association de l'atelier ou du syndicat, deviennent parties intégrantes de l'éthique socialiste. Et l'efficacité diffère – à supposer même que le dogme catholique ne lie point l'Église à la conservation sociale: il faut peut-être pour transformer des révoltés en révolutionnaires, leur donner, avec la perte de la foi, l'angoisse impatiente d'un irréparable présent.

Et plus d'évolution dans la volonté fondamentale permet de croire à moins de disparitions dans le domaine temporel des idées. Un système philosophique ou social, comme le marxisme, même une fois dépassé n'est pas seulement un fait historique. Il peut rester vrai, et comme méthode féconde de penser, et comme découverte définitive d'une «terra ignota» ou d'une valeur originale. Dans l'«Aufhebung» De Man ne voit que disparition, parce que les idées sont trop uniquement, à ses yeux, inspiratrices de l'action, pas assez révélatrices de la réalité...

Par ailleurs ce pragmatisme reste un peu obscur, parce qu'on n'aperçoit pas avec une netteté entière en quelle mesure il dérive d'un probabilisme universel, en quelle mesure seulement d'une psychologie et d'une science de la conduite humaine.

Il ne suffit pas que la «rationalisation» de l'histoire ou de la réalité sociale dérive d'une volonté de les transformer pour que l'efficacité de la doctrine définisse seule la vérité de la construction rationnelle: il faut encore admettre que, à celle-ci, rien ne correspond et ne peut correspondre. Or peut-être en délimitant une part de réalité sociale, sinon inhumaine en ses origines, du moins libérée de l'humanité, pourrait-on préciser – ce qui n'est qu'indiqué dans le livre – en quel sens et jusqu'à quel degré, les circonstances historiques sont condition limitative, non déterminante de notre vouloir.

Du même coup, nous reprendrions conscience de notre liberté comme d'une cause réelle, et peut-être la marge d'indétermination que comporte une situation donnée correspond-elle précisément au pouvoir de notre volonté. La croyance à la fatalité fait notre servitude. La foi en notre vouloir peut fonder notre autonomie. Foi rationnelle non mystique, car elle s'appuierait sur une critique du mode de pensée déterminante mais aussi sur une aperception exacte des forces historiques.

Sorel définissait le matérialisme historique comme la subordination de la théorie à la pratique, c'est-à-dire de la doctrine à la lutte de classes. À quoi Élie Halévy objectait avec rigueur que c'était là subordonner la connaissance à l'utopie ou du moins au vouloir, c'est-à-dire renverser le primat marxiste de la science. De cette conception (doctrine destinée à éclairer la pratique) De Man n'a développé intégralement que le pragmatisme. Mais en dehors des mythes, en dehors de la lutte des classes, grâce à quoi se révélait une morale nouvelle, aube d'un monde nouveau, Sorel lui-même réclamait une étude des faits économiques aussi dépouillée que possible de tout parti-pris, nécessaire, et pour orienter la bataille socialiste, et pour révéler les organisations nouvelles, nées de la réalité industrielle et premier aspect de la cité future...

Un réformisme exigeant

Cette étude, trop brève, pour un livre aussi important, visait surtout à montrer la complexité de la pensée de De Man et sa signification... Plutôt que d'y insister, je voudrais pour terminer reprendre certaines idées importantes que cette analyse a sacrifiées et qui donnent sa vertu à la pensée de De Man, car elles montrent à quel point le socialisme dit éthique est plus exigeant pour l'immédiat, parce qu'il

attend moins d'un futur paradisiaque.

En premier lieu, si le socialisme se veut moralité nouvelle, il doit se révéler efficace dès aujourd'hui, en rendant meilleurs les hommes qu'il anime, c'est-à-dire plus heureux et plus vertueux. Dès aujourd'hui le socialisme doit exiger bien plus qu'une amélioration matérielle du sort des ouvriers. Ainsi apparaît que le remède à l'embourgeoisement de la classe ouvrière, au réformisme petit bourgeois du socialisme parlementaire, n'est pas, comme le croyait Sorel, dans la violence et la lutte, mais dans un idéal qui donne une âme nouvelle au réformisme et lui enjoigne de se dépasser lui-même.

Dès aujourd'hui le socialisme doit considérer comme son devoir suprême de sauver les valeurs et l'humanité même du désastre: en réalisant une Internationale véritable, il doit empêcher une guerre nouvelle. Dès aujourd'hui enfin, il doit lutter contre les «scènes de la vie future», c'est-à-dire empêcher que la «civilisation industrielle» ne détruise toute civilisation véritable.

«La grande tâche de notre époque est moins la lutte de classes des travailleurs contre le capitalisme que la lutte de l'humanité contre la civilisation industrielle»[\(4\)](#).

Raymond Aron

Jean Claude Casanova, en furetant à la Bibliothèque Nationale, a retrouvé cet article paru dans les Libres Propos. Georges Liebert auquel je ne parviens jamais à dire non, a décidé de le publier, en dépit du malaise que je ressens à me relire, après une quarantaine d'années. Ainsi soit-il.

Henri de Man jouissait, dans les années trente, d'un prestige exceptionnel. Oublié aujourd'hui, du moins en France, il m'apparaît malgré tout le seul théoricien du socialisme démocratique de l'entre-deux-guerres. Sa défaillance, intellectuelle et morale, au lendemain de la victoire des armées du IIIe Reich en juin 40, ne suffit pas à disqualifier une œuvre importante et un homme à bien des égards admirable.

Il appartenait encore aux temps héroïques où les fils de bourgeois adhéraient au parti socialiste par révolte contre les injustices sociales sans glisser pour autant au nihilisme de la contestation totale et de la violence. Socialiste de la IIe Internationale, il milita en Allemagne où il vécut avant 1914, il connut tous les dirigeants de la IIe Internationale, il connut aussi les mencheviks et les bolcheviks; il me raconta un jour à quel point l'épopée de Lénine et des siens l'avait surpris, lui qui se souvenait de la piètre estime dans laquelle les socialistes de l'Occident, français et surtout allemands tenaient les dirigeants de

la social-démocratie russe, réputés avant tout pour leur penchant aux querelles intestines et aux scissions. Si mes souvenirs ne me trompent pas, Henri de Man se trouvait avec M. Müller parmi les délégués de la social-démocratie allemande venus prendre contact avec leurs camarades français à la veille de la déclaration de guerre. Roger Martin du Gard, lorsqu'il écrivit *Été 14*, lui demanda des précisions sur cette ultime tentative des représentants de l'Internationale ouvrière pour arrêter la fureur des nationalistes, pour prévenir le suicide de l'Europe bourgeoise.

Henri de Man fit la première guerre en tant qu'officier d'infanterie. Il m'en parla une fois ou deux comme d'une décision prise en toute conscience, normale, nécessaire. Il fit allusion aussi aux cas de conscience que devait résoudre un officier de ligne, responsable de la vie de ses hommes. Il sortit de cette expérience plus pacifiste encore peut-être que socialiste. Il parlait avec une égale facilité flamand, français, allemand et anglais. Autant que je m'en souviens, il était meilleur orateur en allemand qu'en français. Encore meilleur, m'a-t-on dit, en flamand. Véritable Européen, il ne participa certainement pas aux propagandes et aux haines que déclencha la guerre de 1914.

Pourquoi, combattant volontaire en 1914, fût-il moins ferme en 1939? Pourquoi la victoire foudroyante de la Wehrmacht suffit-elle à ébranler les convictions de son existence entière, fut-ce temporairement? Henri de Man, personnalité de style aristocratique, d'abord facile, bienveillant, ne ressemblait en rien à un militant du bolchevisme ou du national-socialisme. Le fanatisme lui était étranger et il pratiquait spontanément les vertus du libéralisme. Mais il n'aimait pas, en 1940, le libéralisme économique qui semblait aboutir aux millions de chômeurs dont la condition, en Grande Bretagne, l'avait bouleversé; il n'aimait pas davantage le libéralisme politique dans la mesure où celui-ci s'exprimait dans les assemblées auxquelles, ministre du gouvernement van Zeeland, il s'était heurté et qui lui avaient paru surtout des freins à l'action et des nids d'intrigues. Venu tardivement à la politique belge, la médiocrité parlementaire ou ce qu'il avait jugé tel, l'irritait. En dépit de son opposition au bolchevisme et au national-socialisme (racisme et antisémitisme lui répugnaient), il éprouvait une vague attirance pour l'apparente communauté que créaient les régimes autoritaires. Il hésitait entre deux visions de l'histoire; il s'était révolté, dans sa jeunesse, contre les démocraties capitalistes ou les ploutocraties (pour reprendre le langage de Pareto); il avait adhéré à un socialisme qui voulait dépasser et non éliminer les valeurs des Lumières. Mais, à la fin des années trente, les ploutodémocraties semblaient condamnées par leur

impuissance. À partir de ce pessimisme en même temps que du pacifisme, la tentation de juin-juillet 1940 devient intelligible.

Henri de Man qui avait milité dans la social-démocratie allemande contre la national-socialisme jusqu'au jour de la prise de pouvoir par Hitler (tout en enseignant à l'université de Francfort) se convertit à l'action proprement politique, en Belgique, afin de mettre en application ses idées et, en particulier, l'idée de plan qu'il avait lancée en tant que mythe et programme tout à la fois.

Il serait intéressant de comparer le plan des années trente et celui des années d'après-guerre. Il y a quarante ans, les gouvernants ne disposaient ni des statistiques du produit national ni des outils conceptuels nécessaires même à la planification indicative à la française. Le plan de Man, tel qu'il fut appliqué en Belgique, comportait un mixte de mesures monétaires (dévaluation afin de tenir compte de la baisse des prix mondiaux entraînés par la livre et le dollar) et d'augmentation de la demande globale. Il s'inspirait, consciemment ou non, du keynesisme plus que du marxisme. Un équivalent français du plan de Man, en 1934 ou en 1935, aurait évité les cruautés de la déflation Laval et les erreurs de sens contraire du Front populaire.

Laissons ces épisodes, désormais oubliés, de la triste époque d'où sortit la deuxième guerre mondiale. Que reste-t-il de l'œuvre, de la pensée d'Henri de Man? Je souhaite que les socialistes relisent ses livres et s'interrogent. Le grand mérite d'Henri de Man, à mes yeux, reste le courage intellectuel de la remise en cause permanente des doctrines reçues. Le marxisme qu'il critique ou réfute est un marxisme simplifié, mécanique, relativement primitif si on le compare à celui que l'on interprète désormais. Mais l'essentiel demeure une interrogation qui n'a pas épuisé sa signification: les partis social-démocrates peuvent-ils combiner une pratique de réformes avec une idéologie de révolution? Le révisionnisme de Bernstein(5) condamné par les Congrès-Conciles de la IIe Internationale, l'emporta finalement, après la deuxième guerre mondiale, dans la social-démocratie allemande. Les jeunes socialistes de la République Fédérale se dressent contre le révisionnisme victorieux de W. Brandt et H. Schmidt. Quant au parti socialiste de M. François Mitterrand, a-t-il le choix?

Raymond Aron

Qu'attend-t-on de la révolution?

«... Confiant dans la force potentielle du prolétariat, le marxisme préconise l'action politique et la revalorise à l'extrême. Mais quelles contradictions! Rompant avec la démagogie traditionnelle, il admet que la classe ouvrière n'a

pas encore atteint le degré de maturité nécessaire à son émancipation et que la conjoncture économique ne permet pas encore un changement de régime. Et pourtant, il ne cesse de préconiser une tactique qui suppose réaliser ces deux conditions. Dans le même temps, les publications marxistes ne cessent d'insister sur l'impréparation politique des ouvriers, avec une sévérité qui s'apparente au dogmatisme des premiers socialistes. Mais par ailleurs, elles affirment que la classe ouvrière est seule dépositaire de la culture, de l'intelligence, de la vertu, rendant par là même incompréhensible leur désaccord avec les socialistes extrémistes et les anarchistes partisans de la violence. Tous leurs efforts se réfèrent à une révolution qui leur semble imminente. Aussi jugent-elles toute activité légale comme un pis-aller, un simple travail de propagande. Je regrette l'absence d'un véritable débat: qu'attend-t-on au juste de la révolution, et en quoi l'activité politique légale peut-elle contribuer à un bouleversement? (...)

Dès que la minorité possédante d'une nation cesse de représenter un obstacle décisif au progrès, que l'œuvre d'édification l'emporte sur l'œuvre de destruction, la révolution violente perd toute signification. On peut renverser un gouvernement, une minorité privilégiée, non un peuple. (...)

L'unité d'une nation, d'un peuple est souvent illusoire. Il en est parfois de même pour la souveraineté populaire: il ne suffit pas de la proclamer pour qu'elle existe réellement. Le gouvernement peut, en effet, tomber entre les mains de ceux dont il devait se préserver, c'est-à-dire les fonctionnaires, les politiciens professionnels, les propriétaires de journaux. Ce danger guette tout autant les gouvernements révolutionnaires que les gouvernements constitutionnels.

La dictature du prolétariat n'est souvent que la dictature des orateurs de clubs révolutionnaires et des littérateurs. C'est généralement le cas lorsque la classe ouvrière ne dispose pas de ses propres organisations économiques ou qu'elle n'a pas atteint cette maturité qui ne s'acquiert que par la pratique de l'autogestion. Je ne souhaite pas pareille dictature à ceux qui rêvent d'écraser et de persécuter les organisations ouvrières, d'exclure les représentants des travailleurs des corps législatifs et administratifs. Je ne la souhaite pas non plus à la classe ouvrière.

(...) Ce n'est pas en finir avec l'utopie que d'enjoliver le présent et le charger des caractéristiques de l'avenir. Il nous faut prendre les ouvriers comme ils sont: ni aussi misérables que le prétend le *Manifeste*, ni aussi lucides et vertueux que certains voudraient nous le faire croire. Ils ont les qualités et les défauts que leur imposent les conditions sociales dans lesquelles ils vivent. Ni ces conditions, ni leurs effets ne sauraient disparaître du jour au lendemain. La plus violente des

révolutions ne saurait élever que très lentement le niveau de vie moyen de la grande masse.»

E. Bernstein, *Les Présupposés du Socialisme* (1899). Le Seuil, 1974, Bibliothèque politique dirigée par J. Julliard.

(1) N.D.L.R. Raymond Aron fait allusion au Congrès extraordinaire de la S.F.I.O. réuni le 2 janvier 1930 pour répondre aux propositions faites par Daladier de participer au gouvernement. Après de subtiles controverses sur «l'exercice» et la «conquête» du pouvoir, «l'action gouvernementale purement socialiste» et «l'action à prédominance socialiste, mais à objectifs limités», le Congrès rejeta les propositions radicales. Zyromski animait avec Bracke la gauche de la S.F.I.O. Affirmant nettement le principe de la lutte des classes, hostile aux radicaux, il défendait avec véhémence la «farouche virginité ministérielle du Parti». Paul-Boncour, au contraire, appartenait avec Vincent Auriol à la droite de la S.F.I.O. Ne croyant pas à la Révolution, il s'affirmait nettement «réformiste» et comme tel, participationniste et partisan d'une collaboration permanente avec les radicaux.

(2) État psychologique dû en bonne partie à leur passé, à leur tradition. Les peuples qui ont connu le christianisme ne «répondent» pas comme les autres au capitalisme.

(3) À supposer même cette opposition fausse ou exagérée, De Man ne parvient à unir sans cesse christianisme et socialisme que par une indifférence totale à l'égard des dogmes...

(4) Bertrand Russell cité par Henri de Man.

(5) (5) N.D.L.R. Les éditions du Seuil ont aussi réédité, dans la même collection que le livre de De Man, *Les Présupposés du Socialisme* de E. Bernstein. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans un prochain numéro.

Historien et philosophe

Contrepoint
Avril 1975

Le texte suivant est celui d'un exposé prononcé par M. Raymond Aron le 28 novembre 1970, au cours d'une séance de la Société française de Philosophie organisée pour le centenaire d'Élie Halévy, sous la présidence de M. Jean Wahl. Cet exposé fut suivi d'une discussion à laquelle participèrent MM. Louis Joxe, Robert Marjolin et René Roy. L'ensemble a été reproduit dans le numéro de janvier-mars du Bulletin de la Société française de philosophie. Nous sommes très reconnaissants à M. Raymond Aron et à la Société française de Philosophie de nous avoir autorisés à publier ce texte dans Contrepoint.

Je me sens honoré et confus tout à la fois: vous – les parents, les amis d'Élie Halévy, les dirigeants de la Société française de Philosophie - m'avez demandé de rendre hommage, en votre nom à tous, à l'historien du peuple anglais et aussi au rédacteur en chef de la *Revue de Métaphysique*. Que cette tâche m'honore, vous le comprenez aisément. La personnalité d'Élie Halévy forçait le respect et l'admiration. Il n'aurait pas aimé que nous parlions longuement de lui mais je voudrais dire, d'un mot, que peu d'hommes m'ont donné, au même degré, le sentiment d'une rectitude, d'une sincérité absolues. À lui, plus qu'à tout autre, s'applique la formule d'André Malraux: «Réduire en soi la part de comédie».

Ma confusion tient à de multiples raisons. J'ai connu Élie tard dans sa vie, comme ami, non comme professeur ou même comme historien. Je n'avais pas lu l'*Histoire du peuple anglais au XIXe siècle* lorsque je l'ai rencontré, je n'avais pas suivi ses cours à l'École des Sciences politiques. Nos relations ont commencé, si mes souvenirs ne me trompent pas, à propos d'un article sur l'objection de conscience que j'avais soumis à la *Revue de Métaphysique et de Morale*. Article strictement abstrait, qui visait à préciser principe et logique l'objection de conscience et à démontrer l'incompatibilité entre objection de conscience et attitude révolutionnaire. Il me répondit en transposant la discussion sur le plan historique, il voyait dans le refus de l'obligation militaire le symptôme d'un refus du citoyen de participer à la défense nationale, accompagné du consentement à laisser à des mercenaires ou à des soldats recrutés outre-mer la charge de combattre pour la République. De même, quand je lui soumis un article critique sur l'expérience économique du Front populaire, il réagit en historien, sans illusion et sans peur de la vérité.

De son vivant, je n'ai été qu'une seule fois à Sucy-en-Brie et je voudrais évoquer ce souvenir parce qu'il est demeuré intensément présent à ma mémoire. Je rencontrai à la *Maison Blanche* les frères Rosselli, j'eus une longue conversation avec l'un d'eux, le militant antifasciste, nous convînmes de nous retrouver bientôt: trois jours plus tard, les deux frères étaient assassinés, sur l'ordre de Mussolini, par des tueurs au service d'un groupe fasciste. Florence nous raconta combien Élie avait été ému, bouleversé: impitoyable et lucide en son diagnostic, il pressentit le temps des assassins, la venue des barbares. Probablement aurait-il souscrit à ce mot qu'Alain aimait à répéter: la civilisation ne constitue qu'une mince pellicule, fragile, au-dessus d'un fond permanent plus encore qu'immémorial de barbarie.

Si des historiens de l'Angleterre ou des étudiants d'Élie Halévy eussent été à certains égards plus qualifiés que moi, la part que j'ai prise, en relations étroites d'amitié avec Florence, en coopération avec Étienne Mantoux, Pierre Laroque, Robert Marjolin, J.-M. Jeanneney à la rédaction du cours sur l'*Histoire du socialisme européen* m'encouragea à ne pas décliner votre invitation. J'avais gardé aussi un souvenir vivant de la séance de la *Société française de Philosophie* dans laquelle Élie Halévy avait présenté sa communication sur *L'Ère des tyrannies*, titre que C. Bouglé conserva pour le recueil posthume d'essais sur le socialisme et la guerre.

J'avais pensé d'abord que je me contenterais de reprendre, trente-cinq ans après, la discussion de 1936 sur les relations entre le libéralisme, le socialisme et la guerre. Cependant, avant de vous faire cet exposé, j'ai relu les livres d'Élie Halévy, depuis l'*Essai sur la théorie platonicienne des Sciences* jusqu'à l'*Épilogue de l'Histoire du peuple anglais* en passant par la *Formation du radicalisme philosophique*. Aussi, après réflexion, ai-je décidé de vous entretenir d'abord de l'itinéraire intellectuel d'Élie Halévy.

J'en viendrai ensuite à l'examen des thèses centrales de *L'Ère des tyrannies*.

La lignée des Trois

Un professeur américain, Richter, se propose d'écrire un livre sur la lignée des libéraux français, Montesquieu, Tocqueville, Élie Halévy. Peut-être suis-je pour une part responsable de cette entreprise puisque j'avais, il y a une dizaine d'années, présenté cette suite comme inscrite pour ainsi dire dans l'évidence historique. Ces jours derniers, je me suis interrogé sur cette évidence ou cette pseudo-évidence. Que la continuité existe ou non, quelques questions se posent d'elles-mêmes.

Rien, dans l'œuvre d'Élie Halévy, ne démontre qu'il ait éprouvé une dilection particulière pour ceux que d'aucuns tiennent pour ses prédécesseurs ou ses maîtres. Il se réfère à Montesquieu, longuement, au début du tome consacré à l'Angleterre en 1815, mais indirectement, par l'intermédiaire des interprètes anglais de Montesquieu en particulier de Blackstone. Ce dernier aurait interprété la Constitution anglaise à la lumière de l'interprétation qu'en donne Montesquieu dans *L'Esprit des lois*. Il aurait, du même coup, cédé à la puissance de la logique française et faussé l'analyse de la réalité. La logique française, incapable de comprendre la pratique anglaise mais imposant aux Anglais une représentation stylisée de leur propre pratique: un tel paradoxe répondait au goût de n'importe quel historien pour les paradoxes de l'histoire en même temps qu'à l'idée que se faisait Élie Halévy du génie propre à chacun des deux peuples.

Quant à Tocqueville, notre ami l'avait lu, sans aucun doute mais j'ai trouvé peu d'allusions à l'auteur de *La Démocratie en Amérique* (une, cependant, dans une lettre au baron de Meyendorff, publiée par Jeanne Alexandre, dans la *Correspondance* d'Alain avec Élie et Florence Halévy, p. 376: Halévy reconnaît la clairvoyance de Tocqueville et l'opposition entre ce dernier et Louis Blanc, à la fois socialiste et nationaliste). Il n'en reste pas moins qu'il ne se réfère pas à Tocqueville lors même qu'il reprend, sinon les idées, du moins les interrogations de Tocqueville, par exemple dans une lettre à Bouglé du 1er octobre 1913:

«Pour ce qui est de moi, je reconnais bien que le socialisme renferme le secret de l'avenir. Mais je ne déchiffre pas ce secret, et je suis hors d'état de dire si le socialisme nous conduit à la république suisse universalisée ou au césarisme européen.»

Alternative qui pour n'être pas formulée dans les mêmes termes évoque l'alternative qui sert de conclusion au deuxième tome de *La Démocratie en Amérique*. Rien ne prouve donc qu'Élie Halévy lui-même ait eu conscience de la filiation ou qu'il ait subi l'influence de Montesquieu ou de Tocqueville.

Élie Halévy, à la différence de Tocqueville, est un historien de l'Angleterre, non des pays de langue anglaise ou de la civilisation anglo-américaine. Il n'a guère connu les États-Unis, il a été, très strictement, très rigoureusement, un historien des idées anglaises et, à partir de là, du peuple anglais. Je reviendrai sur cette évolution, de l'histoire du radicalisme à l'histoire de l'Angleterre. Par là même, il apparaît plus proche de Montesquieu que de Tocqueville, plus conscient de l'Europe que du monde, alors que Tocqueville, grâce à ses contacts avec l'Amérique, voit de l'extérieur l'ensemble de l'Europe comme une unité.

Par quels arguments se justifie donc la thèse de la lignée des Trois? Ils appartiennent à ce que l'on pourrait appeler l'école anglaise de la pensée politique française, – école qu'un Maurras, mais aussi un Auguste Comte, condamnait. Ils partagent tous trois le même sort: plus célèbres, plus admirés outre-Manche et outre-Atlantique que dans leur patrie où la pensée allemande exerce depuis près d'un demi-siècle une influence dominante. Montesquieu, Tocqueville, Halévy ont aussi en commun de regarder l'Angleterre ou les États-Unis en songeant à la France. C'est bien souvent de la France qu'ils traitent en traitant des institutions, des idées, de la politique de *l'autre*, à Londres ou à New-York. Comparaisons souvent explicites chez Montesquieu, chez Tocqueville aussi mais, chez ce dernier, plus souvent encore implicites. Halévy se montre plus réservé mais, lui aussi, vit à la fois dans ses deux patries dont chacune ne découvre sa singularité que confrontée à l'autre. Enfin – et ce dernier trait va de soi – ils méritent tous trois le qualificatif de libéral: ils mettent au-dessus de tout les libertés personnelles et individuelles; Tocqueville et Halévy, sans illusions sur les défauts des parlementaires et des parlementarismes, ne connaissent pas de meilleures garanties des libertés que les institutions représentatives.

La communauté entre ces trois libéraux ne se limite pas au système des valeurs: elle intéresse aussi l'ordre intellectuel. Également curieux du passé et du présent des sociétés humaines, ils réfléchissent sur l'histoire sans admettre une philosophie de l'histoire, au moins au sens progressiste ou hégélien de cette expression. Auguste Comte reprochait à Montesquieu d'avoir manqué un des deux thèmes de la sociologie, à savoir celui du progrès. Par ce fait même, Montesquieu peut paraître à certains plus sociologue qu'Auguste Comte: il analyse, à l'intérieur de chaque type de société, les relations parcellaires entre termes construits et rapprochés. Tocqueville observait un mouvement irrésistible, qui emplissait son cœur d'une terreur presque religieuse, vers la démocratie, c'est-à-dire l'égalité des conditions. Mais, à la différence de Comte, il ne prétendait pas que ce mouvement permît de prévoir avec certitude l'ensemble de la vie collective. L'égalité des conditions exercerait une influence sur tous et sur tout sans *déterminer* à l'avance la forme libérale ou despotique du régime politique. En ce sens, Montesquieu et Tocqueville appartiennent, l'un et l'autre, à l'école probabiliste: les différents secteurs du tout social sont en relations réciproques mais même l'élément dominant – le régime politique ou le régime social – n'exerce jamais une action nécessaire sur les éléments subordonnés.

Élie Halévy, de ces trois auteurs le seul qui fût capable d'écrire un livre sur Platon, le seul à posséder une véritable culture philosophique, au sens moderne

du terme, semble, en tant qu'historien, le plus étranger, le plus hostile à ce que l'on appelle couramment philosophie de l'histoire. Bien plus, en tant qu'historien, il affiche un intérêt résolu pour le genre aujourd'hui discrédité, méprisé, de l'histoire événementielle. Pourquoi cet homme qu'animait la passion de penser, passion de logique et d'éthique, s'est-il accompli dans le récit des jeux subtils de la diplomatie, des intrigues du parlement, des mouvements sociaux, des conseils ouvriers? Comme s'il avait oublié la philosophie ou comme si l'histoire la plus philosophique coïncidait avec le récit pur ou l'histoire événementielle? Telle est, me semble-t-il, l'interrogation que suscite encore l'itinéraire d'Élie Halévy, cofondateur de la *Revue de Métaphysique et de Morale* devenu, par l'intermédiaire de son étude du radicalisme philosophique, historien du peuple anglais.

Le moins philosophe des trois en apparence, Élie Halévy, est aussi le moins sociologue. Montesquieu, je l'ai écrit ailleurs, me paraît avoir posé, avec une parfaite clarté, le problème *formel*, sinon substantiel, de la macrosociologie: celui des relations réciproques entre les diverses instances du tout social. Il a distingué, en usant d'un langage non technique, les «sous-systèmes», que les professionnels d'aujourd'hui tentent de définir avec rigueur, politique, économie, coutumes, mœurs et manières, religion. Il n'a pas conçu d'autre synthèse que par référence à ce qu'il appelait l'esprit général d'une nation. Cette sociologie analytique, Léon Brunschvicg la tenait pour le modèle de la sociologie critique et il l'opposait à la sociologie dogmatique de Comte ou de Durkheim.

L'œuvre de Tocqueville, de manière tout aussi évidente, porte en elle une esquisse de sociologie et d'ethnologie. Que les sociologues français, esclaves des catégories durkheimiennes, l'aient souvent ignorée, au moins jusqu'à une date récente, ne prouve rien contre cette évidence, elle témoigne plutôt des préjugés, caractéristiques d'une école de pensée. Les durkheimiens n'ont pas reconnu Tocqueville comme un des leurs parce qu'il écrit une autre langue que la leur et prolonge la philosophie politique en même temps qu'il reprend le projet sociologique de Montesquieu. L'influence décisive de ce dernier sur l'auteur de *La Démocratie en Amérique* se découvre à chaque instant: la tentative même pour faire sortir toutes les institutions d'une nation, l'Amérique, d'une idée maîtresse – l'égalité –, des traditions originelles des premiers immigrants, découle de la conception, exposée par Montesquieu, de l'esprit général d'une nation. De même, on peut extraire de Tocqueville une théorie des révolutions: celles-ci éclatent au moment où le sort des classes malheureuses s'améliore et où, de ce fait même, l'écart entre la réalité et l'objectif souhaité devient à la fois perceptible et intolérable.

Dans le deuxième tome de *La Démocratie*, Tocqueville esquisse aussi une théorie des révolutions dans les sociétés démocratiques de l'avenir, révolutions qui, selon lui, devraient être rares puisque s'accroît le volume de ceux qui se situent entre les extrêmes de la richesse et de la pauvreté et qui, inévitablement, ont quelque chose à conserver et craignent donc de perdre, en cas de bouleversement. Le chapitre que Tocqueville a consacré aux hommes de lettres, dans *L'Ancien Régime et la Révolution*, constitue une sociologie intuitionniste des intellectuels, dont les idées directrices se retrouvent dans les *Origines de la France contemporaine* de Taine. Dans le même livre, on discerne sans peine une théorie des classes sociales et une explication de la Révolution par le heurt soudain entre ces classes, portées auparavant à s'ignorer les unes les autres. Enfin, le deuxième volume de *La Démocratie*, étude des tendances propres à la société démocratique de l'avenir, appartient au genre de ce que l'on appellerait aujourd'hui futuribles.

Pourquoi Élie Halévy a-t-il été à ce point réticent à l'égard de la sociologie? Probablement a-t-il partagé avec ses amis Léon Brunschvicg et Alain, une hostilité *philosophique* à l'égard des implications ou des conclusions, d'ordre métaphysique ou éthique, de la sociologie durkheimienne. Philosophe de la conscience ou des idées, platonicien ou kantien, Élie Halévy ne respirait pas volontiers dans l'univers durkheimien, il rejetait la notion obscure de conscience collective et il ne fondait certainement pas la morale individuelle, celle qu'il se construisait, qu'il vivait, sur les impératifs sociaux.

Dans une lettre de jeunesse à Bouglé (1896), il écrit: «Thucydide est plus philosophe que Gumplovicz»⁽¹⁾. Nous reviendrons sur cette allusion à Thucydide. Probablement la correspondance d'Élie Halévy avec Bouglé nous apporterait quelque lumière sur son attitude à l'égard des sociologues de l'école qui dominait alors l'université française. L'extrait de la lettre que cite Jeanne Alexandre (26 janvier 1911) me paraît en dire beaucoup en peu de mots: «Certes il y a d'étroites affinités entre Chartier et moi: et par exemple n'entendons-nous pas de même la conduite de la vie? C'est... qu'à l'âge où l'on choisit ses maîtres, nous avons l'un et l'autre choisi Socrate».

Il reste – et le fait est incontestable – que son œuvre ne porte pas la moindre trace d'une influence de la sociologie ou même de la pensée sociologique au sens large.

De la philosophie à l'histoire

Le refus des propositions générales qui ressortissent à la philosophie ou à la

sociologie de l'histoire s'explique pour une part par le scrupule scientifique, par un souci extrême et incessant de la vérité. Historien, Élie Halévy pratiquait l'éthique de la vérité, principe même de sa vie, âme de sa vie, âme de son projet. Je crois pourtant qu'au-delà de ces scrupules ou de ces circonstances historiques, la cause dernière de ce glissement de la philosophie à l'histoire apparemment événementielle se ramène à une idée très simple, même si les historiens la jugent aujourd'hui paradoxale: l'histoire qu'il écrivait, l'histoire du peuple anglais, avec ses lords, ses conseils ouvriers, ses conflits, était, en tant que telle, plus intéressante, plus philosophique que les perspectives à vol d'oiseau ou les lois incertaines des sociologues.

En 1896, il écrivait à Bouglé: «Si Thucydide n'était pas arrivé trop tard à l'embouchure du Strymon, quand les Athéniens perdirent Amphipolis, et n'avait pas subi en conséquence un bannissement de vingt ans, aurait-il écrit son *Histoire* que j'aurai achevée dans deux jours et qui me remplit d'une admiration sans réserve... Tout y est grand, pensée et style. Ce qui revient au même: car qui écrit un style concis s'affranchit par là même des préjugés d'orateur»[\(2\)](#).

Disciple de Socrate, admirateur de Thucydide, ne commençons-nous pas à comprendre comment et pourquoi l'histoire des hommes, des individus et des groupes, tels qu'ils sont, en chair et en os, avec leurs petites passions, leurs vastes ambitions, leurs peurs et leurs illusions, lui semble l'histoire véritable et d'ailleurs philosophique, en un vieux sens de ce terme puisqu'elle constitue une sorte de laboratoire de la politique. Ainsi l'entendait d'ailleurs Alain, dans des notes de son journal:

«Le livre d'Élie est de la grande histoire. Sa destinée a été de revenir de la philosophie à l'histoire, ce qui est une bonne marche. Il n'a pas abordé l'histoire d'Angleterre avant d'avoir exploré à fond les économistes anglais, ce qui conduisait aux radicaux et enfin à la politique philosophique... Élie est très fort. Il fait de la clinique sur le peuple anglais. Il se demande: «Que veulent les ouvriers?» Pour le savoir, il raconte des réunions, des conseils de conciliation. À mes yeux, le travail d'Élie aura dans cinquante ans une importance capitale...»

Alain ne se trompe pas: entre le philosophe qui écrit un livre sur Platon et l'historien pur s'intercale l'auteur de *La Formation du radicalisme philosophique*.

Quelle est la manière d'Élie Halévy dans ce livre classique? Il prend pour point de départ et pour fil conducteur la pensée d'un homme, Bentham. Il en suit l'évolution, les réactions aux événements (la Révolution française). Autour de ce personnage central s'organise la vie intellectuelle et politique de l'Angleterre

durant plusieurs dizaines d'années. De chacune des doctrines, il donne un résumé synthétique, clair et simplifié au point que d'aucuns le jugeraient superficiel, mais qui, à ses yeux, doit retenir l'essentiel, à savoir les concepts fondamentaux et les problèmes ou contradictions qui en résultent. Peut-être devrai-je remplacer le terme de contradiction par celui de divergence. En chaque doctrine, il aperçoit la possibilité d'interprétations divergentes. Et celles-ci permettent de comprendre les diverses directions dans lesquelles les disciples du maître, James Mill ou Ricardo, se sont engagés.

Du début jusqu'à la fin de la carrière de Bentham, la notion d'utilité a occupé une place centrale et, en ce sens, James Mill qui a répandu les théories de Bentham, aussi bien que Ricardo ou Hodgskin (les maîtres de Marx) apparaissent comme des utilitaires. Mais une alternative fondamentale commande les interprétations possibles de l'utilitarisme. Les intérêts des individus comportent-ils une réconciliation spontanée, sans intervention des pouvoirs publics? En ce sens, l'utilitarisme va vers le libéralisme. La réconciliation, tout au contraire, exige-t-elle une action artificielle, volontaire? En ce sens, il y a nécessité d'une réglementation(3). De même, à propos de la concurrence, il énumère successivement les effets favorables et les effets défavorables, donc, selon les hommes et les circonstances, l'acceptation de la concurrence ou l'effort pour en limiter les conséquences fâcheuses. À propos de Ricardo, il montre la légitimité de deux interprétations pessimiste (Marx) ou optimiste.

Prenons un exemple. Au tome III (p.110-111), quand il traite de Ricardo, Élie Halévy écrit: «Parmi les théoriciens du mouvement socialiste naissant, nous trouvons même des utilitaires, des disciples et des amis de Bentham. Ceux-là, s'ils veulent rester fidèles au principe de l'identité naturelle des intérêts, rejetteront dans l'économie politique de Ricardo, les prétendues lois naturelles de la rente et du profit, qui contredisent ce principe. Mais rien ne les empêche, d'autre part, sans renoncer au principe de l'utilité, de réclamer que l'État intervienne pour corriger par son intervention la disharmonie qui peut se rencontrer dans le système des relations économiques». Nous voici revenus au dilemme fondamental de la conciliation, spontanée ou artificielle, des intérêts.

Quelques lignes plus loin: autre exemple, tout aussi frappant, de la méthode des «alternatives» impliquées dans une doctrine: «Chez Hume lui-même, nous avons distingué deux tendances: l'une rationaliste en quelque sorte, et qui visait à fonder les sciences morales – la science des phénomènes psychologiques et la

science des phénomènes sociaux – sur l'application d'une méthode à la fois expérimentale et abstraite, analogue à la méthode newtonienne; l'autre, naturaliste ou sceptique, qui aboutissait à l'abdication des facultés de raisonnement devant le miracle incompréhensible de l'instinct. Or, dans l'économie politique orthodoxe, telle qu'elle se constitue en 1815 et 1832, c'est pour qui considère la réalité des doctrines, la tendance naturaliste qui prévaut... Mais, d'autre part les nouveaux théoriciens ne consentiraient pas à être désignés par le vocable de naturalistes: ils se tiennent, au contraire, pour des rationalistes; ils croient, ils veulent croire, qu'ils sont en mesure de démontrer la thèse de l'identité naturelle des intérêts, à la manière d'un théorème de géométrie. Les principes mêmes sur lesquels ils se fondent, et qu'ils ont empruntés à Malthus – le principe de la population, la loi de la rente différentielle – les démentent. Il n'en est pas moins vrai qu'en fin de compte nature reste pour eux un synonyme d'harmonie, de justice et de raison...». Double tendance chez Hume, contradiction chez les économistes entre les principes sur lesquels ils s'appuient et l'optimisme maintenu, voilà, me semble-t-il, deux exemples privilégiés de la méthode des «contradictions» et des «alternatives».

La formation du radicalisme appartient à l'histoire des idées mais aussi à l'histoire des institutions ou du mouvement social en même temps qu'intellectuel.

«Mais pourquoi Ricardo, orateur parlementaire, est-il plus favorable à la thèse de l'optimisme que Ricardo, écrivain théorique? C'est que Ricardo, au Parlement, cesse de penser par lui-même: il devient l'homme d'un parti pour lequel, et, dans une certaine mesure, par lequel il pense» (t. II. p. 53).

Le passage de l'histoire des idées à l'histoire du peuple anglais s'opère sans rupture. En choisissant Bentham, qu'il appelle(4) un «philosophe *simpliste*», «réformateur» et «penseur *non universitaire*», il rompait avec l'histoire de la philosophie telle que la pratiquaient les philosophes. Mais simultanément il devenait historien par l'intermédiaire de l'histoire des idées. Il rendait celle-ci intelligible en discernant les équivoques ou incertitudes des doctrines, comme il a rendu ensuite intelligible l'histoire du peuple en y discernant l'action des idées, sinon des doctrines. Et il opère avec le même jeu d'alternatives ou de contradictions dans l'histoire des événements que dans l'histoire des doctrines: libéralisme et socialisme despotique ou socialisme libéral, nationalisme et guerre, etc. L'histoire d'Élie Halévy garde la marque de sa formation philosophique, parce qu'elle est éclairée par les grandes idées qui s'affrontent, se combinent ou s'opposent à chaque époque. L'histoire d'Élie Halévy, c'est la

politique du passé, reconstituée en fonction des idées aux prises et des hommes qui livraient le combat sans avoir pleine conscience de l'enjeu et des conséquences de leurs actes.

Au moment même où il entreprenait la biographie de Bentham, en 1896, il s'interrogeait sur la suite de cette entreprise et il formulait trois hypothèses: «Une théorie de la société? ou une théorie de la démocratie moderne? ou une histoire d'Angleterre?»⁽⁵⁾ Il a écrit cette histoire. Les deux livres posthumes, *Histoire du socialisme* et *L'Ère des tyrannies*, représentent des fragments de cette théorie de la démocratie moderne qu'il écrivait aussi dans le récit de la transformation du peuple anglais.

Faut-il dire qu'Élie Halévy souscrit implicitement à une interprétation idéaliste, autrement dit l'explication des événements par les idées?

«Pour le matérialisme historique je m'arrête à cette formule. L'idée, par essence, précède l'acte,... entrée dans le domaine des faits. L'idée de machinisme a précédé, de plus d'un siècle, le machinisme moderne, mais le machinisme nous offre le spectacle d'une division des classes sociales non prévue par Bacon et Descartes»⁽⁶⁾.

Il en va de même du socialisme. Ce qui n'a cessé de fasciner Élie Halévy durant toute sa vie, c'est la destinée de l'idée socialiste. Que deviendra, transformée en institutions, en pratiques, l'idée socialiste? Il n'explique pas les événements par des idées, il rapporte ceux-là à celles-ci pour mesurer l'écart entre ce que les hommes ont pensé et ce qu'ils ont finalement réalisé.

À la Société de Philosophie, dans la séance du 28 novembre 1936, il s'est expliqué clairement sur le rapport entre l'histoire des doctrines et l'histoire tout court⁽⁷⁾:

«... mon cours, à mesure que je gagnais en expérience, était de moins en moins un cours d'histoire des doctrines, pour devenir un cours d'histoire tout court... les doctrines stylisent, schématisent des faits. Et rien ne me paraît plus utile, pour la connaissance des faits, que cette schématisation. Quand nous voyons qu'une doctrine telle que la doctrine marxiste obtient le succès qu'elle a obtenu, c'est qu'elle exprime, mieux que tout autre, certains traits, frappants de l'évolution économique, qu'elle répond à certains besoins profonds des masses ouvrières. Comment nier l'utilité qu'elle présente, dans la mesure où elle nous aide à comprendre ces traits frappants et ces besoins profonds? Il est donc, je crois, extrêmement facile de traduire mon langage idéologique en langage sociologique, sans le moindre inconvénient logique, sans la moindre

modification de ma thèse.»

En d'autres termes, Élie Halévy a trouvé sa manière et sa méthode d'historien en écrivant une histoire des idées ayant pour centre un penseur non académique, un réformateur simpliste. Rationalisme, individualisme, naturalisme, individualisme et peut-être aussi pragmatisme, ces mots commandent l'ordre interne du devenir et des idées et du peuple. La même affinité se retrouve entre l'épilogue de *l'Histoire du peuple anglais*, consacrée aux années qui précédèrent la première guerre mondiale, d'une part, et les conférences fameuses réunies dans *L'Ère des tyrannies*. Ici et là les thèmes organisateurs sont les mêmes: libéralisme, lois sociales et socialisme, nationalisme et guerre.

L'historien libéral et la guerre

Quelques mots d'abord sur l'attitude d'Élie Halévy à l'égard de la guerre. Il va sans dire, mais cela va encore mieux en le disant, qu'il détestait la guerre. Il la détestait comme le fait tout homme de cœur mais aussi en tant que libéral. À mes yeux, un libéral reconnaît le caractère naturel, inévitable des conflits entre les nations et les classes, mais il en veut, autant que possible, institutionnaliser les expressions ou en réduire la fréquence ou la violence quand nulle institution ne peut les réglementer (ce qui est le cas des conflits entre États souverains).

Élie Halévy n'était pourtant pas pacifiste, ni à la manière des tenants de la paix par le droit ni à la manière d'Alain. La correspondance entre ce dernier et Élie et Florence en dépit de l'absence des lettres d'Élie, détruites pendant la seconde guerre, demeure pleine d'enseignement. Les deux hommes se joignaient dans une même horreur de la propagande de guerre. Élie n'a jamais cédé au chauvinisme de certains intellectuels, qui lui paraissait proprement ridicule. Les conseils qu'il donne à ses amis ne diffèrent pas tant des derniers propos d'Alain à la veille de s'engager.

Alain: «Je me refuse à haïr tout un peuple, j'insiste sur cette idée, peu agréable j'en conviens, pour ceux à qui la guerre ouvre un accès de fureur qui les étouffait. Mais pour moi, je me sens solide et décidé, sans méchanceté aucune; et nous sommes des milliers de cette espèce, dans la Grande République occidentale... Oui même la légendaire baïonnette, il faut qu'elle se règle selon l'autorité polytechnicienne; et l'on a déjà remarqué que le danger, dans cette guerre, peut venir des passions mal réglées... Qui tricote des chaussettes de laine fait beaucoup; qui ferre proprement son cheval, de même. Fourbis ton arme, et non ta haine. Sobre de discours et riche d'actions. Non pas d'actions imaginaires, mais de réelles actions, tendant toutes à la même fin. Car l'injure ne tue point;

mais, si je tue, l'injure est bien inutile» (propos du 27 août 1914).

En bref: nécessité et science; fais ce qu'il faut et tais-toi.

Élie Halévy: «Il ne faut pas s'abandonner à l'affolement. Il ne faut pas en donner le spectacle aux autres... Quand il faudra partir, je partirai et verrai à me rendre utile...» (31 juillet 1914 à Xavier Léon). «Ceux qui n'ont pas la chance d'être sous les armes n'ont qu'un devoir à remplir: c'est de répandre la bonne humeur autour d'eux...» (26 août 1914). «Que la guerre t'enseigne la philosophie qu'elle est en état d'enseigner: l'art de vivre au jour le jour, d'accepter les nécessités de chaque moment» (23 septembre 1914).

En dépit d'une certaine communauté, Élie et Alain s'opposaient sur l'essentiel sans que leur amitié en souffrît. Historien, Élie pense la guerre en historien, il la déteste mais il l'annonce à l'avance, il l'accepte, il consent à la pousser jusqu'au bout, en dépit des sacrifices démesurés qu'elle exige.

«Je ne prétends pas voir clair dans toutes ces questions, et n'écirai certainement rien sur la guerre avant la paix. Mais je suis sûr qu'il ne faut pas brouiller les ordres. Si la guerre est la loi de l'humanité, acceptons la guerre. Sans réserve. Mais croire que l'on arrivera à la paix universelle par une «croisade», c'est une pure chimère» (11 février 1915). «P.L. a donc raison – j'avais donc raison – de dire que nous avons devant nous dix ou quinze ans ou trente ans de guerre» (20 novembre 1914).

«Sur la guerre, n'attends pas que je te dise grand-chose. Elle durera, et il faut supporter la prolongation de ces horreurs avec autant d'insensibilité que possible» (22 juin 1915). «Je dis 1° que cette guerre ne pourra être considérée comme finie que le jour où il y aura défaite constatée des empires du centre...; 2° que le temps nécessaire pour atteindre ce résultat doit s'évaluer non par semaines ou par mois, mais par années. Quand j'ai parlé de vingt-cinq ans, je n'ai pas si mal parlé; 3° que, quand j'ai envisagé la possibilité d'une guerre aussi prolongée, j'ai toujours considéré qu'elle serait suspendue par des fausses paix, des paix précaires, des trêves; 4° que, par suite, ces trêves, devant intervenir avant la défaite de l'Allemagne, devront enregistrer nécessairement un état de choses temporairement favorable à l'Allemagne, donc constituer, momentanément, pour l'Allemagne, des paix victorieuses» (27 octobre 1915).

Alain pense la guerre en moraliste, mais il dissimule son moralisme par la théorie selon laquelle les hommes, en jugeant la guerre possible, ou probable, contribuent à la précipiter. Il souscrit à une forme extrême de ce que les Anglais appellent la *self-fulfilling prophecy*:

«C'était une nécessité pour l'Angleterre de faire respecter la neutralité Belge, comme c'était une nécessité pour l'Allemagne de passer outre, du moment qu'elle avait la guerre. Mais la guerre elle-même a été l'effet, voulu ou non voulu, de l'opinion de ceux qui, en tout pays, disaient depuis quarante ans que la guerre était inévitable. Voilà les sauvages. Le reste, massacres, incendies, viols, sont des conséquences de nécessité, comme une pierre qui roule» (Alain à Florence Halévy, 13 juin 1915).

Élie Halévy pensait depuis des années que la guerre était inévitable: il n'appartenait pourtant pas au nombre des sauvages.

Cette lettre du 13 juin prendrait tout son sens si nous connaissions la lettre de Florence à laquelle elle répond. Florence m'en avait indiqué le sens général. Irritée par la violence des lettres d'Alain contre tous, en particulier les civils («Je suis tout à fait sans pitié pour les bourgeois qui ont sacrifié leurs enfants pour n'avoir pas la peine de s'irriter contre Déroulède et les autres. Je ne vois que lâcheté et vanité dans les faits de guerre» Alain à Florence Halévy, 21 mai 1915), elle lui avait écrit finalement: pourquoi vous êtes-vous engagé? Pourquoi faites-vous la guerre si vous n'y trouvez aucun sens?

Alain avait répondu: «Je n'ai rien à répondre, ma chère amie. Je suis parti parce que la vie civile me paraissait insupportable. C'est une fuite aussi. Mais je ne suis pas spécialement sévère pour les civils; je le suis ou plutôt je m'efforce de l'être (car dans le fond je ne souffre pas beaucoup) pour tous ceux qui disent et croient que la guerre est un fléau naturel. Dès qu'on le croit, c'est vrai; dès qu'on ne le croit plus, ce n'est plus vrai. Il ne s'agit donc pas de preuves, mais de bonne volonté; et si la bonne volonté manque, on s'irrite. Voilà le jeu» (13 juin 1915).

Une lettre d'Élie Halévy conservée par hasard, du 8 mars 1913, au moment des controverses sur la loi de trois ans et des doctrines de Jaurès révèle la profondeur du désaccord:

«Fais du pacifisme, si tu le veux, mais que ce soit sous des formes qui ne compromettent pas la paix. Demande que l'on inscrive la rente allemande à la cote de Paris, et démontre que c'est lier l'Allemagne à la France que de la mettre à la merci d'un retrait de fonds français... Mais ne donne pas de coups de bâton dans l'organisation militaire. Tu ne te rends pas compte des révolutions dangereuses de sentiment que tu produis, chez les militaires et chez bien d'autres. Moi, après avoir lu ton article, je vote pour la loi de trois ans.» Une lettre non publiée encore à C. Bouglé rend le même son.

Élie a vu venir la première guerre, il a vu venir la deuxième et il n'a nullement admis qu'en la prévoyant il la provoquait. Non qu'il imputât la guerre à une fatalité biologique, lui aussi insistait sur la responsabilité des hommes. Mais à la différence d'Alain, il acceptait le jeu diplomatique et il imputait plus de responsabilité aux passions des foules qu'aux intrigues ou ambitions des hommes d'État.

À propos des origines de la première guerre, l'*Épilogue* aussi bien que les conférences de Chatham House dégagent quelques idées qui, ensemble, éclairent la vision historique d'Élie. La guerre a éclaté parce que les États d'Europe visaient des objectifs incompatibles et que les conflits d'intérêts ne pouvaient se résoudre que par une épreuve de forces. Dans l'*Épilogue*, il suggère que la guerre est venue à partir des affaires des Balkans: les rivalités à l'Ouest auraient pu se régler pacifiquement. Il se refuse à expliquer par la compétition économique le choc entre Grande-Bretagne et Allemagne, pas plus qu'il n'explique par les machinations des hommes d'État le heurt entre les deux empires de Moscou et de Berlin. Unis par le même souci de conservation sociale, ces deux empires ont été séparés par le sort des Slaves du sud, par les passions pangermanistes et panslaves. Les grandes vagues de passions collectives emportent les hommes d'État.

«Tant que nous n'aurons pas développé un fanatisme de l'humanité assez puissant pour contre-balancer ou pour absorber nos fanatismes de nationalité, n'allons pas charger nos hommes d'État de nos propres péchés. Cherchons plutôt des raisons de les excuser lorsque, à l'occasion, ils se sentent forcés de céder à la pression de nos émotions fanatiques et désintéressées»[\(8\)](#).

Et dans le même texte: «Mais pourquoi le gouvernement allemand se décida-t-il, en 1913, en faveur de cet accroissement formidable de sa puissance militaire qui sembla, enfin, rendre la guerre inévitable? Ce ne fut ni à cause du conflit naval anglo-allemand, ni à cause des dissensions franco-allemandes relatives à l'Alsace-Lorraine et au Maroc. Ce qui détermina le gouvernement allemand à envisager l'éventualité d'une guerre européenne, ce fut la crise qui se préparait, non dans l'Occident industriel et capitaliste, mais dans les communautés encore primitives de l'Europe sud-orientale. La guerre se communiqua d'Est en Ouest; c'est l'Orient qui l'imposa à l'Occident»[\(9\)](#).

Interprétation politique et d'une certaine manière idéaliste: «La base de l'histoire n'est pas matérialiste, mais bien idéaliste; et c'est l'idéalisme qui fait les guerres et les révolutions»[\(10\)](#). Dans l'*Épilogue* comme dans les Conférences de

Chatham House, il s'oppose à la théorie marxiste de l'impérialisme. À ses yeux, les capitalistes ont plus d'intérêts communs à éviter une grande guerre que d'intérêts contradictoires à défendre. Une fois de plus, Élie Halévy ne suivait pas les modes intellectuelles. Il serait intéressant, mais je dépasserais le cadre de cet exposé, si je tentais de confronter ces thèses ou le refus de toute paix de compromis avec les événements postérieurs. La paix de victoire n'a pas empêché ce qu'Élie craignait: une pseudo-paix, une trêve suivie par une guerre plus terrible encore. Nul ne saurait dire si une paix de compromis aurait épargné à l'humanité les convulsions de 1930-1945.

Individualisme et socialisme

J'en viens maintenant au dernier thème que j'avais annoncé, celui des rapports entre individualisme et socialisme – thème qui l'obséda toute sa vie et qui peut-être constitue le centre de son œuvre entière. *Formation du radicalisme*: de l'individualisme aux lois sociales grâce au pragmatisme. *Histoire du socialisme*: de l'anticapitalisme de la social-démocratie aux fascismes et au communisme.

Élie Halévy donne implicitement du socialisme une définition large et relativement vague. Comme les autres hommes de sa génération, il a pris le saint-simonisme pour point de départ. Entre lois sociales et socialisme, il n'établit pas de rupture. La législation bismarckienne annonce un nouveau type d'État. Dans sa vision historique, l'Angleterre d'avant 1914 se «socialisait» pacifiquement – ce qui n'excluait pas l'échec des partis socialistes au pouvoir. L'organisation – terme favori des saint-simoniens – comporte à la fois une législation sociale (assurances, retraite), l'encadrement syndical, la négociation entre syndicats ouvriers et entrepreneurs, l'intervention nécessaire de l'État par la fiscalité ou par la prise de responsabilités directes. Dès lors cette organisation aboutit à deux versions possibles. Socialisme scandinave ou tyrannie communiste (ou fasciste): alternative de tradition toquevillienne, encore aujourd'hui classique bien que la version tyrannique englobe communisme et fascisme, au grand scandale des fidèles de l'une et de l'autre foi. Élie Halévy employait le terme grec de tyrannie (non dictature ou despotisme): un groupe d'hommes armés s'empare de l'État et construit un régime dont, en dépit d'idéologies contradictoires, certains traits majeurs se retrouvent en Italie fasciste ou dans le IIIe Reich aussi bien que dans l'Union soviétique: parti unique, organisation de l'enthousiasme, intégration des ouvriers encadrés par les syndicats dans l'appareil étatique.

Quelles relations apparaissent entre un socialisme ainsi défini et l'économie de

guerre? J'avais traité longuement de cette question dans l'article que j'avais consacré à *L'Ère des tyrannies* dans la *Revue de Métaphysique et de Morale* (1939). Voici, sous une forme remaniée, les idées que je serais tenté de présenter aujourd'hui:

1° la guerre de 1914 a provoqué la crise générale de la société russe à la faveur de laquelle Lénine et «son groupe d'hommes armés» se sont emparés du pouvoir. De même la crise italienne à laquelle Mussolini mit fin dérive, elle aussi, de la guerre;

2° toutes les guerres accélèrent le mouvement des réformes en intensifiant les revendications des masses;

3° l'économie dirigée de guerre, en Allemagne, a offert à Lénine le premier modèle du régime qui pouvait se substituer au capitalisme concurrentiel. Élie Halévy insistait sur cette filiation. Accord entre syndicats ouvriers et entrepreneurs sous la tutelle de l'État, rationalisation de la vie économique en vue d'atteindre des objectifs prioritaires (production de guerre), effectivement ces deux traits apparaissent aussi bien dans l'économie allemande de 1917-1918 que dans celle des plans quinquennaux. La planification de type stalinien donne une priorité absolue à ce développement de l'industrie lourde comme la planification, en temps de guerre, tâche de réduire au minimum la consommation afin d'utiliser le plus de ressources possible à la fabrication de canons, de chars ou d'avions;

4° l'expérience de l'économie de guerre se prolonge-t-elle dans l'économie dirigée des régimes soviétiques? Sur ce point, je ne suivrais pas Halévy sans réserve.

Les économies occidentales sont sorties de l'économie de guerre, non sans quelques changements, mais elles n'ont pas perpétué les pratiques qu'exigeaient les hostilités. La permanence de l'économie planifiée, de la centralisation autoritaire en Union soviétique n'a rien à voir avec l'économie de guerre ou la mobilisation totale. Pour diverses raisons, les unes de doctrine, les autres de puissance, les dirigeants de l'Union soviétique craignent le rétablissement du mécanisme des prix et ne consentent à la décentralisation qu'avec une extrême prudence. La discussion ne va pas sans difficultés en raison du système conceptuel utilisé par Élie Halévy. Il ne distingue pas assez rigoureusement les divers éléments du socialisme: propriété collective des instruments de production, refus du mécanisme des prix, législation sociale, rôle de l'État, intégration des syndicats, libéralisme des groupes plutôt que des individus. Si le

socialisme se définit avant tout par les deux premiers éléments, on ne saurait dire que les économies occidentales se soient converties au socialisme par le fait de la guerre.

Des remarques de même sorte répondraient à la dernière question que j'avais posée: quelle sorte de socialisme reste compatible avec quelle sorte de libéralisme? Il ne semble pas que les régimes d'aujourd'hui – et il y en a de nombreux – aient eu pour origine la volonté de planifier l'économie. Planification et tyrannie ont eu parfois une origine, une volonté commune, la semi-planification du travaillisme ou du plan français n'a conduit ni à la planification totale ni à la tyrannie. Encore plus frappante me paraît la recherche simultanée, à l'Est, en Tchécoslovaquie par exemple, de la libéralisation économique et politique. Ota Sik, l'économiste tchèque du printemps de Prague, s'est convaincu que l'un ne va pas sans l'autre. La gestion rationnelle de l'économie exige la circulation de l'information, le droit de parler et d'écrire, donc certaines libertés politiques, conditions d'une restauration partielle du mécanisme des prix. Certes, le lien entre ces deux sortes de réformes ne présente peut-être pas une telle rigidité. Tel pays de l'Est met à l'épreuve, avec prudence, une décentralisation administrative, voire certaines tentatives de prix de marché sans libertés équivalentes dans l'ordre intellectuel ou politique. Mais les obstacles à la libéralisation, aussi bien économique que politique, tiennent, me semble-t-il, à la structure du régime: les hommes de l'appareil se sentent d'autant plus menacés que leur rôle prête davantage à discussion. À quoi servent-ils dès lors qu'ils ne gèrent ni les entreprises ni les administrations centrales?

Un dernier mot pour conclure: dans la discussion de 1936, Élie Halévy envisageait avec pessimisme les perspectives de l'évolution européenne au cas d'une nouvelle guerre (qui lui semblait probable). Une deuxième expérience de mobilisation économique et d'enthousiasme organisé ne porterait-elle pas le coup de grâce aux traditions libérales? Les événements n'ont pas jusqu'à présent confirmé ces craintes. Les économies occidentales sont sorties de la planification que les exigences des batailles leur avaient imposée. Elles comportent de multiples traits qui ressortissent au socialisme (au sens large de ce terme), mais elles n'excluent ni les libertés de l'esprit et des personnes, ni le parlementarisme. Comment Élie Halévy jugerait-il le monde dans lequel nous vivons? Y trouverait-il l'apparence ou la substance du libéralisme? Ne nous substituons pas lui. Pour l'instant, l'Europe occidentale demeure bien éloignée des deux types idéaux: République suisse universelle ou césarisme européen qu'il indiquait dans sa lettre à C. Bouglé déjà citée. Elle a refusé le césarisme et surmonté les crises

économiques d'où est sorti le national-socialisme. Élie a donc, me semble-t-il, péché par excès de pessimisme. Encore aurions-nous tort d'affecter une confiance excessive. Les progrès économiques du dernier quart de siècle n'empêchent pas les troubles qui secouent nos sociétés qui ne méritent pas l'honneur de l'injure dont certains de leurs adversaires les accablent: l'abondance, à supposer qu'elle ne constitue pas à tout jamais un mirage, demeure encore loin devant nous. Méprisent les bénéfices équivoques du productivisme ceux-là seuls qui les possèdent déjà.

(1) (1) Cité par Jeanne Alexandre, p. 13, dans la *Correspondance* d'Alain avec Florence et Élie Halévy.

(2) *Correspondance* d'Alain avec Florence et Élie Halévy, p.325.

(3) Cf. *Formation*, t. I, chapitre 1 et 2, p.216-219.

(4) *Correspondance* avec Alain, p.325, lettre du 26 juin 1896.

(5) *Correspondance*, p.325.

(6) *Correspondance*, p.327.

(7) *L'Ère des tyrannies*, p.220.

(8) *L'Ère des tyrannies*, p.199.

(9) *L'Ère des tyrannies*, p.184.

(10) *L'Ère des tyrannies*, p.185.

Des suicides

Contrepoint
Octobre 1975

Ce texte est celui de la préface que Raymond Aron a écrite pour le livre de Jean Baechler Les Suicides publié récemment. Nous sommes très reconnaissants à Raymond Aron et aux éditions Calmann-Lévy de nous avoir autorisés à le reproduire. Les intertitres sont de la rédaction de Contrepoint.

Je suis heureux de présenter aux lecteurs le livre de mon ami Jean Baechler, livre important et neuf sur un sujet, apparemment inépuisable, dont la bibliographie s'enrichit chaque année de dizaines, voire de centaines de titres.

Pourquoi l'acte par lequel un homme se donne volontairement la mort fascine-t-il à ce point les vivants? Pourquoi le suicide d'un écrivain célèbre, guetté par la dégradation physique, soulève-t-il tant de passions contraires? Pourquoi les journaux, les services officiels découvrent-ils, de temps à autre, une fréquence accrue, voire une épidémie de suicides alors que les chiffres ne révèlent rien de pareil⁽¹⁾? Probablement le suicide crée-t-il en nous un malaise ou, pour mieux dire, une sorte d'angoisse métaphysique; il nous interpelle tous, il nous enjoint de méditer sur le sens de notre condition. Se donner la mort, est-ce capituler devant l'épreuve ou acquérir la suprême maîtrise, celle de l'homme sur sa propre vie? Personne n'est responsable de sa naissance, chacun est libre de choisir sa mort, donc de rejeter le fardeau qu'il a reçu sans l'avoir demandé. Fardeau qui se confond avec le bien dont la perte, pour le non croyant, entraîne la perte de tous les autres.

Jean Baechler n'apporte pas de réponse, dans son livre, à l'interrogation métaphysique, mais il nous oblige à la formuler. Alors que le livre fameux d'Émile Durkheim incitait le lecteur à une réflexion sur l'ordre social, celui de Jean Baechler l'incite à une réflexion sur lui-même. Émile Durkheim avait écrit un livre de *sociologie*, auquel répond un livre de science sociale et peut-être vaudrait-il mieux dire de science *morale*.

Un anti-Durkheim

Émile Durkheim qu'animait une ardeur de prophète, obéit à deux motifs quand il choisit le thème du suicide pour illustrer la pertinence et la fécondité de la discipline dont il se voulait le fondateur et le propagandiste tout à la fois. Il disposait, en dehors de livres et d'articles déjà nombreux, de documents

statistiques sur la fréquence du suicide selon les pays, la religion, la situation familiale. Il utilisa donc la méthode dite d'analyse multivariée et il fut, à cet égard, un précurseur. Du même coup, il espérait apporter une démonstration paradoxale et décisive. L'acte par lequel un homme attente à sa propre vie semble par excellence individuel, issu des profondeurs mystérieuses du psychisme. Si le sociologue parvient à démontrer que dans l'acte même par lequel un être humain s'arrache à la vie et à ses semblables, c'est encore la société qui agit, quelle éclatante justification de la sociologie! L'attachement des sociologues aux thèses de Durkheim s'explique, au moins pour une part, par la gloire impériale que le livre répandait sur la sociologie elle-même.

Si la plupart des sociologues tiennent les thèses de Durkheim pour acquises et sa méthode pour la bonne, les psychologues ou psychiatres, en contact direct non avec les chiffres mais avec la population des suicidaires, ont le plus souvent manifesté quelque scepticisme, quelque fois même une hostilité résolue aux idées durkheimiennes. Le vieux livre du Dr. A. Delmas(2) formule certaines des objections que reprend et complète Jack Douglas(3), lui-même sociologue et non psychologue. Le livre de Jean Baechler se situe dans la suite de l'antidurkheimisme, propre à la majorité des psychologues et d'une minorité de sociologues.

Quels sont les fondements de la thèse du sociologue? Durkheim partait des corrélations entre fréquence des suicides et diverses circonstances (âge, sexe, situation de famille, etc.). À partir de ces corrélations, il constituait les types de suicide, égoïste, altruiste, anémique, tous résultant de l'excès ou du défaut d'intégration sociale. Au-delà de ces types, il parlait de *courants suicidogènes*, choisissant leurs victimes non point au hasard mais sans que les motifs des individus apparaissent jamais comme cause première ou authentique. En d'autres termes, sens et cause du suicide se révèlent non au niveau du cas singulier tel que le perçoit l'entourage ou parfois l'explique l'acteur lui-même, mais au niveau macrosocial, grâce aux concepts construits par le sociologue et inconnus des hommes ordinaires.

La thèse de Durkheim a toujours été soumise à trois sortes de critiques. Les unes portent sur les statistiques, leur degré d'exactitude (les familles qui condamnent le suicide pour des raisons morales le camouflent parfois en accident), sur le petit nombre des cas (200 ou 300 par million) et, par suite, la fragilité des conclusions tirées de ces corrélations. Dans la première partie de ce livre, Jean Baechler reprend, enrichit, raffine cette première discussion.

La deuxième discussion portait sur la construction des types sociaux à partir des corrélations. Admettons que les célibataires se tuent un peu plus que les hommes mariés ou les hommes mariés sans enfants un peu plus que les hommes mariés avec enfants: il n'en résulte pas que la situation de famille soit *la* cause et que la ruine financière, la perte d'un être cher ou un tempérament mélancolique ou angoissé ne soit que prétexte ou cause seconde. Il est tout aussi plausible que l'événement ou le tempérament soit la cause première et la situation familiale une cause seconde qui augmente ou diminue, parmi les candidats au suicide, le nombre de ceux qui passent à l'acte (à supposer que la distinction entre cause première et cause seconde ait un sens). En termes généraux, les corrélations statistiques ne permettent pas de constituer des types, psychiques ou sociaux, de suicide: parmi les célibataires qui se suicident, il peut se trouver des schizophrènes, des anxieux ou des mélancoliques, des vieillards qui fuient la dégradation physique ou des jeunes qui succombent à la première épreuve.

Enfin, même si l'on interprète avec générosité l'expression de courant suicidogène, elle demeure malheureusement équivoque. On peut parler d'une épidémie de suicides parmi les derniers résistants juifs à Massada ou parmi les Allemands à l'arrivée des troupes soviétiques. La notion de courant suicidogène, dans une population où 250 personnes sur un million se tuent, à des endroits différents, sans se connaître si peu que ce soit les uns les autres, suggère une réalité collective qui n'existe que dans l'imagination du sociologue.

Jack Douglas d'abord, puis Jean Baechler de manière plus radicale ont repris ces trois sortes d'objections et ils en ont tiré une conclusion de principe: l'étude du suicide doit partir non des corrélations statistiques mais de l'analyse des cas individuels. J. Douglas avait insisté sur l'incertitude des chiffres et sur l'erreur commise en cherchant l'intelligibilité à l'aide de concepts sans rapport avec les interprétations spontanées de l'acteur et de son entourage. Jean Baechler justifie la même démarche en explicitant l'idée qu'il y a *des* suicides; non *un* suicide. Les corrélations ne deviennent intelligibles qu'à la condition de distinguer les diverses sortes de suicides –ce qui permet ensuite de faire des hypothèses sur la sensibilité de tel ou tel suicide à telles ou telles circonstances.

En bref, il faut d'abord comprendre chaque suicide, comme l'a compris celui qui s'est donné la mort ou ceux qui l'entouraient, avant d'en chercher éventuellement une explication dite scientifique à l'échelle macrosociologique. Le suicide, comme toute conduite d'une personne humaine, comporte un sens: c'est en réponse à une situation, poussé par certains modèles conscients ou

inconscients, en vue d'atteindre un certain but qu'un individu ou un groupe d'individus se donne la mort.

Le français, à la différence de l'anglais et de l'allemand, se prête mal à l'expression de cette idée simple. Jack Douglas qui ouvrit la voie à la théorie de J. Baechler intitula son livre *The social meanings of suicide*. Il suffit de reprendre le langage de Max Weber pour revenir à la sociologie compréhensive: *der Selbstmord ist ein sinnhaftes Handeln*. Faut-il traduire: le suicide est une conduite *significative* ou une conduite *sensée*? Aucun des deux adjectifs ne satisfait pleinement, le premier parce qu'il est employé d'ordinaire dans une autre acception, le deuxième parce qu'il suggère un acte *raisonnable* - ce qui fausse à coup sûr la pensée de l'auteur. Celui-ci nous engage simplement à comprendre d'abord le suicide, comme le comprennent les proches, comme nous comprenons n'importe quelle action d'un homme doué de conscience, c'est-à-dire à partir de la logique de la situation, pour reprendre le concept de Sir Karl Popper, et en vue d'atteindre un certain objet. Il va de soi que la situation est celle que perçoit celui qui se donne la mort, non celle que perçoivent les autres: traduisons le mot neutre situation par *problème existentiel* et nous aboutissons à une définition du suicide qui englobe à la fois les tentatives de suicide et les suicides effectifs; une personne attente à sa vie pour résoudre un problème existentiel. Il n'y a pas *un* suicide mais *des* suicides parce que les problèmes affrontés et les solutions cherchées sont multiples.

Quatre genres et onze espèces

Je pense que les psychologues et les sociologues accepteront sans trop de peine la thèse de la diversité des suicides. Aussi bien les uns et les autres, encore que dans un esprit tout autre, l'ont-ils implicitement admise. L'effort de Baechler porte sur la typologie ou, si l'on veut, sur l'énumération des sens typiques de l'acte par lequel une personne attente à sa vie avec ou sans intention ferme de disparaître. La classification que nous propose Jean Baechler comporte quatre genres – suicides *escapistes*, *agressifs*, *oblatifs* et *ludiques*, et onze espèces, *fuite*, *deuil* ou *châtiment* pour le premier genre, *crime*, *vengeance*, *chantage* et *appel* pour le deuxième, *sacrifice* et *passage* pour le troisième, *ordalie* et *jeu* pour le quatrième. Classification riche et originale qui suscitera des controverses fécondes.

Personnellement, je me référerai d'abord à la distinction des genres. Tout suicide concret comporte à la fois des mobiles ou *Weil-Motive* en allemand (ou encore, en jargon, *motifs pourquoi*) et des motifs en vue de (*Um- Zu-Motive* en

allemand et, en français, une intention ou la visée d'un but). De là découle une première question: le genre est-il défini par un mobile (un pourquoi?) ou par la visée d'un but? Pour les genres II et III, la réponse s'impose: le deuxième genre de suicide se caractérise par le fait que l'acte s'adresse pour ainsi dire aux autres. Peut-être l'adjectif agressif limite-t-il exagérément les modalités du genre: prendre des barbituriques en acceptant le risque de mort sans en avoir pourtant le ferme propos, dans l'espoir de recevoir le secours d'une âme tendre ou de retrouver un amour perdu, est-ce nécessairement une forme d'agressivité? Disons, en tout cas, que l'appel ne mérite peut-être pas d'être assimilé à une agression mais qu'il a en commun avec les trois autres espèces de s'adresser aux autres, ou encore de constituer une modalité de relations interpersonnelles.

De même, le sacrifice et le passage présentent un trait commun: la personne se transforme elle-même, à ses propres yeux et aux yeux des autres, en donnant sa vie, afin de s'élever au niveau de son idéal ou pour accéder à une autre existence. Jack Douglas, à la fin de son livre, avait reconnu, parmi les sens du suicide, d'abord «l'action suicidaire en tant que moyen de convertir l'âme de ce monde à l'autre monde» et «l'action suicidaire et la conversion du moi substantiel dans ce monde et dans l'autre monde». Ces deux formules diffèrent de celles de Baechler qui exprime le sens en un langage plus rationnel, plus stratégique. Malgré tout, ces deux auteurs se rencontrent, me semble-t-il, dans l'idée que le suicide est, dans certains cas, un moyen pour la personne de se transformer elle-même ou d'accomplir un passage vers un autre monde ou vers un moi supérieur. De même, J. Douglas avait discerné les cas où le suicide vise les autres pour les punir ou pour obtenir leur aide.

Je crois donc que les genres II et III constituent des types idéaux abstraits de significations; les espèces se rapprochent du concret parce que l'appel conduit au chantage, le chantage à la vengeance, la vengeance au crime. Dégradés d'un sentiment à un autre qui m'aurait incité à classer ces quatre types dans l'ordre inverse de celui qu'a choisi Jean Baechler. L'essentiel subsiste: celui qui attende à sa vie poursuit son dialogue avec les autres ou avec un autre. En revanche, les genres I et IV qui désignent à coup sûr des phénomènes réels, importants, soulèvent certaines questions. Les suicides ludiques - l'*ordalie* et le *jeu* - peuvent-ils être considérés comme des solutions d'un problème existentiel? Aussi bien dans la dernière espèce dont la roulette russe ou les exploits des cascadeurs nous offrent des exemples, les suicidaires accomplissent les actions qui comportent une probabilité plus ou moins élevée de mort, ils n'attendent pas à leur vie. Cette dernière espèce se situe donc à l'extrême limite de ce que l'on peut

inclure dans la catégorie du suicide.

Le premier genre soulève une autre question. Toute définition doit comporter tout à la fois des modèles et une finalité. Les genres II et III se définissent par leur finalité, les modèles étant réservés. En revanche, deux sur trois des espèces du premier genre se définissent par le *pourquoi* et non par la *finalité*:

«La *fuite* qui est le fait d'échapper, par l'attentat à sa vie, à une situation ressentie comme insupportable par le sujet. Le *deuil* qui est le fait pour un sujet d'attenter à sa vie par suite de la perte d'un élément central de la personnalité ou du plan de vie».

Dans aucune de ces deux définitions, ne figure la fin visée. En revanche, la troisième espèce «le fait d'attenter à sa propre vie pour expier une faute, réelle ou imaginaire» retient simultanément le pourquoi, la *faute*, et le en vue de quoi, l'*expiation*. L'expiation s'oriente d'elle-même vers le troisième genre: celui qui se donne la mort veut obscurément restaurer sa propre personnalité, ainsi que le fait celui qui se sacrifie à son idéal ou veut accéder à un monde supérieur. Le premier genre ne mérite pas pour autant de disparaître. Probablement existe-t-il des cas de suicide où la finalité tend à s'effacer ou à se confondre avec le néant; la poussée vers la mort se fait irrésistible; impuissance d'un individu à porter le fardeau, désormais trop lourd, de la vie ou résolution froide d'un être fort de ne pas en venir au point où, à ses propres yeux, il ne serait plus lui-même.

Une analyse stratégique

Ces quelques remarques tendent à suggérer l'importance de la typologie élaborée par Jean Baechler – élément central de son étude puisqu'elle permet de tracer un itinéraire entre les monographies de cas et l'étude des corrélations. Les chiffres globaux rassemblent des suicides de significations trop différentes pour que les corrélations, même vérifiées, puissent être immédiatement interprétées. L'étude des cas s'impose au début de la recherche mais l'exposé utilise légitimement les types abstraits que l'observateur a construits à partir des cas observés ou analysés.

Albert Bayet avait illustré, avec une rare érudition, la thèse de la diversité des jugements portés sur le suicide par les diverses sociétés(4). Jean Baechler, dans ce livre que personne ne pourra désormais ignorer, démontre la diversité des suicides. Pour une part, ces deux diversités s'expliquent l'une par l'autre. Le suicide de Jan Palach n'a pas le même sens que celui de Henry de Montherlant ni ce dernier le même sens que celui des généraux japonais vaincus. Jean Baechler par instants, ne va pas jusqu'au bout de sa propre thèse. Incapacité de résoudre

un problème existentiel autrement que par la mort ou choix de la solution par la mort, ces formules ne s'appliquent pas sans quelque peine à certains cas, Aussi bien l'analyse en termes de stratégie, c'est-à-dire de rapport moyens-fins, n'est-elle qu'une méthode, et une méthode partielle.

La conduite du mélancolique ou du schizophrène qui en vient à ne discerner d'autre issue que la mort, peut, elle aussi, être comprise selon le schème moyen-fin. Il suffit de dire que, par suite de son état psychique (temporaire ou durable), le mélancolique perçoit sa situation ou son problème de manière telle que la mort lui apparaît, à l'instant de la décision, le moyen approprié à la fin qu'il vise. En ce sens le suicide devient *par définition* logique (appropriation des moyens à la fin), sinon rationnel (conformité de la perception de l'acteur à la réalité ou à la réalité perçue par le savant). Mais l'affirmation que le suicide est une conduite logique, dès lors qu'elle résulte d'une définition, ne conserve plus guère de portée.

Jean Baechler retrouve à ce point une difficulté qu'Émile Durkheim n'avait pas surmontée. Quelle part faut-il accorder à la constitution psychique des individus qui se donnent la mort, aux mobiles inconscients, aux interprétations de la psychologie des profondeurs? Que la psychanalyse ou telle autre école de psychologie des profondeurs ne puisse édifier *une* théorie du suicide ne signifie pas encore que, dans la plupart des cas, le psychologue n'ait rien à dire. L'analyse stratégique du suicide n'exclut évidemment pas la recherche des sentiments, des émotions ou des troubles psychiques, causes inconnues de l'acteur, de la situation et de l'acte suicidaire. Bien plus encore, cette analyse stratégique conduit, en une étape ultérieure, tout à la fois à l'enquête psychologique et à l'enquête historico-ethnologique.

Le lecteur trouvera, dans ce livre, une introduction à cette double enquête en même temps qu'une synthèse provisoire. Jean Baechler a recueilli une documentation impressionnante. Il a consacré des années à ce travail, désormais étape indispensable pour tous ceux qui emprunteront la même route. Thèse de doctorat dans la tradition des thèses magistrales et monumentales, ce livre demeure accessible à tous, grâce à la limpidité et à la rigueur de l'expression. J'ai tort de dire accessible à tous, je devrais dire passionnante pour tous s'il m'est permis de conclure cette introduction par un retour au point de départ: le suicide nous interpelle tous - et pas seulement les sociologues, les psychologues ou les ethnologues.

Rien ne destinait Jean Baechler - historien de formation et sociologue de

profession - à écrire un pareil livre. Une fois entré dans l'univers de «l'homme contre lui-même»», il n'a pu s'en arracher avant d'avoir poussé l'exploration jusqu'à son terme - sans nourrir pour autant l'illusion de dissiper l'ombre qui enveloppera toujours l'acte, lâche ou héroïque, par lequel un homme, à un instant donné, préfère la mort à la vie.

(juillet 1975)

(1) N.D.L.R. Voir, par exemple, le rapport du Ministère de la Santé publique et de la sécurité sociale, *Le Suicide*, publié en janvier 1971, et l'exécution de ce «canular» par Jean Baechler dans le n°4 de *Contrepoint*.

(2) N.D.L.R. Dr. F. Achille Delmas, *Psychologie pathologique du suicide*, Félix Alcan, 1932. (Le livre de Durkheim, *Le suicide, étude de sociologie*, a été réédité aux P.U.F. en 1969).

(3) N.D.L.R. Jack. D. Douglas, *The social meanings of suicide*, Princeton University Press, 1967. L'auteur a lui-même présenté un résumé de son argumentation: «the sociological analysis of social meanings of suicide», dans les *Archives européennes de sociologie*, 1966, n°2, pp.249-275.

(4) N.D.L.R. *Le Suicide et la morale*, Félix Alcan, 1922.

Raymond Aron et nous

Le Nouvel Observateur

15 mars 1976

Raymond Aron n'est pas des nôtres. Polémiste redoutable, bretteur infatigable, voilà vingt ans qu'il ferraille avec le vieil adversaire communiste et ses compagnons de route. Vingt ans qu'il s'est donné la gauche socialiste en pâture et qu'il en dénonce quotidiennement les erreurs et les mythologies. Vingt ans qu'il fait le guet aux avant-postes de l'ordre bourgeois, acharné à traquer l'hydre marxiste en chacune de ses réincarnations. Vestale zélée et vigilante des temples de la droite, héraut obstiné des valeurs libérales, pathétiquement adossé à un monde qui nous est étranger et dont tout indique aujourd'hui la crise et la faillite prochaines, il est présent sur tous les fronts, ici pour repousser un assaut, là pour colmater une brèche. Avec Aron, grâce à Aron, le Prince semble avoir enfin trouvé le Philosophe de ses rêves. Le plus fin, le plus subtil de ses idéologues: raison de plus pour l'écouter et prendre au sérieux ce qu'il dit. D'autant que, s'il n'est pas des nôtres, il est pourtant aussi, pour des raisons mystérieuses, par des détours mal éclaircis, étrangement proche de nous. Un lien de sang, un lien de vie, dont on pourrait suivre la trace depuis le temps des années 1930, des intellectuels antifascistes, de l'amitié avec Sartre, et des premiers "Temps modernes", continue de l'attacher à une gauche qui l'a excommunié, qui l'ignore, mais qui continue de le fasciner. Il suffit du reste de lire son "Clausewitz", ce monumental ouvrage, pour constater qu'il est pour moitié au moins consacré à Lénine, Mao, et à la notion de guerre populaire. Il suffit de relire quelques pages de "l'Opium des intellectuels" pour voir que cet antimarxiste militant est un marxologue plus averti que bien des marxistes. Et toute la chronique intellectuelle de la France de ces dernières années est là pour prouver que l'aronisme a été le havre ou la position de repli d'hommes de gauche désenchantés. Raymond Aron le sait et s'en explique dans cet entretien avec Bernard-Henri Lévy et où il apparaît sous des traits parfois inattendus: moins peut-être un ennemi que notre meilleur adversaire.

Vous occupez, Raymond Aron, une singulière position sur notre échiquier politique. Classé à droite, vous ne cessez d'interpeller la gauche. Caution de la bourgeoisie libérale, ce n'est jamais à elle que vous vous adressez mais toujours à ces hommes de gauche que vous avez reniés et qui vous ont excommunié.

Raymond Aron. - Dans l'ensemble, c'est exact. D'abord parce que la plupart de

mes livres s'adressent à un public intellectuel et que le public intellectuel parisien est en majorité acquis à ce que vous appelez la gauche. Ensuite parce que, juif, je ne peux pas être, je n'ai jamais pu être viscéralement de droite... Reste néanmoins que c'est pour ce que l'on appelle la droite que je plaide, pour ceux qui ne refusent pas la société actuelle, et que je leur donne bonne conscience...

Envoyé spécial en terrain adverse, vous êtes en quelque sorte chargé des affaires marxistes: théoricien de ce dont Revel est le pamphlétaire...

R. A. - Disons que je tâche de convaincre mes lecteurs, qu'ils soient de droite ou de gauche, que la tragédie du communisme n'est pas un accident, que les expériences d'économie planifiée n'ont jamais réussi jusqu'à présent à surmonter les défauts des économies non planifiées que nous connaissons. Et enfin – c'est pour moi la plus grande leçon du siècle – que la violence, une fois déchaînée, monte aux extrêmes, au sens de Clausewitz... Regardez la révolution de 1917: entreprise au nom d'idées humaines et généreuses, elle a abouti à des dizaines de millions de cadavres. Il est parfaitement vrai que mes livres sur le marxisme sont des livres polémiques; mais ils se placent sur un plan différent de celui de Jean-François Revel.

Au fond, l'adversaire vous fascine en même temps qu'il vous exaspère. Vous avez besoin, fondamentalement besoin, de ce mal absolu qu'est, pour vous, le communisme pur et dur. Que l'U.R.S.S., demain, devienne pays de liberté, c'est, de votre point de vue, proprement inconcevable.

R. A. - Je ne crois pas. Le régime bolchevique, tel qu'il s'est constitué, n'échappe pas au devenir historique. Bien que je m'abstienne, à la différence de beaucoup de mes amis, de faire des prévisions à long terme, je ne tiens pas pour inconcevable la mutation du régime... Simplement, je crois que le temps propre aux régimes despotiques est foncièrement différent du temps des régimes démocratiques. De sorte que j'ai toujours pensé, au moins depuis trente ans, que je ne verrai jamais de mon vivant qu'un régime soviétique continuant de se servir du marxisme pour se justifier lui-même. Et cela même si son caractère totalitaire s'atténue; car il s'est malgré tout atténué depuis l'époque stalinienne.

Quand je parle de "fascination", je veux dire quelque chose comme un terrain commun. Savez-vous qu'autrefois, il y a quelques années encore, quand un normalien venait demander à Althusser qui voir pour préparer une thèse de philosophie politique, Althusser finissait toujours par répondre: "Après tout, pourquoi pas Aron"?

R. A. - Cela ne prouve pas grand-chose, sinon qu'il estime que je connais bien

Marx et que ses étudiants, en venant me voir, trouveront un contradicteur suffisamment averti pour que le débat soit fécond. Cela ne signifie pas qu'il ait un faible pour ma personne mais simplement qu'il n'est pas inutile de discuter avec moi.

C'est déjà beaucoup... Vous avez, du coup, des élèves, et même des disciples qui viennent de l'extrême-gauche. Je pense à Glucksmann, par exemple, qui a commencé, avec son "Discours de la guerre", par un livre sur Clausewitz et qui, l'an dernier, avec "la Cuisinière et le Manageur d'hommes", amorçait une critique (de gauche) du marxisme.

R. A. - Je connais bien Glucksmann, que je cite d'ailleurs à plusieurs reprises dans mon livre. Et, comme je parle toujours de lui un peu comme un père ou un grand-père, je regrette, voyez-vous, qu'il fasse des livres moins bons que ceux qu'il pourrait écrire. Son "Discours de la guerre" est extrêmement brillant mais faux à bien des égards.

Et son second livre, "la Cuisinière et le Mangeur d'hommes", vous y reconnaissez-vous?

R. A. - Glucksmann utilise, bien sûr, un certain nombre de faits ou d'arguments que j'ai moi-même utilisés depuis trente ans; mais il n'est pas le seul à l'avoir fait. Et je ne suis pas sûr que mon libéralisme désabusé soit à l'origine de son gauchisme malgré tout quelque peu prophétique... En fait, il appartient à un courant de pensée foncièrement différent du mien. Je suis de ceux qui n'ont jamais cru que la société idéale puisse se réaliser et soit autre chose qu'une idée de la raison. Il se rattache, lui, à une tradition plus récente, qu'incarne notamment Sartre: celle de ces philosophes qui croient que leur société translucide est bel et bien de ce monde-ci et que la violence des mouvements populaires permet de s'en rapprocher.

Pas d'influence directe, donc?

R. A. - Mettons que j'ai influencé Glucksmann; mais par un tout autre biais, pas du tout par mes choix politiques. Ce qui est vrai, c'est que c'est à travers mes livres qu'il a découvert les problèmes de stratégie. Et que le problème de la monnaie dans les rapports entre États, auquel il consacrera je crois un prochain livre, nous en avons longuement parlé à mon séminaire ou même en tête à tête. Mais je le répète: pour l'attitude politique, je crois qu'il pourrait récuser toute influence de ma part.

Autrement dit, s'il naissait en France quelque chose comme une gauche non marxiste, voire antimarxiste, si la gauche en venait à secouer le joug du freudo-

marxisme qui l'a investie depuis la guerre, vous ne vous sentirez pas plus proche de cette gauche-là que de la gauche du «Programme commun»?

R. A. – Bien entendu, tout cela n'est pas vrai. Parce qu'il y a la question du marxisme mais aussi celle de l'optimisme historique. Et que la gauche dont vous me parlez reste fondamentalement millénariste, refusant ce vieux fonds de sagesse libérale qui dit qu'il ne faut pas donner aux hommes trop de pouvoir, de peur qu'ils n'en abusent. Disons qu'il y a historiquement une gauche qui se fonde sur l'absence d'illusions et sur un certain pessimisme et qu'à cette gauche-là, oui, j'appartiens.

Vous dites parfois qu'il y a des aroniens de droite et des aroniens de gauche...

R.A. - ... et j'ajoute souvent que, de tous les aroniens, je suis probablement le plus à gauche. Car beaucoup de mes amis me reprochent d'avoir trop conservé des illusions de ma jeunesse.

Quelle est, entre les uns et les autres, la ligne de partage?

R.A. – Disons qu'il y a eu une époque, une courte période, après le rapport Khrouchtchev, où un certain nombre d'hommes de gauche, Edgar Morin par exemple, ont trouvé dans mes cours de Sorbonne, les «18 Leçons» par exemple, une position de repli. Une position non prophétique si vous voulez. Et il y a, aujourd'hui encore, des hommes de gauche, revenus du millénarisme, qui se déclarent aroniens. C'est cela le critère décisif.

Dans ce dialogue que vous tentez de poursuivre ou de renouer avec la gauche, il y a tout de même un élément curieux, c'est que la gauche ne vous répond jamais et même qu'en un sens elle vous ignore. Je pense notamment à Sartre et à ce qu'il disait de vous dans l'entretien publié ici même l'été dernier: «J'ai beaucoup discuté avec Aron mais ça ne m'a servi à rien.»

R.A. – Il y a deux choses que vous confondez: Sartre et la gauche. Le cas de Sartre est très particulier. Car c'est avant tout un homme de monologue. Il ne dialogue jamais, sinon avec lui-même ou avec Simone de Beauvoir. Et encore, je n'en suis même pas sûr: voyez la succession de ses attitudes politiques, il n'a jamais discuté après coup ce qu'il avait pu dire à un moment donné. Il croit et il affirme qu'il est absolument neuf à chacun des instants de sa vie. Et, du coup, il ne se sent pour ainsi dire pas chargé de responsabilité à l'égard de son propre passé.

Vous avez été autrefois très liés...

R.A. – Oui, au sens où deux normaliens peuvent avoir des relations intimes

quand ils débattent de tout, des grands problèmes du monde. Mais je pense que nos relations ont changé du jour où il a rencontré Simone de Beauvoir. Il y a eu une époque où se plaisait à m'avoir comme interlocuteur. Sartre est l'homme d'un interlocuteur privilégié, c'est un homme qui vit dans un tout petit groupe d'amis et je trouve cela parfaitement naturel: j'ai toujours trouvé cela parfaitement naturel.

Vous lui avez tout de même consacré tout un ouvrage; comment expliquez-vous qu'il n'ait pas daigné vous répondre?

R.A. – Je sais effectivement qu'il l'a lu. Il le dit d'ailleurs dans sa dernière interview au «Nouvel Observateur». Je sais aussi qu'un certain nombre de sartriens fidèles et convaincus le considèrent comme la seule discussion sérieuse de la «Critique de la raison dialectique». Lui-même, je crois, n'a pas été absolument hostile à mon livre... Mais, je vous le répète, par tempérament il n'aime pas la discussion. Il ne croit pas à la valeur des objections qu'on lui fait et encore moins à celle des réponses qu'il pourrait apporter.

Il s'agit donc bien d'un dialogue à sens unique?

R.A. – Sans aucun doute. Cela dit, il y a encore autre chose qui nous distingue et qui explique la situation que vous évoquez. C'est qu'alors que, pour ma part, je ne le condamne pas moralement pour les positions qu'il a prises, lui me condamne moralement à cause des positions que je prends...

Le «libéralisme» a au moins le mérite de la tolérance...

R.A. – Non, ce n'est pas cela. Je crois plutôt qu'en un sens je suis plus «politique» que lui... Depuis que j'ai commencé à réfléchir sur la politique, très exactement depuis un certain jour de 1931, j'ai toujours pensé que les décisions politiques étaient des choix aventureux dans un monde dont le devenir nous est perpétuellement inconnu. Que les prises de position, même antagonistes, surtout antagonistes, sont nécessaires au jeu même de toute société humaine. Et qu'on ne peut pas dire, par conséquent: «Celui-ci est coupable et celui-ci a raison...» Lui, au contraire, est d'une intransigeance extraordinaire à l'égard des positions qui lui sont étrangères et qui lui paraissent injustifiables. Comment un homme comme lui a-t-il pu dire, par exemple, que les anticommunistes sont des chiens. C'est idiot. C'est tout simplement idiot. Et c'est pour cette raison que cela ne m'a jamais touché. Comment un homme comme lui peut-il ne pas comprendre l'anticommunisme de Soljenitsyne, qui a le sens d'une protestation contre un régime qui a coûté à l'humanité des dizaines de millions de cadavres...

Sur ce point précis, de l'eau a coulé sous les ponts, et je ne pense pas qu'il se

risquerait encore à justifier le communisme soviétique. À sa manière, qui n'est pas la vôtre, bien sûr, il est lui aussi devenu «antisoviétique».

R.A. – Ce n'est pas sûr. Ce n'est pas sûr du tout. Je lisais, il y a quelques jours encore, dans l'article de Claude Mauriac sur le dixième tome des «Situations», qu'il n'est pas question pour lui de la moindre autocritique quant à ses positions d'autrefois. Pas question de se donner tort sur tant de textes et de déclarations qui ont fait de lui un compagnon de route des staliniens. C'est tout à fait extraordinaire: comment peut-il ne pas comprendre Soljenitsyne quand il dit: *«Comment vous, philosophe de la liberté, pouvez-vous être reçu par nos tyrans, par des hommes de lettres de troisième ordre qui ne sont que les agents du K.G.B.?»* Il n'entend pas. Il ne se pose pas la question. Je ne le lui reproche pas: il est comme ça. J'ai dit une fois pour toutes qu'il a un certain génie et que fait partie de ce génie ce qui m'apparaît comme bizarrerie.

Vous est-il arrivé de vous revoir depuis votre rupture?

R.A. – Parfois, par hasard. Mais nous n'avons plus eu de conversations. Et, au fond, il n'en avait aucune envie.

Et maintenant?

R.A. – Maintenant, cela n'aurait plus de sens. Nous avons l'un et l'autre passé soixante-dix ans. Et les jeux sont faits, en quelque sorte... Lui, pour des raisons diverses, s'est quelque peu retiré du monde, tout en gardant d'ailleurs une pleine activité. S'il n'écrit plus, c'est seulement parce qu'il devient aveugle. Par bonne chance, je peux encore écrire, alors j'écris... Finalement, nous sommes tous les deux des ancêtres.

Ce qu'à vrai dire on a du mal à concevoir aujourd'hui, c'est comment des hommes aussi différents que Sartre, Malraux ou vous-même ont pu cohabiter au sein d'une même revue, «les Temps modernes». Car enfin, vous dites, «les jeux sont faits», mais sur le plan idéologique, ils l'étaient déjà dès l'immédiat après-guerre...

R.A. – Vous avez raison. J'étais conscient de l'équivoque dès cette époque. Mais c'était l'équivoque même de la grande alliance des résistants contre l'occupant et des grandes puissances contre l'Allemagne hitlérienne. Au fond, le comité de rédaction des «Temps modernes» était à l'image de la Résistance. Nous avons pu demeurer, Sartre, Paulhan, Malraux, Merleau-Ponty et moi, au sein d'une même revue seulement tant qu'a duré l'effet, à l'intérieur du pays, de la grande alliance de la guerre. Que ces effets disparaissent, que l'alliance se décompose, et c'en était fait de ces premiers «Temps modernes». Les uns durent

choisir le parti communiste ou le compagnonnage avec lui: ce fut le cas de Sartre et, pendant une certaine période, de Merleau-Ponty; Malraux ou moi-même choisîmes. Et, pour ma part en tout cas, encore aujourd'hui, je ne le regrette pas.

De sorte que, dans cette affaire, l'évolution de la situation politique a eu le rôle déterminant...

R.A. - ... et les incidents personnels qui se sont produits entre nous sont sans signification véritable. Tout ce qu'on peut dire, c'est que pour notre génération la rupture politique a entraîné la rupture totale des liens d'amitié. C'est un fait.

Pas dans le cas de Merleau-Ponty.

R.A. – C'est vrai mais il était moins intransigeant que Sartre. Et surtout, nous n'avons jamais été aussi proches que Sartre et moi avons pu l'être. À l'École normale, je connaissais très peu Merleau-Ponty.

Qui, de Sartre et Aron, aura au bout du compte davantage marqué l'histoire de son temps.

R.A. – La question ne se pose pas. Il l'a d'ores et déjà beaucoup plus marquée que moi. D'abord parce qu'il a derrière lui une œuvre beaucoup plus riche que la mienne et que son clavier comporte des romans, du théâtre, de la politique et de la philosophie. Ensuite parce que, de ce que j'ai pu faire, une partie est tout de même condamnée à disparaître très vite. Comme disait un jour Maurois en lisant un de mes livres: *"Il serait notre Montesquieu s'il consentait à décoller de la réalité historique."* Et c'était vrai.

Vous dites qu'il marquera davantage l'histoire, et c'est tout de même lui qui, sur le stalinisme, a eu historiquement tort.

R. A. - Oui. Je pense que j'ai vu la réalité historique mieux que lui. Et que ce à quoi il tient peut-être le plus, sa vision politique, est le point le plus faible de son œuvre... Mais l'essentiel n'est pas là. "L'Être et le Néant" et la "Critique de la raison dialectique" sont deux livres philosophiques importants, bien qu'il soit difficile de dire à l'avance ce qu'il en restera. Tandis que mon "Introduction à la philosophie de l'Histoire" ressemble à beaucoup de ce que j'ai écrit: j'ai été paralysé par la peur de me tromper. Je redoute l'imagination, aussi bien en philosophie qu'en politique. En quoi, d'ailleurs, je suis plutôt un analyste ou un critique. Et les analystes et les critiques sont des gens qui peuvent avoir une influence de leur vivant mais dont l'œuvre, parce qu'elle est terriblement liée à une situation donnée, disparaît plus vite que celle de ceux qui ont eu l'audace de l'imagination.

Même quand ils se trompent?

R. A. - Vous me mettez dans la curieuse position de le défendre et de le justifier. Mais ce n'est pas par goût du paradoxe. Ni, comme me le rapprochent souvent mes amis, par manie de plaider toujours en privé le dossier de mes adversaires...

Aujourd'hui ce n'est pas du privé...

R. A. - Peu importe. Je le ferais aussi bien en public. Ce qui me condamne aux yeux de l'*intelligentsia*, c'est qu'elle est encline à penser, au fond d'elle-même, qu'il *valait mieux* se tromper par illusion sur l'Union soviétique qu'avoir raison avant le moment où la vérité éclate aux yeux de tous. Ce qui me condamne aussi c'est qu'elle n'est pas près de me pardonner de ne pas ouvrir la voie de la société bonne et de ne pas tenter d'enseigner la méthode pour y accéder.

Et vous, qu'en pensez-vous? Vaut-il mieux, dans ce cas, être Sartre ou Aron? Sartre vainqueur mais dans l'erreur, ou Aron vaincu mais dans le vrai?

R. A. - C'est une question qui n'a pas grand sens.

Posons-la autrement: à quoi sert Sartre ayant tort? À quoi sert Aron ayant raison?

R. A. - Ce que je crois catastrophique, ce qui lui sera reproché un jour, c'est d'avoir utilisé sa virtuosité dialectique et des sentiments généreux pour justifier l'injustifiable. D'avoir, si vous voulez, déployé des trésors d'ingéniosité pour essayer de démontrer qu'on ne pouvait pas être contre Staline et qu'il fallait au moins être proche de lui. Alors qu'en revanche on dira peut-être un jour, si l'on s'intéresse encore à lui ou à moi, que je n'ai jamais justifié l'injustifiable par raison dialectique. Je n'ai jamais justifié Pinochet. Je n'ai jamais justifié Staline ni Hitler.

Vous parliez à l'instant du caractère "terriblement daté" d'une partie de vos travaux. Et, effectivement, je m'étonne de ce que, sur la question du marxisme par exemple, vous n'ayez jamais écrit que des livres de circonstance, des livres polémiques, dirigés contre tel ou tel. Jamais le grand livre sur le marxisme que vous annoncez depuis si longtemps...

R. A. - Vous savez, le grand livre sur le marxisme, c'est un peu une idée fausse. J'en ai moi-même plusieurs fois parlé mais c'est une idée fausse. Et d'abord parce que la pensée de Marx est une pensée extrêmement complexe, qui a connu plusieurs époques successives, qui utilise un système conceptuel bien déterminé. Et qui, surtout, est simultanément économique, philosophique et

sociologique. Marx, comme disait Schumpeter, est tout cela à la fois, et par-dessus le marché prophète. De sorte qu'il est presque impossible de lui consacrer un livre qui ne soit pas un livre partiel.

Vous avez pourtant fait, naguère, une série de cours en Sorbonne portant sur l'ensemble de l'œuvre...

R. A. - Oui, bien entendu. Mais si j'essayais de transformer ce cours en livre, cela donnerait un ouvrage de cinq cents ou six cents pages, cela m'ennuie à l'avance, et je ne crois pas que j'apporterais une interprétation originale par rapport à l'ensemble de la littérature marxiste déjà existante. En fait, j'imagine mal un savoir total sur Marx qui apporte effectivement du nouveau.

Il y a tout de même eu, aux antipodes, bien sûr, de ce que vous pourriez faire, la tentative d'Althusser à laquelle vous ne pouvez tout de même pas dénier le mérite de l'originalité.

R. A. - Vous avez tout à fait tort. Tout le monde savait depuis longtemps qu'il y a deux manières d'interpréter philosophiquement Marx. L'une, à partir de Hegel, qui aboutit à Lukàcs et, au-delà de Lukàcs, à Merleau-Ponty. Et l'autre, qui choisit de considérer le système capitaliste comme un objet historique et essaie de penser les lois de cet objet historique.

Sans doute. Mais il n'y avait pas que cela chez Althusser. Il y a aussi l'idée que ces deux tendances se succèdent dans l'œuvre de Marx. Comme il dit: une "coupure épistémologique" qui partage l'œuvre en deux...

R. A. - C'est effectivement une idée neuve mais c'est aussi une idée fausse. Il est parfaitement clair que les deux tendances se combinent et ne se succèdent pas. Que l'étude des lois de fonctionnement de l'objet capitaliste (première tendance) ne sert à rien d'autre qu'à l'étude de l'évolution et du destin du régime capitaliste (deuxième tendance). Pas trace d'une œuvre épistémologique.

Au fond, Marx vous intéresse moins comme tel que parce qu'on en a fait. Vous ne perdez pas une occasion de dénoncer tel ou tel "marxisme imaginaire"; jamais vous ne vous attaquez à la source, Marx même.

R. A. - C'est que l'œuvre proprement spécifique, "Marx même", comme vous dites, le noyau en quelque sorte, appartient désormais à tout le monde. Aux non-marxistes comme aux marxistes. Là-dessus, il n'y a plus de débat. Et tout a été dit. En revanche, les lectures politiques, les lectures partisans, ont, elles, des effets redoutables, que je me dois de dénoncer.

Quels sont ces effets? Quelle est la fonction du marxisme, aujourd'hui, en

1976?

R.A. – C'est difficile à dire parce qu'il y a en fait deux marxismes, et les dissidents russes mettent parfaitement ce paradoxe en lumière. D'un côté, il est la justification d'un régime qui existe, le principe de légitimité du despotisme de parti unique. De l'autre, en Occident, il a une fonction inverse, une fonction critique, contre la société établie. Le résultat est que, quand les dissidents russes arrivent, ils sont bouleversés par l'attachement de l'*intelligentsia* occidentale à l'idéologie qui, chez eux, sert d'alibi à la terreur. Relisez la page où Soljenitsyne exprime son refus de rencontrer Sartre: opposition frappante de la révolte contre un régime qui se réclame du marxisme, et d'une révolte qui invoque le marxisme et qui s'en fait une arme.

Précisément. Et votre erreur est peut-être trop souvent de faire l'amalgame entre ces deux marxismes...

R.A. – Non, je ne les confonds pas. Mais je dis simplement que, quand les marxistes occidentaux parlent de dictature du prolétariat, il s'agit d'un calembour politique. Quand ils disent que le pouvoir du parti unique est le pouvoir du prolétariat, c'est un calembour qui n'a strictement aucun sens, ni en soi ni par rapport à Marx. Mais qui a eu, en revanche, en Union soviétique, des effets bien précis et qu'on ne connaît que trop...

Même le Parti communiste français renonce à cette notion de dictature du prolétariat.

R.A. – Oui, mais tant qu'on en restera là, tant que Georges Marchais se contentera de dire qu'il ne veut pas de la dictature du prolétariat, tant qu'il ne dira pas que c'est un calembour d'appeler dictature du prolétariat un régime de parti unique, son discours restera un tissu de mauvaises plaisanteries.

Au fond, votre grand livre sur le marxisme, ç'aurait pu être le système des interprétations de Marx, une table raisonnée des déviations.

R.A. – Tâche impossible parce qu'infinie. Il y a beaucoup trop de marxistes. Il y a beaucoup trop d'équivoques. De sorte que personne ne peut prétendre en reconstituer le système.

C'est pourtant bien ce que vous avez tenté sur Clausewitz.

R.A. – Les choses sont différentes. Il y a quelques équivoques fondamentales chez Clausewitz. Elles sont finalement peu nombreuses. Deux ou trois peut-être, contre une bonne douzaine dans le cas de Marx. Sa postérité n'est pas considérable et ceux qui l'ont lu étaient à quelques exceptions près incapables de

le comprendre: des militaires qui ne pouvaient pas comprendre la manière de s'exprimer de cet homme... Autrement dit, il était possible, sinon facile, de faire ce que j'avais envie de faire. C'est-à-dire démontrer, premièrement, qu'on peut parfaitement essayer de reconstituer le projet et le système d'un grand auteur. Et, ensuite, à partir de cette reconstitution, suivre les interprétations successives et la destinée posthume de l'œuvre et du projet.

Pourquoi, d'ailleurs, ce livre? Pourquoi, si tard, votre premier travail proprement érudit? Pourquoi avoir choisi d'écrire le livre majeur sur Clausewitz au lieu de celui sur Marx qu'on attendait?

R. A. - Pour deux raisons très simples. D'abord parce que je suis entré au Collège de France et que je devais démontrer à mes collègues que mes exercices divers ne m'empêchaient pas d'écrire un livre à caractère scientifique. Ensuite parce que ce livre fondamental sur Clausewitz n'existait pas. Il n'existe rien en Allemagne qui soit comparable au livre que j'ai écrit. Qu'il soit bon ou mauvais, ce n'est pas à moi d'en juger: mais il est sûr qu'on n'avait encore jamais tenté cette reconstruction systématique de la pensée clausewitzienne à travers ses étapes successives. Songer que personne n'a élaboré, à ma connaissance, les deux concepts fondamentaux, celui de *polarité* et celui d'*Ausweg*, qui est le substitut de la synthèse dans la dialectique clausewitzienne. Autrement dit, tout était encore à faire, et d'une certaine manière cela m'a davantage amusé de consacrer trois ans à Clausewitz qu'encore trois ans à Marx.

Est-ce qu'il n'y a pas encore autre chose? Car au fond: Machiavel, Max Weber, maintenant Clausewitz..., tous les hommes qui vous ont fasciné sont des intellectuels qui ont rêvé de jouer un rôle dans l'histoire et qui en ont été frustrés.

R. A. - C'est en partie vrai.

Regrettez-vous de n'avoir pas été vous-même un homme d'action?

R. A. - Le problème n'est pas là. Si j'ai de l'amertume ou du regret par rapport à mon passé, ce n'est pas sur ce plan-là. Si j'ai des regrets, c'est de ne pas avoir donné le meilleur de moi-même au plan intellectuel. De m'être dispersé dans des polémiques qui, au fond, après coup, m'intéressent peu.

J'ai tout de même en mémoire votre leçon inaugurale au Collège de France, un article sur Machiavel et Marx... Vous êtes manifestement hanté par le thème du "conseiller du prince"...

R. A. - Précisément: je crois m'être tenu, du point de vue que vous dites, à

égale distance de Marx et de Machiavel. Je n'ai jamais voulu être le confident de la Providence, et je n'ai jamais trouvé le prince qui m'accepte comme conseiller. J'ai toujours voulu, en fait, me tenir à la fois dans l'histoire et en dehors. Regarder l'histoire se faisant comme si elle était déjà une histoire faite. Mais en me refusant au même moment la facilité de ne pas m'engager.

C'est contradictoire.

R. A. - Non. Cela signifie que je me suis engagé dans un certain nombre de causes, mais que je ne me suis jamais pour autant mis au service d'un parti et que je n'ai jamais déclaré non plus que ma position était la seule légitime. Je me suis engagé donc, mais autrement que Sartre; et c'est là, je vous le disais, le fond de nos dissentiments. Tout cela est problématisé dans mon "Introduction à la philosophie de l'Histoire".

Un exemple?

R. A. - Prenons, si vous voulez, l'exemple des circonstances où ma prise de position a paru la plus paradoxale: la brochure où j'annonçais que l'indépendance algérienne était inévitable et qu'il fallait négocier. Elle date du printemps de 1957 mais elle avait été écrite un an auparavant sous forme de note remise à Guy Mollet... Eh bien, par cette prise de position politique, je me suis trouvé en dehors de tous les partis. Et cela parce qu'au fond je n'aurais jamais pu dire que les tenants de l'Algérie française étaient "des chiens". Et que je ne pensais pas qu'ils fussent moralement coupables.

Voulez-vous dire que vous êtes trop non conformiste?

R. A. - Exactement. Et, en même temps, que je n'ai pas les qualités qui font un homme politique. Quand j'étais au cabinet de Malraux, par exemple, je me rendais compte que je n'avais pas d'ennemis dans la classe politique tant que je me contentais d'écrire. Mais je sentais l'hostilité dès qu'on me soupçonnait d'avoir d'autres ambitions. Et puis surtout je suis trop impatient et c'est impardonnable pour un homme d'action. Je ne suis jamais arrivé à écouter les discours interminables. Pour faire de la politique, il faut être patient. On est injuste envers les politiques, on ne pense pas assez de quel prix ils paient leur goût du pouvoir.

C'est Chateaubriand qui disait que nul n'est plus intolérable à l'homme d'action que l'intellectuel. Et Mme de Staël "agaçait" Napoléon...

R. A. - Il faut reconnaître une chose: j'ai toujours été en mauvais termes avec les hommes au pouvoir. Même quand ils suivaient une politique peu éloignée de

celle que, dans l'abstrait, je préconisais. Même Pompidou, avec lequel, au moment de son élection, j'ai eu d'excellentes relations, n'a pas tardé à ne plus supporter mes articles critiques... Tenez: je vais vous donner un autre exemple. Quand l'affaire de la C.E.D. a commencé, j'ai critiqué l'entreprise. J'ai dit qu'elle conduirait à une crise. Qu'on ne pouvait pas avoir des guerres coloniales au dehors, une armée française hors des frontières, et s'unir au même moment, militairement, avec l'Allemagne. Et, par-dessus le marché, l'Europe au niveau du bataillon, ça me paraissait farfelu... "Vous êtes extraordinaire, avais-je dit à Robert Schuman, *vous ne voulez pas des Allemands comme alliés et vous les voulez comme compatriotes.* " À quoi je ne sais plus quel parlementaire socialiste m'avait répondu: "*Vous êtes impossible. On ne peut jamais compter sur vous. D'après vos convictions vous auriez dû être un partisan ardent de la C.E.D...*" Vous avez donc raison. Je n'ai pas cessé d'"agacer" les hommes au pouvoir.

Quand on s'appelle Raymond Aron et qu'on ambitionne de peser sur le cours de l'histoire, il n'y a qu'une solution possible: se rallier à une figure qui incarne la grandeur de l'État. En somme, il vous a manqué d'être gaulliste pour être le Kissinger français...

R. A. - J'étais gaulliste au moment du R.P.F. Et j'ai eu, à l'époque, un certain nombre de conversations avec le Général. Et vous avez raison: je pense aujourd'hui que j'aurais dû me rallier inconditionnellement pour pouvoir exercer sur lui une certaine influence. Et, d'ailleurs, je le pressentais dès cette époque: c'était même une des raisons de ma présence au R.P.F.

Pourquoi l'avez-vous quitté?

R. A. - Je ne l'ai pas quitté. Le R.P.F. s'est décomposé. Et puis il restait le souvenir de Londres et des conflits de l'émigration. Mais nous en parlerons un autre jour.

Et en 1958, au moment du retour au pouvoir?

R. A. - La raison pour laquelle je ne suis pas redevenu gaulliste à cette époque? C'est que je ne suis machiavélien qu'en théorie. Et je ne pouvais pas supporter, après avoir écrit pour l'indépendance algérienne, de me rallier à de Gaulle à l'ombre de Michel Debré. Je suis trop homme de pensée, pas assez homme d'action, si vous voulez, pour avoir, comme Malraux, un loyalisme personnel total. J'étais incapable d'accepter les prises de position successives du Général en pariant qu'à la longue il ferait ce que je considérais comme juste. Oui, c'est ce qui m'a toujours distingué d'un homme comme Malraux. En fait, il aurait

fallu que je cessasse d'écrire et que je devinsse un simple conseiller dans l'ombre d'un bureau.

Quels étaient vos rapports personnels avec de Gaulle?

R. A. - Je dois dire que je n'ai jamais eu d'atomes crochus avec lui. Il répondait toujours courtoisement à mes livres par de petites notes qui étaient fort intéressantes. Mais, dans les conversations privées que j'ai pu avoir avec lui, je n'ai jamais été ébloui autant que d'autres, ni par sa connaissance du monde ni par la force de ses idées politiques. C'était cependant un grand homme. Indéniablement. Disons qu'on sentait la force de sa présence...

De Gaulle n'aimait guère les intellectuels. Ce n'est pas le cas du président actuel...

R. A. - En ce qui concerne de Gaulle, je ne serais pas aussi affirmatif que vous. Quant à Valéry Giscard d'Estaing, je sais par exemple qu'il est un grand admirateur d'Alexandre Kojève, fondateur des études hégéliennes en France et disparu en 1968...

Et de Raymond Aron, apôtre infatigable du libéralisme et de l'anticommunisme?

R. A. - Je crois qu'il lit mes articles.

Avez-vous de bonnes relations personnelles?

R. A. - Ce qui est sûr, c'est que c'est un homme avec lequel il n'est pas impossible de dialoguer. Cela dit, je n'ai jamais eu de relations ni intimes ni personnelles avec lui. Nos contacts ont été rares. Il appartient à un milieu très différent du mien.

Vous étiez partisan de sa candidature à la présidence de la République avant même qu'elle ne fût déclarée...

R. A. - Oui, et je le lui avais dit dès 1973, en pleine campagne législative, quand il m'avait téléphoné à propos d'un article qui s'appelait "le Cercle carré", où je dénonçais les aberrations économiques du "Programme commun". Je me souviens avoir eu avec lui, à cette occasion, une intéressante conversation...

Vous en avez sans doute en d'autres depuis...

R. A. - Oui, quelques-unes. Sur les problèmes de stratégie nucléaire, par exemple, qu'il connaissait jusque-là fort mal. Une autre sur les problèmes du Proche-Orient. Une autre encore à son retour de Moscou.

Il y a aussi votre rôle au "Figaro", qui est devenu directement politique.

R. A. - Mon rôle au "Figaro" n'est pas sensiblement différent de ce qu'il a toujours été depuis vingt-cinq ans. Même si j'écris un peu plus fréquemment... Même si j'exerce un peu plus d'influence sur la rédaction du journal...

Ce rôle, vous le disiez vous-même au début de cet entretien, est de donner bonne conscience aux classes conservatrices. N'éprouvez-vous jamais d'amertume à songer que vous êtes devenu un maître à penser zélé de la bourgeoisie cynique et repue?

R. A. - Votre question est biaisée. Je pourrais de la même manière demander aux intellectuels de gauche s'ils ne sont pas fâchés d'être la bonne conscience de Bouvard et Pécuchet ou de Monsieur Homais. Je pourrais demander à Jean-Paul Sartre s'il n'est pas fâché d'avoir donné bonne conscience aux séides de Staline... Disons que je continue de me battre intellectuellement pour défendre certaines valeurs auxquelles je tiens. Pour permettre à la France libérale de survivre et de continuer d'exister. Qui m'aime me suive: on choisit ses adversaires, on ne choisit jamais ses alliés.

Quelles sont ces "valeurs" auxquelles vous dites tenir?

R. A. - Ce sont très exactement les mêmes que celles auxquelles Jean Daniel ou vous-même tenez. Mais vous vous imaginez à tort que l'alliance socialo-communiste peut gouverner la France dans l'Europe actuelle sans mettre ces valeurs en péril. Je crois que vous vous trompez. Peut-être y aura-t-il demain un desserrement de la vie politique française qui permettra au P.S. de participer au gouvernement avec des chances de réussite. Mais, pour l'instant, je pense que Jean-François Revel a raison. Le chemin qu'a choisi François Mitterrand, que je respecte, débouche sur le vide, ou, si vous préférez, dans une impasse.

Vous n'avez pas répondu à ma question. Je ne vois toujours pas ce que sont ces valeurs...

R. A. - Si je n'ai pas répondu, c'est qu'elles sont immédiatement données. C'est que ce sont les valeurs fondamentales du libéralisme. Les valeurs fondamentales nécessaires au maintien d'une société tolérable. Des valeurs dont la survie exige la survie d'une Europe non dominée par l'U.R.S.S. Or, dans l'Europe actuelle, il faut une bonne dose d'illusion pour croire qu'un gouvernement Mitterrand-Marchais sauvegarderait les libertés dont il rédige tous les jours la charte.

Y a-t-il, dans ce libéralisme que vous invoquez sans le définir, autre chose que l'alibi d'une profonde résignation? En politique comme en philosophie...

R. A. - Je ne suis nullement un résigné, comme vous dites.

Mais il y a autre chose dans votre répétition infatigable de la même question. Vous suggérez que je n'ai rien fait d'autre que de dénoncer le marxisme-léninisme, rien fait d'autre que donner des arguments ou bonne conscience aux privilégiés. Or là, pour une fois, je me défendrai moi-même et je vous dirai que vous caricaturez. Pour l'essentiel, mes livres, depuis "l'Introduction à la philosophie de l'histoire" jusqu'à "Clausewitz" en passant par "les Dix-huit Leçons de la société industrielle", "la Lutte de classes", "Paix et Guerre entre les nations", constituent une tentative d'ensemble, philosophique et historique, pour repenser les problèmes du marxisme tels qu'ils se posent en notre siècle. Un effort pour comprendre le monde dans lequel nous vivons afin que notre action, toujours aventureuse, soit aussi éclairée que possible. Mon influence, si influence il y a, a été de rendre intelligible notre siècle et de défendre une certaine morale de l'action. Mes livres de polémique – "l'Opium des intellectuels" ou "les Marxismes imaginaires" – s'expliquent par le milieu parisien et répondaient à une tâche de salubrité intellectuelle.

Même dans les articles je communique une certaine vision plus souvent que je ne m'abandonne à la polémique. Cela dit, je ne suis pas un réformateur social; je prends des positions catégoriques sur les enjeux essentiels: le stalinisme, l'Algérie, la croissance économique, la liberté. Sur les problèmes particuliers, j'hésite souvent à cause de la complexité technique de nos sociétés.

Quant à mon conservatisme, en fait le refus de l'utopie ou du prophétisme, vous oubliez que nos sociétés se transforment d'elles-mêmes sans que les gouvernements ou les intellectuels en décident ainsi. La transformation de la France depuis vingt ans compte plus que la nationalisation éventuelle de quelques groupes industriels. C'est pourquoi le conservatisme d'aujourd'hui diffère radicalement de celui d'hier, qui refusait la modernisation alors que je l'accepte pleinement. Notre débat ne porte pas sur la sauvegarde des valeurs libérales en une société de plus en plus technicienne qui risque de devenir de plus en plus écrasante, mais sur les moyens ou, comme vous dites, sur le modèle de société. Or vous, à gauche, vous restez obsédés par les nationalisations et la planification et je crois que vous vous trompez. Le chemin que choisissent les socialistes français (mais non les Allemands) conduit à moins d'efficacité et moins de liberté.

Je suis si peu résigné que je continuerai à me battre pour l'option libérale et contre l'option socialiste de la société industrielle tant que la biologie me le permettra.

Propos recueillis par Bernard-Henri Lévy

Face à face: la France d'Aron, la France de Peyrefitte

Le Point
4 avril 1977

Pour une fois, il ne s'agit pas d'une formule: le débat qu'on va lire porte sur l'essentiel. Comment la société française peut évoluer; quelle est la nature du mal qui la ronge; s'agit-il d'un virus spécifique, ou bien d'une épidémie qui atteint toutes les sociétés occidentales; y a-t-il des remèdes; lesquels?

Face à face pour tenter de répondre à ce chapelet d'interrogations, deux hommes: d'un côté, Raymond Aron, professeur au Collège de France, philosophe, économiste, journaliste, et à l'occasion pamphlétaire. Son dernier livre, «Plaidoyer pour une Europe décadente», s'inscrit dès maintenant dans la catégorie des ouvrages que l'on doit lire si l'on veut comprendre quelque chose à l'époque actuelle, et même dans celle des best-sellers. De l'autre, Alain Peyrefitte, de l'Académie française, diplomate, huit fois ministre (et qui devient garde des Sceaux dans le nouveau cabinet Barre), député toujours réélu depuis près de vingt ans, conseiller général, maire, et auteur du «Mal français», qui connaît un grand succès.

Raymond Aron: Notre dialogue d'aujourd'hui sera celui de deux écrivains politiques engagés. Je ne l'ai souhaité qu'une fois le succès du «Mal français» acquis et une fois votre élection à l'Académie française – dont je vous félicite – accomplie. Donc, ni arrière-pensée ni susceptibilité...

[Un démarrage qui donne le ton. Lorsque Aron prend de telles précautions, c'est qu'il va faire surgir de sa tête une vraie masse d'armes. En face de lui, Peyrefitte ne bronche pas.]

... Je ferai essentiellement trois objections fondamentales au «Mal français». La première, c'est que ce livre est anachronique et excessif. Il ressemble aux ouvrages que tout le monde écrivait après 1870, concernant la supériorité des peuples anglo-saxons. On parlait alors de la décadence française, illustrée par la défaite de 70; les arguments étaient en gros ceux que vous développez aujourd'hui: la centralisation administrative, le refus de la réforme, la supériorité des dogmes anglo-saxons. C'est l'un des éléments constants de l'une des manies françaises: l'autocritique. Or ce qui me frappe, c'est que cette autocritique concernant la décadence économique et la faiblesse sociale de la France

intervient après un quart de siècle qui a vu la plus rapide des transformations que la société française ait subies. Entre nous, si la société française est bloquée, je me demande où nous en serions si elle ne l'avait pas été.

Georges Suffert: Je pense, Alain Peyrefitte, que vous voulez répondre en bloc?

Alain Peyrefitte: Cela sera plus simple. Pour le moment, j'écoute le procureur.

R.A.: Donc le procureur continue. La deuxième objection est que ce livre me paraît ambigu dans son thème fondamental, et que par conséquent il a tendance à télescoper les siècles. L'idée historique qui sert de toile de fond, c'est la divergence des deux Europe. Cette idée s'est développée au cours de la critique des thèses weberiennes. Vous l'avez reprise telle qu'on la trouve à peu de chose près dans les articles d'Herbert Lüthy, professeur à l'Université de Zurich. Elle comporte sa part de vérité. Mais il me semble léger de tout ramener à la cassure du XVI^e et du XVII^e. Après, il y a eu le XVIII^e, l'Europe des Lumières, qui est en partie française, les bouleversements du XIX^e, etc. J'admets que le protestantisme a eu un rôle. Mais le capitalisme ne se réduit pas à une éthique. Nous savons aujourd'hui qu'il existe, à partir de toutes sortes de croyances différentes. Croyez-vous que le succès économique du Japon soit réellement lié à la réforme et à la contre-réforme? Il nous prouve au contraire qu'une coopération étroite entre l'État et les grandes entreprises, dans une nation conservant sa religion traditionnelle, peut être aussi efficace que le capitalisme déchaîné de style anglo-saxon. Bref, vous simplifiez et vous mélangez.

Ma troisième objection – c'est la plus grave – c'est que votre livre, en dernière analyse, est «hexagonal». Au fond, c'est le ravin qui sépare votre livre et le mien. Pour vous, le mal «français» est spécifique et traditionnel: centralisation administrative, hiérarchie, ministère des Finances...

Nous connaissons tout cela. Et j'admets tout cela. Mais je vous reproche de n'avoir lu que la moitié de Tocqueville. Vous avez pris, en bloc, tout ce qui dans Tocqueville décrit la centralisation administrative, l'erreur de la Révolution française qui a mis la liberté au sommet et pas à la base, la distinction entre politique et administration. Cette distinction entre administration et politique me semble passe-partout et aujourd'hui inapplicable.

Pour moi, il y a un mal de la société occidentale tout entière et qui est bien plus redoutable que votre «mal français». Le centre du problème, c'est que la seule économie productive demeure l'économie libre. Or la logique démocratique, la démocratie poussée à sa limite, c'est-à-dire l'égalitarisme mal compris, risque de détruire une économie libre. Ça, c'est le vrai problème, et

vous ne le traitez pas.

Vous rapportez votre dialogue avec Pompidou. Vous dites – je cite de mémoire – que Pompidou s'est exclamé: «Vous êtes obsédé par le modèle anglais au moment où il va faire faillite.» Eh bien, je pense que c'est Pompidou qui avait raison contre vous. L'Angleterre n'est pas que Eton, Oxford et Cambridge. C'est une nation qui, comme nous, a le goût de la recherche et le mépris de l'application technique, et c'est surtout un pays qui refuse la bataille, qui refuse la compétition, qui ne veut plus se battre. Pourquoi? C'est en gros écrit dans la moitié de Tocqueville que vous avez oubliée: la pression démocratique risque de déboucher à la longue sur le despotisme tutélaire. Quelque chose qui bloque tout, qui désarme les citoyens, qui supprime l'ambition, l'audace, la volonté d'être différent, de faire mieux ou plus. La bureaucratie n'y est pour rien. C'est la démocratie qui est en jeu. Et l'Occident par-dessus le marché. Tout ce qui a fait sa grandeur, tout ce qui a fait de lui une matrice du monde tel que nous le connaissons.

A.P.: Voilà une attaque en règle. Puis-je vous dire à quel point, je m'en réjouis? Jusqu'à maintenant, le livre n'avait pas été sérieusement contesté.

Cependant, les reproches que vous me faites me semblent s'adresser plutôt aux résumés, forcément schématiques, que la presse a donnés de mon livre, qu'à mon livre lui-même, qui répond d'avance, très minutieusement, à toutes vos objections.

Première objection: mon livre est anachronique et excessif. Anachronique? Je crois que son originalité est de démontrer que la critique du centralisme bureaucratique, faite par Jean de Witt, dès les années 1660, par Fénelon, Boisguilbert et Vauban dès 1690, puis tant d'autres en attendant Tocqueville, a sa valeur aujourd'hui plus que jamais. Vous ne croyez pas à la persistance des habitudes et des mentalités. Vous avez tort. Elle est constante.

Après les invasions barbares sous lesquelles s'était effondré l'Empire romain, après les invasions normandes sous lesquelles avait croulé l'Empire carolingien, la féodalité était indispensable pour remplacer l'autorité de l'État. Elle assurait un ordre minimum grâce à une caste de guerriers auxquels les paysans étaient liés par un contrat personnel. Elle a rendu un immense service. Mais un millénaire plus tard, au XVIIIe siècle, elle avait perdu toute raison d'être, et pourtant persistait sous de multiples formes, devenues anachroniques. Le centralisme, sous Philippe le Bel ou Richelieu, a été nécessaire pour bâtir la France, pour conjurer le danger d'éclatement.

Aujourd'hui, si le centralisme politique (la souveraineté nationale, les lois) reste nécessaire, le centralisme administratif devient de plus en plus insupportable. Il irrite la France et décompose l'État. Mais il subsiste. C'est lui qui est anachronique, ce n'est pas moi.

Deuxième objection: le livre est ambigu et télescope les siècles. Vous m'accusez de simplifier et de mélanger. Ne pourrais-je pas vous retourner le compliment? Mon livre essaie de montrer que si l'Occident a divergé à partir du XVIIe siècle, ce n'est pas seulement, comme Max Weber l'affirmait, pour des raisons théologiques ou éthiques; ni, comme Lüthy le suggère, par la seule chape de plomb de la contre-réforme; mais par la combinaison des deux, qui a provoqué un exode et une stérilisation dans les pays contre-réformés, c'est-à-dire monocentristes; un afflux et une fécondation dans les pays réformés, c'est-à-dire polycentristes, où chacun avait ses chances d'affirmer et d'entreprendre. Les sociétés figées – dont la France – sont devenues économiquement et démographiquement malthusiennes. Les sociétés mobiles se sont envolées. Il montre, en analysant longuement le cas du Japon, que celui-ci a su, tout en conservant ses valeurs religieuses et culturelles, s'approprier les méthodes du polycentrisme et trouver sa propre voie vers l'économie industrielle de marché. Il souhaite que nous fassions de même: sans renier nos valeurs fondamentales, comprendre suffisamment les bienfaits du polycentrisme politique, économique et social, et découvrir notre propre voie.

Troisième objection: mon analyse est «hexagonale». Pour vous, le problème n'est pas là: il y a un «mal occidental», l'excès de démocratie égalitaire, beaucoup plus grave que le «mal français». Notez que j'accepte 90% de ce que vous dites dans votre «plaidoyer», et qui est d'ailleurs assez évident. Mais les maux peuvent s'ajouter. Aujourd'hui, trois crises se superposent. L'une qui est mondiale et qui découle des trente ans de changements accélérés qui viennent de bouleverser le globe. Le monde tout entier: aussi bien les États-Unis que l'Union soviétique ou l'Ouganda. La mutation est allée trop vite. Les enfants ne sont plus dans le même train que leurs parents. Il y a une cassure des générations, comme jamais l'histoire n'en avait connue.

Puis il y a la crise occidentale, que Schumpeter avait déjà analysée il y a cinquante ans, lorsqu'il déclarait que le capitalisme surmonterait aisément ses contradictions économiques, mais buterait sur une mauvaise conscience, un effondrement moral de l'intérieur.

Sur ces deux crises, nos analyses coïncident. Mais en plus, pour nous en

particulier, il y a crise française. Étant français, je trouve utile de soigner notre spécificité française.

R.A.: Je voudrais être plus clair. Je crois qu'il est dangereux d'écrire en 1977 «Le mal français», parce que ce n'est pas celui-là qui risque de nous emporter. Vous montrez un moulin à vent et vous affirmez qu'il s'agit d'un géant. C'est une blague. Nous ne sommes pas menacés par l'administration: elle nous agace, voilà tout!

A.P.: Si vous receviez toutes les semaines des Français moyens dans des permanences, vous ne parleriez pas ainsi. Ceux que j'appelle les «paumés» sont le grand nombre, croyez-moi...

R.A.: Ce qui m'irrite, dans votre livre, c'est ce que j'appelle le masochisme. Lorsque vous dites que la défaite de 40 pouvait être évitée, je saute en l'air. Vous vouliez qu'un pays de quarante millions d'habitants accepte de perdre un million d'hommes pour tenir tête à l'énorme Allemagne hitlérienne? Qu'on recommence 14? Ça aurait été fou. Permettez à quelqu'un qui s'est trouvé à Londres dès 40 de dire quelque chose d'abominable. C'est la rapidité de notre défaite qui a sauvé démographiquement la France.

A.P.: Je ne regrette pas que nous n'ayons pas perdu un million d'hommes pour battre Hitler. Je regrette que nous n'ayons pas tué dans l'œuf, quand il n'était pas armé, le début de ses folies, en 1936, sur la rive gauche du Rhin.

Suis-je tellement plus masochiste que vous? Je pense au contraire que c'est mon amour de la France et ma confiance dans les Français qui m'ont conduit à leur parler sans complaisance. Je leur ai dit que leur pays était une société mal organisée et mal dans sa peau. J'ai l'impression que s'ils s'en convainquent, ils seront de taille à se débarrasser de ces vieilles défroques...

R.A.: Entre nous, ce que vous dites là s'oppose directement à votre théorie de la rémanence.

A.P.: Il y a des qualités et des défauts que nous avons dans le sang. Notre problème est de les connaître assez bien pour vivre avec, pour épanouir les qualités et ne pas exciter les défauts. Ça a été le génie de De Gaulle de trouver une mécanique constitutionnelle qui, justement, empêchait les défauts de ruiner l'État; il reste à trouver les institutions administratives, une démocratie locale, des méthodes de participation qui libéreraient l'énergie sociale.

R.A.: Mais ce que vous dites n'est pas nouveau. Renan a déjà décrit tout cela...

A.P.: Combien de Français ont lu Renan? Pour vous, Max Weber est un sociologue illustre. Il l'est pour les sociologues. Mais il a fallu soixante ans pour que le bouquin de Max Weber soit traduit en français. Depuis trois siècles, toute une lignée d'auteurs, que je cite, ont eu des intuitions proches des miennes. La société française n'en a rien su.

R.A.: Je vous accorde qu'il y a une paresse des traducteurs français. Mais il y a une raison qui s'ajoute. Si Max Weber n'a pas frappé les Français, c'est parce que ce qu'il disait appartenait à ce que j'appellerai la Vulgate de l'autocritique française. Tous les gens informés avaient l'impression de savoir ce qu'il disait.

A.P.: En êtes-vous sûr? Je crois, au contraire, qu'on l'a ignoré parce qu'il gênait. Une faible part de l'intelligentsia était au courant, pas les Français. Mais, laissons là Max Weber. Je voudrais savoir pourquoi vous – qui n'êtes pas exactement un optimiste – tenez absolument à me coller le qualificatif de masochiste, alors que j'ai conscience d'être un optimiste impénitent?

R.A.: Je vais vous donner un exemple. Les Américains, que je connais bien, voient la France à travers une série de stéréotypes. Voulez-vous que je vous dise lesquels? Ceux que vous dénoncez dans votre livre. Vous allez les conforter dans leur erreur. Alors qu'en réalité, ce qui irrite les Américains intelligents, c'est justement que cette France latine, en perpétuelle guerre civile, aussi peu anglo-saxonne que possible, ignorant tout des techniques commerciales et monétaires, ne soit pas un pays sous-développé. Qu'elle soit riche, qu'elle se soit donné des forces nucléaires. Bref, qu'elle ait échappé au stéréotype. Or, au moment où ils commencent à s'interroger sur nous, vous leur suggérez d'arrêter leur enquête, vous les rassurez: nous sommes des Latins incapables de nous adapter au monde moderne. Est-ce sérieux?

A.P.: Peu m'importent les préjugés américains. Mon livre ne les fera pas bouger d'un pouce. Je m'adresse aux préjugés des Français. Je les déränge dans leur confort intellectuel, en leur disant qu'ils n'ont réussi que parce qu'ils ont commencé à rattraper leur retard grâce aux missions de productivité, à l'ouverture du monde, à la compétition internationale; parce qu'ils ont appris les méthodes commerciales, monétaires et technologiques des pays les plus avancés; parce qu'ils ont acquis ce goût d'entreprendre et d'accomplir, qui a fait la réussite des Américains.

Regardez: ces nationalisations du Programme commun, dont ni vous ni moi ne voulons, ce serait une accentuation de la centralisation bureaucratique, ce serait la confiscation par l'État de l'esprit d'entreprise et d'initiative des individus et

des groupes, ce serait un monocentrisme accentué. Je ne remets pas en cause le centralisme politique, je rejette le centralisme administratif et la distinction est toujours aussi actuelle que du temps de Tocqueville.

Vous vous défendiez d'être gaulliste. Moi, je le suis. De Gaulle a fait au moins deux cadeaux à la France: des institutions qui nous permettent de résister à nos démons; ensuite, la mise en œuvre du traité de Rome, c'est-à-dire l'ouverture des frontières. Il a fait sortir la France de l'ornière séculaire du protectionnisme. Ce n'est déjà pas si mal. En outre, à partir de 1963 et de la grève des mineurs, et surtout à partir de son ballottage, il a compris qu'il allait falloir s'arracher à l'éternelle centralisation. Je ne sais pas si, dans deux ans, nous ne serons pas emportés par le «mal italien». Je les crois tous deux plus graves que le mal français, mais je ne peux rien ni contre l'un ni contre l'autre. En revanche, je peux tenter de faire comprendre aux Français qu'une société centralisée et bureaucratisée les maintient et gaspille leur énergie.

R.A.: Je ne suis pas vraiment convaincu. Il me semble que vous tirez à côté de la cible. Je veux bien admettre que les Français sont éternellement en état de guerre civile. L'éternelle quête de l'unité spirituelle dont parlait Toynbee. Bon. Mais qu'est-ce qui nous rend malades, aujourd'hui? Une sottise. Une imbécillité constitutionnelle. Nos braves socialistes n'avaient aucune envie, il y a quinze ans, de se marier avec les communistes. Nous avons décidé l'élection du président de la République au suffrage universel, et c'est une bonne chose. Et nous en avons déduit que la bipolarisation devait descendre de haut en bas. Elle vient d'atterrir ces jours-ci au niveau des communes. Eh bien, là, ce ne sont pas les mentalités qui ont provoqué la division, c'est le mécanisme institutionnel qui a marié les socialistes et les communistes.

A.P.: Je crois tout comme vous que c'est une erreur de faire descendre la bipolarisation dans les élections, non seulement législatives, mais cantonales, municipales jusque dans les plus petits villages. Mais je ne crois pas que les institutions en ce cas expliquent tout. Si les socialistes avaient eu des réflexes différents, ce même mécanisme institutionnel que vous réprouvez les aurait mariés à la majorité ou aux centristes. Le mécanisme les a obligés à choisir, mais s'ils ont choisi le PC plutôt que le centre, c'est parce qu'ils ont suivi leur pente marxiste de la lutte de classes, celle de la bureaucratie d'État. Ce sont ces réflexes qui m'intéressent.

G.S.: *Je voudrais vous ramener à deux questions simples, celles que le public se pose. D'une part, y a-t-il en France un risque politique lié à la centralisation*

et à la bureaucratie? Si oui, que faire? D'autre part, est-ce que le «mal anglais» est spécifique à la Grande-Bretagne, ou est-ce qu'il annonce un craquement de l'ensemble des sociétés occidentales?

R.A.: Je réponds à la première question. Ce qui donne une intensité particulière à la crise française, c'est une évolution politique, pas sa structure hiérarchique. La société française, depuis vingt-cinq ans, est bien plus créatrice que la société anglaise. Mais et sur ce point je suis d'accord avec Peyrefitte, nous sommes rongés par la vieille tradition des rouges et des blancs, dévorés par la passion de l'idéologie. Le résultat, le voilà: demain la gauche peut venir au pouvoir, alors que personne – vous m'entendez bien: personne – ne sait si le parti communiste est converti à la liberté politique. Donc, nous allons jouer la liberté à la roulette. De plus, cette gauche présente un programme qui condense à peu près toutes les mesures qui ont échoué, économiquement, ailleurs. Le phénomène est fascinant. Que des gens intelligents, sortis de Polytechnique ou de l'Éna, aient la même naïveté idéologique – et peut-être davantage de naïveté – que l'ouvrier de Billancourt, c'est littéralement prodigieux.

Et le système institutionnel français a accéléré le phénomène. Or l'arrivée de la gauche au pouvoir va provoquer de formidables mouvements de foule, une montée de l'espoir comme nous n'en avons jamais connus, et personne ne pourra maîtriser pas plus la foule que l'espoir. Donc, nous allons nous payer un certain nombre d'années de crise, une crise que nous allons payer très cher. Vous comprenez que, dans cette perspective, le problème de la centralisation administrative me paraît secondaire.

A.P.: Est-ce que nous convaincrions les Français en leur répétant, du haut des tribunes électorales ou des chaires universitaires, qu'ils vont commettre une folie? S'ils s'apprêtent à la commettre, c'est qu'ils ne s'en rendent pas compte. Il faut donc leur expliquer pourquoi ils sont comme ça, eux, Français. Pourquoi ils ont cette naïveté idéologique, ce goût de l'utopie, cet esprit d'intransigeance. Et pourquoi tout cela n'existe que dans les pays latins: France, Italie, Portugal, Espagne, Amérique du Sud, etc.

J'admets que toutes les sociétés se bureaucratisent. Et donc que le mal romain ou français risque de s'étendre. Mais, chez nous, il a trois siècles d'avance, trois siècles qui en ont fait une seconde nature. Et, du coup, nous sommes l'une des seules sociétés dans lesquelles la bureaucratie d'État, c'est un comble, apparaît aux masses comme un espoir.

R.A.: Là-dessus, je vous suis en partie. Bien que votre interprétation historique

me paraisse sujette à caution. N'oubliez pas que la monarchie française a dû faire la France. C'est une lutte qui a demandé des siècles et qui explique, au moins autant que la tradition catholique, le centralisme. Comme vous, je déteste Louis XIV et Napoléon. Tout cela a contribué à faire de l'État français une puissance immense. Avouez que la Révolution n'a rien arrangé.

A.P.: C'est précisément ce que je montre. Simplement, je demande que l'on soigne les racines du mal. Et la décentralisation me paraît l'une des thérapeutiques essentielles...

G.S.: *Alain Peyrefitte, est-ce que vous êtes partisan d'une assemblée régionale élue au suffrage universel?*

A.P.: Non. La réforme régionale a contribué au démantèlement du fragile État italien. Je ne suis pas partisan de prendre ce risque. Et puis, pourquoi rajouter un étage? Il faut décentraliser sans compliquer. Il suffit pour cela de faire exercer par des élus, devenus vraiment responsables, une bonne part des pouvoirs administratifs détenus dans chaque département par le préfet et les directeurs départementaux des administrations centrales. La démocratie, c'est que des élus, placés sous le contrôle des électeurs, traitent les affaires essentielles. Aujourd'hui, c'est le contraire: les bureaucrates s'occupent de l'essentiel. D'où un extraordinaire sentiment de frustration des Français, qui nourrit les illusions de la gauche.

R.A.: Puisque vous me le dites, je vous crois. Mais ne croyez-vous pas aussi que les ministres perdent leur temps? Est-ce que l'accusation de l'administration n'est pas un peu facile? Au moins, il y a une démission de la classe politique. Et cela, c'est de sa faute. Expliquez-moi pourquoi des hommes politiques que j'ai connus, à 30 ans, intelligents et cultivés, étaient devenus, à 50 ans, des hommes qui ne savaient rien et qui répétaient des banalités.

A.P.: Ils n'ont plus le temps de regarder et d'apprendre. Ils se sont laissé noyer. Ils ont été aussi victimes du cumul des mandats électifs, ce fléau spécifiquement français. Notre système est une mécanique à broyer les énergies. C'est pourquoi il faut changer ce système. Il ne suffira pas de refuser qu'il soit encore aggravé par les marxistes.

G.S.: *Au fond, Raymond Aron, vous admettez que Peyrefitte n'a pas tort en ce qui concerne la bureaucratie et l'irresponsabilité. Vous pensez simplement que le mal anglais, le mal de l'égalitarisme à tout prix, est bien dangereux pour la démocratie.*

A.P.: Je voudrais dire un mot du mal anglais. Il est bien plus spécifique, lui

aussi, que ne l'affirme Raymond Aron. L'Angleterre s'est mal relevée d'une guerre qui a dévasté son empire financier; elle n'a pas absorbé aussi facilement que nous la perte de son empire colonial. Elle s'est retrouvée dans son île avec des habitudes de grande dame, sans comprendre ce qui lui arrivait. Ses ouvriers pas plus que ses dirigeants – d'où la pression syndicale inouïe de travailleurs qui veulent progresser dans une économie qui régresse. Ni les États-Unis ni l'Allemagne n'en sont là.

Dernier point: l'unité de langue entre l'Angleterre et les États-Unis a provoqué une fuite des cerveaux prodigieuse: près de 30% des jeunes ingénieurs et techniciens sont, pendant des années, partis pour les États-Unis. Tout s'est passé comme si l'Angleterre admettait qu'elle n'avait été que le premier étage d'une fusée nécessaire à la mise sur orbite de ce phénomène prodigieux qu'on appelle les États-Unis. L'étage anglais, carburant épuisé, est retombé. Et les Anglais ont tourné le dos aux principes qui ont fait la grandeur des pays anglo-saxons.

R.A.: Je ne suis pas en désaccord avec vous. J'ajoute simplement que la décadence anglaise a commencé bien avant la guerre. L'Angleterre a toujours été un composé étrange entre une certaine capacité, disons d'initiative économique, et une société extrêmement aristocratique et hiérarchique. Tant que l'Angleterre a été riche, le système a fonctionné, et les Anglais aussi divisés que nous le sommes, ont coexisté. Et puis le déclin est venu, pour toutes les raisons que vous énumérez. Or ce qui me frappe - et ce qui nous menace – c'est justement cette passivité anglaise devant le despotisme des syndicats. Ils sont les maîtres du jeu et le gouvernement ne peut rien contre eux. Ils n'ont accepté de signer un accord avec leur gouvernement que lorsqu'ils ont commencé à réaliser que leurs revendications risquaient tout simplement de tuer l'Angleterre. Je crains que les deux éléments de la décadence britannique – un système fiscal excessif et un système syndical tout-puissant – ne serve de modèle à toutes les démocraties. Et voilà pourquoi je tiens autant au mal anglais, comme danger pour nous tous, que vous au mal français.

A.P.: Je crois l'Angleterre trop épuisée pour être un modèle, même pour le mal. Les deux éléments dont vous parlez sont très dangereux, mais, chez nous, comme l'égalitarisme, ils prennent une figure spécifiquement française – que j'ai décrite. Boulimie administrative et boulimie fiscale vont de pair. Quant au syndicalisme, pas besoin du mal anglais pour constater qu'en France il s'est coulé dans les formes d'une société féodalisée et convulsive. Admettons que les deux maux s'additionnent: ce n'est pas rassurant...

R.A.: J'ai l'impression que vous êtes un pessimiste. Vous avez une vision de l'histoire de France relativement noire. Une succession de malheurs et de défaites. Moi, ce qui me frappe, c'est que tous les pays du continent européen ont successivement connu leur époque de gloire, puis l'effondrement. Or, nous, nous n'avons pas cessé d'être là. Nous existions au temps de la monarchie capétienne, nous avons joué un rôle à l'époque de la Renaissance, nous existions au moment des Lumières et même, quoi que vous en disiez, durant la période de l'industrialisation. Oh, nous avons souvent gâché nos chances! Nous avons dégringolé après être montés. Nous risquons de le faire une fois de plus. Mais, mystérieusement, nous avons toujours réussi à ressusciter.

A.P.: Oui. Nous avons des réserves de puissance fantastiques. Notre seul problème est de savoir comment les libérer. Autrement dit, comment nous organiser. Je trouve que vous parlez comme de Gaulle... et moi j'ai peut-être parlé comme sociologue, sans trop faire fonds sur la Providence.

R.A.: Je ne sais pas comme qui je parle. Je constate. Et il faut avoir une espèce d'espoir chevillé au corps pour croire en un avenir de cette Europe décadente en mars 1977.

6.2

DÉMOCRATIE AMÉRICAINE

Les difficultés de l'abondance

Le Figaro
9 juin 1950

Parmi les mesures prises par le gouvernement américain pour empêcher le retour d'une crise, le soutien des prix agricoles figure en bonne place. Dans les années qui précédèrent l'effondrement de 1929, l'agriculture américaine subissait déjà les premiers effets de la crise. Les revenus des fermiers avaient diminué du fait que les prix des produits agricoles avaient commencé de baisser avant ceux des produits industriels. Pour maintenir désormais le revenu des fermiers, on applique un système dont le principe est simple: à partir d'un certain niveau calculé de manière à garantir une parité, tenue pour normale, entre prix industriels et prix agricoles, les pouvoirs publics achètent directement sur le marché.

En un sens, cette politique a été un succès. Le revenu des agriculteurs - pouvoir d'achat disponible pour l'achat de produits industriels - a été maintenu. Les conséquences de la guerre, la pénurie qui régnait dans une partie du monde, les crédits ou les dons consentis par le Congrès américain en faveur de pays amis ont facilité la tâche. Mais, au fur et à mesure que les nations victimes de la guerre reviennent à des conditions de vie normales et que les ressources en dollars des clients étrangers diminuent, les surplus s'accumulent dans les entrepôts.

Accumulation des stocks

Quelques chiffres donneront une idée de l'ampleur du problème. L'organisme public (*Commodity Credit Corporation*), à la fin de 1949, disposait de 10,8 millions de tonnes de blé, de 16,2 millions de tonnes de maïs, de 1,09 million de tonnes de coton, de 31.700 tonnes d'œufs en poudre, de 45.300 tonnes de beurre, de 113.250 tonnes de lait en poudre. À cette date, 3,5 milliards de dollars avaient été dépensés pour le soutien des prix et on a demandé au Congrès, au printemps de cette année, une dotation supplémentaire de 2 milliards afin d'être en mesure de continuer les achats.

En dépit des sacrifices consentis en dernière analyse par le contribuable américain, le revenu des fermiers est tombé de 24,8 milliards en 1948 à 21,2 en 1949.

La liquidation des excédents s'est heurtée à des difficultés jusqu'à présent

insurmontables. La C.C.C. a offert des pommes de terre à un cent les 45 kilos, des œufs en poudre à 40 cents la livre (alors que le prix de soutien est de 1,3 dollar). Même à ces conditions, on n'a pas trouvé d'acheteurs étrangers. On a commencé des distributions gratuites dans les écoles. On envisage la répartition de tickets que recevraient les familles nécessiteuses et qui donneraient droit à l'acquisition gratuite de certains produits.

Le ministre de l'Agriculture avait proposé, l'an dernier, un nouveau plan d'après lequel l'État laisserait les prix s'établir librement sur le marché, mais verserait aux fermiers une compensation calculée d'après la différence entre le revenu qu'ils auraient effectivement obtenu et celui auquel ils auraient eu droit d'après les parités. Ni les associations agricoles ni le Congrès n'ont souscrit à ce projet qui paraissait périlleux et pour les agriculteurs et pour le Trésor public.

L'incertitude reste entière. On ne s'accorde que sur des propositions négatives: il est impossible de continuer indéfiniment à amasser des stocks dans les entrepôts qui débordent, mais il n'est pas moins impossible de consentir à l'effondrement des cours.

Théorie et remèdes

Une telle situation offre évidemment une occasion exceptionnellement favorable à la défense et illustration des doctrines.

"Voyez, disent les libéraux, les résultats inévitables d'une planification partielle. À maintenir les prix de certains produits au-dessus du niveau qu'auraient déterminé les forces du marché, on crée des excédents de plus en plus considérables. On tâche de réglementer la production. Tant qu'on n'ose pas aller jusqu'au contrôle intégral, les mesures limitées se révèlent vaines. Le fermier qui, dans le Sud, a consenti à réduire la culture du coton, après accord avec les autorités de l'État, a le droit de cultiver du maïs s'il est établi dans une région où cette dernière culture n'est pas limitée. Ainsi le maïs devient, à son tour, excédentaire, et le coton le reste également, car les producteurs sacrifient d'abord les terres les moins riches et s'ingénient à obtenir une récolte égale sur une surface plus étroite.

- Voyez, répondent les tenants de la planification ou de la distribution, à quel point les mécanismes de l'économie traditionnelle ont fait faillite. Si la politique de soutien était suspendue, les prix s'effondreraient. Dans certains cas, la baisse des prix amènerait un nouvel équilibre, avec demande et consommation accrues. Mais les besoins de nourriture ne sont pas illimités. Pour certains produits, les cours risqueraient de baisser de manière catastrophique, entraînant une réduction

massive des revenus agricoles et, par répercussion, un danger de crise générale."

La critique libérale du dirigisme partiel, la critique dirigiste du libéralisme intégral en matière agricole sont assez convaincantes. Mais aucune solution globale ne paraît satisfaisante. Il faut que quelqu'un paye aux fermiers les produits agricoles. Lorsque ce quelqu'un n'est pas le consommateur, c'est finalement le contribuable. Ce dernier est-il d'accord pour consacrer quelques milliards de dollars à nourrir les foules malheureuses des Indes et de la Chine? La distribution gratuite aux classes pauvres des États-Unis ne suffit pas, ou bien elle demeure limitée, ou bien elle vient en déduction de la demande solvable. Dans les deux cas, elle retombe à la charge du contribuable.

Je laisserai à d'autres le soin de recommander la conciliation miraculeuse. La planification intégrale de la production agricole, en fonction des besoins, est impossible dans le cadre des démocraties parlementaires et, même dans l'hypothèse d'un régime autoritaire, elle se heurte à des difficultés insurmontables. Le libéralisme intégral, pour des raisons à la fois politiques et économiques, est malaisément applicable à l'agriculture. S'il n'y a pas de solution, une et totale, de multiples mesures prises ensemble, approcheraient d'une solution. On a souvent fixé trop haut le prix de soutien, on peut et on doit, en fonction des événements, abaisser les prix garantis, le contrôle des surfaces cultivées peut être renforcé, certaines distributions gratuites au-dehors et au-dedans, si le contribuable américain y consent, peuvent être pratiquées.

Aussi longtemps que les hommes ne seront pas des anges, que des millions d'êtres auront des besoins immenses, mais un pouvoir d'achat dérisoire, le contraste subsistera entre la pénurie asiatique et les excédents américains.

Il reste à ajouter une remarque indispensable: la plupart des peuples échangeaient volontiers leurs difficultés contre celles de l'abondance.

En quête d'une stratégie

Le Figaro
14 juillet 1950

Les États-Unis comptaient sur leur aviation stratégique et sur leur stock de bombes pour détourner l'Union soviétique d'une agression militaire au moins jusqu'en 1952-1953. Ils se préparaient à livrer une bataille prolongée sur le terrain de l'économie, de la politique ou de l'idéologie.

Les événements de Corée les obligent subitement à réviser leurs conceptions diplomatiques, leur organisation militaire afin de tenir compte de l'éventualité non prévue dans les calculs: une phase de guerres chaudes limitées ou la guerre générale avant l'échéance anticipée.

La première réaction a été d'entreprendre une mobilisation partielle. Mais cette décision, si indispensable soit-elle, ne suffit pas.

Zones névralgiques

Sur le pourtour de l'empire stalinien apparaissent plusieurs zones névralgiques – territoires convoités par l'impérialisme soviétique – qui ne disposent pas de forces suffisantes pour une résistance localement victorieuse: Iran, Yougoslavie et, en Extrême-Orient, Siam, Malaisie et surtout Indochine.

L'Iran est au contact direct de l'Union soviétique, mais la faiblesse de l'État et les infiltrations d'agents communistes y sont telles que l'agression est susceptible de prendre la forme d'une révolte intérieure. Il y a quelques jours, une note soviétique a été remise à Téhéran. Elle accuse le gouvernement iranien d'avoir violé le traité de 1921 et prétend que celui-ci donnerait aux armées russes le droit d'intervenir pour mettre fin à des machinations étrangères.

La Yougoslavie communiste, schismatique et hérétique est, elle, au contact des satellites. En cas d'attaque, les tanks de fabrication soviétique porteraient la marque bulgare, hongroise ou roumaine. Les inquiétudes du maréchal Tito auquel personne ne discutera une connaissance approfondie du Kremlin, se sont exprimées en gestes révélateurs: le chef de l'État s'est rendu le 4 juillet à l'ambassade des États-Unis, le journal *Repubblica* a reconnu que les États-Unis défendaient l'indépendance des petites nations; le délégué yougoslave s'est abstenu dans le deuxième vote relatif à la Corée, alors qu'il avait voté contre dans le premier.

On ne sait si le Kremlin exécutera une deuxième opération cette année, s'il en

prévoyait une avant l'affaire de Corée, si l'intervention américaine lui inspirera quelque prudence et l'amènera à ralentir l'exécution d'un plan que personne n'a de peine à deviner. Le moins que l'on puisse dire est qu'il serait dangereux d'admettre, sans preuve, l'hypothèse optimiste.

En Extrême-Orient, la situation offre à l'Union soviétique des occasions encore plus favorables. Il est manifeste que le Kremlin ne souhaite guère que se rétablisse le contact entre la Chine et l'Occident. Le départ des délégués soviétiques à l'O.N.U. tendait bien plutôt à retarder l'admission de Mao Tsé Toung qu'à l'accélérer. Les États-Unis avaient fait connaître qu'ils n'useraient pas de leur droit de veto. La reconnaissance d'Ho Chi Minh par le nouveau gouvernement de Pékin acculait la France à maintenir son vote hostile.

La décision prise d'engager la flotte américaine, en vue d'interdire aux troupes chinoises la conquête de Formose, risque d'entraîner les États-Unis en un conflit militaire direct avec la Chine communiste. (Quand on songe à la part que les États-Unis ont prise à la défaite du Japon, on mesure la précarité des victoires militaires que la politique transforme, en quelques années, en un désastre pire que celui que l'on avait voulu éviter par la guerre.) Mais, si Mao Tsé Toung consent à se lancer dans l'aventure et, au lieu de reconstruction économique, choisit l'expansion militaire vers le Sud-Est asiatique, les objectifs ne lui manquent pas: ni l'Angleterre en Malaisie ni la France en Indochine ne possèdent de ressources suffisantes pour tenir tête aux divisions chinoises que les expériences de Corée ordonnent de prendre singulièrement au sérieux.

L'agression militaire locale, soit par l'intermédiaire de satellites, soit sous couvert d'une guerre civile, devient, à partir de l'affaire coréenne, un risque permanent.

Stratégie nouvelle

En théorie, il y a trois parades concevables à la méthode des agressions militaires limitées. La première consisterait à se désintéresser des territoires localement indéfendables, la deuxième à les mettre en état de se protéger eux-mêmes avec le soutien des États-Unis, mais sans une intervention directe des forces armées américaines, la troisième à prévenir les agressions en menaçant de généraliser le conflit. Il est clair, d'ailleurs, que l'Occident n'est pas contraint de recourir partout et toujours à la même parade. Là où l'on est entré dans la phase proprement militaire, en Extrême-Orient, les calculs relatifs à la meilleure répartition des forces disponibles devraient l'emporter sur les soucis de prestige et dominer les choix des hommes d'État.

Certaines zones ne sauraient être tenues localement ni mises rapidement en état de défense (l'Iran par exemple). Lorsque ces zones de friction sont occupées, ne fût-ce que symboliquement, par quelques soldats américains, les hommes du Kremlin savent que l'action militaire déclencherait une guerre générale et totale. En tout état de cause, ils sont libres de choisir le jour de ce que leur doctrine appelle «la lutte finale» entre le camp capitaliste et le camp socialiste. Si l'on admet, par hypothèse, que Staline souhaite encore retarder ce jour, la question est de savoir s'il est possible de tenir une zone de friction par la menace de la guerre générale sans que des soldats américains soient stationnés sur place.

Ce genre de diplomatie, qui est sinon la diplomatie préférée des démocraties, du moins celle à laquelle les démocraties se laissent acculer par les puissances impérialistes, présente le maximum de difficultés et de risques. En 1936, la France, en subissant passivement la réoccupation militaire de la Rhénanie, s'était privée de tout moyen d'action directe dans les affaires d'Europe centrale. Dès lors se dégageait une véritable alternative: ou bien se désintéresser des événements que la remilitarisation de la Rhénanie rendait inévitables en Europe centrale, attendre en réarmant que l'Allemagne se heurte à son véritable rival, l'Union soviétique, ou bien tenter d'arrêter l'expansion hitlérienne en s'engageant à généraliser tout conflit, déclenché localement par l'agression allemande.

La diplomatie française choisit, en théorie, le deuxième terme de l'alternative. Mais, en 1938, elle ne tint pas la promesse de généraliser le conflit surgi à propos de la Tchécoslovaquie, et ce fut Munich. En 1939, Grande-Bretagne et France tinrent la promesse faite à la Pologne, et ce fut la guerre. Capitulation ou guerre générale, le risque est inséparable d'une telle stratégie défensive.

Les situations ne se répètent jamais exactement, mais certaines leçons du passé sont valables. La menace de guerre générale ne suffit pas à impressionner le conquérant tant que cette menace demeure vague. Si l'on prétend défendre des positions localement intenables par une force virtuelle et lointaine, encore faut-il que l'agresseur soit convaincu que l'on est résolu à employer cette force. En d'autres termes, les dirigeants des États-Unis doivent, dès maintenant, savoir et faire savoir l'attitude qu'ils adopteraient au cas où certaines éventualités se produiraient. Il serait trop stupide de laisser place à un quelconque malentendu. La déclaration de M. Acheson prouve du moins que cette nécessité a été reconnue à Washington.

Ajoutons encore qu'à l'heure présente, quelle que soit la stratégie retenue: retraites locales, résistances locales ou décision de généraliser les conflits partiels, l'impératif premier est le réarmement. Réarmement américain à coup sûr, mais aussi réarmement sur le vieux continent.

On nous rappelait, dans *Le Monde*, qu'il faut faire la politique de ses armes. Principe excellent qui, malheureusement, quand on n'a pas d'armes, suggère qu'on ne peut faire aucune politique.

Les élections américaines. I. - La victoire des républicains

Le Figaro
16 novembre 1950

Les élections américaines sont désormais un événement de la politique mondiale. Les résultats sont commentés à Londres ou à Paris avec autant (peut-être plus) de passion qu'à Washington et à New-York et l'on se demande immédiatement quelles répercussions ces résultats auront sur la diplomatie des États-Unis. Cette réaction est inévitable, tant est évidente aujourd'hui la solidarité entre l'Ancien et le Nouveau Monde. Aucun pays ne peut plus se soucier uniquement de lui-même: plus que tout autre, les États-Unis sont responsables d'un destin qui les dépasse.

Encore convient-il de rappeler que la politique américaine a moins changé que l'intérêt que nous y prenons. Le style, la violence, les échanges d'invectives - le tout se terminant par le télégramme de félicitation du vaincu au vainqueur au soir du scrutin - appartiennent à la tradition. L'élection britannique fait penser à un assaut d'escrime, l'élection américaine à un combat de boxe. Ici et là, le caractère sportif est marqué. Les accusations réciproques, les injures ne sont prises à la lettre par personne, même pas par ceux qui les profèrent. Autrement, comment s'expliquerait la poignée de main finale?

La technique électorale évolue avec le temps. Les candidats ont fait un ample usage de la télévision, qui a joué déjà et jouera de plus en plus un rôle essentiel. Certains, en tête du progrès, n'ont pas hésité à recourir à l'hélicoptère, qui, plus encore que le train ou l'automobile, permet d'improviser des réunions publiques.

La question de personnes continue d'intervenir dans une mesure sensiblement plus grande que dans les pays d'Europe, où les partis sont organisés et disciplinés. Par exemple, dans l'État de New-York, Thomas E. Dewey fut élu gouverneur, Herbert H. Lehman sénateur, et Vincent Impelliteri maire de la ville. Le Premier est républicain, le second démocrate-libéral, le troisième indépendant (il se réclamait du parti d'expérience, qu'il avait créé pour l'occasion). Sans doute le corps électoral n'est-il pas le même dans les trois cas. Malgré tout, il n'est pas douteux que beaucoup d'électeurs se félicitaient de ces trois élections: Dewey "a fait du bon travail et il est un bon administrateur"; Lehman, ancien gouverneur, est "une personnalité de premier plan". Quant à Impelliteri, qui avait fait

fonction de maire depuis la nomination de O'Dwyer à Mexico, on lui savait gré d'être seul, sans fortune, d'avoir entrepris une lutte en apparence désespérée contre la "machine" démocrate, contre les dirigeants qui avaient refusé de le choisir candidat officiel du parti.

Le scrutin américain est uninominal, mais, étant donné le nombre des fonctions électives, chaque parti présente en fait une liste de candidats pour les divers postes à pourvoir. Bien que, en général, la liste de l'un ou l'autre parti l'ait emporté, il y eut beaucoup de ce que nous appelons panachage. L'électeur américain tient jalousement à élire des hommes et ceux-ci ont plus de signification pour lui que les partis, leurs programmes et leurs symboles.

Les tendances

Quelle que soit la part, et elle est grande, des facteurs personnels et locaux (dans l'Ohio, le gouverneur démocrate refusa de prendre position contre le sénateur R. Taft), les tendances nationales ne prêtent pas au doute. Les démocrates ont perdu cinq sièges au Sénat, ce qui leur laisse une majorité de deux (à condition que le résultat de l'élection contestée de M. Benton soit confirmé). Ils ont perdu les deux tiers de leur majorité à la Chambre des Représentants, où ils n'auront plus qu'une trentaine de voix de majorité au lieu de 90 et le gouvernement de sept États (Connecticut, Maryland, Michigan, Wyoming, Colorado, New Mexico, Nevada). Plus encore que ces chiffres, la défaite de personnalités démocrates de premier ordre, Scott W. Lucas, leader du parti démocrate au Sénat, dans l'Illinois, Millard E. Tydings, président de la commission sénatoriale de l'armée, dans le Maryland, Elbert D. Thomas, président de la commission du travail, dans l'Utah, de même que les victoires spectaculaires de personnalités républicaines, Robert A. Taft, Eugene D. Millikin, E. Warren, T. E. Dewey, J. H. Duff, donnent à la journée du 7 novembre caractère et signification.

Il ne s'agit pas d'un désastre démocrate, comparable à celui de 1946, à la suite duquel les républicains avaient la majorité à la fois au Sénat et à la Chambre des Représentants. Normalement les élections qui ont lieu au milieu du terme présidentiel sont favorables à l'opposition. Les électeurs manifestent leur mauvaise humeur sans changer l'administration. Et le désastre de 1946 fut suivi, en 1948, d'une victoire complète, qui rendit aux démocrates une majorité importante dans les deux Chambres. Mais la victoire républicaine de 1950 va au-delà de l'expression attendue du mécontentement populaire. Les républicains ont gagné toutes les élections symboliques. Quel en était l'enjeu?

Fondamentalement deux sortes de problèmes d'intérêt national ont été discutés au cours de cette campagne: d'un côté, le *New Deal* ou le *Fair Deal* ou le *Welfare State* (État Providence), dont se réclame l'administration Truman; de l'autre, la politique du State Department en Extrême-Orient, l'infiltration réelle ou supposée de communistes parmi les fonctionnaires du gouvernement, et, de manière générale, la conduite de la diplomatie américaine par le Président et ses collaborateurs. Il n'est pas douteux que les électeurs ont témoigné peu d'enthousiasme pour le *Fair Deal* et qu'ils ont élu plusieurs des critiques les plus vigoureux du State Department.

Il est difficile de savoir quelle part accorder à l'un et à l'autre de ces facteurs. La même personnalité, mettons Robert A. Taft, représente une certaine attitude à l'égard des problèmes intérieurs et, sinon une diplomatie clairement définie, du moins un refus net de la diplomatie actuellement suivie. Les journaux, comme le *New York Times* ou la *New York Herald Tribune*, qui soutiennent dans l'ensemble la politique étrangère de M. Truman, prirent énergiquement position en faveur de Taft. Ils dénonçaient la prétention des syndicats ouvriers à exercer une influence décisive aux élections.

Le rôle des syndicats

Quelle que soit l'incertitude sur ce point, un certain nombre de faits ressortent avec clarté des résultats. Les syndicats ouvriers, auxquels on prêtait une puissance presque irrésistible, sont les grands vaincus de la journée. Ils ont dépensé des sommes considérables pour battre Taft et Millikin, qui furent réélus, pour faire réélire Lucas, Myers et Thomas, qui furent battus. Dans l'ensemble, d'après les statistiques, il semble que la majorité des candidats soutenus par les syndicats échouèrent. Un mythe était en train de se répandre: les sénateurs ou représentants dont les votes auraient déplu aux syndicats seraient à peu près condamnés. Le mythe a été dissipé. Il reste à savoir si, en une année d'élection présidentielle, où la participation électorale est plus forte, l'action du comité politique des syndicats ne sera pas plus effective. On ne sait d'ailleurs à quoi attribuer l'échec syndical: à la révolte des électeurs contre ces ambitions excessives d'un groupe particulier, aux progrès accomplis par la machine et la technique du parti républicain ou à la mauvaise humeur contre l'administration.

Le programme présidentiel du *Fair deal* a subi un échec aussi net que les syndicats. Même les candidats démocrates le plus souvent se désolidarisèrent du programme agricole, connu sous le nom de plan Brannan, ou du projet de service de santé obligatoire. Quant à la fameuse loi Taft-Hartley, que les syndicats

avaient prise pour cible principale, la victoire de son principal auteur, Robert A. Taft, en garantit le maintien, au moins pour les deux années à venir.

La prospérité actuelle, l'absence de chômage important, la lourdeur des impôts expliquent, au moins pour une part, que les électeurs ne souhaitent pas une extension supplémentaire des fonctions de l'État et que les circonscriptions rurales aient de nouveau donné de confortables majorités aux républicains (bien que les fermiers n'aient pas à se plaindre de l'administration démocrate).

Quand on aura fait la part de tous ces facteurs - élections normalement défavorables au parti au pouvoir, tendance conservatrice à l'intérieur, réaction contre les syndicats ouvriers - il reste que les plus fermes soutiens de l'administration, Lucas, Myers, Tydings, ont été battus. Ce dernier était le président du comité chargé d'examiner les accusations proférées par le fameux Mac Carthy contre l'infiltration communiste en général et le personnel du State Department en particulier. On lui imputa le désir partisan de disculper ou de couvrir les suspects.

Il paraît donc probable qu'une partie croissante du corps électoral n'est pas satisfaite de la politique étrangère du State Department. En tout cas, il est certain qu'on interprétera en ce sens les défaites symboliques des démocrates dans le Centre et le Middle West. Au-delà, les interprétations, toutes plus ou moins arbitraires, se heurteront. Les démocrates sont-ils victimes de l'hystérie anti-communiste déchaînée par Mac Carthy? Leur reproche-t-on l'impréparation militaire en Corée? Est-on lassé des lourds impôts et des secours à l'étranger? Est-ce un retour offensif de l'isolationnisme, comme on l'a suggéré ici et là?

Personne n'est en mesure de reconstituer les sentiments des électeurs d'après leurs votes. Visiblement on attribue, pour une part, aux chefs de l'exécutif la responsabilité de la situation présente, évidemment grave. L'air est plein d'accusations vagues et terribles. Parler d'isolationnisme est probablement excessif. Le mot est devenu péjoratif et les républicains se sont défendus contre ce reproche, que leur faisaient les démocrates. Si personne ne veut plus se dire isolationniste, ce sont peut-être des sentiments analogues à ceux qui inspiraient l'isolationnisme qui sont à l'origine de l'actuel mécontentement, au moins dans le Centre et le Middle West.

Au reste, il importe moins de poursuivre des analyses, par nature aléatoires - on laissera au psychologue le soin de déterminer les raisons - que de reconnaître les conséquences probables des élections du 7 novembre.

Les élections américaines. II. - La continuité de la politique américaine

Le Figaro
17 novembre 1950

Les démocrates conservent une majorité de deux voix au Sénat, mais, en matière de politique intérieure, cette majorité est toute théorique. On sait, en effet que les démocrates du Sud font bloc avec les républicains ou même avec la fraction conservatrice du parti républicain, quand il s'agit de réformes sociales ou de dépenses publiques. Il y a donc, certainement, au Sénat, une majorité hostile au *Fair Deal*, version américaine du *Welfare State* ou État de services sociaux (environ douze démocrates et quarante-deux républicains). Pratiquement, les démocrates du Sud occupent désormais une position d'arbitres.

Structure des partis

Les deux partis ne sont pas constitués sur le modèle des deux partis britanniques. Le parti républicain n'est pas l'équivalent du parti conservateur, pas plus que le parti démocrate, en dépit des illusions des travaillistes, n'est un parti socialiste, ni même radical-socialiste. Chacun d'eux a son aile droite et son aile gauche ou, pour parler le langage politique des États-Unis, ses conservateurs et ses libéraux (ou progressistes). Les libéraux, parmi les républicains, Duff et Warren, n'ont pas remporté des succès moins éclatants que Taft.

Le président Truman par son programme et les syndicats ouvriers par leur soutien tendraient à accentuer le "gauchisme" du parti démocrate. En dehors même du Sud, il subsiste bon nombre de démocrates conservateurs. À coup sûr, la majorité, dans le 82^e Congrès, se situera plus à droite que dans le 81^e. L'extension du *Fair Deal* est momentanément hors de question. Mais il n'y aura pas retour en arrière.

De toute manière, les deux années prochaines seront dominées par la crise extérieure et le réarmement. La tâche essentielle sera d'éviter l'inflation, soit par des méthodes orthodoxes, soit par les "contrôles". En principe, les républicains détestent le dirigisme plus que les démocrates, mais, avec un budget militaire de 50 milliards de dollars, il faudrait pousser la taxation et la limitation du crédit plus loin qu'aucun gouvernement d'opinion n'est capable de le faire, si l'on voulait éviter les contrôles directs. L'administration a déjà reçu les pouvoirs nécessaires pour réglementer les salaires et les prix. Elle utilisera ces pouvoirs si

les événements l'y obligent. Et, en ce cas, le Congrès actuel ne s'y opposera pas plus que le précédent.

Le parti républicain se félicite doublement des élections. L'échec des syndicats ouvriers et des leaders démocrates, ses propres victoires lui ont rendu confiance. D'autre part, comme il n'a pas la majorité au Congrès, le président ne pourra pas répéter la tactique qui lui réussit si bien en 1948 et imputer à l'opposition républicaine l'insuffisance des mesures prises. Cette fois, les démocrates seront, en 1952, tenus pour responsables de leur gestion, même s'ils sont, en fait, paralysés par le Congrès.

La politique étrangère sera-t-elle ou non influencée par les récentes élections? Disons d'abord qu'il n'y aura pas de changement brutal ou sensationnel. La part d'accord entre les partis est plus grande que ne le laisserait croire la violence des polémiques.

Aucun des hommes politiques dirigeants, me dit-on, ne pense que les États-Unis peuvent ou doivent se replier sur eux-mêmes et se désintéresser du reste du monde. Ce que les observateurs redoutent, c'est que, sous l'influence républicaine, la priorité que la diplomatie américaine a reconnue à l'Europe soit progressivement abandonnée au profit de l'Asie, c'est, ensuite, que le Congrès consente plus difficilement à voter les diverses lois d'aide à l'Europe.

Il est vrai, en effet, que les républicains, par tradition, sont, en majorité, plus soucieux des problèmes de Pacifique que les démocrates, encore qu'il y ait des exceptions à cette règle dans les deux partis. Mais la tendance est incontestable, renforcée encore, au cours de ces dernières années, par le fait que l'accord entre les deux partis, réel et effectif quand il s'agissait du plan Marshall ou du pacte de l'Atlantique, ne s'étendit jamais à l'Asie. Critiques de l'administration, les républicains l'ont rendue responsable de la victoire communiste en Chine et ils ont dénoncé toute velléité de reconnaissance de Mao Tse Tung comme une forme subtile d'apaisement.

Il paraît probable que certains dirigeants du State Department auraient souhaité reconnaître le nouveau régime, non par sympathie pour les communistes chinois mais pour la simple raison qu'une fois le désastre consommé, une telle politique améliorerait peut-être les chances d'éviter un conflit direct avec la Chine communiste. Malheureusement, l'opinion laissait peu de liberté de manœuvre. Précisément, parce que le State Department passait pour suspect de complaisance à l'égard des communistes, toute tentative de négociations avec Pékin aurait été interprétée, non comme une action légitime de

politique réaliste, mais comme une marque de faiblesse ou même un indice de trahison. À la suite des élections, le secrétaire d'État risque d'avoir une marge de décision encore plus étroite. Or, pour sortir de l'impasse et éviter l'extension des hostilités avec les Chinois, il serait souhaitable que les dirigeants de la politique américaine eussent les mains libres.

C'est plutôt par ce biais que la victoire républicaine est susceptible d'influer sur la diplomatie des États-Unis. Autrement, les événements pèseront plus lourd que les préférences. Les démocrates, qui donnaient la priorité à l'Europe, ont engagé, pour la première fois depuis 1945, les forces armées des États-Unis en Corée. Les républicains sont, eux aussi, désireux d'éviter une guerre sur le continent asiatique. Le risque est moins un changement d'orientation qu'une paralysie des dirigeants actuels par suite des critiques ou des accusations formulées contre eux par l'opposition.

La campagne électorale pourrait laisser, en dépit de tout, une atmosphère d'amertume et de querelle. Il est possible que les polémiques s'apaisent, une fois acquis le verdict du corps électoral. Mais les succès obtenus par la violence verbale, contrastant avec l'échec de Dewey à la suite d'une campagne modérée, sont de nature à enseigner aux partis une leçon peut-être utile aux candidats mais sûrement dangereuse pour l'unité du pays.

Le Congrès et l'Europe

Il n'est pas question davantage que le Congrès rejette soudain les programmes d'aide à l'Europe, économique ou militaire. Là, encore, les circonstances pèseront plus que les préférences des individus. Malgré tout, il est probable que le nouveau Congrès sera financièrement moins généreux que le précédent. L'administration hésitera à demander le vote de nouveaux crédits en faveur de gouvernements étrangers, si elle craint de se heurter à une opposition accrue.

En d'autres termes, dans les relations complexes entre les gouvernements européens et celui de Washington, un élément nouveau va intervenir ou du moins obtenir une attention accrue: l'opinion publique américaine. Les gouvernements européens justifient volontiers leurs demandes et leurs refus par l'état de leur opinion. Les ministres de Washington seront probablement amenés, eux aussi, à invoquer un argument de cette sorte.

Certes, les difficultés des négociations en seront accrues d'autant. Mais, il se peut que l'effet ne soit pas uniquement négatif. À la longue, il est dangereux pour les grandes personnes de croire au père Noël.

La première réaction des observateurs européens a été naturellement l'inquiétude. Le sort de l'Europe occidentale est à tel point lié à celui des États-Unis, la politique de ces derniers exerce une telle influence sur la stratégie occidentale et le cours des événements que tout ce qui met en question (ou semble mettre en question) la continuité de la diplomatie américaine suscite immédiatement interrogation ou crainte. Or, à n'en pas douter, la victoire républicaine est, pour une part difficile à préciser, un désaveu de l'administration.

Pour quelle part? Comment s'exprimera l'opposition? Les deux partis parviendront-ils à restaurer leur accord et à éviter les polémiques excessives, qui font le jeu de l'ennemi? On en jugera mieux au cours des semaines qui viennent. Pour l'instant, les républicains n'amènent pas avec eux une conception diplomatique opposée à celle de l'administration. Ils ont exprimé les critiques, les soupçons, les doutes, les passions d'une opinion inquiète.

Quant aux Européens, ils pourraient tirer des élections une utile conclusion. L'attitude du Congrès et de l'opinion aux États-Unis dépendra aussi de notre propre attitude. La relation est réciproque, comme est réciproque, en dépit de la différence de forces, le besoin que l'Ancien et le Nouveau Monde ont l'un de l'autre. Sans doute, les États-Unis pourraient-ils vivre libres, même si l'Europe occidentale était recouverte par la vague communiste. Mais pour combien de temps? Cette solidarité est largement reconnue des deux côtés de l'Atlantique et les élections américaines n'en constituent nullement une négation. Mais celles-ci devraient être pour l'Europe un avertissement.

Il serait fatal pour les nations européennes et, en particulier, pour la France, de ne pas compter assez sur elles-mêmes et de trop compter sur un puissant et lointain allié.

Le dilemme américain

Réalités
mars 1951

Les États-Unis représentent pour l'Union soviétique l'ennemi principal, et en même temps ils sont le moins immédiatement menacé de tous les pays, le seul qui serait en mesure de s'assurer un répit par quelque compromis spectaculaire avec le Kremlin.

Ces deux propositions, en apparence contradictoires mais vraies à la fois, tiennent à la situation géographique des États-Unis et à la technique de l'impérialisme soviétique. Si les États-Unis n'existaient pas ou s'ils se désintéressaient du reste du monde, rien n'arrêterait plus la marche conquérante des partis ou des armées de Staline. Seuls, ils possèdent une puissance industrielle, un potentiel militaire, une résolution suffisants pour se mesurer avec le gigantesque empire édifié par le successeur d'Ivan le Terrible, de Pierre le Grand et de Lénine. L'ennemi que la propagande soviétique ne cesse de diffamer et de vitupérer, contre lequel les états-majors de Moscou dressent leurs plans de campagne, c'est évidemment les États-Unis.

Mais précisément parce que ceux-ci sont le suprême obstacle sur la route de la domination universelle, les Staliniens les mettraient volontiers au dernier rang sur la liste. Englober dans l'Union ou la zone d'influence soviétique la frange océanique du vieux continent et l'Asie du Sud-Est avant l'explication finale répondrait probablement à leurs désirs. Il se peut que les deux étapes du schéma idéal – achèvement de l'unité de la masse terrestre Europe-Asie-Afrique, lutte ultime avec le Nouveau Monde – ne soient pas séparables, soit que l'État russe, devenu démesuré, se désagrège avant l'accomplissement du projet, soit que la résistance des États-Unis amène les maîtres du Kremlin à déclencher la guerre générale, dès la phase actuelle. Il reste vrai que les États-Unis, s'ils consentaient à se replier sur eux-mêmes, achèteraient quelques années de tranquillité, quitte à préparer leur défaite future. L'autre politique, celle que les États-Unis ont choisie depuis 1946, et qu'en dépit de toutes les polémiques ils paraissent moins que jamais prêts à sacrifier, consiste à arrêter l'expansion soviétique le plus loin possible des côtes américaines, sur le pourtour de l'empire russe actuel. Comment arrêter cette expansion?

Celle-ci recourt à diverses méthodes. La première, la plus simple, est celle de l'agression militaire. Elle fut employée, en 1939, contre la Finlande, mais à une

époque où les grandes puissances étaient déjà en guerre à l'Ouest. En dehors de l'agression militaire proprement dite, les maîtres du Kremlin recourent à toutes les armes de la guerre dite froide, ils suscitent partout des troubles, encouragent les grèves, manient les partis à leur dévotion, s'ingéniant à maintenir l'ensemble du monde non communiste dans un état d'incertitude et de désordre.

Entre ces deux formes extrêmes figure la guerre civile, telle celle qui sévit en Grèce durant plusieurs années. La révolte ne fut peut-être pas provoquée par Moscou, mais les insurgés ne cessèrent d'être ravitaillés, armés, renforcés par les soins des démocraties populaires voisines. À travers l'Asie du Sud-Est, la guérilla dirigée par les partis communistes, les combattants étant recrutés parmi les paysans, constitue la méthode générale de l'action communiste. Les États-Unis avaient cru trouver une réplique à ces trois modalités d'agression. Au risque d'agression militaire, ils répondirent par la menace de représailles atomiques et de guerre générale. Militairement, l'Union soviétique serait inévitablement la plus forte sur tous les points de la ligne de séparation entre les deux univers. Les États-Unis ne peuvent arrêter localement les cohortes soviétiques ni en Perse, ni à Berlin, ni dans le Proche-Orient, ni en Europe. Mais la menace de *casus belli* a jusqu'à présent fixé sur place les cent soixante-dix divisions russes et permis aux nations du vieux continent, sans défense, de vivre libres. Contre les tentatives de subversion, l'aide économique, dont l'exemple le plus éclatant fut le plan Marshall, apparut comme la défense la meilleure. Enfin, en cas de guerre civile, on apportait au gouvernement légal des secours à la fois économiques et militaires.

À l'expérience, on découvrit l'insuffisance de cette stratégie. L'Europe occidentale a été épargnée et les armées soviétiques n'ont pas franchi la ligne de démarcation, mais, au fur et à mesure que la tension entre les deux univers s'aggrave, les nations européennes supportent de plus en plus mal de se savoir vouées à l'occupation soviétique en cas de guerre. Les États-Unis craignent que les installations industrielles de la Ruhr, de la Belgique et de la Lorraine tombent entre les mains de l'ennemi, et cette crainte multiplie celle des peuples d'Europe qui évoquent avec angoisse la tactique de la terre brûlée. Du coup, chacun découvre cette vérité que l'on proclamait vainement depuis plusieurs années: l'Europe occidentale ne peut pas résister indéfiniment à la pression politique en temps de paix belliqueuse et se résigner à l'avance à une résistance seulement symbolique en cas de guerre générale. Le réarmement européen devient la tâche urgente.

En Europe, quelle que soit la faiblesse des gouvernements parlementaires, l'aide économique n'a pas été stérile. Mais, en d'autres parties du monde, elle a été vainement prodiguée. Quelque deux milliards de dollars ont été donnés aux Philippines, sous une forme ou sous une autre, et pourtant l'inflation continue de sévir, le luxe de s'étaler, la misère de ronger les foules, et la guérilla vient battre les murs des villes. En ce cas, mais il y en aurait d'autres qu'on pourrait citer, se découvre le paradoxe de la politique étrangère des États-Unis. Les communistes la dénoncent comme impérialiste. La vérité est qu'elle souffre d'une terrible faiblesse: elle n'est pas impérialiste, elle est anticomuniste mais défensive. Une grande puissance parvient difficilement à jouer un rôle impérial, quand elle déteste l'impérialisme. Expliquons-nous.

Les États-Unis, au nom de l'anticolonialisme, ont agi en faveur de l'indépendance de tous les pays d'Asie. Ils rêvent de répandre partout un haut niveau de vie et des institutions parlementaires. Admettons qu'ils se soient réservés certains avantages économiques aux Philippines: les dons qu'ils ont consentis dépassent de loin les profits qu'ils ont tirés des accords. Leur seul objectif de puissance (en dehors des bases aéronavales) est d'empêcher la diffusion du communisme. Et encore s'agit-il là d'une obsession de fraîche date: en 1946 le général Marshall essayait encore de provoquer une coalition entre les communistes chinois et Tchiang Kaï-chek.

Comment s'étonner ou s'indigner que la diplomatie américaine s'efforce de contenir l'expansion du communisme en Extrême-Orient et en Europe? Dès qu'un parti communiste est installé au pouvoir, il vitupère «l'impérialisme américain», expulse les missions, religieuses ou universitaires, des États-Unis ou même de l'Occident, liquide les biens étrangers (sauf ceux des Russes). En bref, il agit en allié fidèle, sinon en agent de l'Union soviétique. Les États-Unis ne peuvent pas ne pas se sentir menacés par la diffusion d'un régime qui les traite en ennemis et fait cause commune avec la croisade menée de Moscou contre l'Occident.

Mais là surgit la difficulté essentielle. Suffit-il de fournir des dollars et des armes aux gouvernements indépendants pour que ceux-ci soient capables de décourager la révolte en améliorant le sort des masses, de réprimer la guerre civile ou la guérilla par un mélange de force et de bonne administration? L'expérience ne permet d'autre réponse que négative. On accuse volontiers la politique américaine de soutenir des gouvernements réactionnaires et corrompus, comme celui de Tchiang Kai-chek. Admettons que cette description courante du

Kuomintang sur son déclin soit conforme aux faits. Les conseillers américains ne soutenaient la réaction qu'avec la plus grande répugnance. Là où ils eurent les mains libres, comme au Japon, ils imposèrent une réforme agraire. Mais, en Chine, ils ne se croyaient ni en droit ni en mesure de dicter une politique à un gouvernement «ami et allié». Ne pouvant faire prévaloir une solution – Tchiang Kai-Tchek était condamné à la défaite par ses erreurs, Mao Tse-toung se conduirait en allié de Staline – on ne se décida finalement ni à soutenir ni à abandonner le régime nationaliste.

Il est des circonstances où une grande puissance ne peut pas défendre ses intérêts nationaux sans mener une action apparemment impérialiste. Puisque la lutte entre l'Union soviétique et le monde libre se livre à l'intérieur des nations, sur le terrain de la politique intérieure, et non pas seulement sur les champs de bataille où s'affrontent les armées régulières, les États-Unis, que leur force désigne pour le rôle de leader, devraient en bonne logique, eux aussi, intervenir et imposer aux gouvernants débilés les mesures efficaces. Mais le peuvent-ils? Le veulent-ils? Vont-ils se replier sur eux-mêmes et abandonner à leur sort les pays décomposés? Ou bien au contraire, instruits par la leçon chinoise, vont-ils surmonter l'alternative d'un communisme hostile et d'une réaction impuissante? Vont-ils eux-mêmes dicter aux gouvernements récemment promus à l'indépendance les mesures de salut public faute desquelles les mesures économiques se perdent dans l'inflation ou la misère, et les armes parviennent trop souvent aux mains de leurs ennemis?

Aux Philippines, le rapport rédigé, il y a quelques mois, par une mission d'experts énumère les réformes indispensables, si les contributions extérieures doivent donner les résultats attendus. Il semble bien que la stratégie des États-Unis s'oriente non vers le retrait, mais vers la défense active. On ne se repliera pas sur l'hémisphère occidental, pour y attendre derrière le rempart des flottes aériennes et navales l'assaut ultime de l'Union soviétique, mais, tout au contraire, on déploiera une énergie accrue afin d'aider les peuples menacés à se défendre, quitte à prendre des responsabilités qu'une démocratie pacifique, impatiente de vivre et de laisser vivre, aurait, il y a quelques années encore, considérées comme incompatibles avec ses traditions.

Le grand débat sur la politique étrangère qui se déroule depuis quelques mois aux États-Unis n'a pas seulement pour objet le dilemme que nous venons de dégager. Faut-il abandonner les pays dont les gouvernements sont inférieurs à leurs devoirs ou faut-il les obliger à des mesures raisonnables? D'autres choix

étaient, plus ou moins confusément, évoqués: Extrême-Orient ou Europe, résistance partout et toujours ou isolationnisme. En ce qui concerne l'Europe, l'alternative, réduite aux termes essentiels, était à peu près la suivante: il est entendu – M. Taft était sur ce point aussi formel que M. Truman – que l'on continuera de protéger l'Europe par la menace du *casus belli*. En cas d'agression militaire de l'Union soviétique, les États-Unis déclareraient la guerre, mais, dans cette éventualité tragique, se bornerait-on à tenir la Grande-Bretagne et l'Espagne ou bien devrait-on défendre aussi le reste de l'Europe? Ce qui est en question, ce n'est pas la ligne de résistance politique, qui sera établie de toute manière sur l'Elbe, mais la ligne de résistance militaire, qui risque d'être respectée sur les falaises des îles britanniques et la chaîne des Pyrénées.

La décision dépendra de multiples facteurs: évolution des événements, opinion des états-majors, opinion publique des États-Unis. Mais elle dépendra aussi pour une part des Européens eux-mêmes. Par leurs efforts, ils contribueront à déterminer le choix en faveur d'une ligne de résistance militaire aussi avancée que possible vers l'Est. L'aide américaine sera à la mesure de la volonté européenne. Or, si tragique que soit, en tout état de cause, le sort de l'Europe, à supposer que, pour la malédiction de l'humanité, une troisième guerre mondiale éclate, le pire serait une répétition de la catastrophe coréenne. L'Europe évacuée par les armées alliées serait ravagée, les industries détruites par des équipes spécialisées ou du haut des airs.

Dans la mesure où l'Europe sera capable de se défendre, elle aura une meilleure chance d'éviter la guerre et d'en limiter les ravages. Pour les Américains le choix est entre deux stratégies. Pour l'Europe, il pourrait bien être entre la mort et la survie.

Les républicains sont-ils une menace pour la prospérité?

Le Figaro
21 novembre 1952

La grande crise avait amené le triomphe électoral de Roosevelt et les démocrates ont gouverné les pays pendant vingt ans. Le général Eisenhower ramène le parti républicain au pouvoir alors que règne la prospérité. Par prudence, j'omets les deux hypothèses possibles: *à cause de* ou *en dépit de* la prospérité. On pourrait, en effet, plaider que la prospérité a paru aux électeurs assez bien établie pour accepter le risque d'une administration républicaine au pouvoir, mais on pourrait tout aussi bien suggérer que la popularité du général Eisenhower a entraîné les électeurs, normalement tentés de garder leur fidélité à un parti auquel ils devaient le plein emploi et une élévation de leur niveau de vie.

Quoi qu'il en soit de ces relations toujours discutables, de cause à effet, la prospérité actuelle n'est pas douteuse. Les aciéries produisent à 106% de leur capacité évaluée au début de l'année. La production de charbon a dépassé, en septembre 1952, les chiffres de septembre 1951; le nombre des wagons chargés est monté à 3.633.000 contre 3.312.000 l'année précédente. Les ventes au détail sont de 7% supérieures à celles de septembre 1951. Les industriels ont sur leurs livres des commandes pour un montant supérieur de 10 milliards de dollars à celui d'il y a douze mois. Pour le premier semestre de 1953, personne n'a d'inquiétudes. Faut-il en avoir au sujet de la gestion de la nouvelle administration?

Économies et crédit

Que doit-on espérer ou craindre des républicains, d'après leur programme, les déclarations du général Eisenhower et les opinions connues de leurs dirigeants?

La question première est celle des économies dans les dépenses de l'État. Mais le général connaîtra bientôt les mêmes difficultés que les modérés en France, qui réclamaient, dans l'opposition, des économies qu'ils n'ont pu réaliser une fois au pouvoir. Aux États-Unis, des économies sont évidemment possibles, mais elles exigeraient des décisions politiques, improbables au moins en 1953. Il est douteux que la nouvelle administration veuille réduire substantiellement soit le budget militaire, soit l'aide aux pays étrangers. On a promis de maintenir les crédits pour le soutien des prix agricoles, les grands travaux. Dettes et pensions

sont malaisément compressibles. La rationalisation administrative, entraînant une diminution de l'énorme bureaucratie qui a proliféré sous l'administration démocrate, est possible, mais elle prendra du temps et les économies se compteront en millions de dollars pour un budget qui compte des dizaines de milliards (quatre-vingts environ, dont les trois quarts pour la défense nationale).

Plus importante est la question du crédit. Les républicains ont vivement critiqué la politique systématique d'argent bon marché, le maintien des cours des bons du Trésor grâce à l'achat de ceux-ci sur le marché (*open market policy*). Mais, depuis dix-huit mois, un accord a été conclu entre les autorités monétaires du *Federal Reserve Board* et le Trésor public, selon lesquels les autorités ne sont plus tenues de maintenir au pair le cours des papiers d'État et, par conséquent, peuvent laisser monter le taux d'intérêt.

Jusqu'à présent, les autorités responsables du système monétaire ont usé de ce droit avec discrétion. Les taux d'intérêt n'en ont pas moins quelque peu monté, les crédits ont été accordés avec moins de générosité. De juin à septembre, l'accroissement des crédits à l'économie a représenté 732 millions de dollars, ce qui n'est pas très différent du total de l'an passé, mais inférieur à celui de 1950 (deux milliards).

Il est probable que la tendance de la nouvelle administration sera, dans le sens de l'orthodoxie, éventuellement de la rigueur monétaire. Malgré tout, les dirigeants républicains aussi devront tenir compte des charges accrues qui incombent au Trésor, du fait de la dette, dès que le taux d'intérêt s'élève. Depuis plus d'un an, l'inflation a été arrêtée et les prix sont demeurés relativement stables, avec une tendance à la baisse, surtout marquée pour certaines matières premières. Le besoin n'apparaît pas de restrictions supplémentaires de crédit. Bien plutôt serait-on tenté de s'interroger sur les décisions que prendraient les républicains, au cas d'une menace sérieuse de dépression.

Les États-Unis et le monde

Une crise économique aux États-Unis aurait immédiatement des répercussions graves à travers le monde entier. Les importations américaines seraient touchées les premières. Les ressources en dollars des autres pays diminueraient, des restrictions d'importations deviendraient inévitables, de proche en proche la dépression risquerait de gagner le monde libre tout entier. On s'explique ainsi que les staliniens espèrent et que les Occidentaux craignent par-dessus tout cette éventualité.

On savait ou, du moins, on croyait savoir ce que les démocrates auraient fait

au cas où une crise aurait paru sur le point d'ébranler la structure économique des États-Unis et, par suite, du monde atlantique. La technique dite keynésienne, au sens large de ce terme, relâchement du crédit, déficit budgétaire, grands travaux, soutien des revenus de tel ou tel groupe de la population, aurait été employée. Les opinions sur l'efficacité de cette technique, sur les conséquences ultimes d'un emploi trop fréquent de tels procédés, peuvent varier. En l'état actuel du monde, étant donné la précarité du système international, même les orthodoxes devraient choisir une thérapeutique inflationniste, aux conséquences ultimes peut-être redoutables, plutôt que l'acceptation d'une dépression profonde et durable.

La question que l'on pose aujourd'hui porte précisément sur ce que serait le choix des républicains, en pareille conjoncture. De même que l'on s'interroge sur l'attitude qu'ils adopteront à l'égard de l'aide à l'étranger et du Point IV. La réponse dogmatique est exclue parce que, parmi les républicains comme parmi les démocrates, figurent des représentants de toutes les tendances. Paul Hoffman, qui fut le premier administrateur du plan Marshall, recevra probablement un poste important. Il est de ceux qui sont convaincus de la nécessité de réorganiser les relations économiques entre les pays du Pacte de l'Atlantique, de remplacer les dons par les échanges, pour employer l'expression de M. R. A. Butler.

Le général Eisenhower possédera demain une autorité qui lui permettra de prendre des décisions que les démocrates, en dépit de leur bonne volonté, auraient été incapables d'envisager. Les Européens auraient tort de méconnaître les chances, plus grandes encore que les périls, qu'ouvre l'accession au pouvoir d'un homme plébiscité par une nation et qui n'est prisonnier de personne - surtout pas de la fraction de son parti qu'il a combattue à la Convention républicaine.

La politique américaine des visas

**Preuves
janvier 1953**

Chaque fois que les démocraties prennent des mesures contre les États de dictature ou contre les individus qui s'en réclament, il se trouve des sympathisants aux partis totalitaires ou des démocrates sincères alarmés pour porter la discussion sur le terrain des principes. Jusqu'à quel point les démocraties sont-elles autorisées à refuser à leurs adversaires les libertés personnelles qui constituent leur raison d'être? Or je crois, au rebours de l'opinion courante, que la discussion de principe est presque inutile: indiscutable me paraît le droit des démocraties de se défendre contre ceux, individus et partis, qui ignorent les règles des régimes constitutionnels, qui s'ils arrivaient au pouvoir, établiraient une tyrannie et, dans l'opposition, prêchent et organisent le renversement par la violence des institutions. Les démocraties, comme tous les régimes politiques, ont le droit ou, pour mieux dire, le devoir de se défendre. Simplement convient-il que ces mesures de défense ou de répression soient prises conformément aux lois et que les tribunaux et non la police en contrôlent l'exécution. Entre la formule "pas de liberté pour les ennemis de la liberté" qui, finalement, justifierait tous les despotismes, et la formule "les ennemis de la liberté ont droit aux mêmes libertés que la démocratie reconnaît à tous", il y a une solution raisonnable conforme aux principes en même temps qu'au bon sens.

Je ne discuterai pas ici du droit des États-Unis à refuser le visa d'entrée à telle ou telle catégorie d'étrangers. J'envisagerai exclusivement l'opportunité. Est-il conforme ou non à l'intérêt national des U.S.A., de refuser l'entrée du pays à ceux qui ont été associés à des partis totalitaires dans le passé, qui ont donné leur signature à telle organisation annexe ou à telle manifestation du parti communiste? (Je n'ai pas étudié le texte même de la loi Mac Carran; je ne connais celle-ci, comme presque tous les Européens, que par les résumés qui en ont été donnés dans la presse ou par l'application qui en est faite par les services consulaires.)

Le refus d'entrée peut être interprété comme une sorte de sanction contre la mauvaise conduite, mais je n'imagine pas que personne invoque un pareil argument. Pourquoi le gouvernement américain déciderait-il de se transformer en tribunal chargé d'infliger à ceux qui, en adhérant à un parti totalitaire, ont commis une faute, une sanction sous la forme d'un refus de visa? Au reste, même

en ce cas, la manière dont les sanctions sont distribuées serait absurde. Comment les services consulaires seraient-ils à même d'apprécier la gravité de la faute, les circonstances de l'adhésion, la conduite du coupable depuis la faute, etc...?

Laissons de côté cet argument fragile. Supposons que les interdictions d'entrée aient pour but - car seul ce but est raisonnable - de prévenir l'entrée aux États-Unis de personnes suspectes de sympathies totalitaires et, à ce titre, susceptibles de créer un péril pour les États-Unis.

Mais, immédiatement, un doute s'élève dans notre esprit. Les individus les plus redoutables pour la sécurité des États-Unis ont certainement un dossier impeccable, où ne figure aucune trace d'affiliation à un parti totalitaire. Les communistes réellement dangereux sont ceux qui appartiennent à des réseaux clandestins. Ceux-là ne sont probablement pas touchés par la loi Mac Carran.

On m'objectera que la loi permet d'écarter les communistes et les *fellow travellers* qui iraient discourir dans les meetings des Partisans de la Paix, qui feraient, dans le pays, des tournées de conférences. Cette objection, valable, soulève deux interrogations: est-il bon que les communistes ou communistes étrangers ne puissent pas entrer aux États-Unis? À supposer que l'on réponde affirmativement à cette question, est-il indispensable, pour arrêter les communistes et *fellow travellers*, d'arrêter des personnes qui ne sont ni l'un ni l'autre, qui ne le sont plus, en tout cas, depuis des années? Est-il indispensable d'obliger les candidats au visa à faire connaître tout leur passé? D'autoriser les fonctionnaires consulaires à se transformer, pour ainsi dire, en juges d'instruction?

À la première question, je me garderai de donner une réponse dogmatique. Le gouvernement anglais, qui ne dispose d'aucune loi particulière, a refusé les visas d'entrée à un certain nombre de personnes qui désiraient participer à un Congrès des Partisans de la Paix, à Sheffield. Le Congrès, au dernier moment, dut choisir une autre ville. Il me paraît juste que l'on reconnaisse, en principe, le droit du gouvernement à refuser le visa aux membres ou même aux sympathisants *actuels* des mouvements totalitaires. Mais je regrette que le gouvernement, au lieu d'être habilité à le refuser, semble y être tenu. Certains savants étrangers, qui sont communistes, ne sont pas moins restés fidèles, dans leur activité professionnelle, aux règles universelles de la science. Quand un congrès scientifique se tient aux États-Unis, ceux-ci ont beaucoup plus à perdre qu'à gagner en refusant le visa à certains spécialistes de grande réputation, sous prétexte de communisme. Le résultat est que ces savants sont encore raffermis

dans leur foi. L'absence de liberté en U.R.S.S. pourrait les gêner; à partir du moment où les États-Unis paraissent suivre l'Union Soviétique dans cette voie, ils peuvent se dire avec satisfaction: "Vous voyez bien qu'au regard du libéralisme, l'Ouest ne vaut pas mieux que l'Est." Le résultat est ensuite que les sociétés savantes hésitent de plus en plus à tenir leurs congrès aux États-Unis. Le résultat est, enfin, que tous ceux qui n'aiment pas les États-Unis dans le monde sautent sur l'occasion et, avec injustice mais avec une apparence de raison, s'efforcent de comparer au rideau de fer le rideau de papier que les États-Unis sont en train d'abaisser.

Quelle que soit la réponse donnée à cette première question, la réponse qu'il convient de donner à la seconde ne prête pas au doute. Un ennemi des États-Unis n'aurait guère pu imaginer moyen plus efficace de compromettre la réputation de la République américaine dans les milieux intellectuels d'Europe.

Qu'il soit permis à quelqu'un qui, par hasard, bonne chance ou répugnance aux théories extrémistes, n'a jamais été ni communiste, ni communiste, ni fasciste, ni fascisant, de le dire: le nombre de ceux qui ont été sensibles à l'une ou l'autre tentation est considérable parmi les intellectuels qui ont vécu la période tragique de l'entre-deux guerres, même dans les pays, tels la France, qui n'ont pas connu réellement une révolution de l'un ou l'autre type. (En Allemagne, le nombre de ceux qui ont été liés à un parti totalitaire est évidemment plus grand encore.) Pourquoi tel de mes amis, sociologue réputé, qui fut proche du communisme en 1920 et dans les années suivantes, qui a fait aux États-Unis de multiples enquêtes et qui leur a manifesté une sympathie non douteuse, devrait-il, à l'heure présente, être refoulé?

Le cas des ex-communistes est le plus frappant. Ces derniers sont généralement les plus farouches ennemis des staliniens qui, à leurs yeux, ont trahi, qui, en tout cas, ont déçu leur attente et les ont laissés sans foi. On a souvent indiqué, peut-être avec quelque exagération, que les ex-communistes devraient être employés au premier rang dans la lutte contre le stalinisme. Mais le cas des ex-fascistes ou sympathisants fascistes est tout aussi clair. Pourquoi celui qui a adhéré au parti de Doriot en 1935 devrait-il être puni aujourd'hui? En quoi constitue-t-il un danger pour les États-Unis?

Les inconvénients, peut-être l'opinion américaine les connaît-elle mal. Les amis des États-Unis en Europe les connaissent et les déplorent. Le prestige est un élément de la guerre froide. La réglementation des visas actuellement en vigueur est nuisible au prestige des États-Unis: elle les fait apparaître indifférents aux

principes libéraux dont l'Occident se réclame; plus encore, elle les fait apparaître craintifs, tatillons, obsédés. Que les États-Unis se protègent contre la Ve colonne, tout le monde le comprend. Qu'ils s'imaginent se protéger en refusant l'entrée au physicien qui a signé l'appel de Stockholm ou au sociologue qui a adhéré aux Jeunesses communistes quand il avait vingt ans, tous les amis des États-Unis s'en désolent, tous leurs ennemis s'en réjouissent, parce que la mesure est inintelligente et inefficace.

La révision de la loi qui impose ou, du moins, suggère une telle attitude aux services consulaires est urgente. Je n'ai nulle compétence pour préciser ce que devrait être cette révision, mais l'idée inspiratrice est simple. Il convient d'interdire l'entrée à ceux qui, d'une façon ou d'une autre, seraient capables de nuire à la sécurité américaine. Quant aux autres, qui ne sont pas dangereux, mieux vaut les accueillir par respect des libertés humaines que les punir pour leurs fautes passées ou leur mauvaise conduite actuelle.

La première fois que je vins à Washington, un haut fonctionnaire du *State Department* qui m'adressait quelques mots de bienvenue, à la suite d'un déjeuner officiel, me remercia d'avoir si bien compris la politique des États-Unis sans avoir vécu dans le pays, et il exprima le vœu que le contact avec la réalité américaine ne m'amênât pas à changer d'opinion. Je faillis lui répondre que, en effet, c'est aux adversaires des États-Unis plus qu'à leurs amis qu'il fallait faciliter le voyage. Je retins cette plaisanterie qui eût été déplacée. Mais, tout compte fait, cette suggestion n'aurait peut-être pas été beaucoup plus insensée que le système actuel.

La mort du sénateur Taft

Le Figaro
3 août 1953

Aux États-Unis, on l'appelait "Mr. Republican", avec un mélange d'admiration et d'ironie. En Europe, on avait vu longtemps en lui - et non sans raison - le représentant d'une politique extérieure opposée à celle de l'administration démocrate. S'il avait été désigné, l'an dernier, par la Convention républicaine, les Européens auraient redouté un retour à l'isolationnisme. Mais le chef de la majorité au Sénat, qui vient de disparaître, six mois après l'installation à la Maison Blanche du premier président républicain élu depuis vingt ans, s'était élevé au-dessus des querelles médiocres. Il avait mis une telle loyauté dans la collaboration avec son rival qu'une amitié sincère était née entre deux hommes que tempérament, carrière et ambitions semblaient séparer.

On ne déplore pas moins à Paris ou à Londres qu'à Washington la disparition de celui qui était devenu l'intermédiaire indispensable entre un président, glorieux mais sans expérience politique, et le Congrès.

Robert A. Taft ressemblait-il à l'image que l'on se faisait couramment de lui, surtout de ce côté-ci de l'Atlantique? Je n'en suis pas sûr. On le dépeint rigide, intransigeant, sans bonne grâce et sans chaleur. À mon dernier séjour aux États-Unis, j'ai été frappé par sa courtoisie, par une distinction intellectuelle, qui n'est fréquente dans aucun parlement du monde, et aussi par le charme de ce personnage illustre et probablement méconnu. Le sourire était accueillant et l'on devinait dans le regard bien moins la volonté ou la rigueur qu'une sensibilité vive, qui expliquait peut-être la timidité qu'on lui attribuait et l'attitude hautaine qu'il adoptait souvent.

On le disait incapable de se prêter aux exigences de la publicité, incapable d'atteindre à la popularité, faute de quoi nul ne peut remplir la fonction suprême dans la démocratie américaine. S'il ne parvint jamais à obtenir la désignation par le parti républicain, la raison essentielle n'est probablement ni la supériorité manœuvrière du gouverneur Dewey, ni la légende du héros victorieux. Même la plupart des professionnels du parti républicain ne croyaient pas qu'il eût une chance réelle d'être élu. Certes, l'Amérique qu'incarnait Taft n'existe plus et celui qui avait été hostile au New Deal, hostile à l'intervention dans la deuxième guerre mondiale, hostile au Pacte de l'Atlantique, n'aurait probablement pu battre ni Truman, ni Stevenson. Et pourtant, un doute subsiste: quand il fut élu pour la

dernière fois dans l'Ohio en 1950, les syndicats ouvriers engagèrent la bataille contre lui: il obtint une majorité plus forte que dans aucune de ses campagnes antérieures.

Il se trompa souvent ou, du moins, il s'opposa aux opinions qui furent et demeurent officielles, mais ses "hérésies" n'étaient pas toujours de même sens. Récemment, contre le sénateur Mac Carthy et la plupart des membres de son parti, il se refusait à proclamer que l'appartenance au parti communiste était incompatible avec l'exercice d'une fonction universitaire.

Il ne souscrivit pas au Pacte de l'Atlantique, mais il souhaitait que les États-Unis, unilatéralement, fissent connaître à l'Union soviétique qu'une agression militaire contre l'Europe occidentale déclencherait l'intervention de la force américaine: il s'accordait ainsi avec les neutralistes européens. La loi fameuse qui porte son nom fut dénoncée avec violence par les syndicats ouvriers: elle n'a guère restreint l'action ou la puissance de ces derniers. En fait de législation sociale, le sénateur Taft était un conservateur, non un réactionnaire.

Aucun sénateur républicain n'est susceptible de le remplacer. Aucun n'a son autorité auprès du Président et du Congrès, aucun ne saurait, comme lui. Imposer les vœux de la Maison Blanche sans heurter les parlementaires. Aucun, en prenant à son compte les directives de l'administration, ne saurait donner la même impression d'indépendance, aucun ne saurait convaincre les républicains d'agir en commun.

Le président Eisenhower a, jusqu'à présent, déçu les professionnels de Washington, journalistes et parlementaires, mais il a gardé intacte sa popularité (les enquêtes par sondages le prouvent). Les professionnels lui reprochent d'user trop rarement du prestige incomparable que possède, dans les premières années de son mandat, un président élu triomphalement. Eisenhower s'efforce de maintenir avec le congrès et à l'intérieur du parti républicain l'esprit d'équipe qui l'a bien servi durant toute sa carrière. Au lieu de se battre à la manière de Truman, officier de réserve d'humeur pugnace, ce général cherche à concilier et à réconcilier.

Dernièrement, malgré tout, à propos de projets financiers, à propos de Mac Carthy, le général fut obligé d'intervenir. Il le fit, non sans succès. Peut-être la disparition de Taft hâtera-t-elle l'évolution qu'appellent de leurs vœux certains Américains et beaucoup d'Européens. Incapable de maintenir en faveur de sa politique l'unité du parti qui l'a désigné, le Président se décidera-t-il ou se résignera-t-il à prendre sa majorité où il la trouvera, c'est-à-dire parmi les

démocrates aussi bien que parmi les républicains?

"Mr. Republican", ayant perdu, en 1952, sa dernière chance de devenir "Mr. Président", avait rêvé d'assurer le succès au pouvoir du parti auquel il était passionnément attaché. Le président Eisenhower ne va pas changer de méthode. Mais, ce qui était difficile hier avec l'aide de Robert A. Taft, ne sera-t-il pas impossible, sans lui, demain?

La prospérité américaine est-elle menacée?

Le Figaro
5 mars 1954

Depuis la fin de la guerre, amis et ennemis de l'Occident évoquent la crise économique qui ébranlerait les États-Unis, ceux-là avec crainte, ceux-ci avec espoir. Cet espoir a été déçu, cette crainte a été démentie: la République américaine - une faible et courte récession mise à part dans l'année 1949 - a joui d'une prospérité sans précédent. De 283 milliards de dollars en 1946, le produit national brut (à prix constants) s'est élevé à 367, en 1953.

On aurait tort d'en conclure que les États-Unis avaient découvert le secret d'une expansion continue, sans ralentissement ou même sans régression. Le dynamisme de l'économie implique l'inégalité de développement selon les branches, des phases où l'on anticipe sur la croissance du pouvoir d'achat, où l'on abuse du crédit et où l'on glisse à l'inflation, d'autres, en revanche, où l'on corrige les erreurs ou les excès commis dans les phases précédentes.

Pas de répétition de 1929

Il me paraît à peu près certain qu'une crise comparable à celle de 1929 est, dans la conjoncture présente, exclue. La quasi-totalité des économistes souscrirait à cette affirmation.

En 1953, on n'observe rien de comparable aux excès de spéculation et de crédit qui précédèrent l'effondrement il y a vingt-cinq ans. La crise agricole n'atteint pas à la même intensité, la baisse des prix des matières premières qu'on constate depuis 1951 semble avoir ramené les cours à des niveaux normaux, le système bancaire est sain et n'est pas menacé d'insolvabilité générale, les économies européennes sont mieux armées pour faire face à une dépression. La structure de l'économie américaine a changé et de multiples institutions garantissent le maintien de certains revenus, même en cas de dépression: le budget fédéral qui représente un pourcentage plus élevé du revenu national, le soutien des prix agricoles, les indemnités de chômage, les versements des assurances, etc.

Malgré ces facteurs de stabilisation, aucun économiste ne se risquerait à écarter l'hypothèse d'une dépression. Le profane ne peut pas ne pas être déçu que tant de travaux scientifiques ne permettent pas d'annoncer le climat économique à venir avec l'assurance que marquent les météorologues pour annoncer la pluie

ou le beau temps. Mais on est tenté de dire que ces travaux rendent intelligibles les limites de prévision économique.

Risque de la boule de neige

Une économie expansive en état de plein emploi est vulnérable. Comme les investissements sont décidés en fonction d'une demande à venir, il peut se faire qu'au moment où les investissements sont achevés et où les marchandises viennent sur le marché, le pouvoir d'achat que le public désire consacrer à l'achat de certains produits soit inférieur à l'offre de ces mêmes produits. Or les différents secteurs de l'économie sont solidaires, le pouvoir d'achat disponible pour l'achat de vêtements dépend de la quantité des salaires distribués dans l'industrie automobile et cette quantité de salaires, à son tour, dépend du nombre de véhicules que les Américains sont prêts à acheter. Une dépression est susceptible de gagner l'ensemble, à partir d'un secteur particulier. La dépression, comme l'expansion, se communique par le processus de la boule de neige. Ainsi s'explique qu'un économiste célèbre comme Colin Clark puisse évoquer la crise de 1929, celle-ci étant devenue catastrophique, d'après lui, non parce que l'économie était fondamentalement malsaine au début, mais parce qu'on a laissé se développer indéfiniment le processus de la boule de neige.

On pourrait penser que le mieux serait d'intervenir le plus tôt possible dès que se marque un recul d'activité. Mais l'intervention immédiate n'est ni possible ni souhaitable. Il est certains rajustements inévitables. Les stocks, au troisième trimestre de 1953, ayant dépassé le niveau normal, autrement dit le volume de la production ayant dépassé celui de la vente, il était inévitable que la liquidation des stocks excédentaires se traduisît par une baisse de la production.

Un tel "rajustement" suffit-il, à lui seul, à provoquer, par boule de neige, une dépression généralisée? Probablement pas, il faut encore que la réduction de la demande globale, qui a été à l'origine du rajustement, se maintienne et s'aggrave.

Une diminution de la demande globale peut être imputable à des phénomènes globaux, comme l'accroissement de l'épargne, la baisse des investissements, mais il peut être imputable également à des phénomènes localisés, comme l'excès de l'offre sur la demande dans un ou deux secteurs, ou encore le décalage entre les prix des différents biens. Ainsi M. Colin Clark insiste beaucoup sur l'élévation du prix de la construction, qu'il note en 1929 et retrouve en 1953. Si le prix de la construction a monté plus vite que les autres prix, la demande des maisons peut diminuer sans qu'augmente simultanément une demande d'autres produits. De même, si l'industrie automobile s'est équipée pour fabriquer 7 millions de

véhicules par an et si, une fois passées les premières années d'après guerre, la demande se stabilise autour de 5 millions, il en résulte un débauchage de milliers d'ouvriers. Au cas où aucun autre secteur ne serait en expansion, le chômage des ouvriers de l'automobile provoquerait une réduction de la balance globale.

Interventions inévitables

Il est évident qu'une dépression a pour cause prochaine une diminution de la demande globale. On est donc tenté de répliquer par un accroissement de la demande globale, déficit budgétaire obtenu soit par la réduction des recettes étatiques (baisse des impôts) ou par l'augmentation des dépenses (grands travaux, etc.). Mais, dans la mesure où la demande globale a diminué par suite du manque d'adaptation entre les secteurs, entre les prix, les mesures d'accroissement de la demande globale, qui atténuent la dépression, peuvent aussi en prolonger le cours.

En dépit de ce risque, aucun gouvernement, qu'il soit républicain ou démocrate, ne laissera passivement se développer une dépression. La récession actuelle, qui est incontestable, a ramené la production à quelque 10% au-dessous du maximum, porté le chômage à quelque 5 à 6% de la main-d'œuvre. Si, en mars et avril, la baisse d'activité et d'emploi s'aggrave, le gouvernement mettra en application les premières mesures prévues.

Pour l'instant, on aurait tort et de nier le fait de la récession et de succomber à la hantise de 1929. Bien que personne ne puisse prévoir exactement jusqu'où ira la récession, les données de fait rendent probable qu'elle n'atteindra pas une gravité telle que la stabilité des États-Unis et de l'économie occidentale soit mise en péril. Les investissements et les constructions immobilières prévues pour le premier trimestre de 1954 ne sont guère en recul sur l'année 1953. Et le parti républicain n'ignore pas qu'il serait écarté du pouvoir pour longtemps si, pour la deuxième fois, le peuple américain était amené à confondre le règne des hommes d'affaires et l'effondrement de l'économie.

Note sur la conjoncture américaine

Le Figaro
14 mai 1954

Les inquiétudes qu'éprouvaient certains observateurs sur l'évolution de la conjoncture américaine ne sont pas encore dissipées. Mais le fait est que la récession ne s'en pas aggravée et que le phénomène de la "boule de neige", que l'on redoutait, ne s'est pas produit. On n'a pas le droit d'affirmer, dès maintenant, que les optimistes avaient raison. Bien plutôt ceux qui l'emportent provisoirement sont les sceptiques, ceux qui mettent en doute la capacité de la science économique de prévoir avec rigueur le cours des événements et qui insistent sur les caractères particuliers à chaque récession. Il n'y a pas un schéma unique valable pour toutes les crises. Il y a autant de schémas que de crises.

Que s'est-il passé au cours des derniers mois aux États-Unis? Par rapport au maximum atteint en 1953, la production industrielle a diminué de quelque 10% mais le revenu à la disposition du public n'a pas diminué dans la même proportion. La diminution par rapport au total de juillet 1953 n'atteint que 5 milliards de dollars. Le total des revenus personnels atteint un volume annuel de 282,5 milliards de dollars, soit 2 milliards de plus qu'en janvier 1953. La réduction des revenus personnels est moindre que celle de l'activité économique parce que cette réduction est limitée aux revenus ouvriers dans les industries manufacturières cependant que salaires et traitements, dans les autres secteurs, privés et publics, ont été maintenus. Des allègements fiscaux ont, pour une part, compensé la baisse des revenus distribués par l'industrie.

La conjoncture reste, dans l'ensemble, favorable en Europe

Pourquoi la dépression, à partir de l'industrie manufacturière et surtout des industries productrices de biens de consommation durables, n'a-t-elle pas gagné l'ensemble? La raison essentielle est que les investissements n'ont pas diminué et que l'activité de la construction a augmenté. Les entrepreneurs n'ont pas réagi aux mauvaises nouvelles par l'amputation de leur programme d'investissements. Ils ont eu confiance dans la prospérité future et ont exécuté les travaux prévus de modernisation ou d'expansion. Quant à la construction de maisons privées, elle monte, en mars 1954, à 1.765 millions de dollars contre 1.729, il y a un an.

Dès lors, les ventes au détail n'ont sensiblement diminué que dans le secteur des biens de consommation durable (en février 1954, 11.366 millions de dollars

contre 12.666, il y a un an). En revanche pour le secteur des biens non durables, le chiffre de février 1954 est de 12.277 contre 12.058 en février 1953.

Il n'y a pas de chômage massif: la main-d'œuvre employée s'élève à 63,825 millions, en mars 1954, contre 63,134, il y a un an. Il n'y a pas eu d'effondrement des prix de gros, l'indice des prix au 4 avril 1954 est à 110,9 contre 110 l'année précédente. Bien plus, il n'y a pas eu de répercussion, sur les balances de compte des autres pays, de la récession américaine. D'après l'expérience de 1937-1938 et de 1949-1950, on avait posé comme une règle qu'une dépression américaine avait une répercussion plus que proportionnelle sur les importations en provenance du dehors et, par suite, sur les balances des comptes des pays d'Europe et d'Asie. Cette sensibilité des importations ne s'est pas manifestée et les prix des produits importés ne se sont pas effondrés (certains étaient déjà relativement bas, au début de la récession américaine). Les réserves monétaires européennes ont augmenté, non diminué.

En l'état actuel des données, il semble donc que l'année 1954 doive être moins bonne que l'année 1953, mais supérieure à toutes les années précédentes. Une reprise nette n'est pas encore manifeste, mais, au cours des dernières semaines, le volume des ventes dépasse, semble-t-il, celui des ordres à l'industrie. Les stocks tendraient à diminuer, ce qui devrait se traduire bientôt par l'accroissement des ordres et l'augmentation de l'activité. Mais des réserves s'imposent pour le secteur le plus vulnérable, celui des biens de consommation durables, dans lequel le montant de la demande reste, semble-t-il, nettement inférieur à la capacité productive.

Cependant, la conjoncture reste, dans l'ensemble, favorable en Europe. La production industrielle continue de progresser en Grande-Bretagne (130 en février contre 121 en 1953), elle demeure élevée en Allemagne occidentale (163 en mars, égal à la moyenne de 1953). En France même, les indices de reprise sont indiscutables. L'indice de production (du *New York Herald Tribune*) se situe à 155 en mars contre une moyenne de 143 en 1953. La reprise ne sera probablement pas également répartie sur tous les secteurs, le secteur des biens de production, qui s'était considérablement élargi dans l'après-guerre, profitera moins que le secteur des biens de consommation. Malgré tout, pour la première fois depuis la guerre, on aperçoit la chance d'une expansion saine, non accompagnée d'inflation.

Il reste beaucoup à faire pour assainir l'économie, les résultats acquis au bout de deux ans de stabilité, montrent, malgré tout, quelles virtualités de progrès

garde l'économie française. Ces virtualités s'épanouiraient rapidement le jour où une gestion efficace mettrait fin au scandale des subventions aux productions excédentaires et de protection aux entreprises inadaptées, le jour où l'État encouragerait l'expansion et non la stagnation.

Les États-Unis d'aujourd'hui de 1927 à 1954

Le Figaro
24 mai 1954

Pour parler du magistral *Tableau des États-Unis*(1) de notre maître M. André Siegfried, je voudrais emprunter aux chroniqueurs sportifs leur langage. L'auteur a établi deux records qui ont de quoi décourager les prétendants au titre. Plus d'un demi-siècle s'est écoulé entre le premier et le plus récent (mais non le dernier) de ses voyages aux États-Unis, plus d'un quart de siècle entre *Les États-Unis d'aujourd'hui* et le *Tableau des États-Unis*. Précédant d'innombrables générations d'étudiants, je suis tenté de comparer les deux livres dans lesquels le plus clairvoyant des observateurs du monde contemporain a consigné sa riche expérience.

La grande réussite des États-Unis, c'est évidemment le prodigieux développement de la richesse, le système de production le plus efficace du monde, la répartition de la richesse de manière progressivement moins inégalitaire et l'acceptation par tous, ouvriers aussi bien qu'employeurs, syndicats aussi bien que groupements patronaux, du régime de la propriété privée et du marché. Comme l'avait prévu Marx, le capitalisme a provoqué un extraordinaire développement des forces productives. Mais, au rebours des prédictions de Marx, il a généralisé la condition petite-bourgeoise et non la condition prolétarienne. Et il a atténué, non exaspéré, les conflits sociaux.

En 1927 et en 1954, les États-Unis connaissent la prospérité. Entre temps, ils ont traversé la crise de 1929 qui a plus marqué la conscience américaine que la deuxième guerre elle-même. D'où la question que posait M. André Siegfried il y a vingt-sept ans et qu'il pose de nouveau aujourd'hui: Y a-t-il risque de surproduction? Je formulerais, à vrai dire, la question en termes différents. La formule de surproduction suggère qu'à partir d'un certain moment la communauté américaine pourrait être incapable d'acheter sa propre production - thèse qui, économiquement, demanderait au moins une démonstration. Depuis un quart de siècle, la production industrielle a été multipliée par 6 ou 7 et elle est entièrement absorbée.

En revanche, on doit se demander si cette progression économique peut désormais s'opérer sans à-coups, si la connaissance et la thérapeutique des crises permettent d'assurer une expansion continue. Or, j'hésiterais, pour mon compte, à donner une réponse catégorique. Je ne pense pas que les États-Unis toléreraient

une dépression prolongée, comparable à celle de 1929. Je ne suis pas sûr qu'ils ont trouvé le secret de la prospérité continue dans une économie libre.

En ce qui concerne le mode de production - machines, série, organisation - l'économie américaine sert, au XXe siècle, de modèle à l'univers, Union soviétique incluse. Les relations sociales, caractéristiques des États-Unis, se répandront-elles dans les autres pays? On aurait tort de l'affirmer.

La technique américaine est fondée sur l'abondance des matières premières et de l'espace, sur la rareté de la main-d'œuvre.

L'Europe manque de matières premières, l'Asie manque de terre et partout il y a des bras inutiles. En dehors de ces raisons proprement économiques, le régime américain exige une mobilité extrême des facteurs de production, main-d'œuvre comprise, un grand marché intérieur, un consentement à la série et à la mécanisation, une obsession collective de productivité, toutes circonstances qui ne sont pas données même en Europe occidentale.

Depuis vingt ans, les progrès ont porté autant sur l'organisation du travail et l'intégration du travailleur dans l'entreprise que sur les machines elles-mêmes. *Public relations* psychotechnique, sociologie de l'industrie ont pris dans la vie et la conscience américaines une place que beaucoup d'Européens ne soupçonnent pas. Mais les Européens accepteraient-ils un tel pragmatisme, soucieux de réformes et hostile à toute velléité révolutionnaire? L'Allemand peut-être, le Français certainement pas. Même M. Siegfried ne peut s'empêcher, au spectacle du syndicalisme américain, de soupirer que "dans cet embourgeoisement de la réussite, il ne reste plus assez de place pour la protestation, c'est-à-dire pour le principe, pour je ne sais quel espoir de terre promise..." Peut-être un peu de pragmatisme ne ferait-il pas de mal aux syndicalistes français, même un peu de "fordisme" aux patrons français.

Il y a un quart de siècle, M. Siegfried se demandait si une nation était sortie du mélange d'hommes venus de tous les pays d'Europe. Les manifestations publiques en août 1914 l'avaient impressionné, chaque groupe national prenant parti pour son pays d'origine.

Aujourd'hui, la question ne se pose plus. Il y eut moins de sympathie pour la cause allemande parmi les Germano-Américains au cours de la deuxième que de la première guerre mondiale. Mise à part une minorité que les organisations nationales-socialistes parvinrent à railler, les Germano-Américains, issus de familles où la tradition religieuse et libérale étaient fortement enracinée, ne reconnaissaient plus leur patrie dans le IIIe Reich. À l'heure présente, l'unanimité

contre l'Union soviétique est quasi complète. Toutes les nationalités y participent, puis que les Russes émigrés sont tout aussi anticomunistes que les Allemands ou les Italiens.

Cette conscience nationale est assez forte pour que les groupes, victimes de discrimination raciale, répondent à l'injustice et à l'oppression par la revendication de l'américanisme intégral. La propagande révolutionnaire a peu de succès parmi les noirs. Ceux-ci, qu'ils vivent dans le Sud ou dans le Nord, qu'ils soient ou non cultivés, réclament les privilèges que les principes de la civilisation américaine leur confèrent. Ils se sentent fiers, ils se sentent solidaires de cette civilisation, qui reconnaît à chaque homme le droit à la liberté et à la "poursuite du bonheur".

Depuis un quart de siècle, M. Siegfried le note, de grands progrès ont été accomplis sur la voie de l'égalité raciale. L'industrialisation du Sud, l'action des syndicats, la non-discrimination dans l'armée de terre, les lois fédérales (en dernier lieu, la décision de la Cour suprême interdisant la ségrégation dans l'enseignement) ont contribué à élever le niveau de culture (il y a 650.000 noirs anciens étudiants) aussi bien que le niveau de vie de la minorité noire.

Mais des problèmes nouveaux surgissent à mesure que les anciens s'effacent. Les mœurs ne suivent les lois qu'avec lenteur et réticence. Les discriminations subtiles causent au fonctionnaire ou à l'écrivain noir autant de souffrances qu'au "pauvre noir" les formes brutales de l'oppression. Tant que la population blanche repoussera violemment le mélange des sangs, le problème pourra être atténué - il l'est - mais non entièrement résolu.

Il reste que la majorité de l'opinion travaille pour que l'idéal de la société américaine l'emporte peu à peu sur les préjugés raciaux.

Il me semble que M. André Siegfried, en 1927 comme en 1954, est avant tout préoccupé par deux questions: jusqu'à quel point la civilisation américaine demeure-t-elle, en ses traits essentiels, marquée par le fonds britannique et calviniste, bien que la population ne soit même plus pour 50% d'origine anglo-saxonne? Jusqu'à quel point la civilisation américaine s'éloigne-t-elle de la civilisation européenne dont elle est issue?

À la première question, la réponse donnée est affirmative, aujourd'hui encore, mais, me semble-t-il, elle l'est avec moins d'assurance qu'il y a un quart de siècle. La progression sociale des minorités nationales qui avaient fourni les dernières vagues d'émigration, est un des faits marquants de l'ère Roosevelt. Le système de valeurs et de conduite qu'assimile le nouveau venu a peut-être pour origine

certaines traditions britanniques et certaines croyances calvinistes: sur certains points essentiels (l'éducation des enfants, la place de la femme), il n'a plus rien de commun avec celui des autres communautés anglo-saxonnes.

À la seconde question, M. André Siegfried répond en Européen. Il ne doute pas que les États-Unis ne soient à l'avant-garde de la civilisation industrielle, mais il n'est pas sûr que, sur ce chemin, l'avance offre une raison de fierté. L'obsession du rendement, le culte de la production et de l'organisation laissent-ils place aux valeurs de vie personnelle et de sagesse? Que signifient pour l'avenir de la culture les moyens de transmission qui envahissent les foyers, rendent présents à tous les événements mais aussi habituent à la passivité intellectuelle et aggravent encore le goût du sensationnel?

M. Siegfried a relégué au second plan la question, moins profonde peut-être, qui se trouve aujourd'hui au premier plan de la conscience américaine: le rôle international que les États-Unis, quoi qu'ils en aient, sont obligés de tenir est-il compatible avec les pratiques constitutionnelles du passé? Il est un facteur nouveau dans l'équilibre des forces politiques qui est à peine mentionné et dont pourtant l'importance va croissant: les militaires. M. Siegfried a tendance à ne voir dans l'anticommunisme qu'un épisode, dans cette suite de phobies par lesquelles l'opinion expulse violemment les hérésies et maintient le conformisme. On détesterait le communisme ou le marxisme en tant que doctrines étrangères et impies plus qu'on ne s'efforcerait d'élever "un barrage politique à l'hégémonie russe". Dans l'esprit des masses, peut-être (bien que je n'en sois pas sûr). Parmi les dirigeants, certainement pas.

Si j'avais à résumer d'une phrase la différence majeure entre 1927 et 1954, je dirais que, entre temps, les États-Unis ont perdu le sentiment de sécurité et acquis la conscience, si banale dans la vieille Europe, que le destin des nations dépend de l'extérieur et se joue sur les champs de bataille. La thèse allemande du primat de la politique étrangère, inconcevable il y a vingt-cinq ans, a désormais droit de cité dans les universités.

Un jeune professeur américain, auquel je demandais, il y a six mois, à Madras, pourquoi il vivait dans l'Inde, me répondit: "Parce que c'est dans cette région du monde que se décidera, au cours des prochaines années, le sort de mon pays". De tels Américains ne sont sûrement pas la majorité, peut-être représentent-ils, pour le meilleur ou pour le pire, les États-Unis de demain.

Un ami de la France disparaît, William Tomlinson

Le Figaro
6 mai 1955

Tous ceux qui, hommes politiques, journalistes, hauts fonctionnaires, en France et en Europe, ont participé de quelques manières aux grandes négociations économiques et financières de l'après-guerre, ont appris avec stupeur le décès, à Washington, à la fin du mois d'avril, de William Tomlinson.

Il avait été nommé, à 29 ans, représentant de la Trésorerie américaine à Paris, dès les premiers jours de la négociation du plan Marshall. En peu de mois, il acquit une autorité exceptionnelle par la rapidité et la profondeur de son intelligence et l'étendue de ses connaissances économiques et financières. Il joua un rôle de premier plan dans la mise en œuvre du programme de relèvement économique de la France.

Son séjour à Paris l'avait conduit à aimer notre pays, avec parfois la passion qu'il apportait à toute chose. Il savait le juger lucidement, mais était toujours le premier à le défendre auprès de son gouvernement ou des gouvernements étrangers.

Au cours des dernières années, il s'était dévoué à la construction d'une Europe qu'il souhaitait inspirée par la France. Dans ce rôle, il a pu parfois heurter certains de ceux qui, animés d'un même idéal, souhaitaient une activité moins impatiente. Seuls, ses amis personnels et lui-même savaient que, sauf miracle, il était condamné à une mort prématurée et qu'il voulait beaucoup dans un délai qu'il savait très bref.

Les États-Unis ont perdu en lui un fonctionnaire qui, par son caractère, sa loyauté, sa compétence exceptionnelle, a été un grand serviteur de son pays. La France et l'Europe ont perdu un ami.

En économie, les États-Unis n'ont pas surmonté l'isolationnisme

**Le Figaro,
21 février 1958**

L'économie française est souvent "déphasée" par rapport à l'économie mondiale. La lutte contre l'inflation demeure à l'ordre du jour en France, la lutte contre la "récession" ou la "crise" est à l'ordre du jour aux États-Unis.

Les experts ne sont d'accord ni sur le terme à employer ni sur les causes du phénomène. Le président Eisenhower et ses conseillers annoncent un retournement de la conjoncture pour le printemps ou l'été. Ils ajoutent à la campagne d'optimisme les premières mesures "antidéflationnistes", relâchent des restrictions de crédit, augmentent les commandes d'État, militaires et civiles. Mais les autorités monétaires ne semblent pas encore prêtes d'admettre ni qu'elles sont en partie responsables de la crise ni que celle-ci risque de provoquer au-dedans et au-dehors des conséquences catastrophiques.

La thèse orthodoxe qui a inspiré l'action des dirigeants du système bancaire est que les États-Unis en particulier et l'univers tout entier ont été et sont encore menacés par l'inflation, dont la hausse des prix est la manifestation. L'ennemi n°1 du monde libre, aussi redoutable et plus insidieux que le communisme, ce serait l'inflation. Celle-ci serait imputable à la fois à l'excès de la demande globale et à la hausse des coûts imputable aux relèvements de salaires, eux-mêmes rendus possibles par une politique trop facile de crédit. À supposer que les mesures restrictives aient été la cause d'un arrêt de la croissance et d'une dépression temporaire, elles n'en sont pas moins justifiées. L'excès d'investissements aurait déclenché plus tard une crise plus grave, si le boom n'avait pas été freiné à temps.

À la thèse de l'administration, d'autres économistes opposent des arguments multiples. Ils nient qu'il y ait eu excès de la demande globale en 1956. Si l'expansion a été rapide durant la deuxième moitié de 1954 et en 1955, la production industrielle n'a jamais dépassé de plus de 10% le niveau le plus élevé atteint en 1953. La hausse des prix a été due non à l'excès de la demande, mais au gonflement des coûts, la cause de ce dernier phénomène étant surtout l'avance des salaires sur la productivité. Si l'inflation était surtout salariale, la thérapeutique employée était fautive ou, au moins, dangereuse.

Certes, il est toujours possible de freiner une inflation salariale par les restrictions de crédit. Toute la question est de savoir si l'on ne déclenchera pas une crise avant d'arrêter la hausse des salaires que favorisent, dans nos sociétés démocratiques, les institutions elles-mêmes. En tout cas, les hausses de salaires ont continué en 1957, alors que le volume monétaire, presque stationnaire, progressait beaucoup moins vite en 1956 et en 1957 que le produit national brut. En fait, aux États-Unis, la récession a précédé la stabilisation des salaires.

Personnellement, j'incline dans le sens des hérétiques et je crains que les autorités monétaires ne soient moins efficaces contre la récession qu'elles ne l'ont été contre le boom. En tout cas, l'état d'esprit de M. W. Mac Chesney Martin, président du *Federal Reserve Board*, me paraît redoutable, moins peut-être pour les États-Unis que pour le monde occidental tout entier. L'inflation, si l'on entend par là une dévalorisation lente de la monnaie, n'est pas un péril majeur. Si le prix à payer pour la stabilité des prix est le ralentissement de la croissance ou une récession, le prix est trop élevé. Ce que les régimes démocratiques ne peuvent plus supporter, ce qui les condamnerait à mort irrémédiablement, ce serait une crise grave avec chômage massif. Heureusement, nous n'en sommes pas encore là, mais la condamnation, à la fois économique et morale de l'inflation, réputée le mal absolu, risque de nous y conduire.

En d'autres termes, les gouvernants de Washington devraient se donner pour but d'épargner aux économies en voie de développement les contrecoups des oscillations de la conjoncture américaine. Ils font tout le contraire, ils n'ont jamais souscrit aux plans qui visaient à atténuer les fluctuations des cours des matières premières ou à éviter la diminution brutale du montant des dollars à la disposition du reste du monde. Le Congrès est prêt à voter des milliards de dollars pour des engins balistiques, mais non des millions pour aider au succès du plan quinquennal de l'Inde.

Les hommes d'affaires, d'esprit moralisateur et provincial, qui entourent le président Eisenhower ne ressemblent guère aux "monopolistes bellicistes" de l'imagerie marxiste. Pacifiques autant que l'Américain moyen, ils sont malheureusement peu capables de comprendre le monde actuel. En dépit de la générosité dont ils ont tant de fois fait preuve, ils glissent à l'isolationnisme économique, non par mauvaise volonté, mais par incompréhension.

Les économistes américains à l'heure du choix. Deux méthodes pour lutter contre la récession

Le Figaro
28 mars 1958

La récession américaine va probablement donner aux gouvernants et aux économistes l'occasion de mettre à l'épreuve, pour la première fois, la thérapeutique keynésienne. Puisque l'insuffisance de la demande globale ne permet pas d'utiliser à plein les moyens de production, les pouvoirs publics doivent injecter dans l'économie un pouvoir d'achat supplémentaire. Le déficit budgétaire est créateur de cette demande supplémentaire. C'est sur le déficit budgétaire que les experts comptent pour provoquer un retournement de la conjoncture.

Deux méthodes de déficit sont envisagées et les commentateurs américains discutent des avantages respectifs de l'une et de l'autre: réduction des impôts et grands travaux.

Diverses questions sont posées à propos de ces mesures. Laquelle des deux agira le plus rapidement? Les réductions d'impôts, répond le sénateur Paul H. Douglas (ex-professeur d'économie politique). Le choix, la mise en train de grands travaux prendront du temps: il faut acheter le terrain, conclure des contrats, préparer des plans. On n'improvise pas les constructions de routes, de ponts, de ports, la régularisation du cours des fleuves et autres projets que la récession fait sortir des dossiers des administrations. À quoi les tenants de l'école opposée répondent qu'en matière de postes et d'écoles il ne manque pas de projets qui n'ont besoin que de l'approbation du Congrès pour démarrer.

La deuxième considération porte sur l'effet *direct* des allègements fiscaux et des travaux publics. Lesquels, des uns et des autres, agiront sur les secteurs déprimés? À quoi les citoyens américains emploieraient-ils les revenus que leur laisserait la réduction des taux de l'impôt sur le revenu? Quels contribuables devraient bénéficier des faveurs de l'État? Lesquels achèteraient les biens de consommation durables, dont la mévente relative est une des causes de la récession? Probablement, les faveurs iront-elles aux revenus inférieurs. À quoi s'ajouterait une diminution de l'impôt sur les biens de consommation durables.

Contre la détaxation, on invoque l'impossibilité de prévoir l'emploi que les contribuables feront de leur pouvoir d'achat supplémentaire. S'ils continuent à ne pas acheter, l'efficacité de la mesure sera faible. Les contribuables sont ceux qui ont conservé un emploi: ne faudrait-il pas agir d'abord en faveur des chômeurs?

La troisième considération porte sur l'utilité intrinsèque de la demande créée par l'État. Les routes, les bureaux de poste, les écoles, les barrages sont, en tant que tels, utiles à la communauté. Il ne s'agit pas, pour ranimer l'économie, d'enterrer et de déterrer l'or, selon la fameuse boutade de lord Keynes, mais de profiter des circonstances pour répondre à des besoins réels. Il se peut que, sur le plan de la demande, il n'importe pas que l'on fabrique des chars d'assaut ou que l'on construise des écoles, mais humainement, socialement, l'objet de la demande supplémentaire est essentiel.

La quatrième considération porte sur l'effet indirect de deux sortes de mesures. Dans quel cas le "multiplicateur" est-il le plus élevé? Les achats des consommateurs relancent-ils les investissements plus ou moins vite que les grands travaux? Avouons honnêtement que personne n'est en mesure de répondre avec certitude à cette interrogation.

Le choix sera commandé, dans l'immédiat, par l'argument d'urgence. Il suffit d'une décision du Congrès pour réduire les impôts de quelques milliards de dollars. On ne parviendrait pas, avant des mois, à dépenser des milliards à des travaux utiles. À terme, si la récession se prolonge, les deux techniques seront appliquées simultanément. Les préférences, inspirées par l'idéologie ou la théorie économique, influenceront moins sur le choix que sur les circonstances elles-mêmes.

En revanche, sur le montant du déficit, la discussion sera plus vive. Quel déficit sera assez large pour renverser la conjoncture sans relancer l'inflation? Les conservateurs, dans le parti républicain, doutent de l'efficacité de technique keynésienne et craignent que, sous prétexte de combattre une récession "normale", on ne retombe dans le péché de l'inflation. À cet égard, les allègements fiscaux sont plus dangereux que les grands travaux, parce qu'il est politiquement malaisé de revenir sur des concessions fiscales.

Le danger le plus grave n'est pourtant pas là. À partir de quel montant global le déficit est-il efficace? Des mesures timides, partielles, feraient plus de mal que de bien: elles ne provoqueraient pas mécaniquement la reprise et aggraveraient le pessimisme. En matière économique aussi, la méthode des petits paquets est déplorable. *Trop peu et trop tard* serait la pire politique, mais non pas, à en juger

d'après ces derniers mois, la plus improbable.

La récession américaine et les controverses économiques

Le Figaro
18 avril 1958

Les économistes comme les généraux entrent dans l'avenir à reculons. Au lendemain de la guerre, ils craignaient en majorité la répétition de la crise des années 1930. Obsédés par la crainte du chômage, les gouvernants ont longtemps appliqué les méthodes conçues par Keynes contre l'insuffisance de la demande globale, alors que l'excès de la demande précipitait la hausse des prix. Plusieurs années s'écoulèrent avant que la pensée redevînt contemporaine de l'événement et que l'on cessât de lutter contre les catastrophes d'hier.

Le plein emploi ayant été assuré pendant plus de dix ans, l'expansion aussi bien en Europe qu'aux États-Unis ayant été rapide, le cauchemar de la grande dépression s'était enfin dissipé. Experts, gouvernants, opinion avaient découvert la menace actuelle, non pas le chômage mais l'inflation. Il y a moins d'un an, le président Eisenhower prenait l'univers entier à témoin que l'inflation était désormais pour le monde libre le péril majeur, aussi redoutable que les bombes thermo-nucléaires ou les Spoutniks. L'écho de ces paroles retentit encore à nos oreilles, et déjà la menace semble venir de l'autre côté. Plein emploi, expansion, tous ces biens qui passaient, il y a quelques mois pour acquis sont remis en question.

Qu'il s'agisse d'expliquer la récession américaine, d'en prévoir le déroulement ou de recommander une action, les économistes ne sont pas d'accord. Les uns pressent le gouvernement américain d'agir vite et fort, les autres lui recommandent de laisser l'économie trouver seule son équilibre. Quelles sont les causes principales de l'incertitude?

Dans les années 1930, les économistes cherchaient à expliquer le phénomène du chômage durable et l'insuffisance de la demande globale. À la fin des années 1950, la question centrale est celle de l'inflation récente et de la thérapeutique appropriée.

L'inflation par excès de demande, celle que tous les pays d'Amérique et d'Europe ont connue au lendemain de la guerre, est bien connue. Les moyens qu'il convient d'employer pour la combattre ne sont pas non plus mystérieux, bien qu'en chaque conjoncture il y ait place à controverse sur la part respective

des restrictions monétaires et des amputations budgétaires, et aussi sur le montant des uns et des autres.

Mais une autre sorte d'inflation est au moins concevable, celle qui aurait pour cause le gonflement des coûts de production et des prix de vente. On en conçoit aisément plusieurs modèles. Toute hausse des salaires plus rapide que la progression de la productivité se traduira inévitablement par une augmentation du coût du travail par unité de production, donc une augmentation des prix. Or il suffit que les hausses de salaires se répercutent des secteurs où la productivité progresse vite à ceux où elle progresse lentement pour que la hausse des prix devienne inévitable dans l'ensemble de l'économie. L'industrie automobile, par exemple, promet une hausse annuelle du salaire horaire de 2% en fonction de la progression attendue de la productivité. Si les autres secteurs sont contraints de suivre le mouvement, la hausse des prix s'ensuit fatalement. La hausse des prix des services aux États-Unis semble suggérer un processus de cet ordre.

Un autre modèle d'inflation des coûts intéresse peut-être plus directement encore la France. Supposons que, par suite de circonstances accidentelles, les récoltes soient mauvaises, que l'offre de produits alimentaires diminue. Le prix de la nourriture montera, les salariés revendiqueront et obtiendront des augmentations de salaires qui se répercuteront sur les prix des produits industriels et sur le volume de la demande globale. Ainsi sera déclenché un processus inflationniste, non par excès de la demande globale mais par une pénurie localisée en un secteur d'importance vitale.

Les moyens efficaces contre l'inflation par excès de la demande ne sont pas nécessairement efficaces contre une inflation des coûts. Certes, si l'on pousse assez loin les restrictions monétaires, on parviendra sans aucun doute à mettre un terme à l'inflation. Mais il se peut que l'on arrête l'expansion et que l'on provoque une récession bien avant que les prix cessent de monter. Tel est, d'après nombre d'économistes, ce qui s'est passé aux États-Unis. Les prix des matières premières ont baissé, mais non ceux des prix de détail. Depuis des mois, la production est en recul, le chômage progresse et le prix de la vie monte encore.

Quelques hommes d'affaires, des républicains jaloux des lauriers de Herbert Hoover, conseillent au président Eisenhower de ne pas lutter contre la récession avant que les prix ne se décident à baisser. Je suis de ceux qui jugent de tels conseils démentiels. S'il ne s'agissait que du parti républicain, on s'en désintéresserait: qu'il se suicide, s'il le veut. Mais il s'agit du monde libre tout

entier.

Qui est sage? Qui est fou?

Le Figaro
25 avril 1958

La prise de conscience de l'expansion comme d'un des objectifs de la politique économique semblait un des acquêts les moins douteux de la période d'après-guerre. Jamais, affirmaient les experts avec assurance, une administration américaine ne tolérera passivement une récession. Dès que le chômage atteindra un pourcentage de quelque 5%, l'administration, qu'elle soit républicaine ou démocrate, sera obligée d'intervenir, républicaine pour dissiper l'obsession d'un retour aux années 30, démocrate parce qu'elle est vouée par son programme au dynamisme.

Il semble bien que nous nous soyons tous trompés. Nous avons méconnu la persistance des idéologies anciennes, antérieures aux doctrines de Keynes et au souci de la croissance. M. Hoover et ses compagnons d'âge, à la faveur de l'incompétence et du goût pour l'inaction du président Eisenhower, parlent haut et fort, comme ils parlaient en 1930. Pour l'instant, le choix a été fait à Washington: il n'y aura, dans l'immédiat, ni réductions d'impôts ni programme de grands travaux. L'économie retrouvera d'elle-même son équilibre.

Nous nous garderons de risquer un pronostic sur la durée de la récession avant la reprise escomptée. Pour l'instant, les revenus distribués ont à peine diminué, les chômeurs touchent pour la plupart des allocations et les revenus continuent à progresser dans certains secteurs. Ce maintien du pouvoir d'achat, d'après les optimistes, exclut un effondrement et permet d'attendre que les consommateurs recommencent à accroître leurs achats d'automobiles et les entrepreneurs leurs investissements. Que cette thérapeutique, à supposer qu'elle soit la meilleure pour l'économie américaine, compromette les plans des pays sous-développés et, par suite, comporte des conséquences politiques considérables et déplorables, ceux qui exercent aujourd'hui à Washington l'influence décisive paraissent l'ignorer ou ne pas s'en soucier.

La théorie selon laquelle la hausse des prix serait aux États-Unis le danger majeur me semble aberrante. L'idée qu'une expansion avec prix stables est normale ne s'appuie sur aucun exemple historique. Quand la valeur de la monnaie s'exprimait en un poids de l'or, les banques centrales parvenaient sans grande peine à maintenir la stabilité de cette valeur. Mais cette stabilité n'impliquait pas celle du pouvoir d'achat de l'unité monétaire. Les prix des

marchandises oscillaient, les uns par rapport aux autres et globalement, en moyenne, par rapport à la monnaie. La stabilité du dollar par rapport au panier de la ménagère, au coût de la construction ou des automobiles, est un idéal de théoricien, sans précédent ou presque dans le passé américain.

Quand les Américains sacrifient l'expansion à la lutte contre la hausse des prix, je ne crois pas qu'ils soient sages. Quand les Anglais sacrifient l'expansion à la sauvegarde de la livre et à la stabilité des prix, ils prennent probablement la seule décision compatible avec la situation de la Grande-Bretagne. Banquier d'une partie du monde, l'Angleterre voit ses réserves compromises dès que ses clients éprouvent des doutes sur l'avenir de la livre. Avec une balance des comptes en excédent, elle a dû, en 1957, recourir à une mesure extrême: élever le taux d'escompte à 7% pour mettre fin à la fuite des capitaux. Le budget récemment présenté par M. Amory confirme ce choix fondamental: acceptation de la non-croissance du produit national, acceptation d'un peu plus de chômage pour consolider les résultats obtenus et dissiper, une fois pour toutes, l'obsession d'une hausse annuelle des prix et des salaires.

L'économie française continue à progresser à un rythme à peine ralenti, ce dont se réjouissent maints observateurs. Mais, à la fin de l'année dernière, les réserves de devises avaient disparu et, faute de prêts étrangers, américain et européen, l'économie française aurait été menacée d'une crise grave, par manque de matières premières payables en devises. Trouverons-nous une deuxième fois des prêteurs, si, à la fin de l'année, les réserves de devises ont été épuisées? À coup sûr, il serait raisonnable de la part des Français d'établir une hiérarchie des objectifs, comparable à celle qu'adoptent les Anglais. L'objectif premier devrait être le rétablissement de l'équilibre des comptes extérieurs.

Faute de quoi, nous serons condamnés, une fois encore, à tendre la sébile. Que deviendront, à ce moment, les propos glorieux sur l'indépendance nationale? Au XXe siècle, l'indépendance ne se conquiert pas tant sur les champs de bataille par l'héroïsme des soldats que dans les bureaux et les assemblées, par la sagesse des gouvernants.

Des prétendues vertus de la récession

Le Figaro
2 mai 1958

On a toujours tort d'être agressif, même contre inconnu. J'avais, il y a quelques semaines, qualifié de déments ceux qui croiraient à la nécessité, à l'utilité d'une crise américaine. Un de mes correspondants, en une lettre charmante, revendique hautement cette "démence". La récession actuelle, me dit-il, nous protège d'un plus grand mal.

Mon correspondant emploie, sans les distinguer nettement, deux arguments. Le niveau des prix américains depuis l'avant-guerre s'est considérablement élevé. Le dollar a perdu environ la moitié de son pouvoir d'achat par rapport à la moyenne 1936-1940, les deux tiers par rapport à 1913. Depuis 1947-1949, l'indice des prix à la consommation a progressé de près d'un quart.

Si le niveau des prix, en tant que tel, est tenu pour excessif, deux remèdes sont concevables. Ou bien une baisse des prix considérable qui relèverait la valeur du dollar d'un quart ou d'un tiers, mais une pareille thérapeutique exigerait une crise de même style que celle de 1929-1933. Nul, en vérité, à moins d'être dément, ne souhaite la répétition de la catastrophe Hoover. Ou bien, sans toucher au niveau des prix, la définition du dollar serait modifiée. La dévalorisation du dollar serait consacrée, mais la revalorisation de l'or ramènerait les prix exprimés en poids du métal vers le niveau d'avant-guerre. Peut-être la revalorisation de l'or présenterait-elle quelque avantage pour l'équilibre des balances des comptes, mais je ne vois pas en quoi, une telle mesure serait indispensable à l'assainissement des économies nationales ou de l'économie mondiale. Nulle part la quantité de monnaie n'est fonction de l'or disponible. L'expansion économique n'est pas freinée par l'insuffisance soit des stocks d'or soit de l'or extrait chaque année. Ce n'est donc pas le niveau absolu des prix américains qui appelait une crise, mais l'élévation continue des prix. Sous cette forme, l'argument mérite d'être pris au sérieux. Une hausse continue des prix de 3 ou 4% par an est, à la longue, difficilement tolérable. Le public finirait par escompter cette hausse, par agir en fonction de cette attente et le mouvement risquerait de s'accélérer.

D'un autre côté, il importe de souligner que, dans la dernière phase de boom, la croissance n'a pas été particulièrement rapide. De 1948 à 1953, la production industrielle américaine avait progressé de 29%. De 1953 au troisième trimestre de 1957, le progrès n'a été que de quelque 8%. Au sommet du dernier boom,

l'indice de la production industrielle n'était qu'à 10% au-dessus de la moyenne de 1953, à 8% au-dessus du précédent record. De 1953 à 1958, la production industrielle a progressé, en France et en Allemagne, d'environ 50%.

En d'autres termes, la croissance de l'économie américaine, au cours des dernières années, est hors de proportion avec la hausse des prix. Celle-ci ne paraît pas, pour l'essentiel, l'effet d'un excès de la demande globale, entraînant tous les prix vers le haut en appelant une politique restrictive des autorités. Or la politique menée par l'administration républicaine a été commandée par le diagnostic d'une inflation classique. Si ce diagnostic est faux, la politique est funeste. On a provoqué une récession aux États-Unis avant que la hausse des prix s'arrête. Si l'on en tire la conclusion que la dose de déflation est encore insuffisante, si l'on mise sur la baisse des prix pour obtenir la reprise, on pourrait provoquer une crise majeure.

Les causes de l'actuelle récession sont probablement multiples. Le ralentissement des investissements est dû à diverses circonstances. L'État a diminué brutalement, en 1957, certaines commandes à l'industrie. Les consommateurs ont ralenti leurs achats de biens de consommation durable (automobiles). Il se peut qu'un rajustement ait été inévitable, mais la simple contagion des hausses de salaires, des secteurs à productivité en progrès rapide aux secteurs à productivité lente, suffit à expliquer, pour une bonne part, les hausses de prix au cours de ces dernières années.

On peut toujours arrêter la hausse des coûts par une politique restrictive de crédit. Mais cette politique, faux remède à une situation faussement analysée, entraîne une récession que l'obstination finirait par transformer en crise.

Pour le monde libre tout entier, une crise américaine aurait des conséquences catastrophiques. Il ne me paraît pas raisonnable de s'exposer à une catastrophe pour résoudre le problème, réel mais non vital, de la tendance inflationniste des sociétés démocratiques.

La conjoncture américaine

Le Figaro
27 juin 1958

Chaque récession a son histoire. En dépit des progrès de la science, en dépit des sommes énormes dépensées en faveur des instituts de recherches, publics et privés, les économistes aux États-Unis ne sont pas encore capables de prévoir ni même d'expliquer la marche des affaires. À l'heure présente, il n'y a accord unanime ni sur les causes de la présente récession ni sur les perspectives prochaines.

L'incertitude première, et probablement la plus grave, porte sur les origines. D'après certains experts, les autorités monétaires ont, grâce à une action énergique, arrêté l'inflation de 1956-1957. D'après d'autres, une politique monétaire inutilement sévère et exagérément prolongée a brisé l'expansion d'abord, provoqué une récession ensuite.

Derrière cette controverse s'en dissimule une autre. L'inflation était-elle due surtout à l'excès de la demande, trop de pouvoir d'achat en quête de marchandises trop peu nombreuses, ou bien était-elle d'un type différent, que l'on a baptisé inflation des coûts? Il se peut que les prix montent non parce que la demande est excessive mais parce que tous les sujets économiques, employeurs et employés, cherchent à arracher des revenus supplémentaires, salaires et profits. Si le deuxième terme de l'alternative est vrai, la restriction monétaire n'est pas le remède approprié ou, du moins, le remède risque de n'agir qu'après un long délai et de déclencher une récession avant que les prix ne commencent à baisser.

Quelle que soit l'opinion que l'on adopte à l'égard de cette controverse, un fait est aujourd'hui acquis. La politique monétaire a complètement échoué dans la tâche qu'elle s'était assignée: une baisse des prix. Ceux-ci ont continué de monter à mesure que la production diminuait, ils n'ont jamais été plus élevés qu'aujourd'hui où la production a baissé de près de 15%. Bien plus, les aciéries, dont le taux de marche est inférieur à 60%, viennent d'annoncer un relèvement du prix de l'acier pour le 1er juillet.

À mon sens, les politiques classiques sont impuissantes tant qu'elles n'auront pas renversé la tendance, irrésistible semble-t-il, des prix à la hausse, tant que l'inertie des prix n'aura pas été expliquée et surmontée. Certaines causes de cette inertie sont connues: accord des salaires à long terme, prévoyant une hausse

annuelle, contagion de hausse de salaires des secteurs où le progrès de la productivité est rapide vers les secteurs où le progrès est lent, capacité des corporations et des grandes entreprises de relever salaires et prix en période de mévente, tous ces phénomènes sont connus, ils sont sociaux plus que spécifiquement économiques. Ils réduisent singulièrement l'efficacité de la rigueur monétaire. Peut-être créent-ils le danger que celle-ci déprime la production avant d'assurer un dégonflement des prix.

En tout cas, à supposer que, selon les prévisions optimistes, une reprise s'esquisse au cours du troisième trimestre de 1958, elle partira des prix au plus haut. Et l'on n'est pas assuré que la reprise se déroulera avec des prix stables, selon l'idéal d'expansion saine des économistes orthodoxes. Mais la reprise est-elle pour demain?

Les facteurs sur lesquels on comptait, pour empêcher que la récession se transforme en crise et provoque un effondrement, ont agi. Les revenus individuels se sont maintenus, en dépit des cinq millions de chômeurs. Nulle panique, nulle anticipation d'une crise généralisée ne se sont manifestées. Les cours à la baisse ont remonté depuis quelques mois. Globalement, les hommes d'affaires, les financiers jouent la reprise. La confiance règne - la même qui animait le président Hoover en 1929-1930 et que reflète le sourire du président Eisenhower. Pourquoi hésite-t-on à parier? C'est qu'en dépit de tout, les signes de reprise sont discrets. Il est vrai que le taux de marche des aciéries, tombé au-dessous de 50 %, est remonté à 58 %. Le chômage a quelque peu diminué. Mais les ventes de l'industrie automobile demeurent hésitantes, à un niveau qui équivaut à deux millions d'automobiles de moins que l'an dernier. Le nombre des wagons chargés demeure de plus de 20% inférieur à celui de 1957. Les stocks ont diminué, mais, comme les ventes ont diminué, elles aussi, le rapport des stocks aux ventes, qui est décisif, ne s'est guère amélioré. Enfin, les dépenses d'investissements des entreprises ne semblent pas, à moins d'événements imprévus, devoir augmenter substantiellement.

Les secteurs en crise sont ceux des biens d'équipement et des biens de consommation durable (automobiles). Ni en l'un ni en l'autre secteur, on n'est en mesure de prévoir avec certitude une amélioration décisive.

Là encore, la controverse est ouverte. Y a-t-il eu suréquipement dans la phase antérieure? Ou le suréquipement n'apparaît-il que par rapport à une demande réduite par la contraction monétaire? Le marché des biens de consommation durable est-il saturé et l'effort de production devrait-il se transférer vers d'autres

biens (travaux publics, écoles, routes, etc.)? Faute de donner réponse à ces interrogations, le gouvernement choisit l'inaction, la confiance et l'espoir.

Reste à savoir si l'inaction et l'espoir suffiront à nourrir la confiance au cas où la reprise de fin d'année n'interviendrait pas.

La reprise de l'économie américaine

Le Figaro

26 septembre 1958

Au cours de ces derniers mois, la plupart des chiffres relatifs à l'économie américaine manifestent indiscutablement un renversement de tendance. La reprise a commencé et si l'on hésite encore sur l'allure de l'expansion que l'on espère, la crainte d'une véritable crise s'est dissipée. Aussi le moment est-il favorable pour faire le point, dégager quelques enseignements de la troisième récession d'après-guerre et marquer les incertitudes qui subsistent.

La récession s'est manifestée essentiellement dans le secteur des biens durables, qui, lui-même, se décompose en trois sous-sections: biens durables de consommation (automobiles), construction, investissements productifs. La demande, dans ces divers secteurs, vient soit des particuliers, soit des autorités publiques, soit des entreprises. La demande de biens durables de consommation venant de particuliers avait fléchi et la demande de biens de production venant des entreprises avait fléchi plus encore. Étant donné le rôle que joue l'investissement dans n'importe quelle économie et celui que jouent les biens de consommation durable (automobiles) dans l'économie américaine, on pouvait redouter que ces ralentissements d'activité ne s'étendent peu à peu et ne provoquent une dépression. Or les "stabilisateurs" sur lesquels comptaient les optimistes ont fonctionné. Autrement dit, les procédures institutionnelles qui maintiennent la stabilité des revenus en dépit d'une production moindre, ont rempli leur fonction.

La masse des salaires n'a pas diminué, les indemnités de chômage ont limité la baisse des revenus, même pour ceux des ouvriers sortis du processus productif. L'administration républicaine a, en dépit de ses répugnances, appliqué une technique keynésienne. Venue au pouvoir avec le mot d'ordre de l'équilibre budgétaire, elle a laissé le déficit du budget atteindre, cette année, le niveau record de 12 milliards de dollars (soit plus de 5.000 milliards de francs français). Les commandes étatiques de construction et de matériel militaire ont progressé. Le total des revenus privés n'a pour ainsi dire pas fléchi durant la période de récession et la reprise est provoquée surtout par les commandes supplémentaires de l'État et les demandes supplémentaires de logement venant des particuliers.

Les contrats de construction ont dépassé, à partir du printemps, ceux de l'année 1957, de 17% pour les trois mois de mai-juin-juillet, de 26% pour le seul

mois de juillet. Mais, comme le fait observer le bulletin de la S.E.D.E.I.S., le progrès est plus frappant encore pour les contrats passés par les autorités publiques, qui ont constitué, en juillet, 43% du total. L'amélioration se traduit également dans les statistiques globales: la durée de travail est revenue à 40 heures, le taux de marche de la sidérurgie est remonté autour de 65%, les commandes de machines-outils sont en augmentation.

Il s'en faut pourtant que les perspectives soient définitivement éclaircies et que l'action passée de l'administration soit justifiée. Les commandes de biens durables venant des particuliers ne peuvent à la longue demeurer déprimées, dès lors que les revenus privés se maintiennent. Mais, à l'heure présente, les demandes de biens de production venant des entreprises ne sont qu'en très faible reprise. Sur une base annuelle, les dépenses d'investissements des entreprises étaient tombées de 37.750 millions de dollars au troisième trimestre de 1957, à 30.320 au deuxième trimestre de 1958, elles devraient remonter à 31.020 au quatrième trimestre. Les investissements sont le ressort de l'expansion normale, féconde.

La reprise de l'économie demeure aléatoire, au moins dans son ampleur et son allure, tant que les investissements des entreprises ne connaîtront pas un relèvement substantiel. Pour l'instant, on se demande d'ici à combien de mois l'économie reviendra au niveau le plus élevé déjà atteint dans le passé, alors que l'interrogation devrait porter sur le taux de croissance, au-delà des records antérieurs.

De plus, la controverse n'est pas tranchée sur les mérites et démérites de la politique adoptée par les autorités monétaires. A-t-on eu raison de briser par une politique de restrictions le boom de 1955-57?

Le danger d'inflation est-il aujourd'hui moindre qu'il ne l'était? L'expansion présente est-elle plus ou moins saine que celle d'hier? Le ressort de l'expansion, il y a dix-huit mois, était l'augmentation des investissements d'entreprises, aujourd'hui le ressort de l'expansion est le déficit budgétaire, la construction privée, que favorisent l'argent bon marché, les commandes de l'État. Le déficit budgétaire a freiné la récession et contribué à la reprise, mais il a aussi contribué à restaurer le climat inflationniste que les autorités monétaires voulaient à tout prix dissiper.

Durant la récession, les mêmes mesures qui ont évité la dépression ont également empêché la baisse du prix de la vie. Les mêmes mesures qui relancent l'activité risquent de relancer l'inflation. On a plus confiance aujourd'hui qu'hier

dans la capacité du régime américain d'éviter les grandes crises. On n'a pas plus de certitude aujourd'hui qu'hier sur la possibilité d'assurer en même temps l'expansion rapide et la stabilité des prix.

La victoire des démocrates aux États-Unis

Le Figaro

13 novembre 1958

Les commentateurs américains avaient tous prévu une victoire des démocrates aux récentes élections, mais ils avaient, pour la plupart, commis l'erreur classique: ils avaient discerné la tendance, ils en avaient sous-estimé la force. La majorité démocrate au Sénat (62 sur 96), à la Chambre des représentants (282 sur 435) et parmi les gouverneurs (24 démocrates élus sur 33) est écrasante: une fois de plus, un président républicain devra coopérer avec un Congrès démocrate.

En d'autres pays, l'obligation pour les partis rivaux de gouverner ensemble créerait une crise de régime. Aux États-Unis, on le sait, cette situation se produit fréquemment sans susciter de surprise ou d'inquiétude. Après tout, aucun des deux partis n'est discipliné, ni les sénateurs ni les membres de la Chambre des représentants ne votent selon les instructions de leur parti. Un libéral appartenant au parti républicain est plus proche d'un libéral membre du parti démocrate que d'un "ultra" de son propre parti. La bataille la plus spectaculaire mit aux prises non pas seulement deux milliardaires (en francs), Harriman et Rockefeller, mais aussi deux libéraux qui, avant de croiser le fer et d'échanger des invectives, avaient la réputation de penser de même sur la plupart des sujets.

À quoi tient l'actuelle impopularité du parti républicain? Moins, me semble-t-il, à des griefs majeurs qu'au mécontentement diffus parmi les républicains et dans l'opinion tout entière. Aucune des deux ailes du parti républicain n'a obtenu satisfaction. Les fidèles de Taft hier, de Knowland aujourd'hui, ont été déçus. L'évolution vers l'État-Providence, vers l'élargissement des fonctions étatiques, qu'ils dénonçaient naguère n'a pas été interrompue et le déficit des finances publiques bat, cette année, tous les records, conformément à la doctrine keynésienne, mais non pas selon les vœux des tenants des l'orthodoxie financière.

L'aile libérale du parti républicain n'a pas eu non plus le sentiment que le président Eisenhower accomplissait la tâche qu'il s'était donnée: renouveler et moderniser le "vieux grand parti". Celui-ci n'est pas moins divisé à l'heure présente qu'au moment où le règne de Truman s'achevait. Il y a six ans, les libéraux avaient réussi à imposer comme candidat le général Eisenhower contre les préférences de la vieille garde et de la majorité des militants du parti,

favorables à Taft. Une bataille analogue risque d'être déclenchée demain par la candidature du vice-président Nixon.

L'insatisfaction des électeurs, plus ou moins indifférents à la rivalité des partis, est provoquée par des causes qui ne sont pas toutes les mêmes selon les régions du pays. La politique du secrétaire d'État à l'Agriculture Benson est impopulaire dans le Middle West. Le chômage a sévi dans quelques centres industriels. L'économie américaine est en reprise, mais le public ressent plutôt la dépression que les promesses d'expansion.

L'affaire Adams avait enlevé à l'administration républicaine le prestige de la moralité. L'homme qui jouait un rôle décisif à la Maison Blanche, qui passait pour incorruptible et se vantait de l'être, avait été démasqué, coupable non de fautes graves, mais de ces mêmes complaisances qui avaient été dénoncées avec tant de passion par la propagande républicaine. C'étaient les démocrates, cette fois, qui évoquaient le fameux coup de balai à donner dans le cloaque de Washington.

N'oublions pas, enfin, que les démocrates sont, à notre époque, normalement plus nombreux que les républicains. Ceux-ci parvinrent à reconquérir la Maison Blanche, mais en se dissimulant derrière Eisenhower. Que la popularité du Président ait baissé ou que, deux ans avant son inévitable retraite, il ait perdu son ascendant sur les électeurs, peu importe. La personnalité du Président a peu d'influence sur le résultat des élections partielles. En acceptant de se jeter *in extremis* dans la bagarre, le président Eisenhower a compromis un peu plus son autorité sans impressionner réellement les électeurs.

On aurait tort d'attendre des changements spectaculaires dans la politique de l'administration: à l'intérieur, la reprise de l'économie évite le conflit qui aurait probablement surgi entre Congrès et gouvernement si la récession s'était aggravée. À l'extérieur, les démocrates, tout en critiquant la politique de M. J. F. Dulles en Asie, ne prendront pas la responsabilité d'un changement radical. Au reste, la Constitution réserve à l'exécutif les décisions diplomatiques, et les démocrates, qui ne sont guère moins divisés que les républicains sur le sujet de Quemoy, se garderont d'interventions compromettantes. D'un côté et de l'autre, on cherchera à prendre des positions avantageuses pour les élections présidentielles dans deux ans.

Il serait tentant de conclure que la victoire démocrate est dès maintenant acquise, mais cette conclusion serait prématurée. L'opinion américaine s'oriente vers le "libéralisme", c'est-à-dire vers la gauche, alors qu'en Europe (Allemagne,

France, Grande-Bretagne), le mouvement semble de sens contraire. Mais la victoire de Rockefeller sur Harriman est là pour nous rappeler qu'aux États-Unis on voté pour un homme autant ou plus que pour un parti. Si le candidat du parti démocrate vaut celui du parti républicain, il aura toute chance de l'emporter en 1960. Mais cette condition nécessaire est loin encore d'être remplie puisque les démocrates sont en quête d'un candidat à la présidence et n'excluent pas, faute de personnalité incontestable, le recours à celui qui, par deux fois, tenta vainement sa chance.

La querelle du budget aux États-Unis

Le Figaro
19 février 1959

En France, c'est la droite qui réclame "la réduction du train de vie de l'État", la gauche qui est favorable aux "lois sociales". Aux États-Unis, le parti républicain s'est instauré le gardien des deniers publics, cependant que le parti démocrate demande des crédits supplémentaires pour la défense nationale ou les grands travaux. Comme le président est républicain et que le Congrès a une majorité démocrate, le conflit entre "partisans des économies" et "dépendants" oppose tout à la fois l'exécutif au législatif et le parti républicain au parti démocrate.

Le parti républicain, écarté du pouvoir pendant vingt ans, avait fait campagne en 1952 contre l'ombre du New Deal, contre le "Big State", c'est-à-dire l'extension injustifiée des fonctions de l'État fédéral, contre les interventions abusives de Washington dans les affaires des 48 États. Il va de soi qu'une fois investi par les suffrages populaires, le parti républicain découvrit que l'évolution vers le "Big State" était, pour l'essentiel, irréversible. La "société libérale", telle que les républicains l'imaginaient, n'avait probablement jamais existé; en tout cas, aucune propagande, aucune incantation, aucun général ne pouvait revenir sur les conquêtes de l'ère Roosevelt.

Par une ironie de l'histoire, le parti républicain vient d'établir un record du déficit budgétaire en temps de paix: 12,9 milliards de dollars pour l'année qui se termine en juin 1959, d'après les estimations de janvier 1959. La lutte contre l'inflation ayant provoqué une récession, l'administration républicaine, selon la technique keynésienne, rejetée en théorie mais acceptée en pratique, a dû miser sur l'excès des dépenses publiques par rapport aux recettes pour relancer l'activité ou, du moins, empêcher la récession de se transformer en dépression. Les dépenses atteindront 80,9 milliards de dollars et les recettes 68 milliards.

Cette année, le président Eisenhower, dans son message au Congrès, a prévu un budget équilibré à 77 milliards de dollars, prévision qu'il justifie par la reprise de l'économie et qui lui apporte en même temps un thème électoral. À l'approche des élections présidentielles, le parti républicain redevient le gestionnaire scrupuleux de l'argent des contribuables contre les démocrates suspects de prodigalité. À dire vrai, l'équilibre du budget 1959-1960 prête à contestation, car l'équilibre est obtenu par un accroissement de 9 milliards de dollars des recettes sans modification substantielle de la fiscalité - ce qui suppose une reprise plus

rapide que celle que l'on observe aujourd'hui.

Quel sera finalement le volume des dépenses publiques après l'intervention du Congrès? La question regarde surtout les Américains, encore que l'observateur du dehors attende avec curiosité l'issue d'un combat où l'un des adversaires brandit le mot "dépenses" et l'autre le mot "économies". Est-il vrai, comme le suggèrent la plupart des commentateurs, que les "dépensiers" soient, aux États-Unis d'aujourd'hui, plus populaires que les adversaires du "Big State"? Même s'il en était ainsi, on aurait tort d'en tirer des conclusions pour d'autres pays. Logiquement, les "dépensiers" devraient être populaires auprès de ceux qui se sentent moins contribuables que consommateurs des services publics ou bénéficiaires des dépenses étatiques d'ordre social, les partisans des "économies", en revanche, auraient les faveurs de ceux qui se tiennent, avant tout, pour des contribuables. Il n'est pas exclu qu'en France chacun ait si intensément conscience d'être à la fois l'un et l'autre qu'il acclame les deux mots d'ordre avec une égale sincérité.

Dans la controverse américaine, il est un élément qui intéresse tous les Occidentaux: le budget militaire. Il sera, en 1960, à peu près égal à celui de l'année en cours (41 milliards de dollars), l'augmentation de 145 millions étant presque insignifiante. Les crédits attribués aux engins balistiques et à la recherche sont en augmentation de 800 millions de dollars.

Mais les critiques de l'administration jugent cette augmentation insuffisante puisqu'elle ne permet pas de produire en quantité les engins intercontinentaux des modèles Atlas ou Titan. À ce point, la controverse de technique militaire se mêle au débat économique.

Faut-il sortir le plus vite possible d'engins intercontinentaux des modèles actuellement éprouvés, ou convient-il d'attendre que la série suivante d'engins (*minuteman*), à carburant solide, soit au point, les engins à portée intermédiaire et les avions supersoniques suffisant à maintenir "l'équilibre de la terreur" durant la phase prochaine? Il n'est pas question pour le non-technicien de donner une réponse catégorique à cette interrogation. Il faudrait savoir quel est le stock soviétique d'engins intercontinentaux, savoir également quelle est l'efficacité de la défense contre avions en même temps que la précision des engins balistiques. Il se peut que le président Eisenhower et M. Mac Elroy aient raison quand ils affirment que la supériorité quantitative et qualitative des engins balistiques soviétiques ne compromet pas l'égalité des deux Grands dans la stratégie de dissuasion, fondée sur la capacité de destruction réciproque.

Je crains que, même s'ils ont raison sur le plan technique, ils n'aient tort sur le plan politique et psychologique. Que les États-Unis acceptent aussi aisément leur infériorité, même temporaire, en fait de l'arme la plus spectaculaire, les ennemis de l'Occident s'en réjouissent, comme ses amis le déplorent. Que le pays le plus riche du monde hésite à produire quelques centaines d'engins balistiques en 1961, et 1962 sous prétexte que ces engins seront périmés en 1963, que les dirigeants des États-Unis, entre le risque d'insécurité militaire et le risque d'inflation, choisissent le premier, autrement dit, qu'ils jugent l'inflation l'ennemi le plus terrifiant, il faut être un vieux militant du parti républicain pour accueillir de telles décisions sans sourire et pour les approuver sans réserve.

Pas de New Deal pour M. Kennedy

Le Figaro
3-4 décembre 1960

Un mythe hante l'esprit de celui restera jusqu'en janvier prochain, le président-élu, le mythe des cent premiers jours de F.D. Roosevelt. C'est au cours des trois premiers mois, a répété J.F. Kennedy, qu'un président des États-Unis a le plus d'autorité et impose sa personnalité au pays. Tout permet donc de penser que le jeune président s'efforcera de rivaliser avec le fantôme de son illustre prédécesseur.

La situation de janvier 1961 sera, à bien des égards, radicalement différente de celle de janvier 1933. À l'époque où F.D. Roosevelt entra à la Maison Blanche, l'économie américaine était paralysée par une crise sans précédent. Le nombre de chômeurs dépassait douze millions et le système bancaire tout entier menaçait ruine. Aujourd'hui, les problèmes les plus graves se posent sur la scène internationale et aucun d'eux ne comporte de solution immédiate et spectaculaire.

À s'en tenir aux discours de la campagne électorale, les initiatives législatives que le président se propose de prendre appartiennent au domaine social: relèvement du salaire minimum qui serait porté à 1,15 dollar au moins et peut-être à 1,25, subventions fédérales aux États pour la construction d'écoles et les salaires des maîtres, soins médicaux aux personnes âgées par l'intermédiaire de l'administration de la Sécurité sociale.

Quel que soit le retentissement d'un programme inspiré par ces promesses, il serait loin de provoquer un choc comparable à celui du New Deal. La faute n'en est pas au manque d'imagination du président, mais aux circonstances: les progrès accomplis depuis trente ans par la législation sociale n'excluent certes pas de nouvelles avances, ils interdisent un deuxième New Deal.

Peut-être les circonstances créeront-elles une urgence à laquelle le candidat ne croyait pas et qu'il ne pouvait évoquer, je veux dire un début de récession et une crise de la monnaie. Incontestablement, l'expansion, vigoureuse jusqu'au printemps, s'est arrêtée vers les mois de mars-avril. Le recul depuis lors a été faible, mais il n'y a plus eu d'avance. La sidérurgie ne travaille qu'à 51% de sa capacité. Le nombre des chômeurs a augmenté de 191.000 en octobre, ce qui l'a élevé à 3.579.000, soit environ 6,4% de la main-d'œuvre. Néanmoins, les dépenses de consommation ont à peine diminué et, si les autorités ont commencé

de prendre des mesures anticycliques (baisse du taux d'intérêt), elles n'en seront probablement pas encore, en janvier prochain, au moment où un traitement de choc paraît nécessaire.

C'est de l'extérieur, probablement, que viendra la menace la plus directe. Quelle décision envisagera M. J.F. Kennedy pour restaurer la confiance dans le dollar? MM. Anderson et Dillon ont obtenu à Bonn, à Londres, à Paris quelques engagements. L'Allemagne fédérale va lancer un programme d'aide aux pays sous-développés sans que les crédits allemands soient liés à l'achat de marchandises allemandes. L'abaissement des taux d'intérêt en Europe devrait ralentir les sorties d'or. Les dernières discriminations à l'égard des exportations américaines vont disparaître. Les mouvements de capitaux, de l'Ouest vers l'Est, vont être facilités. Peut-être, à longue échéance, ces diverses mesures, accompagnées d'un effort d'exportation des firmes américaines réduiront-elles l'ampleur du déficit de la balance des comptes. Mais elles ne résolvent pas le problème immédiat: à savoir, convaincre les détenteurs de dollars que l'or ne sera pas réévalué, que le dollar ne sera pas dévalué par rapport aux monnaies européennes.

La crainte de la dévaluation existe incontestablement. Elle est répandue par deux sortes d'arguments. Certains observateurs, par exemple, les rédacteurs de l'hebdomadaire *Barron's*, considèrent que le déficit des comptes est plus authentique que l'excédent commercial. Celui-ci serait inférieur aux dépenses gouvernementales au-dehors qui sont en fait consacrées à l'achat de biens américains. En tout cas, si l'on supprime prêts, dons, dépenses gouvernementales qui reviennent aux États-Unis en commandes aux producteurs nationaux, l'excédent commercial qui subsisterait serait inférieur au déficit global du reste des comptes extérieurs. Ceux qui raisonnent ainsi n'en concluent pas tous à la nécessité de dévaluer le dollar par rapport aux autres monnaies ou de réévaluer l'or, mais ils recommandent une politique déflationniste que le début de récession rend inconcevable.

Une deuxième école ne considère pas que la dévaluation du dollar par rapport à l'or et aux autres monnaies soit techniquement inévitable, mais affirme que les autorités américaines sont en train de la rendre inévitable. Une fois la dévaluation décidée par le public, celui-ci finira par forcer la résistance. Si les sorties d'or s'accroissent, les autorités, un jour ou l'autre, proclameront un embargo qui équivaudra à une dévaluation de fait.

Le président élu se résignera-t-il à l'avance à cette éventualité dont la

responsabilité incomberait à ses prédécesseurs? Je n'en crois rien. Mais, en ce cas, la tâche de première urgence sera de dissiper les doutes ce qui exigera une collaboration spectaculaire des banques centrales et des gouvernements occidentaux.

Au seuil de l'ère Kennedy(1). Récession, dollar et croissance

Le Figaro
19 janvier 1961

Le Président élu avait confié à un groupe d'experts, qui avait à sa tête le professeur Paul A. Samuelson, la tâche d'analyser la conjoncture et de dresser un programme d'action immédiate. Le rapport m'a paru, je dois l'avouer, décevant. Non qu'il appelle des critiques. Il apporte un diagnostic des maux dont souffre l'économie américaine, diagnostic conforme à l'opinion de la plupart des économistes. Mais il ne propose aucune interprétation neuve des causes, il ne choisit pas entre les diverses explications et, en conséquence, il propose des mesures judicieuses, mais plus prudentes qu'originales.

Pour l'instant, la récession est accompagnée d'un déficit des comptes extérieurs et de pertes d'or. Elle survient après une période de croissance qui a été à la fois la plus courte et la moins forte de toutes les phases d'expansion d'après guerre. Même en 1959-1960, la capacité de production n'a pas été employée à plein et le chômage n'est pas tombé au-dessous de 5% de la main-d'œuvre.

Le programme d'action doit comporter des mesures immédiates contre la récession, des mesures à prendre d'ici à six mois si la conjoncture ne s'améliore pas d'elle-même, enfin des mesures pour remédier à la lenteur de la croissance, à la "fatigue de l'économie", au taux insuffisant d'emploi et de progrès.

Les mesures qui constituent "la première ligne de défense" et représentent quelque 3 à 4 milliards de dollars de dépenses supplémentaires concernent les travaux publics (routes, construction de maisons, élimination des taudis, conservation et exploitation des ressources naturelles) et la législation sociale (hôpitaux, soins médicaux aux personnes âgées, amélioration du système des allocations de chômage). Ces suggestions reprennent une partie du programme, déjà connu, du parti démocrate et du Président élu.

Le rapport Samuelson met l'accent sur quelques idées, politiques autant qu'économiques, qui sont aujourd'hui à la mode et que J. K. Galbraith a lancées ou répandues. Certains services publics sont, aux États-Unis, inférieurs à ce qu'ils sont en Europe: certaines lignes de chemins de fer gérées par des sociétés privées suscitent autant de critiques que les Chemins de fer de l'État, en France,

au début du siècle. Il est logique, surtout en phase de dépression, que les dépenses d'État augmentent, fût-ce aux dépens de la consommation privée. La récession doit inciter non à mettre en train n'importe quels grands travaux pour soutenir la demande globale, mais à profiter de l'occasion pour faire ce que l'on avait omis de faire en période de plein emploi et ce qu'il serait souhaitable de faire en tout état de cause. Ce comité d'économistes a également affirmé - ce qui est une vérité de bon sens mais une vérité politique - que le montant du budget de Défense et de l'aide à l'étranger devait être établi en fonction des nécessités et non par référence à l'état de l'économie.

En ce qui concerne le problème immédiat du dollar, le rapport Samuelson se borne à indiquer, ce qui est évident, que la balance des comptes ne permet pas de lutter contre la récession par l'abaissement du taux d'intérêt à court terme. C'est donc par la politique budgétaire plus que par la politique de crédit que la prochaine administration devra agir. En fait de crédit, la seule suggestion porte sur la baisse possible du taux d'intérêt à long terme, baisse qui n'entraînerait pas de pertes d'or comme le ferait la baisse du taux de l'escompte.

La seconde ligne de défense comporte les mesures à prendre au cas où la conjoncture ne s'améliorerait pas d'elle-même dans la deuxième partie de l'année 1961. En cette hypothèse, le gouvernement devrait accepter un déficit budgétaire accru et la suggestion est faite d'une baisse de quelques points du taux de l'impôt sur le revenu. L'autorisation de décréter cette réduction devrait être obtenue à l'avance du Congrès.

Telles sont les grandes lignes du plan Samuelson: action immédiate, modérée, par une augmentation des dépenses publiques, en prévenant autant que possible les répercussions sur la balance des comptes, décision éventuelle d'ici à six mois, prise en fonction du mouvement économique, d'une action supplémentaire, d'un déficit budgétaire accru par une réduction des impôts.

La déception que provoque ce rapport est double. D'une part il n'indique pas les mesures à prendre pour mettre fin aux sorties d'or et restaurer la confiance dans le dollar. Or l'observateur étranger, même s'il juge que la gravité de la crise du dollar a été grandement exagérée, est surpris qu'un comité d'experts traite des problèmes économiques comme si les États-Unis pouvaient encore se désintéresser de leurs relations extérieures, de l'attitude des banques centrales européennes, des réactions à travers le monde des détenteurs de dollars. D'autre part, le rapport met l'accent sur la lenteur de la croissance comme sur le mal profond qui affecte l'économie américaine, abstraction faite de la récession

actuelle. Mais il ne propose pas nettement une explication de ce mal et, du même coup, il ne recommande pas une thérapeutique. Tout s'est passé comme si ce comité de remarquables économistes s'était efforcé d'éviter les propositions qui auraient pu susciter des controverses dans le public et des inquiétudes dans les milieux d'affaires.

Non que les tendances du rapport soient équivoques. Le comité Samuelson est beaucoup moins assuré que M. P. Jacobson que la période d'inflation soit terminée. Il ne se résigne pas à payer la stabilité des prix (qui, aux États-Unis, n'a pas été réellement obtenue) par un sous-emploi quasi permanent. Il est favorable aux interventions de l'État et à l'augmentation des dépenses publiques. Mais, en dernière analyse, l'inflation américaine est-elle imputable à la manipulation des prix par des groupes de pression, syndicaux et patronaux? La lenteur de la croissance est-elle due à l'apparition de phénomènes inflationnistes, avant même que le plein emploi soit atteint? Ou bien la faiblesse du dynamisme est-elle imputable à la capacité excessive de production de certaines industries (automobile) par rapport aux besoins normaux?

Le rapport constate, ce qui ne prête pas au doute, que les économistes ne sont pas d'accord sur la gravité du mal que constitue cette inflation d'un type nouveau (inflation des coûts ou inflation de vendeurs, comme on dit parfois). Le rapport fait observer que certains économistes considèrent que cette sorte d'inflation appelle un programme institutionnel inédit plutôt que des politiques conventionnelles, fiscale et monétaire. Mais la conséquence la moins douteuse du rapport, c'est que l'administration Kennedy s'en tiendra, au moins pendant la première phase, à des politiques strictement conventionnelles.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 18 janvier.

L'économie américaine: paresseuse, fatiguée ou dynamique?

**Le Figaro,
10 février 1961**

À l'occasion de la récente campagne présidentielle, les Américains, économistes, hommes d'affaires, ont beaucoup discuté de l'état actuel de leur économie. Est-elle, comme l'a écrit le rapport Samuelson, "paresseuse et fatiguée"? Ou bien, la lenteur de la progression du produit national donne-t-elle une représentation inexacte de ce qui se passe effectivement?

Les faits incontestables sont d'ordre statistique. La dernière phase de croissance a commencé au milieu de 1958, elle s'est arrêtée au printemps de 1960, elle a été suivie par une phase de maintien de l'activité à un niveau élevé, puis par une phase de déclin lent. Même au cours de la phase de croissance, certaines industries n'ont pu utiliser à plein leur capacité de production (acier, aluminium) et le chômage n'a pas été entièrement résorbé. Mais les indices globaux de cet ordre donnent peut-être une idée fausse des transformations, multiples et diverses, caractéristiques d'une économie moderne.

Il n'est pas douteux, tout d'abord, que le progrès technique se poursuit dans l'agriculture à une allure toujours aussi rapide. La production agricole dépasse de 29% le niveau de 1947-49 avec 30% de diminution de main-d'œuvre et 5% de réduction de la superficie cultivée. Un correspondant d'un journal américain, désireux de mettre au point les données relatives à la crise de l'agriculture, faisait observer qu'il y avait 5,7 millions de fermes en 1949; il n'y en a plus que 3,7 millions en 1959. Le revenu global de ces fermes était de 12,9 milliards de dollars en 1949; il est de 11,8 milliards en 1959. Le revenu moyen par ferme, aux prix de 1959, était de 2.690 dollars à la première date; il est de 3.190 à la deuxième: il a donc progressé au cours de la dernière décennie. Mais ce revenu moyen, humainement, ne signifie rien, car la moitié des fermes produisent 90% du total. Le vrai problème est évidemment celui de l'écart entre les exploitations agricoles quasi industrialisées, disposant d'un espace suffisant et employant les techniques efficaces, et les nombreuses fermes qui manquent soit du sol, soit de la technique nécessaires (ou des deux) et qui sont condamnées à disparaître ou à se regrouper. D'ici dix ans, le nombre des fermes diminuera encore substantiellement aux États-Unis.

Le progrès technique est également rapide dans l'industrie. Le résultat en est le transfert de la main-d'œuvre vers les secteurs dits tertiaires. Ce transfert pourrait et devrait se traduire en une augmentation du produit national, dans la mesure où le revenu individuel est, en moyenne, plus élevé dans le secteur tertiaire que dans les secteurs primaire et secondaire. Même s'il en est ainsi - ce qui n'est pas certain - la rapidité du transfert de la main-d'œuvre crée des problèmes transitoires de chômage dit technologique. Plus généralement, l'élargissement de la part des services dans la consommation globale constitue une des caractéristiques de la phase actuelle et en explique les problèmes.

Entre 1947 et 1957, la valeur absolue des services a progressé de 47 milliards, au taux de 4,1% par an. Le taux de croissance, pendant cette même décennie, a été de 2,5 pour les biens non durables. Le taux de progression de la demande des biens durables est même légèrement inférieur (4%) à celui de la progression des services. Mais surtout la demande de services croît assez régulièrement, alors que la demande de biens durables par les consommateurs privés, les autorités publiques ou les entreprises est irrégulière.

La constance relative de la demande de biens non durables et de services est un facteur de stabilisation, elle a prévenu l'aggravation des récessions en dépressions. Mais la demande de biens non durables et de services ne suffit pas à soutenir l'expansion qui exige que les particuliers, les entreprises, les autorités publiques accroissent leur demande de biens durables, c'est-à-dire des produits de l'industrie. Or il se peut que, pour certains de ces produits, en particulier les automobiles ou certains biens domestiques (réfrigérateurs), la demande dans une année normale, soit provisoirement inférieure à la capacité de production. Aussi, selon une des conceptions actuellement courantes, la nouvelle administration américaine envisage une augmentation de la demande publique de biens secondaires ou de logements: la construction de routes, d'écoles, l'aide aux régions en crise (*depressed areas*), l'élimination des taudis et les travaux d'urbanisme, tout ce programme du parti démocrate répond à un intérêt économique en même temps qu'à des besoins sociaux. Les grands travaux sont un moyen d'accroître la demande de biens secondaires et de réduire l'écart qui semble exister entre la capacité de la production industrielle et le pouvoir d'achat privé prêt à s'investir en produits de l'industrie.

La croissance de l'économie américaine sur une longue période ne fait guère de doute, ne serait-ce qu'en raison de l'augmentation rapide de la population (1,7%). Les difficultés de la période actuelle sont liées au dynamisme technique.

L'élargissement de la part des services n'en crée pas moins un problème renouvelé, sinon nouveau. Les salaires augmentent rapidement dans certaines industries capables d'accroître la productivité à une allure accélérée. Si ces augmentations de salaires se répercutent à travers une économie où le secteur tertiaire à progrès technique lent occupe la majorité de la main-d'œuvre, la stabilité des prix est impossible. L'inflation, à son tour, en multipliant les distorsions, freine la croissance

C'est de ces mouvements contraires à l'intérieur de l'économie que résulte la faiblesse relative du taux auquel croît le produit national. À coup sûr, le terme de stagnation s'appliquerait mal à une économie dont la main-d'œuvre continue d'émigrer des champs vers usines et les bureaux.

Une histoire édifiante

Le Figaro
17 février 1961

Il était une fois aux États-Unis une brasserie dont les comptes étaient obstinément déficitaires. Après de multiples efforts de rationalisation, le déficit persistait. En désespoir de cause, la direction proposa le licenciement de 48 ouvriers et une baisse de salaire de 10%. Le principal syndicat ouvrier répondit par une contre-proposition: les employés de la firme chômeraient à tour de rôle pendant cinq semaines. Ceux qui ayant atteint l'âge de la retraite accepteraient de se retirer toucheraient vingt dollars par semaine pendant une année. La direction accepta la contre-proposition. Elle décida en plus de diminuer de 10% les traitements du personnel de direction, de 50% le traitement du directeur général. Il reste encore à obtenir l'accord des autres syndicats. Si cet accord est obtenu, il résultera de ces diverses mesures une réduction du coût d'exploitation qui, en année pleine, atteint à un million de dollars. Dans ces conditions, l'équilibre financier serait rétabli à bref délai.

Cet épisode des relations entre employeurs et employés a paru assez significatif pour mériter un commentaire du *New York Times*. Le journal américain y a vu surtout une preuve que les ouvriers sont avant tout soucieux de ne pas perdre leur emploi et, en second lieu, de maintenir le niveau des salaires, quitte à consentir à un chômage partiel. Le syndicat a mis au premier plan la sécurité de l'emploi pour l'individu sans discuter la nécessité pour l'entreprise de réduire le coût du travail en cas de difficulté financière.

L'épisode, est-il besoin de l'ajouter, est à la fois authentique et édifiant. Il serait erroné d'y voir une expression fidèle des rapports sociaux à l'intérieur de toutes les entreprises américaines. Celles-ci ont, elles aussi, leurs conflits parfois violents. Les syndicats ne se soucient pas tous de la prospérité de la firme, pas plus que les directeurs généraux ne renoncent tous à 50% de leur traitement dans l'intérêt de la société et de la main-d'œuvre.

Cette histoire édifiante n'en comporte pas moins un enseignement et pour les employeurs et pour les employés en Europe.

Beaucoup d'employeurs français seront tentés de répondre immédiatement que ce genre de dialogue entre direction et syndicat est difficilement concevable en France. Le syndicat refusant d'admettre que les travailleurs doivent supporter les conséquences d'un déficit puisqu'ils n'ont pas de part aux profits, telle est

souvent l'attitude des ouvriers en Europe et pas seulement en France. Mais cette attitude est partiellement une réaction à l'attitude patronale. Quelle direction d'entreprise acceptera de communiquer pleinement et sans réserve toutes les informations aux représentants des travailleurs, de leur soumettre un programme et de les inviter à des contre-propositions?

Les dirigeants ouvriers formés par la doctrine communiste ou soumis à la discipline du parti sont hostiles par principe à de pareilles négociations. Les syndicats américains qui parfois louent les services d'experts et mettent ceux-ci à la disposition des entreprises mal gérées sont aux yeux des marxistes-léninistes, des traîtres à la classe ouvrière, des agents du capitalisme. Il serait vain de garder l'espoir de convertir ou de reconvertir ces marxistes.

Les syndicats ouvriers, d'après les révolutionnaires, ne doivent participer à la gestion des entreprises ni avant la révolution, parce que le capitaliste est l'ennemi, ni après la révolution, parce que désormais le directeur choisi par l'État ou le parti s'en charge.

Mais les syndicats ouvriers ne sont pas tous en France inféodés à la C.G.T., d'obédience communiste, et même les militants affidés à la C.G.T. ne suivent pas la ligne du parti en toutes circonstances. Les comités d'entreprise établis au lendemain de la guerre visaient à créer un esprit communautaire, à intéresser les représentants des travailleurs aux problèmes de la gestion. La direction des entreprises est désormais tenue d'ouvrir ses livres et de fournir des informations sur la marche des affaires.

Malheureusement, il subsiste un large intervalle entre les espoirs des réformateurs et les résultats de la réforme. L'erreur serait de désespérer et de s'en tenir à la formule banale que les relations sociales dans l'industrie européenne ne ressembleront jamais au modèle américain.

En fait, des progrès ont déjà été accomplis. Certaines grandes entreprises publient leurs comptes au lieu de dissimuler jalousement leur secret. Des dirigeants ont compris que la meilleure façon d'inspirer confiance aux ouvriers c'est de leur faire confiance, de les informer clairement de ce qu'ils font, des obstacles qu'ils rencontrent, des objectifs qu'ils s'assignent, des succès et des revers. Il y a quelques mois, le licenciement de deux à trois mille ouvriers a provoqué une crise. Peut-être une discussion à l'avance avec les délégués ouvriers aurait-elle au moins amorti le choc. Si demain une direction accepte les contre-propositions des syndicats, et plus encore tient cette acceptation pour normale, l'événement aurait une signification plus que symbolique.

Conjoncture américaine

Le Figaro
2 février 1962

Le rapport que le président des États-Unis vient d'envoyer au Congrès sur l'état de l'économie américaine est empreint d'optimisme. Dans l'ensemble, les objectifs fixés pour la première année de la nouvelle administration auraient été atteints.

Ces objectifs auraient été au nombre de cinq: renverser la tendance de la conjoncture, réduire la marge de la capacité de production inemployée, réduire le volume du chômage, maintenir la stabilité des prix et restaurer la confiance dans le dollar en diminuant le déséquilibre des comptes extérieurs. Or les statistiques témoignent du succès.

Le produit national brut s'est élevé de 501 milliards de dollars (taux annuel) au cours du premier trimestre de l'année à 542 au cours du dernier. Dès juillet, la production industrielle retrouvait son niveau antérieur le plus élevé, elle le dépassait de 13% à la fin de l'année. Du même coup la moitié des capacités de production inemployées furent remises en activité et le pourcentage du potentiel excédentaire est tombé de 10% à 5%. La proportion des travailleurs en chômage s'est abaissée de 6,8 à 6,1. Le nombre des zones classées comme souffrant d'un chômage important est tombé de 101 en mars à 60 en décembre. Depuis février, les prix de gros ont légèrement baissé et les prix de détail n'ont monté que de 0,5%. Enfin la confiance dans le dollar a été rétablie, les pertes d'or, qui avaient été de 1,7 milliard de dollars en 1960, ont été de moins de 0,9 en 1961. Le déficit américain des comptes, en ne tenant compte que des transactions dites fondamentales (*basic*) n'aurait été que le tiers de celui de 1960.

Tous ces chiffres sont incontestables, sauf le dernier, qui est obscur en l'absence d'une définition précise de ce qu'il convient d'appeler "transactions fondamentales" (*basic international transactions*). On se bornera à une seule remarque: la reprise de l'économie est intervenue trop tôt après l'arrivée de M. J. F. Kennedy à la Maison-Blanche pour qu'elle puisse être imputée principalement aux mesures prises par l'administration démocrate. Celle-ci a eu la chance d'arriver au pouvoir peu avant que la récession ne touche d'elle-même à sa fin. Il se peut cependant que la réaction psychologique au programme du président Kennedy, plus que l'effet mécanique de celui-ci, ait accéléré la reprise.

Quoi qu'il en soit de ce récent passé, l'intérêt s'attachera surtout aux mesures

grâce auxquelles les récession de demain devraient être prévenues ou liquidées plus rapidement encore qu'elles ne le furent depuis la deuxième guerre. En effet, au cours des quinze dernières années, fait observer le rapport présidentiel, si l'économie américaine n'a pas souffert d'une "grande dépression", comparable à celle des années 30, si un chômage massif dépassant 10% n'a jamais été connu, sept années sur quinze ont été consacrées à remonter à des niveaux de production déjà atteints auparavant. Pendant deux mois sur trois, au cours de ces quinze années, 4% de plus de ceux qui cherchaient du travail n'ont pu en trouver.

Le président Kennedy, pour mieux lutter contre une éventuelle récession, propose au Congrès trois sortes de mesures visant à renforcer les pouvoirs présidentiels en matière de fiscalité, en matière de grands travaux, en matière d'allocation aux chômeurs. En matière fiscale, le président aurait le droit, au cas où certaines conditions seraient remplies, de réduire de 5% le taux de l'impôt sur les revenus individuels; de même, en cas de chômage croissant, le président aurait le droit de mettre en train des travaux d'amélioration du capital de la nation jusqu'à un montant total de 2 milliards de dollars. Enfin le système des allocations de chômage serait modifié de manière que les allocations continuent d'être versées au-delà de treize semaines.

Ces trois sortes de mesures appartiennent à l'arsenal classique du "keynesisme". Elles ne constituent ni en théorie ni en pratique une innovation économique. La réforme du système des allocations de chômage avait été explicitement recommandée par J. K. Galbraith. Le système actuel tend effectivement à réduire les allocations au moment où celles-ci sont économiquement le plus nécessaires, c'est-à-dire quand par suite de la récession, la durée pendant laquelle les travailleurs ne trouvent pas d'emploi augmente.

Politiquement, ces mesures ne sont pas aussi innocentes. Le Congrès est jaloux de ses prérogatives en fait d'impôt sur le revenu ou de dépenses publiques. Aussi le message présidentiel multiplie-t-il les précautions pour ne pas heurter les susceptibilités des législateurs. La réduction du taux de l'impôt serait uniforme, temporaire, justifiée par une argumentation économique, soumise à un vote du Congrès.

Ce programme, en tout cas, est conforme à l'esprit de l'administration Kennedy, elle aussi centriste, encore que plus portée aux expériences que l'administration Eisenhower. À coup sûr, elle craint le chômage plus que l'augmentation des dépenses publiques, alors que les républicains, surtout dans l'opposition, affichent une autre échelle de craintes. Mais ces deux

administrations ne s'éloignent que d'une courte distance du centre idéal représenté par l'homme qui tiendrait un péril pour aussi grave que l'autre, c'est-à-dire qui, selon les circonstances, insisterait sur l'un ou sur l'autre.

La peur du gouvernement?

Le Figaro
11 mai 1962

Le conflit entre le président des États-Unis et le président de l'U.S. Steel Corporation s'est terminé par une victoire spectaculaire du premier. Les "monopolistes" de l'industrie sidérurgique (pour employer le vocabulaire des Soviétiques) ont dû revenir sur la décision qu'ils avaient prise d'augmenter de 6 dollars le prix de la tonne d'acier, au lendemain d'un accord avec les syndicats ouvriers dont le président Kennedy avait salué le caractère non inflationniste.

La décision était *politiquement* insensée. Bien que les sidérurgistes n'aient nullement promis, au cours des négociations avec les syndicats ouvriers, de ne pas augmenter leurs prix, les représentants des pouvoirs publics, qui avaient exercé une pression sur les dirigeants ouvriers, avaient implicitement supposé une promesse de cet ordre. Seul un manager d'ancien style, tel M. Blough, était capable d'ignorer la tempête qu'allait déclencher une hausse des prix, annoncée simultanément par toutes les compagnies, en un pareil contexte.

La victoire remportée par le Président - et la stupidité des sidérurgistes assura cette victoire par le choix du terrain et du moment de la bataille - est bien loin de régler et le problème particulier de l'industrie sidérurgique et le problème plus général de la politique des salaires et des prix.

L'industrie sidérurgique a conservé dans l'opinion publique une mauvaise réputation en raison du mouvement des prix et des salaires au cours de la première période d'après-guerre. De 1947 à 1958, les salaires dans l'industrie sidérurgique ont progressé plus vite que dans l'ensemble des industries manufacturières (100% contre 66,4%) et les prix de même.

De 1955 à 1958, les prix de l'acier avaient monté de 20,1%, alors que ceux de l'ensemble des produits non agricoles n'avaient progressé que de 7,7%. Depuis 1958, les prix de l'acier étaient restés stables bien que le coût de revient ait augmenté. Mais les porte-parole de l'administration affirmaient que les profits de la sidérurgie avaient dépassé, au cours du premier trimestre de 1962, le niveau de l'année précédente: à quoi les sidérurgistes répondaient qu'au cours des dernières années les profits n'avaient pas permis la modernisation qu'exige la compétition des économies européennes.

Le cas de la sidérurgie était devenu, à beaucoup d'égards, symbolique. Aux

yeux des conseillers avancés du président Kennedy, la sidérurgie était représentative de ce vaste secteur de l'industrie dans lequel les prix sont administrés par les grandes corporations et dans lequel directeurs d'entreprise et dirigeants syndicaux s'entendent sur une hausse conjointe des rémunérations ouvrières et des prix de vente, les consommateurs et la collectivité elle-même payant le coût de l'inflation ainsi provoquée. La sidérurgie apparaissait d'autant plus typique que le volume des ventes est peu sensible aux variations de prix et dépend avant tout du mouvement général de la conjoncture.

Il n'est pas douteux que le coût du travail dans la sidérurgie est particulièrement élevé (environ 4 dollars par heure), que les profits moyens y ont augmenté, depuis dix ans, plus que dans l'ensemble des industries manufacturières, enfin, que les prix de gros sidérurgiques sont à l'indice 170 (1947-49 = 100), alors que l'indice pour l'ensemble des prix de gros se situe à un niveau bien inférieur (environ 120). Mais ces faits incontestables ne permettent pas de trancher avec certitude la question: la sidérurgie a-t-elle besoin de profits supplémentaires pour mener à bien la modernisation?

À ce point de la discussion intervient le projet de l'administration Kennedy, tendant à accorder des crédits d'investissements et à modifier la législation fiscale relative aux conditions de l'amortissement.

La rapidité des amortissements autorisés est un des facteurs qui influent sur la propension des entreprises aux investissements. Or, pour un équipement dont la durée prévue est de quinze ans, le Japon autorise des amortissements qui, pour la première année, dépassent 50% de la valeur, pour les trois premières années dépassent 60%. L'amortissement en première année aux États-Unis n'atteint pas 15%, il ne dépasse pas 35% pour les trois premières années.

Mais ces chiffres, peut-être inférieurs à ceux de la plupart des pays industriels, ne le sont pas à ceux de l'Allemagne fédérale, dont l'expansion est, comme on le sait, particulièrement rapide.

L'opinion américaine demeure divisée sur les mesures à prendre pour accélérer la croissance de l'économie. Elle ne l'est pas moins sur l'intervention du président dans la fixation des prix et des salaires. Le Président serait-il capable, politiquement, d'imposer sa volonté aux syndicats ouvriers comme il l'a imposée aux sidérurgistes? En quelle direction s'oriente le régime américain qui se baptise encore celui de la libre entreprise? Que devient la liberté si la colère du Président s'abat sur les chefs d'entreprise coupables de prendre une décision qui déplaît en haut lieu? Il y a quelques jours, un grand journal américain titrait un éditorial:

Freedom from fear of government, être libre de la peur du gouvernement. Il paraphrasait ainsi une des quatre libertés de la Charte de l'Atlantique: libération de la peur (*freedom from fear*).

L'idéologie nationale, aux États-Unis, se révolte contre l'intervention de l'État dans les relations entre entrepreneurs et syndicats. Et, pourtant, à notre époque, cette intervention peut-elle être évitée?

La Bourse et l'économie. L'équipe Kennedy devant une double incertitude

Le Figaro
1er juin 1962

L'effondrement des cours à la Bourse de New York, lundi dernier, la reprise le jour suivant, ont laissé le public déconcerté et les spécialistes incertains de l'avenir. Il serait plus facile de commenter ces phénomènes si les souvenirs de 1929 ne continuaient de hanter l'opinion américaine, en dépit des transformations profondes intervenues depuis lors dans l'économie qui excluent la répétition d'une catastrophe comme celle de 1929.

La tendance à la Bourse de New York, depuis de longs mois, était à la baisse. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles était à 734,91, le 13 décembre 1961, il n'était plus qu'à 611,88, vendredi dernier. Il est tombé à 576,93, soit une baisse de 34,95 points, lundi dernier. Il a regagné 27 points le jour suivant. Le lundi noir du 28 mai apparaît donc comme un épisode spectaculaire d'un processus d'ensemble.

Le fait surprenant, on l'a dit de tous côtés, c'est que cette baisse des cours se produit en phase de conjoncture ascendante, alors que rien ne permet d'annoncer la fin de la reprise et une nouvelle récession pour 1963. Les chiffres d'avril étaient tous satisfaisants. Le nombre des logements commencés était le plus élevé qu'on ait enregistré depuis trois ans. L'indice de la production des mines et des usines avait monté de un point et demi. De même, l'indice des revenus privés était en hausse et le volume des commandes de biens durables avait cessé de diminuer. Certes l'allure de la reprise demeure inférieure aux espoirs d'il y a six mois. Mais les dernières statistiques d'avril justifiaient plutôt un regain d'espoir qu'un accès de pessimisme.

Les fluctuations boursières reflètent-elles avec quelque avance les mouvements de l'économie? Telle est en effet la question que chacun se pose. Au début de 1961, les cours des valeurs ont commencé de monter, avant que ne s'affirme la reprise de l'économie. Comme on dit volontiers, la Bourse anticipe en hausse et en baisse sur la conjoncture.

Mais s'agit-il bien de ce phénomène classique aujourd'hui? Les valeurs passent-elles pour surévaluées, même dans l'hypothèse de la prolongation, voire de l'accentuation de la haute conjoncture? Ou bien les détenteurs de capitaux –

particuliers, spéculateurs, gestionnaires des pensions ou de fonds semi-publics – sont-ils pessimistes sur le proche avenir de l'économie américaine? Pessimistes à cause du conflit entre le Président et le monde des affaires, qui est apparu en pleine lumière il y a quelques semaines à propos du prix de l'acier? Pessimistes à cause d'un chômage de 4 à 5 % de la main-d'œuvre que la reprise n'a pas suffi à résorber? Pessimistes parce que la progression de l'activité durant l'hiver a été plus lente qu'on ne l'escomptait?

Nul n'est en mesure d'expliquer avec certitude les péripéties de ces derniers jours, et moins encore de prévoir les événements des prochaines semaines. L'incertitude me paraît avoir pour origine la rencontre de deux phénomènes.

Les cours des valeurs avaient monté durant les années 50 beaucoup plus que la production et les bénéfices de l'industrie. Aussi maints spécialistes avaient-ils prévu qu'un rajustement s'opérerait dès le jour où les détenteurs de capitaux se seraient convaincus que le temps de l'inflation est passé et que dès lors les obligations offraient les perspectives d'un rendement plus élevé. Même si l'économie était parfaitement prospère, le public craindrait les répercussions économiques d'un rajustement des valeurs boursières. En effet, une baisse des cours des valeurs est de nature à exercer une influence défavorable sur les programmes d'investissements des entreprises.

Or en même temps, le monde des affaires s'interroge sur la politique de l'administration, qu'il s'agisse des relations entre syndicats ouvriers et syndicats patronaux ou des relations entre l'exécutif et les chefs d'entreprise. Il s'interroge sur les mesures par lesquelles l'administration compte accélérer l'expansion sans mettre en péril le dollar. Peut-être, et je suis personnellement tenté de le croire, le monde des affaires a-t-il des idées fausses et craint-il les mesures qu'il devrait appeler de ses vœux? Un déficit budgétaire, en provoquant une accélération de l'expansion, pourrait contribuer à la stabilisation et non à la mise en péril du dollar. Après tout, les prix industriels se situaient à la fin de 1961 à un niveau quelque peu inférieur à celui de la fin de 1960, après une année de reprise. Il n'est pas exclu, qu'à notre époque, l'expansion soit un élément indispensable même de la lutte contre l'inflation.

Mais, pour l'instant, ni l'administration, ni les hommes d'affaires n'ont adopté une explication déterminée des causes de la lenteur avec laquelle progresse l'économie américaine. Pas davantage, l'administration n'a une conception définie des mesures à prendre pour consolider la monnaie. L'équipe Kennedy, non seulement n'a pas encore résolu les deux grands problèmes auxquels elle

doit faire face, celui du taux de croissance et celui de la solidité du dollar, mais elle ne donne pas l'impression d'avoir une doctrine en fonction de laquelle elle chercherait à les résoudre.

L'incertitude sur les intentions de l'administration s'ajoute ainsi à l'incertitude relative à la situation elle-même. Et la certitude que la reprise va se poursuivre durant l'été ne suffit pas à dissiper les inquiétudes.

Les États-Unis en proie aux idéologies?

Le Figaro
22 juin 1962

Le président Kennedy, au cours de sa campagne électorale, avait maintes fois souligné l'écart entre les taux de croissance de l'économie soviétique ou des économies européennes (Grande-Bretagne exceptée) et celui, plus faibles, des États-Unis. Peu de semaines après son arrivée à la Maison-Blanche, la reprise de l'économie américaine devenait visible et le nouveau président n'avait pas à mettre en train un grand programme de lutte contre la dépression et le sous-emploi. Mais il restait à mener à bien la tâche essentielle: éviter la répétition des récessions et accélérer la croissance. Or, à cet égard, le président est déçu.

Certes, il n'est pas question, pour l'instant, de récession. La plupart des données statistiques sont relativement favorables.

Mais la reprise, tout incontestable qu'elle soit, demeure inférieure aux espoirs. D'après les prévisions actuelles, le produit national brut montera à 550 milliards de dollars au lieu de 570.

Les soubresauts boursiers, la crise des paiements extérieurs s'ajoutant à la déception créée par la lenteur de la reprise ont inévitablement suscité débat et interrogations sur le thème: qu'est-ce qui ne va pas dans l'économie américaine? Or, à cette recherche se mêlent aujourd'hui des controverses qui, à nos yeux, de ce côté-ci de l'Atlantique, semblent typiquement idéologiques.

Le budget américain n'est-il pas conçu de telle sorte qu'il exerce, le plus souvent, une action plutôt déflationniste? Un premier point ne prête pas au doute. Alors que la plupart des pays européens ont modifié la présentation strictement administrative du budget afin de prendre en considération les fonctions économiquement différentes des diverses dépenses, aux États-Unis, le rapport entre recettes et dépenses est calculé de manière traditionnelle sans même que l'on inscrive au chapitre des recettes certains surplus des fonds de retraite ou de garantie. Aussi le budget américain comporte-t-il, sauf en année de dépression, d'importants surplus, du moins si l'on se réfère aux modes de calculs de la Grande-Bretagne ou de la France.

La pratique budgétaire américaine est-elle la cause principale ou simplement une des causes de la lenteur de l'expansion? Le débat n'est pas tranché et d'autres facteurs interviennent peut-être (répartition des revenus, régions du pays en perte

de vitesse, absence d'industries nouvelles, faible accroissement de la demande en biens de consommation, tels les automobiles, qui assurent la croissance des économies européennes). Le diagnostic est toujours aléatoire, mais, d'une part, une analyse proprement économique du budget s'impose avec évidence. Et l'hypothèse semble bien fondée que des budgets plus expansionnistes répondraient à la conjoncture américaine. Or, le principe de l'équilibre budgétaire a été transfiguré en dogme au point que la seule mise en question de ce principe passe pour une dangereuse hérésie. Et voici les États-Unis en passe de substituer une querelle idéologique et passionnée à une étude qui devrait être objective.

Il en va de même des réactions du monde des affaires à l'action du président contre l'élévation du prix de l'acier. Incontestablement, le président a usé des pouvoirs dont il dispose pour interdire aux dirigeants de l'*U.S. Steel Corporation* de demander 6 dollars de plus par tonne d'acier. Il est contraire à l'idée et aux coutumes de l'économie américaine que l'exécutif empiète sur l'autorité des chefs d'entreprise, surtout le sujet décisif de la fixation des prix. Mais les passions soulevées par cet épisode nous paraissent excessives, non pas mystérieuses, mais irrationnelles. L'État ne peut pas ne pas être le troisième homme, présent même s'il est invisible, lorsque les représentants des grandes concentrations, patronales et ouvrières, se rencontrent.

Mais, en ce cas, répètent de tous côtés les commentateurs américains, il faut préciser les droits et les devoirs de l'État d'une part, des chefs d'entreprise d'autre part. Or, c'est précisément ce qui n'est pas possible. L'État ne peut ni se désintéresser des négociations collectives, qui, couvrant une branche entière de l'industrie, affectent l'économie générale, ni revendiquer une autorité discrétionnaire sur les prix et les salaires. C'est l'expérience qui délimitera peu à peu le rôle de l'État et non la doctrine de la libre entreprise ou celle de la planification. La seule doctrine valable, à notre époque, est celle qui ne satisfait aucun doctrinaire.

Est-ce la France qui va donner désormais des leçons de pragmatisme aux Américains?

Le budget américain

Le Figaro
26-27 janvier 1963

Dans le message budgétaire envoyé au Congrès par le président Kennedy, quelques chiffres méritent d'être relevés, tant ils sont frappants. Le montant des sommes dépensées pour la défense nationale s'élèvera, en 1963, à 55,4 milliards de dollars, soit 277 milliards de francs 1963 (ou 27.700 milliards d'anciens francs), environ les quatre cinquièmes du produit national français. Le budget français de défense nationale est inférieur à 20 milliards de francs. Le budget américain de recherches spatiales monte à 4,2 milliards de dollars, soit un peu plus que le total du budget militaire français. Sur 100 dollars de dépenses du gouvernement fédéral, 51 vont à l'action diplomatique et à la défense nationale.

Du côté des recettes, le fait le plus marquant est la part de l'impôt direct: 38 cents par dollar de recettes proviennent de l'impôt sur le revenu individuel, 19 de l'impôt sur les revenus de sociétés, soit 57% pour ces deux impôts sur les revenus pris ensemble. N'oublions pas, cependant, de rappeler que le prélèvement possible sur les revenus individuels augmente au fur et à mesure que s'élèvent ces revenus. La notion de progressivité, qui n'est pas séparable de l'idée que nous avons de la justice fiscale, s'applique aux collectivités comme aux personnes: il est normal que le pourcentage de l'impôt sur le revenu s'accroisse au fur et à mesure que s'accroît le revenu national lui-même. Enfin, on n'omettra pas de rappeler que les experts américains jugent que les taux trop élevés de l'impôt direct finissent par exercer une influence paralysante sur la croissance économique elle-même.

Le déficit budgétaire, calculé selon les procédures classiques de la comptabilité administrative, s'élèvera pour l'année fiscale s'achevant au 30 juin 1964, à 11,9 milliards de dollars. En termes de comptabilité nationale, le déficit ne sera que de 7,6 milliards de dollars. Par rapport à un produit national de 555 milliards de dollars, les 7,6 milliards d'impasse représentent un pourcentage largement inférieur à celui de 7 milliards de francs par rapport à un produit national de l'ordre de 333 milliards.

Néanmoins, il ne manque point d'économistes éminents pour s'étonner ou s'indigner que l'administration américaine procède à une réforme fiscale et à une réduction d'impôts, donc à un accroissement du déficit, alors que subsiste un déficit dans les comptes extérieurs et que le dollar est discuté. Comment les

experts de l'administration Kennedy ou de l'O.C.D.E. justifient-ils ce paradoxe apparent?

Le commerce extérieur ne prend pas, dans l'activité économique des États-Unis, la même place que dans celle des pays européens. Les importations y représentent environ 3% du P.N.B., les exportations un peu davantage. Une accélération de la croissance pourrait entraîner, dans une première phase, une certaine augmentation des importations, mais elle ne devrait pas freiner les exportations. L'industrie américaine ne travaille pas à plein et elle conservera un surplus exportable même si le marché intérieur absorbe une production supplémentaire. L'expansion, à condition toutefois qu'elle ne provoque pas de hausses de prix, ne devrait pas exercer d'action défavorable sur la balance commerciale. Il reste, évidemment, le risque que l'expansion aggrave le déficit par l'intermédiaire des mouvements de capitaux. Mais, là encore, une réponse raisonnable, sinon démontrée, est avancée. Moins les capitaux disponibles trouvent d'emploi aux États-Unis, plus ils se placent au-dehors. Les taux différents du crédit à long terme, aux États-Unis et en Europe, ont pour conséquence des emprunts relativement importants, placés aux États-Unis par des banques ou entreprises européennes. Il n'est pas inconcevable que les exportations de capitaux soient freinées plutôt qu'encouragées par une croissance plus rapide.

À ces raisonnements deux objections sont opposées. L'effet du déficit budgétaire sur la position du dollar dépendra de facteurs psychologiques autant ou plus que de facteurs techniques. En d'autres termes, quel jugement porteront les détenteurs de dollars, privés ou publics, sur l'avenir de la monnaie américaine en fonction de la nouvelle politique de l'administration? À cet égard, les prévisions ont la capacité maligne de provoquer leur propre accomplissement.

L'autre objection est que le placement aux États-Unis des "balances dollars", c'est-à-dire des dollars détenus par les étrangers par suite des déficits américains, entretient en permanence une aisance monétaire qui, elle-même, reproduit en permanence des déficits. S'il en est ainsi, le déficit budgétaire aggraverait le mal dont souffre la monnaie américaine.

Les prochains mois nous apprendront la part de vérité que les événements donneront à ces diverses théories. Personnellement, bien que le penche du côté des experts de l'O.C.D.E., je diffère d'eux sur un point essentiel: la question du dollar restera, posée aussi longtemps que l'administration américaine prétendra la régler *exclusivement* par des mesures administratives et sur la croissance

économique.

L'expansion la plus longue de l'après-guerre

Le Figaro
9 mai 1964

L'expansion américaine qui a fait suite à une courte récession (de neuf mois environ) en est aujourd'hui à son quarantième mois et elle ne donne aucun signe d'essoufflement. Beaucoup d'observateurs comptent même sur les dégrèvements fiscaux, proposés par le président Kennedy et votés enfin par le Congrès, pour donner une nouvelle impulsion à l'activité.

La durée de cette phase ascendante - croissance de la production de 4% environ par an à prix constants - est exceptionnelles, de même qu'est exceptionnelle la constance du coût salarial par unité produite dans l'industrie manufacturière. Par rapport à 1957-1959 (= 100), ce coût n'a pas progressé au cours des trois dernières années. Les hausses de salaires dans l'industrie manufacturière ont été égales ou inférieures aux gains en productivité, de telle sorte que les prix à la consommation ont à peine progressé et que les profits des entreprises ont augmenté en proportion de l'augmentation de la production.

Le principal conseiller économique du président, M. W. W. Heller, a souligné récemment qu'en trois ans, le produit national brut s'était élevé de plus de 100 milliards de dollars (500 milliards de francs actuels) et que le taux d'augmentation des salaires nominaux s'était situé autour de 3,2%, taux comparable à celui du progrès moyen de la productivité.

Deux secteurs sont particulièrement responsables de cette expansion: l'automobile (on a sorti 2,1 millions de voitures particulières pendant le premier trimestre de cette année, on en sortira davantage pendant le deuxième). Corrigé de variations saisonnières, le nombre des ouvertures de chantiers pour la construction de maisons d'habitation a atteint, au cours des deux premiers mois de 1964, sur base annuelle, 1.686.000, chiffre supérieur à celui de 1963, qui était 1.587.000. Les investissements, qui n'ont pas eu une grande part à l'expansion en 1961 ou en 1962, connaissent, à leur tour, aujourd'hui, une accélération notable. Les fabricants de biens durables envisagent des dépenses de capital de près de 9 milliards de dollars, soit 14% de plus que l'an passé. Dans le secteur des produits non durables, les dépenses de capital augmenteraient de 12% (8,8 milliards de dollars).

L'expansion actuelle aux États-Unis est donc exemplaire, si l'on ose employer ce terme, puisqu'elle a évité ce que les spécialistes nomment "emballement" ou

"surchauffe", selon leurs préférences. La stabilité du coût salarial par unité de produit, le maintien ou l'augmentation du pourcentage des profits sont la preuve de la réussite: une croissance sans inflation.

Comme il est normal après trois ans d'expansion, on s'interroge aujourd'hui sur les perspectives d'avenir et les risques d'inflation. L'endettement des particuliers, a-t-on fait observer, a progressé plus vite que les revenus individuels: depuis mai 1960, 31% pour l'endettement contre 19% pour les revenus. Mais le phénomène n'est pas nouveau: de 1953 à 1963, le même décalage s'observe: 159% d'un côté, 59% de l'autre. D'autres chiffres sont plus significatifs encore. L'endettement privé était de 139,9 milliards de dollars à la fin de la dernière guerre, il est de 752,9 aujourd'hui (progression de 438,2%). Les dettes des villes et des États sont passées de 13,7 à 82,1 milliards, soit une augmentation de 499,3%. en revanche, la dette de l'État fédéral n'a augmenté que de 31,2 milliards, passant de 278,1 à 309,3 milliards de dollars. Le citoyen américain juge normal de s'endetter ou, si l'on préfère, d'acheter sa maison, son automobile à crédit; il semble trouver normal également que le Congrès interdise à l'État fédéral d'en faire autant. La psychologie française est encore très éloignée de la psychologie américaine.

Au-delà de ce problème de l'endettement, la question des salaires se pose. Les chefs d'entreprise font valoir qu'en pourcentage de ventes ou du produit brut des sociétés, les profits ont à peine retrouvé le niveau de 1959 et sont encore largement au-dessous des niveaux les plus élevés de 1949 et de 1955. Mais, prenant d'autres termes de comparaison, les dirigeants des syndicats ouvriers, en particulier de l'automobile, annoncent d'importantes revendications. Et les conseillers du Président craignent que les entreprises automobiles n'accordent des relèvements de salaires compatibles avec la stabilité de *leurs* prix mais non de l'ensemble des prix.

Malgré cette réserve, la situation conjoncturelle est exceptionnellement favorable. Aussi les inquiétudes sont-elles plutôt relatives à des phénomènes que, faute d'un meilleur terme, on attribue à la structure: la pauvreté d'une fraction encore importante de la population et l'existence, en phase de prospérité, d'un taux de chômage de plus de 5% (ce taux serait moindre si l'on adoptait le mode de calcul des Européens et, en particulier, des Français).

D'après les calculs, il y aura 235 millions de personnes aux États-Unis en 1975, mais d'ici à 1970, il faut créer chaque année 3,6 millions d'emplois nouveaux pour répondre aux demandes de travail des générations plus

nombreuses et des ouvriers que le progrès technique oblige à se reconvertir.

Comment on fait un candidat à la présidence des États-Unis

Le Figaro
10 juillet 1964

Sauf accident imprévisible et improbable de dernière heure, le sénateur Barry Goldwater sera le candidat du parti républicain aux prochaines élections présidentielles des États-Unis. Pour la première fois depuis la guerre, le candidat républicain représentera non ceux que l'on appelle là-bas les libéraux, mais la fraction conservatrice du parti, celle que l'on situe, en une géographie à demi symbolique, vers l'ouest ou le nord-ouest. Bien plus, si M. Goldwater n'appartient pas lui-même aux extrémistes de droite, à la Birch Society, à ceux que l'on baptise la *lunatic fringe* (la marge des demi-fous), il est moins éloigné d'eux et il leur inspire plus de sympathie que tout autre candidat concevable.

Je n'ai jamais, au cours de mes voyages aux États-Unis, rencontré ni le sénateur lui-même ni un de ses partisans. Il était presque impossible de découvrir dans une université de la côte est ou dans les salons de Washington un professeur, un étudiant, un fonctionnaire ou un membre du Congrès qui prît "Barry" tout à fait au sérieux. Un étudiant de Harvard, pourtant, s'intéressait à lui il y a quatre ans: il rédigeait une thèse sur le parallèle Goldwater-Poujade - comparaison qui, à n'en pas douter, tournait à la gloire du sénateur de l'Arizona. Quelles circonstances expliquent l'ascension d'un homme auquel amis et adversaires accordaient volontiers le mérite de la sincérité et de la gentillesse mais que ni les uns ni les autres n'imaginaient appelé à une grande carrière?

D'abord et avant tout, les républicains ne croient guère à une victoire depuis que, en quelques mois, le président Johnson a réussi à s'imposer, obtenant du Sénat le vote des lois proposées par J. F. Kennedy et reprenant les idées de son prédécesseur en un style plus conforme aux coutumes et aux préférences de la classe politique d'outre-Atlantique. Sur le papier, personne ne peut battre Johnson en novembre prochain, pas plus un républicain de tendance libérale qu'un républicain de droite.

Dewey aurait pu battre Truman et Eisenhower l'a emporté facilement sur Stevenson. Mais Eisenhower était un héros national et Truman, en 1948, sans compter même la défection des démocrates du Sud, ne jouissait pas d'un prestige comparable à celui de L. B. Johnson. Logiquement, celui-ci, "libéral modéré",

n'a rien à craindre d'un républicain qui se donnerait, lui aussi, comme libéral mais qui n'aurait ni le prestige du président en fonction ni l'avantage du parti majoritaire dans le pays.

En d'autres termes, si faibles que soient les chances de Goldwater, elles ne sont pas sensiblement inférieures, peut-être même sont-elles supérieures à celles d'un autre candidat. Lui, au moins, s'adresse à une clientèle différente de celle des libéraux des deux partis, il veut mobiliser tous ceux qui sont "contre", contre la loi sur les droits civiques, contre l'impôt progressif sur le revenu, contre l'extension de l'État fédéral, contre le communisme et contre les Nations Unies, contre le monde tel que l'ont fait les trente-cinq dernières années de la crise, de la guerre, de la guerre froide et du gouvernement des libéraux (démocrates et républicains).

Les conservateurs parmi les Républicains souhaitaient une véritable expérience ou faisaient profession de la souhaiter: au lieu d'opposer un homme du centre droit à un homme du centre gauche, Eisenhower à Stevenson, pourquoi ne pas offrir au pays le choix entre deux hommes dont chacun incarnerait une philosophie? Les libéraux, en imposant Eisenhower, avaient empêché l'expérience, qui va donc se dérouler, mais celui qui porte les espoirs des conservateurs n'est pas un Taft, malgré tout personnalité de premier ordre.

La conjoncture n'aurait pas suffi à transfigurer le sénateur de l'Arizona en candidat à la présidence sans les facilités qu'offre la pratique traditionnelle à l'intérieur des partis américains. Dans certains États, des élections dites primaires sont de rigueur mais, dans la plupart, les délégués à la Convention sont désignés par les professionnels qui dirigent ou manipulent les comités du parti, ou encore par des militants de circonstance qui se manifestent soudain.

Les partisans de Goldwater sont plus nombreux, semble-t-il, parmi les professionnels ou les militants que parmi les électeurs républicains. M. Goldwater dut, il est vrai, affronter les électeurs en quelques élections primaires, mais une seule d'entre elles, en Californie, était décisive. Il n'y avait là d'autre adversaire que le gouverneur Rockefeller, disqualifié par son divorce: Goldwater l'emporta à quelques dizaines de milliers de voix de majorité. Selon toute probabilité, il aurait été battu par un candidat libéral, tel Scranton ou Romney, qui ne se serait pas heurté aux mêmes réticences que le gouverneur de New York.

Le succès de Goldwater n'était donc pas écrit à l'avance. Il n'est même pas douteux que les libéraux auraient pu l'empêcher facilement si tous les candidats,

sauf M. Nelson Rockefeller, n'avaient, pour des raisons diverses, préféré se tenir sur la réserve, chacun d'eux laissant aux autres la tâche ingrate de s'aliéner la fraction Goldwater en la combattant. Après l'élection primaire de Californie, une intervention, ouverte et brutale, du président Eisenhower aurait au moins remis en question une nomination apparemment acquise. Mais tel n'est pas le style de l'ex-président qui, incertain de son choix, assiégé par des demandes contradictoires, peu enclin à la lutte politique, décida finalement de ne pas prendre de décision. Ainsi, s'étant déclaré maintes fois favorable à une convention "ouverte" dans laquelle les divers groupes et personnalités s'affronteraient librement, il a contribué à rendre inévitable une convention "fermée" dans laquelle les jeux sont faits à l'avance.

Les libéraux parmi les Républicains se rallieront-ils par discipline à la candidature de celui qu'au fond d'eux-mêmes ils tiennent pour indigne d'exercer la fonction présidentielle ou provoqueront-ils une scission à l'intérieur du parti? La première hypothèse reste, pour l'instant, plus probable que la seconde. Mais, en ce cas, ceux des libéraux, sénateurs, gouverneurs, membres de la Chambre des Représentants, qui ne peuvent être réélus que par des voix libérales, donneront une démonstration d'un art politique ignoré en aucun pays: l'art de prendre sa distance à l'égard de celui que l'on affecte de soutenir. Dans les grandes villes de l'Est, les candidats républicains se souviendront plus souvent d'avoir voté au Congrès avec les Démocrates que de s'être finalement résignés à tenir pour leur chef le candidat officiel du parti républicain: *Mr Conservative*.

La puissance scientifique des États-Unis et l'Europe. "Les pionniers et les suiveurs"

Le Figaro
4 novembre 1964

La délégation générale à la Recherche scientifique a publié récemment une étude intitulée: *Recherche scientifique et indépendance*, dont l'importance est telle que je voudrais en résumer les idées essentielles.

Les progrès de l'économie française au cours des dernières années ont été spectaculaires. Le produit national a presque doublé en quinze ans, la population s'est accrue de près de sept millions de personnes depuis 1938, les réserves de change sont considérables, les premiers éléments d'une force stratégique nucléaire de dissuasion existent. Si l'on s'en tient aux chiffres utilisés par les économistes, produit national brut par tête de la population, production des principales matières premières et des produits manufacturés d'usage courant, l'écart entre les États-Unis et la Communauté économique européenne ne semble pas tel qu'il crée une différence de nature entre l'ancien et le nouveau monde. Mais ces comparaisons banales seraient trompeuses en ignorant une inégalité en profondeur qui s'accentuerait rapidement, bien loin d'être en voie de s'atténuer: *l'inégalité de puissance scientifique*.

Selon la formule de l'étude que nous suivons, les vingt ou trente dernières années ont mis les progrès et les inventions auparavant réservés à de rares privilégiés à la disposition des classes moyennes, grâce à des conceptions nouvelles de l'industrie, "plutôt qu'elles n'ont créé des modes de vie nouveaux découlant de l'industrialisation de découvertes révolutionnaires - mises à part quelques exceptions, bien entendu". L'effort massif, public et privé, accompli par les États-Unis en fait de recherche et de développement est en train de bouleverser les données fondamentales du problème.

En 1930, les budgets scientifiques d'un côté ou de l'autre de l'Atlantique devaient être de l'ordre de 50 à 80 *millions* de dollars. Pour l'année fiscale 1964-1965, 20 *milliards* de dollars, soit environ 100 milliards de nos nouveaux francs et 10.000 milliards de nos anciens francs, seront consacrés par les États-Unis à ce même budget. L'Europe entière dépenserait environ trois fois moins. Depuis dix ans, l'addition des crédits de recherche européens est vraisemblablement inférieure au dixième des crédits américains. De plus, l'effort américain est

fortement concentré: 200 firmes utilisent 70% des crédits de recherche propres à l'industrie et 96% de la recherche subventionnée.

L'inégalité scientifique se traduit déjà dans les chiffres. Le déficit de la balance brevets-licences a doublé en France depuis trois ans, passant de 200 à 380 millions de dollars. Le déficit de 1964 risque d'atteindre 400 à 500 millions de dollars. La situation n'est pas particulière en France. Le déficit allemand, sur ce même poste, augmenterait également d'année en année et dépasserait déjà 600 millions de dollars.

La cause fondamentale de cette dégradation s'explique simplement par la disproportion entre les ressources qu'une firme française et une firme américaine de même type sont capables de consacrer à la recherche. L'étude de la délégation générale à la Recherche scientifique donne les chiffres suivants: le chiffre d'affaires d'une grande firme de construction électrique et électronique en France atteignait, en 1962, 1,7 milliard de francs contre 23 milliards pour la firme américaine homologue (rapport de 1 à 13,5). Les budgets de recherche étaient respectivement de 80 millions et de 2 milliards (rapport de 1 à 25). L'État français avait financé les recherches de la firme française à concurrence de 16 millions contre 1,2 milliard outre-Atlantique (rapport de 1 à 75). D'où la conclusion: dans toutes les industries de pointe, c'est-à-dire dans toutes celles qui dépendent de la recherche et du développement (électronique, calculatrice, télécommunications spatiales, matériaux nouveaux, moteurs à réaction, industries chimiques fines et biochimiques, matériel de précision et optique de précision), la supériorité américaine risque de s'accroître de plus en plus, même si les niveaux de vie, des deux côtés de l'Atlantique, tendent à se rapprocher.

À partir de ces faits, l'étude examine les conséquences probables de cette supériorité scientifique. Les batailles de prix, conformes à la concurrence classique pour la conquête des marchés, feront place aux *batailles pour l'innovation*. Or, dans ces batailles, ce sont les gros bataillons qui ont toutes les chances de l'emporter, selon la vieille formule qui leur reconnaît la faveur du dieu des armées. En effet, la concurrence interdit aux firmes françaises de se réserver des marges d'autofinancement plus larges que celles des firmes géantes. Les sommes disponibles pour l'investissement et la recherche seront tout au plus proportionnelles au chiffre d'affaires, donc à tel point inférieur aux moyens des corporations américaines que celles-ci partent dans la course avec un avantage considérable. L'étude déduit de ces constatations que, pour une part, les bénéfices du progrès de la science risquent de devenir demain l'exclusivité des

firmes de *dimensions internationales*, à savoir les firmes américaines.

Entreprises et nations se diviseront en deux groupes: les *pionniers* et les *suiveurs*. Les pionniers apporteront leur savoir et leur technique et se réserveront la direction des filiales qu'ils implanteront au dehors. Les laboratoires des filiales ne disparaîtront pas pour autant. Tout au contraire, ils continueront de travailler, mais les résultats qui y seront obtenus viendront enrichir le savoir de la société mère et les bénéfices des brevets et licences appartiendront à cette dernière. "Celui qui dispose de la supériorité technique est le maître." L'étude de la délégation générale à la Recherche scientifique souligne avec d'autant plus d'insistance le rôle de la supériorité technique que, d'ordinaire, l'attention se porte sur l'action des capitaux. Or, si les industries manufacturières américaines ont investi en Europe 1,7 milliard de dollars en 1962, 437 millions de dollars viennent de l'amortissement d'investissements antérieurs. Sur le reste, 45,4% ont été financés par les bénéfices réalisés en Europe, 31,5% par des capitaux mobilisés en Europe même et seulement 23,1% par des fonds venus des États-Unis.

Telle est, pour l'essentiel, l'analyse qui a suscité, en France et au-dehors, des "mouvements divers", pour employer le langage parlementaire. En effet, la portée *politique* de la supériorité technique des firmes américaines est soulignée dans cette étude. "On ne voit pas très bien comment une nation pourrait maintenir son indépendance politique si une grande part de ses moyens de concevoir et de produire était subordonnée à des décisions techniques et économiques de firmes étrangères, elles-mêmes rattachées à un seul pavillon." Mais, en sens contraire et avec bon sens, un autre aspect du problème est également éclairé: "Il serait absurde de s'opposer systématiquement à l'introduction dans un pays d'une firme étrangère qui apporte une technique supérieure et contribue ainsi au progrès économique et à l'amélioration du niveau de vie du pays d'accueil."

Entre ces risques à terme et ces avantages immédiats, il faut chercher une solution. Nous y reviendrons.

Le miracle économique américain interprété par les Américains

Le Figaro
23 février 1966

Dans le message qui accompagne l'envoi au Congrès du rapport annuel de ses conseillers économiques, le président Johnson s'exprime en ces termes: "Il y a quelques années, on entendait beaucoup parler à travers le monde du miracle économique européen. Aujourd'hui, c'est du "miracle économique américain" que l'on parle, car l'économie américaine, au cours des cinq dernières années, a démontré de nouveau la vitalité confiante, le dynamisme interne et l'énorme productivité qui l'avaient si longtemps marquée".

Pour illustrer les progrès accomplis, le président américain donne les indications suivantes: sept pays au monde seulement ont un *produit* national supérieur au *surplus* annuel du produit national américain. Le stock d'installations privées et de moyens de production, évalué à prix constants, a augmenté autant en *une année* (1965) que pendant les *quatre* années 1957-1960. *L'accroissement* des recettes fiscales du gouvernement fédéral entre 1961 et 1967, en dépit de dégrèvements fiscaux de 20 milliards de dollars, dépassera *les recettes totales* de ce même gouvernement en une année de paix avant 1951.

La croissance du produit national a eu tout à la fois pour cause et pour effet une augmentation substantielle de l'emploi. La main-d'œuvre a augmenté de 2% par an de 1961 à 1965, de 2,6% de 1963 à 1965. Bien loin que l'arrivée sur le marché du travail de 1,4 millions de personnes provoque du chômage, tous ces nouveaux venus ont été absorbés par l'économie ainsi que 1 million de personnes en plus, auparavant inoccupées ou en chômage. Chaque personne employée a travaillé quelques heures de plus dans l'année, la productivité par travailleur a progressé de 2,8%. Le président américain a raison de conclure que l'expérience réfute l'idée que la diffusion de l'automatisme crée nécessairement du chômage. Le phénomène le plus frappant de ces dernières années, à cet égard, est que toutes les catégories sociales, y compris les plus désavantagées, ont bénéficié des circonstances. Un million de jeunes au-dessous de vingt ans ont été embauchés, 350.000 Noirs, un million de femmes. Le gonflement de la main-d'œuvre, bien loin d'enlever leur emploi à ceux qui en avaient un, en a donné à certains de ceux qui n'en avaient pas.

Cette phase d'expansion prolongée résulte de "la nouvelle politique économique", dont le principe, fort simple, est désormais largement accepté. Le régime de fiscalité progressive, tel qu'il était appliqué aux États-Unis avant 1961, créait des excédents de recettes en phase d'expansion. Or, ces excédents, à leur tour, tendaient à freiner l'expansion. Ils équivalaient à une épargne supplémentaire à laquelle ne correspondaient pas assez d'investissements privés. L'égalité comptable entre épargne et investissements s'établissait à un niveau inférieur à celui du plein emploi.

De 1961 à 1965, les allègements fiscaux sont devenus pratique normale. Ils n'ont pas empêché les recettes fiscales annuelles de progresser de 9 milliards de dollars entre la fin de 1963 et la fin de 1965. Pendant la première partie de 1965, le budget de l'État, selon la comptabilité économique, était en excédent.

Les réductions d'impôts ont maintenu la demande globale, nécessaire à la croissance. Simultanément, les progrès de la productivité et la modération des hausses de salaires nominaux ont empêché la hausse du coût du travail par unité de produit. Là encore, le contraste est frappant entre la période 1953-1957 et la période 1960-1965. Durant la première, le coût du travail par unité de produit avait augmenté de 2,2% par an: la hausse de la rémunération horaire nominale était de 4,2%, celle de la productivité (produit national brut divisé par le nombre des heures de travail) de 2,4%. Au cours des dernières années, l'écart entre les deux pourcentages a été réduit à 0,6% (4,2% de hausse des salaires horaires, 3,6% de hausse de la productivité horaire). Bien plus, dans l'industrie, le coût du travail était, en 1965, inférieur à ce qu'il était en 1960. En 1965 encore, il a diminué de 0,8%, cependant qu'il augmentait de 0,9% pour l'ensemble de l'économie.

Si l'on cherche la cause du "miracle économique", le facteur sans lequel l'expansion n'aurait pu se prolonger sans déséquilibre intérieur, c'est évidemment la stabilité du coût du travail par unité de produit qu'il faut mentionner en premier lieu. Mais l'interprétation de ce facteur décisif prête à discussion. Certains observateurs font valoir que les États-Unis ont adopté, sans le dire officiellement, ce que nous appelons une politique des revenus. Le président Johnson a fixé le pourcentage de hausses des salaires compatible avec la stabilité, et ce pourcentage a été le plus souvent respecté. Le président est intervenu plusieurs fois lui-même pour prévenir ou limiter une hausse de prix industriels. Mais d'autres observateurs font valoir que l'afflux de travailleurs sur le marché et le nombre des chômeurs ont été plus efficaces pour contenir les

hausse de salaires que les directives présidentielles. D'autre part, l'expansion elle-même a favorisé une progression rapide de la productivité en élevant le pourcentage d'utilisation des moyens de production.

La politique des revenus sera mise à l'épreuve au cours des prochaines années, probablement dès 1966. Les réserves de capacité de production sont probablement épuisées et la guerre du Viet-Nam, bien que le coût en soit faible mesuré en proportion du produit national (une douzaine de milliards de dollars par rapport à un produit national qui sera de l'ordre de 720 milliards), risque d'avoir une action d'autant plus forte qu'elle survient après cinq ans d'expansion continue et même accélérée. Dès maintenant, nombre d'économistes souhaiteraient des mesures plus sévères aussi bien en fait de crédit que de budget.

Nous examinerons une autre fois les perspectives prochaines de l'économie américaine et nous nous garderons d'approuver aussi bien que de contester l'optimisme du président Johnson et de ses conseillers. Il est trop tôt encore pour affirmer que les États-Unis ont découvert le secret d'une progression continue, sans inflation ni récession, mais l'expérience de ces dernières années comporte des leçons pour tous.

Le taux de la croissance de la productivité par heure de travail dans l'ensemble de l'économie est estimé, outre-Atlantique, de 2 à 3% par an. Les hausses de salaires nominaux ne doivent pas dépasser cet ordre de grandeur si le coût du travail par unité de produit doit rester stable. Mais, comme la productivité augmente plus vite dans quelques secteurs, par exemple les industries de transformation, il faut que les entreprises favorisées baissent leurs prix et résistent à la double tentation de salaires trop généreux ou de profits supplémentaires.

Le simple rappel de quelques conditions nécessaires à la stabilité révèle la difficulté de la tâche.

Johnson face au dollar

**Réalités
février 1968**

L'économie la plus riche du monde doit défendre sa monnaie, exposée en première ligne à l'assaut des spéculateurs depuis la dévaluation de la livre.

Nous savions depuis longtemps que la stagnation d'une économie pauvre n'exclut pas la santé monétaire (exemple, le Portugal). Nous aurions dû ne jamais oublier que le développement de l'économie américaine s'est maintes fois accompagné d'inflation. Mais jamais, avant 1945, l'économie américaine n'avait cumulé toutes les suprématies, technique, industrielle, financière. Or, cette supériorité même contribue à la crise du dollar.

Depuis dix ans, les firmes américaines ont acquis à l'étranger des valeurs en capital pour un montant comparable à celui du déficit de la balance des comptes de leur propre pays. Banques centrales étrangères ou simples particuliers plaçaient à court terme sur le marché américain, directement ou indirectement, les dollars en excédent qui représentaient le déficit des comptes extérieurs. Les États-Unis faisaient fonction ainsi de banquier, empruntant à court terme et plaçant à long terme. Si le banquier international, les États-Unis, ne possèdent pas les liquidités, c'est-à-dire l'or, nécessaires pour répondre aux demandes de conversion présentées par les détenteurs, privés ou publics, de dollars, il devra suspendre la convertibilité du dollar.

Après la dévaluation de la livre, le Président Johnson fut contraint à l'action. Il devait faire un premier choix: écouter l'école traditionnelle qui veut maintenir la convertibilité du dollar en or ou bien les révolutionnaires qui suggèrent de répudier le culte anachronique d'un fétiche barbare. Sans grande hésitation, il choisit le premier terme de l'alternative.

Il lui fallait ensuite, en théorie, adopter soit des mesures d'inspiration libérale ou classique (déflation intérieure), soit des mesures de restriction administrative. Le déficit des comptes extérieurs s'explique, partiellement au moins, par l'inflation intérieure, elle-même entretenue par le large déficit budgétaire et la politique de crédit. Mais seul le Congrès de Washington peut voter les augmentations d'impôts ou la diminution des dépenses. Le Président Johnson a donc, finalement, pris des mesures empruntées à l'arsenal dirigiste, mesures administratives, discriminatoires, visant à fermer les canaux par lesquels sortent les dollars, exportations de capitaux ou dépenses de touristes.

Ces mesures ont été globalement accueillies avec faveur; enfin les États-Unis reconnaissaient le péril. Elles ont été aussi critiquées par tous dans le détail. Action sur les effets et non sur les causes, disent avec raison les orthodoxes; à moins que le Congrès ne vote des augmentations d'impôts, l'inflation intérieure entraînera un déficit extérieur.

Mais les pays directement frappés par l'obligation de rapatrier les bénéfices ou par l'interdiction d'investir au dehors signifiées aux firmes américaines craignent les conséquences de cette subtile rigueur. Si les filiales rapatrient leurs bénéfices, elles emprunteront davantage sur les marchés européens, les taux d'intérêt s'élèveront. Les investissements américains contribuaient à l'expansion européenne. Faut-il craindre le transfert vers le Vieux Continent de la déflation américaine après avoir dénoncé le transfert de l'inflation?

L'échec de la stratégie me paraît provisoirement plus probable que le succès – ce qui n'exclut pas les répercussions défavorables, ici et là, de la diminution des investissements américains. Le message du Président Johnson ne représente rien de plus qu'une péripétie dans un conflit prolongé, dont le système monétaire international constitue l'enjeu. Faute d'un accord par négociation, la solution découlera des événements dont personne, aujourd'hui, ne garde la maîtrise. Une dévaluation du dollar par rapport à l'or marquerait une victoire de la diplomatie française, mais la France souffrirait de cette victoire plus que l'Amérique de sa défaite.

Un monde violent, violent, violent

Réalités
mai 1968

Raymond Aron était en Amérique pendant la semaine cruciale où s'est joué son destin. Il nous livre ses conclusions.

Le pasteur Martin Luther King, symbole de la protestation noire et de la méthode non violente, est assassiné. Des troubles raciaux éclatent dans une centaine de villes des États-Unis. La République américaine, première puissance mondiale, maudite par les uns, admirée par les autres, offre au regard l'image de la violence, au dehors et au dedans. L'homme qui prêchait l'amour tombe, victime de la haine, au moment même où perce, à l'horizon, une lueur de paix.

La voie de l'intégration passe par la constitution d'une véritable communauté noire

Si tragiques soient-elles, ces émeutes ne constituent encore que des péripéties au cours d'un procès dont nul ne peut prévoir la durée ou l'aboutissement.

La loi accorde progressivement aux noirs l'égalité des droits, elle interdit certaines formes visibles et scandaleuses de la discrimination, elle ne suffit évidemment pas à mettre fin aux préjugés raciaux, ni moins encore à donner aux personnes l'égalité réelle ou concrète qui exige l'égalité de l'éducation reçue ou des capacités acquises. Dès lors, une question autrement grave se pose à tous les Américains de bonne volonté. Si l'intégration *individuelle* semble échouer, la prise de conscience d'une *communauté noire en tant que telle*, version atténuée de la formule du *Black Power*, ne représente-t-elle pas au moins une étape nécessaire?

Après tout, la société américaine a progressivement absorbé les diverses ethnies, irlandaise, italienne, polonaise, qui gonflaient les vagues successives de l'immigration. Mais ces ethnies demeurent elles-mêmes, elles se donnent une organisation, qui, bien loin de l'interdire, favorise la promotion des individus. Que l'ethnie noire suive le même chemin, c'est peut-être la meilleure chance d'éviter ou d'atténuer l'affrontement tragique. J'étais aux États-Unis au cours de la semaine qui suivit l'assassinat de Martin Luther King: les États-Unis découvraient d'eux-mêmes à la fois le meilleur et le pire, la fureur aveugle et l'admirable dignité des foules noires aux obsèques du martyr, les incendies et le pillage, mais aussi les innombrables activités des individus et des groupes pour nouer le dialogue, rétablir le calme, préparer l'avenir.

Une issue qui défiera la logique

Quelques heures plus tôt, le président Johnson avait pris une décision que bien peu avaient prévue mais qui paraît rétrospectivement logique et presque inévitable. Harcelé par les membres de son propre parti, il était devenu incapable de faire ou la paix ou la guerre. Il a réussi par des concessions symboliques à frayer la voie des négociations, *qui n'en seront pas moins, pour les deux camps, la continuation de la guerre par d'autres moyens.*

Le problème se résume en une formule simple: comment trouver un compromis entre l'objectif des Nord-Vietnamiens et du Vietcong – un gouvernement à prédominance communiste à Saïgon – et l'objectif des Américains – sauvegarder à Saïgon un gouvernement non communiste? Comment un gouvernement dit de coalition ne pencherait-il pas nécessairement d'un côté ou de l'autre? Si la politique obéissait à la logique, il faudrait renoncer à l'espoir. Mais *les deux camps* se sont déjà convaincus que la victoire totale était inaccessible et le conflit prolongé trop coûteux.

Les flammes de Berlin

Violence au Vietnam, violence dans les villes américaines: mais aussi violence à Berlin avec l'attentat contre le chef des étudiants allemands d'extrême-gauche, Dutschke. Révolte d'une certaine jeunesse, à la fois violente en ses moyens et incertaine en ses fins; jeunesse berlinoise mais aussi européenne, jeunesse élevée au sein de «la société de consommation» et soustraite à la tyrannie politique: les hommes qui se souviennent des années 30 ne comprennent pas, *ou ils ont peur de comprendre.* Vingt ans après l'effondrement du III^e Reich, les mouches sont-elles, une fois de plus, attirées par la flamme?

La victoire du perdant

Le Figaro
9-10 novembre 1968

L'élection de Richard Nixon présente tant de traits originaux que le commentateur n'a que l'embarras du choix.

Revanche du perdant. Le prochain président des États-Unis jouissait d'une réputation méritée de "perdant". Vice-président de 1952 à 1960, il avait été battu par J. F. Kennedy de justesse. Après cet échec dans la course à la Maison-Blanche, l'échec en Californie, en 1962, lors de l'élection au poste de gouverneur, apparaissait aux yeux de tous la fin irrévocable d'une carrière déjà longue et tourmentée. Le candidat malheureux, l'éternel vaincu avait soudain perdu le contrôle de lui-même et laissé libre cours à ses sentiments contre la presse (les journalistes, il est vrai, ne lui ont jamais pardonné son rôle au moment de l'affaire Alger Hiss et du maccarthysme).

Lui aussi, à sa manière, a vécu une sorte de "traversée du désert", dans le style américain: non la solitude d'une maison de campagne mais une collaboration bien rémunérée à un cabinet d'avocat et le travail modeste, ingrat, pour conserver ou reconquérir la confiance des professionnels du parti. La crise du parti démocrate acheva de convaincre ces professionnels et de rendre à Nixon la chance qui, six ans auparavant, semblait définitivement évanouie. Cette fois, le parti républicain n'avait besoin ni d'un héros national ni d'un libéral pour l'emporter; l'homme du centre, le militant fidèle, même sans éclat charismatique, même chargé du souvenir obsédant des défaites antérieures, forcerait la porte de la Maison-Blanche. L'événement a finalement confirmé le calcul, mais de bien peu.

Le conservatisme constitutionnel en question. Les États-Unis, comme tous les pays, combinent, en un style singulier, le goût de la tradition et la passion de la nouveauté. Innovateurs, dès lors qu'il s'agit de science ou de technique, les voici farouchement attachés aux pratiques d'hier, dès lors qu'il s'agit de la Constitution. Les Français qui, faute de mieux, se moquent eux-mêmes du nombre de leurs constitutions, rédigées et violées depuis 1789, parviennent malaisément à comprendre le respect quasi religieux voué par les citoyens américains au texte des Pères fondateurs, ce texte qui créa, pour ainsi dire, la communauté ou l'État au lendemain d'une révolution victorieuse contre la métropole. Les immigrants venus d'Europe devenaient Américains non par le

sacrifice de leur originalité ethnique ou religieuse mais par l'adhésion aux valeurs propres de leur nouvelle patrie: la Constitution, symbole de la loi et de la suprématie de la loi, figurait au premier rang de ces valeurs.

Le traditionalisme, ciment des collectivités humaines, se paye. Un moment vient où le refus du changement compromet la survie de cela même que l'on veut sauver. Le système des grands électeurs, de l'élection du président par la Chambre des représentants au cas où aucun candidat n'obtient une majorité des grands électeurs, l'intervention du Sénat au cas où la Chambre des représentants, à son tour, ne réussit pas à choisir le président, toutes ces procédures se révèlent, aujourd'hui, inadaptées. Selon toute probabilité, la révision constitutionnelle va s'imposer, cette fois, au personnel politique de Washington et des États. Pendant une nuit entière, les Américains soucieux de la chose publique ont redouté le pire: une crise constitutionnelle au milieu d'une crise nationale.

Révision constitutionnelle? Les Américains l'ont, en dormant, échappé belle: ils savent quel sera leur président en janvier prochain. Mais l'élection du président des États-Unis au suffrage universel direct, la suppression du délai entre l'élection et l'inauguration élimineraient seulement des difficultés secondaires.

Deux formules s'offrent aux réformateurs. Selon la première, on ne tiendrait plus compte des États et on déclarerait élu le candidat qui, dans l'ensemble des États-Unis, aurait obtenu le plus de voix, même en l'absence de majorité absolue. Je doute que les réformateurs aillent aussi loin. De plus, au cas où il y aurait plus de deux candidats, l'élu bénéficierait-il toujours d'un nombre de voix suffisant? Les républiques d'Amérique latine connaissent les inconvénients des présidents élus au suffrage universel, mais avec un pourcentage faible des suffrages.

Selon une deuxième hypothèse, les grands électeurs disparaîtraient, mais le candidat qui aurait obtenu la majorité (absolue ou relative) dans un État bénéficierait de tous les suffrages accordés à cet État, comme dans le système actuel. En ce cas, la même alternative se présenterait au niveau fédéral: ou bien se contenter de la majorité relative, ou bien exiger la majorité absolue. Si l'on adopte le premier terme de l'alternative, le président aura-t-il toujours reçu un authentique mandat du peuple? Si l'on adopte le deuxième, il y a possibilité de ballottage. Les Anglo-Américains ne connaissent guère et n'aiment pas le ballottage.

Le fonctionnement de la Constitution dépend des partis. Le système américain, tel qu'il fonctionne normalement, exige deux candidats, ou tout au

moins deux candidats sérieux seulement. Dès qu'un troisième candidat s'assure un pourcentage substantiel des suffrages, la menace de paralysie surgit. Plus exactement, la menace ou de paralysie (ballottage) ou d'un président élu à la majorité relative, donc sans un mandat populaire soustrait au doute.

Les déchirements de la nation américaine annoncent-ils une conjoncture de cette sorte? Les faits ne permettent pas encore de jugement catégorique. La coalition des démocrates conservateurs du Sud et des masses libérales du Nord n'a pas tenu en 1968, elle n'avait pas tenu non plus en 1948 au moment de l'élection de Truman. Les Noirs des villes ont, semble-t-il, voté massivement pour le candidat démocrate, mais, dans les États du Sud, la majorité favorable à Wallace ne résistera probablement pas à l'inscription sur les listes électorales d'un nombre croissant de Noirs. Au Nord, dans l'ensemble du pays, les démocrates conservent la majorité, comme en témoigne la composition et de la Chambre de Représentants et du Sénat.

Le succès de Richard Nixon résulte d'une conjoncture singulière: la guerre du Vietnam et la division à l'intérieur du parti démocrate, les réactions, complexes et contradictoires, des différents groupes ethniques à la violence dans la rue et au mouvement noir. L'étude détaillée de l'élection permettra de préciser le poids relatif des différents facteurs. Un fait incontestable: pas plus que le peuple américain n'avait ratifié triomphalement la politique de la Nouvelle Frontière, il n'a ratifié, cette fois, "l'ordre et la loi" contre les réformes. Il a traduit par l'incertitude du scrutin l'incertitude qu'il ressent.

Sauf dans quelques États du Sud, les mots d'ordre de Wallace ne trouvent guère d'écho (à peine 10%); ailleurs, les Américains demeurent en majorité de tendance libérale, mais Humphrey, aux trois quarts solidaire de L. B. Johnson et de la guerre du Vietnam, n'a pas réussi à rallier tous les démocrates. Quant à ceux qui, finalement, ont donné à Richard Nixon la présidence, ils n'englobent pas tous les conservateurs et, parmi eux, se retrouvent nombre de libéraux. Président républicain et Congrès démocrate, cette combinaison n'est pas sans précédent, mais un président d'opinion différente de celle du Congrès a-t-il jamais gagné la partie sans jouir d'une véritable popularité? Les partis ne devraient-ils pas réfléchir sur ce paradoxe et faire un examen de conscience?

Réforme constitutionnelle, probablement, mais réforme du choix des candidats par les partis, surtout.

L'accord secret Johnson-Ho chi minh

Réalités
décembre 1968

Quelques jours avant l'élection de son successeur, le président Johnson prit la décision d'arrêter les bombardements du Nord du 17^e parallèle.

Rien ne prouve que l'actuel Président voulait par-dessus tout assurer le succès de son vice-président et du parti démocrate. Tout indique, en revanche, qu'il gardait une ambition plus historique que politique, se justifier lui-même aux yeux de ceux qui, demain, raconteront les péripéties de son règne.

Cette justification exige un règlement sans défaite de la guerre du Vietnam. L'intervention des États-Unis dans l'Asie du Sud-Est s'inspire d'une stratégie défensive: endiguer l'expansion du communisme, empêcher le gouvernement nord-vietnamien et le Front de libération nationale de chasser par la force le gouvernement non communiste de Saigon. Il suffit donc aux États-Unis, pour ne pas perdre la guerre, d'assurer, au moins pour une certaine durée, la survie des autorités actuellement légales de Saigon.

Il ne dépendait pas du président Johnson seul d'atteindre cet objectif durant les quelques semaines de présidence qui lui restent d'ici au 20 janvier 1969. Mais il pouvait et voulait franchir le premier pas dans la direction de la paix en négociant secrètement un accord sur la fin des bombardements et le début de véritables négociations.

Il avait, en dépit de tous les commentaires de sens contraire, remporté un premier succès lorsque les Nord-Vietnamiens avaient consenti à se rendre à Paris avant l'arrêt «total et inconditionnel» des bombardements sur le Nord-Vietnam. Il en a obtenu un deuxième, à ses propres yeux, du fait de l'accord, négocié ou secret, qui a précédé l'arrêt dit «inconditionnel» des bombardements. Cet accord devait intervenir avant l'élection présidentielle: Johnson et les Nord-Vietnamiens avaient le même intérêt majeur à ce qu'il en fût ainsi.

Les Nord- Vietnamiens craignaient qu'après les élections, le président Johnson n'eût plus l'autorité nécessaire pour traiter. Quant au Président, il préférait frapper le grand coup alors qu'il demeurerait un Président de plein exercice, échappant au soupçon de prendre des décisions qui engagent l'avenir alors que celui-ci ne lui appartient plus. En bref, les deux interlocuteurs les plus importants, les Nord-Vietnamiens et le président Johnson se rencontraient dans

le désir de s'accorder avant la date fatidique du 6 novembre: l'unité morale de la nation américaine résistait mal à cette lutte prolongée contre un petit peuple indomptable et celui-ci souffrait une épreuve physique sans précédent.

L'heure de la parole

Lassitude des deux côtés, plus morale d'un côté, plus physique de l'autre: l'heure de la parole avait sonné.

Qui a gagné? L'accord secret envisage le retrait progressif des troupes nord-vietnamiennes et des troupes américaines. L'issue de la guerre dépendra donc du dialogue, guerrier et politique à la fois, entre le gouvernement de Saïgon et le Front de libération nationale.

La guerre du Vietnam a permis à un candidat républicain, dépourvu de tout charisme personnel, de l'emporter, en dépit d'un électorat qui demeure en majorité démocrate.

Au Président républicain incombe la tâche d'achever la liquidation d'une guerre qui ébranle l'État le plus puissant du monde, au Congrès démocrate, la tâche d'aider le Président à rétablir la communication avec ceux – les Noirs avant tout – qui ont massivement refusé leur confiance à l'éternel perdant, enfin victorieux. Le système politique a fonctionné selon les procédures ordinaires, mais beaucoup d'Américains se demandent s'il répond encore aux problèmes posés à une puissance mondiale, condamnée à tenir le premier rôle au dehors et profondément divisée à l'intérieur.

Président d'un calibre moyen face à des circonstances exceptionnelles: telle apparaît l'épreuve non d'un homme mais d'un régime et d'une nation.

Quand Russes et Américains se rencontreront...

Réalités
janvier 1969

La rumeur d'une rencontre entre le président Johnson et M. Kossyguine a circulé pendant des semaines. Le premier souhaitait qu'un événement, spectaculaire et glorieux, rendît quelque éclat à la fin de son règne, assombri par la guerre du Vietnam et la crise raciale. Le second attendait peut-être de la rencontre la preuve, offerte à l'opinion du monde entier, que l'invasion de la Tchécoslovaquie ne représentait qu'un incident de parcours, vite pardonné.

Les deux Présidents effaçaient, l'un les bombardements du Nord-Vietnam, l'autre le deuxième coup de Prague, en fumant de concert le calumet de la paix. Mais le Premier soviétique n'a même plus besoin d'effacer ce que les Occidentaux ont déjà presque oublié. Quant à l'homme qui termine son séjour à la Maison Blanche, que peut-il encore apporter à son interlocuteur éventuel? Un nouveau Président remet en question la politique de son prédécesseur.

La rivalité limitera l'entente

La question ne s'en pose pas moins: de quoi auraient-ils discuté? De quelle paix s'agissait-il, ou s'agira-t-il, puisque tôt ou tard les responsables américains et soviétiques se rencontreront de nouveau au sommet? Deux réponses se présentent d'elles-mêmes à l'esprit, l'une certaine, l'autre équivoque. Depuis l'arrivée à la Maison Blanche de J. F. Kennedy, en janvier 1961, les dirigeants américains ont visé obstinément, à travers toutes les péripéties diplomatiques, un objectif: des accords avec l'Union soviétique sur ce qu'ils appellent la maîtrise des armements (*arms control*). Traité de 1963 sur la suspension partielle des expériences nucléaires, installation d'une ligne directe entre la Maison Blanche et le Kremlin (la ligne fut utilisée pendant la guerre des Six Jours au Moyen-Orient), conclusion du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (qu'il reste à ratifier) marquèrent les premiers succès de l'entreprise. Aujourd'hui, le Président américain aurait voulu négocier d'autres accords, qui permettraient de ralentir la course aux armements: notamment la renonciation à la mise en place d'une défense contre engins balistiques (A.B.M.).

En bref, la paix soviéto-américaine serait essentiellement *nucléaire*. Les Deux ne peuvent imposer ensemble leur volonté au monde, ils ne veulent pas se

combattre, ils choisissent, bon gré mal gré, la troisième formule, celle de la rivalité coopérative. Tantôt la rivalité l'emporte et tantôt la coopération. En matière d'armes, la coopération demeure et, probablement, demeurera à l'ordre du jour, bien que le Président Nixon n'accepte peut-être pas l'égalité à laquelle se résignaient finalement les dirigeants démocrates.

La coopération empêchera le conflit

Auraient-ils parlé d'autre chose que des armes, monstrueuses et disponibles, qu'ils ne veulent pas employer l'un contre l'autre et qu'ils n'osent pas employer contre les tiers, incapables de répliquer? Détente, oui, mais nulle perspective de règlement européen. Pas de nouvelle explosion au Moyen-Orient, oui, mais comment réconcilier Juifs et Arabes? Fin de la guerre du Vietnam, oui, mais Kossyguine ne commande pas à Hanoï, pas plus que Johnson à Saigon.

Suprême paradoxe: les alliés des États-Unis et nombre d'États neutres ou non engagés redoutent autant l'entente accomplie que le conflit ouvert entre les deux Grands. Celle-ci apparaît hégémonique et celui-ci mortel. Faut-il craindre l'entente des deux Grands qui se partageraient l'univers et règneraient ensemble? Je ne le crois pas: la rivalité limitera l'entente, de même que la coopération empêchera le conflit ouvert.

L'histoire va donc se poursuivre, avec les problèmes sans solution, les pays divisés, les violences endémiques. Certes, les hostilités devraient prendre fin au Vietnam et au Nigéria au cours de l'année qui vient, mais, nulle part ou presque, les deux Grands ne visent des objectifs à ce point accordés qu'ils puissent ou veuillent contraindre les Petits à se soumettre à une décision qu'ils auraient prise en commun.

Et les États continuent de préférer l'indépendance, quel qu'en soit le prix, à l'empire des plus forts.

Un président tranquilisant

Réalités
février 1969

L'arrivée à la Maison Blanche d'un Président équivaut à un changement de monarque: quand le Président appartient à l'autre parti, il s'agit d'un changement de dynastie. Autre souverain, autre dynastie: les États-Unis et leurs problèmes demeurent.

Comment faire tomber...

La fin temporaire ou, si l'on préfère, l'interruption du règne des démocrates évoque l'année 1952, l'élection du général Eisenhower et la guerre de Corée, que le Président Truman ne parvenait ni à gagner décisivement ni à terminer par des négociations. Le candidat républicain, le glorieux soldat, l'emporta contre A. Stevenson grâce à sa popularité, mais aussi à la faveur de la lassitude de l'opinion. Les électeurs américains souhaitaient une paix honorable et ils éprouvaient le sentiment confus qu'un autre homme, une autre équipe, un autre parti auraient une meilleure chance de réussir. Pour la deuxième fois, par une sorte de paradoxe, le parti républicain a charge de liquider une guerre dont le parti démocrate, aux yeux du peuple américain, porte la responsabilité.

Richard Nixon ne doit certes pas son succès à une popularité exceptionnelle; à peine moins impopulaire que son rival H. H. Humphrey, il a gagné d'une courte tête parce qu'en dernière analyse, l'électorat centriste a voulu, cette fois encore, confier la liquidation de la guerre – Vietnam et non plus Corée – au parti qui n'en avait pas pris l'initiative. L'élection de Nixon en 1960 contre J. F. Kennedy aurait soulevé une tempête dans les milieux «libéraux» en raison du souvenir encore frais de l'affaire Alger Hiss et de la période MacCarthy. Rien de pareil, cette fois. Les intellectuels n'aiment pas le nouveau Président, ils ne lui font pas confiance, mais ils se résignent parce que le Richard Nixon de 1969 diffère de celui de 1960. L'opinion admet que le nouvel hôte de la Maison Blanche, avec quatre années devant lui, liquidera progressivement la guerre du Vietnam et trouvera une solution intermédiaire entre l'engagement illimité, partout et toujours, et le repli sur la forteresse Amérique, vaine nostalgie des isolationnistes.

Nixon reçoit en héritage une économie gonflée à la fois par la phase d'expansion la plus longue de l'histoire américaine et affectée par une crise inflationniste. La situation lui impose clairement sa tâche. Le produit national

brut avait progressé annuellement de 2,7% entre 1952 et 1960, il a progressé de 4,7% de 1960 à 1968. Depuis 1963, la production industrielle a progressé plus vite outre-Atlantique que dans la Communauté Européenne (de 100 en 1960 à 133 au troisième trimestre de 1968 contre 130 chez les Six). En revanche, prix de travail par unité physique, indice des prix progressent à une allure inflationniste (4 à 5% par an). Les taux d'intérêt sont à des niveaux records. Les Républicains ont pour devoir de combattre l'inflation sans consentir à un ralentissement de la croissance) dans le style du règne Eisenhower.

... la fièvre de l'Amérique

Comment Nixon atteindra-t-il l'objectif? Avouons-le: nous connaissons mieux les buts que les moyens et le Président élu partage probablement nos incertitudes. Il s'est abstenu de toute prise de position catégorique. On admet qu'il fera la paix au Vietnam pour répondre aux vœux de l'opinion et que les Nord-Vietnamiens et le Vietcong accepteront un compromis parce qu'eux aussi ont besoin de la paix et connaissent les limites de ce qu'un Président américain peut leur concéder. Les conseillers économiques du Président permettent de prévoir une autre politique de crédit. Mais il n'y aura rien de comparable à la fièvre d'innovation, à la prolifération des messages au Congrès qui marquèrent les premières semaines du règne Kennedy.

Richard Nixon, qui n'inspire pas les mêmes passions hostiles qu'il y a huit ans, n'éveille pas de grands espoirs. Force ou faiblesse? L'un et l'autre. Il doit rétablir peu à peu l'unité de la nation en rassurant les Blancs sans désespérer les Noirs, en persuadant les uns et les autres que «patience et longueur de temps font plus que force et que rage». La crise américaine cèdera-t-elle à cette thérapeutique par calmant?

En tout état de cause, le règne républicain présente un avantage: il permettra aux insatisfaits de reporter leurs espérances sur le futur règne des démocrates. Humphrey n'aurait pas disposé de ce suprême recours.

L'Amérique en fièvre

Le Figaro
25 mai 1970

Entrée des troupes américaines au Cambodge, présence de pilotes soviétiques en Égypte, baisse à Wall Street, hausse des prix, menace de récession: rarement un président des États-Unis dut affronter, en même temps, autant de crises graves. Manifestation des étudiants contre la guerre du Vietnam, contre-manifestation des ouvriers de New York contre les pacifistes et le maire "libéral" Lindsay, marche des non-violents pour protester contre la mort d'étudiants noirs, tués par la police, "contestation" par les sénateurs de la légalité de la décision prise par Richard Nixon d'intervenir au Cambodge, "contestation" par les fonctionnaires de Washington, au *State Department* et au ministère de la Santé, de l'Éducation et du Bien-Être (*Health, Education and Welfare*), de l'action ou de l'inaction de leur chef: jamais, depuis un quart de siècle, les Américains ne me sont apparus aussi divisés, aussi déchirés, aussi angoissés.

Vainement on tenterait de ramener ces conflits à des schémas classiques, riches contre pauvres, ouvriers contre capitalistes, Blancs contre Noirs, conservateurs contre révolutionnaires. Les juristes, parmi lesquels l'ancien président de la Cour suprême, Earl Warren, figurent en bonne place parmi les opposants. Les syndicats ouvriers mènent la contre-offensive patriotique ou nationaliste cependant que les universités, en particulier celles de la côte est où se retrouvent les enfants de la bourgeoisie libérale, où se recrutent les membres de l'*establishment*, de la classe dirigeante, semblent unis - professeurs et étudiants rassemblés - contre Nixon, réactionnaire et belliqueux.

Depuis le mois de novembre, après l'appel du président à la majorité silencieuse, une sorte de calme régnait dans le pays et en particulier les "campus". Les événements du Cambodge, selon toute probabilité accidentels, ont mis fin à la trêve et inauguré une nouvelle période d'agitation dont nul ne saurait aujourd'hui prévoir le déroulement et les conséquences.

Pourquoi ce déchaînement passionnel en réponse à une décision que la conjoncture, créée par le renversement du prince Norodom Sihanouk, permet d'expliquer, sinon de justifier?

Le président Nixon avait annoncé le retrait de 150.000 soldats américains au cours de l'année à venir: l'extension de la zone des opérations, quelques jours après cette promesse de dégagement, prit la signification d'une nouvelle

"escalade", d'un retour à la stratégie de victoire, abandonnée par L. B. Johnson avant même l'arrivée de Nixon à la Maison-Blanche. Le style dans lequel la décision fut prise, la manière dont le président la fit connaître à l'opinion, puis la mort de quatre étudiants, tués par les gardes nationaux à Kent, donnèrent à la protestation une ampleur et une violence sans précédents.

Depuis longtemps, le Sénat a cessé de conduire la politique étrangère des États-Unis: en une époque où les guerres commencent sans déclaration et se terminent sans traité, le Congrès perd inévitablement l'instrument de son pouvoir et le président, en tant que chef des armées, trouve aisément des motifs valables d'intervention, qu'il s'agisse du Vietnam ou de Saint-Domingue.

Mais, d'une manière ou d'une autre, le président s'efforce d'obtenir, par des consultations préalables ou par le vote d'une motion, l'assentiment, formel ou informel, des sénateurs et des personnalités influentes de la Chambre des représentants. Rien de pareil en cette occasion. Les membres du Congrès furent mis devant le fait accompli. Le secrétaire d'État et le secrétaire à la Défense, à en croire les rumeurs, formulèrent des objections et ne participèrent pas aux ultimes délibérations. Après des entretiens avec quelques familiers, le président s'enferma dans la solitude pour méditer sa décision.

Journalistes et hommes politiques critiquèrent âprement la procédure, le goût de l'isolement et du secret, en même temps que la décision. Le président n'avait-il pas perdu le contact avec l'opinion, avec ses ministres même, séparé de tous par ses conseillers intimes? Les démocrates, les libéraux qui n'ont jamais pardonné au président son rôle dans le passé, à l'époque du procès Alger Hiss et au début des années 50, dénoncèrent avec indignation et peut-être avec une angoisse sincère, les dangers que ferait courir à la République le pouvoir d'un homme imprévisible, peu maître de lui-même et de ses émotions.

Le président se hâta de battre en retraite, il multiplia les contacts avec les représentants des divers groupes, il promit la fin des opérations au Cambodge pour le 30 juin; il donna audience à des présidents d'université, il convoqua le cabinet (qui ne s'était pas réuni depuis des mois); en même temps, il maintint autant que possible la politique qu'il avait choisie au Vietnam. Par-dessus tout, il entend sauver les prérogatives présidentielles qu'il tient pour constitutionnelles, à savoir la liberté de conduire la diplomatie et la stratégie des États-Unis.

Les sénateurs, de leur côté, en particulier les membres de la commission des Affaires étrangères, et leur président Fulbright, jugèrent l'occasion propice à une affirmation de puissance. Les législateurs eurent une conscience juste de

l'inquiétude publique. Ils menacèrent d'utiliser l'arme dont ils disposent encore: le vote des crédits. La discussion continue sur des motions; l'une qui interdirait l'emploi des fonds pour les troupes américaines au Cambodge après le 30 juin se borne, en apparence, à confirmer un engagement du président lui-même; une autre supprimerait tous crédits pour des opérations au Vietnam, Laos et Cambodge après 1971. Peut-être un compromis interviendra-t-il entre le président et les sénateurs sur un texte qui donnerait quelque satisfaction au Congrès sans lier les mains au président.

Crise constitutionnelle? Je ne le crois pas ou du moins pas encore. À coup sûr, un des courants qui traversent l'opinion a-t-il pour origine la révolte contre le rôle mondial, ou, si l'on préfère, impérial des États-Unis. La guerre du Vietnam, que l'armée ne peut pas perdre mais qu'elle semble incapable de gagner dans la mesure où la victoire exigerait un régime fort à Saigon, met à rude épreuve à la fois le régime politique et la conscience morale du pays. Disproportion entre les intérêts américains au Vietnam et la grandeur de l'effort et des sacrifices, pertes infligées par la technique de combat aux populations civiles que l'armée a pour objectif de protéger, désagrégation du bloc communiste qui enlève apparemment à la stratégie de l'endiguement la signification que celle-ci revêtait il y a vingt ans en Europe; les critiques de la guerre du Vietnam ne sont pas en peine d'arguments. L'autre camp n'a qu'une seule réponse: comment partir honorablement, c'est-à-dire sans compromettre la crédibilité des autres engagements américains, sans provoquer une réaction, elle aussi violente, de l'armée, et de la "majorité silencieuse"? La voie intermédiaire qu'avait empruntée le président Nixon conduit-elle à une impasse? Elle ne promet pas, en tout cas, une fin prochaine des combats, même si le retrait des troupes américaines se poursuit.

Prolonger la guerre, c'est mettre en péril la fabrique même de la société américaine. Mais le président peut-il, à moins de capituler, y mettre fin du jour au lendemain? L'unité de la nation résisterait-elle mieux à la capitulation? Chacun met l'accent sur les périls de la politique qu'il condamne. Tous les réquisitoires emportent la conviction: aucun plaidoyer ne convainc.

L'Amérique en fièvre. Le Vietnam et le mal de la jeunesse

Le Figaro
26 mai 1970

La crise morale et politique, aux États-Unis (1), a pour cause prochaine la guerre du Vietnam, impopulaire, immorale aux yeux de beaucoup; la plupart des jeunes la jugent scandaleuse, elle exaspère ceux-là mêmes qui s'y résignent. Pourtant, je n'ai pas rencontré un seul Américain pour penser que la fin de la guerre apaiserait les troubles et guérirait la nation.

Le retrait du corps expéditionnaire devrait entraîner l'évacuation des forces américaines de toute la région, Laos, Thaïlande, Cambodge. Dans la mesure où les opposants refusent désormais le rôle mondial des États-Unis, ils critiqueront demain la présence de troupes américaines en Corée, ils demanderont et obtiendront la réduction des effectifs stationnés en Europe.

Bien entendu, entre le rôle de policier du monde, que les Américains ne veulent plus jouer, et le retour à l'isolationnisme, que la conjoncture interdit, de multiples solutions intermédiaires existent. Mais, psychologiquement, il est aussi difficile de faire sa juste part à l'abandon qu'à l'intervention. Logiquement, le dégagement en Extrême-Orient devait rendre à la stratégie américaine la liberté d'action que lui enlève l'enlèvement vietnamien. En fait, une défaite spectaculaire en Extrême-Orient rendrait malaisée une action résolue en un point quelconque du monde.

De plus, le débat sur la politique étrangère accompagne et, pour une part, exprime une sorte de "révolution culturelle". Certes, les "libéraux" ne se renient pas eux-mêmes en critiquant une guerre cruelle, non déclarée, aux objectifs incertains. Mais, pour une part, la violence de l'opposition au président Nixon tient à la "sécession" des étudiants et des intellectuels. Les "libéraux" des deux partis reprochent au président son insensibilité au mal de la jeunesse.

Il n'est pas question de définir ou de juger en quelques mots ce que l'on appelle révolte de la jeunesse, avec ses manifestations multiples, liberté sexuelle, usage de la drogue, extrémisme politique, style original du vêtement, etc. Il n'y a pas *un*, mais *des* mouvements, violents et non violents, culturels et politiques, bien que les diverses tendances se recoupent et que le passage s'opère parfois insensiblement des hippies aux S.D.S. (*Students for a Democratic Society*), de la

lutte pacifique pour les droits civils à l'action révolutionnaire et aux cocktails Molotov. Conscience de l'Amérique selon les uns, génération utopique et nihiliste selon les autres, les étudiants en colère exercent et exerceront une influence profonde sur la classe dirigeante qui se sent jugée et condamnée par ses enfants.

Les observateurs, portés à l'optimisme, estiment que les groupuscules extrémistes ont perdu la partie, même s'ils continuent à défrayer la chronique par des exploits spectaculaires. Les modérés, qui condamnent non les valeurs américaines mais la trahison de ces valeurs par la guerre du Vietnam et le racisme, seraient en voie de l'emporter. Ils transformeront demain la société américaine en conjuguant, avec le souci ancien de la production et de l'efficacité, l'effort vers une plus grande égalité et la résolution d'intégrer dans le système les minorités exclues, en particulier les Noirs.

Dans l'immédiat, on assiste à des regroupements, à des réalignements qui apparaissent, surtout aux Européens, curieux, paradoxaux. Contre la guerre du Vietnam ou plutôt pour la paix à tout prix prennent position les "libéraux", depuis le *New York Times* jusqu'à l'ancien président de la Cour suprême, *Wasp* (*White anglo-saxon protestants*) et israélites, professeurs et banquiers. Pour la guerre du Vietnam ou plutôt contre la paix à tout prix, pour un "retrait ordonné" et pour une paix honorable, la petite bourgeoisie, encore fidèle à l'Amérique du passé - patrie, travail, moralité - se trouve au coude à coude avec les syndicats ouvriers.

Les extrémistes ont bien tort de s'en prendre à l'*establishment* comme à un bloc homogène; les ouvriers ont également tort d'inscrire sur leur bannière "vive l'*establishment*" (ironiquement?): industriels, banquiers, sénateurs se dressent aujourd'hui, en grand nombre, contre Nixon, la guerre du Vietnam, voire les valeurs qui passaient pour typiquement américaines. Les "libéraux" ne participent pas à la révolte culturelle, mais les circonstances leur offrent l'occasion d'une alliance bienvenue. Présidents et professeurs d'université ont, durant ces dernières semaines, évité la "confrontation" en partageant l'indignation des étudiants, mais, du même coup, ils glissent sur une pente dangereuse: les universités peuvent-elles prendre une position politique en tant que corps constitués sans compromettre leurs propres principes? L'unanimité, possible ou apparente, à propos du Cambodge se retrouvera-t-elle demain lorsqu'il s'agira du Moyen-Orient ou de l'intégration raciale?

Au-delà des épisodes sur lesquels se concentre aujourd'hui l'attention, au-delà

de l'obsession vietnamienne, l'incertitude subsiste sur le sens authentique et les conséquences de la crise. Quand ils condamnent les inégalités excessives des revenus ou les survivances du racisme, les jeunes se réclament des mêmes valeurs que leurs aînés. Quand ils attribuent la responsabilité de tous les maux, aux États-Unis et dans le monde, à "l'impérialisme" et au "capitalisme", ils adoptent le langage et la pensée mythologique des marxistes-léninistes et ils n'offrent rien de neuf ou de fécond. En revanche, quand ils s'affirment indifférents au succès, hostiles à l'effort et à la compétition, quand ils proclament leur mépris du travail et de la puissance, ils se mettent en dehors de la société dont ils émanent et qu'ils rejettent. La sous-culture qu'ils vivent spontanément ne peut devenir celle de la société globale: elle demeurera ou bien l'expression transitoire de l'adolescence ou bien le symptôme du malaise ressenti par les hommes à l'intérieur de l'ordre rationalisé et hiérarchisé, de l'organisation technico-administrative.

Révolte superficielle, passagère, limitée à une fraction de la population estudiantine? L'importance numérique de cette population suffit à donner à cette agitation, même si seule une minorité y prend une part active, une portée plus que symbolique. Entre la manière de penser désormais à la mode et la politique étrangère de la République américaine, la contradiction éclate. Cette politique demeure commandée par la considération des rapports de forces, par la résistance à l'expansion communiste, par la nécessité de maintenir un ordre dans un univers déchiré par les passions idéologiques et l'écart croissant entre pays riches et pays pauvres. Or, même les modérés de la jeune génération semblent en quête de vie communautaire, d'émotions partagées, d'expériences psychiques. Les fils de la bourgeoisie moyenne et supérieure ignorent les duretés de l'histoire et jugent impitoyablement les États-Unis avec intransigeance et idéalisme.

Leurs parents, sans souscrire à leur sévérité, se joignent provisoirement à eux contre Nixon, contre la guerre du Vietnam, pour l'intégration des Noirs et de tous les laissés pour compte du progrès. Mais les démocrates portent leur part de responsabilité dans tout ce qu'ils dénoncent, qu'il s'agisse de la guerre, de la pollution de l'atmosphère, de la dégradation des villes. Regagneront-ils la confiance des électeurs par l'indulgence à l'égard des contestataires, le mépris à l'égard de la majorité silencieuse? Retrouveront-ils le chemin du pouvoir en reprochant à un président républicain de ne pas liquider assez vite une guerre dont deux présidents démocrates assumèrent la responsabilité?

La réponse dépend avant tout des cours de la Bourse et des statistiques du

chômage.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 25 mai.

Vers un nouveau système international pluripolaire et planétaire

Le Figaro
30 décembre 1971

L'année 1971 demeurera-t-elle, dans la mémoire des hommes et la chronique des historiens, celle de l'entrée de la Chine populaire aux Nations Unies ou celle de la dévaluation du dollar? Peut-être ces deux événements s'inséreront-ils dans le même ensemble: l'affaiblissement, moral plus que matériel, des États-Unis, la tension croissante entre l'Union soviétique et le régime maoïste, la reprise des relations entre Chine populaire et États-Unis ont changé la face du monde diplomatique.

Depuis la guerre de Corée, donc depuis 1951 et jusqu'à l'apparition des représentants de Mao Tsé-toung aux Nations Unies, les communications diplomatiques entre Washington et Pékin se bornaient à des conversations intermittentes à Varsovie. Le parti vaincu dans la guerre civile et réfugié à Formose continuait à représenter la Chine.

Cette mise en quarantaine aurait pu – et beaucoup d'observateurs l'ont cru – souder l'alliance entre les deux grands du marxisme-léninisme. Ayant le même ennemi, Chine et Russie ne seraient-elles pas condamnées à une alliance étroitement soudée? L'inverse s'est produit. Parmi les causes multiples de la rupture figure la divergence sur l'attitude à l'égard des États-Unis. L'Union soviétique refusa de soutenir son allié, en 1958, au moment de la crise ouverte par les bombardements sur les îles de Quemoy et de Matsu, elle dénonça en 1959 le traité de coopération nucléaire signé en 1957, elle retira en 1960 tous les spécialistes qui travaillaient à la construction des usines ou à la modernisation de l'appareil de production. Rivalité d'États et polémiques idéologiques se mêlèrent de manière inextricable: chacune des deux grandes puissances accusait l'autre de trahir la vérité du marxisme-léninisme et de se rendre coupable de chauvinisme ou d'impérialisme.

Ayant reçu en héritage l'interminable guerre du Vietnam et refusant de la liquider à n'importe quel prix, le président Nixon semblait prisonnier de la conjoncture, établie depuis vingt ans, incapable d'un dialogue avec la cinquième puissance nucléaire et le pays le plus peuplé de la terre. Grâce à des circonstances heureuses – la Chine populaire sortait de la Révolution culturelle

et consentait à s'ouvrir au-dehors – grâce aussi au réalisme de sa pratique diplomatique, le président Nixon a réussi ce que ses rivaux du parti démocrate n'avaient jamais osé faire: violer le tabou de la Chine intouchable, se faire inviter à Pékin par Mao Tsé-toung et Chou En-lai et recueillir, pour ce renversement d'attitude, les acclamations de la majorité de l'opinion.

Quelques mois après l'annonce de la visite de M. Nixon à Pékin, la guerre entre l'Inde et le Pakistan provoquait un curieux alignement des acteurs: Chine et États-Unis prenaient parti pour le maréchal Yahya Khan, l'Union soviétique pour Mme Gandhi, la France et la Grande-Bretagne adoptaient une attitude de neutralité. Il n'en résultait pas, contrairement à ce qu'affirmèrent nombre de commentateurs, que Chine populaire et Union soviétique se combattaient par Pakistan et Inde interposés. La guerre qui aboutit à l'indépendance du Bangla Desh (ex-Pakistan oriental) a eu pour origine les élections qui donnèrent à la ligue Awami 167 sièges sur 169 et le refus du maréchal Yahya Khan de s'accorder avec les représentants élus de la province orientale. Répression brutale, émigration de millions de Bengalis (7 millions? 8 millions? 10 millions?), concentration de troupes indiennes à la frontière: les événements s'enchaînèrent inexorablement jusqu'au moment où, par un acte de désespoir ou de folie, le chef de l'État, à Islamabad, déclencha une guerre qu'il était assuré de perdre à l'Est et qu'il ne pouvait pas gagner à l'Ouest.

Chine populaire et États-Unis plaidaient la cause de la souveraineté nationale, de l'interdiction du recours aux armées régulières, même pour aider la rébellion d'une minorité nationale; ils accusaient Mme Gandhi de méconnaître les obligations incluses dans la charte des Nations Unies. Pour la première fois depuis 1945, les frontières d'un État, issu du retrait de l'impérialisme européen, étaient modifiées par l'intervention d'une armée d'un État voisin. Précédent redoutable même si les circonstances le justifiaient.

À la conjonction sino-américaine, il serait absurde de donner une signification qu'elle n'a pas. Si, demain, la Chine populaire soutient des partisans maoïstes au Bengale, les États-Unis se trouveront dans l'autre camp, où ils retrouveront peut-être l'Union soviétique. En vérité, la complexité du jeu diplomatique, après la rentrée de la Chine, interdit les alignements d'hier, constants, prédéterminés. Peut-être l'hostilité dominante, au moins en Asie et, pour une part, indirectement à travers le monde, est-elle désormais entre Union soviétique et Chine populaire. Le centre de la politique mondiale, le foyer des turbulences se déplacent vers l'Asie et le rôle des États-Unis décline.

L'Inde n'est pas devenue une grande puissance, mais elle s'est débarrassée de l'obsession pakistanaise qui l'empêchait de porter ses regards au-delà des limites du sous-continent. Le président Nixon et n'importe quel autre président, de même, pressé par l'opinion publique, a pour objectif prédominant de traduire les engagements extérieurs des États-Unis. Il y a dix ans, le Congrès votait plus de crédits que n'en demandait la présidence et tremblait à la seule perspective d'une supériorité soviétique en fait d'engins balistiques. Aujourd'hui, les États-Unis possèdent, par rapport à l'Union soviétique, un moindre nombre d'engins balistiques, un moindre tonnage de mégatonnes, elle est en retard pour la mise en place d'une défense contre engins pour les bombes «orbitales», pour l'interception des satellites. La seule supériorité des États-Unis concerne les M.I.R.V. ou les fusées à ogives multiples, chacune ayant un objectif indépendant. C'est un président américain, ex-champion de la guerre froide, qui accepte la suprématie nucléaire de l'autre super-grand et ce dernier, simultanément, développe sa marine à une allure accélérée et fait flotter le pavillon à la faucille et au marteau sur toutes les mers du globe en particulier dans l'océan Indien.

Que l'Union soviétique, grâce à la victoire de l'Inde sur le Pakistan, acquière une influence accrue dans le sous-continent et peut-être des facilités pour ses navires irrite le président Nixon, mais les commentateurs se demandent pourquoi il aggrave sa défaite en prenant parti à la fois pour l'État vaincu et pour une cause douteuse, comme si l'accord temporaire avec Pékin pouvait lui apporter une compensation valable.

La turbulence asiatique et le retrait américain expliquent, en une large mesure, les événements politiques d'Europe et les événements économiques et monétaires à l'intérieur du monde atlantique. Les dirigeants du Kremlin, qui souhaitaient depuis des années la consécration du *statu quo*, ont quelque peu facilité au gouvernement social-démocrate-libéral de Bonn la politique d'ouverture à l'Est. Traités germano-soviétique et germano-polonais confirment l'acceptation par la République fédérale des conséquences de la Seconde Guerre mondiale, de l'existence des deux États allemands, avec, pour le chancelier Brandt, une double contrepartie: la fin de la propagande dénonçant les revanchistes de Bonn, un règlement de la question berlinoise qui comporte certaines garanties pour tous les Occidentaux et certaines améliorations au sort des Berlinoises de l'Ouest. La diplomatie américaine n'a pas désapprouvé la politique du chancelier Brandt d'ouverture à l'Est, pas plus qu'elle ne s'oppose à la conférence européenne de sécurité. Elle n'en a pas l'initiative; de même que la doctrine Nixon pour l'Asie limite le rôle des États-Unis à celui du suprême

recours ou du garant nucléaire, de même les Européens assument ou devront assumer la responsabilité de leur destin, de leur défense et de leur diplomatie, vivre à l'ombre du géant soviétique, sans glisser vers la dépendance, sans craindre une force militaire que l'équipe dirigeante, à Moscou, accumule en vue de l'épreuve permanente des volontés.

La crise du dollar, ouverte par la réévaluation du mark en mai, aggravée par la déclaration officielle d'inconvertibilité au mois d'août, découle d'une autre série. Elle a pour origine les dévaluations des monnaies européennes en 1949, dévaluations dont le taux avait été probablement mal calculé et qui en tout cas ne répondait plus à la vérité dès le moment où les Européens et le Japon reconstruisaient et développaient leurs appareils de production. Pendant vingt ans, les États-Unis et le monde entier ont bénéficié des avantages et des inconvénients, inégalement partagés, de la surévaluation du dollar: le flux des dollars favorisait l'expansion; le déficit de la balance des comptes américaine finançait les investissements des grandes sociétés d'outre-Atlantique dans le monde entier. À la longue, les banques centrales, en particulier celle de la République fédérale, devaient se lasser d'une accumulation indéfinie de dollars de moins en moins convertibles au taux officiel. La guerre du Vietnam et l'inflation intérieure aux États-Unis ont donné le coup de grâce au dollar dont la dernière dévaluation remontait à 1934.

Une nouvelle dévaluation est acquise. Elle marque la fin de l'après-guerre ou la fin de l'hégémonie américaine dont témoigne le retrait américain en Europe et en Asie. Marque-t-elle aussi la fin du dollar en tant que monnaie transnationale, acceptable et acceptée aux quatre coins de la planète? Certes, le dollar ne retrouvera plus la place anormale qu'il a tenue depuis vingt-cinq ans. Mais, tant qu'il n'y aura pas de monnaie européenne, la monnaie de la plus grande unité économique à savoir les États-Unis sera inévitablement utilisée plus que les autres. Encore faut-il qu'elle redevienne convertible et que la balance américaine des paiements retrouve un équilibre, condition indispensable à la confiance dans les nouvelles parités. La substitution de l'objectif de l'équilibre extérieur à l'objectif du maintien à tout prix du taux de change s'est opérée avec la soudaineté propre à la diplomatie Nixon. Hier, il fallait démontrer que le dollar était aussi bon que l'or, aujourd'hui il faut dévaluer le dollar par rapport aux autres monnaies le plus possible. Le changement de perspective transforme les défaites en victoires.

La diplomatie du dollar ne disparaît pas avec l'hégémonie, elle risque même

de se durcir. Moins soucieux de sauver l'Europe et la démocratie, les dirigeants de Washington calculent les coûts et les rendements. Ceux qui, à Washington, ont encouragé les fondateurs du Marché commun, il y a vingt-cinq ans, ne raisonnaient pas en hommes d'affaires. Aujourd'hui, M. Connally raisonne en homme d'affaires et il n'aime ni la politique agricole commune ni les accords de libre-échange entre Bruxelles et les membres de l'ex-zone de libre-échange.

Le dialogue commercial entre Europe et États-Unis n'aura pas moins de vigueur que le dialogue monétaire.

À propos des «fuites» américaines. La presse et le secret d'État

Le Figaro
11 janvier 1972

Un journaliste américain a reçu, d'une source non encore identifiée, communication des procès-verbaux des séances d'un groupe restreint, composé de civils et de militaires, qui se réunit sous la présidence de H.-J. Kissinger, chaque fois qu'éclate une crise internationale. Ce groupe, appelé groupe d'action spécial de Washington (*Washington special action group*, WSAG) a pour mission de conseiller le président ou d'en répercuter les instructions, en vue de ce que les Américains appellent *crisis management*; la traduction littérale *gestion de la crise* suggère la nécessité de décisions rapides, en fonction d'une conjoncture susceptible de changer d'un instant à l'autre.

Cette fuite qui n'a pas eu le même retentissement que l'affaire précédente, celle de l'histoire de l'engagement au Viet-nam (*Pentagon papers*) n'en a pas moins une portée peut-être plus grande encore. Les documents, rassemblés sur l'ordre M. McNamara, se rapportaient au passé et le responsable de la «fuite» n'appartenait pas au nombre des grands personnages du régime. Le groupe d'action ne comprend que des hommes haut placés et le journaliste, M. Anderson, vient d'accomplir un nouvel exploit puisqu'il a publié certaines des études préparées pour le président Nixon, avant les entretiens de ce dernier avec le premier ministre du Japon.

Je m'en voudrais de porter un jugement sur le commentateur qui se croit moralement autorisé à publier des documents tenus pour strictement secrets par les autorités légales. La déontologie professionnelle n'est pas la même d'un côté et de l'autre de l'Atlantique et je ne doute pas que certains de mes confrères de la presse française n'applaudissent avec envie à la liberté dont témoignent aux États-Unis les commentateurs, dans les journaux ou à la radio. Personnellement, il me paraît contraire aux devoirs du citoyen, en un pays démocratique, en période normale, de s'ériger en juge de ce qui doit et de ce qui ne doit pas être publié.

Il n'en résulte nullement le conformisme ou l'acceptation servile de la version que les autorités donnent des événements ou de leurs intentions. En 1957, au moment où parut ma brochure sur la *Tragédie algérienne*, je rencontrai maints

des hommes politiques de la IV^e et de la future V^e République. L'écart entre leurs propos privés et leurs opinions officielles me troubla sans me surprendre; il me renforça dans mes convictions mais je ne me crus jamais, autorisé à faire état de ce que tel ancien ou futur ministre pensait authentiquement de l'avenir de l'Algérie. Pas davantage je ne reproduirais les conversations sur le *Concorde* avec nombre de ceux qui ont pris ou assumé des responsabilités.

Les inconvénients de cette «discrétion» ne m'échappent pas. Le pouvoir décide seul de ce que l'opinion a le droit de savoir. Malgré tout, la voie dans laquelle s'engagent, aux États-Unis, hommes politiques, fonctionnaires et journalistes me paraît dangereuse.

Le responsable des fuites, quel qu'il soit, agit en se réclamant pour ainsi dire de l'objection de conscience. Quand la politique du gouvernement lui déplait, il estime légitime de transmettre à l'opinion, par l'intermédiaire de la presse, des documents dits confidentiels. Or, si, dans le cas de volumes retraçant le cours de la guerre du Viet-nam, les arguments ne manquent pas en faveur de la violation de la loi écrite au nom d'une loi supérieure, quels arguments le «coupable» pourrait-il avancer quand il s'agit des: procès-verbaux du groupe d'action ou des études sur les relations nippo-américaines?

Les procès-verbaux des réunions du groupe d'action que le *New York Herald Tribune* a reproduits, n'apprennent pratiquement rien que n'importe quel observateur n'ait déjà su. Ils révèlent un président passionnément désireux de manifester son aversion à l'égard de l'Inde et de l'action militaire contre le Pakistan, irrité par la réticence des services (qu'il perçoit comme mauvaise volonté) à suivre ses instructions. Les membres du groupe d'action ne se font aucune illusion sur les chances de l'armée pakistanaise de résister à l'Est, ils s'interrogent sur les intentions de l'Inde à l'Ouest et semblent craindre que Mme Gandhi ne veuille démembrer aussi le Pakistan occidental (encore que, sur ce dernier point, aucun des membres du groupe n'ait formulé une opinion catégorique).

Que restait-il pour créer une impression de scandale? À un moment donné, les membres du groupe s'interrogent sur l'éventualité d'un transfert au Pakistan d'armes vendues ou données à d'autres pays musulmans. Ils concluent d'ailleurs négativement. À un autre moment, M. Kissinger qualifia les séances du Conseil de sécurité *exercice in futility*, disons, en traduction libre, une simple comédie. Étant donné le veto prévisible de l'Union soviétique, ce jugement – brutalité du vocabulaire mise à part – répond exactement à la réalité. Ceux qui s'en indignent

témoignent d'ignorance ou d'hypocrisie. L'ambassadeur des États-Unis à New Delhi a envoyé des télégrammes pour protester contre la politique choisie par le président Nixon: rien de plus normal. Un ambassadeur représente souvent à la fois son pays et le pays auprès duquel il est accrédité. Il a pour mission de maintenir de bonnes relations entre les deux.

En d'autres termes, les procès-verbaux n'apportent aucune révélation; ils confirment les choix du président et aussi son impuissance à modifier le déroulement de la crise en même temps que la détermination résolue d'une politique qui, vue de l'extérieur, cumule les inconvénients: prenant parti pour le camp voué à la défaite et pour une cause douteuse, à quelles contraintes obéissait le président? Quel profit espérait-il de cette perte de face?

Peut-être le plus grand intérêt de ces procès-verbaux tient-il non aux propos eux-mêmes mais à ce qui n'est pas dit. À aucun moment, le seul confident de Richard Nixon, M. H.-J. Kissinger, ne laisse deviner à ses interlocuteurs les motifs du président. Les membres du groupe d'action font figure d'exécutants ou d'informateurs: aux uns on demande ce qui se passe, aux autres ce que l'on peut et doit faire pour que les États-Unis donnent l'impression (à qui? à Tchou En-lai?) de prendre le parti du Pakistan. Même pour le groupe d'action, la diplomatie, décidée au sommet, reste, au sens propre, une diplomatie secrète.

Finalement, les journalistes chercheront-ils à installer des micros dans le bureau du président au nom du droit du public à l'information? Raison d'État contre liberté de la presse: les Américains n'ignorent pas plus la raison d'État que les Européens, mais ils ne l'acceptent pas au fond de leur cœur alors que la liberté de parole et d'écrit, consacrée par un amendement à la Constitution, éveille, en chaque citoyen, le sens du sacré.

Diplomatie secrète

Le Figaro
15-16 janvier 1972

Le *New York Herald Tribune* a publié, dans la même page, mercredi dernier, trois articles consacrés à l'affaire des fuites, l'un de C. L. Sulzberger reprenait et approuvait la thèse des excès de la liberté, l'autre, de James Goldsborough tirait les leçons de l'affaire des fuites et le troisième de Joseph Kraft cherchait l'explication de l'affaire elle-même dans les querelles entre les différentes administrations en particulier dans les ressentiments que le rôle de M. H. J. Kissinger éveille chez les fonctionnaires du *State Department*.

Commençons par ce dernier article. Les procès-verbaux du groupe d'action, je l'ai dit, n'apprenaient, pour l'essentiel, rien que l'on ne sût déjà, en ce qui concerne du moins l'attitude des États-Unis à l'égard de la crise indo-pakistanaise. En revanche, ils mettaient en pleine lumière la manière dont les décisions sont prises et ils risquaient de compromettre M. H. J. Kissinger.

Ce dernier avait, sur l'ordre du président, tenu une conférence de presse dans le style proprement américain. Les journalistes pouvaient utiliser les informations données, mais ils ne devaient ni les citer littérale ni indiquer la source. Dans les vingt-quatre heures, tout Washington connut la source, vingt-quatre heures après, le monde entier. M. Kissinger avait dit que les États-Unis ne nourrissaient pas d'hostilité à l'égard de l'Inde; or, au même moment, sur ordre du même président, il faisait pression sur les représentants des services, militaires et politiques, pour que la «neutralité» des États-Unis penchât du côté du Pakistan.

En fait, je ne crois pas qu'en l'occasion on puisse accuser le porte-parole du président d'avoir induit l'opinion en erreur ou d'avoir menti intentionnellement. M. Kissinger niait l'hostilité des États-Unis à l'égard de l'Inde, mais il ne dissimulait guère ce que n'importe quel observateur pouvait constater: le gouvernement des États-Unis désapprouvait l'intervention ouverte de l'Inde dans la crise entre les deux provinces du Pakistan et l'entrée de l'armée indienne au Pakistan oriental. La vraie question porte non sur tel ou tel détail des propos de M. Kissinger en public ou en privé, mais sur la politique adoptée par le président Nixon depuis mars 1970 jusqu'à l'indépendance du Bangla Desh.

L'intérêt national des États-Unis exigeait-il le maintien de l'équilibre entre le Pakistan et l'Inde, la consolidation d'un statut territorial aberrant, l'unité de deux

provinces distantes de plus de 2.000 kilomètres, sans autre communauté que celle de la religion? La réponse me paraît pour le moins douteuse. En fait, le président Nixon, à supposer qu'il n'ait pas été entraîné par ses sympathies ou antipathies personnelles, se sentait lié au Pakistan, même sous le régime du maréchal Yahya Khan, par l'ensemble de sa diplomatie asiatique, avant tout par sa tentative de rapprochement avec la Chine. C'est du Pakistan que M. Kissinger s'était envolé pour sa première visite à Pékin. Plus proche de la Chine populaire que l'Inde, le Pakistan bénéficiait d'un traitement de faveur ou d'un préjugé favorable.

Quant à la répression cruelle du mouvement Bengali par les troupes du Pakistan ni le président ni son conseiller n'en tenaient compte: après tout, au Cachemire non plus, l'Inde ne demandait pas aux populations musulmanes leur opinion et, au Nigéria, Union soviétique et Grande-Bretagne s'étaient accordées pour mettre la sauvegarde de l'État, au-dessus de toute autre considération. À supposer que MM. Nixon et Kissinger aient péché par cynisme à l'occasion de la crise du Pakistan oriental, ils se trouvent en bonne compagnie.

Ce cynisme se révéla en fait irréaliste. Non que l'indignation morale ait mobilisé les gouvernements au service de la liberté des Bengalis. Même si, comme le prétend M. Kissinger et comme le démentent les responsables de New Delhi, les efforts discrets de la diplomatie américaine étaient en train de persuader le maréchal Yahia Khan qu'une solution politique s'imposait et qu'une négociation avec le cheik Mujibur Rahman offrait la seule chance de réconciliation, le président Nixon et son conseiller commirent une erreur de jugement: ils sous-estimèrent la résolution et la capacité de l'Inde de saisir l'occasion de démembrer le Pakistan avec l'approbation d'une majorité de l'opinion à travers le monde. La querelle entre Chine populaire et Union soviétique lui assurait en effet une quasi sécurité.

En bons termes avec le Pakistan et en mauvais termes avec l'Inde, la Chine populaire choisissait de défendre l'unité du Pakistan contre la sécession bengali. Du coup, les hommes du Kremlin donnaient à l'Inde la garantie d'une alliance de revers et recevaient, en contrepartie, la promesse d'une influence accrue dans le sous-continent, voire de facilités pour la flotte soviétique dans l'océan Indien.

Il est facile de comprendre l'irritation du président Nixon, incapable d'intervenir efficacement et non résigné à subir l'événement. Mais pourquoi manifester avec tant d'ostentation mauvaise humeur et impuissance? Le président a dit ou laissé dire que Madame Gandhi envisageait le démembrement

du Pakistan occidental, que la Chine aurait pu, malgré tout, entreprendre des opérations militaires contre l'Inde et provoquer une réplique soviétique, bref que les gestes spectaculaires, les propos agressifs, les mouvements de la flotte avaient pour objectif et ont eu pour effet de limiter les hostilités et de prévenir un embrasement général.

Cette version me laisse sceptique bien que la publication récente de dépêches d'agents secrets permet de penser que le président américain a pu, en effet, prendre une vue apocalyptique d'un conflit dont la durée et des résultats se conforment exactement aux prévisions de ceux qui avaient la chance d'ignorer les avertissements de la C.I.A. En tout état de cause, la prise de position du président Nixon a manifestement quelque rapport avec le prochain voyage à Pékin. Mais comme ce voyage a été préparé dans le plus grand secret, la plupart des membres du groupe d'action ignoraient probablement l'essentiel; en quelle mesure cette neutralité, penchant du côté du Pakistan, se justifie-t-elle par le souci d'apaiser Pékin? Les pertes visibles aujourd'hui seront-elles compensées demain par des profits?

Que l'ambassadeur des États-Unis à New Delhi et les fonctionnaires du *State Department* aient éprouvé quelque indignation à exécuter une politique dont ils ignoraient les possibles justifications, que des personnalités soumises aux ordres d'un père Joseph sans soutane aient tenté d'atteindre le conseiller à défaut du prince, l'hypothèse me semble vraisemblable. Mais, au-delà de ce cas singulier et des devoirs de la presse. M. James Goldsborough établit une curieuse comparaison entre le style de M. Pompidou et celui du président Nixon. L'un n'a pas de Kissinger, il prend donc seul les décisions. La diplomatie personnelle, sinon la diplomatie secrète, résulte-t-elle nécessairement du gouvernement présidentiel?

La question appelle un autre commentaire.

Régime présidentiel et diplomatie

Le Figaro
21 janvier 1972

À la fin de la première guerre mondiale, deux hommes rivalisaient d'éloquence dans la dénonciation de la diplomatie secrète: Lénine et Wilson. Les hommes du Kremlin n'ont pas encore démenti le propos célèbre de Winston Churchill: l'énigme enveloppée dans le mystère. Quant aux dirigeants de la République américaine, devenue une grande puissance, active aux quatre coins de la planète, ils ont réussi (si l'on ose dire) un curieux mélange, imposé par la constitution et les mœurs politiques: le président a ses secrets que le Congrès ne connaît pas, ses services secrets que la presse connaît parfois mieux que le Congrès mais, en contrepartie, Washington bourdonne des informations, puisées aux meilleures sources, qui font une sorte de bruit de fond, cependant que Moscou s'en tient à la méthode plus simple du silence.

Tant que les relations entre États n'auront pas changé de nature, les gouvernants, qu'ils se réclament du marxisme-léninisme ou de la démocratie libérale, revendiqueront le droit au secret que le public leur dénie de temps à autre (quand les conséquences d'une décision se révèlent tragiques) et que les journalistes leur refusent en publiant des textes que les autorités jugeaient confidentiels.

Richard Nixon et Georges Pompidou s'efforcent tous deux, chacun en son style, de dissimuler leurs intentions, ils prennent tous deux les "grandes décisions" sans passer par une délibération du Conseil des ministres ou du Conseil national de sécurité. Les collaborateurs de M. Pompidou semblent s'être interrogés jusqu'à la veille de l'entrevue avec M. Heath sur les sentiments de leur "patron". Le président de la République avait préparé à l'avance le texte qui explicitait la réplique française à la suspension de la convertibilité du dollar.

Le président Nixon, de son côté, avait préparé avec un seul homme, H.-J. Kissinger, les pourparlers avec Pékin. Ce dernier avait évidemment des collaborateurs, en particulier des spécialistes de la Chine, qui ne pouvaient pas ignorer le dialogue ou le projet de dialogue sino-américain. Washington et le monde n'en furent informés que le jour où Pékin eut accepté de recevoir le président itinérant.

Le régime plus ou moins présidentiel explique-t-il la "personnalisation" de la diplomatie, en France et aux États-Unis? Pour une part, à coup sûr.

Les présidents du Conseil de la IIIe et de la IVe République ne possédaient ni l'autorité ni le temps nécessaires pour nourrir de vastes desseins et les dissimuler à l'opinion et même à leurs collègues de gouvernement. (Encore, sous la IIIe République, un Delcassé mettait sa marque sur la diplomatie de la France au point de provoquer la colère de l'empereur d'Allemagne). Aux États-Unis, les événements ont confirmé la vieille prévision d'Alexis de Tocqueville: la présidence se renforcera, écrivait celui-ci, à mesure que la République prendra une part plus grande aux affaires du monde.

Les institutions françaises - l'élection du président de la République au suffrage universel, le choix du premier ministre par le président, le long séjour de M. Pompidou à l'Hôtel Matignon - permettent au premier magistrat de l'État la tactique adoptée à l'occasion de la candidature britannique au Marché commun. Les discussions techniques se poursuivaient lentement comme si le sucre des Caraïbes ou le beurre de Nouvelle-Zélande devaient entraîner le oui ou le non. Les fonctionnaires de Paris et de Bruxelles accumulaient d'imposants dossiers sur la livre, les balances sterling et l'insertion d'une monnaie mondiale dans une organisation régionale. Au terme de deux jours de conversations en tête à tête avec M. Heath, M. Pompidou aboutit à un accord décisif, c'est-à-dire à un accord politique, avec le Premier anglais. Les études savantes sur la livre allèrent rejoindre, dans les archives poussiéreuses, les innombrables projets de réformes du système monétaire international. Les difficultés techniques étaient ramenées à leur véritable proportion: insolubles seulement si la volonté de conciliation manquait.

M. Heath ne dispose pas, à l'égard de son Cabinet, de la même liberté d'action que M. Pompidou. Il a été élu par son parti avant que celui-ci n'obtienne la majorité au Parlement. De plus, la tradition, les habitudes, le sens du convenable interdisent au Premier britannique d'agir seul, sans consulter son Cabinet, ou de laisser celui-ci dans l'ignorance de ses intentions.

Si, en régime parlementaire, le chef du gouvernement a des obligations à l'égard de ses collègues du Cabinet - obligations qui ne lient ni M. Pompidou ni M. Nixon - la diplomatie britannique n'en cultive pas moins le secret et n'en dépend pas davantage de l'opinion publique (ou de ce que l'on nomme ainsi). Aucun des deux grands partis, en Grande-Bretagne, n'a proposé de soumettre au référendum la question de l'adhésion britannique au Marché commun. Qu'une majorité de citoyens interrogés, se déclare hostile à cette adhésion, le fait n'a jamais troublé sérieusement M. Wilson ou M. Heath. Au bout du compte,

l'opinion américaine pèse plus lourdement sur M. Nixon, en dépit du régime présidentiel, que l'opinion anglaise sur M. Heath, en dépit du régime parlementaire.

Quant au débat actuel, aux États-Unis, sur le "mensonge officiel" et la liberté de la presse, il a de multiples causes. À force de décréter confidentiels des notes ou des rapports dont la divulgation ne porterait aucun tort à l'État, l'administration finit par encourager "l'indiscrétion avec bonne conscience" ou la "violation de la loi en tant qu'obéissance à une loi morale". Depuis vingt-cinq ans, la diplomatie américaine a multiplié les accords, militaires et économiques, avec des dizaines de pays. Ces accords ne constituent pas des traités, au sens propre du terme; le Congrès les ignore et des sénateurs, tantôt nostalgiques du passé, tantôt hostiles à l'intervention au Vietnam, protestent contre ces prérogatives de l'exécutif et réclament la communication de tous les documents.

Le président Nixon enfin, plus encore que le président Johnson, dirige effectivement la politique étrangère, et il la dirige par l'intermédiaire de H.-J. Kissinger et des cinquante collaborateurs de ce dernier beaucoup plus que par l'intermédiaire du *State Department*, autrement dit du ministère des Affaires étrangères. D'où le paradoxe qui irrite les sénateurs: M. Rogers vient témoigner devant les commissions du Sénat mais non pas M. Kissinger.

Mutatis mutandis: c'est M. Maurice Schumann, non M. Pompidou, qui expose à la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale les objectifs et les méthodes de la diplomatie française. Les Français ne s'inquiètent guère d'ignorer les arrière-pensées du Président parce que ceux mêmes d'entre eux qui ne lui font pas confiance, n'attribuent pas à ses initiatives les mêmes conséquences éventuelles que les Américains aux initiatives de Richard Nixon. Avant 1914, avant 1939, avant 1962 encore, il s'agissait, en France aussi, de la paix et de la guerre: en mettant les choses au pire, l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun bouleversera la politique agricole commune. Enjeu grave, certes, non alternative de la vie et de la mort.

Le journaliste américain qui conjurait les Français, il y a quelques jours, de ne pas adopter le régime présidentiel afin d'épargner à la nation les périls de la diplomatie secrète, ne troublera pas cette sérénité: dès maintenant, il n'y a pas de différence notable entre la pratique française sous la Ve République et la pratique américaine sous Johnson et Nixon.

La paix ne changera pas l'Amérique

Le Point
30 octobre 1972

La guerre du Vietnam s'achève. Même si Henry Kissinger doit prolonger ses conversations avec Le Duc Tho et Thieu, Américains et Nord-Vietnamiens se sont mis d'accord. Et l'essentiel de l'accord subsistera aux péripéties actuelles.

Cet accord est un *compromis*. Les Américains n'ont pas obtenu le retrait des troupes du Nord-Vietnam en contrepartie du retrait de leurs troupes, comme ils l'imaginaient il y a quelques années. Les Nord-Vietnamiens n'ont pas obtenu le démantèlement du régime du Sud à la faveur d'un gouvernement de coalition excluant leurs adversaires. Au-delà de ces deux constatations, chacun imagine à son gré les formes que prendra la bataille politique après le cessez-le-feu, entre le bloc des communistes et de leurs alliés d'une part, les dirigeants sudistes de l'autre.

Nixon aurait-il pu négocier un compromis de même sorte il y a quatre ans, en arrivant à la Maison-Blanche? Je ne le crois pas. De toute manière, le même compromis, sans les voyages de Pékin et de Moscou, n'aurait pas eu la même signification et le Nord n'acceptait pas, il y a peu de temps encore, ce qui, vu de Washington, est l'essentiel: le maintien du régime Thieu et de Thieu lui-même. Le président américain plaide donc qu'il n'a pas livré aux communistes ceux pour lesquels il a prolongé de quatre ans les hostilités.

En vérité, avant même de se terminer sur le terrain, la guerre du Vietnam n'appartenait plus à la phase actuelle de la diplomatie planétaire. Elle n'intéressait plus personne – en dehors des Vietnamiens. Elle n'intéressait plus les Chinois, rassurés par les intentions américaines; elle n'intéressait plus les Soviétiques, dont les inquiétudes sont fixées sur l'Oussouri et les ambitions sur l'Europe ou le golfe Persique. Elle intéressait à peine le peuple américain lui-même, dont McGovern ne parvenait plus à ranimer l'indignation. Soustraits au risque de la conscription et moins assurés de l'emploi, les étudiants de 1972 appartiennent déjà à une autre génération que ceux de 1965, ou même de 1970. L'image des États-Unis au dehors va changer, plus que la scène politique à l'intérieur.

Je n'attends pas, en effet, de la fin de la tragédie vietnamienne des effets immédiats et spectaculaires à l'intérieur des États-Unis, pour des raisons apparemment contradictoires, en profondeur complémentaires: ce que la tragédie

a révélé ne sera pas oublié: ce qu'elle a changé ne sera pas restauré; les Américains vivaient déjà dans l'après-guerre, qu'il s'agisse de leur diplomatie, de leur budget, de leur économie.

Le temps des Talleyrand

1971: année charnière. Un quart de siècle d'histoire diplomatique s'achève, le système monétaire de Bretton Woods s'écroule. Sans la guerre du Vietnam, l'équivalent des voyages de Moscou et de Pékin aurait eu lieu quelques années plus tôt et peut-être la dévaluation du dollar quelques années plus tard. Mais cette guerre n'a pas été la cause authentique, elle a retardé ici, accéléré et amplifié là. Un jour ou l'autre, les responsables à Washington devaient prendre conscience des deux faits majeurs: le conflit sino-soviétique ne supprime pas la rivalité entre les États-Unis et l'Union soviétique – qui demeurent, en dépit de tous les bavardages sur la «multipolarité», «l'équilibre pentagonal», les deux seules puissances globales –, il en transforme les expressions et les règles.

Que le lecteur se souvienne: c'est en juillet 1963 que Soviétiques et Américains signèrent le traité sur la suspension partielle des expériences nucléaires, c'est en juillet 1963 également que les lettres de polémique échangées par les partis communistes russe et chinois furent publiées. N'importe quel M. de Norpois en aurait conclu à l'opportunité, pour Washington, de renouer avec Pékin.

Entreprise difficile que la révolution culturelle devait inévitablement retarder, que les hostilités sur l'Oussouri favorisèrent. Le renversement du prince Sihanouk au Cambodge provoqua un délai supplémentaire. Finalement la diplomatie, au sens traditionnel du terme, reprit ses droits. Richard Nixon obtint des Chinois et des Russes non qu'ils imposent aux Nord-Vietnamiens le consentement à une paix négociée, mais qu'ils ne s'y opposent pas ou que même ils l'encouragent. Le style «réaliste», «cynique», «traditionnel» sera celui de la phase prochaine. Plus d'ennemi monstrueux ni de partenaire vertueux. Du même coup, le souci prioritaire de la politique étrangère, caractéristique de tous les présidents des États-Unis depuis 1945, s'accordera de moins en moins avec les exigences de l'opinion et l'état d'esprit du Congrès.

Bien entendu, ceux qui imaginent que la dégradation des villes, la criminalité, les tensions raciales relèvent du traitement par milliards de dollars connaîtront bientôt des déceptions. La guerre du Vietnam a exacerbé les maux de la société américaine, elle ne les a pas créés; elle a souvent aussi été utilisée comme excuse, pour nourrir un rêve: s'il n'y avait pas la guerre du Vietnam... Pas plus

qu'elle ne libérera des milliards de dollars, la paix ne rendra aux intellectuels, aux sénateurs, au *common man* le goût d'une diplomatie impériale. La génération du plan Marshall s'est éloignée, l'équipe Kennedy a suivi l'évolution du public et elle n'oserait pas citer l'allocution inaugurale du jeune Président, trois ans plus tard assassiné: «... *Nous paierons n'importe quel prix, nous supporterons n'importe quelle charge, nous affronterons n'importe quelle épreuve, nous soutiendrons n'importe quel ami, nous résisterons à n'importe quel ennemi pour assurer le succès et la survie de la liberté.*» Il y a douze ans... Nul auditoire américain n'écouterait aujourd'hui sans sourire cette éloquence churchillienne. Le temps des Talleyrand ou des Bismarck est revenu.

Prudence des diplomates ou repli sur soi d'une nation qui, à en croire la plupart de ses maîtres à penser, fait le malheur des peuples, de ceux même auxquels elle veut faire du bien? Tant que Nixon occupera les bureaux ovales de la Maison-Blanche, le réalisme de la vieille Europe ne glissera pas vers celui du premier Président de la jeune Fédération, celui de George Washington, qui invitait ses compatriotes et ses successeurs à se tenir en dehors des conflits qui n'affecteraient pas les intérêts fondamentaux de la République. Les deux alliances majeures du système interétatique - alliance américano-japonaise, alliance de l'Atlantique-Nord - aucun président n'ose proposer déjà de les dissoudre, aucun ne les interprète plus aussi strictement qu'au cours du dernier quart de siècle. Que les Européens en prennent note et songent à assumer leur destin.

Pas de déclin américain

Révolution américaine, les hippies, les communautés en marge de la société corrompue, les sectes mystiques, la liberté sexuelle, le défoulement antipuritain? Je ne méconnais pas la portée de ce pot-pourri de révolte, d'aspirations et d'expériences. Comme toutes les sociétés industrielles de l'Occident, plus que les autres, les États-Unis ont pris conscience des contradictions de notre civilisation. Demain encore, Nader sera plus populaire que *General Motors*, la protection de la nature plus que le SST, le silence plus que le taux de croissance. Mais ne soyons pas en retard d'une mode: l'Amérique forte, celle qui travaille, ne cherche pas le sens de la vie, elle s'interroge sur sa place dans le marché mondial et sur la compétitivité de ses marchandises.

L'inflation aggravée à partir de 1965 par le coût de la guerre du Vietnam a précipité la crise qui aboutit à la dévaluation de 1971. Mais les économistes jugeaient depuis des années que la parité du dollar, fixée avant la reconstruction

des économies européennes et japonaise, ne correspondait plus à la réalité.

Même le déficit de la balance commerciale n'a pas la signification que certains Américains inclinent à lui prêter. Rien ne prouve que les États-Unis sont déjà engagés sur la voie du déclin. Avec des salaires plus élevés que ceux de leurs concurrents et une supériorité décroissante en fait de productivité, les États-Unis, selon la rationalité économique, ont un bilan commercial déficitaire pour tous les secteurs industriels de technique moyenne. Mais ils gardent un bilan excédentaire à la fois pour les produits primaires (agricoles) et pour les produits de grande intensité technique, pour les industries de pointe. Encore aujourd'hui, les objets manufacturés d'origine étrangère ne représentent que dix pour cent du total des achats intérieurs d'objets manufacturés. Les filiales des sociétés américaines au dehors produisent des biens industriels pour une valeur quatre fois supérieure à celle des exportations de ces biens.

La classe économique tend à attribuer au coût de la diplomatie, aux procédés inévitables des concurrents un déficit, en dernière analyse normal, des échanges commerciaux.

Du coup, les Américains deviennent plus ou moins hostiles au Marché commun, à la politique agricole commune, aux accords préférentiels en Europe, en Méditerranée, en Afrique. L'Amérique d'après le Vietnam, sans esprit de mission, négociera aussi durement avec ses alliés-concurrents qu'avec ses ennemis-partenaires.

Entre la classe intellectuelle obsédée par la critique et la rénovation de la société américaine, et la classe économique qui craint et refuse la décadence, il n'existe plus provisoirement de classe politique, comparable à celle qui inspira la diplomatie des États-Unis et qui concevait les grands desseins, européen et atlantique. Menace ou promesse? La thérapeutique de choc, celle de Connally, par exemple, guérit parfois les malades auxquels ne manque que la confiance en eux-mêmes.

Peut-être une Amérique économiquement agressive rendrait-elle service aux Européens en les obligeant à résister et à vouloir.

Raymond Aron aux Américains: «Ne vous trompez pas d'amis!»

Le Point
2 avril 1973

«Il ne faut pas confondre l'adversaire avec le diable, il ne faut pas le confondre non plus avec un ami.» Voilà ce qu'a déclaré Raymond Aron au Congrès Europe-Amérique, qui s'est tenu à Amsterdam. Au-delà des 350 participants, il s'adresse à l'homme qui dirige la Maison-Blanche.

Vingt-quatre ans se sont écoulés depuis la conférence de La Haye que présidait Winston Churchill et dont sortit le Conseil de l'Europe. J'appartiens au nombre de ceux qui assistaient à cette conférence – plus vieux donc, mais non pas nécessairement plus sage d'un quart de siècle. En d'autres circonstances, la comparaison entre nos espoirs d'hier et notre expérience d'aujourd'hui nous inciterait à méditer sur l'ironie de l'Histoire, sur l'échec inévitable qui sanctionne le succès, sur le succès imprévu qui compense l'échec.

Ceux qui, au lendemain de la guerre, menaient l'action extérieure des États-Unis ont souhaité le relèvement économique de l'Europe occidentale: les voici comblés. Ils imaginaient aussi, au moins certains d'entre eux, un avenir fédéral pour les nations vouées à un avenir commun: les voilà déçus. Une réussite économique insolente, une communauté politique velléitaire ou avortée, tel se formule le jugement presque unanime sur l'aboutissement provisoire de l'entreprise dont le point de départ, au moins symbolique, se situait dans la capitale du pays qui nous donne l'hospitalité.

Or, aujourd'hui, je m'interroge sur les sentiments des générations qui viennent après la mienne. Que signifie pour eux l'alliance de l'Atlantique?

À mes yeux, l'alliance a créé le cadre de sécurité à l'intérieur duquel les Européens ont d'abord relevé leurs ruines, ensuite appris à vivre ensemble, construit enfin leur prospérité. Cette réussite politico-économique, les jeunes Européens, qu'ils en aient ou non conscience, la vivent comme une évidence quotidienne: ils franchissent les frontières sans y prendre garde, et l'Europe est la patrie au moins de leurs vacances. Il en va autrement des États-Unis qu'ils ne connaissent pas de la manière et qui font figure de rivaux en même temps que de protecteurs. Rivaux dans l'ordre économique, et protecteurs dans l'ordre militaire.

En vérité, les deux entreprises jointes d'unification européenne et de coopération atlantique n'ont jamais entretenu des relations dénuées d'équivoque: ni d'une part ni de l'autre. Le président Kennedy, à l'époque où il nourrissait son grand dessein, évoquait les deux piliers du pont qui reliait les deux côtés de l'Atlantique. Mais il demeurait fidèle à la doctrine de la non-prolifération. Les États-Unis se réservaient les armes nucléaires, les armes de suprême recours, tout en souhaitant une participation accrue des Européens aux armes classiques.

Division des responsables de la défense qui, vue de Washington, semble rationnelle, qui est peut-être irrationnelle, qui comporte un double inconvénient. D'une part, techniquement, elle impose aux États-Unis la charge permanente de la sécurité européenne; d'autre part, psychologiquement, elle affaiblit, elle décourage la volonté des Européens d'assumer leur propre défense.

Nous voici déjà parvenus à l'un des thèmes du débat transatlantique je résumerais de la manière suivante: la disproportion entre la prospérité économique et l'impuissance politico-militaire de l'Europe occidentale. Celle-ci, à six et plus encore à neuf, constitue un Grand de l'économie mondiale, le Grand du commerce mondial; elle reste un nain du système interétatique ou, mieux encore, elle n'existe pas en tant qu'acteur de ce système. Peut-elle discuter, sur un pied d'égalité, de droits de douane ou de droits de tirage spéciaux tant qu'elle se croit soumise à un chantage implicite au retrait des troupes américaines?

À quoi nombre de jeunes Européens objecteraient: en quel sens et pourquoi devrions-nous craindre le retrait des troupes américaines? Pourquoi imaginer de toutes les éventualités la plus improbable, la ruée des chars soviétiques vers l'Ouest?

Si nous croyons, pour la plupart, à l'opportunité d'une présence militaire des États-Unis en Europe, ce n'est pas que nous prêtions aux dirigeants du Kremlin des intentions agressives au sens classique ou militaire du terme, ce n'est pas non plus, et moins encore, que nous préférions la confrontation à la détente et la guerre froide à la coexistence (à supposer que ces expressions aient une signification précise), c'est tout simplement que l'Union soviétique est aujourd'hui une des deux grandes puissances militaires du monde. Or cette grande puissance se gouverne selon des méthodes foncièrement différentes des méthodes occidentales. Pourquoi ne serait-elle pas tentée d'étendre son influence sinon son règne, si elle ne se heurte pas à une résistance, si une puissance comparable à la sienne ne lui fait pas contrepoids?

En dehors de la controverse technique ou militaire ou diplomatique, nous ne

devons jamais perdre de vue le paradoxe de la conjoncture présente: Varsovie et Budapest font partie de l'Europe historique, de la culture européenne au même titre que Londres, Paris ou Rome – ce qui n'est pas vrai de New York ou de San Francisco – mais, en dépit de sa proximité géographique et de son passé, l'Europe orientale n'appartient ni au même marché économique ni au même ensemble politique que l'Europe occidentale. Notre univers politico-économique englobe les États-Unis et l'Europe occidentale; en dépit de la détente il n'englobe pas Budapest, Prague et Varsovie.

Il nous faut donc ne jamais oublier la contradiction provisoire entre la proximité géographique et l'éloignement politique, ne jamais oublier non plus que l'éloignement politique contredit la parenté de culture et l'affinité spirituelle entre les deux parties de l'Europe. Il subsistera un élément de confrontation, même à l'époque de la détente, tant que certaines libertés, constitutives de notre civilisation, n'auront pas été rétablies, si près et si loin de nous.

Dès lors que l'économie planétaire, pour parler le langage marxiste, est divisée en deux marchés mondiaux, les alliés politiques sont en même temps et inévitablement des rivaux.

Ou encore, si l'on préfère une autre expression, il n'y a plus désormais de conflits économiques qu'entre alliés ou quasi-alliés. Est-il besoin de dire qu'il n'y a également de solidarité économique qu'entre alliés? Les Français ont besoin, pour leur prospérité, de la prospérité allemande, de même que Français et Allemands ensemble ont besoin de la prospérité américaine. Dans le détail, cependant il y a compétition, rivalité, opposition d'intérêts entre les uns et les autres.

On parlait en plaisantant, au temps de ma jeunesse, de ce commerçant qui perdait sur chaque article mais gagnait sur le tout. On pourrait dire presque sérieusement que l'économie atlantique aujourd'hui offre un équivalent de cette apparente contradiction: une solidarité globale, au niveau macroscopique, que dissimulent en chaque occasion des contradictions particulières.

Ces contradictions sont-elles en voie de compromettre la solidarité globale? Sommes-nous revenus aux dévaluations sauvages, au transfert du chômage d'un pays à un autre pays par la recherche d'une sous-évaluation monétaire? Je ne le pense nullement. Nous nous trouvons dans une situation sans précédent: pour la première fois, une monnaie qui, d'une certaine façon, a fait fonction de monnaie transnationale, a cessé d'inspirer confiance.

Je crois volontiers à la théorie des économistes américains, celle des

scrambled eggs. Les économies européenne et américaine sont à tel point imbriquées l'une dans l'autre que l'on a peine à concevoir les modalités et les conséquences de la dissociation. D'un autre côté, tant que le dollar jouera le rôle qu'il joue, les responsables, à Washington, devront mesurer à la fois les privilèges et les servitudes de la monnaie transnationale. Une dévaluation de 15% du dollar, en 1960, aurait probablement prévenu une part, au moins, des difficultés dans lesquelles nous nous débattons; comment ne pas craindre, malgré tout, qu'après avoir investi amour-propre et prestige dans le maintien du taux de change entre le dollar et l'or, entre le dollar et les autres monnaies, les dirigeants américains ne passent à une autre doctrine extrême et ne comptent sur les variations de change, et sur les seules variations de change, pour rétablir tous les équilibres, celui des échanges commerciaux, celui des paiements?

Nous avons d'autres sujets d'inquiétude. Selon les déclarations de personnalités officielles, le but ne serait pas seulement l'équilibre commercial mais le surplus nécessaire pour financer les investissements au-dehors.

Pourquoi cet objectif? Les revenus des investissements au-dehors ont longtemps permis à la Grande-Bretagne d'accepter un déficit commercial. S'il s'agit du coût de la politique étrangère, en particulier du coût du stationnement des troupes américaines en Europe, je pense que mieux vaudrait, une fois pour toutes, un dialogue sans détours. Je trouve juste que les Européens, s'ils souhaitent la présence des troupes américaines, en payent le prix en devises. Je juge déplorable, pour le maintien de l'amitié, de mêler, ou de donner le sentiment de mélanger, protection et commerce, stationnement des troupes et remboursement de la TVA.

J'ai à peine mentionné, jusqu'à présent, la grande politique, celle qui touche à la stratégie, aux armements, aux visites du président Nixon à Pékin et à Moscou sans même mentionner la guerre du Vietnam. D'aucuns se posent la question que je formulerai de la manière la plus franche: alors que les rivalités économiques ou commerciales tendent à écarter les uns des autres Européens et Américains, le président Nixon ne cherche-t-il pas, dans les jeux de la tradition machiavélique, une coopération, par-dessus la tête de ses alliés, tour à tour, ou simultanément, avec Brejnev et Mao Tsé-toung?

Je ne suis pas de ceux qui critiquent âprement la diplomatie du président Nixon. J'admire cette diplomatie en tant qu'exercice réaliste et efficace de la puissance. Elle a permis aux États-Unis de se retirer du Vietnam à des conditions proches de celles que le Président avait fixées au point de départ de son mandat.

Il a eu le courage et le mérite de mettre fin à la mise en quarantaine de la Chine. Il ramène la diplomatie américaine dans les chemins tracés par la tradition des cabinets européens. Les Européens ont trop souvent prêché cette sagesse et cette modestie pour la blâmer aujourd'hui. Cependant, selon la formule de Montesquieu, même dans la sagesse, il peut y avoir de l'excès. Il ne faut pas confondre l'adversaire avec le diable, il ne faut pas non plus le confondre avec un ami. Peut-être faut-il traiter un adversaire d'aujourd'hui comme s'il devait être demain un ami; encore faut-il ne pas le tenir pour un ami avant qu'il ne le soit devenu.

Alors que commence le deuxième mandat du président Nixon et qu'une remise en ordre des relations transatlantiques s'impose, il est bon que nous nous retrouvions ensemble, Européens ou Américains, dans un des plus atlantiques des pays européens, moins pour nous souvenir que pour contracter de nouveaux engagements, pour surmonter enfin, grâce à la conscience de l'essentiel, les controverses quotidiennes, qui font la vie, la gloire et la faiblesse des démocraties.

L'Amérique et nous

L'Express
16 avril 1973

Quand l'Amérique s'enrhume, le monde éternue. Que peut-on attendre maintenant de ses relations avec l'Europe? L'avenir de chacun de nous en dépend. Il faut essayer d'en parler sans passion. C'est ce que fait Raymond Aron dans son dernier livre, «République impériale» (Calmann-Lévy). L'Express lui a demandé d'aller «plus loin» et de dire «à quoi sert Raymond Aron», 68 ans, professeur au Collège de France.

L'Express: Histoire, philosophie, politique, sociologie, économie, vous aimez toucher à tout. Quelle idée vous faites-vous de vous-même? À quoi ça sert, Raymond Aron?

Raymond Aron: Il est difficile de répondre à une telle question sans verser soit dans l'hypocrisie d'une fausse modestie, soit dans la satisfaction ostentatoire d'une prétention excessive. À quoi est-ce que je sers? Je vais vous citer une dédicace que j'aie reçue d'un jeune gauchiste: «À Raymond Aron, grâce à qui le mot libéral reste respectable.» De fait, je suis tenté de dire que, dans une intelligentsia qui est à 80% marxisée, je rends le service à ceux qui ne le sont pas de pouvoir dire: «Il y a au moins un intellectuel dont personne ne pense qu'il est un imbécile, qui connaît certainement Marx beaucoup mieux que la majorité des marxistes et qui, pourtant, n'est pas converti.»

Cependant, il m'arrive de penser que je n'aurai jamais dû sortir de mon université et que j'aurais dû écrire bien sagement un certain nombre de livres de philosophie, très différents de ceux que j'ai écrits. Cela, c'est un jour sur deux. Et puis, le deuxième jour, je me dis que si j'ai écrit d'innombrables articles et des livres liés à l'actualité, c'est que, probablement, cela répondait, chez moi, à un besoin. Pourquoi ne pas répondre à des aspirations qui apparaissent contradictoires, mais qui existent simultanément dans une personne?

L'Express: Chacun s'accorde à voir en vous un analyste de grand talent. Mais certains de vos critiques vous reprochent de ne jamais proposer de solutions.

R. Aron: Je suis d'accord jusqu'à un certain point. Une conscience trop aigüe des différentes facettes d'un problème, une volonté de ne négliger aucune des difficultés paralysent finalement l'imagination créatrice. Ceux qui transforment le monde sont les rêveurs et les poètes. En ce sens, je me résigne à être pour

paraphraser en l'inversant la formule de Marx, un homme qui comprend le monde sans le changer.

Cependant, je crois injuste la critique qui m'est souvent adressée, selon laquelle je ne prendrais pas position.

Lorsqu'il y a eu des enjeux majeurs, lorsqu'il y a eu des situations où, politiquement et existentiellement, il fallait être d'un côté ou d'un autre, je crois avoir pris position d'une manière beaucoup plus radicale que la plupart de mes contemporains. Quand il y a eu les problèmes de l'hitlérisme, de la guerre, du stalinisme, de l'Algérie, de 1968, je ne me suis jamais dissimulé derrière l'analyse froide, neutre.

L'Express: Vous n'avez jamais été tenté d'être le conseiller du Prince, une sorte de Kissinger français?

R. Aron: Quiconque s'intéresse à la politique rêve d'être un homme d'action. Incontestablement, j'aurais aimé me trouver dans des relations d'amitié et de confiance avec un homme au pouvoir, être en mesure de discuter avec lui librement des problèmes et lui faire part des possibles solutions, que vous me soupçonnez d'être incapable de formuler.

Si la situation ne s'est jamais présentée, la faute en revient, pour 80%, à moi-même. Car ma passion de l'analyse m'a conduit à critiquer tous les hommes politiques, y compris ceux qui ont, en gros, la même orientation que moi. Je n'ai jamais pu m'empêcher d'écrire ce que je pense et, curieusement, bien que j'écrive de manière modérée, il m'arrive très souvent d'écrire de manière blessante ou, tout au moins, d'une manière considérée comme blessante. Chaque fois que quelqu'un est au pouvoir, mes relations avec lui se gâtent.

L'Express: Vous les vexez avant qu'ils fassent appel à vous.

R. Aron: Voilà. D'autre part, il est contraire à ma déontologie de demander des rendez-vous au président de la République ou au Premier ministre. Si j'ai été voir, deux ou trois fois, des hommes politiques, c'est que j'avais vraiment à leur dire quelque chose que je considérais comme important. Par exemple, au moment où M. Edgar Faure essayait de résoudre les affaires du Maroc, j'ai, dans la coulisse, fait de mon mieux pour l'aider.

L'Express: Dans votre vie, vous avez quand même croisé beaucoup d'hommes politiques. Également des philosophes, des écrivains, des historiens. Quels sont ceux que vous avez le plus admirés?

R. Aron: Je vais vous répondre en toute franchise. J'ai eu la chance – et c'est

pourquoi je ne regrette pas d'être sorti de la philosophie – d'approcher un grand nombre de milieux différents. Or, ce qui me frappe toujours, c'est que les qualités qui font les personnalités sont profondément différentes d'un ordre d'activité humaine à un autre. Si je prends le général de Gaulle, que j'ai tout de même vu un certain nombre de fois et avec lequel j'ai causé assez souvent, ce qui me frappait, ce n'était pas un esprit hors du commun, c'était cette espèce de présence, de pesanteur humaine qui se dégageait de sa personnalité. On sentait chez cet homme une capacité de s'imposer par la volonté, par la parole. Il se dégageait de lui un sentiment de force et d'autorité qui fait vraiment les personnages historiques.

Un des hommes les plus intelligents que j'ai rencontrés, personne ne le connaît. Peut-être le plus intelligent. C'est Alexandre Kojève. Il avait fait, avant la guerre, à l'École pratique des hautes études, des cours sur la phénoménologie de l'esprit, dont il est sorti un livre qui s'appelle «Introduction à la lecture de Hegel», qui est un livre important. Ces cours ont exercé une profonde influence sur la philosophie française de l'après-guerre. Kojève est un homme qui m'a donné le sentiment du génie. Dans la deuxième partie de sa vie, pendant vingt-cinq ans, il a été fonctionnaire au ministère français des Affaires économiques, où il était l'éminence grise des négociations commerciales. Les solutions qu'il proposait étaient toujours intéressantes, souvent brillantes, elles n'étaient pas toujours celles qui étaient adoptées.

Bien entendu, j'ai été très lié à Malraux, qui m'a impressionné par ses dons et ses exploits. Je ne voudrais pas en parler aujourd'hui, pas non plus de Sartre, avec lequel j'ai été très lié à l'École normale. Dans nos discussions que rapporte Simone de Beauvoir, j'avais formellement souvent raison. Mais je savais déjà, à l'époque, que la puissance créatrice était de son côté.

L'Express: Dites-nous aussi quels sont parmi les gens que vous avez connus ceux que vous avez le moins admirés, ceux qui vous ont semblé avoir l'esprit le plus faux.

R. Aron: L'exemple le plus frappant est Marcel Déat. Son intelligence brillante le conduisait à des raisonnements impeccables dont les conclusions étaient fausses. Le jour où il a rejoint le camp des Allemands, en juillet 1940, je me suis dit: «C'est gagné.»

L'Express: Vous avez, vous, la passion du raisonnable.

R. Aron: J'ai des convictions extrêmement fortes. Mais j'ai aussi une philosophie de l'Histoire et de la politique qui implique que l'on envisage

chaque problème en soi, que l'on ne déduise pas la solution à adopter d'un ensemble de principes posés une fois pour toutes. Ainsi, je n'étais pas d'une manière systématique, radicale, fondamentale, hostile à une Algérie française. Mais dès 1955, j'ai été convaincu qu'étant donné ce que nous avions fait en Algérie, et étant donné ce qu'était le monde autour de la France et de l'Algérie, la seule solution était d'accepter l'évolution de l'Algérie vers l'indépendance. En 1957, j'ai, du reste, été le premier à écrire une brochure indiquant que l'indépendance était la seule solution possible.

D'autre part, je déteste la tyrannie et je déteste les régimes d'occupation. Je n'avais pas, comme vous l'imaginez, de sympathie particulière pour les Allemands en 1945. Mais, quand j'ai passé quelques jours dans la zone d'occupation française en Allemagne, j'ai trouvé l'atmosphère intolérable. De même, quand j'ai passé en Tunisie quelques semaines du temps du protectorat.

L'Express: Bref, vous êtes un libéral.

R. Aron: Je suis un libéral si vous le voulez, bien que je sois fatigué d'entendre ce mot équivoque à toute occasion. J'ai le goût de la communication et de l'égalité entre les hommes.

L'Express: Votre dernier livre, «République impériale», porte sur vingt-cinq ans de politique américaine. Pourquoi «République»? Et pourquoi «impériale»?

R. Aron: Montesquieu a écrit qu'une République ne peut pas faire de conquêtes sans se corrompre. Or, j'ai précisément voulu prendre le mot «République» au sens où l'entendait Montesquieu: un État où tous les individus sont des citoyens et où les gouvernants sont désignés par le peuple. Les États-Unis répondent à cette définition. Mais ils exercent aussi une fonction impériale, puisqu'ils sont responsables de la sécurité d'un grand nombre de leurs alliés et qu'ils visent un certain projet d'ordre mondial.

C'est bien sûr, à dessein que je n'ai pas employé le mot «impérialiste». Aujourd'hui, les lecteurs sont obsédés par l'interprétation léniniste de l'impérialisme. Si, donc, j'avais écrit «République impérialiste», on aurait vu immédiatement une mise en accusation du rôle américain dans le monde. Or, je demande simplement l'autorisation de distinguer ce rôle selon les diverses parties du monde. Pour prendre un exemple simple, je me refuse à appeler impérialiste l'action des États-Unis en Europe, puisque les troupes américaines sont stationnées en Europe sur la demande et avec l'autorisation des gouvernements légaux. Lorsque le général de Gaulle a demandé aux troupes américaines d'évacuer les bases françaises, elles les ont évacuées.

L'Express: Vous avez écrit que la dévaluation du dollar et le voyage de Richard Nixon à Pékin constituent un tournant de la politique américaine. Pourquoi?

R. Aron: Je crois, en effet, que le premier mandat de M. Nixon marque un tournant de l'action extérieure des États-Unis. C'est la première fois qu'un président américain se conduit selon les règles traditionnelles de ce que j'appelle le machiavélisme policé des cabinets européens. M. Nixon – qui, de reste, est conseillé par Henry Kissinger, un professeur de relations internationales de formation europeo-américaine – a réussi le dialogue avec Moscou mieux que tous ses prédécesseurs.

L'Express: Pourtant, tous les présidents des États-Unis, depuis Roosevelt, ont souhaité l'établissement de ce dialogue. À l'exception, peut-être, de Truman.

R. Aron: L'originalité de Nixon est simplement d'avoir réussi. Pourquoi? Parce qu'il a eu le courage de faire le voyage à Pékin.

L'Express: Il fallait, en effet, un certain courage pour considérer que l'intérêt des États-Unis n'était pas d'aggraver le conflit sino-soviétique, mais au contraire, de tenir la balance égale entre les deux grands rivaux du communisme.

R. Aron: Attention! Attention! La rupture entre les États-Unis et la Chine populaire a été un accident dû à une mauvaise interprétation, par Washington, des origines de la guerre de Corée. On sait aujourd'hui, avec une quasi-certitude, que l'entreprise coréenne a été le fait de Staline, beaucoup plus que de Mao Tsé-toung.

On sait, aussi, que le gouvernement américain se proposait de reconnaître le gouvernement communiste de Pékin, au moment où a été déclenchée la campagne coréenne. Celle-ci est apparue à beaucoup de témoins comme le début d'une offensive militaire de l'ensemble du monde communiste.

L'Union soviétique s'est ingéniée à aggraver la querelle entre les États-Unis et la Chine populaire. Le résultat a été la mise en quarantaine de la Chine populaire pendant une période d'autant plus longue qu'un accident supplémentaire, la guerre du Vietnam, a retardé d'une dizaine d'années ce qui était inscrit sur la carte, et que la rupture entre Moscou et Pékin, intervenue depuis 1960, aurait dû précipiter.

J'irai donc moins loin que vous, et je dirai simplement que M. Nixon a eu le mérite intellectuel et le courage moral de faire ce qu'ordonnait le bon sens ou, si vous préférez, le machiavélisme traditionnel.

L'Express: Au départ, M. Nixon était loin d'apparaître comme l'homme politique américain le plus apte à enterrer la hache de guerre avec Pékin.

R. Aron: C'est une réflexion de Français. Le génie politique des Anglo-Américains veut que ce soient les conservateurs qui fassent les réformes, et que ce soit le croisé de la guerre froide qui aille à Pékin et à Moscou. En outre, M. Nixon est beaucoup plus intelligent que ne le croient les intellectuels d'Europe et des États-Unis. Avant même qu'il ne soit élu, il avait expliqué la nécessité du rapprochement avec la Chine dans un article paru dans «Foreign Affairs».

L'Express: Henry Kissinger ne le conseillait pas encore.

R. Aron: À ma connaissance, l'homme qui a convaincu M. Nixon de la nécessité d'un rapprochement avec Pékin est M. Elliot Richardson, l'actuel secrétaire à la Défense.

L'Express: Qu'était-il, à l'époque?

R. Aron: Un universitaire quelconque.

L'Express: Certains disent, aujourd'hui, que les États-Unis veulent se dégager d'une partie de leurs responsabilités mondiales. D'autres estiment, au contraire, que le seul partage auquel ils aspirent est celui des dépenses. Quel est votre avis?

R. Aron: À l'époque nucléaire, les ennemis ont un intérêt majeur à ne pas se faire la guerre. D'où l'idée que la compétition doit se poursuivre dans des conditions telles que le risque d'explosion soit réduit au minimum. Les États-Unis vont-ils au-delà de cette contestation? En tirent-ils la conclusion qu'il faut réduire leur engagement?

Incontestablement, tous les Américains, de l'extrême droite jusqu'à l'extrême-gauche, disent d'une seule voix: plus jamais de Vietnam. Mais ils disaient aussi, après la guerre de Corée: plus jamais de Corée. C'est la réaction logique, naturelle, raisonnable, aux déceptions, à l'amertume, à la crise nationale provoquées par une guerre impopulaire, impossible à gagner et difficile à justifier. Reste à savoir si les États-Unis veulent, vraiment, créer, en Europe et en Asie, un cadre, un équilibre où ils ne seraient pas directement impliqués.

Si l'on avait posé la question en ces termes à Henry Kissinger lorsqu'il était professeur à Harvard, il aurait certainement répondu oui. Kissinger est un vieil ami personnel, et je sais très bien qu'il considérerait comme souhaitable que l'Europe et le Japon disposent d'une capacité substantielle de défense, les États-Unis jouant seulement le rôle de suprême recours.

L'ennui est que cette théorie est incompatible avec la doctrine de la non-

prolifération des armes nucléaires, qui demeure la doctrine officielle des États-Unis.

L'Express: Vous ne pensez donc pas que l'Amérique puisse être tentée par un véritable partage des responsabilités stratégiques?

R. Aron: Je ne vois pas très bien comment on peut, simultanément, laisser les États alliés sans moyen de répondre au chantage nucléaire et affirmer qu'on leur transmet les responsabilités de la défense. J'ajouterai que les Européens ne me donnent nullement l'impression de vouloir assumer les charges de leur propre défense.

L'Express: Et sur le plan monétaire? Croyez-vous que M. Nixon cherche à conserver au dollar un rôle mondial ou, au contraire, qu'il juge encombrante et coûteuse la fonction d'instrument de réserve remplie par la monnaie américaine?

R. Aron: Si vous le permettez, je voudrai faire une première remarque sur le caractère ironique de l'Histoire: les hommes se donnent toujours des objectifs, mais ils atteignent, le plus souvent, des résultats qu'ils n'avaient pas prévus. Lorsque les États-Unis, en 1944, par une lettre du secrétaire au Trésor, ont promis la convertibilité entre le dollar et l'or, créant ainsi les fondements de ce qui est devenu le système de Bretton Woods, je suis convaincu que ni eux ni les Européens n'imaginaient ce que serait la situation quinze ans après la fin de la guerre. Des livres sur le manque de dollars, sur le «dollar gap», ont été publiés presque jusqu'au jour où l'on a commencé à dissenter sur le déficit de la balance des paiements des États-Unis.

L'Express: Ce déficit a tellement augmenté, ces trois dernières années, que ce phénomène, à nouveau, semble avoir changé de nature.

R. Aron: Il faut, je crois, distinguer trois périodes. D'abord, la période du plan Marshall et de ses prolongements jusque 1958 ou 1959. Elle est caractérisée par un déficit très modéré, de l'ordre de 1 milliard de dollars par an, de la balance des paiements des États-Unis. Ce déficit, à l'époque, est considéré comme un mode souhaitable de redistribution des réserves mondiales et, en particulier, de l'or accumulé par la Banque fédérale des États-Unis.

La prise de conscience date de 1960. Mais les États-Unis, à l'époque, vendent encore à l'étranger plus qu'ils n'y achètent. Le déficit de la balance des paiements semble dû au coût de l'action extérieure et aux mouvements de capitaux à long terme, se traduisant, au dehors, soit par des achats d'entreprises, soit par des créations de filiales.

Vient, ensuite, la période décisive, qui commence, disons, en 1966. Alors, la guerre du Vietnam se traduit aux États-Unis par un processus d'inflation, et le déficit extérieur va en augmentant, jusqu'au moment où l'on aboutit, en 1970, à des chiffres énormes. En 1971, la balance commerciale, à son tour, devient négative: l'Amérique achète davantage à l'étranger qu'elle n'y vend. À ce moment-là, les États-Unis sont obligés de rompre les relations entre l'or et le dollar.

L'Express: Depuis cette date, la dépendance des pays européens vis-à-vis du dollar est encore plus grande que par le passé.

R. Aron: Le gouvernement gaulliste a longtemps cru que, si l'on faisait sauter le dollar, il en résulterait un accroissement d'indépendance monétaire et économique pour la France. C'était malheureusement le contraire de la vérité. La prétendue défaite du dollar marque, pour les Européens, l'aggravation des difficultés.

L'Express: D'où la question: les États-Unis souhaitent-ils vraiment une réforme du système?

R. Aron: La réponse, qui n'est pas une réponse de Normand, est que les États-Unis voudraient simultanément conserver les privilèges et rejeter les charges de la monnaie de réserve. En anglais: «they want to have their cake and eat it». D'un côté, ils souhaitent que leur monnaie reste valable et utilisée dans le monde entier. De l'autre, ils ne veulent plus être paralysés dans le choix de leur taux de change; ils veulent pouvoir dévaluer le dollar aussi librement que les Français ont dévalué le franc ou les Anglais la livre.

L'Express: D'accord. Mais la contrepartie de cette liberté de dévaluation, c'est que de moins en moins de gens auront tendance à rédiger leurs contrats en dollars.

R. Aron: À moins que les entreprises qui concluent des achats ou des ventes ne puissent se «couvrir» immédiatement, c'est-à-dire disposer d'un marché à terme pour toutes les devises.

L'Express: Est-ce possible?

R. Aron: Nous sommes dans une situation que je crois absolument sans précédent. Les économies européennes et atlantiques sont imbriquées à un point tel qu'il est extrêmement difficile de les séparer. Comme le dit je ne sais quel économiste américain: «Si vous avez des œufs brouillés, vous ne retrouverez plus jamais des œufs séparés les uns des autres.»

L'Express: Si les États-Unis ne réduisent pas leur balance des paiements et si le dollar continue de se déprécier par rapport aux autres monnaies, il faudra bien trouver un autre étalon, plus stable et plus neutre.

R. Aron: Cela explique, en partie, le fait que l'Amérique prend maintenant au sérieux le problème de sa balance des paiements et, surtout, de sa balance commerciale. Cela dit, après la deuxième dévaluation, la monnaie américaine est probablement sous-évaluée et les autorités n'envisagent nullement une autre dévaluation.

L'Express: Il faut avouer que les Américains ont de quoi se plaindre. En dix ans, les exportations japonaises et européennes vers les États-Unis ont augmenté respectivement de plus de 500% et de plus de 300%. En revanche, les exportations américaines vers l'Europe et le Japon n'ont augmenté que de 130%.

R. Aron: Vous n'ignorez pas que le déficit de la balance des paiements des États-Unis est dû aussi aux mouvements de capitaux. Or, autant il me paraît normal d'aider l'Amérique à restaurer un équilibre commercial approximatif, autant il me paraîtrait discutable d'accorder aux États-Unis le privilège qu'ils réclament d'avoir un excédent commercial qui leur permette de continuer à financer leur implantation industrielle à l'étranger.

L'Express: Cette implantation est également combattue par les syndicats ouvriers aux États-Unis.

R. Aron: Oui, mais pour des raisons discutables. Les syndicats américains disent que les entreprises multinationales, en créant des filiales au-dehors, réduisent les emplois aux États-Unis. Or ce n'est pas sûr. Les porte-parole des sociétés multinationales font valoir qu'un bon tiers des exportations industrielles américaines représentent des livraisons effectuées par des sociétés mères à leurs filiales.

L'Express: Vous ne croyez pas que l'extension des sociétés multinationales réduise les exportations américaines de marchandises?

R. Aron: Je n'en sais rien et personne n'en sais rien. Prenons le cas le plus simple et le plus parfait, celui d'I.b.m. Les porte-parole de cette société font valoir que, grâce aux réseaux des filiales installées à l'étranger, I.b.m.-États-Unis peut exporter vers le monde une grande quantité de produits semi-finis de toutes espèces. Mais comment déterminer quelle serait la part du marché mondial occupée par les exportations d'I.b.m.-États-Unis au cas où cette société n'aurait pas créé de filiales dans le reste du monde? Il est probable que, si I.b.m. n'avait pas fabriqué ses ordinateurs en Europe, les pays européens se seraient défendus

contre l'envahisseur de leur marché et auraient créé des sociétés de construction d'ordinateurs plus importantes que celles qui existent aujourd'hui. Mais, d'un autre côté, I.b.m.-États-Unis aurait quand même conservé une part du marché et ne se contenterait pas de livrer des produits semi-finis. De telle sorte qu'il me paraît impossible de trancher.

L'Express: Et pour l'avenir? Croyez-vous que les États-Unis vont augmenter ou diminuer leurs exportations de capitaux?

R. Aron: Je pense qu'un pays dont la monnaie a encore cours dans le monde entier n'est pas contraint de limiter ses exportations de capitaux. Malgré tout, on a peine à croire que les très importants changements de parités monétaires intervenus depuis deux ans ne finiront pas par rendre moins attrayants les investissements américains au-dehors. Ne serait-ce que parce que ces changements réduisent l'inégalité entre les salaires américains et les salaires européens.

L'Express: Les salaires allemands sont devenus, en effet, très voisins des salaires américains.

R. Aron: Logiquement, il devrait donc y avoir une tendance à la limitation des exportations de capitaux américains, au moins vers l'Europe. Cela dit, je ne suis pas tellement convaincu que ces mécanismes joueront ni de manière nécessaire ni de manière rapide. Car il y a une différence de structure entre une économie continentale où la plupart des entreprises ne songent pas exporter, parce que leur marché intérieur est déjà considérable, et des pays beaucoup plus petits qui ont leur habitude de considérer l'exportation comme le moteur de la croissance.

Le contraste entre ces deux façons de penser me renvoie à une de mes idées favorites, à savoir que les États-Unis réagissent comme une «île-continent», c'est-à-dire comme un État qui n'a jamais été entouré, au moins depuis le début du XIXe siècle, par des voisins de sa taille et qui ne connaît plus depuis longtemps le sentiment que l'invasion peut surgir le lendemain.

C'est déjà presque une révolution qu'un tel pays, qui n'a jamais été conscient d'une quelconque dépendance, soit, aujourd'hui, pour la première fois, obligé de tenir compte de l'état de sa balance des paiements.

L'Express: Les difficultés économiques surgissant entre alliés vont-elles, à votre sens, rendre attrayant, notamment pour les États-Unis, le développement du commerce avec l'Est?

En d'autres termes, croyez-vous que le monde va rester divisé entre deux

marchés ou que ces deux marchés vont s'interpénétrer?

R. Aron: Je ne vois pas la possibilité d'interpénétration des deux marchés dans un proche avenir. En raison de l'hétérogénéité radicale de la conception du commerce extérieur du monde soviétique, d'une part, du monde occidental, d'autre part.

L'Express: La Russie, pourtant, a un grand besoin et une grande envie de technologie américaine.

R. Aron: Oui, mais l'Union soviétique n'envisage que des opérations coup par coup. Elle est intéressée à acheter une usine complète, clefs en main. Une fois l'usine construite, c'est fini.

L'Express: À votre avis, cela ne peut pas aller plus loin?

R. Aron: L'Union soviétique, dans la phase actuelle, souhaite acheter aux États-Unis deux sortes de produits. D'une part, des produits alimentaires. D'autre part, des produits de technique avancée. Ces échanges représenteront un montant substantiel. Mais je ne vois pas, dans l'état actuel des choses, l'Union soviétique ouvrant ses frontières à un échange de type occidental. C'est-à-dire laissant le consommateur soviétique exercer un libre choix entre les automobiles Fiat, Peugeot, Mercedes, General Motors, etc. Or, il ne faut pas oublier que l'essentiel du commerce industriel intra-occidental résulte de ce genre de transactions. Quand ce n'est pas le consommateur qui choisit son produit, c'est l'entreprise qui choisit son fournisseur. Ainsi, Fiat a fait un contrat avec Michelin pour obtenir une livraison fixe d'un certain pourcentage de pneus Michelin.

Ce type d'échanges est à la base de l'intégration économique du monde européen et atlantique. Il procède d'une conception étrangère aux fondateurs de l'Union soviétique, et étrangère, encore aujourd'hui, aux planificateurs siégeant à Moscou.

L'Express: Vous ne pensez donc pas que, dans un avenir prévisible, le commerce américain avec l'Union soviétique puisse être un élément important de la balance commerciale des États-Unis?

R. Aron: Non. Sauf l'hypothèse, que je crois encore aujourd'hui improbable, d'un achat massif d'énergie. Si, finalement, les Américains découvrent que l'achat du gaz sibérien, sa liquéfaction, son transport aux États-Unis, puis sa regazification reviennent, au total, moins cher que les autres sources d'énergie, alors, peut-être, concluront-ils un énorme contrat d'achat de gaz. En contrepartie,

ils fourniraient les moyens de mettre les gisements en exploitation.

L'Express: Dans votre esprit, un tel contrat, malgré son ampleur, relèverait encore de la technique du coup par coup?

R. Aron: Oui.

L'Express: Vous considérez donc comme improbable la thèse de Samuel Pisar, selon laquelle une espèce d'interpénétration des économies est inévitable à plus ou moins long terme.

R. Aron: Si on se donne une durée indéfinie, on peut tout dire. Il y a quelques phénomènes, peu nombreux, qui vont dans le sens de l'hypothèse, appelons-la, par convention, optimiste, de Pisar. Ainsi, quelques sociétés multinationales commencent à créer des filiales dans certains pays de régime dit socialiste, par exemple, la Yougoslavie. Et ces filiales obtiennent la garantie de non-nationalisation. En outre, si, comme je le crois, l'exportation des capitaux américains obéit, dans une large mesure, à la recherche de bas salaires, la logique économique conduirait à installer des filiales en Europe orientale.

L'Express: Ils y auraient, de surcroît, la paix sociale!

R. Aron: Ils auraient à la fois des salaires bas et la paix sociale. Néanmoins, je crois que, provisoirement, il y a des limites assez étroites aux possibilités d'interprétation entre les marchés occidentaux et les marchés de type soviétique.

L'Express: À vous entendre, il n'y a pas grand-chose de changé dans le monde. Pourtant, vous parliez, tout à l'heure, d'un grand tournant.

R. Aron: Premièrement, il y a eu l'arrivée à la Maison-Blanche du premier président ayant le sens de la diplomatie dans l'acception européenne du terme. Il a substitué le dialogue avec tous les États à l'attitude de confrontation qui avait été dominante pendant les vingt-cinq années précédentes. À la lueur de cette diplomatie nouvelle, les États-Unis ont réussi à sortir du Vietnam dans des conditions conformes à ce que Nixon avait appelé une paix honorable.

Deuxièmement, les États-Unis ont officiellement accepté, dans les accords Salt, l'égalité nucléaire de l'Union soviétique. C'est là un changement considérable, car, depuis vingt-cinq ans, les États-Unis avaient conservé une supériorité évidente.

Troisièmement, les grandes puissances, tout en ayant reconnu l'opposition de leurs intérêts, ont reconnu également un intérêt prédominant de ne pas se combattre. Et, dans la mesure du possible, de régler les querelles locales avec un minimum de violence.

Quatrièmement, les États-Unis, après la guerre du Vietnam, manifestent une résolution accrue de ne pas se laisser entraîner dans des conflits limités. Il semble que M. Nixon ne s'opposerait pas à l'éventuelle arrivée au pouvoir d'un parti communiste dans tel ou tel pays du monde, même en Amérique latine.

Cinquièmement, le système monétaire international, qui tournait autour du dollar, est en voie de transformation. Le gouvernement américain cherche, bien entendu, à conserver quelques-uns des avantages que le système précédent lui conférait, mais il entend obtenir que le dollar jouisse des mêmes libertés que les autres monnaies. Il refuse donc certaines des servitudes et des responsabilités antérieures.

Tout cela m'incite à dire que le quart de siècle de prédominance américaine s'achève.

L'Express: Ce monde nouveau est en train de se définir dans trois séries de négociations: militaires, monétaires, commerciales. Lesquelles, selon vous, sont les plus importantes?

R. Aron: Les négociations militaires au niveau supérieur, c'est-à-dire au niveau stratégique, se déroulent entre les États-Unis et l'Union soviétique. Jusqu'à présent, les Européens en sont informés, mais n'y prennent pas une part active. Je ne crois pas qu'il en résulte une insécurité accrue en Europe occidentale. Les Européens ont le sentiment que l'Union soviétique n'envisage pas, au moins dans la phase actuelle, d'exercer une pression militaire sur l'Europe occidentale. Je suis frappé de la quasi-indifférence que manifestent les Européens de l'Ouest à l'égard des négociations stratégiques. C'est à peine si les journaux y consacrent, de temps en temps, un article.

En revanche, les Européens ont le sentiment, bien ou mal fondé, d'une sorte de chantage américain au retrait des troupes stationnées sur notre continent.

D'où le lien, fortement ressenti – surtout par les Allemands, qui sont très soucieux de maintenir autant de troupes américaines que possible sur le territoire de la République fédérale – entre cet aspect de la négociation militaire et les négociations commerciales et monétaires.

L'Express: Croyez-vous qu'il sortira de ces négociations une plus grande indépendance de l'Europe ou, au contraire, que les États-Unis conserveront, ou même renforceront, ce que vous appelez leur zone impériale?

R. Aron: C'est plutôt la dernière hypothèse, parce que les Européens ne veulent pas exister.

L'Express: C'est un regret que vous formulez là?

R. Aron: Oui. Un ami américain me disait: «Il nous est impossible de trouver en Europe un interlocuteur qui s'intéresse à l'Inde ou aux relations entre la Chine et le Japon.» C'est tristement vrai. Aujourd'hui, les Européens ne regardent qu'à l'intérieur d'eux-mêmes. Si bien que même s'ils parviennent à limiter, en matière de commerce et de monnaie, la suprématie américaine, l'Europe ne deviendra pas, pour autant, une puissance politique. Car qui dit puissance politique dit instance de commandement ou de direction, laquelle ne peut être créée que s'il y a, au départ, une volonté d'existence politique.

L'Express: Une telle volonté, selon vous, n'existe pas?

R. Aron: Si elle existait, elle se manifesterait, je crois, dans le domaine de la défense. Mais les Européens refusent obstinément de se charger de leur propre défense. Avec deux arguments. Le premier est qu'ils ne se sentent pas menacés. Le deuxième est que, s'ils étaient menacés, seules les armes nucléaires leur offriraient une protection. Ces raisonnements ou ces justifications valent ce qu'ils valent, mais le fait est que je ne pense pas que l'Europe occidentale telle qu'elle est, divisée telle qu'elle est, soit sur le point d'assumer les charges de sa propre défense.

L'Express: Comment expliquez-vous l'existence d'une politique impériale des États-Unis et l'absence d'une politique impériale de l'Europe?

R. Aron: Je pense que vous posez la question à la fois dans l'abstrait et dans le moment. Reprenez la suite des événements. Lorsque Roosevelt discute avec Staline à Yalta, il lui dit: «Je ne pense pas que les troupes américaines puissent rester en Europe plus de deux ans après la fin des hostilités.» Nous sommes en 1973, c'est-à-dire vingt-huit ans après, et les troupes américaines sont encore en Europe. De même que l'homme entre dans l'avenir à reculons, de même que les États-Unis ont mené une politique impériale parce que, en 1947, les Européens les ont suppliés de les protéger, de les aider.

Vous vous souvenez qu'à l'époque il y avait en Europe de l'Est un processus de soviétisation qui se traduisait par des exécutions spectaculaires, non pas seulement de ceux qui avaient collaboré avec les Allemands, mais aussi de ceux qui avaient résisté aux Allemands au nom des idées occidentales. Les Européens, à tort ou à raison, avaient peur. Dans un discours aux Nations unies, Paul-Henri Spaak, ministre des Affaires étrangères de Belgique, a dit à Vychinski: «Nous avons peur.» Aujourd'hui, nous disons: il avait tort d'avoir peur, ce qui est facile après coup. Mais, à l'époque, il avait peur.

L'Express: Vous ne pensez pas que les Américains sont restés en Europe seulement par générosité?...

R. Aron: Bien évidemment, ce n'est pas simplement par générosité. Je n'aime guère la recherche des mobiles d'une action d'un État. Elle prête à tous les arbitrages. Les États-Unis, étant donné ce qu'ils sont, ont un intérêt politique, moral, économique, à ne pas se trouver isolés dans un univers socialisé.

Je pense donc qu'ils avaient un intérêt évident à conserver une Europe occidentale appartenant au même pan de civilisation que la leur.

L'Express: Cette civilisation-là, vers quoi tend-elle?

R. Aron: Depuis que le mot d'ordre de la croissance domine les esprits, et domine même la conduite des hommes d'État, j'ai toujours pensé, comme tous ceux qui ont réfléchi, qu'il ne peut s'agir que d'une phase temporaire de l'histoire de l'humanité.

D'un autre côté, je tiens aussi que les idées du Club de Rome sur la limitation de la croissance, sous la forme où elles sont présentées, reposent sur des calculs faux et suggèrent des pseudo-solutions.

Si un gouvernement disait: «Nous ne sommes pas intéressés à produire davantage», je pense que la majorité de la population y verrait non pas une prise de conscience de la recherche d'un type différent de civilisation, mais l'indifférence des nantis à l'égard de ceux qui ne le sont pas encore.

L'Express: La récente campagne électorale, en France, a beaucoup porté sur la mauvaise répartition du revenu national.

R. Aron: Il y a eu des thèmes différents, dont l'un est nouveau et l'autre banal. Celui qui est nouveau, c'est la mise en question de certaines décisions prises par l'État qui ont coûté des sommes considérables, avec un rendement dérisoire. Exemple spectaculaire, l'avion Concorde, contre lequel se fera l'unanimité un jour, mis à part ceux qui travaillent au Concorde. L'autre thème est ancien. Il porte sur la répartition inégalitaire des revenus.

L'Express: Il est des thèmes anciens qui restent justes.

R. Aron: Si vous comparez l'échelle des revenus entre le balayeur de 1850 et le conseiller d'État de 1850, l'écart s'est considérablement réduit par rapport à ce qu'il était il y a un siècle. Mais si vous comparez l'échelle des revenus à l'intérieur des entreprises françaises d'aujourd'hui et la même échelle dans la plupart des pays voisins, vous constatez que l'éventail des salaires et traitements est plus ouvert en France que dans la plupart des pays qui ont atteint le même

niveau de développement.

Cette inégalité a des causes diverses. L'une tient aux imperfections énormes de la fiscalité française. Il y a aussi le fait qu'il subsiste en France des inégalités extrêmes, à l'intérieur du secteur industriel entre les entreprises efficaces et les entreprises inefficaces. Un troisième facteur est que les prix agricoles, artificiellement élevés, favorisent les producteurs efficaces, sans permettre aux producteurs marginaux de vivre dans de bonnes conditions. Le quatrième facteur, qui rejoint le facteur fiscal, c'est que notre système de droits de succession est incroyablement injuste, étant donné la conception que nous avons de la justice dans l'impôt sur le revenu.

L'Express: Quels sont vos projets?

R. Aron: Je viens de terminer un livre sur la dialectique de la violence. C'est le premier d'une série de trois volumes que j'entends consacrer à la philosophie de l'Histoire, à l'action dans l'Histoire et à la philosophie de l'action. D'autre part, je suis passionné de Clausewitz, dont tout le monde parle et que personne n'a lu. Si bien que j'écris, en ce moment, un «Clausewitz en son temps et aujourd'hui». C'est mon violon d'Ingres.

L'Express: Combien avez-vous écrit de livres?

R. Aron: Une bonne vingtaine, mais les «agrégats» sont trompeurs. Il faut distinguer entre livre et livre...

Il y a dix ans Dallas...

Le Figaro
22 novembre 1973

Depuis dix ans, l'Amérique vit en guerre avec elle-même. Cause ou symbole, probablement symbole plus que cause, l'assassinat de J.-F. Kennedy brisa l'élan qui entraînait un peuple vers de nouvelles frontières. Pis encore, les inconsolables soupçonnèrent pour ainsi dire les successeurs d'usurpation: étrange duel de L.-B. Johnson et même de Richard Nixon avec le héros, «jeune, beau, traînant tous les cœurs après soi», transfiguré par la légende avant même d'entrer dans l'Histoire, J.-F. Kennedy a laissé moins une œuvre ou une doctrine que le souvenir d'espoirs grandioses, étouffés en quelques instants par un crime absurde, un assassin sans visage.

Vivant, il comptait, ainsi que le veut le système politique des États-Unis, plus d'adversaires que d'amis. Le Sénat, dont il n'avait pas respecté les règles et les rites, ne l'aimait guère; les professionnels, dont il avait surmonté l'opposition par un appel direct aux électeurs et aussi grâce à un «appareil» qu'il s'était forgé lui-même, demeuraient sourdement hostiles. Mort, il rassemble pour ainsi dire l'Amérique unanime, mais dans la nostalgie.

En vain, L.-B. Johnson obtint du Sénat le vote du programme législatif que Kennedy avait conçu, proposé, soumis au Congrès. La «grande société» ne différerait pas, en sa substance, des «nouvelles frontières». Ceux qui avaient cru aux nouvelles frontières n'y retrouvaient pas leurs rêves, d'autant-plus déçus que les lois sur les droits civils, sur l'aide aux diverses catégories de victimes, bien loin d'ouvrir une période de progrès dans le calme, coïncidaient avec les troubles raciaux les plus violents que les États-Unis aient connus. Inévitablement, la question surgissait: que se serait-il passé si *lui* avait vécu?

Entre la première et la deuxième crise de Cuba, entre le débarquement dans la baie des Cochons et la confrontation russo-américaine à propos de l'installation de fusées au large des côtes de Floride, J.-F. Kennedy chercha obstinément à effacer l'impression de faiblesse qu'il avait donnée à Khrouchtchev par le refus d'interdire d'abord, de soutenir ensuite l'action des réfugiés cubains, peut-être aussi par une certaine timidité lors de l'entrevue de Vienne. Le souffle de la guerre froide animait la rhétorique churchillienne du discours prononcé le jour de l'inauguration. En 1963 seulement, l'effort de Kennedy pour établir la communication avec le numéro un du Kremlin afin de réduire au minimum les

risques de guerre nucléaire, aboutit à l'accord sur le téléphone rouge et, en juillet, au traité de suspension partielle des expériences nucléaires. Les accords entre Nixon et Brejnev se situent dans le droit fil du dialogue des deux K. Qui s'en souvient? Qui en fait crédit à Richard Nixon, déjà le mal-aimé en 1960, quand il affrontait un rival en chair et en os, irrémédiablement condamné aujourd'hui qu'une ombre sacrée se profile derrière lui?

J. F. Kennedy porte sa part de responsabilité dans la guerre du Vietnam si, comme la plupart des siens, on juge que l'envoi d'un corps expéditionnaire fut une erreur ou une faute. Il y avait moins de mille conseillers américains au Sud-Vietnam en janvier 1961, il y en avait plus de 15.000 en novembre 1963. Il suffit de lire les documents du Pentagone (*Pentagone Papers*) pour s'assurer que ni le président ni les membres de son état-major ne raisonnaient autrement que l'équipe républicaine des années précédentes ou l'équipe démocrate des années suivantes: même conception d'ensemble - l'endiguement, la résolution d'arrêter l'expansion du Nord-Vietnam ou du communisme - même demi-mesures; on refuse de souscrire aux demandes des bureaucraties, on refuse aussi de se désintéresser d'un pays, ou d'un demi-pays, auquel on a promis aide et secours. Les fidèles de Kennedy se montrèrent sans indulgence pour L.-B. Johnson; ils pensaient, ils disaient: avec *lui*, tout eût été différent. Peut-être...

Tant que Richard Nixon restera au pouvoir, le culte du «Président improbable», qui ne ressemblait pas à l'image d'un président normal des États-Unis, continuera d'être célébré, destructif selon les uns (qui peut se mesurer à un mythe?), fécond à en croire les autres: le peuple américain attend toujours l'homme qui lui rendra son unité en invitant les Américains à faire de grandes choses ensemble, à s'élever au-dessus d'eux-mêmes.

Après le frère aîné, mort dans sa dernière mission aérienne, après John, après Robert, assassiné par un fanatique arabe, le dernier Kennedy défiera-t-il lui aussi le destin? Le nom fera-t-il oublier une nuit mystérieuse et tragique? Suffira-t-il à ressusciter la grande entreprise à laquelle le monde entier avait participé puisqu'il partagea le deuil de la famille et de la nation? À dire vrai, je ne le souhaite ni pour les Kennedy ni pour les États-Unis. La presse américaine a jusqu'à présent épargné «Ted». Rien ne garantit qu'elle ne se déchaînera pas demain contre lui avec la même férocité qu'aujourd'hui contre le rival malheureux de John. Pour retrouver la paix intérieure, les Américains ont besoin de confiance en leur système et en celui qui l'incarne, le président, candidat d'un parti, élu de la nation. Le dernier Kennedy rallumerait peut-être la flamme des

passions généreuses; serait-il assez fort, assez invulnérable s'il rallumait en même temps la flamme des passions sordides ou homicides?

Triomphe et tragédie

Le Figaro
25 juin 1974

Quand Richard Nixon, il y a plus de cinq ans, s'installa à la Maison-Blanche, la République américaine semblait glisser vers le déclin. La guerre du Vietnam, les troubles raciaux, la révolte de la jeunesse, la crise du dollar, le défi économique de l'Europe occidentale et du Japon, le renforcement militaire de l'Union soviétique, les événements, au-dehors et au-dedans, marquaient la fin d'une époque. L'après-guerre s'achevait et, avec elle, la prédominance de l'État qui avait gagné la guerre sans payer le prix terrible que les autres vainqueurs, sur la terre d'Europe, avaient dû acquitter.

Le même Richard Nixon revient d'une tournée triomphale au Proche et au Moyen-Orient, acclamé par les foules égyptiennes, naguère déchaînées contre l'impérialisme américain. Il s'apprête à partir pour Moscou afin d'y consacrer, une fois de plus, la détente et peut-être d'y signer de nouveaux accords. Frappées par l'augmentation du coût des hydrocarbures, les économies du Japon et de l'Europe occidentale n'apparaissent plus, au moins pour quelques années, comme des rivales. Les velléités d'union européenne se sont enlisées dans les sables d'Arabie. Le calme est revenu, dans les ghettos et les campus. Et l'homme qui a présidé à ce redressement spectaculaire subit, depuis dix-huit mois, un bombardement ininterrompu: les journaux, les commissions d'enquête de la Chambre des représentants et de Sénat, les juges assiègent le président dont la majorité des Américains, d'après les sondages, souhaite la mise en accusation et la démission (ou la condamnation). Un nom symbolise le triomphe: *Henry Kissinger*; un autre la tragédie: *Watergate*. Il y a quelques jours, suprême scandale, les journalistes rattachèrent ces deux noms l'un à l'autre. Et la bombe éclata.

Notre ami Thierry Maulnier voit surtout, dans l'affaire du Watergate, l'expression des mauvais sentiments que les libéraux de la côte est portent à l'accusateur d'Alger Hiss, à l'avocat sans fortune arrivé au premier rang par la vertu d'une obstination sans égale: du coup, il s'écria: «Trop, c'est trop». Une cinquantaine de sénateurs partagèrent son sentiment puisqu'ils oublièrent soudainement les principes au nom desquels ils assiègent le président et se portèrent garant de la véracité et de la crédibilité d'un homme qui entretient, malgré tout, depuis cinq ans, quelques relations avec le «suspect» de la Maison-

Blanche.

Plus étonnante, d'ailleurs, que la motion des sénateurs avait été la conférence de presse d'Henry Kissinger à Salzbourg. Le secrétaire d'État viole soudain la règle non écrite selon laquelle l'affaire Watergate ne sort pas des frontières de la République. À l'intérieur, pour les citoyens et les élus de la République, Richard Nixon, aux prises avec une machine judiciaire dont nul étranger ne parvient à comprendre pleinement les secrets, la lenteur et la puissance, fait figure d'accusé et déjà de co-conspirateur: ceux qui l'entouraient, au cours de son premier mandat, vont passer en jugement à moins qu'ils n'aient déjà subi la rigueur des lois. À l'extérieur, le président demeure le président. Tant qu'il n'est qu'accusé, il représente les États-Unis et c'est lui qui garde le doigt sur la gâchette nucléaire. Tout se passe comme dans les romans noirs de la littérature américaine: le doute qui subsiste sur la culpabilité du suspect profite à celui-ci, même quand il remplit les fonctions de président de la République. Cette situation, impensable en dehors de ce pays de juristes, les Américains la jugent probablement quelque peu bizarre. Elle ne leur inspire pas les sentiments de stupeur, d'indignation ou d'admiration dont un non-Américain a grand-peine à se défendre.

Sentiments que les larmes et les propos d'Henry Kissinger viennent d'enrichir encore. Depuis dix-huit mois, celui qui, malgré tout, conserve les responsabilités suprêmes, s'efforce vainement de démontrer qu'il n'est pas un coquin. Il est accusé d'avoir fraudé le fisc, conspiré en vue de paralyser l'action de la justice, utilisé à son profit personnel l'argent de l'État, accordé à diverses personnes et entreprises des avantages pour les récompenser d'avoir financé son élection, il se serait parjuré, il aurait effacé des fragments des enregistrements et refusé certains enregistrements qui apporteraient des preuves contre lui. Tout cela n'aurait pas empêché la diplomatie américaine de remporter d'incroyables succès, préparés par les événements ou par elle-même. Et la moindre atteinte à l'honneur du secrétaire d'État, le moindre soupçon sur sa véracité accomplirait d'un coup ce que dix-huit mois d'une campagne impitoyable contre le président n'aurait pas accompli, à savoir paralyser la diplomatie américaine!

En vérité, on ne s'étonne pas que, d'après la presse américaine, le président ait sévèrement réprouvé l'incartade du secrétaire d'État. Faut-il dire incartade? Ou bien exaspération? Exaspération légitime ou injustifiée? Voici les données: que le lecteur choisisse sa réponse. La première contestation concerne le témoignage sous serment d'Henry Kissinger devant la commission des Affaires étrangères

du Sénat avant l'approbation par celle-ci de sa nomination: a-t-il donné une version exacte de sa responsabilité dans les écoutes téléphoniques, ordonnées en mai 1969? Certains de ses collaborateurs furent l'objet de ces écoutes. Il reconnaît avoir fourni des noms, il ne prétend pas avoir désapprouvé cette pratique; les «fuites», les révélations à la presse de secrets d'État en fournissent une explication, sinon une justification. La controverse porte sur le rôle joué par Kissinger lui-même: l'a-t-il atténué dans son témoignage devant la commission? A-t-il été, plus qu'il ne l'a dit, l'initiateur de ces écoutes?

Derrière cette première contestation s'en dissimule une autre. Entre mars 1969 et avril 1970, les «B52» ont bombardé les régions du Cambodge qu'occupaient ou traversaient les Vietcong. Le gouvernement cambodgien, celui du prince Sihanouk, tolérait ces bombardements, à condition qu'ils ne fussent pas connus. Pendant un an, le Congrès fut donc tenu dans l'ignorance et les services de l'aviation américaine assuraient le secret par un système de double rapport, l'un véridique, l'autre falsifié (les raids de «B 52» étaient considérés comme ayant lieu ailleurs). Dès lors, quand, à la fin d'avril 1970, Nixon fit entrer les troupes américaines au Cambodge, il proclama solennellement et mensongèrement que les États-Unis avaient scrupuleusement respecté jusqu'alors la neutralité du Cambodge. (Il aurait pu invoquer le fait, incontestable et incontesté, que les Nord-Vietnamiens ne l'avaient pas respectée.)

Ces pratiques de diplomatie secrète sont-elles acceptables en un régime démocratique tel celui des États-Unis? Le Congrès se révolte contre le président, la presse contre les puissants, la procédure de mise en accusation suit son cours.

Restauration de la moralité ou refus du machiavélisme inévitable? Faut-il donner pour titre au destin de Richard Nixon et même d'Henry Kissinger celui que j'ai emprunté à W. Churchill *Triomphe et tragédie* ou celui que j'aurais pu emprunter à J.-P. Sartre: *Les Mains sales*?

Du défi au déclin

Le Figaro
7 mars 1975

Il y a tout juste huit ans, *Le Défi américain* connaissait un succès mondial. Parent ou collaborateur de J.-J. Servan-Schreiber, Jean Ferniot et Michel Albert nous assurent, dans un livre qu'ils viennent de publier, que le défi a été relevé ou plutôt qu'il n'a pas été lancé, en tout cas que la réponse, suggérée hier, ne vaut plus aujourd'hui. Les idées à la mode changent presque aussi vite, dans le Landerneau parisien, que la longueur des robes.

Le Défi américain constituait une sorte de dossier sur la supériorité scientifique et technique des États-Unis. Fondé sur des rapports, le plus souvent d'origine américaine, ce dossier constatait et analysait le rôle des sociétés multinationales et l'avance acquise par la recherche outre-Atlantique, dans quelques industries de pointe, électronique, atome, aviation. Il demeure, autant que j'en puisse juger, vrai pour l'essentiel. En revanche, les conclusions à tirer du livre prêtaient et prêtent encore à discussion.

En matière d'ordinateurs, les États-Unis, grâce à I.B.M., gardent leur prééminence et dominent le marché mondial. Depuis quinze ans, le gouvernement français multiplie les décisions contradictoires et, aujourd'hui, n'arrive pas à décider du sort de la C.I.I., se retournant vers Honeywell-Bull après avoir approuvé l'alliance avec les grands de l'Europe, Siemens et Philips. Je comprends que les Européens ne veuillent pas «dépendre» d'un monopole étranger. Encore convient-il de mesurer le risque de cette «dépendance». Mis à part un ordinateur requis pour les expériences d'armes nucléaires (et encore, finalement, le *State Department* a laissé I.B.M. tourner l'interdit), les acheteurs européens, n'ont jamais été menacés par un refus de vendre.

Bien entendu, les Français, les Européens ne peuvent se passer des structures d'accueil, des équipes de savants et de techniciens, grâce auxquels l'industrie garde la capacité de mettre en œuvre les innovations, surgies n'importe où dans le monde. Sur quels secteurs un pays de dimensions moyennes doit-il faire porter son effort? Où faut-il se résigner à la dépendance? Où faut-il chercher l'indépendance, dans le cadre national ou dans le cadre européen? Nul ne donnera de réponse générale ou catégorique; en chaque cas, il faut calculer le coût, les chances, les aléas. Le *Concorde* et le *Mercure* résultèrent de choix erronés, le réacteur *Phoenix* ouvre de vastes perspectives.

En tout état de cause, la supériorité des États-Unis que *Le Défi américain* cherchait à démontrer n'impliquait ni la valeur exemplaire d'un mode de vie ni même la permanence d'un niveau de vie plus élevé. En fait, la croissance du produit national n'a cessé, depuis 1947, d'être plus rapide de ce côté de l'Atlantique. De même le Japon, tout en achetant les brevets américains, a progressé à une allure double de celle des Européens, elle-même largement supérieure à celle des Américains. Aujourd'hui que le culte du P.N.B. cède aux mirages de la croissance zéro, il est bon de rappeler que les niveaux de vie, en Europe et au Japon se rapprochaient déjà de celui des États-Unis lorsque *Le Défi américain* frappa de stupeur l'opinion. L'obsession de la croissance, sous-produit de la guerre froide, partit d'Union soviétique et traversa l'Europe occidentale avant de passer l'Atlantique.

Mesure grossière et approximative des ressources nationales, le P.N.B. ne constitue ni un idéal ni un impératif catégorique. C'est par comparaison qu'il éveille l'énergie des bâtisseurs. L'Union soviétique voulait rattraper et dépasser «le pays capitaliste le plus avancé», les Européens voulaient soutenir la concurrence du «socialisme soviétique», puis «rattraper» les États-Unis. J. F. Kennedy fut le premier président des États-Unis d'après-guerre à reprendre à son tour le langage de la compétition. Pour répondre à un défi (fictif) des Soviétiques, il lança le programme *Apollo* et des hommes mirent le pied sur la Lune avant la date limite qu'il avait fixée. Cette sorte d'exploit n'améliora ni la qualité de la vie, ni les relations entre Noirs et Blancs. Quant aux «retombées» par lesquelles on justifiait volontiers les milliards accordés aux recherches dites de pointe, elles relèvent, pour une bonne part, de la mystification ou de la rhétorique des groupes de pression. Là encore, c'est le projecteur qui se déplace, non la réalité qui change.

Faut-il dire que la France s'est conformée depuis un quart de siècle au «modèle américain»? Pourquoi appeler américain le modèle qui fut britannique avant d'être américain, à savoir les deux procès d'industrialisation et d'urbanisation, liés en fait même s'ils sont séparables en théorie, probablement séparables dans l'avenir? Les deux monstres - Londres et Paris - ne doivent rien à l'imitation des États-Unis. L'urbanisation française s'oppose à l'urbanisation américaine: là-bas la bourgeoisie fuit les centres des villes, ici, elle s'y concentre, et les classes moyennes ou les salariés se logent dans les banlieues, le plus souvent loin du lieu de leur travail. Certes, dans la mesure où la presse et la radio, les journalistes et les vulgarisateurs créent l'opinion qui elle-même finit par créer la réalité, les États-Unis, en 1975, semblent plutôt «décliner» que

«défier». Encore faut-il distinguer le court terme du long terme, la puissance du bien-être et P.N.B. de la culture.

À court terme, les États-Unis sont à demi paralysés par une dépression économique, par la faiblesse d'un président non élu, par les querelles entre l'exécutif et le Congrès, par la diminution de leurs réserves d'hydrocarbure, par certains cartels de producteurs de matières premières. À moyen terme, ils gardent sur les Européens et les Japonais, mais non sur les Soviétiques, l'avantage de posséder un espace étendu et des sources encore inexploitées d'énergie.

L'écart entre le produit national par tête des États-Unis et celui des Européens et des Japonais s'est rétréci. Il disparaîtra peut-être complètement au cours des dix ou vingt prochaines années. La crise de l'énergie, c'est-à-dire l'augmentation du prix du pétrole, n'interrompra pas le rapprochement des conditions matérielles d'existence d'un côté et de l'autre de l'Atlantique. Là encore, il importe de ne pas confondre des difficultés, graves mais temporaires, avec un mouvement de longue durée. Non que ce mouvement soit lui-même continu, irrésistible. Si la chute de la natalité, observée au cours de ces dernières années, s'accroissait, les Européens seraient peut-être victimes de la peur de la surpopulation, peur bien fondée en Inde mais non en France ou en Allemagne.

Les États-Unis demeurent la seule grande puissance militaire de l'Occident. Les Européens pourraient, unis, devenir autonomes pour leur défense mais ils ne manifestent pas la volonté nécessaire pour surmonter les obstacles. Ils s'accommodent d'une alliance entre inégaux qui leur assure la sécurité. Quant à l'Union soviétique, qui atteint à la parité nucléaire avec les États-Unis, elle continue d'avoir besoin des techniques avancées de l'Occident.

Enfin, si la crise actuelle se définit par le renversement des valeurs, la recherche d'un modèle de société ou d'un style de vie l'emportant sur le souci de la productivité ou de la performance industrielle, alors il faut dire que la crise ne date pas d'hier et qu'elle sévissait déjà il y a huit ans.

Paris, à chaque moment, sacrifie à une seule idée, exalte un seul génie, quitte à changer d'idée ou de maître à penser tous les quatre ans. Les intellectuels obéissent au monoïdéisme plus encore que l'économie à la «monocroissance». Les États-Unis n'ont pas l'équivalent de Paris; les modes intellectuelles, grâce à l'énormité du pays, n'y exercent pas la même tyrannie. Le défi et le déclin y coexistent pacifiquement. L'un et l'autre appellent la recherche, commune à tous les pays industrialisés, d'une société qui concilierait l'exigence d'efficacité avec

le souci de justice et le milieu technique avec les charmes du milieu naturel, milieu pur, immaculé où Jean-Jacques Rousseau promènerait sa solitude que ne violerait même pas le bruit des moteurs.

Go home, Frenchie

Le Figaro
19 septembre 1975

J'emprunte le titre de cet article aux ouvriers d'une entreprise américaine, *Copperweld Corp.*, qui l'utilisèrent comme mot d'ordre et l'inscrivirent sur leurs pancartes lorsqu'ils vinrent manifester à Washington devant l'ambassade de France, le Capitole et les bâtiments de la *Trade Commission*. De quoi s'agit-il? Il n'est certes pas question du stationnement de troupes françaises au-delà de l'Atlantique: l'enjeu n'en soulève pas moins la tempête parce qu'il concerne la propriété d'une entreprise sur laquelle des Français - en l'espèce, la société Imetal, contrôlée- par le groupe Rothschild a lancé une OPA. Le groupe offrait de racheter toutes les actions de *Copperweld* au cours de 42,5\$. Le marché réagit favorablement puisque le cours de l'action, le jour de l'offre, monta de 7,5 dollars (à partir du cours de 34,5).

Une OPA relève de la pratique courante en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Le Président et ses conseillers ont maintes fois déclaré qu'ils ne s'opposaient pas à des investissements étrangers et même qu'ils les souhaitaient. D'après ses déclarations, M. Guy de Rothschild obtint sur ce point des assurances à Washington. Quand on se rappelle le volume des capitaux que les conglomérats américains ont investis à l'étranger, le nombre d'entreprises européennes qu'ils ont achetées, la première réaction du commentateur risque de prendre une forme simple et grossière: «Il y a de l'abus». Mieux vaut pourtant dépasser le stade de l'indignation afin de tirer quelques leçons de l'incident.

Depuis un quart de siècle, nos amis d'outre-Atlantique, en particulier les économistes nous enseignent, du haut de leur sagesse, les vertus de la mobilité du capital, les avantages que les pays d'accueil tirent du surplus d'investissements que permet une entrée de fonds, venus du dehors. Il n'y a pas de différence, nous disaient-ils, entre la création d'une entreprise nouvelle et le rachat d'une entreprise existant. En analyse macro-économique, le résultat est le même: le pays d'accueil dispose d'un capital supplémentaire, et il ne tient qu'à lui d'en faire bon usage.

L'union sacrée des dirigeants et de la main-d'œuvre de *Copperweld* contre le groupe français devrait inciter les économistes américains à la modestie. À les en croire, la résistance occasionnelle des gouvernants et la résistance fréquente de l'opinion aux investissements américains portaient témoignage du sous-

développement de l'économie et, plus encore, de la pensée économique, en France. Voilà les États-Unis, à leur tour, suspects de sous-développement dans le domaine où leur avance, pratique et théorique, passait pour incontestable.

Semblables aux propriétaires français d'un autre âge, les dirigeants de *Copperweld* invoquent une vie entière de dévouement au service de la firme dont les inconnus venus du froid, l'argent apatride, vont prendre possession. Qu'importe la nationalité du propriétaire, nous disaient nos amis d'outre-Atlantique: les ouvriers de l'entreprise, les syndicats de la métallurgie leur répondent par leurs protestations, par leurs défilés; un membre de la Chambre des représentants organise des auditions dans un sous-comité qui traite des conditions de travail. Même notre confrère *International Herald Tribune*, qui, d'ordinaire, offre un modèle d'objectivité dans la présentation des nouvelles, se laisse emporter par le courant et donne pour titre à son article la formule suivante: «Un Rothschild refuse une invitation tardive à discuter de haute finance en Pennsylvanie.»

Guy de Rothschild, en effet, a refusé l'invitation tardive de M. John Dent, membre de la Chambre des Représentants, qui voulait une discussion publique, dans la petite ville même où se trouve l'entreprise, le capitaliste français devant justifier devant un public partial, en une langue qui n'est pas la sienne, une offre d'achat d'actions.

Mais la nouvelle, est-ce le refus de l'invitation? Est-ce la personnalité du président du groupe français? Ou n'est-ce pas plutôt l'explosion soudaine d'un nationalisme comparable à celui que les Américains ont maintes fois rencontré et condamné quand il s'exprimait contre eux?

À quelque chose malheur est bon. Peu importe le dénouement. Cet épisode des relations franco-américaines revêt peut-être une valeur symbolique. Il nous enseignera à tous les limites de validité du raisonnement économique. La bataille que tout le personnel de *Copperweld*, du haut en bas de la hiérarchie, mène contre l'envahisseur européen, plus encore le style de la bataille, ni le Président, ni le secrétaire d'État, ni les conglomérats ne peuvent l'approuver même s'ils n'osent pas le déplorer. Les États-Unis auraient plus à perdre que les autres pays si ces mauvais procédés se généralisaient. Mais peut-être comprendront-ils mieux demain l'enracinement des entreprises dans un milieu social et les craintes que suscite la prise de possession par de l'argent sans nom ou sans visage (ou lié à un nom trop célèbre). La nouvelle croissance, pour employer le concept à la mode, prendra en considération les sentiments des intéressés – le

personnel - quitte à sacrifier le maximum ou l'optimum calculé comme si les frontières ne signifiaient plus rien.

Dernière remarque. Jusqu'au mois d'août 1971, la monnaie américaine était surévaluée: les Européens augmentèrent massivement leurs exportations. En contrepartie, les conglomérats investissaient au-dehors à des conditions favorables. La sous-évaluation du dollar, évidente il y a quelques mois quand le dollar tombait au-dessous de 4 francs, entraînait des conséquences opposées: le commerce européen en souffrait mais il devenait avantageux d'investir aux États-Unis. Quelques firmes européennes tentèrent effectivement leurs chances. Personnellement, j'ai toujours jugé que la situation d'avant 1971 valait mieux, pour la France, que celle d'aujourd'hui. C'est pourquoi j'écrivais qu'en se donnant pour objectif (ou en donnant l'impression de viser) la chute du dollar, le gouvernement français jouait à qui perd gagne (ou si l'on veut qui gagne perd). Le dollar surévalué valait mieux pour la France que le dollar sous-évalué.

Il n'en reste pas moins que l'opposition aux investissements européens marquerait une violation des règles du jeu et enlèverait aux Européens la contrepartie normale aux avantages commerciaux que trouvent les Américains aux parités flottantes.

Année électorale aux États-Unis. On cherche un président

Le Figaro
19 février 1976

Si l'on pose à des journalistes américains la question: «Quels seront, à la fin de l'année, les deux candidats, républicain et démocrate, à la présidence des États-Unis?», la plupart d'entre eux répondent: «Gerald Ford et H. H. Humphrey». Réponse qui surprend à peine les Européens mais leur enlève toute illusion sur le prochain hôte de la Maison-Blanche et leur inspire même des doutes sur l'avenir sinon de la République américaine, du moins de son système politique.

Seul de tous les présidents à devoir son mandat à la désignation et non à l'élection, Gerald Ford bénéficiera malgré tout de l'avantage que donne, face au corps électoral, le prestige de la fonction. Sur vingt-trois tentatives d'un président en exercice d'obtenir la réélection, on compte dix-sept succès. En revanche, au XXe siècle, seul Richard Nixon fut élu en 1968 après une première défaite (en 1960). Si les démocrates ne parviennent pas à s'entendre sur le nom d'une personnalité, neuve et populaire, le duel Ford-Humphrey apparaîtra dans l'histoire comme unique en sa médiocrité: un président non élu qui se bat pour arracher l'investiture à un parti hésitant contre un sénateur qui fut le vice-président de L. B. Johnson et qui tenta vainement sa chance contre Richard Nixon.

Que Gerald Ford devienne le représentant du parti républicain, le fait demeure intelligible, quel que soit le jugement porté sur l'homme et ses capacités. Le scandale du Watergate a discrédité le parti républicain et celui-ci, en tout état de cause, n'attire qu'une minorité de l'électorat. «Les républicains inscrits, espèce en voie de disparition» disent, en manière de plaisanterie, les commentateurs d'outre-Atlantique. Gerald Ford craint d'être débordé sur sa droite par Ronald Reagan, ancien gouverneur de la Californie. Mais si le parti républicain choisissait ce dernier pour porte-drapeau, il commettrait la même erreur fatale qu'il commit en 1964 et le parti démocrate en 1972. Chacun des deux grands partis ruine ses chances dès lors qu'il donne l'investiture à une personnalité qui passe pour extrémiste, extrême droite des républicains (Barry Goldwater) dans un cas, extrême gauche des démocrates dans l'autre (McGovern).

Il se peut que les résultats des élections primaires découragent Gerald Ford.

Mais, en cette hypothèse, il resterait au parti républicain à trouver, le jour où se réunira la «convention», une personnalité qui combine des mérites rarement réunis: ne pas avoir été mêlé aux affaires de Watergate, se situer au centre de l'éventail politique, jouir au point de départ d'une notoriété suffisante, posséder une valeur intellectuelle hors du commun. Faute de quoi, un candidat républicain qui ressemblerait à un homme quelconque partirait battu d'avance par un homme quelconque se réclamant du parti démocrate.

Pourquoi ce dernier, théoriquement assuré de la victoire s'il met en lice un bon candidat, offre-t-il aujourd'hui le spectacle du désarroi? Non qu'il manque de candidats; bien plutôt souffrirait-il d'une abondance de biens (une dizaine de candidats déclarés) mais aucun d'eux ne se détache du lot. Le gouverneur G. Wallace, expression du Sud traditionnel, ne sera pas investi, il n'en détiendra pas moins un nombre substantiel de mandats à la convention démocrate et ses rivaux hésiteront à négocier avec lui de peur de se compromettre.

Le sénateur Henry Jackson, souvent critique de Henry Kissinger au Sénat, détesté par les Soviétiques, se heurte à trop d'adversaires, témoigne d'une personnalité trop forte, affirme des opinions trop catégoriques pour rallier autour de lui l'ensemble du parti. Il n'en va pas autrement d'Eugene McCarthy qui eut son heure de célébrité à l'époque de la campagne contre la guerre du Vietnam et contre L.B. Johnson.

La crise actuelle du parti démocrate s'explique-t-elle par des causes profondes? Le parti, la République sont-ils divisés, déchirés plus qu'à d'autres époques par des conflits idéologiques, par l'incompatibilité des programmes d'action? Il ne le semble pas. Au-dehors comme au-dedans, l'incertitude plutôt que la passion caractérise l'état actuel de l'opinion et de la classe politique. Les sénateurs critiquent de plus en plus la diplomatie dite de détente. Mais ils poursuivent leurs enquêtes, dévoilent les opérations de la C.I.A., les fonds secrets des grandes entreprises et, obsédés par le souvenir du Vietnam, ils interdisent au président d'intervenir en Angola, fût-ce par l'argent. L'opinion passe pour favorable aux accords S.A.L.T. de même qu'à la vente de céréales à l'Union soviétique, en même temps elle est déçue par l'action soviétique à travers le monde. S'il en est ainsi, on se demande comment un candidat, quel qu'il soit, parviendrait à rassembler, en un projet rationnel, ces refus, ces craintes et ces aspirations, tous intelligibles en eux-mêmes mais contradictoires. Comment les États-Unis parviendraient-ils à dissuader l'Union soviétique d'intervenir là où les circonstances s'y prêtent tant que les législateurs interdisent au pouvoir exécutif

toute initiative?

Dans le climat actuel - doute sur soi-même, règlement de comptes et puritanisme politique, tentation de repli et regain d'antisoviétisme – qui parviendra à s'imposer? Les États-Unis ont perdu une guerre - pour la première fois; un président élu a été contraint de démissionner afin d'éviter la procédure d'*impeachment* - pour la première fois. Tous les peuples, même comblés par la fortune, ont perdu des guerres et les hommes d'État résistent rarement à la tentation de farder la vérité. La République américaine rentre dans le rang; elle ne constitue plus une exception au destin des États. La découverte de ces évidences doit-elle entraîner le désespoir?

Peut-être des causes plus prosaïques déterminent-elles aussi l'encombrement de la campagne électorale. Les États-Unis couvrent un continent; sénateurs ou représentants s'élèvent malaisément de la notoriété régionale à la célébrité nationale. Ceux qui réussissent l'ascension doivent prendre des risques, se montrer combatifs et, du même coup, s'exposer à des polémiques (ainsi le sénateur Jackson). De plus, dans leur humeur actuelle, les Américains, surtout les journalistes, semblent prendre un plaisir singulier à détruire. Un des candidats, Jimmy Carter, ancien gouverneur de la Georgie, remporte-t-il un succès: immédiatement ses adversaires se déchaînent et l'accusent «d'opportunisme» (étrange accusation).

La conjonction de l'autocritique américaine et du système traditionnel de «nomination» des candidats risque en effet d'aboutir au duel Ford-Humphrey - ce qui confirmerait la thèse de la décadence américaine, surtout, il est vrai, au-dehors. Peut-être nombre d'Américains penseraient-ils, en dernière analyse, que s'ils ne peuvent attendre beaucoup ni de l'un ni de l'autre, ils n'ont rien à en craindre,

Considération suffisante pour une République provinciale non pour une puissance mondiale.

6.3

DE LA DÉMOCRATIE EN EUROPE

Discours à des étudiants allemands sur l'avenir de l'Europe

La Table Ronde
Janvier 1948

L'Europe est-elle encore capable de se relever?

La question que j'ai posée en tête de cette Conférence⁽¹⁾ est intentionnellement équivoque. À quelle construction songeons-nous? De quelle Europe s'agit-il? Après la première guerre mondiale, l'Europe avait effacé très vite les traces matérielles de la catastrophe. Les pertes d'hommes, pour l'ensemble du vieux continent, atteignaient une vingtaine de millions d'hommes. En 1920, la population se retrouvait à peu près égale à ce qu'elle était dix ans auparavant. Autrement dit, les tueries monstrueuses, les hécatombes des tranchées de Flandre ou de Russie, l'épidémie de grippe espagnole, aux yeux du statisticien impitoyable, avaient tout juste réussi à absorber l'accroissement normal de la population européenne.

Quant aux ruines, dix ans après l'Armistice, elles avaient disparu, ou à peu près. L'appareil de production, le revenu national et le niveau de vie des masses étaient supérieurs, dans les principaux pays, à ce qu'ils étaient dans l'Europe prospère et pacifique de 1914. Matériellement, si l'on s'en tient aux apparences, les quatre années de guerre n'apparaissaient que comme un palier ou une baisse temporaire sur une courbe en hausse. L'énormité des dégâts causés par la deuxième guerre mondiale change la nature même du problème. Depuis la guerre de trente ans, par sagesse ou par hasard, les hommes avaient, à chaque époque, moins détruit qu'ils n'étaient en mesure de reconstruire. Aucune des guerres du XIXe siècle, toutes limitées dans l'espace et dans le temps, dans lesquelles les belligérants n'engageaient qu'une fraction de leurs ressources, n'avait mis sérieusement en danger la structure sociale et l'équilibre moral des peuples. Celle de 1914, comparée à celle de 1870, était une guerre totale, poursuivie jusqu'à épuisement des adversaires. Comparée à celle de 1939-1945, elle restait une guerre de peuples civilisés. On n'y pratiquait pas encore l'extermination des populations civiles et la science des chambres à gaz. Il se peut que cette fois, l'appauvrissement impose sa rude loi au vieux continent, pour une génération. Il se peut qu'il faille vingt ans pour reconstruire ce qui a été détruit en cinq. La fureur des hommes a entamé l'œuvre des siècles.

Ce renversement apparaîtra plus éclatant encore si nous dépassons les apparences. L'accroissement global de la population européenne suffit déjà à compenser les pertes (dans l'ensemble il est vrai, mais non pour chaque peuple). Même les maisons détruites sont plutôt le symbole des véritables destructions, de celles qui ont frappé la fragile architecture des sociétés civilisées, faites de relations humaines et de convictions morales tenues par une charpente d'institutions.

Le relèvement de l'Europe, dont il sera question, n'est donc ni uniquement matériel, ni uniquement moral. Il serait absurde de s'interroger sur l'inspiration spirituelle de l'Europe de demain en oubliant les familles sans homme, les foyers sans feu et la misère des foules. Il serait absurde de calculer le nombre d'heures de travail indispensable pour reconstruire tel quartier de Berlin ou de Francfort, en oubliant que le passé, vivant dans ces vieilles pierres, est parti à jamais et que dans les édifices neufs risque d'apparaître une société neuve, sans lien organique avec sa tradition.

Nous en venons ainsi à la deuxième équivoque du titre: qu'est-ce que l'Europe dont nous voulons nous demander si elle est capable de se relever? Est-ce une réalité géographique, politique, spirituelle? Sans doute l'Europe est-elle d'abord un concept géographique, mais, à ce titre, elle est mal délimitée ou du moins, si le géographe est libre de dire que l'Europe englobe les Îles britanniques et s'étend jusqu'à l'Oural, il n'est pas sûr que la notion géographique coïncide avec la notion politique et morale. Rien de ce qui, géographiquement, appartient à l'Europe n'en est politiquement exclu de manière absolue; mais les grands mouvements spirituels qui ont modelé l'existence du vieux continent n'ont pas atteint à la même intensité, à la même fécondité, sur les différentes parties du continent. L'héritage gréco-latin n'a pas marqué les différentes nations de la même empreinte, le christianisme n'a pas eu partout le même visage, la science et la technique modernes ont été ici création spontanée, là emprunt et adaptation. Héritière du christianisme oriental, la Russie n'a participé qu'à un faible degré à la culture du moyen âge et de la Renaissance. Elle participe, depuis la fin du XVIIe siècle ou le début du XVIIIe siècle, à la culture européenne, mais elle a commencé par emprunter ce que les autres avaient conçu et créé avant de fournir, au siècle dernier, une contribution qu'aucun homme cultivé ne sera tenté de méconnaître.

Ce n'est donc ni l'histoire, ni la géographie qui permettront une délimitation rigoureuse. Politiquement, le destin de l'Europe est dominé par le statut des

nationalités. L'Europe n'a jamais été une unité politique, elle a pu avoir, au Moyen Âge, une conscience plus ou moins vague de son unité ou de sa vocation; elle n'a jamais reconnu qu'en tant qu'Europe elle pût viser à l'unité. Sans doute a-t-elle entrepris des aventures qui, rétrospectivement, paraissent les aventures, communes de l'Europe, les croisades ou les voyages d'exploration. Mais les croisades étaient faites au nom de la chrétienté, non pas au nom de l'Europe et chaque explorateur prenait possession des terres, non pas au nom de l'Europe mais au nom de la majesté très chrétienne d'Espagne, de France ou d'Angleterre. Jusque sur les terres lointaines, les royaumes d'Europe prolongeaient leur querelle. Il y a peut-être une Europe *en soi*, il n'y a certainement pas d'Europe *pour soi*.

Jamais les nations d'Europe n'ont eu une conscience aussi aiguë qu'aujourd'hui de leur particularité. Au nom des nationalités furent créés au siècle dernier les États allemand et italien, au nom des nationalités furent détruits en 1918 les derniers empires multinationaux d'Autriche-Hongrie et de Turquie. Le même principe tendait donc, au siècle dernier, à l'élargissement des unités politiques et, en ce siècle, à leur éparpillement. La division de l'Europe en une vingtaine de nationalités indépendantes, ou qui se prétendent telles, demeure le fait fondamental. Il est clair que l'Union Soviétique demeure étrangère à ce problème pour la simple raison qu'elle est fondée sur un principe différent. Elle est un empire ou une fédération multinationale, chaque nationalité retenant quelque autonomie culturelle, mais toutes étant subordonnées à une bureaucratie centrale et autoritaire dans laquelle *une* nationalité joue un rôle dominant.

Quand nous nous interrogeons sur l'avenir de l'Europe, nous songeons à l'Europe des nationalités. L'Europe, dont l'idée maîtresse semble le droit de chaque communauté de culture à s'exprimer dans un État souverain. Nous mettons la Russie en dehors parce ses problèmes sont autres et qu'elle ne saurait résoudre les nôtres. L'unité n'est pas concevable entre les nationalités européennes et l'Union Soviétique parce que la disproportion de taille entre celle-ci et celle-là est trop grande, parce que les premières n'accepteront pas, de plein gré, les rigueurs de la bureaucratie soviétique, parce que l'association est facile, voire nécessaire, entre nations de même type mais non entre États nationaux et empire eurasiatique.

Au reste, si les nationalités ont joué un rôle essentiel au cours du dernier siècle, il serait excessif d'y voir le trait exclusif de la politique européenne. Là comme dans tous les autres domaines, l'originalité de l'Europe me paraît définie

par une sorte de tension dialectique entre termes opposés. L'Europe n'a jamais perdu le souvenir nostalgique de la tradition impériale héritée de Rome, pas plus qu'elle n'a consenti à sacrifier l'orgueil de ses particularités. Elle a gardé la conscience d'une communauté de culture propre à l'Europe entière, même quand les nations se livraient à l'ivresse triomphante de leur destination singulière. C'est-à-dire que les Européens manquent à leur vocation essentielle lorsqu'ils vont jusqu'au bout d'un des concepts qui ne trouve sa vérité que par opposition au concept opposé.

Il est normal que les Allemands aient le sens et la fierté de ce qu'il peut y avoir de proprement allemand dans leur culture. Lorsqu'ils s'imaginent que cette culture est liée à une race, lorsqu'ils proclament qu'ils n'ont d'obligations qu'à l'égard de leur propre culture, lorsqu'ils s'isolent dans leur particularité, ils trahissent la tension douloureuse entre l'idée allemande et l'idée universelle, qui n'est pas séparable du destin allemand, ils trahissent l'Allemagne en même temps que l'Europe.

Le sort de cette partie de la planète que les géographes nomment Europe ne sera réglé ni par le nombre des hommes, ni par l'apparence des maisons, ni par le volume des récoltes et de la production. Ce qui est en question c'est aussi l'avenir de certaines idées qui ont vécu dans les sociétés européennes et qui ne trouveraient peut-être pas d'asile ailleurs. Sans prétendre, dans le cadre d'une simple conférence, à beaucoup de rigueur, je dirai que l'avenir de l'Europe me paraît inséparable de trois idées: l'idée de la vérité objective, universellement valable, résultat d'une contemplation pure, d'un effort strictement rationnel, l'idée de la personne humaine, chaque personne ayant une valeur, personne irremplaçable, libre pour une existence unique, enfin l'idée de la technique maîtresse de la nature, multipliant les pouvoirs de l'homme et ses possibilités de richesse. La première est d'origine grecque, la deuxième d'origine romaine et chrétienne, la dernière, récente, est proprement européenne.

Aux yeux des non-Européens, de ceux que l'Europe a soumis à sa loi, cette dernière, plus d'une fois, apparaît seule. À leurs yeux, l'Européen est un barbare armé de machines, un animal de proie qui a remplacé les ongles par des fusils, les griffes par des canons ou des bombes atomiques. Ils ne voient pas que la technique triomphante n'a pu se passer, pour naître, et a besoin peut-être encore, pour s'épanouir, du sens de la vérité et de la liberté de l'esprit solitaire. Le développement de la technique est assuré. Sur d'autres terres, moins riches d'histoire, mais plus vastes, offrant des marchés plus étendus, l'extraordinaire

aventure de la conquête des forces naturelles par l'intelligence humaine se poursuivra à coup sûr. Ce qui n'est pas sûr, en revanche, c'est qu'elle se poursuive dans un climat spirituel où la personne garde sa valeur, où la vérité ne soit pas limitée à celle des équations mathématiques ou des recettes pratiques, où les communautés de culture ne soient pas soumises à des bureaucraties arbitraires.

Certes, la menace vient de l'Europe elle-même autant que de forces plus ou moins extérieures à l'Europe. Ce sont des nations européennes qui ont donné l'exemple du mépris de la vérité ou, plus encore, d'une théorie selon laquelle est vrai ce qui est utile à une collectivité. Ce sont des nations européennes qui ont poussé jusqu'à ses formes les plus extrêmes le mépris de la personne humaine, sacrifiée aux vaines pyramides des conquêtes militaires et de l'orgueil racial. Ce sont encore elles qui ont mis à l'épreuve la rationalisation de l'industrie et de l'administration, et comme oublié que cette rationalisation indispensable dégénère en barbarie si elle n'est pas limitée par la volonté contraire de sauver les droits des personnes et des groupements particuliers.

Tel est donc l'enjeu. Il ne s'agit pas de savoir si les nations européennes ont encore assez de forces pour relever les ruines accumulées, il s'agit de savoir si elles ont assez de courage pour relever les ruines en restant, ou parfois en redevenant fidèles au meilleur de leur héritage. Pour construire des canons ou des usines à l'aide de travailleurs enrégimentés dans des bataillons de choc, on trouvera toujours plus de bras en Asie, plus de machines aux États-Unis. Certes, l'Europe devra en construire aussi, mais le succès ne se mesurera pas aux seuls chiffres des statistiques mais à ces chiffres rectifiés par les mesures plus subtiles qui s'appliquent aux choses de l'esprit. Or, n'hésitons pas à le dire, la tâche est écrasante parce que les nécessités matérielles risquent de nous ramener vers les abîmes dont nous sortons à peine, et à grand-peine.

Quels sont en effet les résultats les plus frappants, en Europe, de la crise des dernières années? Le premier me paraît être ce que j'appellerai la *perte de l'autonomie politique et, pour une part, spirituelle*. Nous savons tous que l'Europe qui, il y a cinquante ans, dirigeait la politique mondiale et se partageait les autres continents en zone d'influence, a perdu sa position prédominante, bien plus qu'elle est devenue objet de conflits entre puissances totalement, ou partiellement, extra-européennes. Mais l'aspect le plus grave de ce déclin n'est pas diplomatique. Que le siège de l'O.N.U. soit en Amérique et non plus en Europe, qu'aucun des trois grands ne soit un des États nationaux d'Europe, j'avoue que je m'en accommoderais sans trop d'amertume. Mais que les partis, à

l'intérieur des nations soient liés chacun à une des puissances qui se disputent l'empire du monde, là est le fait décisif et déplorable. Comme les pays de deuxième ordre, comme les pays balkaniques naguère, nous ne sommes jamais nous-mêmes, nos luttes sont un reflet des luttes mondiales, nos querelles l'écho des querelles mondiales.

Le deuxième résultat est ce que j'appellerai *la désagrégation des relations sociales*. La guerre est par nature une période où toute proportion entre mérite et rétribution sociale disparaît. Telle famille dont le chef n'est pas mobilisé voit sa situation améliorée, telle autre dont tous les membres actifs sont au combat, descend de plusieurs échelons. Les lois ont tâché de réduire les profits de guerre, mais un facteur d'incertitude s'est ajouté, contre lequel les forces humaines étaient impuissantes. Face aux bombardements mérite ou démerite disparaissaient, le hasard régnait seul. Et l'inégalité qui en résulte est la plus irrationnelle, la moins favorable à une structure sociale quelconque.

Mais il y a plus. À travers toute l'Europe, du fait de la guerre, nous avons assisté à la décomposition d'une classe dirigeante, sans que naisse, en même temps, dans le feu d'une révolution, une autre classe dirigeante. Le phénomène a pris des formes différentes en Allemagne, en Italie, en France, dans les pays de l'Est européen. En Allemagne, la clique gouvernante, liée au parti nazi, a été évidemment éliminée, mais elle avait auparavant, surtout à la suite de l'attentat du 20 juillet, exterminé certains des hommes les plus courageux et les plus clairvoyants des anciennes classes dirigeantes, chefs de l'armée, administrateurs, membres des professions libérales. Plus généralement, les vieilles classes dirigeantes de l'État ont été largement compromises dans l'entreprise hitlérienne, elles ont été décimées dans les épurations successives. Des hommes âgés ont repris les postes de commande, sans que le lien de confiance nécessaire, entre masses et élites, ait pu se forger dans la lutte commune contre l'opresseur.

En France, le phénomène, sans atteindre la même gravité, apparaît aussi. Une partie de l'ancienne élite (au sens de Sorel et de Pareto) s'est discréditée en se soumettant, en réalité ou en apparence, au vainqueur provisoire. La bourgeoisie a perdu en richesse, en prestige, en puissance. La nouvelle bourgeoisie (les profiteurs du marché noir) est foncièrement stérile. Bien plus, elle compromet tous les favoris de la fortune qui participent du discrédit qui s'attache aux trafiquants. Quelques personnalités ont surgi de la résistance, mais, dans l'ensemble, l'inégalité sociale est moins acceptée aujourd'hui qu'hier, la bourgeoisie moins respectée, sans qu'une volonté positive de révolution, sans

qu'une élite révolutionnaire se soit dégagée. La guerre détruit un ordre social sans créer les conditions de son remplacement.

Même dans les pays de l'Europe orientale où la guerre semble avoir engendré une révolution, je ne suis pas sûr que la classe révolutionnaire soit sortie spontanément du sol de la société. Il s'agit de l'évolution importée, à l'ombre des baïonnettes étrangères. Dans tous les pays où la paysannerie constitue la grande masse de la population, les chefs des partis paysans sont en prison. Sans doute une partie des nouveaux chefs se sont endurcis et confirmés, au cours de la lutte clandestine. Mais presque partout ils n'auraient pas arraché la totalité du pouvoir sans la protection de l'occupant. Ces sortes de révolutions, que je serais tenté d'appeler «préfabriquées» n'ont ni l'authenticité, ni la fécondité de celles qui jaillissent de la vie nationale.

Le troisième résultat est *l'énormité des destructions et des pertes*. Je groupe sous cette rubrique trois sortes de destructions: les destructions purement matérielles, plus considérables en Allemagne que partout ailleurs (sauf en Russie), mais graves aussi en France (plus d'un demi-million d'immeubles sont complètement détruits, un million et demi sont endommagés), la perte de capitaux, individuels et nationaux, intérieurs et extérieurs; enfin la réduction temporaire des moyens de production. Le troisième chapitre est certainement le moins grave et le plus transitoire, sauf en ce qui concerne l'amputation de terres arables subie par l'Allemagne. Arrêtons-nous un moment sur les deux premiers.

Les pays de l'Europe occidentale étaient, avant 1914, des pays riches et des pays créditeurs. Ils avaient tous pris l'habitude d'acheter au dehors plus qu'ils ne vendaient. Les revenus de leurs placements étrangers suffisaient à assurer un surplus qui était à nouveau exporté. Le haut niveau de vie était dû à la supériorité de l'équipement industriel, à l'accumulation du capital. Ces avantages ont, en large mesure, disparu. L'équipement industriel des États-Unis est en avance sur l'équipement européen, même sur celui de l'Allemagne à cet égard-là plus favorisée. Les techniques industrielles se sont largement répandues dans le monde, de telle sorte que les exportations européennes se heurtent, un peu partout, à des concurrences redoutables. Or, qu'on ne s'y trompe pas, la concentration des masses humaines dans l'Europe occidentale dépasse les ressources naturelles de la terre. Elle supposait et elle continue de supposer une industrie considérable, capable d'obtenir en échange de produits fabriqués les matières premières et la nourriture indispensables. Or, les revenus extérieurs viennent à manquer au moment même où ils seraient le plus nécessaires, au

moment où les marchandises à exporter manquent, au moment où les marchés intérieurs sont vidés de toute réserve. Que l'on n'oublie pas qu'entre les deux guerres l'Allemagne n'a jamais rétabli un équilibre normal de sa balance des comptes. Le total des crédits extérieurs reçus jusqu'en 1930 est largement supérieur au total des versements au compte des réparations et des placements au dehors. La France a dépensé chaque année, depuis sa libération, entre un million et demi et deux milliards de dollars. L'Angleterre a un déficit d'environ deux milliards et demi de dollars par an et elle a épuisé le crédit que lui avaient consenti les États-Unis. La dépendance de l'Europe à l'égard des crédits américains est, à certains égards, un phénomène transitoire, elle résulte des dévastations subies par le vieux continent, de la disparition temporaire de fournisseurs ordinaires; mais elle risque de durer parce qu'elle trahit un renversement de situation: habituée à vivre sur son capital, l'Europe reprend les choses à zéro, elle est revenue un siècle en arrière, il lui faut relancer, sans avance sur ses concurrents, une campagne d'exportation.

L'effort s'annonce d'autant plus rude que l'Europe devra consacrer à la reconstruction une quantité de moyens de production qui manqueront et sur le marché des produits de consommation et sur les marchés extérieurs. Nécessairement les consommateurs seront obligés de consentir des sacrifices. Des années s'annoncent durant lesquelles, pour édifier et exporter, les Européens devront se priver, accepter des restrictions sur leur niveau de vie accoutumé.

Le quatrième résultat est ce que j'appellerai une *tendance à la socialisation*. Sous ce titre je groupe une série de phénomènes sociaux assez différents. La guerre amène fatalement un renforcement du dirigisme économique, de la répartition autoritaire des produits, de la direction centrale de la production. Elle transforme les groupements professionnels, ceux des entrepreneurs et ceux des ouvriers, en institutions d'État. L'économie de guerre est toujours une forme primitive et grossière de l'économie planifiée. Les ruines et la misère entretiennent ce genre de régime et elles y ajoutent le partage nécessaire des biens qui subsistent entre les victimes et les privilégiés. Les circonstances obligent à la mise en commun des ressources, sans empêcher la formation d'une classe de profiteurs et de parasites qui narguent la pauvreté de tous et triomphent par l'ingéniosité du malheur collectif. Enfin, les catastrophes suscitent une sorte de radicalisme des masses populaires. Sans doute les différences sont-elles considérables selon les pays. Un pays victorieux redoute moins la révolution qu'un pays vaincu, la défaite totale atténue les revendications que la victoire, même partielle, a tendance à multiplier. Peut-être les classes allemandes sont-

elles aujourd'hui moins exigeantes que les masses anglaises, moins radicales que les masses françaises. Malgré tout, avec des différences de degré, la dissolution de l'ordre social, le discrédit des dirigeants se combineront quelque jour avec les protestations des masses mécontentes, et à juste titre, de leur condition.

Groupons, en une synthèse, les quatre résultats que je viens d'indiquer rapidement, perte de l'autonomie politique, désagrégation des liens sociaux, destructions gigantesques, socialisation. N'êtes-vous pas immédiatement frappés à l'idée simple et tragique: toutes ces circonstances sont favorables au surgissement d'un nouveau totalitarisme. La guerre, née du totalitarisme, tend à perpétuer les causes du mal.

Expliquons-nous. Le totalitarisme est une manière de restaurer l'ordre et la discipline sociale quand l'ordre et la discipline des sociétés civilisées, ceux de la tradition et du libre consentement, se sont effondrés. Il permet d'imposer aux peuples des sacrifices et des efforts qu'ils n'accepteraient pas si les organisations revendicatives des classes et des groupes continuaient à exister. Il donne satisfaction, plus ou moins illusoire, au radicalisme des masses, à leurs protestations contre la hiérarchie sociale, non en supprimant l'inégalité, bien plutôt la renforce-t-il, mais en conférant un sens nouveau à cette inégalité. Telle est, à mon sens, au moins pour l'Europe occidentale, la signification historique du totalitarisme, quelles que soient les idéologies qu'il invoque. Il n'a rien à voir ni avec la liberté ni avec l'égalité, ni avec l'abondance, en dépit de ses affirmations verbales. Il a pour mission de plier les masses à un sort pire que celui qu'elles connaissent sous un régime de liberté, mais en les amenant, par une sorte de mystification idéologique, à accepter plus volontiers cette condition sévère. C'est pourquoi les religions séculières représentent un élément essentiel de tous les régimes totalitaires.

Les religions séculières, je songe au communisme ou au national-socialisme, concentrent sur le devenir social les ferveurs et les haines. Un certain objectif historique devient la suprême valeur à laquelle tout doit être subordonné. Les religions de salut enseignent la pureté de l'âme, les religions séculières enseignent l'efficacité dans l'action. Rien d'étonnant que toutes finissent par exalter les formes extrêmes du machiavélisme. Elles donnent un sens aux vicissitudes du devenir historique, aux souffrances et aux luttes. En général elles les ramènent au combat de deux principes, l'un bon, l'autre méchant, l'Allemand et le Juif, le communisme et le capitalisme, par un manichéisme simpliste, destiné à aboutir, comme dans les films pour enfants et pour grand public, à la

victoire du bon et à l'écrasement de l'infâme. Au service de la victoire, les chefs, croyants ou cyniques, contraindront, sans hésiter, leurs troupes à subir les pires rigueurs, dans le travail et dans la discipline. Pour construire le socialisme, on poussera l'épargne forcée et les privations jusqu'à un degré que le pire capitalisme n'eût osé concevoir. Pour assurer le règne d'Hitler et de sa foi il n'est pas d'entreprises, les unes héroïques, les autres barbares, qui ne furent tentées. Tant de succès éclatants furent remportés, tant de cruautés indicibles commises, tant de sang fut versé, tant de dévastation accumulée, jusqu'au jour où les colonnes du temple s'écrasèrent sur les faux prophètes. Impuissance de la victoire, disait déjà Hegel.

Un régime totalitaire répondrait donc, en apparence, aux nécessités matérielles de la situation européenne. Il rendrait aux dirigeants le prestige et l'autorité qui leur font défaut et qui serait demain fondé sur leur qualité d'interprète de la religion. La reconstruction et l'exportation exigent de réduire, pendant des années, la consommation; il invoquerait les sacrifices destinés à apaiser quelque Moloch historique. S'agit-il d'adoucir ou de canaliser le radicalisme des masses, de justifier la tyrannie administrative, là encore la doctrine interviendrait. Si j'employais les expressions de Max Weber, je dirais que le pouvoir totalitaire est à la fois rationnel et charismatique. La bureaucratie est rationnelle mais elle se crée sa religion. Il ne faut rien de moins qu'une mission historique sacrée pour que la rationalisation autoritaire apparaisse aux yeux des masses comme le moyen de salut.

J'ai à peine besoin d'ajouter que cette prétendue solution serait aussi funeste cette fois que les précédentes. Mais je voudrais dire surtout et d'abord qu'elle ne me paraît pas compatible avec l'esprit européen dans ce qu'il a d'authentique. Autrement dit, recourir encore une fois à l'expérience totalitaire, ce serait reconnaître que l'Europe n'a plus de force pour se relever ou encore qu'elle ne peut revivre qu'en se reniant.

Certes, le fait même des religions séculières est proprement européen. À travers l'histoire de l'Occident, on retrouve l'espérance chiliaste, tantôt transcendante, tantôt immanente et la politisation de cette expérience n'en modifie pas en profondeur le caractère. L'idée raciale telle qu'elle s'exprimait dans le national-socialisme était en contradiction avec les principes mêmes d'une communauté européenne mais il n'en va pas de même pour l'idée marxiste d'une Internationale, née de la révolte des travailleurs et fondée, après l'élimination des exploités, sur la libre coopération des hommes.

L'idéologie de la lutte des races ne peut qu'entretenir indéfiniment la guerre ou aboutir à l'extermination des races dites inférieures.

L'inspiration marxiste en revanche est une inspiration humaniste qu'il n'est pas question ni de condamner absolument ni d'éliminer. Mais le communisme tel qu'il nous apparaît aujourd'hui, est à mes yeux devenu incompatible avec la mission de l'Europe. Il est bon de vouloir rendre aux Européens une foi commune; encore faut-il que la propagation de la vérité ne dégénère pas en un viol des consciences et en propagande obsessionnelle. Ce n'est pas éveiller le sens d'une vérité spirituelle qu'assourdir les foules par les éclats des haut-parleurs, émousser l'intelligence par la répétition des slogans, substituer partout la passivité militaire à la participation active du fidèle. Aussi longtemps que la valeur, prétendument absolue, du but historique, justifiera tous les moyens, nous retrouverons, sous un autre drapeau et avec d'autres insignes, ce que nous avons combattu hier, les camps de concentration, les chefs d'îlots, la pratique constante de l'injure et du mensonge, cet arsenal d'une guerre civile permanente qui ne s'achève même pas avec la prise du pouvoir. Max Weber disait: sans un minimum du droit de l'homme nous ne pouvons plus vivre. Je crois que le totalitarisme refuse ce minimum.

Enfin, sans toucher à la politique trop actuelle, on ne saurait oublier que le totalitarisme qui s'offre à nous aujourd'hui, à l'intérieur des nations, ne se comprend guère si on néglige le puissant protecteur dont il traduit les désirs et les ambitions, de telle sorte que le totalitarisme accepté n'aurait même pas l'excuse d'être autonome et d'exprimer une révolution populaire. La bureaucratie dirigeante serait elle-même dirigée par d'autres maîtres. Pour des dizaines d'années, ces maîtres qui détiennent la puissance sans la richesse, sont trop pauvres pour apporter à l'Europe autre chose que l'oppression et la misère, d'où jaillirait la révolte.

Nous voici au cœur même de notre sujet. L'Europe n'a pas la ressource de tout oublier dans la paix de la servitude, elle ne connaîtra ni la fausse unanimité qui se forge sous la contrainte et se donne les allures de la spontanéité, ni la toute-puissance d'une élite d'aventuriers servis par les fonctionnaires innombrables. Parviendra-t-elle à se passer des facilités de la tyrannie? Sur quelles réserves morales s'appuieront les régimes de liberté? Quelles forces animeront encore les peuples d'Europe, susceptibles de donner aux Gouvernements l'autorité et le prestige, aux gouvernés la résolution de consentir à la reconstruction et à la liberté les sacrifices nécessaires?

J'aperçois d'abord des forces négatives, si j'ose dire, des refus plutôt que des volontés et avant tout ce que j'appellerai le refus de la police politique, qui n'est qu'un autre nom du refus du système totalitaire. Or, je crois ce refus aujourd'hui plus sincère, plus vibrant, aussi passionné que les dévouements qui s'offraient au maître d'hier, plus en tout cas que ceux qui s'offrent au maître d'aujourd'hui. Je crois en effet qu'une sorte de scepticisme ronge désormais les pseudo-religions. La réalité de la hiérarchie, de l'exploitation, de la violence n'est plus dissimulée par les invectives, ou les promesses des lendemains qui chantent. À force de se combattre et de s'imiter, les religions séculières se sont démasquées.

Qu'on ne se fasse pas trop d'illusion, on les adoptera encore dans la mesure où aucune autre espérance ne nous sera apportée, aucune autre occasion donnée de travail constructif en commun. La force des totalitaires a toujours été, pour une large part, la faiblesse de leurs opposants. De plus, un pays ou un parti qui emploie les techniques du machiavélisme et de la tyrannie dispose toujours, à court terme, tactiquement, d'avantages incontestables, même si, stratégiquement, il finit par se ruiner lui-même. Il donne l'impression d'une énergie supérieure, il sait ce qu'il veut, à chaque instant, même s'il veut d'instant en instant des choses contradictoires. Il offre à tous ses fidèles des occasions de servir, éventuellement de faire carrière, tout en gardant bonne conscience, il mêle de manière subtile les appels à l'intérêt et les appels au dévouement. Une nouvelle mystification, où il entrera cette fois moins de naïveté et plus de cynisme, moins de ferveur et plus de résignation n'est certainement pas exclue. Mais elle peut être évitée si l'Europe a encore en elle des forces constructives. Lesquelles?

N'employons pas les mots faciles, libéralisme, socialisme, christianisme. La question est de savoir quels sentiments vivants vibrent sous ces vieux mots. Je ne crois pas que la philosophie libérale, politique ou économique, ait repris l'ascendant qu'elle avait perdu. On peut le déplorer car, à n'en pas douter, l'économie planifiée incline aisément au totalitarisme, même si elle ne l'implique pas fatalement. Mais il est de fait que la liberté d'entreprise ou d'échange ne suscite nulle part l'enthousiasme, même en Grande-Bretagne où Winston Churchill a livré et perdu la bataille de la *free enterprise*. En revanche il est je crois un libéralisme élémentaire, profond qui a repris racine dans l'Europe occidentale, celui qui s'exprime par le désir de la sécurité personnelle, par le respect pour les droits fondamentaux des individus. Sans doute y a-t-il quelque paradoxe, au moins en apparence, à parler de ce libéralisme élémentaire que l'on pourrait appeler aussi par son vrai nom: droits de l'homme, alors que jamais il n'y a eu tant de hors-la-loi et de déclassés, tant de gangsters et de trafiquants,

alors que les camps de concentration se remplissent à nouveau et que chaque jour on trouve des motifs de s'indigner. Je n'ignore pas que les sociétés bouleversées ne sont rien moins que favorables aux droits de l'homme, que les habitudes de guerre enseignent précisément le mépris de ce que nous voudrions à nouveau respecter. Tout ce que je dis, c'est qu'en profondeur, par-delà le scepticisme qui s'attache aux programmes et aux slogans de ceux qui nous proposent en bloc leur recette de salut, les hommes réapprennent le sens des valeurs fondamentales, des vertus éternelles.

Quelles sont les bases philosophiques de ce libéralisme élémentaire? J'en aperçois deux: d'une part la foi chrétienne; de l'autre la naissance d'un humanisme viril que je serais tenté d'appeler un *humanisme pessimiste*. Quelles que soient les compromissions de certaines fractions des Églises avec les régimes autoritaires, il n'est pas douteux que beaucoup des opposants les plus courageux au totalitarisme se soient recrutés parmi les chrétiens. Car ceux-ci ont trouvé dans leur foi une raison impérieuse de dire *non* au César qui se refusait à reconnaître ce qui n'appartient qu'à Dieu. Ce n'est donc pas par hasard qu'à travers l'Europe libérée un des grands partis, dans tous les pays, se réclame du christianisme. Certes, tout n'est pas pur dans ces mouvements. Le désir de conservation sociale se mêle à la légitime résistance à la tyrannie. Entre la foi chrétienne, active, efficace, et l'appareil des partis la coïncidence est loin d'être totale. Tout ce que je dis, c'est qu'il y a là une force de reconstruction.

Quant à l'humanisme viril et pessimiste, on le trouverait probablement plutôt en France qu'ailleurs. Spengler disait que l'homme est un animal de proie et qu'il ne saurait cesser de l'être sans déchoir. L'humanisme viril dirait volontiers que l'homme est un animal de proie capable, parce qu'il est doué de conscience et de liberté, d'accéder à un ordre moral. Autrement dit, cet humanisme n'a plus rien de commun avec l'humanitarisme, avec la confiance naïve dans la bonté de l'homme. Il ne s'aveugle ni sur la part de violence que comportent les relations humaines, ni sur les instincts animaux de l'humanité, mais il n'ignore pas non plus la destination spirituelle de l'être humain, jeté là dans le monde, seul avec lui-même et libre de choisir son existence authentique ou inauthentique, de s'abandonner ou de vouloir. Sans doute cet humanisme reste-t-il assez indéterminé dans son contenu et dans ses fins. Plus d'une fois il a dangereusement penché vers les doctrines totalitaires, précisément parce que la doctrine du choix conserve pour ainsi dire un caractère transcendantal et par suite indéterminé. Mais dans le climat actuel il ne paraît pas exclu qu'il offre aux non-chrétiens l'inspiration nécessaire à une reconstruction de la société et de la

culture européenne.

D'autant plus que le climat actuel me paraît être dominé par un sentiment, lui aussi élémentaire et vague, mais fort que j'appellerai, faute de mieux, celui de la solidarité humaine dans le travail et la misère. Je ne crois pas que le parti socialiste doive sa vigueur aux résidus du marxisme qu'il retient plus ou moins jalousement. Je ne crois pas que ni la lutte de classes, ni la révolution apocalyptique d'où sortirait le régime socialiste éveillent encore beaucoup d'enthousiasme, pas plus que le matérialisme dialectique ou l'union internationale des travailleurs. En revanche le socialisme vit par deux sentiments forts: le désir d'organiser l'économie sans sacrifier les droits des personnes, la conviction que dans l'immense détresse collective une sorte de partage ou de communauté est nécessaire.

On s'étonnera peut-être que je n'aie pas mentionné l'idée qui a joué un tel rôle dans le destin de l'Europe contemporaine, le nationalisme. C'est qu'en réalité la situation du nationalisme, dans l'Europe actuelle, me paraît équivoque. En un sens la dernière guerre l'a encouragé. Les pays qui furent occupés par les troupes ennemies ont réappris, dans la lutte clandestine, la haine de l'étranger et la solidarité immédiate de la collectivité opprimée. Ceux qui le sont aujourd'hui et subissent le contre-coup à la fois de la défaite, du désaccord des vainqueurs et de l'occupation militaire ne peuvent pas ne pas apprendre une leçon analogue. Aucun homme d'honneur ne se sépare de sa patrie malheureuse, même s'il juge le malheur pour une part mérité. En un sens, la dernière guerre, bien qu'elle n'ait pas été de la même façon que la précédente une guerre des nationalités européennes, a fait flamber un nationalisme nouveau. Et pourtant je crois ce regain transitoire et pour une part artificiel. Ce sont les communistes qui, plus encore que la droite en France, affichent aujourd'hui un anti-germanisme agressif. Presque dans toutes les nations d'Europe, les partis communistes parlent le langage et adoptent les attitudes d'un néo-nationalisme. Preuve, dira-t-on, qu'ils reconnaissent la force du sentiment national et tâchent de l'exploiter à leur profit. Certes, mais il y a une autre explication. Les communistes, quelles que soient les modalités de leur tactique, demeurent les représentants d'une idée universaliste, même quand ils parlent de grandeur française, on sait bien qu'ils rêvent d'une Europe unie sous la loi des Soviets. Leur chauvinisme a pour fin d'interdire aux autres partis de transcender eux aussi la nation. En bref, ils entendent garder le monopole de l'espérance et ils savent bien qu'il n'y a aujourd'hui d'espoir que transnational.

Je suis convaincu qu'en dépit de l'empreinte laissée par la guerre, les peuples sont en profondeur disponibles pour quelque chose d'autre. Les nations éveillaient justement les passions suprêmes quand elles constituaient des centres de puissance et de politique autonomes. À l'époque où le monde entier suivait avec transport les jeux subtils des quatre ou cinq grandes puissances européennes, alors certes, le nationalisme était roi. Le jour où toutes les nations européennes sont vaincues, où aucune d'elles n'est capable de choisir souverainement son destin, le nationalisme est devenu un anachronisme. Je crois que les masses européennes le sentent plus ou moins confusément. Le crime d'Hitler ne fut pas de proclamer que le temps de l'État national était révolu, mais de prétendre le dépasser au nom d'une idéologie, avec des méthodes qui ne pouvaient que multiplier tous les nationalismes, le nationalisme éternel et éternellement légitime de la communauté de culture qui exige le respect, comme le nationalisme anachronique et militant des États souverains.

J'aperçois donc, dans l'ordre idéologique, un double glissement des doctrines consacrées vers des valeurs, infra-politiques pour ainsi dire, simplement humaines, et, de l'autre, vers les valeurs supra-politiques; vers l'idée moins articulée que ressentie d'une communauté européenne. En ce sens, on n'a pas tort de signaler, de toutes parts, une sorte de déclin des idéologies traditionnelles, mais je ne suis pas de ceux qui voient le cynisme, seul héritier des lois évanouies. Dans les déchirements actuels, j'aperçois le lent mûrissement, le retour à la vie des exigences élémentaires qui survivent aux idéologies politiques et faute desquelles ces idéologies elles-mêmes ne sont rien.

Je ne suis pas aveugle. Je sais que le chemin est long et malaisé qui va de ces exigences fondamentales aux formes institutionnelles. Aux partis revient la tâche la plus difficile: celle de traduire ces vœux en programmes et en actes. L'élaboration d'un système qui ne saurait être ni complètement dirigé (car l'Europe se rattacherait au monde atlantique et ne consent pas à la rationalisation autoritaire de l'économie), ni complètement libre (car la pénurie sévira pendant des années et les masses n'accepteraient pas la restauration des coalitions économiques privées) mettra à rude épreuve l'ingéniosité des techniciens et des hommes politiques.

Sans même regarder aussi loin en avant, la simple inspection de la réalité européenne au seuil du troisième hiver de soi-disant paix ne suffit-elle pas à justifier l'angoisse? Les considérations historiques que j'ai développées devant vous peuvent paraître gratuites, illusoires dès que l'on songe aux familles sans

toit, aux prisonniers encore retenus sur une terre lointaine, aux foules misérables dans les villes en ruine. La détresse est plus grande encore en Allemagne qu'à l'Ouest. Elle ne l'est pas plus que dans certains pays de l'Est européen. Sur ce sol crevassé poussent les plantes vénéneuses, les exploiters, les hors-la-loi, tous ceux qui désespèrent du destin collectif et cherchent une issue pour eux-mêmes, fût-ce au détriment de leurs compatriotes.

Je n'ignore pas ces tragédies individuelles et collectives. Nous avons assez souffert, nous aussi, de l'autre côté du Rhin pour en parler sans pharisaïsme, sans *Schadenfreude*, sans irritante sensiblerie. Je sais qu'aucune reconstruction véritable ne sera possible aussi longtemps que n'auront pas été rendus à tous les peuples de l'Europe, à l'Allemagne en particulier, les deux biens dont aucun homme ne saurait se passer: le pain et l'espérance. Il n'est pas besoin de beaucoup d'imagination pour se représenter une Europe enfoncée dans le chaos, incapable de s'organiser, poursuivant des conflits anachroniques, infligeant aux populations un niveau de vie plus proche de celui du coolie chinois que de celui de l'Européen d'hier. Dans cette perspective, chacun, individus et peuples, déchaînerait son égoïsme et tâcherait de se tirer d'affaire tout seul. Ce qui subsiste de moralité collective achèverait de se dissoudre et l'Europe déchirée entre les influences rivales, serait mûre pour des césarismes de décadence ou la paix de la servitude.

Je ne tenterai pas de calculer les chances de la vision optimiste et de la vision pessimiste de l'avenir européen. Un lecteur de Spengler n'aurait pas grand-peine à écrire une suite au *Déclin de l'Occident* et aux *Années Décisives*. Aux traits fondamentaux de la civilisation des grandes villes, la crise de ces dernières années a ajouté suffisamment de désordre matériel et de ruine morale pour que l'anticipation du malheur semble jouer à coup sûr.

Mais, pour mon compte, entre la philosophie de l'histoire dans le style de Spengler et la philosophie de l'histoire dans le style de Max Weber, j'ai depuis longtemps choisi. Sans nier les fatalités massives du devenir historique ni les similitudes dans l'évolution des cultures, je ne crois pas que l'homme n'ai qu'à observer et à subir, ni que son sort soit écrit à l'avance. La part de science et de conscience est assez grande dans notre culture pour que nous n'abandonnions pas l'espoir de maîtriser notre destin. L'Europe dévastée demeure assez féconde dans l'ordre de l'esprit pour que la résignation apparaisse non comme sagesse, mais comme lâcheté. L'Allemagne, l'Europe ont passé déjà par des périodes où, à force de violence, elles retombaient dans la nuit. Elles ont connu de nouvelles

jeunesses. Qu'elles puissent en connaître encore, telle est non ma certitude mais ma conviction. Ou plutôt, au terme de toute réflexion sur le passé, intervient un acte de volonté. Tel est celui que je vous propose parce qu'il dépend autant de vous, Allemands, que de nous, Français, Anglais ou Américains.

Sans doute, dans l'avenir prévisible, l'Europe ne retrouvera-t-elle plus sa prééminence matérielle. Appliquée sur de vastes espaces et par des populations plus fécondes, la technique moderne, née en Europe, doit assurer aux autres continents une supériorité de forces. L'Allemagne, hier encore maîtresse par les armes d'un immense et fragile empire, a perdu presque toute chance de regagner la première place dans le grand jeu diplomatique. Il dépend d'elle aussi, bien qu'il ne dépende pas d'elle seule, d'accepter l'avenir qui lui est offert, c'est-à-dire une place honorable et digne dans la communauté européenne ou de la refuser. Si elle la refuse, elle a la ressource de souhaiter que la querelle entre les vainqueurs aboutisse à une explosion plus terrible encore. Cette explosion offrirait à l'État allemand la chance d'une restauration politique mais le peuple allemand en serait la première victime. Mais cette sorte de désespoir apocalyptique n'ouvrirait encore qu'une voie sans issue, une nouvelle étape vers le néant.

L'autre voie exige que l'Allemagne retrouve peu à peu, avec les moyens de travailler, l'espoir d'une vie digne d'être vécue, le relèvement de son niveau de vie, l'accession progressive à l'égalité morale. On discutera indéfiniment sur la responsabilité des vainqueurs et celle des vaincus à l'égard de leur commun avenir, et je ne prétends pas trancher, tant les obligations et des uns et des autres me semblent éclatantes. Même si les vainqueurs faisaient tout ce qui est en leur pouvoir, ils n'arriveraient pas à épargner aux vaincus des années de dures privations. Par conséquent, il faudra aussi que les Allemands surmontent les tentations de l'amertume et du ressentiment et préfèrent aux appels de la catastrophe, l'effort de construction quotidien, ingrat, tragiquement lent.

Je ne suis pas venu vous apporter une formule toute faite de salut. Nous avons tous à oublier et à réapprendre. Nous avons tous à choisir entre les regrets des grandeurs perdues et l'acceptation virile d'un avenir sans précédent. Chaque peuple, chaque individu est appelé à cet effort de conversion. Je ne crois pas à la rééducation par l'extérieur, je crois à la transformation intérieure, au terme d'une reconnaissance difficile du monde et de soi-même. À cette méditation, à cette décision que chacun prendra sur lui-même, j'aurais voulu apporter l'aide de quelques faits, de quelques idées. Ma conviction profonde, c'est qu'au-delà des

tombes, des ruines et des crimes, Français, Allemands, Belges, Italiens, Anglais,
- Européens - n'ont et ne peuvent avoir qu'un avenir commun. Mais cet avenir
commun ne nous est pas donné: à nous de le forger.

[\(1\)](#) Cette conférence a été prononcée à Munich devant un public d'étudiants allemands.

Les contradictions de l'anticommunisme

Le Figaro
21 avril 48

On ne se lasse pas de nous rappeler que l'anticommunisme est vain s'il demeure négatif. On ne combat une foi qu'en lui opposant une autre foi. On ne refoule les protestations contre l'injustice qu'en supprimant les injustices. On ne triomphera du communisme qu'en édifiant un régime social qui satisfasse la conscience des hommes. Qui ne souscrirait à de telles affirmations, que socialistes et républicains populaires, chacun dans son style favori, ne cessent de répéter à l'adresse des anticomunistes "négatifs", c'est-à-dire de ceux qui n'adhèrent pas à l'un ou à l'autre des partis et des programmes.

Le principe de la lutte contre les communistes par les réformes sociales est irréprochable, l'application en est plus malaisée qu'on ne l'imagine.

Les troupes du communisme

Le communisme est désormais une secte à la fois religieuse et militaire, répandue à travers les cinq continents. Partout elle comporte un noyau de militants fanatiques, soldats de la révolution, et des masses flottantes, qui votent pour le parti ou suivent plus ou moins fidèlement ses consignes. Comment se recrutent ces masses flottantes?

Elles comprennent essentiellement quatre catégories différentes: les victimes des survivances féodales, ou, plus généralement, des hiérarchies précapitalistes, les victimes du capitalisme initial, les ouvriers des industries lourdes des pays avancés, les adeptes du romantisme révolutionnaire. La résistance au communisme est d'autant plus difficile, elle est, en général, d'autant plus "réactionnaire" que les deux premières catégories sont plus nombreuses.

La révolution de 1917 a été l'œuvre des prolétaires de Pétrograd, concentrés dans les faubourgs de la capitale et comparables aux prolétaires français que Karl Marx observa et qui se battirent, à Paris, en juin 1848, et des paysans, impatients d'obtenir en toute propriété les terres des seigneurs. L'anticommunisme chinois apparaît particulièrement sordide, parce que les grands propriétaires, hostiles à tout changement, et les financiers, qui étalent leur luxe au milieu de la misère, exercent une influence décisive sur le Kuomintang. D'où l'hésitation du gouvernement des États-Unis, d'où les sympathies de beaucoup d'observateurs américains pour les communistes chinois, qui

pratiquent une révolution agraire et qui, disent certains, ne sont pas subordonnés à Moscou aussi étroitement que Thorez et Togliatti au Kominform. En Italie même les survivances du précapitalisme dans le Sud, le scandale des grands propriétaires qui ne résident pas sur leur terre, chargent l'anticommunisme d'un fardeau d'iniquité traditionnelle. Dans ces cas-là, les réformes s'imposent, mais se heurtent souvent à la résistance des privilégiés.

En France, heureusement, ces deux premières catégories ne fournissent pas au communisme le gros de ses troupes. Sans doute celui-ci s'ingénie-t-il à dresser métayers et fermiers contre propriétaires, mais le plus grand nombre des paysans est propriétaire, ou, du moins, a l'espoir d'accéder à la propriété. La crainte des partages l'emporte sur le désir du partage. Le dénuement prolétarien de la phase initiale d'outillage, quand les fabriques se dressent comme des casernes ou des prisons autour des grandes villes, a été surmonté. Que l'on reprenne la description de la vie ouvrière par les observateurs de la première moitié du siècle dernier, Villermé, Buret ou Marx, et l'on mesurera le chemin parcouru.

Néanmoins le communisme français continue à rallier à la fois la masse des mineurs et des métallos, des ouvriers des industries lourdes et tous ceux qui, dans un monde tragique, se refusent à désespérer de la révolution. Comment les convaincre?

L'action réformatrice

On répondra: en améliorant effectivement la condition des hommes. En effet, à long terme, il n'y a pas d'autre perspective, encore que la foi stalinienne soit assez solide pour résister longtemps aux faits. Mais l'élévation du niveau de vie suppose l'accroissement de la productivité du travail humain, c'est-à-dire une meilleure organisation ou un meilleur outillage. Le progrès social est, pour la plus grande part, fonction du progrès économique et celui-ci exige, à son tour, des investissements, c'est-à-dire, dans l'immédiat, une restriction de la consommation au profit de l'épargne et des investissements. Une fois au pouvoir, les communistes n'hésitent pas à pratiquer cette politique avec une rigueur impitoyable. Tant qu'ils seront dans l'opposition, ils dénonceront des tentatives, même modestes, comme une entreprise d'exploitation.

Il y a plus: beaucoup de réformes sociales, si souhaitables qu'elles puissent être en elles-mêmes, ont pour résultat d'aggraver la crise française, c'est-à-dire la disproportion entre les ressources de la collectivité et les désirs de la population. La loi de 40 heures, en 1936, fut saluée comme une victoire de la classe ouvrière. Elle mettait notre semaine de travail au même niveau que la semaine de

travail américaine, alors que le rendement de l'heure de travail français était largement de trois à quatre fois inférieur à celui de l'heure de travail américaine. Elle ne frappait pas les profits capitalistes, mais l'ensemble de la collectivité. Si le problème avait été correctement posé, si l'on avait donné aux travailleurs le choix entre plus de loisirs ou des revenus plus élevés, est-on sûr qu'ils auraient choisi les loisirs?

Personne ne discute le principe de la Sécurité sociale, mais on abuse l'opinion quand on lui donne à penser que les frais en sont assumés par les capitalistes. Les versements de la Sécurité sociale sont un véritable impôt, qui s'incorpore aux prix, qui se déduit des salaires, réels ou possibles, qui retombe sur les consommateurs, c'est-à-dire sur tout le monde, et, en premier lieu, sur les salariés. Une certaine redistribution des revenus au profit de la Sécurité sociale et surtout des allocations familiales est équitable et nécessaire. Lorsque cette redistribution, dans un pays appauvri, dépasse un certain volume, elle aigrit les revendications, bien loin de les apaiser. Non pas seulement parce qu'elle encourage l'absentéisme, mais parce qu'elle abaisse exagérément le salaire directement versé aux salariés. Là encore, si l'on expliquait le mécanisme réel aux prétendus bénéficiaires, feraient-ils le même choix que ceux qui parlent en leur nom?

Rien n'aggrave davantage la tension sociale, depuis trois ans que les ravages de l'inflation. En distribuant un pouvoir d'achat fictif, au-delà des marchandises disponibles, on a créé une insécurité générale et gonflé les profits parasites aux dépens des travailleurs eux-mêmes. Autrement dit les hausses de salaires par lesquelles d'aucuns cherchent à apaiser leur mauvaise conscience sociale ont des résultats exactement contraires aux intentions. Elles suscitent toujours de nouvelles revendications, toujours plus justifiées.

Réformes sociales, d'accord mais à condition qu'elles ne retombent pas sur ceux qu'elles visent à favoriser.

Idéologies

Mais, dira-t-on, même si le développement de la production et de la productivité assure peu à peu une amélioration de la condition humaine, un fait aussi matériel, une évolution aussi lente ne suffiront jamais à balancer une passion révolutionnaire. J'en tombe d'accord. Le communisme est une religion séculière, qui fait entrevoir aux masses une transfiguration de leur sort au lendemain d'une révolution (c'est-à-dire de la prise du pouvoir par le parti communiste). Tous les peuples de l'autre côté du rideau de fer savent maintenant

la réalité que dissimule l'idéologie. Mais rien ne remplace l'expérience, et, quand celle-ci est acquise, il est trop tard.

Les fascistes ont opposé une passion révolutionnaire à une autre, la grandeur nationale à la libération du prolétariat. À force de mythes et de mensonges, ils ont précipité la ruine d'un continent. Heureusement il n'est plus question d'une telle tentative, condamnée à l'avance. Il ne reste plus de religion séculière à opposer au communisme. Dès lors, notre seule chance est d'opposer la vérité à la mystification. Qu'on ne se lasse pas de publier les témoignages de ceux qui viennent de la patrie de socialisme, que l'on rappelle la signification, *pour tous*, de ces libertés formelles que nos dilettantes font profession de mépriser, que l'on ranime les valeurs communes à la tradition chrétienne et à la tradition humaniste, aux socialistes et aux républicains.

Par-dessus tout, qu'on enlève aux communistes le monopole auquel ils prétendent: celui de l'efficacité. Si les démocraties dites bourgeoises risquent, aujourd'hui de périr, ce n'est pas faute de bon sentiments, mais faute de bonne politique.

Les incertitudes du socialisme

Le Figaro
30 avril 1948

Les élections sont souvent plus raisonnables que les chefs politiques. La défaite totale du parti socialiste, qui avait suivi Nenni dans le camp de Togliatti et du Kominform, m'en paraît une preuve éclatante.

On peut spéculer indéfiniment sur le destin du socialisme qui, un peu partout, rallie les sympathies des hommes de bonne volonté et perd les suffrages des masses populaires. Mais il faut commencer par reconnaître les faits. Il n'y a pas de place pour les socialistes-communistes, condamnés à la mort politique. Il y a certainement place pour les socialistes non communistes, mais ceux-ci ne sont encore assurés ni de leur doctrine ni de leurs troupes.

L'impossible collaboration

Quand la première Constitution fut repoussée par le pays, j'avais suggéré à mes amis socialistes (qui venaient de faire une campagne, au reste timide, aux côtés des communistes) qu'ils étaient sauvés par leur défaite. S'ils l'avaient emporté, ils auraient été entraînés à un tête-à-tête avec le parti-frère. Or l'aboutissement de l'unité d'action est impitoyablement fixé à l'avance: les événements de Prague en ont marqué une modalité et les élections italiennes une autre. D'un côté du rideau de fer, la collaboration se termine par la fusion, de l'autre par la perte de la clientèle; dans les deux cas, par l'écrasement des moins révolutionnaires par les plus révolutionnaires, des 50 p. 100 par les 100 p. 100.

On objectera que les socialistes de Saragat n'ont obtenu eux aussi qu'un faible pourcentage de voix. Mais ils n'ont disposé ni du temps ni de l'organisation nécessaires. Et, malgré tout, dans l'Italie du Nord, c'est-à-dire dans les régions les plus avancées, ils ont recueilli un million et demi de voix. C'est dans les régions pauvres et précapitalistes du Sud que la brutalité de la lutte sociale ne laissait pas de chance aux groupes intermédiaires. Même pour ramener à lui les ouvriers d'industrie, le socialisme doit affirmer son indépendance et ne pas transiger sur la sauvegarde de la liberté.

Si la Russie soviétique est l'image de la société voulue par les marxistes, si l'enjeu actuel de la lutte est la collectivisation des moyens de production, alors les communistes ont raison et les électeurs préfèrent légitimement ceux qui sont durs et vont jusqu'au bout de leur pensée et de leur action à ceux qui leur font

cortège avec crainte et tremblement. En revanche, si l'enjeu décisif est la sauvegarde des quelques libertés et de la personne, à l'âge des machines et de la bureaucratie, si la société soviétique a créé certaines institutions conformes aux doctrines marxistes, mais renié l'inspiration profonde, la volonté de liberté du marxisme, alors les compagnons de route sont des aveugles ou des sots. Entre ces deux interprétations, il faut choisir.

Ce que les Européens de l'Ouest, ce que les bourgeois, les paysans, les intellectuels, les artisans, les ouvriers même, refusent en majorité, ce ne sont pas les réformes agraires ou la nationalisation de certains secteurs industriels, c'est la police politique et la mise au pas, éléments constitutifs de tous les régimes imposés aux pays satellites. La technique d'action de partis communistes préfigure les traits distinctifs des démocraties populaires. Certes, tantôt M. Thorez tend la main, tantôt il ferme le poing. Mais les variations tactiques ne modifient pas l'objectif constant: la prise du pouvoir total. Nulle part, quand ils ont remporté la victoire, grâce à la présence directe ou indirecte de l'armée rouge, ils n'ont consenti à un partage de l'autorité.

Les électeurs ont perdu toute illusion: les socialistes qui s'obstinent à en conserver sont les justes victimes de la clairvoyance de leurs troupes.

Les chemins possibles

Une fois la rupture reconnue, quelles sont les attitudes possibles? Il y en a trois qu'adoptent des fractions, inégalement nombreuses, de militants socialistes.

La première consiste à devenir communiste en acceptant l'unité d'action: c'est la voie qu'emprunte la *Bataille socialiste* et quelques petits groupes, plus riches de paroles que d'adhérents.

La deuxième est celle du Rassemblement démocratique révolutionnaire qui, querelles de personnes et d'organisation mises à part, est une variété du trotskysme. On reprend contre les communistes les mots d'ordre, anciens et vénérables, de la révolution sociale. On prétend déborder les communistes sur leur gauche, débaucher une partie de leurs fidèles et accomplir, dans et par la liberté, une révolution aussi ou même plus radicale que celle que souhaitent les communistes. Cette prise de position est susceptible de satisfaire quelques intellectuels, qui se retrouvent en ces zones incertaines où *Franco-Tireur* voisine avec Saint-Germain-des-Prés. Au moins, dans l'actuelle conjoncture politique, le R.D.R. n'a qu'une faible chance de s'élargir en un parti de masses. On ne fait pas une révolution par des procédures démocratiques. Ceux qui ont l'obsession d'un bouleversement révolutionnaire renoncent sans peine à la démocratie, ceux qui

sont attachés à la démocratie redoutent un bouleversement révolutionnaire.

Les partis socialistes adoptent donc en majorité la troisième attitude: prendre leur part du gouvernement, en se résignant à collaborer avec les démocrates-chrétiens et les partis modérés. Cette tactique est, momentanément, la seule qui puisse être efficace quelles que soient les servitudes qu'elle impose.

Révision doctrinale

Toute la question est de savoir ce que les socialistes peuvent faire dans les gouvernements de coalition et quelles idées ils doivent répandre.

Leur faiblesse, sur le plan de la propagande, tient au désaccord fondamental, entre le langage qu'ils emploient, les théories dont ils se réclament et l'origine sociale de leur clientèle et de leurs dirigeants. Ils s'appellent eux-mêmes section française de l'Internationale ouvrière, alors qu'il n'y a pas d'Internationale ouvrière, que leurs électeurs sont en majorité fonctionnaires, intellectuels, paysans, en bref petits bourgeois mais non ouvriers. Ils emploient le langage révolutionnaire alors qu'ils songent à tout, sauf à une révolution.

Leur faiblesse, sur le plan de l'action, tient à leur attachement de principe à certaines techniques, sous prétexte qu'elles sont plus ou moins liées à leur doctrine. On devrait juger les mérites respectifs de la gestion privée et publique selon les secteurs, selon l'opportunité, selon l'expérience et non pas en fonction d'une métaphysique de l'Histoire. On ne devrait pas proclamer que la répartition administrative des produits vaut mieux que les mécanismes du marché mais, empiriquement, choisir ceux-ci ou celle-là, d'après l'état des ressources et les circonstances. On gagnerait d'autant plus à renoncer à de faux dogmes qu'en fait on ne les respecte pas: ce sont des ministres socialistes qui ont, à l'automne de 1945, démantelé le dirigisme agricole, en supprimant les commissions d'achat de la viande.

Systématiquement partisans d'élargir les fonctions de l'État, les socialistes sont systématiquement hostiles à toute réforme de pratiques constitutionnelles, plus adaptées à la société française de 1890 qu'à celle de 1948. D'où les perpétuels désaccords entre les programmes des congrès et les décisions du groupe parlementaire et des ministres, d'où l'État monstrueux, dont nous suivons chaque jour la croissance et l'affaiblissement.

Et, pourtant, ni la révision de la doctrine, ni celle de la tactique ne dépasserait les forces humaines. Le marxisme voulait libérer les hommes de toutes les oppressions, il n'est pas réalisé mais trahi par un régime qui les livre sans

défense à une bureaucratie tyrannique. Un parti qui se veut révolutionnaire, mais qui est incapable de faire une révolution, ne devrait-il pas être au moins animé par l'impatience des réformes?

Il ne s'agit pas de se peindre en rouge vif ni de rivaliser avec les démagogues au jeu stérile des surenchères verbales. Il s'agit de comprendre ce que l'on est et de faire ce que l'on dit.

La paix belliqueuse

Le Rassemblement
30 octobre 1948

Notre ami Raymond Aron vient de publier sous ce titre: Le grand Schisme (Éditions Gallimard) un ouvrage dont nous avons souligné l'importance et l'intérêt. On y trouve, en effet, une analyse fort claire de la situation présente de notre pays dans une Europe en partie conquise et en partie menacée par le totalitarisme soviétique.

Faute de pouvoir revenir ici sur chacun des problèmes traités dans Le grand Schisme, nous avons demandé à Raymond Aron d'exposer aux lecteurs de "Rassemblement", dans une série d'articles, les thèmes constitutifs de son ouvrage: la paix belliqueuse, la mystification communiste et le schisme français.

Voici le premier de ces articles, dont la conclusion rejoint celles qu'a souvent développées le général de Gaulle dans ses discours au peuple français: unité de l'Europe occidentale, et, en France, restauration de l'État.

Quand deux grandes puissances dominent la scène de l'univers, c'est la rivalité et non l'entente qui répond au train courant de l'histoire humaine. Ni Rome et Carthage, ni Marc-Antoine et Octave ne se sont contentés d'une moitié du monde antique. La gloire ne se partage pas.

La lutte des États-Unis et de l'Union soviétique est inscrite dans la nature des choses. Seuls, ces deux États possèdent à la fois les énormes quantités de matières premières et de main-d'œuvre et le haut niveau technique, sans lesquels il n'est pas aujourd'hui de force militaire de premier rang. Entre ces deux États, situés à la périphérie de la civilisation occidentale, ne subsiste guère de puissance, même de second ordre (à l'exception de la Grande-Bretagne). Les équilibres partiels, en Europe et en Asie, n'existent plus. La Chine est en proie à la guerre civile, l'Europe paralysée par la division en États nationaux. Les géants s'affrontent directement sur un "no man's land" démesuré.

On aurait pu concevoir une trêve prolongée, sur la base d'une division de la planète en zones d'influence. Telle était probablement l'idée directrice des hommes d'État qui signèrent les accords de Téhéran et de Yalta. Leur attente a été trompée. La guerre contre l'Allemagne hitlérienne n'était pas encore éteinte que, déjà, s'allumaient les premiers foyers d'un conflit plus vaste encore. Pourquoi?

Les raisons en sont multiples, mais faciles à analyser. Les hommes du Kremlin, par leur doctrine même, ne sauraient concevoir une paix véritable. La bataille entre capitalisme et socialisme est, à leurs yeux, inexpiable et ne saurait se terminer que la victoire finale et totale du socialisme. Jusqu'au jour de la victoire finale, la guerre, ouverte ou clandestine, politique et militaire, sera permanente, multiforme, présente aux quatre coins de la planète. La même guerre que les partis communistes mènent à l'intérieur de chaque pays contre le régime capitaliste ou la démocratie bourgeoise, l'Union soviétique, confondue, dans la pensée des hommes du Kremlin, avec la patrie du socialisme, la mène, dans le monde entier, contre les pays rebelles au message de Staline! À tort ou à raison, les démocraties étaient prêtes à abandonner à l'Union soviétique une zone d'influence, mais l'Union soviétique était résolue à ne pas fixer d'autres limites que celles de ses moyens au travail de sape de ses agents ou de ses cinquièmes colonnes.

Même une trêve temporaire entrait difficilement dans les plans des maîtres du Kremlin. Ils savent bien qu'ils imposent à leur peuple un niveau de vie bas comparé à celui des États-Unis ou même des nations occidentales. Dès lors, prisonniers de leurs mensonges sur l'"exploitation capitaliste", ils sont condamnés à s'entourer d'une muraille de Chine, à interdire aux "prolétaires libérés" de connaître le monde extérieur, sinon à travers les verres déformants de la propagande. C'est le désaccord entre l'idéologie et la réalité qui oblige les chefs de l'Union soviétique à abaisser un rideau de fer. C'est lui encore qui pousse à une perpétuelle fuite en avant.

Comment justifier les privations, le régime de police et de terreur, le travail forcé, sinon par la prétendue menace extérieure? Rien n'est plus dangereux que la démobilisation pour les partis totalitaires qui vivent en une sorte de constante frénésie, qui n'ont jamais fini d'écraser des ennemis toujours renaissants, qui suscitent la haine par la violence et offrent à la haine un objectif extérieur: les juifs en Allemagne hitlérienne, les capitalistes en Union soviétique.

Beaucoup espéraient que la Russie victorieuse ralentirait sa course aussi longtemps qu'elle serait occupée à relever ses ruines et à améliorer les conditions de vie de sa population. Il n'en a rien été. La mise au pas impitoyable des pays de l'Est européen a répandu en Europe occidentale la grande peur. La soviétisation de l'Europe orientale, l'action des partis communistes en France et en Italie ont convaincu tous ceux qui ont des yeux pour voir, de cette simple vérité: l'Union soviétique ne s'arrêtera pas d'elle-même. Elle s'arrêtera si elle se heurte à un

obstacle insurmontable.

La paix est impossible. La paix traditionnelle impliquait la limitation des moyens et des enjeux de la diplomatie. Aujourd'hui, celle-ci emploie toutes les armes: propagande, sabotage, insurrection, etc. En Grèce, la diplomatie soviétique entretient la guerre civile, en France le sabotage de l'économie. Tous les pays où existe un grand parti communiste vivent en état de guerre civile, ouverte ou refoulée. Il n'y a plus de distinction entre politique intérieure et extérieure. Les élections sont les épisodes pacifiques de la grande bataille, entre les avant-gardes de l'armée rouge et ceux qui entendent sauvegarder l'autonomie nationale.

Mais si la paix est impossible, il n'en résulte pas que la guerre sanglante soit probable dès maintenant. Car les dirigeants du Kremlin n'ignorent pas le poids des armements américains, le potentiel économique du monde libre, les virtualités de la bombe atomique. Ils ne souhaitent pour l'instant ni la pacification, ni la guerre atomique. Soucieux d'améliorer leur position de départ, d'affaiblir la résistance éventuelle des pays non encore intégrés à la patrie du socialisme, ils craignent une explication décisive, dont les risques seraient immenses. L'ambition de Staline n'est pas moins illimitée que celle de Hitler: elle est moins impatiente.

Quant aux dirigeants des États-Unis, ils ont pour objectif de contenir la poussée soviétique, non de précipiter une explosion que certains tiennent pour inévitable, mais dont tous redoutent les gigantesques et imprévisibles suites. À l'heure présente, les armées soviétiques, en cas de guerre, déferleraient jusqu'à l'Atlantique. Elles prendraient donc en otage l'Europe occidentale, un des enjeux historiques du conflit lui-même, et elles en bouleverseraient la structure sociale et la civilisation même. Les dégâts que l'occupation russe causerait à travers le vieux continent suffisent à terrifier des hommes que n'anime aucune volonté de conquête et qui veulent sauver un ordre libéral.

Dès lors, il semble que n'existe, pour l'instant, d'aucun des deux côtés, une volonté résolue de guerre. Certes, il se peut que des incidents provoquent ce que chacun souhaite provisoirement d'éviter. Mais de tels incidents, toujours possibles, sont improbables parce que les bonnes mœurs diplomatiques, qui donnaient à l'arrivée d'un torpilleur à Agadir ou à l'assassinat d'un archiduc autrichien une signification tragique, ont disparu: les hommes d'État s'injurient, éventuellement même on échange des coups de feu, on abat des avions, sans que l'opinion s'émeuve ou que les chancelleries perdent leur sang-froid.

Au reste, il n'importe guère de spéculer sur l'avenir ou de mesurer les probabilités. L'essentiel est de retenir que la paix belliqueuse, si anormale puisse-t-elle paraître, est susceptible de durer. C'est à elle que les peuples doivent s'adapter. Au lieu de rêver d'une impossible conciliation, mieux vaut élever le barrage derrière lequel la liberté aura chance de survivre. C'est la désagrégation de l'Europe qui aggrave la menace soviétique. C'est la désagrégation de l'État qui offre libre carrière au sabotage communiste. La restauration de l'État français, l'unité de l'Europe, représentent, pour ceux qui ne consentent pas à la servitude, les tâches historiques du présent.

La mystification communiste

Le Rassemblement
6 novembre 1948

Le marxisme était, avant tout, et il voulait être, une doctrine de la révolution - révolution par la lutte des classes, elle-même amplifiée par l'évolution du capitalisme et les contradictions entre les forces et les rapports de production. En tant que doctrine de la révolution, le marxisme a été réfuté par les événements qui se sont déroulés depuis un siècle.

Un mouvement spontané n'entraîne pas les sociétés industrielles vers un bouleversement apocalyptique, vers la révolte de la masse innombrable des exploités contre la minorité des exploiters. Le progrès économique, à l'intérieur du capitalisme, élève peu à peu le niveau de vie des masses. Bien loin de simplifier la structure sociale et de la réduire à l'opposition de deux classes ennemies le prolétariat et la bourgeoisie, il accroît la différenciation, multiplie le nombre des employés et des prolétaires "à col dur", accélère le transfert de la main-d'œuvre, d'abord de l'agriculture vers l'industrie, puis de l'industrie vers les activités que les sociologues appellent tertiaires (communications, administration, commerce, banque, etc.).

Ainsi, le développement du capitalisme tend à atténuer et non à exaspérer l'ardeur révolutionnaire des masses. Les États-Unis sont la patrie du capitalisme: la pensée marxiste y est presque aussi incompréhensible aux ouvriers qu'aux patrons. La seule révolution victorieuse qui se réclame du marxisme s'est produite dans un pays essentiellement paysan, où deux à trois millions d'ouvriers, concentrés autour des grandes villes, comparables aux ouvriers parisiens de 1848, souffraient des cruautés de l'industrialisation, sans en connaître encore les bienfaits.

Une *méthode* plus ou moins marxiste d'analyse sociale reste utilisable, mais quand on conserve ou prétend conserver la *doctrine*, on réduit celle-ci à des thèmes si vagues, qu'ils se prêtent à toutes les variations.

N'importe quel observateur reconnaît que les différents groupes sociaux se disputent leur part du revenu national, chacun désireux d'élargir la sienne, fût-ce aux dépens de celle des autres. En ce sens limité, la lutte des classes est un fait. Mais convient-il d'attribuer à ce fait une vertu créatrice? D'attiser cette lutte afin de paralyser l'État ou de provoquer l'explosion, ou bien, au contraire, de l'apaiser par l'arbitrage de l'État et une répartition équitable des ressources collectives?

Les marxistes prétendent que par la lutte, la classe ouvrière arrivera peu à peu au pouvoir, mais c'est là pure mythologie: jamais la classe ouvrière, en tant que telle, ne sera la classe dirigeante. Il est possible et souhaitable que les meilleurs de la classe ouvrière s'élèvent aux fonctions dirigeantes. Il est possible et souhaitable que les organisations ouvrières participent à la gestion de l'économie. Mais quand on promet une révolution qui donnera le pouvoir au prolétariat, on abuse de la crédulité des naïfs: ce n'est pas le prolétariat, c'est le parti communiste qui triomphe. D'un coup, les ouvriers perdent l'indépendance de leurs syndicats, le droit de revendiquer et de faire grève. Sous prétexte que l'on a éliminé les capitalistes privés et que les chefs de l'État se réclament du prolétariat, celui-ci est effectivement privé de toutes les libertés péniblement conquises. On exige de lui travail et acclamations. Que l'on demande aux prolétariats "maîtres de l'État" en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, s'ils se réjouissent de "leur victoire", et s'ils ne regrettent pas "leur servitude" d'hier.

Les révolutions du XXe siècle n'ont rien de commun avec les espoirs romantiques du siècle précédent, elles n'achèvent pas l'élan des peuples vers la dignité et la liberté, elles n'expriment pas le sursaut des malheureux, elles sont l'œuvre de minorités actives qui manipulent des masses, aveugles et fanatiques. Une révolution communiste, c'est, avant tout, la conquête de l'État par une équipe de révolutionnaires professionnels. Qu'elle soit menée au nom du prolétariat ne change pas son caractère véritable: le marxisme sert d'instrument idéologique à la mystification.

Les communistes prétendent qu'au delà de la révolution, s'ouvre l'ère de la société sans classes. Mais, là encore, il est facile de dissiper ces illusions verbales. Sans doute, on élimine les propriétaires privés des moyens de production. L'équipement industriel appartient à l'État. Les revenus ont économiquement tous la même origine: on n'oppose plus dans les statistiques, revenus du travail et revenus du capital, salaires et profits. Ou, du moins, les profits, collectifs retournent à l'État (encore qu'une fraction soit distribuée en primes de gestion aux dirigeants des entreprises). En ce sens, la société est composée d'une unique catégorie: tous les hommes sont au service de l'État. Ni l'égalité, ni la liberté n'y gagnent.

L'éventail des salaires est plus déployé que dans les pays de capitalisme occidental. La distance économique entre l'ouvrier non qualifié et le directeur (de 1 à 40 ou 50) y est plus grande qu'en Grande-Bretagne, en France ou même aux

États-Unis. La distance sociale y grandit peu à peu. Les privilégiés du régime tendent à transmettre leurs privilèges à leurs enfants. L'inégalité dans le système d'éducation s'accuse. Les maîtres du Kremlin sont beaucoup plus inaccessibles aux simples mortels que les dirigeants des démocraties dites bourgeoises. À la hiérarchie traditionnelle ou à celle de l'argent s'est substituée une hiérarchie, technique et bureaucratique plus lourde, plus impitoyable.

Dans les démocraties occidentales, les citoyens gardent le droit d'élire leurs chefs, d'exercer sur eux un contrôle par l'intermédiaire de leurs représentants. Toutes ces garanties disparaissent dans la société sans classes. Il n'y a plus d'élections ou les élections sont des cérémonies d'acclamations. L'autorité vient d'en haut. C'est Staline, c'est le Bureau politique, qui la détiennent tout entière. La moindre velléité d'opposition passe pour trahison. L'orthodoxie est obligatoire, comme le travail. Les revendications sont criminelles, au même titre que les déviations. Les libertés personnelles ont disparu, en même temps que les libertés politiques. On a rétabli le passeport intérieur. Les planificateurs distribuent la main-d'œuvre aux quatre coins de l'immense territoire. Ce n'est pas par hasard que le M.V.D., qui a succédé au N.K.V.D., qui avait succédé lui-même à la Guépéou, a la charge des camps de travail forcé. Recrutement de la main-d'œuvre servile, épuration des suspects: ces deux fonctions appartiennent à une seule et même administration, policière et économique.

La Russie soviétique s'est lancée dans un immense effort de construction industrielle. Empruntant science et technique à l'Occident, elle semblait se rapprocher de lui. Mais cette société hiérarchique, bureaucratique, théocratique, où chaque échelon comporte un certain revenu, certains privilèges, où règne un chef suprême, à la fois César et interprète de la Providence historique, ne s'éloigne-t-elle pas de l'Occident au moment même où elle paraissait l'imiter? L'économie collective et planifiée, dont les idéalistes attendaient naguère la libération humaine, a favorisé la résurrection des plus vieilles, des plus cruelles tyrannies.

Il reste une dernière mystification. Le marxisme ne sert pas seulement aux communistes à transfigurer la réalité prosaïque de la révolution, à camoufler la réalité despotique du régime soviétique, il leur sert encore à entretenir et à répandre la conviction que le triomphe du stalinisme est inévitable. Le capitalisme décadent serait condamné à mort, le communisme, jeunesse du monde, promis à la succession. Il faut démasquer cette superstition

Les sociétés industrielles se transforment à une allure accélérée. La part d'organisation étatique de l'économie augmente, les relations sociales prennent un caractère de plus en plus collectif, le secteur de la propriété publique s'élargit. Nul observateur ne méconnaît cette évolution. Mais que l'évolution doive aller jusqu'au terme du stalinisme, que la collectivisation totale et la planification intégrale de l'Union soviétique nous offrent l'image de l'avenir fatal, rien ne le prouve, rien même ne le suggère. Au contraire, la nécessité de certain mécanisme du marché s'impose, même aux économies planifiées.

Au reste, à supposer même qu'une économie de propriété collective et de planification fût inévitable, il n'en résulterait pas encore que la victoire du communisme fût, elle aussi, inévitable. Car le communisme se définit moins aujourd'hui par un certain régime social que par l'expansion de la puissance russe. Pour accomplir ce qu'il appelle la révolution, Staline compte désormais avant tout sur son armée. Si les partis communistes n'ont pu prendre le pouvoir en France et en Italie, écrit-il naïvement à Tito, c'est parce que l'armée rouge était trop éloignée pour intervenir.

Une prétendue révolution communiste marquerait tout simplement l'asservissement de la France à la Russie. Se réclamer du marxisme pour justifier et camoufler l'action d'une cinquième colonne, vouée au triomphe de l'Empire russe: la mystification est "énorme", grandiose. Sans doute est-elle trop énorme pour résister longtemps à la force de la vérité.

Le schisme français

**Le Rassemblement
20 novembre 1948**

"Nous donnons ci-dessous la troisième et dernière partie de la série que nous a donnée Raymond Aron. Rappelons que ces articles résument et condensent Le Grand Schisme, l'important ouvrage que notre compagnon vient de faire paraître aux éditions Gallimard.

"Ne modelons pas nos controverses intérieures sur les divisions du monde", s'écriait, il y a quelques jours, M. le Président de la République. En d'autres temps, on tentait de conjurer les orages par des incantations. On continue de nier en paroles les réalités les plus éclatantes.

Depuis la fondation de la Troisième Internationale, les partis communistes n'ont cessé d'adapter leur action aux fluctuations et aux besoins de la diplomatie soviétique. Par moments, de 1941 à 1945, la ligne des communistes a coïncidé avec celle de la France. Cette coïncidence temporaire n'a jamais modifié le fait essentiel que, les communistes, aujourd'hui, cherchent à peine à dissimuler: leur vraie patrie est la Russie "socialiste", leur objectif de transformer la France en une République soviétique. S'ils ont à choisir entre leur patrie temporelle, la France, et leur patrie "spirituelle, la Russie, encore une fois, comme au lendemain du pacte germano-russe, ils choisiront la Russie.

À quoi bon, me dira-t-on, répéter ces formules banales, tout le monde connaît le caractère du parti communiste. Il est possible que tout le monde le connaisse, mais il est certain que beaucoup parlent et agissent comme s'ils ne le connaissaient pas. Les hérauts de la Troisième Force ne parleraient pas de lutte sur deux fronts, ils ne mettraient pas sur le même plan le danger communisme et le prétendu danger gaulliste, s'ils avaient l'honnêteté et le courage de mesurer les conséquences de la guerre permanente que mène le parti communiste contre l'indépendance de la France.

Il n'y a pas trois forces en France, il y en a deux. Une faible minorité de communistes fanatiques, exploitant des amertumes souvent justifiées, entraîne une fraction de la classe ouvrière vers des aventures sanglantes, dont le véritable objectif est d'entretenir la misère et de paralyser la reconstruction du pays. L'immense majorité du pays refuse la "démocratie populaire" et la "libération prolétarienne" à la mode stalinienne. Dans la constellation mondiale, cette décision *pour* ou *contre* l'empire russo-soviétique est première, fondamentale,

elle entraîne des conséquences inéluctables, quels que soient les efforts des lâches et des aveugles pour ruser avec le destin ou la nécessité.

Il va de soi que nous ne songeons pas à confondre les 25% d'électeurs qui votent pour les candidats communistes avec les dirigeants et les cadres qui, eux, connaissent le sens et le but de leur action et qui ont choisi, en toute conscience, leur camp, qui n'est pas celui de la France. La signification que l'électeur donne à son vote ne s'accorde pas nécessairement avec celle que lui donne l'observateur international. L'électeur veut protester contre l'inflation, l'instabilité, les profiteurs, l'injustice sociale, en donnant son suffrage au parti "le plus à gauche". À Washington, les statisticiens risquent de regarder comme un fidèle de Staline un simple Français exaspéré.

Il serait dangereux, cependant, d'insister sur cette distinction. Personne n'est en mesure de faire la discrimination numérique entre les ralliés par accident et les troupes authentiques. Le fait est que Staline compte, en France, des troupes authentiques, des centaines de milliers d'hommes qui croient religieusement au message stalinien, qui confondent l'espoir de libération avec l'expansion du soviétisme, qui imaginent la Russie lointaine conforme aux aspirations traditionnelles du mouvement ouvrier. Que cette foi soit fondée sur des illusions, à coup sûr. Quelques mois d'expérience de l'autre côté du rideau suffiraient probablement à les dissiper, mais cette expérience est impossible et nous devons compter avec la tactique de sabotage, décidée à Moscou, dirigée par l'état-major du parti français, appliquée par une fraction de la classe ouvrière.

Comment gouverner le pays, au temps de la paix belliqueuse, contre un parti nombreux et discipliné, résolu à paralyser l'État? À cette question, les défenseurs de la Troisième force répondent: par les méthodes traditionnelles du parlementarisme français. Je crois, pour mon compte, que ces méthodes sont tragiquement inadaptées à la conjoncture et que pour sauver l'essentiel de la démocratie, il faut en réformer profondément les institutions et plus encore les mœurs.

Dans tous les pays de civilisation moderne, les régimes parlementaires connaissent des difficultés accrues de fonctionnement. Ces difficultés tiennent à plusieurs causes, d'ailleurs bien connues: l'élargissement des fonctions de l'État qui accroît démesurément la masse de travail législatif, la responsabilité qu'assument les pouvoirs publics dans le fonctionnement de l'économie, le développement des corps intermédiaires, syndicats ouvriers, patronaux, agricoles, commerciaux, chacun impatient de défendre ses intérêts contre les

intérêts des autres, fût-ce aux dépens de la collectivité tout entière. Nous savons trop que cette lutte de tous contre tous, cette bataille des groupes professionnels pour la répartition du revenu national risque d'aboutir à l'anarchie et à l'inflation, quand il n'y a pas de pouvoirs publics pour trancher les conflits. Toutes les démocraties de masses, au XXe siècle, sont fort éloignées des démocraties libérales du XIXe siècle. Certaines d'entre elles parviennent à s'adapter aux exigences de l'époque, mais on constate, en fait, que cette adaptation ne réussit que dans les pays où deux conditions essentielles sont données: un parti communiste faible, un pouvoir exécutif fort et stable.

Prenons le cas de la démocratie britannique. Le parti communiste a bien pu introduire quelques agents dans les syndicats; à la Chambre des Communes, dans la presse, dans l'opinion, il existe à peine. Le gouvernement, assuré d'une majorité cohérente, a plusieurs années devant lui pour appliquer son programme. Il dispose en permanence de l'équivalent de ce que nous appelons décrets-lois. Les Communes n'ont le droit, ni de proposer les dépenses, ni de proposer les recettes. Le gouvernement fixe lui-même l'ordre du jour du Parlement. La démocratie britannique - on l'ignore souvent en France - est fondée sur la prédominance de l'exécutif.

Jetons un regard sur la France. Les gouvernements de coalition ne disposent jamais de temps, ils sont incapables de formuler une politique cohérente, ils vivent de compromis en compromis et de mois en mois, assiégés par les revendications particulières. Ils dénoncent le sabotage du Kominform, mais ils n'ont pas le courage d'aller jusqu'au bout et de proclamer que la démocratie n'implique pas la liberté de trahir.

La crise de la IVe République est provoquée par la structure d'institutions et la permanence d'habitudes, héritées d'un passé tranquille et devenues anachroniques, à l'âge de la paix belliqueuse. On peut discuter sur le détail des réformes nécessaires. Il faut être aveugle pour s'imaginer que l'actuelle pratique constitutionnelle est capable d'assurer la reconstruction de la France.

Combattre le communisme ne doit pas aboutir simplement à frapper tels ou tels individus. Il faut évidemment s'en prendre aux causes elles-mêmes. En ce sens, nous sommes tous d'accord pour que l'anticommunisme soit positif et non négatif. Toute la question est de savoir à quelles conditions l'anticommunisme sera "positif".

Les Staliniens exploitent la pauvreté et l'injustice sociale et, d'un autre côté, ils font appel à l'esprit de révolte et d'espérance. Ils excitent les ressentiments et ils

embrasent l'ardeur messianique. Ils attirent les foules qui sont ou qui se jugent misérables et qui ne se résignent pas à leur sort. On a donc raison de dire que des améliorations matérielles ne serviraient de rien si l'on ne trouvait pas le moyen de répondre aussi à la faim des âmes.

Dans le cas français, la force d'expansion du communisme tient d'abord à l'appauvrissement de la collectivité, qui résulte de deux guerres et des erreurs de la politique économique entre les deux guerres; elle tient ensuite à l'inflation qui entretient l'instabilité, aggrave les injustices de la répartition, suscite des revendications toujours justifiées et toujours vaines. Elle tient, enfin à la tradition révolutionnaire du prolétariat français, à l'enracinement, dans un peuple de formation catholique, de l'éternel espoir de salut universel.

Mettre fin à l'inflation par la stabilisation de la monnaie, relever peu à peu le niveau de vie par l'augmentation de la production et de la productivité, détacher peu à peu de la mystification stalinienne la volonté de salut temporel, tels sont les objectifs de notre action. Imagine-t-on que le régime actuel ait une chance de les atteindre? Pour une part, l'inflation est l'expression même du chaos politique, car seule l'inflation permet de donner, en apparence, plus à chacun, sans rien reprendre à personne. Trop souvent, les lois sociales, justes dans leur principe, détournent du vrai problème, qui consiste à élargir le revenu national, bien plutôt qu'à le redistribuer.

Le relèvement de la France sera freiné aussi longtemps que le parti communiste aura liberté intégrale de sabotage et que l'on s'en prendra aux agents inconscients et non pas aux inspireurs du sabotage. Le jeu des communistes consiste à aggraver le désordre pour le dénoncer, à aggraver l'inflation pour rallier les mécontents, à paralyser l'État pour se poser en successeurs. Combien de temps restera-t-on prisonnier de ce cercle vicieux dans lequel on prétend nous enfermer?

Refaire l'État, faire l'Europe, tels sont les deux impératifs. Seul un État restauré atténuera peu à peu l'appauvrissement et l'injustice qu'exploitent les communistes. Seul, un État restauré dressera, contre la perspective d'empire soviétique, la réalité d'une fédération européenne, qui n'exigera le sacrifice ni de la nation, ni de la liberté.

Le pacte Atlantique

Liberté de l'Esprit
avril 1949

La discussion pour ou contre le pacte Atlantique, dans la mesure où elle met aux prises communistes et anticomunistes, est inévitablement aussi stérile que tout autre dialogue entre des hommes qui ne parlent pas la même langue. Les communistes concentrent leurs attaques moins sur le pacte lui-même que sur l'ensemble d'une diplomatie qui lie l'Europe occidentale aux États-Unis d'Amérique. Quant aux anticomunistes, ils ont tendance à approuver le pacte pour la simple raison que les communistes le condamnent. Aussi est-il heureux qu'un philosophe catholique ait, par un article retentissant, ouvert le vrai débat. Je ne suis d'accord sur aucun point avec M. Gilson, je tiens certaines de ses expressions pour insensées. Malgré tout, je me suis réjoui qu'un écrivain ait le courage, au milieu de cette conspiration du silence, d'exprimer publiquement ses inquiétudes et ses doutes. Il serait lamentable que le gouvernement engageât le pays, sans même que les citoyens eussent la chance d'entendre les arguments contraires et de peser leur décision.

L'argumentation de M. Gilson porte essentiellement sur la rédaction du traité. On sait que le Sénat américain, jaloux de maintenir sa prérogative constitutionnelle de déclarer la guerre, refuse de souscrire à un engagement d'assistance militaire automatique, en cas d'agression. Or, si l'on pose comme M. Gilson: "Ce qu'ils ne promettront pas ne sera pas promis, ce qui n'aura pas été promis ne sera pas tenu", on est amené à conclure que le refus du Sénat peut équivaloir à un refus d'intervention militaire.

On pourrait dire que demi-engagement vaut mieux que pas d'engagement du tout. Telle n'est pas la pensée de M. Gilson. La réflexion sur le texte du traité l'amène à formuler l'alternative dans les termes suivants: "Nous n'avons d'autre choix qu'entre un engagement non point moral mais militaire des États-Unis, avec toutes les précisions qu'il requiert; ou bien si les États-Unis refusent de se battre en Europe, ce qui est leur droit, notre refus de nous sacrifier pour les États-Unis, ce qui est le nôtre". Conclusion? Une neutralité de l'Europe, "pourvu qu'elle soit fortement armée", lui donnerait plutôt une chance de moins d'être envahie.

Il convient de discuter sérieusement l'argument de M. Gilson (seul l'engagement militaire explicite des États-Unis aurait une valeur) ainsi que la

conclusion qu'il en tire (une neutralité armée vaudrait mieux que le pacte Atlantique). Ce que l'on a du mal à discuter sans passion, ce sont des formules comme: on est disposé à nous "acheter" avec des dollars, "notre sang et une troisième invasion de l'Occident". De telles formules gratuitement injurieuses, sont indignes d'un homme sérieux. Si les Américains nous donnent des armes, ils n'achèteront pas *leur* sécurité, ils nous offriront une chance d'accroître *la nôtre*. Ils ne nous entraînent pas dans une querelle qui leur serait propre avec l'Union soviétique, ils nous permettent de prendre part à un combat qui est le nôtre autant que le leur.

Rien n'est plus faux que l'idée, habilement répandue, selon laquelle le conflit actuel tiendrait uniquement au choc de deux volontés de puissances, de deux impérialismes qu'il conviendrait de mettre sur le même plan. Quand les petits pays européens, avant 1939, présentaient en ces termes le conflit entre l'Allemagne hitlérienne et les démocraties franco-britanniques, nous protestions à juste titre. Le conflit n'était pas entre Allemands d'une part, Français et Britanniques de l'autre: il était entre les Allemands et tous ceux que menaçait la volonté hitlérienne de conquête, c'est-à-dire au moins tous les peuples de l'Europe. De même, aujourd'hui, le conflit oppose la volonté soviétique de conquête et tous les peuples qui ne veulent pas de la "libération" stalinienne.

Pourquoi les petits pays européens ne voulaient-ils pas reconnaître, avant 1939, ce qui nous paraissait une vérité aveuglante? Ils savaient aussi bien que nous, que la défaite des démocraties occidentales aurait entraîné leur asservissement, mais ils espéraient que les grandes puissances arrêteraient ou réduiraient l'impérialisme hitlérien sans qu'ils aient eux-mêmes à combattre. La Norvège, la Hollande et la Belgique reconnurent trop tard qu'un tel raisonnement était illusoire. La Suède et la Suisse, chacune pour des raisons différentes, parvinrent à maintenir jusqu'au bout leur neutralité. La Norvège et la Suède ne parviennent pas aujourd'hui à s'entendre, précisément parce que la première ne croit plus à la possibilité de se tenir en dehors d'une conflagration mondiale et que la deuxième conserve l'espoir d'y parvenir.

La France est désormais entre l'Union soviétique et les États-Unis, dans la situation où se trouvaient la Belgique et la Hollande entre la France et l'Allemagne. Aux dimensions actuelles de la politique mondiale, la France est comparable à ce qu'était la Belgique, hier, dans le cadre européen. Du même coup, il devient absurde d'accuser les États-Unis d'acheter "notre sang" avec des dollars. Quand nous demandions à la Belgique, avant 1939, de prendre parti à

l'avance, nous n'achetions pas notre sécurité avec le sang des Belges, nous augmentions les chances d'éviter la guerre, et les Belges auraient accru eux-mêmes leur chance d'éviter l'invasion en cas de guerre.

Il en irait ainsi, objectera M. Gilson, si le gouvernement et le Congrès des États-Unis s'engageaient formellement à nous défendre, en cas d'agression. Mais le Congrès entend réserver sa libre décision, car les Américains tiennent ce qu'ils ont promis, mais ils ne tiennent pas plus que ce qu'ils ont promis. Ne nous lançons pas dans une controverse de psychologie nationale. Demandons-nous seulement si M. Gilson, seul entre tous les commentateurs des cinq continents, a tort ou raison de penser que la lettre du pacte a une importance décisive. Précisons encore la question: la lettre du pacte détermine-t-elle à l'avance l'attitude des Américains en cas de crise? La lettre du pacte détermine-t-elle la portée que lui reconnaîtra Staline?

En l'état actuel de la constellation politico-militaire, l'armée soviétique ne saurait attaquer la France sans se heurter aux forces américaines stationnées en Allemagne. Aussi longtemps que l'occupation se prolongera, nous jouirons d'une garantie supérieure à celle qu'aucun traité pourrait nous assurer. On fera observer en passant que la Norvège seule n'est pas dans ce cas et que, pourtant, voisine de l'Union soviétique, elle affronte courageusement le risque, fidèle à ce qui fut, dans un récent passé, la thèse, sinon la pratique, de la France: on n'apaise pas le monstre en faisant vœu de non-résistance. Le courage tranquille est une meilleure sauvegarde que la lâcheté.

Depuis 1945, l'armée soviétique a les moyens matériels d'atteindre les côtes atlantiques en quelques jours. Imagine-t-on qu'elle s'est arrêtée d'elle-même, parce que les maîtres du Kremlin ne souhaitaient pas l'expansion de leur doctrine et de leur puissance. Pourquoi les Soviétiques se sont-ils abstenus d'occuper militairement les secteurs occidentaux de Berlin, d'interrompre le trafic aérien, sinon parce qu'ils craignaient qu'une telle initiative fût tenue à Washington pour un *casus belli*?

L'Europe occidentale a été sauvée du sort qui a frappé l'Europe orientale par la force américaine. C'est la crainte d'une guerre générale qui a fixé sur place l'armée soviétique. Autrement dit, l'Europe occidentale doit sa précaire sécurité à la puissance des États-Unis. Si l'on désigne le camp antisoviétique comme le camp américain, c'est que les États-Unis constituent, à l'heure présente, la seule puissance capable d'inspirer respect à l'Union soviétique et qu'à ce titre, ils prennent partout la conduite de la résistance à l'impérialisme russo-communiste.

Les subtilités de rédaction ne changent rien à cette situation de fait, au moins pour les années à venir. En irait-il autrement le jour où les armées américaines ne seraient plus en Europe? Ce jour-là, aurions-nous à craindre d'être livrés seuls à une troisième invasion? Pour mon compte, je ne partage pas le pessimisme de l'éminent spécialiste de la philosophie du moyen-âge. Il me paraît improbable que les États-Unis, dans l'avenir prévisible, se désintéressent de l'Europe et tolèrent, sans riposte militaire, l'installation des armées soviétiques à Calais et à Brest. Au reste, admettons que le pacte Atlantique ne nous donne pas, sur ce point, une garantie absolue. Admettons que le Congrès, d'ici cinq ou dix ans, ne se tienne pas pour engagé par les formules auxquelles le 81e Congrès va souscrire. En quoi ce risque serait-il atténué s'il n'y avait pas de pacte du tout? Affirmer que tout dépend des mots employés est, en vérité, un défi au bon sens. Toute l'expérience historique dément ce fétichisme du texte. Les juristes français ont complaisamment élaboré, au printemps de 1938, des raisonnements subtils pour justifier l'abandon de la Tchécoslovaquie. Les hommes politiques n'auraient pas agi autrement qu'ils ne le firent si les juristes n'avaient rien trouvé.

Pas plus que l'attitude des États-Unis n'est déterminée par la lettre du traité, l'interprétation des Russes ne dépendra des mots choisis. La diplomatie soviétique a poussé jusqu'au bout la mise au pas du glacis. Elle n'a agi, au-delà du rideau de fer, que par la propagande et les partis à sa dévotion. Personne ne dira qu'après la signature du pacte de l'Atlantique, les mêmes hommes du Politburo vont conclure triomphalement, des propos de M. Connally ou de la timide audace de M. Vanderberg, que la route est libre et que les États-Unis n'useraient pas de la force pour la sécurité de l'Atlantique Nord!

Je pense, pour mon compte, que le pacte Atlantique ne modifie pas sensiblement la situation de fait. L'Europe occidentale sera protégée demain par la force américaine, comme elle l'est aujourd'hui. Le pacte Atlantique n'apprendra rien à Staline qu'il ne sache déjà, à savoir qu'une agression militaire, sur le vieux continent, constituerait, selon toute probabilité, un *casus belli*. Plus l'engagement d'assistance mutuelle sera rédigé en termes précis, plus il impliquera l'automatisme d'intervention, plus il fera impression sur les réalistes du Kremlin: nous ferons volontiers cette concession à la thèse de M. Gilson, mais l'essentiel n'est pas là et ne saurait être inscrit dans les textes. La présence américaine, symbolisée par quelques contingents en Allemagne, la puissance industrielle et atomique, au loin, voilà, pour l'heure, la garantie de la sécurité française. Cette sécurité sera maintenue demain dans la mesure où, sur place, la preuve continuera d'apparaître de la présence américaine où, de l'autre côté de

l'Atlantique, les forces virtuelles resteront supérieures à celles de l'agresseur éventuel.

On a peine à croire que de telles évidences, de telles banalités échappent à un philosophe qui n'a jamais passé pour un émule du Professeur Nimbus, dont l'expérience du monde et le sens du réel sont, au contraire, réputés. On incline donc à chercher les raisons profondes de cette polémique, en elle-même incompréhensible.

Peut-être la phrase dans laquelle M. Gilson envisage que les États-Unis "refusent de se battre *en* Europe", nous donne-t-elle un début de réponse. Car il glisse, avec une confondante légèreté, d'un sujet à un autre. Un pacte d'assistance mutuelle, si rigoureux ou automatique qu'on l'imagine, imposera aux États-Unis de se battre *pour* l'Europe, non de se battre *en* Europe. Ou encore, si l'on préfère, les États-Unis seront tenus de faire la guerre aux Russes si ceux-ci attaquent la Hollande, la Belgique ou la France, ils ne seront pas tenus d'envoyer un corps expéditionnaire sur le Rhin ou sur la Seine. La déclaration de guerre relève d'un engagement diplomatique souscrit à l'avance, l'envoi d'un corps expéditionnaire d'une stratégie dont les grandes lignes peuvent être tracées à l'avance par les états-majors alliés, mais qui n'est pas incluse dans le pacte lui-même. M. Gilson met en doute que les États-Unis se battent *pour* l'Europe alors qu'au fond, me semble-t-il, il craint surtout qu'ils ne se battent pas, ou ne se battent pas assez, *en* Europe.

Là est, sans aucun doute, l'incertitude la plus grave. Le pacte Atlantique, d'après ses instigateurs, a pour objectif d'éviter la guerre en démontrant à l'avance la puissance de la coalition qui se dresserait contre l'agresseur. Soit! Mais, à l'heure présente, les signataires européens du pacte sont presque désarmés (à l'exception de la Grande-Bretagne). L'état-major européen offre une cible facile à la propagande du Kominform, il n'impressionne certainement pas les hommes du Kremlin.

À partir de là se posent des problèmes multiples, réels, qu'il conviendrait de soumettre à l'opinion.

L'Europe occidentale doit-elle réarmer? Et à quelle allure? Combien de divisions seraient nécessaires pour arrêter quelques semaines une éventuelle agression de l'armée soviétique? L'état-major américain est-il disposé à livrer une grande bataille pour sauver l'Europe occidentale de l'invasion? Ou bien, compte-t-il réduire l'Union soviétique par l'emploi prédominant de l'aviation, sans se soucier exagérément des territoires momentanément abandonnés à

l'ennemi? À n'en pas douter, là risque de se glisser un malentendu entre les États-Unis et ses partenaires du pacte Atlantique. Ceux-ci souhaitent d'être protégés de la guerre par la promesse d'intervention américaine, mais aussi d'être protégés de l'invasion si, malgré tout, la guerre devait éclater. Les États-Unis sont prêts à s'engager, autant que le permet leur constitution, sur le premier point, mais non sur le deuxième. Ils ne peuvent pas promettre de sauver de l'invasion tous les pays que l'armée soviétique serait susceptible de prendre en otages.

On dira que le *lease-lend* est précisément destiné à surmonter cette contradiction. France, Benelux, Norvège recevraient leurs armes de ce qui fut naguère "l'arsenal des démocraties". Admettons que le Congrès vote un ou deux milliards de dollars pour le *lease-lend* à l'Europe. Les pays du pacte de Bruxelles auraient au moins accompli un geste symbolique, manifesté leur résolution de se défendre. Quant aux conséquences militaires de ce réarmement, on ne saurait les apprécier qu'en discutant les chiffres, ce qui dépasserait le cadre de cet article.

Si l'on envisage les prochaines années (à moins que les Alliés ne consentent au réarmement de l'Allemagne occidentale), les perspectives apparaissent sombres. La Grande-Bretagne ne possédera pas beaucoup de divisions immédiatement disponibles, les troupes américaines d'occupation sont peu nombreuses. La France a-t-elle les moyens économiques d'entretenir vingt à trente divisions, même si elle reçoit du dehors l'équipement lourd?

Il est donc bien loin d'être démontré que le pacte Atlantique, même complété par le *lease-lend*, assure notre sécurité contre l'invasion. Mais une autre politique l'assurerait-elle davantage? M. Gilson suggère que la neutralité de l'Europe vaudrait mieux "pourvu qu'elle soit fortement armée". On a presque honte de discuter de telles propositions. Comment l'Europe, en l'état actuel des choses, pourrait-elle réarmer toute seule? Si elle était capable d'un "fort armement", elle n'aurait nul besoin d'être neutre, elle aurait, au contraire, tout avantage à multiplier sa propre force par celle des États-Unis. La vraie question se pose, de toute évidence, pour une Europe peu armée, qui n'a d'autre protection contre la guerre que la puissance lointaine des États-Unis et qui n'a pas de protection contre l'invasion, en cas de guerre.

Une Europe neutre aurait-elle une meilleure chance d'éviter l'invasion en ayant l'air de ne pas choisir son camp? À vrai dire, je vois mal en quoi une telle attitude nous servirait. Nous aurions encore moins d'armes, sans désarmer la colère du tyran. Du simple fait que nous acceptons le plan Marshall et que nous n'acceptons pas le règne des staliniens, nous nous rangeons dans le camp

"impérialiste". Une prétendue neutralité n'y changerait rien. Aux yeux des prophètes armés d'une religion conquérante, quiconque n'est pas converti est un hérétique, donc un ennemi. Stratégiquement, pour que l'Europe pût rester en dehors d'un éventuel conflit entre États-Unis et Union soviétiques, il faudrait que l'explosion se produisît en quelque autre point du monde (ce que M. Gilson ne semble pas envisager puisqu'il souhaite un engagement automatique qui nous lierait tout autant que les États-Unis). Même en ce cas, on voit mal que l'Union soviétique puisse mépriser les ressources de charbon, d'acier, d'ouvriers qualifiés et de techniciens qui font de l'Europe occidentale, en dépit de son abaissement, une des grandes puissances industrielles du monde.

La formule de la neutralité, même de la neutralité armée, est caractéristique de ce refus d'affronter le réel, de ce désir d'évasion qui caractérisent, à l'heure actuelle, une large fraction de l'*intelligentzia* occidentale. Une Europe, assez puissante pour défier la menace soviétique et, par conséquent, pour se réserver une entière liberté d'action, qui n'en serait partisan? Mais qui ne voit également qu'il s'agit, à l'heure présente, d'un rêve et non d'une possibilité prochaine? La formule de la neutralité séduit l'intellectuel d'Europe. Elle lui permet de s'élever au-dessus des systèmes aux prises, de s'instituer juge ou conciliateur et de compenser fictivement la faiblesse matérielle du vieux continent par une prétendue supériorité morale. En fait, l'intellectuel confond deux plans distincts: on peut être partisan d'un système mixte ou composite, à mi-chemin du soviétisme et du capitalisme américain, mais il ne s'ensuit pas que l'on puisse, politiquement, stratégiquement, demeurer neutre. Le travaillisme britannique fait partie du camp américain sans pour autant, accepter les impératifs de Wall Street. Par naïveté ou par calcul, on confond les préférences pour un socialisme occidental avec une neutralité diplomatique. La prétendue alternative du pacte Atlantique et de la neutralité armée suggère un renversement des relations effectives entre l'Europe et les États-Unis. Nous devons notre liberté provisoire à la protection américaine. Nous sommes sans armes, nous recevons un milliard de dollars par an aux frais du contribuable américain. Voici qu'un illustre professeur prend la parole et invite "les Français à ne pas se sacrifier pour les États-Unis": du coup, l'humiliation est "surmontée". Notre vanité y trouve son compte: mais non la vérité.

La Grande-Bretagne et l'Europe

Le Rassemblement
24 septembre 1949

Quand les dirigeants de Londres ont constaté au printemps de 1949 qu'en dépit du plan Marshall, sous le coup de la récession américaine, le déficit de dollars s'élargissait dangereusement et risquait d'épuiser les réserves d'or et de devises de la zone sterling, quelle fut leur réaction immédiate, spontanée? Ils engagèrent des conversations avec les autorités américaines. Quand sir Stafford Cripps se résigna ou se résolut à modifier la parité livre-dollar, il *consulta* les représentants du Commonwealth, il *avertit* ses amis des États-Unis, il mit ses alliés de l'Europe, ses partenaires de l'O.E.C.E. *devant le fait accompli*. Au lieu d'un ajustement général, après études et consultations, des diverses monnaies européennes, chaque gouvernement improvise sa réponse à la décision britannique.

Les vieux réflexes continuent de jouer. En cas de péril, c'est vers les États-Unis et vers le Commonwealth et non vers l'Europe que l'on tourne les yeux. La solidarité européenne est affirmée avec une chaleur intermittente. La solidarité anglo-saxonne est profondément ressentie. En dépit de la géographie, Londres est plus proche de Washington que de Strasbourg.

On aurait tort de croire qu'il s'agit là uniquement "d'impondérables", traditions communes, affinités de civilisation. À coup sûr, les sentiments qui, en dépit de l'irritation réciproque et de critiques mutuelles dont la vivacité occasionnelle stupéfie les étrangers, unissent Britanniques et Américains, expliquent pour une part l'attitude adoptée par le gouvernement de Londres depuis quelques mois. Mais n'imitons pas les chasseurs de nuées: n'oublions les faits simples, massifs.

Les États-Unis peuvent apporter à la zone sterling un secours immédiat, l'O.E.C.E. ne le peut pas. États-Unis et Canada sont capables d'action, l'Europe de l'O.E.C.E., dont sont absents les pays de l'Est européen et un tiers de l'Allemagne, à laquelle appartiennent l'Islande et la Turquie, n'est qu'une fiction ou, si l'on préfère, une bureaucratie internationale, paralysée par la règle de l'unanimité, capable d'études plutôt que d'actes.

Même si l'Europe était organisée, l'importance économique relative, pour la Grande-Bretagne, de l'hémisphère occidental, de la zone sterling et des partenaires de l'O.E.C.E. serait-elle bouleversée? On en peut douter. Rappelons des chiffres que tous ceux qui ont à traiter avec nos amis d'Outre-manche

devraient connaître.

En 1948, les échanges de la Grande-Bretagne avec l'hémisphère occidental montaient à 569 millions de livres aux importations contre 264 aux exportations, avec la zone sterling à 660 aux importations contre 742 aux exportations, avec les pays de l'O.E.C.E. à 323 aux importations contre 360 aux exportations. En tant que fournisseurs, pris globalement, les pays de l'O.E.C.E. viennent au troisième rang. En tant que clients, ils absorbent plus de marchandises que l'hémisphère occidental, mais comme les monnaies européennes, à l'exception du franc suisse, sont inconvertibles, les exportations vers ces pays ne contribuent pas à combler le déficit de dollars, estimé à 340 millions de livres en 1948, et qui aurait atteint, dit-on, 600 millions en 1949, sans les mesures d'économie récemment prises par sir Stafford Cripps.

Ces données fondamentales resteront les mêmes, quel que soit le parti au pouvoir à Londres. Les conservateurs sont probablement moins "insulares" que les travaillistes, ils connaissent depuis plus longtemps les "indigènes", de Calais à Naples, de Cadix à Oslo. Un autre chancelier de l'Échiquier aurait probablement mis plus de forme et de politesse que sir Stafford Cripps. Mais la brutalité même de celui-ci, comme un acte manqué, est révélatrice. Quand on a pris une décision historique, personne n'a songé aux alliés du traité de Bruxelles, aux partenaires de l'O.E.C.E. ou aux co-européens de Strasbourg. Personne n'a envisagé un ajustement simultané des parités des monnaies européennes. On a songé au Commonwealth, on a songé au Congrès de Washington.

Économiquement aussi bien que moralement, la Grande-Bretagne se sent liée à l'Empire et au monde anglo-saxon, avant de se sentir liée à l'Europe.

Il est plus facile de constater les faits que d'en tirer les conséquences. Déjà, ici et là, on lance des formules qui paraissent d'autant plus séduisantes qu'elles sont plus vagues. On parle d'une entente continentale et libérale, qui grouperait l'Italie, la Belgique, la Hollande (encore que celle-ci soit relativement dirigiste), l'Allemagne occidentale et la France. Sur le plan économique, cette entente, en elle-même souhaitable, comporterait des résultats plus limités qu'on ne le croit d'ordinaire. Admettons qu'on rende les monnaies convertibles entre elles et qu'on supprime les restrictions quantitatives. Il n'en reste pas moins que les échanges, à l'intérieur de ce groupe, ne représentent qu'une fraction limitée du total des échanges extérieurs de chacun de ces pays. Le groupe continental a besoin d'acheter outre-mer des matières premières et certains produits alimentaires, il doit donc exporter assez vers les zones de monnaies fortes pour régler ces achats

indispensables. À joindre leurs déficits, on n'obtient pas encore un excédent. À courte échéance au moins, les pays continentaux découvriront la vérité de ce que leur répètent les Anglais: la collaboration européenne n'offre pas de solution immédiate au problème de l'équilibre avec les régions d'outre-mer.

La vérité est que la collaboration européenne s'impose, d'abord et avant tout, sur le plan politique et qu'elle dépend en première ligne de la réconciliation franco-allemande. La Grande-Bretagne ne peut ni se lier entièrement à l'Europe, ni s'en détacher. Elle est susceptible d'accorder sa bénédiction à une union ou à une fédération européenne, non d'y participer.

Je ne suis pas sûr que les nations européennes soient prêtes même à une fédération continentale. Mais si celle-ci doit se réaliser un jour prochain, l'initiative ne saurait venir que de la France et l'étape décisive en serait un accord direct avec l'Allemagne.

Déclin du socialisme?

Le Figaro
28 mars 1950

Les dernières consultations électorales, à travers le monde, ont été, dans l'ensemble, défavorables aux partis socialistes. En Australie et en Nouvelle-Zélande ils ont perdu la majorité. En Grande-Bretagne, les travaillistes restent au pouvoir, mais avec une majorité réduite. En Belgique, les socialistes sont en recul et ne participent plus au gouvernement, pour la première fois depuis la guerre. En Allemagne occidentale, les démocrates chrétiens et libéraux, partisans de "l'économie de marché", l'ont emporté sur les sociaux-démocrates.

Faut-il, comme on le fait souvent, accorder à ces épisodes dispersés une signification profonde et croire à un déclin du socialisme?

Échecs électoraux

Selon qu'il se heurte ou non à un parti communiste puissant, le parti socialiste se trouve, électoralement et politiquement, en une situation radicalement différente. En Italie, les socialistes ont connu tous les malheurs, puisqu'ils n'ont pu garder ni la fidélité du prolétariat, ni leur propre unité. La majorité des socialistes, sous la direction de Nenni, a choisi la collaboration avec les communistes; une minorité, sous la direction de Saragat, a consenti à aller jusqu'au bout de la collaboration avec les partis occidentaux, fussent-ils bourgeois et catholiques. Comme pour consommer la ruine du socialisme italien, une troisième fraction a surgi, qui se réclame de l'unité, mais qui ne parvient à s'entendre ni avec les alliés de Togliatti, ni avec ceux de Gasperi.

En France, le parti socialiste a, pour l'essentiel, évité les scissions, mais ses effectifs électoraux ont diminué. Non que les dernières consultations partielles aient indiqué aucun mouvement net, dans un sens ou dans un autre, mais la clientèle semble osciller entre 15 et 20% des suffrages. Dès lors, le parti socialiste est condamné, qu'il soit ou non au gouvernement, à lier son sort à celui de groupes du centre ou même de la droite. Cette tactique inévitable ne va pas sans inspirer à bon nombre de militants une sourde mauvaise conscience, tant cette conduite leur paraît difficile à concilier avec leur doctrine traditionnelle, sinon avec leur tâche réelle d'aujourd'hui.

Quoi qu'on en dise, les récents revers électoraux ont moins de portée que cet écartèlement entre le stalinisme et la bourgeoisie. En l'absence de cette

antinomie, les vicissitudes des luttes politiques ne renversent pas le cours des événements. La régression socialiste, en Australie et en Nouvelle-Zélande, n'est pas catastrophique et elle n'est pas nécessairement durable. Après tout, rien n'est plus conforme aux règles non écrites des régimes anglo-saxons que l'alternance des partis dans l'exercice du pouvoir. Ces partis socialistes n'ont jamais été marxistes et ils continuent d'influencer, directement ou par l'intermédiaire des syndicats, l'action des gouvernements.

Pas davantage le demi-échec des travaillistes en Grande-Bretagne n'implique un renversement de l'évolution sociale. À supposer même que les conservateurs l'emportent aux prochaines élections - ce qui est encore loin d'être démontré - les syndicats ouvriers qui ont créé et financé le "Labour Party" ne perdraient pas leur puissance. Le mouvement vers le socialisme (nationalisations et planification) s'arrêterait provisoirement, mais, après tout, une telle éventualité est à peu près inévitable dans le système des deux partis.

Sur le continent européen, où la menace communiste apparaît plus urgente, on constate que l'opposition au communisme tend parfois à écarter les électeurs du socialisme, même démocratique. Si, au lendemain de la Libération, un socialisme d'ailleurs vague, où se mêlaient les idées de dirigisme, de justice sociale et de nationalisation, était à la mode, à l'heure présente la mode joue en faveur des idées contraires.

En bref, là où le communisme n'a pas pris racine, le parti socialiste est et demeure une des forces décisives. Mais l'application de son programme ne lui rallie pas une majorité massive du pays. Il n'atteint à une majorité relativement stable, comme dans certains pays scandinaves, qu'à la condition de joindre à la quasi-totalité des salariés industriels une fraction des paysans, des employés ou des indépendants des classes moyennes.

Là où le communisme a gagné une partie importante du prolétariat, le parti socialiste, minoritaire, est voué à une alliance avec les partis bourgeois et peut, tout au plus influencer, en une mesure variable, sur la politique effectivement suivie.

Signification du socialisme

Avant de prendre le deuil ou d'illuminer à chaque consultation électorale où les socialistes perdent quelques voix, on devrait se demander ce que l'on espère ou ce que l'on rejette sous le nom de socialisme. Or il me semble que, dans les sociétés occidentales, le socialisme, à l'heure présente, vise surtout trois objectifs: les services sociaux (baptisés en Grande-Bretagne *Welfare State*), les nationalisations et une politique de plein emploi, impliquant une large mesure de

dirigisme.

En dépit de toutes les polémiques, les services sociaux garantissent aux individus une certaine sécurité contre les accidents de l'existence et sont, à un degré ou à un autre, une caractéristique de tous les régimes occidentaux. Il est visible que les États-Unis s'engagent, eux aussi, dans cette voie. Certes, la mise en application des principes prête à de multiples controverses. On doute que le service de santé britannique subsiste sous sa forme présente ou que les subventions alimentaires soient maintenues indéfiniment à leur niveau actuel (plus de 450 milliards de francs). Mais, d'un côté comme de l'autre, on gagnerait à reconnaître honnêtement la vérité: les discussions portent essentiellement sur la modalité administrative la meilleure d'un programme accepté finalement par tous (encore qu'avec des sentiments variés).

La lutte pour ou contre les nationalisations a un caractère plus doctrinal. Quelles que soient les préférences de chacun, un fait me paraît incontestable: il n'y a pas de lien nécessaire entre le désir d'améliorer le sort des non-privilegiés et l'exigence des nationalisations. Sans doute les sociétés libres connaissent la rivalité des groupes pour la répartition du revenu national. Chaque parti essaye de soutenir les revendications du groupe qu'il représente. Mais, tant que l'économie n'est pas entièrement planifiée, l'action délibérée des gouvernants modifie malaisément la répartition entre les catégories sociales. Seul le gouvernement britannique y a réussi dans une mesure importante. En tout cas, le niveau de vie des peuples dépend de la productivité du travail, non du régime de propriété auquel sont soumis les instruments de production. L'expérience a montré que la substitution de l'État aux propriétaires privés n'améliore pas *ipso facto* la condition des travailleurs et ne suffit pas à résoudre les problèmes, sociaux et politiques, que posent les grandes concentrations industrielles. L'idée de nationalisation est en déclin. Même en Grande-Bretagne les travaillistes ne mettaient guère d'ardeur à en réclamer de nouvelles.

La controverse qui a les conséquences les plus graves est celle qui tourne autour des deux politiques économiques concevables: économie de plein emploi, avec une tendance à l'inflation, refoulée par les contrôles, ou retour à l'économie de marché, au risque d'accepter les fluctuations de la conjoncture. Il n'est pas sûr que les conservateurs anglais auraient choisi le deuxième terme de l'alternative. Il n'est pas vrai que tous les pays du continent l'aient adopté. En fait, tous les pays d'Europe occidentale maintiennent des régimes composites, qui font une part variable à des méthodes, contradictoires en théorie.

Une telle volonté de synthèse ou de compromis comporte pratiquement de multiples inconvénients. Il serait fâcheux qu'on en méconnût le mérite: la limitation de l'enjeu des querelles. On se passionne justement pour ou contre le stalinisme, mais non pour ou contre le socialisme démocratique. Hommes et idées du socialisme sont trop mêlés à la société existante pour susciter encore indignation, enthousiasme ou illusions.

Impostures de la neutralité

Liberté de l'Esprit
septembre 1950

Le romantisme de la guerre est mort il y a trente ans, il s'est perdu dans la boue des Flandres, les tranchées de Gallipoli ou de Galicie. Mise à part une minorité de nazis fanatiques, le peuple allemand a accueilli la guerre, en 1939, non avec enthousiasme mais avec résignation. Il ne craignait guère moins la catastrophe que les autres peuples d'Europe. Aux derniers jours d'août 1939, les régiments défilèrent à travers les rues de Berlin au milieu d'un morne silence. On ne criait plus: "Nach Paris", comme on l'avait fait vingt-cinq ans auparavant. Chambres à gaz, bombes au phosphore, bombes atomiques ont achevé la cure de désintoxication. Il ne reste rien des légendes de la guerre fraîche et joyeuse ou de la guerre en dentelles. Les enfants du monde continuent probablement de rêver de périls et d'exploits, l'aviation et le gangstérisme suffisent à nourrir leur imagination. Ils n'attendent pas de l'embrasement du monde l'occasion de revêtir l'armure et de brandir la lance du chevalier-redresseur de torts.

Aussi, dès l'origine, le tapage des propagandes nous paraît-il suspect. Nous vivons un siècle de grandes guerres, mais un tel siècle n'est pas caractérisé par l'ardeur martiale ou belliqueuse qui anime les peuples. Bien plutôt l'intensité du pacifisme serait-elle à la mesure de la révolte contre les dévastations de la violence. À quoi bon peindre un tableau, probablement véridique, des horreurs que multiplierait une troisième guerre mondiale? À quoi bon se donner pour tâche d'inspirer l'amour de la paix? Si la catastrophe doit survenir demain, ce ne sera pas faute d'avoir inspiré à l'avance assez de crainte.

Les sentiments des foules ne sont malheureusement pas la seule cause ni même la cause déterminante des événements. L'histoire répond rarement aux désirs de ceux qui la subissent. Il ne manque pas de circonstances où la publication d'un vœu, en lui-même légitime, contribue à précipiter cela même que l'on redoute. Face aux conquérants, une propagande pacifiste a, contre les intentions de ses initiateurs, précipité le déclenchement de la guerre précédente. Il n'aurait pas été impossible, il y a quinze ans, de sauver la paix. Encore aurait-il fallu soit éliminer Hitler avant qu'il fût en état de provoquer l'explosion, soit maintenir en permanence une situation stratégique-politique qui ne lui laissât pas d'espoir. On sait ce qu'il en advint. Le gouvernement français se priva de tout moyen d'intervention directe, dans l'Europe du centre et de l'est, quand il toléra

la remilitarisation de la Rhénanie. Pour protéger les petites nations, voisines du III^e Reich, il n'avait plus d'autre ressource que la menace de guerre générale. Menace peu convaincante, comme on le vit en septembre 1939. Hitler, fort d'une mobilisation anticipée, ne doutait pas qu'il remporterait sur le continent des succès grandioses: et il ne se trompait pas. Au delà de ces succès initiaux, il faisait confiance à son étoile. Sûr de doubler sa mise, comment aurait-il résisté à la tentation de jouer?

La seule leçon que nous voulions tirer du passé - et nous nous excusons de répéter des propositions aussi banales - est une leçon de méthode ou, si l'on préfère, de morale. Le souci de celui qui veut sincèrement la paix, et avant tout de l'intellectuel, n'est pas de clamer ses sentiments qui, au bout du compte, n'intéressent personne, mais de reconnaître le monde tel qu'il est et de discerner la politique qui, autant que l'esprit humain en puisse juger, offre les meilleures chances d'éviter non la guerre en général ou jusqu'à la fin des siècles, mais une certaine guerre, imminente ou du moins menaçante.

Quelle est donc la situation présente et quelle politique offre les meilleures chances d'éviter la guerre possible, celle qui opposerait non pas, comme on le dit, l'Union soviétique aux États-Unis mais l'Union soviétique aux pays libres? Rappelons d'abord que la diplomatie d'apaisement, menée de 1944 à 1946, a grandement accru les risques de la troisième guerre mondiale, comme la politique d'apaisement menée de 1933 à 1938 avait grandement accru ceux de la deuxième. L'asservissement de l'Europe orientale, d'un tiers de l'Allemagne, a coupé en deux le Vieux Continent. À supposer que, pour employer l'expression banale, la coexistence des deux univers soit possible, comment ne pas voir l'absurdité de la délimitation actuelle, ligne de séparation passant au milieu du territoire allemand et les deux tiers de l'ancienne capitale représentant un suprême îlot de liberté, isolé au milieu de l'empire sur lequel s'étend l'ombre du N.K.V.D.?

Le tracé des frontières n'est pourtant pas la cause essentielle de l'instabilité et de l'angoisse européennes. À tort ou à raison, par amour de la paix ou par égoïsme, les grandes puissances de l'Occident étaient prêtes, il y a quelques années, à laisser le Kremlin régner sur les peuples voisins de l'Union soviétique. C'est le Kremlin qui n'était pas prêt (et continue à ne pas l'être) à laisser les peuples, que leur éloignement a sauvés jusqu'à présent, vivre à leur façon, jamais satisfaits de leur sort mais jamais non plus résignés à la loi de l'étranger ou au sacrifice de la liberté. Depuis trente ans, le parti communiste, confondu avec

l'État russe, fait la guerre à toutes les nations coupables de ne pas reconnaître Staline pour le prophète de la vérité.

Le parti bolchevik, maître d'un immense empire, continue d'employer en permanence les méthodes progressivement découvertes dans la lutte contre le régime tsariste: espionnage, sabotage, grèves, propagande et, dans les cas favorables, guérilla, l'arsenal du parti révolutionnaire, dressé contre un régime autoritaire, reste celui d'un État totalitaire, en lutte contre l'univers. Selon l'idéologie, cette guerre viserait le capitalisme. Mais, au regard des Staliniens, tous les régimes sont capitalistes qui ne sont pas entre les mains des communistes, docilement soumis aux ordres du Kremlin. Peu importe que le pouvoir soit exercé par des socialistes ou des réactionnaires, selon les procédés démocratiques ou fascistes, peu importe que les industries soient ou non nationalisées, que la planification remplace ou non les mécanismes du marché; du moment que les Staliniens n'y ont pas acquis le monopole du pouvoir, les régimes passent pour ennemis, donc pour capitalistes, et Staline les combat de son mieux.

Les termes guerre et paix ne désignent pas, à notre époque, deux états radicalement différents. Il fut un temps où les intellectuels enseignaient aux Princes que leur devoir est de se faire, en temps de paix, le plus de bien, en temps de guerre le moins de mal possible. La règle non écrite de la diplomatie stalinienne est de faire à ses ennemis, les hérétiques qui aiment la liberté, le plus de mal possible. Certes, à toutes les époques, la rivalité économique et politique des États se prolonge dans l'intervalle des conflits armés. Mais cette rivalité s'exerçait selon des règles, elle ne violait pas les conventions indispensables à la survie d'une civilisation commune. Il n'y avait pas d'État qui formât, dans ses écoles, des révolutionnaires professionnels, chargés ensuite de susciter à travers le monde grèves, sabotage ou guérilla. Il n'était pas réputé conforme au droit des gens de ravitailler de l'extérieur un parti qui avait pris les armes contre le gouvernement légitime et reconnu. Il n'était pas de bon ton de couvrir d'injures les chefs d'État de pays, naguère alliés. Par la volonté d'un État ou plutôt d'un parti qui tient à la fois de la secte religieuse et de l'armée, une sorte de guerre sévit dès maintenant à travers les continents.

Que signifient donc les formules classiques: empêcher la guerre ou lutter pour la paix? Simplement que l'on vise à maintenir la limitation actuelle de la violence. Une politique de paix est celle qui tend à augmenter la chance que la guerre limitée, non en ses enjeux mais en ses moyens, ne devienne pas une

guerre totale.

Si l'on définit en ces termes la politique de paix, nous sommes, nous aussi, de toutes nos forces, des partisans de la paix. Résolus à sauver la liberté en livrant la bataille politique que l'agression stalinienne nous impose, nous sommes convaincus que la guerre totale constituerait une catastrophe dont la liberté même serait fatalement victime. Deux guerres nous l'ont appris: les démocraties résistent malaisément aux guerres même victorieuses, menées en leur nom. Des ruines qu'accumulerait une guerre atomique risquerait de surgir un peu partout le despotisme. Quant aux peuples asservis par la tyrannie du Kremlin, nous gardons l'espoir de les libérer, sans sortir des limites de la guerre dite froide.

Il est plus facile de poser l'objectif que de préciser les moyens. Tant de facteurs interviennent en histoire que le choix d'une politique ne va jamais sans péril, comme l'explication rétrospective ne va jamais sans équivoque. Malgré tout, les idées directrices me paraissent passablement claires. Le but est de maintenir une situation telle que Staline ne soit jamais tenté de recourir à une agression ouverte ou directe. Pour l'instant, les potentats du Kremlin craignent encore de perdre une guerre totale. Ils cachent à peine leurs ambitions de conquête mondiale, baptisée diffusion universelle du communisme, bien que, de temps à autre, à l'usage des naïfs, ils insistent sur la coexistence pacifique des régimes ennemis, ils annoncent, dans leur doctrine ésotérique, que nous vivons une période de guerres et de révolutions, dont l'aboutissement sera le triomphe du communisme. Dès lors, on augmente les chances que la guerre ne devienne pas illimitée, dans la mesure où l'on remplit deux conditions: 1) ne pas laisser l'Union soviétique s'assurer une supériorité, même initiale, telle que la tentation de la grande aventure devienne irrésistible. Hitler n'a pas résisté à cette tentation. Il serait dangereux de se fier à la sagesse du Père des peuples; 2) Interdire à l'Union soviétique des succès, dans la guerre politique, qui la renforceraient à tel point que tout espoir d'équilibre s'évanouirait. Je ne crois pas que ces conditions soient suffisantes mais je suis sûr qu'elles sont nécessaires.

Les staliniens n'ont aucune objection de principe contre l'emploi de l'armée rouge en dehors des frontières de l'Union. Ils expliquent l'insuccès des communistes français et italiens par l'incapacité des troupes soviétiques à leur porter secours. Aucun scrupule doctrinal, aucun souci de la spontanéité populaire n'empêcherait les maîtres du Kremlin de conquérir l'Europe, sous prétexte de la libérer, de l'asservir sous prétexte de la convertir. Les staliniens n'ont jamais eu l'espoir de séduire le monde par l'exemple rayonnant de la prospérité, mais ils

espèrent plus que jamais l'emporter dans une épreuve de force continue, dont les modalités mais non l'objectif changent de période en période.

L'ambition de Staline est aussi vaste que celle de Hitler mais elle est peut-être moins impatiente. L'épreuve de force est inévitable, l'explosion ne l'est pas. Tant que les États-Unis maintiennent leur présence sur le vieux continent, tant que l'Union soviétique n'a pas les moyens de porter, dès les premiers jours des hostilités, un coup susceptible de réduire sensiblement le potentiel industriel et militaire des États-Unis, la probabilité est que la guerre demeurera limitée. Staline n'ignore pas que, lui aussi, comme Hitler, serait, après des succès spectaculaires, prisonnier de ses conquêtes.

Un tel équilibre intercontinental peut durer, mais il est, par essence, instable. Il comporte un risque objectif: la richesse des proies offertes peut inciter, même un despote calculateur, à des gestes irréfléchis. Il entretient l'angoisse des populations qui, dénoncées par la propagande soviétique comme des ennemies, savent qu'elles n'ont pas, en cas de guerre ouverte, les moyens de se défendre et qui, par suite, sont perpétuellement travaillées par le désir d'évasion et de neutralité - autrement dit inclinent à accomplir précisément les actes qui, en dissociant la coalition des peuples libres, aggraverait les dangers auxquels on veut se soustraire.

De cette première proposition découle logiquement la seconde. Que l'on imagine le parti socialiste d'unité s'emparant, avec l'aide de sa police populaire, de Berlin ou de l'Allemagne occidentale: un tel événement entraînerait, de manière inévitable, le glissement de la guerre limitée à la guerre totale. L'empire stalinien s'étend du cœur de l'Europe jusqu'aux frontières de la Malaisie, de l'Indochine et du Siam. Chaque avance ultérieure nous rapprocherait du point où toute possibilité d'équilibre disparaîtrait. Libre aux "partisans de la paix" d'acclamer les victoires militaires de Mao Tsé Toung, tout en prêchant la coexistence pacifique des deux mondes, libre à eux de méconnaître la contradiction entre leur entreprise de conquête et l'apaisement. Nous ignorons, nous, une telle contradiction. Les succès que le camp des nations libres remporterait dans la guerre politique réduiraient le danger de la guerre totale. L'Occident n'a nulle intention d'hégémonie ou de croisade. C'est par sa faiblesse et non par sa force qu'il risque, comme les démocraties face à Hitler, de précipiter la catastrophe. Divisé, passif, désarmé, l'Occident éveille la tentation du César rouge. Uni et résolu, il décourage toute velléité d'agression armée.

Accroître les ressources matérielles et morales des nations libres dans la lutte

politique et pour l'éventualité de la guerre totale, telle est la seule politique de paix.

Une telle politique a peu d'adeptes parmi les intellectuels, en particulier parmi les intellectuels français qui se disent de gauche. À les en croire, il serait funeste d'adhérer à l'un des deux camps. On aggraverait ainsi la tension, on jetterait de l'huile sur le feu, en bref mal on servirait la cause de la paix. D'où les attitudes nuancées que se plaisent à adopter un grand nombre d'intellectuels: neutralité, troisième force, objectivité au-dessus de la mêlée, réconciliation, etc.

Il y a tant de conceptions de neutralité ou de la troisième force qu'on n'en finirait pas de les passer en revue et de les soumettre à discussion. Mais toutes, me semble-t-il, nous ramènent à quelques propositions fondamentales qu'il ne me paraît pas inutile de mettre au jour et de dénoncer.

Une rivalité de puissance, nous dit-on, est engagée entre deux géants. Pourquoi les petits se mêleraient-ils d'un conflit qui ne les concerne pas? Cet argument, indéfiniment répété, est un sophisme. L'Union soviétique concentre sa propagande contre les États-Unis parce que ceux-ci constituent, à ses yeux, l'ennemi principal. Les États-Unis abattus, nul obstacle ne se dresserait plus sur le chemin de la domination mondiale. Mais les ambitions soviétiques visent tout autant et, pour l'instant, bien davantage, l'Allemagne, la France ou l'Italie. Quand les agents, conscients ou inconscients du stalinisme, nous suggèrent que l'hostilité que le Kremlin manifeste à la France ou à l'Italie disparaîtrait ou s'atténuerait, le jour où ces pays auraient rompu le Pacte de l'Atlantique, ils mentent. Staline dénonce le plan Marshall, le Pacte de l'Atlantique, toutes les formes de la solidarité entre l'ancien et le nouveau monde parce qu'il y voit non une menace ou une provocation, mais une résistance à ses entreprises de conquête. En revanche, que les États-Unis se désintéressent de l'Europe, que celle-ci, divisée et impuissante, se trouve seule face à l'empire soviétique, et le moment serait proche où elle succomberait à l'infiltration, au désespoir, au chantage. L'Europe finirait par perdre sa liberté sans même sauver la paix, car l'extension de l'empire stalinien jusqu'aux côtes de la Manche et de l'Atlantique, fût-ce par personnes interposées, marquerait fatalement le début non de la guerre mais de la guerre totale.

On commence par dresser une image d'Épinal, les deux géants face à face, on continue par des comparaisons entre les deux barbaries, entre les deux matérialismes. La IIIe Force, l'Europe, devient le foyer de la culture, également menacé par N.K.V.D. et par le Coca-Cola. Nous n'avons nul désir de tomber

dans les simplifications caricaturales du manichéisme. L'Occident n'est pas pour nous l'Ange de Lumière luttant contre le Démon des Ténèbres. L'Occident n'est pas le Bien aux prises avec le Mal. Nous n'ignorons aucune des imperfections de la civilisation libérale de l'ancien et du nouveau monde, ébranlée par deux guerres et par les répercussions d'un progrès technique sans précédents. Quand, intellectuel français, je me déclare solidaire de la lutte des États-Unis contre l'entreprise stalinienne, je n'entends pas approuver du même coup tous les traits de la civilisation américaine. Je conserve le droit de dénoncer celle des institutions ou des mœurs, la publicité ou les rapports de races, qui me déplaisent ou que je condamne. De l'autre côté, on défie Staline. Grâce à Dieu, chacun de nous garde le droit d'exprimer son opinion sur le génie de M. Truman.

En vérité, aucune cause historique n'est parfaitement pure. Chaque société traîne avec elle son cortège d'iniquités et le critique au-dessus de la mêlée, qui répond au juste ou à celui qui se donne pour tel: tu en es un autre, aura toujours raison. Mais il aura toujours tort si, satisfait d'avoir troublé les bonnes consciences, il oublie que l'homme doit choisir en un monde déchu et que refuser de défendre une société imparfaite, c'est finalement frayer la voie au pire. Il est vrai que les Noirs aux États-Unis ne jouissent pas, en fait, de l'égalité de droits mais du moins gardent-ils, grâce aux libertés démocratiques, le pouvoir d'exprimer leurs revendications et la chance d'améliorer peu à peu leur sort. Quels droits, quelles libertés, quelles chances conservent les millions d'esclaves dans les camps de concentration?

Au reste, nous n'avons même pas besoin, nous Européens, de sacrifier à la coutume et d'établir une vaine comparaison entre le grand espace américain et le grand espace eurasiatique. Ce qu'il importe de comparer, c'est la conduite respective de la Russie impériale et de l'Amérique impériale. Qu'est-ce que celle-là impose aux pays qu'elle libère, qu'est-ce que celle-ci apporte à ceux qu'elle protège? Or la réponse est simple, et je crois bien que les fougueux marxistes de Yougoslavie eux-mêmes sont en train de la découvrir. Dans l'ordre économique, l'Union soviétique, selon la tradition des conquérants, exploite ses satellites: elle manipule les prix, elle achète bon marché et vend cher. Les États-Unis sont la première nation, dans l'histoire, qui n'a pas besoin de butin et qui est susceptible de s'enrichir par des dons.

Quant à la politique, quelle est la puissance qui amène avec elle un credo officiel, une police omnipotente? Qui étouffe la pensée? Qui enlève aux hérétiques le droit même d'assumer leurs convictions et les contraint à se renier

avant de mourir?

On reproche à ceux qui prennent une position nette, comme celle que je suis en train d'indiquer, de compromettre les chances de rapprochement. Il faut combler le fossé, nous dit-on, et non l'approfondir. On parle comme s'il dépendait de notre bonne volonté de mettre un terme au schisme qui déchire les continents et les nations. On part de l'idée que deux systèmes politiques et sociaux, deux idéologies se heurtent et qu'il importe au salut de la paix de rapprocher des hommes qui obéissent à d'autres dieux, parlent un langage différent et pourtant appartiennent à la même humanité. Je crois que les conciliateurs se trompent.

On appelle le communisme l'Islam du XXe siècle. On attend un apaisement comparable à celui qui permit finalement à catholiques et protestants de vivre côte à côte à l'intérieur de la même communauté. J'éprouve quelque doute sur la validité de ces rapprochements. Je crains qu'on ne surestime le communisme, considéré comme une religion. La religion séculière, dérivée du marxisme, ne me paraît certes pas au niveau des religions universelles de salut qui jalonnent la marche spirituelle de l'humanité. Elle a un contenu matériel et moral à ce point appauvri qu'on ne prendrait plus la peine de la discuter si elle n'avait à son service les forces massives d'un grand empire. À la différence des religions transcendantes, elle s'anémie par ses victoires. Il y a probablement plus de croyants sincères à l'ouest qu'à l'est du rideau de fer. L'expérience de la réalité soviétique est le meilleur antidote contre la tentation du stalinisme. Une fois au pouvoir, elle est minée par le cynisme des puissants et le scepticisme des humbles. Elle ne se maintient qu'en usant du monopole des moyens de propagande et de publicité, par la violence sur les corps et sur les âmes. À l'échelle de l'histoire universelle, qui compte en siècles ou en décades, sans doute s'étonnera-t-on quelque jour qu'on ait fait l'honneur au stalinisme de le baptiser l'Islam de l'âge technique.

À l'échelle de la politique, qui compte en années, on sous-estime la virulence, la nature essentielle du stalinisme quand on attend un apaisement prochain. Le stalinisme, tendu vers le monopole universel du pouvoir, se définit par le refus de réconciliation. Il n'existe et ne prospère que par la guerre. Le dialogue avec le marxisme appartient, depuis un siècle, à la vie spirituelle de l'Occident. Quelle que soit notre philosophie, aucun d'entre nous ne songe à mettre un terme à l'interrogation que nous ne cessons de formuler, sur la part respective de la planification et des mécanismes du marché, de la propriété privée et de la

propriété collective, sur les moyens d'intégrer les prolétariats aux nations ou de favoriser leur promotion, sur le sens de l'évolution historique. Mais aucune idéologie, dérivée du marxisme, ne constitue désormais le centre du stalinisme. Celui-ci n'utilise guère le marxisme de Marx qu'à titre de justification ou de camouflage. L'idée centrale, l'idée à la fois absurde et décisive, c'est que la condition nécessaire et suffisante pour qu'un pays accède à la démocratie populaire ou soviétique, est que le parti soumis aux ordres du Kremlin y prenne le pouvoir. Quand un parti socialiste, en Scandinavie ou en Grande-Bretagne, organise l'économie et élève le niveau de vie des masses, les Staliniens continuent de le dénoncer comme agent du capitalisme. Lorsque quelques fonctionnaires du Komintern profitent de la présence de l'armée rouge pour édifier une tyrannie, les Staliniens les reconnaissent pour libérateurs de la nation ou du prolétariat.

Comment les hommes de bonne volonté pourraient-ils réduire la distance qui nous sépare du stalinisme? Il ne s'agit pas de rapprocher des opinions divergentes sur l'organisation de l'économie ou de l'État. C'est la prétention stalinienne au monopole du pouvoir et de la vérité qui implique l'hostilité inexpiable. Oui ou non, la société stalinienne est-elle la seule version possible du socialisme? Répond-elle aux aspirations traditionnelles de l'Europe? Oui ou non, le chemin qui mène à une société juste passe-t-il par la soumission à l'État russe? À ces questions, ceux qui restent fidèles à l'Occident répondent par un non résolu. Or, ce simple refus suffit à faire de nous tous, socialistes ou libéraux, hommes de droite ou hommes de gauche, révolutionnaires ou réactionnaires, les ennemis des Staliniens. Ceux-ci utilisent, éventuellement, les neutralistes ou les conciliateurs, mais finalement, ils les élimineraient ou les asserviraient. Encore une fois, le stalinisme, tel qu'il est, ne connaît que deux catégories: ennemis ou esclaves. Ce n'est pas l'Occident, c'est lui qui rend le dialogue impossible.

Une fois dissipées ces trois illusions fondamentales, il est facile de porter un jugement sur les diverses attitudes, dites intermédiaires ou nuancées. Dans la guerre politique, il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de neutres. À partir du moment où l'on a discerné l'essence du stalinisme, ses ambitions illimitées, on ne peut pas ne pas être soit pour, soit contre. On accepte ou l'on n'accepte pas l'empire universel du Kremlin. Si on ne l'accepte pas, on devient, quoi qu'on fasse, un ennemi du stalinisme.

Quant à la neutralité militaire, en vue ou en cas d'un éventuel conflit, elle est possible ou impossible, probable ou improbable, selon les circonstances. Un

petit pays fortement armé, comme la Suisse ou la Suède, peut se déclarer neutre, c'est-à-dire proclamer qu'il ne combattrait qu'en cas d'agression directe. Les pays d'Amérique du Sud, peut-être même les Indes qui seraient en dehors des zones stratégiques et qui n'offrent à aucun belligérant des positions ou des ressources de premier ordre, peuvent, eux aussi, se déclarer extérieurs aux coalitions. L'issue de la guerre déterminera leur sort, mais ils laissent aux autres, par un égoïsme conforme aux habitudes et peut-être légitime, la charge d'assurer l'issue favorable. En revanche, des pays riches, peu armés, qui détiennent des positions ou des ressources de premier ordre, comme ceux d'Europe occidentale, constituent l'enjeu même du conflit et n'ont guère de chance ni de sortir de la guerre froide ni d'échapper aux éventuelles hostilités.

Du même coup, l'idée de la III^e Force internationale de l'Europe, neutre ou intermédiaire, révèle son intrinsèque fausseté. Il est souhaitable que l'Europe s'organise, retrouve sa force économique et militaire. Moins elle aura besoin d'appui américain, plus elle se sentira indépendante, capable de résister seule à la pression soviétique. Un tel renforcement serait favorable au monde libre et à la paix, mais il restera vrai, demain comme aujourd'hui, que l'Europe ne détient pas le secret de réconcilier l'Union soviétique et les États-Unis ou de définir une position intermédiaire. Le choix restera entre la résistance et la capitulation.

Je n'arrive pas à voir pourquoi il serait contraire à la fonction de l'intellectuel de reconnaître cette alternative. Je pense, pour mon compte, que, bien loin de chercher l'évasion, l'intellectuel doit se déclarer solidaire de la résistance. On n'accroît pas la probabilité de la guerre totale en assumant les devoirs de la guerre limitée. Au contraire. Nous l'avons dit déjà, dans la mesure où l'expansion du communisme sera arrêtée, les chances augmenteront d'empêcher le glissement de la guerre limitée à la guerre illimitée. Plus les hommes prendront conscience du péril et moins il importera de répéter ces propositions banales mais indéfiniment méconnues. Obsession du communisme, me dit-on. Pas le moins du monde. En vérité, je ne trouve pas que le stalinisme, dans l'ordre intellectuel, présente un grand intérêt. Tel qu'il est, il ne relève plus de l'université mais de l'école primaire. Mais aussi longtemps que cette idéologie grossière garde à son service des centaines de divisions et des millions de fanatiques ou de naïfs, l'anti-communisme, c'est-à-dire la lutte contre un impérialisme militant, demeurera indispensable. Non qu'il suffise à définir une politique quelconque, mais il constitue la condition de toute politique. Le jour où nos pays seraient livrés au N.K.V.D., toutes nos différences, qui nous tiennent si justement à cœur, perdraient leur sens: le tumulte uniforme de la propagande

étoufferait nos dialogues et la recherche de la vérité.

Quand on ne nous reproche pas de prendre parti, on nous reproche de décourager. Peut-être avez-vous raison, nous dit-on, mais vous ne convaincrez personne. Voyez comme les foules se raccrochent à n'importe quel motif d'espérer, fût-il aussi puéril que le voyage de M. Trygve Lie. Les Européens rêvent de neutralité ou de réconciliation, ils s'imaginent volontiers dans la position du sage au-dessus de la mêlée, de l'observateur au balcon de l'histoire. Ils ne se résignent pas à entrer dans une lutte dont dépend leur sort.

Je répondrai simplement qu'à mes yeux, la valeur suprême reste la vérité. Quand on réfléchit au moyen de soustraire l'humanité aux horreurs et d'une troisième guerre et de la tyrannie totalitaire, peu importe ce que les hommes ont le désir d'entendre. Il s'agit de savoir ce qui est vrai, ce qui est efficace. Ensuite on se demandera comment faire comprendre et accepter une vérité qui n'est pas nécessairement consolante. Si une certaine politique offre les meilleures chances de paix, c'est la tâche des hommes d'État ou des psycho-techniciens de la présenter en termes tels que les peuples en reconnaissent la nécessité. Je ne pense pas que cette tâche présente jamais d'insurmontables difficultés.

À coup sûr, nous ne devons pas laisser aux staliniens le monopole du mot de paix. Mais est-il si difficile de montrer que les soi-disant partisans de la paix visent, en réalité, à créer une psychose de guerre, quand ils vont répétant: la paix tient à un fil. En l'absence de contrôle international, l'interdiction des armes atomiques ne serait pas un facteur de paix, mais de guerre. Quand l'Occident était désarmé, il se peut que la bombe atomique ait sauvé à la fois la liberté et la paix. L'Appel de Stockholm est un instrument de la guerre froide, manœuvre des staliniens qui, selon une méthode tant de fois éprouvée, visent à semer le doute, à rallier, au moins en un cas précis, le plus grand nombre possible de non-communistes. On nous présente celui qui, en signant le pacte avec Hitler, déclencha la deuxième guerre mondiale, comme le bienfaiteur de l'humanité. Nous répétons simplement que Staline ne fait pas la paix mais la guerre. En Europe comme en Asie, qu'il mette sa main dans celle de Hitler ou dans celle de Ulbricht ou de Grotewohl, il ne cherche pas l'apaisement mais la conquête. La violence et la ruse, les armes et les discours, la paix et la guerre ne sont que deux phases, alternatives ou entremêlées, d'une seule et même entreprise, comme les organisations de masses et le réseau clandestin sont les deux aspects complémentaires de tous les partis communistes.

Pourquoi la reconnaissance du monde tel qu'il est susciterait-elle le

découragement? Ce qui est démoralisant, c'est d'être chaque jour déçu par l'événement. Or, conciliateurs, tenants de la IIIe Force, fonctionnaires internationaux qui confondent leurs intérêts professionnels avec les intérêts de la paix, tous accumulent les échecs. Quand on s'imagine que le schisme actuel pourrait être surmonté par la bonne volonté ou par une bureaucratie internationale ou par la sagesse de quelques clercs, alors on se révolte contre ce que l'on appelle la maladresse ou la sottise des responsables et l'on finit par renoncer à toute action. En revanche, quand on a compris que la guerre limitée est un fait mais qu'elle ne deviendra pas nécessairement totale, on est délivré des illusions complaisantes, on sait que l'épreuve de force se prolongera des années, sous une forme ou sous une autre. On a la volonté de soutenir l'épreuve parce que de nous, de notre vigilance, de notre courage, de nos sacrifices, dépend l'issue, c'est-à-dire la paix ou la guerre.

L'avènement d'une paix sereine au lieu de la paix belliqueuse suppose que les hommes du Kremlin aient abandonné leur prétention au monopole et de la vérité et du pouvoir. Qu'ils reconnaissent leur régime non pour l'achèvement de l'histoire, mais pour un entre d'autres, qu'ils tolèrent, à l'intérieur et en dehors de leurs frontières, des centres de puissance autonomes, et, du coup, l'apaisement apparaîtrait possible. Mais rien n'annonce, pour l'instant, une telle conversion.

Le Kremlin a pour objectif ultime de soumettre l'Occident à ses lois, donc de détruire la civilisation propre de l'Europe. L'Occident n'éprouve nulle hostilité contre la Russie en tant que telle, ni même contre un régime quelconque, pourvu que celui-ci ne déborde pas des frontières de l'Union. L'Occident mène la lutte contre le stalinisme dans la mesure où celui-ci, animé d'une volonté de puissance illimitée, menace tous les pays libres. Que le stalinisme renonce à ses ambitions, par conversion intérieure ou sous la contrainte extérieure, et l'Occident tiendra qu'il a gagné la guerre froide, puisque celle-ci n'aura pas dégénéré en guerre totale et qu'elle aura conduit à l'apaisement sans sacrifice de la liberté.

Ce n'est pas le moment de rêver à ces perspectives lointaines; le péril est trop grave. La seule chance d'éviter la guerre totale, c'est de gagner la guerre limitée. On ne peut pas la gagner si, sous prétexte de réconciliation ou d'impartialité, on refuse de la livrer.

Le réarmement de l'Allemagne. II. – La défense européenne

Le Figaro
17 octobre 1950

À supposer qu'on accepte le principe du réarmement allemand, à quoi bon le proclamer aujourd'hui, nous dit-on, puisque les États-Unis ne possèdent pas encore assez d'armes pour leurs alliés, *a fortiori* pour leurs ex-ennemis? N'est-il pas évident que les alliés doivent avoir la priorité et que le réarmement allemand doit se faire non sous la forme d'une armée nationale mais dans le cadre d'une armée européenne ou atlantique?

Ces deux derniers arguments me paraissent incontestables et, en gros, ils sont acceptés, semble-t-il, par les négociateurs américains. Mais ils ne suffisent pas à démontrer que le problème posé ne soit pas actuel.

Il se peut bien, en effet, qu'il n'y ait pas d'armes disponibles avant deux ans, mais on oublie qu'entre la décision de réarmer et le moment où les armes sont remises aux unités, il s'écoule inévitablement un temps assez long. Autrement dit, pour que l'on puisse équiper quelques divisions allemandes dans deux ans, il faut commencer le travail d'organisation dès maintenant. Rien ne prouve que la concurrence redoutée intervienne à ce moment-là. L'industrie américaine est susceptible de fournir l'équipement aux dix divisions allemandes en même temps qu'aux vingt divisions françaises. Autant il est légitime de demander des garanties de priorité, autant il est difficile d'éluder la réponse de principe, en invoquant des raisons de calendrier.

Ajoutons encore que, d'après les conceptions admises par tous les états-majors, le réarmement de l'Allemagne sera d'autant plus dangereux qu'il sera différé davantage. On admet, à tort ou à raison, que la supériorité atomique des États-Unis constitue la meilleure protection de l'Occident. On a tout intérêt, à partir du moment où l'on est résolu au réarmement, à raccourcir le plus possible les délais. Dès lors que la reconstitution de divisions allemandes n'est plus qu'une question de temps (et telle doit être l'opinion au Kremlin), la prudence même qu'invoquent les ministres français ordonne d'agir le plus tôt possible.

Armée occidentale

Exigeons du moins, dira-t-on, qu'il n'y ait pas d'armée allemande, mais une armée occidentale. Sur ce point, nous avons obtenu satisfaction pour l'essentiel.

Le chancelier Adenauer a affirmé plusieurs fois qu'il ne souhaitait pas d'armée nationale et qu'il concevait les contingents allemands comme partie d'une armée «occidentale». La discussion sur les modalités et les proportions ne devrait pas susciter de difficultés insurmontables à condition que l'on consente à reconnaître certains faits.

Il n'est pas question de confondre Belges, Français, Italiens, Allemands, à l'intérieur des mêmes unités: les différences de langues, de traditions, de manières de vivre sont encore trop sensibles. Jusqu'au niveau de la division, les troupes seront inévitablement nationales. C'est au niveau supérieur de l'armée que se fera l'intégration. Formuler d'autres exigences équivaldrait soit à revenir sur l'acceptation de principe, soit à retomber dans le défaut favori du Quai d'Orsay: obtenir des garanties fictives parce que non susceptibles de durée.

Mais, objectera-t-on encore, le danger ne surgit-il pas de nouveau? Quel usage fera le gouvernement allemand de ses divisions? Quelle diplomatie mènera-t-il, lorsqu'il aura obtenu l'égalité des droits, impliquée au fond par le réarmement? Nul ne saurait répondre avec certitude à de telles interrogations. Du moins, l'Allemagne divisée ne représente pas, même pourvue d'une dizaine de divisions, une grande puissance. Quant à une Allemagne, réunifiée pacifiquement, elle continuerait de redouter la puissance russe et la puissance américaine. Le péril est réduit au minimum. L'erreur est de croire que l'on peut prévoir toutes les éventualités et éviter tous les périls. Pour choisir une politique, il faut s'attacher aux données essentielles.

Fondamentalement, l'Occident, une fois consommée la rupture avec l'Union Soviétique, pouvait hésiter entre deux conceptions. Ou bien accepter que l'Europe reste sans défense, en misant sur la crainte que la force américaine et surtout la bombe atomique inspire au Kremlin. Ou bien s'efforcer de rétablir en Europe un certain équilibre, y constituer au moins une force défensive. On a choisi, et très justement, le deuxième terme de l'alternative. De cette décision suivent des conséquences inévitables.

Sans contingents allemands, l'armée européenne serait insuffisante pour avoir une chance sérieuse de repousser une éventuelle régression, ce qui rendrait absurde la stratégie adoptée. Mettre sur le vieux continent assez de divisions pour donner à l'Union soviétique l'occasion d'une grande victoire initiale sans en mettre assez pour protéger l'Europe, sacrifier le Proche-Orient sans sauver Francfort et Paris, serait folie pure.

On nous chuchote que tels cercles militaires à Washington souhaitent

désormais s'appuyer sur l'Allemagne en abandonnant la France. Je crois ces craintes exagérées, mais, à les supposer bien fondées, en quoi l'attitude actuelle de notre diplomatie contribue-t-elle à écarter cette menace? C'est en donnant des preuves de notre volonté d'action par un effort vigoureux que nous dissiperons les doutes et rétablirons notre autorité morale.

Les conséquences

Quelle que soit l'opinion sur le fond, la méthode employée par la diplomatie américaine me paraît déconcertante et maladroite. Fallait-il poser la question de principe, publier avec éclat un projet qu'on aurait eu tant de raisons d'exécuter discrètement? Mais une fois la question posée, que pouvons-nous espérer de notre refus?

L'éventualité la plus probable est que les événements se déroulent à peu près comme si nous avions accepté. Nous laissons passer une occasion d'entente directe avec Bonn. Nous transformons en désastre diplomatique ce qui aurait pu être un élément d'une politique européenne.

Les dernières négociations du pool, nous dit-on, auraient été plus faciles si les gouvernants de Bonn n'étaient pas assurés désormais de recevoir, en tout état de cause, ce qu'ils attendaient auparavant de la réalisation du plan Schuman. C'est possible, mais si l'on entend faciliter les négociations du pool, il aurait mieux valu s'opposer à la récente initiative américaine de décartellisation des entreprises sidérurgiques de la Ruhr plutôt que de dénoncer à Washington «l'Allemagne éternelle».

Il se peut que nous réussissions à ralentir l'organisation de la défense européenne, à différer de quelques mois ou d'une année la mise sur pied de contingents allemands. Je crains que dans la conjoncture présente le retard n'aggrave les dangers que nous faisons profession de redouter.

Il reste enfin l'hypothèse où nous réussirions à empêcher, pour de longues années, le réarmement de l'Allemagne. Mais alors nous convaincrons le Pentagone que l'Europe ne peut pas être défendue. Il n'y aura pas de contingents allemands, mais la participation américaine sera réduite et peut-être même refusée par le Congrès. Est-ce là notre objectif? Est-ce là notre intérêt?

Les contradictions de la démocratie

La Nef
Avril-mai 1951

On a restauré les démocraties parlementaires à travers l'Europe, après l'écrasement du fascisme et du national-socialisme, comme on avait restauré la monarchie en France, après la défaite de Napoléon. Dans les deux cas, l'objectif est le même: arrêter le mouvement révolutionnaire par un retour aux institutions du passé. Dans les deux cas, l'inquiétude est analogue: les forces qui avaient provoqué l'effondrement de l'ancien régime ne vont-elles pas précipiter la ruine des régimes restaurés?

Contre le III^e Reich, la coalition inscrivait fièrement sur ses drapeaux des mots d'ordre «démocratiques», sans trop s'interroger sur le sens exact de ce mot. On admettait, à la légère, que communisme et démocraties occidentales parviendraient à collaborer, aussi bien dans les conseils internationaux qu'à l'intérieur des nations. On reconnaissait l'élection comme la seule méthode légitime de choisir les gouvernants. La deuxième guerre mondiale aboutirait à la restauration de l'Europe des parlementarismes, c'est-à-dire de l'Europe qui avait été l'aboutissement de la première guerre et qui avait été vaincue avant que les divisions blindées de la Wehrmacht ne franchissent les frontières de Pologne.

On sait ce qu'il advint de ces illusions complaisantes. À l'est de l'Europe, les communistes dits nationaux et les autorités russes d'occupation ont donné une démonstration, désormais classique, de la prise «légitime» du pouvoir. On enseignera demain, dès l'école primaire, une technique dont les modalités varient, mais dont les principes directeurs sont constants. À l'ouest, les règles de la concurrence électorale ont été, en gros, respectées: les partis non communistes l'ont emporté, comme ils l'auraient emporté partout, en Europe, si les consultations populaires s'étaient déroulées honnêtement. Mais cette victoire de la démocratie occidentale paraît pour le moins précaire.

Les monarchies restaurées continuèrent de combattre l'ennemi, momentanément abattu. Elles vitupéraient l'esprit révolutionnaire, elles s'unissaient en une Sainte-Alliance pour soutenir les trônes branlants et disposer, contre toute velléité d'insurrection, d'armées irrésistibles. Vaine ou non, en une perspective à long terme, cette résistance au «mouvement des idées et des événements» avait un sens. La Révolution était sortie de l'ancien régime, mais elle en avait nié les principes. Les rois la combattaient sans se renier.

Fascisme et communisme nient la démocratie de style occidental, mais n'en sont-ils pas les héritiers? Peut-elle les combattre sans se renier ou, du moins, sans se réformer?

La démocratie se définit, sur le plan des institutions, par la rivalité des partis en vue de l'exercice du pouvoir. Ainsi définie, elle suscite, par essence, deux oppositions que nous appellerons, pour simplifier, de droite et de gauche.

La démocratie vise ou devrait viser, selon la doctrine de l'opposition de droite, à élever tous les membres de la collectivité au niveau du citoyen, non à dégrader la politique en la réduisant à des tractations entre bourgeois⁽¹⁾. Le citoyen tient privilège et honneur de participer aux conseils et aux armées de la Cité, il ne songe pas à user de ses droits en vue d'un avantage personnel. Or, dans les démocraties modernes, les électeurs se conduisent en bourgeois, non en citoyens; ils s'organisent en syndicats pour défendre leurs revenus, salaires ou profits, en partis pour s'emparer de l'État ou exercer sur lui une action dominante. Dans la mêlée des corps intermédiaires, le souci de l'intérêt général disparaît. Les coalitions entre partis, les compromis entre les groupes sociaux entretiennent la faiblesse des gouvernements. L'opposition de droite rappelle infatigablement la nécessité d'un parti contre les partis, d'un rassemblement au-dessus des partis ou d'un monarque étranger aux partis, afin que s'incarnent en un homme, une équipe ou une masse organisée, l'unité de la nation et l'idée de l'État.

Si l'opposition de droite déplore que le bien commun n'ait plus d'interprète, l'opposition de gauche dénonce les jeux électoraux ou parlementaires comme une pure illusion. Tant que la société se partagera en classe ennemies, il subsistera des maîtres et des esclaves, des privilégiés et des victimes. Les partis, les politiciens ne détiennent qu'une ombre de pouvoir: la réalité de celui-ci appartient toujours aux détenteurs des moyens de production. L'idéal de la démocratie ne consiste pas à chercher un accord, toujours instable, entre les intérêts privés-collectifs, mais à extirper les racines des contradictions entre les classes.

Ni l'une ni l'autre opposition n'entre de bon gré dans le régime des partis. La première accuse celui-ci d'entraîner la décomposition de l'État, voire de la société elle-même; la deuxième l'accuse de camoufler l'injustice sociale et d'interdire ou de ralentir les mesures susceptibles de la corriger.

L'opposition de droite ne prétend pas effacer les divisions entre les individus et les groupes. Il est normal qu'il y ait des paysans et des ouvriers, des employeurs et des employés, des fonctionnaires et des indépendants. Mais il ne

s'ensuit pas que les gouvernants doivent prendre appui sur ces différences mêmes, que l'État doive être géré par les délégués de ces catégories sociales, soucieux de favoriser avant tout ceux qui les ont élus. Les chefs, tels que les imagine l'opposition de droite, seraient consciemment, résolument au service de la volonté générale, obsédés par la grandeur de la patrie, quel que soit, secondairement, leur désir de se montrer justes à l'égard de tous les intérêts privés-collectifs.

L'opposition de gauche, au contraire, tient que la notion même d'intérêt général est dénuée de signification aussi longtemps que subsistent la propriété privée et, par conséquent, des classes ennemies. L'unité nationale ne deviendrait réelle qu'au-delà d'une révolution. Le capitalisme implique l'exploitation du prolétariat, qui, par suite de l'injustice dont il est victime, se trouve exclu de la communauté. Ceux qui parlent au nom du prolétariat refusent légitimement de reconnaître l'autorité des lois. Ils considèrent le seul intérêt du prolétariat, qui se confond avec l'intérêt de la Révolution. À la limite, l'opposition de gauche se désintéresse du jeu des partis. Peu importe que le pouvoir soit exercé par un parti ou par un autre, selon des règles démocratiques ou selon des procédés autoritaires. Il ne s'agit que de nuances ou de modalités qui ne touchent pas à l'essence du système.

On sera tenté immédiatement d'identifier opposition de droite et fascisme, opposition de gauche et communisme. Et telle est, en effet, la forme extrême que revêtent ces deux oppositions à notre époque. Mais toute opposition de droite n'est pas fasciste, toute opposition de gauche n'est pas communiste. À l'intérieur de toute démocratie, l'aspiration à l'unité de l'État qui anime l'une, l'aspiration à l'unité de la société qui anime l'autre sont normales. Tout régime de partis comporte, en effet, un double risque: que l'intérêt général soit sacrifié dans les batailles parlementaires, que la démocratie formelle couvre et cristallise la structure des classes.

Au point de départ, l'opposition de droite peut se réclamer de Rousseau et du *Contrat social*: selon la formule courante, l'intérêt général n'est pas la somme des intérêts particuliers. Chaque parti envisage la situation sous un angle particulier, chacun recommande des mesures conformes aux idées ou aux revendications de sa clientèle. Ne faut-il pas que des voix tranquilles s'élèvent au milieu du fracas des propagandes, que des hommes non enrégimentés maintiennent le sens d'une vérité non partisane? Protestation des citoyens contre les partis, l'opposition de droite représente une réaction indispensable aux maux que l'expérience révèle

inséparables de la démocratie moderne.

Mais les citoyens se contentent rarement d'élever leur protestation. Ils cherchent à leur tour à pénétrer sur le forum pour défendre l'intérêt général. Du coup, l'opposition de droite devient une formation politique et, bien qu'en principe dressée contre les partis, elle se transforme fatalement en parti. Comment définir l'intérêt général? Comment déterminer la volonté générale? Il n'y a pas de parti qui se borne à défendre les intérêts égoïstes de certains groupes, il n'y en a pas qui n'invoque une certaine conception du bien commun. Comment arbitrer les conflits qui touchent aux idéologies et non pas seulement aux intérêts? Le souverain, c'est-à-dire le peuple, prononcera le verdict aux élections. Mais ce verdict sera équivoque, il ne donnera une majorité nette à aucun parti, à aucun rassemblement au-dessus ou contre les partis. Dès qu'elle entre dans le jeu démocratique et se plie à la règle majoritaire, l'opposition de droite revient aux compromis et aux coalitions qu'elle avait entrepris de dénoncer.

Dès lors, elle est acculée à choisir entre deux voies. Ou bien elle accepte le suffrage universel à titre provisoire et sous réserve de «manipulations». Une fois maîtresse de l'État, elle fabriquera sa majorité et imposera sa conception propre de l'intérêt général. Les jacobins, puis Bonaparte, ont prétendu incarner la volonté nationale: autoritaire en fait, leur pouvoir demeurerait démocratique en idée, puisqu'il se donnait pour origine idéale la décision populaire. Plus clairement encore, le fascisme – un parti se déclare lui-même incarnation de l'unité nationale et impose à tous sa doctrine de la vie collective, quelquefois sa doctrine de l'univers – constitue un des aboutissements, non pas inévitable, mais logique, de l'opposition de droite. À notre époque, l'intérêt général est à ce point équivoque qu'il ne paraît sauvegardé qu'à la condition d'être défini par ceux-là même qui gèrent l'État.

Ou bien l'opposition de droite se soumet à la loi majoritaire, refuse de suivre le chemin qui mène au parti unique et à l'État autoritaire, et se donne simplement pour objectif d'introduire assez d'institutions, soustraites aux rivalités partisans, pour consolider la démocratie. Le régime présidentiel représente une des possibilités. L'élection du président de la République au suffrage universel, bien qu'elle accentue l'élément plébiscitaire, n'est nullement contraire à l'orthodoxie démocratique. Les partis ont tendance à coloniser l'administration, le parlement, les corps intermédiaires, le gouvernement. L'opposition de droite mènerait une lutte permanente contre cette colonisation, à la longue fatale au régime:

administration impartiale, syndicats professionnels, députés élus par les citoyens (et non par les partis), ministres soutenus par le parlement et non délégués des partis, tels seraient les mots d'ordre de la résistance à l'impérialisme des partis. Même les institutions traditionnelles, comme la monarchie, se justifieraient aujourd'hui par les nécessités de cette résistance, jamais définitivement victorieuse, mais toujours nécessaire, résistance que d'aucuns baptiseront réactionnaire et qui, pourtant, donne seule à la démocratie pluraliste une chance d'échapper à la corruption qui la ronge.

La revendication, qui anime l'opposition de gauche, naît spontanément de la démocratie formelle. Égaux en tant que citoyens, les membres de la collectivité sont inégaux concrètement: ils ne profitent pas au même degré de la prospérité, de la civilisation commune. Ils sont répartis en groupes hiérarchiquement disposés. Il n'est pas vrai que, dans les sociétés occidentales, le prolétariat n'ait rien à perdre de ses chaînes. Mais il est vrai qu'il a été, au siècle dernier, et qu'il reste pour une part en celui-ci privé d'une pleine participation à la Cité. L'égalité politique proclamée semble impliquer logiquement un effort pour réduire les inégalités économiques.

Cet effort ne rompt pas le cadre du régime des partis. L'opposition de gauche n'aboutit pas nécessairement au communisme, c'est-à-dire au messianisme de la révolution et à la guerre permanente contre l'univers capitaliste. Le glissement, de la revendication égalitaire à la guerre permanente, se produit dès le jour où les déshérités ou leurs meneurs commencent d'éprouver un scepticisme radical à l'égard de toute réforme. Si le système économique - en tant que tel - exclut l'intégration pacifique du prolétariat à la collectivité, alors on devient accessible à l'argumentation des communistes: lutte (ouverte ou clandestine) contre la société et l'État de classes, contre les formes camouflées (social-démocratie) aussi bien que contre les formes extrêmes (fascisme) de la domination capitaliste.

L'idéal des démocraties pluralistes, agitées par les revendications contradictoires, est l'équilibre. Celui-ci ne saurait être statique, il n'exclut pas des modifications incessantes dans les relations entre les divers groupes: il implique même, en une certaine mesure, une évolution irréversible. À la longue, la règle majoritaire doit jouer au profit du grand nombre. Les diverses fractions des classes dirigeantes, pour capter les suffrages, rivalisent de promesses. La surenchère, difficile à séparer de la concurrence démocratique pour l'exercice du pouvoir, entraîne peu à peu une réduction des inégalités. Les démocraties

pluralistes connaissent des périodes heureuses, durant lesquelles le désordre apparent dissimule un ordre authentique. Les deux oppositions ne se séparent pas en formations autonomes, parce que le régime satisfait de lui-même leurs revendications. Les partis au pouvoir marquent un égal souci d'être équitables à l'égard des intérêts privés-collectifs, de sauvegarder l'indépendance et la grandeur de la patrie, d'améliorer le sort des classes inférieures. Les «révolutionnaires nationaux» ne jugent pas que la Cité soit victime des partis, les «révolutionnaires sociaux» ne jugent pas que les méthodes démocratiques arrêtent ou limitent le mouvement vers la justice. Les uns et les autres reconnaissent la légalité de la procédure électorale et parlementaire.

Plus que tous les régimes, les démocraties sont menacées de corruption. Qu'un parti se sépare de la communauté et proclame que les compromis entre partis au pouvoir sacrifient les groupes non protégés ou l'intérêt général lui-même, qu'un autre parti se sépare de la communauté et proclame qu'aucune réforme ne mettra fin à l'iniquité permanente dont est victime une classe: le régime, attaqué sur ses deux ailes, ne se justifie plus que comme un moindre mal. Il maintient la règle majoritaire, mais les partis, conservateurs du système, ne disposent plus d'une réelle majorité contre les révolutionnaires des deux bords, irréconciliables, mais coalisés. Il sauvegarde provisoirement la liberté, mais la liberté moins de servir l'État que de conspirer contre la Constitution.

À l'intérieur des démocraties stabilisées, les votes ont pour fonction de désigner les hommes qui gouverneront et les idées ou les programmes préférés par le souverain, le cadre et les procédures étant imposés à tous. À partir du moment où les deux oppositions s'isolent, un changement décisif intervient. On vote pour ou contre le régime lui-même: régime des partis que rejette l'opposition de droite, système de propriété privée que rejette l'opposition de gauche. La démocratie prend alors une signification tout autre: en une bataille qui ne comporte pas d'issue légale, on s'accorde pour ne pas employer immédiatement tous les moyens. Camouflage de la guerre civile, la démocratie se borne à fixer les conventions de la paix belliqueuse.

En quelles circonstances l'opposition de droite et celle de gauche s'isolent-elles en formations autonomes et déclenchent-elles la dialectique des extrêmes?

Le premier exemple de bataille triangulaire entre autoritarisme de droite, république parlementaire et menace révolutionnaire fut observé en France de 1848 à 1851. Il ne s'agit d'ailleurs que d'une sorte d'anticipation historique des conflits modernes démocratie-fascisme-communisme. Les émeutes parisiennes,

les journées de juin ne représentent pas l'équivalent d'une opposition de gauche, mais elles avaient inspiré aux classes conservatrices – bourgeoisie et paysannerie – la même crainte de subversion totale que le communisme inspire de notre temps. Les accidents de l'histoire française, les révolutions qui avaient abattu successivement le trône des Bourbons et celui des Orléans avaient divisé les classes dirigeantes en factions farouchement opposées les unes aux autres. L'Égitimistes, orléanistes, bonapartistes, républicains se détestaient moralement et n'acceptaient pas de soumettre leurs querelles au jugement des électeurs. Le mythe napoléonien permettait d'éveiller l'enthousiasme des masses populaires et le Prince-Président recueillait en même temps l'adhésion des monarchistes, qui voyaient en un Bonaparte le substitut d'un roi. L'Assemblée nationale avait pris des mesures réactionnaires, de telle sorte que le Président excitait le peuple contre les députés et promettait le rétablissement du suffrage universel. Ainsi se trouvait réalisée la conjonction des forces conservatrices et d'une idéologie, pour une part de gauche.

Dans aucun des grands pays d'Europe, durant le XIXe siècle, n'apparaît la constellation, exceptionnelle pour l'époque, dont sortit le bonapartisme. Nulle part, la classe dirigeante n'éprouva le besoin de recourir au prestige d'un chef acclamé. Les monarchies étaient encore solidement enracinées. Les parlements, de recrutement aristocratique ou bourgeois, étaient élus au suffrage censitaire et les foules participaient à peine aux luttes politiques. Même en France, le suffrage universel se révélait encore conservateur. Les masses rurales ne s'indignaient pas contre la hiérarchie et envoyaient à l'Assemblée de 1848 des notables, en majorité monarchistes. L'opposition de gauche ne menaçait pas sérieusement les régimes de démocratie bourgeoise. Sauf en France, les conflits à l'intérieur de la classe dirigeante n'atteignaient pas une acuité telle que les diverses factions, oubliant leur intérêt commun, fissent appel au peuple contre le pouvoir établi. Les révolutions libérales contre les trônes échouaient, mais ces échecs n'empêchaient pas le progrès des institutions et des idées libérales.

La scène sociale sur laquelle se déroule, au XXe siècle, la dialectique des extrêmes est tout autre. Les parlements comprennent un nombre croissant de représentants, sinon des masses populaires, du moins des partis qui prétendent parler en leur nom. La hiérarchie traditionnelle est ébranlée, le prestige des notables - de l'aristocratie ou de l'argent - est atteint. Les diverses catégories sociales sont organisées en groupes professionnels. Les partis tiennent en haleine les électeurs, en exprimant ou en suscitant les revendications des classes inférieures, en diffusant des idéologies, vagues et passionnantes. Les ouvriers

adhèrent à un socialisme tantôt pragmatique (travaillisme), tantôt doctrinaire et réformiste (social-démocratie), tantôt systématique et violent (communisme). Depuis le siècle dernier, les noms, parfois même les constitutions, n'ont pas changé; les réalités sont tout autres. Aux démocraties aristocratiques ont succédé les démocraties de masses, aux parlements de bourgeois et de notables les assemblées de partis.

La démocratie de partis offre, par essence, un terrain favorable à la dialectique des extrêmes.

L'opposition de gauche, interprète des revendications populaires, existe normalement, depuis plusieurs dizaines d'années, à l'intérieur des nations européennes. En revanche, l'opposition de droite ne se dégage et ne s'isole que par réaction à une menace réelle ou supposée. La crainte, authentique ou artificiellement suscitée, de mouvements révolutionnaires est le plus souvent à l'origine de la réaction autoritaire de droite. Encore faut-il, pour que celle-ci réussisse, certaines conditions supplémentaires. Il faut que des millions d'hommes soient révoltés contre le régime des partis, affamés d'espoir et hostiles au message prolétarien. Il faut qu'un mouvement, une idéologie, un homme parviennent à mobiliser et à encadrer les foules déracinées. Il faut que le peuple lui-même incline à la religiosité politique, c'est-à-dire transfère ses sentiments religieux au domaine politique (les peuples paraissent inégalement prédisposés à un tel transfert).

L'opposition de droite recrute des adhérents parmi les victimes de la crise, mais aussi, plus généralement, dans les catégories sociales qui ont l'impression de n'être pas défendues par les partis démocratiques, qui accusent ceux-ci de conclure des compromis à leurs dépens. L'ouvrier, qui continue de travailler et dont les salaires nominaux sont maintenus, demeure attaché à la social-démocratie; l'ouvrier chômeur n'a aucune raison de lui garder sa fidélité. Or, une société industrielle comme la société allemande, en dehors des masses proprement ouvrières qui, en majorité, continuent de voter jusqu'au bout pour les partis marxistes, comprend des masses non prolétariennes, dont le volume égale à peu près celui des masses ouvrières: dans les villes, employés, artisans, commerçants, professions libérales (plus ou moins fonctionnalisées), ingénieurs, cadres, etc.; dans les campagnes, une fraction des ouvriers agricoles, des fermiers ou des petits propriétaires. Les membres de ces catégories sociales si diverses ont un trait commun: ils ne reconnaissent aucun des partis prolétariens comme l'expression de leurs désirs ou de leurs intérêts. Les masses non

prolétariennes, que crée par lui-même le développement du capitalisme, constituent les troupes virtuelles de l'opposition de droite.

La crise économique avait créé la disponibilité des masses non prolétariennes. Hitler, et non les partis marxistes, réussit à les mobiliser. Dans la mesure où la lutte se déroulait entre opposition de droite et opposition de gauche, hitlérisme et stalinisme, l'issue nous paraît encore historiquement logique. La mythologie du IIIe Reich et de la grandeur allemande était plus agissante que celle de la société sans classes. L'opposition de gauche annonçait un royaume millénaire, mais au-delà d'un bouleversement imprévisible. Elle était liée à un pays étranger que l'on redoutait, à une classe à laquelle on refusait de s'unir. Ceux qui accusaient le sort et la république de les avoir prolétarisés n'allaient pas se soumettre à un parti qui se faisait gloire de sa vocation prolétarienne.

Les hommes qui déclenchent un mouvement de masses, en vue d'une révolution, et dénoncent le système existant, recourent à une technique, toujours la même en ses traits essentiels: ils allument les haines qu'ils concentrent sur les responsables du malheur; ils éveillent une attente illimitée. Le manichéisme communiste est fait d'abstractions: capitalisme, prolétariat, bourgeoisie tiennent les rôles principaux du drame. Le manichéisme hitlérien désignait des êtres de chair et d'os: ploutocrates, libéraux, socialistes et surtout juifs; ces derniers englobaient et incarnaient tout ce que la propagande nazie vouait à l'exécration des foules. Tous les régimes, tous les mouvements d'essence totalitaire ont besoin, plus encore que d'ennemis à combattre, d'êtres inférieurs à mépriser, finalement à exterminer. L'abaissement de ces êtres inférieurs donne, par comparaison, un sentiment de fierté au plus médiocre des membres de la classe ou de la race élue. Les Juifs ont été les lépreux du IIIe Reich. Principe du mal, image d'une sous-humanité, objet sur lequel se fixent les ressentiments, ils remplissent, dans la religion et la pratique hitlérienne, une fonction négative mais essentielle. Les religions primitives enseignent plutôt à craindre et combattre les démons ou le diable qu'à aimer la divinité.

Au début des années 30, tout conspirait, en Allemagne, à la dialectique des extrêmes et à la victoire de l'opposition de droite: une crise économique, de gravité exceptionnelle, affectait toute la nation; elle frappait, en particulier, les groupes interstitiels, victimes (ou se jugeant tels) du régime des partis. Les souvenirs de la défaite, l'amertume contre les vainqueurs entretenaient l'ardeur du sentiment national; la menace, plus mystique que réelle, de révolution communiste, inclinait une fraction des masses, et plus encore des classes

dirigeantes, à rallier la révolution des démagogues; enfin les partis, défenseurs de la République de Weimar, attaqués par les extrêmes, n'arrivaient pas à constituer en commun un gouvernement stable. La confusion parlementaire reflétait et amplifiait les divisions du pays. Cette situation peut être dite la situation d'origine typique, idéale, du fascisme au XXe siècle.

On retrouve rarement, ailleurs, la conjonction de tous ces éléments. Aucun des régimes autoritaires, durant la période entre les deux guerres, ne réalisa aussi pleinement que le national-socialisme l'essence du fascisme moderne. Le fascisme de Franco, par exemple, est plus caractéristique de l'Espagne que des sociétés industrielles du XXe siècle. À coup sûr, le national-socialisme ne serait pas arrivé au pouvoir sans la complicité d'une fraction des anciennes classes dirigeantes, mais le mouvement hitlérien n'était pas de nature conservatrice. Au fur et à mesure que se déroulait l'aventure, l'aveugle fureur qui animait la révolution du nihilisme se découvrait à ceux mêmes des traditionalistes qui avaient souscrit, pour un temps, à la démagogie brune. En juillet 1944, l'opposition comptait les plus grands noms de l'aristocratie allemande. Le régime de Franco (si nous faisons abstraction de l'aide militaire de l'Axe) a été porté au pouvoir par l'action conjuguée des phalangistes (mouvement fasciste de style XXe siècle), des carlistes (mouvement conservateur, d'origine ancienne) et de la classe dirigeante (armée, Église, grands propriétaires, industriels). Le franquisme est une dictature militaire, profondément conservatrice; il maintient la hiérarchie sociale, le pouvoir de l'Église, les privilèges de l'armée.

Entre le conservatisme de Franco et la révolution de Hitler, le fascisme italien occupe une position intermédiaire, moins réactionnaire que l'un, moins révolutionnaire que l'autre. Les masses non prolétariennes que le fascisme s'efforçait de mobiliser sortaient d'une structure sociale pour une large part pré-capitaliste. La crise qui favorisait l'entreprise de Mussolini n'avait pas la même gravité que celle de 1929 en Allemagne. Elle tenait surtout aux suites de la guerre et s'atténuait d'elle-même. Les occupations d'usines étaient terminées plusieurs mois avant la marche sur Rome. Le fascisme n'avait jamais obtenu, aux élections, des suffrages assez nombreux pour mettre en péril le régime des partis. La confusion parlementaire, plus que la dialectique des extrêmes, l'appui des dirigeants de l'industrie, plus que l'élan des masses, lui assurèrent finalement le succès.

À l'origine de certains régimes autoritaires, en Yougoslavie, en Pologne, on n'aperçoit ni masses flottantes révoltées par une crise, ni ressentiments

nationaux, ni religions politiques, ni dialectique des extrêmes. La suppression ou la mise en sommeil des partis s'opère par simple mesure de police. La dictature des colonels, en Pologne, est antiparlementaire, elle suppose de la part du peuple – en majorité des paysans – une large mesure de passivité.

La seule cause commune que l'on puisse attribuer à tous les régimes autoritaires de droite, entre les deux guerres, est la difficulté qu'éprouvaient à fonctionner les régimes parlementaires en période de troubles. Mais ces difficultés, à leur tour, ont des causes variées. Dans les pays neufs, à peine libérés de la domination étrangère, elles tiennent à l'absence d'un personnel politique capable de respecter les règles subtiles d'une concurrence pacifique. Ailleurs, elles tiennent à la violence des luttes entre groupes nationaux (Yougoslavie) ou entre groupes sociaux (Allemagne). On ne manque pas d'explications pour les défaites du parlementarisme, travaillé par les batailles des partis, déchiré par les messianismes contradictoires, abandonné par les masses déçues.

On ne risque guère, aujourd'hui, de méconnaître les raisons de faiblesse des démocraties pluralistes, mais plutôt de les exagérer. On incline à prêter à la victoire temporaire des fascismes un caractère fatal. Or, rien n'est plus éloigné de la vérité. Même en Allemagne, où la situation lui était idéalement favorable, le national-socialisme ne remporta pas seul la victoire. Lui aussi l'emporta, finalement, parce qu'il avait des intelligences dans la place.

En dépit des légendes, la vraie leçon qu'enseigne la période entre les deux guerres n'est pas que l'élan révolutionnaire – de droite ou de gauche – emporte aisément le fragile barrage de la légalité démocratique. La leçon est tout autre. Un parti, résolu à employer toutes les ressources de la technique policière, garde indéfiniment le pouvoir, une fois qu'il l'a pris. Mais, il a grand peine à le prendre tant que les détenteurs de l'État sont résolus à se défendre. Même au XXe siècle, il n'y a pas d'exemple que le suffrage universel ait jamais donné la majorité absolue à un parti révolutionnaire, à condition que la liberté de vote soit respectée. Moins conservateur qu'il ne l'était au siècle dernier, il n'est pas encore devenu, en majorité, révolutionnaire.

En Italie, aucune arithmétique parlementaire n'imposait au roi de choisir Mussolini comme chef du gouvernement. Il suffisait de quelques compagnies pour disperser les fascistes en marche sur Rome. C'est par l'action directe plus que par l'action électorale, par la mise à sac des sièges des coopératives ou des syndicats plus que par les bulletins de vote recueillis que le parti fasciste avait

témoigné de sa volonté de puissance. Mais l'action directe, en Europe occidentale, suppose la complicité de la police. Elle est plutôt symbole de violence que violence authentique. Un régime de partis trouve aisément, dans l'arsenal de l'État moderne, les moyens de se défendre contre les «symboles».

Quant à la conquête du pouvoir par la voie électorale, l'expérience allemande en a montré l'extrême difficulté. Les partis traditionnels, modérés ou réformistes, gardent, en temps de crise, une importante clientèle. Les masses flottantes, perdues de désespoir et de révolte, ne représentent jamais une majorité du pays. Pour que les partis démocratiques soient mis en minorité, il faut, en général, la conjonction des révolutionnaires de droite et des révolutionnaires de gauche, parfois l'appoint des conservateurs nationalistes. Les seuls hitlériens n'atteignirent jamais 40% des suffrages avant la prise du pouvoir. Coalisés avec les nationaux allemands, ils ne s'assurèrent la majorité absolue qu'après l'expulsion des communistes. On dira qu'en fait, un jour ou l'autre, cette alliance devait intervenir. La diminution des voix hitlériennes, en octobre 1932, incita les protecteurs des nazis et les conservateurs de vieux style à précipiter le mouvement et à organiser la coalition nationale chargée de liquider la République de Weimar. Mais cet argument n'ébranle pas la thèse que nous voulons dégager. Les victoires des révolutions de droite résultèrent, en Italie comme en Allemagne, non d'un irrésistible élan des masses, non pas même d'une faiblesse insurmontable des États démocratiques, mais d'un accord entre révolutionnaires de droite et partis modérés, eux-mêmes interprètes d'une fraction des anciennes classes dirigeantes.

Les trompettes de la propagande ne suffisent pas à renverser les murailles. Il se trouve des traîtres pour remettre les clefs de la ville aux assiégeants. La révolution succède à la prise du pouvoir et la violence vient le plus souvent de l'État lui-même.

La démocratie restaurée sera-t-elle victime des mêmes contradictions? Le péril, sous la forme où il s'est présenté entre les deux guerres, me paraît faible.

Les nations qui furent, dans le passé, rebelles aux religions séculières – Grande-Bretagne, Belgique, Hollande, pays scandinaves – le sont plus encore aujourd'hui, après l'effondrement des fascismes et la confusion de la «religion sociale» avec l'impérialisme russe. Quant aux trois principales nations du continent - Allemagne, France, Italie, - elles ne paraissent destinées à offrir, au cours des prochaines années, ni les conditions idéologiques ni les conditions sociales favorables à la dialectique des extrêmes. Ni en Italie, ni en France, ni en

Allemagne n'existent des masses non prolétariennes, déracinées, qui se considèrent comme victimes du régime des partis et qu'un démagogue soit capable de mobiliser ou de fanatiser.

Sans doute en Allemagne, les émigrés constituent une clientèle virtuelle pour une opposition de droite; en Italie, et surtout en Italie du Sud, la population excédentaire, mal employée ou sans travail, risque de se dresser contre les lenteurs du parlementarisme. Mais, à moins de crise économique, on ne voit pas que nulle part il se trouve des millions assez malheureux, assez enthousiastes d'une idéologie pour suivre aveuglément l'appel d'un homme ou d'un parti. À supposer qu'une crise survienne, on refoulera le chômage par l'inflation.

Il est probable qu'au cours des prochaines années, le parti démocrate chrétien, en Allemagne et en Italie, perdra des suffrages, sur la droite, au profit de formations dont les unes ressembleront aux partis conservateurs et les autres aux partis fascistes. Selon les circonstances, le parti démocrate chrétien sera amené à un rapprochement avec les troupes socialistes ou avec les troupes de l'ancienne «réaction». Ni dans un cas ni dans un autre, il ne semble qu'une opposition de droite doive s'isoler en un parti proprement révolutionnaire, contre le régime des partis en même temps que contre le communisme.

Le climat idéologique a changé plus encore que la constellation sociale. Aucune opposition ne se risque, pour l'instant, à professer explicitement les thèses du fascisme, la suppression des libertés démocratiques ou le régime du parti unique. L'exaltation nationale a disparu, tout autant que les masses déracinées. Ni les Allemands, ni les Italiens ne rêveront demain, pour la deuxième fois, de l'Empire germanique ou de l'Empire romain. Les Italiens n'avaient guère été dupes du mythe impérial, et celui-ci a coûté trop cher aux Allemands. La propagande a réussi à discréditer le mot et certaines idéologies du fascisme.

Il reste le cas de la France, où l'on observe, semble-t-il, la bataille triangulaire: troisième force, communisme, gaullisme, incarnant les trois protagonistes du drame des démocraties modernes.

Le gaullisme représente une espèce de ce que nous avons appelé «opposition de droite». Il appartient à la tradition bonapartiste, qui est spécifiquement française. Il combine l'appel au soldat et l'appel au peuple, il réunit des troupes radicales, républicaines et cocardières et des troupes conservatrices de l'Ouest, du Nord et de l'Est de la France. Il ne s'appuie pas sur des masses déracinées, révolutionnaires par ressentiment, comme le fascisme allemand, mais sur des

masses hétérogènes, plus conservatrices que révolutionnaires, les unes fidèles aux slogans démocratiques, mais avec un penchant pour l'autorité les autres traditionnalistes.

Le Rassemblement est organisé de manière telle que, même si ses chefs en avaient le désir (ce qui n'est pas le cas), il ne saurait s'instituer en parti unique, en parti d'État. Il est entré dans le jeu électoral, il aura du mal à en sortir. Il n'a pas d'autre chance d'accéder au pouvoir que celle que lui offre l'arithmétique parlementaire (en dehors de l'hypothèse d'une catastrophe extérieure). Après les prochaines élections, communistes et gaullistes détiendront peut-être plus de la moitié des sièges à l'Assemblée. À ce moment, une coalition entre le Rassemblement et certaines fractions de la Troisième Force deviendrait quasi inévitable.

En cette hypothèse, une réforme de la IV^e République interviendrait. Mais le Rassemblement n'a ni la force ni les vices des partis fascistes. Les freins à l'autorité sont, en France, étrangement puissants. Faute d'idéologie, de fanatisme populaire, d'exaltation nationaliste, un régime gaulliste ne paraît pas destiné à rompre les cadres d'une république, plus ou moins nettement présidentielle.

Au reste, si le seul objectif – du moins l'objectif suprême – est le salut de la démocratie pluraliste, l'expérience enseigne les meilleurs moyens de défense. La représentation proportionnelle a été, en Italie et plus encore en Allemagne, une des causes de la confusion parlementaire, elle-même une des causes du triomphe hitlérien. On doute qu'un parti nouveau aurait remporté d'un coup cent sept sièges au Reichstag, en 1930, si le vote avait eu lieu au scrutin majoritaire. Celui-ci n'aurait pu garantir la formation d'une majorité stable de gouvernement; il aurait du moins évité la cristallisation des partis anciens, la montée rapide des formations récentes, du même coup la succession d'élections générales. Un scrutin majoritaire, en France, permettrait peut-être aux partis dits de la Troisième Force d'obtenir une majorité au Parlement, sans avoir la majorité dans le pays. Mais le problème du régime serait-il résolu du même coup?

Quand on observe dans le détail la suite des événements qui menèrent Mussolini et Hitler au pouvoir, on a l'impression, non d'une fatalité, mais de la conspiration de la sottise et des accidents. Rien n'était plus facile que de disperser les bandes de chemises noires. Hitler n'était pas vainqueur à l'avance. Il aurait suffi que les partis de Weimar, en 1930, en 1931 encore, fussent capables de gouverner ensemble, jusqu'à l'atténuation de la crise économique, et d'attendre, sans élections générales, le reflux de la vague hitlérienne. On dira

qu'en Italie, le roi en a décidé autrement, qu'en Allemagne Hindenburg et ses conseillers en ont décidé autrement. Et la réponse comporte une part de vérité.

Ces décisions n'en sont pas moins explicables par l'incapacité du régime parlementaire et du personnel politique, des partis traditionnels. L'Allemagne, sous la République de Weimar, en 1931 et en 1932, avait cessé d'être une nation. Des partis rivaux encadraient des masses, les unes passives, les autres fanatisées; ils menaient une sorte de guerre civile larvée. La reconnaissance des gouvernants par les gouvernés, l'unité nationale avait disparu (il n'en va guère autrement pour la France de 1950). Mieux aurait valu, pour l'Allemagne et pour le monde, prolonger de quelques années encore cette impuissance de l'État et cette désagrégation du pays. L'une et l'autre se seraient progressivement atténuées et la catastrophe - qui a consommé la ruine de la civilisation européenne - aurait été au moins retardée. Mais les régimes, incapables d'accomplir les fonctions indispensables à la survie de la collectivité, finissent, d'une façon ou d'une autre, par être emportés (quand les collectivités ont encore la volonté de vivre).

On se demande si les démocraties restaurées succomberont aux mêmes forces qui avaient, entre les deux guerres, amené le triomphe des fascismes. On devrait aussi et surtout se demander si les démocraties restaurées sont de taille à remplir la tâche que l'histoire impose aux pays du continent européen. Hier, les parlementarismes libéraux ne parvenaient pas à surmonter la crise économique. Parviendront-ils aujourd'hui à repousser l'agression stalinienne? Hier, les fascismes ont justifié leur entreprise par un péril communiste qui était encore lointain. Aujourd'hui, le péril est proche. Et les remparts sont vides de défenseurs.

Les démocraties occidentales ou pluralistes sont, à notre époque, pour des raisons permanentes, des régimes faibles. Les régimes sont forts qui ne sont pas discutés, ou qui éveillent l'enthousiasme, ou qui s'imposent par leur efficacité. L'autorité du temps, l'espoir d'un futur radieux, la qualité de la gestion donnent aux États la solidité, aux gouvernants la sécurité. Les démocraties pluralistes, après leur restauration, ne possèdent le prestige ni du passé, ni de l'avenir, ni de la justice: elles apparaissent comme le fait pur et simple. Dès que, partant du principe de la souveraineté populaire, on applique la technique du suffrage universel, dès que l'on autorise les individus à se grouper, la société se dissout en factions rivales, et l'État est livré au régime des partis.

Les parlementarismes passaient, avant 1914, pour l'aboutissement normal de l'évolution européenne, pour la forme supérieure de l'organisation politique. Les

défenseurs les plus ardents des démocraties restaurées ne tomberaient plus en une telle naïveté. Ni les sociétés industrielles, ni l'effacement des hiérarchies traditionnelles n'impliquent la liberté politique, telle que l'entend le régime parlementaire. Celui-ci, en même temps, est privé du soutien que lui apportaient les «idées éternelles»: autogouvernement des hommes, règne de la loi, libertés personnelles. Entre la théorie et la pratique de la démocratie, une sorte de rupture s'est produite.

Invoquera-t-on la souveraineté du peuple? Le principe ne s'imposait aux esprits que dans la mesure où les deux mots – souveraineté et peuple – désignaient deux réalités, supérieures et mystérieusement respectables. Mais comment respecter le peuple souverain qui n'a pas conscience de lui-même, qui s'éparpille en groupes d'intérêts, de préjugés, de passions? L'organisation des partis interpose un écran entre les électeurs et l'État, elle canalise les opinions populaires dans des directions fixées par les oligarchies de presse, d'affaires ou de parlement. Après l'accomplissement du rite électoral, sauf dans les rares pays comme la Suisse où subsistent certains éléments de démocratie directe, le souverain est, pour ainsi dire, exclu du jeu.

On a cru jadis que la démocratie était un régime fondé sur la discussion et que la vérité se dégagerait des opinions loyalement confrontées. La confrontation loyale est devenue l'exception, le choc des propagandes la règle. Chaque parti détient sa vérité, qu'il se soucie moins de corriger que de répandre. Sûr de sa doctrine, il attend de ses fidèles l'obéissance. Il défend farouchement les intérêts de la clientèle qu'il représente, prêt à conclure des accords avec les représentants d'autres clientèles. Au lieu de dialogue, on ne trouve que la répétition indéfinie de «systèmes de paroles», qui tiennent lieu de pensée. La pluralité des mensonges vaut mieux que le mensonge unique décrété par l'État. Les mensonges se limitent les uns les autres et l'information objective, la recherche de la vérité s'insinuent dans les interstices. Mais, à nouveau, il s'agit d'une justification par le moindre mal. Les hommes acceptent plus aisément de mourir pour un bien illusoire que pour un moindre mal réel.

La démocratie tend à l'anonymat des pouvoirs. On connaît et on reconnaît les fonctions plutôt que les hommes. Ces derniers sortent de l'ombre ou y entrent, selon les accidents de votes populaires ou parlementaires. Les fonctions durent, les individus passent. Cet anonymat est le terme d'une longue évolution, qui renverse la relation initiale. À l'origine, ce sont des êtres de chair et d'os qui obtiennent l'obéissance. En démocratie, l'autorité appartient aux fonctionnaires

ou bien aux lois, jamais à des personnes en tant que telles.

Le système de pouvoirs anonymes, peut-être moralement supérieur, ne répond ni à toutes les aspirations ni à tous les besoins des sociétés. Les foules suivent plus volontiers un homme qu'une abstraction sur la voie des sacrifices. En temps de guerre et de troubles, les démocraties font appel au dictateur (au sens romain), afin de concentrer les responsabilités entre les mains d'un seul, mais aussi afin de donner à l'État invisible une incarnation.

Sans doute les partis cherchent-ils à pallier cette faiblesse. Ils braquent la lumière de leur propagande sur les chefs, dont le prestige doit peu à peu se confondre avec celui des mouvements qu'ils dirigent. Mais, au fur et à mesure que les chefs de partis prennent figure de chefs charismatiques, la démocratie perd d'un côté ce qu'elle gagne de l'autre. Quand le démagogue, exaltant et exalté, détient une fonction d'État, il communique à celle-ci une part de son prestige. Mais si le chef de l'opposition jouit d'un ascendant égal, il en résulte une dispersion du loyalisme, dont l'État lui-même est victime.

Anonyme, le pouvoir démocratique est aussi laïc. Les Églises – catholique ou protestante – demeurent des forces conservatrices, mais elles défendent rarement une certaine constitution, un régime économique déterminé ou un parti (pourvu que les principes de la foi soient sauvegardés). L'État démocratique ne se fonde sur aucun système de croyances, il n'invoque la consécration d'aucune foi. Il fixe les règles selon lesquelles les divers partis se livrent pacifiquement une bataille pour l'exercice du pouvoir. Tant que les partis sont eux aussi laïcs, autrement dit représentent simplement un ensemble d'opinions et d'intérêts, la laïcité ne met pas en péril l'État, parce que la politique entière présente le même caractère. Le jour où certains partis se présentent armés d'une conception du monde et éveillent des ardeurs quasi religieuses, la démocratie souffre d'une contradiction fondamentale: la dissociation des pouvoirs spirituels et temporels. L'État, sans religion, n'a plus que la police pour lutter contre les religions séculières.

En théorie, on peut objecter que la démocratie ou le libéralisme représentent, eux aussi, une conception d'ensemble de l'homme et de la société, au même titre que le communisme et le fascisme. Pourquoi, diront d'autres, la démocratie éveillerait-elle moins d'enthousiasme que les doctrines totalitaires? Ces objections sont sans rapport avec la réalité présente. Démocratie ou libéralisme, en tant que philosophie, valent mieux que le national-socialisme ou le stalinisme, mais la technique des partis multiples ou des parlements n'est pas aujourd'hui objet de foi. L'État de partis multiples n'a pas et ne peut pas avoir le soutien

d'une religion sans devenir l'État partisan, c'est-à-dire sans confusion de l'État avec un parti et sa doctrine.

Les régimes des pays à l'ouest du rideau de fer appartiennent tous à un même genre. Posant, en principe, la liberté des groupes professionnels et politiques, ils connaissent le même tumulte des propagandes, les mêmes conflits de revendications, la même faiblesse des pouvoirs, soumis au contrôle des gouvernés et contraints aux compromis. Les organisations de masses, le déclin, des aristocraties de naissance et d'argent ont modifié le recrutement des assemblées.

Les différences n'en sont pas moins aussi évidentes et probablement plus décisives que les similitudes. En Grande-Bretagne, les pratiques constitutionnelles gardent le prestige de la durée, de la tradition, elles ne se séparent pas de ces valeurs subtiles qu'une nation tient pour caractéristiques de son génie. Les Britanniques sont peu sensibles à la mythologie politique, soit que la formation protestante les protège contre les religions séculières et les partis-églises, soit qu'ils demeurent attachés à une moralité, d'origine chrétienne et d'essence individualiste, qui leur inspire à la fois le sens de la responsabilité et le loyalisme à l'égard de l'État. La démocratie n'y signifie pas simplement une technique électorale en vue de la désignation des gouvernants, mais une certaine conception de l'existence collective.

On dégagerait aisément, à partir de cet exemple, les circonstances favorables au fonctionnement des démocraties pluralistes. En Grande-Bretagne et dans les petits pays de l'ouest et du nord de l'Europe (Belgique, Hollande, Danemark, Norvège, Suède), les oppositions qui refusent, par principe, les méthodes du parlementarisme, ne groupent que des minorités plus ou moins faibles. France et Italie, en revanche, sont déchirées par l'action du parti communiste, en état de dissidence permanente, voire de guerre ouverte contre la société. L'Allemagne de Bonn ne rentre ni dans la première catégorie ni dans la deuxième. Le parti communiste n'y compte pas des effectifs nombreux, mais les institutions électorales et parlementaires y inspirent moins de respect que partout ailleurs en Europe occidentale.

Pour rendre compte intégralement de ces différences, il faudrait au-delà de la structure présente, suivre l'histoire de chaque pays. L'emprise que le stalinisme exerce sur les masses ouvrières, en France et en Italie, appelle de multiples explications: lenteur relative du progrès technique, d'où résulte l'insuffisance du niveau de vie; tempérament anarchiste, qui incline beaucoup d'ouvriers français

à une attitude révolutionnaire (même si cette révolution prépare la tyrannie) plutôt qu'au réformisme scandinave ou travailliste; malaise suscité par la civilisation industrielle et besoin religieux, mystique rationaliste dressée contre l'Église catholique, intensité de la propagande marxiste, etc.

Les démocraties pluralistes se sont plus profondément enracinées dans les pays de civilisation maritime, où le Parlement continuait une tradition aristocratique ou bourgeoise, prolongeait les habitudes d'autonomie locale. Là où l'administration centralisée passait pour l'ennemie, un des fondements de la démocratie faisait défaut.

Dans certaines villes et régions d'Allemagne, les institutions représentatives s'étaient spontanément développées, mais le Reich moderne devait plus à l'esprit des junkers, des fonctionnaires et des officiers prussiens qu'à celui des villes hanséatiques ou de la Rhénanie. L'imitation du parlementarisme britannique, dans les États militaires du continent, n'a jamais donné de régimes solides, sûrs d'eux-mêmes. *A fortiori* la restauration des démocraties de partis, au lendemain de la catastrophe, prête-t-elle à doute et à inquiétude.

Les querelles intérieures n'épuisent pas les peuples forts. Encore faut-il qu'elles demeurent limitées en leurs enjeux, que les combattants s'imposent d'eux-mêmes la modération dans le choix des moyens. Les partis continentaux n'ont malheureusement jamais fixé de bornes à leurs ambitions, ils ne souscrivent pas sincèrement à la règle de non-violence. Ils savent mal pratiquer l'art de la collaboration, du compromis, de la bataille retenue. Ils amplifient leur propagande, ils s'ingénient à enrégimenter des militants, ils leur apprennent à penser le monde dans les cadres d'une pseudo-doctrine, c'est-à-dire, le plus souvent, à ne plus penser du tout. Toutes les démocraties continentales souffrent de la même contradiction: elles répandent l'esprit totalitaire, tout en affaiblissant la structure de la société et de l'État.

On a donné pour tâche à ces démocraties restaurées, non pas de maintenir société et État, mais de refaire l'unité des nations, de reconstruire l'appareil de l'État. Peut-être y seraient-elles malgré tout parvenues si elles avaient disposé de vingt ans. Mais de combien de temps disposons-nous?

(1) Nous empruntons l'opposition du citoyen, membre de la Cité, et du bourgeois, particulier, soucieux de ses intérêts privés, à B. Groethuysen, *Die Dialektik des Demokratie*.

Foi sans illusions

Liberté de l'Esprit
juin 1951

Menacée par l'expansion du stalinisme, enjeu du conflit entre les deux Grands, l'Europe semble quêter des raisons de ne pas s'engager. Les intellectuels rivalisent d'ingéniosité pour enlever aux peuples croyance et espoir. Il ne suffit pas que la guerre éventuelle soit horrible, il faut encore qu'elle soit absurde: quelle meilleure méthode d'en faire apparaître l'absurdité que de confondre les protagonistes du drame dans la même réprobation? Le même sort attendrait l'humanité, quel que fût le vainqueur.

Au niveau où elles se déroulent d'ordinaire, ces controverses ne méritent pas de nous retenir. On ne connaît pas un seul des partisans du double refus qui chercherait la liberté vers l'Est en cas d'occupation américaine. On en connaît beaucoup qui la chercheraient vers l'Ouest, en cas d'occupation russe. Le régime économique, les institutions politiques, l'ordre social sont, aux États-Unis, chargés d'injustices, comme dans toutes les sociétés connues. Le principe de l'égalité des hommes, de toutes races et de toutes religions, y est proclamé mais non toujours mis en application. Malgré tout, si l'on compare le capitalisme américain et le communisme russe dans leur réalité actuelle et concrète, on ne saurait, sans aberration ou sans mauvaise foi, les renvoyer dos à dos et les couvrir des mêmes invectives. Que l'on considère les droits personnels, les possibilités d'opposition ou de création, l'effet des modes de production et d'échanges sur le bien-être des masses, le système américain est très exactement le contraire du système soviétique et non pas un autre exemplaire du même type. Mesuré aux valeurs de l'intellectuel de gauche - élévation du niveau de vie, réduction des inégalités économiques, libertés politiques et intellectuelles - il est dans l'ensemble plus "progressif" que celui des pays européens (mis à part peut-être, les socialismes britannique et scandinave)(1).

Pour justifier l'assimilation, indispensable à la dévalorisation du conflit, on invoque la similitude, en profondeur, des deux civilisations, américaine et russe. L'une et l'autre tendent à l'épanouissement de la technique industrielle en un vaste espace sans barrières, à la construction d'immenses fabriques, à l'encadrement de millions d'hommes par la discipline industrielle: comment des tentatives, inspirées par la même ambition, ne donneraient-elles pas des résultats semblables? Cet argument, que l'on retrouve un peu partout, plus ou moins

nuancé, postule ce qu'il devrait démontrer, à savoir que toute société de masses ou de machines présente essentiellement les mêmes caractères.

Personnes ne niera que les méthodes modernes de production, la concentration de millions d'êtres dans les villes, entraînent à leur suite certains traits de structure sociale ou d'attitude psychologique (tendance à l'uniformité, encadrement des masses, recherche permanente de l'efficacité, etc.). Mais cette dépendance à l'égard de la technique n'est pas illimitée. Si on la donnait pour telle, on retomberait dans un marxisme primaire, qui ferait non plus des rapports mais des instruments de production, la force démiurgique déterminant tous les autres phénomènes historiques. Les bâtisseurs de barrages ou de hauts fourneaux peuvent traiter l'homme en matériau ou en personne, croire en Dieu ou le nier, éveiller l'individu à la pensée ou lui dicter le choix de ses lectures, restaurer une aristocratie bureaucratique ou réduire les inégalités économiques, concentrer le pouvoir politique en un parti-église ou le diviser le plus possible entre des instances multiples. Les combattants qui appartiennent à un même ensemble historique ont toujours eu quelque chose en commun. Il ne s'ensuit pas que l'enjeu des rivalités entre nations ou partis soit dérisoire.

Les doctrinaires du double refus ont une autre issue: la condamnation de la technique en tant que telle. Celle-ci conduirait inévitablement aux horreurs que nous n'avons pas cessé de vivre, camps de concentration, totalitarisme. L'homme lui-même aurait perdu son âme, depuis qu'il l'aurait livrée au culte de la machine.

Seuls les ignorants peuvent mettre en doute l'élévation considérable du niveau de vie des populations tout entières, dans les sociétés occidentales, au cours du dernier siècle. Les travaux de Colin Clark et de ses disciples français comme Fourastié(2), ont démontré le fait, avec une prodigalité de preuves statistiques dont on discute les détails, mais non l'orientation générale. Mais, il n'est pas démontré que la même évolution doive se produire partout, ni qu'elle se poursuive indéfiniment. Le règne de l'abondance, tel un effet de mirage, recule au fur et à mesure que l'on croit en approcher.

En Afrique, en Asie, on en est encore à lutter contre la faim. On n'a pas surmonté la pénurie fondamentale, celle de nourriture. À cet égard, l'essentiel est le rapport entre l'accroissement des ressources et celui de la population. Les sociétés européennes ont écarté la menace de famine, présente dans le passé, au cours de la première moitié du XIXe siècle. La menace ne semble pas sur le point de disparaître en Asie, étant donné le taux auquel se maintient la natalité. Le plan dit de Colombo, que le réarmement ne permettra probablement pas de

réaliser, prévoyait des investissements de 1.868 millions de livres, qui auraient seulement permis d'éviter la détérioration des conditions d'existence. Au XXe siècle encore, les sociétés pauvres n'arrivent pas à sortir du cercle vicieux initial: pour améliorer les méthodes de production, il faudrait disposer de réserves ou épargner une partie du revenu annuel. Mais celui-ci est trop faible pour qu'on ne le consomme pas presque intégralement.

On dira que cette crise, caractéristique de la phase primaire d'équipement, ralentit tout au plus un progrès finalement inévitable. Admettons, en effet, que, grâce à l'aide des pays déjà industrialisés ou grâce à une épargne collective, imposée par une contrainte impitoyable, toutes les sociétés finissent par sortir du "cercle vicieux initial". À longue échéance, la querelle entre pessimistes et optimistes, néomalthusiens et théoriciens du progrès économique indéfini n'est pas tranchée. La prévision est interdite par les limites de notre savoir et par l'indétermination partielle de la réalité. On discute sur le volume maximum des ressources alimentaires que la terre pourrait fournir. Mais ce chiffre lui-même ne vaudrait que pour un certain état des connaissances et des méthodes de culture, et il n'y a pas de raison valable pour tenir cet état pour définitif. À supposer que la planète, scientifiquement mise en valeur, produise la nourriture de trois milliards cinq cents millions d'êtres humains(3), quelle fraction des habitants de notre planète appliquera les enseignements de la science? Le mouvement pour protéger ou récupérer le sol l'emportera-t-il sur la tendance à le dévaster par une exploitation égoïstement insoucieuse de l'avenir?

Le haut niveau de vie, atteint par certaines sociétés occidentales, est dû aussi à un phénomène heureux; le progrès technique a pris de vitesse l'accroissement du nombre des bouches à nourrir. Le même phénomène(4) se répétera-t-il ailleurs? D'ici combien d'années? En attendant, les sociétés occidentales subiront le contre-coup des crises, provoquées par la surpopulation des autres continents, et peut-être la disparité des pressions démographiques leur fera-t-elle courir d'autres périls. Même dans l'ordre industriel, si l'on compte en siècles, il est loisible de spéculer sur les rapports entre l'épuisement du sous-sol et l'élévation de la productivité grâce à l'accumulation de l'énergie, du capital, du savoir.

Par ces remarques, rapides et superficielles, nous voudrions rappeler seulement que les extrapolations indéfinies, sur le plan même où se situent les théoriciens du progrès économique, sont aventureuses. On ne sait ni combien de siècles s'écouleront avant que l'on arrive à la société stationnaire, dominée par le secteur tertiaire, ni même si l'on y arrivera jamais. La période de troubles, liée à

l'avance ou au retard des diverses nations, sur la route de la civilisation industrielle, est bien loin de s'achever. Elle durera des siècles plutôt que des décennies.

En tout cas, la pire folie serait de chercher le salut, en arrêtant un mouvement désormais irrésistible. La France connaît trop le prix auquel on paye un ralentissement du progrès économique. La paix sociale, les institutions libérales résistent avec peine, en Occident, à la stagnation du revenu collectif. Ailleurs, la misère ou la famine sanctionnent l'incapacité de mettre en valeur les ressources. On imagine trop la technique sous la forme apocalyptique d'usines gigantesques que servent les modernes esclaves. En Asie, on cherche surtout, à l'heure présente, à améliorer les méthodes de culture, les instruments aratoires. En Europe, l'organisation accroîtrait souvent la productivité plus que le renouvellement des machines ou l'élargissement des unités de production.

Dans l'ordre strictement matériel, les raisons d'optimisme l'emportent, me semble-t-il, à long terme, sur les motifs de pessimisme. Qu'il s'agisse de l'exploitation des forces naturelles ou de la prolongation de la vie humaine, les conquêtes du siècle dernier interdisent le découragement. Les romantiques de l'anti-technique envient-ils les sociétés où la famine est endémique? Envient-ils les sociétés où l'espérance de vie ne dépasse pas vingt-cinq ans? Qui a assisté impuissant à la mort de son enfant ne sera jamais plus tenté de souscrire à l'orgueil prométhéen. L'homme n'est pas et probablement ne sera-t-il jamais maître et possesseur de la nature. Il n'en est plus l'esclave tremblant ou la victime résignée.

L'optimisme serein, la foi dans le progrès social ou spirituel, suivant de lui-même le progrès scientifique, est mort. Il n'est pas besoin de pourfendre ce cadavre. L'élévation du niveau de vie ne suffit ni à répandre le bonheur ni à satisfaire les peuples. L'ouvrier français, pour une durée de travail moindre, touche un salaire réel supérieur à celui de 1913. Or, il dit, il croit souvent (et les intellectuels ne cessent de lui répéter) qu'il n'a rien à défendre. Il y a trente-cinq ans, il ne doutait pas d'avoir quelque chose à défendre, qu'il appelait la patrie ou la France. Les raisons de ce scepticisme sont multiples et peut-être, en profondeur, n'ont-elles pas grand-chose à voir avec le rapport des revenus et des prix: on se bat pour un mode de vie, on ne se bat jamais pour un niveau de vie que la guerre abaisse de toute façon. La civilisation industrielle crée de nouveaux désirs, au fur et à mesure qu'elle satisfait les anciens. Parfois même, elle les crée plus vite qu'elle ne les satisfait. Une partie des ressources

supplémentaires est absorbée par les servitudes d'une existence complexe. La mobilité des conditions, les changements presque incessants des modes de production et de consommation inclinent chacune à comparer son sort à celui des autres. L'envie sociale, presque inévitable dès que la notion de train de vie accoutumé s'estompe, risque de ronger la cohésion des collectivités qui font à tort du succès matériel l'objectif suprême.

Le progrès économique est probablement un phénomène moins fatal que ne le pensent les apôtres de l'industrialisation à tout prix. Il dépend de multiples conditions que n'épuisent pas la quantité de l'énergie ou du capital par ouvrier ou la qualité des machines. On a reconnu l'importance de l'organisation du travail à l'intérieur des fabriques ou de la société tout entière. On commence de soupçonner l'importance d'autres institutions: régime de légalité dans les relations entre les individus, carrière ouverte à l'initiative et aux talents, confiance réciproque entre les divers éléments de la société, développement de la science grâce à la liberté des recherches, intensité des échanges entre unités économiques, division internationale du travail, etc. Naguère, on tenait le calcul économique, rendu possible par les prix de marché, pour indispensable. La mode intellectuelle a changé, le montant des investissements, l'édification des grandes fabriques passent pour l'essentiel. S'il s'agit de puissance, peut-être a-t-on raison. Le doute est au moins permis, si l'on songe à la productivité du travail et au bien-être des masses. Le progrès économique n'était pas le but que se donnaient consciemment les acteurs dans le régime capitaliste, mais il a été le résultat effectif d'efforts contradictoires. Si l'on restaure la tyrannie et l'arbitraire sous prétexte de vouloir directement le progrès, on risque de le manquer.

De telles incertitudes ne préoccupent guère l'esprit public. On vitupère la civilisation industrielle parce qu'on lui impute la responsabilité des catastrophes que nous venons de vivre ou que nous redoutons pour l'avenir des guerres inexpiables, des camps de concentration, de la bureaucratie totalitaire.

La puissance que la science et l'industrie mettent à la disposition des États accroît les ravages de la violence? Incontestablement. Moralement neutre, la technique est disponible pour le bien et pour le mal, pour donner à des millions d'hommes des conditions d'existence honorables et pour exterminer en quelques minutes des millions d'innocents. Le compte des profits et des pertes n'est pas encore fermé. Même en fait de guerre, il n'est pas démontré que le passif l'emporte sur l'actif. La médecine sauve plus de vies que la force des explosifs n'en détruit. Sparte et Athènes n'ont pas eu besoin de projectiles radio-guidés et

de bombes atomiques pour s'épuiser en se combattant. La peste et la famine ont ruiné des collectivités que le démon de la connaissance avait épargnées. La population de l'Allemagne, après la guerre de Trente Ans, avait diminué de plus de moitié. Celle de l'Europe occidentale a augmenté de 10% depuis 1939.

Les premiers camps de concentration au XXe siècle ont été, dit-on, organisés par les Britanniques pendant la guerre des Boers: procédé militaire contre la résistance d'une population. En Russie, ils se développèrent lentement entre 1920 et 1930, et ils comptaient, à la fin de la N.E.P., en 1929, environ 660.000 prisonniers⁽⁵⁾. Ils semblent, au point de départ, un moyen d'éliminer les adversaires politiques. Personne ne soutiendra que la persécution des opposants soit une originalité de l'âge des machines. À partir des plans quinquennaux et de la collectivisation, la chasse aux ennemis de l'ordre nouveau se combine avec le recrutement d'une main-d'œuvre à bon marché, avec le plan pour modifier le peuplement de l'Union. Les bâtisseurs de pyramides ne datent pas de notre siècle. La technique n'a pas fait surgir ces cruautés: pourquoi nous étonner qu'elle ne les ait pas fait disparaître?

Que de fois, à travers l'histoire, les armées conquérantes ont-elles passé au fil de l'épée des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, dans les villes prises d'assaut? Les Romains, dont nous nous vantons d'être les héritiers, n'ont pas laissé pierre sur pierre quand ils eurent réduit Carthage à merci, ils vendirent comme esclaves les survivants d'une cité dont la force les avait fait trembler, dont la civilisation avait rayonné à travers tout le monde antique. Les Chinois, aux époques où fleurissait leur civilisation, avaient poussé jusqu'au raffinement l'art des tortures. Personne n'avait mis au point, avant les Nazis, les procédés de mort en série dans les chambres à gaz. À défaut de science chimique, on aurait exterminé des millions de Juifs sans recourir aux recettes de laboratoire.

La technique marque de son sceau la barbarie moderne. Aux inquisiteurs, elle livre les ressources de la psycho-technique, éventuellement les drogues qui brisent la personnalité, aux assassins les usines qui suppléent à la lenteur des armes à feu. Ce qui n'est pas démontré, c'est que l'on ait conçu ces buts horribles parce qu'on en possédait les moyens. La technique met à la disposition des hommes un ensemble d'instruments: elle ne détermine pas l'usage qu'ils en font.

Sur le plan des causes et des effets, on découvrirait des rapports, plus ou moins étroits, entre tous les aspects d'une certaine société à une certaine époque. Origine du choc entre des cultures fondamentalement autres et de l'effondrement

de tel ou tel ordre séculaire, la civilisation industrielle porte une part de responsabilité dans les horreurs de notre temps. Mais, en ce sens, on pourrait condamner toutes les civilisations nouvelles dont l'avènement s'accompagne de guerres civiles et étrangères.

L'accusation prendrait une gravité tragique si la frénésie totalitaire paraissait l'expression dernière et fatale du dynamisme de la technique. On montre effectivement le risque que ce dynamisme suscite cette frénésie. On ne montre pas que ce glissement soit fatal. La science occidentale apporte, en même temps que des propositions vérifiées, des moyens d'action. En ce sens, selon l'interprétation de Spengler, la science moderne est animée par une volonté de puissance même si, à l'origine ou dans la psychologie des savants les plus hauts, elle naît de la curiosité du vrai. Mais elle n'en devient pas, du même coup, démoniaque.

L'aspiration à comprendre la nature et à la maîtriser fait la grandeur unique de l'homme d'Occident. Guérir les maladies, capter l'énergie, multiplier la force des bras par celle des machines, quel romantique oserait dénoncer ces ambitions? Élan créateur, qui risque de dépasser le but et de se retourner contre lui-même: la technique folle finirait par traiter l'homme lui-même comme un matériau.

Un des éléments du totalitarisme est, à coup sûr, la démesure des ingénieurs, mais ceux qui ignorent les limites de la science sont rarement les vrais savants. L'acceptation d'un marxisme primaire par les spécialistes de physique ou de biologie témoigne surtout de la permanence d'un besoin religieux que l'accumulation des connaissances positives ne satisfait pas. Les techniciens ne sont pas voués, par essence, à ignorer ce qui, en l'homme, dépasse la matière.

Les spécialistes des sciences sociales ne sont pas moins exposés à des telles aberrations. Eux aussi commencent à connaître les procédés par lesquels on manipule les individus et les foules, les corps et les âmes. Eux aussi, observant les irrationalités de l'organisation sociale, les entraves que certaines croyances mettent au développement des forces productives, inclinent parfois à souhaiter un pouvoir absolu, capable d'imposer les solutions dites rationnelles. La psychanalyse ou la psycho-technique n'enseignent pas à l'homme à ne plus respecter son semblable, encore qu'elles lui en donnent la possibilité. Le danger que la technique traite les hommes en objets est évident, mais le danger contraire de souscrire à des traditions que le temps ne suffit pas à rendre respectables ne l'est pas moins.

Historiquement, la civilisation industrielle a contribué au déclin des religions

de salut. Elle a désintégré les communautés locales qui ont, à travers les siècles, encadré l'existence des individus. Elle a accéléré la formation des masses urbaines, phénomène que la plupart des civilisations ont connu aux époques qui en ont précédé l'effondrement. Mais peut-être donne-t-elle la chance de surmonter l'anomie des multitudes et de promouvoir une nouvelle forme d'intégration. Elle ne suscite pas nécessairement l'athéisme militant qui ne reconnaît à l'homme d'autre vocation, d'autre espérance que le confort, en une société satisfaite d'elle-même et soumise à la volonté des planificateurs.

Ni idolâtre, ni ennemie de la technique, l'Europe ne devrait pas plus ignorer les virtualités de barbarie qu'elle recèle que ratifier une condamnation sans appel. L'humanité n'est pas vouée à se perdre dans la conquête de la nature et l'oubli d'elle-même. Le prophétisme de catastrophe témoigne de moins de lucidité que de résignation. Le XXe siècle n'est pas le premier siècle des guerres et l'aventure humaine n'est pas achevée.

"Nous défendons une demi-vérité contre un mensonge total", écrivait récemment un romancier, anti-communiste et ex-communiste. Proposition vraie, mais pourquoi éprouve-t-on le besoin de la répéter, avec un mélange de mauvaise conscience et de franchise?

La société soviétique, il est vrai, par les haut-parleurs de ses propagandistes, prétend être en marche vers la perfection. On a toujours honte du réel quand on le mesure à l'idéal. Beaucoup d'intellectuels européens portent le deuil du mythe socialiste. Ils n'ont trouvé nulle part, en dehors du stalinisme, l'espoir d'une révolution qui ouvrirait une ère nouvelle.

Le socialisme est un système économique-social, dont on discutera les avantages et les inconvénients, comparés à ceux de la libre entreprise et des mécanismes du marché. Il n'est certainement pas un bien absolu ou l'accomplissement de la destinée humaine. On conçoit que la diffusion universelle du stalinisme accomplisse, pour la première fois, un empire universel, au sens plein du terme. Un tel empire n'est plus un rêve mais un cauchemar. Ou bien il serait maintenu par un despotisme de fer et la solidarité supra-nationale d'une bureaucratie théocratique, et les peuples songeraient avec nostalgie au temps où sévissait l'anarchie des souverainetés nationales. Ou bien il se dissocierait en une rivalité de diadoques et de schismatiques. Les guerres entre disciples irréconciliables du prophète feraient regretter celles des rois qui n'invoquaient pas les idées au service de leurs ambitions.

Les diverses cultures sont trop éloignées les unes des autres, les nationalismes,

que les Européens ont répandus, en même temps que les machines, à travers les continents, trop ardents pour qu'un empire universel apparaisse une possibilité prochaine. On peut clore le siècle des guerres hyperboliques sans retomber sous le joug. Il suffit qu'un État dispose d'un quasi-monopole des armes décisives, ou seulement d'une supériorité telle qu'il soit capable, sinon d'arbitrer toutes les querelles pacifiquement, du moins d'interdire l'extension illimitée de la violence. Ainsi s'exerçait l'influence de la Grande-Bretagne au siècle dernier, ainsi s'exerce en Amérique du Sud celle des États-Unis aujourd'hui. L'hégémonie d'une puissance navale et aérienne surmonterait progressivement l'alternative: paix d'équilibre ou paix des empires. Elle protégerait l'humanité contre le péril mortel, créée par les armées de destructions massives et la mobilisation totale des peuples. Solution raisonnable, cette demi-pacification due à la domination d'une république industrielle n'aurait rien de commun avec la fin de l'histoire. Elle continuerait de décevoir les âmes sevrées d'utopie.

On ne se bat pas sans foi et la foi transfigure les réalités auxquelles elle s'applique. On s'est battu pour le droit de vote, pour la liberté de la presse, pour la grandeur nationale. Une réforme partielle devenait, pour ceux qui la désiraient passionnément, un bien qu'ils préféraient à leur vie. Mais la religion séculière n'est qu'une modalité, entre d'autres, des croyances collectives. Elle a pour singularité de situer la valeur suprême dans un avenir lointain et de confondre dès maintenant cette valeur avec un certain parti ou un certain pays.

Les Occidentaux sont incapables de présenter un certain ordre social, présent ou futur, comme l'équivalent du royaume millénaire. Les institutions parlementaires ou les mécanismes économiques leur importent surtout en tant que conditions ou symboles d'un certain style d'existence collective. Le droit de choisir son dieu, de chercher librement la vérité, de n'être pas à la merci de la police, des fonctionnaires ou des psycho-techniciens sont ou devraient être pour eux des valeurs aussi inconditionnées que le triomphe de l'Union soviétique pour les staliniens.

Ces valeurs traditionnelles éveillent-elles la même ardeur qu'un idéal mensonger? La fidélité paraît faiblesse auprès du fanatisme, tendu vers l'avenir. À la longue, peut-être l'emportera-t-elle sur la fureur d'une pseudo-nouveauté. Les totalitarismes ne sont originaux que par leur technique. Ils empruntent certaines armes aux arsenaux de notre temps, mais ils usent des instruments que leur fournissent les ingénieurs des corps et des âmes, en vue d'un retour au passé. Ils ramènent le despotisme séculaire, la hiérarchie bureaucratique, la religion

d'État. Il n'est pas prouvé que les régimes totalitaires soient plus qu'un épisode du siècle des guerres. La survie de l'espoir est suspendue à la victoire des sociétés libérales.

La foi des peuples ne fut jamais plus vive qu'au cours de la première guerre, dont l'enjeu était incomparablement plus limité que celui de la deuxième. L'enjeu de la troisième est plus vaste encore. Si les Européens étaient devenus indifférents à la sauvegarde de leurs droits politiques, de leurs libertés spirituelles, des indépendances nationales, s'ils n'étaient prêts à défendre ni leurs autels, ni leurs foyers, alors l'Europe serait morte et les héritiers se disputeraient un cadavre. Je ne crois pas que l'Europe soit morte.

La crise morale affecte surtout les intellectuels rationalistes qui enseignent la superstition ou le désespoir, répétant que Dieu est mort, et ne se résignant pas à la perte de leurs idoles. La politique, nous dit-on, est le destin: rarement les conflits des partis, des idéologies, des nations ont mis en question tant de valeurs. Mais la politique n'en est pas moins incapable d'apporter à l'existence sa justification dernière. On transfigurait l'histoire quand on attendait d'elle une réponse à nos questions. Avec la mythologie du progrès, on perd tout motif de donner raison à l'avenir et aux vainqueurs. L'histoire inachevée ne juge pas les hommes.

Les peuples sont-ils déçus parce que nous n'avons à défendre, en ce monde imparfait, que des demi-vérités? Je n'en suis pas sûr. La cause profonde du scepticisme est autre. La leçon des deux guerres a été retenue. Le déchaînement de la violence ne résout rien. L'Europe serait victime d'une guerre hyperbolique, quelle qu'en fût l'issue. Nous n'avons pas dissimulé cette antinomie des moyens et de la fin. Le but de l'Occident est et doit être de gagner la guerre limitée pour n'avoir pas à livrer la guerre totale. Mais il ne parviendra pas à la gagner s'il n'est pas animé d'une résolution inflexible, s'il ne croit pas en lui-même et en sa mission de liberté.

La troisième guerre peut-elle être gagnée sans devenir totale? Nul ne le sait. Mais on sait que, dans la guerre limitée plus encore que dans la guerre totale, le courage et la foi comptent autant que les ressources matérielles. Le défaitisme multiplie les périls. La volonté de vaincre ne supprimerait pas les périls qui seront, pour des années, notre sort quotidien, elle nous donnerait une meilleure chance de les surmonter.

(1) Nous faisons abstraction ici des valeurs de culture et des valeurs aristocratiques.

(2) Cf. par exemple, le dernier livre de M. Fourastié: *Machinisme et bien-être*, Paris, 1951.

(3) Cf. Kirtley F. Mather: *The social implications of science*, Bulletin of atomic scientists, juillet 1950. L'auteur est professeur de

géologie.

(4) Que la natalité tende à diminuer avec l'amélioration des conditions d'existence, on l'a observé souvent. Rien ne prouve que cette auto-régulation du volume de la population soit nécessaire.

(5) D'après D.-J. Dallin: *La vraie Russie des Soviets*. Paris 1948, p. 144, citant un ancien fonctionnaire du Guépéou Kiselev.

Conditions d'une détente

Preuves
octobre 1951

George Kennan, fils d'un historien qui a consacré d'importants ouvrages à la Russie, est un des meilleurs connaisseurs de l'histoire comme de la politique contemporaine russes. C'est autant en historien qu'en homme politique qu'il parle de l'U.R.S.S., et c'est ce qui confère un intérêt tout particulier aux essais qu'il a consacrés dans "Foreign Affairs" à la politique des États-Unis envers l'U.R.S.S. Depuis l'article signé X. qui établissait les bases de ce qui allait devenir la politique d'endiguement de l'expansion soviétique - le "containment" - aucun de ses écrits n'a en une répercussion aussi profonde que le dernier en date, "America and the Russian future" (Foreign Affairs, avril 1951).

Kennan y envisage dans quelle mesure et entre quelles limites la politique de fermeté occidentale peut influencer sur l'évolution future de l'Union soviétique. Il écarte l'idée qu'il faille imposer une notion américaine de démocratie à la Russie; il établit néanmoins certaines exigences de conduite internationale des dirigeants soviétiques qui rendraient une collaboration pacifique plus probable et les relie à un certain "minimum" de tolérance intérieure, de relations libres entre Russes et étrangers, et à l'abolition du travail servile des camps de concentration.

Nous remercions M. Raymond Aron de nous avoir confié, à propos de la discussion suscitée par cet essai, ses propres vues sur les rapports entre la politique occidentale et l'avenir des peuples de l'Union soviétique.

La rédaction

La lecture de l'article de G. F. Kennan m'a rappelé la formule de Paul Valéry: "L'homme entre dans l'avenir à reculons." Les idées directrices de *America and the Russian future* apparaissent dans une large mesure comme une réflexion sur les erreurs commises au cours de la dernière guerre ou, du moins, comme un renversement des attitudes adoptées à l'égard de l'Allemagne hitlérienne.

"Culpabilité collective du peuple allemand", avaient proclamé les Occidentaux. Non-culpabilité collective du peuple russe ou même grandeur du peuple russe, nous propose aujourd'hui G. F. Kennan. Il y a six ans, les occupants s'étaient mis d'accord sur la formule de la démocratisation, entendue d'ailleurs en des sens tout autres par les Russes et par les Américains ou Britanniques. S'adressant à ses compatriotes, l'ancien conseiller du Département

d'État les met en garde contre leur penchant à méconnaître les singularités nationales et à ne voir, pour tous les peuples du monde, qu'une seule voie de salut. Du même coup, il condamne à l'avance toute velléité d'épuration, à supposer qu'un jour, au lendemain d'une guerre ou d'une révolution, le régime soviétique s'effondre. Enfin, il dénonce l'ambition illusoire de régler le problème posé par un régime totalitaire, tel le régime stalinien, par une guerre totale.

J'approuve d'autant plus volontiers ces thèses que, dans un livre récent, je les ai moi-même suggérées, encore qu'en termes différents. Rencontre peu surprenante, puisque chacun de nous a médité sur les leçons du récent passé, sur la défaite politique succédant si vite à la victoire militaire. Et l'on butait inévitablement sur les mêmes causes: l'esprit de croisade, typique de la politique extérieure américaine, la propension à voir dans l'ennemi du moment l'obstacle, et le seul obstacle, à l'avènement d'un monde pacifique, d'où l'effort en vue d'écraser "l'infâme" - Guillaume II ou Hitler ou le fascisme - le bien devant s'instaurer de lui-même une fois le mal éliminé; le penchant aussi à tenir les institutions américaines pour l'étalon des valeurs politiques, ce qui impose en quelque sorte aux dirigeants américains le devoir de diffuser ces institutions, source de prospérité et critère de vertu (Ce résumé est une caricature à n'en pas douter.) L'article de G. F. Kennan est une réaction contre cet esprit de croisade, il invite l'opinion américaine à accepter la lutte contre le stalinisme, à soutenir l'effort pour éviter la guerre totale et, à supposer que, par malheur, celle-ci éclate, à ne pas se donner des objectifs pseudo-moralisateurs et inaccessibles.

Certains pourraient demander si éviter les erreurs d'hier n'est pas un sûr moyen de commettre d'autres erreurs demain. La victoire totale sur l'Allemagne et le Japon a ouvert une période de troubles et suscité la menace d'une troisième guerre mondiale, parce que la coalition victorieuse était divisée en deux groupes de puissances fondamentalement hostiles l'un à l'autre. Au cas d'un autre conflit, il n'y aurait qu'un seul vainqueur, puisqu'il n'y a plus, à l'heure présente, que deux puissances dominantes. Mais je crois ce raisonnement faussement séduisant, en réalité terriblement dangereux.

Il se peut qu'une troisième guerre mondiale laisse les États-Unis seuls debout, ses ennemis abattus, ses alliés affaiblis. Il se peut que, pour la première fois dans l'histoire humaine, l'hégémonie sur la planète entière appartienne à un État surclassant tous ses rivaux (les empires du passé, chinois, perse ou romain, étaient limités à un cercle de culture). Mais l'empire des États-Unis s'étendrait sur des ruines bien plutôt que sur le monde des hommes. Incapables d'assister

toutes les victimes d'un troisième conflit, la République américaine verrait, en dépit de sa bonne volonté, s'étendre la zone d'anarchie et de despotisme. Même si un nouveau rival ne surgissait pas, les États-Unis risqueraient de perdre politiquement une guerre gagnée militairement: l'enjeu, en effet, d'un troisième conflit serait, politiquement, la survie de la civilisation libérale et celle-ci ne résisterait peut-être pas à une victoire remportée en son nom.

J'approuve donc l'inspiration générale de G. F. Kennan et j'incline à penser que le doute surgit non à *propos* mais *au-delà* des thèses exposées dans l'article de *Foreign Affairs*. J'indiquerai quelques-uns des points sur lesquels la discussion s'élèverait.

1° Du totalitarisme, tous les peuples de l'Union soviétique, y compris le peuple grand-russe, sont victimes, mais, du pouvoir central moscovite, tsariste, d'abord, bolchévik ensuite, les peuples allogènes sont ou se sentent spécialement victimes. Et les peuples d'Europe centrale et orientale sont aujourd'hui soumis à une oppression qu'ils imputent probablement aux Russes autant qu'au communisme international. Dans le cadre d'une politique visant à éviter la guerre générale, l'Occident n'a ni moyen, ni motif de prendre une position catégorique sur les problèmes nationaux à l'intérieur de l'Union soviétique. Il doit encourager les demandes d'autonomie des peuples allogènes, les aspirations à l'indépendance des pays de l'Est européen, sans se prononcer ni pour ni contre la désagrégation de l'empire russe (par exemple à l'intérieur des frontières de 1939).

Cette prudence diplomatique, l'expérience l'a prouvé, est la seule attitude possible. Dès que l'on essaie de préciser la part qui revient dans l'impérialisme soviétique, au communisme d'une part, à la tradition moscovite de l'autre, on déclenche des polémiques, comme celle à laquelle le *New York Times* a récemment offert l'hospitalité de ses colonnes. La Russie moderne compte, en dehors de la nationalité russe, des nationalités parentes (Blancs-russes, Ukrainiens), comparables aux Slovaques par rapport aux Tchèques ou aux différentes nationalités de la Yougoslavie, et des nationalités sans aucun lien de parenté avec la nationalité dominante, de niveau de civilisation très divers, comparables aux populations des empires coloniaux des États européens plus qu'aux populations des métropoles européennes. L'empire colonial de la Russie n'est pas séparé par des mers de la métropole, il est un empire continental d'un seul tenant.

Cette structure de la Russie est peut-être une des explications de la survivance

des formes autoritaires. On s'est demandé souvent jusqu'à quel point des méthodes libérales étaient compatibles avec la sauvegarde de l'intégrité territoriale et de l'unité étatique de l'empire tsariste ou bolchévique. Les tendances centrifuges risquent de l'emporter, dès que le pouvoir central est ébranlé, et ces tendances, au lendemain d'une révolution, paraîtront d'autant plus fortes qu'elles auront été plus longtemps et plus violemment refoulées. Or, le séparatisme ukrainien ne serait-il pas, au fond, aussi artificiel que la russification de telle ou de telle province de l'empire? (Par séparatisme, nous entendons la volonté d'indépendance entière, non le désir d'autonomie).

À n'en pas douter, l'État russe a été créé par la force et il s'est étendu par la conquête. On peut établir sans grande peine une continuité entre l'impérialisme grand-russe des tsars et l'impérialisme actuel des staliniens. Mais il n'est pas d'État européen qui n'ait une tradition impérialiste et, pour l'essentiel, l'impérialisme stalinien me paraît autre, essentiellement, que celui des Romanoff (même si pour des raisons géographiques qui échappent à l'action des hommes, l'un et l'autre suivent les mêmes voies). Mais prudence et sagesse, en un tel sujet, seront critiquées aujourd'hui par les tenants des deux doctrines extrêmes et, en cas de guerre, elles pourraient malheureusement être emportées par le dynamisme des événements et le déchaînement des passions.

2° En ce qui concerne la situation présente, la grande erreur serait de croire que la cause unique de la crise, de la guerre menaçante est la Russie soviétique et son régime. La discussion: impérialisme grand-russien ou impérialisme stalinien, est plus intéressante pour l'historien que pour le politique. La cause principale de la crise actuelle, ce sont les suites de la deuxième guerre mondiale, c'est-à-dire, en Asie, la conjonction entre une révolution anticolonialiste et probablement antioccidentale et la conspiration des partis communistes, en Europe, la soviétisation de la moitié de l'Europe, la présence de l'armée russe au centre du vieux continent et la menace suspendue sur ce qui subsiste des pays libres à l'ouest de la ligne de démarcation.

Quel que soit le caractère du régime russe, la division actuelle de l'Europe serait à peu près insupportable à la longue. Un État qui s'est emparé militairement de la moitié de l'Europe a finalement le choix entre une expansion ultérieure et la retraite.

On aurait donc tort, quand il s'agit de guerre ou de paix d'être obsédé par Moscou, le *Politburo*, les camps de concentration, voire même le rideau de fer. La rupture des relations entre le peuple russe et le reste du monde aggrave

incontestablement les craintes réciproques. Mais, de même qu'il y a deux causes principales de la crise, on aperçoit deux conditions nécessaires à un relâchement de la tension: la rentrée de l'Armée rouge à l'intérieur des frontières de Russie et, en Asie, ou bien la séparation du communisme chinois et du communisme russe ou bien un arrêt de l'expansion communiste vers l'Asie du sud-est, combiné avec la restauration d'un centre de forces au Japon.

La deuxième guerre mondiale a laissé une situation telle qu'une troisième guerre en aurait paru la seule issue et aurait été presque inévitable si, des deux côtés, on n'avait conscience du caractère imprévisible pour tous, vainqueurs et vaincus, d'un troisième conflit.

3° Sur la chance d'une transformation sans guerre du régime soviétique, il est difficile de justifier une opinion en quelques lignes. Je me bornerai à dire que je me sens moins optimiste que G. F. Kennan. En tout cas, si le philosophe ou l'historien doit penser qu'une telle transformation interviendra d'elle-même, un jour ou l'autre, le politique peut l'espérer, mais non compter sur elle. L'Occident n'a d'ailleurs que de faibles moyens de provoquer ou de hâter cette transformation.

L'action de la propagande radiophonique touche peut-être une partie du peuple mais incite les dirigeants bien plutôt à renforcer qu'à relâcher leur emprise sur les masses. Laisser des succès extérieurs aux maîtres du régime équivaldrait à leur accorder un prestige et une autorité supplémentaires. Mais la lutte de puissance dans laquelle les staliniens ont engagé l'Union soviétique contre l'Occident leur permet de se poser en défenseurs de la grandeur impériale de la Sainte Russie.

Il n'en résulte pas que l'Occident soit contraint de s'en tenir à la défensive et d'attendre passivement la catastrophe ou la conversion du régime stalinien. L'erreur est de fixer les yeux sur le centre de l'empire soviétique, alors que les zones intermédiaires entre les deux empires sont l'enjeu de la guerre froide et décideront de la forme, limitée ou totale, que revêtira le conflit mondial, une fois de plus déclenché après la dernière guerre.

Il est vrai que la réconciliation entre l'Union soviétique et le monde libre exige un changement d'âme du régime soviétique, et Kennan a justement indiqué les transformations indispensables pour que cette réconciliation soit concevable. En même temps, il précisait, à l'usage des Américains plus que des Européens, ce que nous ne pouvons pas demander à un régime russe quel qu'il soit. Mais peut-être aurait-il dû ajouter que la guerre totale sera ou ne sera pas évitée selon l'évolution qui interviendra en Europe et en Asie - évolution qui n'est que

partiellement déterminée par la Russie, même stalinienne et sur laquelle les États-Unis pourraient exercer une influence autrement décisive que celle, par essence limitée, qu'ils pourraient avoir sur l'évolution, politique intérieure de la Russie elle-même.

Réflexions sur la guerre possible, Suite et fin

Liberté de l'Esprit
janvier 1952

II

À quoi tend un livre dans lequel il est dit simultanément que la guerre limitée est un fait, que la guerre totale est moins improbable aujourd'hui qu'il y a quelques années et que l'attitude la plus favorable à la limitation de la guerre (à la guerre non totale) est une attitude de résistance, solidaire et confiante, de l'Occident tout entier?

Les Guerres en chaîne comportent une partie historique, une description de l'actuelle politique mondiale et, avec beaucoup de réserves et de précautions, des conseils d'action et des vues d'avenir. La conjonction de l'analyse historique et de l'étude politique surprend les lecteurs, accoutumés à l'attitude des historiens qui expliquent ce qui s'est passé comme si rien n'avait pu se passer autrement, et à celle des politiques qui disent impérativement ce qu'il convient de faire, comme s'il dépendait des hommes d'État de modeler souverainement l'avenir. Ce qui a surpris les critiques, c'est que je ne décris pas le passé autrement que l'avenir, que je ne donne pas le passé pour entièrement nécessaire et l'avenir pour entièrement indéterminé. De même que je retrouve dans le passé certaines données fondamentales, mais aussi des accidents, de même je constate l'action de certaines forces dans la situation présente, sans oublier que des hommes ou des mauvaises rencontres, les décisions de tels individus peuvent détourner, arrêter, amplifier l'action de ces forces profondes.

Il serait absurde, par exemple, de dire que la guerre de 1914 a été un accident, mais il ne le serait guère moins de dire qu'elle était à l'avance fatale, du moins à la date même où elle a éclaté. Nulle dialectique économique, au milieu de la deuxième décennie du XXe siècle, n'obligeait les États européens à se livrer une guerre inexpiable. Mais le système de l'équilibre européen a toujours comporté, de temps à autre, des conflits qu'en notre siècle il est devenu impossible de limiter. La rivalité franco-allemande sur le Rhin et en Afrique, les troubles balkaniques, la tension entre la Russie et l'Autriche-Hongrie à propos des Slaves du Sud, la course aux armements, la dissolution de l'Empire ottoman et les déchirements intérieurs de l'Empire austro-hongrois, contribuaient à alourdir l'atmosphère et à répandre la conviction d'une guerre probable. Un incident comme l'assassinat de l'Archiduc suffit à mettre le feu aux poudres. Dira-t-on

que, de toutes manières, un incident devait se produire qui mettrait le feu aux poudres? Rigoureusement, on doit dire seulement que, si un tel incident a suffi, il était probable à l'avance et il demeure probable après coup qu'un jour ou l'autre un tel accident se produirait. Mais, en juillet 1914, il dépendait des diplomates de régler la crise sans guerre générale et, si celle-ci n'avait pas éclaté à cette date, nul ne peut dire quand elle aurait éclaté et si elle aurait eu le même déroulement et les mêmes répercussions. (Dix ans plus tard, la Russie aurait-elle été encore aussi vulnérable à la révolution?)

De même, une fois la guerre déclenchée, la démocratie - entraînant la conscription - et l'industrie - augmentant la masse des moyens matériels de production et de destruction - rendaient vraisemblable l'amplification hyperbolique de la guerre. Une victoire rapide de l'un des deux camps l'aurait au moins retardée. Il a fallu que s'ajoutent deux phénomènes qui n'étaient pas entièrement impliqués par la structure des sociétés modernes: l'équilibre approximatif des forces et la supériorité temporaire de la défensive sur l'offensive.

On comprend aisément dès lors que l'on puisse donner des mêmes événements deux versions, l'une où tout paraît avoir été déterminé, et l'autre où chaque détail paraît accidentel, l'une et l'autre révélant *un* aspect du devenir historique. Le système de rivalité entre États souverains, nouant et dénouant des relations en vue d'un équilibre précaire, a toujours suscité, de temps à autre, une guerre - guerre de succession dynastique au temps des rois, guerre de succession impériale au temps où les nations rejettent les empires multinationaux. Or, l'industrie moderne et la démocratie devaient rendre illimitée une guerre où seraient impliquées les principales puissances d'Europe. La survivance de rivalités étatiques, multipliées par les passions nationales, à l'âge de la civilisation industrielle, vouaient l'Europe au suicide. Mais on peut aussi montrer que chaque étape de cette tragédie n'était pas inévitable, en fonction de données constantes de notre société ou de la situation diplomatique: la guerre, en août 1914, est sortie d'un raté diplomatique; il n'a pas manqué d'esprits clairvoyants en 1916 et en 1917 pour être partisans d'une paix négociée.

Ces deux perspectives sont-elles contradictoires? Pas le moins du monde. Elles se complètent et elles sont fondées l'une et l'autre sur une conception probabiliste du déterminisme. Un événement nécessaire est celui qui, étant donné certains éléments, tenus pour essentiels de la situation, se produirait dans la majorité des cas (les cas étant construits par la pensée, en imaginant

l'adjonction aux éléments essentiels d'événements multiples et variés). La situation européenne, à partir de 1913, rendait probable la guerre. Mais, en août 1914, celle-ci n'était pas absolument déterminée: il n'y avait pas volonté arrêtée, d'un côté ou de l'autre, de la déclencher. Non seulement l'assassinat de l'archiduc aurait pu être évité, mais encore, après l'assassinat, une autre diplomatie britannique aurait peut-être arrêté le mécanisme diplomatique.

Reprenons les origines de la deuxième guerre mondiale. Dès 1933, il était prévisible qu'Hitler chercherait par tous les moyens à modifier le statut territorial de Versailles, au risque de provoquer la guerre. Il s'agissait donc de savoir si les puissances conservatrices parviendraient à maintenir, en permanence, une situation telle qu'Hitler n'ait ni les moyens de s'étendre dangereusement ni ceux de déclencher la guerre générale. Cette situation existait jusqu'en mars 1936, puisque la démilitarisation de la Rhénanie laissait à la France la possibilité d'une réplique immédiate et décisive. À partir de mars 1936, France et Grande-Bretagne avaient perdu la capacité de s'opposer *localement* à une action allemande dans le centre ou l'est de l'Europe (Tchécoslovaquie, Pologne, Balkans). Aurait-on pu dire que la guerre était "inévitable"? Il aurait fallu savoir ce qui se passerait dans l'esprit d'Hitler et ce que feraient ses principaux adversaires: France, Grande-Bretagne, Russie.

Il n'était pas démontré qu'Hitler déclencherait intentionnellement, de sang-froid, la guerre générale contre une coalition Est-Ouest (et il ne l'est pas encore aujourd'hui). Si l'on parvenait à reconstituer la coalition d'août 1914, il y avait une bonne chance qu'Hitler hésitât à engager l'Allemagne sur le chemin même qu'avait suivi Guillaume II. Mais quelle chance y avait-il de reconstituer cette coalition? L'Union soviétique craignait une agression allemande à laquelle elle serait livrée seule, mais peut-être souhaitait-elle une guerre entre États capitalistes, qui lui donnerait une chance de répandre le communisme sur les ruines des régimes bourgeois. Et les hommes du *Politburo* ne pouvaient pas ne pas nourrir, en ce qui concerne les intentions des hommes d'État occidentaux, les mêmes inquiétudes qu'éprouvaient ces derniers sur les intentions soviétiques. Même si l'on ne prêtait pas à Staline la volonté de déclencher la guerre entre États capitalistes, l'alliance défensive entre l'Union soviétique, d'une part, la France et la Grande-Bretagne, de l'autre, était malaisée à conclure par suite des soupçons réciproques. Et, cette situation donnait incontestablement des possibilités de manœuvre à Hitler.

En dehors d'une alliance avec l'Union soviétique, la France et la Grande-

Bretagne en étaient réduites à dire non à Hitler, mais sans autre perspective que le déclenchement d'une nouvelle guerre, générale et totale, car la France et la Grande-Bretagne ne pouvaient empêcher Hitler de gagner la campagne initiale en Tchécoslovaquie et en Pologne. En revanche, pour qui regardait assez loin en avant, l'Allemagne devait finalement perdre cette guerre pour les mêmes raisons qu'elle avait perdu la première, c'est-à-dire la formation d'une grande coalition, comprenant la Russie et les États-Unis. Il était à craindre qu'un Hitler ne fût plus sensible à la perspective de succès initiaux qu'aux conséquences à long terme de ces succès mêmes. En 1938, France et Grande-Bretagne menacèrent de défendre la Tchécoslovaquie, au besoin par une guerre générale, mais, au dernier moment, elles préférèrent la capitulation. En 1939, elles rééditèrent la même menace au profit de la Pologne et elles la mirent à exécution. On sait aujourd'hui que la résistance en 1938 aurait peut-être amené la chute d'Hitler et la révolte des généraux. En 1939, la résistance conduisit à la guerre.

Si l'on avait dit, après mars 1936, la guerre est inévitable, on aurait eu tort: elle était seulement très probable. Pour l'éviter, il aurait fallu, soit l'accord Union soviétique-France-Grande-Bretagne (qui était improbable, mais non exclu), soit le renversement d'Hitler par les généraux hostiles à l'aventure. On sait comment l'éventualité, probable et funeste, est effectivement survenue, le détail des événements laissant à chaque instant place aux rencontres, aux interventions des hommes, à la fortune bonne ou mauvaise, mais le déroulement du drame gardant une logique interne. Une fois entré dans la guerre, Hitler a été jusqu'au bout, forgeant lui-même la coalition qui devait l'abattre. (Mais, en octobre 1940, à la visite de Molotov à Berlin, Hitler aurait pu faire encore un bout de chemin avec Staline, lui ouvrir la voie vers le golfe Persique.)

Une analyse de la situation présente doit être exactement du même style que l'analyse de situations passées. Autrement dit, la situation actuelle comporte évidemment une possibilité de guerre totale. Faut-il dire possibilité ou probabilité? Quelle estimation faut-il faire de cette probabilité? Il est bien clair qu'aucun chiffre ne saurait être donné et que les observateurs, même s'ils constatent les mêmes faits, n'aboutissent pas à des conclusions identiques.

Quelles sont les données fondamentales de la situation présente? À la suite de la deuxième guerre mondiale, la puissance s'est concentrée en deux États périphériques et, en 1945, les zones intermédiaires, Europe et Asie, étaient ruinées, par suite vides de force militaire. Depuis 1945, ces zones intermédiaires ont été le théâtre d'un double processus. En Europe, le rideau de fer a séparé

deux ensembles, dont les régimes s'opposent de plus en plus nettement; en Asie, le parti communiste l'a emporté dans la guerre civile et la Chine, qui renforce ses armées, est désormais alignée sur l'Union soviétique. Une telle structure de la politique mondiale est par essence instable, elle comporterait une guerre froide, même si l'Union soviétique n'était pas gouvernée par un parti révolutionnaire et ne se réclamait pas d'une religion séculière. Car les deux Grands seraient engagés dans une lutte d'influence, dont les territoires marginaux en Europe et en Asie (presqu'île européenne, presqu'île coréenne, presqu'île indochinoise) sont l'enjeu. Mais, en fait, il s'y ajoute trois facteurs supplémentaires: la technique de guerre permanente ou d'impérialisme utilisée par le *Politburo*, la présence des partis communistes au cœur même de la zone occidentale: en second lieu, l'état de chaos révolutionnaire dans lequel se trouve l'Asie (et peut-être demain le Proche-Orient) par suite de la révolte contre la présence occidentale, par suite aussi de la faiblesse et de l'incapacité des États successeurs; en troisième lieu, l'existence des armes de destruction massive et, en particulier, de l'arme atomique, auxquels répond, en Asie, l'usage généralisé de la guérilla.

Comment se combinent ces facteurs divers? Le premier effet est ce que nous appelons la guerre froide, sous ses diverses formes: bataille de propagandes, conflits à propos des nations divisées (Allemagne) et de la reconstruction des nations européennes, guerres chaudes marginales, guerre semi-coloniale en Indochine, en Malaisie. Combien de temps peut durer la guerre froide? Nul ne saurait le dire.

La situation actuelle comporte une possibilité de guerre totale, comme la situation de 1913 en comportait une. La différence est que la situation actuelle, bien qu'en elle-même plus instable, plus belliqueuse, prête moins à une explosion accidentelle pour une double raison: personne ne méconnaît plus la nature et les conséquences d'une guerre totale et, d'autre part, l'accoutumance à la violence réduit le nombre des événements imprévus qui pourraient être tenus pour un *casus belli*. Il n'en reste pas moins qu'à la longue, même si l'on ne suppose pas d'un côté ou de l'autre la volonté arrêtée de guerre générale, l'exaspération progressive, la militarisation des sociétés démocratiques, l'acceptation d'une épreuve tenue pour fatale et définitive risquent de précipiter le glissement de la guerre froide à la guerre totale.

La tâche qui s'impose aux hommes d'État est double: la première se définirait par la formule: "raison garder". En chaque circonstance, les dirigeants responsables de l'Occident devraient trouver la juste mesure entre la capitulation

et la provocation: ils devraient marquer la fermeté tranquille qui ne laisse aux staliniens nul doute, ni sur la réplique des peuples libres en certaines circonstances clairement définies à l'avance, ni sur leur consentement à la coexistence, à supposer que les hommes du Kremlin souhaitent provisoirement l'application de cette formule usée. Mais la théorie ne saurait aller au-delà des généralités. Personne n'aurait pu dire, en 1913, ce que les diplomates auraient dû faire en juillet 1914.

La deuxième tâche, en revanche, est de modifier les circonstances qui provoquent la guerre froide et, en particulier, l'intensité particulière qu'elle a prise aujourd'hui. Car, bien que la guerre froide - situation durable - n'implique à aucun moment particulier la guerre totale, la prolongation de la guerre froide avec son intensité actuelle finirait, en une perspective à long terme, par créer la probabilité qu'un jour ou l'autre l'explosion se produisît. Dès lors, après avoir indiqué les règles de bon sens destinées à réduire les risques de la guerre par malentendu, on peut et on doit marquer les conditions auxquelles la situation serait moins redoutable, la guerre froide moins intense. Malheureusement, ces conditions sont aussi faciles à définir que difficiles à réaliser.

L'objectif n°1, me semble-t-il, est de restaurer suffisamment les zones intermédiaires en Europe, en Asie, en Afrique, de telle sorte que Staline perde l'espoir de les conquérir sans guerre, que les États-Unis ne les sentent pas à chaque instant menacées et qu'en cas de guerre générale, elles ne soient pas vouées à une occupation rapide. Si cet objectif était atteint, le danger subsisterait que Staline, pour progresser, acceptât un risque de guerre générale, mais le danger serait grandement réduit que l'explosion se produisît soit par un malentendu, soit par suite de troubles locaux appelant l'intervention des Grands.

Il suffit de regarder la scène du monde, en 1951, pour voir à quel point l'Occident est loin d'avoir atteint un tel objectif. En Perse, en Égypte, dans tout le Proche-Orient, des troubles contre les Occidentaux, dont on mesure difficilement à l'avance les répercussions, se propagent. En Asie, les guerres anti-occidentales, entretenues sinon fomentées par les agents du Kremlin, continuent de sévir. En Europe, une timide tentative des Européens pour réarmer a suffi à déclencher l'inflation, de telle sorte qu'on va ralentir l'application des programmes d'armement et laisser, quelques années supplémentaires, l'Europe à la merci de l'occupation soviétique en cas de guerre totale. Sur aucun champ de bataille, l'Occident n'est sur le point de porter les succès qui permettraient d'atténuer l'intensité de la guerre froide.

D'aucuns suggèrent que l'on pourrait obtenir par négociations ce que l'on a été incapable d'arracher par le courage et l'effort. Mais comment?

La suspension par compromis de la guerre de Corée est vraisemblable. Tant que Staline redoute la guerre générale, il n'engagera pas contre l'armée américaine en Corée des forces massives et, en dehors de l'intervention de telles masses, les Sino-Coréens n'ont aucune chance de remporter une victoire décisive. Même dans cette hypothèse optimiste, l'arrêt des hostilités sera suivi de négociations interminables, durant lesquelles les Américains seront obligés de maintenir leurs troupes sur place. Les grandes puissances ont à ce point engagé leur prestige, le nationalisme de la Chine communiste paraît à ce point virulent que la liquidation de la crise sera longue, difficile, avec des risques de retour de flammes.

Quelle que soit l'issue de la campagne coréenne, les guerres contre les Occidentaux en Asie du sud-est paraissent susceptibles de durer indéfiniment - du moins si la Chine communiste continue de soutenir, ravitailler, armer les guérillas en Malaisie, en Indochine. Or, pourquoi Moscou et Pékin cesseraient-ils d'entretenir des guerres qui leur coûtent si peu et qui affaiblissent autant les Occidentaux?

On n'aperçoit aucune perspective de stabilisation en Asie, ni par résistance, ni par retraite, à moins d'un renversement fondamental dans les relations entre la Chine communiste et les États-Unis. Mais la Chine totalitaire équipe de grandes armées et ne semble guère se soucier de gagner les bonnes grâces de l'Occident.

En Europe, je tiens pour improbable que le Kremlin envisage sérieusement de liquider la République populaire de l'Allemagne de l'Est. Mais, à supposer qu'il consente à démanteler le régime communiste que le S.E.D. a édifié, il ne fera cette concession qu'en y mettant un prix que l'Occident refusera de payer, à savoir l'extension à l'ensemble de l'Allemagne d'un contrôle à quatre. Je doute que les quatre arrivent à s'entendre sur les conditions d'élections libres (à supposer que la diplomatie du Kremlin consente réellement à de telles élections en contrepartie du non-réarmement de l'Allemagne).

Enfin, le Kremlin, aussi bien en public que dans les propos, dits confidentiels, de ses porte-parole habituels, affecte d'accorder une signification toute particulière à l'intensification des échanges Est-Ouest. On annonce une conférence à Moscou sur ce thème. Il est probable que le Kremlin aimerait écarter les restrictions que, pour des considérations stratégiques, les autorités de Washington ont plus ou moins imposées aux exportations à destination de

l'Union soviétique. Mais il est certain qu'il voit là aussi une excellente occasion d'enfoncer un coin entre Européens et Américains, d'exciter ceux-là, inquiets par le manque de dollars, contre ceux-ci et, en même temps, d'alarmer ces derniers, obsédés par les considérations militaires, sur la fidélité de leurs alliés du vieux continent.

Quel que soit le succès d'éventuelles négociations sur la normalisation des échanges commerciaux entre les deux mondes, personne n'imaginera qu'il en doive résulter une transformation soudaine de la situation.

La conclusion est donc provisoirement négative. La seule voie vers une détente passe par la liquidation de certains conflits: Corée d'abord, traité autrichien, Allemagne éventuellement. Mais l'accord avec l'Allemagne est pour le moins lointain. L'atténuation de la guerre froide en Asie du Sud-Est, dans le Proche-Orient, en Europe dépend bien moins des contacts entre le Kremlin et le State Department que de l'action des Occidentaux eux-mêmes. Les échanges d'injures ou de propagandes entre l'Union soviétique et les États-Unis n'importent pas autant que l'imaginent les observateurs superficiels. L'essentiel ne se décide ni à Moscou, ni à Washington, ni au lieu où pourrait se réunir la conférence à deux, à trois ou à quatre. C'est la réalité révolutionnaire de l'Asie, la réalité des soulèvements arabes contre les Occidentaux, la réalité de la division de l'Europe, la réalité de la faiblesse et la confusion à l'intérieur des vieilles nations qui constituent les causes authentiques de la guerre froide. C'est en modifiant ces réalités, non par des pourparlers avec un homme qui méprise les paroles, qu'on arrêtera la guerre froide ou que, du moins, on en atténuera la violence.

À propos de la "Société Européenne de Culture"

**Preuves
mars 1952**

La Société Européenne de Culture s'est fait connaître, jusqu'à présent, par une liste impressionnante de personnalités ayant donné leur adhésion, et un manifeste à l'adresse des intellectuels de l'Europe et du monde, qui n'aurait probablement pas recueilli la signature de tous les membres de la Société, s'il leur avait été soumis.

Affirmation gratuite, me répondra la direction de cette honorable Société. Au moins vaudrait-il la peine:

1° De demander directement à chaque membre de la Société s'il consent que sa signature soit mise en bas du manifeste;

2° De lire attentivement le manifeste, afin de dégager la signification qu'il présente (à supposer qu'il en présente une).

Faute de tenter la première expérience, nous nous bornerons ici à un essai d'exégèse. Pour permettre à nos lecteurs d'être juges, nous reproduisons ci-dessous le texte du manifeste:

La Société Européenne de Culture s'adresse aux intellectuels de l'Europe et du monde

Depuis ce qu'on appelle la fin de la guerre, le cours des événements révèle un état de conflit partout présent. La guerre n'a pas cessé: à tout moment elle peut se manifester sous des formes et avec une violence encore inconnue.

Les Alliés d'hier, unis dans la guerre contre un ennemi commun, non seulement par les circonstances historiques, mais aussi pour des raisons profondes qu'on pouvait espérer permanentes, semblent ne plus se souvenir de celles-ci. Même lorsqu'ils prétendent justifier leur conduite par la fidélité à l'idéal qui les avait associés, ils paraissent se menacer réciproquement: ce qui fait peser sur le monde l'appréhension d'un malheur sans commune mesure avec ceux dont nous avons souffert.

Le monde apparaît divisé en deux blocs armés. Trop nombreux sont ceux qui croient, ou font croire, qu'il n'y a pas d'autre issue que le triomphe de l'un de ces blocs et l'écrasement de l'autre. C'est la politique du aut aut, avec ou contre, oui ou non; c'est la mise en demeure.

Ceux qui la repoussent et, dans leur volonté de nier le dilemme, refusent d'admettre la fatalité de la guerre, sont tenus pour des naïfs, des utopistes, sinon pour des traîtres.

À l'impératif du oui ou non, issu de l'esprit de guerre et par quoi certains se sont laissés entraîner, l'homme de culture résistera. Porté à rechercher et à discerner, sous les événements politiques, les forces profondes qu'ils expriment, il opposera aux exigences brutales et simplistes la réflexion, qui montre qu'il n'y a pas antinomie et que le conflit n'est point inévitable.

Il existe de grands intérêts qui, loin de s'exclure, se rencontrent par delà toute opposition et appellent une synthèse, dont le refus n'est ni juste, ni sage, ni courageux.

Sur le plan où nous nous sommes placés, qui est celui d'une politique de la culture, au lieu de dire oui d'une part et non de l'autre, on peut et doit dire oui et oui, car les valeurs essentielles, où qu'elles soient, ne doivent pas être laissées à la merci de la violence.

Ce double oui, incompatible avec toute politique de puissance, devient le fondement même d'une politique de la culture, qui tend à comprendre et à dominer l'événement. L'homme ne doit pas subir l'Histoire: il peut travailler à la faire.

Il est devenu banal de dire que le nouveau conflit engagerait de telles masses d'êtres humains, emploierait des moyens de destruction si puissants qu'il serait fatal, sinon à l'espèce humaine, du moins à la civilisation. Cependant, on se résigne trop facilement à la catastrophe.

Devant une telle menace, les gouvernements seuls ne sont pas en mesure de résoudre les problèmes actuels, parce qu'il y a contradiction et disproportion entre ces problèmes et les méthodes mises en œuvre pour les résoudre. Sans les forces issues directement des peuples et indépendantes de l'antagonisme des États, il est impossible d'agir efficacement pour rétablir l'ordre de paix et de justice auquel aspire l'humanité. Les forces de la culture, essentiellement libres, et dont la solidarité ne connaît pas de frontières, doivent les premières s'engager afin d'éviter la défaite de l'homme.

La Société Européenne de Culture s'est fondée en dehors de toute préoccupation de parti et d'idéologie, pour répondre à cette nécessité. Elle est ouverte aux hommes de toutes les tendances spirituelles, morales et politiques, conscients de leur responsabilité et décidés à l'assumer pleinement. Elle est déjà un centre de rassemblement et pourra jouer un rôle de direction.

La politique de la culture exige une force à son service; c'est pourquoi la Société Européenne de Culture adresse cet appel aux intellectuels de l'Europe et du monde. Elle les presse de soutenir son action en toute occasion, et surtout de l'aider à dégager les énergies nécessaires à la création de nouvelles structures économiques, politiques et sociales, dont la vie moderne ne saurait plus longtemps se passer, pour que soient garanties la liberté et la dignité de l'homme.

Quand je lus pour la première fois ce texte, ma réaction fut l'amusement. Les fameuses motions dites nègre-blanc des congrès de parti ne sont pas plus embarrassées et équivoques que ce message solennel, rédigé par et pour des hommes de culture.

Les Alliés d'hier étaient unis dans la guerre "pour des raisons profondes qu'on pouvait espérer permanentes". Quelles étaient ces raisons profondes et pourquoi pouvait-on les espérer permanentes? Quels sont ces grands intérêts qui se rencontrent par delà toute opposition, appellent une synthèse, dont le refus n'est ni juste, ni sage, ni courageux? En quoi consiste cette politique de la culture, incompatible avec une politique de puissance, qui exige une force à son service? Quelles sont les nouvelles structures économiques, politiques et sociales dont la vie moderne ne saurait plus longtemps se passer? Il n'est pas une phrase de ce manifeste qui ne prête à des interprétations contradictoires.

Prenons un exemple, d'importance décisive. Quelles étaient les raisons pour lesquelles les Alliés d'hier étaient unis? Les rédacteurs du manifeste affirment que ces raisons étaient profondes, non qu'elles étaient permanentes, ils affirment seulement "qu'on pouvait espérer qu'elles seraient permanentes". Dès lors, toute interprétation rigoureuse du texte pourra être récusée. L'hostilité à l'Allemagne hitlérienne peut être qualifiée raison profonde, mais non permanente. Malgré tout, le manifeste suggère, me semble-t-il, que ces raisons profondes n'étaient pas seulement de circonstance, autrement dit qu'elles tenaient à une inspiration ou à des objectifs qui auraient été communs aux démocraties occidentales et à l'Union soviétique.

Sur le plan des idéologies, on ne songera pas à nier certaine parenté entre "démocraties formelles" et "démocraties populaires". Les unes et les autres invoquent une conception universaliste, les unes et les autres font profession de souhaiter liberté et égalité pour tous les hommes. Les démocraties qui se disent socialistes prétendent même être l'aboutissement du mouvement, dont les révolutions américaines et françaises marquent les étapes.

Certaines idées dont se réclame l'Union soviétique appartiennent sans aucun doute à la tradition occidentale. Le marxisme, quel que soit le jugement que l'on porte sur lui, se situe dans la ligne d'un mouvement intellectuel que nous ne songeons pas à renier. Mais un tel argument ne touche pas à l'essentiel. Admettons qu'à travers l'économie dirigée, la propriété collective, l'orthodoxie d'État, la tyrannie d'un parti unique, les camps de concentration, l'Union soviétique continue de tendre à la libération de l'homme. Les interprètes du Kremlin sont-ils prêts à nous rendre la pareille, c'est-à-dire à admettre qu'à travers les partis multiples, les inégalités sociales, la propriété privée de certains moyens de production, les conflits de groupes et d'intérêts, les libertés politiques et intellectuelles, les démocraties dites bourgeoises continuent de viser à la libération de l'homme? Je consens que la Société Européenne de Culture retrouve l'écho de ses aspirations dans telle ou telle version du marxisme. Mais les staliniens, dans leur propre conception du monde, reconnaissent-ils aux occidentaux le droit à l'existence?

Selon la doctrine ésotérique des staliniens, le régime, qu'ils baptisent socialisme, celui de l'Union soviétique, marque un moment indispensable sur le chemin de l'unique, de l'inévitable avenir de l'humanité. Toutes les sociétés capitalistes sont condamnées et, sous le terme de capitalisme, il faut entendre aussi bien le travaillisme britannique que l'économie américaine ou l'économie égyptienne. Même le régime yougoslave, depuis que Tito rejette les prétentions de Staline à diriger le prolétariat mondial, est rangé du mauvais côté de la barricade, objet de vitupérations passionnées. Le trait essentiel qui permet de discerner la nature d'un régime, c'est donc la soumission ou la non-soumission de ses gouvernants à l'Union soviétique. Quand un parti se réclamant du stalinisme est au pouvoir, nous accédons au moins à la forme initiale de la démocratie populaire, quel que soit le développement des forces productives, quelle que soit la pauvreté du pays, quelle que soit l'inégalité des rétributions. En revanche, dans une Suède prospère, à niveau de vie élevé, avec effacement des inégalités, maintien des libertés intellectuelles, le stalinisme ne voit qu'une modalité d'oppression capitaliste, sous prétexte que les gouvernants socialistes résistent à Staline et à son message.

Or, pour que les raisons de l'alliance contre le III^e Reich fussent permanentes, deux conditions auraient dû être réalisées: la disparition de l'ennemi commun, sur le plan de la mécanique politique, ne devait pas créer de conflits de puissance; les deux camps, en dépit de doctrines divergentes, devaient se reconnaître mutuellement le droit à la vie.

L'Europe, libérée de l'oppression du IIIe Reich, a été occupée, d'un côté par les armées soviétiques, de l'autre par les armées occidentales. À l'est de la ligne de démarcation, les partis communistes sont partout au pouvoir; à l'ouest gouvernement des partis non communistes ou anticomunistes. Je ne pense pas que les membres de la Société Européenne de Culture refuseraient d'admettre que la Roumanie ne serait pas aujourd'hui une démocratie populaire, si elle avait été occupée par les troupes américaines. En revanche, la France serait une démocratie populaire si les troupes du général Rokossovski y avaient séjourné quelques années. Quel que soit le jugement que l'on porte sur l'une ou l'autre "libération", ces faits suffisent à expliquer que la disparition de l'Allemagne ait marqué la fin de l'alliance entre les deux camps.

Allons plus loin. Est-il légitime de mettre sur le même plan la restauration des démocraties parlementaires à l'ouest, l'édification des démocraties populaires à l'est? De notre côté, ni les hommes, ni les partis, ni les institutions n'ont été "imposés" par les armées d'occupation. Les élections ont été libres (avec quelques réserves, surtout pour les pays ex-ennemis). Les régimes communistes, à l'est, ont été "préfabriqués" par les autorités d'occupation. Le parti communiste roumain comptait quelques centaines de membres à l'arrivée des "libérateurs". À l'intérieur de leur système de pensée, les staliniens sont logiques avec eux-mêmes. Ils n'ont jamais considéré les verdicts électoraux pour souverains. Lénine a proclamé en janvier 1918 la dissolution de l'Assemblée constituante russe, dans laquelle les bolcheviks étaient en minorité. Le parti se tient pour l'avant-garde du prolétariat, lui-même porteur de l'avenir humain. La violence lui paraît légitime au service d'une idée. Mais nous, qui ne croyons pas à l'idée, comment admettrions-nous la violence? La soviétisation de l'Est européen, vue par nous, occidentaux, équivaut à un asservissement par la contrainte de pays européens. Selon l'idéologie stalinienne, l'hostilité même de millions d'hommes aux nouveaux régimes ne compromet pas la légitimité de l'État, qui accomplit l'idée.

L'État soviétique est idéocratique. L'interprétation de l'Histoire sur laquelle il se fonde est, à lui et à lui seul, garantie de victoire. Les différents régimes ne sont pas comparables aux tentatives successives d'un artiste en quête du chef-d'œuvre, ni à des compromis instables entre des exigences à la limite inconciliable. Dans le cas le plus favorable, ils ont eu leur raison d'être dans le passé; aujourd'hui, ils ont épuisé leur fonction. L'État stalinien a seul un avenir. Ceux qui luttent contre lui ou qui résistent à son expansion sont, du même coup, condamnables.

Si telle est l'essence de l'État soviétique, les raisons profondes de l'alliance contre l'Allemagne n'ont pas été et ne pouvaient pas être permanentes. Sur le plan des faits, la soviétisation des territoires européens occupés par l'Armée rouge a été et devait être considérée, par les occidentaux, comme la négation du sens qu'ils donnaient à la guerre. Et le stalinisme, refusant de reconnaître en pensée la légitimité des États occidentaux, supprime le fondement de tout dialogue. Dès lors, celui qui feint de croire que la crise actuelle entre les ex-alliés résulte d'un malentendu ou d'un égarement passionnel méconnaît "les forces profondes" de l'Histoire. Bien plus, il renie implicitement, inconsciemment, les valeurs de l'Occident. Les staliniens jugent que les hommes de l'Est européen ont été libérés; à nos yeux, ils ont été asservis. On a le droit de préférer le jugement des uns ou celui des autres. Mais se refuser au choix et déplorer le conflit entre staliniens et occidentaux, comme s'il était accidentel ou superficiel, est radicalement dépourvu de sens.

Des remarques analogues me sont suggérées par les paragraphes dans lesquels on oppose à la politique du *oui oui, avec ou contre, oui ou non*, une politique de la culture, qui dit *oui* et *oui*.

Là encore, on commence par accumuler les équivoques. "Le monde apparaît divisé en deux blocs armés." La Société Européenne de Culture pense-t-elle que cette apparence répond à la réalité ou non? Sur le plan des faits, la division en deux blocs est une description sommaire. Il ne manque pas de nations diplomatiquement neutres, même en Europe (Suède, Suisse). L'Inde, certains pays d'Amérique du Sud, prétendent à un neutralisme à la fois diplomatique et spirituel.

Ni l'un ni l'autre bloc ne saurait, en dehors de l'ordre diplomatico-militaire, être tenu pour une unité. Les régimes, les traditions, le degré de développement économique ou moral des différents pays de l'Ouest sont manifestement divers. L'organisation, économique ou politique, qui passe pour l'enjeu du conflit présent, est loin d'être la même en Angleterre et en Yougoslavie, en Italie et aux États-Unis. Une certaine diversité existe aussi de l'autre côté, mais elle n'est pas de même nature. Il faudrait être aliéné pour admettre que la culture de la Chine se confond désormais avec celle de la Russie dans une même unité, sous prétexte que l'un et l'autre gouvernements se réclament du marxisme-léninisme. Mais il est vrai que tout pays entré dans le bloc soviétique adopte immédiatement certaines institutions (parti unique, épuration, terreur), un certain langage (anti-impérialisme, libération du prolétariat, etc.), une certaine attitude d'hostilité à

l'égard de tous les pays non encore convertis à la nouvelle foi. On n'observe ni une communauté d'institutions, ni une communauté de langage, ni une communauté d'attitude à l'intérieur du monde dit occidental. On ne saurait mettre les deux blocs sur le même plan, parce qu'ils ne sont pas de même nature.

Ces remarques initiales suffisent à montrer à quel point le *oui* ou *non*, rejeté par la Société Européenne de Culture et le *oui oui*, préconisé par elle, sont mal définis. Nous sommes en présence d'un conflit politico-militaire entre deux coalitions. Si le conflit est réel, je reste libre, soit de joindre un des deux camps, soit de me tenir en dehors de la lutte, mais l'abstention ne supprime pas pour autant le conflit.

Deux questions se posent: est-il conforme à ma vocation d'homme de culture de joindre un des deux camps ou, au contraire, de rester au-dessus de la mêlée et de les critiquer l'un et l'autre? Quelle décision accroît les risques de guerre, les chances de paix? Ces deux questions doivent être nettement séparées, ce que ne fait pas le manifeste, qui laisse entendre que le ralliement à l'un des deux camps est "issu de l'esprit de guerre". L'homme de culture doit dire d'abord ce qu'il estime, en son âme et conscience, juste et vrai. Quant aux moyens de prévenir la guerre, il n'a ni compétence particulière pour les connaître, ni autorité pour les enseigner aux hommes d'État.

Ce conflit politico-militaire comporte aussi un enjeu moral et spirituel. Chaque camp amène avec lui et élimine certaines formes de vie en commun, chacun d'eux se réclame de certaines valeurs. Rien n'interdit de dire *oui* simultanément aux valeurs des deux camps. Mais, si au lieu des valeurs invoquées, on observe les valeurs incarnées, on inclinera à des jugements tout autres. Le double *oui* aux valeurs invoquées risque de se transformer en un double *non* aux institutions réelles, qui, en une mesure variable, sont une trahison de l'idéal. Ni ce double *oui* aux valeurs, ni ce double *non* aux sociétés concrètes ne sont instructifs, ils constituent, pour ainsi dire, deux moments d'une dialectique éternelle(1). Ce qui importe, c'est le troisième temps, c'est-à-dire la discrimination des réalités, selon leur degré d'imperfection. Or, sur ce plan, le double *oui* devient obscur et quasi incompréhensible.

On comprend qu'il y ait, des deux côtés, certaines institutions que l'on juge valables (pour nous en tenir aux pires banalités, la suppression du chômage d'un côté, la liberté individuelle de l'autre). La vision manichéenne du monde est une suite déplorable de la propagande des masses. La propagande stalinienne est vouée à ce manichéisme en raison de son interprétation de l'Histoire. Par

réaction, la propagande occidentale tombe trop souvent dans le même défaut, mais, à la différence de la propagande stalinienne, elle n'y est pas vouée par essence. En tout cas, on croira difficilement que tant de penseurs se sont réunis à seule fin de découvrir qu'après tout il y a en tout du bon et du mauvais.

Par le manifeste que nous discutons, ils suggèrent, me semble-t-il, qu'ils se refusent à choisir entre les deux camps et que ce refus est la seule manière de conjurer l'esprit de guerre. Or, précisément, pour des hommes de culture, cette abstention ou neutralité ou jugement au-dessus de la mêlée me paraît inadmissible.

On conçoit que des sociologues ou des hommes politiques hésitent entre le parti communiste et un régime féodal en voie de décomposition, dans les pays d'Extrême-Orient ou du Proche-Orient. Mais s'il est des hommes qui n'ont pas le droit d'hésiter, en Europe, ce sont bien les hommes de culture. Quelles que soient les imperfections des sociétés occidentales, elles continuent d'offrir les conditions indispensables à la recherche scientifique, à la création artistique. Les puissants de Washington n'ont pas de doctrine impérative en fait de linguistique, de musique, de biologie. Que des hommes de culture se réunissent pour proclamer solennellement qu'ils n'aperçoivent pas de conflit justifié entre l'univers qui leur refuse et l'univers qui leur accorde la liberté, mériterait l'indignation si, depuis longtemps, le droit à la confusion mentale n'avait dû être accordé aux professionnels de la pensée.

Si les hommes de culture disent *oui* sur le plan historique au camp qui maintient les conditions fondamentales de la culture, *non* au camp qui les supprime, quelles sont les conséquences historiques de ce *oui-non*? Il n'y a pas de relation évidente entre le double *oui* et la paix, le *oui-non* et la guerre. "L'impératif du *oui* ou *non*" n'est pas issu de l'esprit de guerre, il n'exige pas l'écrasement d'un des deux blocs et le triomphe de l'autre. On se borne à constater que le monde sera divisé aussi longtemps que les droits de l'homme seront refusés à des centaines de millions d'hommes et qu'une idéologie de messianisme et d'empire universel sera la doctrine d'un des deux plus grands États du monde. Mais on conçoit que la lutte dure des années, sans guerre au sens ordinaire du terme. Toynbee pense, à tort ou à raison, que la rivalité entre deux empires aussi vastes est susceptible de se prolonger durant des décennies non sans conflits marginaux, mais sans guerre totale.

Ajoutons une dernière remarque. Le manifeste s'exprime tout comme s'il s'adressait à la fois aux hommes des deux camps, il invite ceux qui se soumettent

à l'impératif du *oui ou non* à se libérer de cet "esprit de guerre" et à dire *oui et oui* aux valeurs essentielles, où qu'elles soient. Mais, en fait, le manifeste n'atteindra pas les hommes de culture du camp soviétique, ceux-ci resteront figés dans le *oui ou non*, ils continueront d'annoncer le triomphe final de leur cause (quitte à insister, pour des raisons tactiques, sur la coexistence des deux régimes). Ceux qui seront touchés par ce manifeste, ceux qui sont invités à revenir sur l'adhésion qu'ils ont donnée à un des deux camps, ce sont les Occidentaux. La Société Européenne de Culture semble donc croire que le fanatisme de ces derniers constitue un danger. Le double *oui*, répandu en Europe, susciterait un état d'esprit favorable à la paix, alors même que, de l'autre côté, rien ne serait changé. On se demande s'il faut supposer (et admirer) naïveté ou ruse.

Le manifeste prétend indiquer une piste de position politique distincte de toutes celles que l'on connaît: excluant l'adhésion à l'un des deux camps, elle ne se confondrait pas non plus avec le neutralisme, sous l'une ou l'autre des formes connues. Il y aurait une politique de la culture "qui tend à comprendre et à dominer l'événement". Pour établir l'ordre de paix et de justice, on fait appel aux forces issues directement des peuples et indépendantes de l'antagonisme des États. Enfin, la Société Européenne de Culture demande aux intellectuels de "l'aider à dégager les énergies nécessaires à la création de nouvelles structures économiques, politiques et sociales, dont la vie moderne ne saurait plus longtemps se passer pour que soient garanties la liberté et la dignité de l'homme". Parlons franc: je ne suis pas sûr que ces formules présentent une signification précise.

Les formules, "les forces issues directement des peuples et indépendantes de l'antagonisme des États", de même que "les nouvelles structures économiques, politiques et sociales" appartiennent au jargon "progressiste". De telles formules se retrouvent fréquemment dans les motions de sociétés qu'inspirent ou noyautent les communistes. Mais des hommes de culture sont parfaitement capables, en toute honnêteté et bonne conscience, de les retrouver spontanément. Ils ne s'avisent pas que, d'un côté, il est possible, grâce à la liberté, de mobiliser "des forces issues directement du peuple", mais que, de l'autre, les gouvernants se réservent le monopole de l'action sur les masses. La conclusion apparente (et certainement non voulue par la S.E.C.) est que, pour établir l'ordre de la paix et de la justice, il faut mobiliser les peuples d'Occident, en marge de ou contre les gouvernements. Qu'il soit souhaitable de garantir la liberté et la dignité de l'homme ne soulève pas d'objection, mais que cette garantie exige des structures

nouvelles n'est pas évident. Des progrès sont, certes, possibles, mais, au risque de scandaliser les intellectuels qui mettent autant de confiance dans l'avenir qu'ils témoignent de sévérité à l'égard du passé, on se féliciterait que les structures de demain ne fussent pas plus contraires à la liberté et à la dignité de l'homme que certaines structures actuelles (en Grande-Bretagne ou en Suède). Il y a cinquante ans, quelques dizaines de milliers de Russes déportés en Sibérie scandalisaient toute *l'intelligentsia* occidentale. Les millions d'hommes qui ont été déportés pour créer des structures économiques, sociales et politiques nouvelles, ne semblent plus, aux yeux des membres de la Société Européenne de Culture, appeler un *non* ferme et résolu aux régimes pour lesquels ces procédés d'administration sont normaux.

Laissons ces remarques. Supposons que la Société Européenne n'ait pas de goût pour la nouveauté en tant que telle. Admettons même que la Société en sache sur ces structures nouvelles plus qu'elle ne nous en dit. Admettons que les signataires de l'appel soient capables de s'accorder sur les structures nouvelles. Admettons, enfin, que la Société puisse mettre au service de cette politique la force des intellectuels d'Europe et du monde et jouer un rôle directeur. (Au pis, cette présomption prête à sourire.)

Notre interrogation demeure. Qu'est-ce que la politique de culture? Une politique menée en vue d'assurer à la culture les conditions les plus favorables? Certainement non, puisque, en ce cas, il faudrait préciser ces conditions et constater qu'elles sont approximativement réalisées d'un côté, mais non de l'autre. Veut-on dire une politique au nom de la culture, au nom des valeurs d'art ou de science? Mais une politique de la culture ainsi définie ne se distingue pas d'une politique quelconque, toujours conçue au nom de certaines valeurs. Tout au plus, une telle politique mettrait-elle la beauté ou la vérité au-dessus de la puissance. Mais comment passerait-on d'une telle hiérarchie de valeurs à une action concrète? Et par quels intermédiaires l'affirmation de certains idéaux conduirait-elle à l'action pour la paix et pour la création de structures nouvelles? Entendra-t-on, enfin, par politique de culture la politique des hommes de culture? Mais comment les hommes, dont la fierté est de penser seuls et librement, pourraient-ils être soudain d'accord du seul fait d'être rassemblés sous la houlette du Pr. Campagnolo?

Je ne dis pas qu'il n'y ait pas d'autre signification possible de l'expression "politique de culture". Je ne doute pas que l'on ne me réponde que j'ai mal compris la signification du manifeste, et je confesse bien volontiers mon

infirmité.

Provisoirement, je suis tenté de croire que la politique de la culture est difficile à définir, parce qu'elle n'est rien qu'un *flatus vocis* ou, à la rigueur, une expression équivoque, de telle sorte que chacun y met le sens qu'il préfère et qu'elle offre l'occasion d'une rencontre typique d'intellectuels - dans la confusion.

Il me reste une dernière interrogation à formuler. Elle touche à la nature même de l'entreprise. Si l'on renonce à une exégèse rigoureuse du texte, si l'on s'en tient à l'impression que laisse une lecture rapide, le manifeste a pour centre l'affirmation du *oui oui*, ce qui équivaut à l'une des trois attitudes possibles face au conflit actuel, celle qui se baptise couramment neutralisme. On la qualifie grandiosement de "politique de la culture", on veut donner à l'abstention ou à la critique au-dessus de la mêlée un caractère positif. La politique de la culture, ayant écarté le *oui* ou *non*, fait confiance à l'énergie des peuples, sous la direction des hommes de culture, pour créer l'ordre de paix et de justice.

Je veux bien que quelques écrivains et professeurs se réunissent pour proclamer leur foi dans cette "politique de la culture". Mais par quelle aberration peuvent-ils imaginer que les tenants du *oui ou non* souscriront à leurs déclarations? Ceux qui ont adhéré au stalinisme en acceptent le système de pouvoir, la discipline. Ils combattront ou toléreront la Société Européenne de Culture, selon qu'ils la tiendront pour utile ou nuisible à leur entreprise. Mais ils n'accepteront pas sincèrement le *oui* et *oui*(2), puisque, selon leur doctrine, la coexistence représente une phase temporaire, qui doit se terminer un jour ou l'autre par le triomphe d'un des camps et l'écrasement de l'autre. Quant à ceux qui ont adhéré au camp occidental, ils sont aussi divers que les pays, les partis, les confessions réunis dans le prétendu bloc occidental. Ils ont en commun la volonté de sauver les libertés fondamentales, la conviction que ces libertés sont menacées par l'expansion soviétique, qu'elles seraient détruites par l'édification d'un régime de type stalinien. En dehors de ces affirmations communes, ils ont des opinions divergentes sur presque tous les sujets et, en particulier, sur les nouvelles structures économiques, politiques et sociales. Il se peut même que, sur l'opportunité du pacte atlantique et de telles autres démarches diplomatiques, ils soient divisés. Ils ne concluent nullement à la fatalité de la guerre, mais à la nécessité de la résistance, aussi longtemps que durera la tyrannie à prétention universelle.

Ils ne refusent pas de discuter avec ceux qui disent *oui* et *oui* (ils s'efforceront de les convertir), ils ne refusent même pas de discuter avec ceux qui disent *oui*

au Kremlin et *non* à l'Occident, sans se faire d'illusions sur le profit du dialogue. (Le stalinisme n'a pas de place dans son univers pour "l'autre" et, par obéissance et par méthode, il est décidé à mentir.) Mais, acceptant toutes les discussions, l'occidental ne signera évidemment pas un manifeste qui met sur le même plan les deux "blocs" et condamne implicitement ceux qui disent *oui* à la liberté comme ceux qui disent *oui* à la tyrannie.

Comment les Français parfaitement estimables qui ont rédigé ou voté ce manifeste ne se sont-ils pas rendu compte qu'ils se rendaient coupables d'une sorte d'abus de confiance ou de mauvaise foi à l'égard de ceux dont ils avaient obtenu l'adhésion à une *société de culture*, mais non la signature pour des *manifestes politiques*? Comment ont-ils imaginé que ce texte était acceptable pour tant de membres de la Société qui ne peuvent pas plus que moi signer ce manifeste sans renier leur pensée et leur action?

Recueillir des adhésions nombreuses et éclatantes d'abord, rédiger des manifestes politiques ensuite, la technique n'est pas sans précédent; elle n'en est pas pour autant recommandable.

(1) On pourrait mettre en question le double oui et le double non, car la véritable idéologie de l'Union Soviétique n'est pas constituée par telle ou telle valeur abstraitement définie (liberté, égalité), mais par une certaine interprétation de l'Histoire admise comme valable absolument. Si l'on se référait à cet aspect de la culture soviétique, il devrait y avoir, dès le premier temps, un *non-oui*: *non* à une certaine métaphysique mensongère de l'Histoire, qui gangrène tout le système de pensée soviétique, *oui* aux valeurs abstraites de l'Occident.

(2) À l'intérieur de l'Union Soviétique, on ne dit même pas *oui* à la musique ou à la littérature russes, non conforme à la ligne. L'Occident ne fait aucune difficulté pour accueillir musiciens ou romanciers, pourvu qu'ils aient du talent. En fait de culture, nous disons *oui oui* sans hésiter. Mais, en quoi le fait de publier le livre d'un écrivain soviétique disparu ou de jouer un morceau condamné de Prokofiev contribue-t-il à la paix?

En quête d'une stratégie. I. Le partage du monde

Liberté de l'Esprit
mars 1952

Moins une situation laisse une liberté de choix, plus l'esprit est tenté de suivre des itinéraires d'évasion. Rien n'est plus saisissant, à l'heure présente, que le contraste entre l'inexorable contrainte des circonstances qu'invoquent les hommes d'État et la diversité des solutions que suggèrent les professionnels de la pensée.

En un sens, le refus d'accepter une prétendue nécessité est légitime. L'homme préfère l'invention à la découverte et la pure et simple reconnaissance du réel ne va jamais sans désillusion. Quand l'exploration du monde révèle des conflits probablement insolubles et le risque de catastrophes, pourquoi ne pas offrir aux "responsables" des idées neuves? Le pire, semble-t-il, est qu'elles soient inapplicables et ne changent rien au cours des événements.

Je demande le droit d'adopter une autre attitude, d'analyser la situation, d'expliquer, par la nature des deux coalitions aux prises, la politique suivie par l'une et par l'autre. La conclusion ne sera ni le fatalisme, ni la résignation. La volonté de quelques hommes, appliquée à tel instant favorable, sur tel objet choisi, est susceptible de modifier certaines données de la conjoncture et, du même coup, d'améliorer les chances de vaincre l'entreprise stalinienne sans guerre générale. Mais la plupart des diplomaties proposées infatigablement, surtout en Europe, par telle ou telle chapelle d'intellectuels, m'apparaissent dénuées de signification pratique. Elles reviennent toujours à supposer un élément du problème autre qu'il n'est. Tout réformateur suggère, par définition, que certains éléments de la réalité deviennent autres, mais encore faut-il que ces changements dépendent, pour une part, du réformateur ou de ceux qu'il peut influencer par ses propos. Se donner, par hypothèse une Union Soviétique avec des aspirations limitées, renonçant à favoriser l'action des partis communistes en Europe occidentale, désireuse d'une coexistence pacifique et durable, c'est, d'un coup, enlever toute valeur aux considérations politiques que l'on développe. Car ces considérations n'ont un sens que par référence au réel, et cette référence disparaît dès que l'on accepte de telles imaginations.

Dans les pages suivantes, je ne discuterai dans le détail aucun des problèmes

diplomatiques que pose la conjoncture actuelle. Je pose une question unique: avons-nous, Américains ou Européens, une stratégie de rechange? Ou seulement la tâche de mener plus efficacement celle qui nous est imposée?

Les hommes supportent avec peine la tension de la guerre froide. Aussi n'est-il pas de question plus souvent discutée que celle de l'apaisement, susceptible de réduire la violence dont le volume actuel risque de provoquer, à chaque instant, des réactions en chaîne incontrôlables.

De ce côté-ci de l'Atlantique, la thèse la plus courante est celle que présentaient certains rédacteurs d'"Esprit" dans un numéro spécial (mars 1951): la meilleure manière de détendre l'atmosphère serait de "dissocier" les blocs dont le choc risque de faire jaillir l'étincelle. Autrement dit, l'Europe, en reprenant une certaine indépendance par rapport aux États-Unis, travaillerait pour la paix⁽¹⁾, cependant que le pacte de l'Atlantique, en resserrant la coalition occidentale, en redoublant les inquiétudes du Kremlin, contribueraient à accroître le danger de guerre totale. Cette conception est, en général, liée à une certaine interprétation de la conjoncture mondiale: les responsabilités des deux Grands seraient comparables. Ni l'un ni l'autre ne souhaiterait la guerre, mais l'un et l'autre, chacun abandonné à lui-même, à son élan, à son angoisse, finiraient par la déchaîner. Les pays intermédiaires devraient rendre aux deux géants sans cervelle le service de les séparer.

On sait ce que je pense de cette description de la conjoncture. On n'aurait pas de peine à découvrir, dans le numéro spécial d'"Esprit", des preuves multiples d'une ignorance candide qui va de pair avec une assurance déconcertante. Mais laissons cette querelle. En admettant même cette vision du monde, en quoi les mesures proposées mèneraient-elles au but? La dissociation du "bloc occidental" serait-elle un facteur d'apaisement?

Un minimum de réflexion suffirait à montrer l'absurdité de cette théorie. À supposer que l'explication de la conduite du *Politburo* par la peur (explication à laquelle nous ne croyons nullement) soit vraie, on avouera que seuls les États-Unis, et non la France ou la Grande-Bretagne, sont susceptibles de faire peur à Moscou. Des velléités d'indépendance française et britannique ne rassureraient pas les Staliniens (à supposer, encore une fois, que ceux-ci aient besoin d'être rassurés): en revanche, elles inquiéteraient les dirigeants américains qui tiennent, à juste titre, la non-soviétisation de l'Europe occidentale pour indispensable à la sécurité de leur pays.

Pas davantage, la neutralité armée, soit celle de la France seule, soit celle de

l'Europe continentale seule, soit même celle de l'Europe occidentale, Grande-Bretagne comprise, ne permettrait, même dans l'hypothèse où le danger viendrait simplement du choc de deux empires et de deux idéologies, de résoudre la crise ou d'atténuer la tension. La France seule ne pourrait pas se donner des armements comparables à ceux de la Suisse et de la Suède, compte tenu de la population, des richesses et de l'importance des positions stratégiques. L'Europe continentale serait, elle aussi, incapable, dans les conditions présentes, d'un effort d'armements, même de second ordre, et, à supposer qu'elle en devînt capable demain, cette Europe continentale serait surtout une Europe allemande, ce que les Français jugeraient probablement plus déplaisant encore qu'une Europe américaine. Enfin, la Grande-Bretagne ne resserrera jamais ses liens avec l'Europe, au risque de relâcher ceux qu'elle conserve avec le Commonwealth et les États-Unis. L'unanimité de l'opinion publique anglaise tient la présence des États-Unis en Europe pour la seule garantie de sécurité du vieux continent. Jamais la Grande-Bretagne n'entrerait dans une unité européenne dont l'indépendance, par rapport au Nouveau Monde, serait l'objectif plus ou moins conscient.

Il n'en résulte pas que la Grande-Bretagne adhère toujours à la politique de Washington. Qu'il s'agisse de la diplomatie en Extrême-Orient, de l'ampleur du réarmement, une partie de l'opinion anglaise (une fraction du Labour Party, mais aussi une fraction des conservateurs) ne suit qu'avec répugnance le *leadership* américain. Certains hommes politiques de Londres jugent que le réarmement européen que réclame le *State Department* ou le Pentagone est trop rapide, que la politique asiatique des États-Unis est dangereuse et inefficace, que des négociations avec le Kremlin pourraient être utiles. Mais ces critiques normales, légitimes, ne mettent pas la Grande-Bretagne en dehors de l'alliance atlantique. Quand M. Beuve-Méry commença de se distancer de la politique officielle, peut-être ne soutenait-il pas des vues beaucoup plus révolutionnaires que M. Bevan ou M. Taft. Il jugeait opportun un certain réarmement américain, mais estimait les pays d'Europe incapables d'un véritable effort militaire. Il craignait que la prétention de mettre le vieux continent en mesure de se défendre entraînât logiquement le réarmement de l'Allemagne, et celui-ci, à ses yeux, devait, sans nous donner une véritable sécurité, accroître le péril de guerre en inquiétant les hommes du Kremlin. Cette théorie, que l'on doit discuter, n'en était pas moins en 1949 et reste encore, à certains égards, raisonnable. Elle n'a pas grand-chose à voir avec l'idée de neutralité et de neutralisme.

Le consentement au vide militaire en Europe aurait pu être conçu comme la

meilleure politique choisie en commun par les principales puissances de l'Occident. La décision relative à la charge militaire que l'Europe est en mesure de porter n'est pas une décision de principe qui mette en cause l'idée directrice de la stratégie atlantique, c'est une décision que l'on doit prendre au jour le jour, en fonction de circonstances changeantes.

Le non-réarmement de l'Europe diminuerait-il le risque de guerre totale? L'acceptation anticipée de l'occupation soviétique, en cas de guerre totale, aggraverait la démoralisation. L'opinion américaine inclinerait à se détourner d'alliés qui publieraient hautement leur impuissance. À la longue, des pays aussi riches, relativement aux quatre cinquièmes du globe, que les pays d'Europe occidentale, encore métropoles de grands empires coloniaux, qui s'avoueraient à l'avance résignés à l'occupation étrangère, signeraient leur arrêt de mort. Dans une perspective courte, quelques années, l'Europe, désarmée, pourrait être protégée par la garantie américaine. Et l'on pouvait discuter en 1950, l'on peut encore discuter en 1952 sur l'ampleur et l'allure du réarmement souhaitable. Mais les adversaires de ce réarmement, qui en soulignent à chaque instant l'insuffisance par rapport aux forces d'agression dont disposerait l'Union Soviétique, reconnaissent du même coup qu'il ne saurait inciter ni l'Union Soviétique, en l'inquiétant, ni les États-Unis, en leur inspirant une excessive confiance, à des initiatives belliqueuses.

Il est vrai que certains des partisans d'une détente par dissociation du bloc occidental imaginent des alliances entre pacifistes, progressistes et communistes (la proposition vient de M. Ricœur, qui est un bon interprète de Husserl), lesquelles permettraient un dialogue entre Staliniens et Européens détachés des États-Unis. Mais je m'en voudrais de compromettre les adversaires sérieux de la stratégie atlantique en leur prêtant de telles puérilités. Est-il besoin de rappeler que les Staliniens n'ont jamais admis une attitude intermédiaire entre la soumission et l'hostilité, qu'ils n'ont jamais pratiqué avec personne une collaboration sur le pied d'égalité, que dans tous les pays satellites "les compagnons de route" ont été finalement liquidés? Celui qui compte sur un dialogue de bonne foi avec les Staliniens fait la preuve d'une singulière incapacité de s'instruire par l'expérience.

Terminons d'un mot sur la détente par dissociation du bloc atlantique. Imaginons, par hypothèse, qu'il eût été préférable de maintenir flottants les liens entre l'Ancien et le Nouveau Monde, d'interdire à l'Union Soviétique une invasion militaire de l'Europe occidentale par une menace diffuse plutôt que par

une garantie explicite. Les conséquences d'une dissociation actuelle seraient tout autres que n'eussent été les conséquences de la politique souhaitée par les critiques du Pacte atlantique. On ne croit pas, mais malgré tout on conçoit qu'il eût été préférable de ne pas consigner en un traité solennel une solidarité de fait. (Que les Européens le veuillent ou non, leur indépendance, par rapport à l'Union Soviétique, est indispensable à la sécurité des États-Unis, et ceux-ci agiront en conséquence.) La rupture de l'alliance, une fois conclue, représenterait un succès retentissant pour l'Union Soviétique, elle répandrait la consternation parmi les résistants au stalinisme, elle donnerait aux partis communistes un élan nouveau, elle risquerait de précipiter la soviétisation à froid de l'Europe, c'est-à-dire cela même que l'on veut éviter, la guerre totale.

Si tous les Européens, par eux-mêmes, ne peuvent pas "reprendre le dialogue", "résoudre la crise", il se pourrait qu'une autre politique, de la part des États-Unis, fût susceptible de conduire au but. Il se pourrait que les États-Unis fussent en mesure, s'ils y consentaient, de négocier avec le Kremlin, soit en vue d'un partage du monde, soit en vue d'arrangements locaux en Europe et en Asie.

Envisageons successivement les théâtres principaux sur lesquels se livre, à l'heure présente, la guerre froide. Dans le Proche-Orient, où les nationalismes de pays arabes créent des difficultés croissantes à la Grande-Bretagne et, indirectement, à l'ensemble des pays occidentaux, pourquoi les Staliniens cesseraient-ils d'inciter les peuples - fellahs et pachas unis contre l'étranger - à la révolte? Comment la conversation pourrait-elle même s'engager? Staline témoignerait hautement qu'il n'a ni ambitions ni responsabilités en cette partie du monde et qu'ami de tous les opprimés il se borne, du haut de son trône, à souhaiter victoire à l'insurrection anti-impérialiste.

La liquidation par compromis de la guerre de Corée est possible dans le cadre de la diplomatie actuelle. Tant que Staline redoute la guerre générale, il hésitera à engager contre l'armée américaine les forces, aériennes et blindées, indispensables à une victoire décisive sur la VIII^e armée. En l'absence de cette victoire décisive d'une part ou d'une autre, la prolongation de la lutte n'est pas exclue: il est toujours malaisé de négocier un armistice, surtout quand les négociateurs sont convaincus à l'avance de la mauvaise foi de leurs interlocuteurs. Un compromis local paraît cependant plus probable.

Une autre politique de Washington faciliterait-elle la liquidation de la guerre de Corée? La difficulté des pourparlers, par-delà les modalités de l'échange des prisonniers et de l'inspection, tient à la situation asiatique. La Corée, par l'effet

des lois impitoyables de la géographie, est vouée à subir le protectorat de la Chine, de la Russie ou du Japon. Il faut que ces puissances, se faisant équilibre, s'accordent sur la neutralité d'une Corée-tampon pour que celle-ci puisse jouir d'une sorte d'indépendance. Le Japon n'existe momentanément plus et les États-Unis se trouvent amenés à en défendre les intérêts. Ils s'efforcent d'interdire à la Chine de mettre au pas l'ensemble de la Corée, comme le Japon s'efforcerait de le faire s'il était encore une puissance militaire.

L'intervention chinoise, en novembre 1950, a renforcé à Washington le parti favorable à Tchiang Kaï Chek, contraint le State Department à maintenir la protection de la VIIe escadre sur Formose et à reprendre l'aide au gouvernement et à l'armée nationalistes. Or, dans la mesure où le *State Department* ne consent pas à la liquidation du pouvoir rival de celui de Pékin, la chance d'une reprise de contact, puis de relations normales entre les États-Unis et Mao sont faibles.

On discutera indéfiniment sur ce qui se serait passé si le gouvernement des États-Unis avait reconnu Mao en même temps qu'il décidait l'intervention en Corée ou si les troupes des Nations Unies n'avaient pas franchi le 38e parallèle. En l'état actuel de nos informations, chacun en est réduit à des hypothèses. L'orthodoxie stalinienne de Mao et des siens rend probable que d'aucune façon l'Occident n'aurait évité l'hostilité de la Chine communiste.

Si l'on cherchait à apaiser cette hostilité, il faudrait probablement aller au-delà de la liquidation de Tchiang et de l'abandon de Formose. Un régime communiste à Pékin trouvera un double motif de s'en prendre aux positions occidentales en Asie du sud-est: une Chine puissante a, le plus souvent, dans le passé, exercé ou souhaité un protectorat sur le Tonkin, l'Annam, la Birmanie; une Chine révolutionnaire doit répandre la révolution anti-impérialiste partout où subsistent les traces de la présence occidentale. Pourquoi les hommes de Moscou, ceux de Pékin mettraient-ils fin à des guerres non déclarées qui coûtent cher aux Britanniques et aux Français et rien, ou si peu, aux lointains maîtres du jeu?

Dans ces conditions, sur quoi porteraient les négociations éventuelles relatives à l'Asie? Pratiquement, les Soviétiques n'accorderaient pas de contrepartie, en dehors d'un armistice en Corée, aux concessions qu'ils exigeraient (liquidation de Tchiang, Formose, entrée à l'O.N.U. de la Chine communiste). Il serait vain de leur demander de ne plus soutenir les révolutionnaires en Malaisie, en Birmanie ou en Indochine. Trente ans d'expérience nous ont appris qu'en ces matières on obtient quelquefois des promesses, mais que celles-ci ne sont jamais tenues.

Que la politique suivie par les pays occidentaux en Asie soit critiquable, on en

conviendra. La France, en Indochine, a hésité sur la ligne à suivre pendant des années, et peut-être aurait-il mieux valu céder dès l'origine que de livrer une guerre interminable qui mine les forces de la France. Les États-Unis auraient certainement dû choisir entre un soutien résolu à Tchiang et l'abstention ouverte. Ils ont cumulé les inconvénients en affichant avec le Kuomintang une solidarité impuissante. Mais, ces regrets ou repentirs évoqués, que faire aujourd'hui?

Le retrait en Indochine deviendra peut-être inévitable si l'intervention chinoise passe à la modalité "coréenne" des *volontaires*. Limiter le nombre des zones de frictions, des guerres marginales, répond à un désir raisonnable d'économiser des forces dangereusement limitées. Mais les conséquences fâcheuses - au point de vue où nous plaçons ici, d'éviter le glissement de la guerre froide à la guerre totale - sont évidentes (perte de la Birmanie, du Siam, de la Malaisie). La conviction de l'expansion irrésistible du communisme progresserait encore, certaines sources de matières premières seraient perdues sans que l'on eût la moindre garantie que le repli assurerait des positions plus sûres: après la perte de la péninsule indochinoise, la menace pèserait sur l'Indonésie et sur l'Inde.

Au reste, notre intention n'est pas d'envisager ici dans le détail les décisions qu'il conviendrait de prendre sur chaque point de la planète. Nous cherchons seulement si les négociations avec Moscou seraient susceptibles d'apporter une modification décisive à la situation présente et à l'évolution que nous redoutons. Or, nous constatons bien que l'Occident conserve encore une certaine mesure de choix entre la politique actuelle et une autre qui viserait à satisfaire les demandes de la Chine communiste à évacuer certains territoires marginaux dont la défense est trop coûteuse. Il est loisible de s'interroger sur les avantages et les désavantages de la résistance sur place ou de la retraite, de la résistance à la Chine communiste et de la tentative d'apaisement. Mais cette décision doit être prise à Washington, à Londres, à Paris, et elle n'exige pas de conversations à Moscou: il serait bien pire de camoufler le recul en invoquant des promesses de Pékin et de Moscou. L'opinion américaine réagirait avec violence le jour où les accords seraient, une fois de plus, violés. Mieux vaut lui faire comprendre que, dans la guerre froide comme dans la guerre totale, nul dieu ne vous garantit une constante faveur de la fortune et que les retraites ne sont contraires ni aux lois de la guerre ni à la raison.

Le cas de l'Europe est, de tous, le plus compliqué. C'est à propos de l'Europe que le dialogue se conçoit le plus aisément. En Asie, bien que les armées régulières soient dès maintenant engagées, le problème est essentiellement

révolutionnaire. En Europe, bien que la lutte soit surtout psychologique et politique, le problème est essentiellement *militaire*. En Asie, le communisme est capable de progresser peut-être indéfiniment par la guérilla. En Europe, aucun parti communiste, si fort qu'il soit, n'est capable de prendre le pouvoir à l'ouest du rideau de fer, sinon avec l'aide de l'armée rouge. C'est la présence de celle-ci au centre de l'Europe, à deux cents kilomètres du Rhin, qui est à l'origine de la grande peur dont le vieux continent souffre depuis six années. Y a-t-il une chance de résoudre la crise européenne par négociations?

La soviétisation de tous les pays, petits et moyens, situés entre l'Allemagne et la Russie: Pologne, Roumanie, Bulgarie, Hongrie, Tchécoslovaquie, avançait déjà les frontières de l'empire stalinien dangereusement vers l'ouest. Mais la soviétisation de la zone orientale du Reich a une tout autre portée. Elle met la capitale du Reich, où se maintiennent les Occidentaux, au milieu de l'univers stalinien. Elle fait peser une menace sur la République fédérale. L'Allemagne est l'enjeu essentiel de la guerre froide en Europe: la possibilité ou l'impossibilité, l'utilité ou la stérilité des négociations entre l'Union soviétique et les États-Unis (ou l'ensemble du monde libre) dépend de l'issue des pourparlers sur l'Allemagne.

On conçoit deux solutions au problème de l'Allemagne tel qu'il se pose actuellement: ou la prolongation du *statu quo*, c'est-à-dire la division, ou bien la réunification, les Quatre s'engageant en contrepartie à imposer indéfiniment le désarmement de l'Allemagne.

Rappelons en quelques mots nos objections à cette dernière solution, la plus séduisante puisqu'elle mettrait fin à un partage contre nature. Elle supposerait que les Russes consentissent à des élections authentiquement libres avant même que leurs armées eussent évacué le territoire. Mais comment, en un pays gouverné par les méthodes policières, parviendrait-on à rassurer les électeurs, à leur donner l'impression qu'ils peuvent sans danger voter contre leurs maîtres? Et pense-t-on que les Staliniens du S.E.D., les autorités russes d'occupation accepteraient qu'un vote libre démentît le résultat d'élections récentes et unanimes? Les difficultés matérielles sont telles que, même si l'on supposait les Russes sincèrement désireux de l'échange - démantèlement du régime stalinien en Allemagne orientale contre neutralisation d'une Allemagne unifiée - on ne parviendrait probablement pas à un accord, au moins par les méthodes de négociations employées jusqu'à présent. Or, on a toutes les raisons de mettre en doute la sincérité des propositions russes.

Il y a plus. L'objectif - Allemagne désarmée au centre du vieux continent - ne saurait être considéré par aucun des deux camps comme une solution définitive. Les Staliniens y verraient une étape vers l'inclusion de l'Allemagne dans la zone soviétique, les Occidentaux une avance de l'univers libre vers l'est et une étape vers l'intégration de l'Allemagne entière dans la coalition atlantique. Pour que le désarmement de l'Allemagne unifiée apparût une situation durable, il faudrait que l'empire stalinien ne fût pas expansionniste, qu'il se contentât définitivement de l'acquis, qu'il mît fin à la propagande des partis communistes en Allemagne, en France, en Italie, toutes hypothèses absurdes. Dans les circonstances actuelles, l'accord éventuel sur le désarmement de l'Allemagne unifiée introduirait une nouvelle phase de la bataille pour l'Allemagne dans des conditions moins favorables encore pour l'Occident (à moins qu'avant l'unification la force politique et militaire de l'Allemagne de l'Ouest ne fût grandement accrue).

Le temps durant lequel la réunification pacifique de l'Allemagne par négociations eût été possible est passé (je crois qu'il est passé depuis la réforme monétaire de 1948).

Le temps de l'unification allemande par négociations reviendra-t-il? C'est possible, mais ce retour supposerait, soit une conversion du Kremlin, soit une modification des données, peut-être les deux à la fois. Le jour où la force de l'Occident en Europe exercerait une réelle pression sur la zone marginale de l'empire stalinien, il se peut que le Politburo préfère réduire sa mise, renforcer son empire en liquidant au meilleur compte des positions précaires. Il se peut même qu'il envisage à ce moment-là une entente avec une Allemagne unifiée et renonce à la tentative d'une Allemagne soviétisée. Mais ce sont des éventualités vagues et incertaines, à propos desquelles on chercherait vainement à spéculer.

À ces analyses, on pourrait, me semble-t-il, adresser deux objections. La première est qu'aucune négociation en particulier ne modifierait d'un coup le climat international, mais progressivement, le succès de l'une ou de l'autre arriverait à ce résultat. La deuxième, qu'une négociation d'ensemble, globale, entre les deux Grands serait susceptible de permettre des marchandages féconds, voire même une stabilisation temporaire à l'échelle de la planète.

À la première objection, nous n'avons rien à répondre parce que, effectivement, nous souhaitons que, de négociation en négociation, l'atmosphère se détende et que les Occidentaux comprennent à la fois les obligations permanentes de la guerre froide et la possibilité que celle-ci se prolonge des

années. La détente, dont parlent volontiers les spécialistes du dialogue, comporterait un risque, celui de la rechute des États-Unis dans cette inconsciente sécurité dont le tonnerre de Corée les fit sortir brutalement. Mais je crois le risque actuellement faible, inférieur, en tout cas, au risque contraire, celui de la conviction se répandant peu à peu aux États-Unis que la crise finale est arrivée et qu'elle doit se dénouer *so oder so*.

Mes réserves sur l'efficacité de la négociation en tant que telle dans la phase actuelle de la guerre froide ne m'inclinent nullement à déconseiller les conversations. Si l'on peut mettre fin à la guerre de Corée par compromis, tant mieux. Si l'on peut signer le traité de paix avec l'Autriche, tant mieux. Si l'on peut s'entendre sur les conditions d'élections libres à travers toute l'Allemagne, tant mieux. Tout ce que je veux dire, c'est que la négociation entendue de cette manière ne marquerait pas une novation par rapport à l'actuelle stratégie de l'Occident. Elle en serait le simple complément. Du même coup, on aperçoit pourquoi on ne doit ni y renoncer ni se faire d'illusions sur les résultats prévisibles.

Reste la dernière hypothèse d'une négociation d'ensemble avec marchandages. Une telle négociation exigerait une large mesure de secret, un petit nombre de participants (de préférence États-Unis et Union Soviétique). Elle serait singulièrement plus facile si les régimes à Washington et à Moscou se ressemblaient davantage. Le pacte Hitler-Staline avait plus de chance de durer que l'accord de Yalta. Le jour où Staline souhaiterait s'assurer un répit, il préférerait un interlocuteur unique, habilité à prendre des décisions. Il comprend mal la cacophonie de Washington, qu'il doit juger assourdissante et hypocrite. Le mélange des régimes est détonant. (Il est vrai que fascisme et communisme se sont livrés une guerre à mort, mais l'agression a été ordonnée par Hitler, alors que l'on avait déjà, en Europe, donné la parole aux armes.)

Laissons ces considérations, en tout État de cause inactuelles. Le régime de Washington étant ce qu'il est, le "marchandage planétaire" est-il possible? Accordons qu'il est concevable. On aperçoit même, parmi les éventualités, l'échange en Europe des zones occidentales de Berlin contre l'évacuation de l'Autriche par l'armée rouge, l'arrêt de la guerre en Asie, voire une promesse de non-intervention chinoise en Birmanie et en Indochine, contre l'abandon de Formose et l'entrée du régime communiste à l'O.N.U. On objectera qu'il s'agit là de simples conjectures et nous en convenons volontiers. Mais si l'on envisage cette négociation à l'échelle de la terre entière, l'aboutissement sera

inévitablement un partage du monde sur le modèle du partage des zones d'occupation, à l'est de l'Europe, conclu entre Churchill et Staline à Moscou à la fin de 1944. Sans doute peut-on hésiter sur la ligne de démarcation qui sera adoptée, mais elle ne pourra être très différente de la ligne actuelle.

En Europe, l'alternative serait soit l'unité de l'Allemagne neutralisée, soit le consentement à la coupure actuelle par l'évacuation de Berlin-ouest par les Alliés. Aucune des deux n'introduirait une ère de stabilité: si la première était appliquée, on ne cesserait de redouter en Occident que l'Allemagne sans armes ne résistât pas moralement à la pression de l'empire stalinien. Si la seconde était appliquée, l'Occident ratifierait publiquement la soviétisation de l'Europe orientale, sans autre contre-partie qu'une promesse de non-intervention en zone occidentale, promesse qui ne pourrait pas être tenue: nulle part les communistes n'ont cessé leur travail de sape. Un accord planétaire serait, pour les Occidentaux, une duperie.

Nous en venons ainsi à l'argument essentiel. La situation actuelle est déterminée par deux sortes de facteurs: les uns, qui joueraient quel que fût le régime politique de la Russie, se rattachent aux traditions de la diplomatie, les autres tiennent à la religion séculière, inséparable de l'État soviétique, à vocation universelle. La concentration de la puissance en deux États périphériques, la faiblesse des zones intermédiaires créerait, en tout état de cause, un état d'instabilité. Il n'a jamais été ignoré, par les théoriciens de la politique, que l'équilibre à deux est le plus difficile à maintenir. Le concert européen supposait une pluralité d'États indépendants de dimensions et de forces comparables. Le concert mondial supposerait de même plusieurs et non pas deux Grands. Quand la dualité survient, le seul recours contre la lutte à mort est le partage du monde.

Tel est évidemment la seule issue aujourd'hui. *Mais ce partage existe dès à présent.* Le partage est imparfait parce que, sur certains secteurs névralgiques, les deux empires se heurtent, parce que, à l'intérieur même de la zone occidentale, le parti soviétique est présent et actif, parce que l'Union soviétique mène la guerre selon des méthodes hétérodoxes. Mais jusqu'à quel point des négociations pourraient-elles mettre fin à ces raisons d'inquiétude? À la rigueur, les négociations régleraient certaines querelles de frontières (Berlin, Corée) et, dans cette mesure, elles sont souhaitables. Aucune négociation, en revanche, ne préviendra l'effondrement des régimes dans le Proche-Orient ou l'avance semi-militaire du communisme en Extrême-Orient ou l'affaiblissement des pays européens. La nature du régime soviétique, le choc de deux régimes

incompatibles font que le partage du monde prend, en notre siècle, le caractère de la guerre froide. *Je n'ai jamais nié que le partage du monde fût l'alternative unique à la troisième guerre totale.* L'illusion, je serais presque tenté de dire la naïveté, c'est de croire que ce partage du monde sera un jour négocié secrètement, en quelque entrevue du Drap d'Or ou de Yalta, alors qu'il est vécu quotidiennement et qu'il ne sera stabilisé, à supposer qu'il le soit jamais, qu'au terme de la guerre froide.

La guerre du Péloponnèse demeure le symbole de la ruine commune qui ensevelit vainqueurs et vaincus, lorsque les deux Grands d'un seul et même monde décident de laisser aux armes le soin de choisir entre deux prétendants au trône. Athènes et Sparte étaient les deux Grands dans un système de cités, à l'intérieur d'une toute petite Grèce, elle-même partie d'une civilisation qui englobait la zone méditerranéenne. À une échelle incomparablement supérieure, celle de la planète, se reproduit le conflit des deux Grands. Et, du même coup, surgit l'interrogation historique: se lanceront-ils en une guerre totale, ou bien auront-ils la sagesse de livrer une bataille inexpiable sans employer les armes de l'enfer?

(À suivre.)

(1) "Affaiblir le camp le plus belliqueux, n'est-ce pas un bon moyen de sauvegarder la paix." (p. 383) Sous la plume des chrétiens d'*Esprit*, ce camp est, évidemment, le camp américain.

Le budget britannique

Le Figaro
21 mars 1952

On se demandait volontiers, depuis les dernières élections, en quoi un budget conservateur différait d'un budget travailliste. La réponse est désormais connue. M. Butler a amputé les subventions alimentaires, héritage de l'économie de guerre devenu sacro-saint sous les gouvernements travaillistes. Par un système ingénieux de détaxation, il a favorisé la *low middle class*, les échelons inférieurs des classes moyennes, qui avaient été victimes de la révolution sociale d'après guerre; enfin, en portant le taux de l'escompte à 4%, il rompt avec la conception de l'argent bon marché. Il va donc dans le sens réclamé par les économistes non socialistes, mais il s'engage avec une grande prudence.

L'économique et le social

La réduction des subventions alimentaires et les mesures compensatoires (élévation des pensions, des allocations familiales) peuvent être considérées de deux points de vue, économique et social. On économisera quelque 150 millions de livres sur les subventions, on obtiendra 63 millions de livres de plus de l'impôt sur l'essence, mais la réforme de l'impôt sur le revenu coûtera 180 millions cette année, 228 millions en une année complète et les concessions relatives aux pensions et allocations monteront à environ 80 millions de livres. Autrement dit, les modifications les plus frappantes ne modifient pas sensiblement l'équilibre des dépenses et des recettes.

L'opposition travailliste en conclut avec indignation qu'on prend aux pauvres pour donner aux riches. La réalité est plus complexe.

Entre 1940 et 1950, les *wage-earners*, les salariés, ont vu leur revenu réel s'accroître sensiblement (de l'ordre de 20 à 25%), cependant que les *salary earners*, ceux qui perçoivent des traitements et que les Anglais distinguent des salariés payés à la semaine, ont subi une baisse plus marquée de leur niveau de vie. Pour la première fois, les revenus entre cinq et vingt livres et surtout entre cinq et dix par semaine seront plus avantagés que les revenus inférieurs. Car ces derniers seront frappés par la réduction des subventions alimentaires, sans que la réforme de l'impôt sur le revenu ne leur apporte aucun soulagement, puisqu'ils en étaient déjà exemptés. En revanche, une famille avec deux enfants ne commencera à payer l'impôt sur le revenu qu'à partir de 9 livres 12 shillings par

semaine (au lieu de 8-3) et le taux plein qu'à partir de 19-10 (au lieu de 17-8).

Au regard de l'intérêt social, les arguments que M. Butler peut faire valoir sont nombreux et forts. Le taux ancien de l'impôt sur le revenu décourageait souvent les heures supplémentaires, l'effort exceptionnel, même pour les ouvriers qualifiés ou les mineurs de fond. La détaxation pour les salariés supérieurs, les employés, certaines professions libérales est un encouragement à la production en même temps qu'un moyen d'améliorer leurs conditions de vie.

En un pays aussi lourdement imposé que la Grande-Bretagne, il y a, évidemment, avantage à réduire les dépenses de l'État et, économiquement, on ne maintient pas sans graves inconvénients 400 millions de livres de subventions alimentaires, qui faussent les rapports de prix, détournent la répartition normale des revenus et amènent l'État à payer une fraction des dépenses de nourriture pour les riches aussi bien que pour les pauvres.

Inflation et déficit extérieur

À cet égard, M. Butler est dans une position solide. Plus incertain est l'effet des mesures annoncées sur le déficit extérieur. Celui-ci reste grave. La diminution des réserves d'or et de devises a été de 46 millions de dollars par semaine durant le troisième trimestre de 1951, de 58 millions durant le quatrième et il a été de 63 millions en janvier et février 1952. Deux milliards de dollars ont été perdus depuis juin dernier et, à la fin de février, les réserves s'élevaient à 1.770 millions de dollars.

Les prévisions faites par M. Butler sont les suivantes. Pour rétablir l'équilibre des comptes extérieurs, un déplacement de 600 millions de livres serait nécessaire: 350 millions seraient obtenus par réduction des importations, 200 à 250 millions pour l'amélioration du taux des échanges et les exportations invisibles, 50 millions par accroissement des exportations. Il est connu que le déficit tient pour une part au fait que, en 1950, les achats des matières premières avaient été anormalement réduits à cause des prix atteints sur les marchés mondiaux. Il a fallu en 1951 regarnir les stocks, ce qui permettra d'acheter moins en 1952. De plus, on peut espérer que les Américains reprendront des achats substantiels de laine, de caoutchouc, d'étain, trois matières qui exercent sur les comptes en dollars de la zone sterling une influence décisive.

À partir de ces suppositions, le chancelier de l'Échiquier estime à 200 millions de livres la valeur des biens soustraits au marché intérieur pour combler le déficit extérieur, à 200 la valeur des biens requis par le programme de réarmement. Sur ces 400 millions de livres, 250 seraient fournis par

l'accroissement de la production, 50 par des économies sur les dépenses gouvernementales et 100 par la réduction des investissements civils.

Le caractère aléatoire de ces calculs mérite à peine d'être souligné. Ils sont la mise en forme pseudo-scientifique de deux décisions économique-politiques. La première est d'élever le taux de l'escompte, la deuxième de ne pas augmenter l'excédent budgétaire.

La première décision marque l'acceptation par le gouvernement d'une thèse à laquelle les travaillistes ne souscrivaient pas volontiers: le lien entre l'argent bon marché, l'inflation et le déficit de la balance des comptes extérieurs.

Quant à la décision de ne pas accroître l'excédent de recettes, elle est fondée sur l'hypothèse que la population disposera de la même quantité de marchandises de consommation que l'an dernier. L'hypothèse est indémontrable, mais un argument très simple semble avoir déterminé le chancelier de l'Échiquier: déjà certaines industries de consommation sont en crise.

Reste à savoir si, dans ces conditions, le transfert des moyens de production, des travailleurs en particulier, vers les industries métallurgiques et mécaniques, qui devront fournir à la fois le supplément de production militaire et le supplément de marchandises exportables, pourra s'accomplir à une allure et en une quantité suffisantes pour que les programmes de réarmement, d'exportations et d'investissements soient exécutés simultanément.

En quête d'une stratégie. II. Les fausses alternatives

Liberté de l'Esprit
avril 1952

Les États-Unis s'interrogent. Au cours de ces derniers mois, professeurs, diplomates, hommes politiques ont multiplié les enquêtes sur le passé et les conseils pour l'avenir. Il ne sera peut-être pas inutile de marquer la place que prennent nos propres conceptions dans l'ensemble des théories américaines.

La querelle doctrinale porte d'abord sur l'alternative: *esprit de croisade* ou *diplomatie réaliste*. G. F. Kennan, H. J. Morgenthau⁽¹⁾ font reproche à W. Wilson ou F. D. Roosevelt, à l'opinion elle-même de substituer à l'effort pour atteindre certains buts définissables - rapports de forces favorables aux intérêts nationaux - la recherche d'une victoire contre l'ennemi, supposé l'incarnation du mal, en vue d'un certain idéal quasi mythologique, règne de la loi, Société des Nations, Nations-Unies. Kennan, Morgenthau montrent l'un et l'autre, de manière convaincante, que cet idéalisme mal compris a contribué à l'extension des guerres, qui devaient être totales puisqu'il s'agissait d'exterminer le mal, et, du même coup, aux défaites politiques qui ont succédé aux victoires militaires. L'un et l'autre invitent leurs compatriotes à ne plus s'attribuer de mission civilisatrice, ou moralisatrice, à ne plus nourrir l'impossible ambition de répandre la démocratie aux quatre coins de la planète, à prendre une conscience plus exacte des diversités humaines et sociales, à se donner la tâche modeste, mais autrement méritoire, de servir l'intérêt national des États-Unis tout en contribuant, de leur mieux, à sauvegarder la liberté des pays menacés et en évitant une troisième guerre mondiale.

Philosophiquement, *Les guerres en chaîne* appartiennent à l'école réaliste. Je pense, en effet, que dans le monde tel qu'il est les diplomates doivent chercher l'accommodement, le compromis, même avec des régimes détestables, plutôt qu'un triomphe éclatant et stérile sur l'infâme, triomphe qui ruine le vainqueur aussi bien que les vaincus et compromet les valeurs au nom desquelles fut livré le combat. Mais ces considérations sont, à l'heure présente, rétrospectives et l'application au monde tel qu'il est devenu en est pour le moins malaisé. Comment les États-Unis pourraient-ils limiter leurs engagements alors que la même menace soviétique pèse sur l'ensemble de l'Asie et de l'Europe? Comment

pourraient-ils revenir à la diplomatie de style traditionnel alors qu'ils se heurtent à un empire conquérant dont l'idéologie est une arme?

À lire certains auteurs, H. J. Morgenthau par exemple, on a l'impression que la mythologie de la négociation se substitue à la mythologie du dialogue impossible. On écrit un livre de 350 pages pour recommander une politique réaliste dont l'aboutissement serait un accord avec l'Union Soviétique sur le partage du monde, mais on n'étudie pas ce que serait ce partage, quelles concessions il exigerait des États-Unis, quelle chance il aurait d'être respecté par l'Union Soviétique. De même que certains dénoncent la vanité de toute conversation avec le Kremlin, certains voient dans de telles conversations le seul espoir d'éviter la guerre totale.

La vérité se situe, me semble-t-il, à mi-chemin entre ces deux thèses. Tout ce qui relève de la rivalité de puissance entre deux empires ressortit, en théorie, à la méthode diplomatique, encore que les zones actuelles de friction, en particulier l'Allemagne, soient telles que les perspectives de compromis apparaissent faibles. Mais dans la mesure où l'un au moins des empires a, sur le plan idéologique, des prétentions universelles, aucun partage stable n'est même concevable. Comme la situation actuelle est au point de rencontre de ces deux séries historiques, la négociation avec le Kremlin ne doit être ni rejetée ni surestimée. Il est singulièrement improbable qu'elle mette fin à la guerre froide, il est possible qu'elle en atténue quelque jour l'intensité.

Aussi me paraît-il plus important de souligner la nécessité de réduire, par notre action propre, les facteurs d'instabilité qui sont en même temps causes de guerre froide et risques de guerre totale. L'Europe Occidentale sera garantie contre la soviétisation moins par des promesses soviétiques ou des entretiens au Kremlin que par le renforcement de la structure sociale et politique des pays menacés, par l'organisation d'une force de défense. De même, la partie au Proche-Orient ou dans l'Asie du Sud-Est sera gagnée ou perdue sur le terrain, dans l'âme des hommes, à même les conflits des classes ou des pays, non en des pourparlers secrets ou spectaculaires entre les représentants du Kremlin ou du State Department.

En d'autres termes, *ces premières conclusions sont proches de celles de l'école idéologique pour des raisons que je crois conformes à la doctrine de l'école réaliste*. Je tiens pour impossible de combler le fossé entre les deux univers, non parce que le monde libre peut ou doit se lancer dans une croisade contre le stalinisme, mais parce que celui-ci, par sa nature même, ne connaît en dehors de

lui que des ennemis, parce que la révolte anti-européenne ou anti-occidentale des peuples d'Asie et du Proche-Orient donne une chance exceptionnelle à l'aventure impérialiste du Kremlin.

Du même coup, j'écarte les querelles, qui remplissent une bonne partie de la littérature politique, sur les racines de l'impérialisme actuel de l'Union Soviétique. Celui-ci est-il essentiellement russe ou soviétique? Sommes-nous en présence de l'impérialisme traditionnel de la Russie, utilisant l'arme nouvelle de la propagande et de l'idéologie, ou sommes-nous en présence d'un phénomène radicalement neuf, l'expansion d'une doctrine semi-religieuse utilisant la puissance de l'État russe à ses fins? S'agit-il de panslavisme ou du communisme universel? Je tiens ces alternatives pour largement fictives.

Faisons, pour les besoins du dialogue, une concession, en apparence décisive, aux théoriciens de l'impérialisme traditionnel. Admettons que les gouvernants actuels soient plus ou moins indifférents aux idées et qu'ils souhaitent agir à la manière dont ils le firent de 1939 à 1941, prêts à s'allier au pire ennemi de leur religion s'ils y trouvent leur intérêt, impatients d'élargir leur zone d'influence ou leur empire en dehors de toute diffusion idéologique. Quand M. Molotov envisageait l'expansion en direction du golfe Persique, il ne s'agissait pas de favoriser l'avènement d'un régime post-capitaliste. Mais en cette hypothèse qui, sous cette forme extrême, demeure improbable, les données du problème mondial seraient à peine modifiées.

En effet, dans l'intérêt de cet impérialisme, admettons-le, les gouvernants actuels de la Russie imposent des régimes imités du leur, dirigés par des hommes soumis à leur doctrine et à leurs ordres, aux pays que leurs armées ont mis à leur merci. D'autre part, ils s'efforcent d'animer à travers le monde les activités révolutionnaires et d'en prendre la tête par l'intermédiaire des partis communistes. *Le caractère idéologique de l'impérialisme soviétique ne résulte pas d'une conjecture sur la psychologie de Staline et des siens, mais d'une constatation pure et simple des faits*, la soviétisation des territoires protégés, la "stalínisation" des mouvements révolutionnaires. Que le *Politburo* mène son entreprise en cynique, usant de la doctrine sans y croire et en vue du seul épanouissement de la puissance, ou en fanatique, continuant de croire que le parti est l'avant-garde du prolétariat et l'exécuteur de la providence historique, le danger pour l'Occident demeure à peu près le même et la nécessité de la réplique équivalente.

On m'objectera que, dans l'hypothèse où l'impérialisme est russe ou slave, le

compromis est possible alors que, dans le second cas, il ne l'est pas. Mais cette objection, si valable qu'elle soit en apparence, ne touche pas à l'essentiel. Que l'on suppose le *Politburo* composé de communistes fanatiques: il n'en est pas moins capable - et il l'a prouvé - de faire un bout de chemin avec n'importe quel ennemi pour s'assurer un répit ou éviter une épreuve de force tenue pour dangereuse, autrement dit de conclure un compromis de grand style ou d'accepter un partage du monde temporaire. D'autre part, même composé de réalistes indifférents à l'idéologie, le *Politburo* n'envisagerait pas de liquider l'appareil de subversion qu'il a monté à travers la planète et de rompre les liens entre le Kremlin et les partis communistes dits nationaux. Pourquoi? Parce qu'on ne saurait demander à une élite politique de rejeter *volontairement* l'idéologie du nom de laquelle elle a accédé au pouvoir et qui lui assure, dans la rivalité avec les autres classes et les autres pays, une telle supériorité en prestige et en bonne conscience.

L'expérience permet d'ailleurs, non pas de choisir dogmatiquement entre les deux interprétations, mais de fixer selon la probabilité la part de vérité que contiennent l'une et l'autre. Les dirigeants bolcheviks de la Russie, dès qu'ils ont cessé d'attendre à brève échéance la révolution mondiale, n'ont jamais été empêchés par leur idéologie de conclure des accords temporaires avec des pays résolument anticomunistes, la Turquie de Kemal, l'Allemagne de Hitler. Bien loin de préférer la négociation avec des hommes de gauche, socialistes ou libéraux, les Staliniens préfèrent, semble-t-il, traiter avec ceux qu'ils tiennent pour des ennemis déclarés et qui ne mettent pas en danger leur propre monopole révolutionnaire. La mise hors la loi d'un parti communiste n'est pas une mauvaise préface à un traité avec le Kremlin.

Réalistes dans le jeu diplomatique (tactique), les Staliniens n'en sont pas moins restés idéologues dans leur manière de penser et dans leurs perspectives à long terme. Ils n'ont jamais tenu l'alliance de guerre avec les démocraties occidentales pour autre chose qu'un expédient, ils n'ont jamais renoncé au postulat d'une hostilité fondamentale entre ce qu'ils appellent camp du socialisme et camp du capitalisme ou de l'impérialisme, ils n'ont jamais mis en doute que l'aboutissement de l'Histoire fût la généralisation de leur régime. En ce sens, il est vrai de dire que, d'après l'expérience même, le but des Staliniens est l'empire du monde. Seule la soviétisation de la planète entière donnerait au socialisme en un seul pays l'absolue sécurité et la consécration par le succès, du moins par le seul succès qui compte aux yeux des idéologues: le succès total.

En rejoignant, pour des raisons de fait, certaines thèses des théoriciens de l'anticommunisme, ne risquons-nous pas de tomber dans une nouvelle contradiction? Est-il suffisant de résister contre un ennemi qui multiplie les assauts de tous les côtés et sur tous les plans? A-t-on jamais gagné une guerre par la défensive? Le but ne doit-il pas être d'abattre le centre de la conspiration communiste, c'est-à-dire moins l'Union Soviétique elle-même que le parti communiste russe et la double autorité qu'il possède sur la Russie et sur les partis communistes dits nationaux, eux-mêmes maîtres des pays satellites et alliés? Nous en venons ainsi à la discussion ouverte par le livre de Burnham, *Offensive ou défensive*, discussion qui comporte d'ailleurs des aspects différents, guerre traditionnelle ou guerre hétérodoxe, endiguer ou refouler.

Ceux que l'on pourrait appeler théoriciens de la guerre froide partent d'une idée qui me paraît incontestable, la continuité de la guerre dans la paix, l'usage par l'État soviétique contre le monde non communiste de procédés qui, en d'autres temps, eussent été considérés comme incompatibles avec le droit des gens et les règles présidant aux relations entre États, par suite la différence de degré, non de nature, entre la guerre et la paix et la nécessité pour l'Occident de livrer lui aussi cette sorte de guerre, de ne pas se concentrer sur la guerre traditionnelle qui, peut-être, n'aura jamais lieu et que les victoires remportées par les communistes dans les guerres hétérodoxes risquent à la fois de rendre inévitable et dérisoire (elle sera perdue avant d'être livrée).

Cette idée, disais-je, me paraît incontestable et pourtant rien ne serait plus facile et plus dangereux que d'en exagérer la portée; il ne reste plus qu'un pas à franchir - et parfois Burnham le franchit ou semble le franchir - pour ne plus voir qu'une différence de degré et, par suite, une différence secondaire, entre la guerre froide (ou limitée, comme je préfère dire) et la guerre totale. Or ce serait là une erreur aussi fatale que celle des stratèges des deux premières guerres mondiales qui ne voyaient que des différences de degré entre les diverses manières d'obtenir la victoire. Si l'on part du postulat que la troisième guerre est commencée, que le seul but de guerre, pour l'Occident, est d'abattre la conspiration stalinienne, on risque de ne pas attacher l'importance qu'il convient à la distinction entre les diverses manières de vaincre. Matériellement, sinon en termes de concepts, il y a une différence de nature entre la guerre totale, avec usage de bombes atomiques, et la guerre limitée, dans laquelle nous vivons aujourd'hui.

La victoire totale, c'est-à-dire la destruction de la conspiration mondiale

stalinienne, rien ne prouve qu'elle soit accessible sans l'emploi des moyens réservés à la guerre totale. Il est donc déplorable de se donner pour objectif une telle victoire qui risque de conduire logiquement aux catastrophes que l'on prétend éviter. Une telle conception des buts de guerre équivaut à renouveler l'erreur de Roosevelt: croire que le but de la guerre est la victoire et non la paix qui succédera à celle-ci.

À cette idée, que je tiens pour chargée d'équivoque, Burnham en joint d'autres que je tiens, au contraire, pour fécondes, en particulier la proposition fondamentale qu'il faut répondre à l'agression soviétique sur les terrains mêmes où elle se déroule (noyautages, sabotages, propagande, etc.) et aussi retourner contre l'empire stalinien la technique que celui-ci met en œuvre contre le monde libre. Qu'il s'agisse de la réplique aux agressions et infiltrations soviétiques à l'intérieur de notre monde ou de la contre-attaque vers l'autre monde, je n'ai rien ajouté, dans *Les Guerres en chaîne*, aux conceptions courantes(2). J'ai été arrêté, en effet, par quelques difficultés fondamentales.

Il n'y a pas d'unité réelle dans les problèmes de la guerre dite hétérodoxe. Ceux-ci se posent aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, en Afrique du Nord, dans le Proche-Orient, en Asie, dans des termes tout différents. Quand on parle d'une entreprise une, dirigée d'un centre unique, on a tort et raison à la fois et l'on risque de susciter la mythologie aussi bien que la clairvoyance. Il est vrai que l'action du stalinisme s'étend à travers les cinq continents, que les grèves des dockers à Sydney, à San-Francisco, à New-York, à La Rochelle sont probablement machinées par des révolutionnaires professionnels, ayant passé par les mêmes écoles et recevant leurs instructions du même lieu. Mais les succès emportés varient évidemment selon les circonstances locales et, une fois admis que la technique d'action bolchevik obéit à certaines directives constantes, les Staliniens excellent surtout à aggraver les crises existantes et à exploiter des contradictions, pour employer le terme marxiste, que personne n'ignore.

Prenons l'exemple de la révolte des pays qui, au siècle dernier, ont été colonisés, exploités, en tout cas humiliés par les Blancs. Il ne faut ni génie exceptionnel, ni imagination particulière pour déceler dans les relations entre Européens, Africains et Asiatiques, le point faible du monde occidental. À partir de ce moment, c'est un jeu d'enfant pour les agents staliniens d'attiser cette révolte, sans se mettre en évidence. Dans tout le Proche-Orient, les agents communistes sont nombreux, mais à peine visibles. Ce sont les troupes

britanniques qui occupent la zone du canal de Suez, c'est l'Anglo-Iranian qui exploite les pétroles de l'Iran, ce sont des Compagnies anglaises et américaines qui sont installées dans la région. La présence occidentale déclenche plusieurs réactions: réaction des milieux traditionalistes, attachés à la religion, qui sentent plus ou moins confusément que la civilisation industrielle emportera les croyances et les coutumes du passé, réaction des masses populaires, sensibles à la fois à la xénophobie et aux espoirs de progrès qui se réveillent de leur longue patience et cessent de tenir leur misère pour voulue par le ciel; réaction, enfin, des intellectuels occidentalisés et des classes moyennes urbaines qui trouvent dans les idéologies européennes (socialisme) une arme contre les maîtres étrangers et une justification de leurs ambitions.

Que faut-il faire? On conçoit que la réponse à une question aussi générale ne puisse être que générale, elle aussi, et, par conséquent, peu satisfaisante. L'aide économique exige, pour être efficace et pour améliorer le sort des déshérités, une administration ordonnée et des gouvernants capables. Ces conditions ne sont pas toujours données. Et comment les réaliser? Même le progrès économique est bien loin d'être une panacée. Au cours de la première phase, l'industrialisation tend à attiser les revendications bien plutôt qu'à les satisfaire ou à les apaiser. Finalement, l'essentiel paraît être bien moins économique que politique: c'est la solidité des pouvoirs qui permet seule un développement économique sans révolution. Mais comment obtenir ces pouvoirs?

À nouveau, on en est réduit à des généralités. La plus importante est probablement *la subordination du formalisme démocratique à l'exigence d'une autorité réelle*. La grande erreur des États-Unis est d'avoir cru - ou d'avoir trop souvent agi comme s'ils croyaient - que les institutions démocratiques, élections, partis, parlement, étaient transférables. Il ne faut pas demander d'abord aux régimes non communistes, en dehors de la zone de civilisation occidentale, d'être démocratiques au sens que nous donnons à ce mot, il faut leur demander d'être obéis, efficaces, de favoriser l'équipement, de réduire la misère et, à terme, de ne pas rendre impossible la démocratisation. Le modèle est, si l'on veut, le régime de Kemal Ataturk. On n'opposera pas aux partis communistes des parlements imités de celui de Westminster ou des présidents, imités de celui de la Maison-Blanche, mais un régime de type kemaliste, dictature temporaire d'une équipe d'hommes résolus. Il reste bien entendu que le kemalisme n'est qu'une formule, aussi facile à exprimer abstraitement que difficile à appliquer en fait. Il faudrait encore trouver dans chaque pays un Ataturk, capable de rallier autour de lui un parti. L'Occident peut encourager les sauveurs, non les susciter.

Tant que l'on ne trouve pas de dirigeants, de sympathies occidentales, relativement raisonnables, la diplomatie occidentale combine l'approbation, éclatante et verbale, des revendications fondées sur l'idéologie européenne ou américaine (liberté, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, indépendance intégrale), le soutien des gouvernants en place, le plus souvent composés de privilégiés, chefs de clans ou riches marchands, et une aide économique limitée. Elle affaiblit les positions traditionnelles des puissances européennes par son langage, les positions des gouvernants en souscrivant aux revendications des masses, elle n'arrive pas à définir ce qu'elle veut ou ce qu'elle peut mettre à la place de l'ordre qu'elle détruit.

Dans la plus grande partie du monde, là où se développe une immense révolution dont les staliniens s'efforcent de prendre la direction, la bataille politique que l'Occident doit livrer ne se ramène pas à une rivalité de propagande, avec précautions contre le noyautage ou le sabotage comme en Occident. Ce qui est en question, c'est la capacité de l'Occident de favoriser l'avènement d'un système politique, d'un système d'encadrement des masses, différents de ceux qu'amènent avec lui le parti communiste. La menace stalinienne, en Afrique ou en Asie, n'est qu'un épisode dans une crise historique qui se prolongera probablement durant des siècles. L'Occident parviendra-t-il, par delà les formes coloniales de domination, en voie de disparition, à maintenir rayonnement et influence dans les pays où il a soit apporté une civilisation à des peuples qui n'en connaissaient aucune, soit apporté une civilisation industrielle à des peuples qui possédaient une civilisation égale aux plus hautes, mais de nature toute différente?

Dans les pays de civilisation occidentale, le problème communiste est différent parce que la situation n'y est pas révolutionnaire ou du moins n'y est pas révolutionnaire au même sens. Les pays de tradition libérale sont gouvernés non par un homme ou un groupe d'hommes disposant d'un pouvoir absolu et imposant à tous la reconnaissance de leur légitimité, mais par la coopération et la rivalité entre groupes d'hommes et partis, chacun d'eux se donnant pour l'interprète de certains intérêts, chacun essayant d'obtenir pour sa clientèle le plus d'avantages. Un tel régime, où l'autorité temporelle n'est pas soutenue par une autorité spirituelle, où les déshérités sont en permanence incités aux revendications, est le plus instable, le plus vulnérable que l'histoire ait connu. Il offre à un parti résolu au sabotage en vue d'une subversion totale des occasions exceptionnelles.

Dans le cas des pays sous-développés, où gronde la révolte, le parti communiste, en cas de succès, donnerait satisfaction à certaines passions et apporterait du moins une technique d'action politique et d'industrialisation. Dans le cas des pays occidentaux, il aggraverait, pour la majorité de la population, les maux dont celle-ci se plaint. Il renforcerait la discipline, restreindrait les libertés concrètes des ouvriers aussi bien que des bourgeois, abaisserait les salaires, accroîtrait la part des investissements. Seuls les croyants, heureux de travailler même dans le sacrifice pour leur foi, seraient comblés (en dehors, évidemment, des profiteurs du nouveau régime).

On s'explique aisément que la guerre politique et psychologique contre le communisme soit plus aisément gagnée dans les pays de civilisation occidentale: en mettant l'accent sur la subordination des partis communistes à Moscou, sur leurs liens avec l'impérialisme russe, sur leurs ambitions de pouvoir total et totalitaire, on parvient à limiter leur champ d'action et même à regagner certains îlots qu'ils avaient conquis. Dans les pays anglo-saxons, il reste à liquider quelques infiltrations ou noyautages syndicaux, à combattre la sympathie diffuse dans quelques milieux intellectuels et surtout à prendre des précautions contre le réseau d'espionnage. On n'a pas l'impression que le Mac Carthisme, sous toutes ses formes, les enquêtes des comités du Congrès, les lois sur l'immigration aient répondu au péril réel. Bien plutôt les réactions émotives semblent-elles inadaptées. Elles mettent en cause certaines libertés, sans éliminer certains risques.

Même dans les pays occidentaux où le parti communiste a pris la direction de masses importantes, il n'a guère de perspective, au moins à échéance d'une dizaine d'années, de s'emparer de l'État. Mais, d'un autre côté, on ne voit guère non plus comment on parviendrait, en Italie ou en France, à lui arracher la plus grande partie de ses troupes. Non que l'on ne puisse rien faire: on peut atténuer le mécontentement qui, pour de nombreux électeurs, est la seule raison de leur penchant à la subversion. On peut inquiéter les croyants eux-mêmes sur la qualité de leur cause; on peut, par une propagande aussi active que celle des staliniens, renforcer la conviction des non-communistes. *Mais l'essentiel ne dépend pas de l'action privée d'individus, groupes ou partis, l'essentiel dépend de l'État.* Tant que, en France et en Italie, le régime politique, le fonctionnement de l'économie, le climat moral seront ce qu'ils sont, le parti communiste, perdant ou gagnant quelques centaines de milliers de voix, peut-être même perdant un ou deux millions d'électeurs, restera une dangereuse cinquième colonne pour l'éventualité de la guerre totale et, en temps de guerre froide, un instrument

efficace de sabotage.

Le parti, communiste constitue un contre-gouvernement, le noyau d'un pouvoir rival, conspiration quand il est faible, conspiration et organisation de masses à la fois quand il est fort. Aucun autre parti, à moins d'imiter sa technique, ne saurait le contre-battre. Seul l'État est en mesure de défendre la société contre lui et, par une combinaison de mesures de force et de réformes, de le réduire définitivement à l'impuissance.

Dans le monde extérieur à l'empire stalinien, il n'y a donc guère de distinctions entre offensive et défensive, sur le terrain de la guerre psychologique ou politique. La dénonciation de la réalité soviétique est à la fois moyen de défense et de riposte. Toute mesure contre les partis staliniens se justifie par la nécessité de la défense.

L'offensive, psychologique ou politique, de l'Occident devrait, semble-t-il, se développer à l'intérieur des frontières de l'Union Soviétique. De même que le stalinisme est farouchement autoritaire et conservateur là où il est établi et qu'il reste subversif au dehors de son empire, de même les démocraties pourraient et devraient renforcer leur structure là où elles se confondent avec l'État, et encourager la subversion là où leur ennemi est en place. Logiquement, cette argumentation est impeccable. Il n'en reste pas moins à se poser plusieurs questions.

La propagande à destination des pays soviétisés est évidemment légitime et elle est susceptible, à la longue, de n'être pas sans une influence limitée. Dès que l'on envisage l'équivalent de l'action communiste: noyautage, sabotage, subversion, on se heurte immédiatement aux obstacles trop connus: les régimes totalitaires ne laissent pas à leurs ennemis les mêmes libertés que les régimes démocratiques. Les patriotes ukrainiens, les démocrates tchèques ou polonais ne constitueraient pas à la fois une conspiration et un parti de masses, mais exclusivement une conspiration, dans des conditions extraordinairement précaires. Croire que cette guerre hétérodoxe, menée avec une suffisante vigueur, donnerait à l'Occident une victoire totale sur le stalinisme sans guerre totale, c'est, à mon sens, une illusion.

Les staliniens sont en train de bouleverser la carte du monde grâce à l'emploi généralisé de la guérilla, en Asie. Les Alliés ont suscité ou du moins encouragé et organisé une résistance à l'occupation allemande à travers toute l'Europe, mais en prévision d'un débarquement, c'est-à-dire d'une jonction des combattants sans uniforme et d'une armée régulière. À quoi mènerait l'organisation du maquis, en

Union Soviétique (à supposer qu'elle ne soit pas faite en prévision de la guerre totale) sinon à sacrifier les plus courageux des anti-staliniens?

Les efforts pour affaiblir l'entreprise stalinienne à l'intérieur de l'empire soviétique peuvent avoir trois buts: 1° En cas de guerre totale, affaiblir le régime et, de cette manière, réduire, si possible, la durée et l'atrocité de la lutte; 2° inquiéter les dirigeants de Moscou sur la solidité de leur pouvoir et, par suite, les inciter à la modération; 3° rendre la vie difficile aux staliniens en dehors des frontières de la Russie elle-même, et, dans la mesure du possible, les faire consentir à la retraite. Cette dernière fonction me paraît essentielle, dans la conception même d'une stratégie offensive.

La guerre froide peut-elle se prolonger durant des années, même si l'Europe reste divisée ainsi qu'elle l'est aujourd'hui? On ne saurait répondre avec certitude à une telle question. Une seule certitude: la présence de l'armée rouge au centre de l'Europe exclut la paix, si elle autorise l'armistice. Nous avons montré pourquoi, dans la conjoncture actuelle, l'accord sur la réunification de l'Allemagne est improbable. L'offensive psycho-politique en direction de l'Europe orientale serait destinée à inciter les dirigeants du Kremlin à consentir à la retraite. On peut objecter que l'offensive aurait des effets contraires et que les dirigeants soviétiques consentiraient d'autant moins à la retraite qu'ils se sentiraient plus exposés. De tels événements ne sont pas rigoureusement prévisibles. L'Union Soviétique n'abandonnera pas aisément ce qu'elle tient par la vertu de ses victoires militaires. Mais elle ne l'abandonnera certainement pas si elle ne subit pas de pression. Il y aurait une petite chance qu'elle s'y résignât, si elle était soumise à une forte pression par suite de la présence en Europe d'une armée solide à l'ouest de la ligne de démarcation, par suite aussi de l'agitation anticomuniste à l'est.

Nous en arrivons ainsi à la dernière alternative qui occupe les théoriciens: endiguer ou refouler. Il n'est pas douteux qu'il aurait été souhaitable et peut-être même nécessaire de refouler le stalinisme en Europe. Ce qui est douteux, c'est qu'il soit possible d'y parvenir. À partir du moment où les États-Unis ont perdu le monopole atomique, on ne voit pas qu'ils puissent accumuler en temps de paix des forces suffisantes pour obliger l'Union Soviétique à se plier aux volontés de l'Occident. *Celui-ci n'aura pas, dans l'avenir prévisible, une supériorité qui lui permette de dicter les conditions d'une paix mettant fin à la guerre froide.* Même si l'on admet que l'Occident serait en mesure de gagner la guerre totale, cette supériorité n'est ni assez évidente ni assez écrasante pour convaincre les

staliniens qu'ils doivent céder. Car cette guerre ne pourrait être gagnée que dans des conditions telles qu'elle serait perdue pour la plus grande partie du monde libre, l'Europe en particulier. L'offensive politique en vue de refouler le stalinisme n'est qu'un élément dans une politique d'ensemble, dont le but serait un accord sur un statut européen, ou, si l'on préfère, une rectification des modalités actuelles du partage de l'Europe.

N'attachons pas, en vérité, une portée excessive à ces alternatives, endiguer ou refouler, négociation ou guerre froide. Il s'agit moins d'alternatives que de démarches complémentaires ou de distinctions entre objectif minimum et objectif maximum. Bien sûr, si l'on pouvait libérer sans guerre totale la Chine et l'Europe de l'est du joug stalinien, qui ne serait d'accord? Mais pourquoi ne pas reconnaître que nous avons fort peu de chances d'atteindre cet objectif maximum?

Ces conclusions risquent de décevoir toutes les écoles: ceux qui veulent l'offensive, le refoulement, la destruction du centre mondial communiste m'accuseront de faiblesse et presque de passivité. Ceux qui rêvent de négociations, de dialogue, de détente m'accuseront de bellicisme, sous prétexte que je tiens l'énergie offensive, dans la conduite de la guerre froide, pour la meilleure chance de n'avoir pas à livrer la guerre totale. Par-dessus tout, les uns et les autres me reprocheront de ne pas apporter de solution, de ne pas faire entrevoir d'issue. Et j'en tombe d'accord. En l'état actuel du monde, il n'y a pas de solution définissable, il n'y a pas d'issue visible ou même prévisible. Peut-être la grande illusion est-elle de croire à une solution.

On a cherché une solution aux problèmes créés par l'impérialisme hitlérien. On a liquidé effectivement ces problèmes; d'autres ont surgi, plus graves encore. On ne saurait affirmer que l'élimination, par une guerre totale, des problèmes suscités par le stalinisme en ferait surgir d'autres du même type (à la manière dont le stalinisme a reçu une impulsion décisive de la deuxième guerre mondiale). Mais les maux certains d'une troisième guerre et les difficultés qu'elle laisserait probablement en héritage sont tels que la politique réaliste enjoint de tout faire pour n'avoir pas à la livrer, tout en se donnant les moyens de la gagner en cas de nécessité.

Mais, me disent les uns, s'il n'y a pas de fin à la guerre froide, inévitablement celle-ci dégénérera en guerre totale. Mais, me disent les autres, l'Occident n'a aucune chance de gagner une telle guerre, à laquelle les régimes totalitaires, mais non les démocraties de type occidental, sont adaptés. Et je ne puis donner tort ni

aux uns ni aux autres. Plus la guerre froide dure, plus elle devient intense, plus s'accroît le risque du glissement à la guerre totale. Aussi avons-nous suggéré les moyens d'en atténuer la violence, sans écarter parmi ces moyens les négociations avec le Kremlin, mais en insistant sur ce qui dépend de nous, à savoir le renforcement des zones intermédiaires, théâtre et objet de l'épreuve de forces.

Je ne nie pas que, dans la guerre froide, les démocraties risquent d'être contaminées par les régimes totalitaires, assez pour perdre une partie de leurs motifs de combattre, pas assez pour acquérir la force qui donne la victoire. Mais, là encore, quelle autre réponse que l'action et la foi? Si nous ne sommes pas capables de soutenir et finalement de gagner la guerre froide, sommes-nous à ce point assurés de gagner la guerre totale?

"Faire notre devoir et laisser faire aux dieux." Nous ne voyons pas d'issue, mais nous en concevons plusieurs. Quelle sera l'évolution du régime stalinien après la mort du chef? Combien de temps se maintiendra la cohérence de l'empire? Entendons-nous bien: il serait fatal de compter sur la conversion du stalinisme après Staline, il serait fatal de compter sur la dissociation de l'alliance entre la Russie de Staline et la Chine de Mao. Nous devons agir comme si aucun de ces événements heureux ne devait se produire dans un avenir prochain, mais nous ne devons pas oublier non plus que le déroulement de l'Histoire ne dépend que pour une part des pensées et des actes des hommes d'État. Ceux-ci ignorent l'aboutissement de cette période de troubles (nous aussi). Acceptons virilement cette ignorance, livrons le combat quotidien, sans illusion et, si possible, sans angoisse. Nous apercevons les objectifs et les moyens d'y atteindre, réduire les risques de la guerre totale par l'affaiblissement de l'agressivité stalinienne, le renforcement des structures occidentales, et aussi en enseignant à tous les fanatiques - fanatiques de l'apaisement comme fanatiques de l'offensive - les limites de l'action et les vertus de la patience.

Je n'ai pas la naïveté de croire qu'une telle attitude recueille beaucoup de suffrages. Elle ne flatte aucun des conformismes, surtout pas celui des intellectuels, toujours en quête d'une conception ou d'une technique inédite. Mais, dans le monde tel qu'il est, avec les démocraties occidentales telles qu'elles sont, je n'en vois pas d'autre possible. Raison de plus d'ailleurs pour qu'elle soit rejetée en paroles, même lorsqu'elle est adoptée en actes.

(1) G. F. Kennan: *American diplomacy, 1900-1950*. Le livre paraîtra d'ici peu en France, dans la collection *Liberté de l'Esprit* (Calmann-Lévy). H. J. Morgenthau, in *Defense of the national interest, a critical examination of American foreign policy* (New York, 1951).

(2) J. Monnerot leur a ajouté récemment l'idée séduisante d'un *ordre*.

Les deux tentations de l'Européen

**Preuves
juin 1952**

Depuis la fin de la guerre, les pays d'Europe continentale sont protégés, ravitaillés, assistés financièrement par les États-Unis. La force, la résolution américaines ont été leur seule défense contre une invasion russe. Encore aujourd'hui ils attendent d'outre-Atlantique les armes qu'ils donneront à leurs soldats et, pour partie, les dollars avec lesquels ils couvriront les achats indispensables dans la zone dollar. Le formalisme diplomatique a beau reconnaître les pays européens comme alliés et égaux des États-Unis, la disproportion de puissance ne peut pas ne pas se faire sentir dans les relations quotidiennes, elle ne peut pas ne pas susciter des réactions complexes et parfois contradictoires.

Laissons de côté les communistes, dont l'antiaméricanisme délirant, dicté de l'extérieur, n'a pas de signification authentique et traduit seulement l'adhésion totale à l'Union soviétique. Parmi les non communistes, quelles sont les différentes attitudes?

La première, dont ceux que l'on appelle les neutralistes sont les représentants typiques, consiste à nier notre dépendance, à proclamer qu'il est au pouvoir des Européens de secouer la domination américaine, que le danger de guerre serait réduit, sinon supprimé, au cas où les Européens se détacheraient de leur puissant protecteur. Sous cette forme extrême, cette attitude se trouve surtout en France et plus spécialement parmi les intellectuels français.

Il est assez facile de réfuter abstraitement les arguments par lesquels on tâche de la justifier. Par exemple, à en croire les neutralistes, dans la paix ou dans ce que l'on appelle la guerre froide, l'Union soviétique montrerait moins d'hostilité à l'égard des Européens si ceux-ci se déclaraient neutres, au lieu de se déclarer solidaires des États-Unis. Une telle conception repose sur une interprétation erronée de la psychologie et de la diplomatie soviétiques. Les Staliniens tiennent pour ennemis tous ceux qui n'acceptent pas inconditionnellement leur doctrine. Ils se contentent parfois d'une déclaration de neutralité, quand leur objectif est de dissocier une coalition qui leur déplaît, mais une fois qu'ils auraient franchi la première étape, leur nouvel objectif deviendrait de rejeter les Américains du vieux continent de manière à englober dans leur zone les Européens abandonnés à eux-mêmes.

Parce qu'elle souhaite rompre nos liens avec les États-Unis, cette école de pensée se plaît à imaginer une Union soviétique strictement sur la défensive, inquiétée par les préparatifs américains, uniquement désireuse d'assurer sa sécurité. Il suffit de se rappeler la diplomatie menée par l'Union soviétique entre 1943 et 1947, alors que les Occidentaux multipliaient les efforts de collaboration, pour comprendre l'illusion sur laquelle est fondée l'attitude neutraliste. Quant à ce qui se passerait si, par malheur, le pire survenait et que la guerre éclatât, on ne peut guère s'abandonner à l'optimisme. Les Européens seraient, selon toute probabilité, entraînés dans le conflit, qu'ils se soient ou non déclarés "neutres". La seule différence est que, dépourvus d'armes, non préparés à l'épreuve, ils seraient voués à l'occupation, dont l'expérience de l'Europe orientale nous révèle les ravages.

À l'autre extrême, nous trouvons l'attitude des nouveaux collaborateurs, de ceux qui reconnaissent le leadership américain, comme ils proclamaient hier la fatalité du IIIe Reich. Parfois, hélas! ce sont les mêmes. Il est des instituts d'études américains qui ont pour directeurs d'anciens directeurs d'instituts d'études franco-allemandes. Bien sûr, la cause est *tout* autre et le rapprochement est politiquement artificiel. Mais ce qui est en question, c'est une attitude psychologique. Or, il est aussi déplorable d'accepter passivement les décisions de la politique américaine que de prétendre à une indépendance solitaire, qui serait synonyme d'impuissance.

Entre ces deux extrêmes, se situe évidemment le bon usage par les Européens de la puissance et de l'aide américaine. Mais, ne nous y trompons pas, chacun de nous est maintes fois tenté par l'attitude neutraliste et par l'attitude du collaborateur. Chacun de nous commet tour à tour l'erreur de l'une et de l'autre. Tantôt, pour retrouver notre *self-esteem*, pour ne pas nous sentir humiliés par l'hégémonie américaine, nous sommes tentés de dire du mal de nos alliés d'outre-Atlantique, de dénoncer leur "barbarie", de faire sonner bien haut la supériorité de notre culture. Tantôt, conscients de notre faiblesse, du besoin que nous avons des secours financiers et militaires, nous tombons dans l'autre extrême et nous nous résignons avec une amertume cachée aux volontés américaines. Chaque Européen porte en lui, à l'égard des États-Unis, un neutraliste et un collaborateur. Or rien n'irrite plus les Américains que l'oscillation entre ces deux attitudes, l'excès alterné de révolte et de soumission.

Que souhaitons-nous donc? La réponse est simple: l'amitié, la conscience résolue de la solidarité, la franchise et la volonté de rendre à l'Europe le plus

possible et le plus vite possible autant d'autonomie qu'en comporte la situation.

Les Américains, comme tous les peuples, ont défauts et qualités, on pourrait dire qu'ils ont les défauts de leurs qualités. Peuple jeune et optimiste, ils ont tendance à l'impulsivité, parfois ils renversent brusquement leur politique. De la non fraternisation de 1945 à l'alliance de fait d'aujourd'hui, leur politique allemande s'est transformée non pas progressivement, mais par sauts, chacun d'eux étant déterminé par quelque initiative soviétique. Les États-Unis sont passés en une génération à peine d'une indifférence presque totale aux affaires du monde au rôle démesuré de dirigeant du monde libre, de Tokio à Paris, en passant par l'Asie du sud-est et le Proche-Orient. Ils ont commis des fautes, ils en commettront encore. La tradition d'un anticolonialisme simpliste leur a fait méconnaître les dangers d'une retraite précipitée des Européens qui ouvre un vide que le communisme se hâte de remplir. Ils ont fait confiance, pendant la guerre, à l'Union soviétique, qui en a profité pour asservir cent millions d'Européens. Les décisions du State Department sont souvent contrariées par les remous de l'opinion publique, par la violence de l'opposition. On ne sait pas toujours si le secrétaire d'État exprime sa pensée ou celle que lui imposent les plus bruyants orateurs du parti opposé. Les États-Unis n'ont pas encore trouvé en Asie une politique qui éviterait tout à la fois la perte des dernières positions occidentales sur le continent et l'enlisement dans une guerre ruineuse.

Je pourrais prolonger cette énumération. Mais que l'on reprenne les reproches l'un après l'autre: les Européens ont-ils découvert le secret de contenir l'Union soviétique sans risque, de négocier avec elle sans consentir de ruineuses concessions? La vérité est que sur la plupart des problèmes diplomatiques les diverses opinions entre lesquelles hésitent les hommes politiques sont exprimées dans chacun des pays de l'alliance atlantique. Il ne manque pas d'adversaires de Tchang Kaï Chek aux États-Unis et, si les Européens avaient la responsabilité de la stratégie occidentale, abandonneraient-ils, sans contrepartie et sans délai, Formose aux communistes chinois?

Nous avons raison de critiquer les États-Unis, quand nous croyons qu'ils se trompent: c'est, le devoir d'amis et d'alliés. Si nous ne sommes pas toujours écoutés, cela tient pour une part au fait que le plus fort incline spontanément à se tenir pour le plus intelligent, mais cela tient aussi à la complexité de la situation et aux doutes que les hommes de bonne foi surmontent malaisément, dès qu'ils ont à conseiller une solution ou une décision.

La plus grosse faute que nous autres Européen, commettons trop souvent, c'est

de dissimuler une part de notre pensée. Par exemple, les Américains sont convaincus que l'intégration ou l'unité est indispensable au salut du vieux continent. Les Européens jugent qu'au fond nos alliés ont raison, mais ils pensent aussi qu'à échéance de quelques années, la mystérieuse intégration ne saurait résoudre les difficultés économiques au milieu desquelles se débat le vieux continent et ils ne sont pas sûrs que des institutions supranationales feraient franchir une étape décisive à l'organisation défensive. Trop souvent les Européens rivalisent d'ardeur dans les affirmations verbales sur l'urgence de l'unité dans l'espoir de s'attirer les bonnes grâces du protecteur d'outre-Atlantique, sans que les actes répondent authentiquement aux paroles. Bientôt le moment vient où la disproportion entre les actes et les paroles éclate aux yeux de tous, où les Américains ont l'impression d'avoir été trompés et imputent à la mauvaise volonté ce qui tient à des difficultés réelles et presque insurmontables.

Comment venir à bout de ces réactions maladroites à l'influence américaine? À la longue, je ne vois qu'un espoir: quand l'Europe retrouvera force, confiance en soi, quand elle se sentira moins dépendante du bon vouloir américain, la franchise reviendra avec l'égalité et le leadership américain, au lieu de susciter le mélange de mauvaise humeur et de complaisance, trop caractéristique de l'attitude européenne, sera accepté en principe, parce qu'il est inscrit dans les faits, et discuté en chaque occasion, comme il convient entre amis.

Pour en arriver là, encore faut-il que les Européens ne s'habituent pas au rôle de peuples assistés. Le danger est qu'ils finissent par trouver normal que les caisses soient remplies par l'aide américaine. Peut-être un jour l'aide ne viendra-t-elle pas. Même si elle venait, il est déplorable pour le moral d'une nation de compter sur le secours étranger. Aussi les plus fermes partisans de l'alliance atlantique, les plus sincères amis des États-Unis, ceux qui recommandent aux Européens d'accepter de plein cœur la solidarité entre l'ancien et le nouveau monde, sont aussi ceux qui les conjurent de surmonter leurs faiblesses, leur désordre, leur dépendance, pour que les États-Unis aient, enfin, en Europe, selon leurs désirs mêmes, non des satellites ou des clients, mais des alliés.

Discours aux étudiants allemands

**Preuves
août 1952**

Le premier sujet qui vient à l'esprit quand un Français(1) s'adresse à des Allemands est évidemment celui des rapports entre la France et l'Allemagne. Mais je crains de vous décevoir. J'ai là-dessus peu de choses à vous dire. Les échanges intellectuels ont repris. Ils devraient être encore intensifiés, et les universités ont un beau champ d'activités ouvert devant elles. Mais dès maintenant on joue plus de pièces françaises en Allemagne, on y projette plus de films français qu'à aucune époque du passé. Les meilleurs auteurs allemands sont traduits et admirés en France. La curiosité à l'égard des jeunes écrivains, la curiosité à l'égard de l'Allemagne nouvelle est vive en France. Si les moyens matériels étaient disponibles, je suis convaincu que des centaines de milliers de jeunes Français et Allemands souhaiteraient connaître le pays voisin autrement qu'à la faveur de ces invasions et occupations alternées qui remplissent depuis des siècles la chronique historique. Les relations entre individus des différentes nations ne sont pas sans influence sur les relations entre les nations elles-mêmes; malheureusement elles ne suffisent pas à les déterminer.

Dans l'ordre politique, les opinions des deux pays ont certainement accompli de grands progrès. À en juger d'après les résultats des sondages, le chancelier, dans son effort en vue d'une réconciliation définitive entre la France et l'Allemagne, a l'approbation d'une majorité plus massive que sur aucun autre point de son programme. Près des trois quarts des personnes interrogées l'approuvent, en effet, proportion rarement atteinte en une question qui intéresse la politique étrangère. La proportion serait sûrement moins forte si on interrogeait les Français sur leurs sentiments à l'égard de la politique de M. Robert Schuman. Incontestablement, pour des raisons si aisément compréhensibles que je n'ai pas besoin de les développer, les ressentiments, les doutes, les inquiétudes sont plus marqués chez les Français. Mais on aurait tort, à mon sens, de croire à une différence décisive entre les deux pays.

Le peuple français, exactement comme le peuple allemand, reconnaît la stérilité, que dis-je, le caractère ruineux du conflit franco-allemand. Il sait que dans l'actuelle constellation mondiale les rivalités entre nations européennes sont devenues anachroniques, les dissentiments sur le tracé des frontières comparables aux disputes de clocher. S'il hésite, c'est d'abord par suite de

souvenirs douloureux, à cause des doutes qu'il continue à éprouver en ce qui concerne le développement politique de la nation allemande. C'est aussi et surtout pour la raison même qui explique l'opposition entre le C.D.U. et la social-démocratie. La politique actuellement menée par les gouvernements français et allemand est solidaire d'un jugement sur la conjoncture européenne et mondiale. Certains condamnent cette politique en France et en Allemagne, non pas parce qu'ils sont hostiles à la réconciliation entre les deux pays ou à l'unité de l'Europe, mais parce qu'ils sont hostiles à la division de l'Allemagne et tiennent possible une réunification par accord avec l'Union soviétique.

Ce que l'on appelle aujourd'hui unité de l'Europe, ce n'est pas celle de l'Europe authentique, mais l'unité d'une Europe mutilée à laquelle n'appartiennent ni Budapest, ni Prague, ni Varsovie, ni Weimar, et dans laquelle ne veulent entrer ni la Grande-Bretagne, ni les pays scandinaves. Ce que l'on appelle entente de la France et de l'Allemagne, c'est l'entente de la France et d'une portion de l'Allemagne, celle que le tracé des zones d'occupation a laissée à l'ouest de la ligne de démarcation. Les adversaires de la politique dite d'intégration européenne et les social-démocrates allemands, par exemple, ne sont donc pas nécessairement hostiles à l'amitié avec la France ou à l'unité de l'Europe, ils sont hostiles à la forme particulière que prennent ces deux projets aussi longtemps que le rideau de fer coupe en deux le territoire allemand.

Je ne dis pas que les social-démocrates allemands aient raison - je pense personnellement qu'ils ont tort. Mais je dis qu'il est essentiel, dans l'intérêt même des relations franco-allemandes, de dissiper certaines confusions. Je ne sais jusqu'à quel point la social-démocratie au pouvoir mènerait une action absolument différente de celle de l'actuelle coalition. En tout cas, il importe de souligner un fait très simple et fondamental: en dehors de la question de la Sarre qui est malgré tout, dans la perspective d'ensemble, un problème secondaire et qui trouvera, j'en suis convaincu, une solution acceptable pour les deux pays, les divergences d'opinions essentielles, aussi bien en France qu'en Allemagne, ne portent pas tant sur les relations entre les deux pays que sur la ligne à suivre à l'égard de l'Union soviétique, sur la possibilité d'une négociation avec l'Union soviétique en vue de rétablir l'unité de l'Allemagne.

Il me sera donc impossible de m'en tenir au sujet limité des relations franco-allemandes. C'est l'ensemble de la situation européenne telle qu'elle résulte de la deuxième guerre mondiale qui est en question. La zone orientale d'Allemagne vit sous un régime qui se rapproche de plus en plus de celui des démocraties

populaires et de l'Union soviétique elle-même. La République fédérale peut-elle s'engager dans l'armée européenne et le pacte atlantique sans sacrifier les dernières chances de libérer pacifiquement dix-huit millions d'Allemands? Ainsi pose-t-on, ici et là, et d'ailleurs des deux côtés du Rhin, la question décisive. Je voudrais tâcher de répondre en essayant de comprendre dans son ensemble la politique de l'Union soviétique à l'égard de l'Allemagne.

Entre les deux guerres, l'Union soviétique a presque constamment misé sur l'Allemagne contre les démocraties occidentales. Les relations entre l'état-major de la Wehrmacht et celui de l'Armée rouge n'ont même pas été rompues quand Hitler arriva au pouvoir. Il fallut la violence de la propagande anticomuniste du IIIe Reich et des gestes d'hostilité répétés pour que les hommes du Kremlin jugent prudent de prendre contre le danger d'une agression allemande une contre-assurance à l'ouest. Et encore, dès le lendemain de Munich, dès que l'effondrement du bastion tchèque rapprocha le danger et exposa l'Union soviétique au risque d'un choc direct, et non par alliés interposés, avec l'Allemagne, Staline prit l'initiative d'un rapprochement avec Hitler, qui aboutit au pacte de 1939 et à la deuxième guerre mondiale.

Il est à peine besoin de dire que la politique soviétique n'était pas dictée par des sentiments quelconques, mais par un calcul froid, cynique. La phase historique qui suivit la première guerre mondiale n'était, aux yeux de Staline, qu'un armistice. La doctrine léniniste posait que les États capitalistes sont voués, par leurs contradictions, à se combattre impitoyablement. Les maîtres du Kremlin visaient donc: 1° à empêcher un accord entre les États capitalistes, un tel accord pouvant être le début d'une entreprise commune contre le pays dit socialiste; 2° à se lier à tel ou tel groupe de puissances capitalistes en vue de renforcer la position de l'Union soviétique et d'influer sur le déroulement des conflits inter-capitalistes, éventuellement même en vue de provoquer l'explosion de la deuxième guerre mondiale que la doctrine tenait pour inévitable, mais de la provoquer au moment jugé favorable par le Kremlin.

Dans le cadre de cette politique, l'alliance avec l'Allemagne était logique. À l'époque du traité de Rapallo, le gouvernement soviétique n'était pas encore reconnu par les principaux États; l'Allemagne était désarmée, impuissante, mais elle demeurait virtuellement la première puissance militaire du continent. L'alliance allemande donnait à l'Union soviétique à la fois une quasi-sécurité contre une agression venant de l'ouest et une chance d'empêcher la stabilisation de l'Europe capitaliste, toute alliance germano-soviétique suscitant l'inquiétude à

Londres et, plus encore, à Paris. Le pacte Hitler-Staline était dans la suite logique d'une politique qui, tendant à jeter les États capitalistes les uns contre les autres, assurait à l'Union Soviétique la position du spectateur jusqu'au jour espéré où la prétendue patrie du socialisme serait intervenue et aurait imposé sa loi à l'Europe ruinée par des querelles fratricides.

La politique soviétique d'alliance avec une Allemagne forte, nationaliste, la politique dite de Rapallo ou du pacte Hitler-Staline, cette politique est à mon sens exclue dans la phase actuelle, à la fois pour des raisons doctrinales et pour des raisons de fait.

Les Staliniens, vous le savez, agissent d'après une doctrine. La phase entre les deux guerres était à leurs yeux commandée par les conflits entre États capitalistes. La phase actuelle, ils le répètent tous les jours, est commandée par la division du monde en deux camps, l'un groupé autour de la patrie du socialisme, l'autre autour du plus vigoureux pays capitaliste, les États-Unis. Cette raison doctrinale suffit à faire douter que les hommes du Kremlin envisagent une Allemagne dite neutre, au centre du vieux continent. D'après leur conception du monde, une telle neutralité est exclue: quelles que soient les fictions diplomatiques, tous les États sont ou seront finalement obligés d'entrer dans un camp ou dans l'autre.

Mais laissons les théories et regardons les faits. En 1945, l'Union Soviétique, grâce à ses victoires militaires et aux accords conclus avec les Occidentaux, occupe la moitié orientale de l'Europe jusqu'au milieu de l'Allemagne. À l'ouest de la ligne de démarcation ne subsiste plus qu'une fraction d'Allemagne ruinée. La France est épuisée, la Grande-Bretagne impatiente de désarmer pour se vouer aux œuvres de la paix et rétablir l'équilibre de sa vie économique. En d'autres termes, une moitié d'Europe soviétisée ou sur le point de l'être, dans l'autre le vide militaire et, pour une part, politique, que les partis communistes en France et en Italie s'efforcent de remplir. Certes, on ne songe pas, à Moscou, à étendre immédiatement l'empire stalinien jusqu'à l'Atlantique: une telle expansion déclencherait presque fatalement la troisième guerre mondiale. Mais, en attendant que le retrait des Américains permette cette expansion, on veut maintenir le vide, empêcher que les nations d'Europe se relèvent politiquement et militairement.

On sait bien à Moscou comme à Washington et à Paris, que le relèvement de l'Allemagne est indispensable à celui de l'Europe. Aussi la stratégie soviétique s'ingénie à empêcher l'un et l'autre à la fois. Toute la question est de savoir quelle

est la méthode que les dirigeants soviétiques jugent la meilleure pour maintenir le vide en Allemagne.

La première méthode leur fut offerte par les accords de guerre et la phase initiale des régimes d'occupation: contrôle quadriparti, les autorités russes agissant à leur gré dans leur zone et paralysant l'action des Occidentaux de l'autre côté, démontages des usines, etc... Il se peut, il est même assez vraisemblable, que les Soviétiques seraient prêts à revenir à ce qu'ils appellent les accords de Potsdam, à savoir l'élimination de l'Allemagne en tant que réalité politique, le retour à un contrôle quadriparti qui n'amènerait pas l'unification des régimes à l'Est et à l'Ouest, mais exclurait toute autonomie de la République fédérale. En dehors de cette élimination de l'Allemagne qui ne saurait se prolonger indéfiniment et que ni Allemands ni Alliés ne sauraient accepter, en dehors de l'extension à l'Allemagne entière du régime soviétique que les dirigeants staliniens envisagent toujours comme leur objectif dernier, mais qu'ils n'espèrent pas dans l'immédiat, quels moyens sont à la disposition de la diplomatie russe pour retarder, paralyser le plus possible, le renforcement de l'Allemagne et de l'Europe?

La réponse me paraît simple si l'on veut bien dissiper le nuage de fumée de la propagande. Les Soviétiques ont le choix entre deux méthodes, l'une est celle de la division, l'autre celle de la neutralisation.

La neutralisation, dont il est question dans la propagande chuchotée ainsi que dans les notes diplomatiques, consisterait à interdire à une Allemagne unifiée de s'intégrer à l'un ou l'autre des deux camps. Depuis la note soviétique d'avril dernier, on ajoute que cette Allemagne unifiée pourrait disposer d'une armée nationale. Il est parfaitement compréhensible que beaucoup d'Allemands envisagent avec faveur une solution de cet ordre, qu'ils préfèrent l'unité du pays à l'intégration d'une partie de celui-ci au monde atlantique. Permettez-moi d'ajouter très franchement si cette solution était possible, j'en serais moi-même partisan. Mais je voudrais vous montrer: 1° qu'il est improbable que les Russes envisagent réellement une telle solution; 2° à supposer qu'ils l'envisagent, ils exigeront des conditions inacceptables pour les Occidentaux et pour vous-mêmes.

Les raisons pour lesquelles je doute de la sincérité de l'offre soviétique sont bien connues. Les autorités russes se sont installées militairement et politiquement en Allemagne orientale comme si elles ne songeaient pas à s'en aller. Une réunification de l'Allemagne par accord avec la Russie exigerait des

élections libres dans les territoires de ce qui se baptise aujourd'hui démocratie populaire. Imagine-t-on que les autorités soviétiques consentent à perdre des élections là où elles les ont gagnées à 99% grâce à leur technique tyrannique? Comment assurerait-on la liberté des élections au sens que nous donnons à ce mot alors que serait maintenu le régime d'occupation? Au reste, jusqu'à présent, aucun indice ne permet de croire à une intention soviétique de tolérer réellement, avec des élections libres, le démantèlement du régime du S.E.D. N'oublions pas que les *Bereitschaften* ont commencé d'être organisées en 1949 bien avant que personne à l'Ouest parlât du réarmement de la République ou même y songeât.

Je laisse volontairement de côté les arguments pourtant forts contre l'éventualité d'une Allemagne neutre au centre de l'Europe. Comment, pour garantir sa neutralité, l'Allemagne pourrait-elle se donner une armée qui fût aussi nombreuse et bien équipée, en proportion de sa population, que celle de la Suède ou de la Suisse? Comment cette Allemagne, prétendument neutre, ne serait-elle pas fatalement attirée soit d'un côté soit de l'autre? Et si elle était absorbée par l'empire stalinien, la troisième guerre mondiale aurait du même coup commencé.

J'imagine donc, pour les besoins de la discussion, qu'une Allemagne indépendante, neutre et armée, soit possible. Je suis pour mon compte convaincu que la diplomatie russe n'est nullement prête à consentir à cette unification par des élections libres et à la dissolution du régime soviétique à l'Est en se contentant d'une simple promesse du gouvernement allemand de ne pas adhérer à la coalition atlantique. Se retirer de l'Allemagne orientale en y réintroduisant la démocratie de type occidental serait de la part des Russes une concession importante. Cette concession, les Russes se la feraient payer, ils exigeraient une garantie au moins égale à celle que leur assure la soviétisation de l'Allemagne orientale et cette garantie comporterait, en dehors des conditions qui fausseraient les élections, le retour à un contrôle quadripartite sur le gouvernement central entre les élections et le traité de paix, voire l'évacuation de l'Europe par les troupes américaines.

La conclusion à laquelle j'arrive est que la politique authentique de l'Union soviétique, celle qu'elle mène et non pas celle qu'elle proclame, consiste à prévenir par la soviétisation de la zone orientale le relèvement d'une Allemagne qui doit être logiquement hostile à l'Union soviétique (pourvu qu'elle ne soit pas communiste) surtout à cause des amputations du territoire allemand à l'Est. Garder dix-huit millions d'Allemands en otages, c'est la méthode que les staliniens jugent la meilleure, sinon pour entretenir le vide absolu de 1945, du

moins pour empêcher la restauration d'une Allemagne forte.

Quand je m'adresse à mes compatriotes, j'essaye, par ces arguments, de dissiper les craintes que beaucoup d'entre eux éprouvent d'un nouveau Rapallo, d'un nouveau pacte entre l'Union soviétique et une Allemagne unifiée, forte, nationaliste. L'Union soviétique ne se contenterait plus aujourd'hui des avantages que lui donnait le traité de Rapallo. Elle sait que le temps des guerres entre États capitalistes est révolu et que l'Allemagne, dans l'avenir prévisible, aussi longtemps que l'empire russe sera ce qu'il est, ne saurait partir à l'assaut du monde occidental, qui est constitué désormais non par le seul bloc franco-britannique, mais par les États-Unis.

Ce qui est rassurant pour les Français qui craignent un nouveau Rapallo peut être décevant pour tels milieux nationalistes allemands qui imaginent avec certains commentateurs américains, comme Walter Lippmann, que l'Union Soviétique sera prête demain à négocier avec les gouvernants allemands, même ceux de l'Ouest. Je me permets de vous le dire: ceux qui s'imagineraient que l'Union Soviétique sacrifiera demain la Pologne à une alliance avec une Allemagne nationaliste, ceux qui comptent sur un jeu de bascule entre l'Est et l'Ouest, ceux-là se trompent sur le caractère de l'époque où nous vivons. La République fédérale réarmée, avec une économie prospère, jouera certainement un grand rôle dans le monde libre. Tant que le régime stalinien sera ce qu'il est, tant que les États-Unis ne se désintéresseront pas de l'Europe, la République Fédérale sera solidaire de la coalition atlantique, elle en partagera les épreuves et les chances, elle ne saurait s'en détacher pour une politique dite indépendante sans faire son propre malheur en même temps que celui de l'Europe.

Si ces analyses sont vraies, elles nous conduisent à une première conclusion qui serait rassurante et à une autre qui le serait moins. Les craintes d'une réaction violente des Russes en cas de réarmement de la République fédérale ne sont pas justifiées. La division de l'Allemagne est pour Moscou la deuxième ou la troisième meilleure solution après la soviétisation ou l'élimination radicale de l'Allemagne entière. Mais si le Kremlin ne veut pas empêcher par la force le développement de la politique occidentale, il peut riposter à toute mesure prise dans la République fédérale par une mesure comparable dans la démocratie populaire de l'Est. La conséquence inévitable de cette politique qui tend à organiser un État démocratique à l'Ouest, un État soviétique à l'Est, n'est-elle pas d'approfondir, de rendre permanente la division?

L'Union Soviétique menace, en effet, de créer une armée allemande dans la

démocratie populaire. Que dis-je, elle a déjà commencé de le faire et elle vient de donner une impulsion décisive à la campagne en vue du recrutement de cette armée, elle invite les jeunes à s'enrôler et les anciens officiers à reprendre du service. Elle s'apprête même à une sorte de surenchère: elle parlera d'armée nationale dès qu'il sera question à l'Ouest d'armée européenne. Le malheur allemand va donc prendre une face nouvelle: des deux côtés de la ligne de démarcation, les frères séparés risquent de se faire face sous des uniformes différents.

Vous saurez probablement mieux que moi faire la part du chantage et de la menace véritable dans la propagande actuelle de M. Ulbricht. On peut discuter sur la mesure dans laquelle les autorités soviétiques seront capables d'exécuter leur projet et de mettre sur pied une armée allemande sous le drapeau rouge à la faucille et au marteau. Mais on ne peut pas se faire trop d'illusions. Dans tous les pays satellites, le réarmement avait été entrepris bien avant la guerre de Corée et, si la valeur de ces armées satellites est douteuse, rien n'est épargné pour les renforcer. Le corps des officiers et sous-officiers reçoit le statut d'une caste privilégiée. Le fanatisme d'une minorité, la discipline, l'organisation suffisent à tenir ensemble des troupes, aussi longtemps du moins que les revers n'ébranlent pas le moral.

Ceux qui en concluent que tout effort de la République fédérale serait vain se trompent grandement. Rien ne prouve tout d'abord qu'il suffirait que la République fédérale renonçât au plan d'armée européenne pour que la démocratie populaire renonçât elle-même à son entreprise de réarmement. L'Allemagne orientale, comme tous les satellites européens, serait probablement obligée de recruter et d'équiper des divisions, quoi que nous fassions ou quoi que vous fassiez de ce côté de la ligne de démarcation. De plus, ce serait défaitisme pur et simple que d'avouer l'incapacité de l'Allemagne occidentale - qui compte la majorité de la population et de l'industrie du Reich, vers laquelle coule un flux ininterrompu de réfugiés en quête de liberté, qui porte en elle l'espoir de la nation entière - d'opposer au despotisme élevé à l'Est par les occupants contre la volonté de la population, un régime capable de se défendre, voire de paralyser l'action des occupants russes par le rayonnement de son exemple plus encore que de sa propagande.

Il reste naturellement l'objection dont je ne songe pas un instant à méconnaître la force: comment surmonter la division, comment éviter qu'elle finisse par créer les conditions mêmes d'une horrible guerre civile?

Je voudrais vous dire tout d'abord que la revendication allemande d'unité me paraît plus que légitime: naturelle. Il n'est pas question que l'Europe libre ne prenne pas à son compte cette revendication. Il se peut que tels cercles plus ou moins étroits en France ou en Grande-Bretagne jugent une Allemagne divisée moins redoutable qu'une Allemagne unifiée et souhaitent au fond de leur cœur le maintien du partage. Je n'appartiens pas à ces cercles et je n'ai cessé en fait d'écrire contre de telles théories. Rendre aux dix-huit millions d'Allemands de l'Est le droit de choisir librement leur destin est un objectif commun à tous les Européens de l'Ouest, et non pas seulement un objectif de la République fédérale.

Je pourrais m'en tenir là et recueillir votre approbation unanime. Malheureusement, il ne s'agit là que de la première partie de la vérité. Nous ne pouvons pas accepter comme définitif le statut actuel de l'Europe tel qu'il résulte de la deuxième guerre mondiale. Mais nous ne pouvons pas non plus, au moins pour l'instant, le changer. Le refus moral de reconnaître et l'impossibilité physique de modifier le *statu quo*, telle est la caractéristique de la situation présente de l'Allemagne et plus généralement de l'Europe. Or, entre les diverses définitions de la guerre froide, celle que je viens de vous indiquer ne me paraît pas la pire. La guerre froide résulte du fait que nous ne pouvons ni ne voulons accepter à titre définitif le partage de l'Allemagne ou celui de l'Europe, mais que nous ne pouvons ni ne voulons le modifier par la force.

Comment en est-on venu là? La réponse est, hélas! simple. À partir du moment où l'Union Soviétique s'est décidée à soviétiser tous les pays qu'occupaient ses armées, le reste de l'Europe, à l'ouest du rideau de fer, s'est senti menacé et s'est efforcé d'élever un barrage militaire ou, si l'on veut, de rétablir l'équilibre militaire. Mais ni le barrage ni l'équilibre ne sont possibles à la longue sans participation allemande. Or, l'Union Soviétique ne veut pas tolérer qu'une Allemagne normalement désireuse de récupérer les territoires perdus à l'Est passe tout entière du côté de l'Atlantique. Et les Occidentaux ne veulent pas courir le risque que le régime stalinien ou un régime noyauté par les Staliniens s'étende jusqu'au Rhin. Le seul compromis sur lequel une espèce d'accord s'est faite est le partage, quels que soient les efforts déployés par la propagande soviétique pour faire croire qu'elle souhaite réellement l'unité.

Entendez-moi bien: je ne dis pas que le partage de l'Allemagne est définitif; ce serait absurde. Je suis parfaitement convaincu que l'unité se fera un jour ou l'autre, encore que je ne sache ni quand ni comment. Je dis simplement qu'elle ne

se fera probablement pas dans la phase actuelle marquée par l'édification des deux Allemagnes. Les suites de la deuxième guerre mondiale ont fait surgir une crise dont le partage du Reich est le symbole. Dans l'hypothèse optimiste, autrement dit si la troisième guerre mondiale n'éclate pas, il s'agit d'une crise de longue durée, cette durée pouvant se résumer par des années ou des dizaines d'années. Les plans à long terme de l'État soviétique nous obligent à penser, nous aussi, dans de vastes perspectives.

L'hypothèse que je formule est d'ailleurs, quand on y réfléchit sérieusement, non pas paradoxale, mais géographiquement vraisemblable. Il est inévitable que vous, Allemands, soyez obsédés par le partage de votre pays, mais le fait premier, fondamental, ce n'est pas le partage de l'Allemagne, c'est celui de l'Europe. Dix-huit millions d'Allemands sont victimes du système stalinien, mais les Polonais, les Tchèques, les Roumains n'en souffrent pas moins pour être tous situés du mauvais côté du rideau de fer. La question devrait se formuler, en vérité, dans les termes suivants: est-il possible que l'on puisse mettre fin au partage de l'Allemagne sans mettre fin à celui de l'Europe? Ma réponse est que cela n'est malheureusement pas probable. Il serait difficile aux Russes de rendre la liberté aux Allemands de l'est sans évacuer l'Autriche, sans ébranler les régimes satellites en Tchécoslovaquie, peut-être même en Hongrie. La conception, en théorie séduisante, d'une zone intermédiaire, d'une zone tampon entre l'empire stalinien et le monde atlantique n'a jamais pu être traduite en réalité, parce que les staliniens ne connaissent que des amis et des ennemis, et non des neutres, parce que l'Allemagne demeure virtuellement trop puissante pour que personne s'accommode d'une Allemagne réunifiée, réarmée et prétendument indépendante.

Quelle est ma conclusion? Le choix n'est pas pour vous, comme le craignent beaucoup de Français, comme l'imaginent certains Allemands, entre l'intégration à l'Occident et l'unité d'une Allemagne maîtresse de son sort. Le choix est entre une unité qui, à supposer qu'elle fût possible, comporterait soit l'extension de la servitude, soit la perpétuation de l'impuissance, et le maintien provisoire du partage. Dans l'hypothèse du partage, le choix n'est pas entre l'abstention et la contribution à la défense de l'Europe, le choix est entre un régime de demi-occupation avec grossissement d'un budget militaire consacré à l'entretien des armées alliées et l'accession à l'égalité dans le monde européen et demain atlantique.

Je ne suis pas venu vous donner des conseils ou faire de la propagande. Si je

voulais être propagandiste, mon discours serait en vérité un modèle de maladresse. J'aurais dû souligner qu'il convient de renouveler, de multiplier les tentatives d'accord avec l'Union soviétique. Au reste, je pense que ces tentatives, poursuivies jusqu'au bout, sont justifiées, ne serait-ce que par la nécessité de convaincre l'opinion. Mais il s'agit là d'une question tactique qui regarde les hommes politiques et non les professeurs.

Pour ces derniers, après l'analyse de la situation, il leur reste à donner réponse à l'interrogation que l'on ne peut pas ne pas leur poser. À supposer que les choses soient telles que je les ai décrites, la politique qui s'offre à nous comme la moins mauvaise et presque la seule possible, a-t-elle un sens? Offre-t-elle une promesse d'heureux dénouement? Je crois honnêtement que l'on peut répondre affirmativement. Même si la menace soviétique ne pesait pas sur l'Europe, celle-ci devrait s'organiser désormais sur des bases nouvelles. Les rivalités permanentes des États nationaux suscitant des guerres générales une ou deux fois par siècle ne sont plus tolérables à l'âge de la conscription, de la grande industrie et de la bombe atomique. Il est conforme à l'intérêt des populations et à la logique du développement politique de dépasser la phase des États nationaux et de frayer la voie à des unités plus vastes dans lesquelles les communautés nationales garderaient leur originalité, mais qui seraient capables de rivaliser avec les grands empires multinationaux. L'effort d'organisation qui s'ébauche à l'heure présente dans l'Europe mutilée aurait été nécessaire de toute manière, et peut-être ce cadre étroit, dont nous déplorons tous l'étroitesse, offre-t-il certains avantages. Les obstacles psychologiques qu'il faut surmonter en France pour arriver à l'entente avec la République fédérale sont grands. Mais les obstacles ne seraient-ils pas plus grands encore si la disproportion entre les ressources des deux pays était plus marquée? Nous devons réserver dans la communauté à bâtir la place des Européens dont nous sépare la tyrannie. Mais cette place sera d'autant mieux réservée que la communauté elle-même sera plus vivante et plus solide. L'objectif minimum, l'objectif premier que nous devons viser est de guérir les Européens de la maladie de langueur, de les soustraire au sentiment faux et déprimant qu'ils n'ont plus d'avenir et qu'ils sont voués à vivre indéfiniment sous la protection et avec les secours des États-Unis. Tant que les Européens se sentiront exposés presque sans défense à une invasion russe en cas de guerre générale, même s'ils ne croient pas au danger de guerre, même s'ils savent que la meilleure garantie est et restera la puissance américaine, ils ne croiront plus en eux-mêmes et en leur mission.

Je manquerais à l'honnêteté si j'affirmais que l'entente de l'Europe continentale

suffit à promettre la retraite de l'Union soviétique et l'unification de l'Allemagne, préface à celle du continent entier. Mais je vous dirai gravement que je ne vois pas de politique qui donne une meilleure chance d'atteindre les objectifs sur lesquels il ne peut y avoir aucun dissentiment.

Tragique encore une fois est la nécessité de prendre certaines décisions dont les risques proches sont évidents, sans qu'on puisse apercevoir clairement l'aboutissement auquel on aspire. Mais ce tragique est celui même de la politique en son essence, dont mieux que tout autre Max Weber a montré qu'elle se définit pour l'acteur par des paris sur l'avenir et qu'elle apparaît au regard de l'historien comme une suite d'intentions trahies par les événements. Tragique, l'action en faveur d'une union européenne étroite, mutilée, caricature de l'Europe que nous rêvons. Mais l'action n'en est pas moins significative, car elle répond à une grande tâche qui, quel que soit l'imprévisible cours de notre destin, continuera de s'imposer: élaborer, sur le sol labouré par l'histoire de notre vieux continent, des unités supérieures, sans recourir aux procédés traditionnels des bâtisseurs d'empire.

Je me suis adressé jusqu'à présent à votre seule raison. Je voudrais, sans recourir à des phrases pathétiques et bon marché, terminer par quelques mots plus personnels pour vous, étudiants qui m'écoutez. Les blessures d'un récent passé sont à peine cicatrisées; nous ne pouvons pas, Français et Allemands, interpréter de la même façon le demi-siècle que nous venons de vivre, opposés les uns aux autres dans des conflits qui paraissaient inexpiables. Les noms de vos victoires sont ceux de nos défaites, les souvenirs de nos gloires sont ceux de vos humiliations. Ni d'un côté ni de l'autre nous ne voulons rien oublier, mais nous voulons tout surmonter. Décision qu'il est facile de prendre dans l'abstrait, mais difficile de traduire dans l'action quotidienne.

Qui a le triste devoir de lire la presse des deux pays n'ignore pas avec quelle facilité se rallument les passions, quelle demeure la distance entre les opinions nationales à l'heure même où les accords signés prévoient la plus grande révolution pacifique de l'Histoire, l'organisation d'une armée commune aux ennemis d'hier.

J'appartiens à une génération qui, au lendemain de la première guerre, avait vu son devoir dans l'apaisement des haines et la reconstruction de l'Europe. Nous portons au fond de nous-mêmes l'amertume de notre échec. Nous n'avons pu empêcher la catastrophe. Le souvenir des horreurs et de nos amis tombés restera en nous jusqu'au bout, bien que nous n'ayons ni abdiqué ni renoncé. Peut-être ce

qui nous est difficile deviendra-t-il facile demain pour vous, comme pour les étudiants en France. Pour nous qui essayons de rendre vie à nos espoirs de jeunesse, nous ne pouvons que vous aider à voir le monde tel qu'il est, impitoyable, cruel, mais ouvert malgré tout aux hommes de volonté et d'action. Et vous rappeler aussi que le ressort de l'action n'est ni la passion qui s'éteint aussi vite qu'elle s'allume, ni les élans aveugles au service d'un homme providentiel ou d'une idée vague. L'action, c'est d'abord la décision que chacun prend seul en face de sa conscience; c'est ensuite le courage de résister aux lenteurs et aux déceptions qui ne se séparent pas du train de la politique. L'homme d'action est celui qui garde le sens d'une tâche grandiose à travers les médiocrités quotidiennes. La communauté européenne ou la communauté atlantique, ce n'est pas le thème pour l'enthousiasme d'un jour, c'est le terme final de l'effort qui donne un sens à une vie ou fixe un objectif à une génération.

[\(1\)](#) Cet article est le texte d'une conférence, faite aux étudiants de Francfort, le 30 juin 1952.

James Burnham et la politique de libération

Preuves
mai 1953

Le nouveau livre de J. Burnham suscitera, on n'en saurait douter, des critiques passionnées. Les Européens, en leur immense majorité, même les plus fidèles à l'alliance atlantique, dénonceront "la politique de libération" et "l'esprit de croisade" qui, proclameront tous les Sages de la vieille Europe, ne sauraient mener qu'à la troisième guerre mondiale. Les communistes s'empareront avidement de ce livre et l'utiliseront dans leur propagande. Les hommes de Moscou veulent, sinon conquérir le monde, du moins hâter la désagrégation des pays capitalistes. Mais, en public, à l'usage des foules, ils reprennent infatigablement les mots d'ordre de la coexistence pacifique. Pour essayer de convaincre ses compatriotes, l'auteur des *Machiavéliens* est condamné à faire exactement la contraire. Il fournit à ses ennemis des arguments, utilisables dans la guerre psychologique, dont pourtant il se veut spécialiste.

Peut-être, il est vrai, les relations entre la doctrine ésotérique et la doctrine vulgaire sont-elles, dans les démocraties, inévitablement l'inverse de ce qu'elles sont dans les régimes totalitaires. Selon la doctrine ésotérique du communisme, est acte de paix toute révolution accomplie par un parti communiste, toute avance des États soviétiques. La paix, dans la pensée profonde des Staliniens, n'est pas l'absence de guerre, mais la victoire du prolétariat, représenté par le parti communiste. En revanche, selon la doctrine authentique des démocraties, la paix est l'absence de guerre et ceux que l'on baptise bellicistes, de ce côté du rideau de fer, se bornent à constater l'hostilité permanente et inexpiable du communisme au monde libre et ils en tirent les conséquences. Les démocrates n'ont qu'à puiser dans les écrits théoriques de Lénine et de Staline pour y trouver la preuve que les maîtres du Kremlin s'attendent à une période prolongée de conflits terribles jusqu'au triomphe du socialisme. En revanche, les communistes invoquent les innombrables déclarations de circonstances, faites par leurs chefs en faveur de la coexistence, pour démontrer leur pacifisme, de même qu'ils invoquent les déclarations martiales des sénateurs, généraux et commentateurs d'outre-Atlantique, pour imputer à l'Occident des intentions agressives.

On aurait donc tort de reprocher à James Burnham de livrer involontairement des armes à la propagande communiste. Celle-ci, de toute manière, prêtera aux Occidentaux des desseins belliqueux. Il faut, avant tout, voir clair, aider l'opinion

à saisir nettement la situation: l'usage que les communistes feront du livre importe peu auprès de cette tâche d'intérêt public.

Je reconnais à James Burnham un mérite qui n'est pas mince. Il a le courage de poser certaines questions que, par prudence ou par lâcheté, on passe d'ordinaire sous silence. Il ne se laisse pas arrêter par les *tabous*. Comment vaincre, interroge-t-il, si l'on demeure sur la défensive? Que deviendra le monde occidental si l'empire soviétique a le temps de se consolider? Questions déplaisantes, auxquelles on n'aime pas penser. L'Européen se tiendrait pour satisfait si on lui donnait l'assurance que la troisième guerre totale n'éclatera pas durant les dix années à venir. Après deux expériences, il craint la violence et n'en espère plus rien.

I

James Burnham prétend définir et opposer deux politiques, l'une qu'il appelle *containment* (endiguement, dans le jargon de la presse française) et qu'il rejette, l'autre qu'il appelle libération et dont il esquisse les lignes directrices. Nous nous demanderons d'abord: y a-t-il eu, historiquement, une politique du *containment*? S'agit-il d'une conception officiellement admise au *State Department* et dans les cercles dirigeants ou d'un simple état d'esprit, d'une expression mise en circulation à seule fin de définir les intentions de la diplomatie américaine?

Burnham, à la suite de beaucoup d'autres, prend les deux articles de J.-F. Kennan, reproduits dans *American policy*, pour l'exposé d'une politique. En fait, le premier de ces articles, signé M. X... et paru dans *Foreign Affairs*, visait à dissiper les illusions, répandues pendant la guerre, d'une entente entre les trois Grands. Analysant le système idéologique des hommes du Kremlin, Kennan montrait pourquoi les États-Unis ne parviendraient pas à collaborer avec l'Union Soviétique et devraient contenir les tentatives d'expansion auxquelles inclinerait fatalement un régime révolutionnaire.

Il n'y a donc pas, quoi qu'en dise Burnham, de contradiction interne dans la doctrine du *containment*, posant et excluant à la fois la coexistence. *La coexistence pacifique est exclue, mais non l'absence d'une guerre totale*. Kennan pense en effet, exactement comme Burnham lui-même, que les Staliniens, pour une période peut-être longue, redouteront les risques d'une guerre totale et s'efforceront de l'éviter. La guerre froide est le troisième terme qui résulte du double refus d'une paix assurée et d'une guerre illimitée.

Pour qu'on pût considérer l'idée du *containment* comme une doctrine, encore faudrait-il que fussent précisés, en dehors d'un objectif minimum, les moyens de

l'atteindre et les fins lointaines de l'action américaine. Or tel n'est pas le cas. Personne n'a jamais songé à élever une digue autour de l'immense empire soviétique ou à concentrer des forces militaires sur tous les points sensibles de la périphérie. Cette critique, que reprend Burnham, porte sur une caricature de l'idée du *containment*, non sur cette idée elle-même.

En fait, dans certains cas, l'expansion communiste fut contenue par la menace de guerre générale, ainsi à Berlin où toute résistance locale, d'ordre militaire, était impossible. Ailleurs, en Corée, par exemple, on recourut à une guerre limitée, ailleurs encore, en Grèce, on accepta le défi des guérilleros communistes, et ceux-ci furent finalement vaincus.

S'il fallait résumer, en quelques phrases, l'intention de la diplomatie américaine, de 1946-1947 jusqu'à la fin de 1952, on emploierait les formules suivantes. Étant admis que l'Union Soviétique souhaite éviter une guerre générale, on laisse entendre que toute avance de l'armée rouge au-delà de la ligne de démarcation pourrait déclencher une réplique aérienne. L'armée rouge étant fixée sur place par la menace de représailles atomiques et la puissance de l'industrie américaine, la lutte se livre sur tous les terrains et par tous les moyens: propagande, infiltration, guérilla.

L'hypothèse implicite du livre de Burnham est que le *State Department* est, d'une certaine façon, responsable de tout ce qui se passe dans le monde. Si Mao Tsé Toung remporte la victoire en Chine, la faute en est évidemment aux dirigeants de la diplomatie américaine. Et, de même, si les Anglais sont chassés de l'Iran. Et, de même, si les journaux français ne sont pas favorables aux États-Unis. Je ne dis pas que la politique américaine soit sans reproche - il serait étonnant qu'elle le fût - mais une étude qui ne serait pas une polémique chercherait, en expliquant les désillusions du *containment*, à faire la part des événements en même temps que celle des hommes.

En Europe, la ligne de démarcation, tracée en accord par les Trois Grands de la guerre antihitlérienne, n'a pas été franchie. La guerre civile a été gagnée en Grèce, Tito a changé de camp (l'Occident n'y est pour rien, il est vrai, mais s'il est innocent de cette victoire, peut-être est-il innocent aussi de certaines de ses défaites). En Allemagne occidentale, en France, en Italie, la vie est redevenue apparemment normale. Certes, les partis communistes demeurent forts dans ces deux derniers pays. L'équilibre économique de l'Europe, Grande-Bretagne comprise, est menacé par le manque de dollars, le réarmement s'opère lentement. Que l'on évoque le lendemain de la capitulation allemande, les ruines

accumulées, les États effondrés, l'atmosphère de guerre civile: les progrès accomplis sont précaires, insuffisants, ils ne sont pas méprisables.

Qu'aurait dû, qu'aurait pu la politique américaine? Subordonner l'aide économique à des conditions politiques, comme l'unification de l'Europe? Je doute beaucoup que la méthode aurait réussi. Les pays d'Europe ont plus besoin des États-Unis que ces derniers de ceux-là. Les États-Unis ne sont pas encore perdus si l'Europe Occidentale est soviétisée; l'Europe est perdue si les États-Unis sont frappés ou se désintéressent de ce qui se passe au dehors. Mais les Européens n'en savent pas moins que les États-Unis ont un intérêt vital à maintenir, en dehors de l'empire soviétique, la concentration industrielle située sur le Vieux Continent, à l'ouest du rideau de fer. Les Américains ont tort de croire que les Européens seraient prêts au suicide si la manne de dollars cessait de couler. Mais ils n'auraient pas moins tort de croire que des gouvernements démocratiques prendraient des décisions héroïques, comme l'acceptation d'une souveraineté européenne, à seule fin de ranimer la générosité du Père Noël.

La diplomatie américaine, écrit Burnham, préfère des gouvernements faibles et complaisants, semblables à ceux de la Troisième Force en France, à un gouvernement difficile à manier et vigoureux, comme celui qu'aurait constitué le Général de Gaulle. Il y a probablement une part de vérité dans cette observation. Ajoutons pourtant quelques nuances. En Grèce, l'influence américaine s'est exercée en faveur du Rassemblement du peuple grec, du Maréchal Papagos. Rien ne prouve qu'en France il dépendait des diplomates américains de modifier l'issue du conflit entre la Troisième Force et le Rassemblement du Peuple Français. (À cet égard, le Général de Gaulle aurait pu bien davantage). L'aide américaine a, en fait, servi les gouvernements de la Troisième Force. Mais comment aurait-elle pu ne pas favoriser les hommes en place? Enfin, la préférence marquée à ces derniers a été due, pour une part, aux souvenirs qu'avaient laissés à Washington les relations difficiles entre le Président du Comité de Libération Nationale et l'administration démocrate, au peu de confiance qu'inspirait l'équipe groupée autour du Libérateur.

La démonstration que la politique américaine en Chine a été déplorable ne soulève pas de difficultés. Je ne partage pas l'opinion, courante en Europe et particulièrement en Grande-Bretagne, selon laquelle le vrai tort des États-Unis fut de ne pas sacrifier Tchang Kaï Chek plus vite. Raisonnablement qui me paraît digne de celui de Gribouille: croire que le gouvernement de Mao Tsé Toung n'aurait pas été hostile à l'Occident, si celui-ci avait marqué plus de

compréhension à la révolution communiste, c'est ignorer l'idéologie et la psychologie des Staliniens de tous les pays. Mais on n'apporte pas de preuve de ce qui est en question: les États-Unis, étant donné la nature de leur régime politique, étaient-ils capables de l'action qui aurait empêché la victoire de Mao Tsé Tse?

Une fois celui-ci installé à Pékin, quel autre objectif pouvait-on se proposer que la défense et le renforcement de l'Asie du sud-est et du Japon, ce dernier occupant par rapport à l'Asie la même situation que la Grande-Bretagne par rapport à l'Europe? Le neutralisme de Nehru fait le jeu du communisme, à l'intérieur et à l'extérieur? C'est possible. Mais il n'y a pas d'autre parti de gouvernement que celui du Congrès, pas d'autre premier ministre possible que Nehru. Aurait-on plus de chance de convertir le disciple de Gandhi et le lecteur du *New Statesman and Nation* à ce que Burnham tient pour la bonne politique, en dénonçant les idéologies confuses des intellectuels de gauche?

La stratégie de Washington tend à préserver en Asie et en Europe les territoires marginaux que n'a pas recouverts le flux soviétique à la fin de la deuxième guerre mondiale. Burnham reconnaît que ces objectifs sont pour le moins souhaitables. Il critique la méthode employée pour les atteindre, mais il n'indique pas clairement de méthodes différentes.

II

James Burnham nous objectera que nous méconnaissons le centre de son argumentation, le cœur de sa thèse. Il pense que l'on pourrait *contenir* plus efficacement l'expansion communiste, mais il pense surtout que l'on ne peut ni ne doit se contenter de contenir; même si cette stratégie atteignait tous ses buts, la situation serait encore déplorable et le communisme mondial sur le chemin de la victoire.

Le jour où les dirigeants américains proclameraient hautement qu'ils se proposent de libérer les peuples asservis (peuples de l'ex-empire des Tsars compris), ils ne deviendraient pas plus populaires, en Asie et en Europe. Au contraire. Les Européens, Britanniques compris, prendraient de la distance à l'égard de cette campagne, que l'on baptiserait agressive et que l'on imputerait à l'esprit de croisade. De même, les neutralistes d'Asie s'efforceraient de ne pas être entraînés dans des conflits prévisibles.

Cette remarque ne constitue pas encore une critique décisive. Les États-Unis ont la force matérielle d'agir seuls. Quant au droit moral, au nom de quels textes ou de quels principes pourrait-on le leur reconnaître ou dénier? Les États-Unis

sont la seule grande puissance de l'Occident. En cas de guerre chaude, ils porteraient le poids principal de la lutte, même si les autres pays souffraient autant ou davantage. Ils se battraient cette fois pour leur existence. On ne s'indignera pas qu'ils soient parfois aussi indifférents aux conseils de la France que celle-ci l'aurait été aux conseils de la Belgique avant 1914. Mais que feraient les États-Unis pour libérer les peuples asservis, seuls ou avec l'appui contraint de leurs alliés européens?

James Burnham ne nous donne que des indications sommaires. Il incite les dirigeants de son pays à proclamer solennellement leur objectif (l'Union Soviétique proclame-t-elle son intention de conquérir le monde?), à dénoncer les accords du temps de guerre, à reconnaître les gouvernements en exil et à constituer des légions de volontaires, polonais, roumains ou même ukrainiens. Les Européens s'exclameront immédiatement: mais ce serait la guerre! Je n'en crois rien: ce ne serait pas la guerre. Mais Burnham n'a pas raison: une telle stratégie ne conduirait pas non plus à la libération sans guerre générale.

J'entends bien que l'écrivain américain tient ces démarches diplomatiques pour complémentaires de la guerre psychologique ou politique ou clandestine. Je ne ferai aucune difficulté pour reconnaître la médiocrité d'une bonne partie de la propagande américaine. Les critiques de Burnham sont souvent valables. Mais on ne voit pas pourquoi une nation aussi radicalement non idéologique que les États-Unis découvrirait le secret de l'action idéologique.

Guerre politique, opérations clandestines? Personne ne saurait en discuter ouvertement. Certains faits majeurs interdisent de s'abandonner à des illusions. Comment organiser la résistance contre un régime qui applique la technique stalinienne, soumis à des institutions totalitaires, occupé par des divisions soviétiques russes ou des armées dites nationales, encadrées par des officiers de foi communiste? Que peut-on faire de l'extérieur pour susciter, soutenir, amplifier la résistance? Je crains que la réponse ne soit: peu de chose. Dans la guerre politique, la partie n'est pas égale. Les agents communistes jouissent d'une grande liberté d'action, dans l'univers qu'ils baptisent capitaliste et qu'ils ont juré de détruire. Les agents occidentaux n'en ont aucune dans l'univers communiste.

Burnham parle de la stratégie est-européenne qui serait, dit-il, infiniment supérieure à la stratégie des démocrates, fondée sur le primat de l'Europe occidentale, ou à celle des républicains, qui vise à renforcer la base américaine d'abord, à mener la guerre limitée en Asie avec plus d'énergie ensuite. Qui

pourrait douter qu'une stratégie visant le cœur de l'empire ennemi serait plus séduisante qu'une stratégie défensive, qui consiste à accumuler des armes aux États-Unis ou à renforcer les territoires marginaux d'Europe et d'Asie? Mais, quand on met ensemble la Voix de l'Amérique et les bombes atomiques, on se facilite singulièrement la tâche. La contradiction de la stratégie est-européenne, c'est qu'elle doit choisir entre la Voix de l'Amérique et les bombes atomiques. Ces deux armes sont un symbole assez fidèle, l'une de la pauvreté des moyens disponibles en temps de guerre froide, l'autre des horreurs qui se déchaîneraient en temps de guerre totale.

La guerre politique ne promet la libération sans guerre d'aucun pays européen, à l'est du rideau de fer, à la seule exception de l'Albanie. Mais on ne renverse pas pacifiquement un régime communiste dans un pays occupé par l'armée rouge. Quant aux deux satellites que n'occupe pas l'armée rouge, la Tchécoslovaquie et la Bulgarie, ils sont voisins de pays occupés. Les gouvernements et les partis communistes sont mis au pas. Sans doute la police politique est-elle directement rattachée à celle de l'Union Soviétique.

Est-ce à dire qu'il n'y ait aucune chance de libération des pays de l'Est européen sans guerre? Je ne pousserai pas le pessimisme aussi loin, mais la libération concevable est dans l'immédiat improbable et elle dépendra, demain comme aujourd'hui, davantage des événements qui se produiront à Moscou ou à Prague que des cogitations américaines, à New-York et à Washington.

Le problème de la libération se pose, en d'autres termes, sur le théâtre d'opérations asiatique. Libérer les peuples asservis ou empêcher la consolidation du régime soviétique, ces expressions se rapportent à un seul pays: la Chine. C'est en Chine que l'on prétend empêcher la stabilisation de l'État communiste. C'est le peuple chinois que l'on rêve de libérer. C'est aussi contre les armées chinoises que les troupes américaines sont engagées sur le front de Corée.

La technique de la guerre psychologique ou des opérations clandestines, appliquée à la Chine, aurait des objectifs peu mystérieux: fomenter des révoltes parmi les populations allogènes au pourtour de l'empire chinois, attiser le mécontentement des paysans, soumis à des impôts ou à des prélèvements exorbitants, envoyer des agents qui s'infiltreraient dans les syndicats ouvriers et inciteraient les masses à la protestation, etc.

Il est bien loin d'être démontré qu'une victoire militaire en Corée suffirait à précipiter l'effondrement de l'État soviétique. Mais il est suprêmement improbable qu'en l'absence d'une action militaire, la propagande, la guérilla, les

raids, les postes de radio portatifs mettent sérieusement en péril l'ordre soviétique en Chine.

Les États-Unis ne peuvent s'entendre avec l'Union Soviétique et ils ne veulent pas la combattre. On aurait tort d'imaginer que la troisième voie, celle de la guerre froide, apporte les profits de la victoire sans que l'on ait à payer le coût démesuré de la bataille. La troisième voie est celle sur laquelle se sont engagés les deux camps depuis 1946: ni guerre, ni paix. Tout indique que l'humanité ne va pas s'écarter de cette voie. Mais l'aboutissement a été une sorte d'immobilité ou de cristallisation des fronts: immobilité en Europe où la ligne de démarcation a été militairement respectée, demi-immobilité en Asie, où se prolongent, sans décision, les campagnes d'Indochine, de Corée ou de Malaisie. Il se peut, il est même possible que l'empire soviétique gagne plus que le monde libre à cette paix crépusculaire, à cette guerre qui n'ose pas dire son nom. Certains pays du Proche-Orient risquent de passer, un jour ou l'autre, de l'autre côté du rideau de fer. Le choc direct entre les armées européennes ou américaines et les armées asiatiques est tout à l'avantage de l'Union Soviétique. On accordera sans peine toutes ces constatations moroses. Mais la proclamation d'un objectif grandiose - libération - ne nous apprend rien sur ce que nous voudrions savoir. Nous connaissons le souhaitable, nous cherchons à définir le possible. La politique, comme la stratégie, est l'art des moyens, l'art de choisir les buts en fonction des moyens, d'adapter les moyens aux buts. Que reste-t-il, dès lors, de valable dans le mot d'ordre libération, substitué au mot d'ordre endiguement?

L'Occident ne doit pas se résigner, par principe, au *statu quo*. Il doit supporter en fait, mais non accepter moralement le partage du Vieux Continent. Trop d'hommes d'État refusent l'entrée de la République fédérale dans le Pacte de l'Atlantique, sous prétexte qu'elle aurait des revendications à élever. Les revendications allemandes sont aussi celles de l'Europe. Celle-ci n'est pas capable de se redresser et de reprendre son rang dans le monde, aussi longtemps que le rideau de fer coupe en deux ce que fut le Reich. Des négociations, qui consacraient le résultat accidentel de la guerre, n'introduiraient pas une ère de paix.

Il est bon de rappeler que la défensive à laquelle le monde libre est contraint tient aux circonstances, non à un choix délibéré. Là où la progression est possible sans recours aux armes, par des méthodes comparables à celles qu'emploie l'Union Soviétique, il n'y a pas lieu d'hésiter. La libération de l'Albanie serait une provocation de l'Union Soviétique? Il se peut, mais la

victoire de Mao Tsé TOUNG n'était pas moins une provocation des États-Unis. De tels risques doivent être assumés et ils ne sont pas démesurés.

Burnham - et, sur ce point, il reflète l'opinion des experts de son pays - tient pour improbable que la guerre totale éclate, en réaction à une initiative américaine. Les maîtres du Kremlin ont appris certaines règles de tactique, certains principes de stratégie, ils savent qu'ils ne doivent pas se laisser provoquer. Ils éviteront la guerre tant qu'ils craindront de la perdre. Sans doute ne faut-il pas pousser trop loin un tel raisonnement. En certaines circonstances, ils relèveraient le défi et se battraient plutôt que de céder. Mais les journalistes européens, qui font craindre tous les soirs à leurs lecteurs qu'une initiative des États-Unis mette le feu aux poudres, que les hommes du Kremlin se laissent entraîner par la peur ou par la colère à des actes inconsidérés, abusent de l'ignorance de leur public - à moins qu'ils ne soient ignorants eux-mêmes.

III

L'industrie lourde du monde est concentrée en quatre régions principales. De ces quatre concentrations, trois se trouvent encore en dehors de l'empire communiste: Amérique du Nord, Europe Occidentale et secondairement Japon, Inde, Pakistan et Australie. Pour les productions de base, charbon et acier, l'Europe Orientale et l'Union Soviétique approchent du niveau de l'Europe Occidentale, et le rejoindront d'ici quelques années. Le Japon reste la principale puissance industrielle de l'Asie. Du temps s'écoulera avant que l'industrialisation de la Chine donne à l'ex-empire du Milieu les instruments de la force militaire.

Même si une grande puissance industrielle était résolue à contraindre la Chine, elle se heurterait à certains obstacles, peut-être insurmontables. Presque toujours, l'humanité a trouvé une réplique aux armes en apparence irrésistibles et prévenu une centralisation totale du pouvoir entre les mains de quelques-uns. La guérilla est contemporaine de la bombe atomique; la mitrailleuse du combattant solitaire, invisiblement encadré par les ordres et les chefs de son parti, offre aux foules d'Asie l'arme de la revanche contre les machines de l'Occident. Certes, les Chinois sont avides d'utiliser à leur tour les machines, mais le guérillero, communiste ou anticomuniste, demeure le symbole de la résistance invincible: à la longue, on ne règne pas grâce aux seules machines, mais par le prestige et l'organisation. Il ne suffit pas de ravager les villes: il faut réduire ou gagner les consciences.

On a raison de rappeler aux dirigeants des États-Unis les limites de leur pouvoir. Le potentiel industriel ne permet pas de faire ou défaire les

gouvernements en Chine ou aux Indes. Mais, en sens contraire, on aurait encore plus tort d'oublier que l'Asie, réveillée de son sommeil séculaire par l'influence occidentale, est aussi, pour des dizaines d'années, incapables de rien entreprendre militairement contre les États-Unis, probablement même incapable de rien entreprendre contre la ceinture d'îles, des Aléoutiennes à Formose, sur lesquelles sont installées des bases américaines. L'Union Soviétique, même si elle accroît plus rapidement son industrie lourde, dans le demi-siècle à venir, ne disposera pas, à l'intérieur des frontières actuelles de son empire, d'une telle supériorité sur le monde libre que l'issue d'un conflit éventuel soit à l'avance décidée.

En Europe, aucun parti communiste n'a plus de chance sérieuse de s'emparer d'un État par ruse ou par violence et l'intervention des armées russes, ou même des armées satellites, en dehors des frontières, serait tenue pour un *casus belli*. La probabilité est que ces faits majeurs durent tels quels pendant la période à venir. La désagrégation des régimes intérieurs, en France ou en Italie, la reprise des querelles entre France et Allemagne, et finalement le retrait des Américains dans l'isolationnisme ne sont pas exclus, mais ils sont improbables. Les partis communistes ne sont plus en ascension, ni dans les masses ni parmi les intellectuels. On connaît mieux la nature du régime communiste qu'avant la deuxième guerre mondiale. On ne voit pas que les communistes aient de meilleures chances de conquérir sans guerre les pays à l'ouest du rideau de fer que les Occidentaux de libérer les pays satellites.

Les Soviétiques possèdent-ils une arme secrète, un moyen de progresser soudainement? Il ne manque pas de commentateurs pour craindre une tactique fondée sur la menace militaire. Que se passerait-il si, le jour où elle aurait accumulé un stock suffisant de bombes atomiques, l'Union Soviétique, sous menace de bombardements, enjoignait à la France et à la Grande-Bretagne de rompre le Pacte de l'Atlantique? Cette rupture serait une première étape vers la soviétisation de l'Europe occidentale ou, du moins, vers un statut de neutralité qui, en cas de guerre totale, mettrait la concentration industrielle de la Ruhr à la disposition des armées soviétiques.

Ma réponse est que l'Union Soviétique ne sera pas plus capable d'utiliser son armement atomique offensivement que les États-Unis d'Amérique ne l'ont été. Ces derniers ont pu, clairement, laisser entendre que tout mouvement des troupes soviétiques au-delà du rideau de fer, en Europe, déclencherait des représailles atomiques. Les armes de destruction massive donneraient un sens concret, un

contenu immédiatement saisissable à la menace de guerre générale. Mais les États-Unis n'ont jamais songé à lancer à l'Union Soviétique un ultimatum donnant le choix, à Staline et aux siens, entre l'évacuation de l'Europe Centrale ou la destruction des villes russes. Les communistes auraient fait ce que les Américains, gouvernés selon des règles démocratiques, n'ont pas fait? C'est possible, encore que je n'en sois pas sûr. Mais il y aura une différence fondamentale entre la relation États-Unis-Union Soviétique, au temps où les premiers disposaient d'un monopole atomique, et la relation Union Soviétique-Europe Occidentale, d'ici quelques années. L'Union Soviétique, non seulement n'aura pas de monopole atomique, mais elle sera probablement dominée en ce qui concerne le nombre des engins atomiques et la diversité des moyens d'envoyer les engins sur l'objectif. Un ultimatum soviétique à l'Europe Occidentale risquerait de déclencher - quelle que soit la réponse de l'Europe - la guerre totale. Les successeurs de Staline, exactement comme celui-ci, hésiteront devant une initiative qui suspendrait le destin de l'humanité et la survie de la Révolution à d'imprévisibles événements.

Mais, dira-t-on, la consolidation de l'Empire soviétique, de Weimar à la frontière d'Indochine, signifierait la perte de l'Occident non pour des causes strictement militaires, mais pour des motifs économiques, politiques, psychologiques. Au fur et à mesure que se rétrécit la zone ouverte aux échanges des marchandises et des idées, l'Occident dépérit. Je ne discuterai pas la valeur de l'argument. Une civilisation, refoulée en un espace toujours plus étroit par la révolte de ceux qu'elle a naguère colonisés, développe en elle des phénomènes pathologiques, un peu à la manière d'un être vivant confiné en un habitat clos.

Staline l'a fait observer, le résultat le plus grave de la deuxième guerre est la rupture de l'unité du marché mondial. Il y a désormais deux systèmes économiques, dont l'un, celui de l'empire soviétique, englobe une fraction croissante de la production. Le système capitaliste souffre davantage de la séparation que le système soviétique. Celui-ci voudrait acheter aux capitalistes certains moyens de production (machines électriques, roulement à billes, etc...) que l'industrie soviétique ne produit pas en quantités suffisantes, ainsi que certaines matières premières (caoutchouc, laine, etc.). La planification, totale dans le cadre national, approximative pour l'empire considéré dans son ensemble, permet d'orienter les échanges avec les "infidèles" dans le sens souhaité, de s'y procurer les machines et les matières premières qui font défaut, d'acheter le moins possible de produits fabriqués de consommation que l'Occident souhaiterait vendre, tout en vendant le moins possible des matières

rares que l'Occident voudrait se procurer.

A n'en pas douter, l'"encerclement socialiste" fait partie de la stratégie à long terme conçue par les théoriciens soviétiques. Plus l'univers socialiste s'étend, moins l'économie capitaliste mondiale garde d'espace et plus les relations à l'intérieur de l'économie capitaliste seront tendues.

Dès maintenant, la rupture entre le marché chinois et le Japon confronte ce dernier avec un problème presque insoluble. À la fois comme fournisseur de matières premières et comme acheteur de produits fabriqués, la Chine occupait une place considérable dans le commerce extérieur du Japon⁽¹⁾. À l'heure présente, les États-Unis souhaitent restreindre les échanges nippon-chinois. Mais à supposer qu'ils laissent demain plus de liberté à leur nouvel allié, pourquoi la Chine favoriserait-elle les échanges avec un Japon "occidental", lié aux impérialistes? Le jour où celui-ci n'aura plus les commandes de l'armée américaine, il devra accroître encore ses exportations vers l'Asie du sud-est, le Moyen Orient, voire l'Afrique. La concurrence entre les pays d'Europe industrialisés (Allemagne, France, Grande-Bretagne) entre ces pays et le Japon sera dramatiquement aggravée par la division de l'économie mondiale en deux systèmes. L'"encerclement socialiste" est la meilleure méthode pour aggraver les contradictions de l'économie capitaliste.

Nous ne sous-estimons pas la possibilité d'action qu'offre à la stratégie communiste la nature même de l'économie du monde libre. Cette stratégie pourrait inciter certains pays à développer des productions déterminées, puis, en rompant les relations soudainement, à précipiter une crise. Sans prêter aux diplomates de Moscou une souplesse qu'ils ont rarement manifestée, l'organisation autarcique d'une partie du monde (qui comprend dès maintenant 800 millions d'hommes) laisse les pays industrialisés en face de la tâche d'organiser leur coexistence à l'intérieur d'un espace rétréci. Beaucoup dépendra, en vérité, de la politique qu'adopteront les États-Unis.

IV

Les États-Unis, réduits à une quasi solitude, garderaient encore un potentiel d'attaque et de défense suffisant pour interdire la sécurité ou la victoire définitive à un empire soviétique couvrant l'ensemble de la masse eurasiatique. La bataille entre des empires aussi vastes, aussi éloignés les uns des autres, demeurera pour des dizaines d'années imprévisible, chargée d'immenses périls pour l'un et pour l'autre.

L'Occident parviendra-t-il à s'adapter à la prolongation de la guerre froide?

Déjà, dans l'ordre économique, l'incertitude est grande. Le retour aux modalités de l'économie du dix-neuvième siècle, échanges multilatéraux et convertibilité monétaire, est improbable, comme l'est l'instauration d'un régime de planification intégrale. C'est dans la mise au point de méthodes complexes, souples, empiriques au bon sens du terme, que devrait se manifester la réponse de l'Occident au défi de l'Histoire. Les gouvernements, celui des États-Unis en particulier, seront-ils capables de l'invention, de l'initiative, de la constance que requiert une pareille tâche? Quelle sera l'action des hommes d'État, quel sera l'état d'esprit des peuples, si la paix belliqueuse dure encore des années, si l'empire soviétique continue de progresser? L'Occident pourra survivre, mais pourra-t-il survivre en sauvegardant des institutions libérales?

Ce que nous appelons guerre froide est pour un État soviétique, l'état normal des relations avec les pays encore rebelles au message stalinien. La menace extérieure appelle et justifie la tyrannie à l'intérieur. L'allure de l'édification industrielle porte témoignage d'une fièvre osbidionale, que les maîtres du pouvoir s'ingénient à entretenir. Un régime, qui reconnaît même partiellement, la souveraineté du public, des électeurs en politique, des consommateurs dans l'économie, est tout au contraire adapté à la paix, égaré en un temps de guerres et de révolutions. À la faveur de la révolte des peuples d'Asie contre l'Occident, en profitant de la désagrégation des vieilles sociétés du Proche-Orient, le communisme a encore une bonne chance de progresser.

Est-ce à dire que le temps travaille à coup sûr pour le camp dit du socialisme?

Au cours des prochaines années, des mouvements de sens contraire apparaissent probables. Le réarmement de l'Allemagne devrait atténuer la disproportion des forces *actuelles* sur le Vieux Continent. L'Union Soviétique devrait réduire son infériorité en fait d'armes atomiques. Lequel de ces deux mouvements est le plus important? Probablement le deuxième, d'autant plus que l'imitation de l'armée américaine par des pays qui n'ont pas les moyens économiques des États-Unis compromet gravement le réarmement européen.

À plus longue échéance, faute de prévoir les éléments politiques et psychologiques de la puissance, on en est réduit aux comparaisons économiques. Le développement de l'industrie lourde est plus rapide dans l'univers soviétique que dans le camp capitaliste. Le socialisme stalinien, à la différence du capitalisme, peut infliger aux populations des privations extrêmes. Mais le pourcentage annuel d'accroissement de l'industrie soviétique va aller en diminuant, au fur et à mesure que la réserve de main-d'œuvre dans les

campagnes et des mines inexploitées s'épuisera. (Le nombre des ouvriers a augmenté de 1.600.000 en 1951, de 900.000 en 1952.) Le ralentissement du progrès s'accusera probablement quand le gonflement de la production devra être obtenu par l'intensité croissante de l'effort, l'élévation de la productivité, et non simplement par la création de nouvelles industries et le transfert de la main-d'œuvre des campagnes vers les villes.

Il n'est pas démontré que le régime, indéfiniment, sacrifie le niveau de vie à la construction de fabriques, à l'accumulation d'armes, au creusement de canaux. L'industrialisation suscite, par elle-même, des forces qui tendent à modifier la politique dans le sens d'un souci plus grand du bien-être. Une société moderne a besoin de travailleurs qui sachent lire, de contremaîtres avec un minimum de formation technique, d'ingénieurs ayant reçu une culture supérieure. Des couches sociales correspondant à celles qui, dans les sociétés occidentales, s'appellent classes moyennes, sont formées par l'industrialisation même de style soviétique. Ces couches sociales aspirent à la sécurité. Les revendications, en fait de niveau de vie, iront en s'amplifiant au fur et à mesure qu'augmenteront les ressources collectives. Il n'en va pas autrement, à cet égard, en régime soviétique qu'en régime capitaliste, encore que l'intensité de ces revendications et l'attitude des gouvernants ne soient pas les mêmes.

On aurait tort de compter sur la désagrégation de l'empire soviétique ou l'affaiblissement de son unité, mais on n'aurait pas moins tort d'en exclure l'éventualité. Nous connaissons les tensions à l'intérieur du monde libre, nous ne connaissons pas celles qui existent de l'autre côté du rideau de fer. Nous ne pouvons pas grand chose pour exploiter les tensions et les régimes totalitaires s'effondrent rarement d'eux-mêmes. Mais, en dehors de l'hypothèse d'un effondrement, il reste celle d'une transformation politique, d'un relâchement de l'autorité de Moscou sur les satellites. En particulier, l'alliance entre Russie et Chine, fondée sur l'unité idéologique, renforcée par les nécessités d'une lutte en commun contre l'impérialisme occidental, ne saurait être, dans une perspective à long terme, tenue pour indestructible.

Il peut se faire que la supériorité de l'Occident, en certaines armes, soit telle que l'Union Soviétique préférerait la retraite à la défaite certaine. Peut-être, la troisième guerre serait-elle moins catastrophique qu'on ne l'imagine et peut-être porterait-elle à notre civilisation des atteintes finalement moins profondes qu'une paix belliqueuse prolongée durant plusieurs décennies. Toute action, en Histoire, est marquée par l'incertitude. En une conjoncture comme celle que nous vivons,

où tout est en suspens, l'incertitude est démesurément grossie. Mais il faut choisir et, de cœur et d'esprit, nous n'hésitons pas: nous choisissons l'effort sans relâche et sans terme pour que la guerre froide soit le substitut et non la préparation de la guerre totale. Même si l'Occident avait plus de chances de gagner la troisième guerre totale en 1955 qu'en 1975, il faudrait encore jouer la carte de la paix. La probabilité des destructions massives est telle que l'action raisonnable se donne avant tout pour objectif de maintenir le conflit à l'intérieur des limites de la guerre froide.

Mais, objectera le lecteur de ce livre, qu'avez-vous à répondre à l'argument de Burnham: la guerre est de toute façon très probable, étant donné l'énormité de l'enjeu? Si l'on admet cette thèse, l'attitude raisonnable de la part de l'Occident ne serait-elle pas de gagner aux moindres frais une guerre de toute façon inévitable, au lieu de multiplier les efforts vains pour détourner le destin?

L'enjeu est énorme et, en ce sens, la tentation de s'abandonner au jugement des armes est grande. Mais, en sens contraire, joue la peur - peur de la puissance terrifiante des armes atomiques et autres instruments de destruction massive, peur des conséquences imprévisibles d'une troisième guerre dont les deux camps sortiraient ruinées. Il fut un temps où la limitation de la guerre tenait essentiellement à la limitation des enjeux, elle-même liée à la structure des États et aux caractères des armées. Pour déplacer les poteaux-frontières de quelques dizaines de kilomètres, on n'engageait pas toutes les ressources des pays. À l'heure présente, la cause de la limitation provisoire de la guerre est exactement opposée: c'est l'illimitation des moyens et de enjeux qui donne une chance à la paix (si belliqueuse soit-elle). En l'absence d'une volonté résolue de guerre d'aucun des deux côtés, comme les incidents, qui jadis eussent été pris au tragique, sont aujourd'hui à peine notés, la guerre totale peut ne pas éclater durant une période longue, aussi longue que celle à laquelle s'étend le regard de l'homme.

Faut-il donc imaginer que, durant des années, Berlin, l'Allemagne, l'Europe seront divisées, que, durant des années, des conflits sanglants dureront en Asie? Je ne vois pas de raison décisive de tenir cette éventualité pour exclue. Le partage de l'Allemagne est absurde au siècle des nations. Au siècle des empires, les frontières sont créées par les avances des armées. Là où s'arrête l'invasion naît une frontière. Entre le maintien du *statu quo* et la réunification de l'Allemagne par négociations, qui, pour des raisons fondamentales, est improbable, subsiste une troisième possibilité. Le retrait de l'armée rouge à

l'intérieur des frontières de l'Union Soviétique, avec, en contre-partie, la réduction des forces américaines en Europe - accord au moins concevable - ne supprimerait ni la division de l'Allemagne ni celle de Berlin, mais la rendrait progressivement moins explosive. Les démocraties populaires retrouveraient quelque autonomie par rapport à Moscou, les échanges entre les deux fragments du Vieux Continent tisseraient des liens entre les univers ennemis.

Encore une fois, il ne s'agit que de spéculations. Mais on ne peut pas agir, dans le présent, sans se faire quelque idée de l'avenir ou des avenir possibles. Ces remarques visent un seul but: elles réduisent la probabilité de la guerre totale, que Burnham estime très haut, sans, hélas, justifier l'affirmation contraire.

L'explosion n'est pas probable au point qu'on doive dès maintenant agir en s'y résignant.

v

On le voit: sur des points essentiels, je ne suis pas d'accord avec James Burnham. Je ne pense pas que la substitution du mot d'ordre *libération* au mot d'ordre *containment* marquerait un tournant décisif dans la guerre froide, ni que l'avènement des républicains, animés d'un esprit différent de celui des démocrates, ouvre une période inédite de la diplomatie américaine.

Les républicains ne se sont pas encore résolus aux démarches - les seules à la fois symboliques et réalistes - que recommande Burnham: le retrait de la reconnaissance des gouvernements satellites et la formation de légions de volontaires. Personnellement, je tiendrais la première démarche pour une erreur - mieux vaut ne pas fermer définitivement aux élites des pays satellites une voie que Tito a parcourue - et la seconde pour judicieuse. Les guerres limitées que l'empire soviétique impose aux Occidentaux pourraient être en partie livrées par ces légions, avec un retentissement psychologique qui inciterait les dirigeants de Moscou à ne pas renouveler ou prolonger les guerres par satellites interposés.

En Asie, on peut dire que l'administration républicaine applique une des idées de Burnham: empêcher la consolidation du régime communiste en Chine. Mais, là encore, les intentions, à supposer qu'elles soient celles des théoriciens de la libération, pèsent moins lourd que les faits. Démocrates comme Républicains refusaient d'arracher le consentement de Pékin à un *cessez le feu* en Corée, en promettant de reconnaître le gouvernement communiste et de lui ouvrir l'accès des organisations internationales. Si Mao Tsé Toung consentait à un compromis en Corée, les Républicains seraient trop heureux de l'accepter pour en tirer un bénéfice électoral et apporter la preuve et de leur pacifisme et de leur efficacité.

La différence résiderait exclusivement dans l'ampleur des opérations que les uns et les autres seraient prêts à entreprendre pour amener les hommes de Pékin à traiter ou pour ébranler leur règne. Au moins provisoirement, on n'a pas l'impression que la différence soit considérable.

Elle ne peut pas l'être, aussi longtemps que les États-Unis veulent vivre en économie de paix. Un parti qui annonce la réduction des impôts ne se lance pas dans des aventures militaires. Les États-Unis consacrent à leur budget militaire 17% de leur revenu national, ce qui est sensiblement plus que n'importe quel autre pays d'Occident. Mais, si l'on tient compte du volume du revenu national, la France, qui en dépense 10 à 11%, fait un effort plus grand. Il est autrement pénible de prélever 60 dollars sur un revenu annuel de 600 que 255 sur un revenu de 1.500.

Je ne critique ni n'approuve: je me borne à observer. Le programme militaire des États-Unis (entre 20 et 25 divisions) n'est pas tel qu'il permette de mener une stratégie dynamique et en Asie et en Europe. Probablement est-il raisonnable de ne pas s'engager en une guerre avec la Chine. Mais, si l'on n'a ni les moyens ni la résolution de porter des coups au nouveau régime chinois, des formules comme "empêcher la consolidation" ou "guerre psychologique" sont illusoires. Nous en venons ainsi à l'objection que nous tenons peut-être pour la plus grave.

Burnham a raison de critiquer ceux qui naïvement comptent sur la puissance de feu pour remporter toutes les batailles, surtout s'il songe aux batailles demi-pacifiques d'aujourd'hui. Mais il a grand tort de favoriser, contre ses intentions, le penchant à la facilité de ses lecteurs et de l'opinion américaine. Il leur donne des motifs supplémentaires d'admettre - ce qu'ils ont déjà trop tendance à faire - qu'il y a un "truc inédit" entre la paix et la guerre, qui permet de vaincre à bon compte: la guerre psychologique offrirait le secret de la victoire sans larmes.

Il insiste explicitement sur la nécessité de réarmer. Mais, par ses critiques dirigées contre la politique des dollars et contre les illusions de la puissance de feu, il renforce le parti qui dénonce et le coût de l'aide à l'étranger et le coût des armes. Beaucoup de ses critiques sont justes. La misère n'est la cause unique ou même prédominante ni de la volonté révolutionnaire ni du glissement de cette volonté au stalinisme - ce qui n'empêche pas l'aide accordée à certains pays, accidentellement appauvris, comme ceux d'Europe, d'atténuer les conflits sociaux et de renforcer les États. J'inclinerais, comme Burnham, à reconnaître un certain primat à la politique, à la qualité du pouvoir, à la clairvoyance et à la résolution des dirigeants. Encore faut-il ajouter que le pouvoir, à son tour, est

déterminé par des causes diverses, parmi lesquelles l'origine sociale des hommes d'État, l'état de développement économique et les façons de penser interviennent. À supposer que la qualité du pouvoir soit décisive, il ne dépend pas toujours des diplomates américains de la modifier. L'ambassadeur des États-Unis expliquerait vainement à Nehru la sottise des positions intermédiaires chères aux socialistes, neutralistes et intellectuels de gauche.

La puissance de feu ne vient à bout ni de Mossadegh, ni du conflit entre États arabes et Israël, ni des communistes chinois. Les bombes atomiques se sont accumulées dans les stocks d'outre-Atlantique, cependant que les États-Unis étaient chassés du continent asiatique. Mais, quand on a montré les limites de la force militaire, il reste que, sans force militaire, ni en Europe ni en Asie, on ne saurait gagner la guerre froide, quel que soit le sens que l'on donne à cette expression. En Europe, les États-Unis n'obtiendront jamais la coopération résolue des Européens aussi longtemps que ceux-ci n'auront pas la conviction que, en cas de guerre, l'Occident a une bonne chance de gagner non pas seulement les dernières, mais les premières batailles. En Asie, on se demande si les moyens militaires orthodoxes suffisent pour vaincre les volontaires chinois sur le champ de bataille de Corée. On en est réduit, provisoirement, à espérer de la lassitude générale la fin de la campagne.

Les Européens, journalistes et hommes politiques, inclinent à écrire et à parler comme s'ils craignaient que les gouvernants de Washington ne déclenchent quelque jour, par inadvertance ou par maladresse, l'explosion apocalyptique. Les partisans de l'Alliance atlantique passent leur temps à défendre les États-Unis contre des reproches, au fond absurdes, et à taire des reproches qui seraient bien fondés.

L'impétuosité apparaît dans les déclarations des sénateurs, généraux, journalistes, nullement dans les actes. La seule décision, que l'on peut taxer d'imprudence, est le franchissement du 38^e parallèle par la VIII^e armée après la victoire d'Inchon. Elle ne fut pas prise dans un coup de tête, mais après mûre délibération, le général Mac Arthur ayant donné l'assurance que les Chinois n'interviendraient pas. Au reste, l'imprudence fut moins de franchir le 38^e parallèle que de pousser l'offensive au-delà du rétrécissement de la péninsule - imprudence imputable au général commandant le théâtre d'opérations. Le refus de représailles en Mandchourie, une fois les volontaires chinois engagés en Corée, peut être critiqué, mais certainement pas en tant que preuve d'un excès d'ardeur.

Le système politique des États-Unis, les consultations nécessaires entre chefs d'états-majors, des ministres civils, des leaders du Congrès ne favorisent guère les décisions soudaines ou les initiatives spectaculaires. En vérité, ils feraient craindre plutôt l'incapacité d'agir que la précipitation ou l'impatience. Toute politique étrangère coûte de l'argent et c'est le Congrès seul qui en dispose. La violence, l'irréflexion, les projets grandioses sont réservés à la presse ou à la radio, accompagnement tumultueux, auquel l'opinion est accoutumée, d'une politique qui n'est ni lâche ni imaginative, qui est raisonnable et modérée.

Le peuple américain préfère encore la guerre froide à la guerre totale; il n'a plus d'illusion sur le communisme: il ne refuserait pas un accord précaire avec le successeur de Staline. Les États-Unis sont une démocratie et ils sont pacifiques. L'esprit de croisade, dont se réclame Burnham, va-t-il entraîner le pays vers une guerre totale afin d'écraser le monstre? Si, par malheur la troisième guerre totale éclatait, l'esprit de croisade inspirerait probablement la conduite des opérations. Dans la première guerre, l'opposition des États, dont la population était originaire de l'Europe centrale et septentrionale, à la lutte contre l'Allemagne se traduisit, dès la fin des hostilités, par ce qu'on appela à tort isolationnismes. Dans les années qui précédèrent la deuxième guerre, une fraction d'Américains, plus réduite qu'au cours de la première, demeura sensible à l'appel de la vieille patrie italienne ou allemande, sans parler de la séduction des mots d'ordre fascistes. Cette fois, Italiens, Allemands, catholiques, Juifs, Polonais, toutes les minorités d'origine européenne seront unanimes contre le communisme, y compris la minorité russe, qui s'efforcera, à juste titre, de maintenir la distinction entre le peuple et le régime. Mais l'esprit de croisade, qui anime dès maintenant une fraction du peuple américain, n'inspire pas la résolution de combattre l'infâme par les armes.

L'auteur des *Machiavéliens* prend énergiquement la défense de l'esprit de croisade et plusieurs de ses arguments me paraissent convaincants. Si l'on ne juge pas que la suppression des libertés politiques, la mise au pas de la culture, les camps de concentration appartiennent à l'ordre du mal, sur quoi porterons-nous encore des jugements moraux? S'il nous paraît indifférent que la sécurité des individus ne soit pas assurée, que les penseurs n'aient pas la liberté de création, que des gouvernants incultes tranchent de la vérité scientifique, quel phénomène politique suscitera encore notre indignation? Le scepticisme français, le penchant à confondre tous les régimes, témoignent trop souvent d'une démission de la conscience.

Mais, entre l'esprit de croisade qui verrait dans le communisme le mal absolu, et l'esprit d'abdication qui regarderait avec la même sérénité les concentrationnaires et les travailleurs libres, se situe le jugement historique qui reconnaît les différences entre les systèmes, sans accorder à aucun de ces derniers le bénéfice d'une absolution ou d'une condamnation inconditionnelle. Il est méprisable de mettre sur le même plan la civilisation industrielle, d'institutions libérales, des États-Unis et la civilisation industrielle, d'institutions tyranniques, de l'Union soviétique. Mais il serait dangereux d'oublier certaines réalisations techniques ou humaines du régime soviétique comme de passer sous silence le débit et le coût d'une économie de compétition et de propriété privée. Depuis des années, je polémique contre les Européens qui, sous prétexte d'objectivité ou par préjugés de gauche, ne voient rien à préférer ici ou là. Aujourd'hui, il me faut polémiquer contre ceux, d'un côté ou de l'autre de l'Atlantique, qui rendraient le communisme stalinien responsable de tous les troubles du monde et ne renonceraient, pour l'abattre, à aucun moyen, pas même à la guerre totale.

J'entends bien que les passions populaires ne s'accommodent pas de demi-teintes et de demi-mesures. Si l'un des camps est celui du mal, l'autre est celui du bien. On ne se bat pas pour une société imparfaite, on ne donne pas sa vie pour résister à un mal relatif. Qui en doute? Les conflits, les enjeux historiques sont et ne peuvent pas ne pas être transfigurés par les sentiments des foules, mais les intellectuels doivent-ils attiser les passions - les leurs ou celles des autres - ou garder la tête froide? Ne peuvent-ils détester le stalinisme et montrer pourquoi on doit le combattre, sans en faire une sorte de dragon dont les anticommunistes seraient le saint Georges victorieux? Ne peut-on prendre des précautions contre la trahison des staliniens sans tomber dans les excès, inutiles et déplorables, du Mc Carthysme?

Les pessimistes répondront négativement. Au temps des masses, on n'évite pas de représenter le monde en images d'Epinal. Ceux qui ne croient plus aux monstres et aux anges se désintéressent des empires qui s'élèvent et s'écroulent, des idéologies qui conquièrent des millions de fidèles et disparaissent en une génération. En notre siècle de catastrophes, ceux qui échappent au fanatisme glissent au scepticisme. Les fanatiques font l'Histoire, les sceptiques la regardent. Les premiers attendent le jugement de l'avenir avec l'impatience et la certitude de la foi: l'événement accomplira leur rêve. Les autres attendent les choses à venir avec sérénité, sûrs que, pour l'essentiel, l'ordre des collectivités ne sera pas changé et que ce qui importe, authentiquement, ne se situe pas au niveau

de ce tumulte, même grandiose ou catastrophique.

Ceux qui tentent de participer au drame, sans illusion mais non sans conviction, ne sont pas et ne seront jamais nombreux. L'Histoire, que font ensemble fanatiques et sceptiques, n'est pas telle qu'on doive décourager cette petite troupe de solitaires.

Mon ami Burnham appartient à cette petite troupe: il suffit de lire *L'Ère des organisateurs* ou *Les Machiavéliens* pour s'en convaincre. Dans ce livre, il veut s'exprimer en homme d'action et non en pur observateur, communiquer la passion anticommuniste qui l'anime, convaincre ses compatriotes que la conjoncture est grave et qu'un effort total sauvera seul l'Occident et les États-Unis. Je ne lui reproche ni son angoisse ni la ferveur de son prosélytisme. En Europe, où trop souvent l'esprit de démission s'exprime par la résignation à une prétendue fatalité, il donne un exemple de volonté combative. Mais son exemple sera-t-il suivi? Recruterait-il des adeptes ou des adversaires? Le deuxième terme de l'alternative me paraît plus probable que le premier.

Les Européens ont des excuses à ne pas suivre les théoriciens de la libération: une guerre totale ne les épargnerait pas, quelle qu'en fût l'issue⁽²⁾. Mais l'instinct de conservation n'est pas seul à déterminer ce demi-neutralisme. Non pas du tout qu'ils souhaitent, comme le suggère Burnham, garder une certaine autonomie grâce à l'équilibre entre les deux géants. Que l'empire soviétique se désagrège et l'Europe retrouvera, avec son unité, une perspective d'avenir. Non, il est une raison valable à la prudence européenne: entre deux pareilles concentrations de puissance, une guerre totale serait ruineuse pour tous. Le conflit entre le communisme et l'Occident ne comporte pas d'issue, sinon par une guerre totale, et cette guerre totale accumulerait trop de cadavres et de ruines pour que la victoire même en parût une justification. On ne peut trancher le conflit; il faut l'user. Sans illusion - l'explosion n'est pas exclue, et, à la longue, elle se produira si le communisme ne perd pas peu à peu sa virulence - on mise sur le temps.

Politique d'autruche ou sagesse? Nous sommes incapables d'en décider. Nous n'ignorons pas qu'on nous reprochera peut-être d'avoir attendu sans bouger que le conquérant choisisse son heure et que les stocks d'armes de destruction massive ou bien assurent une victoire éclair à l'agresseur, ou bien favorisent la destruction réciproque des combattants. Nous reconnaissons le péril et nous l'acceptons.

Il est des circonstances où s'en remettre aux dieux, après avoir accompli son devoir, est la seule attitude, non héroïque, mais raisonnable. Il reste qu'on n'accomplit pas son devoir quand on laisse trop à faire aux dieux.

Les Européens croient-ils vraiment qu'ils sont en règle avec leur conscience et avec l'Histoire?

Ce texte est une version légèrement abrégée de la postface que Raymond Aron a écrite pour le livre de James Burnham, L'Alternative: contenir ou libérer, qui paraîtra prochainement aux Éditions Calmann-Lévy.

(1) Chine et Corée, en 1937, absorbaient 435 millions de dollars d'exportations sur un total de 1.200, soit plus du tiers, et fournissaient 287 millions des dollars sur un total de 1.360, soit 21 % environ.

(2) Les Américains jugent qu'ils seraient les premières victimes d'un bombardement atomique, que la guerre commencerait par un Pearl Harbour atomique et non par l'invasion de l'Europe. Ils ont probablement raison, mais ces considérations ne modifient pas les sentiments des Européens.

Interrogations sur les États-Unis. Risques et chances d'une économie dominante

Preuves
juillet 1953

Les États-Unis tiennent dans l'économie mondiale une place d'une certaine façon supérieure à celle même de la Grande-Bretagne, à l'époque de son hégémonie. Ils consomment chaque année à peu près la moitié du total des matières premières absorbées par l'humanité entière (plus de la moitié pour le pétrole, le caoutchouc, le manganèse, le minerai de fer et le zinc); ils produisent plus d'acier à eux seuls que tous les autres pays ensemble. Pour le bien ou pour le mal, ils sont ce qu'un économiste français a appelé l'économie dominante.

Comment les Européens interprètent-ils le fait? Quelles intentions prêtent-ils aux dirigeants de la politique économique des États-Unis? Comment réagissent-ils au *leadership* américain de fait? Comment conçoivent-ils ce que devrait être ce *leadership*?

I

L'interprétation encore la plus courante dans l'opinion publique est celle qui dérive du marxisme, en particulier des théories de Lénine sur l'impérialisme. Les marxistes, on le sait, étaient loin de s'accorder sur la nature exacte des relations entre les contradictions des économies capitalistes et l'impérialisme. L'école de Rosa Luxembourg affirmait que l'économie capitaliste était incapable d'écouler sa propre production, qu'elle avait besoin de pays non encore capitalistes pour y vendre une fraction des produits fabriqués, que la répartition des revenus rendrait invendable à l'intérieur. Cette théorie était violemment critiquée par les marxistes orthodoxes, Lénine en particulier qui dans son livre fameux sur l'impérialisme, met l'accent sur le rôle du capitalisme des monopoles, en particulier du capitalisme financier qui, organisé en grandes compagnies, partage le monde en zones d'influence jusqu'au jour où les limites du monde fini ayant été atteintes, la fureur de conquête et d'exploitation se retourne contre elle-même et déclenche la guerre mondiale. Celle-ci se livre en Europe, mais elle a pour enjeu le partage des territoires coloniaux. Dans la version léniniste, les excédents que les économies capitalistes devraient placer au dehors seraient moins constitués par des marchandises que par des capitaux, et ces excédents seraient imputables surtout à la concentration monopolistique des unités productives et à la

prédominance du capital financier. L'impérialisme, dont l'exploitation des territoires serait l'expression caractéristique, accompagnerait la phase finale du capitalisme.

Nous n'avons pas à entrer ici dans une discussion des diverses théories marxistes de l'impérialisme, d'autant plus que ces théories, bien qu'en rigueur exclusives l'une de l'autre, sont en général retenues simultanément par l'opinion et posent le même problème. Celui-ci se formulerait à peu près en ces termes: l'économie américaine, en tant qu'économie capitaliste, est-elle, par suite de ses contradictions internes, condamnée à l'expansion sinon à l'impérialisme? Le nombre de ceux qui répondent affirmativement en Europe est considérable. En juillet 1947, l'Institut français d'opinion publique formula l'interrogation suivante: "À votre avis, la proposition de M. Marshall a-t-elle été dictée par le désir de l'Amérique d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Europe ou par un désir sincère d'aider l'Europe à se relever, ou par le besoin de trouver des marchés extérieurs pour éviter une crise économique aux États-Unis?" Les réponses se répartirent de la manière suivante:

Besoin de trouver des marchés extérieurs, 47%;

Désir sincère d'aider l'Europe, 19%;

Désir d'intervenir dans les affaires d'Europe, 15%;

Pour le premier motif, mêlé aux autres, 3%;

Sans opinion, 17%.

On peut objecter que la question était mal formulée, puisque l'on oubliait d'indiquer un motif, peut-être le plus important, le désir de renforcer les États européens menacés par le communisme. Mais le fait demeure frappant: presque la moitié des Français interrogés attribuaient le plan Marshall au besoin de trouver des marchés extérieurs. Autrement dit, sans le savoir, ils adoptaient une version vulgarisée de la théorie de Rosa Luxembourg.

Les économistes, eux, ne sont évidemment pas dupes de cette représentation populaire. L'idée banale que les débouchés extérieurs offrent une issue à la crise du capitalisme souffre d'une espèce de contradiction interne. Les marchés situés en dehors du territoire national fournissent des produits en échange de ceux qu'ils absorbent. S'il y avait un excédent global des marchandises offertes sur le pouvoir d'achat disponible, les débouchés extérieurs ne le réduiraient pas. Ceux-ci permettent seulement de maintenir une structure de l'appareil de production qui devrait être modifiée si la demande des importateurs étrangers était réduite.

Si l'on invoque que les exportations américaines ne sont pas compensées par des importations équivalentes, autrement dit que l'économie américaine envoie au dehors plus de produits qu'elle n'en reçoit en retour et, par suite, se débarrasse d'un surplus invendable à l'intérieur on répondra que deux cas sont à envisager. Le surplus dans la balance des comptes américains doit être financé par des dons ou des crédits en dollars, une fois épuisées les réserves étrangères d'or et de devises. Et le gouvernement des États-Unis finance dons ou crédits soit par des impôts, soit par un déficit budgétaire. Dans le premier cas, le surplus d'importation ne supprimerait pas l'écart entre le volume global de l'offre et celui de la demande, puisque l'on reprendrait par l'impôt un pouvoir d'achat équivalent au surplus d'exportation. Dans le second cas, le surplus d'exportation permettrait effectivement de vendre un total de marchandises supérieur à celui qui trouverait preneur en l'absence d'un déficit budgétaire. Mais le gouvernement des États-Unis n'a pas besoin de marchés extérieurs pour faire du déficit budgétaire et les marchés extérieurs n'interviennent à nouveau que pour compenser la différence *qualitative* entre répartition de la demande et structure de l'appareil de production.

La théorie des besoins de marchés extérieurs élaborée par des économistes se présenterait donc sous la forme approximative suivante: l'appareil de production est adapté non à la seule demande du marché intérieur, mais à une demande étrangère. La demande venue du dehors ne saurait être satisfaite exclusivement par les dollars fournis au monde grâce aux achats américains, à l'étranger, de biens et de services. La mise à la disposition du reste du monde, par dons ou par crédits, de dollars supplémentaires est indispensable si l'économie américaine veut éviter des transferts de moyens de production, une réorganisation de son appareil productif.

Sur la première proposition il n'y a guère de doute. L'appareil américain de production est adapté à une certaine demande extérieure, comme l'est l'appareil de toutes les grandes puissances industrielles modernes. Il est vrai que le rapport entre la valeur des exportations et le produit national brut est de beaucoup inférieur pour les États-Unis à ce qu'il est pour les pays européens. Il s'est élevé jusqu'à 11% en 1919, mais pour retomber à 6,2% en 1921, et demeure aux alentours de 5% dans les années 1920. Il descend entre 3 et 4% dans les années 1930, il dépasse 6,9% en 1947 et retombe au-dessous de 5% dans les années suivantes⁽¹⁾. Mais ce pourcentage global ne donne pas une idée exacte de l'importance des marchés extérieurs pour certaines branches de l'économie américaine. Pendant les années 1949-51, les exportations de coton atteignirent

37% de la production, celles de blé 35%, celles de tabac 26%. Les marchés extérieurs absorbaient plus de 20% de la production globale pour les machines-outils, l'équipement des mines ou des champs de pétrole, les machines textiles, les tracteurs, certains produits chimiques. Un tiers des exportations américaines était constitué par des marchandises pour lesquelles les importateurs étrangers absorbaient 25% au moins de la production totale(2). Cette concentration des exportations dans certaines branches accentue effectivement l'intérêt égoïste des États-Unis à conserver des marchés extérieurs.

Le lien entre l'économie américaine et le reste du monde fut-il à l'origine du plan Marshall? Le besoin de marchés extérieurs, au sens subtil que nous venons d'indiquer (faute d'un excédent de la balance des comptes américains financé par le gouvernement des États-Unis au moyen de crédits ou de dons, certains secteurs de l'économie seraient atteints) a-t-il inspiré la décision du plan Marshall? Une bonne partie de l'opinion européenne l'a cru. Les économistes sérieux ne l'ont jamais affirmé.

En 1947, les États-Unis subissaient encore l'inflation d'après-guerre et l'offre de marchandises ne suffisait pas encore à absorber l'arriéré de demande légué par la guerre. Il est probable qu'en l'absence du plan Marshall certains secteurs de l'économie américaine auraient été atteints par la brusque réduction de la demande extérieure (moins qu'ils ne le seraient aujourd'hui), mais le gouvernement américain, s'il l'avait voulu, aurait pu acheter lui-même les excédents de certaines récoltes et les utiliser à son gré. Ajoutons qu'à quelques exceptions près les crédits et dons du plan Marshall ont été dépensés selon les désirs exprimés par les gouvernements européens et non selon les préférences d'exportation de l'économie américaine.

La crainte d'une crise n'a donc joué à peu près aucun rôle dans la détermination du plan Marshall et le besoin de marchés extérieurs était moins ressenti en 1947-48 qu'il ne l'est aujourd'hui, après l'épuisement de l'arriéré de demande, ou qu'il ne le sera éventuellement demain, après une réduction du budget militaire. On peut discuter sur la part des considérations politiques (arrêter le communisme) et de la générosité pure dans les mobiles du plan Marshall. Les schémas d'origine marxiste sur les besoins de marchés ne s'appliquent point.

La méthode des dons aurait-elle été un moyen d'un impérialisme politique plutôt qu'économique, une manière de dominer les pays européens, sinon de les exploiter, comme le pense une autre fraction des Européens? Là encore, la

légende n'a que peu de rapport avec la réalité. Le représentant américain du plan Marshall, qui avait l'autorité d'accorder ou de refuser le déblocage de la contrepartie en francs des dollars donnés ou prêtés, était en mesure d'exercer une certaine influence sur la politique du pays européen dans lequel il résidait - influence d'autant plus forte que le régime du pays considéré était plus faible, c'est-à-dire qu'elle était au maximum en Grèce et au minimum en Grande-Bretagne. Là où les hommes et les partis étaient profondément divisés, chaque groupe inclinait, tout en vitupérant l'intervention américaine et en vaticinant sur l'indépendance nationale, à solliciter l'appui de la mission du plan Marshall. Inévitablement, certains diplomates des États-Unis prenaient plaisir à exercer une certaine puissance. Mais, quelle que soit la part que l'on fasse à ces phénomènes, les uns sociaux, les autres psychologiques, le plan Marshall n'a pas été dicté par la volonté de régner et il n'a pas eu pour conséquence la domination soit de la politique, soit de l'économie européenne par le gouvernement ou les trusts des États-Unis. Qu'il ait favorisé ou accéléré un fait d'importance historique - la diffusion de certaines marchandises, de certaines coutumes, de certaines idées américaines en Europe - on n'en saurait douter. Sans lui, cette diffusion se serait également produite.

Comparés aux puissances hégémoniques du passé, les États-Unis présentent certaines particularités que les Européens devraient tenir pour favorables. Les États-Unis n'ont pas intérêt à prélever sur la production courante, autrement dit à appauvrir les pays qu'ils dominent, ce qui est encore le cas de l'Union soviétique, à la fois à cause de sa pauvreté relative et à cause de son système de planification et d'investissements accélérés. Les États-Unis ont moins tendance que les économies européennes du siècle dernier à se réserver des marchés pour leurs produits industriels en prévenant l'industrialisation des territoires sous-développés. Pour des raisons de fait (exportation de machines-outils et des moyens de production en général) et aussi de doctrine (on a reconnu un peu partout que l'industrialisation, en élevant le niveau de vie, permet d'accroître progressivement le volume des échanges) et, enfin, de politique (arrêter le communisme en faisant reculer la misère), les États-Unis s'ingénient à répandre le *know-how* et à élever le niveau de vie du reste du monde. Enfin, les États-Unis n'ont pas une classe dirigeante qui se croit appelée, par Dieu ou par l'Histoire, à gouverner l'humanité et l'opinion y est spontanément hostile aux idéologies de la puissance. C'est par le biais du puritanisme, de l'opposition entre le Bien et le Mal, du devoir de libérer les autres hommes, que les États-Unis risquent de retomber dans une certaine sorte d'impérialisme.

Un pays d'économie dominante, désireux de répandre le secret de sa prospérité, capable de s'enrichir en donnant plutôt qu'en exploitant, n'est-ce pas une singularité sans précédent? Pourquoi donc n'est-elle pas reconnue? Pourquoi la domination des États-Unis éveille-t-elle tant de soupçons un peu partout à travers la planète?

II

L'application d'autres schémas marxistes nous donnerait-elle une réponse? N'est-ce pas le désir de placer des capitaux excédentaires au dehors ou de s'assurer des gisements supplémentaires de matières premières qui a inspiré un impérialisme(3) économique qui à son tour suscite le ressentiment?

Comparés à la Grande-Bretagne, économie dominante du XIXe siècle, les États-Unis sont remarquables par le faible montant de leurs investissements de capitaux au dehors. En 1938, la Grande-Bretagne avait encore 4 milliards de livres de capitaux placés au dehors, soit un montant égal à peu près aux 4/5 du produit national brut d'une année. Les États-Unis avaient, en 1929, des investissements au dehors d'une valeur de 7.527 millions de dollars pour un produit national brut de 103.828, un total de 6.690 en 1936 pour un p.n.b. de 84.705, un total de 7.861 en 1943 pour un p.n.b. de 192.573, enfin un total de 11.804 en 1950 pour un p.n.b. de 279.800(4).

Au cours des années d'après-guerre, le montant des exportations de capitaux au dehors et des placements à long terme est resté le plus souvent inférieur à un milliard de dollars par an (810 en 1947, 648 en 1948, 706 en 1949, 1.168 en 1950, 963 en 1951)(5) alors que, du 1er juillet 1947 au 30 juin 1951, le total de l'aide américaine brute (dons et crédits) s'est élevé à plus de 33 milliards de dollars. Durant une seule période, les placements de capitaux au dehors ont joué un rôle important et d'ailleurs fâcheux dans l'économie mondiale: entre 1924 et 1928, on plaça sur le marché américain des emprunts étrangers, allemands en particulier, pour une valeur de 1 milliard à 1.220 millions de dollars en 1924, de plus de deux milliards en 1928, de sept milliards et demi entre 1924 et 1928 (les investissements directs en capitaux dans des entreprises industrielles au dehors ont atteint environ 3 milliards et demi de dollars de 1919 à 1931, le maximum étant de 602 millions en 1929)(6). Les placements d'emprunt ou d'obligations étrangères sur le marché américain s'expliquent par des causes multiples: différences des taux d'intérêt, technique de placement d'organismes bancaires, réduction des possibilités du marché britannique, etc.

Quoi qu'il en soit, si nous laissons de côté le phénomène particulier des

emprunts étrangers de la période 1924-28, les investissements de capitaux au dehors n'ont eu qu'une importance marginale pour l'économie américaine. Le fait en lui-même n'est pas en contradiction avec les schèmes marxistes. L'économie américaine, jusqu'à une date récente, avait à l'intérieur de ses propres frontières, ses territoires sous-développés. On comprend qu'elle n'ait exporté de capitaux ni à la manière des Français pour des motifs surtout politiques, ni à la manière des Britanniques dans le cadre d'un système mondial de libre échange. Reste que le fait lui-même suggère que le capitalisme n'implique pas, en tant que tel, de capitaux excédentaires, les surplus français et britanniques ayant été dus à des facteurs sociaux, à une certaine répartition du revenu national, à une certaine action des pouvoirs publics, non à une nécessité intrinsèque du système propriété privée et du marché.

Les exportations de capitaux dans le passé étaient le plus souvent déterminées par les perspectives de surprofit, c'est-à-dire d'un taux de profit supérieur à celui que laisserait entrevoir le placement à l'intérieur. Dans le cadre de certaines sociétés industrielles, il s'y joignait le désir d'acquérir des marchés supplémentaires en évitant le paiement des droits sur les importations. Dans le cas où la filiale fabriquait elle-même les produits, elle semblait fermer un débouché, mais la société filiale créée en territoire d'un État étranger s'équipait souvent par des achats de marchandises américaines. En distribuant un pouvoir d'achat supplémentaire, elle ouvrait un marché pour d'autres marchandises américaines. Les investissements de capitaux, sous forme de création de sociétés soumises à la législation des États étrangers, n'ont pas connu, comme les emprunts étrangers placés dans le public américain, l'alternance d'expansion dans les années 1920 et de retrait dans les années 1930. Le mouvement fut régulier, ralenti dans les années qui suivirent la grande crise de 1929 mais non arrêté.

Pour l'observateur étranger de cette expansion à la fois financière et industrielle, typique est la création de filiales du Coca-Cola dans chaque pays ou la construction d'automobiles par une société Ford anglaise ou française, ou l'activité en France de filiales des grandes compagnies pétrolières, soucieuses à la fois de contrôler le marché de distribution et de posséder les usines de raffinage. Plus typique, ailleurs, en Amérique du Sud par exemple, serait la mise en valeur par le capital américain de gisements miniers, étain en Bolivie ou cuivre au Chili.

Tous ces phénomènes ne présentent aucun caractère original ou surprenant.

Que les grandes compagnies cherchent à tourner les obstacles à l'exportation qu'élèvent la suppression de la convertibilité monétaire et le contingentement à l'importation, pourquoi s'en étonner? Les grandes compagnies d'autres nationalités n'agissent pas autrement. La structure politique les confine à l'intérieur des frontières d'un État, alors que leur champ d'action naturel ignore les frontières, qu'elles appartiennent à un espace économique virtuellement étendu à la planète entière (l'exemple le plus frappant est celui des compagnies de pétrole).

Au regard de la théorie marxiste de l'impérialisme, la diffusion au dehors des capitaux, du *know-how* ou des produits américains ne serait démonstrative qu'à deux conditions. Elle devrait révéler des surplus irréductibles de capitaux ou de marchandises, elle devrait conduire à une mainmise politique. Or, le faible montant, en pourcentage du revenu national, des capitaux exportés affaiblit singulièrement le premier argument. Les relations entre les compagnies américaines, les gouvernements étrangers et le gouvernement américain, enlèvent presque toute force au deuxième. Il y eut peut-être des circonstances dans le passé où la force des États-Unis soutint les intérêts des compagnies privées contre les gouvernements étrangers, mais elles remontent au début du siècle. Entre les deux guerres, l'expropriation des compagnies américaines de pétrole au Mexique fut tolérée par l'administration démocrate de Washington. Le plus souvent, les grandes compagnies, par exemple, l'*International Telephone and Telegraph Company*, étaient incitées à s'entendre avec les gouvernements étrangers plutôt qu'à compter sur l'appui inconditionnel du gouvernement de Washington.

Doit-on parler d'impérialisme économique? Tout dépend du sens que l'on donne au mot. Si l'on convient d'appeler impérialisme économique la volonté de dominer politiquement telle région ou tel pays pour des raisons ou en vue de buts économiques, cet impérialisme ne se manifeste guère de la part des États-Unis, ni en Europe, ni dans le Proche-Orient, ni en Amérique du Sud. Le souci de ne pas perdre certaines sources de matières premières d'autant plus importantes que les réserves contenues dans le sous-sol national diminuent est une des causes de l'intérêt que prend la diplomatie américaine à l'Amérique du Sud et au Proche-Orient, mais des motifs stratégiques suffiraient à susciter la résolution d'y arrêter l'expansion des communistes.

Si l'on appelle impérialisme économique la volonté d'exploiter les pays étrangers, de les piller ou d'échanger avec eux à des conditions trop favorables

au puissant, il y a peu d'impérialisme aux États-Unis dans la conscience des dirigeants. L'idéologie spontanée du *business* américain est que l'exploitation, à la longue, rapporte moins que l'échange avantageux pour tous. Bien sûr, on veut acheter au meilleur compte; mais, en gros, l'expansion du capital américain s'accompagne d'une diffusion des méthodes de production et, par suite, d'un progrès économique dans les pays où sont réalisés les investissements.

L'absence de volonté, soit de domination politique, soit d'exploitation économique (encore une fois, il s'agit de tendances qui n'excluent pas les exceptions), ne suffit pas encore à rendre le reste du monde inconditionnellement favorable à cette expansion du capital américain, car celle-ci assure inévitablement à des sociétés privées ou au gouvernement des États-Unis des positions de puissance, même si la puissance n'est pas l'objectif visé.

Quelle fraction de l'opinion européenne est sensible à cette inquiétude? Il est difficile de le dire avec précision. On a beaucoup critiqué en France la diffusion du coca-cola, jamais la fabrication des automobiles Ford, ce qui semble indiquer qu'on en veut à certaines marchandises tenues pour caractéristiques de l'"inculture" américaine, plutôt qu'à l'investissement de capital en tant que tel. Les gouvernements européens se déclarent aujourd'hui officiellement favorables aux investissements de capitaux américains en Europe et, plus encore, dans la zone sterling et même dans l'Union française; encore que, dans ce dernier cas, l'administration et même une partie de l'opinion n'envisagent pas sans crainte la domination par le capital américain de certaines exploitations minières, moins pour les conséquences économiques que pour les éventuelles suites politiques. Les positions de puissance acquises par le capital américain pourraient faciliter, pense-t-on, la mise en pratique de l'anticolonialisme de principe que l'on attribue à la diplomatie américaine.

III

Si ces analyses sont exactes, la conclusion serait que la représentation, tirée du marxisme vulgaire, de l'impérialisme économique ne nous indique pas les vrais problèmes que pose la situation de l'économie américaine dans le monde. Les États-Unis, il est vrai, se soucient de plus en plus de s'assurer au dehors les matières premières qui leur manquent. Comme dans toute économie complexe de l'univers libre, certains secteurs sont adaptés à une demande étrangère et seraient frappés si cette demande venait brusquement à diminuer. D'une certaine manière, les États-Unis peuvent avoir intérêt à financer un certain surplus d'exportation pour éviter une redistribution des moyens de production. Les

grandes compagnies américaines - *Coca-cola, General Motors, Time, Standard Oil* - sont animées d'une volonté d'expansion qui ignore les frontières. Mais ces phénomènes classiques ne justifient ni indignation, ni admiration, puisqu'ils ne sont ni inspirés ni suivis par la domination politique (dont la prise de possession coloniale fut jadis la forme extrême), puisqu'ils n'absorbent qu'une fraction très faible du capital américain et que, dans l'ensemble, ils contribuent à la prospérité et du pays exportateur et du pays importateur (de capitaux et de marchandises).

Quels sont donc les véritables problèmes du rôle des États-Unis comme économie dominante?

Le premier tient à l'extrême inégalité entre les ressources américaines et celles de n'importe quel pays étranger, inégalité qui permet aux États-Unis de faire des dons, considérables à l'échelle des bénéficiaires, sans se priver beaucoup eux-mêmes, ce qui leur confère des moyens de pression ou de domination que les autres peuples redoutent, même si ces moyens sont rarement employés.

Le plan Marshall a été un des actes diplomatiques les moins sordides de l'histoire, pour citer à peu près l'expression de Winston Churchill. Ce plan a entraîné des dépenses supplémentaires financées par des impôts. 5 milliards de dollars pour l'Europe signifient que chacun des 150 millions d'Américains a payé personnellement dans l'année 35 dollars pour la reconstruction de l'Europe. Mais 35 dollars enlèvent à un titulaire d'un revenu de 1.500 dollars moins de satisfactions que 35 dollars de plus n'apportent de satisfactions supplémentaires à celui dont le revenu ne dépasse pas 5 à 600 dollars. Et encore, cette comparaison diminue-t-elle l'importance des dollars américains pour l'Europe. Celle-ci, en effet, grâce à ces devises, se procurait les matières premières et les produits dont elle manquait pour le ravitaillement régulier des hommes et des usines. Les dollars prêtés ou donnés par les États-Unis ont, pour les Européens, une utilité incomparablement supérieure à la *désutilité* de la perte de ces mêmes dollars pour les Américains.

Ce fait, que l'on peut regretter ou exalter, mais non méconnaître, éveille inévitablement des sentiments mêlés chez ceux qui critiquent le lien entre l'Europe et les États-Unis. À leurs yeux, ceux-ci achètent à bon compte l'alliance européenne. "Il ne leur en coûte pas beaucoup, me disait un économiste socialisant de l'équipe du Commissariat du Plan, vers 1948, pour forger la solidarité atlantique." Réflexion parfaitement injuste: il serait facile de répondre que, peut-être pour la première fois dans l'histoire, la puissance dominante achète l'alliance des pays faibles ou paye les pays faibles pour qu'ils se défendent

contre le conquérant. Remarque malgré tout caractéristique d'un état d'esprit. En 1951, le total des produits nationaux bruts de tous les pays appartenant à l'O.E.C.E. s'élevait à 158,5 milliards de dollars (les monnaies étant converties en dollars au taux de change moyen en vigueur en 1951) pour une population de 275 millions; le produit national brut des États-Unis, cette même année, s'élevait à 334 milliards pour une population de 158 millions.

Les États-Unis n'ont nul besoin d'être impérialistes *intentionnellement*. Ce qu'ils sont en fait leur donne une position de domination. Comme ils sont les principaux acheteurs de caoutchouc, de laine, d'étain, leur politique d'achat détermine le mouvement des cours. Les achats précipités, en vue des stocks stratégiques à la fin de 1950, provoquèrent une poussée violente de hausse. Le refus temporaire d'achat amena inévitablement une baisse accentuée sur l'étain. Les dirigeants publics ou privés utilisent-ils équitablement et sagement leur puissance? Je m'abstiendrai de donner une réponse générale: sagesse et équité sont difficiles à définir. Il reste que les Européens ne peuvent pas ne pas être inquiets de la puissance que les États-Unis possèdent sur la plupart des marchés, du simple fait de leur poids économique, qu'ils ne peuvent pas ne pas déplorer que les États-Unis aient une tendance fort naturelle à faire baisser les cours des produits qu'ils achètent au dehors, tout en maintenant, pour des raisons d'équilibre intérieur, les cours de certains produits agricoles, céréales ou coton, dont une fraction de la récolte est vendue à l'extérieur.

Ce même problème - quel usage les États-Unis font-ils de la puissance que leur donne la part énorme de leur économie dans l'économie mondiale? - se pose encore sous une autre forme. L'économie dominante est aussi une économie modèle. Est-il conforme à l'intérêt du monde dans son ensemble que les méthodes américaines de production se répandent telles quelles un peu partout, en Europe en particulier?

Le lecteur américain sera tenté de répondre immédiatement de manière affirmative. La productivité du travail n'est-elle pas supérieure à ce qu'elle est dans n'importe quel autre pays et, par suite, le niveau de vie n'y est-il pas le plus élevé de celui des grands pays? Ce jugement est généralement admis par les experts et l'opinion européenne y souscrit dans son ensemble. Le nombre des missions de productivité, composées d'industriels européens, qui se rendent aux États-Unis depuis quelques années, témoigne de la conviction que les méthodes américaines comportent des leçons valables partout. Il ne sera pas inutile cependant de faire entendre les voix discordantes.

Il est dangereux de transporter telles quelles certaines unités de production dont la technique assure une productivité supérieure à celle des unités européennes correspondantes, mais dont les dimensions font peut-être éclater les dimensions du marché national européen considéré. On a, par exemple, édifié en France des laminoirs à trains de bandes continus, à chaud et à froid, pour la fabrication de tôles minces. Il se peut qu'il en résulte des abaissements de prix, mais encore faut-il que ces usines géantes puissent tourner à pleine capacité. Autrement, l'accroissement des frais fixes et de l'intérêt du capital compense, et peut-être au-delà, le profit obtenu sur la réduction des frais courants. Dans le cadre du marché français, on craignait sérieusement que, faute de débouchés, un investissement techniquement justifié ne l'eût pas été économiquement(7).

L'exemple est susceptible d'une certaine généralisation. Le surgissement, un peu partout dans le monde, y compris dans les pays sous-développés, d'unités de production empruntées à l'appareil américain, entraîne souvent des risques analogues. Les usines que montent les filiales de sociétés américaines en Amérique du Sud sont rarement du même âge économique que le reste de l'économie indigène. Il en résulte des inadaptations, des désharmonies, des tensions dans le développement de ces pays, qui mériteraient des études plus particulières de la part des spécialistes: problèmes des salaires de l'usine américaine transplantée, comparés à ceux des autres branches de l'industrie nationale, rapport entre l'investissement déterminé selon des considérations propres à la société américaine et l'investissement qui eût été économiquement le meilleur dans le cadre de l'économie nationale, etc.

À ces difficultés ou inconvénients économiques, au bout du compte secondaires, s'ajoutent dans certains pays sous-développés les réactions politiques à la présence des usines américaines, dans laquelle les intellectuels et les meneurs ouvriers voient avec une sincérité variable une humiliation nationale, la preuve de la domination étrangère, la menace pour l'indépendance. Ces réactions se produisent même si la société américaine s'abstient de toute ingérence dans l'administration et les querelles politiques du pays, même si les bénéfices sont réinvestis localement et si, par conséquent, l'investissement américain présente le maximum d'avantages et le minimum d'inconvénients. En Europe occidentale, ces réactions sont à peine visibles. En France et en Grande-Bretagne, les investissements américains, entre 1943 et 1950, ont augmenté de plus de 400 millions de dollars, au même rythme que les investissements dans l'ensemble du monde. Même les communistes ont à peine protesté. La filiale Ford en France ne se différencie guère des entreprises françaises de fabrication

automobile. En Afrique du Nord, en revanche nous l'avons indiqué, les investissements américains ont suscité davantage d'inquiétudes dans l'administration et d'objections de la part de l'opinion.

En France, l'influence du modèle américain suscite certaines critiques que nous mentionnerons rapidement. Les ouvriers continuent souvent à se méfier de la productivité dans laquelle ils soupçonnent une méthode subtile d'exploitation. Les hommes d'affaires reprochent parfois aux experts des missions américaines de mal comprendre les difficultés qui tiennent aux conditions du marché et à la psychologie des travailleurs, au manque de capitaux, etc. Les intellectuels mettent en question le primat de la productivité, le principe non écrit de l'expérience américaine qui donne pour buts joints à l'effort de la collectivité entière le rendement maximum et l'élévation le plus rapide possible du niveau de vie. N'y a-t-il pas, se demandent certains intellectuels, plus ou moins explicitement, parfois sans avoir le courage de formuler l'interrogation des valeurs de culture supérieures qui ne résisteraient pas à l'obsession américaine de la productivité? J'ai causé, au cours de ces dernières années, avec beaucoup d'économistes et d'administrateurs américains, qui se demandaient si certain charme de la vie française n'est pas lié au maintien de relations ou d'institutions humaines, antérieures à la civilisation industrielle et incompatibles avec l'épanouissement de celle-ci.

Nous en venons enfin à une dernière interrogation qui se retrouve de plus en plus souvent sous la plume d'excellents économistes, interrogation que je crois peu connue aux États-Unis et qui ne manque pas d'intérêt.

La quantité de la plupart des métaux et minéraux, charbon et pétrole, consommés aux États-Unis depuis la première guerre, dépasse le total consommé à travers la planète entière durant toute l'histoire antérieure à 1914.

Cette proposition est empruntée au rapport présenté au président des États-Unis par la commission des matières premières. On sait que la commission a insisté sur la dépendance croissante où se trouvent les États-Unis à l'égard du reste du monde pour leur ravitaillement en matières premières. Au début du siècle, les États-Unis produisaient 15% de matières premières de plus qu'ils n'en consommaient. Au milieu du siècle, ils en consomment 10% de plus qu'ils n'en produisent. Au rythme de consommation prévu pour 1975 toutes les réserves de cuivre jusqu'à présent découvertes aux États-Unis ne dureraient que 25 ans, toutes les réserves de plomb 19 ans, toutes celles de zinc 30 ans. "En un mot, même si toutes les réserves de matières premières étaient léguées intactes, telles

qu'elles étaient au jour où Christophe Colomb débarqua aux États-Unis, à nos descendants en 1975, elles ne les aideraient guère à résoudre leurs problèmes de matières premières."

Ces faits étant admis, on peut s'étonner que les experts des États-Unis ne se demandent pas plus souvent si la technique américaine - prodigalité en matières premières et économie de main-d'œuvre - est susceptible de généralisation sans péril pour tous. M. A. Bevan avait formulé le problème en termes démagogiques à la fin de 1950, au moment où les autorités de Washington accumulaient des stocks stratégiques. Il avait annoncé que les États-Unis allaient empêcher l'expansion industrielle des autres pays en achetant une part excessive des matières premières rares. Rien de pareil ne s'est produit. Les comités de matières premières organisés dans la capitale américaine ont procédé à des répartitions équitables. Aucun pays d'Europe n'a été paralysé par la pénurie de cuivre, d'étain ou de pyrites. Mais, si l'expression donnée au problème par M. Bevan était fautive, certains doutes subsistent que je me bornerai à indiquer. Dans les pays d'Europe qui doivent importer la plupart de leurs matières premières, n'importe-t-il pas de modifier la technique américaine en vue d'économiser plus sur les matières, quitte à économiser moins sur la main-d'œuvre? Même à court terme, et selon le calcul économique le plus rigoureux, l'imitation de la technique américaine ne serait-elle pas à beaucoup d'égards une erreur? À long terme, l'humanité a-t-elle les moyens de consommer les matières premières à la même allure que la population américaine depuis cinquante ans? Les théories de la conservation du sol ont été en grande partie développées par les auteurs américains. On attend d'eux qu'ils s'interrogent sur les limites imposées à la diffusion de la prospérité américaine par les ressources de la planète en matières premières.

IV

J'en viens maintenant à une autre question, la plus importante dans la conjoncture actuelle, la plus étudiée dans le monde entier. Que font les États-Unis pour créer un système d'économie mondiale? Que devraient-ils faire pour remplir le rôle qui fut celui de la Grande-Bretagne au siècle dernier?

Ces problèmes ont été discutés tant de fois par tous les experts de tous les pays que les données en sont désormais bien connues et que l'on peut se borner à les résumer. Les États-Unis ne sont, ni matériellement ni moralement, aussi bien adaptés au rôle d'économie dominante, au moins tel que la Grande-Bretagne le conçut au siècle dernier. Ils demeurent exportateurs de produits primaires (coton,

céréales, tabac), en même temps que de produits fabriqués. Ils demeurent en esprit protectionnistes, alors qu'ils sont créditeurs et qu'ils possèdent la première industrie du monde.

La politique américaine n'a pas facilité aux autres pays la tâche d'équilibrer leur balance dollars, puisqu'elle a: 1) refusé d'accroître le prix de l'or en dollars, alors que le pouvoir d'achat du dollar diminuait de moitié; 2) empêché les prix de certains produits primaires de baisser par la pratique des subventions; 3) subventionné la flotte marchande américaine, etc.

Les exportations de capitaux américains à long terme sont faibles(8), nous l'avons vu, comparées à ce qu'étaient les exportations de capitaux français ou anglais, à la fin du siècle dernier.

De 1904 à 1909, la Grande-Bretagne investissait au dehors à long terme environ 110 millions de livres; de 1910 à 1913, 185 millions de livres, plus du tiers de la valeur des exportations (530 millions de livres), plus du quart de la valeur des importations (675 millions de livres), 7 à 8% du produit national brut. Il semble qu'au début du siècle la France plaçait, chaque année, au dehors quelque 4 à 5% de son produit national brut.

Il est connu d'autre part que le volume des achats américains dépend surtout du niveau de l'activité. De 1929 à 1932, la quantité de dollars mise à la disposition du reste du monde par achats de biens et services et investissements de capitaux tomba de 7.400 à 2.400 millions(9). De 1929 à 1932, les importations tombèrent de 4.463 millions à 1.343. Mais, en laissant de côté cette crise exceptionnelle et peu susceptible de se reproduire, les crises de moyenne amplitude marquent aussi une chute brutale des importations américaines, de 5.384, en 1920, à 2.572, en 1921, de 3.181 millions, en 1937, à 2.173, en 1938. Dans la première année d'une dépression (1929-1930, 1937-1938, 1947-1949), la baisse de la consommation totale fut en moyenne de 4%, celle du produit national brut de 6%, celle des importations de 24%(10).

Les responsabilités des pays européens dans ce que l'on appelle *dollar gap* ne sont pas moins bien connues inflation intérieure, prix non compétitifs, taux de change artificiels, etc. Nous ne cherchons pas ici à répartir les responsabilités, mais à marquer l'opinion européenne à l'égard du système américain dominant.

Une école d'experts pense qu'un système unifié d'économie mondiale, fondé sur des monnaies convertibles et des échanges commerciaux libres, est de toute manière impossible au milieu du XXe siècle en raison de la différence d'échelle entre l'économie américaine et l'économie européenne. La première améliore sa

productivité plus vite que cette dernière, de telle sorte que celle-ci subirait constamment une pression déflationniste, à moins qu'elle ne consente à des dévaluations répétées.

Si nous laissons de côté cette opinion extrême, la plupart des observateurs pensent que le caractère de l'économie mondiale dépendra essentiellement de la politique qu'adoptera le gouvernement des États-Unis. Les dons et crédits publics américains ont permis de maintenir un écart d'un montant d'environ 4 milliards de dollars en 1951 et 1952, entre le total des achats américains de biens et de services et les investissements privés à long terme d'une part, et le total des dollars à la disposition du reste du monde, de l'autre(11). Le gouvernement des États-Unis est libre de décider: 1) de supprimer cet écart et de forcer les autres pays, européens en particulier, à s'adapter à la situation ainsi créée; 2) de maintenir cet écart et de le financer par des dons ou des crédits; 3) de le réduire en augmentant les dollars mis à la disposition du monde par importation ou investissements au dehors, de financer l'écart maintenu par divers procédés, comme des achats à l'industrie européenne au lieu de dons purs et simples.

Les résultats probables de ces trois décisions sont assez prévisibles. La première entraînerait une contraction du commerce mondial et frapperait même certains secteurs de l'économie américaine. La seconde, à la longue, sera politiquement impossible, elle provoquera la révolte du Congrès de Washington et les ressentiments humiliés des opinions européennes. La troisième, qui comporte des modalités diverses, est la seule qui, à la longue, est conforme à l'intérêt bien entendu des États-Unis et de l'Europe(12).

Aucun Européen non communiste de bonne foi et informé ne nie que les États-Unis aient puissamment contribué au relèvement de l'Europe et aucun ou presque ne les accuse de tendre à la domination du vieux continent. Ce qui inquiète bien plutôt les Européens réfléchis, c'est l'hésitation des États-Unis à jouer le rôle dans l'économie mondiale qu'ils sont seuls à pouvoir jouer et qui leur est imposé par les circonstances.

Supposons qu'il se produise aux États-Unis une récession, même de faible amplitude, qui provoque une baisse de 5% du revenu national et une baisse de 30% des importations. Les réactions en chaîne de la crise entraîneront la contraction des échanges, le retour aux contingents d'importation et aux contrôles des monnaies. Les États-Unis peuvent matériellement se désintéresser de ces répercussions extérieures et laisser les autres pays s'adapter tant bien que mal à la récession américaine. Mais s'ils adoptent cette attitude, à quoi bon

prêcher la vertu du libéralisme international? Celui-ci a été, au siècle dernier, l'effet direct de la structure et de la politique de la Grande-Bretagne. Structure des États-Unis et diplomatie internationale favorisent singulièrement peu ce libéralisme en notre siècle. Ils ne retrouveraient une chance que par l'action délibérée du gouvernement américain.

En dehors même de la question, passionnément discutée par les théoriciens, de monnaies convertibles ou inconvertibles, des échanges commerciaux contrôlés ou non par les administrations, il est de fait que des relations entre les diverses parties du monde, entre les diverses économies nationales en notre siècle, ne s'organisent pas d'elles-mêmes harmonieusement. Le nationalisme dans les pays sous-développés, le désir de ceux-ci de s'industrialiser rapidement, l'appauvrissement des pays européens, la restriction des échanges entre les deux univers, l'extrême inégalité des niveaux de vie et l'aspiration universelle aux fruits de la civilisation industrielle, tous ces facteurs appellent une action directrice de la part des États-Unis. L'administration Truman, au cours de la dernière année, était incapable de s'engager. L'administration Eisenhower n'a pas encore élaboré sa conception.

Sans porter de jugement, je voudrais insister sur le point qui me paraît essentiel. Au cours d'une entrevue récente avec un des principaux leaders républicains du Congrès, la conversation vint sur le sujet des droits de douane américains. "Ils n'ont jamais été si bas, me dit-il." J'acquiesçai, mais je fis observer que jamais les États-Unis n'avaient été aussi riches industriellement et à ce point créanciers de l'étranger. On comprend que les membres du Congrès se préoccupent des intérêts particuliers que frapperait l'ouverture des frontières. Mais quelle autorité possède le gouvernement américain pour demander aux Européens d'accomplir une unification, qui toucherait à d'innombrables intérêts, s'il n'a pas le courage ou l'autorité de laisser entrer les montres suisses, les fromages hollandais ou danois ou les pipes européennes?

Le système politique des États-Unis n'a pas été conçu pour le gouvernement de l'univers. C'est dans l'ordre économique que l'inadaptation du système à la tâche historique de la république se manifeste avec le plus d'éclat. Il est légitime que le prix de l'or, les subventions aux producteurs agricoles ou à la marine marchande, les droits de douane soient fixés par le Congrès. Mais toutes ces décisions ont des répercussions au dehors. En Europe, on cherche à découvrir une intention unique à l'origine de toutes ces décisions. En fait, chacune est inspirée par des considérations parfaitement intelligibles dans le cadre du jeu

démocratique et toutes ensemble, vues du dehors, traduisent l'absence d'une conception d'ensemble.

La générosité des dons répandus depuis la fin de la guerre, si admirable soit-elle, ne constitue pas encore l'équivalent d'une politique.

v

Il nous reste à examiner un dernier problème qui est discuté et en Europe et aux États-Unis, mais ici et là en termes différents. Quelle attitude adopter à l'égard des échanges Est-Ouest?

Un premier fait mérite d'être immédiatement souligné. On croit souvent dans le monde libre que les États-Unis sont hostiles à ces échanges et que l'Union soviétique leur est favorable. La réalité est tout autre, au moins à l'origine. Il suffit d'étudier les statistiques du commerce extérieur pour constater que les pays entrés dans le système soviétique sont contraints de réorienter leurs échanges. La Tchécoslovaquie avait à peine de relations avec l'Union soviétique en 1938 (1% de son commerce total), elle faisait encore avec l'Ouest la plus grande partie de son commerce avant le coup d'État. Aujourd'hui, elle est largement intégrée au bloc soviétique (60% du commerce avec l'Est en 1951 contre 11 en 1937). La réduction des échanges Est-Ouest répond de la part des dirigeants de Moscou à de multiples intentions(13).

La politique des plans d'industrialisation accélérés supprime les excédents de produits alimentaires et certains des surplus des matières premières que les pays de l'Est européens exportaient, et en même temps interdit les importations de produits manufacturés en provenance de l'Ouest. Le bloc soviétique doit le plus possible se suffire à lui-même et l'Union soviétique entend organiser les échanges à l'intérieur de l'univers "socialiste" et selon ses intérêts. En même temps, la rupture de l'unité du marché mondial, pour employer l'expression de Staline, accentue la "crise de l'économie capitaliste". En termes plus simples, les tensions à l'intérieur du système international s'accroissent au fur et à mesure que se rétrécit l'espace ouvert aux libres échanges. Les doctrinaires de Moscou n'ont jamais fait mystère de ce qu'ils appellent l'encerclement socialiste. Le capitalisme sera condamné le jour où il sera confiné à une portion étroite de l'espace économique mondial.

Est-ce à dire que les planificateurs soviétiques veulent supprimer les échanges Est-Ouest? Evidemment non. Ils veulent se procurer à l'Ouest les moyens de production et les matières premières qui leur manquent, tout en y vendant le moins possible des matières premières dont l'Ouest a un réel besoin. Est et Ouest

parviennent à se mettre d'accord sur certains échanges qui correspondent à l'intérêt des deux parties, mais il y a désaccord permanent entre les projets d'achat et de vente des deux camps. Celui des Soviétiques veut acquérir le moins possible de produits fabriqués, celui de l'Ouest veut en vendre le plus possible.

Les États-Unis, qui n'ont pas été à l'origine de la restriction des échanges Est-Ouest, sont intervenus à partir de 1949 et surtout de 1950 parce qu'ils ont souhaité, à juste titre, empêcher la vente de certains produits dits stratégiques, susceptibles d'accroître directement et immédiatement le potentiel économique-militaire des Soviétiques. Ceux-ci se sont évidemment efforcés de tourner ces interdictions. Aux États-Unis, on est surtout sensible au risque de faciliter le rééquipement de l'économie soviétique en lui fournissant les machines-outils ou les roulements à billes qui lui manquent. En Europe, sans nier l'importance de ces produits stratégiques, on se demande si la séparation radicale entre les deux univers ne répond pas précisément à l'intérêt soviétique tel qu'il s'exprime dans la doctrine de l'encerclement socialiste (comment s'établira l'équilibre économique du Japon, coupé de la Chine?).

Le choix entre ces deux conceptions dépend d'une hypothèse sur le déroulement de la guerre froide, de la part que l'on attribue aux armées et à l'économie dans la bataille entre le communisme et le monde libre, enfin, de la stratégie que l'on veut adopter à l'égard de celui-là. Si, comme l'Occident l'a fait jusqu'à présent, on cherche à venir à bout progressivement du grand schisme à force de temps, en spéculant sur la perte de virulence d'une religion au pouvoir, des échanges entre Est et Ouest, contrôlés et limités, serviraient tout autant l'Ouest que l'Est.

En tout cas, si les gouvernements des États-Unis jugeaient souhaitable l'interruption presque complète de ces échanges, encore devraient-ils se sentir quelque peu responsables des difficultés accrues que rencontrerait le Japon ou la Grande-Bretagne. La stratégie économique à l'égard du bloc soviétique devrait faire partie de cette politique de l'économie mondiale que seuls les États-Unis sont en mesure, non de concevoir, mais de mettre en pratique.

VI

Les conclusions auxquelles conduisent ces rapides analyses risquent de ne satisfaire entièrement ni les Européens, ni les Américains, ni les critiques de "l'impérialisme américain", ni les neutralistes, ni les partisans de l'alliance atlantique.

Dans l'ensemble, l'économie américaine a une structure telle qu'en tant

qu'économie dominante elle est plus capable de porter aide et moins capable de nuire aux autres pays que les économies dominantes d'hier. Les États-Unis n'en sont pas moins entourés de soupçons, parce qu'ils occupent, quoiqu'ils en aient, des positions de puissance incomparables, même s'ils abusent rarement de cette puissance. La faiblesse de la politique économique des États-Unis jusqu'à présent n'a été, ni la volonté de dominer ou d'exploiter, ni le manque de générosité. Sa faiblesse a été le caractère parcellaire et empirique des mesures prises, la proclamation d'une doctrine libérale des monnaies et du commerce sans prise sur la réalité, alors que les actes démentaient la doctrine ou ne s'y rattachaient pas.

Les États-Unis ne peuvent ni ne doivent planifier l'économie mondiale, mais ils peuvent et doivent mener une action d'ensemble, coordonner des mesures susceptibles de favoriser le progrès des pays sous-développés et, en même temps, de mettre à la disposition de l'Europe des dollars supplémentaires. Je ne précise pas davantage ces mesures parce que de multiples comités américains les ont exposées. En mettant à la disposition du reste du monde, au-delà des dollars fournis par le volume actuel des achats américains de biens et de services, une certaine quantité de dollars, les États-Unis apporteraient une contribution décisive à l'expansion des échanges et à la prospérité mondiale. Ces milliards peuvent ne rien coûter au contribuable américain, soit qu'il s'agisse d'achats à l'industrie européenne, soit qu'il s'agisse d'investissements privés ou d'importations supplémentaires. Il ne s'agit pas de faire appel à la générosité américaine. Mieux vaut qu'opinion et gouvernement refusent d'être généreux et soient strictement réalistes.

Il a suffi à la Grande-Bretagne, au siècle dernier, de dominer l'économie mondiale pour la guider, parce qu'elle a sacrifié une partie de son agriculture et qu'elle est devenue le banquier du monde. Au milieu du XXe siècle, rien n'empêchera les États-Unis de dominer l'économie mondiale. On ne sait encore s'ils parviendront à la guider.

(1) Chiffres empruntés au *Report of the E.C.A. Commerce Mission to investigate possibilities of increasing Western Europe's dollars earning*, Washington, octobre 1949.

(2) D'après *Markets after the defense expansion*, U.S. Department of Commerce, Washington, 1952.

(3) Nous prenons provisoirement ce terme dans le sens vague et équivoque qui lui est communément donné. Nous tâcherons plus loin d'en préciser la notion.

(4) Les valeurs des investissements sont celles des comptabilités des entreprises, assez artificielles donc et généralement sous-évaluées puisqu'elles ne tiennent pas compte de la dévaluation de la monnaie.

(5) À l'exclusion des profits réinvestis qui montaient respectivement à 387, 581, 436, 443 et 703 millions de dollars de 1947 à 1951.

(6) Ces chiffres sont empruntés à *The United States in the World economy. Economic series n° 23*, U.S. Department of Commerce, 1943.

(7) On dira que la décision d'investir a été prise par les Français et que les Américains n'y sont pour rien. Bien sûr, et nous ne songeons pas à reprocher aux États-Unis ce qui résulte de l'imitation de leurs méthodes. Mais cette volonté d'imiter est un fait lié à la prédominance de l'économie américaine, prédominance dont nous examinons les conséquences.

(8) Le lecteur américain remarquera que certains Européens reprochent aux Américains de vouloir dominer les pays étrangers par leurs capitaux et que d'autres leur reprochent de ne pas investir assez pour faciliter l'équilibre de la balance des comptes.

(9) *United States in the world economy*, Department of commerce, 1943.

(10) *The sterling Area, an American analysis*, London, 1951, p. 43.

(11) L'excédent commercial américain était, en 1951, de 5.164 millions de dollars, en 1952, de 4.973, les investissements privés à long terme respectivement de 963 et de 831, les transferts unilatéraux respectivement de 4.913 et de 5.043.

(12) Il est entendu qu'aucun remède à ce que l'on appelle la pénurie de dollars ne sera efficace si les Européens ne prennent pas certaines mesures (assainissement intérieur, expansion des exportations, recherche de sources de ravitaillement au dehors de la zone dollar, réorganisation intérieure, etc.), mais l'initiative, en ce qui concerne le système international, appartient aux États-Unis.

(13) *Economic survey of Europe since the war*, Genève, 1953, p.216.

«Gouverner, c'est choisir»

Le Figaro
26 août 1954

Les dernières démarches du président du Conseil offrent un exemple typique des défauts que M. Mendès France dénonçait hier avec tant de sévérité. Je n'aurai pas la cruauté de rappeler les termes qu'il employait pour écarter à l'avance, comme inconcevable, la décision à laquelle le Conseil des ministres s'est finalement rallié avant-hier.

Il n'est pas besoin d'invoquer les bons auteurs ou les hommes d'État au faîte de la gloire pour comprendre qu'un gouvernement français qui n'aurait pas de politique allemande ne serait pas un gouvernement du tout. L'actuel gouvernement a le droit d'être hostile à la Communauté de défense; il a même le droit, déjà plus discutable, de s'en remettre à l'Assemblée et de ne s'engager ni pour, ni contre la ratification (comment voteront les ministres?). Il n'a pas le droit de ne pas dire la politique qu'il suivrait à l'égard de l'Allemagne et du réarmement de la République fédérale après le rejet éventuel de la C.E.D. Mais cette politique de remplacement serait probablement elle aussi rejetée par l'Assemblée.

Expliquons clairement les choses.

Supposons que M. Mendès France, il y a un mois, soit venu devant l'Assemblée et ait demandé à celle-ci de voter sur le projet d'un gouvernement tunisien dirigé par le Néo-Destour, auquel serait confié le plein exercice de la souveraineté interne. Supposons ensuite qu'il n'ait pas engagé la responsabilité de son gouvernement. Il n'est pas exclu que dans cette hypothèse, l'Assemblée aurait voté contre le projet. Mais on aurait justement critiqué le président du Conseil qui n'avait pas mis les députés en face de la situation authentique, autrement dit qui ne leur aurait pas indiqué clairement: voici les diverses voies qui s'offrent à nous, il faut en choisir une. Refuser telle ou telle ne signifie rien, si vous n'acceptez pas les conséquences inexorables de votre refus.

Revenons au cas de la Communauté de défense et de la politique allemande. Après une tentative de compromis, le gouvernement, si l'on s'en tient au Conseil de cabinet de mardi, ne pense plus rien sur un sujet qui, paraît-il, est d'importance vitale pour la nation. Un vote hostile de l'Assemblée est probable: le Français dit plus volontiers non que oui, et les députés sont à cet égard exceptionnellement représentatifs. Les ministres «européens» accepteraient-ils le

résultat après ce léger pipage des dés? Admettons-le. Quelle sera la politique du gouvernement?

Séparation des traités de Bonn et de Paris? La formule est à la mode: on rendra la souveraineté à l'Allemagne en réservant provisoirement l'aspect militaire de la souveraineté. Ceux qui proposent cette solution, qui sera effectivement imposée par nos alliés anglais et américains ont l'air d'ignorer les conséquences prochaines de cette séparation (combien de temps seront maintenues les restrictions de souveraineté prévues par les accords de Bonn?). Et surtout, ils n'ont pas le courage de reconnaître le choix qui s'imposerait à nous au bout de quelques semaines ou de quelques mois: ou bien le veto de la France contre tout réarmement de l'Allemagne, ou bien le consentement à un réarmement de la République fédérale qui risque d'être sans contrôle, sans accord avec la France.

Le premier terme de cette alternative est celui qu'escomptent les Claude Bourdet et autres que le président du Conseil a tort de prendre au sérieux. D'une façon ou d'une autre, ce choix porterait un coup grave à la solidarité atlantique. Le deuxième terme de l'alternative comporterait beaucoup plus d'inconvénients et de risques que la Communauté de défense et vaudrait à ceux des anti-cédistes qui l'auraient choisi, fût-ce par leur abstention, une place d'honneur dans la postérité de Gribouille.

D'autres formules sont concevables, comme l'entrée de l'Allemagne dans N.A.T.O. Mais est-il encore temps de les négocier et seraient-elles acceptées par l'Assemblée?

Quelle que soit la décision de M. Mendès France, il a le strict devoir de la faire connaître à l'Assemblée et d'en obtenir l'approbation par celle-ci. Il ne serait pas tolérable que la Chambre partît en vacances après avoir repoussé la C.E.D. et sans savoir quelle politique le gouvernement adoptera. Si M. Mendès France n'engage pas sa responsabilité sur la C.E.D., il doit l'engager sur une politique de rechange. Et si l'Assemblée rejette encore celle-ci, la dissolution serait la conclusion logique et nécessaire.

Depuis deux ans, je supplie mes amis «européens» de ne pas tomber dans le talmudisme de la supranationalité, de consentir à certaines révisions de ne pas livrer la bataille sur un terrain défavorable. La tentative de compromis a été faite trop tard, sans conviction pour dire le moins. La lecture attentive des textes publiés par la conférence de Bruxelles suggère, à mon sens, une conclusion contraire à celle que l'on répand de tous côtés: un accord était possible entre les

«Six» et cet accord offrait la seule issue. Peut-être, n'y a-t-il pas, au Palais-Bourbon, de majorité en faveur de la Communauté, mais il n'y a certainement pas de majorité fidèle à l'alliance atlantique sans les 200 à 300 députés «européens». En écoutant des voix parisiennes qui ne représentent rien dans le pays, en s'aliénant les Européens, le président du conseil commettrait une erreur irréparable. Même s'il parvenait à gagner les vacances, son gouvernement serait dès ce moment aussi dépourvu de majorité que celui auquel il a succédé et l'autorité qu'il s'est justement acquise dans d'autres secteurs s'en trouverait détruite.

Avec le protocole accepté par les «Cinq», ou la période probatoire de M. Pinay, la C.E.D. atténuée peut encore être ratifiée, si M. Mendès France le veut, s'il choisit clairement entre ses partisans d'hier et les exigences de la situation.

Mais qu'il ne se fasse pas d'illusions. S'il devait demain, par son action ou par son inaction, recueillir l'approbation des intellectuels communistes et neutralistes qui visent l'Organisation atlantique elle-même, alors la bataille serait livrée dans le pays, et comme en 1946 contre la première Constitution, elle serait gagnée, non par les communistes, leurs alliés, leurs complices et leurs dupes, mais par les amis de la liberté.

Visage du Communisme en France et en Italie

Preuves
août 1955

Pour quelle raison l'influence du communisme reste-t-elle si grande sur les classes ouvrières française et italienne? C'est la question qu'examinait Richard Löwenthal dans Preuves, en novembre dernier. Sa réponse à un débat dans lequel sont successivement intervenus Jean Cello (Preuves, N° 47, p.99), Louis Mercier (N° 50, p.31), puis l'essayiste et historien Aldo Garosci (cf. notre précédent numéro, p.96).

Dans le cadre de cette discussion, nous publions aujourd'hui l'essentiel de la préface que Raymond Aron a écrite, sous forme d'une lettre à Ignazio Silone, pour l'édition italienne des principaux textes de son recueil *Polémiques*.

Les sociologues qui se sont donné pour tâche de mettre en lumière les causes du succès communiste en France et en Italie énumèrent généralement trois catégories de phénomènes, économiques et sociaux d'abord, idéologiques ensuite, historiques enfin.

France et Italie souffrent d'un retard du progrès économique, d'un niveau de vie relativement bas si l'on se réfère à la norme britannique, suisse ou suédoise. Le développement de la richesse a été freiné en Italie par la pression de la population et le manque de matières premières, en France par la baisse de la natalité, le climat de malthusianisme, un excès de protection, ici et là par l'absence d'un patronat d'entreprise, que Max Weber tenait pour caractéristique du capitalisme et qui a joué un rôle de premier plan dans les pays protestants.

Certes, le niveau de vie, tel que le calculent les statisticiens du revenu national, est sensiblement plus élevé en France qu'en Italie, il est même aussi élevé en France que dans la République fédérale où le parti communiste ne recueille qu'un nombre dérisoire de suffrages. Malgré tout, on constate en France, comme en Italie, une disproportion, intensément ressentie, entre revendications des individus et ressources collectives.

Nos deux pays ont aussi en commun un très haut degré d'hétérogénéité régionale. Certaines régions sont modernes, d'autres ne le sont pas. Tout le monde connaît et commente le contraste entre le nord industriel et le sud agricole de l'Italie. On parle volontiers en France du contraste entre le nord et le

sud de la Loire (moins accentué que celui qui s'observe entre les deux moitiés de l'Italie, cependant réel), on en a découvert un autre, entre l'Est et l'Ouest, l'Est contenant la quasi-totalité de l'industrie.

L'hétérogénéité régionale permet de compléter, de nuancer l'explication économique, en elle-même grossière et inexacte. Il n'y a évidemment pas de corrélation entre pauvreté et communisme. C'est dans le nord de l'Italie relativement riche que le parti communiste recueille le plus de suffrages. C'est dans le sud qu'il a eu jusqu'à présent le plus de peine à prendre racine, là où les formes de vie traditionnelle, les structures hiérarchiques étaient maintenues: un mouvement révolutionnaire doit d'abord dissoudre ces disciplines héritées d'un long passé pour recruter des troupes. La survivance de ces provinces stagnantes n'en favorise pas moins l'action communiste, d'abord parce qu'elle réduit les ressources disponibles dans les provinces modernisées et, par suite, prévient l'intégration des travailleurs dans la société industrielle, ensuite parce qu'elle maintient la confusion entre l'autorité d'Ancien Régime et l'autorité démocratique, confusion qui est essentielle au succès des communistes.

Ces derniers, en fait, veulent détruire les libertés intellectuelles, personnelles, politiques, conquises par le mouvement des lumières ou la Révolution bourgeoise. Or, ils ne se présentent pas en liquidateurs mais en héritiers de la Révolution libératrice du XVIIIe et du XIXe siècle. Ils prétendent accomplir, non écarter, les promesses de la bourgeoisie montante. La survivance de l'Ancien Régime dans une partie du pays, la survivance dans tout le pays d'un climat d'autoritarisme favorisent cette mystification. Il y a quelque chose de vrai dans la formule-boutade que les révolutions communistes ont triomphé là seulement où la révolution bourgeoise n'avait pas eu lieu ou avait incomplètement réussi. Et nous passons ainsi de l'économie à l'idéologie.

Je suppose qu'en Italie comme en France, on insiste fréquemment sur le lien apparent entre la puissance du communisme et celle de l'Église catholique. Le stalinisme est réduit à une conspiration dans les pays protestants; il est devenu, il reste un parti de masses dans les deux grands pays catholiques d'Europe occidentale. Là encore, il serait léger d'affirmer qu'il y a une relation de causalité. Le mouvement ouvrier espagnol semble inspiré par la tradition anarchiste bien plus que par l'esprit marxiste-léniniste. Le fait n'en reste pas moins que la doctrine communiste se pose en contre-dogme, de même que le parti communiste en contre-État. L'universalité de la doctrine, la discipline exigée des fidèles sont inacceptables aux intellectuels formés dans le climat

anglo-saxon, à tous ceux qui ont acquis, il y a des siècles, le droit d'interpréter seuls le Livre sacré. Les prétentions du parti à une vérité valable pour tous les hommes est moins choquante dans un milieu où règne encore l'aspiration à la catholicité, En même temps qu'il séduit plus facilement les intellectuels de tradition catholique, le communisme se trouve plus proche des partis libéraux ou républicains, parce que ces derniers sont ou se croient encore en conflit avec l'Ancien Régime et l'Église. Plus celle-ci garde d'influence politique, plus est valorisée la mystification par laquelle une superstition matérialiste se donne pour l'héritière de la libre pensée.

Enfin, ni en Italie ni en-France, le communisme n'a recruté du premier coup des centaines de milliers d'adhérents, des millions d'électeurs. Il a conquis ses positions par un travail de trente années, à la faveur des circonstances. En France comme en Italie, les deux faits majeurs sont le noyautage des organisations syndicales et le prestige acquis pendant les années de lutte contre l'occupant. En France, la tactique de Front populaire, décidée à Moscou, permit aux communistes d'obtenir, en 1936, la fusion de la C.G.T. et de la C.G.T.U. Les communistes profitèrent de la guerre et de la résistance pour disqualifier, sous prétexte de collaboration, parfois même pour liquider, un grand nombre de militants et dirigeants non communistes. Ils s'emparèrent des positions-clés, de telle sorte que la fusion de 1936, en dépit de la rupture de 1939, conduisit, en 1945, à la «stalinisation» des syndicats ouvriers. Quand les dirigeants non communistes, sous la pression de la base, provoquèrent une scission en 1947, les communistes restèrent en possession de la vieille maison, de la Confédération générale des travailleurs, avec le prestige de légitimité qui s'attachait à elle. Ainsi fut renversé, en une dizaine d'années, le rapport de forces entre C.G.T. et C.G.T.U.

Il me semble qu'en Italie aussi les événements de la guerre, la coalition contre fascisme et la République sociale italienne des communistes, libéraux, démocrates-chrétiens, offrit aux staliniens une chance unique de noyauter les organisations syndicales. En 1945, la C.G.T. italienne, avec la bénédiction de tous, englobait les trois tendances, communiste, socialiste, démocrate-chrétienne.

Faut-il chercher au-delà et découvre-t-on dans le passé ou les singularités psychologiques des mouvements ouvriers de nos deux pays une explication de leur penchant au stalinisme? On l'a prétendu. Richard Löwenthal a montré comment une certaine attitude anarchiste ou bien ouvriériste, hostile à l'Etat, risque de finir par une soumission au parti prétendument prolétarien et

révolutionnaire. On a objecté, avec raison, que les syndicats ou les militants d'esprit libertaire furent souvent les plus hostiles au stalinisme, les plus farouches défenseurs des libertés, alors que les partis ou les syndicats trop bien organisés se laissaient noyauter et manipuler par les communistes infiltrés aux positions-clés.

Thèse et antithèse sont également vraies, car l'une et l'autre reconnaissent l'absence de lien organique entre syndicats ouvriers et parti socialiste, l'échec du réformisme socialiste, échec qui entretient les syndicats indépendants dans une hostilité à l'État centralisateur, capitaliste et, peut-être demain, totalitaire. Les syndicats qui se refusent à faire confiance à l'État et aux partis, qui comptent sur l'action des ouvriers eux-mêmes, tour à tour pacifique et violente, risquent toujours d'être utilisés, détournés de leur route par les communistes, qui répètent les mêmes mots d'ordre en vue d'instaurer un régime qui serait à l'opposé des aspirations libertaires.

Si cet échec du réformisme socialiste est le fait majeur, on s'explique que les observateurs mettent l'accent les uns sur l'hostilité des syndicats au parti et à l'État, les autres sur le caractère autoritaire et réactionnaire de l'État, que les uns rappellent l'anti-stalinisme des anarchistes espagnols, les autres la manipulation des syndicats anarchisants (par exemple, ceux des gens de mer) par les professionnels du stalinisme. Les uns et les autres ont raison: la non intégration des ouvriers à l'État est autant imputable à la nature de l'État qu'aux sentiments des ouvriers, ceux-ci et ceux-là se déterminant mutuellement à travers des échanges que d'aucuns appelleraient dialectiques.

Ces remarques quelque peu générales s'appliquent, me semble-t-il, aussi bien à la France qu'à l'Italie. Où donc sont les différences qui pourraient susciter des malentendus?

Là encore, je rappellerai d'abord des faits bien connus. Le premier, probablement essentiel, est l'alliance permanente entre le parti communiste et le parti socialiste de Nenni, qui, aujourd'hui encore, groupe les plus gros effectifs d'adhérents et de votants socialistes. À cet égard, l'Italie est unique: elle est le seul pays où, pendant toute la guerre froide, les socialistes n'ont pas rejoint le camp occidental.

Sans doute sera-t-on tenté de répondre que les socialistes de Saragat, les vrais socialistes, équivalent de la S.F.I.O. en France et du Labour Party en Grande-Bretagne, appartiennent au camp occidental; ils ont été, à plusieurs reprises, représentés dans les gouvernements à prédominance et direction démocrate-

chrétienne. On ajoutera peut-être que le parti socialiste de Nenni est, dès maintenant, noyauté par les communistes et qu'il a cessé d'être réellement indépendant. Ces objections, je l'avoue, ne me convainquent pas. Aux dernières élections, c'est le parti socialiste qui a progressé plutôt que le parti communiste. Le succès des Nennistes et l'échec des Saragatiens est probablement, pour une part importante, imputable à l'habileté tactique des communistes, à la maladresse et à l'égoïsme à courte vue de certains milieux démocrates-chrétiens. Il n'en reste pas moins que beaucoup d'électeurs qui, par tradition, par refus de la technique stalinienne d'action, ne voteraient pas pour le P.C.I. n'hésitent pas à donner leur suffrage au P.S.L., en dépit de son alliance avec Togliatti.

On commencera par invoquer des causes personnelles ou accidentelles. Nenni aurait pu, peut-être, entraîner son parti de l'autre côté. Peut-être aussi, avec une tactique plus subtile et une technique plus efficace, les dirigeants du socialisme démocratique auraient-ils récupéré une fraction plus importante des électeurs nennistes? Les circonstances laissent une marge inexploitée et renvoient à des données plus profondes. J'en aperçois deux: bien plus qu'en France, la tradition libérale est ici affaiblie sur le terrain politique; bien moins qu'en France, le parti communiste découvre en Italie son originalité radicale par rapport à tous les autres.

Au lendemain de la Libération, on a pu croire qu'en France aussi, le M.R.P., c'est-à-dire la démocratie-chrétienne, allait constituer le point de cristallisation des non-communistes: les succès électoraux des M.R.P. étaient artificiels, dus à la fois au mode de scrutin, à la dévalorisation transitoire des partis modérés, au prestige de la Résistance et du général de Gaulle. La création du Rassemblement précipita la réduction des effectifs M.R.P. De toute manière, un état-major démocrate-chrétien n'aurait pas été accepté longtemps et par les électeurs de la gauche anticléricale et par ceux de la droite traditionnelle. En Italie, la démocratie-chrétienne a pu, jusqu'à présent, maintenir l'unité de sa droite et de sa gauche. La référence à l'Église, à la foi catholique n'écarte pas d'elle des millions d'électeurs anti-communistes.

À quoi est imputable, en Italie, la faiblesse de la gauche non communiste et non catholique, laïque et rationaliste? Aux compromissions avec le fascisme? Au fait que les influences révolutionnaires, venues de France à la fin du XVIIIe et au XIXe siècle, n'avaient jamais pénétré l'ensemble de la société? À la survivance, dans plusieurs provinces, de structures autoritaires, du style ancien régime? Il est évident, en tout cas, que le dialogue décisif en France n'est pas

celui de l'Église communiste et de l'Église catholique, mais celui de l'Église communiste et de la libre pensée.

La faiblesse, en Italie, de la gauche laïque favorise la tactique de modération qu'adopte le P.C.I., depuis six ans. Ce dernier compte deux millions d'adhérents, le parti français n'en a pas gardé un demi-million. Le premier n'exige guère de conformisme intellectuel, le second connaît les crises, les épurations, les exclusives, la rigidité idéologique. Certes, l'un et l'autre sont manipulés par un petit groupe de révolutionnaires professionnels, dont la patrie est à Moscou et qui exécutent les instructions venues du centre. Il n'y a pas de raison sérieuse de penser que le communisme, une fois installé, serait, en Italie, essentiellement différent de ce qu'il est ailleurs, mais beaucoup d'Italiens tombent dans cette illusion. Le parti français est, en très large mesure, isolé de la nation, il est exclu du jeu parlementaire et, bien qu'aux dernières élections cantonales, on ait vu des désistements entre socialistes et communistes, le parti ne semble pas sur le point de sortir de sa solitude. On n'a plus guère peur de lui parce qu'on sait qu'en dehors de l'éventualité d'une invasion par l'armée soviétique, il n'arrivera pas au pouvoir, mais on ne songe pas non plus à le réintroduire dans la vie de la Cité. Il me paraît de loin que Togliatti s'est ingénié et a réussi, en dépit de la guerre froide et du Pacte Atlantique, à garder au P.C.I. un visage semi-bourgeois, rassurant. Le parti communiste italien n'est pas réellement isolé dans la nation, il constitue un contre-État, mais on ne s'en rend pas toujours compte. Si, dans l'avenir prévisible, il ne doit pas obtenir de majorité absolue, il n'a pas perdu l'espoir de désagréger la majorité atlantique et, par infiltration, par combinaisons parlementaires, d'approcher de son but unique, le pouvoir.

Je doute que la différence de tactique entre P.C. et P.C.I. ait été conçue et voulue au Kremlin. Probablement, les chefs, dans les deux pays, ont appliqué les instructions reçues selon leur tempérament et leurs préférences. Togliatti est, me semble-t-il, le grand responsable de cette respectabilité, de cette apparente absence de fanatisme du communisme italien. Il n'en est que plus important de rappeler infatigablement qu'il convient de juger le communisme italien non d'après les propos de ses dirigeants mais d'après l'expérience soviétique depuis quarante années, expérience étendue depuis dix ans à cent millions d'Européens non russes.

Pierre Mendès France répond à Raymond Aron qui l'interroge sur le marché commun

Entreprise
1er avril 1957

«Il est trop tard pour aborder de front l'unité politique de l'Europe; j'aurais préféré cependant qu'on commence par là»

Raymond Aron. – Tout le monde présente le marché commun sous un jour économique. Je pense que c'est une astuce pour ne pas effaroucher l'opinion publique. On veut lui dissimuler les conséquences politiques du nouveau traité. En réalité, ces conséquences politiques sont tout à fait fondamentales. Si le marché commun entre les six États d'Europe se réalise, vous aurez presque inévitablement une autorité des six, qui s'appliquera à la politique monétaire, à la politique de crédit, à la politique fiscale et, par conséquent, l'autorité commune du marché commun sera très largement supra-nationale. Comme la C.E.D., mais pas un autre biais, le marché commun est une nouvelle tentative pour réaliser un État des Six. Tout Européen convaincu sait parfaitement qu'il n'y aura pas d'unification économique définitive sans unification politique. Ce que je trouve critiquable, c'est de vouloir camoufler son drapeau en dissimulant ses intentions politiques. Sous prétexte de vaincre les résistances de ceux qui sont, de toute façon, hostiles à l'Europe, on s'interdit de poser clairement les seules conditions dans lesquelles un vrai marché commun est concevable. De toutes les méthodes obliques pour aborder l'Europe, je pense que la méthode actuelle est une des moins bonnes.

Pierre Mendès France. – *Je pense qu'il aurait mieux valu commencer par le secteur politique. Mais je reconnais qu'il est peut-être un peu tard maintenant. Par contre, il me semble absolument nécessaire de prendre conscience des dangers que présente l'opération actuelle, si on ne prend pas les précautions nécessaires. Je suis partisan d'une Europe organisée. Mais, ce que je n'admets pas, c'est la manière dont on s'y prend actuellement pour faire l'Europe. On veut mettre la France, dans un délai de douze à dix-sept ans, donc dans un délai assez bref, en contact avec la concurrence de ses voisins sans créer en même temps, à l'intérieur, les conditions qui permettraient d'affronter la concurrence sans danger. Il y a pourtant des exemples dans l'Histoire: l'Allemagne, l'Italie, les États-Unis. Ils montrent ce qui se passe lorsque des états de puissance*

économique différente abolissent les barrières économiques qui les séparaient. Dans ce cas, en fait, on a toujours eu une puissance politique dominer finalement les autres. Aux États-Unis, les États du Nord; en Allemagne, la Prusse; en Italie, la vallée du Pô et le Nord. Chaque fois, une région politiquement puissante a imposé aux États faibles des sacrifices économiques et sociaux qui ont été douloureux. Cela a marché, plus ou moins bien; on n'a pas demandé leur avis aux intéressés et ils ont souffert en silence (pas toujours totalement, voyez la Guerre de Sécession). Mais je doute que cela puisse se passer sans difficultés aiguës aujourd'hui.

Raymond Aron. – Quels sont, d'après vous, les troubles que risque de provoquer le marché commun en Europe.

Pierre Mendès France. – Des troubles économiques peuvent naître peu après la mise en application du marché commun, prévue pour janvier 1958. Dans l'état actuel du traité, nous aurons toutefois la possibilité de maintenir (mais sans les augmenter) pendant quatre, cinq ou six ans, les taxes à l'importation ou les primes à l'exportation. Supposons qu'une crise économique éclate et qu'il en résulte une baisse massive des salaires et des prix en Allemagne ou en Belgique; supposons que l'Italie dévalue sa monnaie; ou encore qu'une hausse nouvelle des prix survienne en France. Dans chacune de ces hypothèses, nous ne pourrons rien faire pour nous défendre; nous devons maintenir le statu quo et subir la contagion de troubles économiques, sociaux ou monétaires nés ailleurs. Jusqu'ici, en raison de notre structure propre, nous nous défendions mieux que les autres contre les grandes crises (voyez 1929). Cet avantage va disparaître.

Mais après la période transitoire, ce sera pire. Nous serons alors livrés à la volonté de l'autorité supranationale qui décidera, à la majorité, si nos taxes et nos primes doivent être maintenues ou supprimées. En fait, la tendance sera de les abolir. Si nos charges sont trop lourdes, si notre balance des paiements est altérée, on nous invitera à dévaluer le franc, une ou plusieurs fois, pour rétablir l'équilibre, en réduisant chez nous le niveau de vie et les salaires réels.

L'autorité internationale aura le droit, dans ces domaines, de légiférer d'une manière autoritaire à laquelle nous ne pourrons pas échapper et de prendre des décisions qui primeront celles du gouvernement et même celles du Parlement. Ce sera en fait une loi supérieure à la loi française qui s'imposera à nous. Tel est bien le cas, puisque l'autorité internationale pourra, en cas de difficulté de notre balance, soit nous proposer ses remèdes (auquel cas nous n'aurons pas le droit d'en adopter d'autre), soit critiquer les nôtres et en suggérer de différents (que

nous ne pourrions pas repousser).

Raymond Aron. – Donc, vous êtes contre l'Europe?

Pierre Mendès France. – *Non, l'unité de l'Europe est une chose souhaitable et nécessaire. Mais vouloir la faire dans ces conditions, selon ces modalités, c'est commettre un crime contre la France.*

Raymond Aron. – Croyez-vous qu'en réalisant l'unité politique avant ou en même temps que l'unité économique, on puisse éviter ces dangers?

Pierre Mendès France. – *Il est trop tard pour vouloir aborder de front l'unité politique de l'Europe; j'aurais préféré cependant qu'on commençât par là. On médit beaucoup des hommes politiques; je me méfie encore plus des technocrates et des représentants des groupes d'intérêts.*

Aujourd'hui, on ne prend pas les précautions nécessaires pour que l'unité se fasse sans trop de souffrances pour la France. Or, partisans de l'intégration de l'Europe, nous devons la réaliser sans négliger les conséquences pour la France de cette intégration économique. Une fois qu'elle sera réalisée, il sera trop tard.

Certes, des sacrifices sont nécessaires pour redresser notre économie. Le salut de la monnaie, je l'ai dit souvent, exige une politique financière de courage et de rigueur. C'est au Parlement français qu'il appartient de choisir ces sacrifices et surtout de les répartir entre les citoyens. Je supporte mal l'idée que ces sacrifices puissent être choisis pour nous, répartis pour nous, par les pays qui nous sont associés et dont l'objectif premier n'est pas nécessairement le mieux-être en France et le progrès de notre économie.

Raymond Aron. – Vous pensez qu'avant de faire l'Europe économique, il faut fortifier l'économie française en appliquant la politique de rigueur financière que vous préconisez?

Pierre Mendès France. – *Je ne dis pas avant mais en même temps! Et j'ajoute: à condition que les modalités de l'organisation à six n'aient pas pour conséquence de rendre cette politique de redressement plus impraticable encore qu'aujourd'hui.*

Mettre de l'ordre dans la maison

Raymond Aron. – Nous sommes tous d'accord sur la nécessité de remettre de l'ordre dans l'économie française. Le problème est de savoir si, pour arriver à ce résultat, la France ne tirerait pas grand profit, non pas d'être intégrée du jour au lendemain dans un marché commun, mais de sentir, de manière permanente, l'aiguillon d'une concurrence extérieure plus forte qu'aujourd'hui. Notez bien

que je trouve détestables les conditions dans lesquelles on nous présente actuellement le marché commun, parce que, comme vous l'avez justement souligné vous-même, on nous demande d'accepter la concurrence dans des conditions d'infériorité où jamais les Allemands, par exemple, n'accepteraient la concurrence. Le projet actuel est vraiment aussi difficile à approuver que possible. Je regrette personnellement qu'on nous oblige à choisir pour ou contre cette forme précise de marché commun. Le plus indispensable, à mon avis, serait que l'on ne soit pas aveuglement pour ou contre, mais que l'on examine froidement les données du problème, toutes les données du problème, et pas seulement quelques aspects particuliers liés à la conjoncture politique du moment présent.

Ceci dit, je me demande si un bien ne finira pas par résulter de ce contact brutal avec la concurrence étrangère?

Pierre Mendès France. – *Je ne renonce pas à voir notre pays remettre de l'ordre dans ses affaires et réaliser son redressement. Je supporte mal l'idée de le voir compter uniquement sur l'étranger pour le faire. D'ailleurs, qui vous dit que nos partenaires n'auront pas intérêt à maintenir nos faiblesses? Pourquoi nous aideraient-ils à les guérir?*

Pourquoi admettre ainsi qu'il n'est pas possible de provoquer en France une volonté de redressement, d'assainissement, de transformation? Avec ou sans marché commun, il faudra bien y venir. Mais sera-ce plus facile avec le marché commun? À beaucoup d'égards, je crains que non.

Je dis cela malgré l'expérience décevante des dix dernières années, durant lesquelles nous avons perdu tant de temps.

Raymond Aron. – Vous dites que les dix années d'après-guerre sont un objet de déception nationale. Cela n'est pas évident. Personnellement, je ne suis pas du tout d'accord avec cette proposition. Je trouve que, malgré les erreurs politiques commises depuis dix ans, la France a effectué un redressement économique impressionnant. N'importe quel observateur extérieur considère que ce que la France a fait dans l'ordre économique depuis dix ans, malgré l'absence de gouvernement, et notre espèce de délire en matière de politique étrangère, est extraordinaire. Ce qui est le phénomène fondamental, ce n'est pas du tout que les Français manquent de cœur, de patriotisme ou de civisme: ils en ont à revendre; ce qui leur manque, c'est l'intelligence. Ils ne cessent depuis dix ans de se donner des objectifs politiques parfaitement insanes.

Pierre Mendès France. – *Mais, justement, les reconversions nécessaires, tant*

au point de vue politique qu'économique, ne peuvent s'opérer qu'avec le consentement de la Nation. On ne les fera pas de vive force, par la souffrance imposée du dehors. On les fera dans la mesure où l'on aura loyalement expliqué aux Français quel est leur véritable intérêt.

Quant aux résultats économiques que nous avons obtenus depuis dix ans, je n'y reviens pas; ils n'empêchent pas que la structure de notre économie soit profondément différente de celle des autres pays européens. Je me contenterai de citer ces différences:

- 1. – des dépenses militaires proportionnellement beaucoup plus lourdes pour nous que pour aucun des six autres pays (et pas seulement à cause de l'Algérie);*
- 2. – des charges d'Outre-Mer que nos partenaires n'ont pas;*
- 3. – un niveau de salaires et de dépenses sociales plus élevé également que celui de nos voisins.*

Raymond Aron. – Cette troisième différence est parfois contestée.

Pierre Mendès France. – *Il est facile de l'établir. Nos concurrents européens consacrent une plus grande partie de leur revenu national aux investissements que nous ne le faisons nous-mêmes. C'est donc que nous consacrons de notre côté une plus forte partie à la consommation, dont les salaires directs ou indirects sont une part essentielle.*

Raymond Aron. – Ces différences dureront-elles toujours?

Pierre Mendès France. – *Pour un temps qui sera assez long, ces éléments joueront en tout cas contre nous. Les dépenses militaires et celles d'Outre-Mer dureront. Quant aux charges sociales, j'aurais préféré que la première étape du travail d'intégration tende à les égaliser. Nous n'avons pas obtenu cela; les diverses étapes prévues par les négociateurs auraient dû comporter un effort systématique d'harmonisation et d'égalisation des charges. Or, il est, dans les projets actuels, à peu près inexistant. J'envisage donc les propositions actuelles avec inquiétude.*

Faire l'Europe ou faire le Commonwealth français?

Raymond Aron. – *L'Union Française crée des difficultés particulières pour l'entrée de la France dans le marché commun. Le marché commun, c'est l'acceptation des lois du marché et des rigueurs de la concurrence. Mais, si vous acceptez les rigueurs de la concurrence, vous ne pouvez pas simultanément demander à une partie des producteurs français de se ravitailler à des cours supérieurs aux prix mondiaux, ce qui est le cas pour ceux qui achètent leurs*

matières premières dans l'Union Française.

J'ajoute qu'il y a un autre argument plus fort. À l'heure présente, l'Union Française reçoit, bon an mal an, au moins 200 à 300 milliards de capitaux métropolitains qui s'y investissent. En contre-partie, un certain nombre de producteurs français y jouissent de marchés protégés. Le fait d'investir au dehors quelques centaines de milliards est évidemment un désavantage dans la course à la productivité. Il est inconcevable que la France continue à assumer les charges des investissements dans l'Union Française et donne en même temps une égalité de droits à ses partenaires européens sur ce marché. Personnellement, je considère qu'il est absurde de vouloir imposer à la France de faire simultanément le marché commun, la guerre en Algérie et 300 milliards d'investissements en Afrique.

Pierre Mendès France. – *Là, nous allons nous trouver d'accord. Nous dépensons des sommes considérables pour l'Outre-Mer. Ces charges subsisteront de toute manière.*

La preuve c'est que nous demandons à nos associés dans le marché commun de bien vouloir y contribuer un tout petit peu. S'ils acceptent finalement, ce sera une goutte d'eau. On demande 70 milliards (y compris une fraction à notre charge, car nous devons contribuer comme les autres). En fait, nous conserverons les lourdes charges d'Outre-Mer, tout en partageant avec nos partenaires européens les avantages (d'ailleurs limités lorsqu'on en fait le bilan!) dont nous avons jusqu'à présent le monopole.

Quant à l'Algérie, le gouvernement français, conscient de la difficulté, avait demandé, et, je crois, obtenu que si, à la fin de 1957, la guerre d'Algérie n'était pas terminée, nous aurions le droit de demander l'ajournement de la mise en vigueur du marché commun. Cette clause ne subsiste pas: chose étrange, notre gouvernement ne demande même pas qu'on la maintienne. On veut aboutir à tout prix, à n'importe quelles conditions. Le risque, c'est qu'on ne pourra peut-être pas maintenir à la fois l'union économique avec les territoires d'Outre-Mer et entrer dans l'Union économique avec les cinq pays européens. Nous devons alors, peu à peu, nous éloigner économiquement des territoires de l'Union Française. Or, l'Union économique et monétaire constitue l'élément le plus efficace de maintien de notre présence en Afrique. Il serait lamentable qu'ayant versé tant de sang et dépensé tant d'argent pour conserver l'Union Française, nous en arrivions aujourd'hui à la sacrifier pratiquement. Tout cela est caractérisé par l'improvisation la plus légère et peut-être bientôt la plus

coûteuse.

Les intérêts du commerce

Le Figaro
13 juin 1957

Le développement de la politique anglaise, depuis la crise de Suez, offre un objet fascinant d'observation et de réflexion.

Au premier abord, les contradictions frappent. Le choix de M. Macmillan a été recommandé à la reine par sir Winston Churchill et lord Salisbury. Ce dernier a donné sa démission, il y a quelques semaines, pour protester contre ce qui lui apparaissait comme une capitulation devant le colonel Nasser. Plus favorable à l'expédition de Suez que M. R. A. Butler, M. Macmillan avait-il été choisi pour faire accepter à l'aile droite du parti conservateur la politique de retraite impériale, dont son rival passait pour le représentant? Si telle était la signification objective de l'événement, la protestation de lord Salisbury nous rappelait opportunément que les acteurs n'ont pas toujours conscience de la portée de leurs actes.

Le Livre Blanc sur la défense suscitait des doutes analogues. Fallait-il mettre l'accent sur la réduction des effectifs en Europe ou à Hong Kong, sur le recours aux armes les plus modernes avec l'aide américaine (fusées) ou sur la mise au point de la bombe thermonucléaire? En affirmant fièrement que la Grande-Bretagne, en possession du suprême *deterrent*, appartiendrait au club des Grands, M. Macmillan donnait satisfaction à l'amour-propre national. Satisfaction plus illusoire que réelle: la Grande-Bretagne ne peut employer la bombe H sans signer son propre arrêt de mort. La modernisation prévue des forces armées réduit encore les possibilités d'intervention au dehors. Le prestige de la bombe H sert surtout à camoufler l'effort raisonnable pour diminuer le coût de la défense nationale.

Au Proche-Orient, la diplomatie britannique a opéré un rétablissement dans le meilleur style de la tradition. Elle n'a pas eu besoin de s'éloigner d'Israël, avec lequel elle n'a jamais eu en commun que l'hostilité à l'égard du président Nasser. Mais cette communauté même, elle s'efforce de la faire oublier. Le pacte de Bagdad est renforcé par la demi-participation des États-Unis. L'Égypte aussi a ses soucis économiques. On a repris contact. On discute chiffres, réparations, compensation, déblocage. On ne s'entend pas, mais on ne rompt pas, les vaisseaux britanniques passent de nouveau dans le canal. En vérité, il faut être insensé pour proposer un blocus, qui nuirait non au propriétaire mais à l'utilisateur.

du canal.

La décision, relative au commerce avec la Chine, s'inscrit dans la même ligne. En apparence, le refus de suivre les directives américaines à propos des restrictions de ventes à la Chine communiste est en contradiction avec la volonté de restaurer l'alliance anglo-américaine comme le fondement de la diplomatie du Royaume-Uni. Cette contradiction est toute superficielle.

La politique américaine à l'égard de la Chine ne pourra être maintenue indéfiniment. Le régime communiste existe, le gouvernement nationaliste n'a aucune perspective de reconquérir le continent. La Chine rouge n'est ni plus ni moins hostile à l'Occident que l'Union soviétique. Pourquoi lui refuser des marchandises que cette dernière est en droit d'acheter?

La décision britannique n'a pas seulement le mérite d'être raisonnable, elle est aussi populaire puisqu'elle témoigne de cette résolution d'indépendance que M. Macmillan affirme à chaque occasion. Elle a même l'avantage supplémentaire de moins déplaire au président Eisenhower et à M. J. Foster Dulles en réalité qu'en apparence. L'un ni l'autre se croient obligés de protester, ni l'un ni l'autre ne sont fâchés. M. Macmillan leur fournit des arguments contre les ultras américains de l'anticommunisme.

Acceptation de la défaite au Proche-Orient et réformes militaires, fabrication de la bombe thermonucléaire et abandon des bases de Jordanie et de Libye, élargissement des échanges avec la Chine en opposition ouverte avec la diplomatie américaine et restauration de l'alliance avec les États-Unis, toutes ces démarches s'organisent, consciemment et inconsciemment, en un ensemble logique. Elles sont toutes favorables aux intérêts économiques de la Grande-Bretagne.

Il y a deux siècles déjà, Montesquieu écrivait: «L'Angleterre a toujours fait céder ses intérêts politiques aux intérêts de son commerce.» L'expédition de Suez est un accident dans l'histoire anglaise du XXe siècle. Nous aurions tort de fonder une alliance, qui doit être durable, sur les souvenirs que les dirigeants d'outre-Manche s'efforcent, dès maintenant, de chasser de leur esprit.

Il est vrai que Montesquieu, songeant à la France, écrivait aussi: «D'autres nations ont fait céder des intérêts du commerce aux intérêts politiques.» Là encore, Montesquieu garde raison et les nations demeurent reconnaissables. Il serait vain d'offrir en modèle une conduite qui sera louée par les uns et censurée par les autres. Mais il n'est pas inutile de comprendre la politique d'un allié, au lendemain d'une crise unique, qui en a donné une image déformée.

Malaise en Grande-Bretagne?

Le Figaro
11 mars 1958

La Grande-Bretagne ignore les crises spectaculaires que provoquent en France la multiplicité des partis et les divisions à l'intérieur de chacun d'eux. M. Macmillan continue à s'appuyer sur une majorité que ni la démission de sir Anthony Eden ni celle de M. Thorneycroft n'ont entamée. La date des prochaines élections sera fixée librement par le premier ministre: l'opposition travailliste, quels que soient ses succès aux élections partielles (et ces succès ne sont pas écrasants), n'a aucun moyen d'obliger le chef du cabinet conservateur à dissoudre la Chambre des Communes. Ni la loi ni la coutume n'interdisent à une assemblée qui ne reflète plus l'opinion d'aller jusqu'au bout du mandat.

À quoi tient le malaise que l'observateur étranger croit déceler? Une première réponse, que la presse anglaise suggère elle-même, serait à peu près la suivante: le cabinet conservateur n'est pas populaire, mais le cabinet travailliste risque de ne pas l'être davantage au bout de quelques mois d'exercice du pouvoir. Dès maintenant, il semble que les électeurs se détournent des conservateurs plutôt qu'ils ne se tournent vers les travaillistes. À la dernière élection, celle de Rochdale, l'élu travailliste a recueilli moins de voix qu'en 1955 et le candidat du parti libéral a devancé le candidat conservateur. Il serait imprudent de tirer une leçon générale de résultats peut-être imputables à des conditions locales. Le fait reste que l'arrivée de l'équipe travailliste, après les prochaines élections, tenue pour presque certaine, n'éveille pas de grands espoirs. Pourquoi?

Depuis l'échec de l'expédition de Suez, la diplomatie britannique a fait un choix définitif. La défense des positions impériales par la force n'est plus concevable qu'en accord avec les États-Unis. Ces derniers jouent désormais le premier rôle au Proche-Orient, où la Grande-Bretagne reste fidèle aux rois et aux émirs qui furent ses protégés et s'efforce de ralentir ou de canaliser le mouvement du nationalisme arabe. Une telle action est plus raisonnable qu'exaltante, elle n'ouvre pas, à long terme, des perspectives brillantes.

À cette politique extérieure que les circonstances imposent, les conservateurs ont joint une organisation de la défense nationale que les livres blancs, rédigés par M. Duncan Sandys, ont clairement exposée. En bref, le Royaume-Uni réduit au minimum ses obligations militaires au dehors et mise tout ou presque tout sur le *deterrent*, sur la préparation de la guerre thermonucléaire, de la guerre que l'on

ne veut pas livrer, que l'on ne déclencherait qu'en suprême recours. Or la Grande-Bretagne, seul pays d'Europe à fabriquer des bombes H et à installer des rampes de lancement, est aussi celui où la protestation pacifiste contre les bombes H et les engins balistiques s'élève avec le plus de force. Demain, le parti travailliste ne reviendra pas sur les décisions prises parce qu'il n'osera pas rétablir la conscription ou augmenter les effectifs sous les drapeaux et qu'il sera acculé au dilemme: désarmement unilatéral ou protection par la menace de la guerre-suicide. Il choisira, lui aussi, le deuxième terme.

Plus grave encore est le problème économique. Non que la Grande-Bretagne soit menacée de faillite. La crise des finances extérieures n'était pas due, l'an passé, à un déficit de la balance commerciale ou de la balance des comptes du Royaume-Uni ni même de la zone sterling dans son ensemble. Banquier de la zone sterling avec des réserves faibles par rapport au volume des transactions et au montant des livres détenu par les membres de la zone sterling, la Grande-Bretagne est à la merci de n'importe quelle fluctuation, économique ou psychologique, d'un déplacement des capitaux flottants. Les autorités de Londres, à la différence de celles de Paris, ont, depuis trois ans, pris des mesures restrictives et sauvé les réserves de dollars, mais elles ont payé ce résultat, à leurs yeux décisif, par une quasi-stagnation du produit national. L'expansion française s'est poursuivie, mais il a fallu mendier à Washington des crédits en dollars. L'expansion britannique s'est arrêtée, mais les réserves sont intactes.

Il n'est pas impossible de concevoir ou de réaliser une expansion intérieure sans déficit des comptes extérieurs. Encore faut-il que les salaires progressent moins vite que la productivité, que la consommation intérieure n'augmente pas à une allure plus rapide que le produit national. Dans une large mesure, les économistes des deux partis s'accordent sur le diagnostic. L'inflation des coûts et, en particulier, l'inflation salariale, a été une des causes principales des crises répétées des finances extérieures. Si l'on porte le taux de l'escompte à 7%, les techniques financières finissent par venir à bout de l'inflation des coûts, mais elles paralysent aussi l'expansion. Y a-t-il une autre méthode qui arrête l'inflation sans arrêter la croissance? Même les chefs de l'opposition ne semblent pas assurés qu'ils détiennent le secret.

Enfin, la crise américaine étend désormais son ombre sur l'économie britannique, plus que toute autre solidaire de l'économie mondiale, plus que toute autre vulnérable si la dépression s'aggravait outre-Atlantique.

Le budget anglais

Le Figaro
10 avril 1959

Dans tous les pays d'Occident, le budget de l'État constitue désormais un ensemble de mesures économiques dont l'influence sur la conjoncture est toujours importante et quelquefois décisive. Par le montant de l'impasse, c'est-à-dire le montant des sommes demandées à l'emprunt, les pouvoirs publics s'efforcent d'agir dans le sens soit de la déflation, soit de la relance. Une impasse réduite prouve que les dirigeants subordonnent temporairement l'expansion à la stabilité des prix et de la monnaie. Une impasse accrue manifeste la volonté de soutenir une activité déclinante.

Le budget de 1959-1960 en Angleterre était attendu avec une particulière curiosité parce que les élections auront lieu cette année et qu'après trois ans de stagnation les experts et l'opinion attendaient un budget de relance. En d'autres termes, par une bonne fortune dont la partie conservateur saura gré à M. Macmillan, les circonstances autorisaient, bien plus, elles suggéraient un budget populaire puisqu'un budget populaire est évidemment celui qui permet de diminuer les recettes fiscales ou d'accroître les dépenses, ou l'un et l'autre à la fois - ce qui est le cas du budget soumis mardi dernier à la Chambre des Communes.

Au-dessus de la ligne, le budget de l'année dernière s'est soldé par un excédent de 377 millions de livres. Au-dessous de la ligne, l'écart entre rentrées et dépenses a été de 559 millions, ce qui aboutit à une impasse globale de 182 millions de livres, si nous employons le concept français.

La comparaison des chiffres français et anglais exige d'ailleurs quelque prudence. Il faudrait tenir compte du rapport entre l'impasse et le produit national et aussi s'assurer que les dépenses au-dessous de la ligne ont une composition analogue en Angleterre et en France. En fait, les autorités locales jouent outre-Manche un rôle particulier dans la construction, et les emprunts sur le marché de ces autorités n'entrent pas dans les dépenses du Trésor.

La comparaison entre les chiffres de 1958-1959 et ceux de 1959-1960 ne laisse pas de doute sur les objectifs de l'action gouvernementale. Les diminutions d'impôts représentent 295 millions de livres et réduisent le surplus au-dessus de la ligne à 102 millions. Si on ajoute un remboursement de crédit de 71 millions et l'accroissement des dépenses au-dessous de la ligne de 193 millions, on

aboutit pour la prochaine année à une impasse de 721 millions de livres, ce qui équivaut à une impasse de l'ordre de 1.000 milliards de francs français.

Ce budget d'expansion est-il influencé par des soucis électoraux? Les avantages accordés aux contribuables dépassent de 50 à 75 millions de livres les prévisions de la plupart des experts. En ces matières, ni les commentateurs ni les ministres ne disposent d'instruments de mesure dont la précision permette d'affirmer que l'impasse n'aurait pas dû dépasser 650 ou 700 millions de livres. Il reste que par une réaction humaine l'erreur, à supposer qu'il y ait une erreur, a été commise non par excès mais par insuffisance d'austérité.

La répartition des diminutions d'impôts a été assez conforme à l'attente de l'opinion. L'essentiel en est la modification du taux de l'impôt sur le revenu (équivalent à notre surtaxe progressive) abaissé de 9 pence pour le taux de base (*Standard rate*) et de 6 pence pour les taux réduits appliqués aux tranches inférieures. En ce qui concerne les impôts indirects, le taux de la taxe d'achat sur certaines marchandises vendues au public a été ramené soit de 60 à 50%, soit de 30 à 25%, soit de 15 à 12,5%. Une autre réduction d'impôt permet de diminuer de 2 pence le prix de la pinte de bière. Enfin une modification a été apportée aux allocations d'investissement accordées aux sociétés afin de favoriser les investissements privés. Incontestablement, la diminution du prix de la bière et du taux de l'impôt sur le revenu est populaire.

La seule réponse que puisse faire l'opposition est que le gouvernement est en mesure d'offrir un budget d'autant plus populaire que le sous-emploi de l'appareil productif a été plus marqué. L'économie anglaise n'a pas été en crise, mais la production a été stagnante avec une tendance à la baisse (0,6% l'an passé), le chômage a atteint le taux de 2,8% en janvier dernier, les investissements se sont maintenus à un niveau élevé, mais les investissements dans l'industrie de transformation les plus importants ont baissé. En contrepartie, les prix ont été à peu près stables, les réserves de devises ont augmenté de quelque 200 millions de livres et l'excédent de paiements courants a atteint 455 millions de livres.

Le bilan est un bilan classique d'une restauration monétaire avec arrêt de la croissance. La stabilité des prix intérieurs a été favorisée tout à la fois par la non-expansion de la production et par la baisse des prix des produits importés. La Grande-Bretagne, on le sait, est exceptionnellement sensible aux variations du rapport entre prix des importations et prix des exportations. Les prix bas à l'importation contribuent à la stabilisation du coût de la vie, mais ils freinent les exportations de produits fabriqués, puisqu'ils impliquent une diminution des

revenus dans les pays fournisseurs de produits primaires et acheteurs de produits manufacturés.

Le chancelier de l'Échiquier, avec une grande modestie, a reconnu que la Grande-Bretagne n'avait pas encore trouvé de solution parfaite au problème qui se pose partout d'une expansion avec prix stables et balance des comptes en équilibre. Je ne voudrais pas donner en exemple la politique britannique, à bien des égards contestable, mais ceux qui en France critiquent avec passion la politique actuelle ne devraient pas oublier qu'ailleurs l'assainissement monétaire a exigé une longue période d'austérité budgétaire.

L'Occident avant la Conférence au sommet

Preuves
décembre 1959

Les pages suivantes reproduisent le texte d'une conférence donnée le 3 novembre au premier "Mardi de Preuves". La sténotypie de l'improvisation a été quelque peu corrigée, assez pour éliminer les fautes les plus grossières, pas assez pour supprimer les négligences du style parlé.

Je pris donc le lecteur de renoncer aux exigences qui seraient normales s'il s'agissait d'un article et de marquer l'indulgence qu'il ne refuserait pas à un exposé oral.

L'analyse de la situation se situe avant la conférence de presse du 10 novembre, qui a rendu aux pourparlers avec le F.L.N. une chance que le discours du 16 septembre et plus encore les exégèses officielles paraissent leur avoir enlevée. Elle est antérieure également à l'allocution prononcée par le Président de la République à l'École militaire. La comptabilité entre la conception gaulliste de la défense nationale et l'existence même de l'O.T.A.N. est aujourd'hui plus incertaine qu'hier. R.A.

Les dernières années du stalinisme avaient été un paradis pour les diplomates et un enfer pour les commentateurs. Les diplomates n'avaient pas besoin d'imagination pour prévoir l'échec inévitable de toute négociation avec l'Union Soviétique. Il en fallait davantage aux commentateurs pour ne pas répéter à longueur de semaine les mêmes constatations moroses. Ce n'est pas que durant cette période les diplomates aient chômé. Mais la diplomatie se réduisait aux échanges, aux conversations et aux querelles entre Alliés. La diplomatie prolongeait son cours entre les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, et nous n'avons pas perdu le souvenir des crises - celle de la C.E.D., celle de l'Indochine - où les intérêts et les prises de position s'opposaient à l'intérieur du camp occidental. Mais il n'y avait pas réellement de négociations entre le monde soviétique et le monde occidental. La réalité ou l'apparence d'une menace soviétique suffisait à créer la cohérence du monde occidental.

Nous sommes sortis du paradis des diplomates et de l'enfer des commentateurs. Rien n'est plus garanti. Depuis quelques mois, les négociations sont réelles, ou, tout au moins, possibles, entre les deux camps.

On pourrait se demander pourquoi l'Occident se prête à cette diplomatie. À

cette question simple, la réponse est également simple: le style des relations entre l'Occident et le monde soviétique est déterminé par les Soviétiques. Il y a tension lorsqu'ils veulent qu'il y ait tension, détente lorsqu'ils décrètent qu'il y a détente. Les Occidentaux n'y peuvent rien, car neuf sur dix des journalistes répètent qu'il y a détente lorsque M. Khrouchtchev l'a proclamé. Étant donné la nature et le mode de gouvernement des sociétés occidentales, nous n'avons aucune possibilité d'empêcher le style de coexistence d'être celui que désirent les Soviétiques. Notre devoir, c'est de faire un bon usage des décisions du Kremlin. Ce n'est pas toujours facile, mais quand les hommes du Kremlin décrètent qu'ils veulent négocier, dire non serait une cause perdue d'avance.

La fin du leadership américain

Quelle est actuellement la situation du monde occidental? Une première remarque, qui n'est pas sans conséquence, est qu'en somme il n'y a plus guère de leadership américain. Il n'y en a jamais eu autant qu'on le disait - pour guider, il faut savoir où l'on veut aller - mais, en tout état de cause, il y en a aujourd'hui sensiblement moins que dans les années précédentes.

Si les États-Unis ont perdu, dans une large mesure, ce leadership, cela tient d'abord au fait que leur prédominance était liée, jusqu'en 1954-1955, à leur supériorité atomique ou thermonucléaire. Aussi longtemps qu'ils avaient théoriquement la possibilité de ravager les villes russes sans que leurs propres villes fussent détruites, ils disposaient d'une supériorité, peut-être plus psychologique que réelle, mais dont les implications étaient immenses. Cette situation ne pouvait se prolonger et il est surprenant que des commentateurs, tel Joseph Alsop, mettent sur le compte de l'administration républicaine ou de tel ou de tel ministre de la Défense des États-Unis, la perte d'une supériorité que les États-Unis, même s'ils ont été excessifs dans leurs réductions de dépenses, ne pouvaient conserver en aucun cas.

Du moins auraient-ils pu garder l'égalité. Peut-être l'ont-ils gardée, d'ailleurs, car en matière thermonucléaire, l'égalité se réduit simplement à la proposition suivante: un État doit être en mesure de répondre à une attaque par des destructions suffisantes pour que l'agression soit rationnellement absurde. Autrement dit, il n'est pas nécessaire que les États-Unis soient capables de causer autant de destructions que l'Union Soviétique pourrait le faire, mais il faut qu'ils soient en mesure d'exercer des représailles d'une importance telle que les dirigeants de l'Union Soviétique ne puissent prendre sans folie l'initiative d'une attaque par surprise.

Mais ce raisonnement qui convainc les experts ou les spécialistes de ce jeu sinistre qui s'appelle "égalité thermonucléaire" ou "équilibre de la terreur" n'est pas aussi persuasif pour le commun des mortels. Le pays capable de détruire le plus passe pour supérieur, en dépit de cette remarque logique que si la plupart des villes doivent être détruites, il est secondaire de savoir si elles le seront une ou deux fois. Or, en l'état actuel des choses, non seulement les États-Unis ont perdu leur invulnérabilité, mais ils se sont mis dans une situation d'infériorité en raison de l'avance prise par l'Union Soviétique en fait de véhicules porteurs, d'engins balistiques essentiellement. Les conséquences militaires de cette situation sont et seront probablement toujours mal connues, parce qu'elles ne pourraient l'être mieux qu'à l'expérience de la guerre thermonucléaire, ce dont Dieu nous préservera; mais cette infériorité apparente joue un rôle psychologique en diminuant la confiance des Européens à la fois dans la protection et dans la direction américaines.

La fin du leadership des États-Unis s'explique aussi par une tout autre raison d'ordre économique et monétaire. Pendant environ quinze ans, tous les économistes ont continuellement parlé du "dollar gap" ou du manque de dollars et, brusquement, il y a environ un an pour les spécialistes et six mois pour l'homme de la rue, on a découvert que le problème s'était inversé. Les États-Unis et non plus les États européens ne pouvaient plus équilibrer leur balance des comptes. Je n'ai pas l'intention d'entrer ici dans des explications techniques de ce renversement de la situation, mais tous les problèmes techniques peuvent s'expliquer de manière simple.

Les États-Unis n'ont cessé d'avoir, depuis 1945, une balance commerciale excédentaire. Elle l'est encore aujourd'hui. D'autre part, si l'on considère les échanges dits invisibles, les États-Unis n'ont pas de déficit, et ils ont probablement, en année normale, un certain excédent. Cependant, cet excédent va diminuant parce que les entreprises américaines établies en dehors réinvestissent la plus grande partie de leurs profits. De plus, il se trouve qu'un nombre croissant d'entreprises des U.S.A. ont intérêt à fabriquer des marchandises de style américain en terre européenne: en appliquant jusqu'à un certain point la technique américaine avec des salaires européens, on peut en effet produire à meilleur compte les mêmes marchandises en Europe. Il en résulte que l'exportation annuelle de capitaux est actuellement égale ou supérieure au rendement des capitaux américains placés au dehors.

Dès lors, la situation est la suivante: l'excédent de la balance commerciale

américaine est de l'ordre de 500 millions à un milliard de dollars cette année, et peut-être même moins. Or les États-Unis dépensent environ cinq milliards de dollars annuellement pour des motifs de politique extérieure, soit pour l'entretien de leurs troupes - au Japon, en Corée du Sud, en France, en Allemagne - soit sous forme d'aide économique réelle aux pays sous-développés, soit à titre de soutien pour la défense de pays comme la Corée du Sud, le Viet-nam ou Formose. Si l'excédent de la balance commerciale se réduit à un milliard, on voit, par une soustraction à notre portée, que le déficit final de la balance des comptes américaine sera de quatre milliards de dollars, ce qui est le chiffre qui vient d'être donné par le secrétaire au Trésor.

Il ne s'ensuit nullement que l'économie américaine soit en crise: dans le cas d'une économie extraordinairement puissante comme celle des États-Unis, les relations extérieures ne donnent pas la mesure de la force réelle de l'économie intérieure. Pour le plus grand nombre des entreprises américaines, le marché extérieur est en effet de peu d'intérêt par rapport à l'énorme marché intérieur et une économie qui domine toutes les autres peut n'avoir qu'une faible incitation à exporter.

Telles sont les données qui font que le dollar est actuellement une monnaie faible et le mark une monnaie super-forte, que même la lire, le franc, la livre sont des monnaies relativement fortes. Quelques chiffres illustreront cette situation qui peut, naturellement, se renverser à nouveau comme elle s'est renversée une première fois. Les États-Unis avaient, en 1949, un stock d'or qui s'élevait à 24,6 milliards de dollars. Aujourd'hui, ce stock est tombé légèrement au-dessous de 20 milliards de dollars. Mais les balances dollar - c'est-à-dire les sommes qui appartiennent à des étrangers et qui sont placées aux États-Unis - se montent à environ 17 milliards de dollars. De telle sorte que les obligations extérieures des États-Unis représentent aujourd'hui une fraction substantielle de la réserve d'or des États-Unis. Sur ces 17 milliards, deux ou trois concernent les capitaux des organisations internationales et ne risquent pas d'être changés en or du jour au lendemain. Mais il reste environ une dizaine de milliards de dollars de balance qui appartiennent à des institutions, surtout européennes, les banques centrales d'Allemagne, d'Italie et de France (la Banque Centrale d'Angleterre, qui considère qu'en dehors de l'or il n'y a que la livre comme monnaie internationale, ne conserve pas de dollars et les change automatiquement en or). La conséquence curieuse, amusante pour les amateurs de surprises historiques, est que les gouverneurs des banques centrales de France, d'Allemagne et d'Italie détiennent environ sept milliards de dollars et que s'ils décidaient de changer ces

dollars en or du jour au lendemain, il en résulterait de telles sorties d'or qu'éventuellement les autorités américaines prendraient des mesures, en elles-mêmes peu raisonnables, mais peut-être psychologiquement inévitables.

En d'autres termes, transitoirement, les États-Unis dépendent des Européens plus que les Européens des États-Unis. Cette proposition peut paraître paradoxale et on la formule rarement avec cette brutalité dans la presse. Il était plus facile pour les États-Unis de conduire la politique commune de l'Occident lorsqu'ils prêtaient des dollars à tous les coins du monde que lorsqu'ils sont obligés, discrètement, de suggérer aux gouverneurs des banques centrales de ne pas changer leurs dollars en or. Bien entendu, ils ne le disent pas. Ils disent même, au contraire, que si les gouverneurs des banques centrales veulent changer leurs balances en or ils n'y voient pas d'objection; mais le fait est qu'ils ne peuvent pas ne pas en voir, parce qu'il en résulterait, pour eux, au moins une crise passagère.

Encore une fois, ces situations monétaires ne sont à aucun degré une mesure exacte des forces économiques. On peut parfaitement concevoir une économie puissante qui connaisse des difficultés dans l'équilibre de la balance des comptes. Mais, pour la politique extérieure des États-Unis, un excédent commercial est indispensable pour financer, d'une part l'entretien des troupes américaines à travers le monde, et d'autre part l'aide aux pays menacés par le communisme ou aux pays sous-développés. Or, quelle que soit l'administration américaine, dans la situation actuelle il est difficile à Washington de continuer la politique étrangère qui a été menée jusqu'à présent et dont le coût devient, transitoirement, difficile à assumer pour le dollar.

Une troisième raison, solidaire de la seconde, c'est la reconstruction économique de l'Europe. Tant d'observateurs, d'historiens et de sociologues ont décrit si longtemps l'Europe à l'agonie que, finalement, c'est presque une surprise de constater que l'Europe occidentale, depuis une dizaines d'années, a le taux de croissance le plus rapide de l'Occident - taux de croissance qui, à travers tout le monde occidental, est le seul qui puisse se comparer avec le taux de croissance de l'autre côté du rideau de fer, et qui est obtenu sans les privations et les sacrifices imposés aux populations du monde soviétique. Il est vrai que l'Europe est bien loin d'avoir atteint, encore aujourd'hui, le niveau de vie américain; mais les marchandises européennes deviennent, dans un nombre croissant de secteurs, capables de faire concurrence aux marchandises américaines, l'économie de l'Europe occidentale est aujourd'hui extraordinairement vitale et, pour une raison

psychologique simple, les Européens se sentent moins dépendants des Américains, bien qu'ils continuent d'être privés d'un élément important pour jouer un rôle sur la scène mondiale, la force militaire. Ne l'oublions pas, l'Europe est prospère aujourd'hui, mais elle continue à être désarmée. Nous avons, nous, Français, quelques soldats en Algérie; les Allemands ont un petit nombre de soldats en Allemagne, mais l'essentiel de la défense militaire de l'Europe continue à être assuré par les États-Unis, ce qui d'ailleurs, en fonction des éléments économiques que je viens d'indiquer, se transformera probablement au cours de la prochaine période.

Une quatrième raison de la perte relative du leadership américain, c'est la personnalité du président Eisenhower et la disparition de M. John Foster Dulles. M. John Foster Dulles, dont la plupart des gens ont dit tant de mal tant qu'il était vivant, prend une stature de plus en plus grande depuis qu'il est remplacé. On peut faire beaucoup d'objections à tel ou tel élément de la politique de M. Dulles, mais, malgré tout, il représentait une politique et il représentait une volonté (les deux sont presque inséparables: il n'y a pas de politique étrangère sans volonté). Chaque fois qu'éclatait une crise, M. Dulles tenait fermement. La grande raison pour laquelle on le critiquait si volontiers, c'est qu'on le savait invulnérable à la critique. On lui recommandait de céder parce qu'on savait qu'il ne céderait pas, ce qui donnait une grande sécurité à ses censeurs. Sur ce plan aussi, la situation s'est curieusement renversée. Depuis que l'administration américaine semble portée à faire des concessions, ce sont les gouvernements de Bonn et même de Paris qui sont le plus favorables à une attitude ferme. Et pour la première fois peut-être depuis longtemps, Walter Lippmann a conseillé au gouvernement américain de faire preuve de fermeté - mais de fermeté contre la politique de Bonn et de Paris.

Quant au président Eisenhower, il a toujours conçu son rôle, aussi bien aux États-Unis que sur la scène mondiale, plutôt comme celui d'un monarque, d'un arbitre (mais non au sens français du terme) que comme celui d'un guide ou d'un chef. À son arrivée à la Maison Blanche, il avait déclaré que les États-Unis ne voulaient pas imposer leurs opinions aux autres alliés. Aujourd'hui, le président Eisenhower qui continue à être très populaire aux États-Unis, qui dirige la politique de son pays plus qu'il ne l'a fait à aucun moment de son mandat, ne semble pas avoir réussi à fixer pour lui-même, ou tout au moins à faire comprendre aux autres, quels sont ses objectifs et quels moyens il compte employer pour les atteindre.

Plus que jamais, les États-Unis semblent partagés entre deux alliances, l'une officielle, et l'autre, non écrite et secrète: l'alliance des États-Unis et de l'Union Soviétique contre la guerre. En aucun point du monde il n'y a d'opposition qui, aux yeux des deux grandes puissances, justifie une guerre. Logiquement, chacune d'elles devrait préférer perdre dans un conflit limité plutôt que de risquer une conflagration générale, mais, naturellement, aucune des deux ne peut aller jusqu'au bout de ce raisonnement, car il suffirait que l'autre sût que telle est sa politique pour que la diplomatie devînt impossible. De telle sorte que cet intérêt commun à éviter la guerre n'implique pas la possibilité d'aboutir à un accord quelconque sur n'importe quel sujet particulier. Mais depuis ces derniers mois, l'intérêt prédominant des deux grandes puissances à ne pas se faire la guerre est devenu un fait psychologique reconnu, et est en train de donner sa marque à la nouvelle période diplomatique dans laquelle nous entrons. Certes, les États-Unis continuent à vouloir arrêter toute expansion soviétique, à tenir Berlin comme ils le voulaient auparavant; mais plus on rend évident aux yeux de tous le refus quasi absolu de guerre, plus il devient difficile de maintenir la fiction d'une guerre froide ou d'une tension internationale susceptible d'exploser.

La conséquence de cette étrange situation où nous nous trouvons, c'est que, en un sens, rien n'est changé - et dans un autre sens, on peut dire que tout est changé. La réaction des États-Unis et de l'Union Soviétique au moment de l'expédition de Suez a été la manifestation la plus spectaculaire de cette alliance non écrite contre la guerre qui existe depuis 1954-1955. Ce que nos gouvernants de l'époque n'ont pas compris, c'est que les États-Unis ne voulaient à aucun prix courir un risque quelconque de guerre générale uniquement pour régler la question de Nasser (même si on laisse de côté le fait que les Américains ne croyaient pas que l'on pût régler la question du nationalisme arabe par ces procédés). La France ou l'Angleterre peuvent compter sur le soutien des États-Unis pour leur sauvegarde et pour la sauvegarde de la paix, mais non inconditionnellement pour la poursuite de leurs objectifs spécifiques.

L'Angleterre cherche un *modus vivendi*

Quelle est la situation des autres puissances importantes de l'Occident?

L'Angleterre traverse actuellement une phase de conservatisme, de prospérité et de satisfaction presque générale. Les conservateurs viennent de gagner les élections pour la troisième fois. Il est vrai que pendant quelques années il n'y a pas eu d'expansion économique, mais je pense que les économistes se trompent sur les répercussions psychologiques de ce qu'ils appellent la stagnation. La

stagnation est un phénomène de statistique, elle n'est qu'à un faible degré une expérience individuelle. En période de plein emploi et de niveau élevé d'activité et de salaire, les citoyens ne sont pas indignés pendant deux ou trois années si la production n'augmente pas. Les économistes annoncent que si l'Union Soviétique continue à progresser au rythme de 8 p. 100 par an et la Grande-Bretagne de 0,5 p. 100, la prospérité soviétique, seulement d'ici quinze ans, écrasera la prospérité anglaise. C'est peut-être vrai - probablement pas - mais ces considérations statistiques ne sont guère sensibles au commun des mortels et ce que l'on a appelé la stagnation anglaise de trois années n'a pas laissé d'amertume dans l'opinion. Ajoutons à cela que, huit à dix mois avant les élections, le gouvernement conservateur avait fait voter un budget généreux assurant une reprise de l'expansion.

Dans cette atmosphère de conservatisme et de prospérité, la Grande-Bretagne est désireuse d'aboutir à un *modus vivendi* avec l'Union Soviétique. Lorsque M. Macmillan est allé à Moscou, on a pu dire qu'il s'agissait d'une entreprise électorale. Je pense que l'accusation est injuste et que si le Premier britannique ne méconnaissait certes pas les avantages électoraux qu'il pouvait retirer éventuellement de son voyage, il pensait, en essayant de discuter de l'affaire berlinoise, que les Soviétiques pouvaient être sérieux dans leurs revendications et qu'ils avaient la possibilité de rendre la vie difficile aux Occidentaux dans la partie de Berlin non soviétisée. Au-delà de l'arrangement nécessaire sur ce problème, M. Macmillan estimait qu'il n'était pas impossible d'aboutir, avec M. Khrouchtchev, sinon à une paix tranquille style XIXe siècle, tout au moins à de meilleures relations, reflétant dans la réalité cette coexistence acceptée par tous. Ce que les deux mondes font depuis quinze ans, c'est de coexister. M. Macmillan croit qu'on peut passer aujourd'hui de cette coexistence vécue dans une atmosphère belliqueuse, à une coexistence vécue dans une atmosphère pacifiée. Il juge que nouveau N°1 du Kremlin veut lentement modifier le régime soviétique, et lentement arriver à des relations tolérables avec le monde occidental.

Ajoutons que M. Macmillan et quelques ministres britanniques sont animés par une hostilité vive et obstinée à l'égard du Marché commun. Elle ne va assurément pas jusqu'à leur faire envisager une modification de la diplomatie britannique. Mais le désir de jouer un rôle diplomatique indépendant, d'aboutir à une sorte d'accord avec le monde soviétique se relie à la crise intérieure du monde occidental. Cette crise intérieure, vue de Londres, c'est le Marché commun; vue de Paris, c'est surtout la place de la France dans l'Occident et la

possibilité d'avoir une politique commune.

La politique étrangère du général de Gaulle

Pour essayer de comprendre la situation et le rôle de la France il faut évidemment essayer de comprendre la politique du général de Gaulle, sa vision du monde actuel et sa conception permanente de la diplomatie. Le mieux à cet égard est de lire le troisième tome de ses *Mémoires*, de beaucoup le plus révélateur, car il y explique la situation dans laquelle il a trouvé la France, ses griefs contre les "politiques" (ceux qu'on appelle quand on les aime les "hommes politiques" et, quand on ne les aime pas, les "politiciens" - le général de Gaulle reste entre les deux et les appelle les "politiques"), les objectifs qu'il donnait à la politique extérieure de la France quand il est revenu d'Alger.

Pour m'en tenir à l'essentiel, le général de Gaulle considère que les gouvernants d'un pays doivent mettre au premier rang "l'ambition nationale" à laquelle toute la politique intérieure doit être subordonnée. Si j'employais les expressions classiques du langage de l'histoire et de la sociologie, je dirais - sans aucune espèce de critique, car cette position est aussi classique que l'opinion opposée - que le général de Gaulle croit au primat inconditionnel de la politique étrangère sur la politique intérieure, et il pose ce primat dans des termes qui ressemblent à ceux qu'employaient des historiens allemands au siècle dernier. Il croit en outre que tous les États sont, comme il les a nommés une fois en citant Nietzsche, des "monstres froids", c'est-à-dire qu'il croit au cynisme congénital, essentiel et permanent de leurs dirigeants. Il pense que la politique étrangère est une espèce de jungle, où personne ne peut compter que sur soi-même. Il y a des alliances, mais à l'intérieur desquelles les rivalités continuent à jouer. Enfin, tout en expliquant le caractère cynique de la politique étrangère qui apparaît comme une question de force et de rivalité de forces, il revendique perpétuellement pour la France, non pas au nom de la force qu'elle n'a pas, mais au nom de ses droits. Et c'est là que commence la difficulté.

Si la politique étrangère est une jungle - je suis prêt à souscrire à cette vue sans illusion - on ne voit pas pourquoi la France devrait revendiquer telle ou telle satisfaction, soit au nom de son passé, soit au nom de son rôle historique, soit au nom de sa qualité humaine. Ce qui fait la difficulté de la politique étrangère du général de Gaulle, c'est qu'elle oscille toujours entre une conception du machiavélisme traditionnel et des revendications assez difficiles à justifier dans le cadre de ce machiavélisme même.

Depuis qu'il est au gouvernement, sa politique étrangère a comporté les

éléments suivants: d'abord, en septembre 1958, il a réclamé la création d'une sorte de directoire atlantique qui serait composé des trois "grandes" puissances - États-Unis, Grande-Bretagne et France - et qui aurait la tâche de guider politiquement l'Alliance. Autant qu'on le sache, le général de Gaulle demandait aussi dans son mémoire que l'emploi des armes atomiques en un point quelconque du monde fût subordonné à une approbation des alliés des États-Unis.

Deuxièmement, le général de Gaulle s'efforce de donner à la France un armement atomique. Il ne s'agit pas là d'une décision radicalement nouvelle: tous les gouvernants de la IV^e République l'avaient déjà prise en principe. (Il n'est même pas sûr que le général de Gaulle ait pu accélérer les travaux car, malheureusement, dans ce domaine, il y a un rythme qu'on ne peut pas accélérer à volonté: la difficulté n'est pas d'obtenir des crédits supplémentaires, mais de les dépenser, c'est-à-dire d'avoir les techniciens et les matières en proportion équivalente.)

Troisièmement, M. Michel Debré a exigé le soutien de nos alliés à la politique française en Algérie.

Quatrièmement, le général de Gaulle a établi des relations étroites, cordiales, amicales, avec le chancelier Adenauer, et les traités européens - le traité de Rome relatif au Marché commun et le traité relatif à l'Euratom - seront appliqués rigoureusement, conformément à la lettre et à leur esprit.

Cinquièmement enfin, le général de Gaulle, dans la question de Berlin, a été le plus ferme des Occidentaux. Lui que l'on suspectait de vouloir recommencer son voyage de Moscou en 1944, dissoudre l'Alliance atlantique et jouer un rôle solitaire sur la scène du monde, a été, jusqu'à présent, le meilleur Européen - dans l'Europe des patries il est vrai - et le plus ferme Atlantique dans la résistance aux demandes soviétiques.

Voilà les éléments de la politique extérieure du général de Gaulle, voilà les morceaux du puzzle. Comment se combinent-ils? Quelle vision les commande?

En lisant le troisième tome des *Mémoires*, ces jours derniers, j'ai cru comprendre que l'objectif final est toujours de donner à la France un rôle aussi important que possible sur la scène du monde, d'obtenir qu'elle soit traitée et agisse comme une grande puissance. Pour réaliser cette ambition nationale, qui est la seule fin, le général de Gaulle emploie simultanément trois moyens. Il essaye de se présenter aux yeux des Anglo-Saxons, comme le représentant des États de l'Europe occidentale, il utilise la politique de l'Europe des patries pour

apparaître non pas seulement comme "la France", mais un peu comme l'ensemble de l'Europe continentale. En même temps, il veut donner à la France un armement atomique, c'est-à-dire entrer dans le Club atomique et être donc reconnu comme un des "Quatre Grands", un des quatre États qui posséderaient l'arme décisive. Enfin, il veut une réorganisation de l'Alliance atlantique qui lui donne, de manière officieuse sinon officielle, une place à côté des États-Unis et de la Grande-Bretagne parmi les dirigeants de l'Occident. Cette vision n'est pas tellement différente de celle qui se trouve à la fin du troisième tome des *Mémoires*: la France, puissance directrice de l'Europe continentale, jouant un rôle mondial, précisément parce qu'elle serait plus que la France: l'Europe.

La grande difficulté de cette politique, c'est qu'elle suppose que les autres s'y prêteront. Dire à l'Italie et à l'Allemagne que nous voulons réaliser avec elles une communauté européenne, c'est une politique. Mais dans le cadre de l'Europe, la France n'a pas un statut manifestement supérieur à celui de l'Allemagne ou de l'Italie. Il peut se faire que ces deux pays nous consentent quelques satisfactions d'amour-propre et nous laissent jouer un rôle plus visible, plus manifeste, plus éclatant que le leur dans les Conseils mondiaux, d'abord parce que l'Allemagne est un pays ex-vaincu et parce que l'Italie a été, pendant plusieurs années de la dernière guerre, du mauvais côté. Mais, fondamentalement, lorsque le général de Gaulle a demandé une place dans le directoire atlantique, ni Bonn ni Rome n'étaient d'accord. Là est la première difficulté. Pour donner vie à la Communauté européenne, il faudrait qu'il y eût une politique de l'Europe des Six et non pas une politique de la France utilisant les cinq autres pour sa seule gloire. Si un des partenaires de la Communauté prétend à la gloire, pourquoi pas les autres?

Quant à la politique atomique du général de Gaulle, elle le met en opposition avec tout le monde: avec les États d'Afrique qui, peut-être de manière démagogique mais effectivement, protestent contre l'explosion de la bombe atomique au Sahara; avec les États-Unis qui voudraient bien un accord avec l'Union Soviétique au moins pour la suspension des expériences atomiques. Et, bien que la Grande-Bretagne déclare tous les jours qu'elle n'a aucune objection contre la fabrication française d'une bombe atomique (elle ne saurait dire autrement, en ayant elle-même fabriqué), les Anglais ne souhaitent pas spécialement qu'il y ait un quatrième membre du club atomique. Dans la fameuse "rencontre au sommet", le général de Gaulle se trouvera donc, sur la question des expériences atomiques, probablement en opposition avec les trois autres.

Il est déjà en opposition avec la Grande-Bretagne sur la question du Marché commun, auquel celle-ci est hostile, parce qu'il est, de façon évidente, contraire à ses intérêts économiques. Le Marché commun signifie que les marchandises d'Allemagne et d'Italie seront traitées aux frontières de la France autrement que les marchandises anglaises; c'est ce que les Britanniques appellent "discrimination" et que nous appelons "différenciation". Le terme employé est sans importance, mais le fait est qu'il est conforme à l'essence du Marché commun que les partenaires de la petite Europe s'accordent les uns aux autres un traitement qu'ils n'accordent pas aux pays tiers, ce qui suscitera, probablement, des inconvénients pour les exportations britanniques à destination du continent. Je ne crois pas que ces inconvénients soient aussi considérables que l'affirment les gouvernants de Londres, mais il est normal que, raisonnant en termes économiques, les Anglais n'aiment pas le Marché commun.

Si, de plus, en dépit des intentions de M. Michel Debré, le Marché commun se transformait en une communauté économique européenne, l'Europe - même sans autorité supranationale - serait une réalité. Car le jour où il y a un marché commun, une politique commune des tarifs douaniers, de la fiscalité, de la conjoncture, ce jour-là chacun des partenaires de la Communauté européenne perd son indépendance totale en matière économique, et l'Europe est faite beaucoup plus qu'en créant des autorités supranationales dans lesquelles les fonctionnaires sont bien incapables d'imposer leur volonté aux gouvernants. Conformément à la loi non écrite de la politique française, il est possible que des hommes qui ont combattu avec férocité l'unification de la petite Europe des Six, soient en train de la réaliser. Et si elle se réalise politiquement, la Grande-Bretagne devient un État de deuxième ordre, non seulement comparé aux États-Unis et à l'Union Soviétique, ce qui est déjà le cas, mais aussi comparé aux Six. Il est donc normal qu'à Londres, on se demande ce que l'on veut: rester seul si l'unité de la petite Europe se fait, c'est évidemment accepter d'être, plus qu'aujourd'hui, un satellite des États-Unis.

Ainsi, la politique du général de Gaulle, animée par l'ambition nationale, le met en opposition avec la Grande-Bretagne sur un certain nombre de sujets précis liés au Marché commun, en opposition avec les Trois sur la question des expériences atomiques, et peut-être avec les Trois sur la question de Berlin. Si réellement ceux-ci veulent négocier un nouveau statut de Berlin, la politique française était jusqu'à présent de ne pas s'y prêter. Cependant, M. Khrouchtchev va venir à Paris et l'on peut concevoir que le général de Gaulle modifie son attitude sur le sujet.

Quelles que soient les chances de cette ambition nationale, celle-ci est évidemment subordonnée à la paix en Algérie.

La conjoncture algérienne

Le général de Gaulle est naturellement soucieux de l'Algérie comme tout Français, et il souhaite passionnément mettre un terme à la guerre non seulement parce qu'elle est horrible, non seulement parce que la paix est indispensable à la stabilisation des institutions françaises, mais aussi parce que l'ambition nationale qu'il nourrit ne peut être satisfaite qu'au-delà de la paix en Algérie. Aussi longtemps que pratiquement toute l'armée française est au-delà de la Méditerranée, la disproportion entre les revendications nationales de la France et son potentiel de force est - employons des expressions modérées - frappante à un degré extrême. Mais supposons que la paix revienne en Algérie, qu'un accord soit signé avec la Tunisie et le Maroc en vue d'une organisation confédérale, que les liens soient maintenus avec l'Afrique noire, ce jour-là le grand dessein du général de Gaulle, tel qu'il l'exprimait dans le troisième tome de ses *Mémoires* et tel qu'il le conçoit aujourd'hui, cesse d'être l'expression de la mégalomanie et devient une politique raisonnable. Le jour où la paix est faite en Afrique du Nord, où la France a rétabli des relations tolérables avec le monde musulman et est en même temps liée aux cinq pays du Marché commun, ce jour-là, non pas par la France ni autour de la France mais grâce entre autres à la France, se rétablit quelque chose comme une unité de l'Europe occidentale et du bassin méditerranéen qui devient, à échéance de vingt ans, avec le pétrole du Sahara, une grande chose. Le général de Gaulle est trop intelligent pour exposer de cette façon le grand dessein qu'il entretient - les grands desseins, il faut les réaliser et non les commenter - mais il n'y a guère de doute que le sien soit celui que je viens de résumer.

On ne peut donc envisager la situation du monde occidental sans évoquer la conjoncture algérienne.

La déclaration du 16 septembre était conçue de manière telle qu'elle pût être considérée comme ne changeant rien ou changeant tout. Il est facile d'expliquer qu'elle ne change rien. M. Guy Mollet avait formulé le fameux triptyque: cessez-le-feu, élections, négociations. Or que comporte le discours du 16 septembre? Cessez-le-feu, élections ou référendum, et ensuite le résultat des élections. Donc, dans une première perspective, la politique n'est pas fondamentalement différente de celle des gouvernements français dans le passé; elle revient toujours à demander au F.L.N. d'accepter le cessez-le-feu, avec une seule

différence: on lui promet que, s'il accepte, les Algériens auront le droit, au plus tard quatre ans après la paix, de choisir l'indépendance. Il est vrai que ce choix de l'indépendance, dans le discours du 16 septembre, s'enveloppe de brumes et s'assortit de réserves. Il n'est pas dit clairement quelles seraient les conséquences au cas où le démon de l'indépendance n'aurait pas été exorcisé. Mais laissons ces détails de la proposition du 16 septembre. Le point essentiel reste d'obtenir le cessez-le-feu. Or le discours du 16 septembre, tel qu'il a été commenté par le Premier ministre, exclut les négociations avec le F.L.N. sur tout autre chose que le cessez-le-feu lui-même. Je sais bien qu'à nouveau l'équivoque est suffisante pour que l'on ne sache pas exactement jusqu'où vont les pourparlers militaires et où commencent les négociations politiques. Mais il y a une autre difficulté beaucoup plus grande que je crois pouvoir formuler très franchement: demander aux Algériens ce qu'ils veulent suppose qu'ils puissent voter librement. Si le référendum est surveillé par l'armée française, les nationalistes algériens déclareront que le vote n'est pas libre. Si nous supposons que l'armée française est retirée d'Algérie ou regroupée dans un certain nombre de centres, immédiatement le réseau clandestin du F.L.N. contrôlera les électeurs, car la situation algérienne est dominée par le choc entre une armée régulière et une armée clandestine. Si l'armée régulière est là pendant les élections, l'armée clandestine déclare que les élections ne sont pas libres, mais si l'armée régulière s'en va, l'armée clandestine arrive et l'autre partie déclare que les élections ne sont pas libres. De telle sorte qu'il est difficile dans l'immédiat de voir comment mettre en application la formule de l'autodétermination.

Mais les mots ont parfois une puissance prodigieuse. Tout le monde sait que le mot a été employé à l'O.N.U., qu'il est donc conforme à ce que le général de Gaulle appellerait "l'esprit de l'époque" (ce qui est probablement pour lui la forme actuelle de la folie humaine - mais peu importe). Ce mot peut entraîner des conséquences. Le fait est qu'en le proclamant, on a d'une certaine façon admis que la nationalité des Algériens était en suspens. Je crois que M. Bidault a raison: on a créé neuf millions d'apatrides - on leur a dit que, provisoirement, ils allaient être Français, mais que, quelques années après la fin de la guerre, ils pourraient décider de ne pas l'être. C'est une situation à la longue intenable. Je ne puis m'empêcher, de temps en temps, quelles que soient mes préférences, d'avoir de la sympathie pour ceux qui ont à conduire les opérations de pacification avec comme mot d'ordre final l'autodétermination. Je ne suis pas sûr qu'à cet égard le discours du 16 septembre, s'il facilite la victoire de la délégation française à l'O.N.U., facilite aussi l'action du commandement.

Sans doute, bien des choses peuvent survenir que nous ne pouvons pas prévoir. Malheureusement, jusqu'à présent, les événements ont eu une certaine logique et la logique ne permet pas pour l'instant de compter avec certitude sur la fin des hostilités.

On doute que dans les 6, 8 ou 12 mois qui viennent il y ait une pacification totale (que d'ailleurs les chefs militaires n'annoncent pas), d'autant qu'une partie du F.L.N. se trouve en dehors du territoire algérien, et qu'il est difficile d'empêcher un certain nombre d'armes et d'hommes de traverser les frontières à partir des bases logistiques en Tunisie et au Maroc. D'autre part il n'y a guère de chances que le F.L.N. accepte le cessez-le-feu sans aucune précision d'ordre politique sur les modalités d'application de l'autodétermination, et on voit mal, en l'état actuel des choses, quelles précisions, satisfaisantes à ses yeux, le général de Gaulle pourrait lui donner; on voit mal comment il pourrait y avoir une campagne électorale contradictoire, une réunion publique de M. Ferhat Abbas à Sétif et de M. Krim Belkacem à Alger, protégés respectivement par le général Massu et le colonel Bigeard. Or une campagne électorale en vue de l'autodétermination suppose que les chefs du F.L.N. puissent tenir des réunions publiques et que la force armée qui se trouve là - c'est-à-dire probablement l'armée française - fasse respecter la liberté de propagande. Ces éventualités me paraissent, peut-être par infirmité d'imagination, improbables.

Dès lors, les perspectives me paraissent à peu près les suivantes: si le principe d'autodétermination est destiné à éviter les pourparlers avec le F.L.N., on peut penser que la pacification se prolongera. Si le mot d'autodétermination est lancé pour que les remous psychologiques permettent à une date indéterminée des pourparlers clandestins avec le F.L.N. sur les modalités d'une solution acceptable par tout le monde, alors le discours du 16 septembre marque une date. Autrement dit, ou bien il conduit à des pourparlers au moins clandestins, et c'est une étape, ou il signifie le refus définitif de pourparlers pour la mise en application de l'autodétermination et, dans cette deuxième hypothèse, les opérations pourraient continuer encore pendant une assez longue période.

La Conférence au sommet

Ces demi-conflits à l'intérieur du monde occidental ne mettent pas en cause, à mon sens, la cohérence finale ou l'unité de l'Occident. Les Occidentaux ne vont pas se disperser, l'Alliance atlantique ne va pas se désagréger; les relations entre Alliés continueront conformément à la tradition et aux opinions du général de Gaulle, c'est-à-dire aussi mauvaises qu'il est normal entre alliés. Mais il n'y a pas

de raison d'affecter un pessimisme excessif: tout cela est conforme au train de la diplomatie.

De quoi va-t-on discuter à la Conférence au sommet? En principe, de Berlin et du désarmement. Mais il n'est pas tellement important de savoir à quelles conclusions on aboutira sur ces deux questions. Il est parfaitement possible qu'on n'aboutisse à aucun accord satisfaisant et que les hommes d'État se séparent en déclarant que la détente continue plus que jamais et que la coexistence est de plus en plus pacifique. S'ils décident de créer un climat de pacification, ils trouveront un compromis quelconque sur Berlin sans tellement de difficultés et ils peuvent, même sans accord explicite de désarmement, ne pas reprendre les expériences atomiques.

En définitive, la situation me paraît à peu près la suivante: il est clair aujourd'hui aux yeux de tous que les deux mondes ne veulent pas se combattre; il est clair aux yeux de tous qu'ils ne peuvent pas établir un statut européen qui satisfasse les revendications des uns et des autres - l'Allemagne restera divisée et Berlin restera divisé; enfin ils ne peuvent par aucune opération magique stabiliser les États nouveaux en Afrique ou en Asie. Les données fondamentales du monde telles que nous les connaissons depuis quinze ans ne seront donc pas modifiées. Mais, si les hommes d'État en décident ainsi, on peut vivre pacifiquement le conflit - au moins dans un pacifisme verbal et psychologique - comme on l'a vécu pendant quinze ans dans une tension apparente qui, fort heureusement, n'explosait pas en guerre totale.

La querelle des nationalisations en Angleterre. Jupiter est-il conservateur?

Le Figaro
24 mars 1960

Battu pour la troisième fois consécutive aux élections générales, le parti travailliste connaît aujourd'hui une crise intérieure, conséquence de la défaite et tentative d'un examen de conscience. Le leader, M. Gaitskell, a proposé, au dernier congrès du parti, de modifier l'article 4 des statuts, relatif à la nationalisation des moyens de production. En proclamant qu'il n'avait pas pour but la propriété publique de tous les moyens de production et qu'il reconnaissait la légitimité d'un régime mixte, le travaillisme mettrait sa doctrine en accord avec sa pratique et il aurait une meilleure chance d'attirer de nouveaux électeurs, faute desquels il serait condamné à une opposition stérile et permanente.

Cette proposition, qui semblait innocente puisque personne, même à l'extrême droite des conservateurs, n'imputait au parti travailliste des intentions révolutionnaires, déclencha un grand débat que l'observateur, de l'autre côté de la Manche, suit avec "un certain sourire". Voici donc les travaillistes, que l'on tenait, à la différence des socialistes français, pour rebelles aux idéologies, engagés, à leur tour, dans une querelle typiquement française, dont l'enjeu semble inactuel et dérisoire. La nationalisation des instruments de production n'a guère été mentionnée dans les programmes et la propagande du Labour en 1959. La renationalisation de la sidérurgie et des transports routiers a été peu à peu oubliée. À quoi bon consacrer solennellement la renonciation à une nationalisation totale, alors que des nationalisations partielles avaient été discrètement repoussées à l'arrière-plan?

Il faut supposer que partisans et adversaires de la modification des statuts attachaient à l'article 4 une signification symbolique, au-delà des mots eux-mêmes. Si la propriété collective cesse d'être un objectif dernier, elle cesse du même coup d'être un bien en soi, elle devient une modalité d'organisation, opportune ou inopportune selon les circonstances. Et le lien serait rompu entre les buts réels du socialisme - une société d'hommes libres où les inégalités seraient atténuées - et les techniques de propriété et de gestion que les auteurs du siècle dernier avaient conçues comme indispensables par opposition aux pratiques du capitalisme.

Personnellement, j'avoue que je ne vois pas pourquoi planification et propriété publique seraient en soi préférables à la propriété privée et aux mécanismes du marché. Dans la mesure où les techniques de production impliquent des entreprises géantes, la forme juridique de ces dernières ne détermine pas *ipso facto* la condition des travailleurs. Le monopole public n'est pas toujours plus soumis à l'État que le monopole (ou quasi-monopole) privé, il ne garantit pas non plus une efficacité supérieure.

Les arguments de cette sorte, que des auteurs d'inspiration socialiste ont souvent utilisés, se heurtent, semble-t-il, à une résistance invincible. Un économiste comme M. Sauvy, qu'on ne saurait accuser de méconnaître le monde moderne, a interprété la modification proposée des statuts du parti travailliste comme une trahison, un aveu de défaite. Quel est donc l'enjeu véritable qui se dissimule derrière la controverse sur les nationalisations?

L'acceptation de l'économie mixte implique la liquidation d'une vision utopique de l'avenir. Qu'il y ait de multiples réformes qui s'imposent, même dans les sociétés industrielles les plus avancées d'Occident, nul n'en disconvient. Mais si l'économie mixte vaut mieux qu'une planification totale ou une nationalisation intégrale des instruments de production, le mythe révolutionnaire tombe de lui-même, et, avec lui, le mythe socialiste.

Certes, des partis socialistes sur le continent, la social-démocratie allemande par exemple, ont consenti à cet aveu. Mais celui-ci, même s'il est déjà inscrit dans les faits, coûte et ne peut pas ne pas coûter aux doctrinaires, aux militants, à tous ceux qui veulent se définir par l'hostilité au réel.

Peut-être l'aveu d'une conversion aurait-il été plus facilement accepté si les dirigeants du parti avaient simultanément dressé un programme de réformes, qui, sans être révolutionnaire, aurait rendu visible à tous la ligne de partage entre gouvernement et opposition, entre conservateurs et travaillistes. M. H. Gaitskell n'a pas réussi la transfiguration du socialisme qui aurait dû accompagner la mort du mythe. La tâche, au reste, était rude.

Les électeurs qu'il faut gagner, ceux dont l'adhésion au travaillisme n'est pas acquise à l'avance, sont plus ou moins "embourgeoisés". Un programme qui répondrait à leurs aspirations pourrait-il ne pas décevoir la clientèle traditionnelle de la classe ouvrière? Plus encore, quel programme parviendrait à secouer l'apathie des masses que la télévision distrait et que la politique ennuie? Un programme raisonnable est conforme à l'état présent des sociétés occidentales, mais suffirait-il à surmonter la demi-indifférence des électeurs qui

favorise, en Grande-Bretagne du moins, les conservateurs?

Il y a plus. Les nationalisations, telles qu'elles ont été appliquées en Angleterre et en France, ne changent pas substantiellement la condition des salariés et les relations humaines. Mais il est convenable que la nationalisation, en certaines circonstances, entraîne ou favorise la participation des travailleurs à la gestion des entreprises.

En ce sens, l'abandon de la propriété collective signifie la résignation à l'organisation actuelle du travail, à la hiérarchie technico-bureaucratique, à la sélection des dirigeants par cooptation le plus souvent, parfois par transmission héréditaire. On peut plaider - je le ferais volontiers - que cette prétendue résignation est justifiée: la sélection des dirigeants dans le secteur étatique n'est pas meilleure que dans le secteur privé; l'intégration souhaitable des ouvriers à l'entreprise ne peut modifier une hiérarchie d'autorité qu'impose l'efficacité du travail en commun. Malgré tout, il reste place pour des controverses.

L'aboutissement du débat, à l'intérieur du parti travailliste, n'a pu que réjouir les conservateurs. L'article a été maintenu, un commentaire, dans le sens souhaité par M. H. Gaitskell, a été ajouté. Les deux camps se déclarent victorieux, mais le parti lui-même est vaincu. Les conservateurs évoquent avec ironie les tenants de l'Ancien et du Nouveau Testament. Un écrivain socialiste a constaté avec tristesse que le Nouveau Testament ressemble à celui qu'Édouard Bernstein, au début du siècle, tenta vainement de faire accepter à la social-démocratie allemande.

Ainsi un parti socialiste qui n'avait jamais été doctrinaire semble le devenir alors qu'il est guetté par un déclin irrémédiable et par la résurrection du parti libéral.

Quos perdere vult Jupiter dementat: Jupiter veut-il la mort du travaillisme?

Le budget anglais

Le Figaro
15 avril 1960

En Angleterre comme en France le budget de l'État est devenu, en un certain sens, un budget économique.

Non que l'ensemble de la production et des échanges soit inclus dans les comptes de l'État. Nous sommes loin encore de la confusion, caractéristique du régime soviétique, entre le plan et la vie entière du pays. Mais recettes et dépenses publiques représentent désormais un pourcentage important du produit national. Celui-ci, évalué au prix des facteurs, s'élevait, en 1959, à 20.605 millions de livres (à 23.420 au prix du marché). Or, en 1959-1960, les recettes fiscales ont atteint 5.325 millions de livres en laissant de côté les recettes dites "au-dessous de la ligne". Selon le montant de ce que nous appelons impasse, de ce que les Anglais appellent *deficit below the line* (déficit au-dessous de la ligne, c'est-à-dire à peu près déficit de trésorerie), l'expansion est stimulée ou, tout au contraire, ralentie.

Le vocabulaire anglais est, me semble-t-il, préférable au vocabulaire français. Il attire l'attention du public sur l'excédent budgétaire et non sur le déficit global des deux comptes. En revanche, la formule française d'hier, celle de l'impasse, dissimulait l'excédent budgétaire et amenait le public à croire que les finances publiques étaient toujours mal gérées. La distinction anglaise entre au-dessus et au-dessous de la ligne n'est d'ailleurs pas plus rigoureuse que la distinction française entre le budget ordinaire et les dépenses de trésorerie.

L'année dernière a été, pour l'économie anglaise, comme pour tous les pays d'Europe, une année faste. La production industrielle a progressé de 10% environ, le nombre des travailleurs employés dans l'industrie de 300.000, l'épargne individuelle s'est élevée à 1.450 millions de livres contre 1.260 en 1958. Les résultats ont été moins spectaculaires en ce qui concerne la balance des comptes extérieurs puisque l'excédent des paiements courants est tombé de 349 millions de livres en 1958 à 145 en 1959, excédent qui a été insuffisant pour couvrir les sorties de capitaux ou paiements extérieurs à des titres divers. Aussi les réserves ont-elles finalement diminué de quelque cent millions de livres.

Le problème que se posaient les experts anglais était celui de l'orientation du prochain budget. S'agirait-il d'un budget anti-inflationniste, neutre ou expansionniste? La troisième hypothèse était presque exclue à l'avance.

L'élévation du taux de l'escompte en janvier dernier suffisait à prouver que les autorités craignaient l'emballement et non le ralentissement de l'expansion. Jamais, depuis des années, l'économie anglaise n'a été aussi proche du plein emploi (d'un maximum de 621.000 en janvier 1959, le nombre des chômeurs est tombé à 413.000 le mois dernier). La marge de moyens de production disponibles est étroite et les perspectives sont celles d'une augmentation substantielle de la demande.

L'augmentation prévue de la consommation est de l'ordre de 4%, celle des dépenses gouvernementales courantes d'environ 4 1/2, les investissements privés seraient en hausse d'au moins 10%, les investissements publics d'environ 6%. Toutes ces augmentations d'ensemble représentent 900 à 1.000 millions de livres, c'est-à-dire plus que l'augmentation du produit national réalisé effectivement en 1959. Les orthodoxes concluaient donc à la probabilité d'un écart inflationniste de 100 à 200 millions de livres et à l'opportunité d'impôts supplémentaires.

Le chancelier de l'Échiquier n'a pas suivi les conseils des orthodoxes et il a finalement proposé un budget neutre, avec une impasse du même ordre de grandeur que celle de la précédente année fiscale. Le budget déposé en avril 1959 avait prévu un déficit global de 721 millions de livres: ce déficit a été en fait de 314. Pour l'essentiel, la différence entre les prévisions et le résultat est dû au supplément de recettes, lui-même imputable soit à une sous-estimation des rentrées fiscales par les fonctionnaires, soit à une expansion plus rapide. L'égalité approximative de l'impasse *prévue* pour 1960-1961 et de l'impasse *effective* de 1959-1960 n'exclut pas l'éventualité d'une impasse effective plus faible en 1960-1961.

Le budget n'en a pas moins donné au public le sentiment que les autorités se préparaient à prendre des mesures contre l'inflation. Les quelques modifications fiscales qu'apporte le budget doivent avoir un retentissement hors de proportion avec leur rendement: les droits accrus sur le tabac frappant les fumeurs, c'est-à-dire beaucoup de monde, le relèvement de 2 1/2 % de la taxe sur les profits frappe les entreprises, donc une minorité influente. De plus, M. Amory a laissé entendre qu'il n'hésiterait pas à recourir, en cas de danger, à l'arme du crédit.

Le budget neutre signifie moins l'indifférence au danger inflationniste que la préférence donnée à la politique de crédit.

La Grande-Bretagne et l'expansion

Le Figaro
23 juin 1961

Le rapport, publié chaque année à cette époque, par la Banque des Règlements Internationaux, a exercé depuis la guerre une influence non négligeable sur la politique monétaire des États et surtout des organismes internationaux. L'actuel directeur du Fonds Monétaire International, M. P. Jacobson, en étroite collaboration avec M. Roger Auboin, qui était le directeur général de la banque, a plaidé pour le retour à la convertibilité monétaire, à la flexibilité des taux d'intérêt, en bref pour une restauration des pratiques dites classiques. Beaucoup des vœux qu'exprimait la Banque de Bâle sont devenus réalité.

On attendait du rapport de cette année un jugement discret sur les problèmes de la livre, du dollar et du F.M.I.

Que les exportations ne croissent pas aussi vite que les importations pendant une année, le fait, en lui-même, ne justifie pas l'inquiétude, pourvu que la tendance soit satisfaisante. Or, c'est précisément la tendance qui n'est pas satisfaisante. De 1950 à 1960, le volume des exportations de la Grande-Bretagne a augmenté de 28% contre 156% pour l'Allemagne fédérale, 180% pour l'Italie, 92% pour les Pays-Bas, 67% pour la Suisse. La comparaison la plus instructive est avec les exportations mondiales (bloc communiste non compris) qui ont progressé de 50%, nettement plus que les exportations britanniques.

Cette lenteur du progrès des exportations britanniques a certainement plusieurs causes. Mais le rapport de Bâle insiste sur la cause la plus apparente que relevait le rapport officiel, gouvernemental, publié sous le titre *Economic Survey*: "Si les augmentations des salaires continuent de dépasser l'amélioration de la productivité nationale, la pression s'intensifiera sur les prix de revient et les prix de vente, et les possibilités d'exporter en seront compromises. En 1959, l'augmentation moyenne des salaires a été de 4,75%. Entre le second semestre de 1959 et la période correspondante de 1960, les salaires moyens, par personne, se sont accrus de 5,5%. Bien qu'il soit difficile d'établir exactement quels sont les prix à l'exportation, l'indice de la valeur moyenne des exportations a progressé de 1953 à 1960 de 10% en Grande-Bretagne, de 2% en Allemagne, il a diminué de 1% aux Pays-Bas, 4% en Suisse.

Simultanément il apparaît que l'économie britannique progresse plus lentement que celle de la plupart des autres pays d'Europe. De 1955 à 1960, le

P.N.B. a augmenté de 12% au lieu de 22% pour l'ensemble des pays de l'O.E.C.E. Il est vrai qu'outre-Manche la main-d'œuvre est à peu près stationnaire et que la croissance est due essentiellement au progrès de la productivité. De 1955 à 1960, la productivité (produit national brut par heure d'ouvrier) s'est élevée d'environ 12% alors qu'au cours des cinq années précédentes ce même progrès n'avait été que de 8%. Les investissements fixes ont représenté, en 1960, 16,1% du produit national au lieu de 14,8 en 1955. Les résultats obtenus ne sont donc pas négligeables et il convient aussi de ne pas oublier que les industries de pointe, chimiques et mécaniques, qui ont assuré l'expansion continentale des années 1950-1960 étaient déjà très développées en Grande-Bretagne il y a dix ans.

Néanmoins, le rapport suggère quelques critiques sous forme de questions: "Si le régime fiscal favorise les secteurs de la consommation où la productivité est la plus faible et où les produits sont les moins élevés - l'alimentation et le logement par exemple - n'en résulte-t-il pas inévitablement un ralentissement de l'expansion tant pour les produits lourdement taxés que pour l'ensemble de l'économie?" Une autre question porte sur la part du réseau routier et de l'enseignement dans les investissements publics.

Pour passer de l'analyse du cas britannique à la conclusion du rapport, il faut évidemment sauter de multiples intermédiaires. Mais le lien existe pour qui sait le voir. Le rapport se termine sur la coopération, effective et nécessaire, pour passer aux conséquences fâcheuses des mouvements soudains de capitaux à court terme. La question est de savoir si les crédits à court terme, de banque à banque, qui ont été l'instrument de cette coopération, doivent être relayés par des intérêts inter-gouvernementaux susceptibles d'atteindre une plus grande ampleur et une plus longue durée. Les crédits inter-gouvernementaux, même non utilisés, par le fait qu'ils seraient disponibles, seraient une protection efficace contre la spéculation. Encore ne devraient-ils pas permettre aux États dont la balance des comptes est en déficit de ne pas mettre leurs affaires en ordre. Toute la question est là: donner aux États le temps de prendre les mesures nécessaires sans réduire exagérément la pression qui, aujourd'hui, les contraint à les prendre.

Le grand débat nucléaire de l'Occident

Le Figaro littéraire

22 juin 1963

Avant les confrontations de Moscou, Raymond Aron explique: la stratégie nucléaire des États-Unis.

Un mois capital pour l'histoire du monde vient de s'ouvrir à Moscou. Après la session plénière du Comité central du P.C. soviétique, dont chacun s'accorde à reconnaître le caractère exceptionnel, aura lieu en effet la grande confrontation entre dirigeants russes et chinois. Puis commenceront, à la mi-juillet, toujours à Moscou, les nouveaux entretiens russo-anglo-américains sur la cessation des expériences nucléaires.

Les rapports entre ces trois réunions apparaissent clairement, comme le fait que l'avenir du monde dépend de plus en plus étroitement de la politique nucléaire des «grands» qui le dominent.

L'université de Paris – rendons-lui cet hommage – l'a bien compris, en confiant cette année, pour la première fois, un cours de stratégie nucléaire à notre ami Raymond Aron. Celui-ci, dont l'ouvrage Guerre ou paix entre les nations a eu le retentissement mondial qu'on sait, a bien voulu nous autoriser à reproduire des extraits de ce nouveau cours, tel qu'il a été prononcé. Nous l'en remercions et commençons leur publication en page 14. Le sujet qu'ils abordent est majeur et dramatique, puisqu'il s'agit des divergences qui existent entre alliés occidentaux, en matière de politique nucléaire. M.D.

Dans le premier des trois articles que nous publierons, Raymond Aron expose la doctrine officielle de l'administration Kennedy en matière de stratégie nucléaire, plus connue sous le nom de «doctrine McNamara», le secrétaire à la Défense s'en étant fait le principal champion. Précisons que les extraits qu'on va lire appartiennent à la sténographie du cours qui n'a pas été réécrit après avoir été professé.

Lorsque le président Kennedy est entré à la Maison Blanche, en janvier 1960, deux stratégies possibles s'offraient à lui:

1. La stratégie n°1 se définissait par l'application de la doctrine dite de dissuasion minimum et de stabilité de la dissuasion réciproque.

La dissuasion minimum est celle que possède une puissance capable, en cas d'attaque, d'infliger un certain volume de destructions, en représailles, à

l'agresseur éventuel. Elle ne comporte pas la possibilité de la stratégie antiforce, mais seulement une certaine capacité de stratégie antiville.

Si nous supposons que les deux puissances thermonucléaires s'en tiennent toutes les deux à la doctrine dite de la dissuasion minimum. Il en résulte ce que l'on appelle la *stabilité de la dissuasion réciproque*. En effet, aucune des deux puissances n'ayant la capacité de réduire sensiblement la force ennemie de représailles, aucune d'elles ne pourrait déclencher une guerre thermonucléaire sans être assurée de subir, en retour, des destructions considérables.

Si donc aucune des deux puissances n'a l'illusion d'être en mesure de s'assurer un avantage quelconque dans ce genre d'échanges, la tentation de recourir à ces armes est réduite au minimum et, du coup il en résulte une stabilité de ma dissuasion réciproque, mais aussi la réduction au minimum de la plausibilité de la menace thermonucléaire.

Avec cette doctrine de la dissuasion minimum se combinait la conception selon laquelle il convenait d'établir une distinction radicale entre armes classiques et armes atomiques, ce qui aurait exigé de la part de l'Alliance atlantique un effort considérable pour établir un équilibre de forces avec le bloc soviétique au niveau des armes classiques.

Cette théorie était recommandée par ceux des analystes américains qui avaient été plus ou moins des pacifistes et qui voyaient en elle la possibilité sinon d'arrêter, du moins de ralentir la course aux armements.

Si elle avait été acceptée, et éventuellement même ratifiée dans un accord explicite des deux Grands, la menace de recourir aux armes thermonucléaires devenait suprêmement improbable, mais ce total équilibre des forces de dissuasion exigeait un équilibre au niveau inférieur des armes classiques, donc un réarmement substantiel des États atlantiques en armes classiques.

2. *L'autre théorie*, celle que recommandent divers analystes, dont le plus célèbres est M. Herman Kahn, comportait des éléments différents et complexes. Selon celle-ci, *il convenait que les États-Unis eussent une certaine capacité de stratégie antiforce*. D'après cette deuxième école, il ne fallait pas se contenter de la dissuasion minimum et de l'équilibre de forces invulnérables, mais il fallait que les États-Unis, qui ont à protéger non seulement leur territoire, mais celui de leurs alliés, fussent en mesure de menacer, en cas d'agression en Europe, par exemple, d'une réplique atomique ou thermonucléaire qui ne serait pas pour les États-Unis l'équivalent d'un suicide.

Réserve de puissance

Or, pour qu'une réaction atomique ou thermonucléaire ne soit pas, de la part des États-Unis, une sorte de consentement au suicide, il faut une capacité de stratégie antiforce, c'est-à-dire la capacité au moins de réduire substantiellement la capacité de représailles de l'ennemi éventuel.

En dehors de cette idée de la supériorité américaine, la deuxième école proposait *le renforcement de l'Alliance atlantique en armes classiques*, de manière à maintenir une certaine séparation entre armes classiques et armes nucléaires tactiques.

En d'autres termes, la théorie n°2 retenait deux éléments de la théorie n°1, mais affirmait la nécessité d'une supériorité américaine thermonucléaire globale de manière à garder une certaine capacité de stratégie antiforce.

De ces deux théories, c'est la deuxième qui a été officiellement adoptée par l'administration Kennedy, au moins en 1961, et qui est connue aujourd'hui, dans la presse, sous le nom de *doctrine McNamara*.

Principes

Cette doctrine, résumée, comporte trois éléments: politique, politico-stratégique et stratégique.

Politiquement, il convenait de faire comprendre aux dirigeants soviétiques l'intérêt commun des deux grandes puissances à faire tout pour éviter une guerre thermonucléaire inévitablement fatale à l'une comme à l'autre. Pour cela il fallait, d'une part, maintenir les communications, d'autre part, et surtout, pousser les négociations sur l'arrêt des expériences nucléaires.

En effet, l'arrêt des expériences nucléaires était, dans la pensée américaine, le symbole de la reconnaissance par les deux Grands de leur intérêt commun à ne pas se combattre et à limiter ou empêcher la prolifération des armements atomiques.

Cette politique, concevable du point de vue des États-Unis et de l'Union soviétique, ne pouvait manquer d'indisposer les gouvernements de Paris et de Pékin, ce qui en effet a été la conséquence à la fois prévisible et effective d'une doctrine dite rationnelle, effectivement rationnelle d'un certain point de vue seulement.

Au point de vue politico-stratégique, l'idée dominante a été de renforcer la dissuasion et de réduire la provocation.

Renforcer la dissuasion, c'était accomplir un effort massif de production d'engins balistiques et d'assurer la protection, l'invulnérabilité de ces engins.

L'administration Kennedy a dépensé un certain nombre de milliards de dollars supplémentaires pour accélérer la production des engins et enfouir ceux-ci dans des silos.

Réduire la provocation, cela revient à éliminer les armes atomiques placées dans des conditions telles qu'elles ne sont que des armes d'initiative, c'est-à-dire des armes qui ne pourraient servir que dans l'hypothèse où les États-Unis eux-mêmes frapperaient le premier coup.

Enfin, *stratégiquement*, l'idée dominante des dirigeants américains est de s'efforcer de conserver en toutes circonstances la maîtrise des événements militaires et de réserver, en tous les points du monde et dans toutes les conjonctures prévisibles, le maximum de liberté de choix.

Applications

À partir de ces idées abstraites, voici quelle a été l'action de l'administration Kennedy.

1° Les États-Unis ont aujourd'hui une supériorité quantitative considérable en ce qui concerne le nombre des engins balistiques intercontinentaux, et ils possèdent simultanément des engins balistiques dont on peut supposer qu'ils sont suffisamment précis pour servir à une stratégie antiforce et des engins balistiques suffisamment imprécis pour servir à une stratégie antiville.

L'appareil thermonucléaire américain est double. D'une part, les États-Unis disposent d'engins balistiques intercontinentaux: cent vingt-six «Atlas», cinquante-quatre «Titan» et une centaine de «Minutemen» suffisamment précis, assure-t-on, pour éliminer avec une probabilité acceptable, une partie de la force ennemie. D'autre part, ils possèdent – par groupe de seize dans chacun de leurs sous-marins nucléaires – cent quarante-quatre fusées Polaris, plutôt destinées à une stratégie antiville du fait que la puissance de leurs ogives explosives, combinée avec l'imprécision relative de leur tir, les rend impropre à une stratégie antiforce.

Ces chiffres ont été fournis par le secrétaire américain à la Défense, M. McNamara, dans le long exposé qu'il a récemment fait devant la commission des Forces armées de la Chambre des représentants.

M. McNamara y précisait aussi que six cent cinquante bombardiers stratégiques sont en état d'alerte permanent, c'est-à-dire capables de prendre l'air en quinze minutes. Ils représentent un peu moins de la moitié de la force stratégique des bombardiers américains, qui doit s'élever entre mille trois cents

et mille cinq cents appareils.

Il est entendu que ces chiffres ne portent que sur ce qui est appelé la force stratégique. En dehors de celle-ci, il y a probablement plus d'un millier, soit de chasseurs, soit de chasseurs-bombardiers qui sont porteurs soit de bombes atomiques, soit de bombes thermonucléaires.

D'autre part, il existe une aviation embarquée, d'attaque également, susceptible de transporter de telles bombes.

Dans son exposé, M. McNamara précise que, pour l'instant, il veut augmenter le nombre des engins balistiques plutôt que celui des bombardiers stratégiques, se bornant à maintenir en service les quatorze escadres de B-52 et les deux escadres de B-58, appareils supersoniques de moyenne portée.

Il explique longuement aussi les raisons d'ordre technique pour lesquelles les «Skybolt» ont été abandonnés, la raison principale étant le coût considérable – et de plus en plus grand au fur et à mesure que le projet se développait – de la mise au point de ces engins air-terre à longue portée.

En revanche, le programme des «Minutemen» pour 1963 – dont cent sont déjà en place – s'élève à huit cents et le budget de l'année 1963-1964 comporte l'acquisition de cent cinquante «Minutemen» supplémentaires. Simultanément, quarante et un sous-marins à propulsion atomique, porteurs de seize engins chacun, sont prévus.

Il faut pouvoir limiter le désastre

D'autre part, les dirigeants américains ont décidé de réduire le potentiel thermonucléaire considéré comme provocateur, c'est-à-dire celui qui ne sert que dans le cas de l'initiative. Ainsi ont-ils décidé de retirer les fusées Jupiter ou Thor des bases anglaises, italiennes et turques. Ils ont refusé de le faire en contrepartie de l'opération cubaine, mais ils ont décidé de le faire après l'opération cubaine, non point parce qu'ils ont conclu un accord secret avec les dirigeants soviétiques, mais, parce qu'ils avaient annoncé, depuis longtemps, que ces fusées étaient hors d'âge, déclassées par le progrès technique et que, n'étant que des instruments de premier coup, elles étaient provocatrices et ne renforçaient pas la dissuasion.

II° La force américaine de dissuasion, d'après M. McNamara est à ce point forte que les États-Unis sont en mesure de pratiquer une stratégie anti-force tout en se réservant, en suprême recours, la possibilité d'une stratégie antiville.

La formule signifie que, même s'ils commençaient une guerre atomique ou

thermonucléaire, les États-Unis ne jetteraient pas sur l'ennemi tout ce qu'ils possèdent, mais s'efforceraient, après le déclenchement de la folie, d'en limiter les effets.

En d'autres termes, la première phase de cette guerre impensable serait encore une guerre pensée, c'est-à-dire une guerre où l'on s'efforcerait de vaincre sans chercher à détruire aveuglément le plus possible d'êtres humains.

Sur les possibilités et les difficultés de cette stratégie antiforce, M. McNamara s'est longuement expliqué devant la commission des Forces armées:

«À mesure, dit-il, que l'Union soviétique renforce – ou protège – et disperse ses bases d'engins intercontinentaux (I.C.B.M.) et acquiert un nombre substantiel de sous-marins lanceurs d'engins (et nous devons admettre qu'elle le fera dans la période de temps que nous envisageons, c'est-à-dire d'ici à 1968), notre problème sera encore plus compliqué.

«La tâche première est donc de nous assurer une force stratégique capable de survivre à une attaque soviétique.

«Une grande augmentation dans le nombre d'I.C.B.M. complètement protégés et de sous-marins lanceurs d'engins, du côté soviétique, réduirait considérablement notre capacité de détruire entièrement les forces soviétiques stratégiques. Il deviendrait de plus en plus difficile, quelle que soit la forme de l'attaque, de détruire une proportion suffisamment large de la force stratégique nucléaire soviétique pour éviter aux États-Unis des destructions de grande envergure («major destructions»).

«Quel que soit le volume et quel que soit le caractère de la force que nous construirons nous-mêmes, même si nous doublions ou triplions nos forces, nous ne serions pas capables de détruire rapidement toutes ou presque toutes les bases renforcées des I.C.B.M., et même si nous pouvions le faire, nous ne connaissons pas le moyen de détruire en même temps les sous-marins lanceurs d'engins. Nous ne prévoyons pas que les États-Unis ni l'Union soviétique acquièrent cette capacité dans l'avenir prévisible.

«De plus, pour réduire les destructions infligées aux États-Unis, cette force devrait être accompagnée par un programme étendu de défense contre les engins et un programme de défense passive beaucoup plus développé que celui que nous avons envisagé jusqu'à présent. Même en ce cas, nous ne pourrions pas exclure des pertes en vies humaines qui se compteraient par dizaines de millions.»

Ce texte – décisif à mon sens – constitue un aveu explicite de la limite de la stratégie antiforce, limite que le même M. McNamara avait déjà annoncée dans sa déposition, l’an dernier, comme pratiquement inévitable.

Mais après ce paragraphe décisif, le secrétaire américain à la Défense revient à l’idée que les États-Unis doivent conserver la capacité de réponses diverses selon la nature des circonstances. Le raisonnement que fait M. McNamara est le suivant:

«Les dirigeants soviétiques, dit-il, affirment qu’en cas de guerre ils frapperont avec tous leurs moyens sur tous les objectifs.

«S’ils le font, nous serons bien obligés d’en faire autant. Mais il se peut qu’ils ne le fassent pas et qu’ils attaquent d’abord nos bases, nous devons être capables de faire de même.»

Beaucoup d’engins pour détruire une base

Quelle sera la capacité de la stratégie antiforce d’ici à 1968? Voici ce qu’en dit M. McNamara:

«Les États-Unis – dit-il – posséderont la capacité de détruire toutes les bases non protégées («soft» dans le jargon américain) ou à demi protégées («half-hardened») et un large nombre de leurs bases renforcées. Les États-Unis seront capables de ces destructions tout en conservant en réserve une force capable de répliquer à une stratégie antiville.»

L’idée de commencer par une stratégie antiforce ne repose pas sur l’illusion que les États-Unis ont la capacité de détruire toutes les forces de représailles de l’Union soviétique. Elle repose seulement sur cette idée raisonnable qu’il faut réserver jusqu’au bout les chances de la rationalité et ne pas déclencher la folie homicide si l’on a, même au suprême instant, une chance de l’éviter.

Ajoutons que M. McNamara ayant déclaré que la capacité stratégique américaine allait jusqu’à la destruction de beaucoup de bases renforcées, poursuit immédiatement:

«Ce grand nombre n’est pas une proportion importante («a very large proportion») des bases complètement renforcées, à supposer que les Soviétiques les construisent.»

Et il ajoute:

«Il faut beaucoup d’engins pour détruire une seule base pleinement renforcée.»

Quel est le nombre d'engins nécessaires pour détruire une base d'un engin stratégique renforcé? Le chiffre minimum qui est indiqué dans les diverses publications est de l'ordre de quatre ou cinq pour avoir une possibilité de 95% de détruire cette base unique. Mais il est possible que ce chiffre soit trop faible et qu'il faille compter huit, dix ou même davantage d'engins pour avoir une probabilité de 95% de détruire une seule base d'engins balistiques complètement renforcée.

La notion de «complètement renforcée» comporte une traduction technique. Il s'agit de savoir quelle est la pression supplémentaire qu'un silo dans lequel est enfoui un engin balistique peut supporter.

Aussi longtemps que ce silo peut supporter une pression supplémentaire de trois cents livres par pouce carré, on déclare que cette base est complètement renforcée.

On peut concevoir de porter la capacité de résistance jusqu'à mille livres; mais, autant qu'on le sache, le chiffre actuellement adopté est de trois cents ou quatre cents livres.

III° L'administration Kennedy a souhaité le renforcement du potentiel européen ou atlantique en armes classiques et a conçu différentes modalités d'une séparation plus claire entre l'armement classique et l'armement atomique.

L'idée directrice était la suivante: il ne faut pas que la décision d'emploi des armes atomiques tactiques soit prise par un commandement local à un niveau inférieur. Il faut qu'elle relève d'une personne et d'une personne seule – évidemment le président des États-Unis –, exactement comme la décision d'emploi des armes thermonucléaires ne peut et ne doit relever que de lui.

Intégration totale des diverses forces atomiques

M. McNamara a répété devant la commission des Forces armées que les gouvernants américains ne s'opposent pas à l'acquisition d'armes atomiques par les États européens, moins encore à la possession par l'*Europe collectivement organisée d'une force atomique*.

Mais il ajoute qu'il est de l'intérêt commun qu'il y ait une intégration totale entre les diverses forces atomiques. En effet, dit-il, n'importe lequel des alliés atlantiques, s'il prend la décision d'emploi des armes atomiques, risque d'entraîner l'ensemble de l'alliance et il est par conséquent d'intérêt collectif aussi bien qu'individuel, à l'intérieur de l'Alliance atlantique, d'éviter la fragmentation et la compartimentation.

Il ajouta enfin que l'entreprise, menée dans le cadre individuel, est probablement difficile en raison du coût. Il précise que les États-Unis dépensent cette année pour l'ensemble de la force atomique quinze milliards de dollars, c'est-à-dire à peu de chose près la totalité du budget militaire de l'ensemble des pays européens.

IV° L'administration Kennedy a manifesté de diverses manières – essentiellement en paroles – de l'hostilité aux forces atomiques nationales.

Les raisons de cette hostilité nous sont maintenant connues. D'abord, la prolifération des forces atomiques nationales est en elle-même dangereuse. Elle rend plus difficile un accord avec l'Union soviétique sur l'arrêt des expériences nucléaires et, par conséquent, elle rend plus difficile la première étape de la prise de conscience par les ennemis de leur intérêt commun à ne pas se faire cette sorte de guerre.

D'autre part, elle rend plus difficile, au cas où les hostilités débuteraient, la maîtrise des événements militaires. Effectivement, une petite force nationale – j'entends ce que les États-Unis considèrent comme telle c'est-à-dire soit la force britannique actuelle, soit la force française future – n'est ou ne sera capable que de stratégie antiville.

Or, nous le savons, la dernière idée en date des théoriciens américains, c'est de se réserver, même après le début de cette guerre horrible, une chance de ne pas aller jusqu'au bout. Si donc tels ou tels alliés des États-Unis possèdent une force et surtout une force petite, ces mêmes alliés n'auront qu'une seule possibilité, celle de la stratégie antiville, et, par conséquent, ils risquent d'écarter une dernière chance d'éviter l'horreur et la folie totale. De ce fait, vues de Washington, ces petites forces sont à la fois coûteuses, inefficaces, rapidement déclassées et même dangereuses.

Enfin, plus les alliés des États-Unis consacrent de ressources aux armes atomiques, moins ils en posséderont pour les armes classiques.

Dans son exposé, M. McNamara revient sur l'idée qui lui est chère qu'il est nécessaire d'avoir en Europe un montant suffisant d'armements classiques. Mais il ajoute explicitement qu'une attaque massive en Europe, même si elle a été déclenchée exclusivement avec des armes classiques, devrait être parée par tous les moyens, y compris par les armes atomiques.

L'Europe peut avoir ses armes atomiques

Il n'est donc pas vrai que la doctrine américaine actuelle laisse à l'agresseur

éventuel le choix d'utiliser ou non les armes atomiques. Il est explicitement prévu que, dans le cas d'une attaque massive qui risquerait d'emporter les défenses européennes, les armes atomiques seraient utilisées.

Tout ce que se borne à dire le secrétaire américain à la Défense, c'est qu'il peut y avoir des situations où il ne serait pas de l'intérêt des Européens eux-mêmes d'employer les armes atomiques tactiques, engins, dit-il, très destructeurs et qui ne sont pas spécialement adaptés – l'expression est faible – à la défense des régions où la densité de peuplement est considérable.

Il ajoute enfin qu'il n'est pas inévitable que l'emploi d'armes atomiques tactiques provoque l'ascension vers une guerre atomique totale. Mais il dit, en une expression frappante, que «l'emploi d'armes atomiques tactiques représente un seuil défini au-delà duquel les hommes entreraient dans un vaste monde inconnu.»

Conclusion: Il n'est pas dit et il ne semble pas être pensé que l'Europe doive se passer d'armes atomiques tactiques. Elle doit en posséder pour les utiliser en deux cas: ou bien si l'ennemi lui-même prend l'initiative de les utiliser; ou bien si l'attaque massive avec armes classiques dépasse les capacités de défense de l'Europe occidentale.

Personnellement, il me semble que l'on pourrait attribuer trois fonctions aux troupes classiques de l'Alliance atlantique, et que ces trois fonctions correspondent plus ou moins à la conception actuelle des dirigeants américains.

1° L'hypothèse du coup de main: les troupes de l'Otan doivent être disposées de telle sorte qu'elles rendent impossible le coup de main créant un fait accompli local.

2° Elles doivent être suffisamment fortes pour résister à une attaque dont on ignore l'ampleur et les objectifs.

3° Hypothèse que la plupart du temps on oublie: les troupes classiques doivent être suffisantes pour rendre possible une initiative militaire des Occidentaux dans une hypothèse non imprévisible qui est celle d'un blocus de Berlin.

On semble en effet très souvent oublier qu'une des raisons principales pour lesquelles les États-Unis, depuis deux ans, s'intéressent à l'armement classique, c'est qu'ils envisagent le cas où ce serait l'autre camp qui rejetterait sur l'Occident le choix difficile entre subir une défaite ou recourir aux armes, et, dans cette éventualité, il serait préférable d'avoir le choix des armes. Or, nous le savons, une des intentions de l'administration Kennedy est de renforcer le

potentiel atlantique en armes classiques, de manière à maintenir la ligne de séparation entre la guerre limitée et la guerre illimitée, entre les armes classiques et armes atomiques tactiques.

Voilà, me semble-t-il, résumée aussi simplement que possible, ce qu'est la doctrine McNamara. Celui-ci en a expliqué les mystères aux alliés des États-Unis dans une série de conférences de l'Alliance atlantique, sans succès très marqué.

En effet, cette doctrine a en soi – tout au moins à mes yeux – de multiples mérites techniques, mais elle semble encore avoir, en fait, un défaut politique majeur, c'est que les Européens, ou bien ne la comprennent pas, ou bien le comprennent et ne veulent pas l'accepter.

La semaine prochaine: l'Europe face à la doctrine McNamara

Le grand débat nucléaire de l'Occident. Anglais et Allemands face à la «doctrine McNamara»

Le Figaro littéraire
29 juin 1963

Aron: le débat de l'Occident

En déclarant, mardi, à Francfort, que les États-Unis risqueront le sort de leurs villes pour défendre celles de leurs alliés européens, le président Kennedy a clairement évoqué un des aspects de ce qui constitue l'Alliance atlantique. La portée d'une telle déclaration apparaît avec toute sa gravité à la lumière du magistral exposé de la stratégie nucléaire de l'Occident que Raymond Aron poursuit aujourd'hui en page 18.

Dans l'article que nous avons publié la semaine dernière sur le grand débat nucléaire de l'Occident, Raymond Aron définissait ce qu'on appelle, du nom du secrétaire américain à la Défense, la «doctrine McNamara», sur laquelle le président Kennedy a fondé sa politique en matière de stratégie nucléaire.

Aujourd'hui, Raymond Aron expose les objections que différents commentateurs ont formulées à cette doctrine et, plus particulièrement, les réactions qu'elle provoque en Grande-Bretagne et Allemagne fédérale.

Dans son prochain article, il présentera la position de la France et les problèmes que pose à celui-ci la création d'une force politique qui lui soit propre.

Avant d'envisager les objections justifiées contre la doctrine McNamara, essayons d'écarter les objections injustifiées – Dieu sait s'il y en a.

La première objection – la plus simple, la plus fondamentale, qui est peut-être vraie, mais qui n'a pas la portée qu'on lui prête – se résume dans la formule suivante: une stratégie antiforce est-elle encore possible?

Certains auteurs européens – en particulier le général Gallois – ont immédiatement répondu que toute la doctrine McNamara était fondée sur un sophisme majeur, le sophisme selon lequel une stratégie antiforce était possible.

Je dis que cette objection comporte peut-être une part de vérité, mais a moins de portée que celle qui lui est d'ordinaire attribuée. En effet, si les calculs – qui

ne sont pas livrés au public – sur les dégâts que causerait une stratégie antiforce étaient publiés, ces critiques s’apercevraient que, pour l’ennemi éventuel, le coût d’une stratégie antiforce serait immense et que l’idée fondamentale de la doctrine McNamara n’est pas que cette stratégie antiforce serait totalement efficace. Personne n’a jamais dit à Washington que les États-Unis ont la possibilité d’éliminer totalement les forces de représailles soviétiques. Tout ce qu’implique la doctrine McNamara – on l’a vu – c’est que mieux vaut commencer non par l’attaque totale, mais par un effort pour réduire la capacité soviétique de représailles, même s’il y a eu un début d’échanges atomiques et thermonucléaires.

D’autres critiques ont affirmé que cette combinaison subtile de stratégie antiforce avec une réserve de puissance thermonucléaire ou de stratégie antiville, ce jeu subtil ne serait pas respecté par les Russes.

Mais jamais M. McNamara n’a dit que les Russes respecteraient les règles de ce jeu. Il a dit simplement – et c’était une manière de le faire savoir aux Russes – que même si les États-Unis commençaient par une stratégie antiforce, ils conserveraient, grâce à leur énorme supériorité, une capacité de stratégie antiville. En d’autres termes, ils dissuaderaient l’Union soviétique de la stratégie antiville en menaçant d’une réplique de même sorte.

Khrouchtchev y croit

La troisième objection prend souvent la forme grossière et vulgaire que les États-Unis ne garantissent plus la sécurité de l’Europe depuis que leur propre territoire est devenu vulnérable.

Le point de départ de cette objection est valable. Il est clair que la plausibilité de la réplique américaine est moindre à partir du moment où le territoire des États-Unis est à son tour vulnérable.

Mais, fort heureusement, M. Khrouchtchev a, sur les risques d’une agression en Europe, des opinions nettement différentes de celles que prétendent avoir quelques auteurs français. M. Khrouchtchev, lui, prend à coup sûr au sérieux la menace de représailles américaines, pour la simple raison qu’un pays qui a mis, à quelques milliers de kilomètres de son territoire, deux cent cinquante mille soldats pour donner le maximum de solennité à son engagement ne peut pas, à l’avance, être considéré comme devant manquer à son serment.

Pour d’autres, enfin, la doctrine McNamara équivaut à une espèce de dégagement américain, les États-Unis ayant l’intention de se retirer d’Europe et

la preuve en étant qu'ils se préparent à retirer les engins balistiques à moyenne portée qu'ils ont installé en Angleterre, en Italie et en Turquie.

On a vu à partir de quel raisonnement, fondé sur des doctrines vraies ou fausses, les États-Unis ont pris cette décision. On peut donc écarter ces arguments pour en venir aux éléments d'une discussion, celle-là, à mes yeux, parfaitement légitime.

1° À propos de la ligne téléphonique directe entre Moscou et Washington: il me paraît raisonnable de maintenir la communication entre les ennemis pour éviter les malentendus. Mais il faut rappeler qu'il y a des limites à cet accord implicite entre ennemis; que le franchissement de ces limites crée instantanément et légitimement des malentendus entre alliés; et que, par conséquent, il n'est pas souhaitable que l'État directeur d'une alliance paraisse plus soucieux d'épargner la susceptibilité de son ennemi que celle de ses alliés.

2° En ce qui concerne les intentions de dégagement qu'on leur prête les dirigeants américains, entièrement pénétrés de doctrines stratégiques passablement complexes, ont une grande peine à imaginer, d'une part, que leurs alliés puissent avoir des conceptions différentes des leurs et, d'autre part et surtout, que leurs alliés donnent de leurs actes une interprétation différente de la leur.

En d'autres termes, le retrait des engins balistiques à moyenne portée me paraît techniquement justifiable par les arguments qu'on a lus, mais inévitablement il prête à l'interprétation – incompréhensive, mais compréhensible – qu'il s'agit d'une forme de dégagement. Les dirigeants de l'équipe Kennedy n'ont pas toujours eu un souci suffisant des réactions psychopolitiques presque inévitables de leurs alliés.

3° La doctrine fondamentale américaine selon laquelle il est de l'intérêt des États-Unis, de l'Alliance atlantique et de l'humanité tout entière que *les États-Unis et l'Union soviétique conservent le monopole des armes atomiques et thermonucléaires*, conception qui était compréhensible de la part des dirigeants des États-Unis, était inacceptable au reste du monde et n'avait aucune chance d'être adoptée.

Diverses raisons me paraissent rendre parfaitement légitime l'effort atomique entrepris, par exemple, par la France.

La première raison est que renoncer à ces armements atomiques, c'était se priver de certaines possibilités de développement scientifique qui ne seraient pas utiles seulement sur le terrain militaire.

En second lieu – si improbable soit-il, à mon sens, que les États-Unis abandonnent demain l'Europe – il me paraît normal que les Européens répondent aux Américains: nul ne peut garantir l'avenir lointain et il est tout de même difficile pour l'Europe d'accepter définitivement de dépendre pour sa défense ou, plus exactement, pour sa sécurité par la dissuasion, de la politique américaine.

En troisième lieu, les Européens pouvaient et devaient dire aux États-Unis à supposer que nous, Européens, nous renoncions à produire des armes atomiques, quelle garantie avons-nous qu'il n'y aura pas, dans d'autres parties du monde, des États qui en fabriqueront?

La probabilité est que, d'ici à un petit nombre de mois ou d'années, la Chine populaire produise à son tour des armes atomiques.

Il était inconcevable, à mon avis, que l'Europe occidentale, qui représente un des trois ou quatre grands foyers de puissance industrielle et scientifique, renonçât définitivement à posséder des armements atomiques. Et le fait est qu'aussi longtemps que les Européens ne possédaient pas ces armements, les dirigeants des États-Unis trouvaient juste d'en conserver la disposition exclusive, de s'en réserver seuls le droit d'usage et de ne même pas communiquer toujours à leurs alliés leurs plans et leurs conceptions.

À cet égard, il y a eu, au cours des derniers mois, des changements: mais ceux-ci n'ont pas été tout à fait indépendants de l'effort fait par certaines puissances européennes pour se donner, à leur tour, les éléments d'une capacité atomique.

Je crois, d'ailleurs, que le malentendu entre alliés était peut-être inévitable, mais qu'il n'est pas insurmontable, car les raisons pour lesquelles les Français – et probablement, à plus long terme, les Européens – n'acceptaient pas d'être privés de ces armements me paraissent valables, et je reste convaincu que les Américains comprendront qu'il y a une distinction fondamentale entre une théorie techniquement souhaitable du monopole et une politique effectivement et psychologiquement praticable.

4° Reste le dernier problème soulevé par la doctrine McNamara.

Les États-Unis, vous le savez, avaient eu le désir d'une *coupure aussi nette que possible entre armes classiques et armes atomiques*.

Pour commencer, la doctrine elle-même était équivoque. De quoi s'agissait-il? S'agissait-il d'établir un équilibre durable au niveau des armes classiques, qui

permettrait de livrer même une grande guerre sans recourir aux armes atomiques?

Si l'on acceptait cette interprétation – ce qui a été le fait de quelques Européens – ceux-ci répondaient immédiatement aux Américains que, quelques années auparavant, les mêmes Américains avaient démontré avec des arguments convaincants que cet équilibre en armes classiques était impossible et que le passage de l'impossibilité démontrée à la possibilité affirmée risquait de rendre les deux théories contraires tout aussi peu vraisemblablement l'une que l'autre.

En d'autres termes, les Américains avaient trop bien démontré, en 1953-1954, la nécessité d'introduire les armes atomiques tactiques dans l'armement des troupes de l'Otan pour parvenir à convaincre les Européens, en 1961, qu'il était possible d'équilibrer la force soviétique classique sans recourir aux armes atomiques tactiques.

En second lieu, les Européens ont participé, avec les Américains, à la discussion qui se poursuit depuis une dizaine d'années sur le point de savoir si le recours aux armes atomiques tactiques est favorable aux Occidentaux ou aux Soviétiques, et dans quelles circonstances.

Sur ce point, les doctrines américaines ont varié, à peu près comme les doctrines de mon ami Kissinger, qui, dans son livre très connu, *Nuclear weapons and foreign policy*, avait démontré que le recours aux armes atomiques tactiques favoriserait l'Occident. Quelques années plus tard, il a renversé sa position et expliqué qu'il était préférable d'établir la coupure entre les armes classiques et les armes atomiques, pour la bonne raison qu'aucun état-major ne savait comment pourrait se dérouler une guerre avec utilisation de ces armes tactiques. Et il le résumait les doctrines, en ces matières, de la marine, de l'armée et de l'aviation américaines. Comme par hasard, il y avait autant de doctrines que d'armes, c'est-à-dire trois.

Dans ces conditions, la doctrine américaine relative à l'organisation militaire de l'Alliance atlantique a été écoutée, discutée, mais n'a pas été adoptée.

La position anglaise

La position anglaise à l'égard de la doctrine McNamara me paraît assez difficile à formuler.

L'opinion anglaise considérée dans son ensemble est en effet passablement divisée. Il existe un groupe extrême qui comprenait une fraction du parti travailliste, favorable au désarmement atomique unilatéral, mais ce groupe a été

décisivement vaincu dans la bataille politique à l'intérieur du parti travailliste, et aujourd'hui, il n'y a plus sur ce point de contestations sérieuses à l'intérieur du parti travailliste et encore moins entre les deux partis.

En ce qui concerne *les analystes anglais*, en majorité ils se sont ralliés, avec plus ou moins de réserve, aux théories américaines. En particulier, l'ancien ministre travailliste de la Défense, M. John Strachey, dans son livre récent intitulé: *On the prevention of war*, se rallie pratiquement de manière intégrale aux thèses de l'école dominante des analystes américains, école dominante aussi bien à Cambridge qu'à la Rand Corporation.

En ce qui concerne les hommes politiques et les partis, la situation est plus complexe.

Le parti conservateur avait toujours soutenu la thèse qu'il était contraire à la dignité de la Grande-Bretagne de renoncer à sa propre défense et de dépendre exclusivement de la protection américaine.

De plus, il est toujours difficile, quand on a dépensé un nombre suffisant de centaines de milliards, d'expliquer après coup aux électeurs que ces dépenses étaient, au bout du compte, peu justifiées.

Ce que pensent en réalité les dirigeants conservateurs est difficile à savoir avec certitude. Mais en tout cas ils ont considéré comme impossible pour la Grande-Bretagne d'abandonner sa force stratégique théoriquement indépendante et lorsque les Américains avec une grande brutalité leur ont fait savoir que le développement des Skybolt était abandonné, le gouvernement conservateur a cherché à obtenir dans l'immédiat une solution de remplacement.

M. Macmillan avait alors le choix entre deux politiques.

Première politique possible: il attachait une importance décisive à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun et il essayait d'utiliser cette circonstance imprévue pour exercer une influence sur l'esprit du général de Gaulle qui n'est probablement pas insensible aux considérations militaires et atomiques.

M. Macmillan ne pouvait pas offrir à la France les secrets atomiques américains puisque le gouvernement britannique s'était solennellement engagé à ne transmettre à personne les secrets reçus de l'Agence américaine. Mais le gouvernement conservateur aurait pu suspendre sa décision, ne pas chercher à établir avec le gouvernement français un projet commun de fabrication d'engins balistiques, un tel projet n'étant nullement contradictoire avec les engagements

contractés à l'égard du gouvernement des États-Unis.

La deuxième politique possible consistait à se rendre, après Rambouillet, aux îles Bahamas, à Nassau, et discuter avec le président Kennedy et ses conseillers d'une solution immédiate de remplacement.

Autant que j'en suis informé, le premier ministre britannique a considéré qu'il ne pouvait pas revenir à Londres sans avoir improvisé une solution de remplacement avec les États-Unis.

Tout indique que l'accord sur la force atlantique multilatérale a été, non pas longuement médité à l'avance, mais improvisé pour répondre à une demande urgente du gouvernement britannique.

C'est d'ailleurs ce que dit explicitement M. McNamara dans la déposition que j'ai déjà citée. Il explique que le gouvernement américain a d'abord offert le développement en commun du Skybolt au gouvernement britannique, et que celui-ci a refusé; qu'en second lieu le gouvernement américain a offert une autre fusée air-terre, mais à portée plus faible que le Skybolt et que cette deuxième proposition a également été refusée par le gouvernement britannique; que ce n'est qu'en troisième lieu que la proposition a été faite d'une force multilatérale de sous-marins nucléaires armés de fusées Polaris.

En ce qui concerne le gouvernement américain, la solution de la force Otan multilatérale présente de multiples avantages.

1° Elle permet de mettre un terme presque officiel à l'indépendance de la force stratégique anglaise, dont la plus grande partie sera immédiatement intégrée dans les forces Otan ou dans les forces américaines.

Or, comme l'obsession du gouvernement américain est de prévenir la prolifération des armes atomiques, au moins sous la forme de multiplication de forces nationales, l'accord de Nassau avait de ce point de vue une utilité évidente.

2° Les États-Unis étaient soucieux que l'exemple de la France ne fût suivi par aucun État européen, et, en particulier, que les Allemands ne fussent pas tentés de réclamer à leur tour le droit d'accès aux armes atomiques.

Ménager Bonn

Le problème est le suivant: les États-Unis considèrent que la possession nationale par la République fédérale d'armes atomiques serait le plus grand danger de guerre qui menacerait le monde entier. D'autre part, en fonction des principes de l'Alliance atlantique, toute discrimination à l'égard de la

République fédérale est exclue.

La formule de la force multilatérale où les équipages des navires de surface et l'ensemble du système de commandement appartiendront à plusieurs nationalités – au moins avant d'atteindre les échelons supérieurs – permettrait simultanément d'assurer que la République fédérale serait sur un pied d'égalité avec les autres alliés atlantiques et aussi qu'elle ne posséderait pas en propre et de manière nationale les armes atomiques.

D'où le fait que le gouvernement Adenauer a immédiatement donné son accord à la formule de Nassau. La formule de la force atomique multilatérale, à laquelle probablement les Allemands ne croient pas beaucoup, a tout de même, de leur point de vue, un avantage: c'est qu'elle exclut la discrimination. Elle leur permet d'accéder au moins à la connaissance de la stratégie atomique. Et comme, simultanément, le gouvernement allemand signait avec le gouvernement français un traité qui ne soulevait pas un enthousiasme unanime à Washington, le gouvernement de Bonn avait évidemment tout avantage à accepter la proposition contenue dans l'accord des Bahamas.

3° Enfin, peut-être les dirigeants américains ont-ils cru que l'accord de Nassau, vis-à-vis de la France, avait une certaine utilité ou une certaine portée.

En effet, de manière plus ou moins implicite, cet accord visait à promettre au gouvernement français qu'il serait mis, dans un avenir de quelques années, sur un pied d'égalité avec la Grande-Bretagne. Partant de l'idée que la revendication essentielle du gouvernement français est de ne pas être en état d'infériorité par rapport à son allié insulaire, les États-Unis pouvaient penser que, dans le cadre d'une force multilatérale, cette revendication, en elle-même justifiée, recevrait au moins une satisfaction partielle.

Je pense que cette analyse, dans la mesure où elle est exacte, témoigne d'une méconnaissance radicale de la psychologie de certains des hommes d'État concernés dans toute cette entreprise.

Quoi qu'il en soit, le premier ministre britannique a accepté cette solution qui est devenue maintenant la politique officielle de la Grande-Bretagne.

Par ailleurs, il faut ajouter que le gouvernement britannique, tout en se déclarant plus ou moins d'accord avec la doctrine McNamara, n'a tiré aucune des conséquences impliquées dans cette doctrine.

Effectivement, non seulement le gouvernement britannique n'a pas renforcé l'armée du Rhin, mais il semble que l'état actuel de la contribution britannique à

la défense de l'Europe continentale soit aujourd'hui aussi faible ou même plus faible qu'elle l'était il y a quelques années. Sans manquer à l'équité, je crois, je pourrai dire que la réaction britannique, dans les cercles importants, se subdivise pour ainsi dire en trois éléments, souvent combinés dans les réactions britanniques aux suggestions américaines: 1° l'acceptation officielle de la doctrine; 2° un accord précis sur un point particulier; 3° l'omission de certaines des implications de la doctrine officiellement acceptée.

La position allemande

La position allemande, elle, est constituée par deux théories extrêmes: l'une est celle du gouvernement Adenauer et surtout de son ancien ministre de la Défense M. Joseph Strauss; elle est défendue par le commentateur de la *Frankfurter Zeitung*, M. Weinstein; l'autre, soutenue actuellement, semble-t-il, par une majorité du parti social-démocrate, a été exposée par M. Helmut Schmidt dans un livre intitulé *Abschreckung oder Verteidigung (Dissuasion ou Défense)*, où il adopte fondamentalement les thèses des analystes américains.

1° La théorie de M. Schmidt.

La théorie de M. Schmidt – vers laquelle penche M. Erler, qui est, parmi les sociaux-démocrates, le porte-parole le plus important dans les questions militaires – est que des analystes américains ont raison lorsqu'ils constatent que la plausibilité de la menace de représailles massives est substantiellement diminuée à partir du moment où le territoire américain est vulnérable.

Mais les sociaux-démocrates y ajoutent un autre argument, à la fois simple et le plus souvent oublié: la menace de représailles massives, si elle venait des pays européens, ne serait pas plus plausible ou «crédible».

En d'autres termes, pour ces commentateurs allemands, toute menace de représailles massives aujourd'hui qu'elle vienne des Européens ou des Américains, est peu plausible, précisément parce qu'il est connu qu'en raison des limitations de la stratégie antiforce l'échange de coups atomiques ou thermonucléaires représenterait des destructions catastrophiques pour toutes les parties.

Prenant pour point de départ l'improbabilité de la réplique thermonucléaire massive en cas d'agression limitée, cette école recommande le renforcement des armes classiques et a tendance même à aller plus loin que les théoriciens américains. Certains des porte-parole de cette école voudraient que l'Occident aboutît à un équilibre réel à tous les niveaux, l'équilibre au niveau classique

étant la meilleure garantie contre toute agression puisqu'il supprimerait les inconvénients de la diminution de crédibilité de la menace atomique ou thermonucléaire.

2° La théorie de M. Weinstein.

La théorie défendue par M. Weinstein est juste à l'opposé. Elle consiste à affirmer que si les Occidentaux donnent le moindre signe d'hésitation ou de crainte, s'ils introduisent dans leur menace de représailles des nuances, ils affaiblissent l'efficacité de la dissuasion.

Les arguments de M. Weinstein sont à peu près les suivants:

Tout d'abord les Occidentaux ne possèdent pas et ne posséderont jamais assez de forces classiques pour établir un équilibre.

«De plus, ajoute-t-il, toute guerre livrée sur le territoire allemand serait pour celui-ci une catastrophe totale, même si cette guerre était dite «limitée».

La notion de guerre limitée, dit M. Weinstein, vaut par rapport aux États-Unis, elle ne vaut pas par rapport à la République fédérale. Pour cette dernière, toute guerre, y compris une guerre «limitée», serait une guerre totale.

Donc, dit-il, l'intérêt national allemand n'est pas de recourir aux méthodes de la dissuasion graduée: il convient, tout au contraire, de menacer l'agresseur potentiel d'une réplique massive et totale, précisément parce qu'une réplique partielle entraînant une guerre limitée serait catastrophique pour l'Allemagne elle-même.

Ce raisonnement, au premier abord vraisemblable, repose sur une prémisse implicite qui, à mes yeux tout au moins, n'est pas évidente.

La prémisse de ce raisonnement est que les Occidentaux réduisent la force de leur dissuasion dans la mesure où ils se donnent les moyens de livrer des guerres limitées.

Or, si l'on y réfléchit un instant, c'est là une proposition paradoxale, car dire que l'on a tort d'envisager éventuellement de livrer une guerre limitée, c'est dire que si l'on a les moyens de livrer une guerre limitée, l'Union soviétique sera tentée davantage d'entreprendre des agressions partielles.

Or il est, au contraire, probable que l'on contribue à dissuader l'ennemi éventuel d'agressions limitées, en se donnant les moyens de répliques limitées.

La discussion qui se poursuit depuis environ dix-huit mois entre les représentants allemands et américains porte sur le problème que j'ai résumé dans les termes suivants: si les Occidentaux avaient les moyens, ou davantage de

moyens, de livrer une guerre limitée, les Russes seraient-ils plus, ou moins, tentés de recourir à des agressions partielles?

La semaine prochaine: la force de frappe française

Un débat qui concerne chaque Français. Pour ou contre la force de dissuasion française

Le Figaro littéraire
6 juillet 1963

Aron: la force de dissuasion française

Raymond Aron termine aujourd'hui son exposé du grand débat nucléaire de l'Occident par l'examen d'un problème qui concerne chacun de nous: la force de dissuasion française. Il donne ainsi l'éclairage nécessaire pour qu'on saisisse toute la signification des entretiens que le président de la République a, en ce moment, à Bonn (lire en page 8.)

Voici le dernier des trois articles consacrés par Raymond Aron au grand débat nucléaire de l'Occident. Les événements en ont comme accompagné la publication. Le voyage que le président Kennedy vient d'effectuer en Europe a illustré d'exemples concrets les données de la «doctrine McNamara» et les réactions anglaises et allemandes en face de celle-ci. À ceux qui avaient lu ces deux articles, tout a paru plus clair des intentions du président américain et des résultats obtenus.

Aujourd'hui, Raymond Aron examine les raisons qui ont poussé le gouvernement français, dès la IV^e République, à se lancer dans la création d'une force de dissuasion nationale et le rôle que celle-ci peut jouer dans la stratégie nucléaire.

Face aux problèmes que pose la stratégie nucléaire, l'opinion française, dans son ensemble, oscille d'un extrême scepticisme à une passion extrême. Certains Français considèrent l'ensemble de l'entreprise visant à constituer une force de frappe nationale comme une folie coûteuse et dangereuse: une autre fraction de l'opinion y voit l'expression d'une volonté nationale pleinement légitime d'affirmer la rénovation du pays.

Quant à savoir quelle est la doctrine française, les difficultés sont considérables, pour la raison suivante: il n'y a pas, en France, une école d'analystes comparable à l'école américaine ou à l'école anglaise.

Bornons-nous donc, pour commencer, à indiquer quelques-unes des idées que le général de Gaulle lui-même a exprimées plusieurs fois, et qui constituent certainement la base de sa politique.

Avant toute chose, si les autres États possèdent des armes atomiques, la France doit en avoir aussi. Si la France peut être détruite à partir de n'importe quel point du monde – a-t-il dit son discours de l'École militaire – il faut qu'elle ait les moyens d'intervenir en n'importe quel point du monde.

Dans ce même discours, il a dit et répété qu'État et défense nationale sont inséparables. Si un État n'assure plus sa propre défense, il n'est plus un État.

Il en résulte donc que la volonté de constituer une force de dissuasion ne suppose pas une doctrine stratégique particulière. Cette volonté est inséparable de la conception que le général de Gaulle lui-même se fait de ce qu'est et de ce que doit être un État: la vocation des États est d'être puissances militaires et, puisque les armes atomiques sont aujourd'hui le secret de la puissance militaire, il faut que la France possède ces armes.

Au-delà, il y a immédiatement une incertitude qui porte sur un point essentiel: est-il indispensable dans la situation présente, que la France possède des armes atomiques parce qu'il y a un danger de guerre ou parce qu'il n'y en a pas?

Dans le discours de l'École militaire, le général de Gaulle avait dit – employant une expression qui est revenue plusieurs fois – que la guerre était la loi de l'espèce et qu'en dépit des horreurs des armes atomiques, la guerre n'était pas exclue.

Aujourd'hui, il semble que sa pensée s'oriente dans l'autre direction et qu'il soit convaincu que, au moins dans la phase présente, la guerre n'est pas à redouter.

Mais quel que soit le jugement qu'il porte sur la conjoncture diplomatique et historique, n'oublions jamais, si nous voulons le comprendre, que le fondement de sa philosophie politique et historique est que les États sont la réalité durable, et les idéologies des phénomènes passagers. Or, la définition d'un État, c'est d'être capable de se défendre lui-même.

Cette conception rend immédiatement intelligible la décision prise – ou, plutôt, la décision consacrée de doter la France d'un armement atomique. La décision de fabriquer des bombes atomiques avait été prise, en effet, avant les débuts de la Ve République.

L'exemple d'Hiroshima...

En dehors de l'argumentation philosophique, le général de Gaulle a avancé un certain nombre d'arguments, sans que l'on puisse dire avec certitude l'importance qu'il attache à chacun d'eux.

Le premier argument, employé dans diverses conférences de presse, est irréfutable: c'est celui de l'imprévisibilité de l'avenir. La politique américaine est aujourd'hui ce qu'elle est. Nul ne sait ce qu'elle sera dans dix ou vingt ans, il importe donc que la France, en tout état de cause, ait les moyens de sa défense même si, dans un avenir non précisé, la politique extérieure américaine se transformait profondément et si la défense de l'Europe n'était plus assurée par la protection ou par la dissuasion américaines.

Un deuxième argument a été présenté sous une forme légèrement agressive mais précise, également au cours d'une conférence de presse: le général de Gaulle évoquait la possibilité que les États-Unis et l'Union soviétique se fassent la guerre en Europe en respectant leurs territoires respectifs. Le territoire américain et le territoire soviétique seraient en quelque sorte des sanctuaires et c'est l'Europe, située entre les deux Grands, qui serait dévastée.

Je ne pense pas que le général de Gaulle lui-même considère une telle éventualité comme particulièrement probable.

Le cas de l'Europe dévastée par les engins américains et soviétiques, cependant que les territoires des deux métropoles seraient épargnés, est pour ainsi dire une illustration spectaculaire et cauchemardesque de l'impuissance où se trouverait l'Europe si elle ne possédait pas d'armement atomique.

Le troisième argument a été avancé par le général de Gaulle dans sa dernière et célèbre conférence de presse: c'est le rappel d'Hiroshima et de Nagasaki, c'est-à-dire de l'écroulement de la défense japonaise sous le poids de deux bombes atomiques.

D'autres ont vu dans ce rappel d'Hiroshima et de Nagasaki un argument en faveur de l'efficacité d'une petite force atomique. D'autres y ont vu, de manière probablement plus juste, l'évocation d'une autre éventualité: l'Union soviétique entreprendrait en Europe des actions atomiques locales, actions trop limitées pour justifier une réplique totale américaine, et il se produirait en Europe un effondrement comparable à celui qui a atteint le Japon après deux bombes atomiques.

Je ne peux pas dire non plus que je trouve cette éventualité probable. D'abord, le Japon a capitulé après deux bombes atomiques, mais on sait que, depuis plusieurs mois, le gouvernement japonais souhaitait capituler parce que le Japon était entièrement vaincu, avant même que les deux bombes s'abattent sur Hiroshima et Nagasaki.

De plus, bien que l'on ne puisse jamais en histoire déclarer aucune éventualité

impossible, des actions atomiques limitées de l'Union soviétique en Europe sont, parmi les différentes hypothèses que l'on peut formuler, une des plus improbables. Utiliser des bombes atomiques en Europe, où se trouve une grande armée américaine, serait en quelque sorte laisser aux États-Unis la possibilité de frapper le premier coup. Or nous savons à quel point, quelles que soient les capacités de la stratégie antiforce et de la stratégie antivilles, il y a un avantage, dans le cas d'échanges atomiques ou thermonucléaires, à frapper le premier.

Une certaine efficacité

Les propos du président de la République supposent et impliquent qu'une petite force atomique possède, en tout cas, une certaine efficacité de dissuasion.

On peut, comme le font beaucoup de spécialistes américains, affirmer que l'efficacité de cette force serait faible, face à une grande force soviétique. Mais, comme le dit le général de Gaulle, la possession d'une petite force comporte au moins la possibilité pour la puissance considérée de détruire quelques villes de l'ennemi, tout au moins en première frappe. Bien qu'une décision pareille puisse être jugée en soi irrationnelle, puisqu'elle entraînerait la destruction de ce petit pays, on ne saurait l'exclure entièrement.

La vraie question est de savoir si cette petite capacité de dissuasion est nécessaire et ajoute à la capacité de dissuasion que possède, en tout état de cause, l'ensemble de l'appareil thermonucléaire des États-Unis.

En ce qui concerne le problème général de l'avenir de l'humanité à l'âge atomique, jamais le président de la République ne s'est exprimé dans un sens ou dans un autre. Il n'a jamais dit que la prolifération des armements atomiques était en soi déplorable. Il n'a jamais dit qu'elle était souhaitable. Il a dit que, du moment que deux ou trois puissances possédaient des armements atomiques, la France devait en posséder.

Pour mon compte, je relève dans sa dernière conférence de presse deux formules qui me paraissent essentielles et me semblent représenter le centre de sa pensée, bien qu'elles soient noyées dans des développements tout autres.

La première formule était: *la force thermonucléaire américaine reste aujourd'hui la garantie majeure de la paix parce qu'elle établit l'équilibre.*

La deuxième formule: *dans l'avenir, lorsque la France disposera d'un armement atomique, celui-ci devra être coordonné avec l'armement de nos alliés.*

La formule de coordination est certainement différente de la formule

américaine d'intégration. L'intégration, au sens américain du terme, implique l'unité de contrôle, c'est-à-dire de possession et de décision, cependant que la coordination laisse subsister la pluralité des centres de décision. Dans l'abstrait, il y a une différence de nature entre coordination et intégration; en fait, la différence peut ne pas être aussi radicale que les concepts employés le suggèrent.

Cela posé, revenons aux problèmes qui se posent à la France décidée à se donner une force atomique.

Des armes bon marché?

Sur le plan financier, il convient de noter que le coût des armes atomiques ou thermonucléaires elles-mêmes n'est pas démesuré, une fois les premiers investissements accomplis.

Il est entendu que l'usine de séparation isotopique de Pierrelatte a coûté très cher – disons de l'ordre de cinq cents milliards de francs légers, lorsqu'elle sera achevée – et que cette usine coûtera une cinquantaine de milliards par an d'exploitation.

Mais, une fois les recherches scientifiques et techniques achevées, la production des bombes atomiques et thermonucléaires ne dépasse pas les ressources d'un pays comme la France. La meilleure preuve en est qu'un des arguments avancés par les analystes américains pour essayer d'empêcher la prolifération des armes atomiques, c'est précisément que ces armes peuvent devenir bon marché, à un certain nombre d'années d'échéance, et que, par suite, un nombre croissant de pays pourrait en posséder.

En revanche, ce que l'on appelle les véhicules porteurs, ou les vecteurs, en l'état actuel de la technique, coûte des sommes considérables. L'expérience montre que la Grande-Bretagne n'a pas pu tenir la course et qu'elle a renoncé à fabriquer pour son propre compte les engins balistiques à moyenne portée et les engins balistiques intercontinentaux. Il ne suffirait d'ailleurs pas de fabriquer des engins balistiques à moyenne portée, il faudrait les transformer perpétuellement, au fur et à mesure que se transforme la technique des grandes puissances, de manière à en assurer d'abord la relative invulnérabilité et, ensuite, la capacité de franchir les défenses de l'ennemi éventuel.

Cela dit, il ne me paraît pas démontré que la France ne puisse pas, d'ici une dizaine d'années, posséder un certain nombre d'engins balistiques à moyenne portée relativement invulnérables. Alors que certains critiques décrètent dogmatiquement que l'effort français ne peut rien donner en tant que capacité de

dissuasion, je suis de ceux qui pensent que cette attitude intégralement négative n'est pour le moins pas démontrée. Autant je suis convaincu que, d'ici 1970, ce que nous posséderons sera insignifiant en termes de dissuasion, autant la possibilité pour la France d'acquérir, d'ici dix à quinze ans, une certaine capacité de dissuasion, c'est-à-dire une certaine capacité de représailles, me paraît plausible.

Doigt américain ou doigt européen?

Ce sur quoi je voudrais surtout insister, c'est le problème stratégique et la signification de la force française, successivement examinés dans le cadre atlantique, le cadre français et, éventuellement, le cadre européen.

1) Le cadre atlantique

Dans le cadre atlantique, au cours des dix prochaines années, quelle est la signification de la force de frappe que nous pouvons posséder?

Je commence par vous rappeler qu'il y aurait une justification raisonnable, possible, de la force de frappe, qui consisterait tout simplement à dire que, si nous ne faisons rien d'ici 1970, nous ne posséderons rien dans les années 1970-1980. Et, à supposer que ce que nous posséderons d'ici 1970 soit sans efficacité, il n'en résulte pas encore que la décision prise aujourd'hui soit mauvaise parce que, pour posséder quelque chose en 1972, il faut faire quelque chose en 1963. Simplement, un chef d'État ou un premier ministre hésitera à dire que la force qu'il espère posséder sera utile dans dix ans. Il sera donc acculé à donner une justification pour les prochaines années et ce sont les justifications données pour les prochaines années que je voudrais rapidement discuter.

La première théorie de la force française de frappe est celle que l'on peut appeler la théorie du détonateur.

Elle revient à l'idée suivante: on peut concevoir que, dans le cas d'une agression soviétique ou dans le cas où les hostilités auraient commencé, les États-Unis hésitent à utiliser leurs armes atomiques. Si, alors, la France possédait une petite force en toute indépendance, elle pourrait forcer les États-Unis à intervenir en prenant l'initiative d'employer ses propres bombes atomiques ou thermonucléaires.

Cette théorie du détonateur me paraît étrangement dangereuse. D'abord, pour une raison très simple: si on craint que les États-Unis ne veuillent pas nous défendre ou courir des risques pour nous défendre, il devient difficile d'affirmer en même temps qu'il nous suffirait de prendre l'initiative d'employer ces armes

pour forcer les États-Unis à intervenir quand ils ne le veulent pas.

Il est vrai que l'on peut présenter la théorie du détonateur d'une autre façon. On peut la présenter en disant, non pas que nous prendrions l'initiative après que les États-Unis auraient refusé de le faire, mais que notre capacité de prendre l'initiative sera un facteur supplémentaire de dissuasion vis-à-vis de l'Union soviétique, car celle-ci pourrait se dire que les États-Unis n'en prendront pas l'initiative, mais que nous la prendrons. L'argument revient à supposer que notre menace de nous conduire d'une manière irrationnelle aurait une efficacité supérieure à la dissuasion américaine.

Je ne veux pas exclure complètement cet argument, car il est incontestable que si, dans le jeu atomique ou thermonucléaire, un État donne le sentiment d'être capable de prendre des initiatives de cette sorte, il exerce effectivement une certaine action de dissuasion.

Il reste à savoir s'il est souhaitable qu'il y ait un grand nombre de pays qui assurent leur sécurité en menaçant de suicider. C'est une théorie qu'à la rigueur un État peut pratiquer, à condition qu'il reste seul dans sa catégorie. Mais, d'une part, il aurait tort d'être assuré qu'il pratiquera indéfiniment cette stratégie risquée; d'autre part, je dirai que la définition d'une grande puissance à l'âge atomique, c'est d'avoir conscience de ses responsabilités à l'égard de l'humanité entière et non pas seulement à l'égard de soi-même.

La deuxième théorie, qui a été suggérée dans un discours récent, est que la petite force française de frappe pourrait servir en réplique à des initiatives atomiques limitées de l'Union soviétique.

Rien n'est impossible dans ce bas monde, mais il est assez difficile de concevoir, aussi longtemps que les divisions américaines sont stationnées en Europe, que l'Union soviétique prenne l'initiative d'actions atomiques limitées, c'est-à-dire prenne le maximum de risques de recevoir une réplique massive des États-Unis, c'est-à-dire laisse à l'ennemi principal le choix et l'avantage du premier coup.

Il a été question que la force atomique française ait pour fonction de *rendre atomiques* des opérations qui, auparavant, auraient été classiques. C'est une autre version de la théorie du détonateur.

La première remarque que l'on pourrait faire c'est que, à partir du moment où les opérations classiques auraient commencé, il n'est pas apparemment conforme à l'intérêt de la France que ces opérations deviennent atomiques car les pays européens en seraient les premières victimes. La fonction éventuelle de la force

atomique serait, au fond, de menacer d'une réplique atomique de manière à arrêter le plus rapidement possible des opérations classiques.

Mais, personnellement, je suis tenté de croire que la stratégie américaine, telle qu'elle est exposée aujourd'hui, consiste précisément, dans l'hypothèse d'opérations classiques limitées, à menacer de l'ascension pour arrêter au plus vite ces opérations classiques. Tout ce que la force française pourrait faire ce serait, me semble-t-il, d'ajouter une certaine mesure d'incertitude aux yeux de l'agresseur éventuel et, par conséquent, de ne pas laisser intégralement aux dirigeants américains la conduite de la stratégie.

Avec ce troisième argument, nous en venons à l'éternelle discussion – qui est, d'ailleurs, moins une discussion entre les Français et les Américains que la discussion entre les Allemands et les Américains – sur les mérites respectifs de la dissuasion graduée et de la dissuasion totale.

En d'autres termes, qu'est-ce qui décourage ou dissuade le plus efficacement d'une attaque partielle? Est-ce la possession d'armes classiques suffisamment nombreuses pour être en mesure de livrer des combats limités? Ou bien la meilleure façon de dissuader de toute attaque partielle ou globale, est-elle d'affirmer à l'avance que l'on répliquera à n'importe quelle attaque, fût-elle partielle, avec toutes ses forces?

La théorie McNamara, telle qu'elle a été exposée au début, donnait l'impression d'une telle rationalité de la part des dirigeants américains qu'il devenait possible aux Allemands de dire: «S'il vous vous présentez à l'avance comme tellement rationnels, jamais les Soviétiques ne croiront que vous utiliserez vos armes atomiques, car, en dernière analyse, l'utilisation de ces armes n'est jamais tout à fait rationnelle.»

D'autre part, la forme extrême qui consiste à menacer, à la moindre opération militaire limitée, de jeter sur l'ennemi tout ce que l'on possède est également absurde, car on ne peut pas rendre plausible la menace de représailles massives à partir du moment où les deux camps sont vulnérables.

La formule la pire, c'est d'annoncer à l'avance que l'on se conduira rationnellement sans avoir les moyens de se conduire rationnellement, c'est-à-dire d'affirmer qu'il faut posséder les armes classiques en quantité supérieure et de ne pas les posséder. Il est clair que si, d'une part, on affirme qu'il y a pas d'autre stratégie rationnelle que celle qui consiste à se battre d'abord de manière classique et si, d'autre part, en fait, on ne se donne pas les armes classiques qui permettent de mener cette stratégie, on cumule les deux sortes de danger.

Par conséquent, la formule, qui me paraîtrait, pour rester à ce niveau de généralités ou d'abstraction, la moins mauvaise serait à peu près la suivante. Il ne faut pas donner trop fortement à l'agresseur éventuel le sentiment qu'il existe une large zone d'opérations militaires limitées ne comportant pas le risque d'ascension. Il ne faut pas non plus prétendre que l'on ripostera à n'importe quelle agression par des représailles massives, parce que l'autre ne le croira pas.

Une certaine capacité de livrer des opérations classiques; un risque d'ascension impliqué par la présence d'armes atomiques tactiques; une capacité de représailles située sur le territoire même que l'on veut défendre: voilà, me semble-t-il, la combinaison qui, dans l'abstrait, est la combinaison préférable. Il ne serait pas impossible, me semble-t-il, si l'on discutait à l'intérieur de l'Alliance atlantique, de reprendre quelque chose de la doctrine allemande en sauvant l'essentiel de la doctrine américaine.

2) Le cadre français

Le rôle significatif de la force de frappe nationale dans le cadre français est celui qu'on trouve dans l'hypothèse évoquée au cours des manœuvres de l'an dernier. On supposait qu'une bataille d'Allemagne était perdue, puisqu'elle était livrée par l'O.T.A.N. Il y avait ensuite une deuxième bataille, qui se livrait dans le Massif central et qui était la vraie bataille. Pour livrer cette deuxième bataille d'Europe, la France disposait d'un secours considérable, grâce à sa force atomique.

J'avoue que j'ai peine à suivre ces spéculations parce que de telles spéculations supposent qu'il y ait eu de grandes batailles classiques sur le territoire allemand, que toute l'armée de l'O.T.A.N. ait été emportée par les forces classiques soviétiques, que les États-Unis n'aient pas répliqué atomiquement et que, après toutes ces opérations qui se prolongent un certain nombre de jours, éventuellement de semaines, il y ait encore une bataille dans le Massif central. Je suppose qu'il s'agit de fiction de manœuvres plutôt que de théorie stratégique.

3) Le cadre européen

On peut dire que la différence de protection entre l'Europe et les États-Unis tient à deux facteurs différents. L'un, c'est que les forces de dissuasion appartiennent aux États-Unis. Le deuxième, c'est que le territoire européen est immédiatement proche du territoire de celui que l'on désigne comme l'agresseur éventuel. On ne peut pas modifier la géographie, de telle sorte que l'Europe occidentale ne sera jamais sanctuaire à la manière des États-Unis, mais on peut

effectivement corriger ce qui résulte de la différence entre la possession de l'arme de dissuasion par soi-même et la possession de cette arme par un allié, *d'où l'idée de créer une force atomique dans le cadre européen sous les ordres d'un commandement européen.*

Personnellement, je ne verrais guère que des avantages à cette formule, mais, avant d'assurer qu'elle est possible, je souhaiterais poser les questions suivantes: est-ce que les Européens parviendront à se mettre d'accord sur le doigt qui sera sur la détente? Est-ce que l'on pourra donner à une force européenne un commandement unique davantage qu'à la force atlantique?

L'objection des porte-parole français à toutes les formules proposées par les États-Unis, c'est: «Ou bien c'est vous qui avez le doigt sur la détente, alors c'est intolérable; ou bien c'est l'alliance qui a le doigt sur la détente, alors c'est inefficace. Et il n'y a pas de solution intermédiaire.»

Cette argumentation par dilemme est forte, mais je ne vois pas comment, si on la considère comme invincible, on ne la reproduirait pas contre une force européenne. En d'autres termes, si l'on ne peut pas trouver d'intermédiaire entre autant de doigts sur la détente qu'il y a d'alliés et un doigt unique, la force européenne n'est guère plus plausible que la force atlantique.

Il y a peut-être un élément supplémentaire qui est la solidarité physique ou géographique des pays, qui rendrait à la rigueur plus facilement concevable que soit vraie la formule «tous pour un et un pour tous».

Mais, pour l'instant, chaque pays européen préfère le doigt américain à tout doigt européen qui ne serait pas le sien. Et un gouvernement des États-Unis d'Europe comparable à celui des États-Unis d'Amérique, ne semble malheureusement pas pour demain⁽¹⁾

⁽¹⁾ Je rappelle au lecteur que ces trois articles ont été extraits d'un cours à l'Institut d'études politiques de l'université de Paris. Le style en est celui de la parole et non de l'écriture. J'espère reprendre prochainement, en un petit livre, ces problèmes qui pèsent lourdement sur la nécessaire unité de l'Occident.

Triomphe ou fin d'une tradition?

Le Figaro
24 octobre 1963

Chaque nation a ses mœurs politiques. Montesquieu nous a appris, au moins abstraitement, que les nôtres paraissent curieuses ou ridicules à Usbek le Persan. Il serait donc à la fois indécent et naïf de s'étonner des conditions dans lesquelles le quatorzième Earl of Home est devenu Sir Alexander Douglas Home et premier ministre de Sa Majesté britannique.

L'observateur ne peut s'empêcher, malgré tout, de s'interroger sur la méthode selon laquelle le parti conservateur choisit celui qui devient son chef et qui, sauf événement dramatique, est investi d'une autorité auprès de laquelle semble dérisoire celle d'un secrétaire du parti socialiste en France ou d'un président du Conseil de la IV^e République. Le groupe parlementaire du parti travailliste en Grande-Bretagne élit son chef: la méthode est simple, directe, éventuellement brutale, mais elle a le mérite d'être claire et conforme aux principes de la démocratie.

Rien de pareil dans le parti conservateur. Théoriquement, c'est la reine qui, en chargeant M. Harold Macmillan, il y a sept ans, et Lord Home, aujourd'hui, de former le cabinet, en a fait les chefs du parti conservateur. Mais la reine ne choisit pas elle-même, elle suit les conseils de quelques "sages" parmi lesquels Sir Winston, le marquis de Salisbury, avec Sir Anthony, avaient, dit-on, été responsables de la décision prise de préférer M. Macmillan à M. R. A. Butler, voué au rôle de l'éternel dauphin. Cette fois, c'est M. Macmillan qui, de son lit d'hôpital, joua le premier rôle dans la promotion du ministre des Affaires étrangères et dans la défaite de celui qui avait été si longtemps son rival. En différant sa démission d'une semaine et en laissant se développer au congrès du parti une rivalité d'allure à demi américaine, le Premier d'hier visait-il le but qu'il a effectivement atteint, c'est-à-dire provoquer une bataille ouverte entre les principaux candidats, afin que Lord Home, qui n'avait guère d'ennemis parce qu'il n'avait guère de partisans enthousiastes, devînt l'homme indispensable, celui qui divisait le moins le parti conservateur. Ou bien les circonstances ont-elles été telles sans que personne les ait pensées ou voulues à l'avance? Encore une fois, l'observateur du dehors, pour des raisons aisément intelligibles, hésite à donner une réponse catégorique, même s'il a quelque peine à croire que le dénouement n'ait pas été prévu par ceux dont manifestement il comble les vœux.

La nouveauté, c'est la surprise, parfois confinant à l'indignation, qu'a suscitée "le dénouement". La méthode traditionnelle, caractéristique d'un parti sans constitution avait été admise par l'opinion quand elle favorisa M. Macmillan. Cette fois, elle est tolérée parce qu'après le choix de la reine, il aurait été impossible à M. R. A. Butler ou à Lord Hailsham ou à M. R. Maudling de former un cabinet au cas où Lord Home aurait échoué. Les rivaux évincés se sont ralliés à ce dernier pour rétablir l'unité du parti, mais aussi parce que leur résistance aurait déchiré celui-ci sans leur rendre la chance que les circonstances ou M. Macmillan leur avaient dérobée.

Il se peut que Sir Alexander s'impose comme premier en dépit de ses débuts difficiles, de même qu'il s'était imposé au Foreign Office, où son arrivée n'avait guère été mieux accueillie. Peut-être, en dépit des pronostics, l'électeur britannique sera-t-il sensible à l'éclat historique d'un grand nom plus qu'aux mérites personnels de M. Harold Wilson. Même si ces hypothèses improbables se réalisaient, même si le parti conservateur ne subissait pas, l'an prochain, la rude défaite à laquelle tout semble le vouer, les conservateurs seront sensibles aux risques d'une tradition, contraire à "l'image" d'eux-mêmes qu'ils souhaitent créer ou renouveler.

Certes, il n'est pas absurde de plaider que le choix d'un chef par les "anciens", après une consultation discrète du groupe parlementaire et des militants, est une méthode qui en vaut une autre. Elle n'a pas mal réussi dans le passé, mais elle a réussi dans la mesure où elle désignait celui que l'opinion attendait, autrement dit, dans la mesure où les "anciens" exprimaient finalement les préférences de la majorité. Du jour où ces soi-disant sages sont suspects d'obéir à des considérations trop subtiles, sinon anachroniques, l'institution change de sens.

Nous vivons en un siècle qui se veut démocratique et technique. Les descendants des souverains qui firent la France ou l'Angleterre, les détenteurs des titres ou des propriétés ne sont plus reconnus en tant que tels, ils doivent, eux aussi, gagner leurs galons politiques. Quant au style d'amateur ou de gentleman qui est celui du conservatisme, il choque au lieu de plaire s'il passe pour la survivance d'un autre âge. L'élection a ses défauts, mais elle est démocratique. La constitution écrite paralyse l'initiative des "faiseurs de rois", mais "les faiseurs de rois" sont-ils encore adaptés aux besoins d'un parti dont les dirigeants proclament aussi ouvertement leurs ambitions que les politiciens américains?

La visite de la reine à l'hôpital où le Premier démissionnaire donnait un conseil aussi impératif qu'un ordre était sans précédent, mais peut-être marquait-

elle une date dans la pratique britannique. Nos amis d'outre-Manche disent volontiers qu'ils ne changent leurs habitudes que le jour où la nécessité du changement est devenue évidente. Je crois qu'une telle nécessité s'est découverte aux yeux de beaucoup de conservateurs au cours de ces derniers jours.

Le grand débat. Initiation à la stratégie atomique

Le Monde
14 novembre 1963

La diplomatie internationale a toujours été plus ou moins fondée sur des rapports de force et des notions de vulnérabilité. Mais pour la première fois dans l'histoire du monde le double phénomène de la puissance de destruction des armes nucléaires et de la fin de l'invulnérabilité conférée par la distance renouvelle complètement les données classiques de la stratégie. Les hommes politiques et les stratèges américains ont été, et pour cause, les premiers à s'en préoccuper, et il existe outre-Atlantique une nombreuse littérature sur le sujet.

En France le problème qui a donné lieu à bien des controverses parfois hasardeuses, commence à être étudié rationnellement. M. Raymond Aron, professeur à la Sorbonne, déjà auteur de «Paix et Guerre entre les nations» (Calmann-Lévy), en a fait, sur la demande du comité de perfectionnement des études de l'Institut d'études politiques, la substance d'un cours et va prochainement publier chez Calmann-Lévy, sous le titre: «Initiation à la stratégie atomique», un ouvrage destiné à fournir «à tous ceux qui veulent penser notre époque une information élémentaire, mais indispensable», et dont il dit lui-même qu'il apportera, «il le craint, ou plutôt il l'espère, plus de motifs de doute que de certitude».

En fait, il s'agit d'analyses extrêmement serrées sur la formation de la théorie stratégique, sa logique et ses paradoxes, sur la doctrine McNamara, la notion de dissuasion, la valeur de la force de frappe française, le sort de l'alliance atlantique, etc.

Dans cette si riche matière, d'où l'on ne saurait tirer un court extrait sans trahir l'étude scrupuleuse de l'auteur, nous avons été conduits à choisir plutôt une «perspective politique», dans laquelle M. Raymond Aron jette en conclusion un regard vers l'avenir. – A.C.

Résumons les résultats de cette esquisse prospective. La course qualitative aux armements se poursuivra en dépit de la suspension, peut-être transitoire, des expériences atomiques dans l'atmosphère, parce que la technique des armes, des vecteurs, des silos tend d'elle-même à progresser et ne pourrait être maintenue en un état donné que par une résolution commune des duellistes, avec un système

efficace de vérification pour garantir le respect de l'accord conclu. En l'absence quasi certaine de cet accord, la course continuera, mais pas nécessairement à l'allure la plus rapide possible. L'Union soviétique et les États-Unis estiment que cette course est terriblement coûteuse. M. McNamara, non sans être violemment critiqué, a poussé plus loin que ses prédécesseurs le choix entre les divers systèmes d'armes et, misant sur les fusées Polaris et Minuteman, pour les années 1965- 1970 et au-delà, il a successivement abandonné le projet Skybolt, fusées air-sol à longue portée, l'avion à moteur atomique et même le RS -70 qui aurait succédé, à la fin de la décennie, aux B-52 et B-58 encore aujourd'hui en service et qui devraient être mis en réserve ou jetés à la ferraille d'ici la fin de la présente décennie. L'actuelle administration se rapproche de la doctrine, adoptée depuis plusieurs années par la fraction la plus pacifiste d'inspiration des analystes, à savoir que des mesures unilatérales de limitation des armements, mesures auxquelles l'Union soviétique répondra spontanément par des mesures semblables, expriment l'intérêt commun des duopolistes.

Dès lors, en dépit de la substitution des engins aux bombardiers, en dépit d'engins plus lourds, d'engins plus nombreux et plus précis, en dépit de chasseurs ou de chasseurs-bombardiers plus rapides et à décollage vertical, l'acquisition, par l'un ou par l'autre, d'une supériorité décisive le jour de l'épreuve des volontés est improbable. Elle supposerait soit une erreur grave dans le choix du système d'armes, d'un côté ou de l'autre, soit la mise au point, d'un côté ou de l'autre, d'une parade aux engins, ou d'une arme offensive à ce point puissante qu'elle paralyserait d'un coup la capacité de représailles. Bien que, d'après les techniciens, aucune de ces hypothèses ne soit radicalement exclue, la probabilité est grande que l'avantage que l'un ou l'autre s'assurerait à un moment donné ne serait pas suffisant ou ne serait pas suffisamment certain pour l'inciter à prendre le risque de la guerre totale (d'autant plus que le jour où l'un aurait retrouvé une capacité substantielle de contre-force en première frappe, il devrait craindre la frappe par anticipation de son rival).

Échec et poker(1)

Si les Deux étaient seuls au monde, ils tireraient de cette stabilité au niveau supérieur l'une ou l'autre des conséquences suivantes: ou bien, comme les Américains, la nécessité de réduire leur infériorité au niveau des armes classiques; ou bien, comme les dirigeants de l'Union soviétique semblent le faire, la nécessité de prévenir tout choc direct entre troupes soviétiques et troupes américaines. En d'autres termes, dans l'hypothèse d'une stabilité croissante entre

les forces de dissuasion russe et américaine, la dissymétrie entre la doctrine américaine du jeu d'échecs et la doctrine soviétique du jeu de poker va-t-elle subsister ou les Deux tendront-ils à adopter une seule et même doctrine, celle des experts américains ou celle des experts soviétiques? Ou une combinaison des deux avec détente politique?

L'hypothèse qui est, sur le plan de l'analyse abstraite, la plus plausible serait l'adoption par les dirigeants soviétiques de la manière de penser américaine. L'ascension aux extrêmes est de plus en plus improbable, puisqu'elle est catastrophique pour tous; donc la marge des opérations infra-atomiques s'élargit. Russes et Américains, jouant les uns et les autres aux échecs, prendraient des risques accrus d'hostilités locales et, du même coup, visant à réduire les risques de la grande guerre, ils finiraient, le jour où ils auraient le sentiment de comprendre parfaitement leur commune règle de conduite, par les accroître.

Incontestable et paradoxal...

J'avais demandé à un des conseillers de M. McNamara si, à son avis, les dirigeants soviétiques semblaient souscrire à la doctrine stratégique américaine. Après m'avoir renvoyé au livre de V. D. Sokolovsky, *Soviet Military Strategy*, dont la lecture suggère sans doute une réponse négative, il ajouta: «Il y a peu d'indications que les Russes aient songé à jouer le jeu à notre façon. Mais s'ils y ont songé, il se peut qu'ils le dissimulent, pour des raisons évidentes. Et s'ils n'y ont pas songé du tout, ils le feront probablement. Il y a manifestement des circonstances dans lesquelles il serait de leur intérêt de le faire.» De cette réponse, un élément est incontestable, l'autre à la fois incontestable et paradoxal.

Les stratèges russes proclament que la guerre entre les deux blocs, le jour où elle se déclencherait, serait totale et qu'eux-mêmes attaqueraient et les forces militaires et les ressources économiques et humaines de l'ennemi, en Europe et aux États-Unis. Rien ne prouve pourtant qu'ils agiraient, à l'heure de vérité, comme ils affirment à l'avance qu'ils le feront. L'idée de la limitation, refusée en doctrine, s'imposera peut-être à eux au moment de la décision fatale. En ce sens, les stratèges américains n'ont pas tort de réserver cette chance, même s'ils la jugent faible.

La proposition que j'appelle à la fois incontestable et paradoxale est que les Soviétiques, s'ils envisagent de jouer à la manière des Américains, ont des raisons évidentes de dissimuler ces intentions éventuelles. Si ces raisons sont évidentes pour l'Union soviétique, pourquoi les États-Unis ne font-ils pas de même? Pourquoi révèlent-ils leur jeu, alors que les Soviétiques le camouflent?

Une première réponse est que les États-Unis sont incapables de ne pas parler et n'arrivent à créer une sorte de mystère qu'à force de dire tout et le reste. La deuxième est que le parti, diplomatiquement sur la défensive, accroît l'efficacité de la dissuasion en affirmant la pluralité des répliques disponibles. La troisième réponse, peut-être plus profonde, est que la doctrine de l'un produit dialectiquement la doctrine opposée de l'autre. Les Russes déclarent ne pas prendre au sérieux les spéculations des professeurs et repousser tous les échelons intermédiaires entre l'explosion des premières armes atomiques tactiques et l'emploi massif de toutes les armes atomiques et thermonucléaires disponibles. Abstraitement, les Américains ont évidemment raison et il est proprement absurde de maintenir l'alternative du tout ou rien lorsque le tout signifie la mort atomique de dizaines de millions d'hommes. Cependant, si l'alternative est considérée au Kremlin comme un moyen de terrifier les dirigeants américains, ils n'y renoncent pas en paroles, quoi qu'ils pensent au fond d'eux-mêmes.

Il reste que leur situation géographique, la manœuvre sur les lignes intérieures, la supériorité locale en de multiples points de la ligne de démarcation avantageraient les Russes au jeu américain du jour où leur force de dissuasion serait invulnérable. Les stratèges des États-Unis reprendraient-ils la doctrine russe si les stratèges de Moscou adoptaient la doctrine de Washington? Ils n'iraient pas aussi loin; mais ils seraient obligés de mettre l'accent sur le danger de l'escalade du jour où leurs rivaux mettraient l'accent sur la possibilité de ne pas monter jusqu'en haut de l'échelle de la violence. En d'autres termes, les Russes auraient des raisons tout aussi évidentes de publier que de dissimuler leur ralliement au jeu d'échecs. Mais ce ralliement obligerait les Américains non à se rallier à la doctrine qui est actuellement celle de leurs ennemis, mais à déplacer l'accent à l'intérieur de leur propre doctrine, à souligner le risque d'ascension et non plus la chance de l'éviter.

Cette dialectique illustre la nature essentielle du jeu, à savoir la double nécessité pour chacun de laisser son rival dans l'incertitude sur la manière dont serait jouée la partie et de préparer à l'avance la communication avec lui à l'heure de vérité. La conversion des stratèges soviétiques à la doctrine subtile ajouterait plutôt au péril, mais les joueurs, étant donnée l'énormité des conséquences, si improbable que soit une mauvaise chance, tiendront compte dans leurs calculs non pas seulement des décisions qui seraient rationnelles aux yeux d'un stratège idéal, non pas seulement de celles qui seraient rationnelles en fonction de la doctrine officiellement adoptée, mais aussi de celles que la précipitation, le manque de sang-froid, la folie peuvent dicter aux hommes d'État. Dans la

perspective de temps que nous envisageons, dix ou vingt ans, la conjoncture entre les duellistes, en excluant les révolutions techniques dans les systèmes d'armes, résultera d'une dialectique complexe entre duellistes dont aucun ne peut prévoir parfaitement à l'avance la conduite de l'autre, mais se réserve jusqu'au dernier moment la possibilité de l'influencer *afin* d'empêcher le pire. La détente, officiellement proclamée, ajoutera peut-être un élément supplémentaire de pacification. Le jeu ne sera pas entièrement éliminé, il sera comme suspendu. D'un commun accord, on évitera les parties trop risquées.

La diplomatie-stratégie française

Ce jeu que les États-Unis et l'Union soviétique mènent avec une confiance croissante dans leur capacité de le maîtriser sera-t-il troublé par l'accession de nouveaux joueurs? La probabilité est que la Chine, en Asie, d'ici dix ou quinze ans, soit devenue une puissance atomique, incapable de frapper le territoire des États-Unis, mais capable de paralyser à demi la force américaine par les menaces qu'elle ferait peser sur les États asiatiques liés à l'Occident. En cette hypothèse, la guerre entre les Deux Grands d'aujourd'hui serait encore plus improbable qu'aujourd'hui, l'Union soviétique se détachant de la Chine au fur et à mesure que celle-ci se donnerait les moyens d'une stratégie indépendante.

En Occident, le programme atomique français a une triple fonction ou se justifie par trois arguments: ne pas laisser aux deux États insulaires le monopole de la technique atomique, prendre une assurance contre l'imprévisibilité de l'avenir et la politique américaine à long terme, acquérir le prestige de la participation au club atomique et du même coup une chance d'influer sur la stratégie américaine. La coopération, même payée par l'intégration, du type britannique, n'empêche l'accomplissement d'aucune de ces fonctions. Ce qu'elle exclut, c'est l'affirmation d'une diplomatie-stratégie complètement indépendante. Le général de Gaulle, je ne l'ignore pas, tient avant tout à cette affirmation. Mais, sur ce point, je crains que sa philosophie ne lui inspire la nostalgie de l'«indépendance de papa».

À échéance de quinze ans, aucune force nationale de dissuasion n'aura, en fait de sécurité, une valeur équivalente à celle de la présence des troupes américaines sur le sol européen, à la solennité de l'engagement américain qui résulte de cette présence. Si demain ou après-demain le rapprochement entre les Deux Grands, le conflit entre Moscou et Pékin, éliminent progressivement l'éventualité d'une guerre entre l'*imperium* soviétique et l'O.T.A.N., une révision du pacte de l'Atlantique, une autonomie croissante de l'Europe, petite ou élargie, deviendront

possibles. Ce jour-là la force française sera à la disposition du gouvernement français, même si elle a été entre temps sous commandement O.T.A.N.; de même que la force anglaise demeure à la disposition du gouvernement de Sa Majesté si la conjoncture vient à changer.

L'idée d'une force de dissuasion indépendante au service d'une diplomatie nationale se nourrit d'illusions. La politique de la France en Afrique ou en Amérique latine est pleinement indépendante de la volonté américaine, avec ou sans force de dissuasion. De même, sur le plan économique, la diplomatie française a d'autant plus d'influence que le Marché commun est plus cohérent. En ce sens, les conceptions militaires du général de Gaulle, auxquelles aucun de nos partenaires des Six ne souscrit, lui enlèvent des cartes plutôt qu'elles ne lui en donnent. Quant à l'autonomie stratégique, au sens traditionnel du terme, c'est-à-dire la capacité de décider souverainement de la paix et de la guerre, elle n'est à échéance de quinze ans ni accessible ni souhaitable. Plus la France semblerait capable de l'initiative fatale et se détacherait de l'Alliance, moins les Américains accepteraient de s'engager, Or, encore une fois, au cours des années 70, la sécurité française sera maximisée par l'adjonction à l'engagement américain d'une force française qui, tout à la fois, ne provoque pas le retrait des troupes d'outre-Atlantique et réserve l'avenir.

Fin des alliances traditionnelles

Quant à ceux qui imaginent la substitution à l'Alliance atlantique d'une alliance de type traditionnel, chaque État libre d'user des armes atomiques à son gré et comptant sur le soutien automatique de ses alliés, ceux-là n'ont rien compris à l'univers diplomatique créé par l'explosif nucléaire. Ce ne sont pas les alliances qui sont condamnées par les armes thermonucléaires, mais les alliances de type traditionnel. Les Grands sont capables de protéger les Petits, mais ils n'y consentent évidemment pas si ces derniers prétendent au droit de déclencher l'Apocalypse. Les alliances évolueront vers des communautés ou elles se dissoudront: elles ne reviendront pas aux pratiques pré-atomiques.

Les nationalistes ne comprenaient pas, il y a quinze ans, que le plan Marshall conduisait à l'indépendance économique et non à l'asservissement de la France et de l'Europe. Les mêmes nationalistes se refusent à comprendre aujourd'hui qu'il en va de même en matière nucléaire. L'indépendance militaire, à supposer qu'elle soit demain un objectif, suppose une phase de coopération avec les États-Unis, durant laquelle nos hommes politiques apprendront à maîtriser le jeu étrange des menaces qui ne doivent jamais être mises à exécution. Ils découvriront les

avantages d'une stratégie unifiée, aussi longtemps que les forces nationales sont à la fois trop faibles et trop vulnérables pour permettre un autre jeu que le poker démentiel de représailles massives.

Le but, c'est bien l'Europe tout entière pacifiée par la conscience de sa culture commune et par l'épuisement des querelles idéologiques. Mais une Europe occidentale pas assez armée pour balancer la puissance soviétique, trop pour conserver intégralement la protection américaine, ne conduit ni à la paix par l'équilibre ni à la paix par la réconciliation. Les hommes de Moscou s'entendront plus difficilement avec une Europe dans laquelle la République fédérale aurait une voix prépondérante, qu'avec les États-Unis. L'unification des deux Europes exige d'abord la détente entre les blocs, non le relâchement des liens entre les deux morceaux de l'Alliance atlantique.

Entre l'intégration et la solitude

Ambition nationale, l'expression ne manque pas de noblesse. Encore faut-il proposer à la France un objectif digne d'elle. Le libre choix entre la paix et la guerre, essence de la souveraineté au sens traditionnel du terme, n'a plus le même sens depuis que le choix de la guerre signifierait ou pourrait signifier l'anéantissement du peuple lui-même. L'indépendance militaire demeure peut-être un bien, mais non un bien suprême. Moralement aussi bien que matériellement, l'intégration à une alliance est préférable à la solitude, du moment qu'elle contribue à augmenter les chances de la paix. La menace de recourir à la guerre demeure indispensable dans la jungle diplomatique, mais l'intérêt commun de tous les joueurs, ennemis et solidaires, est de ne pas mettre leur menace à exécution. Il importe donc que l'effort consenti par un État pour ne pas dépendre d'un protecteur ne compromette ni sa propre sécurité, ni la solidité de l'alliance à laquelle il appartient, ni la sécurité de l'humanité entière.

Sur la meilleure méthode de concilier le désir d'autonomie des uns avec l'exigence d'intégration des autres, il y aura toujours des controverses. Mais les solutions, toujours imparfaites et toujours provisoires, n'ont chance d'être élaborées qu'à la condition de se soustraire au double piège du passéisme et du futurisme. Les alliances de type traditionnel entre États dotés d'armes atomiques sont mortes. L'État qui détient les armes suprêmes ne s'engage pas en faveur de celui qui revendique une totale liberté d'action. Quant à la sécurité que les États petits ou moyens s'assureraient par la seule possession de forces nationales de dissuasion, elle se situe au-delà du présent horizon de l'histoire.

Mettre la capacité de choisir entre la paix et la guerre au-dessus de la sécurité,

peut-être une telle préférence était-elle, hier, une marque de grandeur. À l'âge thermonucléaire, je doute que tel soit le but qu'il convienne de fixer à l'ambition nationale de la France.

[\(1\)](#) Les intertitres sont de la rédaction.

Réflexions sur l'idée socialiste. En hommage à Ernst Reuter

Preuves
janvier 1964

Raymond Aron a repris, dans les pages qui suivent, l'essentiel d'une conférence qu'il a prononcée récemment à Berlin, où il avait été invité par le maire, Willy Brandt, et par l'Université, à l'occasion de la commémoration du 10e anniversaire de la mort d'Ernst Reuter.

En ces temps déjà lointains de ma jeunesse, en 1931, alors que la République de Weimar glissait vers la mort, que les chemises brunes conquéraient la rue et que l'éloquence de Goebbels gagnait des suffrages, j'aimais l'Alexanderplatz, et les ouvriers berlinois m'apprenaient à la fois un allemand que je ne saurais jamais parler et cet humour populaire, ce mélange de gouaille et de bon sens qu'ils opposèrent, dans les premiers mois de l'année 1933, au déchaînement du national-socialisme, ivre de sa victoire. Depuis 1945, je suis revenu plusieurs fois dans cette ville, et j'y ai toujours pris des leçons, aujourd'hui encore utiles à ceux qui, à Paris ou à Washington, seraient enclins à croire que Berlin-Ouest, îlot de liberté au milieu de l'univers soviétique, création involontaire et inconsciente des négociateurs de Yalta, n'est qu'une survivance gênante d'un temps révolu, un obstacle sur la voie de la vraie détente, de la vraie paix. Berlin-Ouest est un symbole, Berlin-Ouest ne peut pas plus être séparée du monde libre que Francfort et Milan. Si absurdes qu'aient été les décisions ou les abstentions responsables de la conjoncture présente, celle-ci doit être acceptée et assumée par l'Occident tout entier. Elle l'a d'ailleurs été puisque cinq années se sont écoulées depuis le délai de six mois qu'avait fixé le premier secrétaire du parti communiste d'Union soviétique.

Quiconque vient à Berlin découvrir d'un coup, s'il l'a oublié, pourquoi nous combattons. Alors même que le mur de la honte n'existait pas et que l'étranger passait aisément d'un côté à l'autre de la Potsdamerplatz, c'est-à-dire d'un univers à un autre, il éprouvait pour ainsi dire physiquement ce que signifie la liberté, avec toutes ses imperfections, et le totalitarisme, avec toutes ses œuvres de béton et d'acier. L'air que l'on respirait d'un côté et de l'autre n'était pas le même. Et je suis de ceux qui ne peuvent pas respirer dans l'air raréfié d'un régime qui érige un système unique de slogans, toujours impératifs et toujours changeants, en

vérité d'État.

Au temps de ce que l'on appelle la guerre froide, Berlin était le front, avec la résolution, la confiance, souvent même la gaieté de ceux qui ne doutent ni de leur cause, ni de leur résolution, ni de l'avenir. Au temps de la détente et de la coexistence pacifique, Berlin doit rester l'affirmation patiente, modérée mais irréductible, d'un droit que les Européens ont finalement reconnu à tous ceux qu'ils gouvernaient naguère avec bonne conscience - droit que les Européens ont pu violer hier aux dépens des peuples d'Afrique et d'Asie, mais qu'ils revendiquent aujourd'hui pour ceux des leurs qui en sont privés.

Ernst Reuter, que j'ai connu lorsqu'il était bourgmestre de cette ville, par son passé, par sa foi politique, par sa personne même, exprimait fidèlement le sens d'un combat non violent dont la coexistence pacifique peut modifier peut-être la forme mais non la substance. Dans sa jeunesse, Ernst Reuter avait cru à la révolution bolcheviste: il n'était donc pas suspect d'opposer au marxisme-léninisme une hostilité de principe. Il était resté fidèle à des convictions socialistes: il n'était donc pas suspect de défendre des intérêts matériels, des droits acquis, ou de méconnaître ce que le régime, de l'autre côté du mur, peut exprimer de revendications légitimes ou d'aspirations nourries par des générations de souffrances ou de déceptions. Bien moins encore Ernst Reuter défendait l'Occident contre la Russie, ou contre les "hordes asiatiques", ou contre un peuple ou une race quelconque. Ernst Reuter, socialiste, défendait la liberté ou les libertés sans laquelle ou sans lesquelles le socialisme n'est qu'une dérision, et cela contre un parti qui, lancé à la conquête de la liberté totale, avait débouché sur la tyrannie absolue.

Tel est, me semble-t-il, le double sens de l'action d'Ernst Reuter, bourgmestre de Berlin: la défense de la liberté au nom du socialisme et contre le totalitarisme, la revendication de la liberté pour tous les Allemands, non par hostilité à l'Union soviétique ou au peuple russe, mais au nom d'un droit que l'Occident ne pourrait sacrifier sans se trahir lui-même. Une telle action, me semble-t-il, n'a pas moins de valeur aujourd'hui qu'il y a dix ans. Permettez-moi, pour honorer celui qui fut pour tant d'entre vous un symbole, un chef, un ami, de m'interroger sur ce qu'est devenu, dans le contexte transformé d'aujourd'hui, l'espoir d'un socialisme fidèle à la tradition libérale de l'Occident, sur ce que doit être la revendication allemande d'unité dans la liberté alors que s'esquisse, après la rupture dite idéologique entre Moscou et Pékin, un rapprochement entre Moscou et Washington.

Le socialisme est un de ces mots si souvent employés et avec tant de significations divergentes ou contradictoires qu'ils n'évoquent plus aucune idée précise. Tantôt baptisé africain et tantôt asiatique, tantôt arabe et tantôt soviétique, il s'applique ici à des pays qui ne possèdent encore ni tradition politique ni industrie, là à des pays qui ont édifié une immense industrie lourde en prélevant sur la masse paysanne la plus-value nécessaire à l'accumulation et qui se font gloire de refuser la coexistence en matière d'idéologie, autrement dit qui prétendent détenir une vérité unique et absolue. La question du socialisme se pose en termes inévitablement tout autres selon les phases de la croissance économique, selon les zones de civilisation, selon le passé des peuples. Mais le socialisme au sens moderne de ce mot est né en Europe, il s'est formé à la suite de la crise de la Révolution française et au moment où la révolution industrielle, la première, affleurerait à la conscience des hommes de pensée. Il n'est donc pas faux, me semble-t-il, de suggérer que durant la première moitié du XIXe siècle toutes les écoles de socialisme - qui dominent encore trop souvent les idéologies de notre âge, bien qu'elles soient dévalorisées par le cours des événements - ont été animées par une double intention: tirer les conséquences logiques et extrêmes de la Révolution française, corriger les maux que la révolution industrielle semblait aggraver alors qu'en apparence l'accroissement des forces de production aurait dû les atténuer sinon les éliminer.

De toutes les écoles socialistes, nous le savons, une l'a emporté en Europe, dans le dernier quart du siècle dernier: il s'agit du marxisme auquel s'applique manifestement la définition que nous venons de rappeler. Lui aussi se voulait héritier de la tradition française, lui aussi entendait non pas renier mais accomplir l'héritage de la Révolution française. Dans son article de jeunesse, *La question juive*, Marx écrivait: "L'émancipation politique constitue, somme toute, un grand progrès. Elle n'est pas, il est vrai, la dernière forme de l'émancipation humaine. Mais elle est la dernière forme de l'émancipation humaine dans les cadres de l'ordre social actuel." Et, dans *L'Introduction à la Critique de la philosophie du droit de Hegel*, il évoque "l'impératif catégorique de renverser toutes les conditions sociales où l'homme est un être abaissé, asservi, abandonné, méprisable, qu'on ne peut mieux dépeindre qu'en lui appliquant la boutade d'un Français à l'occasion de l'établissement projeté d'une taxe sur les chiens: "Pauvres chiens! On veut vous traiter comme des hommes!" Par quelle ironie de l'histoire une critique radicale (à l'origine critique de la religion) posant que l'homme est pour l'homme l'être suprême a-t-elle dégénéré en un régime où l'État, qui devait dépérir, est devenu totalitaire? Telle a été pour nous, pour la

génération formée après la première guerre mondiale et aux yeux de laquelle se dévoilait peu à peu la nature tyrannique du régime soviétique, telle à été probablement pour Ernst Reuter la grande question.

Les réponses que l'on peut donner sont multiples - comme toujours en histoire il n'existe pas une réponse unique. Mais je voudrais brièvement esquisser ces réponses, en allant de ce qui me paraît le plus superficiel vers ce qui me paraît l'essentiel. La dualité de l'inspiration émancipatrice et de la réalité despotique ne tient pas seulement à la dialectique de la Révolution française et de la révolution industrielle, elle est interne à l'histoire et à l'héritage de la Révolution française. Elle l'est même en un double sens. Une fois engagés dans l'action, les extrémistes, les violents, les jacobins sont indifférents aux libertés dont ils étaient, avant la crise, les plus ardents champions. Pas de liberté pour les ennemis de la liberté, s'écrient-ils - et qui n'est pas ennemi de la liberté aux yeux de ceux pour lesquels la liberté se confond avec le pouvoir de ses défenseurs, c'est-à-dire avec leur propre pouvoir? En ce sens, c'est par le dynamisme même de la violence révolutionnaire que les libéraux se transforment en despotes, que le règne des jacobins est celui de la terreur et que l'Ancien Régime apparaît rétrospectivement modéré et humain. Ainsi s'explique la formule tant de fois employée: les bolcheviks sont des jacobins qui ont réussi, c'est-à-dire duré.

Mais la contradiction ne résulte pas seulement de l'emploi de moyens incompatibles avec les objectifs visés. Elle résulte du caractère même des objectifs. Les libertés personnelles ou politiques ne s'épanouissent que dans un climat de modération, sous la garantie des lois ou de la Constitution, quand l'impatience ou l'espérance illimitée n'entraîne pas les idéalistes et les malheureux à la recherche d'un régime absolument bon, d'une fin de la préhistoire où toutes les contradictions propres aux sociétés humaines seraient définitivement résolues. S'il y a deux socialismes, écrivait l'historien italien Guglielmo Ferrero, un peu injustement oublié, c'est qu'il y avait deux Révolutions françaises, l'une qui tendait à un État constitutionnel, représentatif et libéral, et l'autre qui, victime des moyens employés, du dynamisme de la violence et de la peur, et aussi de la démesure de ses ambitions, édifia des despotismes temporaires sur les ruines de la monarchie abattue.

Cette dualité de la Révolution française fut aggravée par la dualité du socialisme et par la nature même du problème que posait la révolution industrielle. Celle-ci, telle qu'elle se déroulait en Grande-Bretagne et en France, provoquait le scandale: l'humanité avait connu, à travers les siècles, les famines

(il y en eut encore, en certaines régions de la France, au début du siècle dernier), elle n'avait jamais connu l'équivalent des crises cycliques, le manque de travail à côté de machines tournant au ralenti, elle n'avait jamais eu le sentiment tout à la fois que la capacité de produire progressait à une allure sans précédent et que les masses devenaient plus misérables, femmes et enfants asservis à des machines grâce auxquelles une minorité accumulait une richesse elle aussi sans précédent.

Rien n'était aussi tentant, aussi vraisemblable que d'attribuer à la propriété privée des instruments de production la responsabilité majeure dans le contraste scandaleux entre le luxe de quelques-uns et le malheur de presque tous, d'attribuer à l'anarchie capitaliste - c'est-à-dire aux mécanismes du marché et à l'absence de plan - la responsabilité majeure dans le phénomène des crises, de la pénurie au milieu de l'abondance, du chômage en dépit de la pauvreté. Ces thèmes du réquisitoire socialiste se retrouvent chez d'innombrables auteurs. Nous savons aujourd'hui pourquoi ils ne comportent qu'une vérité très partielle. Nous savons maintenant comment les autres pays auraient pu traverser à moindres frais humains cette phase de l'industrialisation primaire et comment, en fait, les premiers plans quinquennaux et la collectivisation agricole ajoutèrent des chapitres inédits au martyrologe de l'espèce humaine.

Marx n'est pas le créateur des thèmes du réquisitoire socialiste, mais il les a orchestrés, il les a mis en forme systématique ou scientifique et il leur a donné une force incomparable en combinant la révolte morale et l'argumentation théorique, en conférant aux revendications sociales le prestige emprunté à la science, en prophétisant la victoire inévitable de ceux auxquels devait aller la sympathie spontanée de tous les hommes de cœur. Marx l'économiste, celui qui a édifié cette œuvre unique d'érudition, de raisonnements aussi sophistiqués que convaincants, toute chargée de haine à l'égard de la société présente et d'amour pour une société future, lointaine et ignorée, Marx l'économiste n'a jamais réellement démontré que la paupérisation ou la catastrophe finale fussent inévitables. Comment l'homme qui, plus que tous les économistes classiques, avait reconnu le caractère dynamique du régime économique, l'accumulation du capital, la réduction du nombre des heures de travail nécessaire aurait-il pu démontrer que le salaire ouvrier devait s'abaisser au fur et à mesure qu'il fallait moins de temps pour produire les marchandises indispensables à la vie de l'ouvrier et de sa famille? L'armée de réserve industrielle, ou le chômage endémique, facteur par lequel il tente de démontrer l'indémontrable, peut ralentir ou contrarier, mais non renverser durablement le progrès - accumulation du capital et croissance de la productivité - qui tend à élever le niveau de vie de la

plupart.

Mais que *Le Capital* ne démontre pas authentiquement ce qu'il est censé démontrer n'intéresse que les professeurs ou ceux que nous appelons, en France, les marxologues, ceux qui étudient Marx. (Je ne suis pas marxiste, mais plus marxologue que la plupart des marxistes.) *Le Capital*, historiquement, en tant que fondement théorique du socialisme scientifique, a convaincu ceux qui l'ont lu avec une âme de disciple (et plus encore ceux qui ne l'ont pas lu) de la vérité des deux propositions qui gardent aujourd'hui une résonance politique: qu'il existe un capitalisme une fois pour toutes défini par la propriété individuelle des instruments de production et l'absence de plan (régime condamné à mort par ses contradictions et par ses crimes), et, d'autre part, que seules la destruction totale de ce régime jusqu'en ses fondements, seule une révolution radicale pourrait ouvrir à l'humanité les voies de l'avenir et du salut.

À ce point, nous rencontrons la cause, peut-être la plus profonde, de la tragédie historique de marxisme, de l'aboutissement tyrannique d'une révolte qui se voulait libérale. Sociologue, Marx a cru ou, du moins, trop souvent écrit comme s'il croyait qu'il y avait une antinomie irréductible entre deux régimes, et deux seulement, le capitalisme et le socialisme, l'un connu et responsable de toutes les calamités humaines, l'autre, encore non expérimenté, mais à l'avance décrété fin de la préhistoire ou début d'une ère nouvelle durant laquelle le progrès social n'exigerait plus de révolution politique. Par cette antithèse rigide et factice, Marx sociologue demeure le garant malgré lui de ces idéologues de bas étage qui, à Pankow ou à Moscou, veulent nous faire croire qu'un régime obligé de s'entourer d'une muraille de Chine pour interdire à ses citoyens l'évasion demeure malgré tout socialiste, sous le seul prétexte que les instruments de production appartiennent à l'État.

Philosophe de l'histoire, Marx a encore fourni des arguments à ces mêmes idéologues qu'il mépriserait à coup sûr, parce que, combinant une certaine interprétation de la dialectique hégélienne avec une transposition au domaine historique des lois de la nature, il a prophétisé, au moins dans ses livres de politique et de propagande, un cours inexorable, à l'avance écrit, de l'histoire humaine, comme si, incapables de prédire le devenir de la science et de la technique, nous étions capables de prévoir l'état futur d'une société que dominant, plus que toute autre force, cette même science et cette même technique.

Enfin - et pour l'histoire des idées c'est peut-être l'essentiel - Marx philosophe

a conçu la critique radicale et la fin des aliénations de telle manière que la tyrannie risque de sortir de cette critique, moins par contradiction que par déduction logique. Marx philosophe, c'est-à-dire le jeune Marx, rêve successivement d'écrire une critique de la religion, une critique de la politique, une critique de l'art et finalement une critique de l'économie politique, dont *Le Capital* n'est qu'un morceau. La religion est une aliénation: "La religion est l'expérience de la misère réelle et la protestation contre la misère réelle... Exiger qu'il soit renoncé aux illusions concernant notre propre situation, c'est exiger qu'il soit renoncé à une situation qui a besoin d'illusions." Marx héritier de la philosophie des lumières en sa version superficielle ne voit dans la religion qu'une illusion à l'usage des malheureux, entretenue non par la ruse des prêtres, mais par une nécessité sociale: tant que l'homme ne réalisera pas ici-bas son essence, il la projettera dans un transcendant. La critique aboutit donc au principe que l'homme est pour l'homme l'être suprême, et elle se transforme en critique de la société qui a besoin de l'illusion religieuse pour survivre.

De la critique de la religion, Marx passe donc à la critique de la politique, car en politique la démocratie formelle crée un équivalent de la transcendance religieuse, elle instaure un dualisme entre la vie concrète du travailleur, l'homme de la société civile, et la vie illusoire du citoyen qui ne réalise sa citoyenneté que dans un empyrée lointain, inaccessible. "Les hommes de l'État politique sont religieux, dans le sens que l'homme considère comme sa vraie vie la vie politique située au-delà de sa propre individualité." Traduisons en termes moins philosophiques: la critique de la politique met à jour le caractère illusoire de la démocratie formelle, extérieure à l'existence concrète du travailleur, comme la critique de la religion avait mis à jour le caractère illusoire de la transcendance rêvée. Voici donc l'homme ramené à sa réalité naturelle, l'homme réel, non aliéné, le travailleur aux prises avec la nature et en coopération avec ses semblables. "L'émancipation politique, c'est la réduction de l'homme d'une part au membre de la société bourgeoise, à l'individu égoïste et indépendant, et d'autre part au citoyen, à la personne morale. L'émancipation humaine n'est réalisée que lorsque l'homme a reconnu et organisé ses forces propres comme forces sociales et ne sépare plus de lui la force sociale sous la forme de la force politique." L'émancipation humaine telle que la conçoit Marx tend donc à rétablir l'unité entre la société civile et l'État, entre la vie privée des producteurs et des consommateurs et la vie politique du citoyen. L'homme désaliéné est citoyen en tant que travailleur et travailleur en tant que citoyen. Ainsi le sovkhozien ou le kolkhozien...

Bien sûr, dans l'étatisation de la vie sociale tout entière et dans la soumission de l'État lui-même à une orthodoxie primitive Marx n'aurait pas reconnu le rêve d'une humanité délivrée des illusions religieuses et politiques, redevenue maîtresse de ses forces aliénées. Rien ne serait plus facile que d'appliquer la critique radicale de Marx à la société soviétique. La critique, écrivait Marx, vise à contraindre les hommes à se voir tels qu'ils sont et non pas tels qu'ils aimeraient eux-mêmes se voir. Quelle société est plus incapable de se voir dans sa vérité que la société soviétique, qui repose sur le dogmatisme de l'identité entre la classe et le parti, de la liberté du prolétariat confondue avec la toute-puissance du parti. De même, le centre de la critique économique de Marx, c'est l'analyse de la plus-value, du mode de prélèvement et de distribution de la valeur produite par les travailleurs au-delà de celle que leur consommation ou leur salaire représentent. C'est l'État qui, en Union soviétique, prélève une énorme plus-value par l'intermédiaire des impôts sur le chiffre d'affaires. Et quelle économie ressemble davantage à celle que Marx caractérisait par la formule: "Accumulez, accumulez, c'est la loi et les prophètes"?

À n'en pas douter, la critique radicale de Marx n'épargnerait pas la société soviétique, mais cette critique est animée par une volonté d'un faux absolu, volonté qui est une sorte de mal radical du marxisme. Critiquer les aliénations, dénoncer les illusions, toutes ces démarches supposent connu l'homme non aliéné, la réalité non illusoire, faute de quoi il ne s'agit plus que d'un procédé facile de polémique, chacun dénonçant son adversaire comme aliéné. Or, dans sa jeunesse, Marx semble avoir défini l'homme réel, essentiel, comme l'homme travailleur, et vu dans l'industrie le demiurge de l'histoire. Toutes les œuvres de l'esprit deviennent aliénations par rapport à cet homme qui humanise la nature par le travail et se naturalise simultanément lui-même. Une telle philosophie est grosse d'une sorte de nihilisme dont l'homme communiste, confondu dans la masse et satisfait de cette confusion, peut être une expression moins infidèle que caricaturale. L'élimination voulue de la politique comme d'une sphère autonome peut conduire à la politisation de la société, de l'existence entière. Et si le travailleur qui produit pour le marché est aliéné, comme est aliéné le croyant qui met sa foi en Dieu, la planification totalitaire peut être une déduction logique de la critique de l'aliénation religieuse, comme l'athéisme militant de la critique religieuse. "L'aliénation, c'est la pratique du dessaisissement. De même que l'homme tant qu'il est sous l'emprise de la religion ne peut concrétiser son être qu'en en faisant un être fantastique et étrange, de même il ne peut, sous l'influence du besoin égoïste, s'affirmer pratiquement et produire les objets

pratiques qu'en soumettant ses produits ainsi que son activité à la domination d'une entité étrangère et en leur attribuant la signification d'une entité étrangère, l'argent." Mais si le marché et l'argent disparaissent, est-ce la liberté qui surgira, ou la tyrannie totale d'un État qui ne reconnaîtra plus aucune sphère comme privée, pas même celle de la foi?

Les socialistes, au début de ce siècle, ne présentaient pas les implications tyranniques possibles d'une philosophie que Marx avait esquissée dans des textes abandonnés pour la plupart à la critique rongeuse des souris. Le mouvement social-démocrate, auquel Ernst Reuter s'était voué et auquel il est revenu après quelques années d'illusions, appartenait à la tradition humaniste de l'Occident. Il s'efforçait d'organiser les masses ouvrières, de leur donner une chance d'accès à la politique et à l'État - et en ce sens de les libérer, s'il est vrai que les individus ou les groupes qui se sentent étrangers à l'État sont privés d'une des libertés constitutives de la démocratie.

La contradiction dont le socialisme démocratique qui se réclamait du marxisme a eu le plus de peine à se libérer était celle du réformisme et de la révolution, suivant les termes consacrés. Peut-être ne s'agit-il pas à proprement parler d'une contradiction dans la philosophie marxiste, mais la volonté de maintenir une séparation rigoureuse entre d'une part, les *réformes* tendant à humaniser les rapports sociaux et, d'autre part, la *révolution* qui transformerait les fondements mêmes de l'ordre séculaire - une telle volonté d'être à la fois dans la société existante et hors d'elle prêtait à une accusation de double jeu et entretenait un sourd malaise.

Ernst Reuter avait depuis longtemps fait son choix. Ayant compris, ayant vécu les implications de la prétendue libération radicale, il avait décidé que le mouvement socialiste appartenait à une société occidentale dont il connaissait et combattait les imperfections et dans laquelle il voulait donner à la classe ouvrière sa juste place. Je parle librement, devant un maire socialiste, de ce qui fut durant un demi-siècle le grand débat à l'intérieur du socialisme, parce que ce débat est aujourd'hui tranché. Les régimes mixtes de l'Occident, dans lesquels l'État accepte les responsabilités du plein emploi et de la croissance, mais se refuse à absorber l'ensemble de l'économie, ont révélé depuis quinze ans une vitalité et une fécondité qui réfutent les prophéties catastrophiques. C'est dans des régimes de cette sorte que se réconcilient le mieux les aspirations de la révolution bourgeoise et du mouvement socialiste: les ouvriers organisés ne constituent plus un corps étranger dans la société et dans l'État, et pourtant les

libertés intellectuelles et politiques sont sauvegardées. Il est bien vrai que la révolution industrielle permet d'achever l'œuvre de la Révolution française, mais à la condition de ne pas confondre l'essence de celle-ci avec le despotisme jacobin, et de concevoir la réconciliation des libertés formelles et des droits sociaux comme une tâche toujours actuelle et jamais accomplie.

Il est fréquent d'évoquer aujourd'hui la fin de l'âge idéologique ou la fin des idéologies. Je crois même être quelque peu responsable de la formule, encore que le succès en soit dû presque entièrement à M. Khrouchtchev d'un côté, au miracle économique européen de l'autre. M. Khrouchtchev a porté un coup fatal à la fascination qu'exerçait l'idéologie marxiste-léniniste sur une fraction des intellectuels occidentaux, tout à la fois par ce qu'il a dit et par ce qu'il est. En révélant les crimes du culte de la personnalité, il a ébranlé quelques convictions et justifié rétrospectivement quelques hérésies. Son style de paysan narquois, le mélange de coexistence pacifique et de non-coexistence idéologique, les alternances de menaces et de retraites, les querelles avec Pékin, autre métropole de la foi nouvelle, les concessions faites de temps à autre aux réalités et au bon sens - tout cet ensemble, personnel et historique, manque de la grandeur sinistre et presque démente du stalinisme en ses dernières années. Ce ne sont pas les taux de croissance économique, d'ailleurs en baisse, qui recrutent des adhérents à une idéologie.

Simultanément, de ce côté-ci du rideau de fer, la République fédérale, puis la France, l'Italie, la Hollande fournirent avec éclat une double démonstration: que les métropoles des empires ne s'appauvrissaient pas en libérant leurs colonies, que la croissance en intensité était possible, même sur un territoire étroit, et que la notion d'espace vital avait été, au moins au sens économique, une simple justification d'une volonté de puissance. Comment affirmer sérieusement qu'aucun progrès n'est possible dans le cadre d'un régime où subsiste la propriété privée des instruments de production, alors que chaque année le produit national brut augmente de 4, 5 ou 6%, et que le niveau de vie des masses s'élève en proportion? À une génération d'écart, l'Europe occidentale découvrait les chances et les périls de ce que l'on appelle aux États-Unis la société opulente (*the affluent society*). Du même coup, à l'intérieur du mouvement socialiste, la cause des réformistes était gagnée.

Je ne voudrais pas entrer dans les débats et conflits de politique intérieure de Berlin ou de la République fédérale, comparer la *soziale Marktwirtschaft* de la République fédérale avec l'*économie concertée* de la France. Je voudrais

seulement préciser ce que ne signifie pas *la fin des idéologies*. La formule désigne un fait d'expérience, actuel à coup sûr, durable peut-être: l'affaiblissement de la foi des intellectuels et des masses dans des systèmes globaux d'interprétation et de transformation du monde. On ne croit plus aux révolutions salvatrices, aux catastrophes fécondes, au désespoir pathétique et aux espérances démesurées. Dans une de ses pièces, dite comique, Jean-Paul Sartre prête à un personnage, un jeune communiste, la formule: "Vous allez désespérer Billancourt", et cela en disant la vérité sur certains aspects de la réalité soviétique. Ainsi, au siècle dernier, ceux qui défendaient, pour des motifs politiques, la religion à laquelle ils n'adhéraient plus du fond de leur âme, invoquaient les consolations, fussent-elles illusoire, que le scepticisme enlèverait aux malheureux. Billancourt n'est plus en danger d'être désespéré en apprenant les méfaits du culte de la personnalité. Et le Billancourt berlinois aurait été désespéré depuis longtemps s'il avait eu besoin de croire à l'image de la réalité communiste que la propagande soviétique lui offrait. Mais peut-être certains intellectuels avaient-ils plus besoin encore que les ouvriers des illusions du marxisme-léninisme. Aujourd'hui, les uns comme les autres sont moins portés au dogmatisme et plus au pragmatisme.

Mais la fin des illusions, des idéologies totales, des solutions miraculeuses n'est pas et ne doit pas être l'abandon du combat, qui durera aussi longtemps que l'existence humaine, pour corriger les multiples injustices qui corrompent nos sociétés occidentales, pour atténuer les rigueurs des conflits auxquels n'échappe aucun ordre social, pour mettre les ressources croissantes de la science et de la technique au service d'une existence digne d'hommes libres et non de robots.

Ce qui enlève tout intérêt à la controverse dite idéologique avec les prétendus idéologues des partis soi-disant marxistes-léninistes, c'est l'anachronisme proprement grotesque de leurs thèses sur la paupérisation ou les monopoles. Bien sûr, l'accumulation de puissance dans les mains de quelques dirigeants des grandes corporations crée un problème, mais celui-ci ne sera pas résolu en unifiant toute l'économie dans une sorte d'unique entreprise, et ne soumettant celle-ci à la volonté exclusive d'un *politburo* et de son chef. Nous aimerions discuter avec les interprètes du régime soviétique sur la manière dont ils envisagent les conséquences de l'automation, sur les mesures qu'ils prennent pour assurer la participation morale des travailleurs à la vie ou à la gestion de l'entreprise. Les sociétés industrielles modernes sont d'une complexité telle que le simple citoyen risque de s'y sentir perdu, et que syndicats et partis, si indispensables soient-ils, ont des tâches inédites à remplir pour conserver

l'attachement et l'intérêt de leur membres, tentés légitimement de jouir des avantages que leur apporte la prospérité, au risque de devenir des consommateurs plus que des citoyens.

Le dialogue avec les porte-parole de l'univers soviétique est aujourd'hui encore impossible. Le mur de la honte est un symbole, celui du dogmatisme qui demeure la règle dans le pseudo-État d'Ulbricht comme dans la Russie de Khrouchtchev. Je sais bien que le premier secrétaire du parti dénonce aujourd'hui Mao Tsé-toung et le parti chinois comme coupables de dogmatisme, et qu'il se rapproche de Tito, révisionniste selon Pékin. Mais nous n'employons pas ici les mots dans le sens qui leur est donné de l'autre côté. Nous reviendrons dans quelques instants sur la querelle entre Moscou et Pékin, qui ne sera pas sans influence sur le sort de votre ville. Mais, pour l'instant, je dis que M. Khrouchtchev est, à nos yeux, un dogmatique comme M. Ulbricht, parce qu'il ne se lasse pas de répéter les formules idéologiques élaborées au siècle dernier, comme si elles répondaient encore aux problèmes de notre temps. Ces formules idéologiques ne pouvant être maintenues dans le cas d'un libre dialogue, il est obligé de rejeter la coexistence dans le domaine de l'idéologie, en d'autres termes de prétendre qu'il y a, en matière d'organisation économique et sociale, une vérité absolue et une seule, et que le parti communiste d'U.R.S.S. en est l'interprète unique.

Il y a six mois, s'adressant à un auditoire comprenant le praesidium du parti et la plupart des personnalités les plus éminentes de la vie culturelle soviétique M. Khrouchtchev s'exprimait ainsi: "J'ai déjà dit que la coexistence pacifique en matière d'idéologie équivaut à trahir le marxisme-léninisme, la cause des ouvriers et des paysans. La société soviétique se trouve maintenant à une étape où a été établie l'unité totale, monolithique, de toutes les nations socialistes de l'Union, de toutes les couches du peuple, ouvriers, kolkhoziens, intellectuels qui bâtissent avec succès le communisme sous la direction du parti léniniste. Notre peuple et notre parti ne toléreront aucune atteinte à cette unité monolithique. La tentative de nous imposer la coexistence pacifique des idéologies est la manifestation d'une telle atteinte. Voilà pourquoi nous ouvrons le feu contre les idées nuisibles et contre leurs porteurs." Et un peu plus loin: "Ici comme partout, nous partons d'un point de vue de classe, des positions de la défense des intérêts des travailleurs. Tant que les classes existeront sur la terre, le bien absolu n'existera pas. Ce qui est bien pour la bourgeoisie, pour les impérialistes, est désastreux pour la classe ouvrière; et inversement, ce qui est bien pour les travailleurs n'est pas admis par les impérialistes, par la bourgeoisie." Voilà ce qui

constitue, à mes yeux, le dogmatisme marxiste-léniniste, auquel M. Khrouchtchev demeure tout aussi fidèle que M. Ulbricht, encore qu'en un style moins odieux. À partir de ce dogmatisme, "la presse et la radio, la littérature, la peinture, la musique, le cinéma, le théâtre sont appelés à devenir une arme idéologique tranchante de notre parti". À quoi nous répondons non, aujourd'hui comme hier. La politisation intégrale de la vie intellectuelle et artistique est l'expression même de ce totalitarisme que nous ne nous lasserons pas de combattre. Et nous avons toujours en face de nous ce même totalitarisme, assoupli à coup sûr, débarrassé de ses excès pathologiques imputables à la demi-démence de Staline, mais dont les fondements subsistent: le parti est l'incarnation du prolétariat, il a droit au monopole de la politique et de l'idéologie; un régime fondé sur le parti unique marxiste-léniniste est de ce fait même baptisé socialiste, et ce parti unique soumet à ses volontés, toujours impérialistes et souvent changeantes, l'ensemble de l'existence sociale, y compris la vie intellectuelle et artistique. À ce dogmatisme-là, Ernst Reuter opposait un non résolu et tranquille; et nous tous, socialistes et libéraux, sociaux-démocrates ou chrétiens-sociaux, Français et Allemands, gaullistes et antigauillistes, nous continuerons patiemment, inlassablement, à combattre ce dogmatisme qui coupe en deux votre ville et notre continent. Il n'y aura pas d'Europe unie de l'Atlantique à l'Oural tant qu'à Moscou M. Khrouchtchev ou son successeur répétera que, selon le principe de classe, ce qui est bon pour la classe ouvrière (c'est-à-dire l'Union soviétique) est mauvais pour la bourgeoisie (c'est-à-dire, selon leur langage, l'Occident) et inversement.

Depuis quelques semaines, il est vrai, quelque chose de nouveau est intervenu, une exception a été admise à l'absolutisme du principe de classe. Le 16 juillet, le comité central du parti communiste de l'U.R.S.S., en réponse à la lettre en vingt-cinq points diffusée le 15 juin par le parti communiste chinois, a marqué la réserve suivante: "La bombe atomique, elle, n'adhère pas au principe de classe; elle tue tout un chacun dans le rayon d'action de sa puissance de dévastation." Le fait n'est pas nouveau, et je serais étonné que M. Khrouchtchev ne l'eût pas connu hier, mais il le proclame aujourd'hui.

C'est Malenkov, le premier, qui avait tiré les conséquences de la révolution introduite dans les relations internationales par la mise au point des bombes thermonucléaires, dont une seule possède une puissance explosive supérieure à celle du total des bombes utilisées durant les deux premières guerres, voire au total de l'énergie employée par l'humanité dans toutes les guerres livrées au cours des milliers d'années de son histoire. Malenkov, le premier, avait osé dire qu'une

troisième guerre mondiale détruirait ensemble capitalisme et socialisme, et la civilisation elle-même. Il avait été sévèrement rappelé à l'ordre par la fraction sur laquelle s'appuyait alors M. Khrouchtchev, qui estimait qu'une troisième guerre détruirait le capitalisme mais épargnerait le socialisme. Par un processus dialectique qui n'est pas sans exemple, de même que Staline, après avoir triomphé de Trotsky, reprit et accentua encore la thèse de l'industrialisation forcée, M. Khrouchtchev, après avoir éliminé Malenkov, vient de reprendre et d'accentuer, lui aussi, la thèse de la paix thermonucléaire, indispensable aussi bien au prolétariat qu'à la bourgeoisie; à cette thèse, il a donné une forme idéologiquement redoutable: la bombe n'adhère pas au principe de classe.

Nous n'avons nulle difficulté à reconnaître ce fait majeur. Depuis des années, j'ai connu presque tous ceux qui, en Occident, ont réfléchi au problème de la guerre et de la paix, et j'ai répété que si malheureusement la diplomatie de l'âge nucléaire ne pouvait se passer de la menace de guerre, le but de cette diplomatie, à notre époque, ne peut et ne doit être que la non-application de la menace que l'on profère. Pour la première fois dans l'histoire, des hommes préparent une guerre qu'ils ne veulent pas livrer, qu'ils espèrent ne pas livrer. Pour la première fois la formule romaine, *si vis pacem, para bellum*, durant des siècles alibi du bellicisme, a une chance d'être vraie.

Ce n'est pas ici le lieu d'analyser en détail la dialectique de la dissuasion, les conditions dans lesquelles la menace réussit à dissuader, les risques d'un jeu dans lequel un accident ou un malentendu provoqueraient une catastrophe. Ce qui nous importe ici, à Berlin, en Allemagne, en Europe, ce sont les deux faits majeurs de la conjoncture diplomatique. Le premier fait, c'est que votre liberté à vous, Berlinois, se trouve préservée par la force américaine de dissuasion (parce qu'en Occident, pour l'instant, il n'y en a pas d'autre digne de ce nom, ni en Grande-Bretagne ni en France). Cette protection est plus directe, plus évidente pour vous, au milieu de l'univers soviétique, que pour les Allemands de la République fédérale ou les citoyens de la République française, même si d'une certaine manière la liberté de tous les Européens serait compromise si votre liberté à vous était perdue. La dissuasion par la menace monstrueuse est donc le premier fait. Le deuxième, c'est l'impossibilité d'utiliser cette menace pour satisfaire aux revendications de la justice, c'est-à-dire pour que les Allemands de l'autre côté du mur aient le droit, eux aussi, de choisir librement leur régime et leur patrie. La révolution technique et militaire dont la bombe thermonucléaire est l'expression n'est favorable ni à la justice ni à l'injustice, mais au *statu quo*. Aucun des deux Grands n'a une supériorité suffisante pour contraindre l'autre à

une retraite spectaculaire, aucun ne prendra un risque pareil; M. Khrouchtchev, en 1959 ou 1960, a vainement brandi ses spoutniks et ses fusées. Lorsqu'il a voulu modifier l'équilibre des forces stratégiques en installant des fusées à Cuba, il a rapidement renoncé, car il s'est alors heurté à une exigence formelle et mesurée du Président américain.

La conclusion à laquelle tendent ces analyses, qui n'ont aucune prétention à l'originalité, vous la connaissez comme moi: nous ne pouvons, nous Occidentaux, ni reconnaître à titre définitif la division de l'Allemagne et les régimes imposés de l'autre côté du rideau de fer, ni escompter une épreuve de force à l'issue de laquelle, conformément à tant d'exemples historiques, les injustices d'hier seraient rectifiées, quitte à en commettre d'autres aux dépens des privilégiés anciens. Les injustices ne se compensent pas, elles s'ajoutent. Le défi que nous lance aujourd'hui l'histoire se résume dans l'interrogation suivante: comment résoudre sans recourir à la force un conflit qui, dans le passé, aurait été tranché par la force? Comment faire pour que la justice règne sans que le monde périsse, en un temps où le monde risque réellement de périr si l'humanité emploie tous les moyens de destruction qu'elle possède?

Des conversations que j'eus avec Ernst Reuter, je garde le souvenir qu'il était déjà conscient des termes dans lesquels se posait le problème allemand ou, si l'on préfère, le problème de la liquidation des conséquences de la deuxième guerre mondiale. Bien qu'il n'ait connu que la première phase de l'âge nucléaire, celle de la bombe atomique et non celle de la bombe thermonucléaire, il savait que la guerre froide entre les deux blocs, entre les deux mondes, ne devait pas déboucher sur une guerre totale qui achèverait de détruire la civilisation européenne; il savait que les démocraties ne devraient pas reprendre l'esprit de croisade idéologique ou, tout au moins, que cet esprit de croisade devait être dépouillé de toute intention de violence et de conquête. Notre but n'est pas la victoire, si ce terme désigne l'anéantissement de l'adversaire, Russie ou communisme; notre but est la paix dans la justice, paix que l'Union soviétique elle-même reconnaîtrait comme telle le jour où elle ne serait plus dogmatique, autrement dit où elle ne confondrait plus son régime avec la vérité universelle, et le pouvoir du parti marxiste-léniniste avec la voie unique du salut.

Quelle chance y a-t-il d'atteindre ce but, c'est-à-dire la conversion de l'Union soviétique et de ceux qui la gouvernent à une conception foncièrement contraire aux principes de leur idéocratie? Pour l'instant, aucune, et c'est pourquoi nous savons tous que la réunification de l'Allemagne dans la liberté est provisoirement

exclue. L'Union soviétique n'acceptera pas des élections libres par l'intermédiaire desquelles les Allemands de l'autre côté du mur révéleraient leurs sentiments vrais, et l'Occident n'a pas les moyens de soumettre l'Union soviétique à sa volonté.

Telle est la conjoncture à partir de laquelle les opinions divergent entre les partenaires de l'alliance, à l'intérieur de chacun des pays et même, dans chaque pays, à l'intérieur de la plupart des partis. Il y a quelques mois encore, les divergences étaient de peu de conséquences, au moins en apparence. La cristallisation militaire interdisait pour ainsi dire toute démarche diplomatique. Des deux côtés de la ligne de démarcation, on se préparait à repousser une agression à laquelle personne ne s'attendait. À Berlin, tantôt la pression soviétique se faisait plus forte et tantôt elle se relâchait, le mur ayant en août 1961 infligé à une ville la même division contre nature que subissaient déjà un continent et une nation.

La signature du traité de Moscou, la querelle entre Pékin et Moscou, l'amorce d'un rapprochement entre les États-Unis et l'Union soviétique créent le début d'une situation nouvelle. D'une part celle-ci devrait affermir la position de Berlin-Ouest et en garantir la sécurité; d'autre part elle risque d'affaiblir la revendication que la diplomatie occidentale a faite sienne depuis quinze années: la paix oui, mais aussi la justice. Renonciation à l'emploi de la force, oui, mais revendication maintenue de l'unification dans la liberté. Hier, dans un climat de tension, il était facile de combiner avec une protestation platonique un *statu quo* toléré. Demain, si la détente crée un climat nouveau, on s'interrogera sur les moyens qui donnent la meilleure chance d'atteindre le but; du coup, le doute s'insinuera dans les esprits: diplomates, partis, simples citoyens s'opposeront en des controverses chargées d'autant d'incertitudes que de passions.

Il serait déplacé, en une telle occasion, de prendre parti dans des discussions qui touchent à la politique, au sens le plus courant et le plus prosaïque du terme. Pourtant ces discussions sont partie intégrante, si je puis dire, de l'héritage d'Ernst Reuter. Une fois repoussée l'offensive du blocus - et Reuter fut l'âme de la résistance au blocus - il était évident qu'un jour ou l'autre, à moins d'une catastrophe, les Soviétiques remettraient en question le statut de Berlin-Ouest. L'offensive de la menace ayant été repoussée, il était inévitable qu'un jour ou l'autre l'Union soviétique tentât d'user d'une autre tactique. Pour l'instant, c'est celle de la détente, par laquelle M. Khrouchtchev veut obtenir la consécration du *statu quo* territorial et idéologique en Europe, qu'il n'a pu arracher par le blocus

ni par la menace.

La diplomatie actuelle de M. Khrouchtchev a probablement de multiples causes: mise en question, par la dissidence chinoise, du rôle dirigeant du parti russe à l'intérieur de l'Internationale communiste; difficultés économiques et coût de la course aux armements; crainte sincère d'une guerre monstrueuse dont la crise de Cuba lui a découvert les périls; peut-être même changements intérieurs d'un pays dont l'économie grandit, dont la population s'instruit, dont le fanatisme idéologique s'use. Je n'exclus aucune de ces hypothèses, pas même les plus optimistes. Mais ce serait méconnaître radicalement la façon de penser et d'agir des bolcheviks que d'ignorer un fait évident: tension ou détente ne sont jamais pour eux des buts en soi, ce sont des moyens. Éviter la guerre thermonucléaire est à coup sûr un des objectifs premiers, sinon l'objectif premier de l'Union soviétique. Mais la signature du traité de Moscou, la proclamation solennelle que l'atome n'adhère pas au principe de classe, la diplomatie de détente en un mot, vise aussi un but politique qui, depuis des années, a été celui de la diplomatie soviétique: obtenir une reconnaissance définitive de faits accomplis à la faveur de la deuxième guerre.

L'Occident ne peut ni ne veut refuser la détente lorsque l'Union soviétique la propose. En ce sens, c'est Moscou qui continue à déterminer le style de la coexistence, belliqueux quand Staline ou Khrouchtchev en décide ainsi, apaisé quand leur humeur change ou qu'ils trouvent leur intérêt dans l'apaisement. La détente que l'Occident ne peut pas ne pas accepter ne doit pas pour autant être reçue comme un don du ciel ou un été ensoleillé à la suite d'un hiver rigoureux. Pour l'Occident, la détente doit être aussi un moyen en vue d'atteindre ses fins. Comment utiliser la détente en vue des objectifs constants de l'Allemagne et de l'Occident?

C'est sur la réponse à cette question que, me semble-t-il, deux écoles s'opposent. La première raisonnerait à peu près de la manière suivante. M. Khrouchtchev, provisoirement, renonce à brandir ses fusées et multiplie les sourires. Pour les disqualifier aux yeux du tiers monde, il accuse les Chinois de vouloir une guerre atomique. Il souhaite recevoir de l'Occident un témoignage de bonne conduite pacifique afin de renforcer sa position à l'intérieur de l'Union soviétique et de l'Internationale. Peut-être cette version est-elle durable, peut-être est-elle toute pragmatique. Mais dans l'un et l'autre cas, la meilleure méthode pour le confirmer dans ses bons sentiments, c'est de ne pas lui donner l'impression que l'Occident est prêt à se renier lui-même pour quelques sourires

du maître du Kremlin. Ne refusons pas le dialogue, mais rappelons que celui-ci n'est compatible ni avec le mur de Berlin ni avec le régime d'Ulbricht à Pankow. Bien loin que ces exigences compromettent la détente, elles la favoriseront si M. Khrouchtchev la souhaite sincère et durable.

L'autre école part de l'idée que l'objectif occidental n'est accessible que par une transformation intérieure du régime en Union soviétique d'abord, dans les pays d'Europe orientale ensuite. Or, disent les représentants de cette école, cette transformation implique que peu à peu au climat de guerre froide se substitue un climat de coexistence pacifique. Moins les hommes du Kremlin seront en mesure d'invoquer le danger extérieur, plus ils montreront d'indulgence aux tendances libérales, aux forces jeunes qui percent la croûte du totalitarisme, condamné mais maintenu. Depuis 1956, le praesidium ne cesse d'osciller entre la réhabilitation partielle et la condamnation renouvelée de Staline. La rupture avec Pékin tranche nécessairement en faveur des libéraux (au sens très relatif qu'a ce terme en Union soviétique). Pour soutenir ces derniers, pour accentuer le mouvement, il faut que l'Occident consente aux mesures souhaitées par l'Union soviétique - postes d'inspection, pacte de non-agression - même si elles comportent un élément de consolidation apparente du *statu quo*. Aussi longtemps que durait la cristallisation militaire, quel espoir réel de réunification pouvait-on nourrir? Plus il y aura de relations entre les deux Europes, plus les régimes totalitaires seront affaiblis en profondeur, parce qu'en Europe l'histoire va dans le sens de la liberté. Le totalitarisme n'a pas de justification, il ne possède donc pas d'assises profondes en des pays qui ont derrière eux les souffrances de l'industrialisation primaire et qui pourraient offrir à tous un niveau de vie décent et les libertés. Ce sont les Soviétiques qui devraient craindre que se relève de rideau de fer, et non les Occidentaux.

Si la détente devait effectivement entraîner de véritables échanges, non pas seulement commerciaux, mais intellectuels, l'argumentation de cette deuxième école serait probablement irrésistible. Mais ce qui nous est demandé, c'est plutôt une aide pour l'édification d'un régime qui se veut fidèle au principe de classe, autrement dit qui ne conçoit la coexistence pacifique que comme une lutte inexpiable qui doit se terminer par la victoire totale de l'un des deux camps. Est-ce par la souplesse diplomatique ou par le maintien obstiné de nos principes et de nos revendications que nous parviendrons à dissoudre ce fanatisme obtus? Personnellement, je ne vous le dissimulerai pas, je suis plus proche de la première école que de la seconde - ou plus précisément, je crois que c'est en suivant d'abord les consignes de la première école que les espérances suggérées

par la deuxième ont les meilleures chances de s'accomplir.

Si M. Khrouchtchev veut authentiquement la détente, qu'il en donne quelque part la preuve, et en particulier - pourquoi pas? - à Berlin même.

L'invitation adressée aujourd'hui à un Français a été pour moi un encouragement à la franchise, un rappel d'une vérité dont j'ai été convaincu bien avant le traité d'amitié franco-allemand: les guerres entre nos deux pays, qui ont tant coûté à l'un, à l'autre et au monde, appartiennent à un passé révolu. Depuis 1945, dès le lendemain de l'effondrement du III^e Reich, j'ai plaidé la cause d'une réconciliation aujourd'hui acquise, d'une coopération dans le cadre de l'Europe et de l'Alliance atlantique, dont je voudrais être sûr qu'elle se développera demain. Il y a quelques années, à Munich, un auditeur s'excusait de me poser une question relative à la politique intérieure française. Je lui répondis: ce qui concerne les Français concerne aussi les Allemands, ce qui concerne les Allemands concerne aussi les Français. Cette simple vérité m'a donné l'audace d'aborder sans détour les problèmes qui sont les vôtres, mais que je sens aussi comme les nôtres.

Ernst Reuter, homme d'action, n'aurait pas souhaité d'autre hommage de fidélité que la preuve d'une volonté sans défaillance de maintenir et de prolonger sa contribution à l'œuvre de restauration - à la fois de Berlin, de l'Allemagne, de l'Europe, de l'Occident - restauration qui n'ira pas sans combat aussi longtemps que le dogmatisme soviétique empêchera des milliers d'hommes de choisir leur patrie. Mais ce combat, pour politique qu'il soit, est aussi et avant tout moral, puisque la victoire à laquelle il tend ne serait pas l'écrasement d'un peuple ou la destruction d'un État, mais la réconciliation des adversaires dans le respect des principes dont les uns et les autres se réclament.

Contraste économique franco-allemand

Le Figaro
16-17 mai 1964

À vingt-quatre heures d'intervalle, les ministres des Finances de France et d'Allemagne fédérale ont tenu des conférences de presse, l'un pour faire le point des résultats obtenus par le plan de stabilisation, maintenant vieux de sept mois, l'autre pour annoncer et commenter les mesures prises contre l'inflation importée.

En France, les résultats sont satisfaisants en ce qui concerne les prix, la masse monétaire et les salaires. La masse monétaire a progressé de 4% seulement au cours des cinq derniers mois, alors que le taux annuel de progression atteignait 18% en 1961 ou 1962. Dans l'ensemble, les prix de gros ont été à peu près stables en dépit du renchérissement des matières premières importées. L'indice des prix à la consommation n'a progressé que de 1,2% depuis septembre, allure inférieure des deux tiers à celle de la période antérieure.

Le plan de stabilisation, bien loin de provoquer, comme beaucoup l'ont craint, récession ou chômage, n'a même pas ralenti l'expansion de l'économie. Bien plus, pour des raisons liées, pour une part, à la conjoncture mondiale, le taux de croissance industrielle a été, au cours des premiers mois de l'année 1964, supérieur à ce qu'il avait été au cours de la période comparable de l'année précédente. L'indice corrigé des variations saisonnières n'a pas progressé entre janvier et mars (137, 136,5, 136), mais il reste à un niveau de quelque 9% supérieur à celui des mois correspondants de 1963.

Cette vigueur de l'expansion est en elle-même souhaitable, elle suggère aussi ce que le jargon actuel appelle "surchauffe". L'économie française est en mesure d'absorber quelque 20.000 travailleurs venus d'Algérie chaque mois, mais le déficit de la balance commerciale se maintient. Le pourcentage de couverture des importations par les exportations n'est que de 83% en avril contre 85% en mars et 81% en janvier. Certes, le fait que les exportations ont augmenté de 11,7% par rapport à avril 1963, cependant que les importations augmentaient de 21,9%, suggère que les prix français sont restés dans l'ensemble compétitifs. Mais une étude plus détaillée serait nécessaire pour confirmer cette thèse: l'an dernier, les exportations françaises avaient surtout progressé vers les pays qui avaient fait plus d'inflation que nous. Notre commerce avec les pays sages, États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, s'était sensiblement dégradé. Le

solde de nos échanges avec la République fédérale est "très négatif", selon les déclarations du ministre.

Ce déficit commercial a réduit, sinon supprimé les excédents de la balance auxquels on imputait, pour une part, la responsabilité de l'inflation intérieure. En avril, nos réserves ont encore augmenté de 56 millions de dollars malgré un déficit commercial de 130 millions de dollars. La France ne connaît pas la crise dont l'Italie a été victime l'an dernier, la fuite des capitaux et la diminution brutale des réserves de change.

Mais le déficit commercial actuel est, à la longue, excessif et il est le symptôme de tensions inflationnistes. N'oublions pas, enfin, que "la liberté surveillée" des prix est en elle-même déplorable, qu'elle crée des distorsions, met des industries en difficulté. Un jour ou l'autre, il faut revenir à la vérité des prix, comme l'État vient de le faire pour certains services des P. et T.

L'économie allemande, elle, est surtout victime de l'inflation des autres. Ce sont les excédents de la balance des comptes, c'est-à-dire à la fois la demande étrangère de biens allemands et l'effet intérieur des surplus financiers qui sont la cause principale de la menace inflationniste. Durant les trois premiers mois de 1964, l'excédent commercial s'est élevé à 2.381 millions de marks contre 751 durant la même période de l'an dernier. Le taux de croissance de la production industrielle est de 15%, mesuré par comparaison avec les mois correspondants de 1964.

Les moyens d'action choisis sont classiques, mais ils sont aussi ceux qui répondent le plus facilement aux données de la conjoncture: ouverture des frontières, limitation des dépenses budgétaires, efforts pour décourager l'entrée des capitaux étrangers. Les droits inférieurs à 4% à l'égard des partenaires du Marché commun seront entièrement supprimés. Les réductions de 10% prévues pour le 1er janvier 1965 et le 1er janvier 1966 seront effectuées en juillet 1964, soit avec 6 ou 18 mois d'avance sur le calendrier. D'autres postes de tarifs extérieurs seront amenés immédiatement au niveau définitif de la Communauté. Le budget de 1965 ne serait que de 5% supérieur à celui de 1964. Un impôt a déjà été introduit sur l'intérêt des valeurs à revenu fixe achetées par des étrangers.

En d'autres termes, certaines mesures prises par la République fédérale ressemblent aux mesures prises en France, d'autres en diffèrent, le contraste étant surtout frappant en matière de commerce extérieur. Le déficit commercial français n'est pas encore tragique, l'excédent allemand est pour le moins

embarrassant. Si l'on tenait compte du cas italien, on serait amené, une fois de plus, à commenter la difficile conciliation entre stabilité des taux de change, disparité des pressions inflationnistes et pratiques communautaires.

La crise italienne

Le Figaro
4 juin 1964

Si l'on admet les définitions proposées par M. Marjolin - une inflation est chronique lorsque la hausse annuelle des prix est de l'ordre de 2%, elle est aiguë lorsque cette hausse atteint 5% - l'inflation française demeure chronique et l'inflation italienne, elle, aiguë. Elle a peut-être même, selon les chiffres attribués à M. Colombo, ministre du Trésor, atteint le seuil de ce que l'on appellera inflation galopante. Une augmentation de revenus distribués de 15 à 16% par rapport à l'année précédente, la plus grande partie de cette augmentation se traduisant en élévation des prix, est malaisée à contenir sans mesures rigoureuses et impopulaires. Alors qu'au cours de ces derniers mois, la France a encore accumulé des dollars (100 millions au mois de mai), le déficit italien, pendant le premier trimestre de 1964, équivaldrait à une perte annuelle de 1,7 milliard de dollars.

La conjoncture italienne est dominée par un paradoxe: le parti socialiste de M. Nenni a rompu l'alliance conclue avec le parti communiste et consenti à participer au gouvernement alors que s'achevait la phase de croissance dans la stabilité et que le miracle italien débouchait sur l'inflation. Il est donc entré dans la majorité à l'heure même où les circonstances exigeaient des mesures de déflation et d'austérité.

Telle est la contradiction qui explique la gravité de la crise italienne, la paralysie de l'État, les incertitudes de l'avenir. L'actuelle coalition de centre-gauche répond à la logique du jeu des partis, elle est mal adaptée aux nécessités de la lutte contre l'inflation.

Depuis 1948, le parti chrétien-démocrate est au pouvoir, seul ou, le plus souvent, avec des alliés à sa droite ou à sa gauche. En 1948, avec 48% des voix et 53% des sièges (306 sur 574) à l'Assemblée, il était capable de gouverner seul. Aux élections de 1963, il n'a plus obtenu que 38,2% des voix et, pour recueillir une majorité parlementaire, il doit ou bien obtenir le concours de tous les partis dits du centre, libéraux, social-démocrates et républicains (ce qui représenterait 314 députés sur 626), ou bien désarmer l'opposition des socialistes nennistes. La coalition du centre-droit étant pratiquement exclue par le refus des social-démocrates de s'associer aux libéraux et de se séparer du parti socialiste italien, la coalition du centre-gauche semblait la seule issue parlementaire. Le parti

socialiste italien fut affaibli mais non frappé à mort par la scission de son aile gauche. Mais il ne pouvait justifier son ralliement au régime que par des réformes dites de gauche. Or les réformes envisagées, qu'elles visent à l'élargissement des autonomies régionales ou au contrôle des spéculations foncières, seraient sans effet (en mettant les choses au mieux) sur les maux actuels de l'économie italienne. Et les mesures efficaces, même conformes à l'intérêt bien entendu des masses, ne peuvent être ou paraître de gauche.

Il n'appartient pas au commentateur, qui analyse de l'extérieur les problèmes d'un pays allié et ami, de donner des conseils, d'autant plus que les conseils sont aussi aisés à concevoir que difficiles à suivre.

La contradiction entre les décisions qu'impose la situation de l'économie et les revendications que le parti socialiste risque d'élever demain pour justifier sa collaboration au gouvernement et désarmer ses critiques de l'extrême gauche est évidente, incontestable. C'est la meilleure ou la moins mauvaise manière de la résoudre qui prête à discussion.

Or si le principe dit de la primauté de la politique comporte peut-être une vérité générale, en certaines circonstances rien ne peut être fait sans une remise en ordre de l'économie. Tel est, me semble-t-il, le cas aujourd'hui. De même qu'à la fin de 1957, il fallait, d'abord et avant tout, en France, réduire la pression inflationniste, de même, aujourd'hui, en Italie, il faut, d'abord et avant tout, ralentir la hausse des salaires et des prix en recourant aux techniques qui, pour être classiques, n'en sont pas moins les seules immédiatement utilisables (monnaie, crédit, budget). La dévaluation française, à la fin de 1958, fut un succès parce qu'elle avait été précédée d'une période de près de dix-huit mois pendant laquelle une action restrictive avait progressivement comprimé l'excès du pouvoir d'achat et, du même coup, ralenti la hausse des salaires et des prix. Des concessions au parti socialiste peuvent être faites sur d'autres sujets, mais si l'expansion inflationniste se prolongeait à l'allure actuelle, le parti démocrate-chrétien, dans six ou douze mois, face à une crise aggravée, serait contraint à des choix plus impitoyables encore.

Il y a quelques mois, le gouvernement italien s'est tourné vers le gouvernement des États-Unis, qui ne lui a pas refusé l'aide demandée et qui n'a posé, pour ainsi dire, aucune condition. Sous diverses formes, un milliard de dollars ont été mis à la disposition de l'Italie pour soutenir la lire et parer aux menaces créées par le déficit de la balance des comptes. Les "Cinq" du Marché commun ont constaté, peut-être sans surprise, mais avec regret, que nos amis

italiens oubliaient les mécanismes ou les procédures prévus par le traité de Rome. La République fédérale, la Belgique, la France, avaient des ressources de devises largement suffisantes pour apporter à leur partenaire le concours transitoirement indispensable, mais ils auraient, à coup sûr, demandé un examen objectif des problèmes et suggéré des solutions. La France connut, en d'autres temps, une pareille épreuve, amère mais salubre.

Une telle épreuve pourrait bien, à l'heure présente, aider gouvernants et partis italiens à sortir de l'impasse. Recommandées par les experts européens, les mesures nécessaires apparaîtraient moins partisans, moins liées aux préférences idéologiques des uns ou des autres. Je n'ignore pas le danger d'une révolte de l'amour-propre national, mais à quoi bon prêcher l'unité de l'Europe et la constitution d'un pouvoir supranational si chaque État se réfugie dans la solitude au moment même où il a le plus besoin de la coopération des autres?

Treize ans après

Le Figaro
30 octobre 1964

Douze ans s'écoulèrent entre la démission soudaine du général de Gaulle, en janvier 1946, et les journées algériennes de mai 1958 qui le ramenèrent au pouvoir. Treize ans se sont écoulés entre le deuxième gouvernement Attlee, démissionnaire parce qu'il ne disposait aux Communes que d'une majorité de quelques voix, et les élections qui viennent de donner au gouvernement de M. Harold Wilson une majorité tout aussi faible. Avant de prendre le risque de nouvelles élections en vue d'accroître sa majorité, le Premier travailliste se souviendra du long exil dans l'opposition.

Il hésitera d'autant plus à prendre ce risque que, dans des circonstances exceptionnellement favorables, il ne l'a emporté que de très peu. M. MacMillan avait choisi pour successeur, contre une fraction importante de son propre parti, un homme que rien, en dépit de ses qualités indiscutables, ne désignait pour ce rôle. Dans la mesure où une élection, en Grande-Bretagne, est un choix entre deux hommes, le travaillisme bénéficiait cette fois d'un avantage que les conservateurs parviendront probablement à lui enlever avant la prochaine confrontation. Encore faut-il que M. Wilson leur en laisse le temps.

Aussi les conservateurs ont-ils intérêt, provisoirement, à ne pas compliquer la tâche du gouvernement actuel, cependant que celui-ci est anxieux de faire la preuve qu'il est digne de sa victoire. L'intérêt national coïncide avec l'intérêt commun des deux partis.

Les difficultés ne seront pas politiques, mais économiques. La Grande-Bretagne, après deux années d'expansion, se heurte, une fois de plus, au même obstacle: l'insuffisante progression des ventes au dehors ou l'augmentation trop rapide des importations et, en conséquence, un déficit des finances extérieures. La monnaie britannique n'est pas menacée par la spéculation, les capitaux ne fuient pas la place de Londres, mais le déficit de la balance des paiements, pour l'année en cours, pourrait atteindre 800 millions de livres, d'après les déclarations des nouveaux ministres. Au début du mois, l'*Economist* n'envisageait qu'un chiffre de 500 millions: le cabinet travailliste exagère peut-être la gravité de la situation, soit qu'il veuille mettre en lumière la responsabilité des conservateurs, soit qu'il espère atténuer les réactions étrangères aux mesures prises.

Durant les treize années de gestion conservatrice, la technique employée en

pareille conjoncture avait été essentiellement monétaire et, secondairement, budgétaire. Élévation du taux de l'escompte, restrictions de crédit, budget rigoureux, ces procédés classiques aboutissaient, au bout de quelques mois, à l'affermissement de la livre, à une amélioration de la balance des comptes et à un ralentissement de la croissance. Conservateurs et travaillistes étaient également résolus à tenter l'expérience d'une thérapeutique différente: ils veulent rétablir l'équilibre extérieur sans arrêter la croissance.

Les experts des deux partis avaient également envisagé la méthode qu'a choisie le nouveau chancelier de l'Échiquier. Puisque la cause principale du déficit est l'écart entre les exportations et les importations (celles-ci étaient supérieures à celles-là de 106 millions de livres au premier trimestre de 1964, de 131 millions au second), les premières décisions du gouvernement visent à une action directe sur les unes et sur les autres: taxe spéciale de 15% sur les importations, dégrèvement fiscal en faveur des exportations. Simultanément, on annonce une réduction des dépenses de prestige et, probablement, un budget restrictif l'année prochaine, sinon un budget complémentaire dès cet automne.

Ces mesures d'urgence ne témoignent certes pas d'une grande imagination (mais l'arsenal économique n'est pas très riche). Le précédent français de 1954 des taxes à l'importation et des subventions à l'exportation a été évoqué ici et là. Ce précédent n'est guère édifiant, mais surtout les différences entre la conjoncture française de 1954 et la conjoncture britannique de 1964 interdisent de tirer du rapprochement aucune conclusion.

Tout d'abord, la France, il y a dix ans, ne tenait pas, dans les échanges internationaux, une place comparable à celle de la Grande-Bretagne aujourd'hui. Elle n'affectait pas au même degré autant de pays, mais, surtout, les taxes françaises étaient le substitut d'une dévaluation, la compensation d'une surévaluation du franc français. Substitut détestable d'ailleurs et que la France a chèrement payé pendant des années. Mais ces équivalents de la dévaluation n'atteignaient pas nos clients et fournisseurs autrement que ne l'aurait fait une modification de la parité monétaire. Il n'en va pas de même, cette fois, en Grande-Bretagne.

Les experts n'estiment pas que la monnaie britannique soit surévaluée. Les prix n'ont pas monté beaucoup plus vite en Grande-Bretagne au cours de ces dernières années que dans plusieurs pays du continent. Certes, l'indice des prix de détail (1953 = 100) était, au deuxième trimestre de cette année, à 137,4, alors que le même indice n'est qu'à 115,8 aux États-Unis et à 124,8 en Allemagne

fédérale. L'indice des prix de gros est à 124,5 contre 108,9 et 107,7. Mais cet écart n'apparaît plus si l'on compare l'indice anglais et ceux de la France, des Pays-Bas, de la Norvège ou de l'Italie. En tout cas, ces mesures d'urgence ne sont pas présentées comme substitut d'une dévaluation prochaine. Si une telle signification leur était prêtée, elles auraient des répercussions inévitables et fâcheuses sur les mouvements de capitaux.

Nous en venons ainsi à la seule conclusion actuellement légitime. L'aide directe au commerce extérieur, contraire à l'esprit aussi bien de l'organisation mondiale du commerce qu'à celui de la zone de libre-échange, sera peut-être tolérée sans représailles par les partenaires de la Grande-Bretagne, *mais à la condition expresse qu'elle soit de courte durée*. Dès lors, la vraie question est de savoir si les résultats obtenus et l'action envisagée en d'autres domaines (fiscalité, politique des revenus) permettront dans quelques mois, le retour aux règles actuelles du commerce international.

En un livre récemment paru, *La Gestion de l'économie britannique (1950-60)*, M. J. C. R. Dow insiste, à juste titre, sur des faits trop souvent oubliés. La croissance du produit national a été plus lente en Grande-Bretagne qu'en Allemagne, en Italie ou en France, mais elle a été plus rapide qu'elle ne l'avait été au siècle dernier ou dans la première moitié de celui-ci. Les fluctuations cycliques n'ont pas été éliminées, mais elles ont été grandement atténuées. Le plein emploi a été pratiquement maintenu. L'échec de la politique économique a été tout relatif.

Cet échec relatif, à savoir la nécessité de ralentir tous les deux ou trois ans l'expansion intérieure par une action monétaire restrictive, le gouvernement de Londres ne veut plus l'accepter, mais il ne peut pas ignorer que cette action directe sur les importations que les importateurs prévoyaient (ce qui explique, pour une part, l'ampleur du déficit commercial de ces derniers mois) n'est qu'un expédient transitoire et bientôt déplorable s'il ne constitue pas un élément d'une politique d'ensemble - qui est encore à définir.

Les conservateurs britanniques se démocratisent...

Le Figaro
5 mars 1965

Aberdeen, ... mars.

Le chef du parti travailliste est élu à la majorité absolue par le groupe parlementaire. C'est lui qui devient automatiquement premier ministre si le parti l'emporte aux élections. Quant au chef du parti conservateur, jusqu'à présent, il était choisi sans règle par quelques "anciens", qui étaient supposés connaître l'opinion du groupe parlementaire et du parti. Officiellement, M. Harold Macmillan, après la démission de M. Anthony Eden, Lord Home, après la démission de M. Macmillan, "baisèrent la main de la reine", avant d'avoir obtenu officiellement l'investiture de leur parti.

La reine elle-même avait pris sa décision d'après les informations et les conseils reçus. Qui l'avait informée ou conseillée? En chaque circonstance, des noms étaient prononcés, mais cette procédure confidentielle excluait une connaissance exacte du jeu subtil qui s'était déroulé dans l'ombre. Aussi longtemps que cette procédure aboutissait à une désignation que le parti et le public ratifiaient, la tradition pouvait être maintenue. La désignation de Lord Home avait, elle, suscité des "mouvements divers" à l'intérieur même du parti conservateur. Aussi j'avais commenté à l'avance la fin d'une tradition.

Effectivement, sur la proposition de Sir Alec Douglas lui-même, le successeur de celui-ci sera élu. En théorie, la reine resterait libre de son choix si, en période de crise, le Premier en fonction disparaissait subitement. Mais personne ne doute qu'en période normale, la reine attendrait, avant de désigner le futur Premier, que le parti conservateur ait élu son chef. Elle devrait éventuellement attendre plusieurs jours, car, passant en apparence d'un extrême à l'autre, les conservateurs ont prévu des modalités exceptionnellement complexes d'élection. En un pays réputé pour la pratique de la loi électorale la plus simple - scrutin majoritaire à un tour - les conservateurs envisagent maintenant, en cas de besoin, trois tours de scrutin, avec un vote préférentiel au troisième tour.

Au premier tour, il ne suffira pas d'obtenir la majorité absolue pour être élu, il faudra encore avoir obtenu au moins 15% de voix de plus que tout autre candidat. En pratique, si le groupe parlementaire compte 300 députés, 173 voix

seront nécessaires, l'autre candidat n'en ayant que 127 (dans l'hypothèse où deux candidats seulement seraient en présence). Le deuxième tour aura lieu deux jours au moins et quatre jours au plus après le premier. Les candidatures officiellement présentées avant le premier tour ne seront plus alors valables et les formalités de dépôts de candidatures devront être renouvelées. Au deuxième tour, la règle des 15% disparaît et le candidat ayant obtenu la majorité absolue est élu.

Si aucun candidat n'a obtenu cette majorité absolue, les trois candidats arrivés en tête demeurent en lice au troisième tour, mais, cette fois, les électeurs inscrivent deux noms sur leur bulletin, ou, plus précisément, mettent un 1 en marge d'un nom et un 2 en face d'un autre nom.

Le candidat qui a obtenu le moins de "première préférence" est éliminé et les voix qu'il a obtenues sont redistribuées entre les deux autres candidats en proportion du nombre de "deuxième préférence" obtenu par chacun d'eux.

Au troisième tour, un des candidats est donc nécessairement élu. L'élection doit encore être approuvée par un congrès du parti dans lequel, outre le groupe parlementaire, figurent des pairs, des candidats aux élections et les membres de l'Exécutif national, en tout mille personnes environ. Il est admis que cette présentation devant le congrès du parti, qui appartient à la tradition, restera, demain comme aujourd'hui, un rite. L'élection sera confirmée par acclamation.

Au premier abord, la complication de la procédure semble surprenante. Pourquoi tant de rigueur et de précisions dans les règles alors que l'on faisait profession de mépriser les constitutions écrites et de faire confiance à la sagesse de quelques-uns et aux conversations entre tous? En fait, l'analyse suggère que les législateurs ont voulu sauvegarder le plus possible les pratiques anciennes au moment même où ils les abandonnaient. La subtilité des règles devrait aboutir au même résultat que l'absence complète de règles. Pourquoi exiger plus que la majorité absolue au premier tour, sinon pour empêcher l'élection d'un candidat peut-être soutenu par la moitié du groupe parlementaire, mais refusé par une importante minorité? M. R. A. Butler fut écarté, en théorie, pour une raison de cet ordre: il avait probablement plus de partisans qu'aucun des autres prétendants à la succession de M. Macmillan, mais l'hostilité de ses adversaires était violente.

De même, l'intervalle de quelques jours entre le premier et le deuxième tour a pour fonction de permettre les "consultations", les entretiens privés, les manœuvres qui définissaient le style du parti conservateur et auxquels se plaisent les membres d'un club ou d'une classe relativement étroite. Enfin, l'intervention

des "deuxième préférence" au troisième tour répond à la même inspiration que l'exigence des 15% au premier. L'élection d'un candidat avec moins de "première préférence" que son rival grâce à un nombre plus grand de "deuxième préférence" symboliserait l'esprit de cette constitution. Le chef ne doit pas seulement avoir plus d'amis que tout autre, il doit aussi avoir moins d'adversaires.

Du même coup, on comprend que le refus de la pure et simple loi majoritaire à l'intérieur du parti n'est pas contradictoire avec l'application de cette même loi aux élections dans lesquelles les partis sont aux prises. Le scrutin majoritaire à un tour est brutal: celui qui a le plus de voix est élu. Mais le nombre des circonscriptions réduit le risque qu'un des partis tire de ce mode de scrutin un avantage excessif. Et surtout, le parti au pouvoir doit tenir compte de l'opposition parce que celle-ci aura une nouvelle chance d'ici à quelques mois ou quelques années et que la gauche des conservateurs (ou la droite des travaillistes) passerait à l'autre camp si le vainqueur abusait de sa victoire.

En France, on attribue volontiers au scrutin majoritaire à un tour la vertu de faire surgir des urnes, en toutes circonstances, une majorité parlementaire. Pour la deuxième fois en vingt ans, la Grande-Bretagne nous fournit la démonstration qu'un régime de deux partis avec scrutin majoritaire à un tour peut aussi aboutir à une sorte de partie nulle, les suffrages se partageant à peu près également entre les deux partis.

Même si, aux prochaines élections, les Britanniques se prononçaient nettement en faveur d'un des deux partis, une question continuerait de se poser. Tel qu'il fonctionne aujourd'hui, le système politique de la Grande-Bretagne semble avoir pour fin dernière de prévenir les chocs, de favoriser la réconciliation entre les adversaires, d'assurer des compromis tolérables pour tous. En ce sens, la constitution que vient de se donner le parti conservateur est doublement conforme à l'esprit du temps: elle se réclame officiellement du principe électoral (même si la procédure choisie tend à conserver le plus possible les pratiques anciennes), elle a pour but de faire accéder au premier rang le prétendant "qui divise le moins".

Il reste à savoir si la Grande-Bretagne, aujourd'hui, a raison de préférer l'homme qui a le moins d'ennemis à celui qui a le plus d'amis. Les vrais chefs ont toujours eu des ennemis à leur mesure.

Les leçons de la crise italienne

Le Figaro
4 mai 1965

Le miracle économique italien a pris fin au milieu de l'année 1963, date à laquelle le gouvernement de Rome a dû recourir à des mesures restrictives de type classique. La politique adoptée répondait à des nécessités pressantes: la hausse des prix était forte (le coût de la vie a augmenté de 8,7% en 1963), la fuite des capitaux s'ajoutait au déficit des paiements courants et mettait en péril la monnaie. Le déficit commercial atteignit près de deux milliards de dollars en 1963 (1.808 millions de dollars).

Deux ans après la mise en train d'une politique de stabilisation, le fait le plus frappant est la rapidité avec laquelle s'est rétabli l'équilibre de la balance des paiements courants. Dès le troisième trimestre de 1964, la balance commerciale était de nouveau excédentaire, les capitaux exportés avaient tendance à revenir. À un déficit dans les opérations courantes de 657 millions de dollars en 1963 succédait, en 1964, un excédent de 660 millions.

À la fin de 1962, les autorités italiennes avaient commis l'erreur, alors que la balance des paiements était déjà déficitaire, d'encourager les banques à emprunter au dehors. Ces emprunts furent si considérables (1,2 milliard de dollars jusqu'au mois d'août 1963) qu'ils compensèrent, et au-delà, le déficit des comptes extérieurs. Aussi, quand les banques furent invitées à moins emprunter au dehors, il s'ensuivit une diminution très importante des réserves et, du même coup, une restriction sévère des liquidités bancaires. Bien que les autorités se soient efforcées d'atténuer les répercussions économiques de la baisse des réserves, l'effet déflationniste n'en a pas moins été relativement brutal. L'encours des crédits bancaires était, en novembre 1963, supérieur de 24% au niveau de novembre 1962; en novembre 1964, l'augmentation par rapport à l'année précédente n'était plus que de 1%.

Le rétablissement de l'équilibre a été favorisé également par le fait que les exportations n'avaient jamais cessé de progresser, même pendant la période d'inflation. Les exportations s'élevaient à 4.103 millions de dollars en 1961, à 4.581 millions en 1962, à 4.968 millions en 1963, à 5.920 millions en 1964. L'excès de la demande intérieure avait ralenti, non arrêté le développement des exportations. Quand la demande intérieure fut réduite, les exportations en reçurent une impulsion supplémentaire, comme en témoignent les chiffres

précédents. De 1963 à 1964, la progression est d'environ 20%, taux à peu près double de celui de l'année précédente.

Le freinage des importations fut également spectaculaire. Les importations avaient augmenté de plus d'un milliard de dollars entre 1962 et 1963 - de 5.459 millions de dollars à 6.776 - elles ont diminué de 276 millions de dollars entre 1963 et 1964. Le problème des comptes extérieurs est provisoirement résolu, les réserves sont reconstituées, la stabilité de la lire sur les marchés étrangers n'est plus contestée.

Il est malheureusement plus facile de ralentir l'expansion que de la relancer. En Italie comme en France, la relance exige, en effet, la reconstitution des marges bénéficiaires, celles-ci conditionnant les investissements privés. Or, la hausse des salaires s'est ralentie, mais elle continue cependant de dépasser de beaucoup les gains de la productivité. L'indice des salaires avait progressé de 15% entre décembre 1961 et décembre 1962, de 16% de décembre 1962 à décembre 1963. De juillet 1963 à juillet 1964, le taux était encore de 10%. Au cours de l'année 1964, la hausse du coût de la vie, d'après les chiffres officiels, aurait été de 6,2%, sensiblement inférieure à celle des salaires horaires. Ce décalage ne signifie pas que le niveau de vie des masses s'est relevé pour autant: le chômage, et, en particulier, le chômage partiel, a compensé, et au-delà, l'avance de l'indice des salaires par rapport à l'indice du coût de la vie pour une fraction importante de la classe ouvrière.

Du même coup, apparaissent les difficultés de la relance. Le gouvernement en a reconnu la nécessité. Il lutte désormais contre la récession et non plus contre l'inflation. Il dispose, à cet effet, de mesures qui appartiennent à trois catégories différentes.

Les mesures de la première catégorie concernent le crédit. Il n'est pas plus difficile d'assouplir les conditions de crédit que de restreindre celui-ci. La différence, c'est que les restrictions de crédit, après un délai plus ou moins long, agissent nécessairement, alors que les entreprises n'usent pas toujours des facilités qui leur sont offertes. Encore faut-il que les perspectives du marché et le rapport entre coût et prix les y incitent.

Le gouvernement est donc amené à prendre des mesures qui appartiennent à une deuxième catégorie et qui visent à améliorer la rentabilité des entreprises. Ainsi il a pris à sa charge une partie des contributions sociales qui incombaient aux employeurs. De même, des exonérations fiscales ont été décidées en faveur de la construction.

Les mesures de la troisième catégorie sont celles de l'État, considéré comme un agent économique, grands travaux, investissements des entreprises publiques. Mais le gouvernement italien s'efforce de ne pas dépasser le coefficient d'augmentation des dépenses budgétaires recommandé par la Commission de Bruxelles. Il craint qu'un nouveau déficit budgétaire ne provoque une reprise de l'inflation en même temps que de l'activité.

Les problèmes italiens sont plus difficiles à résoudre que les problèmes français. En effet, l'élévation du niveau de vie entraîne en Italie une demande supplémentaire de produits qui sont achetés au dehors. On a dit, pour donner une expression pittoresque à un fait véridique, que la consommation accrue de viande avait été une des causes principales du déficit des comptes extérieurs. L'élasticité de la demande de produits importés en fonction de la hausse des revenus, pour employer le jargon des économistes, n'est pas la même dans notre pays. L'agriculture française est en mesure de fournir les produits que les consommateurs achètent avec leurs revenus supplémentaires. Le maintien d'une balance équilibrée des comptes extérieurs n'exige probablement pas en France le même effort d'exportation qu'en Italie. Il est vrai qu'à d'autres points de vue (recettes du tourisme, envois de fonds des travailleurs émigrés) l'Italie est, au contraire, plus favorisée.

La similitude fondamentale entre les deux pays, c'est la contradiction entre les exigences de la rentabilité des entreprises et le mouvement des salaires. La Grande-Bretagne en a fait, maintes fois, l'expérience: un ralentissement de l'activité qu'impose l'inflation intérieure ne suffit pas toujours à stabiliser prix et salaires. Outre-Manche, on incrimine la puissance des syndicats; en Italie, la loi d'échelle mobile, en France, la pénurie de travailleurs qualifiés. Les circonstances diffèrent, à coup sûr, de pays à pays, mais le phénomène risque de se produire dans n'importe quelle société industrielle et démocratique.

Destin de l'Allemagne

**Réalités
juin 1967**

À soixante-dix ans, Konrad Adenauer n'était encore que le maire d'une grande ville rhénane. Au jour de sa mort, cet administrateur provincial était reconnu grand homme d'État – transfiguration due à la rencontre entre une conjoncture historique et une personnalité. Konrad Adenauer était possédé par des convictions simples: il fallait reconstruire la République fédérale, lui rendre sa place parmi les nations civilisées, renoncer provisoirement à l'unification puisque la Russie de Staline n'abandonnerait pas la D.D.R., et qu'une confédération entre deux Allemagnes, l'une de régime marxiste-léniniste, l'autre démocratique, était impossible; il fallait protéger le peuple allemand contre ses propres démons en l'attachant par des liens moraux autant que politiques aux démocraties occidentales, aux États-Unis, seuls capables d'équilibrer la puissance soviétique, à la France, ennemie d'hier et partenaire de demain.

amère victoire

Marché commun, entrée de la République fédérale dans l'Alliance atlantique et mise sur pied d'une nouvelle armée, intégrée à l'OTAN et inspirée d'un tout autre esprit: en une douzaine d'années, le chancelier Adenauer, servi par la prospérité économique à laquelle avait présidé Ludwig Erhard, avait atteint les objectifs qu'il s'était fixés, les seuls accessibles, «les choses étant ce qu'elles sont». Il avait converti les social-démocrates, rassuré les Européens, rendu l'espoir à ses compatriotes.

En histoire, tout accomplissement est partiel, toute victoire décevante. Le prix de la victoire d'Adenauer, c'était le maintien de la division de l'Allemagne. Le vieil homme ne l'ignorait pas, mais l'acceptation du partage, relativement facile aussi longtemps que sévissait la guerre froide, devenait de plus en plus malaisée au fur et à mesure que les marchandises, les idées, les hommes traversaient plus nombreux ce qui avait été le rideau de fer. Les États-Unis négociaient avec l'Union soviétique, après la crise cubaine, des accords destinés à réduire au mieux les risques de guerre nucléaire, accords où les Allemands soupçonnaient la menace d'un nouveau Yalta.

patience nécessaire

Le gouvernement de grande coalition que le chancelier Adenauer avait

condamné comme il avait méprisé son ministre des Finances, chancelier de l'interrègne, cherche l'ouverture à l'Est, il tâche de renouer avec les États d'Europe orientale. Il n'a eu de succès qu'à Bucarest. Moscou continue d'élever les mêmes revendications: la reconnaissance de la D.D.R., le retrait des troupes américaines, bref, une Europe vouée au destin de la Finlande, non pas envahie mais livrée à la discrétion du plus fort. La diplomatie de Willy Brandt, étape nécessaire, n'aurait pas été possible sans la diplomatie d'Adenauer. Elle en recueille l'héritage: principalement la sécurité militaire et le droit de parler.

Il ne suffit pas que les Occidentaux s'affaiblissent par leurs querelles pour que les hommes du Kremlin soient prêts aux concessions. La disparition du rideau de fer était la condition nécessaire d'une réunification de l'Allemagne, elle n'en est pas la condition suffisante. Vingt ans se sont écoulés avant qu'apparaisse stabilisé un partage contre nature: combien en faudra-t-il pour rendre à l'Europe son unité et la paix?

Le Marché commun de Konrad Adenauer et de Robert Schuman demeurera, au cours de la période prochaine, la meilleure chance pour l'Europe de rentrer dans l'histoire universelle sans réveiller les passions nationales dont elle manqua périr.

Abdication européenne?

Réalités
septembre 1967

Le président Boumedienne est un jusqu'au-boutiste de la guerre contre Israël. La Grande-Bretagne vient d'annoncer l'abandon, au cours des prochaines années, de la base de Singapour.

le grand large...

Le président Boumedienne se dit socialiste, M. Harold Wilson aussi. L'un gouverne un pays pauvre, où des millions de gens ne mangent pas à leur faim, l'autre un pays riche, où les déshérités bénéficient de l'aide publique. C'est le premier qui accumule les armes, invoque la solidarité arabe, envoie des soldats à des milliers de kilomètres afin de combattre les hydres toujours renaissantes, l'impérialisme, le sionisme. C'est le second qui s'efforce de liquider certaines obligations extérieures de son pays, de réduire les effectifs de l'armée et le budget de défense nationale.

Faut-il dire que ce contraste illustre, sur le plan de la diplomatie, un vieux dicton: seuls les riches ont des embarras d'argent? Les Algériens ressentent moins les répercussions des aventures militaires au dehors que les Britanniques: la crise du sterling figure aux premières pages de tous les journaux du monde et impose des mesures restrictives que l'Anglais moyen, à la longue, ne peut pas ignorer.

L'explication économique est tout au plus partielle. La pauvreté algérienne rend possible, matériellement, l'action diplomatique du président Boumedienne, elle ne la rend pas nécessaire. Bien des chefs socialistes ou progressistes de la première génération après l'indépendance, les Soekarno, les N'Khrumah, les Sekou Touré, ont été eux aussi, apparemment plus préoccupés de grande politique que de modernisation.

C'est nous, Occidentaux, qui prêtons aux pays sous-développés l'objectif prioritaire du développement – qui demeure notre objectif prioritaire.

En dépit des nationalismes du tiers monde, les migrations individuelles vont des pays pauvres vers les pays riches. Mais il faut du temps pour que les dirigeants renoncent à ce que nous appelons diplomatie idéologique et qu'ils se consacrent à ce qui nous paraît la tâche la plus urgente.

La Grande-Bretagne envisage de laisser aux États-Unis la responsabilité

entière de l'ordre dans l'Asie du Sud-Est. Elle se résigne à ne plus écouter l'appel du grand large, à devenir européenne. Hier, métropole d'un vaste empire, sera-t-elle, demain, une Suède ou une Suisse, insulaire par la grâce de la géographie, sortie de l'Histoire?

... et le bien-être

La même question pourrait être posée à propos des autres pays d'Europe. La force de frappe française ne sert qu'à dissuader une agression directe, elle n'est pas une arme d'intervention. L'opinion française, en majorité pro-israélienne, a été unanimement d'accord, en juin dernier, avec l'affirmation de la neutralité.

Le style du général de Gaulle dissimule souvent le sens de la diplomatie française. Que le représentant de la France à l'ONU ait voté pour la motion appuyée par les Soviétiques, et la Grande-Bretagne contre, cette opposition importe moins que le fait incontestable: ni l'un ni l'autre pays n'ont exercé la moindre influence sur le cours des événements.

Est-ce l'avenir auquel aspire l'Europe?

Convertie

Réalités
décembre 1967

La foi européenne naît en Angleterre au moment où, sur le continent, elle semble mourir ou se dégrader en politique.

La demande d'adhésion faite par le gouvernement Wilson ne se présente pas sous de meilleurs auspices que la même demande faite, il y a sept ans, par le gouvernement Macmillan. Rien n'indique que le général de Gaulle ait changé d'opinion sur le sujet. Rien n'indique que les Cinq aient les moyens de le contraindre ou même que la République fédérale d'Allemagne ou l'Italie envisagent de livrer bataille pour forcer la main au président de la République française. Le succès des négociations entre le Marché commun et Londres constituerait donc une surprise.

L'Angleterre rêve...

Sur le plan des échanges commerciaux, le maintien d'une séparation entre les Six et les Sept, peut-être discutable, ne crée certainement pas un péril pour les uns ou pour les autres. Admettons que cette dualité soit à regretter, que la totale liberté répond à l'intérêt bien entendu des Cinq. Après le succès du Kennedy Round, la libération des échanges a progressé plus vite et plus avant que n'auraient osé l'espérer les plus optimistes, il y a vingt ans ou même il y a dix ans. Les droits de tarif extérieur commun (entre 10 et 15%) n'interdisent pas un accroissement des exportations britanniques vers le continent.

Dira-t-on que l'existence des deux blocs paralyse les entreprises, scientifiques ou techniques, auxquelles participeraient tous les pays d'Europe? Là encore, les porte-parole du gouvernement français répondent que la France et la Grande-Bretagne, qui n'appartiennent pas au même bloc commercial, coopèrent autant et plus, dans le domaine de l'aéronautique (Concorde) ou de l'espace, que la France et la République fédérale d'Allemagne, associées étroitement dans la C.E.E.

Si la Grande-Bretagne, comme le croient beaucoup de Français, ne cherchait que des avantages économiques, si la crainte de discriminations commerciales déterminait seule la décision du cabinet travailliste, la candidature britannique et son échec probable ne mériteraient pas plus d'attention que toute autre péripétie de la diplomatie intra-européenne. Mais les sondages d'opinion, les propos des

ministres ou des dirigeants de l'industrie, les articles de journaux, tout, en Grande-Bretagne, dicte à l'observateur un autre jugement. La Grande-Bretagne cherche moins, dans le Marché commun, la solution de ses problèmes économiques qu'une place dans le monde et une vocation nationale. Les problèmes de la livre ou de la balance des comptes peuvent être résolus en dehors du Marché commun, et celui-ci n'en garantit pas la solution, à supposer qu'il la favorise.

... d'un destin européen

Mais, après la perte de l'empire, la Grande-Bretagne, bien qu'elle demeure liée affectivement aux peuples de langue anglaise – États-Unis, Australie, Canada – n'aperçoit plus, dans l'association avec ces peuples, la promesse d'un avenir.

Séparée du continent par la Manche, barrière antichar qui l'a sauvée en 1940, l'Angleterre rêve désormais d'un destin européen, point final à une aventure de plusieurs siècles et point de départ vers une autre aventure. La conversion me paraît assez solide pour résister même à un deuxième refus.

Les Travaillistes jouent leur dernière chance

Le Figaro
13 mars 1968

La semaine prochaine, M. R. Jenkins présentera le budget britannique à la Chambre des Communes. Le grand jour de l'année parlementaire prendra, cette fois, une signification unique, sans précédent. Le chancelier de l'Échiquier ne parlera pas seulement à la majorité ou à l'opposition ou même à la nation, il s'adressera, d'abord et avant tout, à ceux que l'on nomme par dérision "les gnomes de Zurich", mais qui constituent, en vérité, l'opinion financière internationale. Oui ou non, les détenteurs de sterling, les ministres des Finances du monde entier, les experts du Fonds monétaire international et de l'O.C.D.E. seront-ils convaincus non par les mots mais par les chiffres que le cabinet travailliste accepte de payer le prix nécessaire au succès de la dévaluation? Il aura d'autant plus de peine à y parvenir qu'il a déjà dissipé, par une inaction spectaculaire, au cours des derniers mois, une partie du crédit moral qui lui avait été ouvert en novembre dernier.

Le succès d'une dévaluation, n'importe quel étudiant en économie politique l'apprend aujourd'hui avant d'atteindre au niveau de la licence, exige des mesures restrictives (ou, si l'on préfère, déflationnistes), qui ont pour fonction d'empêcher la hausse des prix et de libérer des ressources en vue d'exportations accrues. Si les prix progressent trop vite, la prime que donne aux exportations la modification de la parité monétaire disparaît. Si les entreprises trouvent à l'intérieur une demande qui absorbe aisément la production, elles seront moins incitées à l'effort nécessaire pour vendre à l'étranger.

De toute évidence, personne, à l'intérieur du cabinet travailliste, n'ignore ou même ne méconnaît ces propositions banales. La difficulté commence avec la traduction en chiffres de ces règles classiques. Or, les chiffres que suggèrent les experts, en Grande-Bretagne et au-dehors, exigent une "austérité" qui dépasse sensiblement celle à laquelle M.M. Wilson et Jenkins semblent résignés ou résolus.

La dévaluation est intervenue à la suite de trois années de gestion travailliste, trois années aussi de tentatives vaines pour rétablir l'équilibre des comptes extérieurs par une déflation ou plutôt une demi-déflation intérieure. M. Wilson peut invoquer diverses circonstances atténuantes, comme la guerre du Moyen-Orient et ses conséquences, mais le critique maintiendra que le Premier

britannique a commis deux erreurs qui continuent de peser lourdement: la déflation nécessaire pour rétablir l'équilibre dépassait de beaucoup en rigueur celle qu'il a pratiquée.

En tout cas, il aurait dû dévaluer la livre au plus tard dès sa deuxième victoire électorale, à un moment où parti, syndicalistes, opinion, lui faisaient pleine confiance et auraient accepté les mesures qu'il hésite à prendre aujourd'hui. À trente ans de distance, M. Wilson a répété, en 1966, le mot d'ordre de Léon Blum: "Ni dévaluation ni déflation." L'événement, maître d'école impitoyable, a répondu dans les deux cas: "Dévaluation et déflation."

Pourquoi l'opinion financière, que traduit le cours de la livre sur le marché des changes, marque-t-elle tant de réticence à l'égard du nouveau chancelier de l'Échiquier, dont personne ne mésestime les capacités et le courage? L'explication ressort des données incontestables, sans recours à une analyse détaillée ou technique.

D'après la presse britannique, le taux de croissance envisagé pour l'année à venir serait de l'ordre de 4%. Ce taux prête à deux interprétations: ou bien il s'agit de l'excédent global d'une année sur l'autre, mode de calcul employé en France, ou bien il s'agit du surplus du niveau de production atteint à la fin de l'année par rapport au niveau de production à la fin de l'année précédente. Même si l'on retient le premier mode de calcul - qui aboutit aux résultats les plus modestes - une expansion substantielle, dans l'année qui suit une dévaluation, ne va pas sans périls. Les deux méthodes possibles pour réduire ces risques contredisent également la philosophie du parti travailliste, puisqu'elles visent toutes deux à limiter le pouvoir d'achat à la disposition du consommateur en période de croissance de la production. Ces deux méthodes, également classiques (mais la panoplie économique manque de diversité), s'appellent: impôts supplémentaires ou réduction des dépenses de l'État et, d'une façon ou d'une autre, blocage des salaires.

En ce qui concerne la première méthode, l'incertitude ne porte pas sur le principe, mais sur l'application. Les experts privés, ceux de l'*Institut national de recherche économique et sociale*, ceux de l'hebdomadaire *The Economist*, évaluent entre 450 et 600 millions de livres la ponction que l'État devrait opérer par des impôts supplémentaires et, de préférence, par des impôts indirects qui mordent immédiatement sur le pouvoir d'achat des consommateurs. Mais un budget, si vigoureux soit-il, ne servirait de rien si le pouvoir d'achat distribué par les entreprises augmentait au point d'annuler l'effet des mesures fiscales et de

provoquer simultanément la hausse des prix.

L'expérience des quinze dernières années inspire quelque pessimisme aux observateurs du dehors. La hausse des salaires, normale en tout pays durant une phase d'expansion, tend, en Grande-Bretagne, à prendre de vitesse l'augmentation de la productivité: elle s'est révélée, maintes fois, incompatible avec l'équilibre extérieur. Or, en 1968, non seulement l'expansion ne doit pas provoquer de nouveau un déficit extérieur, mais elle doit laisser un excédent extérieur pendant plusieurs années, afin de rembourser les emprunts contractés avant la dévaluation et de reconstituer les réserves.

MM. Wilson et Jenkins ont-ils conscience de la conjoncture? À coup sûr. Mais, là encore, le commentateur se demande si les dirigeants travaillistes mesurent exactement, en termes quantitatifs, les exigences de cette conjoncture. Ce que les ministres travaillistes sont condamnés à faire s'éloigne à ce point de leurs préférences, de leurs aspirations permanentes, de leurs rêves évanouis qu'ils risquent de commettre une erreur fatale: héroïques à leurs propres yeux par rapport à leur parti, aux syndicats, aux électeurs, ils apparaîtront peut-être timides, pour ne pas dire dénués de courage aux yeux des détenteurs étrangers de sterling et des experts internationaux. Or, et nous revenons ainsi au point de départ, l'auditoire auquel s'adressera la semaine prochaine M. Jenkins ne sera pas concentré dans la salle de Westminster, mais dispersé à travers le monde. Le jugement de cet auditoire déterminera le destin du parti travailliste pour de longues années.

Le cabinet Wilson n'est pas tant menacé par la mauvaise humeur de sa majorité ou la révolte des syndicats que par l'échec de sa politique. N'importe quel banquier dépend de la confiance de sa clientèle. La Grande-Bretagne demeure une banque mondiale. Elle retrouvera demain son indépendance à condition de retrouver d'abord la confiance du monde. Peut-on confier à un cabinet travailliste la gestion d'une banque mondiale? Le discours de M. Jenkins dictera la réponse à cette interrogation.

Commonwealth: la fin d'une grande idée

Réalités
avril 1968

Deux événements, qui ont tenu peu de place dans la presse française, ont touché le Commonwealth dans son idée même et ouvrent ainsi une ère nouvelle de l'histoire britannique.

La pendaison à Salisbury de quatre Africains, condamnés légalement par les tribunaux de Rhodésie, elle-même en rupture de légalité, n'a, en apparence, rien appris au monde que celui-ci n'ait déjà su. Le pouvoir qui s'exerce en fait dans l'ancienne colonie de la Couronne ne reconnaît plus l'autorité du Royaume-Uni. Comme dans une tragédie antique, chacun des acteurs ne pouvait pas ne pas agir comme il l'a fait et tous connaissaient à l'avance les conséquences de leurs décisions fatales.

La Grande-Bretagne a supprimé la peine de mort. Le Premier ministre à Londres devait faire un geste, au moins symbolique, pour sauver les condamnés de Rhodésie. Et ce geste apparaissait inévitablement à M. Smith chargé de signification politique: il lui rappelait une souveraineté qu'il récuse. La reine Elisabeth, sur le conseil de M. Wilson, a gracié les condamnés que M. Smith, incertain de son droit et menacé par les extrémistes, a fait exécuter. Ainsi le Premier ministre de Rhodésie a confirmé avec éclat le succès effectif de la déclaration unilatérale d'indépendance et le Premier ministre de Grande-Bretagne a été contraint par les circonstances à une protestation vaine, qui publie aux yeux de tous l'échec des sanctions. Mais M. Smith souhaitait-il franchir un pas de plus sur la voie, peut-être désormais sans retour, de l'apartheid?

Au deuxième événement j'attribue une portée plus grande encore. À Londres une législation spéciale a été votée en quelques jours par les deux Assemblées, afin d'interdire l'entrée de certains immigrants porteurs d'un passeport britannique. Une centaine de milliers d'Indiens du Kenya avaient choisi de ne pas devenir citoyens du nouvel État. Les gouvernants actuels de ce pays tendent à réserver un nombre croissant de métiers aux citoyens, donc à en exclure les non-citoyens, en particulier la minorité indienne. Une partie de celle-ci se résolut à quitter le pays. Quelques parlementaires britanniques firent grand bruit autour de l'arrivée de ces immigrants à peau brune. Du coup, les Indiens du Kenya prirent peur et s'efforcèrent d'arriver en Grande-Bretagne avant la fermeture des ports. Pris de panique, le Cabinet et les législateurs édictèrent des règles

spéciales pour les porteurs de passeports britanniques mais de descendance non britannique, règles qui s'appliquent presque exclusivement à des non Blancs. Ainsi s'établit une sorte de discrimination de fait à l'encontre de gens de couleur (un million en Grande Bretagne).

Il ne m'appartient pas d'entrer dans le débat que cette mesure sans précédent a déchaîné. Combien de gens de couleur détenaient ce passeport britannique qui leur conférait le droit d'entrée en Grande-Bretagne? Un million? Deux millions? Combien auraient été amenés, au cours des prochaines années, à se prévaloir de ce droit? Ce qui impressionne l'observateur, qui s'efforce, en cette occasion, de comprendre et non de louer ou de blâmer, c'est que travaillistes et conservateurs, en énorme majorité, aient souscrit à une loi qui équivaut à violer un engagement solennel, librement contracté par l'Angleterre.

Il semble bien que les législateurs n'aient pas trahi, en l'occasion, les sentiments de leurs électeurs. Tout se passe comme si, à partir d'un certain volume critique, les immigrants de couleur provoquaient des réactions en chaîne, comme si une collectivité nationale défendait sa propre homogénéité ethnique. L'inégalité des niveaux de vie entre pays d'origine et pays d'immigration, l'importance des transferts sociaux dans le pays d'accueil à niveau de vie élevé donnent une justification économique à ces réactions émotionnelles. Il n'en reste pas moins que le Commonwealth, politiquement presque dénué de signification par suite de conflits, même armés, entre certains de ses membres (Inde et Pakistan) a été, cette fois, atteint en son idée même. Le passeport britannique ne vaut plus à l'entrée des îles britanniques.

Faut-il conclure: les hommes n'ont pas encore atteint le niveau moral où un commonwealth pluri-ethnique deviendrait possible?

Les électeurs ont la parole

Le Figaro
26 juin 1970

Entre la victoire conservatrice en Grande-Bretagne, la relative défaite de la coalition socialiste-libérale dans trois Länder de la République fédérale allemande et les résultats de l'élection partielle de Nancy, quel trait commun peut-on discerner? Mouvement vers la droite outre-Manche et outre-Rhin peut-être, mais non en Lorraine. Erreur des instituts de sondage, spectaculaire en Grande-Bretagne, plus discrète en Allemagne; rien de pareil en Lorraine. Les électeurs anglais et allemands ont eu, semble-t-il, quelque peine à se décider, non les électeurs français: l'intervention gouvernementale durant la dernière semaine de la campagne électorale, alors que les jeux étaient faits, n'a eu d'autre effet que de donner une portée nationale à un succès que M. Servan-Schreiber s'était déjà assuré grâce à ses talents, ses moyens, sa technique, grâce aussi aux circonstances.

En vérité, dans les trois cas, les électeurs n'ont eu qu'un réflexe commun: ils ont refusé aux hommes ou aux partis maîtres de l'État, le satisfecit que ceux-ci leur demandaient. Pour le reste, chacune de ces consultations présente originalité et intérêt dans la mesure même où elle découvre le problème spécifique du jeu démocratique dans le pays considéré.

Laissons de côté les aspects les plus frappants et les plus commentés de la bataille de Nancy. La personnalité de M. J.-J. Servan-Schreiber éveille des sentiments forts, favorables ou hostiles. Secrétaire général du parti radical hier, candidat sans étiquette aujourd'hui, il exaspère les uns, il en inquiète d'autres, il indigné "les traditionnels" par le recours aux procédés américains, il séduit certains "réformateurs" que lassent la répétition des formules idéologiques et cette paralysie de pensée et d'action que les vieux partis présentent comme une preuve de fidélité. Mais quel que soit le rôle que les individus peuvent encore jouer à notre époque de vastes organisations - et M. Heath, lui aussi, a pris une part décisive à la victoire des conservateurs - l'arrivée en un Palais-Bourbon somnolent d'une personnalité "dynamique" ne provoquerait pas tant de remous si le système des partis, en France, n'apparaissait à la fois artificiel et précaire.

Le parti communiste continue à recueillir 20 à 25% des suffrages, il constitue plus que jamais une contre-société, invulnérable à l'usure du temps et aux leçons de l'expérience, inconditionnellement dévoué à l'Union soviétique, à peine

troublé par les hérésies de droite (Garaudy) ou de gauche (maoïste), exemple presque unique d'un parti qui se dit révolutionnaire, qui le demeure en un certain sens (il rêve d'un régime radicalement autre que le régime existant) mais qui écarte l'éventualité d'une insurrection et s'accommode d'une existence paisible *in partibus infidelium*.

Le parti communiste, avec sa clientèle électorale, solide mais limitée, favorise la permanence de ce que l'on appelle *le fait majoritaire*. Depuis mai 1968 et la "grande peur", une majorité gouvernementale de gauche incluant communistes et non communistes est devenue impossible. Les organisations de la gauche non communiste, parti socialiste, convention des institutions républicaines, P.S.U., incapables de s'entendre ou de se renouveler, mènent une existence fantomatique, ombres sans corps, survivants d'un passé révolu, intellectuels en quête de masses, perdus dans le rêve d'une catastrophe salvatrice. Le P.S.U. veut déborder le parti communiste, le parti socialiste se coupe en deux, entre partisans et adversaires de dialogue avec les communistes. M. François Mitterrand s'accroche à la formule de la Fédération, alliée au P.C., qui paraissait sur le point de réussir en 1965-1967.

On parle de l'effondrement de la gauche non communiste: mieux vaudrait parler de l'effondrement des organisations, sectes ou partis qui sollicitent les suffrages de la gauche non communiste. Car ces suffrages n'ont pas disparu, peut-être même ont-ils augmenté en nombre. Bien plus, l'observateur se demande quelle est la solidité durable du lien entre les électeurs modérés et l'U.D.R. Le parti majoritaire doit son hégémonie aux divisions de ses adversaires et aux règles du jeu, c'est-à-dire au scrutin uninominal à deux tours. Ces deux conditions parurent définitivement acquises à M. Giscard d'Estaing et à M. Duhamel. Aussi l'un et l'autre jugèrent-ils que l'engagement dans la majorité leur offrait la seule voie d'action possible. Opposition stérile ou participation à la majorité, tel semblait le dilemme, déplaisant peut-être, mais contraignant.

L'élection de Nancy n'a pas réfuté cette analyse, elle a suscité l'espoir ou la crainte (selon les préférences de chacun) qu'une autre perspective s'offre à ceux qui ne se résignent pas à l'alternative communisme-U.D.R. Perspective singulièrement vague pour l'instant. Le parti socialiste est mort, mais ses dirigeants ne veulent pas l'admettre. L'unité de la gauche continue de hanter les esprits, bien qu'elle n'ait aucune chance de s'accomplir en tant que formation majoritaire. Dans les milieux politiques, M. J.-J. Servan-Schreiber a plus de rivaux et d'ennemis que d'amis. Il n'est pas le seul qui ambitionne de mobiliser

les réformateurs. Personne ne sait plus s'il représente le parti radical, le manifeste *Ciel et Terre* ou la révolte d'intérêts locaux, la province brimée par les technocrates parisiens, les régions montant à l'assaut de la capitale ou les parisiens apprenant aux provinciaux l'art de faire chanter le Pouvoir.

Incertitudes, équivoques, contradictions prêtent à des commentaires indéfinis. M. J.-J. Servan-Schreiber a réussi une percée, ni plus ni moins, et chacun peut spéculer à loisir sur les conséquences, à court et à long terme, de ce qui demeure provisoirement l'aventure d'une personne et un épisode lorrain. Aventure et épisode n'en ont pas moins une signification potentiellement nationale dans la mesure où le gouvernement, assuré à l'Assemblée nationale d'une majorité massive, se heurte, de tous côtés, aux mécontentements, divers et contradictoires, des groupes professionnels et ne trouve pas, pour la gestion quotidienne, le soutien de ceux qui lui apportent leurs suffrages tous les cinq ans. Favorables au pouvoir en tant que citoyens, critiques des ministres en tant que sujets économiques, en tant que paysans, commerçants, ouvriers, employés: ainsi la majorité des Français concilient refus de la révolution et insatisfaction endémique. Un parti d'opposition qui figurerait le troisième homme, qui permettrait aux Français d'exprimer un désir de changements sans risque de bouleversement, n'aurait-il pas, un jour ou l'autre, malgré les règles actuelles du jeu, sa chance?

Spéculations, peut-être à long terme, peut-être sans portée, répétons-le encore une fois. Mais ces spéculations surgissent irrésistiblement dès lors qu'un candidat parvient à débaucher une partie de la clientèle U.D.R. et à rassembler une fraction importante des voix de gauche non-communistes. Faut-il s'en réjouir ou, au contraire, évoquer avec angoisse les plaisirs et les vices de la IV^e République?

Ces deux réactions me sembleraient également prématurées. Bornons-nous, pour conclure, à rappeler une vieille maxime: un parti, assuré de la permanence de son règne, risque toujours de dépérir. L'U.D.R. ne fait pas exception, elle devrait donc tirer profit de la menace, même lointaine.

Les électeurs ont la parole(1). Le parti libéral Allemand condamné?

Le Figaro
27-28 juin 1970

Toute élection partielle, en République fédérale allemande, revêt une signification nationale parce qu'elle met en question, inévitablement, le système des partis et la majorité gouvernementale. L'actuelle coalition au pouvoir S.D.P.-F.D.P. (parti socialiste et parti libéral) comprend deux partenaires dont l'un risque demain de ne plus avoir de représentation parlementaire.

Un article de la Constitution prévoit, en effet, qu'un parti qui recueille moins de 5% des suffrages n'obtient aucun siège. Cet amendement au principe de la représentation proportionnelle a été inspiré par le souvenir de la République de Weimar. Il élimine les petits partis, avantage les grands, évite la dispersion des voix, il tend à favoriser la formation d'une majorité de gouvernement, tout en n'excluant de l'Assemblée aucune tendance important.

Cette particularité de la Constitution exerce, pour la première fois, une influence dominante sur la vie politique. Jusqu'aux dernières élections, la C.D.U., parti dominant, a gouverné sans interruption, avec des alliances diverses, en dernier lieu dans le cadre de la grande coalition (avec le parti socialiste). Aux dernières élections générales, celui-ci est arrivé en deuxième ligne, avec quelques points de moins que la C.D.U. Mais l'appoint des libéraux lui assure une majorité à l'Assemblée. Avec un pourcentage de suffrages entre 5 et 6% les libéraux se trouvaient paradoxalement, en dépit d'une défaite, en position d'arbitre. Ils choisirent de gouverner avec socialistes, comme ils s'y étaient résolus à l'avance, la fraction de gauche, dirigée par l'actuel ministre des Affaires étrangères, s'étant assuré la majorité dans les instances du parti, aux dépens de la fraction de droite dont l'ancien président du parti, M. Mende, demeure le chef.

Une telle conjoncture apparaît inévitablement chargée d'incertitude. Il suffit, en effet, que le pourcentage des suffrages recueillis par le parti libéral tombe au-dessous de 5% pour que la majorité parlementaire passe d'un côté à l'autre. Que le parti libéral soit éliminé du Bundestag et la C.D.U. revient au pouvoir - à moins qu'entre temps les troupes de M. Brandt dépassent celles de M. Kiesinger, ce qui ne semble pas encore le cas.

Les élections qui viennent d'avoir lieu dans trois des Länder, Rhénanie-Westphalie, Basse-Saxe, Sarre, ne comportent, dans l'immédiat, aucune suite. Mais les commentateurs ne peuvent pas ne pas y chercher une indication sur les chances de survie du parti libéral. Quant au chancelier, il avait lui-même, aussi imprudemment que le gouvernement français la semaine dernière à propos de l'élection lorraine, demandé une approbation massive de sa politique à l'égard de l'Est européen. Rien ne prouve que les électeurs aient voulu condamner cette politique, il se peut que l'inflation contre laquelle le gouvernement hésitait à prendre des mesures ait influé sur les votes plus que le texte du projet de traité avec l'Union soviétique, publié à la veille du scrutin. Mais, puisque le chancelier avait à l'avance proclamé qu'un gain de voix marquerait une approbation de sa diplomatie, comment refuser à une perte de voix (les deux partis au pouvoir ont perdu ensemble 3,5% des suffrages) la signification d'un désaveu ou, pour le moins, d'une réticence.

Dans deux Länder sur trois, le parti libéral n'a pas franchi le seuil des 5% et les deux grands partis - S.P.D. et C.D.U. - se retrouvent seuls, face à face, le premier avec une voix de majorité au Parlement de Basse-Saxe, le deuxième avec une majorité plus confortable en Sarre. En Rhénanie-Westphalie, le plus important, le plus peuplé, le plus industrialisé des *Länder*, la C.D.U. a un député de plus que le S.P.D. mais, grâce aux onze députés libéraux, ce dernier continuera d'exercer le pouvoir. Tout se passe comme si la représentation proportionnelle, modifiée par la règle des 5%, tendait à la constitution d'un système des deux partis. Au cours de ces dernières années, l'éventualité d'une réforme de la loi électorale, un scrutin majoritaire se substituant à la modalité actuellement en vigueur, de proportionnelle, avait été longuement discutée. Le parti libéral avait combattu une telle réforme dans laquelle il voyait, à juste titre probablement, une condamnation à mort. L'alliance avec les socialistes semble entraîner la même condamnation - à moins que les dirigeants socialistes ne parviennent à convaincre une partie de leurs propres électeurs de voter pour le partenaire, défaillant et indispensable.

Pourquoi les libéraux ont-ils choisi cette voie apparemment sans issue? Peut-être les dirigeants répondraient-ils que l'autre voie n'offrait guère plus de promesses. Avec la C.D.U., les libéraux faisaient figure également de peu brillants seconds. L'hétérogénéité de l'électorat libéral rendait inévitable la perte de suffrages, d'un côté ou de l'autre. Enfin et probablement surtout, les actuels dirigeants souhaitaient l'ouverture à l'Est par conviction sincère, peut-être avec l'espoir que cette diplomatie leur vaudrait un regain de prestige.

Espoir déçu. À supposer que cette diplomatie réponde aux vœux de l'opinion, le chancelier Brandt et son parti bien plus que le ministre des Affaires étrangères Scheel et le sien en tireront un bénéfice. Et l'incertitude subsiste sur l'efficacité et la popularité de la diplomatie adoptée.

Provisoirement, tout se passe comme si le gouvernement de la République fédérale acceptait désormais ce que l'Union soviétique réclamait vainement depuis plus de vingt ans: l'acceptation officielle, la consécration morale des "conséquences de la Seconde Guerre mondiale", du statut territorial actuel, la reconnaissance de la D.D.R. (*République démocratique allemande*) et du partage de l'Allemagne en deux États souverains. Telle semble, en effet, la signification du traité avec l'Union soviétique bien qu'officiellement celui-ci ait pour objet la seule renonciation à la force. Le chancelier Brandt a-t-il tort ou raison de concéder immédiatement tout ce que les Soviétiques peuvent exiger de lui et de faire le pari que les contreparties - amélioration du régime à Berlin-Ouest ou en D.D.R. - viendront ensuite d'elles-mêmes? Même nombre de partisans du chancelier hésiteraient à donner une réponse catégorique à une telle question.

Certes, le refus de consacrer le partage de l'Allemagne ne promettait nullement l'unification, à courte ou longue échéance. En un sens, la meilleure manière de maintenir le *statu quo*, c'est-à-dire la division, consistait à le refuser politiquement et moralement. On peut plaider que le dialogue avec l'Est et l'acceptation provisoire du *statu quo* offrent plus de chances de modifier progressivement la conjoncture européenne que l'attitude antérieure de rigidité et d'intransigeance sans moyen de pression.

Il n'en reste pas moins - et là se situe à l'intérieur de la République fédérale, la faiblesse du chancelier Brandt - que le gouvernement de Bonn paye au comptant et qu'il espère le remboursement à terme. Or, rien ne garantit, rien même n'annonce que l'Union soviétique de Brejnev et la D.D.R. d'Ulbricht envisagent un remboursement quelconque. L'Alliance atlantique n'existe plus guère, mais l'empire soviétique en Europe, fondé sur la doctrine de la souveraineté limitée des États socialistes, existe plus fortement que jamais. Il est un bloc au moins qui résiste aisément aux dénonciations rituelles de Yalta.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 26 juin 1970.

Les électeurs ont la parole(1). Le miracle Heath

Le Figaro
30 juin 1970

Supposons que les instituts de sondage n'aient pas existé en Grande-Bretagne, que journalistes et hommes politiques aient été réduits aux seules ressources de leur expérience et de leur intuition. Selon toute probabilité, ils auraient prévu en majorité une victoire des conservateurs.

Au cours des dernières années, les travaillistes, à toutes les élections partielles, avaient souffert des pertes considérables. Certes, les électeurs se comportent autrement selon qu'il s'agit d'une élection partielle ou d'une élection générale. Non seulement la participation électorale est moins forte dans le premier cas que dans le second, mais la psychologie des électeurs ne peut être la même: dans un cas, ils expriment leurs sentiments, c'est-à-dire le plus souvent leur insatisfaction, dans l'autre ils choisissent un gouvernement pour cinq ans. Dans une élection partielle, on vote volontiers *contre* le Pouvoir sans le remplacer, aux élections générales, voter contre un parti, c'est voter pour l'autre.

Les commentateurs auraient jugé probable que les travaillistes retrouveraient, au jour J, la plus grande partie de leur clientèle, d'autant plus que la balance des paiements extérieurs, obsession nationale au cours des cinq dernières années, était devenue largement positive en 1969. Le cabinet recueillait enfin le bénéfice des efforts accomplis. M. Jenkins pouvait affirmer que jamais, depuis quinze ans, l'économie britannique n'avait atteint à une telle solidité. Les hausses de salaires, accordées depuis le début de l'année, trop généreuses à terme, favorisaient provisoirement le parti travailliste.

Toutes ces circonstances suffisaient-elles à donner la certitude d'une troisième victoire à M. Harold Wilson? Nul ne l'aurait affirmé en l'absence des sondages. Travaillistes et conservateurs auraient jugé les résultats difficilement prévisibles, l'humeur du public impénétrable. M. Wilson aurait mené une campagne vigoureuse, attaqué son rival, peut-être même développé un programme. Il aurait redouté que l'alternance traditionnelle, dans la politique britannique, ne jouât cette fois à ses dépens. En bref, il me paraît difficile de nier que les sondages ont, en fait, exercé une influence sur le cours des événements.

Les travaillistes ont-ils le droit de se plaindre des instituts de sondage et de

leur imputer une part de responsabilité dans leur défaite? En ce qui concerne la date des élections générales, M. Wilson aurait, à mon sens, pris en tout état de cause la même décision. Les hausses de salaires, les derniers chiffres défavorables du commerce extérieur, les troubles sociaux l'obligeaient à prévoir, l'automne prochain, une situation pire que celle du 18 juin. Le choix de la date résultait moins des résultats des sondages que de l'analyse de la conjoncture économique. Au printemps, les électeurs bénéficiaient des rémunérations accrues sans que les équilibres globaux fussent déjà compromis. Cette courte phase se recommandait d'elle-même aux stratèges du parti.

Au-delà de cette quasi-certitude, chacun imaginera librement l'issue d'une compétition dans laquelle les conservateurs auraient fait figure de favoris. Les travaillistes se seraient battus avec l'énergie du désespoir. La campagne aurait pris un autre tour: la conclusion eût-elle été différente? Nul ne peut l'affirmer ou le nier catégoriquement. Personne n'en sait rien.

La pratique des sondages, qu'on le veuille ou non, appartient aujourd'hui au train normal de la démocratie. Il est loisible d'envisager l'interdiction d'en publier les résultats durant la dernière ou les deux dernières semaines avant les élections générales afin d'éviter que les électeurs ne modifient leurs intentions de vote en fonction des probabilités apparentes. Même en ce cas, rien ne prouve que les électeurs aient voté autrement qu'ils n'avaient l'intention de le faire parce que la victoire travailliste leur semblait assurée. N'oublions pas, enfin, que, depuis une quinzaine d'années, les sondages avaient régulièrement prévu le parti gagnant et que la leçon du 18 juin 1970 inspirera, pour quelques années, aux hommes politiques aussi bien qu'aux commentateurs, un utile scepticisme.

Quoi qu'il en soit, M. Edward Heath sort triomphant des erreurs - erreurs de fait ou erreurs d'interprétation, on ne sait pas encore - commises par les spécialistes. Jusqu'au bout, en dépit du pessimisme répandu autour de lui, dans son propre parti, il a gardé confiance alors que presque personne ne croyait plus à son succès. De ce fait, c'est lui plus que son parti qui apparaît comme le vainqueur. Avant la campagne, M. Wilson semblait l'emporter sur M. Heath, dans la faveur populaire, plus que le parti travailliste sur le parti conservateur. Aujourd'hui, renversement du pour au contre: pour la première fois, M. Heath est pleinement et sans réticence reconnu comme un chef par ses troupes. Hier, des conservateurs disaient que M. Heath, détestable chef de l'opposition de Sa Majesté, ferait un grand premier ministre. Il doit encore faire ses preuves comme Premier mais, il a finalement acquis son brevet de chef de l'opposition puisqu'il a

gagné, en dépit de tout et de tous, des élections qui passaient pour perdues.

Entre un gouvernement Heath et un gouvernement Wilson, la différence majeure, pour nous autres Français, concerne l'attitude à l'égard de l'Europe. Certes, le cabinet travailliste avait, lui aussi, pour la troisième fois, renouvelé la candidature britannique au Marché commun. Mais les gouvernants des Six n'ignorent pas que M. Wilson s'était converti, par raison, avec quelque réticence, alors que les convictions européennes de M. Heath, qui avait mené les négociations il y a six ans, ne prêtent pas au doute.

M. Heath, lui aussi, tiendra peut-être des propos semblables à ceux de M. Wilson: les Six ont besoin de la Grande-Bretagne autant que celle-ci a besoin d'eux; adhésion au Marché commun, à coup sûr, mais non pas à n'importe quel prix. Aucun Premier britannique ne peut ignorer que l'opinion publique se montre de plus en plus réticente, comme si elle s'indignait contre l'exclusion plus qu'elle n'aspirait à la participation. Il reste que les négociateurs des Six feront confiance à la volonté d'aboutir de leur partenaire britannique alors qu'ils auraient pu s'interroger sur les intentions ultimes de M. Wilson, sinon de M. Jenkins.

Le thème européen n'a pour ainsi dire tenu aucune place dans les discours ou les controverses au cours de la récente campagne électorale, comme si, par un accord implicite, les deux partis avaient décidé de mettre le problème entre parenthèses, de le neutraliser. M. Wilson envisage-t-il éventuellement de prendre position contre l'adhésion si les conditions lui paraissent défavorables? Éventualité improbable pour l'instant, mais nullement impossible. Le risque existe et les négociateurs britanniques le rappelleront à ceux des Européens qui souhaitent le plus l'élargissement du Marché commun.

Les partis britanniques interprètent, avec une grande liberté, le mandat reçu de leurs électeurs, mais la décision d'entrer dans le Marché commun représente, pour la Grande-Bretagne, une telle mutation historique que, dans l'hypothèse d'une controverse passionnée à l'intérieur de la classe politique, une approbation populaire, plus explicite, deviendrait souhaitable, sinon nécessaire.

M. Heath, chef de l'opposition, aurait contribué au succès des négociations menées par M. Wilson avec les Six. Il n'est pas démontré que ce dernier en fasse autant.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* des 26 et 27-28 juin.

Marchandage ou vision d'avenir

Le Figaro
1er avril 1971

Les Britanniques veulent-ils réellement entrer dans la Communauté européenne? M. Pompidou envisage-t-il un troisième veto? Ces deux questions sont posées, l'une à Paris, l'autre à Londres, au moins dans les milieux de la politique et du journalisme. Les négociations se déroulent selon un rituel bureaucratique, au milieu de l'indifférence du grand public, en un climat de soupçons réciproques.

Soupçons en un sens justifiés: M. Heath ne peut ni ne veut accepter n'importe quelles conditions; M. Pompidou, pas davantage. Candidature d'un côté, consentement de l'autre doivent apparaître conditionnels. Celui des interlocuteurs qui, en apparence, n'aurait plus de liberté du choix perdrait sa puissance de marchandage.

Il n'en reste pas moins que la disproportion entre l'*enjeu* et l'élargissement de la Communauté – et le *contenu visible du débat* – la contribution britannique au financement de la politique agricole ou le règlement spécial pour la Nouvelle-Zélande – a de quoi décourager l'opinion.

Avec quelque bonne volonté, l'observateur admettra peut-être que la contribution britannique et même le cas de la Nouvelle-Zélande ont une valeur symbolique aux yeux des diplomates français. La politique agricole représente l'élément authentiquement communautaire et la France y attache, pour cette raison même, une importance décisive. Non qu'elle en ait tiré plus de profits que certains de ses partenaires: les prix des céréales répondaient aux exigences des producteurs allemands plutôt qu'aux désirs du gouvernement français. Mais, en l'absence d'une politique communautaire, le Marché commun dont le tarif extérieur, à la suite du «Kennedy round», est bas, tendrait à se rapprocher d'une zone de libre-échange, européenne et bientôt atlantique. Le débat sur la contribution britannique prend donc éventuellement une autre signification, à Londres et à Paris: simple calcul du possible, là-bas; test de la volonté européenne des Britanniques, ici.

Cette volonté existe sans aucun doute au gouvernement et à la Chambre des Communes. Elle n'existe certainement pas dans la masse, à moins que l'on dénie aux sondages la moindre validité. Certes, le régime démocratique, outre-Manche, exclut référendum et plébiscite. Même pour une décision historique,

comme celle que constituerait l'entrée dans le Marché commun; ni M. Heath ni M. Wilson ne songent à soumettre le vote du Parlement à l'approbation des simples citoyens. Les gouvernements de Sa Majesté ont toujours conduit la diplomatie en se réservant la responsabilité des grandes décisions. Les députés, les M.P., ne se jugent pas tenus par les désirs de leurs électeurs, ils ne reçoivent pas de mandat impératif: ils obéissent à leur chef, à la discipline de parti, non aux statistiques des *oui* et des *non*.

Ces statistiques n'en jouent pas moins, dans les pourparlers, une double fonction. Les Français trouvent des motifs d'inquiétude, les Britanniques un moyen d'obtenir des concessions. Les premiers demandent: «Quelle chance y a-t-il que les Britanniques se conduisent en bons Européens dès lors que l'entrée dans le Marché commun est imposée à la nation par ses dirigeants, contre le sentiment de la majorité?» Les seconds répliquent: «Si vous souhaitez notre participation à l'entreprise européenne, n'exigez pas, au point de départ, plus que notre gouvernement ne peut accorder. L'opinion se laissera convertir par l'expérience, par les profits que tirera notre économie de la participation à la Communauté. Encore faut-il que le coût immédiat ne soit pas tel qu'il dissimule les profits à terme.»

Une fois de plus, apparaît l'opposition. La contribution britannique au financement de la politique agricole doit-elle constituer une preuve de volonté européenne? En ce cas, elle doit être, dès le point de départ, substantielle. Ou bien, tout au contraire, convient-il avant tout de donner à l'économie britannique le temps de s'adapter et à l'opinion le temps de se convertir? En ce cas, elle doit demeurer, au point de départ, presque symbolique. Mais pour admettre sans réticence cette dernière thèse, les négociateurs français auraient besoin d'une totale confiance dans une «volonté européenne» des Britanniques – confiance qu'ils n'éprouvent pas, volonté dont ils cherchent vainement des preuves incontestables.

Telles qu'une fois de plus les négociations sont engagées, vont-elles conduire au succès ou à l'échec, à un compromis ou à une nouvelle rupture? Je ne sais et je me garderai de toute prévision. Ce qui, en revanche, me semble certain, c'est qu'au terme des négociations actuelles même un accord ne comporterait guère moins de risques que la rupture. Je veux bien que l'on se batte au sujet du beurre de Nouvelle-Zélande ou du financement de la politique agricole, que les uns accordent à ces controverses une portée symbolique et les autres une signification strictement pragmatique. Mais sur l'avenir, de l'Europe en tant

qu'entité économique ou politique, quelle influence exercera le montant de la contribution britannique ou le volume du beurre néo-zélandais consommé par nos amis de Londres ou de Manchester?

Tout se passe comme si l'on ignorait délibérément les interrogations décisives que le plus ferme partisan de l'élargissement du Marché commun ne peut pas ne pas formuler: comment une organisation qui ne prend de décision qu'à l'unanimité parviendra-t-elle à fonctionner demain, lorsqu'il y aura dix membres et non plus six? Quelle attitude adopteront les nouveaux membres lorsque l'offensive américaine contre la politique commerciale du Marché commun se développera? L'Europe des Dix tendra-t-elle à la création d'une zone monétaire, avec une monnaie unique comme objectif dernier? Aura-t-elle l'ambition et la capacité d'une action communautaire, en fait de technologie ou de défense?

Il est naïf de croire que les négociations du style actuel nous apporteront même le début d'une réponse. L'idée courante outre-Manche, que la France souhaite la présence britannique pour équilibrer la puissance allemande ne me convainc pas. En matière économique, je ne crois guère à ces considérations d'équilibre. En vérité, parmi les dirigeants français, les uns se résignent à l'entrée de la Grande-Bretagne parce qu'ils la jugent inévitable, les autres la souhaitent parce qu'ils en espèrent un renforcement de la Communauté.

Mais tous reconnaissent que l'élargissement de la Communauté, dans les conditions présentes, constitue un saut dans l'inconnu: comment pourrait-il en être autrement puisque les deux gouvernements s'en tiennent à des marchandages faute de révéler ou peut-être de concevoir un grand dessein.

Nouvelle chance pour l'Europe

Le Figaro
28 mars 1972

Le référendum sur l'élargissement du Marché commun prête à trois sortes de commentaires, constitutionnels, politiques et diplomatiques.

À n'en pas douter, la question, posée aux Français, n'a rien de commun avec celles que suggère la doctrine classique ou qui sont posées aux Suisses. Le référendum, selon la doctrine des juristes ou selon la coutume suisse, porte sur un sujet précis, il suppose une opinion divisée, un débat ouvert, il laisse les citoyens libres de dire *non* sans ébranler le gouvernement ni exprimer de défiance à l'égard des élus. Il a pour fonction d'assurer une participation directe du peuple souverain à l'exercice du pouvoir législatif. Il n'en va pas ainsi sous la Ve République: le référendum est devenu une question de confiance.

Non seulement c'est au président de la République qu'appartient l'initiative mais c'est lui qui interroge et c'est à lui que le peuple répond. L'opinion sur le problème particulier ne se sépare plus, ne peut plus se séparer de la confiance dans la politique générale du chef de l'État. L'opposition proteste, légitimement de son point de vue, contre une confusion, essentielle à la pratique constitutionnelle telle que le général de Gaulle l'avait instaurée et telle que M. Pompidou vient de la renouveler.

Cette pratique complète et consacre l'élection du président de la République au suffrage universel. Élu pour sept ans, le président risquerait de perdre le contact avec ses électeurs s'il ne les invitait, de temps à autre, à s'exprimer, par oui ou par non, sur une décision, importante ou symbolique. Ainsi le général de Gaulle fit approuver l'indépendance de l'Algérie, la réforme de la Constitution. La réponse négative au référendum de 1969 et la démission qui suivit immédiatement du général de Gaulle confirmèrent la portée de l'institution. Libre de refuser la confiance, le peuple ne garde pas la liberté d'approuver la mesure particulière qui lui est soumise sans approuver du même coup l'ensemble de l'action menée par le président. Que cette pratique comporte un élément plébiscitaire, sans doute, mais l'élection du chef de l'État au suffrage universel direct, la durée du mandat présidentiel, le rôle subordonné du chef de gouvernement impliquent cet élément. M. Pompidou vient de rappeler qu'il n'interprète pas la Constitution autrement que son illustre prédécesseur.

Le commentateur jugera la question particulièrement bien ou mal choisie

selon qu'il appartient à la majorité ou à l'opposition. Les socialistes qui, en grand nombre, avaient reproché au général de Gaulle de s'être opposé à la candidature de la Grande-Bretagne ne peuvent voter *non*; ils refusent de voter *oui* en raison du caractère même du référendum.

D'aucuns objecteront qu'en répondant oui, ils auraient enlevé à celui-ci sa signification plébiscitaire; qu'ils l'auraient ramené à sa fonction spécifique. Je doute que cette dissociation du problème particulier et de la politique générale fût en aucun cas possible. La réponse négative que le parti communiste devait et voulait donner ne permettait pas au parti socialiste d'échapper à la double impossibilité du oui et du non.

Le parti communiste a toujours critiqué, combattu l'unification européenne, que l'Europe fût petite ou grande, européenne ou atlantique. (Il la juge aujourd'hui, semble-t-il, à la fois européenne et atlantique.) Le P.S.U. va faire campagne contre l'Europe des trusts en négligeant la question précise qui, dit-il, n'intéresse personne. La fraction du parti socialiste, issue de la S.F.I.O. M. Guy Mollet et, ses amis, ne peuvent tenir un pareil langage. Depuis le pool charbon-acier jusqu'au traité de Rome, ils ont pris une part décisive à la construction européenne. Ils ont appelé de leurs vœux l'adhésion de la Grande-Bretagne: comment se déjuger aujourd'hui? L'abstention demeure le dernier recours. Encore faut-il que les électeurs comprennent une telle attitude, toujours difficile à justifier.

La ratification du traité avec les quatre pays qui vont entrer dans la Communauté européenne ne soulevait, dans le pays, aucune passion, favorable ou hostile. En majorité, les Français se réjouissaient de l'événement: ils n'y trouvaient pas matière à un débat, même mineur. À poser au pays une question que celui-ci ne se posait pas, le président de la République remportera-t-il une victoire sans péril, donc sans gloire? Le doute subsiste. Une participation faible apparaîtrait comme une défaite. Ensuite et surtout, je n'exclus nullement que le référendum ait plus de portée que ne lui en concèdent ses adversaires.

Il divise l'opposition? À coup sûr, mais surtout il révèle une division qui existait. En fait, il n'y a pas d'autre majorité possible, dans la France telle qu'elle est, que la majorité présidentielle dans laquelle l'U.D.R. aura, selon les circonstances, une place plus ou moins large. Il n'y a peut-être pas, à proprement parler, de parti «hégémonique», mais il y a une majorité «hégémonique». Socialistes et communistes sont contraints par la loi électorale de conclure, une alliance de désistements réciproques. Ils n'ont aucune chance, dans le proche

avenir, de gouverner ensemble.

En revanche, M. Pompidou souhaite élargir la majorité et le référendum y contribuera. Il permettra à la dernière fraction du centre, réfugiée sur l'Aventin, de se rallier sans se renier. Le débat entre M. Couve de Murville et M. Lecanuet, à la télévision, appartenait déjà au passé. La querelle entre les Européens de la première heure et les gaullistes, entre ceux qui ont voulu l'unité européenne et ceux qui l'ont réalisée partiellement, se terminera avec l'élargissement de la Communauté. Qui garde le dernier mot? Nul ne le sait encore. Mais, par le référendum, M. Pompidou s'engage lui-même et son prestige et son avenir. Il tirerait de l'approbation populaire une autorité accrue face à nos partenaires, il ne gardera le bénéfice de cette confiance qu'à la condition de ne pas décevoir les espérances qu'il a ranimées.

M. Marchais et M. Mitterrand ne voient que la manœuvre politique. Ils se refusent à reconnaître l'autre aspect, le plus important, de la conjoncture: le devoir que s'impose à lui-même le président de la République de réussir, autrement dit de renforcer les institutions de la Communauté élargie et d'en assurer le fonctionnement. Europe à Dix que sa dimension en même temps que la crise monétaire contraindront à l'autonomie par rapport aux États-Unis et dont le régime économique exclut l'intégration dans l'Europe soviétique. Il n'y a jamais de dernière chance en histoire. Il reste que le président de la République s'oblige à donner à l'Europe une nouvelle chance. Un pourcentage élevé de participation signifierait une victoire pour l'Europe autant que pour le chef d'État.

La chance de M. Wilson

Le Figaro
9-10 mars 1974

Aucun système électoral ne garantit la formation d'une majorité au Parlement: les récentes élections de Grande-Bretagne viennent d'en donner une démonstration nouvelle. Faut-il en conclure que les démocraties représentatives ne fonctionnent plus ou fonctionnent de plus en plus mal? Une telle conclusion suppose qu'un gouvernement de coalition ou un gouvernement minoritaire constituent par eux-mêmes des catastrophes, qu'ils sont, en tant que tels, incapables d'agir. Je suggère qu'on leur accorde au moins le bénéfice du doute.

Les gouvernements suédois, canadien, danois ne s'appuient pas sur une majorité de l'Assemblée. En Suède, le gouvernement de M. Palme gère de son mieux la conjoncture économique et doit s'abstenir de certaines réformes que comportait son programme: les électeurs qui ont déserté le camp socialiste voulaient probablement donner un coup d'arrêt au parti qui exerçait le pouvoir depuis plus d'un demi-siècle: ils ont atteint leur objectif sans pour autant donner une chance à l'opposition. Des remarques comparables s'appliqueraient au Canada bien que les divisions régionales entre l'Est et l'Ouest du pays bien plus que les oppositions d'idéologies aient provoqué l'échec de M. Trudeau.

Venons au cas qui nous intéresse le plus directement, celui de la Grande-Bretagne. Les progrès du parti libéral témoignent surtout de l'impopularité des conservateurs et des travaillistes qui ont gouverné tour à tour depuis 1945 et qui donnent à l'opinion le sentiment d'une égale impuissance. La campagne électorale de 1973 présentait un caractère sans précédent. M. Heath demandait aux citoyens de lui donner une majorité massive pour mener avec intransigeance sa politique des salaires et des revenus en dépit des mineurs et des syndicats. M. Wilson accusait le Premier de maladresse dans les négociations avec les grévistes et il se faisait fort de rétablir la paix sociale et la semaine de cinq jours. Simultanément; il proclamait son intention de «renégocier» les termes de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun et de nationaliser nombre de grandes entreprises.

En cas d'une nette victoire, M. Heath aurait reçu mandat de traduire en actes le principe constitutionnel: la souveraineté appartient à la Chambre des communes, et les syndicats doivent, eux aussi, obéir aux lois. La majorité des électeurs souscrit probablement à ce principe.

La décision de dissoudre la Chambre des communes et de provoquer des élections générales en pleine crise économique et sociale s'explique par la volonté des conservateurs d'axer leur campagne sur ce thème. Au début de la campagne, les sondages leur prêtaient une avance qu'ils perdirent peu à peu pour se retrouver finalement à égalité avec les travaillistes, cependant que progressaient tous les mini-nationalismes: d'Écosse, du Pays de Galles, des extrémistes de l'Ulster. Les mini-nationalismes, qui témoignent d'une vigueur nouvelle dans tous les pays d'Europe occidentale, appellent une autre étude. Le refus du corps électoral de choisir nettement entre les deux prétendants - refus que symbolisent les six millions de voix données au troisième parti - prend une signification politique et, au bout du compte, raisonnable, quels qu'aient été les motifs des électeurs pris individuellement: à savoir un double refus.

D'une part, refus d'aller jusqu'au bout du conflit entre le gouvernement et les syndicats, même si certains d'entre eux, manipulés par les communistes placés à des positions-clés, combattaient contre le gouvernement conservateur autant que pour des augmentations de salaire. D'autre part, refus d'accorder un blanc-seing à M. Wilson pour appliquer dans une situation nationale et mondiale de crise un programme de nationalisation et pour remettre en question, dans un style dramatique, une participation à la Communauté européenne que l'on ne souhaitait pas mais qui divise tous les partis.

M. Heath a perdu la bataille parce qu'il voulait trop la gagner. Peut-être ses vertus - le courage, l'entêtement, la résolution d'aller jusqu'au bout de ses convictions - ne répondent-elles pas à l'humeur des Britanniques qui aiment leur civilisation, leur qualité de vie, même mal adaptées aux rudes nécessités de notre siècle. Le résultat que personne n'a voulu, traduit l'état d'esprit de la nation qui déplore les échecs successifs de tous les gouvernements mais qui ne consent pas aux mesures brutales, peut-être nécessaires.

Faute d'avoir obtenu une majorité, M. Wilson disposera d'une liberté d'action qu'une victoire éclatante aurait réduite. Il peut, sans manquer à ses engagements, oublier son programme et maîtriser sa gauche, Quel Premier, en Grande-Bretagne, n'a rêvé d'une pareille position de force, fondée sur la faiblesse parlementaire? Le Premier conservateur craint davantage sa droite (M. Enoch Powell) que sa gauche mais, à la différence de M. Wilson, il n'a pas besoin d'une aide extérieure pour tenir ses extrémistes.

Dans une conjoncture pareille, M. Wilson devrait, au cours des prochains mois, aller, en apparence, de succès en succès. Les syndicats lui faciliteront la

tâche, les antieuropéens éviteront de provoquer une rupture à Bruxelles, les conservateurs et les libéraux lui laisseront le champ libre. Saisira-t-il donc la première occasion d'obtenir du pays un véritable mandat? Rien n'est moins sûr. Le jour où il s'appuierait sur une majorité, celle-ci ne tarderait pas à se fissurer et M. Wilson serait contraint de réformer et non plus simplement de gérer. La tentative de réformer n'a pas réussi à M. Heath. Je doute que M. Wilson soit impatient de suivre l'exemple de son rival malheureux.

Le monde change aussi

Le Figaro

14 septembre 1974

Je ne me propose pas de semer l'inquiétude pour faire pièce à la sérénité de nos dirigeants. Le ministre des Finances, armé de statistiques, appuyé sur ses services, continue d'affirmer que, pour la première fois depuis dix ans, les chiffres de l'inflation ne dépasseront pas, à la fin de 1974 et en 1975, les prévisions qu'il a formulées au début de cette année. Tournons le regard vers le dehors.

Deux des principaux pays de la Communauté, l'Italie et la Grande-Bretagne, traversent une crise non pas seulement économique mais sociale et politique. La première ne peut appliquer les règlements communautaires qu'à la condition de recevoir une aide de ses partenaires. La République fédérale a consenti un prêt de deux milliards de dollars, ballon d'oxygène qui permettra à l'économie italienne de respirer quelques mois. Expédient, non solution. Les principaux pays importateurs de pétrole, à l'exception de la République fédérale allemande et des États-Unis, ne peuvent payer leurs importations d'hydrocarbure qu'en empruntant, d'ordinaire sur le marché des eurodollars. L'Italie a besoin d'une aide directe parce qu'elle a perdu son crédit au point de ne plus trouver de prêteurs.

Quelles que soient les promesses, la bonne volonté du ministère actuel ou de celui qui lui succédera, l'observateur sans préjugé ne peut éviter la question décisive: un gouvernement de démocratie chrétienne, avec l'appoint d'une fraction des socialistes, garde-t-il les moyens de rendre la confiance aux uns, d'apaiser l'agitation des autres, d'accomplir les réformes administratives dont chacun admet la nécessité? En bref, la participation des communistes au gouvernement représente-t-elle pour la démocratie italienne, la dernière chance ou l'arrêt de mort? Il se peut que l'expérience soit inévitable.

La disparition du salazarisme au Portugal, des colonels en Grèce, nous l'avons tous saluée avec joie. Il faudrait cependant une exceptionnelle naïveté pour imaginer qu'un régime de démocratie libérale s'instaurera aisément dans ces deux pays. Le salazarisme est mort des guerres coloniales comme la IV^e République de la guerre d'Algérie. Le corps des officiers portugais s'est lassé de conflits interminables, ainsi qu'il est fréquent dans les pays pauvres, les plus militants des officiers penchent vers la gauche, La lutte pour le pouvoir entre les

fractions de l'armée, entre les partis, communiste, socialiste, centre, n'en est qu'à sa phase initiale.

La Grèce possède avec M. Constantin Caramanlis son «sauveur», son de Gaulle, venu de la droite mais fidèle à la démocratie. Il entreprend une tâche qu'il a longuement méditée durant ses années d'exil à Paris.

Lui aussi va légaliser tous les partis, y compris le parti communiste qui ne l'avait jamais été depuis la guerre civile, il y a plus d'un quart de siècle. Il détourne sur les États-Unis l'amertume d'une nation humiliée par les Turcs à Chypre, révoltée contre le régime des colonels. Mais il connaît les limites de cette tactique.

Quelles qu'aient été les responsabilités de la diplomatie américaine ou de la C.I.A. depuis 1967, il n'ignore pas celles des Grecs, de la famille royale, des partis. Le coup d'État contre Makarios qui mit le feu aux poudres, rien ne prouve encore que l'initiative exclusive en revienne au *State Department* ou même à la C.I.A. En tout état de cause, M. Caramanlis trouvera en face de lui une gauche et une extrême-gauche qui souhaitent un renversement total de la politique extérieure et qui l'obligeront à ne pas abuser de l'anti-américanisme en tant que soupape de sécurité.

La crise économique en Italie et dans le monde, la fin des despotismes portugais et grec ouvre une période d'incertitude" qui offre à la France et à la Communauté européenne l'occasion de jouer un rôle historique. Mais ces mêmes événements nous rappellent que le partage de l'Europe en deux zones n'est pas définitivement acquis. La partie de l'Europe que domine l'Union soviétique appartient, elle définitivement à la communauté dite socialiste. Les péripéties des luttes entre partis à l'intérieur des États, du côté occidental, remettent en question les alignements diplomatiques. Au Portugal, en Italie, en Grèce, peut-être demain en Espagne, la situation ressemblera de quelque manière à celle des années 40, avec cette circonstance favorable que les partis communistes d'aujourd'hui ne mènent pas la même action que les partis staliniens de 1947-48 et que la neutralité ou la demi-neutralité offre peut-être une issue.

Puissance méditerranéenne, la France sera affectée' par ce qui se passera au Portugal, en Espagne, en Italie, en Grèce. Elle le sera plus encore par le déroulement du conflit - pourquoi ne pas l'appeler par son nom? – entre les pays producteurs et les pays consommateurs de pétrole. En mars 1974, le total des liquidités des pays producteurs s'élevait officiellement à 18,74 milliards de

dollars, au mois de juin à 29,54. À cette allure, elles atteindront une soixantaine de milliards à la fin de l'année; si prix et quantités demeurent approximativement les mêmes l'an prochain, le total augmentera de quelque 80 milliards. Pour l'instant, une faible partie de ces sommes se place à long terme. Le recyclage ne s'opère pas de lui-même. Il ne semble pas que les négociations tentées par le directeur du Fonds monétaire international ou les dirigeants américains aient produit des résultats substantiels. Que la France ait ou non d'ici à la fin de l'année 1975, comblé le déficit de sa balance commerciale, nul ne sait comment les pays consommateurs payeront le coût de leurs importations pétrolières et combien de temps se prolongera la fuite en avant.

À l'intérieur de la France, les salaires horaires ont augmenté plus vite au cours du premier semestre de 1974 que les prix. En revanche, les détenteurs d'épargne ont perdu une fraction de leur capital, plus ou moins importante selon le placement choisi. Cette sorte d'impôt sur le capital, le plus aveugle de tous, aide provisoirement à financer les investissements. Les salariés n'ont pas encore subi le contrecoup de l'appauvrissement national qu'entraîne le renchérissement du pétrole. Le président de la République n'a même pas osé encore leur dire que le maintien, non l'accroissement du pouvoir d'achat, devrait être l'objectif des prochaines années.

Tout se passe comme si la France allait changer dans un monde stable. Léon Blum, lui aussi, voulait améliorer la qualité de la vie, et il avait raison. Mais Hitler et la guerre nous attendaient au prochain tournant. Les menaces extérieures ne ressemblent heureusement pas à celles de 1936: l'effondrement des cours sur toutes les places financières, le chaos politique en Italie, les incertitudes anglaises suffisent à nous rappeler que la phase d'expansion sans larmes s'achève et que l'avenir appartient non au ministre des Finances, mais à Dieu ou aux producteurs de pétrole.

Du noir au rouge

Le Figaro
12-13 octobre 1974

Un de mes anciens collègues de la Sorbonne qui connaît bien l'Espagne et le Portugal pour y avoir vécu et avoir consacré ses travaux à ces deux pays, me reproche, avec une parfaite courtoisie, d'avoir «salué avec joie» la chute du régime salazariste. «J'étais à Lisbonne le jour sinistre d'octobre 1921 où le président du Conseil, Antonio Granjo, et un de ses ministres furent assassinés dans l'arsenal par les marins révoltés, Mais qui se rappelle ou qui sait tout cela aujourd'hui? Par suite de l'habituel mirage, les nouvelles générations, n'ayant pas connu cette époque, s'imaginent que le Portugal était alors un pays paisible et prospère dont le salazarisme est venu méchamment et gratuitement détruire le bonheur.»

Ce collègue m'envoie en même temps des extraits de lettres reçues de professeurs portugais décrivant les désordres et «l'épuration» dans les universités. J'en extrais cette phrase que les souvenirs de mai 1968 nous aident à comprendre. «En un instant, l'enseignement universitaire est devenu la carrière la plus incertaine et la plus exposée aux vexations qu'il y ait aujourd'hui au Portugal. Il n'est même pas nécessaire d'avoir fait de la politique et d'avoir eu des liens avec le régime déchu. Il suffit que, par conscience professionnelle, on ne pactise pas avec le désordre, le manque de scrupules ou la facilité pour se voir aussitôt l'objet de la colère déchaînée des étudiants.» Suivent des exemples de professeurs réputés, hostiles au régime salazariste, persécutés aujourd'hui parce qu'ils s'opposent au pouvoir des professeurs ou, plus encore, des étudiants marxistes.

Les révolutions n'ont jamais effacé des injustices sans en créer d'autres. Si imparfaite que soit l'information sur les événements du Portugal, la crise récente qui aboutit à la démission du général de Spínola a montré à ceux qui consentent à ouvrir les yeux que le parti communiste tient la rue, les syndicats, la presse et une partie de l'armée. Les déclarations du ministre socialiste des Affaires étrangères ont peut-être abusé les parlementaires de Strasbourg, non les gouvernements.

Ni Salazar ni Caetano ne ressemblaient à un Hitler ou à un Mussolini; le terme de fasciste leur convient mal si, du moins; on veut lui donner un sens précis et ne pas l'utiliser à seule fin de disqualifier des adversaires. J'imagine donc sans

peine qu'au. Portugal tout professeur non marxiste est désormais un fasciste. Mais, pour n'être pas «fasciste», Salazar n'en était pas moins condamné parce qu'il n'appartenait pas à son temps et qu'il étouffait, lui aussi, les libertés. Salazar, en tant qu'économiste, mettait au-dessus de tout la stabilité monétaire, quitte à lui sacrifier le développement économique. La pauvreté du pays était, à ses yeux, un fait de nature auquel il fallait se résigner et qui favorisait les vertus chrétiennes. Lui-même désintéressé, il maintenait pouvoir et richesse d'une étroite minorité; celle-ci ne pouvait même pas se justifier par ses œuvres, puisque le premier ministre préférait l'ordre aux risques du changement.

De la décolonisation, Salazar ne voyait que les aspects négatifs (pour parler le langage marxiste). Il accusait de faiblesse ou de lâcheté les gouvernements d'Europe, d'aveuglement celui des États-Unis.

Indifférent à «l'opinion mondiale», sûr de sa foi et de sa vérité, il combattit jusqu'au bout afin de sauvegarder le mythe lusitanien d'une communauté multiraciale. Il mourut avant que la réalité ne précipite la ruine de son régime et de ses rêves.

Il avait légué à son successeur un pays dans lequel mûrissaient les événements de 1974: trois ans de service militaire d'un côté, de l'autre des centaines de milliers de travailleurs à l'étranger, incapables de trouver un emploi dans leur patrie. Probablement le professeur Caetano aurait-il voulu peu à peu infléchir le régime dans le sens libéral afin, de se rapprocher de la Communauté européenne: les guerres d'Afrique, qu'il ne pouvait pas gagner sur place et que ses partisans, au Portugal, lui interdisaient de conclure par «l'abandon», le réduisirent à l'immobilisme. Étrange aberration il croyait que l'armée sur laquelle il s'appuyait, ne tolérerait pas «l'abandon». Or, jusque dans les rangs supérieurs de l'armée, à son insu, des officiers se révoltaient, contre cette politique sans issue, et quelques-uns d'entre eux appartenaient déjà au parti communiste: ils dirigent aujourd'hui le Mouvement des forces armées.

Les dangers de la révolution d'avril, le risque que la liberté ne soit qu'un intermède entre le noir et le rouge, nul ne les ignore. Mais à qui la faute? Le jour où les insensés qui règnent au Chili découvriront la précarité d'un pouvoir usurpé par la violence, eux aussi laisseront un vide que seuls des partis marxistes combleront.

Le salazarisme n'a pas, à la manière des généraux chiliens, éliminé par la violence des partis et les institutions d'une démocratie libérale. Mais, pendant un demi-siècle, il n'a rien fait pour préparer sa propre succession. Tout régime qui

compte sur la passivité du peuple, en notre siècle, est bâti sur le sable. Il peut durer des années: les idées qui traversent les frontières, l'exemple des pays étrangers, les partis voués à la subversion rongent ses fondements mal assurés. Un jour l'édifice s'écroule et les despotes, même bienveillants découvrent qu'ils ont laissé le champ libre à leurs vrais ennemis. Quant à la «majorité silencieuse», qu'ils ont exclue de la politique, qu'ils n'ont ni formée, ni informée, ni organisée, elle apparaît impuissante face aux «minorités actives».

La démission du général de Spínola ne résout pas définitivement la crise ouverte par la chute du régime salazariste. Les communistes ont interdit une manifestation de leurs adversaires, ils ont dénoncé un complot (réel ou irréal, dirigé par ou contre le général de Spínola), ils ont fait arrêter quelques centaines de personnes afin de démontrer leur force. Ils ont laissé des ministères aux représentants des autres groupes. Le premier ministre est des leurs, le nouveau chef de l'État semble avoir évité le choc entre les diverses fractions de l'armée. De quel côté penche-t-il? De quelles forces dispose-t-il? Je ne prétends pas répondre à ces interrogations.

Le parti communiste agit selon sa méthode éprouvée, il souffle le chaud et le froid, il rassure et il fait peur. D'un mot, il efface les graffiti, blanchit les murs, fait disparaître les affiches; il annonce une «démocratie» dans laquelle la presse «instruit» le peuple. L'expérience portugaise nous aide à prévoir comment les communistes envisagent de prendre et d'exercer le pouvoir en Europe occidentale. Expérience qui laisse encore une chance à la liberté, malgré tout, suffisamment avancée pour que l'appartenance du Portugal au commandement intégré de l'Alliance atlantique devienne un embarras. Le secrétaire général du parti communiste, membre du gouvernement, est revenu de Prague. La Grèce de Caramanlis appartient toujours au monde occidental.

On ne saurait en dire autant, avec certitude, du Portugal.

Le discours de Mario Soarès et le silence de François Mitterrand

Le Figaro
22 janvier 1975

J'ai vu et entendu, l'autre soir à la télévision, les deux chefs du parti socialiste et du parti communiste du Portugal, Mario Soarès et Alvaro Cunhal. On demandait au premier jusqu'où il était prêt d'aller pour défendre la liberté syndicale et la liberté tout court. Le ministre des affaires étrangères répondit (je cite de mémoire) "jusqu'au bout, jusqu'à la prison s'il le faut, jusqu'à l'exil, comme je l'ai fait contre le salazarisme". On demande ensuite au secrétaire général du parti communiste ce qu'il pensait de la démission éventuelle des ministres socialistes. Il répondit, avec une arrogance tranquille qu'il ne croyait pas à cette démission. Et il ajouta: "Les conséquences en seraient fâcheuse pour les démissionnaires."

"Jusqu'au bout", dans la bouche d'un socialiste, signifie "jusqu'à la prison" et non "jusqu'à la victoire"; pour un communiste, le même mot signifie "jusqu'au pouvoir". Pour résister, les socialistes à Prague en 1948, donnèrent leur démission. M. Soarès a-t-il appris quelque chose d'une expérience de plus d'un demi-siècle? On peut en douter puisque la seule méthode de résistance qu'il semble envisager lui enlèverait les lambeaux de pouvoir qu'il conserve encore et laisserait aux communistes et à la fraction du mouvement des forces armées acquise à la cause communiste le monopole de l'État.

D'après toutes les informations, le parti communiste exerce un contrôle, direct ou indirect, sur la presse et la radio, il s'efforce de s'assurer une emprise totale sur les syndicats ouvriers. En majorité, le M.F.A. soutient les communistes, les jeunes officiers étant gagnés à l'idéologie du parti ou convaincus d'innover, de suivre une voie portugaise vers le socialisme, sans précédent et sans équivalent.

De quelles cartes disposent encore ceux qui, avec le ministre des Affaires étrangères, refusent le glissement du noir au rouge et l'aboutissement à un despotisme du parti unique en conjonction avec une fraction de l'armée? En une pareille conjoncture, l'expérience historique et le bon sens enseignent la réponse: la lutte pour le pouvoir se décidera ou par les baïonnettes ou par le bulletin de vote. Tout le reste est bavardage pour intellectuels en chaise longue (à distance du champ de bataille). Il semble que le président de la République veuille

préserver le plus longtemps possible l'actuelle coalition et qu'il n'ait pas plus les moyens que le général de Spínola d'imposer sa volonté en cas d'une épreuve de force. Soarès et ses amis doivent donc logiquement saisir leur dernière chance: hâter les élections que le parti communiste veut différer le plus possible jusqu'au moment où elles se transformeraient en cérémonie d'acclamation.

Socialistes et modérés, en dehors de leurs efforts d'organisation, s'ils se répandaient à travers le pays en réclamant des élections et la liberté de la presse, rendraient l'opération du parti communiste plus difficile. Les Portugais sortent d'un régime autoritaire qui a duré plus d'un demi-siècle, ils savent ce que signifie la toute-puissance d'une minorité qui ne se laisse pas contester et bâillonne la parole et l'écrit.

Certes, le ministre des Affaires étrangères remplit une tâche importante dans la "décolonisation" mais le secrétaire général du parti socialiste doit remplir une tâche plus importante encore à l'intérieur du Portugal, dans la lutte qui se livrera, au cours des mois prochains, et qui décidera de l'avenir de son pays. Combien de semaines encore pourra-t-il assurer ses interlocuteurs d'Europe et d'Amérique que le Portugal s'oriente librement vers un régime de liberté alors que ses discours à son parti témoignent de son angoisse?

En Europe orientale, dans la première phase de la tactique du salami, les communistes ont volontiers abandonné à leurs frères socialistes (ou aux social-traîtres) le ministère des Affaires étrangères. Que leur importe? Ce n'est pas au quai d'Orsay que serait tranchée en France la question du pouvoir. Il n'en va pas autrement au Portugal.

Soarès parle de prison et d'exil. François Mitterrand parle le moins possible, il bénéficie du savoir que donne une longue carrière. Il ne nourrit sur la politique en général, sur le parti communiste en particulier, aucune illusion. Il refuse et refusera les actions communes, la discussion officielle des accusations que lance le P.C. Que tel de ses conseillers économiques juge le programme commun inadapté aux exigences de la présente conjoncture, il ne l'ignore pas mais pourquoi le désavouerait-il? L'accent mis par le parti communiste sur le programme commun, la transfiguration de ce texte nègre-blanc en charte sacrosainte de l'union de la gauche relève de la propagande ou de la tactique, certainement pas de la controverse sérieuse. François Mitterrand se tait parce qu'il ne sert à rien de parler à ceux qui ne veulent pas entendre.

Nul ne peut désarmer le parti communiste quand il est résolu à combattre les social-traîtres, ou les "traîtres au programme commun", ou tous autres traîtres

que le parti, au hasard des circonstances, parviendra à démasquer (la liste n'en est jamais close).

On peut spéculer - et les commentateurs ne s'en font pas faute - sur les motifs du "tournant": bonne manière faite à Giscard d'Estaing, en sécurité provisoire à gauche, reprise en main des troupes, inquiétude inspirée par les progrès électoraux des socialistes, etc. Ce qui me frappe, en tout état de cause, c'est le style qui demeure tel qu'en lui-même le léninisme l'a forgé. La décision prise au centre, à Paris ou ailleurs, conserve la même souveraineté que dans le passé. D'un jour à l'autre, la direction de la machine se renverse. Contre une force qui va, que peuvent la parole, l'argument, la bonne foi? Si le P.C. a décidé ou de rentrer dans le ghetto ou d'attendre le déroulement de la crise mondiale en se réservant toutes les possibilités, ou de rassurer le président de la République sur ses intentions à court terme, ou d'aggraver les contradictions à l'intérieur du parti socialiste, la seule réponse possible est l'attente, c'est-à-dire le silence. Ceux qui ont obtenu du parti communiste l'autorisation d'y faire un voyage ont tout vu sauf l'essentiel: le niveau où se prennent les décisions qui ne surprennent pas toujours les militants moins que les observateurs.

"Le Portugal n'est pas la France", me répondra le lecteur. Certes, mais les partis communistes d'Europe occidentale manifestent de multiples manières leurs liens et leur communauté. L'alternative de la soumission ou de la prison que M. Soarès évoque lui-même, combien d'autres socialistes l'ont connue? Je lisais, dans notre confrère du soir, que l'alternative au Portugal serait entre "un régime nettement socialiste, soutenu par la fraction de gauche du M.F.A." ou bien un regroupement qualifié de "social-démocrate laissant le P.C.P. dans l'opposition". Faut-il comprendre que, selon le correspondant du *Monde*, un régime est d'autant plus socialiste qu'il se rapproche davantage du régime de parti unique.

L'illusion lyrique ne dure pas

Le Figaro
19 mars 1975

Que s'est-il passé, au Portugal, la semaine dernière? Nul journaliste, même parmi les correspondants sur place, ne semble le savoir avec certitude: en revanche, le complot aboutit exactement aux mêmes résultats que l'incendie du Reichstag en mars 1933. Deux avions à hélice dans le ciel de Lisbonne qui échappent aux avions à réaction et laissent tomber deux bombes sur une caserne, une compagnie de parachutistes qui s'approche de cette même caserne et engage une conversation avec les civils, voilà tout le scénario visible du coup d'État.

Je fais un large crédit à l'inconscience de certains officiers jouant à la politique. Mais, en vérité, les porte-parole du Mouvement des forces armées en demandent trop: une telle sottise suppose intoxication et manipulation par l'autre camp. J'admire l'autocensure de tant de commentateurs, qui ne croient pas plus que moi à la version officielle et font mine d'y croire. Avant de se rallier moralement à un régime militaire, les hommes de gauche ont-ils besoin que la "réaction" prenne figure de monstre?

Bien entendu, le général de Spínola et ses amis, nombreux dans l'armée d'après tous les témoignages, demeuraient hostiles à la direction actuelle du Mouvement des forces armées (M.F.A.) et ils espéraient, un jour ou l'autre, mobiliser leurs partisans pour enlever le pouvoir à ceux qui le détiennent aujourd'hui, avant tout le premier ministre, le général Vasco Gonçalves, et le chef du commandement continental, le général Otelo de Carvalho. Mais, aussi bien dans l'assemblée des délégués des forces armées que dans la future Assemblée nationale élue, la majorité probable n'aurait pas suivi les maîtres du jour, acquis à un régime dont la nationalisation des banques et des assurances dessine les grandes lignes. Les conspirateurs ont bien servi leurs ennemis.

La démission forcée du général de Spínola marqua la première étape du procès révolutionnaire: le héros, hissé sur le pavois pour symboliser l'unité nationale, mais dépourvu d'autorité effective, est liquidé. Une première charrette renvoie à la "réaction" les modérés qui, volontairement ou non, participèrent aux joies de la libération. Le "complot" d'hier fournit une deuxième charrette: la "réaction", exclue des futures élections, s'étend désormais jusqu'au centre.

Que signifient les élections, à supposer qu'elles soient libres? Le Mouvement des forces armées s'est déjà organisé en instance permanente, la plus haute de

l'État: ceux qui parlent en son nom laissent clairement entendre que les partis n'auront pas le droit de mettre en question le programme du M.F.A. Or, à la veille du complot, les partis, et en particulier le parti socialiste, n'acceptaient pas que les militaires préfèrent l'État aux casernes et la politique au métier des armes (depuis la fin des guerres coloniales, à quoi bon ce métier?). D'un coup, ces querelles sont "dépassées". Les partis sont acculés à choisir entre soumission et démission. Les mesures décisives sont prises par les révolutionnaires en armes avant même de consulter le peuple. Ils n'auront probablement même pas besoin de suivre l'exemple de Lénine, obligé de dissoudre l'Assemblée constituante issue des seules élections libres que la Russie ait jamais connues et qui ne comptait environ qu'un quart de Bolcheviks.

Ainsi s'accomplit, avec une précision d'horloge, conformément à une technique éprouvée, le glissement du noir au rouge. Et l'on ne peut se défendre d'admirer la rigueur de l'opération et la naïveté, vraie ou feinte, des observateurs. Une éminente personnalité de la Ve République, il y a quelques jours, me reprochait mes commentaires sur la révolution portugaise: après un demi-siècle de dictature, cette révolution n'a-t-elle pas été avare de sang? Jusqu'à présent, il est vrai, la révolution portugaise a comporté moins de violences et d'excès que beaucoup d'autres. Mais, on en pourrait dire autant des révolutions par en haut au terme desquelles le parti communiste, en Europe de l'Est, s'est assuré la totalité du pouvoir: s'il ne s'agit que de compter les morts, la normalisation en Tchécoslovaquie représente une manière de chef-d'œuvre.

Ce qui est en question, c'est le choix du régime au Portugal, car ce choix, par l'intermédiaire de l'Espagne, affectera l'Europe tout entière. Or, la chute de Salazar n'impliquait pas nécessairement l'instauration d'un despotisme militaire, en conjonction avec le parti communiste. Celui-ci, seul puissant au sortir de la clandestinité, a conquis immédiatement des positions dans les syndicats, dans la presse et la radio. Il s'est affirmé loyal au Mouvement des forces armées. Mais les militaires n'étaient pas, et ne sont pas davantage aujourd'hui, prisonniers du parti communiste. S'ils l'avaient voulu, ils pouvaient créer un régime représentatif et libéral. En fait, cette évolution ne m'a jamais semblé probable parce que les capitaines ou commandants, soudain arrivés au sommet, n'envisageaient pas de rentrer dans le rang et se croyaient une vocation politique: comme dans nombre de pays du tiers monde, ils refusent la neutralité et ils acceptent mal le règne des civils ou des partis.

La révolution continue. L'épuration de l'armée, les nationalisations, la mise

hors la loi des hommes ou des groupements accusés de participation au "complot" ne laissent guère de chance aux modérés d'hier. Mais, si l'aggravation inévitable de l'inflation et de la crise économique pousse une fraction des révolutionnaires vers le radicalisme, elle suscite aussi de nouveaux opposants. Entre les officiers du Pérou et les "barbus" de Fidel Castro, la voie portugaise vers le socialisme n'est pas encore tracée. Officiers rouges et parti communiste travaillent provisoirement la main dans la main. Partenaires aujourd'hui, ils deviendront peut-être rivaux demain. Ils s'abstiennent pour l'instant de prendre position à l'égard de l'O.T.A.N. En revanche, une conséquence apparaît dès maintenant inévitable. Les chances d'une libéralisation sans violence du régime espagnol sont grandement réduites; les craintes des uns, les espérances des autres s'amplifient simultanément et se nourrissent les uns les autres comme si la ruse des hommes et des passions s'ingéniait à préparer de tragiques affrontements.

Portugal: la victoire socialiste

Le Figaro
28 avril 1975

Le parti socialiste de Mario Soarès sort grand vainqueur des élections portugaises. Avec 38% des suffrages, il arrive largement en tête, précédant les centristes du P.P.D. Les communistes ne sont qu'en troisième position avec 12,5% des voix. Mario Soarès est toutefois resté très modéré dans ses premières déclarations. Soulignant que le total des voix socialistes et communistes atteignaient une majorité de 51%, il a affirmé que ces élections marquaient une victoire de la gauche.

Les officiers du Mouvement des forces armées, peut-être sans le savoir, ont entrepris une expérience originale. On connaît des révolutionnaires qui vont répétant: élections-trahison et qui se proclament les représentants, et les seuls représentants du peuple qu'ils ne consultent pas. On connaît, par l'exemple des Bolcheviks en 1917, des révolutionnaires qui procèdent à des élections libres et qui, en minorité dans l'Assemblée constituante élue, dissolvent cette dernière et consolident leur règne, sans tenir compte des préférences exprimées par les masses.

Au Portugal, non sans hésitation, les officiers se résignèrent à des élections libres et ils imposèrent aux partis la signature d'un accord qui laisse au M.F.A. la réalité du pouvoir, au moins pour plusieurs années. On concéda aux électeurs le droit de choisir des représentants, mais à la condition que ceux-ci laissent gouverner les hommes en place. Les officiers, à la manière des révolutionnaires de notre temps, nourrissent la prétention, jadis imputée aux hommes de droite, de savoir ce dont le peuple a besoin mieux que le peuple lui-même.

Les Portugais, nous dit-on, après plus d'un demi-siècle de despotisme, manquent de maturité politique. Il se peut, mais la même question mériterait d'être soulevée à propos du Mouvement des forces armées. De quels livres ou de quelles expériences ces officiers ont-ils tiré leur culture? Que savent-ils de l'économie qu'ils ont efficacement désorganisée? D'où viendront les capitaux nécessaires, après la nationalisation de l'ensemble du système des banques et des assurances et d'une partie de l'industrie? Quant aux électeurs, ils imitèrent ceux de la Grèce. Après un demi-siècle d'un régime autoritaire, ils votèrent, en immense majorité, contre le risque d'un autre régime de même espèce et d'autre couleur. Même avec l'appoint d'un parti satellite, le parti communiste dépasse à

peine 15% des suffrages.

Un membre du comité directeur du parti socialiste français commenta l'autre soir, à la télévision, les résultats du scrutin: socialistes et communistes ensemble, déclara-t-il solennellement, dépassent la moitié des suffrages. Fallait-il admirer la naïveté ou la mauvaise foi? Communistes et socialistes étaient rivaux, non partenaires. Les officiers avaient exclu de la compétition le parti social-chrétien. Trois partis principaux demeuraient dans la course: parti communiste, parti socialiste, parti populaire démocratique. Le parti communiste arriva au troisième rang, le parti socialiste en tête; avec le parti populaire démocratique qui affichait un programme de sociale-démocratie, il possède une large majorité, entre 60 et 65% des voix,

Les commentateurs de la presse conformiste suggèrent, entre les lignes, que ces pauvres Portugais demeurent encore plongés dans les ténèbres de l'«obscurantisme». (D'ici à quelques jours, les guillemets vont probablement tomber, de même que les divisions nord-vietnamiennes, baptisées d'abord «forces révolutionnaires» devinrent forces révolutionnaires sans guillemets, puis, aux dernières nouvelles, les forces du gouvernement révolutionnaire provisoire.)

Le régime Salazar laisse en héritage un pays pauvre dans lequel la proportion des analphabètes est élevée. Encore ne faut-il pas imaginer le Portugal d'hier à l'image des totalitarismes modernes.

Dirigé par un professeur d'économie politique, profondément catholique, qui refusait son siècle et qui vivait lui-même avec la plus extrême simplicité, il n'imposait pas d'idéologie officielle à la manière du nationalsocialisme ou du communisme. Dans les universités, il n'existait pas de discipline de la parole et les étudiants lisaient les livres venus de France ou d'ailleurs. Les Portugais n'ont pas commencé à découvrir le monde, il y a un an.

Comme les sondages annonçaient un rapport des forces relativement proche de celui que les urnes ont révélé, comme le M.F.A. avait pris ses précautions en décrétant la poursuite de la révolution et le maintien de son pouvoir, on pourrait être tenté par un jugement quelque peu sceptique. Quel changement apportent ces élections? En quoi la substitution des statistiques électorales à des statistiques de sondages affecte-t-elle la conjoncture? Les communistes ne vont pas abandonner les positions qu'ils occupent dans la presse, dans la radio, dans les syndicats. M. Cunhal, en réponse à une question d'un journaliste français à la télévision, affecta un superbe détachement à l'égard de cet épisode de démocratie formelle.

Peut-être se trompe-t-il?

Entre les sondages et les votes, il subsiste malgré tout, dans la conscience de tous, la différence entre l'hypothèse et le fait. Le parti communiste sera quelque peu embarrassé pour se présenter en porte-parole exclusif de la classe ouvrière ou *a fortiori* des masses. Les socialistes, ceux des officiers dans le M.F.A. portés à la modération et à la démocratie libérale, puiseront dans les élections une confiance renouvelée. L'avenir politique du Portugal reste en suspens mais le rapport des forces morales, sinon matérielles, s'est modifié au bénéfice des socialistes.

Or M. Mario Soarès a eu raison de le rappeler, l'avance prise par les socialistes sur les communistes en un pays latin revêt une signification historique. La conjoncture actuelle accroît encore la signification de l'événement. Si l'on cherche le commun dénominateur de la tactique communiste en Italie, en France, au Portugal, un seul trait se dégage avec évidence: ici et là les communistes traitent les socialistes en ennemi numéro un. En Italie, ils cherchent l'alliance avec la démocratie- chrétienne en sautant par-dessus les diverses fractions des socialistes. En France ils dénoncent M. Mitterrand et ses amis avec lesquels, il y a un an, ils menaient la lutte au coude à coude. Au Portugal, M. Cunhal multiplia les attaques contre les socialistes qu'il voulait rejeter à droite et contre la démocratie pluraliste dont M. Soarès se réclame.

Dans cette nouvelle confrontation des frères ennemis - communistes et social-démocrates - les élections portugaises viennent de donner à ces derniers une victoire qui, pour être provisoirement symbolique, éveillera des échos bien au-delà des frontières du pays et même de la péninsule ibérique.

Le sterling et le référendum

Le Figaro
14 mai 1975

Quelques jours passés à Londres ne permettent pas de rien apprendre que l'on ne puisse tirer des journaux ou des dépêches d'agence. En revanche, les conversations, dans les rues ou dans les clubs, enrichissent l'interprétation des faits connus.

L'homme de la rue a-t-il conscience des périls, de l'autre côté de la Manche? Sait-il que, dans la crise qui affecte l'économie occidentale tout entière, son pays tient une place à part? En toute honnêteté, je suis tenté de répondre par la négative. Pas plus que l'opinion ne mesurait exactement le péril en juin 1940, lorsque je mis pour la première fois le pied sur le sol du Royaume-Uni, pas davantage aujourd'hui elle ne prend au tragique la chute de la livre sur le marché des changes. Pourquoi le ferait-elle?

Tous les citoyens de la Grande-Bretagne gardent le souvenir de multiples épisodes de cette sorte et la plupart d'entre eux, chômeurs excepté, connaissent encore les bienfaits de ce que l'on appelle prospérité. La cause la plus visible, sinon la plus profonde, du malaise britannique coïncide avec la cause de l'inconscience du public. Un taux annuel d'inflation de 25% devrait convaincre tous les Britanniques «qu'il faut faire quelque chose» ou que «cela ne peut pas continuer comme cela». Mais il n'en est rien puisque les accords négociés par les syndicats comportent normalement des augmentations de salaires de 30% ou davantage.

L'anesthésie par le double effet de l'inflation et de la hausse salariale est susceptible de durer quelque temps grâce au prestige de la place de Londres, à l'habitude de quelques pays membres du Commonwealth (et de leurs conseillers financiers) d'y placer leurs disponibilités. Ni la France ni la République fédérale allemande ne pourraient se permettre une pareille hausse de prix en année de récession mondiale. Le déficit des comptes extérieurs rappellerait à l'ordre, sans pitié, gouvernants et citoyens. La Grande-Bretagne ne devint pas européenne en signant le traité de Rome: elle restera ce qu'elle est, insulaire en esprit, plus soucieuse de commerce et de finances que de production, égale à elle-même dans l'art de vivre et dans la qualité des rapports humains. Mais elle a remplacé la France d'il y a vingt ans dans le rôle «d'homme malade», dans le refus du siècle.

Cette inversion des rôles comporte à coup sûr une leçon: les commentaires de la presse changent plus vite que les nations. Malgré tout, quand j'entends le Premier Ministre mettre en cause un journaliste américain, M. Eric Severeid, je ne puis m'empêcher de sourire. Dans les milieux dirigeants, travaillistes compris, la seule question que l'on discute est celle des scénarios possibles. Un économiste célèbre disait devant moi à un banquier allemand, à demi sérieusement: «Les gnomes de Zurich ne vont-ils pas enfin perdre confiance dans la livre?»

L'inflation britannique ne se ramène pas, elle non plus, à une simple inflation salariale. Mais tant que les syndicats demandent et obtiennent régulièrement des hausses de salaires supérieures au taux d'inflation de l'année précédente, nul ne sait comment sortir de l'impasse. Or les milliards de dollars qui affluent vers Londres donnent aux Britanniques le privilège équivoque de vivre au-dessus de leurs moyens. Certains économistes souhaitent donc que les étrangers perdent confiance dans le sterling, ce qui contraindrait le gouvernement, quel qu'il soit, à dire la vérité au pays au lieu de le rassurer comme l'a fait M. Wilson dimanche dernier.

D'autres préfèrent un autre scénario qui éviterait le transfert sur l'étranger, en particulier sur les Européens, des ressentiments qu'éveillera la découverte de la réalité.

Il ne m'appartient pas d'exprimer une préférence entre ces éventualités. Pour l'instant, les convenances m'obligent à prendre au sérieux le référendum sur l'Europe de juin prochain – référendum conçu par Harold Wilson avant tout pour maintenir l'unité de son propre parti. Après la comédie de la «renégociation» vient la comédie d'un grand débat national: d'un côté les dirigeants des trois partis, la plus grande partie des universités, de la presse, de l'Église, des dirigeants de l'économie, en bref, de «l'Establishment».

Si celui-ci, en de pareilles conditions, ne parvenait pas à entraîner une majorité des électeurs - de ceux du moins qui se dérangeront pour déposer un bulletin dans l'urne - le diagnostic sur l'état du Royaume-Uni serait plus sombre encore ou, du moins, la gauche du Parti travailliste, sous la direction de M. Benn, l'emporterait.

La lutte politique se transformerait en un choc direct entre deux blocs: d'un côté, une gauche radicale vouée à une Grande-Bretagne dure et pure, étatique et socialiste avec le plein emploi et en marge du continent; de l'autre, la coalition modérée, européenne, englobant une fraction des travaillistes, les conservateurs

et les libéraux. Selon toute probabilité, cette guerre n'aura pas lieu.

Les électeurs voteront en faveur de l'Europe qu'ils n'aiment guère et, une fois le mandat obtenu, les gouvernants, présumés favorables à l'Europe, prendront des mesures (contrôle des importations) incompatibles avec les règles de la Communauté. Lorsque 38% des automobiles immatriculées viennent de l'étranger, comment résister à la tentation, en période de chômage, de réserver le marché aux produits nationaux? Au reste, tant qu'il ne s'attaquera pas à la cause – un taux d'inflation de 25% en année de récession - le gouvernement devra traiter quelques effets, par exemple l'excès des importations. Il devra choisir les méthodes les moins gênantes pour les partenaires du Royaume-Uni.

Que l'on soutienne la livre pour différer l'heure de vérité ou que l'on précipite la crise pour contraindre classe dirigeante et nation à regarder en face la réalité, les Britanniques voteront théoriquement pour l'Europe au moment où ils en sortiront pratiquement – à supposer qu'ils y soient jamais entrés. Faut-il regretter l'entente fugitive entre Edward Heath et Georges Pompidou? Je n'ose l'affirmer. L'unité européenne ne progressera pas avec le Royaume-Uni: aurait-elle survécu sans lui?

Au Portugal: militaires et militants

Le Figaro
2 juin 1975

Je ne sais si les militaires portugais ouvrent une voie originale et découvriront le secret d'un socialisme encore jamais vu; dès maintenant ils enrichissent le trésor des expériences révolutionnaires et des jongleries dialectiques.

Ils procèdent à des élections libres mais déclarent à l'avance qu'en tout état de cause *leur* révolution continue; ils ne tiennent pas compte des préférences exprimées par les électeurs; tout en se réclamant de la démocratie, et ils s'étonnent ensuite que leurs alliés atlantiques s'interrogent sur leur participation à l'Alliance, en particulier les gouvernements scandinaves qui n'aiment guère le despotisme, quelle qu'en soit la couleur. Ils dénoncent les sociaux-démocrates et, dans la même foulée, ils se plaignent d'être l'objet de calomnies, comme s'ils ignoraient que tout mouvement qui invoque le socialisme et refuse l'inspiration de la social-démocratie, autrement dit du réformisme, aboutit d'ordinaire à la toute-puissance d'un parti unique ou de l'armée.

À ce point le commentateur s'interroge: que savent-ils, ces officiers qui parlent le langage de tous les intellectuels progressistes à travers la planète, celui des communistes ou celui des gauchistes, le langage que l'on retrouve sous la plume ou dans la bouche des intellectuels du tiers monde, au pouvoir ou dans l'opposition? Récemment, le professeur Moynihan, de Harvard, ancien ambassadeur des États-Unis en Inde, a publié dans la revue «Commentary» un article qui fit sensation sur les Nations Unies et la mise en accusation permanente des États-Unis et, secondairement, des pays occidentaux par les représentants du tiers monde. Il attribuait à l'influence de la London School of Economics et à la conception particulière du socialisme répandue par cette institution, le mode de penser, de parler et d'agir caractéristique des hommes politiques d'Afrique ou d'Asie, formés dans les universités d'Occident ou instruits par des professeurs eux-mêmes passés par ces universités.

Le professeur américain, nommé représentant des États-Unis à l'O.N.U., probablement à la suite de cet article, ne devrait pas sous-estimer l'influence de l'intelligentsia parisienne et de la littérature marxisante, beaucoup plus riche en France qu'en Grande-Bretagne. À la fin du XIXe siècle, en ce siècle jusque 1933, c'est l'Allemagne qui produisait les diverses interprétations du marxisme et adaptait celui-ci aux exigences des conjonctures historiques. Depuis 1945,

c'est la France qui remplit cette fonction; c'est de Paris que viennent les renouvellements du marxisme; c'est Paris qui sacre grand penseur un cuistre quelconque pourvu qu'il lise «Le Capital» à l'aide des concepts empruntés à la dernière mode des revues bien pensantes et des classes de philosophie au lycée.

Les officiers portugais ne doivent rien à la London School of Economics, beaucoup aux livres publiés par les éditions Maspéro en même temps qu'à leurs propres expériences vécues en Afrique. Nombre d'officiers français, traumatisés par les combats d'Indochine et d'Algérie, furent tentés eux aussi par ce mélange d'anticapitalisme, de populisme, de marxisme qui constitue la Vulgate du progressisme mondial. Au militaire à monocle succède le militant armé, pur et dur, qui gouverne avec le peuple et pour lui. Il n'appartient pas aux classes privilégiées et ne veut pas se battre pour elles. Venu du peuple ou surtout de la petite bourgeoisie, il emprunte au milieu les idées au nom desquelles il se dresse contre le despotisme de droite, responsable des guerres coloniales, et il crie à tous les échos les mots sacrés, démocratie, révolution, socialisme, liberté. Naïf ou rusé? Cynique ou sincère? Comment ne pas hésiter?

La confusion mentale n'exclut pas la manipulation. Il se peut que la plupart des officiers et des sous-officiers du M.F.A. ne voient pas malice à transformer la révolution en une sorte d'entité mystique, supérieure aux partis et à leurs querelles misérables, qui va son chemin et transformera la société. Le métier des armes incline rarement au respect des assemblées délibérantes et les soldats, sortis des casernes et investis par eux-mêmes ou par les foules d'une mission de salut, ne retournent pas volontiers aux devoirs ingrats d'une armée en temps de paix,

À travers l'Histoire, le pouvoir a été souvent au bout des baïonnettes, selon la formule de Mao Tsé Toung. La rose que le peuple offrait il y a un an à la baïonnette servit d'investiture et lui sert peut-être encore.

On a peine à croire malgré tout que les quelques personnalités fortes, au sommet, le premier ministre, le général Gonçalves ou le général Otelo de Carvalho, ne sachent pas ce qu'ils font. En chaque occasion, ils réservent leurs faveurs au parti communiste et leur sévérité au parti socialiste encore plus qu'aux partis à la droite de ce dernier. Qu'il s'agisse du syndicat unique ou des autorités locales, ou des milices de défense révolutionnaires, ils créent les conditions propices à l'action de noyautage du parti communiste, parti minoritaire, mais avec une structure comparable à celle d'une armée, probablement plus disciplinée que l'armée portugaise d'aujourd'hui, politisée

par décision de ses chefs.

Veulent-ils pour autant assurer demain le règne du parti communiste? Rien n'est moins sûr. Probablement veulent-ils garder le pouvoir, même s'ils envisagent une collaboration privilégiée avec le parti communiste, qui partage leur état d'esprit: lui comme eux entend réduire le parti socialiste en esclavage à défaut de l'interdire, et ne s'embarrasse pas des scrupules de la démocratie formelle.

Officiers révolutionnaires et parti communiste appellent également démocratie la nationalisation des instruments de production et l'exercice du pouvoir par une minorité - parti ou M.F.A. minorité qui ne tolère pas la mise en question de son programme et de ses décisions majeures.

Quelle que soit aujourd'hui et demain la relation entre le M.F.A. et le parti communiste, les événements actuels du Portugal revêtent une signification historique. L'activité de l'ambassade d'Union soviétique à Lisbonne, la lutte du parti socialiste pour son existence, la menace d'un régime de type soviétique dans la péninsule Ibérique, l'incertitude politique dans les pays méditerranéens de l'Alliance atlantique, tous ces faits, en eux-mêmes, et par leurs implications militaires et idéologiques, modifient profondément l'équilibre dans l'Europe entière et dans chaque pays d'Europe.

M. François Mitterrand acculé à un choix déchirant, le sait mieux que personne.

Le blanc et le noir

Le Figaro
13 juin 1975

À lire la presse française, nul doute possible: il faut marquer d'une pierre blanche le 6 juin, anniversaire du débarquement de 1944 et de la décision britannique en faveur du Marché commun, marquer d'une pierre noire le jour où la Belgique a finalement préféré le «F-16» américain au «Mirage» français.

Il y a quelques semaines, un lecteur britannique, vexé par un de mes articles dans lequel je présentais le oui comme acquis à l'avance, m'écrivit: «Comment le savez-vous?» Les dirigeants des trois partis, la majorité de la presse, des hommes de pensée ou d'église, les dirigeants de l'industrie se déclaraient favorables à la cause européenne. L'Establishment presque tout entier, les milieux dirigeants dont les contours mais non l'influence passent pour insaisissables, recommandaient le *oui*. Une réponse négative aurait supposé une telle rupture entre la nation et ceux qui la gouvernent qu'elle aurait constitué un événement historique au sens propre du terme. Le peuple aurait refusé sa confiance à ceux qui la gouvernent par le bulletin de vote et non par la révolution. En l'espèce, celui-là n'aurait pas eu moins de sens que celui-ci.

Les tenants du *non* se recrutaient aux deux ailes, ils comprenaient M. A.-W. Benn à une extrémité et M. Enoch Powell à l'autre. Ensemble, ils ne formaient pas une majorité de rechange. La fraction Jenkins, du Labour, le parti libéral et la masse du parti conservateur, les fidèles de M. Heath aussi bien que ceux de Mme Thatcher ont mené le même combat: des hommes venant de ces trois groupes ont parlé aux mêmes réunions publiques, ils se sont retrouvés ensemble sur les mêmes tribunes. Coalition éphémère ou préfiguration de la majorité de demain?

Les sondages qui, avant la victoire travailliste aux dernières élections, révélaient une majorité d'opposants à la Communauté européenne, ont-ils donné des espérances illusoires aux anti-européens? Ils ont, en tout cas, mis une fois de plus en lumière le sens exact de la technique: si l'on demande à un Anglais ou un Écossais, en 1973: «Êtes-vous pour ou contre le Marché commun?», la réponse, positive ou négative, ne permet pas de savoir combien, parmi eux qui se déclarent hostiles, voteraient *non* à un référendum. L'hostilité au Marché commun est une humeur, durable ou éphémère, le vote un acte politique. Sommes-nous capables de prévoir avec certitude ce que nous ferions le jour où se poserait un problème tant que celui-ci ne se pose pas?

Les Britanniques, en juin 1975, avaient gardé leur humeur insulaire. On leur demandait de choisir entre un bloc d'extrémistes, incapables d'autre chose que d'un refus, et la coalition des modérés des trois partis. Pour la plupart, ces modérés rassuraient les Britanniques sur les implications de la Communauté: nul n'ouvrait les vastes perspectives d'une union politique de l'Europe; nul n'envisageait d'abandonner la souveraineté du Royaume-Uni aux Eurocrates de Bruxelles. Les yeux ne se détournent pas du grand large, même si le continent tout proche devient demain le client ou le fournisseur privilégié.

Le retrait de la Grande-Bretagne aurait probablement porté un rude coup à l'idée européenne déjà singulièrement fragile, même si la Communauté, autour du noyau Benelux-République fédérale allemande-France, aurait gagné en cohérence. Le vote positif ne garantit ni la participation sans réserve de la Grande-Bretagne, ni moins encore la solution de la crise politique, responsable pour une large part, de la crise économique outre-Manche.

Au risque d'exaspérer une fois de plus nos amis britanniques, qui supportent mal les critiques (qu'ils ne nous ont pourtant naguère ménagées en d'autres temps), je me demande si le système actuel des deux partis n'aboutit pas, dans les circonstances actuelles, à l'impuissance gouvernementale que l'on reproche d'ordinaire au système des partis multiples. Le parti travailliste ne dispose pas d'une vraie majorité dans le pays et la fraction de gauche exerce une sorte de droit de veto. Une minorité gauchisante exerce, par là même, une influence disproportionnée sur la conduite des affaires. Comment s'étonner, dès lors, que le gouvernement de Sa Majesté semble dépourvu d'une véritable légitimité et que les syndicats parlent et agissent, eux, comme s'ils incarnaient, mieux que les ministres, une nouvelle légitimité. L'attachement britannique au régime des deux partis, l'exclusion de fait du troisième, le refus du gouvernement de coalition relèvent-ils d'un conservatisme aveugle? Ce n'est pas à nous d'en décider.

La compétition commerciale entre deux avions, l'un français, l'autre américain, s'est élevée au niveau de la grande politique parce que les deux gouvernements, celui de Paris aussi bien que celui de Washington, se transformèrent en commis voyageurs ou en centrales de vente. Depuis que les États jouent le rôle de marchands de canons (par l'intermédiaire de sociétés privées ou publiques, peu importe), ils surclassent de loin les exploits des Zaharoff du temps jadis.

Encore vaut-il mieux ne pas en «remettre»: l'assurance avec laquelle tant de nos confrères tranchent des mérites respectifs des deux appareils, la vertueuse

indignation européenne que manifestent tout à la fois le premier ministre, les techniciens et les humoristes, les «cocoricos» sur la technique française sans égale n'ajoutent rien ni au prestige de la France, ni aux chances de l'Europe.

J'admettrai, par postulat, que le choix a été finalement plus politique qu'économique, que les deux appareils présentaient des qualités autres mais comparables, que les compensations offertes par Washington et par Paris offraient des avantages à peu près équivalents. Et tâchons de comprendre au lieu de hurler.

La Norvège et le Danemark n'ont pas d'industrie d'aviation, ils sont plus proches des Anglo-Américains que de la France, surtout la Norvège qui n'a pas adhéré à la Communauté. Les pressions exercées par le gouvernement français n'ont pas témoigné de plus de discrétion que celles du gouvernement de Washington. Les deux pays dépendent, pour leur défense et leur sécurité, des États-Unis et d'eux seuls. Par la géographie, ils appartiennent à l'espace atlantique autant ou plus qu'à l'espace continental. Tant qu'à être protégés, ils préfèrent la protection américaine à la protection française.

Les Pays-Bas et la Belgique possèdent, l'une et l'autre, une industrie aéronautique. Une fraction du gouvernement belge, pour des motifs d'affinité politique ou culturelle, était acquise à l'avion français. Le gouvernement de La Haye occupait une position-clé, or personne n'ignore qu'en général il s'entend mieux avec les Anglo-Américains qu'avec les Français. À partir du moment où Washington et Paris s'engageaient à fond dans la bagarre, l'issue n'était guère douteuse. L'argumentation européenne de l'entreprise Bloch-Dassault, le gouvernement français l'a lui-même affaiblie: la France appartient à l'Alliance Atlantique, non au commandement intégré de l'OTAN. Or, pour tous les États européens, sauf la France, la défense européenne ne se conçoit que dans le cadre atlantique. La France n'appartient même pas à l'Eurogroupe. Enfin, Anglais et Allemands préparent ensemble l'avion des années 80, le M.R.C.A. «Tornado», projet auquel la France a refusé de s'associer. Chaque pays invoque l'argument européen sélectivement, lorsqu'il répond à ses intérêts nationaux.

Dernière remarque et, à mes yeux, décisive: en diplomatie tout se paye. Personne, dans la presse française, ne s'est indigné des pressions exercées par Moscou sur le gouvernement français, pressions que Giscard d'Estaing lui-même a évoquées. Le gouvernement français souhaite garder avec Moscou des relations privilégiées: il ne gardera pas, en même temps, des relations privilégiées avec Washington. Ainsi le veut la loi de la jungle où rôdent les

monstres froids.

La France n'est pas le Portugal

Le Figaro
5-6 juillet 1975

En optant pour la nationalisation des stations de radio portugaises, le Conseil de la Révolution est passé outre la décision du premier ministre Vasco Gonçalves, qui, mercredi avait annoncé que Radio-Renaissance serait rendue à son légitime propriétaire, l'épiscopat.

Certains observateurs estiment que le premier ministre - considéré comme proche des communistes - a essuyé un camouflet de la part de ses pairs du Conseil de la Révolution et que ses jours à la tête du gouvernement sont comptés. C'est un autre officier, le commandant Ernesto Melo Antunes, actuellement ministre des Affaires étrangères, qui est, le plus souvent, considéré comme son successeur possible.

Quoi qu'il en soit, la direction catholique de Radio-Renaissance s'est déclarée "surprise et consternée" par la décision de nationalisation. En revanche, celle-ci a été saluée comme une victoire par les vingt militants révolutionnaires qui occupent depuis six semaines les locaux de la station.

Antenne 2 a offert aux téléspectateurs une émission qui s'annonçait d'un intérêt exceptionnel: un dialogue entre M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du parti communiste portugais, et M. Mario Soares, secrétaire général du parti socialiste. Puis-je avouer que le duel m'a déçu parce qu'il se livra à fleurets mouchetés?

La réalité du pouvoir appartient au Mouvement des forces armées. Les interlocuteurs se réclamaient tous deux, bon gré mal gré, du M.F.A. et proclamaient tous deux le même objectif, la société sans classes. Mario Soares reconnut sans trop de difficulté que la formule de la social-démocratie ne pouvait s'appliquer au cas portugais mais il ajouta que les prétendus socialismes de l'Europe orientale ne constituaient, en réalité, que des capitalismes d'État. M. Cunhal prit acte de la condamnation de la social-démocratie d'Europe occidentale et se garda de relever la condamnation des régimes d'Europe orientale bien qu'il ait, en son temps, approuvé l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Bien plus, il justifia la courtoisie de la discussion par les devoirs d'un patriote portugais quand il s'adresse à un public étranger en une langue étrangère.

En dépit de la retenue des frères ennemis, le secrétaire général du P.S. qui, ex-communiste lui-même, connaît tactique et objectifs du P.C. parvint à dégager les points de doctrine sur lesquels s'opposent communistes et socialistes - divergences doctrinales qui traduisent en langage idéologique une lutte pour le pouvoir en même temps qu'une autre conception du pouvoir et de son organisation au cours des années à venir.

Ces divergences concernent la portée, la signification du suffrage universel, des partis et de la liberté de la presse, symbolisée par le cas de *Republica*. Tous les partis ont été contraints par le M.F.A. de signer avec celui-ci, avant les élections générales, un accord qui limite strictement à la rédaction de la Constitution les prérogatives de l'Assemblée élue, Mario Soares n'a pas renié cet accord - il n'en a pas la force - mais il a insisté sur le lien, à ses yeux, indissoluble entre démocratie et pluralité des partis, démocratie et élections. A. Cunhal, tout en dénonçant "l'électoratisme", n'a pas refusé les élections, il a évoqué les autres formes d'action. La singularité du cas portugais dont les duellistes nous rebattaient les oreilles n'apparaissait guère dans cette logomachie dont tout - les mots, les idées, les arguments - vient intégralement de l'extérieur. Depuis 1917, tantôt avec, tantôt sans invectives, socialistes et communistes échangent de tels propos.

Sur *Republica*, nous n'avons rien appris. A. Cunhal ne s'oppose nullement, dit-il, à la parution du journal: les ouvriers qui, au reste, ne sont pas communistes, s'y opposent. Si les ouvriers qui réduisent la rédaction au silence ne sont effectivement pas tous communistes, répond Soares, le P.C. avait préparé la prise de contrôle du journal et il étend peu à peu son influence sur tous les organes de l'information, presse et radio.

Le M.F.A., acteur principal de la Révolution, absent et présent, projetait sa grande ombre sur les deux interlocuteurs et d'abord sur Mario Soares. Répondant à l'article que j'avais publié ici même le 23 juin dernier, M. Fauvet, dans *Le Monde* du 1er juillet, évoque ce qu'il appelle la légitimité révolutionnaire pour l'opposer à la légitimité démocratique, tout en se défendant, avec modestie, de présenter une doctrine. À quelles conditions M. Fauvet tient-il le pouvoir d'une armée qui s'est emparée de l'État pour légitime? Quels droits lui reconnaît-il? Pour combien de temps? Engagé sur la voie d'une théorie de la légitimité, le directeur de notre confrère ne devrait pas s'arrêter à mi-chemin.

En fait, il s'agit de démontrer qu'en France la légitimité est démocratique et que, "sauf à provoquer la rupture de la coalition, elle le serait restée au cas où la

gauche l'aurait emporté". Je veux croire, en effet, qu'au cas où la gauche l'aurait emporté l'an dernier en France les socialistes auraient défendu la légitimité démocratique, le régime représentatif et les libertés qui l'accompagnent, que la coalition avec les communistes n'aurait pas résisté à la violation de cette légitimité. Malheureusement ces considérations purement abstraites ne nous apprennent rien sur ce qui se serait passé en cette conjoncture.

Pourquoi inventer une légitimité révolutionnaire à l'usage des militaires portugais (qui n'en ont cure) afin de nous convaincre que la France n'est pas le Portugal - pas plus que la France n'est le Chili? Des événements du Portugal, je n'ai tiré aucune leçon en ce qui concerne la France et l'éventualité de l'arrivée au pouvoir d'une coalition de gauche. J'ai constaté, avec tous les observateurs, que les journaux soviétiques soutenaient l'action du Parti communiste portugais, action qui ne suggère pas la conversion supposée aux valeurs de la démocratie occidentale.

La comparaison entre le Portugal et la France, c'est l'article du *Monde* qui l'avait faite. Cet article aboutissait à une phrase que j'ai séparée du contexte parce qu'elle concluait et résumait l'article: "Il serait équitable que les socialistes portugais aient la possibilité juridique d'avoir un quotidien mais il est juste d'observer que les socialistes français n'ont pas la possibilité économique d'en avoir un." Ce rapprochement me paraissait hypocrite et mensonger: il continue à paraître tel.

Rarement deux candidats à une élection présidentielle ont bénéficié de conditions aussi proches de l'égalité que MM. Mitterrand et Giscard d'Estaing. À la télévision et à la radio d'État, exactement le même temps de parole. Aux postes périphériques, de multiples dialogues sans que les stations elles-mêmes prennent position. Peut-être le nombre des journaux favorables à M. Giscard d'Estaing était-il supérieur à celui des journaux favorables à M. Mitterrand (je n'ai pas compté). La plupart des journaux de province sont faiblement politiques et les appareils de partis étaient largement supérieurs, à gauche, à celui qu'improvisa M. Giscard d'Estaing. Les socialistes s'expriment sans entraves à la radio, à la télévision, dans la presse - et c'est très bien ainsi. Ils ne possèdent pas de grand journal parisien parce qu'aucun parti - pas plus l'U.D.R. que les Républicains indépendants - n'en possède.

Si M. Fauvet et *Le Monde* s'étaient contentés d'écrire qu'une révolution, dans sa première phase, ne peut se payer le luxe de certaines libertés, j'aurais admis qu'il en a souvent été ainsi dans le passé et qu'il valait la peine d'en discuter. Ce

qui me semble scandaleux, c'est de chercher une justification à un épisode portugais dans une situation française totalement autre. Au lieu d'inventer après coup la légitimité révolutionnaire, pourquoi M. Fauvet n'a-t-il pas posé la seule vraie question: la révolution du Portugal, sous la direction du M.F.A., conduit-elle à une presse libre, c'est-à-dire à une presse qui reflète les divers courants de l'opinion, ou à une presse du type soviétique? Je conserve l'espoir, peut-être mal fondé, que notre confrère souhaite, lui aussi, que le premier terme de l'alternative se réalise. En ce cas, qu'il excuse, s'il le veut, mais qu'il ne justifie pas en invoquant une mythique légitimité, les atteintes à une liberté dont le directeur du *Monde* devrait être plus que tout autre le défenseur.

L'heure de vérité ou la dernière chance

Le Figaro
14 juillet 1975

Une seule fois, en notre siècle, les peuples de Russie votèrent librement. Ils donnèrent la majorité aux socialistes révolutionnaires; les Bolcheviks, maîtres du gouvernement, reçurent moins de 20% des voix. Réunie en janvier 1918, l'Assemblée constituante fut bientôt dissoute par Lénine. Avec les institutions représentatives, les peuples de Russie perdirent toutes les libertés, y compris celle que Montesquieu jugeait prioritaire et appelait la sûreté, c'est-à-dire la protection de la personne contre l'arbitraire policier.

Plus d'un demi-siècle s'est écoulé; l'Union soviétique est devenue une des deux grandes puissances militaires du monde. Le système du passeport intérieur y persiste. En pleine paix, le présidium du P.C. d'U.R.S.S. expulse les écrivains de l'opposition, du moins ceux que la célébrité met à l'abri de procédures plus expéditives. Pour les autres, pour les dissidents de toutes nationalités, la frontière demeure fermée. Aujourd'hui comme hier, on tire à vue, le long du mur de Berlin, sur ceux qui veulent choisir la liberté. Au moment où, dans l'espace, cosmonautes soviétiques et américains se préparent à échanger la poignée de main de la détente, de l'hypocrisie triomphante, ce rappel de faits bien connus servira utilement d'introduction à quelques brèves remarques sur le Portugal.

Les Portugais, eux aussi, pour la première fois depuis un demi-siècle, ont voté librement. Eux aussi ont donné au parti communiste (en y incluant un parti satellite) environ 17% des voix. Eux aussi subissent le processus révolutionnaire au terme duquel ils ne conserveront aucune des libertés qui leur ont été solennellement promises. Mario Soares et le parti socialiste, vainqueurs aux élections, avaient choisi l'affaire du "Republica" pour mettre à l'épreuve les intentions réelles du Mouvement des forces armées. La réponse du M.F.A. a été aussi brutale que claire: un colonel assume la direction du journal.

Les ministres socialistes, contraints de tirer les conséquences de cette décision, ont démissionné, mais on voit mal sur quoi se fondent désormais leurs espoirs. Il serait indécent d'analyser dès maintenant les erreurs commises par Mario Soares. Dans la faible mesure où les jeux ne sont pas faits, la seule chance des socialistes réside dans la diversité des tendances à l'intérieur du M.F.A.

Depuis la révolution de 1974, depuis les élections d'avril 1975, chaque crise, authentique ou artificielle, offre l'occasion d'une nouvelle avance vers

l'élimination de ceux qui souhaitaient un régime proche des démocraties d'Europe occidentale. Le parti communiste a pris le contrôle de la centrale syndicale (les militaires interdirent la pluralité syndicale), il mobilise les masses - mobilisation qui, en fait, signifie le pouvoir dans les entreprises, dans la rue, dans les organisations, de la minorité active qui suit les directives du P.C.P.

Le M.F.A. ayant tranché en chaque conjoncture dans le sens souhaité par le P.C.P., il faut ou bien prêter aux militaires, ex-salazaristes ou révolutionnaires, une stupidité politique hors du commun, supposer qu'ils se laissent manipuler par une minorité qui appartient de fait au P.C.P., ou bien admettre qu'ils sont acquis à une doctrine parente de celle qui règne à l'est de l'Europe. La deuxième hypothèse me paraît malheureusement plus probable que la première. En tout état de cause, seule une bataille qui ne se livrerait pas en paroles pourrait arrêter le processus révolutionnaire qui conduit non à la démocratie directe (quels sont les analphabètes qui se servent de ce terme pour désigner la prise du pouvoir par des minorités violentes?) mais à la toute-puissance du M.F.A. et du P.C.P. unis.

Bien plus encore que le Chili, le Portugal prend place désormais parmi les thèmes privilégiés des débats entre partis français. Aucun parti n'avait approuvé le coup d'État militaire au Chili; tout au plus des commentateurs suggéraient-ils que le chaos économique l'avait rendu inévitable. Les révélations sur le rôle de la C.I.A. permirent ensuite aux défenseurs d'Allende de rejeter la responsabilité sur l'intervention étrangère. Les partis en France et la plupart des commentateurs avaient approuvé, avec plus ou moins d'enthousiasme ou d'inquiétude, la chute du régime salazariste. La question posée était, il y a un an, et reste aujourd'hui: démocratie représentative et libérale ou démocratie populaire de type soviétique? (J'emploie ces termes parce qu'ils appartiennent au vocabulaire courant, bien que je ne trouve rien de démocratique à un régime dans lequel un parti se réserve le monopole de l'action et de l'idéologie politique.) Or François Mitterrand donne la même réponse à cette question que la majorité au pouvoir en France et Georges Marchais donne la réponse opposée.

Samedi soir, à la télévision, le premier secrétaire du parti socialiste, tout en soutenant Mario Soares, s'est efforcé de désamorcer la bombe portugaise qui fera sauter l'unité de la gauche en France. Il a dénoncé d'abord ceux qui versent des larmes de crocodile sur les libertés portugaises en oubliant le Chili et l'Espagne. Il serait facile de demander à François Mitterrand quelles larmes il verse sur les libertés perdues en Europe de l'Est et en Union soviétique. Son cas est même plus mauvais que celui de ses adversaires: les hommes de la majorité ne se

réclament ni du Chili ni de l'Espagne. Les communistes, dont François Mitterrand se veut le fidèle allié, continuent de se réclamer de l'Union soviétique, sinon du stalinisme.

Un peu plus sérieux semble de prime abord l'autre argument: ce sont les militaires qui tiennent le pouvoir au Portugal et non le parti communiste. Que François Mitterrand veuille bien pourtant réfléchir un instant: le parti communiste approuve avec transport le M.F.A. Dès lors, de deux choses l'une: ou bien le P.C.P., et le P.C.F. avec lui, s'est rallié à un despotisme militaire, et qu'en pense le secrétaire général d'un parti qui veut respecter les libertés et qui se donne pour l'héritier de Jaurès? Ou bien le P.C.P. collabore au M.F.A. parce qu'il compte sur ce dernier pour construire un régime conforme à ses doctrines et soumis à son influence. Quels que soient les rapports entre militaires et communistes, les socialistes sont d'un côté et les communistes de l'autre.

François Mitterrand ne l'ignore évidemment pas. Il peut maintenir provisoirement la fiction de l'unité de la gauche, dans l'espoir de renforcer son parti et de gonfler ses troupes. Mais quelle serait la politique extérieure d'un gouvernement dont une moitié penserait comme Mario Soares et l'autre moitié comme Alvaro Cunhal?

Deux communistes: Alvaro Cunhal et Santiago Carillo

Le Figaro
7 août 1975

En Angola, la révolution portugaise aboutit à la tragédie; dans la métropole, elle en reste encore à la bouffonnerie. Le Mouvement des forces armées délègue l'autorité à trois généraux, Costa Gomes, Vasco Gonçalves et Otelo de Carvalho: le premier, président de la République, longtemps serviteur de Salazar et Caetano, a survécu en abandonnant ses amis; le deuxième, premier ministre, appartient au parti communiste ou tout au moins en appuie l'action; le troisième, baroudeur, chef du C.O.P.C.O.N. ou forces de sécurité, professe un gauchisme primitif. Par quel miracle le triumvirat, qui rassemble en lui les trois tendances entre lesquelles se partagent les révolutionnaires, parviendrait-il à gouverner un pays qui glisse peu à peu vers l'anarchie?

Le parti communiste s'est assuré les positions clés dans la presse et dans le syndicat unique, mais dans le nord du pays les paysans brûlent les permanences du P.C. et ailleurs les catholiques se dressent contre l'armée. En quinze mois, l'illusion lyrique s'est dissipée et chacun se demande à qui reviendra la tâche inévitable de rétablir l'ordre, et quel sera cet ordre.

Quelle est la part respective de responsabilité du M.F.A. et du parti communiste? Je ne me risquerais pas à en juger. Ce qui apparaît avec évidence, c'est que les militaires ont témoigné d'une stupidité hors du commun, quels que soient les objectifs qu'ils visaient. Pourquoi des élections libres, s'ils voulaient ensuite éliminer les partis? Pourquoi contraindre le parti socialiste à se battre, alors qu'eux-mêmes ne possèdent pas encore tous les instruments du pouvoir et que la majorité silencieuse, exaspérée, se transforme en majorité bruyante?

Tout se passe comme si Alvaro Cunhal, longtemps absent du pays, avait voulu appliquer mécaniquement un schéma de révolution emprunté à des précédents historiques, mais inadaptés à la conjoncture nationale. Quant aux officiers, généraux de l'ancienne armée ou capitaines aux manches soudainement constellées d'étoiles, ils ont réussi à perdre, en une année, le capital de confiance populaire qu'ils possédaient; et ils l'ont perdu par leur faute, à force de palabres, d'extrémisme verbal, d'ignorance et d'incapacité. L'analphabétisme politique des militaires me paraît autrement grave que celui des paysans.

Jusqu'ici pourtant, les Portugais avaient témoigné une fois de plus de leur répugnance à user de violences physiques. On se demande en quel autre pays d'Europe un pareil processus révolutionnaire aurait pu se dérouler sans que soldats ou civils recourent aux armes? Un peu partout on épure; on ne tue pas.

Il a suffi que la police espagnols arrête quelques officiers et découvre une organisation secrète dans l'armée d'inspiration démocratique pour que des journalistes évoquent la crise de l'après-franquisme et la comparent à la crise portugaise. Tous les observateurs s'accordent à penser que le régime franquiste, tel qu'il survit aujourd'hui, disparaîtra avec la mort ou la retraite du général Franco lui-même. L'opinion, en son immense majorité, une bonne partie des franquistes incluse, souhaite l'instauration des libertés démocratiques, presse, syndicats, partis, élections.

Mais un groupe voudrait maintenir la continuité constitutionnelle, le prince Juan Carlos remplaçant le général Franco. Un autre groupe s'exprime dans la *Junte démocratique* et réclame la rupture constitutionnelle, un gouvernement provisoire qui proclamerait une amnistie totale, rétablirait toutes les libertés et procéderait à une consultation populaire, les représentants du peuple déterminant eux-mêmes la forme de l'État.

Quel que soit celui des deux groupes qui l'emporte - et la durée du règne de Franco accroît les chances de la rupture et du même coup celles de la junte - le parti communiste, le mieux organisé dans la clandestinité et le plus actif dans la lutte contre le franquisme, sera légalisé et jouera un rôle important sinon décisif dans l'Espagne de demain. Le secrétaire général de ce parti, Santiago Carillo, dans des entretiens avec Régis Debray et Max Gallo [\(1\)](#), ne dissimule ni ses convictions ni sa stratégie ni ses projets. L'homme s'exprime avec franchise, il demeure un marxiste-léniniste, il n'en inspire pas moins au lecteur, même hostile à ses idées, quelque sympathie, tout à la fois par le ton de ses propos, par une certaine franchise, par la volonté qu'il proclame d'accepter le pluralisme de la démocratie occidentale pendant une période prolongée.

Alvaro Cunhal est revenu de Prague sinon en stalinien, du moins en léniniste: d'abord la révolution, la nationalisation des instruments de production; pour la démocratie, on verra plus tard (en Union soviétique, on attend encore). Santiago Carillo, ancien agent du Komintern, imposa sa ligne, celle de la réconciliation nationale, au P.C.E. en dépit de l'opposition initiale de Moscou et il se refuse désormais à faire de la fidélité à l'U.R.S.S. la pierre de touche de l'orthodoxie socialiste.

Il avoue que dans le Moscou de Staline, en 1939, il éprouvait une sensation de liberté. «Je savais pour l'avoir lu qu'il y avait eu les procès de 1937; mais pendant mon séjour à Moscou, je n'ai jamais rien senti de pareil.» Il continue de s'étonner que les partis communistes «qui ont plus de cinquante ans d'expérience», n'aient pas «remplacé la social-démocratie dans toute une série de pays développés».

Ce fait l'incite à mettre en question le schéma de la révolution russe, celui de la prise du Palais d'Hiver, à chercher un schéma mieux adapté à l'Europe occidentale, et à revendiquer pour chaque parti le droit de choisir sa propre tactique. Ainsi a-t-il obstinément condamné l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie - et à la différence d'autres communistes qui formulèrent la même condamnation, il n'approuve pas la normalisation. De manière prudente mais claire, il met en question le système politique de l'Union soviétique non conforme à l'idée qu'il se fait du véritable socialisme. En revanche, il ne discute ni la structure d'un parti sans fraction, ni la nationalisation des moyens de production en tant qu'étape décisive sur la voie de la libération des masses, ni l'hostilité aux États-Unis, en tant que premier devoir actuel d'un marxiste-léniniste.

Le secrétaire du P.C.E. se situe donc, par rapport à Cunhal, à l'autre extrémité. D'aucuns préféreront peut-être la brutalité de l'un à la souplesse de l'autre. La question n'est pas là. Avec Calvo Serer, à l'extrême droite, et Santiago Carillo à l'extrême gauche, la Junte démocratique deviendra un des principaux acteurs de la lutte politique après Franco. Le secrétaire du P.C.E. envisage un régime pluraliste dans la phase de construction du socialisme.

«Ce qui freine la marche du socialisme dans certains pays, c'est l'absence de critiques... Dans un tel socialisme, il n'y aura pas un seul parti dominant se substituant à l'administration de l'État.»

Utopie? Camouflage? Projets contradictoires? Chacun choisira son hypothèse: il reste que les autres partis espagnols devront traiter avec cet homme qui a signé le pacte de liberté et employer les mêmes moyens que lui: le débat et non la violence, l'organisation et non les armes.

(1) «Demain, l'Espagne», aux Éditions du Seuil.

Paradoxe portugais. Le sabre et le goupillon

Le Figaro
28 août 1975

Les hommes de gauche, au siècle dernier, se faisaient gloire de combattre le sabre et le goupillon, le pouvoir de l'armée, sanctifié par l'Église, et mis au service des docteurs de la foi. Qu'ils y prennent garde! Les voici en train d'accepter, au Portugal, le règne de l'armée, pourvu que celle-ci se réclame des nouveaux docteurs de la foi, qu'elle orne ses drapeaux de la faucille et du marteau, ou, tout au moins, à défaut de se rallier à la pleine orthodoxie, qu'elle procède à quelques réformes dites socialistes (nationalisation d'instruments de production) ou parle un langage plus ou moins marxiste.

Comment ne pas s'étonner que personne, ni les communistes, ni les socialistes, ni les libéraux n'accusent le sabre portugais et le goupillon rouge. C'est l'armée qui avait choisi Salazar, il y a un demi-siècle. Elle eut, certes, le mérite de s'arracher au rêve de la communauté lusitanienne et de reconnaître la vanité des luttes d'outre-mer, bien que, sauf peut-être en Guinée, elle n'eût pas plus été vaincue par les rebelles que l'armée française ne l'avait été en Algérie. Le général de Gaulle imposa l'abandon, en dépit de la résistance d'une fraction des officiers de carrière. Au Portugal, les officiers de carrière renversèrent le régime pour imposer l'abandon (certains d'entre eux obéirent aussi à des griefs professionnels).

Après la chute du salazarisme, le Mouvement des forces armées décida, immédiatement, et, semble-t-il, unanimement, de garder le pouvoir pour lui-même. De cette décision sortit le processus révolutionnaire - ce processus qui entraîne le Portugal vers l'anarchie ou vers la guerre civile, et qui rend probable, sinon inévitable, un dénouement tyrannique d'une couleur ou d'une autre, peut-être même sans autre couleur que le nom d'un reître ou d'un professeur.

Depuis plus d'un an, c'est à qui nous rebattra les oreilles, avec plus de componction, du miracle tiers-mondialiste, les officiers portugais convertis par leurs farouches vainqueurs. On veut nous faire croire que le pathos marxisant et nationaliste des divers mouvements de libération de l'Angola et du Mozambique a progressivement éclairé les cerveaux des militaires, jusque-là aveuglés par l'obscurantisme clérical. Et encore quoi! Ce pathos, les militaires le connaissaient depuis des années, grâce à la littérature politique, surtout de langue française, que la censure salazarienne ne les empêchait pas de lire. Ce qui est

vrai, c'est que le recrutement du corps des officiers s'est modifié au cours des guerres coloniales et que la jeune génération évoluait dans le sens du conformisme intellectuel venu de Paris, de Moscou ou même de New York.

La tête remplie des idéologies à la mode, les officiers n'oublièrent malheureusement pas ce qui les touchait le plus: leur intérêt de corps. Ils n'avaient pas plutôt rendu la liberté aux Portugais qu'ils décidèrent de la réserver «au peuple», autrement dit à cette fraction des Portugais qu'ils baptiseraient peuple. Goering avait déclaré un jour, pour ne pas se priver des services d'un général d'aviation: c'est moi qui décide qui est juif. Les bolchevik, depuis longtemps détiennent seuls le droit de définir la volonté du prolétariat. Le Mouvement des Forces Armées prit modèle sur ces avant-gardes révolutionnaires, il permit aux électeurs de déposer les bulletins dans les urnes à la condition que les officiers généraux continuent d'occuper les palais, de rouler carrosse et d'exercer le pouvoir, ou ce qu'il en reste.

Par pur dévouement à la Révolution, bien sûr! Pourquoi les mêmes commentateurs, si prompts à discerner les intérêts sordides derrière les déclamations des intellectuels, des bourgeois ou des capitalistes, montrent-ils tant de respect pour ces révolutionnaires en uniforme? N'est-il pas frappant qu'encore aujourd'hui le président de la République s'appelle Costa Gomes, salazariste de vieille date, rallié cinq minutes avant ou après l'heure H, que les Portugais appellent par dérision «le bouchon», vivant symbole de la continuité: les idées passent, mais les militaires demeurent.

Ils ne savent pas ce qu'ils veulent, mais ils savent ce qu'ils ne veulent pas: retourner dans les casernes et se soumettre à un gouvernement élu.

Que l'on n'objecte pas la contrainte des circonstances. Le renversement du régime ancien créa à coup sûr un vide que l'armée, dans l'immédiat, devait combler. L'opinion acceptait, avec reconnaissance le rôle de l'armée, garante des libertés. La popularité dont bénéficia le M.F.A. en témoigne. S'il l'a perdue aujourd'hui, il n'a qu'à s'en prendre à lui-même.

Dès les premiers mois il laissa les membres du P.C.P., le mieux organisé dans la clandestinité, s'emparer des positions clés dans la presse, dans la radio, dans les syndicats, dans les municipalités. Sous l'impulsion de la «fraction Gonçalves», il imposa l'intersyndicale ou syndicat unique que noyait le P.C.P. Il contraignit ensuite les partis à signer un pacte par lequel ceux-ci renonçaient, au profit de l'armée, garante des libertés. Les électeurs votèrent massivement en faveur du parti socialiste et du parti du centre, le parti communiste ne recueillant

qu'entre 12 et 13% des suffrages.

Qu'importe, écrit la *Pravda*, la majorité n'est pas une notion arithmétique, mais politique. Qu'importe, déclarait Alvaro Cunhal, nous n'attachons pas d'importance aux élections (nous nous en doutions). Qu'importe, écrivaient les rédactions parisiennes, c'est l'armée qui détient la légitimité. Il fallut l'explosion de violence contre le parti communiste, dans le nord du pays, pour qu'enfin de bons apôtres, sur un terrain familier, retrouvent les accents de l'indignation de rigueur contre la croisade anticomuniste.

Comme ils ont raison de condamner cette violence, que celle-ci soit spontanée ou manœuvrée par un chef d'orchestre invisible, mais comment éviter la violence quand une minorité en uniforme ou sans uniforme, veut transformer l'ordre social contre les vœux du plus grand nombre? Aussi bien, ces événements, déplorables en tant que tels, ont impressionné tous les partis socialistes d'Europe, plus encore que les résultats des élections. Du coup, ces partis condamnèrent l'action du P.C.F. et celui-ci, pour un peu, aurait fait lui-même son autocritique. Personne, malgré tout, n'alla jusqu'au bout, autrement dit ne condamna le M.F.A.

Sous prétexte de conduire une révolution alors qu'ils ne sont même pas capables de gouverner le pays, les militaires ont introduit dans l'armée les conflits réels entre les classes et les régions du pays, sans compter Les controverses byzantines sur la forme, idéale du socialisme de l'avenir. Ils se refusent à voir ce que comprennent les paysans illettrés: après la perte de l'empire un seul avenir s'offre au Portugal, celui-là même qu'appelait de ses vœux, déjà sous Caetano, la masse de la population, classe dirigeante aussi bien que classe populaire, l'entrée dans l'Europe démocratique, la participation à la communauté européenne.

Tout le reste, c'est d'abord du bavardage et ensuite la tyrannie, Mario Soares le sait, mais il ne juge pas encore opportun de le dire. Quant aux officiers, le savent-ils? Refusent-ils de le savoir pour justifier, le maintien de leur pouvoir? Le général Gomes, devenu président de la République probablement parce qu'il est le plus ancien dans le grade le plus élevé, vient de déclarer, dans une interview, que l'armée portugaise n'avait pas d'ambitions politiques.

Que serait-ce si elle avait?

Les deux Allemagnes et nous. Le droit aux opinions inopportunes

Le Figaro
12 septembre 1975

Il y a quelques semaines, un général du cadre de réserve, François Binoche, peu connu du grand public, publia une *Tribune libre* dans *Le Monde* sur le thème du danger allemand. Le président de la République jugea que l'article, contraire à la politique menée par le gouvernement, violait l'obligation de réserve imposée aux officiers et il décréta une sanction, la même qui a frappé le malheureux général Stehlin, à la suite de la lettre, envoyée par ce dernier à diverses personnalités étrangères, qui contenait des allusions au «contrat du siècle» et affirmait la supériorité de l'appareil américain sur le «Mirage». Dans un cas comme dans l'autre, les commentateurs s'abstinrent de discuter le fond du problème.

Le général Binoche vient de publier dans le «*International Herald Tribune*», sous le titre *La menace allemande, réalité ou fiction*, un article où il reprend les mêmes thèses. Je voudrais donc dire tout d'abord à quel point je déplore et désapprouve la sanction prise contre un général qui n'exerce plus de commandement et qui exprime des inquiétudes, formule des griefs, dénonce des périls dans un style tout proche de celui qui fut courant au début des années 50.

Qu'il y ait encore des Français, surtout dans une institution aussi attachée à la tradition de l'armée, qui regardent l'Allemagne, celle de l'Ouest ou (et) celle de l'Est, comme l'ennemi n°1, nul ne doit s'en étonner. Mais c'est donner à cette opinion marginale une importance excessive que de lui interdire de s'exprimer.

Les arguments utilisés par le général Binoche appartiennent à trois catégories: les uns, sur lesquels je serai bref, relèvent du genre usé de la psychologie nationale. L'Allemagne n'a pas changé, les Allemands ne témoignent pas d'un repentir suffisant, la République fédérale ne soutient pas, comme elle le devrait (au nom de quoi?) la politique française. Plus de quarante ans se sont écoulés depuis l'arrivée au pouvoir de Hitler: combien des Allemands d'aujourd'hui, au-dessous de 50 ans, peuvent ou doivent se sentir responsables du III^e Reich? Combien de dirigeants soviétiques avouent une part de responsabilité dans les crimes de Staline? Les Français appelèrent leurs chevauchés à travers l'Europe, de Lisbonne à Moscou, l'épopée napoléonienne: ils en rêvèrent, au siècle dernier

avec nostalgie; ils ne se frappèrent pas la poitrine.

Une deuxième sorte d'arguments porte sur les oppositions supposées entre la diplomatie de la République fédérale et celle de la France. Alors que Giscard d'Estaing fonde son action extérieure sur une étroite entente franco-allemande, le général Binoche semble obsédé par un épisode, en fait secondaire, des relations internationales. En 1968, au mois de novembre, le général de Gaulle refusa de dévaluer le franc. Sous la plume d'un homme à qui les questions monétaires ne doivent pas être familières, la fuite des capitaux hors de France, à la suite des événements de Mai et d'une libéralisation excessive du crédit, devient une agression de la République fédérale, usant de l'affaiblissement de notre pays, pour le priver des masses importantes de capitaux. Bonn aurait tenté «d'étrangler» la France monétairement. Réévaluation allemande ou dévaluation française, ce militaire les interprète en termes de victoire ou de défaite. Le lien entre les parités de change d'une part, la politique menée de l'intérieur, le niveau des prix d'autre part lui échappent. Que Georges Pompidou, après son élection à la présidence de la République, ait voulu la dévaluation rejetée jusqu'au bout par le général de Gaulle, le fait ne suffit pas à lui ouvrir les yeux. Des citations de journaux allemands, choisies arbitrairement, lui tiennent lieu de preuves.

La troisième catégorie d'arguments, la seule qui mérite d'être prise au sérieux, se fonde sur la puissance acquise par la République fédérale et la République démocratique, chacune dans sa zone. La R.D.A. tient la deuxième place dans l'*imperium* soviétique, la R.F.A. tient la même place dans la zone atlantique. Constatons que les Allemands, quel que soit le régime économique, se montrent capables de travailler mieux sinon plus, que leurs concurrents. Leur en faire reproche serait dérisoire: si l'on se représente les nations engagées en une incessante compétition, le rang de chacune dépendra moins des résultats, toujours provisoires, des batailles que des vertus des peuples au long des jours.

Réduite à l'essentiel, la thèse du général Binoche se ramène à une interrogation: que se passerait-il si les deux Allemagnes refaisaient leur unité? Et à une affirmation: la politique du chancelier Brandt, celle de Georges Pompidou, celle qui conduisit les Occidentaux à Helsinki, toutes favorisent la réunification de l'Allemagne. Or, les deux Allemagnes ensemble, 80 millions d'hommes, constitueraient de nouveau une menace pour la France, sinon pour l'Union soviétique.

Admettons que l'Allemagne réunifiée suspendrait de nouveau une menace sur la France et sur les Anglo-Américains. Comment imaginer que l'Union

soviétique tolérerait cette réunification à moins que le IVe Reich ne fût marxiste-léniniste (et, encore, même en cette hypothèse, Moscou hésiterait peut-être)? Par quel miracle la République fédérale pourrait-elle «déstabiliser» la R.D.A. ou la convertir à la démocratie occidentale alors que plus de vingt divisions, le fer de lance de l'armée soviétique, sont stationnées sur le territoire de cette Prusse rouge?

Que les frontières actuelles de l'Europe, en particulier celle qui sépare la R.D.A., soient dites *inviolables* ou *intangibles*, la distinction intéresse à juste titre les diplomates: à eux de se soucier des nuances de vocabulaire. Mais l'avenir ne s'écrit pas ni sur le parchemin des traités ni sur les dépêches des chancelleries. Le général Binoche redoute la précarité du statut actuel de l'Europe, il semble croire que la R.F.A. ne vise d'autre objectif que la réunification, il souhaite des précautions contre cette éventualité, et, en particulier, il imagine que la transformation de Berlin-Ouest en une troisième Allemagne aurait constitué une assurance supplémentaire contre le seul danger qu'il soit capable de ressentir.

Il affirme, pour des raisons qui m'échappent, que la politique actuelle de Washington, de Londres et de Paris mène à la réunification de l'Allemagne, tout en notant, à juste titre, que cette réunification dépende de la seule Union soviétique. Il ne saisit pas l'évidente contradiction dans laquelle il s'empêtre. Il propose, en termes vagues, une organisation de l'Europe, différente de celle qui surgit, pour ainsi dire d'elle-même, au lendemain de la guerre. Aveuglé par les passions héritées et les souvenirs, il ne voit pas ce qui crève les yeux de tous. L'Union soviétique n'acceptera rien qui affaiblisse son *imperium* ou en réduise l'extension. Si la R.F.A., sans espace, sans armements nucléaires, avec un régime libéral, paraît déjà trop forte, aux yeux de ceux qui n'oublient pas, que penseraient-ils, ces attardés qui se trompent de guerre et de péril, le jour où le régime de Pankow s'étendrait jusqu'au Rhin? Le jour où Bonn subirait la volonté de Moscou?

En vérité, toute cette discussion ne se justifie que par la sanction infligée au général Binoche. J'aurais jugé inutile de lui répondre si le gouvernement ne lui avait répondu, sottement, par une punition.

Portugal. Retour des partis

Le Figaro
22 septembre 1975

Pendant les mois d'été, le Portugal occupait la première page des journaux, suscitait des polémiques entre «Le Figaro» et «Le Monde», entre Jean Daniel et «l'Humanité», fournissait le thème préféré des conversations, dans les rues et les salons, en Espagne et en France. L'Europe latine vivait à l'heure de Lisbonne.

Elle finit par se lasser: les palabres entre officiers sur le socialisme idéal ou lusitanien ressemblèrent peu à peu à celles de l'université de Vincennes à la belle époque. Et l'attention se reporta sur les jeux français et la demande d'audience de M. Robert Fabre au président de la République.

Rien ne prouve encore que le gouvernement de l'amiral José Pinheiro de Azevedo soit promis à une plus longue durée que les quatre gouvernements qui l'ont précédé. Il n'en marque pas moins, par sa composition, un tournant du processus révolutionnaire, pour parler le langage actuel. Dix civils sur quinze ministres; quatre socialistes, deux P.P.D. et un seul communiste. Une répartition de portefeuilles ne préjuge pas celle du pouvoir effectif. Il reste que les socialistes obtiennent satisfaction sur un point à leurs yeux essentiel: on tient compte du pourcentage des suffrages recueillis par chaque parti en avril dernier.

Le débat portait en fait, à Lisbonne et à Moscou, sur la notion même de majorité. Notion politique, écrivait un commentateur dans la «Pravda», citant un article de Lénine datant de 1905. Et Leonid Brejnev vient de recevoir officiellement un commentateur, Constantin Zaradov, directeur de la revue «Les problèmes de l'univers marxiste», publiée à Prague et destinée à l'ensemble de l'univers marxiste-léniniste. Le gouvernement Azevedo ne consacre pas seulement le retour en force des civils, mais aussi l'interprétation arithmétique de la majorité. Le nombre des voix socialistes se montait à plus de trente-huit pour cent, celui des voix communistes se situait entre douze et treize pour cent.

Succès des socialistes et des militaires modérés, mais succès encore précaire. Contre les communistes, les gauchistes ont appuyé le parti de Mario Soares. Mais le gouvernement doit restaurer l'économie du pays, ramener l'ordre dans les usines, les banques, les administrations. Il compte sur l'aide de l'Europe des «Neuf»; aide qui n'empêchera pas l'effondrement si, nationalisées ou non, les entreprises ne se soumettent pas aux contraintes du bilan. Socialistes et modérés risquent de se heurter à la résistance des organisations populaires, partagées

entre communistes et diverses variétés de gauchisme.

Avec quels moyens rétablir l'autorité comme le souhaite le président Gomes? Chaque régiment ressemble à une assemblée générale d'étudiants. Faute de connaître leurs forces respectives, les factions d'officiers n'ont pas franchi la ligne du sang.

Socialistes et modérés détiennent le pouvoir d'État, ou ce qu'il en reste, alors que, des deux côtés, des minorités violentes misent sur l'anarchie pour favoriser la révolution ou la contre-révolution dont elles rêvent et qu'elles préparent.

L'Europe et l'Espagne. Giscard avait raison

Le Figaro
4-5 octobre 1975

En 1936, la guerre civile espagnole avait profondément divisé les Français. Partis et presse de droite, à quelques exceptions près, soutenaient le général Franco contre la République qui se confondait, à les en croire, avec les «rouges». Fascisme contre communisme, soldats italiens et allemands d'un côté, soldats russes de l'autre: les Grands de l'époque fourbissaient leurs armes en les mettant à l'épreuve du combat.

Que les temps sont changés! Les Grands d'aujourd'hui pratiquent scrupuleusement l'un des principes proclamés à Helsinki, celui de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États. Washington poursuit les négociations sur le renouvellement de l'accord relatif aux bases militaires. L'Union soviétique, à en juger d'après sa presse, se tient sur la réserve: pourquoi Leonid Brejnev éprouverait-il de la sympathie pour les deux organisations FRAP (Front révolutionnaire antifasciste et patriotique) et ETA dont aucun des principaux partis espagnols, dans la clandestinité ou dans l'exil, pas même le parti communiste, n'approuve l'action terroriste.

Silencieux et passifs d'ordinaire, même quand les armées du pacte de Varsovie rétablissent l'ordre à Prague ou que la guerre fait rage au Proche-Orient, les Européens de l'Ouest, gouvernants inclus, redeviennent soudain des croisés, le jour où un despotisme de droite montre autant de persévérance dans la rigueur que les despotismes de gauche (ces derniers, selon leurs fidèles, continuent de porter l'espérance de l'humanité).

Quant au président de la République qui a eu un réflexe d'homme d'État, le voici accablé de leçons de moralité par les professeurs les plus imprévus dont personne n'ignore la haute conscience, hautement sélective.

Le général Franco arriva au pouvoir en 1938, après une guerre civile, la plus sanglante du siècle, celle de la Russie mise à part. Il dut sa victoire aux divisions d'Afrique, à l'aide des régimes de Mussolini et de Hitler. Un million de cadavres, des horreurs indicibles dont aucun des camps ne garda le monopole: le peuple se souvient encore des années terribles bien que la majorité des Espagnols d'aujourd'hui ne les ait pas vécues. De l'extrême droite à l'extrême gauche, les responsables expriment la même volonté, témoignent de la même angoisse: éviter la répétition de cette guerre qui, en un sens, n'a pas cessé tant le

Caudillo et ses conseillers intimes semblent incapables de surmonter leur victoire et d'accorder une place, dans l'Espagne de demain, à tous les Espagnols.

La transformation économique du pays, aussi rapide au cours des quinze dernières années que celle de l'Italie et de la France, interdit la comparaison avec le Portugal. Il y a deux ans, personne n'imaginait la survie du franquisme au-delà de Franco. Les deux rassemblements, clandestin ou semi-clandestin, junte démocratique ou convergence démocratique, prévoyaient également la légalisation de tous les partis, le rétablissement des libertés démocratiques, des élections libres. Hostiles ou résignés au prince Juan Carlos (ou à un autre membre de la famille royale), tous les hommes politiques, monarchistes ou républicains, envisageaient avec confiance l'avenir: l'Espagne sortirait enfin de son isolement. Pourvue désormais d'une économie comparable à celle de l'Europe occidentale, elle se doterait d'institutions accordées à notre âge. L'action conjointe des terroristes et des franquistes de stricte observance, la dialectique du terrorisme et de la répression risquent d'ouvrir les portes du temple de Janus, d'enfermer la majorité des Espagnols dans une alternative intolérable: ils ne veulent plus de l'arbitraire policier mais ils refusent aussi les affrontements dont sortirait un nouveau despotisme. Quiconque se soucie des Espagnols, de leur destin – partie intégrante du destin de l'Europe - doit s'interroger sur les conséquences de ses attitudes et de ses actes, il laissera aux professionnels de l'indignation à intermittence les poses avantageuses, les démonstrations juridiques (faciles) et le choix, conscient ou non, de la politique du pire.

Depuis l'attentat qui coûta la vie à l'amiral Carrero Blanco (et les auteurs de cet attentat acceptaient, aux aussi, les éclaboussures), deux groupes pratiquent systématiquement le terrorisme auquel le parti communiste lui-même a renoncé, l'un qui se proclame marxiste-léniniste du style que nous appelons gauchiste et l'autre composé d'autonomistes basques. Une douzaine de gardes civils ont été abattus depuis le début de l'année et l'on publie de l'autre côté des Pyrénées, non les rapports d'*Amnesty International* sur les prisons, mais le nombre des orphelins que laissent les fonctionnaires de l'ordre. La police, et non pas seulement le dernier carré des franquistes, criait vengeance. Les cinq condamnés à la peine capitale qui furent exécutés reconnurent leur appartenance aux deux organisations, FRAP et ETA, tout en niant leur participation aux attentats. Trois d'entre eux avaient été jugés, selon une procédure expéditive qui ne permettait pas une étude sérieuse du dossier par les avocats et qui excluait tout appel. La «procédure expéditive» ne ressemble certes pas à ce que les Anglo-Américains

appellent *due process of law*, aux garanties que la Déclaration universelle des droits de l'homme promet aux justiciables.

Les protestations des personnes ou des organisations privées appartiennent au train normal de notre vie démocratique. Le déchaînement des journaux, de la radio et de la télévision, la part prise par les gouvernants à cette explosion de fureur et de haine (l'Espagne, faute de pétrole, manque de circonstances atténuantes), tout cela ne ressemble guère à ce que notre confrère *Le Monde* appelle «un traitement plus amical et plus exigeant» pour notre cousin. J'aperçois les exigences, je cherche vainement l'amitié.

L'Espagne, hélas! n'est pas le seul pays où la police torture, ni le seul où le gouvernement réplique aux attentats terroristes par une «parodie de justice», ni le seul où les militants des groupements terroristes sont en tout état de cause condamnés. J'en connais même qui, abondamment pourvus d'or noir, reçoivent la visite de nos princes, en quête de contrats avantageux et prompts à exalter la fraternité spirituelle en dépit de la police et de ses exploits.

Je ne blâme pas nos princes qui auraient avantage parfois à montrer plus de discrétion. Mais je les loue lorsqu'ils se refusent à hurler ou bien avec les moralistes, sincèrement révoltés, ou bien avec des manœuvriers de la subversion. Les moralistes finiront par signer une motion tous les deux jours (il y a plus de cent cinquante États à l'O.N.U.); les gouvernants chercheraient en vain à rivaliser avec eux. C'est en acceptant la part d'amoralisme que comportent les relations entre États que ceux-ci échapperont au pire immoralisme, celui de l'hypocrisie. Dans l'Europe hitlérienne, les quelques États démocratiques; aujourd'hui à l'avant-garde de la protestation, se conduisaient dignement mais avec prudence et en silence.

Valéry Giscard d'Estaing a choisi d'abord une politique de responsabilité et il avait raison. La mise en quarantaine de l'Espagne, bien loin de favoriser l'évolution nécessaire et, malgré tout, encore possible, provoque un sursaut de la fierté nationale. Les Espagnols se souviennent avec amertume des interventions étrangères.

L'unité des Neuf' à coup sûr souhaitable, ne suffirait à justifier le ralliement à un pseudo-moralisme qui, consacrant la rupture entre l'Europe et l'Espagne, livrerait l'une et l'autre aux vieux démons. Ce n'est pas la seule Espagne qui risque de connaître demain, comme il y a quarante ans, l'alternative des deux despotismes et le naufrage de la liberté.

De la défense européenne

Contrepoint
Février 1976

Il a fallu la mise au point des armes atomiques tactiques *Pluton* pour que les commentateurs se souviennent des obligations contractées par la France en signant le Traité de l'Atlantique Nord, toujours valables en dépit de la décision, prise par le Général de Gaulle, de retirer les forces françaises du commandement intégré de l'O.T.A.N.

En 1949, c'est de France ou d'Europe que venaient les critiques à l'égard du *Traité*: les expressions employées dans le texte donnaient-elles une garantie suffisante de l'intervention des États-Unis en cas d'agression soviétique? Si une agression contre un des membres du *Traité* devait être considérée comme les visant tous, chacun d'eux conservait le choix des moyens et la liberté d'action militaire. De tous les Alliés, l'un, et le plus puissant, était séparé de l'ennemi potentiel par des milliers de kilomètres: ne fallait-il pas craindre, de sa part, une hésitation à s'engager, tout au moins une démonstration plus qu'une participation, résolue ou totale, aux hostilités? La géographie, les souvenirs historiques incitaient des esprits de qualité à mettre en doute la valeur de la signature américaine. La grandeur des États-Unis s'était édifiée sur les millions de morts que les peuples du Vieux Continent, par leur faute, par leur folie, avaient laissés sur les champs de bataille, de Verdun à Stalingrad. Une fois de plus, si la guerre survenait, l'Europe occidentale se trouverait en première ligne, elle connaîtrait probablement l'occupation et, en tout cas, les dévastations et une nouvelle saignée.

La politique dite de neutralité, recommandée par des hommes tels Étienne Gilson et Hubert Beuve-Méry offrait-elle une alternative à la voie choisie, celle de l'atlantisme? L'analyse rétrospective n'atteint pas plus à la certitude que l'analyse contemporaine. Ce qui demeure probable, aujourd'hui comme hier, c'est que les Européens de l'Ouest, en particulier les Allemands de la République Fédérale, avaient besoin d'une promesse américaine de protection. Les États-Unis auraient pu, au lieu de signer une alliance, par une déclaration unilatérale, s'affirmer les garants de la sécurité des pays qui s'unirent dans le *Traité*. Les hommes d'État européens et les membres du congrès à Washington préférèrent la formule de la sécurité mutuelle. Aussi bien, en l'absence du *Traité*, l'O.T.A.N. devient inconcevable.

Est-ce une raison de regretter la décision commune des Européens et des Américains? Décision qui, après le début de la campagne de Corée, entraîna la création de l'O.T.A.N. et, du même coup, le réarmement de la R.F.A.? Là se situe aujourd'hui encore le centre du débat – débat à vrai dire théorique puisque personne ne peut imaginer dans le détail l'histoire qui n'a pas eu lieu, celle d'une Europe défendue par la parole américaine en l'absence d'armements effectifs (au moins classiques) sur le sol du Vieux Continent. L'atlantisme, en tout cas, assura aux Européens la sécurité, plus encore, un sentiment de sécurité, qui favorisa la reconstruction économique. On peut naturellement plaider que les Occidentaux s'organisaient contre une menace fictive et qu'avec ou sans O.T.A.N. les troupes soviétiques n'auraient jamais franchi la ligne de démarcation mais on peut, en sens contraire, affirmer que l'atlantisme n'a provoqué aucune des conséquences fâcheuses que les partisans de l'autre voie redoutaient: ni tension accrue entre les deux mondes, ni «revanchisme» allemand à la suite du réarmement.

Peut-être les inconvénients de l'atlantisme n'apparaissent-ils au grand jour qu'aujourd'hui. Depuis vingt-cinq ans, deux armées de coalition se font face, au centre de l'Europe. Des deux côtés, les états-majors intégrés calculent, comme c'est leur devoir, le rapport des forces. Or, si l'équilibre des forces classiques passait pour nécessaire, il y a dix ou vingt ans, à l'époque où les États-Unis disposaient d'une incontestable supériorité nucléaire, la nécessité ne s'impose-t-elle pas avec plus d'évidence à l'heure présente, alors que les capacités nucléaires s'équilibrent? Du coup, l'état-major de l'O.T.A.N. ne peut pas ne pas s'inquiéter de la disproportion croissante entre les forces blindées et aériennes, disponibles à l'Est et à l'Ouest. Faut-il qu'au renouvellement qualitatif des systèmes d'armes nucléaires, aux innovations des P.G.M. (*Precision guided munitions*) s'ajoute désormais une course banale au nombre de chars et d'escadrilles?

La France n'appartient pas à l'O.T.A.N., rétorque le gaulliste de stricte observance. Faut-il écrire que la France est sortie du «commandement intégré» de l'O.T.A.N. ou de l'O.T.A.N. Chacune de ces deux expressions me vaut des lettres de protestation. En fait, les fonctionnaires ont pris l'habitude d'inclure dans l'O.T.A.N. tous les accords ajoutés au *Traité* et, pour simplifier, de dire que la France avait quitté l'O.T.A.N. – ce qui revient, en d'autres termes, à réduire le *Traité* à son contenu originel de 1949. D'autres font observer que l'O.T.A.N. comprend une bureaucratie civile ou semi-civile et que celle-ci inclut des Français. En toute rigueur, la France a quitté exclusivement le commandement intégré. Elle reste liée par les obligations du *Traité*, obligations qui ne lui laissent guère de chance, en théorie, de se tenir en dehors d'un conflit armé entre les deux

coalitions. Du même coup, avec ou sans *Pluton*, la question que l'on avait cessé de se poser, revient d'elle-même. Puisque la France appartient toujours à l'alliance qu'elle maintient en Allemagne un corps de bataille, que signifie la non-participation au commandement intégré? En théorie, la non-participation réserve au gouvernement français le commandement de ses forces armées en cas d'hostilités. C'est lui qui en détermine l'emploi, choisit le secteur qu'elles occuperont, ordonne l'avance ou la retraite. En bref, la France revient à la pratique des coalitions antérieures à la dernière guerre, antérieure au commandement unique que les événements imposèrent aux Franco-Anglais en 1918.

La doctrine française est-elle compatible avec le *Traité*? Avec la lettre du *Traité*, à coup sûr. Celui-ci n'enlevait à aucun participant le droit d'interpréter les obligations du *Traité*, elle ne leur faisait pas devoir de se soumettre à des plans d'état-major établis à l'avance sous l'influence dominante des stratèges américains. Si juridiquement la cause française se plaide sans difficulté, il n'en va pas de même de la cause politique ou stratégique. Le front central constitue le secteur principal de l'alliance, la France se trouve en deuxième ligne, mais le territoire de la R.F.A. n'offre pas de profondeur suffisante pour des armées modernes. Quelle est donc la doctrine française de défense à supposer qu'il y en ait une?

Revenons une quinzaine d'années en arrière. J.F. Kennedy arrive à la Maison Blanche, entouré d'analystes universitaires qui introduisent, pour la première fois, dans les discussions diplomatiques, le jargon et les spéculations de ce que l'on appelle stratégie nucléaire. Sujet presque neuf pour la majorité des officiers français; seuls certains d'entre eux, grâce à leur affectation à Washington ou à Rocquencourt, connaissaient les thèmes et les arguments échangés. Quelques-uns, le plus connu étant le Général Gallois, avaient adopté, une fois pour toutes, une des doctrines américaines tout en l'appliquant au cas français.

Une fois reconnue la vulnérabilité du territoire des États-Unis, la dissuasion américaine demeurerait-elle efficace? Une école de pensée qui conserve de nombreux représentants, répondait par une négation radicale et discernait dans la doctrine subtile de réplique flexible ou graduée l'aveu d'impuissance ou le désir inavoué de se soustraire aux engagements pris. À partir de là se construisit ce qui passait, jusqu'à l'arrivée de Valéry Giscard d'Estaing à l'Élysée, pour la doctrine française: un État ne peut en protéger aucun autre par la menace nucléaire; en revanche, tout État qui possède des forces nucléaires, même mineures, confère à

son territoire une protection absolue et le transforme en «sanctuaire». Généraux et amiraux, en grand nombre, tinrent la thèse de la «sanctuarisation» pour une vérité acquise et, afin de renforcer la crédibilité de la dissuasion nucléaire du faible au fort, des quelques dizaines de Mirage IV aux quelques milliers de têtes nucléaires, ils proposaient sérieusement de réduire au minimum l'armement classique. Qui doutera encore de la résolution du gouvernement français au cas où celui-ci ne possède rien d'autre, ou presque, que sa force stratégique nucléaire?

Le général Ailleret, en authentique polytechnicien, poussa jusqu'au bout la doctrine. À l'âge nucléaire, chacun se protège lui-même par la menace nucléaire qui efface l'inégalité entre petits et grands. À quoi bon des alliances? La logique du pouvoir égalisateur de l'atome conduit à la dissuasion tous azimuts, autrement dit à la neutralité de style traditionnel, renouvelée par les armes de destruction massive: la Suisse dissuadait les envahisseurs éventuels en les convainquant à l'avance que le coût de l'entreprise dépasserait le profit. L'explosif nucléaire répond aux exigences de cette sorte de calcul macabre: quel pays vaudrait, pour les Soviétiques, l'équivalent des destructions que causeraient quelques bombes nucléaires frappant Léninegrad, Moscou ou Kiev?

Dans cette conception, que devient l'alliance atlantique? À coup sûr, elle perd toute signification puisqu'elle risque d'entraîner la France dans des hostilités extérieures au sanctuaire. Certes, de temps à autre, les diplomates tentaient de réconcilier la force française de dissuasion avec l'alliance atlantique en suggérant que cette force servait (ou servirait) à la défense de l'Europe. Mais cette argumentation n'allait pas sans risque. Pourquoi la petite force française vaudrait-elle mieux que la grande force américaine en dehors de la protection du sanctuaire? Dira-t-on qu'en raison de la proximité géographique, la dissuasion française l'emporte sur la dissuasion américaine? Aucun de nos partenaires européens ne se laissa séduire par l'argument, peu compatible avec la théorie de la «sanctuarisation». De plus, indirectement, l'argument remettait en cause la neutralité implicite dans la doctrine française.

En effet, si la force française contribue à la sécurité européenne, c'est que les dirigeants français n'ignorent pas la solidarité entre notre pays et ses alliés du *Traité*. Ou bien le sort politique de la France se joue en R.F.A. et alors il ne faut pas s'en tenir à la «sanctuarisation» (illusoire ou réelle) du territoire national. Ou bien cette sanctuarisation suffit, et à quoi bon le corps de bataille en R.F.A. et la participation à l'alliance atlantique?

Autant que l'on en puisse juger, la conciliation s'opérait dans l'ambiguïté. Les dirigeants français ne prenaient pas au pied de la lettre la doctrine dite française de dissuasion. Ils misaient sur l'équilibre entre les deux camps, ils symbolisaient, par le maintien d'un corps d'armée en Allemagne, la participation politique à l'alliance. Mais ils n'attribuaient pas à l'avance aux troupes françaises un secteur de front à défendre et ils se réservaient le suprême recours de la force stratégique. Les forces atomiques tactiques n'ont pas suscité le débat, elles ont mis au jour l'ambiguïté. La France ne se soustrait pas aux obligations de l'alliance, elle retient le droit de les interpréter. Ce droit d'interprétation, équivalent du retrait de l'organisation intégrée, appartient à l'héritage du Général de Gaulle, il en constitue une partie intégrante. Donc, pas question d'y toucher, le retour dans le commandement intégré violerait un tabou gaulliste et mettrait en péril la majorité présidentielle. Il s'agit donc, simplement, d'en atténuer les inconvénients sans en perdre les avantages.

Avantages? Aux yeux des pays du tiers monde, la France a pris quelque distance par rapport aux États-Unis, donc par rapport au chef de file de «l'impérialisme». L'industrie française d'armement a probablement reçu quelques commandes supplémentaires parce que notre pays poursuivait une diplomatie «indépendante». En revanche, cette même industrie risque d'être exclue du marché européen, au fur et à mesure que se développe la coopération entre les Européens et les Américains – coopération qui donnera inévitablement un rôle dominant aux Américains en fait d'innovation ou de création technique.

À ce point interviennent, dans l'analyse, les P.G.M., autrement dit les armes classiques qui ont ou auraient le double mérite d'une précision sans précédent (qui permettrait d'en réduire le nombre) et d'un prix acceptable (qui permettrait aux États, petits ou moyens, de les acquérir). Un article de ce numéro apporte quelques éléments du dossier.

Les derniers projets venus d'outre-Atlantique, les commentateurs français les accueillent, semble-t-il, avec soupçon. Nouveau moyen d'élever le seuil nucléaire, pensent les uns. Quinze ans après la doctrine de McNamara, les P.G.M. viennent au secours de la doctrine des représailles graduées dont l'insuffisance des armements classiques, à l'Ouest compromettrait la plausibilité. Nouveau «truc» pour asservir l'industrie européenne d'armements ou la réduire au rôle de sous-traitant, disent les autres. Ce sont les Américains qui ont mis au point la plupart de ces armes et qui en détiendront les brevets.

Tous ces soupçons – pourquoi ne pas dire ces inquiétudes? – comportent une

part de justification. Mais si ces armes – ou certaines d'entre elles – s'imposent par leur efficacité, si la menace de frapper les villes adverses devient de moins en moins crédible (et les secrétaires américains à la défense ne cessent de le répéter), le gouvernement français ne peut ni ne doit se désintéresser de la phase prochaine de la doctrine atlantique de défense.

Admettons, pour ne pas renouveler un débat usé, que les troupes soviétiques, arrivées aux frontières de la France, respectent le «sanctuaire» en raison de la force stratégique nucléaire française. Le jour où le reste de l'Europe occidentale serait occupé par l'armée rouge, la France n'échapperait pas à la mainmise soviétique; celle-ci s'opérerait éventuellement sans violence et sans dévastations (avantage non négligeable). Mais il reste que le sort de la France ne se sépare pas de celui de ses voisins, hier ennemis, aujourd'hui partenaires. Une politique de défense, et d'armements qui isolerait la France des autres pays de la communauté européenne contredirait notre intérêt le plus évident.

À Bonn et à Paris, le Chancelier et le Président de la République ont retrouvé un style de coopération qui évoque celui des «vieux» Konrad Adenauer et Charles de Gaulle. Au terme de leur existence, les deux géants enterraient la hache de guerre entre l'Allemagne et la France, conscients d'accomplir une œuvre historique. Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing ne mesurent pas l'œuvre historique par rapport au passé mais par rapport à l'avenir. Tous deux sont nés à la politique après 1945, tous deux connaissent mieux les taux de croissance que les champs de bataille d'Auerstaedt ou de Sedan, tous deux représentent le nouveau type d'hommes de la nouvelle Europe, dotés d'une culture plus économique qu'historique; ils n'ont même pas besoin d'oublier parce qu'ils ne portent pas, au fond d'eux-mêmes, le poids d'un passé qu'ils n'ont pas vécu.

Entre ces deux hommes, une différence: avant d'accéder à la Chancellerie, Helmut Schmidt avait écrit un livre de stratégie *Verteidigung oder Abschreckung* et dirigé un temps le ministère de la défense. Valéry Giscard d'Estaing ne s'était jamais intéressé aux problèmes de défense sinon en tant que ministre des finances pour en mesurer les implications budgétaires. Depuis son arrivée à l'Élysée, il s'efforce de rattraper le temps perdu.

Certes, H. Schmidt ne conçoit pas de défense européenne en dehors du cadre de l'O.T.A.N. et Valéry Giscard d'Estaing ne peut pas violer le tabou gaulliste. Mais l'indépendance n'interdit par les accords d'état-major; la disproportion des forces classiques entre l'Est et l'Ouest intéresse tous les membres de l'alliance,

qu'ils appartiennent ou non au commandement intégré. Renforcement des armées du pacte de Varsovie d'un côté, P.G.M. de l'autre imposent une coopération de la France avec la République fédérale et tous les membres de l'alliance, que l'orthodoxie gaulliste n'interdit nullement.

Au reste, si la pensée du Général resta fidèle à quelques idées-forces, à quelques absolus, elle se voulait aussi, comme toute pensée tendue vers l'action, aux aguets de l'événement, jamais fixée. Les États-Unis de 1964-1966 lui semblaient trop puissants pour leur propre bien et pour l'équilibre du monde. Vrai ou faux, ce jugement portait sur une conjoncture par nature éphémère. Nul n'a le droit de lui prêter, sur la conjoncture présente, tel ou tel jugement. Les États-Unis d'après le Vietnam, avec un Congrès qui harcèle le Secrétaire d'État, face à l'Union soviétique dont la flotte parcourt aujourd'hui les océans, les estimerait-ils trop ou pas assez résolus, trop ou pas assez confiants en eux-mêmes?

Pas davantage le général de Gaulle n'a pris à son compte une doctrine de dissuasion. Il n'a ni approuvé ni rejeté celle du général Gallois. Dans ses conférences de presse, il a plaidé qu'une capacité nucléaire, même modeste auprès de celle des Grands, ne pouvait pas ne pas exercer quelque effet de dissuasion. Il a envisagé aussi l'éventualité des deux Grands réglant leurs querelles sur le territoire des autres et épargnant leur territoire respectif pour le reste, d'après les propos qui m'ont été rapportés, il s'intéressait peu aux subtilités des analystes américains. Il ne voyait guère d'intermédiaire entre la catastrophe apocalyptique et l'usage purement diplomatique de ces armes. Il ne croyait guère, au moins sur le court terme, au premier terme de l'alternative. Moins la guerre nucléaire lui paraissait probable, plus il importait à la France de se donner l'arme, apparemment décisive. Quant à l'équilibre mondial, la rivalité russo-américaine en constituait le fondement et laissait du même coup à des puissances moyennes comme la France quelque liberté de manœuvre.

L'égalité au niveau supérieur des armes nucléaires, le bon sens ordonnent de ne pas accepter une détérioration du rapport des forces classiques entre les deux coalitions. Qu'on le veuille ou non, quelle que soit l'interprétation que l'on suggère du programme soviétique d'armements, les Européens, à moins de se résigner à une totale abdication, devront prendre leur part d'un effort de réflexion et d'action. Réflexion sur les «gadgets» américains, leur rôle dans la défense européenne, les exigences du rapport des forces classiques. Action en vue de concilier les intérêts des industries européennes d'armements avec la rationalité

proprement militaire.

Pour l'instant, il n'existe pas de choix, en matière de défense, entre une Europe atlantique et une Europe européenne. L'Europe sera nécessairement atlantique, au cours de la phase prochaine. Il subsiste un choix: les Européens s'organiseront-ils de manière telle qu'ils puissent envisager, à l'horizon, un destin autonome? Ou bien, tout au contraire, laisseront-ils toutes les responsabilités aux États-Unis, alors même que ceux-ci se déchargeraient volontiers de quelques-unes d'entre elles?

Qu'on ne s'y trompe pas: ce n'est ni la monnaie ni l'énergie qui constitue le test de la volonté européenne, c'est la défense. Que tels États européens se désintéressent de leur propre sécurité, que tels autres ne comptent que sur eux-mêmes, et la preuve sera faite que le mot d'Europe ne désigne pas une entité politique. Il est juste de déplorer, mais difficile d'ignorer, que dans un monde en armes les États désarmés ne figurent plus parmi les acteurs de l'histoire.

Pourquoi la démission de Harold Wilson?

L'idolâtrie d'une institution éphémère

Le Figaro
22 mars 1976

Par sa démission, Harold Wilson éveilla d'un coup plus d'intérêt et peut-être même d'admiration en Grande-Bretagne et au-dehors qu'en treize-années à la tête du parti travailliste, en huit années au 10 *Downing Street*. Choisisant de se retirer au jour de son 60e anniversaire – comme s'il se proposait d'étendre aux ministres l'âge de la retraite des fonctionnaires – il frappa de stupeur la classe politique de son pays et je dirais même toutes les classes politiques des pays démocratiques, tant la tradition de longévité semblait enracinée parmi elles, tant le pouvoir, selon la petite histoire ou la légende, crée un besoin comparable à celui des drogues. Harold Wilson aimait le pouvoir mais il se juge capable de s'en passer et de trouver, dans l'existence, d'autres satisfactions. Notre président de la République partage à coup sûr un tel sentiment mais il doit encore traverser des tempêtes avant d'atteindre au havre de paix relative qui permet à Harold Wilson de transmettre à d'autres le gouvernail sans être accusé de désertion.

Non qu'il ait résolu les problèmes fondamentaux qui défient tous les cabinets, travailliste aussi bien que conservateur, depuis vingt ans. Croissance plus lente que dans les pays du Marché commun, déclin relatif en richesse et en prestige, inflation annuelle de quelque 25% au cours des mauvaises années 73-74, donc inflation qui se situe tout près du sommet européen et qu'accompagne un chômage important, supérieur au million. Rarement un pays, victorieux dans une grande guerre, connut un abaissement aussi rapide par rapport à ses ex-ennemis et ses ex-alliés.

Harold Wilson, au cours de la dernière année, a réduit de moitié le taux d'inflation; grâce à un accord négocié avec les syndicats, il a limité la hausse des salaires nominaux; il a commencé, en favorisant le vote par correspondance, de réduire l'influence des extrémistes parmi les dirigeants ouvriers; l'économie britannique participera probablement à la reprise économique de 1976. Il n'a certes pas le droit d'affirmer: mission accomplie; il n'abandonne pas non plus le navire au milieu de la tempête.

Il reste un mystère. Le premier ministre a-t-il épuisé les plaisirs que donne l'exercice de la fonction suprême? Ou bien joue-t-il aux autres et à lui-même la

comédie d'un ambitieux revenu de toutes les ambitions parce que, fût-ce inconsciemment, il éprouve la vanité de ses efforts? À quoi bon gouverner quelques années de plus le pays qui, il y a un siècle, frayait à l'humanité la voie de l'avenir et qui, aujourd'hui, figure à côté de l'Italie en crise dans les statistiques européennes?

En bref, Harold Wilson, au fond de lui-même, n'en est-il pas venu à la conviction que l'on ne peut plus gouverner la Grande-Bretagne comme on le faisait hier, tout en sachant aussi que seuls les événements, et non la volonté, imposeront quelque jour un changement?

Arnold Toynbee, que la plupart des historiens professionnels traitèrent avec tant de sévérité, inclut «l'idolâtrie d'une institution éphémère», parmi les causes typiques de déclin. Le parlementarisme de Westminster qui offrit un modèle au monde entier, dont les libéraux français admiraient avec envie la stabilité, demeure-t-il exemplaire? Demeure-t-il efficace? La permanence des rites ne dissimule-t-elle pas la perte de substance?

Deux faits majeurs autorisent à poser au moins la question. Le scrutin majoritaire à un tour se justifiait, selon les théoriciens, non par l'équité mais par l'efficacité: inévitablement une majorité sortait des urnes. Or cette efficacité appartient au passé ou plutôt elle n'a jamais été qu'une demi-vérité. Il suffit qu'il existe un troisième parti ou des partis nationaux (écossais ou gallois) pour que les forces des deux partis principaux à Westminster s'équilibrent et qu'aucun des deux ne représente une majorité de l'électorat.

Que le parti travailliste ne dispose pas d'une majorité absolue des membres du Parlement importe, en dernière analyse, assez peu. Mais que le parti au pouvoir ne représente même pas 40% des électeurs et qu'une fraction de la gauche du parti exerce un demi-droit de veto sur les décisions du cabinet importe grandement. Alors que le gouvernement s'affaiblit, faute d'incarner une majorité absolue de l'électorat, une autre puissance s'impose, celle des syndicats. Dans tous les pays d'Occident, les organisations professionnelles, de salariés ou de dirigeants, expriment autant ou plus que les partis, les sentiments populaires et ils possèdent des moyens d'action. La démocratie d'aujourd'hui se définit par un jeu complexe entre partis d'une part, entre partis et syndicats de l'autre. La fameuse politique des revenus, toujours évoquée, jamais réalisée, suppose, de toute évidence, le consentement des syndicats.

À cet égard, la Grande-Bretagne se trouve en une autre situation que la France mais non pas nécessairement en une situation meilleure. La plupart des

dirigeants ouvriers ne se réclament pas d'une idéologie, à la différence de Maire ou de Séguy. En revanche, il existe une liaison historique entre le mouvement syndical et le parti travailliste – liaison qui n'a pas empêché naguère les conservateurs d'exercer le pouvoir sans se heurter à des grèves politiques mais qui risque de prendre aujourd'hui une signification nouvelle. Edward Heath, qui, peut-être avec maladresse, tenta de restreindre par une législation la liberté des syndicats, fut finalement vaincu par ces derniers. Les parlementaires travaillistes auraient peut-être souhaité un moindre succès de ceux qui financent leur parti. Ils en dépendent plus que jamais aujourd'hui et l'on peut se demander si le parti conservateur pourrait demain exercer seul le pouvoir.

À moins d'un gouvernement de coalition, ce n'est pas Westminster, c'est une douzaine de dirigeants syndicaux qui décident de la vie et de la mort du cabinet. Cette réalité n'a plus grand-chose de commun avec les fictions et les rites.

Aussi bien les sociologues, sinon les professionnels de la politique, s'interrogent-ils, outre-Manche, sur le régime en train de naître sur les ruines du capitalisme libéral et de la compétition des partis. La plupart lui donnent le nom de corporatisme. L'État assume le coût des secteurs industriels en déconfiture; il se chargera demain de financer les investissements si, faute de profits en perspective, les entrepreneurs font grève. Le patronat ne répugne pas à une entente avec les porte-parole des salariés, à l'ombre de l'État. Le duel entre conservateurs et travaillistes, escrime à fleurets mouchetés en marge des véritables luttes, n'influe guère sur les accords entre les puissances authentiques, celles des groupes professionnels,

Le conservatisme pur et dur, de Mme Thatcher, à supposer qu'il obtienne une majorité aux urnes, achoppera sur le même écueil que le conservatisme éclairé d'Edward Heath. Seule une coalition entre les principaux partis ramènerait peut-être à Westminster ou à *Downing Street*, la réalité du pouvoir. Les hommes politiques le savent peut-être au fond d'eux-mêmes, les partis ne veulent pas le savoir. Comment sacrifier la gloire éternelle d'une institution éphémère?

Fin d'un mythe

Le Figaro

21 septembre 1976

Le modèle suédois a bénéficié de la fortune singulière de servir de référence, en 1974, tantôt à Valéry Giscard d'Estaing, tantôt à François Mitterrand. À tort, dans les deux cas.

Certes, les sociaux-démocrates de Suède s'étaient refusés à la nationalisation des principaux moyens de production; ils n'en faisaient pas une affaire de principe. En quoi ils s'opposaient au parti socialiste de France qui, uni dans une coalition électorale et gouvernementale au parti communiste, reprend le vieux langage des réformes de structure et s'engage à nationaliser tout le système des banques et des assurances. Mais notre législation sociale, qui soutient la comparaison avec celle de la plupart des autres pays européens, ne réalise pas cette protection des individus du berceau jusqu'à la tombe dont se vantent les sociaux-démocrates scandinaves. Et je doute que les Français se soumettent jamais à une fiscalité comparable à celle qui a provoqué l'exil d'un Ingmar Bergman.

L'originalité de l'expérience que les élections de dimanche dernier ont interrompue tient à la combinaison d'un «capitalisme des monopoles», pour employer l'expression des communistes, et d'une législation social-démocrate plus poussée que partout ailleurs. Les citoyens acceptaient de payer des impôts, le gouvernement et les syndicats laissaient le contrôle de la grande industrie à un petit nombre de familles. Ainsi subsistait la séparation du pouvoir politique et du pouvoir économique. Ainsi, le pays jouissait à la fois du produit par tête le plus élevé d'Europe, supérieur même à celui des États-Unis au taux de change courant, et de la réduction souhaitée des inégalités de revenus. Pourquoi les électeurs se sont-ils, cette fois, prononcés contre un parti, responsable de l'État depuis quarante-quatre ans, dont la réussite passait pour spectaculaire?

À partir d'un certain point, le prélèvement fiscal, nécessaire à la redistribution des revenus, multiplie le nombre des mécontents.

Avec la fiscalité s'étend aussi le règne des fonctionnaires. Le despotisme tutélaire qu'évoquait Tocqueville à la fin de «La Démocratie en Amérique» est ressenti comme attentatoire à certaines libertés. L'absentéisme dont se plaignaient les entreprises devient la contrepartie des garanties assurées à tous.

Peut-être un autre motif a-t-il pesé plus lourd sur les décisions des électeurs. L'actuel premier ministre, Olof Palme, d'origine bourgeoise, était plus idéologue, moins pragmatique que son prédécesseur. D'après le programme qu'il avait présenté, une fraction des bénéfices des entreprises privées aurait été transférée aux syndicats qui, de ce fait, auraient conquis peu à peu le contrôle financier des firmes. Est-ce la crainte d'une concentration de puissance à la fois économique et politique entre les mains des dirigeants syndicaux qui a fait basculer la majorité du côté des partis bourgeois?

Des études ultérieures permettent de mieux connaître la réponse à ces questions. En tout état de cause, le scrutin du 19 septembre ne manquera pas de frapper l'opinion européenne plus encore peut-être que l'opinion suédoise. Que les électeurs aient voulu protéger les entreprises et l'efficacité de la gestion, ou qu'ils se soient insurgés contre la pesanteur de la bureaucratie centralisée, ils ont démontré que, même en régime de social-démocratie triomphante, le glissement à droite demeure tout aussi possible que le glissement à gauche.

Les mérites du régime suédois ne dépendent pas du déplacement de quelques dizaines ou même de quelques centaines de milliers de suffrages. Ils survivront à un changement de majorité, mais peut-être le mythe n'y survivra-t-il pas.

Tant mieux pour les Suédois et tant mieux pour nous: chaque pays donne quelques leçons aux autres, aucun n'offre de modèle.

Cette Europe qui vacille

Le Point
14 février 1977

«L'Europe que l'on appelle décadente, c'est l'Europe de l'Ouest, plus riche, plus féconde, plus civilisée, en un mot, que l'autre.» Mais parce qu'elle s'obstine à croire à la démocratie et au libéralisme, cette Europe-là est-elle, pourtant, vouée à la mort? À cette angoissante question, Raymond Aron consacre un livre important, «Plaidoyer pour l'Europe décadente», qui paraît ces jours-ci aux éditions Robert Laffont. En voici, pour les lecteurs du Point, quelques extraits parmi les plus stimulants pour la réflexion, dans lesquels l'auteur, à partir des événements de 1968, s'interroge sur la crise actuelle de la civilisation occidentale.

Nombre d'Italiens, parmi les plus, clairvoyants, disent volontiers, en privé, que des trois crises – économique, politique et sociale – c'est la troisième qui, en dernière analyse, commande aux deux autres.

La France, en dépit ou à cause de son progrès économique, a vécu, au cours des semaines folles de Mai 1968, une curieuse répétition des journées révolutionnaires du siècle dernier. Quant à l'Italie, bien qu'elle n'ait pas connu des journées révolutionnaires au sens français du terme, bien que les gauchistes n'aient jamais pu, les communistes jamais voulu renverser par la force le régime établi, elle présente des phénomènes que les observateurs français désignent par l'expression «crise de civilisation» - comme si une fraction des travailleurs, en particulier des jeunes, s'en prenaient non plus à un régime, dénoncé par la propagande comme responsable de leurs maux, mais à la civilisation elle-même, en ses caractères essentiels, à la civilisation industrielle, urbaine, celle du travail rationalisé et du milieu technique.

Les sociologues britanniques et américains ont pris la relève des sociologues français; à leur tour, ils s'intéressent aux événements de Mai et ils cherchent à les comprendre. Aujourd'hui encore, toute tentative d'explication en termes de cause et d'effet laisse un résidu – et un résidu considérable. On parvient tout au plus à comprendre – ce mot suggérant que l'on arrive, par un effort de sympathie, à «revivre» le climat de ces journées et les expériences vécues des acteurs.

Pourquoi ces événements suscitent-ils aujourd'hui encore les recherches des sociologues étrangers? Quel est le mystère ou le résidu mystérieux? Une

comparaison entre les troubles estudiantins des États-Unis et ceux de la France nous donnera un début de réponse. En France, et en France seulement, la vague de rébellion, partie d'une université – Nanterre – gagna le pays tout entier et affecta l'ensemble de l'appareil universitaire. En France, et en France seulement, la rébellion des étudiants déclencha un mouvement ouvrier d'une ampleur sans précédent depuis juin 1936. En France, et en France seulement, les grèves ouvrières, à l'origine sans objectif révolutionnaire, firent vaciller un régime, que présidait le général de Gaulle, qui semblait le plus solide, le plus populaire depuis la III^e République de la belle époque (c'est-à-dire durant les dix années qui précédèrent et les dix années qui suivirent la Première Guerre).

L'explication courante de la première singularité – l'expansion nationale d'une révolte locale –, la seule que l'on puisse imaginer à défaut d'une conspiration que personne n'a pu déceler, consiste dans la conjonction de deux causes: la non-autonomie des universités, formant à l'époque une seule université, étroitement subordonnée au ministère parisien; un état d'esprit plus ou moins semblable des étudiants dans toutes les villes, avec le même malaise et les mêmes griefs. Il suffit d'ajouter l'illusion lyrique des premiers jours et la démission des autorités pour obtenir la version classique et probablement la seule version possible.

La deuxième singularité – les grèves ouvrières – s'explique elle aussi, couramment, de manière assez simple. Au lendemain de la grève générale ordonnée par les confédérations syndicales pour le lundi 13 mai, des grèves sauvages éclatent ici et là, sans mot d'ordre venu des centrales ouvrières, spontanément, à l'initiative de jeunes «gauchistes». En réplique, la CGT, sous influence communiste, provoque elle-même des grèves de masse pour reprendre le contrôle de ses troupes.

La troisième singularité, encore plus spécifiquement française, ne s'explique pas, au sens fort du mot explication. Elle se prête à une interprétation historique. À Paris, entre le 24 mai et le 30 mai, entre le discours télévisé du général de Gaulle et l'allocution radiodiffusée du 30, la classe politique, y compris les partis de la majorité, crut que le régime allait s'effondrer. Le jour où le général de Gaulle disparut, laissant le Premier ministre dans l'ignorance, tels députés de la majorité suggéraient la démission du chef de l'État, tels autres celle de Georges Pompidou. Les fonctionnaires désertaient les ministères; les polytechniciens, en dépit de leur statut militaire, glissaient vers l'insubordination; les élèves de l'Éna mettaient en question leurs privilèges et les modalités du classement. Partout,

dans les entreprises, sur les lieux de travail, on discutait de réformes, on rêvait d'une autre société; ici et là, les autorités légales s'étaient pour ainsi dire évanouies et des communes autogérées les avaient remplacées. Mais ces communes ne géraient rien, sinon la fête, la circulation et les palabres. En quelques minutes, l'allocution du général de Gaulle mit fin aux vacances des Français, qui, à la manière de mauvais élèves pris en faute, regagnèrent en quelques jours la classe et son ennui.

Les Français retrouvaient d'eux-mêmes des conduites, des propos, des états d'esprit caractéristiques des révolutions qui se succédèrent depuis 1789, avec d'étonnantes similitudes mais aussi avec une différence radicale: la révolution avorta et les Français allèrent aux urnes. Il ne resta d'autre recours aux minorités activistes que de crier à tous les échos: «*élections-trahison!*»

En 1956, la révolution éclata en Hongrie, en un style que l'on pourrait appeler français; à la suite de fausses manœuvres des gouvernants, en quelques jours, le pouvoir, qui semblait la veille tout-puissant, est balayé; le peuple, à son tour apparemment unanime, célèbre sa libération en chassant les tyrans. Que les chars d'assaut soviétiques aient ensuite restauré le pouvoir abattu, le fait ne change pas la nature de l'événement lui-même. Peut-être trouverait-on en Autriche, en Allemagne, en Russie, au lendemain de la Première Guerre, des journées comparables aux journées révolutionnaires dont la France n'a certes pas le monopole.

Ce qui, malgré tout, demeure unique dans le cas français, c'est que des incidents mineurs déclenchent le processus révolutionnaire. Au XIXe siècle, on incriminait la perte de légitimité des monarchies en même temps que le rôle de Paris. Ce n'est pas la France, c'est Paris qui chassa Charles X ou Louis-Philippe. C'est la France, et non pas seulement Paris, qui combattit les ouvriers en juin 1848 ou les communards en 1871. En 1968, le monde fut frappé de stupeur parce que la révolte manquait et de cause et d'objectifs. Pendant quelques jours, toutes les autorités furent contestées, celle de l'État et celle des enseignants, celle de l'Église et celle de l'entreprise. La révolution avortée de 1968 prit donc, en dépit de son avortement, une valeur symbolique. Peut-être faudrait-il dire: «*à cause de son avortement*»; ni François Mitterrand ni Pierre Mendès France n'auraient donné de réponse aux interrogations qu'avaient formulées les émeutiers de Mai.

Les amateurs d'histoire événementielle continueront longtemps encore à fouiller les archives, les témoignages des acteurs, à se demander: que se serait-il passé si...? Les sociologues chercheront peut-être les raisons pour lesquelles les

Français conservent cette étonnante capacité d'exploits révolutionnaires, d'illusion lyrique. L'essentiel, à mes yeux, se situe ailleurs. En quelques semaines de bagarres et de palabres, les Français – et surtout les Parisiens – ont popularisé tous les thèmes de la critique de la civilisation industrielle, porté à la lumière du jour les tensions entre les classes d'âge, les objectifs, multiples et incompatibles, du système moderne d'enseignement, en particulier d'enseignement supérieur, relève l'existence et la force potentielle d'une nouvelle gauche, rebelle au marxisme-léninisme, mais tout autant au libéralisme, en bref, témoin de l'échec social du succès économique.

«*Crise de civilisation*», tel a été le diagnostic final de nombre des historiens les moins engagés. L'idée même présente quelque équivoque. Elle signifie, dans l'acception courante, ou bien la négation des valeurs et des impératifs qui fondent la cohérence d'une certaine société, ou bien – ce qui serait quelque peu plus précis – l'incapacité des adultes de transmettre aux générations montantes le respect de ces valeurs ou l'obéissance à ces impératifs. Ce deuxième sens nous amène immédiatement aux étudiants et à leur révolte, origine et symbole de ces «événements». Les étudiants révélèrent, en effet, à la fois la décrépitude de l'ancien édifice universitaire, la naissance d'un gauchisme (ou révolte populaire qui refuse de se soumettre à la discipline communiste) et l'ébranlement de toutes les hiérarchies. (...)

Dans toutes les classes de la société, il existe, parmi les jeunes, une fraction dont l'importance numérique est difficile à mesurer rigoureusement qui refuse de s'intégrer à la société, allergique au travail. Probablement y a-t-il toujours eu une minorité de jeunes dont la socialisation a pour ainsi dire échoué. Ces échecs sont plus nombreux aujourd'hui, plus visibles, en tout cas, pour des causes multiples sur lesquelles on continue de s'interroger. Certaines causes sociales sautent aux yeux: les conditions de l'existence dans les grands ensembles, le passage brusque d'un mode de vie à un autre, l'affaiblissement de la socialisation par la famille lorsque le père et la mère travaillent tous deux. Pour les enfants de la bourgeoisie, d'autres causes agissent, ne serait-ce que l'abdication des parents et le manque d'un projet national.

D'après tous les témoignages, les sociétés totalitaires connaissent des phénomènes comparables – en dehors des troubles étudiants qu'elles ne toléreraient pas. Mais cette réserve même n'appelle-t-elle pas la question décisive: en Mai 1968, on laissa la France s'amuser dans une kermesse de trois semaines; dans les universités, on a enlevé aux responsables tout moyen

d'imposer une discipline et de mettre à la raison les turbulents par calcul ou par goût.

L'effondrement de l'autorité, n'est-ce pas la vraie et seule «crise de civilisation»? L'histoire, selon le mot de Pareto, est un cimetière d'aristocraties. Les sociétés démocratiques comportent, elles aussi, une aristocratie qui a besoin, plus que les aristocraties héréditaires, de croire en elle-même puisque son pouvoir ne se justifie que par le consentement de ceux qui lui obéissent. Nul n'obéit à quelqu'un qui ne croit pas à son droit de commander.

«... *Pays tellement mobile en ses pensées journalières et dans ses goûts qu'il finit par se devenir un spectacle inattendu à lui-même et demeure aussi surpris par les étrangers à la vue de ce qu'il vient de faire.*» Qui, parmi les lecteurs d'Alexis de Tocqueville, ne s'est souvenu de cette phrase, tirée du fameux portrait de la nation française, à la fin de «L'Ancien Régime et la Révolution», au lendemain des événements de Mai? Les Français s'étaient donné en spectacle les uns aux autres. Chacun jouait son rôle, obsédé par des souvenirs historiques. Dans «L'éducation sentimentale», Frédéric entend un révolutionnaire répliquer à un autre qui propose de supprimer les diplômes: «*Non, c'est le peuple qui les attribuera.*» En 1968, les étudiants, devenus «enseignés», rêvaient de se transformer en examinateurs, à l'intérieur d'une communauté où chacun jouerait successivement les deux rôles d'enseignant et d'enseigné.

Ces fantaisies de l'illusion lyrique, sortes de stéréotypes révolutionnaires inscrits dans l'inconscient collectif, n'auraient pas laissé de traces ou de malaise si la prise de parole ne s'était étendue à presque toutes les organisations publiques ou privées, au moins pendant quelques jours, prise de parole qui se distinguait mal de la prise de pouvoir. Du coup, le concile Vatican II, les rébellions d'étudiants, les syndicats de soldats forment pour ainsi dire système et symbolisent sinon l'effondrement, du moins la contestation de l'autorité (ou de la forme actuelle d'autorité) à l'intérieur des trois institutions dont les racines remontent à l'Ancien Régime: l'Église, l'Armée, l'Université (...).

À moins que tous les signes ne nous trompent, ce qui menace l'Europe libérale, ce n'est pas l'excès de la répression, mais la licence. Ou bien cette licence reste-t-elle tout apparente, superficielle? Le système occidental de production témoigne de sa productivité. Celle-ci n'implique-t-elle pas une contrainte permanente, donc une répression?

La conjonction de la *licence affichée* (qui, en certains domaines, est réelle et non pas apparente) et de la *répression dénoncée* tient, d'abord et avant tout, à ce

que l'on appellera la loi de Tocqueville – loi que l'on peut formuler de multiples manières. Les révolutions abattent les régimes qui s'affaiblissent eux-mêmes par des réformes. C'est quand ils se «libéralisent» que les despotismes deviennent vulnérables. Les derniers privilèges indignent d'autant plus que la plupart des autres ont été supprimés. Ceux qui aperçoivent le sommet sans pouvoir l'atteindre sont portés à la révolte alors que les victimes du système tolèrent le sort qu'ils ne se jugent pas capables de changer.

Appliquons ces thèses banales ou classiques. En matière de mœurs, nul ne niera la «libéralisation»; qu'il s'agisse de sexualité, d'avortement, de ce qui passait naguère pour normal ou pour anormal, les sociétés occidentales montrent une tolérance qui, historiquement, peut être qualifiée d'extrême. Cette tolérance, qui varie selon les milieux sociaux, n'est pas, ne peut jamais être totale. La loi punit l'incitation des mineurs à la débauche. Une fois l'homme défini comme une machine à «désirs», la société occidentale demeure, ainsi que toute société connue, répressive (la société socialiste de l'Europe orientale l'est bien davantage).

Parmi les intellectuels et dans les classes supérieures, c'est la survivance des tabous que l'on dénonce le plus volontiers; dans les classes moyennes et même dans la classe ouvrière, c'est plutôt la libéralisation ouverte et agressive (pornographie) qui susciterait la réprobation. Parfois se dessine l'alliance de la classe supérieure et des plus déshérités: aux États-Unis, la grande bourgeoisie se déclare favorable au mélange des Blancs et des Noirs dans les écoles (mais elle envoie ses enfants dans les écoles privées); c'est la classe moyenne inférieure ou la classe ouvrière qui doit se plier au transport de ses enfants par autobus vers des écoles souvent éloignées et à la dégradation des études dans certaines de ces écoles mixtes.

De même, en France, c'est la classe intellectuelle ou la bourgeoisie qui déteste la peine de mort, qui critique avec le plus d'âpreté le régime carcéral, qui dénonce le racisme anti-jeunes. Répartition normale des rôles: les classes moyennes ou inférieures, qui pourtant profitent de l'ordre établi moins que les classes supérieures, inclinent vers une morale plus simple et aussi plus sévère que les intellectuels et les privilégiés – au moins ceux d'aujourd'hui. La bourgeoisie victorienne ne témoignait pas de cette sensibilité; pas davantage, dans notre pays, la bourgeoisie catholique du Nord. Aux États-Unis, en France, la classe supérieure, les grands fonctionnaires se trouvent en majorité du côté des intellectuels progressistes, favorables à la tolérance sous toutes ses formes plutôt

qu'aux interdits et aux obligations héritées de la tradition. Progrès vers la liberté ou perte des vertus nécessaires aux privilégiés? Réponse d'autant plus incertaine que les deux interprétations ne se contredisent pas. Le progrès moral n'exclut pas le déclin historique.

Aux yeux des dissidents, venus d'Union soviétique, d'un Soljenitsyne et probablement d'un Sakharov s'il était contraint d'émigrer, certains aspects de la liberté occidentale – le cinéma pornographique, les illustrés de la même inspiration, la chasse de la presse aux informations et aux indiscretions – ne méritent pas le respect et n'appellent pas l'imitation. Expression de la licence, ils constitueraient tout au plus le prix à payer en contrepartie des apports valables de la liberté (...).

La domination traditionnelle – du père, du roi, des évêques, des enseignants – dont l'autorité inconditionnelle du pape, en matière de dogme, constitue pour ainsi dire le symbole, est rongée par le mouvement des idées et des événements. Non qu'elle disparaisse: aucune société ne peut s'en passer. Mais elle dure moins au sein de la famille, de l'école, de l'université que dans le passé, elle est ébranlée dans l'Église. Dans les classes supérieures du lycée, des garçons et des filles, légalement majeurs, continuent d'étudier. Ils n'acceptent plus comme allant de soi les ordres des maîtres ou de l'administration. Les maîtres doivent gagner leurs élèves, les intéresser ou les convaincre, par leur personnalité. En bref, ils doivent posséder quelques-unes des qualités des chefs charismatiques, à l'intérieur d'un système fondé sur le savoir, donc sur le commandement rationnel.

Aux États-Unis où les universités présentaient certains traits des institutions totales – *in loco parentis* – les années 1960 ont entraîné des changements irréversibles. Les étudiants ne travaillent pas moins: à l'heure présente, ils travaillent plus que jamais, en raison même de la dureté de la compétition qu'ils prévoient. Ils affluent vers certains cours, ils en fuient d'autres, selon une coutume qui n'appartient pas en propre aux États-Unis. Aussi bien ont-ils toujours payé leurs études et acquis du même coup le droit de choisir et de juger leurs enseignants. Ce qui a disparu, c'est la sorte d'autorité parentale que gardaient les universités surtout privées. Sous des formes diverses, les étudiants participent à la gestion des universités, au moins exercent-ils en fait un vague droit de veto sur certaines nominations, sur la détermination des programmes. Là encore, l'affaiblissement de la tradition donne une autorité accrue à quelques personnes et simultanément en condamne d'autres.

Les organisations modernes ne se fondent pas toutes sur l'autorité

traditionnelle; au contraire, les principales d'entre elles se veulent rationnelles, mais elles ne permettent pas le recours à l'autorité charismatique et risquent de devenir oppressives du fait même de leur rationalité. Laissons de côté les exemples trop connus de travail répétitif, à la chaîne, qui figurent dans tous les réquisitoires contre l'économie capitaliste, alors que ces réquisitoires devraient viser le productivisme en tant que tel, ainsi que l'avait bien vu Simone Weil. C'est l'entreprise tout entière que l'individu ressent comme oppressive, l'entreprise parce qu'il en subit la rationalité qui, le plus souvent, lui échappe; la société, parce que les fluctuations de la conjoncture, les mouvements de prix pèsent sur tous et sur chacun. Oppression anonyme, dépersonnalisée à la manière du rôle social que joue l'individu dans l'appareil de production. Les mythes idéologiques, le capitalisme des monopoles, les services secrets remplissent une fonction psycho-sociale. Les philosophes parviennent peut-être à détester des abstractions, le capitalisme, l'impérialisme, le productivisme. Aux passions des foules, il faut livrer des méchants, des incarnations; les monopolistes, ceux qui tirent les ficelles, qui exploitent le grand nombre et le manipulent, donnent une figure à l'oppresseur anonyme.

Concluons notre analyse. La simultanéité de phénomènes apparemment incompatibles, licence et révolte, comporte deux explications majeures: la loi de Tocqueville et le caractère, en un sens, oppressif, de la civilisation moderne elle-même. Celle-ci, en effet, dans le cadre de l'entreprise, impose une discipline anonyme et, dans le cadre de l'économie globale, semble obéir à un dynamisme incontrôlé. Or, finalement, il se peut que beaucoup d'hommes supportent mieux un chef traditionnel ou une autorité coutumière qu'une domination qui se donne pour simplement nécessaire ou se justifie par une rationalité insaisissable à la plupart. Le culte des vedettes, la personnalisation du pouvoir politique témoignent peut-être du besoin ressenti d'un pouvoir charismatique, à défaut du pouvoir traditionnel, peu à peu rongé dans tous les domaines, famille, Église, université, État.

6.4

DE STALINE À SOLJENITSYNE

Questions du communisme

Confluences
Hiver 1947

Questionnaire

Il n'est plus possible à un homme lucide de n'être pas frappé de la décomposition du monde actuel et du bouleversement de la hiérarchie des valeurs. Cette prise de conscience amène tout être pensant à se poser la question du communisme.

À l'absurde économique, au désordre spirituel, à l'injustice, le communisme propose des remèdes. À la plupart d'entre nous, intellectuels, il est apparu que:

*«Tout ce qui n'est pas révolution est pire qu'elle» (Malraux),
apportait déjà un élément de réponse, c'est-à-dire, que nous le voulions ou non, que nous le sachions ou non, que notre sort est lié à celui du parti qui défend les intérêts du prolétariat.*

Mais d'obscures réticences retiennent certains d'adhérer, malgré cette conscience, au parti communiste. Ce sont elles que je me propose d'explicitier ici, et ce sont elles que je vous demande d'expliquer ou de réfuter.

1° Il n'y a sans doute rien à retrancher à la critique marxiste de l'économie capitaliste ni à la critique révolutionnaire de la morale bourgeoise. Mais cette adhésion doctrinale entraîne-t-elle nécessairement une adhésion politique?

Malraux, dans L'Espoir, pose la question:

«Le gain que vous apporterait la libération économique, qui me dit qu'il sera plus grand que les pertes apportées par la société nouvelle, menacée de toutes parts, obligée par son angoisse à la contrainte, à la violence, peut-être à la délation?»

Mais, dès lors, n'y a-t-il pas d'équivoque? Certains ne prennent-ils pas trop facilement pour une adhésion au communisme ce qui n'est que refus du monde?

2° Ceux dont nous nous réclamons furent dreyfusards. La vérité leur apparaissait importer plus que toute autre valeur, plus que l'ordre, plus que le pouvoir établi.

«Le mensonge est la lèpre de l'âme.» (Marc Bloch.)

Ils ont toujours estimé que le pire crime était de se rendre coupable de mensonge et que la moindre concession dans ce domaine pervertissait l'action.

L'action, aujourd'hui, c'est l'édification d'une société plus juste. Pour elle doit-on consentir à accepter occasionnellement de déformer la vérité ou même seulement de la taire? Doit-on accepter, à certains moments précis, de soumettre sa conscience et son expression à une telle discipline? Le communisme exige-t-il cette soumission?

Si oui:

«Suis-je tombé dans ce dilemme inacceptable?(1), demande J.-P. Sartre: trahir au nom de la vérité les intérêts de la classe opprimée ou trahir la vérité pour servir le prolétariat.»

Dilemme? Ne peut-on pas considérer que la révolution est la vérité, et que le mensonge ne peut être que contre-révolutionnaire? Dans l'histoire, le mensonge n'a-t-il pas toujours été au service de la réaction, et la vérité n'a-t-elle pas été toujours l'arme la plus efficace de la révolution?

3° À côté de la notion de vérité, une autre question se pose: celle de la liberté. C'est encore à partir de J.-P. Sartre que nous pourrions vous interroger:

«Cette théorie (le matérialisme) qui nie radicalement la liberté de l'homme est devenue l'instrument de sa libération le plus radical.»

Pour le marxiste, il n'y a pas de liberté sans liberté économique, et l'existence du capitalisme supprime cette liberté pour la grande majorité des hommes. Faut-il, pour accéder à la liberté économique, sacrifier les autres libertés?

Si oui, pouvons-nous souhaiter une société dans laquelle les libertés qui ont fourni, de Retz à Robespierre et aux Communards, de Washington à Lénine, les moteurs essentiels de la révolte, le mobile et le but de l'action, risquent d'être compromises? Retz a justifié par son hostilité aux lettres de cachet les intérêts de classe qui le firent diriger la Fronde. Les Révolutionnaires de 89 ont accordé une importance extrême à la prise de la Bastille. Lénine n'a jamais cessé de protester contre la peine de mort. Doit-on faire taire cette permanente revendication de l'homme?

4° Peut-on accepter ce sacrifice pour un temps limité, s'il s'avère nécessaire à la destruction plus immédiate de l'injustice sociale?

5° Plus immédiate... Ceci encore nous incite à vous poser, à nous poser, une nouvelle question. Gabriel Péri est mort pour qu'il y ait «des lendemains qui chantent». Cette dernière proclamation d'un homme mort pour la libération de son Pays et pour le triomphe de ses idées est lourde de sens. Il acceptait de mourir pour un avenir qu'il ne connaîtrait pas. Certes, ceux d'entre nous qui ont

résisté, ont accepté en conscience de risquer leur vie pour une libération qu'ainsi ils n'étaient point assurés de voir. Est-ce à dire que nous sommes en droit d'engager des hommes à se sacrifier pour un hypothétique avenir, que nous acceptons qu'à une métaphysique de l'éternité succède une politique de l'éternité? Est-ce à dire que nous pouvons engager l'existence d'une génération pour la libération des suivantes? Ne risque-t-il pas d'y avoir là une de ces élisions qui ont périodiquement marqué l'histoire?

Nous espérons que l'exposition claire de certains problèmes, que leur énoncé sans ambiguïté ni élation contribuera à faciliter les prises de conscience. Il ne faut céder ni à un orgueil que rien ne justifie, ni à une absurde humilité. Notre condition intellectuelle nous fait un devoir de nous poser à fond ces questions. La tradition sceptique est trop importante en France pour que nous puissions avoir la prétention d'y répondre définitivement.

Je me suis adressé à un nombre égal de communistes et de non-communistes, parmi lesquels des existentialistes pour qui la liberté constitue la vocation essentielle de l'homme. Je veux penser que, dans l'intérêt de la vérité et de la clarté, tous répondront et qu'ainsi cette enquête marquera un moment important dans la recherche intellectuelle française.

Roger Stéphane.

Raymond Aron

Vous n'ignorez pas que, par la manière dont on pose les questions, on engage toujours plus ou moins les réponses. Le texte de votre questionnaire ne manque pas à cette règle; il présente, cependant, cette particularité de ne pas conduire à un oui ou à un non résolu, mais au déchirement et à l'angoisse. Car vous suggérez à la fois, que «tout ce qui n'est pas révolution est pire qu'elle» et que la révolution pourtant est difficilement acceptable, dans la mesure où elle exige le consentement au mensonge et la renonciation, au moins provisoire, à la liberté.

Votre thèse implicite revient, au fond, à la formule banale: l'accord sur la fin avec les révolutionnaires (j'entends les communistes) et le désaccord sur les moyens. Il est étonnant que l'on répète cette platitude sans même se demander si elle n'est pas en elle-même contradictoire. Quelle est la fin des communistes avec laquelle on est d'accord? La socialisation des moyens de production? La société sans classe? La paix et le bonheur des hommes sur la terre? La socialisation des moyens de production n'implique pas la prise du pouvoir par le parti communiste et, considérée en elle-même, comme la substitution d'un mode de gestion à un autre, elle ne s'impose pas avec évidence. Les arguments

techniques pour ou contre ne manquent pas. Un tel objectif n'a aucune chance de faire l'unanimité des bonnes volontés. Quant à la paix et au bonheur des hommes, à la rigueur, chacun s'en déclarerait partisan (cela ne tire pas à conséquence), mais cet état idyllique n'est assuré, d'après la doctrine même des communistes, qu'une fois l'humanité tout entière unie, parvenue, au delà de la Révolution, à la société sans classe. Laissons l'idylle et prenons la société sans classe. S'agit-il là d'une fin propre à rallier tous les enthousiasmes? À aucun degré, si l'on veut bien réfléchir un instant. Quel que soit le mode de propriété, une société comporte et comportera toujours une minorité qui occupe les postes de commandement et une grande masse qui exerce les fonctions subordonnées. Supprimer les classes, en supprimant la propriété privée des instruments de production, est parfaitement possible. Mais, devenus propriété collective, les instruments de production continuent d'être, en fait, gérés, dirigés par le petit nombre. Le pouvoir que ce petit nombre – appelons-le la couche bureaucratique – détient sur ses semblables est infiniment plus grand que celui des capitalistes ou des dirigeants de l'État en régime capitaliste. Car, après la suppression de la propriété privée et des classes (au sens capitaliste), il y a confusion totale du pouvoir politique et du pouvoir économique. Les mêmes hommes possèdent l'un et l'autre, les mêmes hommes commandent à l'armée, à la police, à l'organisation des usines et au taux des salaires. Les mêmes hommes donnent et reprennent le pain et le travail, déterminent et l'action et la pensée de leurs sujets. Autrement dit, les conditions fondamentales, indispensables à une société sans classe, sont aussi les conditions fondamentales, indispensables à une tyrannie parfaite, tyrannie auprès de laquelle l'absolutisme d'un Louis XIV ou même le despotisme des souverains asiatiques paraît une pâle réplique. Je ne dis pas qu'une société sans classe sera *nécessairement* une tyrannie de type stalinien, je dis qu'elle *peut* en être une.

Bien plus, si la révolution est accomplie par le parti communiste, il y a une quasi certitude de tyrannie prolongée. En effet, le but que se propose le parti communiste, celui d'après lequel il convient de le juger, celui qui détermine les moyens qu'il emploie, ce n'est aucun de ces objectifs sentimentaux et vagues qu'invoquent les bonnes âmes pour s'attribuer une parenté d'inspiration ou de volonté avec les communistes, c'est tout bonnement le monopole du pouvoir. Monopole du pouvoir à l'intérieur de chaque pays, monopole du pouvoir dans le monde. Pour y parvenir, il faut, évidemment, recourir aux procédés de guerre et liquider les adversaires. Et c'est pourquoi le monde dans lequel nous vivons connaîtra peut-être des armistices, plus ou moins durables, à l'intérieur ou à

l'extérieur, mais pas de paix. Le communisme est, par essence, un mouvement de guerre, puisqu'il tend à un monopole du pouvoir qu'il peut conquérir par la ruse et la force, mais pas autrement. C'est pourquoi également, à mon sens, tous les propos sur la cohabitation paisible des deux univers sont peu convaincants. Il reste que la faiblesse relative de la Russie rend probable un armistice assez long.

Du coup, la fameuse contradiction entre fins et moyens disparaît. Les marxistes ont raison de rappeler qu'il y a une solidarité dialectique entre la fin et les moyens, mais les communistes et plus encore les non-communistes devraient s'apercevoir que la qualité des moyens communistes juge la qualité de la fin communiste. L'usage incessant de la violence, du mensonge, la mise au pas des militants et des pays occupés, tout cela est l'image fidèle du but auquel tendent les communistes: le monopole du pouvoir pour le parti, libre de modeler à sa guise la société future. On s'explique également pourquoi les communistes pourchassent avec le maximum de cruauté ceux qui, en théorie, sont les plus proches d'eux, les socialistes, les libéraux de gauche. Ils les utilisent cyniquement à l'intérieur des fronts populaires et des partis d'unité d'action, ils les liquident radicalement quand ils ont le pouvoir. Il importe avant tout qu'aucun autre groupe ne soit en mesure d'offrir aux masses la promesse de réaliser les tâches historiquement nécessaires. Il faut que le parti communiste et sa dictature apparaissent comme la seule voie d'accès vers l'avenir.

Vous m'objecterez que le monopole du pouvoir n'est pas, pour le parti communiste, une fin, mais un moyen de réaliser ensuite une société sans classe. Sans doute, mais réfléchissons un instant sur la signification de cette prise du pouvoir dans un pays comme la France, sur la nature de cette société sans classes dont la Russie soviétique nous offre un premier modèle.

À la manière de tant d'intellectuels français, vous parlez volontiers de Révolution, comme pour conserver à ce mot sa résonance romantique. Mais il n'y a pas de Révolution en soi, il y a des révolutions. Il n'y a pas d'autre parti révolutionnaire, entendons-nous de tous les côtés, que le parti communiste. Il en résulte donc que la seule révolution concevable dans la France actuelle serait celle dont le parti communiste assumerait la direction. Or, dans la division actuelle de l'univers, l'arrivée au pouvoir du parti communiste équivaut, en soi et, en tout cas, aux yeux des autres, à une expansion de la zone soviétique. Le jour où la France serait gouvernée par le seul parti communiste, Grande-Bretagne et États-Unis en concluraient immédiatement que l'Armée Rouge est, par personnes interposées, à Calais, à Brest et à Dakar. Les pays anglo-saxons

ont fait la guerre pour éviter que l'armée brune n'occupe ces positions stratégiques. Ne la feraient-ils pas à nouveau pour en chasser l'Armée Rouge?

Cette constellation, m'objecterez-vous, n'est pas définitive. Il se peut que l'un ou l'autre des deux blocs se désagrège et que, par suite, la France retrouve une certaine marge d'autonomie. C'est possible, en effet, encore que cette éventualité, dans la phase de l'armistice actuel, paraisse improbable. Mais supposons, pour les besoins du raisonnement, que la France soit effectivement libre de ses actes. La révolution communiste répondrait-elle aux vœux des Français, à la mission historique de la France?

Ouvriers et paysans français, même ceux qui votent pour le parti communiste, tous ceux qui observent sans passion la Russie le savent bien, ne supporteraient pas la rigueur et la discipline du système soviétique. Ils y voient une patrie spirituelle parce qu'ils ignorent la réalité et qu'on leur inculque un mythe. Il suffisait d'interroger, à leur retour, les prisonniers français qui avaient passé par la Russie. Non que la Russie nouvelle ne soit à certains égards admirable. Mais elle est admirable comme bâtisseuse de pyramides, non comme achèvement des espoirs humanistes ou des rêves de 1848. La société russe actuelle est aussi inégalitaire (encore que d'une autre façon) que les sociétés capitalistes. Elle est beaucoup moins libérale. Elle ne connaît pas et ne veut pas connaître les droits de la personne. Bien loin d'être une démocratie au sens occidental du terme, elle n'a pas même atteint le stade de «l'État de droit». L'individu n'a ni sécurité, ni liberté de se déplacer, de parler ou d'écrire. Il est livré sans défense à une police omniprésente, exposé sans cesse à la déportation (il y a des millions de Russes dans les camps). On attend de lui travail et acclamations. Si telle est l'image de la société de l'avenir, disons qu'il y a du moins «pire que l'absence de révolution».

Les uns diront que la forme prise en Russie par la société post-capitaliste tient à l'héritage de la Sainte Russie, d'autres insisteront sur le retard de l'outillage russe et l'accroissement rapide de la population qui maintiennent le niveau de vie très au-dessous de celui des pays capitalistes, d'autres accuseront Staline et le stalinisme et dénonceront l'exploitation des masses russes par la caste bureaucratique. Si nous entrons dans cette discussion, cette réponse deviendrait une longue étude.

Je voudrais répondre seulement à l'objection qu'on ne manquera pas de me faire: la révolution communiste en France serait tout autre chose qu'en Russie. J'ai déjà entendu ce genre d'arguments à propos de l'antisémitisme, du fascisme

(cela ne peut pas arriver en France...). L'expérience aurait dû instruire, mais l'analyse historique suffit. Une révolution du type communiste, dans un pays de 40 millions d'habitants, obligé d'acheter au dehors la plupart de ses matières premières, exige l'élargissement du cadre national. La France révolutionnaire devrait se rattacher à un espace plus large. Dans la constellation mondiale, à qui pourrait-elle se rattacher sinon à l'Union soviétique?

Au cours de la phase historique présente, l'obsession de la Russie soviétique n'a d'autre résultat que de freiner et peut-être d'empêcher la réalisation des tâches qui s'offrent à la France dans l'Europe occidentale. Considéré dans une perspective plus large, le communisme, c'est-à-dire la volonté d'un parti de conquérir le pouvoir total et de plier l'humanité entière à sa volonté discrétionnaire, tend à donner à la société post-capitaliste le caractère le plus tyrannique.

Cela dit, je vous accorde volontiers que la société actuelle est pleine d'injustice et de désordre (encore que ces formules, peu marxistes, gagneraient à être précisées). Je vous accorderais moins volontiers qu'il n'y a rien à ajouter ou à retrancher à la critique du capitalisme par Marx. Pour prendre ici un seul exemple: on avait annoncé la paupérisation de la classe ouvrière, le niveau de vie de celle-ci a augmenté, en régime capitaliste, avec l'expansion des forces productives, de telle manière que dans la confrontation des États-Unis et de la Russie, c'est le capitalisme qui représente la richesse et le communisme la pauvreté. En réalité, un siècle après, la critique marxiste a besoin d'être remise à jour.

Je vous accorde, enfin, que le capitalisme libéral, celui du XIXe siècle, est mort. Mais quel observateur de bon sens ne le reconnaîtra pas? Le problème n'est plus de choisir pour ou contre le capitalisme, mais de déterminer le caractère du régime qui lui succédera. L'idéologie communiste a essentiellement pour fonction de camoufler ce problème décisif, de favoriser le pouvoir absolu du parti, sous prétexte de société sans classe. À l'origine, le marxisme, critique des aliénations, était animé par la farouche volonté de percer à jour les illusions avantageuses, les idées démenties par les faits, de montrer aux hommes la réalité de leur expérience, de leur existence. Aujourd'hui le marxisme, manié par les communistes, est devenu une idéologie de justification et de dissimulation. Ni la Russie, ni l'action réelle des partis communistes ne ressemblent à la représentation qu'on nous en donne. La critique des aliénations est à reprendre contre tous, y compris ceux qui l'utilisent complaisamment à leur profit.

⁽¹⁾ C'est moi qui souligne. R.S.

La déflation en U.R.S.S.

Le Figaro
6 janvier 1948

Tous les commentateurs des pays occidentaux ont vu, dans l'échange des billets récemment pratiqué en U.R.S.S., la preuve que le régime communiste n'échappait pas au mal dont souffre le monde entier, au sortir de la guerre: l'inflation. La presse russe a naturellement répondu avec ensemble que la comparaison était absurde et que jamais les problèmes du capitalisme ne se posaient en termes identiques dans la patrie socialiste.

En fait, les mesures monétaires prises par les autorités soviétiques démontrent que l'U.R.S.S. souffrait, elle aussi, d'inflation. Mais il est vrai également que la technique brutale, appliquée pour la résorber, serait impossible ailleurs, pour des raisons à la fois économiques et politiques.

Technique économique

Pendant la guerre, les revenus distribués à la population ont augmenté, les marchandises offertes ont diminué, l'écart entre les revenus et les marchandises représentait le travail consacré à fabriquer et à utiliser les instruments de combat. La contrepartie d'une fraction importante des revenus distribués s'était dissipée en poudre et en fumée, les revenus eux-mêmes se conservaient sous forme de billets ou de comptes en banque, qui ne trouvaient de marchandises à acheter qu'à des prix astronomiques. L'échange de dix billets anciens contre un nouveau a précisément pour but de combler d'un coup cet "écart inflationniste".

La première partie de l'opération ne prête, donc, à aucune difficulté d'interprétation. La deuxième, celle que l'on a baptisée retour à la liberté, est singulièrement plus complexe. En réalité, il s'agit de deux décisions complémentaires: la suspension du rationnement et l'unification du marché. Mais, sur le marché unique, les prix demeurent taxés. La liberté ne s'entend qu'en un sens limité: on n'a plus besoin de tickets pour acheter du pain dans les boulangeries, mais le cours de la miche est toujours fixé par l'administration. Dans notre jargon politique, on parlerait du "rationnement par l'argent", substitué au rationnement par les cartes. (Il va de soi que la propagande se garde d'employer ce langage sans fard.)

Le retour à l'unité du marché avait été préparé depuis deux ans. Les prix dans le deuxième secteur (où l'on achetait sans cartes), contrôlé en majorité par l'État

lui-même, avaient été abaissés à plusieurs reprises: pendant la guerre, ils avaient été jusqu'à 40 et 50 fois plus élevés que ceux du premier secteur, ils ne l'étaient plus que 3 à 6 fois en 1946. En septembre de l'année dernière, les prix des produits rationnés avaient été élevés de 200 à 300% (les salaires les plus bas, au-dessous de 900 roubles, furent, à ce moment, élevés de 10 à 35%). Ce double mouvement s'achève aujourd'hui. Il n'y a plus qu'un seul secteur. Les prix qui viennent d'être décrétés sont à peu près ceux qui étaient en vigueur dans le premier secteur, c'est-à-dire celui des produits rationnés.

La ponction du pouvoir d'achat excédentaire, grâce à l'échange des billets, était évidemment une condition nécessaire à cette deuxième opération. Rationnement et double secteur n'ont plus de sens si tout le pouvoir d'achat existant trouve des marchandises à acheter sans hausse des prix.

Technique sociale

Le mécanisme de l'échange a été conçu de manière telle que certaines classes soient frappées plus durement, d'autres relativement épargnées. Les détenteurs de billets ne recevront qu'un rouble nouveau contre 10. Or ce sont surtout les paysans qui entassaient les billets dans les lessiveuses. Les privilégiés des villes, qui avaient placé leurs réserves en comptes bancaires ou en emprunts d'État, conservent la moitié ou un tiers de leur fortune.

Tous ceux qui avaient accumulé des bénéfices de guerre, kolkhoziens qui avaient vendu au marché les produits de leur parcelle individuelle, stakhanovistes ou dignitaires du régime qui n'avaient dépensé qu'une partie de leurs salaires, perdent donc une grande partie de leur "capital" personnel. La réforme tâche donc d'atténuer l'inégalité des fortunes résultant de la guerre, mais elle ne touche pas à la structure inégalitaire des revenus. Au contraire, le système de salaire aux pièces a été encore élargi et les privilégiés profiteront de la baisse des prix sur le secteur libre. Plus que jamais, le régime se soucie, d'abord et avant tout, du rendement. Intérêt, contrainte, enthousiasme, perspective de richesse pour les meilleurs, d'austérité pour les mauvais ouvriers, tous les moyens sont employés en vue d'un but impératif: produire.

Les salariés recevront le même salaire en roubles et les prix taxés sont ceux auxquels ils achetaient les produits rationnés. En principe, la réforme leur enlève l'ennui des cartes, sans diminuer leur niveau de vie. Mais il reste à savoir jusqu'à quel point ils trouveront à acheter avec le même argent les mêmes marchandises qu'auparavant.

L'État contrôle la totalité du commerce en gros et une importante partie du

commerce de détail (il a lui-même créé, au cours des deux dernières années, des dizaines de milliers de magasins "coopératifs"). Il ne manque donc pas d'instruments pour tenir les prix, bien que, sur les marchés locaux, les paysans vendent la récolte de leur parcelle à des prix entièrement libres. Mais tout dépend de l'équilibre entre les revenus et les marchandises. S'il y a plus de roubles que de biens, si la demande l'emporte sur l'offre, les conséquences, que nous connaissons trop bien, se dérouleront inéluctablement, en dépit de la police et de la terreur. Un marché noir ne tarderait pas à se reconstituer. Les queues à la porte des magasins feraient à nouveau leur apparition, les denrées indispensables à la vie des classes populaires, rares ou introuvables, seraient disputées aux enchères.

Technique non transmissible

Serait-il possible de "réprimer" ailleurs l'inflation par une opération aussi brutale? De reprendre d'un coup les 9/10 ou les 2/3 des capitaux individuels, accumulés au cours des années? Politiquement, les taux différentiels d'échanges seraient inconcevables en démocratie, tant les protestations des victimes retentiraient sur la place publique et dans l'hémicycle de l'Assemblée. D'autre part, la réforme ne résoudrait en rien la crise française, puisque "l'écart inflationniste" ne tient pas aux réserves de pouvoir d'achat, mais à l'excès des revenus actuellement distribués. Au reste, si les autorités soviétiques, dans le style adopté par la IIIe République depuis 1936 et par la IVe depuis sa naissance, décrétaient demain une hausse générale des salaires de 25%, ils jetteraient, eux aussi, par terre tout le système.

L'expérience Gutt d'échange de billets et de blocage des comptes, en Belgique, après la Libération, est celle qui rappelle le plus, en Occident, la déflation soviétique. Elle n'eut, cependant, ni la même ampleur ni la même portée. La différence ne tient pas seulement à l'opposition entre le blocage ici et le prélèvement là, elle tient à la fonction tout autre du capital dans les deux régimes.

Les billets, les comptes, les emprunts d'État représentaient surtout des bénéfices individuels, accumulés par des kolkhoziens qui avaient vendu à des prix astronomiques des denrées rares, ou par des privilégiés qui avaient épargné une partie de leurs revenus. Les fonds de roulement ou les profits des entreprises industrielles, toutes étatisées, ne semblent pas touchés par cette réforme: les fonds des kolkhozes ne sont amputés que d'un cinquième. Le régime communiste permet une discrimination entre les capitaux des entreprises et ceux

des particuliers, que le régime de propriété privée ne permet pas. Si l'on avait tenté une semblable discrimination en Occident, la propagande dite "de gauche" se serait déchaînée. La technique soviétique exige une économie collective, en même temps que la dictature politique.

Au reste, il serait absurde de jeter un regard d'envie sur ces commodités de gouvernement. L'État, capable de reprendre aux individus les 9/10 de leurs réserves monétaires, est capable aussi de leur prendre bien autre chose, leur liberté, et même leur vie.

Paix impossible, guerre improbable

La Table Ronde
mars 1948

Depuis mai 1945, les canons se sont tus en Europe. Trois mois plus tard, les bombes atomiques, s'abattant sur Hiroshima et sur Nagasaki, firent trembler la planète et offrirent à l'Empereur du Soleil Levant l'occasion de capituler sans perdre la face. Japon et Allemagne sont vaincus, écrasés, à la discrétion des vainqueurs. Qui osera dire que le monde vit en paix?

Certes, il est normal que ni la défaite de l'ennemi principal ni la victoire d'une coalition n'apaisent tous les troubles suscités par un ébranlement universel. Après 1918, les grandes puissances ne parvinrent pas non plus à éviter à l'est de l'Europe ou dans les Balkans des guerres locales. Les frontières entre la Pologne et la Russie, entre la Grèce et la Turquie, ne furent pas fixées à Versailles, elles consacrèrent l'issue d'opérations militaires. Une grande guerre, comme une perturbation atmosphérique, entraîne à sa suite des queues d'orage. Cette fois, l'Europe, grâce à la présence des armées russes et américaines, fait l'économie de ces conflits secondaires, dans lesquels les puissances, petites ou moyennes, affirmaient leur autonomie ou leur ambition. En revanche, les peuples d'Asie, à la faveur du cataclysme qui a ébranlé ou abattu l'ordre ancien, revendiquent et obtiennent leur indépendance. Les batailles d'Indochine ou d'Indonésie apparaissent comme les épisodes tragiques d'une évolution irréversible, que l'aventure impériale du Japon a non pas provoquée mais accélérée.

La peur de l'humanité n'est pas entretenue par les suites du passé mais par la crainte de l'avenir. L'ombre d'Hitler ne hante plus les imaginations: Hitler est mort, et bien mort. Mais l'ombre d'un nouveau César s'étend sur le monde. Disons plutôt, pour ne pas anticiper sur la répartition des responsabilités: la rivalité russo-américaine, latente durant les hostilités, visible aux yeux de tous, dès que le IIIe Reich se fut effondré, n'a pas laissé au monde le loisir de goûter les joies de la paix.

Seule l'allure des événements justifie la surprise. Que l'alliance se dissolve le jour où elle n'a plus d'objectif, c'est-à-dire d'ennemi, commun, rien de plus conforme aux précédents historiques. Au Congrès de Vienne, à la veille des Cent jours, des diplomates envisageaient déjà le recours aux armes. Unis contre Napoléon, les Alliés ne parvenaient pas à s'accorder sur un statut de l'Europe, incapables et de restaurer le statut antérieur à la crise révolutionnaire et d'en

concevoir un autre. Finalement, il est vrai, on s'entendit, de telle sorte qu'entre la liquidation d'une crise et le mûrissement d'une autre, les hommes connurent les bienfaits d'une trêve prolongée. Cette fois, l'opposition entre les vainqueurs prend presque d'emblée une acuité telle que l'explosion semble possible à tout instant.

Mais en est-il vraiment ainsi? L'explosion est-elle imminente? Ou bien la «paix belliqueuse», dont nous commençons à découvrir les lois, reflète-t-elle la structure du monde à l'âge des Empires?

Il n'y a plus de concert européen, il n'y a plus qu'un concert mondial. Pendant des siècles, quatre ou cinq puissances, dites grandes, dominaient la scène diplomatique du vieux continent. Naïvement les Européens s'imaginaient absorber dans leur sort celui du genre humain, Mais cette naïveté ne troublait guère les calculs des hommes d'État, tant que le jeu des nations européennes se déroulait comme en vase clos. Aussi bien, au siècle dernier, ces nations disposaient-elles, grâce au monopole de l'outillage industriel et scientifique, d'une supériorité militaire à peine contestée. Les États-Unis n'avaient d'autre ambition que d'épargner aux deux Amériques le partage en zones d'influence ou en colonies, c'est-à-dire le sort réservé au reste de l'univers.

Selon le tracé des frontières, les progrès intérieurs des pays, les résultats des conflits, l'équilibre européen se modifiait incessamment, sans que le système lui-même sortît de ses gonds. La guerre de 1914-1918 porta un coup fatal au système, encore que l'opinion n'en prît pas conscience à l'époque. Pour résister au Reich de Guillaume II, les démocraties puisèrent dans les ressources d'abord matérielles, puis humaines du Nouveau-Monde. L'appoint des divisions américaines emporta la décision sur le front occidental. La preuve était faite que l'Europe ne se suffisait plus à elle-même, qu'incapable de régler seule ses propres querelles, elle y entraînait les autres continents.

Après la disparition de l'Autriche-Hongrie, victime d'une guerre dont elle avait, pour une large part, pris l'initiative dans l'espoir de survivre, l'Allemagne devenait la seule grande puissance entre le Rhin et la frontière russe. Réarmée, elle avait beau jeu à réduire au rang de satellites, de protectorats, ou de provinces impériales, les petits États que l'on avait créés tout autour d'elle, à la fois pour satisfaire aux principes des nationalités et pour la séparer, par une ceinture de pays indépendants, de la Russie nouvelle. Mais, élargie aux limites du *Mittel Europa*, le Reich n'était plus à l'échelle de l'Europe. Il écrasait de sa masse les États nationaux. Pour lui tenir tête et finalement le réduire, il fallut mobiliser

l'Occident et l'Orient, l'Empire slave et les peuples anglo-saxons. L'intervention japonaise élargit encore le champ de bataille et le confondit avec la planète entière.

L'Allemagne a payé d'une défaite totale ses prétentions à une victoire totale. Découpée en zones par les armées d'occupation, ses villes en ruine, son territoire amputé par les annexions, sa population refoulée sur un sol étroit, elle est tombée pour de longues années au niveau d'un objet de l'histoire. Mais la place qu'elle a laissée vide, personne n'est en mesure de la remplir. Le jour où les soldats américains et les soldats russes ont fait leur jonction sur l'Elbe, marque une date historique. L'Europe est libérée d'une tyrannie exécrable, mais elle est libérée par les armées de puissances extra-européennes, et non par elle-même. Hier foyer de la civilisation, aujourd'hui amoncellement de ruines, elle apparaît une sorte de *no man's land* que les géants se disputent entre eux.

L'élargissement de la scène politique a modifié l'échelle de la puissance. Telle nation, grande dans le cadre européen, devient petite dans le cadre mondial. Pratiquement la force militaire se trouve monopolisée aujourd'hui par deux États qui ont comme caractéristique commune, dans l'ordre géographique, de s'étendre sur un territoire aussi vaste qu'un continent, dans l'ordre politique, de grouper des nationalités multiples. États-Unis et Union Soviétique sont à la fois des États-continents et des États multinationaux.

Chacun sait que la force militaire suppose, en ce siècle, la combinaison de ressources humaines et matérielles considérables et d'un haut niveau d'outillage scientifique et industriel. 400 millions de Chinois sans tanks, sans aviation, sans radar, sans projectiles-fusées, demeurent un objet de l'histoire universelle. Six millions de Suisses, quel que soit leur équipement, ne représentent qu'un facteur d'appoint ou une garnison de montagne. La conjonction de la quantité matérielle et humaine et de la qualité technique se trouve, à l'heure présente, réalisée seulement aux États-Unis et en Union Soviétique.

La Grande-Bretagne, grâce à sa situation géographique et à la maîtrise des mers, a joué depuis trois siècles un rôle hors de proportion avec la superficie de son territoire ou le chiffre de sa population. Elle dominait les puissances européennes à une époque où celles-ci dominaient le reste du monde. Mais les avantages naturels et historiques, dont elle tirait habilement profit, sont en voie de disparaître. Le canal qui la sépare du continent, assez large pour la protéger, assez étroit pour lui permettre une intervention terrestre, a peut-être été, pour la dernière fois en 1940, un obstacle efficace. Il a arrêté les chars, il n'arrêterait

plus les fusées, auxquelles s'offriraient, tragiquement vulnérables, les concentrations urbaines, celles de Londres avant tout. La maîtrise des mers et du ciel appartient désormais au Nouveau-Monde. Bien que, grâce aux dominions et à l'Empire, la diplomatie de Londres garde encore des possibilités d'action aux quatre coins de la planète, pour l'essentiel elle ne peut plus se séparer des États-Unis. Ceux-ci restent en mesure de choisir librement entre la paix et la guerre, la Grande-Bretagne, dont le ravitaillement en nourriture et en matières premières vient en majeure partie de l'hémisphère occidental, ne saurait se passer, en cas de conflit, de l'aide, c'est-à-dire du consentement, de Washington. Elle a donc perdu les caractéristiques mêmes de l'autonomie, privilège de la grande puissance.

L'Allemagne, même si l'on suppose qu'elle ait, d'ici quelques années, relevé ses ruines et rétabli son unité, figure déjà dans une classe inférieure. Hier encore, la passion lucide qu'elle vouait aux choses militaires, les conquêtes initiales que permettaient la position centrale qu'elle occupait et la supériorité dont elle jouissait sur chacun des pays ou des groupements voisins, l'avance qu'elle prenait dans la mobilisation et l'agression, en firent une menace pour l'univers. Demain, elle demeurera, dans l'avenir prévisible, plus faible à elle seule que l'Empire soviéto-slave ou le monde anglo-saxon, condamnée, si elle entend reprendre les armes, à se mettre au service de l'un ou de l'autre.

Aussi longtemps que l'Europe centrale et orientale ne sera pas unifiée, aussi longtemps que les masses humaines d'Asie n'auront pas constitué des États solides et édifié une grande industrie, on ne voit pas qui serait susceptible de rivaliser avec les grands, à moins que l'âge de la science ne rende au petit nombre les chances que l'âge de l'industrie leur avait enlevées. On conçoit qu'un jour la découverte et l'utilisation des armes «miraculeuses» n'exigent plus des dizaines de millions d'hommes, ni des centaines de millions de tonnes de charbon par an. Pour l'instant, il faut encore des milliards de dollars, c'est-à-dire des quantités massives de bras et de machines, pour fabriquer les armes miraculeuses.

La structure de la diplomatie a donc subi deux modifications qui s'annoncent durables et dont la portée est décisive: l'unification du champ d'action, appelée à la fois par les progrès de la technique et la solidarité politique et militaire des continents, la concentration de la puissance dans deux États géants situés à la périphérie de la civilisation occidentale. À ces deux faits, acquis pour une longue période, il convient d'ajouter, si l'on veut comprendre la situation actuelle, deux

autres faits, peut-être plus transitoires: la destruction des équilibres partiels, aussi bien en Europe qu'en Asie, et l'amplification de la rivalité des empires en une diplomatie totale.

En Asie, le Japon est abattu et désarmé, la Chine en proie à la guerre civile. Il n'existe donc même pas de puissance de second ordre. De même, en Europe, l'écrasement de l'Allemagne, l'affaiblissement de l'Italie et de la France, la multiplication des petits États ne laissent aucune puissance, même de second ordre, susceptible de s'interposer entre les géants et d'en amortir le choc. Localement, l'Union Soviétique ne rencontrerait pour ainsi dire aucune résistance militaire, s'il lui prenait fantaisie de lancer ses divisions vers l'Atlantique. Il subsiste une zone européenne, non soumise à l'influence soviétique, grâce à l'intervention virtuelle de la force américaine. Sans la bombe atomique, sans la menace, informulée mais toujours présente, d'un conflit général, sans la capacité que possèdent les États-Unis de frapper les centres vitaux de l'Union Soviétique, pourquoi celle-ci aurait-elle arrêté au rideau de fer les bienfaits de la démocratie orientale?

Dès lors, inévitablement, les pays situés entre les centres américains et russes font figure de territoires contestés. Ils risquent de glisser soit dans un camp soit dans l'autre et, par conséquent, de modifier l'équilibre mondial. Sous forme de guerre civile, comme en Grèce ou en Chine, ou de bataille électorale et politique, comme en Allemagne ou en France, se déroule la lutte dont l'enjeu est le rattachement des nations, vieilles ou jeunes, européennes ou asiatiques, à l'un ou l'autre empire.

La diplomatie actuelle ressemble à celle d'avant 1914 autant que la bombe atomique à la charge des pantalons rouges. À chaque instant, toutes les armes non sanglantes entrent en action, propagande, accords commerciaux, manœuvres d'intimidation, cinquième colonne, etc... De cette extension du travail diplomatique au delà de l'ombre des chancelleries et de la lumière des salons, Hitler déjà avait donné l'exemple. Elle n'impliquerait pas encore une rupture radicale avec la tradition, si l'affaiblissement des nations, l'incertitude de leur destin, ne multipliaient le retentissement et la portée de cette rivalité planétaire. L'Europe entière, entre la frontière russe et l'Atlantique, est comparable aux Balkans d'avant 1914.

La campagne électorale à Berlin, à Paris ou en Azerbaïdjan prend, d'un coup, une signification internationale, non que tous les partis soient, de manière équivalente, partis de l'étranger, non qu'ils reçoivent leurs ordres, les uns de

Moscou, les autres de Washington ou de Rome avec la même passivité. Mais les raisons de leur ralliement, le degré de leur soumission n'importent guère en eux-mêmes. Celui qui préfère la démocratie occidentale a beau ne recevoir ni dollars ni consignes de Washington, il passe tout de même, aux yeux des pro-soviétiques, pour vendus à «l'impérialisme américain» et, *objectivement*, comme diraient les communistes, il travaille, en effet, pour celui-ci. Tous les hommes politiques et tous les partis favorisent l'un ou l'autre Empire, de telle sorte que leurs succès ou leurs revers sont inscrits sur le grand livre où États-Unis et Union Soviétique consignent leur avance et leur recul. Les élections sont les épisodes spectaculaires de la guerre froide.

La notion traditionnelle de paix impliquait la limitation de la diplomatie en un double sens: limitation des enjeux des conflits entre États, limitation des moyens employés par les diplomates lorsque les canons faisaient silence. Aujourd'hui, tout est mis en question, régime économique, système politique, convictions spirituelles, survivance ou disparition d'une classe dirigeante. Sans qu'un coup de feu soit tiré, un pays risque, par le triomphe du parti communiste, de connaître les épreuves de la défaite. La lutte des partis prend inévitablement la signification d'une lutte à mort. Il n'y a plus de paix possible.

Le symbole de la paix, avant l'âge de ce que Hitler appelait stratégie élargie, c'était la fixité des poteaux frontières. Les véritables frontières désormais sont celles qui, en plein corps des peuples jadis unis, séparent le parti américain du parti russe. La carte électorale se confond avec la carte stratégique. La paix participe de la précarité des cartes électorales.

Entre deux prétendants à l'empire ce n'est pas l'entente, mais la rivalité qui est conforme au train des choses humaines, même quand il s'agit de l'empire de l'univers. Pas plus qu'Étéocle et Polynice ne consentirent à partager les privilèges de la royauté, ou César et Antoine à se contenter chacun d'une moitié du monde antique, États-Unis et Union Soviétique ne tiennent et ne tiendront jamais pour définitive une répartition quelconque de zones d'influence. Il n'est nul besoin de prêter aux prétendants une volonté consciente d'hégémonie. Il suffit que chacun suspecte les intentions de l'autre, il suffit que tous deux ressentent avec angoisse l'incertitude de l'avenir et se laissent peu à peu convaincre qu'à courte ou longue échéance, l'unité, qui implique l'abaissement de l'un ou de l'autre, est fatale.

Or, jamais les raisons de croire à l'unité militaire, sinon politique, de la planète n'ont été aussi évidentes, aussi impérieuses. Les armes atomiques ou

biologiques mettront un jour prochain l'humanité en face du dilemme: empire universel ou extinction. Les moyens de destruction que l'on accumule, en prévision d'une attaque, multiplient inévitablement les craintes que l'on éprouve. Ce que l'on possède, l'autre le possède déjà ou le possédera demain. Qui cherche à intimider son rival, s'intimide lui-même. Plusieurs États pouvaient entretenir des armées et des flottes sans susciter nulle part une psychose d'angoisse. En cas de guerre, ni la victoire n'était définitive, ni la défaite mortelle. Demain, sinon aujourd'hui, les combattants seront capables de se porter de tels coups, qu'on cherchera à obtenir la sécurité par le monopole de la puissance. Il ne sera nul besoin de supprimer les défilés du 14 juillet dans les capitales des nations jadis indépendantes, il suffira qu'*un seul État* dispose de bombes atomiques, de fusées ou d'avions lourds. La tentation sera d'autant plus irrésistible que déjà l'histoire a procédé à une simplification: la course ne comporte plus que deux partants.

États-Unis et Union Soviétique ne se heurtent pas directement, il est vrai. Leurs intérêts nationaux ne s'opposent nulle part de manière brutale et irréconciliable. Les dirigeants des deux empires n'ont cessé de répéter cette formule, mais celle-ci n'aurait de sens que si la planète était encore divisible ou la limite des zones déjà tracée. L'enjeu du conflit se situe entre l'Union soviétique et le continent américain: les États-Unis ne songent pas à conquérir l'Allemagne mais ils exigent que l'Allemagne ne soit pas conquise. Pour empêcher qu'elle soit soviétisée et accroisse le potentiel économique et militaire de leur rival, les États-Unis tiendront leur poudre sèche et appuieront les hommes et les partis qui, par vocation ou par métier, jouent la carte de l'Occident. L'intervention de l'un se justifie par la crainte de l'intervention de l'autre. Du coup, la phrase banale sur la non-contradiction des intérêts soviétiques et américains résonne comme une sorte de dérisoire plaisanterie. Plût au ciel que l'origine du conflit fût une opposition d'intérêts nationaux, comparable à celle de la France et de l'Allemagne, ou même de l'Allemagne et de la Russie! Ces hostilités séculaires n'engageaient que le sort d'une province ou la domination de telle région d'Europe. Aujourd'hui l'opposition concerne tous les territoires contestés, foyers des civilisations les plus éclatantes du passé, Chine, Proche-Orient, Europe, pays trop faibles pour maintenir leur autonomie, espaces trop importants stratégiquement pour que les maîtres du monde en tolèrent la neutralisation, trop riches de ressources susceptibles d'être un jour mobilisées pour qu'ils les abandonnent à leur misère. Le partage de l'univers que l'on se plaît à concevoir suppose d'abord la reconstitution des équilibres partiels, une répartition, acceptable aux deux parties, du *no man's land*.

Au delà même de ces objections politico-militaires, le partage se heurte à la vocation d'universalité, non des deux pays, mais des deux systèmes sociaux et idéologiques aux prises. Les Américains ne se résignent pas aisément à ne pas répandre à travers la planète entière leurs produits, leurs méthodes et leur niveau de vie. Non que, pour l'instant, ils aient besoin de s'ouvrir de nouveaux marchés. Au contraire, les commandes européennes aggravent l'inflation dont ils souffrent. Quant aux réserves de matières premières dont ils entendent conserver le contrôle, elles sont situées surtout dans le Proche-Orient et n'impliquent pas une expansion ultérieure. Mais, en tout état de cause, le refus de libre échange par une moitié de l'univers semble, aux yeux du capitaliste américain, un défi, une absurdité et une menace. Le risque existe que l'Union Soviétique transforme sa zone, politiquement imperméable, en une zone économiquement fermée, qu'elle refuse un jour à l'Europe occidentale le charbon de Pologne, les céréales de Hongrie ou de Roumanie.

Quant aux dirigeants soviétiques, dont la pensée reste dominée par les schémas marxistes, ils ne peuvent pas ne pas se sentir menacés par le monde capitaliste. Le socialisme dans un seul pays a toujours passé pour une étape. Un marxiste ne saurait croire à la durée de cette cohabitation pacifique: le capitalisme, le jour où il sera ébranlé par une crise, se lancera dans une recherche, même violente, de débouchés, bien plus, incertain de son avenir, il tentera d'écraser le régime concurrent, celui qui offrira à l'humanité l'image d'un progrès continu et d'un pays sans chômage. Il ne s'agit donc pas simplement d'un choc d'idéologies, mais d'un choc entre deux systèmes qui se tiennent réciproquement pour ennemis et dont chacun se prêle une vocation d'universalité.

L'histoire a fait surgir la révolution prolétarienne dans une nation qui venait d'entrer dans la carrière capitaliste, qui ne disposait encore que d'un outillage faible, mesuré à celui de l'Occident et au chiffre de sa propre population. En revanche, là, où le développement des forces productives a été poussé le plus loin, la classe ouvrière a le minimum de conscience révolutionnaire, comme si l'idéologie marxiste répondait, non à l'épanouissement, mais à l'enfance du capitalisme. Il se trouve donc que le géant communiste est pauvre et que le géant capitaliste est riche.

On ne saurait sous-estimer les conséquences internationales de ce contraste. Car c'est lui qui condamne la Russie entière à la réclusion, c'est l'opposition, insupportable pour les maîtres du Kremlin, entre la misère de leur peuple et

l'abondance américaine (et même ce qui reste de prospérité européenne) qui condamne le citoyen soviétique à ne connaître le monde extérieur que par des images d'Épinal, grossièrement mensongères, et à ne pas sortir de la «patrie des travailleurs». En vain, on tenterait d'expliquer aux masses que l'ouvrier américain est riche, en dépit du capitalisme, et que l'ouvrier russe est pauvre en dépit du communisme. Même si une telle explication comportait une part de vérité, elle demeurerait sans action sur les foules, qui ne distinguent pas aisément entre misère et exploitation. On leur présente les victimes de l'exploitation capitaliste, ouvriers et paysans, accablées par l'effort servile, le chômage ou la misère. Ne perdraient-ils pas la foi si l'on devait recourir à des discriminations subtiles, déterminer l'exploitation par la part de plus-value consommée par la bourgeoisie (la bureaucratie soviétique consomme-t-elle une part moindre?).

Le rideau de fer n'est pas un accident de la diplomatie soviétique, il est la suite de la pauvreté russe, ou plus précisément, il est la suite fatale de la pauvreté, à partir du moment où le régime a imposé des consignes de propagande et d'ignorance qu'il ne saurait modifier, sans consentir à des réformes profondes. Une Russie pauvre, résolue à dissimuler à ses travailleurs les avantages dont bénéficient les travailleurs américains ou britanniques, doit se replier sur elle-même et fermer ses frontières. Or, une Russie close devient du même coup mystérieuse et redoutable. Dans le passé, de la part d'une puissance de second ordre, on observait sans émoi cette volonté de retrait et d'obscurité (dont l'hostilité des pays capitalistes à l'égard de la Révolution de 1917 était pour une part responsable). Aujourd'hui, l'Union Soviétique s'étend jusqu'à l'Elbe et l'Adriatique, directement ou par l'intermédiaire des satellites. Les armes ont acquis une force de destruction apocalyptique: le mystère de l'immense Russie ne peut pas ne pas nourrir la grande peur de l'humanité.

Certains problèmes diplomatiques, parmi les plus graves, par exemple ceux qui touchent le contrôle de l'énergie atomique, sont presque d'emblée insolubles aussi longtemps que l'Union Soviétique refuse de s'ouvrir aux hommes et aux idées du dehors. Comment les maîtres du Kremlin toléreraient-ils que les fonctionnaires d'une organisation internationale, chargés d'exercer un contrôle sur l'activité industrielle, circulent librement sur le territoire de l'Union? Au goût traditionnel du secret, le régime a ajouté une suspicion quasi pathologique à l'égard de l'univers entier et des intentions malignes qu'il prête à tous ceux, généraux, hommes d'État, ingénieurs, avec lesquels il entre en contact. Les citoyens soviétiques craignent de nouer des relations avec les étrangers. Dans une telle atmosphère, un contrôle international, sincèrement accepté par les uns

et librement pratiqué par les autres, est exclu. Or, faute de contrôle, les Américains chercheront la sécurité ou la probabilité d'une victoire en cas de conflit, dans le maintien de leur supériorité actuelle.

En vérité, l'esprit du monde, la Providence ou le hasard, a distribué les cartes d'étrange façon, dans la partie dont l'enjeu est l'empire de la planète. Il a mis d'un côté la puissance maritime, aérienne et scientifique, le capitalisme et la richesse, de l'autre la puissance continentale, le communisme, la pauvreté. Rien de plus normal, dira-t-on, que cette répartition. Les peuples de la mer, navigateurs et marchands, sont les seuls à édifier les civilisations de l'abondance, cependant que les peuples de plaines illimitées, soldats et travailleurs, se plient aux rudes disciplines de l'austérité. L'opposition demeure conforme aux précédents historiques, à condition d'oublier la doctrine dont se réclame la puissance continentale. Le régime qui se donne pour l'héritier du capitalisme a eu pour mission, jusqu'à présent, de bâtir l'équipement industriel des espaces eurasiatiques. Le prétendu post-capitalisme reproduit les cruautés du capitalisme infantile, et, prisonnier de l'antinomie entre l'idéologie et la réalité, s'interdit la paix fondée sur les échanges et sur la vérité.

La plupart des observateurs de la scène internationale posent deux questions: le conflit entre les États-Unis et l'Union Soviétique tient-il à des raisons idéologiques ou à des oppositions de puissance? La diplomatie soviétique se borne-t-elle à prendre la suite de la diplomatie tzariste, de la diplomatie de la Russie éternelle, ou porte-t-elle la marque du régime nouveau? En d'autres termes, est-elle russe ou communiste?

On montrera sans peine la continuité entre les soucis des tzars et ceux de Staline. Pour tout État, il est certaines constantes inscrites sur les cartes géographiques. Les maîtres de la Russie, redevenue grande puissance, s'intéressent, comme leurs prédécesseurs, à Port-Arthur ou à Constantinople. La poussée vers les mers libres traduit l'aspiration séculaire des masses russes, dont la terre immense, compacte, ne débouche que sur des mers fermées ou froides. De même, on affirmerait à juste titre que l'enjeu du conflit n'est pas en premier lieu idéologique; ce n'est pas pour assurer la diffusion de l'idée marxiste ou de l'idée capitaliste que l'Union Soviétique et les États-Unis rivalisent à travers l'univers.

Déjà cette dernière affirmation soulève des doutes et des réserves. Certes, les deux empires géants luttent pour la puissance et non pour l'esprit, mais toute avance de l'un ou de l'autre entraîne l'expansion de son régime et de sa foi, en

même temps que de sa puissance. D'une certaine manière, les deux termes sont devenus indiscernables et l'enjeu est à la fois puissance et idée, puisqu'un pays ne saurait entrer dans la zone d'influence russe sans connaître les «douceurs», au moins partielles, de la soviétisation, puisque aucun pays ne saurait échapper à l'influence soviétique sans refouler son parti communiste. La victoire finale de la Russie ne se conçoit pas sans une expansion universelle du communisme et celle-ci, à son tour, n'est pas concevable, au moins dans l'époque actuelle, sans la domination mondiale de la Russie.

Dans ses causes, plus encore que dans ses conséquences, le conflit est lié, moins à l'idéologie marxiste, qu'à la réalité soviétique. La Russie des tzars, après l'écrasement de l'Allemagne, aurait peut-être exigé Constantinople avec plus d'âpreté encore que la Russie de Staline, mais il aurait été possible de calculer le prix d'un compromis durable. La Russie, en tant que Russie, aurait eu de multiples raisons de ne pas céder à la tentation de conquête, ou, du moins, de limiter ses ambitions. Le soldat russe s'est toujours battu héroïquement pour la défense de la terre natale: il a rarement paru incliné aux aventures lointaines (l'armée de Souvorov n'était pas nombreuse). L'Union Soviétique règne déjà sur plus de deux cent millions d'hommes, dans dix ans, sur deux cent cinquante millions. À travers des territoires aussi vastes qu'un continent – un sixième des terres émergées – elle dispose encore d'immenses richesses inemployées. Le sol se prête à toutes les cultures, le sous-sol recèle toutes les matières premières dont elle a besoin. Elle a encore devant elle une tâche immense de mise en valeur et d'outillage: les raisons de retenue et de prudence ne manquent pas.

On ignore l'attitude qu'adopterait, en ces circonstances, un autre système, un autre personnel dirigeant. La volonté de puissance entraînerait peut-être un descendant de Nicolas II à des folies pires que celles de Staline. Toutes les hypothèses sont possibles. Ce que l'on est en droit de dire, c'est qu'une Russie gouvernée selon un régime traditionnel, autocratique ou démocratique, serait normalement portée à une entente avec les États-Unis, fondée sur une répartition de zones d'influence. Même si un tzar rêvait de l'empire universel, il laisserait un intervalle de repos et de paix entre l'étape qui s'achève et l'assaut final. Les maîtres du Kremlin, par leur façon de penser, par le dynamisme de leur organisation, sont poussés en avant, sans trêve, sans fin, jusqu'au triomphe universel ou à l'écrasement.

Dès l'origine, les Bolcheviks ont eu la volonté d'atteindre un monopole du pouvoir. Ce monopole ils l'ont saisi et gardé en Russie: depuis trente ans ils ont

détruit impitoyablement les survivances, si faibles soient-elles, des classes anciennes. Ils n'ont toléré, à l'intérieur de ce pays démesuré, la formation d'aucun centre de force qui pût s'opposer, si peu que ce fût, aux décisions des chefs du parti. Dès qu'une organisation civile ou militaire semblait se prévaloir de quelque autonomie, elle était décapitée et remise dans le rang. Les généraux victorieux ont été dispersés et refoulés, Staline a été proclamé Maréchal.

Mais ce pouvoir, si formidable soit-il, passe pour précaire aux yeux de ceux qui le détiennent, aussi longtemps qu'au dehors subsistent des forces indépendantes. Au dehors, comme au dedans, qui n'est pas avec Staline est contre lui. Qui n'accepte pas la loi du Kremlin est un ennemi du prolétariat. Staline et son équipe demeurent assez marxistes pour ne mettre en doute, ni l'hostilité foncière, ni la crise fatale du monde capitaliste. Le temps du partage n'est pas voué à la paix, mais à la guerre sous une autre forme.

Les partis bolcheviks sont depuis toujours, et n'ont pas cessé d'être, des organisations de guerre civile. Même quand ils se présentent sous une forme légale et se prêtent au jeu électoral et parlementaire, ils demeurent prêts à passer dans la clandestinité et à reprendre leur travail de sape. Le ralliement de millions de Français au stalinisme n'atténue en rien la dépendance de l'état-major du parti par rapport au gouvernement soviétique. Avec ou sans Internationale, avec ou sans Kominform les partis communistes représentent une conspiration permanente, destinée à ouvrir la voie à l'impérialisme russo-soviétique.

Objectifs illimités et guerre permanente: par ces deux traits l'impérialisme de Moscou se définit comme essentiellement soviétique et non russe. Rien ne permet d'attendre un relâchement de la tension, à moins d'une transformation profonde du régime. Tant que le peuple russe sera enfermé dans la prison du mensonge et du N.K.V.D., tant qu'il subira les contraintes et les privations des garnisons assiégées, tant que Staline et son équipe justifieront la dictature par la menace extérieure et multiplieront l'hostilité d'un monde libre par l'action des cinquièmes colonnes, la guerre froide connaîtra peut-être des alternances, elle ne laissera pas d'espoir à la paix.

La classe dirigeante des États-Unis n'a pas souhaité l'hégémonie qui lui est échue dès que le potentiel industriel de la République américaine s'est transformé en force militaire. Encore aujourd'hui, l'opinion publique, qui compte dans une démocratie, éprouve la puissance plutôt comme une charge que comme un bienfait. On appelle *commitment*, avec une nuance de regret, ce que les impérialistes appelleraient conquête. La diplomatie soviétique a suscité en

réaction une volonté de *containment*, l'effort pour arrêter l'expansion du rival, elle n'a pas suscité une volonté de domination, à moins d'employer ce terme pour désigner l'effort pour élargir la zone ouverte aux échanges

L'influence américaine, dans la majorité des cas, ne se traduit pas par l'élimination radicale des autres influences. Les partis d'opposition ne sont pas liquidés, le parti américain n'établit ni un État policier, ni un monopole du pouvoir. Certes, quand le parti russe recourt à la violence, la pluralité des partis et les garanties constitutionnelles disparaissent parfois des pays «protégés» par les États-Unis. Mais il s'agit là de mesures de circonstances, non de l'application d'une doctrine. Ce qui nourrit la grande peur de l'humanité, c'est que, dans la zone soviétique l'évolution soit irréversible. Une fois l'appareil soviétique mis en place, la machine à mensonges et la police politique fonctionnent. Rien, sauf une guerre, ne ramènera les peuples à la lumière de la liberté.

En dehors des territoires qu'elle entend contrôler pour des motifs de sécurité, stratégiques ou économiques, les États-Unis n'entretiennent pas de secte ou de conspiration à leur solde. Ils souhaitent envoyer leurs automobiles, leurs films de cinéma, ou diffuser les nouvelles de leur radio et de leurs agences. Ils appuient de leurs conseils, peut-être de leur argent, pays et partis qui résistent à la mise au pas. Il faudrait une imagination complaisante pour voir, dans ces prudentes tentatives, l'équivalent des partis communistes. On dira que ceux-ci représentent une arme trop efficace, pour que l'Union Soviétique songe à s'en priver. On peut dire que le gouvernement de Washington voudrait avoir entre les mains un tel instrument, qu'il est désarmé sur ce terrain, non par pacifisme mais par incapacité. Nous nous bornons à constater que, là encore, l'agressivité n'est pas égale des deux côtés.

Ni les États-Unis, ni l'Union Soviétique ne sont responsables du contraste entre leurs systèmes de vie et de pensée, entre la richesse et la pauvreté. En ce sens, dans la perspective historique, le choc est imputable, non aux volontés de quelques-uns, mais à des forces qui dépassent les intentions des individus et figurent une sorte de fatalité impersonnelle. Mais il n'en résulte pas que, pour juger équitablement les hommes et les nations, il faille tenir entre eux la balance égale et accuser le destin. Volonté de puissance indéfinie, asservissement des pays satellites, infiltration et agitation permanente dans la zone réservée tacitement au rival, telles sont les responsabilités propres de l'Union Soviétique. En tout état de cause, la rivalité russo-américaine aurait surgi après l'effondrement de l'Allemagne. L'aspiration des maîtres du Kremlin au

communisme, c'est-à-dire à l'empire, universel, la rend inexpiable.

L'absence de paix n'est pas la guerre. La diplomatie totale, la disparition des équilibres partiels, la tendance de l'humanité à un empire universel, même le découpage absurde de l'Allemagne et de l'Europe, excluent la paix traditionnelle, ils n'appellent pas pour demain l'écrasement des villes par les bombes atomiques. La paix est impossible, mais la guerre est provisoirement improbable.

Une guerre, comme celle que l'on envisage, n'éclate plus par erreur ou sur un incident. Avant 1914 la diplomatie avait conservé de bonnes manières: une faute de tact, un télégramme de Guillaume II ou l'arrivée d'une canonnière allemande à Agadir, bouleversaient les chancelleries et remplissaient les premières pages des journaux. Je ne pense pas que les faits divers aient gardé une telle force explosive. L'assassinat d'un héritier au trône serait oublié en quelques jours. L'épuration, dans les «démocraties orientales», est entrée dans les mœurs, acceptée par l'opinion occidentale avec une indignation intermittente. Le style hitlérien d'invectives et de faits accomplis a été repris par Staline, Tito et les autres roitelets des Balkans. Il en faut davantage pour qu'un événement soit grave.

En vérité, serait grave l'événement, provoqué par une des parties, sans conscience exacte de la signification que lui prêterait l'autre partie. Supposons par exemple que les armées de Tito pénètrent un jour dans le territoire libre de Trieste et qu'un combat s'ensuive avec les troupes américaines. Moscou et Belgrade auraient estimé que l'incident créerait un fait accompli, mais n'entraînerait pas de conséquences planétaires. Le gouvernement américain refuserait de consacrer le fait accompli et répliquerait brutalement. Une telle éventualité n'est pas inconcevable, mais elle me paraît improbable, tant les États-Unis semblent avoir clairement indiqué et les Russes clairement compris que toute initiative militaire, au delà de l'actuelle ligne de démarcation, constituerait un *casus belli*.

Le glissement de la guerre froide à la guerre sanglante impliquerait donc, d'un côté ou de l'autre, une volonté *résolue* de guerre: cette volonté n'existe pour l'instant ni à Washington, ni à Moscou. Tout semble prouver qu'à Washington, les milieux dirigeants, un petit groupe mis à part, n'envisagent pas ce que d'aucuns se plaisent à appeler guerre préventive, encore que ce terme soit largement inexact. (On doute que les États-Unis soient capables de réduire l'Union Soviétique, comme la France et la Pologne auraient pu réduire Hitler en

1933, ou même en 1936, presque sans coup férir.) Ils ne songent pas à hâter le déclenchement d'une guerre, tenue pour inévitable, dans la conviction que le temps travaille contre eux.

Les maux d'une guerre prochaine sont immenses et certains. Les maux d'une guerre différée risquent d'être pires encore, mais du moins sont-ils incertains. Ni les dictateurs, ni leur régime ne sont éternels. Pourquoi écarter les accidents heureux ou même l'évolution, à courte ou longue échéance fatale, d'un peuple de 200 millions d'hommes, en pleine jeunesse et en pleine expansion, qui ne s'accommodera pas indéfiniment de sueur, de sang et de larmes? L'homme d'État responsable ne se fie pas assez à ses propres prévisions pour précipiter un grand malheur, à seule fin d'en éviter un, peut-être plus grand encore, à une échéance indéterminée.

Au reste, il serait absurde, quand on s'interroge sur l'avenir, de raisonner comme s'il dépendait uniquement des hommes, de leurs pensées et de leurs passions. La nature du système politique importe plus que les préférences de telle ou telle personnalité. Un régime dictatorial, comme celui de Hitler ou de Staline, jouit d'une liberté tactique, incomparablement supérieure à celle des régimes démocratiques. On règle le sort de la Tchécoslovaquie et de la Finlande, avant de se lancer dans de plus vastes entreprises. On mobilise et on démobilise: la différence entre la paix et la guerre n'est pas telle qu'on ne puisse aller aisément de l'une à l'autre. La vie d'une démocratie, celle des pouvoirs publics comme celle des citoyens, est à tel point bouleversée par une mobilisation qu'on se résout rarement à une telle mesure, avant le premier coup de canon, et qu'on l'annule plus rarement encore, une fois qu'on l'a prise. Les démocraties poursuivent les guerres jusqu'à l'écrasement de l'ennemi, parce qu'elles les arrêtent aussi difficilement qu'elles les commencent. L'opinion américaine est pacifique, rien ne la menace directement ou à court terme. Il fallut l'agression japonaise pour passer de la non-belligérance à la participation active. Nul ne sait combien de temps encore aurait exigé ce passage, sans les bombes de Pearl Harbour. On doute que les maîtres du Kremlin fournissent aux dirigeants américains une telle occasion d'unir le peuple des États-Unis tout entier, ou du moins qu'ils la fournissent avant le jour où eux-mêmes auraient pris la décision d'en finir.

Supposons même que les gouvernants décident librement, d'après le calcul des chances: leurs doutes ne seraient pas levés. Les démocraties anglo-saxonnes ont démobilisé leurs armées et la plus grande partie de leur flotte et de leur

aviation. Elles peuvent difficilement les remettre sur pied tant que la paix dure. La supériorité que l'on attribue aux États-Unis, au début d'un conflit, tient donc exclusivement à la bombe atomique. Si l'on prête à celle-ci une efficacité décisive, si l'on admet que les bombes atomiques stockées par l'armée américaine suffiraient à contraindre l'Union Soviétique à capituler, alors, sur le plan du strict réalisme, l'initiative s'imposerait. Mais cette hypothèse ne semble pas être retenue par les chefs américains. Les destructions provoquées dans quelques grands centres n'emporteraient pas la décision. L'armée rouge prendrait rapidement l'Europe en otage. Elle élèverait le plus loin possible en avant des frontières de l'Union, les remparts de l'immense forteresse. Avant que les États-Unis aient organisé leurs armées, jusqu'où les divisions soviétiques auraient-elles progressé, en Asie, dans le Proche-Orient, en Europe? N'auraient-elles pas conquis, grâce à leur supériorité initiale sur terre, tant de territoires, d'usines, de matières premières et d'ouvriers que la relation des forces serait modifiée au profit de l'Union, qu'en tout cas, l'empire continental serait, sinon inexpugnable, du moins plus difficile encore à prendre d'assaut que l'empire hitlérien?

La découverte et l'usage à des fins guerrières d'une source d'énergie, jusqu'alors inconnue ou inemployée, ouvre normalement une époque de l'art militaire, et, du même coup, de la civilisation tout entière. Mais, entre l'essai et la mise au point de l'arme nouvelle, du temps s'écoule. L'apparition de la poudre n'a pas d'un coup déclassé les arcs ou les lances, ni abattu les murailles des châteaux forts. Les deux âges de la guerre coexistent pendant des dizaines ou des centaines d'années, sans même que la victoire revienne nécessairement, pendant la période de transition, à celui qui a l'initiative des inventions. Admettons que le rythme des événements se soit accéléré et que le progrès scientifique permette d'accomplir, en quelques années, l'œuvre qui eût été jadis celle d'un siècle. Il n'en reste pas moins que nous en sommes encore à la phase intermédiaire. Tout le monde reconnaît les virtualités terrifiantes de la bombe atomique, personne ne sait si elle est, quand elle sera l'arme absolue, celle qui, à elle seule, contraint l'ennemi à la capitulation.

Ainsi s'explique l'équilibre actuel dont la précarité n'exclut pas la durée. Le stock américain de bombes atomiques suffit à inspirer la crainte et la prudence aux chefs de l'Union Soviétique. Il ne suffit pas à convaincre les chefs des États-Unis qu'ils sont les maîtres du jeu et en mesure d'imposer leur volonté, quelle qu'elle soit. Les rivaux échangent des défis, mais ils ne choisissent pas le même terrain, ils ne comparent pas le nombre respectif de leurs divisions, de leurs escadrilles aériennes, ils opposent des divisions à des bombes atomiques, des

parachutistes à des flottes, un ensemble terrestre d'un seul tenant à des points d'appui dispersés à travers les continents. Le conflit traditionnel entre puissance continentale et puissance maritime, élargi aux dimensions de la planète entière et de la technique moderne, prend un aspect sans précédent. Les succès initiaux de l'un et de l'autre camp sont presque inscrits à l'avance sur la carte des opérations. Mais au delà du flux soviétique recouvrant l'Europe et des bombes américaines pulvérisant les cités de l'Union, personne ne parvient à percer l'avenir.

Cette incertitude est favorable à la paix (belliqueuse). On ne devrait pas jouer le destin de l'humanité sur un coup de dés.

Il ne suffit pas de négocier pour s'entendre

Le Rassemblement

5 juin 1948

L'annonce de conversations entre Moscou et Washington, amplifiée par les haut-parleurs de la presse et de la radio, a bouleversé les chancelleries et fait tressaillir d'espoir les peuples du monde entier. On a mesuré d'un coup l'angoisse du monde à l'explosion de joie qu'a suscitée la nouvelle d'une détente internationale. Quelques jours plus tard, la fièvre était retombée, le train ordinaire de la diplomatie belliqueuse avait repris et les hommes ne gardaient de cet épisode, avec le souvenir d'un rêve, que la vague amertume d'avoir été, une fois de plus, joués par les ruses des puissants.

Je ne sais quelle suite diplomatique comportera la note verbale, désormais fameuse, de M. Bedell-Smith, mais l'accueil fait par l'opinion à la publication soviétique paraît riche d'enseignement. Une fois de plus, on a pu constater à quel point public, et même commentateurs des événements, étaient prompts à méconnaître les données permanentes du problème. Une fois de plus, «les hommes de bonne volonté», depuis les communistes de «Franc-Tireur» jusqu'aux occidentaux du «Populaire», sont tombés dans le panneau, confondant les négociations éventuelles avec la promesse d'une paix véritable, comme il suffisait de causer pour s'entendre et de dissiper quelques malentendus pour liquider des conflits historiques.

L'enjeu de la bataille diplomatique déchaînée depuis la défaite du III^e Reich, c'est le sort des territoires situés entre le centre de la puissance soviétique et le centre de la puissance américaine. Les destructions causées par la guerre sont telles qu'en Europe aussi bien qu'en Asie s'étend un «power vacuum», un vide politique. Ici et là, États-Unis et Union soviétique se heurtèrent directement. La ligne de démarcation qui, au milieu de l'Allemagne et de la Corée, sépare leurs forces armées, est un symbole de ce choc brutal des géants.

Depuis 1945, l'Union soviétique s'est ingéniée à remplir le «no man's land» de gouvernements à sa dévotion. En 1948, la mise au pas de pays que ses armées avaient obtenu le droit d'occuper est sur le point d'être achevée. En Pologne, en Roumanie, en Bulgarie, en Yougoslavie, en Hongrie et même en Tchécoslovaquie, les partis d'opposition ont été supprimés ou épurés, les dirigeants communistes (qui parfois sont des citoyens soviétiques ou des agents du N.K.V.D.) ont pris les leviers de commande. Police, armée, propagande, tous

les moyens d'action des États modernes sont entre leurs mains. La preuve est faite, et définitivement faite, qu'un gouvernement n'est «amical», aux yeux de Moscou, qu'à la condition de lui être soumis «perinde ac cadaver». L'Europe orientale n'a été libérée du totalitarisme nazi que pour être asservie au totalitarisme soviétique.

Imagine-t-on qu'en cas de négociations, les maîtres du Kremlin soient actuellement disposés à remettre en question le régime de leur «glacis de sécurité»? À relâcher leur emprise sur la vie économique et politique des démocraties populaires? Certainement non. Il faudrait donc, si l'on souhaite que les négociations aboutissent, consacrer l'abandon à Staline de l'Europe de l'Est et du Sud-Est. Quel serait l'avantage d'une telle concession, ouverte ou implicite? Anglais et Américains peuvent encore plaider avec bonne foi qu'ils n'imaginaient pas, en 1944 ou 1945, que le droit d'occupation entraînerait le droit de soviétisation. Aujourd'hui, ils n'auraient plus cette excuse. Ils reconnaîtraient, en vérité, le partage de l'Europe.

On m'objectera qu'il ne serait pas question de ces pays, dont le sort est déjà réglé. Les négociations porteraient sur l'Allemagne, l'Autriche, Berlin, Vienne, la Corée, la Chine, c'est-à-dire les territoires encore contestés. Admettons cette objection, qui équivaut à soustraire à l'avance aux négociations les conquêtes soviétiques.

Quelles sont les perspectives d'accord entre États-Unis et Union soviétique, en ce qui concerne l'Allemagne et l'Autriche? Les négociations, en ces matières, n'auraient rien d'original: depuis des années, ministres des Affaires étrangères ou suppléants ont indéfiniment confronté leurs thèses opposées, à propos des biens allemands en Autriche, ou de la frontière entre Autriche ou Yougoslavie, ou des réparations prélevées sur la production courante, ou des méthodes d'unification de l'Allemagne.

La nouveauté, dira-t-on, ne serait pas le fait des négociations, mais la volonté d'accord; la diplomatie de Moscou serait désormais prête à des concessions importantes.

Laissons les questions secondaires et attachons-nous à l'essentiel. Les autorités russes ont soviétisé l'est de l'Allemagne, liquidé le parti socialiste en l'obligeant à fusionner avec les communistes, organisé les usines en trusts intégrés au plan de l'économie russe, donné aux communistes la plupart des leviers de commande. Comment l'unification de l'Allemagne serait-elle possible, aussi longtemps que les maîtres du Kremlin sont résolus à ne pas

revenir sur cette mise au pas? L'évacuation militaire ne serait qu'un trompe-l'œil, si elle n'était pas accompagnée d'une «déssoviétisation» politique et surtout policière. Aucun signe n'annonce une telle retraite.

Tel est l'obstacle insurmontable à une pacification authentique. L'objectif de la diplomatie soviétique est le même dans toutes les parties du monde: instaurer des gouvernements amicaux, c'est-à-dire serviles, par la diffusion de leurs agents ou de leurs militants, là où leurs armées n'atteignent pas encore. Le but de la diplomatie américaine se définit, par opposition, comme l'effort pour arrêter cette expansion. Cette rivalité est impliquée par la structure actuelle du monde, par les ambitions soviétiques, par le réflexe de défense des démocraties occidentales. Rien ne saurait l'apaiser, pas même des négociations ou une trêve spectaculaire. Car il n'y a pas de solution intermédiaire, il n'y a pas de condominium possible, ou d'entente durable, à l'intérieur du pays, entre parti russe et partis occidentaux. Aussi longtemps que le parti russe n'a pas obtenu le monopole du pouvoir, il ne se tient pas pour satisfait.

L'effort de l'Occident doit tendre à opposer aux infiltrations soviétiques un barrage solide, par une organisation de l'Europe occidentale, sans trop se soucier des alternatives non de la politique mais de la propagande communiste.

Mais, dira-t-on, n'est-ce pas accepter la prolongation de la guerre froide, et l'expérience ne nous enseigne-t-elle pas que l'on passe fatalement, un jour ou l'autre, de la guerre froide à la guerre tout court? Là encore, le raisonnement, que l'on retrouve sous de multiples formes, revient à nier les faits, à substituer nos désirs à la reconnaissance du réel.

Il n'est pas au pouvoir des négociateurs de mettre fin à la guerre froide, à moins qu'ils ne soient en mesure de modifier fondamentalement la structure et l'idéologie du régime soviétique et la psychologie de ses dirigeants. L'absence de paix est fatale, l'absence de guerre provisoirement probable, pour la simple raison que ni les Russes ni les Américains ne paraissent souhaiter, pour l'instant, une explication décisive.

Tout indique que les Russes souhaitent pousser aussi loin que possible leur pénétration, mais sans envoyer leurs troupes au-delà de la ligne de démarcation, sans commettre d'agression susceptible de provoquer une riposte militaire des États-Unis. Ceux-ci, de leur côté, souhaitent arrêter l'avance soviétique par tous les moyens, sauf la guerre. L'Union soviétique dispose d'une énorme supériorité de forces terrestres, immédiatement mobilisables, mais elle ne possède pas la bombe atomique et connaît la supériorité scientifique de l'univers libre. Les

États-Unis ne doutent pas de la supériorité de leurs ressources virtuelles, mais ils détestent la guerre et craignent que l'armée soviétique prenne l'Europe entière en otage et que le vieux continent, objet d'un éventuel conflit, ne soit finalement anéanti bien plutôt que libéré.

Cet équilibre de forces hétérogènes est évidemment précaire, mais il ne rend pas improbable la guerre sanglante pour le proche avenir. En quoi les négociations modifieraient-elles cette situation? La paix n'est pas moins belliqueuse durant les phases des négociations ou d'entente hypocrite que durant les phases de tension. La guerre atomique n'est guère plus menaçante durant celles-ci que durant celles-là.

Certes, des négociations seraient susceptibles d'atténuer l'intensité de la guerre froide, elles permettraient peut-être de trouver un «modus vivendi» à Berlin ou à Vienne, de manière à éviter que l'engrenage des incidents n'entraîne peu à peu les uns et les autres à des actes aux conséquences imprévisibles. Mais je doute que l'on doive en attendre davantage.

Peut-être, quand l'Europe occidentale sera reconstruite économiquement et politiquement, forte militairement, pourra-t-on envisager une autre étape. La tentation du vide, qui risque de précipiter Staline en avant, aura disparu. Le relèvement de l'Europe sera acquis. On conçoit que les maîtres du Kremlin se résignent, À CE MOMENT-LÀ, à une véritable trêve, qu'ils acceptent que l'Europe non russe englobe au moins l'ENSEMBLE de l'Allemagne. Mais on n'amènera pas la diplomatie soviétique à une telle modestie, si on ne l'a pas d'abord convaincue que ses espoirs d'expansion sans guerre sont définitivement condamnés.

Pour l'instant, tout ce qui risque d'étouffer la conscience du péril et de l'urgence est funeste à la cause de la paix et de la France. Les dirigeants de Moscou sont sensibles aux actes, non aux paroles. La coexistence de deux systèmes, dont les bonnes âmes ne cessent de proclamer la possibilité, ne deviendra effectivement possible qu'autant que les démocraties témoigneront, au service de la liberté, d'autant de volonté et de résolution que les communistes, de Moscou et d'ailleurs, impatients d'imposer au monde leur domination.

Perspectives de la guerre froide

Réalités
février 1949

Si l'on suivait le déroulement de la guerre froide comme on suivait naguère les opérations militaires, j'imagine qu'au début de l'année 1949 les commentateurs s'accorderaient sur un bilan de cet ordre: en Asie, la guerre de mouvement s'est poursuivie à l'avantage des partis soviétiques. Les communistes chinois ont achevé la conquête de la Mandchourie, pénétré profondément en Chine du Nord. Pékin, Nankin sont tombés ou sur le point de tomber. Le régime nationaliste semble voué à un effondrement plus ou moins prochain. En Indochine, Ho Chi Minh continue une guérilla impitoyable. Des troubles ont éclaté en Malaisie; la Birmanie glisse vers le chaos.

En Europe se livre une guerre de position encore indécise. Personne n'a franchi la ligne de démarcation qui, tracée à Yalta, devait séparer des zones d'occupation militaire et qui est devenue la frontière de deux mondes. La Grèce est usée par une guerre civile dont rien n'annonce la fin: les armées de Markos, soutenues par les démocraties populaires voisines, tiennent tête aux armées du roi Paul, équipées à coups de dollars.

Ailleurs, la lutte, sans donner de résultats décisifs, a tourné plutôt à l'avantage des Occidentaux. Le schisme de Tito, quel que soit le sort finalement réservé au maréchal yougoslave, a ouvert une première fissure dans le bloc soviétique. La réforme monétaire dans la bizonie a inauguré une phase nouvelle de la vie allemande: l'allure accélérée qu'y prend la reconstruction économique tranche avec le marasme et la misère qui règnent à travers la zone orientale. Dans la bataille dont l'enjeu est l'avenir politique de ce qui fut le Reich, les démocraties de l'Ouest ont marqué des points. En France, les grèves sur lesquelles le Kominform comptait pour paralyser le relèvement ont causé de lourdes pertes (4,5 millions de tonnes de charbon), mais elles n'ont pas atteint gravement la vie de la nation.

Enfin, Berlin est devenue le théâtre d'un combat sans précédent, peut-être comparable – dans l'ordre de la guerre froide – à Verdun ou à Stalingrad au cours des grandes guerres. Les Alliés occupaient les positions les plus défavorables. Les quartiers occidentaux de Berlin représentent une étroite enclave au milieu de la zone soviétique d'influence. Mais cette situation même a fourni aux Anglais et aux Américains l'occasion d'une victoire défensive

paradoxe et éclatante. Le miracle technique du pont aérien frappe les Russes de stupeur et les Allemands d'admiration. Le contre-blocus porte un coup sensible à l'économie de la zone orientale. Le sort inhumain infligé aux deux millions de Berlinoises a trempé les courages au lieu de briser les volontés. L'esprit de résistance à l'occupant se tourne contre les autorités soviétiques. Symbole, espoir, la présence américaine à Berlin rayonne à travers l'Europe asservie.

Les maîtres du Kremlin avaient cru atteindre leur objectif sans recourir aux moyens militaires. Ils comptaient que les Occidentaux évacueraient le «hérisson berlinois» avec des protestations solennelles et dérisoires. Ils avaient oublié que les progrès de l'aviation permettent aujourd'hui de ravitailler un «hérisson» tenu par deux millions de civils comme la Luftwaffe pendant l'hiver 1941-1942 put, à plusieurs reprises, assurer totalement le ravitaillement de divisions isolées.

Il y a deux ans environ, la stratégie américaine avait pris une décision de portée immense dont les conséquences se développent sous nos yeux. Le monde avait à peine eu conscience de cette décision, que les historiens compareront peut-être à celle d'Hitler négligeant la Grande-Bretagne pour foncer vers l'Est. Washington, à la suite du voyage du général Marshall, renonça à s'engager en Chine. Il reconnut une priorité à la reconstruction de l'Europe.

Quels furent les motifs des diplomates-stratèges? Nous les résumerons en quelques mots: *impossibilité matérielle et morale* de défendre à fond la Chine de Tchiang Kai-chek, *caractère non décisif de la bataille de Chine*.

Ce n'est pas «l'autoritarisme» du gouvernement nationaliste chinois qui découragea Marshall, c'est l'inefficacité et la corruption d'un régime, mélange d'une tradition épuisée et d'une influence occidentale encore superficielle.

Trop souvent, les observateurs commettent l'erreur de juger de réalités politiques d'après les formes constitutionnelles. Peron est autoritaire et Franco aussi. Mais le premier s'appuie sur les masses ouvrières et a contre lui le grand capital; le deuxième est arrivé au pouvoir et s'y est maintenu grâce aux groupes privilégiés qui ont présidé au déclin de l'Espagne et qui ont toujours préféré leurs intérêts à leur patrie: aristocrates, grands propriétaires, armée, église.

De même, en Chine, Tchiang Kai-chek était lié aux «féodaux» et aux affairistes, aux grands propriétaires terriens et aux grands hommes d'affaires. Certaines de ses armées appartenaient à des seigneurs de la guerre, maîtres personnels de leurs troupes comme les condottieri du passé européen. D'autres armées étaient levées par conscription, mais les soldats, souvent mal traités, indifférents à l'enjeu de la lutte, obéissaient passivement jusqu'au jour où

l'occasion se présentait de mettre bas les armes ou de changer de camp. L'inflation provoquée par les dépenses de la guerre civile, aggravée par la mauvaise administration, minait le moral de la Chine de Tchiang Kai-chek. La corruption rongait les services publics. De l'autre côté, l'armée était nationale, elle était moins impopulaire dans les campagnes; la foi y soutenait la discipline, l'éducation ou la propagande y entretenait la foi. Le matériel que les nationalistes obtenaient de l'aide américaine (et qui finissait souvent par armer les troupes communistes) ne suffit pas à compenser l'infériorité politique et morale (d'autant plus que les armées communistes firent longtemps des guérillas, qu'elles usèrent les nationalistes avant de leur livrer des batailles rangées).

La stratégie américaine de *containment* utilise de préférence des moyens économiques. Elle mise sur la prospérité pour refouler et la misère et le communisme. Or il n'était pas possible en Chine de miser sur la prospérité: les richesses accumulées du continent américain ne suffiraient pas pour élever en quelques années le niveau de vie, incroyablement bas, du paysan chinois. Le rendement politique de cinq milliards de dollars est plus grand en Europe qu'en Asie.

Cette intervention, quasiment impossible, ne paraissait pas non plus indispensable pour trois raisons. Si l'on suppose que le conflit russo-américain sera résolu, dans un sens ou dans l'autre, au cours des quinze prochaines années, il est improbable que la Chine joue par elle-même un rôle de premier plan. Il faut des années pour la transformer en un État moderne, équipé d'une industrie puissante.

De plus, à supposer que la Chine passe dans l'autre camp, les États-Unis disposent, dès maintenant, de bases militaires dans la ceinture d'îles et dans l'Asie du Sud-Est, qu'ils ont les moyens de renforcer afin de contenir l'éventuelle expansion d'une Chine communiste. Le Japon est susceptible de recouvrer une force militaire qui a été détruite mais dont les conditions humaines subsistent. L'Inde, désormais indépendante, peut être soutenue avec bonne conscience, et peut-être efficacement.

Enfin, rien ne prouve que la guerre civile, même si le gouvernement de Tchiang Kai-chek s'effondre, doive s'arrêter du jour au lendemain, que les seigneurs de la guerre seront promptement mis au pas, que l'anarchie provinciale sera liquidée. Après l'échec de sa tentative de médiation, le général Marshall avait consenti des secours limités à Nankin dans l'idée, semble-t-il, que la

division de la Chine se prolongerait de nombreuses années. Il n'était pas entièrement convaincu, semble-t-il, que la Chine de Mao Tse Tung serait inévitablement prosoviétique et antiaméricaine. La Chine de Tchiang Kai-chek était à tel point nationaliste et xénophobe que les tentatives de réformes, imposées de l'extérieur par les conseillers américains, étaient vouées à l'échec. Pourquoi le nationalisme des communistes chinois ne se retournerait-il pas quelque jour contre leurs protecteurs de Moscou (qui, au reste, ne semblent pas avoir envoyé beaucoup d'armes)? L'état-major du parti est, à n'en pas douter, marxiste, voire stalinien; certains des chefs ont été formés à Moscou. Mais le rythme de l'histoire chinoise n'a peut-être pas pris la même accélération que celui de l'histoire occidentale. Ce sont les Chinois, plus que les Russes, qui donneront sa forme et son contenu à leur communisme.

L'avenir dira si ces raisonnements étaient justes. Dans l'immédiat, l'expansion communiste en Chine obligera à renforcer le barrage dans l'Asie du Sud-Est et nul ne saurait apprécier à l'avance le coût de ces positions de repli, comme nul ne saurait prévoir les conséquences dernières de la conquête par la religion stalinienne d'un continent où vit la moitié de la population du globe.

Politiquement et militairement, l'Europe a passé pour plus importante que l'Asie aux yeux des stratèges américains. Renversement au premier abord surprenant et pourtant logique. La grande république avait mené presque seule la guerre du Pacifique; elle l'avait dirigée souverainement; elle n'avait nul besoin de l'intervention soviétique pour l'achever. L'hostilité pour les «Japs» était immédiatement ressentie: les conflits européens ont longtemps paru dérisoires.

Et pourtant, la soviétisation de l'Allemagne ou de la France aurait porté à l'opinion publique américaine un coup plus rude que la soviétisation de la Chine. Si la France devenait une «démocratie populaire», si la radio de Paris déversait sur l'impérialisme de Wall Street les mêmes injures que déverse la radio de Bucarest ou celle de Prague, le choc serait comparable à celui que causa le défilé des troupes hitlériennes sur les Champs-Élysées. D'un coup, le vieux continent qui irrite par ses conflits stériles, mais qui demeure une inspiration pour les penseurs et les artistes, qu'on méprise et qu'on admire à la fois, l'Europe, patrie d'origine, touchante et un peu ridicule, mais aussi proche qu'un vieux parent, prendrait figure d'ennemie et serait perdue pour la cause de la démocratie.

Les calculs des politiques justifiaient ces émotions. Les 250 millions d'Européens de l'Ouest possèdent encore un potentiel industriel supérieur à celui de l'Union soviétique, comparable à celui des États-Unis (bien que beaucoup de

matières premières doivent venir du dehors). Britanniques, Français, Allemands sont des races militaires. Les nations qui, hier, dominaient la scène de l'univers sont momentanément hors de jeu. Mais elles ne seront pas indéfiniment neutralisées, demain elles reprendront leur place. La Chine communiste ne modifie pas décisivement la balance des forces. La soviétisation du vieux continent la modifierait.

Le plan Marshall, qu'inspire pour une part l'idéalisme d'un peuple généreux, s'inscrit dans une stratégie défensive destinée à contenir l'expansion soviétique par le barrage de la prospérité. Les cinq milliards de dollars (pour les quatre cinquièmes, dons purs et simples) de marchandises que reçoivent les Dix-Neuf au cours de la première année permettent à l'Angleterre de ne pas abaisser plus encore le niveau de vie de sa population; à l'Allemagne occidentale de nourrir ses quarante-cinq millions d'hommes et d'entreprendre sa reconstruction économique. À la France d'importer le charbon, la laine, le coton, l'essence qui lui font défaut.

Les résultats obtenus sont-ils satisfaisants? À beaucoup d'égards il faut répondre positivement. La production a augmenté, l'industrie a dépassé presque partout le niveau d'avant guerre (globalement les Dix-Neuf en sont à 28% au-dessus de 1938). À force d'austérité, la Grande-Bretagne a réduit considérablement, par rapport à l'année précédente, le déficit de sa balance des comptes (ramenée à 250 millions de livres environ). En France la récolte a été exceptionnellement favorable, et l'industrie, en dépit des grèves, produit 10 à 15% de plus qu'en 1938. La réforme monétaire allemande a entraîné en quelques mois un redressement rapide: les indices de production ont progressé de 50 à 100% (par rapport à un indice, il est vrai, très faible), la bizone atteint un niveau supérieur à 70% de celui d'avant guerre. La monnaie italienne est à peu près stabilisée. Les conditions de vie se sont, dans l'ensemble, améliorées.

Il serait pourtant prématuré de chanter victoire. L'issue de la guerre froide n'est pas encore décidée, et le bilan ne comporte pas que des postes créditeurs. On n'a pas pu porter remède à la misère des campagnes italiennes dans le sud du pays ni à l'extrême inégalité des conditions sociales, il subsiste des millions de chômeurs sans que l'on entrevoie de solution dans le cadre national. La France, indispensable à la reconstruction européenne, n'a mis fin ni à son instabilité monétaire ni à son instabilité politique. Les Américains déplorent la faiblesse de la Troisième Force et ils craignent l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle. En Grèce, après les espoirs qu'avait soulevés la «victoire» du mont Gramos, les

déconvenues se sont multipliées. Les combattants du général Markos sont plus nombreux à la fin de l'année 1948 qu'à la fin de l'année précédente. Les gouvernements, qu'ils soient populistes ou libéraux-populaires, sont toujours plus discrédités, l'administration n'est pas moins inefficace en un pays toujours plus épuisé.

Peut-être la déception la plus grave vient-elle non de tel ou tel pays en particulier, mais de l'attitude des Dix-Neuf à l'égard de leur commune destinée. Les dirigeants de Washington sont convaincus que le vieux continent n'a pas d'avenir s'il n'est pas capable de surmonter son passé et de réaliser une certaine forme d'unité économique et militaire. Or, à cet égard, en dépit de déclarations retentissantes, rien n'a été encore accompli et les actes vont plutôt en sens contraire.

Il n'y a pas d'Europe occidentale sans relèvement de l'Allemagne. L'industrie lourde de la Ruhr est indispensable à la prospérité de tous les Européens. Si l'empire soviétique s'étend jusqu'au Rhin, il aura vite fait d'atteindre l'Atlantique. Or comment proposer aux Allemands de prendre place dans une unité européenne si on leur enlève le contrôle de la Ruhr après qu'on leur a arraché la Silésie, la Prusse orientale et la Poméranie? Mais si la restitution de la Ruhr aux Allemands, même différée jusqu'au lendemain du départ des troupes alliées, se heurte à un veto français, rien n'est gagné, car il n'y a pas plus d'Europe sans la France qu'il n'y a d'Europe sans l'Allemagne.

Économiquement, les bénéficiaires de l'E.R.P. ont dressé dix-neuf plans et non pas un plan européen, et ces dix-neuf plans sont contradictoires. Les Dix-Neuf veulent se vendre les uns aux autres bien plus qu'ils ne veulent s'acheter. Ils ne s'accordent pas sur la méthode à suivre pour rétablir en 1952 l'équilibre de la balance des comptes. La Grande-Bretagne, qui achetait avant guerre au continent européen bien plus qu'elle ne lui vendait, se propose désormais de lui vendre au moins autant qu'elle ne lui achètera. À supposer qu'elle y parvienne, le déficit sera transféré d'un pays à l'autre. Pour l'ensemble, il n'y aura pas de progrès. Les exportations prévues pour les Dix-Neuf portent souvent sur les mêmes marchandises (sidérurgie, mécanique, équipement électrique, textiles, produits chimiques). Nul ne sait si le monde extérieur sera disposé à absorber tout ce que l'Europe compte lui offrir. Les anticipations d'équilibre se fondent sur une convertibilité des monnaies qui apparaît, pour le moins, improbable.

Tout le monde parle d'union européenne, mais ceux qui voudraient authentiquement en prendre l'initiative ne le peuvent pas et ceux qui pourraient

ne le veulent pas. La voix de la France n'aura pas d'autorité tant que le désordre intérieur découragera les bonnes volontés de ses voisins. Quant à la Grande-Bretagne, fière de son équilibre social, méfiante de la turbulence latine, inquiète de la puissance communiste en Italie et en France, elle mise davantage sur la sécurité impériale et sur un rétablissement solitaire à force d'austérité que sur une intégration économique, à la fois imprévisible et redoutable. Elle consent à un état-major occidental qui ne l'engage à rien; elle est prête à une collaboration économique, pourvu que celle-ci ne bouleverse pas ses propres plans. Le gouvernement travailliste n'est certainement pas prêt à aller plus avant. Il n'est pas sûr qu'un gouvernement conservateur, en dépit des discours de Churchill, agisse autrement.

Rien n'est donc décidé. Les élections italiennes, l'échec (coûteux) des grèves françaises ont écarté tout danger d'une répétition du coup de Prague que les observateurs américains – sans grande justification – ont redouté il y a quelques mois. Ni politiquement ni économiquement, la reconstruction occidentale n'a dépassé la phase initiale.

Il est vrai que tout ne va pas non plus pour le mieux dans la zone soviétique. Les gouvernements de Bucarest et de Sofia sont entièrement entre les mains des maîtres du Kremlin. Mais il n'en va de même ni à Belgrade ni même à Varsovie. Les staliniens au pouvoir deviennent ou redeviennent nationalistes. Staline ne saurait gagner les Allemands en même temps que les Polonais et les Tchèques. Toute concession promise à ceux-là lui aliène immédiatement ceux-ci. Gomulka, à la différence de Tito, a confessé sa faute, mais il ne l'a pas fait dans le style des procès de Moscou et il n'a pas été éliminé. Beaucoup de communistes polonais sont aussi nationalistes que lui. L'offensive de collectivisation, annoncée à grand bruit, se heurte à la résistance des masses paysannes. L'économie tchèque, dont le commerce extérieur était en grande partie orienté vers l'Ouest, est désorganisée par les exigences de l'intégration au bloc soviétique. De l'autre côté du rideau de fer, la façade est intacte, mais on entend des craquements. La nature se révolte contre les violences qui lui sont faites.

Sous une apparence rigide, la situation actuelle de l'Europe, déchirée par la rivalité des puissances extra-européennes, demeure fluide. Or un facteur nouveau est en train d'intervenir: le réarmement américain. L'équilibre précaire qui s'est maintenu depuis 1945 était fondé sur l'hétérogénéité des armes dont disposaient les grands rivaux: la supériorité sur terre de l'Union soviétique était incontestée; celle des États-Unis dans les airs, et grâce à la bombe atomique, ne

l'était pas moins. L'Union soviétique pouvait menacer de prendre l'Europe en otage, les États-Unis de faire sauter les grandes villes de l'Union. Ces menaces, en un sens équivalentes, ont assuré la stabilité de la frontière accidentelle tracée à Yalta. L'Armée rouge était fixée sur place, l'influence américaine arrêtée aux limites du rideau de fer.

Le réarmement américain, le prêt-bail à l'Europe occidentale ont pour but de rompre ce que les Américains appelleraient le *deadlock*. Il protégerait les nations européennes d'une occupation soviétique. Du même coup, il témoignerait de la résolution américaine et devrait convaincre les maîtres du Kremlin de la nécessité de consentir à un règlement durable du problème allemand et, plus largement, du problème européen.

Si l'on écarte l'hypothèse improbable d'un incident qui mettrait le feu aux poudres, si l'on écarte l'hypothèse plus improbable encore d'une initiative belliqueuse de Staline destinée à prévenir le réarmement américain, on doit s'attendre à une prolongation de la guerre froide. Celle-ci pourrait même s'intensifier jusqu'à une crise aiguë, voire une épreuve diplomatique de force, dont on imagine, non sans quelque optimisme, que sortirait un accord durable et une atténuation de la guerre froide. On conçoit que le partage du monde et de l'Europe donne à l'humanité vingt ans de paix belliqueuse. On n'en saurait dire autant ni du pont aérien ni du partage de l'Allemagne.

Le mythe léniniste de l'impérialisme

Liberté de l'Esprit
mai 1950

L'opposition des sociétés industrielles et des sociétés militaires paraissait, aux sociologues du siècle dernier, une vérité acquise. L'accord s'étendait de Saint-Simon à Spencer, des libéraux aux socialistes: les sociétés fondées sur le travail pacifique et l'échange représentaient un type opposé à celui des sociétés que domine la caste militaire et qu'inspire l'ambition de conquête. La grande surprise que l'histoire a réservée à la civilisation occidentale du XXe siècle, c'est le rapprochement de ces deux structures antithétiques. L'Europe sait aujourd'hui que l'industrie, bien loin d'empêcher la guerre, donne à celle-ci une violence illimitée.

Les philosophes de l'histoire, en notre siècle, consciemment ou inconsciemment, ont pris ce fait majeur pour centre de leur réflexion. La lecture de Thucydide, en 1914, avant celle de Spengler, a suggéré à Toynbee une théorie comparée des cultures. Le succès de *Study of History* tient, pour une large part, au fait que cette œuvre monumentale donne une interprétation, sinon une explication, de la phase présente de «troubles».

Cette interprétation, au regard des foules, a une faiblesse: elle ne propose pas de remèdes. Elle incite à attendre la paix de l'épuisement même de la violence, d'un empire universel qui soumettra à sa loi les États batailleurs. Seule la conception, qui se réclame du marxisme, joint à une explication une règle d'action. Les sociétés industrielles, nous dit-on, seraient pacifiques si elles n'étaient pas capitalistes. Ce sont les contradictions internes d'un régime, fondé sur la propriété privée et le marché libre, qui condamnent les nations à l'impérialisme et, lorsque le partage de la planète est achevé, à des heurts sanglants.

La théorie a pris des formes multiples, dans l'œuvre de Rosa Luxembourg, de Boukharine, de Lénine, d'autres encore. Mais les idées directrices, communes uns et aux autres, se ramènent à quelques propositions: 1° Le régime capitaliste, par sa structure même, est incapable d'absorber sa propre production⁽¹⁾, de telle sorte qu'il est voué à l'expansion, sans même que les individus prennent conscience du mécanisme qui les mène; 2° La ruée des nations européennes vers les territoires d'outre-mer, vers l'exploitation coloniale, est une suite fatale de la concurrence. En Afrique, en Asie, en Océanie, les Européens sont en quête de

matières premières, de débouchés pour leurs produits, de placements pour leurs capitaux excédentaires. La période de l'expansion coloniale marque une phase du développement capitaliste, caractérisée par la prédominance du capital financier et la puissance des monopoles; 3° Les guerres européennes sont l'aboutissement fatal de l'impérialisme, elles ont pour l'occasion quelque querelle européenne. Elles sont précipitées par la disproportion croissante entre métropoles et empires coloniaux, par l'avènement du temps du monde fini. Ayant atteint aux limites, la volonté de puissance qui entraînait les capitalistes aux quatre coins de l'univers se retourne contre elle-même.

Cette théorie jouit, même dans les milieux non marxistes, d'un prestige extrême. Elle est satisfaisante pour l'esprit. Elle rend compte manifestement d'un certain nombre de faits. La Grande-Bretagne, puis les États-Unis, ont pris au Proche-Orient, un intérêt à la mesure des ressources pétrolières du sous-sol. La guerre des Boers a quelque lien avec les mines d'or d'Afrique du Sud et la propagande menée à Londres par les représentants des grandes compagnies. Les nations d'Europe se sont taillé des empires en Afrique dans les vingt dernières années du siècle dernier, après le retour des principaux pays (Angleterre exceptée) au protectionnisme. Les grands trusts allemand du charbon et de l'acier ont financé, avant 1914, la campagne pour la flotte comme ils ont financé, avant 1933, le national-socialisme, comme certains trusts américains sont intervenus pour «torpiller» les conférences du désarmement. La guerre a abouti à une nouvelle répartition des colonies allemandes entre les vainqueurs (en cas de victoire, l'Allemagne aurait procédé de même; on n'a pas oublié le fameux projet de la «ceinture d'Afrique»).

Mais si l'on s'en tient à ces vues sommaires et globales, les objections sont immédiatement aussi puissantes que les arguments favorables paraissaient forts. Il n'y a aucune proportion entre le besoin «économique» d'expansion, tel qu'il devrait exister d'après la théorie, et l'expansion coloniale effective. Le capitalisme français était un des moins dynamiques d'Europe: l'empire français d'Afrique, acquis à la fin du XIXe siècle, ne le cède en importance qu'à celui de la Grande-Bretagne. La Russie, qui entrait seulement dans la carrière capitaliste, dont le territoire immense n'était pas encore mis en valeur, n'en menait pas moins une diplomatie active, en Europe aussi bien qu'en Asie. L'intérêt qu'elle prenait à la Mandchourie ou aux Slaves du Sud n'était ni dicté par des considérations économiques, ni machiné par les sociétés capitalistes.

Si l'on prétend rattacher l'expansion européenne à travers le monde à une

phase déterminée de l'évolution capitaliste, on se heurte à une difficulté évidente: l'expansion a été largement antérieure à la cause qu'on lui attribue. Elle a commencé au XVI^e siècle et paraît en reflux au XX^e. Il conviendrait donc, pour le moins, de distinguer diverses étapes de cette expansion: le capitalisme des monopoles aurait tout au plus déterminé l'étape ultime, à la fin du XIX^e siècle.

Ni la première, ni la seconde guerre européenne n'ont eu pour origine immédiate un conflit colonial. Le Maroc a suscité plusieurs crises internationales: toutes ont été réglées diplomatiquement, comme si aucune des grandes puissances ne tenaient ces rivalités lointaines pour des motifs suffisants de recourir aux armes. Les vingt années qui ont précédé l'explosion de la guerre européenne ont été probablement parmi les plus prospères du capitalisme. À la suite de la découverte des mines d'or du Transvaal, une phase de longue durée de hausse des prix avait commencé. Or, ces phases sont celles que l'opinion publique tient d'ordinaire pour caractéristiques de la prospérité. En ce cas, elle avait été accompagnée non par un ralentissement de la mécanisation et du progrès technique, comme la phase précédente de la hausse des prix, mais par une accélération due à une série de découvertes. La protection douanière demeurait modérée (de 5 à 7% «ad valorem» en moyenne). Le revenu national de l'Allemagne avait doublé en vingt ans. Le commerce international continuait de croître. L'image d'une Europe, contrainte par ses contradictions économiques, à se détruire elle-même, appartient à l'ordre de la mythologie.

Des trois propositions fondamentales que nous avons formulées plus haut, la première, au point de vue où nous sommes placés, n'appelle pas de longues discussions.

La littérature marxiste est pleine de controverses, extrêmement abstraites, autour des fameux schémas marxistes de la reproduction simple ou de la reproduction élargie. On prétendait démontrer, de manière souvent primitive, que le capitalisme était par lui-même, ou bien à partir d'un certain point de développement, incapable d'écouler sa production. La plupart de ces démonstrations ont été mises en doute par les meilleurs des marxistes. Il est toujours loisible, à la manière de Rosa Luxembourg, de choisir des chiffres tels pour les différents facteurs (plus-value, part de la plus-value dépensée, part de la plus-value investie, etc.) qu'un surplus non consommable surgisse au bout d'un certain nombre de circuits du capital. Mais cette prétendue démonstration est sans intérêt. Elle prouverait tout au plus que le rythme de l'accumulation dans

les deux secteurs ne doit pas être le même ou encore que, dans le cas où le rythme est le même, on doit modifier l'importance relative des différents secteurs.

À partir des schémas de reproduction élargie, Marx s'est bien gardé de déduire la thèse que le régime est incapable d'acheter sa propre production. Il s'est borné, ce qui est tout autre chose, à montrer que cette reproduction au hasard, sans plan concerté, crée la possibilité permanente de crises, possibilité qui se traduit en fait par des crises plus ou moins cycliques.

En revanche, à partir d'un schéma de style keynesien, on montre que, dans certaines circonstances, un système de marché n'atteint pas au plein emploi, ou encore est hors d'état d'absorber tout ce qu'il serait en mesure matériellement de fabriquer. Il suffit de donner aux variables keynesiennes, taux d'intérêt, utilité marginale du capital, propension à consommer, une valeur convenable. En certains cas, au moins si l'on admet la théorie du Keynes, les perspectives de profit, telles que les évaluent les entrepreneurs, ne suffisent pas à déterminer un flux d'investissements qui maintienne le plein emploi. Cette hypothèse même prête à des discussions théoriques. Elle suppose que l'on reconnaisse certaines variables pour causes, d'autres pour effets. Les classiques ont pu objecter que le prétendu surplus d'épargne déclencherait des réactions qui tendraient à le supprimer et à rétablir l'équilibre. Mais nous n'avons nul besoin de pousser plus avant la controverse. Le libéral le plus optimiste admettra l'éventualité keynesienne d'emploi incomplet, sinon comme un état d'équilibre, du moins comme un cas aberrant lié à la rigidité du système. Historiquement, sinon en permanence, du moins dans certaines conjonctures, un régime capitaliste, propriété privée et marché, peut donc être poussé, voire acculé à l'expansion pour écouler sa production ou ses capitaux.

Il n'y a même pas besoin de ces analyses théoriques, complexes et toujours incertaines. L'étude empirique suffit à révéler les incitations économiques à l'expansion, multiples et d'ailleurs bien connues. Les grandes puissances sont normalement désireuses d'assurer leur ravitaillement en matières premières essentielles. Aucune d'elles ne possédait, avant la guerre de 1914, toutes les matières indispensables à l'industrie moderne: la sécurité du ravitaillement contre l'éventualité du blocus était inaccessible à qui ne détenait pas la maîtrise des mers. On ne se souciait guère du manque de devises à une époque où les États étaient aussi inconscients de leur balance des comptes que les hommes en bonne santé de leur tension. Malgré tout, on ne niera pas que certains pays aient

souhaité que les régions d'où provenaient des matières indispensables à l'industrie, donc à la puissance militaire, passent sous leur souveraineté ou sous leur influence.

Il n'est pas discuté non plus que, dans certains territoires vierges, les bénéfices des sociétés capitalistes aient plus d'une fois atteint des taux, inconnus dans les métropoles. Des pays, tels la France ou la Grande-Bretagne, qui, durant le demi-siècle qui précéda la guerre de 1914, plaçaient chaque année des millions de livres ou des centaines de millions de francs au dehors, pouvaient être en quête de possessions où leurs placements seraient sous la protection de leur drapeau. Simplement convient-il, sans exclure cette éventualité, de rappeler que les colonies françaises ou les colonies de la Couronne n'absorbaient, avant 1914, qu'une faible fraction des capitaux français placés au dehors (il n'en allait pas autrement pour les capitaux allemands).

Plus sérieuses déjà sont les incitations qui résultent de la crainte qu'éprouvait chaque nation d'être exclue des territoires, devenus colonies d'une autre nation. Au fur et à mesure que le protectionnisme refoulait le libre échange et que les colonies, au lieu d'être soumises au régime de la porte ouverte, étaient intégrées au système de la métropole, l'extension de l'empire français devenait effectivement une atteinte aux intérêts légitimes des autres. De telles inquiétudes renforçaient la rivalité diplomatique, soumise à une règle non écrite selon laquelle aucun État ne saurait s'agrandir sans que ses pairs aient droit à une compensation.

L'excédent, essentiel et permanent, de la production sur le pouvoir d'achat n'est pas nécessaire pour que les nations s'engagent dans la course aux marchés. Il suffit qu'un secteur de l'industrie produise plus que les consommateurs ne sont, à l'intérieur, prêts à acheter. En théorie, des transferts de moyens de production permettraient de réduire la disparité et de fournir aux consommateurs les biens qu'ils désirent. Mais ces transferts, faciles dans l'abstrait, sont pénibles et coûteux dans la réalité. Les industries lourdes des grandes nations tendent naturellement à s'étendre pour profiter des bénéfices de la grande série. À chaque époque, elles écoulent une partie de leur production au dehors: elles sont normalement en quête de débouchés.

L'impérialisme marque le retour à la violence en tant que moyen des relations économiques. Certes, aucun système n'élimine entièrement la violence: l'inégalité entre les parties (qu'il s'agisse de contrats entre employeurs et employés, sociétés capitalistes de distribution et producteurs paysans, etc.) influe

sur les termes des accords. Du moins, dans les sociétés industrielles de l'Occident, les relations économiques étaient-elles de moins en moins réglées par les lois de la force, de plus en plus par celles du marché. Il n'en allait pas de même dans les territoires d'outre-mer: la violence y jouait un rôle persistant, implicite et camouflé lorsque l'indigène se débarrassait d'objets dont il ignorait la valeur, ouverte et meurtrière, lorsque les indigènes étaient recrutés pour le travail forcé, la construction des voies ferrées, etc.

Plus une nation conserve l'empreinte féodale, plus elle incline à l'impérialisme (Japon, Allemagne), mais il ne s'agit pas seulement d'un héritage du passé. Certaines institutions font, en notre siècle, surgir pratique et esprit de l'âge précédent.

Cartels et trusts ont, au moins en partie, pour fonction d'influencer, par leur puissance, les conditions de l'échange. Par les droits de douane, ils se réservent le marché intérieur sur lequel ils écoulent leurs produits à un prix au moins égal à celui du producteur marginal. Ils sont ainsi en mesure d'écouler le reste à des prix inférieurs. Ou encore, ils concluent des ententes avec les concurrents étrangers en vue de la répartition des marchés mondiaux. Les ententes internationales, qui étaient loin de couvrir l'ensemble du champ économique, n'en représentaient pas moins un aspect important du système mondial.

La lutte pour les marchés extérieurs est, d'une certaine façon, l'expression du capitalisme et de son dynamisme propre. Elle est liée d'abord à la survivance de l'esprit de conquête, au monopole de la terre ou de certaines industries qui créent les surplus de main-d'œuvre ou de production. Elle est liée ensuite à la politique de puissance que mènent certaines concentrations d'intérêts (protectionnisme offensif, destiné à exclure les concurrents du marché intérieur et à permettre la conquête des marchés extérieurs, marchés coloniaux réservés à la métropole, etc.) et qui les met en conflit plus ou moins ouvert avec des concentrations similaires d'autres pays (conflits qui se terminent le plus souvent par des compromis).

On ne niera pas que le dynamisme capitaliste ne tend à intégrer les territoires encore inexploités. On ne niera pas davantage que les conquêtes coloniales ne puissent être interprétées en fonction de cette expansion économique. Mais quand on aura mis au point de telles interprétations, il restera à poser deux questions: la constitution des empires coloniaux en Afrique rentre-t-elle dans le schéma? Les guerres d'Europe sont-elles la suite de ces conflits pour le partage de la planète? Or, à ces deux questions, les faits, à condition qu'on les interroge

sans préjugé, répondent négativement.

Déjà, nous l'avons fait observer, un regard superficiel sur les événements suffit à éveiller le doute. Les historiens qui se sont donné la peine d'établir les faits, n'ont nullement mis au jour le rapport causal que la théorie donne pour évident.

Il y eut des cas, dans l'histoire diplomatique entre 1870 et 1914, où les chancelleries des grandes puissances se mirent au service des capitalistes privés, défendirent farouchement les investissements de leurs nationaux (Venezuela, Samoa, Perse). Non que les hommes d'État fussent «manœuvrés» par les capitalistes, mais ils voyaient des raisons de prestige à défendre des positions économiques, dites nationales. Aussi bien, en régime de propriété privée, les intérêts de certaines compagnies se confondent authentiquement avec des intérêts nationaux. Mais, en dehors de la guerre des Boers, qui fut, sinon exclusivement, au moins en grande partie, déclenchée par les intrigues d'une grande compagnie⁽²⁾, *aucune des entreprises coloniales qui suscita en Europe des conflits diplomatiques de grand style ne fut inspirée par des sociétés capitalistes, toutes eurent pour origine des ambitions politiques que les chancelleries camouflaient en invoquant les intérêts économiques*. En d'autres termes, la relation est le plus souvent inverse de celle qui retient la théorie courante de l'impérialisme: les intérêts des sociétés privées ne furent que le prétexte ou la justification. La cause profonde est la volonté de puissance des États.

Les concessions forestières sur le fleuve Yalu, qui furent à l'origine de la guerre russo-japonaise, n'étaient pas une «affaire», au sens ordinaire du terme. Les actionnaires ne devaient pas attendre de dividendes au cours des premières années. Les vingt mille forestiers envoyés en avant-garde étaient, en réalité, des soldats déguisés. La société avait été constituée par de grands personnages, désireux d'intéresser la Cour à une entreprise dont la fin était, non le profit, mais le contrôle de la Corée. Dès le point de départ, l'objectif était la conquête.

Pas davantage, les protectorats français sur la Tunisie et le Maroc ne furent établis par les gouvernements aux ordres des industriels ou financiers. Là encore, les gouvernements invoquèrent pour justifier leur intervention, des «intérêts nationaux». Mais ni les chemins de fer de la Medjerdah, ni la concession accordée au comte de Saubert, ni l'agitation de la Société marseillaise n'auraient ému le Quai d'Orsay si celui-ci n'avait conçu le protectorat sur la Tunisie comme complément harmonieux de la conquête de l'Algérie.

Il n'en va pas autrement, aussi bien en Allemagne qu'en France, pour le Maroc. La Wilhelmstrasse s'instaura protectrice de la concession des frères Mannesmann, non parce qu'elle était manœuvrée par ceux-ci, mais parce qu'elle se réjouissait de détenir une raison valable d'intervenir. Elle déplorait que les milieux de la grande industrie et de la banque fussent à ce point réticents à l'égard du Maroc. "Die deutschen Banken streiken geradezu alle, sobald man von Marokko spricht." Quand, après l'accord de 1911, des négociations s'engagèrent entre les représentants capitalistes des deux pays, ce furent les objections des chancelleries, les inquiétudes politiques qui précipitèrent l'échec des pourparlers.

On prolongerait sans peine cette revue. Le fameux chemin de fer Berlin-Bagdad fut surtout une idée politique et les banques allemandes ne consentirent à s'y intéresser (et encore, avec quelle hésitation) que sur la pression de la Wilhelmstrasse. La Banque de Rome prit des intérêts en Tripolitaine à l'instigation du ministère italien des Affaires étrangères. Le privilège de réescompte lui fut accordé sur la promesse qu'elle placerait des capitaux en Tripolitaine. Une fois ces intérêts créés, la relation se renversa et les banques firent campagne en faveur d'une politique active. Au point de départ, les diplomates suscitaient des intérêts économiques, avec l'idée que la défense de ces intérêts entraînerait la prise de possession.

L'interprétation légendaire s'explique d'ailleurs aisément. Les hommes d'État colonialistes, un Jules Ferry, par exemple, invoquaient sans cesse des arguments d'ordre économique: bases pour la flotte, débouchés pour la production, réserves de matières premières, etc. Rien n'était plus simple que de prendre ce langage au pied de la lettre et de transformer ces arguments en cause. Il se peut, naturellement, que ces intérêts à long terme aient figuré parmi les motifs des hommes d'État. Tout ce que ces documents révèlent, c'est que l'initiative vient de ceux-ci. Or, à chaque époque, les conquérants trouvent d'autres formules pour couvrir une volonté de puissance qui apparaît comme un des traits constants des collectivités européennes.

Il est incontestable qu'après l'occupation ou au moment même individus entreprenants et compagnies cherchent à exploiter à leur profit les territoires protégés. Si cette exploitation n'est pas l'objectif primaire des gouvernants, elle est conçue par eux comme un des avantages de la conquête. Bien plus, à une époque où la pensée de tous est dominée par les considérations économiques, les «colonialistes» peuvent accroître la popularité de leur cause en la justifiant par

des considérations économiques. L'opinion risquerait de se détourner ou de se rebeller si l'on parlait de gloire ou de grandeur.

Quant aux capitalistes, pourquoi s'étonner que leur conduite n'ait pas été conforme à celle que leur prête le marxisme vulgaire? Pour la grande industrie et la haute banque du IIe Reich, il était des entreprises moins dangereuses et plus profitables que le Maroc ou le chemin de fer Berlin-Bagdad. Plus l'Allemagne était solidaire du marché mondial, plus les dirigeants capitalistes devaient redouter une guerre européenne. En 1911, la chute des cours à la Bourse, la démarche des grands financiers auprès de l'empereur, contribuèrent à la solution pacifique de la crise. Le capitalisme avait plus à perdre à une guerre que le Maroc n'était susceptible de lui rapporter.

(À suivre.)

[\(1\)](#) C'était là surtout l'idée de Rosa Luxembourg, que Lénine n'acceptait pas sous cette forme simplifiée.

[\(2\)](#) Et encore conviendrait-il d'ajouter que Cecil Rhodes agissait plutôt en conquérant, pour la gloire de son pays, qu'en homme d'affaires, soucieux d'accumuler des profits.

La paix, c'est peut-être la guerre froide

Réalités
mai 1950

Depuis plusieurs semaines les journalistes du monde entier recommencent à interroger le Sphinx. Staline va-t-il, à l'occasion des élections au Soviet suprême, prononcer un grand discours? Les affirmations, multipliées par ses lieutenants, Molotov, Malenkov, Beria, Kaganovitch, que la coexistence du capitalisme et du communisme est possible constituent-elles une invite à des négociations ou une phase de l'offensive de paix, dont l'objectif est de semer le désarroi dans le camp adverse? Sommes-nous à la veille d'une reprise de contact entre les trois occidentaux et le Kremlin? Ainsi se déroulent, indéfiniment reprises, les questions vaines. On sait plus ou moins ce qui se passe à Washington, personne ne sait ce qui se passe à l'intérieur des murailles de l'ancien palais des grands ducs de Moscou et des tzars. Que Staline parle ou qu'il se taise, peu importe! Son silence ou ses propos prêtent toujours à des interprétations contradictoires. Hitler aurait dû nous apprendre que la seule manière de comprendre les tyrans n'est pas de les écouter, mais d'observer leurs actes.

Les actes ne nous livrent pas le secret de l'avenir: du moins nous permettent-ils de faire le point. En Allemagne orientale, la préparation des élections, fixées à l'automne prochain, s'accélère. La S.E.D. (parti socialiste d'unité, en fait contrôlé par les communistes) fait campagne pour des listes uniques du Front national. Les partis encore légaux, démocrates-chrétiens et démocrates-nationaux, maintes fois épurés, ne résisteront pas à la pression et ne seront que des otages impuissants, en des régimes voués à la mise au pas totale. À l'intérieur des pays satellites l'évolution se poursuit dans la même direction. En Pologne, en Bulgarie le Kremlin met aux postes de commande des officiers ou des fonctionnaires russes, comme s'il se méfiait même des plus fidèles des communistes étrangers, comme si l'impérialisme proprement russe perçait à travers l'impérialisme idéologique.

L'Union soviétique cherche à éliminer, par tous les moyens, les dernières velléités d'opposition ou de résistance dans sa zone. Elle s'ingénie à susciter troubles et révoltes dans les pays qui échappent encore à son autorité. Elle entretient deux cents divisions sur le pied de guerre, dépense des milliards de roubles pour fabriquer des centaines de sous-marins Schnorkel, des dizaines de

milliers de chars d'assaut et d'avions. Elle lance le parti communiste français à l'assaut des ports où arriveront les armes américaines destinées à l'armement de trois ou quatre divisions.

En Asie, à la faveur de la désagrégation sociale provoquée par l'effondrement des empires européens, le choc de la civilisation industrielle, les répercussions de la guerre japonaise, les partis communistes, après leur victoire en Chine, poursuivent leur offensive dans l'Asie du Sud-Est. La réunion de la Fédération syndicale internationale, tenue à Pékin, à la fin de l'année 1949, a couvert sous des manifestations spectaculaires les travaux du comité secret chargé de diriger la conquête du Sud-Est asiatique. Le mot d'ordre «armée de libération» a été officiellement proclamé. La guérilla doit être en Asie du Sud-Est ce que les grèves et les commandos des ports sont en France et en Italie.

Rien de tout cela n'annonce une volonté de guerre atomique dans l'immédiat avenir. Rien n'annonce la détente et l'apaisement que les naïfs ou les trop subtils font espérer, tous les trois mois, aux peuples angoissés.

Staline a gardé le silence. M. Acheson a parlé. A-t-il parlé à l'adresse du peuple américain, pour le convaincre que sa politique était la seule possible? À l'adresse de ses adversaires politiques, qui le soupçonnent d'avoir eu, dans le passé, des sympathies communistes, pour les désarmer? Ou à l'adresse du Kremlin, pour fixer les conditions auxquelles un dialogue serait possible?

Reprenons les sept points, déjà fameux, en renversant l'ordre dans lequel le secrétaire d'État les a énumérés.

L'Union soviétique devrait mettre fin à la campagne de diffamation contre les États-Unis et en particulier à l'accusation de préparer une guerre d'agression. Qui se fait des illusions? À supposer même que la campagne contre «l'impérialisme américain» se ralentisse, la guerre des mots et des propagandes se poursuivrait. Les soviétiques, en fonction de la doctrine qui leur sert de religion officielle, doivent vitupérer le capitalisme, incarnation du mal que l'ange de lumière, le prolétariat, vaincra, pour le salut de l'humanité. Et les Américains, ou plutôt les hommes libres, *doivent* dénoncer dans la prétendue dictature du prolétariat la dictature la plus impitoyable que des maîtres tout-puissants aient jamais établie *sur* le prolétariat.

En ce qui concerne le respect dû aux diplomates américains l'Union soviétique et les États satellites pourraient faire quelques concessions. Encore les procès intentés aux diplomates ou même à de simples citoyens des pays occidentaux ont-ils un objectif: couper les relations entre les satellites et le

monde libre, expulser des observateurs gênants, arracher toute espérance aux peuples asservis, les convaincre que leur sort est définitivement scellé.

M. Acheson a demandé au Kremlin de renoncer aux activités subversives qu'il mène ou encourage à travers le monde. Mais il sait mieux que personne quel prix Staline et ses compagnons attachent à ces cinquièmes colonnes qui se sont infiltrées jusqu'au cœur des nations dites capitalistes. Au temps de sa plus grande misère l'Union soviétique n'a jamais économisé sur les fonds mis à la disposition des partis communistes dits nationaux ou des réseaux d'espionnage. Staline ne sacrifiera pas de son plein gré une arme dont il mesure justement l'efficacité. Il se peut qu'un jour il invite les communistes à modifier leur tactique (il l'a déjà fait plus d'une fois). Le retour à la tactique «Front populaire» est improbable dans la conjoncture présente mais n'est pas exclu dans un avenir indéterminé. Cette tactique ne serait pas, à terme, moins redoutable que celle actuellement en vigueur. Au contraire.

Toutes les tentatives d'accord sur la limitation des armements et, en particulier, des armes atomiques ont toujours échoué sur le même obstacle. Les États-Unis ne peuvent pas souscrire à un accord qui n'organiserait pas un contrôle international, permanent et rigoureux, des installations industrielles. Et l'on ne voit pas comment l'Union soviétique souscrirait à un accord qui impliquerait la libre circulation à travers le territoire russe de fonctionnaires internationaux. Chacun a le droit d'imaginer à sa façon le moyen de surmonter cette antinomie. Pour l'instant ni d'un côté ni de l'autre on n'a apporté au dialogue d'élément nouveau.

L'obstruction à l'O.N.U. est un reproche que M. Acheson justifie aisément: il lui suffit de rappeler le nombre de vetos opposés par les représentants de l'Union aux décisions, prises à la majorité, du Conseil de sécurité. Mais, à supposer même que l'on écarte les contre-accusations formulées par M. Viktorov dans la *Pravda* (refus américain d'accepter les représentations de la Chine communiste), le fait est que l'Union soviétique soupçonne, non sans quelque raison, les États-Unis d'être en mesure de s'assurer, sur n'importe quel sujet, une majorité au Conseil de sécurité ou à l'Assemblée.

Le retrait des forces soviétiques à l'intérieur des frontières de l'Union constitue, à coup sûr, une des demandes essentielles de M. Acheson. M. Viktorov objecte qu'à la suite des traités de paix avec les ex-satellites de l'Allemagne, cette évacuation a déjà eu lieu; cette réponse est mensongère. Il reste des divisions russes en Pologne, en Roumanie, en Hongrie, sous prétexte de

garder les lignes de communication avec les troupes d'occupation, cantonnées en Allemagne et en Autriche. La conclusion est claire: le retrait des armées soviétiques a pour condition l'établissement des traités de paix avec l'Allemagne et l'Autriche.

Nous en venons ainsi au premier point de M. Acheson, le seul qui puisse être considéré comme une invitation à négocier. Les autres points, en effet, *marquent les causes profondes de la guerre froide, ils n'indiquent pas le moyen d'y mettre fin*. Ils ont une valeur d'enseignement, ils dissipent l'illusion qu'il dépendrait d'une réunion spectaculaire de chefs d'États ou de la bonne volonté des diplomates de rendre d'un coup, miraculeusement, la tranquillité au monde. M. Acheson les souligne pour prendre à témoin ses partisans, ses adversaires, l'opinion mondiale, de la gravité de la crise.

En même temps, du fait même qu'il met au premier rang les traités de paix avec l'Allemagne et le Japon, il s'adresse aux maîtres du Kremlin comme pour leur demander: oui ou non, souhaitez-vous que le dialogue reprenne?

L'obstacle à un traité de paix avec l'Allemagne, tout le monde le connaît: la division du Reich en une République fédérale à Bonn et une démocratie populaire à Berlin. Tant qu'il y aura deux gouvernements, qui prétendent tous deux à représenter *toute* l'Allemagne, tant que l'ancienne capitale sera soumise à un partage plus absurde et plus instable encore, avec deux municipalités et deux monnaies, les quatre Grands seront incapables de s'entendre sur les termes d'un traité avec l'ennemi d'hier.

Les Grands parviendront-ils, dans la conjoncture présente, à s'entendre sur les modalités de la réunification? Quand j'ai posé cette question, au cours d'un récent voyage outre-Rhin, j'ai rencontré partout le scepticisme. Personne n'imagine que les Russes consentiront à des élections libres, sous contrôle international, dans leur zone: ils n'ignorent pas l'hostilité de la masse de la population à l'égard d'un vainqueur qui fut impitoyable et qui, aujourd'hui encore, réduit les conditions de vie à un niveau proche des habitudes russes.

Walter Lippmann a proposé une solution qu'il tient pour prochaine: des négociations entre les deux gouvernements allemands, qui précéderaient les élections, l'objectif étant une Allemagne unie et militairement neutre. On ne saurait exclure que de telles négociations interviennent quelque jour. Dans l'immédiat, elles sont suprêmement improbables. Le docteur Schumacher et ses amis tiennent les communistes pour traîtres à l'Allemagne et au socialisme. Le chancelier Adenauer ne songe pas à s'asseoir à la même table que M. Pieck ou

M. Grotewohl et à compromettre le régime qu'il est en train d'édifier à l'Ouest dans une aventure. Et l'on ne voit pas les Alliés obligeant la République fédérale à traiter et, du même coup, à reconnaître une autorité à un gouvernement que la masse des Allemands tient pour composé d'usurpateurs au service de l'étranger.

Quant à la neutralité dont parle sans cesse W. Lippmann, c'est le type même des notions équivoques et confuses. Quand il évoque le cas de la Suède et de la Suisse, il oublie que ces deux pays, par rapport aux dimensions de leur territoire et au chiffre de leur population, sont fortement armés. Imagine-t-on un armement proportionnel de l'Allemagne toléré par les Alliés ou, surtout, par les Russes? Pour l'instant, ce qui est en question ce n'est pas l'alignement diplomatique de l'Allemagne unie, c'est le caractère politique du régime, le choix des dirigeants. Pour qu'un gouvernement allemand pût être neutre il faudrait que l'Union soviétique fût prête à ne pas traiter en ennemi un gouvernement non communiste. Or l'expérience nous prouve que le Kominform ne combat pas avec moins de fureur un gouvernement socialiste qu'un gouvernement réactionnaire: il réserve même ses coups les plus rudes à ceux qui lui disputent la clientèle ouvrière.

Les chances d'une négociation à quatre sur l'Allemagne paraissent, pour l'instant, faibles. Si l'on tient à causer, que l'on prenne un thème plus limité, celui de Berlin, par exemple. La tentative permettrait au moins de sonder les intentions actuelles des maîtres du Kremlin.

On aurait tort de tirer de ces analyses des conclusions exagérément pessimistes. Le mieux que l'on puisse espérer, c'est la coexistence de deux mondes qui ne parlent pas le même langage et qui sont voués à se combattre. La guerre froide, c'est-à-dire la limitation de la violence, ne serait-elle pas la forme présente de la coexistence que chacun fait profession de souhaiter?

Le mythe léniniste de l'impérialisme, suite et fin

**Liberté de l'Esprit
juin-juillet 1950**

Le point central de la théorie de Lénine, c'est que les guerres du XXe siècle, bien que livrées en Europe, à propos de conflits européens, ont pour enjeu et pour signification le partage de la planète. La difficulté maîtresse, quand on envisage de réfuter la théorie, c'est qu'on aperçoit mal le moyen de la confirmer et, du même coup, de l'infirmier. Personne ne nie que la guerre ait éclaté à propos de la rivalité germano-slave dans les Balkans. Personne ne nie davantage que les vainqueurs n'aient pas rendu à l'Allemagne les colonies africaines, occupées durant les hostilités, dont les accords secrets prévoyaient la répartition entre les alliés. Personne ne met en doute qu'en cas de victoire l'Allemagne se serait emparée d'une partie au moins des empires français et britannique. Il est donc acquis que la cause immédiate de la guerre n'a rien eu à voir avec les territoires d'outre-mer, que l'issue de la guerre comportait inévitablement un nouveau partage des colonies. Au delà des faits, nous sommes dans le domaine des opinions.

La charge de la preuve incombe manifestement à ceux qui prêtent aux événements une signification profonde, inconnue des acteurs. Dans aucun des deux camps, les hommes d'État n'ont considéré que les possessions lointaines justifiaient une guerre européenne ou que le système économique était acculé à l'expansion. Que le parti vainqueur ait profité des circonstances pour s'emparer des colonies du vaincu, le fait n'introduit rien d'original dans l'histoire européenne et ne prouve à aucun degré que Français, Britanniques, Allemands, qui croyaient se battre pour maintenir la puissance ou la gloire de leur patrie respective, se battaient en réalité parce que les capitalismes, ayant atteint aux limites de la terre, n'avaient plus d'autre ressource que les armes pour élargir leur part respective de l'univers.

Or, dans la formation des fronts comme dans le déclenchement des hostilités, on retrouve sans peine les oppositions traditionnelles ou passionnelles, on n'aperçoit pas la preuve qu'à notre époque les rivalités des capitalistes mènent souverainement le destin des hommes. La pénétration française au Maroc suscita une raison supplémentaire de discorde, mais Français et Allemands, dont les

économies étaient bien plus complémentaires que rivales, ne s'étaient jamais réconciliés depuis 1870. Les Français n'appelaient pas la guerre pour recouvrer l'Alsace-Lorraine, mais ils ne consentaient pas non plus à ratifier moralement l'amputation du territoire. Au reste, les calculs d'équilibre les plus classiques les détournaient du tête-à-tête avec leur puissant voisin. Alliée à une puissance continentale voisine et incomparablement plus forte, la France eût perdu presque toute indépendance, alors qu'alliée à une puissance maritime ou à une puissance continentale lointaine elle en retenait l'essentiel. Ce mécanisme de la diplomatie appartient à tous les temps.

Pas davantage, le conflit entre la Russie et l'Autriche-Hongrie ou l'Allemagne ne paraît, pour l'essentiel, d'origine économique. Certes, les intérêts pouvaient bien s'opposer ici ou là. Mais les intérêts impérialistes de la Russie se heurtaient (en Asie, en Perse et en Afghanistan) à ceux de la Grande-Bretagne plus qu'à ceux de toute autre nation européenne. C'est le sort des Slaves du Sud qui sépara définitivement la Russie tsariste des autres empires, en dépit de la solidarité conservatrice, de l'égal souci du principe dynastique, de la crainte partagée des mouvements révolutionnaires.

La seule manière de donner une certaine vraisemblance à l'interprétation «marxisante», c'est de présenter la guerre de 1914-1918 comme déterminée avant tout par la rivalité germano-britannique et de présenter ensuite cette rivalité comme l'effet de la concurrence commerciale. Beaucoup de publicistes allemands ont d'ailleurs défendu cette thèse pour d'autres motifs. Désireux d'innocenter leur pays, de le montrer victime de la jalousie des possédants, ils ont monté en épingle des articles parus dans la presse anglaise à la fin du siècle dernier, et surtout au début de ce siècle, qui vitupéraient l'expansion de l'Allemagne, menace mortelle pour la Grande-Bretagne, et suggéraient le recours aux armes, seul moyen de sauver la prospérité de la vieille Angleterre.

De telles voix étaient, en fait, isolées et ne reflétaient nullement l'opinion des milieux dirigeants de la banque, de l'industrie et la politique. La conception opposée que Norman Angell avait développée dans son livre retentissant *The Great Illusion* dominait les esprits. Or, quel était le point central de la thèse de Norman Angell? Que la guerre moderne ne paye pas. L'annexion d'une province n'augmente pas la richesse des habitants du pays vainqueur. On augmente la fortune nationale d'une certaine quantité, mais on la divise par un dénominateur accru proportionnellement: finalement, tout le monde se retrouve au même point. Vous prétendez éliminer un rival? Vous vous privez aussi d'un client et d'un

fournisseur, et vous subissez le contre-coup de l'appauvrissement que vous avez infligé à autrui. L'économie moderne crée la solidarité des États. La vieille idée du butin que l'on partage, de trésor que l'on prélève sur le vaincu, appartient à un autre âge. Au siècle de l'industrie et du commerce, la guerre porterait un coup fatal à tous; l'atteinte subie par le système capitaliste n'épargnerait personne.

Cette démonstration, dans l'ensemble valable si l'on admet les hypothèses implicites de l'auteur (existence d'un système mondial, respect par les belligérants des biens des particuliers⁽¹⁾), s'appliquait au cas des rapports entre Grande-Bretagne et Allemagne (comme on en eut la preuve après 1918). Les milieux dirigeants des deux pays en avaient parfaitement conscience, en dépit d'une concurrence réelle. Allemagne et Grande-Bretagne étaient l'une pour l'autre clients et fournisseurs de première importance. En 1913, près de 20% des importations allemandes venaient de l'empire britannique, qui absorbait plus de 18% des exportations du Reich. L'Allemagne achetait 1.168 millions de marks de produits britanniques, la Grande-Bretagne 1.534 millions de produits allemands. En tant que banquier, transporteur, assureur, l'Angleterre tirait profit indirectement des exportations allemandes.

Il est vrai que de 1904 à 1913 celles-ci avaient augmenté de 93%, plus vite que les exportations britanniques (74;7%). Mais l'exportation de produits nationaux, par tête de la population, restait largement supérieure en Grande-Bretagne (233 marks contre 150). Bien plus, l'orientation des exportations restait, dans l'ensemble, autre, 66% des exportations britanniques allaient hors d'Europe, 76% des exportations allemandes vers l'Europe. Cette divergence n'excluait pas des frictions; les produits allemands, ici et là, chassaient les produits britanniques. Mais le gouvernement ou la classe capitaliste de Grande-Bretagne, qui aurait conclu de ces frictions marginales à l'urgence d'écraser le concurrent par les armes, aurait été digne du héros de la fable: il aurait tout simplement tué la poule aux œufs d'or. Avant de retenir une explication qui implique une conduite pseudo-rationnelle, mais, au fond, absurde, il faudrait des preuves. Or, il n'y en a pas, ou plutôt les preuves sont de sens contraire.

C'est dans la phase de baisse des prix des années 1880 et 1890 que la concurrence commerciale est le plus intense et que les relations diplomatiques des deux pays sont les meilleures. À partir du tournant du siècle, l'expansion générale de la conjoncture atténue la rivalité, mais les relations diplomatiques se détériorent. Il n'y a nul mystère. Ce ne sont pas les relations économiques – rivalité ou solidarité – qui déterminent les fronts diplomatiques, mais les

considérations de puissance, les affinités de race ou de civilisation, les passions des foules. Économiquement, le grand rival de la Grande-Bretagne, depuis le début du siècle, n'a cessé d'être les États-Unis. Les deux puissances anglo-saxonnes n'ont jamais été sur le point de se faire la guerre. D'où, dans une publication soviétique récente, cette phrase admirable: «La particularité de cette contradiction (entre Grande-Bretagne et États-Unis) réside en ceci qu'elle se développe dans les cadres d'une étroite coopération, aussi bien économique que diplomatique.» La simple vérité est que les rivalités commerciales sont une chose, les luttes à mort des nations une autre chose. En dépit des mythes, des millions d'hommes n'ont pas été envoyés à la mort pour ouvrir des débouchés aux industries.

L'hostilité entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne a eu une cause essentielle: la construction, par cette dernière, d'une flotte de haute mer. En menaçant ou en donnant l'impression de menacer la suprématie navale de l'Angleterre, l'Allemagne, sans en avoir pris conscience peut-être, précipitait une rupture qui contribua à créer la constellation diplomatique dans laquelle l'explosion se produisit. Le peuple anglais tout entier sait que la maîtrise des mers n'est pas pour lui un luxe de prestige, mais une question de vie ou de mort. La politique de constructions navales de Guillaume II et de Tirpitz ne pouvait pas ne pas être interprétée comme un défi, elle devait incliner la Grande-Bretagne à se ranger, plus ou moins étroitement, dans un des camps.

Sans doute dira-t-on qu'en tout état de cause la Grande-Bretagne n'aurait pas toléré l'écrasement de la France et qu'avec ou sans la flotte de Tirpitz elle serait intervenue. Objection qu'il ne nous importe ni de confirmer ni d'écarter puisqu'elle ne touche pas notre thèse centrale: l'origine politique des «fronts» militaires. La Grande-Bretagne a abandonné (non sans amertume) l'hégémonie aérienne et navale aux États-Unis. Elle ne l'aurait jamais abandonnée, sans se battre jusqu'au bout, à l'Allemagne wilhelmienne ou hitlérienne.

Si la première guerre mondiale a succédé à une période de prospérité, de hausse des prix et d'expansion du commerce international, la deuxième a éclaté dix ans après le début de la plus grande crise qu'ait connue le régime capitaliste. Dans la plupart des pays, la reprise était intervenue depuis plusieurs années, le niveau de production dépassait le plus souvent le plus haut niveau atteint avant la dépression, mais cette reprise avait eu un caractère particulier: elle s'était opérée surtout dans les cadres nationaux. Le commerce international, bien loin de continuer à se développer comme au siècle dernier, n'avait pas retrouvé le

volume de 1929, et l'économie dominante, celle des États-Unis, n'avait pas triomphé d'un sous-emploi qui paraissait chronique. Qu'il y ait des relations entre la crise de 1929 et la guerre de 1939, il faudrait être aveugle ou fanatique pour le nier.

L'avènement au pouvoir du national-socialisme a eu incontestablement pour cause prochaine, entre d'autres, la crise économique sans précédent, avec son cortège de millions de chômeurs. Certes, l'acuité exceptionnelle de la crise et elle-même, surtout en Allemagne, n'était pas imputable à l'évolution autonome du système économique. Une succession de faits, accidentels par rapport au mouvement de la conjoncture mondiale (politique financière de la Grande-Bretagne, taux de la livre, usage du *gold exchange standard*, pyramide de crédits aux États-Unis, niveau élevé des prix mondiaux, rattaché à celui des prix américains à la suite de l'inflation de guerre, inflation allemande, accumulation de crédits étrangers, etc.) avait amené la situation de 1929 et l'effondrement qui s'ensuivit. Sans artifices, on pourrait montrer que beaucoup de ces accidents ont pour origine, directe ou indirecte, la guerre de 1914 et les suites. Il n'en reste pas moins que le chemin qui va de la paix de Versailles à l'agression de septembre 1939 contre la Pologne passe par la crise de 1929. À supposer que celle-ci soit, d'une certaine manière, effet de la première guerre, elle est plus certainement encore une des causes de la deuxième.

Au cours des années de crise, l'Allemagne, frappée par le chômage, avait le choix entre trois orientations: ou bien adapter son économie intérieure à la conjoncture mondiale, ou bien entreprendre une planification totale sous la direction du parti ouvrier qui penchait vers la Russie soviétique, ou bien entreprendre une planification sous la direction de partis «nationaux», avec réarmement et dynamisme diplomatique(2). La deuxième solution était exclue par le rapport des forces intérieures, par le sens des passions populaires. Au reste, en concentrant ses attaques contre les social-traitres, le parti communiste enlevait aux partis de gauche les faibles chances de victoire qu'ils auraient pu avoir. Ni les foules ni les milieux dirigeants ne consentaient aux nécessités de la première. L'adaptation à la conjoncture mondiale aurait exigé une dévaluation en mark, dont les souvenirs de l'inflation détournaient, à défaut, une baisse de salaires nominaux, à laquelle résistaient les syndicats, et peut-être ceci et cela à la fois. La reprise promettait d'être lente et progressive. Elle aurait logiquement impliqué un armistice diplomatique de quelques années. Or, le nationalisme de masses déracinées avait été exacerbé par la détresse et par la propagande contre le traité de Versailles. Les milieux dirigeants étaient impatients de retrouver la

souveraineté en fait d'armements, condition première de la révision du traité. La coalition des partis nationaux, des Hitlériens et des Allemands nationaux, symbole du rapprochement entre les révolutionnaires et les conservateurs traditionnels, avait pour fondement la volonté commune d'atteindre certains objectifs: liquidation du chômage dans le cadre national, réarmement, diplomatie active.

On ne dira pas que les anciennes classes dirigeantes aient voulu unanimement cette politique, on discutera sur la part de responsabilité des uns et des autres, responsabilités individuelles des financiers ou des capitaines d'industries, qui versèrent des fonds au national-socialisme, des banquiers rhénans, des propriétaires de Prusse Orientale et des politiciens qui mirent sur pied la combinaison de janvier 1933. Toutes les formules qui attribuent à *une* classe dirigeante une attitude déterminée ont toujours un caractère à demi mythologique. Il ne manquait pas de conservateurs qu'inquiétait la démagogie brune. Tout ce que l'on est en droit de dire, c'est que la prise du pouvoir par le national-socialisme a eu pour condition le consentement à l'aventure d'une fraction des anciennes classes dirigeantes, chefs de l'armée et de l'industrie. Apprentis sorciers, ces hommes attendaient du Führer qu'il soumit les masses à une discipline, qu'il réintégrât les millions de chômeurs dans l'armée ou les usines, qu'il rendît à l'Allemagne souveraineté et puissance: eux non plus, n'ont pas voulu *cela*, qui s'est achevé dans le Bunker de Berlin, avec l'écrasement de leur patrie.

Le chômage, donc la crise économique, a été à l'origine du réarmement. La formule, selon laquelle il en aurait été la cause, simplifierait dangereusement la réalité. Les États-Unis ont connu plus de douze millions de chômeurs sans que ni les masses ni les dirigeants songent à mobiliser une armée, à bâtir une industrie de guerre. Le recours à l'économie de guerre s'est imposé aux esprits des Allemands, fidèles à leurs traditions militaires et impatients de modifier sinon d'abattre le statut de Versailles. D'une manière ou d'une autre, un peu plus tôt ou un peu plus tard, l'Allemagne aurait revendiqué et obtenu l'égalité de droits, revendiqué sinon obtenu une révision de traités de paix. En revanche, il n'était pas impliqué par les données durables de la situation allemande qu'un homme comme Hitler et un parti comme le parti national-socialiste prissent le pouvoir. Entre le style et les ambitions des nationalistes traditionnels et ceux des nationaux-socialistes la différence était telle que, avec les uns la guerre était inévitable, avec les autres la paix possible.

Une fois le réarmement entrepris, une fois appliquée la théorie du plein emploi dans le cadre national, la guerre était-elle l'issue fatale? Le réarmement conduisait-il à l'agression comme le chômage avait conduit au réarmement? Le système économique du IIIe Reich excluait-il l'arrêt de l'expansion, la paix ou même la trêve qu'à la veille de la prise de Prague une délégation commerciale britannique venait, une fois encore, offrir aux dirigeants de Berlin? La controverse présente un caractère abstrait et comme irréel pour une raison simple. Hitler et ses compagnons ont toujours pensé en termes politiques et non pas économiques. Ils voulaient pour leur pays la puissance dont la richesse du peuple-maître serait la récompense. Ils ne se sont jamais demandé si, économiquement, ils pouvaient s'arrêter parce qu'ils n'avaient pas, depuis 1939, la moindre intention de s'arrêter. Par instant, au moins, Hitler voulait directement la guerre qu'il se croyait seul capable de conduire victorieusement et qu'il tenait pour indispensable à l'accomplissement de ses desseins. Le système national-socialiste lui-même est sorti d'une volonté impériale.

Il n'en demeure pas moins possible de se demander si, en tout état de cause, Hitler n'aurait pas été entraîné vers les conquêtes par le système économique qu'il avait édifié. La thèse est soutenue par de pseudo-marxistes qui prétendent retrouver dans le Schachtisme la fatalité d'impérialisme qu'ils attribuent au capitalisme des monopoles. Elle est soutenue par d'autres critiques, aux yeux desquels soit le socialisme-national, soit Hitler lui-même aurait été mis en péril par une pacification, même temporaire.

À partir de 1938 et du départ du docteur Schacht, la situation économique s'était renversée. On ne craignait plus le chômage, mais l'inflation. Non seulement le plein emploi était obtenu, mais on manquait de main-d'œuvre. On s'efforçait de transformer les petits boutiquiers, dont on avait arraché les suffrages par des attaques démagogiques contre les Juifs et les grands magasins, en travailleurs d'industrie. Le docteur Schacht est, à ce moment, partisan d'une pause. On cesserait d'émettre des bons du travail ou des bons à court terme, qui, à partir du moment où ils ne servent plus à réintégrer dans le circuit de production les hommes ou des machines inemployés, n'ont plus de garantie et ne représentent que de faux droits. On stabiliserait, sur tous les fronts, les résultats acquis. Il paraît donc absurde d'affirmer que la non-reprise des investissements privés menaçait l'économie du IIIe Reich d'un effondrement que seule la guerre aurait prévenu.

En 1934, la théorie de «l'amorçage» avait été démentie: une dose limitée du

pouvoir d'achat supplémentaire, à partir des grands travaux, n'avait pas suffi pour que, par la grâce du «multiplicateur», la prospérité se répandit à travers l'économie. L'amorçage n'avait donné que des effets limités. Les investissements privés demeuraient au point mort. L'État avait dû prendre en charge lui-même la tâche qu'il espérait laisser à l'initiative des entrepreneurs. Mais en 1938 ou 1939, la situation était tout autre: après le réarmement, le plan de quatre ans, l'annexion de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, le IIIe Reich n'avait pas à choisir entre la conquête militaire ou la retombée dans le marasme.

Mais, dira-t-on, la menace ne venait-elle pas d'un autre côté, à savoir du manque de devises, indispensables pour acheter la nourriture que ne livrait pas le sol(3) et les matières premières que ne recélait pas le sous-sol du IIIe Reich même élargi! Les conquêtes accentuaient, plus qu'elles ne corrigeaient, le déséquilibre. Ni l'Autriche ni la Tchécoslovaquie ne se suffisaient à elles-mêmes. L'une et l'autre importaient une partie de leur nourriture. L'une et l'autre étaient liées à l'économie mondiale plus que le Reich allemand lui-même. On ne mettra pas en doute que l'autarcie, en mars 1939, demeurait un idéal aussi lointain, aussi inaccessible qu'au point de départ de l'entreprise. À long terme, sur un plan pour ainsi dire philosophique, l'alternative n'avait pas changé: intégration à l'économie mondiale ou économie supranationale de grand espace. Mais ce dilemme ne présentait aucun caractère d'urgence. Les démocraties occidentales étaient prêtes à faciliter l'apaisement par des concessions. Encore une fois, Hitler n'était soumis à aucune contrainte économique.

L'autorité de Hitler, son régime auraient-ils été ébranlés par une trêve? Hitler aurait-il perdu une partie du prestige que ses succès pacifiques lui avaient valu? Rien ne permet de fonder une telle affirmation. En septembre 1938, le peuple allemand redoutait une guerre générale presque autant que les peuples britannique et français. Il n'aurait pas reproché à son Führer de sauver la paix, au contraire. Après Munich, l'Allemagne était assurée d'une hégémonie en Europe centrale plus complète que celle qu'on avait refusée à l'Allemagne wilhelmienne avant 1914. Mais, tant que subsistait d'un côté l'Union Soviétique, de l'autre l'alliance franco-britannique, l'hégémonie à travers le «Mitteleuropa» restait à bonne distance de l'empire européen. La simple vérité, que les prétendues nécessités politiques ou économiques dissimulent, c'est que Hitler ne s'est pas contenté de cette hégémonie. Il a voulu profiter de sa supériorité temporaire d'armements au moins pour liquider la Pologne. Et, du même coup, il déchaîna le monstre.

Certes, l'économie du IIIe Reich comportait de multiples incitations à l'élargissement impérial. Les raisonnements de Norman Angell ne s'appliquent pas à un système comme celui de l'Allemagne national-socialiste. Qu'importe, disait le pacifiste anglais, qu'une province, avec des mines ou des usines, soit en deçà ou au delà des poteaux frontières. Si elle est en deçà, les populations des autres provinces qui désirent obtenir charbon ou produits manufacturés doivent, malgré tout, envoyer en contrepartie à ces hommes, nationaux ou étrangers, des marchandises de valeur égale(4). Mais, à partir du moment où les relations entre unités économiques sont réduites par la non-convertibilité des monnaies et le contrôle du commerce extérieur, le raisonnement ne vaut plus. Si ces mines de charbon ou de fer sont situées au delà des frontières, on sera amené à mettre en exploitation des mines plus pauvres, à moindre rendement, à consentir des dépenses accrues de matériel ou de main-d'œuvre. Ou bien il faudra acheter charbon ou fer à l'aide de marchandises qui manqueront pour tel ou tel accord de troc. En d'autres termes, dans le cas des socialismes nationaux, l'emplacement des poteaux-frontières importe grandement: les échanges à l'intérieur des unités économiques et les échanges *entre* unités économiques deviennent différents en nature.

Inévitablement, un partisan du socialisme-national incline vers la théorie du grand espace. L'organisation autoritaire d'un ensemble économique se développe d'autant plus harmonieusement que les planificateurs disposent souverainement des hommes et des matériaux. Or, par définition, ils ne disposent pas des hommes et des matières situés de l'autre côté de la ligne douanière. Ils ne peuvent pas prévoir les prix libres des matières premières qu'ils auront à importer, ils ne peuvent pas prévoir les goûts changeants de ceux qui, au dehors, fournissent des devises en achetant les produits manufacturés. Les oscillations de la conjonction, le bon plaisir des consommateurs risquent de compromettre l'exécution des plans. La soumission forcée à la clientèle étrangère marque une survivance insupportable. La victoire des armes substitue le commandement à l'échange.

La Russie, en dépit du retard de son équipement, était mieux adaptée à l'expérience dite marxiste parce qu'elle dépendait moins que tout autre pays d'Europe du commerce international. Capable, en cas de besoin, de se suffire à peu près à elle-même, elle était capable, du même coup, de résister au blocus et d'aller jusqu'au bout de l'idée de la planification autoritaire. En revanche, appliquée à des économies nationales traditionnellement intégrées à l'économie mondiale, la même méthode ne pouvait pas ne pas susciter la tentation d'empire.

L'ambition de conquête et le rêve de rationalisation se rejoignent dans la théorie du grand espace.

Nous sommes donc bien loin de nier les virtualités impérialistes du régime économique adopté par le national-socialisme.

Nous sommes, au contraire, convaincus que deux régimes sont d'essence, d'inspiration et de conséquences pacifiques: le libre-échange et la planification impériale.

Nous prétendons seulement que l'Allemagne n'a pas été incitée à l'impérialisme par les résidus du capitalisme que comportait le régime national-socialisme. Si les entrepreneurs ou les directeurs privés avaient été remplacés par des directeurs nommés par l'État, si la Ruhr avait été nationalisée, si la planification avait été intégrale, la tentation d'empire n'aurait pas été atténuée, au contraire. L'industrie lourde devenue propriété collective n'aurait pas été moins disproportionnée aux besoins pacifiques du seul marché intérieur. L'obligation d'acheter au dehors le ravitaillement des hommes et des usines, le désir d'intégrer au plan un territoire aussi vaste que possible auraient subsisté. En bref, on n'aurait pas surmonté les contradictions entre l'essence de l'économie moderne et le socialisme «national», entre le nationalisme politique et le système industriel: contradiction qui est la cause ultime du suicide de l'Europe.

Cette contradiction est apparue d'abord non à l'origine, mais dans le déroulement de la première guerre mondiale. Un conflit traditionnel s'est amplifié en guerre hyperbolique, en raison des armes que l'industrie mettait à la disposition des combattants. Avant 1939, la contradiction s'était aggravée. Les troubles consécutifs à la guerre, la crise de 1929 avaient rejeté les États vers les expédients du commerce dirigé, de la prospérité isolée de la conjoncture mondiale. Le national-socialisme marquait la forme extrême de ce repli sur soi. Cette structure ne comportait ni la paix des échanges, ni celle des empires. Bien que les motifs des acteurs aient été politiques, bien que le conquérant ait été animé par la volonté de puissance et non poussé malgré lui par une nécessité économique, l'Europe, avant l'aventure hitlérienne, était minée par un statut absurde. Les nations européennes ne sauraient offrir à la planification un cadre rationnel.

Retour aux échanges ou élargissement des unités: l'alternative se pose plus que jamais après l'effondrement du IIIe Reich.

L'industrie moderne et l'armée n'ont cessé d'être liées au cours des siècles de

leur commun épanouissement. Bien qu'aucune des découvertes fondamentales qui ont permis la révolution industrielle n'ait eu, semble-t-il, pour cause immédiate, les besoins de l'armée, ceux-ci ont plus d'une fois accéléré le progrès ou suscité des améliorations dans les procédés de fabrication. La métallurgie et même le textile ont largement profité des commandes de l'institution militaire. La production en série a été pour partie effet des exigences guerrières en même temps qu'elle a déterminé l'allure des batailles modernes.

Entre le style de l'industrie moderne et celui de l'armée, les expressions courantes soulignent les analogies. Les armées arrachent des milliers, des centaines de milliers, finalement des millions d'hommes à un mode organique de communauté et les soumettent à une hiérarchie, ordonnée au seul impératif de l'action collective et du rendement. L'industrie réalise le même arrachement. La discipline des usines n'est pas celle de la caserne: l'ouvrier, en dehors du lieu de travail, continue (en général sinon toujours, au XXe siècle sinon au début du XIXe siècle) d'avoir une vie de famille. Malgré tout, la ressemblance n'est pas douteuse et les camps de travail, dans l'Allemagne en guerre ou dans la Russie des plans quinquennaux, soulignent la similitude jusqu'à l'horreur. Industrie et armée réduisent l'homme à une fonction unique, de travailleur ou de soldat. Elles créent des foules amorphes auxquelles elles imposent un ordre mécanique, conforme aux lois d'une technique. Quand l'appareil ne tourne pas à plein, les usines Krupp et les casernes encore à moitié vides offrent aux millions de chômeurs une perspective de réintégration.

L'évolution du capitalisme, au cours de la dernière moitié du XIXe et des premières années du XXe siècle, avait ouvert une autre voie. L'humanisation du travail industriel n'était pas impossible. L'élévation du niveau de vie permettait de même de rendre à l'ouvrier l'existence personnelle dont l'avait privé la phase d'accumulation initiale, celle de la houille, du textile et de la métallurgie. Les quartiers ouvriers, en Suède, en Allemagne, ou en certaines agglomérations récentes d'Angleterre, n'évoquaient plus les «damnés de la terre». Une part au moins du prolétariat accédait peu à peu à des conditions de vie décentes. Un encadrement social se dessinait. L'embourgeoisement atténuait l'isolement du travailleur ou l'amorphie des masses. L'armée industrielle rentrait peu à peu dans la société bourgeoise.

Les guerres n'ont pas arrêté la montée ouvrière vers la bourgeoisie. À certains égards, dans certains pays, elles l'ont accélérée. Mais, d'un autre côté, elles ont fait surgir un danger que la bourgeoisie, à l'époque de sa splendeur, ne concevait

même pas: la société tout entière soumise à la loi de l'organisation militaire. Au moment où le progrès économique aide à guérir une partie des maux imputables à la technique, les guerres ont entraîné la mobilisation totale des collectivités. Et cette mobilisation tend à devenir permanente dans les régimes totalitaires.

Le règne de la bourgeoisie risque demain d'apparaître comme une transition précaire entre l'ordre militaire des aristocraties et l'ordre militaire des technocraties.

Extrait d'un livre à paraître: Le siècle des guerres. Nous avons omis les références, en raison du caractère de la revue.

(1) Il va de soi, en effet, que si l'Allemagne exproprie en Tchécoslovaquie les propriétaires tchèques au profit d'Allemands, ou si le gouvernement tchèque exproprie les Sudètes au profit des Tchèques, une collectivité nationale s'enrichit et une autre s'appauvrit. Mais, en 1908, on ne concevait pas encore la possibilité de telles pratiques.

(2) Sans doute aurait-on pu concevoir une politique de plein emploi dans le cadre national, sans objectifs impérialistes. Mais les partis favorables à un socialisme national, voulaient en même temps une diplomatie active.

(3) Le Reich importait du dehors environ 15% de sa nourriture.

(4) Il va de soi que ce raisonnement simplifie et schématise le problème. Même au temps du libre-échange le tracé des frontières n'est pas sans importance, mais celle-ci est moindre.

Du préjugé favorable à l'égard de l'Union soviétique

Liberté de l'Esprit
octobre 1951

Avant de s'interroger sur les motifs du préjugé favorable à l'égard de l'Union soviétique, peut-être faut-il délimiter les zones où il se rencontre. Car il existe toujours des milieux sociaux où le bolchevisme est demeuré l'incarnation du diable, où l'anticommunisme passe pour aussi évident que le "gauchisme" ailleurs (par exemple certains milieux de la bourgeoisie conservatrice et catholique). La carte du pro-soviétisme diffus - préjugé favorable à l'égard de l'Union soviétique sans adhésion au parti - ne diffère pas sensiblement de la carte du communisme lui-même. Les frontières de la zone rose suivraient celles de la zone rouge, mais la première s'étendrait plus loin vers la droite que la seconde.

Dans un pays comme la France, la classe ouvrière fournit au parti communiste la plus grande partie de ses troupes. Une minorité d'ouvriers ou de militants, activement engagés dans l'action contre les staliniens, est violemment hostile à l'Union soviétique, mais, en dehors des communistes et des anticommunistes, un grand nombre d'ouvriers, probablement la majorité, ne prennent pas de position catégorique dans un sens ou dans un autre, mais conservent une certaine faveur à l'Union soviétique et au parti communiste, éprouvent même parfois une sorte de mauvaise conscience parce qu'ils ne participent pas à une lutte qui, pensent-ils, est la leur.

Il en va de même dans les autres milieux qui fournissent des dirigeants ou des militants au parti communiste, en particulier parmi les intellectuels. En dehors des staliniens de stricte observance, on trouve toute une série de cercles où, en dépit de la reconnaissance partielle de la réalité soviétique, le préjugé favorable continue de s'exprimer par des formules comme: "Oui, mais malgré tout ils se donnent pour objectif la justice sociale...", ou encore: "Oui, mais malgré tout c'est le seul régime ouvrier...", ou encore: "Oui, mais malgré tout ils ont créé les bases économiques du socialisme."

Cette proximité des zones rouge et rose simplifie notre problème. Les origines du préjugé favorable à l'égard de l'Union soviétique ne sont pas essentiellement différentes de celles du stalinisme orthodoxe. Psychologiquement, staliniens et fellow-travellers sont souvent très différents. Il y a plus d'idéalistes et

d'humanitaires parmi les seconds que parmi les premiers. Les deux types ont, dans l'entreprise, une fonction autre. Mais les raisons intellectuelles et morales qui inspirent le préjugé favorable sont les mêmes qui, à un degré supérieur d'intensité, inclinent à l'adhésion.

Sociologiquement, militants et sympathisants imposeraient une étude distincte. Dans l'histoire des idées occidentales, ils appartiennent au même chapitre: celui de la crise ou de la décadence du rationalisme politique.

Les deux exemples que nous avons choisis se situent aux deux extrêmes des zones rouge et rose. Dans le cas des ouvriers, la sympathie n'a pas à surmonter la connaissance de certaines institutions soviétiques, telles les camps de concentration. Dans le cas des catholiques ou des intellectuels de formation rationaliste, cette connaissance, aujourd'hui, existe le plus souvent. Et si, par hasard, elle n'existait pas, l'ignorance équivaldrait à un refus de savoir, à une connaissance refoulée par une censure à demi consciente, pour employer le langage psychanalytique. Or, il ne manque pas de chrétiens progressistes, il ne manque pas d'intellectuels (par exemple Jean-Paul Sartre et le groupe des existentialistes) qui, sans être staliniens, gardent un préjugé favorable à l'Union soviétique ou, s'ils ont à choisir, la préfèrent aux capitalistes États-Unis d'Amérique.

Le phénomène est au premier abord surprenant et semble relever de la pathologie sociale. Les valeurs au nom desquelles chrétiens et rationalistes condamnent la société occidentale (inégalité économique, insuffisance de la démocratie, oppression des faibles par le pouvoir) devaient entraîner une condamnation plus rigoureuse encore de la société soviétique. Les aspirations égalitaires sont dénoncées à l'est comme un préjugé petit-bourgeois, elles sont admises à l'ouest comme légitimes, bien qu'on mette en doute la possibilité de les satisfaire entièrement.

Si des arguments de cet ordre ne touchent ni les rouges, ni les roses, ni les militants, ni les sympathisants, ce n'est pas que les uns et les autres se refusent à voir l'Union soviétique telle qu'elle est (l'aveuglement est une conséquence et non une cause), c'est qu'en fonction de leur philosophie spontanée ils doivent demeurer convaincus que l'espoir est à gauche, c'est-à-dire, en dépit de tout, de l'autre côté du rideau de fer.

"L'Union soviétique est à gauche" signifie que le communisme a conservé le quasi-monopole de trois idées ou de trois mythologies caractéristiques de la gauche européenne au moins sur le continent: *révolte et triomphe du peuple*

souverain, anticapitalisme, confiance spontanée dans le progrès et l'histoire.

Dans le stalinisme, il s'agit, non de révolte du peuple souverain, mais d'avènement du prolétariat: l'inspiration reste la même. On transpose à la politique un thème chrétien en même temps que l'on adapte à la civilisation industrielle la vieille formule: "vox populi, vox dei." D'autre part, l'anticapitalisme marxiste ne repose pas sur une condamnation morale, mais sur un jugement historique. Le régime fondé sur la propriété privée des instruments de production se détruit lui-même et, par un processus dialectique, donne naissance au régime socialiste. Enfin, la notion de progrès n'est pas explicitement reprise et les catastrophes marquent un moment inévitable entre une époque et une autre, entre le capitalisme et le socialisme. Mais la supériorité de l'après sur l'avant, l'orientation de l'histoire vers l'accomplissement des espoirs humains et la réalisation d'un ordre social régi par la raison sont admises par postulat, implicite ou explicite, quel que soit le camouflage matérialiste ou scientiste de ces actes de foi. Il suffit de joindre à ces trois idées organisées en système l'affirmation que le parti communiste est l'avant-garde du prolétariat, l'instrument unique et indispensable de la Providence historique, pour se mettre à l'intérieur du stalinisme et accepter l'orthodoxie et la discipline du parti.

Les roses souscrivent à tout ou partie des trois mythologies, mais, comparant la réalité soviétique à l'idéal du socialisme, ils dénoncent certains aspects de la technique ou de la tactique de l'Union soviétique ou du stalinisme. Ils reculent devant l'adhésion, mais ils reculent aussi devant la condamnation radicale du stalinisme, de crainte d'avoir à sacrifier les mythologies de la gauche et de se retrouver, ou dans la solitude, ou dans une compromission, à leurs yeux insupportables, avec les libéraux bourgeois et les capitalistes.

Prenons le cas de J.-P. Sartre et de Maurice Merleau-Ponty, les deux chefs de file de l'existentialisme en France. Ils ont été obligés, quand leur ex-ami David Rousset lança son projet d'enquête sur les camps de concentration en Russie, de prendre position. Ils ne firent aucune difficulté pour: 1° accepter les faits; 2° avouer qu'ils n'en avaient eu connaissance que peu de temps auparavant; 3° ajouter qu'ils n'en devenaient pas pour autant hostiles à l'Union soviétique ou au stalinisme.

Voilà deux écrivains de formation philosophique, d'une honnêteté morale irréprochable et insoupçonnable, spontanément libéraux, qui détestent le régime totalitaire quand il est brun et le détesteraient, en fait, même rouge s'ils avaient à le supporter. Le jour où ils y sont obligés, leur jugement sur les faits porte la

marque de leur bonne foi. On ne peut pas douter, écrivent-ils, que les camps de concentration soient une institution du régime soviétique. Quelque vingt millions de Russes sont directement ou indirectement touchés par le système de travail forcé. Quelle conclusion un homme sans préjugé tirera-t-il de ces constatations? Qu'un régime qui repose, en une telle mesure, sur l'esclavage d'État s'oriente en sens contraire des aspirations humanistes de la gauche européenne. Quelle conclusion en tirent Sartre et Merleau-Ponty? Qu'ils ne seront pas communistes, mais qu'ils seront moins encore anticommunistes.

Quelles sont les raisons explicitement données par les deux philosophes? La première est que les partis communistes prennent, à travers le monde, la défense des causes justes. Plus nous nous éloignons de l'Union soviétique, écrivent-ils naïvement, plus nous nous sentons proches des partis communistes. En France, le parti communiste est le parti de la classe ouvrière, et l'on ne pourrait se dresser contre lui sans combattre la classe ouvrière elle-même. Cet argument est étonnant. Car si l'on fait abstraction du préjugé favorable, les deux faits joints - la classe ouvrière française suit en majorité les mots d'ordre du parti communiste; celui-ci, en cas de victoire, établirait un régime policier comparable à celui de l'Union soviétique - suggéreraient bien plutôt une action énergique en vue de soustraire les ouvriers français à l'emprise des staliniens. Que ceux-ci, un peu partout, quand ils sont dans l'opposition, dénoncent des injustices réelles n'est ni surprenant, ni édifiant: tout parti d'opposition, tout parti révolutionnaire semblera le représentant de causes justes aussi longtemps qu'on se contente d'écouter ses propos et qu'on ne compare pas les iniquités présentes à celles qu'il amènera avec lui s'il triomphait. Le préjugé favorable à l'égard des opposants ou révolutionnaires est compréhensible tant que ceux-ci n'ont pas détenu le pouvoir. Lorsque l'observateur a la chance de juger sur une expérience de plus de trente années, la persistance du préjugé favorable devient un objet de stupeur.

Aussi s'explique-t-elle par d'autres raisons que celles que nous venons de donner. Le parti communiste aurait fondamentalement raison dans la partie négative de sa doctrine et dans l'action destructrice qu'il aurait entreprise. Les roses sont essentiellement ceux pour qui l'anticapitalisme est un article de foi de sorte qu'aucune des turpitudes de l'Union soviétique de l'Ouest, quels que soient les résultats d'une comparaison entre les mérites et démérites du régime soviétique et du monde dit capitaliste.

Propriété collective et planification, spontanéité des masses⁽¹⁾ en vue d'une révolution prolétarienne conduisant à la reconnaissance réciproque des hommes,

ces thèmes du marxisme, plus ou moins formalisés, ont gardé une force de séduction auprès des intellectuels, même après trente années de bolchevisme. Aux yeux de Merleau-Ponty, ils demeurent philosophiquement intangibles. Si l'Histoire devait les démentir, si le prolétariat ne se constituait pas en classe universelle et n'accomplissait pas la tâche révolutionnaire, il n'en résulterait pas, d'après lui, que le marxisme ait eu tort: c'est l'Histoire qui aurait tort et qui se condamnerait elle-même. Trotsky, à la fin de sa vie, a suggéré plus ou moins nettement une conclusion de cette sorte: si le prolétariat ne remplit pas la mission que l'Histoire (par l'intermédiaire de quelques intellectuels) lui assignait, alors le marxisme est une utopie et le monde va glisser à la barbarie. (Que la prétention des marxistes à réaliser des idées fausses ou d'atteindre un but inaccessible puisse être une des causes de ce glissement à la barbarie, une telle interprétation n'effleure même pas l'esprit de nos philosophes).

Rien n'était plus frappant, avant la deuxième guerre mondiale, que les efforts de l'intelligentsia de gauche pour démontrer que les régimes fascistes ne se réclamaient de l'anticapitalisme que par camouflage et hypocrisie. L'économie nazie est une économie capitaliste, disaient-ils: ce qui était incontestable si l'on considérait la propriété des entreprises, mais faux si l'on prêtait attention au mode de fonctionnement. Il fallait réserver l'expression "économie dirigée" pour un régime de gauche, de peur qu'elle ne soit compromise à tout jamais par sa liaison, même temporaire, avec un régime de droite.

Nous avons surtout analysé les motifs, c'est-à-dire la justification rationnelle du préjugé favorable à l'égard de l'Union soviétique. Les mobiles sont plus complexes. L'intellectuel, comme l'homme de la rue, est victime d'un demi-siècle de propagande marxiste ou marxisante. Le plus souvent, il n'a pas consacré plus de temps et de réflexion aux problèmes sociaux que l'homme de la rue: il accepte, comme celui-ci, les pseudo-évidences qui ont cours à son époque. L'intellectuel est en général un salarié, et un salarié de l'État. Il jouit de revenus moyens et il regarde avec suspicion les revenus tirés de, ou liés aux profits. Il n'a pas pour une société tout entière fonctionnarisée, l'antipathie que lui inspirent les capitalistes puissants par leur fortune.

L'anti-capitalisme, et pas seulement celui des intellectuels, tient aussi aux catastrophes de notre siècle: deux guerres, la crise de 1929. Que l'on attribue ces catastrophes au capitalisme, et celui-ci serait immédiatement disqualifié. L'anti-capitalisme deviendrait pour ainsi dire une vérité d'expérience. Le marxisme offrirait, du moins, une compensation à nos malheurs, puisque ceux-ci

apparaîtraient comme caractéristiques de la période de transition entre deux régimes.

L'intellectuel de gauche est traditionnellement un opposant: il se dresse contre ce qui est, il se dévoue à ce qui sera. Comment ne serait-il pas hostile à la propriété privée puisqu'elle se confond avec le réel? S'il l'approuvait, ne se trouverait-il pas, du même coup, dans le camp des privilégiés? L'intellectuel de gauche, ou peut-être faudrait-il dire l'intellectuel tout court, a souvent l'impression qu'il déserterait la cause du peuple ou du prolétariat s'il ne condamnait pas un système économique qu'approuvent les riches et que désapprouvent les pauvres. Ainsi, on renonce à comparer objectivement les mérites respectifs des deux modes de régulation, du marché libre et de la planification. Ce dernier est transfiguré par sa liaison avec le prolétariat et avec l'avenir.

Enfin, on met sur le compte du capitalisme toutes les iniquités existantes, celles qui tiennent à l'imperfection de la nature humaine, celles qui tiennent à l'héritage des siècles pré-capitalistes, celles qui sont inséparables de l'ordre social quel qu'il soit. Au lieu de se demander si le capitalisme tend à aggraver ou à réduire l'inégalité des revenus, on dénonce l'inégalité comme si elle était caractéristique du seul capitalisme. Chaque fois qu'une race ou une nationalité est opprimée, on met le phénomène d'oppression - et Dieu sait s'ils sont nombreux - au débit du capitalisme. On inscrit ensuite au crédit de l'Union soviétique et des partis communistes l'effort pour surmonter toutes les injustices. Nous cherchons, de notre mieux, à atténuer les défauts de nos sociétés, nous reconnaissons la nécessité d'innombrables réformes, mais nous n'avons ni espoir ni prétention de solution totale. Le communisme a cette prétention et il éveille cet espoir. Nous reprochons au stalinisme ses ambitions exorbitantes au nom desquelles il extermine des millions d'innocents. Mais, n'en doutons pas, on lui fait souvent un mérite de son objectif sublime.

Si le marxisme n'est pas vrai, l'histoire n'a pas de sens parce qu'elle ne mène pas à la reconnaissance de l'homme par l'homme, à la réalisation de la philosophie, écrit à peu près Merleau-Ponty. On ne peut renverser le préjugé favorable à l'égard de l'Union soviétique qu'en abandonnant toute velléité de messianisme politique. L'intellectuel de gauche consent-il à reconnaître que l'homme n'est pas capable de reconstruire, selon un plan rationnel, l'ordre immémorial des sociétés? Consent-il à ne pas attendre d'un certain régime l'achèvement de la vocation humaine? Est-il prêt à abjurer l'orgueil prométhéen,

à ne plus attendre la fin de l'Histoire?

On le voit, une analyse des motifs du préjugé favorable à l'égard de l'Union soviétique devrait s'élargir en une étude de la situation intellectuelle du monde occidental ou encore de l'état, intellectuel et moral, de l'intelligentsia occidentale.

Mais il ne nous paraît pas impossible de limiter notre sujet en considérant une catégorie d'intellectuels pour laquelle le préjugé favorable à l'égard de l'Union Soviétique est plus indispensable que pour toute autre: les rationalistes de tradition française et révolutionnaire. En effet, le chrétien, de sympathies plus ou moins progressistes, le protestant qui tel Karl Barth se déclare neutre dans le conflit Est-Ouest alors qu'il avait pris une part active à la lutte contre les totalitarismes de droite, commettent simplement une erreur de jugement sociologique ou politique. Ils prêtent à l'Union soviétique, faussement, le monopole d'un effort vers la justice sociale, ils continuent de souscrire aux pseudo-évidences de l'anti-capitalisme, à tenir le socialisme, en dépit de l'expérience soviétique, pour la seule voie ouverte vers un avenir meilleur. Le chrétien de sympathies progressistes n'a pas à réviser fondamentalement son univers de pensée, il doit seulement modifier les appréciations qu'il a portées sur les différentes sociétés.

Sans doute, le chrétien progressiste qui aurait adhéré aux formules stalinienne de "l'avènement du prolétariat", de la fin des aliénations, du sens de l'Histoire, devrait repenser sa philosophie séculière. Mais le chrétien essentiellement progressiste, c'est-à-dire membre ou sympathisant du parti communiste, n'est plus essentiellement chrétien même s'il continue de croire aux dogmes de la religion. Il ne pense plus le monde en chrétien, il le pense en marxiste. Du coup, il se trouve dans la même situation que le rationaliste qui voyait dans la foi à la révolution et au socialisme post-révolutionnaire, la conclusion logique de sa philosophie.

Appliqué à l'ordre social, le rationalisme français a été spontanément critique, négateur. Il a remis en question les traditions politiques et religieuses sur lesquelles reposait l'ancien régime. Il posait en principe la capacité de la raison de reconstruire la société. Les traditions que l'on ébranlait étaient celles de l'autorité: le trône et l'autel. La société rationnelle que l'on opposait à celle des siècles obscurs était conçue comme individualiste et libérale: elle promettait le libre développement de l'individu soustrait à la double pression de l'État et des superstitions. La Révolution française transfigurée par les historiens et les philosophes apparut rétrospectivement l'acte suprême de la Raison, qui jetait bas

le vieil édifice pour édifier, selon ses plans, un monument neuf. Sans doute, la Révolution de 1789 n'avait, elle, éliminé ni l'injustice, ni l'inégalité, ni l'oppression. La bourgeoisie avait reconstitué à son profit un système de pouvoir justifié par un ensemble de préjugés. Mais la prochaine Révolution liquiderait une fois pour toutes pouvoir et préjugés. Elle n'élèverait pas le prolétariat à la place de la bourgeoisie; elle mettrait fin à la lutte des classes et, par là-même, éliminerait la cause profonde de toutes les irrationalités.

Le rationalisme n'a nul besoin, en tant que tel, de ce mythe de la Révolution. Il est plus conforme à l'esprit scientifique de concevoir le gouvernant sur le modèle de l'ingénieur rectifiant sur tel ou tel point une organisation défectueuse plutôt que sur le modèle de l'architecte établissant les plans d'un édifice sans tenir compte ni du lieu, ni des matériaux. Mais le rationalisme révolutionnaire, celui qui a mené à la Révolution française ou, plus encore, celui que l'on a tiré après coup d'une interprétation quasi-légendaire des événements révolutionnaires, n'accepte ni la prudence réformiste, ni la modestie libérale. Il ne respecte pas les coutumes, irrationnelles en apparence, même si elles sont consacrées par le temps. Il soupçonne la religion d'être l'opium du peuple, les traditions d'être maintenues à seule fin de renforcer un ordre injuste.

Le marxisme séduit les rationalistes révolutionnaires, parce qu'il donne un contenu à l'idée, autrement vide, de la rationalité de l'histoire et de la rationalité de la société future. Seul, le marxisme prête un sens concret au mythe prométhéen de l'homme reconstruisant selon la raison les communautés. Seul le marxisme semble donner une justification à la reprise, par les révolutionnaires, des méthodes même qu'ils reprochaient à leurs adversaires.

Qui, en effet, déterminera ce que doit être la société rationnelle, à supposer que la science de l'histoire ne l'enseigne pas? La plupart des hommes sont écrasés par les conditions de l'existence, enfoncés dans les ténèbres de l'ignorance. Il faut qu'une élite apprenne au grand nombre ce que doit être la société de l'avenir. Bien plus, cette élite ne pourra faire comprendre aux masses les vrais motifs de son action, elle sera donc amenée à employer des arguments adaptés à l'esprit de la foule. Les interprètes de la Raison camoufleront leur véritable pensée sous une idéologie compréhensible à tous. À la place de la religion ou le peuple, on arrivera à la propagande de masse. Si le marxisme est vrai, cette minorité sera l'instrument de la loi de l'Histoire et, par conséquent, l'interprète de la Raison. Mais si le marxisme n'est pas vrai, le rationalisme révolutionnaire, animé par l'orgueil prométhéen, abouti à une insurmontable

contradiction. Il abandonne les hommes, dans le meilleur cas au despotisme éclairé, dans le pire à la tyrannie d'une minorité avide de toute puissance et armée de techniques modernes, y compris les techniques psychologiques.

Ainsi s'explique que, même convaincu des méfaits du stalinisme, l'intellectuel de gauche, surtout continental, ait tant de peine à rompre avec les concepts marxistes, avènement du prolétariat, révolution anti-capitaliste, achèvement de la vocation humaine. S'il rejette ces concepts, il doit renoncer aussi aux prétentions du rationalisme révolutionnaire. Il n'y a pas de Révolution qui soit susceptible d'instaurer le régime de la Raison. La Raison n'est pas capable de déterminer ce que doit être une fois pour toutes l'ordre social. Les coutumes et les traditions ne sont pas une matière à informer, des erreurs à corriger, elles sont le fondement même de la vie en commun que l'intelligence peut et doit soumettre à critique et révision, mais, sans les mépriser ni cultiver l'illusion de leur substituer un mode strictement intellectuel de vie en commun. L'échec du stalinisme correctement interprété invite les rationalistes à revenir de l'orgueil à la modestie, de la révolution au libéralisme, de l'histoire érigée en absolu à la réflexion individuelle.

Ainsi s'explique également la vivacité des querelles entre les roses et les ex-rouges ou, pour parler comme Koestler, entre les anges déchus et les demi-vierges. Quelle leçon faut-il tirer de l'aboutissement tragique du stalinisme? Leçon sociologique: l'économie dirigée et la propriété collective ne sont pas nécessairement liées à la libération de l'homme. Ou peut-être même inclinent-elles à un régime d'oppression. Leçon politique: la technique d'action, qu'emploie un parti, influe davantage sur la réalité que les idées dont il se réclame. La violence s'entretient indéfiniment elle-même. Un parti qui prétend au pouvoir absolu sous prétexte de transformer l'ordre social finira par créer un système qui comportera à titre d'élément indispensable le despotisme d'une minorité. Leçon philosophique: la grande illusion, c'est de croire qu'il suffit de l'acte héroïque de quelques-uns pour bouleverser le train ordinaire des sociétés humaines. Les révolutions sont parfois inévitables, mais elles sont presque toujours un malheur. Elles détruisent des biens irremplaçables. Ce qu'elles apportent aurait pu être obtenu à moindre frais. L'histoire globale ne présente pas en elle-même de rationalité. Elle ne révèle pas à l'homme sa vocation, elle ne lui dicte pas sa moralité. Quand on érige l'histoire en absolu, quand on prête à un certain objectif, situé à l'horizon, une valeur inconditionnelle, on tombe, avec bonne conscience, dans les pièges du machiavélisme. On ne dit pas seulement, à la manière de tous les hommes d'action, que le but sanctifie les moyens. L'idée

même qu'il y ait des règles intemporelles ou un bien indépendant des classes sociales passe pour un préjugé bourgeois. Le réalisme ou le cynisme stalinien devient conforme à la vérité philosophique.

Les roses et les ex-rouges ne se heurtent pas à propos des leçons sociologiques ou politiques de l'expérience stalinienne. Il est des ex-rouges qui sont demeurés socialistes et il est des roses qui ne sont pas dogmatiques quand il s'agit d'économie dirigée ou de propriété collective. L'essentiel est la leçon philosophique. Les uns ont rejeté la tentation du rationalisme révolutionnaire, les autres, plus ou moins consciemment, y restent sensibles. Les uns ont compris qu'une morale historique conduit ou risque de conduire à une action du type stalinien, les autres craignent l'inefficacité s'ils soumettent leur conduite à des impératifs abstraits. Les uns ayant fait l'expérience du totalitarisme stalinien, refusent désormais que l'homme soit intégralement défini par sa fonction sociale, les autres étant restés en marge du parti continuent de voir dans la révolution l'événement décisif et dans le dévouement au prolétariat, le devoir présent: la contemplation détournerait de l'action, comme le scrupule de pureté pourrait la paralyser.

En simplifiant, on dirait que les ex-rouges, quand ils rompent avec le stalinisme, cessent, en général, d'être marxistes. Les roses sont des marxistes ou des demi-marxistes, pas assez aveugles ou naïfs ou convaincus ou souples pour devenir staliniens, trop attachés aux mythes du prolétariat, du socialisme, de la révolution pour rompre radicalement avec le stalinisme. Ils suscitent l'indignation des ex-rouges qui ont été jusqu'au bout de la conversion parce qu'ils avaient été jusqu'au bout de l'adhésion.

La raison simple et dernière du préjugé favorable à l'égard de l'Union soviétique, c'est la philosophie dont celle-ci se réclame, les intentions qu'elle affiche. Or, le marxisme avait enseigné aux intellectuels que les idéologies n'étaient rien: seule comptait l'action effective. Les sympathisants du stalinisme commettent l'erreur même contre laquelle le marxisme aurait dû les mettre en garde: juger un mouvement historique sur ses paroles et non sur ses actes.

La société du Mont-Pélerin avait choisi comme troisième thème de discussion, au Congrès de 1951, la question: "Quelle est l'origine du préjugé favorable à l'égard de l'Union soviétique, en dehors de Russie." Notre ami Raymond Aron, n'ayant pu se rendre au Congrès, a envoyé une contribution écrite à la discussion. C'est ce texte que l'on a pu lire ci-dessus.

⁽¹⁾ J'emploie cette expression, qu'affectionne M. Merleau-Ponty, sans être sûr qu'elle présente une signification précise.

Incertitude au Kremlin

Réalités
novembre 1951

On note, depuis quelque temps, une certaine confusion dans la diplomatie soviétique. Ce qu'on a appelé «l'énigme de San Francisco» a pu en paraître le signe le plus évident. Pourquoi l'U.R.S.S., revenant sur une décision antérieure, avait-elle envoyé à la cérémonie de la signature du traité avec le Japon une imposante délégation présidée par M. Gromyko, alors que finalement celui-ci se contenta d'une brève intervention où il ne fit que répéter ce que chacun savait déjà? Pourquoi cette montagne accoucha-t-elle de cette souris?

Raymond Aron se trouvait sur place. À quelques mètres de M. Gromyko, il pouvait observer ses – rares – jeux de physionomie. Il fournit ici une interprétation qui nous paraît décisive du mystère de son comportement, et en projette la leçon sur la situation actuelle.

À l'Opéra de San Francisco, quand s'ouvrit la première séance de travail de la conférence, les centaines de diplomates et de journalistes présents retenaient leur souffle et fixaient leurs regards sur M. Gromyko. Depuis des jours et des jours, la presse mondiale répétait sur tous les tons la question: «Que va faire M. Gromyko? Pourquoi l'Union soviétique a-t-elle envoyé une délégation à une conférence qui n'a d'autre fonction que la signature solennelle d'un traité que le Kremlin ne peut pas approuver?». Et les hypothèses d'aller bon train. «Le représentant soviétique va-t-il signer le traité?», disaient les uns. «Il va proposer un règlement général en Extrême-Orient», disaient d'autres. «Il va offrir la paix», «Il va menacer de la guerre», «Il va paralyser la conférence», «Il va la quitter...».

On sait aujourd'hui comment la tension, arrivée au point extrême le matin où le délégué polonais et le délégué britannique occupèrent ensemble la tribune, retomba le soir même, quand M. Gromyko ayant prononcé son discours, chacun, dans les couloirs de l'Opéra, du Palace Hôtel ou du Mark Hopkins, répétait: «La conférence est finie». Les plus cyniques, les mêmes qui vous annonçaient la veille, d'un air entendu, de terribles et proches événements, ajoutaient: «La conférence n'a pas eu lieu».

Pourquoi donc les maîtres du Kremlin ont-ils envoyé M. Gromyko, flanqué de quarante personnes, lire un document sans originalité? Si l'on veut comprendre la conduite des individus ou des peuples, il faut évidemment comprendre le

système d'idées d'après lequel ils agissent. C'est une vieille règle de la tactique léniniste-stalinienne qu'il convient de ne pas laisser échapper une seule occasion de se battre. Le boycott des élections, le refus de participer aux travaux de la Douma, c'était l'attitude même que Lénine stigmatisait dans *La Maladie infantile du communisme*. Le devoir de présence, de protestation, de propagande, les staliniens y ont rarement manqué depuis qu'ils ont fait leur rentrée dans les organismes internationaux. Ils y ont manqué une seule fois, quand ils quittèrent solennellement les Nations Unies, au début de l'année 1950, en principe pour hâter l'entrée de la Chine communiste à l'O.N.U., probablement dans l'intention opposée de la retarder. Ils s'en repentirent amèrement au moment de la crise coréenne, quand leur absence permit au Conseil de sécurité de décider et d'agir avec une rapidité sans précédent. Il suffit donc d'admettre que le Politburo fut fidèle, en cette occasion, aux principes de la présence, pour que la prétendue énigme soit à moitié résolue. Que devait accomplir M. Gromyko à San Francisco? Consigner solennellement la protestation russe contre le traité, verser au dossier des textes supplémentaires, éventuellement formuler des arguments que la propagande à l'usage des Asiatiques utiliserait ensuite contre les Américains et les impérialistes occidentaux. Probablement rien de plus.

Mais alors, me dira-t-on, pourquoi déplacer quarante personnes? C'est qu'un vice-ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique ne saurait voyager sans être accompagné de quelques-uns des grands fonctionnaires du Département. Ceux-ci, à leur tour, ont besoin d'être accompagnés de quelques collaborateurs. On a vite fait d'atteindre le chiffre de quarante: il y avait trente Soviétiques à la Conférence du Palais Rose, où, pendant plusieurs mois, le délégué de Moscou fit tourner le même disque, et ils étaient quatre-vingt-dix à la Conférence de Paris, en 1946. Nous sommes en présence d'une superbureaucratie de type byzantin. La prolifération administrative, que l'Occident connaît tous les jours davantage, prend là-bas des formes plus accentuées encore. Qui a vu la cohorte compacte de M. Gromyko, de ses collaborateurs, de ses gardes de corps, entrer dans l'Opéra de San-Francisco à une allure militaire, tous ces hommes mués dans leur silence, indifférents aux regards qui convergeaient vers eux, n'arrive plus à s'étonner de l'importance de la délégation. Ces croyants d'un culte étranger vont chez les infidèles. Ils transportent tout avec eux: leurs policiers, leurs secrétaires, leurs cuisiniers, leurs dossiers. Le chiffre minimum d'une délégation présidée par M. Gromyko pouvait-il être beaucoup inférieur à quarante?

On m'objectera que cette interprétation néglige l'essentiel. Le traité avec le

Japon, laissant à ce dernier la liberté entière de réarmer, le pacte par lequel le gouvernement du Japon redevenu souverain demande aux États-Unis de maintenir des troupes dans un certain nombre de bases, constituent autant de provocations pour l'Union soviétique. N'est-il pas évident que les hommes de Moscou doivent réagir d'une façon ou d'une autre? À supposer qu'ils n'aient rien prévu pour San-Francisco, ne méditent-ils pas quelque action énergique ailleurs?

Il va sans dire que Staline s'ingénie à maintenir le vide créé par la deuxième guerre mondiale en Allemagne et au Japon. Il était hostile au traité de paix qui marque une étape sur la voie de la restauration de l'ex-ennemi des États-Unis, mais comment aurait-il pu empêcher la signature du traité? On admire que la plupart des commentateurs n'aient pas encore compris l'essence de la diplomatie actuelle. Staline, comme Hitler, aime la méthode des faits accomplis. Dans la zone qu'il domine, il agit à sa guise, ne laissant à l'Occident d'autre choix que de consentir ou de faire la guerre. Les Alliés ont appris la leçon, le traité de paix avec le Japon est un exemple de la méthode du fait accompli appliquée par les États-Unis. Staline à son tour était acculé à consentir ou à agir (les protestations verbales n'intéressent plus personne).

Était-il surpris ou indigné? Beaucoup moins, à mon sens, que ne l'imaginèrent les diplomates professionnels du Quai d'Orsay ou du Foreign Office. Après tout, le Japon appartient, depuis 1945, à la zone d'influence américaine. Les staliniens ont bien cherché au Japon à s'infiltrer dans les organisations syndicales, les administrations ou la vie intellectuelle du pays, mais ils ont été chassés des positions importantes et sont pour la plupart passés à la clandestinité. À Moscou, on s'est résigné à voir le Japon passer dans le camp américain. Vu du Kremlin, le traité de paix signifie simplement une modification du régime d'occupation.

Quant au réarmement, le traité l'autorise, mais il ne le suscite pas. M. Yoshida continue à le déclarer momentanément impossible. Le Japon a perdu les bases de sa puissance économique et militaire. Il ne possède dans les quatre îles principales qui lui restent, ni la nourriture pour une population de plus de quatre-vingts millions d'êtres, qui augmente au rythme de deux millions par an, ni les matières premières nécessaires à l'industrie. Des années passeront avant que le Japon ne restaure une force militaire de premier ordre. À courte échéance, pourquoi les hommes de Moscou seraient-ils à ce point inquiets que l'on rende aux vaincus un droit dont ceux-ci ne souhaitent pas user?

Dire que l'énigme de San Francisco est une création des Occidentaux ne

signifie pas que la diplomatie soviétique soit, dans la phase présente, aisément intelligible. Au contraire, depuis quelques mois, on a l'impression que Staline hésite, que la ligne ancienne est soumise à révision sans que pour l'instant une autre se dégage. Le réarmement américain crée une situation nouvelle à laquelle le Kremlin cherche à s'adapter. L'alternance de propos lénifiants et de menaces n'agit plus guère sur les nerfs des Occidentaux. L'attitude soviétique à San Francisco est caractéristique, me semble-t-il, de l'embarras présent de Moscou.

Il est vrai que ceux-ci gardent des cartes importantes qu'ils n'hésiteront pas à jouer: en Corée, ils s'ingénient tout à la fois à entretenir la guerre et à en prévenir l'extension. En Allemagne, ils laissent entrevoir la possibilité d'unification, ne serait-ce que pour empêcher l'accord entre le gouvernement de Bonn et les Occidentaux. Il n'est pas permis de nier l'incertitude qui pèse sur le développement de la crise mondiale. Mais nous connaissons assez d'inquiétudes réelles, il substitue assez de véritables incertitudes: évitons au moins de nous créer gratuitement, par ignorance ou par incompréhension, de prétendues énigmes. Dépensons moins d'énergie à nous interroger sur les intentions staliniennes et davantage à prendre les mesures qui, en tout état de cause, s'imposent.

Propagande et diplomatie

Le Figaro
13 novembre 1951

Les amateurs du dialogue entre Est et Ouest doivent être, depuis quelques jours, à la fois comblés et déçus. MM. Vychinsky et Acheson ont échangé des discours, mais jamais ils n'ont paru plus loin s'entendre. Les stratèges occidentaux ont tenu compte des conseils qu'on leur prodiguait, ils n'ont pas voulu laisser aux Staliniens le monopole des mots paix et désarmement. Mais, pour dire vrai, le plan occidental de désarmement n'avait pas plus de chance d'être accepté par l'Union soviétique que l'appel de Stockholm d'être signé par M. Truman. Une fois de plus le dialogue se change en succession de monologues, une fois de plus la diplomatie dégénère en propagande.

Quand les commentateurs s'interrogent gravement sur les responsabilités de M. Acheson, dont les propos, trop violents, auraient suscité la réplique soviétique (comme si le discours de M. Vychinsky n'avait pas été préparé à l'avance), on se demande si les démocrates comprendront jamais le monde dans lequel nous vivons. À la tribune de l'O.N.U., les hommes d'État deviennent ce qu'en d'autres temps on aurait appelé des orateurs de réunion publique. Le fait n'est pas nouveau et ne révèle pas les intentions des acteurs.

Diplomatie secrète

Autrement grave était la publication par le ministère des Affaires étrangères soviétique de la démarche de l'amiral Kirk. Celui-ci avait implicitement offert une conversation secrète, les hommes du Kremlin l'ont refusée. M. Duverger, dans *Le Monde*, nous répond que nous nous trompons. Dans un cas pareil, les Américains n'auraient pas été tenus de recourir à la méthode de M. Vychinsky, mais celle-ci était rendue, inévitable par la nature du système soviétique.

Je me demande en vérité sur quoi M. Duverger fonde ses affirmations déconcertantes. Aucun gouvernement n'est aussi libre à l'écart de sa propre propagande que celui de l'Union soviétique. Dix années d'invectives contre le fascisme n'ont pas empêché Staline de célébrer, le jour du pacte Molotov-Ribbentrop, «la rencontre de deux révolutions». La plupart des négociations réussies avec l'Union soviétique ont été menées discrètement, à l'abri des rumeurs de la place publique. Les traités avec l'Allemagne (Rapallo ou le pacte de 1939) ou avec la Turquie appartenaient à la tradition de la diplomatie réaliste,

fondée sur des calculs d'opportunité et de puissance. Le seul gouvernement qui serait en mesure de revenir à la diplomatie du passé est celui de Moscou. Il est donc clairement contraire à la vérité d'expérience d'affirmer que la méthode Vychinsky – la révélation au public d'une entrevue confidentielle – était imposée par la nature du système soviétique. La vérité serait bien plutôt contraire: c'est le système américain qui aurait peine à mener durablement des pourparlers secrets.

M. Duverger ne paraît guère plus heureux quand il cherche du côté soviétique les signes d'une volonté de dialogue. Il donne, en effet, la propagande en faveur du pacte à cinq pour preuve du fait que «Moscou déclare vouloir le dialogue». Avec ce genre d'interprétation, M. Duverger doit être d'avis que l'appel de Stockholm marquait «le désir de dialogue». Soyons sérieux.

La propagande soviétique a choisi «le pacte à cinq» pour relayer le thème de l'interdiction de l'arme atomique, parce que l'on savait, à Moscou, que le pacte à cinq, dans les circonstances actuelles, est inacceptable aux Occidentaux. Les États-Unis qui n'ont pas reconnu la Chine communiste (à tort ou à raison, c'est une autre question), ne consentiront pas à traiter avec Mao Tse-toung, alors que la guerre de Corée n'est pas finie. Le pacte à cinq rappelle la technique hitléro-fasciste (pour emprunter le langage de l'*Humanité*) du pacte à quatre. On veut inciter les prétendues grandes puissances à constituer une sorte de directoire, au-dessus des moyennes et petites puissances. L'Union soviétique en tirerait un double bénéfice: éveiller la méfiance des puissances non représentées dans le directoire, dévaloriser l'O.N.U. Un pacte de paix ne nous apportera pas plus que la Charte des Nations Unies. Pourquoi l'Union soviétique et la Chine se sentiraient-elles plus obligées par celui-là que par celle-ci?

L'autre exemple que l'on invoque, celui des déclarations de M. Grotewohl, est tout autre. Le premier ministre de la République populaire allemande visait à coup sûr un effet de propagande, il voulait ralentir ou paralyser les négociations entre Bonn et les Occidentaux, mais il n'est pas exclu qu'en même temps M. Grotewohl désirât engager un véritable dialogue. Il convenait donc de ne pas repousser d'emblée les avances du porte-parole allemand du Kremlin et de mettre à l'épreuve sa sincérité, ce qui, d'ailleurs, a été fait par les gouvernants de Bonn, Paris, Londres et Washington.

En d'autres termes, quand la propagande soviétique tend exclusivement à dresser les peuples contre les gouvernants, il faut la démasquer, en dénoncer les intentions et les objectifs, y opposer des propositions plus authentiques et, autant que possible, spectaculaires, il ne faut certainement pas entrer dans le jeu. En

revanche, quand la propagande vise peut-être aussi à engager les négociations, il faut mettre à l'épreuve les intentions soviétiques, sans oublier que les Staliniens ne révèlent pas aisément leurs intentions.

Stratégie et propagande

Il est bien vrai que le régime stalinien recourt à la propagande plus systématiquement, plus intensément que tout autre, à l'égard de son propre peuple pour lui suggérer, par obsession, une certaine image du monde, à l'égard des autres peuples, pour les pousser à la révolte contre leurs gouvernants. On nous dit que les staliniens n'y renonceront pas et je pense qu'on a raison, encore que l'Union soviétique y ait renoncé d'août 1939 à juin 1941, au temps de l'alliance avec Hitler, qui fut aussi, pour Staline et les siens, celui de la grande peur. Si, comme nos confrères du *Monde*, je ne crois pas que Staline soit prêt à suspendre sa propagande anti-occidentale, j'en tire la conclusion que, même une suspension de la guerre froide ne nous ramènerait pas à la situation antérieure à 1939. À ce moment-là, l'Union soviétique, faible, était intéressée à une pacification apparente. Aujourd'hui, dans la phase décrite par la doctrine comme celle de la division en deux camps entre lesquels continuera, jusqu'à la victoire de l'un ou de l'autre, une lutte inexpiable, la guerre psychologique, sinon militaire, sera permanente.

Je n'en tire pas la conclusion que des alternances de tension et de détente soient exclues. Employant un procédé d'insinuation, pour le moins déplaisant, notre confrère semble accuser certains «journalistes et intellectuels» du vieux monde d'être hostiles à l'ouverture d'un dialogue, de peur qu'elle ne «rejette dans la facilité et la faiblesse les États-Unis». Nous aurions bien tort, les uns et les autres, de nous faire des illusions sur l'influence que nos écrits exerceront sur la politique américaine. Les rédacteurs du *Monde* ne devraient pas non plus oublier que ni les négociations publiques (Palais rose) ni les entrevues discrètes n'ont jusqu'à présent donné de résultats.

Cela dit, je pense pour mon compte qu'une détente relative serait plutôt, à l'heure présente, dans l'intérêt de l'Occident. La preuve semble désormais faite que rien ne donnera aux Européens le sens de l'urgence et ne réveillera leur instinct de conservation. Quant aux Américains, après avoir méconnu, jusqu'à l'affaire de Corée, la nécessité d'ajouter au potentiel économique et à la bombe atomique des armements disponibles pour mener la guerre froide, ils courent le risque de verser dans l'excès contraire et d'oublier que les armes, conventionnelles ou nouvelles, ne suffisent pas à résoudre tous les problèmes.

Une détente, provisoire et relative, ne replongerait pas les États-Unis dans l'inconscience, elle aiderait l'opinion américaine à peser avec plus de sérénité l'importance des différents champs de bataille, à considérer à la fois les perspectives à court terme et à long terme.

Mais, encore une fois, ce n'est pas *Le Figaro* qu'il faut convaincre, c'est le Kremlin.

Les baisses de prix en Union soviétique

Le Figaro
23 mai 1952

Au 1er avril de cette année, une baisse de prix, représentant pour le consommateur soviétique une économie de 28 milliards de roubles, fut proclamée par le gouvernement de l'Union soviétique. La nouvelle était impressionnante pour les éminentes personnalités internationales réunies à la Conférence économique de Moscou. Un peu plus d'un mois plus tard, un emprunt d'État, auquel les souscriptions étaient certainement aussi libres que l'enthousiasme pour le régime est spontané, fut lancé: en quelques jours, il rapporta 37 milliards de roubles. Une économie de 28 milliards, un emprunt forcé de 37 milliards: la population aura donc 9 milliards de moins à dépenser cette année. Ainsi, le despotisme et la naïveté des observateurs étrangers permettent de camoufler la baisse de consommation qu'entraînent les nécessités du réarmement.

L'épargne forcée

En 1949 et en 1950, les baisses de prix avaient représenté beaucoup plus que les montants des emprunts (110 milliards contre 31 en 1950). En 1951, il y avait eu à peu près égalité (34 milliards de roubles des deux côtés), cette année, l'inégalité s'accuse au profit des emprunts. De 1948 à 1950, il y a eu incontestablement un relèvement du pouvoir d'achat, d'autant plus nécessaire que la chute avait été plus profonde pendant les hostilités et au cours des années qui suivirent. Malgré tout, d'après les calculs des experts les plus qualifiés, le salaire réel n'a pas encore retrouvé aujourd'hui le niveau d'avant-guerre et celui-ci, à son tour, était inférieur à celui de 1928, avant les plans quinquennaux. Que dirait-on d'un régime, s'il était capitaliste, qui, en une vingtaine d'années, accumule une énorme industrie lourde mais en abaissant la consommation de l'ensemble de la population?

En Union soviétique, les baisses de prix sont pratiquées sans difficulté en raison de la part que représentent les impôts indirects dans les recettes totales de l'État. La taxe sur le chiffre d'affaires a fourni 247,3 milliards de roubles en 1948, 245,5 en 1949, 236 en 1950, 247 en 1951, soit 60, 59, 56 et 53% du total des recettes budgétaires. Pendant la même période, l'impôt direct sur les revenus personnels rapportait 33,2, 33,7, 35,8 et 43,4 milliards de roubles. Quand on se rappelle que l'échelle des salaires, en U.R.S.S., s'élève de 1 à 50 au moins, on

constate que la fiscalité, au rebours de ce qui se passe dans les pays capitalistes, respecte et consacre les inégalités de revenus. On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, que, sur les tissus de coton, la taxe du chiffre d'affaires se soit élevée à 66% en 1949, à 61%, en 1950 et 1951 du prix de la marchandise.

Ce système donne incontestablement aux pouvoirs des moyens d'action que les gouvernements démocratiques ne possèdent pas. Pour réduire la consommation, point n'est besoin d'amputer les salaires. Il suffit d'accroître encore la taxe sur les chiffres d'affaires. Pour effacer les effets d'une baisse de prix spectaculaire, il suffit de reprendre par l'emprunt le pouvoir d'achat libéré par la baisse des prix. Celle-ci reste acquise, mais les consommateurs n'en profitent qu'à partir du moment où ils ont acquitté les emprunts, émis au milieu d'un enthousiasme organisé, les syndicats s'engageant à prélever telle ou telle fraction des salaires au bénéfice de l'État.

L'emploi de l'épargne

Les dirigeants soviétiques sont libres de décider de la répartition entre les divers emplois des ressources collectives. Qu'ont-ils fait de leur puissance?

Deux séries de chiffres permettent d'illustrer la réponse. L'Union soviétique produisait 128 millions de tonnes de charbon en 1937, elle en produit 280 en 1951 (aux États-Unis, 520). Pour la fonte, les chiffres des deux années sont 14,5 et 22,1 (66 aux États-Unis), pour l'acier 17,7 et 31,3 (94 aux États-Unis), pour le pétrole 30,5 et 42,3 (300 aux États-Unis), pour l'électricité 36,4 milliards de kw.-h. et 102,6 (aux États-Unis, 360). En d'autres termes, la progression a été impressionnante en ce qui concerne l'industrie lourde, bien que l'avance américaine demeure considérable.

Considérons maintenant les industries légères: la production de cotonnades, de 1937 à 1951, passe de 3,4 milliards de mètres à 4,6. Celle des lainages passe de 105 millions de mètres à 188, celle des chaussures de 164 millions de paires à 239. Ces chiffres représentent respectivement 72%, 68% et 91% des *prévisions* de 1937. Les objectifs qu'on avait fixés pour le premier plan quinquennal étaient supérieurs aux résultats effectifs de 1951.

La conclusion s'impose d'elle-même. Maîtres de l'économie nationale tout entière, les chefs du parti communiste ont poussé plus loin qu'aucun gouvernement capitaliste ne l'a jamais fait la théorie qu'il convient de sacrifier les générations actuelles aux générations futures, la consommation des vivants à la puissance de la collectivité.

Les dépenses militaires ont également absorbé une part importante des ressources nationales. Si nous nous en tenons aux chiffres soviétiques officiels, les dépenses militaires directes se seraient élevées à 56,8 en 1940, et, de 1946 à 1951, à 73,6, 66,3, 79,2, 82,9 et 96,4, chiffres qui confirment ce que nous avons souvent indiqué: l'Union soviétique n'a jamais relâché son effort dans l'après-guerre, en dépit du désarmement massif auquel avaient procédé Grande-Bretagne et États-Unis. Les dépenses militaires directes montaient, en 1938, à 59,3% du total des investissements, proportion qui atteignait 103,4% en 1939 et 132,1 en 1940. Cette proportion, qui était de 69,5 en 1950, s'élève, en 1951, à 77,5. À en juger par cette comparaison, l'effort actuel d'armements serait proportionnellement plus modéré que dans les deux années qui se sont écoulées entre Munich et la guerre, mais aussi plus accentué que dans les années antérieures à 1938: la préparation militaire se serait accélérée, sans atteindre la vitesse maximum.

Ajoutons que ces derniers chiffres, que nous empruntons au *Bulletin économique pour l'Europe*, présentent un caractère aléatoire. En effet, dans les investissements, une fraction, difficile à déterminer exactement, correspond à des grands travaux stratégiques et, parmi les dépenses sociales et culturelles, une fraction correspond également à des dépenses militaires (recherche scientifique, énergie atomique, formation militaire et prémilitaire). Si l'on ajoute certains fonds budgétaires à un emploi non précisé, les 113,8 des dépenses militaires avouées sur un budget total de 476,9 milliards paraissent bien loin de constituer le total des sommes consacrées par l'Union soviétique à son effort d'armement. Même ce chiffre équivaldrait déjà à plus de 23% d'un budget total qui englobe à peu près les 9/10 du revenu national.

Jamais gouvernement n'a marqué plus d'indifférence au niveau de vie des masses que ce gouvernement qui se déclare socialiste. Cette conclusion n'a aucune prétention à l'originalité: on la rappelle quand les observateurs superficiels s'extasient sur les baisses de prix et oublient les emprunts forcés.

La vérité sur les procès derrière le rideau de fer. Pourquoi les accusés avouent des crimes qu'ils n'ont pas commis

Réalités
avril 1953

Chaque fois qu'un dignitaire communiste, en Russie ou dans les pays satellites, confesse des crimes horribles, les journalistes, hommes politiques et écrivains d'Occident renouvellent leurs variations sur le thème du «mystère des procès». L'âme slave, le fanatisme des martyrs qui sacrifient leur vie et leur honneur, les souvenirs de l'Inquisition défilent, une fois de plus, devant un public disposé à croire n'importe quoi, puisque quoi qu'il en soit les événements se passent de l'autre côté du rideau de fer.

Je voudrais proposer une interprétation qui décevra par son prosaïsme. Les accusés avouent des crimes qu'ils n'ont pas commis, non parce qu'ils sont communistes ou russes, mais parce qu'ils ont été torturés. On peut imputer aux metteurs en scène des motifs divers, et certains de ces motifs nous échappent peut-être. Mais ces cérémonies d'auto-accusation s'insèrent logiquement dans un système de croyances et d'institutions que l'on parvient à comprendre, pour autant que l'on veuille s'en donner la peine.

La question première que l'on se pose en Occident est: pourquoi avouent-ils? Et le *ils* englobe les compagnons de Lénine: Boukharine et Zinoviev; les chefs des partis communistes des pays satellites: Rajk, Kostov ou Slansky; les adversaires du stalinisme, tels que le cardinal Mindszenty et les ministres du gouvernement clandestin de Pologne, et enfin des étrangers apolitiques tels l'ingénieur américain R. A. Vogeler. Cette énumération même offre déjà un début de réponse. Les raisons profondes et subtiles qu'à la suite de Victor Serge et de Koestler on se plaît à imaginer, ne s'appliquent évidemment pas aux Polonais et aux Américains. Sans doute n'est-il pas démontré *a priori* que tous les procès rentrent dans la même catégorie, que tous les aveux appartiennent à la même espèce. Malgré tout, on partira des cas où les aveux ne peuvent pas avoir été volontaires et où des documents incontestables nous permettent de savoir de quelle façon ils ont pu être obtenus.

Parmi les nombreux témoignages dont nous disposons, j'en citerai trois: le

récit de l'ingénieur américain Vogeler, condamné pour espionnage à Budapest, celui de Z. Stypulkowski, publié en français sous le titre de *Invitation à Moscou*, enfin celui d'Alexandre Weissberg-Cybulski, qui a paru en allemand sous le titre *Hexensabbat* et en anglais sous le titre *Conspiracy of silence*.

Vogeler était en Hongrie le représentant de l'*International Telegraph and Telephone Corporation*. À ce titre, il négociait avec le gouvernement hongrois un accord relatif aux biens, estimés à 6 millions de dollars, que l'I.T.T.C. possédait en Hongrie. La société américaine espérait éviter l'expropriation pure et simple en offrant de continuer la production de certains matériels de communication, téléphoniques ou électroniques. En fait, l'accord ne pouvait intéresser le gouvernement communiste hongrois que dans la mesure où les ingénieurs américains étaient difficilement remplaçables. Si les Hongrois étaient capables de produire le matériel ou recevaient d'ailleurs les connaissances nécessaires, la nationalisation de la société américaine offrait au régime la solution la plus facile.

Le *State Department* était hostile à la négociation et il refusa finalement d'accepter le projet d'accord. Une autre société étrangère, Philips, avait d'ailleurs proposé aux dirigeants de la Hongrie communiste l'aide technique dont celle-ci avait besoin. Vogeler fut arrêté après l'échec des pourparlers, au moment où il cherchait à quitter le pays, le 18 novembre 1949. Le procès public commença le 17 février 1950. On apprit ensuite, par le récit de l'ingénieur américain, qu'il avait finalement capitulé après une résistance de soixante et onze jours et signé une «confession complète» le 27 janvier 1950.

Pourquoi cette capitulation? Simplement parce que après plus de deux mois d'interrogatoires quotidiens, dont chacun durait plusieurs heures (le plus souvent au cours de la nuit), affaibli par le manque de sommeil et de nourriture, brisé par la tension nerveuse à laquelle le soumettait le juge d'instruction, le prévenu, pourtant robuste, avait perdu la force de résister. Il avait signé tout ce qu'on voulait lui faire signer. L'interrogateur, un des chefs de la police soviétique hongroise, lui avait dit dès le premier jour: «Si nous avons fait avouer au cardinal Mindszenty ce que nous voulions lui faire avouer, n'ayez pas l'illusion de croire que vous tiendrez».

Torture? Oui, à coup sûr, encore que la torture proprement dite, d'ordre physique, n'ait pas été employée en ce cas pas plus d'ailleurs que dans la majorité des cas que nous connaissons. Vogeler raconte que son compagnon de cellule, un militant communiste qui avait fini par dénoncer son chef et ami Rajk, lui

exposait la théorie des policiers et psycho-techniciens russes. Avec les gens simples, sans culture, la torture physique est la méthode généralement employée. Avec les intellectuels, on a recours à une pression à la fois physiologique et psychologique (prison, manque de sommeil et de nourriture, lumière éclatante projetée sur les yeux, interrogatoires continués sans interruption durant des heures et parfois durant plusieurs jours) plutôt qu'à la torture, l'expérience ayant montré que certains accusés se laissaient mourir plutôt que d'avouer. C'est à la longue, avec le temps et la patience, que l'on brise la résistance des gens subtils.

Vogeler ne pense pas qu'il ait été drogué, encore qu'il ne l'exclue pas (pendant les interrogatoires, on lui fit boire à de multiples reprises un café qui pouvait contenir certaines drogues). D'après ce que l'on sait par ailleurs (il est impossible, dans le cadre de cet article, d'indiquer les informations et les raisonnements), le cardinal Mindszenty fut le seul des héros des grands procès qui ait été drogué (ajoutons qu'à les lire de près, les confessions du cardinal ne sont que des demi-confessions). La drogue, annihilant la volonté consciente de l'individu et le livrant à la volonté du juge à la faveur d'une sorte de paralysie hypnotique, est concevable, elle a pu être utilisée ici ou là. La technique savante de l'interrogatoire permet le plus souvent d'en faire l'économie.

Mais, me dira-t-on, si l'on comprend à la rigueur que les accusés avouent dans les cachots, pourquoi ne se rétractent-ils pas dans les salles d'audience, devant les journalistes étrangers, alors qu'ils pourraient s'adresser au monde et lui crier leur innocence? Vogeler nous raconte très simplement comment s'est passé le procès public. Les jours précédents, il avait appris par cœur les réponses qu'il devait faire à des questions qu'il connaissait à l'avance. Il avait plusieurs fois répété son rôle, comme un acteur. Il avait certes envisagé de revenir à l'audience sur ses aveux et il l'avait laissé entendre vaguement à son compagnon de cellule qui l'avait probablement répété aux juges-policiers. Ceux-ci lui avaient dit brutalement: «Si vous ne confirmez pas en public vos aveux, si vous commencez à protester, le président du tribunal lèvera immédiatement l'audience, vous serez transféré dans un hôpital et, au bout de quelques jours, vous supplierez qu'on vous ramène au tribunal, mais de cet hôpital vous sortirez infirme pour toute votre vie».

On ne saurait affirmer que de telles menaces soient proférées dans tous les procès. Les menaces n'ont pas empêché Kostov de se rétracter – pour revenir, peu de temps après, sur ses rétractations. Il se peut que les menaces ne soient même pas toujours nécessaires. Ce qui, en revanche, paraît incontestable, c'est

que, sans drogue, on amène un homme sain et vigoureux à jouer son rôle d'auto-accusation parce que la torture l'a contraint à capituler et que la condamnation lui semble douce auprès des nouvelles tortures qui l'attendent, il n'en ignore rien, s'il tente de clamer son innocence.

Ajoutons enfin que nous connaissons les accusés qui ont avoué et qui ont connu les honneurs d'un procès public. Nous ne connaissons pas tous ceux qui ont disparu dans les geôles sans parler ni laisser de traces.

Le cas de Weissberg-Cybulski est tout autre. Il s'agit d'un physicien de réputation mondiale. Communiste par idéalisme, il avait choisi de vivre en Union soviétique pour travailler à la construction socialiste. Quand il fut arrêté, Einstein et Joliot-Curie envoyèrent des télégrammes à Staline en sa faveur. Il est un de ceux qui, jusqu'au bout, parvinrent à ne pas avouer (il a dû la vie, probablement, à sa célébrité à l'étranger. Staline se contenta, en 1940, de le livrer à Hitler).

Weissberg-Cybulski a passé des années dans les prisons soviétiques, à l'époque de la Grande Épuration qui frappa des millions de citoyens et qui n'épargna pas de fidèles staliniens (depuis 1938, il n'y a plus eu d'épuration en masse comparable à celle décrite par Weissberg, qui désorganisa les cadres dirigeants de la nation). Il a connu, par lui-même et par ses compagnons de captivité, les méthodes d'interrogatoire, la technique par laquelle on arrache les aveux, et, pour l'essentiel, son témoignage s'accorde avec celui de Vogeler: les Hongrois ont imité leurs maîtres d'Union soviétique.

On ne brutalisait pas les accusés durant toute une période de la Grande Épuration (les juges eurent le droit de les frapper à partir d'un certain jour, le même dans toutes les prisons répandues à travers l'immense Union soviétique). Les séances d'interrogatoires, prolongées pendant des jours, sous une lumière éclatante, avec le manque de nourriture et de sommeil, l'accusé n'ayant le droit ni de s'étendre ni de marcher, suffisaient presque toujours à briser les volontés les plus fortes. Au reste, pour la plupart des accusés, la résistance n'avait pas grande signification. On leur demandait de désigner des complices, ceux qu'ils avaient entraînés dans la prétendue conspiration, ceux qui les avaient eux-mêmes entraînés. L'accusé dénonçait souvent un ami ou une vague connaissance qui était encore en liberté. Mais il n'avait guère le sentiment qu'il épargnerait personne en se taisant. Le résistant français qui, sous la torture, ne parlait pas, cachait à l'ennemi des faits réels, criminels selon les lois de l'occupant. L'accusé de la Grande Épuration en Union soviétique n'avait rien à cacher. On lui

demandait d'entrer à son tour dans un système de fictions qu'il tenait pour tel et dont son juge même n'ignorait pas la véritable nature. L'ami de Rajk, dans le cachot de Budapest, racontait à Vogeler qu'il avait «dénoncé» les agissements de son chef et ami, mais il savait qu'avec ou sans ces révélations Rajk était perdu. Alors, à quoi bon?

Les aveux des accusés s'enchaînaient les uns les autres. Tel des collaborateurs hongrois ou britanniques de Vogeler avait fait des aveux, alors que celui-ci résistait encore. De même, tel physicien de Kharkov avait avoué qu'il appartenait à un centre contre-révolutionnaire et dénoncé Weissberg pour un membre ou un dirigeant de ce centre. À quoi bon dire non alors que les paroles des complices suffisent à emporter la conviction du tribunal? Et pourtant Weissberg n'a pas avoué, et il n'était pas le seul. Doué d'une force de volonté peu commune, d'une endurance physique et morale exceptionnelle, il succomba par trois fois, après des interrogatoires continus de plusieurs jours. Mais chaque fois, après une nuit de repos, il eut assez de courage pour se rétracter et affronter de nouveau la torture. Les juges finirent par se lasser.

Un ministre polonais du gouvernement clandestin de la Pologne occupée rapporte aussi et les interrogatoires et son refus d'avouer et le procès public, où, seul, il plaida non-coupable. Cette exception s'explique d'ailleurs par les circonstances: la rupture entre les Alliés de la guerre contre l'Allemagne hitlérienne n'était pas encore intervenue, on ne détestait pas ajouter à une collection de résistants polonais, qui avouaient leur activité antisoviétique, un résistant qui, par son refus d'auto-incrimination, authentifiait pour ainsi dire les paroles des autres.

Mais, me dira-t-on, le fait que les adversaires du communisme avouent sous la contrainte ne prouve pas encore que les communistes sincères n'avouent pas volontairement, soit qu'ils se tiennent d'une certaine façon pour coupables, soit qu'ils souhaitent servir leur parti par leur mort et leur déshonneur. Et nous y consentirons. On ne saurait exclure que, pour tel ou tel des accusés, ces motifs aient eu une part. La théorie que Victor Serge avait exposée, avant Koestler, s'appuie essentiellement sur la déclaration finale de Boukharine. Celui-ci laissa clairement entendre qu'il n'avait été ni traître ni espion au sens vulgaire du terme mais qu'opposant à la direction du parti, il avait été *objectivement* un criminel. Ayant accepté la juridiction de l'histoire, ayant cru à la mission du prolétariat et à la délégation de cette mission au parti, il avait le choix entre mourir seul, sans que ni sa vie passée ni sa mort eussent un sens, ou faire sa paix avec le parti et

reconnaître que les événements avaient donné raison à Staline, quelles qu'aient été les intentions de ceux qui l'avaient combattu. Que Boukharine ait rationalisé et justifié ses confessions par cette dialectique de l'histoire et de la fidélité au parti, pourquoi pas? Je doute que, même dans le cas de Boukharine, cette sorte de raisonnement aurait suffi à déterminer les aveux si la prison et ses mystères n'avaient aidé puissamment la dialectique. Quand on arrive aux Rajk, Slansky et Gomulka, la police est tout et le dévouement au parti rien.

Marty aurait avoué, si la France était une république soviétique. En France, soumise au joug capitaliste, il est désormais un cadavre politique. Il faut l'aide de la police pour que, même militant et même fanatique, qui que ce soit préfère mourir dans le parti plutôt que vivre en dehors de lui.

Nous n'avons pas mentionné l'interprétation de certains fidèles qui maintiennent en dépit de tout: les accusés avouent parce qu'ils sont coupables. Nous ferons observer tout d'abord que la culpabilité ne saurait à aucun degré rendre compte des confessions. À supposer que Vogeler ait été un espion à la solde des services secrets américains, pourquoi aurait-il avoué? Il n'y aurait été obligé que par la révélation des faits: or, comme dans tous ces procès, le procureur s'appuie sur des confessions, et non pas sur des faits. Pourquoi les chefs polonais de la résistance auraient-ils reconnu qu'ils avaient commis des actes d'hostilité sur les arrières de l'armée soviétique, alors qu'ils n'avaient aucune obligation d'aucune sorte à l'égard de l'Union soviétique? Mais il y a plus: on a démontré bien souvent que les faits, avoués par les accusés, sont contraires à l'évidence. Telle rencontre avec un émissaire de Trotsky a lieu dans un hôtel qui n'existait plus depuis plusieurs années, à la date indiquée. Les actes de sabotage dont se chargent les anciens compagnons de Lénine ou ne sont pas précisés ou sont présentés de manière proprement absurde. L'affiliation aux polices occidentales de Slansky ou Rajk, chefs des partis communistes locaux est incroyable. Vogeler a mêlé à ses aveux, intentionnellement, des données matériellement inexactes (par exemple, il s'est donné pour un colonel de l'armée américaine alors qu'il était lieutenant dans la marine).

On n'a pas oublié l'anecdote célèbre en Angleterre. Dans un salon, quelqu'un s'avance vers le vieux duc de Wellington et lui dit: «M. Smith, je crois». Et le vieux duc de répondre: «Si vous croyez cela, vous êtes prêt à croire n'importe quoi». Celui qui prend au pied de la lettre les confessions de Rajk, de Slansky ou des médecins soviétiques est véritablement prêt à croire n'importe quoi. Le nombre de ces naïfs, quoi qu'on en dise, n'est pas élevé, même parmi les

communistes de l'autre côté du rideau de fer. Les militants, les juges, tous font la différence entre «l'agent de la Gestapo», type Boukharine et le véritable agent de la Gestapo. Weissberg raconte, dans son livre, qu'il conversa un jour dans la prison avec un authentique espion du III^e Reich qu'on venait d'arrêter. Le lendemain, le juge d'instruction lui reprocha, en l'injuriant, de se commettre avec un espion: «Mais vous m'accusez d'en être un depuis des semaines», rétorqua Weissberg. Sur quoi le juge l'injuria de plus belle.

Si les récits des accusés ne sont pas véridiques, comment sont-ils composés? la relation entre les confessions et la réalité est extrêmement variable. Certaines des accusations, dans l'univers soviétique, sont toujours vraisemblables et, pour ainsi dire, toujours vraies. Quand tout est secret d'État, y compris les statistiques économiques, publiées par tous les pays du monde libre, chaque étranger devient un espion. Une fois ou une autre, il a noté et transmis des renseignements sur telle industrie, ou telle usine. Ces renseignements étant secrets d'État, il est coupable selon la loi soviétique. De même, la notion de sabotage est extraordinairement large en Union Soviétique. Une erreur de gestion n'est guère distinguée d'un sabotage, dans la mesure même où l'on juge l'acte et non l'intention.

L'accusation ou l'aveu d'affiliation aux services secrets étrangers s'explique à la fois par l'histoire du parti bolchevik et par le rôle de la police dans les régimes satellites. Avant 1917, parmi les cinq membres du Comité Central du parti bolchevik clandestin, l'un était un agent de la police. Défendu jusqu'au bout par Lénine, il ne fut démasqué qu'après la Révolution, grâce aux archives de l'Okhrana. Aujourd'hui encore, l'obsession policière continue de sévir, trente-cinq ans après la prise du pouvoir, parce que, effectivement, les polices soviétiques s'insinuent dans tous les canaux de la vie des démocraties populaires et parce que, en l'absence de toute liberté, l'opposition doit prendre la forme clandestine et user de la technique policière. Un régime de police est enclin à voir des policiers partout.

Certaines des invraisemblances contenues dans les confessions ont pour origine la logique spéciale de la doctrine. Chacun se demande pourquoi il faut que Slansky n'ait jamais été stalinien, pourquoi il a dû être un trotskyste dès le point de départ d'une carrière dont chacun sait qu'elle s'est déroulée à l'intérieur de la bureaucratie stalinienne. La réponse est simple. En principe, les peuples libérés sont unanimement favorables au régime prolétarien (les élections «libres» à 99% en témoignent). Seuls s'y opposent les survivants des classes condamnées

ou les traîtres qui appartiennent aux classes ennemies et se sont infiltrés dans les rangs des partis prolétariens. Supposons que Slansky ait été dans sa jeunesse un bon communiste et qu'il ait ensuite déserté la cause. Il en résulterait qu'un bon communiste risque, comme tout autre être humain, de s'abandonner aux tentations et de manquer à son devoir. Il est plus conforme à la doctrine que Slansky ait été dès le point de départ un traître et que sa trahison sorte logiquement de ses origines sociales. Appartenant à la bourgeoisie juive, il était marqué par le péché social originel. La trahison cesse d'être en contradiction avec la nature de l'homme nouveau et avec l'unanimité populaire.

Dans d'autres cas, les aveux sont simplement destinés à rendre au traître ou à l'espion la figure conforme à l'imagerie populaire. Un compagnon de Lénine a trahi la Révolution parce qu'il a fait de l'opposition à la direction du parti, investi d'une mission historique: il avouera des crimes (complot en vue d'assassiner Lénine ou Staline, déraillement de train, explosion d'usines, etc.) caractéristiques de la conduite normalement prêtée au conspirateur des romans policiers à bon marché. L'ingénieur américain est un espion: donc il a été reçu par un sénateur (inventé pour les besoins de la cause) qui l'a mis en relation avec un colonel des services secrets (qui d'ailleurs n'a jamais existé) et il a reçu d'eux la tâche de saborder l'industrialisation de la Hongrie. Il s'en est acquitté en soudoyant un vice-ministre de l'économie, celui qui menait les négociations avec Vogeler et qui était un fort bon stalinien mais qui est ensuite tombé en disgrâce, etc.

Parfois, on fait parler les étrangers, par exemple les chefs de la clandestinité polonaise, comme s'ils se reconnaissaient des obligations à l'égard de l'Union Soviétique et de son armée. On leur fait avouer les actes qu'ils auraient accomplis s'ils avaient obéi à des instructions identiques à celles données aux équipes soviétiques de sabotage derrière les lignes de l'armée allemande, ou encore s'ils avaient obéi aux instructions qu'ils auraient reçues de leur gouvernement si celui-ci avait agi selon l'idée que s'en faisaient les dirigeants soviétiques, etc. On parvient à retrouver, derrière ces récits délirants, une sorte de logique, plus ou moins dissimulée ou déformée par le désir d'abord d'imputer aux accusés des crimes horribles et vagues, et ensuite de leur prêter des actes concrets et précis qui rendent vraisemblable l'imputation générale. Ajoutons qu'en général la première démarche réussit mieux que la deuxième. Les accusés se traitent eux-mêmes de traîtres, espions, conspirateurs, saboteurs, assassins, mais ils ont moins d'imagination pour indiquer comment s'est manifesté le caractère criminel de leur être et de leur conduite. Quelquefois, comme pour mettre en garde contre la tentation de croire à leurs paroles, ils insèrent des

détails dont on prouve aisément qu'ils sont mensongers. Le monde irréel que créent les accusés imite le réel, sans parvenir à lui ressembler tout à fait. Mais doit-il lui ressembler à s'y méprendre?

Nous arrivons ainsi à une dernière question, qui exigerait de plus longs développements. Pourquoi les dirigeants soviétiques tiennent-ils d'abord aux aveux, ensuite à la publicité des aveux et à la mise en scène des procès?

Les aveux sont destinés, en principe, à découvrir et à décimer des groupes, à compromettre des personnes plus ou moins liées à celui que l'on veut frapper ou qui ensemble constituent une catégorie que l'on entend, pour une raison ou pour une autre, liquider. Le système des aveux entraîne l'accusation en boule de neige ou les réactions en chaîne. À partir d'un suspect ou d'un coupable, on frappe les nationalistes ukrainiens, ou les sionistes, ou les cosmopolites. Au stade final, on complique le scénario en joignant un représentant d'un groupe tout différent. L'amalgame de Clementis, communiste de tendance occidentale, qui avait passé la guerre en France et en Grande-Bretagne, et, de Slansky, communiste de stricte observance moscoute, crée une confusion supplémentaire et souhaitée.

Les aveux servent aussi à conférer une sorte de certitude à des accusations autrement peu convaincantes. Qu'on lise les articles visant Marty: on reproche au vieux militant d'avoir été simultanément sectaire et opportuniste, d'avoir dissimulé sous des phrases gauchistes des intentions liquidatrices. La ligne juste – celle du parti – se situe toujours entre le Charybde de l'opportunisme et le Scylla du sectarisme. Mais seul le parti, et celui qui parle en son nom, déterminent la ligne juste et, du même coup, localisent sectarisme et opportunisme. Il faut l'aveu coupable pour que la déviation sectaire ou opportuniste semble incontestable. Et cette déviation apparaît définitivement criminelle quand elle est devenue espionnage. On découvre des liens entre Marty et la police. Le chef tombé en disgrâce était réellement un traître, et quiconque s'écarte, si peu que ce soit, de la ligne juste finit nécessairement dans la trahison.

Ainsi, on veut convaincre les militants que les ingénieurs étrangers étaient des saboteurs, que les anciens compagnons de Lénine étaient des espions, que Slansky et ses complices sont responsables des difficultés de ravitaillement, que les médecins soviétiques ont abrégé la vie de Jdanov. La vérité cède à l'utilité. L'essentiel n'est plus ce qui s'est passé mais ce qu'il devient opportun de dire pour obtenir certains résultats, c'est-à-dire pour répandre dans les masses certaines croyances, pour détourner sur tels ou tels individus ou tels groupes la colère populaire.

Cette explication classique vaut à la rigueur pour les procès de la première époque, dont les ingénieurs étrangers ou les partis politiques d'opposition étaient l'objet. Les opposants mencheviks ou social-révolutionnaires, devaient apparaître des criminels – ce qui justifiait l'interdiction des partis non bolcheviks. Dans la phase 1930-1940, les procès marquent l'achèvement des conflits de factions à l'intérieur du parti bolchevik, la mise à mort des opposants vaincus, ces derniers proclamant à la face du monde leur indignité et le bon droit du vainqueur. Les chefs de la clandestinité polonaise devaient, par leurs aveux, justifier l'attitude adoptée par l'armée soviétique à l'égard de l'armée secrète et du gouvernement polonais de Londres. Kostov, Rajk devaient disqualifier les vellétés de communisme national, confesser solennellement que la moindre déviation par rapport à la ligne officielle entraîne jusqu'aux abîmes de la trahison. Avec Slansky et les aveux des médecins, nous entrons dans une phase nouvelle ou plutôt nous découvrons ce qui se passait au cours de la phase récente: le règlement de comptes entre factions à Moscou même, conflits qui tiennent peut-être à des divergences politiques, peut-être à la rivalité pour le pouvoir, peut-être aux deux à la fois. Les épurations appartiennent au train courant du régime stalinien. Des 71 membres titulaires du Comité central élus au 18e Congrès, 34 sont restés en place après le 19e (19 sur 69 pour les suppléants).

En un sens, cette conception instrumentale, pragmatique de la justice et de la vérité n'est pas mystérieuse. On en retrouve les germes un peu partout. Mais elle est poussée tellement loin qu'on aboutit à une sorte de mystère. Si les masses croyaient à ces récits horribles, elles perdraient tout le respect pour leurs maîtres. Et si elles n'y croient pas, pourquoi ces comédies? Je pense, pour mon compte, que, de l'autre côté du rideau de fer, le scepticisme l'emporte. On ne croit pas à la vérité littérale des aveux, on sait qu'il s'agit d'un rite, d'une cérémonie publique par laquelle l'ennemi du parti ou l'ancien dignitaire se frappe la poitrine et s'humilie devant les maîtres du Pouvoir, devant les bourreaux-inquisiteurs. La réalité des actes d'accusation est *plus* ou *moins* réelle que la réalité ordinaire: elle est la réalité ordinaire transfigurée par les qualifications que lui attribue l'Interprète suprême. C'est le Secrétaire Général du parti, l'incarnation du prolétariat, qui dit la Vérité de l'Histoire. Auprès de cette vérité doctrinale, qu'importe l'exactitude ou l'inexactitude des faits matériels? Il faut le culte bourgeois de l'objectivité pour être sensible à l'argument.

Étrange surréalité, transposition matérialiste et historique de «l'autre monde», connu par toutes les religions, surréalité à la fois absurde et significative, où les événements obéissent capricieusement aux intentions, bénéfiques ou criminelles,

des individus, où finalement les coupables sont punis et le bien triomphe. Et comment pourrait-il en être autrement puisque c'est le vainqueur qui définit le Bien?

Le Pouvoir et le sphinx

Le Figaro
23 avril 1953

Les décisions du pouvoir soviétique sont, par essence, équivoques. Quand fut annoncé le complot des assassins en blouse blanche, les commentateurs spéculèrent sur la signification de l'événement. Plusieurs des médecins étaient juifs, un lien était établi entre ces "rebuts de l'humanité" et le Joint: manifestement l'épisode s'insérait dans la campagne antisioniste.

On avait fait avouer à l'assassin de Kirov qu'il était "zinoviéviste", on avait prononcé du même coup la condamnation à mort de ceux auxquels le qualificatif serait attribué. De même, la culpabilité du Joint s'étendait virtuellement à tous ceux que leur race ou leur nationalité désignait comme complices de l'impérialisme américain par l'intermédiaire du sionisme.

Mais l'inculpation des médecins du Kremlin, qui étaient sous la surveillance constante de la police, ne pouvait pas avoir une portée supplémentaire. Les épurations appartiennent au train courant du régime, me disait récemment un ambassadeur d'une puissance occidentale à Moscou; on a tort d'attacher de l'importance à ces incidents. Les épurations sans phrase sont (ou étaient) effectivement normales, l'arrestation des principaux médecins du Kremlin est exceptionnelle et significative.

Si nous laissons de côté les enfants de chœur qui expliquaient les aveux par la culpabilité, la question que se posaient les journalistes en Occident comme les hommes de la rue en Union soviétique était: "Qui est visé? Qu'est-ce qu'annonce la petite phrase sur le "manque de vigilance des organes de sécurité"? Staline et Malenkov sont-ils en train de préparer la succession du Père des Peuples en éliminant les rivaux de l'héritier désigné, autrement dit certains membres du Politburo?"

On n'aurait pu répondre avec certitude à de telles interrogations ni à Washington, ni à Paris, ni même à Moscou. Les questions n'en étaient pas moins bien fondées. Le procès des médecins avait des significations multiples que le Pouvoir voulait à la fois suggérer et dissimuler. Selon le niveau de hiérarchie, les dignitaires du régime avaient plus ou moins d'éléments d'interprétation. Seuls quelques hommes, au sommet de la pyramide, connaissaient avec certitude l'interprétation essentielle.

En Grèce, Œdipe devenait roi après avoir triomphé du sphinx. En Union soviétique, le roi et le sphinx ne faisaient qu'un. Le chef suprême détenait seul la clé des énigmes.

La proclamation de l'innocence comportait de même un mélange de mystère et l'évidence, comme notre ami Souvarine l'a parfaitement montré dans ses articles.

La liste des médecins, victimes de Rioumine, n'était pas la même que celle des "assassins", publiée quelques semaines auparavant. On réhabilitait publiquement six médecins que l'on avait oublié de dénoncer à l'exécration de la foule. On découvrait plus d'innocents que l'on n'avait compté officiellement de coupables.

Écartons à nouveau les enfants de chœur qui voient dans cet incident la marque de la qualité unique de la justice soviétique, assez sûre d'elle-même pour pratiquer l'autocritique à la face du monde et cherchons les significations multiples de ce revirement soudain.

On dénonce les passions nationalistes, la haine contre certains groupes, on réhabilite un artiste juif. Tout le monde comprend: le Pouvoir a décidé de mettre fin à la campagne antisioniste. Aux derniers temps du stalinisme, on combinait une loi qui interdisait l'antisémitisme avec la persécution des juifs. Il suffit de suspendre les persécutions et de rappeler la loi pour donner une apparence de continuité à un renversement de politique.

Une autre signification est impliquée par le choix des responsables, Rioumine, qui dirigea l'enquête, et S. Ignatiev, ministre de la Sécurité d'État, qui couvrit les agissements des enquêteurs. À coup sûr, les confessions des médecins n'ont été organisées et publiées qu'avec l'assentiment de Staline et de Malenkov.

Si l'on savait avec certitude à quelle faction appartenaient ceux que l'on charge aujourd'hui et quel groupe les assassins en blouse blanche devaient entraîner avec eux dans l'enfer - connaissances réservées aux grands dignitaires du régime - on pourrait dire quel homme avait mené l'opération initiale (probablement le Père des Peuples, avec son secrétaire et son successeur désigné) et quels hommes, grâce à la mort de Staline, ont transformé les juges en accusés. (Beria et les siens.)

Les détails étant incertains, quelques significations sont claires. La réhabilitation des médecins offre aux techniciens, administrateurs et savants la promesse que les épurations vont les épargner et, en même temps, elle publie la résolution provisoire des héritiers de ne plus recourir, l'un contre l'autre, à l'arme des procès. Aucun ne disposant d'une autorité inconditionnelle, ils renoncent à la technique favorite du Père des Peuples.

Celui-ci a d'ailleurs compliqué la tâche du successeur qui voudrait l'imiter. Staline ne s'était pas contenté d'éliminer ses rivaux, il les avait fait exécuter après les avoir vaincus, alors qu'ils étaient réduits à une complète impuissance. Des sept membres du Politburo au moment de la mort de Lénine, cinq furent mis à mort sur l'ordre de Staline, et le sixième se suicida. Le précédent incite les membres actuels du Politburo à des précautions visibles pour assurer un équilibre entre les puissants et empêcher l'ascension d'un seul. Avec un sens particulier de l'humour, la *Pravda* vient de condamner sévèrement le pouvoir personnel et les habitudes d'autocrate qu'il encourage.

Le langage même de la réhabilitation tranche avec celui de la dénonciation. Naguère, les accusés étaient au moins des traîtres, sinon des cannibales. Avec la disparition de Staline, un certain goût des nuances est revenu dans la Sainte Russie. Rioumine n'est guère qu'un "aventurier criminel" (où sont les vipères d'antan?). Quant à Ignatiev, il a manifesté "de l'aveuglement politique et de la négligence".

Durant l'ère stalinienne, tout déviationniste était automatiquement un traître, un policier, un agent des services secrets ennemis. Après trente ans de loyaux services, Marty avait été à son tour qualifié d'agent de la police, marque d'infamie qu'il avait infligée à tant d'autres. Le cas d'Ignatiev semble indiquer que dans l'ère poststalinienne, on reconnaîtra la distinction entre l'erreur et le crime intentionnel. Comme si le nouveau pouvoir avait inscrit sur les murs des tribunaux soviétiques le principe contre-révolutionnaire: On peut mal agir *involontairement*.

Certes, la vérité n'est pas plus respectée aujourd'hui qu'hier, Ignatiev n'a pas été "politiquement aveugle", à moins que l'on n'appelle ainsi l'ignorance des événements à venir. Les vrais responsables des aveux des médecins n'ont pas encore été inquiétés. Et l'on soupçonne que Beria, avec le groupe des anciens, l'emporte, de même que l'on se demandait, il y a trois mois, s'il figurait sur la liste fatale.

L'ère nouvelle commence. Un régime dirigé par un comité et non plus par un seul, pourrait-il jouer encore de la technique des énigmes? Que se passerait-il si les chefs ne donnaient pas tous la même interprétation de l'énigme? Comment les communistes étrangers parviendront-ils à distribuer opportunément les injures et les hommages si l'issue demeure incertaine? Comment l'unité des partis et de l'empire résisterait-elle à la désunion au Kremlin? Comment les accusés pourront-ils avouer, s'il n'y a plus un Staline pour leur apprendre les crimes qu'ils

ont commis?

Après Staline

Liberté de l'Esprit
juin-jullet 1953

La mort du tyran marque toujours, pour les régimes fondés sur le pouvoir absolu d'un seul, l'épreuve suprême. Comme l'avenir dépend ou semble dépendre des décisions prises à Moscou, les Occidentaux n'avaient cessé de spéculer, avec espoir ou avec crainte, sur les conséquences qu'entraînerait la disparition de celui qui avait été le fondateur et qui resterait le maître de l'État soviétique.

Nous nous étions abstenu de le faire, dans ce livre achevé au début de l'année 1951. Il nous importait davantage de dégager les grandes lignes de la conjoncture que de formuler des hypothèses sur des événements, par essence imprévisibles dans leur détail. En tout état de cause, il nous paraissait que la diplomatie ou stratégie des héritiers de Staline ne différerait pas, à *courte échéance*, de celle de Staline lui-même, au point de modifier décisivement les données de la politique mondiale.

Rien de ce qui est intervenu, au cours de ces derniers mois, ne nous incite à réviser ce jugement.

La politique des plans quinquennaux, suivie depuis 1929, allait contre les aspirations naturelles des masses populaires. Elle excluait les consultations électorales et même le respect des droits individuels. L'allure de l'industrialisation, durant les deux premiers plans, fit baisser le niveau de vie des travailleurs: l'attente d'un avenir radieux, l'enthousiasme des bâtisseurs n'auraient pas suffi à réconcilier la majorité des ouvriers avec leur sort, si une réglementation impitoyable, appliquée par la police, n'avait pallié les insuffisances de la foi. Dans les campagnes, les paysans ont été contraints par la violence de sacrifier leurs fermes individuelles et d'entrer dans les kolkhozes. D'après les témoignages des Allemands, dans les régions de Russie occupée, les paysans n'avaient, il y a dix ans, ni oublié l'ancien régime, ni adhéré au nouveau.

La situation de l'économie soviétique, à la mort de Staline, ne permet pas de satisfaire aux revendications qu'élèveraient ouvriers et paysans s'ils avaient le droit de s'organiser et de s'exprimer librement, comme les travailleurs d'Occident. La collectivisation des terres a permis de prélever non plus quelque 15% des récoltes - ce qui était le pourcentage approximatif à la fin de N.E.P. - mais 35 à 40%, davantage même pour les cultures industrielles. Ou, du moins, des livraisons volontaires, d'une ampleur comparable, exigeraient que les

céréales, le coton ou le lin, fussent payés à des prix élevés, autrement dit, que l'État disposât d'une masse considérable de biens de consommation. Tant que les planificateurs veulent qu'on produise chaque année une trentaine de millions de tonnes de charbon et trois millions de tonnes d'acier de plus que l'année précédente, ils n'auront pas d'autres ressources que de forcer le consentement des kolkhoziens et de maintenir des conditions d'échange qui équivalent à rejeter sur les paysans une part importante du fardeau de l'industrialisation. Le plan quinquennal, révélé au cours de sa deuxième année, au XIXe Congrès du Parti, bien qu'il annonçât un accroissement substantiel de la production agricole et de l'industrie légère, restait dans la ligne des plans antérieurs. En 1950, les biens de production représentaient 72,6% de la production industrielle totale: elle devrait, d'après les prévisions, en représenter 73,8%, en 1955. La part des biens de consommation tomberait de 27,4 à 26,2%.

Sans modifier l'orientation générale des plans, les successeurs de Staline gardent les mêmes moyens d'apaiser le mécontentement des paysans et des ouvriers, moyens que connaissait Staline et qu'il employait en cas de besoin: dans les campagnes, relâcher la rigueur des méthodes collectives, laisser un peu plus de marge à la propriété et aux possessions du kolkhozien (lopin de terre, bétail); dans les villes, réduire l'impôt sur le chiffre d'affaires et accorder certaines baisses de prix. Certes, le relèvement du niveau de vie dépend, d'abord et avant tout, des marchandises disponibles. Du moins les dirigeants sont-ils en mesure de favoriser telle catégorie de revenus ou telle autre et, en mettant un certain intervalle entre baisse de prix et emprunts forcés, d'accorder temporairement un pouvoir d'achat supplémentaire.

Ajoutons que la fermeture des frontières et le monopole de la propagande interdisent aux masses de comparer leurs sort à celui des peuples occidentaux et les obligent à une comparaison autrement favorable entre le présent et le passé, le présent et l'avenir promis. Au cours de ces dernières années, la condition de population soviétique s'est, à n'en pas douter, améliorée. Ce relèvement domine l'expérience du citoyen soviétique et donne un certain poids aux prévisions radieuses de l'idéologie officielle. Enfin, les écarts entre les rémunérations selon le rendement, bien plus marqués que dans les industries capitalistes, créent une minorité d'ouvriers privilégiés. Selon la doctrine ésotérique du Pouvoir, il importe davantage de favoriser l'ascension des plus énergiques que de satisfaire la majorité passive.

Les cinquante millions d'hommes et de femmes employés dans l'agriculture,

les quarante à quarante-cinq employés dans l'industrie sont, pour ainsi dire, politiquement, neutralisés. À moins de choc extérieur ou de conflits à l'intérieur de l'élite, les chefs n'ont rien à craindre du peuple, que celui-ci les adore ou les maudisse.

Pour employer le langage marxiste, disons que le développement des forces productives (valeur de la production par tête de la population ou par tête de personne employée) et les rapports de production (propriété collective, répartition du produit national brut) fixent des limites aux transformations que le Stalinisme est susceptible de subir après et sans Staline. À l'intérieur de certaines limites, des réformes sont possibles, dans le sens d'un relâchement de la tension, mais, pour l'essentiel, elles seront octroyées par le Pouvoir, non arrachées par l'action des masses.

Dans tous les régimes despotiques, les désirs articulés de la minorité privilégiée exercent une action plus immédiate sur la gestion des affaires que les sentiments confus du grand nombre. D'après G. Malenkov, cinq millions et demi de spécialistes sont employés par l'économie soviétique. Si l'on ajoute à ce chiffre celui des professeurs, écrivains, artistes, on arrive à un total de 6 à 7 millions de personnes, 20 à 25 millions environ avec leurs familles, soit 10% de la population, qui constituent la bourgeoisie soviétique. Cette bourgeoisie est directement ou indirectement employée par l'État. Dans les entreprises, dans les trusts, ingénieurs et administrateurs sont classés selon un ordre hiérarchique rigide, chaque échelon ayant son uniforme et les signes distinctifs du grade, à la manière de l'ancienne bureaucratie tzariste. Qu'on le baptise bourgeoisie ou bureaucratie, importe peu: les techniciens moyens gagnent non 5 à 6.000 roubles par an comme le manœuvre, mais 3 à 6 fois plus, les directeurs d'entreprises ou de trust 20 à 40 fois plus. Ils tendent spontanément à un style de vie analogue à celui de la moyenne bourgeoisie d'Occident; ils ambitionnent les mêmes biens: automobiles, frigidaires, télévisions; ils aspirent aux mêmes satisfactions. La révolution communiste a "éliminé radicalement les catégories sociales que l'on rattache aux anciennes classes moyennes: il n'y a presque plus de paysans propriétaires, de commerçants ou d'industriels indépendants; les professions libérales ont été fonctionnarisées. Mais on ne peut pas industrialiser un pays sans former des cadres de plus en plus nombreux (le nombre des techniciens a augmenté, en Union soviétique, deux ou trois fois plus vite que celui des ouvriers). Ceux que les sociologues d'Occident rattachent aux nouvelles classes moyennes sont présents dans toute société industrielle, qu'elle soit capitaliste ou socialiste.

Ils jouissent, en U.R.S.S., de multiples privilèges. L'impôt sur le revenu n'est pas progressif au-delà de 12.000 roubles. Les études, durant les deux dernières années de l'enseignement secondaire et dans les universités, sont payantes. La bourgeoisie soviétique a le moyen de favoriser la carrière de ses enfants. Elle demeure ouverte aux talents (l'économie a besoin de cadres toujours plus nombreux), mais déjà près de 50% des étudiants sont issus de la couche des techniciens, administrateurs ou employés.

Quels peuvent être les griefs contre le régime des privilégiés qui, pour la plupart, doivent leur ascension à la révolution et à l'industrialisation? La logique aussi bien que les témoignages directs suggèrent une simple réponse: l'insécurité. Ingénieurs et directeurs d'entreprise, en plus d'un travail souvent écrasant, payent leur situation par les risques de sanction: déplacement, emprisonnement, camp de concentration. Depuis 1938, Staline n'avait pas renouvelé l'absurde et horrible purge qui avait jeté en prison des millions de citoyens soviétiques, beaucoup membres de la classe dirigeante. Mais, sans éclat, sans phénomènes de masses, les épurations étaient demeurées partie du train courant du régime. Il se peut que le chef d'entreprise soviétique accepte plus aisément les périls politiques que l'entrepreneur capitaliste d'aujourd'hui, qui, d'ailleurs, n'accepterait plus les périls économiques que ses prédécesseurs jugeaient normaux aux États-Unis, au temps des pionniers. On ne peut guère douter pourtant que les techniciens - au sens le plus large de ce terme - aspirent à la fin de la terreur. Il y a contradiction entre une bureaucratie stabilisée et la précarité des situations sociales que les épurations semblent avoir pour fonction de maintenir.

Si certaines formes extrêmes de la terreur - les arrestations massives de 1936-1937, les confessions - sont peut-être imputables à la personnalité même du tyran, les épurations sont, à coup sûr, liées à certains traits fondamentaux de la société soviétique. Les successeurs, dans la première phase, vont adoucir les rigueurs du régime policier. Sont-ils capables de l'écarter entièrement, sans mettre en péril l'existence même du système tout entier?

Des opérations illégales sont indispensables au chef d'entreprise qui veut réaliser le plan pour se procurer la main-d'œuvre ou les matières premières qu'il n'obtient pas par le circuit légal. Une économie entièrement planifiée fonctionnerait-elle avec dynamisme, si les dirigeants pouvaient se mettre à l'abri des sanctions en respectant la lettre des règlements et en rejetant de proche en proche les responsabilités? À l'intérieur des entreprises, les relations et rivalités entre le directeur, le comptable, le représentant des ouvriers et du Parti se

déroulent selon des modalités complexes et semi-clandestines, qui appellent finalement des décisions arbitraires, en faveur de l'un ou de l'autre. Les marchés parallèles, partie intégrante du système économique, n'exigent, certes, pas une terreur constante, mais ils ne comportent guère le règne de la loi.

Politiquement, les luttes entre individus ou entre groupes n'offriraient guère d'autre issue que la décision des instances supérieures et, en dernière analyse, de l'instance suprême. Le régime stalinien ne dispose pas de méthodes reconnues selon lesquelles conduire et trancher les rivalités, auxquelles n'échappe aucune sorte d'État. En théorie, la dictature communiste aurait dû être collective et les votes, au *Politburo*, au Comité central, auraient dû exprimer la volonté du Parti, lui-même conçu mythiquement comme l'interprète du prolétariat. Mais est-il possible de concilier le despotisme du Parti sur le reste de la population avec la démocratie à l'intérieur du Parti? À la longue, les communistes pouvaient-ils garder pour eux-mêmes les droits qu'ils refusaient au grand nombre? Après vingt années du règne d'un seul, le régime devrait évoluer en sens contraire, rendre aux membres du Parti le droit de penser, de parler, de discuter, de se quereller. L'histoire n'offre guère d'exemples d'une telle conversion.

Pour parler à nouveau le langage marxiste, la société soviétique souffre d'une contradiction interne. Le Pouvoir ne peut renoncer à la terreur. Si la bourgeoisie obtenait la sécurité de l'emploi, le régime ne perdrait-il pas sa force d'expansion? Assurée du lendemain, la bourgeoisie accentuerait encore davantage ses traits de caste privilégiée et, au fur et à mesure que se réduiraient les chances de progression sociale pour les simples travailleurs, elle se transformerait en une aristocratie dont le statut jurerait avec l'idéologie officielle.

Ne tombons pas dans l'erreur des marxistes eux-mêmes: ne poussons pas trop loin la dialectique des contradictions. Il est des modalités intermédiaires entre les grandes épurations et les garanties accordées aux fonctionnaires en Grande-Bretagne et en France. *Staline en remettait*. Bien des phénomènes de répression ne s'expliquaient pas par la nécessité prétendument historique ou politique, mais par l'humeur du tyran. Rien n'obligeait à mettre à mort les anciens compagnons de Lénine après leur défaite ou à leur extorquer, en des cérémonies de sorcellerie, des aveux humiliants. Rien n'obligeait à persécuter les Juifs, rien n'obligeait, si l'on devait choisir entre Gottwald et Slansky, à pendre ce dernier. Les successeurs ont une marge de retraite avant de toucher à l'essence du régime.

La classe dirigeante soviétique ne reconnaît pas de distinction de groupes, à la manière des classes dirigeantes d'Occident. Elle n'autorise pas les intérêts

professionnels à s'organiser. Directeurs d'entreprises, administrateurs de trusts, directeurs de ministères appartiennent à une seule et même catégorie sociale. Les chefs d'entreprises ne sont pas des propriétaires de moyens de production, les directeurs de ministères ne sont pas des fonctionnaires au sens occidental du terme, dont la carrière et les revenus différencieraient de ceux des gestionnaires de l'industrie ou du commerce. Mais cette unité est compensée par une distinction entre les administrations (État, Parti, Armée, Police) et, avant tout, par une double opposition entre la bureaucratie qui fait marcher la machine (celle de l'État et de l'Économie) et celle qui détient la légitimité (celle du Parti), entre cette dernière et celle qui possède le pouvoir réel (Police).

La légitimité des démocraties occidentales s'exprime par une procédure constitutionnelle, qui va de l'élection des parlementaires jusqu'à celle du Président de la République et à la question de confiance devant les assemblées élues. Les minorités dirigeantes d'Occident sont divisées en groupes qui mènent une compétition en vue d'exercer ou d'influencer le Pouvoir. Les démocraties paraissent toujours en crise, mais à condition que les groupes respectent les règles de la concurrence, ces crises se résolvent pacifiquement. En Union soviétique, depuis vingt ans, l'autorité inconditionnelle de Staline, qui était le maître de la police aussi bien que du Parti, qui tenait les fils de l'administration et qui avait neutralisé l'armée, prévenait tout conflit visible. La rivalité des bureaucraties multiples était manipulée et contrôlée d'en haut. En ira-t-il de même à partir du jour où, avec la fin du numéro un déifié, l'autorité suprême reviendra à deux ou trois hommes, condamnés à gouverner ensemble ou à ébranler, en cas de lutte, la solidité du système?

Celui qui fut nommé chef du Praesidium du Parti et du Conseil des ministres, après la mort de Staline, avait reçu, au XIXe Congrès, certains honneurs normalement accordés au successeur désigné. Choix logique puisque Malenkov venait immédiatement après Staline dans les organes du Parti et que ce dernier, en tant que porte-parole du prolétariat, incarnait l'idée justificatrice du Pouvoir soviétique. Mais, à partir du moment où Malenkov a, volontairement ou non, abandonné et le secrétariat du Parti (qui procède aux nominations) et le contrôle de la police, il a perdu les instruments de la puissance. Le président du Praesidium du Parti, en théorie, n'est que *primus inter pares*. Et cette primauté idéologique ne pèserait pas lourd, si la formule du pouvoir collégial se révélait une fiction destinée à couvrir une bataille entre prétendants.

Les membres du *Politburo* (ou Praesidium) s'opposeront à l'ascension d'un

nouveau tyran, parce qu'ils gardent le souvenir du sort que Staline infligea à ses compagnons. Le précédent numéro un consacra son autorité par la mise à mort de ses rivaux, après leur défaite politique. Les membres du Praesidium auraient peut-être accepté de reconnaître un héritier, promu au premier rang, s'ils avaient eu la certitude qu'ils ne connaîtraient pas le destin de Zinoviev et de Boukharine. Un équilibre des pouvoirs entre les successeurs est, pour chacun d'eux, la seule garantie concevable de survie.

Cet équilibre des pouvoirs devrait agir dans le même sens que l'aspiration de la bourgeoisie à plus de sécurité. Sans doute, si la rivalité entre les successeurs se prolonge dans l'ombre, les épurations se poursuivront, puisque chaque faction cherchera à s'assurer les postes-clés. Mais, tant que les successeurs s'accorderont, ne serait-ce que pour différer la lutte décisive, une convention implicite tendra à respecter une certaine répartition, entre les clientèles, des diverses positions. Par opportunisme et par nécessité, ils chercheront à se concilier la faveur des techniciens et de l'armée et inclineront à relâcher orthodoxie et violence.

En cette éventualité, le régime évoluerait lentement, non vers une démocratie du type occidental - ni les forces de production, ni les rapports de production, tels qu'ils sortent des plans quinquennaux ne le permettent -, mais vers le despotisme atténué d'une bureaucratie technique, à laquelle l'idéologie marxiste servirait de justification bien plutôt que de foi.

Certains pensent que les contradictions de la société soviétique ne comportent pas de solution modérée. Le régime exigerait un chef indiscuté et les cruautés inutiles de Staline ont créé des obstacles presque insurmontables à l'ascension d'un autre tsar. La bourgeoisie soviétique souhaite la fin de la révolution, mais le régime, à moins de paralysie, est voué à une sorte de perpétuelle fuite en avant. On apprend à lire à des millions de Russes, on répand une culture fondée sur la science et l'on prétend maintenir, à titre de vérité officielle, une idéologie qui, en dépit de ses prétentions, est une dérision de l'esprit scientifique. On ne peut dire par quels bouleversements s'exprimeront ces contradictions. Les compagnons de Staline, qui tentent de sauver l'essentiel en sacrifiant les inutiles excès, ne se maintiendront pas longtemps dans cette zone de stalinisme assagi. Ou bien, après des convulsions plus ou moins violentes, un tyran restaurera une tyrannie, ou bien la démocratisation progressive du Parti entraînera l'embourgeoisement de la société tout entière.

Pour les prochaines années, mieux vaudrait que l'Occident ne se fît pas trop d'illusions. Les Malenkov et Béria s'efforceront de maintenir le régime, tout en

éliminant les phénomènes pathologiques, imputables soit aux crises de l'économie, soit aux lubies sanglantes du vieillard.

Le Pouvoir ne dispose pas d'une production suffisante pour simultanément satisfaire les masses et maintenir le rythme actuel d'industrialisation et d'armements. Les chefs du Parti doivent conserver leurs titres à la gestion de l'État et ces titres dérivent de l'idéologie marxiste-léniniste.

Les héritiers de Staline ont été ses compagnons pendant vingt ans, ils en partagent la philosophie et les ambitions. Ils savent ce qui est en question. Leur intérêt commun à la sauvegarde de l'entreprise communiste devrait l'emporter provisoirement sur la dialectique des contradictions soviétiques.

La stratégie adoptée par Staline au cours de ces dernières années, plus encore que le style de cette stratégie, facilitait d'une certaine façon la tâche des gouvernements occidentaux. Qu'importaient les dissentiments entre Britanniques et Américains sur l'attitude à l'égard de la Chine communiste, aussi longtemps que la prolongation absurde de la guerre de Corée prévenait toute négociation? Les discussions sur la possibilité ou l'impossibilité d'une Allemagne unifiée et neutre demeuraient académiques, aussi longtemps que les relations diplomatiques entre les deux camps étaient pour ainsi dire rompues. Les tensions à l'intérieur du monde occidental étaient dissimulées et pour ainsi dire refoulées par la nécessité de l'union que la menace soviétique rendait évidente aux yeux de tous. Les maîtres de Moscou n'ont pas besoin de changer de politique, il leur suffit de changer de manières pour que les divergences d'opinion et les rivalités anciennes à l'intérieur de la communauté occidentale reviennent au jour.

La constellation mondiale n'en sera pas fondamentalement changée pour autant.

En Europe, le fait majeur est le partage de l'Europe, de l'Allemagne et de Berlin, la présence de l'armée rouge au centre du vieux continent, à 200 km. du Rhin. La situation aurait paru intenable aux yeux des diplomates d'ancien régime, quand bien même l'armée russe serait celle des Tsars et non celle de la Révolution mondiale. Que la propagande du Kremlin cesse de traiter les Américains de cannibales, que les autorités russes laissent entrer quelques journalistes occidentaux et sortir quelques diplomates retenus depuis deux ans et demi par les Nord-Coréens, on s'en félicite, mais sans y attacher une importance particulière. La guerre froide ne prendra fin en Europe que le jour où les deux camps se seront accordés sur un statut territorial et cet accord ne saurait être le *statu quo*. L'Occident peut tolérer le *statu quo*, il ne peut le reconnaître.

En d'autres termes, un accord après négociations exigerait des concessions de la part de l'Union soviétique, avant tout le démantèlement de la "démocratie populaire" de la zone soviétique de l'Allemagne et l'évacuation de l'Autriche. Quelle contre-partie pourrait offrir l'Occident, au-delà d'une promesse de neutralisation, que personne ne prendrait au sérieux? À Yalta, Churchill et Roosevelt se sont contentés d'une promesse de Staline pour croire que l'indépendance de la Pologne, mutilée à l'Est, élargie à l'Ouest, serait respectée. Les dirigeants de Moscou sont trop sincèrement machiavéliques pour jamais faire confiance aux paroles de ceux qu'ils tiennent pour des ennemis.

Il n'y aurait de véritable changement que le jour où les dirigeants de l'Union soviétique consentiraient au retrait de l'armée russe à l'intérieur des frontières de l'Union, au relâchement de la dictature sur la zone des satellites et où ils se désintéresseraient d'une avance ultérieure du système communiste ou de la puissance impériale de Moscou vers les côtes de la mer du Nord et de l'Atlantique. Rien ne permet d'espérer pour l'instant une telle révolution de la stratégie soviétique.

En Asie, les successeurs de Staline sont ou seront, un jour ou l'autre, favorables à un "Cessez le feu" en Corée. La prolongation d'hostilités statiques est passablement absurde pour les deux camps. Mais la guerre de Corée, quelles qu'en aient été les immenses conséquences, n'est qu'un incident dans la suite des événements d'Asie. La zone menacée est l'Asie du sud-est, Indochine d'abord, Siam, Birmanie, Malaisie ensuite, Inde et Pakistan demain. Pourquoi les maîtres du Kremlin auraient-ils la volonté d'arrêter un mouvement qui, selon leur philosophie, exprime, avec la révolte des peuples contre l'impérialisme, la loi de l'Histoire? Pourraient-ils même, s'ils en avaient la velléité, obliger le Viet-Minh ou le gouvernement de Pékin à un arrêt temporaire? Les modalités de la tactique peuvent changer, mais sans toucher aux traits majeurs de la conjoncture.

Quels événements seraient susceptibles de modifier essentiellement la conjoncture? Une extension des hostilités et une défaite des armées chinoises, ou bien la reconnaissance par les États-Unis du gouvernement communiste de Pékin, suivie par le reprise des relations commerciales entre l'Occident et la Chine, ou bien, enfin, une progressive dissociation entre Union soviétique et Chine. La première éventualité améliorerait les chances de résistance de l'Asie du sud-est, la troisième créerait une constellation mondiale autre, dans laquelle les deux théâtres d'opérations, européen et asiatique, ne seraient plus au même degré solidaires. La deuxième éventualité marquerait, d'après les commentateurs

occidentaux, une détente. On n'est pas sûr qu'elle détournerait la Chine communiste de poursuivre la libération de l'Asie du sud-est, au sens que les leaders de Pékin donnent à ce mot.

Aucune de ces éventualités ne saurait être la conséquence directe de la mort de Staline. Quand bien même les optimistes, qui prêtent au nouveau *Politburo* des intentions d'apaisement, auraient raison, les chances d'arrêter l'expansion communiste, de restaurer des régimes stables dans l'Asie du sud-est ou de rompre l'axe Moscou-Pékin n'en seraient guère améliorées. Quelle que soit la mesure de l'autorité qu'il conserve sur les organisations locales, le centre du communisme mondial est, à maints égards, prisonnier de l'entreprise même. Certes, si les membres du Praesidium *voulaient* rompre les liens entre les différents partis communistes d'Europe, d'Afrique, d'Amérique et d'Asie et les organismes de Moscou, ils apporteraient une contribution décisive à la fin de la Grande Peur.

Mais il ne s'agirait plus, en ce cas, ni de conversion morale, ni de révolution politique. Il s'agirait d'un miracle: quelle grande puissance a jamais, d'elle-même, jeté au rebut l'arme la plus redoutable que le sort avait mise entre ses mains?

Le régime fondé sur l'encadrement bureaucratique d'une société industrielle est encore gouverné par les hommes de la première génération, non la génération qui abattit le régime antérieur, mais celle qui bâtit l'ordre nouveau. L'élite a gardé une volonté de puissance intacte, l'expansion de l'empire a réveillé les ambitions de conquête, on a dépassé la phase héroïque et horrible de l'édification industrielle, mais les plans quinquennaux ne fournissent pas encore, en abondance, à la fois le beurre, les canons et les usines. Si les conflits entre individus provoquaient une explosion, il s'agirait d'un accident heureux: on ne doit pas compter sur l'improbable.

La détente relative à l'intérieur ne facilitera pas la tâche de la diplomatie occidentale. Les successeurs s'efforceront d'accroître leur emprise sur les États satellites, dans la mesure même où ils en redouteront la dissidence. L'Occident aura peine à endiguer la vague communiste en Asie, à la refouler en Europe, là parce que l'expansion communiste est animée par des forces historiques profondes, ici parce que les dirigeants de l'Union soviétique peuvent difficilement accepter une retraite, même locale. Les héritiers ne croient pas plus que Staline à une entente réelle entre les deux univers.

Les variations de la diplomatie soviétique se situeraient donc à l'intérieur de marges étroites: moins de violence dans la propagande vers l'extérieur, moins de

frénésie policière, quelques échanges de biens de personnes et d'idées, un ralentissement de la course aux armements, de tels changements ne mettraient pas fin à l'épreuve. Entre le communisme et le reste du monde, la rivalité se prolongerait, sans guerre totale, sans paix authentique.

Mais, si les circonstances excluent la paix véritable et si les peuples veulent à juste titre éviter la guerre totale, on mise sur le temps. C'est lui qui, à la longue, pourrait user un conflit qui, à l'heure actuelle, ne comporterait d'issue que par le déchaînement d'une guerre, comme les deux premières, inévitablement hyperbolique.

La mort de Staline ne clôt pas la guerre froide, qui émane de la conjoncture elle-même et non des intentions malignes d'un seul homme.

Ce texte doit servir d'introduction à l'édition américaine et allemande des *Guerres en chaîne*.

Les contradictions internes de la société soviétique

Réalités
juin 1953

L'embourgeoisement des cadres, conséquence de l'industrialisation, suscite un désir de stabilité, que Moscou doit satisfaire par une modification profonde du régime, ou, refouler par le maintien de la terreur.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les Occidentaux inclinaient à parler de l'Union soviétique comme si la réalité y répondait exactement au mythe, comme si régime et société étaient aussi monolithiques en fait qu'en idée.

Notre consentement à ignorer les événements à l'intérieur de la Russie stalinienne avait une justification. Un parti révolutionnaire qui a conduit un grand pays dans une guerre victorieuse, qui a conquis de vastes territoires, n'est pas sérieusement menacé. Le régime était plus stable qu'à toute autre phase antérieure: il ne connaissait rien de comparable aux rivalités entre les successeurs de Lénine ou aux batailles sanglantes de la collectivisation agricole. Il fallait, en tout cas, attendre la mort du chef divinisé pour qu'apparussent au jour les tensions cachées. Durant la guerre et l'après-guerre, les changements de personnes furent nombreux, puisque trente-sept des soixante et onze membres du Comité central élus au XVIII^e Congrès ne figurent plus dans le Comité central élu au XIX^e Congrès. Mais, parmi les membres du *Politburo*, on connaît avec certitude la disgrâce d'un seul, Voznessenski.

La disparition de Staline ouvre, à coup sûr, une phase nouvelle dans l'histoire de la Russie soviétique. Les commentateurs occidentaux en sont convaincus, mais se demandent comment saisir cette nouveauté. Quand il s'agit des États-Unis ou de l'Italie ou de l'Inde, ils disposent de faits et de concepts. Historiens et sociologues nous ont appris quelles sont les forces principales, économiques, politiques, sociales, quels partis se disputent le pouvoir, selon quelles règles se déroulent les conflits d'individus et de groupes.

Quand on en vient à l'Union soviétique, il semble que l'on n'ait d'autre ressource que de spéculer indéfiniment sur les relations personnelles entre Malenkov, Béria, Khrouchtchev et Poskrebychev. Il est vrai qu'en régime despotique, les rivalités de personnes ont plus de portée qu'en régime démocratique. Des luttes à l'intérieur du *Politburo* sont probables. À courte

échéance, peut-être ces luttes obscures exerceront-elles une influence décisive. Mais, pour comprendre l'action du Pouvoir, en Union soviétique comme partout, il faut d'abord analyser la structure de la société et les relations des minorités dirigeantes.

Le fait fondamental de notre époque, ce n'est ni le capitalisme, ni le socialisme mais la *civilisation industrielle*. C'est elle qui abat les vieilles hiérarchies, elle qui ronge les traditions religieuses, elle qui fait surgir les villes sur les sables au fond desquels est enfoui le pétrole, elle qui transforme le sort des hommes, des jungles de Malaisie aux forêts d'Afrique, dans la banlieue des métropoles européennes et les fermes du Middle-West.

Qu'appelons-nous société industrielle? Le renouvellement des modes et moyens du travail humain grâce aux applications de la science, grâce à la rationalisation de l'agriculture et de l'industrie. Diminution de la mortalité, accroissement de la population, édification d'usines, multiplication des moyens de transport et de communication, répartition autre de la main-d'œuvre entre les différents secteurs (la proportion de la population paysanne diminue, celle de la population industrielle augmente), tous ces phénomènes sont des aspects complémentaires de la civilisation industrielle, qui, partie d'Europe, est en train de conquérir la planète tout entière.

Marx vivait pendant la phase que l'on appellera celle de l'industrialisation primaire, il assista au transfert des populations de la campagne vers les villes, aux souffrances des ouvriers dans les premières usines, aux horreurs du travail des femmes et des enfants. Il crut que le capitalisme – propriété privée des instruments de production et concurrence sur le marché – était la cause unique du contraste entre le développement des moyens de production et la misère des travailleurs. Et comme il avait l'âme d'un prophète et l'esprit politique, il imagina une vision historique dans laquelle la contradiction irait s'accroissant, entre les ressources de la collectivité et la pauvreté de l'individu. Le prolétariat, toujours plus nombreux et toujours, plus exploité, grouperait finalement l'immense majorité des déshérités et exproprierait les expropriateurs. Les capitalistes, emportés par la loi du profit seraient leurs propres fossoyeurs, la contradiction entre le caractère collectif de la production et le caractère privé de la répartition suscitant des crises.

La réalité est tout autre. Les contradictions qui frappaient Marx sont caractéristiques d'une phase, et d'une phase seulement de la civilisation industrielle. La diminution de la mortalité grâce aux progrès de la science risque

d'aggraver, dans la phase initiale, la disproportion entre les ressources alimentaires et le nombre de bouches à nourrir. La surpopulation paysanne est un phénomène endémique à travers l'histoire, aggravé au début de la civilisation industrielle par la baisse de la mortalité. Si, en même temps, subsiste une grande propriété paysanne, si quelques milliers de personnes possèdent une fraction importante du sol, les revendications paysannes, en elles-mêmes immémoriales, sont amplifiées par les conséquences de la surpopulation et par l'affaiblissement de la discipline traditionnelle et créent une situation proprement révolutionnaire.

Les machines multiplient le rendement du travail, mais il faut produire les machines, se donner les moyens de transport, les équipements industriels, faute desquels on ne saurait tirer profit de l'application de la science à l'industrie. La phase initiale d'industrialisation exige des investissements considérables qui sont financés grâce à une extrême inégalité des revenus et aux bas salaires. Les ouvriers sont alors réduits à un niveau de vie misérable, confinés dans les faubourgs. Récemment venus des campagnes, ils sont mal adaptés à la vie urbaine et confondent les entrepreneurs, le capitalisme, le travail en usine dans la même hostilité.

Ces tensions sociales s'atténuent au fur et à mesure que se développe la civilisation industrielle. Celle-ci contribue à l'apaisement et non à l'exaspération des ardeurs révolutionnaires. En simplifiant, on pourrait dire que *la civilisation industrielle tend à l'embourgeoisement et non à la prolétarianisation des masses*. Quels ont été, en Occident, les facteurs de cet embourgeoisement:

1° La réduction de la natalité a rattrapé et souvent dépassé la baisse de la mortalité. Les pays d'Occident ignorent désormais la menace de la famine. Au moins en temps de paix, aussi longtemps que les importations sont possibles. Les ressources alimentaires sont excédentaires par rapport aux besoins.

2° Le capitalisme n'a pas envahi les campagnes comme le croyaient certains marxistes et probablement Marx lui-même, impressionné par l'exemple anglais. La distinction entre propriétaires fonciers et fermiers ne s'est pas généralisée. Au contraire, la propriété paysanne, petite ou moyenne, tend à être dominante dans les pays de démocratie politique. Là même où la grande propriété demeure importante, les lois ont grandement amélioré la situation du fermier par rapport à celle du propriétaire.

Le résultat de ces deux faits majeurs est que *la population paysanne est devenue en majorité conservatrice* dans les pays de démocratie occidentale. Or, les grandes révolutions qui se recommandent du marxisme ont été soutenues,

sinon provoquées par la révolte des masses paysannes.

3° La productivité du travail s'est élevée. L'ouvrier produit plus de biens, dans le même temps, aujourd'hui qu'hier. Les bénéfices de cette productivité accrue ont été répartis entre tous les membres de la société. Le niveau de vie du prolétariat s'est élevé en même temps que celui de la collectivité. Il n'y a pas eu paupérisation, mais exactement le contraire.

4° Grâce à l'accroissement de la richesse générale, grâce à l'action des syndicats et des partis ouvriers, les travailleurs ont obtenu des avantages: diminution de la durée de travail, assurances sociales, qui ont profondément changé le sort du prolétariat. La classe ouvrière des États-Unis, de Suède ou de Grande-Bretagne n'est plus un prolétariat, au sens que Marx donnait à ce mot.

Ces deux faits ensemble aboutissent à un résultat décisif: dans les sociétés industrielles les plus développées, les ouvriers sont organisés par l'intermédiaire des syndicats et des partis; ceux-ci discutent sur le pied d'égalité avec les patrons et participent au gouvernement de la cité, ils sont de plus en plus revendicateurs et de moins en moins révolutionnaires.

5° La phase durant laquelle le transfert de la main-d'œuvre s'opère du secteur dit primaire – agriculture et mines – vers le secteur dit secondaire – industries de transformation – est suivie d'une autre où, en pourcentage de la main-d'œuvre totale, le secteur secondaire n'augmente plus ou bien augmente lentement, cependant que le secteur tertiaire – administration, banques, consommation de luxe, transports – augmente plus vite. Socialement, l'évolution des sociétés industrielles ne tend pas à la prolétarianisation – la confusion de l'immense majorité dans la condition prolétarienne – mais vers la différenciation: différenciation à l'intérieur des travailleurs d'industrie, gonflement de la couche des employés, multiplication des techniciens, des avocats, des médecins, des fonctionnaires, des artistes, des professeurs, etc. Plus une société industrielle progresse, plus il lui faut apprendre à lire et à écrire à *tous* les individus, plus elle a besoin de nombreux spécialistes, petits ou moyens, plus elle crée de métiers nombreux et différenciés.

6° Les spécialistes sont de plus en plus souvent des salariés. Même certaines professions libérales tendent à perdre leur indépendance et se rapprochent de la condition des salariés (c'est le cas des médecins en Grande-Bretagne). Mais, dans l'industrie et le commerce, les indépendants, petits et moyens, avec des fortunes diverses, résistent à la pression des grandes concentrations et se maintiennent, vaille que vaille.

Le résultat de ces deux derniers faits est que les groupes intermédiaires – employés, fonctionnaires, techniciens, commerçants et industriels plus ou moins indépendants – constituent *des masses non prolétariennes aussi nombreuses* que la classe ouvrière proprement dite. D'une double manière, le progrès de la civilisation industrielle contribue à l'embourgeoisement: la couche supérieure des travailleurs d'industries y accède, cependant que la technique recrée indéfiniment autant de petit bourgeois qu'elle en élimine.

Le schéma historique, que nous avons esquissé dans la page précédente, permet de résoudre aisément une difficulté qui a tant troublé les théoriciens marxistes et aussi de dégager la signification historique de l'œuvre stalinienne.

On n'ignore pas les innombrables spéculations qu'a suscitées le fait que la révolution, dirigée par un parti qui se réclamait du prolétariat, a éclaté dans un pays où la paysannerie constituait l'immense majorité de la population (au 1er janvier 1914, la population urbaine se montait à 24,7 millions contre 114,6 dans les campagnes, soit 17,7% du total).

La réponse, très simple, est que la révolution prolétarienne surgissant au *terme du développement industriel* n'a jamais existé que dans l'imagination des doctrinaires. C'est pendant la phase d'industrialisation primaire que la révolution est le plus menaçante, quand aux émeutes des ouvriers, qui descendent des faubourgs, à Paris au XIXe siècle ou à Petrograd au XXe siècle, se joignent les révoltes des paysans (en Russie mais non en France), qui sont privés de terres ou inadaptés à l'économie monétaire et qui attribuent tous leurs maux aux grands propriétaires (en fait, individuellement ou collectivement, les paysans russes possédaient, en 1917, 80% des terres). Une fois maître du pouvoir, le parti bolchevik fut obligé de procéder non à la répartition égalitaire de l'abondance, comme l'imaginaient à l'avance les prophètes du socialisme, mais au développement accéléré de l'industrialisation. Si nous nous référons à l'interprétation marxiste selon laquelle le capitalisme a pour fonction le développement des forces productives, on dira que *le régime soviétique est le substitut et non l'héritier du capitalisme*. L'erreur commune à partisans et adversaires du communisme stalinien est d'oublier cette proposition fondamentale, de critiquer ou d'exalter le régime soviétique comme s'il devait prendre la suite du régime économique-social des États-Unis et de la Grande-Bretagne, alors que l'on devrait le comparer aux phases antérieures traversées par les économies occidentales, il y a un demi-siècle ou un siècle.

L'urbanisation a progressé rapidement au cours des quarante dernières années.

De 17,7% en 1914, la population urbaine a atteint le pourcentage de 32,8 en 1939, proportion légèrement inférieure à celle des États-Unis vers 1890. Les statistiques démographiques ne sont plus publiées, de telle sorte que le pourcentage actuel prête à contestation. On l'estime à plus de 40%. Il y avait, en 1939, 174 villes avec une population supérieure à 50.000 (contre 90, en 1926), 28 villes avec une population supérieure à 250.000 (contre 9, en 1926). En quinze ans, la population de Moscou a augmenté de 3 millions.

La répartition de la main-d'œuvre s'est modifiée parallèlement. Il y avait environ 3 millions d'ouvriers à la veille de la première guerre mondiale. Il y en a environ 36 millions en 1951 (dont 47% de femmes). La main-d'œuvre employée dans l'agriculture demeure considérable (55 millions en 1940, 58 en 1951, d'après certaines estimations, d'ailleurs contestées). À la veille de la deuxième guerre mondiale, en 1939, la main-d'œuvre qui tirait sa subsistance de l'agriculture avait diminué d'un tiers par rapport à 1928. L'industrialisation a permis d'absorber à la fois la main-d'œuvre supplémentaire formée par l'accroissement de la population et une fraction des travailleurs, inutiles dans les campagnes. Mais il faut encore plus de la moitié de la population active pour nourrir le peuple russe, alors qu'environ 12% de la population active américaine, 7 millions, auxquels s'ajoutent temporairement un à deux millions d'ouvriers agricoles suffisent à nourrir 158 millions d'Américains et même à fournir un important surplus exportable. Le plan russe prévoit pour 1955 un léger accroissement de la main-d'œuvre agricole.

La période de l'industrialisation primaire aurait dû être, au point de vue démographique, celle d'un accroissement rapide de la population, la mortalité s'abaissant plus vite que la natalité. Tel fut, en effet, le cas dans les périodes comme celles de la Nep et du premier plan quinquennal, de 1927 à 1932. Mais de 1933 à 1938, l'augmentation n'a été que de 4,8 millions contre 18,7, entre 1927 et 1932. Si l'on considère l'ensemble de la période 1914-1950, on peut dire que la population a été réduite de plusieurs dizaines de millions par l'effet de la première guerre mondiale, de la guerre civile, de la collectivisation, de la seconde guerre mondiale. Ce sont les catastrophes politiques qui ont empêché le nombre des bouches à nourrir de dépasser les ressources alimentaires.

À l'heure présente, d'après les chiffres donnés par G. Malenkov, l'augmentation annuelle, au cours des trois dernières années, aurait été quelque peu supérieure à 3 millions par an (9,5 pour trois ans), ce qui indique une fécondité supérieure à celle des vieux pays industrialisés d'Occident, mais

inférieure à ce qu'elle était durant la Nep (1923-1928), alors que l'augmentation annuelle était de 3 millions et demi pour une population de quelque 50 millions plus faible.

L'accroissement de la population, durant la phase d'industrialisation primaire a donc été, en raison des catastrophes politiques, plutôt moins rapide qu'il ne l'a été dans les phases correspondantes de la plupart des sociétés occidentales. Les ressources alimentaires ont augmenté plus lentement encore, au moins jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Là encore, les statistiques prêtent à contestation, du fait que l'on a modifié le mode d'évaluation qui porte désormais sur la récolte sur pied et non sur la récolte engrangée (de quel pourcentage faut-il réduire la première évaluation pour obtenir la seconde? Les estimations oscillent entre 10 et 25%).

Un certain nombre de faits n'en sont pas moins incontestables. Le cheptel de l'Union soviétique (bovins, ovins et caprins), à la veille de la deuxième guerre mondiale, n'avait pas encore retrouvé le niveau d'avant 1914. Pour la masse de la population, les céréales continuent de fournir la base de l'alimentation. En ce qui concerne ces dernières, les progrès furent, dans la période de l'entre-deux-guerres, extrêmement lents, par suite des conséquences désastreuses de la collectivisation. L'économiste Prokopovicz estime à 693 millions de quintaux, en 1939-1940, la récolte nette de céréales contre 679 en 1913-1914. Le rendement avait progressé tout au plus d'un quart. Malenkov a affirmé que la récolte brute de céréales avait été, en 1952, de 131 millions de tonnes, de 48% supérieure à celle de 1914. Il a conclu que «le problème des céréales, considéré auparavant comme le plus urgent et le plus grave, a été résolu avec succès, définitivement et sans retour». Caractéristique, en tout cas, est l'aveu que, jusqu'à une date récente, le problème premier restait celui d'accroître les récoltes aussi vite que progressait la population. Entre 1914 et 1939, en dépit des pertes de la guerre et de la collectivisation, c'est à peine si le rapport ancien avait été maintenu.

En dehors des progrès considérables accomplis par les cultures industrielles, coton (multiplié par plus de 5), betteraves (240 millions de quintaux, en 1950, contre 108 en 1913), lin, tournesol, et aussi par les cultures maraîchères, le ravitaillement des villes et, par suite, l'industrialisation ne furent possibles que par l'augmentation massive du prélèvement sur les récoltes. Le gouvernement a réussi à drainer jusqu'à 40% ou plus des récoltes de céréales, alors qu'avant la collectivisation, il en obtenait difficilement 15%. Pour tous les produits de la

campagne, entre 1928 et 1938, le gouvernement a réussi à accroître massivement le pourcentage que les paysans ont dû livrer.

Si, en ce qui concerne l'agriculture, la particularité de l'évolution soviétique est que, dans les vingt premières années, les ressources ont moins augmenté que l'importance relative de la collecte, la particularité de l'industrialisation est la rapidité extrême de l'accumulation dans le secteur des moyens de production comparée au développement du secteur des biens de consommation. Le rapport entre les deux secteurs, sous le régime tsariste et capitaliste, était de 2 à 1, le secteur travaillant pour le consommateur privé étant deux fois plus important que celui qui fabriquait des biens de production. En gros, on peut dire que ce rapport avait été renversé à la veille de la deuxième guerre mondiale. En 1955, d'après le plan, le rapport se rapprocherait de 3 à 1, en faveur des biens de production.

L'Union soviétique est devenue, en trente ans, une grande puissance industrielle. Elle a produit, en 1952, 25 millions de tonnes de fonte, 35 millions de tonnes d'acier, 300 millions de tonnes de charbon, 47 millions de tonnes de pétrole, 117 milliards de kWh.

Malgré tout, si l'on mesure l'industrialisation par rapport à la population, autrement dit, la quantité d'énergie ou d'acier disponible par tête de la population, l'Union soviétique demeure moins industrialisée que la France (*a fortiori* que la Grande-Bretagne ou les États-Unis). Chaque Français, en 1953, dispose de 206 kilos de fonte et de 232 kilos d'acier, cependant que le citoyen de l'Union soviétique, en 1955, disposera de 159 kilos de fonte et de 206 kilos d'acier, après l'accomplissement du plan. La différence des niveaux de vie est encore plus marquée. La modicité des progrès de l'agriculture et le pourcentage d'accroissement prévu pour les deux secteurs (sur la base de 100 en 1940, l'industrie des biens de production atteint l'indice 202 en 1950 et l'industrie des biens de consommation l'indice 123) confirment les résultats que donnent les comparaisons directes des salaires et des prix.

Nous ne cherchons pas si l'industrialisation soviétique a été plus ou moins rapide que l'industrialisation allemande ou américaine au siècle dernier, si elle a coûté, plus ou moins de souffrances. Nous avons rapporté quelques faits et quelques chiffres afin de poser la question de savoir si et dans quelle mesure elle a favorisé l'embourgeoisement, caractéristique des sociétés industrielles.

À l'hypothèse de l'embourgeoisement on serait tenté de faire immédiatement une objection; l'Union soviétique ne s'est pas encore avancée assez loin sur la

voie de la civilisation industrielle puisqu'elle est encore sensiblement en retard sur la France, qui, elle-même, souffre d'un retard du progrès économique par rapport à d'autres pays d'Europe (Suède, Grande-Bretagne, etc.) et par rapport aux exigences de la population. Pour les productions de base, la Russie de 1913, par tête de la population, en était à 25% environ du niveau français. En 1955, si les plans soviétique et français se réalisent, la production soviétique d'acier par habitant sera de 64% de la production française (65% en 1951), celle d'électricité de 71% (contre 55% en 1951), celle de ciment de 48% (contre 32%). La consommation soviétique de sucre par habitant est de 14 kilos, ce qui correspond à la consommation française de 1905. La France souffre d'une crise du logement, mais chaque habitant des villes dispose en moyenne de 23 mètres carrés. En Union soviétique ce chiffre tombe à 4 mètres carrés. En 1955, d'après le plan, le citoyen soviétique disposera de 4,9 mètres carrés. Même si l'on tient compte d'une répartition plus égalitaire, il est incomparablement plus mal logé que le Français moyen. Or, rien n'a tant contribué à l'embourgeoisement des ouvriers que la petite maison ou les logements construits par les municipalités, en Suède ou en Grande-Bretagne.

De plus, bien que la natalité soit en régression, la population soviétique reste jeune, en croissance rapide. Elle a augmenté de plus de 60 millions entre 1900 et 1950, mais elle aurait augmenté d'au moins une cinquantaine de millions de plus en l'absence de catastrophes. Le rythme rapide d'accroissement oblige à un pourcentage considérable d'investissements et ralentit l'élévation du niveau de vie générale.

Certains des facteurs de l'embourgeoisement à l'intérieur des sociétés occidentales font également défaut. Le niveau de vie a baissé pour l'ensemble de la population, durant les premiers plans quinquennaux, il s'est élevé au cours de ces dernières années, mais le progrès, de 1913 à 1953, reste faible (si l'on considère la moyenne pour l'ensemble de la population, paysans inclus). Certains des groupes conservateurs des sociétés occidentales n'existent pas en U.R.S.S. Il n'y a pas de paysans propriétaires, ni d'indépendants (petits commerçants ou industriels, artisans). Enfin, *l'institutionnalisation* des conflits sociaux, l'organisation des masses en syndicats, dont les chefs participent au gouvernement de la cité et qui ont pour métier de soutenir les revendications populaires, ne se développent pas davantage. Les syndicats, dont les dirigeants sont nommés par les chefs du régime (le président de l'Union soviétique, Chvernîk, a été transféré récemment à la présidence des syndicats) justifient la politique de l'État, patron unique, encadrent les travailleurs et s'efforcent,

chaque jour, de les convaincre qu'ils sont heureux de vivre en un pays débarrassé de l'exploitation capitaliste.

Les paysans sont-ils désormais satisfaits et, à la manière des paysans danois ou américains, conservateurs du système? Autant qu'on en puisse juger, d'après les expériences faites par les Allemands pendant la guerre et d'après les témoignages mêmes de la presse soviétique, ils ne sont pas résignés au système collectif de propriété et d'exploitation. Probablement, en cas d'effondrement au régime, tenteraient-ils de revenir au système individuel. Mais beaucoup reconnaîtraient les avantages, pour certaines cultures, des méthodes collectives. Il en résulte une double conséquence: une démocratie politique au sens où les gouvernants dont les élus des gouvernés et où les désirs de ceux-ci s'expriment partiellement dans les actes de ceux-là, est exclue aussi longtemps que dure ce mécontentement diffus. Mais, d'un autre côté, sans revenir sur le principe de la collectivisation, les maîtres du pouvoir n'ignorent pas comment se concilier les masses des campagnes. Ils n'ont qu'à assouplir le régime, en élargissant la marge de propriété et d'initiative laissée aux kolkhoziens. C'est ce qu'ils firent après la famine de 1932-1934, dans les années qui précédèrent la guerre, c'est ce qu'ils firent pendant la guerre, où l'on parla avec éloge des kolkhoziens millionnaires. En revanche, après la victoire, des instructions furent données afin de reprendre en main les kolkhozes et de réduire au minimum légal le temps que les paysans ont le droit de consacrer à leur lopin de terre et le bétail qu'ils ont le droit de posséder.

Est-ce à dire que le Pouvoir ne pourra jamais satisfaire les paysans sinon par un retour à la propriété individuelle? On aurait tort de l'affirmer. L'industrialisation a été financée par l'épargne collective et celle-ci a été obtenue grâce à la réduction du niveau de vie de tous. On a collecté un pourcentage considérable des récoltes sans fournir en contre-partie aux paysans les biens de consommation qu'ils souhaitaient. Les produits alimentaires ont été revendus dans les villes à des prix élevés, en raison de l'impôt sur le chiffre d'affaires incorporé aux prix, impôt qui finançait la construction des usines. La résistance paysanne a été une résistance à la collectivisation, mais aussi aux privations que les planificateurs jugeaient nécessaires à l'industrialisation. Au fur et à mesure qu'augmenterait la productivité dans les champs et les usines et que se relèverait le niveau de vie, on pourrait mieux payer les récoltes et desserrer le contrôle étatique (laisser une plus grande marge à l'exploitation individuelle). Ces deux sortes de concessions, en fait de niveau de vie et de liberté individuelle, seraient facilitées par le progrès économique, mais les secondes exigeraient un abandon

du doctrinarisme collectiviste.

La tension entre revendications paysannes et politique imposée d'en haut ne constitue nullement une menace pour le Pouvoir, tant que celui-ci demeure fort. Elle lui offre, au contraire, la constante possibilité de tendre ou de détendre le ressort, selon qu'il souhaite apaiser le mécontentement ou bien plier les hommes à l'orthodoxie idéologique.

Les ouvriers sont-ils satisfaits d'un régime qui se réclame du prolétariat et de sa mission historique? Il ne semble pas, d'après tous les témoignages, que l'argument qui impressionne tant les intellectuels d'Occident paraisse décisif aux ouvriers de l'U.R.S.S. et, moins encore de Tchécoslovaquie ou d'Allemagne orientale: revendications et libertés syndicales n'auraient plus de sens à partir du moment où l'État est gouverné par un parti qui se dit prolétarien. L'argument est affaibli par les énormes différences de niveau de vie entre privilégiés et non privilégiés.

Les deux facteurs du consentement ouvrier paraissent autres. Les travailleurs soviétiques n'ont aucune possibilité de comparer leur condition à celle des travailleurs européens ou américains. Ils ne la comparent guère qu'à leur propre condition dans le passé. Or, par rapport aux terribles privations des premiers plans quinquennaux et de la guerre, le progrès est incontestable. Il n'y a pas de raison de penser que les ouvriers soient satisfaits de la discipline rigoureuse, de la suppression de certaines libertés concrètes (choisir son lieu de travail), mais il n'est pas exclu qu'ils soient optimistes en pensant à l'avenir. De plus, le Pouvoir garde, à chaque instant, le moyen de donner des satisfactions aux masses en réduisant les prix (il lui suffit d'abaisser provisoirement l'impôt sur le chiffre d'affaires).

Le deuxième facteur, c'est la différenciation à l'intérieur de la classe ouvrière. La généralisation du salaire aux pièces, les modalités multiples du stakhanovisme élargissent l'éventail des salaires plus que dans n'importe quel pays capitaliste. Dans l'industrie de l'acier, le taux de base oscille entre 1,67 roubles l'heure et 6 roubles (écart deux fois plus grand qu'aux États-Unis).

Les ouvriers actifs, ambitieux, sont très sensiblement mieux payés que les autres; ils ont une chance d'acquérir une formation technique et ainsi de gravir les échelons de la hiérarchie. En France, ils feraient de l'action révolutionnaire; en Union soviétique, ils deviennent ouvriers de choc. Les dirigeants soviétiques partent de l'idée que dix ouvriers qu'anime la volonté de parvenir doivent être satisfaits, de préférence aux quatre-vingt-dix qui se résignent à leur sort en

grognant.

Qu'il s'agisse du travail dans les campagnes ou les usines, l'embourgeoisement n'intéresse donc qu'une faible minorité, ici, les dirigeants de kolkhozes, ou comptables ou employés supérieurs des stations de tracteurs (et tous ceux-ci appartiennent plutôt à la bureaucratie qu'à la classe paysanne), à la rigueur les kolkhoziens millionnaires dans les périodes de détente (mais on leur reprend à la première occasion les profits qu'ils ont accumulés), là, dans l'industrie, les travailleurs qualifiés et stakhanovistes, qui accèdent à la catégorie des cadres du parti ou de l'économie. Aux États-Unis, la classe ouvrière cesse en majorité d'être révolutionnaire, parce qu'elle participe à l'enrichissement général et que ses meneurs préfèrent la discussion libre des salaires et conditions de travail avec des entrepreneurs privés à la soumission aux ordres d'un État-patron unique. En Union soviétique, le despotisme refoule toute velléité révolutionnaire, la classe ouvrière n'a d'organisation que contrôlée par l'État, elle ne conçoit de réformes que dans le cadre du système (réformes que le Pouvoir est en mesure d'accorder partiellement), la différenciation des salaires permet de satisfaire les plus ardents, le lent progrès des conditions de vie offre l'espoir aux autres.

L'embourgeoisement entraîné par l'industrialisation ne touche, jusqu'à présent, ni la majorité des paysans, ni la majorité des ouvriers, mais l'équivalent de ce que l'on appelle, en France, la classe dirigeante et les nouvelles classes moyennes, employés, ingénieurs, médecins, intellectuels. Toute société industrielle a besoin d'un encadrement technique. Elle peut se passer de paysans propriétaires ou de commerçants indépendants; elle ne peut pas se passer d'ingénieurs ou de chefs d'entreprise (on ne s'étonne pas que les groupes sociaux les plus rebelles à la propagande communiste, en Occident, sont ceux qui, dans une société industrielle de style soviétique, sont condamnés à disparaître).

Une société industrielle répand l'instruction, parce que industrie et agriculture modernes ont besoin de millions de travailleurs ayant au moins une formation élémentaire, de millions d'autres ayant une formation secondaire et supérieure. La population scolaire est, en Russie, de 37 millions dans les écoles primaires, de 1,298 million dans les écoles secondaires et professionnelles (contre 2,839 millions aux États-Unis), de 1,247 million dans les grandes écoles et universités en 1950 (contre, 1,975 million aux États-Unis en 1948). Malenkov a indiqué que le nombre des étudiants aurait augmenté depuis la guerre dans les écoles

techniques et secondaires de 40% et, dans les écoles supérieures, de 67%. Rien qu'en 1952, 221.800 jeunes spécialistes auraient terminé leurs études dans les écoles supérieures qui ont admis cette année 375.000 élèves.

La société soviétique, comme toute société humaine connue, comme toute société industrielle, comporte une minorité privilégiée, dont le niveau de vie est beaucoup plus élevé que celui du grand nombre et qui a seule accès au pouvoir et à ses bénéfices. Cette minorité comprend les techniciens, les chefs d'entreprise, les officiers, les employés moyens ou supérieurs de l'administration, les artistes et écrivains. Quelle est l'importance numérique de cette minorité? On l'estime, en général, à quelque 20 millions de personnes (familles incluses). Cette estimation s'accorde assez bien avec le chiffre de 5,5 millions de spécialistes de l'économie, donné par Malenkov dans son discours au XIXe Congrès. Il convient en effet d'ajouter l'*intelligentsia* non technique (membres du parti, artistes, écrivains, professeurs, officiers); on peut dire que la classe privilégiée de la société soviétique comprend entre 20 et 25 millions de personnes, 10% environ de la population totale (17% si l'on ajoute les employés).

Un travailleur non qualifié a un salaire annuel qui peut osciller entre 4.000 et 5.000 roubles. Un dirigeant d'entreprise, traitement et bonification, peut toucher entre 80.000 et 120.000 roubles, sans compter les avantages en nature (villa, voiture et chauffeur) qui appartiennent non à sa personne mais à sa fonction. Les écarts de revenu ne sont pas moins marqués dans l'armée: le simple soldat touche 360 roubles par an, le commandant, 27.600, soit soixante-dix-sept fois plus; le général, 108.000, soit trois cents fois plus. Aux États-Unis, le commandant touche quatre fois, le général dix fois la paye du simple soldat. La différence tient d'abord à l'habitude européenne de ne presque rien payer aux simples soldats, mais il reste qu'officiers et généraux se situent très haut dans la hiérarchie des traitements. Artistes et écrivains à succès peuvent s'élever encore plus haut (plusieurs centaines de milliers de roubles par an).

Ces derniers figurent dans l'élite peu nombreuse (200.000 à 300.000 personnes avec leurs familles), qui se situe en haut de la pyramide sociale, dirigeants supérieurs du parti, des ministères, des complexes industriels, chefs de l'armée et de la police. Cette élite du régime, qui travaille dur, jouit des privilèges typiques des aristocraties (villas à la campagne, services domestiques, automobiles) mais ces privilèges sont accordés à titre précaire et perdus en cas d'échec dans la carrière. Les signes de la hiérarchie sont multipliés au dehors et

non plus dissimulés. Uniformes et décorations ne sont pas réservés à l'armée mais étendus à toutes les administrations, comme dans l'ancienne bureaucratie tsariste.

Au-dessous de cette grande bourgeoisie, la bourgeoisie moyenne comprend quelque six millions de spécialistes et d'administrateurs, dont les traitements peuvent s'étagier entre 20.000 et 40.000 roubles, soit entre 3 et 6 fois celui de la base. Ingénieurs, fonctionnaires, médecins, dirigeants des petites entreprises, journalistes, tendent à un style de vie que l'on appellerait bourgeois en Occident, encore qu'à beaucoup d'égards, inférieur à celui de la moyenne bourgeoisie occidentale. C'est sur cette classe que s'appuie le régime, c'est elle qui doit être convaincue des valeurs et de l'idéologie du système soviétique, c'est d'elle que dépend l'avenir du système.

En quoi cette structure sociale diffère-t-elle de celle des démocraties occidentales? Elle est plus simple. Elle ne comporte aucune survivance des relations pré-industrielles, alors que l'on en trouve de multiples survivances dans un pays comme la Grande-Bretagne. Elle ne tolère ni paysans propriétaires, ni indépendants de l'industrie et du commerce, ni propriétaires des moyens de production. Elle tend à généraliser à l'ensemble de la société la structure d'une grande entreprise industrielle. Que l'on observe Renault ou la General Motors, on y trouvera une masse ouvrière encadrée par des contremaîtres, des ingénieurs, avec les bureaux d'études où travaillent les ingénieurs, des services administratifs et financiers, et une direction suprême, qui prend les décisions en pesant les considérations diverses, techniques, financières et administratives. Telle serait la société soviétique tout entière, si la pluralité inséparable du gouvernement des hommes ne réapparaissait finalement dans le Pouvoir soviétique lui-même.

La ressemblance de cette structure sociale avec celle de la Russie d'avant-hier est frappante. À peu d'exceptions, les privilégiés se confondent avec les serviteurs de l'État: cette bourgeoisie est une bureaucratie. Cette confusion entre le corps des fonctionnaires de l'État et la minorité socialement privilégiée était en train de se dissoudre dans les vingt-cinq années qui précédèrent la Révolution. Dans les campagnes, à la suite des réformes de Stolypine, se constituait une classe de paysans propriétaires, dans les villes les entrepreneurs, commerçants et industriels, les techniciens, les intellectuels, ne dépendaient plus étroitement de l'État. On est revenu à la structure antérieure. Paysans et ouvriers sont encadrés par les serviteurs de l'État et ceux-ci sont strictement hiérarchisés.

Jadis, chaque échelon de la hiérarchie correspondait à un quartier de noblesse. Les camarades ingénieurs, secrétaires, ambassadeurs, généraux ont retrouvé les uniformes à épaulettes et à galons dorés. Ils ne portent pas moins de décorations que ceux d'hier.

Il n'y a qu'une différence, mais elle est décisive: la société que l'on veut faire entrer dans le cadre étatique est une société industrielle et non plus une société traditionnelle et stagnante. Il en résulte d'abord un gonflement numérique, en chiffres absolus et aussi en pourcentages, de la minorité dirigeante. Une société industrielle a besoin de plus de cadres, ingénieurs, employés, savants, qu'une société à prédominance agraire. La classe privilégiée de la Russie stalinienne a été plus ouverte que ne l'était celle de la Russie tsariste. Le nombre des techniciens a augmenté deux ou trois fois plus vite que celui des ouvriers. Jusqu'à présent, les privilèges paraissaient accessibles au travail. L'élite pourrait-elle rester ouverte? D'autre part, le niveau intellectuel des cadres s'élève. Sera-t-il possible indéfiniment de les soumettre aux rigueurs de l'orthodoxie marxiste-léniniste? N'y aura-t-il pas contradiction, à la longue, entre la diffusion de la culture scientifique et le maintien de la censure idéologique?

Une telle société est stable à condition que l'élite gouvernante demeure unie, que la bourgeoisie moyenne soit attachée au régime, que le mécontentement diffus des masses ne dépasse pas une certaine limite, que l'ensemble de la nation ait conscience de succès authentiques.

À la mort de Staline, chacun s'est demandé si la première condition allait être remplie. Prévoyant ce doute, les nouveaux maîtres du pouvoir se sont hâtés d'offrir des satisfactions aux masses, autrement dit, d'appliquer la technique stalinienne de desserrer le ressort (baisse des prix, amnistie partielle, manifestations de bonne volonté à l'extérieur, autant pour rassurer la population sur les intentions pacifiques du nouveau gouvernement que pour impressionner l'étranger). Mais l'amnistie et surtout la réhabilitation des médecins ne s'adressaient pas tant aux ouvriers et paysans qu'à la minorité privilégiée. Quel que soit le détail, mal connu, des luttes entre personnes, la réhabilitation des médecins, qui avaient été obligés de confesser des crimes qu'ils n'avaient pas commis, selon une technique que nous avons récemment analysée ici même⁽¹⁾, constituait une sorte de promesse faite à la bourgeoisie soviétique. Celle-ci en effet souhaite avant tout moins d'insécurité.

Matériellement, elle a obtenu du Pouvoir de multiples avantages. Elle a les moyens de transmettre ses privilèges à ses enfants, grâce au rétablissement de

l'héritage, grâce à la suppression de la gratuité des dernières années de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur. Les étudiants des écoles techniques viennent pour près de moitié de l'*intelligentsia* et des employés, alors que ceux-ci représentent moins du cinquième de la population. L'impôt sur le revenu n'est progressif que jusqu'à 12.000 roubles. Au delà, le taux reste de 13 % (aucun réactionnaire français ou américain n'oserait proposer la suppression de la progressivité de l'impôt sur le revenu, à partir de 80.000 francs par mois). Mais tous ces avantages sont payés non pas seulement par un travail écrasant mais aussi par les risques de sanction (prison, camp de concentration) pour échec économique ou hérésie politique. Il est difficile de dire avec précision quelles sont les opinions politiques de la bourgeoisie soviétique, mais tous les témoignages concordent sur un point: elle appelle un relâchement de la terreur policière. C'est ce relâchement que le parti communiste a promis, au lendemain de la mort de Staline.

Jusqu'où le Pouvoir peut-il aller dans cette voie? Est-il possible de maintenir le même rythme d'industrialisation, sans soumettre la bourgeoisie à l'aiguillon de la terreur? Pour que la bourgeoisie demeure ouverte aux éléments les plus énergiques de la classe ouvrière, ne faut-il pas que les privilèges soient révocables et les épurations endémiques? Où s'arrêterait-on si l'on commençait à faire des concessions à l'individualisme paysan?

L'industrialisation a créé une nouvelle société, qui n'est pas déchirée de moins de contradictions que la société capitaliste. La plus grave se résume dans la formule suivante: la nouvelle classe dirigeante, sortie des deux révolutions de 1917 et des plans quinquennaux, finira par préférer les jouissances à la Révolution. Mais l'organisation collective de l'agriculture, le rythme d'industrialisation impliquent le maintien du despotisme et cette alternance subtile de contraction et de détente, qui caractérisa l'ère stalinienne.

La première phase, après la mort de Staline, s'accompagnera probablement d'une détente, comparable à celle qui suivit les excès de la collectivisation ou les excès de la grande purge de 1937-1938. Mais ou cette phase sera suivie d'un apaisement durable, avec atténuation de la terreur, influence accrue de la bourgeoisie et déclin du parti et des idéologues, ralentissement de l'industrialisation et concessions aux paysans – donc disparition du régime tel qu'il existe aujourd'hui – ou bien, une fois encore, la révolution par en haut reprendra son cours, se combinant, pour la première fois dans l'histoire, avec une société hiérarchique et autoritaire. À ce dilemme Moscou, à la longue, ne

pourra pas échapper.

[\(1\)](#) La vérité sur les grands procès, *Réalités*, avril 1953.

La Russie après Staline

Preuves
octobre 1953

Le livre de M. Isaac Deutscher⁽¹⁾ n'est pas important en lui-même mais il pose une question importante: celle de l'avenir du régime stalinien, tel que le monde le connaît depuis vingt-cinq ans. La réponse, dont la simplicité déconcerte, est que la diffusion de l'enseignement et la construction de l'industrie condamnent à mort le stalinisme, né du fond barbare, asiatique, de la Sainte Russie, en même temps que de nécessités temporaires.

La révolution était inévitable. Démocratique à ses origines, elle est devenue, selon un déterminisme impitoyable, autoritaire, et Staline a été l'expression presque anonyme d'une bureaucratie anonyme. La phase des plans quinquennaux répondait à une exigence irrésistible. L'inégalité et le despotisme ne pouvaient pas ne pas accompagner l'édification socialiste. Orthodoxie grecque, bureaucratie byzantine et magie primitive, sorties de l'humus social, sont venues transitoirement se mêler au développement technique et au marxisme "cent pour cent moderne" et donner au stalinisme certains de ses traits hideux. Mais les mêmes besoins collectifs, qui avaient suscité Staline, condamnent le stalinisme. Par son œuvre, le secrétaire général du parti avait détruit les bases de son régime.

Longtemps resté léniniste, après sa rupture avec le parti communiste, M. Deutscher a compris désormais que Lénine avait préparé Staline. En refusant la liberté aux non-bolcheviks, les bolcheviks ont été les fossoyeurs de leur propre liberté. La régénération démocratique exigerait donc que la liberté fût rendue d'abord aux communistes puis aux sans parti. Mais ne faudrait-il pas qu'elle fût rendue aussi à cent millions d'Européens opprimés? Quel dommage que n'ait pas été rappelée la formule célèbre du marquis de Custine: l'esclave à genoux rêvant de l'empire du monde.

I

Il n'entre pas dans notre projet de discuter en détail le récit et l'interprétation de la vie et de l'œuvre de Staline. Nous voudrions montrer, sur quelques exemples, le système de l'auteur. Il se ramène à une idée de Plekhanov, citée et approuvée dans *Russia after Stalin*. "En raison des qualités spécifiques de leurs esprits et de leurs caractères, des individus influents peuvent modifier les traits singuliers des événements et quelques-unes de leurs conséquences particulières,

ils ne peuvent pas changer leur tendance générale qui est déterminée par d'autres forces" (page 21). Une théorie de cet ordre demeure toujours équivoque parce qu'on ne définit jamais avec rigueur en quoi consistent "les traits singuliers des événements" ou "les conséquences particulières" imputables à l'action des personnalités. L'usage qu'en fait M. Deutscher, en revanche, est plutôt trop clair: avant 1914, tous les chemins menaient à la Révolution. Après l'effondrement du tsarisme, la "tendance" conduisait à la victoire du parti bolchevik. Après la mort de Lénine et l'échec de la Révolution en Occident, Staline était l'organe de la nécessité collective. Après la défaite de l'Allemagne, l'extension du régime soviétique a découlé irrésistiblement des circonstances.

Ce système d'interprétation aboutit à deux conclusions qui, toutes deux, réduisent le rôle de la volonté humaine: en gros, les événements n'auraient pu être autres qu'ils n'ont été, les grands hommes n'ont presque jamais voulu consciemment les actes qu'on est tenté de leur reprocher, Staline n'a voulu ni les camps de concentration, ni les déportations de paysans, il ne voulait même pas soviétiser les pays baltes. Le camp du socialisme s'est étendu alors que l'interprète du prolétariat mondial ne songeait qu'à enfermer le communisme à l'intérieur des frontières de Russie.

Poussée jusqu'à cette extrémité, une telle philosophie de l'histoire est proprement grotesque, et le livre en fournit lui-même la réfutation. Si, en effet, ce mode d'interprétation du passé était justifié, il devrait s'appliquer aussi à l'avenir. Quoi qu'en pensent certains historiens naïfs, qui se représentent le passé nécessaire et l'avenir indéterminé, il n'y a pas de différence essentielle, dans les jugements qui énoncent des relations causales, selon qu'ils se rapportent au passé ou à l'avenir. Nous ignorons l'avenir et nous connaissons le passé, et celui-ci, matériellement, ne peut plus être autre qu'il n'a été; il est à tout jamais fixé. Mais si nous disons: après la chute du tsarisme, la victoire du parti bolchevik était inévitable (ou encore, en termes plus précis, la situation de la Russie en avril 1917 déterminait nécessairement la victoire du parti bolchevik), la proposition causale n'est pas plus démontrée que la proposition relative à l'avenir: la situation de la Russie en 1953, à la mort de Staline, rend impossible la survivance du stalinisme (en termes plus rigoureux: détermine *nécessairement* la transformation fondamentale du stalinisme). Or, quand il s'agit de l'avenir, M. Deutscher ne se risque pas à décréter ce qui va arriver et n'invoque pas l'insuffisance de nos connaissances, il indique trois éventualités différentes. Mais il n'aperçoit pas que les mêmes réserves devraient s'appliquer aux jugements de causalité relatifs au passé.

M. Deutscher veut que, avant 1914, la répression ou les réformes eussent été également fatales au régime établi. Mais, comme pour faciliter la tâche, il passe sous silence les progrès rapides de l'économie et de l'industrialisation, dans les vingt ans qui précédèrent la première guerre mondiale, les progrès également rapides de l'enseignement (le tsarisme était en train, lui aussi, de liquider l'analphabétisme), l'épanouissement d'une culture, peut-être la plus brillante d'Europe à l'époque, et les conséquences de lois, comme celle de Stolypine, qui auraient donné, avec une classe nombreuse de paysans propriétaires, une base populaire au régime. L'affirmation que même sans la guerre l'effondrement du tsarisme était inévitable et une évolution vers les institutions libérales, imitées de l'Occident, exclue, n'est à aucun degré démontrée par l'événement.

De même, quand il s'agit de l'issue de la crise révolutionnaire, pourquoi écarter l'opinion qui fut celle de tous les contemporains, y compris de marxistes tels que Trotsky: le génie tactique de Lénine fut une des causes principales de la victoire bolchevik? Il est plus arbitraire encore, et à la limite de la falsification délibérée, de présenter la situation, au moment de la prise du pouvoir des bolcheviks, comme une lutte entre révolution et contre-révolution. L'assemblée constituante, élue après les dix jours qui ébranlèrent le monde, comprenait une large majorité de socialistes révolutionnaires. Sans doute le parti de Lénine bénéficiait-il en 1917 d'un soutien populaire, plus large et plus ardent que le parti de Staline quinze ans plus tard. Mais on ne sait plus ce que les mots veulent dire si l'on appelle "démocratique" la prise du pouvoir par un parti minoritaire aux élections, obligé de se proclamer le seul représentant du prolétariat, de dissoudre les assemblées librement élues, de supprimer la liberté de la presse, de la parole et de réunion, d'interdire les autres partis socialistes, etc. On peut plaider que la crise ne pouvait être résolue que par le despotisme d'un parti (on peut plaider aussi qu'un régime modéré n'était pas impossible, à condition d'arrêter la guerre et de faire une réforme agraire). On peut plaider que le despotisme d'un parti, voué à la transformation du pays, était le moyen d'atteindre plus tard les objectifs de la Révolution. On n'a pas le droit d'oublier que la doctrine et la pratique des bolcheviks conduisaient à la tyrannie d'une secte, puis d'un seul individu.

Convaincu de la supériorité personnelle de Trotsky sur Staline, M. Deutscher ne voit d'autre explication à la victoire de ce dernier que des forces sociales irrésistibles. La Russie post-léniniste, gouvernée par un parti unique, qui se réclamait d'une idéologie démocratique, mais qui violait chaque jour ses principes, avait besoin d'un Staline pour chasser la barbarie séculaire, fût-ce en employant des moyens barbares. Un intellectuel est-il donc incapable de

concevoir que Staline pouvait être supérieur à Trotsky sur le terrain décisif, celui de la tactique politique? Il savait où se trouvaient les positions-clés et même, à certains égards, il inspirait plus de confiance à ses compagnons que son brillant rival.

Une fois séparée du monde capitaliste, la Russie était condamnée à l'"accumulation socialiste" par les plans et à l'épargne forcée. Certaines des rigueurs du régime (baisse du niveau de vie, inégalité des revenus, etc.) en résultaient nécessairement. Même si l'on tient la collectivisation de l'agriculture pour conséquence inévitable de l'industrialisation (comment prélever autrement un tiers des récoltes, à un moment où l'État n'avait pas assez de produits industriels à vendre aux paysans?), le style et les méthodes de la collectivisation n'étaient pas déterminés à l'avance. On ne peut pas ne pas attribuer à Staline personnellement une part - et une large part - de la responsabilité dans les événements.

Il n'y aurait eu nul besoin d'oublier la culture russe et les progrès de l'économie avant 1914, et les autres évolutions concevables pour maintenir les éléments valables de la thèse déterministe. La guerre survenant, à un moment où le développement de l'économie et des idées modernes aggravait les tensions à l'intérieur de la Russie tsariste, rendait possible ou probable l'explosion. Celle-ci, à son tour, donnait une chance exceptionnelle au parti extrémiste, le plus résolu, le plus discipliné, dirigé par les chefs les plus fanatiques et les plus intelligents. Nulle loi, mystérieuse et surhumaine, n'avait à l'avance décrété la victoire des bolcheviks. Peut-être aurait-il suffi que le train plombé qui transportait Lénine à travers l'Allemagne sautât ou que Trotsky fût retenu aux États-Unis ou en Angleterre, pour que l'Esprit du temps s'exprimât autrement. En quoi la Russie actuelle différerait-elle de la Russie soviétique, si les bolcheviks n'avaient pas été vainqueurs? Il est évidemment impossible de le dire avec précision et en détail. Il est loisible de plaider - mais non de démontrer - qu'une démocratie de style occidental n'aurait pu prendre racine en Russie, durant la phase de l'accumulation primaire. Mais, entre le totalitarisme stalinien et une démocratie britannique ou américaine, les intermédiaires ne manquent pas en réalité, sinon dans l'arsenal conceptuel de M. Deutscher.

II

J'aurai scrupule à discuter les interprétations des récents événements et les prévisions à court terme, si le biographe de Staline les appuyait sur une documentation interdite à celui qui ne lit pas le russe. Mais, en fait, personne

n'est en mesure de déchiffrer les sens cachés du complot et de la réhabilitation des docteurs. M. Deutscher décrète l'entente entre Malenkov et Béria, le premier ayant sacrifié le second à une contre-offensive de la vieille garde stalinienne. Il imagine deux factions, celle des réformistes et celle des staliniens et rattache l'armée à cette dernière, ce qui est pour le moins douteux. L'intérêt du livre et des articles récents de M. Deutscher n'est pas dans ces spéculations. La plupart des commentateurs traitent des problèmes de la succession en termes de personnes, lui cherche des forces profondes, dont les individus ne sont que l'expression. La deuxième méthode est plus séduisante à une double condition: qu'elle repose sur une analyse sociologique exacte, qu'elle ne méconnaisse pas le rôle des individus en période de crise. Or un régime despotique est en période de crise quand meurt son chef.

Il y aurait trois possibilités. Rechute dans le stalinisme, bonapartisme et régénération démocratique. Et cette dernière serait la plus probable; mais que signifie "régénération démocratique"? Le régime stalinien comporte divers éléments qu'on pourrait énumérer grossièrement de la manière suivante: une bureaucratie, dont la hiérarchie rappelle celle du tchin, encadre une société industrielle en expansion. Idéologiquement, le pouvoir suprême appartient au parti, avant-garde du prolétariat, en fait au bureau politique et finalement au secrétaire général du parti, interprète suprême de l'histoire. Par la confusion de l'autorité temporelle et spirituelle, le régime a pris la suite de la tradition césaro-papiste. Aucun groupe n'a d'autonomie par rapport à l'État, les postes importants sont pourvus par nomination, de haut en bas, et non par élection, de bas en haut. La terreur continue à sévir, pour remplir les camps de concentration, sous prétexte de sauvegarder l'orthodoxie, celle-ci s'étendant même à la science (génétique) ou à l'art (réalisme socialiste). Qu'il s'agisse de comprendre le présent ou de prévoir l'avenir, la question décisive - et la plus malaisée - est de marquer les relations entre les différents éléments.

La réponse de M. Deutscher à cette interrogation est à peu près la suivante: propriété collective, kolkhozes, planification sont des acquêts définitifs de la Révolution; peut-être les paysans ne sont-ils pas réconciliés avec le système des kolkhozes, mais le ravitaillement des villes deviendrait impossible si l'on revenait, après une chute éventuelle du régime soviétique, à la propriété individuelle. Le socialisme, en ce sens économique, est moderne, la bureaucratie autoritaire et la religion d'État viennent de l'Église orthodoxe et de Byzance, l'extermination des vieux bolcheviks, la méthode des aveux sont la remontée des vengeances tribales ou de la magie primitive (le mausolée de Lénine est magie

primitive) et, de même, les excès du conformisme officiel, en fait de science et d'art. La science et la technique rendront impossibles ces manières de penser d'un autre âge. Les progrès de l'économie et l'élévation du niveau de vie rendront inutiles et, par suite, impossibles les excès de l'inégalité et la police. Les choses sont malheureusement moins simples.

Que la bureaucratie soviétique ait repris certains traits de la bureaucratie tsariste, on l'admettra volontiers, mais une économie entièrement planifiée, qui devrait être semblable à une entreprise unique, peut-elle ne pas être dirigée par une bureaucratie autoritaire? Que la fusion du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel au sommet de l'État soit visible aussi bien dans la troisième Rome de Staline que dans celle des tsars, on le reconnaîtra encore, mais jusqu'à quel point le pouvoir absolu d'un parti peut-il se passer d'une justification idéologique? Le mausolée de Lénine, les aveux par lesquels les accusés substituent au monde réel une surréalité, comparable à celle des primitifs, nous rappellent, il est vrai, les croyances ancestrales des foules. Mais décréter que ces croyances sont incompatibles avec la science et le marxisme, c'est oublier la force des mythes, latents dans le subconscient collectif, qui affleurent à la conscience des civilisés chaque fois que les circonstances s'y prêtent. Que serait le marxisme lui-même, auquel M. Deutscher reste fidèle, sans le mythe du royaume millénaire?

La terreur de 1918-1921 s'explique par la guerre civile, celle de 1930-1933 par la collectivisation, mais par quoi s'explique celle de 1936-1938, la grande purge qui jeta en prison les millions de citoyens soviétiques, choisis surtout dans la classe dirigeante, beaucoup fidèles staliniens? La terreur *après* la réussite de la collectivisation, au moment où la société se remettait de l'ébranlement, a été, pour les interprètes du totalitarisme, le fait essentiel. Notre auteur n'a jamais voulu en prendre connaissance, parce que le fait ne cadre pas avec son système d'interprétation.

Les phénomènes historiques ont rarement une cause ou une signification unique, ils sont *surdéterminés*, comme disent les psychologues. La rigueur policière est normalement en raison inverse du consentement populaire: avec l'élévation du niveau de vie, elle devrait s'atténuer. Mais en irait-il de même si la rigueur policière était liée à une volonté d'orthodoxie et de domination qui se durcit au fur et à mesure que les oppositions réelles au pouvoir disparaissent, si elle avait pour fin d'empêcher la cristallisation de la bureaucratie et d'accélérer la circulation de l'élite? Les procès de Moscou sont une version moderne des procès de l'Inquisition et de la chasse aux sorcières; ils devraient disparaître en

une société dont les modes de travail sont rationalisés par l'application des procédés scientifiques. Mais si l'on tire des sciences sociales une doctrine prétendument scientifique, à la manière du positivisme ou du marxisme des épigones, l'inquisition ne va-t-elle pas sévir au nom d'une pseudo science?

Je ne crois pas que le totalitarisme, tel que le décrit Mme Arendt(2) - terreur idéologique, s'exerçant selon des lois proclamées suprahumaines et redoublant au fur et à mesure que les motifs s'effacent - soit un phénomène durable, encore que l'on ne puisse fixer d'échéance. La minorité dirigeante sera moins inquiète sur son règne, les masses verront leur sort lentement s'améliorer, le fanatisme de la secte révolutionnaire ne résistera pas indéfiniment à la jouissance du pouvoir et de ses privilèges, l'influence des techniciens ou managers réduira celle des hommes de partis et ceux-ci, n'ayant plus l'expérience de la révolution, auront davantage le goût de l'autorité ou de l'administration que le souci du bouleversement mondial.

Dans l'immédiat, l'atténuation de la terreur est peut-être moins imputable à ces facteurs qu'à la disparition de Staline lui-même. Celui qu'une propagande habile, utilisant des faux grossiers, a présenté comme un "grand-papa gâteau" était personnellement, directement, responsable de certaines formes extrêmes de la terreur. Quelles que soient les circonstances de sa mort, les successeurs étaient portés aux concessions: a) ils se sentaient moins sûrs d'eux-mêmes et de leur règne; b) le disparu avait une valeur symbolique qu'aucun de ses héritiers n'était capable d'acquiescer d'un coup; c) les membres du Politburo ou du Präsidium jugeaient peut-être depuis longtemps certains excès inutiles.

Les réformes n'étaient pas imposées par le peuple en ce sens que l'élite, unie, pouvait maintenir le système tel quel, mais elles étaient suggérées aux puissants par le climat de la nation, par les désirs informulés des masses. En tout régime, même totalitaire, il subsiste des communications entre gouvernés et gouvernants. Les rivalités entre ces derniers les rendaient ensemble moins insensibles aux aspirations du peuple et surtout de la classe privilégiée, équivalent des nouvelles classes moyennes européennes, depuis les employés jusqu'aux ministres, en passant par les ingénieurs, managers, médecins, etc. Les cadres de l'industrie sont, en Union soviétique, des fonctionnaires d'État, ils ne diffèrent pas essentiellement, pour autant, des ingénieurs ou directeurs des grandes corporations américaines qui, eux aussi, pour la plupart, ne sont pas propriétaires des moyens de production. Or cette bourgeoisie bureaucratique, comme on pourrait l'appeler - bourgeoisie par le niveau et le style de vie, les goûts et les

aspirations, bureaucratique par la dépendance où elle se trouve par rapport à l'État - désire la stabilisation des avantages acquis, autrement dit une plus grande sécurité.

Le mouvement est-il irrésistible dans le sens de ce que nous appelons "relâchement de la tyrannie"? D'autres causes agissent en sens contraire. Les maîtres actuels du pouvoir ont été formés par vingt-cinq ans de stalinisme. S'ils en ont, peut-être, à certains moments, condamné au fond d'eux-mêmes les folies, imputables à Staline, ils en ont pris la manière d'agir et de penser. La technique de manipulation psychologique et idéologique des foules et des individus leur paraît normale, ils l'abandonneront d'autant plus difficilement qu'elle répond à certaines fonctions, supplée à certaines déficiences de l'État et de la société soviétique.

Depuis trente-cinq ans, la Russie n'est pas soumise à un régime constitutionnel. La Constitution de 1936 suscite un certain formalisme mais elle ne décrit en rien le fonctionnement réel du Pouvoir soviétique. Ni le Soviet Suprême de l'Union ni la Chambre des nationalités, n'influe sur la composition du gouvernement, pas plus que la composition du Comité Central du parti communiste ou du Præsidium n'est déterminée par le Congrès du parti. Comment s'opère la promotion ou l'élimination d'un grand dignitaire? On ne le sait. Aucun mécanisme légal ne permet de résoudre les conflits à l'intérieur du Præsidium.

De même, la terreur qui frappait les membres de la classe privilégiée tenait aussi à l'illégalité permanente de l'économie, à la multiplicité des trafics parallèles, ignorés par la comptabilité et les plans. Si la planification intégrale crée d'elle-même le marché noir des matières et de la main-d'œuvre, la menace diffuse de sanction politique n'est-elle pas indispensable au dynamisme de l'économie? Le règne de la loi est-il compatible avec le type d'action du régime soviétique?

Ces forces contraires n'empêchent pas une atténuation du terrorisme. Elles rendent difficile la légalisation de la vie politique et économique. Si l'on va au-delà, si l'on songe à la liberté de parole, de réunion, de pensée, à des élections de style occidental, les doutes et les objections se multiplient. Le stalinisme a détruit tous les centres d'organisation indépendante, il a fait payer cher les velléités d'hérésie. Tant qu'il n'aura pas des preuves solides que la liberté de jugement appartient désormais aux droits réels de l'individu, le citoyen soviétique hésitera à prendre au sérieux les promesses des successeurs. Là encore, il est vrai, d'innombrables modalités sont possibles. On peut rendre la

liberté de recherche aux généticiens sans rendre aux économistes la liberté de dire ce qu'ils pensent du *Capital* ou des plans d'investissements. Quoi qu'on en dise, la liberté n'est pas indivisible.

III

Staline, si l'on en croit M. Deutscher, prenait au sérieux le "socialisme dans un seul pays" et la "coexistence pacifique"; l'expansion du communisme en Europe orientale et en Chine s'est produite non en fonction d'un plan établi à l'avance mais contre ses désirs. Le Maréchal, redevenu révolutionnaire presque malgré lui, avait repris sa politique d'auto-restriction (*selfcontainment*) dans le cadre d'une zone et non plus de la seule Union soviétique.

Donnons d'abord un exemple des arguments, qui devraient disqualifier un écrivain. Nous lisons, à la page 416(3), que "la vie des peuples d'Europe orientale se déroulait dans une obscurité et une misère sauvages". En revanche, à la page 430, il est écrit que "le standard de vie des Tchèques et des Polonais était traditionnellement plus élevé que celui des Russes". La première phrase, qu'on l'applique aux Polonais ou aux Roumains ou aux Tchèques, est insensée, et elle est clairement réfutée par la deuxième. On peut plaider que les plans d'industrialisation justifient et l'abaissement temporaire du niveau de vie et la suppression de toutes les libertés. Mais si l'on qualifie d'"obscurité et de misère sauvages" les libertés partielles et le niveau de vie de l'Europe orientale entre les deux guerres, comment devrait-on qualifier les privations et le despotisme qu'amènent avec elles les armées russes?

Que Staline n'ait pas conçu clairement le projet de soviétiser les pays que libéraient ses armées, on peut l'admettre, à condition d'ajouter que le doute dans l'esprit de Staline portait avant tout sur l'attitude qu'adopteraient les Anglo-Américains et sur la relation des forces(4). Les conseils de modération donnés par Moscou à Tito pendant la guerre et aux communistes chinois après la défaite du Japon semblent des faits établis. Mais si l'on cite la querelle entre Staline et Tito au sujet de la coalition de ce dernier avec les hommes de la monarchie, pourquoi ne pas citer aussi le mot du Maréchal Staline: "Tu n'as pas besoin de le restaurer pour toujours. Reprends-le momentanément et, à la première occasion, poignarde-le tranquillement dans le dos"(5).

Les concessions que Staline était prêt à faire en 1943-44-45, à la bonne entente avec les Anglo-Américains, ne prouvent donc pas une volonté sincère de *selfcontainment*. En revanche la formation du comité de Lublin pendant la guerre, l'intervention de Vychinski contre le roi Michel à Bucarest au printemps

de 1945 prouvent que, dès le point de départ, Staline ne concevait d'autre garantie à l'amitié des gouvernements d'Europe orientale que la domination intégrale des partis communistes.

Un des principaux arguments de notre auteur est que la modification des frontières polonaises à l'Est et à l'Ouest, la politique rigoureuse de réparations à l'égard des ex-ennemis ne s'expliqueraient pas si Staline avait été, en tout état de cause, décidé à soviétiser ces pays. Je crois l'argument sans portée.

Quel que dût être le régime des États ex-ennemis, Staline voulait en tirer le plus possible de réparations: pour un esprit, à certains égards primitif, la victoire se définit par le butin. L'Union soviétique a exploité ou pillé les pays d'Europe orientale au lendemain de la défaite allemande, elle a continué de le faire le jour où les communistes sont arrivés au pouvoir. L'*impérialisme du don*, tel que le pratiquent les Américains, n'a pas de précédent dans l'histoire et suppose des conditions qui ne sont pas réalisées à l'Est. L'*impérialisme russe du prélèvement* n'exclut pas la diffusion du communisme.

Quant au tracé des frontières, il a été le résultat des circonstances. La reprise de l'Ukraine polonaise semblait opportune à Staline, pour des raisons qui se seraient probablement imposées à n'importe quel régime. Il fallait offrir aux Polonais une concession, sous la forme d'annexion à l'Ouest. Staline poussa la frontière de la Pologne d'autant plus loin vers l'Ouest qu'il ne connaissait pas à l'avance le sort qui serait réservé à l'Allemagne. Là me semble être la part de vérité de la thèse que nous discutons. Staline ne savait pas combien de temps durerait la coalition des Trois Grands, il n'était pas pressé de la rompre, il était prêt, pour la prolonger, à maintenir certaines apparences (la phase des "démocraties populaires", baptisées régimes intermédiaires, aurait pu durer quelques années de plus), avant tout il ignorait les réactions des Occidentaux, il n'imaginait guère que ceux-ci toléreraient l'installation permanente de l'armée russe à deux cents kilomètres du Rhin et la soviétisation de l'Allemagne orientale. En d'autres termes, la représentation d'un Staline, prévoyant à l'avance et dirigeant souverainement le déroulement de la Révolution mondiale, est fausse, et les anticommunistes qui l'entretiennent, par passion hostile, font trop d'honneur à celui qu'ils détestent. Mais la représentation d'un Staline, sincèrement converti au socialisme dans un seul pays, entraîné malgré lui par la dialectique de la guerre et de la Révolution à répandre le communisme, l'est encore bien davantage.

En Europe, les trois facteurs de l'expansion révolutionnaire qu'indique M.

Deutscher(6) ont été bien moins importants que d'autres qu'il passe sous silence. *"L'authentique ferment révolutionnaire"*: celui-ci n'existait ni en Pologne, ni en Roumanie, ni en Tchécoslovaquie, à la rigueur en Yougoslavie où la révolution fut pour partie authentique et aboutit à la rupture avec Moscou. *L'ardeur révolutionnaire dans les propres armées de Staline*: nous sommes en pleine mythologie, de toutes les institutions soviétiques, l'armée avait été la moins stalinisée. En Autriche, elle n'a nullement été indignée par la persistance d'entreprises privées, pas plus qu'elle ne l'aurait été en Pologne ou en Roumanie, si elle avait reçu l'ordre de la tolérer. *La course aux positions stratégiques entre alliés, se transformant rapidement en ennemis potentiels*: cette rivalité, en effet, ne pouvait pas ne pas surgir, du simple fait de l'avance russe jusqu'au centre de l'Europe.

Mais la cause fondamentale de la soviétisation de l'Europe orientale, même si l'on admet que Staline ne l'avait pas rigoureusement prévue, c'est le système de pensée et la technique d'action de tous les partis communistes. Système de pensée manichéen, qui implique la division du monde en pays capitalistes et pays socialistes, les partis communistes étant la *seule* incarnation du socialisme. Technique d'action, dérivée de ce manichéisme, qui fait obligation aux communistes de s'assurer le monopole du pouvoir ou, du moins, les positions à partir desquelles on peut obtenir ce monopole. Dans l'Europe libérée par l'armée rouge, y compris dans les pays comme la Roumanie où le parti communiste existait à peine avant 1944, le terme de l'évolution, au-delà des démocraties populaires, était visible bien avant la rupture entre les Trois Grands.

On dirait que, pour cet ex-marxiste, deux catégories suffisent à couvrir les causes des événements: les intentions conscientes des grands hommes, les tendances de l'époque ou les forces profondes. Comme M. Deutscher n'aperçoit pas d'intention consciente à chaque étape de la carrière stalinienne, il invoque les forces profondes. Staline devient l'exécuteur anonyme d'une œuvre qu'il ne souhaitait pas. Entre "intentions conscientes" et "nécessités objectives", il méconnaît la manière de penser, la tactique d'action, l'ordre, des valeurs qui caractérisent un homme ou un parti et qui créent ces prétendues nécessités.

Je tiens pour improbable que Staline ait jamais interprété le "socialisme dans un seul pays" autrement que comme une étape. De toute manière, l'essentiel n'est pas ce que Staline a consciemment pensé au moment où il formulait la thèse antitrotskyiste. La vraie question est: Staline et les siens ont-ils cru sincèrement à la collaboration entre pays capitalistes et pays socialistes? La doctrine à travers

laquelle ils jugeaient les événements, qui commandait leur conduite, est-elle devenue autre? Nous disposons d'innombrables preuves que la réponse est négative. Les Staliniens sont restés murés dans un système de pensée qui postulait le conflit inexpiable entre capitalisme et socialisme, entre parti communiste et tous les autres et qui, par suite, contribuait à créer ce conflit. Une seule page de la biographie (p. 430) laisse entendre que la vieille philosophie du bolchevisme n'avait pas été abandonnée, mais suggère immédiatement que la coexistence pour plusieurs générations importait davantage que la lutte des deux mondes, "lutte qui n'est plus continue que dans un sens historique et philosophique très large".

Cette méconnaissance du mode de pensée et de la technique d'action, en tant que facteurs historiques, explique l'assurance absurde avec laquelle M. Deutscher décrète que le "bonapartisme serait la guerre" et le maintien au pouvoir du parti, revenant à la démocratie léniniste, la paix. Incapable de saisir le lien entre idéologie et terreur, obstiné à prétendre que les traits hideux du stalinisme viennent de Byzance ou de la magie primitive, il néglige l'essentiel: une coexistence pacifique exigerait l'épuisement de la ferveur messianique. Tant que l'on enseignera à Moscou que les partis communistes sont seuls susceptibles d'accomplir la mission historique du prolétariat et de conduire l'humanité à son salut, tant que l'on s'y efforcera de former les révolutionnaires de tous pays dans cet esprit et pour cette tâche universelle, la coexistence sera belliqueuse, et non pacifique, même si une troisième guerre mondiale, au sens conventionnel du terme, n'éclate pas.

Pourquoi un régime bonapartiste signifierait-il la guerre? Un général, qui s'efforcerait de liquider le terrorisme du parti, serait normalement enclin à un accord avec l'Occident. Cet accord se heurterait à l'obstacle de la soviétisation de l'Europe orientale: un régime, même non communiste, hésiterait à renoncer aux conquêtes qui furent les fruits d'une victoire nationale et les Occidentaux ne peuvent ratifier le *statu quo*.

L'atténuation de la tyrannie s'accompagnerait probablement d'un relâchement de la pression exercée sur le monde occidental, sans que l'on pût savoir le motif de ce tournant, le désir d'un armistice ou l'espoir de la désagrégation de l'alliance atlantique.

Ces spéculations, hautement hypothétiques, sur les répercussions internationales soit du bonapartisme soit d'un stalinisme atténué, n'ont d'ailleurs pas, à mon sens, grande portée. M. Deutscher souhaite que nous nous hâtions de

conclure la paix avec Molotov de peur que "le Bonaparte disperse les secrétaires du parti et fonce droit vers les côtes de la Manche". Le malheur est que nous ne connaissons pas les termes d'une paix possible avec Molotov.

Un règlement européen exige l'unification de l'Allemagne. Rien n'indique, surtout après les événements du 17 juin, que les successeurs envisagent d'évacuer la zone orientale. Ils ne pourraient le faire sans mettre en question leur emprise sur la Tchécoslovaquie et la Hongrie. La division de l'Allemagne n'est pas séparable de celle de l'Europe et l'unification de celle-là, tant que celle-ci est divisée, demeure improbable. L'apaisement aurait évidemment pour condition le retrait des armées soviétiques auquel répondrait celui des armées américaines. Un tel accord suppose une confiance réciproque qui, à son tour, ne saurait surgir du jour au lendemain.

Ces remarques n'ont pas la glorieuse simplicité des prévisions de M. Deutscher et elles ne peuvent y prétendre.

Entre la "régénération démocratique", le stalinisme et le bonapartisme, on conçoit de multiples formes intermédiaires. Le maintien du stalinisme tel quel est effectivement improbable puisque celui-ci exige un numéro 1 et que le jour où un héritier occuperait seul le trône, il imposerait sa marque propre sur le régime, comme Staline le fit. Certains phénomènes pathologiques du stalinisme - le culte de Lénine momifié ou de Staline vivant, les aveux des accusés, l'orthodoxie d'État en matière de science - devraient disparaître ou s'atténuer à cause de la stabilisation d'une classe bureaucratique-bourgeoise et de l'élévation du niveau intellectuel de la population entière. On a raison de rappeler à trop de commentateurs occidentaux, qui ont tendance à l'oublier, que le stalinisme n'est pas plus immuable que Staline n'était immortel.

Au-delà de ces généralités, les schémas trop élémentaires empêchent même de formuler les vraies questions: 1° Un régime soviétique, même relâché, peut-il vivre sans numéro 1? Or, les membres du Praesidium chercheront à prévenir l'ascension de Malenkov puisque l'autorité de celui-ci ne serait entière que le jour où il aurait mis à mort ou pourrait mettre à mort ses compagnons? 2° Admettons que les concessions au peuple: plus de pouvoir d'achat aux ouvriers, plus de propriété individuelle aux paysans, plus de sécurité à la bourgeoisie, soient faites: on sait qu'un régime autoritaire devient vulnérable au moment où il se détend. Quelles concessions peuvent consentir les successeurs, sans ébranler le pouvoir, qu'ils veulent par-dessus tout garder? 3° Le stalinisme a créé une économie planifiée avec propriété collective dans l'agriculture et l'industrie.

Quelles libertés tolèrent une telle société? Jusqu'à quel point la bureaucratie pourrait-elle se passer d'une idéologie justificatrice? Parti unique, vérité d'État n'impliquent pas encore la frénésie totalitaire, mais ils excluent le règne de la loi ou la liberté politique, au sens où l'Occident entend ces mots.

Dans l'immédiat, deux facteurs me paraissent commander l'évolution du régime soviétique. Tant qu'il n'y aura pas de numéro 1, un relâchement de la tyrannie est inévitable. Tant que l'Union soviétique s'efforcera de conserver son emprise en Europe, ses armées à Weimar et son autorité discrétionnaire sur les États satellites, les réformes intérieures seront subordonnées aux exigences de la guerre froide.

Ces deux facteurs, de sens contraire, fixent les limites à l'intérieur desquelles se situeront les transformations du régime.

(1) *Russia after Stalin*, Hamish Hamilton, Londres.

(2) Hanna Arendt: *The burden of our time*, Secker and Warburg, Londres.

(3) De l'édition française du *Staline*.

(4) Il est probable qu'en 1948 on s'est trompé, à Moscou comme à Washington, sur les chances de victoire des communistes chinois.

(5) V. Dedijer, *Tito parle*, p. 244.

(6) *Russia after Stalin*, p. 85.

Ce que signifie le développement des échanges avec l'Est

Réalités
avril 1954

Les uns crient au miracle et croient que l'U.R.S.S peut nous apporter la prospérité. D'autres n'y voient que bluff et propagande. Où est la vérité?

Tout ce qui touche aux relations entre le monde libre et le monde soviétique est inévitablement coloré par les passions politiques. On se déclare pour ou contre le commerce avec l'Union soviétique ou la Chine, avec plus ou moins d'enthousiasme ou de réserve, selon que l'on est proche du communisme, du neutralisme ou de la stratégie atlantique.

Cette «politisation» du problème des échanges Est-Ouest est d'autant plus absurde que les faits parlent, sur ce seul sujet, un langage clair, et que la marge réservée aux appréciations et aux préférences est étroite. Nous avons tout loisir d'exposer objectivement ce que sont ces échanges et ce qu'ils peuvent être avant d'en venir aux questions légitimement controversées: jusqu'à quel point doit-on favoriser ces échanges? Quelle répercussion aurait l'augmentation des échanges sur la situation internationale?

Les pays aujourd'hui soumis au régime communiste comptent quelque 800 millions d'êtres humains, mais ils n'ont jamais tenu, dans les échanges internationaux, qu'une place médiocre. Le commerce extérieur de la Russie, qui, en 1913, représentait quelque 3,6% du commerce mondial, n'en représentait que 1,3% en 1937. L'Union soviétique et les pays satellites ne fournissaient aux pays d'Europe occidentale que 1.013 millions de dollars d'importations sur un total de 11.791 millions de dollars, soit moins de 10% (en 1938), ils n'absorbaient que 705 millions de dollars d'exportations sur un total de 9.410 millions de dollars. La Chine, dont on parle si souvent comme d'un marché inépuisable, avait, en 1937, des importations d'une valeur totale de 335 millions de dollars et des exportations d'une valeur de 257 millions de dollars. Si l'on objecte que ces chiffres sont faussés par la guerre et le détachement de la Mandchourie, ce qui est vrai, nous rappellerons qu'en 1928 les États-Unis n'exportaient vers la Chine que pour un montant de 223 millions de dollars (aux prix de 1950), tandis que les pays d'Europe n'exportaient vers la Chine que pour 281 millions de dollars. L'Asie tout entière représentait en 1928 et en 1938 moins de 5% du commerce

mondial.

Par ces statistiques, nous ne songeons pas à suggérer que la séparation entre la zone soviétique et le monde libre soit sans portée ou conséquences. Au fur et à mesure que l'économie asiatique se développe, les échanges avec les pays européens augmentent. La signification de la rupture ne doit pas se mesurer aux statistiques relatives au passé mais aux statistiques susceptibles d'être imaginées, qui consigneraient les échanges actuels, si le grand schisme n'avait pas brisé l'unité de la planète.

Nous ne chercherons pas à préciser ces statistiques imaginaires, mais certaines statistiques réelles en donnent une idée approximative. Dès qu'un pays passe de l'autre côté du rideau de fer, il réduit massivement ses échanges avec les pays occidentaux et fait avec le reste de la zone soviétique la plus grande partie de son commerce. Les deux exemples les plus frappants à cet égard sont ceux de la Tchécoslovaquie et de la Chine. En 1951, le commerce extérieur de la Tchécoslovaquie a été orienté vers l'Est dans la proportion de 70,6% pour les importations et de 68,2% pour les exportations. Avant la guerre, les deux chiffres étaient de 15,7% et de 13,6%. De même, en ce qui concerne la Chine, la «réorientation» du commerce extérieur a suivi immédiatement la victoire communiste. En 1952, Russie et Europe absorbent les deux tiers des exportations et fournissent 80% des importations de la Chine communiste. Il importe de souligner ce fait majeur que toutes les propagandes cherchent à dissimuler: *la politique suivie par les dirigeants soviétiques a visé non à interrompre mais à réduire les échanges entre Est et Ouest.*

Par quelles considérations est dictée cette politique? On sait que, dans la doctrine communiste, la direction étatique du commerce extérieur est un article de foi. Cette planification des échanges est, à juste titre, tenue pour indispensable à la planification intérieure. Comment le bureau du plan pourrait-il déterminer à l'avance la production si les devises, nécessaires à l'achat des matières premières, dépendaient des goûts changeants des clients étrangers? Un gouvernement communiste confie à une administration publique le monopole des achats et des ventes au dehors et, mis à part les échanges avec les autres pays communistes, réglés par des accords bilatéraux, il s'efforce de réduire le commerce avec le capitalisme dans toute la mesure nécessaire pour atténuer la dépendance à l'égard du dehors, sans toutefois porter atteinte à l'effort d'édification socialiste, c'est-à-dire, d'industrialisation.

Le désir d'atténuer la dépendance à l'égard du dehors est d'ailleurs amplifié,

de manière pour ainsi dire automatique, par les effets de la politique économique suivie à l'intérieur. Dans tous les pays d'Europe orientale, l'accent a été mis sur le développement de l'industrie lourde. Une part croissante des récoltes est requise pour le ravitaillement de la population urbaine, alors que ces récoltes n'ont pas augmenté ou ont diminué, à cause d'abord de la guerre, ensuite des réformes agraires. Ni la Roumanie, ni la Hongrie, ni la Bulgarie n'ont eu des quantités importantes de céréales à vendre à l'Europe occidentale. Simultanément, ces pays s'efforcent d'acheter le moins possible de produits manufacturés et le plus possible de biens de production, machines, matériel électrique, matières premières rares, etc.

Ces phénomènes, immédiatement intelligibles, se reflètent dans les statistiques des échanges entre les deux Europes. En 1949-1950, les exportations de l'Europe occidentale vers l'Europe orientale se maintenaient, en volume, aux deux tiers environ du niveau d'avant guerre cependant que l'Europe orientale n'exportait vers l'Ouest qu'environ un tiers des quantités livrées avant guerre.

La composition des exportations et importations révèle les changements, profonds et inévitables, intervenus entre temps. En 1948, les exportations alimentaires de l'Europe orientale, à destination de l'Europe occidentale, avaient diminué des quatre cinquièmes, les exportations d'énergie avaient augmenté de 15% (charbon polonais), les exportations de matières premières étaient tombées de plus de moitié cependant que celles de produits manufacturés augmentaient. Dans l'autre sens, les exportations de denrées alimentaires diminuaient, de 1938 à 1950, de 60%, celles de matières premières d'environ 50%, celles de textiles de 70%; en revanche, celles de machines avaient augmenté de plus de 25%. En simplifiant, on dira que la zone soviétique souhaite acheter des biens de production pour hâter la réalisation de son programme d'industrialisation, et non plus des produits manufacturés, mais qu'elle n'a plus les mêmes excédents de matières premières et de produits alimentaires qu'avant la guerre.

Bien loin que les Occidentaux aient refusé de commercer avec l'Europe orientale, ils n'ont cessé jusqu'en 1950 de fournir à la zone soviétique des machines pour un montant supérieur à celui d'avant guerre. En prix constants, les exportations de machines et de machines-outils sont passées de 200 à 255 millions de dollars. Certains pays, comme l'Italie, sont devenus fournisseurs de machines pour l'Est (34 millions de dollars en 1950 contre 1,7 en 1938), Belgique et Luxembourg (17,2 contre 5,9), Suisse (27,1 contre 15,5), Suède (47,3 contre 14,2).

Les mesures prises, depuis 1950 et surtout depuis 1951, pour interdire l'exportation, vers la zone soviétique, de produits stratégiques, ont-elles changé cette situation et dans quelle mesure? En volume, les échanges ont diminué depuis le maximum de 1949 (1950=100). Pour les exportations vers l'Europe occidentale, l'indice tombe de 111 en 1949 à 89 en 1951 et 85 en 1952, les exportations de l'Ouest vers l'Est diminuent moins, de 103 en 1949 à 98 et 91. Pour une part, cette réduction des échanges est incontestablement imputable à l'interdiction d'exporter certains produits d'importance stratégique. L'exportation de machines, de machines-outils et d'appareillage tombe à 190 millions de dollars en 1951, à 157 millions en 1952. D'autres facteurs ont joué, contribuant à réduire certaines exportations de la zone soviétique (comme la diminution des ventes de charbon polonais à l'Ouest). À s'en tenir aux statistiques, le contrôle des exportations a bien eu une influence, mais limitée sur les échanges Est-Ouest.

Ces chiffres indiscutables, puisqu'ils sont empruntés aux statistiques officielles, sont de nature à causer une certaine surprise et à provoquer une interrogation. À écouter certaine propagande, on croirait que les échanges Est-Ouest ont été radicalement interrompus. Or, ils ont été réduits, depuis la deuxième guerre mondiale, mais ils l'ont été bien plus par les conséquences fatales de la politique adoptée par les gouvernements communistes que par l'action des Occidentaux. On le démontrera, encore une fois, par quelques chiffres. Si l'on exprime les statistiques du commerce extérieur de l'Union soviétique et des pays satellites en dollars aux prix courants, exportations et importations ont augmenté à peu près de la même façon que l'ensemble du commerce mondial. Les exportations des six pays satellites sont passées de 1.086 millions de dollars en 1938 à 2.166 millions de dollars en 1949, celles de l'Union soviétique de 365 à 1.018 millions de dollars; les importations des satellites de 904 à 2.101 millions de dollars, celles de l'Union soviétique de 328 à 950 millions de dollars. La part de l'Europe occidentale dans les échanges de la zone soviétique avec le dehors a diminué surtout parce que les échanges à l'intérieur de la zone soviétique ont massivement augmenté. Les pays satellites ont reçu 662 millions d'importations de l'Union soviétique en 1949 contre 7 millions en 1938; ils ont envoyé pour 553 millions d'importations vers l'U.R.S.S. au lieu de 14 millions; ils ont échangé entre eux pour 425 millions de dollars au lieu de 147.

Une statistique soviétique indique la place du Bloc dans le commerce extérieur des différents pays en 1952: Albanie, 100%, Bulgarie 89%, Chine 72%,

Pologne 67%, Roumanie 85%, Tchécoslovaquie 71%, Hongrie 71%.

En d'autres termes, la diminution de la part de l'Europe occidentale dans le commerce extérieur de l'Europe orientale tient essentiellement à la politique à tendance autarcique adoptée en zone soviétique sous la direction de Moscou. En 1951 (aux prix de 1950), le total des importations des pays de la zone soviétique s'élevait à 4.450 millions de dollars contre 2.085 millions de dollars en 1938, mais plus de la moitié du total (2.400) était composée par des échanges à l'intérieur de la zone soviétique. Que signifie, dans ces conditions, la propagande en faveur de la reprise ou de l'intensification des échanges entre Est et Ouest?

À cette interrogation, on donne trois réponses. Selon les uns, la propagande communiste, la Conférence de Moscou étaient une réplique au contrôle des exportations stratégiques. L'Union soviétique subirait l'effet de ces restrictions, pourtant partielles et timides, et, pour obtenir certaines matières premières et certains biens de production – roulements à billes, cuivre, appareillage électrique, machines-outils, etc. – elle s'efforcerait de faire miroiter, aux yeux des industriels, des possibilités d'exportations. Il s'agirait d'une ruse de guerre, pour rompre le demi-blocus, effectif malgré ses insuffisances. Selon les autres, l'objectif serait essentiellement politique: les Soviétiques s'efforceraient d'exciter les producteurs contre les gouvernements, les Européens contre les Américains, ils seraient moins impatients d'acheter des roulements à billes que de diviser les Occidentaux. Enfin, selon une troisième école, les Soviétiques souhaiteraient sincèrement accroître les échanges. Au fur et à mesure du développement économique, le volume des échanges serait susceptible d'augmenter et, sans revenir sur l'organisation de la zone soviétique, l'Europe occidentale pourrait y trouver un marché plus large. Ces trois interprétations ne sont pas nécessairement exclusives l'une de l'autre. Même si les Soviétiques se proposent de rompre le blocus, ils ne dédaignent pas d'aggraver les conflits entre Occidentaux. Même s'ils envisagent un commerce plus actif, ils traitent différemment les divers pays, selon des considérations politiques.

Il n'en reste pas moins deux questions précises auxquelles, malheureusement, on ne saurait répondre avec certitude. Quels sont les effets réels de l'interdiction des exportations stratégiques? De quels surplus disposera demain la zone soviétique? Les exportations de machines-outils et d'appareillage, à destination de la zone soviétique – exportations qui, nous l'avons vu, ont augmenté en volume depuis l'avant-guerre – facilitent incontestablement l'industrialisation de l'Union soviétique et des pays satellites. La discrimination entre les produits

d'importance stratégique et les autres est toute relative. Les cargos ou les pétroliers au-dessous d'un certain tonnage sont autorisés au-dessus interdits. On conçoit que les ultras souhaiteraient élargir la liste pour priver l'Union soviétique de tout ce qui accroît son potentiel économique-militaire. On conçoit aussi que les tièdes tirent de l'impossibilité d'une discrimination la conséquence que mieux vaudrait supprimer toute restriction.

En fait, ces deux opinions extrêmes, l'une et l'autre plus logiques, plus satisfaisantes pour l'esprit que la conception moyenne, sont inapplicables. Logiquement, il est absurde que les Occidentaux aident au renforcement d'un Empire qui a juré leur mort. Si l'épreuve de force actuelle devait être de courte durée et se terminer d'ici peu d'années par la paix ou par la guerre, le refus de toute exportation de machines-outils et de matières premières rares se justifierait. Mais la rivalité mondiale peut se prolonger durant de longues années. Le blocus ne sera jamais effectif, bien des pays neutres refusant de l'appliquer. En Europe, la Suède, la Suisse, la Finlande ont gardé une certaine liberté d'action. Les pays asiatiques du Commonwealth ne suivent pas les directives de «guerre économique». Enfin, les pays d'Europe ne renonceraient pas volontiers aux céréales, au bois ou au charbon achetés derrière le rideau de fer.

Il est loisible de soutenir que du commerce Est-Ouest, l'Est tire plus de profit que l'Ouest. Il vend des matières premières que l'on pourrait se procurer ailleurs et achète des machines que l'on ne fabrique guère en dehors des pays occidentaux. Mais les difficultés qu'éprouvent les pays européens à équilibrer leur balance des comptes pèsent plus lourd que ces raisonnements abstraits. Bien que l'Europe occidentale fasse désormais venir de l'Europe orientale moins de 3% de ses importations, elle ne renoncera pas à ces achats en zone soviétique, à moins que les États-Unis n'offrent des compensations éclatantes.

D'un autre côté, de 1950 à 1953, alors que les Occidentaux étaient engagés dans des guerres chaudes en Corée et en Indochine, alors qu'ils s'imposaient un coûteux réarmement contre une agression venant de l'Est, il eût été absurde de vendre à l'Union soviétique des armes ou certains produits rares qui, directement, contribuent à accroître le potentiel militaire du bloc communiste. La méthode adoptée, tout insatisfaisante qu'elle était pour les extrémistes, semble la seule possible. Elle a probablement embarrassé les planificateurs de Moscou ou de Pékin. Les efforts, multipliés par les représentants soviétiques, pour acheter, à des prix très supérieurs aux prix mondiaux, certaines matières ou machines, prouvent au moins que la Russie et les satellites sont bien moins capables qu'on

ne le dit de se passer de certaines importations en provenance de l'Occident.

Quant à la deuxième question – quels sont, en zone soviétique, les surplus disponibles pour l'exportation? – il est moins aisé encore d'y répondre avec certitude. Les représentants soviétiques, à la Conférence économique de Moscou et aux rencontres de Genève, ont indiqué des chiffres impressionnants. Le commerce extérieur de l'Union soviétique (exportations plus importations) s'élèverait, pour les années 1953-1955, à un montant compris entre 2.500 et 3.300 millions de dollars, soit trois à quatre fois le montant actuel, celui des pays satellites augmenterait des deux tiers environ, celui de l'Allemagne orientale quadruplerait, celui de la Chine augmenterait de plus de moitié.

Les précisions données à propos des pays satellites incitent au scepticisme. Pour la Roumanie par exemple, les représentants soviétiques ont annoncé une reprise des exportations de céréales et de bois, pour la Pologne de charbon et de viande. Les surplus alimentaires dépendent de tant de facteurs, y compris ceux d'ordre climatique, que l'on hésitera à faire fond sur de telles prévisions.

Les chiffres relatifs à l'Union soviétique sont plus surprenants encore, puisqu'ils prévoient une multiplication par trois et par quatre des échanges avec les pays extérieurs à la zone soviétique. Une certaine augmentation des échanges est probable. Dans une pareille mesure elle ne l'est pas.

Au cours de ces derniers mois, les signes se sont multipliés d'un infléchissement de la politique économique des gouvernants soviétiques. En paroles, on a proclamé que l'on avait commis des erreurs, qu'il fallait élever les disponibilités en produits alimentaires et investir davantage dans l'industrie légère. On a même observé des achats soviétiques de produits alimentaires (beurre et viande) et de produits textiles. Il en résultera un accroissement des échanges Est-Ouest, mais on ne sait pour l'instant jusqu'à quel point il s'agit là d'une tendance durable ou d'expédients destinés à répondre à une crise temporaire.

Demain comme hier, il faut compter que les planificateurs soviétiques s'efforceront d'acheter à l'Occident surtout des moyens de production. Et l'Occident, même s'il fournit les machines demandées, cherchera à obtenir en contre-partie les marchandises qu'autrement il payerait en dollars, en même temps qu'à vendre les objets fabriqués de ses industries. Entre ces deux désirs contradictoires, des compromis seront d'autant plus faciles que s'affirmera le consentement soviétique à l'achat en Occident de biens de consommation. On aurait tort d'attendre des miracles.

Le commerce avec le monde soviétisé a-t-il plus d'importance en Asie qu'en Europe? Le ralentissement des échanges avec la Chine communiste risque-t-il de frapper à mort les pays d'Asie qui appartiennent au monde libre? La question ne se pose pas pour les pays du Sud-Est asiatique qui sont vendeurs de matières premières et acheteurs de produits fabriqués ou de biens de production, elle ne se pose pas pour l'Inde ou le Pakistan qui, eux aussi, souhaitent s'industrialiser. Elle se pose pour Hong-Kong, et surtout pour le Japon qui, avant la guerre, exerçait son autorité sur la Mandchourie et les provinces du Nord, qui y achetait des matières premières et y vendait des objets manufacturés.

Nous n'avons pas la place, dans le cadre de cette étude d'ensemble, d'analyser en détail l'avenir du Japon. Incontestablement, la Mandchourie, les provinces du Nord, la Corée, Formose, la Chine, absorbaient, en 1934-1936, 44% des exportations japonaises. À cette même époque, le Japon ne recevait des pays d'Asie voisins que 37% de ses importations. L'exportation vers la Mandchourie, la Corée ou Formose était favorisée par l'unité monétaire, les exportations de capitaux. À coup sûr, ces colonies offraient un marché protégé. Mais, dans la mesure où elles ne fournissaient pas les matières premières dont l'industrie nipponne ne saurait se passer, la sphère de co-prospérité présentait les mêmes inconvénients pour le Japon que l'Union française pour la France: elle absorbait des capitaux, attirait les exportations et contribuait à accroître le déficit dans les échanges avec les autres zones monétaires.

Quoi qu'il en soit, les temps ont changé. La Chine n'achètera plus de textiles au Japon, mais éventuellement des biens de production ou des objets fabriqués plus complexes.

En 1952, les exportations de la Chine vers le monde non communiste sont de l'ordre de 300 à 350 millions de dollars, les importations de l'ordre de 300 millions (ces chiffres, aléatoires, sont à augmenter de 20% d'après d'autres estimations). Au cours des prochaines années, le commerce que le Japon peut attendre de la Chine sera de l'ordre de quelques dizaines de millions de dollars. Progressivement, ces échanges pourront augmenter si la Chine a des surplus de charbon ou de minerai de fer à exporter, des devises pour acquérir des machines. Mais, à moins de devenir une démocratie populaire, le Japon n'attendra des échanges avec l'Est qu'un appoint. Dans le monde libre il trouvera et son ravitaillement en matières premières et des débouchés pour son industrie.

Quant à Hong-Kong, il va de soi qu'on y espère non la reprise des échanges avec la Chine communiste – ces échanges n'ont jamais été interrompus – mais

un relâchement des restrictions actuelles. Hong-Kong, il est vrai, ne vit plus exclusivement du commerce chinois. L'île merveilleuse est devenue une sorte de Londres de l'Extrême-Orient: comme la capitale anglaise au siècle dernier, elle est un entrepôt pour toute l'Asie. Les vendeurs, pressés d'acquérir des disponibilités, y trouvent preneurs pour leurs produits, les acheteurs savent qu'ils seront en mesure d'y acquérir les marchandises dont ils ont besoin. Hong-Kong compte que la fin de la guerre de Corée entraînera peu à peu l'atténuation des contrôles. L'attente ne sera probablement pas déçue. En attendant, avec les réfugiés chinois de Shanghai qui ont édifié des industries, avec les banques, les commerçants, les assureurs qui se sont rendus indispensables à toute l'Asie, la colonie de la couronne a continué de vivre et maintenu une sorte de prospérité. Si, demain, les représentants chinois traitaient directement avec les producteurs étrangers et ne passaient pas par l'île, longtemps symbole de la puissance britannique, Hong-Kong ne serait pas encore condamné à mort.

Deux conclusions, semble-t-il, se dégagent de cette étude.

La première, d'ordre économique, se formulerait en ces termes: les échanges entre Est et Ouest, quel que soit leur développement éventuel au cours des prochaines années, ne seront pas un facteur décisif de la conjoncture mondiale. Certes, la division du monde en deux blocs a, sur le plan économique, des conséquences graves. Si l'on suppose l'Europe de l'Est et la Chine soumises à des régimes analogues à ceux de l'Europe Occidentale, gouvernées par des hommes acquis à l'idée de la coopération internationale, les chances de prospérité, surtout pour les pays du Vieux Continent, seraient grandement accrues. La demi-séparation entre l'Europe de vieille industrie et l'Europe en voie d'industrialisation est historiquement déplorable, pour l'une et pour l'autre. Mais, une fois le communisme installé à Moscou, à Varsovie, à Budapest et à Bucarest, une certaine politique en résulte inévitablement qui, à son tour, réduit les échanges avec le monde extérieur. À moins que l'on n'assiste, dans l'ère Malenkov, à une nouvelle politique économique, à moins que les planificateurs ne se décident pour de bon à acheter à «l'Occident décadent» le beurre et la viande que ne fournissent pas en quantités suffisantes les kolkhozes, les textiles et les réfrigérateurs que l'industrie légère n'est pas encore capable de fabriquer à un rythme suffisant, en d'autres termes à moins que les phénomènes de ces derniers mois ne s'amplifient grandement, l'accroissement du commerce Est-Ouest, possible si les Occidentaux atténuent peu à peu les restrictions aux exportations stratégiques, demeurera un facteur secondaire.

Reportons-nous encore une fois aux statistiques soviétiques. D'après une déclaration officielle du Président de la Chambre de commerce soviétique, à la conférence d'avril 1952, le commerce extérieur de l'U.R.S.S. monterait, en 1951, à 18 milliards de roubles et le bloc soviétique compterait pour 80% du total. Il resterait donc 3,6 milliards de roubles pour le commerce avec le reste du monde, soit 750 millions de dollars.

Dang son grand discours d'octobre 1953, Mikoyan annonça qu'en 1954 l'U.R.S.S. achèterait pour 4 milliards de roubles de produits de consommation à l'étranger (le total des biens de consommation fournis au public en U.R.S.S. est de 470 milliards de roubles). Si, sur ces 4 milliards, 80% viennent des démocraties populaires, environ un milliard de roubles serait à acheter en dehors du bloc soviétique, soit, en termes occidentaux, 200 à 300 millions de dollars. En supposant que le total des importations soviétiques soit de 10 milliards de roubles en 1954, il en resterait environ 6 pour les biens de production, dont 1,2 pour le monde en dehors du bloc soviétique. L'Union soviétique offrirait ainsi à l'ensemble des pays non communistes un débouché de l'ordre de 500 millions de dollars.

Les accords conclus en 1953 par l'Union soviétique manifestent incontestablement le désir d'accroître les échanges avec les pays non communistes. L'U.R.S.S. a traité avec l'Argentine, l'Inde, la France et s'est engagée à fournir des matières premières même stratégiques (manganèse, chrome), des produits pétroliers, voire des machines et non pas seulement les traditionnels bois et céréales. On a promis d'importantes commandes (partiellement de produits dits stratégiques) aux hommes d'affaires britanniques venus à Moscou. Mais l'ordre de grandeur ne dépasse pas les chiffres qui résultent des indications antérieures.

L'Union soviétique aurait-elle le moyen d'accroître massivement ses achats au dehors? Il est probable que les progrès accomplis dans le secteur de l'industrie lourde permettent de dégager certaines exportations supplémentaires (produits pétroliers, matières premières industrielles, voire même machines). Mais, pour les produits qui intéressent le plus l'Occident, comme le bois ou les céréales, on doute que les surplus exportables soient considérables.

Il est vrai que l'Union soviétique, gros producteur d'or, possède un trésor de guerre: l'or et les métaux précieux (platine, argent). On estime que les ventes d'or russe, jusqu'au début de janvier 1954, ont déjà atteint le montant de 200 millions de dollars. Le fait semble prouver, et que l'Union soviétique manque de

devises (de sterling en particulier) et qu'elle peut puiser dans ses réserves de métal. Si les Soviétiques le souhaitent, ils sont en mesure de financer des importations considérables avec la production d'or. Mais il serait surprenant qu'ils consentissent à abandonner durablement leur principe d'un commerce extérieur équilibré.

Même si cette dernière prévision se révélait inexacte, même si l'Union soviétique multipliait ses échanges extérieurs par deux ou par trois au cours des trois prochaines années, on aurait tort de croire que la paix suivrait le commerce, comme on avait tort hier de croire que la guerre risquait de surgir par le fait des restrictions aux exportations. Appliqué à la Chine, ce demi-blocus a été probablement un des motifs qui ont déterminé le gouvernement communiste à consentir à l'armistice en Corée. La liberté d'échanges aidera la Chine à renforcer son industrie et son armée. Peut-être faut-il accepter ces inconvénients en faveur du commerce international. Les hommes d'affaires de tous les pays sont à cet égard bornés par profession. Industriels ou ingénieurs américains qui collaboraient au premier plan quinquennal, ne se doutaient pas et ne voulaient pas se douter qu'ils aidaient à s'équiper un ennemi, qui ne faisait pas mystère de ses sentiments. Je ne doute pas qu'industriels et ingénieurs de tous les pays capitalistes ne soient prêts à renouveler cet exploit au bénéfice de la Chine communiste. Ils se justifieront par l'argument fallacieux que la détente résultera des échanges et la paix de la prospérité. Argument faux quand on l'applique aux relations entre pays capitalistes: les échanges entre France et Allemagne se sont poursuivis pacifiquement jusqu'à l'explosion des deux guerres. Argument faux *a fortiori* pour les relations entre le monde libre et le monde communiste. Celui-ci empruntera volontiers à celui-là les secrets de sa technique et de sa puissance. Il ne sera pas convaincu pour autant par les vertus de la liberté, qu'elle soit économique ou politique. À en juger d'après l'expérience faite avec l'Union soviétique, la Chine s'ouvrira aux machines et se fermera aux idées de l'Occident. Par malheur, les capitalistes d'Occident ont emprunté aux marxistes quelques-unes des idées fausses que ces derniers ont répandues. Ce n'est pas de la rivalité économique que naissent les guerres du XXe siècle, mais des conflits de puissance et d'idéologie. On ne découvrira pas, dans les statistiques du commerce Est-Ouest, le secret de l'avenir de «la coexistence pacifique».

Un croisé de l'anti-anticommunisme

Preuves
Mai 1954

*À la suite de l'étude que Raymond Aron consacra à son livre, *Russia after Stalin*, dans notre numéro d'octobre dernier, Isaac Deutscher a publié dans *Esprit* du mois de mars une défense de ses idées et de sa méthode, sous le titre: «L'U.R.S.S. après Staline. Réponse aux critiques». La discussion est d'importance, car elle porte sur les perspectives d'évolution du régime soviétique. Le ton d'Isaac Deutscher ne la facilite pas. Aigre, volontiers insultant, confondant quiconque n'accepte pas son point de vue dans un même mépris grinçant, il s'en prend de préférence aux «propagandistes professionnels de la guerre froide, et tout particulièrement (aux) croisés anticommunistes combattant sous les nobles oriflammes du Congrès pour la Liberté de la Culture». Sa «réponse aux critiques» est nommément dirigée contre Raymond Aron, présenté comme un des «propagandistes de la guerre froide», un de ceux pour qui «une simple allusion à un dénouement possible de la guerre froide est inquiétante». Ayant d'abord tenté de discréditer son interlocuteur, Deutscher entreprend de prouver qu'il a eu raison, que l'Union Soviétique, dès avant la mort de Staline, «approchait d'un tournant critique de son histoire», que la disparition du chef, «bien loin d'être la cause principale du changement, ne ferait que le hâter et souligner son caractère inéluctable». Après une polémique très vive, il conclut: «L'alternative reste toujours entre une évolution démocratique du communisme et une quelconque espèce de dictature militaire». Telle est la thèse centrale, à laquelle répond maintenant Raymond Aron.*

Une discussion avec M. Deutscher n'est ni agréable ni profitable. Le biographe de Staline et de Trotsky a contracté, par une longue fréquentation des Bolcheviks, certaines habitudes de polémique. Enfermé dans son propre système, convaincu d'avoir raison, d'être seul au service de la vérité, il s'efforce moins de comprendre les objections que de disqualifier les contradicteurs. Ceux qui ne sont pas convaincus de son génie sont des «propagandistes de la guerre froide».

Croisé de l'anti-anticommunisme, armé de marxisme candide et de déterminisme économique, il pourfend les «vétérans menchéviques», les membres du Congrès pour la Liberté de la culture, tous ceux qui mettent en doute les perspectives riantes de démocratie qu'ouvre, après la mort de Staline,

«l'augmentation prodigieuse de la richesse soviétique» (M. Khrouchtchev, dans son discours, ne semble pas partager cette opinion, mais peut-être le secrétaire du parti communiste a-t-il, lui aussi, un «intérêt acquis» à se refuser aux évidences).

Réduites à l'essentiel, les raisons principales pour lesquelles la discussion est sans espoir me semblent les suivantes:

1° M. Deutscher présente ses propres thèses tantôt de manière tranchante, tantôt de manière vague et prudente: dans le premier cas, elles sont intéressantes et vulnérables, dans le deuxième, incontestables et sans portée. Dans la réponse à ses critiques, la croissance des forces productives et la diffusion de l'enseignement constituent un facteur favorable à une évolution du régime dans le sens démocratique, mais ce facteur existe entre d'autres, et certains des autres agissent en sens contraire. Il ne s'agit que d'un pronostic à longue échéance que les événements d'après la mort de Staline ne sauraient ni infirmer – ni confirmer (*Esprit*, p.366). Personne ne se donnerait la peine de discuter une thèse aussi formulée: l'augmentation des richesses, en tant que telle, favorise le relâchement du despotisme. Il reste à savoir comment, dans la réalité, cette cause se combine avec les autres. En revanche, il suffit de se reporter au livre *La Russie après Staline*, pour y trouver des propositions autrement actuelles. Qu'on relise la fin du chapitre IX: «Mais si les offres de paix faites par le successeur civil de Staline se soldaient par un échec, c'est peut-être à lui (*un Bonaparte russe*) que l'Ouest aurait affaire. Le jour où un Bonaparte russe surgira au Kremlin, ce jour-là verra la fin de toute «limitation volontaire», car le Bonaparte commencera par disperser les secrétaires du Parti pour ensuite mettre le cap sur la Manche». Cette fois, il n'est pas question de «longue échéance». En clair, M. Deutscher enjoint à l'Occident de «faire la paix» avec les successeurs de Staline, faute de quoi l'Occident sera responsable du bonapartisme et de la guerre.

2° M. Deutscher ne comprend pas, ou affecte de ne pas comprendre, les arguments de ses contradicteurs. Qu'il s'agisse du rôle des individus ou de l'efficacité historique des idéologies et des techniques d'action, il ne réfute pas les conceptions de ses adversaires mais les conceptions caricaturales qu'il leur prête. Il traduit les idées des autres dans son langage, leur enlève toute signification et triomphe glorieusement. Certes, ni Marx ni Lénine n'ont ignoré ces pratiques, mais ils ne se donnaient pas pour des spectateurs purs et des savants sans autre souci que celui de la vérité. M. Deutscher, il est vrai, n'atteint pas à la virulence de Marx ou de Lénine: même sur ce point, il ne dépasse pas la

médiocrité des épigones.

3° M. Deutscher ne déteste pas le procédé que l'on appelle, en jargon de police, l'amalgame. Il annonce (p.352) qu'il va s'occuper particulièrement de ma critique. Or, la plupart des arguments qu'il discute n'ont pas été employés par moi et sont incompatibles avec l'analyse que j'ai présentée dans l'article paru ici même au mois d'octobre. En revanche, M. Deutscher ne discute pas les arguments que j'avais fait valoir contre sa théorie de l'auto-limitation. Par l'amalgame, il s'efforce de suggérer que tous ses contradicteurs nient l'évolution possible du régime stalinien parce que, «propagandistes de la guerre froide», ils ont intérêt moral sinon pécuniaire à soutenir cette théorie primaire. Par malheur pour lui, comme pour faire éclater l'absurdité de l'insinuation, il se trouve que *Preuves* a publié, avant la publication même du livre de M. Deutscher, un article dans lequel M. Weissberg-Cybulski annonçait un relâchement progressif, sinon une démocratisation du régime. J'ai moi-même écrit, dans *Réalités* de juin 1953, une étude où je donnais pour probable l'atténuation de la tyrannie stalinienne. M. Weissberg se fondait avant tout sur l'impossibilité de maintenir le système stalinien sans un n°1 tout-puissant; j'invoquais l'embourgeoisement des cadres, techniques et bureaucratiques, créés par l'industrialisation.

L'opposition entre les fanatiques de l'anticommunisme, qui se refusent à croire au mouvement de la société soviétique, et le croisé de l'anti-anticommunisme, qui se penche humblement sur la réalité pour la déchiffrer consciencieusement, est inspirée soit par une imagination délirante soit par les besoins de la polémique. La discussion ne se réduit pas à l'antithèse du oui et du non, de la démocratisation ou de l'immobilisme, elle porte sur l'allure, les modalités, l'ampleur d'une évolution, sur le sens des diverses éventualités concevables, sur les forces profondes qui commandent à l'évolution du régime. Sur tous ces points, il n'y a pas d'unanimité entre les «propagandistes de la guerre froide», pas plus qu'il n'y en a entre les tenants d'une paix avec les successeurs de Staline. On n'a même pas l'impression que M. Deutscher soit toujours d'accord avec lui-même.

Trois reproches que m'adresse le biographe de Staline appellent de brefs commentaires:

1° J'avais indiqué que le système d'interprétation employé par M. Deutscher aboutissait à présenter la plupart des événements comme n'ayant pas été voulus par leurs auteurs. Il m'accuse de défigurer sa pensée. En ce qui concerne la constitution de l'empire soviétique en Europe, il n'y a pas de doute puisque, selon

la théorie de l'auto-limitation, Staline voulait explicitement le contraire de ce qui s'est passé. En ce qui concerne la collectivisation, voici un des textes, entre d'autres, de la biographie, sur lesquels je m'appuyais: «Nous avons vu comment Staline avait été poussé à la collectivisation par le danger aigu de famine qui menaçait en 1928 et 1929» (p.257) ou encore: «Au point où en étaient les choses, Staline agit sous la pression irrésistible des événements» (p.254). Dans la biographie de Staline, le seul texte que j'aie trouvé, relatif au travail forcé, est le suivant: «Le travail forcé, au sens strict du mot, fut imposé aux paysans qui avaient eu recours à la violence en résistant à la collectivisation. Au milieu de la famine et de la misère qui régnaient au début des années 1930, on méprisa les clauses qui prévoyaient leur protection. La «rééducation» dégénéra en travail forcé, terriblement coûteux en vies humaines; ce fut la marque la plus noire de la seconde révolution» (p.267). Il me paraît difficile d'éliminer davantage le rôle des chefs et de leur volonté.

En ce qui concerne enfin les causes de la victoire de Staline sur Trotsky et le refus de tenir compte des qualités personnelles de l'un et de l'autre, voici le texte: «Si l'on juge la lutte entre Staline et Trotsky uniquement sous l'angle d'un conflit entre dons et talents personnels, la victoire de Staline sur son rival demeure inexplicable, De tous les dons de Staline il n'y en avait pas un seul que Trotsky n'ait possédé au centuple; en outre, Trotsky avait des talents manifestes qui manquaient totalement à Staline. Lénine, qui était un juge infailible des hommes, n'exagérait rien en disant de Trotsky que c'était l'homme «le plus doué» parmi tous les leaders bolcheviks.

«On a prétendu en maintes occasions que Trotsky n'avait pas le flair de Staline en matière d'organisation. Celui qui connaît l'histoire de l'Armée Rouge ne saurait sérieusement partager cette opinion. Dans la mesure où l'on peut prêter le mérite d'un exploit de ce genre à un seul individu, Trotsky fut le véritable organisateur de cette armée. Il la créa avec «rien», après l'effondrement et la dissolution de l'ancienne armée qui laissait un vide militaire complet. Pour combler ce vide avec une nouvelle force, il fallait un génie en matière d'organisation et d'administration encore plus grand que pour augmenter l'efficacité d'une armée existante, mise sur pied. Lorsque l'Armée Rouge fut créée, il n'est pas d'autorité militaire, russe ou étrangère, bolchévique ou antibolchévique qui n'ait qualifié la prouesse de Trotsky de «réellement napoléonienne»[\(1\)](#).

On prétend également que Staline était supérieur à Trotsky en matière de

tactique politique. Là encore, il suffit d'analyser, à partir des sources originales, les manœuvres tactiques déployées par Trotsky à la veille de la Révolution d'octobre et au cours même de la révolution, pour se rendre compte que cette affirmation est également fallacieuse. (*La Russie après Staline*, p.40). Et, un peu plus haut: «Mais lorsqu'on considère Staline, ce personnage terne, presque sans visage, si peu remarquable, l'on se sent plus enclin à ne voir en lui que le véhicule des forces anonymes qui agissaient à l'arrière-plan. Il apparaît comme l'anonymat en personne, un anonymat qui aurait été porté au pinacle du pouvoir et de la gloire, et même au sommet de ce pinacle serait resté fidèle à lui-même, complètement impersonnel et, partant, parfaitement insaisissable.» (p.39).

Cela dit, je reconnais que j'ai eu tort de prêter à M. Deutscher trop de cohérence dans son système d'interprétation historique. À certains moments, il saute à l'autre extrême. Quand une explication «personnaliste» répond aux besoins de son plaidoyer, il n'hésite pas à y recourir. Ainsi, les procès et les aveux des compagnons de Lénine, dans les années 30, auraient pour origine l'ascendance caucasienne de Staline, la remontée, dans cette âme demi-asiatique, de la magie primitive. Pour confirmer l'explication, notre croisé de l'objectivité scientifique utilise sans vergogne les mémoires apocryphes du neveu de Staline, rédigés dans une officine parisienne. Le recours à la magie primitive a évidemment pour fonction de rompre le lien entre idéologie, parti et terreur.

2° La controverse sur le rôle des individus dans l'histoire est classique, et je me demande pourquoi mes remarques ont à ce point ému l'ire de notre croisé. La question que j'avais posée était simple, banale. La victoire du parti bolchevik était-elle impliquée par les données fondamentales de la situation de la Russie en 1917? Si l'on suppose que la révolution russe n'ait pas abouti à la prise du pouvoir par le parti bolchevik, l'évolution de la Russie aurait-elle été ou non modifiée en certains traits essentiels? Cette manière d'interroger n'a rien à voir avec les boutades sur le nez de Cléopâtre, elle se trouve expliquée et justifiée par les travaux de Max Weber et de beaucoup d'autres.

Il est loisible d'affirmer que l'on ne peut répondre avec certitude à de telles interrogations, mais l'impossibilité d'une démonstration rigoureuse s'applique indifféremment à toutes les thèses. Il est de fait que le parti bolchevik a pris le pouvoir. Celui qui affirme qu'il l'aurait pris, même si Lénine et Trotsky n'étaient pas arrivés en Russie, profère une affirmation tout aussi contestable que celui qui profère l'affirmation contraire. Le rappel du: *Que se serait-il passé si...?* a précisément pour fonction d'éviter l'erreur dans laquelle tombe souvent M.

Deutscher: *l'illusion rétrospective de fatalité*. Puisque les choses se sont passées ainsi, la preuve est faite que, pour l'essentiel, elles n'auraient pas pu ne pas se passer ainsi. Tout ce que je prétends, c'est que l'état de la Russie en 1917 n'impliquait pas la victoire du parti bolchevik, pas plus que l'industrialisation, qui serait intervenue de toute manière, n'impliquait la technique employée par Staline. M. Deutscher est libre de soutenir la thèse contraire, mais les allusions au nez de Cléopâtre ou au général de Gaulle témoignent simplement de son incapacité à comprendre ce qui est en question.

3° Le reproche le plus sérieux touche au bonapartisme. M. Deutscher annonçait avec dogmatisme que «le bonapartisme serait la guerre» et qu'il fallait donc, au plus vite, serrer la main que nous tendaient les successeurs de Staline. J'avais objecté que la relation bonapartisme-guerre n'était pas évidente, le bonapartisme ayant, au cas où il aurait liquidé le terrorisme du parti, une raison de s'entendre avec l'Occident. J'avais d'ailleurs donné «ces spéculations sur les répercussions internationales, soit du bonapartisme, soit d'un stalinisme atténué...» pour hautement problématiques. Sur ce point, le désaccord vient de ce que M. Deutscher tient pour certain et affirme avec assurance que le bonapartisme précipiterait la guerre avec l'Occident. La démonstration s'appuie sur deux arguments: l'exemple de la Révolution française, des Jacobins et de Bonaparte, la situation qui existerait dans l'éventualité d'un bonapartisme russe.

La démonstration par analogie historique me paraît peu convaincante. Le terrorisme des Jacobins coïncida avec la guerre. Je ne sais trop pourquoi M. Deutscher tient leur politique extérieure pour plus pacifique que celle de Bonaparte. La guillotine de Robespierre, en supprimant ou en refoulant les tensions intérieures, aurait été condition de la paix. Au contraire, l'ordre et la loi, rétablis par Napoléon, ont obligé à projeter les tensions vers la conquête extérieure. J'avoue que je n'arrive guère à prendre au sérieux ces jongleries dialectiques. De plus, Staline a couvert les trois phases que l'on appelle Terreur, Thermidor et Bonapartisme, l'expansion de la Révolution soviétique s'est opérée de son vivant: un général couronné ne prendrait pas en charge un héritage comparable à celui qu'avait reçu Bonaparte...

Mais, me dit M. Deutscher – l'argument ne figurait pas dans le livre que je discutais où l'échec de la tentative de paix semblait suffire à donner sa chance au général – un maréchal soviétique ne pourrait prendre le pouvoir que «dans des conditions de désordre domestique et de tension internationale aiguë». Il briserait «l'appareil de terrorisme stalinien», il serait forcé de trouver des

débouchés à l'étranger pour ces tensions internes». En d'autres termes, faute de guillotine ou de coups de revolver dans la nuque, la guerre.

L'argument est surprenant parce qu'il est strictement contradictoire avec celui que M. Deutscher avance pour prévoir la démocratisation du régime. Si «l'augmentation prodigieuse de la richesse soviétique tend à estomper les divisions», pourquoi le Bonaparte russe serait-il acculé à la guerre, en dépit de ses intentions? (Curieusement, il semble que, d'après M. Deutscher, les gouvernants russes fassent régulièrement une politique extérieure opposée à leurs désirs, Staline a conquis cent millions d'Européens contre son gré et le Bonaparte éventuel voudrait la paix et ferait la guerre). Pourquoi? La guerre serait-elle indispensable à un Bonaparte? Ou faut-il entendre simplement que notre croisé de l'histoire scientifique utilise n'importe quel argument, sans même se soucier du principe de non-contradiction?

Un dernier mot pour finir. J'avais discuté le livre sans mettre en question les intentions ou les arrière-pensées de l'auteur. Puisque celui-ci préfère un autre mode de dialogue, suivons-le sur le terrain qu'il a choisi.

Il est vrai que nous avons tous un intérêt idéologique à sauvegarder et, pour des intellectuels, cet intérêt pèse souvent plus lourd que n'importe quel bénéfice matériel: celui de maintenir que nous avons, que nous avons toujours eu raison. Le menchevik continue de plaider qu'il avait raison en 1903 et que tout le mal est venu de l'organisation du parti. Celui qui a dénoncé en 1947-48 le danger que créait pour l'Occident la politique de l'Union soviétique risque de répéter les mêmes propos alors que la situation a changé. Nous sommes tous prisonniers de notre passé, de notre philosophie, de nos passions. D'accord.

Mais ce genre d'argumentation n'épargne personne, surtout pas un homme comme M. Deutscher qui a été communiste et qui ne l'est plus, qui est demeuré marxiste mais adopte, en apparence, les valeurs libérales et humanitaires de l'Occident. Aussi, quand il se présente lui-même comme seul objectif et détaché au milieu des fanatiques, il prête à rire. Le mérite ou démerite principal de sa biographie de Staline est d'être thèse et plaidoyer autant que livre d'histoire. Le plaidoyer va tellement loin qu'un article du B.E.I.P.I. a énuméré d'innombrables exemples de déformation des faits (pourquoi M. Deutscher n'a-t-il pas relevé le gant?). La thèse pose que la victoire du parti bolchevik était la seule issue à la crise ouverte par la chute du tsarisme, en dehors de la contre-révolution, que les horreurs du régime sont liées à la phase d'industrialisation et disparaîtront avec elle, que Staline a voulu sincèrement l'auto-limitation. Cette thèse justifie

l'adhésion au bolchevisme de 1917, elle justifie la résignation au stalinisme des années 30, elle justifie l'attente de la démocratie des années 50. Les marxistes révolutionnaires n'avaient pas tort avant-hier, ils n'ont pas tort aujourd'hui. Le terrorisme n'est pas lié à l'idéologie ou au parti mais à l'Asie. Marxisme, économie dirigée et richesse aboutiront ensemble à la démocratie.

En vérité, comme exemple de défense au couteau des «intérêts idéologiques acquis», on ne fait guère mieux.

⁽¹⁾ C'est ainsi, par exemple, que le général Ludendorff et le général Hoffmann, commandants éminents de l'armée allemande pendant la première guerre mondiale et ennemis de Trotsky au cours de la période de Brest-Litovsk, décrivent l'exploit militaire de ce dernier.

L'Asie entre Marx et Malthus. Le mirage de la méthode soviétique d'industrialisation

**Preuves
mai 1954**

Il y a dix ans, les Occidentaux ne comprenaient pas les communistes. F. D. Roosevelt reconnaissait à l'Union Soviétique le droit d'établir, en Europe orientale, des gouvernements "amis", le général Marshall s'efforçait de favoriser un gouvernement de coalition entre Tchang Kaï Chek et Mao Tse-Toung. Ils ont, aujourd'hui, rattrapé le temps perdu et ils donnent parfois l'impression de vouloir comprendre les communistes mieux que ceux-ci ne se comprennent eux-mêmes.

Ces derniers, en public au moins, se croient obligés de donner de leurs victoires une interprétation conforme à leur idéologie. Or, il saute aux yeux que la révolution de 1917 diffère, par des traits essentiels, de ce sursaut du prolétariat contre le capitalisme dont Marx avait rêvé comme d'un moment suprême de l'histoire humaine. Les "révolutions par en haut", exécutées par les partis communistes à la faveur de l'occupation russe en Europe orientale, ou la conquête de la Chine par l'armée populaire de Mao Tse-Toung ne sauraient être assimilées à l'auto-destruction du capitalisme, victime de ses contradictions.

Nous avons tous, au cours de ces dernières années, marqué le décalage entre le mythe et la réalité, entre les schémas marxistes et les événements. Mais, du même coup, nous avons esquissé, fût-ce contre nos intentions, une théorie sociologique des révolutions pseudo-marxistes dans les pays sous-développés. Cette théorie ne retrouve pas l'équivalent d'une nécessité historique mais comporte trois éléments qui, ensemble, suggèrent la probabilité et la signification de l'événement.

Elle met en lumière les circonstances qui favorisent ce type de révolution: surpopulation dans les campagnes, survivance d'un régime agraire détesté par les paysans, misère dans les premières constructions ouvrières autour des villes, ébranlement de l'ordre ancien à la faveur de la guerre, etc. Elle attribue un rôle éminent au parti, formation originale qui ne se confond avec aucune classe sociale, dont l'état-major se recrute surtout parmi les intellectuels et dont les dirigeants et militants responsables sont des professionnels de l'action politique. Enfin elle reconnaît au régime de démocratie populaire, quelle que soit l'horreur des méthodes employées, le mérite d'accomplir une tâche indispensable:

l'industrialisation des pays sous-développés. Le parti communiste se substitue aux entrepreneurs qui n'existent pas, l'épargne collective, imposée par l'État, permet de se passer de l'épargne privée que le bas niveau de vie des populations rend insuffisante, la discipline et l'idéologie, inspirées par le marxisme-léninisme, créent des cadres sociaux et moraux, adaptés aux besoins de la société industrielle.

La polémique contre la version que les staliniens donnent des événements n'a plus guère d'intérêt: ceux qui continuent d'y croire ne sont pas vulnérables aux arguments. En revanche, ceux qui, dans le camp progressiste, s'efforcent de fonder en raison leur attitude, adoptent, plus ou moins clairement, la théorie sociologique que nous venons d'esquisser. Le communisme exprime la révolte contre l'Occident des masses paysannes d'Asie, exploitées et affamées. Il offre une sorte de substitut au capitalisme, il évite la domination des puissances coloniales qu'entraînerait inévitablement le recours aux capitaux étrangers.

La volonté de progrès économique est commune à tous les pays d'Asie: ce qui ne signifie pas qu'elle anime les masses paysannes (nul n'en sait rien et la probabilité est que celles-ci, en majorité, continuent de vivre selon la tradition). Les minorités gouvernantes, qui ont pris le pouvoir contre les Occidentaux ou avec l'assentiment de ces derniers, ont l'ambition de donner à l'État nouveau les instruments de la puissance et d'améliorer les conditions d'existence des populations. À longue échéance, l'avenir des régimes qui ont succédé aux empires européens dépend des résultats obtenus dans la lutte contre la faiblesse et la misère.

Les contradictions initiales du développement économique

On parle bien souvent du cercle vicieux de la misère. Le jargon marxiste de la dialectique s'appliquerait aisément à la situation des pays sous-développés. Ces pays sont trop pauvres pour être en mesure d'épargner. Faute d'épargne, comment investir? Sans investissement, on ne sort pas de la pauvreté. Mais on doit aller au-delà de ces formules banales et rappeler les contradictions, économiques et politiques, caractéristiques du sous-développement (notion que l'on n'hésite pas à employer à propos de vieilles civilisations et qui marque simplement l'obsession de la civilisation industrielle de l'Occident, prise pour norme de l'Histoire).

Le progrès économique exige que la quantité des biens produits chaque année augmente plus vite que la population et que le supplément de production ne soit pas entièrement consommé et serve à accroître le volume des investissements et, si possible, le pourcentage de ces derniers par rapport au revenu national. Or les

paysans inclinent, puisqu'ils sont sous-alimentés, à consommer la totalité de la production supplémentaire. Comment l'État parviendra-t-il à imposer une épargne qui doit croître au moins au même rythme que le revenu national et à empêcher que l'augmentation des subsistances ne soit immédiatement compensée par celle des bouches à nourrir?

En termes réels, le progrès économique exige le transfert vers les industries de la main-d'œuvre excédentaire dans les campagnes. Dans certains cas extrêmes de surpopulation, la réduction de la main-d'œuvre, par elle-même, favorise l'accroissement des récoltes. Mais il suffit que la récolte soit maintenue avec une main-d'œuvre réduite pour que le produit national soit élargi, à la seule condition que les travailleurs venus des campagnes aient trouvé dans les villes un emploi productif. Si la récolte est la même, il faut en prélever une part accrue pour nourrir les villes et il faut mobiliser certains capitaux pour fournir des moyens de production aux ouvriers.

Schématiquement, un régime soviétique semble capable de remplir les diverses conditions indispensables à l'industrialisation. L'État est assez fort pour créer une épargne considérable, fût-ce contre les désirs de la population. L'épargne est prélevée à la fois sur les paysans, grâce au bas prix auquel on paye les produits à la ferme, et sur les ouvriers, grâce à l'impôt sur les transactions qui crée un écart au profit de l'État, entre le prix d'achat de la nourriture aux kolkhozes et le prix de vente aux populations urbaines. La décision d'investissements qui, dans une économie libre, dépend d'une minorité d'individus, ne fera jamais défaut en régime communiste, puisqu'elle est prise par les dirigeants du parti, exécutée par l'administration publique, répercutée à travers les masses par les activistes et les propagandistes. Ainsi, l'édification industrielle devient la tâche commune des gouvernés et des gouvernants, l'idéologie du parti gagne de proche en proche et suscite une discipline collective, une façon de penser conforme aux exigences de la société industrielle.

Un régime démocratique est, par essence, soumis aux pressions, aux résistances des producteurs organisés. Or, la phase initiale d'industrialisation ne va pas sans atteintes portées à des intérêts acquis, sans violence faite à des habitudes, à des droits. Le développement équilibré d'une économie suppose une centralisation du pouvoir: cette centralisation est-elle compatible avec les méthodes électorales et parlementaires?

Un régime révolutionnaire non communiste ne pourrait-il offrir le substitut

cherché au régime communiste qui, par la subordination à Moscou, le fanatisme idéologique, le terrorisme, dépasse les nécessités historiques et met en danger la paix du monde? On conçoit qu'un régime autoritaire, mais non totalitaire, se charge de la transition entre l'économie stagnante et l'économie progressive - à la condition toutefois qu'il ne supprime pas la liberté en vue de maintenir la situation des privilégiés, propriétaires fonciers ou marchands. Cependant, même inspiré par le désir sincère de progrès économique, soustrait à la pression des "dominants", un régime autoritaire aurait-il la force d'exécuter, d'animer un programme de transformations profondes, aussi longtemps qu'il ne communique pas avec les masses par le double intermédiaire d'une idéologie et d'une organisation ramifiée jusqu'aux villages?

Tels sont, esquissés, les raisonnements justificateurs. Avant de les discuter, posons les deux questions: l'exemple soviétique a-t-il une valeur exemplaire pour l'Asie? Une autre méthode est-elle concevable, praticable?

Le modèle soviétique

On rappellera tout d'abord que la Russie tsariste, dans les vingt dernières années avant la première guerre mondiale, parvenait à sortir du "cercle vicieux" du sous-développement, avec l'aide du capital étranger. Au cours du XIXe siècle, la pression de la population sur le sol avait probablement augmenté. Mais, entre 1900 et 1913⁽¹⁾, la superficie emblavée en céréales augmenta de 8%. Entre 1896 et 1913, la récolte progressa de 38%, autrement dit, plus vite que le nombre des bouches à nourrir (de 127 millions à 167 entre 1897 et 1914)⁽²⁾. Le revenu national augmenta de 39,4% entre 1900 et 1913, comme la population, entre ces mêmes dates, progressa de 19,1%, il reste une progression du revenu réel par tête de la population d'environ 17,1%. À supposer que la technique soviétique de modernisation réponde aux besoins des pays sous-développés, rien n'autorise à prétendre qu'elle ait été indispensable pour la Russie elle-même. Celle-ci n'était nullement prisonnière de la dialectique de la pauvreté.

Cette technique a-t-elle donné, en Union Soviétique, des résultats concluants? L'édification de l'industrie lourde est, à coup sûr, impressionnante. Mais si l'on considère le rapport entre subsistances et populations, l'impression est autre. Un premier fait ne prête pas au doute, puisqu'il est avoué par les porte-parole officiels du régime: les effectifs des troupeaux bovins sont inférieurs en 1953 aux effectifs de 1916 (de 58,4 à 56,6), ceux des ovins supérieurs de 14% (de 96,3 à 109), ceux des porcins de 23% (de 23,0 à 28,5), augmentation largement inférieure à celle de la population (environ 30% si l'on compare la population de

1916 à l'intérieur des frontières de 1913 et la population actuelle dans les frontières de 1945). Si l'on comparait les chiffres présents à ceux de 1928, la chute serait encore plus nette puisque les effectifs des bovins, des ovins et des porcins étaient, à ces dates, respectivement de 70,5, 146,7 et 26,0. En matière d'élevage, il n'y a pas eu de progrès de l'agriculture soviétique, et, là où il y a eu quelque avance, elle a été largement inférieure à celle de la population.

On pourrait objecter que le retard de l'élevage est pour une part volontaire, puisque les calories de viande ou de lait sont des calories riches et chères. Sur la même surface, le blé fournit plus de calories que l'élevage. Aussi M. Sauvy suggère que le décalage entre le développement des céréales et celui de l'élevage s'explique, au moins pour une part, par un souci d'économiser les ressources(3). Il est probable que la part des céréales panifiables, dans la production totale de céréales, a effectivement augmenté. Malgré tout, les superficies emblavées ont augmenté surtout pour les plantes industrielles (8,4% du total de la superficie cultivée au lieu de 4,3 en 1913), pour les légumes (7,1 au lieu de 3,6) et les fourrages (14,2 au lieu de 2,0). Il semble donc que le retard de l'élevage soit surtout imputable à la résistance paysanne et à l'inefficacité de la technique employée.

Quoiqu'il en soit, en 1938, d'après les meilleurs observateurs de la réalité soviétique, la quantité de céréales disponible par tête de la population avait plutôt diminué par rapport à 1913. En admettant en 1952 une récolte de 1.050 quintaux de grains (chiffre obtenu en réduisant de 20% le chiffre officiel des récoltes sur pieds), on obtient, pour une population de 210 millions d'âmes, environ 5 quintaux par tête (chiffre à peu près égal à celui de 1913, estimé d'après l'économiste russe N. S. Prokopovicz, à 4,9 quintaux). Les seules cultures qui aient été en augmentation beaucoup plus rapide que la population sont celles des betteraves sucrières et des plantes industrielles.

Il semble douteux, d'après ces chiffres, que la formule de Malenkov - le problème des céréales est victorieusement et définitivement résolu - soit tout à fait exacte. Le commentaire de Khrouchtchev en mars 1954 proclamant aux ouvriers que "la production des céréales ne couvre pas les besoins croissants de la population" paraît plus en accord avec les faits. De 1913 à 1939, la quantité de grains disponible par tête de la population avait diminué, de 1913 à 1952 elle s'est probablement à peu près maintenue.

Il est vrai qu'entre temps, deux transformations sont intervenues. L'industrie a absorbé non seulement l'augmentation naturelle de la population paysanne mais

une partie de celle-ci. Les subsistances, en quantités relatives à peine comparables à celles d'hier, sont produites par une main-d'œuvre réduite de 30% et peut-être davantage. D'autre part, la fraction des récoltes collectées par l'État a massivement augmenté, passant de moins de 15% en 1929 à plus de 40% en 1938(4).

Un dernier fait doit être noté pour compléter l'esquisse de la méthode soviétique d'industrialisation. L'accroissement de la population soviétique, au cours des quarante années qui se sont déroulées depuis 1914, a été retardé par une série de catastrophes historiques. Sans parler même des pertes de la première guerre, la population diminua de 8,3 millions de 1918 à 1920(5), les pertes de la famine de 1921 sont chiffrées à 5 millions, les années de famine 1933-34 ont coûté 9 millions de vies humaines(6), enfin le total des pertes de la guerre de 1939-45, en tenant compte du déficit des naissances, monterait à 37,5 millions(7). Guerres civiles, famines provoquées par les révolutions, guerres étrangères ont, depuis 1914, joué le rôle que Malthus souhaitait voir rempli par la volonté morale.

On peut imaginer que le développement économique eût été autre en l'absence de ces catastrophes historiques. On ne saurait mesurer avec exactitude la réduction des subsistances imputables à des catastrophes. Il reste qu'au cours de cette période, l'avance de la population tendrait régulièrement à dépasser celle des subsistances. La population croît d'environ 3 millions par an, soit au rythme de 1,5%. Il n'est pas démontré que la technique soviétique permette une progression égale de la production agricole. Celle-ci a progressé assez vite après la famine de 1933 et depuis 1945. Mais, dans les deux cas, il s'agissait d'une sorte de restauration. À l'heure présente la restauration est probablement achevée et il s'agirait d'améliorer les rendements. L'expérience antérieure ne justifie pas l'optimisme en fait d'élevage, elle n'écarte pas le doute en fait de céréales - à moins que les successeurs de Staline ne soient prêts à appliquer des méthodes inédites.

Marx ou Malthus

Si telle a bien été, dans ses grandes lignes, la technique soviétique d'industrialisation, on se demande si l'antithèse *Malthus* ou *Marx*, dont use M. Sauvy dans sa *Théorie générale de la population*, ne ressortit pas à l'idéologie plutôt qu'à l'histoire réelle. Le communisme a réussi incontestablement à transférer la population excédentaire des campagnes vers les villes et les industries, la mécanisation de l'agriculture a permis d'obtenir des récoltes

équivalentes avec une main-d'œuvre réduite. Mais on ne voit pas pourquoi on ferait hommage à Marx de cette industrialisation que le capitalisme avait pour fonction d'accomplir, d'après l'auteur du *Manifeste communiste*. La technique soviétique, baptisée marxiste, aurait, à en croire M. Sauvy, l'avantage de sauter la phase bourgeoise et d'éviter la constitution de classes moyennes, celles-ci étant, en période de pénurie alimentaire, plus redoutables par leur nombre et par leur consommation de nourriture qu'une minorité peu nombreuse de "dominants". L'argument, pour être convaincant, exigerait une comparaison entre les classes moyennes d'une industrialisation bourgeoise et les classes moyennes d'une industrialisation soviétique, à la même étape du développement.

L'industrialisation soviétique ne crée pas les artisans, commerçants ou industriels, petits et indépendants, mais elle crée, avec une étonnante prodigalité, les cadres techniques et administratifs qui sont, eux aussi, des "moyens". Dans un calcul strictement réaliste, les "contrôleurs", policiers et statisticiens de l'Est coûtent-ils plus ou moins cher en consommation que les "indépendants" de l'Ouest? La réponse à la question n'a pas encore été donnée avec certitude.

Pas davantage, le deuxième avantage qu'invoque M. Sauvy (Op. cit. p. 249) en faveur de Marx contre Malthus ne nous paraît incontestable. Les démocraties populaires consacraient aux investissements les revenus de la classe naguère dominante et riche, désormais détruite. Là encore, une comparaison s'imposerait entre les privilégiés d'hier et ceux d'aujourd'hui. La part du revenu national consommée par ceux-ci est-elle à ce point diminuée que l'amputation des dépenses somptuaires suffise à libérer l'épargne requise par les investissements massifs? M. Sauvy ne le prétendrait certainement pas, puisqu'il écrit que la technique soviétique, au moins dans la première phase, ne se soucie guère d'élever le niveau de vie. En vérité, quelle que soit la contribution au financement de l'industrialisation qu'apporte le prélèvement sur les dépenses des privilégiés, le rôle décisif revient à l'épargne forcée à quoi sont contraints paysans ou ouvriers, habitants des campagnes et des villes, par la politique des prix et des salaires.

Nous en revenons aux avantages que nous avons immédiatement reconnus à la technique soviétique: les investissements ne risquent pas d'être freinés par le manque d'entrepreneurs, le financement ne suppose pas la volonté populaire d'épargne ni même le consentement à ne pas consommer. Les investissements sont décidés par l'État et financés par tous les "dominés".

Cette technique ne possède certes pas l'avantage que Marx attribuait en rêve

au socialisme. Et elle ne constitue pas, d'après l'expérience actuelle, une réponse à Malthus. Elle a permis de donner du travail à la main-d'œuvre libérée des campagnes et, de ce fait, d'élever la productivité par tête de la population paysanne. Mais les dirigeants de l'Union soviétique ont été contraints d'accroître massivement le prélèvement sur les récoltes. La réforme agraire, multipliant le nombre des paysans propriétaires, avait réduit la fraction de la récolte commercialisée. La collectivisation a été, semble-t-il, au point de départ, inspirée par le désir de forcer les paysans à livrer le blé plus que par des considérations doctrinaires. La résistance des paysans a précipité la ruine temporaire de l'agriculture, l'abattage du bétail, la famine de 1933.

On n'a pas répété, dans les démocraties populaires, les mêmes erreurs et on n'a pas assisté à des péripéties aussi tragiques que les déportations de koulaks. L'expérience russe garde malgré tout une signification générale. Des plans grandioses d'industrialisation, centrés sur l'industrie lourde, qui n'apportent pas une augmentation immédiate ou rapide des subsistances, obligent les autorités centrales à prélever un pourcentage accru des récoltes. Comme ces livraisons ne sauraient être payées (l'État ne possède pas assez de biens de consommation), le recours à la force devient inévitable. La collectivisation, en Union Soviétique, a réussi en tant que moyen de prélèvement forcé mais a, jusqu'à présent, échoué ou médiocrement réussi en tant que méthode de progrès agricole.

La "contradiction" que la technique soviétique n'a pas encore surmontée est, en termes abstraits, la suivante: il n'y a guère de limites au prélèvement possible, à partir du moment où l'on a supprimé les paysans-propriétaires. Mais l'excès des prélèvements finit par tarir la source du progrès: le paysan n'éprouve plus le désir d'accroître les récoltes parce qu'il ne garde pas pour lui-même les bénéfices de son effort. En d'autres termes, dans le cas d'industrialisation rapide, il faut ou prélever le même pourcentage sur une récolte accrue ou prélever un pourcentage accru sur une récolte à peu près stationnaire. On a été acculé au deuxième terme de l'alternative, en Union Soviétique, pour la plupart des produits agricoles, en particulier pour les céréales et les produits laitiers. On est entré dans le cercle vicieux des prélèvements énormes, rendus nécessaires par l'insuffisance des récoltes, et de récoltes qui demeurent insuffisantes parce que les prélèvements suscitent la résistance passive des paysans.

Une telle expérience - accompagnée de tant de catastrophes historiques, si malheureuses en ce qui concerne l'accroissement des subsistances - est-elle vraiment exemplaire pour l'Asie qu'accable la sous-alimentation?

L'industrialisation, qui s'est accompagnée, dans tous les pays d'Occident, de l'augmentation de la production et de la productivité agricole, n'est-elle pas exemplaire pour les pays sous-développés bien plus que l'expérience soviétique?

L'industrialisation hier et aujourd'hui

Les pays sous-développés du XXe siècle n'ont pas à créer la civilisation industrielle, ils ont seulement à l'imiter ou à l'importer. Ce transfert est, à certains égards, plus facile que la création, mais il suscite aussi certains problèmes que n'ont pas connus les pays initiateurs.

Les avantages de l'imitation sautent aux yeux: les connaissances et le savoir-faire technique qu'il a fallu des siècles pour acquérir ou pour perfectionner à l'Ouest, il suffit de quelques mois et de quelques experts pour l'introduire à l'Est. Le pays sous-développé emprunte ou peut emprunter le dernier cri de la science occidentale, les semences sélectionnées, les machines agricoles, les thérapeutiques humaines et animales auxquelles l'Occident est parvenu au bout de plusieurs siècles de recherches.

Ces avantages ne vont pas sans difficultés, que l'homme de la rue et même certains spécialistes sont parfois enclins à sous-estimer. Le principe premier d'un développement sain est l'équilibre. Or la tendance à emprunter machines ou industries de 1954 pour les introduire dans des pays où le niveau de vie, la structure sociale, la répartition de la main-d'œuvre ressemblent à ceux de l'Europe d'il y a un siècle ou deux, est à la fois inévitable et dangereuse. Les machines américaines, conçues et fabriquées en vue de réduire la quantité de main-d'œuvre, répondent-elles aux besoins d'économies qui manquent de capital et possèdent des millions de bras inutiles?

L'attraction qu'exerce l'économie sur-développée sur l'économie sous-développée risque encore de se manifester fâcheusement de deux manières. À notre époque de nationalisme, chaque gouvernement a le désir de se donner l'armement d'une grande puissance. Certaines industries de guerre sont devenues terriblement coûteuses. Les pays sous-développés, même très peuplés, ont le choix entre une dépendance intégrale à l'égard de l'étranger et des installations onéreuses, imitées de l'Occident de 1954 mais non en harmonie avec le milieu asiatique. La création de certaines industries (automobiles, électroniques) représenterait probablement de faux investissements dans l'étape que parcourent actuellement les économies sous-développées d'Asie.

Le modèle occidental, et surtout américain, freine l'épargne caractérisant les collectivités des autres continents. Le niveau de vie américain, tel que les

soldats, les touristes, les hommes d'affaires, les missions diplomatiques, l'amènent avec eux, inspire à tous, dominants et dominés, des sentiments de surprise et d'envie. "L'effet de démonstration", qu'a analysé l'économiste américain Nurske(8), multiplie la propension à consommer des peuples qui prennent conscience de leur pauvreté. L'homme d'affaires de tous les pays libres veut posséder une automobile américaine, les classes moyennes découvrent non l'amélioration de leur sort, souvent réelle, mais l'infériorité où elles demeurent par rapport aux classes moyennes d'Europe ou des États-Unis.

Le modèle occidental, qui tarit l'épargne, encourage les consommations, y compris les consommations somptuaires, a encore un autre effet, heureux et redoutable pour l'équilibre des collectivités. La médecine que l'on introduit au Japon, à Ceylan ou dans l'Inde, est la médecine de 1954. Elle provoque, avec un investissement faible, une chute profonde de la mortalité. Entre l'avant et l'après-guerre, la mortalité a diminué de presque 10% à Ceylan (de 21,4 à 12,6), à Porto-Rico (de 19,7 à 9,9)(9). Les taux de natalité bruts entre 30 et 40 étaient ceux de l'Europe avant 1800. Mais les taux de mortalité leur étaient à peine inférieurs. Il y eut une période, dans tous les pays d'Europe, où la natalité se maintint ou diminua lentement cependant que la mortalité tombait plus rapidement - période d'augmentation rapide de la population. Mais, en Europe, cette chute de la mortalité était due surtout aux progrès économiques. Dans certains pays sous-développés d'aujourd'hui, cette même chute est attribuable surtout au progrès de la médecine. "La coexistence d'une mortalité inférieure à 15‰ et d'une natalité de 40‰ n'est plus une exception. Or une mortalité de 15‰ était celle des pays occidentaux à la veille de la première guerre. De nombreux pays sous-développés ont ainsi la fécondité des pays européens de 1750 et la mortalité de 1900. Décalage d'un siècle et demi au moins"(10).

L'originalité de l'expérience soviétique, nous l'avons vu, est d'avoir accru le prélèvement sur la production agricole plus que le volume de celle-ci, d'avoir consacré l'essentiel des investissements à l'industrie lourde sans accumuler les biens de consommation qui auraient incité les paysans à vendre leurs récoltes. Si l'on voulait appliquer la même technique dans un pays tel que l'Inde, les éliminations de bouches inutiles par les catastrophes historiques, auxquelles il faudrait se résigner, dépasseraient largement les 60 ou 70 millions d'hommes que les guerres, les révolutions et les famines ont coûtés à la Russie au cours des trente-sept années depuis la Révolution.

La situation de l'Inde

Ni au point de vue agricole ni au point de vue industriel, la situation de l'Inde en 1950 n'est comparable à celle de la Russie à la veille du premier conflit mondial. La Russie de 1913, pour 170 millions d'habitants, produisait 30 millions de tonnes de charbon. L'Inde, en 1950, pour 360 millions, en produit 35. La Russie produisait 3 millions de tonnes d'acier, l'Inde en produit 1,5. La relation entre population et subsistance n'était pas, en Russie, ce qu'elle est dans l'Inde actuelle. Des calculs précis de calories consommées par tête de la population dans la Russie de 1913 et l'Inde de 1950 ne sauraient être entrepris ici, mais, à n'en pas douter, la Russie qui, en 1913, disposait, par tête d'habitant, de plus de céréales et de bétail que la France, qui exportait une fraction de ses ressources alimentaires, n'avait rien connu de comparable à l'évolution récente démographique et économique de l'Inde. Depuis le début du siècle, l'accroissement de la population y a pris de vitesse celle de la nourriture. Depuis vingt ans, la population continue de croître de 3 à 4 millions par an et les récoltes des principaux produits alimentaires demeurent stationnaires. La pression de la population sur le sol ne cesse de croître. De 1880 à 1940, la superficie cultivée aurait augmenté de 12 millions d'acres, soit 5%, cependant que la population aurait augmenté des deux tiers. Au lieu de 1,1/5 d'acre par tête de la population, la surface disponible serait tombée à 2/3 d'acre(11). Plus de la moitié des paysans ne posséderait pas de terre. À l'heure présente, la superficie totale, emblavée en céréales, atteint 78,3 millions d'hectares dans l'Inde, contre 104 en Union Soviétique, pour une population de 360 millions d'hommes dans l'Inde contre 215 en Union Soviétique(12). Toute tentative pour industrialiser le pays en se contentant des quantités de produits agricoles disponibles aboutirait à une catastrophe. La seule méthode de développement praticable, sans recours à une violence inhumaine, implique la priorité de l'agriculture.

Ces propositions, évidentes dans le cas de l'Inde, s'appliquent-elles aussi à la Chine? Avant guerre, la quantité de calories consommées par tête de la population était légèrement plus élevée en Chine que dans l'Inde. On y pouvait plus aisément élargir les superficies cultivées. La production totale de céréales dépassait, avant la guerre, 100 millions de tonnes, soit environ 40 millions de tonnes de plus que celle de l'Inde. Probablement l'écart entre les populations n'était-il pas aussi grand. On doute pourtant que même la Chine puisse, dès la première phase, imiter l'Union Soviétique. Certaines indications donnent à penser que le régime de Mao Tsé-Toung se préoccupe de développer d'abord les récoltes, et l'industrie légère (textile). Mais il semble aussi qu'après la première phase - celle de la réforme agraire - les dirigeants se heurtent à l'obstacle

classique: il faut prélever par l'impôt un pourcentage de la récolte qui n'est pas toujours inférieur à ce que représentaient les rentes payées aux propriétaires.

On peut dire que la base alimentaire de tous les pays d'Asie est trop étroite pour que l'industrialisation puisse être menée à bien sans accroissement substantiel des récoltes. S'il fallait accroître le prélèvement sur les récoltes stationnaires, le régime, quel qu'il soit, connaîtrait des crises plus terribles encore que celles par lesquelles a pu passer l'Union Soviétique. Si l'on voulait chercher un patron à l'œuvre économique qui s'impose aux pays d'Asie, peut-être ne faut-il songer ni à Malthus ni à Marx, encore que l'un et l'autre aient partiellement raison, mais ceux pour qui l'origine de toute richesse est dans le sol: disons les Physiocrates.

L'exemple japonais

Il est une expérience qui pourrait, bien plus que l'exemple soviétique, servir de modèle: celle du Japon. À partir de 1870, les dirigeants de l'ère Meiji entreprirent le développement économique du pays, sans recours au capital étranger durant les premières années, mais non sans emprunt à la technique occidentale. Le rendement du riz est passé de 16 quintaux en 1870 à 20 en 1890, à 24 en 1910, à près de 40 à la veille de la guerre. La récolte de riz est passée de 54 millions de quintaux en 1881 à 114 en 1920, à 125 en 1936.

Durant le demi-siècle où il parvint à "occidentaliser" son économie à partir d'une base, grandement inférieure à celle de la Russie, le Japon a réussi à doubler la récolte, à investir 12 à 17% du revenu national chaque année, à prélever sur l'agriculture un impôt qui, vers 1880, apportait 80% des recettes budgétaires(13), et qui fut réduit au fur et à mesure des progrès de l'industrie.

Le développement de l'économie japonaise, tout admirable qu'il ait été, aboutit finalement à une impasse. La population s'éleva de 34 millions en 1872 à 42 en 1896, à 54 en 1918, à 73 en 1943, à 87 en 1954. Le nombre des hommes, au bout du compte, a dépassé les progrès, pourtant considérables, de l'agriculture. Les émeutes de la faim datent de 1917, les importations de produits alimentaires de 1930...

La disproportion entre subsistance et population a été grandement aggravée par la tentative impérialiste et par la défaite. Pour assurer un ravitaillement médiocre (2.200 à 2.300 calories par jour) à la population japonaise il faut aujourd'hui acheter pour environ 500 millions de dollars de produits alimentaires au dehors. Le pays est devenu tributaire du marché mondial de riz et de céréales, donc de ses exportations de produits manufacturés. Cette solution, qui est celle

de Grande-Bretagne, comporte plus d'aléas au XXe siècle, en raison de la politique commerciale menée par la plupart des pays.

Il n'en reste pas moins que, dans l'ordre économique, il n'est guère de tour de force comparable à celui qu'a accompli le Japon entre 1870 et 1930: accroître les subsistances un peu plus vite qu'une population qui a doublé, dans la période même où l'on renouvelait les méthodes d'enseignement, créait les services publics (chemins de fer, banques) d'une société occidentale et transférait, dans les usines et le secteur tertiaire, l'excédent de la population (à la veille de la deuxième guerre, la proportion de la main-d'œuvre dans le secteur primaire était tombée à 50% environ).

En d'autres termes, les dirigeants de l'ère Meiji parvinrent à accomplir ce qui paraît encore aujourd'hui extraordinairement malaisé: 1° prélever sur les récoltes une fraction suffisante pour ravitailler les villes et fournir une part de l'épargne sans décourager les paysans de produire (après la suppression du régime féodal, l'impôt d'État étant largement inférieur à la rente naguère payée aux daimos et aux samouraïs, même le métayer ou le fermier avait intérêt à accroître la production, étant donné la manière dont étaient calculées les livraisons aux propriétaires); 2° restreindre la consommation de telle sorte qu'une fraction importante de la production accrue soit investie (le rachat des droits féodaux, par des bons que l'inflation dévalorisa, fournit des ressources initiales, l'impôt, le préfinancement inflationniste, l'autofinancement des entreprises, apportèrent les capitaux nécessaires); 3° équilibrer les divers aspects du développement de telle sorte que la demande ne manque pas pour les marchandises sorties des usines neuves.

Quel est le secret de cette réussite sans précédent?

La réponse ne me paraît pas douteuse: la clairvoyance et la résolution de la classe dirigeante. Les dirigeants de l'ère Meiji eurent l'extraordinaire intelligence de liquider la structure féodale, bien qu'ils appartenissent à la classe noble, de libérer les paysans, de rendre une partie d'entre eux propriétaires du sol, d'organiser un système d'enseignement universel. Ils comprirent que la puissance militaire ne tenait pas seulement à la possession des machines de guerre mais à un ensemble psychologique et social, auquel appartenaient technique industrielle et système juridique, la formation des citoyens et l'autorité légitime de l'État. La classe aristocratique qui, sous le Shogunat, était devenue parasitaire - elle ne se battait plus et se laissait entretenir par les paysans - fournit non pas seulement les cadres de l'armée, mais ceux de l'Université, de l'administration publique et, pour

une part, de l'industrie naissante.

L'encadrement de la société industrielle par une élite, d'origine aristocratique et militaire, ne fut pas, à long terme, sans conséquences graves. Ce phénomène, lui aussi, me semble-t-il, à peu près unique au monde, contribua à orienter vers les conquêtes le Japon moderne, dont les gouvernants avaient tenté de joindre à une religion historique, artificiellement ranimée, et à une morale traditionnelle des structures économiques et sociales, imitées de l'Occident.

L'expérience japonaise n'en illustre pas moins la possibilité de développer simultanément agriculture et industrie, de contraindre la population à une épargne forcée grâce aux prélèvements sur les paysans, aux impôts et à l'autofinancement, sans collectivisation dans les campagnes, sans déportations de résistants, sans terreur totalitaire. Certes, durant la période d'industrialisation, les revenus des masses ne s'élargirent pas à la même allure que le revenu national ou le revenu national par tête de la population. Malgré tout, Colin Clark⁽¹⁴⁾ donne une statistique d'après laquelle, aux prix de 1925, le revenu national serait passé de 1887 à 1925 de 2.925 millions de yens à 12.350; le revenu de l'agriculture serait passé de 1860 à 3.269, celui-ci du reste de 1.065 à 9.085, de telle sorte que le revenu par tête de la population occupée aurait presque triplé (de 202 à 575), le revenu par tête de la population dans l'agriculture passant de 200 à 399, dans le reste 205 à 682.

Le cas de l'Inde

La situation de l'Inde est, en un sens, pire que celle du Japon au début de l'ère Meiji, de même qu'elle est pire que celle de l'Union Soviétique au début des plans quinquennaux. La raison est la même dans les deux cas: l'avance prise par la population sur les subsistances, avec pour résultat que les campagnes sont surpeuplées, et que cette surpopulation entraîne le partage indéfini du sol, l'endettement des paysans, le pouvoir exorbitant des zamindars. La crise sociale - travailleurs dépouillés de toute propriété - est l'expression de la crise élémentaire, la pression d'une population croissante sur une superficie limitée de sol cultivable.

Économiquement, les nécessités immédiates se ramènent à trois: accroître la production agricole sans que les paysans consomment la totalité de la production supplémentaire; en termes financiers, pour l'ensemble du pays, forcer la population à épargner un pourcentage croissant du revenu national au fur et à mesure de l'élargissement de celui-ci; amener l'État ou les entrepreneurs à investir non pas selon un plan rigide, non pas selon l'automatisme du marché,

mais en tenant compte à la fois des possibilités de vente au dedans et au dehors et des exigences d'une progression harmonieuse. Un régime tel que celui que connaît l'Inde est-il incapable de remplir ces tâches? Je ne le crois nullement.

Les grands fonctionnaires, qui se consacrent à l'élaboration et à l'exécution du plan de cinq ans, n'ont rien à envier aux fonctionnaires des États occidentaux. Il est difficile de se faire une idée précise de l'importance numérique de cette élite administrative: le fait est qu'elle existe. En cas de besoin, il n'est pas difficile, soit par l'intermédiaire de l'assistance technique, soit par contrat avec des personnalités choisies, d'obtenir le concours d'experts d'autres nations.

Les capacités techniques et administratives, que le Japon, en quelques décennies, a su trouver en puisant surtout dans l'ancienne classe dirigeante et en se mettant à l'école de l'Occident, l'Inde les possède dès maintenant ou peut les posséder à brève échéance. Les capacités gouvernementales sont-elles disponibles? La réponse est plus incertaine. Sans doute, intellectuellement, les dirigeants des partis de l'Inde sont-ils égaux ou supérieurs à ceux des partis du Japon ou de tel autre pays occidental. Mais la capacité de gouverner ne se confond ni avec le talent de penser ni avec celui d'écrire. Elle exige l'art de manier les hommes, la compréhension de l'essentiel et surtout le courage d'exécuter les mesures reconnues nécessaires. Quand il s'agit non d'un individu mais d'une classe ou d'une équipe, la vertu peut-être la plus rare et la plus indispensable se manifeste par le maintien de la solidarité de groupe à travers rivalités et conflits inévitables. L'expérience, depuis la libération, est trop courte et l'autorité du premier ministre trop absolue pour qu'on se risque à formuler un jugement catégorique. On a, malgré tout, le droit de dire qu'à courte échéance - dix ou quinze ans - les chances que l'élite nouvelle maintienne une suffisante cohérence sont bonnes.

Cette élite est-elle incapable, en raison des méthodes qu'elle applique ou des forces sociales dont elle dépend, de prendre les mesures qu'exige le développement du pays? Le parti du Congrès serait-il hors d'état de mener à bien une réforme agraire? Admettons qu'une telle réforme, en particulier l'élimination des zamindars, soit, dans l'ensemble, indispensable. (Encore reste-t-il qu'aucune réforme de cet ordre ne remédie aux maux essentiels - le manque de terre et l'excès de population - et que la généralisation d'exploitations naines risque d'inciter à une consommation accrue dans les campagnes et de rendre plus malaisé le ravitaillement des villes). À coup sûr, un régime démocratique, qui procède par voie légale, accomplira moins vite une telle réforme. Dans l'Inde,

celle-ci relève des États et non du gouvernement fédéral. Elle semble, malgré tout, en voie de réalisation.

Autrement grave est le problème authentique, celui du développement de l'agriculture. Le progrès dépend d'investissements (barrages, irrigation), de l'amélioration des procédés de culture (semences sélectionnées, méthode japonaise de culture du riz, instruments moins primitifs, etc.), de la diffusion d'un certain enseignement. Les *community projects* portent la marque de ces préoccupations. Le temps manque pour en apprécier la réussite. Le régime actuel, une fois la réforme agraire menée à bien, est toujours aussi capable que le régime autoritaire de réaliser l'œuvre d'éducation, à condition qu'il ait du temps.

Sur un point, mais qui n'est pas sans portée, un régime respectueux des croyances se trouve en état d'infériorité par rapport à un régime despotique. Dès lors que l'on se donne pour objectif d'améliorer les conditions de vie de tous, dès lors que l'existence individuelle a du prix et que les calculs des diététiciens sont acceptés comme valables, l'attitude à l'égard des animaux apparaît, aux yeux des modernistes, une sorte de scandale. Doit-on laisser les singes détruire une part des récoltes peut-être égale aux importations de produits alimentaires? Et ne pourrait-on utiliser l'immense troupeau de vaches, tout en respectant l'interdiction de les tuer, de manière plus utile pour les hommes? Dans l'Inde, c'est moins la résistance des privilégiés que celle de traditions séculaires qui gêne l'efficacité de l'action gouvernementale.

Celle-ci est-elle en mesure de provoquer l'épargne nécessaire? Là est pour l'instant le point le plus difficile. La fraction [\(15\)](#) du produit national épargnée demeure faible, environ 5% sur un produit national au prix du marché d'environ 80 milliards de roupies. Les recettes des États s'élèvent à environ 7% du revenu national. Dans ces conditions, jusqu'à présent, les deux sources principales d'épargne ont été l'épargne des entreprises et celle des particuliers, surtout de la minorité privilégiée. Le gouvernement semble vouloir désormais recourir au déficit budgétaire pour financer les investissements, avec l'espoir que ce déficit, pourvu qu'il ne dépasse pas une certaine ampleur, favorisera l'expansion industrielle sans provoquer la hausse des prix.

Le régime actuel de l'Inde n'est pas non plus incapable de prendre l'initiative des investissements dont les entrepreneurs ne se changeraient pas d'eux-mêmes. L'Inde compte une classe d'entrepreneurs, peut-être trop peu nombreuse encore, qui a compris la différence entre la course traditionnelle aux profits et la fonction moderne du capitaliste et du manager. Le système mixte dont se réclame le

régime actuel n'est pas radicalement inadapté aux besoins de la modernisation.

Au cours des prochaines années, des prêts ou des dons seraient susceptibles d'accroître substantiellement les investissements. Le total annuel de ceux-ci ne dépasse pas l'équivalent d'un milliard de dollars. Les dons n'auraient nul besoin d'être considérables par rapport aux économies des donateurs pour représenter un appoint important. L'indifférence des pays occidentaux à l'égard de l'effort économique de l'Inde témoigne à coup sûr non pas seulement d'égoïsme (qui est malheureusement de règle dans les relations entre États) mais d'un manque de clairvoyance. Quoi qu'on pense de la politique extérieure du Premier Ministre, il n'est ni généreux ni intelligent de répliquer à des déclarations neutralistes par la suppression ou la réduction de l'aide économique. Le monde libre a un intérêt majeur au succès des plans indiens.

Ceci dit, on aurait tort d'oublier que, finalement, l'essentiel dépend de l'Inde elle-même. Des dons permettent d'encourir, quelques années durant, des déficits dans les comptes extérieurs, mais pour maintenir ou accroître le pourcentage des investissements par rapport au revenu national, l'épargne intérieure doit croître, au fur et à mesure de la croissance du revenu national. Le pourcentage actuel d'épargne (5% du revenu national) est tragiquement faible. On se propose de le porter à 6,75% à la fin du plan de cinq ans. Un don de 500 millions de dollars augmenterait de 2 à 3 points le pourcentage des investissements, par rapport au revenu national.

La tâche, que faciliterait l'afflux de capitaux étrangers, demeurera fondamentalement ce qu'elle est: en dépit de la pauvreté, en dépit du bas niveau de vie, consacrer aux investissements l'élément disponible d'un revenu accru.

Un régime autoritaire aurait-il une meilleure chance de réussir ou de réussir plus vite? À coup sûr, il serait prêt à employer des moyens de violence, mais de tels moyens seraient-ils efficaces à l'égard des paysans? Toutes les expériences d'Europe nous incitent à en douter.

Dans l'Inde - où dès maintenant l'ordre est maintenu, où les fonctionnaires compétents ne manquent pas, où l'équipe dirigeante est acquise aux idées de progrès économique - le régime démocratique devrait faire la preuve d'une triple capacité: capacité de modifier les relations sociales à la campagne afin d'encourager la production, capacité de modifier peu à peu les croyances incompatibles avec l'occidentalisation économique, capacité d'imposer une épargne substantielle, en dépit de la misère.

Pour quelques années, nous l'avons dit, l'État de Nehru, héritier de celui que

les Anglais avaient édifié à la suite des Grands Mogols, n'est pas menacé par une victoire électorale des communistes. Il n'est menacé que par une désagrégation du parti au gouvernement. Mais, au fur et à mesure que durera le régime démocratique, les masses seront ébranlées par la propagande des partis, les transformations économiques et la constitution d'États linguistiquement homogènes. Les démocrates seront-ils capables d'encadrer les masses? Parviendra-t-on à éliminer peu à peu des habitudes et des traditions qui sont inacceptables à l'esprit et incompatibles avec la civilisation industrielle? À sortir l'Inde de la pauvreté, des castes et de certaines superstitions sans que l'impatience et la révolte appellent une discipline impitoyable?

Il ne suffit jamais, pour diffuser, d'une société à une autre, certaines institutions, de transférer des experts ou des recettes techniques, l'essentiel est de changer les façons de penser. L'irrigation, l'usine, l'avion, n'épargneront pas certaines croyances. Les machines n'excluent ni n'imposent aucune religion, mais si elles détruisent la religion d'hier sans en susciter une autre, elles ouvrent un vide. Le développement économique, par les méthodes de la démocratie, ne suppose pas seulement l'efficacité de gouvernants élus et d'assemblées délibérantes: il suppose que les hommes trouvent l'objet de leur foi et les principes de la morale hors de la politique.

(1) N. S. Timacheff, New-York, 1946, *The Great Retreat*, p. 31.

(2) Ibid. p. 33.

(3) A. Sauvy, *Théorie générale de la population*, Paris, 1952, p. 177.

(4) Harry Schwartz, New-York, 1950, *Russias Soviet's Economic*, p. 313.

(5) Prokopovicz, Paris, 1952, *Histoire Économique de la Russie*, p. 41.

(6) Ibid. p. 66.

(7) Ibid. p. 84.

(8) R. Nurske, *Problems of capital formation in undeveloped countries*, Oxford, 1953.

(9) Sauvy, *op. cit.*, p. 243.

(10) Ibid. p. 244

(11) Cf. Maurice Zinkin, *Asia and the West*, Londres, p. 37.

(12) F.A.O., *Jean Book*, 1951.

(13) Cf. Zinkin, *Op. cit.*, p. 182.

(14) *Conditions of economic progress*, 2e éd., Londres, 1951, p. 134.

(15) Ces chiffres sont empruntés soit à l'excellent hebdomadaire *Eastern Economist*, soit à une publication de l'*International Monetary Fund*, *Economic development with stability*, Washington, 1953.

Qui gouverne l'U.R.S.S.?

Réalités
mai 1954

Dans un précédent article nous n'avons pas eu grande peine à analyser la stratification de la société soviétique(1). Mais si l'on demande: comment la Russie soviétique est-elle gouvernée? on se heurte à l'étrange originalité du régime.

Demandera-t-on la réponse à la lecture de la Constitution de 1936? Nous y lisons (article 125) que «la loi garantit aux citoyens de l'U.R.S.S.: a) la liberté de parole, b) la liberté de la presse, c) la liberté des réunions et des meetings, d) la liberté des cortèges et démonstrations de rues». On sait – et les communistes ne nient pas – qu'il n'existe ni aux Assemblées ni dans la presse aucune voix qui s'oppose au gouvernement. La loi protège l'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance, mais les citoyens n'osent parler aux étrangers.

D'après l'article 17, chaque République fédérée a le droit de sortir librement de l'U.R.S.S., mais des Républiques autonomes (par exemple celle de Tchetchènes-Ingouches) ont été dissoutes et les populations dispersées parce qu'elles avaient manqué de «patriotisme soviétique» durant la guerre. Le Conseil des ministres est responsable devant le Soviet suprême (article 65), mais jamais un ministre n'a été nommé ou révoqué sur interpellation du Soviet de l'Union ou du Soviet des nationalités. Autrement dit, la Constitution écrite ressemble, en ses articles politiques, à celle des régimes parlementaires de l'Occident, mais la réalité n'a rien à voir avec les textes.

Au mois de juillet, on apprend que le maréchal Beria, ministre de l'Intérieur, n°2 de la hiérarchie soviétique, avait été révoqué de ses fonctions et arrêté sous l'inculpation de trahison au service de l'impérialisme capitaliste. Personne, dans son bon sens, ne croira que celui qui occupait un rang aussi élevé ait pu commettre des crimes pareils. Faute de lois selon lesquelles régler les conflits, inévitables, les vaincus sont aussitôt livrés aux bêtes, sans même que l'on sache comment se décide l'issue d'une bataille.

La non-légalisation de la lutte pour le pouvoir remonte aux origines du régime soviétique. Celui-ci a été créé par un parti révolutionnaire qui se donnait pour démocratique en un double sens: avant-garde du prolétariat, il avait pour objectif une société d'où exploitation et oppression auraient disparu. Mais ce parti avait pris le pouvoir par un coup d'État. À l'Assemblée constituante, élue librement en

janvier 1918 *après* la Révolution d'octobre, il était en minorité et il avait dû dissoudre toutes les assemblées élues. Il tirait sa légitimité d'une sorte de délégation mystique: le prolétariat avait pour mission de sauver l'humanité, et le parti était seul capable de guider le prolétariat. Mais le parti, à son tour, devait accepter la discipline du centralisme démocratique. En théorie, on conçoit un parti régnant sur la masse de la population mais laissant à ses membres le privilège de la discussion. L'évolution n'en est pas moins plus logique, plus normale, par laquelle le parti a été soumis au même genre d'autorité que la nation. Les communistes ont perdu la liberté parce qu'ils en avaient privé les non-communistes. Un seul homme s'est déclaré l'interprète de l'Histoire parce que quelques-uns avaient commencé par formuler et imposer à des millions d'autres une telle prétention.

Les relations entre l'armée, la police, le parti.

Depuis la mort de Staline, tous les commentateurs de la politique internationale, tous ceux qui passent leurs journées à lire la presse soviétique ont spéculé indéfiniment sur les relations entre Malenkov, Beria, Molotov, Khrouchtchev, Poskrebychev. Or des experts, également compétents, n'arrivent pas à s'accorder même sur les points fondamentaux: Malenkov et Beria étaient-ils, au moment de la mort de Staline, amis ou rivaux? Chacun d'eux représente-t-il une politique déterminée ou n'est-il le porteur que d'une ambition personnelle? Pourquoi les médecins du Kremlin furent-ils accusés d'avoir comploté l'assassinat de chefs militaires et pourquoi furent-ils ensuite réhabilités? Sur tous ces points, on peut émettre des hypothèses plausibles, non des jugements démontrés.

Nous savons que le complot des médecins fut interprété par le peuple russe comme le début d'une grande campagne d'épuration, comparable à celle de 1936-1938. Nous supposons que Beria était visé et que la réhabilitation des médecins fut la revanche du Maréchal, bientôt suivie de l'ultime défaite. Il est probable que les autres membres du Politburo se sont sentis menacés par l'action du ministre de l'Intérieur. Certains diplomates prétendent que ce dernier a été rendu responsable des émeutes d'Allemagne orientale. Était-il le chef du parti des réformateurs ou un tenant du stalinisme intégral? Le premier terme me paraît plus proche que le deuxième, mais il s'agit d'hypothèse. La méthode du juge d'instruction ou de Sherlock Holmes permet de déterminer à l'avance qu'il y a «quelque chose sous roche». L'absence de Beria à la grande représentation de l'Opéra incita quelques journalistes ou diplomates à annoncer l'événement avant

les autres. Dans les romans policiers, le détective arrive au but. Dans la réalité soviétique, il en reste à des hypothèses, que les péripéties confirment ou démentent.

Pour éviter ces spéculations, d'autres commentateurs s'efforcent d'imaginer les forces profondes à l'œuvre dans Russie post-stalinienne et de reconstituer, d'après une analyse sociologique ou historique, les partis aux prises.

Mais il est difficile de passer d'une analyse sociologique à des hypothèses sur les rivalités de personnes. À supposer que des réformateurs s'opposent à des orthodoxes du stalinisme, ni les uns ni les autres ne constituent un groupe. Les amitiés et inimitiés d'individus ne recoupent jamais, en un tel régime, les controverses politiques. Si une faction Malenkov se heurtait à une faction Beria, l'une et l'autre comprendraient des réformateurs et des orthodoxes.

Les spéculations sur les relations entre armée, police, partis, techniciens sans parti sont également équivoques. Aucune de ces administrations ne constitue une unité. La police, du temps de Staline, était divisée et subdivisée en organisations distinctes, vouées à se surveiller réciproquement en même temps qu'à surveiller le reste de la population. Mais cette complexité et cette imbrication des polices supposaient un chef indiscuté au sommet. Probablement les officiers de l'armée ont-ils certaines idées ou tendances communes: hostilité à l'égard de la police ou des commissaires politiques. L'épuration, dans les rangs supérieurs de l'armée, a continué au cours de ces dernières années. Mais on n'a aucune raison de croire à l'existence d'un front commun des grands chefs de l'armée. Au contraire, il est normal que certains d'entre eux aient été liés à un membre ou à une faction du Præsidium, tandis que certains de leurs collègues se liaient, par hasard ou par conviction, à un autre. Le général le plus populaire, Joukov, fut mis à l'écart longtemps. Il est aujourd'hui premier adjoint du maréchal Boulganine, qui est un politique et non un militaire.

Ces analyses critiques, en dépit des apparences, fournissent des éléments qui doivent être retenus pour la compréhension de l'héritage stalinien. Le régime n'obéit à aucune règle constitutionnelle. L'arbitraire continue de régner au sommet. Au lendemain de la mort de Staline, le Præsidium, réorganisé au XIXe Congrès du parti, a été à nouveau réorganisé, le Président de l'Union (chef d'État théorique) a été transféré à la direction des syndicats, cependant que le vieux Vorochilov le remplaçait. Toutes ces décisions ont été prises dans des conditions ignorées par quelques hommes, elles ont été ratifiées ensuite par le Comité central du parti, puis le Soviet suprême, sans que ces organismes, sur le papier

souverains, jouent un rôle autre que celui de chambres d'acclamations ou d'enregistrement. Le pouvoir suprême est entre les mains d'un petit nombre d'hommes, les membres du Præsidium, qui détiennent simultanément les principaux postes ministériels.

Dans les dernières années avant la mort de Staline, la Russie semblait plus présente qu'elle n'avait jamais été. La Chine communiste lui est alliée, l'Europe orientale est occupée par les armées russes et gouvernée par des partis communistes fidèles à l'évangile léniniste, la production de l'industrie augmente régulièrement, le niveau de vie progresse lentement. Et pourtant jamais l'atmosphère n'a été plus étouffante, les relations intellectuelles avec l'Occident sont presque entièrement interrompues, les procès de sorcellerie se multiplient dans la zone satellite et l'on prête aux meilleurs médecins du pays d'incroyables aveux.

Soudain, Staline meurt, le rideau tombe sur une époque de l'histoire russe. Quelques jours après, le rideau se lève et une autre époque commence.

Le régime post-stalinien.

Staline n'a pas et ne peut pas avoir d'héritier, au sens rigoureux du terme, parce qu'il se définissait par le droit et la capacité de vie et de mort sur tous les Russes, si haut placés fussent-ils. Personne ne peut *hériter* de ce droit et de cette capacité. Les membres du Præsidium, qui n'ont pas oublié le sort réservé à Zinoviev, Boukharine, Kamenev, Trotsky, ne sont pas prêts à les reconnaître à l'un d'entre eux. Il y aura un président, non un tyran (au moins dans la première phase). On revient à une conception pré-stalinienne, mise sous le patronage de Lénine, encore que l'autorité de Lénine, chef et théoricien révolutionnaire, fût tout autre que celle de Malenkov, chef de la bureaucratie.

Pendant trois jours, les journaux soviétiques ont inauguré un culte du nouveau n°1. On imprime le nom de Malenkov en gros caractères, on truque les photos pour qu'il figure aux côtés de Staline et de Mao Tsé Toung. Rapidement la tentative est abandonnée. Le mot d'ordre est désormais que le pouvoir est collectif. On condamne l'idolâtrie des personnalités historiques. De même que le style personnel de Staline était descendu tout le long de la hiérarchie, de même le style collectif devient de rigueur dans les Républiques fédérées, dans les instances régionales et locales du parti.

Mais si la volonté d'un seul ne comble pas le vide ouvert par l'absence de légalité, des changements vont intervenir de proche en proche. Quand il n'y a pas de loi ou que la loi n'est pas obéie, l'arbitraire règne et la force physique

devient l'argument suprême. Or, la force, c'est la police ou l'armée. Staline commandait aux deux, et, l'armée neutralisée, la police restait la dernière instance. Le Præsidium ne peut laisser à un seul la direction de la police. Beria a été liquidé probablement parce qu'il voulait être seul ou que ses collègues du Præsidium ont redouté qu'il imitât Staline. Mais si le Præsidium *collectivement* veut rester maître de la police celle-ci doit perdre certaines de ses prérogatives exorbitantes. Pour la contrôler, les successeurs doivent être sûrs de l'armée. Ainsi s'explique qu'après la liquidation de Beria les journaux aient publié des déclarations de loyalisme émanant de chefs militaires. En majorité, les officiers doivent se réjouir de cette évolution, qui promet le relâchement du terrorisme.

En même temps, les successeurs sont amenés à tenir compte des désirs informulés des masses et de la classe dirigeante. Le paradoxe d'un pays victorieux, puissant, qui continue de vivre en état de siège, ne peut pas ne pas être ressenti. L'Union soviétique est la deuxième puissance économique du monde, mais au point de vue du niveau de vie, elle vient après les petits pays d'Europe orientale. On se réclame de la science, on dénonce la religion comme superstition, mais on rend obligatoire une orthodoxie finalement, puérile. Parce que les successeurs sont moins sûrs d'eux-mêmes, plus sensibles au climat de la nation, ils inclinent à donner quelques satisfactions aux masses. On baisse les prix, on diminue de moitié le montant de l'emprunt, on annonce une élévation du niveau de vie, quelques concessions aux paysans, et, aux citoyens, qu'ils seront désormais à l'abri de la police. Toutes les aspirations que nous avons marquées ici il y a quelques mois reçoivent un début de satisfaction. L'influence des réformateurs probablement managers et techniciens sans parti, semble l'emporter sur celle des idéologues et des policiers.

Ces mesures ont-elles suscité des conflits entre les grands dignitaires? Les vieux Staliniens ont-ils protesté contre le relâchement du régime? Beria a-t-il été victime de leur revanche? Les Staliniens n'avaient pas toujours, au fond d'eux-mêmes, approuvé les excès insensés de la grande purge. Les réformes actuelles, strictement limitées, améliorent le système. Molotov et Vorochilov trop âgés pour nourrir de grandes ambitions n'ont pas de raison de regretter le temps où un tyran s'amusait à les humilier. L'essentiel, pour eux, est de se maintenir au pouvoir. Les réformes mènent-elles au but?

À partir de là, nous revenons aux hypothèses et nous ne prétendons à rien de plus qu'à marquer les problèmes, dégager les tendances divergentes, clarifier les contradictions sans prédire les péripéties ou l'issue.

1°) La révolution soviétique est allée du despotisme d'un parti à la tyrannie d'un homme. Elle tâche aujourd'hui de revenir au despotisme collectif. Deux questions se présentent: les quelques dirigeants arriveront-ils à gouverner en commun, les soupçons réciproques tenant lieu d'entente? Peut-on interdire la discussion à l'intérieur du parti soumis à une direction collective? Et si on la réintroduit, pourra-t-on longtemps en réserver le bénéfice aux seuls membres du parti?

2°) La tendance actuelle est de supprimer les inutiles excès du terrorisme stalinien, de rationaliser la gestion de l'économie, sans trop se soucier de l'idéologie. Mais celle-ci demeure nécessaire pour justifier la bureaucratie autoritaire. Le culte de Staline a été sacrifié, le culte du parti est ranimé, l'infailibilité du parti limite les libertés intellectuelles que l'on peut concéder.

3°) Le niveau de vie s'était élevé au cours de ces dernières années, mais il demeurait bas. On a promis de l'élever. Mais comment? Le budget militaire n'est pas diminué et celui qui couvre les travaux non précisés, comme les recherches atomiques, est massivement augmenté. La révision des objectifs de l'industrie légère ne promet qu'un accroissement modeste des produits de consommation. Pour les produits alimentaires qu'on compte sur la nouvelle politique agricole. Le Stalinisme n'était pas menacé par les échecs économiques. Le régime de Malenkov le serait: les peuples s'agitent quand leur sort s'améliore et les successeurs se sont portés garants des promesses faites aux masses.

4°) Les successeurs souhaitent manifestement une détente à l'extérieur comme à l'intérieur. Mais ils ne semblent pas envisager de payer le prix pour l'obtenir. Au cours des deux dernières années, Staline, lui aussi, avait dû constater une résistance croissante. Ne voulant pas courir le risque d'une guerre, lui aussi se contentait de garder l'acquis, tout en multipliant les conflits locaux, en Corée, en Indochine ou en Malaisie. Les successeurs ne veulent rien abandonner de ce qu'ils tiennent, mais préfèrent relâcher la pression sur l'Occident, soit pour favoriser la désagrégation de l'alliance atlantique, soit pour ralentir la course aux armements, soit pour élargir les échanges avec l'Occident.

Si nous usons du langage marxiste, nous dirions que l'État soviétique est déchiré par de multiples contradictions, contradiction entre le despotisme du parti et l'absence d'un chef absolu, entre l'atténuation de la terreur et le maintien de l'infailibilité du parti, entre l'élévation du niveau de vie promise et la prétention de poursuivre d'énormes investissements, entre la détente internationale souhaitée et la volonté de *statu quo* européen. Ces contradictions

n'impliquent pas que le régime soit en péril mais qu'il a changé et continuera de le faire.

Entre l'improbabilité d'une rechute dans les folies du stalinisme et l'impossibilité d'institutions du type des démocraties occidentales se situent de multiples modalités. Pour la première fois, un régime totalitaire survit à la mort de son fondateur et de son chef. Vainement on chercherait à deviner les péripéties de la crise. Il suffit d'avoir précisé les données fondamentales d'une expérience historique, presque sans précédent, qui commande peut-être l'avenir de l'humanité.

⁽¹⁾ Voir *Réalités*, juin 1953, p.84.

Idéologie communiste et Religion

La Revue de Paris
Mai 1955

Les intellectuels de l'Europe soviétisée fondent aujourd'hui la légitimité de l'absolutisme prolétarien comme les légistes, jadis, fondaient celle de l'absolutisme royal; ils interprètent les écritures sacrées et les déclarations des congrès ou du secrétaire général dans le style des théologiens. L'intelligentsia de gauche commença par la revendication de la liberté, elle finit, par se plier à la discipline du parti et de l'État.

L'idéologie est-elle effectivement devenue l'équivalent d'une religion? On hésite entre le oui et le non, le chef de l'État se confond avec le chef de l'Église, dans la tradition byzantine et dans le régime soviétique. L'idéologie, comme naguère la foi transcendante, détermine cela qui, par-dessus tout, importe, elle justifie l'autorité et promet, non à l'individu mais aux êtres collectifs, une juste rétribution dans l'au-delà historique, c'est-à-dire dans l'avenir. Mais le communisme ne se donne pas lui-même pour une religion, puisqu'il tient toute religion pour une survivance, il combat l'Église au nom de l'athéisme, il la met au pas au nom du socialisme comme il met au pas les autres institutions. Le totalitarisme élargit démesurément le sens d'une doctrine partielle, afin qu'elle paraisse englober toutes les puissances de l'homme.

L'ambivalence des relations entre chrétiens et communistes permettrait, semble-t-il, aux gouvernements des démocraties populaires de provoquer des hérésies, des tentatives comparables à celles du «christianisme allemand» pour composer la foi chrétienne avec des fragments de l'idéologie officielle. Il ne semble pas que telle soit la tendance dominante de l'autre côté du rideau de fer⁽¹⁾. Les autorités communistes s'efforcent d'abord de rompre les liens entre l'Église nationale et la papauté: toute internationale leur est intolérable. Puis elles dictent aux dignitaires ecclésiastiques l'adhésion verbale à l'orthodoxie d'État. Mais elles ne l'imposent guère autrement aux musiciens, aux joueurs d'échecs ou aux romanciers. Elles s'efforcent de communiquer un caractère politique à l'activité ou, du moins, au langage des papes ou des évêques, elles ne favorisent pas l'interprétation proprement religieuse des idéologies historiques. C'est en Occident plutôt qu'en Europe orientale que certains croyants distinguent mal entre le drame de la croix et celui du prolétariat, entre la société sans classes et le royaume millénaire.

Le communisme est donc moins une religion, dont le christianisme continue d'offrir le modèle aux Occidentaux, qu'une tentative politique pour en trouver un substitut dans une idéologie érigée en orthodoxie d'État. Orthodoxie qui nourrit encore des prétentions, abandonnées par l'Église catholique. Les théologiens avouent sans ambages que la Révélation ne contient pas de science astronomique ou physique ou contient une science tout élémentaire, exprimée en termes accessibles aux esprits des peuples, à l'époque du Christ. La foi chrétienne doit inspirer l'existence entière, mais aussi respecter l'autonomie d'activités profanes. Le physicien n'apprend rien dans la Bible sur les particules nucléaires, il n'en apprend pas davantage dans les textes sacrés du matérialisme dialectique. La foi communiste n'est même pas totale à la manière de la foi chrétienne parce qu'elle ne devrait pas inspirer l'existence entière: elle devient totalitaire dès qu'elle impose des vérités officielles ou soumet aux consignes du Pouvoir des activités qui restent fidèles à leur essence qu'en gardant leur autonomie.

On conçoit que des poètes soient animés par la foi communiste, comme d'autres par la foi chrétienne, que des physiciens ou des ingénieurs désirent passionnément servir le prolétariat. Encore faut-il que conviction et dévouement soient authentiques et non pas dictés du dehors par les bureaucrates préposés à la culture. Encore faut-il que ceux-ci laissent l'artiste trouver spontanément sa forme et le chercheur sa vérité. Le réalisme socialiste ou le matérialisme dialectique ne rassemblent pas une collectivité dans une croyance ou un savoir unanimement vécus. La pseudo-unité est obtenue en subordonnant le sens spécifique de chaque univers spirituel à la fonction sociale qu'on lui assigne, en érigeant des propositions, équivoques ou fausses, en fondement d'une doctrine prétendument scientifique et philosophique à la fois.

Nous n'avons pas, en Occident, à chercher l'équivalent du matérialisme historique, comme si une philosophie pouvait et devait fixer aux sciences naturelles leurs principes, leurs concepts, les grandes lignes de leurs résultats. Nous devons préserver jalousement l'indépendance des républiques de savants ou de lettrés que compromet, de l'autre côté du rideau de fer, le souci obsessionnel du service politique ou de la fin révolutionnaire.

Nous aurions d'autant plus tort de souhaiter une réplique positive que la critique suffit à écarter le fantôme de l'unité de la culture soviétique et que, d'elle-même, cette prétendue synthèse se dissoudra. Dès maintenant, les mathématiciens, les physiciens, les biologistes savent que le marxisme-léninisme offre peut-être un langage – au début et à la fin du livre – pour mettre en accord

les résultats avec les théories officielles, non un instrument d'exploration. Les historiens, même s'ils admettent, en gros, la validité des catégories marxistes, se sentent prisonniers d'une orthodoxie, impérative et changeante, qui, tour à tour, exalte la résistance des peuples allogènes à l'impérialisme tsariste et la mission civilisatrice de celui-ci. Le dogme catholique contenait, il est vrai, en dehors d'affirmations indémontrables, relatives à des objets qui échappent aux prises de la raison humaine, le résumé ou la systématisation d'un savoir imparfait. Mais, en se débarrassant au cours des siècles des connaissances profanes qu'il charriait avec lui, le dogme religieux s'épurait, sans se renier, au contraire il s'approfondissait, conformément à son essence. Au contraire, l'orthodoxie communiste ne saurait s'épurer ou consentir à une expression rationnelle sans se dissoudre en ses composantes, sans se disperser en un ensemble d'opinions plus ou moins équivoques sur la société d'aujourd'hui et de demain.

L'idéologie communiste devient dogme en consentant à l'absurdité. Que l'on accepte de reconnaître, qu'en chaque société une minorité exerce les fonctions directrices et, du coup, l'assimilation de la dictature du parti à celle du prolétariat tombe d'elle-même et il reste à comparer, selon l'expérience, avantages et risques du parti unique et du parlement élu par compétition pacifique. Il suffirait que les docteurs de la loi marxiste renoncent à l'universalité, non pas même du prophétisme marxiste mais de la version léniniste, pour dissiper la mystification: la société socialiste demeurerait le terme prochain de l'évolution historique, mais les chemins seraient multipliés qui mènent vers elle. Les partis social-démocrates ne seraient pas traîtres mais frères, ils rempliraient la fonction de salut dans l'Occident où les rigueurs de la technique bolchevique sont inutiles. En bref, les communistes accepteraient sincèrement l'interprétation que leur suggèrent, avec une bonne volonté inquiète, les marxistes qui n'ont pas pris congé de la raison, qui admirent les plans quinquennaux et détestent les camps de concentration. Les communistes penseraient ce qu'ils disent du bout des lèvres, quand l'intérêt de l'Union soviétique le commande.

Une telle conversion paraît facile, elle suffit pourtant à mettre en question l'essentiel: si la délégation du prolétariat au parti communiste n'est pas universelle, indiscutable, la Révolution de 1917 perd la place que lui assigne l'Histoire sacrée, elle devient un coup de main heureux. Dès lors, comment prévoir quels seront les pays voués aux rudes bienfaits de l'industrialisation accélérée? Si les tenants de la IIe Internationale ne sont pas excommuniés, comment maintenir que le passage d'un régime à un autre exige une transition violente? Sans l'idée d'une Révolution qui marque la fin de la préhistoire, la

réalité communiste ne serait plus que ce qu'elle est, une méthode brutale de modernisation, sous le commandement d'un parti unique, désigné non par le Destin mais par les péripéties imprévisibles des luttes entre les hommes.

Si le parti communiste russe maintient la prétention d'incarner le prolétariat mondial, il s'enfonce dans les arcanes de la scolastique mystificatrice. S'il renonce à cette prétention, il abdique. Bientôt, adoptant les conseils de la sagesse travailliste, il en partagerait l'infortune. Bourgeois et ennuyeux comme elle, il marcherait résolument, revenu des illusions et guéri de la terreur, vers le lous-philippisme du XXe siècle.

Cette conversion n'est-elle pas, malgré tout, inévitable? Ne commence-t-elle pas de se dérouler sous nos yeux? Déjà le parti semble restreindre le rayon de son activité. Il a rendu quelque liberté à la controverse scientifique, il a toléré des œuvres littéraires – romans ou pièces de théâtre – qui tournaient en ridicule des aspects du régime. Les formes extrêmes et comme monstrueuses auxquelles atteignait l'asservissement de l'intelligence créatrice, au cours des dernières années de la vie de Staline, se sont atténuées. *La scolastique interprétative*(2) demeure obligatoire, elle n'entretient pas en permanence une sorte de délire logique. Le régime s'embourgeoise et la pratique, sinon la théorie, tend à renoncer à l'universalité du marxisme-léninisme.

Le retour à la vie quotidienne, la retombée de l'ardeur idéologique devaient intervenir inévitablement, tôt ou tard. La Révolution peut être permanente, l'esprit révolutionnaire se perd. La troisième, sinon la deuxième génération des chefs, écoute la leçon de Cinéas et renonce à d'impossibles conquêtes. Comment, à la longue, pourrait-on combiner la stabilité d'un despotisme bureaucratique avec le prosélytisme de la secte conquérante? L'idéal révolutionnaire, tourné vers l'avenir se nourrit d'illusions: il est vraiment difficile d'ignorer les traits majeurs de l'ordre soviétique effectivement accompli.

Le régime stalinien a surmonté la contradiction entre la justification du Pouvoir actuel et l'attente d'un avenir de perfection, par le recours simultané à la terreur et à l'idéologie, en exaltant le présent non en lui-même mais en tant qu'étape sur la route de la société sans classes. Cependant, les résultats de l'industrialisation, le renforcement de la nouvelle classe dirigeante, l'éloignement de l'acte prométhéen qui fut à l'origine de la surhumaine entreprise, tout conspire à ronger une foi qui se dissout en opinions qui ne sont plus que vraisemblables dès que le fanatisme cesse de l'animer. Telle me paraît la perspective, sur la longue durée la plus probable. On aurait tort d'en conclure que le cauchemar va

se dissiper, l'empreinte de la formation marxiste-léniniste s'effacer et l'unité des civilisations bourgeoises et soviétiques se rétablir miraculeusement.

Entre la croyance et l'incroyance, l'adhésion à la scolastique stalinienne et le rejet pur et simple de l'univers mental du parti, de multiples intermédiaires s'intercalent. Le doute sur la validité d'une interprétation parcellaire ne compromet pas la solidité de l'ensemble. On conserve les concepts majeurs de la doctrine, on continue de raisonner en termes de rapports de production, de classes sociales, de féodalité, de capitalisme ou d'impérialisme.

Peut-être le style de pensée et d'action survit-il à la foi plus longtemps que l'appareil conceptuel. Intransigeance retournée contre les camarades d'hier, tendance à suivre jusqu'au bout la logique ou la prétendue logique de la lutte, à se représenter le monde en noir et blanc, répugnance à constater la fragmentation des problèmes, la non-unité de la planète et des doctrines, ces traits de la formation reçue marquent souvent l'ex-communiste, défroqué d'un ordre militant.

Probablement l'intellectuel a-t-il plus de peine que l'homme du commun à se libérer de cette idéologie qui est son œuvre comme le régime qui se réclame d'elle. Le Pouvoir soviétique règne au nom d'une doctrine élaborée par un intellectuel dont la vie se passa dans les bibliothèques, commentée par d'innombrables professeurs depuis un siècle. En un régime communiste, les intellectuels, sophistes plutôt que philosophes, sont rois. Les juges d'instruction qui décèlent les déviations, les écrivains contraints au réalisme socialiste, les ingénieurs et les managers, tenus d'exécuter les plans, de comprendre les ordres équivoques de l'État, tous doivent être dialecticiens. Le secrétaire général du parti, maître de la vie et de la mort de millions d'hommes, est, lui aussi, un intellectuel: au déclin d'une existence triomphante, il offre aux fidèles une théorie du capitalisme et du socialisme, comme si un livre marquait l'accomplissement le plus haut. Les empereurs furent souvent des poètes ou des penseurs: pour la première fois, l'empereur règne *en tant que* dialecticien, interprète de la doctrine et de l'histoire.

Tous ceux qui, dans une démocratie parlementaire, barrent aux intellectuels l'ascension vers les sommets, les capitalistes, les banquiers, les élus, ont disparu. Au XVIIIe siècle, les intellectuels dénonçaient l'accaparement d'énormes richesses dans les institutions de l'Église, ils acceptaient sans scrupules la protection de riches marchands ou de fermiers généraux. Ils s'en prenaient aux inégalités de statut personnel et plaidaient la cause de la bourgeoisie montante.

Avant la grande Révolution, l'intellectuel de gauche n'en avait ni au commerce, ni à la concurrence, ni à la fortune bien gagnée mais aux biens hérités et aux discriminations de naissance. *Il est devenu socialiste lorsqu'il n'a plus eu à lutter contre l'ancienne hiérarchie.* À chaque époque, il s'est posé en adversaire des puissants, hostile tour à tour à l'Église, à la noblesse, à la bourgeoisie. Aux bureaucrates-dialecticiens, il témoigne d'une soudaine indulgence, comme s'il se reconnaissait en eux.

L'État communiste a besoin de managers pour diriger les usines, d'écrivains, de professeurs, de psychologues pour répandre la vérité. Ingénieurs aux prises avec la matière et ingénieurs chargés des âmes jouissent d'avantages substantiels – un niveau de vie élevé, le prestige, la participation à une œuvre exaltante. Ils connaissent trop bien le réel pour se laisser prendre aux propos de propagande à l'usage du vulgaire, ils sont trop intéressés à leurs privilèges pour ne pas justifier le Pouvoir et leur propre docilité. Ainsi mêlent-ils croyance et scepticisme, adhésion verbale et réserves intérieures, incapables d'accepter, tel quel, un dogmatisme déraisonnable ou de secouer l'envoûtement d'une insaisissable orthodoxie.

Ne peuvent-ils, en suprême recours, invoquer l'exemple des religions transcendantes? Le christianisme annonçait la bonne nouvelle aux esclaves aussi bien qu'aux rois, il enseignait l'égalité des âmes, en dépit des hiérarchies sociales. L'Église n'en a pas moins légitimé les pouvoirs de fait, rassuré la bonne conscience des puissants. Parfois, elle a voulu régner sur cette terre. Comment les intellectuels progressistes refuseraient-ils le concours de leur talent à l'édification d'une société généreuse aux experts et aux lettrés – *pourvu qu'ils obéissent?*

Marx appelait la religion l'opium du peuple. Pour lui, qu'elle le veuille ou non, l'Église consolide l'injustice établie et l'appel à un ciel vide détourne des tâches à remplir sur cette terre. Obsédé par le souci de l'au-delà, le croyant est indifférent à l'organisation de la cité.

L'idéologie marxiste, dès qu'un État l'a érigée en orthodoxie, tombe sous le coup de la même critique: elle aussi enseigne aux masses l'obéissance et donne bonne conscience aux puissants. Il y a plus: jamais le christianisme n'a accordé de blanc-seing aux gouvernants. Même les Églises de rite oriental se réservaient le droit de blâmer le souverain indigne. Le tsar, chef de l'Église, ne disait pas le dogme. Le secrétaire général du parti se réserve la liberté de récrire, au gré d'un présent changeant, l'histoire du parti communiste qui constitue l'essentiel du

dogme stalinien. La société sans classes devient un mot dénué de sens, à mesure que le régime, issu de la Révolution, se stabilise en un despotisme bureaucratique sans originalité. La justification par l'au-delà historique se dégrade, dans les procès, en comédie de langage: «l'autre monde» est moins l'avenir que la réalité présente, transfigurée par les mots à l'aide desquels on la désigne.

On dira que la religion communiste, à notre époque, a une tout autre signification que la religion chrétienne. L'opium chrétien rend le peuple passif, l'opium communiste l'incite à la révolte. À n'en pas douter, l'idéologie marxiste-léniniste a contribué à la formation sinon au recrutement des révolutionnaires. Lénine et ses compagnons ont moins obéi à une doctrine qu'à un instinct politique, au goût de l'action et à la volonté de puissance. Le prophétisme marxiste n'en a pas moins orienté leur existence, éveillé un espoir infini. Qu'importaient des millions de cadavres auprès de la société sans classes!

Même durcie et stérilisée par le dogmatisme, l'idéologie marxiste continue d'exercer une fonction révolutionnaire dans les pays d'Asie ou d'Afrique. Elle aide à l'encadrement des masses, elle cimente l'unité des intellectuels, guettés par la dispersion des sectes. Instrument d'action, elle demeure efficace. Ailleurs, en France par exemple, il en va tout autrement. Le culte de la Révolution, les interrogations pathétiques à l'Histoire n'y jalonnet qu'une suite de protestations verbales. La nostalgie de l'Apocalypse n'inspire pas l'impatience de réformes mais l'acceptation du réel, doublée du refus verbal, point d'honneur du prétendu non-conformisme.

On ne nie pas qu'en France même, des millions d'hommes croient à un événement aussi terrible qu'une catastrophe, aussi exaltant qu'une fête, qui bouleverserait leur destin. L'argument, qui émeut tant de chrétiens progressistes – comment arracher aux malheureux l'espoir qui donne un sens à leur vie? – demeurerait sans force sur un esprit, comme celui de Simone Weil qui ne concevait pas que la foi pût entraîner le sacrifice de la vérité. On respecte les croyants, on combat les erreurs.

La religion stalinienne mobilise les masses en vue de la prise du pouvoir et de l'industrialisation accélérée, elle sanctifie la discipline des combattants, des bâtisseurs, elle renvoie à la Révolution, puis à un avenir qui s'éloigne au fur et à mesure qu'on avance vers lui, le moment où le peuple recueillera le fruit de sa longue patience.

Le régime communiste qui, en Chine, a mis fin à un siècle de troubles, est

certainement plus efficace, peut-être plus soucieux du sort des hommes que ceux qui l'ont précédé. On regrette vainement que les mêmes réformes n'aient pas été réalisées à moindres frais, sans l'embrigadement du peuple entier, sans les liquidations massives. Le mouvement qui aurait rempli la même tâche historique par d'autres méthodes, n'existait pas. Pourtant, même en ce cas, on ne peut pas ne pas se déclarer hostile à la religion séculière maîtresse d'erreurs et de fanatisme.

Il n'en va pas de même pour les religions de salut: qui ne croit pas en Dieu ne sent pas pour autant hostile aux religions universelles de salut qui proclament des vérités éternelles: l'homme n'épuise pas sa destination dans sa destinée sociale, la hiérarchie du commandement et de la richesse ne reflète pas celle des valeurs, l'échec, dans la Cité, est parfois le chemin des plus hautes réussites, une mystérieuse fraternité unit les hommes, en dépit de la lutte de tous contre tous.

Qui ne croit au prophétisme marxiste doit dénoncer la religion séculière, même si celle-ci provoque ici et là des changements souhaitables. Superstition, elle encourage tour à tour la violence et la passivité, le dévouement aussi et l'héroïsme, mais finalement le scepticisme, mêlé au fanatisme, la guerre contre les incroyants, alors même que la foi s'est peu à peu vidée de sa substance. Elle empêchera l'amitié des hommes en-deçà ou au-delà de la politique, jusqu'au jour où, disqualifiée par l'embourgeoisement des cadres et la relative satisfaction des masses, elle se dégradera en idéologie coutumière et n'éveillera plus d'espoir ni d'horreur.

Peut-être un prophétisme est-il l'âme de toute action. Il met en accusation le monde et affirme la dignité de l'esprit dans le refus et dans l'attente. Lorsque les gouvernants, fiers d'une révolution heureuse, accaparent un prophétisme pour fonder leur pouvoir et confondre leurs ennemis, la religion séculière naît, condamnée dès l'origine à se stériliser en orthodoxie ou à se dissoudre en indifférence. Les hommes d'Occident sont demeurés trop chrétiens pour diviniser la Cité temporelle. Comment les docteurs de la loi soviétique pourraient-ils entretenir la ferveur? Si la réalité satisfait les vivants, le temps des indignations et des rêves est passé. Si elle les déçoit, comment sera-t-elle reconnue comme le chemin vers le royaume millénaire?

La religion séculière résistera, plus ou moins longtemps, à la contradiction qui la ronge. Elle ne représente rien de plus, en Occident, qu'une étape fatale vers la fin de l'Espoir.

(1) On signalait cependant en Pologne l'activité de «prêtres patriotes», marxistes et catholiques à la fois. Le nouveau séminaire catholique de Varsovie s'efforcerait de donner une formation marxiste en même temps que catholique. Cf. *New York Times*, 19

décembre 1954. On se reportera aussi au livre récent de W. Banning, *Der Kommunismus als politische-soziale Weltreligion*, Berlin, 1953.

[\(2\)](#) Justification par les docteurs communistes de tous les méandres de la politique soviétique.

Fascinés par l'Union soviétique

La Nef
Mars 1956

Après l'effondrement du III^e Reich, l'Union soviétique demeurait la seule puissance militaire sur le continent européen. La Grande-Bretagne et les États-Unis ayant, selon leurs traditions, rapidement démobilisés leurs armées et l'Union soviétique ayant, selon sa propre tradition, conservé un grand nombre de divisions sur le pied de guerre, une situation, sans précédent dans l'histoire des derniers siècles, fut créée, dans laquelle l'Europe semblait comme vide de force (*power vacuum*). L'équilibre s'établissait à l'échelle intercontinentale: les États-Unis interdisaient à l'Union soviétique de remplir le vide en la menaçant d'un conflit général et de bombardements atomiques. Dans cette situation, il était normal, raisonnable, que l'Union soviétique apparût le problème premier de la diplomatie mondiale et de la diplomatie française. Le souci prédominant de l'Union soviétique n'est pas une forme de «fascination».

Faisons un rêve: les troupes russes, victorieuses de l'Allemagne, sont celles d'un régime traditionnel; les maréchaux, à la poitrine constellée de décorations, ont prêté serment au tsar, les drapeaux sont ornés de l'aigle impérial et non de la faucille et du marteau; les autorités d'occupation donnent le pouvoir en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, à des hommes acquis à l'idée panslave, résignés à la domination permanente du «grand frère». Dans tous les pays «libérés», surgissent des polices secrètes, sur le modèle de l'Okhrana, des bureaucraties hiérarchisées sur le modèle de la bureaucratie russe. Les frontières se hérissent de fils de fer barbelés; seuls ont le droit de sortir quelques privilégiés soigneusement choisis; seuls ont le droit d'entrer des diplomates ou quelques rares étrangers dont la bienveillance est garantie à l'avance. Enfin, toutes les institutions françaises de culture sont impitoyablement détruites, les professeurs chassés, les livres pour la plupart interdits.

Quelle aurait été la réaction des Français à cette expansion de la puissance russe? Les hommes de gauche auraient dénoncé à en perdre le souffle la violation des droits élémentaires de l'homme, les arrestations de démocrates, les camps de concentration. Peut-être quelques hommes de droite auraient-ils été «fascinés» par le triomphe de l'ordre autoritaire et auraient-ils eu la nostalgie d'un régime qui met au pas les syndicats, supprime les grèves et ouvre une large carrière aux grands de ce monde. Mais leurs timides témoignages auraient été

étouffés par les clameurs d'indignation de la *vraie gauche*, soucieuse des libertés fondamentales, et de *l'authentique droite*, inquiète pour l'indépendance de la patrie.

Revenons à la réalité. Parce que la Russie est soviétique, tout est renversé. Une fraction des Français est acquise à la cause de l'Union soviétique elle-même, vote, parle, agit comme si elle enviait le sort de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de l'Allemagne orientale et aspirait à devenir une démocratie populaire, satellite de «l'État des travailleurs». À l'autre extrémité, les Français hostiles à l'instauration d'un régime communiste, se trouvent amenés à combattre à la fois le parti communiste en France et l'Union soviétique au dehors, au risque d'affaiblir une diplomatie indispensable en la confondant avec une idéologie contestée. Enfin, sous prétexte d'éviter cette confusion, des Français non communistes multiplient les témoignages d'admiration à l'Union soviétique et le philosoviétisme fleurit dans les salons parisiens, sous des aspects parfois ridicules.

Tout est faussé, en France, par l'existence d'un grand parti communiste et par le marxisme ou semi-marxisme de beaucoup d'intellectuels. En Grande-Bretagne, où le parti communiste est incapable de faire élire un seul député et où les intellectuels marxistes passent pour une sorte de «lunatic fringe» (ou, en français «du côté de Gallimard», pour une frange de farfelus»), les travaux sur l'Union soviétique se développent heureusement. Quand un statisticien tel M. Peter Wiles, soutient la thèse que le taux de croissance de l'industrie soviétique est plus rapide que celui de l'industrie européenne ou même américaine dans une phase comparable du développement, on ne le soupçonne pas de propagande communiste. La solidarité occidentale n'est pratiquement pas mise en question et personne ne pense que le pacte de l'Atlantique dépende si peu que ce soit des mérites ou démérites du régime économique de l'Union soviétique. Le pacte de l'Atlantique répond aux règles séculaires de l'équilibre. À la puissance terrestre dominante, qui règne sur l'Europe de l'Oural jusqu'à Weimar, il faut opposer une coalition disposant de ressources comparables, donc qui rassemble au moins l'Europe occidentale et les États-Unis. Une fois cette évidence reconnue, il importe d'étudier la réalité de l'Union soviétique, autant que possible sans préjugé favorable ou défavorable. L'objectivité sera d'autant plus facile qu'on aura radicalement séparé choix d'une politique étrangère et sociologie d'une économie planifiée et que l'on sera plus attaché aux valeurs de la démocratie occidentale. Celui qui serait fermement convaincu que rien ne justifie la tyrannie d'un parti unique et d'une idéologie officielle ne ferait aucune difficulté pour

reconnaître les résultats obtenus de l'autre côté du rideau de fer. Mais aussi il ne serait pas exposé au risque d'annoncer pour demain le pain gratuit ou une élévation du niveau de vie soviétique qui obligerait les Occidentaux à élever à leur tour un rideau de fer, ou autres sottises par lesquelles tant de nos prétendus experts ou conseillers du Prince se sont ridiculisés au cours de ces dernières années.

Entre tous les pays du pacte Atlantique, la France partage avec l'Italie l'originalité de plusieurs millions d'électeurs communistes, mais elle est seule à posséder, parmi les simples citoyens et plus encore parmi les intellectuels, autant de neutralistes et progressistes, d'hommes qui ne souhaitent pas que l'empire soviétique s'étende jusqu'à l'Atlantique mais qui jugent l'alliance atlantique inutile ou nuisible et dont les sympathies sont, pour dire le moins, partagées entre «démocratie populaire», et «démocratie libérale».

Nous n'avons pas l'intention de suggérer une quelconque «orthodoxie atlantique». Il ne manque pas de sujets qui prêtent à des controverses sensées. Tout le monde admet que la puissance globale des États-Unis, et en particulier le stock d'armes nucléaires, constitue un *deterrent* plus efficace que les quelques divisions mises sur pied dans le cadre de l'OTAN. Il est donc raisonnable d'hésiter sur le montant des ressources qu'il convient d'attribuer aux armements conventionnels. On pouvait, sans être victime d'aucune «fascination», plaider contre le réarmement de la République de Bonn. De même, le rôle respectif des préparatifs militaires et de l'effort économique dans la conduite de la guerre froide ne saurait être déterminé une fois pour toutes. Quand M. A. Bevan se déclarait hostile à un réarmement accéléré, il avait tort ou raison, mais il n'était pas victime d'un prestige illusoire, il n'était pas obsédé par la patrie lointaine du prolétariat mondial.

J'irai plus loin encore et j'admettrai volontiers qu'entre une Allemagne divisée, dont un fragment serait intégré à l'OTAN et l'autre au pacte de Varsovie, et une Allemagne unifiée neutre sous un régime non communiste, l'hésitation est légitime. Ou, du moins, l'hésitation serait légitime si l'Union soviétique avait jamais offert des élections libres en Allemagne orientale à la seule condition que l'Allemagne unie n'appartînt à aucun bloc.

La «fascination» exercée par l'Union soviétique m'apparaît d'abord dans la reprise, par des non communistes, des thèmes constants et hypocrites, de la propagande soviétique. Alors que, face au bloc de l'Union soviétique et de ses satellites, la cohésion du monde occidental répond à une évidente nécessité,

journalistes, hommes politiques, écrivains, prétendument libres de toute attache reprennent inépuisablement les formules d'un nationalisme désuet lorsque celles-ci servent les fins de la stratégie soviétique et préviennent l'intégration de l'Europe ou de l'Occident. Après 1918, la gauche s'honorait de prêcher aux Français la réconciliation avec l'ennemi d'hier. Aujourd'hui que l'Allemagne a cessé d'être une puissance de premier ordre et que la coopération franco-allemande est la condition indispensable à la survie d'une Europe libérale, beaucoup de ces prétendus hommes de gauche s'ingéniaient à entretenir la haine, les soupçons, afin d'empêcher la réconciliation que les maîtres de l'Union soviétique détestent, non parce qu'elle constituerait une menace pour eux mais parce qu'elle élèverait un obstacle sur la voie de leur future expansion. L'Allemagne de l'Ouest a pour chancelier le Dr Adenauer qui s'est donné pour tâche de liquider le conflit, désormais anachronique, entre son pays et la France. On ne s'étonne même plus qu'un journal comme *le Monde* n'ait cessé d'attaquer, tantôt sournoisement, tantôt ouvertement, ce patriote allemand, coupable, aux yeux de Sirius, de fidélité à l'Occident, d'amitié pour la France et de foi dans l'unité européenne.

On n'en finirait pas si l'on voulait multiplier les exemples de la déformation mentale qu'entraîne la peur d'être taxé d'anticommuniste ou le désir, conscient ou inconscient, de favoriser la cause soviétique, mystérieusement assimilée à celle de l'avenir. Les mêmes hommes qui ne se lassaient pas de dénoncer le macCarthisme (ils avaient raison de le faire) étaient toujours prêts à trouver des excuses au monopole soviétique de la presse ou de la publicité, à la suppression des libertés élémentaires même en fait d'art ou de littérature. Tout se passe comme si, aux yeux d'une certaine gauche, les démocraties bourgeoises n'étaient jamais assez libérales, comme si les démocraties populaires l'étaient toujours assez. Qui prétend parler au nom du prolétariat a tous les droits, qui parle au nom de la bourgeoisie n'en a aucun.

Qu'auraient dit nos intellectuels au grand cœur, nos progressistes de salons si les États-Unis avaient mis en prison des prêtres par centaines? Que disent-ils des colonies soviétiques en Asie centrale? Que disent-ils des pays de l'Est européen auxquels avait été promis le libre choix de leur destin et qui n'ont fait que changer de maître? Les millions d'Allemands qui ont quitté depuis dix ans la République populaire de Pankow ne méritent pas un seul de ces manifestes indignés que les événements font surgir, innombrables, du sol parisien. Tous les peuples du monde doivent être débarrassés de l'oppression – sauf ceux d'Europe orientale. Quand le maître est russe, les mots changent de sens, l'asservissement

est libération et la politique redevient l'art d'empêcher les hommes de se mêler de ce qui les regarde.

On retrouve cette propension à déraisonner, dès qu'il s'agit de l'Union soviétique, même chez des professionnels de l'analyse sociologique ou économique.

Il y a quelques années, on écrivait sérieusement ici et là que le gouvernement de Moscou envisagerait de rendre le pain gratuit. (Il se trouva même un journaliste du *Figaro* pour consacrer un article à ce sujet et pour développer des considérations sur le «défi» qu'une telle mesure lancerait à l'Occident.) Un minimum de réflexion aurait suffi à montrer l'absurdité d'une telle hypothèse. Il n'est pas impossible, en théorie, de distribuer gratuitement un bien ou un service, dès lors que l'État consent à en assumer intégralement le coût, mais encore faut-il que ce bien ou ce service réponde à certaines conditions. La demande du produit (services médicaux par exemple) doit être, par essence, limitée et le produit ne doit pas être susceptible d'emplois alternatifs. Or, le pain ne remplit pas ces conditions. Dans les pays à niveau de vie élevé, la demande de pain pourrait être limitée par le désir d'aliments plus chers, mais le pain joue encore un rôle trop important dans la nourriture des citoyens soviétiques pour que la gratuité ne provoque pas un accroissement massif de la demande. De plus, il faut être sûr que le pain ne puisse pas être donné aux animaux.

Un autre cas d'aberration est celui d'un excellent spécialiste des finances, M. Lauré, dont le livre récent, *La Révolution, dernière chance de la France*, contient beaucoup de choses excellentes et quelques propositions proprement incroyables. À la page 57, M. Lauré écrit que «l'activité économique de l'U.R.S.S. augmente de 10% par an». Le concept d'activité économique n'est pas très clair, mais il semble s'appliquer à l'ensemble de la production ou de ce que l'on appelle «produit national». Or, aucun des économistes anglais ou américains, y compris ceux qui témoignent de la plus grande admiration pour le système soviétique, ne retient un pourcentage annuel de croissance du produit national de 10%. La discussion – extrêmement complexe, étant donné l'équivoque de la notion de produit national et les difficultés considérables du calcul – oppose les tenants du 4 à 5% aux tenants du 7 à 8% (ces pourcentages s'appliquent aux années 1929-1938 ou aux années 1948-1953: dans la phase de reconstruction 1945-1948, le taux de croissance peut évidemment s'élever davantage). Il ne nous importe pas de chercher ici lesquels ont raison des pessimistes qui avancent le pourcentage minimum de 4% ou des optimistes qui

avancent le pourcentage maximum de 8%. Et nous ne prétendons à aucune compétence particulière pour le faire. Mais il est déconcertant et déplorable qu'un économiste réputé affirme sans preuves un pourcentage supérieur à celui qu'admettent ses collègues spécialistes et ne laisse même pas entendre qu'il s'agit d'un chiffre controversé.

Dans le même livre, quelques pages plus loin, nous trouvons une affirmation plus surprenante encore: l'accroissement de la *productivité* se serait effectué dans l'industrie soviétique au rythme de 10% par an au moins. Là encore, l'auteur ne nous dit pas ce qu'il entend par productivité. Mais, si l'on revient à la définition courante, le volume de la production par tête de travailleur, il faut dire que l'affirmation de M. Lauré est proprement délirante. Si la productivité du travailleur soviétique augmentait régulièrement de 10% par an, cependant que la productivité du travailleur américain n'augmenterait que trois fois plus lentement, nous serions en présence d'un fait décisif, qui commanderait tout l'avenir du monde. Car une augmentation de productivité de 3% par an est considérée partout comme une allure *rapide*. Le triplement de ce taux tiendrait du miracle. Que nous disent les spécialistes de l'Union soviétique? Les évaluations sont extrêmement variables selon les experts, en raison des obscurités propres aux statistiques soviétiques.

Prenons d'abord les chiffres de M. Peter Wiles, économiste anglais, qui tient la croissance soviétique pour plus rapide que la croissance d'aucune économie occidentale à une phase comparable. Il indique comme taux d'accroissement de la productivité soviétique, entre 1928 et 1940, 0,2%, entre 1949 et 1954, 5%. Comment le taux d'augmentation de la production peut-il n'avoir été que de 0,2% par an, au cours des premiers plans quinquennaux, alors que la production industrielle augmentait rapidement? La réponse est qu'à cette époque, l'emploi dans l'industrie progressait d'au moins 10% par an. Pendant l'après-guerre encore, le processus d'urbanisation, de transfert de la main-d'œuvre des campagnes vers les villes, s'est poursuivi. Si l'on veut extrapoler les résultats obtenus, il faudrait d'abord faire la part, dans l'augmentation globale de la production, de ce qui est imputable à l'accroissement de l'emploi industriel et ce qui est imputable à l'accroissement de la productivité du travail industriel, il faudrait ensuite s'interroger sur les surplus probables de main-d'œuvre agricole, susceptibles d'être transférés dans l'industrie au cours des prochaines années, il faudrait enfin établir ce qu'a été le progrès de productivité (valeur produite par tête de travailleur) et comment il évoluera.

Non seulement M. Lauré ne tente pas ce calcul, pourtant élémentaire, mais il cite deux chiffres rigoureusement contradictoires. Si la productivité industrielle progressait annuellement de 10%, la hausse du produit national serait de plus de 10% par an, puisque le transfert de la main-d'œuvre excédentaire des campagnes vers les usines est par lui-même un facteur d'augmentation du produit global. Ou, du moins, les deux chiffres ne sont conciliables qu'en supposant une diminution considérable de la productivité du travail agricole.

Si on laisse de côté des chiffres globaux, difficiles à établir et toujours contestables, les traits essentiels de l'édification socialiste en Union soviétique, au cours du dernier quart de siècle, ne sont pas mystérieux. Il y avait 10 millions de personnes engagées dans des emplois non agricoles en Russie en 1928, il y en avait 20 millions en 1932, il y en a 42 millions en 1955. Aux États-Unis, il a fallu quarante ans pour que les emplois non agricoles passent de 6,5 à 27 millions entre 1870 et 1910. Le transfert auquel Marx avait assisté en Angleterre et qui l'avait scandalisé, s'est renouvelé en Russie au XXe siècle et il a été accompagné de son cortège de misères et de cruautés. Sans même revenir sur la déportation des koulaks, le niveau des salaires réels a diminué d'un tiers environ dans la première phase entre 1928 et 1937, ce qui n'implique pas encore la diminution de la consommation moyenne, car beaucoup des ouvriers venus de la campagne trouvaient peut-être les salaires urbains, même réduits par rapport à la moyenne de 1928, supérieurs aux revenus dont ils disposaient auparavant.

Ce n'est pas seulement la rapidité de l'industrialisation qui constitue l'originalité de «l'édification socialiste», c'est le double fait que cette industrialisation a été orientée davantage vers l'industrie lourde qu'en aucun pays capitaliste et que l'agriculture a moins profité qu'en aucun pays capitaliste de la modernisation industrielle. Ainsi, par exemple, au Japon, dans les quarante premières années de l'industrialisation, le rendement par hectare dans l'agriculture avait plus que doublé, cependant que le taux annuel de croissance globale s'élevait probablement à quelque 5%.

L'échec des procédés soviétiques dans l'agriculture ne prête pas à contestation. Et les résultats obtenus dans les différents secteurs confirment, par leurs différences, les idées théoriques. En ce qui concerne les cultures industrielles, betteraves, coton, l'augmentation semble satisfaisante. Elle est singulièrement médiocre pour les céréales dont la quantité disponible par tête de la population se serait tout juste maintenue; enfin, l'élevage ne s'est pas encore remis de la catastrophe de la collectivisation. Tout compte fait, si, comparée à

1913 ou à 1928, la consommation russe de nourriture a augmenté en ce qui concerne le sucre et peut-être les corps gras, elle a certainement diminué en ce qui concerne la viande, le lait et les produits laitiers.

Les conceptions marxistes étaient dérivées de l'observation et de l'interprétation des concentrations industrielles. Ce n'est pas par hasard que les méthodes soviétiques semblent être relativement efficaces en fait d'industrie (et surtout des grandes entreprises de l'industrie lourde), relativement inefficaces en fait de commerce et d'agriculture. Le grand mérite du régime – rapidité du transfert de la main-d'œuvre agricole, construction accélérée d'usines – ne saurait servir d'exemple aux Occidentaux qui ont derrière eux la phase du transfert massif des populations.

Enfin, même si on admet avec les optimistes, un taux élevé de croissance, on n'a pas le droit d'extrapoler les courbes vers l'avenir sans donner réponses aux questions suivantes (entre beaucoup d'autres): la lenteur du progrès agricole est-il dû seulement à la faiblesse relative des investissements? Suffirait-il de répartir autrement les investissements pour atteindre à un niveau de vie élevé? Le jour où l'on investira dans l'agriculture ou dans la construction, le taux de croissance globale ne va-t-il pas diminuer au moment même où le niveau de vie s'élèvera, le taux de croissance étant lié à la concentration des investissements dans l'industrie lourde?

En tout cas, rien ne permet, en l'état actuel de l'information, d'annoncer l'égénéralisation des niveaux de vie soviétique et occidental à une date rapprochée, 1960 ou 1962 ou 1965. On peut annoncer l'égénéralisation du revenu national par tête de la population mais non l'égénéralisation du niveau de vie. Car on ne transforme pas à volonté de l'acier en lait, par une simple modification de la répartition des investissements. Tant que l'agriculture soviétique ne sortira pas du marasme, une des conditions premières de l'élévation du niveau de vie n'aura pas été remplie.

Les remarques précédentes ne veulent suggérer ni que tout est pour le mieux dans l'économie française ni que tout est au plus mal dans l'économie soviétique. Bien au contraire, je suis convaincu que nous n'avons pas lieu, en France, d'être satisfaits et je ne mets pas en doute le caractère «colossal» de l'édification industrielle en Union soviétique. Mais je constate que cette édification a été accomplie par des sacrifices de consommation – industrie légère et agriculture – plus accentués que ceux que Marx reprochait au capitalisme. La menace d'un niveau de vie soviétique tellement élevé que l'Occident devrait s'abriter à son

tour derrière un rideau de fer appartient peut-être à l'avenir, mais à un avenir non encore prévisible, dont la date, en tout cas, ne saurait être indiquée, même avec la mensongère précision à quoi se plaisent de pseudo-statisticiens.

La France n'a pas de querelle propre avec la Russie, elle n'en a même pas avec l'Union soviétique dans la mesure où celle-ci se contente de ce qu'elle est et renonce à étendre sa puissance et son régime en dehors de ses frontières. En revanche, si les Français ne veulent pas connaître le même régime que la Pologne et la Tchécoslovaquie – et les trois quarts au moins des Français sont dans ce cas – et si les dirigeants de l'Union soviétique continuent de nourrir les mêmes ambitions que Lénine et Staline – et rien ne permet de penser qu'il en soit autrement – alors la France et l'Union soviétique se trouvent quoi qu'en pensent les «fascinés», dans des camps opposés et plus les Français en auront conscience, mieux ils s'adapteront à la conjoncture.

Une fois cette opposition reconnue, il ne serait pas impossible d'adopter une attitude raisonnable. Le premier devoir serait de *connaître*. La France a trop souffert d'ignorer la réalité hitlérienne, la force et les faiblesses du III^e Reich. Il est scandaleux que la majorité des simples Français soit partagée entre la représentation d'un enfer, où une minorité communiste tyrannise des dizaines de millions d'esclaves, et la représentation d'un paradis, où le travail donne la joie. Il est plus scandaleux encore qu'un économiste réputé puisse écrire tranquillement que la productivité industrielle augmente régulièrement de 10% par an en U.R.S.S. ou que des commentateurs, prétendument sérieux, laissent croire que nous pourrions, par des négociations, désarmer l'action communiste acharnée à désagréger l'Union française.

Si nos dirigeants savaient mieux ce qu'est la Russie soviétique, si nos «intellectuels de gauche» cessaient de se faire des illusions sur les objectifs de la stratégie communiste et de voir une étape de la démocratisation dans chacun des épisodes des querelles à l'intérieur de l'élite soviétique, la France verrait s'ouvrir la voie de meilleures relations avec Moscou. Car les Maîtres du Kremlin ne respectent que les forts et les courageux. Ils insultent les États-Unis, ils épargnent la Finlande; ils respectent et ce grand et ce petit pays, mais ils méprisent les hésitants et les lâches, ceux qu'emporte la vague de l'avenir, ceux qui rivalisent de naïveté avec les communistes et de complaisance avec les agents stipendiés. Que les Français non communistes traitent l'Union soviétique en adversaire avec lequel il faut vivre aussi pacifiquement que possible, qu'ils ne laissent de doute ni sur leur choix ni sur leur résolution et peut-être découvriront-

ils que la coexistence deviendra facile le jour où, perdant l'espoir de séduire ou de corrompre, les maîtres de l'empire soviétique se convaincront que la France appartient définitivement à l'Europe libre – ce qui veut dire que la France ne changera pas de camp mais aussi qu'elle cessera de s'interroger sur le camp duquel elle appartient.

On le voit: il y a beaucoup à faire pour remplir cette condition française de la coexistence et libérer les papillons de la fascination de la flamme.

Suez et Budapest

**Preuves
janvier 1957**

Nous n'oublierons pas la première semaine de novembre 1956, les dix jours qui ébranlèrent *à la fois* l'empire soviétique et l'alliance atlantique, et dont tous les protagonistes du drame sortirent vaincus: la domination russe en Europe orientale apparue telle qu'elle est réellement, fondée sur la force nue; Britanniques et Français ajoutant à la défaite morale que leur infligeait le vote presque unanime des Nations Unies, l'humiliation de céder, en apparence, à l'ultimatum soviétique et de ne pas atteindre leurs objectifs militaires; les États-Unis s'efforçant de regagner l'amitié des peuples d'Asie et d'Afrique, mais impitoyables pour leurs alliés européens, dont l'initiative n'était pas sans excuses, et indifférents à l'appel au secours des Hongrois, que leur radio avait appelés au moins à la résistance. Le colonel Nasser, lui, n'était pas vainqueur, dont l'armée avait été défaite par celle d'Israël. Ce dernier État même était-il vainqueur, en dépit de l'éclatant succès militaire, puisqu'il avait perdu (pour un temps) la sympathie américaine et devait évacuer le territoire conquis par ses soldats?

Le triomphe sera-t-il accordé à M. H., au secrétaire général des Nations Unies? On n'ose l'affirmer. Après tout, on n'a jamais douté que les deux Grands, quand ils sont d'accord, fût-ce pour des raisons contradictoires, parviennent à imposer leur volonté aux puissances moyennes et petites. L'Organisation des Nations Unies met en forme légale l'expression de cette volonté commune.

Les événements de Hongrie et du Proche-Orient se sont produits en même temps. Les commentateurs ont inévitablement spéculé sur les causes de cette coïncidence et comparé les mérites ou l'indignité des acteurs, en Europe orientale et dans le Proche-Orient.

La coïncidence n'est pas accidentelle: quels qu'aient été les accords "secrets" entre les gouvernements de Jérusalem, de Paris et de Londres, ces deux derniers ignoraient la date de l'opération du Sinaï, qu'ils escomptaient probablement. Si M. Ben Gourion a pris sa décision dans les derniers jours d'octobre, les événements de Pologne et de Hongrie y sont pour quelque chose, plus encore, semble-t-il, que la campagne électorale aux États-Unis. Ce qui paraissait, vu de Jérusalem, conjoncture favorable, se révéla, finalement, moment fatal. L'Union soviétique n'aurait, en aucun cas, toléré aisément une modification radicale des rapports de forces au Proche-Orient en faveur d'Israël, de la Grande-Bretagne ou

de la France. Elle était encore moins prête à s'y résigner après l'échec que lui infligeaient les Polonais et les Hongrois. Nul ne peut dire si, en l'absence des troubles en Europe orientale, l'intervention soviétique se serait produite plus tôt ou plus tard. Après tout, elle vint après la défaite de l'armée égyptienne au Sinaï. Sur le plan militaire, le délai offert aux Israéliens et aux Franco-Britanniques pour accomplir l'opération, répond plutôt à ce que l'on aurait appelé, à l'avance, l'hypothèse optimiste. (L'ultimatum date du 30 octobre, la lettre de M. Boulganine de la nuit du 5 au 6 novembre.)

Le déclenchement des hostilités au Proche-Orient, entre le succès provisoire de l'insurrection hongroise et la répression, crée un doute angoissant que les arguments et les preuves, si convaincants soient-ils, ne dissiperont jamais entièrement. Les Soviétiques avaient, à coup sûr, pris des mesures militaires pour abattre militairement la révolution hongroise avant l'ultimatum franco-britannique. Comment les maîtres du Kremlin auraient-ils toléré qu'un pays satellite se libérât tout seul et que, par des élections libres, un peuple démasquât la mystification communiste? La zone soviétique tout entière eût été ébranlée par le triomphe imprévisible des hommes sur l'appareil de la tyrannie. La décision d'employer les tanks pour ramener la Hongrie à la discipline communiste a été, semble-t-il, appuyée par les chefs de l'armée autant que par les éléments staliniens.

Il n'en reste pas moins que les Hongrois eux-mêmes ont redouté le pire dès qu'ils apprirent l'ultimatum franco-britannique. À leurs yeux, cet acte des Occidentaux équivalait à publier officiellement qu'on se désintéressait des événements d'Europe orientale. Français et Britanniques laissaient la main libre aux Soviétiques en Hongrie; en contre-partie, ils réclamaient le droit de reprendre, au Proche-Orient, le jeu traditionnel de la force. Beaucoup d'hommes, à travers le monde, ne sont pas convaincus que les Russes auraient écrasé la révolution hongroise dans le style et au moment qu'ils choisirent, si Français et Anglais ne leur avaient donné gratuitement un prétexte ou une sorte de justification.

Quoi qu'il en soit, les Soviétiques ont réussi sans peine à détourner de la Hongrie l'attention du monde. À ceux qui criaient: "Budapest!", ils répondaient: "Suez!" Par malheur, en dépit de toute justice, la moitié des hommes qui n'appartenaient à aucune des parties aux prises, étaient plus indignés par l'expédition franco-britannique que par l'emploi des tanks contre les insurgés hongrois de la liberté. Dans tous les pays d'Afrique et d'Asie, on se sentait

immédiatement solidaire de l'Égypte, pays sous-développé, hier encore soumis à la domination coloniale. Français et Britanniques réveillaient des ressentiments mal apaisés, faisaient naître des soupçons: les impérialistes d'hier n'allaient-ils pas tenter de revenir sur une évolution historique que l'on avait trop vite jugée irréversible? D'un coup, on oubliait et les provocations à l'égard d'Israël et les mauvaises manières du colonel Nasser. On ne voyait plus que le faible frappé par le fort, l'innocente victime de l'impérialisme.

Une sorte de racisme inconscient entraînait les dirigeants des pays asiatiques à ressentir plus intensément l'injure faite à leurs frères d'Égypte que l'horreur infligée aux Hongrois, blancs, lointains, soumis depuis dix ans à un régime communiste. Les Soviétiques ne modifiaient pas le *statu quo*, ils empêchaient les Hongrois de le modifier. On aurait préféré, à New-Delhi, ne pas savoir que l'Union soviétique était, elle aussi, une puissance impérialiste qui imposait son régime par la violence. Aux Nations Unies, le cas de l'Égypte était plus clair que celui de la Hongrie. Nul n'ignorait le gouvernement légal de l'Égypte, nul ne pouvait nier que les troupes israéliennes eussent franchi la frontière, que les avions français et anglais eussent bombardé les aérodromes de la zone du canal. Légalement, il s'agissait d'une agression évidente. En Hongrie, le gouvernement qui fit appel à l'O.N.U. contre l'agression soviétique était incontestablement légal, mais il sortait d'une révolution, il fut balayé par les troupes soviétiques. Par définition, l'O.N.U., organisation de gouvernements légaux, n'est pas compétente pour juger de la popularité ou de l'impopularité des pouvoirs internationalement reconnus. Si elle n'admettait que des États respectant les droits de l'homme, combien compterait-elle de membres? Les Hongrois ont bousculé ce légalisme. On ne leur en savait pas gré à New-Delhi.

La politique des États-Unis était double: conforme aux exigences de l'âge atomique, elle respectait le partage du monde en zones d'influence et n'envisageait pas d'intervenir effectivement au-delà de la ligne de démarcation; conforme aux exigences de l'esprit missionnaire et du prophétisme démocratique, elle se réclamait des Nations Unies, interdisait l'emploi de la force et se proposait de libérer les peuples asservis. La coïncidence entre la révolte hongroise et l'"agression" franco-anglaise mit à nu la contradiction *morale* entre ces deux politiques.

Peu importe que M. Cabot Lodge ait ou non prononcé la phrase: "Nous ne demandons pas à l'Union soviétique de retirer ses troupes de Hongrie, parce qu'elle ne le ferait pas." La phrase exprime la vérité. Les États-Unis n'ont pas

mobilisé leur clientèle des Nations Unies contre l'Union soviétique comme ils l'avaient fait contre les Franco-Britanniques parce qu'ils ne croyaient pas à l'efficacité de la mobilisation dans l'affaire hongroise. Le jugement, politiquement bien fondé, faisait apparaître sous une lumière sinistre la propagande de *Free Europe* et même l'indignation contre l'"agression" franco-britannique. La conscience américaine était-elle à ce point accordée aux nécessités de la conjoncture qu'elle manifestait discrétion ou fureur selon que les circonstances interdisaient ou permettaient l'action? La bombe thermonucléaire protégeait l'Union soviétique non pas seulement contre toute menace militaire, mais, jusqu'à un certain point, contre les jugements de l'esprit. L'Union soviétique a le droit d'employer la force contre la Hongrie; la France et la Grande-Bretagne n'ont pas le même droit contre l'Égypte. Le pire est que, politiquement, cette monstruosité morale n'est pas sans quelque justification.

Dans la mesure où l'égalité de l'armement atomique excluait l'intervention américaine, la répression sauvage de la révolution hongroise ne comportait pas de risque de conflagration générale. La logique de l'âge atomique, finalement, interdira les révolutions, comme le suggérait récemment un savant dans le *Bulletin of atomic Scientists*. Même pour retrouver leur liberté, les peuples ne doivent pas mettre en cause le partage de la planète, sur lequel repose la paix. En revanche, nul ne pouvait prévoir à l'avance les limites des hostilités dans une région où de multiples intérêts s'entrecroisent et se heurtent.

Dès lors, quand on interroge: l'action franco-britannique à Suez est-elle plus ou moins coupable que l'action soviétique en Hongrie? la réponse est double. Le colonel Nasser annonçait son intention de rayer Israël de la carte du monde; il avait saisi, du jour au lendemain, les biens de la Compagnie du canal de Suez; il ravitaillait en armes les rebelles algériens; il méprisait les décisions des Nations Unies relatives au droit de passage des bateaux israéliens à travers le canal ou au statut futur du canal lui-même. Les Franco-Britanniques n'avaient nulle intention d'asservir un peuple et ils ont, dans la mesure du possible, épargné les vies humaines. Les Soviétiques entendaient maintenir un régime d'oppression et de mensonge, ils faisaient la guerre à un peuple qui aspirait à l'indépendance et à la vérité. Rien n'empêche d'opposer l'un à l'autre ces deux épisodes de l'histoire diplomatique et d'approuver l'expédition contre le potentat égyptien tout en vitupérant la cruauté des Soviétiques.

Malheureusement, on ne comprendrait rien à la réalité dans laquelle nous vivons si l'on oubliait qu'au regard de la légalité de l'O.N.U. et des exigences de

la conjoncture atomique, la hiérarchie des mérites et des démérites était exactement inverse. Les Franco-Britanniques étaient plus coupables *politiquement* (s'ils ne réussissaient pas à abattre rapidement Nasser), parce que les conséquences ultimes de leur décision étaient imprévisibles, parce qu'ils agissaient dans une zone ouverte aux influences rivales, sans ligne de démarcation tracée d'un commun accord. Ajoutons une remarque qui passera, à tort, pour cynique: l'action franco-britannique devait être jugée selon les résultats, donc impitoyablement si elle échouait. Les acteurs n'ont pas le droit de protester, en cette circonstance, contre le tribunal de l'Histoire: ils s'y sont soumis à l'avance en décidant d'agir contre l'avis du *leader* de la coalition, contre les règles des Nations Unies. Un succès éclatant aurait peut-être effacé les conséquences des votes des Nations Unies, il aurait révélé les sentiments vrais de beaucoup de ceux qui, dans les pays arabes, manifestaient bruyamment leur solidarité avec le colonel Nasser. Aujourd'hui, ces sentiments vrais se dissimulent avec plus de prudence encore, puisque, ridiculisé sur le champ de bataille, le Birkbachi doit aux interventions américano-soviétiques la victoire politique.

On ne peut dire avec certitude à quelles conditions l'expédition franco-britannique aurait réussi. Probablement la réussite exigeait-elle la chute du colonel Nasser. Si l'ultimatum et les bombardements franco-britanniques ne provoquaient pas un coup d'État au Caire, même l'occupation de tout le canal ne garantissait pas le succès. Avec l'aide de "volontaires" soviétiques, le gouvernement égyptien aurait pu déclencher une guérilla, cependant que les décisions de l'Assemblée générale des Nations Unies, approuvées à la fois par les clientèles soviétique et américaine et par les Afro-Asiatiques, auraient rendu la position franco-britannique difficile sur le plan diplomatique.

Mais si le "cessez le feu" intervenait après un quasi-ultimatum soviétique, avant que la zone du canal fût entièrement occupée, alors le désastre était total et les Franco-Britanniques perdaient sur tous les tableaux. En tout cas, loin de rendre à la France et à la Grande-Bretagne le prestige de la volonté et de la force, l'aventure accélère le déclin qu'elle avait pour but d'arrêter.

Le pire, le plus irritant, est que la mauvaise conduite des opérations n'a pas pour cause l'insuffisance des hommes et du matériel, mais, autant qu'on en puisse juger, une erreur de planification au niveau supérieur. Les ministres n'avaient pas - semble-t-il - convaincu les amiraux que la rapidité était indispensable. Trois divisions au moins avaient été rassemblées pour l'occupation de la zone du canal.

Deux jours étaient prévus pour l'embarquement des troupes, trois jours pour aller en convoi de Malte à Port-Saïd. Le débarquement ne commencerait que le sixième jour après le jour J. Pour réduire ce délai, il eût fallu ou bien qu'au moment de l'ultimatum franco-britannique la flotte approchât du lieu de débarquement, ou bien (à défaut d'une connivence intégrale avec Israël, probablement peu souhaitée des deux parts) que l'on comptât sur la seule action des parachutistes et de l'aviation. Après la défaite égyptienne au Sinaï, il semble que l'on aurait pu tenter le coup. On a redouté les appareils soviétiques, que les aviateurs égyptiens n'étaient pas capables d'utiliser. On a préparé le débarquement comme si l'on devait se heurter à une défense de grand style. Par un curieux mélange, les politiques ont accepté d'un cœur léger tous les périls, cependant que les militaires refusaient d'en courir aucun. Risques politiques et risques militaires étaient en raison inverse les uns des autres. Plus on prenait de précautions militaires, plus le délai d'exécution se prolongeait et plus les risques politiques augmentaient. Finalement la prudence militaire fit éclater la folie politique.

À supposer que le colonel Nasser ne fût pas renversé par la défaite de ses armées dans le Sinaï et par l'ultimatum franco-britannique, trois sortes d'événements devaient être envisagés à l'avance: les réactions dans les pays arabes, l'attitude des États-Unis aux Nations Unies, l'action éventuelle de l'Union soviétique.

Dans les pays arabes, tous se passa conformément à l'hypothèse optimiste. Les gouvernements protestèrent de leur solidarité avec l'Égypte, prirent des mesures diplomatiques contre les "agresseurs", mais n'entrèrent pas en guerre. On peut dire que l'Égypte ne souhaitait pas une action militaire de la Syrie ou de la Jordanie, qui aurait donné à l'armée israélienne la chance de quelques succès supplémentaires. Malgré tout, ce calcul réaliste semble avoir répondu aussi aux désirs des dirigeants arabes, même de ceux qui étaient jusque-là solidaires du "nassérisme". Eux aussi restaient sur la touche, prêts à courir au secours de la victoire.

La réaction américaine fut plus violente que ne l'avaient probablement pensé les ministres britanniques et français. Indignation contre des alliés qui, sans informer Washington, recoururent à des moyens de force, contre la violation de la charte des Nations Unies et contre les termes d'un ultimatum, étrangeté hypocrite et cynique à la fois, ressentiment suscité par le rejet du leadership américain, tous ces sentiments se mêlent, confus, violents, aggravés par la colère

du Président qui commence la campagne électorale en se vantant de la paix assurée et doit la terminer en promettant de conjurer la menace de guerre générale.

Je ne tenterai pas de faire la part de l'émotion et du calcul dans la politique suivie par le président Eisenhower et M. H. Hoover au cours de ces journées tragiques. Je voudrais montrer seulement que les décisions, prises à Washington, se laissent interpréter en termes rationnels. Depuis des mois, des années peut-être, l'opinion et le *State Department* sont partagés entre la nécessité de maintenir l'alliance atlantique et celle, non moins urgente, de prévenir le glissement au communisme des pays dits sous-développés ou non engagés. Pour ne pas s'aliéner l'opinion en Grande-Bretagne et en France, les États-Unis s'abstiennent de prendre parti clairement pour les Arabes ou pour les Cypriotes en révolte contre les Français et les Anglais. Pour ne pas s'aliéner l'opinion en Asie et dans les pays arabes, on laisse entendre discrètement que l'on désapprouve le "colonialisme" français ou britannique. Les États-Unis sont plus proches de la Grande-Bretagne et de la France, en fait de civilisation, que de l'Arabie Saoudite, de l'Inde ou du Pakistan. Mais les États-Unis n'ont pas d'intérêt évident à maintenir la présence anglaise au Proche-Orient ou la présence française en Afrique du Nord. Si les Européens s'en vont, les Américains prendront leur place. Pourvu que les États nouveaux ne deviennent pas communistes et que les richesses minières puissent être exploitées, peu importe le reste.

L'action franco-britannique renforça décisivement le parti qui, aux États-Unis, penchait vers l'anticolonialisme. Personne ne proposait de tolérer passivement la violation de la charte des Nations Unies. À partir du moment où, inévitablement, les États-Unis faisaient condamner leurs alliés par l'Assemblée générale des Nations Unies, ils n'avaient plus de raison de s'arrêter à mi-chemin. Puisque la rupture était consommée et que, de toute manière, l'opinion franco-britannique serait dressée contre eux, le calcul égoïste leur enjoignait de tirer le maximum de profit hors d'Europe pour compenser la perte subie en Europe. Plus ils mettraient leurs principes au-dessus de leurs amitiés, plus leur prestige et leur popularité auprès des peuples de couleur grandiraient. Hier *leaders* de l'alliance atlantique, ils seraient, demain, les intermédiaires indispensables, les arbitres entre les Afro-Asiatiques et les Européens. Ces derniers, cyniques à leur habitude, n'étaient pas sans faire valoir que ces principes s'accordaient miraculeusement avec des intérêts américains, pétroliers ou autres: les Américains n'étaient nullement sensibles à cette objection. Après tout, Français et Anglais liquidaient eux-

mêmes leurs positions par cette aventure mal conçue et mal conduite. Machiavéliques, les Américains auraient encouragé sir Anthony et M. Guy Mollet: ils avaient vainement tenté de les dissuader.

L'épisode du quasi-ultimatum soviétique, suivi par le "cessez le feu", obligea les États-Unis à faire front contre le danger, réel ou imaginaire, d'une intervention militaire de l'Union soviétique dans le Proche-Orient. Mais il fournit aux dirigeants américains un moyen de pression supplémentaire sur les Franco-Britanniques. Ceux-ci n'ignoraient pas que l'abstention américaine était la condition et peut-être la garantie de l'abstention soviétique. Mais la vigueur de l'opposition américaine à la politique franco-anglaise offrait aux dirigeants soviétiques une occasion exceptionnellement favorable d'intervenir: ils se posaient en défenseurs des peuples arabes, et le "cessez le feu" était attribué à leur influence plus qu'aux décisions de l'O.N.U. ou aux instances américaines.

Que se serait-il passé si les opérations franco-anglaises avaient duré quarante-huit heures de plus? Je ne dispose d'aucune information qui me permette de répondre avec certitude. Techniquement, l'envoi de volontaires n'était guère praticable: les aérodromes manquaient, en territoire égyptien, pour l'installation durable d'une flotte aérienne. Le franchissement des frontières par une armée comportait de grands risques. Des parachutistes, loin de leurs bases, auraient été incapables d'une action prolongée. Il restait la possibilité d'une attaque aérienne de grand style contre les villes israéliennes à partir des terrains d'aviation soviétiques. On se saurait exclure catégoriquement cette éventualité.

Certes, les dirigeants soviétiques ne veulent pas d'une guerre générale; les États-Unis non plus. L'inégalité atomique n'est plus aussi accentuée aujourd'hui qu'au temps de la guerre de Corée, le rapport de forces a évolué au profit de l'Union soviétique. À Moscou, le pacifisme du président Eisenhower est connu: MM. B. et K. savaient qu'entre les hostilités locales et la guerre totale, de multiples intermédiaires subsistaient. Ils n'étaient nullement contraints à un choix entre passivité et conflagration mondiale.

Quoi qu'il en soit de ces spéculations, le quasi-ultimatum soviétique, la réplique américaine, la pression des Nations Unies finirent par briser la résolution du gouvernement britannique. Sir Anthony Eden dut, semble-t-il, s'incliner devant la majorité de ses collègues du cabinet, eux-mêmes interprètes d'une majorité de l'opinion anglaise (au moins de celle des élites intellectuelles de la nation).

Sur un autre point encore, les calculs des acteurs furent démentis par les faits.

Le premier ministre n'avait pas l'approbation de l'ensemble de son cabinet, et celui-ci n'entraînait derrière lui ni l'ensemble du parti conservateur ni l'ensemble de la nation. Pour la première fois, la Royal Navy était engagées sans l'approbation des deux partis. Il y a plus. Alors qu'en France les opposants du premier jour à l'aventure franco-britannique (il y en eut plus qu'on ne l'a dit) ne firent rien pour empêcher le déroulement de l'opération, les opposants britanniques, travaillistes et intellectuels, semblèrent sinon souhaiter l'échec, du moins être indifférents aux répercussions de leur attitude. Indignés par l'illégalité de l'action franco-britannique ou convaincus que la soumission aux injonctions des Nations Unies demeurerait la moins mauvaise politique possible, les opposants harcelèrent le gouvernement et contribuèrent à la capitulation du 6 novembre.

Au lendemain du "cessez le feu", les dirigeants américains accentuèrent encore leur politique de coopération avec les Nations Unies et l'opinion afro-asiatique. Ils ordonnaient, par l'intermédiaire des Nations Unies, aux Franco-Anglais de retirer leurs troupes de Port-Saïd, seule méthode, disaient-ils en privé, de prévenir l'arrivée de volontaires, seule méthode aussi de confirmer l'autorité des Nations Unies et le rôle américain de délégué occidental auprès des peuples de couleur.

Écrivant à la fin du mois de novembre 1956, on se demande si le délai d'évacuation conserve une véritable signification. Dès maintenant, les Franco-Britanniques ont perdu beaucoup plus que la face. La seule question est de savoir si l'occupation de Port-Saïd et de quelques dizaines de kilomètres du canal constitue un gage important. L'objectif des Occidentaux était, avant, et il demeure, après les hostilités, d'arriver à un règlement pacifique du conflit entre Israël et les pays arabes, entre l'Égypte et les Franco-Anglais au sujet du canal de Suez. Or les Nations Unies n'ont pas déployé leur ingéniosité et leur énergie pour obtenir *tout à la fois* le départ des troupes franco-britanniques et des promesses du colonel Nasser au sujet des problèmes pendants. Ils ne sont préoccupés exclusivement d'obtenir le retrait, le plus rapidement possible, des troupes israéliennes et franco-britanniques, comme s'ils comptaient sur la bonne volonté du colonel Nasser, restauré après ses défaites militaires dans toute sa gloire grâce à l'action soviéto-américaine, ou comme s'ils se résignaient à un retour au *statu quo ante*, c'est-à-dire à une absence de guerre sans paix.

À ce moment, on ne peut pas ne pas s'interroger sur la sagesse de la politique américaine, considérée dans ses implications au Proche-Orient. Hier, les fonctionnaires du *State Department* tenaient le dictateur égyptien pour leur

ennemi, l'ennemi de l'Occident. Est-il désormais leur ami? Attendent-ils sa reconnaissance? Espèrent-ils qu'après l'intermède tragique le colonel va reprendre le jeu entre l'Est et l'Ouest, et que les États-Unis y trouveront leur compte?

Ou bien les dirigeants de Washington pensent-ils que leur prestige leur permettra d'imposer des règlements équitables, sans autre moyen de pression que l'offre (ou le retrait de l'offre) de dollars? Ayant refusé des dollars pour financer le barrage d'Assouan, sous prétexte que l'Égypte était à la limite de la banqueroute, la logique de démesure qui préside à la politique internationale va-t-elle aboutir au don de sommes deux ou trois fois plus considérables au même dictateur, sous prétexte qu'ayant nationalisé le canal et ayant été attaqué par les Israélo-Franco-Britanniques il est devenu le symbole du droit outragé!

On propose un tableau édifiant pour le hall des Nations Unies. Le colonel Nasser (qui proclamait ses intentions de rayer Israël de la carte du monde) est sauvé par la justice internationale, cependant que M. Ben Gourion, sir Anthony Eden et M. Guy Mollet reçoivent leur châtiment. Il va de soi que MM. Boulganine et Khrouchtchev figurent en bonne place parmi les juges, aux côtés du président Eisenhower souriant et des respectables souverains de l'Arabie Saoudite et du Yémen.

Il n'est pas dans notre propos d'analyser les conséquences, en Europe, des événements de Pologne et de Hongrie. La mystification soviétique a-t-elle été définitivement démasquée? Combien de temps les Soviétiques toléreront-ils en Pologne un régime qui est, malgré tout, national et dont les porte-parole refusent désormais de mentir? Comment va évoluer la situation au Proche-Orient, où le nassérisme, ennemi juré de l'Occident (États-Unis inclus), est toujours (avec ou sans Nasser) la force dominante? Quelle va être la ligne de la politique soviétique, maintenant que la déstalinisation a provoqué l'explosion? Toutes ces questions se posent, et nous tâcherons d'y répondre quelque jour. Aujourd'hui, nous voudrions nous en tenir à l'essentiel et revenir aux rapports de la morale et de la politique en un monde dominé par l'équilibre thermonucléaire, le formalisme des Nations Unies et les ressentiments des Afro-Asiatiques contre les Européens.

Les Nations Unies sont une organisation *politique* à travers laquelle les puissances, grandes et petites, exercent une action guidée non par des idéaux élevés, mais par la considération de leurs intérêts. L'O.N.U. est incapable de faire accepter par l'Inde un plébiscite au Cachemire, par l'Union soviétique

l'envoi d'observateurs en Hongrie. N'importe quel gouvernement, mis en place grâce à une armée d'occupation, finit par entrer à l'O.N.U., dès lors que les autres États, pour des motifs bons ou mauvais, sont prêts à ratifier le fait accompli. Il en résulte que l'inégale valeur des États, des régimes intérieurs, est, par essence, ignorée au quasi-parlement mondial de New York.

L'O.N.U., qui ne dispose d'aucun moyen de contrainte, est tenue d'empêcher une solution par les armes. Elle en vient aussi à entretenir des conflits sans les régler, sans même un effort pour les régler. Israël était reconnu par l'O.N.U., mais celle-ci était incapable d'obliger les pays arabes à la paix, incapable d'empêcher l'Égypte d'entretenir la guérilla en territoire israélien, incapable de sauver Israël le jour où les pays arabes ou l'Union soviétique auraient eu les moyens matériels de l'écraser. L'O.N.U., il est vrai, a facilité l'intervention américaine en Corée en donnant une justification légale à une action qu'une alliance entre la Corée et les États-Unis aurait suffi à légitimer et à déterminer. L'O.N.U. sert aujourd'hui de cadre et d'instrument au pacifisme du président Eisenhower, à l'effort d'entente avec les Afro-Asiatiques. Elle me paraît radicalement dépourvue d'autorité morale et je ne me sens pas personnellement atteint quand l'Assemblée générale condamne la Grande-Bretagne et la France. (Sur le plan politique, c'est une tout autre affaire, et l'opinion mondiale, telle qu'elle s'exprime à l'O.N.U., me paraît avoir plus d'importance que ne le pensent les faux réalistes.)

Indifférente à ce qui se passe à l'intérieur des États, mettant sur le même plan les États esclavagistes et les États civilisés, les démocraties et le totalitarisme, l'O.N.U. intervient dans les affaires intérieures des empires européens. Quand l'Union soviétique déporte des peuples entiers, réprime impitoyablement toutes les velléités nationalistes des allogènes rassemblés dans l'empire des tsars, l'O.N.U. n'entend rien. En revanche, tout mouvement nationaliste contre les Français et les Anglais est immédiatement répercuté, amplifié, exploité par l'O.N.U. grâce à l'action des deux groupes soviétique et afro-asiatique. Le colonialisme soviétique est mis hors de cause, le colonialisme français ou anglais est dénoncé. Le principe "deux poids, deux mesures" est la règle d'or de l'Organisation.

Je ne me propose pas de discuter les mérites ou démérites de la souveraineté française en Afrique et, en particulier, en Afrique du Nord. Je ne nierai pas les fautes de la politique française. Mais le Maroc, si les fonctionnaires, ingénieurs, capitaux français s'en vont du jour au lendemain, retombera dans le chaos dont

nous l'avons sorti. Poser l'absolu du droit à l'indépendance sans tenir compte de la capacité des peuples à se gouverner selon les règles de la civilisation moderne, c'est pure et simple démagogie. Les Soviétiques cultivent cette démagogie par calcul, les Afro-Asiatiques par ressentiment, les Américains par facilité. L'O.N.U. a été transformée en machine de guerre soviéto-afro-asiatique contre les restes des empires européens avec la bénédiction des États-Unis.

L'opération franco-britannique, coïncidant avec les événements de Hongrie, a peut-être mis au jour le "cynisme européen", elle n'a pas moins découvert le cynisme de la politique mondiale. À cause des armes atomiques, les États-Unis sont unis à l'Union soviétique dans la cause de la paix autant qu'ils sont alliés aux Européens dans la cause de la liberté. À cause de la rivalité soviéto-américaine pour l'allégeance des pays non engagés, les Américains sont plus soucieux de l'opinion afro-asiatique que de l'opinion européenne. Qu'ils ne s'étonnent pas que leurs meilleurs amis en viennent à constater, par l'analyse objective des événements, l'indifférence des États-Unis aux intérêts propres de l'Europe. Un jour, peut-être, le *desk* afro-asiatique du *State Department* découvrira que l'amertume européenne est aussi un fait historique.

J'ai exprimé tout haut le jugement que je porte sur la diplomatie de l'actuel gouvernement français, j'ai écrit sans indulgence sur le compte du président Eisenhower et de sa politique étrangère. Maintenant, il faut tenter de vivre, c'est-à-dire rétablir l'alliance avant de restaurer, s'il est possible, l'amitié. Mais soyons francs: qu'on ne nous demande pas, même à nous qui avons critiqué, dès le premier jour, l'opération franco-britannique, de venir, la corde au cou, confesser nos fautes et demander le pardon. Ou alors que les dirigeants américains, eux aussi, confessent la longue série d'erreurs qui débute par l'insistance à demander l'évacuation par les Britanniques de la zone du canal et continue par les péripéties tragi-comiques des relations entre M. J. F. Dulles et le colonel Nasser. Qu'on ne nous demande pas de proclamer que M. Ben Gourion est un agresseur parce qu'il a tenté de détruire les bases de départ des *feddayin* égyptiens. Qu'on ne nous demande pas d'admirer la morale internationale qui épargne les puissances atomiques et condamne les puissances non atomiques, qui ne distingue pas entre les dictateurs et les régimes de liberté, qui tolère les agressions pourvu qu'elles soient hypocrites. Qu'on ne nous demande pas d'admirer la conduite, peut-être raisonnable, de toutes les *Aramco* du monde, qui, pour garantir l'exploitation du pétrole, iront jusqu'à participer à la campagne antisémite. Le *gallic cynicism* comprendra fort bien les nécessités conjointes de l'équilibre thermo-nucléaire et de la concurrence pour les pays sous-développés.

Peut-être finira-t-il, une fois la colère passée, par admettre que, tout compte fait, la règle "onuesque" de non-agression (non-franchissement des frontières) est peut-être globalement préférable à l'absence de toute règle. Il admettra que la pire erreur en politique est de ne pas voir le monde tel qu'il est. Il reconnaîtra peut-être la leçon la plus méconnue de cette décade tragique: un État ne peut pas employer de moyens contraires à l'esprit de ses institutions.

Les Hongrois nous ont rappelé que nulle tyrannie n'étouffe le besoin de liberté et de vérité. Écoutons leur appel et décidons d'espérer.

La société soviétique et l'avenir de la liberté

Preuves
octobre 1957

Des considérations relatives à l'avenir de la société soviétique sont, par définition, spéculatives. Elles le seront d'autant plus, en ce cas, que le signataire de ce rapport n'est un spécialiste ni de la Kremlinologie, ni de la culture russe, ni du régime bolchevik.

Les prévisions relatives à l'avenir de n'importe quelle société, dira-t-on, présentent un caractère spéculatif et sont fondées sur l'application d'un savoir général. En un sens, cette objection est valable. La société soviétique n'en est pas moins à part. Qu'il s'agisse de la France ou des États-Unis, le sociologue aurait la possibilité d'acquérir une sorte de familiarité avec la réalité vécue par les Français ou les Américains. Instinctivement, il pressentirait ce que ceux-ci seront appelés à vivre d'ici quelques années. En fonction du devenir de la civilisation industrielle, il serait en mesure de prévoir la phase prochaine du développement économique en un pays comme la France. Intuitivement, il formulerait des hypothèses vraisemblables sur les réactions des Américains aux étapes inédites de la civilisation industrielle. Enfin, les constantes nationales, observées depuis des décennies ou des siècles, suggéreraient le cadre psycho-culturel dans lequel l'avenir français ou américain serait inséré.

La familiarité avec l'existence russo-soviétique est difficile à acquérir. Mais, à supposer même qu'on l'eût acquise, il subsisterait une incertitude fondamentale qui tient à la pluralité des schémas que l'on peut appliquer à l'interprétation de la société soviétique. Les principaux schémas sont au nombre de trois: schéma de la civilisation industrielle, schéma de la continuité culturelle de la Russie, schéma du totalitarisme, régime radicalement original, sans précédent, sans virtualité interne d'évolution. Chacun de ces schémas est, en tant que tel, équivoque. On connaît mal les lois du développement économique dans un système de type soviétique. Le totalitarisme, dont on proclame l'absolue singularité, n'est pas toujours clairement défini (date-t-il de Lénine ou de Staline?). La continuité entre la Russie qu'a visitée le marquis de Custine et celle qu'a connue M. George Kennan est devenue une banalité, en service dans les salons d'Europe et des États-Unis. Mais, entre la Russie de Nicolas Ier et celle de Staline, il y a eu celle de Nicolas II et celle de Lénine. Au reste, il existe une continuité entre la France de Louis XIV et celle de M. René Coty, ou entre celle

de Louis-Philippe et celle de Raymond Poincaré. En dépit de la continuité, les transformations apportées par le développement économique et le cours des événements politiques sont immenses. Il est exclu d'affirmer ou de nier la possibilité de la liberté (ou des *libertés*) en Russie, en invoquant les seules constantes de la culture russe.

Ces remarques initiales nous permettent de préciser l'objet de cette étude et ce qui constitue, à mon sens, le problème fondamental posé par l'avenir de la société soviétique. En quelle mesure le développement de la civilisation industrielle va-t-il provoquer l'évolution du régime bolchevik et des formes sociales héritées du passé? Dans quel sens sera orientée cette évolution? La réponse donnée à cette question ne peut être qu'une hypothèse, mais les réponses qui s'appuient sur des théories générales peuvent ne pas être tout à fait inutiles, même si le sociologue ne sait pas tout ce qu'il devrait savoir sur la Russie soviétique.

Les réponses insoutenables

À la question posée, deux réponses, catégoriques et contradictoires, ont été données qui nous paraissent également insoutenables. L'une affirme que le développement prodigieux des forces productives annonce la démocratie, l'autre que le régime totalitaire est invulnérable à l'action de causes proprement économiques.

La première théorie, que M. Isaac Deutscher a exprimée ici et là en des termes particulièrement grossiers, prête à de multiples objections que nous rappelons rapidement parce qu'elles ont été maintes fois élevées. Expliquer le terrorisme et l'orthodoxie idéologique par les seules nécessités de l'accumulation primaire ou des plans quinquennaux se heurte au fait incontestable que la grande purge date de 1936, alors que le premier plan quinquennal était exécuté et la collectivisation agraire accomplie. La terreur, qui accompagna cette dernière, s'explique à la rigueur par des "nécessités" économiques, mais non la grande purge qui jeta en prison, indistinctement, des millions d'opposants réels, d'opposants virtuels et de fidèles du bolchevisme ou même du stalinisme.

Le développement prodigieux des forces productives, dont parlent les néo-marxistes, n'est pas fictif, mais il s'agit toujours de l'industrie lourde. Le niveau de vie des masses n'est pas proportionnel à la valeur produite par tête de la population, mais à la valeur des produits susceptibles d'être consommés par les individus. Tant que les disponibilités agricoles seront aussi médiocres, les planificateurs ne pourront augmenter beaucoup le pouvoir d'achat distribué à la

population.

Le terme de démocratie est équivoque. Si l'on définit la démocratie par la compétition organisée des partis, il n'y a pas de relation évidente entre le progrès économique et la démocratie. Mais il serait absurde de poser l'alternative: démocratie occidentale (partis multiples, parlement, libertés intellectuelles, etc.) ou totalitarisme (parti unique, chef divinisé, terrorisme idéologique, obsession policière). Ni la démocratie occidentale ni le totalitarisme stalinien ne sont des tous indécomposables, des "atomes historiques". Il est aussi sommaire d'annoncer l'évolution du totalitarisme à la démocratie au fur et à mesure du développement des forces productives, que d'exclure dogmatiquement la détente progressive du totalitarisme.

La thèse de l'invulnérabilité du totalitarisme aux forces extérieures est liée d'ordinaire à l'interprétation politique et presque métaphysique du totalitarisme. Celui-ci serait une affection des sociétés modernes à laquelle aucune société ne serait définitivement invulnérable bien que Russie et Allemagne l'aient connue seules sous une forme pure et pour ainsi dire parfaite. Favorisé par des circonstances économiques et sociales, le totalitarisme serait par essence politique et idéologique. Il sortirait de la volonté obsessionnelle d'un groupe d'hommes, résolu à modeler la société entière selon leur idéologie propre. Pouvoir du parti unique, orthodoxie idéologique, terreur policière, création d'un univers de significations, contradictoire avec le monde réel et pourtant imposé aux masses comme plus vrai que le réel, tous ces traits seraient liés les uns aux autres et caractéristiques d'un phénomène global qui a surgi et qui finira par s'effacer, mais dont on attendrait vainement le retour par étapes à la normalité.

La théorie sociologique du totalitarisme me paraît aussi précaire que la théorie, élaborée par Montesquieu, du despotisme, dont la nature serait le pouvoir arbitraire d'un seul, et le principe la peur. Montesquieu n'a pas tort de décrire le règne de la peur s'étendant à tous (moins un) dès qu'un homme seul possède un pouvoir sans limites et sans règles. Mais le despotisme ainsi défini est un cas extrême, un aspect de certains régimes, il ne constitue pas une espèce de gouvernement, comparable aux gouvernements normaux, modérés, la République ou la Monarchie (la meilleure preuve en est que le despotisme, d'après Montesquieu, est corrompu par essence et ne se maintient qu'à la faveur de circonstances favorables). De même, le totalitarisme est un aspect, ou un ensemble de traits, d'un régime politique, sans que l'on puisse affirmer qu'aucun régime soit, en tant que tel, par essence, totalitaire.

Expliquons-nous. Les phénomènes totalitaires, observés en Russie soviétique et dans le III^e Reich, ont été caractéristiques d'un régime de parti unique, en des circonstances données. Il ne me paraît pas démontré que tout régime de parti unique doive devenir totalitaire (l'Italie fasciste n'a guère été totalitaire), ni qu'il doive le rester indéfiniment, ni, moins encore, qu'il doive le devenir de plus en plus.

Dans ce que l'on appelle le totalitarisme, je distinguerai au moins trois éléments: l'orthodoxie idéologique, la terreur policière, la fuite en avant ou la lutte sans terme jusqu'à la victoire planétaire ou l'écroulement apocalyptique. Ces trois éléments sont liés. La volonté de faire admettre pour vraie une idéologie toujours arbitraire et souvent absurde entraîne le recours à la police-inquisition, lancée à la chasse des hérétiques et non pas seulement des opposants. La vérité de l'idéologie ne sera définitivement admise qu'à la condition de n'être refusée par personne. Tant qu'il y aura un État capitaliste, le communisme ne sera pas entièrement vrai puisque sa vérité se confond avec sa réalité, et que la réalisation n'est pas assurée tant qu'elle n'est pas universelle. Logiquement, en effet, un mouvement voué à recréer le monde selon une idéologie est en guerre permanente avec les incroyants du dehors et du dedans. Plus il progresse, plus il se sent éloigné du but, puisque rien n'est fait tant qu'il reste à faire. Aussi la grande purge s'abat sur la société soviétique quand la collectivisation agraire est accomplie, parce qu'elle n'est pas un moyen économique, brutal, mais rationnel; elle est l'expression d'une politique, étrangère à la rationalité économique et intelligible exclusivement par référence à la logique idéologique et passionnelle.

Cette sorte d'interprétation, qu'a développée Mme Hannah Arendt avec beaucoup de talent, me paraît dangereuse. Elle équivaut, en effet, à créer un certain type idéal, une certaine essence, puis à supposer un régime présent et futur conforme à ce type ou à cette essence. Si les Soviétiques se conduisaient en parfaits totalitaires, selon la définition que Mme Arendt donne du totalitarisme, nous devrions nous attendre à la non-normalisation, à la non-évolution du régime soviétique. Reste à savoir si celui-ci a jamais été totalement totalitaire, si l'on n'a pas créé une essence à partir de certains phénomènes, historiquement observés et historiquement explicables. Un régime qui serait, en tant que tel, intégralement totalitaire, ne serait pas modifié par le développement des forces productives. Le régime soviétique est devenu totalitaire sous l'influence de certaines circonstances. Il peut cesser de l'être, ou l'être à un moindre degré, sous l'influence d'autres circonstances.

Régime et production

Une fois écartées les versions extrêmes de la théorie néo-marxiste et de la théorie totalitaire, nous avons à nous demander ce que l'une et l'autre nous peuvent apporter. Quelles transformations économiques et sociales amène avec lui le développement des forces productives, et quel est l'effet probable de ces transformations sur le régime politique et intellectuel? Dans quelle mesure le totalitarisme ou certains éléments du totalitarisme sont-ils inséparables du régime, quel que soit le progrès de l'économie?

La conséquence socialement et politiquement la plus importante du développement des forces productives est l'élévation du niveau général de la culture, la constitution et l'élargissement d'une *intelligentsia*. En ce sens, on peut dire que toute industrialisation tend à faire surgir une bourgeoisie, si l'on formalise ce concept afin d'y inclure les ingénieurs et managers d'État aussi bien que ceux des entreprises privées. Cette généralisation n'offre pas de difficultés puisque, au bout de compte, les professeurs et fonctionnaires d'État sont reconnus bourgeois en Occident. Les statistiques soviétiques confirment l'élargissement du pourcentage de l'*intelligentsia* par rapport à l'ensemble de la population active. En Occident, on reconnaît que plusieurs des industries modernes requièrent une proportion accrue de techniciens et de cadres.

En dehors même de la bourgeoisie, le souci prédominant de production et de productivité doit inspirer et inspirer, en effet, la diffusion de la formation professionnelle sinon d'un enseignement technique. Plus de la moitié de la main-d'œuvre russe est employée à l'heure présente dans l'industrie ou dans le secteur tertiaire (ce dernier largement annexe de l'industrie), plus de la moitié de la population est urbaine. Cette population urbaine sait lire et écrire, elle n'est pas enfermée dans la résignation traditionnelle.

Le développement des forces productives ne s'est pas accompagné d'une élévation proportionnelle du niveau de vie des masses. La concentration des investissements dans l'industrie lourde, l'échec de l'agriculture, l'insuffisance de la construction ont eu pour résultat que le Russe moyen est plus mal logé, moins bien nourri (les calories nobles ont moins de part dans la nourriture), moins bien vêtu que l'Occidental moyen, même dans les pays capitalistes relativement les moins favorisés. La Russie soviétique n'en est pas encore à connaître les embarras de l'abondance ou de la demi-abondance.

Il n'en reste pas moins que l'*intelligentsia* souhaite de plus en plus les produits caractéristiques du style de vie de la bourgeoisie occidentale (biens de

consommation durables, automobiles, frigidaires, etc.). Simultanément, les non-privilegiés ont fait, depuis quelques années, l'expérience d'une amélioration matérielle de leur condition. Les premières satisfactions suscitent des revendications plutôt qu'elles ne les apaisent.

L'économie soviétique d'aujourd'hui, comparée à ce qu'elle était il y a trente ans, n'est pas seulement plus puissante, elle est aussi d'un niveau technique supérieur. En quelle mesure les procédés grossiers de la planification des premiers plans valent-ils encore aujourd'hui? La question est extraordinairement complexe et les remarques suivantes tendent seulement à provoquer des discussions. Le sens de l'évolution me paraît pourtant relativement clair. L'atténuation de la pénurie tendra à donner aux décisions des consommateurs sur le marché une importance accrue. La complexité de l'appareil technique jouera au profit des managers et au détriment des militants ou des idéologues, au niveau des entreprises sinon au niveau de l'État. La décentralisation de la gestion devrait renforcer les managers et affaiblir les policiers, réduire la part de la terreur dans la gestion soviétique de la société industrielle.

Population plus cultivée, plus revendicative, économie plus rationnelle, aucune de ces trois évolutions (dont l'allure demeure imprévisible) ne condamne l'organisation actuelle de la société ou de l'État soviétique. Abstraction faite du parti unique et du totalitarisme, la société soviétique est bureaucratique et hiérarchique comme l'était la société russe pré-révolutionnaire. Bureaucratie tout autre par sa formation, son style, sa qualification, que celle du passé, puisqu'elle est composée surtout d'ingénieurs, d'administrateurs, de chefs d'entreprises, et non de propriétaires terriens ou d'officiers.

L'encadrement d'une société industrielle par une bureaucratie d'État, sans que professionnels, syndicats ouvriers et partis politiques aient le droit de s'organiser, fournit probablement un système viable, peut-être même stable. La généralisation de l'enseignement permet de recruter, à chaque génération, les mieux doués des enfants des classes populaires. Les jeunes qui accèdent à l'université ont des chances de carrière. L'élargissement de l'*intelligentsia*, de génération en génération, n'oblige même pas à des purges ou au déclassement des enfants de privilégiés pour faire une place aux nouveaux venus. Pour le grand nombre, il suffit d'une très lente amélioration des conditions de vie qui peut être assurée sans compromettre la croissance de l'industrie lourde.

Des tensions peuvent ou doivent surgir entre les revendications des masses et de l'*intelligentsia* d'une part, les exigences des investissements et les demandes

de la Chine et des démocraties populaires de l'autre. Probablement des tensions existent-elles aussi entre le désir de sécurité et de rationalité des managers ou des techniciens d'une part, le désir de puissance et de prestige des hommes de parti de l'autre. Mais ces tensions sont, si l'on peut dire, normales, elles n'impliquent ni explosion ni transformation fondamentale de la société.

Si cette analyse est exacte, l'interprétation néo-marxiste ne justifie nullement l'annonce de la démocratie en raison du développement des forces productives. La classe dirigeante, hommes de parti et bureaucrates, n'est pas contrainte, par le progrès économique, d'autoriser le surgissement de partis rivaux ou la constitution de syndicats voués à la revendication. Elle est parfaitement en mesure de maintenir le principe de la hiérarchie unique, du parti unique, de la non-contestation des gouvernants et de leur légitimité. Le progrès économique doit modifier les méthodes de gestion, de planification, dans le sens de la rationalité; il doit à la longue entraîner un élargissement de la part de la consommation et, par suite, un ralentissement de l'allure de la croissance. Les bases de la société soviétique ne sont pas détruites par le succès de l'industrialisation.

Essence et variations

En va-t-il de même pour le régime communiste et ses aspects totalitaires? La question peut se diviser en plusieurs interrogations:

- 1) Le règne du parti unique est-il compromis?
- 2) La structure intérieure du parti est-elle profondément transformée par l'évolution spontanée de l'économie et de la société?
- 3) L'idéologie continue-t-elle, à la longue, à jouer le même rôle?
- 4) Le mouvement reste-t-il animé de la même ambition illimitée, de la même violence, ou peut-on prévoir le moment où il se contentera d'être ce qu'il est, c'est-à-dire moins que l'humanité entière?

La première question a déjà, implicitement, trouvé une réponse dans l'analyse précédente. La classe dirigeante ne tolère pas la formation de partis rivaux ou de syndicats indépendants. Ni les masses ni les privilégiés n'ont le moyen de violer cette interdiction ni, semble-t-il, un grand désir de le faire (même quand ils sont hostiles au régime). Selon toute probabilité, si le régime s'effondrait, des partis multiples surgiraient. En Hongrie, des partis multiples ont surgi dès que s'est effondré le despotisme imposé de l'extérieur. Mais, en Russie, les partis pré-révolutionnaires ont cessé d'exister depuis quarante ans. Il est matériellement

difficile de constituer des partis dans la clandestinité. Quelle que soit la force ou la faiblesse des groupes d'opposants, ni le développement économique ni l'élévation du niveau de vie et de culture de la population ne tendent à provoquer la formation de partis rivaux. C'est à l'intérieur de la classe socialement privilégiée, donc à l'intérieur du parti communiste, que se produisent les changements.

La disparition du Numéro 1, la substitution d'un pouvoir collégial à un pouvoir personnel sont imputables à un événement, à la mort d'un homme, et non à l'évolution de la société ou du régime. Malgré tout, l'événement lui-même répondait à une logique interne. Le pouvoir absolu de Staline n'avait jamais été explicitement reconnu et légitimé. C'est en tant que membre du Politburo, secrétaire du parti communiste, que Staline régnait. Le parti restait l'expression du prolétariat. Certes, on aurait pu concevoir que Staline préparât sa propre succession et conférât d'avance à celui qu'il aurait choisi les moyens de s'imposer le jour où lui-même aurait quitté la scène. Mais la nature du pouvoir stalinien rendait malaisé ce transfert organisé. Il était plus normal qu'il n'y eût pas de successeur et que le souvenir même de Staline rendît impossible l'ascension d'un nouveau chef. Staline avait peu à peu écarté, puis mis à mort les compagnons de Lénine, ceux qui avaient été tour à tour ses alliés ou ses adversaires dans la lutte des factions. Aucun des membres du *præsidium* ne pouvait envisager sans angoisse la répétition d'une pareille aventure. En dehors de toute cause profonde, économique ou sociale, le passage du pouvoir personnel au pouvoir collégial est politiquement intelligible.

Quelles conséquences en résultent? Le *præsidium* a dû soustraire la police à l'autorité exclusive d'un de ses membres. Du même coup, l'arbitraire policier semble atténué. La direction collégiale est probablement moins insensible aux revendications populaires, moins capable de, ou moins résolue à exécuter n'importe quel plan économique à n'importe quel prix. Ces propositions sont vagues, mais elles doivent l'être, car les observateurs les plus compétents, les mieux renseignés, hésitent à porter un jugement catégorique: le *præsidium* gouverne comme si sa marge de liberté d'action était légèrement rétrécie par rapport à celle que s'attribuait Staline. Le fait peut s'expliquer à la fois en termes économiques (une société industrielle est moins maniable à volonté qu'une société à prédominance agricole) et en termes politiques (un comité ne se prête pas à la divinisation et, par sa pluralité même, hésite devant les décisions extrêmes).

L'évolution ne mettrait en cause l'essentiel qu'en une phase ultérieure. Le jour où les membres du *præsidium* appelleraient le Comité central à trancher leurs différends, un changement pourrait intervenir. La lutte des factions pourrait recommencer à l'intérieur du parti, comparable à ce qu'elle était au temps de Lénine, avant et après le coup d'État de 1917. En d'autres termes, il est loisible d'imaginer une déconcentration progressive du pouvoir, inverse du processus de concentration. La délégation du prolétariat est passée du parti à un homme par l'intermédiaire du Comité central et du Politburo. Elle reviendrait au parti en repassant du *præsidium* au Comité central. Cette déconcentration, qu'on la juge ou non improbable, ne s'est pas produite jusqu'à présent⁽¹⁾. À supposer qu'elle se produise, elle ne serait pas déterminée directement par des causes économiques ou sociales. Elle dépend des péripéties de la lutte pour le pouvoir.

Dès maintenant, la substitution d'un collège à un homme a entraîné l'atténuation ou la disparition de certains éléments du totalitarisme. Le phénomène que les théoriciens du totalitarisme, essence unique, invoquaient le plus fréquemment était la grande purge. On y retrouvait, en effet, la combinaison de l'arbitraire policier (pragmatiquement injustifiable), du terrorisme idéologique, d'une surréalité, verbalement définie par les juges d'instruction-inquisiteurs-théologiens, imposée comme plus réelle que la réalité elle-même. Les procès d'aveux étaient l'expression symbolique de ce totalitarisme.

Le pouvoir collégial a renié cet aspect du totalitarisme et il a, du même coup, révélé qu'il n'avait jamais été dupe de cette logique délirante. On objectera, avec raison, que Khrouchtchev n'hésita pas à employer, ici et là, cette même logique délirante quand il appela Béria "agent de l'impérialisme", ou la révolution hongroise "contre-révolution". À n'en pas douter, le pouvoir collégial ne peut pas se passer de l'orthodoxie idéologique. Cette orthodoxie est, en elle-même, délirante. Mais la tendance est à l'incrédulité, non au fanatisme.

L'orthodoxie idéologique est fondée sur quelques idées simples: le parti est le prolétariat; la prise du pouvoir par le parti est l'étape décisive, nécessaire et suffisante, du socialisme. Là où cette prise du pouvoir n'est pas intervenue règne le capitalisme, et les masses sont exploitées. L'aboutissement de l'histoire, à la fois bénéfique et inévitable, c'est la diffusion planétaire d'un régime analogue à celui de l'Union soviétique. Cette orthodoxie est délirante parce qu'elle n'a grand rapport ni avec le marxisme de Marx ni avec la réalité. L'édification d'une grande industrie, avec une réduction impitoyable du niveau de vie, ressemble à ce que Marx appelait capitalisme. Le *Welfare state*, la répartition des ressources

supplémentaires créées par le progrès technique au bénéfice des masses, ne ressemble pas à ce que Marx concevait sous le nom de capitalisme. Les dialecticiens ont été contraints de donner aux faits une signification arbitraire, et par instants contradictoire, avec les données les plus évidentes. La surréalité de l'univers des procès n'est que la forme extrême de ce délire logique.

Celui-ci a atteint à la perfection aux pires moments de crise, quand la famine sévissait et que l'on vantait le bonheur du prolétariat libéré. Il est vrai que la grande purge et la terreur après la deuxième guerre mondiale ont coïncidé avec un rétrécissement de l'écart entre réalité et surréalité. Mais ce sont précisément ces phénomènes proprement staliniens que la direction collégiale a condamnés. Plus la société soviétique progresse, plus elle se stabilise, plus elle se rapproche des sociétés industrielles de l'Ouest par le niveau technique, et plus les masses et les militants inclineront à un demi-scepticisme. On reconnaîtra des faits incontestables, la pluralité des méthodes d'industrialisation, l'élévation du niveau de vie à l'Ouest, etc. Dès que les professeurs et journalistes polonais ont écrit librement, ils se sont hâtés de reconnaître ces évidences et de sortir du délire logique de l'idéologie. "1984" n'est pas l'annonce de l'avenir humain, il est la transfiguration caricaturale des dernières années du stalinisme. Les prophètes aussi entrent dans l'avenir à reculons.

Est-ce à dire que les dialecticiens, les dirigeants soviétiques, cesseront de croire à leur mission universelle, à l'avènement de la société sans classes grâce au socialisme? Avec cette question, nous arrivons à un aspect complémentaire de notre analyse. Nous croyons que la société soviétique, avec l'élévation du niveau de vie, de culture, de technique, tend à la fois à une plus grande rationalité économique et à l'épuisement de la foi idéologique. Mais la société soviétique, telle qu'elle est organisée, peut-elle pousser très loin cette rationalisation économique et ce retour au bon sens? La société soviétique, comme toute société humaine, a, elle aussi, ses contradictions.

Le délire et ses lois

Sur le premier point - les obstacles, internes au système, qui s'opposent à la rationalisation économique - nous nous bornerons à quelques brèves remarques. La planification soviétique a été conçue selon des méthodes que l'on attribue en Occident à l'économie de guerre, autrement dit l'établissement de priorités rigides, les objectifs de l'économie lourde devant être atteints à tout prix; le reste, si besoin, est sacrifié. En cas de retard par rapport aux objectifs, on embauchait une main-d'œuvre supplémentaire, disponible dans les campagnes, et l'on

maintenait en service des équipements industriels vieilliss. Les prix des biens de production étaient fixés plus ou moins arbitrairement et la répartition administrative devait pallier les inconvénients de la pénurie.

Les réserves de main-d'œuvre transférable sont désormais faibles, la croissance prévue doit venir, en une mesure de plus en plus grande, des progrès de la productivité. Les problèmes d'amortissement, de renouvellement du matériel, de calcul économique, se posent avec une acuité accrue. On ne peut plus sacrifier à volonté l'industrie légère et l'agriculture. En un sens, la situation exige de plus en plus de rationalité économique, mais quelle rationalité comporte un système de planification centrale orientée vers l'édification de l'industrie lourde et non vers la satisfaction des besoins, qui refuse d'accorder un minimum d'autonomie aux entreprises, qui continue de répartir les ressources sociales en fonction de décisions prises souverainement au sommet, et qui mise toujours sur l'administration autoritaire en un secteur aussi large de l'ensemble du système?

Tant que les dirigeants soviétiques resteront fidèles aux principes staliniens, tant qu'ils maintiendront la priorité de l'industrie lourde et accorderont à l'investissement par rapport à la consommation, à l'industrie lourde par rapport à l'industrie légère et à l'agriculture à peu près ce que Staline leur accordait, l'économie soviétique gardera des éléments autoritaires et policiers. La normalisation, la pacification de l'économie dépendent en dernière analyse de la modification des buts que fixent les dirigeants, donc de la façon de penser de ces derniers.

Nous arrivons au deuxième point: l'atténuation du terrorisme idéologique. Là, nous rencontrons une contradiction éclatante. Il est difficile de maintenir la croyance, il est plus difficile encore de s'en passer. L'expérience polonaise et hongroise est, à cet égard, suprêmement instructive. Staline avait poussé l'orthodoxie idéologique jusqu'à l'absurde, le système de procès et d'aveux jusqu'à la bouffonnerie tragique. Il s'était instauré lui-même maître de la vérité en fait de biologie ou de linguistique. Il avait décrété ce qui, en fait de littérature, de peinture ou de musique, était conforme ou non à la doctrine socialiste. Cette sorte de folie n'était pas indispensable. Rien n'était plus facile, pour les successeurs, que de rendre aux biologistes le droit d'admettre les lois de la génétique, aux romanciers ou aux musiciens une marge élargie de liberté de création. Gel stalinien et dégel post-stalinien constituaient les épisodes alternés de la même histoire.

Encore fallait-il marquer une limite à la liberté de discussion. Ni en Pologne ni

en Hongrie, la liberté ne s'arrête en deçà du dogme lui-même. La difficulté essentielle, c'est l'absurdité du dogme. Ce dernier, nous l'avons vu, est fondé sur deux propositions principales, toutes deux, avec évidence, contraires aux faits. La première, c'est l'identité du prolétariat et du parti, ou, si l'on préfère, la délégation accordée par le prolétariat au parti. La deuxième, c'est l'exploitation de la classe ouvrière en Occident et sa non-exploitation de l'autre côté du rideau de fer, ou encore, si l'on préfère, l'impossibilité de bien-être populaire en régime capitaliste, ou la nécessité de bien-être populaire en régime soviétique.

Dès que les Polonais et les Hongrois ont recommencé à penser librement, au sortir du délire logique, ils ont mis en doute les principes du dogme. Une fois le dogme abandonné, il demeure légitime de préférer la planification soviétique au marché américain, ou de juger la toute-puissance du parti indispensable pour accélérer l'industrialisation, ou encore d'admettre l'opportunité du primat de l'industrie lourde. Mais il ne s'agit plus que d'opinions, bonnes ou mauvaises, raisonnables ou déraisonnables, entre lesquelles on est en droit d'hésiter, mais qui ne définissent pas le bien par opposition au mal, l'avenir par opposition au passé. En un sens, Staline avait raison de ne pas s'arrêter à mi-chemin. Quitte à délirer, mieux valait préciser soigneusement chaque détail du délire et le rendre obligatoire pour tous.

À l'heure présente, les successeurs ne veulent ni revenir aux excès idéologiques du stalinisme ni compromettre le dogme - fondement de leur légitimité et condition du millénarisme communiste. Ce compromis est instable. À chaque instant, les maîtres menacent de retirer aux intellectuels quelques-unes des libertés qu'ils leur ont accordées. À chaque instant, les intellectuels menacent de dépasser les limites qui leur sont tracées. En Pologne et en Hongrie, la contradiction s'est résolue en explosion. Le désir de liberté intellectuelle y était multiplié par l'aspiration à la liberté nationale. En Hongrie, l'ordre est rétabli, mais, cet ordre est étranger, policier, militaire; il n'y a plus de démocratie populaire et moins encore de totalitarisme. En Pologne, la liberté intellectuelle subsiste encore, dans une large mesure, mais le dogme s'est évaporé. Depuis que l'on appelle les choses par leur nom, il n'est pas exclu de préférer la propriété publique des instruments de production, et d'être en quête d'une planification efficace. Mais on sait que rien n'est assuré par la propriété publique ou la planification, ni l'efficacité de la gestion, ni le bien-être des masses, ni même la suppression du chômage.

En Union soviétique, le dogme est intact, bien qu'il ne soit plus ni aussi

étendu, ni aussi détaillé, ni aussi impératif. Le dogme est maintenu et, à en juger par leurs propos, les dirigeants sont restés fidèles à la croyance millénariste. Pas plus que les successeurs n'ont renoncé à rattraper les États-Unis, ils n'ont cessé de se croire engagés en une lutte inexpiable avec le camp capitaliste. Ils ont fait des concessions mineures aux désirs des masses et plus encore des privilégiés, sans toucher à l'essentiel: objectifs et méthodes de la planification, représentation du monde dominée par un manichéisme et millénarisme sommaires.

L'expérience de ces dernières années suggère donc deux conclusions. Il n'est pas vrai que le régime soviétique devienne de plus en plus totalitaire au fur et à mesure que la société a moins besoin de totalitarisme. Bien des phénomènes, particulièrement aberrants, ont été liés, semble-t-il, à l'anormalité de Staline lui-même. Ils ont disparu avec lui. Mais il n'est pas vrai non plus qu'avec Staline les caractéristiques majeures du système économique et du régime politique se soient modifiées. Les unes et les autres sont liées à la manière de penser et d'agir de ceux qui ont édifié et qui gèrent l'Union soviétique.

Ces deux conclusions provisoires ne tranchent pas le problème plus fondamental: le régime pourrait-il se transformer en profondeur sans s'écrouler? Quelles sont les libertés qu'il est capable de tolérer?

Libertés sans liberté

En une analyse simplifiée, on distinguera trois sens de la liberté, trois sortes de *libertés*: ce que Montesquieu appelait la sûreté; ce que les intellectuels de Hongrie réclamaient, c'est-à-dire le droit de dire la vérité sur tous les sujets; enfin la liberté de Rousseau, c'est-à-dire la participation à la souveraineté, les élections libres et la compétition des partis étant, au XXe siècle, l'expression de cette liberté-participation.

La sûreté de l'individu est, en général, favorisée par un régime de type parlementaire, mais le degré d'insécurité varie grandement en fonction de circonstances multiples, plus ou moins indépendantes de la Constitution. Bien des régimes non démocratiques assurent une assez grande sécurité à ceux qui ne se mêlent pas de politique. Le régime tsariste, en sa période dernière, ne menaçait guère la vie et la liberté du citoyen qui vaquait à ses affaires. L'insécurité de l'époque stalinienne est, semble-t-il, grandement atténuée sous les successeurs. Tant que le régime devra user de sanctions politiques pour faire marcher l'économie et imposer le respect du dogme, le citoyen soviétique ne connaîtra pas l'équivalent de la sûreté du citoyen britannique. Le degré de l'insécurité n'est pas fixé.

Dans quelle mesure l'intellectuel ou le simple citoyen pourraient-ils obtenir le droit de visiter l'Occident capitaliste, d'appeler les choses par leur nom? À nouveau, il ne convient pas de répondre par oui ou par non. Mieux vaut employer le mot "liberté" au pluriel qu'au singulier. Le régime pourrait accorder aux musiciens, aux peintres, aux romanciers, plus de libertés qu'il ne leur en donne aujourd'hui, sans se mettre lui-même en danger, sinon peut-être à long terme.

Mais la notion de possibilité a, ici, un double sens. Quand nous disons que "le régime pourrait accorder", nous entendons que "ces libertés", autant que nous pouvons en juger, n'ébranleraient pas le régime. Les hommes du régime, la classe dirigeante, le parti seront-ils enclins à concéder ces libertés? Tant qu'ils croiront à leur dogme, ils n'en admettront pas la discussion. Le jour même où ils seraient, au fond d'eux-mêmes, sceptiques, ne jugeraient-ils pas redoutable l'affirmation publique de ce scepticisme? Nous sommes là en pleine spéculation. Dans l'immédiat, les successeurs sont résolus à sauvegarder le dogme (aussi bien appartiennent-ils à la première génération révolutionnaire). Quand bien même la Russie inclinerait vers une technocratie peu idéologique, le dogme est, semble-t-il, encore vivant en Chine, il est nécessaire pour justifier l'unité du camp socialiste. On ferait preuve d'un optimisme excessif si l'on en espérait l'effacement prochain.

Malgré tout, l'absurdité du dogme, l'expérience polonaise et hongroise, l'incrédulité visible sous la croûte scolastique dans les partis occidentaux m'incitent à ne pas exclure, en une perspective à long terme, les progrès de l'incroyance idéologique. Dès maintenant, les problèmes concrets de la planification soviétique n'ont rien à voir avec les manuels officiels d'économie, tirés par simplification du *Capital*. On conçoit donc qu'un jour on fasse la révérence devant les bustes de Marx sans que l'idéologie léniniste ou stalinienne commande la pensée ou l'action des dirigeants ou des citoyens d'une société industrielle, plus soucieuse d'efficacité que d'orthodoxie. Encore faut-il que la foi révolutionnaire, entretenue en Russie par les épreuves tragiques de l'industrialisation, renouvelée par les chances du communisme en Asie et au Proche-Orient, finisse par mourir. Nul ne sait quand les dirigeants du Kremlin cesseront d'être révolutionnaires. Pour l'instant, ils ont besoin de le rester pour justifier et camoufler la domination impérialiste sur l'Europe de l'Est.

Un jour, la pluralité des factions à l'intérieur du parti, sinon la pluralité des partis, donnera-t-elle à l'individu soviétique la liberté-participation à la

souveraineté? En tout cas, il s'agit d'un avenir non prévisible. Peut-être même la structure de l'empire tsariste ou soviétique, en même temps que la tradition russe, limitent-elles la part qui pourrait être faite à la liberté politique de style occidental.

Jusqu'à quel point le régime s'accommoderait-il des libertés intellectuelles? Jusqu'à quel point supporterait-il la rivalité des tendances ou des factions à l'intérieur du parti? En Pologne même, on n'a pas laissé les électeurs choisir entre les représentants des factions, et l'ombre du grand frère russe était là pour rappeler à la prudence. Qui rappellerait à la prudence les candidats au rôle suprême d'incarnation du prolétariat? Le régime peut supporter l'incarnation personnelle ou l'incarnation collective, probablement pas le doute permanent sur l'incarnation.

⁽¹⁾ Depuis lors, il semble qu'effectivement la lutte entre Khrouchtchev et ses adversaires (Malenkov, Molotov, Kaganovitch) ait été tranchée par le Comité central. Mais si celui-ci a été unanime, comme le dit la presse soviétique, il tend à se confondre avec le Secrétariat, c'est-à-dire Khrouchtchev.

Une révolution antitotalitaire

Preuves
décembre 1957

"La seule contre-révolution qui ait eu lieu est celle que les autorités soviétiques ont opérée quand, avec des forces armées d'une supériorité numérique écrasante, elles ont remplacé le régime socialiste mais démocratique qui était en train de se former en Hongrie par un État policier." Rapport du Comité de l'O.N.U. (p.65).

Le texte qui suit constitue la préface de Raymond Aron au livre "La Révolution hongroise", publiée par la Librairie Plon avec la collaboration du Congrès pour la liberté de la Culture.

Un an s'est écoulé depuis les jours tragiques de novembre 1956, où les tanks russes, par le fer et par le feu, réprimaient la révolution hongroise, cependant que les avions français et anglais écrasaient sous les bombes les aérodromes égyptiens. Les hommes d'État français et anglais, qui, probablement, jugèrent le moment favorable à leur entreprise, portent la responsabilité d'une aberration, que leur insigne médiocrité explique sans l'excuser. Nous avons touché alors le fond du désespoir politique, révoltés contre tout et contre tous, aussi peu enclins à partager la vertueuse indignation des États-Unis contre leurs alliés qu'à pardonner le machiavélisme primaire de nos gouvernants. La révolution hongroise appartenait à l'histoire universelle, la nationalisation du canal de Suez était un épisode du conflit entre le monde arabo-musulman et les Occidentaux. L'histoire sera sévère non pour les intentions mais pour l'aveuglement des ministres français et anglais.

Un an suffit, hélas! à calmer les indignations, à rassurer les consciences. M. Vercors a, dès longtemps, repris le dialogue avec les écrivains soviétiques. MM. B. et K. ont retrouvé leurs sourires et accompli d'autres voyages. L'ordre règne à Budapest. M. Kadar préside un gouvernement qui s'intitule ouvrier-paysan. Près de deux cent mille Hongrois ont quitté leur patrie. Les héros de la révolution sont dispersés à travers les pays d'accueil. Les plus heureux, qui possédaient quelque qualification et dont la santé ne causait nul souci aux fonctionnaires américains de l'immigration, se trouvent désormais de l'autre côté de l'Atlantique. Quelques milliers d'émigrés interrogent l'avenir dans l'Autriche neutre, qui ne cesse de donner aux grands de l'Occident une leçon de générosité.

Aujourd'hui, les invectives, les plaidoyers, les motions de protestation seraient

également dérisoires! Les tanks russes ont provisoirement restauré l'empire soviétique d'Europe. À quoi bon plaider une cause, réfuter la thèse soviétique de la contre-révolution? Les récits de témoins occidentaux, d'émigrés hongrois, les tentatives d'histoire se sont multipliés. Seuls les fanatiques et les aveugles volontaires peuvent encore éprouver quelque doute. Bornons-nous à citer ici le résumé fait par la Commission d'enquête de l'O.N.U elle-même, les conclusions auxquelles sont parvenus les représentants de l'Australie, de Ceylan, du Danemark, de la Tunisie et de l'Uruguay, chargés d'enquêter sur les événements de Hongrie.

"1. - Ce qui s'est produit en Hongrie a été une insurrection nationale spontanée provoquée par des griefs de longue date dont l'un était la situation d'infériorité de la Hongrie par rapport à L'U.R.S.S.;

2. - L'insurrection a été dirigée par des étudiants, des ouvriers, des soldats et des intellectuels parmi lesquels il y avait de nombreux communistes ou anciens communistes. Les insurgés ont souligné que le socialisme démocratique devait être à la base de la structure politique hongroise et que la réforme agraire et d'autres réalisations sociales devaient rester acquises. Il est faux que l'insurrection ait été fomentée par des milieux réactionnaires en Hongrie ou qu'elle ait tiré ses moyens de milieux "impérialistes" occidentaux;

3. - L'insurrection n'était pas préméditée et, en fait, elle a surpris les participants eux-mêmes. Elle a coïncidé avec les événements au cours desquels la Pologne a réussi à se rendre plus indépendante de l'U.R.S.S. et avec la déception causée par le discours prononcé par Ernő Gerő à son retour de Yougoslavie, le 23 octobre, alors qu'on espérait le voir adopter une attitude bienveillante à l'égard des revendications populaires formulées le 22 octobre par les étudiants hongrois;

4. - Il semble que les autorités soviétiques aient pris, dès le 20 octobre, des mesures en vue d'une éventuelle intervention militaire. Il est établi que des mouvements de troupe ont eu lieu ou ont été prévus dès cette date et que des troupes soviétiques venues d'autres pays ont été employées en Hongrie dès la première intervention. En Hongrie, des signes d'opposition étaient apparus avant le 23 octobre;

5. - Les manifestations du 23 octobre ont été au début tout à fait paisibles, rien ne montre qu'aucun des manifestants ait eu l'intention de recourir à la force. Le revirement s'est produit quand l'A.V.H. a ouvert le feu sur la foule qui se trouvait devant l'immeuble de la radio et lorsque les soldats russes sont apparus à

Budapest comme des combattants ennemis;

6. - M. Nagy a établi qu'il n'a pas invité les autorités soviétiques à intervenir; le Comité ne dispose pas d'éléments de preuve quant aux circonstances dans lesquelles une invitation aurait été adressée à ces autorités et il n'a même pu établir si une telle invitation leur a été réellement adressée. Des considérations analogues s'appliquent à l'invitation que le Gouvernement de M. Kadar aurait adressée aux troupes soviétiques en leur demandant d'intervenir, la deuxième fois. Il existe de nombreux éléments de preuve qui démontrent que les forces soviétiques avaient préparé cette intervention depuis les derniers jours du mois d'octobre;

7. - M. Nagy n'a pas été libre tout d'abord d'exercer tous les pouvoirs d'un président du Conseil. Au moment où l'emprise de l'A.V.H s'est relâchée, le pouvoir véritable appartenait aux conseils révolutionnaires et aux conseils d'ouvriers. M. Nagy, constatant que ses compatriotes étaient unanimes à désirer une autre forme de gouvernement et le départ des troupes soviétiques, a fait cause commune avec les insurgés;

8. - Pendant les quelques jours où a régné la liberté, le caractère populaire du soulèvement s'est manifesté par l'apparition d'une presse et d'une radio libres et par des manifestations d'allégresse générale parmi la population;

9. - Les victimes des lynchages et des voies de fait auxquels la foule s'est livrée étaient dans presque tous les cas des agents de l'A.V.H. ou des personnes dont on disait qu'elles avaient collaboré avec eux;

10. - Les mesures prises au cours de cette période par les conseils d'ouvriers étaient destinées à donner aux ouvriers le contrôle effectif des entreprises nationalisées et à abolir des institutions impopulaires comme le système des normes de production. En même temps, des négociations se poursuivaient en vue du retrait des troupes soviétiques, et la vie à Budapest commençait à redevenir normale;

11. - Par opposition à ce qui s'est passé pendant cette période où l'on a réclamé le rétablissement des droits politiques, les divers gouvernements hongrois avaient, jusqu'au 23 octobre et surtout jusqu'à l'automne de 1955, violé les droits fondamentaux du peuple hongrois et ces violations ont repris après le 4 novembre. Il faut considérer comme véridiques les nombreux récits des traitements inhumains et des tortures infligés par l'A.V.H. On a, pour écraser la révolution, déporté en Union soviétique de nombreux Hongrois, y compris des femmes, et certains n'ont peut-être pas été renvoyés chez eux;

12. - Depuis la seconde intervention soviétique, le 4 novembre, il n'y a eu aucun signe d'appui populaire en faveur du Gouvernement Kadar. M. Kadar a systématiquement anéanti le pouvoir des ouvriers. De strictes mesures répressives ont été imposées et les élections générales ont été retardées de deux ans. M. Kadar refusa, dans les circonstances présentes, de discuter du retrait des forces soviétiques. Sur les 190.000 Hongrois qui ont fui leur pays, il n'y en a qu'un petit nombre qui ait accepté l'invitation qui leur a été faite d'y retourner;

13. - L'Organisation des Nations Unies était fondée en droit à examiner la question hongroise, et l'on ne saurait se fonder sur le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte pour justifier des objections contre cet examen. L'intervention armée massive d'une Puissance sur le territoire d'une autre Puissance, dans l'intention avouée de s'ingérer dans les affaires intérieures de cette dernière, doit, aux termes de la définition que l'Union soviétique elle-même a donnée de l'agression, être considérée comme une question dont la communauté internationale a lieu de se préoccuper."

Bien que les événements eux-mêmes et leur signification ne laissent plus, aujourd'hui, pour l'essentiel, place au doute, le Livre Blanc, dû à l'effort patient et éclairé de M. J. Lasky, offre une lecture passionnante. Il nous fait revivre ces jours tragiques, tels que nous les avons vécus, partagés entre la crainte de la probable catastrophe et l'espoir presque fou d'une imprévisible victoire. Il nous rappelle ce que furent ces jours d'enthousiasme dans la Hongrie libre, entre l'évacuation de Budapest par les troupes russes et la deuxième intervention. Il nous permet de suivre les versions successives des événements dans la presse hongroise, yougoslave, polonaise. De la confrontation de tant de mensonges ou demi-vérités surgit miraculeusement, évidente, irréfutable, la simple vérité. Aucun des récits, écrits hâtivement par les historiens depuis un an, ne me paraît avoir la valeur scientifique, ni, je puis dire, artistique, de cette collection de documents contemporains.

I

L'ensemble de l'Europe orientale offrait au monde extérieur une façade d'uniformité. En Pologne comme en Roumanie, en Tchécoslovaquie comme en Hongrie, les mêmes étapes de la soviétisation s'étaient succédé, on observait les mêmes institutions politiques et économiques et, depuis la mort de Staline, la même alternance de tension et de détente, les mêmes tentatives de libéralisation par en haut.

Nulle part, le parti communiste n'aurait pu seul s'emparer du pouvoir total.

Partout, il avait eu besoin de l'aide de l'armée rouge. La force authentique du parti communiste variait selon les pays. Les élections libres de 1945-46 lui donnaient, en Tchécoslovaquie plus du tiers, en Hongrie 17% des voix. En Pologne et en Allemagne orientale, la fusion des partis socialiste et communiste ne permettait pas de mesurer la clientèle exacte de chacun d'eux. Le passage de la coalition antifasciste au front national s'opéra dans toutes les démocraties selon des procédés analogues, politico-policiers, que Rakosi baptisa "tactique de l'artichaut". En Hongrie, le parti des petits propriétaires avait obtenu une majorité absolue des suffrages (57%), mais le parti communiste, grâce à l'appui des autorités d'occupation, garda le ministère de l'Intérieur et la haute main sur la police (A.V.H.). Les partis non communistes furent réduits à l'impuissance en quelques années: leurs chefs furent arrêtés sous prétexte de participation à des complots forgés de toutes pièces. Des communistes ou des opportunistes ayant partie liée avec les communistes prirent la place des dirigeants éliminés. Vers la fin de 1948, que les partis non communistes fussent officiellement dissous ou que, mis au pas, ils aient gardé une vie fantomatique, le parti lié à Moscou, exécuter de ses volontés, était seul maître du pouvoir.

La dissidence de Tito suscita une crise qui, une fois de plus, sembla illustrer et consacrer l'homogénéité de l'Europe orientale, l'unité de son destin. Chacune des démocraties populaires connut une épuration. Là encore, on se hâta de trouver une formule générale: les communistes qui n'avaient pas passé la guerre à Moscou mais dans le maquis, inculpés de complicité avec Tito ou de déviation nationaliste, furent éliminés. Cette formule s'appliquait à Kostov, à Gomulka et à Rajk. Elle s'appliquait mal à Slansky en Tchécoslovaquie ou aux victimes de l'épuration en Albanie ou en Roumanie. Sans doute n'était-il pas impossible de rétablir l'accord entre la théorie et la réalité par quelque hypothèse supplémentaire. Dans toute épuration, la police stalinienne pratique l'amalgame. Le sort de Slansky pouvait être imputable à la campagne antisémite déclenchée à Moscou, au rôle joué par le secrétaire du parti tchèque dans l'aide à Israël. Ailleurs, l'épuration ne frappait pas de communistes nationaux parce qu'elle n'en trouvait pas. Un des dirigeants n'en était pas moins sacrifié à la nécessaire "vigilance prolétarienne". Les observateurs en Occident n'attachaient guère d'importance à ce qui devait apparaître par la suite une différence capitale: Rajk avait avoué et il avait été mis à mort, Gomulka avait été arrêté, torturé mais non jugé et exécuté. Les dirigeants staliniens de Pologne n'aient pas poussé fanatisme ou servilité aussi loin que ceux de Prague ou de Budapest.

C'est à partir de 1953 que les différences entre démocraties populaires, de

l'extérieur, parurent s'accuser. Si l'atténuation de la terreur, partie de Moscou, gagna tous les satellites, la détente fut inégalement marquée, comme fut inégale la révision des plans économiques, décidée en 1953-54, à l'époque où Malenkov était président du Conseil. Unique même fut, semble-t-il, la disgrâce de Nagy et le retour en force de Rakosi, en avril 1955. Le regain de stalinisme en Hongrie allait en sens contraire du courant général dans l'univers soviétique, mouvement que le XXe Congrès du parti, en février 1956, devait accélérer. À partir de 1956, la ligne générale de Moscou demeure visible dans toutes les démocraties populaires, mais l'interprétation de cette ligne, la réaction nationale à la liberté, accordée par Moscou, de critique rétrospective varie de pays à pays. Entre la Pologne et la Hongrie, où les intellectuels dénoncent avec passion les horreurs du stalinisme, et la Roumanie et la Tchécoslovaquie où la discipline se maintient dans la dénonciation du culte de la personnalité, l'intervalle est immense. On a parfois expliqué ces différences par les seuls événements de la phase poststalinienne, mais si ces différences sont apparues à cette époque, n'existaient-elles pas auparavant?

Toutes les démocraties populaires ont *fondamentalement* le même régime économique, mais on pourrait dire aussi que toutes les démocraties occidentales ont "le même régime économique": nous ne sommes pourtant pas enclins à ignorer les différences entre économie américaine et économie française. L'attitude des ouvriers américains à l'égard du capitalisme s'explique par les résultats que donne celui-ci outre-Atlantique, comme l'attitude de l'ouvrier français à l'égard du capitalisme par l'expérience qu'il en a. Dans quelle mesure "le même régime soviétique" ne produit-il pas, lui aussi, des effets divers?

À un niveau élevé d'abstraction, le problème se poserait dans les termes suivants: jusqu'à quel point le régime (mode de fonctionnement, statut de propriété) détermine-t-il le volume de la production, le rythme d'expansion, les conditions de vie? Le plus farouche partisan des mécanismes du marché ne va pas au-delà de l'affirmation que la planification entraîne des pertes plus grandes que les imperfections du mécanisme des prix. Si nous supposons un régime, imité de celui de l'Union soviétique, imposé à un pays ayant atteint le niveau d'industrialisation de la Grande-Bretagne ou des États-Unis, ni le niveau de production ni le niveau de vie ne s'aligneraient sur ceux de l'Union soviétique ou de la Hongrie. En d'autres termes, à supposer même que les démocraties populaires aient toutes le *même* régime, les peuples en auraient une expérience autre, selon l'état de l'économie au début de l'expérience, selon les ressources de la collectivité.

Les pays d'Europe orientale se trouvaient, il est vrai, au point de départ de la soviétisation, dans des conditions analogues (sauf la Tchécoslovaquie). Tous, en effet, étaient des économies à prédominance agraire, l'industrie insuffisamment développée ne parvenait pas à absorber l'excédent de main d'œuvre qui restait dans les campagnes, à demi inemployé. L'Union Soviétique put imposer non pas seulement sa théorie mais l'application qu'elle en fait, parce que les pays, réduits à l'état de satellites, avaient des tâches analogues à accomplir: absorber le surplus de la population paysanne dans l'industrie, donc investir beaucoup et consommer peu. Bien plus, cette tâche commune, les gouvernements des démocraties populaires voulurent l'accomplir par les mêmes procédés, planification rigide, priorité absolue à l'industrie lourde, prix fixés par le bureau du plan, collectivisation de l'agriculture aussi rapide que possible. En d'autres termes, ce qui incita les observateurs à admettre l'homogénéité de la zone soviétique, ce n'était pas la conviction implicite que la planification ou la propriété collective donnent partout les mêmes résultats, et des résultats déplorables, mais la constatation d'un même système de planification, orienté vers des buts analogues.

Même si l'on met la Tchécoslovaquie à part, deux causes de différences n'en interviennent pas moins: les conditions naturelles propres à chaque pays, le degré d'inefficacité du régime. À cet égard, la Hongrie représente, me semble-t-il, un cas extrême. L'édification d'une industrie lourde dans un pays qui n'a ni charbon à coke ni fer était dicté par le dogme et contraire au bon sens. Plus le pays est petit et plus l'effort pour reproduire à l'échelle microscopique la structure de l'Union Soviétique devient absurde. La collectivisation de l'agriculture, peu d'années après une réforme agraire qui avait liquidé la grande propriété terrienne d'origine féodale, devait susciter une résistance farouche.

Cette politique, manifestement contraire aux intérêts et aux aspirations du peuple hongrois, fut menée, avec une impitoyable brutalité, par le parti communiste. À l'origine, celui-ci n'était pas un simple instrument des autorités d'occupation. Des ouvriers, des libéraux, des intellectuels ont, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les uns donné leur foi au parti, les autres rêvé de construire en coopération avec lui une Hongrie nouvelle, authentiquement démocratique et socialiste, au sens que ces mots revêtent en Occident. Mais, au fur et à mesure que s'aggravaient les conditions matérielles de la vie et la terreur, le régime apparaissait comme le camouflage ou l'agent de transmission de la domination russe. Tout se passait comme si l'on s'ingéniait à exaspérer la nation: les plans économiques condamnaient les ouvriers à des salaires de famine, la

collectivisation et les livraisons forcées à bas prix étaient odieuses aux paysans, la suppression de toute liberté intellectuelle enfermait les intellectuels dans le dilemme du silence ou de l'épuration, la police secrète menaçait tous les Hongrois et n'épargnait même pas les plus résolus des staliniens, l'enseignement du russe était obligatoire, les uniformes de l'armée étaient semblables à ceux de l'occupant, l'étoile rouge ornait tous les emblèmes. À ce peuple privé de raisons de vivre, une presse esclave répétait chaque jour qu'il était heureux et qu'il devait remercier les Russes de son bonheur.

En vérité, on s'explique aisément la haine unanime du peuple hongrois contre l'Union soviétique et ses agents en Hongrie, les communistes. On s'explique moins que cette haine ait surpris ceux qui en étaient l'objet et les progressistes de France et d'ailleurs.

Le cas de la Hongrie est-il exceptionnel? Il est malaisé de répondre catégoriquement à cette interrogation, faute d'information sûre. Mais les faits autorisent des hypothèses au moins vraisemblables. Aucun régime soviétique (pas même celui de Russie au bout de quarante ans) n'envisage d'élection libre ou de discussion publique des principes. En aucun pays d'Europe orientale, le parti communiste ne serait capable de gagner des élections authentiques, il n'en était pas capable, il y a dix ans, il n'en serait pas capable aujourd'hui. Répétons infatigablement que le parti qui prétend incarner les masses, le prolétariat ou l'Histoire, refuse obstinément de se soumettre à la décision des hommes libres.

Les raisons de cette hostilité ne sont d'ailleurs nullement mystérieuses. Dans tous les pays de régime soviétique(1) les phénomènes hongrois se répètent, au degré près. Les paysans sont affectés ou menacés par la collectivisation, exposés aux tracasseries des autorités, dont ils reçoivent les directives, souvent inapplicables, et auxquelles ils doivent livrer leurs produits à bas prix. Les ouvriers sont, pour la plupart, mal payés. Estimé en francs, le salaire moyen était, en Hongrie, inférieur à 15.000 francs par mois. Enfin, les intellectuels et les militants sont, eux aussi, exposés à la terreur, dépouillés de toute liberté de création ou de critique. Seuls les croyants ou les opportunistes se satisfont d'un régime qui annonce la liberté et supprime toutes les libertés, promet l'égalité et reconstitue une classe privilégiée, garantit l'indépendance des nations et consacre l'impérialisme russe. Selon le fonctionnement du régime, l'hostilité des paysans est plus ou moins forte, le nombre des ouvriers ou des cadres satisfaits de leur place dans une société ouverte aux ambitieux plus ou moins grand, l'amertume des intellectuels mis au pas et des militants déçus plus ou moins vive.

En Tchécoslovaquie, tous les phénomènes sont atténués. On a développé l'industrie lourde aux dépens de l'industrie légère. Le processus, qui n'est pas rationnel au regard de l'intérêt tchèque, est, malgré tout, moins pénible que celui de l'industrialisation forcée d'une population à prédominance agraire. Le niveau de vie est largement inférieur à ce qu'il serait si le pays était resté du bon côté du rideau de fer. Le mécontentement est partout mais on est loin du désespoir ou de l'exaspération de la Hongrie. On voterait contre le parti si l'on pouvait voter, mais on sait que l'on ne votera pas et l'on prend son mal en patience.

Peut-être convient-il d'expliquer le contraste entre la soumission tchèque et l'héroïsme hongrois ou polonais par des traditions historiques autant que par les circonstances actuelles. Le nationalisme hongrois ou polonais n'est peut-être pas plus fort que le nationalisme roumain ou tchèque, à coup sûr il est autre. Hongrie et Pologne ont été des grandes puissances à l'échelle européenne, au temps des monarchies. Le nationalisme de ces peuples-maîtres a été marqué par l'empreinte aristocratique, il est tourné vers l'Est en une attitude d'hostilité ou de résistance. Catholiques, unanimement ou en majorité, les deux peuples sont étrangers à la tradition orthodoxe, rebelles à la religion séculière d'État que le communisme russe amène avec lui.

Le sentiment national des Polonais et des Hongrois fut longtemps lié à la représentation d'un État puissant. Le héros de la révolution de 1848, Kossuth, qui voulait libérer son peuple, était indifférent aux revendications nationales des populations rassemblées sous la couronne de saint Étienne. Entre les deux guerres, la protestation hongroise invoquait des droits historiques plus que la volonté des populations. (De même, la République de Pologne englobait, à la même époque, à peu près un tiers de minorités.) En 1945, en 1957, la nostalgie du passé était étouffée par les épreuves du présent. Le peuple hongrois voulait vivre *nationalement*, non plus reconstituer un royaume multinational, qui avait eu sa grandeur mais que le mouvement des idées transformait en anachronisme. Longtemps encadrés et animés par une aristocratie, Polonais et Hongrois ont manifesté, dans leur conduite collective, le sens des valeurs nobles et le mépris de la raison bourgeoise(2).

II

Quelle que soit la part que l'on doive faire aux forces profondes, surgies de la tradition, dans les événements de 1956, les causes prochaines rendent intelligibles les événements (on ne les aurait pas prévus, on les comprend après coup). Le premier retour au pouvoir de Nagy avait entraîné une "libéralisation"

plus poussée que dans les autres pays des démocraties populaires (libération de beaucoup de détenus politiques, droit aux paysans de quitter les exploitations collectives, réduction du programme d'investissements). En 1955, Nagy fut une deuxième fois accusé de déviation et chassé du parti en même temps que de la présidence du Conseil. Rakosi tenta alors, en 1955-56, de pratiquer lui-même, d'en haut, la déstalinisation, que le XXe Congrès et le discours de Khrouchtchev contre Staline rendaient obligatoire. L'homme plus que tout autre responsable du procès et de la mort de Rajk, proclamait que l'ancien secrétaire du parti avait été victime d'un déni de justice, d'accusations préfabriquées. L'équipe stalinienne, Rakosi, Gerö, la pire probablement de toutes les équipes staliniennes d'Europe orientale, la plus détestée, tentait de se maintenir en adoptant la déstalinisation comme elle avait adopté toutes les lignes précédentes de Moscou. Mais on ne joue pas impunément la comédie de la liberté.

Durant toute l'année 1956, nous avons assisté de loin, avec une stupéfaction croissante, au déroulement du nouveau cours. Les institutions soviétiques demeuraient en place, mais la censure des écrits, la discipline de la parole, l'orthodoxie verbale avaient comme mystérieusement disparu. Des écrivains polonais et hongrois comparaient Staline à Hitler, réclamaient la liberté, non pas celle qui, grâce à une jonglerie dialectique, s'accomplit par la coïncidence avec les opinions des gouvernants, la vraie liberté, toute formelle, pour parler comme les marxistes, qui s'exprime par le droit de dire non, d'aimer et de détester, le droit de choisir... Un régime d'économie planifiée, de parti unique, d'industrialisation accélérée, camouflant la domination étrangère, pouvait-il, en plus, s'offrir le luxe d'une presse, d'une littérature libres? Nous nous demandions anxieusement combien de temps le régime tolérerait la liberté et lequel, du régime ou de la liberté, succomberait.

En octobre-novembre 1956, la liberté, en Pologne comme en Hongrie, l'a emporté sur le régime. En Pologne, la liberté a conclu avec le régime un compromis acceptable aux Russes. En Hongrie, la liberté victorieuse a été détruite par les tanks de l'armée que l'on continue d'appeler rouge.

Depuis un an, on a indéfiniment spéculé sur les causes du succès polonais et de la catastrophe hongroise. Si nous laissons de côté l'hypothèse, qui n'est pas exclue, d'une volonté consciente des gouvernants russes de provoquer une révolte en Hongrie afin de l'écraser dans un style spectaculaire, il suffit d'évoquer deux situations, deux scènes historiques pour comprendre le destin deux peuples. Quand Khrouchtchev et ses compagnons débarquèrent à Varsovie,

le comité central du parti ouvrier polonais siégeait, décidé à élire Gomułka premier secrétaire du parti. Cyrankiewicz, Ochab, qui avaient joué les premiers rôles dans la période stalinienne, avaient fait bloc avec Gomułka contre les staliniens irréductibles du groupe Natolin. Un ami de Gomułka, Spychalski, avait été porté au commandement de l'armée, les gardes ouvrières étaient mobilisées. Fort de l'appui du parti, Gomułka pouvait donner le choix aux délégués du Præsidium entre l'acceptation d'un régime qui se déclarait communiste et qui restait fidèle au pacte de Varsovie et l'aventure d'une répression sanglante. L'armée polonaise n'aurait pas plus tenu tête à l'armée russe que l'armée hongroise (la répression aurait duré quelques jours de plus), l'Occident ne serait pas plus venu au secours de la Pologne que de la Hongrie. Mais les dirigeants de Moscou avaient intérêt à éviter, s'il était possible, le recours aux tanks, qui déchirait les apparences de la libération prolétarienne et découvrait la réalité de l'oppression, Khrouchtchev, Mikoïan, Molotov, Joukov choisirent le premier terme de l'alternative.

À aucun moment de la révolution hongroise, une pareille alternative ne fut offerte aux Russes. Non par la faute des révolutionnaires; la situation n'était pas la même. Gomułka et ses amis avaient été emprisonnés et torturés, Rajk et les siens étaient morts. Cyrankiewicz n'inspirait pas aux révisionnistes un tel mépris ou une telle haine que sa présence à la tête du gouvernement fût impossible dans l'ère post-stalinienne. Rakosi et Gerö savaient les sentiments qu'ils inspiraient, ils s'accrochèrent le plus longtemps possible à la politique ancienne. Un regroupement du parti hongrois à l'exemple du parti polonais était exclu. Les révisionnistes étaient trop nombreux parmi les communistes, trop éloignés des rakosistes, pour que le parti pût maintenir son unité et conserver la maîtrise des événements à partir du moment où le pouvoir de Rakosi et de la police politique fut brisé. Le malheur de la Hongrie fut d'avoir un parti trop et pas assez hongrois: en sa majorité, les membres du parti partageaient la révolte et les aspirations des masses, une minorité jusqu'au bout résista au mouvement, moins par fanatisme que par souci de ses propres intérêts. Cette minorité était trop communiste (russe) pour céder, les autres ne l'étaient pas assez pour trouver une solution acceptable au Kremlin.

Le caractère du parti communiste me paraît la cause principale du cours pris par la déstalinisation dans les différents pays d'Europe orientale. Dans les régimes bureaucratiques, les forces politiques, les sentiments des masses s'expriment dans la lutte des factions, jusqu'au moment du moins où les émotions populaires se transforment en action. Alors l'inattendu arrive. Toute

interprétation abstraite laisse une marge: une révolution est un événement. Avant une certaine date, les acteurs eux-mêmes la jugeaient inconcevable. Après un certain jour, une certaine heure, nul ne peut plus l'arrêter.

Le discours de Gerö, après son retour de Yougoslavie, exaspéra la population. Les coups de feu sur la foule, massée devant le palais de la Radio, déclenchèrent la révolution. Dès lors, la tragédie suivit son cours. I. Nagy fut compromis par l'intervention de l'armée russe dont on lui attribua faussement la responsabilité. Quand il parvint à se disculper, les révolutionnaires avaient pris le pouvoir dans tout le pays et les revendications ne se situaient plus dans le cadre du régime soviétique. Dénonciation du pacte de Varsovie, élections libres auraient détruit les deux piliers du communisme, le rôle directeur de l'Union soviétique, la toute-puissance du parti.

Le 23 octobre, ouvriers, étudiants, écrivains, auraient été apaisés par la constitution d'un ministère Nagy et la promesse d'un régime plus libéral et plus national. Une semaine plus tard, les révolutionnaires victorieux, sous l'emblème de Kossuth, réclamaient toutes les libertés, de la presse, de la pensée, de la religion, des opinions politiques, ils réclamaient un parlement et la compétition entre les partis, ils réclamaient une indépendance totale du pays. Ce que l'on avait cru impossible - un peuple abattant tout seul un État totalitaire - était soudain réalité. Les mots d'ordre de 1848, liberté, nation, justice, retrouvaient, contre la tyrannie bureaucratique et la domination russe, leur éternelle fraîcheur.

Folie, dira-t-on: comment les hommes du Kremlin auraient-ils accepté ce désastre moral, politique, militaire. Bien sûr, si l'on y réfléchit de sang-froid, cet héroïsme était fou, mais qu'on nous épargne les regrets sentencieux, les insinuations sordides. Chefs et militants de la révolution hongroise savaient mieux que nous les dangers qu'ils couraient. La dénonciation du pacte de Varsovie n'a pas été la cause de la deuxième intervention russe, mais une suprême tentative pour la prévenir. Le discours du cardinal Mindzenty était noble et digne. S'il avait pu éviter ou modifier quelques expressions qu'on lui peut reprocher, rien n'eût été changé. Après des années sans contact avec le monde extérieur, on aurait excusé le cardinal s'il avait, par des propos inopportuns, commis des erreurs politiques. En dépit des légendes, il ne les commit pas.

Il ne convient pas de mettre, après coup, le sceau de la fatalité sur une succession d'événements que l'on imagine aisément autre, à la seule condition de substituer un détail à un autre ou, simplement, d'avancer ou de reculer dans le

temps telle décision ou tel incident. Mais il serait plus indécent encore d'arracher à la tragédie d'un peuple sa pathétique grandeur en accusant la faiblesse d'un chef ou la passion d'une foule. Rakosi et les siens poussèrent trop loin l'obstination, les Hongrois détestaient trop leurs maîtres et, à travers eux, la domination russe: si l'explosion se produisait, le peuple *devait* aller jusqu'au bout de ses exigences, que Khrouchtchev et peut-être plus encore le maréchal Joukov *devaient* juger incompatibles avec les intérêts de l'empire russe.

La propagande communiste a évidemment dénoncé la révolution hongroise comme une contre-révolution. Si, par contre-révolution, on entend la reconstitution du régime qui existait avant la révolution ou la restauration des privilégiés, victimes de la révolution, l'argument est sans fondement et ne mérite pas d'être discuté. Si, par contre-révolution, on entend toute déviation par rapport au régime communiste, la révolution hongroise est contre-révolution à la manière dont la restauration de la démocratie parlementaire en Italie et en Allemagne est contre-révolution par rapport au fascisme et au national-socialisme. La révolution hongroise, en effet, tendait à créer ou à rétablir des institutions que les communistes tiennent pour inséparables de la démocratie bourgeoise, donc pour antérieures, dans le procès historique, au régime communiste. Mais, en ce cas, ce qui appelle la critique, c'est la philosophie qui imagine une ligne unique d'évolution historique et, plaçant le communisme au stade final, n'a d'autre nom pour une révolution anticomuniste que celui de contre-révolution.

Comme l'ont fait remarquer plusieurs commentateurs, les classes dépossédées par une révolution sociale, nobles, grands propriétaires, banquiers, ne peuvent, par elles-mêmes, déclencher une contre-révolution. En perdant terres et capitaux, elles ont perdu la source de leur influence ou de leur autorité. Comment les aristocrates hongrois auraient-ils pu manipuler les paysans devenus propriétaires ou les travailleurs des usines? Pourquoi les étudiants, les ouvriers, les soldats auraient-ils suivi *volontairement* les représentants d'une classe aujourd'hui dépossédée, que la même propagande dénonce comme ayant opprimé et exploité le peuple au temps de sa puissance? Incriminer les "meneurs" ou les "agents de l'impérialisme occidental", c'est imiter les pires aberrations de ceux que l'on fait profession de mépriser, les bourgeois du siècle dernier, qui, incapables de comprendre les ressentiments des masses, imputent à quelques individus sataniques la révolte populaire.

En revanche, si "la démocratie socialiste", seule révolutionnaire, implique le

règne d'un parti unique, les Hongrois s'engageaient dans la voie que les communistes, pour leur plus grande honte, sont contraints d'appeler contre-révolutionnaire, car la démocratie, que les Hongrois appelaient de leurs vœux, pour laquelle ils étaient prêts à mourir, c'était la démocratie que tant de nos intellectuels renient et qu'ils appellent "formelle". Radio Kossuth, statue de Bem, cercle Petöfi, ces noms nous ramènent au temps où nation et liberté avaient partie liée. La nouvelle alliance, conclue en Hongrie, n'est ni anachronique ni accidentelle.

Dans la *Politique*, Aristote, après avoir comparé les principaux régimes, se livre à une étude des révolutions qui mettent fin à l'existence de chacun d'eux. Il suffit de rompre radicalement avec la représentation unilinéaire de l'histoire; du coup, démocratie bourgeoise et soviétisme cessent d'apparaître comme deux moments successifs d'un mouvement, ils sont deux superstructures d'une société industrielle. On cherchera comment meurent les régimes soviétiques de même qu'on s'interroge sur les modalités de renversement des régimes démocratiques.

Nous connaissons trois sortes de révolutions qui mettent fin aux démocraties: l'arrivée au pouvoir d'un parti autoritaire par voie légale, à la faveur de la paralysie du parlement et grâce à l'investiture du chef de l'État (avènement de Mussolini et de Hitler); le coup d'État, pacifique ou sanglant (du pronunciamiento sud-américain jusqu'à la guerre civile espagnole); enfin, les défaites militaires, l'invasion ou la libération (France de 1940, Europe orientale). Nul ne doutait qu'un régime totalitaire pût être, lui aussi, victime d'une défaite militaire. La déposition de Mussolini, celle de Peron prouvaient qu'un régime, depuis longtemps établi, n'était pas à l'abri d'un complot des forces "réactionnaires" ou "libérales", mené par le roi légitime ou des généraux hostiles. Mais ni le fascisme ni le peronisme n'étaient totalitaires. Le complot du 20 juillet avait échoué dans le IIIe Reich.

On n'avait pas encore observé, en ce siècle, contre un État autoritaire, de révolution populaire qui commence par une émeute et finit par la conquête de l'État. Or, ce qui s'est produit en Hongrie, c'est précisément une révolution conforme à la légende du XIXe siècle, qui débute dans la rue et s'achève au palais du gouvernement, que la lenteur des autorités et l'impatience des masses poussent en avant vers un extrémisme que personne n'avait envisagé au point de départ. Que l'on se souvienne: en février 1848, en France, l'opposition dynastique ne voulait pas renverser la monarchie orléaniste. La démission de Guizot, l'élargissement du droit de suffrage auraient suffi si ces mesures avaient

été prises à temps. Peut-être même la démission de Guizot aurait-elle encore suffi si des coups de feu, tirés accidentellement par des soldats, n'avaient exaspéré la foule. Le scénario se reproduit exactement en Hongrie, plus d'un siècle après.

La révolution hongroise était victorieuse à travers tout le pays et non dans la capitale seule, le parti communiste s'était désintégré, les militants trop compromis dans le stalinisme et les membres de la police politique tentaient de se cacher: les ex-communistes s'étaient mêlés en masse à l'insurrection, ils ne défendaient plus le pouvoir, ils partageaient la volonté commune. Journalistes et sociologues répétaient qu'un peuple ne peut pas l'emporter sur un régime totalitaire: en un sens, ils avaient raison. Mais le régime hongrois tolérait, depuis des mois, la liberté de parole, la classe dirigeante avait perdu son unité et sa confiance en elle-même. La révolution d'octobre a été précédée par un phénomène de *détotalitarisme*. "La clique dirigeante", Rakosi, Gerö, s'accrochait au pouvoir, alors que la plupart des membres du Politburo voulaient se débarrasser d'eux (les plus compromis pour se sauver eux-mêmes), la presse était redevenue à moitié libre, les intellectuels critiquaient, interrogeaient, revendiquaient, comme au plus beau jour de la démocratie occidentale, enfin, la majorité des membres du parti et de l'administration, par hostilité aux Russes, par horreur de la tyrannie ancienne, était de cœur avec les insurgés, avant même que le premier coup de feu retentît.

Une révolution antitotalitaire est possible comme les révolutions contre la monarchie ou l'absolutisme étaient possibles au siècle dernier. Mais si toutes les circonstances, dont la conjonction favorisa la révolution hongroise, sont nécessaires, combien de fois se répétera une telle rencontre (direction du parti divisée, militants du parti hostiles, exaspération ouvrière et paysanne, unanimité patriotique contre l'étranger, liberté de parole, refus de l'armée de combattre les insurgés)? Malgré tout, les deux conditions essentielles - solidarité profonde des militants du parti avec le peuple, refus des soldats et des officiers de réprimer l'insurrection - ne sont peut-être pas rares en Europe orientale, peut-être sont-elles virtuellement réalisées, la seule présence de l'armée rouge maintenant une apparence opposée. Ainsi se découvre la signification exacte de la révolution hongroise: révolution antitotalitaire, certes, mais révolution contre un pseudo-totalitarisme, car un totalitarisme imposé de l'extérieur, ressenti comme la domination d'une puissance étrangère, est-il authentiquement totalitaire? Bénéficie-t-il de ce minimum d'adhésion populaire faute de quoi les institutions sont comme des coquilles vides?

III

Beaucoup d'Occidentaux craignaient que la jeune génération fût gagnée à l'évangile de Marx, tel qu'il a été interprété par Lénine et Staline. Ces craintes doivent être aujourd'hui dissipées. Quelques philosophes mis à part, les hommes donnent le même sens au mot liberté des deux côtés du rideau de fer. La liberté n'est pas, pour l'homme du commun, le consentement à la nécessité mais le droit en même temps que la possibilité matérielle de protester contre ceux qui se donnent pour les interprètes de la nécessité.

Les ouvriers qui ont connu le syndicalisme occidental, ceux d'Allemagne orientale, de Tchécoslovaquie et même de Hongrie, ne peuvent pas ne pas reconnaître la différence entre des syndicats qui poussent à l'effort, et les syndicats qui demandent des élévations de salaires ou l'amélioration des conditions de travail, entre les syndicats qui sont du *côté des patrons* sous prétexte que le patron unique est l'État socialiste, et les syndicats qui sont du côté des travailleurs, parce que les patrons sont des capitalistes.

Les ouvriers récemment venus des campagnes, qui ignorent tout des institutions de la démocratie bourgeoise, ne peuvent pas ne pas éprouver des sentiments comparables à ceux des prolétaires dans les faubourgs des grandes villes européennes, au début du siècle dernier, alors que Marx observait leurs souffrances et s'indignait contre l'indifférente férocité des capitalistes. Que le philosophe, dans son bureau parisien, tienne ou non la bureaucratie pour une classe, importe peu. Le fait est que la nouvelle société comporte de grandes différences de revenus, une minorité qui possède de substantiels privilèges, matériels et moraux. Le socialisme implique, dans sa version stalinienne, qu'au lieu de vitupérer les privilèges comme en Occident, on les nie systématiquement ou on les déclare l'expression de la justice ou de la loi de l'Histoire. Même si le sociologue ou l'économiste juge positif, tout bien pesé, le bilan du régime soviétique, celui-ci ne saurait soulever l'enthousiasme de ceux qui payent le prix de l'industrialisation nécessaire. Si le régime succède à une phase d'inflation et de chaos comme en Chine, la garantie du bol de riz devient un progrès réel, ressenti comme tel par la foule. Si le régime vient après une phase d'humiliation nationale et remporte des succès extérieurs, comme en Russie et en Chine, le sentiment de bâtir l'avenir, l'orgueil de la puissance collective compensent peut-être les sacrifices et les souffrances. Les fils d'ouvriers et de paysans qui, à la faveur de la révolution et de l'édification socialiste, font des études et s'élèvent dans la hiérarchie sociale, sont reconnaissants au régime de la chance qu'il leur a

donnée.

En Hongrie, même la minorité activiste était finalement exaspérée. Pourquoi les étudiants, dont beaucoup venaient de familles ouvrières et paysannes, pourquoi les jeunes travailleurs qui avaient subi depuis dix ans la propagande officielle, pourquoi les écrivains et les artistes, dont beaucoup étaient matériellement des privilégiés, se sont-ils finalement dressés contre le régime? Tous les témoignages rendent, me semble-t-il, le même son, suggèrent la même histoire. Ces hommes, jeunes ou vieux, communistes ou non communistes, catholiques ou incroyants, ex-socialistes ou ex-nationaux-paysans, furent révoltés par la contradiction entre les idéologies et la réalité. *Ces révolutionnaires se réclamaient de l'idéal du régime qu'ils combattaient.* Arrêtons-nous, un instant, sur ce point, car il est décisif pour comprendre la situation hongroise et aussi pour comprendre notre temps.

La doctrine communiste, le marxisme de Marx, celui de Lénine, n'apportent pas un système de valeurs original. La vision bourgeoise du monde et de la société s'opposait à la vision traditionnelle de l'Église catholique et de l'ancien régime. Le socialisme prétend réaliser les valeurs dont se réclame la bourgeoisie, faire participer tous les hommes aux bienfaits de la science et de l'industrie, établir une authentique démocratie, arracher l'économie à la paralysie capitaliste, sauver les ouvriers de l'exploitation et de la pauvreté. Le règne du parti unique fut justifié d'abord par la dictature du prolétariat, donc tenu pour transitoire, l'orthodoxie intellectuelle de l'État fut introduite en invoquant les nécessités de l'édification socialiste, sans que les principes de la science ou de la liberté intellectuelle fussent jamais abandonnés. L'inégalité économique est acceptée en tant que nécessaire dans la phase du socialisme (à chacun suivant ses œuvres), mais les privilèges inutiles, ceux qui ne favorisent pas la croissance économique, demeurent condamnés au regard de la doctrine.

Les revendications matérielles et morales de l'insurrection hongroise, au cours de la première phase, pouvaient être, sans hypocrisie, présentées comme le retour à la vérité socialiste après "le culte de la personnalité" et "les crimes de la clique Rakosi". L'amélioration des conditions d'existence était peut-être contradictoire avec les objectifs choisis par les planificateurs, avec un rythme trop rapide d'industrialisation; la liberté intellectuelle est, en fait, contradictoire avec la pratique du régime soviétique depuis Staline, à certains égards depuis Lénine; l'indépendance nationale est certainement contradictoire avec la réalité de l'empire soviéto-russe: ni l'élévation du niveau de vie, ni la libération de la

pensée, ni l'égalité des nations ne sont contradictoires avec l'idée socialiste ou même la propagande de Moscou.

Les élections libres et la pluralité des partis, incompatibles avec le bolchevisme depuis 1918 (date de la dissolution par Lénine de l'Assemblée constituante librement élue), inacceptables aux dirigeants de l'Union Soviétique et des démocraties populaires, ne sont pas contradictoires avec l'idée inspiratrice et le but final du socialisme. Les doctrinaires soviétiques prétendent que les élections en Occident ne sont pas libres parce qu'elles sont manipulées par les "monopoles", parfois ils suggèrent qu'après l'édification du socialisme les élections pourraient être libres, au sens occidental du terme. Le communisme prétend vouloir une liberté plus réelle que celle des démocraties occidentales, alors que le nazisme voulait éliminer les "fausses" valeurs de la tradition judéo-chrétienne.

Cet antagonisme entre théorie et pratique du soviétisme rend également intelligibles deux évolutions parmi les intellectuels du régime, l'une vers la révolte, l'autre vers l'accoutumance, avec ce mélange caractéristique de fanatisme, d'opportunisme et de cynisme que nous connaissons parmi les communistes d'Occident et que C. Milosz a décrit dans *La pensée captive*.

La doctrine (ou la propagande) communiste, pour une part responsable de la révolte contre la pratique soviétique, marquait aussi les conceptions d'avenir des révolutionnaires. Nul ne peut dire quelle Hongrie les Hongrois, débarrassés de l'armée russe, auraient bâtie dans la liberté, mais, sur un point, les chefs des partis reconstitués demeuraient socialistes: s'ils envisageaient le maintien ou la restauration d'une certaine propriété privée dans l'artisanat, l'agriculture, le commerce, ils ne mettaient pas en question la propriété collective des usines ou l'idée de la planification. Les adversaires du totalitarisme stalinien, de l'autre côté du rideau de fer, sont acquis à l'anticapitalisme. Ils cherchent un troisième terme qui éliminerait la tyrannie stalinienne sans impliquer le retour à la propriété privée des instruments de production.

En Hongrie, en Pologne, le communisme, par son idéologie plus encore que par ses institutions, a exercé une action profonde *dans le sens démocratique et égalitaire*. Il a liquidé les survivances d'une structure sociale issue de la féodalité, il a fait paraître évidemment souhaitable la réduction de la distance sociale entre les individus et les classes. La guerre avait préparé, en accumulant les ruines, la prolétarianisation de peuples entiers. Les communistes, peut-être contre leurs désirs, ont érigé en idéal l'égalité des conditions.

En Pologne, en Hongrie, les communistes se situaient à l'avant-garde du mouvement laïc, séculier, rationaliste. L'opposition la plus redoutable, à la longue, pour les staliniens n'était pas celle des ci-devant, ni même celle de l'Église catholique, mais celle des hommes de gauche, communistes ou non, déçus par le contraste entre la théorie, libérale et égalitaire, et la pratique, autoritaire, hiérarchique.

De nouveau, la question se pose, le cas de la Hongrie est-il extrême ou exceptionnel? Qu'il soit extrême, on n'en peut douter. Le contraste entre théorie et pratique n'est pas partout aussi éclatant. Les masses et les élites ne réagissent pas partout avec la même violence, peut-être ne réagissent pas partout de la même manière. La minorité privilégiée qui, en Tchécoslovaquie ou en Union Soviétique jouit (ou jouira d'ici quelques années) de conditions d'existence comparables à celles de la bourgeoisie occidentale (quelques libertés en moins) oublie (ou ignore) l'intervalle entre les espoirs de la Révolution lointaine et la réalité d'une hiérarchie administrative et d'un État autoritaire. Les masses s'accommodent (ou s'accommoderont) d'un régime qui leur garantit un emploi et leur offre (ou leur offrira), bon ou mal an, une hausse lente des salaires. On ne peut pourtant éluder deux interrogations. N'est-ce pas pour un régime bureaucratique une cause de faiblesse de se réclamer d'un millénarisme? Un régime qui, en fait, prolonge la tradition du despotisme oriental, n'est-il pas travaillé par une secrète contradiction aussi longtemps qu'il prétend incarner l'aboutissement du rationalisme occidental?

Le marxisme-léninisme est une version, entre d'autres, du millénarisme révolutionnaire. Il gagne les foules, il convainc les intellectuels dans les pays qui souffrent de pauvreté, d'exploitation, qui ont perdu confiance dans les réformes, dans les méthodes parlementaires. Doctrine d'opposition, ferment de révolte, le marxisme-léninisme promet le développement des forces de production, le progrès moral, l'égalité entre les États, la disparition des classes, le respect des valeurs humanistes. Or, que l'on juge les procédés d'édification socialiste efficaces ou non, un régime issu du marxisme-léninisme, même s'il se dépouille des traits pathologiques du stalinisme, reconstitue les structures fondamentales du despotisme oriental, tel que les auteurs du XVIIIe siècle le décrivaient, tel que les sociologues modernes l'analysent.

Un régime soviétique tend à la concentration de tout le pouvoir, politique et social, dans les mains d'une minorité. La suppression de toute propriété privée, la destruction des partis, la mise au pas des Églises ne laissent subsister aucun

centre de forces en dehors de l'État. Celui-ci marque un retour à la structure élémentaire du despotisme, à la dualité de la masse gouvernée et de la hiérarchie, simultanément sociale, administrative, politique. L'autorité inconditionnelle appartient tour à tour à l'état-major du parti, à un homme seul, de nouveau à l'état-major. Un tel régime diffère moins de la tradition russe que de la démocratie occidentale. C'est la limitation du pouvoir étatique, la multiplication des foyers autonomes de puissance sociale ou d'autorité politique qui auraient marqué une rupture radicale avec le passé. Le bolchevisme fut une *révolution*, mais au sens originel: il ramena la société russe après l'intermède de la liberté, entre février et novembre 1917, dans la dignité du despotisme.

Peut-être le peuple russe se soumet-il plus aisément à ce régime que les autres peuples d'Europe orientale. Non pas seulement parce qu'en Russie le régime est national, mais parce que les autres peuples d'Europe orientale avaient été, depuis des siècles, formés par la civilisation occidentale, ils avaient connu la séparation du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel, le mouvement des Lumières, les valeurs rationalistes et démocratiques. Le communisme séduisait quelques intellectuels et révolutionnaires, parce qu'il semblait prolonger et accomplir les aspirations "progressistes". Le compromis russe entre les aspirations libérales et la tradition despotique est plus étranger aux Polonais et aux Hongrois qu'aux Russes.

En Russie même ce compromis est-il durable? La société industrielle s'insère-t-elle dans les cadres du despotisme oriental? La réalité d'un régime autoritaire et bureaucratique use progressivement le millénarisme. Le régime peut vivre sans être soutenu par une foi. Mais les revendications des masses qui demandent plus de bien-être, celles des privilégiés qui demandent plus de liberté, l'indiscipline idéologique des uns et des autres n'imposent-elles pas, à la longue, des changements qui touchent à l'essence du totalitarisme, à l'essence du despotisme bureaucratique?

IV

Les interrogations concernent l'avenir. Le présent est autre et nulle littérature ne doit en dissimuler l'horreur. Imre Nagy est en prison, Janos Kadar, image parfaite du traître, traître à lui-même autant qu'aux autres, parade dans les capitales comme représentant de la dictature du prolétariat. Arrestations et exécutions continuent. La nation hongroise est une fois de plus décimée. Elle a perdu les meilleurs de ses fils dans les prisons ou en exil. Le maréchal Joukov, qui, plus que tout autre, fut responsable de la répression, sera reçu demain, s'il le

souhaite, par le général Eisenhower, à Washington, en toute cordialité. Les chefs des deux empires embrassent d'un regard la carte des continents. Que sont dix millions de Hongrois auprès des centaines de millions d'hommes dont ils ont la charge? Quelle place même tient l'Europe tout entière dans les calculs planétaires?

L'Occident est-il de quelque manière responsable de la tragédie? Aurait-il pu la prévenir? Aurait-il pu interdire aux Russes d'écraser la révolte d'un peuple? Encore une fois, hélas! je crois qu'il faut répondre non. Ceux qui accusent l'Occident ignorent les faits ou se complaisent dans la démagogie.

Laissons de côté le rôle de la radio *Free Europe*⁽³⁾ et des "agents de l'impérialisme occidental"⁽⁴⁾. Revenons, un instant, sur la coïncidence de l'expédition de Suez avec les événements de Hongrie. L'indignation se dispersa entre l'intervention russe et l'agression franco-britannique. Chacun choisit son objet de colère. Il y eut ceux qui justifièrent la première et dénoncèrent la seconde (les communistes), ceux qui dénoncèrent la première et justifièrent la seconde (les défenseurs des gouvernements français et anglais), ceux qui dénoncèrent les deux, les uns avec une égale vigueur, les autres en faisant une différence. Le premier ministre de l'Inde était plus ardent contre l'agression franco-anglaise que contre l'intervention russe. La plupart des intellectuels français, en dehors des communistes et des progressistes, étaient plus déchaînés contre l'intervention russe que contre l'agression franco-anglaise. Bien qu'hostile à l'expédition de Suez, j'appartiens à cette dernière catégorie. Nul n'est émotionnellement "neutre" ou "objectif".

Selon le formalisme de la loi internationale, France et Grande-Bretagne étaient, me semble-t-il, agresseurs. Quel que soit le jugement juridique, moral ou politique que l'on porte sur la nationalisation du canal de Suez, l'acte du colonel Nasser ne donnait pas le droit à la France et à la Grande-Bretagne d'occuper militairement la zone du canal. La nationalisation datait de près de trois mois quand les troupes israéliennes franchirent la frontière et que Paris et Londres envoyèrent leur ultimatum. À ce moment, la Grande-Bretagne et la France négociaient avec l'Égypte sur le statut futur du canal. L'écart entre les négociateurs n'était pas tel que le recours à la force fût légalement ou même politiquement justifié. France et Israël avaient de solides griefs contre l'Égypte et le président Nasser. Celui-ci accumulait les armes et ne faisait pas mystère de son ambition de les utiliser contre Israël. La rébellion algérienne était soutenue, ravitaillée en armes par les services secrets de l'armée égyptienne. Le président

Nasser avait manqué aux règles non écrites des bonnes mœurs diplomatiques, il ne s'était pas conduit de manière conforme à l'esprit de la Charte, avant que France et Grande-Bretagne n'en violent la lettre. Même la Grande-Bretagne, qui avait le moins de motifs de querelles avec l'Égypte, pouvait estimer que ses positions dans la mer Rouge et dans le golfe Persique ne résisteraient pas à un triomphe éclatant du bikbachi, idole du nationalisme arabe.

M. J. Nehru et une grande partie de l'opinion afro-asiatique n'en étaient pas moins plus sensibles à l'agression commise par des pays européens, colonialistes, contre un pays de civilisation non occidentale, à peine sorti du joug impérialiste. Quand les blancs s'oppriment les uns les autres, les Indiens sont portés à prendre une attitude neutre, accompagnée du commentaire désabusé: que peut-on attendre d'autre des Européens (ou des blancs ou des colonialistes)! Que cette attitude se combine avec un opportunisme inconscient (l'Union Soviétique est puissante et redoutable), rien de plus certain.

Cette injustice spontanée de l'opinion afro-asiatique se rencontre avec un jugement tout autre, rigoureusement politique, qui a dicté, pour une large part, la diplomatie américaine. France et Grande-Bretagne ont violé le droit des gens non écrit que fixent, à chaque époque, les puissances dominantes. Les États-Unis ont décrété que, dans les zones contestées, on n'emploierait pas les armées régulières. Le non-franchissement des frontières devient, en ce cas, un principe fondamental. Infiltration des fedayins, envois d'armes aux rebelles algériens sont regrettables mais font partie des moyens courants de la guerre froide. Les raids de représailles israéliens sont déjà l'objet d'une appréciation moins indulgente. L'opération du Sinaï est jugée inadmissible. Ce droit des gens américain est sans aucun doute défavorable aux nations européennes. D'une certaine façon il équivaut à légitimer la guérilla.

L'Union Soviétique a employé une armée régulière, quelques milliers de tanks et des dizaines de milliers d'hommes contre un petit peuple sans armes. L'opinion américaine en a été moins émue que l'opinion européenne. Aussi bien n'attendait-on rien d'autre des communistes, alors que l'on n'aurait jamais imaginé que France et Grande-Bretagne, pays alliés et démocratiques, fissent figure d'agresseurs. Mais ce sont là justifications ou rationalisations. La vérité est que le droit des gens non écrit de l'âge atomique autorise l'Union Soviétique à faire *n'importe* quoi dans sa zone. La Hongrie appartenait, appartient encore à cette zone.

Si l'expédition de Suez n'avait pas eu lieu, les Russes auraient tout de même

réprimé la révolution hongroise et l'Occident serait restée l'arme au pied, trompant son incapacité d'agir par des manifestations sincères d'indignation. Ceux, donc, qui dénoncent la passivité de l'Occident, devraient nous dire ce qui aurait pu être fait. Or, en ces situations extrêmes, l'alternative est simple, brutale: ou bien l'intervention militaire, ou bien l'abstention, camouflée par des protestations verbales. Il n'y a pas de troisième terme. Ceux qui refusent le deuxième sans accepter explicitement le premier s'illusionnent eux-mêmes, à moins qu'ils n'abusent leurs lecteurs. Un troisième terme est concevable: la menace d'intervention militaire, mais cette menace (volontaires ou armée régulière) n'aurait été prise au sérieux par l'Union Soviétique qu'à la condition d'être pleinement assumée par les gouvernants et les peuples d'Occident. Or ceux-ci n'ont jamais envisagé de livrer une guerre contre l'Union Soviétique pour libérer les pays d'Europe orientale, ils n'ont même jamais voulu en courir le risque. Qu'on nous épargne les faciles propositions (au conditionnel): l'intervention occidentale *n'aurait pas* entraîné la guerre, la menace *aurait* suffi. Pour sauver la Hongrie, les États-Unis auraient dû prendre un risque de guerre générale. Ils ne l'ont pas pris, les Européens ne l'auraient pas pris non plus, si la décision avait dépendu d'eux. États-Unis et Union Soviétique, unis contre la guerre atomique, respectent réciproquement leurs zones de domination. Ces zones ne sont pas fermées à la propagande du rival, elles ne sont pas ouvertes aux armées.

La Hongrie n'aurait pu être sauvée que par la répugnance soviétique à une action militaire qui signifiait, par elle-même, une défaite politique. Le cours des événements, sinon une décision antérieure, devait amener le Présidium et les chefs militaires soviétiques à préférer le coût moral de la répression à la désagrégation de leur empire européen. Beaucoup de communistes polonais, dont les sympathies vont à la Hongrie, murmurent, en privé, que "les Russes ne pouvaient pas faire autrement". Sur le plan de la politique de puissance, peut-être. Mais que penser d'une libération qui aboutit à ce massacre? Que penser des intellectuels occidentaux qui ont, pendant huit années, acclamé ce régime tyrannique? Qui condamnent la répression hongroise sans condamner leurs propres compromissions d'hier avec les bourreaux?

La révolution hongroise, la plus pure de notre temps(5), s'est achevée en désastre. Provisoirement, la révolution polonaise, qui s'est arrêtée à la limite de l'irréparable, a été tolérée par les dirigeants russes. En Hongrie, une "réaction" stalinienne a suivi la répression.

La leçon qu'il faut avoir le courage de tirer résolument est claire: il est de l'intérêt commun des peuples prisonniers et de l'Occident que l'opposition au communisme demeure provisoirement à l'intérieur du régime. Puisque l'Occident ne peut ni ne veut intervenir, puisque l'Union Soviétique a les moyens et la détermination nécessaires pour écraser les révolutions, la seule perspective - en dehors de l'éventuelle évacuation simultanée des deux parties de l'Europe par les armées russe et américaine - est une transformation de la pratique communiste, en Russie et dans les pays satellites. Nous ne savons pas quelle est la marge des variations que comporte cette pratique. Nous savons qu'un régime soviétique n'est pas plus que tout autre invulnérable aux répercussions du développement économique, aux émotions et aux rêves des hommes, aux influences venues du dehors et surtout de l'Occident. Bien plus, ce régime est atteint d'une fêlure interne, qu'ignoraient les despotismes orientaux du passé, il est condamné par l'idéologie dont il se réclame.

La révolution hongroise marque une étape décisive dans cette condamnation du soviétisme par l'idée socialiste. Les acteurs en sont morts, exilés ou réduits à l'impuissance: leur action survit à leur malheur, leur exemple continue de rayonner. La nation hongroise s'est sacrifiée pour une cause qui la dépassait, si grande que fût la cause de la liberté d'un petit peuple. Ouvriers, intellectuels, étudiants, unis selon le rêve de Marx, ont ensemble démontré que le régime totalitaire, en prétendant supprimer les rivalités, légitimes et fécondes, des hommes et des idées, forge l'unanimité du peuple contre l'appareil de la tyrannie.

Quel que soit l'avenir, si longtemps que l'on doive attendre le jour où les Hongrois célébreront leur révolution d'octobre, il est une victoire des vaincus qu'aucun épisode de l'histoire ne saurait effacer. La politique n'est pas la suprême réalité et les événements relèvent aussi d'un autre tribunal. Au regard de la sagesse pratique, une réforme réussie eût été préférable à une révolution écrasée, mais le sacrifice des justes, le refus de la soumission, le consentement à la mort proclament une vérité dont la force silencieuse l'emporte, à la longue, sur la violence des armes et la gloire équivoque des conquérants. La folie des Hongrois, révoltés seuls contre un empire tout-puissant, continuera, de siècle en siècle, à témoigner pour l'homme et à donner foi en son destin.

(1) Je ne parle ici que de l'Europe. En va-t-il de même en Chine? Faute de connaissances, je préfère m'abstenir, sur ce point, de toute prise de position.

(2) Pendant la guerre, à Londres, rien n'était plus frappant que le contraste entre l'attitude des Tchèques et celle des Polonais à l'égard des Russes. Les premiers cherchaient le salut dans les concessions et l'opportunisme, les seconds dans la résistance. Probablement les Tchèques auraient-ils évité la soviétisations s'ils avaient adopté l'attitude des Polonais ou des Finlandais.

(3) Autant que je sache, cette radio, qui commit des imprudences, n'appela pas les Hongrois à prendre les armes et ne promit pas un secours armé de l'Occident.

(4) Il va de soi que les meneurs jouent un rôle d'un côté et de l'autre, mais les "agents de l'impérialisme" ne pourraient rien contre un régime socialiste appuyé sur la masse du peuple.

(5) Qu'il y ait eu des excès, que des membres de la police politique aient été lynchés, personne ne le nie et les révolutionnaires eux-mêmes le regrettent. Mais, comme l'écrit le professeur Seton-Watson, le nombre des victimes, d'après un journal polonais, montait à quelque quatre-vingts. Il ne convient pas à ceux qui exaltent les événements de 1917 de tirer argument des vengeances populaires, inévitables et compréhensibles aussi bien que regrettables.

Réponse à un questionnaire de l'agence Tass

Le Figaro
17 octobre 1961

J'ai reçu d'un représentant à Paris de l'agence Tass un questionnaire adressé à trente et une personnalités françaises. La liste des destinataires comprend neuf "inconditionnels", c'est-à-dire des hommes dévoués corps et âme à la cause soviétique, que celle-ci implique l'exaltation de Staline ou la liquidation du culte de la personnalité, et environ une demi-douzaine de compagnons de route. Comme la lettre du correspondant de l'agence Tass ne précise pas où et comment seront publiées les réponses et exprime seulement l'intention de faire connaître "le point de vue" des Français interrogés aux "lecteurs soviétiques et étrangers", je n'ai pas cru mal faire en faisant connaître mon point de vue aux lecteurs du *Figaro* tout en envoyant directement ma réponse à l'agence Tass.

1. Quelle impression générale retirez-vous de la lecture du projet de programme du parti communiste d'Union soviétique?

Une impression d'ennui. J'ai fait deux voyages de l'autre côté du rideau de fer: l'efficacité suprême du "régime socialiste" se manifeste dans l'organisation de l'ennui plus encore que dans l'organisation de l'enthousiasme ou de la terreur. Demander à des Occidentaux de lire les 127 pages du projet, c'est leur demander un effort dont les Soviétiques, après plus de quarante années de discipline idéologique, ne sont plus capables de mesurer la sévérité. Pendant des pages et des pages, on lit des phrases comme: "L'ampleur gigantesque des grands travaux de construction exige un développement rapide de l'industrie de construction, le perfectionnement de sa technique, un accroissement considérable du volume de production des matériaux de construction dont la qualité doit être améliorée et le prix de revient diminué..." En Occident, même nos fonctionnaires ne nous infligent pas des dizaines de pages de considérations de ce genre.

En ce qui concerne le programme lui-même, il m'a donné surtout une impression de déjà lu. La capacité d'affirmer la réalité de ce qui devrait être, mais n'est pas, capacité que le monde admire en Union soviétique depuis longtemps, est manifestement intacte. À la page 83, l'économie soviétique est baptisée "puissante et harmonieusement développée". Comme disait mon professeur de rhétorique, l'expression "harmonieusement développée" est rencontrée. Quand on songe à la disproportion entre industries de biens de production et industries de consommation, on se demande si le mot harmonie a

le même sens des deux côtés du rideau de fer. "En régime socialiste, les nations s'épanouissent, leur souveraineté se consolide..." Probablement la souveraineté du peuple hongrois s'est-elle consolidée en novembre 1956 comme celle des Allemands qui, au nombre de trois millions depuis quinze ans, ont quitté la D.D.R.

Pour le reste, je laisserai aux spécialistes de l'exégèse idéologique le soin de décider si le mélange de "coexistence pacifique des pays ayant des régimes sociaux différents" et de "lutte acharnée contre l'idéologie bourgeoise et réformiste" est de nature à satisfaire Mao Tsé-toung ou le maréchal Tito, l'ombre de Lénine ou le fantôme de Staline.

2. Quelles perspectives le programme ouvre-t-il au peuple soviétique?

Je m'excuse d'une réponse qui ne sera pas moins décevante que la précédente. Le peuple soviétique doit s'attendre à la continuation de ce qu'il connaît depuis quelques années: l'augmentation rapide de la puissance de l'Union soviétique et l'élévation plus lente du niveau de vie.

Je sais bien que le projet de programme apporte des précisions chiffrées qui ne manqueront pas d'impressionner les badauds et même quelques économistes. Mais quoi? Il est dit qu'en l'augmentant de deux fois et demie, la production industrielle globale de l'Union soviétique dépassera la production actuelle des États-Unis. Il me faut conclure que, pour l'instant, la production soviétique est de l'ordre de 40% de celle des États-Unis (M. Khrouchtchev a dit récemment 50% mais, en ces matières, l'équivoque des chiffres permet des fantaisies). Pour les vingt prochaines années, il est annoncé que la production industrielle sera multipliée au moins par six. Sur ce point, j'ai quelque doute: cet objectif devrait être atteint en multipliant par 4 ou 4,5 la productivité du travail dans l'industrie. Or, depuis le premier plan quinquennal, les objectifs ont été presque toujours atteints dans l'industrie lourde et presque jamais dans l'industrie légère. Les résultats ont régulièrement été obtenus par une augmentation des effectifs de travailleurs plus grande que prévue et une augmentation de la productivité plus faible que prévue. Mon scepticisme est plus accentué encore à propos de l'augmentation de deux fois et demie en dix ans du volume global de la production de l'agriculture et de trois et demie en vingt ans.

En matière d'agriculture, il suffirait de confronter les promesses faites depuis quarante ans avec les récoltes effectives d'après les statistiques officielles pour conclure avec prudence: "M. Khrouchtchev propose et le paysan russe, aidé ou contrarié par les humeurs du ciel et de la bureaucratie, dispose."

Au reste, il ne faudrait pas croire que nous soyons terrifiés par la perspective d'un accomplissement de ces promesses. Tout au contraire. Nous autres Occidentaux, nous sommes convaincus que le peuple russe veut, comme les autres peuples, vivre en paix avec tous et qu'il est instruit par l'expérience. C'est de Moscou que nous vient la définition de l'Union soviétique: pays où l'on sait à quelle heure revient le cosmonaute parti pour la Lune, mais non à quelle heure revient la ménagère partie acheter de la viande au coin de la rue. Personnellement, j'ai un faible pour le pays qui accepte (de mauvaise grâce, j'en conviens) un retard dans l'astronautique mais qui ne sacrifie pas trop le bien-être des simples mortels sur cette terre.

Mais si, d'ici à vingt ans, les cosmonautes soviétiques continuent leurs exploits et que les ménagères soient plus satisfaites, nous nous en réjouissons. Pourquoi le peuple russe ne verrait-il pas enfin poindre le jour où ses sacrifices ne seront pas récompensés seulement par l'orgueil de la force collective et la gloire de l'exploration spatiale? Et puis, pardonnez à notre marxisme vulgaire, nous n'avons pas perdu l'espoir que la prospérité adoucisse l'intransigeance de votre foi et vous rende moins insensibles à un bien pour nous incomparable à tout autre: la liberté.

Ne croyez donc pas que les anticommunistes redoutent le succès de l'édification socialiste. Il y a place pour tous les peuples et tous les régimes sur cette terre. Nous ne serons pas convertis à votre évangile par les statistiques du taux de croissance - à moins qu'à la faveur de vos triomphes, vous ne rendiez aux prolétaires que vous avez "libérés" en les soumettant à la discipline du parti la liberté de mettre en question cette discipline et de juger par eux-mêmes si l'Occident ressemble à la caricature que votre propagande ne cesse d'en présenter. Mais si votre prolétariat "libéré" était libre de discuter et de voyager, nous n'aurions plus de querelle.

3. Quelle influence ce programme est-il susceptible d'exercer sur les données politiques, économiques et sociales du monde contemporain?

Ce programme en tant que tel n'exercera aucune influence particulière, il n'est qu'un panneau-réclame entre d'autres. D'ici à vingt ans ou même à dix ans, les techniciens de l'Agit-Prop en imagineront d'autres. Bien sûr la promesse du communisme en notre temps troublera ceux, dans le tiers monde comme en Europe, qui ont peur de ne pas mettre leurs fauteuils dans le sens de l'histoire et qui ne prendront même pas la peine (ils ont des excuses) de lire le programme. Pourtant, la lecture leur apprendrait que la société future ne différera pas tant de

l'ancienne: il est annoncé que, pour moitié, les salaires seront indirects, c'est-à-dire qu'ils serviront à financer les services sociaux et que chacun ne recevra en argent, pour dépenser à son gré, que la moitié de ce qu'il aura gagné (p. 90). Les ouvriers soviétiques y verront-ils un progrès?

Si le programme en tant que tel ne doit pas exercer d'influence marquée dans un sens ou dans un autre, l'Union soviétique elle-même, par ses actes, par les propos de ses dirigeants, par ses initiatives, déterminera, pour une large part, le cours de l'histoire dans les vingt années à venir. Ne croyez pas que je n'aie pas pour l'Union soviétique les sentiments qui s'imposent à l'égard d'une super-grande puissance. Mais j'ai beaucoup lu, dans ma jeunesse, un philosophe de Königsberg que vous appelez bourgeois mais qui reste un maître pour une certaine famille d'esprits. C'est lui qui m'a enseigné que les grands peuvent forcer l'obéissance mais non le respect.

Je tire mon chapeau si telle est la règle sociale, mais je réserve mon salut moral à ceux qui en sont personnellement dignes. Si j'en use ainsi à l'égard des grands de mon pays, pourquoi pas à l'égard des grands du vôtre, fussent-ils, en fait de fusées balistiques, beaucoup plus grands encore?

Certes, nous devons à l'obligeance du premier ministre de l'Union des républiques socialistes soviétiques et secrétaire du parti communiste de l'Union soviétique, des informations sérieuses sur le nombre de bombes thermonucléaires nécessaires pour ravager la France ou la Grande-Bretagne (Hitler disait *ausradieren*).

D'abord nous pensons que nos alliés américains en ont autant à votre service et que les dirigeants soviétiques ne tomberont pas dans l'erreur baptisée "aventurisme". Ensuite nous n'arrivons pas à croire que le grand prêtre d'une religion qui se veut humanitaire envisage de gaieté de cœur d'atomiser des millions d'hommes. Enfin et surtout les hommes sont ainsi faits qu'ils n'aiment pas s'avouer à eux-mêmes qu'ils ont peur. Comme le disait Alain (encore un penseur bourgeois), ils se lancent au-devant du danger pour surmonter leur propre peur.

Je lisais récemment le récit d'expériences faites sur les souris. Chez les animaux, le succès renforce la défaite, affaiblit l'agressivité. Une souris trois fois victorieuse se jette sur sa quatrième victime. Une souris qui a reçu trois raclées se tient tranquille ou fuit l'agresseur. Mais l'homme qui a tendance, lui aussi, à réagir comme les souris est un curieux animal. Parce qu'il est doué de conscience et qu'il se juge lui-même, il refuse de se soumettre et se bat en dépit de toutes les

leçons. Les armées russes, en 1941, ont encaissé des raclées, mais ce sont elles, finalement, qui ont défilé dans Berlin et non les troupes hitlériennes dans Moscou. Si l'Union soviétique, parce qu'elle possède des engins balistiques et thermonucléaires, veut régner sur le monde par la terreur, elle provoquera une guerre dont le socialisme ne sortira pas moins blessé que le capitalisme.

Je sais ce que vous allez me répondre: la politique soviétique de l'Occident ne se réclame pas moins de ce mot d'ordre, bien qu'elle ne l'entende peut-être pas de la même façon. La coexistence pacifique ne sera maintenue à la longue qu'à deux conditions: que ni l'un ni l'autre des Grands ne prétende imposer sa volonté à l'autre en brandissant ses fusées quand un intérêt vital de son *alter ego* est en jeu; qu'aucun des deux camps, sous prétexte de lutte idéologique ne refuse à l'autre le droit à l'existence. Que la compétition se déroule dans la liberté et tous les espoirs sont permis.

Qu'est-ce que j'appelle une compétition dans la liberté? Qu'un professeur moscovite vienne enseigner à Paris la sociologie marxiste et que je puisse enseigner à Moscou une sociologie non marxiste. Oui, je sais, vous allez me répondre: chez nous on ne tolère pas la propagande des "monopolistes", des "revanchards" ou des "bellicistes". Je ne rétorquerai même pas que je ne suis rien de tel. J'objecterai simplement que, chez vous, c'est le gouvernement qui décrète qui est un ami et qui est un ennemi du socialisme (parfois le décret est rétroactivement renversé). Chez nous, on laisse les citoyens et, en particulier, les étudiants en décider. Ils se trompent parfois, à coup sûr, mais vos gouvernants aussi se trompent parfois et leurs erreurs coûtent plus cher (comme en témoigne le culte de la personnalité).

J'espère donc qu'avant même l'instauration du communisme vous autoriserez vos étudiants à juger eux-mêmes de la vérité et de la fausseté de l'enseignement idéologique qu'ils reçoivent; ce jour-là, la coexistence sera enfin pacifique.

L'aide soviétique au tiers monde

Le Figaro
6 décembre 1963

De même que les États-Unis ont perdu le monopole de la dissuasion par la menace de représailles atomiques, l'Occident a perdu le monopole de l'aide économique. C'est en 1949 que l'Union soviétique fit exploser la première bombe atomique, c'est en 1954 que la même Union soviétique commença d'entrer en compétition avec l'Occident sur le plan de l'aide économique au tiers monde.

Depuis cette date, l'Union soviétique et les autres pays du bloc communiste ont progressivement augmenté le montant des crédits ouverts, qui atteint aujourd'hui un total de 7,6 milliards de dollars dont 2,5 environ pour les achats d'armes et 5,1 au titre du développement. Sur le total de l'aide économique, la part de l'Union soviétique est de 3.649 millions de dollars soit 71,8%, celle des pays de l'Est européen de 21,9% et celle de la Chine de 6,3%. Ces chiffres sont ceux des dépenses effectives. Celles-ci, à la fin de 1962, représentaient à peine 1,5 milliard de dollars, donc une faible part de ce que les États-Unis et l'Occident donnent ou prêtent chaque année.

Durant la récente période, la France, en une année, n'a guère dépensé moins dans le tiers monde que l'Union soviétique n'a dépensé depuis 1954. Le total des moyens financiers mis par les secteurs public et privé en France à la disposition des pays en voie de développement s'est élevé, en 1962, à 1.380 millions de dollars (995 pour le secteur public). Ajoutons cependant que les crédits ouverts par l'Union soviétique ont eu tendance à progresser au cours de ces dernières années et qu'ils sont, désormais, annuellement, de l'ordre de un milliard de dollars.

Techniquement, l'aide soviétique prend la forme de crédits et non pas de dons. Ces crédits comportent d'ordinaire un taux d'intérêt relativement faible, 2,5%, et ils sont remboursables sur une période relativement longue. Les Soviétiques suggèrent que les dons entraînent une dépendance du pays qui les reçoit, alors que les accords de crédits, conclus de gouvernement à gouvernement, respectent les souverainetés nationales.

Les crédits soviétiques ont été consentis à 29 pays, mais les principaux bénéficiaires ont été, jusqu'à la fin de 1962, l'Afghanistan (514 millions de dollars), l'Inde (982), l'Indonésie (638), la République arabe unie (716), Cuba

(457), soit 3.307 millions de dollars sur un total de 5.082. La proportion serait encore plus forte si l'on se référait aux sommes effectivement dépensées. Le bloc soviétique a donc tendance à concentrer son aide sur un petit nombre de bénéficiaires, encore qu'au cours de ces dernières années, elle ait étendu son rayon d'action et consenti à l'Afrique des crédits substantiels (682 millions de dollars au total), dont la plus grande partie à l'Éthiopie (114), au Ghana (196) et à la Guinée (125).

L'aide économique soviétique va surtout à des projets industriels: barrage d'Assouan en République arabe unie, aciérie en Inde, usine de raffinage en Syrie, construction de routes et d'usines en Afghanistan, etc. En dehors des crédits accordés pour des constructions industrielles, les Soviétiques fournissent également un personnel, relativement nombreux, d'assistance technique. D'après une étude faite par un professeur américain, J. Horvath, il y aurait plus de techniciens soviétiques dans les 29 pays qui reçoivent l'aide soviétique que de techniciens américains dans les 94 pays assistés par les États-Unis. Il y en aurait 2.000 en Afghanistan, près de 1.000 en Égypte ou à Cuba, près de 700 en Inde. Bien qu'il soit difficile, à cet égard, de formuler des propositions générales, les relations entre les techniciens soviétiques et les populations au milieu desquels ils travaillent semblent souvent difficiles. Eux aussi, comme les techniciens américains, selon la représentation caricaturale répandue par la presse et la littérature, vivent entre eux, parlent peu ou mal les langues étrangères, passent pour indifférents ou méprisants, sont regardés sans faveur ni sympathie. En un cas précis, la Guinée, nous connaissons de première main l'échec de l'action soviétique.

Selon l'idéologie soviétique, peu différente, sur ce point, de l'idéologie occidentale, l'aide aurait pour fonction, humanitaire autant que politique, d'accélérer le développement du tiers monde, de favoriser le «décollage», pour parler comme W.W. Rostow, ou le passage au socialisme, pour adopter le langage marxiste-léniniste. L'aide militaire est destinée à consolider l'indépendance des pays menacés par «l'impérialisme occidental». Enfin, le spectacle de monuments de béton ou d'acier édiflés avec l'argent et par les ingénieurs soviétiques, porterait témoignage de la générosité socialiste et gagnerait à Moscou la sympathie des gouvernants et des peuples.

S'il s'agit de promouvoir le développement, l'aide soviétique est complémentaire de l'aide occidentale. S'il s'agit d'influencer la diplomatie des États, l'aide soviétique entre en concurrence avec l'aide occidentale – à moins

que l'une et l'autre ne se proposent de maintenir la neutralité des nations assistées.

La puissance et la gloire

Le Figaro
11 septembre 1964

Pourquoi M. Khrouchtchev a-t-il pris l'initiative de convoquer, en décembre prochain, une conférence préparatoire à laquelle vingt-six partis communistes ont été invités? À cette question la réponse courante est que le Premier soviétique souhaite précipiter la rupture ouverte avec la Chine populaire. En effet, il ne pouvait ignorer que Mao Tsé-toung, suivi par les partis communistes d'Asie, rejetterait l'invitation. La violence de la réponse chinoise – «le jour de la conférence marquera la fin de l'unité du mouvement communiste» - était possible sinon probable. Donc, si l'on admet que M. Khrouchtchev ne s'est pas trompé dans ses calculs, on doit conclure que les dirigeants de l'Union soviétique préfèrent la naissance d'une Ve Internationale (à supposer que l'existence de la IVe, celle de Trotski, soit admise) au maintien de la Chine populaire au sein de la IIIe.

Ce choix est, à coup sûr, conforme à la psychologie traditionnelle des Bolcheviks. Ceux-ci étaient célèbres, avant 1914, à l'intérieur de la IIe Internationale, pour leurs querelles qui semblaient, à l'époque, dérisoires et mystérieuses. Henri De Man, qui joua un grand rôle dans le parti socialiste belge entre 1933 et 1939 et qui appartenait à l'état-major de la IIe Internationale, me raconta, un jour, qu'avant 1914, il n'arrivait pas à prendre tout à fait au sérieux les Bolcheviks ou Lénine lui-même, précisément à cause de ces conflits de factions.

Les événements ont démontré que l'unité, plus fictive que réelle, de la IIe Internationale ne résistait pas à l'épreuve et se dissolvait le jour où il fallait non plus tenir des congrès et prononcer des discours mais agir. En revanche, les Bolcheviks, fragment d'un petit parti social-démocrate russe, ont changé le cours de l'histoire mondiale. Si notre siècle est celui des masses, il est aussi celui des minorités actives. Pour le bien et pour le mal, quelques hommes, possédés par une vision, ont conquis le pouvoir, édifié un empire, répandu leur foi. Ce n'est pas la première fois que les Bolcheviks excommunient des hérétiques. Le schisme, s'il éclate demain au grand jour, ne signifiera pas encore la fin du communisme, et M. Khrouchtchev invoquera peut-être l'exemple de Lénine lui-même, qui a toujours tenu la cohérence du parti, même peu nombreux, pour la condition première de l'efficacité.

Je doute pourtant qu'une telle argumentation soit encore accordée aux circonstances. Que la Chine populaire soit plus ou moins redoutable pour l'Union soviétique, à l'intérieur ou à l'extérieur de la IIIe Internationale, prête à discussion. Mais la réticence des partis communistes de Pologne, de Roumanie ou d'Italie à suivre Moscou manifeste clairement le déclin du parti russe, la perte de prestige et d'autorité. La publication du testament de Togliatti, les critiques que l'ex-fidèle lieutenant de Staline ne ménage pas à Khrouchtchev, sont un autre témoignage d'une crise, en un sens banal: il est difficile de faire sa part à la liberté. Togliatti avait peut-être détesté Staline, mais il lui avait obéi: il était sévère pour Khrouchtchev, symbole de la libéralisation, dont il se déclarait partisan.

Pourquoi les partis polonais, roumain, italien sont-ils opposés à la conférence de décembre? Officiellement, leurs objections semblent être celles que formule le testament de Togliatti: les Chinois ont tort, mais il ne convient pas de répondre à leurs injures par d'autres injures, il faut discuter avec eux et les convaincre. «L'unité de toutes les forces socialistes dans cette action commune, au-delà des divergences idéologiques, contre les groupes les plus réactionnaires de l'impérialisme est une nécessité absolue. On ne peut pas penser que la Chine et les communistes chinois puissent être exclus de cette unité.» Le maintien de l'unité du mouvement communiste, d'après Togliatti, serait donc l'impératif suprême et la tactique adoptée par M. Khrouchtchev augmenterait le risque d'une scission fatale.

«Le danger deviendrait particulièrement grave, écrit encore Togliatti, si on en arrivait à une rupture ouverte du mouvement avec la formation d'un centre international chinois, qui construirait des "sections" dans tous les pays. Tous les partis, les plus faibles surtout, seraient poussés à consacrer une grande part de leur activité à la polémique et à la lutte contre les prétendues sections d'une nouvelle Internationale. Cela découragerait les masses et poserait de grands obstacles au développement de notre mouvement.»

Les partis, hostiles aux thèses chinoises mais hostiles en même temps, à la conférence de Moscou et à la rupture ouverte, souhaitent donc – et le testament de Togliatti en fait foi – que la IIIe Internationale survive telle quelle, sans unité de stratégie et même de doctrine. Ils plaident contre la rupture, mais ils plaident aussi pour une large mesure d'autonomie de chaque parti communiste, qu'il soit encore dans l'opposition ou déjà au pouvoir. Et l'on se demande si Polonais, Roumains ou Italiens craignent l'exclusion de la Chine parce qu'il en résulterait

un affaiblissement du communisme mondial ou parce qu'il pourrait en résulter un regain d'autorité de Moscou. Dogmatiques et révisionnistes, Chinois et Italiens, Polonais et Roumains se rencontrent sur un point: la volonté d'émancipation par rapport à Moscou.

Étrange destin de l'Union soviétique, qui n'a jamais été aussi forte militairement, qui accorde à sa population des conditions de vie meilleures, à ses intellectuels des libertés perdues depuis 1930 et qui semble désormais incapable de commander. M. Khrouchtchev n'est l'objet d'aucun des sentiments forts qu'éveillait Staline, il ne se fait ni aimer ni craindre, trop embourgeoisé pour séduire les révolutionnaires, trop paysan pour tenir le rôle stalinien de khalife d'un empire idéocratique. Provisoirement, il peut choisir: ou bien coexister avec les Chinois dans le cadre d'une seule Internationale et manquer ainsi aux règles traditionnelles d'action du parti bolchevik, ou bien provoquer la formation d'une Ve Internationale, sans pour autant retrouver sur les pays soviétisés ou les partis communistes le pouvoir auquel le Kremlin était accoutumé et qu'il ne possède plus, alors même qu'il est à la fois plus fort et plus riche.

Les conséquences de la double crise du communisme international – conflit sino-russe et autonomie croissante des partis nationaux – seront évidemment multiples, contradictoires, riches de promesses, mais non sans certains périls. Les partis communistes ne sont plus au même degré soumis à la domination de Moscou et cette libération est, en un sens, heureuse, mais les socialismes nationaux, même s'ils se recommandent d'une doctrine universelle, ne deviennent pas pour autant libéraux ou démocratiques. Moins dépendant de Moscou, le parti italien n'aura pas nécessairement demain un objectif différent de celui qu'il avait hier.

Nous aurons d'autres occasions de revenir sur ces problèmes. Aujourd'hui ce qui me frappe, c'est le contraste entre la puissance intacte et la gloire ébranlée de l'Union soviétique. Tocqueville a écrit que les révoltes éclatent quand le peuple, moins opprimé, prend conscience de sa misère et commence d'espérer. L'Union soviétique avait longtemps gardé le privilège dont jouissent seuls les mouvements révolutionnaires: on la jugeait non sur ce qu'elle était mais sur l'avenir radieux qu'elle annonçait. En devenant moins impitoyable, elle s'est dépouillée elle-même de ce privilège, elle n'est plus désormais que ce qu'elle est.

Comme toute réalité, elle déçoit ses fidèles et ne fascine plus ses ennemis.

Remarques sur le polycentrisme

**Preuves
mars 1966**

Le terme de *polycentrisme* est désormais entré dans le langage courant; il est commode, mais non sans équivoque. En gros, il désigne la perte, par l'Union soviétique, du pouvoir quasi absolu qu'elle possédait entre 1945 et 1953 à l'intérieur de l'univers communiste ou que, tout au moins, les Occidentaux étaient enclins à lui prêter. Rétrospectivement, en effet, nous mettons en doute que Staline lui-même ait jamais eu les moyens de commander à Mao Tsé-Toung après la victoire de celui-ci, ou qu'il se soit jamais fait les illusions à cet égard. En fait, Staline a immédiatement, dès 1950, traité la Chine en grande puissance, tout autrement que les États d'Europe orientale en tout cas. Il y a probablement quinze ans que le bloc communiste, dit monolithique, a deux têtes.

Par le terme de polycentrisme, nous visons deux phénomènes différents, bien qu'ils soient de diverses manières liés l'un à l'autre: la querelle sino-soviétique, l'autonomie croissante des États d'Europe orientale par rapport à l'Union soviétique, autonomie en fait de gestion de leurs propres affaires ou en fait de politique étrangère.

Le début du premier phénomène est difficile à dater; l'année décisive, pour le deuxième, est 1956, l'année des révoltes polonaise et hongroise. Quant au conflit sino-soviétique, il ne prend toute sa portée pour les États d'Europe orientale et pour l'Occident qu'à partir du jour où il devient public et où les porte-parole des deux Grands du communisme s'accusent réciproquement de trahir la vérité doctrinale dont ils se réclament l'un et l'autre. Les premières difficultés entre Moscou et Pékin sont peut-être antérieures à la mort de Staline. Les techniciens russes furent retirés de Chine en 1960. Mais c'est en 1963 - année du traité sur la suspension partielle des expériences nucléaires - que les lettres d'invectives que s'adressèrent les deux comités centraux des deux partis russe et chinois furent publiées.

Le polycentrisme commence-t-il avec les premières divergences entre Moscou et Pékin, ou seulement avec la mise en forme idéologique de la querelle et la rupture de la IIIe Internationale? C'est là, après tout, affaire de définition. Il importe seulement de reconnaître le fait essentiel: bien que l'univers communiste ait eu virtuellement deux centres depuis 1950, le polycentrisme a pris un caractère nouveau quand chacun d'eux a prétendu donner la seule interprétation

authentique d'une vérité universelle. La traduction en termes idéologiques du conflit enfermait les rivaux en une série de contradictions. Si une vérité universelle comportait des interprétations contradictoires, elle cessait d'être universelle. Si un des partis prétendait imposer son interprétation à tous, il divisait sous prétexte d'unir. La protestation chinoise contre la désintégration du bloc communiste accentue dialectiquement cette désintégration. L'Union soviétique essaye de limiter cette désintégration en l'acceptant, mais n'y parvient pas: elle n'y parviendrait qu'avec le consentement chinois, qu'elle ne peut obtenir. Et peut-être les hommes de Moscou se résigneraient-ils moins aisément à une Internationale-boîte aux lettres si la Chine populaire ne récusait pas leur autorité.

La querelle sino-soviétique, devenue depuis 1960 ou depuis 1963 un schisme à l'intérieur de l'univers dont le marxisme-léninisme est la doctrine d'État, n'a pas été à l'origine des révoltes polonaise et hongroise de 1956. Celles-ci ont marqué un épisode tragique de la déstalinisation. Les successeurs de Staline n'ont pas pu ou pas voulu maintenir le despotisme d'un seul qui n'obéit à aucune loi et règle par la terreur (pour reprendre les termes de Montesquieu). Ils consentaient à la modification des rapports entre l'Union soviétique et les États d'Europe orientale, ils n'ont pas toléré la révolution hongroise, les partis multiples, la déclaration de neutralité. Mais la répression cruelle de la révolution hongroise n'a pas arrêté l'évolution vers une autonomie croissante des pays d'Europe orientale.

À ce point de l'analyse, les questions se multiplient: l'autonomie des États d'Europe orientale a-t-elle entraîné une diversité accrue des régimes intérieurs? Une diversité accrue des politiques étrangères? Quelle est la relation entre l'une et l'autre de ces diversités? En d'autres termes, la politique étrangère de chacun des États d'Europe orientale est-elle fonction de la forme donnée à l'intérieur au socialisme ou au soviétisme?

Commençons par tenter une réponse à cette dernière question. Il n'y a pas de corrélation visible entre le *degré de libéralisation* à l'intérieur et le *degré d'indépendance diplomatique* à l'extérieur. La Roumanie, qui est le seul des États d'Europe orientale à revendiquer des territoires annexés par l'Union soviétique, et qui s'est dressée contre les plans du Comecon avec plus de résolution que tout autre, a entrepris plus tard que d'autres démocraties populaires la libéralisation intérieure.

S'il y a un trait commun à l'évolution de tous les pays d'Europe orientale au cours de ces dernières années, c'est l'*affirmation nationale*. J'emploie volontairement l'expression vague d'affirmation nationale afin d'englober des

sentiments et des actions hétérogènes. Tous ces pays ont mis l'accent sur leur culture, sur leur histoire originale; ils ont rejeté les tentatives de russification et repris, avec plus ou moins d'ardeur, des relations intellectuelles avec l'Ouest. Tous ces pays ont proclamé sans réticence les caractères propres de leurs problèmes économiques, ils n'ont pas fait mystère des oppositions possibles d'intérêt entre pays socialistes, ils se sont querellés à propos des conditions financières des échanges de marchandises. Plus s'affaiblissait l'autorité de Moscou, plus les socialismes devenaient *nationaux*: les hommes au pouvoir, en dépit de leur doctrine universelle se veulent des représentants d'une nation, soucieux à la fois d'un passé unique, d'intérêts particuliers et d'une indépendance aussi grande que possible à l'égard de leurs protecteurs.

On pourrait dire, en recourant au style dialectique ou ironique, que la diversité même, de pays socialiste à pays socialiste, est l'expression de leur sort commun puisqu'elle est l'expression de la même nationalisation du socialisme, qui les rapproche en les séparant (ou les sépare en les rapprochant). Mais, dirait-on, jusqu'où va la diversité? Pour répondre avec précision à une telle question, il faudrait une connaissance directe et détaillée de ces différents pays, que je ne possède pas. Je m'en tiendrai donc à des remarques relativement brèves.

On observe une première sorte de diversité, celle qui tient à la phase différente du développement que chacun des pays est en train de traverser. Roumanie et Tchécoslovaquie se situent aux deux pôles: l'une en est à une phase de l'industrialisation durant laquelle les techniques autoritaires et simples de planification suffisent, l'autre semble connaître les mêmes difficultés que l'Union soviétique. Une économie industrielle complexe se passe difficilement de certains mécanismes de prix et de marché, que les doctrinaires rejetaient comme inséparables du capitalisme et dont ils admettront peut-être la nécessité demain et, du même coup, la neutralité par rapport aux idéologies. Il y a longtemps que des économistes socialistes, tel Oscar Lange, avaient admis que les planificateurs intelligents devraient se servir du mécanisme des prix. Il n'est pas question de Liberman en Roumanie, il en est question en Tchécoslovaquie et en Hongrie.

Une deuxième sorte de diversité, elle aussi économique, concerne la paysannerie. La Pologne de Gomulka accorde à la propriété individuelle, dans l'agriculture, un sursis qui se prolonge. L'efficacité de cette tolérance n'apparaît pas avec évidence dans les statistiques. Il n'en reste pas moins que chaque gouvernement se réserve le droit de traiter ses problèmes, y compris celui de la propriété du sol, selon ses préférences ou les circonstances.

Une troisième sorte de diversité est d'ordre politico-intellectuel. Qu'est-ce que les intellectuels peuvent écrire ou dire sans danger dans chacun de ces pays? Quels risques doivent-ils courir s'ils franchissent les limites, d'ailleurs mal tracées, de la liberté qui leur est accordée? Nulle part ne subsiste plus la discipline stalinienne qui obligeait chacun à répéter les propos délirants du despote de Moscou. Entre ces deux négations subsiste une marge de variation. On est loin encore, en Tchécoslovaquie, en Hongrie ou en Pologne, d'écrire tout ce que l'on dit. Gomulka attaque les intellectuels qui ont contribué à le ramener au pouvoir et qu'il a déçus. À maints égards, Hongrie ou Tchécoslovaquie sont aujourd'hui plus avancées sur la voie de la libéralisation que la Pologne. Il faudrait vivre dans ces pays pour sentir la portée exacte de ces nuances.

Les conclusions que j'aimerais tirer de ces analyses sont au nombre de trois. La première est que les régimes économico-politiques des pays d'Europe orientale continuent d'appartenir au même genre, et que les différences en ce qui concerne les institutions inséparables du régime (propriété collective des instruments de production, planification, parti unique) ne touchent pas encore à l'essentiel. La vie politique reste concentrée dans le parti, qui n'est pas en prise directe sur la société. Les planificateurs commencent seulement de faire des concessions aux consommateurs. Ils ne savent pas encore comment utiliser les mécanismes du marché, dont ils soupçonnent la nécessité. En ce qui concerne le régime, ces pays me semblent plus proches les uns des autres que ne le sont ceux d'Europe occidentale, qui eux aussi appartiennent tous à un régime de même type économico-politique.

La deuxième conclusion est que les originalités nationales n'ont pas été effacées par la domination temporairement exercée par l'Union soviétique. Varsovie et Prague ont conservé leur physionomie. Je ne saurais définir exactement ce qui constitue un *climat de culture*. À Varsovie, j'ai le sentiment de vivre dans le même climat de culture qu'à Paris, tandis qu'à Moscou je respire un air différent. L'architecture, les traditions religieuses, le style des relations interindividuelles, des faits massifs et des détails apparemment insignifiants contribuent à créer des impressions vagues et tenaces. En ce sens, les nationalités durent, alors que les régimes passent.

La troisième conclusion est l'échec radical de l'Union soviétique en Europe orientale. L'Union soviétique n'a pas "russifié" l'Europe orientale, elle n'a pas converti les peuples au marxisme-léninisme, elle ne les a pas convaincus des mérites des institutions élaborées en Russie depuis la révolution de 1917. Certes,

aucun des partis communistes d'Europe orientale ne critique ces institutions en tant que telles puisque tous lui doivent le pouvoir. Mais tous, revenus dans les fourgons de l'étranger (sauf les minorités qui ont combattu les Allemands dans la résistance intérieure), s'efforcent depuis dix ans de manifester leur indépendance pour accroître leur ascendant moral sur les peuples. Ils sont acceptés dans la mesure où ils sont ou paraissent nationaux, et non dans la mesure où ils se réclament du marxisme-léninisme.

À l'époque de la guerre froide, 1949-1953, les Occidentaux croyaient n'avoir en face d'eux en Europe qu'un seul ennemi, un État dirigeant et des satellites. En Asie, dès la guerre de Corée, ils n'ignoraient pas que la Chine était non un satellite mais un allié de l'Union soviétique. Ils n'en ont pas moins agi longtemps comme si ces alliés étaient unis sur l'essentiel, c'est-à-dire dans leur hostilité aux Occidentaux. À l'heure actuelle, cette hypothèse de base est manifestement démentie. Non seulement Chine et Union soviétique ont chacune leur politique propre en chaque partie du monde, mais chacun des deux Grands du communisme attache à sa rivalité avec l'autre une importance extrême, peut-être une importance supérieure à celle de son hostilité de principe ou d'idéologie à l'égard des États-Unis ou de "l'impérialisme".

Il est loisible de plaider que l'objet initial du conflit a été le choix d'une stratégie à l'égard des guerres de libération nationale, du tiers monde ou de l'Occident. Tel a été en tout cas un des thèmes des débats entre Russes et Chinois. Mais, à supposer même que tel ait été originellement un des enjeux principaux du conflit sino-soviétique, celui-ci a maintenant changé de caractère et de portée. Ce qui est en question, c'est la direction du mouvement communiste mondial. Et l'Union soviétique se trouve prisonnière d'une contradiction. Elle ne veut ni ne peut renoncer à être un État idéocratique. Elle ne consent pas à devenir un État "comme un autre", avec des intérêts nationaux: un tel aveu ébranlerait le fondement même du régime. En tant qu'elle est marxiste-léniniste, l'Union soviétique *doit être* l'ennemie des États-Unis et de tous les pays capitalistes, même si elle admet la coexistence pacifique. Elle craint que la Chine populaire ne s'empare peu à peu du monopole de l'idée révolutionnaire.

À cette contradiction, les dirigeants de Moscou pouvaient chercher théoriquement une solution dans deux directions: ou bien rivaliser avec Pékin dans la violence au moins verbale, ou bien continuer en dépit des invectives chinoises la diplomatie modérée de coexistence pacifique et contrer Pékin par une surenchère de modération. Ou bien les hommes de Moscou se présenteraient

comme plus révolutionnaires que ceux de la Cité interdite, ou bien ils tenteraient de disqualifier ces derniers aux yeux du monde en les faisant apparaître comme de redoutables boute-feux.

Manifestement, les successeurs de M. Khrouchtchev ont choisi le deuxième terme de l'alternative, comme l'avait fait ce dernier. Non seulement ils maintiennent la ligne de la coexistence pacifique, en dépit de la guerre du Vietnam, mais tout se passe comme si la logique de la rivalité avec les dogmatistes de Pékin l'emportait sur la logique de l'hostilité avec le monde capitaliste. Ils préfèrent probablement un gouvernement non marxiste-léniniste à un gouvernement marxiste-léniniste d'obédience chinoise.

Il n'est pas exclu que les Chinois raisonnent de même. Pour l'instant, ils n'ont pas les moyens matériels nécessaires pour combattre directement les États-Unis. Ils incitent probablement le gouvernement du Nord-Vietnam à continuer jusqu'au bout de la lutte; ils y trouvent, à plusieurs points de vue, un avantage: cette guerre freine le rapprochement entre les États-Unis et l'Union soviétique, qu'ils craignent par-dessus tout. Ils dénoncent la médiocrité du soutien que l'Union soviétique apporte à un État socialiste victime de l'agression impérialiste (ils ne soutiennent pas davantage le Nord-Vietnam, mais ils peuvent répondre à leurs critiques qu'eux ne possèdent pas encore l'arsenal thermonucléaire). Les États-Unis, embourbés dans une guerre terrestre en Asie, s'affaiblissent matériellement et plus encore moralement. L'Union soviétique souhaiterait probablement une solution de compromis, surtout si elle pouvait en obtenir le bénéfice aux yeux du monde.

Dans cette compétition, les deux Grands du communisme ont l'un et l'autre des cartes. La Chine est plus proche des nations prolétaires, elle parle un langage que comprennent mieux les partis désireux de passer à une action violente. Il y a ou il y aura des tendances chinoises ou castristes (alliées ou rivales) à l'intérieur de maints partis dans les pays du tiers monde, mais surtout à l'intérieur des partis encore dans l'opposition. En effet, la plupart des pays du tiers monde qui se réclament du socialisme (arabe, africain, etc.), mais non du marxisme-léninisme, se sont toujours déclarés favorables à la coexistence pacifique; ils ont invité les deux Grands à coopérer et non à se combattre. La ligne de Moscou n'est donc pas nécessairement impopulaire parmi les non-engagés. Tout annonce que la compétition entre Moscou et Pékin va se poursuivre longtemps encore. Les Occidentaux, qui ont moins que jamais une politique commune, n'ont pas en face d'eux un bloc soviétique mais deux stratégies, celle de Moscou, celle de Pékin,

sans compter les stratégies multiples des États d'Europe et d'Asie qui se réclament plus ou moins du marxisme-léninisme.

En Asie, les partis communistes d'Indonésie et même de l'Inde penchent du côté de la Chine. Corée du Nord et Nord-Vietnam semblaient d'obédience chinoise, la première surtout. Au cours de ces derniers mois, quelques signes apparaissent d'un infléchissement de la politique étrangère de ces deux États. Probablement, ceux-ci souhaitent-ils suivre l'exemple qui leur a été donné par les États de l'Est européen et s'assurer une certaine liberté de manœuvre, à la faveur du schisme sino-russe.

Mais quelle est la liberté de manœuvre réelle des États d'Europe orientale? Les deux blocs n'ont jamais été que des blocs européens. Ils ont été créés par la rencontre symbolique des soldats russes et américains au milieu du Vieux Continent. Ils n'ont pas disparu, puisque le partage de Berlin par le mur s'est ajouté en 1961 au partage de l'Allemagne et de l'Europe. Soldats russes et occidentaux continuent de se faire face des deux côtés de la Potsdamerplatz. Dans l'ancienne capitale du Reich, il n'est pas faux de reprendre la vieille expression: "les Occidentaux". En effet, quelles que soient les relations entre Paris et Washington, Français et Américains agissent ensemble, discutent en commun la stratégie quand il s'agit de ce que les Soviétiques appellent les suites de la deuxième guerre mondiale, c'est-à-dire essentiellement la question allemande. Trouvent-ils en face d'eux le bloc soviétique ou tout simplement l'Union soviétique?

En première approche, il me semble bon de distinguer trois domaines de politique étrangère pour les États de l'Est européen: le premier est celui du commerce économique ou intellectuel avec l'Occident, en dehors du problème allemand ou du problème territorial; le deuxième est celui de la politique mondiale, aux Nations Unies et avec le tiers monde; le troisième est celui du problème allemand ou européen. J'ai énuméré intentionnellement ces trois domaines dans cet ordre, l'ordre de la liberté de manœuvre décroissante des États d'Europe orientale.

La Roumanie a sa propre politique commerciale à l'égard de l'Europe occidentale ou des États-Unis, elle a sa propre politique d'échanges culturels. Elle n'a pas accepté les directives du Comecon, et ses partenaires, frères en socialisme, n'ont pas eu recours aux grands moyens pour la contraindre. Chaque gouvernement d'Europe orientale détermine lui-même les relations avec l'Occident qu'il juge compatibles avec le maintien du régime et avec les

circonstances.

Certes, ni en fait de culture ni en fait de marchandises, les gouvernements et les partis communistes ne sont entièrement libres. Ils doivent assurer un minimum de discipline idéologique. De plus, leur économie est intégrée au système constitué par l'ensemble des économies socialistes. Et les dirigeants de l'Union soviétique n'ont nul besoin de les contraindre ou de les menacer pour obtenir la sauvegarde du système: les États d'Europe orientale auraient autant de peine à en sortir que les États d'Europe occidentale à sortir du Marché commun ou de la zone de libre-échange. La marge d'autonomie laissée à chacun d'eux est réelle mais elle est aussi étroite. On peut hésiter entre les deux formules: désintégration du bloc soviétique en Europe orientale ou stabilisation du bloc grâce à la tolérance des autonomies nationales. On ne manque pas d'arguments en faveur de la thèse de la désintégration. Laissons même de côté le cas spécial de l'Albanie, qui s'est rangé du côté chinois et qui ne reconnaît plus d'aucune manière l'autorité de Moscou. Les revendications territoriales, refoulées pendant vingt ans, reviennent au jour. La Roumanie revendique la Bessarabie, la Hongrie la Transylvanie. À l'intérieur du Comecon ou des autres conseils socialistes, chaque État se fait gloire de défendre jalousement les intérêts nationaux. L'Union soviétique tolère les propos roumains sur la Bessarabie comme elle tolère les propos chinois sur la province maritime. Les successeurs du successeur de Staline ne font plus peur. Les hommes du Kremlin auraient-ils perdu la qualité indispensable aux dirigeants d'un État impérial, la volonté de régner?

En sens contraire, on peut faire valoir qu'en Europe du moins cette tolérance des nationalismes ne met pas en péril l'essentiel. La méthode stalinienne ne pouvait survivre à un Staline. L'échec de l'empire russe étant acquis - les peuples d'Europe orientale refusaient la domination russe - le régime de liberté surveillée, tel qu'il s'est provisoirement établi, est peut-être le plus conforme à l'intérêt bien entendu de l'Union soviétique *et du mouvement communiste lui-même*. Effectivement, au cours des prochaines années, les deux grands partis communistes d'Europe occidentale, surtout le parti italien, vont retrouver une chance précisément à cause de la désintégration du bloc soviétique. Hier les partis communistes d'Occident promettaient une double "russification": l'importation du régime instauré en Union soviétique, la soumission à cette dernière. Désormais, les propagandistes pourront plaider, en Italie comme en France (à condition que le parti français retrouve quelque souffle de vie), qu'il n'est plus question ni de l'une ni de l'autre. Les églises marxistes-léninistes vont être autocéphales.

En attendant, il ne semble pas qu'aucun des pays d'Europe orientale ait aux Nations Unies ou dans le tiers monde une politique étrangère qui diverge sensiblement de celle de l'Union soviétique (même si, de temps à autre, tel ou tel d'entre eux ne vote pas comme l'Union soviétique). Autant que l'on en puisse juger, l'aide que la Tchécoslovaquie ou l'Allemagne orientale, par exemple, apportent aux pays sous-développés résulte moins d'une initiative propre à ces deux pays que d'une politique commune ou tout au moins coordonnée. Ajoutons que de toute manière aucun des pays d'Europe orientale n'est assez puissant pour jouer un premier rôle sur la scène mondiale, même dans l'hypothèse où il jouirait d'une complète liberté d'action. Disons donc que ces États demeurent tous engagés et non, à la manière de la Yougoslavie, non engagés. Les partis communistes sont assurés de leur pouvoir *dans le contexte international présent*; ils en sont d'autant plus assurés que la puissance soviétique est toute proche et qu'ils affectent de lui résister. Ils ont intérêt à la fois au maintien du système et au maximum d'autonomie à l'intérieur de ce dernier. Tous ces États redoutent l'Allemagne et la réunification allemande. Sur le seul problème de politique mondiale qui les concerne directement, ils sont spontanément d'accord. Quand les dirigeants de Moscou demandent aux Occidentaux de "reconnaître" la D.D.R., ils n'ont aucune peine à obtenir l'assentiment des dirigeants de Varsovie ou de Prague. Le partage de l'Allemagne, le *statu quo* territorial peuvent n'être pas à long terme *des solutions*. Toute modification du *statu quo* semblerait aux Polonais ou aux Tchèques chargées de périls.

Nous arrivons ainsi à la conclusion suivante: le schisme sino-soviétique a pour conséquence deux politiques essentiellement différentes de deux puissances mondiales; l'autonomie des États d'Europe orientale, autre expression du polycentrisme, n'a pas la même portée pour les Occidentaux, au moins aussi longtemps qu'aucun règlement européen n'intervient. L'Union soviétique laisse à chacun des États d'Europe orientale, bon gré mal gré, une certaine liberté non pas seulement dans la gestion des affaires intérieures, mais aussi dans les propos, dans les relations culturelles et économiques avec les Occidentaux. Liberté qui peut être effective sans être à proprement parler redoutable. Tant que Russes et Américains se font face au milieu de Berlin et de l'Europe, nul, ni à l'Est ni à l'Ouest, ne peut traduire en acte les paroles subversives ou les projets grandioses.

Depuis 1947, les relations internationales se décomposent d'elles-mêmes en trois domaines: la diplomatie à l'intérieur des blocs, la diplomatie entre les blocs, la diplomatie entre les blocs et les non-engagés. Nous voudrions, pour terminer, indiquer brièvement quelques-unes des conséquences les plus visibles du

polycentrisme en chacun de ces trois domaines.

À l'intérieur du bloc soviétique, la querelle sino-soviétique se déroule dans un style qui ressemble à celui des querelles entre fractions à l'intérieur d'un parti communiste. Chinois et Soviétiques, comme jadis bolcheviks et mencheviks, multiplient les efforts pour convaincre les hésitants. Tout se passe, en surface, comme s'il s'agissait d'obtenir une majorité dans un congrès. La réalité est naturellement différente de l'apparence. Les partis communistes au pouvoir en Pologne ou en Albanie ne sont pas semblables aux factions à l'intérieur du parti social-démocrate en 1900, ou du parti italien en 1965. Le schisme entre Russie soviétique et Chine populaire est d'un autre ordre que la scission entre mencheviks et bolcheviks. Il reste que, dans la phase actuelle, les dirigeants russes sont soucieux de rallier à leur "ligne" le plus possible de partis marxistes-léninistes. Ceux de ces partis qui sont au pouvoir participent donc à un grand *jeu* qui a pour *objet* l'autorité de Moscou ou de Pékin, la forme d'organisation de l'Internationale. Cette liberté d'engagement ou de non-engagement en faveur d'un des centres ou de l'autre n'intéresse peut-être pas beaucoup les peuples; elle donne aux dirigeants communistes le sens de leur autonomie et de leur importance.

À l'intérieur du bloc occidental, l'autorité de Washington est également contestée, mais la contestation, qui vient surtout de la France, a été favorisée mais non provoquée par le polycentrisme à l'intérieur du bloc soviétique. Le général de Gaulle a toujours été hostile à l'"hégémonie américaine", à l'intégration militaire de l'O.T.A.N., il a toujours refusé les liens permanents, toujours eu pour objectif une liberté d'action aussi grande que possible par rapport à tous, alliés ou ennemis. Il avait évoqué plusieurs fois le thème de l'Europe "de l'Atlantique à l'Oural" bien avant la rupture ouverte entre Pékin et Moscou. Le partage de l'Europe en deux zones, chacune définie par le régime intérieur des États, lui paraît à la fois un héritage de Yalta et contraire à la "nature des choses", donc détestable pour ces deux motifs. Il est contraire à la "nature des choses" que les régimes intérieurs et non pas les intérêts nationaux déterminent les alliances. Enfermée dans une zone d'influence, la France ne pourrait accomplir sa vocation mondiale.

Une question ne s'en pose pas moins: la diplomatie gaulliste ne coïncide-t-elle pas avec celles des États de l'Est européen? La réunification de toute l'Europe ne condamnent-elle pas à l'anachronisme les tentatives d'unité de la petite Europe (celle des Six) ou celle même de tous les États d'Europe occidentale? En bref, le

slogan gaulliste "de l'Atlantique à l'Oural" ne prend-il pas aujourd'hui une authentique actualité alors qu'il semblait, il y a quelques années encore, appartenir à la spéculation philosophique ou à la prophétie historique?

Depuis la chute de M. Khrouchtchev, les dirigeants du Kremlin s'intéressent davantage à la France. Les premiers ministres de Roumanie, de Hongrie, de Pologne sont venus à Paris. Malgré tout, il ne s'agit encore que de voyages et de discours. Le temps des négociations authentiques est-il proche? Je ne le crois pas. Le jour où commenceraient les négociations sur l'unité allemande et le retrait des armées russes et américaines, les États d'Europe orientale seraient-ils capables de rester unis et de maintenir un front commun? J'en doute. Depuis vingt ans, tous les Européens ont compris la vérité d'une formule typiquement française: *il n'y a que le provisoire qui dure*. Le scepticisme français, au deuxième degré, ajouterait: le provisoire ne dure qu'à la condition que l'on répète chaque jour qu'il ne peut pas durer.

Quoi qu'il en soit, le polycentrisme en Europe n'en a pas moins pour effet tout à la fois d'atténuer la tension dans l'immédiat et d'éveiller l'espoir d'une pacification authentique. Depuis la crise cubaine de l'automne 1962 et l'acceptation soviétique du *statu quo* berlinois, les Européens de l'Ouest n'affectent même plus de craindre une agression soviétique. Les controverses sur la stratégie nucléaire ont perdu leur virulence et ont quitté la première page des journaux. Chacun suppose, pour ainsi dire immédiatement, que l'Union soviétique, menacée en Asie par les revendications nationales et les prétentions idéologiques de la Chine populaire, n'a d'autre ambition que de maintenir la sécurité de ses frontières occidentales.

Le polycentrisme a des conséquences exactement opposées dans le tiers monde, et en particulier en Asie. Ni la guerre du Vietnam ni celle entre l'Inde et le Pakistan n'ont été provoquées par la Chine populaire. Aucun soldat chinois n'y prend part. Mais la première ne se prolongerait pas et la seconde n'aurait pas éclaté si la diplomatie chinoise était autre qu'elle ne l'est, violente en paroles contre "l'impérialisme américain", usant avec habileté des moyens diplomatiques plus que des moyens de force, favorisant le Pakistan et humiliant l'Inde afin d'attiser le conflit du Cachemire.

Toute l'Asie du Sud-Est est menacée de sombrer dans le chaos parce qu'aucun ordre stable n'a remplacé l'ordre impérial d'hier. Quand l'Union soviétique et les États-Unis s'affrontaient directement, la "double hégémonie" créait un ordre au moins apparent. La rivalité sino-soviétique ranime les querelles locales sans

éliminer l'affrontement des communistes et des anticomunistes. Les deux Grands ne sont plus assez hostiles l'un à l'autre pour imposer chacun une sorte de discipline à leurs alliés respectifs, ils ont encore trop d'intérêts opposés pour régner ensemble en Asie du Sud-Est ou ailleurs. Si l'on se réfère aux moyens militaires, le système diplomatique est encore bipolaire, mais la capacité de convaincre n'est pas proportionnelle à la capacité de détruire. On craint de moins en moins la grande guerre au fur et à mesure que les petites se multiplient. Ce monde toujours plus complexe promet d'être le paradis des analystes et l'enfer des hommes d'État. Ceux-là y manifesteront leur subtilité et ceux-ci y découvriront les limites de leur pouvoir.

Plaidoyer pour MM. Kossyguine et Brejnev

Le Figaro littéraire

24 mars 1966

En vérité, je suis tenté, pour la première fois depuis de longues années, de me joindre non aux accusateurs mais aux avocats des gouvernants soviétiques. Il y a trente ans, la grande purge se déchaînait et combien d'esprits généreux, d'âmes nobles, combien d'intellectuels, inspirés par des sentiments humanitaires, vouaient à Staline un attachement passionné, chantaient les louanges du régime le plus progressiste du monde. À l'époque, me répondra le procureur qui instruit la cause de MM. Kossyguine et Brejnev, l'Union soviétique était menacée par l'impérialisme hitlérien, elle sortait à peine de la tragédie – véritable guerre civile – de la collectivisation. Entre le national-socialisme et le communisme qui, en dépit de ses crimes, était inspiré par une idée universaliste, l'héritier de la philosophie des Lumières ne pouvait ni ne devait hésiter.

Admettons avec réserve une telle réponse: la grande purge a commencé alors que la crise de la collectivisation était pour l'essentiel surmontée. Et toutes les circonstances atténuantes que l'on pourra invoquer ne justifient pas encore les protestations d'amour et de fidélité que des esprits avancés d'Occident multipliaient à l'adresse du père des peuples.

Il y a plus. Quelles étaient les «circonstances atténuantes» après 1945, pour la quasi-extinction de l'élite de l'intelligentsia juive, pour les camps de concentration, pour tous les crimes de ce que M. Khrouchtchev appelait le culte de la personnalité? Que les citoyens soviétiques eux-mêmes, du haut en bas de l'échelle, aient été contraints à l'époque de hurler avec les loups, de répéter passivement les mots d'ordre du parti, à chaque instant menacés d'être en avance ou en retard sur les humeurs du tyran, soit: nul, qui vit dans un pays libre, n'a le droit de juger de haut ceux qui se sont soumis, contraints ou résignés à un ordre cruel. Mais nos professeurs d'humanitarisme et de progressisme, qui, eux, ne risquaient rien d'autre que la perte de leurs illusions ou de leur position à l'intérieur du parti, pourquoi se soumettaient-ils à la même discipline de parole? Pourquoi se taisaient-ils? Ou, plutôt et pis encore, pourquoi parlaient-ils comme s'ils croyaient ce qu'ils ne pouvaient pas croire? Ils ne savaient pas? Mais si la plupart d'entre eux savaient, et s'ils ne savaient pas, c'est qu'ils voulaient ne pas savoir. Staline et le stalinisme les fascinaient.

Qu'on nous entende bien: loin de moi l'idée de rouvrir le procès depuis

longtemps clos. Je ne plaide pas contre Staline ou contre les staliniens de 1950. Je plaide pour MM. Kossyguine et Brejnev, auxquels les staliniens de 1950 reprochent, en 1966, d'avoir cité en justice et fait condamner deux écrivains soviétiques qui ont reconnu publiquement avoir publié au-dehors des manuscrits que la censure leur aurait interdit de publier en Union soviétique. Oui, je plaide pour MM. Kossyguine et Brejnev et je dénie aux ex-staliniens en France le droit de se poser aujourd'hui en accusateurs.

Toute ma sympathie va aux deux écrivains condamnés. Je suis prêt à faire tout ce qui dépend de moi (c'est-à-dire, malheureusement, fort peu de chose) pour qu'ils soient libérés, mais je me sens plein d'indulgence à l'égard des gouvernants soviétiques d'aujourd'hui et je suis irrité non pas seulement par les ex-staliniens mais aussi par les hommes de gauche qui manifestent soudain une indignation qui n'était, il y a quinze ans, ni aussi vive ni aussi éloquente. Les dirigeants actuels de l'Union soviétique font à leur tour l'expérience de l'inconstance humaine, ils découvrent la profonde sagesse d'Alexis de Tocqueville: un régime despotique est en péril quand il devient libéral. Il faut apercevoir et espérer un ordre différent pour concevoir l'idée même d'une révolte. M. Louis Aragon se «révolte» contre le tribunal de Moscou qui a condamné deux de ses confrères, peut-être parce que la révolte est conforme à l'intérêt et à la pratique des partis communistes d'Occident, peut-être parce qu'il devine l'aube de la véritable au-delà de la demi-liberté d'aujourd'hui.

Quel chemin parcouru depuis la mort de Staline! Le procès a été public (bien qu'il n'y eût guère de place pour les observateurs étrangers). D'une certaine manière, ces écrivains étaient «coupables». Si odieuse que soit la censure, la publication à l'étranger, sous des pseudonymes, de textes qui n'auraient pu être publiés à l'intérieur tombait peut-être sous le coup d'une loi soviétique. Un tribunal ou des juges qui invoquent une loi, des accusés qui se défendent, en vérité, le totalitarisme s'est déjà éloigné et nous voici presque revenus aux abus de l'autorité que les siècles passés ont souvent connus. Ce que nous réclamions, comme première étape d'un retour à la vérité, c'est que les accusés n'avouent pas et que les «coupables» se déclarent innocents. (À La Havane, les journaux viennent de nous l'apprendre, les anciens compagnons de Fidel qui ont, paraît-il, conspiré contre lui se sont chargés eux-mêmes de tous les crimes.)

J'aimerais donc, pour soulager ma conscience, moi aussi, adresser deux discours, l'un à Louis Aragon (en tant que représentant d'un certain groupe) et l'autre à MM. Kossyguine et Brejnev. Au premier, je rappellerai un mot d'Ernest

Renan: l'oubli est, en politique, la première vertu. Je salue donc en vous la vertu politique, portée à son niveau le plus élevé, car je ne veux pas croire, comme le suggèrent vos ennemis, que vous n'êtes pas moins conformiste dans votre protestation actuelle que vous ne l'étiez hier dans vos mensonges officiels.

À MM. Kossyguine et Brejnev, je demanderai la grâce d'Andréi Siniavski et de Youli Daniel au nom de l'intérêt de l'Union soviétique elle-même. Il se peut, leur dirai-je, que ces hommes soient coupables d'après la législation soviétique. Mais, en ce cas, changez cette législation. Il est trop tard pour revenir en arrière. Votre régime est devenu trop despotique pour ce qu'il a de libéral. Le peuple soviétique supporterait mal que la contradiction fût résolue par une accentuation du despotisme. Ayez donc le courage de la résoudre par un nouveau progrès de la liberté.

Budapest 1956: destin d'une révolution

Preuves
octobre 1966

Aucun événement n'a ému la conscience des hommes libres autant que la révolution hongroise de 1956. Aucun, avec le recul de dix années, ne revêt une signification politique aussi équivoque. La formule des psychanalystes, celle de la surdétermination, de la pluralité de significations incluses en un même acte ou une même pensée, s'applique à cet instant de l'histoire.

Tâchons, pour déchiffrer le langage obscur des faits consignés par la chronique et des expériences vécues, d'évoquer nos propres sentiments, ceux d'hier encore tout proches et vivants, en dépit des années.

Quand la révolution hongroise éclate et, durant quelques jours, triomphe, elle nous apparaît proprement miraculeuse. Elle réfute notre scepticisme: un régime totalitaire une fois installé, disions-nous tous, n'a plus rien à craindre de ceux qui lui sont soumis; la propagande habitue les hommes à la servitude, la police décourage les velléités de révolte. Mussolini a été renversé par la défaite des armées italiennes plus que par les conspirateurs ou par le roi. Hitler a exercé jusqu'au bout son règne de terreur. Même après le 20 juillet 1944, la majorité des chefs militaires, des fonctionnaires, du peuple lui-même a suivi son Führer jusqu'au bout, jusqu'à l'abîme et presque jusqu'au suicide collectif. La révolution hongroise nous rappelait des vérités simples, que nous avions fini par méconnaître.

Un régime totalitaire aussi est vulnérable. En Hongrie, il s'était finalement effondré parce que les intellectuels, les hommes ordinaires, les hommes du parti et l'armée elle-même l'avaient déserté. En 1843, Marx avait rêvé que la révolution eût pour tête la philosophie et pour cœur le prolétariat. En 1956, le rêve devenait réalité. Les intellectuels avaient crié leur droit à la vérité, les travailleurs leur droit à la liberté - à la liberté réelle de la nation et de la classe. Ensemble, ils avaient abattu un despotisme soutenu par l'étranger. Le despotisme n'avait pas résisté à l'émeute, parce que ceux qui en étaient en apparence les bénéficiaires avaient en masse rallié le camp des insurgés.

Les historiens ou les sociologues ont coutume d'expliquer la chute des régimes par la faiblesse de l'élite dirigeante, par son manque de confiance en elle-même. Les cyniques à la manière de Pareto ajouteraient qu'on ne règne pas innocemment. La minorité, qui a perdu la capacité de se maintenir, fût-ce par la

force, est condamnée à court ou à long terme. À ce cynisme, les Hongrois, les intellectuels du cercle Petöfi, les membres du parti comme Imre Nagy et ses amis apportaient une correction imprévue. Il est vrai que Charles X ou Louis-Philippe furent prompts à prendre le chemin de l'exil: ils ne croyaient plus en la monarchie. Mais les militants du parti communiste hongrois abandonnèrent leur propre cause (ou la cause qui semblait la leur) pour une autre raison plus profonde: ils avaient honte d'eux-mêmes. Les intellectuels et les membres du parti étaient des privilégiés, au sens matériel du terme. Moralement, ils étaient les victimes du régime au même titre que la population tout entière.

Ce qui se passait en Hongrie était-il possible en Union soviétique? Nous n'osions l'affirmer.

En Hongrie, nationalisme et libéralisme s'étaient retrouvés unis en 1956 comme ils l'avaient été en 1848; mais s'il était impossible de refouler à la fois l'un et l'autre, le pseudo-socialisme soviétique n'était-il pas capable de refouler au moins l'une de ces deux forces? Et l'explosion n'était-elle pas due surtout au refoulement du nationalisme? Les socialismes, définis par l'étatisation de la vie économique, doivent être nationaux, et ils ont besoin de l'adhésion des masses à l'État. Comment les masses adhèreraient-elles à un État qui n'est pas le leur? La foi idéologique ne peut encore se substituer au patriotisme.

Le surgissement de partis multiples, durant les quelques jours du lyrisme révolutionnaire, n'en était pas moins significatif; il surprenait ceux mêmes qui auraient dû le juger normal et inévitable. Après tout, les anticomunistes, en Occident, avaient pour la plupart dénoncé le parti unique comme la cause principale, le symbole, l'essence du despotisme pseudo-socialiste. Réserver le monopole de l'activité politique à un parti, soumettre le parti lui-même à l'autorité presque discrétionnaire d'un seul ou de quelques-uns (même si l'état-major du parti n'est pas à son tour un prince-esclave, asservi à un état-major étranger), voilà, disions-nous, l'origine de la tragédie du marxisme, la logique de la dégradation du bolchevisme, animé originellement par une aspiration à la liberté et aboutissant au totalitarisme.

Malgré cette conformité de l'événement à nos propres convictions - peut-être à cause d'elle - nous étions comme frappés de stupeur: nous avions eu raison, plus raison encore que nous ne l'aurions cru. Les peuples de l'Europe de l'Est n'étaient pas convertis au marxisme-léninisme, ils n'étaient pas dupes des propagandes ou des idéologies que tant d'intellectuels occidentaux, grands ou petits, absorbaient avidement. Ils revendiquaient la liberté, au sens politique du terme. Et la liberté

politique n'allait pas sans la pluralité des partis. En Europe du moins, l'alternative que nous avions presque mise en doute subsistait: despotisme du parti monopolistique ou liberté par la compétition entre partis multiples.

La répression, la victoire de la contre-révolution khrouchtchévienne, sinon stalinienne, au moment où Français et Britanniques étaient engagés dans la folle expédition de Suez, nous avaient ramenés d'un coup sur la terre. L'illusion lyrique était dissipée. Oui, les régimes imposés par l'Union soviétique étaient étrangers à la tradition et aux sentiments des peuples. Mais l'Union soviétique s'était arrogé le droit qu'un siècle auparavant avaient exercé les souverains de la Sainte-Alliance, celui de réprimer les révolutions (que les porte-parole de Moscou baptisaient contre-révolutions) au nom de l'ordre établi, décrété ordre socialiste. Les souverains de la Sainte-Alliance, au début du siècle dernier, défendaient l'ordre du passé. La Sainte-Alliance communiste prétendait défendre l'ordre de l'avenir, dont le parti marxiste-léniniste dans tous les pays se voulait le bâtisseur.

En même temps, nous ne savions si la passivité des Occidentaux, celle des Américains en particulier, devait être louée ou blâmée. Devions-nous reprocher à *La Voix de l'Amérique*, à *Radio Free Europe*, d'avoir encouragé les combattants hongrois de la liberté? Ou bien aux États-Unis d'avoir assisté, sans autre réaction que verbale, à l'écrasement des insurgés? Jusqu'à quel point la propagande américaine avait-elle fait croire à ces derniers que l'Occident viendrait à leur secours? Les États-Unis se seraient-ils conduits d'une autre manière si les Franco-Britanniques n'avaient pas débarqué en Égypte? Au-delà de ces incertitudes, nous avons tous le sentiment que désormais il existait en profondeur un *accord russo-américain contre la guerre*, accord peut-être plus solide que toutes les autres alliances, et dont nous ne savions même pas s'il devait être acclamé comme une garantie de la paix (ou, du moins, de la non-guerre totale) ou vitupéré comme une consécration de l'injustice: les victimes de Moscou comme les alliés de Washington étaient sacrifiés à l'intérêt prédominant des deux Grands - intérêt de ne pas se combattre, c'est-à-dire de ne pas s'entre-détruire.

Russes et Américains agissaient ensemble contre les Franco-Britanniques; aux Nations-Unies, ils se trouvaient dans des camps opposés au cours des débats sur l'affaire hongroise, mais dans la mesure où les représentants de Washington s'en tenaient à des motions, ils reconnaissaient *en fait* l'hégémonie soviétique à l'intérieur de la zone d'Europe orientale. Les Européens qui leur en faisaient

reproche auraient-ils assumé d'un cœur léger les risques de guerre? Le risque était faible, sera-t-on tenté de me répondre; entre la guerre totale et la passivité, des intermédiaires multiples étaient concevables; les dirigeants de Washington n'ont manifesté ni imagination ni capacité d'initiative. J'y consens, et je pense personnellement que le président des États-Unis n'était pas acculé au choix immédiat entre le danger d'une guerre totale et l'inaction camouflée par des protestations solennelles. Mais le fait est que le président des États-Unis a cru qu'il était confronté effectivement à une telle alternative, et que personne ne peut honnêtement affirmer qu'une intervention *efficace* ne comportait aucun risque de guerre.

On peut objecter que les États-Unis, six années plus tard, en novembre 1962, ont accepté un risque aussi grand ou plus grand quand ils se sont sentis directement visés. Il est vrai. Mais les circonstances étaient autres. L'installation d'engins à moyenne portée, au large des côtes de Floride, constituait une tentative de modifier le *statu quo* militaire. La règle, non écrite, des rapports soviéto-américains a été dans l'après-guerre la vieille règle des zones d'influence, avec une importante novation. Le principe du respect réciproque des zones d'influence ne vaut que dans l'ordre strictement militaire ou même, plus précisément, pour les armées régulières. La propagande américaine essayait de traverser la ligne de démarcation, comme le faisaient, sans rencontrer les mêmes obstacles, la propagande, l'argent, les consignes de Moscou aux partis communistes d'Europe occidentale, voire, en certaines parties du monde, les agents de la subversion. En octobre-novembre 1956, l'intervention américaine, pour être efficace, aurait dû comporter au moins l'éventualité du franchissement, par des armées régulières, de la ligne de démarcation entre les deux Europes.

On répond qu'en octobre-novembre 1962 les engins balistiques soviétiques, en franchissant l'Atlantique, ne violaient pas clairement une règle implicite. Dans le tiers monde, les deux Grands ou les deux camps sont engagés dans une compétition permanente, et les États-Unis ont utilisé des alliances avec des pays du tiers monde pour y installer des bases militaires dont le réseau encercle pour ainsi dire le territoire de l'Union soviétique. Les hommes du Kremlin ont toléré ces bases parce qu'ils n'ont pas le moyen de ne pas les tolérer. Les États-Unis n'ont pas toléré que l'Union soviétique leur rendît la pareille et utilisât la conversion de Cuba au marxisme-léninisme pour installer une base d'engins balistiques.

En dépit de ce raisonnement, le refus américain se situe dans la ligne des

rapports soviéto-américains au cours de la période d'après-guerre. L'aviation américaine avait des bases en Écosse, en Turquie, en Arabie séoudite, au Japon, à Okinawa, aux Philippines, à Formose; mais, en contrepartie, l'Union soviétique maintenait vingt à vingt-cinq divisions en Allemagne orientale, elle avait créé une armée de la D.D.R. avait que les Occidentaux ne prennent la décision de réarmer la République de Bonn. Elle avait assuré à la Corée du Nord une supériorité militaire sur celle du Sud. Une sorte d'équilibre s'était établi: la puissance des forces terrestres soviétiques équilibrait en une première phase le monopole atomique des États-Unis, en une deuxième le plus grand nombre de véhicules porteurs et de bases (aérodromes, rampes de lancement) à la disposition des États-Unis. L'acceptation par ces derniers d'une base soviétique d'engins balistiques à Cuba aurait eu une portée militaire et plus encore psychologique et politique que n'a eue aucune des bases américaines à travers le monde. Elle aurait affaibli la stratégie de dissuasion sur laquelle repose la paix mondiale.

Une arme, par elle-même, ne dissuade pas un adversaire résolu si celui-ci tient le possesseur de l'arme pour moralement incapable de l'employer. La confrontation des deux K., en 1962, a renforcé la stratégie américaine de dissuasion pour plusieurs années; l'impunité soviétique, au cas d'une passivité américaine, aurait ouvert une phase d'instabilité extrême, à Berlin et ailleurs. En ce sens, la différence de nature entre la crise hongroise de 1956 et la crise cubaine de 1962 apparaît avec évidence; l'inaction dans un cas, l'action dans l'autre ont eu probablement la même signification, au moins par référence au duel soviéto-américain: la confirmation du *statu quo*, territorial et militaire, et la réduction au minimum des risques d'un conflit armé.

Victoire morale de la liberté, victoire matérielle de la contre-révolution marxiste-léniniste, abstention de l'Occident, primauté de la paix sur la justice, accord soviéto-américain sur une certaine forme des zones d'influence, adaptée aux circonstances, telles étaient les leçons qu'il y a dix ans j'étais enclin à tirer, alors que le gouvernement de M. Kadar, soi-disant ouvrier-paysan, liquidait les conseils ouvriers et que près de deux cent mille Hongrois quittaient leur patrie. Une fois de plus, comme en 1848, un petit peuple entouré de Slaves et de Germains connaissait un destin tragique. Une fois encore, ce peuple vivait une grande heure de son histoire dans la fierté et dans le malheur. Il garderait le souvenir d'un exploit qui aurait été aussi une défaite.

Dix ans ont passé. Nous n'avons oublié aucune des émotions que nous avons

ressenties, aucune des interprétations qui s'imposaient à notre esprit. La révolution hongroise est restée révolution, elle n'est pas devenue contre-révolution. Dans le langage de Moscou, toute révolte contre un État qui se réclame de Marx et de Lénine est contre-révolutionnaire. À l'intérieur de ce système verbal la révolte de Budapest est donc forcément contre-révolutionnaire, mais, à nos yeux, la contre-révolution continue d'être incarnée par ceux qui ont besoin des tanks russes pour l'emporter sur leur propre peuple. Contre-révolution d'abord au sens naïf du terme, puisque la révolution avait été l'œuvre des intellectuels et des ouvriers se libérant d'une tyrannie étrangère. Contre-révolution aussi au sens proprement politique, puisque l'ordre rétabli par les troupes russes était celui d'un parti unique, d'une idéologie d'État, d'une discipline policière.

Je n'ignore pas que la controverse - qui était contre-révolutionnaire dans la Hongrie de 1956? - présente soit un caractère verbal soit un caractère philosophique. Kadar a "restauré" un pouvoir abattu par une révolution à laquelle a participé la masse populaire. Restaurateur, il a été par définition contre-révolutionnaire, comme Louis XVIII. À quoi les marxistes-léninistes répondent qu'Imre Nagy et les siens étaient en voie de "restaurer" un régime historiquement antérieur à celui du "socialisme soviétique", une démocratie bourgeoise ou, pire encore, le règne des grands propriétaires ou des capitalistes. La question, qui ressorti à la philosophie de l'histoire, porte sur la signification historique du régime qu'auraient édifié les révolutionnaires au cas où ils eussent été épargnés par leurs ennemis.

Or, pour une fois, il n'est pas impossible de donner une réponse au moins probable à l'interrogation: que se serait-il passé si...? Imre Nagy avait été marxiste-léniniste et il l'était encore quand les événements en firent le chef de la révolution. Il aurait pu jouer le rôle qui fut celui de Gomulka en Pologne: donner à une révolution d'inspiration nationale-libérale une expression acceptable pour l'Union soviétique, trouver un compromis entre les aspirations du peuple hongrois et le contexte international. S'il a échoué là où Gomulka a réussi, s'il n'a pu prévenir la répression russe, la raison principale en est la faiblesse, la décomposition du parti communiste hongrois. Rakosi, Geroë avaient eux-mêmes, par leurs provocations, déclenché les émeutes dont ils perdirent le contrôle. Imre Nagy, à son tour, présida un gouvernement qui n'était pas en mesure de canaliser ou de modérer la révolution. La proclamation de la neutralité, après la reconnaissance de partis multiples, tendait à prendre de vitesse l'intervention russe, elle n'en fut pas la cause.

Supposons qu'Imre Nagy ait été le Gomulka de la Hongrie. Comment même un marxiste-léniniste de stricte observance moscoute pourrait-il le traiter de contre-révolutionnaire? Certes, un Chinois le traiterait de révisionniste ou de khrouchtchévien, mais tous les hommes au pouvoir, à l'Est de l'Europe, y compris les successeurs de M. Khrouchtchev, sont logés à la même enseigne. Vus de Pékin, ils appartiennent tous au révisionnisme, ils trahissent l'héritage du marxisme-léninisme. Laissons de côté, provisoirement, la polémique chinoise. En Europe, un gouvernement Imre Nagy arrêtant la révolution au seuil de l'irréparable, à la manière de Gomulka, n'aurait pas été contre-révolutionnaire, il aurait simplement accompli plus rapidement et plus complètement la tâche de déstalinisation, que le gouvernement soi-disant ouvrier-paysan de Kadar a, lui aussi, partiellement accomplie à cause ou en dépit de la révolution écrasée dans le sang.

Entre l'interprétation que nous donnions à la tragédie en 1956 et celle que nous donnons en 1966, il n'y a pas d'opposition; nous sommes simplement plus sensibles aujourd'hui à un aspect de l'événement qui ne nous échappait pas mais que nous ne mettions pas au premier plan: la révolution hongroise a surgi au cours du procès de déstalinisation, elle ne l'a ni mis en train ni interrompu durablement. Avec le recul de dix années, elle apparaît comme une péripétie tragique, non comme un début ou comme une fin. Elle révèle ce qu'avait été le stalinisme bien plutôt que l'état présent des régimes d'Europe orientale. Accident de parcours, dirait le cynique.

Cette interprétation s'accorde avec la théorie des révolutions, classique depuis Alexis de Tocqueville. Le despotisme est en péril quand il se relâche. Les gouvernés dont le sort s'améliore prennent conscience tout à la fois des maux dont ils continuent à souffrir et des perspectives d'avenir. C'est l'espoir plus encore que le malheur qui anime les révolutionnaires. Du vivant de Staline, la discipline de parole finissait par étouffer scrupules et interrogations. Les intellectuels éprouvèrent le besoin irrésistible de la vérité totale le jour où ils ne furent plus contraints au mensonge total. La demi-liberté rendit le goût de la liberté entière. Dix ans après, Hongrois et Polonais sont encore en liberté surveillée et ne jouissent que d'une demi-liberté, mais les premiers ne connaissent pas un sort pire que les seconds. La révolution vaincue par la force militaire et la révolution canalisée par le parti communiste ont aujourd'hui à peu près le même aboutissement.

Poussée dans le détail, une étude comparative des deux pays sortirait du cadre

de ce bref essai. Mais autant que l'on en puisse juger de l'extérieur, les différences - et il y en a - ne sont pas toutes favorables à la Pologne. Celle-ci, me semble-t-il, a fait plus de concessions à ses paysans que la Hongrie. La collectivisation agraire n'a pas été poussée jusqu'au bout en Pologne, alors que Kadar, après un sursis de quelques années, est revenu à l'orthodoxie collectiviste, sans pourtant que celle-ci impose aux paysans les mêmes sacrifices ou les mêmes souffrances qu'à l'époque stalinienne. En ce qui concerne les conseils ou soviets ouvriers dans les usines, Gomulka et Kadar ont agi exactement de même: ils ont peu à peu éliminé les institutions créées par la classe prolétarienne elle-même, mais incompatibles avec le marxisme-léninisme. Celui-ci entend réserver au parti la direction du mouvement prolétarien: la spontanéité dont témoignaient les conseils ouvriers est en contradiction avec la doctrine révolutionnaire élaborée depuis 1917, avec le mode de gestion typique des régimes soviétiques.

Au-delà de cette différence et de cette similitude, les tendances sont les mêmes dans les deux pays, peut-être plus accentuées en Hongrie qu'en Pologne. Les économistes hongrois n'hésitent pas, depuis des années, à mettre en question la planification autoritaire centralisée, ils discutent des réformes nécessaires, qu'il s'agisse de remplacer les indicateurs, traditionnellement utilisés, par le profit d'entreprise, ou de rendre une fonction plus importante aux mécanismes du marché. En fait de niveau de vie, de style d'existence, de voyages à l'étranger, de la condition faite aux intellectuels, la Hongrie est au moins au niveau de la Pologne, peut-être en avance sur elle. Il n'est pas démontrable, mais il est au moins probable, qu'Imre Nagy, s'il avait réussi comme Gomulka à freiner la révolution, aurait mené une politique finalement comparable à celle de Kadar, l'homme qui l'a trahi.

Ainsi l'accusation moscoute de contre-révolution tombe d'elle-même, mais une autre interrogation s'élève. Les révolutionnaires, ceux de Pologne comme ceux de Hongrie, n'ont pas atteint leurs objectifs. Les premiers n'ont pas connu le triomphe, la gloire et le martyre. Les seconds, en grand nombre, sont en exil; d'autres, des dizaines de milliers, ont été déportés au lendemain de la répression: beaucoup ont péri; des milliers, toujours en vie, n'ont pas encore, dit-on, regagné leur patrie. Faut-il donc conclure que le peuple hongrois s'est battu pour rien ou qu'il aurait obtenu s'est battu pour rien ou qu'il aurait obtenu les mêmes résultats sans payer le même prix s'il avait eu la sagesse ou la chance de ne pas franchir les frontières que la conjoncture mondiale traçait impitoyablement? La question est déchirante pour les Hongrois, elle est déchirante pour leurs amis à travers le monde. Il faut malgré tout avoir le courage de la poser.

Reprenons le thème de la contre-révolution. Nous avons formulé une hypothèse: un parti dirigé par Imre Nagy aurait tenté un compromis entre le communisme et les sentiments populaires, entre l'aspiration à la liberté et les intérêts de Moscou, comme l'a fait le parti polonais sous la direction de Gomulka. Mais ce compromis, à demi réalisé aujourd'hui, nous savons, grâce à la révolution hongroise, que c'est un compromis. Ce que Polonais et Hongrois voulaient en 1956, ce qu'ils veulent encore aujourd'hui, ce sont les libertés que les marxistes, depuis un siècle, appellent, avec mépris, formelles. Ces libertés formelles doivent-elles inclure la pluralité des partis et des élections disputées? Cette interrogation, me semble-t-il, demeure décisive pour qui veut interpréter la révolution hongroise, établir une discrimination honnête entre les objectifs de celle-ci et le révisionnisme khrouchtchévien et post-khrouchtchévien. Un politicologue a écrit récemment, en paraphrasant la formule fameuse du *Manifeste communiste*: "Un spectre hante le monde soviétique: le pluralisme." Les Hongrois avaient-ils raison quand ils allaient, d'un coup, jusqu'au bout de la logique du révisionnisme? La condition finale des libertés formelles n'est-elle pas, au XXe siècle, la pluralité des partis, entraînant la liberté des propagandes et les élections disputées? Les institutions que les Soviétiques tiennent pour liées à la démocratie bourgeoise et, de ce fait, contre-révolutionnaires par rapport à la "démocratie populaire" ou au socialisme, n'ont-elles pas, en dépit du scepticisme des Occidentaux, gardé leur fraîcheur là-même où elles ont été éliminées au nom d'un soi-disant socialisme?

Deux remarques serviront d'introduction. Les régimes soviétiques n'ont pas supprimé, en théorie, les institutions représentatives. En Union soviétique, il existe des élections, et le Soviet suprême, composé des élus du peuple, se réunit régulièrement. En fait, ces élections ne comportent, en mettant les choses au mieux, qu'une faible marge de choix. L'Assemblée ne siège que quelques jours, elle entend des discours qui ne sont pas improvisés, elle approuve, à l'unanimité ou par acclamation, le budget et les lois qui lui sont soumis. Que ces cérémonies soient des hommages rendus par le vice à la vertu, ou un camouflage du despotisme, dans le style traditionnel des villages à la Potemkine, le fait essentiel demeure: les régimes soviétiques ne renient pas le principe des institutions représentatives, élections et assemblée. Bien plus, les porte-parole de ces régimes insistent volontiers sur le nombre des sans-parti qui figurent sur les listes, sur l'écart entre le nombre des candidats et le nombre des élus, sur le sérieux accru des délibérations parlementaires (en Pologne, par exemple). Par là même, indirectement, les doctrinaires avouent que le choix des élus répond à

l'essence de l'élection, que les parlementaires ont pour fonction de délibérer ou de discuter et non pas seulement d'approuver.

Dès lors, ils sont contraints de justifier le règne du parti unique, qui ne découle pas logiquement de l'idée démocratique. La justification oscille entre deux extrêmes: *la formule de l'avant-garde*, la minorité active nécessaire pour entraîner la masse à l'assaut de la bastille capitaliste; *la formule de l'homogénéité sociale ou du peuple entier*, qui enlève toute signification authentique à la pluralité des partis. En d'autres termes, ou bien cette pluralité est l'expression d'une société de classes, et la démocratie bourgeoise, sous couleur de respecter la diversité, favorise le maintien au pouvoir des capitalistes; ou bien la classe ouvrière s'est emparée de l'État, par l'intermédiaire du parti marxiste-léniniste, qui a dû alors, au cours de la première phase, exercer la dictature au nom du prolétariat afin d'éliminer les classes condamnées par l'histoire. Une fois le socialisme en voie d'édification, sinon entièrement édifié, l'État n'est plus celui du seul prolétariat, pas même celui des paysans et des ouvriers: il devient l'État du peuple entier. Durant la première phase, la pluralité partisane serait un obstacle; durant la deuxième, elle n'aurait plus de raison d'être. Le peuple entier se retrouve dans l'État en même temps que dans le parti qui en est le soutien.

Une révolution sociale s'opère malaisément par la loi et dans le respect des intérêts propres, des positions respectives des divers groupes sociaux. On admettra donc que les révolutionnaires, résolus à substituer la propriété collective à la propriété privée des instruments de production, établissent pour un temps ce qu'ils appellent la dictature du prolétariat - en fait, le pouvoir absolu du parti, qui se tient lui-même pour l'agent de la nécessité historique, l'artisan de la catastrophe salvatrice. Mais le jour où les classes ennemies ont disparu, le jour où l'État est celui du peuple entier, pourquoi ne pas laisser les électeurs choisir leurs représentants? En dernière analyse, parti unique et État du peuple entier sont des propositions contradictoires. Staline avait imaginé la théorie, proprement aberrante, que la lutte de classes s'intensifie au fur et à mesure de l'édification du socialisme: d'où viendraient les ennemis de classe un demi-siècle après la collectivisation de tous les instruments de production? Mais la théorie des successeurs, pour être moins déraisonnable, n'est pas plus satisfaisante. Pourquoi un seul parti? Pourquoi interdire les compétitions électorales si le peuple entier se reconnaît dans l'État soviétique? Le régime soi-disant socialiste, le règne d'un parti monopolistique, ont rendu possible le "culte de la personnalité" avec son cortège de crimes (ceux mêmes que M. Khrouchtchev a publiés officiellement). La seule conclusion logique n'est-elle pas celle même

des révolutionnaires hongrois? La déstalinisation ne suffit pas: ce qu'il faut, c'est éliminer les conditions dans lesquelles le stalinisme a pu naître, et, avant tout, la pseudo-dictature du prolétariat, le despotisme du parti unique.

Contre-révolution! s'écrient à ce moment Russes et Chinois, réconciliés pour un instant contre ceux qu'ils appellent ensemble réactionnaires. Mais cette réconciliation est précaire. Car les Chinois n'ont pas de peine à démontrer que le khrouchtchévisme conduit logiquement, non au rétablissement de la propriété privée des instruments de production, mais aux libertés individuelles, donc bourgeoises. Le parti ne détient plus la vérité en matière de science naturelle, il est en quête de la méthode la plus efficace de planification, il accorde désormais aux artistes et écrivains le droit de s'exprimer sans contrainte, à la condition de ne pas mettre en cause les dogmes du marxisme-léninisme. Et il laisse espérer aux individus une élévation progressive du niveau de vie au lieu de leur promettre "du sang, de la sueur et des larmes" en de nombreux combats contre l'hydre toujours renaissante du capitalisme ou de l'impérialisme. En une société qui commence à préférer le confort à la croisade, comment sauvegarder les derniers dogmes "intouchables"? Le dogme le plus fragile n'est-il pas, en dernière analyse, celui du monopole du parti, qu'ignore le marxisme de Marx, et dont la justification disparaît à mesure que disparaissent les classes?

L'accusation chinoise de révisionnisme, élevée contre les successeurs de Staline, est bien fondée. Mais la contre-accusation russe de dogmatisme ne l'est pas moins. Pourquoi ne pas recourir aux méthodes les plus efficaces de planification? Comment se réclamer de la science et priver les intellectuels de liberté? À quelle fin produire, sinon pour élever le niveau de vie des masses? L'épanouissement de l'existence individuelle a toujours été un idéal marxiste. Trahit-il le marxisme-léninisme, celui qui se rapproche de l'idéal marxiste?

Chinois et Russes ont raison les uns et les autres, ou plutôt les uns contre les autres. Il est difficile de faire sa part au révisionnisme, et il est absurde de maintenir le totalitarisme, au nom d'une philosophie des lumières, au-delà de la phase initiale de la révolution et de l'industrialisation primaire. Le post-stalinisme conduit logiquement à la restauration des libertés que les léninistes ont longtemps appelées formelles; le marxisme-léninisme de Mao Tsé-toung, ou bien rompt avec la tradition du rationalisme occidental, ou bien il ne vaut que pour une période de privations, de luttes et de pauvreté.

Les révolutionnaires hongrois, en 1956, ont tout à coup dévoilé à la fois la vérité historique (c'est-à-dire passée) du stalinisme et la vérité immanente du

khrouchtchévisme, aujourd'hui encore non réalisée. Tous les observateurs de cette révolution ont rapporté que les intellectuels, par leur révolte, ont joué un rôle décisif. Or cette révolte avait été d'abord et avant tout une révolte contre le mensonge dans lequel eux-mêmes prenaient conscience d'avoir vécu. En ce sens, la révolution hongroise a été une "victoire de la vérité". Les révolutionnaires ont été écrasés, mais le sens de leur action a survécu, il a été *wirklich*, comme aurait dit Hegel, c'est-à-dire "agissant". Depuis 1956, nous savons que dans le système international tel qu'il est, l'Europe orientale ne peut ni ne doit espérer une libération soudaine et pathétique. La libération sera le terme d'une transformation interne dont nul ne peut prévoir la durée. L'occasion fut manquée et elle ne se reproduira pas dans l'avenir prévisible. La révolution hongroise éclaire aussi une réalité amère: les peuples auxquels a été imposé le régime soviétique ne doivent compter que sur eux-mêmes.

Grâce au sacrifice du peuple hongrois, d'autres peuples de l'Europe de l'Est ont appris que leur espoir d'une "libération du dehors" est vain, et ils essaient à présent de trouver d'autres voies moins dramatiques, mais peut-être non moins efficaces pour assurer leur propre libération "interne".

Je me suis contraint à n'user que du seul langage de la politique. Et ce langage est pauvre. Il nous incite à confronter les moyens aux fins, le coût au rendement. Inévitablement, il laisse échapper l'essentiel: la signification morale, la valeur du symbole. Le propre de la grandeur des hommes ou des nations, c'est de nous arracher aux médiocrités du calcul, au prosaïsme de l'existence quotidienne.

Nul n'a le droit d'inciter un peuple à la grandeur, quand celle-ci coûte tant de morts et débouche sur le martyre. Mais quand un peuple, en une sorte d'héroïque folie, a choisi un destin de grandeur, quand il s'est sacrifié lui-même pour porter témoignage, l'analyste a le devoir de ne pas ignorer les limites de l'interprétation à laquelle il s'est tenu.

Tragédie historique, triomphe dans la défaite, la révolution hongroise restera à jamais un de ces événements rares qui rendent aux hommes foi en eux-mêmes et leur rappellent, par-delà leur destin, le sens de leur destination: la vérité.

De la Bastille à la Cité interdite. Destin de la révolution

Le Figaro littéraire
24 avril 1967

Ils n'avaient rien prévu, les innombrables voyageurs qui revenaient de Chine avec des récits édifiants sur l'unité monolithique du parti et la stabilité du régime. Certains, plus audacieux ou plus convaincus, écrivaient des livres entiers sur la Chine de Mao ou le conflit sino-soviétique, sans même qu'une seule ligne fût pressentir la tempête qui souffle depuis des mois sur le quart de l'humanité - extraordinaire aveuglement, qui ne saurait leur être reproché, car un des traits singuliers du totalitarisme, à son point d'extrême épanouissement, c'est qu'il s'offre et se dissimule tout à la fois aux regards.

Les diplomates en poste à Moscou, pendant les années 30 ou pendant les dernières années de Staline, ne voyaient rien, n'entendaient rien. Ils étudiaient le pays dans lequel ils vivaient en reclus, exactement comme le faisaient les spécialistes en dehors des frontières. Six mois avant la révolution hongroise, un intellectuel de bonne foi revenait en France et mettait en titre à ses impressions: "Le bonheur sur les bords du Danube." Le totalitarisme, dont les pays d'Europe orientale sont aujourd'hui sortis, se manifeste en une sorte de mensonge à demi sincère de délire collectif. Le blanc devient noir, l'opposant est assimilé à un agent de la Gestapo par identifications en chaîne, une surréalité idéologique se mêle mystérieusement à la réalité prosaïque pour la transfigurer. Les philosophes occidentaux ont spéculé sur cette sombre inquisition jusqu'au jour où le charme fut rompu, le jour où un ouvrier russe, N. S. Khrouchtchev, que la mort du "numéro un" rendit à lui-même, déclara, enfin, avec un gros bon sens: "Un homme normal ne confesse pas des crimes qu'il n'a pas commis à moins d'y être contraint par la torture."

La deuxième terreur soviétique

La deuxième phase terroriste de la révolution soviétique, la seule proprement totalitaire (la première, celle de 1917-1921, était une guerre civile), commença avec l'assassinat de S. Kirov, probablement sur l'ordre de Staline lui-même, en décembre 1934. Le congrès du parti, baptisé congrès des vainqueurs, avait eu lieu cette même année. La collectivisation agraire avait été menée à son terme, plus terrible - Staline lui-même le dit à Churchill - que la guerre civile elle-

même. Elle avait coûté des millions de morts. Mais, en un certain sens, elle avait réussi: la vieille société des campagnes russes avait été définitivement détruite et, bien que le rendement de l'agriculture collectivisée demeurât faible, le relèvement de la production s'amorçait, le pouvoir de l'État soviétique sur la paysannerie n'était plus mis en question. À défaut de récoltes abondantes, le ravitaillement des villes par des prélèvements accrus sur les récoltes était assuré. Tout semblait inviter les "vainqueurs", les staliniens réunis en congrès, à une sorte de détente. À n'en pas douter, la plupart d'entre eux la souhaitaient. Au lieu de détente, ils subirent la grande purge: sur les cent trente-neuf membres et suppléants du comité central élus au XVIIe Congrès en 1934, quatre-vingt-dix-huit furent arrêtés et fusillés. Après les millions de koulaks exécutés ou déportés, il y eut les millions de communistes, de gardes blancs, d'ingénieurs, d'écrivains, d'officiers, de paysans, d'ouvriers, mis en prison ou envoyés dans les camps de concentration. La grande purge connut son apothéose, grandiose et burlesque, dans les procès de Moscou, procès de sorcellerie, dans lesquels les compagnons de Lénine jouaient des rôles imposés, face à des juges également prisonniers de leurs rôles, tous contraints à des discours appris. Aucun peut-être ne savait exactement quel était le sens, quelle était la fonction de cette danse du sabbat, en un État qui avait banni la religion et sacralisé la science.

Nul n'a encore eu le courage, en Union soviétique, de s'interroger sur ces aspects du totalitarisme stalinien. Comme pour refouler une interrogation anxieuse, qui ne peut pas ne pas travailler la conscience de marxistes, dirigeants et intellectuels ont baptisé "culte de la personnalité" ces années terribles, que peut-être, aujourd'hui encore, ils n'arrivent pas à comprendre et qui continuent de peser sur la conscience de ceux qui furent les complices - faut-il dire volontaires ou involontaires? - de crimes que l'interprétation, désormais orthodoxe, attribue à un seul homme. Mais la doctrine marxiste-léniniste peut-elle, sans se renier elle-même, imputer à une seule personne la responsabilité de ce qui fut le destin et le martyr d'un peuple?

Depuis trente ans, les Occidentaux ont essayé de répondre à la question que posait Togliatti à la fin de sa vie. Car les spécialistes du soviétisme, les kremlinologues, n'ignoraient pas les faits. Le fameux discours de Khrouchtchev, au XXe Congrès, a finalement obligé les vrais croyants, à travers le monde, à croire ce qu'ils se refusaient à croire. Pourquoi, après le "succès" de la collectivisation, Staline a-t-il décimé le parti, l'administration, l'armée? Un physicien autrichien et un historien, qui, comme tous les détenus, avaient discuté à longueur de journée, dans les prisons soviétiques, sur les raisons de cette

déraison furieuse ont, en un livre fascinant(1), énuméré les dix-sept théories ou hypothèses que les victimes de la grande purge avaient imaginées pour se rendre compte à eux-mêmes de leur sort. Contentons-nous d'en reprendre une ou deux qui offrent matière à réflexion.

Pourquoi la grande purge?

Dix-sept ans s'étaient écoulés depuis la prise du pouvoir. Les espoirs les plus glorieux de la petite troupe bolchevique qui s'était emparée de l'État des tsars avaient été dépassés, mais, d'un autre point de vue, ils avaient été déçus. Qu'étaient devenues l'autogestion ouvrière, l'égalité des rétributions, la limitation des traitements des membres du parti au salaire de l'ouvrier qualifié, la suppression de la distinction entre travail manuel et travail intellectuel ou entre les villes et les campagnes? Le mécanisme impitoyable de la société moderne avait joué. Une "nouvelle classe" de bureaucrates et de techniciens s'était formée, la société postrévolutionnaire comportait, elle aussi, une stratification, une minorité qui commandait et une masse qui œuvrait et obéissait. La malédiction millénaire n'avait pas été conjurée: l'acte prométhéen qui, depuis 1789, hantait l'imagination des "faiseurs de rêves", avait, certes, abaissé *des* superbes et élevé *des* humbles; il n'avait pas mis fin à la lutte entre les superbes et les humbles, il l'avait seulement refoulée dans l'ombre grâce à la toute-puissance d'une classe ou d'un homme: *la nouvelle classe* et *le numéro un*. Du tête-à-tête entre elle et lui sortit la grande purge.

Le numéro un était-il animé par la soif d'un pouvoir illimité? La liquidation du vieux parti, déjà réduit par l'expulsion des opposants trotskistes, zinovieviens, boukhariniens, était-elle, à ses yeux, la condition nécessaire au suprême triomphe, celui qui élève un homme seul à la divinité, au destin sublime d'incarnation du parti, donc de la classe, donc de l'histoire même? Le secrétaire général fut-il saisi par la folie des Césars? En vint-il à soupçonner ses plus proches de sombres desseins, à redouter la trahison de tous, à ne plus distinguer entre ceux qui *pourraient* trahir et ceux qui avaient *effectivement* trahi et, finalement, à répandre à travers un peuple entier la peur qui l'habitait dans la solitude du Kremlin, cette peur où Montesquieu avait reconnu le principe du despotisme et que Khrouchtchev avoua, avec une franchise pathétique, dans son discours du XXe Congrès?

Nul ne saurait dire aujourd'hui la part qu'il convient d'attribuer à l'un ou à l'autre des deux mobiles qui ont pu déterminer Staline à déclencher la grande purge: haine des révolutionnaires de la première génération, idéalistes ou nantis,

désir de sauvegarder au moins la fiction d'une lutte de classes qui s'intensifie au fur et à mesure de la construction du socialisme. Pour qu'un régime établi demeure révolutionnaire, il faut une révolution permanente, fût-elle décrétée d'en haut. L'électrification et les Soviets, avait dit Lénine. L'électrification et la terreur, répondit Staline. Mais l'électrification sans la terreur, après la disparition des Soviets, n'eût-ce pas été pire encore, du moins pour les fervents de l'idée révolutionnaire? L'électrification sans les Soviets, des souliers de cuir, le goulash et le beurre sur les épinards, la croissance économique et l'élévation du niveau de vie, c'est la formule de Khrouchtchev, c'est le "révisionnisme", c'est-à-dire l'américanisme du pauvre.

Les hauts fourneaux dans les villages

La révolution culturelle a éclaté en Chine dix-sept ans après la prise du pouvoir par Mao Tsé-toung, de même que la grande purge en Russie dix-sept ans après les journées de 1917 ("les sept jours qui ébranlèrent le monde"). Il n'y avait pas eu dans le groupe dirigeant du parti chinois l'équivalent de la lutte entre les héritiers de Lénine. Un seul des dirigeants de premier rang, Kao Tang, avait été éliminé au cours des premières années. En août 1959, au congrès du comité central tenu à Lushon, une opposition de droite s'était manifestée, celle que menait le maréchal Peng Teh-huai, suspect à la fois de sympathie pour Moscou et de sévérité pour les fantaisies utopistes de Mao. Les spécialistes, ceux qui n'allaient pas à Pékin mais qui, à la manière des kremlinologues, étudiaient la réalité à travers les textes, connaissaient, eux, la crise du parti communiste chinois à la suite de la deuxième révolution, celle du "grand bond en avant".

De 1949 à 1957, le parti communiste chinois avait semblé un modèle de cohérence et de modération, comparé à ce qu'avait été le parti soviétique au cours de la première phase post-révolutionnaire. La reconstruction économique, la collectivisation agraire, l'industrialisation passaient pour des succès aux yeux même des anti-communistes. Le coût en vies humaines de l'œuvre accomplie était modeste mesuré au précédent russe ou même français. Le terrorisme psychologique, le lavage de cerveaux, les confessions publiques inspiraient des sentiments mêlés de répugnance et d'angoisse, mais étaient-ils pires que les massacres de septembre ou la grande purge? À Bandoung, en 1955, Chou En-laï faisait figure de conciliateur. Il acceptait, dans les motions finales, des formules peu compatibles avec ce qui est aujourd'hui l'interprétation maoïste orthodoxe du marxisme-léninisme.

Le grand bond en avant, les communes populaires, les hauts fourneaux dans

les villages marquent une explosion de l'utopisme révolutionnaire, de la foi qui soulève les montagnes. Comme les Soviétiques avaient voulu, contre l'opinion des marxistes occidentalistes, c'est-à-dire des mencheviks, sauter l'étape du capitalisme, les Chinois tentèrent, à partir de 1957, de sauter l'étape du socialisme: modernisation, industrialisation, communisme progresseraient simultanément. Le peuple innombrable serait l'architecte d'une économie moderne, de même qu'il avait été le destructeur de l'ordre millénaire. Des masses, et d'elles seules, dépend la victoire dans la bataille de la production comme dans les batailles des armées.

Deux ans plus tard, le grand bond en avant aboutissait à un désastre et la famine menaçait. Les statistiques qui constituaient auparavant des bulletins de victoire n'avaient aucun rapport avec la réalité. L'acier des hauts fourneaux dans les villages était inutilisable. La conjonction de mauvaises conditions atmosphériques et de la désorganisation provoquée entraîna un recul de la production industrielle (le départ des techniciens soviétiques, en 1960, y fut aussi pour beaucoup). De 1960 à 1966, une pause intervint et une sorte de *modus vivendi* s'établit entre la gauche et la droite, les extrémistes et les modérés, les utopistes et les techniciens. Les premiers dictaient le langage, les seconds géraient les affaires. L'économie chinoise se rétablit à la faveur d'un assouplissement dans la planification industrielle et dans l'organisation des communes populaires, sans pourtant dépasser le niveau atteint en 1957. En bref, le révisionnisme pratique coexistait avec le rejet violent de tout révisionnisme idéologique.

La révolution culturelle marque, de toute évidence, une explosion du délire utopique, même si, ce qui est certain, elle est aussi l'expression d'un conflit entre deux tendances, deux équipes à l'intérieur de la minorité dirigeante, voire une bataille anticipée pour la succession de Mao. Celui-ci se déchaîne contre la nouvelle classe, comme le fit Staline de 1934 à 1938. Mais Staline disposait d'un instrument docile, la police secrète, et, s'il renouvela le personnel dirigeant de l'État et de l'économie, il ne mit en question ni le parti, ni la primauté des cadres, ni la nécessité de la hiérarchie des rémunérations, ni l'autorité des gestionnaires. Il substitua à un parti révolutionnaire, plus ou moins mis au pas, un parti composé par des hommes de l'appareil qui devaient leur formation et leur fortune au stalinisme lui-même.

Mao ne dispose pas d'une police secrète comparable à celle de l'Union soviétique. La collectivisation russe n'avait pas abouti à un échec comparable à

celui du grand bond en avant. Peut-être, comme le suggèrent des écrits venus de Chine même, Mao avait-il, depuis 1959, perdu la réalité du pouvoir. Il demeurerait le maître symbolique, le père de la patrie, mais la responsabilité de la gestion avait passé en d'autres mains.

Pour lutter contre la pétrification bureaucratique, contre le rétablissement d'une stratification sociale, pour ranimer la ferveur révolutionnaire, pour que ne se creuse pas le fossé social entre dirigeants et masses, entre officiers et soldats, Mao a mobilisé moins l'armée (qui, en dépit de Lin Biao, n'est probablement pas unanimement maoïste) que les gardes rouges, les jeunes, les étudiants, tous ceux qui conservent la fraîcheur et l'élan nécessaires pour dresser contre la pesanteur sociale la protestation de la foi. Prise des Tuileries le 10 août 1792, prise du Palais d'Hiver en 1917, prise de la Cité Interdite en 1949. L'ambition d'abattre d'un coup le vieux monde et d'édifier un monde neuf chemine de l'Ouest vers l'Est. Toujours démentie par l'événement, elle change de patrie. Plus encore que l'idée de bonheur, celle de révolution est devenue, à la fin du XVIIIe siècle, une idée neuve en Europe. Elle a pris de l'âge dans le pays où elle est née: elle y est déjà marquée par les signes de la décrépitude. Elle est encore jeune en Chine, mais peut-être achève-t-elle déjà d'y mourir.

Démocratie et industrie

L'idée révolutionnaire a été déchirée, dès l'origine, par une contradiction interne, celle de deux idées, toutes deux caractéristiques de la modernité: démocratie et industrialisme. Le rêve de l'âge d'or ou du retour à la communauté primitive est une des origines du millénarisme moderne. L'orgueil de la science et de la puissance technique en est une autre. Le rêve et l'orgueil s'unissent dans le marxisme qui donne à leur unité une apparence scientifique: la dialectique économique mènera, par-delà l'effondrement du capitalisme et la victoire du prolétariat, à une société d'hommes libres et égaux, maîtres de la nature et de leur destin, gérant eux-mêmes des forces de production assez développées pour garantir à tous l'abondance. Il fallut d'abord, puisque la dialectique économique trahissait le devoir qui lui avait été assigné, confier la tâche décisive au parti. C'est lui qui donnerait le coup de grâce au régime condamné qui n'en finissait pas de disparaître. Mais, jacobins, victorieux en un siècle technique, pleins de mépris pour les libertés politiques que les bourgeois français, sinon les foules parisiennes, avaient voulu conquérir, les léninistes au pouvoir se vouèrent à l'industrialisation avec une passion obsessionnelle auprès de laquelle la passion capitaliste d'accumulation, chantée et dénoncée par Marx, semble velléitaire ou

dérisoire. Mais l'industrialisation amène avec elle les cadres, les techniciens, la discipline du travail, la rémunération supérieure des capacités, dans le meilleur cas une méritocratie, dans le pire, le despotisme et l'obscurantisme des hommes de l'appareil. Une société industrielle moderne est aux antipodes, qu'elle soit capitaliste ou socialiste, de l'utopie communautaire et égalitaire. Le socialisme est organisation et non pas égalité, discipline et non pas liberté. Les régimes qui se réclament du marxisme-léninisme laissent une marge croissante d'initiative aux individus. Ils se résignent à la différenciation sociale dans la mesure où ils renoncent aux espoirs démesurés et accordent enfin au peuple la récompense de sa longue patience.

Les marxistes-léninistes de Moscou sont-ils des révisionnistes? Oui et non. Ils sont de meilleurs marxistes que ceux de Chine, ils respectent les lois de l'histoire et de l'économie, ils invoquent la rationalité, ils promettent des conditions de vie meilleures (et il n'y a rien de moins marxiste que le socialisme de la pénurie). Mais ils ont lentement perdu la foi prométhéenne. L'ascétisme des premiers croyants, depuis longtemps, appartient aux temps héroïques. Les intellectuels discutent raisonnablement avec leurs collègues occidentaux, cependant que les mêmes disques du même Aznavour, du même Bécoud, sont accueillis avec les mêmes transports d'un bout à l'autre de l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural. Les marxistes-léninistes du vieux continent sont tout près d'accepter, enfin, que le monde soit ce qu'il est.

Les maoïstes, eux, ne se résignent pas, et la révolution culturelle, quelles que soient ses autres causes, est le témoignage de ce refus. Que les officiers soient appelés à servir quelques semaines par an comme simples soldats est un symbole. La dénonciation des dirigeants "qui empruntent la voie du capitalisme ou du révisionnisme" est également significative. Il ne s'agit pas de la propriété privée des instruments de production. En ce sens, il n'y a pas de danger de restauration capitaliste en Chine, pas plus qu'il n'y en avait en Union soviétique, il y a trente ans. Ce qui est en question, c'est l'ordre humain, le mode de vie qui accompagne ou doit accompagner la construction socialiste. Par elle-même la modernisation recrée la stratification, dissout la communauté, isole l'individu, l'asservit à des mécanismes rationnels, nécessaires à la productivité et presque inintelligibles à la plupart des individus.

Mao Tsé-toung, mort ou vivant, proclame avec la révolution des gardes rouges que la volonté humaine est capable de surmonter toutes les résistances. Le petit livre des pensées de Mao est le catéchisme d'un marxisme d'où la nécessité

historique a disparu et qui chante la vertu démiurgique d'un homme et de son inspiration. Étrange marxisme, volontariste et presque spiritualiste; mais le marxisme n'a eu d'influence réelle sur le cours de l'histoire qu'adopté par des hommes et des partis qui l'ont interprété comme un bréviaire de l'action. C'est en absorbant le mythe de la Révolution né en France à la fin du XVIIIe siècle que le marxisme, théorie de la nécessité historique, est devenu religion de la volonté et justification de l'utopie. À Moscou, le mythe de la Révolution est en voie de tomber au même statut que le mythe de la Révolution en France à partir de la IIIe République.

Les peuples oublient vite...

Mao Tsé-toung prêche une révolution permanente qui retarde de plusieurs années la modernisation du pays sans parvenir, comme le faisait Staline, à fasciner amis et ennemis. Est-ce l'excès même de la frénésie qui interdit le succès à l'extérieur? Les nations riches comme les pays pauvres sont-ils sensibles désormais à la contradiction entre les utopies et les exigences de la rationalité économique? L'idée de révolution perd-elle la force d'attraction que gagne l'idée de production? La Chine, isolée et fière de sa solitude, donne-t-elle un contenu national à une idéologie d'origine étrangère? L'idée révolutionnaire termine-t-elle sa course à Pékin ou continuera-t-elle son tour du monde? L'Amérique latine, où mûrissent tant de haines, où s'étalent tant de misères, sera peut-être, demain, possédée à son tour. Après tout, dans un des hauts lieux de l'esprit, l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, une élite intellectuelle demeure sensible à la ferveur disciplinée des gardes rouges et aux platitudes de la bible maoïste. Peut-être, ailleurs encore, des masses, plus nombreuses et moins subtiles, seront-elles entraînées, elles aussi, par l'irrépressible espérance.

Autre pourtant me paraît la voie probable de l'histoire. Les grandes révolutions sont parfois inévitables, toujours coûteuses et, après coup, elles suggèrent d'elles-mêmes une interrogation rétrospective et vaine: les bienfaits de la Révolution n'auraient-ils pu être acquis à un moindre prix? Ce calcul, bourgeois ou raisonnable, est en train de refouler le rêve utopiste et d'affaiblir l'ambition prométhéenne.

Ne nous hâtons pas de conclure. Les peuples oublient vite la leçon de leurs infortunes. Les idéologues ne sont ménagers ni de leur sang ni du sang des autres, et les révolutionnaires - il y en aura toujours - aiment moins l'homme que ce qui le dévore.

(1) F. Beck et W. Godin, *Russian Purge and the extraction of confession*, New York, 1951.

Bombe H chinoise

Réalités
Août 1967

Au moment où M. Kossyguine et le président Johnson allaient se rencontrer à Glassboro, les Chinois faisaient exploser une bombe H, qui serait déjà «opérationnelle».

Comme les Chinois ont expérimenté des engins balistiques d'une portée de quelques centaines de kilomètres, les experts rectifient leurs prévisions et réduisent le nombre d'années nécessaires à la Chine populaire pour disposer d'une force stratégique nucléaire. En 1971 ou 1972, il se peut que les villes américaines – et *a fortiori*, les villes russes – soient exposées aux tirs des engins chinois.

deux Grands...

Pourquoi la Chine a-t-elle atteint la phase de la bombe H avant la France?

D'après les confidences des Russes, l'usine de séparation isotopique, celle qui produit l'uranium 235 pour la bombe H, aurait été commencée par les techniciens soviétiques. Ces derniers ont quitté la Chine en 1959, lorsque le traité de coopération atomique, signé en 1957 par Moscou et Pékin, fut dénoncé à la suite de la crise de 1958. Les techniciens chinois auraient mené à bonne fin la construction de l'usine.

Quant à l'usine de Pierrelatte, elle ne fournit pas encore l'uranium enrichi que requiert la bombe.

De plus, la Chine semble ne pas s'être soucié autant que la France de mettre au point immédiatement une petite force (bombes A et bombardiers); autrement dit, elle aurait consacré moins de ressources à la fabrication de bombes A. Simultanément, elle aurait employé une proportion plus élevée de la ressource la plus rare – les physiciens théoriques – à la mise au point de ses armes nucléaires.

En dépit de la pauvreté du pays, en dépit des troubles de la révolution culturelle, la Chine populaire a démontré qu'elle aussi pouvait par une concentration de ses efforts, accéder au plus haut niveau d'une certaine technique, celle de l'atome et, demain, celle des engins balistiques.

Du coup, l'État qui est, virtuellement, le troisième Grand apparaîtra unique avec des masses «innombrables et misérables», un despotisme tout ensemble impitoyable et messianique, enfin la possession des instruments de destruction et

de dissuasion.

L'historien du présent ne doit pas jouer au prophète, mais il peut, par les questions qu'il se pose, suggérer les alternatives entre lesquelles l'avenir décidera.

Première question: la possession des armes thermonucléaires donnera-t-elle à la Chine aussi une leçon de modération et de sagesse?

Deuxième question: Mao Tse-toung dit-il vrai quand il accuse l'Union soviétique de s'allier avec les États-Unis contre la Révolution?

... contre un

Pour l'instant, cette alliance ne va pas au-delà d'un refus de la guerre. Il n'est pas question d'une paix soviéto-américaine. L'Union soviétique craint de laisser à la Chine populaire le monopole de l'idée révolutionnaire. Même s'ils n'étaient pas menacés par la surenchère chinoise, les hommes du Kremlin n'auraient pas les moyens d'imposer leur volonté soit aux pays arabes, soit au Nord-Viêt-nam.

La puissance des deux Grands diminue, l'anarchie internationale s'étend.

La Chine forcera-t-elle Moscou et Washington à surmonter leurs querelles?

Plus probable, au cours des prochaines années, est un jeu à trois: chacun des Grands redoutera l'alliance des deux autres contre lui. Déjà Moscou a dénoncé la connivence sino-américaine.

Entre Lénine et Mao

Réalités
octobre 1967

À la Conférence de La Havane, en août dernier, des militants communistes ont proclamé hautement qu'il y avait une troisième voie de la révolution. Les Russes se réclament d'un chef charismatique, mort depuis quarante-quatre ans: Lénine. Mao et Castro sont vivants. En Union soviétique et en Chine, le communisme s'est allié au nationalisme, il est marqué, ici et là, par les traditions d'une culture et d'un empire. Le communisme de Castro se veut national mais à l'échelon du continent latino-américain. Castro est, lui aussi, au pouvoir, mais, resté militant et, pour ainsi dire, partisan, il séduit par son combat d'hier plus que par ses accomplissements d'aujourd'hui. Que sont les castristes? avant tout, des romantiques de la violence, des doctrinaires de la prise du pouvoir par la force des armes.

les séductions...

Au siècle dernier, Blanqui a donné son nom à la doctrine de la prise du pouvoir par des minorités activistes, mais il imaginait l'événement dans les villes. Marx méprisait Blanqui: ce qui n'empêcha pas que, à la faveur des circonstances, les bolcheviks prirent le pouvoir à Petrograd et à Moscou grâce à un coup d'État à la Blanqui. Mao Tse-toung triompha au terme d'une guerre civile dans laquelle la tactique des partisans joua un rôle décisif. Mais, après la «Longue Marche», il disposait déjà d'une armée régulière.

Les castristes commencent, eux, avec quelques dizaines d'hommes, comme Blanqui. Ils misent sur les paysans, comme Mao. Ils savent que la prise du pouvoir est la récompense d'une longue patience: ils ont retenu la leçon de l'expérience chinoise sans, pour autant, imiter servilement la technique maoïste.

Le castrisme n'est pas une doctrine socialiste, il est une méthode de la lutte des partisans en vue de la prise du pouvoir dans les conditions spéciales de l'Amérique latine. Il répond à l'impatience et à l'idéalisme de certains intellectuels. La misère des masses paysannes, en Amérique latine, lui offre un milieu favorable. Il a un prophète, un mythe, des militants, une technique d'action. Est-ce assez?

Assez pour figurer à la première page des journaux. Assez pour fasciner les nostalgiques de la révolution dans les pays où les perspectives de promotion

individuelle et collective émoussent indignation et espérances. Assez peut-être pour remporter des succès ici et là. Mais la victoire de Castro a été rendue possible par la révolte des villes à laquelle participaient les classes moyennes poussées à bout par le despotisme de Batista. En dépit des légendes, Castro a été plutôt le bénéficiaire que l'agent de la révolution cubaine, dont les mots d'ordre, ceux de Castro lui-même y compris, étaient démocratiques et libéraux, non marxistes-léninistes. Pour l'instant, le castrisme, capable d'entretenir des foyers de guérilla, donne progressivement corps, aidé par la presse mondiale, à une vision du monde: Viêtnamiens, Noirs des États-Unis, Latino-Américains montent à l'assaut de la forteresse de l'impérialisme yankee.

... du castrisme

Le monde finira-t-il par ressembler à la représentation que s'en font ces hommes de foi et d'action? Gardons-nous de prophéties, mais n'oublions pas que les partis communistes du Brésil et de l'Argentine n'étaient même pas représentés à La Havane et que Carmichael ne représente pas les vingt millions de Noirs des États-Unis. Les émeutes raciales ne débouchent pas sur la prise du pouvoir, mais sur l'anarchie et la violence.

Puissance soviétique, échec du rêve

Le Figaro littéraire

6 novembre 1967

"L'Italie a expié par deux cents ans de nullité la gloire d'avoir inauguré, au Moyen Âge, la vie civile et d'avoir fait la Renaissance; au XIXe siècle, cette double gloire a été son principal titre à une nouvelle vie. L'Allemagne a expié par un long abaissement politique la gloire d'avoir fait la Réforme; elle touche maintenant le bénéfice de la Réforme. La France expie aujourd'hui la Révolution, elle en recueillera peut-être un jour les fruits dans le souvenir reconnaissant des peuples émancipés."

Ces lignes de Renan, écrites en 1871, au lendemain de la défaite française, me revenaient à la mémoire, obsédantes, alors que je songeais au destin de la révolution russe. Au premier abord, rien de commun entre ce destin et celui de la révolution française. La France, après de vains triomphes, sortit épuisée d'une crise de vingt-cinq ans et ne retrouva jamais la place qu'elle avait tenue dans l'Europe des rois. L'empire des tsars, pris en charge par les bolcheviks, a résisté à tous les assauts, à l'agression hitlérienne comme aux velléités nationalistes des populations allogènes.

Un demi-siècle après la prise de la Bastille, Louis-Philippe régnait: tant de larmes et d'espérances, tant d'exploits et de crimes pour mettre le roi-citoyen et bientôt Louis-Napoléon le Petit sur le trône du fils de saint Louis. Un demi-siècle après la prise du palais d'Hiver, le parti de Lénine continue de régner - et il règne sur une Russie puissante, victorieuse, un des deux super-grands, comme on dit aujourd'hui, un des deux seuls États au monde qui possèdent une panoplie complète, depuis la mitrailleuse jusqu'à l'engin balistique et à la bombe thermonucléaire de quarante mégatonnes. À supposer que la France ait expié au XIXe siècle la révolution de 1789, la Russie, elle, n'expie pas la sienne. Bien plutôt lui doit-elle sa grandeur.

Et pourtant... Les peuples de l'Union soviétique ont payé cher, eux aussi, le rôle d'avant-garde révolutionnaire que Lénine et ses compagnons leur ont imposé. Guerre civile, collectivisation agraire, déportation des koulaks, grandes purges. Enfin, au lendemain de la victoire de 1945, nouveaux efforts, inhumains dans leur démesure, pour accélérer l'édification d'une grande industrie. Aujourd'hui encore, l'écrivain soviétique jouit de moins de liberté que l'écrivain russe au début du siècle, sous le régime tsariste.

Au moins sur ce point, les deux révolutions se ressemblent. "Ils ont écrit ton nom: Liberté", en montant à l'assaut des despotismes, les révolutionnaires de tous les temps et de tous les pays, mais ils en ont bientôt refusé le bénéfice à leurs ennemis. Or qui, sauf les détenteurs du pouvoir, distinguera amis et ennemis de la liberté? La révolution naît de l'aspiration à la liberté et la terreur naît de la révolution.

Inévitablement, avec le recul, les révolutions apparaissent aux esprits d'une certaine famille comme l'échec du rêve et l'accomplissement difficile de réformes prosaïques. Un siècle s'est écoulé entre la prise de la Bastille et la consolidation d'une république parlementaire et bourgeoise. La France, n'a, certes, pas offert au monde le modèle des institutions libérales que les hommes de la Constituante voulaient greffer sur le tronc de la vieille monarchie. La transfiguration rétrospective de la catastrophe et les victoires militaires de Napoléon permirent aux Français de se dissimuler à eux-mêmes la faillite de leurs ambitions.

Réforme prosaïque et lyrisme des idées

La réponse à cette sagesse morose, un des hommes les moins portés au lyrisme l'a donnée, un jour, à la Chambre des députés, le 30 mai 1845:

"Le christianisme, il y a douze cents ans, cela est vrai, a détruit la servitude dans le monde, mais, depuis, il l'avait laissée renaître. Il y a cinquante ans encore, le christianisme dormait à côté de l'esclavage et il laissait sans réclamer l'esclavage peser sur une partie de l'espèce humaine... Et, remarquez-le, messieurs, non seulement l'abolition de l'esclavage, l'idée de l'abolition de l'esclavage, cette grande et sainte idée est sortie du fond même de l'esprit moderne français, mais, bien plus, vous la voyez se saisir plus ou moins de l'esprit de la nation, suivant que la nation elle-même sent plus ou moins raviver ou s'éteindre dans son cœur les grands principes de la Révolution. Ainsi, en 1789, par exemple, au même moment où la liberté se fonde en France, on demande la liberté pour les esclaves des colonies.

"En 1800, au contraire, lorsque la liberté expire en France, on replonge les esclaves dans les fers aux colonies...

"... cette grande idée n'est pas seulement votre propriété, elle n'est pas seulement parmi les idées mères de votre révolution, mais elle vit ou elle meurt dans vos cœurs, suivant qu'on y voit vivre ou renaître tous les sentiments élevés, tous les nobles instincts que votre révolution a développés, ces nobles instincts par lesquels vous avez fait tout ce que vous avez accompli de grand dans le

monde et sans lesquels, je ne crains pas de le dire, vous ne ferez rien et vous ne serez rien."

Ce parlementaire passionné avait nom Alexis de Tocqueville. Bien entendu, l'auteur de *La Démocratie en Amérique* disparaissait alors sous l'orateur de l'opposition dynastique. Redevenu écrivain après le coup d'État de Louis-Napoléon, Alexis de Tocqueville tenait un autre langage. Lui aussi regrettait "qu'au lieu de plier cette noblesse sous l'empire des lois, on l'ait abattue et déracinée. En agissant ainsi, on a ôté à la nation une portion nécessaire de sa substance et fait à la liberté une blessure qui ne guérira jamais".

Selon les jours et l'humeur, l'historien se laisse convaincre par l'un ou l'autre raisonnement. Suppression des droits féodaux et des ordres privilégiés, égalité civile des individus, citoyenneté universelle, institutions représentatives, ces objectifs du Tiers État et des révolutions bourgeoises n'auraient-ils pu être atteints à moindres frais, sans que la France fût coupée en deux par des passions mal éteintes, par les souvenirs, jamais effacés, des terrorismes de toutes les couleurs? Mais la nostalgie d'une histoire raisonnable vaut-elle mieux que le romantisme révolutionnaire?

La Révolution a donné éclat, force de persuasion, rayonnement aux idées qui l'inspiraient; elle les a répandues à travers l'Europe, à travers le monde. Comment mesurer le coût et le bénéfice de cette épopée? Les hommes ont besoin de rêver pour agir. La France a expié la Révolution, mais elle demeure, pour des millions et des millions d'hommes, le pays de la Révolution, celui qui a proclamé les idéaux modernes de liberté et d'égalité. Africains ou Asiatiques éprouvent probablement plus de respect pour Westminster que pour le Palais-Bourbon, les historiens continuent de se passionner pour Danton, Robespierre, Saint-Just, hommes entre beaucoup d'autres, dont les circonstances et la légende ont fait des géants. (Nehru ou Mao Tsé-toung, à travers les *Anti-mémoires*, en dépit d'André Malraux, nous apparaissent-ils grands?)

D'une révolution à l'autre

Soviétiques et antisoviétiques se plaisent également à comparer révolution française et révolution d'Octobre. Les premiers, selon leur doctrine, voient dans cette dernière la suite nécessaire de celle qui renversa la monarchie en France. À la fin du XVIIIe siècle, la bourgeoisie représentait les intérêts généraux de la société, pour reprendre une expression marxiste. Luttant pour elle-même, elle luttait pour toutes les classes, elle clôturait une phase de l'histoire, elle en ouvrait une autre. Elle proclamait l'égalité civile des citoyens et, par là même, justifiait

les revendications ultérieures d'égalité au bénéfice des *travailleurs*. Elle promettait la liberté à tous, mais elle n'en offrait qu'un simulacre sous forme de droit de suffrage. Au prolétariat reviendrait la tâche historique d'appliquer concrètement ces principes, de les remplir de substance économique et sociale.

Cette interprétation classique, souvent enseignée dans nos écoles - la procession des classes et des révolutions - ressortit à l'idéologie, au sens péjoratif que Marx prêtait à ce mot. Non que le *IVe État*, le prolétariat, ne succède à la bourgeoisie sur la scène de l'histoire; il le fait en un rôle tout autre. La bourgeoisie, qui a détruit les fondements de l'ancien régime, occupait des positions élevées dans la hiérarchie sociale, elle exerçait des fonctions directrices dans l'industrie et le commerce. Elle constituait une minorité dominante, non une masse opprimée. Le prolétariat ne constituera jamais, en tant que tel, une minorité dominante. "Libéré" par les bolcheviks ou "exploité" par les capitalistes, il continuera de travailler dans les usines avec un niveau de vie plus ou moins élevé, un sentiment plus ou moins vif de participation, inséré en une structure technico-administrative que la civilisation industrielle impose à tous les pays. Les bolcheviks de 1917 n'étaient pas le prolétariat reprenant le flambeau de la bourgeoisie. Alors que les Jacobins se réclamaient du peuple ou de la nation, eux se réclamaient du prolétariat. À la différence des Jacobins, ils ont réussi - au sens où les historiens parlent de réussite, c'est-à-dire qu'ils ont gardé le pouvoir.

Comme tous les bâtisseurs de l'avenir, ils évoquaient volontiers leurs ancêtres. Lénine dansa de joie, dans la cour du Kremlin, le jour où sa révolution eut dépassé la durée de la Commune de Paris. Trotski, proscrit et persécuté, dénonçait infatigablement le Thermidor stalinien. Les quatre phases de la Révolution française - les tentatives de réformes, les extrémistes au pouvoir, la réaction des opportunistes, la liquidation par la dictature militaire? Trotski exilé en cherchait la répétition dans le cours de la Révolution russe. Il trouvait sans peine les deux premières phases, encore que le passage de la première à la deuxième n'ait pris que huit mois en Russie et non trois ans. Mais Staline, quel rôle jouait-il? Barras? Bonaparte? Ou bien Thermidor et le 18-Brumaire, par une ironie de l'histoire et la ruse diabolique d'un homme, ne se distinguaient-ils pas? Staline, liquidateur des Jacobins et de la Révolution tout à la fois? Jamais Trotski ne parvint à sortir des contradictions dans lesquelles il s'était enfermé lui-même.

Ce que l'Union soviétique a bâti

Après l'effondrement d'un régime politique traditionnel, anachronique, affaibli par trois ans de guerre, le gouvernement provisoire à Saint-Pétersbourg ne put ou

ne voulut pas faire la paix. Assiégé par les généraux contre-révolutionnaires et par les soviets d'ouvriers et de soldats, il succomba, presque sans résistance, au coup d'État des bolcheviks. Ceux-ci constituaient une minorité active: dans l'Assemblée constituante, la première, la seule élue librement, les socialistes révolutionnaires disposaient de la majorité. Lénine se hâta de la dissoudre. Les bolcheviks gardèrent le pouvoir dont ils s'étaient emparés à la faveur des circonstances. Ils ignoraient tout de la tâche qui les attendait. Les livres sacrés ne leur enseignaient rien ni sur la construction du socialisme ni sur la planification de l'économie. *Le Capital* analyse le fonctionnement du capitalisme, non celui d'un régime non capitaliste.

En tant que prise du pouvoir par une secte de révolutionnaires imprégnés de marxisme, la révolution russe s'achève en 1921 après la victoire dans la guerre civile. En tant que construction d'une société nouvelle, la révolution d'Octobre n'est pas encore finie. Peut-être les historiens diront-ils demain qu'elle s'achève avec l'éviction de N. S. Khrouchtchev. MM. Kossyguine et Brejnev ressemblent trop à des présidents de conseils d'administration pour éveiller la ferveur ou la haine.

Ce qui terrifiait les observateurs avant la mort de Staline, c'était la durée même du procès révolutionnaire. Pourquoi la grande purge après la collectivisation agraire? Pourquoi la reprise du terrorisme après la victoire dans la grande guerre patriotique? Aujourd'hui encore, en dépit de la déstalinisation, en dépit de la dénonciation du culte de la personnalité, tout se passe comme si le parti hésitait à faire confiance aux peuples qu'il gouverne depuis cinquante ans. Rien n'indique pourtant que les citoyens de l'Union soviétique éprouvent la moindre velléité de se dresser contre le régime. Ils sont justement fiers de leur patrie, les conditions de vie s'améliorent lentement. Or les continuateurs des bolcheviks gardent, à certains égards, une mentalité obsidionale.

Craignent-ils que les Soviétiques d'aujourd'hui, fils ou petit-fils des révolutionnaires, s'interrogent sur le coût de l'œuvre accomplie? Après tout, l'empire des tsars, de 1885 à 1914, avait le taux de croissance économique le plus élevé d'Europe. Au début du siècle, les économistes annonçaient qu'en 1950 la Russie atteindrait le premier rang sur le vieux continent. Ce que l'Union soviétique a bâti, grâce aux plans quinquennaux, par des méthodes impitoyables, souvent inhumaines, un autre régime n'aurait-il pu le faire sans la déportation de millions de koulaks, sans les crimes du culte de la personnalité? Si légitimes que soient de telles interrogations pour ceux qui se plaisent à l'uchronie, les

bolcheviks ne redoutent pas, me semble-t-il, ce genre de spéculations. Les comparaisons entre la croissance économique des pays soviétiques et celle des pays occidentaux prêtent à d'innombrables contestations; la comparaison entre ce qu'a été la croissance de la Russie soviétique et ce qu'aurait pu être celle d'une Russie non bolchevik demeure et demeurera toujours un jeu de l'esprit. L'œuvre accomplie, en dépit du sang versé et des horreurs inutiles, plaide pour elle-même, dès lors que l'on néglige des valeurs intellectuelles et morales, à mes yeux fondamentales.

Limites du révisionnisme

Non, ce qui continue d'interdire un authentique révisionnisme aux bolcheviks - car les oligarques de la direction collective n'ont pas abjuré leur foi - c'est que, depuis un demi-siècle, ils ne parviennent pas à réconcilier pensée et action. Ils se pensaient d'abord avant-garde de la révolution européenne: les prolétariats des pays industriellement les plus avancés, qui devaient relayer le prolétariat russe, ont "trahi" la mission historique que leur avaient assignée quelques intellectuels d'Occident; cinquante ans après les sept jours qui ébranlèrent le monde, ils paraissent moins tentés que jamais de remplir cette mission. Marx guettait la crise finale du capitalisme au milieu du siècle dernier, Lénine l'espérait après la première guerre, Trotski après la seconde. Le capitalisme, au moins le régime que les marxistes-léninistes appellent de ce nom, survit en se transformant.

"L'électrification et les soviets", disait Lénine. Les usines ont surgi, les soviets disparu. La société qui se nomme elle-même socialiste, autoritaire et hiérarchique, vaut-elle mieux que la société de type occidental parce qu'en supprimant la propriété individuelle des moyens de production elle a réduit certaines formes d'inégalité et qu'elle s'efforce plus vigoureusement d'instruire la population tout entière? Ou bien faut-il dire que ces avantages ne compensent pas la grisaille de l'existence, l'inquisition policière, l'étouffement de la liberté individuelle, les crimes d'hier et le risque d'autres crimes, aussi longtemps que le parti se réserve le monopole du pouvoir politique? En tout cas, le régime soviétique, cinquante ans après la Révolution, n'apparaît plus qu'un entre d'autres. Américanisme du pauvre, exploits spatiaux et crise de l'agriculture, priorité à l'enseignement et à la recherche: chacun choisira selon ses préférences. Le plus difficile est de croire aujourd'hui que la propriété collective des moyens de production marque la fin de la préhistoire et crée un homme nouveau. Or comment renoncer à le croire sans remettre en question la doctrine officielle, sans s'exposer aux invectives des Chinois et à l'ironie sceptique des

Occidentaux? La restauration de la liberté intellectuelle marquerait la fin de la Révolution: les bolcheviks se contenteraient d'élever des pyramides, ils renonceraient à fonder la cité de Dieu sur la Terre. Peut-être MM. Brejnev et Kossyguine ont-ils renoncé, ils ne se l'avouent pas à eux-mêmes. Mao n'a pas renoncé et les Soviétiques ne lui abandonnent pas le monopole des rêves.

Les peuples soviétiques ont versé un lourd tribut à ce que l'on appelle le progrès. En seront-ils récompensés par la reconnaissance des autres peuples, pour reprendre la prophétie de Renan? Je le crois, mais la reconnaissance ira-t-elle au peuple qui a montré la voie de l'avenir ou à celui qui a révélé la vérité - la vérité triste - de la politique?

Plus sinistre que Budapest

Réalités
septembre 1968

La comparaison entre la Hongrie 1956 et la Tchécoslovaquie 1968 s'impose d'elle-même à l'esprit. Les hommes du Kremlin finalement ont réagi aussi vivement à la libéralisation de Prague qu'à celle de Budapest. L'intervention collective des Cinq camoufle mal le rôle dirigeant de l'Union soviétique. La Sainte Alliance soviétique réprime par la force toute volonté non pas tant de dissidence que de liberté.

Pourtant M. Dubcek et ses amis n'avaient commis aucune des fautes que des Occidentaux, sages après l'événement, reprochèrent aux Hongrois. Ils évitèrent les provocations, ils ne commirent aucun acte de violence contre M. Novotny et les siens. La population, durant les semaines où les négociations se déroulaient sur un bruit de fond d'armes, témoigna d'un admirable sang-froid. La plupart des partis communistes au dehors, y compris le plus fidèle à Moscou, le parti français, craignaient et désapprouvaient à l'avance une répétition de la tragédie hongroise.

À la différence de Gomulka, nationaliste mais de formation stalinienne, M. Dubcek appartient à la tendance libérale, qu'il s'agisse de gestion économique, de vie intellectuelle, des rapports entre Tchèques et Soviétiques. Le communiqué final de Bratislava – armistice de Presbourg – dissimulait, sous des invectives rituelles contre l'impérialisme, la nouveauté de l'événement. Les Tchèques avaient fait, semble-t-il, quelques promesses au sujet de leur politique étrangère. Les hommes du Kremlin s'accommodent vaille que vaille de la dissidence roumaine en raison de la place de ce pays sur la carte. Une dissidence tchèque, de même style, aurait compromis l'ensemble du glacis: la République démocratique allemande, en dépit de ses progrès économiques, demeure le maillon le plus faible de la chaîne, faute de pouvoir en appeler au sentiment national ou de consentir un relâchement de la tyrannie. Plus les pays socialistes tournent leurs regards vers la République fédérale, client et fournisseur de l'Europe centrale désigné par la géographie et l'histoire, plus M. Ulbricht et les siens s'inquiètent; et l'inquiétude s'étend jusqu'au Kremlin. On se demandait si M. Dubcek parviendrait à concéder aux Tchèques ce que ceux-ci réclamaient – liberté intellectuelle et réformes économiques – sans provoquer une réaction violente de Moscou. Tchèques et Russes donnaient-ils le même sens au

communiqué de Presbourg, en particulier au paragraphe relatif au renforcement de la coopération entre pays socialistes?

Les hommes du Kremlin n'ont pas laissé à l'expérience le temps de répondre à ces interrogations. Probablement ont-ils pris la décision de réagir contre l'équipe libérale en Tchécoslovaquie à l'heure même où ils signaient l'armistice de Presbourg. Ils ont pris leur décision en tout cas avant le congrès prévu pour le 9 septembre.

La tragédie tchèque, bien qu'elle n'entraîne pas la même effusion de sang que la tragédie hongroise, n'en a pas moins en 1968 une signification plus sinistre encore. La répression par les tanks russes d'une insurrection nationale pouvait passer en 1956 pour un accident de parcours durant la phase déstalinisation. Les Hongrois avaient voulu aller trop vite et trop loin. Les Tchèques ont marché d'un pas tranquille; ils n'ont pourtant pas évité la crise parce qu'ils réclamaient ce que le communisme d'inspiration russe continue à refuser: la liberté intellectuelle, le droit de dire la vérité.

Que reste-t-il du rêve gaulliste, réunification du vieux continent? Les faits, maîtres d'écoles impitoyables, dissipent les illusions. Les nations de l'Est se dressent contre le despotisme et certains partis communistes eux-mêmes expriment cette révolte. Mais Moscou s'efforce de sauvegarder sa zone d'influence. Le président Johnson a décidé d'abord que le mieux qu'il pouvait faire pour les Tchèques, c'était de ne rien faire. Le rapprochement russo-américain, freiné pour un temps, n'en continuera pas moins selon toutes probabilités.

Les États-Unis respectent plus que jamais la ligne de démarcation tracée au milieu du vieux continent.

Les conséquences morales de la résistance tchécoslovaque

Réalités
octobre 1968

Quiconque, journaliste ou professeur, réfléchit à chaud sur l'événement connaît le risque qu'il assume; le commentaire d'actualité supporte mal l'épreuve de la relecture. L'épreuve pourtant a une valeur d'enseignement, elle incite l'écrivain à la modestie et le lecteur à la critique.

J'ai rédigé la chronique du mois dernier le lendemain du jour où les tanks russes entraient en Tchécoslovaquie. Deux idées m'apparaissaient en toute clarté, d'une vérité pour ainsi dire acquise: les dirigeants du Kremlin continuaient d'avoir peur de la liberté; les États-Unis n'interviendraient pas militairement, ils ne renonceraient pas aisément aux négociations directes avec Moscou sur le ralentissement de la course aux armements.

Les peuples gênent...

Un mois plus tard, ces deux idées n'ont pas été démenties, mais personne, surtout pas un étranger sans expérience récente du pays, ne pouvait prévoir que l'envahisseur ne trouverait pas de Kadar et devrait, au moins en une première phase, laisser en place l'équipe libérale, tout en l'obligeant à collaborer avec lui.

Cette résistance ironique, calme, héroïque d'un peuple entier donne une dimension supplémentaire aux faits prévisibles. Incapables de susciter un gouvernement à leur dévotion pour remplacer Dubcek et Cernik, les Soviétiques ont été désapprouvés, blâmés, condamnés par presque tous les partis communistes du monde, y compris le plus discipliné d'entre eux, le parti français. L'échec politique de l'occupant durant une semaine a rendu plus odieux encore l'ordre imposé à Prague par les chars d'assaut russes, irrésistible le mouvement qui détache les partis communistes occidentaux de Moscou. Au schisme chinois peut succéder un schisme ouest-européen.

Le Président Johnson doit tenir compte de la réaction morale de l'opinion mondiale, même s'il éprouve la tentation de l'ignorer. Le partage de l'Europe subsiste, mais le dialogue direct Moscou-Washington apparaîtrait, dans la conjoncture présente, à ce point cynique que l'interlocuteur américain hésite. Les peuples, et d'abord le peuple tchécoslovaque, gênent le jeu des Grands.

Le ministre français des Affaires étrangères avait évoqué d'abord «un incident de parcours» afin d'en minimiser la signification. L'indignation publique l'obligea à se corriger. Le Président de la République française ne commit pas la même erreur, il condamna sans réserve l'intervention soviétique, mais il en tira la conclusion, paradoxale en apparence, logique à l'intérieur de son système de pensée, qu'il convenait avant tout de ne rien changer à la politique d'ouverture à l'Est.

Les Américains se résignent à la zone d'influence soviétique, faute de posséder les moyens de contraindre les hommes du Kremlin. Ils poursuivent le dialogue avec ces derniers sur la limitation des armements parce que celle-ci, à leurs yeux, répond à leur intérêt comme à l'intérêt de tous. Le général de Gaulle, lui, ne renonce pas à l'Europe unie de l'Atlantique à l'Oural, par hostilité à l'autre politique concevable, le renforcement de l'unité de l'Europe occidentale ou de l'alliance atlantique.

... le jeu des Grands

Les Tchécoslovaques ont révélé par leur révolte la faillite morale de l'empire russo-soviétique en Europe centrale comme les dirigeants soviétiques, par leur action militaire, ont révélé leur faiblesse et leur division. Nous ne savions pas, il y a un mois, comment un peuple aux mains nues résisterait à une armée. Nous ne savons pas aujourd'hui quels membres du Politburo craignaient la contagion de la liberté plus que le désastre moral de l'agression. Nous ne savons pas davantage jusqu'à quel point leur crainte elle-même découle d'une crise profonde.

Ni les engins américains ni les discours gaullistes ne mettront fin à l'existence des blocs. Dans les arcanes du Kremlin s'est décidée l'intervention. Peut-être la libération de l'Europe centrale mûri-elle dans les profondeurs du peuple russe.

Étatisme et efficacité

Le Figaro
11-12 avril 1970

"Rattraper et dépasser les États-Unis": Staline lança ce mot d'ordre au début du premier plan quinquennal, il le reprit au lendemain de la guerre, Khrouchtchev le répéta sur un ton encore plus confiant. Certains futurologues, en Occident, faisaient écho à ces impératifs et les traduisaient en prévisions.

Pour ne désobliger personne, je ne citerai pas les noms des économistes qui annonçaient, il y a quinze ans, qu'à une date antérieure à 1970, le niveau de vie, en Union soviétique, aurait dépassé celui de l'Europe occidentale, voire des États-Unis. Gardons-nous de citer ceux qui prévoyaient un rideau de fer, abaissé par les Européens de l'Ouest, pour interdire la comparaison entre la "misère capitaliste" et la "prospérité socialiste"!

Le régime soviétique a manifesté une incontestable efficacité dans la phase initiale de l'industrialisation, alors qu'il importait avant tout d'investir le plus possible et que des millions de personnes se déplaçaient des campagnes vers les villes.

Le nombre des travailleurs augmentait plus vite que prévu, la productivité moins vite. À condition de faire abstraction du coût humain de cette accumulation accélérée, la planification, de type stalinienne, ne semblait pas exclure l'efficacité. Il n'en va plus de même durant la phase actuelle de croissance intensive et de mutation scientifique.

Le mémorandum, envoyé par trois intellectuels au præsidium et transmis aux agences de presse étrangères, confirme de multiples témoignages. Les savants constatent que l'économie soviétique, bien loin de se rapprocher de l'économie américaine, perd du terrain. La planification, centralisée et autoritaire, donne des résultats d'autant plus décevants que l'économie elle-même devient plus complexe. Le rendement de la recherche scientifique souffre de la rigidité de l'organisation.

Il y a dix ans, Khrouchtchev lançait un cri d'alarme à propos du retard de l'industrie chimique. Aujourd'hui, les responsables expriment la même inquiétude à propos des ordinateurs. Un régime de bureaucratie ne réussit pas à tenir sa place dans la course à l'innovation, même en imitant les réalisations des régimes capitalistes ou libéraux.

Au cours des dernières années, le parti, dirigé par des hommes de l'appareil dont Brejnev apparaît le représentant, a mis un frein au mouvement de libéralisation; plus conservateur que jamais, il maintient obstinément une idéologie désuète.

Aux aspirations d'une société instruite, ambitieuse, il réplique par la répression. Le symbole du cours nouveau, c'est l'invasion de la Tchécoslovaquie. Par les armes, on maintient un empire, mais on ne rivalise pas avec la croissance japonaise ou la science américaine...

Qu'il s'agisse d'économie ou de technique, l'efficacité a pour condition la souplesse d'organisation et la pluralité des centres de décision. Aux marxistes qui se refusent à comprendre les leçons de l'expérience, il ne faut plus demander seulement par quelle méthode ils sauvegarderont la liberté, mais comment ils réconcilieront socialisme et efficacité.

Il ne savait pas l'histoire qu'il faisait

Le Figaro
22 avril 1970

Que Lénine appartienne au petit nombre des "grands hommes" qui ont marqué de leur sceau une époque, sans lesquels l'Histoire aurait probablement suivi un autre cours, nul ne songera à le nier. Pas davantage l'observateur de bonne foi ne refusera le génie politique à celui qui fit du parti bolchevik une armée conquérante, un ordre de propagation de la foi, qui s'imposait à ses compagnons par l'ascendant de sa personnalité, par la lucidité de ses analyses, par la rectitude de ses décisions - et non, comme Staline, par la terreur et la police.

Qui s'en tiendrait à cet hommage admiratif, par indifférence aux idées ou par coquetterie d'objectivité, méconnaîtrait le paradoxe d'une telle attitude. Le culte du héros en tant que tel nous renvoie à Carlyle et à son système aristocratique des valeurs. Lénine croyait passionnément au marxisme, au rôle des masses, il méprisait les aventuriers de la gloire, il ne voulait le pouvoir en tant que tel ni pour lui-même ni pour les siens. À la cause sacrée, il donna toutes les minutes de sa vie, tous les battements de son cœur. Il refoula les élans de sa sensibilité, les tentations de l'art ou des divertissements, tout ce qui, en lui-même, risquait de le détourner de la tâche unique, obsessionnelle à laquelle, marqué peut-être à jamais par l'exécution de son frère aîné, il voua son âme et son intelligence.

Lénine, sans qui, à en croire Trotsky, la Révolution d'octobre n'aurait pas eu lieu, Lénine, marxiste et révolutionnaire, a changé le monde, mais reconnaîtrait-il sa pensée dans les changements dont il assume pour une part la responsabilité? Il a bâti les fondements d'une société nouvelle: l'édifice ressemble-t-il à l'image qu'en dessinait le premier architecte? La révolution, inspirée du marxisme, devait différer de toutes les autres, mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, au règne d'une minorité sur le grand nombre, permettre à toutes les libertés de s'épanouir en leur plénitude: aux frontières du monde qui a instauré le culte de Lénine, embaumé sur la place Rouge, à la limite de Berlin-Est, les fils de fer barbelé, les miradors symbolisent le règne de la loi dite socialiste. Au bout d'un demi-siècle, le parti bolchevik, le parti de Lénine, ne permet encore ni aux romanciers, ni aux peintres, ni aux musiciens de s'exprimer sans entraves. Depuis 1945, l'armée que l'on appelle Rouge a été engagée deux fois contre des pays socialistes pour rétablir l'ordre tel que le conçoivent, au Kremlin, les héritiers de Lénine. Héritiers infidèles? Liquidateurs de l'héritage? Comment des

marxistes useraient-ils d'un tel argument?

Ils en usent, à coup sûr, puisqu'ils ont baptisé la période stalinienne "culte de la personnalité" - formule qui, dénuée de sens à l'intérieur d'une philosophie marxiste de l'Histoire, semble imputer à un homme seul une dégénérescence du régime que l'historien, même le plus conscient du rôle des personnalités, refusera d'expliquer par une mauvaise chance: à savoir un secrétaire général du parti, que Lénine jugeait brutal, dans le fameux testament que notre ami Boris Souvarine fit connaître vingt-cinq années avant que les successeurs de Staline en avouent l'authenticité.

Les épurations, les inculpés s'accusant de crimes imaginaires, les millions de prisonniers et de déportés, les violations de la légalité; tout cela imputable aux hantises d'un César à demi aliéné? Les marxistes-léninistes en prennent trop à leur aise avec leur propre théorie. Peut-être, en effet, l'industrialisation de la Russie ne pouvait-elle se faire par le jeu des initiatives privées. Peut-être le régime tsariste trop archaïque pour accomplir la tâche de modernisation, vulnérable par suite d'un mélange de libéralisme partiel et d'arbitraire, était-il condamné par la prolongation de la guerre. Il ne s'ensuit pas que le bolchevisme et le soviétisme, tels qu'ils s'accomplirent, tels qu'ils persistent, offraient la seule issue.

Les bolcheviks, grâce à Lénine, saisirent leur chance et s'emparèrent du pouvoir, mais leur victoire, dans les conditions où ils la remportèrent, leur enlevait presque inévitablement leurs motifs de vaincre. Ce qu'ils faisaient ne leur permettait pas de réaliser ce qu'ils voulaient faire.

Que l'on se reporte à *L'État et la Révolution*, écrit en Finlande quelques semaines avant la Révolution: de tous les livres de Lénine, le plus audacieux dans le rêve, le plus chargé d'utopie. L'économie tout entière lui paraît comparable à une entreprise unique, susceptible d'être gérée comme l'est une usine. Il ne doute pas que l'administration présente une simplicité telle que n'importe quel ouvrier ne s'en affirme bientôt capable et que le besoin d'une bureaucratie permanente ne disparaisse rapidement.

Lénine, je n'en doute pas, était sincère. Comme les croyants, comme les révolutionnaires promis à une éclatante fortune, il joignait à un réalisme sans failles dans l'action une représentation naïve, utopique, de l'homme et de la société après le bouleversement salvateur. Cette foi de charbonnier justifiait la lutte impitoyable contre le mal - l'ordre existant - les sacrifices illimités et pourtant dérisoires auprès des bienfaits à recueillir du socialisme victorieux. De

ce socialisme réel - propriété collective des instruments de production, planification centralisée - les bolcheviks et Lénine lui-même ignoraient tout, ils en ignoraient les contraintes, l'efficacité relative tant qu'il s'agit avant tout d'accumuler les moyens de production grâce à l'épargne forcée, les contradictions aggravées à mesure de la complexité croissante d'une économie moderne.

Lénine, avant de mourir, a vu avec angoisse la transformation progressive du parti, arme incomparable contre les contre-révolutionnaires et les partis rivaux (mencheviks, socialistes-révolutionnaires) en "nouvelle classe", en bureaucratie autoritaire, parti soumis à son bureau politique comme la masse de la population lui était soumise.

Avant 1917, Lénine craignait que de la révolution sortît non le socialisme, mais une nouvelle forme de despotisme asiatique. Quand il exposa dans *Que faire?* la théorie du parti composé de révolutionnaires professionnels, chargé de soustraire les ouvriers à la tentation du réformisme syndical ou *trade-unionisme*, organisé selon le principe du centralisme démocratique, en fait commandé d'en haut par un état-major peu nombreux, quand il substitua le parti au prolétariat pour l'accomplissement de la mission historique, Trotsky exprima ses craintes: si ce parti remplace la classe, pourquoi le comité central ne remplacerait-il pas le parti, puis le bureau politique le comité central? Pourquoi le secrétaire général du parti n'incarnerait-il pas finalement et le parti et le prolétariat, donc le messie historique?

L'angoisse de Lénine, les prévisions de Trotsky, un demi-siècle les a confirmées. Pourtant Trotsky ne renia jamais ni Lénine ni la Révolution d'octobre. À peine, de temps à autre, se demandait-il si l'absence d'une Révolution mondiale après la deuxième guerre ne signifierait pas une sorte de réfutation par l'histoire d'une doctrine historique. Il ne se demandait pas si le concept même de "révolution mondiale" avait un sens quelconque, si la planification économique et la propriété collective des instruments de production n'impliquaient pas un régime de bureaucratie autoritaire. Nos révolutionnaires de salon, soucieux de préserver la sérénité de leurs rêveries, ne s'interrogent guère davantage. Aussi bien le libéralisme bourgeois leur épargne-t-il les conséquences des idées qu'ils professent.

Ces remarques - je l'avoue sans honte - ne présentent pas la moindre originalité. Beaucoup de lecteurs estimeront que le centenaire de la naissance d'un grand homme appelle l'éloge et interdit la critique. D'autres me reprocheront

de ne pas opposer assez fortement Lénine à Staline. D'autres encore insisteront sur le poids de la tradition russe qui pèse sur l'Union soviétique. La Pologne, la Tchécoslovaquie, laissées à elles-mêmes, restaureraient certaines des valeurs occidentales en dépit de la planification que les Tchèques voulaient assouplir, en dépit du parti unique dont les Yougoslaves ont relâché l'emprise.

À toutes ces objections, j'accorde volontiers une part de vérité. Un article de journal n'offre pas le cadre d'une analyse, valable et nuancée, de l'homme par lequel le marxisme germano-anglais est devenu le soviétisme russe, qui, plus que tout autre, a contribué aux sept jours qui ébranlèrent le monde - ébranlement qui continue à se répercuter à travers les continents, des jungles du Laos ou du Vietnam aux amphithéâtres de Nanterre. Le bilan du léninisme, ce que l'humanité lui doit, en bien et en mal, nul ne peut le dresser parce que la contribution propre de Lénine ne se sépare pas des destructions imputables aux tempêtes du siècle, des constructions dues au progrès de la science ou de la technique.

Il m'importait avant tout de ne pas céder à la complaisance, si curieusement manifeste en Occident lors du cinquantenaire de la Révolution d'octobre.

Comptable de ses actes et de leurs suites comme les conducteurs de peuples et les bâtisseurs d'État, Lénine ne figure pas l'innocence trahie par la perversité de son successeur. Il voulait la révolution et le bien de l'humanité, mais, s'il a fait l'Histoire, il n'a pas su l'Histoire qu'il faisait. Il s'est trompé sur le sens de son œuvre, par ignorance des mécanismes sociaux, par confiance dans une vision millénariste du devenir des sociétés. Héros historique, certes, mais non héros de la pensée; ni grand philosophe ni grand sociologue. Humain, certes, désintéressé, pur, mais, lui aussi, prêt à pousser jusqu'à son terme le manichéisme auquel incline toute politique.

De son vivant déjà, un de ses compagnons pouvait proclamer: quand les Bolcheviks sont au pouvoir, la place des Mencheviks est en prison. Un demi-siècle plus tard, il n'y a de place qu'en prison pour ceux qui mettent en question les dogmes et le pouvoir des Bolcheviks. Retour à la vie quotidienne, conservatisme des révolutionnaires nantis: chacun peut observer ces phénomènes classiques. Ce qui ne s'est pas réalisé, ce que l'élévation du niveau de vie ne suffit pas à garantir, c'est la liberté. Qu'on ne s'y trompe pas: l'exigence d'orthodoxie, la discipline de pensée appartiennent à l'héritage de Lénine. Le parti communiste aussi bien que ses adversaires gauchistes demeurent léninistes, même s'ils gardent l'empreinte du stalinisme. Lénine a été et demeure l'ennemi

des libertés qu'il appelait bourgeoises. Or, les régimes qui se réclament de lui, en dépit de leur diversité, n'ont pas découvert, au bout d'un demi-siècle, une autre forme des libertés qu'ils ne se lassent pas d'invoquer et qu'ils n'osent pas accorder.

L'affrontement des deux Grands

Le Figaro
2-3 janvier 1971

Au moment où vient de s'achever l'année 1970, le commentateur hésite sur le diagnostic parce que le destin lui-même semble encore en suspens: les relations entre les deux Grands s'orientent-elles vers une nouvelle confrontation ou vers une phase de coopération?

Au cours des dernières années, depuis la chute de Khrouchtchev, la transformation majeure, dans la conjoncture mondiale, concerne le rapport des forces militaires. Au moment de la crise de Cuba, en 1962, les États-Unis possédaient dix fois plus de fusées intercontinentales que l'Union soviétique: celle-ci en possède, à la fin de 1970, une centaine de plus que les États-Unis, mais ces derniers gardent une supériorité numérique en fait d'engins Polaris, lancés par des sous-marins à propulsion nucléaire.

Sur mer, l'Union soviétique a fait également un effort considérable pour combler son retard. Des navires soviétiques montrent le pavillon sur tous les océans; ils sont apparus dans l'océan Indien. En Méditerranée orientale, une flotte soviétique, plus nombreuse que la VI^e flotte mais à puissance de feu probablement inférieure, navigue en permanence et dispose de bases en Égypte.

Pourquoi cet effort d'armement? Une première réponse s'offre d'elle-même à l'esprit: pourquoi un des deux Grands se serait-il résigné définitivement à reconnaître la supériorité de l'autre? Nul besoin de prêter aux hommes du Kremlin de sombres desseins: ils revendiquent l'égalité de statut et tendent logiquement vers l'égalité des moyens. Il n'en reste pas moins que, d'après des informations sérieuses, cette progression de la puissance militaire accompagne ou entraîne une influence accrue des chefs militaires. La nomination du maréchal Crechtko aurait été imposée aux membres du Praesidium, d'abord hostiles. De plus, les dirigeants d'un grand pays ne mènent pas leur diplomatie sans tenir compte de leurs moyens, de la réaction probable de leurs rivaux à l'accroissement de ces moyens. L'équipe au pouvoir à Moscou, sans pour autant changer de conception, peut éventuellement prendre des risques supplémentaires en tirant les conséquences, à ses yeux logiques, du rapport actuel des forces.

Enfin, et peut-être est-ce là l'essentiel, tout se passe comme si la crise intérieure de la société américaine paralysait ou risquait de paralyser le président, responsable de l'action extérieure. Il y a dix ans, J.F. Kennedy faisait

campagne en dénonçant le danger du *missile gap*, de l'écart possible entre le nombre des engins balistiques disponibles d'un côté et de l'autre. Aujourd'hui la majorité des démocrates, les partisans de Kennedy refusent de voter les crédits pour la défense contre engins (A.B.M.) et se déclarent indifférents à l'équilibre des forces nucléaires revenant à la théorie de la *dissuasion minimale* (*minimum deterrence*) qu'ils avaient rejetée voici dix ans.

Ces remarques ne visent pas à prendre parti dans le débat, à chaque instant repris, sur l'importance ou l'insignifiance du rapport des forces nucléaires. Il se peut que quelques centaines d'engins de plus ou de moins n'exercent aucune influence sur le cours des événements à la seule condition que chacun des Grands conserve une capacité suffisante de deuxième frappe. Il se peut que la supériorité locale des forces classiques ait constitué le facteur décisif dans la crise cubaine de 1962 et doive le constituer également, si une crise éclatait en Méditerranée orientale. Mais la réticence du Sénat américain à voter les crédits militaires pour la première fois depuis 1950 apparaît inévitablement aux yeux des alliés et des ennemis, comme le symptôme d'une volonté défaillante, l'indice d'un désir de repli. Et chacun se demande de Tokyo à Berlin si l'équilibre au niveau supérieur, équilibre de volontés autant que de forces, maintiendra la stabilité du système planétaire.

Au cours de l'année 1970, l'Union soviétique, en consentant le minimum de concessions, s'est rapprochée de ses objectifs, en Europe et en Asie: la «normalisation» de ses rapports avec la République fédérale allemande et la Chine populaire. Le gouvernement du chancelier Brandt a reconnu en fait «les conséquences de la deuxième guerre mondiale», il a accepté le statut territorial tel qu'il s'était établi depuis un quart de siècle, et signé des accords, non encore ratifiés, avec l'Union soviétique et la Pologne.

La République fédérale, dira-t-on, n'a rien sacrifié qu'elle n'ait perdu depuis longtemps. Qu'il s'agisse de l'Allemagne de l'Est (de la D.D.R., République démocratique allemande) ou de la ligne Oder-Neisse, nul n'imaginait que le refus verbal pût effacer des réalités dont la Russie elle-même consacrait peu à peu la légitimité. À coup sûr, la diplomatie soviétique n'en a pas moins obtenu ce qu'elle réclamait vainement depuis des années. Sur la voie qu'il a empruntée, le chancelier Brandt risque d'entraîner l'Allemagne fédérale plus loin qu'il ne le souhaite. Déjà à propos de Berlin, il semble prêt à transiger et l'Union soviétique recueillerait en douceur, par la diplomatie, les fruits qu'elle n'a pu arracher par la menace. D'autres observateurs plaident, en sens contraire, que les dirigeants de la

République démocratique allemande manifestent, par leur obstination, la crainte que leur inspirent les échanges avec l'autre Allemagne, à la fois libre et prospère.

En Asie, après les incidents militaires sur l'Oussouri au printemps de 1969, l'année 1970 a marqué, elle aussi, une «normalisation». Sortie de la révolution culturelle, la Chine de Mao Tsé-tung s'efforce manifestement de rentrer dans la communauté internationale; elle a repris des relations diplomatiques avec l'Union soviétique; des échanges d'ambassadeurs sont prévus bien que les négociations de Pékin semblent n'avoir encore abouti à aucun règlement des conflits.

L'Union soviétique avait massé une armée considérable, 50 ou 60 divisions, aux frontières de la Chine. Elle les y maintient, en dépit des protestations des gouvernants chinois. Ces derniers ont d'ailleurs compris l'avertissement, ils ont assoupli en conséquence le style de leur diplomatie et le ton de leur propagande. Quant à la diplomatie américaine, elle n'a exercé aucune influence, au moins volontaire, sur le conflit sino-soviétique. Dans la trinité États-Unis, Union soviétique, Chine populaire, chacun reste ennemi des deux autres, sans que l'ennemi de l'ennemi devienne pour autant un ami.

L'hostilité à la Chine populaire peut expliquer les accords de Moscou avec la République fédérale allemande. L'équipe au pouvoir Brejnev-Kossyguine voulait à la fois assurer ses arrières, obtenir de l'Occident un concours économique, et, finalement, organiser cette conférence paneuropéenne, qui scellerait le destin de l'Europe orientale et favoriserait peut-être le retrait américain.

Ni en Europe ni en Asie le président Nixon n'entend rompre avec la stratégie de ses prédécesseurs.

Au Vietnam, il espère retirer progressivement le corps expéditionnaire sans livrer pour autant le Sud-Vietnam au communisme. L'Union soviétique s'abstient, semble-t-il, de favoriser ou de contrarier ce projet. Elle continue d'apporter une aide au régime de Hanoi. Mais elle a réduit cette aide en 1970 – ce qui n'implique pas un changement d'intentions: l'arrêt des bombardements américains réduit les besoins du Nord-Vietnam. En fait, le Kremlin doit soutenir le combat au Nord-Vietnam afin de garder le prestige d'un État révolutionnaire, il doit aussi, logiquement, souhaiter le maintien d'une certaine présence américaine au Sud-Est asiatique. Des obus ou des fusées soviétiques abattent des avions américains sans pour autant que les deux Grands s'affrontent réellement politiquement au Vietnam ou dans l'ensemble de la région.

C'est au Proche-Orient que les deux Grands s'affrontent. C'est à propos des

armements stratégiques qu'ils cherchent à s'entendre.

Grâce au plan Rogers, les opérations militaires, sur le canal de Suez et sur le Jourdain, ont cessé. Mais ce même plan Rogers a provoqué une crise sérieuse dans les relations soviéto-américaines. Les conseillers du président Nixon avaient cru comprendre que l'Union soviétique se portait garante du respect par l'Égypte des conditions du cessez-le-feu. Malentendu ou ruse de guerre? Nul ne sait. En tout cas, le renforcement de la défense antiaérienne dans la zone du canal, le transfert de fusées Sam III, servis, dit-on, par un personnel soviétique, le président Nixon interpréta ces faits comme un manquement à la parole donnée, un affront personnel et, pour manifester avec éclat sa résolution, il décida un voyage en Méditerranée et une visite à la VI^e flotte. L'intervention syrienne dans la crise jordanienne fut également mise au compte des Soviétiques par les conseillers du président américain. Le succès de l'armée jordanienne évita l'intervention israélienne. La mort du président Nasser, au lendemain de l'accord Hussein-Arafat, ouvrit un nouveau chapitre de l'histoire du Proche-Orient.

Les Soviétiques sont installés militairement en Égypte; pour la première fois, ils engagent des soldats loin de leurs frontières. Jugent-ils un règlement conforme à leur intérêt, compatible avec le maintien de leur influence? À supposer même qu'ils favorisent un règlement, les Israéliens se résigneront-ils aux évacuations nécessaires et les Égyptiens à l'existence légale de l'État d'Israël? À ces questions, l'année 1971 donnera au moins un début de réponse.

Elle donnera aussi la réponse à l'autre question: les deux Grands peuvent-ils, veulent-ils limiter leurs armements stratégiques?

L'intérêt commun des deux Grands sur ce sujet ne date pas d'hier: traité de suspension partielle des expériences nucléaires, traité de non-prolifération en témoignent. Mais ces deux traités restreignaient la liberté des autres plus que la leur. Cette fois, il leur faut s'entendre sur les limites de leurs propres armements.

Jusqu'à présent, les propositions ont été faites par les délégués américains, toutes fondées sur le principe que l'accord doit être tel qu'il n'exige pas de vérification sur place. Serait fixé le nombre maximum de vecteurs autorisés, d'un côté et de l'autre, sans distinction entre les engins à ogives multiples (M.I.R.V.) et les autres. Serait limitée aussi la défense contre engins (A.B.M.). Jusqu'à présent, les délégués soviétiques avaient surtout demandé des précisions. Selon certaines rumeurs, ils auraient donné au principe de la limitation de la défense contre engins (A.B.M.) un accord de principe, encore réticent.

Le succès des négociations dites SALT contribuerait à la création d'un climat

meilleur mais il ne s'agirait encore que d'un accord technique, permettant aux deux Grands de dépenser moins pour leurs armements et consacrant la parité. Les oppositions subsisteraient en divers points du monde et surtout au Proche-Orient. Le plan Rogers avait suscité l'espoir que, pour la première fois, les deux Grands s'entendaient non pas seulement pour éviter un conflit dangereux pour eux-mêmes mais pour éliminer les causes de conflits entre les autres. Espoir déçu? Les pessimistes, pour l'instant, invoquent de meilleures raisons pour fonder sur leur scepticisme que les optimistes pour garder leur foi. Peut-être les uns et les autres ont-ils tort d'attacher trop d'importance à des alternances de tension et de détente, que journalistes et diplomates créent ou accentuent en les commentant et qui ne changent pas l'essentiel.

L'anarchie des prix

Le Figaro
27-28 février 1971

Marx n'aimait pas les paysans qui, expérience faite, n'aiment pas les régimes soi-disant marxistes, Les démocraties populaires d'Europe orientale n'ont pas répété les violences tragiques commises par Staline au cours du premier plan quinquennal: il n'y a pas eu l'équivalent de la collectivisation agraire en Union soviétique, sorte de guerre civile accompagnée de déportation de millions de koulaks. Mais il semble qu'aucune politique, menée par les marxistes-léninistes au pouvoir, ne réussisse dans l'agriculture: pour tant, à une extrémité, Castro n'a pas reculé devant la quasi-militarisation des équipes, chargées de couper la canne à sucre et, à l'autre extrémité, le secrétaire général du parti, M. Gomulka, avait tenu bon, depuis 1956; il avait épargné la paysannerie traditionnelle.

En Union soviétique, le contraste subsiste entre la médiocrité du rendement dans la production collectivisée et l'efficacité dont témoigne le travail des kolkhoziens sur les lopins de terre dont la loi tolère l'appropriation privée. En fait de produits laitiers et de volaille, le pourcentage de la production totale, qui provient des 3 ou 4% du sol réservé aux familles, s'élève à 40% ou davantage. Tout se passe comme si les kolkhoziens demeuraient des paysans, attachés à leur terre, et aussi des sujets économiques réagissant aux incitations et au manque d'incitation comme les sujets économiques des pays capitalistes.

Le cas polonais présente une double originalité: les paysans n'ont perdu ni la propriété de leur terre ni la liberté de leur exploitation; d'autre part, les prix des produits alimentaires, dans les villes; avaient été maintenus artificiellement bas, à l'inverse de la pratique de l'Union soviétique qui avait financé l'accumulation du capital industriel grâce à l'écart entre les prix des produits alimentaires à la production et ces mêmes prix pour les consommateurs.

Le système polonais comportait, sur le plan économique, une double irrationalité; les prix pour les producteurs, au moins pour une fraction de la récolte, n'étaient pas assez élevés pour réduire l'autoconsommation et susciter un effort accru; les prix pour les consommateurs des villes étaient également artificiels, anormalement bas comparés à ceux des produits industriels. Les réformes qui ont provoqué l'explosion et la chute de Gomulka répondaient donc à la logique économique: elles tendaient à transférer une fraction du pouvoir d'achat vers d'autres marchandises que les produits alimentaires. Mais les

réformes ont été introduites avec une telle brutalité, une telle méconnaissance de la psychologie humaine qu'elles ont soulevé l'indignation des masses ouvrières.

La crise de Pologne illustre ainsi trois aspects des régimes de l'Est: tension entre marxistes-léninistes et paysans, perte de contact entre dirigeants et population, conséquences parfois catastrophiques de l'anarchie des prix arbitraires. La nouvelle équipe a renoncé provisoirement à la remise en ordre des prix afin de rétablir la communication entre travailleurs et dirigeants: politique d'abord, la rationalité économique viendra ensuite.

Césars fous

Le Figaro
4 mai 1971

Le poète cubain Heberto Padilla, arrêté le 20 mars dernier, vient d'être libéré après avoir signé une confession dans laquelle il traite son ami K. S. Karol et l'agronome français, socialiste de gauche, René Dumont, d'agents de la C.I.A. Voilà le fait brut qui consterne les nombreux intellectuels, en France et ailleurs, qui connaissaient Padilla et qui aimaient Fidel Castro et la révolution cubaine. Au risque de me faire accuser d'hypocrisie par quelques porte-parole professionnels de la conscience universelle, j'ajouterais que cette flambée soudaine de stalinisme, en un peuple plus doué pour la joie de vivre que pour ces détours du despotisme asiatique, attriste tout homme de cœur quelles que soient ses préférences politiques.

J'ai passé trois semaines à Cuba, il y a dix ans, quelques semaines avant l'expédition de la baie des Cochons. Ce que l'observateur (qui n'était pas un invité d'honneur comme le furent la plupart des intellectuels qui firent le pèlerinage de Cuba au cours des dix dernières années) pouvait voir du régime antérieur lui inspirait de l'indulgence, sinon de la sympathie à l'égard de la tentative fidéliste. Pourtant, celle-ci avait déjà provoqué l'émigration de plus de 200.000 personnes (sur une population de six millions et demi environ), c'est-à-dire un pourcentage important des cadres intellectuels et techniques qui, en se révoltant contre Batista, avaient permis la victoire de la petite troupe fidéliste, durant des mois isolée dans la Sierra et sans autres armes qu'un micro.

À ce moment-là déjà, on apercevait les données majeures de ce qui devait devenir la tragédie cubaine: la rupture avec les États-Unis, le blocus économique, donc des liens privilégiés avec l'Union soviétique, la conjonction entre "projets humanistes" (la campagne d'alphabétisation) et mobilisation totalitaire, entre la toute-puissance du chef charismatique et le despotisme bureaucratique, à peine atténué par ce qui subsistait d'anarchie spontanée. Depuis lors, la Révolution a parcouru de multiples étapes et multiplié les changements de direction; l'irrationalité de nombre de décisions prises au niveau supérieur et l'incompétence de la gestion apparaissent comme les seules constantes de cette décennie tumultueuse.

L'économie cubaine ne présentait pas de problèmes d'une difficulté comparable à celles que rencontre, par exemple, le développement du Brésil et,

en particulier, de la région du Nord-Est. Les exportations de sucre assuraient, avant 1969, environ 600 millions de dollars en devises. Le climat permettait une diversification de l'agriculture. La coupe de la canne n'occupe les ouvriers qu'une partie de l'année. Un système mixte de travail agricole et industriel, la dispersion dans le pays d'industries légères, auraient permis une amélioration des conditions d'existence sans recours à des procédés extrêmes d'enthousiasme organisé.

Malheureusement, Fidel Castro a d'abord mal compris les leçons de l'expérience soviétique et rêvé d'industrie lourde alors qu'aucune des conditions n'en était donnée. Après avoir réduit de près de la moitié la production sucrière d'avant 1960, il est passé à l'autre extrême et il a donné pour ambition nationale au peuple entier l'objectif strictement arbitraire d'une récolte de 10 millions de tonnes pour 1970 (quitte à réduire la récolte de 1969). L'objectif n'a pas été atteint et, au grand désespoir de ses conseillers soviétiques, d'autres projets en cours ont été inutilement sacrifiés. Pour employer le jargon des philosophes interprétant le stalinisme, le volontarisme subjectiviste s'est déployé à plein: en langage ordinaire, les phantasmes d'un individu, victime de son orgueil, ignorant des réalités, ont été érigés en impératifs pour des millions de travailleurs. Et ces travailleurs, à leur tour, ont dû se soumettre à une discipline militaire afin que le monde s'ordonne selon les désirs d'un seul.

René Dumont, dans son dernier livre sur Cuba, (*Cuba est-il socialiste?*), a décrit, avec mesure, avec angoisse, cette dégradation d'une tentative révolutionnaire qu'il avait suivie d'abord avec espoir et toujours avec compréhension. Si Heberto Padilla, arrêté sur l'instruction formelle de Fidel Castro lui-même, désigne René Dumont comme agent de la C.I.A., c'est que le chef suprême voulait se venger du Français qu'il avait lui-même invité trois fois.

Fidel Castro règne sur une petite île où les hommes pourraient être heureux, non sur un immense empire. Le XXe congrès a eu lieu et M. K. a dénoncé une fois pour toutes le culte de la personnalité. D'illustres médecins, en France, et dans le monde, ont cru à la culpabilité des assassins en blouse blanche. Personne, parmi les amis ou les ennemis de la révolution cubaine, ne croit à la confession de Padilla et à la félonie de Karol et de Dumont.

Alors pourquoi? Pourquoi ces confessions, survivances du rituel stalinien? Staline, lui, exécutait ses adversaires après leur avoir arraché ce même genre d'autoaccusations, absurdes ou monstrueuses. Castro leur rend la liberté. Mais il ne trompe personne, sauf peut-être lui-même. Croit-il que Karol ou Dumont le critiquent parce qu'ils se mettent *volontairement* au service de la C.I.A.? Ou que

la critique du fidélisme équivaut *objectivement* à servir la C.I.A.? Ne reprenons pas les analyses psychologiques du tyran et des victimes qui ont offert à des esprits éminents l'occasion d'innombrables variations, il y a une vingtaine d'années. L'accusé ne prend pas au sérieux ses propres aveux, le juge qui les lui dicte pas davantage, Staline demeurait hanté par les espions de l'*Intelligence Service*, par les derniers fidèles de Trotsky. Lui qui donnait aux choses et aux êtres leur qualification hésitait entre le cynisme et une sorte de sincérité dans ce que l'on appelait jadis la folie de la persécution. La toute-puissance risque de rendre fous ceux qui n'ont pas la force et surtout la modestie de l'assumer.

Les écrivains d'Occident ont mis à la mode une doctrine selon laquelle un régime de parti unique répond aux besoins d'une société en voie d'industrialisation. Sans reprendre cette discussion classique, comment oublier les exemples de Soekarno, de Khrouma, de Sékou Touré, maintenant de Fidel Castro, tous à l'origine combattants de la liberté, tous corrompus absolument par le pouvoir absolu et imposant à leur peuple les monstres enfantés par leur propre imagination?

Oui, n'en doutons pas, les peuples, en période de mutation, aspirent à se reconnaître dans une personnalité qui incarne leurs aspirations. Mais combien de ces personnalités finissent par confondre leurs caprices avec des nécessités objectives, par projeter sur le monde leurs obsessions et à créer pour tous, amis ou ennemis, un univers grimaçant dans lequel le rêve du socialisme est devenu le cauchemar du totalitarisme?

Quand les capitalistes subventionnent l'Union soviétique

Le Figaro
25 juillet 1973

Il y a quelques mois, les journaux anglais commentaient une nouvelle vraie et apparemment à peine croyable: les contribuables de la Communauté européenne subventionnaient l'État soviétique. En fait, il ne s'agissait que d'un événement banal et logique: du beurre, excédentaire par rapport aux besoins de la Communauté, était exporté à un prix largement inférieur au prix pratiqué sur les marchés de l'Europe occidentale, le budget communautaire comblait la différence.

Quelques semaines plus tard, un scandale éclatait aux États-Unis. L'Union soviétique a dû acheter, en 1972, quelque 25 millions de tonnes de céréales et l'État américain avait contribué pour plus de 300 millions de dollars, par l'intermédiaire de subventions, à réduire, pour l'acquéreur, les frais de l'opération. Bien plus, l'intervention massive des Soviétiques sur le marché mondial des produits agricoles et, en particulier, des céréales et des nourritures pour le bétail, a provoqué une hausse des cours, elle-même cause supplémentaire d'inflation aux États-Unis.

Le jour où le président américain, débarrassé des guerres du Sud-Est asiatique et des enquêtes du Sénat, retrouvera la capacité d'agir et le bon sens d'écouter d'autres voix que celles de ses conseillers, peut-être jugera-t-il qu'une réflexion en commun sur les problèmes des échanges économiques Est-Ouest, en dehors de toutes les mythologies et de tous les préjugés, favorables ou hostiles, s'impose avec urgence.

Pour aucun des pays de l'Occident, ni en Europe ni en Amérique, le commerce avec l'Est ne représente un pourcentage substantiel du commerce extérieur. Quand il approche de 5 %, les responsables jugent le résultat satisfaisant. De manière générale, ce commerce par la nature des marchandises échangées se rapproche de celui qui se déroule entre pays en voie de développement et pays industrialisés.

L'Union soviétique vend, surtout des matières premières, en particulier du pétrole, elle achète des biens de production, voire des usines clés en main.

Les Soviétiques regardent avec soupçon toute coopération éventuelle de

plusieurs pays européens en vue de mener à bien l'un ou l'autre des vastes projets qu'ils proposent à leurs interlocuteurs.

Ils s'orientent de plus en plus vers diverses méthodes de troc. Un État européen, la France par exemple, accorde à l'Union soviétique un crédit destiné à l'achat de biens de production nécessaires à la construction d'une usine, voire à l'achat d'une usine tout entière, clés en main. Le crédit sera remboursé par la livraison de marchandise sortie de l'usine elle-même.

Le même mécanisme est prévu pour la mise en exploitation du gaz et du pétrole de Sibérie.

Chacun comprend l'intérêt de ce genre de troc pour l'Union soviétique. Elle manque de devises pour acheter les biens de production qu'exige son plan d'investissements. Elle manque de capitaux en raison d'un plan trop ambitieux, et d'un énorme budget de défense. En revanche, on souhaiterait regarder de plus près la durée du prêt, le prix auquel seront facturés les produits des usines soviétiques avant de partager la satisfaction qu'affichent les dirigeants occidentaux chaque fois qu'ils annoncent un accroissement du volume des échanges avec l'Union soviétique, autrement dit le gonflement des crédits ouverts à nos partenaires de Moscou. La comparaison avec les emprunts russes d'avant 1914 ne tournerait peut-être pas à l'avantage des négociateurs actuels; la Russie tsariste était au moins notre allié et les chemins de fer, construits avec l'argent français, ont permis la concentration rapide des armées russes et contribué à la victoire de la Marne.

Tant qu'à construire des usines au-dehors avec des crédits d'État, pourquoi les construire en Union soviétique plutôt que dans un pays en voie de développement? Pourquoi dans un pays où les étrangers se heurtent au mur du secret et qui continue de refuser la coexistence idéologique, le libre dialogue des hommes et des idées?

L'Union soviétique a offert au Japon une participation financière au développement des champs pétrolifères de Tyoumen et à la prolongation de l'oléoduc d'Irkoutsik jusqu'à la mer. Les négociations semblent difficiles. Les Soviétiques ont accepté finalement que les experts américains et japonais étudient les dépôts de gaz de Yakouts. De plus, les Japonais voulaient limiter à cinq ans la durée du crédit et obtenir en tout état de cause du pétrole à un prix inférieur au prix mondial afin d'être assurés d'un profit dans cette opération risquée.

Le projet le plus ambitieux concerne l'extraction, la liquéfaction et

l'exportation du gaz de Sibérie occidentale. Il comporterait un crédit américain de trois milliards de dollars, plus 2,5 milliards pour la construction de 20 vaisseaux transporteurs de gaz liquéfié. Celui-ci, arrivé sur la côte ouest des États-Unis, coûterait trois fois plus aujourd'hui que la même quantité d'énergie, tirée du sol américain. Les porte-parole des sociétés qui s'intéressent à l'entreprise répondent qu'en 1980 le prix de l'énergie venue de Sibérie occidentale ne dépasserait plus celui du marché mondial ou des États-Unis.

Nombre d'experts, surtout au *State Department*, passent pour hostiles à ce projet, techniquement difficile et même hasardeux à cause des conditions climatiques, économiquement non rentable, qui ne fournirait, en 1980, qu'une faible fraction, certains disent moins de 1 % de l'énergie que consommeront les États-Unis. Étant donné les réserves diverses d'énergie dont ces derniers disposent encore, j'ai peine à comprendre que H. Kissinger, dit-on, soutienne ce projet pour des raisons politiques. S'il souhaite payer le service rendu par le Kremlin en facilitant la liquidation de la guerre du Vietnam, soit. S'il s'imagine attacher Union soviétique et États-Unis par des liens de dépendance réciproque, gage de paix et de bonne volonté, il est victime d'une illusion qu'il a bien des fois dénoncée quand il se bornait à enseigner.

Je ne critique pas les échanges Est-Ouest en tant que tels, je souhaite même qu'ils s'amplifient, mais je vois mal pourquoi les Occidentaux accorderaient des conditions parfois plus avantageuses que celles qu'ils accordent à des pays amis en voie de développement. M. Leroy, il y a quelques jours, à l'occasion du désordre monétaire, avait l'audace de développer ses analyses rituelles, dignes de l'école de Bobigny, sur la crise du capitalisme. M. Brejnev, lui, attend de ce régime condamné, crédit, techniques, nourritures. La crise de l'agriculture américaine, depuis des dizaines d'années, résulte d'une capacité de production excédentaire face à un manque d'argent de ceux qui ont faim. La faillite de l'agriculture collectiviste a, d'un coup, bouleversé les conditions du marché. Au moins pour certains produits, en particulier ceux qui servent à la nourriture du bétail, la pénurie succède à l'abondance. Le dialogue transatlantique sur la politique agricole commune pourrait prendre une autre tournure.

Les dirigeants américains, après vingt-cinq ans de prédominance, découvrent que leur pays demeure le premier, mais parmi les égaux, et réagissent à leur échec au Vietnam, à la baisse de leur monnaie, avec un curieux mélange de repli sur eux-mêmes et d'arrogance. Le plus puissant n'est jamais en tant que tel le plus intelligent. Tout se passe comme si les responsables américains de la gestion

économique, après avoir contribué de leur mieux à l'organisation du chaos, s'affirmaient d'autant plus sûrs de détenir la vérité qu'ils soutiennent aujourd'hui les thèses exactement contraires à celles qu'ils ont appliquées avant 1971.

À vrai dire, en matière de stratégie monétaire, les théories se bornent à donner une justification apparemment rationnelle à des intérêts. Il reste à souhaiter que les responsables apprécient exactement leurs intérêts sans oublier l'intérêt commun.

Le message

Le Figaro
18 avril 1975

À Dostoïevsky, revenu de *La Maison des Morts*, qui aurait proposé comme interlocuteur un bureaucrate tsariste ou un féal de cette bureaucratie? En regrettant l'absence d'un membre du parti communiste l'autre soir à la télévision, Jean Daniel se condamnait lui-même à un rôle ingrat. Soljenitsyne n'est pas un homme politique, même si ses propos, ses œuvres, sa vie constituent des réalités politiques qui pèsent de tout leur poids de souffrance et de génie. Ses convictions transcendent la politique parce qu'elles animent une personnalité hors du commun, parce qu'elles demeurent en dernière analyse d'essence spirituelle: foi dans la liberté et dévotion inconditionnelle à la vérité.

En demandant à l'auteur du *Pavillon des cancéreux* d'exprimer des opinions sur les événements du jour, le directeur du *Nouvel Observateur* abaissait le dialogue au niveau ordinaire des débats partisans.

Qui mène, en Occident, le *même combat* que Soljenitsyne? La réponse est simple parce que la question est indécente: personne. Ni la droite, ni la gauche. Pour mener le même combat que lui, il faudrait affronter le même ennemi, risquer le long voyage à travers l'institution concentrationnaire, puiser dans les mêmes épreuves la force invincible de résister à la machine infernale. Des articles ou des livres pour l'indépendance de l'Algérie, nous en avons écrit et nous n'avons pas lieu de le regretter. Pas non plus le droit d'en être fiers quand nous rencontrons l'auteur d'une *Journée d'Ivan Denissovitch*.

Les jugements que Soljenitsyne porte sur le Vietnam, sur le Portugal ou sur le Chili, bien sûr, ils appellent la discussion et l'exilé se trompe peut-être. Le régime de Salazar a laissé une population à plus de 50% analphabète; les généraux chiliens usent et abusent de la répression et de la torture; capitaines et communistes au Portugal construiront plus d'usines que les maîtres d'hier, et ils ouvriront plus d'écoles. Les communistes du Nord-Vietnam mettront du moins fin à la guerre. Soljenitsyne n'ignore aucune de ces évidences. S'il gêne, s'il indigne, c'est qu'il frappe au point sensible - le point du mensonge - les intellectuels occidentaux: si vous acceptez le grand Goulag, leur dit-il, pourquoi votre vertueuse indignation à propos des petits? Les camps restent les camps, qu'ils soient bruns ou rouges.

Depuis plus de cinquante ans, les intellectuels d'Occident refusent d'entendre

la question. Une fois pour toutes, ils ont posé qu'il y avait de «bons» camps et de «mauvais». Les camps que transfigure la sainteté de la cause et d'autres, qui ne sont que ce qu'ils sont. Tous les intellectuels en Occident commettent, à un degré ou à un autre, cette faute, toujours enclins à découvrir des raisons pour excuser ou pour excommunier. Les intellectuels qui se disent de gauche la commettent avec plus d'éclat, à la mesure même du Goulag qu'ils ont nié le plus longtemps possible, le plus énorme de tous dissimulé dans l'ombre du régime qui se déclare, le plus humain du monde.

Entre celui qu'obsèdent l'unité de la gauche et le souci de coopérer avec ses «camarades communistes» et le *Zek*, la partie n'est pas égale. Mais je ne connais guère de Français que la grandeur de Soljenitsyne n'eût écrasés. Et je crois, en dépit de tout, que des millions de téléspectateurs ont recueilli son message, message de charité, de foi et d'espérance, qui illuminait le visage et le regard d'un seul.

[*Le Figaro*, 24 avril 1975:

Une lettre de Jean Daniel

Cher Raymond Aron,

Dans «Le Figaro» d'aujourd'hui 18 avril, vous commettez, à propos de mon intervention à la télévision, trois erreurs graves qui ressemblent à trois procès d'intention. J'avoue que venant de vous, ils m'ont surpris, peiné, indigné.

1/ J'ai déclaré que si je regrettais l'absence d'une personnalité communiste précise le soir où Soljenitsyne était parmi nous, c'était pour pouvoir mieux confondre le représentant de ce parti et ses amis, lesquels s'étaient rudement opposés à moi lors d'une précédente émission. J'ai dit: «Les propos que j'ai tenus à MM. Francis Cohen et Max Pol-Fouchet, l'an dernier, auraient été ce soir plus forts dans la bouche de Soljenitsyne». Il s'agissait non pas de mettre en face les uns des autres les yogis et les commissaires mais de transformer les procureurs en accusés.

2/ Je ne suis pas assez vain ni assez présomptueux pour croire avoir mené le même combat que Soljenitsyne. J'ai dit et je l'ai précisé après l'intervention de Jean d'Ormesson, qu'il y avait une communauté de combat entre les victimes du «Goulag» et celles du fascisme et du colonialisme. Je ne me suis évidemment jamais donné en exemple. Je n'ai évidemment fait aucune référence à mon activité, purement journalistique, sur l'Algérie. J'ai dit, et grâce à d'Ormesson, j'ai maintenu que tous ceux qu'on torture dans ce que vous appelez «les petits

camps» du Chili, d'Indonésie, du Venezuela *ou de n'importe où ailleurs*, étaient les frères de Soljenitsyne. Et je pouvais le dire car je dénonce les camps soviétiques depuis plus de vingt-cinq ans.

3/ Enfin non seulement je ne suis obsédé ni par l'unité de la gauche ni par le souci de coopérer avec les communistes à n'importe quel prix, mais j'ai été accusé, l'an dernier, à propos de précisément de Soljenitsyne, de mettre en péril – du moins aux yeux des communistes – cette unité de la gauche. Tout cela était clair, vous le saviez, vous ne pouviez pas ne pas le savoir.

J'ai sous les yeux les numéros du «Nouvel Observateur» et du «Figaro» de la semaine de février 1974, lorsque Soljenitsyne est arrivé en Allemagne. Je trouve, et nous en avons, nous, bien plus de mérite, que «L'Observateur» a été mille fois plus net, plus accueillant, plus enthousiaste à l'égard de Soljenitsyne, que «Le Figaro». En tout cas je ne trouve pas d'article de vous qui corresponde au mien.

J'ai souvent écrit, et récemment encore, le respect que vous m'inspiriez. J'avoue que je suis aujourd'hui dérouté par la hargne qui anime ce libelle malhonnête.

Avec mes sentiments attristés.

Jean Daniel.

La réponse de Raymond Aron

Jean Daniel, qui dispose d'une tribune, nous enjoint au nom de la loi de lui ouvrir les colonnes du *Figaro*. Tant pis pour lui.

Je ne vois rien à changer à l'article qui provoque en lui une colère dont les raisons m'échappent: que les lecteurs se reportent à mon article de vendredi dernier ou à celui de Maurice Clavel dans le numéro de cette semaine du *Nouvel Observateur*. Peu importe le sens que Jean Daniel donnait ou donne aujourd'hui au regret qu'il exprima de l'absence des communistes. Peu importe le sens qu'il donnait ou qu'il donne aujourd'hui à sa recherche de la parenté entre le combat de Soljenitsyne et le sien propre.

Mes remarques, ni erreur ni procès d'intention, demeurent. Par ses propos d'hier, par son éditorial de cette semaine, par sa lettre, il se révèle plus que jamais incapable de comprendre le message d'un être d'exception. Je plains celui qui, face à ce visage et à ce regard, n'a d'autre souci que de plaider la cause de la gauche française contre la droite. Je ne le suivrai pas sur ce terrain sur lequel la polémique me serait trop facile – à moins qu'il n'exclue les communistes de la

gauche.

Raymond Aron.]

La Maison-Blanche et le veau

Le Figaro
13 août 1975

À Moscou, le veau avait pendant des années frappé de ses petites cornes le chêne. La Maison-Blanche, à son tour, vient de recevoir les coups de corne et elle s'en tire à peine mieux que le Kremlin. Dans l'échange des communiqués entre l'ancien Z.E.K. et l'appareil de la présidence des États-Unis, c'est le premier qui l'emporte avec une facilité dérisoire, et qui ridiculise les puissants. Tous les hommes de pensée devraient tirer quelque fierté de cette victoire d'un des leurs sur les grands de ce monde.

Gerald Ford a reconnu avec honnêteté sa maladresse. D'abord, le temps lui manquait pour recevoir l'écrivain; puis il lui ouvrit sa porte; Soljenitsyne répliqua en demandant une invitation en bonne et due forme, que le président ne pouvait plus lui envoyer sans perdre la face. Quand le porte-parole de la Maison-Blanche fit valoir qu'une audience formelle n'avait pas de sens, la réponse vint immédiate et cinglante: en effet, un entretien substantiel s'imposait et telle avait toujours été la conviction de Soljenitsyne. De la *Lettre aux dirigeants de l'Union soviétique* au communiqué de Washington, le ton n'a pas changé.

Henry Kissinger avait conseillé au président de ne pas accueillir le plus illustre des dissidents russes. Il aggrava son cas en suggérant que Soljenitsyne recommandait une politique en vue du renversement violent du régime soviétique. Erreur radicale: «Je suis l'adversaire de toute révolution et de toute secousse violente, en général, y compris de celles à venir que vous les appelez de vos vœux (*hors de chez nous*) ou que vous les redoutiez (*chez nous*). J'ai acquis la conviction, en étudiant ces phénomènes, que les évolutions sanglantes, les révolutions de masse sont toujours meurtrières pour les peuples chez lesquels elles se produisent.» Et à ses lignes empruntées à la *Lettre aux dirigeants de l'Union soviétique* on peut joindre ces mots du discours du 30 juin dernier: «Le marxisme est tombé si bas qu'il est devenu simplement un objet de mépris. Aucune personne sérieuse dans notre pays, aujourd'hui, pas même les étudiants dans les écoles, ne peut parler du marxisme sans sourire.»

Quoi d'étonnant que les journalistes et les écrivains occidentaux, en majorité prisonniers du conformisme de gauche, incapables de remettre en question leurs superstitions, regardent avec stupeur ce personnage venu des lointains qui pousse l'arrogance jusqu'à rappeler que les communistes demeurent des

communistes, autrement dit fidèles à eux-mêmes et à leur idéologie?

Aux États-Unis, une sorte d'unanimité se fit contre le secrétaire d'État. Unanimité équivoque: ceux qui combattirent avec le plus de passion la guerre du Vietnam ne tinrent pas compte des opinions hérétiques que Soljenitsyne avait exprimées sur ce sujet; ils continuèrent leur polémique contre le cynisme d'Henry Kissinger, contre son indifférence aux valeurs humaines. À l'autre extrémité de l'éventail politique, ceux qui n'avaient jamais souscrit à la politique de détente saisirent l'occasion de manifester leur opposition.

Aussi bien, à quoi cette politique de détente a-t-elle servi au Vietnam? Les Nord-Vietnamiens ont reçu de l'Union soviétique les chars d'assaut nécessaires pour armer une vingtaine de divisions. Le désastre que l'équipe Nixon-Kissinger avait cherché désespérément à éviter pendant quatre années, il se produit deux ans après la paix honorable des Accords de Paris. En l'absence de détente, le Kremlin aurait-il fait davantage?

Bien entendu, les deux super-grands doivent se protéger eux-mêmes et protéger l'humanité contre les armes de destruction monstreuse que la science a mises à leur disposition. Avec ou sans détente, Russes et Américains continueront à négocier la limitation des armements stratégiques. Le secrétaire d'État s'exprime maintes fois comme si la détente morale entre les deux Grands constituait la seule alternative à l'apocalypse. Ce que Soljenitsyne, et bien d'autres avec lui, répondent à Henry Kissinger, c'est que cette présentation de l'alternative fausse la réalité. La détente morale, en dépit de la poignée de main dans l'espace, en dépit de la réunion d'Helsinki, reste unilatérale. Selon la doctrine officielle de Moscou, la lutte, idéologique se poursuit plus âpre que jamais, la détente incite l'opinion occidentale à des concessions et lui donne un sentiment illusoire de sécurité. Les marxistes-léninistes ne renonceront ni à leurs ambitions ni à leur combat.

Le diagnostic de Soljenitsyne, chacun est libre de le contester. Je ne lui prête pas un jugement infaillible. Sur bien des points, je ne m'accorde pas avec son analyse: sa manière de pensée, son être même émanent de la Russie et d'une histoire tragique. Mais la majorité des dissidents russes - pas tous - jugent que l'Occident se laisse prendre au piège de la détente dont Moscou tire profit pour acquérir à l'Ouest les techniques de pointe et accumuler encore plus d'armements. Par sa présence, par ses paroles, Soljenitsyne a brisé le conformisme de la détente et obligé Kissinger et les autres à justifier preuves à l'appui, le bilan d'une politique: qu'est-ce que Moscou a concédé au nom de la

détente?

Un télégramme falsifié a permis il y a quelques semaines d'attribuer à Soljenitsyne quelque indulgence à l'égard du national-socialisme. La lecture du texte intégral du discours – je l'ai devant les yeux – obligea à une rectification. Une autre tactique se dessine. Hier, les communistes présentaient l'Union soviétique comme un paradis, aujourd'hui les anticomunistes à la suite de l'exilé, la présente comme un enfer. Les observateurs sages, au-dessus des illusions et des obsessions, ne glissent ni vers la bibliothèque rose ni vers les romans noirs. À l'Est, les libertés fondamentales ne sont pas assurées; à l'Ouest, il y a des chômeurs. Chômage contre camp de concentration: ce genre d'équivalent symbolise et caricature ce que des hommes de plume tiennent pour objectivité.

Soljenitsyne ne dit pas que l'Union soviétique soit un enfer – ce qui ne signifie rien. Il dit: «Ce n'est pas l'autorité en elle-même qui est insupportable, mais le mensonge idéologique qui nous est imposé quotidiennement.» Et encore, s'adressant aux dirigeants de l'Union soviétique: «Ce mensonge général imposé, obligatoire, est l'aspect le plus terrible de l'existence des hommes de notre pays. C'est une chose pire que toutes les infortunes matérielles, pire que l'absence de toute liberté civique.» Ce langage, nos commentateurs qui parlent au nom de la conscience occidentale sont-ils encore capables de le comprendre?

La deuxième cible de Soljenitsyne, au même titre que le mensonge idéologique, c'est la volonté commune aux Russes et aux Occidentaux d'oublier: «En dehors des deux guerres mondiales, nous avons perdu, rien que dans les dissensions et les désordres civils, rien que par les destructions intérieures «de classe», politiques et économiques, soixante-six millions d'hommes. Nous devons cette évaluation à l'ancien professeur de statistique de Léninegrad, I.-A. Kourganov.»

L'amnésie soviétique s'explique à la fois par le mensonge généralisé et par la responsabilité de ceux-là mêmes qui règnent encore aujourd'hui. L'amnésie occidentale s'explique tout aussi simplement, par un mélange d'idéologie et de peur. Tant que Hitler commandait à la Wehrmacht, l'indignation contre le national-socialisme s'exprimait avec plus de retenue. À l'Est, les crimes sont commis au nom des idées de gauche et l'armée russe est la plus puissante du monde.

Soljenitsyne fustige le mensonge des uns, la lâcheté des autres. Il écrira peut-être quelque jour la suite de son livre *le Chêne et le Veau*.

L'Europe et l'Espagne. Giscard avait raison

Le Figaro
4-5 octobre 1975

En 1936, la guerre civile espagnole avait profondément divisé les Français. Partis et presse de droite, à quelques exceptions près, soutenaient le général Franco contre la République qui se confondait, à les en croire, avec les «rouges». Fascisme contre communisme, soldats italiens et allemands d'un côté, soldats russes de l'autre: les Grands de l'époque fourbissaient leurs armes en les mettant à l'épreuve du combat.

Que les temps sont changés! Les Grands d'aujourd'hui pratiquent scrupuleusement l'un des principes proclamés à Helsinki, celui de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États. Washington poursuit les négociations sur le renouvellement de l'accord relatif aux bases militaires. L'Union soviétique, à en juger d'après sa presse, se tient sur la réserve: pourquoi Leonid Brejnev éprouverait-il de la sympathie pour les deux organisations FRAP (Front révolutionnaire antifasciste et patriotique) et ETA dont aucun des principaux partis espagnols, dans la clandestinité ou dans l'exil, pas même le parti communiste, n'approuve l'action terroriste.

Silencieux et passifs d'ordinaire, même quand les armées du pacte de Varsovie rétablissent l'ordre à Prague ou que la guerre fait rage au Proche-Orient, les Européens de l'Ouest, gouvernants inclus, redeviennent soudain des croisés, le jour où un despotisme de droite montre autant de persévérance dans la rigueur que les despotismes de gauche (ces derniers, selon leurs fidèles, continuent de porter l'espérance de l'humanité).

Quant au président de la République qui a eu un réflexe d'homme d'État, le voici accablé de leçons de moralité par les professeurs les plus imprévus dont personne n'ignore la haute conscience, hautement sélective.

Le général Franco arriva au pouvoir en 1938, après une guerre civile, la plus sanglante du siècle, celle de la Russie mise à part. Il dut sa victoire aux divisions d'Afrique, à l'aide des régimes de Mussolini et de Hitler. Un million de cadavres, des horreurs indicibles dont aucun des camps ne garda le monopole: le peuple se souvient encore des années terribles bien que la majorité des Espagnols d'aujourd'hui ne les ait pas vécues. De l'extrême droite à l'extrême gauche, les responsables expriment la même volonté, témoignent de la même angoisse: éviter la répétition de cette guerre qui, en un sens, n'a pas cessé tant le

Caudillo et ses conseillers intimes semblent incapables de surmonter leur victoire et d'accorder une place, dans l'Espagne de demain, à tous les Espagnols.

La transformation économique du pays, aussi rapide au cours des quinze dernières années que celle de l'Italie et de la France, interdit la comparaison avec le Portugal. Il y a deux ans, personne n'imaginait la survie du franquisme au-delà de Franco. Les deux rassemblements, clandestin ou semi-clandestin, junte démocratique ou convergence démocratique, prévoyaient également la légalisation de tous les partis, le rétablissement des libertés démocratiques, des élections libres. Hostiles ou résignés au prince Juan Carlos (ou à un autre membre de la famille royale), tous les hommes politiques, monarchistes ou républicains, envisageaient avec confiance l'avenir: l'Espagne sortirait enfin de son isolement. Pourvue désormais d'une économie comparable à celle de l'Europe occidentale, elle se doterait d'institutions accordées à notre âge. L'action conjointe des terroristes et des franquistes de stricte observance, la dialectique du terrorisme et de la répression risquent d'ouvrir les portes du temple de Janus, d'enfermer la majorité des Espagnols dans une alternative intolérable: ils ne veulent plus de l'arbitraire policier mais ils refusent aussi les affrontements dont sortirait un nouveau despotisme. Quiconque se soucie des Espagnols, de leur destin – partie intégrante du destin de l'Europe - doit s'interroger sur les conséquences de ses attitudes et de ses actes, il laissera aux professionnels de l'indignation à intermittence les poses avantageuses, les démonstrations juridiques (faciles) et le choix, conscient ou non, de la politique du pire.

Depuis l'attentat qui coûta la vie à l'amiral Carrero Blanco (et les auteurs de cet attentat acceptaient, aux aussi, les éclaboussures), deux groupes pratiquent systématiquement le terrorisme auquel le parti communiste lui-même a renoncé, l'un qui se proclame marxiste-léniniste du style que nous appelons gauchiste et l'autre composé d'autonomistes basques. Une douzaine de gardes civils ont été abattus depuis le début de l'année et l'on publie de l'autre côté des Pyrénées, non les rapports d'*Amnesty International* sur les prisons, mais le nombre des orphelins que laissent les fonctionnaires de l'ordre. La police, et non pas seulement le dernier carré des franquistes, criait vengeance. Les cinq condamnés à la peine capitale qui furent exécutés reconnurent leur appartenance aux deux organisations, FRAP et ETA, tout en niant leur participation aux attentats. Trois d'entre eux avaient été jugés, selon une procédure expéditive qui ne permettait pas une étude sérieuse du dossier par les avocats et qui excluait tout appel. La «procédure expéditive» ne ressemble certes pas à ce que les Anglo-Américains

appellent *due process of law*, aux garanties que la Déclaration universelle des droits de l'homme promet aux justiciables.

Les protestations des personnes ou des organisations privées appartiennent au train normal de notre vie démocratique. Le déchaînement des journaux, de la radio et de la télévision, la part prise par les gouvernants à cette explosion de fureur et de haine (l'Espagne, faute de pétrole, manque de circonstances atténuantes), tout cela ne ressemble guère à ce que notre confrère *Le Monde* appelle «un traitement plus amical et plus exigeant» pour notre cousin. J'aperçois les exigences, je cherche vainement l'amitié.

L'Espagne, hélas! n'est pas le seul pays où la police torture, ni le seul où le gouvernement réplique aux attentats terroristes par une «parodie de justice», ni le seul où les militants des groupements terroristes sont en tout état de cause condamnés. J'en connais même qui, abondamment pourvus d'or noir, reçoivent la visite de nos princes, en quête de contrats avantageux et prompts à exalter la fraternité spirituelle en dépit de la police et de ses exploits.

Je ne blâme pas nos princes qui auraient avantage parfois à montrer plus de discrétion. Mais je les loue lorsqu'ils se refusent à hurler ou bien avec les moralistes, sincèrement révoltés, ou bien avec des manœuvriers de la subversion. Les moralistes finiront par signer une motion tous les deux jours (il y a plus de cent cinquante États à l'O.N.U.); les gouvernants chercheraient en vain à rivaliser avec eux. C'est en acceptant la part d'amoralisme que comportent les relations entre États que ceux-ci échapperont au pire immoralisme, celui de l'hypocrisie. Dans l'Europe hitlérienne, les quelques États démocratiques; aujourd'hui à l'avant-garde de la protestation, se conduisaient dignement mais avec prudence et en silence.

Valéry Giscard d'Estaing a choisi d'abord une politique de responsabilité et il avait raison. La mise en quarantaine de l'Espagne, bien loin de favoriser l'évolution nécessaire et, malgré tout, encore possible, provoque un sursaut de la fierté nationale. Les Espagnols se souviennent avec amertume des interventions étrangères.

L'unité des Neuf' à coup sûr souhaitable, ne suffirait à justifier le ralliement à un pseudo-moralisme qui, consacrant la rupture entre l'Europe et l'Espagne, livrerait l'une et l'autre aux vieux démons. Ce n'est pas la seule Espagne qui risque de connaître demain, comme il y a quarante ans, l'alternative des deux despotismes et le naufrage de la liberté.

Alexandre Soljenitsyne et Andrei Sakharov.

2.-La nation et l'idéologie

Le Figaro
24 octobre 1975

La lettre aux dirigeants de l'Union soviétique (5 septembre 1973) souleva, en Union soviétique et au dehors, une vague de commentaires et de critiques. Soljenitsyne ne répondit qu'à une seule critique, celle d'Andrei Sakharov, pour manifester, une fois de plus, son estime et son amitié à un compagnon de lutte. Cette réponse, à ma connaissance, n'a pas encore été publiée en français, on peut la lire en allemand, dans le numéro II de *Continent*, la revue de la nouvelle émigration.

Soljenitsyne et Sakharov (ce dernier après une longue marche) [\(1\)](#) en viennent à la conclusion que le socialisme a échoué en Union soviétique non pas à cause des traditions spécifiques de la Russie, mais en raison de l'essence même du socialisme. L'un et l'autre rejettent le messianisme du marxisme-léninisme et condamnent le soutien, ouvert ou clandestin, que l'Union soviétique donne aux Partis révolutionnaire sous couleur de répandre une doctrine qui fait faillite dans sa patrie d'élection. Du même coup, ils souhaitent tous deux que l'Union soviétique renonce à imposer sa loi aux pays de l'Europe de l'Est et qu'elle applique le principe, posé dans la Constitution, du droit des Républiques fédérées à la sécession.

À l'intérieur, tous les dissidents se présentent avant tout en libéraux: autrement dit, ils réclament la séparation de l'idéologie (ou Église séculière) et de l'État, l'amnistie pour les prisonniers politiques, la tolérance, le pluralisme en matière de conceptions du monde ou de foi religieuse. Enfin, et les progressistes d'Occident ne liront pas ce dernier conseil sans ironie (injustifiée), l'un et l'autre, le rationaliste comme le croyant, souhaitent restaurer, renforcer, consolider la famille et l'éducation.

Sur quoi portent donc les divergences authentiques ou les malentendus sur le prétendu nationalisme de Soljenitsyne, et sur le rôle de l'idéologie dans la pratique soviétique?

Nation et nationalisme

Le dialogue sur le nationalisme semble faire écho aux controverses de la fin du XIXe siècle. Savant et rationaliste, Sakharov, bien que profondément patriote,

penche vers l'universalisme de la culture et il soupçonne l'écrivain, à tort me semble-t-il, de prêcher un nationalisme grand-russe, il lui reproche d'insister sur les souffrances du peuple russe et de négliger celles des allogènes. À quoi Soljenitsyne répond que sur le peuple russe s'est abattu d'abord tout le poids de la terreur, même si, plus tard, les allogènes, à leur tour, ont été plus cruellement frappés. En tout état de cause, sans entrer dans le débat, il me paraît que la polémique de Sakharov se nourrit de malentendus mais que ceux-ci couvrent des dissentiments, réels et profonds.

Il n'est pas vrai que Soljenitsyne veuille séparer la Russie du monde extérieur, la priver de la science et de la technique la plus moderne. Il n'est pas vrai qu'il soit nationaliste en aucun des sens péjoratifs de ce mot. Mais il est vrai qu'il éprouve un attachement viscéral à sa patrie russe, à ses paysages et à son peuple – attachement qui n'entraîne nulle agressivité à l'égard des autres peuples, nulle fermeture à leur pensée mais le met en garde contre des formules comme celle de Sakharov: « Je suis profondément convaincu qu'aucun problème décisif ne peut être résolu à l'échelle de la nation ». Formule vraie en un sens mais qui n'exclut pas l'autre de Soljenitsyne: « On a persécuté ceux qui disaient qu'il ne faut pas imiter aveuglément la civilisation occidentale qu'un colosse tel que la Russie avec sa mentalité particulière, ses traditions, ses usages, pouvait parfaitement trouver sa voie propre; et qu'il n'est pas possible qu'il n'y ait qu'une seule et unique voie de développement pour toute l'humanité.

Dialogue des slavophiles et des occidentalistes, dira-t-on. Oui et non. L'analogie entre le dialogue d'aujourd'hui et celui d'hier frappe immédiatement l'esprit. Mais le slavophile, qui possède aussi une culture scientifique et occidentale, ne revient pas à une attitude d'un autre âge: il reprend une autocritique de l'Occident pour fonder la vocation propre de chaque peuple. Il cite en éloge les travaux et les conclusions du Club de Rome. « Le sombre ouragan de l'idéologie progressiste a fondu sur nous d'Occident à la fin du siècle dernier, il a suffisamment déchiré, détruit notre pays et notre âme. » Et encore: « L'affaiblissement catastrophique de l'Occident et de toute sa civilisation n'est pas seulement, et de loin, le résultat de la diplomatie soviétique, inflexible et têtue, mais surtout celui de la crise historique, psychologique et morale de toute cette culture, de cette conception du monde qui est apparue à l'époque de la Renaissance et qui trouva son expression la plus élevée au « siècle des Lumières ».

La crise de l'Occident

Sakharov, au contraire, adhère à la forme actuelle de la philosophie des Lumières, l'humanisme scientifique. Il met sa confiance dans la science pour atténuer les maux qu'elle a causés. S'il insiste sur la liberté d'émigration, ce n'est pas seulement au nom des droits de l'homme inscrits dans la Déclaration universelle, c'est aussi que cette émigration «rendrait impossible le maintien des autres institutions anti-démocratiques» et que l'on verrait «apparaître la nécessité de rapprocher nos principes de vie des principes occidentaux». Sakharov ne cesse de comparer les économies de l'Occident (en particulier l'économie américaine) avec l'économie soviétique et il dénonce les vantardises de la propagande. «Il n'y a aucun doute que ce n'est pas nous qui possédons la productivité la plus élevée du travail, il n'y a même aucune perspective, en un délai plus ou moins rapproché, de rattraper les pays capitalistes développés.» Il continue d'appeler de ses vœux la convergence des systèmes économico-sociaux, bien qu'il ait cessé d'y croire, parce que tous les problèmes - désarmement, élaboration d'une technologie industrielle inoffensive pour la nature, mise en valeur du cosmos, nouvelle technologie agricole - se posent et ne peuvent se résoudre qu'à l'échelle de la planète.

Je ne sais lesquelles de ces idées Soljenitsyne refuserait d'accepter; partisan du rétablissement de toutes les libertés démocratiques, lui aussi, en un sens, veut rapprocher l'Union soviétique du libéralisme occidental, mais avec une vision du monde tout entier.

L'idéologie

Sakharov expédie en quelques mots l'idéologie. «Ce qui caractérise la situation actuelle de notre société, c'est l'indifférence idéologique et l'utilisation pragmatique comme une façade commode; le pragmatisme et la souplesse dans la valse des slogans s'unissent à l'intolérance traditionnelle à l'égard de toute pensée dissidente venant «d'en bas». «Staline n'a pas commis ses crimes directement pour des motifs idéologiques mais dans la lutte pour le pouvoir, dans le processus de formation d'une nouvelle société «caserne», pour reprendre l'expression de Marx; de même, le critère essentiel des dirigeants actuels du pays, face à toute décision à prendre, c'est la préservation de leur pouvoir et des traits fondamentaux du régime.»

Soljenitsyne ne nie pas que le scepticisme ronge la foi mais il n'en conclut nullement que l'idéologie ait perdu toute importance. «Si personne ne croit plus en elle et si tous se soumettent à elle, n'est-ce pas le témoignage non de la faiblesse mais de la force terrifiante et perverse de l'idéologie?»

D'abord l'idéologie condamne à l'hypocrisie; elle fonde, elle institue le mensonge généralisé. Si personne n'y croit et que tous ne jurent que par elle, l'intelligentsia, par son adhésion contrainte, par son serment extorqué, s'enfonce dans la servitude tout en rêvant de liberté. Même la rédaction de *Novy Mir* - la revue libérale dont Soljenitsyne raconte l'histoire dans *Le Chêne et le Veau* - exprima par écrit son enthousiasme à l'occasion de l'intervention en Tchécoslovaquie.

«Le mensonge général, imposé, obligatoire est l'aspect le plus terrifiant de l'existence des hommes de notre pays. C'est une chose pire que toutes les infortunes matérielles, pire que l'absence de toute liberté civique.» À l'extérieur, «l'ensemble du monde éclairé serait-il resté aveugle devant une bande d'hommes assoiffés de puissance»: c'est à l'influence quasi mystique de l'idéologie que tiennent la fascination de l'Occident, «l'acceptation bienveillante de notre bestialité».

Les hommes qui gouvernent l'Union soviétique, peut-être ne comprennent-ils que la puissance, ils n'en sont pas moins esclaves de l'idéologie. C'est elle qui risque de les entraîner à mettre le feu au monde même s'ils périssent avec lui. «Tout le mensonge intérieur et toute l'expansion extérieure, la justification des guerres et des meurtres, la justification des dernières guerres - tout cela est à mettre au compte de l'idéologie.»

Le diagnostic

Il y aurait quelque prétention, pour un observateur du dehors, à trancher entre ces deux diagnostics. Je ne dissimulerai pas que celui de Soljenitsyne ne semble plus profond que celui de Sakharov. Celui-ci a vécu au milieu des savants qui, bien entendu, ne prennent pas au sérieux la dialectique de la nature de Frédéric Engels. Il a entendu Khrouchtchev et autres hommes du politburo s'exprimer en privé et leur cynisme, leur volonté de puissance l'ont frappé. Mais nous connaissons, en Occident, ce curieux mélange de foi et d'incroyance des dirigeants et des militants des partis communistes. Combien d'entre eux prennent au pied de la lettre le dogme ou la version actuelle et précaire, du dogme? Combien rompent, une fois pour toutes, avec le prophétisme de Marx lui-même, renoncent à sacraliser la propriété publique des instruments de production et se résignent à la simple vérité qu'en 1917 ce n'est pas le prolétariat mais le parti qui s'est emparé du pouvoir et que la dictature du prolétariat n'a jamais été autre chose que la dictature du parti sur le prolétariat?

Quand Soljenitsyne affirme que la démocratisation suppose une séparation

entre l'État et l'idéologie, l'édification d'un État neutre, non partisan, non lié à l'athéisme et au mythe de la dictature du prolétariat, c'est lui, à mon sens, qui vise et atteint l'essentiel que le physicien par excès de rationalisme, à cause de la limitation de son expérience, méconnaît. Pourquoi, sinon pour protéger l'orthodoxie, les dirigeants craignent-ils la libre circulation des personnes et des idées? Pourquoi dénoncent-ils n'importe quelle version de la théorie de la convergence comme hérétique, criminelle sinon pour maintenir l'idée, issue du prophétisme de Marx lui-même, d'une rupture radicale entre toutes les autres sociétés industrialisées et leur société soi-disant socialiste?

Au reste, le dialogue entre le physicien et l'écrivain, on le retrouve dans les textes de l'écrivain lui-même car, s'adressant aux dirigeants de l'Union soviétique celui-ci les conjure d'abandonner «l'idéologie qui encombre toute la vie de la société, les cerveaux, les discours, la radio, la presse du bric-à-brac de ses mensonges. Oui, de ses mensonges. Comment une morte ferait-elle croire qu'elle continue de vivre si ce n'est en échafaudant des mensonges? Tout s'est embourbé dans le mensonge et *tout le monde le sait* .»

Témoins et gêneurs

La dissidence intellectuelle et politique dont Sakharov et Soljenitsyne représentent à la fois les deux chefs de file et les deux pôles, éveille, en Occident aussi bien qu'en Union soviétique, des sentiments mêlés. Là-bas, aux yeux des masses populaires, les intellectuels, en particulier les savants tels Sakharov, font figure de privilégié. La liberté intellectuelle, vitale pour un physicien l'est-elle au même degré pour un travailleur? Celui-ci demande la sûreté et une meilleure condition plus que le droit d'opposition. Les dissidents eux-mêmes sont divisés sur l'émigration, sur l'origine de la déviation (Lénine ou Staline? Le projet socialiste ou le contexte historique?), sur les perspectives d'avenir (régime de partis multiples sur le modèle occidental ou État neutre, au moins transitoirement autoritaire?). Entre les griefs des simples Soviétiques et les aspirations des intellectuels, la conjonction s'opère malaisément.

En Occident, les dissidents se heurtent au marxisme, orthodoxe ou diffus, d'une bonne part de la classe intellectuelle. On leur demande de parler au Chili ou du Vietnam et l'on s'empare de leurs propos, d'un côté ou de l'autre, comme si leurs opinions sur un pays qu'ils ne connaissent pas devaient ou disqualifier leur message ou bien, tout au contraire, conforter les défenseurs de Pinochet ou de Thieu. Sakharov et Soljenitsyne font honneur à l'humanité. L'un, en haut, accepte tous les risques de l'hérésie pour défendre les droits de l'homme.

L'autre, en bas, met son génie au service des victimes et de son peuple russe pour que le souvenir des morts ne s'efface pas de la mémoire des vivants.

Le témoignage moral est aussi politique et ne peut pas ne pas l'être. Donnons-lui son expression la plus modérée, celle d'Andrei Sakharov: «Un rapprochement sans démocratisation, un rapprochement dans lequel l'Occident accepterait les règles soviétiques du jeu serait dangereux en ce sens qu'il ne résoudrait aucun des problèmes du monde et ne représenterait qu'une pure et simple capitulation devant le pouvoir réel ou supposé de l'U.R.S.S.» Les hommes d'État occidentaux n'aiment pas ce langage, les hommes de gauche pas davantage: les dissidents russes n'irritent pas moins certains Occidentaux qu'ils n'irritent les hommes du Kremlin. La vérité dérange les marchands de sommeil.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 23 octobre 1975.

Lénine et la dictature du prolétariat

Le Figaro
28 avril 1976

Dans sa conférence de presse, la semaine dernière, le président de la République a commenté, lui aussi, l'abandon, par le parti communiste, de la dictature du prolétariat. Au cours de son analyse, il avançait plusieurs arguments peu contestables. Le parti communiste français reproche au gouvernement de l'U.R.S.S. les bonnes relations que celui-ci, entretient avec l'actuel gouvernement de la France. Il lui reproche aussi certaines violations des droits personnels auxquels l'électorat français est particulièrement sensible. Aussi bien la formule, hier sacrée, a-t-elle été abandonnée subitement, par une décision prise en haut, sans que cette thèse fondamentale du marxisme ait été soumise à une discussion approfondie. Cette réforme, en d'autres termes, aurait été accomplie dans le style traditionnel du P.C.F.

Au-delà de ces remarques, Valéry Giscard d'Estaing affirma l'incompatibilité entre le maintien de la lutte de classes et la renonciation à la dictature du prolétariat. Le prolétariat victorieux doit, selon Marx, exercer, seul le pouvoir pendant une période de transition «jusqu'à ce qu'elle ait liquidé les fondements culturels et économiques de la société antérieure.» Or le P.C.F. ne peut pas sacrifier le dogme de la lutte de classes sans devenir social-démocrate; tous les partis communistes de l'Europe occidentale condamnent la collaboration de classes. Comment donc le P.C.F. renoncerait-il à aucun des deux dogmes, celui de la lutte de classes et celui de la dictature du prolétariat?

Dans quelques textes de Marx, ces deux thèmes se rattachent étroitement l'un à l'autre. En particulier, dans un texte souvent cité de 1853, Marx se défend d'avoir découvert la lutte de classes que les historiens, en particulier français, avaient maintes fois mise en lumière. En revanche, il s'attribue le mérite d'avoir le premier montré que la lutte de classes, limitée à certains modes de production, conduisait, par l'intermédiaire de la dictature du prolétariat, à la société sans classes.

Mieux vaut d'ailleurs se reporter à Lénine qui, bien plus que Marx, élaborait l'ensemble de ce que l'on appelle marxisme-léninisme, par exemple à la brochure, parue en 1918, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, après la dissolution de l'Assemblée constituante. Lénine oppose les considérations formelles à la nature substantielle de l'État. Celui-ci «n'est pas

autre chose qu'une machine d'oppression d'une classe par une autre». Même organisé selon les procédures de la démocratie représentative, il demeure l'organe d'une dictature bourgeoise. De la même manière, après la prise du pouvoir, il deviendra nécessairement l'organe de la dictature du prolétariat.

Le mode de penser léniniste équivaut à une séparation radicale entre le caractère de classe de l'État (bourgeoisie, ou prolétariat) et le mode d'exercice de cette dictature (maintien, ou abandon des élections, des parlements, etc.) «... Seul un libéral est capable d'oublier, comme le fait Kautsky, *le caractère limité et relatif au point de vue historique* du parlementarisme bourgeois. Dans l'État bourgeois le plus démocratique, les masses opprimées se heurtent constamment à une contradiction criante entre l'égalité *nominale*, proclamée par la «démocratie» des capitalistes, et les milliers de restrictions et de complications réelles qui font des prolétaires des esclaves salariés.»

Telle fut, depuis la prise du pouvoir de 1917, la doctrine permanente des P.C., parfois ouvertement proclamée, parfois atténuée dans l'expression. Les propos de Lénine que nous venons de citer datent des débuts de la Révolution. On plaidera que la guerre civile ne tolère pas le respect de la «démocratie bourgeoise» ou des libertés personnelles.

Soixante ans plus tard, l'argumentation léniniste se heurte à des objections évidentes: faut-il identifier le pouvoir du parti communiste à celui du prolétariat? Les exploités étant liquidés depuis longtemps, c'est à tous les citoyens soviétiques, ouvriers inclus, que sont imposés le passeport intérieur, l'interdiction de se déplacer d'une ville à une autre ou de quitter le pays sans autorisation. C'est aux ouvriers qu'est enlevé le droit de choisir librement ceux qui les représenteront aux niveaux supérieurs de la hiérarchie syndicale.

Le «renégat Kautsky» déplorait la dissolution de l'Assemblée constituante, il écrivait – en 1918 – «que les bolcheviks ont anéanti la démocratie que le peuple russe avait conquise par la révolution de février» et que, de ce fait, ils ne s'appellent plus sociaux-démocrates mais communistes. Lénine répondait, au milieu d'un torrent d'injures, «que la démocratie prolétarienne, dont le pouvoir des Soviets est une des formes, a développé et étendu la démocratie comme nulle part au monde, au profit justement de l'immense majorité de la population, au profit des exploités et des travailleurs.» Louis Althusser, selon la presse, aurait repris le fondement des thèses léninistes de 1918: «Sur la base des rapports de production, une seule classe peut détenir l'État – ce qui ne veut pas dire qu'elle peut atteindre seule le pouvoir d'État sans alliés.»

En revanche, Georges Marchais reprend des arguments de Kautsky que Lénine dénonçait avec indignation. Il interroge: Êtes-vous pour le parti unique? Voulez-vous supprimer les élections? Voulez-vous que les citoyens ne soient pas considérés à égalité quand ils votent?»

Kautsky reprochait aux Bolcheviks de mettre hors la loi certains partis, d'enlever le droit de vote aux membres de classes entières. Lénine répondait par un discours à la bourgeoisie: «Si vous, exploiters, tentez de résister à notre révolution prolétarienne, nous vous réprimerons impitoyablement, nous vous enlèverons vos droits politiques, bien plus, nous vous refuserons le pain, car, dans notre république prolétarienne, les exploiters n'auront plus de droits.» Dans l'Union soviétique de 1976, jusqu'où s'étend la classe des exploiters?

L'abandon de la dictature du prolétariat n'exige pas à proprement parler l'abandon de la lutte de classes. Lénine n'ignore pas que les libéraux reconnaissent en un certain sens la lutte de classes. Mais les libéraux la reconnaissent «sans le renversement de la bourgeoisie» et sans la définition de l'État par le pouvoir exclusif d'une classe. Ce qui fait problème, pour Georges Marchais et les siens, c'est l'abandon de l'alternative «bourgeoisie ou prolétariat», du caractère de classe de l'État condamné à être «bourgeois ou prolétarien». Que le P.C.F. abandonne ces formules pour trouver des alliés et parvenir au pouvoir, d'autres partis communistes le firent plus d'une fois, quitte à liquider ensuite leurs alliés. Mais de deux choses l'une: ou bien il tire toutes les conséquences de son nouveau langage et il limiterait la lutte de classes à celle qu'admettent les sociaux-démocrates et les libéraux (Lénine dixit); ou bien il répète la tactique de Gottwald et de Rakosi qui, eux aussi, rejetaient en paroles la dictature du prolétariat et, en ce cas, le langage, la méthode de Lénine ressurgiront à la première occasion.

Cette dernière hypothèse est malheureusement plus probable que la première et devrait apaiser les inquiétudes de ceux qui, tel Louis Althusser, craignent pour l'orthodoxie et s'instaurent gardiens de la foi.

Le silence de l'U.R.S.S. et les paroles du P.C.F.

Le Figaro
17 mai 1976

À l'élection partielle de Tours, le parti socialiste a recueilli, une fois encore, plus de suffrages que le parti communiste. Tout se passe comme si ce dernier ne parvenait pas à changer l'idée ou l'image que garde de lui la masse des électeurs. Rien de surprenant, en vérité. Ce qui surprendrait, ce serait l'attitude opposée, celle de certains socialistes qui croient ou affectent de croire que cinquante-cinq ans d'histoire - la scission de Tours et ses suites - vont s'effacer d'un coup et qu'il suffit aux communistes d'avouer quelques-uns des faits que personne n'ignore plus pour que l'unité de la gauche se rétablisse d'un coup et que la conversion du P.C.F. à la démocratie apparaisse authentique.

Georges Marchais proclama soudain l'abandon de la formule de la dictature du prolétariat au milieu d'un scepticisme quasi général. Il n'était pas le premier à tenter l'expérience: Gottwald, Cunhal avaient, eux aussi, tenu de tels propos. Or, l'un avait éliminé ou mis au pas ses alliés à la première occasion, l'autre avait mené son parti à la conquête du pouvoir, sans succès mais sans hésitation. Dans le langage ésotérique du marxisme-léninisme, la dictature du prolétariat demeure une transition nécessaire entre le capitalisme et le socialisme, quelle que soit la forme que revête cette dictature. Chacun pouvait donc donner deux sens différents aux déclarations de Georges Marchais: ou bien un sens limité, vulgaire, celui même des propos d'Alvaro Cunhal, ou bien un sens doctrinal et, en ce cas, le parti communiste français aurait franchi un premier pas dans la direction du révisionnisme.

Louis Althusser, qui passe pour un philosophe dans l'intelligentsia parisienne, a volé au secours de la dictature du prolétariat, concept à coup sûr indispensable au dogme. En revanche, il vient de jeter une pierre dans la mare en découvrant, avec vingt ans de retard, que la notion du culte de la personnalité ne constitue à aucun degré une explication, pas même une interprétation du stalinisme et de ses crimes.

Lisons quelques lignes de la préface écrite par lui pour un livre consacré à l'affaire Lyssenko: "Manifestement, les dirigeants soviétiques se sont refusé, et se refusent toujours, à apporter l'analyse marxiste de cette gigantesque erreur, enterrée, après ses millions de victimes, dans le silence de l'État... L'U.R.S.S. vit ainsi dans un silence systématique sur sa propre histoire. Il y a fort à parier que

ce silence n'est pas étranger à son système: c'est le silence de son propre système." Soljénitsyne, depuis son exil forcé, n'a pas dit autre chose sans que les partis communistes d'Europe occidentale, jusqu'à présent, s'associent à son diagnostic et à son appel aux dirigeants de l'U.R.S.S.

Nous ne connaissons pas encore le jugement que le bureau politique du P.C.F. porte sur ce texte. Le dernier historien du stalinisme, membre du P.C.F., M. Ellenstein, beaucoup plus mesuré pourtant que Louis Althusser, avait été critiqué par "*L'Humanité*". Quel que soit le verdict de la plus haute instance du P.C.F. - et je doute que Louis Althusser ait beaucoup à craindre des foudres de l'équipe Marchais - le philosophe ne retrouvera pas plus aisément la crédibilité que les successeurs de N.-S. Khrouchtchev.

Il accuse les dirigeants de Moscou d'avoir imposé, depuis le XXe congrès, le silence, d'avoir refusé l'analyse marxiste du stalinisme. Mais ce silence, il se l'est imposé à lui-même, de sa propre volonté, gratuitement pour ainsi dire. Si le système d'où sortit le stalinisme subsiste en U.R.S.S., si ce système a besoin du silence pour se maintenir, pourquoi lui, qui se pique de liberté d'esprit, qui parade en philosophe, a-t-il eu besoin de vingt ans pour enfin parler? De deux choses l'une: ou il savait et, au service de son parti, il fardait la vérité; en ce cas, pourquoi le croire aujourd'hui? Ou bien il ne le savait pas, et quelle foi accorder à un penseur incapable de saisir une évidence: à l'intérieur d'une philosophie d'inspiration marxiste, un homme, un seul homme et un homme seul, ne peut expliquer l'institution concentrationnaire.

Voici donc engagée l'enquête marxiste sur les forces et les rapports de production qui, en dernière analyse, doivent rendre intelligible l'archipel Goulag. Je ne prétends pas me substituer aux docteurs de la foi qui trouveront sans moi et sans peine dans les textes de Marx et des marxistes les instruments nécessaires à leur entreprise.

Mode asiatique de production, dégénérescence bureaucratique de l'État prolétarien, exigence de l'accumulation primitive exploitée par un appareil de parti, chacun choisira entre ces notions ou les combinera selon ses préférences. De multiples mixtes viennent aisément à l'esprit de l'analyste; un parti, devenu maître tout à la fois des moyens de production et de l'appareil d'État, enclin par la pratique du centralisme démocratique à confondre les décisions de quelques-uns avec la vérité de l'histoire, ne crée pas nécessairement le stalinisme, il en crée du moins la possibilité en même temps qu'il soumet la population tout entière à une hiérarchie rigide; il répand l'esprit de soumission et il confond

l'obéissance au pouvoir avec le dévouement révolutionnaire.

Le P.C.F. ne contrôle pas l'appareil d'État; les hérétiques qu'il excommunie, la presse et l'édition bourgeoises les recueillent volontiers et leur accorde le triomphe des héros. Mais le silence de Louis Althusser depuis le discours de Khrouchtchev, en quoi diffère-t-il du silence du système soviétique? Là se situe, pour lui et pour les siens, l'obstacle sur lequel achoppent les efforts pour convaincre les électeurs français. Si le P.C.F. n'avait pas changé de tactique en vue des élections, le philosophe aurait-il proclamé que le système répressif subsiste en Union soviétique?

Que d'aucuns admirent le mensonge ou l'aveuglement par fidélité au parti, j'y consens. Mais, au cours des prochaines années, le sort de l'Europe occidentale, de l'Italie d'abord, de la France ensuite dépendra, en une large mesure de la réponse donnée à la question décisive: que sont devenus, que veulent les partis communistes? Nous examinerons un autre jour le destin du parti italien, candidat à la participation au pouvoir dans un gouvernement de compromis historique ou, plus probablement, d'union nationale. Le P.C.F., lui, souhaite participer au pouvoir dans un gouvernement d'unité de la gauche. S'il a pris ses distances à l'égard de l'Union soviétique, il n'a ni abjuré la doctrine du centralisme démocratique, ni renoncé à soutenir dans le monde entier tous les partis et mouvements qui se recommandent du marxisme-léninisme. Il n'a pas encore suivi Louis Althusser et condamné le système soviétique en tant que tel, en tant que responsable du stalinisme.

Or, dans la mesure où le système répressif continue à sévir en Union soviétique, la doctrine marxiste-léniniste ne permet guère d'admettre que l'action de Moscou au-dehors contribue à la libération des peuples. C'est Lénine lui-même qui l'affirme: la diplomatie d'un État prolonge la politique intérieure de celui-ci. Il reste donc au philosophe beaucoup de chemin à parcourir pour tirer les conséquences marxistes de l'analyse qu'il annonce et dont il vient de poser le principe.

L'aveu et le mensonge

Le Figaro
16 décembre 1976

Mardi dernier, François Mitterrand donnait une conférence de presse dans laquelle il dosait soigneusement la sévérité du chef de l'opposition de gauche et la modération du futur chef du gouvernement. Fidèle plus que jamais à la coalition avec le parti communiste, il discernait un danger de "droite musclée", sinon de fascisme, non dans la personne de Jacques Chirac mais dans la situation dont celui-ci apparaît comme l'expression.

Au journal télévisé du soir, j'aperçus quelques instants le visage, presque souriant, du premier secrétaire du parti socialiste lorsque l'orateur énumérait les difficultés, trop réelles, au milieu desquelles se débat l'économie française.

Quelques minutes plus tard, la même télévision, à la célèbre émission "Les Dossiers de l'écran", nous présentait le film *L'Aveu*, la mise en images de l'histoire vraie d'Artur London, vice-ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie, qui a figuré dans les procès du début des années 50 et qui a, comme tant d'autres, avoué des crimes qu'il n'avait pas commis. À un homme de ma génération, le film qui a gardé toute sa puissance, presque insupportable, n'apprend rien.

Il existe bien d'autres livres sur la technique des procès et des aveux extorqués. Celui de Weissberg, par exemple, *L'Accusé*, écrit par un physicien d'origine autrichienne, venu en Union soviétique par foi socialiste, entraîné dans le tourbillon de la grande purge, apporte bien plus d'informations sur la vie dans les prisons soviétiques, sur la population des accusés, mélange incroyable de toutes les classes sociales et de toutes les opinions politiques, depuis les gardes blancs jusqu'au plus obscur des staliniens.

Le livre de London vaut d'abord par la qualité humaine, incontestable, de l'auteur, combattant des brigades internationales en Espagne et communiste de stricte observance; il vaut ensuite par la précision minutieuse du récit, par la restitution fidèle des épreuves successives au terme desquelles un des dignitaires du parti devient un hors-la-loi, un traître, un pestiféré, dont tous les ex-amis se détournent avec horreur, condamné à la solitude avant même que se referment sur lui les portes de la cellule, de cette cellule où il vivra des mois, obsédé par une interrogation qui le déchire: le parti auquel il a voué sa vie, est-ce lui qui le torture? Est-ce lui qui se trompe? Ou bien le parti est-il victime, lui aussi,

d'ennemis infiltrés dans ses rangs qui envoient à la potence les meilleurs des communistes?

L'Aveu vaut enfin - et à cet égard, le livre est peut-être unique - par le refus d'Artur London de renier la cause du socialisme. Certes, entre le socialisme tel que l'a rêvé un militant des années 30 et le stalinisme avec son cortège d'horreurs, on peut plaider qu'il n'existe pas de liens. Mais ce que ni le livre ni l'auteur ne regardent en face, c'est le lien évident entre la nature et les méthodes du parti marxiste-léniniste et le stalinisme. Les procès de Prague, auxquels London survécut par hasard se situent dans une longue série. Ce qui, pour un non-communiste, est terrifiant, c'est qu'avec une visible sincérité London affirme avoir cru à la culpabilité de Rajk et de Kostov, l'un hongrois, l'autre bulgare, tous deux membres de l'élite du parti. Il avait donc cru aussi à la culpabilité de Zinoviev, de Kamenev ou de Boukharine, les compagnons de Lénine, qui avaient confessé des crimes imaginaires et qui avaient été exécutés. Il indiqua également, au cours de la discussion, qu'il n'en avait pas moins constaté l'inexactitude de certains faits, mentionnés par Rajk dans ses aveux. Le refus de douter révèle aussi un certain goût du confort intellectuel: si l'on commençait de douter, où s'arrêterait la remise en question?

Le parti communiste avait délégué M. Kanapa pour le représenter dans le débat. Je suis tenté de dire que ce choix contient en lui-même tout un programme. M. Kanapa fut le plus stalinien des staliniens: il témoigna d'une virtuosité remarquable, sinon exceptionnelle, dans le maniement des injures, "vipères lubriques" et autres aménités, dont le porte-parole du P.C.F., dans les années 30, 40 et 50, accablait les déviationnistes, les traîtres, les Slanski et les London.

À l'en croire, aujourd'hui, M. Kanapa, à l'époque, ne connaissait pas la vérité. Or, il ment aujourd'hui exactement comme il mentait hier. Il n'a jamais ignoré les moyens par lesquels les aveux étaient arrachés. Il n'a pas confondu Rajk ou Slanski avec des agents du C.I.A. ou de l'Intelligence Service. Il admettait probablement que la politique du parti exigeait l'élimination de certains militants ou de certains groupes, en particulier de ceux qui avaient combattu en Espagne, noué des relations avec les Occidentaux ou qui étaient suspects par essence, en raison de leurs origines juives. En d'autres termes, le P.C.F. a choisi, pour affirmer publiquement "qu'il ne savait pas", l'homme qui, de toute évidence, "savait", l'homme entraîné par des dizaines d'années de loyaux services à l'usage du mensonge.

En 1958, au cours d'un voyage en U.R.S.S., j'ai eu une conversation en tête à tête avec un philosophe, jeune à l'époque, auquel je posai des questions sur le rapport Khrouchtchev et les réactions à ce rapport. Il avait obtenu de ses chefs l'autorisation officielle de me rendre visite à l'hôtel et il parlait avec une relative liberté. "Vous, lui demandai-je, avez-vous beaucoup appris en lisant le rapport Khrouchtchev?" Il réfléchit quelques instants et me répondit: "Pour l'essentiel, je savais tout cela." J'ajoute qu'il était le fils d'un directeur de kolkhoze. Il appartenait donc à la deuxième génération de la nouvelle classe.

M. Kanapa occupait une position trop élevée dans la hiérarchie du parti pour que l'on accepte la version qu'il donne désormais de sa naïveté de naguère.

Hier matin, un commentateur de poste périphérique, soucieux, selon sa coutume, de ne choquer aucune catégorie d'auditeurs, se refusait à abaisser le débat en le rapportant aux querelles françaises, au P.C.F. et à l'avenir de la coalition de gauche. Étrange manière d'éluder le débat. Quelques minutes plus tard, M. Yves Montand posait les vraies questions: sous d'autres formes, les mêmes pratiques ne continuent-elles pas en Europe de l'Est? Comment ajouter foi aux propos de M. Kanapa?

Le premier secrétaire du parti socialiste évoquait, mardi dernier, les années 30 et le glissement, provoqué par la crise économique, des démocraties vers des régimes autoritaires. Rappel opportun, bien que François Mitterrand se trompe de cible. La majorité actuelle gouverne la France depuis 1958, les partis d'opposition peuvent se plaindre de ne pas obtenir un temps d'antenne suffisant, ils ne peuvent guère comparer leur sort à celui des socialistes ou des libéraux de l'autre côté de la ligne de démarcation. Or, François Mitterrand n'osera jamais plus dire - ce qu'il pense au fond de lui-même - que la menace aux libertés, dans les années 70, en Italie et en France, ne vient pas de la droite (il n'existe plus de parti fasciste), mais de la gauche. Prisonnier de son alliance avec le mensonge institutionnalisé qu'incarne M. Kanapa, le voici entré malgré lui dans l'univers du mensonge.

Espérons qu'il n'y entraînera pas toute la France avec lui.

[Le Figaro, 18 décembre 1976: René Andrieu, rédacteur en chef de «L'Humanité», a répondu hier à Raymond Aron, qui avait exprimé, dans «Le Figaro», sa révolte devant les mensonges de Jean Kanapa, délégué par le P.C.F. pour le représenter dans le débat né de la projection à la télévision du film «L'Aveu». «Il ment aujourd'hui exactement comme il mentait hier, écrivait Raymond Aron. Il n'a jamais ignoré les moyens par lesquels les aveux étaient

arrachés.» Riposte facile: René Andrieu accuse Raymond Aron de mensonge. Avec des arguments qui ne résistent pas à l'évidence. Dans la patrie du socialisme, les camps existent avec leur cortège de pressions policières (mal) camouflées en thérapeutique pour débiles mentaux. La preuve: Vladimir Boukovski en sort.]

Post-scriptum à propos de "L'Aveu"

Le Figaro
31 décembre 1976

Depuis le XXe Congrès du parti communiste d'U.R.S.S., la méthode d'extorsion des aveux a perdu, ou devrait avoir perdu, son secret: Khrouchtchev, en 1956, avait affirmé en termes aussi clairs que possible une simple vérité: des hommes n'avouent pas volontairement des crimes dont ils sont innocents; seule, la torture, morale ou physique, peut leur arracher des confessions, détaillées et imaginaires.

L'émotion que le film inspiré par la livre d'Artur London a provoquée dans le grand public s'explique par la puissance des images; elle s'explique aussi par le quart de siècle écoulé depuis la dernière série des grands procès, ceux qui, en Europe de l'Est, éliminèrent Kostov, Rhik et Slanski. En Pologne, Gomulka, emprisonné, ne fut pas exécuté: il revint au premier rang en 1956. Janos Kadar avait lui aussi connu l'épreuve: il exerce aujourd'hui le pouvoir suprême en Hongrie.

On aurait pu concevoir un débat tout différent de celui qui s'est déroulé. Il ne manque pas de professeurs ou d'écrivains qui se consacrent à l'étude de l'univers soviétique, et qui aurait pu discuter en historiens des causes et des fonctions que l'on attribue à ces curieuses cérémonies. Curieuses, en effet, puisqu'en apparence ces aveux desservent en tout état de cause, et les accusés, et les juges: que penser d'un mouvement dont certains des plus hauts dignitaires seraient des traîtres? Que penser d'un mouvement qui ne se contente pas d'expulser les individus ou les groupes tombés en défaveur, mais qui les contraint à se déshonorer eux-mêmes? En d'autres termes, aucune des deux interprétations possibles ne contribue à la gloire du parti, du moins pour les observateurs normaux.

Pour des raisons que j'ignore, la direction d'*Antenne 2* avait choisi de n'inviter aucun interlocuteur capable de rappeler les procès de Moscou et surtout de mettre en relation les procès d'Europe orientale, en 1949-1952, avec la dissidence de Tito et la réaction de Staline à l'événement. Tout s'est passé entre le coupable London, un ex-communiste tchèque, un mathématicien et le représentant officiellement désigné du P.C.F., Jean Kanapa. Joseph Pasteur fit de son mieux pour poser les questions nécessaires, mais il se trouvait isolé, dans une tâche difficile.

Le choix des participants détermina le cours du débat. Les London, dont les

souffrances méritent le respect, mais qui ni l'un ni l'autre ne surmontent entièrement la contradiction entre un reste de fidélité et la révolte contre le sort qui leur fut infligé, apportèrent un témoignage, pathétique par instants, qui aurait appelé en complément ou en contrepartie les témoignages des non communistes, victimes de persécutions, alors que les Rhik, les Slanski ou les Kostov se trouvaient au pouvoir. Les procès ne caractérisent qu'une des modalités de la lutte de factions à l'intérieur des partis communistes. Depuis la mort de Staline, cette modalité a, semble-t-il, disparu. Les ministres hongrois de 1956, dont Imre Nagy, furent fusillés sans procès. En Tchécoslovaquie, Dubcek n'a pas été jugé.

Ce qui donna au film et au débat une signification actuelle, nationale, ce fut la présence de M. Kanapa. Claude Imbert, du *Point*, déclara quelques jours plus tard que le P.C.F., en confiant à Jean Kanapa la mission de le représenter, avait commis l'erreur du siècle. Remarque peut-être pertinente pour un non communiste, mais non pour un communiste. Bien entendu, les membres du bureau politique savent aussi bien que nous que, parmi eux, le moins doué pour convaincre les téléspectateurs de sa sincérité, c'était précisément M. Kanapa: parce qu'il figurait déjà, à l'époque, à un échelon élevé de la hiérarchie; parce que l'intimité de ses relations avec Moscou rend inconcevable la naïveté que l'on prête volontiers à un poète; parce qu'il existait déjà une ample littérature sur la grande purge et les procès.

Il n'en résulte pas que le bureau politique aurait pu déléguer un autre porte-parole. M. Kanapa conserve à l'heure présente l'autorité idéologique qu'il possédait à l'époque du stalinisme. Le parti prétend changer: les mêmes hommes négocient les virages. Ce que le parti français entendait affirmer, l'autre soir, c'est que le parti en tant que tel n'avait rien su. M. Kanapa devenait du coup l'interprète tout désigné. Si lui, en effet, ne s'était douté de rien, l'ignorance des autres va pour ainsi dire de soi.

En revanche, si l'avocat du P.C.F. avait été jeune, sympathique, si comme tant d'autres à l'époque des procès, il avait seulement éprouvé une vague inquiétude, les téléspectateurs auraient été plus aisément conquis, mais l'essentiel serait demeuré en suspens: l'état-major du parti avait-il, par son silence ou par des invectives, souscrit à cette méthode inhumaine?

On m'objectera que presque tous les journaux jugèrent avec sévérité le délégué du parti (notre confrère *Le Monde* fit largement écho aux opinions des autres mais s'abstint lui-même de prendre position). Yves Montand, que personne ne soupçonne d'arrière-pensée partisane, ne dissimula pas son

scepticisme vis-à-vis des déclarations de Jean Kanapa. Je ne pense pas, pour autant, que les dirigeants du P.C.F. regrettent ou l'émission, ou la part que leur idéologue a prise au débat. On avait éliminé à l'avance certains interlocuteurs dont les propos auraient pu les embrasser. M. Kanapa saisissait l'occasion de professer un libéralisme désormais inconditionnel. Tout en avouant les fautes d'un parti frère, ils se présentaient, lui et le parti français, en victimes plutôt que complices.

Dans un débat parlementaire, Clemenceau, je crois, s'était écrié à l'égard d'un adversaire: *Pas ça ou pas vous*. Les commentateurs bourgeois reprennent la formule à l'adresse de M. Kanapa. On se demande pourquoi. Ou, si l'on veut, on se demande pourquoi ils ne posent pas la même question chaque jour. Car, à supposer que le parti ait changé, les mêmes hommes exercent les fonctions dirigeantes. Le cas de M. Kanapa présentait un caractère exemplaire, ou, si l'on préfère, extrême. Rien de plus.

6.5

QUELLE CIVILISATION ?

La paix belliqueuse

**Promotions
Hiver 1946**

Depuis le jour où l'amiral Doenitz signa la reddition de l'Allemagne, les canons se sont tus en Europe. Depuis que les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki fournirent à l'Empereur du Soleil Levant l'occasion «d'épargner ses peuples» et de sauver la face en dépit de la capitulation, on a cessé de se battre en Asie. Il n'y a plus de guerre; osera-t-on dire qu'on est en paix?

Nous ne faisons pas tant allusion aux conflits, malgré tout secondaires, entre Français et Viet-Nam, Hollandais et République Indonésienne. Après l'armistice de novembre 1918 aussi, des guerres locales éclatèrent jusqu'en 1922, entre la Pologne et la Russie, entre la Turquie et la Grèce. La guerre, comme les grandes perturbations atmosphériques, entraîne après elle des «queues d'orages». Si la paix n'ose pas dire son nom, c'est que l'ennemi commun des Nations Unies à peine disparu, la division des Alliés paraît telle que l'on spéculé sur l'éventualité d'une nouvelle conflagration mondiale.

On était accoutumé jadis à une période de trêve, au lendemain d'une guerre. Celle-ci avait normalement donné une solution au moins provisoire aux litiges qui en avaient été l'origine et l'enjeu. Entre la liquidation d'un problème et le surgissement d'un nouveau problème, quelques années s'écoulaient. Dans le cas où le problème était suscité par le vaincu, celui-ci avait besoin de temps pour se remettre de sa défaite. Dans le cas où il est suscité par la rivalité des vainqueurs, ceux-ci trouvaient d'ordinaire un accord transitoire. Cette fois, l'accord transitoire semble inaccessible. Et même la fatigue de la lutte toute proche n'empêche pas, de part et d'autre, un maniement d'armes menaçant.

Qu'il y ait 60 ou 200 divisions soviétiques dans les territoires occupés n'importe pas tellement. L'importance des effectifs, maintenus sur le pied de guerre en Russie même, ne permet de déterminer ni les intentions de ses dirigeants, ni les événements probables. Tout au plus serait-elle une mesure des inquiétudes ressenties. Mais paroles et réalités ensemble nous révèlent un élément décisif de l'actuelle diplomatie: chaque négociateur fait valoir, avec une discrétion retentissante, à son interlocuteur-adversaire, ses ressources militaires immédiatement disponibles, la Russie la force des armées qui couvriraient l'Europe en quelques jours ou quelques semaines, les États-Unis ses escadres navales ou aériennes qui bloqueraient l'empire terrestre et mèneraient au but les

bombes terrifiantes.

Est-ce là une méthode nouvelle? En un sens, non. La diplomatie a toujours été l'expression civilisée de relations de force. Il n'y a pas, dans les délibérations internationales, de volonté qui s'impose sans recours, implicite ou explicite, à la force. Mais la guerre, à l'époque où existait un concert européen, où l'homme gardait le contrôle de la violence, était le suprême recours, elle n'était pas l'argument quotidien. Les ministres et les ambassadeurs, dans les périodes tranquilles, feignaient de chercher un accord équitable, ils se souciaient en apparence de la justice et non du poids des armes. Et quand les intérêts vitaux de l'un ou de l'autre étaient en jeu, chacun savait la nécessité de l'accord ou la fatalité de l'appel aux armes.

Rien de pareil aujourd'hui. Quel que soit l'objet de la discussion, on entend le bruit des avions ou des chars, comme si la menace ou le chantage faisaient partie du style diplomatique. Cette méthode n'est pas, d'ailleurs, sans entraîner une dévalorisation de l'argument militaire. La bombe atomique s'avère un médiocre instrument de négociation. Les arrangements diplomatiques ne mesurent pas, jusqu'à présent, la force relative des parties. Pourquoi? Épuisement du chantage? Scepticisme des peuples et des chefs qui croient peut-être à la puissance des armes mais ne croient pas que personne ait la volonté de s'en servir?

Pour dire d'un mot notre pensée, il se pourrait que la guerre fût pour l'instant aussi impossible que la paix, j'entends la guerre sanglante ou la paix stable. Chacun sent plus ou moins confusément que nous sommes entrés dans une période de «guerre pacifique» ou de «paix belliqueuse». On découvre lentement les lois de ce monde étrange.

La force militaire se trouve aujourd'hui monopolisée par deux états multinationaux, États-continentaux, Empires ou comme on voudra les nommer. Ce monopole tient à des raisons très simples. Les moyens militaires exigent une technique industrielle et scientifique de niveau très élevé et celle-ci, à son tour, pour être utilisable militairement, suppose une énorme concentration d'hommes et de machines. Quatre cents millions de Chinois sans tanks, radars et aviation ne sont qu'un objet de l'histoire. Six millions de Suisses, quel que soit leur équipement, ne sont pas moins incapables d'initiative et d'action sur le champ international.

Cette conjonction entre le niveau technique et l'ampleur des ressources ne se trouve réalisée à l'heure présente que dans deux états, États-Unis et U.R.S.S. L'Allemagne avec 75 millions d'habitants, figure déjà dans une classe inférieure.

Naguère, ses conquêtes initiales et sa passion lucide des choses militaires en faisaient l'égal des plus grands: elle est provisoirement hors du jeu. La Grande-Bretagne, grâce à sa situation géographique et à sa maîtrise des mers, a joué depuis trois siècles, un rôle hors de proportion avec le chiffre de sa population, mais les avantages dont elle profitait habilement, sont en voie de disparition. La maîtrise des mers et des airs a passé aux États-Unis. Le bras de mer qui la sépare du continent, assez large pour la protéger, assez étroit pour lui permettre une intervention terrestre, a peut-être été pour la dernière fois, en 1940, un obstacle efficace. Il a arrêté les chars, il n'arrêterait plus les armes aériennes. Et une population aussi concentrée dans les villes que celle des îles britanniques est inévitablement vulnérable. Bien que ses dominions et son empire laissent encore à la diplomatie de Londres des possibilités d'action aux quatre coins de la planète, pour l'essentiel la Grande-Bretagne est désormais solidaire des États-Unis. Rien ne peut supprimer ce simple fait: les États-Unis sont en mesure de faire la guerre quand ils le veulent, la Grande-Bretagne ne peut faire la guerre qu'avec l'aide, c'est-à-dire le consentement des États-Unis.

Aussi longtemps que l'Europe centrale et occidentale ne sera pas politiquement unifiée, aussi longtemps que les masses humaines d'Asie n'auront pas constitué des États solides et construit une grande industrie, le monopole de la puissance semble destiné à ne pas échapper à ceux qui en sont les actuels détenteurs. Tout annonce donc que, dans les années qui viennent, au cours de la période où normalement la paix devrait être conclue, deux géants, et deux seulement, s'affronteront à travers la planète entière.

Il n'en résulte pas encore, dira-t-on, que ce bi-monopole de la puissance implique la rivalité inexpiable des deux bénéficiaires. Et sans doute peut-on concevoir, en théorie, un partage paisible du monde. Encore aujourd'hui la délimitation des sphères respectives d'intérêt est l'objectif auquel tend, plus ou moins confusément, une partie importante de l'opinion américaine. Les conceptions de Lippmann, avec beaucoup de réserves et de subtilités, aboutissent finalement à une division de cet ordre. Mais l'histoire nous rappellerait, s'il en était besoin, que, chaque fois Octave et Marc-Antoine, quel que fût leur nom, ont d'abord fondé une amitié éternelle sur un partage équitable, et bientôt demandé aux armes de choisir, entre deux prétendants, l'unique roi.

Au reste, le partage, à supposer même qu'il fût accepté des deux parts, exigerait encore un tracé de frontières. Et celui-ci prêterait à des controverses, dont les questions de Trieste ou de Corée donnent une idée assez précise.

Mais, en fait, ce partage, même matériellement accepté, donnera lieu à une rivalité que l'opposition entre les systèmes sociaux et les idéologies rendra inévitablement farouche. Capitalisme et communisme ont une vocation d'universalité: les Américains ne se résignent pas aisément au fait que leurs marchandises se heurtent à des barrières politiques, alors que le libre-échange permettrait de répandre le haut niveau de vie et le confort *made in U.S.A.* Et les Soviétiques ne se résignent qu'à titre provisoire et sous bénéfice d'inventaire, au socialisme dans un seul pays. À la rigueur, s'il ne s'agissait que d'idéologie, on concevrait une émulation paisible. Mais il s'agit de bien plus que de cela.

Comme l'Histoire a joué aux marxistes le tour de faire surgir la Révolution dans un pays qui commençait seulement son évolution capitaliste et d'assurer la durée du capitalisme là où l'équipement industriel a progressé le plus vite et le plus loin, il se trouve que le géant communiste est pauvre et que le géant capitaliste est riche. Les Russes *doivent* interdire le contact des deux mondes puisque les citoyens soviétiques n'ont aucune idée et ne doivent avoir aucune idée du niveau de vie occidental. Le rideau de fer n'est donc pas un incident de la diplomatie soviétique, il est la suite inévitable de la pauvreté de l'Union soviétique, des règles de la propagande et de l'ignorance que le régime a respectées depuis vingt ans et qu'il ne pourrait modifier sans des réformes profondes.

Or, dans la mesure où la Russie devient mystérieuse en se repliant sur elle-même, elle devient menaçante. Tant qu'elle passait pour une puissance de second ordre, tant qu'on la considérait comme un élément du système européen, on s'accommodait sans grande peine de cette volonté de retrait et d'obscurité. Maintenant que l'Union soviétique s'étend jusqu'à l'Oder et à l'Adriatique, directement ou par l'intermédiaire de satellites, maintenant que les instruments de combat ont acquis une puissance de destruction apocalyptique, le mystère de l'immense Russie va entretenir la grande peur du monde.

Non que la Russie semble prédestinée à une carrière impérialiste. Les arguments contre cette hypothèse ne manquent pas. Vis-à-vis de l'Europe, la Russie a été presque toujours sur la défensive. Le soldat rouge se bat immédiatement pour la défense de son sol et de son pays, il n'a pas montré le même goût que le soldat allemand pour les aventures extérieures. Colonisateur vers l'Asie, il se protège contre les invasions européennes, des Suédois, des Français ou des Allemands. Sans doute, la diplomatie soviétique a-t-elle repris certaines aspirations traditionnelles de la Russie tsariste, liées à des constantes

géographiques: elle tend vers les mers libres au sud, au nord et à l'est. Mais elle n'a pas les mêmes raisons que la diplomatie de Berlin, de nourrir des rêves illimités. Le gouvernement soviétique règne sur un sixième des terres émergées. Sur l'immense territoire de la Russie, presque toutes les ressources nécessaires à l'industrie se trouvent en abondance, la mise en valeur du sol et du sous-sol demande encore des dizaines d'années de travail: pourquoi des dirigeants, qui ont fait leur preuve de prudence, iraient-ils chercher au dehors le risque de catastrophe, alors que, normalement, le temps travaille en leur faveur?

Dans le sens contraire, peu d'arguments, mais de poids. Jamais une grande puissance ne s'est arrêtée d'elle-même: quand et où la Russie soviétique sentira-t-elle une résistance insurmontable? On a proclamé la thèse du socialisme dans un seul pays, mais a-t-on renoncé définitivement à l'expansion idéologique, inséparable désormais de l'élargissement de l'empire russe ou slave? La rigueur du régime intérieur, le contraste entre la pauvreté de la démocratie prolétarienne et la richesse de la démocratie bourgeoise, l'impatience d'une population soumise à une tension jamais relâchée, bref, cette situation instable d'un pays «socialiste», toujours menacé d'«encerclement», ne doit-elle pas inciter des chefs absolus à tourner les yeux vers le dehors, en quête de la seule victoire qui consoliderait définitivement la révolution communiste?

Il n'importe pas tant de peser le poids de ces divers arguments, car nous n'entendons pas nous livrer au jeu stérile des prévisions. Ce qui nous intéresse ici, c'est qu'effectivement ces spéculations hantent les esprits de tous, dirigeants et simples citoyens. Et rien n'autorise à prévoir un changement rapide des faits. Il faut au moins deux décades pour que le niveau de vie soviétique se rapproche de celui de l'Europe occidentale. Est-il besoin de dire que ce retard n'est pas imputable au système économique en tant que tel, mais à un équipement économique commencé plus tard et à la natalité considérable qui, source de richesse à terme, retarde d'abord l'élévation du niveau de vie individuel. À moins d'accidents imprévisibles dans la politique intérieure de la Russie soviétique, on ne saurait s'attendre à un changement d'attitude. Puissante et cachée, l'Union soviétique continuera d'obséder le monde, à la fois attiré et terrifié.

Sommes-nous, dès lors, en mesure de comprendre le phénomène de la «paix belliqueuse»? Pas encore. La rivalité entre les deux univers, l'incertitude de leur ligne de démarcation, la crainte qu'ils s'inspirent réciproquement, la tentation à laquelle ni l'un ni l'autre n'échappe, de faire un choix radical entre les deux

versions de l'alternative à laquelle l'histoire universelle vient d'aboutir, tout cela explique peut-être l'angoisse de l'humanité. Mais l'expression du conflit démesuré pourrait être une alternance de crises et de trêves: tantôt les canons paraîtraient près de tirer et tantôt une réconciliation apparente apaiserait le courroux des combattants de demain.

L'origine directe de la «paix belliqueuse», c'est la disparition de tous les équilibres partiels, l'avènement, pour la première fois dans l'histoire, d'un équilibre mondial, et l'élargissement de la diplomatie à tous les secteurs de l'existence. Il y a eu, pendant des siècles, un concert européen: quelques grandes puissances dominaient la scène politique et nouaient entre elles des relations changeantes, source d'équilibres approximatifs. Ces équilibres se modifiaient, au lendemain de conflits armés, sans que le système lui-même sortît de ses gonds. La guerre de 1914 a mis fin à ce système (sans que l'opinion en prit conscience). Pour abattre l'Allemagne, les démocraties occidentales furent obligées de puiser dans les ressources matérielles du Nouveau Monde et finalement ce fut l'intervention américaine qui donna le coup de grâce au II^e Reich. L'Europe n'était plus capable de régler seule ses querelles. L'Autriche-Hongrie fut victime d'une guerre qu'elle a déclenchée, dans l'espoir de survivre. Du coup, l'Allemagne devenait la seule grande puissance entre le Rhin et la frontière russe: dès qu'elle eut réarmé, les petits États que l'on avait créés autour d'elle, étaient voués à la sujétion. Mais, élargie aux limites du *Mitteleuropa*, l'Allemagne n'était plus à l'échelle des nations européennes. Pour l'empêcher d'asservir l'Europe, il fallut mobiliser le monde. Le III^e Reich abattu, il ne reste plus de puissance entre le rideau de fer et l'Atlantique. L'Europe entière devient un *power vacuum*. Les géants se disputent ce *no man's land*. (Il en est provisoirement de même en Asie, après la défaite du Japon).

À qui appartiendront ces terres contestées? La réponse ne dépend pas seulement de la diplomatie, au sens traditionnel du terme. Il ne s'agit pas de savoir où seront plantés les poteaux-frontières, qui ont perdu toute signification. Il s'agit de savoir qui prendra le pouvoir à l'intérieur des États: la lutte des empires s'exprime dans la concurrence des partis (les récentes élections de Berlin en sont une illustration éclatante). Or, à partir du moment où les progrès des partis en Chine, en Perse ou en France modifient la carte stratégique, il n'y a plus de paix ni même de trêve possible. La guerre est continue comme la politique. L'Europe entière, le monde entier sont réduits à la condition des Balkans avant 1914.

Il n'en résulte pas que cette guerre doive fatalement, dans un proche avenir, devenir sanglante ou atomique. Le bloc, momentanément le plus fort, celui des Anglo-Saxons, n'a ni le goût des initiatives apocalyptiques, ni un régime intérieur qui permette de forcer le destin. Chacun des deux géants connaît les ressources de l'autre et la difficulté de lui porter un coup mortel. L'empire continental aurait vite fait de prendre l'Europe en otage. Libérerait-on des peuples ou des ruines?

La perspective immédiate, c'est donc la paix belliqueuse. L'objectif, l'atténuation de cette constante et totale rivalité. Or, par une sorte de renversement dialectique, s'il ne dépend pas des petits qu'à l'échelle de la planète, la guerre ou la paix finisse par l'emporter, il dépend d'eux, pour une large part, que, dans chaque région du monde, la paix devienne plus ou moins belliqueuse. La paix restera belliqueuse dans le vieux continent aussi longtemps que celui-ci, incapable d'oublier et d'apprendre, se complaira en des querelles, anachroniques et ravivées, dans la honte de son abaissement. On se rapprochera d'une paix véritable le jour où l'Europe puisera, dans le souvenir de ses gloires, la volonté d'un avenir, le jour où elle tirera enfin de ses malheurs une double leçon: l'impuissance des Césars et la nécessité, la fatalité de l'union.

1848-1948

Le Figaro
4 mars 48

Les Français n'ont désormais pas plus de passé que d'avenir commun.

Qu'ils commémorent la Révolution de 1848 ou la Résistance, chaque parti revendique un héritage qui n'appartient à personne, parce qu'il devrait appartenir à tous. Européenne, la Révolution de 1848 est, avant tout, la dernière des révolutions bourgeoises. Non que le peuple et la bourgeoisie ne se soient retrouvés au coude à coude, dans les rues de Paris, de Vienne et de Berlin, mais les mots d'ordre - liberté de suffrage, parlementarisme, république, nationalité - appartenaient au message que la bourgeoisie avait lancé à travers le monde. Française, la Révolution de 1848 est sociale en même temps que bourgeoise, mais, au bout de quelques mois, les alliés de Février se combattent impitoyablement. Leur conflit entraîne la ruine des espoirs des uns et des autres. On réclamait des réformes libérales et l'on ne réussit qu'à substituer un usurpateur à un roi à demi légitime. La tragédie de Juin laisse la classe ouvrière plus amère et plus isolée encore.

La Révolution possible

La Révolution de 1848 fut vaincue, mais le mouvement libéral ne fut pas arrêté. Suffrage universel, régime parlementaire, écroulement des dynasties, unités nationales, tous les objectifs furent atteints à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe siècle, mais le mode de réalisation en modifia la signification.

C'est la défaite de 1871 en France, celle de 1918 en Allemagne qui précipitèrent la chute du despote ou du souverain traditionnel et assurèrent l'avènement de la République parlementaire. La République n'en fut pas affaiblie en France, parce qu'elle prolongeait une tradition nationale. En Allemagne, sanction de la défaite, elle ne se lava jamais de son péché d'origine.

C'est Bismarck et la Prusse qui, par le fer et par le feu, forgèrent l'unité allemande que les libéraux de 1848 avaient rêvé de construire pacifiquement. Les libéraux allemands abandonnèrent la partie, ils émigrèrent ou ils laissèrent la place à la monarchie et à l'aristocratie prussiennes. Il est toujours vain, en histoire, de se demander ce qui aurait pu être. Il reste le fait brut: le Reich n'a jamais perdu la marque de ses origines. Œuvre de la force, il fut voué au culte de la force. L'impuissance des révolutionnaires idéalistes fut reconnue et proclamée.

Même la social-démocratie chercha à s'adapter à un empire social, plus soucieuse d'organisation que des libertés formelles.

C'est en 1918 que le mouvement des nationalités parut atteindre à son terme. Au nom des mêmes principes qu'avaient invoqués Allemands et Italiens, les Polonais, les Tchèques, les nationalistes balkaniques accédèrent à l'indépendance. Mais la multiplication des États allait en sens contraire des nécessités militaires et économiques. En un siècle de libre-échange, les autonomies politiques auraient été tolérables, en un siècle de protectionnisme et d'économie dirigée, elles accélèrent la ruine du vieux continent.

Retardée de trois quarts de siècle, la libération des nationalités démentait, elle aussi, les espérances de ses prophètes.

La Révolution impossible

On a dit que l'humanité ne se pose jamais que les problèmes qu'elle est capable de résoudre. Les événements de 1848 ne confirment guère cette harmonie préétablie entre les idées et la réalité.

Les ateliers nationaux étaient une caricature dérisoire des conceptions socialistes. Mais les dirigeants révolutionnaires n'auraient pas résolu la question sociale, ni liquidé le paupérisme, s'ils avaient été formés aux disciplines du socialisme scientifique.

On dénonce, à juste titre, l'égoïsme des possédants, la misère des ouvriers, l'inconscience des privilégiés. En fait, dans tous les pays, la phase initiale de l'équipement industriel (les prolétaires, arrachés aux campagnes ou à la vie artisanale, sont concentrés dans des faubourgs et travaillent dans des fabriques sordides) s'est accompagnée des mêmes horreurs que Marx dénonçait avec indignation. Les horreurs du premier plan quinquennal, période comparable à la première moitié du XIXe siècle en Occident, ne le cèdent en rien à celles de la Grande-Bretagne ou de la France bourgeoises. La baisse des prix, qui se prolongea jusqu'en 1849, aggravait encore les souffrances des masses.

La solution partielle à ces problèmes ne fut pas apportée seulement par les syndicats et par les révoltes généreuses, mais aussi par la découverte des mines d'or de Californie, qui ouvrit une phase de hausse des prix et des prospérités mondiales. Elle fut apportée enfin par l'expansion capitaliste, qui favorisa le règne de Napoléon III, par le développement des voies ferrées, de la sidérurgie, des institutions bancaires. Le capitalisme n'a mis fin ni à la pauvreté, ni à l'inégalité (le communisme non plus). Il a du moins atténué la peine des hommes

et mis à la disposition des collectivités une puissance de création (et aussi de destruction) dont on n'aurait pas rêvé, il y a un siècle.

Si, comme le prétend Marx, le capitalisme a pour fonction historique de porter au plus haut degré les forces productives, l'année 1848 appartenait à la période initiale, non du socialisme, mais du capitalisme.

Anachronisme

Communisme et socialisme continuent d'entretenir les idéologies qui se sont formées dans l'atmosphère de 1848. Dans le *Manifeste*, Marx dépassait l'antinomie des pessimistes, qui dénonçaient les méfaits de l'industrialisme, et des optimistes, qui en chantaient les bienfaits. Le capitalisme accroît à la fois les forces productives et la misère des hommes: la Révolution mettrait au service de tous les richesses monopolisées par quelques-uns.

Ce schéma historique a été démenti par l'histoire. Le prolétariat ne s'enfonce pas dans la misère au fur et à mesure que la production collective augmente: le niveau de vie de l'ouvrier américain dépasse celui des bourgeois européens d'hier et souvent d'aujourd'hui. Les masses ne se confondent pas en un prolétariat uniforme. Les différences s'accusent parmi les ouvriers d'usine et ceux-ci, loin de constituer l'immense majorité du peuple, ne représentent qu'une minorité, dont l'importance relative décroît dans les sociétés économiquement les plus avancées, comme les États-Unis (on dira, dans le jargon scientifique, que les activités tertiaires, transports, commerce, administration, professions libérales, gagnent aux dépens de l'agriculture et de l'industrie). Par suite, les sentiments révolutionnaires s'atténuent, en général, avec les progrès du capitalisme: la Révolution, qui se réclame du marxisme, n'a réussi qu'en Russie, pour plus de 80% pré-capitaliste.

Les marxistes ont toujours oscillé entre deux conceptions de la Révolution: celle-ci devait être soit le sursaut d'un peuple entier contre une minorité d'exploiteurs, lorsque le capitalisme aurait réduit la structure sociale au conflit brutal de la masse prolétarienne et des capitalistes de monopole, soit la prise du pouvoir par un parti résolu, avant-garde de la classe ouvrière. La social-démocratie a retenu la première conception, les communistes la seconde. L'une et l'autre sont dépassées, la première parce que l'évolution historique accroît la différenciation sociale et n'amène pas la révolution à maturité, la deuxième parce que le parti vainqueur n'a d'autre recours que d'instaurer un despotisme impitoyable, afin d'imposer à la majorité de la nation l'organisation voulue par quelques-uns. La Révolution, en 1848, offrait aux hommes l'image de

l'espérance. En 1948, elle crée la hantise de la Terreur.

Est-ce à dire que le seul choix soit entre l'attente passive et la tyrannie d'un parti? Certainement pas. Encore faut-il ne pas rêver les idéologies d'hier ou de demain, mais penser les réalités d'aujourd'hui. La menace, c'est la société tout entière organisée par une équipe de démagogues et de techniciens, hommes et matériaux livrés à la discrétion de polytechniciens fanatiques. Le but, c'est de sauvegarder les libertés, en un siècle où triomphent les ingénieurs des corps et des âmes.

On n'y parviendra pas en cultivant les illusions. Peut-être la plus grave leçon de 1848 a-t-elle été tirée par le philosophe qui se plaisait à dire: "Le monde serait sauvé depuis longtemps si la qualité des âmes pouvait suppléer à la qualité des idées".

L'O.N.U. vivra-t-elle?

Réalités
septembre 1948

Dans le cadre grandiose du palais de Chaillot va s'ouvrir l'assemblée générale des Nations Unies, au milieu d'un grand concours de diplomates et de secrétaires et aussi au milieu de l'indifférence générale.

L'Organisation des Nations Unies n'a pas été accueillie par l'élan d'espoir qui avait répondu, il y a trente ans, aux messages du président Wilson. En janvier 1946, un tiers des Français interrogés faisaient confiance à l'O.N.U. pour empêcher une nouvelle guerre, mais la moitié affichaient déjà leur scepticisme. Aujourd'hui, moins de 10% se déclarent satisfaits de l'œuvre accomplie.

Il est vrai qu'aux États-Unis l'opinion a été d'abord moins réticente. Un immense effort y a été accompli pour faire connaître l'institution internationale dont le succès aurait consacré le prestige et l'influence de la diplomatie américaine. Le désenchantement n'a pas tardé. En octobre 1947, 53% des Américains croyaient à une guerre mondiale au cours des dix prochaines années (ce qui est une manière de ne pas croire à l'efficacité de l'O.N.U.). Un tiers seulement se déclaraient satisfaits de l'action de l'O.N.U.; plus de la moitié, mécontents.

Ni en France, ni aux États-Unis, on ne s'en prend aux institutions internationales en tant que telles. Ici et là, on leur confierait volontiers le soin de résoudre les questions difficiles, celles de la Palestine, celle de la Ruhr. En France, 57% auraient préféré les réunions de l'O.N.U.; 23% celles des «Cinq» pour rédiger les traités de paix (sondages de l'Institut Français d'Opinion Publique, janvier 1946). Aujourd'hui, les peuples ne se détournent pas de l'O.N.U. par nationalisme, mais par déception.

Aux yeux du plus grand nombre, l'organisation internationale a fait la preuve qu'elle était incapable de fonctionner. On lui reproche non ses intentions, mais son impuissance.

Pourquoi prêterait-on à une assemblée, constituée par les représentants d'États souverains, une capacité d'arbitrage ou d'action supérieure à celle de la vieille diplomatie? Pourquoi lui attribuerait-on la vertu d'empêcher les guerres, alors que s'expriment en elle les mêmes intérêts en conflit, les mêmes rivalités qui paralysent le travail patient des chancelleries?

L'espoir était fondé souvent sur des idéologies plus ou moins confuses, que la réalité réfute impitoyablement. Certains avaient cru qu'une Société des Nations deviendrait une sorte d'instance morale. Elle donnerait une voix à la conscience universelle. Elle traduirait les jugements de l'opinion publique, au sens solennel qu'Auguste Comte donnait à ce terme. Mais une vaste partie de l'univers est soumise à une censure impitoyable. Des peuples entiers ne connaissent plus les événements que par les versions partisans qu'en donnent leurs maîtres. Non seulement il n'existe plus d'opinion mondiale, mais de multiples nations ont éliminé leur propre opinion publique: non que les masses se plient docilement aux propagandes, mais le refus, pas plus que l'acceptation d'une propagande, ne ressemble à la libre critique des faits, au nom de la vérité, sur laquelle comptaient les philosophes optimistes du XIXe siècle.

D'autres idéologies avaient un caractère juridique. Pourquoi, disait-on, ne pas soumettre les nations à une loi commune, comme on a soumis les individus et les groupes? Les États souverains vivent dans l'état de nature: chacun s'institue le seul juge de ses intérêts et, en cas de conflit, de la légitimité du recours à la force, mais l'analyse est fragile. La loi intérieure est obéie dans la mesure où l'État s'est assuré le monopole de la violence, dans la mesure où la police est capable d'assurer le respect des règlements. Un ordre juridique international suppose une force capable de l'imposer. En l'état actuel du monde, on ne conçoit pas la possibilité d'une telle force.

On imaginait naguère que la coalition des États pacifiques l'emporterait toujours sur les tentatives d'agression. La crise de l'Abyssinie a déjà montré qu'on obtient plus aisément la condamnation de l'agresseur que les moyens matériels de le contraindre à la capitulation. Ni les gouvernements, ni les peuples ne sont prêts à faire la guerre, sinon pour la défense de ce qu'ils appellent leurs intérêts vitaux. Mais il y a plus. La concentration de la puissance est telle que tous les membres de l'O.N.U. réunis sont incapables d'inspirer la crainte soit aux États-Unis, soit à l'Union soviétique. Chacun des deux géants est à lui seul supérieur à la grande alliance des petits et des moyens. Si les géants s'accordent, tout est possible. S'ils ne s'accordent pas, rien n'est possible.

Ce fait évident, prévisible dès 1944, domine de haut toutes les controverses relatives à l'organisation de l'O.N.U., au conseil de sécurité ou au droit de veto. Les institutions, surtout les institutions internationales, n'ont pas de vertu en elles-mêmes, elles reflètent la réalité, les hommes, les passions, les intérêts. M. Molotov ou M. Vychinski demeurent les mêmes, qu'ils parlent à Moscou ou à

Washington. Leurs discours sont inspirés par la même doctrine ou la même propagande. Il ne suffit pas de réunir dans le même hémicycle M. Vychinski et M. Marshall pour qu'ils parlent la même langue et tendent aux mêmes objectifs. Il n'y a pas de raison pour qu'ils s'entendent plus aisément en public qu'en privé, devant le forum mondial plutôt que dans les séances des «Trois» ou des «Cinq». Au contraire.

On dit volontiers que le droit de veto paralyse le fonctionnement de l'O.N.U. Et on a raison. Mais le droit de veto est une conséquence, non une cause. L'Union soviétique n'ignore pas qu'elle serait mise régulièrement en minorité, parce que les U.S.A. rallient autour d'eux un plus grand nombre d'États. Elle ne renoncera jamais au droit de veto, qui lui paraît la seule garantie, et il y aurait quelque hypocrisie à l'en blâmer. Au reste, à supposer que ce droit fût supprimé et que l'O.N.U. voulût porter atteinte à ce que l'U.R.S.S. regarde comme ses intérêts vitaux, celle-ci ne s'inclinerait pas devant une décision, même votée à une énorme majorité.

Est-ce à dire qu'aucune réforme ne soit praticable? Je n'irai pas jusque-là. Il se peut que la «petite assemblée», microcosme de l'assemblée générale, non soumise à la règle du veto, puisse, sur des questions qui n'engagent pas l'essentiel, agir plus aisément que le conseil de sécurité. Mais il serait absurde d'attendre un progrès décisif. L'O.N.U. sera à l'image des relations internationales. Tant que dure le conflit entre Union soviétique et États-Unis, elle sera déchirée et paralysée. Les trois quarts des Américains interrogés en novembre 1947 jugeaient que la rivalité soviéto-américaine condamnerait à l'impuissance l'organisation internationale. Ils n'en croyaient pas moins au devoir des États-Unis de la maintenir en vie et de la soutenir.

Les sceptiques seront tentés, dans ces conditions, de demander: à quoi bon? Si l'O.N.U. se heurte aux mêmes difficultés que les diplomates, les chancelleries ne seraient-elles pas tout aussi qualifiées pour les résoudre? Et l'argent consacré à l'O.N.U. ne serait-il pas mieux employé ailleurs?

L'objection mérite d'être prise au sérieux. Nous n'y souscrivons pas, mais la réponse est loin d'être facile. Tout d'abord, nous ferons valoir les services que rend et pourra rendre encore davantage dans l'avenir l'organisation internationale, même si elle renonce à la prétention d'établir la paix universelle. Les commissions économiques et sociales font ou feront du bon travail, comme en avaient fait les commissions similaires de la Société des Nations.

En matière diplomatique, quand il s'agit des relations entre États, l'O.N.U.

présente deux inconvénients principaux. Le premier est qu'elle amplifie les conflits, en obligeant les États à plaider leur dossier pour et devant le grand public. Les discours y prennent trop souvent le ton de réunion publique. Les représentants des États sont peu portés aux concessions, parce que celles-ci, commentées par la presse mondiale, seraient immédiatement interprétées comme des défaites majeures. La diplomatie secrète avait au moins le mérite d'épargner les amours-propres nationaux et de sauvegarder les prestiges.

Le deuxième inconvénient est que l'O.N.U. offre des possibilités indéfinies à la procédure. Elle permet esquives et échappatoires. Prenons, par exemple, le conflit palestinien. Il est clair qu'en dernière analyse tout dépend de l'accord entre la Grande-Bretagne et les États-Unis. Que les deux grandes puissances le plus directement intéressées s'entendent et la solution sera acceptée, bon gré mal gré, par les parties. C'est hypocrisie pure de prétendre que les États arabes résisteraient à un *diktat* anglo-américain. L'O.N.U. permet aux cabinets de Londres et de Washington de se réfugier dans l'abstraction, de maintenir obstinément des attitudes contradictoires, d'esquiver leurs responsabilités. Une franche conversation vaudrait mieux que les discussions interminables de l'assemblée et du conseil.

Mais, en sens contraire, on fera valoir que l'O.N.U. confère une autorité supplémentaire aux décisions des puissances. Grande-Bretagne et États-Unis assument éventuellement, au nom de l'O.N.U., ce qu'ils se refusent à prendre à leur compte par crainte d'indisposer leurs protégés ou clients. En d'autres termes, l'organisation internationale ajoute à la complexité du jeu diplomatique. Selon les cas, elle offre des facilités ou elle suscite des entraves. Dans telle circonstance, elle permet d'éluder des obligations, dans d'autres, elle permet à un gouvernement de camoufler un repli ou un retournement diplomatique en invoquant l'obéissance aux décisions internationales. Il serait difficile de fixer à l'avance le bilan et de savoir si le crédit l'emporte ou non sur le débit.

Quelle est donc la véritable justification de l'O.N.U.? C'est qu'elle apparaît comme le symbole d'une idée momentanément impossible à réaliser, mais dont la vérité historique finira par s'imposer, l'idée d'une société universelle des États. Tant que dure le grand schisme de l'U.R.S.S. et des U.S.A., elle est évidemment incapable de fonctionner effectivement. Mais tant qu'elle existe elle demeure le témoignage d'une volonté qui ne renonce pas. Si, quelque jour, une trêve spectaculaire intervient et que la guerre froide soit suspendue, peut-être les États s'accoutumeront-ils, d'abord à propos de questions relativement

secondaires, à négocier pacifiquement des solutions raisonnables. Si, au contraire, la guerre froide ne perd rien de son intensité et que l'U.R.S.S. finisse par quitter l'assemblée (dans le cas, par exemple, où l'on déciderait de réduire l'usage du droit de veto), l'O.N.U. pourrait servir de cadre à une organisation internationale, qui tendrait à créer, pour une moitié du monde, un embryon de super-État. Dans l'une et l'autre éventualité, l'O.N.U. sera plutôt le reflet que la cause des événements, elle offrira un cadre et un instrument à une action qui dépendra non d'elle mais des gouvernements, en particulier de ceux des grandes puissances.

Une telle conclusion n'est ni plaisante, ni exaltante, mais elle est la seule honnête. Ne retombons pas dans les illusions de la précédente avant-guerre, ne confondons pas les textes avec les réalités, ne prenons pas les chartes ou les covenants pour des murailles infranchissables. L'O.N.U., qui n'a encore réglé aucun des problèmes qui lui ont été soumis, ne protège rien ni personne. Elle ne crée ni un État universel, ni même un concert de grandes puissances. Dans son impuissance, elle est l'image du monde déchiré. Par son existence, elle affirme malgré tout le refus du désespoir.

Transformations du monde de 1900 à 1950.

Déplacement du centre de gravité international

Réalités
décembre 1949

Le changement fondamental des cinquante dernières années est le déclin de l'Europe et la montée des États-Unis et de l'U.R.S.S. Ce changement n'est pas tant économique que politique et militaire. Entre ces deux seules grandes puissances et tant qu'il n'y pas recours à la violence ouverte, la survie d'États indépendants n'est pas exclue.

Le fait historique majeur du demi-siècle qui vient de s'écouler c'est le déclin de l'Europe et, plus particulièrement, de l'Europe occidentale.

À l'aube du XXe siècle les grandes puissances du vieux continent étaient sur le point d'achever le partage de l'Afrique: la Grande-Bretagne triomphait de la farouche résistance des Boers en Afrique du Sud, la France, installée en Algérie et en Tunisie, tournait ses regards vers le Maroc. L'Asie du Sud-Est était divisée entre les empires des conquérants «blancs»: la Grande-Bretagne tenait les Indes, la Birmanie et la Malaisie; la France tenait l'Indochine; la Hollande, l'Indonésie. Les États-Unis avaient soustrait les Amériques à l'emprise européenne (l'Espagne venait de perdre les derniers lambeaux de son empire) et ils s'efforçaient d'imposer le respect de l'indépendance de la Chine ou, comme on disait volontiers, du principe de la porte ouverte. Mais ils ne paraissaient pas enclins à se lancer à l'assaut de territoires proches ou lointains. En dépit de quelques velléités, ils ne s'affirmaient décidément pas «impérialistes», au sens où la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, la Russie méritaient ce qualificatif.

Cinquante ans plus tard, l'Europe de l'Ouest apparaît aux uns comme les Balkans de la constellation mondiale – enjeu des querelles entre les grands, comme les Balkans étaient noyautés et déchirés par les influences des diplomaties rivales naguère – aux autres comme une immense tête de pont des États-Unis au delà de l'Atlantique. En tout cas, désarmée, voisine de l'immense empire eurasiatique des Soviets, qui s'étend de Moukden à Weimar, elle doit sa sécurité précaire à la protection qu'étend sur elle la force américaine. Ruinée par

deux guerres, elle doit le maintien de son niveau de vie aux dons américains (crédits, plan Marshall, etc.).

En même temps que l'Europe occidentale, la bourgeoisie – la *middle class* de la littérature anglo-saxonne – a perdu sa prééminence. Sur l'immense Russie et les États satellites règne une élite qui se réclame du prolétariat et qui a déchaîné une lutte à mort contre les formes économiques et politiques que la bourgeoisie européenne avait créées ou répandues. Même dans les pays où nul bouleversement n'est intervenu les rapports entre les classes sociales, la composition et l'autorité de la classe dirigeante ont été profondément modifiés. Des guerres entre nations sont sorties des révolutions, lentes ou brutales.

La montée des États périphériques, Russie et États-Unis, est la contre-partie, l'envers, pour ainsi dire, du déclin de l'Europe occidentale. La Russie a joué, depuis le XVIII^e siècle, un rôle de premier ordre dans le jeu subtil des chancelleries. Mais elle n'avait pris aucune part, avant Pierre le Grand, à l'élaboration de la civilisation moderne. Elle avait eu une histoire foncièrement différente de celle de l'Europe occidentale, elle n'appartenait pas à la même aire de culture. Elle avait emprunté à l'Occident l'appareil de l'administration et de l'armée, mais non le libéralisme bourgeois et le régime représentatif qui passaient pour le dernier mot du progrès politique. Elle restait, au tournant du siècle, un pays essentiellement agricole, en dépit des usines qui surgissaient autour de Leningrad et de Moscou, dans le bassin du Dniepr ou du Don. Quant aux États-Unis, ils étaient déjà il y a un demi-siècle la première puissance industrielle de l'univers, mais leur supériorité n'était pas du même ordre de grandeur qu'aujourd'hui. Ils étaient encore un pays débiteur, ils exportaient des produits primaires plutôt que des produits fabriqués, et surtout personne – pas même eux – ne savait que le potentiel industriel se convertît avec une telle rapidité en force militaire. On se passe désormais d'une aristocratie traditionnellement vouée au métier des armes, on se passe même d'une classe (ou, du moins, d'une classe nombreuse) d'officiers professionnels, on ne se passe pas de charbon et d'acier, de chars d'assaut et d'avions, de radars et de bombes atomiques.

Pour la première fois dans l'histoire la politique mondiale se déroule sur un théâtre unique. Il n'y a plus de «concert européen», mais, si l'on ose dire, un concert planétaire. En Europe comme en Asie les deux puissances dominantes sont la Russie et les États-Unis, qui ne sont ni l'une ni l'autre essentiellement européennes ou asiatiques. Civilisations neuves d'une certaine manière, encore

qu'elles aient manifestement emprunté à la civilisation européenne le secret de leur technique, c'est-à-dire, en dernière analyse, de leur force.

Déclin de l'Europe occidentale et de la bourgeoisie libérale, montée des États périphériques et désagrégation des empires européens d'Asie, une telle évolution était-elle inscrite sur les livres de l'Histoire? L'observateur clairvoyant aurait-il pu, à l'avance, en discerner les grandes lignes? Ou l'Europe a-t-elle été victime de ses propres folies? Ou plutôt quelle fut la part de la fatalité et la part des accidents?

Il y a cinquante ans les neuf dixièmes des produits manufacturés à destination des pays non industrialisés venaient d'Europe. Cette situation tenait à des circonstances exceptionnelles et, en tout état de cause, devait se modifier. À la longue, il n'y avait aucune raison pour que l'Europe, et spécifiquement l'Europe occidentale, gardât un quasi-monopole des industries de transformation. Il n'y avait aucune raison que l'industrie américaine ne s'efforçât pas de vendre au dehors une part croissante de sa production croissante. Les pays d'outre-mer, qui au XIXe siècle échangeaient nourriture et matières premières contre produits manufacturés, auraient inévitablement un jour ou l'autre édifié des industries. Ce que l'on peut, à juste titre, imputer aux deux guerres du XXe siècle, c'est le rythme de cette évolution. Celle-ci a été à la fois plus rapide et plus brutale qu'elle n'aurait été en l'absence des conflits européens. Par deux fois en trente ans la plupart des marchandises que le monde était accoutumé de recevoir d'Europe vinrent à manquer. Les clients s'ingénierent à remplacer les fournisseurs défaillants. Les marchés perdus sont difficiles à regagner.

De même, la supériorité acquise par les États-Unis en fait de productivité n'est pas imputable seulement aux guerres. Les économistes qui s'accordent à en reconnaître les diverses causes ne s'accordent pas sur l'importance relative de chacune d'elles. Mais certains faits ne prêtent pas au doute. Les États-Unis ont disposé de nombreuses matières premières (charbon et pétrole) à des conditions naturelles plus favorables que le vieux continent. La densité de la population est, outre-Atlantique, largement inférieure à celle de l'Ouest européen. Les dimensions du marché incitaient à appliquer pleinement les méthodes de la production en série. Le régime de la libre concurrence, quelles que soient les rigueurs qu'il ait pu comporter pour telle partie de la population et les crises qu'il ait suscitées, a été finalement favorable au progrès technique. L'ouvrier américain produit en une heure au moins quatre fois plus que l'ouvrier français: sans les guerres, cette avance serait probablement moins accentuée, on ne peut

guère douter qu'elle serait, malgré tout, marquée.

De même, la promotion de la classe ouvrière (et surtout de ses représentants) répondait manifestement à une nécessité historique. Les bénéfices du progrès économique devaient, avec le temps, être répartis de manière moins inégale. Le suffrage universel, l'organisation syndicale conféraient aux meneurs de masses, syndicalistes ou dirigeants des partis socialistes, une puissance politique dont ils devaient user pour arracher, en faveur de leurs troupes, une part croissante du revenu national, pour eux-mêmes, une participation croissante à la gestion de l'État. La différence – et elle est considérable – est que, en l'absence de guerre, cette transformation aurait pu être progressive et pacifique. À l'intérieur des sociétés industrielles de l'Occident, le mouvement syndical et socialiste s'oriente spontanément vers la social-démocratie et non vers le messianisme communiste. Les sociétés scandinaves bien plutôt que la société russe offrent l'image de l'aboutissement normal.

Qu'il s'agisse de la prospérité économique, de la productivité, des conflits sociaux, l'Europe occidentale a été atteinte par les deux guerres. Les blessures sont graves, elles sont loin d'être inguérissables. Elles ne justifient nullement le pessimisme de la plupart des Européens. L'Europe, à l'ouest du rideau de fer, représente encore aujourd'hui une des trois grandes concentrations industrielles de l'univers, inférieure à celle des États-Unis mais largement supérieure, prise globalement, à celle de l'Union soviétique. Le niveau de vie, dans l'ensemble, dès maintenant, moins de cinq ans après la fin de la guerre, est parmi les plus élevés du monde. Il suffirait de le comparer non à l'exceptionnelle richesse des États-Unis, mais au sort des deux tiers des êtres humains, à celui des foules d'Asie, à celui des paysans du Proche-Orient pour prendre conscience des privilèges que gardent les seigneurs d'hier.

Il est vrai que la perte des investissements extérieurs (dont les revenus couvraient 20% des importations des pays du plan Marshall), la dissolution, désormais acquise, des empires européens d'Asie, créent les difficultés, actuellement aiguës, connues sous le nom de déficit de la balance des comptes, famine de dollars, etc. Deux cent cinquante millions d'êtres humains concentrés sur un sol étroit ne peuvent vivre et maintenir le niveau de vie auquel ils prétendent qu'en vendant assez au dehors pour payer les achats indispensables de matières premières et de nourriture. L'adaptation à la conjoncture nouvelle exige probablement une réforme inévitablement pénible de la structure économique des nations européennes. Mais on tend plutôt à exagérer l'ampleur

de la tâche, qui, en tout cas, ne dépasserait pas les ressources du vieux continent si celui-ci avait conservé sa vitalité de naguère.

En vérité, le changement décisif n'est pas, quoi qu'on en dise, économique, il est politique et militaire. Il y a un demi-siècle, les grandes puissances d'Europe se croyaient, et étaient, effectivement, de grandes puissances mondiales. Aujourd'hui que la politique a pour théâtre le monde entier, les grandes puissances d'Europe, même renforcées par leurs empires d'Afrique, la Grande-Bretagne, même soutenue par le Commonwealth, ne sont plus que des puissances de second ordre. Dès lors se trouve mise en question l'organisation même du vieux continent. Divisé en une cinquantaine d'États souverains, celui-ci est fatalement voué à l'impuissance. Et rien n'indique, en dépit des conférences et des discours, que les Européens soient prêts à cesser de penser et d'agir en Anglais, Français, Italiens et Allemands, pour penser et agir en Européens.

L'Europe, à travers toute son histoire, n'a jamais constitué une unité politique. Sa Majesté Très Chrétienne de France n'a pas hésité à faire alliance avec le Grand Turc contre un monarque également chrétien mais rival. Les diplomates invoquaient parfois les intérêts du concert européen quand ils y voyaient un avantage égoïste; ils ne subordonnaient jamais leurs ambitions au bien commun. Au temps même de leur commune hégémonie les puissances européennes poursuivaient au delà des mers leurs conflits accoutumés. La nouveauté fut non pas le fait même, mais le caractère total des guerres. Les cités grecques s'étaient toujours combattues et pourtant la guerre du Péloponnèse scella leur commune déchéance. Ainsi des guerres du XXe siècle. En dépit des légendes, on est bien en peine de démontrer que ces guerres aient eu pour origine le choc d'impérialismes impatientes d'ouvrir des marchés nouveaux aux marchandises ou aux capitaux, de s'assurer le contrôle des matières premières. Jamais l'économie mondiale n'avait connu une prospérité comparable à celle des vingt années qui précédèrent la date fatidique de 1914. En dépit de la concurrence commerciale, États-Unis et Grande-Bretagne furent alliées et non ennemies. Ni le Maroc ni le chemin de fer de Bagdad ne provoquèrent l'explosion, mais les passions nationales et la rivalité des Slaves et des Germains dans l'Europe du Sud-Est. Ce n'est pas le capitalisme qui porte la responsabilité de la première guerre mondiale, analogue au point de départ à tant d'autres conflits du passé, mais les moyens de destruction, accumulés par l'industrie, et le suffrage universel amplifièrent un conflit limité en une lutte à mort. Quel que soit le régime économique, libéral ou dirigiste, des États souverains trouvent toujours des

raisons de se faire la guerre. Or comment au siècle des chars d'assaut, de l'aviation ou de la bombe atomique la guerre, une fois déclenchée, ne serait-elle pas totale!

En dépit des pertes subies, en dépit du changement d'échelle, qu'entraîne l'unification de la planète, en dépit des ressentiments qu'a laissés l'héritage de l'histoire, les nations d'Europe ne seraient pas à ce point infectées par le défaitisme si deux autres hypothèques ne pesaient sur l'avenir. L'Union soviétique est industriellement puissante, mais moins que l'opinion n'incline à le croire aujourd'hui. Hier, en 1938, il se trouvait des Français et des Britanniques pour croire l'armée rouge quantité négligeable. Il s'en trouve, à l'heure présente (parfois les mêmes), pour la juger invincible. La Russie produit provisoirement moins de charbon et d'acier que le seul Reich en 1938, mais, à la suite de la dernière guerre, elle a pu étendre sa zone d'influence jusqu'au milieu de l'Allemagne, soumettre à son empire les États petits et moyens de l'Europe orientale: Pologne, Roumanie, Hongrie, Bulgarie, Tchécoslovaquie. Les puissances occidentales entrèrent dans la guerre pour empêcher une telle unification que l'Allemagne prétendait réaliser à son profit. Elles laissèrent au terme de la guerre la Russie accomplir, pour son propre compte, la même entreprise. Quoi d'étonnant que ce qui subsiste de l'Europe libérale, divisée et désarmée, vive dans la crainte d'une armée de millions d'hommes, à laquelle elle n'a rien à opposer sinon la menace américaine d'engager une «armada aérienne» capable de transporter, jusqu'aux objectifs choisis, la bombe atomique?

Il y a plus. La Russie n'est pas seulement une puissance temporelle comme les autres. Elle est la métropole d'une religion séculière de salut, à vocation universelle. À l'intérieur de chaque pays elle compte des fidèles qui préfèrent la patrie de leur foi à la patrie de leurs ancêtres. Comment intégrer à la nation le prolétariat intérieur, aussi longtemps que celui-ci met son espoir dans un empire conquérant, transfiguré par la mission historique que lui prêtent des croyants?

La scène mondiale est dominée par deux acteurs qui tiennent seuls les premiers rôles et réduisent les autres personnages au rôle de comparses ou de figurants. Tant de fois depuis trois ans l'opposition des États-Unis et de l'Union soviétique a été décrite, analysée, expliquée, qu'on hésite à commenter une fois encore «le grand schisme». Et pourtant il n'est pas inutile de dégager le sens exact et limité qu'il convient de donner à la formule.

Il est vrai qu'à l'heure présente deux puissances, et deux seulement, possèdent les moyens indispensables à une indépendance intégrale. Deux, et deux

seulement, restent libres de choisir souverainement la paix ou la guerre, parce qu'elles détiennent, à l'intérieur de leurs frontières ou dans des territoires contrôlés par elles, les matières premières, les usines et les hommes en quantités suffisantes. Il est vrai encore que les États-Unis et l'Union soviétique ont des régimes économiques et sociaux, des idéologies opposés. L'Union soviétique présente le socialisme comme le terme dernier et l'aboutissement nécessaire du mouvement historique, elle dénonce le capitalisme comme une forme d'exploitation de l'homme par l'homme et mène une guerre tour à tour clandestine et ouverte contre les pays non encore ralliés à l'évangile des temps nouveaux. Les États-Unis ne se croient pas au même degré une vocation universelle, mais ils ne peuvent pas ne pas s'irriter de la conspiration que tisse le Kominform à travers le monde, des obstacles insurmontables qu'opposent les démocraties populaires aux libres échanges. Ils observent que les communistes arrivés au pouvoir se hâtent de dénoncer l'impérialisme des démocraties occidentales, de fermer leurs frontières aux idées de l'Occident, de se comporter en ennemis de la République américaine. L'avance communiste, où que ce soit dans le monde, se confond, aux yeux des dirigeants de Washington, avec l'avance d'une puissance hostile.

Jusque-là, l'analyse classique est incontestable. Mais, il y a une erreur à ne pas commettre: le conflit des deux Grands n'est pas la dernière phase d'une dialectique historique, dont l'antithèse des États capitalistes et des États socialistes serait le ressort, et la victoire du socialisme, l'aboutissement fatal. La révolution de 1917 s'est produite dans un pays à prédominance agraire et n'a rien de commun avec l'anticipation marxiste d'un renversement d'une minorité privilégiée par l'immense masse des exploités, au terme du mûrissement des forces productives et des contradictions capitalistes. Qu'à notre époque deux types de régimes soient possibles: l'un où l'État est maître de l'économie et un parti unique maître de l'État, l'autre où l'économie reste à un degré ou à un autre indépendante de l'État et où l'exercice du pouvoir est disputé entre plusieurs partis, rien de plus incontestable. Mais aucune dialectique historique n'implique le passage de celui-ci à celui-là. Bien plus, le système soviétique séduit surtout les pays non encore industrialisés, qui se dégagent à peine des formes précapitalistes, il ne séduit qu'une minorité dans les pays de capitalisme épanoui et de tradition démocratique et bourgeoise.

Même cette antinomie des deux régimes – économie étatisée et parti unique contre économie libre et partis multiples – est encore caricaturale. Ni en Europe ni en Asie elle ne rejoint la complexité des conflits à l'intérieur des territoires

contestés. En Europe occidentale, les démocraties essaient de combiner une part de propriété collective et de dirigisme avec le maintien des institutions parlementaires et des libertés formelles. Les staliniens voudraient faire croire que la complexité de l'histoire se réduit à un dilemme brutal, capitalisme ou communisme, ils voudraient faire croire qu'en dehors du stalinisme (c'est-à-dire de la prise du pouvoir par le parti communiste) il n'y a rien d'autre que le capitalisme, terme qu'une certaine propagande a fini par rendre péjoratif. Il apparaît, tout au contraire, que l'Europe cherche à dégager, non sans erreurs et expériences avortées, des formes intermédiaires.

Présenter la crise de l'Europe occidentale comme la crise du capitalisme serait simplification grossière ou même absurde. Face à une constellation mondiale sans précédent, privée des revenus de sa richesse passée, l'Europe doit procéder à une adaptation pénible. Un changement de régime n'atténuerait pas les rigueurs de cette adaptation, elle les amplifierait. L'Union soviétique s'efforce d'aggraver ces difficultés par l'action des partis communistes dans l'espoir d'étendre son empire sur ceux qui furent les créateurs et qui demeurent les témoins de la civilisation occidentale. L'Europe est menacée, comme le fut la Grèce après la guerre du Péloponnèse. Épuisée par les conflits des «États belliqueux», elle serait, sans le secours des États-Unis, la proie de l'État périphérique (la Russie tenant la place de la Macédoine).

La bataille pour l'Asie est d'un tout autre caractère et elle a une tout autre signification. Au moins depuis le renversement de la dynastie mandchoue (1911), les vieux cadres de la société chinoise craquent. À l'origine, la crise chinoise est l'effet d'une rencontre de cultures. L'irruption de l'Occident a rendu inévitable une transformation révolutionnaire, que la guerre contre le Japon a accélérée. Les catégories occidentales, socialisme et capitalisme, démocratie réelle et démocratie formelle, s'appliquent mal à une phase de transition, où la structure indigène se décompose et où la nouvelle structure ne se dégage pas encore.

Comme toute grande culture écrasée par la supériorité matérielle d'une culture étrangère, les Chinois sont, avant tout, impatients d'acquérir les connaissances techniques (le *know how*, comme disent les Anglais) qui leur permettront de regagner leur indépendance et d'affirmer leur égalité. Le Kouomintang a échoué dans la tâche. Il semble que, provisoirement au moins, le parti communiste soit en mesure de remplir le vide et qu'après la prise du pouvoir il prétende animer et diriger l'effort indispensable d'équipement. Comme la révolution russe, la

révolution chinoise, qui s'est propagée dans les campagnes contre les grands propriétaires et les collecteurs d'impôts, n'a rien à voir avec l'apocalypse postcapitaliste imaginée par Marx.

La dissolution des empires européens d'Asie, la désagrégation de l'ordre ancien sous l'influence des idées et des institutions occidentales créent en Extrême-Orient une sorte de *no man's land*. Ce qui est en question c'est la forme que prendra la transformation inévitable: l'industrialisation sera-t-elle dirigée par un parti, maître de l'État, ou abandonnée à l'initiative individuelle? Fera-t-on appel aux capitaux étrangers ou à l'épargne forcée? Dans quel camp se rangeront les pays libérés du joug «impérialiste» de la Grande-Bretagne, de la Hollande et de la France? Quelle puissance exercera une influence dominante?

La bataille a pour enjeu aussi bien le régime intérieur que l'affiliation diplomatique. Mais elle n'a aucun caractère d'une bataille «finale», à la veille de l'achèvement de l'aventure humaine.

La constellation présente du monde devient incompréhensible dès que l'on tente de l'interpréter dans la suite d'une évolution unilinéaire ou même d'une dialectique des régimes sociaux, caractéristique des sociétés occidentales. Elle se définit essentiellement par la rencontre de séries historiques.

C'est la rencontre d'une idéologie d'origine occidentale et d'une révolution proprement russe qui a donné naissance à un régime soviétique. Celui-ci, combinaison de technocratie et de théocratie, despotisme d'une bureaucratie, unique classe privilégiée, soumise à un chef unique à la fois empereur et pontife, n'a plus guère de commun avec la tradition de l'Occident que son langage de mystification et de camouflage. De même, en Asie, on doute que le langage de Mao Tse-toung révèle la nature authentique des événements. Mao Tse-toung affiche à l'égard du Kremlin une fidélité qu'il n'y a pas de raison de suspecter. Mais, à la longue, c'est la Chine plus que la Russie qui donnera au communisme chinois sa véritable signification. Ici et là, l'essentiel est le choc des cultures.

La réduction à deux du nombre des grandes puissances, les possibilités quasi illimitées de la technique militaire et de l'administration étatique ont répandu l'idée, en elle-même séduisante, que l'humanité approchait d'une véritable unité. L'État mondial ou l'empire universel ou, du moins, l'unification militaire de la planète serait la conclusion nécessaire, probablement après une troisième guerre, de la crise actuelle. Telle est, en effet, une des possibilités; ce n'est pas la seule.

Un accord sincère entre les deux Grands est exclu. Les partages du monde ne sont jamais durables, et pour que la coexistence, même transitoire, de l'univers

soviétique et du monde libre fût paisible encore faudrait-il que le communisme stalinien renonçât à sa prétention universelle. Mais l'impossibilité de la paix n'implique pas la fatalité de la guerre totale. Ce que l'on appelle aujourd'hui la guerre froide est une sorte de guerre limitée, dans laquelle les deux principaux belligérants s'abstiennent d'employer leurs armes principales, armée rouge et aviation américaine. Grèves, guérillas, livraisons d'armes, crédits sont légitimes. La guerre limitée peut être préparation de la guerre totale, elle en peut être aussi le substitut.

Si la guerre limitée se prolonge – et je tiens cette prolongation pour probable – les territoires aujourd'hui disputés retrouveront peu à peu une certaine mesure d'autonomie et de force propre. Union soviétique et États-Unis ne sont pas prêts de perdre leur prééminence, mais n'éviteront pas (et les États-Unis, en tout cas, ne désirent rien d'autre) que le *no man's land* soit peu à peu peuplé d'États désireux de régler eux-mêmes leur sort. À coup sûr, la guerre totale emporterait ces édifices aux fondements mal assurés. Tant que la guerre est limitée et qu'une convention non écrite interdit de recourir à la violence ouverte la faiblesse n'est pas entièrement désarmée devant la force.

Le milieu du siècle invite à la fois à des méditations rétrospectives et à des anticipations. Malheureusement ou heureusement, jamais l'avenir n'a été plus indéchiffrable. Le développement des armes de destruction massive et de combat individuel, de la bombe atomique et de la guérilla, en cas de guerre totale, amplifierait presque sans limites les destructions matérielles et morales. La virulence d'une religion séculière de salut, la fureur des passions qu'elle éveille, favorables ou hostiles, justifieraient, une fois de plus, toutes les débauches de la violence.

L'humanité a moins que jamais découvert le secret de la paix. Mais elle recule devant les horreurs de la guerre. Dans le passé les hommes ont été plus souvent fascinés par la catastrophe qu'assagis par la considération anticipée des conséquences, mais, en dernière analyse, les situations sont uniques et, à chaque fois, les hommes choisissent leur destin.

Carrefour de l'histoire

Liberté de l'Esprit
mars 1951

I

Guerre de Trente Ans, a-t-on dit de tous côtés, à la fin de la deuxième guerre mondiale, au moment où l'effondrement du III^e Reich, en une catastrophe apocalyptique, laissait l'Allemagne aussi ruinée qu'au milieu du XVII^e siècle. Wilhelmien ou hitlérien, l'empire germanique paraissait encore le centre de la politique européenne, donc mondiale. C'était lui qui, par ses ambitions, avait deux fois précipité l'humanité vers l'abîme. C'était lui qui était à l'origine des guerres en chaîne et dont la défaite totale marquait la fin d'une période historique.

Cette vision n'était pas entièrement fausse. Nous savons désormais qu'elle est pour le moins partielle. Avant 1914, les gouvernants de Berlin avaient manifesté un tel mélange d'arrogance, de vanité, de maladresse qu'ils avaient irrité ou inquiété tous les pays d'Europe. L'*ubris* avait exalté une partie de l'opinion publique et de la classe dirigeante de telle manière que des ambitions, vagues et grandioses, s'étaient étalées dans la littérature pangermaniste, souvent interprétée au dehors comme l'expression des pensées secrètes des chefs responsables. La puissance du II^e Reich paraissait à peine compatible avec l'équilibre traditionnel du vieux continent. Le déroulement des hostilités montra, en effet, et, à quel point la force allemande dépassait le cadre européen. Les deux guerres du XX^e siècle furent bien, en ce sens, des guerres de coalitions contre l'Allemagne, comme celles de la fin du XVII^e siècle ou de la Révolution et de l'Empire avaient été des guerres de coalition contre la France.

Mais les événements qui conduisirent à l'explosion, en 1914 d'abord en 1939 ensuite, étaient tout autres. Dans un cas, un raté diplomatique, préparé par de multiples conflits, avec la rivalité russo-autrichienne dans les Balkans et, par suite, indirectement, le statut des empires multinationaux comme facteur principal. Dans l'autre, une entreprise de conquête, froidement conçue par une clique d'aventuriers, parvenue au pouvoir à la faveur de la crise économique, avec, à l'arrière-plan, la ruine de l'économie mondiale, l'aspiration à un grand espace germanique comme facteur principal. Ce n'est pas la même Allemagne qui a déclenché les deux guerres, ce ne sont pas les mêmes causes qui ont précipité l'une et l'autre. Les enjeux n'étaient pas les mêmes.

Si l'on veut penser les deux guerres comme éléments d'un seul et même ensemble, comme épisodes d'une seule lutte, on ne se référera pas à la seule «Allemagne éternelle», mais à ce tragique enchaînement de causes et d'effets, à ce dynamisme de la violence que nous avons essayé d'analyser. Toutes les théories «monistes», celles qui accusent la nation allemande comme celles qui incriminent le capitalisme, sont puérides. Elles sont, dans l'ordre historique, comparables aux mythologies qui tenaient lieu de science physique aux temps où les hommes étaient incapables de comprendre la mécanique des forces naturelles. À condition de suivre l'effet de la première guerre sur le statut intérieur des États, la psychologie des peuples, la désagrégation de l'économie mondiale, à condition de faire entrer dans l'interprétation d'événements comme la prise du pouvoir par les bolcheviks ou l'équation personnelle des tyrans, des phénomènes à la fois déterminés et accidentels comme l'acuité exceptionnelle de la crise mondiale de 1929, on parvient à suivre l'histoire de trente ans, celle des guerres en chaîne.

Histoire au sens plein du terme, dont on suit rétrospectivement les lignes maîtresses sans être en droit de proclamer que l'aboutissement effectif ait été à l'avance prévisible, impliqué par les forces majeures de notre temps. Un conflit local, par le jeu de la diplomatie d'équilibre, s'est transformé en guerre européenne, et celle-ci, par suite de l'industrie, de la démocratie et de l'égalité approximative des forces aux prises, s'est amplifiée en guerre hyperbolique; celle-ci, à son tour, a fini par user le maillon le plus faible de la chaîne européenne. La Révolution a fait irruption en Russie, les trônes d'Europe centrale et les derniers empires multinationaux se sont écroulés. Flanquée d'une Russie bolchevik, l'Europe des démocraties bourgeoises et des nations indépendantes a tenté de revenir au monde d'avant 1914, que l'imagination représentait comme normal. La crise de 1929 fit sauter l'ordre péniblement rétabli des monnaies et des économies. Le chômage ouvrit les écluses et un mouvement révolutionnaire emporta vers la frénésie les masses allemandes. Dès lors, l'Europe, travaillée par les conflits de trois idéologies en même temps que par les rivalités traditionnelles des puissances, glissa rapidement à la catastrophe. Commencée en 1939 par l'alliance germano-soviétique et le partage de la Pologne, la guerre fit, cette fois, le tour de la planète, ranimant et élargissant la guerre qui, depuis 1931 ou 1937, sévissait en Chine. Lorsque l'incendie, au bout de six ans, s'éteignit, la terre était brûlée, en Europe et en Asie. Ici et là, les deux seuls survivants, à peine apaisés le fracas de la première bombe atomique, ceignaient leurs reins en vue de l'explication finale.

Si claire est cette histoire qu'on s'étonne, après coup, de ne pas l'avoir reconnue à l'avance. Bien plutôt faut-il aujourd'hui lutter contre une illusion rétrospective de fatalité. Il y eut, au cours de ces trente années, des moments où le destin fut, pour ainsi dire, en suspens et où se dessinaient des lignes tout autres d'évolution. Il s'en fallut de quelques corps d'armée que l'issue de la bataille de la Marne fut tout autre. Une victoire décisive de l'Allemagne à l'ouest aurait probablement raccourci la durée de la guerre, quelle qu'ait été la politique de la Russie et de la Grande-Bretagne après l'écrasement de la France. L'Europe eût ignoré encore une fois les virtualités de la guerre hyperbolique, comme elle les avait ignorées en 1870-1871.

Plus nettement encore, une paix de compromis intervenue avant la Révolution russe aurait témoigné d'une double clairvoyance: les Allemands auraient reconnu qu'ils ne pouvaient pas, avec la seule Autriche-Hongrie, vaincre militairement le reste de l'Europe, et les Alliés qu'ils ne pouvaient pas réduire l'Allemagne à merci. Ou, du moins, l'un et l'autre camp auraient reconnu son incapacité de vaincre sans aller jusqu'au bout de la guerre hyperbolique, mortelle à tous. Mais les passions déchaînées permettaient-elles de rendre la parole à la diplomatie?

Le glissement de la première à la seconde guerre mondiale n'était pas non plus fatal. Il fallut, pour en arriver là, une conjonction presque incroyable de sottise et de mauvaise chance. En retard d'un siècle, les Britanniques évoquèrent l'ombre de Napoléon parce qu'un Poincaré défendait avec hargne les droits de la France et se montrait indifférent aux conséquences économiques des sanctions. La diplomatie française fut à la fois tatillonne et brutale à l'égard de la République de Weimar, alors que la générosité, la reconstruction en commun de l'Europe divisée, auraient peut-être été payantes. Elle fut faible et résignée face à une Allemagne qui n'aurait compris que la force et la volonté de s'en servir.

Après l'arrivée au pouvoir de Hitler, on eut encore des occasions de détourner le destin. En mars 1936, une réplique militaire à l'entrée des troupes allemandes en Rhénanie aurait au moins ralenti l'allure des événements, peut-être même provoqué la chute de l'hitlérisme. Il se peut – mais on n'a sur ce point aucune certitude – que la résistance franco-britannique en 1938 aurait décidé les conspirateurs antihitlériens (qui comprenaient certains chefs de l'armée) à l'action. Durant la guerre, les Anglo-Américains auraient pu maintenir ou reprendre le contact avec l'opposition, ils auraient pu, au moins, tenter de lui porter secours et de vaincre l'Allemagne sans la détruire, ils auraient pu ne pas

pousser la guerre jusqu'au point où l'anéantissement de l'ennemi rendait inévitable le choc entre les Alliés. Épargner son ennemi quand on n'est pas sûr de son allié a toujours été la leçon d'une honorable sagesse machiavélique.

Tout aussi incroyable fut la suite des erreurs par laquelle fut hypothéquée la victoire américaine en Extrême-Orient.

Mais si l'histoire retrouve sans peine les occasions manquées, si, en évoquant le possible, elle évite l'erreur de déclarer que le passé était écrit à l'avance alors qu'il était l'avenir des hommes politiques, une telle suite de mauvaises chances ou de fautes ne permet plus de parler globalement d'accidents. Le fait que les occasions ne furent jamais saisies devient à son tour un fait global, un facteur dominant de cette période historique. Les événements ont dépassé les hommes et les gouvernants ont été incapables de maîtriser les forces que moins leurs actes que les conséquences automatiques de leurs actes avaient déchaînées. On ne parvint pas à arrêter l'inflation allemande avant la ruine complète de la monnaie, la crise économique avant que les chômeurs n'aient atteint le chiffre de plusieurs millions, Hitler avant qu'il n'ait accumulé assez d'armes pour entraîner l'Allemagne et l'Europe dans son aventure.

Mystérieuse évidence de l'Histoire. À certaines époques, les événements trahissent perpétuellement les intentions des acteurs. Les peuples font les guerres, mais jamais ils n'aspirent aussi passionnément à la paix. Les hommes d'État tentent tour à tour d'apaiser les conquérants et de leur résister, de les satisfaire et de leur inspirer la crainte. À chaque fois on découvre que ces diplomaties successives ont été menées à contre-temps, qu'on a résisté quand il fallait plier, plié quand il fallait résister. Si immenses que soient les empires, ils ne suffisent pas à assouvir la faim des Césars. Hitler a refusé l'hégémonie sur l'Europe continentale, qui aurait comblé les vœux des Hohenzollern, Staline refuse l'empire de l'Elbe à l'Indochine, qui aurait, au moins pour un temps, répondu aux aspirations de Hitler. De guerre en guerre, l'enjeu s'élargit au point qu'il s'agit désormais de l'empire du monde.

Ainsi s'explique que parfois le philosophe médite sur l'aboutissement et invoque la ruse de la Raison. L'unité de l'humanité n'est-elle pas la fin, obscurément désirée, qui aime moins les volontés des individus que le dynamisme des forces collectives, qui attire à elle, à travers le sang et les larmes, les peuples malheureux dont les souffrances n'apparaîtront payées, après coup, que par un bien, au reste équivoque? Le décalage entre les causes des événements et leurs suites, entre les passions des hommes et l'effet de leurs

actes, entre les conflits d'idéologies et de puissance et l'enjeu des véritables guerres fascine l'observateur, enclin tour à tour à dénoncer l'absurdité de l'histoire et à en pressentir la rationalité globale.

La seule vérité accessible à la connaissance positive est la reconnaissance de ces contradictions. S'il est une Providence en ce chaos tragique, elle nous échappe. Les mythologies consistent à substituer à la pluralité des causes un facteur unique, à prêter une valeur inconditionnelle à un objectif souhaité, à méconnaître la distance entre les rêves des hommes et le destin des sociétés.

Les savants ont découvert le secret du feu, mais non celui de l'Histoire. Lénine, qui rêvait de mettre fin à la lutte des classes, a jeté les fondements de l'État total, de l'esclavage, des camps de concentration et de la police omniprésente. Des millions de victimes maudissent et maudiront l'aveuglement du révolutionnaire sans que ces malédictions permettent d'anticiper avec certitude le jugement de la postérité.

II

La constellation présente se situe au point de rencontre de trois séries. La première aboutit à l'unité planétaire et à la structure bipolaire du champ diplomatique, la deuxième à la diffusion, en Asie et en Europe, d'une religion séculière dont une des deux puissances géantes se donne pour la métropole, la dernière à la mise au point des armes de destruction massive, à la guerre totale, qu'animent à la fois la science moderne et les fureurs primitives, le franc-tireur et la bombe atomique apparaissant comme les formes extrêmes de la violence illimitée.

Chacune de ces séries comporte simultanément, pour employer les expressions de Cournot, une part de logique et une part d'accidents. L'unification du champ diplomatique ne s'est réalisée qu'en ce siècle, mais elle était préparée au siècle dernier. Grâce à une technique militaire, alors sans rivale, les nations d'Europe avaient conquis l'Afrique, une partie de l'Asie et exerçaient leur influence même sur les pays d'Asie encore indépendants. Les États-Unis, qui disposaient d'une force virtuelle égale à celle des États du vieux continent, se bornaient à interdire l'extension des empires coloniaux vers les deux Amériques. L'équilibre entre les pays européens laissait à la Grande-Bretagne la maîtrise des océans. Comme il n'existait, ni dans le Proche-Orient, ni en Extrême-Orient, d'armée de type occidental, la possession des bases et la possibilité d'intervention à partir des mers et des ports suffisaient à garantir la *pax britannica*.

Les progrès accomplis par les moyens de transport et de combat ont accentué l'ubiquité de la puissance militaire. En 1945, les États-Unis entretenaient des dizaines de divisions et des milliers d'avions aux Philippines, d'une part, sur l'Elbe, de l'autre, c'est-à-dire, ici et là, à des milliers de kilomètres de leurs bases. De même, l'Union soviétique se glorifiait de deux industries de guerre, l'une en Sibérie, l'autre en Russie d'Europe, de deux armées, l'une à Berlin, l'autre à Dairen et à Moukden. À l'époque où les bombardiers lourds ont un rayon d'action de plusieurs milliers de kilomètres, au siècle où les États-continentaux, maîtres du jeu, mobilisent des populations de plus de 150 millions d'hommes, comptent sur un potentiel industriel qui se mesure par centaines de millions de tonnes de charbon, par dizaines de milliers de tonnes d'acier, rien d'étonnant que les mêmes protagonistes se retrouvent face à face aux quatre coins de la planète. Amplification des instruments de combat, élargissement des unités politiques ont fait sauter le cloisonnement entre les zones de civilisation. Escadres aériennes, États-continentaux, unité diplomatique du monde, ces trois phénomènes font système, ils s'impliquent l'un l'autre sans que l'on puisse dire que l'un est cause et l'autre effet, ils caractérisent simultanément la conjoncture présente.

Mais aucun de ces phénomènes ni même leur conjonction n'impliquait la structure bipolaire. Au début du siècle, l'histoire semblait orientée en un sens tout différent. La montée du Japon en Extrême-Orient, de l'Allemagne en Europe suscitait, ici et là, une constellation complexe, faite de relations changeantes entre plusieurs États souverains dont aucun n'était de taille à imposer seul sa volonté, Russie, Japon, Grande-Bretagne, États-Unis et Chine en Extrême-Orient, Russie, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie et (on le vit par deux fois) États-Unis en Europe. Les tentatives japonaises et allemandes d'expansion, l'échec de la sphère de co-prospérité et du III^e Reich transformèrent d'un coup Europe et Asie en champs de ruines et en cimetières d'empire. Au milieu du XX^e siècle, la Russie ne possédait pas encore les ressources industrielles d'un super-Grand, les États-Unis les possédaient, mais, bien loin de souhaiter l'hégémonie, ils auraient préféré ne connaître ni leur pouvoir ni leurs responsabilités. C'est la deuxième guerre et surtout l'aveugle fureur avec laquelle elle fut conduite qui précipita l'effondrement des zones intermédiaires et laissa les deux géants seuls debout, face à face.

Il est courant de se demander pourquoi les États-Unis et l'Union Soviétique paraissent engagés dans une lutte à mort, alors que les deux peuples s'ignorent, que ni l'un ni l'autre ne manquent de richesses à exploiter ou de terres à

défricher, alors que l'un et l'autre sont lancés à corps perdu dans l'aventure de la technique. On invoque justement les ambitions, par essence illimitées, d'une religion séculière qui se prétend de valeur universelle. Mais deux autres causes interviennent. «La gloire ne se partage» et les sages rêvent vainement d'un partage du monde. Le *no man's land* européen et asiatique est, par lui-même, cause d'instabilité. Il n'est pas besoin que deux nations se haïssent pour se heurter aux quatre coins de la planète. Il suffit qu'elles se heurtent aux quatre coins de la planète pour qu'elles finissent par se haïr.

Pas davantage l'expansion du stalinisme n'était inscrite à l'avance au livre de l'histoire. On dégage sans peine certaines «causes profondes» de ces victoires spectaculaires. Il est compréhensible que le prolétariat intérieur des sociétés occidentales ait adhéré à un message qui le tirait de son abaissement, qui lui rendait dignité et espoir. Il est compréhensible également que des intellectuels, à demi occidentalisés, d'Asie, humiliés dans leur sentiment national par la domination blanche, aient souscrit à une doctrine qui promettait de leur livrer et l'indépendance et le secret de la puissance, enfin dérobés aux conquérants d'Europe. Ici et là, la montée de la religion séculière est moins la cause que l'effet de l'affaiblissement des croyances traditionnelles. Ici et là, les machines inspirent une sorte de foi à ceux qui les manient sans les comprendre et qui en attendent la fin de la pauvreté ancestrale. Ici et là, on rêve d'égalité, alors que l'entreprise tend à imposer une hiérarchie à la fois technocratique, bureaucratique, militaire et, pour partie, religieuse, sur les ruines des hiérarchies anciennes, à des populations confondues en une masse inorganique.

Rien d'étonnant, non plus, que le marxisme ait été mieux adapté aux besoins de la révolution d'Asie après son passage à travers la révolution russe. Le parti bolchevik a conquis le pouvoir à la faveur d'un soulèvement des masses populaires contre une classe dirigeante marquée par une culture étrangère. Il a utilisé le pouvoir, non pour donner au peuple les libertés au nom desquelles il avait prêché la révolte, mais pour accélérer l'occidentalisation technique. On emprunte à la civilisation «agressive» les outils de la supériorité matérielle. On continue à se réclamer d'une idéologie d'origine européenne, mais celle-ci n'inspire plus l'œuvre d'édification, elle a été refoulée ou déformée par des traditions antérieures. De même, l'intelligentsia révolutionnaire en Extrême-Orient emprunte ses idées – nationalisme, socialisme – à la civilisation, dont elle combat la présence dominatrice. Elle est séduite par la représentation confuse du régime soviétique: construction d'un ordre social radicalement neuf, industrialisation accélérée. Elle en espère surtout une atténuation à la misère

aggravée par l'augmentation rapide du nombre des bouches à nourrir. Elle combine un rêve démesuré et l'action efficace, elle dépasse l'Occident en le rejetant, elle s' imagine promouvoir son pays au premier rang d'une histoire commune à tous les peuples, alors qu'elle se venge des humiliations que lui a infligées le Blanc. Même en Europe, le marxisme, transfiguré par l'expérience soviétique, continue d'exercer une attirance sur une fraction des masses ouvrières dans les pays affaiblis par la guerre, impatients de leur déclin, sur une fraction des intellectuels, irrités par les lenteurs de l'équipement, déçus par les méthodes démocratiques, admirateurs d'un État imaginé où les savants tiendraient le premier rang, où le pouvoir appartiendrait, non à l'argent, mais au savoir.

Si ces succès ont des causes, après coup visibles, il serait absurde d'oublier les événements qui les ont favorisés et qui n'étaient pas impliqués par la structure des sociétés. Il a fallu la première guerre mondiale pour que le parti bolchevik ait une chance de conquérir l'État russe. Il a fallu la volonté des partis bourgeois et socialiste de poursuivre la guerre, la faiblesse des libéraux, les hésitations des Mencheviks et des socialistes-révolutionnaires pour que la révolution de novembre succédât à celle de février. Avant 1914, les partis socialistes d'Europe, en leur immense majorité, repoussaient les méthodes léninistes d'organisation et d'action. Pendant quatre ans, les États bourgeois, les généraux traitèrent les citoyens des démocraties en «matériel humain». La technique bolchevik de propagande et d'encadrement cessait d'indigner. La répugnance des masses et des dirigeants ouvriers au radicalisme fut émoussée. Puisque l'on vivait en un temps de violence, que du moins celle-ci ait pour objectif la paix et pour ennemi la civilisation qui avait rendu possible le stérile carnage.

Et pourtant, ni en Europe, ni en Asie, l'expansion du Stalinisme ne fut impressionnante avant 1939, C'est la deuxième guerre qui permit en Europe les conquêtes par l'armée rouge, en Asie les conquêtes par les partis communistes. Encore une fois, la cause décisive des victoires staliniennes, ce sont les guerres qui ont désagrégé les structures sociales et étatiques et créé les circonstances dans lesquelles une secte militante parvient à s'emparer du pouvoir.

La série qui mène à la guerre totale est la plus logique, celle qui, vue rétrospectivement, a laissé le moins de part aux initiatives individuelles, aux accidents imprévisibles. À partir de la conscription et de l'industrie moderne, la guerre devenait d'elle-même hyperbolique, à moins que les hommes d'État n'eussent la sagesse improbable de renoncer à certaines virtualités du système.

Où encore, il aurait fallu que les vainqueurs des premières batailles apparussent à ce point modérés que les vaincus provisoires consentissent à accepter le verdict des armes au lieu de mobiliser le monde pour le renverser. L'expérience de 1914-1918 avait révélé le péril mortel. Les historiens, dotés de sens philosophique, n'ignoraient pas qu'une nouvelle guerre sonnerait le glas des États nationaux et du vieux continent lui-même. Le national-socialisme, phénomène de rencontre entre d'obscures et lointaines aspirations germaniques, la désagrégation, sociale et morale, du pays à la suite de la défaite et de la crise économique et, enfin, un choc en retour de l'action communiste, précipita la catastrophe. La barbarie scientifique des nazis et la supériorité aérienne des Anglo-Saxons conduisirent finalement à la situation présente: les peuples craignent les ravages des armes de destruction massive, mais ils ne craignent pas moins les procédés d'extermination que les envahisseurs sont susceptibles d'employer.

Il va de soi qu'en dépit de cette logique de la violence rien n'aurait permis d'anticiper les chambres à gaz et l'extermination de millions d'êtres humains sans défense.

De même, il aurait été impossible de savoir à l'avance que la bombe atomique serait fabriquée durant la deuxième guerre mondiale et expérimentée aux dépens des Japonais. À échéance, l'utilisation à des fins militaires de l'énergie nucléaire marque peut-être une révolution comparable à l'invention de la poudre. Dans la crise actuelle, elle renforce seulement des facteurs déjà visibles: ubiquité de l'action des Super-Grands, déclassement des nations de second ordre et surtout de l'Europe occidentale, surpeuplée et vulnérable, angoisse de la guerre, éprouvée par les masses populaires de tous les pays vaincus et vainqueurs, nécessité évidente d'arrêter les réactions en chaîne de la violence et difficultés croissantes d'établir un statut de paix, paix d'équilibre selon les traditions de la diplomatie européenne ou paix impériale, par un retour à une tradition plus ancienne.

La rencontre de ces trois séries présente, elle aussi, une combinaison de logique et d'accidents. D'une certaine manière, à l'origine de chacune d'elles on retrouve un phénomène commun, le développement de la science, l'application de la science à l'industrie, l'épanouissement de la civilisation industrielle. C'est la technique industrielle, plus encore que la démocratie politique, qui a rendu illimitée, inexpiable, une guerre que l'Europe inconsciente avait entreprise à la manière d'une guerre comme les autres. C'est elle qui affaiblit les croyances qui justifiaient et soutenaient l'ordre séculaire des sociétés humaines. C'est elle qui

déracine les masses urbaines et les rend insatisfaites de leur sort médiocre. C'est elle qui fait de la pauvreté, longtemps acceptée comme un décret de Dieu ou de la nature, une sorte de scandale. C'est elle qui, en Asie, précipite la révolution antiblanche, l'insurrection des masses toujours plus nombreuses et plus misérables, elle qui aiguise l'impatience des peuples d'Europe dont le niveau de vie s'élève moins vite que les aspirations. C'est elle qui rend anachronique la structure politique du vieux continent, elle qui provoque l'avènement des États-continentaux, elle qui favorise la diffusion d'une religion séculière – foi de substitution pour les âmes privées de la bonne nouvelle – elle qui confère au Stalinisme – religion du prolétariat et de la machine – une vraisemblance à l'usage des demi-intellectuels.

Rien ne permet de dire, même après coup, que les choses devaient se passer comme elles se sont effectivement passées. Les événements décisifs de cette période, explosion de 1914, révolution russe, prise du pouvoir par Hitler, montée de la deuxième guerre, inconscience des hommes d'État anglo-américains, prêtent à une explication raisonnable. On aperçoit les causes, profondes ou lointaines, qui les ont favorisés, mais on ne supprime pas l'intervalle entre les circonstances et l'événement: ce sont les hommes, ou plutôt des hommes, qui, par leurs actes ou leur abstention, ont fait cette histoire qu'ils ne voulaient pas, sans que l'on puisse même se consoler par l'idée qu'à la longue les conséquences de leur courage ou de leur lâcheté, de leur aveuglement ou de leur clairvoyance, s'effaceront. Aussi loin que le regard puisse porter, à l'horizon, les conséquences du fait que la Russie s'est industrialisée selon la méthode bolchevik, et non selon la méthode occidentale, se prolongent.

À s'en tenir aux phénomènes les plus massifs, la crise actuelle n'est pas le résultat direct, nécessaire de la civilisation industrielle, mais du heurt entre cette dernière et certaines données séculaires de l'histoire. Si les sociétés européennes se sont détruites, ce n'est pas qu'elles aient été incapables d'intégrer à une structure fondée sur la propriété privée les forces productives. La rivalité éternelle des États s'est prolongée au siècle des machines infernales, les volontés de puissance des nations n'ont su ni se plier à une loi commune ni consentir à la modération et au compromis. La technique de guerre a rendu incompatibles avec la survie de l'Europe des conflits, bien antérieurs au capitalisme, qui n'étaient dus que pour une faible part à la concurrence des économies ou à la rivalité des classes et des systèmes sociaux.

La révolte de la Russie et de l'Asie monte, non du seul prolétariat, mais des

peuples entiers. Elle se dresse moins contre le capitalisme que contre la civilisation venue de l'Occident, ici contre une classe dirigeante occidentalisée, là contre la domination des Européens. À la faveur des guerres, on assiste à l'insurrection, non des ouvriers contre les détenteurs des moyens de production, mais des peuples de vieille culture humiliés par la force mystérieuse des créateurs de machines, des foules misérables qui sentent confusément l'incapacité des gouvernants traditionnels à édifier un État moderne.

Dépassement des États nationaux, promotion des États-continentaux, déclin de l'Europe, révolte contre l'Occident, tous ces phénomènes étaient, en une large mesure, prévisibles parce qu'ils étaient impliqués par la civilisation industrielle et ses répercussions matérielles et humaines. Ce qui était en question, c'était l'allure de ces transformations. Les deux guerres les ont prodigieusement accélérés et, du même coup, elles leur ont donné un caractère de cataclysme. Que la Russie, métropole d'une religion séculière à portée universelle, trouve en face d'elle une Europe épuisée, l'Asie en révolte, arrêtée dans ses ambitions par la seule force lointaine des États-Unis, eux-mêmes angoissés de l'avenir et accumulant un stock de bombes atomiques, une telle rencontre n'était pas inscrite à l'avance au livre du destin. Les guerres de la première moitié du XX^e siècle ont fait mûrir une catastrophe qui serait, aux catastrophes d'hier, ce que la bombe atomique est à l'obus de 420.

Documents d'un livre en préparation: Les Guerres en Chaîne.

La guerre et l'État total

Liberté de l'Esprit
avril 1951

La guerre enferme les sociétés bourgeoises en une contradiction presque insurmontable. Ces sociétés adhèrent spontanément à une philosophie matérialiste. Elles visent à assurer à chacun un niveau de vie aussi élevé que possible. Elles justifient l'inégalité par une sorte de proportionnalité entre efforts et récompense. Les réussites économiques sont acceptées parce qu'elles passent pour témoignage de travail ou d'intelligence. Ce langage devient absurde du jour où le canon tonne. La mobilisation bouleverse les situations relatives des citoyens, au rebours de l'équité. La famille dont le chef – employé, artisan, commerçant, industriel – est mobilisé, tombe de plusieurs échelons dans la hiérarchie sociale. La famille dont le chef reste civil monte à l'occasion de la misère collective. La sanction est en raison inverse de la vertu.

Il faut donc renverser l'ordre des valeurs, remettre au premier rang le dévouement à la collectivité, le sacrifice.

La morale aristocratique ne connaît pas cette contradiction. L'héroïsme vaut par lui-même; l'honneur, la gloire, la satisfaction intérieure suffisent à récompenser le guerrier. Les nations européennes puisèrent largement dans le fonds des croyances traditionnelles. Les peuples – paysans, ouvriers, bourgeois – manifestèrent une vitalité intacte. Le développement de l'industrie et de la richesse n'avait pas entamé le courage, l'attachement à la communauté.

Au lendemain de la victoire, en France et en Grande-Bretagne, la révolte contre les horreurs de la guerre s'exprima en une volonté farouche de reprendre la vie tenue pour normale, en Italie, en Allemagne, la politique fut marquée par l'inadaptation de l'ancien combattant aux conditions de la paix. Fascisme, national-socialisme, exaltent l'idéologie que la propagande avait diffusée pendant quatre ans. Ils s'efforcent de répondre aux aspirations des deux catégories sociales dont dépend la force des nations, le soldat et l'ouvrier d'usine. Ils promettent d'édifier une communauté conforme aux valeurs, non du capitalisme ou de l'épicurisme, mais du combat.

L'ordre bourgeois, comme tout ordre social, est chargé d'injustices. L'origine des fortunes est souvent impure ou accidentelle. La transmission des fortunes se justifie aisément par des considérations sociales, difficilement par une philosophie individualiste qui ignore, en théorie, les groupes qui durent à travers

les générations. En périodes tranquilles, promotions et déclins restent suffisamment liés aux mérites et aux fautes pour ne pas faire scandale. Rien de pareil en temps de guerre. La redistribution des revenus, du fait de l'inflation, porte au centuple les injustices inhérentes au capitalisme. Le jeu prend le pas sur le travail, la spéculation financière rapporte plus que la création industrielle, les rentiers deviennent victimes des boursiers. Au front, la morale héroïque refoule la morale bourgeoise, que le triomphe des affairistes, à l'arrière, tourne en dérision.

La société dite capitaliste est une synthèse d'éléments divers et, pour une part, contradictoires. Elle combine un ordre bourgeois (respect des lois, travail, respectabilité, épargne, honnêteté), un ordre industriel (rationalisation technique, concentration ouvrière) et un ordre financier (représentation abstraite des richesses, bourse, manipulation des valeurs). Socialement, l'ordre bourgeois limitait l'action corruptrice que la finance spéculative tend d'elle-même à exercer. Il offrait une perspective d'intégration pacifique aux ouvriers, à demi-exclus de la collectivité.

Les nations occidentales, à la fin du XIXe siècle, époque de leur épanouissement, combinaient des morales différentes, comme elles englobaient des classes rivales, mais non ennemies. La morale du succès matériel, si elle régnait seule, condamnerait les sociétés à une dissolution rapide. L'armée n'a une âme que par le culte des valeurs héroïques. L'administration ne sauvegarde son intégrité que par le sens du service public. Artisans et ouvriers doivent croire à une éthique du métier, entrepreneurs, commerçants, bourgeois, souscrire aux règles d'honnêteté. La guerre exalte d'abord, mais fausse ensuite le culte de l'héroïsme qui, en temps de paix, se transforme trop souvent en romantisme de la violence; elle multiplie le goût de la spéculation qui, en aggravant la fluidité des conditions, rend la richesse moins respectée parce que moins respectable, la pauvreté plus difficile à accepter parce qu'effectivement moins acceptable; elle dévalorise les morales professionnelles, celle de l'ouvrier comme celle de l'entrepreneur. Elle brasse les individus, bouleverse les relations ordinaires de la hiérarchie, aiguise l'impatience des revendications tout en réduisant les ressources pour les satisfaire, efface les traditions. Elle prépare la table rase, les masses prolétarisées sur lesquels s'élèvera le seul ordre encore possible: celui de l'État totalitaire.

Les guerres ressemblent toujours aux sociétés qui les livrent. Entre les outils et les armes, entre les relations de classes et la structure des armées apparaît, à

travers les siècles, une convenance réciproque. Un mode de vie en commun se reflète ou s'exprime dans un certain art des combats, comme ce dernier, par un choc en retour, modifie celui-là. L'âge d'or de la chevalerie est celui où les cavaliers bardés de fer dominaient les champs de bataille. Les archers, puis les arquebusiers, qui donnaient la mort à distance, à la grande indignation des tenants de la noblesse, préparaient la ruine de la féodalité, consommée le jour où les châteaux-forts furent abattus en quelques jours par l'artillerie des armées régulières. Ils annonçaient la démocratie.

Au XXe siècle, le citoyen se transforme en combattant le jour où les cloches des églises sonnent le tocsin. On n'accepterait plus le tirage au sort ou le système des remplaçants: le sang de l'un vaut celui de l'autre. Si les engagements volontaires ne suffisent pas, on recourt à la conscription (même la Grande-Bretagne a fini par l'établir en temps de paix). Seule en théorie, l'utilité collective justifie que les uns risquent leur vie et les autres se contentent de fournir le travail de leurs bras ou les ressources de leur intelligence.

En dehors de toute idéologie, la technique, en 1914-1918, imposait, d'après les experts, cette mobilisation totale. La guerre des tranchées dévorait des centaines de milliers d'hommes par an. Étalées sur des centaines de kilomètres, se heurtant de front, les armées ennemies s'usaient lentement, sans qu'aucune d'elles parvînt à rompre ou à enfoncer l'autre. L'aristocratie de naissance constituait encore, dans les principales armées de l'Europe, au cours de la première guerre, une fraction des cadres. Mais elle n'était plus assez nombreuse pour que la guerre apparût comme son affaire propre.

De 1914 à 1918, de 1939 à 1945, les vertus martiales, le goût du risque, le sens de l'initiative, l'ascendant personnel, le sacrifice accepté ont gardé leur signification et leur grandeur. Mais les instituteurs, les normaliens, les fils de bourgeois et de petits bourgeois en témoignèrent avec la même prodigalité que les descendants des grandes familles (de l'autre côté de la ligne, il n'en allait pas autrement). En même temps, les armes techniques, les états-majors exigeaient autant et plus que ces vertus ancestrales, l'efficacité de l'ingénieur, le savoir de l'administrateur. Pendant la deuxième guerre plus encore que pendant la première, l'encadrement de la nation en guerre ressembla à celui de la nation en paix.

Sans doute un corps d'officiers professionnels demeure indispensable. Il s'élargit peu à peu, au fur et à mesure qu'en temps de guerre des dizaines de milliers de spécialistes trouvent dans l'appareil militaire, des fonctions adaptées

à leurs capacités. Les États-Unis s'avancèrent dans cette voie plus loin que tous les autres pays. Ils firent la preuve éclatante qu'une puissance industrielle dispose des ressources humaines aussi bien que matérielles nécessaires pour mettre sur pied de grandes armées.

Les lois suprêmes de la nation en guerre se résument en deux mots, qui valent pour l'ordre industriel: *organisation* et *rationalisation*. On applique à la société tout entière les règles qui, en temps de paix, ne s'appliquent qu'à l'intérieur de certaines entreprises ou, à la rigueur, de certains secteurs de l'appareil productif.

La centralisation administrative, à la faveur des circonstances, progresse irrésistiblement. Bien plus encore que quarante-cinq ans d'empire des Hohenzollern, quatre ans d'hostilités effacèrent les survivances du fédéralisme allemand. Les autonomies ou demi-autonomies des villes ou des États, l'habitude de gestion locale par des notables plutôt que par des fonctionnaires, toutes ces survivances irrationnelles, humainement valables, paraissent injustifiées aux services bureaucratiques qui répartissent la nourriture, les matières premières ou les commandes. Les chefs des cercles militaires y voient une cause de gêne ou de retards irritants. Militaires et fonctionnaires protestent contre toutes les entraves et tendent à uniformiser les circonscriptions en vue du seul objectif, à leur point de vue acceptable: concentration des pouvoirs de décision au centre, découpage régulier des unités secondaires, aussi semblables les unes aux autres que possible. La guerre a accéléré le triomphe final de la conception prussienne de l'État.

Deux types d'hommes prirent en mains la conduite de l'Allemagne en guerre: les généraux et les industriels, Ludendorff et Rathenau, le chef des armées et l'organisateur de la mobilisation industrielle, combinaison symbolique des sociétés modernes depuis qu'elles ont cessé d'être bourgeoises et pacifiques. Le problème de production ne change pas, qu'il s'agisse de fabriquer des canons ou des tuyaux, des automobiles ou des chars d'assaut. Ce qui change, c'est la loi de l'ensemble. Naguère, les décisions des consommateurs sur le marché commandaient de proche en proche la distribution des ressources nationales. Désormais, les besoins du monstre reçoivent une priorité absolue; seuls les besoins, dits incompressibles, de la population doivent être tenus pour impératifs. Les états-majors transmettent la liste de leurs exigences aux industriels. Ceux-ci s'efforcent de les satisfaire; mais comment le faire sans limiter la consommation civile, répartir les ressources selon une stricte économie et selon l'ordre d'urgence? L'armée s'industrialise; l'industrie se militarise.

L'armée absorbe la nation; la nation se modèle sur l'armée.

D'après le plan Hindenburg de 1917, les syndicats ouvriers, naguère organes de revendication, animés par l'idéal internationaliste et l'espoir révolutionnaire, reçoivent à leur tour une fonction publique, indispensable à la mobilisation totale. Les secrétaires de syndicats ne seront plus traités en adversaires, mais en collaborateurs de l'État. Ils détiennent, en délégation, une parcelle d'autorité qu'ils mettront au service de la collectivité. L'idée maîtresse de 1914, celle qu'il faut opposer aux idées de 1789, s'écrit, au début de la guerre, le philosophe allemand J. Plenge, c'est l'idée d'organisation. Si le socialisme se définit avant tout par la planification de l'existence collective dans le cadre national, l'Allemagne, dès 1917, est entrée la première dans l'ère des socialismes nationaux. À partir de 1939, tous les belligérants suivirent l'exemple.

Par la mobilisation totale, les sociétés occidentales, démocratiques et industrielles, sont-elles amenées à s'accomplir ou à se renier? Tout dépend, en vérité, de ce que l'on tient pour caractéristique de ces sociétés. Le citoyen revêt l'uniforme comme il se rend au bureau de vote. Ici et là on respecte l'égalité des individus, en droit interchangeables. Mais le citoyen-soldat est intégré à une immense machine sur laquelle il perd tout contrôle. L'autonomie des groupes, la liberté du jugement et de l'expression deviennent un luxe que la patrie en péril sauvegarde malaisément. On gaspille les richesses matérielles que l'on a accumulées durant les années de paix, on économise sur les privilèges qu'on accordait généreusement aux individus. La bourgeoisie libérale s'efface; militaires et organisateurs règnent sur les masses. La mobilisation totale se rapproche de l'ordre totalitaire.

L'analogie de style est telle que certains historiens n'ont vu dans le régime totalitaire qu'un prolongement de la mobilisation totale, une tentative pour rendre permanentes les nécessités de la guerre. La planification intégrale de l'économie – hommes et matériaux – a été mise pour la première fois à l'épreuve durant les hostilités. L'intégration de la masse prolétarienne à la nation, par l'intermédiaire des syndicats et grâce à une propagande nationaliste, a été l'idée directrice du plan Hindenburg. L'organisation de l'enthousiasme, pour reprendre l'expression d'Élie Halévy, semble le germe du monopole étatique, de la publicité et de l'idéologie, institution normale de l'Union soviétique et du III^e Reich.

La guerre a créé l'occasion favorable à la prise du pouvoir par le parti bolchevik. Les suites de la guerre et la crise économique de 1929 ont créé les

conditions favorables à la prise du pouvoir par le parti national-socialiste. Sans la guerre, le fanatisme et la violence de ces révolutionnaires n'auraient pu séduire les peuples et la conquête de l'État eût été impossible. Mais l'exemple des démocraties occidentales montre que la mobilisation implique peut-être un État total, non pas un État totalitaire. Les parlements ont continué de fonctionner, en France et en Grande-Bretagne, de 1914 à 1918, en Grande-Bretagne et aux États-Unis de 1939 à 1945. La direction de l'économie ne survit pas nécessairement à la victoire. Les traits essentiels des régimes totalitaires dérivent d'une doctrine quasi religieuse et d'une volonté de puissance.

La planification, en Union soviétique, a été inspirée par une théorie ou par une utopie, non par le modèle allemand de 1917. On vitupérait la propriété privée, les mécanismes du marché, la monnaie, et l'on croyait mystiquement aux vertus de l'organisation centralisée. La Guépéou ou le N.K.V.D. n'a pas pour origine la chasse aux traîtres et aux suspects en temps de guerre; elle est une arme de la guerre civile, l'instrument de la terreur, l'inquisition dont une religion séculière, impatiente de convertir les infidèles et d'entretenir l'orthodoxie, ne saurait se passer.

Le régime national-socialiste fut probablement marqué plus fortement par les souvenirs ou l'anticipation de la guerre. Ludendorff, au lendemain de la défaite, avait dressé le plan d'une organisation totale de la nation dont a pu s'inspirer le régime hitlérien. L'idéologie national-socialiste devait, dans la pensée de certains de ses prophètes, devenir l'équivalent du shintoïsme, la «religion nationale» que Ludendorff admirait et tenait pour indispensable à la puissance des collectivités luttant pour leur existence.

Centralisation administrative, planification économique, propagande idéologique, nécessités de la mobilisation ou de la préparation à la guerre, passaient, aux yeux des Hitlériens pour statut normal. Le *Garrison State*, l'État militaire est contemporain du siècle des guerres, mais il sort de celles-ci non directement. mais par l'intermédiaire des partis et des doctrines totalitaires.

Entre la mobilisation totale en vue de la guerre et le totalitarisme, il subsiste, en dépit des similitudes de style et d'institutions, une différence de nature. Dans un cas, on n'exige qu'une unanimité provisoire, limitée à un objet unique, dans l'autre on vise à une unanimité permanente, élargie en un système de valeur et de pensée. Dans l'une, à titre temporaire, on suspend certaines libertés et on organise l'effort intégral du pays, dans l'autre on apprend aux masses que le service de la collectivité est, à chaque instant, le devoir le plus haut et que l'État

seul est habilité à choisir les objectifs et à répartir les ressources nationales.

Le problème d'interprétation n'est pas résolu pour autant. Les guerres hyperboliques du XXe siècle ont désagrégé les structures sociales et favorisé le succès des partis totalitaires. La menace d'une troisième guerre mondiale ne va-t-elle pas obliger, même les démocraties, à renoncer à certaines institutions libérales?

Les États modernes se réservent désormais le droit de mobiliser toutes les ressources matérielles et humaines de la nation, Quelques-uns renoncent à user de certains de leurs pouvoirs en temps de paix. La liberté des consommateurs, déterminant par leur choix l'emploi des moyens de production, n'est plus qu'un luxe précaire. On le conserve aussi longtemps que l'effort d'armement n'atteint par une ampleur telle que la «canalisation» de l'inflation devienne inévitable. Les États totalitaires ont un certain avantage du fait que pour passer de la paix à la guerre ils n'ont pas à modifier le fonctionnement de leur système. Cet avantage est probablement payé par des inconvénients: une économie libre est plus propice au progrès technique qu'une économie bureaucratique. Encore faut-il que les États démocratiques aient le temps, quand survient le danger, de mobiliser leurs forces.

On ne se bat pas avec de l'acier, mais avec des canons et des tanks. Qui possède l'acier possèdera, au bout d'une année ou deux, des milliers de tanks, à condition qu'il n'ait pas été écrasé entre temps. En 1940, les États-Unis disposaient d'un potentiel sidérurgique annuel de plus de 70 millions de tonnes, mais d'aucune division blindée. Seul l'éloignement par rapport à l'ennemi virtuel a permis aux États-Unis de ne pas entretenir en permanence une grande armée terrestre. Les pays d'Europe occidentale devront vivre en état de demi-mobilisation constante; les États-Unis vont y être contraints, mais un tel état est-il compatible avec leurs institutions?

L'affaire de l'espionnage atomique au Canada, le cas du docteur Fuchs, ont montré aux plus sceptiques que des professeurs, d'une moralité et d'une sincérité incontestables, sont capables de trahir leur patrie par conviction idéologique. Comment ne pas prendre des précautions contre ces ennemis insaisissables? Mais à partir du moment où l'on met au ban de la société certaines opinions, certains hommes, certains partis, où s'arrêter? Les démocraties tolèrent les hérésies, elles ne peuvent pas tolérer toutes les hérésies, d'autant plus qu'en ce cas l'hérésie camoufle une action permanente d'espionnage et de sabotage.

Il n'y a guère de doute sur le sens dans lequel, à l'heure présente, il convient

de trancher l'alternative. Mais nous ne nous demandons pas ce qu'il faut faire. Nous observons les conséquences, sur les régimes démocratiques de la quasi-guerre que les États totalitaires entretiennent en permanence. Or, ces conséquences sont évidentes: instauration d'une direction économique dans le cadre national, renforcement des disciplines sociales.

Entre cet État, aux fonctions élargies, et l'État totalitaire, la distance demeure considérable aussi longtemps que les détenteurs du pouvoir n'ont pas la volonté de supprimer les groupes et les partis, d'étouffer critique et opposition, d'imposer une orthodoxie. Les démocraties victorieuses risquent d'être contaminées par l'ennemi. Mais ceux qui invoquent cet argument pour refuser les mesures de résistance devraient imaginer quelle serait la contamination si, par malheur, les démocraties succombaient.

On conçoit, à la rigueur, qu'une société vive d'une certaine façon en temps de paix, d'une autre en temps de guerre, mais encore faudrait-il que guerre et paix fussent deux états nettement distincts. La guerre froide et le risque d'une attaque par surprise sont en train de condamner les démocraties à la mobilisation permanente.

Si unies que puissent être spontanément les nations libres, si féconde que soit, même sur le plan de l'efficacité, la critique des gouvernants par une opinion informée, une troisième guerre totale mettrait en mouvement de telles forces, comporterait un tel enjeu que la militarisation de la société accomplirait partout des progrès démesurés. La démobilisation n'efface pas les traces que laisse sur l'administration des choses et les habitudes humaines une période de mobilisation totale.

Que la guerre froide se prolonge encore des années et tous les pays vont se transformer en camps fortifiés, à moins qu'ils ne préfèrent les certitudes de la non-résistance aux incertitudes de l'effort et de la lutte. Que le totalitarisme stalinien gagne la partie et se répande sur l'Europe et sur le monde, les masses acclameront leur triomphe servile et la bienveillance de leurs tyrans. La police se chargera d'étouffer les voix des dissidents assez réactionnaires pour rappeler les époques révolues où la liberté impliquait le droit à la solitude et à la protestation. Une victoire des démocraties laisserait la chance de sauver quelque chose de la civilisation politique.

Encore les hommes devraient-ils, cette fois, maîtriser le dynamisme de la violence, Si les bombes atomiques et la guérilla précipitent la prolétarianisation des masses, d'où surgira un «ordre nouveau», sinon de la toute-puissance des

organiseurs, justifiée par les prêtres de quelque religion séculière? Pour sortir enfin du siècle des guerres, on sacrifiera allègrement libertés personnelles et indépendance nationale. Mais la servitude n'a jamais garanti la sécurité.

Superstition de l'Histoire

Liberté de l'Esprit
février 1953

On reproche parfois aux contemporains de condamner trop sévèrement les cruautés qui accompagnent le déchaînement des révolutions et l'édification des empires. Les hommes du XXe siècle ne méritent certes pas ce reproche. Acteurs et observateurs s'ingénient à prévenir le jugement de la postérité. Combien attendaient la fin de la guerre pour savoir si Hitler serait Dieu ou démon? Combien d'écrivains ont été convertis par la bataille de Stalingrad et ont désormais reconnu, dans un petit despote asiatique, le chef du prolétariat mondial? L'homme de la rue imite l'intellectuel et, à son tour, il substitue au jugement moral le jugement historique.

Il serait naïf de s'indigner. Après tout, les historiens ont toujours manifesté l'indulgence dont on fait, ici et là, grief aux hommes dans l'histoire. On ne saurait enseigner, dans les écoles, la grandeur de Pierre le Grand et reprocher à l'élève d'appliquer la leçon au présent: les moyens les plus rudes sont transfigurés par l'œuvre accomplie. Les événements eux-mêmes ont été un maître plus persuasif encore. Les grandes tueries, fussent-elles conformes aux lois de la guerre, ne laissent pas intact le respect de la personne. Les régimes se succèdent, avec les mouvements alternés des armées, chacun amène au pouvoir de nouveaux profiteurs et jette en prison les tenants du passé. Tous ensemble contribuent davantage à la diffusion de l'opportunisme ou du cynisme que le philosophe, imperturbable au milieu des ruines, qui proclame la rationalité du réel.

Si intelligible qu'elle soit, une telle attitude n'en serait pas moins chargée de périls pour les fragiles acquêts de la civilisation, le jour où elle se serait généralisée. Se mettant par la pensée à la place de leurs arrière-neveux, affectant la sérénité des habitants de quelque planète lointaine, les hommes regarderaient avec indifférence le massacre des Innocents ou la mort lente de concentrationnaires. On ne reproche leurs victimes qu'aux Césars vaincus, disait déjà Hitler.

Laissons cette antinomie du jugement historique et du jugement moral, liée à la condition historique de l'homme. Admettons que les bâtisseurs de pyramides n'aient plus désormais à attendre de la postérité une admiration que leurs contemporains ne leur marchandent pas. Pourquoi les mêmes hommes sont-ils tour à tour impitoyables et insensibles? Pourquoi un nègre lynché aux États-Unis

pèse-t-il aussi lourd dans la balance que cent mille concentrationnaires?
Pourquoi un refus de visa aux États-Unis indigné-t-il soudain celui qui conserve une certaine sympathie pour l'Union Soviétique, en dépit du rideau de fer?
Pourquoi le principe "deux poids, deux mesures" est-il pour ainsi dire le principe suprême de l'*intelligentsia* française de gauche, qu'elle soit rouge ou rose?

Phénomène banal, dira-t-on: le fanatique - et, en notre siècle, c'est la politique qui suscite le fanatisme - brûle de tuer son adversaire et parfois - plus rarement - de donner sa vie pour le triomphe de sa Cause. Qu'importe le prix du triomphe, si le but est sublime? Les modérés éprouvent quelques scrupules, ils ne rejoignent pas l'avant-garde du prolétariat ou les troupes d'assaut, ils ne se plient pas à une discipline qui leur répugne, ils déplorent que tant de sang doive couler (mais, après tout, l'humanité a-t-elle jamais été avare de sang?). L'indifférence aux moyens et au coût se retrouve à droite et à gauche, et aussi cette solidarité honteuse entre démocrates de tendance socialiste et Staliniens, entre conservateurs et Hitlériens. Jusqu'au bout, les démocrates, à gauche, et les conservateurs, à droite, s'imaginent que les extrémistes, Staliniens et Hitlériens, se singularisent par leur seule technique d'action: "ils" passeront la main, une fois la crise surmontée. Quand les brutes à chemise brune auront liquidé le régime de Weimar et rendu à l'Allemagne son indépendance militaire, le temps du *Herrenclub* reviendra. Quand Staline aura détruit le capitalisme et édifié une grande industrie, les socialistes, sensibles à la civilisation, fidèles aux valeurs libérales, auront leur tour.

L'événement a dissipé tragiquement les illusions des conservateurs allemands. Les plus grands noms de l'aristocratie prussienne figurent parmi ceux des conjurés du 20 juillet. Les Moltke et les Bismarck rejoignirent en prison les chefs désignés de la social-démocratie et périrent avec eux sur les mêmes gibets. Quelle qu'ait été l'issue de la guerre mondiale, les survivants des anciennes classes dirigeantes, les premiers alliés de Hitler, n'avaient rien à espérer en tant que groupe historique. Individuellement, ils auraient pu faire carrière d'officiers ou de fonctionnaires, dans l'Empire nazi. L'armée avait besoin de spécialistes; l'État impérial, de gauleiters ou d'ambassadeurs, chargés de gouverner ou de protéger les pays conquis ou alliés; l'administration, d'experts innombrables. La structure des pouvoirs, l'idéologie régnante, le style populaire du régime n'auraient plus rien eu de commun avec l'univers spirituel en même temps que social et politique, dont les conservateurs souhaitaient la durée ou la rénovation. En profondeur, la République de Weimar différait moins de leur univers que le IIIe Reich.

Ne commettent-ils pas la même méprise fatale, les professeurs en Sorbonne, les écrivains de Saint-Germain-des-Prés, les agrégés et les instituteurs qui signent régulièrement les pétitions contre le réarmement de l'Allemagne (celle de l'Ouest, bien entendu), pour la Conférence des Cinq, qui vont à Breslau ou à Vienne défendre la paix, qui ne sont pas communistes, mais...? Ils détestent les États-Unis qui acclament certains et ne menacent aucun d'entre eux. Et pourtant, l'Union Soviétique victorieuse ne leur laisserait pas le loisir de se livrer à leur exercice favori: se dresser, au nom de la conscience, contre le train des choses humaines.

On est parfois tenté de rendre la méprise intelligible en rappelant l'équivoque banale des moyens et des faits. Le conservateur se plaît à croire que le nazi vise le même objectif que lui. Il ne saurait, il est vrai, approuver les moyens employés par ce dernier, bien qu'il incline à les estimer efficaces. De même, le démocrate de gauche est choqué par certaines modalités de la technique d'action stalinienne, les procès de Moscou, Budapest, Prague et autres lieux le troublent, l'orthodoxie, en matière d'art ou de génétique, lui déplaît. Il continue de croire que les communistes visent le même but que lui: l'horreur que lui inspirent le fanatisme de parti et le despotisme de l'État stalinien ne va pas sans une secrète attirance. Négation de toutes les valeurs qui furent celles de la gauche européenne, la méthode du communisme n'est-elle pas seule capable de les accomplir quelque jour, parce que seule efficace?

L'erreur consiste évidemment à méconnaître la solidarité réelle entre les moyens et la fin. Le régime édifié par Staline ressemble plus à l'organisation du parti qu'à l'idéologie du prophète. Entre ceux qui veulent socialiser les moyens de production sans supprimer les parlements et la diversité des groupes et ceux qui, sous prétexte de hâter cette même socialisation, veulent s'assurer la toute-puissance du parti révolutionnaire, la communauté du but semble, à l'avance, l'emporter sur l'antinomie des moyens. L'expérience enseigne le contraire. Les uns appartiennent à la tradition démocratique de l'Occident, les autres reconstituent l'État absolu qui confond hiérarchie bureaucratique et hiérarchie sociale, qui peut-être même revient au lointain passé de l'État païen et du César divinisé.

Trente-cinq ans après la Révolution, on s'en tiendrait malaisément à la formule banale des moyens odieux en vue d'un but sublime. Parti unique, suppression des libertés personnelles et de la sécurité personnelle, recherche obsessionnelle des suspects, ce qui aurait pu passer d'abord pour l'accompagnement déplorable mais

peut-être inévitable de la phase terroriste, s'est cristallisé en institutions. Comment l'État soviétique, qui met au pas les syndicats et interdit les grèves, pourrait-il être le moyen de la libération du prolétariat? Comment une religion officielle serait-elle le moyen de la libération de l'esprit?

Pour rendre quelque vraisemblance à l'argument, un autre vocabulaire s'impose. Il faut remettre les événements dans la durée, se donner en imagination un avenir indéfini, en un mot il faut invoquer la dernière idole de notre siècle sans foi, l'Histoire. C'est elle qui exalte les vainqueurs et accable les vaincus, c'est elle qui nous interdit de dire non à Staline et oui au monde occidental, elle qui ne nous permet plus jamais ni de condamner ni d'approuver, elle dont nous ne parvenons pas à percer le mystère et qui pourtant pèse sur nos destins précaires et se joue de nos velléités impuissantes.

Nous vivons une époque de catastrophes. Après la deuxième guerre mondiale, il n'était pas besoin de lire Spengler ou Toynbee pour reconnaître que l'ordre ancien, aussi bien à l'intérieur des États que dans les relations internationales, était partout ébranlé, voire même en Europe et en Asie, détruit sans espoir de restauration. Nul ne saurait prévoir quelle Chine surgira de la révolution communiste, aboutissement au moins provisoire d'un demi-siècle de bouleversements. La civilisation industrielle venue d'Europe et d'Amérique achève d'abattre la structure traditionnelle des sociétés d'Asie et peut-être emportera-t-elle à la longue certaines croyances séculaires. Le Vieux Continent, partagé entre un Empire animé par une foi conquérante et des nations affaiblies, accrochées à des formes désuètes et à des régimes impuissants, cherche vainement à refaire l'unité perdue. La crise est à ce point multiple, profonde, inextricable que la connaissance authentique de l'histoire en cours ne saurait aboutir qu'à une leçon de modestie. Il faut beaucoup d'ignorance et beaucoup de présomption pour prétendre à fixer le sens de la totalité ou à déterminer la fin de l'aventure.

L'Histoire, qu'on invoque pour justifier l'adhésion à un parti et la démission du jugement moral, n'a pas grand-chose de commun avec la connaissance positive et critique du passé qui, elle, nous incite à remettre en question nos préjugés et à reconnaître les autres. L'Histoire, mise au service des passions politiques, est orientée dans une certaine direction, les événements et les hommes sont louables ou blâmables selon qu'ils retardent ou accélèrent un mouvement, que l'on postule inévitable et bienfaisant, selon qu'ils se situent dans le courant ou, au contraire, à contre-courant. Ils sont baptisés réactionnaires ou contre-révolutionnaires et, par

là même, disqualifiés s'ils se dressent contre l'Histoire, c'est-à-dire contre la vocation de l'humanité elle-même.

Par millénarisme, on désigne une certaine vision de l'histoire, la croyance que l'avenir assurera l'avènement d'une société, sinon parfaite, du moins radicalement autre que les sociétés connues. La formule marxiste - la révolution de la classe ouvrière marquera la fin de la Préhistoire, le saut du règne de la nécessité à celui de la liberté - est en ce sens caractéristique de la pensée millénariste. Le mot lui-même rappelle les origines chrétiennes de cette foi. Les millénaristes attendaient le retour du Christ sur la terre et un empire de justice qui durerait mille ans. Convertis au matérialisme, les millénaristes d'aujourd'hui prêtent à l'homme seul la capacité de bâtir la cité juste, à condition qu'il sache dégager et utiliser les lois du développement social.

La droite a tenté de reprendre à la gauche le millénarisme. Hitler a vaticiné sur l'empire de mille ans et il a été jusqu'au bout du raisonnement auquel incline le millénarisme (qu'importe le prix, s'il s'agit d'accomplir une valeur absolue). Mais le millénarisme de droite n'aura jamais le retentissement du millénarisme de gauche parce qu'il ne s'appuie pas sur une philosophie optimiste. Comment pourrait-il même concevoir que la suite des temps et la succession des États pût aboutir à une société où seraient résolus tous les conflits de la coexistence humaine, surmontés tous les obstacles à la liberté et à l'égalité des personnes?

Idéologie révolutionnaire, le national-socialisme était lui aussi tourné vers l'avenir, à la différence du conservatisme qui souscrit à l'autorité de la tradition et s'efforce de sauver ce qu'ont édifié les siècles, d'heureuses chances, l'inconsciente sagesse des foules ou le lucide génie de quelques-uns. Mais, à la longue, il était paralysé par une essentielle contradiction. On n'éveille pas un espoir infini au nom d'une doctrine de la race et de la guerre, c'est-à-dire une doctrine sans espoir. À courte échéance, en un pays particulier, la propagande en faveur du grand Reich allemand a pu susciter autant ou plus d'enthousiasme que la propagande en faveur de la société sans classes. Le royaume hitlérien de mille ans, réplique à la société sans classes, elle-même image sécularisée du royaume millénaire ou de la Fin des Temps, ne marque rien de plus qu'une étape sur une route qui ne mène nulle part, un chaînon d'une chaîne sans fin. Pourquoi cet empire durerait-il plus que tant d'autres qui l'ont précédé? Allemands ou aryens, à la rigueur, y peuvent adhérer de bon cœur: les autres le rejettent avec horreur ou le subissent avec résignation. L'Union - universelle - des Républiques socialistes soviétiques est ouverte à tous les hommes.

La supériorité du millénarisme de gauche vient aussi d'une liaison, plus ou moins dissimulée, avec la philosophie du progrès. En rigueur, millénarisme et progressisme sont contradictoires. Ce dernier ne connaît pas la fin de l'aventure; il suppose ou il croit que l'avenir vaudra mieux que le passé. Si l'accumulation du savoir et l'élargissement des moyens techniques passent pour l'activité essentielle de l'homme, l'histoire s'organise d'elle-même en une série unique, orientée vers un terme inaccessible. L'homme saura et pourra de plus en plus; il ne saura et ne pourra jamais tout, la notion même d'achèvement ou de stabilité étant incompatible avec la nature de la science et de l'industrie. Le millénarisme ne se satisfait pas de cette quête indéfinie, en rigueur presque impensable. (Comment déterminer le mieux, si l'on ne sait par rapport à quel bien? Comment affirmer l'avance, si l'on ne sait par rapport à quel but?) Il fixe au mouvement un terme qui serait à la fois accomplissement et transfiguration de l'histoire humaine.

Progressisme et millénarisme comportent chacun des difficultés intrinsèques. La supériorité de l'avenir sur le passé, évidente en fait de connaissances positives, devient indémontrable et, en certains cas, absurde s'il s'agit de créations artistiques ou, plus généralement, des œuvres de l'homme. La fin de l'Histoire, intelligible en termes théologiques (conversion de l'humanité, retour du Christ, Jugement dernier), échappe à l'esprit qui en veut préciser le contenu concret, matériel, saisissable. Personne n'a jamais cru que le temps cesserait de couler ou les institutions de se transformer, au-delà de l'événement auquel on attribue une valeur de rupture. Toujours on découvre un sens subtil ou symbolique dans lequel l'événement, en lui-même prosaïque, mérité d'être considéré comme la coupure entre Préhistoire et Histoire. Par exemple, le progrès social n'impliquera plus de révolution politique. Dans le royaume millénaire, le progressisme sera vrai.

Le marxisme, d'une certaine façon, combinait progressisme et millénarisme. La lutte de classes constitue l'essence de l'histoire humaine telle qu'elle s'est déroulée jusqu'à présent. La révolution prolétarienne, qui mettra fin à cette lutte, représente une coupure dans la suite des événements humains. Mais cette dignité éminente est reconnue à la révolution prolétarienne parce que celle-ci ne sera pas une révolution comme les autres: elle sera faite non par une minorité pour une minorité, mais par l'immense majorité au profit de tous. Le développement même du capitalisme augmentera le nombre des victimes et réduira celui des privilégiés. L'exploitation ne sera plus nécessaire parce que la richesse collective permettra une répartition équitable. (*Autrement*, écrivait Marx dans sa jeunesse,

la sale cuisine recommencera.) Le développement des forces collectives apparaît donc, dans cette perspective, comme la condition indispensable, et à l'expansion du prolétariat, et à la volonté révolutionnaire des masses, et à la réalisation du socialisme.

Le fait de la Révolution russe a fait éclater cette synthèse: la Révolution - espoir eschatologique - ne se produit pas après que le progrès des forces productives est arrivé à son terme. Elle se produit avant que le capitalisme ait rempli sa fonction historique. Le régime sorti de la Révolution, quels qu'en soient les mérites et les démérites, ne présente aucun trait qui le mette en dehors de l'expérience humaine. Ni l'inégalité des conditions n'a été supprimée, ni l'État ne fait mine de dé périr.

À quoi le millénarisme va-t-il se raccrocher? À l'intérieur de la Russie, on renvoie, au-delà de l'achèvement des plans quinquennaux, les bienfaits qu'annonçait la doctrine. Au dehors, on continue de présenter la Révolution, c'est-à-dire en fait la prise du pouvoir par les partis communistes, comme le moment décisif, le saut du règne de la nécessité à celui de la liberté. En d'autres termes, en Union soviétique, on revient au progressisme puisque la rupture est déjà intervenue. Ailleurs, on continue de mettre l'accent sur la rupture, écrasement de l'ennemi capitaliste et triomphe du parti, confondu par délégation mystique avec le prolétariat.

Intellectuellement, les deux interprétations sont également faibles. Que le développement des forces productives, équivalent marxiste du progrès économique, amène peu à peu, en Union soviétique, une élévation du niveau de vie, une réduction des inégalités, on peut l'admettre. Mais il n'en va pas autrement dans les régimes capitalistes. Dans l'un et l'autre cas, on constate du mieux - la richesse collective augmente, le minimum accordé à chacun s'élève, etc.; on ne constate ni changement radical ni réconciliation finale des hommes entre eux ou avec la nature. Et, d'autre part, prêter à la prise du pouvoir par le parti communiste une signification unique; y voir la forme probable de la Fin des Temps, ou simplement la qualifier fin de la Préhistoire ne va pas sans mettre à rude épreuve l'esprit critique d'un intellectuel, même porté à la foi.

La représentation de l'Histoire, qui demeure à la mode, vient du marxisme, mais elle est singulièrement éloignée de la synthèse marxiste telle qu'elle se présentait dans les œuvres de Marx lui-même. La gauche s'accroche aux deux idées essentielles que le cours de l'Histoire est orienté et que l'ensemble a une signification. Mais, à partir de ces thèmes communs, les uns adhèrent avant tout

à la Révolution réelle et au parti (ou bien aux partis) qui en est (ou en sont) à travers le monde le (ou les) représentants: ce sont les staliniens. Les autres, déçus par certains aspects du régime soviétique, se refusent à reconnaître en lui l'image de leur rêve. Mais, fidèles aux grandes lignes de la philosophie marxiste, convaincus de trahir s'ils se trouvent dans un camp opposé à celui du prolétariat, ils demeurent sur le seuil, oscillant entre la nostalgie d'une Révolution qui serait pure et la résignation à une coopération partielle avec le stalinisme.

Les uns et les autres inclinent parfois vers une troisième version de l'Histoire. Celle-ci ne serait ni la voie sanglante vers le Royaume de Dieu, ni le cheminement indéfini d'une humanité sans but. Elle serait puissance impitoyable et peut-être cruelle. À quoi bon s'opposer à la vague de l'avenir? disaient les hitlériens hier, disent les staliniens aujourd'hui. On s'est soumis aux décrets de l'Histoire parce qu'on faisait confiance à l'avenir et qu'on en attendait l'accomplissement de la vocation humaine. Quand la foi en la Providence s'est éteinte, il reste la résignation au Destin.

La superstition de l'Histoire survit à la faillite de l'espérance.

Les hommes et les machines

Le Figaro
18 décembre 1953

Il n'est guère de problème plus fréquemment discuté à travers l'Asie, de Tokio à New-Delhi, que celui du remplacement des hommes par les machines. La technique occidentale, qui a donné aux Européens, et plus encore aux Américains, un niveau de vie incomparablement supérieur à celui du reste de l'humanité, est-elle applicable à un pays comme le Japon, dont la population augmente de plus d'un million par an, ou de l'Inde dont la population augmente de plus de quatre millions par an?

Le même problème a été soulevé par certains économistes (M. Sauvy) à propos de l'influence qu'exerce le modèle américain sur les économies européennes. Est-il bon que les Européens apprennent, eux aussi, la prodigalité dans la consommation des matières premières qu'ils achètent au dehors et l'économie dans l'emploi de la main-d'œuvre, dont ils possèdent souvent un surplus?

Théorie et psychologie

En théorie, la réponse n'est pas mystérieuse. La substitution des machines aux hommes serait justifiée dans les seuls cas où elle entraînerait un abaissement du prix de revient. L'erreur serait de souhaiter la perfection technique de l'équipement en se référant aux expériences étrangères, au lieu de procéder à un calcul économique rigoureux. Là où le prix de la main-d'œuvre est bas et le coût de l'argent élevé, le même équipement ne sera économiquement rentable que là où les salaires sont élevés et le taux d'intérêt faible. Mais cette argumentation, en elle-même indiscutable, ne surmonte pas les difficultés.

Psychologiquement, et, si l'on peut dire, historiquement, les peuples d'Asie, comme ceux d'Europe, ne veulent pas être en retard sur la technique la plus avancée. L'amour-propre national est autrement fort que le calcul économique. Les trains à bandes continues montés par les sidérurgistes européens ont saisi les imaginations, presque sans référence aux débouchés possibles. La demande, pense-t-on, finira bien par suivre la production. De même, il y a une tendance compréhensible en Asie, dès lors que l'on bâtit des grandes usines, à sauter les étapes et emprunter le "dernier cri" de l'industrie américaine.

De plus, le calcul économique ne révélerait la juste mesure de

l'industrialisation qu'à la condition que prix de l'argent et prix du travail fussent fixés par le marché. Or il n'en est rien. Beaucoup des investissements sont directement financés par l'État. Et les salaires sont plus ou moins contrôlés par les gouvernements ou les organismes semi-publics.

La pratique est un compromis entre les deux tendances. La main-d'œuvre employée est toujours plus nombreuse que dans une usine occidentale, même quand l'équipement est analogue. Mais on s'efforce d'améliorer l'outillage et parfois aussi de sauvegarder, en marge de l'industrie moderne, la production artisanale capable de satisfaire certains besoins et d'employer beaucoup d'ouvriers avec peu de capital.

Le cas de l'Inde

La controverse dans l'Inde est plus vive que partout ailleurs, parce qu'elle évoque la polémique de Gandhi contre l'industrie moderne. Le rouet était le symbole du mode de vie auquel le mahatma voulait ramener son peuple et l'industrie textile est la première industrie du pays.

Si l'on interroge, comme je l'ai fait, un directeur d'usine de Bombay, il répond sans l'ombre d'hésitation: l'Inde doit suivre la route sur laquelle les Occidentaux ont trouvé la fortune. L'élévation de la productivité permet de payer des salaires plus élevés et ceux-ci constituent un pouvoir d'achat qui incitera à des productions supplémentaires. Ainsi progresseront simultanément production et revenus. De plus, on fait valoir que l'industrie textile travaille pour l'exportation et qu'elle perdrait ses débouchés si elle demeurait en retard sur ses concurrents étrangers. L'artisanat a peut-être sa place, mais à condition qu'il survive par ses moyens propres, sans protection ou subvention de l'État.

L'autre théorie, maintes fois exprimée dans les journaux, insiste sur la nécessité, non pas seulement morale, mais économique, de sauvegarder certains métiers traditionnels, faute de capitaux suffisants pour occuper toute la main-d'œuvre disponible avec un outillage moderne. Et pour cette sauvegarde on serait prêt à prélever certaines taxes sur les sociétés de type occidental ou à leur imposer certaines restrictions.

De ces deux conceptions, il n'est pas douteux que la première l'emporte, pour deux motifs principaux. Les fonctionnaires et les hommes politiques sont imprégnés par les conceptions occidentales, staliniennes ou keynésiennes, et celles-ci incitent l'État à se charger d'une partie au moins des investissements. Les industries montées par l'État prennent, inévitablement et légitimement, les industries occidentales pour modèle. Et souvent la question même "hommes ou

machines" ne se pose pas.

Elle se pose quand il s'agit, par exemple, de moyens de communication. Un homme d'affaires américain, qui me conduisait à travers la campagne japonaise, tempêtait contre le mauvais état des routes. Effectivement, le réseau routier du Japon est très inférieur aux réseaux occidentaux. Pourquoi n'emploient-ils pas nos machines pour les améliorer ou les entretenir? Je posai la question: devraient-ils employer vos machines achetées en dollars ou, à la manière des Chinois, faire travailler des milliers de manœuvres avec pelles et pioches?

Les économies des pays d'Asie sont hétérogènes, elles juxtaposent des institutions ou des méthodes d'âges différents. Quelles que soient les décisions gouvernementales, il subsistera d'immenses secteurs peu industriels à côté de gratte-ciel et d'usines géantes. La civilisation occidentale ne saurait gagner l'ensemble des pays et apporter l'aisance à tous qu'à une condition, bien loin d'être réalisée en Asie: la réduction de la natalité.

De quoi disputent les nations?

La Nouvelle NRF
Octobre 1954

On s'accorde à reconnaître que nos catégories politiques, élaborées au siècle dernier, droite et gauche, libéralisme et socialisme, tradition et révolution, sont devenues équivoques. Elles suggèrent des oppositions que l'expérience a surmontées, elles rapprochent des hommes et des idées que l'histoire a rangés dans des camps hostiles. Le régime soviétique, qui confond la société et l'État, se situe-t-il à l'extrême-gauche? Peut-on dire qu'il prolonge le mouvement qui tendait à réduire l'arbitraire, à élargir la marge d'autonomie individuelle, à imposer aux gouvernants le contrôle des gouvernés? Dans un autre sens, quand des officiers honnêtes, soucieux d'indépendance nationale et de progrès économique, dissolvent un parlement de «pachas» et établissent une dictature militaire, quel terme appliquer à leur règne?

À l'intérieur du monde occidental, comment classer ou définir les politiques menées ici et là? A-t-on raison de baptiser «libérale» la politique du Dr Erhard en Allemagne occidentale, socialiste celle de M. Gaitskell en Grande-Bretagne, hier? Et que signifie, au regard des doctrines, l'action de M. R. A. Butler aujourd'hui?

Il ne me paraît pas impossible de mettre de l'ordre dans le chaos idéologique, mais la condition indispensable est de reconnaître d'abord à quel point, de pays à pays, les controverses changent de sens. On emploie les mêmes mots, mais les réalités auxquelles on se réfère sont autres.

I. – Le grand débat britannique

Deux faits commandent la situation en Grande-Bretagne: les institutions de la démocratie ne sont pas mises en question; le socialisme, qui n'a jamais été doctrinaire ou marxiste, est désormais le présent plutôt que l'avenir, le fait plutôt qu'un programme.

Ni les conflits entre partis, ni les querelles d'idées n'ont ou ne paraissent avoir d'enjeu vital pour une fraction de La collectivité. Quel que soit le parti vainqueur, personne n'est menacé de mort ou de prison. Quelle que soit l'idée à laquelle finalement adhère le pays, personne ne doit renoncer à ce qu'il tient pour essentiel. L'accord sur les lignes directrices de la politique étrangère et sur les valeurs et le style de l'existence collective est presque unanime. Même pour

préférer l'intérêt supposé du Commonwealth à l'unité européenne, l'immense majorité, sinon l'unanimité, de la nation et plus encore de la classe politique, s'est trouvée unie. À supposer qu'ils se trompent, les Britanniques se trompent résolument, et tous ou presque tous ensemble.

On a découvert, au fur et à mesure que l'expérience se développait, les limites et les inconvénients de ce que l'on avait conçu à l'avance sous le nom de socialisme. Les passions se sont apaisées parce que les tenants du socialisme ont été déçus et les adversaires rassurés par la réalisation de leur rêve ou de leur cauchemar. *Ce n'était donc que cela!* disent les uns avec tristesse et les autres avec soulagement.

Les réserves de moyens de production que laissait inemployées le régime d'hier ne sont pas telles que le plein emploi fasse surgir soudainement une richesse inconnue. Ni à droite ni à gauche, on ne tolérerait le retour de la stagnation ou du chômage qui avaient sévi dans la période entre les deux guerres. Mais on sait – ou l'on croit savoir, – comment éviter sinon toute alternance de la conjoncture, du moins les ravages d'une dépression économique. Les techniques d'expansion n'appartiennent plus à un parti ou à une doctrine, elles ont perdu tout potentiel idéologique.

La nationalisation des instruments de production n'a apporté ni bienfaits miraculeux ni catastrophes. Elle ne s'impose que dans le cas d'une rationalisation que la propriété privée paralyserait. Elle ne modifie par elle-même ni la condition des travailleurs ni les relations entre employeurs et employés. Elle n'élimine pas certains inconvénients des trusts ou des concentrations privées, elle supprime évidemment l'influence politique que les magnats des trusts ont pu exercer dans le passé, elle laisse aux directeurs des entreprises publiques la chance d'obtenir certains privilèges, pour eux ou surtout pour leurs entreprises.

La redistribution des revenus a été relativement efficace pour réduire les revenus les plus élevés et éliminer la plupart des cas extrêmes de misère. Mais une énorme fiscalité reprend finalement aux familles modestes autant ou plus qu'elles ne reçoivent à titre de prestations sociales. Les victimes de la révolution travailliste ont été surtout les détenteurs des traitements, les classes moyennes de fonctionnaires et d'intellectuels dont dépendent le maintien de la culture et le progrès de la science.

On ne plaide pas pour ou contre l'intervention de l'État dans la vie économique, on cherche à déterminer les modes les plus efficaces de cette intervention et la combinaison convenable de décisions administratives et de

mécanismes du marché. L'expérience de la planification a incité beaucoup d'économistes à ramener à un niveau plus modeste les espérances qu'ils mettaient en elle. Elle a montré aux partisans du plein emploi à tout prix la difficulté de combiner avec celui-ci la stabilité des prix. Elle a incité bien des Keynésiens à préférer les contrôles indirects (monnaie, crédit, budget) aux contrôles directs et physiques. On essaie de composer avec la responsabilité publique du macrocosme la responsabilité individuelle des décisions microscopiques.

Le niveau de vie d'une population dépend avant tout de la productivité, et celle-ci, à son tour, de l'outillage et de l'organisation du travail. Le volume et la répartition des investissements deviennent le facteur décisif. Les régimes démocratiques ne sont pas incapables de pratiquer une certaine mesure d'épargne forcée (auto-financement, surplus budgétaire), mais, là encore, l'expérience a montré qu'un financement sain d'investissements considérables ne va guère sans épargne spontanée et individuelle. D'où le problème, indéfiniment discuté, des conséquences de la fiscalité sur l'épargne, des moyens de favoriser celle-ci, fût-ce en réduisant, celle-là.

Ces controverses ne soulèvent pas de passions, même parmi les spécialistes. Quelques intellectuels essaient pourtant de passionner le débat. D'aucuns réclament une extension de la propriété collective afin de rétrécir l'éventail des salaires et traitements, qui doit, aujourd'hui, être aussi large que celui des entreprises privées. On réclame, au nom de l'égalité, des impôts sur les successions qui équivaldraient à des confiscations. Quelques isolés souhaitent de nouvelles nationalisations, soit pour faciliter la planification, soit sous prétexte d'intéresser les ouvriers à la conduite des entreprises. Ces mots d'ordre, que l'on rencontre dans les *Nouveaux Essais fabiens*, n'ont guère de prise sur les masses ou même sur les chefs politiques. Les uns et les autres sentent plus ou moins confusément que le vrai problème historique est autre: comment conserver à une société, soucieuse d'assurer une répartition équitable des revenus et la sécurité des individus, le dynamisme indispensable au développement de la richesse? Comment rétribuer le capital de risque et le petit nombre des pionniers? Pour saisir la portée philosophique ou historique des controverses anglaises après l'expérience travailliste, il faut évoquer l'antinomie de la sécurité et de la richesse, de la justice égalitaire et de la justice proportionnelle, antinomie qui n'appelle pas un choix radical, mais un compromis raisonnable.

Provisoirement, socialisme sans millénarisme et conservatisme sans réaction composent paisiblement le gouvernement et l'opposition de Sa Majesté. Quand

Sir Winston, dans la campagne électorale de 1945, utilisa les arguments – simplifiés – du livre de F. von Hayek, *Le Chemin de la Servitude*, ses allusions à la Gestapo de M. Attlee eurent un succès de comique. Libre aux théoriciens de plaider qu'à la longue, et contre leurs intentions, les travaillistes finiraient par édifier un État totalitaire. Les Britanniques n'ont pas coutume de se préoccuper de ce qui pourrait survenir après-demain. Aujourd'hui, M. Bevan est un fidèle de Westminster.

Aucun «gauchiste» ne reconnaîtra le moindre mérite au communisme, s'il s'agit de la Grande-Bretagne. Plus que jamais insulaire, le Bevaniste est convaincu que le travaillisme devrait servir de modèle à l'univers, mais il consent que le communisme soit progressif en Asie, en Afrique, peut-être même – qui sait? – en France.

En vérité, les querelles entre Britanniques deviennent ardentes quand elles ont pour objet les États-Unis ou l'Union soviétique, les mérites ou les démérites du capitalisme ou du stalinisme.

Les intellectuels de gauche, en Grande-Bretagne, ressemblent aux intellectuels du Continent quand il s'agit de dénoncer le matérialisme, la maladresse, voire le bellicisme américain. Comme leurs frères des *Temps modernes* ou de *L'Observateur*, ils nieront la menace militaire et souligneront la menace politique du communisme; ils mettront leurs espoirs dans un point IV démesuré; ils seront indulgents à toutes les cruautés soviétiques et impitoyables à toutes les erreurs ou stupidités ou manquements à la liberté des États-Unis. McCarthy et non le M.V.D. sera leur cible n°1, les Rosenberg et non les concentrationnaires seront leurs victimes préférées. Mais, dans leur action plus encore que dans leurs propos, ces intellectuels de gauche demeurent solidement intégrés à la société britannique. Aux Français, le Front populaire; aux Chinois, le Stalinisme offrent peut-être la voie du salut. Aux Britanniques, reine et Parlement suffisent. Le nationalisme passe par d'étranges détours dans l'âme des intellectuels de tous les pays.

II. – Le grand débat français

La France offre le type opposé. Le communisme y est fort, alors qu'il n'existe pas, en tant que parti, en Grande-Bretagne. Le socialisme démocratique y est faible (entre 15 et 20 p.100 des votants) alors que, de l'autre côté de la Manche, il a exercé le pouvoir seul durant de longues années. La puissance du communisme, les causes de cette puissance contribuent curieusement à susciter un dialogue moins entre Staliniens et anti-Staliniens qu'entre les non-

communistes, sur l'attitude à adopter à l'égard de l'Union Soviétique et de ses fidèles.

Depuis vingt-cinq ans, une littérature s'accumule sur les divers aspects, politique, économique, social, de la troisième et de la quatrième République. On sait comment les divers départements votent, comment les partis sont constitués, comment le parlement fonctionne. Les causes et conséquences de la réduction de la natalité ont été explorées par les démographes; les causes et conséquences de la lenteur du progrès économique, par les économistes. Il reste beaucoup à découvrir, mais, en gros, on a dégagé clairement les problèmes de l'actuelle société française: faiblesse de l'exécutif, insuffisant dynamisme de l'économie, extrême hétérogénéité, au point de vue agricole, des diverses régions du pays, survivance, à la faveur de la législation fiscale et douanière, d'une poussière de petites entreprises artisanales, prolifération excessive du secteur tertiaire, non-rationalisation des circuits de distribution, etc. Tous les livres étrangers, y compris le dernier paru de M. Lüthy, qui critiquent la France, tirent intégralement leurs idées, leurs faits, leurs statistiques de livres français, y compris de textes officiels, comme le rapport sur les comptes de la nation, rédigé par les inspecteurs des finances. Jamais nation n'a été aussi consciente de ses défauts(1).

Marx imaginait la concentration capitaliste poussée à son terme: socialistes et syndicalistes français déplorent l'insuffisance de la concentration. Il faut beaucoup d'imagination dialectique et passablement d'ignorance pour attribuer à un complot du Grand Capital la survivance d'une structure dispersée de l'appareil productif. Le problème essentiel pourrait être appelé celui du *freinage du progrès économique dans une société occidentale*, ou encore de *la tendance à la stagnation d'une société petite-bourgeoise*.

Ce problème est reconnu par les sociologues et les économistes, les hommes de lettres ne l'ignorent pas complètement, mais, en général, l'effort de ces derniers est de substituer à ce problème national un problème à signification apparemment universelle. Ils y parviennent en transposant les données réelles de la situation dans les termes marxistes. Parfois on trouve juxtaposées des études empiriques sur la classe ouvrière française, telle qu'elle est, et des spéculations quasi métaphysiques sur la mission historique du prolétariat (mais quel prolétariat?). Celles-là sont prosaïques et vraies, celles-ci exaltantes et, le plus souvent, dénuées de signification.

Que l'on parcoure les revues dans lesquelles écrivent les existentialistes,

progressistes, chrétiens de gauche. Les considérations paramarxistes sur la Révolution, la reconnaissance de l'homme par l'homme, le sens de l'histoire y abondent. De même que les intellectuels allemands, vers 1930, multipliaient les variations, kantienne, hégélienne ou heideggerienne, sur les thèmes du millénarisme marxiste, ainsi les intellectuels français d'aujourd'hui adaptent ces mêmes thèmes à la mode sartrienne ou chrétienne.

La France connaît-elle une crise comparable à celle de l'Allemagne, dans les années qui précédèrent l'avènement de Hitler? On marquerait aisément certaines analogies, mais aussi les différences fondamentales. Les intellectuels français sont, au fond d'eux-mêmes, humiliés par l'abaissement de leur patrie, ils réagissent à leur humiliation inavouée par la révolte contre le monde qui les entoure, par des idéologies de fuite, de caractère universaliste et à prétention millénariste. Mais le fait social, dans la France d'aujourd'hui, est tout autre que dans l'Allemagne de 1930. Il n'y a pas des millions de chômeurs, des masses déracinées, prêtes à suivre n'importe quel aventurier. Le mécontentement est répandu, endémique, il n'exclut pas le désir inavoué de sauvegarder le mode de vie accoutumé, il n'exprime pas une volonté d'action à tout prix, il n'est pas animé par une attente infinie.

Un grand nombre d'ouvriers français, il est vrai, peut-être la majorité d'entre eux, votent pour le parti communiste. Ce noyautage du mouvement syndical et politique du prolétariat par le parti communiste accroît les chances du conservatisme plutôt que les risques d'une révolution: on dresse aisément les modérés de toutes les classes sociales contre un parti soumis aux directives de l'étranger. L'adhésion d'une fraction importante du prolétariat français au Stalinisme accule les intellectuels de gauche à un choix déchirant (quand ils ne consentent pas à sacrifier l'intellect par une adhésion totale). Anticommunistes, ne seraient-ils pas les ennemis du prolétariat (or, Sartre *dixit*, on ne saurait «combattre la classe ouvrière sans devenir l'ennemi des hommes et de soi-même»)? Communistes, leur faudrait-il acclamer le pacte Hitler-Staline comme une étape sur la voie de la libération humaine, dénoncer en Béria un agent du capitalisme, souscrire au matérialisme dialectique et le tenir pour l'achèvement de la philosophie?

Aliénés d'une patrie qui, à leurs yeux, sombre dans la médiocrité, solidaires du prolétariat auquel ils reconnaissent une mission historique, incapables de se plier à la discipline du militant stalinien, ils cherchent infatigablement des positions intermédiaires. Ils n'affirment pas que l'Union Soviétique soit l'incarnation de la

Cause révolutionnaire, mais ils n'affirment pas non plus le contraire. Ayant refusé le oui ou le non et choisi le peut-être, ils vitupèrent le plus souvent les États-Unis et l'alliance atlantique, comme si la résistance populaire au bellicisme occidental apportait à la paix une contribution décisive.

Les controverses entre intellectuels français gagnent en résonance au fur et à mesure qu'elles s'éloignent de la réalité. Le désir de ne prendre parti ni pour les États-Unis, coupables de capitalisme, ni pour l'Union Soviétique, malgré tout tyrannique, n'est pas propre aux seuls intellectuels de gauche français. La gauche travailliste le connaît aussi, elle l'assouvit aux dépens des seuls *natives* (qui commencent à Calais). Les Français fournissent à l'intelligentsia de gauche, dans tous les pays du monde, les arguments et les concepts grâce auxquels l'attitude du double refus – attitude plaisante puisque, presque partout, elle n'entraîne aucune responsabilité d'action – acquiert une sorte de respectabilité philosophique. Les méthodes qui permettraient d'accélérer le progrès économique en France n'intéressent que les spécialistes, le débat sur la Révolte et la Révolution intéresse tous les intellectuels: les mots employés sont si généraux, les concepts si mal définis, l'objet de la controverse si équivoque que les Japonais y croient retrouver leurs propres interrogations en oubliant, eux aussi, l'ingrate réalité.

L'objet du «grand débat» britannique est technique, l'objet du «grand débat» français est idéologique. Dans un cas, l'essentiel étant admis par tous, on discute sur la juste mesure et les méthodes efficaces; dans l'autre, on commence par oublier le fait national et l'on cherche à insérer dans un schéma, hérité du marxisme, une situation historique, que l'on peut comprendre sans peine, à la seule condition de ne pas se référer à des concepts anachroniques.

L'action politique a une meilleure chance de réussite quand la réflexion colle au fait, la France souffre du décalage entre celui-ci et celle-là. Intellectuellement, coût et profit sont mieux partagés. La discussion autour de notions équivoques (l'Union Soviétique incarne-t-elle la cause révolutionnaire?) ou d'idées fausses (il est absurde d'imputer à un régime de propriété en tant que tel richesse ou pauvreté des nations) est stérile. Mais, à s'en tenir au présent et à ses difficultés, on finit par vider les controverses de toute passion, de toute valeur prophétique, de toute profondeur philosophique. Les controverses françaises se perdent souvent dans l'abstraction ou l'anachronisme, elles touchent parfois l'essentiel. La mise en question de la civilisation mécanique ou du réformisme ouvrier dépasse les considérations raisonnables sur la synthèse du *welfare state* et du

dynamisme économique (bien que ces dernières considérations soient, à coup sûr, plus utiles à la prospérité des nations).

III. – Aux États-Unis et en Allemagne

Grande-Bretagne et France représentent les deux cas extrêmes de correspondance et de divorce entre la réalité nationale et l'idéologie socio-économique. On rapprocherait sans peine la plupart des pays d'Europe de l'un ou de l'autre type: les pays scandinaves et la Hollande du type britannique, l'Italie du type français. La Belgique, en dépit de l'influence française qu'elle subit, se rapproche de plus en plus, politiquement, du type britannique. La fortune du parti communiste n'a cessé de décliner, depuis les premières élections au lendemain de la guerre. Le gauchisme des progressistes, chrétiens ou existentialistes, paraît une curiosité parisienne plutôt qu'une étape du devenir de l'esprit universel.

On pourrait esquisser une explication, sociologique ou historique, du contraste entre ces deux types. Les pays qui appartiennent au premier sont de niveau de vie relativement élevé, ils n'ont pas connu, dans les temps modernes, de rupture révolutionnaire; la réforme protestante, sauf en Belgique, y a réussi; ils appartiennent à la zone de civilisation maritime ou de tradition municipale. France et Italie sont pays catholiques, l'opposition chronique contre l'Église y prend inévitablement un contenu politique. Dans les deux pays, le progrès économique a été freiné, l'élévation du niveau de vie des masses ouvrières retardée par la survivance de régions sous-développées. Le destin du socialisme modéré – syndicats réformistes et parti travailliste – est le symbole, effet et cause à la fois, de l'évolution historique: par le succès du socialisme modéré, la Belgique catholique, si proche de la France à beaucoup d'égards, a évité, même dans la région wallonne, le glissement vers le conflit entre l'ordre existant et les révolutionnaires, conflit qu'expriment et transfigurent les intellectuels dans leur philosophie. Les scissions du socialisme italien ont accompagné la montée du parti communiste.

Allemagne et États-Unis, en revanche, ne sauraient être rangés dans aucune des deux catégories. Si l'on s'en tenait à la lettre des controverses économico-sociales, on risquerait de croire que l'Allemagne est, moins de dix ans après la mort de Hitler, la patrie et le modèle du libéralisme social (*soziale Marktwirtschaft*), cependant que les États-Unis n'auraient été sauvés du socialisme, envahissant sous le règne des démocrates, que par la victoire républicaine de 1952. Ici aussi, la vérité me semble assez différente.

En ce qui concerne l'Allemagne occidentale, le fait décisif me paraît le complet épuisement des idéologies qui, de la patrie de Marx et de Hitler, étaient parties à la conquête du monde. Le peuple allemand a vécu jusqu'au bout la folie nationaliste, il a du régime soviétique une expérience incomparablement plus directe que n'importe quel autre peuple d'Europe. Pour l'instant, il est invulnérable à certains arguments ou illusions. L'orateur qui, à la manière des philosophes français, viendrait expliquer à des ouvriers allemands que l'interdiction des grèves ou l'élimination des syndicats libres, en Union Soviétique, sont légitimes parce que, là-bas, le prolétariat est au pouvoir, ne pourrait aller jusqu'au bout de son discours. À la différence des philosophes français, les ouvriers allemands savent ce que signifie le règne du parti communiste. Ils continuent de voter en majorité pour le parti socialiste, mais – tous les témoignages concordent – ils ne croient plus aux idées marxistes. Ils refusent d'entendre les propos, naguère classiques, sur la lutte de classes ou la Révolution. Ils sont désormais aussi raisonnables et empiriques que les ouvriers britanniques, avec cette différence qu'ils ont vécu la tentation messianique et que ceux de la Grande-Bretagne l'ont ignorée. Provisoirement au moins guérie par les catastrophes, l'Allemagne du marxisme et du nationalisme se vante de restaurer la pure doctrine libérale.

Prétention qui n'est que partiellement justifiée. Les entrepreneurs ou managers de la Ruhr continuent de détenir un pouvoir exorbitant. La structure et le fonctionnement de l'économie sont éloignés du modèle classique. Ce qui est vrai, c'est que le gouvernement du chancelier Adenauer a laissé jouer les mécanismes du marché plus que d'autres pays. Mais la condition du relèvement spectaculaire a été l'effort de travail, l'importance des investissements et de la construction, la modération et la discipline de la classe ouvrière, toutes circonstances qui ont été peut-être favorisées, certainement pas créées, par les mesures du Dr Erhardt. Le climat de la République fédérale est conservateur et bourgeois, national à la façon de la bourgeoisie wilhelmienne, nullement à la façon des *desperados* nazis. Le souci prédominant est économique, non idéologique. On déteste communisme et Russie confondus, on admire la productivité américaine, on ne voit plus trace de ce mélange de philosophie et de politique qui a été caractéristique de la période weimarienne et qui attire l'intelligentsia française d'aujourd'hui. Les invectives de la presse ou des partis modérés contre le marxisme font écho au passé ou servent une opération de propagande: les social-démocrates ne sont plus marxistes, et leur prétendu attachement au marxisme les voue à la défaite.

Aux États-Unis, la controverse, politique et idéologique, semble, à chaque instant, passionnée. Si l'on en jugeait par la chaleur des discours, on croirait que l'essentiel est en question: en fait, l'enjeu des querelles n'est guère plus grave qu'en Grande-Bretagne.

La violence des polémiques, dans la presse quotidienne et hebdomadaire, tient d'abord au style de la vie politique. Elle tient aussi à la discordance entre les idéologies des partis et les changements intervenus dans la réalité depuis vingt-cinq ans.

Beaucoup de Républicains continuent de détester F. D. Roosevelt autant que les ennemis de leur patrie. Roosevelt est celui qui a introduit le socialisme aux États-Unis, qui a créé l'État Léviathan. La société américaine d'hier, telle que *Mr. Republican* l'imagine et la regrette, était conforme au modèle libéral, elle prospérait grâce à l'initiative des individus, elle excluait le développement du budget et de la fiscalité de l'État fédéral, les interventions des administrations publiques dans le fonctionnement de l'économie, les vastes services sociaux. Cette société individualiste, qui peut-être n'a jamais existé telle que les théories la décrivent, en tout cas n'est pas susceptible de revivre. La première administration républicaine depuis vingt ans s'est efforcée de réduire de quelques milliards de dollars les impôts, de licencier quelques dizaines de milliers de fonctionnaires, de revenir à une gestion plus rigoureuse du crédit. Elle n'a pas touché, pour l'essentiel, à l'œuvre des démocrates. Les services sociaux continueront de s'étendre, les prix agricoles d'être soutenus, l'État sera responsable de la prospérité. Peut-être les modalités de l'intervention républicaine, en cas de crise ou de menace de crise, ne seront-elles pas exactement les mêmes que les modalités de l'intervention démocrate. Les Républicains préfèrent les allègements fiscaux; les Démocrates, les dépenses supplémentaires. Les premiers craignent plus l'inflation, les seconds davantage la déflation. Le dialogue ne diffère pas fondamentalement de celui des conservateurs et des travaillistes en Grande-Bretagne.

Les accusateurs essaient d'enflammer leur public par le procédé qu'avait employé M. Winston Churchill, durant la campagne électorale de 1945: les nationalisations porteraient en germe la Gestapo. Aux États-Unis, la socialisation de la médecine ou le bas taux d'intérêt sont vitupérés comme s'ils conduisaient inévitablement au M.V.D. On aurait tort, d'ailleurs, de ne voir dans ces vitupérations qu'une ruse électorale. Les accusateurs sont, pour la plupart, sincères: même s'ils n'ont pas lu Hayek et Mises, ils en ont pensé spontanément

les arguments. La transfiguration des mécanismes du marché en une sorte d'absolu, le sentiment que toute intervention publique, qui fausse les prix, porte atteinte à ce modèle sacré, la valeur positive prêtée à l'initiative privée et la valeur négative attribuée à l'élargissement de l'État contribuent à ce glissement des préférences raisonnables vers un fanatisme étrange. Le fanatisme des doctrinaires de gauche est, au fond, plus raisonnable, puisque les tenants du socialisme ou du fascisme possèdent ou croient posséder une recette de salut. Les libéraux font confiance aux hommes et à leur spontanéité, ils ne devraient pas s'étonner que les individus n'aient pas pour suprême ambition le type idéal de l'économie compétitive: au bout du compte, dans le sport, mais non dans la vie, la formule «que le meilleur gagne» obtient une large audience.

La violence superficielle des querelles n'empêche nullement une prise de conscience orgueilleuse de la spécificité américaine, quand il s'agit de se comparer à l'Europe, et une unanimité, implicite ou explicite, de l'opinion éclairée, sur l'essentiel, à savoir l'*American way of life*. Nul ne marque plus de sévérité aux entrepreneurs européens (surtout français) que l'entrepreneur américain. À dénoncer son collègue européen et son penchant «féodal», son souci de profits élevés sur des quantités faibles, l'industriel de la *National Association of Manufacturers* assouvit enfin sa nostalgie inavouée d'être, lui aussi, un progressiste. Jusqu'à quel point l'opposition entre une économie américaine, animée par la concurrence, et des économies européennes, stérilisées par les cartels et la protection, est-elle une description fidèle ou une image d'Épinal? On en discute.

Ce qui me paraît incontestable, c'est que l'économie américaine est plus «compétitive», moins à cause de ses institutions qu'en raison de l'esprit qui l'anime. Elle n'est pas libérale, alors que l'économie française ou britannique serait socialiste. Au degré près, elle comporte les mêmes sortes d'interventions «socialistes» que l'on impute et reproche aux économies européennes. La concurrence appartient souvent au type oligopolistique et pas du tout au type classique. Circonstances géographiques, traditions historiques, climat social sont différents, des deux côtés de l'Atlantique, de même qu'ils sont différents en Allemagne et en Grande-Bretagne. Ces différences nationales ont peu de liens avec les oppositions dites idéologiques.

Le fait est qu'aux États-Unis la quasi-unanimité de l'opinion accepte le présent régime. Ni les intellectuels ni les hommes de la rue n'aperçoivent d'alternative. Effectivement, il n'y en a pas. À supposer qu'une crise comparable à celle de

1929 éclate – ce qui me paraît improbable – on y répondra par une forme quelconque de planification (ce qui n'empêchera pas de se réclamer du libéralisme). Le régime existant a créé d'immenses richesses, il les a réparties moins injustement entre les citoyens, l'inégalité a diminué au fur et à mesure que s'élevait le niveau de vie. Ces objectifs, qui étaient et sont encore ceux de la gauche européenne, les États-Unis s'en sont rapprochés, par une méthode empirique. Au nom de quoi se dresserait-on contre ce qui est? Au nom de quoi souhaiterait-on une révolution? Même la lutte de la «gauche» américaine contre les trusts, contre les concentrations de pouvoir économique, est en train de perdre sa signification, au fur et à mesure que la fonction des «corporations» dans le progrès économique se découvre et que l'expérience incite d'illustres libéraux à réviser leurs préjugés traditionnels.

Il reste beaucoup à critiquer, en particulier la tendance au conformisme que suscite la disparition de l'espérance messianique. La pensée américaine a besoin de «dissidents». Le danger est que les «dissidents» retombent dans des idéologies anachroniques, au lieu de dégager les difficultés ou les injustices que l'optimisme officiel tend à dissimuler.

À l'heure présente, les deux grands débats en cours ont pour enjeu l'un le MacCarthysme, l'autre l'Union Soviétique et la politique à adopter à l'égard du communisme en Asie et en Europe. Le MacCarthysme met en cause les libertés civiles, les mesures qu'une société libre a le droit de prendre contre la conspiration et l'infiltration. Malheureusement, le débat demeure confus parce que, des deux côtés, on pratique l'amalgame, «MacCarthysme» et «communisme» étant transfigurés par leurs adversaires en magmas énormes, sans limites précises. En ce qui concerne le communisme, la littérature scientifique aux États-Unis me paraît la meilleure disponible dans le monde occidental. En revanche, dans les controverses courantes, on mêle deux questions que le réalisme enjoint de séparer: quel jugement porte-t-on sur tels ou tels aspects du communisme chinois, polonais, etc.? Que peut-on, que doit-on faire à l'égard du camp soviétique, en Europe et en Asie? La condamnation du communisme se transforme trop souvent en une sorte de refus de négocier avec l'infâme ou d'en reconnaître l'existence.

À nouveau, comme en Grande-Bretagne, encore que d'autre manière, le conflit idéologique porte moins sur le régime intérieur que sur le monde. Au bout du compte, les Américains ne se disputent vraiment qu'à propos du communisme, que pourtant ils condamnent tous avec une touchante unanimité.

IV. – En dehors de l'Occident

En France et en Italie, un grand parti communiste s'est développé, les autres pays d'Occident n'ont que des partis peu nombreux, réseau d'espionnage ou conspiration plutôt qu'organisation de masses. Pour les uns comme pour les autres, le communisme pose un problème grave de politique intérieure ou étrangère. Ni pour les uns ni pour les autres, il ne constitue un problème grave, d'ordre intellectuel.

Schématiquement, on peut distinguer deux modes d'adhésion au communisme: l'adhésion du militant, qui accepte la vision du monde et la version changeante de l'histoire que lui enseignent les autorités du parti; l'adhésion de l'intellectuel, qui ne prend pas à la lettre la doctrine officielle, mais tient le communisme pour le régime le mieux adapté à la tâche d'industrialisation des pays sous-développés, pour la conséquence inévitable de l'épuisement européen, etc. Le Stalinisme serait essentiel à la vie intellectuelle de l'Occident, si l'adhésion orthodoxe ralliait une fraction importante de l'*intelligentsia*. Or tel n'est pas le cas.

L'orthodoxie stalinienne se borne à insérer dans les schémas du millénarisme marxiste des événements qui sont tout autres que Marx ne les imaginait à l'avance. Elle voit, dans la prise du pouvoir par le parti bolchevik en Russie, la première étape de la mission historique que Marx attribuait au prolétariat. Le parti étant baptisé avant-garde du prolétariat, toute victoire de celui-là est assimilée à une victoire de celui-ci. Quand Staline ou Malenkov règne, mystiquement le prolétariat est libéré. Dès lors, les institutions banales du despotisme, améliorées par les techniques modernes, deviennent l'incarnation du socialisme. Toute révolution imposée par l'Armée rouge en Europe, toute révolution en Asie du parti communiste, dirigé par des intellectuels et manipulant des masses paysannes, sera baptisée socialiste et se réclamera de l'auteur du *Capital*.

Un tel système d'interprétation historique est paranoïaque. Marx espérait que la classe ouvrière, par sa lutte victorieuse, parviendrait à distribuer à tous les profits du développement des forces productives, profits qui, selon lui, seraient, dans le capitalisme, réservés au petit nombre et entraîneraient la misère des masses. Les révolutions stalinienne surviennent avant le développement des forces productives, les sociétés occidentales distribuent de plus en plus largement les profits du progrès technique, les régimes soviétiques accumulent les moyens de puissance, mais ils sacrifient à ce que Marx appelait

l'«accumulation» bien plus que ne le firent jamais les sociétés capitalistes.

Il n'importe pas de poursuivre ici l'analyse des mérites ou démérites du régime soviétique, en Russie ou en Chine. Il n'est nul besoin d'en faire l'incarnation du Mal ou un événement unique dans les annales du crime. Les faits, acceptés par tous, partisans et adversaires, suffisent pour situer le régime dans l'histoire, un parmi d'autres. Si l'on prend pour mesure du socialisme la liberté et l'égalité, aucun régime n'est moins socialiste que celui de l'U.R.S.S., où s'est reconstituée, avec une hiérarchie stricte, une nouvelle classe dirigeante, où la discipline du travail est plus sévère que dans les usines capitalistes, où le pouvoir appartient à une équipe peu nombreuse, qui s'est emparée de l'État par la violence et s'y maintient par la police et la propagande. Certes, on a édifié une immense industrie lourde et donné au pays, à la faveur de la guerre, une puissance sans précédent. Il est loisible de faire hommage au système de cette industrialisation. Il est loisible d'affirmer que le règne d'un parti, en notre siècle, confère à l'État plus de moyens d'action que toute autre modalité constitutionnelle. On n'avait jamais confondu, jusqu'à notre époque, les bâtisseurs d'empires et de pyramides (ou de métros de marbre) et les bienfaiteurs de l'humanité.

Quel est le degré d'efficacité de la planification intégrale de type soviétique? Quelles sont les raisons de l'échec de la politique agraire de l'ère stalinienne? À toutes ces questions, il n'est pas de réponse qui serait acceptée par tous les économistes. Mais il n'y a pas un économiste sérieux pour affirmer que la planification de type soviétique soit l'aboutissement nécessaire des sociétés industrielles, pas un pour condamner le prolétariat à la misère et l'économie à la stagnation dans le cadre américain ou britannique, pas un qui n'attende, au contraire, de l'élévation du niveau de vie, un relâchement progressif des méthodes soviétiques. La plupart des économistes, même sympathisants au communisme, tiendraient le régime soviétique actuel pour la préface plutôt que pour la conclusion des régimes occidentaux. Ou encore ils attendraient d'une libération là-bas et d'une planification croissante ici le rapprochement progressif des deux univers.

Pas plus que l'analyse économique, la philosophie ou la théorie de Marx ne fonde l'interprétation stalinienne de l'histoire contemporaine. Aucun philosophe de l'Occident ne tient le matérialisme dialectique, tel qu'il est enseigné par l'école de Bobigny, pour autre chose qu'une idéologie d'État ou une théologie séculière. Aucun économiste, même de tendance socialiste, ne souscrit aux thèses du *Capital* sur la valeur-travail ou l'exploitation. Tel justifiera ces thèses sur le plan

de La philosophie, cependant que tel autre retrouvera dans le *Capital* le pressentiment des conceptions keynésiennes. Un intellectuel sérieux, qui se dit marxiste, accepte, pour l'essentiel, la méthode d'explication historique ou le schéma millénariste, il n'accepte ni la philosophie de Staline ni les théories du *Capital*.

Que l'Union Soviétique, alliée aux révolutions d'Asie, maîtresse par conquête de l'Europe orientale, parvienne d'ici quelques années ou quelques décennies à détruire les sociétés occidentales, pourquoi pas? Il n'en résulte pas que le Stalinisme pose à la pensée un problème sérieux. Plusieurs centaines de divisions et une idéologie à l'usage des demi-intellectuels suffisent à susciter une menace.

Quant aux ralliements au parti que n'accompagne pas l'adhésion à la doctrine officielle, ils sont nombreux et ils sont aisément intelligibles. Il faut et il suffit d'expliquer, en chaque cas, pourquoi paysans, ouvriers, intellectuels se sentent aliénés de leur pays, injustement traités, pourquoi ils n'espèrent plus rien des réformes et projettent leur attente sur la patrie de la Révolution. Que l'Union Soviétique, dont la réalité doit tant au milieu russe, attire les révoltés du monde entier par l'idéologie révolutionnaire, qu'elle a empruntée à l'Occident, le fait ne va pas sans conséquences politiques. Disons qu'il offre un exemple de la *Ruse de la Raison*, des malentendus qui, tant de fois, ont condamné les hommes à ne pas se reconnaître dans leurs œuvres.

La force d'attraction du Stalinisme agit à plein quand sont invoquées simultanément justification réaliste (industrialisation accélérée) et justification idéologique (le parti est l'avant-garde du prolétariat, lui-même promis à une mission historique). Tel est, en un certain sens, le cas de la France, où la lenteur du progrès économique nourrit l'impatience des polytechniciens. Tel est le cas surtout des pays sous-développés, où le milieu historique modifie le sens et la portée des idéologies venues de l'Europe ou des États-Unis.

En Europe, les idéologies portent sur les aspects contestables de la réalité, sur ce qui représente l'enjeu des luttes entre les partis. Elles ignorent les institutions familiales, les coutumes de la vie quotidienne, l'ensemble des façons de vivre et de penser antérieur à la civilisation industrielle. Le dialogue de la conservation et du progrès a une signification puisque les traditions n'apparaissent pas comme un obstacle au développement économique, puisque celui-ci est issu du passé, que l'on s'efforce de conserver ou de prolonger. En Extrême-Orient, le dialogue de la tradition et du progrès devient celui de l'Occident et de la culture chinoise,

japonaise ou indienne. Ce dialogue, sur le plan économique-social, ne peut pas ne pas tourner au bénéfice de l'Occident. Tous les peuples aspirent à la puissance que donnent la possession des machines et la maîtrise des techniques.

L'Orient devait créer ce qui, en Occident, était donné avec évidence. Gauche et droite, au XIX^e siècle, s'opposaient sur l'origine du pouvoir légitime, sur la modalité de l'exercice de l'autorité, mais monarchie constitutionnelle ou absolue, césarisme ou république, dans la France bourgeoise, étaient également compatibles avec le progrès économique. En Chine, peut-être la condition première du développement était-elle la modification de la structure familiale et la constitution d'une bureaucratie de type occidental. Les idéologies politiques d'Europe prennent une tout autre valeur dès lors qu'il s'agit de faire surgir les institutions, dans la famille et dans l'État, que les doctrines occidentales ignorent, parce qu'elles en présupposent l'existence.

Puisque, dans l'ordre économique-social, l'impératif du progrès est quasi unanimement accepté (la condamnation des machines, que prononçait Gandhi, ne trouve plus guère d'écho parmi les classes dirigeantes ou les intellectuels des pays d'Asie ou d'Afrique), le vrai choix s'opère entre *réformes* et *révolution*. Et, se référant aux formules européennes, on dit volontiers *travaillisme* ou *communisme*. Cette traduction dissimule l'extrême distance entre les situations asiatiques et celles des pays d'Europe.

La Chine dispose, au seuil de l'expérience soviétique, de moindres ressources en techniciens et en machines que la Russie de 1913. Malgré tout, l'imitation de l'État soviétique est moins malaisée que celle de l'État britannique par l'Inde. Le despotisme se prête mieux au transfert que les méthodes démocratiques. La technique d'épargne forcée sous la direction du parti et sous le contrôle de la police n'est pas limitée à son pays d'origine.

Au Japon, l'ancienne classe dirigeante, antérieure à la phase d'industrialisation, a été capable d'accomplir, en sauvegardant l'indépendance du pays, l'occidentalisation de l'État et des institutions, propriété, production et système d'éducation. Aujourd'hui, après l'aventure et la défaite, les intellectuels souffrent de l'humiliation nationale, de la médiocrité des perspectives qui s'offrent à eux et à leur peuple. Le Japon est, dans l'Asie, le pays le plus industrialisé, celui qui jouit du niveau de vie le plus élevé, mais les intellectuels s'y sentent aussi aliénés que ceux de France, parce qu'ils ont perdu les dieux de jadis, parce qu'ils éprouvent intensément la disproportion entre ce qu'ils sont enclins à rêver et ce qu'ils ont le droit d'attendre. Le gauchisme exprime la même

frustration, la même nostalgie au Japon qu'en France. Le marxisme, plus ou moins vulgarisé, y camoufle de même façon les expériences et les contradictions authentiques.

On peut introduire un salaire minimum, une garantie contre le licenciement arbitraire ou des lois sociales dans l'industrie de l'Inde. Mais ces mesures ne suppriment pas les formes extrêmes de la misère, elles donnent à ceux qui ont la chance d'être embauchés par une usine un privilège supplémentaire par rapport aux innombrables chômeurs des campagnes ou des villes. Le primat donné à une distribution équitable et à la sécurité de l'individu est, pour ainsi dire, impraticable quand la société souffre de famine et qu'il importe avant tout de produire le plus possible.

Les intellectuels de l'Inde sont attachés aux méthodes parlementaires de la même façon que ceux d'Oxford et de Cambridge; ils sont gauchisants à la manière du *New Statesman and Nation*. Mais ils ont à gouverner non cinquante millions de Britanniques, qui respectent leur reine et leurs parlementaires et mangent tous à leur faim, mais trois cent soixante-cinq millions d'Indiens, dont 85 p. 100 sont illettrés et qui, depuis des siècles, ont obéi à des maîtres sans jamais participer à leur État et à leur destin. Peut-on substituer à un empereur, mogol ou britannique, une classe politique qui se livre aux jeux parlementaires?

En Chine, parti communiste de type soviétique, qui détruit la famille traditionnelle, épure la culture classique, édifie un État planificateur; au Japon, intellectuels qui se sentent à demi étrangers à une patrie abaissée et qui empruntent à l'intelligentsia française son anti-américanisme, son gauchisme; dans l'Inde, intellectuels qui ont acquis le sens des valeurs démocratiques en Grande-Bretagne, mais qui gouvernent dans un milieu tout autre: Union Soviétique, France, Grande-Bretagne servent de modèle, mais que vaut le modèle en Asie? L'essentiel n'est-il pas le dialogue de l'Occident et de la culture nationale qui ne transparait pas dans les controverses économique-sociales? Les États-Unis, que prennent pour cible la plupart des intellectuels aussi bien au Japon qu'en Chine ou dans l'Inde, ne sont-ils pas finalement l'objet de l'envie autant que de la critique?

Dans la plupart des sociétés occidentales, les conflits idéologiques sont en voie d'apaisement parce que l'expérience a montré la possibilité de satisfaire à des exigences, à partir d'un certain point divergentes, et réfuté les espoirs excessifs mis dans la Révolution. Il n'y a pas incompatibilité entre libertés politiques et richesse, entre mécanismes du marché et élévation du niveau de vie:

bien plus, les niveaux de vie les plus élevés n'ont été atteints que dans les pays de démocratie politique et d'économie relativement libre.

Le développement de la civilisation industrielle crée des tensions entre le souci de la sécurité ou de l'égalité et la nécessité d'accroître la production, entre le plein emploi, la lutte contre l'inflation et le maintien de la libre discussion des salaires. On découvre les limites de la redistribution des revenus, les risques, pour l'épargne et le financement de l'outillage, d'un prélèvement fiscal trop élevé. Il n'y a jamais de conciliation définitive, mais il n'y a pas non plus d'opposition fondamentale entre ces soucis raisonnables. Les modalités de la conciliation constituent précisément l'enjeu des controverses entre intellectuels ou des querelles entre partis.

Le chaos apparent des idéologies tient à la conjonction, entre les crises de certaines sociétés occidentales, les révoltes contre l'Occident en Asie et en Afrique et l'Union Soviétique, qui séduit moins par ce qu'elle est que par ce qu'elle prétend être. L'aliénation des intellectuels, l'indignation des ouvriers en France s'expliquent par des circonstances propres à la collectivité française. L'action du parti communiste, l'encadrement des masses paysannes en Chine sont intelligibles, mais non par référence au capitalisme ou au socialisme.

Les Occidentaux doivent d'abord se débarrasser d'un complexe d'infériorité. Jamais la violence n'a changé le train des choses humaines. Il est des révolutions stériles et des révolutions fécondes, certaines ont hissé au pouvoir une élite plus efficace que celle d'hier, balayé des institutions cristallisées, ouvert la voie aux initiatives et au renouvellement. Mais les révolutions du XXe siècle s'enfoncent dans un despotisme durable, elles prolongent, des dizaines d'années, les phénomènes de terrorisme, liés jadis à la phase de paroxysme. L'expérience soviétique n'a pas de quoi troubler ou séduire l'intellectuel de l'Occident, pourvu que celui-ci consente à ouvrir les yeux et ne demande pas aux sociétés humaines une inaccessible perfection.

Au reste, depuis vingt-cinq ans, la ferveur révolutionnaire est retombée. En France, l'intellectuel qui, hier, symbolisait la Révolution, était Malraux, combattant en Chine ou en Espagne, écrivant *La Condition humaine* ou *L'Espoir*. Aujourd'hui, l'action révolutionnaire de Sartre s'épuise en d'interminables spéculations sur le prolétariat. Comme dit Marx, on revit deux fois les mêmes événements, une fois en tragédie, une fois en comédie.

L'Occident traverse peut-être une crise spirituelle, faute d'un fondement, accepté par tous, des valeurs dont il se réclame. Il aurait tort de se sentir

condamné parce qu'il est affaibli par ses discordes et la diffusion de ses secrets: à moins qu'il ne tienne pour une condamnation l'impatience des masses d'Asie et d'Afrique, qui rêvent de l'imiter, alors même qu'elles le combattent.

⁽¹⁾ Jusqu'à quel point cette conscience a-t-elle gagné toute la classe politique? On en peut discuter. Les connaissances sont à la disposition des Français. Il n'est, évidemment, pas démontré qu'ils en usent tous.

À l'âge atomique peut-on limiter la guerre?

**Preuves
Décembre 1955**

Il n'est pas besoin de rappeler la formule tant de fois citée de Clausewitz – la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens – pour démontrer le lien indissoluble entre l'action extérieure des États et de la structure de leurs forces armées. La conduite de la diplomatie, en temps de paix, n'est intelligible que par référence à l'idée que l'un ou l'autre, éventuellement l'un et l'autre, des États ou des coalitions opposés se font de ce qui se passerait dans l'éventualité d'un conflit armé.

Un fait nouveau est intervenu aujourd'hui, qui bouleverse les conditions de la politique internationale: la guerre générale et totale, telle qu'elle se déroulerait ou, en tous cas, telle qu'on imagine qu'elle se déroulerait, passe pour une catastrophe irrémédiable, un anéantissement réciproque des belligérants. Elle détruirait l'appareil de la civilisation du vainqueur comme du vaincu, elle ne présente plus de sens pour personne: il n'y a pas d'alternative à la paix, a dit le Président Eisenhower.

Pendant toute la dernière guerre, les aviations alliées ont déversé sur l'Allemagne, en bombes, une puissance explosive égale à 1,35 mégatonne (1.350.000 tonnes d'explosifs ordinaires), soit moins que la puissance explosive d'une seule bombe H. La conviction du caractère absurde apocalyptique de la guerre atomique ou thermo-nucléaire contribue provisoirement à rassurer l'opinion européenne, qui se refuse à croire à un suicide collectif. Mais le fait de préparer une certaine guerre, dans la volonté et dans l'espoir de ne jamais la livrer, n'en est pas moins sans précédent et il entraîne plusieurs conséquences.

Dirigeants et opinion, aux États-Unis et dans l'Occident tout entier, n'excluent pas l'éventualité d'une guerre générale non atomique. On ne s'expliquerait pas autrement l'accumulation de stocks de matières premières dites stratégiques, la préparation de la mobilisation industrielle, mesures dénuées de signification si, en quelques jours, en quelques semaines au plus, l'issue d'une guerre atomique doit être décidée.

Quand les États-Unis réduisent les effectifs des troupes terrestres, on réagit, en Europe, avec hostilité, avec angoisse. On craint, en effet, qu'en se privant des moyens de livrer toute autre guerre qu'une guerre atomique, les États-Unis ne se mettent eux-mêmes dans la situation d'avoir à choisir, en cas de crise, entre la

capitulation (ou l'inaction) et la guerre totale. Il en fut ainsi, d'une certaine façon, au moment de Dien Bien Phu.

Enfin, quelle que soit l'origine du conflit, quels que soient les caractères des régimes aux prises, il est certaines méthodes de combat qui semblent immorales, injustifiables en tant que telles. Dire que toute guerre consiste à tuer revient à oublier que l'humanité a péniblement tenté d'enlever à la guerre le caractère de massacre pur et simple et qu'elle y est parfois parvenue. Détruire, d'un coup, les populations par millions ou centaines de milliers, avec leurs maisons et leurs monuments, c'est revenir, par l'intermédiaire de la technique, aux horreurs des cités rasées et des vaincus emmenés en esclavage. À ce degré d'épouvante, la conscience finirait par ne plus distinguer entre les mérites des causes et elle unirait tous les belligérants dans une irrésistible et commune détestation.

Ces trois arguments ont été maintes fois présentés, mais ils n'ont pas persuadé, parce que d'autres arguments, eux aussi incontestables, pèsent en sens contraire.

Le camp communiste dispose d'une supériorité énorme en armes conventionnelles. L'Union soviétique maintient en permanence entre 150 et 200 divisions, la Chine est en voie d'en équiper un nombre analogue. Non seulement la masse humaine dans laquelle puise le camp soviétique est plus nombreuse, mais le niveau de vie y est plus bas, le coût d'entretien du soldat incomparablement plus faible. Les régimes au-delà du rideau de fer sont presque indifférents aux désirs populaires et capables d'imposer de plus grands sacrifices. Dans une guerre non atomique, l'Occident a perdu d'avance. Au moins est-il condamné à subir l'occupation d'immenses territoires par les armées soviétiques et à miser sur des hostilités prolongées, avec le vague espoir d'un effondrement final de l'empire soviétique – forme de guerre qui ne serait guère moins funeste à la civilisation que la guerre atomique.

À supposer même que l'Occident consentît à la mise hors la loi des armes atomiques et thermo-nucléaires, est-il une méthode efficace d'assurer le contrôle de cette mise hors la loi? Comment être assuré que les stocks d'armes seront tous détruits? Comment inspecter les espaces illimités de l'empire soviétique d'Europe et d'Asie, même si Moscou se prête à cette inspection?

Ainsi, l'Occident ne peut se passer des armes atomiques et thermo-nucléaires, mais il ne peut pas ne pas se révolter contre l'éventualité d'une guerre livrée avec toutes les armes nucléaires. Déchiré entre une apparente nécessité et la mauvaise conscience, l'Occident prépare une certaine guerre, sans être convaincu qu'il n'en livrera pas une autre, affaibli dans sa résolution et son action par l'impossibilité

militaire de renoncer aux armes atomiques et la monstruosité morale de les employer.

Y a-t-il une issue?

I

Le problème en face duquel se trouve l'humanité est, en un sens, l'un de ceux qui se sont posés le plus constamment à travers l'histoire des civilisations: celui de la limitation des guerres. L'originalité de la présente conjoncture est que la menace d'une guerre illimitée ne vient ni de la fureur des hommes, ni de la nature des régimes, ni de la grandeur des enjeux, mais du caractère des armes disponibles.

La première guerre mondiale est devenue «hyperbolique», selon l'expression de G. Ferrero, pour de multiples raisons. D'abord, les chancelleries ne réussirent pas à limiter géographiquement le conflit austro-serbe, puis le système d'alliances entraîna la participation de toutes les grandes puissances européennes; d'autre part, la démocratie (service militaire obligatoire) et l'industrie moderne offrirent aux généraux un matériel humain et un potentiel d'armements que des années de lutte ne parvinrent pas à épuiser. L'absence de résultats décisifs dans les premières batailles, la supériorité de la défensive sur l'offensive et la guerre de tranchées prolongèrent les hostilités dans lesquelles s'affrontaient des peuples tout entiers mobilisés. On ne s'aperçut qu'après coup qu'il n'y avait pas de commune mesure entre les objectifs atteints et le coût de la victoire.

Pendant la deuxième guerre mondiale, la même extension géographique se reproduisit, sur une plus vaste échelle, la même mobilisation des hommes et des usines. Les combats prirent un autre caractère, succès et défaites furent spectaculaires, les armées, au lieu de piétiner sur place, parcoururent de vastes espaces, mais la nouveauté par rapport à la guerre précédente fut surtout *l'exigence de la capitulation inconditionnelle* et les *bombardements de zones*. Souvenir de la guerre civile américaine, désir de ne pas être lié par des engagements, comme l'avait été Woodrow Wilson, ou improvisation du moment, la formule de la capitulation inconditionnelle contribuait à unir dans la résistance peuples et régimes, à renforcer, à l'intérieur de l'Allemagne et du Japon, les partisans de la lutte jusqu'au bout, fût-elle sans espoir. Quant aux bombardements de zones, Anglais et Allemands s'accusent les uns les autres d'en avoir pris l'initiative. Les Anglais les pratiquèrent plus énergiquement parce qu'ils en avaient les moyens, parce qu'ils pensaient ébranler la volonté de

combattre de l'ennemi, parce qu'ils croyaient plus ou moins aux théories de la guerre aérienne totale.

Les bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki furent, pour ainsi dire, *l'épanouissement de la méthode visant à obtenir la capitulation inconditionnelle de l'ennemi par l'usage des bombardements de zones ou, en termes plus simples, par la destruction des villes*. C'est le souvenir de ces premiers bombardements atomiques qui remplit l'humanité d'horreur. Car, si les deux camps ont la capacité – bombes atomiques et aviations stratégiques – de détruire les villes, si les deux camps visent à arracher la capitulation sans conditions, l'aboutissement sera inévitablement l'anéantissement réciproque.

Ce risque était visible, dès 1945, mais il fallut attendre une dizaine d'années pour que toutes les conséquences de la révolution militaire fussent visibles.

II

Dans la période 1945-1955, on peut distinguer plusieurs phases. Pendant la première, les États-Unis possédaient le monopole de l'arme atomique, encore que l'on ne sache pas combien de bombes furent produites au cours des premières et décisives années 1946, 1947, 1948. Le gouvernement américain ne se servit de son monopole atomique que défensivement, pour prévenir un franchissement de la ligne de démarcation par les armées régulières de l'Union soviétique et de ses satellites. Il ne s'en servit pas pour contraindre l'Union soviétique à lever le blocus de Berlin. Le monopole atomique permit aux États-Unis de réduire leur budget militaire, de limiter au maximum les armements conventionnels. Il ne fut pas utilisé en vue d'une conduite offensive de la guerre froide.

Au point de vue stratégique, la rivalité entre l'Union soviétique et les États-Unis était comparable aux grandes luttes d'une puissance continentale et d'une puissance maritime. De même qu'Athènes ne pouvait empêcher les armées spartiates de ravager les campagnes autour de la Cité et que Sparte ne pouvait interdire aux trières athéniennes les incursions sur les côtes du Péloponnèse, ainsi l'équilibre s'établissait entre la capacité des États-Unis, de ravager les villes de l'Union soviétique et la capacité de cette dernière d'occuper l'Europe occidentale: équilibre militaire qui s'exprimait dans l'absence de guerre chaude.

À partir de juin 1950 et de l'agression nord-coréenne, un fait nouveau intervint. L'armée américaine est engagée contre une, puis deux armées de pays satellites ou alliés de l'Union soviétique. Les dirigeants américains sont convaincus que le conflit ne justifie pas une guerre générale entre les deux camps. Mais de multiples questions se posent sur les modalités de la limitation

de la guerre, sur la stratégie et la politique adaptées à la guerre limitée.

La limitation géographique – autrement dit le refus d'impliquer dans le conflit l'Union soviétique et même la Chine, en dépit de son intervention, ne suscita jamais de controverses. *On s'interrogea sur les opérations militaires compatibles avec cette limitation.* Pouvait-on bombarder les aérodromes de Mandchourie sans élargir les hostilités? Quelle eût été la réplique des Chinois ou des Russes à des attaques dirigées contre les bases de ravitaillement des armées sino-coréennes, évidemment situées en Mandchourie? Les États-Unis se résignèrent à l'idée que la limitation géographique du conflit, souhaitée par tous, impliquait la limitation des opérations au territoire coréen.

On s'est demandé aussi quelles armes étaient compatibles avec la limitation de la guerre. Aurait-on pu utiliser des armes atomiques de petit calibre sans déclencher une grande guerre? Sans que l'on eût beaucoup réfléchi, on a eu tendance à admettre que seules les armes conventionnelles étaient compatibles avec la limitation souhaitée. Autrement dit, *on a confondu la non-généralisation des hostilités avec le non-emploi des armes nucléaires.*

Enfin, on a lié à cette double limitation – du théâtre des opérations, des armes employées – la limitation des objectifs. À la formule du général Mac Arthur – il n'y a pas de substitut à la victoire – répondait la conception non formulée, mais implicitement admise: la paix par négociations sur la base d'un équilibre de forces est la seule manière d'éviter l'extension des hostilités. Or, la *stalemate* était le résultat d'une certaine conjoncture militaire que les États-Unis auraient probablement pu modifier sans déclencher la guerre générale. Si la VIII^e armée s'était établie, à la fin de septembre 1950, à la partie étroite de la péninsule coréenne, les armées chinoises eussent été incapables de franchir, sous les bombardements aériens, l'espace entre le Yallu et la ligne de front. De même, au printemps de 1951, la VIII^e armée aurait pu *probablement* repousser les armées sino-coréennes au-delà de Pyong Yang, elle l'aurait pu *certainement* si elle avait été renforcée par deux ou trois divisions.

Ce qui est vrai, c'est que *le refus de généralisation du conflit implique la renonciation à la capitulation sans conditions de l'adversaire, donc l'acceptation d'une paix négociée.* Ce refus n'implique pas que les opérations militaires se terminent sur une partie nulle et le *statu quo ante bellum*. Avec une conduite plus heureuse de la campagne, les États-Unis auraient pu négocier à partir d'une situation militaire plus favorable.

La crise coréenne découvrit pour la première fois aux Occidentaux «la

problématique» de la politique et de la stratégie de l'âge atomique. D'une part, se référant à la notion conventionnelle de la *vraie* guerre – guerre *totale* contre l'ennemi *principal* – des généraux, depuis le général Bradley jusqu'au général Guderian, tenaient la campagne de Corée pour une dispersion fâcheuse des forces: guerre au mauvais endroit, à un mauvais moment, contre un ennemi qui n'est pas le bon, «*at the wrong place, at the wrong time, against the wrong enemy*». D'autre part, des commentateurs, enclins à penser que la guerre totale n'aurait pas lieu, se demandaient si, en acceptant une demi-défaite en Corée, les États-Unis n'étaient pas en train de perdre la vraie guerre, celle qui, sans devenir totale, déciderait du sort du monde.

La campagne de Corée eut une autre conséquence: elle incita les Occidentaux à envisager une défense *locale* de l'Europe occidentale. Tant que l'Occident disposait du monopole de la bombe atomique et n'avait qu'une diplomatie défensive, l'Europe occidentale se jugeait en sécurité, sans posséder de forces armées: les bombes atomiques équilibraient les divisions russes. L'absence de guerre était garantie par cet équilibre. Toute agression en Europe déclencherait inévitablement la guerre entre les deux camps, et Moscou, sans armement atomique, s'abstiendrait de tout acte susceptible de la provoquer. À partir du moment – 1950 – où les Occidentaux craignirent soit la généralisation des hostilités à partir de l'Asie, soit la neutralisation des armements atomiques par le fait de l'égalité approximative des deux camps, ils jugèrent nécessaire d'élever un barrage continental. L'Europe, disait-on, doit être défendue et non pas libérée, et défendue le plus à l'Est possible: toutes ces formules paraissaient inspirées par les souvenirs de la dernière guerre autant que par l'analyse de la présente conjoncture.

Quatre ans après la constitution du N.A.T.O., les événements ont à nouveau modifié profondément les données de la stratégie mondiale. Les deux événements majeurs sont la mise au point des bombes H, que l'on suppose détenues par les deux camps, et la constatation par les Occidentaux que la défense de l'Europe occidentale avec des armes conventionnelles est impossible.

La mise au point des bombes H, les expériences russes et américaines, les précisions répandues dans le public sur la puissance destructrice de ces super-bombes, les inquiétudes exprimées par les savants au sujet des effets sur l'espèce humaine des radiations et de la poussière radio-active, ont eu pour résultat de renforcer l'opinion publique, des deux côtés de l'Atlantique, dans la conviction que la guerre totale serait mortelle pour l'humanité entière. Mais, simultanément

l'état-major interallié a dû reconnaître que les différents pays d'Europe ne pouvaient, sans bouleverser leur économie, mettre sur pied des armées terrestres de taille à affronter une attaque éventuelle des armées communistes. Comme le progrès technique se poursuivait dans deux directions, celle des super-bombes H et celle des armes atomiques tactiques (obus, tête atomique des fusées), les planificateurs militaires se résolurent à tenir compte des armes tactiques nucléaires dans leurs plans de batailles terrestres. En 1954, ils ont commencé de réorganiser les armées atlantiques en fonction de l'emploi, tenu à l'avance pour certain, des explosifs nucléaires.

Ainsi, d'une part les hommes considèrent de plus en plus la guerre atomique comme la catastrophe absolue, de l'autre les états-majors considèrent de plus en plus une guerre non atomique en Europe comme inconcevable. Pour protéger l'Europe, l'Occident prépare une guerre dont on espère qu'elle n'aura pas lieu, mais qui, si elle avait lieu, entraînerait, dit-on, la destruction de la civilisation des deux côtés.

Nous en sommes là de l'évolution simultanée de la technique militaire, des événements politiques et de la pensée stratégique. L'Occident mise tout sur la fonction de «*deterrent*» de l'appareil militaire. Il a décidé qu'une guerre en Europe serait totale mais qu'ailleurs les conflits limités demeurent possibles et légitimes. Mais il reste obsédé par des questions lourdes d'histoire: combien de temps peut-on préparer une guerre sans qu'elle finisse par éclater? Peut-on remporter des succès dans un conflit limité sans employer des armes nucléaires et peut-on employer ces armes sans élargir le conflit? Quelle organisation militaire répond à cette conjoncture diplomatico-militaire?

III

Il importe d'abord de distinguer, aussi clairement que possible, les divers modes de limitation de la guerre et, ensuite, de réfléchir sur la possibilité, si elle existe, de limiter la guerre générale.

Au XXe siècle, aucune règle religieuse, morale ou sociale ne semble susceptible de restreindre la violence du combat. La technique a éliminé les conventions, chevaleresques ou raisonnables. Dès lors, deux conditions sont, *en tout cas*, indispensables pour qu'une guerre soit limitée: la localisation géographique des belligérants et du théâtre des opérations, la non-exigence d'une capitulation sans conditions.

Si tous les partenaires d'un des deux camps sont entraînés dans un conflit, l'autre camp interviendra à son tour unanimement. Il en résulte que la solidarité

des puissances occidentales ne doit pas entraîner nécessairement l'intervention *officielle* et *active* des Britanniques ou des Français, en cas d'hostilités sino-américaines dans le détroit de Formose. Il est autant de l'intérêt américain que de l'intérêt européen de prévenir la généralisation du conflit. Une intervention française ou britannique risquerait de précipiter une intervention analogue de l'Union soviétique et de déclencher ainsi cela même que l'on veut éviter.

Il n'en résulte pas que la modalité exacte de localisation militaire que l'on a observée en Corée doive faire jurisprudence. Selon toute probabilité, par exemple, on n'interdirait plus la poursuite d'avions ennemis jusqu'au-dessus de leurs bases, ni le bombardement de ces bases. La délimitation rigoureuse du théâtre des opérations fut l'application fautive, excessive du moins, d'une idée juste, celle de la localisation géographique. Il serait dangereux de s'attacher à cette délimitation rigoureuse, parce que, celle-ci étant le plus souvent impossible, on tomberait à nouveau dans l'erreur de ne pas concevoir d'intermédiaire entre la délimitation rigoureuse et l'amplification indéfinie.

De même, on ne doit pas confondre *la renonciation à la victoire totale* et *le consentement à la partie nulle*. Des succès militaires ne sont pas exclus par la limitation de la guerre. Il n'est pas impossible d'obtenir des succès sur le champ de bataille, qui incitent l'ennemi à traiter, sans le forcer à capituler. On ne pouvait arracher en Corée la *capitulation chinoise*, il n'est pas démontré que l'on n'aurait pas pu, en battant les armées chinoises avancées vers le 38^e parallèle, obtenir des conditions de cessez-le-feu plus favorables.

Au-delà de ces idées communément acceptées, on s'interroge sur les armes susceptibles d'être utilisées dans un conflit local. Supposons que les communistes chinois tentent de conquérir Formose et que la VII^e Flotte riposte par le bombardement des aérodromes ou des ports chinois. Si une bombe atomique de petit calibre était lancée sur les terrains d'aviation ou sur les flottilles de jonques, quelle serait la suite des événements?

Personne ne peut répondre avec certitude à une telle interrogation. L'Union soviétique hésiterait à exercer des représailles sur le territoire américain, de peur de déclencher le grand massacre; la Chine n'aurait pas les moyens de le faire. Mais Chine et U.R.S.S. disposeraient de plusieurs répliques possibles. Elles pourraient utiliser des bombes ou des obus tactiques contre des bases aériennes, des installations militaires, voire des villes d'un pays allié des États-Unis. Une telle réplique viserait à inciter les alliés des États-Unis à préférer la neutralité aux risques devenus démesurés de l'alliance: elle est concevable, elle n'est pas très

probable. Les Chinois pourraient-ils justifier le bombardement d'une ville de Formose ou des Philippines par le fait que la VIIe Flotte a fait usage d'explosifs nucléaires pour repousser une tentative de débarquement?

Sans prétendre à une certitude absolue, il me paraît important de retenir quelque chose de la théorie, fâcheusement qualifiée de «punition atomique», exposée par le colonel Leghorn dans un retentissant article de *U.S. News and World Report*. La leçon à retenir, c'est que l'Occident ferait le jeu du camp soviétique et accroîtrait le danger d'une guerre générale et totale s'il souscrivait à l'avance à l'égalité: arme atomique=guerre générale et totale. Cette confusion donnerait au camp soviétique de meilleures chances de succès dans les conflits limités et prêterait à un emploi tactique d'un armement nucléaire une signification idéologique, qu'il n'a pas. Dans l'hypothèse d'une agression militaire, clairement définie, d'un État contre un de ses voisins, l'emploi d'obus atomiques ou de bombes pour disperser les troupes d'invasion ou détruire les bases de celles-ci est concevable sans que la guerre gagne le monde entier et déclenche l'anéantissement réciproque des deux camps.

La proportionnalité entre la dimension du conflit et le caractère des armes est une notion nouvelle que l'humanité est en train de découvrir et qui n'autorise pas de dogmatisme. Il n'y a pas de certitude en ces matières. L'utilisation d'armes atomiques, en cas de conflit limité, se heurtera à une résistance de l'opinion, aussi bien en Europe qu'aux États-Unis. Tant que l'opinion occidentale était convaincue de la supériorité américaine incontestable, elle aurait probablement accepté le risque, mais, actuellement, cette supériorité est mise en doute. Dès maintenant, l'Union soviétique a, pense-t-on, les moyens de dévaster les villes américaines, en tout cas les villes européennes. On hésitera à porter un défi, dont on n'est pas sûr qu'il ne sera pas relevé.

Aussi, le jour où le défi serait porté, serait-il essentiel que les dirigeants fissent connaître aussi clairement que possible que le recours aux explosifs nucléaires n'implique ni la volonté d'une victoire totale ni l'intention d'élargir démesurément le nombre des belligérants et le théâtre des opérations. La guerre resterait limitée dans son extension et dans ses objectifs, même si l'explosif nucléaire était employé.

IV

Nous en arrivons, enfin, au dernier problème, le plus grave, le plus difficile. *La guerre générale* ne serait-elle pas nécessairement illimitée, totale?

Une première proposition nous paraît démontrée. Si, dans le cas d'une guerre

géographiquement limitée, l'emploi d'armes atomiques risque d'être, un jour ou l'autre, inévitable, *une guerre en Europe, une guerre générale entre les deux camps ne pourra pas ne pas être atomique*. Ceux qui voudraient réserver l'éventualité d'une guerre générale non atomique commettent, me semble-t-il, une erreur. Les États-Unis n'ont pas les ressources nécessaires pour préparer deux sortes de guerre générale (ils ont celles de préparer des guerres limitées, non atomiques, et une guerre générale atomique). Ce qui est en question, c'est la possibilité de réduire les ravages d'une guerre atomique généralisée. La première réaction est évidemment de répondre négativement à cette question. L'article du colonel Leghorn, auquel nous avons déjà fait allusion, aussi bien que les travaux des états-majors, laissent entrevoir une perspective.

Supposons que l'un des camps soit seul à détenir les armes A et H et les avions et les projectiles capables de les amener aux cibles: le camp adverse serait contraint à la capitulation. Le Japon aurait dû capituler en 1945, même s'il n'avait pas déjà été vaincu par les armes conventionnelles, dans l'hypothèse où les États-Unis auraient possédé quelques dizaines de bombes atomiques. Quand les deux camps possèdent les armes nucléaires et les moyens de les transporter, une stratégie rationnelle devrait viser des objectifs militaires, stocks de bombes, aérodromes, concentrations de troupes, installations de lancement de fusées, et non les villes ou les usines. Beaucoup de spécialistes estiment que l'équivalent de Pearl Harbour, à l'âge atomique, serait une attaque atomique par surprise contre les aviations stratégiques et les dépôts de bombes. Chacun s'efforcerait de détruire les instruments de représailles de l'autre.

Là encore, on ne saurait *démontrer* la vérité de cette hypothèse, garantir la sagesse des états-majors. Deux arguments pourraient être invoqués contre cette limitation rationnelle de la guerre atomique. D'abord, les «moyens de transport» sont devenus extraordinairement variés, aussi variés que les armes à explosif nucléaire: bombes de différents calibres, obus, têtes atomiques des fusées peuvent être soit transportés par des appareils, chasseurs ou chasseurs-bombardiers, soit tirés par des canons, soit lancés à partir d'installations terrestres, aériennes ou navales. Ensuite, on peut toujours craindre que celui des belligérants qui se sentira en état d'infériorité ait recours finalement aux attaques contre les villes, pour entraîner l'humanité entière dans la catastrophe. Ces arguments, ces inquiétudes ont du poids, ils n'emportent pas la conviction.

La bataille conçue aujourd'hui comme la première, celle durant laquelle chaque camp prendra pour objectifs les «armes atomiques» et les «moyens de

transport» de l'ennemi, est susceptible de se prolonger plusieurs semaines. La représentation d'une bataille décisive en quelques jours était contemporaine de l'époque de la pénurie atomique et de l'aviation stratégique. À l'époque où l'on ne disposait que de quelques dizaines de bombes et de 200 bombardiers intercontinentaux pour atteindre les centres vitaux de l'ennemi, le camp qui aurait pris l'initiative et frappé le premier avait une chance de remporter un succès décisif: assurer la sécurité de ses propres villes, tout en gardant le moyen de dévaster celles de l'ennemi.

L'abondance atomique, la diversité des usages militaires de l'explosif atomique, le développement des fusées obligent à concevoir la prolongation de cette bataille initiale, sans modifier l'idée qui nous paraît essentielle. *À partir du moment où les deux camps ont une capacité égale de bombardements atomiques des villes, la raison leur commande à tous de s'abstenir. L'égalité atomique devrait faire à nouveau des armées ennemies l'objectif n° 1.* Les destructions illimitées que les bombes H peuvent accumuler devraient amener les dirigeants des États à limiter les opérations au choc des armées terrestres, aériennes et navales, équipées, il est vrai, de tous les engins, que la science est capable d'imaginer.

Le deuxième argument est plus fort, parce qu'il envisage que le camp menacé par la défaite cesse d'agir rationnellement. Le camp qui verrait s'épuiser ses réserves atomiques, ses aéroports pulvérisés, ses armées dispersées, ne rétablirait pas l'équilibre en jetant quelques bombes sur Paris, Londres ou New York. Mais les chefs d'État aux abois sont-ils encore rationnels? Accepteront-ils de disparaître sans que disparaissent avec eux des millions d'hommes innocents et des œuvres irremplaçables?

À cette question, on ne saurait donner de réponse catégorique, car les conduites humaines ne sont pas entièrement prévisibles. Mais l'Occident a deux moyens d'accroître la probabilité que soit évitée jusqu'au bout l'absurde horreur des «atomisations» de villes. Le premier est de proclamer solennellement sa résolution de ne pas en prendre l'initiative mais de répliquer impitoyablement. Ainsi l'ennemi saurait à l'avance qu'il n'a pas à craindre l'anéantissement de ses populations civiles, s'il ne la déclenche pas lui-même, et aussi qu'il ne peut espérer l'éviter si, par désespoir ou par folie, il est enclin à oublier les limitations que les combattants doivent s'imposer eux-mêmes.

Le deuxième moyen est de ne pas se donner, même dans le cas de guerre générale, des objectifs incompatibles avec la survie et la dignité des États

ennemis. *Il serait conforme à la sagesse de ne pas se donner pour but, même en cas de guerre générale, la capitulation inconditionnelle.* D'aucuns objecteront qu'à l'époque où le coût de la guerre est démesuré, les États cherchent inévitablement des bénéfices à la mesure des sacrifices consentis. Mais – l'histoire du XXe siècle l'a prouvé – là est la grande illusion. La modération de la paix a plus de chance d'éviter au vainqueur les déceptions. Si une grande nation est humiliée, elle cherchera à prendre sa revanche. Si l'on efface de la carte un des États, on crée un vide et l'allié devient menaçant.

En vérité, le seul prix qui ne serait pas dérisoire auprès du sang versé et des destructions accumulées par une troisième guerre mondiale, ce serait une paix durable. Or les conditions en seraient une organisation internationale qui rendrait possible une mise hors la loi des armes de destruction massive, qui rendrait impossibles totalitarismes et rideau de fer. La limitation des objectifs, dans l'éventualité d'une guerre générale augmenterait la probabilité que l'humanité s'arrête au seuil de l'horreur totale.

La limitation des conflits, lorsque deux coalitions immenses se heurtent et que des armes de destruction massive sont à la disposition de l'une et de l'autre, dépend inévitablement de la *raison* et de la *volonté* de quelques hommes. La conduite de ces hommes, à leur tour, dépend, pour une part non négligeable, de la manière dont ils pensent. L'analyse des notions, des diverses modalités de la *limitation* des conflits est donc plus qu'une distraction de commentateur.

Les petites guerres ne sont pas nécessairement une fâcheuse dispersion des forces, une mauvaise guerre, à un mauvais endroit, contre un ennemi qui n'est pas le vrai, mais l'expression de la rivalité planétaire *qu'il est bon de ne pas trancher par une guerre totale.* Comment, avec quelles armes peut-on livrer ces guerres limitées? Probablement n'y a-t-il pas de réponse générale. En certains cas, l'emploi d'armes atomiques tactiques est concevable. Ce qui est essentiel, c'est de tendre consciemment à la *localisation géographique* et à des *objectifs accessibles sans victoire totale.* Ni la limitation du nombre des belligérants ni celle des buts n'excluent des succès militaires et des négociations dans des conditions plus favorables qu'avant les hostilités. Dans l'hypothèse d'une guerre générale, il importerait plus encore de ne pas prétendre à contraindre l'ennemi à une capitulation inconditionnelle. Pour que les hommes d'État aient la sagesse de ne pas recourir à toutes les méthodes de combat, il faut qu'ils ne tiennent pas les intérêts vitaux, ceux de leurs personnes et ceux de leurs nations, pour menacés. Le seul espoir d'éviter le déchaînement de l'horreur est de laisser à l'ennemi une

issue honorable.

V

Ces analyses permettent, me semble-t-il, de préciser les tâches en fonction desquelles les forces armées des Occidentaux devraient être organisées. Les forces armées devraient exercer d'abord la fonction que les Anglo-Saxons appellent «*deterrent*», autrement dit elles devraient prévenir la guerre en convainquant l'ennemi qu'il n'a rien à y gagner. Elles devraient être capables, ensuite, de livrer des guerres locales ou marginales contre des armées régulières, avec ou sans armes atomiques tactiques. Enfin, elles devraient être capables de renforcer par leur présence les États amis menacés par la subversion ou l'infiltration.

La première tâche est reconnue par tous, civils et militaires. Aussi me contenterai-je, sur ce sujet, d'une seule remarque. Il importe autant à l'efficacité de la fonction de «*deterrent*» de mettre au point les mesures de défense que d'accumuler les moyens de représailles. La dispersion de l'aviation stratégique américaine est au moins aussi importante que l'augmentation du nombre des escadrilles. L'ennemi ne doit, à aucun moment, avoir l'illusion que, par un coup de surprise, il pourrait se mettre à l'abri de représailles atomiques. De même, la défense passive, l'évacuation partielle des grandes villes devraient enlever à l'ennemi l'espoir fallacieux qu'il paralyserait la vie de la nation adverse sans être paralysé lui-même en cas de représailles. L'idée est fort simple. Les belligérants s'abstiendront d'autant plus aisément de certaines actions qu'ils n'en attendront pas de profit.

La seconde tâche également est clairement reconnue. La seule difficulté est l'équipement progressif des divisions occidentales avec des armes atomiques, ce qui risque d'écarter l'éventualité d'une guerre limitée menée avec les seules armes conventionnelles. Pour surmonter cette difficulté, l'Occident devrait dissiper la confusion que la propagande soviétique s'efforce de créer entre l'emploi d'explosifs nucléaires et l'illimitation de la guerre. Sans doute convient-il de garder assez de forces navales, aériennes et terrestres, qui puissent se passer de l'explosif nucléaire, mais il convient aussi de publier clairement qu'une bombe atomique de petit calibre, lancée sur les jonques de débarquement, ne marquerait pas le début de l'Apocalypse.

La troisième tâche, en revanche, est trop souvent méconnue, surtout aux États-Unis. La doctrine de «*massive retaliation*», telle qu'elle a été maintes fois formulée par les dirigeants de Washington, n'a jamais été prise tout à fait au

sérieux au dehors. On n'a pas répliqué au franchissement du 38e parallèle par le bombardement de Moscou ou de Pékin, même pas par le bombardement de Pyong Yang. Si un événement de cette sorte se répétait, si les divisions chinoises franchissaient la frontière du Siam et de la Birmanie, les États-Unis hésiteraient – et finalement se refuseraient à déclencher la guerre totale contre la Chine. Tout au plus serait-il concevable que des armes atomiques tactiques fussent utilisées contre les armées d'invasion.

Mais la probabilité est que les frontières ne seront pas franchies par des armées régulières, tout au plus par des propagandistes et militants communistes, le plus souvent originaires de la nation même où ils vont exercer leur activité. Ni les représailles massives ni les guerres limitées ne répondent à cette éventualité. En spéculant sur ce que nous devrions faire en cas de guerre limitée entre armées régulières – cas de la Corée – nous sommes probablement en retard sur l'événement. Dans l'Asie du sud-est, il s'agit de savoir ce que nous devons faire pour équilibrer la pression de la force militaire chinoise, qui, même non employée, n'est pas plus inefficace que ne l'était la flotte anglaise au mouillage. Ce que nous devons faire aussi pour donner confiance aux gouvernants de l'Asie du sud-est qui pourraient chercher le salut dans la neutralité et la soumission et, finalement, être emportés par la marée. La présence de troupes occidentales, c'est-à-dire surtout américaines, est peut-être la seule réplique à cet état d'esprit.

La présence de troupes a une valeur réelle et symbolique plus grande qu'on ne le pense d'ordinaire. L'âge atomique est aussi l'âge de la guérilla. La bombe atomique n'est pas une parade à l'infiltration des partisans. Plus s'accumulent, à une extrémité, les moyens d'exterminer les hommes par millions, plus le combattant individuel, celui qui, fort de ses convictions, se bat seul contre les organisations, pèse lourd dans la balance de l'Histoire. La doctrine des représailles massives, appliquée à des zones du monde où règne la guérilla, représente une erreur de principe, une méconnaissance de l'époque où nous vivons.

La distinction entre les diverses formes de limitation de la guerre a une signification durable. Les conclusions concrètes que nous en avons tirées sont liées à une conjoncture technique-politique qui peut se modifier rapidement. Il ne faut pas se fixer sur des conceptions stratégiques que l'évolution des armes peut bouleverser, il faut tâcher, par des moyens changeants, d'atteindre des objectifs constants: la limitation de la violence.

Il ne paraît pas trop optimiste aujourd'hui de compter sur une période d'une ou

deux décennies, pendant laquelle la guerre générale sera improbable, parce que les deux camps en redouteront les incalculables dévastations. L'Europe sera protégée par l'impossibilité d'y restreindre l'ampleur géographique des opérations et d'y éviter l'emploi des armes atomiques.

À la longue, l'absence de guerre, déterminée par la terreur réciproque, n'offre pas une solution à l'humanité. On finit par livrer la guerre que l'on prépare. D'ici dix, vingt ou trente ans, les nations de deuxième ordre vont, à leur tour, fabriquer des armes atomiques, évolution inévitable, au fur et à mesure que les secrets de fabrication se répandront et que le coût de la production s'abaissera. Le jour où tous les États posséderont des armements nucléaires, le risque d'une guerre atomique sera grandement augmenté.

Durant la phase présente, le « *stalemate* » est la seule perspective. En même temps qu'il s'organise pour survivre à la phase présente, l'Occident doit se préparer à la phase suivante, qui devrait être celle du contrôle des armements, si elle ne doit pas être celle de la catastrophe. Dès maintenant, l'Occident devrait ne pas laisser de doute sur sa résolution d'avoir pour objectif non la victoire sur les ruines mais la paix.

L'ombre de Malthus

Le Figaro
14 novembre 1958

La population du globe en 1650 est estimée à 545 millions. Elle s'élève en 1955 à 2.691 millions. Le taux de croissance annuel était de 0,3% entre 1650 et 1750, il atteint 1% en 1930, il monte à 1,67% en 1950. En d'autres termes, la croissance s'accélère. Selon une hypothèse forte, la population totale de la planète serait de 6.907 millions en l'an 2000, selon une hypothèse basse, de 4.880 millions. Tels sont les chiffres que nous empruntons au dernier livre de M. Sauvy⁽¹⁾ et qui posent le problème le plus angoissant du siècle.

Les causes majeures du phénomène ne sont plus mystérieuses. À travers les siècles, l'équilibre entre les subsistances et le nombre des bouches à nourrir a été maintenu *naturellement*. La mortalité, les épidémies, les guerres empêchaient qu'il y eût plus d'hommes en vie que de moyens de les faire vivre. Cet équilibre millénaire a été progressivement rompu à l'époque moderne. Les conquêtes de la médecine ont réduit ou supprimé les ravages des maladies infectieuses. Le taux de natalité est resté, dans de nombreux pays, au niveau traditionnel, 40 à 45 pour mille, cependant que le taux de mortalité a rapidement diminué, "sans le secours des progrès économiques".

La divergence entre ces deux mouvements - chute brutale de la mortalité, maintien ou baisse lente de la natalité - est à l'origine du surpeuplement de nombreux pays (compte tenu des ressources disponibles), de la sous-alimentation d'une grande partie de l'humanité. La singularité de la conjoncture présente apparaît si l'on rapproche les chiffres relatifs aux actuels pays sous-développés des chiffres relatifs à l'Europe du siècle dernier. Le niveau de vie des pays les plus pauvres est inférieur à celui des Européens du XVIII^e siècle, mais ces pays ont simultanément une natalité plus élevée et une mortalité plus basse. Selon une formule pittoresque de M. Sauvy, "un Asiatique famélique peut avoir, de nos jours, une espérance de vie plus grande qu'un noble ou un bourgeois de l'ancien régime, bien renté et comblé d'attentions".

Il est clair que le développement démographique ne peut pas se poursuivre indéfiniment à l'allure présente. En théorie, la terre peut nourrir huit à dix milliards d'êtres humains à condition que ceux-ci exploitent tout le sol disponible avec tous les moyens de la science. Même en cette hypothèse, à moins d'une production industrielle de la nourriture, la limite extrême serait vite atteinte. Si

nous laissons les utopies et si nous revenons au réel, nous constatons de multiples circonstances aggravantes: il est plus difficile de transférer les techniques modernes de l'agriculture que celles de l'industrie. La modernisation de l'agriculture exige une mutation historique des paysans, qui a été presque toujours lente et demeure le plus souvent incomplète.

Écartons les deux hypothèses de l'émigration, pour de multiples raisons exclue au moins à l'échelle nécessaire, et de l'augmentation de la mortalité. Il ne subsiste que deux issues: une augmentation des ressources qui équilibre celle des hommes, une réduction de la natalité.

Jusqu'à une date récente, les porte-parole du régime soviétique choisissaient résolument le premier terme de l'alternative. Seul, affirmaient-ils, le capitalisme freinait la croissance économique et créait surpeuplement et sous-alimentation. Il y a deux ans environ, les gouvernants chinois ont paru reconnaître que, même en régime socialiste, on ne saurait assurer à une population qui se développe rapidement des conditions de vie en progrès régulier. Une campagne pour la limitation des naissances avait été lancée selon la méthode éprouvée du régime. Depuis quelques mois, d'après les dernières informations, un nouveau retournement serait intervenu. Les résultats obtenus dans l'agriculture auraient convaincu Mao Tsé-toung et ses compagnons que le danger de surpopulation était encore lointain.

Pour le reste des pays dits sous-développés, quelle que soit la théorie à laquelle on adhère, les faits parlent un langage sans équivoque. Ni la solution économique ni la solution démographique ne sont appliquées efficacement. Les investissements sont insuffisants pour que la croissance économique fournisse le surplus des ressources indispensables à l'excédent annuel de population. Une partie de l'humanité continue de s'appauvrir alors que les pays développés s'enrichissent à une allure accélérée.

Par-delà les bouleversements politiques de notre époque, telle est probablement l'antinomie majeure. Jamais les diverses fractions de l'humanité n'ont été en relations aussi étroites, jamais le sort des hommes n'a été aussi différent d'un continent à l'autre. Hier, les peuples s'ignoraient et ils vivaient dans des conditions comparables. Aujourd'hui, ils se connaissent, or les uns s'enfoncent dans la misère et les autres donnent à leurs travailleurs une existence que leur auraient enviée les privilégiés de jadis.

La civilisation industrielle permet de réduire cette antinomie, mais, pour l'instant, les gouvernants n'ont pas encore commencé d'agir.

[\(1\)](#) Alfred Sauvy, "De Malthus à Mao Tsé-toung" (Denoël).

Révolution de conscience économique. Du défaitisme 29 à l'optimisme 59

Le Figaro
11 mai 1959

Il y a trente ans, l'effondrement des cours à la bourse de New-York marquait le début de la plus grande crise économique que le monde moderne eût connue. Le cyclone gagnait bientôt l'Europe, provoquait la faillite du système bancaire d'Europe centrale. Frappée par le retrait des capitaux étrangers, l'Allemagne de Weimar, incapable de donner du travail à six millions d'ouvriers, était emportée par la tourmente, et l'aventure hitlérienne commençait. La France s'accrochait vainement à un taux de change intenable après la dévaluation de la livre et du dollar et elle était secouée, elle aussi, par des convulsions sociales. Du krach boursier de 1929 à la guerre de 1939, la logique catastrophique des événements demeure rétrospectivement évidente, quels qu'aient été les intermédiaires entre la ruine des spéculateurs américains et la deuxième guerre mondiale du siècle.

Ce qui est le plus frappant pour qui, aujourd'hui, regarde en arrière, c'est que *cette logique n'était pas fatale*. Nous savons maintenant, tous nos étudiants savent ce qu'il aurait fallu faire pour arrêter le déroulement de la tragédie. Les économistes ne sont pas tous d'accord sur les causes de la gravité unique d'une crise dont les débuts avaient ressemblé à ceux de beaucoup d'autres crises, mais aucun ne met en doute qu'on aurait pu empêcher l'expansion du cataclysme: les gouvernements, s'ils avaient été animés par des conceptions analogues à celles d'aujourd'hui, s'ils avaient été assurés qu'ils pouvaient et devaient intervenir afin de mettre un terme à la déflation et relancer l'activité, n'auraient pas assisté passifs, en Allemagne, à la montée du chômage, en France, au délabrement de notre économie (sous prétexte de sauver la monnaie). L'acceptation des crises comme des phénomènes cosmiques contre lesquels la volonté humaine ne peut rien était autrement redoutable hier que ne l'est aujourd'hui notre conviction orgueilleuse de maîtriser la nature économique.

Les idéologies défaitistes étaient à la mode durant les années 30. L'insuffisance d'offres d'emploi était mise au compte du progrès technique. La productivité apparaissait comme une menace, non comme la grande chance de l'humanité. Les défenseurs de l'artisanat, du petit propriétaire paysan tenaient le haut du pavé. Parce qu'elle ne comprenait pas les phénomènes, l'opinion

française exaltait tout ce qui, une génération après, nous semble avoir été la cause de la décadence nationale. Elle se félicitait de la lenteur de l'industrialisation, de la résistance opposée par la paysannerie à la modernisation. Tout n'était pas faux dans cette défense et illustration de la France anachronique. Les sociétés traditionnelles, en un sens, sont moins fragiles, moins vulnérables que les sociétés techniques. Mais le prix à payer pour cette prétendue sécurité, cet illusoire équilibre d'un pays à demi agricole, c'était l'abaissement définitif: la France s'obligeait elle-même à sortir de l'histoire et à se satisfaire de la médiocrité.

L'entre-deux-guerres s'était divisée en deux phases. Pendant dix ans, on s'était efforcé de rétablir le monde tenu pour normal, celui d'avant la première guerre mondiale: la tentative avait abouti à la grande dépression. Dans les dix années suivantes, l'anarchie internationale avait sévi et chaque pays avait cherché son salut dans sa voie propre, souvent aux dépens des autres.

Comme "l'homme entre dans l'avenir à reculons", hommes d'Etat et experts, pendant les hostilités, étaient bien résolus à ne retomber ni dans les erreurs de la restauration ni dans celles de l'anarchie. Tous les gouvernements se donnèrent pour tâche d'éviter le chômage, de garantir des emplois aux travailleurs, ils se lièrent eux-mêmes par les accords de Bretton Woods pour éviter les dévaluations compétitives, les taux multiples de change, les contrôles administratifs injustifiés. Une fois de plus, l'histoire se joua ironiquement des prévisions humaines.

Il n'y eut pas de "grande crise américaine", les trois récessions furent brèves et peu profondes. Nulle part en Occident ne surgit de chômage massif. Presque partout, on déplora le manque de capitaux, non de débouchés. Au lieu de dénoncer le progrès technique qui prive les ouvriers de travail, gouvernements et économistes se mirent à chanter les louanges de la productivité qui permet d'élever le niveau de vie. La surproduction n'est plus à craindre et chacun se demande comment nos pères (ou nous-mêmes) avons pu, il y a vingt-cinq ans, méconnaître l'évidence: à terme, la production se crée à elle-même des débouchés, quelles que soient les difficultés ou les souffrances des transferts ou de la reconversion. À terme, toutes les classes sociales profitent de l'augmentation des richesses, rendue possible par l'élévation de la productivité. L'essence de l'économie moderne, c'est d'être progressive, le même nombre d'hommes produit régulièrement une quantité croissante de biens. Tous les régimes, qu'ils soient capitalistes ou soviétiques, permettent d'accomplir cette

tâche. Les théories marxistes de la paupérisation sont désormais aussi anachroniques que les théories réactionnaires de l'artisanat ou du conservatisme paysan courantes dans les années 30.

Il fallut du temps aux hommes d'Etat pour découvrir que la deuxième après-guerre ne ressemblait ni à la période 1919-1929 ni à la période 1929-1939. Ils commencèrent par pourchasser le chômage, alors que l'inflation était le véritable danger. Les organisations internationales imposaient la loi des taux de change fixes et favorisaient involontairement "l'inflation refoulée" et les déséquilibres des comptes extérieurs. Il fallut attendre une dizaine d'années après la fin des hostilités pour que se dégagent les traits principaux du "nouveau monde".

La conscience économique de l'Occident est, aujourd'hui, pour l'essentiel, optimiste. Il n'y a pas de limites, actuellement prévisibles, à l'expansion de la production. Le produit national d'un pays comme la France peut doubler en vingt ou vingt-cinq ans. S'il s'agit de richesses ou de niveau de vie, la grandeur de la France, de l'Europe ou de l'Occident n'est pas derrière mais devant nous.

Nous n'avons plus peur que nos sociétés soient paralysées par l'âge ou la maturité, dans la course au progrès. Mais la plupart des pays, la Grande-Bretagne et la France en première ligne, ont fini par apercevoir le problème central de la période présente: comment augmenter la production sans que la demande, indispensable pour susciter la production supplémentaire, compromette la stabilité des prix, de la monnaie, des comptes extérieurs?

Révolution de conscience économique. Du progrès à l'insatisfaction

Le Figaro
20 mai 1959

Il y a vingt-cinq ans, on redoutait l'insuffisance du pouvoir d'achat; aujourd'hui, on redoute l'insuffisance de l'épargne, l'excès de la demande, l'inflation. La pensée économique suit les vicissitudes de l'histoire, peut-être même leur donne-t-elle une expression amplifiée: les modes intellectuelles ne sont pas moins différentes d'une génération à l'autre que les robes de Dior d'une saison à l'autre(1).

Les économistes ont toujours su que les phases pendant lesquelles la production augmente comportent d'ordinaire une hausse des prix. La théorie classique du cycle retenait la simultanéité des deux mouvements: production et prix progressent ensemble jusqu'au moment où survient le renversement qui inaugure une autre phase du cycle. Au reste, le lien entre croissance et inflation n'est nullement mystérieux: pour produire davantage, on investit; pour investir, on distribue des salaires supplémentaires; ces revenus se portent sur le marché des biens de consommation et pèsent sur les prix; tous les ouvriers étant employés, les entreprises en quête de main-d'œuvre payent des salaires plus élevés.

Ce problème classique dans les livres d'économie est désormais porté sur la place publique, à chaque instant dressé devant l'opinion et les gouvernants, comme pour rappeler l'écart entre ce qui serait *techniquement* possible et ce qui est *économiquement* réalisable. Cette fortune publicitaire d'un problème d'école tient à deux causes principales.

Les alternances de croissance et de contraction ne sont plus acceptées comme elles l'étaient jadis. Experts et hommes de la rue se donnent pour objectif une progression régulière. Ni l'opinion ni les gouvernants ne se résignent au fait même de la succession des phases, présentant des caractères opposés. Or la maîtrise sur les phénomènes économiques est loin d'être encore totale. Depuis la fin de la deuxième guerre, il n'y a pas eu de cycles réguliers, mais, par trois fois, aux États-Unis, la progression a été interrompue par de courtes récessions. En Europe, il y a eu moins des récessions que des phases de consolidation ou de stagnation, qui ont des caractéristiques quelque peu différentes de pays à pays.

Le nouveau problème de la "croissance sans inflation" n'est rien d'autre que le vieux problème de la phase ascendante du cycle, mais formulé désormais par ceux qui ne se résignent pas au fait même des cycles.

La croissance n'était pas ignorée des économistes classiques, mais ceux-ci, envisageant plutôt le court ou le moyen terme que le long terme, ne mettaient pas la croissance au centre de leurs recherches. Au temps où j'étais étudiant, les comparaisons des taux de croissance n'étaient pas encore pratiquées, les transformations, quantitatives et qualitatives, par lesquelles s'accomplit la modernisation d'une économie n'étaient pas l'objet d'études précises, d'élaboration rigoureuse. Nous sommes plus exigeants et plus impatients. Quand la croissance s'arrête pendant une année, le chœur des experts, des ministres, des citoyens déplore "la stagnation". Il y a vingt-cinq ans, l'opinion anglaise aurait été satisfaite d'un taux de chômage inférieur à 3% de la main-d'œuvre, d'une activité régulière, de prix presque stables. Aujourd'hui, elle se plaint - et à juste titre - de l'absence de progrès.

Ces remarques ne visent pas à suggérer que tout est pour le mieux et qu'il convient d'accepter passivement les vieux cycles sous la forme nouvelle de phases d'expansion suivies de phases de stagnation. Je veux seulement, par ce rappel historique, amener mes lecteurs à reconnaître une proposition souvent méconnue: les problèmes sociaux ne sont jamais définitivement résolus parce que tout progrès suscite et doit susciter des exigences nouvelles. Hier, l'opinion aurait accepté ce que nous appelons aujourd'hui stagnation: convaincue aujourd'hui que les crises appartiennent au passé, elle n'accepte plus la stagnation, même temporaire.

Pour refuser la stagnation, il faut éviter d'abord l'inflation. D'où la formule à la mode: expansion sans inflation. Pourquoi l'"expansion sans inflation" est-elle difficile? Essayons d'expliquer le mécanisme avec aussi peu que possible de jargon. Si l'économie doit produire davantage, il faut que la demande soit supérieure à celle qui aurait suffi à absorber la production du moment antérieur: il n'est pas facile de doser l'augmentation de la demande de manière telle qu'elle soutienne une production accrue et ne provoque pas une hausse des prix. Dans la phase où la production augmente, les entrepreneurs investissent pour renouveler leur outillage et accroître leur productivité, ils comptent sur des débouchés élargis, ils sont optimistes et consentent facilement des hausses de salaires. Les phases d'expansion sont aussi des phases de plein emploi. S'il ne subsiste plus guère de réserves de main-d'œuvre, les syndicats sont forts et dans les

négociations entre employeurs et employés, ces derniers ont chance de l'emporter. Les entrepreneurs sont d'ailleurs prêts à donner à leurs ouvriers tout ou partie des gains dus à la productivité sous forme de salaires plus élevés, mais, du même coup, les revenus consommables risquent d'augmenter trop vite.

Mais, me dira-t-on, qu'y a-t-il là d'original par rapport au passé: ces mécanismes sont connus, traditionnels. Je n'en disconviens pas. Les mécanismes traditionnels paraissent simplement, depuis dix ans, plus difficiles à bloquer pour les raisons suivantes: dans certains pays (États-Unis, Grande-Bretagne), les syndicats ont acquis une puissance telle que les entrepreneurs, soucieux de paix sociale, concèdent des hausses de salaires sans opposer de résistance (à moins qu'une politique restrictive de crédit ne les oblige à la résistance, mais cette politique paralyse en même temps la croissance). Les entrepreneurs sont d'autant plus enclins à concéder des augmentations de salaires qu'il leur est indifférent d'utiliser les profits de la productivité à cette fin au lieu d'abaisser les prix de vente. Les secteurs les plus modernes, ceux où la productivité progresse le plus vite, jugent que la hausse des salaires n'est pas contraire à la stabilité de leurs prix de vente (ce qui est souvent vrai). Les dirigeants de ces secteurs de pointe ne veulent pas savoir que la hausse se communiquera aux autres secteurs de telle manière que, pour l'économie entière, l'augmentation des taux horaires et, par suite, le gonflement des revenus dépasseront les acquêts de la productivité.

En d'autres termes, la relative originalité de la conjoncture présente se ramène à la contradiction suivante: l'opinion exige une croissance continue, donc sans inflation, en une période où l'inégalité du taux de progrès selon les secteurs, combinée avec l'irrésistible diffusion des hausses salariales à travers toute l'économie, rend l'inflation plus difficile à éviter qu'en d'autres époques.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du lundi 11 mai.

Le mythe américain de la société sans classes

Le Figaro
9 septembre 1959

"Rattraper et dépasser les États-Unis pour le volume de la production et le niveau de vie", tel fut, depuis le premier plan quinquennal, le mot d'ordre de Staline et de M. Khrouchtchev. "Rattraper et dépasser l'Union soviétique pour la vigueur de la propagande", tel pourrait être le mot d'ordre de M. Richard Nixon, à en juger d'après son récent voyage en Union soviétique. De cette compétition des idées au temps de la coexistence pacifique, la formule "les États-Unis, société sans classes", lancée à Moscou par le vice-président américain, offre une éclatante illustration.

Des écrivains progressistes se sont hâtés de mettre l'accent sur la part de mythologie que comporte cette formule avec une vigilance qui serait plus admirable si elle avait toujours été en éveil à l'égard des slogans venus de l'autre bord. Car, malgré quelques progrès, les exploits de la propagande américaine demeurent aussi inférieurs à ceux de la propagande soviétique que le niveau des prolétaires "libérés", outre-rideau de fer, est inférieur à celui des prolétaires "opprimés", outre-Atlantique.

Partons d'une constatation aussi banale que déplaisante: toutes les sociétés complexes connues jusqu'à nos jours ont été hétérogènes. Les membres d'une collectivité, que celle-ci se déclare capitaliste ou socialiste, qu'elle soit située en Asie, en Europe ou en Amérique, sont inégaux en revenus, en prestige, en autorité. Cette inégalité est sociale, en ce sens qu'elle est déterminée directement par la place que chacun occupe dans la société, sans qu'on la puisse imputer à la seule inégalité des dons, si incontestable que soit cette dernière. Partout les divers métiers sont inégalement rétribués. Partout l'ingénieur est mieux payé et plus estimé que le manœuvre, ou le directeur que l'ingénieur. La hiérarchie des revenus et des prestiges varie quelque peu avec les régimes, mais moins que ne le voudraient les réformateurs.

Cette hétérogénéité fondamentale étant donnée, en quoi peut consister la disparition des classes dont se vantent, chacun dans son style, les deux Super-Grands? En ce qui concerne les États-Unis, j'aperçois quatre sens possibles de cette disparition:

1° L'élévation du niveau de vie, la réduction des écarts entre la base et le sommet de l'échelle des revenus, la concentration d'une fraction croissante de la

population aux échelons intermédiaires peuvent créer des conditions d'existence de moins en moins différentes pour un nombre de plus en plus grand de citoyens. On parlera, en ce cas, de *tendance à l'homogénéité*.

2° Dans les sociétés du passé, le sort de chacun dépendait avant tout de la naissance. Les distinctions de classe étaient héréditaires et juridiques. Dans les sociétés modernes, les obstacles juridiques à la promotion sociale ont été à peu près tous supprimés. Même sans révolution, un fils de paysan (Albert Lebrun) peut devenir Président de la République. Mais la suppression des obstacles juridiques laisse subsister des obstacles sociaux. Un fils de fonctionnaire ou de chef d'entreprise a plus de chances de réussir dans ses études (à égalité de dons) qu'un fils d'ouvrier et, par suite, d'accéder à un poste élevé dans la hiérarchie. Plus les privilèges se transmettent de génération à génération, plus les classes sont consistantes. Moins sont marquées les différences au point de départ, plus les cas de promotion sociale sont fréquents et plus les classes perdent de réalité. On parlera de *tendance à une mobilité sociale* accrue.

3° Les distinctions matérielles dans les façons de vivre ne sont pas seules en cause. En un sens, une classe existe quand les individus croient qu'elle existe. La France existe parce que les Français se croient et se veulent Français. Le jour où ils ne sauraient plus quelle est leur patrie, ils auraient beau vivre, sentir, agir autrement que les Allemands ou les Anglais, la France aurait, pour ainsi dire, disparu avec la conscience d'appartenance nationale. Il en va de même pour les classes. Si les ouvriers ne se sentent plus autres que les membres des autres groupes, s'ils ne se veulent plus "prolétaires", le prolétariat perd, du même coup, une part de sa réalité psychologique: on parlera, en ce cas, de *tendance à un effacement de la conscience de classe*.

4° Enfin, les travailleurs d'usine peuvent se sentir à la fois ouvriers et Américains, séparés de leurs employeurs par leur situation et certains intérêts, mais engagés dans une entreprise commune, désireux de maintenir avec tous leurs compatriotes une communauté nationale et un régime de liberté. La conscience de classe n'entraîne pas nécessairement une volonté de lutte à mort. On parlera, en ce cas, de *conscience de classe sans conscience d'antagonisme*.

Beaucoup d'auteurs américains prétendent qu'à plusieurs des points de vue précédents les classes américaines sont en voie d'effacement. L'homogénéité des conditions d'existence s'accuse, un nombre croissant d'individus se mettent d'eux-mêmes dans la classe moyenne, celle qui a la conscience la plus faible de séparation. Enfin, ceux-mêmes des ouvriers américains qui ont une certaine

conscience prolétarienne ne se jugent pas pour autant ennemis des autres classes.

On discutera moins des tendances qui sont presque incontestables que du degré d'avancement déjà atteint. Il subsiste aux États-Unis des sous-prolétariats, des groupes nationaux, Mexicains, Porto-Ricains, où le nombre des pauvres, voire des misérables, est important. Mais il n'est pas douteux qu'une fraction croissante de la population bénéficie de conditions de vie (vêtement, nourriture) analogues. Les biens de consommation durable (réfrigérateurs, automobiles, postes de télévision) sont accessibles à la plupart des familles.

En ce qui concerne la mobilité sociale, les enquêtes, difficiles et partielles, ne permettent pas d'affirmer une évolution très nette dans un sens ou dans un autre. Au point de départ, les chances d'un fils de bourgeois sont toujours incomparablement supérieures à celles d'un fils d'ouvrier. Bien que l'élargissement du système d'enseignement facilite l'ascension des individus, d'autres facteurs agissent en sens contraire.

Quant à la conscience de classe, elle est relativement faible aux États-Unis, même dans la classe ouvrière, et rarement accompagnée d'un sentiment d'antagonisme. Pourquoi? À cause des différences de nationalités et de religions, à cause du mythe "du bâton de maréchal dans la giberne de chacun", à cause de la rapidité du progrès économiques et de la prospérité? Probablement n'est-il pas de réponse unique ou de réponse assurée à une telle question. Du moins personne ne saurait mettre en doute une vérité de la Palisse: quand les hommes croient à la société sans classes, ils contribuent à la réaliser.

Que les porte-parole de M. Khrouchtchev ne triomphent pas trop vite: les doctrinaires soviétiques font de même et ils emploient des procédés autrement cruels.

Le mythe soviétique de la société sans classes

Le Figaro

10 septembre 1959

La société soviétique, comme la société américaine, (1) est hétérogène. De M. Khrouchtchev au mineur de fond, de M. Ehrenbourg à la femme qui balaye la neige, en hiver, dans les rues de Moscou, l'intervalle est immense, qu'il s'agisse de revenus, de conditions de vie, de prestige. Le régime a beau se réclamer du prolétariat, l'État se baptiser "État des ouvriers et des paysans", l'ingénieur ou le directeur s'estime et il est estimé supérieur aux travailleurs manuels. Là-bas comme ici, l'enseignement supérieur et secondaire est la voie normale de promotion. Quels que soient les efforts des dirigeants pour maintenir le contact entre intellectuels et ouvriers, entre fonctionnaires et masses, la distinction subsiste et subsistera dans l'avenir prévisible.

Cette hétérogénéité, objectivement considérée, est, à certains égards, plus grande que celle de la société américaine. Au théâtre, dans la rue, la foule américaine semble parfois composée exclusivement de petits bourgeois, habillés de manière analogue, sans que l'on puisse saisir du premier coup d'œil si les revenus de chacun se situent dans la tranche des 4.000, 8.000 ou 12.000 dollars annuels. À Moscou, les différences de revenus sont plus visibles parce qu'elles s'expriment dans le vêtement: un bon costume de laine, une bonne paire de chaussures de cuir impliquent un salaire mensuel qui se compte en milliers de roubles.

L'inégalité porte, en Union soviétique, sur la satisfaction des besoins primaires (logement, nourriture, vêtement), alors qu'aux États-Unis 70 à 80% de la population disposent de revenus suffisants pour acquérir nourriture et vêtements courants.

En revanche, l'inégalité en Union soviétique est moindre sur deux points: les grandes accumulations de fortune ou de revenus (qui fournissent à M. André Wurmser ses effets bi-hebdomadaires, dans *l'Humanité*, depuis une quinzaine d'années) ont disparu avec la propriété des instruments de production. Les revenus les plus élevés sont de quelques dizaines plutôt que de quelques centaines de fois supérieurs à ceux des manœuvres. À partir d'un certain niveau, le riche Soviétique ne saurait pas trop à quoi dépenser son argent, puisqu'il ne pourrait l'employer ni à acheter des terres, ni à entretenir un yacht, une danseuse ou un journal, ni à voyager à l'étranger.

Plus importante que cette disparition des "millionnaires" - qui tiennent plus de place en Occident dans la mythologie que dans la société - est l'accélération probable de la mobilité. Je dis probable parce que le régime soviétique ne publie pas d'études scientifiques sur ce point. Les statistiques publiées prouvent que les inégalités au point de départ n'ont pas disparu. Le fils d'un ingénieur, d'un grand fonctionnaire ou d'un dirigeant du parti a de meilleures chances de faire carrière que le fils du manœuvre. Le régime semble s'efforcer de prévenir autant que possible cette stabilisation des classes, de favoriser la promotion des jeunes bien doués et de renvoyer dans les ténèbres extérieures les jeunes qui n'auraient d'autres titres que ceux de leur famille. De plus, la rapidité de l'industrialisation augmente régulièrement le nombre des métiers qualifiés ou non manuels et autorise donc l'ascension de "fils du peuple", sans rendre inévitable un nombre égal de descentes.

Mais, au regard des théoriciens soviétiques, l'hétérogénéité de leur société n'est pas plus ou moins grande que l'hétérogénéité américaine: elle est autre. Décrétons que les classes sont déterminées par la propriété des moyens de production: il en résultera, par définition, que la société américaine est une société de classes et que la société soviétique n'en est pas une. La source des revenus est unique, de l'autre côté du rideau de fer, puisque tous les revenus sont des salaires ou traitements. On compte, en Occident, diverses sources de revenus: salaires, intérêts du capital ou profits.

Cette différence de structure est incontestable, mais il importe de savoir quelle en est la portée. Les doctrinaires soviétiques veulent faire croire que les "monopolistes" gouvernent les États-Unis - ce qui prête à rire. Bien sûr, les dirigeants des grandes corporations américaines exercent une influence politique, mais combien apparaît dérisoire cette influence auprès de la toute-puissance que détiennent les hommes du Kremlin (au nom du prolétariat!).

Ces mêmes doctrinaires veulent faire croire que les revenus des millionnaires sont la cause décisive de la misère des masses - ce qui est tout aussi insensé. Dans aucun pays industriel développé, la suppression complète des revenus du capital ne permettrait d'augmenter substantiellement le niveau de vie du grand nombre. Cette redistribution ne représenterait pas l'équivalent de quelques années de progrès économique.

Aussi bien, les doctrinaires soviétiques recourent-ils plutôt à un autre argument. Ils suggèrent que l'hétérogénéité sociale elle-même est liée au statut de propriété. Aussi divisent-ils la société soviétique en deux classes principales

celle des kolkhoziens, qui travaillent avec des instruments de production en propriété *coopérative*, et celle des travailleurs d'usines ou de sovkhozes, qui travaillent sur des instruments en propriété *collective*. Mais cette distinction n'a pas grande portée. Si tous les kolkhozes étaient transformées en sovkhozes, les différences de revenus et de conditions de vie ne disparaîtraient évidemment pas pour autant.

Les sociologues soviétiques rencontrent une autre difficulté. Où classer les cadres techniques, administratifs, intellectuels de la nation, l'équivalent de la bourgeoisie occidentale, qu'ils appellent *intelligentsia*, qui travaille sur des instruments de production en propriété collective et qui, pourtant, ne se confond pas avec les travailleurs manuels? Qu'à cela ne tienne: on appellera l'intelligentsia une couche, non une classe.

Il reste un suprême argument: en Occident, les classes seraient antagonistes, elles ne le seraient pas en Union soviétique. Mais pourquoi? S'il s'agit de la répartition du revenu national ou de l'éventail des salaires, la rivalité des individus et des groupes est la même des deux côtés comme est la même leur solidarité dans le progrès économique. Aux États-Unis et en Union soviétique, la croissance profite à tous. La vraie différence, tout en faveur des États-Unis, c'est qu'à l'Ouest on a le droit de discuter le régime, mais non à l'Est.

Pour être assurés que les classes ne se sentent pas ennemies, les dirigeants soviétiques interdisent toute organisation non étatique. C'est la police qui est chargée de garantir le respect du mythe de la société sans classes ou de classes non antagonistes. Aux États-Unis, le mythe résiste à la liberté de propagande contraire. Bien plus, le mythe de la coopération des classes naît de leur compétition acceptée. Si M. Khrouchtchev veut rattraper les États-Unis, c'est là qu'il doit concentrer ses efforts, parce que c'est là qu'il a le plus de retard.

Tant qu'on ne laissera pas les citoyens soviétiques s'exprimer, comment savoir s'ils croient appartenir à des classes antagonistes ou non antagonistes?

[\(1\)](#) Voir le "Figaro" du 9 septembre.

Le mythe français de la société de classes

Le Figaro

11 septembre 1959

L'opinion française est trop cynique ou trop sceptique pour adopter l'un ou l'autre mythe de la société sans classe (1). Aussi se plaît-elle à démasquer l'un et l'autre, comme je l'ai fait dans deux articles précédents. Mais, dès que le sociologue s'efforce de saisir le cas français, il se sent paralysé par la complexité et la contradiction des phénomènes.

La France a chassé ses rois, détruit le pouvoir politique de la noblesse à la fin du XVIIIe siècle, introduit le suffrage universel en 1848, alors qu'à la fin du siècle dernier, la classe ouvrière belge recourait encore à une grève générale pour obtenir le droit de suffrage de tous. Mais peut-être nulle part ailleurs le snobisme de la particule n'est-il aussi virulent. Le volume de la fausse aristocratie augmente plus vite que ne diminue celui de la vraie. Jusque dans les conseils du gouvernement figurent des noms prestigieux d'origine récente. La Résistance a fourni à quelques ambitieux de prestige traditionnel des facilités supplémentaires.

L'égalité politique, depuis si longtemps proclamée, a si peu contribué à l'atténuation des inégalités économiques et sociales qu'elle a suscité dans une partie de la classe ouvrière une sorte d'indifférence à l'égard du régime (indifférence qui s'est manifestée en mai 1958), parfois une hostilité résolue à l'égard de l'État, même démocratique.

La lenteur relative de l'industrialisation, la survivance d'une classe nombreuse de paysans propriétaires, le gonflement du secteur commercial ont freiné l'élévation du niveau de vie et la formation de syndicats ouvriers dont la fonction serait de revendiquer et le destin de coopérer. Jamais les syndicats ouvriers n'ont réussi à s'assurer en France une clientèle nombreuse et stable, comparable à celle des syndicats allemands, anglais ou scandinaves. Jamais ces syndicats n'ont noué avec les partis socialistes modérés des liens comparables à ceux des Trade Unions britanniques avec le parti travailliste. En France, ou bien les syndicats sont colonisés et manipulés par les communistes, ou bien ils se veulent, par principe, étrangers à la politique. Ou bien ils voient affluer des millions de cotisants, comme en 1936 et en 1945, ou bien ils assistent, impuissants, au reflux de la vague.

On peut donc dire tout aussi bien qu'en France les classes existent plus ou

qu'elles existent moins que dans les pays industriels les plus avancés.

Elles existent davantage par le nombre des conflits et l'intensité de la conscience d'antagonisme. À la rivalité classique, universelle entre employeurs et employés pour la répartition des profits entre le capital et le travail se mêle la rivalité entre la campagne et la ville. Les exploitants agricoles ont le sentiment, souvent justifié, que leurs revenus augmentent moins vite que ceux des travailleurs des usines. Tout progrès de productivité dans l'industrie ou le commerce met en péril l'existence des entreprises peu efficaces, qui imputent aux "inspecteurs des finances" ou aux "technocrates parisiens" leurs difficultés ou leur ruine. L'inégal développement des régions accentue encore, ici et là, la crise des secteurs retardés et crée des tensions plus géographiques que sociales.

Depuis dix ans, le progrès économique, en France aussi, a entraîné une amélioration des conditions de vie, rapproché de la petite bourgeoisie la couche supérieure des ouvriers, accentué la différenciation à l'intérieur du prolétariat. Mais ce progrès n'a pas encore modifié l'attitude, devenue traditionnelle, des travailleurs à l'égard du patronat, du régime, de l'État. La France connaît dans la période actuelle les conflits imputables aux progrès économiques d'aujourd'hui, comme ceux qu'a provoqués le retard de ce progrès.

En un autre sens, les classes existent moins ou, en tout cas, semblent autant les survivances de la société pré-industrielle que l'expression de la société moderne. Ni les organisations ouvrières ni les organisations patronales ne présentent, au niveau national, la force et la cohérence qu'elles possèdent dans les pays où l'industrialisation a été plus rapide et plus régulière.

La structure française de classes échappe aux catégories simples et tranchées. Elle est décevante pour l'intellectuel, aussi bien pour celui qui prêche la lutte que pour celui qui prêche la coopération. Il y a trop de conflits pour que l'on puisse affirmer que la paix règne. Ces conflits sont trop divers, d'origine et de signification, pour que l'on puisse les mettre au compte du seul capitalisme.

Le marxisme d'une fraction de l'intelligentsia constitue un facteur supplémentaire de confusion. Alors que le sociologue américain ou soviétique souhaite ouvertement la disparition de la conscience de classe, le sociologue français hésite entre satisfaction et insatisfaction quand ouvriers, employés ou fonctionnaires en semblent dépourvus. Il est dit un peu partout que la mobilité sociale est moindre en France que dans les autres pays industriels, ce qui est probable mais plus difficile à démontrer qu'on ne le croit d'ordinaire. Mais quel parti les propagandistes n'auraient-ils pas tiré d'un "frère de président conduisant

la charrue" si ce président n'avait pas été Albert Lebrun? Les intellectuels perdraient leur thème révolutionnaire préféré si la société industrielle tendait d'elle-même à atténuer les distinctions de classes.

Jean-Paul Sartre, qui doit tout à son talent, se traite lui-même sombrement de bourgeois, comme si les intellectuels soviétiques, qui ne doivent pas tous leur fortune au seul mérite littéraire, jouissaient de moins privilèges. Peut-être son *alter ego* soviétique a-t-il, lui aussi, mauvaise conscience, mais, en ce cas il le cache bien.

En apparence, la société française est aussi éloignée que possible du schéma marxiste, puisque les classes moyennes, condamnées par l'Histoire, y ont mieux résisté qu'ailleurs et que la simplification des rapports sociaux ne s'y est pas produite. Mais le mélange de distinctions fonctionnelles, imputables aux exigences de l'industrie, et de distinctions sociales héritées de la tradition, est celui même que Marx avait devant les yeux et qu'il dénonçait. L'évolution normale de la société industrielle tend à atténuer les distinctions héritées et à assouplir les distinctions fonctionnelles. Les premières survivent davantage en France parce que la formation de ces dernières a été retardée.

Sortis du délire stalinien, les marxistes français, devenus révisionnistes, ne se sont pas ralliés au réformisme scandinave ou anglo-saxon. Ni communistes ni sociaux-démocrates, ils sont voués à la recherche d'une impossible troisième voie et, par là même, assurés de vivre dans le déchirement, non sans quelque confort bourgeois, mais sans désir de se réconcilier avec eux-mêmes ou avec leur société. Car les Français tiennent au mythe de leurs conflits idéologiques, même quand ils ont cessé de croire aux idéologies, et ils semblent préférer curieusement ce qui les divise à ce qui les unit.

(1) Voir *Le Figaro* des 9 et 10 septembre.

Les Juifs

Réalités
septembre 1960

Un essai pénétrant par le plus lucide analyste de notre époque sur une question actuelle depuis deux mille ans.

Faut-il en parler? Il y a quelques semaines, comme par un coup de baguette magique, des croix gammées étaient dessinées ou peintes sur les murs aux quatre coins de l'Europe, des cimetières juifs et des synagogues étaient profanés. En réplique, des protestations indignées des gouvernants, de la presse, des associations vouées à la lutte contre le racisme se multipliaient. Mais bientôt les incidents étaient oubliés et de nouveau régnait le lourd silence de la mauvaise conscience.

Il est devenu presque aussi difficile pour un Juif que pour un non-Juif de s'exprimer franchement. Non croyant un Juif, en quelque sorte déjudaisé, risque d'offenser ceux de ses coreligionnaires demeurés fidèles à la Loi. Non sioniste, il est suspect tour à tour d'excès ou de manque de sympathie pour Israël. Quant aux non-Juifs, l'extermination de six millions de Juifs par Hitler les paralyse. L'événement lui-même – l'organisation industrielle de la mise à mort de millions d'êtres sans défense – a frappé les consciences d'une sorte de traumatisme. Tout homme bien né se défend au fond de lui-même d'avoir eu la moindre responsabilité dans cette monstruosité. Il n'est plus question d'avouer aux autres ou à soi-même un antisémitisme de salon. Même les disciples de Maurras n'exposent plus sans quelque réticence la doctrine du maître. Juifs et non-Juifs refoulent les souvenirs trop chargés d'émotion et s'en libèrent par la distraction.

Je n'ai pas l'ambition de traiter en quelques pages à la fois du passé et du présent des Juifs et des antisémites. Je voudrais seulement en sociologue engagé faire le point de la conjoncture. J'ai dit: «sociologue engagé». Je tiens en effet à ces deux mots. En tant que professeur, journaliste ou écrivain, je suis de ceux qui n'aiment pas le «je», et l'emploient le moins possible. Ma vie, mes pensées intimes ne regardent personne: je me sens comptable de mes enseignements ou de mes écrits, des faits que j'observe ou des idées que je défends. Au-delà ou en-deçà, se dissimule le domaine réservé. Mais quand il s'agit des Juifs et de leur destin, je ne saurais feindre sans hypocrisie l'objectivité du spectateur pur. Mieux vaut confesser d'abord qui je suis. Le lecteur sera mieux à même de juger si oui ou non l'engagement de l'homme fausse les perspectives du sociologue.

J'appartiens à une famille juive, originaire de Lorraine, mes parents déjà n'étaient plus ni pratiquants ni croyants. Je n'ai guère reçu d'instruction religieuse, je compterais sur les doigts de la main le nombre des occasions où je fus conduit au temple durant mon enfance. La culture que j'ai reçue fut française, sans empreinte visible de la tradition juive. Bien plus, le christianisme fut pour moi *la* religion, celle que me révélaient les philosophes que je lisais avec passion, celle à laquelle je me référais pour définir les droits et les exigences de la raison. Je suis donc parmi les Juifs que Sartre, dans son essai, tient pour typiques, Juifs parce que le monde extérieur les déclare tels, qui assument leur judaïsme par dignité, mais qui ne l'éprouvent pas spontanément.

Pourtant, réfléchissons. Dans la mesure où je suis sorti de la communauté juive et où je me sens «français comme les autres», sans attache avec mes coreligionnaires, je pourrais récuser le jugement par lequel le milieu social me décrète juif. J'aurais tort, car la communauté à laquelle appartenaient encore mes grands-parents est toute proche. Quelle est la nature de cette communauté? Nous en pourrions discuter, mais je dois reconnaître que je suis «d'origine juive» lors même que je refuse de dire de «religion juive». Il va de soi qu'à partir de 1933 et de l'accession au pouvoir d'Hitler il n'était plus question pour un Juif, même entièrement détaché de la foi de ses pères, de ne pas revendiquer hautement une appartenance qui pouvait entraîner quelque péril.

Juif «déludaisé» ou «assimilé», pour reprendre ces expressions banales, je n'exclus pas les interprétations théologiques du destin juif, mais je n'y souscris pas non plus. Ce destin ne me paraît pas plus inexplicable historiquement que celui de tout autre peuple. Ni la colère ni la bienveillance de Dieu ne sont indispensables pour comprendre ou la survivance d'un groupe, farouchement attaché à son Dieu unique et à sa Loi, ou les persécutions que subirent ceux qui n'admettaient pas la divinité du Christ. Les interprétations théologiques ne remplacent pas les interprétations historiques, elles leur sont superposées et se situent sur un plan auquel la raison n'accède pas.

Encore la théologie a-t-elle le devoir de ne pas inventer les faits pour les besoins de la cause. La *diaspora*, antérieure à la venue du Christ, ne peut donc être présentée comme la sanction divine de l'attitude adoptée par les Juifs (quels Juifs?) à l'égard de celui que les Chrétiens aiment comme le fils de Dieu. Pas davantage la destruction du temple par Titus ne marque la fin de la communauté juive de Palestine.

Encore une fois, il est fatal que les Chrétiens, même ceux qui ont le plus de

sympathie pour les Juifs, comme Jacques Maritain, donnent un sens, dans l'histoire sacrée, aux souffrances du peuple élu, mais le sociologue ne peut pas s'interdire quelques réflexions moroses. Si les souffrances juives répondent à une volonté d'en haut, les hommes ne seront-ils plus tentés de concourir à l'accomplissement de cette volonté divine (comme les marxistes aident volontiers à la réalisation de la loi de l'histoire)?

Ni race ni peuple

Qui sont les Bloch, Isaac, Cohen, Lévy ou Aron, identifiables à leur nom, qui se savent Juifs parce qu'ils connaissent l'histoire unique de leurs ancêtres, l'histoire unique de ceux que l'on appelle tour à tour une race ou un peuple et qui ne sont au sens strict du terme ni une race ni un peuple.

Les Juifs ne sont pas une race. Les anthropologues, ceux qui mesurent les crânes, qui analysent la composition sanguine, qui s'attachent aux traits physiques objectivement décelables, sont presque unanimes sur ce point. Les Juifs dispersés à travers le monde ne présentent aucune homogénéité. Au reste, il suffit d'avoir été en Israël pour constater que les Juifs venus d'Irak ressemblent aux Musulmans d'Irak bien plus qu'aux Juifs venus de Russie ou de France. J'ai rencontré à Bersheba un groupe de Juifs venus de l'Inde: ils étaient indiscernables d'Indiens hindouistes. Nul ne les aurait confondus avec les vieux croyants à papillotes des villages polonais, ou avec les rudes gaillards – cuisses robustes, cheveux blonds et yeux bleus – que j'avais vus dans les kibboutz des frontières conduire le tracteur ou manier la mitrailleuse.

Ce que l'observation actuelle suggère, l'histoire le confirme. Les Juifs d'aujourd'hui ne sont pas, pour la plupart, les descendants des Juifs de Palestine qui, après la destruction du royaume de Jérusalem, partirent à travers le monde. Dans les derniers siècles avant le Christ, dans les premiers siècles de notre ère, des communautés juives prospéraient sur le pourtour du bassin méditerranéen, composées de convertis au judaïsme autant que d'émigrants venus de Judée. Judaïsme et christianisme ont été, aux II^e et III^e siècles de notre ère, des religions de prosélytisme, parentes et concurrentes. Les gallo-romains convertis au judaïsme n'étaient pas, racialement, autres que les gallo-romains convertis au christianisme. Et je crois pour mon compte que la boutade de Léon Poliakov, si surprenante qu'elle puisse paraître à d'aucuns, n'est pas fautive. La formule quasi légendaire «nos ancêtres les Gaulois» appliquée aux jeunes Juifs français n'est pas plus improbable qu'appliquée à leurs camarades chrétiens. L'ascendance de ces Juifs est européenne, non sémitique.

Les Juifs ne sont pas non plus «un peuple comme les autres», puisque, durant près de deux mille années, entre la destruction du royaume de Jérusalem et la création d'Israël, ils n'ont pas été politiquement organisés, ils ne se sont pas exprimés dans un État. Pourtant, quelle qu'ait été la diversité du sort qui leur a été fait par le milieu, ils ne se sont jamais confondus avec les populations avec lesquelles ils vivaient. Le terme que l'on emploie, *communauté juive*, suggère la destinée hors série: les Juifs avaient leur religion, leur foi, leurs mœurs, parfois leur langue (le yiddish) et leur culture propres. Peuple sans État, fidèles d'une religion qui commandait à l'existence entière, ils ont été tour à tour tolérés ou chassés, persécutés ou respectés. Tantôt, quand ils étaient accueillis, ils semblaient sur le point de perdre leurs particularités et de se confondre avec les Gentils. Tantôt, au contraire, rejetés par le monde environnant, ils développaient dans le ghetto un style singulier de croyances et de vie.

La condition des Juifs a varié selon les siècles et les civilisations. Ce qui nous intéresse ici, c'est la condition des Juifs dans le monde chrétien. Or, sans trancher la controverse encore ouverte entre les historiens, sur l'existence d'un antisémitisme avant le Christ, il n'est guère contestable que la question juive, telle qu'elle s'est posée en Europe dans les temps modernes, dérive d'un antisémitisme qui s'est développé au sein d'une civilisation imprégnée de christianisme.

Les chrétiens, en un sens, ne peuvent être antisémites, en un autre sens ils sont portés à l'être. Le Christ est né du peuple hébreu. Religieusement, les papes l'ont proclamé, les chrétiens sont des sémites, et l'antisémitisme qui se fonde sur la conception raciste, qui tient le peuple juif pour racialement inférieur, est incompatible avec l'adhésion à une église chrétienne, quelle qu'elle soit. Mais, en un autre sens, les Juifs restés fidèles à l'Ancien Testament n'ont pas reconnu le Messie dont les prophètes avaient annoncé la venue. Bien plus, ils l'ont mis à mort. Ainsi le peuple juif, dont le Christ est issu, devient le peuple décide, le peuple coupable en tant que tel. Et les malheurs qui l'accablent, la destruction du temple, la dispersion sont interprétés par maints docteurs chrétiens comme une sanction divine pour le crime inexpiable.

Il est loin d'être historiquement vrai que le peuple juif soit responsable de la crucifixion. Qu'on lise, sur ce sujet, *Jésus et Israël*, de Jules Isaac. Que l'on médite quelques-unes des propositions que l'historien s'est efforcé de démontrer: «Partout où Jésus a passé, partout sauf de rares exceptions, le peuple juif lui a fait un accueil enthousiaste au témoignage des Évangiles... On n'a pas le droit

d'affirmer que le peuple juif a rejeté le Christ ou Messie, qu'il a rejeté le fils de Dieu, avant d'avoir prouvé que Jésus s'est révélé comme tel au peuple juif pris dans sa masse et qu'il a été repoussé par lui comme tel... On prétend que le Christ aurait prononcé l'arrêt de condamnation et de déchéance du peuple juif. Et pourquoi donc, démentant son Évangile de pardon et d'amour, eût-il condamné son peuple, le seul auquel il ait voulu s'adresser, son peuple où il trouvait, avec des ennemis acharnés, des disciples fervents, des foules adorantes. Il y a toutes les raisons de croire que le vrai condamné est le vrai coupable, un certain pharisaïsme qui est de tous les temps et de tous les peuples, de toutes les religions et de toutes les églises...» Et je voudrais rappeler une phrase de Péguy citée par Jules Isaac: «Ce ne sont pas les Juifs qui ont crucifié Jésus-Christ, mais nos péchés à tous; et les Juifs qui n'ont été que l'instrument participant comme les autres à la fontaine du salut.»

Je sais bien que maints théologiens ou historiens chrétiens discutent les propositions de Jules Isaac, je sais surtout qu'au regard d'un chrétien qui souscrirait à toutes les propositions d'Isaac, il demeure vrai que les Juifs «croyants» sont les «incrédules» qui nient la divinité du Christ. Lors même que «l'enseignement du mépris» serait modifié, Chrétiens et Juifs, en tant que croyants, seraient adversaires, puisque les uns et les autres sont issus du Livre et que ceux-ci rejettent le Nouveau Testament qui, aux yeux de ceux-là, accomplit la promesse de l'Ancien.

Qu'est-ce que cette querelle historico-théologique a de commun avec la question juive d'aujourd'hui, nous demandera le lecteur sceptique. Hitler réunissait Juifs et Chrétiens dans la même haine. S'il avait gagné la guerre, il aurait, après l'extermination des Juifs, engagé la lutte contre l'Église chrétienne et en particulier l'Église catholique. Le petit commerçant qui exécrait les Juifs parce qu'il les confondait avec les propriétaires des grands magasins ignorait tout de la Passion et du peuple déicide. Je ne méconnais pas la distance, psychologique et historique, entre la rivalité du judaïsme et du christianisme, à la fin de l'empire romain, et les conflits sociaux d'aujourd'hui. Mais si l'on oublie cette opposition religieuse, on ne peut pas comprendre pourquoi et comment les Juifs sont devenus à travers les siècles le bouc émissaire de sociétés chrétiennes, responsables de tous les malheurs et objet désigné au désir de vengeance ou d'expiation. Les premiers pogromes que consigne la chronique ont eu lieu dans l'année 1096, quelques mois après que le pape Urbain II eut prêché au Concile de Clermont-Ferrand la première croisade. En cette occasion, l'origine religieuse de l'antisémitisme ne prête pas au doute. Si les Croisés qu'enflamme l'amour du

Christ mettent à mort les Juifs, hommes, femmes ou enfants, qui ne consentent pas au baptême, ce n'est ni par ressentiment, ni par goût du pillage. Ils allaient combattre les ennemis de Dieu en Orient: comment auraient-ils épargné «une race plus ennemie de Dieu que ne l'est aucune autre». Déjà au moment de ces massacres de Spire, de Worms, de Mayence, les plus sanglants et les plus systématiques, les Juifs cherchent et obtiennent souvent la protection des évêques contre des Croisés, qui croyaient agir en chrétiens lorsqu'ils se faisaient l'instrument de la colère de Dieu contre le peuple réprouvé.

La rivalité des religions fut à l'origine du sort étrange fait aux Juifs à travers les siècles. Ce sort étrange à son tour imprima sa marque sur les communautés juives, sur les manières d'être et de penser des Juifs. Obstinément fidèles à la Loi, d'autant plus fidèles que les sociétés environnantes les condamnaient ou les méprisaient, les Juifs étaient monothéistes avec intransigeance, assurés de l'alliance entre Dieu et son peuple, à la fois nationaux et universalistes, incapables en raison même de leur foi et plus encore de la réaction des Chrétiens à leur foi, de perdre leur identité, source à la fois de leur fierté et de leur malheur.

À partir de ces données initiales, se déploie la dialectique de la «situation juive» et de «l'être juif» que philosémites et antisémites ne cessent pas de commenter encore qu'en des termes opposés. Les Juifs des communautés urbaines, les Juifs du ghetto, les Juifs à qui sont interdits la propriété des terres ou le métier des armes ne peuvent pas ne pas présenter quelques traits sociaux et psychologiques qui les différencient des Gentils. Mais sont-ils ce qu'ils sont, inquiets, critiques, amers, commerçants, assoiffés d'absolu, révolutionnaires, avides d'argent, musiciens, que sais-je encore, à cause de la condition qui leur a été imposée pendant tant de siècles ou parce qu'ils sont, par leur hérédité même, portés à certaines activités, dotés de certaines qualités, affligés de certains défauts?

Arrêtons-nous un instant sur cette interrogation. Elle ne comporte évidemment pas de réponse catégorique. Il n'est pas impossible, malgré tout, de marquer quelques faits en eux-mêmes indiscutables.

Entre le grand banquier, le Juif de cour, et le rabbi ou le marchand forain, il y avait un intervalle presque aussi large qu'entre le pauvre et le riche, le paysan et le seigneur, dans les populations chrétiennes. Peut-on constater certains traits communs aux Juifs de cour et aux rabbis de villages, au Juif d'Irak et à celui d'Avignon, traits communs qui donneraient une sorte de fondement à la représentation banale du caractère juif, de l'essence unique du peuple juif? Peut-

être ces traits communs existent-ils ailleurs que dans notre imagination. En tout cas, plusieurs circonstances permettent d'en rendre compte sans percer le mystère de l'histoire ou croire au miracle.

Les Juifs ont dû leur cohérence, leur capacité de survie, tout à la fois à l'intransigeance de leur foi en un Dieu unique et à l'hostilité intermittente, à l'opposition constante du monde environnant. La culture des communautés juives a été profondément influencée par celle des nations au milieu desquelles ils vivaient, mais la lecture de la Bible, les commentaires du Talmud, la formation intellectuelle due aux croyances et à la tradition laissaient leur marque sur les esprits. Il était facile ensuite d'attribuer au génie d'un peuple ce dont les circonstances multiples avaient favorisé le surgissement et le maintien.

N'allons pas trop loin pourtant, il n'est pas exclu que les dons héréditaires ne soient pas uniformément répandus à travers l'espèce humaine. Les Juifs, disent certains, sont doués pour la spéculation métaphysique, pour les mathématiques, pour le commerce, ils ne sont pas doués pour le métier des armes, pour l'agriculture ou pour les créations intuitives. Manifestement, on ne veut pas dire que tous les Juifs possèdent ces dons ou cette absence de dons, on veut dire, ou bien on devrait vouloir dire, que le nombre de ceux qui sont doués ou non doués pour ceci ou pour cela est proportionnellement plus élevé parmi les Juifs que parmi les non-Juifs. Une telle hypothèse est difficilement démontrable, elle n'est pas dictée par les faits, elle n'est pas non plus contredite par eux. À supposer que les dispositions dites juives soient pour une part héréditaire, l'expression visible de cette hérédité doit beaucoup aux conditions sociales dans lesquelles les Juifs ont vécu, aux idées et aux coutumes qui ont surgi et se sont cristallisées à travers les siècles. Devenus citoyens à part entière, citoyens comme les autres, jusqu'à quel point perdent-ils les singularités dont ils tirent parfois fierté, que les non-Juifs mettent tour à tour à leur crédit ou à leur passif?

Nous voici arrivés à la situation présente. Au terme d'une expérience historique de libération plus ou moins complète qui avait duré un siècle environ pour l'ensemble de l'Europe, sensiblement moins dans la partie orientale du vieux continent, la furie hitlérienne s'est abattue sur tous les Juifs, orthodoxes ou incroyants, fidèles à la foi de leurs pères ou entièrement détachés. Il restait, en 1945, moins de 100.000 Juifs sur les 3 millions et demi qui vivaient en Pologne avant la guerre. En Allemagne, il y en avait quelque 800.000 quand Hitler arriva au pouvoir, beaucoup émigrèrent avant 1939. Aujourd'hui, on en compte quelque 20.000 à 30.000 dans la République fédérale. Les communautés juives

qui étaient établies depuis de longs siècles en Hollande, qui, sans perdre leur originalité, étaient devenues partie intégrante de la nation, ont été entièrement exterminées. Environ un tiers des Juifs qui se trouvaient en France en 1940 périrent.

Est et Ouest face à Israël

À la suite de l'émigration juive vers la Palestine et des événements qui aboutirent à la fin du mandat britannique, l'État d'Israël fut créé en 1948. Le judaïsme mondial comporte désormais trois centres: Israël, État indépendant qui, par principe, est en permanence ouvert à tous les Juifs de la diaspora qui souhaitent s'établir en terre sainte; les États-Unis qui comptent quelque 5 millions de Juifs; l'Union soviétique qui en compte quelque 3 millions.

À l'heure présente, un Juif doit se définir par une double prise de position: à l'égard de sa religion et de sa tradition, à l'égard d'Israël. Car l'existence d'Israël, bien loin de résoudre le problème juif, dans la mesure où ce problème comporte une solution, lui a donné une dimension supplémentaire.

En effet, autant il est normal, pour un Français de religion juive, de demander à être simultanément citoyen à part entière et fidèle de la synagogue, autant il serait illégitime de se vouloir à la fois citoyen d'Israël et citoyen de France. Chacun de nous a une patrie *et* une religion, nul ne saurait avoir deux patries. Le Juif qui se sent politiquement loyal à Israël a l'obligation stricte de mettre sa conduite en accord avec ses sentiments, c'est-à-dire d'émigrer vers la Terre Sainte. Entendons-nous bien: il est normal, probablement inévitable, que la plupart des Juifs aient pour l'œuvre de leurs coreligionnaires d'Israël sympathie, admiration, respect. Il serait surprenant qu'il en fût autrement et même, pour dire vrai, quelque peu choquant. Je me sens très loin des Juifs européens (il y en a) qui reprochent au fond d'eux-mêmes à Israël de donner, dans l'avenir, un argument nouveau à de possibles persécuteurs.

Mais je me sens tout aussi éloigné de ceux des Juifs d'Europe qui ne veulent pas devenir citoyen d'Israël et qui pourtant se croient tenus de prendre parti, en toutes circonstances, en faveur d'Israël. Comme la France a été au cours des dernières années, en conflit quasi permanent avec le monde islamique, ce double loyalisme, à la France et à Israël, n'a pas créé de cas de conscience. Je connais bien un journaliste français d'origine juive qui, hostile à la campagne du Sinaï et à l'expédition franco-anglaise de Suez, s'entendit reprocher par la direction du journal son attitude: comment, vous, un Juif, vous nous laissez à nous la tâche de justifier Israël! Il me fallut répondre que la citoyenneté ne se partage pas. Je ne

me sens pas tenu d'approuver la diplomatie d'Israël parce qu'elle est celle d'Israël.

En revanche, le Français d'origine juive me paraît revendiquer légitimement le droit de conserver sa foi et les éléments de la culture traditionnelle auxquels il est attaché. Pourquoi un Juif ne pourrait-il être bon Français ou bon Anglais, qu'en perdant, par l'assimilation, les croyances et les pratiques de ses pères? Seuls exigent cette aliénation, comme prix de la citoyenneté, les doctrinaires, avoués ou honteux, du totalitarisme. En Union soviétique, nous allons le voir, la condition du Juif semble, en tant que telle, une agression contre l'État. Rien de pareil dans les sociétés démocratiques de l'Occident.

Au reste, la déjudaïsation, au cours de la période libérale, s'est en fait accomplie plus rapidement que les orthodoxes ou même les simples croyants ne l'auraient souhaité. En France, en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, les Juifs prirent une part active, souvent éminente, à la vie de l'esprit, aux créations de la science et de l'art. Leur contribution était authentiquement et se voulait pleinement nationale, c'est-à-dire française en France, allemande en Allemagne. Au moment de la première guerre, les Juifs de France se sentaient français et les Juifs d'Allemagne allemands bien avant d'éprouver leur prétendue solidarité juive. Après 1933, les non-Juifs n'étaient pas seuls, en France, à voir dans les émigrés qui fuyaient Hitler avant tout des Allemands.

Personnellement, si l'on me demandait quelle conclusion je tire de l'expérience du siècle libéral, je n'hésiterais pas: j'en tire la conclusion exactement opposée à celle de l'opinion la plus fréquente. Les communautés juives n'auraient pas résisté à la durée de cette expérience. Non pas que nombre de Juifs ne fussent probablement demeurés croyants et pratiquants, fidèles à la Bible et commentateurs du Talmud. Mais la plupart d'entre eux auraient été gagnés par la pensée rationaliste et critique.

De plus en plus ignorants de la tradition proprement judaïque, ils auraient été de moins en moins discernables de leurs compatriotes, au moins de leurs compatriotes de même condition sociale et de même profession (il est trop facile d'opposer Léon Blum aux paysans bretons ou picards: Barrès ressemble-t-il si fort aux paysans lorrains?). Les Juifs peuvent devenir des «Français comme les autres» ou des «Allemands comme les autres», de même que, pris collectivement, ils sont en train de devenir, en Israël, une nation comme les autres.

Israël est un État démocratique et une nation laïque, État et nation qui ont été

créés par des hommes qui, pour la plupart, croyaient plus à la Bible qu'à Dieu. La première génération des pionniers d'Israël, venus de Russie et de Pologne, réagissait contre l'antisémitisme du milieu, à la manière de nationalistes modernes et non pas du tout en lointains descendants de la civilisation syriaque pour employer le concept de l'historien anglais Arnold Toynbee. Ils aspiraient à une patrie parce que la population au milieu de laquelle ils vivaient leur refusait la possession de la patrie à laquelle aspiraient la plupart d'entre eux, la patrie du sol sur lequel ils vivaient et de la langue qu'ils parlaient.

État laïc dont le ciment est une religion, État apparemment religieux dont les fondateurs étaient incroyants, plus proches de Spinoza que de Maimonide, Israël est un permanent paradoxe. Est-ce une étape dans l'histoire sacrée, la reconstruction du temple, la preuve que Dieu n'abandonne pas son peuple et que la prophétie est en train de s'accomplir? Pour la plupart, les orthodoxes ne savent trop quel sens donner à l'État d'Israël puisque celui-ci est d'abord un épisode de l'histoire profane et n'annonce pas, avec le retour à Jérusalem, la fin de l'histoire et le salut de l'humanité enfin unie. Aussi certains d'entre eux sont-ils réticents à l'égard d'Israël parce que, soucieux du destin spirituel du judaïsme, ils craignent la dégradation d'une foi, à leurs yeux sublime, en un fanatisme politique.

Mais d'autres sentiments humains, trop humains, se mêlent à ces hésitations. Si souvent accusés d'être incapables de se battre (dans les premiers siècles de notre ère, avant la conversion de Constantin au christianisme, ils servaient en grand nombre dans les légions romaines!) les Juifs ne peuvent pas ne pas tirer quelque fierté des exploits militaires de l'armée israélienne. Un diplomate israélien, d'origine française, avec lequel je causais à Jérusalem de l'attitude des vieux croyants à l'égard du jeune État, me raconta un épisode dont il avait été le témoin, au cours de la guerre de libération. Les Juifs à papillotes qui appartenaient à un groupe auparavant hostile à la fondation de l'État ne purent s'empêcher, lorsqu'ils aperçurent le premier char d'assaut portant la cocarde ornée de l'étoile de David, de pleurer et de hurler de joie. Ainsi, à travers le monde, les commentateurs du Talmud sont partagés entre le refus spirituel et l'enthousiasme quasi national.

Pour l'instant, la création d'Israël n'a pas modifié sensiblement la situation des Juifs en Europe occidentale et aux États-Unis. Israël a éveillé dans l'opinion française des sympathies, qui se sont parfois égarées sur les Français d'origine juive. Le souvenir du grand massacre refoule l'expression ouverte d'une hostilité, dont les événements ont montré le possible et tragique aboutissement.

L'accession à la présidence du Conseil de M. René Mayer ou M. Mendès France n'a pas provoqué de réactions comparables à celles qu'avait déchaînées, en 1936, la présidence de Léon Blum. M. Michel Debré est peut-être impopulaire, comme le sont normalement les proches collaborateurs d'un grand homme, mais on ne lui reproche pas, et l'on sait à peine, qu'il est petit-fils de rabbin. Il sert de bouc émissaire individuel, son ascendance juive, du côté paternel, n'y est pour rien.

Aux États-Unis, les Juifs sont en majorité favorables à Israël et ils manifestent leur sympathie en souscrivant généreusement, chaque année, des millions de dollars. Une minorité est réticente ou hostile, soit par traditionalisme religieux, soit par crainte des répercussions que l'existence de l'État israélien pourrait avoir sur les Juifs de la diaspora. Plus faible encore est la minorité qui a renoncé à la citoyenneté américaine pour émigrer vers la Terre Sainte.

En revanche, de l'autre côté du rideau de fer, Israël et le sionisme sont devenus termes de mépris. Israël est dénoncé chaque jour comme un avant-poste de l'impérialisme américain bien que l'Union soviétique, en 1948, se soit hâtée de reconnaître le nouvel État. Le sionisme est, en tant que tel, tenu pour réactionnaire, forme de cosmopolitisme ou, tout au contraire, de nationalisme bourgeois. L'antisémitisme, conformément à la doctrine initiale du bolchevisme et de toutes les écoles socialistes (on n'a pas oublié la formule que l'on répétait volontiers dans les milieux socialistes, au début du siècle, «l'antisémitisme est le socialisme du pauvre») demeure officiellement interdit, et dans leurs conversations avec les Occidentaux les dirigeants soviétiques ont affirmé avec force qu'ils détestaient et combattaient l'antisémitisme. À propos du procès des assassins en blouse blanche, M. Khrouchtchev lui-même déclara: «On a donné à cette affaire une coloration sioniste juive. C'est une machination de Béria. On les a accusés d'espionnage américain en leur qualité de sionistes, après avoir commencé par les accuser de sabotage médical contre Jdanov et autres. C'était une ineptie. Ce n'est d'ailleurs pas un Juif qui a soigné Jdanov, c'est le médecin Iogorov.» À propos d'Israël, voici la réponse de M. Khrouchtchev: «Nous ne favorisons pas les voyages en Israël... Nous sommes contre parce que Israël est sous la coupe des réactionnaires américains. Par conséquent il est facile de canaliser par Israël tout espionnage et provocation. Ce sont les restes de la guerre froide qui commandent notre attitude particulière envers Israël. Nous espérons que c'est provisoire et que cette attitude disparaîtra.»

De ces propos se dégagent trois éléments de la politique soviétique:

condamnation officielle de l'antisémitisme, affirmation officielle de l'antisionisme et de l'hostilité à l'égard d'Israël, avoué du ton «antijuif» donné par Béria au procès durant la dernière phase du stalinisme. Qu'en est-il en vérité?

Un premier fait, aujourd'hui, n'est plus nié par personne. Entre 1948 et 1953, les Juifs furent, en Union soviétique, persécutés parce qu'ils étaient Juifs, bien que, dans le langage du pouvoir, le mot employé fut celui de sioniste.

Durant les dernières années de la vie de Staline, «des dizaines de milliers de Juifs furent licenciés, arrêtés ou internés... la vague de persécution atteignit son apogée après le procès secret d'août 1952 dans l'arrestation des médecins du Kremlin. Le procès des médecins fixé au 13 mars 1953 devait fournir une justification à la déportation massive des Juifs en Sibérie et vers les régions arctiques, projetée par Staline». (F. Fejtö: *Les Juifs et l'antisémitisme dans les pays communistes*, Plon, édit.)

D'après Léon Leneman (*La Tragédie des Juifs en U.R.S.S.*, Desclées de Brower, éd.), Ilya Ehrenbourg aurait couronné une carrière, cynique et sinistre, en témoignant au procès contre l'élite de l'*intelligentzia* juive.

Les Juifs aujourd'hui ne sont plus exposés à de pareils périls. Ils semblent, d'après les témoignages, connaître la sécurité physique. Ils ne se sentent pas pour autant traités sur un pied d'égalité. L'origine de la crise est dans le destin unique du judaïsme, ni une religion comme les autres ni une nationalité comme les autres. Je me référerai à un écrivain qui ne peut être suspect d'hostilité à l'égard de l'Union soviétique, le professeur Hyman Lévy, mathématicien anglais qui durant de longues années a été un communiste de stricte obédience et qui a écrit un petit livre *Jews and the National question*. En Union soviétique, tous les citoyens appartiennent à une nationalité, notée sur leur passeport. Les Juifs qu'ils vivent à Moscou ou à Kiev, à Karkhov ou à Tiflis, au nord ou au sud, à l'est ou à l'ouest, sont désignés comme Juifs et non comme Russes ou Ukrainiens, Biélorussiens ou Géorgiens. Les Juifs constituent donc, en Union soviétique, une nationalité «pas comme les autres» puisqu'elle est dispersée à travers les autres nationalités et qu'elle n'a pas de base territoriale.

Les dirigeants soviétiques ont imaginé, avec plus ou moins de sérieux, une solution territoriale qui aurait été l'équivalent, dans le monde socialiste, d'Israël dans le monde occidental, la région autonome du Birobidjan. L'expérience fut un échec. Dans le destin du judaïsme soviétique, la région autonome du Birobidjan ne compte guère.

Il reste la contradiction essentielle. Nationalité dispersée, sans base territoriale, les Juifs n'obtiennent pas les mêmes droits de développer librement leur culture propre, dont la langue était le yiddish, que les autres nationalités.

Les autorités soviétiques prétendent que les Juifs eux-mêmes ne veulent plus rien savoir de leurs traditions. Mais ces affirmations semblent contredites par les témoignages multiples, par la manifestation spontanée autour de l'ambassade d'Israël, par la propagande officielle contre le sionisme, contre le nationalisme bourgeois. Les Juifs d'Union soviétique se plaignent aujourd'hui des restrictions imposées à leur culture en même temps que des discriminations dont ils sont victimes dans toutes les républiques, puisqu'ils sont pour ainsi dire étrangers en toutes. Ces discriminations, la pratique subtile du *numerus clausus*, varient selon les professions, les circonstances, les moments. Elles ont sans aucun doute provoqué une reprise de conscience judaïque chez de nombreux Juifs d'Union Soviétique. En cas de liberté d'émigration, nombre d'entre eux partiraient pour Israël (les pourcentages avancés ici et là, 20% par exemple, sont évidemment pure spéculation).

Personnellement, je n'arrive pas m'étonner que le régime soviétique soit devenu hostile aux Juifs en dépit du rôle joué par ceux-ci dans le mouvement des idées et des partis socialistes. Un État totalitaire qui veut embrasser l'être tout entier et le soumettre à une discipline idéologique était voué à combattre cette minorité singulière qui n'abjure pas sa foi et qui demeure lié à des coreligionnaires au-delà des frontières. Dans un État totalitaire, les Juifs représentent un élément étranger parce que cosmopolite, aussi longtemps qu'ils ne se sont pas fondus dans la masse.

De l'antisémitisme

Avant guerre, on comptait près de 5 millions de Juifs en Bulgarie, Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne, Roumanie; on n'en comptait plus que 680.000 environ au lendemain de la guerre, quelque 375.000 en 1957. Les survivants d'Europe orientale sont irrémédiablement divisés: les uns sont sionistes, candidats à l'émigration en Israël (presque tous les Juifs de Bulgarie ont émigré en Israël immédiatement après la guerre), d'autres, fervents du communisme, aspirent à la «déjudaïsation» totale, à l'assimilation sans réserves; d'autres encore voudraient demeurer juifs et pourtant ne plus subir de discriminations dans le pays qui est le leur. En Pologne comme en Hongrie, quelques-uns furent parmi les plus farouches et les plus ignobles des staliniens. D'autres, en Hongrie surtout, ont été au premier rang des révisionnistes et de la

révolution de 1956. L'antisémitisme populaire s'est souvenu surtout du rôle de quelques Juifs dans les excès du stalinisme. En dépit des efforts du régime, il y eut en Pologne, après 1956, une recrudescence d'antisémitisme.

Peut-être le lecteur va-t-il, à ce point, m'interrompre: qu'est-ce enfin que l'antisémitisme, dont vous traitez implicitement dans cet article sans jamais le définir? Répondons d'abord indirectement: un jugement négatif porté sur tel ou tel trait, intellectuel ou moral, des Juifs ne suffit pas encore à définir un antisémite. J'ouvre par exemple le petit livre d'André Siegfried *La Voie d'Israël*, et je lis. «Pessimiste, le Juif l'est aussi, singulièrement en ce qui concerne les sociétés où sa destinée le fait vivre. Par suite d'une sorte de dissociation intellectuelle, il sait juger celle-ci avec la lucidité froide d'un étranger. Rappelons-nous à ce sujet un passage bien connu de Barrès, à propos de Pic de la Mirandole: «Les intelligences juives ont un caractère commun que chacun peut discerner chez les Israélites intéressants de son entourage. Ils manient les idées du même pinceau qu'un banquier les valeurs. Elles ne semblent pas, comme c'est l'ordinaire, la formule où ils signifient leurs appétits et les plus secrets mouvements de leurs êtres, mais les jetons qu'ils trient sur un marbre froid.» Pour le Juif, en effet, qui critique la société où il vit, nous avons noté déjà qu'il ne la critique pas comme il ferait de sa mère, on discerne quelque chose d'implacable, de sans merci. Malgré tant d'apparences contraires, il n'est presque jamais un conservateur traditionaliste, bien plutôt à la vérité un révolutionnaire. S'il est conservateur, mais alors avec passion et non plus sur le marbre froid des échanges commerciaux, c'est dans sa propre tradition.» Peut-on dire que Bergson ou Simone Weil, Freud ou Einstein maniaient les idées du même pinceau que les banquiers les valeurs? Faut-il exclure Disraëli du conservatisme ou du judaïsme? Malgré tout, nul n'accuserait André Siegfried d'antisémitisme. Il est légitime de dresser un «portrait moral du Juif», quels que soient les risques de cette psychologie incertaine lorsqu'elle tombe au niveau de la vulgarisation. Fatalement, le portrait ne sera pas sans traits déplaisants (plus ou moins nombreux, plus ou moins déplaisants selon les penchants du peintre).

Pas davantage je n'appellerai antisémites les auteurs, parfois juifs, Toynbee ou Simone Weil, qui interprètent à leur façon l'essence du peuple, de la religion ou de la culture juives. Fossiles de la civilisation syriaque, les Juifs, depuis quelque deux mille ans, semblent, d'après Arnold Toynbee, n'avoir plus rien créé, et ils seraient les initiateurs du fanatisme politico-religieux. De même, Simone Weil mettait les Juifs du mauvais côté de la barricade, du côté des Romains conquérants, du côté de la raison d'État et du totalitarisme, alors que

les Grecs et Jésus sont du côté de la charité, du salut par la grâce, du côté des purs. Et F. Fejtö lui-même, revenu du communisme, écrit: «Tous nos nationalismes modernes, en ce qu'ils ont de borné, d'obstiné, en ce qu'ils sont incapables d'adhérer réellement à une idée supranationale, sont «juifs».» Et Fejtö ajoute que «les Juifs sont aussi les «ultras» de la chrétienté... Leurs mains sont vides, ils ne croient à rien, à rien. Ils sont comme aspirés par l'absolu». Je l'avoue en toute humilité, je n'aime guère cet excès d'honneur et d'indignité. L'humanité n'a besoin des Juifs ni pour découvrir le fanatisme politico-religieux ni pour sentir au fond d'elle-même la soif inextinguible de l'absolu.

J'aperçois pour mon compte trois sortes d'antisémitismes que j'appellerai *religieux, politique, affectif*. L'antisémitisme religieux est celui qui dénonce le peuple déicide, c'est en celui-là que Jules Isaac voit, justement à mon sens, l'origine de tous les autres. Les chrétiens ont contribué à le répandre parce qu'à leurs yeux les Juifs sont les pharisiens, les incrédules, qui n'ont pas reconnu le Christ et qui continuent d'adhérer à la Loi, bien que celle-ci soit depuis deux mille ans sauvée et dépassée par les Évangiles.

Politique est l'antisémitisme qui refuse aux Juifs l'égalité civique, la participation, pleine et entière, aux droits et obligations à la citoyenneté. L'antisémitisme d'État de Maurras appartenait à cette catégorie. Maurras n'aurait ni ordonné ni approuvé l'exécution des Juifs, mais, selon sa doctrine, il aurait établi un *numerus clausus*, interdit aux Juifs l'exercice de certaines professions, l'accession à certaines fonctions.

Cet antisémitisme politique invoque divers arguments qui tous renvoient à «l'altérité» de l'être juif par rapport à l'être national (français ou allemand). Aux yeux de Maurras, qui n'était pas raciste, les Juifs représentent toujours un élément étranger dans le corps national. Les uns tiennent l'assimilation pour encore insuffisante mais non définitivement impossible, les autres la tiennent pour à jamais exclue, les uns dénoncent le cosmopolitisme, d'autres le nationalisme étranger, d'autres enfin la bassesse, innée ou acquise, des Juifs en tant que tels.

Avec ces derniers, nous arrivons à l'*antisémitisme affectif*, la haine ou le mépris ressenti à l'égard des Juifs pris collectivement. Il va de soi que les causes les plus diverses peuvent déterminer ces sentiments. Les circonstances qui sont à l'origine de l'antisémitisme affectif de tel individu ou de tel groupe peuvent être en chaque cas étudiées. L'étude ne touche que les conditions extérieures d'un choix «existentiel», elle n'atteint que le stade ultime d'un phénomène séculaire:

la mise hors le sort commun de communautés qui ne sont pas restées simplement religieuses et qui ne sont pas organisées politiquement.

Le racisme des hitlériens tenait à la fois de ces trois catégories. Mais une philosophie biologique transformait la haine en fureur homicide. Il ne suffisait plus à Hitler et aux siens de chasser les Juifs – comme l’auraient fait les antisémites par politique –, de les décrire sous des traits hideux comme le font les antisémites par passion, il leur fallait les exterminer tels une espèce malfaisante – non parce qu’ils avaient crucifié le Messie, mais peut-être parce que le Christ était sorti de leur race.

Cet article, dans ma pensée, ne comporte pas de conclusion. Je m’en voudrais d’établir ou de prétendre établir la responsabilité des uns et des autres dans cette histoire tragique. Sur les contradictions de la conscience juive, sur le paradoxe des croyants qui aiment le Dieu de tous les hommes et se tiennent pour le peuple élu, tout a été dit, indéfiniment répété. Pour moi, je relis le *Traité théologico-politique* de Spinoza, je crois «que les nations se distinguent les unes des autres, je veux dire eu égard au régime social et aux lois sur lesquelles elles vivent et se gouvernent», mais que «tous, tant les Gentils que les Juifs, ont vécu sous la Loi, je parle de celle qui concerne seulement la vertu vraie, non de celle qui est établie à l’égard de chaque État». Je crois, plus que jamais, que «à l’égard de l’entendement et de la vertu véritable aucune nation n’a été faite distincte d’une autre, ainsi il n’en est pas une que Dieu, à cet égard, ait élue de préférence aux autres... Aujourd’hui donc, les Juifs n’ont absolument rien à s’attribuer qui doive les mettre au-dessus de toutes les nations». Rien ajouterai-je, sinon le malheur, rien non plus qui doive les mettre au-dessous des autres nations.

Jamais je ne militerai dans les ligues contre l’antisémitisme. Ce n’est pas à nous Juifs de vanter nos mérites ou de dénoncer ceux qui ne nous aiment pas. À titre individuel, je revendique le droit d’être français sans trahir mes ancêtres, d’avoir une patrie sans renoncer à ma religion, même si, en fait, je n’adhère plus à celle-ci. Le reste ne dépend pas de moi, le reste ne dépend pas de nous.

À la fin de son essai sur la question juive, Jean-Paul Sartre cite l’écrivain noir Richard Wright, qui disait: «Il n’y a pas de problème noir aux États-Unis, il n’y a qu’un problème blanc.» Jean-Paul Sartre ajoute: «Nous dirons de la même façon que l’antisémitisme n’est pas un problème juif: c’est notre problème.»

La vie des autres

Le Figaro
25 janvier 1962

Le jour même où j'évoquais la controverse américaine sur les abris anti-atomiques, M. Jules Romains consacrait un article au même sujet et concluait en sens contraire: il se refusait à prendre au sérieux un programme de protection civile mieux fait pour accoutumer l'opinion à l'idée même de la guerre qu'à protéger les populations au cas où celle-ci éclaterait malgré tout. La rencontre des deux articles, peut-être aussi l'opposition des idées, ont incité l'illustre académicien à revenir sur le thème.

Écartons d'abord une objection qui s'adresse non à ce que j'ai écrit, mais à ce qui serait conforme à «l'esprit de mon texte». Je sais, comme M. Jules Romains et comme l'homme de la rue, qu'en cas de bombardements atomiques il faudrait des jours, voire des semaines ou des mois, pour que la vie pût reprendre *as usual*. La fin des opérations ne marquerait pas la fin de l'horreur. Longtemps encore les survivants devraient «se repérer dans les ruines, un compteur Geiger dans les mains». Mais bien loin que les Américains veuillent, par optimisme invétéré, dissimuler ces vérités au public, comme le suggère gratuitement M. Romains, commentateurs et publications officielles ne cessent de mettre en garde le public contre le danger des retombées radio-actives et la pollution de l'atmosphère. Personne n'oublie cet aspect du problème quoi que semble en penser mon contradicteur pour les besoins de sa démonstration.

Venons à l'argument massue de M. Jules Romains, argument qu'il attribue à un de ses correspondants: «J'ai le droit de préférer mourir un bon coup avec les camarades plutôt que de vivre les lendemains d'une guerre atomique.» Et M. Romains commente: «Cette attitude d'esprit n'est pas loin d'avoir mes sympathies.» Je ne songe pas à refuser à M. Jules Romains le droit qu'il réclame de mourir un bon coup avec les camarades plutôt que de vivre les lendemains d'une guerre atomique. Je lui accorde même que son état d'esprit, au moins aujourd'hui, est partagé par des millions de gens en Europe et aux États-Unis. Moi aussi j'ai reçu des lettres authentiques où des correspondants anonymes m'assurent, non seulement qu'ils ne veulent pas survivre à une guerre thermonucléaire, mais qu'ils ne souhaitent pas que l'humanité y survive.

Que répondre à ces impatients de la mort? Tout simplement que leur droit de préférer ne pas survivre n'implique par celui d'imposer aux autres leur

préférence. De multiples circonstances déterminent le choix de chacun: l'âge, l'expérience, la philosophie. Peut-être, pour des raisons du même ordre que celles de M. Jules Romains, serais-je enclin moi aussi à ne pas éprouver un vif désir de connaître les lendemains d'une guerre atomique. Mais la question n'est pas là. La suprême impiété, c'est de se proclamer indifférent à la survie de l'humanité elle-même. La guerre thermonucléaire serait une catastrophe, elle ne serait pas nécessairement une catastrophe totale excluant la survie des peuples belligérants. Dès lors, les arguments de l'ordre de «je veux mourir avec les camarades», si spontanés soient-ils, ne signifient rien dans une discussion sérieuse.

Mon propos n'est pas d'affecter sur ce sujet une certitude dont, pour de multiples motifs, je me déclare incapable. Une controverse rationnelle et non émotionnelle sur la défense civile est normale, inévitable. Mais pour qu'une telle controverse soit possible, encore faut-il d'abord écarter les préjugés, avoir le courage de regarder en face le monde dans lequel nous vivons.

La stratégie occidentale est fondée sur ce que l'on appelle la dissuasion, c'est-à-dire la menace de répliquer à certaines démarches éventuelles de l'Union soviétique par l'emploi d'armes atomiques ou thermonucléaires. Dire que la guerre thermonucléaire est inconcevable alors que l'on en brandit quotidiennement la menace est absurde. Que cette guerre soit improbable en raison de la crainte qu'elle inspire, à coup sûr. Si elle était impossible, la stratégie dite de dissuasion serait condamnée.

Cette guerre improbable, mais non impossible, serait en tout état de cause horrible au-delà de toutes les horreurs qui jalonnent la route de l'histoire humaine. Mais elle pourrait ne pas être, probablement ne serait-elle pas, la fin de cette histoire. Il est monstrueux de confondre son propre sort avec celui de l'humanité ou le sort d'une génération avec celui de toutes les générations à venir. La population allemande avait été réduite de moitié par la guerre de Trente Ans. L'Allemagne a survécu. Il y a trois milliards d'êtres humains sur la planète. Les pertes d'une guerre thermonucléaire ne dépasseraient peut-être pas la capacité de récupération de l'espèce humaine.

Même dans la catastrophe thermonucléaire on peut distinguer le plus et le moins. Il est du devoir des gouvernements de vouloir et de préparer le moins, c'est-à-dire de prendre les mesures nécessaires pour réduire les pertes d'une guerre éventuelle, à condition que ces mesures n'augmentent pas le risque de l'explosion elle-même. Personnellement, je ne pense pas que le programme

limité que le président Kennedy a soumis au Congrès et à l'opinion augmente si peu que ce soit le risque de l'explosion. D'autre part, le programme ne me semble ni créer un faux sentiment de sécurité, ni répandre une résignation anticipée à la catastrophe, ni relancer la course aux armements.

Un livre récemment paru aux États-Unis, *Civil defense in the Soviet Union*, de M. Léon Gouré, apporte des indications substantielles sur le programme soviétique de défense passive. La littérature militaire en Union soviétique combat l'opinion, qualifiée de défaitiste, selon laquelle la guerre thermonucléaire n'épargnerait rien ni personne. Il est normal que le Kremlin combatte aussi cette opinion par des actes en même temps que par des paroles. La dialectique de l'hostilité interdit à l'autre Grand de se dérober à la compétition. Elle l'oblige, sur ce terrain comme sur tous les autres, à ne pas être en retard.

Les Juifs et l'État d'Israël

Le Figaro littéraire

24 février 1962

Un éditeur américain m'avait demandé, il y a quelques mois, d'écrire un essai pour un recueil publié en hommage à la mémoire de C. Weizmann, premier président de la République d'Israël. J'avais accepté cette invitation sans dissimuler que mes opinions personnelles étaient fort éloignées de celles des sionistes, quelles que fussent mes sympathies pour l'État d'Israël. Récemment, l'éditeur américain m'informa que la conception du volume avait changé et que tous les essais traiteraient de la biographie du grand homme.

Pierre Brisson a jugé que ce texte pourrait intéresser les lecteurs du Figaro littéraire. J'espère qu'il ne blessera aucun de mes coreligionnaires. R.A.

Peut-on être un juif hors de la Terre promise à partir du moment où fleurit de nouveau un État d'Israël? La question a été posée, il y a quelques mois, par M. Ben Gourion. Elle a été passionnément discutée, les tenants du oui et ceux du non n'étant pas en peine d'emprunter aux sages du passé des citations favorables à leur thèse respective. Mais, au-delà des querelles scolastiques ou talmudiques, un fait ne prête pas au doute: les juifs de Babylone ne sont pas retournés en Palestine quand, au début du sixième siècle avant notre ère (vers 520), le temple de Jérusalem, relevé de ses ruines, fut offert au culte de Iaveh. Peut-être les juifs ont-ils, à travers les siècles, rêvé de la patrie perdue, peut-être ont-ils, d'ailleurs avec une force variable, aspiré à ce retour. Il n'a jamais été d'obligation religieuse pour un juif de vivre en Palestine et de devenir citoyen de l'État qui, il y a plus de deux mille ans et depuis 1948, s'est reconstitué autour de Jérusalem.

Il ne m'appartient pas, à moi qui ne suis pas un croyant au sens ordinaire du terme, de prendre part à cette controverse. Mais la question posée par M. Ben Gourion, dépouillée de ses références bibliques, s'adresse à tous les juifs. L'État d'Israël est un État séculier, qui se veut semblable aux autres États de notre siècle, bien qu'il présente certains caractères qui le rendent unique entre tous. Le juif français, anglais, américain doit-il se sentir attaché à l'État d'Israël comme à sa patrie? Mais alors il n'est plus en droit de revendiquer en France, en Grande-Bretagne ou aux États-Unis les privilèges du citoyen. Chacun peut aimer sa patrie et son Dieu, chacun peut appartenir à une communauté religieuse et à une unité politique. Mais nul ne peut revendiquer le droit à une double citoyenneté, car l'essence de la citoyenneté, c'est l'obéissance aux commandements de l'État

et avant tout aux obligations militaires. Je puis être un Français de religion juive, je ne puis être à la fois Français et Israélien. Quelle que soit la sympathie que j'éprouve à l'égard d'Israël, je ne dois pas me dissimuler qu'entre les intérêts nationaux de la France et ceux d'Israël il n'existe pas d'harmonie préétablie. Si, pour éviter un conflit déchirant, je postule *a priori* que les intérêts de ces deux patries coïncident, je manque à mon devoir de Français, d'Anglais ou d'Américain. Car mon devoir de citoyen est de ne pas apprécier «l'intérêt de ma patrie» en fonction *d'une* considération exclusive, de ne pas le subordonner à l'avance aux intérêts d'une autre unité politique. L'égoïsme national n'est pas sacré, mais les nations sont – et sont condamnées à être – égoïstes.

Vainement on objectera que les intérêts de ma patrie de la *diaspora* ne peuvent pas entrer en conflit avec les intérêts d'Israël parce que la France, la Grande-Bretagne ou les États-Unis manqueraient à leur vocation et me délieraient de mon serment de fidélité s'ils combattaient ou simplement abandonnaient Israël. Une telle objection n'est pas valable, elle est sophistique: les relations entre unités politiquement souveraines ne sont pas soumises ni à des lois ni à des tribunaux. Nulle force de police n'est capable de discipliner des volontés de puissance spontanément rivales. Chaque État aspire à survivre et, pour survivre, doit être prêt, sinon à commettre l'injustice. La France, en tant qu'elle est une unité politique, avec des ressources limitées, soumise à des dangers constants, n'a pas plus de devoirs à l'égard d'Israël qu'à l'égard de n'importe quel autre État. Je risque d'être un mauvais Français si j'use de mon influence pour convaincre mes compatriotes d'accorder à Israël un préjugé favorable. Ces sortes de spéculation paraîtront peut-être inactuelles ou inutiles, France et Israël étant depuis quelques années liés par une alliance non écrite, pour le meilleur et pour le pire. Mais cette situation peut aisément se renverser.

Israël.. . déviation ou vocation de l'histoire juive

Quand l'État d'Israël fut proclamé, le gouvernement français hésita d'abord à le reconnaître, par crainte des réactions des musulmans d'Afrique du Nord. L'alliance de fait avec Israël résulta aussi de la conjoncture d'Afrique du Nord. Il n'est pas impossible de concevoir, au-delà du conflit algérien, que le souci d'une réconciliation avec les pays musulmans d'Afrique du Nord détourne la France d'Israël.

Au reste, à quoi bon insister sur une évidence? Du jour où les sionistes ont décidé de devenir Israéliens, c'est-à-dire de créer un État national, de type séculier, ils ont du même coup rompu avec leurs coreligionnaires qui n'avaient

ni le moyen ni le désir de les rejoindre en Palestine. Les Israéliens déclarent implicitement au moins que la communauté juive est d'essence et de vocation nationales alors que les juifs de la diaspora maintiennent que cette communauté est d'essence religieuse ou culturelle et qu'elle n'est pas de vocation nationale dans la mesure où l'idée nationale ne s'accomplit que dans et par l'indépendance étatique.

Certes, les communautés juives de la diaspora étaient divisées avant la constitution de l'État d'Israël. Il serait absurde d'imputer à celui-ci la responsabilité d'une fragmentation qui est constitutive du fait même de la diaspora. De 1914 à 1918, les juifs de France et d'Allemagne ne se sont pas séparés de leur pays d'adoption, ils se faisaient face des deux côtés de la ligne de feu, ils se combattaient sans hésitation et sans remords. «Français et Allemands comme les autres.» Mais il n'en allait pas autrement des catholiques et des protestants: eux aussi, dans les tranchées de Verdun, s'entre-tuaient bien que le Dieu d'amour auquel ils croyaient fût le même et que des prêtres appartenant à la même Église fussent prêts à les assister en leurs derniers instants. Mais, quand les juifs français et les juifs allemands se battaient, ils étaient d'un côté des soldats français et de l'autre des soldats allemands; d'aucun côté ils n'étaient, en tant que soldats, juifs. Si l'État d'Israël se trouvait en guerre avec un État qui comprend une minorité juive, des juifs de la diaspora seraient aux prises avec des juifs, soldats en tant que juifs.

Cette éventualité, heureusement improbable dans les circonstances actuelles ou actuellement prévisibles, n'a pas d'autre objet que d'illustrer un possible déchirement ou, si l'on préfère, une situation extrême, et, du même coup, de poser le problème que n'importe quel juif, qu'il soit ou non croyant, qu'il soit conscient de son judaïsme ou qu'il soit déjudaïsé, doit regarder en face. Qui suis-je? Que veux-je être par rapport à Israël?

Si je regarde autour de moi, j'aperçois quatre «catégories» ou «types» de juifs: 1° ceux qui adhèrent pour l'essentiel à la foi traditionnelle; 2° ceux qui, sans croire au pacte d'alliance entre Dieu et son peuple, sans même croire en Dieu, sont attachés aux traditions et à la culture juives et en veulent sauvegarder l'originalité; 3° ceux qui ont été «assimilés» par le milieu environnant au point que, entièrement détachés de la communauté juive, ils ne connaissent plus la culture de cette communauté que de l'extérieur; 4° enfin ceux qui sont ou veulent devenir Israéliens et qui, curieusement, se recrutent aussi bien parmi les croyants que parmi les non-croyants encore attachés à la tradition ou même

parmi les juifs assimilés (quand une déception ou une crise d'antisémitisme les frappe brutalement). Que les juifs qui aspirent à la nationalité israélienne, ou l'ont obtenue, ne soient pas tous d'esprit religieux, le fait est incontestable et il n'est pas surprenant. Quand le sionisme s'est développé en Europe, au siècle dernier, il n'a pas été d'inspiration religieuse, mais politique. Il a été un choc en retour du nationalisme européen. Les fondateurs du sionisme croyaient plus au judaïsme qu'en Dieu. Ils ne justifiaient pas un foyer juif ou l'État juif par l'exigence religieuse du retour à la Terre promise. Ce n'est pas pour enrichir la prière qu'ils rêvaient de Jérusalem. Ce n'est pas le temple qui enflammait leur imagination, mais l'État. Des juifs d'Europe ont voulu se donner un État. Et puisque les Russes, ou les Polonais, ou même les Allemands et les Français refusaient de les accueillir comme des citoyens à part entière, ils construiraient une nation dans laquelle ils ne seraient pas des intrus puisqu'elle serait juive. Historiquement, c'est le nationalisme européen du dix-neuvième siècle qui a provoqué la naissance du sionisme, donc indirectement de l'État d'Israël. Cet événement doit-il être considéré comme une déviation du cours de l'histoire juive? Ou comme l'accomplissement d'une antique promesse et d'une permanente vocation?

La communauté juive est-elle ethnique, culturelle, religieuse ou nationale? La réponse reflète inévitablement la complexité du réel, les équivoques de ces concepts et la singularité de l'expérience juive.

Ethniquement, l'unité juive est pour le moins imparfaite. Les communautés juives de l'Inde ou de la Chine avaient, pour origine principale, selon toute probabilité, la conversion d'Indiens ou de Chinois et non l'immigration de juifs de Palestine. Les études menées sur la fréquence comparée des groupes sanguins dans les différentes communautés juives, dans celles-ci et dans les populations environnantes, n'aboutissent pas à des conclusions indiscutables, mais elles rendent au moins probable que les juifs européens d'aujourd'hui ne descendent pas tous des juifs palestiniens. Durant les premiers siècles de notre ère à l'Ouest, plus tardivement à l'Est, il y eut des conversions, individuelles ou massives, à la religion juive. Même si l'on admettait que la plupart des juifs d'aujourd'hui, grâce à l'endogamie pratiquée ou imposée, descendent des juifs de Palestine, il serait inexact de parler de race. Les juifs ne constituent pas un groupe anthropologique distinct, comparable à ceux que les savants appellent une race. Il n'est pas exclu, bien qu'il ne soit pas démontré, que certains gènes, entraînant certains traits physiques ou certaines prédispositions psychologiques, soient plus fréquents dans les populations juives que dans d'autres. Les particularités

héréditaires, dont la réalité, encore une fois, n'est encore qu'une hypothèse, sont bien loin de constituer une unité ethnique et, moins encore, une conscience d'unité ethnique. Un juif d'Europe n'éprouve nulle conscience d'unité ethnique avec un juif yéménite (même lorsque l'un et l'autre sont citoyens de l'État d'Israël).

En revanche, les juifs ont constitué des «communautés culturelles et religieuses», à plusieurs égards sans équivalent. En effet, ces communautés étaient toutes, en ce qui concerne la culture, influencées, positivement ou négativement, par le milieu environnant, par la culture de la société au milieu de laquelle elles vivaient. Aussi ces communautés dispersées n'avaient-elles en commun que la religion (non sans variations secondaires des croyances et surtout des rites). Par rapport au milieu, les communautés juives étaient plus qu'une communauté religieuse. Les unes par rapport aux autres, elles n'avaient d'autres liens qu'une foi, fondée sur un livre et ses commentaires. En l'absence d'une Église et d'une hiérarchie ecclésiastique, les communautés juives dispersées ne vivaient pas la même histoire et n'avaient pas consciemment la volonté d'être une nation.

Citoyens des pays d'accueil

On ne saurait cependant affirmer que les juifs aient été, à travers les siècles, étrangers à l'idée nationale. Il est même possible d'écrire l'histoire du peuple juif en mettant au centre «la volonté des juifs de maintenir une identité nationale». Ainsi dans son douzième tome de *A study of history*, Arnold Toynbee écrit(1):

«On peut définir les juifs comme les héritiers conscients et déterminés, représentants du peuple du royaume de Juda, qui fut anéanti par le roi de Babylone Nabuchodonosor dans la seconde décennie du sixième siècle avant Jésus-Christ. Depuis cet effroyable désastre national, le but suprême des Judaïtes déportés à Babylone et de leurs descendants juifs a toujours été de préserver intacte leur identité *nationale*(2) particulière... Cet exploit est admis, aussi bien par les observateurs favorables qu'hostiles au judaïsme, comme une extraordinaire preuve de ténacité ou d'obstination – selon que l'observateur se sent enclin à utiliser l'un ou l'autre mot. Cela n'a été possible que parce que les juifs ont toujours, uniformément, parmi tous les objectifs qui étaient les leurs, accordé la priorité à celui qui visait à la préservation de leur identité nationale.»

Ce texte est caractéristique parce qu'il illustre le glissement d'une proposition de fait, en elle-même indiscutable, à une interprétation pour le moins susceptible

d'être discutée. Que les juifs aient, depuis deux mille cinq cent ans, maintenu leur «identité», c'est un fait. Qu'ils aient voulu la maintenir, c'est une inférence très probable, la non-assimilation, sur une durée aussi longue, ne pouvant s'expliquer exclusivement par le refus (qui n'a pas été constant) du milieu. Quand cette identité était-elle «nationale»? Les juifs étaient-ils un peuple au même titre que Français et Allemands en sont devenus un?

Toynbee, en posant au point de départ que les juifs sont «les héritiers et représentants, conscients et volontaires, du peuple du royaume de Juda, royaume détruit dans la seconde décennie du sixième siècle avant Jésus-Christ», se donne à lui-même le droit d'appeler les juifs un peuple, et l'identité que les juifs ont voulu maintenir une «identité nationale». Mais lui-même, d'une certaine façon, dément sa propre interprétation puisqu'il constate, à bon droit, que les juifs ont régulièrement, au cours de ces vingt-cinq siècles, préféré, en immense majorité, rester dans la diaspora. «La vitalité de la diaspora juive et sa signification, pour l'ensemble de l'humanité, de probable «vague de l'avenir», sont mises en évidence par le contraste entre la permanence avec laquelle la diaspora a réussi à survivre – en dépit des sanctions, des persécutions, des massacres – et le caractère peu satisfaisant de toutes les tentatives effectuées jusqu'à aujourd'hui, depuis la captivité en Babylone, pour rétablir un État juif sur le sol palestinien. La première de ces tentatives fut faite – avec la permission et l'assentiment de Cyrus, fondateur de l'empire des Achéménides – moins de un demi-siècle après que Nabuchodonosor eut anéanti le royaume de Juda et déporté ses notables à Babylone. La dernière tentative s'effectue actuellement. Il est pourtant remarquable qu'à toutes les époques, chaque fois qu'il fut offert aux juifs en diaspora d'émigrer vers un État juif en Palestine, la grande majorité d'entre eux a préféré invariablement demeurer en diaspora. Il en fut ainsi en 539-538 avant J.-C. Il en est ainsi aujourd'hui, et il en a toujours été ainsi tout au long des vingt-cinq siècles écoulés.(3)»

S'il en a été ainsi – et comment le nier? – l'identité que les juifs ont voulu maintenir est-elle bien nationale? Unis à travers les frontières par une religion, mais acceptant la dispersion même quand ils avaient la chance d'y mettre fin, ils n'étaient peut-être pas une «communauté religieuse comme les autres», mais ils n'étaient pas non plus une «nation comme les autres». Cette singularité n'est pas mystérieuse. D'une part, les juifs, même s'ils étaient des gentils convertis au judaïsme, avaient tendance à se considérer ou à être considérés par la société environnante comme les descendants des Palestiniens. La religion elle-même contribuait à donner à ses fidèles la conscience plus ou moins illusoire ou

mythique d'être un peuple et non une simple Église. D'autre part, les croyances et les règles morales du judaïsme influaient sur l'ensemble de l'existence, profane et sacrée, et déterminaient pour ainsi dire une manière de vivre. Ainsi la communauté religieuse devenait communauté de culture.

L'attitude des sociétés au milieu desquelles vivaient les juifs accentuait cette «singularité culturelle». Dans la mesure où les juifs étaient tenus en suspicion ou persécutés, ils réagissaient en accentuant leur originalité, ils se rendaient autonomes, ils voulaient se suffire à eux-mêmes, trouver dans la communauté juive ce que les autres hommes trouvaient dans des communautés multiples, religieuse, politique, culturelles. Enfermée dans les ghettos, la communauté juive devenait inévitablement quasi nationale puisque les juifs n'avaient pas d'autre patrie. Sortis des ghettos, autorisés à prendre part aux activités sociales du milieu chrétien, les juifs ont gardé ou perdu la foi de leurs ancêtres, ils ont accepté ou refusé l'assimilation (au sens où celui-ci entraînerait la perte de la culture spécifiquement juive), mais, au moins dans le monde occidental, ils sont, en immense majorité, devenus citoyens des pays d'accueil, sans ressentir un conflit déchirant entre la citoyenneté française ou allemande et l'appartenance à la communauté juive. À l'intérieur d'une civilisation libérale qui tolérait la religion juive comme les autres et accordait à tous les individus les mêmes droits, les juifs, même croyants, même attachés aux traditions, ne se sentaient pas «déjudaisés» par la citoyenneté française ou allemande. L'adjectif juif s'appliquait à une religion et non pas à une nation. Les premiers sionistes n'étaient pas des orthodoxes, mais des juifs d'esprit moderne.

L'éternel dialogue

Est-il contraire ou conforme à l'inspiration des livres sacrés, à la vocation de ceux qui croient au Dieu d'Isaac ou de Jacob, que des juifs de la diaspora deviennent une nation, avec un territoire, un État (laïc), une armée, et, du même coup, inévitablement, des amis et des ennemis, des guerres et des injustices, des revers et des succès et le cortège historique des combats et des cruautés? Je m'en voudrais de donner une réponse catégorique, qui pourrait choquer tels de mes lecteurs. Mais le grand homme à qui ce livre est dédié respectait par-dessus tout la vérité et ceux qui la cherchaient sincèrement.

Réfléchissons sur les relations d'Israël à la religion juive, forme actuelle de l'éternel dialogue, à l'intérieur du judaïsme, entre le nationalisme (l'alliance de Dieu et de son peuple) et l'universel (le Dieu unique qui est celui de l'humanité entière).

La constitution, en Palestine, d'un État qui se déclare laïc et dont la population vient en majorité des communautés juives de la diaspora n'est pas un élément de l'histoire sacrée, elle ne saurait être interprétée comme l'accomplissement des promesses eschatologiques. Quelles que soient les citations que l'on empruntera à la Bible ou au Talmud, ce serait prostituer la foi, la ramener au niveau préprophétique que d'interpréter l'État d'Israël par rapport aux promesses millénaristes. Tous les juifs, qu'ils soient croyants ou incroyants, citoyens d'Israël ou d'un autre pays, doivent reconnaître que la création de l'État d'Israël est un épisode de l'histoire tout humaine, non une fin ou un tournant de l'histoire du peuple juif par rapport à son Dieu.

Événement profane, l'État d'Israël est-il seul, désormais, à offrir aux juifs la chance de vivre pleinement leur existence, de réaliser pleinement leur «judaïsme»? De tels propos, même sous une forme interrogative, me paraissent, je l'avoue, presque dénués de signification et tout aussi bien irritants. Si nous sommes croyants, et même si nous sommes orthodoxes, la meilleure, la seule manière d'être de bons juifs, c'est d'obéir aux commandements, selon la lettre et selon l'esprit, il n'est pas besoin de vivre en Israël pour réaliser son judaïsme si celui-ci se définit par une foi et une pratique religieuses. Si, d'autre part, le judaïsme se définit, à nos yeux, par une culture, il est vrai que la culture en Israël sera plus juive que celle de la diaspora. Mais la culture juive, depuis deux mille cinq cent ans, dans la mesure où elle ne s'est pas confondue avec la religion, a été diverse selon les pays, selon les époques. La culture israélienne ne sera pas moins différente de celle des communautés askénazis de Pologne ou de Russie dont la langue était le yiddish, que la culture des Askénazis, au dix-neuvième siècle, était différente, à son tour, de celle des sephardims du onzième siècle, dans le bassin méditerranéen. La culture qui naîtra en Israël sera tout aussi marquée par des circonstances particulières que celle de n'importe quelle communauté juive. Elle ne sera pas, elle ne pourra pas être la culture de tous les juifs à travers le monde. Dira-t-on qu'elle sera seule une culture au plein sens du terme parce que, seule, elle bénéficiera du cadre national, de l'indépendance politique? Les juifs d'Israël, il est vrai, seront les seuls à posséder un État étroitement lié à leur judaïsme. Mais est-ce là un avantage ou un inconvénient, une sorte de faiblesse ou de force? Les Israéliens se refusent à concevoir un État et un Dieu à la manière dont l'un et l'autre étaient conçus au temps du roi David. L'État israélien est laïc et les plus éclairés des Israéliens croyants aiment un Dieu qui impose aux juifs des obligations particulières, mais qui demeure le Dieu de l'humanité entière.

Quand j'étais en Israël, il m'a semblé que «l'idéologie nationale», enseignée aux recrues venues de multiples pays, d'Europe et du Proche-Orient, tendant à établir une continuité entre les royaumes d'Israël et de Juda et l'État d'Israël, après la deuxième guerre mondiale. La Bible est utilisée, mais autant comme un livre d'histoire que comme un livre sacré. Les Israéliens que j'ai rencontrés étaient tous des lecteurs fervents de la Bible, même quand ils ne croyaient pas en Dieu. Ils voulaient qu'Israël fût un État «comme les autres», ils se voulaient une patrie semblable à celle que possèdent les autres hommes (les autres Européens surtout). Je comprends cette aspiration à une patrie qui ne pourrait plus nous être refusée. Mais cette aspiration demeurera inassouvie pour la majorité des juifs et même les Israéliens ne seront pas demain «citoyens comme les autres» d'une «patrie comme les autres».

En Israël, croyants et rationalistes demeureront incertains, au fond d'eux-mêmes, sur le sens de leur commune entreprise. Les juifs venus de Russie, de Pologne et d'Europe n'éprouvent aucun sentiment *spontané* de solidarité avec les juifs venus du Yémen et du Maroc. À supposer qu'ils descendent tous des juifs palestiniens – ce qui est douteux – les deux mille cinq cents ans écoulés depuis les origines de la diaspora ont effacé la conscience de cette origine commune. On invoque cette communauté d'origine pour créer une communauté nationale, objet d'une entreprise menée au nom d'une idéologie archaïsante. L'âme de cette entreprise n'est pas religieuse, mais politique, bien que l'on compte sur la force d'une tradition religieuse pour soutenir cette entreprise politique, de même que l'on compte sur les ressources financières des juifs qui refusent de devenir Israéliens pour donner à Israël les moyens de vivre. Ni les Israéliens croyants, liés à leurs coreligionnaires de la diaspora qui partagent leur foi plus qu'à leurs compatriotes qui ne cherchaient sur la Terre promise qu'une patrie au sens européen et moderne du terme, ni les Israéliens incroyants, passionnément attachés à leur État tout neuf, mais qui le justifient par les souvenirs d'un royaume, depuis plus de deux mille années disparu, ni les uns ni les autres ne sont comme les Français ou les Anglais établis sur leur sol, conscients d'avoir fait ensemble de grandes choses dans le passé et de vouloir en faire d'autres dans l'avenir, qui distinguent sans effort communauté nationale et Église. (Encore une fois, je songe surtout aux non-juifs d'Europe. En dehors d'Europe, il n'est pas rare que «communauté de religion» et «communauté de culture» aient été confondues et que ni l'une ni l'autre n'aient aspiré à l'accomplissement politique, à la souveraineté militaire.)

Un accident historique?

Pour les Israéliens, authentiquement religieux, l'État d'Israël n'est pas essentiel: on peut être un bon juif à Babylone aussi bien qu'à Jérusalem. Pour les Israéliens incroyants, l'État d'Israël permettra enfin aux juifs d'avoir une patrie, mais la nation israélienne est encore à créer: à supposer que les juifs du royaume de Juda aient été une nation, ils ont perdu leur nationalité au cours des deux mille cinq cents années de la diaspora, ils doivent la reconquérir sur la Terre promise. Ni les uns ni les autres ne pourront se séparer réellement de la diaspora, ni les uns ni les autres ne pourront mettre un terme au destin tragique ou, si l'on préfère, à l'existence paradoxale et par suite menacée du judaïsme. L'existence sera d'autant plus menacée qu'elle sera paradoxale, elle sera d'autant plus paradoxale qu'elle donnera d'elle-même une définition plus contradictoire au regard du monde extérieur. Si les juifs, comme les fidèles de toutes les religions de salut, adorent un même Dieu, mais appartiennent à des nations différentes, ils ont une chance de partager le sort commun bien que, rebelles aux enseignements des deux religions sorties du Vieux Testament, ils risquent d'être l'objet de la haine ou du mépris des fanatiques tant qu'ils vivent au milieu des chrétiens ou des musulmans. Dans la mesure, au contraire, où, en réaction au milieu ou bien spontanément, ils se déclarent «peuple de David» et «nation juive», ils se mettent eux-mêmes en marge du sort commun à l'âge des nationalités. Les sionistes ont eu l'illusion qu'ils surmonteraient le paradoxe: puisque les juifs n'étaient pas pleinement acceptés par les nations, ils auraient leur propre nation. Le résultat est opposé: puisque les juifs ne peuvent ni ne veulent retourner tous en Palestine, leur communauté ni purement religieuse ni pleinement nationale apparaît plus paradoxale encore. L'État laïc d'Israël, bâti et maintenu par l'épée, n'est pas moins paradoxal en lui-même et par rapport à la diaspora.

J'ai tenté, dans les pages précédentes, d'analyser sans porter de jugement, de n'écrire ni en croyant ni en incroyant. Il va de soi, d'ailleurs, que cette impartialité apparente, même si je n'y ai pas manqué, passera pour une forme d'engagement aux yeux de mes coreligionnaires engagés (en faveur d'Israël ou de l'orthodoxie religieuse). Laissons le style impersonnel et passons à la première personne.

Je suis citoyen de France et non d'Israël. Je ne suis pas croyant, au moins dans l'acceptation banale de ce mot. Comme disait Spinoza, je ne peux pas croire que Dieu ait jamais conclu un pacte avec un peuple en tant que tel. Un peuple est proche de Dieu dans la mesure où il surmonte l'orgueil tribal et se conforme aux commandements de la loi ou de l'amour. Chacun a droit à une patrie et l'attachement au groupe est naturel. Mais le groupe qui se croit une mission

divine est celui qui manque le plus à l'esprit religieux (tel que je le conçois, bien entendu). Du nationalisme et de l'universalisme, tous deux inclus dans le judaïsme, c'est ce dernier qui me paraît répondre à la vocation authentique du judaïsme et de toutes les religions de salut. L'édification, en Palestine, d'un État laïc, qui se proclame le continuateur du royaume de Juda, n'est, à mes yeux, qu'un accident historique auquel seul l'idolâtre (celui qui accorde à la nation une valeur suprême) prêtera une signification proprement religieuse.

Sur le plan de l'histoire profane, l'État d'Israël est pour tous les juifs un grand événement. Il ne peut pas ne pas établir en nous tous les sentiments forts. Un juif, même s'il a perdu la foi, ne peut pas ne pas être indifférent au destin d'Israël. Personnellement, j'ai été profondément sensible à ce que Arthur Koestler a appelé «un miracle» (non sans l'analyser rationnellement), à ce que j'appellerais l'épopée des pionniers d'Israël. Quel que soit l'avenir, les Israéliens ont conquis leur indépendance au cours de la «guerre de libération», ils la sauvegardent jalousement grâce à la force de leur armée, à chaque instant en alerte, ils ont écrit des pages de gloire militaire. Ils ont offert à des centaines de milliers de juifs un refuge. Ils ont changé l'image que des non-juifs avaient des juifs. Ils ont démontré que des juifs pouvaient de nouveau, comme à l'époque de l'Empire romain, être réputés pour leur valeur militaire. À beaucoup d'égards, l'œuvre des juifs en Israël fait honneur au judaïsme et à l'espèce humaine.

Mais Israël n'appartiendrait pas à l'histoire profane s'il n'était marqué par les imperfections de toutes les œuvres humaines. Ou, pour mieux dire, expression d'une histoire paradoxale, il demeure étrangement paradoxal lui-même. La terre de l'État d'Israël a été achetée d'abord aux propriétaires musulmans grâce aux fonds réunis par les juifs de la diaspora. La fuite des musulmans, au début de la «guerre de libération», a permis la prise de possession d'un territoire qui comprend les lieux saints des trois religions de salut. Les Israéliens affirment, à juste titre, qu'ils n'ont pas chassé les musulmans; que ceux-ci sont partis en espérant un retour victorieux. Mais les péripéties importent moins, aux yeux des Arabes, que le fait brutal: les musulmans, établis en Palestine depuis plus de dix siècles, ont dû céder la place à des juifs qui prétendent ranimer la tradition du royaume de Juda.

Que les Israéliens invoquent les droits historiques d'antériorité ne convainc personne. Au bout de quelques siècles, il y a prescription. Quand Nehru s'est emparé de Goa par la force des armes, en niant les titres fondés sur cinq siècles d'occupation, l'opinion occidentale s'est indignée (ou, du moins, a manifesté

une indignation sincère ou feinte). Comment reconnaîtrait-elle un titre de propriété datant de plus de deux mille années? L'État d'Israël a été taillé à grands coups d'épée: à cet égard enfin, les juifs ont réussi à ressembler fidèlement aux gentils. Mais, du même coup, l'hostilité du monde devient intelligible, inévitable et, selon toute probabilité, irréductible.

Provisoirement, un million sept cent mille juifs (dont une petite moitié venue d'Europe) sont capables de mobiliser une armée supérieure, à elle toute seule, à la coalition de toutes les armées des États arabes du Proche-Orient. L'équilibre des forces locales favorise Israël: la rivalité des grandes puissances contribue à maintenir cet équilibre. Les États-Unis accordent une certaine protection à l'État israélien et l'Union soviétique est plus désireuse de lui manifester son hostilité que de le détruire. L'un des Grands souhaite une réconciliation et l'autre veut l'empêcher. Ce dernier l'emporte évidemment: s'il est relativement facile d'empêcher des petits États de se combattre à mort, il est malaisé de les contraindre à s'entendre.

L'avenir prévisible d'Israël, au cours des prochaines années et peut-être beaucoup plus longtemps encore, demeurera celui d'un peuple menacé, vivant en une sorte de camp retranché, comptant sur ses armées pour survivre. Né par l'épée, Israël ne peut, provisoirement, vivre que par l'épée et sous la menace d'une autre épée (provisoirement moins acérée que la sienne). Certes, il est facile de comprendre que ceux qui ont survécu aux plus grands massacres de l'histoire se soient juré de ne plus faire face, les mains nues, au couteau des assassins. Mais il serait vain de se dissimuler que les Israéliens ont choisi de vivre dangereusement, en un carrefour de lignes stratégiques, en un lieu du monde qu'ont hanté les dieux et piétiné les soldats. Ils sont devenus un pion sur l'échiquier international, condamnés à prendre part au jeu diabolique de la «politique de puissance». Les voici citoyens d'un État qui baptise sacré son égoïsme. Mais sacré ou non, cet égoïsme est celui d'un État qui ne comptera jamais plus de quelques millions de citoyens, sur un territoire qui est et sera lilliputien à l'échelle des moyens modernes de transport et de destruction.

Je ne veux pas exclure l'hypothèse d'une réconciliation entre Israël et ses voisins, encore que je la tiennne pour durablement improbable. Le royaume chrétien de Jérusalem a duré deux siècles, non deux décennies ou deux générations: il n'a pas été, pour autant, accepté par les musulmans. En guerre froide avec ses voisins, l'État d'Israël est voué à un destin héroïque et limité. Il ne vivra qu'en transformant les juifs venus du Maroc, de Tunisie, du Yémen en

citoyens d'un État moderne. Faute d'une population assez nombreuse, Israël ne pourra accomplir certaines œuvres de science ou de technique qui demandent de grandes concentrations de moyens matériels, il ne maintiendra une participation honorable à la culture que par un effort sans cesse renouvelé sur les tentations de la facilité. Israël doit demeurer, en dépit de la géographie, partie intégrante de la civilisation occidentale, au moins jusqu'au jour où le monde musulman aura réussi sa propre conversion à la modernité.

Quelle que soit la grandeur de la tâche que les Israéliens venus d'Europe ou des États-Unis se sont assignée en Palestine – l'intégration de quelques centaines de milliers ou, à la rigueur, de deux ou trois millions de juifs non occidentaux en une nation de type occidental – l'entreprise israélienne est, dans le monde du vingtième siècle, provinciale. D'une certaine façon, Israël aura d'autant plus de chance de ne pas se dégrader en un État levantin qu'il s'enracinera moins sur son sol, se fermera moins sur lui-même, restera davantage en communication avec l'Europe et les États-Unis. Espérons que l'égoïsme nécessaire au nationalisme militant ne contredira pas aux nécessités des frontières ouvertes.

Quelle que soit la réussite d'Israël, si le judaïsme se confondait avec un petit État du Proche-Orient, il sortirait de l'histoire universelle. Je comprends que, las des malheurs et des persécutions, nombre de juifs rêvent d'une telle issue. Mais il ne s'agit que d'un rêve, cette issue nous est fermée puisque Israël et les communautés juives de la diaspora subsisteront côte à côte comme aux derniers siècles avant le Christ, les juifs de Babylone et ceux de Palestine. À des juifs pris individuellement la totale assimilation, le changement de nom offrent cette issue souhaitable. Aux juifs considérés collectivement, il n'est pas donné encore de surmonter le paradoxe légué par plus de vingt siècles d'histoire. Ayant vécu parmi des musulmans et des chrétiens, c'est-à-dire des fidèles de religions qui sont sorties du judaïsme, les juifs ont été et sont encore à leurs propres yeux comme aux yeux de ceux qui les entourent les héritiers du peuple de David, peuple que Dieu a choisi mais qui n'a pas reconnu le Christ sauveur, peuple qui croit au Dieu de tous les hommes, mais se croit aussi lié à lui par un lien singulier. Si j'étais croyant, orthodoxe ou libéral peu importe, je n'accepterais pour rien au monde qu'un État, même enraciné sur la Terre promise, prétendit incarner une foi qui se dégrade misérablement si elle n'est offerte à tous les hommes. Incroyant (au moins par rapport à l'interprétation courante de la religion), je ne marchanderai pas ma sympathie à Israël, mais je lui refuse un loyalisme national qui va à ma patrie. Même «assimilé», perdu pour la culture proprement juive, je n'ai pas trahi ce qu'il y a de meilleur dans le message

religieux du judaïsme, si j'ai, par-delà les attachements nationaux, conservé le sens des valeurs universelles dans la connaissance et dans l'action.

Ce que les juifs ont à dire à l'humanité ne sera jamais traduisible dans le langage des armes.

[*Le Figaro littéraire*, 17 mars 1962:

Post-scriptum

J'avais exprimé le vœu que mon article «Les Juifs et l'État d'Israël» ne blessât aucun de mes coreligionnaires. Ce vœu n'a pas été exaucé et, probablement, ne pouvait-il pas l'être. Mon tort a été d'oublier qu'il est certains problèmes que peut-être il vaut mieux ne pas discuter. Survivants du plus grand massacre de leur histoire et de l'histoire moderne, les juifs, aujourd'hui, ont le droit d'avoir la sensibilité à vif. Et les Israéliens, nation en armes qu'entourent les ennemis, ont le droit de s'irriter contre les propos d'un juif qui affirme sa sympathie, mais refuse l'engagement.

Il va de soi, tout d'abord, que je n'ai jamais eu la prétention de parler en un autre nom qu'en mon propre nom. Mais comment pourrait-il en être autrement? Un juif, dans le monde actuel, doit se choisir lui-même, en assumant d'une façon ou d'une autre son judaïsme. Un Français de religion chrétienne qui a perdu la foi n'a pas à assumer son christianisme: il demeure un Français comme les autres. La religion est affaire privée, et l'État ne fait pas de différence entre croyants et non-croyants. Un juif qui a perdu la foi et ne va plus régulièrement au temple demeure un juif, mais il s'interroge lui-même sur le sens de ce mot.

Parfois le juif de France ou d'Angleterre qui ne participe plus de la culture proprement juive reçoit son judaïsme du monde environnant et de l'antisémitisme. C'est à ce juif pour ainsi dire déjudaïsé que s'appliquent les «Réflexions sur la question juive» de J.-P. Sartre. Mais, si assimilé qu'il soit ou se juge, le juif garde un sentiment de solidarité et avec les ancêtres et avec les autres communautés juives de la diaspora. Surtout à notre époque, après les persécutions hitlériennes, un juif ne peut pas fuir son destin et ignorer ceux qui, ailleurs, ont cru ou croient au même Dieu d'Isaac et de Jacob qui fut celui de ses ancêtres.

Une fois cette solidarité reconnue et pour ainsi dire vécue, plusieurs voies s'ouvrent à chacun de nous. Je ne doute pas un instant qu'une nation israélienne soit née en Palestine. Je comprends que des juifs choisissent la nationalité israélienne. Je n'ai ni à blâmer ni à louer ceux qui préfèrent ce choix. Mais un choix différent n'est pas pour autant condamnable. La décision appartient à

chacun. Il est vrai, ainsi que me l'a écrit un correspondant, qu'il existe des cas individuels de double nationalité. Je ne crois pas qu'un groupe, tel le groupe juif, puisse aspirer au privilège de la double nationalité. Cela va sans dire, me répondent des lecteurs. J'y consens, mais si cela va sans dire, est-il si grave de le dire.

Quand j'ai évoqué l'hypothèse d'une divergence possible entre l'intérêt national de la France et celui d'Israël, je n'étais ni prisonnier de l'angoisse séculaire des persécutés ni subtilement machiavélique. La fin de la guerre d'Algérie ne signifie pas, à mes yeux, la fin de l'amitié franco-israélienne. Combien d'Israéliens, au cours de ces dernières années, m'ont exprimé leur regret que l'amitié qu'ils souhaitaient durable entre France et Israël parut fondée sur une commune hostilité. Plusieurs des membres de la société France-Israël ont été partisans d'une solution libérale en Algérie, sans ignorer que nombre de juifs quitteraient une Algérie indépendante.

Comment pouvez-vous, s'étonnent quelques lecteurs, recommander l'assimilation après les horreurs d'un récent passé? Je n'ai nullement recommandé l'assimilation: un juif qui se veut citoyen français peut garder intactes, jalousement, la culture et la religion qu'il a reçues en héritage. La question est de savoir s'il veut appartenir pleinement à la nation qui est, par naissance et par volonté, la sienne. À cette question, je réponds oui. Ni les événements d'hier que me rappellent certains, ni les éventualités de demain qu'évoquent d'autres, ni l'antisémitisme persistant ne me paralysent. Nous autres juifs, que nous le voulions ou non, nous vivrons dangereusement en Israël ou ailleurs. Le temps du mépris peut revenir. Mais les Israéliens qui ont montré tant de courage ne pourraient sans se contredire eux-mêmes critiquer les juifs de la diaspora, sous prétexte que ces derniers risquent, quelque jour, d'être privés de la nationalité qu'ils veulent entière et sans réserves.

Comment maintenir les liens moraux entre les juifs d'Israël et ceux de la diaspora? Je ne suis pas inconscient de la gravité de la question qui m'est posée, bien que je ne détienne évidemment pas toute faite une solution miraculeuse grâce à laquelle les juifs vivant des histoires nationalement distinctes, sauvegarderaient malgré tout un sentiment d'unité. Mais pourquoi ne pas faire confiance à l'avenir? Comme me l'a rappelé mon ami Manès Sperber, les communautés juives dispersées ont su, à travers les siècles, ne pas perdre le sens de leur unique vocation. L'histoire du judaïsme sera écrite à la fois par les Israéliens et par les juifs de la diaspora. La condition première de cette histoire

commune c'est qu'ils se comprennent et se respectent réciproquement. Un fanatisme qui dénoncerait les juifs qui se veulent citoyens de France ou des États-Unis serait fatal.

Je sais que ce fanatisme est étranger à ceux qui ont bâti et qui maintiennent l'État d'Israël.]

[\(1\)](#) Page 483.

[\(2\)](#) Souligné par moi. – R.A.

[\(3\)](#) Page 484.

«Arms Control» et stratégie nucléaire.

Quelques questions

Les Cahiers de la République
Mars 1962

Les *Cahiers de la République* ont pris une initiative heureuse en réunissant, dans un numéro, quatre études, toutes intéressantes à des degrés ou à des titres divers, consacrées aux problèmes, diplomatiques et militaires, de l'âge atomique. Aux États-Unis, la littérature qui traite de la révolution technique, stratégique, politique, provoquée par l'arme thermo-nucléaire, est déjà énorme, elle grossit de mois en mois. En Grande-Bretagne, l'*Institute of Strategic Studies* publie une importante revue *Survival* qui permet de suivre les discussions qui se déroulent outre-Atlantique. En France, en dépit des travaux méritoires du Centre de politique étrangère, sous la direction de M. J. Vernant et du Centre d'études des relations internationales sous la direction de M. Duroselle, l'opinion publique et les milieux dirigeants ne sont ni assez informés ni assez intéressés. Aux efforts techniques et financiers qui permettent à la France de devenir une puissance atomique doit répondre un effort d'ordre intellectuel. Quels avantages procure une force de frappe nationale? Quelle conception le gouvernement français se fait-il de l'organisation militaire de l'Alliance atlantique? Souhaite-t-il qu'Italie et Allemagne, à leur tour, se donnent une force nationale? Ou envisage-t-il une fabrication sur le plan européen?

Quelle que soit la réponse qu'il convient de donner à ces interrogations, il importe avant tout de réfléchir sur la nature de la diplomatie-stratégie nouvelle, de connaître les doctrines en fonction desquelles agissent les dirigeants américains et britanniques. Or ces doctrines sont infiniment plus complexes que la plupart des Français ne sont enclins à le croire. Les étapes de la complication me paraissent les suivantes.

Tout d'abord, il convient de distinguer la force de frappe et la force de représailles, ou le premier coup et le deuxième coup (par exemple, quelle est la capacité de représailles que garderait la force de frappe française composée de 50 Mirage IV, si l'Union soviétique attaquait la première?)

Il convient ensuite de distinguer entre la dissuasion primaire et la dissuasion secondaire (ou passive et active ou entre type I et type II): celle-là est dissuasion d'une attaque directe contre l'État possesseur de l'appareil thermo-nucléaire,

celle-ci est dissuasion par les États-Unis d'une attaque contre l'Europe occidentale. À quelles conditions un État possesseur d'un appareil thermo-nucléaire peut-il en dissuader un autre, armé d'un appareil comparable, d'attaquer ses alliés? Telle est la question qui domine l'avenir de l'Alliance atlantique.

La troisième étape est la distinction des stratégies thermo-nucléaires, des diverses manières dont un État pourrait conduire une guerre thermo-nucléaire. S'efforcerait-il, selon qu'il frappe le premier ou le deuxième, de détruire seulement l'appareil thermo-nucléaire adverse? Ou de détruire les villes? Ou de détruire quelques villes (représailles thermo-nucléaires limitées)?

La quatrième étape est la réflexion sur ce qui se passerait au cas où la guerre redoutée aurait lieu malgré tout. La guerre serait-elle suicide commun? Fin de l'aventure humaine? Le livre de Herman Kahn, *On thermonuclear war*, discute des questions de cet ordre. Il a donné une nouvelle impulsion à la controverse: *dissuasion* ou *défense*. Jadis, les forces de défense étaient aussi moyens de dissuasion; mais, si la dissuasion échouait, la défense avait chance de sauver quelque chose. Ne convient-il pas aujourd'hui d'ajouter quelques mesures de défense aux instruments de dissuasion, par exemple de construire des abris?

Toute la littérature américaine se donne pour but de créer les conditions dans lesquelles les risques de la guerre thermo-nucléaire seraient réduits au minimum, soit par le désarmement, soit, provisoirement, par la stabilité de la dissuasion réciproque. Subsidiairement, les auteurs s'efforcent de réfléchir sur les moyens, au cas où la guerre éclaterait malgré tout, d'en limiter la durée et les ravages donc de maintenir la communication entre les ennemis.

Bien qu'il n'y ait à aucun degré une doctrine américaine, tous les auteurs s'accordent sur quelques propositions. Tous considèrent que la guerre thermo-nucléaire, bien qu'improbable et non voulue par les deux Grands, n'est pas impossible et peut surgir en diverses circonstances, à l'avance concevables. Aucun auteur américain ne croit que la diffusion des armes atomiques promet la paix par la peur. Tous les auteurs américains pensent que l'argumentation du nombre des puissances thermo-nucléaires augmentera l'instabilité. Tous pensent que, provisoirement, le mieux que l'on puisse espérer est une stabilité de la dissuasion par invulnérabilité croissante des armes de représailles. Mais si, des deux côtés, les armes de représailles sont invulnérables, il n'y a plus de stratégie contre l'appareil (*counter force strategy*)? Or, en cette hypothèse, les guerres limitées ne redeviennent-elles pas moins improbables? Et la dissuasion secondaire, celle d'une attaque contre allié, demeure-t-elle efficace?

Les quatre études suivantes ont pour auteurs deux Américains, un Franco-Américain, un Français, ou encore un physicien, un historien, un juriste de formation et politicologue de métier, un général. Le lecteur constatera, probablement sans surprise, que des quatre auteurs le plus assuré de détenir la vérité est le dernier.

Pourquoi on ne peut pas exclure la guerre

Réalités
mars 1962

Dans une étude qui dépasse la théorie de l'équilibre par la terreur, Raymond Aron analyse le complexe de la guerre dans le développement des civilisations et explique pour quelles raisons l'âge thermo-nucléaire a peu de chances d'échapper à la loi fatale de l'histoire humaine, s'il ne secrète pas une nouvelle structure des rapports entre États.

«C'est à l'époque de l'âge de bronze, écrit un anthropologue américain, M. High Turner, que la guerre organisée, distincte des raids et des embuscades par groupes de parenté, surgit. La première preuve de l'existence de troupes entraînées se trouve à Sumer. Si l'âge du fer apporte une plus grande sécurité à l'homme dans la lutte avec le milieu, il augmente aussi l'allure et l'extension de la guerre. En fait, depuis l'avènement de l'âge du métal jusqu'aujourd'hui, la plus grande menace à la sécurité de l'homme n'a pas été la nature mais les autres hommes. À cet égard, la culture humaine, à l'âge du métal, bien qu'elle ne comportât pas l'écriture, revêtait un aspect moderne.» Depuis que l'homme possède des outils de métal, il possède aussi des armes et il est devenu à lui-même le plus grand danger. La hantise actuelle de la guerre thermo-nucléaire est l'aboutissement provisoire d'une histoire qui commença à Sumer.

Autant au moins, peut-être plus que par la lutte des classes, l'histoire a été faite jusqu'à ce jour par la lutte des États. D'une certaine façon, ces deux luttes sont inséparables, puisque chaque nation contenait dominants et dominés, exploitants et exploités; mais rien ne permet d'attribuer à la lutte entre les classes la responsabilité de la lutte entre les nations. Les classes inférieures ne sont pas moins capables d'enthousiasme guerrier que les classes supérieures. Les régimes qui se déclarent démocratiques et socialistes (et le sont jusqu'à un certain point) ne sont pas plus pacifiques que les régimes qui invoquent des idéologies contraires. Il y a selon les civilisations, les siècles, les sociétés, des degrés dans la fréquence des conflits armés, le coût des batailles, la férocité des combattants. Tantôt le combat est exalté comme la seule activité digne de l'homme bien né, tantôt il est dénoncé ou pleuré comme une catastrophe. Mais ce qui rend le phénomène de la guerre mystérieux, c'est, pourrait-on dire, qu'il est à la fois évident, universel, contradictoire. Depuis que les sociétés humaines sont organisées sur une base territoriale, soumises à un Pouvoir régulier, depuis qu'il

existe des États qui se veulent souverains, c'est-à-dire résolus à se faire justice eux-mêmes en cas de besoin, la défense de l'indépendance nationale, le salut de la cité, de la patrie, de l'empire, passent pour le devoir suprême – *Caveant consules*.

Jaloux de leur indépendance, les États vivent tous les uns par rapport aux autres dans l'*état de nature*, comme disaient les philosophes. Ainsi que l'écrivait Hobbes, «en tous les temps les rois et les personnes dotées de la souveraine autorité, à cause de leur indépendance, sont en continuelle jalousie et dans l'état et l'attitude des gladiateurs, ils ont leurs armes pointées et leurs yeux fixés les uns sur les autres, c'est-à-dire que leurs forts, leurs garnisons et leurs lances sont en position contre leurs voisins – ce qui est en vérité attitude de guerre». Substituons aux forts, aux garnisons et aux lances, les bombardiers stratégiques, les engins balistiques et les bombes thermo-nucléaires, et la description de Hobbes demeure strictement fidèle à la réalité: les bombardiers stratégiques américains sont en alerte ou dans les airs avec leurs charges de mort, les engins balistiques à moyenne portée sont en batterie de l'autre côté du rideau de fer, capables, d'une minute à l'autre, de lancer sur les capitales européennes des bombes dont chacune a une puissance explosive supérieure à toute la charge de bombes déversées sur les villes allemandes pendant la deuxième guerre mondiale.

Mais, en même temps, les États-gladiateurs, prêts à s'entretuer, entretiennent un commerce pacifique. En temps de paix, ils font profession de respecter les règles et coutumes, baptisées pompeusement à notre époque «droit international».

Même en temps de guerre, ils ne se font pas tout le mal qu'ils pourraient se faire. La guerre est, en un sens, un acte asocial, puisqu'elle est le choc des forces armées et organisées, mais elle est aussi, le plus souvent, un acte social puisque les belligérants se reconnaissent réciproquement certains droits et envisagent de reprendre, au-delà de l'épreuve des armes, le commerce pacifique, momentanément interrompu.

Depuis un quart de siècle, depuis que l'expérience de l'histoire m'a guéri des illusions de la culture académique («La guerre, écrivait Durkheim, n'a pas encore complètement disparu, l'État doit, dans une certaine mesure, garder aujourd'hui encore quelque chose de ses attributions d'autrefois, mais ce n'est là qu'une survivance plus ou moins anormale, dont les dernières traces sont destinées à s'effacer progressivement»), je suis obsédé par le phénomène de la

guerre; j'en ai étudié les formes indéfiniment diverses et la constance à travers les civilisations, j'ai cherché à en comprendre le dynamisme à notre époque (*Les guerres en chaîne*(1)), j'ai confronté les prévisions d'Auguste Comte avec les événements de notre siècle (*La Société industrielle et la guerre*(2)).

Finalement, j'ai cru pouvoir écrire un ouvrage systématique(3) qui mette à leur place interprétations et méthodes diverses, qui permette de comprendre les théories unilatérales et les thérapeutiques vaines, qui nous aide enfin à regarder en face le monstre tel qu'il est, terrifiant, irréductible, expression de la nature des hommes et de la nature des sociétés, ce monstre dont l'humanité n'a jamais triomphé au cours des millénaires de l'histoire, auquel elle a survécu, mais qui, à l'âge thermo-nucléaire, met en question la poursuite de l'aventure humaine. Il y a deux plans sur lesquels on peut *comprendre* la guerre: l'un est celui de la théorie schématique et pour ainsi dire rationalisante, l'autre celui de l'explication causale, sociologique, économique, politique.

Donnons-nous par la pensée une pluralité de souverainetés militaires, autrement dit une pluralité de collectivités, établies sur une base territoriale, dont chacune se veut autonome, le droit de recourir à la force en cas de besoin étant un des attributs, l'attribut le plus caractéristique de l'autonomie. Tout système international, constitué par des États souverains entretenant les uns avec les autres des relations régulières, a été belliqueux, a comporté des conflits armés plus ou moins fréquents. Et nous comprenons pourquoi il ne pouvait pas en être autrement. Puisque les États souverains n'acceptent pas d'autorité supérieure, ni celle de la loi, ni celle d'un tribunal ou d'un arbitre, ils sont condamnés à régler leurs différends par les armes.

En ce sens et sur ce plan, la guerre est le seul mode possible de règlement des conflits entre États souverains. Elle est aussi inévitable que la grève lorsque, en l'absence d'arbitrage obligatoire des conflits entre employeurs et employés, les organisations professionnelles sont authentiquement libres, aussi logiquement liée au système diplomatique des cités grecques ou des États européens que la faillite au système économique du capitalisme.

La théorie de la guerre est à la conduite diplomatique ce qu'est la théorie économique à la conduite de l'entrepreneur ou du commerçant: elle s'efforce de dégager et d'élaborer les concepts qui, à leur tour, permettent de saisir la logique intrinsèque du système. De cette théorie de la guerre, Clausewitz demeure le maître parce qu'il en a posé le théorème fondamental: la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Théorème mal compris puisque

tant d'interprètes y ont vu une exaltation du militarisme alors qu'il a un sens exactement contraire. Il signifie que c'est l'intelligence de l'État, c'est-à-dire celui qui, au-dessus des militaires, a la responsabilité et la connaissance de l'ensemble, qui fixe aux forces armées le but de leur action, détermine les moyens qu'elles seront en droit d'employer, calcule le rapport entre enjeu, objectif et coût. Or l'ascension aux extrêmes, la guerre totale sont d'autant plus à craindre que la passion emporte les combattants et leur fait oublier que la victoire militaire n'est pas une fin en soi et qu'une paix de compromis vaut souvent mieux qu'un triomphe éclatant et stérile.

La théorie de la conduite diplomatico-stratégique, Clausewitz lui-même l'a suggérée mais non développée parce qu'il faisait la théorie de la guerre et non celle de la guerre *et* de la diplomatie. Cette théorie, me semble-t-il, est valable pour toutes les époques dans la mesure même où elle éclaire les concepts (stratégie, diplomatie, offensive, défensive, système pluripolaire, système bipolaire, paix d'équilibre, paix d'hégémonie, paix d'empire, paix de satisfaction, paix de terreur) grâce auxquels nous parvenons à saisir la diversité des situations historiques. À toutes les époques, la paix, toujours provisoire, a été fondée sur des rapports de force: nous pouvons concevoir une paix d'autre sorte, celle qui reposerait sur la peur de la destruction réciproque (paix de terreur) ou celle qui reposerait sur l'acceptation du *statu quo* par tous les États (paix de satisfaction).

Mais il n'y a jamais eu, jusqu'à présent, de paix de satisfaction. Concrètement, les États, plus encore que les individus, semblent avoir éprouvé une faim insatiable d'*espace*, d'*hommes* et de *ressources* (or, bijoux, pétrole). Et, quand des États sont matériellement rassasiés, ils ne le sont pas de puissance, de gloire et d'idée. Qu'est-ce que la puissance qui ne va pas jusqu'au bout de la planète? Qu'est-ce que la gloire qu'un peuple lointain refuse de reconnaître? Qu'est-ce que l'idée aussi longtemps qu'elle n'aura pas été universellement proclamée?

Entre des États, jaloux de leur indépendance et soucieux de leur gloire, le conflit est endémique. La sagesse qui ordonne de mesurer les risques et de proportionner le coût à l'enjeu peut réduire la fréquence et l'intensité des conflits armés. Plus cette sagesse sera sceptique, sinon cynique, plus elle sera étrangère aux utopies des pacifistes ou des réformateurs, plus elle aura de chances d'atténuer les ravages de la guerre.

La *théorie rationalisante* nous apporte les instruments de la compréhension concrète et, en même temps, elle nous aide à poser les questions de causalité.

Étant admis que *la guerre est le seul mode de règlement concevable de conflits entre États souverains*, les conflits ont-ils pour cause ou pour enjeu l'espace, le nombre, les ressources? Sont-ils provoqués par les régimes politiques et militaires? Se succèdent-ils selon une loi inflexible qui préside à la décadence des nations et à l'unification des zones de civilisation en un empire universel? Est-ce, finalement, le «primate» qui est agressif? Ou l'*homo sapiens*? Ou l'homme social, confondu avec le groupement auquel il appartient et qui ne reconnaît pas l'humanité de l'étranger? *Homo homini deus*, disait Bergson, la formule est vraie pour le compatriote. *Homo homini lupus*, la formule s'applique aux étrangers.

Si l'on passe en revue les théories explicatives de la guerre, celles qui prétendent découvrir soit la cause du phénomène, soit les régularités qui commandent le devenir des relations internationales, soit la nature essentielle (biologique, psychologique, sociale) du phénomène, deux sortes de résultats, qui, en un certain sens, sont presque évidents, mais qui sont souvent méconnus, s'en dégagent.

Il est impossible de trouver une explication causale des guerres qui soit valable pour toutes les époques, il n'est même pas possible d'en trouver une qui s'applique à toutes les guerres d'une époque donnée. Les vainqueurs annexent d'ordinaire une portion de l'espace: il est faux que la volonté d'expansion spatiale anime tous les États et que l'espace ou les positions stratégiques soient l'enjeu de toutes les guerres. N'importe quel choc d'armées provoque des morts d'hommes: il est faux que l'excès de population soit l'antécédent constant des guerres, la force aveugle ou inconsciente qui pousse les hommes à se massacrer. Tous les groupements humains font une distinction spontanée entre leurs membres et les étrangers: il est faux que l'étranger soit toujours l'ennemi ou que les collectivités ne puissent pas accepter d'être autres sans se sentir ennemies.

Mais si toutes les explications sont fausses quand elles se veulent intégrales, toutes comportent une part de vérité, toutes doivent être prises en considération par les idéalistes qui rêvent d'établir sur terre la paix entre les États. L'espace, il est vrai, a été milieu, théâtre, enjeu des rivalités entre collectivités étatiques et les relations entre l'eau et la terre, entre puissances maritimes et continentales sont un des fils d'Ariane qui nous permettent de nous orienter dans les méandres de l'histoire universelle. Le surplus d'hommes, il est vrai, a été une des caractéristiques permanentes des sociétés historiques et il rend intelligible l'insouciance avec laquelle celles-ci jetaient leurs jeunes hommes dans le feu des

combats. Une des manières les plus expéditives, les moins coûteuses de s'enrichir, c'était la guerre, qui rapportait un butin d'esclaves, d'or, d'argent. Il a fallu attendre l'époque contemporaine pour que, à l'échelle des sociétés, la seule vraie richesse fût le travail. L'individu ne peut sacrifier les valeurs de son groupe sans dévaloriser celles du groupe étranger et, par suite, le guerrier n'est pas tant le primate agressif, qui se bat pour une femelle, que l'être humanisé et socialisé qui met la violence au service de l'idée et sacrifie sa vie à la gloire de la cité ou au triomphe de sa foi.

La société industrielle et l'atome ont-ils ouvert une ère nouvelle dans l'histoire sanglante de l'humanité?

Quelles nouveautés comporte le système international d'aujourd'hui? Essentiellement trois: pour la première fois depuis qu'il y a six mille années, des civilisations sont nées, tous les peuples, tous les États sont en relations et appartiennent à un seul et même système. Pour la première fois, les détenteurs des armes thermo-nucléaires peuvent exterminer les populations étrangères sans les désarmer: en l'état présent des armes, la seule défense contre les bombes thermo-nucléaires, c'est la menace de représailles. Enfin, pour la première fois depuis que le travail de l'homme laisse une plus-value, c'est-à-dire produit plus que ne nécessite l'entretien du travailleur, la rentabilité économique des conquêtes est devenue douteuse: à partir du moment où les conquérants sont ou se jugent responsables du bien-être des populations conquises, la charge des investissements, *en termes de comptabilité nationale*, l'emporte sur les profits de l'exploitation (aux deux sens de ce mot).

Ces deux derniers faits ont suscité un optimisme rationnel: pourquoi les nations chercheraient-elles à s'étendre puisque la croissance en intensité est désormais possible et que la Hollande, en théorie un des pays surpeuplés du monde, a eu, au cours des six dernières années, un des taux d'expansion les plus élevés? Pourquoi les deux grandes puissances se feraient-elles une guerre qui pourrait être un suicide commun alors qu'elles disposent, toutes deux, d'espace, d'industrie, de réserves immenses de développement?

Je ne prétends pas réfuter «le pacifisme rationnel». C'est sur lui que nous fondons notre espoir de paix, en la phase présente de l'histoire. Mais une analyse plus poussée des relations internationales à l'âge thermo-nucléaire montre malheureusement que la conduite diplomatico-stratégique n'a pas changé de nature. Elle se décompose en trois types: la diplomatie à l'intérieur des blocs (ou, pour employer le langage de G. Orwell: *Grands et petits frères*), la

diplomatie entre les blocs (ou la paralysie réciproque par la menace thermo-nucléaire), la diplomatie entre les blocs et les non engagés (ou l'art d'user de persuasion et de subversion pour noyauter ou convertir). Ces trois sortes de diplomatie se déroulent à l'ombre de l'équilibre de la terreur. C'est de cet équilibre que tout dépend. Et l'idée d'une paix indéfiniment maintenue par la diffusion de l'armement atomique – la théorie de la paix par la peur – ne résiste malheureusement pas à la réflexion.

La paix par la peur est subordonnée à trois conditions fondamentales. Il faut tout d'abord qu'aucune des puissances atomiques n'ait l'illusion qu'en frappant la première elle soit en mesure de s'assurer un avantage décisif et d'éliminer son rival sans souffrir elle-même de pertes intolérables. En d'autres termes, l'équilibre de la terreur suppose, des deux parts, une capacité de représailles survivant à une attaque par surprise. En deuxième lieu, il faut qu'il n'y ait ni malentendu, ni irrationalité, chacun dissuade l'autre de certaines démarches par la menace thermo-nucléaire: combien de temps ce jeu tragique pourra-t-il être poursuivi sans que l'un se trompe sur la résolution de l'autre et que tous deux se trouvent entraînés dans la catastrophe qu'ils veulent (au moins nous le supposons) éviter? Enfin, le duel thermo-nucléaire demeure relativement prévisible, mais qu'en sera-t-il le jour où dix, vingt États posséderont des bombes atomiques que n'importe quel appareil, même civil, pourra transporter? Ici et là surgiront des situations comparables à celles des deux gangsters: celui qui frappe le premier tue son ennemi et s'en tire indemne. La diffusion des armements nucléaires aggravera l'instabilité de la dissuasion de même que la course qualitative aux armements risque, à chaque instant, de le faire.

La politique internationale est modifiée en certains de ses aspects par l'élargissement du champ diplomatique, le nombre et l'hétérogénéité des États, le coût de la domination impériale, les réserves de croissance en intensité, les risques démesurés de la guerre thermo-nucléaire. Cette conjonction sans précédent de circonstances, les unes traditionnelles, les autres nouvelles, aboutit à notre monde chargé de passions révolutionnaires, saturé de violence, mais pourtant assez raisonnable pour s'arrêter au seuil de l'irréparable. L'humanité doit-elle donc s'accoutumer à une version scientifique de la vieille formule: vivre dangereusement? Les bombardiers stratégiques, porteurs de bombes thermo-nucléaires, en patrouilles permanentes, sont-ils le symbole de notre destin?

Tentative pour comprendre un domaine d'action humaine, le livre suggère des

conclusions pratiques. La compréhension de la conduite diplomatique suggère des préceptes ou règles, en fait de moralité aussi bien que d'efficacité. Les moralistes ont toujours eu grande peine à préciser ce que devrait être la conduite des hommes en un domaine où la menace de la violence est permanente et où l'emploi de la force passe pour légitime. Nulle part le danger de faire la bête en voulant faire l'ange n'est aussi grand. La croisade de «la paix sur terre» ou de la «démocratie pour tous» dégénère en stratégie de la capitulation inconditionnelle et en orgie de violence. Société des Nations ou Nations Unies prétendent interdire l'emploi de la force et sont finalement acculées à la tolérer quand l'Union soviétique réprime la révolte hongroise et à l'interdire quand les grandes puissances s'accordent contre les perturbateurs.

À notre époque, quiconque proclamerait: «que la justice soit faite, même si le monde doit périr», condamnerait le monde à périr. Plus que jamais, la seule stratégie rationnelle est une stratégie raisonnable, qui ne se laisse pas emporter par l'ambition de vaincre, par le rêve du triomphe, qui ne se donne pas d'autre objectif que d'user les conflits idéologiques et d'accoutumer lentement les vieux États, nostalgiques de leur grandeur évanouie, et les jeunes États, ivres de leur indépendance toute fraîche, à vivre ensemble, sur une planète désormais toute petite.

Dans l'immédiat, la course aux armements va se poursuivre. À plus long terme, il faut que chacun reconnaisse que la seule victoire est la survie. Mais, au-delà, l'impératif de la raison n'est-il pas de surmonter la politique de puissance (*power-politics*) et d'instaurer une paix, qui serait ou celle de la loi ou celle d'un empire?

Lointaines perspectives: depuis qu'il y a des civilisations, depuis des milliers d'années, la politique internationale a été dominée par la valeur que les nations et les États ont attachée à l'indépendance. Aujourd'hui encore, le général de Gaulle voit dans la capacité de décisions autonomes le bien suprême et pour ainsi dire l'essence de l'État. Les hommes – gouvernants et gouvernés, chefs d'État et hommes de la rue – sont-ils prêts à la conversion qui substituerait l'humanité à la patrie comme objet d'attachement et principe d'unité? Cette conversion est-elle concevable, compatible avec la nature de l'homme et de la société?

En tout cas, rien ne l'annonce. M. Khrouchtchev a proclamé récemment qu'il n'hésiterait pas à défier la communauté entière des nations si celle-ci prenait une décision contraire à l'intérêt de l'Union soviétique. Le Président Kennedy

n'emploie pas le même langage: il n'agirait pas autrement.

La politique internationale n'a pas changé de face. Peut-être la guerre thermo-nucléaire n'est-elle plus la continuation de la politique: la menace de la violence demeure intrinsèquement liée à la conduite diplomatique. Il n'y a pas encore d'humanité: il n'y a que des États et des nations qui ne se soumettent pas à une loi commune. Peut-être une catastrophe convertira-t-elle les États: la crainte de la catastrophe n'y suffit pas.

Je n'ai pas le goût des prophéties et la science ne permet pas de prévoir l'avenir historique, c'est-à-dire les *événements*. Mais il est deux conclusions qui se dégagent logiquement de l'analyse. Puisque les États, en nombre croissant, veulent disposer d'une force de dissuasion, il est à craindre que les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki ne restent pas pour toujours les seules à avoir été utilisées contre les êtres humains. Puisque la guerre thermo-nucléaire est et sera une permanente menace, les grands États ne se contenteront pas indéfiniment de préparer la dissuasion et de négliger la défense. Un jour ou l'autre, ils se poseront la question: mais si la guerre thermo-nucléaire a lieu, malgré tout...

Aujourd'hui, aux États-Unis, on lance un programme d'abris contre les retombées radio-actives. Demain, on creusera des abris en profondeur et l'on stockera des vivres. L'âge des gratte-ciel sera-t-il aussi celui des cavernes?

[\(1\)](#) Gallimard, 1951.

[\(2\)](#) Plon, 1959.

[\(3\)](#) À paraître prochainement aux Éditions Calmann-Lévy sous le titre *Paix et guerre entre les nations*.

La guerre atomique est-elle possible?

france Observateur

29 mars 1962

Quelles sont les conditions techniques d'un éventuel conflit entre les grandes puissances? La guerre nucléaire est-elle possible? Quelles en seraient les conséquences? L'évolution des rapports russo-américains domine et continuera longtemps à dominer la scène mondiale et par conséquent l'avenir de la France. La critique de la «politique de grandeur» gaulliste et la définition d'une autre politique étrangère passent par la prise de conscience exacte des données actuelles de la stratégie des deux Grands.

C'est pourquoi nous publions aujourd'hui un document important à cet égard. Il est extrait d'un grand ouvrage de M. Raymond Aron: «Paix et Guerre entre les nations», qui doit paraître prochainement aux Éditions Calmann-Lévy(1). On sait assez que M. Raymond Aron a soutenu en politique étrangères des thèses très éloignées de celles qui sont défendues dans ce journal. Mais l'analyse qu'il fait sur un des aspects essentiels des rapports Est-Ouest: la stratégie de la dissuasion constitue pour tous nos lecteurs un élément capital d'information et de réflexion, alors que se poursuit à Genève un débat difficile sur le désarmement.

La dissuasion, mode de relation entre deux personnes ou deux collectivités, est aussi vieille que l'humanité. L'éventualité de la gifle dissuade l'enfant de déchirer les livres de la bibliothèque paternelle, comme l'éventualité de la contravention dissuade l'automobiliste de stationner, dans la zone bleue, au-delà de l'heure marquée au cadran. Si le père a menacé de la gifle, la dissuasion a été pratiquée explicitement. La menace de la contravention est impliquée par le règlement, d'autant plus efficace que le nombre des agents chargés de la vérification est plus grand. Le risque d'accident dissuade l'automobiliste, même indifférent aux sanctions administratives, de brûler les feux rouges. En d'autres termes, dans la vie sociale, un individu est dissuadé d'accomplir un acte par la crainte des *conséquences* possibles, des punitions prévues par la *loi* ou enfin de la mise à exécution d'une *menace*, proférée par un autre.

Entre deux unités politiques, chacune souveraine et armée, le mécanisme de dissuasion est susceptible également de jouer en l'absence d'une menace explicite.

...

La nouveauté de la dissuasion...

... Où est la nouveauté de la dissuasion à l'âge nucléaire? La réponse se présente d'elle-même à l'esprit: la nouveauté est dans les conséquences matérielles de la mise à exécution de la menace.

...

Que les armes dites de destructions massives soient incomparables à toutes celles dont l'humanité a fait usage au cours des millénaires écoulés, probablement le lecteur ne l'ignore-t-il pas mais il ne mesure peut-être pas exactement l'ordre de grandeur de la révolution militaire. «Prises isolément, les armes contre les villes et les populations semblent mille fois plus puissantes qu'il y a dix ans, des millions de fois plus puissantes qu'il y a vingt ans. Une seule bombe peut avoir une force de frappe supérieure à celle de tous les explosifs employés par tous les belligérants pendant la deuxième guerre mondiale, ou même à toute l'énergie dépensée dans toutes les guerres antérieures de l'humanité. Pourtant, cette bombe peut être concentrée dans un engin qui peut être transporté par un moyen aérien classique, qui existe à des milliers d'exemplaires. Et, dans le monde entier, il y a des douzaines, sans doute des centaines, sinon des milliers de bombes de ce type(2).» Jamais la formule banale: la différence de quantité crée une différence de qualité n'a été illustrée de manière aussi saisissante. Jamais n'apparut aussi éclatante l'accélération de l'histoire. Moins de dix ans s'écoulèrent entre les bombes de kilotonnes (milliers de tonnes de T.N.T.) et les bombes de mégatonnes (millions de tonnes de T.N.T.). Des progrès comparables dans les véhicules porteurs ont ouvert, après l'âge des bombardiers, l'âge des engins balistiques. La vitesse à l'heure ne se compte plus en centaines mais en milliers de kilomètres. Le temps nécessaire aux engins pour franchir l'espace qui sépare les continents ne se compte plus en heures mais en minutes (une trentaine entre U.R.S.S. et U.S.A.). Comment l'humanité n'aurait-elle pas eu la conviction d'une ère nouvelle? L'interprétation la plus simple, celle qui répondait au besoin d'espérer, fut exprimée par le président Eisenhower: «There is no alternative to peace» ou encore «la guerre est impossible».

... et son paradoxe

L'une et l'autre formule sont évidemment inexactes et, d'une certaine manière, contradictoires. Si la guerre thermonucléaire était impossible, au sens matériel du terme, comment pourrait-on dissuader personne par une menace dont la mise

à exécution serait impossible? Tel est, effectivement, le paradoxe de la «dissuasion thermonucléaire»⁽³⁾: si la menace ne peut être mise à exécution, comment serait-il utilisée comme moyen de dissuasion? Si la menace est utilisée, c'est que la mise à exécution en est conçue comme possible et par le sujet et par l'objet de la dissuasion.

On objectera que l'impossibilité n'est pas matérielle mais morale. Bien sûr, dira-t-on, la mise à exécution de la menace est concevable, autrement la dissuasion ne jouerait pas. Mais tous les États possesseurs des armes monstrueuses, ont le désir passionné de ne pas les utiliser. Pour la première fois dans l'histoire, ils préparent une guerre qu'ils ne veulent pas livrer. À aucun instant, ils n'oublient que leur intérêt commun à ne pas se combattre, c'est-à-dire à ne pas s'entre-détruire, l'emporte de loin sur les enjeux des conflits qui les opposent aux quatre coins de la planète. Les détenteurs des «appareils thermonucléaires»⁽⁴⁾ sont devenus de plus en plus prudents au fur et à mesure qu'ils acquéraient une capacité plus grande de destruction. Tout s'est passé, depuis les coups de semonce d'Hiroshima et de Nagasaki, comme si l'humanité s'était juré de recourir aux seules armes d'hier et de stocker les armes de demain.

À n'en pas douter, l'effet le plus visible de l'armement thermonucléaire a été de dissuader les deux Grands de la guerre totale, de les inciter l'un et l'autre à la modération, de détourner chacun d'eux de porter atteinte aux intérêts vitaux de de l'autre. La thèse optimiste de la paix par la peur (ou, du moins, de la limitation des guerres par la peur de l'apocalypse thermonucléaire) peut se fonder sur l'expérience des quinze dernières années.

Mais cette expérience est trop courte pour confirmer ou infirmer une théorie, d'autant plus que l'Union soviétique, durant la plus grande partie de cette période, était en état manifeste d'infériorité, du moins dans le duel atomique ou thermonucléaire avec les États-Unis. Durant une première phase, les États-Unis détenaient un monopole des armements atomiques (jusque vers 1950-1951). Durant une deuxième phase, l'Union soviétique possédait des bombes atomiques puis à partir de 1955 des bombes thermonucléaires, mais les seuls véhicules porteurs étaient les bombardiers stratégiques, moins nombreux que ceux des États-Unis et surtout décollant de terrains situés à une plus grande distance des objectifs. Ce n'est qu'avec l'entrée en service des engins balistiques intercontinentaux, c'est-à-dire en 1959 ou en 1960, qu'une authentique parité dans la capacité de détruire l'autre s'est établie entre Union soviétique et États-Unis. *L'équilibre de la terreur* dont il est question depuis tant d'années est, en

réalité, tout récent(5).

Dissuader qui et de quoi

Le verbe dissuader appelle deux compléments: dissuader qui et de quoi? Les États-Unis peuvent-ils dissuader l'Union soviétique d'une attaque contre eux-mêmes? Contre l'Europe occidentale? Contre la Corée du Sud? En cas d'attaque directe, la résolution américaine de réplique n'est pas en doute: mais quel fragment de l'appareil thermonucléaire aura été épargné par les bombes de l'ennemi? En revanche, supposons que les troupes soviétiques s'emparent de Berlin et que, simultanément, le gouvernement soviétique s'engage solennellement à ne pas entreprendre d'actions contre les États-Unis, que se passerait-il? Quel président des États-Unis donnerait l'ordre de réplique au S.A.C.(6) sachant que cet ordre entraînerait la mort de dizaines de millions d'Américains? La même interrogation peut être formulée en imaginant une attaque avec armes classiques contre un des pays d'Europe occidentale, ou contre l'Europe occidentale tout entière. En cas d'attaque qui n'est pas dirigée contre le détenteur de l'appareil thermonucléaire – disons en cas de provocation extrême – la riposte dépend de la résolution de cet État, détenteur de l'instrument de dissuasion. Mais quel est l'état des armements qui rend cette résolution à la fois vraisemblable et raisonnable?

La théorie courante consiste à combiner les trois modèles (impunité du crime, égalité du crime et du châtiment, inégalité du crime et du châtiment) et les trois modalités de dissuasion (attaque directe, provocation extrême, provocation atténuée). La situation des deux gangsters est, par définition, la plus instable. Si elle était parfaitement symétrique, elle serait même d'une instabilité telle qu'elle ne pourrait durer. Un des Deux prendrait rapidement l'initiative d'éliminer son rival pour se débarrasser d'une intolérable menace. Pourquoi vivre sous la hantise d'une catastrophe possible alors qu'en frappant le premier, le péril peut être à jamais écarté? Heureusement, cette situation «idéale», toute possible qu'elle est sur le papier, ne sera jamais réalisée. Aucun des deux Grands, États-Unis et Union soviétique, n'aura jamais tout à la fois la capacité – et la certitude de posséder la capacité – de détruire tous les moyens de représailles de l'autre. D'autre part, si nous songeons à deux États de l'avenir, Israël et Égypte, à supposer même qu'ils se trouvent, l'un par rapport à l'autre, dans la situation des deux gangsters, ils auront encore à tenir compte des réactions des autres puissances thermonucléaires.

Il se peut encore qu'un des Deux puisse affaiblir sensiblement l'appareil

thermonucléaire de l'autre et l'autre non, ou encore que tous deux puissent, s'ils prennent l'initiative, affaiblir sensiblement l'appareil thermonucléaire de l'autre. En toutes ces hypothèses, nous quittons le modèle de l'impunité du crime pour entrer dans le monde réel de l'inégalité du crime et du châtement. Cette inégalité peut avoir deux causes: ou bien chacun des Deux est capable d'une attaque contre l'appareil thermonucléaire de l'ennemi (*counter force strategy*) à condition de prendre l'initiative, ou bien l'inégalité du crime et du châtement tient moins à l'affaiblissement de l'appareil thermonucléaire de celui qui frappe le deuxième qu'à la désorganisation générale du pays en général, et de l'appareil thermonucléaire en particulier, après une attaque massive de l'ennemi.

La crainte de la guerre totale

Quelles conclusions est-il légitime de tirer, en droit, de cette situation d'inégalité? Supposons d'abord une situation symétrique. Nous disons que l'instabilité sera d'autant plus grande que l'inégalité sera plus accusée et se rapprochera davantage de la situation des deux gangsters. En revanche, au fur et à mesure que l'on s'en éloigne, la tentation de frapper le premier s'affaiblit. L'inégalité du crime et du châtement pèse moins lourd que l'énormité même d'un châtement inférieur au crime. Le jour où chacun des deux appareils thermonucléaires est invulnérable à l'autre et où les représailles ne sont atténuées par rapport à l'attaque que par la désorganisation du milieu social, la certitude de posséder une capacité de représailles libère les duopolistes de la hantise du Pearl Harbor thermonucléaire et les livre sans réserves à la crainte rationnelle d'une guerre totale.

Mais, si la tentation de prendre l'initiative s'affaiblit, si la dissuasion d'une attaque directe se renforce, la dissuasion d'une provocation, même extrême, risque d'être ébranlée. Ce qui, en effet, dissuade chacun des duopolistes de provoquer l'autre, c'est la crainte qu'un conflit, même secondaire, s'élargisse peu à peu et monte aux extrêmes (*escalation*, selon l'expression technique utilisée par la littérature anglo-américaine). Or la vulnérabilité des appareils thermonucléaires augmenterait le risque d'ascension. En cas de crise grave, les duopolistes auraient été d'autant plus enclins à frapper par anticipation qu'ils auraient été davantage conscients de l'infériorité du châtement par rapport au crime. En revanche, si aucun des duopolistes n'a plus les moyens d'attaquer l'appareil thermonucléaire de l'ennemi si tous deux n'ont d'autre recours que de s'en prendre aux villes (*counter cities strategy*), alors l'obsession que l'autre prenne les devants se dissipe. Chacun, assuré de ses moyens de vengeance, doute

que l'autre se risque au crime qui appellera une punition égale. Mais, du même coup, l'ascension aux extrêmes devient plus improbable et l'effet de dissuasion que l'appareil thermonucléaire, même non brandi, exerçait sur les provocations mineures, disparaît. En d'autres termes, la stabilité vers laquelle tendent les relations entre les duopolistes, à mesure que le châtiment se rapproche de l'égalité avec le crime, exclut l'extension des conflits secondaires et rend tout à la fois plus improbable l'apocalypse thermonucléaire et plus probable que les guerres limitées. On ne peut se donner *à la fois* la guerre monstrueuse et l'efficacité de la menace d'une telle guerre contre n'importe quelle provocation.

Est-ce à dire qu'une fois les appareils thermonucléaires en sécurité, c'est-à-dire une fois la stratégie visant l'appareil adverse (*counter force strategy*) rendue impossible, la seule dissuasion dont même les Grands soient encore capables est celle du premier type, c'est-à-dire la dissuasion de l'attaque directe contre le possesseur de l'instrument de représailles? Je ne le crois pas, pour deux raisons. Même en l'absence d'une stratégie visant la force adverse, il subsistera un avantage à frapper le premier, ne serait-ce que pour désorganiser le système adverse de communications et de commandement et mettre au point son propre réseau de défense. De plus, chacun des Grands peut signifier à l'autre que certains territoires, certains enjeux ne comptent pas moins pour lui que son propre territoire, sa propre existence.

Il est légitime d'affirmer, dans l'abstrait, que l'invulnérabilité relative des appareils thermonucléaires, l'égalité approximative du crime et du châtiment augmentent l'improbabilité de la guerre totale et, du même coup, les risques de guerres limitées. Il ne le serait pas de conclure que les Grands ne peuvent plus protéger leurs alliés ou que la diffusion des armes thermonucléaires s'impose. La stratégie de dissuasion est une épreuve de volontés dont la technique des armes et des véhicules porteurs détermine les conditions mais non l'issue.

Une telle guerre est-elle concevable?

Si une bombe thermonucléaire, de quelques mégatonnes (et peut-être dès aujourd'hui de quelques dizaines de mégatonnes), devait causer quelques millions de morts en s'abattant sur une ville et contaminer une zone étendue, il n'est pas inconcevable que l'humanité ou, plus précisément, une grande puissance parvienne, un jour pas très éloigné, à fabriquer des armes dont l'emploi équivaldrait à un génocide (toute la population de l'État ennemi serait exterminée) ou même, selon l'hypothèse de Herman Kahn, à fabriquer une *Doomsday machine*, autrement dit une machine du jugement dernier, dont le

déclenchement mettrait fin à l'aventure de l'humanité. Mais ce discours est prématuré. Aujourd'hui, nul État ne dispose d'une telle machine. Nul État n'a les moyens, s'il livre la guerre qu'il prépare, d'exterminer la population de l'État ennemi. Certes, chacun des Deux possède assez de bombes atomiques ou thermonucléaires pour tuer les trois milliards d'êtres humains si des bombes étaient distribuées à seule fin d'atteindre cet objectif. Mais les attaques des deux appareils thermonucléaires, qu'elles visent l'appareil ou les villes de l'ennemi, provoqueraient des dommages matériels et des pertes humaines qui seraient sans commune mesure avec le coût des guerres passées mais qui n'équivaldraient, matériellement, ni «l'annihilation de l'ennemi», ni au «suicide commun», ni à la «fin d'histoire».

Elle ne scellerait pas le destin de l'humanité

C'est le physicien de la *Rand Corporation*, Herman Kahn(7), qui a violé le tabou et obligé les hommes d'État, les stratèges professionnels ou amateurs, les citoyens à regarder en face ce que tous se refusaient à considérer: que se passerait-il si «elle», «la guerre monstrueuse», «la guerre introuvable», «l'apocalypse thermonucléaire» avait lieu? À cette question, à la suite d'études menées par une équipe de savants, il a donné une réponse qui, me semble-t-il, confond d'abord, convainc ensuite sans dissiper un élément de scepticisme. La guerre thermonucléaire, telle qu'elle serait si elle avait lieu en 1960, en 1965, même en 1970 probablement, constituerait une tragédie dont l'horreur serait sans précédent mais elle ne scellerait pas le destin de l'humanité.

Un premier tableau illustre la thèse:

Nombre de morts	Années nécessaires à la reconstruct. économique
2 millions.....	1 année
5.....	2 années
10.....	5
20.....	10
40.....	20
80.....	50
160.....	100

Une autre proposition complète ce tableau: «En dépit de la croyance contraire, largement répandue, des études objectives indiquent que malgré l'accroissement considérable du tragique de la vie humaine, dans le monde de l'après-guerre, cet

accroissement n'empêcherait pas la majorité des survivants ou leurs descendants de vivre de façon normale et heureuse(8).» En d'autres termes, les conséquences de l'accroissement de la radio-activité seraient déplorables, non mortelles.

La démonstration de ce premier tableau dépend d'une distinction, introduite par l'auteur, entre la zone A et la zone B des États-Unis. La première est composée par les cinquante-trois agglomérations urbaines qui contiennent à peu près un tiers de la population, la moitié de la «richesse» (du capital), plus de la moitié du potentiel industriel, et à peu près les trois quarts de l'industrie de guerre. Dans la zone B se trouve la quasi-totalité de l'agriculture plus une fraction, dans la plupart des branches entre un cinquième et un tiers, du potentiel industriel. Supposant la zone A complètement détruite, les experts ont cherché combien de temps il faudrait à la zone B pour reconstruire ce qui aurait été détruit. Ils ont conclu qu'à condition que quelques précautions aient été prises à l'avance et que certaines circonstances soient favorables, cette tâche pourrait être accomplie en un nombre relativement faible d'années.

Le nombre d'années dépendrait évidemment du chiffre des pertes en vies humaines. Or, toujours d'après le même auteur(9), le nombre de morts pourrait être grandement influencé par les mesures prises de défense active et passive. Alors qu'en cas d'attaque contre le S.A.C. et les cinquante premières agglomérations urbaines, le nombre des morts pourrait atteindre 90 millions en l'absence de toute mesure de défense passive (*civil defense*), il pourrait être abaissé à un chiffre entre 30 et 70 millions en cas de quelques précautions contre les retombées radio-actives, à un chiffre entre 5 et 25 millions au cas où ces mêmes mesures seraient combinées avec une évacuation des villes à 70%.

En d'autres termes, une conclusion simple se dégage de ces analyses, dès lors qu'il est admis que même la guerre thermonucléaire n'est pas la «fin du monde», il devient déraisonnable de tout miser sur la dissuasion et de se désintéresser de ce qui se passerait au cas où celle-ci échouerait. Cette indifférence est d'autant plus insensée que l'ampleur des destructions et des pertes en vies humaines peut être réduite d'un tiers, de moitié ou des deux tiers par les mesures de défense active ou passive.

La superficie des États entre en jeu

À cet argument de bon sens ne s'oppose qu'un sentiment que nous éprouvons nous-même: l'horreur d'une guerre thermonucléaire serait telle que peu m'importe ce qui viendrait après, peu m'importe quelques millions de cadavres de plus ou de moins. Cette réaction émotionnelle aux calculs des experts peut

s'expliquer, de manière pseudo-rationnelle, par l'argument: au-dessus d'un certain volume de destructions, les hommes ne font plus de différence ou ne sentent plus la signification de la différence. C'est, au fond, cet argument qui est la racine commune de toutes les théories optimistes de la paix par la peur, c'est lui sert de fondement dernier à la théorie de la «dissuasion minimum», qui justifie la confiance dans l'équilibre de la terreur, qui encourage la diffusion des armements thermonucléaires, qui décourage les efforts de défense active et passive, qui conduit à l'alternative *dissuasion ou défense*. Toutes ces attitudes, effectivement, deviennent au moins relativement rationnelles si l'on admet ce que nous sommes tous tentés d'admettre non avec notre tête mais avec notre cœur: au-delà d'un certain seuil, l'inégalité du crime et du châtement ne compte pas.

Reprenons le modèle des duopolistes, chacun armé d'un appareil thermonucléaire. La théorie courante est celle du «suicide commun»: quel que soit l'avantage que l'un d'eux tirerait d'avoir pris l'initiative, les représailles, infligées à l'agresseur, seraient «intolérables» à celui-ci et, de ce fait, équivalentes aux dommages subis par celui qui aurait encaissé le premier coup. Par la notion de «représailles intolérables», on efface l'importance psychopolitique de l'inégalité entre le crime et le châtement.

De même, supposons non plus le face à face des deux Grands d'aujourd'hui, Union soviétique et États-Unis, mais un des Grands et un autre pays ou groupe de pays, détenteur d'un appareil thermonucléaire mais disposant d'un espace incomparablement moins étendu (par exemple, la France ou le couple France-Allemagne): l'équilibre de la terreur serait-il identique à celui qui existe aujourd'hui entre les deux États-continents? La première réponse est que l'équilibre serait inévitablement différent parce que, en raison de la proximité de l'ennemi, les instruments de représailles européens seraient plus vulnérables que ne le sont les instruments américains. Mais éliminons encore, par la pensée, cette vulnérabilité accrue. Le manque d'espace européen créerait encore une différence majeure: en frappant le premier coup, le détenteur de l'autre appareil thermonucléaire pourrait faire que les représailles fussent posthumes. Disons encore, en termes abstraits, que l'égalité approximative entre attaque et riposte suppose une capacité semblable d'encaisser des deux côtés. Quel que soit son armement, la France ou le couple Allemagne-France sera toujours en infériorité par rapport à l'Union soviétique à cause de l'écart entre la superficie des deux territoires. En d'autres termes, un détenteur d'appareil thermonucléaire dont, faute d'espace, la capacité d'encaisser serait réduite, ne pourrait rétablir

l'équilibre qu'en possédant la capacité d'affaiblir la brutalité du coup adverse, soit par une attaque par anticipation contre l'appareil thermonucléaire, soit par une défense passive et active (protection des populations, aviation, fusées terre-terre, éventuellement engins antiengins).

Pas de symétrie de la dissuasion

Ce n'est pas que nous voulions écarter radicalement la théorie dite de la dissuasion minimum. Il peut se faire qu'avec l'invulnérabilité croissante des appareils thermonucléaires, aucune puissance n'ait plus les moyens de détruire ou même d'affaiblir sensiblement l'appareil thermonucléaire de son rival, que, par conséquent, il puisse frapper mais non éviter la punition, ou qu'il puisse se venger mais non échapper au premier coup. En cette hypothèse, logiquement, la marge des guerres limitées, n'impliquant pas l'usage des armes thermonucléaires (ou atomiques), s'élargirait considérablement. Mais la dissuasion minimum, en cette éventualité, ne serait symétrique qu'à la condition que soient identiques ou au moins semblables la double capacité de frapper (en premier ou en deuxième) et d'encaisser.

Les doctrinaires de la diffusion, aussi large que possible, des armements atomiques ou thermonucléaires commettent souvent l'erreur de se donner, par la pensée, le seul modèle de l'égalité du crime et du châtiment. Mais ils en viennent à cette erreur en confondant n'importe quel châtiment avec un châtiment mortel, en tenant pour intolérable n'importe quelles représailles. Éventuellement, ils donnent à cette conception de l'égalité effective du crime et du châtiment une sorte de rationalité en substituant la proportionnalité à l'égalité. Qui possède une «petite» capacité atomique représente aussi un «petit» enjeu. Qu'il soit capable d'infliger de «petites» représailles à un ennemi, et il sera protégé puisque la proportionnalité des représailles à l'enjeu sera l'équivalent de l'égalité du crime et du châtiment. Ce raisonnement oublie, de toute évidence, de multiples circonstances: le Petit ne peut prendre l'initiative d'un échange de coups qui entraînerait sa destruction et le Grand peut arracher des concessions par la menace qu'il n'aura pas à mettre à exécution.

Nécessité de la défense active...

La notion de «pertes intolérables» qui inspire un sentiment de sécurité (personne n'emploiera ces armes) contribue aussi à répandre une sorte d'indifférence à l'égard de la défense dite passive ou civile ainsi qu'à l'égard de toutes les mesures, destinées à faciliter la reconstruction après une guerre thermonucléaire éventuelle. L'argument – il n'y a pas de défense civile possible

– n'est pas convaincant.

Le même argument pourrait être employé contre la défense active (aviation de chasse, engins terre-air ou air-air). Celle-ci, au cours de la dernière guerre, était tenue pour efficace dès lors qu'elle abattait 5 à 10 pour cent des bombardiers ennemis. Comme chacun de ceux-ci devait opérer de multiples missions, une aviation était hors d'état de supporter un taux de pertes de 10 pour cent à chaque sortie. Mais si chaque bombe thermonucléaire détruit une ville, chaque bombardier aura accompli sa tâche dès lors qu'il aura atteint, une fois, un objectif. Or, des deux côtés, les autorités ne se laissent pas convaincre, par un tel raisonnement, que la défense active contre les attaques aériennes est vaine. Très raisonnablement, elles insistent sur la nécessité et l'utilité d'une défense même imparfaite. Les fusées terre-air n'interdisent peut-être pas le ciel américain ou russe aux bombardiers mais elles obligent ou obligeront peut-être à envisager la substitution d'engins balistiques aux bombardiers, ou encore l'installation, sur les bombardiers, de rampes de lancement (pour fusées *Skybolt*), de telle sorte que les appareils n'aient pas besoin de s'approcher de leurs cibles et puissent frapper de loin. De plus, une défense active, peu efficace contre l'appareil thermonucléaire intact, opérant comme à la parade selon des plans établis à l'avance, serait peut-être efficace contre le même appareil, affaibli et désorganisé, tâchant d'exercer des représailles. Les bombardiers sont alourdis, donc privés d'une partie de leur rayon d'action ou de leur charge utile, par l'appareillage électronique, destiné à paralyser le fonctionnement des «têtes chercheuses» des engins ou des obus ennemis. En tout état de cause, les progrès de la défense active ont pour fonction et pour conséquence de contraindre le rival à des dépenses supplémentaires, toute innovation défensive appelant une innovation offensive.

... mais aussi de la défense civile

Pourquoi en va-t-il autrement de la défense civile? Que l'on ne puisse pas mettre à l'abri *toute* la population ne signifie pas que l'on ne puisse pas réduire les pertes éventuelles. Au premier abord, il paraît insensé, de la part d'un État qui mise presque entièrement sur la dissuasion, de ne pas consacrer davantage de ressources à protéger les habitants des villes ou ceux des campagnes, ne serait-ce que pour ajouter à la «crédibilité» de la menace thermonucléaire. J'avais cru, il y a quelques années, que cette attitude, apparemment irrationnelle, ne s'expliquait que par une sorte de refus, irrationnel et organique, d'envisager sérieusement l'éventualité que l'on fait profession de préparer.

Sans écarter cette explication, qui me paraît comporter une part de vérité,

j'aperçois aujourd'hui d'autres interprétations. Le coût d'abris urbains, dont l'efficacité ne sera jamais garantie, est énorme, presque prohibitif, même pour l'État le plus riche du monde et de l'histoire. Or les centaines de milliards dépensés pour la mise au point de ces abris profonds, cimentés, pourvus de l'équipement nécessaire à un séjour prolongé, ne suffiraient probablement pas à sauver la masse de la population des villes dans le cas d'une attaque par surprise: entre l'alerte et l'explosion, des millions de gens n'auraient pas le temps de gagner les abris. La tentation pour l'ennemi de frapper par surprise aurait augmenté plus que la sécurité des civils.

Il y a plus. L'État qui prendrait la décision de construire de tels abris (ou de préparer des plans d'évacuation des villes) poserait à son rival un dilemme: ou bien prendre des mesures analogues ou bien se résigner à une infériorité durable (sans même évoquer l'éventualité non inconcevable où un tel programme apparaîtrait à l'autre comme une provocation, voire comme la preuve d'une volonté de guerre bien arrêtée). Si les duopolistes aboutissaient, après des années et des dizaines de milliards de dépenses, à une égalité approximative des capacités respectives de défense passive, aucun d'eux n'aurait rien gagné en fait de puissance de dissuader l'autre. Tout au plus chacun aurait-il réduit le nombre des otages laissés à la discrétion de l'autre. Mais ils auraient tous deux amélioré leur chance de survie en cas de guerre et diminué quelque peu le volume des pertes matérielles et humaines. La crainte d'une ascension aux extrêmes, dans les budgets de défense nationale, sans modification de l'équilibre de la terreur, fournit une explication partiellement rationnelle de l'indifférence manifestée à l'égard des mesures de défense passive qui seraient relativement peu coûteuses et efficaces (abris légers contre les retombées radio-actives, stockage des matériaux et des machines les plus indispensables à la reconstruction, plans d'évacuation des villes, éducation de la population, etc.). En cette matière, les dirigeants, surtout à l'ouest, agissent comme s'ils considéraient la guerre thermonucléaire comme à tel point monstrueuse qu'il serait vain d'en atténuer l'horreur et dérisoire de se soucier de l'après-guerre.

Par ce biais, la théorie de l'indiscrimination du plus et du moins semble déterminer, pour une part, la conduite des États. Les deux Grands sont engagés dans une course aux armements et aux progrès techniques en fait de défense active. Et ils négligent presque entièrement, l'un et l'autre, les possibilités de défense passive. Il n'est pas impossible de découvrir les motifs psychologiques de ces attitudes apparemment contradictoires, il ne me paraît guère possible de tenir cette contradiction pour raisonnable.

(1) Raymond Aron: «Paix et Guerre entre nations», 800 pages, Calmann-Lévy.

(2) Morgenthau, «The question of national defense», 1959.

(3) Nous employons cette formule simplifiée pour ne pas répéter, en chaque occasion, la formule développée: dissuasion par la menace de bombardements à l'aide de bombes thermonucléaires.

(4) Nous appelons ainsi l'exemple constitué par les armes thermonucléaires et les véhicules porteurs ainsi que les services annexes et essentiels d'alerte, et de communication et de commandement.

(5) Cet équilibre existait depuis des années si l'on tient compte de la solidarité Europe-États-Unis. L'Europe servait d'otage, elle pouvait effectivement être détruite comme l'Union soviétique aurait pu l'être.

(6) Strategic Air Command.

(7) On thermonuclear war, Princeton, 1961.

(8) Ibid., p.21.

(9) Ibid., p.113.

La conscience déchirée du citoyen

Le Figaro littéraire

14 avril 1962

Dans un livre intitulé Paix et Guerre entre les nations, et qui va paraître prochainement, notre ami Raymond Aron étudie les importantes répercussions de la conquête de l'espace et de la maîtrise des armes thermonucléaires sur les relations entre États. La conclusion de son ouvrage est plus particulièrement consacrée aux problèmes moraux que posent au citoyen les luttes éventuelles dans lesquelles peut s'engager son pays. C'est le principal passage de cet ultime chapitre que nous publions ici.

Comment le moraliste condamnerait-il le citoyen qui s'engage à obéir aux ordres de son État, quels que soient ces ordres? Si l'historien a tant de peine, même avec le recul du temps, à répartir équitablement les torts dans les conflits armés qui opposent les collectivités humaines, comment un individu, assiégé par les propagandes contradictoires, dépourvu d'une part des informations, prétendrait-il trancher? Le mieux pour lui n'est-il pas, une fois pour toutes, de tenir le serment de fidélité qu'il a fait implicitement du jour où il a joui des privilèges et de l'héritage que lui assurait l'appartenance à une collectivité historique? Nous savons aujourd'hui à quoi risque de nous obliger un tel serment. Nous savons aussi qu'il est des circonstances où le moraliste comme l'historien constatent l'antinomie, les choix contradictoires des uns et des autres et se refuse à juger. L'Allemand qui détestait Hitler mais a fait, dans l'armée, son devoir de soldat, l'Allemand qui détestait Hitler et a travaillé à la défaite du III^e Reich se trouvaient dans des camps opposés bien qu'ils eussent, au fond du cœur, les mêmes refus et les mêmes espérances. Il n'y a pas de règle générale qui permette de déterminer avec certitude où commence et où finit le droit individuel de rébellion contre un État tombé entre les mains d'un usurpateur, contre un régime qui trahit les valeurs constitutives de la collectivité.

En deçà de ces cas extrêmes, le citoyen qui estime la guerre d'Algérie plutôt injuste que juste doit-il combattre avec les nationalistes algériens? Refuser l'uniforme s'il est appelé? Ou obéir la rage au cœur? Quelle attitude doit prendre l'opposant pour servir les idées sans desservir la patrie?

De tels cas de conscience surgissent aussi à l'intérieur des États, objectera-t-on: si le prince est tyrannique, le régime despotique, si les gouvernants abusent d'une autorité même légale, l'individu affronte l'alternative de la soumission et

de la révolte. À coup sûr, cette alternative est inséparable de l'existence politique puisque toutes les morales concrètes ordonnent de se soumettre aux lois et aux princes mais qu'aucune n'interdit la révolte contre certaines lois et certains princes. L'alternative n'en a pas moins une portée tout autre lorsque l'on considère la rivalité des nations.

L'État exige du citoyen qu'il risque sa vie pour lui. Quand la cause de l'État se confond, aux yeux des citoyens, avec celle de la nation, l'acceptation du sacrifice apparaît partie intégrante des devoirs que comporte pour chacun la vie en société. Mais le jour où Hitler demande à un Allemand de conviction libérale de courir le risque suprême, la contradiction est, au sens propre, tragique: il lui faut trahir ses idées ou sa patrie, contribuer à la victoire d'un régime qu'il déteste ou à l'abaissement d'une collectivité à laquelle il est attaché de toute son âme.

Il y a plus encore. S'il veut être lucide, il doit s'avouer à lui-même que certains traits du régime, qui lui sont odieux, ne sont pas nécessairement contraires à la fortune temporelle des États. Il est parfois vrai que ce monde appartient aux violents.

Arrêtons-nous un instant sur cet aspect de la querelle du machiavélisme ou de la raison d'État. Les nations qui l'emportent dans la compétition internationale sont-elles les moins justes, les plus brutales, voire les plus primitives, au-dedans et au-dehors? Il est difficile, et il serait faux, je crois, de répondre par un *oui* ou par un *non* catégorique. La thèse de la contradiction constante entre ce qui est bon pour la collectivité et ce qui est conforme à la moralité est indéfendable, même si l'on définit à tort l'*utile* exclusivement par référence à la puissance de la collectivité. Quand les candidats à l'exercice du pouvoir ou les détenteurs de celui-ci agissent contrairement aux règles que les sujets ou les citoyens tiennent spontanément pour valables, ils affaiblissent le respect de la loi ou de la moralité, qui est une source de force pour la collectivité elle-même, en même temps qu'ils ruinent leur propre crédit. Un peuple qui en arrive au mépris de ses lois et de ses maîtres n'est certes pas un peuple fort. Mais, quand un ordre s'est effondré et qu'il faut bâtir de nouveau comme sur une table rase, ceux qui ont la meilleure chance de l'emporter sont ceux qui possèdent les vertus les moins chrétiennes⁽¹⁾, la capacité de commandement, l'aptitude à la brutalité et à la ruse, la confiance fanatique en eux-mêmes et en leur cause. Les vainqueurs croient au gouvernement par les hommes, non au gouvernement par la loi.

Au-dehors, il n'est pas vrai non plus que seuls les machiavéliques, au sens vulgaire, sont promis au succès. À condition de donner à la force un sens vague

et vaste, P.-J. Proudhon n'avait pas entièrement tort de suggérer qu'à moyen terme les droits de la force tendent à coïncider avec la justice ou encore que la force ne donne pas plus à chaque nation que ce à quoi elle a droit. La force armée de la France permettait la conquête de l'Algérie, non l'assimilation des Algériens: parce que cette assimilation dépassait les forces de la France, la conquête était vaine autant qu'injuste. Mais compter sur cette réconciliation finale (quand est la fin?), c'est croire aux contes de Noël. La force armée a permis à travers l'histoire de faire et de maintenir des conquêtes que la force (sociale, morale, spirituelle) ne justifiait pas. Il se peut qu'un jour l'Union soviétique paye l'injustice qu'elle a commise, depuis 1945, à l'égard des Européens de l'Est comme la France paye, depuis 1954, l'injustice commise depuis un siècle à l'égard des Algériens. Nous n'en savons rien et nous n'avons aucune garantie qu'il en sera ainsi.

Un régime qui réduit les libertés concrètes des citoyens, qui consacre une fraction importante des ressources nationales à la politique extérieure, possède des avantages évidents sur un régime qui laisse aux individus la prérogative de déterminer le coefficient de mobilisation ou d'investissement. Certes, si les citoyens qui jouissent de cette prérogative étaient vertueux, ils l'emporteraient sur un régime despotique. Ce que celui-ci obtient par la contrainte, les citoyens vertueux l'accorderaient par esprit civique. Dans le monde réel, la mobilisation volontaire restera le plus souvent inférieure à la mobilisation forcée. Que les peuples perdent leur empire quand ils perdent la volonté de régner, la formule, empruntée à un diplomate britannique, n'exprime qu'une fraction de la vérité: les peuples perdent souvent la volonté de régner quand ils découvrent l'impossibilité de garder leur empire. Mais il demeure vrai qu'aujourd'hui comme hier, la volonté de régner est indispensable à la grandeur temporelle et que les dirigeants de l'Union soviétique nous donnent la preuve qu'il est des accommodements avec les principes.

Ainsi l'essence des relations internationales demeure apparemment constante à travers les siècles, les caractères concrets de la guerre et de la paix étant déterminés par les armes disponibles, le caractère des régimes aux prises, les enjeux des conflits. La paix est moins pacifique aujourd'hui qu'il y a un siècle parce que la rivalité des États et la compétition des idéologies se multiplient l'une par l'autre. La grande guerre serait plus terrible qu'à toute autre époque non parce que les hommes sont pires, mais parce qu'ils sont plus savants.

N'y a-t-il aucun signe d'un progrès de l'ordre entre les États, comparable à

celui qu'il n'est pas interdit d'apercevoir dans l'ordre intérieur des États(2)? Le résultat actuel de l'histoire des guerres ne nous permet-il pas, tout à la fois, de définir l'ordre international qui répondrait à la vocation de l'humanité et de préciser à quelles conditions il pourrait être réalisé?

Cet optimisme n'est pas tout à fait sans fondement. Parmi ceux qui y souscrivent, les uns mettent l'accent sur la prise de conscience, par une minorité, de l'humanité entière comme d'une unité, supérieure en dignité à toutes les collectivités particulières. À en croire d'autres, c'est la solidarité économique entre toutes les collectivités qui est le fait majeur et qui obligera les nations à surmonter les nationalismes et à mettre au point une organisation raisonnable de leur coexistence. À en croire d'autres encore, c'est l'absurdité évidente d'une guerre livrée avec les moyens modernes de destruction qui rend anachronique le recours aux armes par les grandes puissances. Quant aux guerres de libération, elles appartiennent à des époques que les peuples d'Europe ont derrière eux.

Aucun de ces arguments n'est sans poids. Aucun n'est convaincant. La conscience tribale est, dans l'ensemble, incomparablement plus forte que la conscience humaine. La complexité croissante des relations entre les unités politiques, le fait qu'au vingtième siècle l'histoire soit pour la première fois universelle n'empêchent pas la rupture des communications quand un régime totalitaire en décide ainsi. En un sens, d'un univers idéologique à l'autre, on se parle davantage, mais on se comprend moins et l'on veut moins se comprendre. Les deux tiers de l'humanité ne sont pas contemporains de la minorité privilégiée, mais le seront-ils demain? Quand le seront-ils? Accepteront-ils de ne pas l'être? Les volontés collectives de puissance et de gloire sont là, intactes, avec des bombes thermonucléaires à leur service. Le droit à la vie des communautés de culture est peut-être moins méconnu par les conquérants d'aujourd'hui (Hitler excepté) que par les barbares. Suffirait-il, si un État totalitaire l'emportait, à préserver l'existence des communautés qui, telle Carthage, auraient résisté jusqu'au bout au vainqueur?

Je n'ose affirmer que nous puissions découvrir l'efficacité actuelle de l'idée qui donnerait un sens à la succession monotone des victoires et des défaites, des cités et des empires. Je ne suis pas sûr que les hommes veuillent la paix sur cette terre. Bien sûr, ils voudraient échapper aux horreurs de la guerre, mais veulent-ils renoncer aux joies de l'orgueil collectif, aux triomphes de ceux qui parlent en leur nom? Peuvent-ils, d'une collectivité à une autre, se faire confiance au point de se priver des moyens de force et de confier à un tribunal d'équité la tâche de

trancher leurs conflits? D'ici un siècle, auront-ils décidé en commun la limite raisonnable du peuplement, faute de quoi ils seront confrontés par la menace d'un surpeuplement quasi absolu ou, tout au moins, d'un surpeuplement qui ranimerait une lutte pour les ressources, les matières premières, l'espace lui-même, lutte auprès de laquelle les guerres du passé sembleraient dérisoires? Enfin et par-dessus tout, les hommes seront-ils assez proches les uns des autres dans leurs systèmes de croyances et de valeurs pour tolérer les différences de culture, comme les membres d'une même unité politique tolèrent les différences entre les provinces?

J'ai peine à répondre affirmativement à toutes ces questions. Je ne nie pas deux nouveautés: la capacité de manipulation des forces naturelles pour la production et pour la destruction, le germe d'une conscience humaine, à la fois morale (tous les hommes sont des hommes) et pragmatique (il est conforme à l'intérêt de tous les hommes de limiter les conflits entre les fractions de l'humanité). Ces deux faits nouveaux sont-ils la preuve d'une phase nouvelle de l'aventure humaine? Nous ne pouvons pas le savoir, nous devons le vouloir, nous sommes en droit de l'espérer.

(1) M. Bruce Lockhart, représentant britannique en Russie après la chute des tsars, raconte qu'il paria sur le succès des bolcheviks après avoir assisté à une scène édifiante: Trotsky, par la force de sa parole et de sa personnalité, ramenant à l'obéissance une bande de soldats à moitié ivres. Les autres, les mencheviks, les socialistes révolutionnaires avaient pour eux la majorité du peuple russe. Ils songeaient aux lois, aux libertés, à l'anarchie. Les bolcheviks rétablirent la discipline dans l'armée et la peine de mort.

(2) Il ne s'agit ni d'un progrès régulier ni d'une certitude pour l'avenir. Il y a des régressions. Je veux dire que le philosophe peut déterminer en quoi consisterait l'ordre social voulu par la conscience morale d'aujourd'hui et que, par rapport à cet idéal, l'histoire politique prend un sens.

La 3ème Guerre mondiale aurait lieu pour rien

Arts
16 mai 1962

Une certitude: les États ont perdu les raisons de conquête

Une chance: la peur de représailles totales est une arme diplomatique

Une espérance: l'évolution démographique est plus forte que les idéologies

Né à Paris, le 14 mars 1905, Raymond-Claude-Ferdinand Aron est agrégé de philosophie, docteur ès lettres. Après avoir enseigné à Berlin, à Paris, puis à la Faculté des lettres de Toulouse, il est pendant la guerre rédacteur en chef de la «France libre» à Londres. Éditorialiste à «Combat» et au «Figaro», il revient à l'enseignement. Il occupe la chaire de sociologie de la Faculté des lettres de l'Université de Paris en 1956. Directeur d'études à la 6e section de l'École pratique des Hautes Études en avril 1960, R. Aron est membre de l'Académie américaine des arts et des sciences (section sciences politiques). Ses œuvres: «Introduction à la philosophie de l'histoire», «Sociologie allemande contemporaine», «Le grand schisme», «Les guerres en chaîne», «L'Opium des intellectuels», «Espoir et peur du siècle», «La tragédie algérienne», «Immuable et changeante», «La société industrielle et la guerre», «Dimensions de la conscience historique», «La démocratie à l'épreuve du siècle», «Paix et Guerre», publié aux Éditions Calmann-Lévy.

André Parinaud. – Raymond Aron, vous êtes l'auteur de «Paix et Guerre» qui vient de paraître. Et cet ouvrage apparaît comme une somme de votre philosophie. Comment situez-vous ce livre parmi vos travaux, et par rapport à vos ambitions intellectuelles?

Raymond Aron. – Le premier livre d'une certaine importance que j'ai publié s'appelle «l'Introduction de la philosophie de l'Histoire», c'était ma thèse de doctorat où j'avais essayé de dégager la nature de la connaissance historique par référence à la fois à l'objet et au sujet, d'analyser ce que l'on appelle aujourd'hui la dialectique de l'homme dans l'Histoire, vivant l'Histoire, essayant de réfléchir sur elle.

Ce livre, dans mes intentions, devait introduire une autre étude que je n'ai jamais écrite à cause de la guerre, qui aurait été une introduction aux sciences

sociales et qui aurait rectifié ce que le premier livre laissait paraître de subjectivité excessive dans l'interprétation de la connaissance historique.

Je m'étais hâté de publier «L'Introduction à la philosophie de l'Histoire» parce que je pressentais la venue la deuxième guerre mondiale et que, comme un chacun, je ne savais pas ce qu'il surviendrait de mon pays et de moi-même. Je me souviens qu'à ma soutenance de thèse, Léon Brunschvicg, rapporteur, me demandait: «Après ce livre, qu'allez-vous faire?» C'était en 1938, quelques jours après l'entrée des Allemands à Vienne, et je lui ai répondu: «Eh bien! d'abord, il va y avoir la guerre et, ensuite, nous verrons.»

La guerre est arrivée, je devins rédacteur en chef de la revue mensuelle «La France libre» à Londres, et à ce titre, observateur politique quelque peu marginal par rapport à l'action mais engagé dans une action intellectuelle, sinon politique. J'ai donc quitté le monde abstrait de la philosophie et j'ai été condamné à utiliser un style différent de celui du philosophe pur.

Après guerre, j'ai participé aux batailles idéologiques qui se sont déroulées en France – j'y ai participé dans une large mesure, puisque vous me posez des questions personnelles, par mauvaise conscience de mon silence des années 1933 à 1939.

J'ai vécu en Allemagne, entre 1930 et 1933, j'en étais revenu convaincu qu'Hitler allait préparer la guerre, mais paralysé aussi par le sentiment que l'antisémitisme hitlérien dévaloriserait d'avance la portée de mon témoignage, que l'on m'attribuerait une réaction de Juif plutôt que de Français, si bien que je m'étais enfermé dans les études les plus abstruses, en écrivant le moins possible sur les événements que je suivais avec un mélange de révolte, d'indignation et de désespoir.

Après la guerre de 1945, j'ai senti un autre péril, différent du péril hitlérien, mais comparable, qui était celui du stalinisme et cette fois-là ma situation personnelle donnait à mon témoignage, au contraire, une autorité accrue; cette fois-là, je pouvais plaider pour la reconstruction nécessaire de l'Allemagne, pour la réconciliation avec une Allemagne nouvelle, sans être accusé d'arrière-pensée liée à ma religion ou à mes préférences.

Et je me suis trouvé engagé dans ce que je considère la bataille idéologique française de 1945-1950. Je me suis un peu écarté des études purement universitaires, mes livres d'alors portent la marque de la conjoncture présente: «Le Grand Schisme» – «Les Guerres en chaîne» – et le livre qui est pour moi la fin d'une période de mon existence – «L'Opium des Intellectuels», où j'essayais

de régler leur compte à un certain nombre de préjugés et de tricheries intellectuelles.

À partir de 1955, j'ai cessé de me préoccuper de ces conflits. M. Khrouchtchev ayant proclamé, avec une éloquence très supérieure à la mienne, tout ce que j'avais essayé, dans le scepticisme général, de dire depuis dix ans et Staline étant désormais révélé comme ce qu'il fut – et bien que tant de mes amis et de contemporains refusent d'accepter cette vérité – je revins donc aux choses sérieuses. D'ailleurs depuis plusieurs années j'étais repris par ma véritable passion qui a toujours été philosophique, et ne m'avait jamais abandonné. J'ai conçu le livre qui vient d'aboutir et dont l'objectif est le suivant:

J'essaie de penser les traits originaux de la politique internationale de notre époque à la lumière de l'Histoire et en fonction de ce que comporte d'inédit la société dans laquelle nous vivons.

A. P. – Quels sont exactement les termes du problème que vous vous êtes posé?

Raymond Aron. – Le problème intellectuel que je me suis posé est double: D'abord, peut-on trouver une logique intelligible dans un domaine de l'existence humaine, l'autre moitié étant: nous avons vécu déjà deux grandes guerres, y en aura-t-il une troisième? Pour le lecteur qui n'est pas philosophe, l'intérêt de «Paix et Guerre» est sans doute dans la réflexion sur la situation actuelle, éclairée par les analyses de la troisième partie du livre, c'est-à-dire par l'effort que j'ai fait pour montrer tout à la fois les raisons d'espoir et les causes d'inquiétude.

Les raisons d'espoir sont que la plupart des enjeux matériels traditionnels des conflits armés sont relativement défavorisés à notre époque.

Il n'y a plus besoin de conquérir des terres pour s'enrichir. Il n'y a pas de commune mesure entre le butin que l'on peut obtenir grâce à la victoire, et l'augmentation de la richesse collective que l'on peut assurer par une année de croissance économique. Donc, provisoirement, en termes rationnels, on ne se battra pas entre grandes puissances ni pour les matières premières ni pour l'espace, ni même pour asservir des hommes puisque, aujourd'hui, la servitude ne paye pas...

Mais il y a là une contrepartie moins rassurante.

D'abord, les hommes, en rebours de ce que croient de mauvais marxistes, ne se sont pas toujours battus pour l'or, mais souvent pour l'idée ou le prestige. Or,

la lutte pour l'idée est aujourd'hui en plein déchaînement car les États-Unis et l'Union soviétique – que ces deux puissances le veuillent ou non – sont, l'une à l'autre, ennemies, non par ce qu'elles font mais par ce qu'elles sont.

Rien ne peut faire que la prétention universelle du communisme ne soit déclaration de guerre au monde occidental, par sa prospérité dans la liberté, ne soit agression contre le système soviétique. Donc, le conflit idéologique est imposé par les faits.

Enfin, il y a un autre élément qui, selon les jours, paraît terrifiant ou rassurant: les armes de destruction massive ou, en termes plus concrets, la bombe thermonucléaire qui représente le grand fait sans précédent du monde diplomatique actuel.

Vous connaissez le chiffre que je me plais à donner, parce qu'il est simple et éloquent: une bombe thermonucléaire recèle une puissance explosive supérieure à celle utilisée par les hommes depuis qu'il y a une Histoire. Or, de ces bombes, il y en a des centaines, et probablement des milliers!

La logique infernale est la suivante: les deux grandes puissances ne peuvent pas ne pas craindre ce que l'autre pourrait tenter contre elle. Les deux grandes puissances ne peuvent pas se mettre d'accord même pour arrêter les expériences nucléaires, elles ne peuvent pas se mettre d'accord pour suspendre la course qualitative aux armements. Il y aura donc de plus en plus d'armes de plus en plus terrifiantes et probablement de plus en plus de puissances possédant des armes atomiques ou thermonucléaires.

De ces armes, les uns déduisent qu'il n'y aura pas de guerre, parce qu'elle ne serait pas payante, et les autres répondent que probablement personne ne voudra provoquer intentionnellement cette guerre, mais que beaucoup dans le passé ont éclaté sans que personne ait eu la volonté de les provoquer. En tout état de cause, la diplomatie moderne doit nécessairement concevoir *l'usage de ces armes atomiques à titre de menace que l'on ne veut pas mettre à exécution*, d'où le paradoxe extraordinaire et pour moi fascinant de la période actuelle.

Combien de temps peut-on jouer de la menace d'une guerre que l'on ne veut pas mettre à exécution?

Pendant combien d'années pouvons-nous vivre à l'ombre de l'Apocalypse?

J'ai envie de répondre: À ce point s'arrête mon analyse, au-delà est l'Histoire. Mais j'ai poussé l'étude de ce que l'on appelle la «dissuasion» plus loin que la plupart de ceux qui en parlent. Je crois très important de dégager ce que j'ai

appelé les trois modèles typiques.

Imaginons deux États armés de bombes thermonucléaires, trois situations peuvent se présenter:

- *L'impunité du crime*. Le gangster qui frappe le premier tue l'autre, détruit les moyens de représailles et se tire indemne de l'aventure.

- *L'égalité du crime et du châtement*: celui qui frappe le premier ne peut détruire les moyens de représailles de l'autre, et subit un châtement égal aux destructions qu'il a infligées à son rival.

- Enfin, troisième modèle, qui est malheureusement le plus probable: *l'inégalité du crime et du châtement*. Il est vrai, sans doute, que celui qui aura frappé le premier subira des représailles, mais il n'est pas démontré qu'il n'y ait pas une différence énorme entre les destructions subies par les victimes et les destructions en représailles subies par l'agresseur. Le problème est là: «Quelle sera la proportion entre les deux destructions?» Selon la réponse qu'on donne, bien des situations peuvent surgir. Par exemple, si l'on craint que l'autre ne frappe, on déclenchera le conflit par anticipation.

Ces spéculations qui apparaissent souvent aux Français comme gratuites commandent cependant aujourd'hui la politique du Président Kennedy, et beaucoup des incompréhensions françaises viennent de ce que cette façon de penser nous est mystérieuse.

Par exemple, quand de Gaulle reproche à Kennedy de causer indéfiniment avec les Russes, il oublie que ce maintien du dialogue apparaît au Président Kennedy comme une règle de l'âge thermonucléaire: il faut causer pour éviter un malentendu, pour éviter que l'autre ne prenant pas au sérieux notre menace, ne commette un acte qui nous acculerait, soit à subir un désastre sans réactions, soit à provoquer la guerre que l'on veut éviter.

La diplomatie thermonucléaire a quelque chose de vertigineux qui exclut aussi bien le dogmatisme de la paix – assurée par la guerre impossible – que le désespoir de la destruction du monde par une guerre fatale.

A. P. – Quelles sont les règles de la nouvelle stratégie thermonucléaire?

Raymond Aron. – En simplifiant, on pourrait dire que la nouveauté est la suivante:

Jadis, on accumulait des armées en vue parfois de prévenir la guerre et toujours de défendre le pays et ses habitants dans l'hypothèse où ces guerres auraient lieu.

La diplomatie actuelle consiste à mettre l'accent sur la dissuasion, ou, si vous voulez, un terme plus ordinaire, sur la prévention et à sacrifier presque complètement la défense, car il y a même une forme extrême de penser à l'âge thermonucléaire qui consiste à renier pour ainsi dire une fois pour toutes l'idée de défense et à tout miser sur la prévention de la guerre.

Certains auteurs américains pensent qu'il est préférable de ne pas assurer de défense passive aux habitants des villes, parce que les villes sont, pour les deux puissances, pour ainsi dire, des otages, reproduction, à quelques millénaires d'intervalle, de la vieille pratique des otages de la civilisation antique. Si les villes de chacun sont des otages entre les mains de l'autre, la guerre, dit-on, n'aura pas lieu. Moins les villes sont défendues, plus un État fait la preuve de ses intentions pacifiques.

Cette argumentation est subtile, elle ne me convainc pas entièrement. À la longue, il me paraît difficile de tout miser sur la dissuasion et de négliger entièrement la défense. Il y a d'ailleurs des indices dans le sens d'un retour à une politique de défense. Le Président Kennedy a lancé un programme de défense passive, et je pense que dans le débat actuel, c'est le parti de la défense qui l'emportera sur le parti des otages.

A. P. – Quelle est dans les deux camps l'importance que l'on accorde à ces nouvelles règles?

Raymond Aron. – J'ai signalé dans mon livre un fait intéressant, mais sur lequel je n'ai peut-être pas assez insisté: c'est que nous ne savons absolument pas «comment pensent» les Russes.

Nous savons très clairement comment «pensent» les Américains – ils ont écrit des tonnes de littérature sur la question. De plus, avec M. Kennedy, est arrivée à la Maison Blanche, pour la première fois, la cohorte des professeurs et des analystes professionnels des problèmes militaires: pour la première fois, ce sont des experts spécialistes de ces problèmes qui conseillent le Président des États-Unis. La plupart d'entre eux étaient à l'Université Harvard où j'ai longuement discuté avec eux avant qu'ils participent à l'administration: nous n'avons pas de difficultés à savoir comment ils «pensent».

Par exemple, je sais parfaitement pourquoi ils sont hostiles à la force de frappe française: dans les milieux officiels français, on considère que c'est une preuve d'hostilité à la France, un refus de laisser la France revenir au premier plan. En vérité, nous enregistrons ici la conséquence d'une conviction: plus il y aura de puissances atomiques, plus les risques de malentendus et les difficultés de

maintenir un jeu rationnel s'accroîtront.

Par exemple, disent-ils, supposez qu'il y ait une grande crise internationale en Europe, supposez même que des opérations militaires commencent, il est essentiel qu'un seul doigt soit sur la détente, de façon qu'aucune démarche inconsidérée ne provoque l'orgie de violence possible. Pour les experts américains, il est souhaitable de maintenir un grand nombre d'intermédiaires entre l'absence totale de violence et la violence totale.

Qu'ils aient tort ou raison, c'est une autre affaire, mais telle est leur manière de penser.

En revanche, en lisant les auteurs russes, vous êtes déconcertés. Ils disent: «Si ça commence, ça ira jusqu'au bout.» Ils répondent aux Américains: «Votre conception de guerre atomique limitée n'est pas sérieuse. Si l'on utilise les armes nucléaires, même baptisées «atomiques tactiques», on utilisera les grosses bombes nucléaires.» Mais ils affirment aussi que les bombes thermonucléaires ne résoudront pas le problème et qu'il y aura après ce qu'en anglais «the broken back war», la guerre après destruction. Selon les Russes, on continuera une guerre absurde et traînante après que la plupart des grandes villes auront été détruites.

Cependant, je n'ai pas rencontré un seul savant qui croie que si les deux grands utilisaient l'un sur l'autre les bombes thermonucléaires, en leur possession, ils pourraient encore mener des opérations militaires classiques.

Donc, nous sommes libres d'admettre, soit que les Russes n'ont pas encore compris les règles du jeu, soit qu'ils les ont comprises, mais qu'ils veulent convaincre les Américains qu'ils ne les ont pas comprises, ce qui leur donne un grand avantage: si les Américains étaient sûrs que les Russes raisonnent comme eux, ils agiraient avec beaucoup plus de tranquillité, mais comme ils ne savent pas si les Russes sont rationnels au sens qu'eux-mêmes donnent à la rationalité, ils sont plus prudents.

Nous avons donc une situation où un des deux joueurs révèle largement son jeu – on sait même où sont les rampes de lancement d'engins balistiques, aux États-Unis, et je ne sais pas si les Américains savent où sont les rampes de lancement soviétiques, mais les Soviétiques ne le disent pas et – ce qui est plus grave encore – les Américains révèlent leur façon de penser et les Russes la dissimulent.

Cependant si, à ma connaissance, M. Kennedy ne sait pas comment raisonne M. Khrouchtchev, il y a une certitude, c'est que M. Khrouchtchev sait

parfaitement ce que signifie une explosion thermonucléaire et qu'autant qu'on en peut juger, il n'a pas l'impression qu'il puisse détruire d'un seul coup tous les moyens de représailles américains.

Par conséquent, toute guerre thermonucléaire représenterait un pari d'un ordre de grandeur de nouveau sans précédent dans l'Histoire. Il paraît donc raisonnable de penser que la volonté de non-guerre existe des deux côtés, d'où résulte ce que j'ai analysé dans mon livre: l'alliance non écrite russo-américaine contre la guerre qui n'exclut pas l'hostilité fondamentale entre ces deux partenaires.

A. P. – La guerre atomique serait-elle la fin de l'Histoire?

Raymond Aron. – La guerre livrée avec des armes atomiques, au moins à l'heure présente, serait plus horrible que toutes les guerres que l'humanité a connues, mais elle ne serait pas la fin de l'Histoire.

Il y a aujourd'hui 3 milliards d'êtres humains – il y en avait 1 milliard et demi avant la deuxième guerre mondiale – et, si l'on emploie le langage inhumain, mais scientifique des chiffres, même en imaginant des pertes humaines qui s'élèveraient à des millions ou des centaines de millions d'hommes, cela ne représenterait pas encore la destruction de l'humanité. Il en resterait dans la pire hypothèse un milliard, c'est-à-dire plus qu'il n'y en avait il y a trois siècles. La guerre thermonucléaire ne serait la fin de l'aventure humaine que dans deux cas:

- ou bien si elle rendait la planète inhabitable. Or, d'après ce que nous disent les physiciens, nous n'en sommes pas encore là, fort heureusement;
- ou bien, si les radiations détruisaient ou blessaient les gènes de l'humanité de manière irrémédiable.

A. P. – La destruction des structures économiques et industrielles ne vous paraît pas suffisante pour que disparaissent les formes de civilisation?

Raymond Aron. – Je ne serai pas catégorique sur ce point. On peut concevoir, en cas de guerre thermonucléaire, que les sociétés industrielles, modernes, soient détruites au-delà des capacités de récupération. Il serait concevable que l'humanité oubliât ce qu'elle a appris. Mais à m'en tenir aux études qui ont été faites, je pense que, selon toute probabilité, la société moderne pourrait survivre à une guerre. Je n'en suis pas – et personne n'en est – sûr, et l'horreur de cette guerre serait telle que l'esprit recule à l'imaginer. Mais il est important de se dire que, du point de vue de l'humanité considérée globalement, il n'est pas démontré qu'une telle guerre serait autre chose qu'un épisode.

Il ne faut pas oublier qu'il existe un autre phénomène aussi révolutionnaire que la bombe thermonucléaire: c'est la capacité de croissance numérique. Le doublement de la population humaine en une trentaine d'années eût été inconcevable à toute autre époque; par instants, d'ailleurs, j'en suis terrifié, car n'importe quel grand peuple, disons, du peuple chinois, pourrait repeupler toute la planète en très peu de siècles si les autres peuples en étaient éliminés; si on a l'imagination apocalyptique, on peut concevoir beaucoup d'évolutions tragiques de l'histoire humaine!

Même sans suite tragique, il faudra très peu de dizaines d'années pour que double la population des États-Unis et il faudra moins d'un siècle pour qu'il y ait 500 millions de citoyens américains.

A. P. – La démographie est donc un facteur d'espérance mais il semble surtout que vous parlez pour la paix.

Raymond Aron. – *Parce qu'on ne peut pas parier pour la guerre.* Dans mon livre, j'ai envisagé un certain nombre d'hypothèses: la plus tragique, qui est l'autodestruction de l'humanité; celle, de sens contraire, qui serait la reconnaissance par les sociétés humaines de leur solidarité fondamentale à l'âge technique. Ces hypothèses, dans l'avenir prévisible, sont suprêmement improbables. L'humanité est tentée d'oublier parfois ce qui lui commande, parfois, ce qui l'empêche de s'unir.

Certes, étant donné les moyens de destruction disponibles, il serait rationnel de mettre un terme à l'histoire de l'humanité comme histoire des guerres. C'est utopique. Les hypothèses les plus probables se situent donc entre ces cas extrêmes, et vous êtes libres d'imaginer, comme un critique américain, que le jour où il y aura eu une deuxième utilisation, même partielle, des armes thermonucléaires, une telle panique s'emparera des gouvernements qu'ils trouveront le courage d'une conversion révolutionnaire et qu'ils établiront un État universel.

Je n'y crois pas, mais c'est une des hypothèses avec lesquelles on peut jouer.

L'hypothèse la plus probable pour l'avenir prochain, c'est que l'on va continuer ce jeu étrange de la subversion permanente, de la menace constante. Hobbes parlait des canons pointés dans chaque camp contre le camp adverse, nous parlons dans les mêmes termes des rampes de lancement et des engins balistiques. Mais, précisément, cette menace disproportionnée n'est pas mise à exécution, elle a pour résultat immédiat de freiner l'emploi de la violence. L'ordre de grandeur de la force utilisée est réduit; et ce jeu étrange, terrifiant, va

sans doute se prolonger. On peut ainsi imaginer une atténuation progressive des conflits à la condition de faire deux hypothèses:

- d'une part, que les hommes acceptent que ce qui est sacré pour eux ne le soit pas au même degré pour leurs voisins et que les sacrés se respectent réciproquement, ce qui serait nouveau;
- d'autre part, que les États trouvent le moyen de limiter le volume des populations.

A. P. – La démographie qui donne raison à l'espérance peut donc être un jour un facteur de destruction?

Raymond Aron. – Pour que l'humanité soit pacifiée par l'avènement des moyens techniques, il faudrait que les sociétés eussent le courage d'aller au bout de la rationalisation.

Il est à la longue impossible de rationaliser le système de production en laissant complètement libre la détermination du volume des populations.

Peut-être, à ce point de la discussion, faut-il ajouter que je ne crois pas qu'il y ait une prédétermination de l'histoire humaine.

Les hommes se sont battus à travers les siècles, chacun pour sa vie, mais aussi même pour démontrer à l'autre qu'il ne céderait pas. Probablement, faudrait-il trouver d'autres terrains sur lesquels poursuivre la lutte de prestige. D'autres formes de défi! Et soumettre les divisions des États à une rationalité économique. Si les hommes étaient des sujets économiques, à notre époque ils ne se battraient pas... mais ce sont des hommes!

Liberté et organisation

Le Figaro
9 janvier 1963

Un dialogue Louis Armand-Raymond Aron

Présentation de Roger Priouret

Roger Priouret. Dans les *Dix-Huit Leçons sur la société industrielle* que vous venez de faire paraître, Raymond Aron, il y a un passage qui m'a paru d'une exceptionnelle gravité pour les hommes qui sont attentifs à la fois à la notion de liberté et à la notion de progrès dans la justice sociale. Je cite ce passage:

«Mon voyage en Asie m'a convaincu que le concept majeur de notre époque est celui de société industrielle. L'Europe, vue d'Asie, n'est pas composée de deux mondes fondamentalement hétérogènes: le monde soviétique et le monde occidental. Elle est faite d'une seule réalité: la civilisation industrielle. Les sociétés soviétiques et les sociétés capitalistes ne sont que deux espèces d'un même type social: les sociétés industrielles progressives.»

Ce que nous vous demandons à l'un et à l'autre, c'est d'essayer de rechercher comment dans l'avenir on pourra concilier ces notions en apparence contradictoires d'organisation et de liberté.

Comment on passe de la liberté à l'organisation

Louis Armand. Le calcul de nos meilleures études scientifiques aujourd'hui se fait par ce qu'on appelle le calcul analogique. Eh bien! je procéderai par la méthode d'analogie en vous mettant en présence de trois cas volontairement très différents: la circulation, la recherche, la planification.

Circulation d'abord. J'ai entendu dans ma jeunesse les automobilistes d'alors dire: «Je suis libre de mes mouvements grâce à mon automobile. Cet engin est d'ailleurs fait pour me donner cette liberté de mouvement.» Tout au long des années, et maintenant encore, j'entends les automobilistes se plaindre des dispositions successives qu'impose la multiplication des voitures. Aux États-Unis, on a, vous le savez, dans certaines villes, un dictateur à la circulation, qui nous a fait l'honneur de venir à Paris ces temps derniers.

Second exemple, moins connu, moins sensible au public: la recherche scientifique.

La recherche scientifique est buissonnante au sens complet du mot. On peut

tout étudier, tout rechercher, dépenser tout ce qu'on veut dans tous les sens.

Aujourd'hui, vous trouvez des gens pour parler comme les automobilistes d'il y a quarante ans et dire: «Donnez-moi de l'argent, et parce que je suis un scientifique, je dois être libre de faire ce que je veux. Mon efficacité est liée de ma liberté de pensée. À peine vous rendrai-je des comptes.» Ce sont les mêmes qui, en 1946, disaient que la Russie soviétique n'obtiendrait aucun résultat dans le domaine scientifique parce qu'elle planifiait sa recherche.

Or cette vue est aussi dépassée que celle des automobilistes de 1900 qui ne voulaient aucune réglementation parce que, estimaient-ils, leur automobile et eux étaient capables de faire face à toutes les situations. Pour la recherche scientifique, il faut d'abord un minimum d'organisation à l'intérieur des équipes. Il faut l'esprit d'équipe autour de l'outil commun. Mais il faut de l'organisation aussi sur l'ensemble des équipes. Rappelez-vous: l'astronomie, c'était autrefois la liberté. Aujourd'hui, rien n'est plus planifié que le télescope du Palomar, qui est le plus grand du monde.

L'absence d'organisation entre les équipes aboutirait au même encombrement que nous avons dans la rue, pour certains domaines, et au vide total pour d'autres.

Donc il faut là aussi de l'organisation; et j'entends que cette organisation doit comporter un certain nombre de trous. Il y a des domaines dans lesquels il faut laisser les gens circuler en liberté. Mais ces domaines représentent au fond peu de chose par rapport au total.

Troisième exemple: l'entreprise et la planification.

Dans notre monde occidental, on a considéré longtemps qu'il y avait incompatibilité absolue entre la planification et la liberté de concurrence. En Russie, au contraire, on a planifié jusqu'aux limites du raisonnable. Aujourd'hui, on va vers une solution moyenne. On commence à parler en U.R.S.S. d'entreprise et de profit, tandis que, dans le monde occidental, il y a des pays comme le nôtre qui ont un plan. Mais ceux qui n'en ont pas, comme les États-Unis, ont de grandes entreprises comme la General Electric ou Du Pont de Nemours, qui ont une programmation très poussée qui laisse au directeur d'usine une marge de liberté très étroite.

Voilà trois cas très différents de passage de la liberté à l'organisation. Mettons-nous dans l'idée que, contre cette évolution, nous ne pouvons rien. Elle est dans la nature des choses et il ne sert à rien de s'insurger contre elle.

Ce qui nous montre qu'elle est dans la nature des choses, c'est la nature elle-même. Car, jusqu'à présent, ce que nous connaissons le mieux comme réalisation, c'est ce que le Créateur a fait sur cette terre.

Une expérience récente montre que la nature s'adonne vite, et heureusement, à l'organisation: des cellules du cœur, cultivées séparément, battent spontanément à des vitesses variables – de 10 à 100 fois par minute. Rapprochées, elles lancent des filets nerveux de l'une à l'autre, constituent un tissu organisé, et toutes alors adoptent le même rythme. De même, dans les premiers animaux, il n'y avait pas de spécialisation respiratoire ou digestive; il y avait des organes qui remplissaient les deux fonctions. Au fur et à mesure que l'on remonte dans la hiérarchie des êtres vivants, l'organisation se développe, des fonctions se spécialisent. Il en sera nécessairement de même dans l'évolution des sociétés.

Mais il y a une différence fondamentale. L'œuvre du Créateur est ce qu'elle est. Nous pouvons l'admirer mais non la changer. L'organisation des sociétés dépend de nous. Nous pouvons avoir de bonnes organisations, nous pouvons en avoir de mauvaises. Il nous faut penser notre organisation en fonction de ce que nous voulons faire de l'homme.

Liberté à sauvegarder dans la recherche et l'économie

Raymond Aron. Vous admettez, j'en suis sûr, que la méthode analogique doit être maniée avec précaution quand on envisage le problème de l'organisation et de la liberté dans les sociétés industrielles.

Les trois exemples que cite Louis Armand ne sont pas du même type. Le passage de l'un à l'autre laisse de côté les problèmes spécifiques, donc les plus intéressants.

Sur la circulation des voitures, je vous suis. J'admets le dictateur à la circulation. Il est bien évident que la voiture, c'est la liberté si elle est réservée à une infime minorité. Mais si tout le monde a une voiture, c'est la fin de la circulation, c'est-à-dire la négation de l'automobile; donc, en ce cas, il suffit de règles abstraites et impersonnelles qui s'appliquent à toutes automobiles, qu'elles soient conduites par X ou Y.

Alain disait que le bâton blanc de l'agent était le symbole de l'État. Ce bâton blanc, cet État et sa réglementation abstraite et générale, nous devons l'accepter tous.

Avec la recherche scientifique, nous entrons dans un tout autre domaine.

Il paraît normal que les savants soient mis en équipe et que des «patrons»

planifient le travail des équipes. Mais là, déjà, nous avons une première difficulté. Il arrive que les patrons soient des gens âgés, pas toujours géniaux, et surtout souvent dépassés par le mouvement même de la science à laquelle ils appartiennent. Et si la planification au niveau de l'équipe est indispensable, que dire de la planification de l'ensemble de la recherche?

Personnellement, je serais très inquiet si l'on nommait demain un directeur à la Recherche scientifique dans le domaine des sciences humaines, qui est celui que je connais. Quoi qu'on dise, ce qui manque le plus, ce n'est ni l'argent ni les chercheurs, ce sont les idées. Ce qui est le plus rare en matière scientifique, c'est la substance grise. On a fait récemment une tentative en investissant énormément d'argent dans une recherche de science sociale particulière. Je crains qu'elle ne soit décevante. Quand un jeune étudiant vient me demander «Dans quel groupe de recherche dois-je aller?», je lui dis: «Allez dans le groupe qui vous plaît, et surtout ne restez pas prisonnier des idées de ce groupe.» Je ne crois pas à l'organisation et à la planification de la recherche au niveau global.

Louis Armand a cité l'exemple soviétique. Les résultats sont considérables, et nous le savons, dans le domaine spatial. Ils ne sont pas aussi impressionnants dans les sciences physiques et biologiques dans leur ensemble. Enfin, dans les sciences humaines où l'idéologie est intervenue, les résultats sont dérisoires.

Sur la recherche scientifique, je me rallierai à l'opinion de mon ami Michael Polanyi qui dit: «Il est aussi important dans ce domaine de réserver des intervalles de non-organisation que d'établir dans d'autres domaines des cadres d'organisation.»

Troisième domaine: l'économie. Au niveau d'une entreprise, il n'est pas possible de ne pas organiser. Celle qui ne le ferait pas serait impitoyablement balayée.

Reste le problème de la planification à l'échelon du pays ou d'un groupe de pays, comme l'Europe. Un grand nombre d'intellectuels occidentaux ont tendance aujourd'hui à croire que l'organisation est d'autant plus efficace qu'elle est plus globale et plus impérative. C'est là, je crois, une erreur fondamentale. Car si l'on s'engageait dans cette voie, on constaterait que les planificateurs à l'échelle d'une nation ou d'un groupe de nations, seraient victimes de l'illusion que leurs décisions sont toujours supérieures aux décisions plus proches de la réalité concrète. Or, en fait, il n'en est rien. L'expérience soviétique le prouve. Car si nous découvrons, nous, la nécessité de certaines formes d'organisation globale, et si nous nous y engageons avec prudence, à l'inverse les Soviétiques,

comme vous l'avez souligné, découvrent la nécessité au moins égale de placer des centres de décision aux échelons intermédiaires, pour l'excellente raison que les planificateurs ne sont pas omniscients.

Louis Armand. Comme je voudrais que l'on inscrivît en lettres d'or ce que vous venez de dire, à savoir qu'il serait mortel pour nos pays de croire que la planification la meilleure est celle qui est à la fois la plus globale et la plus impérative.

Raymond Aron. Mais oui, beaucoup de gens écrivent tous les jours qu'une planification indicative n'est pas démocratique et qu'une planification impérative l'est.

En fait, il faut que la planification soit impérative sur certains points. Par exemple, il faut que l'État ait un programme d'investissement précis pour ses entreprises nationales, mais pousser la planification impérative au-delà ne serait probablement ni efficace ni démocratique.

La biologie doit inspirer l'organisation

Louis Armand. Exactement. Car nous perdrons une certaine souplesse qui est, elle, sûrement, efficace et démocratique.

Vous venez de parler de la nécessité de maintenir, entre le centre, le sommet et la base, des centres de décision intermédiaires. C'est pour moi la clé de l'organisation à venir. Et, pour en revenir encore à la biologie, c'est la clé du fonctionnement des êtres vivants de l'espèce supérieure. Quand le Créateur a doté l'homme d'un cerveau il n'a pas donné à celui-ci tous les pouvoirs et notamment pas la commande du végétatif; le cerveau, en effet, ne peut pas arrêter le cœur.

Ce qui exclut la planification impérative à long terme, c'est le pourcentage d'erreurs dans les prévisions. Quand je regarde ce que j'ai dit sur un sujet, il y a dix ans, si je trouve que mes prévisions ont été justes à 30%, je suis très satisfait de moi-même. Mais 30%, ça ne permet pas de faire une planification globale et impérative.

Raymond Aron. Ce qui a fait naître en France ce goût excessif pour ce genre de planification, c'est une circonstance très particulière dont nous ne paraissions pas avoir conscience.

Mon ami Bertrand de Jouvenel publie dans la S.E.D.E.I.S des futuribles qui essaient de faire une prospective sur dix ans. Ce n'est pas, dans le domaine économique au moins, une entreprise entièrement téméraire. Pourquoi? Tout

simplement parce que dans le domaine du progrès économique, nous suivons le chemin des États-Unis. Là où la prospective est difficile, c'est pour les Américains, parce qu'ils sont en tête de colonne. Pour nous qui sommes derrière, il est relativement facile, en recherchant ce qui est arrivé aux États-Unis, de savoir ce qui peut nous arriver à nous.

Nous assistons en Europe occidentale au boom des biens de consommation durable, au transfert de la main-d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie et ce qu'on appelle en gros les services. C'est là un phénomène que nous n'avons pas de mal à analyser parce qu'il est la substance même de l'histoire économique des États-Unis depuis quelques décennies.

Louis Armand. Nous nous gargarisons souvent de succès qui sont dus à ce que nous avons avancé dans un domaine qu'avait déjà prospecté l'Amérique. Et j'ajoute que nous avons avancé, la plupart du temps, avec des outils de l'Amérique. Le jeu était décidément trop facile, et il continue.

Maintenant, au contraire, avec notre propre progrès, nous commençons à avoir des problèmes communs avec les États-Unis. C'est pour cela que je souhaiterais, avec Raymond Aron, qu'il y ait un groupe prospecteur du Plan et qu'au besoin il travaille en liaison avec les États-Unis, comme aussi avec les autres États d'Europe et qu'ensemble ils prospectent les terres inconnues de l'an 2000.

Raymond Aron. Là où le futurible serait intéressant, c'est pour regarder au-delà de dix ans, vers l'an 2000 en effet.

En ce moment, nous assistons à des transformations qui se prêtent à une expression quantitative. Mais, dans un siècle, si les États-Unis ont 600 millions d'habitants au lieu de 185, et la Chine un milliard et demi, alors il y aura des transformations qualitatives essentielles. C'est là-dessus que devrait porter notre effort. Car si nous nous laissons surprendre par ce monde de six milliards d'insectes, dont parle Alfred Fabre-Luce, alors je crains les pires catastrophes.

La société politique a-t-elle changé?

Roger Priouret. Vous avez raison, Raymond Aron, de dire qu'en économie il y a seulement, pour le moment, un changement quantitatif. Mais il y a un domaine où il me semble qu'il y a déjà un changement qualitatif: c'est celui de la société même dans laquelle nous vivons et, au-delà, dans la politique.

Raymond Aron. Oui et non. Il y a un certain nombre de changements fondamentaux qui sont l'élargissement du rôle des administrations, la nécessité de décisions plus rapides dans un certain nombre de domaines, la multiplication

des organismes d'État chargés de prévoir et de préparer les décisions. Mais ce qui me frappe le plus, c'est combien la prodigieuse évolution industrielle des États-Unis, qui s'étale sur 75 à 100 ans, s'est faite en respectant les règles de la Constitution américaine, laquelle a été établie pour une réalité sociale et économique tout à fait différente. La France, au contraire, n'a cessé d'avoir des bouleversements politiques depuis 1789, avec ou sans rapport avec les transformations économiques.

Roger Priouret. Pour nous en tenir à la France, ne peut-on pas dire que les changements économiques internes, depuis un certain nombre d'années, ont amené un changement en profondeur dans l'état d'esprit politique des Français? Les révolutions du XIXe siècle sont impensables aujourd'hui. Ce qui paraît commander l'attitude des Français, c'est avant tout un besoin de ne pas changer.

Raymond Aron. Est-ce aux élections que vous faites allusion? Ce qui s'est passé à ces dernières élections me paraît conforme à la conduite traditionnelle des Français. Ils disposent aujourd'hui d'un personnage hors du commun avec le général de Gaulle. Que 30 à 35% des électeurs des partis modérés se soient ralliés autour du parti qui prétendait représenter cet homme ne me paraît pas très original.

Roger Priouret. Je pensais moins aux élections qu'à la société française, elle-même, dont l'encadrement me paraît bouleversé.

Raymond Aron. Est-ce que dans une société en voie d'industrialisation comme la nôtre et où le confort apparaît à la portée de la main pour beaucoup, il n'y a pas une espèce de conservatisme fondamental de la population? Est-ce qu'il n'y a pas aussi l'impossibilité de trouver de grands enjeux de débat? C'est, je pense, ce que vous voulez exprimer.

Nous sommes dans une période de croissance rapide de la production et d'élévation également rapide du niveau de vie. L'objectif prioritaire de la société se trouve ainsi atteint d'une manière qui confond les pessimistes et ravit les optimistes.

Est-ce que cela implique nécessairement le maintien de la stabilité politique? Le même progrès économique, mais sans stabilité monétaire, existait sous la IVe république et les Français étaient indignés contre leur régime. Ils n'ont pas fait un geste pour le défendre. D'autre part, toute société en progrès abandonne au long de la route des retardataires qui sont poujadistes.

Louis Armand. Poujadiste signifie hostile à l'organisation.

Raymond Aron. Nous n'avons pas de garantie qu'une fois le grand magicien parti, ils ne redeviendront pas poujadistes. Il y a une tendance des sociétés à ne pas être révolutionnaires lorsqu'elles se soucient du bien-être et parviennent à l'améliorer. Ce n'est pas paradoxal, comme vous semblez le croire, Priouret. Cela me paraît plutôt une vérité prudhommesque.

Gardez-vous aussi de tenir pour acquis le taux de croissance actuel de notre économie. Nous vivons vraiment une période exceptionnelle. Ce serait une erreur de déduire de ce qui est exceptionnel les caractères fondamentaux et définitifs d'une société.

D'autre part, une fois ces objectifs de confort atteints, qui vous dit que les hommes ne retrouveront pas comme sujet de discussion des problèmes non économiques? Aujourd'hui, la question de savoir si un homme a tout le pouvoir ne passionne plus le pays. Il n'est pas sûr que ce soit une donnée acquise pour l'avenir.

Roger Priouret. Je ne généralise pas hâtivement. Je réagis seulement contre ceux qui lient la transformation politique exclusivement au général de Gaulle et à la guerre d'Algérie. Cette transformation politique me paraît dépasser à la fois de Gaulle et l'Algérie.

Raymond Aron. C'est tout de même l'Algérie et non le mouvement de la société industrielle qui a amené de Gaulle. Que cette société industrielle ait le réflexe de le conserver en 63 ne signifie pas qu'elle le conservera en 1965.

Ce que seront les grands débats de demain

Louis Armand. Il est faux de penser qu'une société qui a un certain confort matériel n'aura plus de grands débats. Ce ne seront plus les mêmes débats, c'est tout. Mais ils soulèveront d'égales passions.

Nous avons un dimanche dans la semaine parce qu'il n'y avait que sept planètes quand on a fixé le calendrier. Cela nous conduit à une situation stupide. Nous sommes à quelques kilomètres de la forêt de Chantilly. Elle est utilisée avec beaucoup d'encombres un jour et quelquefois deux par semaine. Avec un peu d'imagination et en partageant les jours de repos on pourrait l'utiliser sept jours.

On a fixé Noël le jour où l'on fêtait la fin des jours qui raccourcissent. Du coup, nous envoyons nos enfants faire du ski à Noël, c'est-à-dire au moment où le jour est le plus court. Il faudra bien qu'à un moment ou l'autre nous supprimions cette absurdité.

Voilà d'autres problèmes qu'on peut trouver terre à terre par rapport à la question de savoir si l'on doit ou non mettre Dieu à l'école. Mais je ne regrette pas le passé, quant à moi. Il y a des gens qui sont attirés par le Moyen Âge, je n'en suis pas. Si c'est une infirmité, tant pis!

Raymond Aron. En attendant ces débats de demain, les Français ont tendance à éluder les débats d'aujourd'hui. Par exemple, il aurait pu y avoir un vrai débat pour les dernières élections: deux écoles s'affrontent sur l'Europe. Ce qui m'a frappé c'est que les polémiques électorales n'ont pas du tout tourné autour du conflit entre partisans de l'Europe intégrée et ceux de l'Europe des patries.

Au fond la majorité des électeurs préfèrent la présence du général de Gaulle quelles que soient ses idées à la discussion et au choix sur les idées.

Roger Priouret. Oui mais, si nous nous en tenons aux données américaines, nous en avons pour une quinzaine d'années à rattraper le niveau de confort des États-Unis. Ce délai dépasse la longévité probable du général de Gaulle. Qu'arrivera-t-il alors du point de vue politique dans une société dont l'encadrement sera modifié?

Raymond Aron. Qu'appellez-vous encadrement social?

Roger Priouret. Tout ce qui guidait le citoyen à un titre ou à un autre.

Raymond Aron. Le patron catholique du Nord?

Roger Priouret. Oui, et aussi les militants socialistes ou C.F.T.C. du Nord ou le syndicaliste C.G.T. Et encore le notable de province, l'instituteur, le curé. Ce qui m'a frappé, c'est que dans des régions comme le Haut-Rhin ou le Bas-Rhin le clergé paraît avoir perdu de sa puissance électorale.

Raymond Aron. Il l'avait déjà perdue au moment où le R.P.F. a battu le M.R.P. en 1951.

Roger Priouret. Nous en arrivons à ce problème de la liberté. Nous sommes d'accord, les uns et les autres, pour dire qu'aujourd'hui elle n'est pas gravement menacée en raison même du tempérament de celui qui détient la quasi-totalité des pouvoirs. Mais qui nous dit qu'elle ne le sera pas dans l'avenir?

D'une part, nous aurons une société encore fondamentalement conservatrice, parce que vivant dans le progrès de son confort. D'autre part, cette société aura perdu à la base ceux qui la guidaient et maintenaient un débat d'idées. C'est bien là un changement qualitatif, et nous avons bien le droit de nous demander ce qu'il adviendra alors.

Les choix à la portée de l'homme de 1963

Louis Armand. La notion de liberté est, pour moi, liée à une notion de choix. L'homme a besoin de choisir. Il veut choisir pour lui-même. Il veut prendre sa part dans les choix collectifs. Et c'est ici qu'intervient la qualité de l'organisation que nous saurons ou que nous ne saurons pas mettre sur pied.

Si l'organisation de demain nous insectice, alors la liberté est morte. Et je crois qu'il y a un réel péril pour la France. Car dans notre esprit de Français, qui dit organisation pense hiérarchie. Nous avons accepté une large hiérarchie dans notre société. Or le maintien de la liberté implique que nous choissions non pas une organisation hiérarchique, mais ce que j'appellerai une organisation biologique.

Et on peut s'y référer à la biologie, car plus un être vivant est perfectionné, plus il porte d'organisation, et cependant plus il a de choix à opérer, donc plus de degrés de liberté; ainsi le végétal n'a-t-il pas la mobilité de l'animal. Il peut en être ainsi des sociétés humaines, de plus en plus perfectionnées, et offrant de plus en plus de possibilités aux individus – à condition d'adopter une organisation de type biologique.

L'organisation biologique, c'est l'interconnexion. C'est très exactement le contraire de la hiérarchie, qui consiste à dire «je commande au-dessous de moi et je n'obéis qu'à un homme placé au-dessus». L'organisation biologique est celle qui fait qu'un individu est un carrefour, qui oblige à connaître beaucoup de choses et à en référer à beaucoup d'autres individus. C'est de cela dont nous avons besoin.

Ce que je souhaite, pour ma part, c'est que nous tournions le dos à l'accentuation des hiérarchies d'autrefois pour tendre vers une organisation avec cette pluralité de centres de décision dont a parlé Raymond Aron.

Raymond Aron. Dans la notion de liberté, il y a en effet à la base cette capacité de choisir. Mais les choix possibles sont de diverses sortes.

Il y a d'abord le pouvoir de choisir sa propre existence, sa propre carrière. Ne méconnaissons pas les progrès de notre système de société à cet égard. Les hommes ne sont certes pas égaux au point de départ, mais il est incontestable que jamais dans l'histoire celui qui est né du mauvais côté de la barricade n'a eu autant de chances qu'aujourd'hui de choisir sa carrière. Donc, sur ce point, il y a progrès dans le sens de la liberté.

Seconde possibilité de choix: à l'intérieur du travail. Ici, il faut convenir qu'au moment où les grandes entreprises se multiplient et se développent, la plupart des hommes sont obligés d'agir comme les rouages d'un grand mécanisme. Ils

n'ont pas la liberté de l'artisan de jadis. Mais je ne suis pas sûr que la satisfaction ou l'insatisfaction dans le travail dépende exclusivement de cette capacité de choisir. Ce que l'on peut souhaiter, c'est que l'individu ait le sentiment de s'accomplir dans son travail, et il peut le trouver dans une organisation rationnelle de l'entreprise.

Il y a un troisième choix, celui pour l'homme de faire ce qu'il veut en dehors du travail. Alors, sur ce point, aucune démonstration n'est nécessaire. L'individu a pour ses loisirs beaucoup plus de capacités de choix que dans le passé.

Quatrième sorte de choix: le sentiment de la participation aux décisions de la collectivité. Ici, je suis relativement pessimiste. Pour les grandes options politiques, je conçois qu'à l'heure présente l'individu se dise: «Je n'y peux rien, même si j'ai le droit de voter pour un référendum ou un député.» Les choix sont si techniques sur le plan intérieur, et si dramatiques dans l'ordre extérieur, qu'ils donnent à l'individu le sentiment assez déprimant que tout dépend d'autres personnes que de lui, même dans la société la plus démocratique.

Louis Armand. C'est tout à fait vrai pour certains grands choix et dans l'ordre national, et dans l'ordre international. Il y a actuellement très peu de gens capables d'avoir une opinion honnête en matière d'armement atomique, d'où pas de vrai débat. Mais il y aurait bien des choix à l'échelon national ou international qui seraient parfaitement à la portée du public et pourraient faire l'objet non de polémiques, mais de vrais débats, si l'on faisait un effort d'éducation et d'information.

Raymond Aron C'est exact. Mais sur les grands choix, je ne vois pas quelle formule permettrait de donner au citoyen l'impression qu'il y participe honnêtement.

Il y a un cinquième choix: d'être révolutionnaire. Priouret avait l'air de craindre que tout le monde devienne conservateur. Si les gens ne trouvent plus de raisons d'être révolutionnaires, est-ce que nous devons le regretter?

La théorie du développement et les problèmes idéologiques de notre temps

Preuves
avril 1963

Pour la première fois les hommes vivent une seule et même histoire. L'humanité est unifiée par ses conflits, elle l'est par la technique, elle l'est par ses problèmes. Les deux Grands, par leurs armes et plus encore par leurs idées, sont présents en Asie comme en Amérique latine, sur le 38e parallèle comme dans les Caraïbes. Il ne faut que quelques heures aux avions commerciaux et aux bombardiers pour aller de Moscou à Washington, il ne faut qu'une demi-heure aux fusées pour franchir l'espace qui sépare les rampes de lancement soviétiques et américaines des villes américaines ou soviétiques. Enfin, comme pour symboliser l'unité de l'espèce humaine, les mêmes mots – capitalisme, socialisme, impérialisme – sont employés, encore qu'avec des significations différentes et parfois contradictoires.

Parmi ces mots à diffusion universelle, peut-être celui du développement tient-il le premier rang. Je ne connais pas de pays, dans l'hémisphère sud ou dans l'hémisphère nord, dans l'ancien ou dans le nouveau monde, où il ne soit courant et parfois même obsessionnel – comme s'il désignait l'ambition majeure de l'humanité présente, l'objectif que toutes les collectivités se donnent à elles-mêmes en priorité absolue.

Si le mot de développement est retenu en allemand, en anglais, en espagnol, en portugais et je suis sûr, dans d'autres langues encore, il n'en résulte pas qu'il soit pris partout dans la même acception ni surtout qu'il désigne la même tâche aux États-Unis et au Brésil, en Guinée et en France. Les considérations suivantes prennent pour point de départ l'opposition, presque évidente, entre la diffusion universelle du mot de développement et la diversité des problèmes que pose en fait le développement selon les continents et les pays. Peut-être la théorie du développement nous aidera-t-elle à préciser en quel sens l'humanité est unifiée par la technique et ses problèmes, divisée et unifiée à la fois par ses idéologies.

La théorie moderne ou, mieux, *actuelle*, du développement, a trois origines, chacune de celles-ci suggérant une certaine interprétation du mot et de la chose: l'étude statistique à long terme de la croissance économique, le contraste entre pays riches et pays pauvres ou, comme on dit, pays développés et pays sous-

développés (ou en voie de développement), enfin la comparaison entre économies et sociétés soviétiques et occidentales.

La première origine – l'étude statistique de la croissance économique à long terme – nous renvoie à un livre célèbre dont la première édition remonte à 1940, celui de l'économiste australien Colin Clark: *Conditions of Economic Progress*. Depuis ce livre, beaucoup d'autres économistes, en particulier M. Jean Fourastié en France, ont retrouvé par eux-mêmes des idées semblables ou éventuellement rectifié les travaux de Colin Clark.

On savait depuis longtemps, bien avant le livre de ce dernier, que les économies modernes se «développaient», soit que le nombre des travailleurs, soit que le rendement de chaque travailleur augmentât. Mais ce phénomène non ignoré, que beaucoup d'économistes classiques avaient noté, parfois même décrit ou analysé, ne retenait guère, il y a trente ou quarante ans, l'attention des savants. Certes, la théorie de la maturité contenait implicitement une théorie, au moins partielle, du développement à long terme. Elle impliquait une modification, avec les phases du développement, des conditions de celui-ci, les occasions d'investissements profitables devenant plus rares avec le vieillissement des économies. Mais cette théorie de la maturité sortait d'une analyse du court et du moyen terme. C'est l'expérience de la grande dépression qui incita de nombreux économistes, Keynes et Hansen entre autres, à s'interroger sur certains aspects de ce qu'ils appelèrent maturité. Nous dirions aujourd'hui qu'ils se demandèrent si le développement tendait, à partir d'un certain point, à être plus ou moins paralysé dans le cadre d'une économie privée (mécanismes du marché, caractère individuel des investissements).

À l'heure présente, la considération du long terme n'intervient pas indirectement, comme sous-produit de l'analyse des crises et du court terme, mais directement: la transformation séculaire des économies par-delà les fluctuations à court et à moyen terme devient l'objet propre de l'étude et de la théorie, et, du même coup, elle devient l'objectif de l'action.

Les travaux de Colin Clark ou de Jean Fourastié donnent du développement une représentation unilinéaire et quantitative. Prenons les statistiques du produit national dans les différents pays, divisons ces chiffres du produit national par le nombre de personnes vivantes ou de personnes actives. Nous obtenons la valeur du produit national par personne ou par personne active, et il nous est facile de ranger les différents pays sur une ligne unique, à une extrémité de laquelle se situent les pays sous-développés, dont le revenu national par personne est

inférieur à cent dollars par an, et à l'autre extrémité de laquelle figurent les pays dont le revenu annuel par tête dépasse mille cinq cents ou atteint deux mille dollars. Comme le revenu par tête augmente plus ou moins régulièrement, le même chiffre valable pour la France de 1960 représente éventuellement l'état des États-Unis il y a quelques dizaines d'années. Sur la ligne du progrès économique, défini par la croissance du revenu annuel par tête, un même point sera occupé par plusieurs pays, chacun à une date différente.

Inévitablement, ces sortes de travaux suggèrent une idée simple du développement, confondu avec la croissance et avec le progrès. Ces trois notions sont encore mal distinguées dans la littérature. Disons que nous appellerons *croissance* l'augmentation du produit national, global ou par personne, *développement* cette croissance quand elle résulte de changements qui affectent plus ou moins l'ensemble de l'économie, et *progrès* le développement, dans la mesure où il nous paraît répondre à la finalité de l'économie. Si ces trois notions sont confondues et si la valeur du produit national est prise pour critère unique de la croissance-développement, une vision d'un devenir historique unique, orienté vers un seul et même but en résulte. Tous les pays sont engagés dans une course, les uns sont partis plus tôt et les autres plus tard, le taux de croissance mesure la rapidité de chacun et finalement tous arriveront au même but.

La deuxième origine de la théorie moderne du développement suggère une interprétation partiellement autre et corrige la simplification et le caractère exagérément quantitatif de l'interprétation précédente. La disparité entre le produit national par tête de la Guinée et celui des États-Unis, entre celui de l'Inde ou de la Chine d'un côté, celui de la République fédérale et de la Grande-Bretagne de l'autre s'exprime par des chiffres: tant de dollars par tête de revenu annuel ici, tant de dollars là. Mais tout observateur constate que cet écart quantitatif traduit avant tout des différences qualitatives. Les instruments et l'organisation du travail sont essentiellement autres, de même qu'est autre la répartition de la main-d'œuvre entre les divers emplois: agricole, industriel, commercial.

Certes, l'étude de la croissance économique à long terme, du style Colin Clark-Fourastié, a popularisé la conception du transfert de la main-d'œuvre du secteur primaire vers les secteurs secondaire et tertiaire. La croissance quantitative a pour condition le dégonflement du primaire (agriculture ou agriculture et mines) et le gonflement du secondaire (industries de transformation) et du tertiaire (commerce, services, art, loisirs, enseignement).

L'inégalité du rendement selon les secteurs explique, selon Colin Clark, le transfert de la main-d'œuvre. L'inégale rapidité du progrès technique selon les secteurs, la saturation inégalement rapide des besoins primaires et secondaires expliquent, selon Fourastié, la diminution du volume de la main-d'œuvre employée dans le secteur primaire, éventuellement, en une phase postérieure, dans le secteur secondaire.

Mais ces transferts de main-d'œuvre, les modifications des dimensions propres à chacun des trois secteurs sont encore des expressions quantitatives de phénomènes plus profonds et essentiellement qualitatifs. Pour passer d'une société traditionnelle, d'une économie sous-développée, de la Chine, de l'Inde, de la Guinée, du Nigéria, du Brésil du Nord-Est, de l'Italie du Sud, à une société moderne, à une économie développée de l'Italie du Nord, de l'État de Saint-Paul, des États-Unis de la côte est ou ouest, il faut évidemment que croisse le produit par tête de la population et par tête de travailleur, il faut qu'augmente la fraction de la main-d'œuvre employée dans l'industrie. Mais le procès d'industrialisation, à son tour, serait impossible sans l'extension de l'enseignement primaire et professionnel, sans conversion des travailleurs à une attitude rationnelle, indispensable au rendement productif, et contraire à des attitudes immémoriales.

Si le contraste entre pays sous-développés et pays développés impose l'idée que le développement n'est pas seulement croissance mais mutation historique, passage d'un type social à un autre, la comparaison entre économie soviétique et économies occidentales conduit à la conclusion que beaucoup de phénomènes caractéristiques du développement sont communs aux uns et aux autres. Vues d'Asie, les économies soviétique et américaine sont deux modalités du même type social, elles comportent l'une et l'autre, sous le nom d'édification du socialisme ou de développement économique, l'industrialisation, l'urbanisation, l'instruction primaire universelle, l'expansion de l'enseignement secondaire et supérieur, l'évolution vers la famille nucléaire, la séparation radicale de la famille et du métier, du foyer et du lieu de travail, la constitution d'unités de production de dimensions considérables, la différenciation rigoureuse des fonctions sociales, etc.

Nous ne voulons pas préjuger des deux questions passionnément discutées: dans quelle mesure les différences entraînées par les régimes et les idéologies sont-elles décisives ou secondaires? Dans quelle mesure les économies et les sociétés, soviétiques et occidentales, tendent-elles ou non à se rapprocher? Nous

nous bornons à constater que cette troisième origine de la théorie moderne du développement suggère sinon une troisième perspective, du moins un troisième point de départ, une troisième position du problème. À lire Colin Clark et Fourastié, on a le sentiment d'un cheminement commun à toutes les sociétés, sur une même route et vers un but unique. À confronter sociétés sous-développées et sociétés développées, on a le sentiment d'une mutation historique, d'une révolution sociale, humaine, qui intéresse l'humanité entière et la fait passer d'une étape de son aventure à une autre. À comparer société soviétique et sociétés occidentales, on s'interroge sur la portée des idéologies qui se combattent, sur la parenté des régimes qui se condamnent réciproquement à mort.

Il est facile et tentant d'imaginer le développement comme une simple croissance, comme un simple élargissement de ce qui est, comme la production, en quantités accrues, des mêmes produits par les mêmes procédés. Or, en réalité, le développement consiste à produire, certes, des quantités accrues, mais aussi des produits différents, par des procédés autres. Une société moderne est en constante transformation en même temps qu'en croissance continue. Elle est obsédée par la quantité mais aussi par le renouvellement, ceci étant inséparable de cela.

Comment caractériser la société à laquelle aboutit le développement, société que nous appellerons désormais moderne ou industrielle ou scientifique? Un accord quasi unanime existe, me semble-t-il, sur le secteur social où s'est opérée la mutation: il s'agit du secteur économique et, plus spécifiquement, du secteur du travail. L'homme dispose désormais, en place d'outils à main, de machines de plus en plus complexes; la quantité d'énergie disponible par tête de travailleur permet de multiplier le rendement de l'ouvrier, de convertir pour la satisfaction des besoins humains les produits du sol et du sous-sol, de créer des objets techniques grâce auxquels il est répondu aux exigences éternelles d'un toit, de vêtements, de transport et de communications, sous des formes si riches et si nombreuses que les utopistes eux-mêmes ne les avaient pas rêvées à l'avance. La manipulation des forces naturelles apparaît donc comme un trait majeur de la société moderne, sans précédent au moins quantitativement. Mais cette maîtrise technique est aussi expression d'une attitude nouvelle: volonté non de subir mais de dominer l'environnement naturel et, du même coup, souci simultané de mesure, de rationalité, d'avenir (ou de prévision).

La mesure – du temps de travail et du rendement – est une des racines de la

conduite longtemps appelée capitaliste, mais aujourd'hui reconnue typique de toutes les sociétés modernes. De la mesure découle le souci de produire plus dans le même temps, ou de consacrer moins de temps à produire les mêmes biens, ou enfin de produire en moins de temps plus de valeur. Mais pour atteindre cet objectif quantitatif, encore faut-il substituer aux modes coutumiers de travail et d'organisation, la réflexion, le calcul ou encore, en d'autres termes, l'attitude dite rationnelle (au sens de Max Weber) ou rationalisatrice. De la rationalisation quantitative découle un renversement dans l'appréciation du passé et de l'avenir. Le passé, en tant que tel, cesse d'être respectable ou sacré. L'avenir n'est plus conçu comme la répétition de ce qui a été ou comme un imprévisible destin. La tradition ne suffit plus à consacrer les pouvoirs et les institutions et, forts de leur succès, les hommes prétendent penser à l'avance au moins les données quantitatives de leur destin à venir: volume de la population, volume des ressources, niveau de vie. Les sociétés modernes sont les premières qui se justifient elles-mêmes par leur avenir, les premières dans lesquelles la formule: «L'homme est l'avenir de l'homme» semble moins blasphématoire que banale.

Les sociétés modernes sont définies d'abord et avant tout par l'organisation du travail, c'est-à-dire par leur rapport au monde extérieur, leur usage des machines, l'application de la science et les conséquences économico-sociales de cette rationalisation de la production. Mais il va de soi qu'aucun secteur de la société n'échappe aux effets de cette mutation. S'il n'est pas possible, en une étude introductive, de préciser ce que sont la famille, l'État ou la culture de la société moderne (parce que différentes modalités de celle-ci sont concevables), il n'est pas douteux que famille, État, culture sont affectées par le développement, et que ces institutions présenteront probablement certains traits communs dans toutes les sociétés développées (par exemple, la famille tendra à devenir nucléaire, l'État disposera d'une bureaucratie rationnelle et relativement centralisée; une culture, diffusée par les moyens de communication qui touchent des millions d'hommes, refoulera progressivement les cultures locales ou s'y superposera).

Cette théorie de la société développée, type commun aux divers régimes et terme des efforts de toute l'humanité, rend une actualité saisissante à la conception de la société moderne qu'Auguste Comte, à la suite de Saint-Simon, avait élaborée une décennie ou deux avant que Karl Marx ne caractérisât lui-même la société capitaliste. L'un et l'autre reconnaissent la prodigieuse croissance des moyens de production. L'un et l'autre voyaient dans les usines où s'entassaient les milliers d'ouvriers une des marques de la modernité et une des

originalités de l'organisation sociale en train de naître. L'un et l'autre considéraient que le mode nouveau de travail était à la fois l'origine et l'essence de la société moderne. En quoi positivisme et marxisme s'opposaient-ils à propos de l'interprétation de la société moderne? La réponse me paraît simple. Auguste Comte tenait les conflits entre détenteurs des moyens de production et ouvriers, entre capitalistes et prolétaires pour un mal infantile de la société industrielle, que le progrès même de celle-ci guérirait peu à peu. La société moderne était à ses yeux industrielle parce qu'elle avait pour objectif essentiel et peut-être unique l'exploitation des ressources naturelles en vue de l'amélioration des conditions de vie des hommes (amélioration qui ne serait elle-même qu'un moyen en vue du progrès de la moralité). Baptiser industrielle la société moderne n'était pas tant mettre l'accent sur le transfert de la main-d'œuvre du secteur primaire au secteur secondaire, de l'agriculture à l'industrie, que souligner le caractère industriel du travail dans l'agriculture comme dans l'industrie, au sens étroit de ce terme. Le caractère industriel du travail est constitué par l'application de la science et de l'esprit scientifique à l'exploitation des ressources naturelles. En ce sens, Auguste Comte aurait pu appeler scientifique tout aussi bien qu'industrielle la société moderne.

Aux yeux de Karl Marx, en revanche, le conflit entre capitalistes et prolétaires constituait le phénomène décisif, révélateur de l'ordre présent. Tant que ce conflit n'aurait pas été radicalement éliminé par une révolution prolétarienne et la propriété collective des instruments de production, l'accroissement des moyens de production accroîtrait simultanément la misère des masses et l'intensité des conflits. C'est de l'excès même du mal que sortirait finalement le bien. La lutte de classes emporterait le régime qui interdit à la science de répandre ses bienfaits.

La théorie de la société industrielle, telle que l'élabore Auguste Comte, dévalorise les oppositions de régimes puisqu'elle se refuse à tenir pour important le statut de propriété. Aux yeux d'Auguste Comte, en effet, la propriété des moyens de production, même si elle demeure privée, est devenue une fonction sociale. Il faut qu'un homme gère, administre, dirige, mais il le fait désormais en tant que délégué ou représentant de la communauté elle-même. Une telle théorie se trouve étrangement adaptée aux idées aujourd'hui à la mode et aux faits incontestables: ressemblances indéniables entre sociétés soviétiques et sociétés occidentales, relatif apaisement de la lutte des classes dans les sociétés développées, qu'elles soient de l'un ou l'autre type, modification du rôle et de la signification de la propriété privée, là où elle subsiste, restauration d'un pouvoir

fort dans l'entreprise et dans l'État là où la révolution prétendait supprimer la hiérarchie des fonctions et du commandement. Depuis une dizaine d'années, le concept de sociétés industrielles a fait le tour du monde – non pas accepté unanimement, puisque les Soviétiques se refusent à l'idée même d'une communauté quelconque entre les régimes, à leurs yeux ennemis mortels. Refusé par les communistes, le concept de société industrielle est utilisé par les ex-communistes, qui y voient une marque de fidélité au marxisme sinon au stalinisme (la similitude des moyens de production, en toute société développée, justifie le rapprochement de sociétés de régimes opposés); il est utilisé enfin par le philosophe de l'histoire qui, remettant la société moderne dans le cours du devenir humain, ne peut pas ne pas être frappé par ce que la modernité comporte d'inédit.

Toutes les sociétés historiques étaient faites d'une masse paysanne avec une superstructure urbaine plus ou moins importante (même les États-cités qui semblent, à première vue, des sociétés urbaines, ne font pas exception). Les sociétés modernes deviennent des sociétés essentiellement urbaines avec un appendice paysan. Avec 7 ou 8% de leur main-d'œuvre, les États-Unis nourrissent leur population et ne savent quoi faire de leurs excédents agricoles. Les États-Unis, il est vrai, disposent d'une surface très étendue par tête d'habitant. Mais les progrès techniques accomplis par l'agriculture sont tels que l'Allemagne fédérale, sur une surface étroite (un peu plus de 200.000 km²), nourrit à plus de quatre cinquièmes une population de cinquante-cinq millions de personnes, avec quelque 10% de sa main-d'œuvre. Certes, la moitié de l'humanité est mal nourrie, mais ce fait incontestable prouve que la société industrielle n'a pas encore achevé la marche triomphante qu'Auguste Comte lui prédisait il y a un siècle et quart. Prévision juste, car si toutes les collectivités humaines n'ont pas encore le type industriel d'organisation, toutes aspirent à le posséder. Et s'il en est qui s'y refusent, c'est qu'elles préfèrent, consciemment ou non, la mort dans la conservation à la vie dans le changement.

La théorie du développement, disais-je, est partie intégrante des idéologies et des doctrines scientifiques, aussi bien dans les pays soviétiques que dans les pays occidentaux. Mais l'interprétation du devenir de la société industrielle est tout autre, selon que l'on se réfère aux études du style de Colin Clark ou aux controverses relatives aux régimes, selon que l'on définit la société moderne comme industrielle ou comme capitaliste. En fait, deux schèmes du devenir de la société moderne ont cours encore aujourd'hui et se partagent les esprits: le schème marxiste plus ou moins rajeuni pour tenir compte des faits intervenus au

XXe siècle, un schème Colin Clark-Fourastié-W.-W. Rostow, l'ouvrage de ce dernier: *The Stages of Economic Growth*(1) ayant dégagé les implications théoriques et idéologiques des études consacrées à la croissance à long terme du revenu national global ou par tête de travailleur ou d'habitant.

Le schème marxiste est celui de la procession des régimes, tel qu'on le trouve, explicite et sommaire, dans le *Manifeste communiste* et la préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*. Un régime économico-social serait défini par la propriété des moyens de production dans la mesure où celle-ci détermine les relations de pouvoir et d'exploitation entre les hommes au travail. L'économie antique serait fondée sur l'esclavage, l'économie médiévale sur le servage, l'économie capitaliste sur le salariat. Avec le socialisme, disparaîtrait l'exploitation de l'homme par l'homme, l'appropriation de la plus-value par une minorité de propriétaires. (Peut-être faudrait-il ajouter le mode asiatique de production et, du même coup, envisager l'appropriation de la plus-value par la classe des fonctionnaires, de la bureaucratie d'État, mais cette adjonction, scientifiquement nécessaire, n'apparaît guère ni sous la plume des partisans ni, à quelques exceptions près, sous la plume des adversaires du schème marxiste).

Selon ce schème, la fonction du capitalisme est d'assurer un développement rapide des moyens de production (accumulez, accumulez, c'est la loi et les prophètes), ce développement aggrave les contradictions du régime et ce dernier, par suite d'une paralysie du développement, par suite d'un soulèvement des masses appauvries, ou par l'un et l'autre mécanisme, sera balayé par une révolution.

Sous cette forme, le schème marxiste ne correspond manifestement pas aux événements du XXe siècle. À moins de tenir le régime américain pour socialiste et la propriété des grandes corporations pour collective (ce qui, après tout, serait peut-être moins contraire à l'esprit du marxisme que le stalinisme lui-même), il est visible que, au moins jusqu'à présent, aucune révolution se réclamant de Marx n'a suivi l'épanouissement du capitalisme ou la maturité du développement. La révolution de 1917 a frappé un pays dont le développement industriel avait démarré une trentaine d'années auparavant, et trois années de guerre créèrent les conditions de l'effondrement du tsarisme, puis de la prise bolchevique du pouvoir. Le parti communiste chinois remporta la victoire dans une guerre civile surgie au cours de la première phase de la modernisation, et les masses paysannes plus que les ouvriers des villes fournirent les troupes de Mao Tsé-toung. Les pays d'Europe orientale se convertirent au soviétisme à cause de

la présence de l'armée rouge, au terme de la deuxième guerre mondiale. Enfin, personne ne soutiendra sérieusement que le socialisme de la Guinée ou de Cuba soit un exemple de la procession historique du capitalisme au socialisme, rendue inévitable par la contradiction entre forces et rapports de production.

De même, il est difficile, à moins de récuser l'arbitrage des faits, de soutenir la thèse de la paupérisation et de l'aggravation des contradictions du capitalisme. Depuis 1945, la croissance des économies occidentales a été plus rapide, plus régulière, plus rarement et moins gravement interrompue par des récessions qu'entre les deux guerres. Manifestement, la croissance de la production profite (encore que dans des proportions inégales) à toutes les classes de la population, et le fait d'observation de la consommation des masses est la réponse la plus simple mais la plus évidente aux doctrinaires attardés de la paupérisation(2).

Le schème marxiste classique n'est pas seulement inconciliable avec les données historiques, il comporte des faiblesses intrinsèques. Pour qu'un schème qui présente l'histoire comme une procession de régimes soit convaincant, il faut que la détermination des régimes repose sur la thèse de la primauté de l'infrastructure, elle-même commandée par la propriété des moyens de production et les relations sociales qui en résultent. Or, il n'est manifestement pas vrai qu'une économie soit adéquatement définie par le seul fait de la propriété privée des instruments de production, le terme de propriété privée englobant tout à la fois la propriété du boutiquier, celle de Rhône-Poulenc, celle des latifundistes d'Espagne et du Brésil. Dire que les économies américaine, espagnole, iranienne ou argentine de 1962 sont toutes quatre capitalistes, ce n'est pas formuler une proposition instructive, c'est dissimuler les différences substantielles, peut-être décisives, existant entre des économies dont le trait commun est de n'être pas gouvernées par un parti communiste et de tolérer la propriété privée des instruments de production. À l'intérieur du cadre tracé par la propriété privée des instruments de production et l'absence d'une planification totale, il y a place pour de telles variations de production, de productivité, de mode de vie privée ou de gouvernement, que l'application du concept du capitalisme à toutes les sociétés non soviétiques n'a strictement aucune valeur scientifique. Du capitalisme des grands barons de 1880 au capitalisme de 1962, la distance n'apparaît insignifiante qu'au dogmatique qui, par principe, nie la possibilité de réformes sans révolution.

De même et plus encore, il est dérisoire de considérer comme socialiste, au sens plein de ce terme, toute société où les moyens de production sont devenus

propriété collective, où un parti communiste est au pouvoir et un plan quinquennal de rigueur. Nous savons qu'un tel régime peut être dégradé par le culte de la personnalité, la violation de la légalité socialiste. Nous constatons que dans aucun pays qui se réclame du marxisme-léninisme ne subsistent les institutions représentatives et les libertés personnelles des intellectuels. Faut-il dire que l'autoritarisme, voire le totalitarisme vont nécessairement avec la planification, la propriété collective, le pouvoir du parti communiste? Ou bien ne vaut-il pas mieux, par prudence scientifique et pour réserver l'avenir, affirmer que la propriété collective des instruments de production ne suffit pas plus à déterminer un régime économique et, *a fortiori*, politique que les sociétés occidentales ne sont adéquatement définies quand on les a baptisées capitalistes.

Ces remarques me paraissent à ce point banales, et pour ainsi dire, évidentes, que la vraie question, à mes yeux, se pose au-delà: pourquoi le schème marxiste est-il demeuré à ce point populaire à travers le monde? Pourquoi continue-t-il d'être discuté comme une théorie actuelle? J'aperçois trois réponses.

Tout d'abord, le marxisme ou, du moins, une certaine version du marxisme, a été érigé en vérité d'État en Union soviétique. Celle-ci est aujourd'hui une des deux plus grandes puissances du monde, et elle attire les regards, inspire la sympathie, allume les espérances de millions d'hommes parmi les classes défavorisées de tous les pays du monde. Les savants, et non pas seulement les simples mortels, ne réagissent pas à une vérité d'État de la même manière qu'à une hypothèse scientifique.

D'autre part, il n'est pas impossible, à l'aide d'un petit nombre d'idées complémentaires, de rétablir un accord au moins apparent entre le schème et les faits. Convenons d'appeler capitalistes toutes les sociétés à propriété collective où le parti communiste n'est pas au pouvoir, décrétons que la révolution anticapitaliste surgira au maillon le plus faible de la chaîne (formule de Trotsky), ajoutons que le maillon le plus faible est celui du capitalisme primaire en une société à prédominance quasi féodale, considérons que l'impérialisme colonisateur ou semi-colonial résulte nécessairement des contradictions capitalistes et que la révolte anti-impérialiste résulte elle aussi nécessairement de l'exploitation dont sont victimes les pays du tiers monde: les faits majeurs de notre temps – révolution de 1917, libération des colonies, anticapitalisme du tiers monde – sont traduits en langage de marxisme et paraissent confirmer la vérité de celui-ci.

Enfin, et c'est là l'essentiel, les contradictions capitalistes, la paupérisation et

l'exploitation aggravée des masses qui ne se manifestent pas à l'intérieur des nations semblent projetées sur la scène internationale, dans la disparité accrue entre les nations riches et les nations prolétaires. Inévitablement, ces dernières sont tentées de croire que Marx avait raison, que le développement des uns a pour conséquence et pour rançon le sous-développement des autres, voire que celui-là est la cause directe de celui-ci.

Cette illusion d'optique, aisément acceptée par ceux qui, du même coup, rejettent sur d'autres la responsabilité de leur malheur, me paraît, en dernière analyse, le fondement de la popularité actuelle du schème marxiste. Et il n'est pas facile de dissiper cette illusion, parce qu'elle s'enracine dans une expérience séculaire, millénaire. Aussi longtemps que les économies étaient à peu près stationnaires, aussi longtemps que la richesse était une quantité à peu près constante et que la terre, les métaux précieux, les bénéfices commerciaux en étaient l'origine principale et le contenu même, la richesse des uns était inséparable de la pauvreté des autres. Il n'en va plus de même le jour où l'économie est essentiellement progressive, où la source de richesse est le travail, où le volume de la richesse à la disposition d'une collectivité dépend de la qualité, de l'efficacité du travail. D'année en année, une collectivité produit une quantité de biens plus grande, non aux dépens des autres, mais par un rendement accru de sa main-d'œuvre. Elle achète éventuellement plus de matières premières au-dehors, mais elle paye ces matières premières, et les pays producteurs de celles-ci (abstraction faite des prix dont nous parlerons plus loin) ont une meilleure chance de s'enrichir à leur tour, à cause et non pas en dépit du développement des autres.

Il est donc essentiel, au point de départ, de marquer avec force cette proposition évidente et pourtant méconnue: à l'époque de la société industrielle, il n'y a pas contradiction entre l'intérêt des pays sous-développés et l'intérêt des pays développés. Ceux-là peuvent progresser sans que ceux-ci rétrogradent. Bien plus, la progression des uns est une condition favorable à la progression des autres (au moins aussi longtemps que les matières premières sont abondantes et que l'espace disponible suffit à porter et à nourrir la population). Et si ces propositions vous surprennent, vous, Brésiliens, réfléchissez un instant aux contrastes entre les régions du Brésil: direz-vous que la pauvreté de la région aride du Nord-Est a pour cause le développement et la richesse relative de l'État de Sao Paulo? Direz-vous que le développement du Nord-Est n'est pas possible sans un appauvrissement corrélatif de Sao Paulo? Évidemment non. Peut-être les Brésiliens du Nord-Est jugent-ils que Sao Paulo ne contribue pas assez à la mise

en valeur des États plus pauvres de la fédération; les contribuables de Sao Paulo, en revanche, estimant qu'une proportion trop forte des impôts qu'ils payent est dépensée à Brasilia et à Recife. Mais aucun Brésilien, me semble-t-il, ne conclura que le développement du Nord-Est implique le dépérissement de Sao Paulo. Encore une fois, puisque la vraie richesse est l'efficacité du travail, pourquoi l'humanité se croirait-elle condamnée à une lutte à mort alors que les ressources naturelles ne manquent pas et que les hommes ne savent pas tous, mais peuvent tous apprendre l'art de les mettre en valeur?

Mais, dira-t-on, cette comptabilité, théorique et abstraite, entre le développement des défavorisés et le progrès des privilégiés importe moins que les faits eux-mêmes: les ex-métropoles ne sont-elles pas responsables du sous-développement des ex-colonies? Et la politique des pays riches favorise-t-elle ou contrarie-t-elle le développement des pays pauvres? Pour répondre adéquatement à ces deux questions, il faudrait des études longues et détaillées. Nous indiquerons seulement les directions dans lesquelles les réponses pourraient être trouvées.

En un sens, la responsabilité des puissances coloniales est incontestable: puisqu'elles détenaient la souveraineté, puisqu'elles gouvernaient, elles sont coupables de ce qu'elles ont fait ou omis de faire. Mais cette proposition incontestable ne devrait pas nous dissimuler la différence des temps, des idées et des morales. Que le conquérant soit responsable de la prospérité des vaincus, c'est une idée neuve dans le monde. Il y a un siècle, la classe dirigeante du Royaume-Uni n'avait pas le sentiment d'une obligation à l'égard des peuples soumis. Aussi bien, les Européens eux-mêmes ne pratiquaient-ils pas consciemment, à leur profit, une politique de croissance. Au-dehors, ils se croyaient quittes en organisant une administration efficace, en maintenant l'ordre et en initiant une petite minorité des «indigènes» à la science et à la culture de l'Occident. Qu'ils aient par là même en nombre de cas provoqué la disparité entre l'augmentation de la population et la croissance économique, ce n'est pas douteux. Mais en aurait-il été autrement si les pays réduits au statut colonial avaient conservé leur indépendance?

Que les peuples hier colonisés, aujourd'hui indépendants, soient convaincus qu'ils auraient fait mieux s'ils étaient restés maîtres de leur destin, rien de plus normal, et je ne chercherai pas à leur démontrer qu'ils ont tort, parce que la démonstration est impossible. Celle-ci exigerait que l'on pût comparer deux expériences strictement semblables, la seule différence étant qu'en un cas

l'indépendance aurait été maintenue et dans l'autre non. Mais dans toutes les comparaisons effectivement possibles, trop de variables différentes pour qu'une conclusion simple et catégorique soit possible.

La Thaïlande ne s'est pas mieux développée que le Viet-nam ou la Birmanie. Ni le Libéria mieux que la Côte-de-l'Or ou le Nigéria. Le développement du Japon a été impressionnant, celui de la Chine a été retardé, mais le Japon a échappé aux ambitions européennes précisément parce que la classe dirigeante a montré l'intelligence et le courage nécessaires à une occidentalisation autonome, cependant que la Chine a vécu près d'un siècle de troubles intérieurs et de guerres civiles avant que le parti communiste n'impose une autorité absolue et une discipline impitoyable. S'il est difficile de préciser l'écart entre ce qui aurait pu être et ce qui a été dans les pays soumis à un régime colonial au sens strict du terme, la tâche devient plus difficile encore dès qu'il s'agit de pays dominés, éventuellement exploités par d'autres, mais sans perte de souveraineté, au sens juridique du terme. Si les pays d'Amérique latine ont, au XIXe et au XXe siècle, pris du retard par rapport à l'Amérique du Nord, la faute en est-elle à celle-ci? Les corporations américaines ont-elles empêché l'industrialisation là où elles s'étaient établies? Comme on peut l'imaginer aisément, la tentation est forte, en une pareille situation, pour chacun d'accuser l'autre. Rien n'empêchait les pays d'Amérique latine de créer des industries qu'ils ont souvent laissé à des capitaux venus des États-Unis le soin de créer, disent les uns. Les capitaux américains ont prélevé des profits excessifs, ils ont, en certains cas, rapatrié les bénéfices, dominé les gouvernements faibles et ainsi contribué à freiner le développement, disent les autres. Ces deux arguments ne sont pas contradictoires, et les hommes ne seraient pas humains s'ils ne retenaient pas de préférence l'un ou l'autre.

Aujourd'hui, les pays développés proclament à l'envi leur résolution d'apporter une aide aux pays moins favorisés. À quoi les représentants de ces derniers répondent, non sans motif parfois, que les actes ne s'accordent pas toujours avec les paroles et que les taux des échanges (*term of trade*) aboutissent à l'exploitation des producteurs de matières premières au profit des économies industrialisées, c'est-à-dire finalement des sous-développés par les développés. Je ne méconnais pas la portée du phénomène, mais on a tort, me semble-t-il, de l'attribuer à une volonté consciente des États ou des corporations.

Le pays qui tire ses ressources en devises, pour 50 ou 60%, de la vente d'un seul produit – café, étain ou plomb – se trouve à coup sûr en une position peu enviable. Le risque d'un excès de l'offre sur les marchés des matières premières

est grand, et l'élasticité de la demande étant modeste, il suffit d'un excédent relativement faible pour déclencher une baisse profonde des cours. Mais il n'est pas facile pour les États et les corporations, même animés par hypothèse d'une entière bonne volonté, de maîtriser les fluctuations et d'assurer la stabilité de prix rémunérateurs.

Deux idées me semblent être essentielles. Tout d'abord, quels que soient les efforts faits pour organiser les marchés mondiaux des matières premières, les pays en voie de développement ne doivent pas dépendre d'une production unique: diversification des cultures et industrialisation sont et seront de plus en plus indispensables à la prospérité, à l'équilibre, à l'autonomie de toutes les nations.

La deuxième idée, qui ne sera pas aussi facilement admise, est que les pays industrialisés ne doivent pas leur fortune au bas prix des matières premières, pas plus qu'ils ne la doivent à l'asservissement ou à l'exploitation des colonies. Non que les métropoles n'aient tiré des avantages substantiels de leurs possessions. Non que des taux favorables de l'échange ne soient les bienvenus pour les pays industrialisés. Mais ceux-ci n'ont pas besoin de ces appoints finalement marginaux.

L'exemple des pays d'Europe est parlant: la Hollande tirait 17% de son revenu national, avant la guerre, de l'Indonésie; elle a perdu son empire et, pourtant, jamais elle n'a été aussi prospère, jamais elle n'a eu un taux de croissance aussi élevé (environ 4% par personne active au cours des années 50). La même proposition est valable pour la France, pour la Grande-Bretagne (même si celle-ci a eu, au cours des dix dernières années, un taux de croissance plus faible que les autres pays d'Europe occidentale). Que l'on y réfléchisse: les matières premières représentent, dans les pays développés, un pourcentage de la valeur du produit national qui n'atteint pas 15%. Les fluctuations, même violentes, des cours des matières premières, n'exercent qu'une influence limitée sur le montant du produit national des pays industrialisés. Ceux-ci demeureraient riches même s'ils achetaient 50% plus cher quelques biens primaires. Tout au plus quelques pays, la Grande-Bretagne en particulier, auraient-ils plus de peine à équilibrer leurs comptes extérieurs. Encore pourraient-ils vendre davantage aux producteurs de biens primaires si les cours de ceux-ci étaient plus élevés.

Le schème marxiste du devenir n'est donc pas plus vrai, en tant qu'interprétation des rapports entre les nations, qu'il ne l'est en tant qu'interprétation des rapports entre les classes. Les pays occidentaux ne sont pas

condamnés à mort par la perte de leurs empires et par la révolte du tiers monde. Celui-ci n'a ni besoin de déclarer la guerre à l'Occident pour assurer son propre développement, ni intérêt à le faire. Tensions et conflits, psychologiques et économiques, sont multiples entre les groupes, à l'intérieur des nations comme entre les nations, qu'il s'agisse des prix des biens et services ou de la répartition des richesses. Mais le volume de celles-ci n'est plus une fois pour toutes fixé, il se gonfle à mesure que s'élargit la fraction de l'humanité capable d'appliquer la science à l'industrie. Avec ou sans industrie, il y aura des querelles et, selon la raison, il n'y aura pas de lutte à mort.

Le schème du devenir tracé par W.-W. Rostow prend pour point de départ, nous l'avons dit, non pas les régimes mais les phases de la croissance. Ainsi, mon ami Rostow, hier professeur au Massachusetts Institute of Technology, aujourd'hui chef du service de planification au State Department, distingue cinq phases: *la société traditionnelle, les conditions préalables au décollage* (ou démarrage)(3), *le décollage, la marche vers la maturité, l'ère de la consommation de masse.*

La théorie de Rostow a de multiples mérites. Contre l'obsession de phases déterminées par les régimes, elle a donné la théorie de phases déterminées par le montant du revenu national, par l'étape de l'industrialisation. Combinant les résultats des études de Colin Clark avec les suggestions venues de la confrontation entre l'économie soviétique et les économies occidentales, il s'efforce de retrouver la route commune à toutes les économies en voie de modernisation. Enfin, la théorie évite les pièges d'un déterminisme rigoureux, elle admet la diversité des politiques de croissance à chacune des phases et les choix qui demeurent possibles au moment de l'accession à la maturité, puis à la consommation de masse. Mais cette théorie me paraît à la fois trop rigide et trop vague.

Le concept de société traditionnelle est de faible utilité, me semble-t-il, parce qu'il est censé s'appliquer à toutes les sociétés non développées. Celles-ci, nous l'avons vu, n'ont d'autre trait commun que d'être non moderne ou non industrialisées. Toutes les sociétés du passé rentrent dans la catégorie «société traditionnelle», qu'il s'agisse des sociétés archaïques de Nouvelle-Guinée, des tribus d'Afrique noire ou des vieilles civilisations de la Chine ou de l'Inde. Un concept d'extension aussi vaste est-il bien utile, et la modernisation impose-t-elle, ici et là, des tâches semblables?

Quant à la deuxième phase – celle des conditions préalables au décollage – on

peut se demander si elle constitue authentiquement une phase distincte. Il est vrai que le décollage suppose des transformations profondes d'ordre social, psychologique, politique aussi bien qu'économique. Mais ou bien cette phase est définie par des caractères quantitatifs et économiques (création d'une infrastructure de moyens de communication, augmentation de la production agricole, édification des premières usines) et, en ce cas, il reste à savoir si elle se distingue nettement de la troisième, celle du décollage, ou bien elle se définit avant tout par la modernisation politique et psychologique, une attitude nouvelle des travailleurs et des gouvernements à l'égard du travail et, en ce cas, il s'agit moins d'une phase délimitée que d'un processus qui accompagne, jamais achevé, toutes les phases de la croissance. Les gouvernements français prêchaient encore, dans les années 30, l'équilibre de l'agriculture et de l'industrie, ce qui témoignait d'une étrange méconnaissance de la nature essentielle de la modernité. Enfin, quelle que soit la définition que l'on retienne, qualitative et quantitative, cette phase restera indistincte parce que les débuts de la modernisation ont été foncièrement autres selon que l'avènement de la société industrielle a été spontané et endogène ou, au contraire, déterminé par le contact avec l'Occident.

La troisième phase, celle du décollage, marquerait le passage à une croissance cumulative et soutenue, elle comporterait l'élévation à 10%, au moins du pourcentage du revenu national investi, elle serait, en chaque cas, déterminée par la croissance rapide de quelques secteurs industriels: textiles, chemins de fer... Pour cette troisième phase, le problème est de savoir si la phase du décollage, avec ses trois caractères majeurs (investissement de 10% du revenu national, secteur industriel avec un taux élevé de croissance, constitution d'un cadre institutionnel adapté aux exigences de la modernisation) apparaît nettement dans l'histoire économique des pays aujourd'hui développés. Or, les historiens de l'économie française n'ont rien trouvé, durant les années 1830-1860, qui distinguât ces dernières des années antérieures ou postérieures. Dans le cas de la Grande-Bretagne, le décollage daterait de 1780-1800, la maturité de 1850, et la consommation de masse de 1940. L'écart entre les phases de maturité et de consommation de masse ne se retrouve pas, semble-t-il, dans des expériences plus récentes, et il s'expliquerait par les conditions sociales (inégalité très forte des revenus) et économiques (absence des objets de consommation durable) du siècle dernier. Mais, du même coup, on se demande si la notion du décollage, si peu identifiable dans le passé des pays développés, se prête à un emploi actuel. Peut-on dire qu'à partir d'un certain volume des investissements la croissance

soutenue est garantie? Y a-t-il un point à partir duquel l'économie se maintient d'elle-même en croissance, comme l'avion dans l'air? N'oublions pas l'expérience de l'entre-deux-guerres et le recul de l'économie française (qui avait atteint la maturité en 1910) au cours des années 30. Une natalité trop forte ou trop faible risque de faire retomber une économie qui aurait apparemment quitté le sol.

De toute manière, on peut se demander dans quelle mesure les problèmes et les phases sont les mêmes pour les pays qui ont créé et pour ceux qui ont reçu ou imité la société industrielle, dans quelle mesure le décollage du Brésil en 1960, utilisant la technique d'aujourd'hui et avec une population qui augmente à un taux supérieur à 3% par an, est comparable au décollage de la France en 1830, qui ignorait les antibiotiques, les réfrigérateurs et les automobiles; les progrès de l'hygiène augmentent la pression de la population, la multiplication des biens de consommation accroît la propension à consommer. Les problèmes ont peut-être quelques points communs, ils n'en sont pas moins singulièrement différents.

Aucune de ces remarques auxquelles W.-W. Rostow souscrirait probablement ne réfute la théorie. Toutes ensemble, elles conduisent aux conclusions méthodologiques suivantes. Il aurait été préférable de déterminer d'abord la nature de la société industrielle à laquelle conduisent les phases de la croissance au lieu de prétendre identifier les phases communes d'un devenir dont l'objectif n'est pas déterminé. Il aurait été préférable de distinguer les croissances spontanées et les croissances indirectes, la création et l'imitation de la société industrielle. Il aurait été préférable de chercher en même temps les caractères communs à toutes les sociétés en voie de modernisation et les modèles différents de croissance. Il aurait été préférable enfin de s'interroger directement sur la pluralité des versions possibles de la société industrielle.

Certes, W.-W. Rostow se garde bien d'affirmer soit que l'Union soviétique deviendra démocratique en accédant à la consommation de masse ou que, tout au contraire, les États-Unis deviendront socialistes au fur et à mesure du mûrissement capitaliste. Tout au contraire, il note que diverses possibilités s'offrent aux nations arrivées à un certain stade. Une fois atteinte la maturité, les nations peuvent choisir entre une politique extérieure ambitieuse, les lois sociales avec l'État providence et l'élévation du niveau de vie. À la phase de la consommation de masse, les ressources seraient encore plus grandes, donc la marge de choix serait encore élargie. Le peuple américain ou plutôt les familles américaines auraient choisi d'avoir plus d'enfants: le *baby boom* serait venu

relancer les désirs des consommateurs.

Mais, je pense qu'il n'a pas encore été assez loin dans la voie de la dissociation du mouvement historique. Les marxistes ont voulu, à tort, faire sortir l'impérialisme des contradictions capitalistes, et les guerres européennes des rivalités impérialistes. Rostow ne veut pas relier par un lien de déterminisme strict les guerres européennes à une phase déterminée de la croissance, mais il montre dans l'impérialisme une tentation de la maturité et dans l'élévation du niveau de vie, un substitut aux ambitions extérieures. Guerre et impérialisme me paraissent des risques permanents, inséparables d'un système international constitué par des souverainetés militaires rivales. Il est difficile de décider si l'augmentation des ressources, constitutive de la croissance, incline les peuples au pacifisme en leur donnant les moyens de la prospérité, ou les incite aux aventures en leur permettant d'accumuler les moyens de destruction.

De même, Rostow écrit: «Le communisme est une forme particulièrement inhumaine d'organisation politique, capable de lancer et de soutenir la croissance dans les sociétés où, pendant la phase des conditions préalables, il ne s'est pas créé une classe moyenne commerçante, nombreuse et entreprenante, et une entente politique suffisante entre les dirigeants de la société. C'est une sorte de maladie qui peut atteindre une société en période de transition si elle n'organise pas efficacement ceux de ses éléments qui seraient disposés à s'attaquer à la tâche de la modernisation.» Que la révolution de 1917 ait surgi en une phase de confusion créée par le début de la modernisation, rien de plus incontestable. Il n'est pas démontré pour autant qu'un régime de parti unique soit inadapté à une société technologique développée. Il n'est pas démontré que, une fois un des grands États converti à ce régime et à cette idéologie, d'autres ne seront pas entraînés sur la même voie, non par suite de circonstances internes, mais à cause de l'influence exercée par des puissances dirigeantes.

La croissance de chaque nation est une histoire. *A fortiori*, la modernisation de l'humanité, considérée comme une unité, est une histoire à la fois unique (*einmalig*) et singulière (*einzigartig*) dans laquelle les nations retardées ne répètent pas les expériences de l'avant-garde, mais subissent la pression, matérielle et morale, des nations de pointe. Quand la France «décollait», elle ne s'interrogeait pas sur les mérites respectifs des modèles soviétique, occidental (européen ou américain), chinois et japonais de croissance.

Nous croyons prématurée et méthodologiquement aventureuse la tentative de Rostow pour délimiter des «phases de croissance», comme si tous les pays

devaient parcourir les mêmes étapes et suivre la même route. Il nous paraîtrait préférable de partir de la notion de la société industrielle et, distinguant grossièrement une phase initiale et une phase de maturité, de chercher les types de situation prémoderne et les types de modèle ou de politique de croissance.

Trois problèmes pourraient être éclairés par cet usage, analytique et critique, de la théorie du développement. Quel est le type de régime ou de politique, économique ou politique, qui répond le mieux aux exigences d'une phase donnée? Quel est le type de régime le plus probable en une phase donnée? Enfin, à supposer que le chemin suivi par les différents pays ne soit pas le même, tendent-ils tous à se rejoindre au point d'arrivée?

Les deux premières questions ne se confondent pas, sinon aux yeux des optimistes qui, forts de leur confiance dans la rationalité de l'histoire, ne doutent pas que ce qui est le meilleur ne soit aussi le plus probable.

L'opinion est souvent exprimée que le régime, économique et politique, le plus efficace dans une phase initiale de développement, est de type soviétique. L'opinion, pour être courante, n'en est pas moins étrange. Ou tout au moins, elle n'apparaît vraisemblable qu'au prix de diverses réserves. Économiquement, un régime de type soviétique présente avant tout un mérite et un défaut, l'un et l'autre également incontestables. D'après l'expérience, il réussit à construire des usines et à transférer vers les villes et l'industrie la fraction de la main-d'œuvre excédentaire dans l'agriculture. Mais nulle part il n'est parvenu à réconcilier les paysans avec la collectivisation, nulle part il n'a surmonté la relative pénurie de produits alimentaires. La Chine souffre aujourd'hui d'une sous-alimentation généralisée et achète au-dehors, annuellement, depuis 1960, pour plusieurs centaines de millions de dollars de nourriture (surtout céréales). La crise n'est pas aussi grave dans les pays soviétiques d'Europe, mais elle n'en sévit pas moins, et les discours de M. Khrouchtchev, les hausses récentes (en 1962) des prix des denrées de première nécessité en portent témoignage. Au moment du premier plan quinquennal, le gouvernement soviétique décida la collectivisation de l'agriculture, moins par conviction doctrinale que pour accroître le pourcentage de la récolte prélevé sur les paysans et destiné à l'alimentation des villes gonflées par l'afflux des travailleurs dans l'industrie. En effet, le pourcentage dut être porté de quelque 15% à quelque 34%. Mais laissant même de côté la destruction de la moitié du bétail et la famine provoquées par cette guerre déclarée au paysan, la technique collectiviste se révèle encore aujourd'hui inefficace. Le rendement des terres n'a que faiblement augmenté, et les paysans,

sur leurs lopins de terre qui, ensemble, ne représentent qu'une portion dérisoire (quelques pourcents de la superficie totale), continuent de produire environ la moitié du volume total de viande et de produits laitiers. La Russie, disposant au point de départ d'une base agricole plus large, a atteint malgré tout, au-delà de la crise de collectivisation, un objectif minimum. Mais la Chine, dont les conditions de départ étaient beaucoup moins favorables (taux de croissance démographique élevé, relation moins favorable entre surface cultivée et volume de la population, agriculture traditionnelle intensive), est menacée de disette, au point que la production industrielle a cessé de croître et même, depuis deux ans, diminue.

Le mérite authentique du régime soviétique, par rapport à la croissance considérée comme un objectif moins prioritaire qu'absolu, c'est dans l'ordre politique qu'il apparaît: effort massif d'instruction, bureaucratie centralisée s'efforçant à la rationalité, pouvoir fort de l'État appuyé sur un parti, usage simultané de la contrainte et de l'enthousiasme organisé afin de créer et d'entretenir une volonté collective de développement et un consentement aux rigueurs de l'édification socialiste. Je ne méconnais pas les œuvres de ciment et d'acier finalement édifiées par les planificateurs soviétiques, mais le coût de ces œuvres a été considérable, et celui qui demeure fidèle à l'héritage humaniste et libéral de l'Occident peut légitimement souhaiter, non pas dans son seul intérêt, mais tout autant dans celui des peuples eux-mêmes, que les pays du tiers monde arrachent leur économie du sol sans prendre modèle sur les exploits de Staline.

Au reste, il n'y a pas de cause générale qui condamne les pays en voie de développement à passer par une phase soviétique. Sur le plan du préférable, l'exemple de réussite le plus éclatant est celui du Japon, non pas seulement celui du Japon d'aujourd'hui, qui atteint à des taux annuels de croissance du produit national brut de plus de 10% (le taux a été, plusieurs années de suite, de quelque 14%), mais celui du Japon du Meiji, entre 1870 et 1930. Durant cette période, le Japon, sous l'impulsion d'une fraction éclairée de la classe dirigeante traditionnelle, a modernisé tout à la fois son organisation administrative, juridique, scolaire et universitaire, étatique. Politiquement, le régime a été autoritaire, mais avec des institutions représentatives et un élargissement progressif des libertés individuelles et intellectuelles; économiquement, une réforme agraire a transformé la condition paysanne, et les capitaux nécessaires à l'industrialisation ont été prélevés partiellement sur les anciens propriétaires, partiellement sur l'épargne de toutes les classes. L'essentiel a été la mutation d'ensemble: réformes imposées d'en haut (instruction universelle et obligatoire,

rationalisation du droit et de la bureaucratie), classe d'entrepreneurs semi-privés et semi-publics, grâce à la solidarité des grandes familles dans les affaires et l'État, maintien et renouvellement des idéologies anciennes dans une synthèse de la tradition et de l'Occident.

À la lumière de cette expérience, il ne serait pas impossible d'énumérer les conditions partout nécessaires au décollage: constitution d'un État moderne, c'est-à-dire disposant d'une administration et d'une législation rationalisées, diffusion d'un enseignement inspiré de l'Occident, recrutement d'*entrepreneurs* et formation du capital d'investissement nécessaire. Il est bien rare qu'une classe dirigeante issue du passé prémoderne se montre capable d'un tel dynamisme révolutionnaire. Mais il est clair également que des régimes divers et non pas seulement communiste – peuvent créer cet ensemble de conditions.

Quel est le régime le plus probable? Je ne crois pas qu'à cette question il convienne de donner une réponse catégorique. Au siècle dernier, les pays en voie de décollage n'ont eu nul besoin de la technique proprement soviétique. La Russie tsariste elle-même était en train de mener à bien le procès d'industrialisation sans recourir aux mesures extrêmes de l'ère stalinienne. Je n'affirmerai pas, comme le fait Rostow, que la Russie tsariste aurait été invulnérable à une révolution bolchevique si la guerre de 1914 n'avait pas eu lieu ou avait eu lieu dix ans plus tard. Mais il n'est pas déraisonnable d'affirmer que dix ans plus tard, grâce au progrès que l'économie russe était en train d'accomplir, le régime tsariste aurait été transformé et moins exposé à l'effondrement qui, après trois années de guerre, donna une chance à Lénine et à ses compagnons.

La probabilité d'un régime de type communiste, à notre époque, ne dépend plus seulement des conditions internes de chaque pays, mais aussi de la conjoncture mondiale. Au début du siècle la modernité se définissait par la liberté politique et le parlement; elle se définit aujourd'hui par l'industrialisation et le plan. Position géographique, conditions idéologiques des révolutionnaires déterminent et détermineront le régime adopté par chaque pays, tout autant que les données de base, démographiques ou économiques, et que les exigences du développement.

La confirmation de cette thèse nous est paradoxalement fournie par Cuba. De tous les pays d'Amérique latine, Cuba était un de ceux, peut-être celui qui avait le moins besoin d'une révolution de type soviétique: l'île n'était pas surpeuplée; pour le revenu par tête elle venait au troisième rang de l'Amérique latine,

l'exportation de sucre fournissait environ six cents millions de dollars par an, une classe moyenne se formait dans les villes. Si les illettrés demeuraient nombreux à la campagne (plus de 40% de la population), si la diversification de l'agriculture s'imposait, si un effort d'industrialisation avec des entrepreneurs et du capital cubains était souhaitable pour réduire la dépendance à l'égard des États-Unis, nul bouleversement n'était requis pour assurer le décollage; même une nationalisation des corporations américaines ne rendait pas inévitable la rupture avec les États-Unis.

Ce n'est pas la nécessité économique, c'est la dialectique du malentendu et de l'hostilité, c'est le dynamisme des idées et des hommes qui ont amené au soviétisme une révolution dont les classes moyennes des villes avaient été les agents les plus actifs et dont Fidel Castro avait été le symbole et le porte-parole. Les observateurs discutent sur la part de responsabilité qu'il convient d'attribuer aux maladresses de la politique américaine et à la passion de Fidel Castro (ou des communistes, Raoul Castro et Che Guevara) dans le cours des événements de 1959 à 1961. Même si l'on incline à croire, ce qui est mon cas, qu'une diplomatie américaine plus compréhensive n'aurait pas modifié l'issue, le doute subsiste et subsistera toujours. Mais quelle que soit l'interprétation retenue, personne ne peut méconnaître le rôle d'un ou de quelques hommes. C'est Fidel Castro qui, arrivant au pouvoir, a dissous tous les partis, sauf le parti communiste, et s'est refusé à donner une organisation au Mouvement du 26 juillet. C'est lui qui a préféré finalement la gloire d'être le premier chef d'une république soviétique dans l'hémisphère occidental à l'instauration d'une république bourgeoise, libérale et prospère. Délire de grandeur, antiaméricanisme, progressisme des intellectuels latins, de la rive gauche de la Seine à La Havane et à Rio de Janeiro, tous ces penchants et motifs ont dû peser sur les paroles et les actes d'un homme, agent de ce qui est, quel que soit l'avenir, un événement de l'histoire universelle.

Ce régime est-il adapté aux exigences de modernisation de Cuba? L'expérience seule en décidera. Pour l'instant, les difficultés auxquelles se heurte le régime sont considérables, mais ne prouvent rien pour ou contre la technique. Il va de soi qu'en substituant à la dépendance par rapport aux États-Unis la dépendance à l'égard du bloc soviétique, en recevant presque toutes ses importations par mer des pays lointains et en troquant la plus grande partie de la récolte de sucre au lieu de la vendre contre des dollars, le régime fidéliste se rend à lui-même la tâche pour le moins ardue. Ce n'est pas la technique elle-même de modernisation qui serait en cause, mais la diplomatie qui aboutit à la rupture

avec l'hémisphère occidental et à l'intégration au bloc russe ou sino-russe.

Nous passons du même coup à la deuxième question: quel est le régime le plus probable en une phase initiale d'industrialisation? Il n'est pas non plus possible de donner une réponse générale et catégorique. On peut admettre qu'à notre époque au moins, les premières phases de la modernisation comporteront une intervention accrue de l'État, un rôle d'autant plus grand des fonctionnaires et de l'investissement public que le pays dispose de moins d'entrepreneurs et de capitaux d'épargne individuelle. Il est improbable également que les pays en voie de développement parviennent à combiner institutions représentatives, suffrage universel et participation active des masses. Là où les masses sont déjà actives, un genre quelconque (il y en a beaucoup) de régime autoritaire et de parti unique est au moins probable. Mais les traits inévitables du régime, économique et politique, n'équivalent nullement à un régime soviétique. Les chances ou les risques d'une révolution de type soviétique en un pays en voie de développement sont accrues ou réduites en fonction de circonstances multiples: contexte international, comportement de la classe dirigeante, composition du parti communiste, part des hommes et des accidents.

L'antiaméricanisme, dans telle zone du monde, favorise les partis qui se réclament du modèle soviétique, les hommes abusés par l'antinomie de l'Union soviétique et des États-Unis inclinant à méconnaître les solutions intermédiaires et à traduire en sympathie pour l'autre l'inimitié qu'ils ressentent à l'égard de l'un. De plus, la mode intellectuelle à travers le monde favorise aujourd'hui le plan plus que le marché, l'industrie plus que le parlement, l'autorité plus que les droits individuels.

À l'intérieur des pays, les données matérielles – rapport du volume de la population au volume des ressources – aggravent ou relâchent les tensions. Par leurs traditions, leurs croyances, leur tempérament, les masses sont plus ou moins portées aux solutions violentes ou détournées d'elles, mais peut-être le facteur dominant est-il, en dernière analyse, politique plus encore qu'économique. La faiblesse, l'inefficacité, les divisions de la classe dirigeante aident, facilitent les entreprises de subversion. Si les masses ont le sentiment que le développement est paralysé par la structure sociale, le jour où elles sortent de la passivité séculaire elles se portent spontanément vers l'extrémisme. Il est faux de croire que le taux de croissance détermine l'attitude des masses, celles-ci étant apaisées par un taux élevé, exaspérées par un taux faible. Tout au contraire, les taux, qui sont des moyennes statistiques, ne permettent nullement de prévoir

l'attitude passive, résignée, révoltée des peuples et des classes en un pays déterminé. Ce que l'on peut dire, à ce niveau de généralité, c'est que les oligarchies, corrompues et impuissantes, incapables des réformes dont les gouvernés devinent la nécessité économique autant que le caractère moralement impératif préparent, à notre époque plus qu'à toute autre, leur propre ruine.

Rien de surprenant, au reste, dans cette conclusion. Le mérite principal d'un régime soviétique, par rapport à la croissance, n'est pas d'ordre économique, mais d'ordre politique: il assure une autorité ferme au sommet et la transmission des volontés du pouvoir à travers le corps social tout entier par l'intermédiaire du parti unique. Quand le régime en place est incapable de commander ou de diffuser ses commandements, le modèle soviétique offre apparemment une issue.

Peut-on aller au-delà et poser une question de même sorte à propos des phases postérieures du développement? Une société parvenue à une phase de maturité appelle-t-elle un régime déterminé, aux deux sens du mot «appeler»? Quel est le régime qui lui convient? Quel est le régime qui a le plus de chances de s'y établir? Ces sortes d'interrogations touchent à l'essentiel. S'il est entendu que le développement ou la création d'une société industrielle constitue l'objectif de tous les peuples, cet objectif est-il en lui-même assez défini pour que l'on puisse postuler la tendance au rapprochement des pays qui atteignent à une phase comparable de développement? Les conflits de régimes tendent-ils à s'apaiser au fur et à mesure du progrès économique?

Les opinions les plus contradictoires sont exprimées ici et là au sujet de la conjoncture idéologique. Sommes-nous en une phase de lutte à mort, des représentations du monde incompatibles étant aux prises, avec, pour enjeu, la domination des âmes et les constructions de l'avenir? Ou bien, tout au contraire, les idéologies sont-elles en train de mourir, et toutes les collectivités prennent-elles peu à peu conscience non pas seulement de leur interdépendance, mais de la similitude de leurs aspirations et de leurs œuvres? Ma thèse se présentera sous forme de quatre propositions.

1°) Sur le plan économique et social, tous les pays, sous toutes les latitudes, de toutes les races, prétendent viser le même but au nom des valeurs fondamentalement semblables. Le temps n'est plus où un maréchal de France prêchait le retour à la terre. Personne n'ose plus se déclarer hostile à l'industrie et à la ville. Produire plus et mieux, répartir de manière moins inégale les fruits d'une production accrue grâce au progrès de la productivité, aucun État, aucun régime qui ne proclame de telles ambitions – parfois hommage rendu par le vice

à la vertu, mais aussi expérience de valeurs reconnues comme inévitables. Simultanément, les doctrines racistes sont presque universellement répudiées, en paroles sinon en actes, comme si nul n'osait plus nier la vocation de l'homme à l'universalité.

Entre régimes soviétiques et régimes occidentaux, le conflit porte donc, *du moins dans l'ordre économique et social*, sur les moyens plus que sur le fond. Les porte-parole du soviétisme prétendent que seule une révolution permet de développer pleinement les forces productives et de répartir équitablement les bénéfices de ce développement. Ils prétendent que seul le parti communiste et la toute-puissance de ce parti sont capables d'assumer cette révolution. Ils prétendent enfin que seule cette révolution garantit la liberté des hommes, autrement voués à l'exploitation et à l'asservissement par les détenteurs des moyens de production et les monopolistes. Ces prétentions sont, à mes yeux, dénuées de tout fondement. Le régime soviétique, avec ses procédés impitoyables, la suppression de toutes les libertés personnelles, ne m'apparaît excusable qu'en tant que méthode, parfois peut-être inévitable mais toujours en elle-même détestable, de modernisation accélérée.

Sur le plan religieux, il est vrai, le conflit des deux mondes a une signification tout autre. Le monde occidental n'est pas proprement chrétien, bien que le christianisme soit de multiples manières lié à l'Occident. Mais il n'est pas officiellement athée ou hostile à la religion. L'État y est le plus souvent neutre à l'égard de l'Église ou de la foi individuelle, il n'est jamais armé d'une religion confondue avec la vérité politique. Or, l'État soviétique se veut hostile aux Églises, il impose une idéologie qui exclut toute transcendance comme partie intégrante d'une vérité politique décrétée vérité d'État, le véritable conflit entre soviétisme et Occident, sur le long terme, porterait moins sur les modalités de la modernisation économique que sur le droit des hommes à concevoir librement leur destination au-delà des pyramides de béton et d'acier.

2°) Dans les pays développés, les querelles idéologiques, héritées du début du siècle ou du siècle dernier, ont perdu, à l'heure présente, leur virulence. Les débats d'idées continuent sur la part qu'il convient d'accorder au plan ou aux mécanismes du marché, à la propriété collective ou à la propriété individuelle des instruments de production, mais ces débats passionnent quelques spécialistes plutôt que l'ensemble des professionnels de l'économie, et ils ne semblent plus passionner la masse des populations. L'expérience des quinze dernières années, en Europe occidentale, a montré que le développement est désormais un mot

d'ordre commun de la droite et de la gauche et que, même en fait de répartition du revenu national, la gauche n'a pas l'exclusivité de la tendance vers la réduction des inégalités.

D'une certaine manière, il ne serait pas faux de définir les pays développés comme ceux où le développement n'oppose plus la droite et la gauche, parce qu'il n'exige plus de réformes sociales d'ordre fondamental. Certains régimes, certaines professions, certaines entreprises peuvent être victimes de l'expansion, mais ces protestataires s'orientent aussi bien vers le «poujadisme», classé à droite, que vers le communisme, classé à gauche.

3°) Si la formule de la mort des idéologies (celles-ci étant définies comme des systèmes globaux d'interprétation du monde historique) peut s'appliquer aux pays développés d'Occident, elle n'est certainement pas valable pour les pays en voie de développement. Ceux-ci connaissent fatalement un débat aussi confus que passionné.

D'une part, en effet, ils hésitent entre les divers modèles de développement que notre époque leur présente, et ils ont tendance chacun à confondre la recherche d'une méthode, adaptée à leurs problèmes propres, avec un choix entre ces modèles étrangers dont les propagandes contradictoires ne cessent de leur vanter les mérites. D'autre part, en une phase initiale le développement économique requiert le plus souvent des transformations sociales plus ou moins radicales. Il est fréquent que certains mots d'ordre, apparemment de gauche, aient une signification conservatrice (par exemple quand les institutions représentatives sont dominées et manipulées par des ploutocrates ou de grands propriétaires). Valeurs politiques de liberté et valeurs économiques de développement risquent d'être ou de paraître contradictoires.

4°) Si les pays développés inclinent à la paix idéologique et si les pays en voie de développement n'échappent pas aux querelles idéologiques, qu'en est-il des relations Est-Ouest et du grand schisme idéologique? Au fur et à mesure que l'Union soviétique progresse, abandonne-t-elle l'intransigeance de sa jeunesse révolutionnaire?

À en croire M. Khrouchtchev, nous le savons, les petits-fils de M. Kennedy vivront sous un régime socialiste. À en croire M. Kennedy, nous ne l'ignorons pas davantage, les petits-fils de M. Khrouchtchev vivront sous un régime de liberté, c'est-à-dire sous un régime de type occidental. Faut-il trancher entre ces affirmations? S'il le fallait, mon jugement rejoindrait mes préférences; au risque d'être accusé de *wishful thinking*. M. Kennedy me paraît avoir pour lui le bon

sens en même temps que la probabilité. Pourquoi une société opulente, tels les États-Unis, se soumettrait-elle aux rigueurs du soviétisme? Il faut imaginer soit une défaite militaire, soit une répétition aggravée de la grande dépression, pour que l'hypothèse acquière une vague vraisemblance. En dehors de ces catastrophes historiques, c'est le rapprochement venu de l'autre côté qui est le plus vraisemblable. Au fur et à mesure que la révolution vieillira et que le niveau de vie s'élèvera, le régime soviétique devrait rendre plus de jeu aux désirs des consommateurs, attacher plus d'importance aux calculs économiques des investissements, laisser plus de liberté aux individus et aux idées.

Mais pourquoi trancher entre des prétentions rivales qui ne peuvent être vraies à la fois, mais qui peuvent être fausses toutes deux? Rien ne prouve qu'une société développée doive être d'un type unique et que l'histoire doive consacrer la victoire finale du Kremlin ou du Capitole. Le stalinisme, dans sa version extrême et délirante, est peu compatible avec les exigences d'une société industrielle, à un niveau élevé de rationalisation, mais il n'en va pas de même d'un régime de parti unique et d'idéologie d'État. À l'intérieur d'un cadre dit marxiste, beaucoup de discussions d'idées peuvent trouver place, comme à l'intérieur du cadre d'un parti unique une compétition organisée peut s'introduire.

S'il en est ainsi, la leçon majeure de cette étude n'est pas une prophétie mais un conseil de sagesse. En un univers unifié par la technique, les hommes continueront longtemps de croire à des dieux ennemis. Pour que l'humanité survive, elle doit s'accommoder de ses divisions. Coexistence pacifique, bien sûr. Mais pour que la coexistence soit authentiquement pacifique, elle doit être aussi idéologique. En d'autres termes, les croyants doivent se tolérer les uns les autres. La guerre, dit-on, naît dans les âmes des hommes. La paix, au-delà de la coexistence, naîtra de l'acceptation, par chacun, des droits et des convictions de l'autre.

(1) Cette étude est le texte quelque peu développé de conférences faites dans les universités brésiliennes en septembre 1962.

(2) Du moins de la paupérisation absolue. Il n'est pas démontré que Marx ait cru à la paupérisation absolue. La discussion de la paupérisation relative est trop complexe pour trouver place ici.

(3) L'expression anglaise *take-off* signifie décollage, mais le traducteur français a utilisé le terme de démarrage.

Développement, rationalité et raison

Preuves
juillet 1963

Cet essai traite de problèmes complémentaires à l'étude "Idéologie et développement" parue dans notre N°146. Rédigé à l'occasion d'un colloque, il a pris la forme d'une réponse aux thèses du professeur Morris Ginsberg qui, reprenant les théories évolutionnistes du XIXe siècle, considérait que dans l'ensemble le mouvement de notre temps confirme l'évolution dans le sens de la rationalisation et de la moralisation, et confronte cet évolutionnisme optimiste avec les théories actuelles du développement. Un troisième essai de Raymond Aron terminera ces réflexions sur le rapport entre l'évolution matérielle et le climat d'idées des différentes sociétés.

Le rapport du professeur Ginsberg pose de multiples problèmes qui ne pourraient être traités que dans le cadre d'un vaste ouvrage. Mais, au centre de sa pensée, j'aperçois une interrogation que je voudrais formuler dans mon propre langage.

L'interprétation "évolutionniste et rationaliste" de l'histoire humaine, dit-il au point de départ, ne jouit pas de la même faveur qu'au siècle dernier. Or, ce scepticisme n'est pas justifié et il est démenti par la pratique scientifique de ceux qui, en théorie, rejettent tout schématisme global de l'histoire. Les historiens ou savants parlent "de croissance et de développement", notions qui ne prennent un sens que par référence à des jugements de valeur qu'il est préférable d'explicitier. Bien plus, "si l'on veut maîtriser et diriger le procès de développement, il importe d'avoir une connaissance plus complète non pas seulement des facteurs impliqués dans le changement social mais aussi des objectifs et des fins vers lesquels il convient d'orienter les changements".

Cherchant une théorie du développement social, valable pour l'ensemble de l'humanité et pour la société tout entière, le professeur Ginsberg retrouve des critères que les sociologues du siècle passé n'auraient pas désavoués; l'histoire humaine présente, entre autres, le caractère d'une rationalisation et d'une moralisation progressives. La conclusion du rapport mérite d'être rappelée ici: "On the whole, as it seems to me, the evidence is strongly in favour of the growing importance of the moral factor in the shaping of social life... The growth of legality in the history of mankind and the unification of legal systems, overriding political boundaries, affords impressive evidence of the totality of the

efforts towards a rational ordering of human relations, and in this, as we have seen, moral factors play an important role."

Mon intention n'est pas de discuter cette thèse dans son ensemble. Mais je voudrais montrer pourquoi la conscience historique de nos contemporains, à la différence de celle des fondateurs de la sociologie, est peu sensible à cette conception "globale", rationaliste, humanitaire du devenir. Ou, tout au moins, le passage de la théorie économique du développement, retenue par toutes les écoles (encore que sous formes diverses), à une théorie du développement de la société tout entière et de l'humanité se heurte à des obstacles que beaucoup tiennent pour insurmontables et que le rapport du professeur Ginsberg semble méconnaître ou sous-estimer.

Il est incontestable que sociologues et économistes, consciemment ou non, professent une certaine théorie du développement puisqu'ils parlent, sans hésitation ou réticence, de pays sous-développés et de la nécessité, morale, politique, sociale, de favoriser ou de hâter le développement de ces derniers. Notre première tâche sera donc de dégager la théorie du développement, impliquée par les concepts qu'emploient les économistes.

Une première méthode, la plus simple, consiste à reprendre les divers critères du sous-développement qui ont été employés par les auteurs et d'en dégager, par opposition, les critères du développement. Les critères que les auteurs utilisent sont multiples et l'énumération n'est pas toujours la même, mais l'essentiel, sous une forme ou sous une autre, se retrouve dans la plupart des études.

Un pays sous-développé est caractérisé par un produit national peu élevé, donc par un revenu individuel faible. Les calculs des revenus nationaux par tête, dans les pays sous-développés, sont peut-être faussés par l'auto-consommation paysanne, par des systèmes de prix fondamentalement autres que ceux des pays développés. Mais, si l'on concluait que les calculs du produit national ont peu de sens pour les pays sous-développés, la conclusion même aurait un sens et suggérerait la différence de nature entre des économies où la plupart des actes économiques s'expriment en une valeur monétaire et ceux où la majorité de la population vit des produits de son propre travail, selon la coutume, à un niveau proche du minimum nécessaire à la subsistance.

Quoi qu'il en soit, le montant du produit national ou du revenu par tête de la population n'est pas une cause mais un effet ou plutôt c'est un résultat statistique qui traduit le mode d'activité d'une collectivité. Si le revenu dont dispose chaque individu est faible, c'est que le travail de tous est peu productif. Cette faible

productivité, à son tour, renvoie à la répartition de la main-d'œuvre entre les trois secteurs (agriculture, industrie, services). Il est peu concevable que la productivité du travail soit faible si le pourcentage de la main-d'œuvre industrielle est élevé. Il en résulte que les sociétés sous-développées conservent une majorité de la population dans l'agriculture, donc dans les campagnes; industrialisation et urbanisation, en règle générale, vont ensemble. Si la masse de la population vit dans des villages et que l'État ne dispose pas de grandes ressources, la scolarisation sera partielle et la proportion des illettrés sera forte. Du même coup, la probabilité sera qu'un taux de natalité, relativement élevé, se combinera avec un taux de mortalité, lui aussi élevé. Mais comme, à notre époque, les investissements d'hygiène ne sont pas très coûteux et qu'ils ont un rendement considérable, le plus souvent, le taux de mortalité tombe plus vite que celui de natalité et les populations sous-développées ont un taux relativement élevé (entre 1,5 et 3) de croissance démographique.

Une première remarque s'impose d'elle-même à l'esprit. La notion de sous-développement naît d'une comparaison, elle caractérise ce que des sociétés ne sont pas (à savoir développées), elle ne caractérise pas positivement ce qu'elles sont. Car le concept de sous-développement (ou d'insuffisant développement) englobe des peuples de vieille civilisation (Inde), d'organisation tribale (certaines parties de l'Afrique), en même temps que les régions les moins riches des pays développés. Je vais plus loin: il est déraisonnable de chercher une définition positive et directe du sous-développement puisque ce concept est, par essence, comparatif. Les traits présents dans tous les cas de sous-développement sont ceux qui sont intrinsèquement liés à la faible productivité du travail humain⁽¹⁾, à savoir la prédominance de la main-d'œuvre agricole et des modes traditionnels de culture, l'absence ou l'insuffisance de l'industrie, etc. Même pour ces traits structuraux du sous-développement, des marges de variation existent. On continue d'appeler sous-développés des pays qui possèdent une production industrielle importante, en chiffres absolus. Beaucoup de ces pays possèdent, juxtaposés, un secteur moderne et un secteur traditionnel. Si l'on passe des critères strictement économiques aux critères démographiques et sociaux, la marge de variation s'élargit considérablement. Certaines populations sous-développées d'Afrique souffraient hier ou souffrent encore d'une natalité insuffisante et sont menacées d'extinction. Le rapport entre le nombre des hommes et le volume des ressources n'est pas toujours catastrophique (tout dépend de l'espace de peuplement par rapport au nombre); le rapport s'aggrave ici et s'améliore là. En bref, le concept de sous-développement, formé par

comparaison avec les sociétés industrielles, n'est que d'une utilité médiocre. Il serait plus important de classer les espèces de sous-développement, selon le type social de la population, la part du secteur modernisé, le mode selon lequel l'influence de la modernité s'est exercée.

En revanche, pour ce qui concerne notre problème, à savoir la théorie du développement, nous pouvons tirer de cette analyse sommaire une première conclusion. Ce que les économistes (et même les sociologues) appellent développement (ou croissance) à l'heure présente, c'est la formation d'une économie telle que le travail soit productif et que le produit national, global ou par tête de la population, soit élevé. Une telle économie est par essence progressive; une fois une économie entrée dans la modernité, on attend d'elle qu'elle apporte, d'année en année, un produit national de valeur plus grande. Du fait que les statisticiens appliquent les mêmes méthodes aux pays sous-développés et aux pays développés, du fait qu'ils suivent la croissance des uns et des autres, des uns aux autres, l'impression naît qu'il n'y a qu'une différence quantitative entre économie non moderne et économie moderne. L'impression est évidemment illusoire: le caractère progressif est un trait original de l'économie moderne, consciente du rendement et négatrice des traditions, prête à modifier les habitudes pour produire plus en moins de temps, pour produire d'autres biens avec des moyens nouveaux.

L'antithèse du développement et du sous-développement, bien qu'elle puisse s'exprimer en chiffres, est qualitative et non quantitative, elle illustre l'hétérogénéité de deux attitudes à l'égard de la nature et du travail, de deux modalités d'organisation, peut-être de deux âges de l'histoire humaine. Au lieu de chercher une définition cohérente et intégrale du sous-développement - ce qui est évidemment impossible pour un concept négatif - demandons-nous donc en quoi consiste le développement ou, si l'on préfère, quelle conception du développement implique la pratique ou la théorie scientifique d'aujourd'hui.

Pour commencer, notre démarche doit reproduire celle que nous avons esquissée à propos du sous-développement. Les statisticiens ou économistes appellent développé un pays où le revenu par tête de la population dépasse un certain montant (disons 500 dollars par an). Un tel revenu n'est accessible qu'à la condition que la part de la main-d'œuvre employée dans l'industrie ait atteint un certain pourcentage(2) et que le travail industriel lui-même soit productif. Or la productivité du travail industriel exige des dirigeants, des ingénieurs, des cadres, une formation technique du haut en bas de l'échelle. Industrialisation,

urbanisation, scolarisation (avec une certaine marge de variation) vont ensemble.

Mais ces critères sociaux sont, malgré tout, superficiels. Il est vrai que les sociétés dites développées ont une forte proportion de la population qui habite dans des villes, une faible proportion d'illettrés, une importante proportion de la main-d'œuvre employée dans l'industrie, il est vrai que ces sociétés sont progressives, qu'elles ont pour objectif d'élever d'année en année le produit national et le revenu par tête, que le taux de natalité y est le plus souvent diminué par rapport aux taux de leur passé ou des sociétés contemporaines sous-développées, que le taux de mortalité, surtout de mortalité infantile, y est toujours faible (le niveau d'hygiène sociale, d'éducation des masses garantit la chute de la mortalité). Toutes ces constatations, en elles-mêmes soustraites au doute, laissent une sorte de malaise au sociologue ou à l'économiste. L'un ou l'autre voudraient aller au-delà de ces faits d'observation et saisir la cause profonde ou le trait dominant des sociétés développées.

Personnellement, il ne me paraît pas illégitime de voir dans l'application de l'esprit scientifique à la production la cause dernière et, en même temps, l'essence du développement. Penser en termes de productivité ou de rendement, c'est d'une certaine manière poser le problème, typique de l'esprit scientifique, c'est-à-dire analytique et quantitatif: comment obtenir le même rendement avec moins de sol ou moins de travail? Comment, avec le même travail ou le même sol obtenir un rendement accru? Comment, dans le même temps, fabriquer plus d'objets? Les calculs d'input-output, de rendement du sol et du travail, du temps et de la production sont caractéristiques de l'esprit dont est née et que répand la science.

Simultanément, la science donne les instruments - outils et machines - pour résoudre les problèmes de ce type. Elle met à la disposition de chaque travailleur une quantité d'énergie croissante dont l'humanité d'hier ne pouvait pas concevoir le rêve. La science ne donne pas seulement les instruments pour alléger la peine des hommes, dans les mines et dans les champs, grâce à la substitution de l'outil au bras, elle forge des objets techniques, qui satisfont les besoins éternels et élémentaires comme jamais l'humanité ne l'aurait cru possible. Les objets techniques - radio, télévision, automobiles - sont, en effet, des moyens de transport et de communication, ils créent la forme spécifique que revêtent les besoins, ils ne créent pas les besoins de transport et de communication qui sont aussi vieux que l'espèce humaine.

Tous les objets techniques, que les économistes appellent soit biens

d'investissement soit biens de consommation durables, appartiennent à ces trois espèces: ils sont source d'énergie, ils sont des outils, ou enfin ils répondent aux désirs dans lesquels s'amplifient et se diversifient désormais les besoins éternels(3). Peut-être pourrait-on même joindre les deux premières espèces puisque aussi bien les machines comprennent souvent et l'outil lui-même et le système de mouvement et de contrôle qu'il exige. Une étape récente, dont la portée est souvent méconnue, est celle des outils du foyer domestique. L'aspirateur, le réfrigérateur, la machine à laver allègent la peine des femmes comme les marteaux-piqueurs celle des mineurs.

Productivité et machinisme (au sens le plus large) sont, me semble-t-il, tous deux expressions de l'esprit scientifique, tous deux indispensables au développement. Le transfert de main-d'œuvre dans l'industrie serait impossible si l'agriculture ne parvenait, avec un nombre d'hommes réduit, à nourrir autant de bouches. À supposer que la société traditionnelle ait comporté une surpopulation agraire et que l'industrie emploie des bras qui auparavant ne produisaient rien, encore faut-il que l'industrie ait permis de donner du travail aux bras, auparavant inoccupés. Ainsi se déroule une dialectique indéfinie entre produire mieux et plus des mêmes choses et produire d'autres choses, entre produire autrement des biens de même sorte et produire des biens dont nul n'avait l'idée, la forme précise des satisfactions espérées résultant du progrès scientifique lui-même, les besoins fondamentaux demeurant les mêmes.

Il n'est pas illégitime de baptiser *industrielle* l'économie caractéristique des sociétés développées. En effet, l'industrie est indispensable pour absorber la main-d'œuvre libérée par la croissance de la productivité agricole, indispensable pour fournir les outils de travail et les objets techniques. Le secteur tertiaire donne un revenu individuel supérieur, mais il est, pour une part, le sous-produit, l'appareil social du secondaire. C'est celui-ci qui rend possible l'élargissement du secteur tertiaire, c'est la productivité du travail agricole et industriel qui autorise le transfert aux services ou aux activités de jeux et de loisirs d'une fraction importante de la main-d'œuvre. Socialement, au regard de l'observation immédiate, l'industrie constitue bien le caractère distinctif des sociétés développées.

Mais il ne suffit pas d'introduire des machines ou des fabriques pour qu'une société se développe. Encore faut-il transplanter l'ensemble de l'appareil social, de la formation humaine dont l'industrie est l'expression et qui lui est indispensable. Une société n'est authentiquement industrialisée que le jour où les

hommes agissent et les institutions fonctionnent de manière conforme à l'esprit de l'industrie. Or, de manière toute provisoire, nous avons appelé scientifique l'esprit de l'économie moderne. Les sociétés industrielles, en profondeur, peuvent être appelées scientifiques puisque machinisme et rendement dérivent également de l'esprit scientifique et sont les causes ultimes de l'industrialisation en même temps que du caractère progressif de l'économie.

Le concept de société industrielle ou scientifique auquel nous avons abouti, à partir de l'analyse du sous-développement et du développement, soulève à son tour des objections et des critiques. Il me semble qu'en dernière analyse, objections et critiques se réduisent à deux.

Nous avons défini la société industrielle ou scientifique par des traits qui sont communs aux régimes soviétique et occidental. Dans le mode de considération statistique dont le livre de Colin Clark *Conditions of economic progress* est l'origine et l'exemple, tous les pays peuvent être passés en revue, que l'économie soit ou non planifiée, que les dirigeants se réclament de Marx ou de Keynes, de l'histoire ou de Dieu. Bien plus, tous les pays, même de régimes opposés, peuvent être rangés plus ou moins avant sur une route, le premier étant celui dont le revenu par tête de la population est le plus élevé. Communistes et anticommunistes dogmatiques dénoncent, pour des raisons analogues encore que de signification contraire, la théorie du développement qui met à l'intérieur d'un même genre des sociétés dont chacune se veut radicalement étrangère et hostile à l'autre, ils dénoncent comme artificiel le rapprochement de régimes dont chacun veut la mort de l'autre.

Cette première critique - les sociétés, soviétique et occidentale, ne doivent pas être conçues comme deux espèces d'un même genre (ou type) - en suppose une autre, à savoir: les critères retenus pour caractériser le développement ne suffisent pas à définir un ordre social. De même qu'il y a de multiples variétés de sous-développement, il y a et il y aura de multiples variétés de développement. Un concept ne vaut pas mieux que l'autre et tous deux doivent être rejetés simultanément.

En un sens, cette deuxième critique est incontestable. Une collectivité n'est pas concrètement définie par le critère du développement. L'industrie a un statut de propriété, privée ou publique. La répartition des ressources collectives entre les divers emplois s'effectue par la décision d'un bureau du plan ou par l'intermédiaire des décisions innombrables prises par les individus sans connaissance claire des suites de leurs décisions. La division du produit national

entre investissement et épargne est, dans un cas, un objectif consciemment visé par un plan, lui-même consciemment élaboré par un bureau, dans l'autre résultat, pour la plus grande part involontaire, de conduites multiples et dispersées. (Il va de soi que ces deux modes de régulation ne se rencontrent jamais nulle part à l'état pur et sont plus ou moins mêlés dans le réel.)

En d'autres termes, l'économie d'une société industrielle appartient inévitablement à un régime ou à un autre. Il n'en résulte pas que le concept de société industrielle soit de ce fait illégitime. La cité grecque était un type social, les diverses cités ayant des caractéristiques communes (dimensions de l'unité, citoyenneté des combattants, recours au travail d'esclaves, distinction entre citoyens et mètèques, etc.). De même, toute société qui se soumet à la loi de la science dans l'organisation de la production présente des caractéristiques communes. Mais il reste à savoir quelles caractéristiques sont communes et lesquelles se présentent sous la forme de choix entre les modalités diverses.

Nous dépasserions les limites de cette brève étude si nous prétendions traiter en détail de la distinction que nous venons d'esquisser entre le genre et les espèces de la société industrielle. Donnons seulement quelques exemples des analyses qui s'imposent.

Appartient à l'essence d'une société industrielle, avons-nous dit, l'application de l'esprit scientifique à l'organisation de la production. De cette proposition on peut, me semble-t-il, tirer que toute société industrielle tend à maximiser, tour à tour ou simultanément, la production et la productivité, qu'elle se pense elle-même dans le temps puisque la croissance lui paraît conforme à son ordre propre, qu'elle est donc animée par l'esprit de quantité et de progrès. L'indifférence au volume des richesses et à l'avenir est, à la longue, incompatible avec l'esprit de la science moderne appliqué à la production: à supposer même que l'on refuse les objets nouveaux que la science crée, comment refuser de produire les mêmes biens à moindres frais et avec moins de dépenses?

Faut-il poser l'alternative de la puissance collective et du bien-être des individus comme fondamentale, définissant deux modalités de société scientifique en fonction des objectifs que se fixent les dirigeants de toute collectivité développée? Je ne le pense pas. Ce qui me paraît vrai, c'est qu'à chaque instant, historiquement, une société en cours de développement peut consacrer un pourcentage plus ou moins important de ses ressources à la consommation selon la part réservée aux investissements. En ce sens, il est loisible de dire symboliquement qu'une collectivité donne plus aux vivants et

l'autre plus aux générations à venir. Mais jusqu'à présent, aucune société développée n'a rejeté l'abondance comme objectif dernier, quel que soit le souci qu'elle ait pu manifester, à titre provisoire, des nécessités de la puissance. Ce n'est que dans la mesure où la guerre apparaîtrait fatale que les sociétés industrielles pourraient logiquement subordonner à titre définitif le bien-être à la force collective.

En revanche, il est impossible de déduire, d'après notre expérience historique, le statut de propriété des moyens de production à partir des traits essentiels de la société industrielle. La gestion des entreprises doit être inspirée par le souci du rendement, animée par l'esprit de productivité: les gestionnaires, nommés par l'État ou par les conseils d'administration, ou encore recevant leur autorité par voie d'héritage sont concevables, encore que la transmission héréditaire des fonctions de gestion semble devoir peu à peu perdre en importance.

L'alternative propriété publique-propriété privée diffère-t-elle essentiellement de l'alternative bien-être des individus-puissance de la collectivité? Je pense qu'une réponse positive s'impose. La première masque l'indétermination du statut juridique des entreprises, de leur relation avec l'État par rapport aux traits essentiels de la société industrielle. Mais celle-ci, concrètement, adopte toujours l'un ou l'autre terme de l'alternative. Si nous supposons l'humanité entière unifiée dans un État universel, l'alternative relative au mode de propriété subsistera. L'alternative bien-être-puissance n'aurait plus de sens dans un État universel. Elle est liée à la pluralité des États et à la violence de leurs conflits. Il est vrai que les pourcentages respectifs des investissements et de la consommation continueraient de varier en fonction du taux de croissance souhaité: plus est élevé le taux de croissance voulue, plus doit être élevé le taux des investissements, plus doit être ralenti le progrès de la consommation. L'alternative présent-avenir se combine parfois avec l'alternative bien-être-puissance, les mêmes collectivités affirmant la primauté de la croissance et de l'avenir. Mais la primauté de la croissance (ou plus précisément d'un taux élevé de croissance) n'implique pas que le but ne soit pas l'abondance. Toute société industrielle en tant que telle a pour but la puissance de l'humanité sur la nature, dont la puissance des hommes sur les hommes est une conséquence inévitable, mais aussi la multiplication des biens ou marchandises.

La légitimité du concept de société industrielle en tant que type abstrait me paraît établie aussi bien par confrontation avec les sociétés préindustrielles que par référence aux suites nécessaires des caractères fondamentaux du type. Toutes

les collectivités historiques ont eu pour base une paysannerie qui comprenait la majorité de la population, les sociétés industrielles sont capables de réduire à moins de dix pour cent le pourcentage de la main-d'œuvre employé à la culture des terres. Toutes les collectivités historiques, unités politiques ou classes, ont compté sur la force, la conquête, le butin pour accroître leur propre part d'une masse de richesse supposée constante, désormais toutes ont la chance d'augmenter leurs propres ressources sans prélever sur les ressources des autres. L'essence même de la société industrielle entraîne des modifications décisives en ce qui concerne deux aspects de la vie collective, la résidence et le mode de travail d'un côté, la guerre de l'autre.

Du même coup, on comprend pourquoi le concept de développement est plus utile et moins critiquable que celui de sous-développement. Toutes les sociétés, qui n'ont pas encore suffisamment appliqué l'esprit scientifique, sont sous-développées, elles sont de ce fait aussi diverses que les sociétés historiques. À l'intérieur du sous-développement, on observe non seulement la multiplicité des formes historiques qui ont survécu jusqu'à nos jours mais aussi l'hétérogénéité imputable aux modalités diverses des contacts entre chaque collectivité et le développement. En revanche, le développement englobe et implique les traits structurels du type social que nous avons appelé société industrielle.

Est-ce à dire, pour autant, que ceux qui, à gauche ou à droite, insistent sur les différences entre régime soviétique et régime capitaliste (ou occidental) ont tort? Pas nécessairement. Athènes et Sparte étaient l'une et l'autre des cités: elles appartenaient à un même type social, elles étaient capables de dialoguer, mais aussi portées à se combattre, chacune incarnant des valeurs dont l'autre était ou semblait la négation. Qu'il s'agisse de régime économique, de rapports sociaux, de forme politique, de système de valeurs, la société industrielle n'implique nullement uniformité. Ce que collectivités soviétiques et collectivités occidentales ont en commun importe peut-être moins aux hommes (ou aux dirigeants) des unes et des autres que ce qu'elles ont de différent ou d'incompatible. Disons tout au moins, à titre provisoire, que la notion de développement ou de société industrielle n'autorise pas encore de réponse à la question de la similitude, actuelle ou future, des régimes des sociétés industrielles.

À l'heure présente, la discussion, sur le plan idéologique, comporte deux débats: il y a ceux qui, marxistes ou non marxistes, affirment que les collectivités, soviétique et occidentale, se ressembleront fatalement de plus en

plus puisqu'elles auront de plus en plus les mêmes forces de production. Dans ce débat (jusqu'à quel point la similitude des forces productives entraînera-t-elle peu à peu la similitude des organisations sociales?) les partis scientifiques ne se confondent pas avec les partis politiques. À l'est comme à l'ouest, les uns répondent oui et les autres non. Un deuxième débat porte sur les étapes du développement, ce qui est une autre façon de spéculer sur les traits de cette société que l'on annonce semblable sous toutes les latitudes et en tous les régimes.

Repartons du deuxième débat qui a pour objet le *schème de développement*. En Union soviétique, les marxistes officiels s'en tiennent à la succession des régimes, énumérés par Marx dans la préface de la *Contribution à la critique de l'économie politique*, à savoir économie antique fondée sur l'esclavage, économie médiévale fondée sur le servage, économie capitaliste fondée sur le salariat et, demain, économie socialiste d'où aura disparu l'exploitation de l'homme par l'homme. (Ils écartent pour la plupart le mode de production asiatique que Marx mettait à part, sans en faire une étape du devenir occidental). Le schème suppose que chaque régime, caractéristique d'une étape de l'histoire de l'humanité, soit défini par les relations entre les hommes au travail, par le statut juridique du travailleur manuel (esclave, serf, salarié), par le mode de prélèvement et de répartition de la plus-value. Il suppose aussi que, dans une société développée, les relations entre les partenaires de l'entreprise puissent être essentiellement différentes des relations dites de salariat.

La réplique au schème marxiste, du côté occidental, est celle qu'esquisse, par exemple, W. W. Rostow. Elle est fondée sur deux idées, que je formulerai dans les termes suivants: entre les sociétés traditionnelles et la société moderne ou industrielle, il y a une différence de nature; ce qui caractérise les étapes du développement (à l'âge de la société industrielle), c'est le niveau atteint de production et le revenu par tête de la population. D'où résultent les cinq phases, déjà classiques: la société traditionnelle, la société de transition durant laquelle les conditions du changement sont réalisées, la société dans la phase cruciale du démarrage, la société en voie de parvenir à la maturité dans laquelle les nouvelles méthodes de production se répandent à travers l'économie tout entière, enfin la société à l'âge de la consommation des masses.

Cette théorie des phases du développement est, à beaucoup d'égards, plus problématique que la théorie de la société industrielle. En posant, au point de départ, l'étape de la société traditionnelle, elle risque de commettre l'erreur (ou

elle semble commettre l'erreur) incluse dans le concept de sous-développement, à savoir subsumer sous la même catégorie toutes les sociétés qui ne sont pas développées. La deuxième phase, celle de la transition, est, elle aussi, critiquable parce que la diversité des formes historiques de la première phase se prolonge à l'époque de la transition et que celle-ci est, par essence, autre selon la nature de la société traditionnelle et selon la nature de la rencontre ou du choc avec des sociétés déjà développées. Le schème risque de dissimuler les énormes différences, que W. W. Rostow ne méconnaît nullement, entre développement autonome (cas de l'Europe ou des États-Unis) et développement provoqué de l'extérieur ou développement par imitation. Le développement est autre selon le stade atteint par la science ou la technique. La Grande-Bretagne, en avance pour les trois premières phases, n'a atteint la quatrième et surtout la cinquième qu'après la deuxième guerre mondiale - ce qui montre (ce que W. W. Rostow ne songe pas à nier) que le développement n'est pas automatique, qu'il est ralenti ou accéléré par de multiples facteurs et que la progression, plus ou moins régulière, qui est suggérée par les statistiques de produit national ou de revenu par tête, donne une idée inexacte de la complexité et du caractère parfois dramatique du développement.

Nous ne voulons ici retenir que l'enjeu principal du débat: l'économie capitaliste est-elle adéquatement définie par le salariat en tant qu'étape de l'histoire humaine? Et si l'essence de la modernité est l'esprit scientifique ou industriel, est-il possible de ranger capitalisme et soviétisme en un schème de succession nécessaire? À ces deux interrogations, je ne donnerai pas seulement une réponse négative, je mettrai au défi n'importe quel économiste ou sociologue de bonne foi, libre de toute obligation à l'égard de l'État, de donner une réponse autre que négative.

Il n'est évidemment pas question de nier que le salariat ait été caractéristique des économies capitalistes et le soit encore au XXe siècle (à condition de donner une définition assez large du salariat). Mais l'accroissement considérable des moyens de production, le bouleversement des conditions de travail et de vie - que Marx observait et dont il faisait hommage à la bourgeoisie - ont accompagné historiquement le régime du salariat, ils ne lui sont pas liés par essence, ils ne sauraient être déduits de la notion même de capitalisme ou de salariat. Nous savons aujourd'hui, par l'expérience des pays soviétiques, que le développement des forces productives, mission historique du capitalisme selon Marx, peut s'accomplir sous l'impulsion de l'État, d'un parti ou d'une classe d'origine aristocratique, aussi bien que par l'action d'entrepreneurs individuels. Nous

savons que la planification centrale permet le développement aussi bien que les mécanismes du marché. Dès lors, il est manifestement contraire à la logique de retenir une modalité de l'organisation - salariat(4) - comme caractéristique d'une phase historique et non le critère - développement des forces productives - commun à toutes les sociétés en voie d'industrialisation et absent dans les sociétés qui pratiquent le salariat mais qui ne se modernisent pas.

Par rapport au schème de Marx, les événements obligent donc pour le moins à reconnaître que l'ordre de succession des régimes ne coïncide pas avec l'ordre de succession des phases de la croissance (les phases étant définies par le montant du revenu par tête de la population). À chaque phase de la croissance (dans le sens de Colin Clark), on a pu observer ici un régime de planification, là un régime de marché - ce qui n'empêche pas qu'à chaque phase, en dépit de l'opposition des régimes, certains phénomènes étaient analogues ou semblables.

Est-ce à dire que la thèse soviétique (toutes les sociétés industrielles aboutiront au socialisme) ou la thèse de certains Occidentaux (au fur et à mesure de la croissance, les sociétés soviétiques tendront à se rapprocher du modèle occidental) soient indéfendables, contradictoires avec les faits? Certainement non: on peut plaider que certains traits des sociétés soit soviétiques soit occidentales sont promis à une diffusion universelle. Mais, en l'état actuel de notre expérience historique et de nos analyses conceptuelles, ces traits ne sont pas aussi simples, aussi aisément discernables que planification ou marché, propriété publique ou privée. Bornons-nous, provisoirement, à marquer les deux conclusions auxquelles nous sommes arrivés: il se peut que toutes les sociétés industrielles doivent, dans l'avenir, se ressembler de plus en plus mais il semble que cette société universelle ne soit pas contrainte à un choix radical entre planification et marché, entre propriété publique et privée.

La société scientifique, pour reprendre l'expression que nous avons employée, n'est pas universelle, loin de là, mais elle est potentiellement universelle, en ce sens qu'elle est condition désormais de puissance et de richesse. Les peuples qui la refusent consciemment décident de sortir de l'histoire et de végéter en marge de notre époque. Les peuples qui la refusent inconsciemment semblent voués à la disparition finale.

Puisqu'un certain type social semble destiné à se répandre à travers toutes les civilisations, puisque toutes les races veulent adopter les mêmes principes de conduite, de travail et d'organisation, pourquoi la conception évolutionniste de l'histoire humaine n'est-elle pas plus que jamais à la mode? L'usage que nous

faisons des concepts de développement et de sous-développement prouve notre adhésion implicite à une vision du devenir qui ne diffère pas de celle que suggéraient les grandes doctrines du siècle dernier: les histoires aboutissent à *une* histoire, toutes les sociétés finissent par constituer *une* société en même temps qu'elles appliquent toutes les mêmes idées fondamentales. Pourquoi la théorie économico-sociologique du développement n'a-t-elle pas ranimé les philosophies évolutionnistes?

À cette question, je crois qu'il est de multiples réponses que nous allons donner successivement et soumettre à examen. La première réponse mettrait l'accent sur les différences entre les concepts utilisés naguère et ceux que l'on retient aujourd'hui. Le développement, la société industrielle (ou scientifique) ont-ils le même contenu, la même résonance que "rationalisation" ou "moralisation"? L'industrialisation est inévitable, elle tend à l'universalité: équivaut-elle à la rationalisation?

Avant toute discussion, il importe de définir les termes et, avant tout, la rationalité. Une conduite que nous ne pouvons pas ne pas appeler rationnelle apparaît parfois, à un autre point de vue, irrationnelle: il est rationnel de se donner les armes nécessaires pour vaincre mais est-il rationnel, pour l'ensemble des belligérants, d'employer des bombes au phosphore afin d'incendier les villes, ou des bombes atomiques afin de tuer d'un coup des dizaines de milliers de personnes? En d'autres termes, la rationalité incontestable est strictement instrumentale et nous réserverons provisoirement le problème des fins vers lesquelles est orientée la rationalité des moyens.

Une fois cette réserve faite, il est difficile de nier que l'humanité applique aujourd'hui les connaissances scientifiques plus qu'elle ne l'a jamais fait dans le passé et qu'elle possède des connaissances scientifiques plus nombreuses, plus précises qu'à aucun moment du passé. Bien plus, ces connaissances progressent à un rythme accéléré, du fait même que le nombre des savants augmente de plus en plus - et de plus en plus vite.

Quelle que soit la définition que l'on retienne de la rationalité, il paraît difficile de ne pas voir dans les sciences naturelles une œuvre de la raison: précision des concepts, rigueur des raisonnements, élaboration toujours plus subtile des notions, mise en relation des domaines apparemment séparés les uns des autres, tendance à la systématisation des résultats en même temps que consentement à rénover les hypothèses de base ou les principes, tous ces traits appartiennent à ce qui nous semble désormais typique de la raison. On peut même aller plus loin:

on définit, à notre époque, la raison par la science plutôt que la science par la raison pour le simple motif que la science est réalité connaissable alors que la raison (si elle est autre chose que la capacité de penser scientifiquement) prête à contestation.

Du même coup, ce qui demande explication, c'est l'accélération du progrès scientifique depuis le XVI^e siècle et, plus particulièrement, au XX^e siècle. Nul ne pense que les Grecs, les Chinois, les Indiens aient été doués d'une autre raison que les hommes des temps modernes ou n'aient pas été doués de raison. Or le pas décisif à partir duquel l'accumulation du savoir semble presque assurée a été franchi il y a peu de siècles, en une zone déterminée de civilisation. Sans avoir la prétention d'esquisser même une théorie de cette originalité occidentale moderne, disons que ni le raisonnement rigoureux, ni la définition des concepts, ni l'élaboration systématique des résultats, ni la critique ne suffisent à caractériser la démarche de la science naturelle et la fécondité croissante de la recherche positive. La condition indispensable est une certaine relation entre les modalités abstraites de la pensée et l'expérience, relation qui, à son tour, exige un mode d'intellection typique, avec une préférence pour les propositions quantifiables et une exigence que les explications se prêtent à une confirmation ou réfutation par les faits. Probablement Lévy-Brühl avait-il tort de croire que les primitifs avaient l'esprit autrement fait que les civilisés. Ce sont moins les raisonnements des primitifs qui diffèrent des nôtres que leurs hypothèses de base, leur métaphysique. Probablement les savants de notre temps sont-ils, même formellement, plus rationnels que leurs prédécesseurs d'autres époques (je veux dire que leurs raisonnements sont plus rigoureux et leurs concepts mieux définis). Mais là n'est pas l'essentiel. Leur supériorité tient à une combinaison d'abstraction et d'expérience, à une manière d'interroger la nature, à une pratique qui suppose implicitement que l'intelligibilité soit d'une certaine essence. En bref, la rationalité de la science est liée à une méthodologie, au sens le plus large de ce terme. Mais celle-ci est solidaire d'une conception que l'on peut appeler philosophique du réel, méthodologie et conception étant confirmées par le succès.

Il n'est pas davantage possible de refuser le qualificatif de rationnel à la technique et à l'industrie. Les hommes, depuis que l'espèce est née, ont dû se procurer les moyens de vivre par une certaine activité, par le travail. Celui-ci a été plus ou moins efficace, il a comporté la transformation des ressources offertes par la nature, la création, grâce à l'utilisation des phénomènes biologiques, de ressources régulières, il a donné aux hommes une maîtrise

croissante sur le milieu ou, du moins, une autonomie croissante par rapport à lui. Il est banal de rappeler la formule d'Auguste Comte: le passage est normal du savoir au pouvoir. Le pouvoir augmente grâce à la rationalité du savoir. Dans l'ordre strictement instrumental, l'accroissement du pouvoir est, par définition, accroissement de la rationalité. Si nous laissons provisoirement de côté les conséquences, directes et indirectes, des progrès de la technique, agricole et industrielle, les progrès, par eux-mêmes, marquent le développement de la rationalité pratique comme l'accumulation de la science signifie le développement de la rationalité théorique.

De la rationalité technique, telle qu'elle se manifeste dans la science et dans la production, on passe logiquement à la rationalité de l'organisation sociale, au moins de quelques aspects de l'organisation sociale: n'est-il pas rationnel d'accroître le rendement du travail collectif en répartissant les tâches entre les individus et cette répartition n'est-elle pas de même essence que la combinaison des moyens matériels, des matières ou des outils? Droit et administration, à leur tour, deviennent rationnels en certaines acceptions du mot.

La rationalisation juridique implique la définition de concepts, donc de ce qui est permis ou interdit, aussi précise que possible, des raisonnements, pour déduire les conséquences à partir des concepts, aussi rigoureux que possible à la fois en doctrine et en jurisprudence, une élaboration systématique aussi ample que possible. Mais déjà, sur ce point, les tendances ne sont pas aussi nettes que pour la science et la technique. Il n'y a pas proportionnalité entre la rationalité scientifique ou technique et la rationalité juridique, telle que nous venons de la caractériser. La propriété collective et la primauté de l'intérêt public sur les droits individuels entraînent une régression de la rationalité juridique par rapport aux sociétés du XIXe siècle européen. En Occident même, les transformations des régimes économiques et des idées sociales rendent peut-être le droit moins systématique qu'il n'était il y a un demi-siècle, les principes moins univoques, les raisonnements de la doctrine ou des tribunaux moins incontestables.

Comparé aux sociétés primitives ou aux sociétés non sécularisées et non différenciées, le droit de toutes les sociétés scientifiques est relativement rationnel (c'est-à-dire abstrait, avec concepts précis et raisonnements rigoureux). Mais on en saurait, à moins d'études plus poussées, affirmer que le droit évolue vers une rationalité de plus en plus grande. Selon que l'ordre social change ou est temporairement stabilisé, selon le souci prédominant que la société manifeste des individus et de l'État, le droit sera plus ou moins systématique ou

contradictoire, il sera plus ou moins prévisible, avec des principes plus ou moins précis, des applications plus ou moins rigoureusement déduites.

Quant à l'administration, elle apparaît d'abord et ayant tout de plus en plus complexe. Les assurances sociales, les lois fiscales couvrent un champ de plus en plus étendu, elles exigent des gestionnaires de plus en plus nombreux. Ces sortes d'administration marque une avance de la rationalité en ce sens que lois et règlements veulent définir à l'avance un plus grand nombre de cas, conceptualiser des situations humaines plus nombreuses, déterminer avec précision ce à quoi les individus ont droit comme les obligations auxquelles ils sont soumis, en dépit de l'extraordinaire diversité des activités auxquelles se livrent les personnes. Plus les règlements tâchent de rejoindre la richesse indéfinie du réel, plus se multiplient les ratés ou les "à-peu-près". La rationalité progresse incontestablement, mais d'abord en ambition, et c'est par rapport à l'ampleur des objectifs que les résultats, bien qu'à certains égards plus imparfaits que dans les sociétés où la réglementation était plus étroitement circonscrite, passent, à juste titre, me semble-t-il, pour marquer un progrès de rationalité.

Production, organisation des techniques et des services nécessaires à la production sont plus rationnelles qu'elles ne l'ont jamais été. Mais quelles sont les conséquences sociales, humaines, de cette rationalisation dont l'effort de productivité à tout prix et le dynamisme irrépressible des inventions techniques sont la contrepartie? Ou, si l'on préfère cette formule, une société qui a pour objectif primaire de produire le plus possible est-elle raisonnable?

Le problème auquel les analyses précédentes nous ont conduit se formulerait, au niveau le plus général, dans les termes suivants: le progrès de la rationalité scientifique, technique, administrative est-il, au regard du philosophe, un progrès authentique?

D'aucuns jugeront le problème lui-même dénué de signification. Le progrès ne se mesure que par rapport à des valeurs. Comme les jugements de valeur sont indémonstrables et traduisent des préférences subjectives, à quoi bon discuter? Selon les préférences de chacun, il y a ou il n'y a pas progrès.

Je ne pense pas que cette objection soit valable. Même si l'on admet cette philosophie qui est négation de la philosophie, il reste qu'à chaque époque un accord approximatif s'établit entre une majorité d'hommes appartenant à la même société ou à la même civilisation sur ce qui est souhaitable. La remise en question de la rationalisation aurait peu de portée si elle était le fait des seuls adversaires de la science et de la technique.

D'aucuns déplorent le désenchantement du monde. Le sens du mystère, la communion avec la nature se perdent. La science positive contribue peut-être en fait à miner la foi religieuse de beaucoup. Mais de deux choses l'une: ou bien la foi est incompatible avec la science positive et alors, au regard de nos valeurs, on ne saurait déplorer que soient peu à peu éliminées des superstitions. Ou bien, comme je le crois, seules les versions vulgaires des croyances religieuses sont atteintes et, dans cette hypothèse aussi, le progrès du savoir scientifique est, en tant que tel, un progrès humain. Comment affirmer qu'il vaut mieux ignorer que savoir, admettre le faux que démontrer le vrai?

La problématique du progrès scientifique et technique ne porte pas sur le progrès lui-même mais sur les conséquences qu'il développe, sur le genre de société qu'il tend à créer, sur la condition de l'homme dans cette société. Ce qui est frappant, c'est moins la critique des réactionnaires ou des romantiques, de ceux qui ont toujours eu horreur des machines, de la quantité, des masses, que l'interrogation qu'adressent à l'histoire les "progressistes" eux-mêmes.

En gros, on peut dire que les interprétations pessimistes de la société industrielle se rattachent à trois écoles, que nous désignerons symboliquement par trois noms, ceux de Aldous Huxely, George Orwell et Oswald Spengler.

La première école est celle qui redoute *the brave new world*, autrement dit qui redoute l'ennui et le confort, la médiocrité et la déspiritualisation d'une petite bourgeoisie étendue à la planète entière et pourvue des derniers *gadgets* de la technique. La deuxième école est celle qui, en Occident, a pris la forme dernière, pathologique du stalinisme pour l'anticipation de l'humanité à venir. Les moyens techniques permettent de manipuler les consciences aussi bien que de transformer les matériaux, d'entretenir des guerres permanentes aussi bien que de supprimer les conflits armés. La tyrannie totale serait pour la première fois possible, au siècle de la technique, parce que la conscience elle-même ne serait plus invulnérable. Spengler enfin se distingue des deux précédents en ce qu'il nie l'originalité foncière de notre société. Aussi voit-il dans l'urbanisation, le règne de l'argent et les masses, la phase qu'il appelle la civilisation, celle qui précède immédiatement la fin d'une "culture", le retour au chaos avant un nouveau surgissement. Petite bourgeoisie universelle, tyrannie totale, fin de l'Occident, telles pourraient être les trois interprétations pessimistes.

De tels pessimistes, nous répondront nos collègues soviétiques, n'existent pas dans les pays socialistes, ils sont les symboles de régimes qui ont perdu confiance en eux-mêmes et confondent leur propre ruine avec la décadence de

l'humanité. Il est très vrai que de tels pessimistes ne peuvent exister que dans les pays d'Occident où la vision historique n'est pas commandée par les décrets de l'État. Quand la philosophie du développement est partie intégrante du *credo* officiel, par définition les hérésies sont exclues.

Des trois œuvres auxquelles nous avons fait allusion, écartons immédiatement la première. Non qu'elle pose une question dénuée de signification. Tout au contraire, la question posée par la représentation d'une société devenue scientifique, organisant même les relations personnelles, l'amour, la reproduction, est parfaitement authentique. En termes abstraits, elle se traduit ainsi: comment vivront les hommes, une fois affaiblies les querelles élémentaires, dissipées les illusions, multipliés les pouvoirs de la science? Mais, à cette interrogation, nous ne pouvons pas donner de réponse parce que nous n'en savons rien. Nous ne pouvons ni ne voulons arrêter le progrès de la science, sous prétexte que les hommes sont peut-être incapables d'en faire bon usage, nous ne pouvons ni ne voulons sauvegarder les malheurs parce que la satisfaction risque d'abêtir les hommes. Aussi bien un monde sans drames, sans guerres et sans malheurs n'est-il pas pour demain.

Écartons également le pessimisme de Spengler. Même si nous admettons ses idées sur la pluralité des "cultures" et l'originalité irréductible et incommunicable de chacune d'elles, il subsiste, à notre époque, deux faits dont l'un est sans précédent et dont l'autre est au moins quantitativement inédit. Les cultures multiples sont désormais en relations, en dialogue, en conflit. Une société universelle est en train de se constituer. Quant aux acquêts des sciences et des techniques, ils se sont accumulés à un point tel qu'il devient illégitime de conclure du passé à l'avenir. L'Occident meurt en tant que "culture" isolée, mais il devient en tant que foyer d'une société universelle. L'Occident a perdu son rôle dominant: peut-être gardera-t-il prospérité et force créatrice.

Il reste finalement le deuxième pessimisme, celui qui s'étale dans *1984* et qui s'exprimerait dans les termes suivants: pourquoi les moyens techniques ne seraient-ils pas employés pour la tyrannie et pour la guerre? En termes encore plus abstraits, la rationalisation des moyens de production et des services, administratifs ou juridiques, de l'appareil économique n'implique ni un pouvoir moralisé ni moins encore un pouvoir humanitaire.

Oublions le livre *1984* que nous n'avons cité que pour illustrer une idée. Les chefs du IIIe Reich ont utilisé une administration, technique et bureaucratique, parfaitement rationalisée pour transporter dans les chambres à gaz et pour

exterminer avec le maximum d'efficacité des millions d'êtres humains. Celui qui conclut de la rationalisation à la moralisation sans donner d'interprétation aux assassinats en série industrielle du IIIe Reich fait preuve d'un curieux aveuglement. L'organisation des transports des Juifs était tout aussi rationnelle que la réglementation de la circulation à Paris ou à New York. Les livres des camps de la mort n'étaient pas tenus moins rationnellement que ceux des camps de jeunesse.

En bref, dans la mesure où la rationalité scientifique, technique, économique, administrative est strictement instrumentale, elle se prête à n'importe quel usage, productif ou destructif, hôpitaux ou camps de concentration, bien-être ou puissance, unification humaine ou extermination.

Dira-t-on que les chefs du IIIe Reich étaient des aliénés, des monstres? Il se peut, mais encore faut-il reconnaître qu'un peuple de haute culture, en certaines circonstances, peut se donner pour chefs des monstres et des aliénés. Si nous méditons sur le discours prononcé par M. Khrouchtchev au XXe Congrès, nous ne pouvons manquer d'en tirer une leçon. Même pour une œuvre dont la légitimité est justifiable (la collectivisation agricole), des méthodes sont éventuellement employées par un chef victime du "culte de la personnalité" qui aboutissent à la mort ou à la déportation de millions d'êtres humains. En vue d'une rationalisation sociale, la contrainte, même rationalisée, aboutit parfois à des excès inhumains.

Dira-t-on que la rationalisation scientifique, technique, administrative, économique n'est pas seulement instrumentale: elle implique une attitude spirituelle, une conduite sociale, contradictoire en profondeur avec les cruautés dont notre siècle a été prodigue. Là, en effet, est le centre du débat: la rationalité des sociétés modernes est-elle autre chose qu'instrumentale? Entraîne-t-elle en fait, entraîne-t-elle logiquement une moralisation des sociétés, une tendance au respect des valeurs humanitaires? La science moderne naît d'une attitude d'esprit, qui est rationnelle en ses fins et non pas seulement en ses moyens: attention aux faits, rigueur des raisonnements, confiance dans les autres savants, critique de soi-même et des témoignages. Le savant en tant que tel vit selon la raison. Le savant en tant qu'homme vit-il selon la raison? Tient-il l'attitude scientifique pour possible ou obligatoire en dehors de la recherche de la vérité?

Il n'est pas aisé de répondre catégoriquement à de telles interrogations, qui ont été maintes fois formulées. La transposition, au domaine de l'action, des vertus scientifiques de prudence, de modestie, de soumission au fait, est méritoire, elle

nous paraît appelée par une sorte de contagion psychologique. Mais elle ne s'impose en rigueur que par une réflexion philosophique que la plupart des savants ne tiennent pas pour égale en dignité et en rigueur à l'établissement scientifique des faits et des lois. Personnellement, je ne pense pas non plus que l'on passe de la science à une attitude inspirée de l'esprit scientifique en d'autres domaines par une déduction logique ou scientifique. Le passage ne peut se faire que par la prise de conscience de l'idéal humain impliqué dans la recherche scientifique et cette prise de conscience est philosophique.

Sur le plan des faits sociaux, le problème est double: 1) l'individu est-il transformé par son intégration à un appareil, technique ou bureaucratique, rationnel? 2) Les institutions politiques ou morales sont-elles, de proche en proche, rationalisées par l'influence de la rationalité scientifique et technique?

Le premier problème me paraît le plus simple. L'individu agit selon une certaine rationalité dans la chaîne de production ou dans la bureaucratie, mais aussi longtemps qu'il ne comprend pas l'ensemble et la finalité de l'organisation, il n'y a aucun motif pour qu'il devienne autre, rationnel, en dehors de son activité spécialisée. Le travail rationnel, subi mais non compris, ne transforme pas l'être total. Il implique, certes, un minimum d'éducation mais ce minimum ne suffit pas à transformer la personne. De plus, même si l'individu comprend l'ensemble de l'organisation, il devrait peut-être, selon l'esprit, devenir raisonnable, en fait il ne le devient pas toujours.

La rationalisation scientifique et technique ne reste pourtant pas sans influence sur le système des idées morales. En effet, la science moderne comporte, en elle-même, une universalité virtuelle. Elle se veut intelligible à tous ceux qui consentent au dur labeur de l'apprentissage, elle ignore les frontières des races ou des peuples. La communauté des savants est celle d'hommes en tant qu'hommes, en marge des groupes sociaux et de leurs impératifs. De même, dans un appareil technique, dans un système juridique conceptualisé, les individus sont mis immédiatement, nécessairement, sur le même plan. Leurs particularités ne comptent plus, compte seule leur place dans une relation (créancier, débiteur) ou une organisation (fonctionnaire, salarié, etc.). En ce sens, la rationalisation moderne tend à répandre une conception universaliste de la morale.

Mais cette conception, sur laquelle le professeur Ginsberg insiste et qui constitue à ses yeux un progrès, n'est qu'un idéal, imparfaitement réalisé à l'intérieur de certaines collectivités. Précisément parce qu'elle est plus exigeante, plus ambitieuse, elle est plus éloignée de la pratique que ne l'ont été, dans le

passé, les idées inspiratrices d'ordres sociaux qui, eux, ne niaient pas, en droit, les inégalités de fait.

Une distinction doit être faite entre les progrès de l'idéal et les progrès de la conduite. La rationalité scientifique tend à créer la représentation d'une société universelle de tous les hommes. L'idéal du XXe siècle dépasse celui de toutes les sociétés closes du passé, qui s'accommodaient de barrières morales entre les races et les peuples. Du même coup, le choc entre ce qui doit être et ce qui est apparaît plus brutal à notre époque qu'à toute autre. Si le mérite des hommes se mesure à leur fidélité aux valeurs dont ils se réclament, notre époque est la plus méprisable de toutes. Il n'y a pas, dans l'histoire passée de l'Europe, d'épisode comparable à l'extermination industrielle de six millions de Juifs.

Faut-il dire que de tels épisodes sont sans lendemain, qu'ils sont typiques d'une phase transitoire dans laquelle les survivances composent avec les promesses et les puissances de la rationalité un mélange explosif? Peut-on, dans l'ordre de l'interprétation sociologique et de la prévision historique, miser sur une moralisation de l'État et des coutumes sociales à partir de la rationalité scientifico-technique?

En l'état actuel de notre expérience, j'avoue que les conséquences inévitables de cette rationalité ne me paraissent pas comporter nécessairement un progrès moral, humanitaire, soit des institutions politiques soit des manières de vivre des individus. Les sociologues du siècle dernier ne s'accordaient pas sur la nature du régime politique qui accompagnerait la société industrielle. À l'heure présente, nous sommes tentés de croire que les régimes de l'âge scientifique invoqueront tous des mots d'ordre démocratiques. Tous les hommes d'État gouverneront au nom des gouvernés, au nom du peuple, du prolétariat, de la race, de la mission historique. Mais la preuve est faite que ces mots d'ordre n'excluent pas les modalités, y compris les pires, du despotisme. L'alternative que posait Alexis de Tocqueville il y a un siècle, société démocratique oui, mais ou bien despotique ou bien libérale, paraît plus conforme à notre expérience que toute théorie selon laquelle l'infrastructure économique-sociale déterminerait de manière univoque un régime politique déterminé et un seul.

Enfin, par-delà les conflits actuels des systèmes et des idéologies, philosophes et sociologues s'interrogent sur la finalité de la rationalité technico-administrative. N'écoutons pas les pessimistes qui dénoncent l'ère des robots, n'écoutons pas non plus les naïfs qui comptent sur le confort pour répandre les bons sentiments, voire multiplier le nombre des génies. Posons seulement la

proposition évidente que la production n'est pas une fin en soi, pas davantage la consommation. La pleine satisfaction des besoins élémentaires (nourriture, logement, vêtement), la satisfaction diversifiée des besoins de transport et de communication, l'allègement de la peine des hommes et des femmes au travail dans l'entreprise ou le foyer offrent des perspectives auxquelles aucun peuple ne renonce. On comprend que les peuples aujourd'hui privés de presque tout s'irritent des spéculations moroses sur les bienfaits incontestables et le coût possible de la maîtrise technique acquise par l'humanité. Mais les fondateurs du socialisme scientifique ont montré que l'inégalité des classes avait été indispensable dans le passé pour qu'une minorité eût le confort et le loisir indispensables à la culture. Désormais la fraction de l'humanité qui est en mesure d'accéder à la culture va s'élargissant. À la limite, elle se confondra avec l'humanité entière. Mais le but, en donnant aux masses de demain le luxe des élites d'hier, est de permettre à tous d'accéder à la culture.

À cette condition seulement, la rationalité scientifico-technique serait sans contestation possible un progrès humain par rapport à nos valeurs et aux valeurs implicites des civilisations passées. Cette condition, il n'est pas prouvé qu'elle doive être remplie. La quantité des biens disponibles pour chacun ne mesure pas la qualité de l'existence.

À partir de considérations tout autres, beaucoup d'anthropologues et d'ethnologues ont élevé des objections contre la philosophie évolutionniste que philosophes ou sociologues sont enclins à déduire du fait incontestable de ce que nous appelons développement, scientifique et technique. Pour exposer ces objections et en montrer l'enjeu et la portée, je me référerai à deux petits livres, publiés par l'U.N.E.S.C.O., *Race et Histoire*, *Race et Civilisation*, dont les auteurs sont respectivement Claude Lévi-Strauss et Michel Leiris, tous deux ethnologues de réputation incontestée. Ces brochures me paraissent révélatrices parce que les savants, s'adressant à un large public sous une forme ramassée, laissent apercevoir clairement la structure de leur pensée, jugements historiques et jugements de valeur.

La thèse des ethnologues est d'autant plus intéressante que, sur un point essentiel, elle semble coïncider avec celle des évolutionnistes. Auguste Comte affirmait que l'histoire de l'humanité doit être conçue comme celle d'un peuple unique. Les ethnologues auxquels nous nous référons nient, avec assurance, l'inégalité des races humaines. "Il est vain, écrit Michel Leiris, de chercher dans les données biologiques relatives à la race une explication des différences que

l'on constate entre les réalisations culturelles auxquelles sont arrivés les divers peuples" (pp. 37-38). Les aptitudes d'une même nation sont variables. "On voit tel pays briller un certain temps dans la musique, les arts plastiques ou l'architecture, puis, au moins pour plusieurs siècles, ne plus rien produire de marquant." Aucune civilisation n'est le fait d'une seule race, aucune race ne s'est exprimée dans une civilisation constante.

De ces propositions, M. Leiris tire la conclusion que la supériorité transitoire de la civilisation occidentale, dans l'ordre de la science et de la technique, n'est pas due à l'action de la race ou au patrimoine héréditaire des races qui ont œuvré à la civilisation occidentale. Et il renforce cette conclusion en énumérant tout ce que la civilisation occidentale a emprunté au-dehors.

Faisant écho à M. Leiris, M. Lévi-Strauss, lui, montre que "l'histoire cumulative" n'est pas le monopole des Occidentaux: "Que cette histoire cumulative ne soit pas le privilège d'une civilisation ou d'une période de l'histoire, l'exemple de l'Amérique le montre d'une manière convaincante. Cet immense continent voit arriver l'homme, sans doute par petits groupes de nomades, passant le détroit de Behring à la faveur des dernières glaciations, à une date qui ne saurait être fort antérieure au 20^e millénaire. En vingt ou vingt-cinq mille ans, les hommes réussissent une des plus étonnantes démonstrations d'histoire cumulative qui soient au monde: explorant de fond en comble les ressources d'un milieu naturel nouveau, y domestiquant (à côté de certaines espèces animales) les espèces végétales les plus variées pour leur nourriture, leurs remèdes et leurs poisons, etc., et - fait inégalé ailleurs - promouvant les substances vénéneuses comme le manioc au rôle d'aliment de base, ou d'autres à celui de stimulant ou d'anesthésique; collectionnant certains poisons ou stupéfiants en fonction des espèces animales sur lesquelles chacun d'eux exerce une action élective, poussant enfin certaines industries comme le tissage, la céramique et le travail des métaux précieux au plus haut point de perfection. Pour apprécier cette œuvre immense, il suffit de mesurer la contribution de l'Amérique aux civilisations de l'Ancien Monde. En premier lieu, la pomme de terre, le caoutchouc, le tabac et la coca (base de l'anesthésie moderne) qui, à des titres sans doute divers, constituent quatre piliers de la culture occidentale, le maïs et l'arachide qui devaient révolutionner l'économie africaine avant peut-être de se généraliser dans le régime alimentaire de l'Europe; ensuite le cacao, la vanille, la tomate, l'ananas, le piment, plusieurs espèces de haricots, de coton et de cucurbitacées. Enfin le zéro, base de l'arithmétique et, indirectement, des mathématiques modernes, était connu et utilisé par les Mayas au moins un demi-

millénaire avant sa découverte par les savants indiens de qui l'Europe l'a reçu par l'intermédiaire des Arabes." (p. 22.) Pourquoi cet *essai sur l'égalité des races humaines* ne débouche-t-il pas sur une philosophie évolutionniste? Je vois deux motifs principaux: le mécanisme des changements, le sens donné à la civilisation occidentale.

Une philosophie évolutionniste suppose un ordre de succession typique, une continuité des changements, une orientation commune vers une société déterminée. Aucun de ces traits évolutionnistes ne se retrouve dans la vision historique des ethnologues que nous commentons. Les œuvres de civilisation, d'après eux, sont dues aux efforts conjoints de plusieurs peuples. Elles sont favorisées, sinon suscitées, par les contacts et les échanges entre civilisations. "La fortune culturelle des peuples européens - dont il ne faut pas oublier que l'expansion outre-mer est un phénomène très récent et limité aujourd'hui par l'évolution même des peuples sur lesquels leurs techniques représentaient une avance - est liée au fait que ces populations se sont trouvées en mesure d'avoir de nombreuses relations, entre elles comme avec des populations différentes" (Michel Leiris, p. 39).

De son côté, M. Lévi-Strauss critique l'évolutionnisme (ou le *faux évolutionnisme*) "tentative pour supprimer la diversité des cultures tout en feignant de la reconnaître pleinement. Car, si l'on traite les différentes étapes où se trouvent les sociétés humaines, tant anciennes que lointaines, comme des stades ou des étapes d'un développement unique qui, partant du même point, doit les faire converger vers le même but, on voit bien que la diversité n'est plus qu'apparente. L'humanité devient une et identique à elle-même" (p. 13). Contre ce faux évolutionnisme, M. Lévi-Strauss fait valoir des arguments multiples, d'origine et de portée très diverses. La philosophie évolutionniste retrace un développement régulier sinon continu, M. Lévi-Strauss interprète le progrès humain en se référant à la doctrine biologique des mutations: "Le progrès n'est ni nécessaire ni continu; il procède par sauts, par bonds ou, comme diraient les biologistes, par mutations. Ces sauts et ces bonds ne consistent pas à aller toujours plus loin dans la même direction, ils s'accompagnent de changements d'orientation, un peu à la manière du cavalier des échecs qui a toujours à sa disposition plusieurs progressions mais jamais dans le même sens" (pp. 21-22). Les grandes révolutions techniques, celle du néolithique, celle des temps modernes, mutations humaines ou sociales pour ainsi dire, qui accentuent le caractère cumulatif de l'histoire, sont explicables en termes de probabilités. Les circonstances nécessaires à l'accomplissement de telles révolutions apparaissent

rarement toutes ensemble, comme il est rare que sortent à la suite quatre ou cinq numéros consécutifs. Et "la chance qu'a une culture de totaliser cet ensemble complexe d'inventions de tous ordres que nous appelons une civilisation est fonction du nombre et de la diversité des cultures avec lesquelles elle participe à l'élaboration, le plus souvent involontaire, d'une commune stratégie" (p. 43).

La mise en perspective évolutionniste serait, d'après cet auteur, presque toujours artificielle, expression de préjugés et non plus d'une interprétation valable. Il y a quelques années, on rangeait les trois techniques du paléolithique - les industries "à nuclei", les industries "à éclats" et les industries "à lame" en un ordre de succession, comme trois étapes d'un progrès (paléolithique inférieur, paléolithique moyen et paléolithique supérieur). "On admet aujourd'hui que ces trois formes ont coexisté, constituant non des étapes d'un progrès à sens unique, mais des aspects ou, comme on dit, des "faciès" d'une réalité non pas sans doute statique mais soumise à des variations et transformations fort complexes" (p. 21). Et encore: "Le développement des connaissances préhistoriques et archéologiques *tend à étaler* dans l'espace des formes de civilisation que nous étions portés à imaginer comme échelonnées dans le temps" (p. 21).

Enfin, les ethnologues rejettent l'évolutionnisme parce qu'ils se refusent à tenir la civilisation occidentale pour exemplaire universellement. La civilisation occidentale a, de toute évidence, prodigieusement accru la puissance humaine sur le milieu naturel. Elle a été plus avant que toutes les autres civilisations dans une direction, celle de la quantité d'énergie disponible par tête d'habitant, celle de la protection et de la prolongation de la vie humaine. Mais il s'agit là du choix d'une activité, de la détermination d'un centre d'intérêt, entre d'autres activités, d'autres centres d'intérêt possibles. "Le progrès n'est jamais que le maximum de progrès dans un sens prédéterminé par le goût de chacun" (p. 40).

Aussi l'un et l'autre des deux ethnologues nient que les cultures puissent être hiérarchisées. Chacune a ses succès et ses échecs, chacune est imparfaite, mais comment mesurer l'imperfection ou les accomplissements sans se référer à un système de valeurs qui serait celui d'une civilisation, c'est-à-dire précisément celui d'une des réalités que l'on voudrait comparer à d'autres? "En vérité, on peut dire de presque toutes les cultures qu'elles ont respectivement leurs échecs et leurs réussites, leurs défauts et leurs vertus" (Leiris, p. 41). L'un et l'autre illustrent la thèse - il est impossible de hiérarchiser les civilisations - par des exemples multiples. "Les Indiens précolombiens, qui ne faisaient usage d'aucun animal de trait et ne connaissaient ni la roue ni le fer, n'en ont pas moins laissé

des monuments grandioses qui témoignent d'une organisation sociale très avancée et comptent parmi les plus beaux que les hommes aient construits" (Leiris, p. 40). "Si le critère ultime avait été le degré d'aptitude à triompher des milieux géographiques les plus hostiles, il n'y a point de doute que les Eskimos d'une part, les Bédouins de l'autre emporteraient la palme... Il y a treize siècles, l'Islam a formulé une théorie de la solidarité de toutes les formes de la vie humaine, technique, économique, sociale, spirituelle, que l'Occident ne devait retrouver que tout récemment, avec certains aspects de la pensée marxiste et la naissance de l'ethnologie moderne" (Lévi-Strauss, p. 27). Pour ce qui touche à l'organisation de la famille, les Australiens occupent une place avancée, "la richesse et l'audace de l'invention esthétique des Mélanésiens, leur talent pour intégrer dans la vie sociale les produits les plus obscurs de l'activité inconsciente de l'esprit constituent un des plus hauts sommets que les hommes aient atteints dans ces directions" (p. 28).

Traduisons en termes abstraits: si chaque société a son style propre de "culture", son *pattern*, les sociétés sont par essence incomparables parce que les acquêts d'une société industrielle ne peuvent trouver place à l'intérieur du *pattern* de maintes et maintes sociétés archaïques ou traditionnelles. Le "modèle culturel" se désintègre le jour où ceux qui le vivent empruntent des moyens techniques ou des croyances incompatibles avec sa logique propre. La civilisation occidentale s'est imposée par sa forme supérieure à toutes les autres civilisations ou sociétés de modèle culturel autre, mais les non-Occidentaux se sont inclinés sous la contrainte, ils n'ont pas été convertis par le rayonnement de la vérité.

Cette philosophie antiévolutionniste des ethnologues est faite d'éléments très divers. En gros, nous pouvons distinguer: 1) une théorie de l'égalité des races humaines; 2) une théorie des changements historiques par mutation, conjonction rare et improbable de circonstances favorables, coopération, dialogue et conflit entre groupes humains; 3) une théorie des civilisations ou styles de culture incomparables, chaque ensemble socio-culturel étant défini par des choix existentiels et ceux-ci ne pouvant être hiérarchisés.

Nous ne discuterons pas ici la première théorie, dont nous accepterions aisément la plus grande partie. Il est impossible d'établir une correspondance terme à terme entre phénomènes de civilisation et données biologiques ou génétiques. Toute civilisation a été l'œuvre de plusieurs races et de plusieurs peuples. Mais si l'inégalité foncière des races humaines n'a pas été démontrée,

l'égalité des races au regard de *toutes* les œuvres de civilisation n'est pas non plus démontrée. À l'intérieur d'une population racialement homogène, les individus ne sont pas également doués, il n'est pas inconcevable que le pourcentage d'individus capables d'une certaine sorte d'activité ou de création ne soit pas le même à l'intérieur des divers groupes humains.

En ce qui concerne notre thème - le rapport entre la théorie moderne du développement et la philosophie évolutionniste -, ce sont les deux derniers éléments qui nous intéressent le plus: mécanisme des changements historiques et humains, hétérogénéité radicale des "modèles de culture" ou des styles de civilisation. Le premier interdit de reconstituer un schéma évolutionniste du devenir, le deuxième interdit même de confondre le développement du savoir et du pouvoir avec un progrès social et humain, puisque la société occidentale, qui a été plus loin que toutes les autres dans un certain sens, aurait, du même coup, sacrifié d'autres œuvres de civilisations, d'autres excellences humaines. Aucune société ne peut suivre à la fois toutes les routes, chacune s'insère et s'exprime dans un modèle de culture et, par nécessité, est étrangère aux autres modèles.

De ces deux éléments, au rebours des apparences, c'est le deuxième qui me paraît le plus important. Les ethnologues interprètent selon la théorie des mutations et du hasard les grandes révolutions néolithiques ou industrielles. Le professeur Ginsberg discerne le rôle actif de la raison durant la phase historique et dans ce qui constitue une ligne de progression. Probablement les ethnologues seraient-ils prêts à consentir qu'une fois l'objectif déterminé la raison est un agent du développement. Les rationalistes pourraient, au moins partiellement, admettre que la coopération des peuples et la rencontre de circonstances multiples ont été nécessaires au déclenchement de quelques grandes révolutions.

Ce qui, en revanche, paraît radicalement contradictoire, c'est la vision ethnologique de la pluralité de modèles de culture, radicalement hétérogènes, et la vision évolutionniste d'un devenir qui aboutit à une rationalisation peu à peu universelle. Cette opposition me paraît incontestable, mais elle est liée, me semble-t-il, à des jugements de valeur plus qu'à des jugements de faits.

Les *patterns of culture*, les modèles de culture sont multiples, divers. Chacun permet à certaines vertus de s'épanouir et empêche d'autres de s'exprimer. Une civilisation débouche sur la maîtrise des passions (Inde) et l'autre sur la maîtrise de l'atome (Occident). En résulte-t-il que l'impossibilité de hiérarchiser les cultures, l'absence de progrès entre l'humanité paléolithique et l'humanité d'aujourd'hui soient le dernier mot de la science? Je ne le pense nullement.

En un sens, celui qui affirme l'impossibilité de tout jugement de valeur valable universellement est, comme le scepticisme éternel, irréfutable. Mais il se réfute lui-même parce qu'il tombe sous ses propres coups. Les ethnologues que nous avons cités multiplient les jugements de valeur. M. Leiris, à propos des peintures rupestres, parle de "beauté qui n'a pas été dépassée", il se juge donc capable d'apprécier les valeurs esthétiques. M. Lévi-Strauss, à propos des Mélanésien, n'hésite pas, lui non plus à évoquer "un des plus hauts sommets que les hommes aient atteints dans ces directions". Quand la direction est donnée, la hauteur n'échappe pas à une mesure objective. Pourquoi ces ethnologues tiennent-ils pour impossible d'établir une hiérarchie entre les civilisations globales ou les modèles de culture? La raison en est que, à leurs yeux, chacun des modèles est original et provient d'un choix de l'œuvre ou de l'activité tenue pour essentielle. Dans cette perspective, la connaissance scientifique ou la maîtrise technique ne sont qu'une œuvre ou une activité entre d'autres. Bien plus, si le critère suprême qu'utilisent les anthropologues, plus ou moins consciemment, est celui de l'intégration sociale, les sociétés du passé peuvent paraître à beaucoup d'égards supérieurs aux sociétés d'aujourd'hui, même les sociétés archaïques supérieures aux sociétés historiques. En bref, pour retrouver une vision évolutionniste, il faut accorder un privilège à la science et à la technique, c'est-à-dire à la raison. Autrement, la vision pluraliste des ethnologues s'impose d'elle-même.

Reconnaître une primauté à la science et à la technique par rapport aux autres activités, est-ce adhérer dogmatiquement aux valeurs particulières de l'Occident et retomber dans le péché de barbarie, c'est-à-dire dans le mépris de l'autre? Je ne le pense pas. Refuser cette primauté à la science et à la technique, donc à la raison, c'est professer verbalement une philosophie que l'on ne vit pas authentiquement, c'est ne pas attribuer de sens au procès par lequel l'homme s'est lentement écarté de sa condition initiale et animale d'existence pour peupler la planète et s'en rendre maître et possesseur.

L'anthropologue qui formule la thèse de l'égalité des modèles de culture se réclame de la vérité, finalité immanente de l'activité intellectuelle. Il ne peut nier que la vérité soit préférable à l'erreur. Or les sciences des modernes ne sont pas un modèle entre d'autres, elles sont plus vraies que celles des autres âges. Les civilisations du passé n'ont jamais voulu des idées fausses, on ne peut même pas dire qu'elles aient été indifférentes à la vérité scientifique. La civilisation occidentale leur est, à cet égard, supérieure selon des normes que les ethnologues récusent mais que les hommes qu'étudient les ethnologues n'auraient pas récusées, en droit sinon en fait.

La connaissance vraie, la puissance technique ne sont pas des traits de culture entre d'autres, des éléments d'un modèle particulier, elles ont une vocation universelle. La civilisation occidentale est conforme à un modèle singulier, mais celui-ci, en rendant possible le développement de la raison scientifique et technique, participe, à *un point de vue particulier*, de l'universalité virtuelle de la raison. Désormais, sociétés et civilisations qui veulent survivre doivent consentir à la *différenciation* sociale et mentale qu'exige le développement de la raison. Un univers mental et social dans lequel science et religion, économie et politique, lois et coutumes sont différenciées, chaque activité étant objet d'une élaboration conceptuelle propre, n'est pas, en tant que modèle de culture, supérieur aux univers des temps historiques ou préhistoriques. Il est peut-être, à certains égards, inférieur en efficacité: il rend plus difficile l'intégration des hommes dans la communauté et des pulsions humaines en une existence harmonieuse et apaisée. Si le but est le bonheur du plus grand nombre, peut-être aurait-il mieux valu ne pas dépasser le stade des sociétés closes de Bergson. Mais préférer les sociétés à demi immobiles aux sociétés cumulatives, c'est, en dernière analyse, ne pas préférer l'homme humanisé aux premiers exemplaires de *l'homo sapiens*, c'est refuser toute valeur et toute signification au devenir grâce auquel se sont éveillés, épanouis les caractères que tous considèrent comme constitutifs de l'humanité en l'homme.

L'étude précédente est une introduction. Elle n'expose pas de philosophie ou de théorie qui s'opposerait à celle du professeur Ginsberg ou la confirmerait. Prenant pour point de départ le fait du développement, tel que le constatent sociologues et économistes d'aujourd'hui, j'ai tâché de définir trois domaines d'exploration ou trois problématiques.

Si l'on peut définir la société industrielle ou scientifique comme un type social, quels sont les rapports entre ce type commun et les espèces (régime soviétique, régime occidental)? Peut-on établir un ordre de succession des régimes? Peut-on préciser les phases du développement, abstraction faite des régimes? Admettons que, d'une façon ou d'une autre, toutes les sociétés soient condamnées à l'industrialisation. Jusqu'à quel point seront-elles vouées aux mêmes institutions politiques, sociales, intellectuelles? Jusqu'où ira l'uniformité d'une société humaine unifiée par la science et la technique?

La société scientifique peut être dite rationnelle. Les institutions, non commandées par l'efficacité de la production, seront-elles pour autant rationnelles? Si la rationalité de l'économie est purement instrumentale, quelle

est la fin que l'on pourra dire rationnelle? En tout cas, rien ne prouve que les hommes des sociétés rationalisées seront plus raisonnables ou plus humanitaires que ceux des sociétés traditionnelles. Certes, la rationalisation scientifico-sociale, l'élargissement des sociétés suscitent une morale qui prêche l'égalité des hommes et l'universalité des impératifs, par-delà les frontières. Mais les crimes commis au XXe siècle ont été à l'échelle des moyens techniques. Peut-être les systèmes moraux de notre époque valent-ils mieux que ceux du passé, les hommes n'ont pas changé.

Enfin, science et technique ont acquis une sorte d'autonomie et, plus largement, tous les secteurs de l'existence collective et de la pensée se sont différenciés. Mais le besoin d'unité, de chaque homme en lui-même et des hommes entre eux, subsiste, il travaille les individus, les peuples, l'humanité. Quels modèles de culture vont surgir dans l'âge universel où nous entrons? Faut-il craindre l'excès d'uniformité ou l'excès de diversité?

La philosophie évolutionniste croyait apporter une réponse aux problèmes que toujours les hommes se sont posés. Les théoriciens du développement savent ou devraient savoir qu'ils n'apportent pas de réponse mais posent, en termes renouvelés, de vieux problèmes - et aussi quelques-unes qui nous sont propres.

(1) On peut concevoir un revenu relativement élevé par tête de la population sans industrialisation dans le cas d'une population peu nombreuse, disposant d'un espace considérable. Certains pays d'Amérique du Sud, l'Argentine, se rapprochent ou se sont rapprochés de ces cas théoriques.

(2) Sauf cas rares d'une population peu nombreuse par rapport au sol disponible, trouvant dans une agriculture rationalisée la source d'un revenu élevé.

(3) Nous avons pris l'exemple de l'automobile et de la télévision parce qu'en ce cas l'originalité du désir est en évidence. L'analyse serait autrement facile, évidente, s'il s'agissait de logement ou de vêtement.

(4) Ajoutons que, au sens rigoureux, le salariat subsiste en Union soviétique aussi bien que dans les pays occidentaux - à moins qu'on ne décrète que le salariat implique une propriété privée des moyens de production.

Politique mondiale de la science. Les dépenses comparées

Le Figaro
31 août 1964

Tous les pays industriels ont désormais une administration de plus, parfois constituée en ministère indépendant: l'administration de la science ou, selon les deux mots courants, de la *recherche* et du *développement* (pour une fois, il est possible de traduire littéralement les termes anglais, *research and development*, sans commettre le péché de *franglais*). Pourquoi cette administration nouvelle? Tout simplement parce que recherche et développement absorbent d'année en année, des sommes plus considérables, dont l'État lui-même fournit une grande part.

Depuis la fin de l'année 1950 jusqu'aux premières années de la décennie suivante, d'après notre confrère l'*Economist*, le budget de la recherche en Grande-Bretagne a doublé tous les six ans. La progression a été encore plus rapide dans la France de la Ve République. Le montant des crédits étatiques de fonctionnement (correspondant aux dépenses du personnel et aux achats de petit matériel) est passé de 164 millions en 1959 à 678 dans le budget de 1964. Le montant des autorisations de programme (qui correspondent au lancement de travaux et aux commandes de gros appareillage) est passé, pendant la même période, de 78 à 660 millions. Les effectifs de personnel (les chercheurs et leurs auxiliaires) sont passés, toujours pendant la même période, de 8.000 à plus de 16.000 emplois budgétaires.

En 1962, d'après des statistiques que j'emprunte à la revue *L'Éxpansion de la recherche scientifique*, le total des sommes consacrées à la recherche par la France s'élève à 5,7 milliards de francs (1,5% du produit national brut), soit 113 francs par habitant. Le total de la Grande-Bretagne était, en cette même année, de 634 millions de livres (soit 8,8 milliards de francs), 165 francs par habitant; celui des États-Unis s'élevait à 14,2 milliards de dollars, soit environ 70 milliards de francs et 370 francs par habitant. Si l'on mesure l'effort financier de recherche à la dépense par habitant, ce sont les États-Unis qui arrivent en tête et de loin. Le chiffre américain est supérieur au triple du chiffre français, au double du chiffre soviétique (dans la mesure où nous pouvons connaître ce dernier). En revanche, si l'on rapporte le budget de la science et de la recherche au produit national brut,

c'est l'Union soviétique qui, probablement, arrive en tête. En valeur absolue, les dépenses américaines de recherche sont de l'ordre du triple du total des dépenses allemandes, anglaises, françaises et japonaises additionnées. Le pourcentage américain, supérieur aujourd'hui à 3% du produit national, est de l'ordre du double du pourcentage français. Il est normal qu'un État qui, chaque année, en France, dépense plus de 4 milliards de francs et en Grande-Bretagne 450 millions de livres pour la recherche et le développement s'efforce de tirer le meilleur parti de cet argent.

Autant que les chiffres absolus, deux types de pourcentage présentent de l'intérêt: la répartition des dépenses par secteur, la part de l'État et des entreprises. En France, sur le total des fonds d'État consacrés à la recherche en 1962, 33% allaient au ministre d'État chargé des questions atomiques et spatiales, 37% au ministère des Armées, 19,5% au ministère de l'Éducation nationale, et 10% aux autres ministères. Ces pourcentages marquent la place considérable que tiennent les recherches commandées par la Défense nationale dans l'ensemble de l'effort scientifique français. La même impression se dégage du pourcentage de dépenses par secteur industriel: sur les 2,44 milliards de francs consacrés par l'industrie à la recherche, la part de l'aéronautique est de 28%, celle de l'électricité et de l'électronique de 26%, celle de la chimie de 12,5%, celle de la mécanique de 8,5%, celle du pétrole de 4,9% celle de la sidérurgie de 3,3%.

Ces pourcentages ne sont pas très différents de ceux que l'on observe aux États-Unis et en Grande-Bretagne. L'aéronautique consomme, dans le premier de ces pays, 36,5% du total des dépenses de recherche et de développement et peut-être plus encore dans le deuxième (certaines statistiques indiquent 36%, d'autres 40%). De même, la part des industries électroniques et électriques est de 25,4% ou outre-Atlantique, de 20,1% outre-Manche, la part de la chimie de 11,5% et de 14,2%. Ces trois secteurs réunis représenteraient 73 et 75% contre 67% en France.

Il serait d'ailleurs imprudent d'approuver la répartition française des milliards pour la seule raison qu'elle est conforme au modèle anglo-saxon. La comparaison avec la République fédérale allemande et le Japon serait plus instructive. Beaucoup de commentateurs, en Grande-Bretagne, doutent que la répartition actuelle dans leur pays réponde à l'intérêt national. Sur les 400 à 450 millions de livres qui figurent dans le budget britannique au titre de la recherche et du développement, 240 sont attribués à l'aéronautique et à l'électronique

essentiellement au titre de la Défense nationale, une centaine de millions au commissariat à l'Énergie atomique. La contribution étatique au progrès du reste de l'industrie est donc étrangement faible comparée à la contribution accordée aux secteurs dont l'actuelle fonction est surtout militaire, bien que les progrès qui y sont réalisés puissent, à terme, influencer sur l'ensemble de l'industrie.

Le budget de recherche de l'industrie française est de l'ordre de 2,44 milliards, dont 35% environ financés par l'État. Les entreprises privées se répartissent en trois groupes: 7% d'entre elles investissent chacune moins de 250.000 F, 75% chacune entre 250.000 et 8 millions de F, 18%, enfin, chacune plus de 8 millions de F.

Ce dernier groupe, qui compte 45 entreprises, représente 66% du financement total. La recherche est d'ailleurs encore plus concentrée que ces chiffres ne le donnent à penser, car toutes les entreprises sont bien loin d'avoir répondu à l'enquête. Aux États-Unis, 11.800 entreprises font de la recherche, mais 40 d'entre elles, à elles seules, dépensent 68% du total. Ainsi s'explique le renversement de l'attitude adoptée par l'État et l'opinion à l'égard des grandes entreprises; Désormais, celles-ci apparaissent comme des agents de la croissance parce qu'elles ont les moyens d'utiliser les services des savants et des techniciens et, de ce fait, de contribuer au progrès de la science, parfois même de la science fondamentale. Le pourcentage des dépenses de recherche et de développement par rapport au chiffre d'affaires, au moins pour les grandes entreprises, serait en France de l'ordre de 3,4%, aux États-Unis de 4,3%.

Une dernière indication statistique mérite d'être relevée: d'après les enquêtes de la délégation générale à la Recherche scientifique, le pourcentage de la recherche serait plus fort et celui du développement plus faible en France qu'aux États-Unis. Encore cette proposition doit-elle être tenue pour probable plutôt que pour démontrée, la distinction entre recherche et développement étant souvent incertaine.

Chaque pays a organisé l'administration de la science à sa manière. En France, la recherche est dispersée entre plusieurs ministères: Armée, Éducation nationale, Agriculture, ministère d'État chargé des questions atomiques et spatiales. Cependant, les organes de coordination existent, la structure actuelle comporte un délégué général, un comité de "douze sages", qui prépare le travail du comité interministériel, une délégation générale à la Recherche scientifique rattachée au premier ministre, avec des commissions spécialisées. Un budget global, dit enveloppe de la Science et de la Recherche, est établi, de même que,

dans chaque plan, un chapitre prévoit l'expansion des dépenses année par année et secteur par secteur. Le IVe Plan ne sera malheureusement pas entièrement réalisé et les économies impliquées par le plan de stabilisation ont suscité de vives réactions ici et là. En matière de science plus encore qu'en tout autre domaine, l'improvisation est exclue et la prévision indispensable. C'est au bout de quelques années que les conséquences des décisions prises apparaissent: la formule est aussi vraie pour les retranchements de crédits que pour les programmes mis en route.

Politique mondiale de la science(1).

Spécialistes gouvernés par des amateurs

Le Figaro
2 septembre 1964

Jadis, les conquérants s'emparaient de l'or et des esclaves. À notre époque, ils invitent les savants du pays vaincu et leur offrent villa, voiture et laboratoire. Les États-Unis comme l'Union soviétique ont recruté des savants allemands au moment où s'effondrait le III^e Reich, en particulier dans les équipes qui travaillaient à la mise au point des fameux V2: Werner von Braun est le plus célèbre de ces "prises humaines" de guerre, mais il y en eut bien d'autres.

Les savants vieillissent vite, parfois presque aussi vite que les machines. Quels que soient les services rendus transitoirement par les étrangers, chaque nation doit former son personnel scientifique, à moins d'avoir la chance d'accueillir des immigrants. D'après un rapport que j'ai sous les yeux, cinquante-trois mille scientifiques étrangers se sont installés aux États-Unis de 1952 à 1961. Il est admis que, depuis 1961, le rythme s'est accéléré. En admettant le chiffre de cinquante-trois mille, le calcul indique que les économies réalisées par les États-Unis, du seul fait qu'ils n'ont pas eu à les instruire, équivaut à plus de dix milliards de francs (deux fois le budget français de Recherche). Un ministre anglais avait fait scandale, il y a quelques années, en dénonçant avec violence et excès l'émigration des savants anglais.

La phase actuelle de croissance est exceptionnelle. Selon le mot fameux d'Oppenheimer, de tous les chercheurs qui ont existé depuis l'aube de l'histoire humaine, 90% sont aujourd'hui vivants. À l'allure actuelle de progression, en moins de quelques siècles, les sociétés ne seraient plus composées que de chercheurs.

Mais, durant la phase actuelle, l'organisation de la science et la répartition du budget scientifique de la nation sont devenues un problème vital. Ce problème figure au premier plan dans la campagne électorale anglaise, M. Harold Wilson ayant mis l'accent sur le thème de la science et de l'adaptation de la société anglaise à l'âge scientifique.

Malheureusement ou heureusement, les décisions relatives au budget de la science ne sont pas prises par les savants. La décision de construire l'avion supersonique "Concorde" implique l'engagement de plusieurs centaines de

millions de francs de dépenses, donc l'emploi de centaines de chercheurs et de techniciens. Décision proprement politique, que l'opinion n'a même pas discutée, parce que les entreprises spectaculaires fascinent l'opinion et que les équipes de chercheurs étant toutes constituées, la facilité consistait à leur donner un nouvel appareil à mettre au point. Un mauvais esprit pourrait s'interroger sur le rendement d'une telle opération, comparé à celui de beaucoup d'autres opérations concevables.

Certes, les grandes décisions sont et doivent être politiques en ce ministère comme en tous les autres. Par essence, nos sociétés sont peuplées de spécialistes et gouvernées par des amateurs. Il n'en va pas en Union soviétique autrement qu'aux États-Unis ou en France.

Les amateurs ne sont pas choisis partout selon les mêmes méthodes, ils ont poussé plus ou moins loin leurs études scientifiques: comparés aux spécialistes en un champ particulier du savoir, ils sont fatalement des amateurs. Bien plus, la spécialisation s'est depuis longtemps étendue au personnel scientifique lui-même. D'une discipline à une autre, la compréhension est parfois difficile. Un biologiste renommé auquel je posais des questions relatives à la biologie moléculaire me répondit simplement qu'il n'en avait qu'une connaissance superficielle.

Il y a plus: les problèmes que pose l'administration où les conséquences sociales de la science ne relèvent d'aucune discipline traditionnelle. Le physicien atomique n'a pas de compétence particulière en fait de stratégie de dissuasion, pas plus que les constructeurs de tanks n'avaient nécessairement une idée juste de la doctrine d'emploi. Les instituts spécialisés dans les recherches relatives à la Défense nationale sont composés, aux États-Unis et ailleurs, d'équipes mixtes: physiciens, mathématiciens, économistes, sociologues travaillent ensemble.

Cette coopération a une double fonction: quand un problème présente des aspects multiples dont chacun est de la compétence d'un autre spécialiste, les déformations professionnelles auxquelles seuls échappent les esprits supérieurs devraient être neutralisées ou corrigées par le travail en commun, par la libre discussion entre esprits de formation différente et d'égale bonne volonté.

La politique de la science ou peut-être vaudrait-il mieux dire "la science de la politique de la science" est en train de naître comme discipline autonome. Comme toute discipline elle comporte théorie et pratique. La première étape est celle de la définition des termes et de l'établissement des faits. Il faut que les définitions des deux concepts, recherche et développement, soient à peu près les

mêmes, de pays à pays, pour que les statistiques soient significatives et comparables. L'O.C.D.E. a constitué un groupe qui se consacre à cette tâche, qui a réuni une première conférence ministérielle sur ce sujet et qui en prépare une deuxième dans laquelle les sciences sociales seront, à leur tour, prises en considération.

Cette première étape, si ardue soit-elle en fait, n'est encore rien auprès de la deuxième, c'est-à-dire la détermination du rendement de la recherche. Que faut-il entendre par *rendement* et comment le mesurer? S'agit-il des connaissances acquises? Des progrès économiques, directement ou indirectement, favorisés? Du prestige ou de la puissance de la nation? Quel que soit l'objectif - savoir, croissance, gloire, sécurité - comment mesurer les résultats? Par le nombre des brevets, par l'augmentation de la productivité dans les entreprises, par le nombre des récompenses internationales, par l'efficacité de la Défense nationale? Dans l'abstrait, c'est le raisonnement économique, utilisant les notions de productivité et de marginalisme, qui devrait être employé à la solution de ces problèmes, mais l'incertitude des évaluations demeure extrême. Qu'il s'agisse de mesurer la dimension optimale des équipes, le point où le rendement de la recherche commence à décroître, la répartition souhaitable des crédits (même dans l'hypothèse où l'on se donne un but unique), la science de la recherche scientifique en est encore à la phase empirique.

Les fonctionnaires, à l'O.C.D.E., à la Délégation à la recherche scientifique, reconnaissent tous la nécessité de cette étude scientifique de la recherche, première et indispensable introduction à une "politique scientifique de la science". Non qu'ils rêvent d'accroître leur pouvoir et de jouer aux technocrates. En dernière analyse, je le répète, les sociétés scientifiques sont provisoirement et peut-être définitivement vouées au gouvernement des amateurs. Mais les Douze Sages, comme le Comité interministériel, ont besoin de connaissances, qui, aujourd'hui, ne sont pas toutes disponibles. Des choix s'imposeront toujours, parce qu'on n'a pas les moyens de tout entreprendre et qu'il se trouvera toujours des gouvernants pour préférer un voyage dans la Lune à la construction d'écoles ou inversement. Du moins, citoyens et ministres sauraient mieux ce qu'interdisent de faire et ce que promettent d'apporter les programmes finalement retenus.

(1) Voir *Le Figaro* du 31 août.

Politique mondiale de la science(1). Les sciences humaines

Le Figaro
3 septembre 1964

Les facultés de droit sont devenues *facultés de droit et des sciences économiques*. Les facultés des lettres sont devenues *facultés des lettres et des sciences humaines*. Le prestige de la science est tel qu'aucune faculté ne consent à en être privé, phénomène que le sociologue explique sans peine et que l'honnête homme observe avec quelque ironie. Aux États-Unis, le prestige de la science est intact, mais le rôle de ce que les Américains appellent *humanités* dans la formation des étudiants en science est mieux reconnu aujourd'hui qu'il y a une génération. Il serait fâcheux qu'une ardeur de néophyte entraînant les vieux pays d'Europe vers des excès dont le Nouveau Monde est déjà revenu.

Entre les sciences de la nature et les humanités se développe, à notre époque, un vaste domaine, celui des sciences humaines et sociales, dispersées entre les facultés. (Il y a un certificat d'anthropologie à la faculté des sciences et un autre à la faculté des lettres.) Il est vain de discuter si ou en quel sens ces disciplines méritent le titre de sciences et appartiennent à la même catégorie que la physique, la biologie ou la médecine. Ethnologie, linguistique, économie, psychologie, sociologie existent, à la fois en tant que communautés de savants et ensembles de connaissances. À des degrés divers d'avancement, elles s'appliquent à des phénomènes inégalement difficiles à saisir et présentent au moins les caractéristiques élémentaires de la science: des systèmes de concepts, une accumulation de faits, établis méthodiquement et souvent quantifiés, la confrontation des théories et de l'expérience - confrontation indispensable au progrès du savoir et, pour ainsi dire, constitutive de la science elle-même.

Que le développement des sciences humaines accompagne, avec plus ou moins de retard, celui des sciences de la nature s'explique aisément. On appelle nos sociétés scientifiques ou industrielles afin de marquer leur originalité par rapport aux sociétés traditionnelles: grâce aux sciences de la nature et aux techniques qui s'en déduisent, les sociétés modernes multiplient la productivité des travailleurs et créent un milieu artificiel, celui des villes, des machines, des administrations, dans lequel se déroule la nouvelle existence des hommes. Comment ceux-ci ne seraient-ils pas impatients de retourner sur eux-mêmes et

sur la vie collective les procédés qui leur ont permis de devenir, selon la formule de Descartes, "maîtres et possesseurs de la nature"? Comment des sociétés qui se disent scientifiques ne s'efforceraient-elles pas d'acquérir une connaissance vraie d'elles-mêmes?

Songons aux ravages que causa la grande dépression des années 30: si une meilleure connaissance des phénomènes économiques permet d'éviter ou d'atténuer les cycles, le rendement de la recherche économique, mesuré en termes de production ou de bien-être, rivalise aisément avec celle qui conduit à l'avion supersonique de transport. Les planificateurs soviétiques, à leur tour, ont reconnu les profits qu'ils peuvent tirer soit de la théorie des relations intersectorielles, soit des méthodes mathématiques de programmation.

Les dirigeants de Moscou ont hésité avant d'accorder à la sociologie le droit à l'existence, mais ils ont admis finalement que, les lois du marxisme étant soustraites au doute et à la critique, il restait à savoir ce que les citoyens pensent, comment ils réagissent à l'automation, dans quelles conditions ils travaillent le plus efficacement, quelles sortes d'habitations et de services collectifs répondent à leurs aspirations en même temps qu'aux impératifs de l'idéologie d'État.

Engagées, par le fait même du dynamisme inépuisable de la science, dans une course à la croissance, les sociétés modernes n'ont pas seulement besoin de savoir quelle méthode économique permet de maximiser le taux de croissance et de minimiser les dépressions, elles doivent aussi s'interroger sur les causes psychologiques et sociales qui freinent la rationalisation, comme sur les effets humains de celle-ci. Ainsi, de proche en proche, psychologie et sociologie apparaissent aussi nécessaires à une gestion rationnelle que l'économie elle-même.

Le Ve Plan comportera un chapitre relatif aux sciences humaines, les recherches orientées par l'État étant distribuées en trois chapitres principaux: *développement et évolution des niveaux et des modes de vie, éducation, formation et information des hommes, compréhension réciproque des sociétés et des nations.*

Certes, nul n'osera affirmer qu'une compréhension meilleure des rapports entre les nations suffira à garantir la paix. La science des crises ne garantit pas qu'il n'y aura plus de crises et l'influence de la science des conflits sur les conflits sera probablement plus limitée encore. La psychanalyse n'a pas éliminé les complexes, la sociologie ne supprime ni les préjugés, ni les nationalismes, ni les fanatismes. Mais les sciences sociales, pas plus que les sciences de la nature,

n'ont une fonction exclusivement pratique. Elles ont pour ambition d'aider les hommes à se comprendre eux-mêmes, les sociétés à être moins inconscientes de leur ordre caché et de la diversité extrême des valeurs qui, pour chacune, donnent un sens à la vie.

En contribuant à cette prise de conscience, les sciences sociales facilitent le dialogue entre gouvernants et gouvernés, entre les groupes d'intérêts et les partis. Quand j'évoque les controverses économique-sociales des années d'avant guerre, tout en suivant les discussions à la Commission des comptes de la nation ou au Conseil supérieur du Plan, je mesure le chemin parcouru. Les sciences sociales ne promettent ni la paix entre les peuples ni l'accord entre les classes, elles apportent une contribution, modeste à coup sûr, peut-être un jour substantielle, à la tâche que s'est fixée l'orgueil prométhéen de l'homme moderne: faire, en toute lucidité, sa propre histoire au lieu de la subir dans l'obscurité et dans le sang.

L'organisation ou plutôt l'inorganisation des sciences sociales tient à leur situation équivoque entre les sciences de la nature et les disciplines traditionnelles des facultés des lettres. Comme celles-là, elles ont besoin de crédits importants, qui semblent parfois démesurés à ceux qui ne conçoivent pas d'autre modèle que le laboratoire du physicien et le bureau du penseur solitaire. Les relations entre facultés et le Centre national de la recherche scientifique appellent, en ce domaine, des réformes. En raison de l'importance que gardent les agrégations dans les facultés des lettres, les chercheurs dans les sciences sociales et au C.N.R.S. ne se recrutent pas toujours parmi les meilleurs étudiants. Trop souvent, ces derniers ne sortent pas des chemins battus. Le ministère des Finances s'obstine à interdire aux enseignants de recevoir, en cas de détachement au C.N.R.S., le traitement auquel ils ont droit, alors que les échanges entre enseignement et recherche auraient une vertu évidente.

Mais, à ce point, c'est toute la réforme des facultés des lettres et des facultés de droit qui est en cause. Hélas! avec l'approbation de la majorité du corps enseignant, le ministère est plus soucieux d'héberger quelques dizaines de milliers de propédeutes supplémentaires, réels ou fictifs, que d'empêcher la dégradation de l'enseignement supérieur.

[\(1\)](#) Voir *Le Figaro* du 31 août du 2 septembre.

Société industrielle, idéologies, philosophie

Preuves
janvier 1965

Écrit en 1954, durant l'année qui suivit la mort de Staline, *L'Opium des intellectuels* parut en 1955; la conclusion avait pour titre *Fin de l'âge idéologique?* (non sans point d'interrogation). C'est à l'automne de 1955 que je commençai la série de cours dont les deux premiers ont paru dans la collection Idées: *Dix-huit leçons sur la société industrielle, La lutte de classes*. Le troisième qui, au Centre de documentation universitaire, était intitulé *Esquisse d'une théorie des régimes politiques*, avec pour sur-titre *Sociologie des sociétés industrielles*, doit paraître en 1965. Depuis lors, les deux thèmes de *la fin des idéologies* et de *la société industrielle* ont été à tel point popularisés, ils ont été prétextes à tant de commentaires et de spéculations, que j'éprouve le désir moins de préciser une fois de plus ma pensée que de faire le point et de m'interroger moi-même.

I

Au cours de la Semaine de la pensée marxiste, en 1964, une soirée fut consacrée au thème de la société industrielle. J'aimerais discuter sérieusement avec les orateurs de cette soirée, qui ont fait preuve d'une courtoisie aussi concertée que l'était leur grossièreté d'hier. Malheureusement, je n'ai guère trouvé, dans les diverses interventions, d'idées ou d'arguments qui méritent un examen approfondi.

Les marxistes-léninistes n'aiment pas le concept de société industrielle, pour des raisons multiples et faciles à saisir. Ce concept remonte à Saint-Simon, aux Saint-simoniens ou à Auguste Comte. Donc, conformément à la conception historique que M. Pierre Vilar expose avec naïveté, il est dépassé par le progrès de la science. Saint-Simon, Comte, Tocqueville appartiennent à un passé révolu, Marx serait notre contemporain, sa pensée représenterait encore l'état actuel de la science. Les marxistes-léninistes n'admettent pas que le socialisme soit un régime entre d'autres (puisque'il doit marquer la fin de la préhistoire) ni qu'il puisse figurer, avec le capitalisme, parmi les espèces de sociétés modernes ou industrielles. Enfin, le rapprochement les met en difficulté: après tout, le socialisme soviétique, régime de l'avenir, veut «rattraper» le capitalisme américain, régime condamné. Comment ce décalage est-il explicable à l'intérieur d'une théorie qui se fonde sur la primauté des forces de production?

Aussi la plupart des orateurs marxistes s'acharnent sur une thèse que personne n'a jamais soutenue, celle d'une seule et unique société industrielle, thèse absurde qui équivaldrait à nier l'importance de l'opposition entre les régimes. Dans l'interview publiée par le journal *Arts*, M. Henri Lefebvre va encore plus loin dans l'imaginaire. Selon lui, j'aurais «lancé l'idée un peu confuse de société industrielle, unique ou mondiale», et je la critiquerais aujourd'hui moi-même. En fait, ce n'est pas cette «idée un peu confuse» que je critique, mais l'interprétation confuse que beaucoup ont donnée d'une idée simple et banale. Quant à l'autocritique, je la laisse volontiers à Henri Lefebvre, qui est orfèvre en la matière.

M. Pierre Vilar, lui, se borne à une analyse soi-disant historique du succès de ce qu'il appelle la théorie de la société industrielle. Cette théorie se serait répandue depuis 1954, c'est-à-dire depuis l'explosion de la première bombe H en Union soviétique (on se demande pourquoi l'explosion de la première bombe A n'aurait pas suffi à déclencher le mouvement). Parmi les auteurs cités figurent Herbert Marcuse et Pierre Naville, qui sont tous deux de formation et partiellement aujourd'hui encore d'allégeance marxiste (mais non marxiste-léniniste). Les succès remportés par l'Union soviétique auraient amené les sociologues bourgeois à camoufler le capitalisme en le baptisant société industrielle, et à donner place enfin à l'Union soviétique parmi les pays développés.

Pour primitive qu'elle soit, l'idée recèle une part de vérité. À la longue, les faits s'imposent, même aux plus fanatiques. Or manifestement des régimes qui se voulaient irréductiblement hostiles l'un à l'autre ont édifié des industries dont les techniques de production (en langage marxiste, les forces de production) se ressemblent. Comment économistes, sociologues, philosophes ne se seraient-ils pas interrogés soit sur l'économie générale, dont les économies capitalistes et socialistes seraient des cas particuliers, soit sur la société ou civilisation industrielle, dont certains traits se retrouvent dans tous les régimes. À en croire M. Pierre Vilar «le remplacement de l'éloge du capitalisme par l'éloge de la science et de la technique» marquerait un «revirement profond». Il ajoute que ce revirement «n'est pas un revirement modeste qui, tenant compte des erreurs passées, engagerait les analystes de la société industrielle à être prudents». Il serait facile de répondre que ce conseil, venant d'un ex-stalinien, est imprudent sinon impudent. Les spoutniks suffisent-ils à effacer le culte de la personnalité?

Laissons ces polémiques bon marché. Y a-t-il, comme le prétend cet historien,

«revirement profond»? Où la science et la technique moderne sont-elles nées et se sont-elles épanouies, sinon dans l'Europe occidentale, monarchique, puis bourgeoise? Selon les écoles et les moments, l'idéologie capitaliste ou occidentale a chanté les vertus de la propriété privée et de l'initiative individuelle, ou la puissance démiurgique de la science et de la technique. Marx lui-même a exalté la grandeur de la bourgeoisie conquérante qui, en un siècle, avait transformé le monde, plus que les autres classes d'exploitation en des milliers d'années. Je consens que les Occidentaux préfèrent l'épithète *industriel* à l'épithète *capitaliste*, de même que les Soviétiques s'appellent eux-mêmes *socialistes* et que nous les appelons *totalitaires*. À moins de chasser du langage scientifique tous les mots empruntés au langage courant, chacun peut démasquer les intentions politiques ou idéologiques qui se dissimulent sous le vocabulaire choisi.

Il reste que les sociétés occidentales, pour avoir été ou pour être effectivement capitalistes, ont été aussi animées par l'esprit de la science ou de la technique. Non que certains penseurs, en Occident, n'aient éprouvé la nostalgie de l'ordre ancien, l'horreur de la technique qui dépouille la nature de ses charmes et la campagne de sa poésie, mais de telles écoles de pensée ont freiné parfois le mouvement, elles ne l'ont pas arrêté. Les voix du passé ne trouvaient de larges échos qu'aux époques de crise, quand les forces productives semblaient dépasser la capacité d'absorption du marché et que la science répandait le chômage et la misère.

En vérité, ce n'est pas l'explosion de la bombe H ni même la mort de Staline qui ont mis à la mode le thème de la société industrielle, c'est au moins autant le succès des économies occidentales (disons capitalistes, pour faire plaisir aux orateurs de la Semaine de la pensée marxiste), en particulier des économies européennes. Les pays à l'Ouest du rideau de fer ont ignoré les dépressions depuis 1915; les États-Unis eux-mêmes, dont la croissance a été plusieurs fois interrompue par des récessions, n'ont pas connu l'équivalent des crises au sens que ce mot avait au siècle dernier ou, plus encore, en 1929.

Dès lors, deux faits – l'édification d'une grande industrie par l'Union soviétique, sous la direction de l'État et sans propriété privée des instruments de production; le développement continu et accéléré en Occident (les taux de croissance en Occident, depuis 1950, ont été plus élevés qu'ils ne l'avaient été au siècle dernier ou même au début de celui-ci) – ont pour ainsi dire imposé la comparaison.

Comparaison qui trahit souvent des arrière-pensées politiques mais qui, en tant que telle, est neutre. Les dogmatiques des deux camps s'irritent de se trouver en mauvaise compagnie, mais ils ont tort; pour être tous deux de type industriel, régime occidental et régime soviétique (ou encore capitaliste et socialiste) ne sont pas pour autant identiques. Seule une interprétation technologique de l'histoire permettrait d'affirmer que toutes les sociétés utilisant l'énergie atomique et les ordinateurs seront les mêmes. Il est absurde de décréter à l'avance que ce qu'elles ont en commun importe plus que ce qui les différencie.

Chacun devrait, au point de départ, souscrire aux remarques de bon sens par lesquelles Alfred Sauvy, à cette même soirée, commença son intervention: «Dans le débat certains points me paraissent peu contestables: il existe deux régimes. Ils ont des points semblables, et ils accusent des différences. Ces points semblables, nous en voyons beaucoup, sur des problèmes techniques et même sociaux. Par contre, nous relevons aisément des différences dont certaines sont fondamentales.»

Le concept de *société industrielle* pose trois problèmes fondamentaux:

1) Comment définir une société industrielle? Le terme est-il bien choisi? Ne faut-il pas dès maintenant évoquer une société post-industrielle?

2) Sur quels points portent aujourd'hui les différences essentielles entre les deux types de régime, et quelle est la portée de ces différences?

3) L'évolution tend-elle à rapprocher ces régimes? Peut-on prévoir le régime socialiste démocratique vers lequel, nous dit M. Maurice Duverger, convergeront les sociétés occidentales par socialisation, et les sociétés soviétiques par libéralisation? Sur ces trois problèmes, dont chacun appellerait au moins un livre, j'indiquerai brièvement mes opinions ou mes pressentiments.

Par société industrielle, *je n'entends pas une société historiquement singulière ni une période déterminée des sociétés contemporaines, mais un type social qui semble ouvrir une ère nouvelle de l'aventure humaine*. La notion de société industrielle est comparable à celle de société archaïque. Elle présente les mêmes avantages et les mêmes difficultés. Il est facile d'indiquer en gros les caractères spécifiques d'un type social, difficile de tracer les limites exactes du type et d'affirmer qu'une certaine société est ou n'est pas archaïque ou industrielle. Une société complexe sans écriture est ou n'est pas archaïque, selon la définition adoptée. La nature même du type industriel ajoute à l'embarras du sociologue. Nous pouvons observer les sociétés archaïques, même celles qui existent

aujourd'hui et continuent de vivre et de changer, comme si elles appartenait au passé. Le type industriel en est encore à une phase primitive. De plus, les sociétés de type industriel se pensent elles-mêmes dans le temps, elles sont ce qu'elles seront. La société soviétique se tient pour incompréhensible dès lors que l'observateur la considère dans son présent et méconnaît que c'est le socialisme de demain qui donne seul un sens à son présent.

Il aurait été préférable, probablement, de substituer au terme *société industrielle*, l'expression «type industriel de société» ou éventuellement *civilisation industrielle*. J'avais d'abord utilisé le terme de civilisation qui avait l'avantage de suggérer les œuvres communes auxquelles participent toutes les sociétés modernes, et d'éviter la logique aristotélicienne qui ne me satisfait guère (la société industrielle serait le genre dont les sociétés soviétiques et occidentales seraient les espèces). Il m'a été objecté que l'on parlait de civilisations chinoise, indienne, américaine, alors que dans l'expression civilisation industrielle le mot est pris au singulier et l'épithète n'évoque pas un individu historique.

J'avoue que ces querelles de mots m'intéressent peu ou plutôt me laisseraient indifférent si elles ne suscitaient quelques confusions intellectuelles et quelques controverses verbales. Il s'agit de savoir quels caractères doivent être retenus comme constitutifs du type social. Or, sur ce point les Saint-simoniens me paraissent avoir vu juste; au moins sous la forme qu'Auguste Comte a donnée aux idées saint-simoniennes, celles-ci touchent aujourd'hui encore l'essentiel. Toutes les sociétés humaines ont disposé d'un savoir et d'une capacité techniques. Mais entre la science des sociétés antiques ou médiévales et celle de la société américaine ou soviétique d'aujourd'hui, entre la capacité technique des unes et des autres, l'inégalité quantitative est si grande qu'elle équivaut à une différence de nature. En ce sens, le type social que j'ai baptisé, après tant d'autres, industriel, pourrait aussi être appelé scientifique. C'est la science et la technique qui rendent possible l'existence de trois milliards d'êtres humains sur la planète, une élévation du niveau de vie d'année en année dans les pays développés, et l'élimination des famines, même dans les pays sous-développés où la population augmente parfois de 2 à 3% par an. La différence *qualitative* de la science et de la technique d'aujourd'hui par rapport à la science et à la technique de tous les pays connus est *évidemment* la condition indispensable de tous les autres traits que l'on attribue couramment aux sociétés modernes: prolongation de la vie humaine, croissance régulière du produit national, souci prédominant et parfois obsessionnel de la production et de la croissance, création d'un milieu artificiel dans lequel se déroule l'existence des hommes, vastes

organisations du travail et de l'administration, spécification des rôles, rationalisation intellectuelle et sociale, etc. Il serait facile de montrer qu'aucun des phénomènes par lesquels les observateurs caractérisent la modernité n'est possible sans l'épanouissement de la science et de la technique.

Une condition nécessaire ne révèle pas toujours pour autant l'essentiel ou, tout au moins, il y a diverses manières d'entendre l'essentiel. Auguste Comte simplifiait le problème en postulant qu'une société a normalement un objectif (au moins un objectif principal) et un seul, de même qu'elle comporte une façon de penser et une seule.

À partir de ce postulat, l'exploitation des ressources naturelles remplace les conquêtes, de même que le travail pacifique remplace la guerre, la science, la métaphysique et la théologie (encore que finalement une religion doive sortir de la science). Personne, après l'expérience du siècle écoulé, n'accepterait plus ce postulat, bien qu'Auguste Comte garde raison sur deux points⁽¹⁾: la productivité du travail, grâce à l'application de la science, réduit ou supprime la rationalité économique des conquêtes ou des colonies; la puissance de destruction des armes ajoute à l'irrationalité des guerres, dont le coût est croissant et le rendement décroissant pour les vainqueurs eux-mêmes.

Il n'en résulte pas cependant que le type industriel de société puisse être défini adéquatement par le seul esprit scientifique. Aux yeux des peuples qui ont subi le choc de la civilisation occidentale et qui en redoutent, en admirent et en détestent les réalisations, la science est avant tout la source de la technique. Elle est volonté de puissance plus que recherche de la vérité ou de la sagesse, mais, aux yeux des savants eux-mêmes, de ceux qui appartiennent authentiquement à la communauté de la science, celle-ci naît d'une certaine coopération entre théorie et expérience – coopération qui exige tout à la fois le désintéressement de la spéculation pure et la modestie, l'humilité de celui qui questionne et se soumet à la réponse de la nature.

Cet esprit de la science – *théorie* n'est ni celui du marchand qui calcule au plus juste, ni celui du puritain qui épargne et accumule (le temps, c'est de l'argent), ni celui du banquier qui achète ou vend des actions, ni celui du physicien qui fabrique la bombe atomique et les engins balistiques, ni celui du responsable du projet Apollo, qui rêve d'envoyer des cosmonautes dans la lune. Quand Spengler appelait faustien l'esprit de l'Occident, il éclairait au moins un des traits de la culture dans laquelle s'est épanouie la société industrielle. De même, quand Toynbee présente la science et la technique comme des morceaux

détachés de l'ensemble historique qu'il appelle civilisation occidentale chrétienne, il suggère peut-être avec raison des liens indirects ou subtils entre un système de croyances transcendantes et le savoir typique de notre âge.

Considérées de l'extérieur, objectivement, les sociétés qui appartiennent au type industriel ont toutes pour condition ultime la technique, c'est-à-dire, en partie au moins, la science. Mais le «sujet économique collectif» qui a mis en valeur, grâce à la technique, les richesses naturelles n'a jamais défini par le détachement propre au savant qui se veut exclusivement soucieux du vrai; le souci du vrai, chez le savant lui-même, peut prendre diverses formes et être animé par diverses passions. Les historiens et les sociologues ont peint de multiples figures d'entrepreneurs, et les discussions sur les affinités entre puritanisme et capitalisme ont été relancées par la célébration du centième anniversaire de la naissance de Max Weber. Discussions où se mêlent deux questions liées mais séparables, une de *causalité historique* (dans quelle mesure certains puritains ont-ils pris une part importante à la formation du capitalisme?), l'autre de parenté spirituelle (l'esprit puritain et l'esprit capitaliste sont-ils proches l'un de l'autre, partent-ils d'une inspiration semblable?).

Aujourd'hui encore, il serait vain de chercher *l'esprit* commun au président-directeur général d'une grande corporation américaine, au gros fermier de la Beauce, à l'industriel anglais sorti d'Eton et d'Oxford et au directeur d'un trust soviétique membre du parti. Au fur et à mesure que les économies s'industrialisent, elles se rationalisent inévitablement, et les traits communs à la gestion de toutes ces entreprises s'élargissent. Elles doivent *calculer* les dépenses, les recettes, les profits, les impôts, envisager une certaine *durée* – puisque le cycle de la production lui-même exige du temps – traduire tous les éléments du bilan en *quantités* comparables et, par suite, ne pas établir de distinction essentielle entre les frais de main-d'œuvre et ceux de matériel. On remplace l'homme par la machine quand le calcul confirme que ce remplacement est profitable. En ce sens, n'importe quelle société, et non pas seulement la société capitaliste, traite l'homme en marchandise ou en moyen de production.

La mise en forme quantitative et homogène des coûts en hommes (salaires), en matériaux et en durée (taux d'intérêt, rendement prévu des investissements au cours d'une période à venir) s'impose à toute économie moderne, et sans exprimer l'essence de l'esprit scientifique cette organisation du travail collectif utilise des instruments, fournis par la science, et se conforme à une méthode,

inspirée de celle de la science.

Quantification et prévision demeurent malgré tout rationalisation des moyens. Les fins des sociétés de type industriel sont-elles définies? Nous retrouvons ici le postulat d'Auguste Comte: admettons que toutes les sociétés de type industriel veuillent désormais exploiter les ressources du milieu naturel. En vue de quoi? Nous savons qu'il y a, au moins dans l'actuelle phase transitoire, deux réponses possibles: le bien-être de quelques-uns ou du plus grand nombre, la puissance ou la gloire de la collectivité. D'une certaine manière, la pluralité des buts que les sociétés peuvent se proposer reproduit et simplifie la pluralité des attitudes propres aux entrepreneurs des diverses époques et des diverses nations. De même qu'un entrepreneur peut chercher les signes de son éléction, des profits, la prospérité de l'entreprise familiale, la réussite en tant que preuve de sa valeur, la joie de créer, chaque société met son régime de production au service d'un idéal, sans avoir toujours conscience de celui qui l'anime.

À notre époque, dans l'abstrait, les deux régimes ennemis se déclarent tous deux voués au bien-être du plus grand nombre. Les dirigeants soviétiques n'ont jamais avoué d'autre ambition que l'édification du socialisme, et celui-ci a toujours impliqué l'abondance. Mais, en fait, jusqu'à une date récente, le souci du bien-être semblait subordonné à celui de la production à tout prix ou de la puissance collective. Réservons provisoirement la question de savoir si cette subordination a été, accidentelle ou nécessaire. Bornons-nous à constater que définie par la capacité de produire ou de détruire, la société industrielle est neutre par rapport à sa propre finalité. Elle est puissante en vue de l'objectif que ses dirigeants lui fixeront. Globalement, cette capacité de produire a été mise en œuvre par des régimes qui faisaient confiance à l'initiative individuelle pour assurer à chacun une rétribution à la mesure de ses aptitudes dans une prospérité générale, tandis que d'autres régimes misaient sur la planification, la volonté étatique, et rejetaient par principe la propriété privée des instruments de production. Le rêve américain hérité de la philosophie des lumières et du XVIII^e siècle européen est loin de l'idéologie scientifique, interprétation volontariste du prométhéisme marxiste. Mais l'individu aux États-Unis n'est pas animé par le seul rêve américain, pas plus que l'individu en Union soviétique par le seul idéal de l'édification socialiste. À tous les niveaux de la société, d'un côté comme de l'autre, les mobiles se mêlent dans la conscience de chacun. Il serait puéril de suggérer que le citoyen américain est plus intéressé que le citoyen soviétique, du seul fait que le régime des États-Unis mise sur la compétition et celui de l'Union soviétique sur la planification.

Si les sociétés modernes ont pour condition ultime mais non pour essence spirituelle la science et la technique, si elles n'ont pas au moins, en première approche, une finalité commune, pourquoi parlons-nous du type industriel et en quel sens y incluons-nous des sociétés dont les régimes économiques et sociaux comme les valeurs de culture sont autres? Répétons d'abord que nous prenons, à la suite d'Auguste Comte, le terme d'industrie dans une acception large et non pas étroite. L'industrie englobe n'importe quel travail collectif transformé par les applications de la science ou l'inspiration scientifique. Cet usage n'est pas contraire aux habitudes actuelles puisque l'on parle volontiers de l'industrialisation de l'agriculture – industrialisation dont les modalités primaires sont représentées par une comptabilité rigoureuse, des investissements importants, le machinisme, la sélection des semences, et dont la modalité extrême est ou serait la production de nourriture dans des fabriques, le besoin de terre étant réduit au minimum (l'aviculture industrielle, en ce sens, existe déjà, l'élevage en fabrique de gros bétail est en route). Le mot industrie étant pris dans cette acception, le concept dernier venu – la société post-industrielle – me paraît inutile et même fâcheux. Il prête le flanc à l'objection des marxistes qui nous reprochent de caractériser les types sociaux par la seule technique ou par des termes historiquement non spécifiés (industrie). Or, les ordinateurs ouvrent peut-être un âge nouveau de la technique, comme la machine à vapeur ou l'électricité, mais les âges de la technique ne suffisent pas à caractériser un type de société. Dès maintenant, la société de type industriel comporte autant d'administration que de production. L'automation affecte l'administration aussi bien que la production. Il en résulte à coup sûr des transformations dans le mode de travail et de vie. Nous ne sortons pas pour autant du type industriel au sens où celui-ci vient d'être défini.

Même si l'on employait le terme d'industrie au sens étroit, le concept de société post-industrielle paraîtrait encore critiquable. L'industrie, production scientifiquement organisée de biens nécessaires aux hommes, demeure le fondement des sociétés modernes, même si le progrès de la productivité permet de réduire le pourcentage de la main-d'œuvre occupée dans les secteurs primaire et secondaire. Bien plus, cette réduction me paraît répondre à la nature de la société de type industriel, et par conséquent représente un développement normal et non une rupture ou une inversion de sens. Plus la production est scientifiquement organisée, plus tend à augmenter la part des machines, puis celle de l'administration. Parce qu'elle aura pour condition indispensable la productivité du travail dans les fabriques de biens primaires et secondaires, la

période que l'on appelle post-industrielle se situe plus que jamais à l'intérieur du type que j'appelle industriel. Une société de services aurait elle aussi pour fondement la production de biens matériels.

Ce vocabulaire évite, me semble-t-il, quelques-unes des difficultés que l'on a soulevées ici et là. Où commence et où finit la société dite industrielle? À partir de quel moment a-t-on le droit de parler de société industrielle? Aucune de ces questions ne comporte de réponse catégorique. Beaucoup de phénomènes qui paraissent inséparables du type industriel datent du XX^e siècle.

L'industrialisation s'opère à chaque époque avec les moyens que la science met à la disposition des producteurs. Certains sociologues ont distingué les *époques* de la technique, d'autres les *régimes* économiques et sociaux. Ces «périodisations» ou «classifications» sont en théorie toutes légitimes et toutes contestables. Les discussions ont pour objet la portée historique ou humaine des diverses typologies. La discussion aujourd'hui la plus populaire concerne évidemment les ressemblances, différences ou possible convergence des régimes soviétique et occidental.

II

La thèse de la convergence est de plus en plus courante en Occident (mais non en Union soviétique, du moins officiellement). M. Maurice Duverger, qui a un sens aigu des modes intellectuelles, en porte témoignage dans son dernier livre, *Introduction à la politique*(2). «En réalité, une transformation en profondeur les rapproche lentement l'une de l'autre. L'U.R.S.S. et les démocraties populaires ne deviendront jamais capitalistes, les U.S.A. et l'Europe occidentale ne deviendront jamais communistes, mais les uns et les autres semblent marcher vers le socialisme par un double mouvement: de libéralisation à l'Est, de socialisation à l'Ouest.» Ainsi les régimes ennemis se rencontreraient, à une date indéterminée, en un «socialisme démocratique».

Pour que cette thèse de la convergence ne soit pas taxée de conservatisme ou de réaction, M. Maurice Duverger la complète par trois affirmations qu'il appelle trois faits massifs: «la supériorité technique de la production planifiée sur la production capitaliste; l'impossibilité de construire une véritable communauté humaine sur la base des principes capitalistes; enfin la dévalorisation même de ces principes(3)». La première affirmation est une opinion que la majorité des économistes jugerait fausse ou même absurde. La deuxième comporte une part de vérité mais pose un problème sans suggérer même de solution: la poursuite de l'intérêt personnel n'est pas propre au seul capitalisme; la compétition des

individus n'est pas moins vive en un régime communiste qu'en un régime capitaliste, elle prend simplement d'autres formes. Il est malaisé de savoir quelles formes sont préférables ou moins détestables. Quant à la troisième affirmation, elle aussi comporte une part de vérité. Encore convient-il de préciser en quel sens les principes du capitalisme sont dévalorisés.

Curieusement, M. Duverger trouve l'infériorité du capitalisme là où le plus souvent on reconnaît sa supériorité. Par exemple, à l'en croire, «les économistes américains eux-mêmes prennent conscience de l'infériorité du capitalisme dans le secteur tertiaire(4)». Si l'on songe que le commerce fait partie du secteur tertiaire et si l'on a observé, si peu que ce soit, les services commerciaux des pays de l'Est, on admire cette découverte. Il est vrai, en revanche, que beaucoup de services ne peuvent être assurés convenablement que par la collectivité, en abandonnant la règle de la rentabilité – c'est-à-dire par des méthodes «socialistes». Jamais un partisan du libéralisme moderne n'a mis en doute que l'État devait assurer certains services sociaux. Il reste à savoir lesquels, et le téléphone américain, de beaucoup le meilleur du monde, est géré selon les règles strictes de la rentabilité.

L'autre argument par lequel est justifiée la supériorité du socialisme n'est guère plus heureux. La «planification globale» serait impossible dans le cadre du capitalisme; or, «les pertes qui résultent de la planification sont moins graves que celles engendrées par l'énorme gaspillage des économies capitalistes développées». La planification «substitue une démarche normale cohérente, orientée, aux mouvements aberrants de l'économie capitaliste, qui font penser à ceux des animaux décervelés dans les expériences de vivisection(5)». Pas une de ces propositions qui ne soit incertaine, équivoque ou fausse. À coup sûr, la planification permet de fixer des objectifs, d'accorder la priorité à certaines entreprises (mais l'État capitaliste fait de même), d'accroître le pourcentage des investissements dans le produit national (le capitalisme y parvient plus malaisément, mais pourquoi conviendrait-il, en principe, de sacrifier les générations actuelles à celles de l'avenir?) Rien ne garantit que les buts fixés ou les décisions prises par les dirigeants politiques (qui exercent l'autorité suprême sur les planificateurs) seront sensés. Comparé, aux pertes causées par les erreurs des dirigeants soviétiques (mise en culture des terres vierges d'Asie centrale), le gaspillage capitaliste, en réalité, paraît faible.

De plus, la notion de planification globale et rationnelle suppose que l'État puisse «appliquer ces techniques de calcul et de prévision à toute la collectivité

et baser sur elles un plan d'ensemble». Mais comment appliquer les techniques du calcul économique si l'on ne dispose pas de l'indicateur des prix? Les prix supposent le marché, c'est-à-dire les relations libres entre les sujets économiques, acheteurs et vendeurs de biens de consommation, entreprises au stade des biens de production et des demi-produits. Jusqu'à présent, la planification soviétique a comporté une fixation arbitraire, par voie d'autorité, des prix des biens de production et des demi-produits. Les prix des biens de consommation dépendent surtout de l'impôt sur le chiffre d'affaires, donc des intentions du pouvoir désireux d'encourager ou de décourager l'achat de telle ou telle marchandise en fonction de l'abondance ou de la rareté des unes et des autres, en fonction aussi de considérations politiques. Cette planification autoritaire centralisée, tous les économistes du monde – y compris les économistes soviétiques aujourd'hui – en sont conscients, ne permet pas, même en théorie, une allocation rationnelle des ressources. Les pertes résultant de cette irrationalité n'ont pas empêché une croissance rapide, surtout de l'industrie, la technique apparaît de plus en plus mal adaptée aux besoins d'une économie complexe.

Le régime soviétique est en voie de redécouvrir le marché et les prix, bien plus que les régimes occidentaux les vertus de la «planification globale». Programmation, prévision et «planification indicative» deviennent peut-être nécessaires à la gestion des économies occidentales. Si les deux régimes se rencontrent, le mixte empruntera beaucoup plus aux pratiques actuelles de l'Occident qu'à celles de l'Union soviétique, au rebours de ce qu'affirme notre auteur.

Laissons ces «faits massifs», ces formules tranchantes. Comment se pose le problème de la «convergence»?

III

Le problème ne peut être posé qu'en usant et abusant de ce qu'on nomme «schèmes simplificateurs» ou «types idéaux». Une première simplification consiste à retenir trois domaines spécifiques: celui de l'économie, celui de la politique, celui de l'idéologie, en particulier les systèmes de valeurs liés aux deux domaines précédents. Une deuxième simplification consiste à retenir, en chacun de ces domaines, quelque choix que l'on tient pour décisif, en soi ou par rapport à ce qui nous intéresse. Dans le domaine économique – ensemble des institutions et des activités par lesquelles une collectivité, en lutte avec la nature, crée et répartit des ressources rares – trois choix sont réputés décisifs: la

propriété des instruments de production, le mode de régulation (répartition des ressources, établissement de l'harmonie entre offre et demande), la distribution des revenus entre les individus et les groupes.

En ce qui concerne la propriété des instruments de production, rien ne permet d'affirmer que les deux régimes tendront à se rejoindre. À moins qu'on ne convienne de tenir pour collective la propriété des grandes corporations américaines – ce qui d'ailleurs ne serait pas incompatible avec un certain marxisme – nous n'avons aucune raison de prévoir, l'hypothèse d'accidents politiques étant réservée, une généralisation de la propriété étatique dans l'industrie, moins encore dans l'agriculture ou le commerce, les deux secteurs où l'échec du soviétisme est le plus éclatant. Sont et seront étatiques certains services sociaux et, ici et là, au gré des péripéties de la bataille des partis, tels secteurs, partiellement ou en totalité. La législation sociale (dont la Sécurité sociale est le prototype) subsistera et probablement continuera à s'étendre, encore que l'État puisse être contraint, pour des motifs financiers, de limiter les prestations ou les bénéficiaires et de laisser plus de place aux institutions coopératives ou mutualistes.

En ce qui concerne le mode de régulation, la probabilité paraît être l'abandon progressif, à l'Est, de la technique soviétique de planification centralisée et autoritaire, la reconstitution des mécanismes du marché, nécessaires à la fixation des prix en fonction de la rareté relative, donc des désirs des consommateurs et non pas seulement du coût de production. Mais, cette prévision est incertaine; elle m'est suggérée par les actuelles controverses en Union soviétique et dans les démocraties populaires, par le jugement que je porte sur ce qui est souhaitable et efficace. Pour l'instant, le révisionnisme économique s'étale dans les revues soviétiques; il n'est pas adopté par le parti; il est même officiellement rejeté.

Ce révisionnisme impliquerait-il une rupture avec le marxisme de Marx? La planification autoritaire dérive-t-elle d'une certaine lecture du *Capital*? La question, pour intéressante qu'elle soit, est trop complexe et technique pour être traitée en passant. M. Peter Wiles(6) a certainement raison d'affirmer que les pratiques soviétiques ont souvent pour origine les textes de Marx ou les implications logiques de ces textes. En critiquant le capitalisme, Marx suggérerait ce que ne devait pas être le socialisme, mais dans son œuvre les indications relatives au socialisme sont trop dispersées et vagues pour constituer une théorie. Aussi longtemps que les instruments de production demeurent propriété publique et que l'État garde la maîtrise de la production et de la répartition, les

planificateurs, même s'ils découvrent les conséquences de la rareté et les exigences d'une allocation rationnelle des ressources, même s'ils se servent du profit comme indicateur, peuvent se réclamer du Père fondateur, tout en s'écartant de la lettre du *Capital*.

En ce qui concerne enfin la répartition des revenus entre les groupes et les individus, deux problèmes principaux se posent: le degré d'inégalité, le degré de liberté laissé aux individus dans l'emploi de leurs revenus. En théorie, si tous les travailleurs étaient des travailleurs d'État, autrement dit si tous les instruments de production étaient objet d'appropriation collective et si les planificateurs déterminaient souverainement, jusque dans le détail, le fonctionnement de l'économie, les inégalités de revenus seraient réduites à la mesure voulue par les dirigeants ou jugée par eux nécessaire (l'inégalité ayant pour fonction d'inciter à l'effort, soit le jeune au cours de ses études, soit l'adulte dans son travail). En fait, dans la société soviétique actuelle, la hiérarchie des revenus ne reflète pas ce modèle idéal. L'éventail des salaires et traitements s'est ouvert durant la période stalinienne des plans quinquennaux, quelque peu refermé depuis lors, mais l'écart des niveaux et plus encore du mode de vie demeure considérable entre les cadres supérieurs et les ouvriers au bas de l'échelle. Mesuré en termes de roubles ou de dollars, cet écart est moindre qu'entre le manœuvre-balai américain et le directeur-général d'une grande corporation, ou plus encore l'héritier d'une riche famille, mais il est peut-être qualitativement plus grand du fait qu'aux États-Unis un grand nombre de marchandises (y compris le logement) sont accessibles aux revenus moyens, alors que l'insuffisance des ressources globales réserve à une minorité, en Union soviétique, des biens qui, en un pays développé d'Occident, sont largement distribués. De plus, en un régime soviétique, d'autres inégalités se reconstituent, que les planificateurs tolèrent sans les avoir voulues ni les approuver: inégalité entre les revenus des travailleurs, de kolkhoze à kolkhoze, en fonction de la qualité de la terre, ou d'entreprise à entreprise, en fonction de l'efficacité de l'organisation ou de l'organisateur.

Un autre problème, celui du mode de répartition, est aussi important que celui de l'inégalité. Un certain produit national étant donné, un premier partage s'effectue entre investissement et consommation (partage qui obéit aux volontés des planificateurs, puisque l'impôt sur le chiffre d'affaires fournit la plus grande partie de l'épargne collective); un deuxième partage s'effectue entre le capital attribué aux industries lourdes et le capital attribué aux industries légères; un troisième partage s'effectue enfin(7) entre les revenus de consommation que les individus dépenseront à leur gré et les revenus de consommation que l'État

distribuera par voie administrative. Ce dernier partage des biens de consommation n'est pas inconnu en Occident: la part de la Sécurité sociale dans le coût de la main-d'œuvre illustre la signification du concept de «distribution par voie administrative d'une fraction des revenus que la collectivité attribue à la consommation». Dans le programme du XXIIe congrès du parti communiste d'U.R.S.S., la part de cette consommation collective était évaluée à 50% du total.

Si nous considérons ces trois variables – *statut de propriété, mode de régulation de l'économie et allocation des ressources, répartition des revenus* – nous constatons d'abord les différences considérables, pour ne pas dire essentielles, entre les deux régimes, considérés en leur type idéal: généralisation de la propriété collective; planification centralisée autoritaire sans prix de marché et avec pour objectif le taux de croissance le plus élevé possible et avec une priorité aux industries lourdes; limitation des revenus individuels; fraction importante de ces revenus distribuée par l'État, l'inégalité étant en principe, non en fait, réduite au minimum indispensable au fonctionnement de l'économie. En Occident, la diversité des statuts de propriété est maintenue, l'élévation du niveau de vie constitue l'objectif évident de l'économie, les prix sont reconnus pour un mécanisme indispensable et une mesure de la rationalité, encore que de multiples manières les États contrôlent et parfois rectifient le fonctionnement du marché. Les opinions divergent sur la part qu'il convient de réserver à la distribution individuelle et à la distribution administrative des revenus, mais beaucoup d'observateurs pensent que la part de ces derniers devrait diminuer au fur et à mesure que les individus disposent de revenus suffisants pour choisir leur existence et s'assurer contre les accidents (je ne suis pas sûr que ceux qui pensent ainsi soient majoritaires, et la discussion sur les «services sociaux» opposés aux gadgets et aux «besoins artificiels» ou aux produits inutiles est encore chargée d'équivoques et de passions).

La thèse de la convergence, si nous considérons le seul régime de l'économie, suppose ou le *rapprochement* des statuts de propriété, des modes de régulation et des modes de distribution des revenus, ou la *dévalorisation* des différences qui ne seront pas effacées. J'ai suggéré le rapprochement des modes de régulation, les planificateurs soviétiques étant amenés progressivement à renforcer l'autonomie des entreprises et à recourir à l'indicateur du profit (ce qui oblige à reconstituer un marché, à renoncer à la fixation artificielle des prix des biens de production, ce qui oblige enfin à reconnaître la rareté et le raisonnement marginaliste comme indispensables à une allocation rationnelle des ressources).

Si cette hypothèse se vérifie, l'évolution des deux régimes, sur ce point, sera convergente, non comme le dit M. Maurice Duverger parce que les Occidentaux reconnaîtront enfin la supériorité de la planification globale de l'économie, mais tout au contraire parce que les Soviétiques avoueront que les instruments conceptuels de Ricardo et de Marx sont anachroniques, et que le raisonnement marginaliste n'est pas valable pour le seul capitalisme mais s'impose à n'importe quelle économie moderne. Les économies occidentales ne ressortissent plus aujourd'hui au type du marché libre mais du «marché contrôlé». L'État intervient en vue de maintenir l'équilibre global et de prévenir inflation et dépressions, afin d'accroître éventuellement la part des investissements dans le produit national, afin de privilégier certains investissements ou certains secteurs jugés d'une importance nationale, afin de rectifier la répartition des revenus, résultant du marché, afin de financer services ou équipements sociaux, tenus pour indispensables ou simplement souhaitables.

Au cas où le régime soviétique évoluerait de la planification centralisée autoritaire, avec prix arbitraires, vers un régime de planification souple avec marché (ou encore se rapprocherait d'un modèle occidental de «marché contrôlé»), la convergence des régimes, considérés dans leur ensemble, en résulterait-elle nécessairement? Il ne manque pas, dès maintenant, de similitudes: les machines sont les mêmes ou, à échéance, ne différeront guère plus qu'elles ne diffèrent d'un pays capitaliste à l'autre; l'organisation des entreprises est techniquement comparable; les biens produits tendront à être les mêmes, bien que les régimes soviétiques refusent ou ralentissent certaines transformations typiques de l'Occident, par exemple la motorisation. Tout indique que les biens dits de consommation durable – réfrigérateurs, machines à laver, c'est-à-dire les machines qui allègent la peine des ménagères – seront tout aussi désirés en régime soviétique qu'en régime capitaliste, de même que déjà postes de radio et de télévision ne sont guère moins répandus à l'Est qu'à l'Ouest. À un degré homologue de leur développement, deux pays de régime l'un soviétique, l'autre occidental se ressembleront plus que les deux Europes ne le font aujourd'hui.

Il subsiste l'opposition éventuelle des statuts de propriété et des modes de répartition des revenus. La classification des statuts de propriété ne se ramène pas à l'alternative public-privé. Peter Wiles distingue dix modèles de propriété. En Occident, on observe au moins une demi-douzaine de modèles différents si l'on convient de distinguer la *propriété individuelle*, le propriétaire étant en même temps le gestionnaire; la *propriété des actionnaires* dans les sociétés

anonymes, le gestionnaire ou directeur n'étant pas toujours un actionnaire important; la *propriété étatique des grandes entreprises* (par exemple Renault) ou de services publics; celle des *coopératives de consommation*; celle des *coopératives de production*; enfin celle des municipalités détentrices et gestionnaires des services publics. En Union soviétique, deux types couvrent à eux seuls l'ensemble: la *propriété collective* étroitement soumise à la gestion étatique, l'indépendance des entreprises étant réduite au minimum, et la *propriété dite coopérative des kolkhozes*, encore que la gestion y soit autoritaire et que seuls les lopins de terre justifient la notion de coopérative appliquée à ces sortes d'exploitations.

La fin de ce texte paraîtra dans notre prochaine publication.

(1) Cf. *La Société industrielle et la guerre*, Éditions Plon, 1960.

(2) Éditions Gallimard, collection *Idées*, p.367.

(3) *Ibid.*, p.371.

(4) *Ibid.*, p.371.

(5) *Ibid.*, p.375.

(6) Cf. *The Political Economy of Communism*.

(7) Cette analyse est évidemment logique, elle ne reproduit pas un ordre de succession.

Société industrielle, idéologies, philosophie. II

Preuves
février 1965

Dans la première partie de cette étude, Raymond Aron, à partir du concept de société industrielle, s'interrogeait sur la thèse à la mode d'une convergence des régimes soviétique et occidentaux. Cette première partie se terminait sur une comparaison entre les divers modes de propriété qui survivent en Occident et les deux statuts de propriété seuls admis dans les pays soviétiques.

Dans la deuxième partie de l'étude, la thèse de la convergence est examinée à d'autres points de vue.

Dans les polémiques courantes – encore une fois M. Duverger est un représentant par excellence de l'esprit du temps – on s'en tient à l'alternative de la propriété publique et de la propriété privée, et le mode soviétique est pris comme représentatif de la propriété publique⁽¹⁾. Si l'hypothèse de la restauration d'un marché – ce qui ne va pas sans autonomie financière des entreprises – est confirmée, la propriété publique de type soviétique se rapprochera de la propriété publique soit d'une entreprise soit d'un ensemble (Électricité de France). À ce moment, le problème sera celui des avantages ou des inconvénients respectifs:

- 1) des sociétés anonymes et des entreprises publiques (selon les expressions de Peter Wiles, *capitalisme des directeurs* ou *socialisme des directeurs*,
- 2) de la multiplicité ou de l'unité des statuts des propriétés.

La propriété individuelle – propriétaires et gestionnaires confondus – n'est incompatible avec l'efficacité ni dans l'industrie, ni dans le commerce, ni dans l'agriculture, encore que les petites entreprises qui appartiennent à cette catégorie freinent parfois la croissance et compliquent la tâche des planificateurs. Mais les inconvénients de l'élimination brutale de cette catégorie semblent supérieurs aux inconvénients de la survie et de l'adaptation progressive. L'étatisation du commerce, d'après l'expérience, joue au détriment des consommateurs et de leur commodité. La collectivisation agricole a connu plus d'échecs que de succès, même quand elle n'a pas entraîné de catastrophes comme en Union soviétique. L'industrialisation de l'agriculture exige la rationalisation et l'élargissement des entreprises, non la suppression de la propriété privée. Finalement, c'est dans l'industrie et surtout dans la grande

industrie que subsiste l'alternative: propriété privée ou capitalisme des directeurs d'un côté, socialisme des directeurs ou socialisme d'État de l'autre. Là encore, une réflexion qui se voudrait raisonnable devrait prendre en considération trois sortes d'arguments(2): le choix des directeurs selon le statut de propriété; la nature et la qualité de la gestion selon le choix et le statut; enfin les relations humaines, l'attitude des travailleurs à l'égard de la direction selon le type juridique d'entreprise.

Commençons par écarter les sophismes démagogiques en citant les propos de notre tête de Turc habituelle: «En Europe, la propriété des entreprises apparaît de plus en plus sous son vrai jour: un pouvoir sur les hommes de nature héréditaire. Vis-à-vis des salariés, le capitaliste est un chef, un gouvernant. Ouvriers et employés sont plus soumis à son autorité qu'à celle de l'État... Certes, toute entreprise, toute organisation, capitaliste ou non, a besoin d'un chef; mais le caractère fondamental de l'entreprise capitaliste, c'est que l'autorité y repose sur le même droit divin qui fondait le pouvoir dans l'État, il y a des siècles(3).»

Il subsiste, à n'en pas douter, des entreprises dont les chefs ont dû leur élévation à la naissance. Ainsi de Ford aux États-Unis, de Michelin ou de Peugeot en France. Mais la transmission familiale des grandes corporations devient, en Occident, l'exception plutôt que la règle, et même si les exceptions demeurent nombreuses, elles ne sont possibles que dans les cas où les héritiers manifestent assez de compétence. De plus, il importe de préciser si et dans quelle mesure le caractère des gouvernants, la nature de l'autorité et l'attitude des gouvernés varient selon le statut de l'entreprise.

En effet, l'autorité des directeurs soviétiques ou celle des directeurs occidentaux d'entreprise d'État n'est pas essentiellement autre que celle des directeurs propriétaires dans les entreprises privées. Les sociologues n'ont pas observé une transformation de la conscience ouvrière aux usines Renault. Les usines soviétiques, où les dirigeants des syndicats sont en fait nommés et non élus, ne sont pas caractérisées par une démocratisation ou une libéralisation des relations d'autorité. En d'autres termes, l'organisation de toutes les entreprises modernes est de style autoritaire. Nulle part les directeurs ne sont élus ou choisis par ceux auxquels ils commandent, et la réforme de l'entreprise, telle que la souhaite M. Bloch-Lainé en France, par exemple – ce que M. Maurice Duverger appelle la solution orléaniste – n'a pas encore d'équivalent de l'autre côté du rideau de fer. Il n'y a pas de patron héréditaire, mais dans son mode d'exercice, le pouvoir du chef représentant de l'État et du parti est plus près du droit divin

que le pouvoir du chef occidental, soumis à la pression des syndicats, de l'opinion, de la presse, de l'État, voire de l'Église, soucieuse de se détacher des puissances d'argent. La collectivisation de type soviétique supprime l'hérédité du pouvoir patronal, mais elle accentue plutôt qu'elle n'affaiblit le style autoritaire de celui-ci.

L'attitude des «gouvernés de l'entreprise», c'est-à-dire des travailleurs, à l'égard des gouvernants ou directeurs, est-elle à la longue modifiée par la disparition du patronat héréditaire, l'idéologie socialiste du parti-maître de l'État? J'hésite à répondre catégoriquement oui ou non. Il se peut que les travailleurs, en Russie, au fur et à mesure que leur sort s'améliore, tendent à confondre leur patrie et le régime, ce dernier ayant, à leurs yeux, le mérite de l'édification socialiste. Il ne semble pas qu'en Europe de l'Est le régime soit reconnu par la masse de la population, et en Union soviétique même il n'est pas encore capable d'affronter la libre discussion des idées que tolèrent, sans trop de risques, les régimes dits d'exploitation et d'oppression de l'Occident.

Peut-être les deux régimes comportent-ils une tendance commune vers le *gouvernement des capacités*, dans l'entreprise comme dans l'État, si nous osons reprendre le terme des Saint-simoniens, mais le mode de choix ne sera pas nécessairement partout le même, et les conséquences d'un mode particulier – capitalisme des directeurs ou socialisme des directeurs – peuvent être significatives. Quant au mode d'exercice du commandement technobureaucratique, il est, pour l'instant, autoritaire plutôt que démocratique, dans toutes les catégories d'entreprises. La thèse d'une démocratisation spontanée n'est nullement démontrée, encore que, d'une manière ou d'une autre, tous les régimes aient pour objectif de favoriser l'intégration des travailleurs à l'entreprise ou, tout au moins, de leur donner le sentiment qu'ils y sont traités équitablement(4).

Qu'il s'agisse de la répartition des ressources nationales, de la distribution des revenus, de l'inégalité, les deux régimes tendent-ils à converger vers un mixte qui emprunterait autant à l'un et à l'autre types purs? Admettons, bien que cette proposition soit encore une hypothèse, que la volonté de maximiser le taux de croissance et la primauté de l'industrie lourde cèdent progressivement au souci déjà manifeste d'accorder à la présente génération ce que l'on promettait jusqu'à présent aux générations futures. M. Khrouchtchev a proclamé que «le beurre sur les épinards», «les solides souliers de cuir» ou le «goulasch hongrois» complètent heureusement la propriété collective et le pouvoir du parti. Le

pourcentage d'investissement de 25% du produit national perdra quelque jour la dignité d'un dogme. De même, au lieu de reprendre la formule par laquelle Marx définissait le capitalisme: «Accumulez, accumulez, c'est la loi et les prophètes», les dirigeants soviétiques décideront, quand le moment sera venu, que l'intégration socialiste (qui a pallié, en Russie, la carence du capitalisme) est assez avancée pour que l'élévation du niveau de vie, l'accroissement de la consommation acquièrent une sorte de priorité. Cette conversion est moins aisée que beaucoup ne l'imaginent en Occident, parce qu'elle exige la reconnaissance, au moins implicite, d'une sorte de souveraineté du consommateur.

Deux interrogations subsistent: le parti consentira-t-il à favoriser l'individualisme de la consommation, c'est-à-dire à laisser chacun dépenser ses revenus à son gré, ou s'efforcera-t-il au contraire d'accroître la part de la distribution collective et autoritaire des revenus de consommation, comme le suggère le programme du XXIIe congrès. La réponse est malaisée. D'un côté, l'élévation du niveau de vie et de culture renforce le désir de vie personnelle et familiale. Les privilégiés de la société soviétique désirent des automobiles tout autant que les bourgeois ou les ouvriers des pays occidentaux. Si la théorie de la paupérisation appliquée au régime soviétique est tout aussi fausse qu'appliquée au régime capitaliste, le premier n'en souffre pas moins d'une contradiction, inconnue en Occident: le monopole, les privilèges, certaines même des fonctions du parti sont de moins en moins justifiables au fur et à mesure de la croissance économique, baptisée édification socialiste.

Certes, de même que le patron par droit de naissance fonde sa légitimité sur l'argument qu'il faut de toute manière des chefs (ce qui est incontestable) et qu'il s'agit de choisir entre des modes de sélection, l'homme de l'appareil dira que toute société développée exige un personnel politique (ce qui est également incontestable) et que le recrutement par le parti est le meilleur. Il y a malgré tout une différence. Les patrons héréditaires ne possèdent pas de monopole, et ils sont soumis aux sanctions du marché en cas de mauvaise gestion. Les hommes de l'appareil se réservent un monopole de l'activité politique, et ils demeurent au-dessus des techniciens et gestionnaires, bien que la société soviétique se veuille et se proclame inspirée par la science.

«Les citoyens du régime soviétique, nous dit-on, ont envie de profiter de la vie, de cueillir l'heure qui passe, de goûter aux fruits des arbres que la révolution a plantés. Ils veulent le faire en toute tranquillité, en toute «sûreté», comme on disait en 1789, sans la fêrule des maîtres et le contrôle de la police. L'aspiration à

la liberté est inséparable de cette aspiration au bien-être. On veut sortir du pays, voir l'étranger, connaître ses œuvres, on veut exprimer ses propres opinions, dire ce que l'on pense, discuter les points de vue officiels, connaître d'autres points de vue. (5)» Je crois, en effet, que le mode industriel de production suscite irrésistiblement l'aspiration au bien-être. Que cette aspiration, à son tour, suscite l'aspiration à certaines libertés, cela me paraît probable, de même que me paraît improbable la rechute dans les délires du stalinisme (encore que l'expérience hitlérienne nous invite à la prudence). Le peuple allemand était un peuple de culture lorsqu'il a donné ses suffrages et sa foi à un démagogue, primitif, monstrueux, mais aussi doué d'une sorte de génie politique. Les sociétés nombreuses, acquises à la légitimité démocratique, sans respect pour la tradition, sont peut-être sujettes à des accès de fièvre, à des crises passionnelles qui offrent à n'importe quel aventurier l'occasion d'accaparer le pouvoir.

Si j'avais à parier, je parierais en effet que l'Union soviétique dans vingt ans, dans cinquante ans, sera plus khrouchtchévienne(6) que stalinienne, et plus khrouchtchévienne encore demain qu'aujourd'hui. À mesure que s'éloigne la Révolution, le *révisionnisme* gagne en même temps que l'embourgeoisement. Plus les hommes possèdent un monde qu'ils risquent de perdre, moins ils sont impatients de changer le monde. Au-delà de ces banalités qui déçoivent l'idéaliste et rassurent le conservateur, se dessinent les véritables incertitudes.

À l'heure présente, la coexistence pacifique est encore interdite dans le domaine de l'idéologie. En d'autres termes, l'idéologie marxiste-léniniste conserve, en Union soviétique, le monopole que lui a réservé, une fois pour toutes, le parti au pouvoir. Le maintien de ce monopole n'exclut nullement nombre de changements que l'on rassemble sous le concept de libéralisation. Le marxisme-léninisme n'exigeait pas l'excommunication de la génétique ou de la théorie de la relativité (excommunication contraire à l'intérêt de la science biologique ou physique, donc à l'intérêt de l'État lui-même). Il n'exige pas une condamnation du formalisme en art. Aussi bien, les rigueurs du réalisme socialiste ont-elles été considérablement atténuées. Tout au plus le parti doit-il s'en tenir au principe que l'activité intellectuelle, scientifique aussi bien qu'artistique, doit être soumise à ses directives. Le parti qui incarne le prolétariat et construit l'avenir a le droit – bien plutôt le devoir – de mettre au service du socialisme tous les membres de la collectivité et, avant tous les autres, les intellectuels, enclins à l'individualisme bourgeois. Certes, les dirigeants de l'État et du parti ont reconnu que l'État socialiste ne peut se passer de savants et que ceux-ci, en leurs laboratoires, ont besoin d'une totale liberté. Ils ont même admis

qu'artistes et écrivains ont besoin d'une certaine liberté (surveillée). Mais celle-ci ne doit pas franchir les limites que trace la vérité de l'idéologie d'État.

En d'autres termes, dès que l'on substitue à *la* liberté (qui n'est définissable que par référence à une philosophie) *les* libertés, l'équation bien-être=liberté perd sa fausse évidence. Le droit de visiter l'étranger n'implique pas celui de mettre en doute, ouvertement, la vérité du marxisme-léninisme. Toutes les collectivités, sous l'autorité de l'État ou par la force de l'opinion publique, soustraient à la critique, en fait, certaines valeurs ou certaines idées. Rien ne permet d'affirmer que la libéralisation actuelle, d'elle-même, spontanément, conduise à toutes les libertés auxquelles nous sommes accoutumés en Occident. Il est, à coup sûr, difficile de «faire sa part» à la liberté. Les dirigeants savent mieux que personne que la voie est étroite entre dogmatisme et révisionnisme, et que les intellectuels franchissent volontiers les frontières à l'intérieur desquelles le Pouvoir veut les confiner. On dira que le régime est déchiré par une contradiction interne, incapable de ne pas créer une intelligentsia, incapable aussi d'accorder à celle-ci la liberté à laquelle elle aspire.

En tout état de cause, de la liberté de discussion à l'intérieur de l'intelligentsia, à ce que l'Occident appelle liberté politique, il n'y a pas non plus d'évolution nécessaire, si du moins la liberté politique implique des élections libres et la compétition des partis. Nous en venons ainsi au centre même du débat: à supposer que l'infrastructure technico-administrative soit de plus en plus semblable des deux côtés, à supposer même que les planificateurs soviétiques renoncent à l'irrationalité de la planification centralisée autoritaire de style stalinien et, faute d'une planification rationnelle par calculatrices électroniques, reconstituent un marché, la conséquence en sera-t-elle inévitablement la désintégration du régime de parti unique et du monopole idéologique? À cette question, ma réponse sera, sans hésitation, négative. Le préjugé actuellement à la mode qui incite à la réponse opposée représente le dernier avatar du marxisme vulgaire(7).

Ce préjugé, s'il se formulait expressément, équivaldrait à la proposition suivante: le type de régime politique et d'idéologie est fonction, au moins dans les temps modernes, du degré de développement des forces productives. La démocratie accompagne le bien-être, le totalitarisme, presque inévitable durant la phase d'industrialisation primaire accélérée, ne résistera pas à la prospérité. Les Occidentaux aussi disposent d'une théorie de l'autodestruction, mais cette théorie s'applique au socialisme (ou si l'on préfère au régime soviétique) et non

au capitalisme (ou aux démocraties de style occidental).

Sur le plan économique, nous avons simplement supposé que la technique de planification, qui remonte aux premiers plans quinquennaux et qui, d'opinion unanime, est de moins en moins compatible avec la complexité d'une industrie développée, évoluerait vers des méthodes plus conformes à la rationalité telle que les théoriciens occidentaux la conçoivent. Encore avons-nous écarté l'hypothèse où les ordinateurs permettraient de combiner rationalité par rapport à la consommation finale et planification centrale autoritaire sans recours au marché. Mais, de cette évolution probable du mode de planification, nous n'avons tiré aucune conclusion en ce qui concerne le mode de répartition des ressources et des revenus. Un régime de propriété collective pourrait admettre la fonction nécessaire des choix individuels pour rendre possibles les calculs économiques sans substituer à l'idéal communautaire l'idéal de l'abondance individuelle.

Sur le plan politico-idéologique, les concessions inévitables à l'intelligentsia et aux désirs des masses impliquent moins encore l'effondrement ou la décomposition fatale du régime. Autant qu'on en puisse juger, la liberté que le citoyen soviétique revendique avec le plus de passion, celle dont il supporterait le moins aisément la perte, est celle que Montesquieu baptisait la «sûreté». La population a gardé de la police stalinienne et des camps de concentration un souvenir d'horreur. Les héritiers renouvellent à chaque occasion la promesse que la «légalité socialiste» ne sera plus violée. Après l'aspiration à la sûreté vient probablement l'aspiration à des libertés d'ordre intellectuel et personnel, aspiration que l'intelligentsia manifeste ouvertement, qu'elle éprouve avec plus d'intensité que les autres couches de la population, mais qu'elle n'est pas seule à éprouver. Au moins en Union soviétique, ces aspirations libérales ne s'expriment pas visiblement en une revendication démocratique si, du moins, on convient de définir la démocratie par la pluralité des partis, les élections libres et la mise en question des gouvernants et du régime qu'impliquent la pluralité des partis et la liberté des élections.

Par définition, en un régime de parti monopolistique, une telle revendication est refoulée et, même si elle existe, elle demeure souterraine aussi longtemps que les circonstances ne lui permettent pas de se manifester. En Hongrie, il a suffi de quelques jours pour que les révoltés passent de la libéralisation du régime – objet premier du mouvement – à un régime de partis multiples qu'il fallut les tanks russes pour abattre. Un tel glissement de l'aspiration libérale à la revendication

démocratique, en cas de crise du régime, n'est pas exclu en Union soviétique même. En revanche, ce qui me paraît incontestable, c'est que les dirigeants de Moscou, aussi longtemps que le parti ne sera pas déchiré par les querelles de factions, ont les moyens de satisfaire les revendications libérales, partiellement au moins, sans toucher au monopole du parti.

Trois objections principales peuvent être formulées contre la théorie de l'autodestruction du régime de parti unique, à l'âge industriel, sous l'influence du bien-être.

La première prendrait pour origine l'exemple même de l'Occident: pourquoi le développement des forces productives et l'élévation du niveau de vie auraient-ils à l'Est une action exactement contraire à celle qui leur est attribuée à l'Ouest? Tous les observateurs se plaisent à reconnaître que les prévisions marxistes sur le devenir des régimes capitalistes ont été démenties finalement pour une raison très simple: l'industrialisation, même et surtout en régime de propriété privée, donne à un nombre croissant de personnes quelque chose à défendre, elle ne répand pas la misère, elle gonfle les rangs des classes moyennes, elle assure à une fraction croissante de la population totale les conditions de vie de la petite bourgeoisie. Certes, la révolution ne naît pas de la seule misère, et, depuis Tocqueville, on a souvent répété que les masses deviennent révolutionnaires quand leur condition s'améliore, ou encore, si l'on préfère, quand elles aperçoivent un avenir, quand elles mesurent l'écart entre leur sort présent et celui auquel elles ont droit ou qu'elles croient accessible. Mais le propre de l'industrialisation, à notre époque, n'est pas seulement d'améliorer progressivement le sort du plus grand nombre, mais de susciter l'espoir que l'amélioration se poursuivra à l'intérieur du cadre existant. Or il n'en va pas autrement, sur ce point, en Union soviétique. Il n'y a pas plus de paupérisation d'un côté que de l'autre. Pourquoi les masses n'adhéreraient-elles pas au régime d'autant plus spontanément qu'elles mettraient au crédit de celui-ci l'élévation de leur niveau de vie.

Un deuxième argument se tire également de l'exemple occidental. L'indifférence à l'égard des idéologies que l'on prétend constater dans les pays opulents, si elle se manifestait aussi en régime de parti unique, jouerait en faveur de ce dernier. Si tout, dans les sociétés industrialisées, se ramène à des controverses de technique et d'intérêt (parts respectives des investissements et de la consommation, répartition des revenus entre les classes) les discussions se dérouleraient à l'intérieur du parti unique, de manière à demi publique, sans

toucher au monopole du parti. La «désidéologisation», si elle est authentique, renforce les tendances conservatrices (conservatrices du régime socialisme d'un côté, du régime capitaliste démocratique de l'autre).

Le troisième argument, le plus fort, est susceptible de revêtir deux formes, l'une théorique, l'autre historique. Considérons le type idéal d'une société industrialisée: celle-ci comporte la différenciation des rôles, le règne des compétences, la diversification des secteurs industriels et des activités individuelles, mais elle tend bien plutôt à la *pulvérisation* des ensembles stables, persistant à travers les générations que l'on baptisait classes. Une société pleinement développée comporte une stratification complexe sans se diviser nécessairement en classes conscientes d'elles-mêmes. En cette hypothèse, le monopole du parti constitue une des solutions idéal-typiques au problème du gouvernement des sociétés industrialisées – sociétés de légitimité démocratique, administrées par des compétences, mais dénuées de personnel politique désigné par la naissance ou la capacité (parce que la capacité politique est différente en nature des autres capacités; elle ne résulte pas de l'éducation et ne se mesure pas à l'aune des examens ou concours). Le parti unique justifie son monopole par sa fonction historique, par la tâche d'édification du socialisme qu'il accomplit. Or, une société industrialisée, au moins à notre époque, semble vivre dans l'avenir, alors que les sociétés d'hier voulaient vivre dans le présent ou le passé. Les sociétés industrialisées veulent prévoir l'avenir, mais un avenir autre que tout ce qui a été connu jusqu'à ce jour. Les sociétés préindustrielles s'efforçaient d'atténuer l'imprévisibilité de l'avenir en l'imaginant semblable au passé ou en l'insérant dans une vision cyclique (ce qui était une autre façon d'en effacer la nouveauté). Un parti qui se définit par la construction d'un avenir, à la fois sans précédent et connu dans ses traits majeurs grâce à la doctrine d'État, n'est pas sans affinité avec l'esprit de la civilisation moderne.

Exprimée en termes historiques, la même objection se présenterait, simplifiée, sous la forme suivante. Un régime politique ne résulte pas mécaniquement de l'infrastructure technico-administrative; il est la résultante de forces multiples et, en particulier, du poids de l'histoire. La société industrialisée soviétique a été bâtie par l'État animé par le parti marxiste-léniniste; la société américaine s'est développée d'elle-même sans que l'État joue, avant la grande dépression, un rôle majeur dans la modernisation et l'industrialisation. En poussant l'opposition à l'extrême, on dira(8) que la société soviétique s'explique à partir de l'État, et l'État américain à partir de la société – reprise, sous une forme modifiée, de l'antithèse fameuse de Tocqueville, à la fin du premier tome de *La Démocratie*

en Amérique. Groupes d'intérêts et partis sont en compétition à travers les États-Unis et ne cessent d'influer sur le Congrès et sur le pouvoir exécutif (fonctionnaires et gouvernants). Le parti marxiste-léniniste ne laisse pas s'organiser les groupes d'intérêts ou les partis, et il laisse le moins d'initiative possible aux syndicats. L'évolution de l'Union soviétique débouche sur une structure *élitiste*, politiquement autoritaire, qui n'exclut pas un certain libéralisme pour les intellectuels, les techniciens et même les hommes de l'appareil. L'évolution des États-Unis débouche sur une structure pluraliste, pourvu que se maintienne un conformisme suffisant à l'intérieur de la société et que s'étende et se renforce l'autorité du gouvernement fédéral. Chacun des deux pays peut changer sans rompre avec sa tradition propre ni modifier ses caractères essentiels.

Ces analyses, volontairement sommaires, visent seulement à réfuter des préjugés qui s'expriment en prévisions dogmatiques. Le haut niveau de vie n'implique pas la démocratie au sens occidental, pas plus que le bas niveau de vie ne l'exclut (cas de l'Inde). Mais si de telles affirmations dogmatiques sont contraires à l'expérience, il ne serait pas légitime non plus de donner pour certaine l'évolution soviétique et américaine que nous venons d'esquisser. Je vois deux causes principales d'incertitude.

Tout régime politique est une construction artificielle et fragile. Le régime américain exige le respect de l'œuvre des *founding fathers*, l'acceptation de pratiques, contraires à la rationalité technique, que la tradition interdit de modifier; elle requiert une obéissance à la loi, une modération dans la compétition que la violence de certains conflits et les excès des politiciens ne cessent de mettre en péril. Le glissement de la démocratie à la démagogie, que les philosophes grecs se plaisaient à décrire, n'est pas inévitable, mais la démocratie n'est jamais assurée de la permanence parce qu'elle représente un compromis toujours précaire entre le consensus indispensable et la libre expression des opinions et des intérêts, à la fois souhaitable et sous certains aspects indispensable. De plus, des événements – guerre, crise raciale, crise économique, démagogie de grand style – peuvent détourner le cours du devenir politique et laisser des traces durables, sinon ineffaçables.

De l'autre côté, le régime est lui aussi contradictoire. Il doit accorder à l'intelligentsia la liberté de discussion, scientifique et même artistique, et lui refuser la liberté de soumettre à l'examen critique l'idéologie d'État. Les économistes doivent chercher les moyens les plus efficaces de planifier

l'économie, mais ne pas toucher aux schémas historiques du marxisme. Les sociologues doivent observer la réaction des travailleurs aux machines, à l'automatisation, voire à l'autorité dans l'entreprise, mais ni les sociologues ni les économistes ne doivent s'interroger sur les fondements du marxisme-léninisme, sur l'identification du parti et du prolétariat. La délégation du prolétariat (ou du peuple) au parti sera tenue pour permanente et définitive. La science et la raison ne franchiront pas le seuil qu'une doctrine soi-disant scientifique prétend leur interdire. Là aussi, il est facile d'imaginer que le révisionnisme emporte les barrières, ou bien qu'à la faveur d'une crise de succession les dirigeants du parti perdent la maîtrise des événements. Il est vrai que grâce aux progrès accomplis, le parti n'aura jamais plus à imposer à la nation des sacrifices et des épreuves comparables à celles des années 1930-1953; il n'est pas moins vrai que le désir de bien-être et de liberté n'est pas aisément apaisé et qu'il s'aiguise parfois à mesure qu'il connaît les premières satisfactions.

Les emprunts partiels que chaque régime fera, selon la probabilité, à l'autre, en particulier dans l'ordre économique, ne signifient pas, au terme d'un double mouvement de libéralisation et de socialisation, la convergence en un socialisme démocratique. La société industrielle ou, mieux, le type industriel de société, n'a pas de finalité qui lui soit immanente. Le dialogue idéologique de l'Union soviétique et de l'Occident ne sera pas demain ce qu'il a été depuis 1917 ou ce qu'il est aujourd'hui. Rien n'annonce qu'il doive, dans le proche avenir, prendre fin faute d'interlocuteurs.

Le marxisme dit scientifique est d'abord et avant tout une *science du capitalisme*. Cette proposition, pour être évidente, n'a pas toujours été comprise en sa portée entière. Inépuisable quand il décrit ou vitupère le capitalisme, Marx reste bref et allusif quand il évoque le socialisme. Au reste, il ignorait les problèmes de la planification comme tous ses contemporains. Il avait choisi une théorie objective de la valeur, modifiée par une discrimination plus philosophique que scientifique (mais il n'en jugeait pas ainsi) entre valeur et prix. À l'intérieur de ce système de pensée, les difficultés majeures de la planification centralisée, c'est-à-dire la détermination des objectifs sans calcul économique ou de calcul économique sans marché, n'étaient même pas aperçues. De plus, il pouvait invoquer un résidu de la pensée hégélienne: l'homme est libre et il crée un avenir imprévisible, encore que la formule marxiste – l'avenir est imprévisible, mais sera certainement socialiste – m'a toujours paru plutôt contradictoire que dialectique (disons que la contradiction n'est pas surmontée).

Quoi qu'il en soit, le marxisme, jusqu'à la prise du pouvoir en 1917, a été essentiellement une analyse critique – ou une interprétation philosophiquement critique du capitalisme – critique à la fois économique et humaniste (existentialiste dans le style actuel). Il dénonçait l'«anarchie capitaliste» et la condition faite par lui aux hommes, surtout aux travailleurs, mais, en une version plus subtile, aux employeurs eux-mêmes. Dès lors, sur le plan de la propagande, sinon de la science, l'efficacité, la vérité apparente du marxisme dépendaient de l'évolution du capitalisme. Si celui-ci continuait de fonctionner, si le niveau de vie ouvrier s'élevait, les thèses que le militant sinon le théoricien tenait pour essentielles – paupérisation, concentration, autodestruction – étaient mises en question. Le premier révisionnisme du XXe siècle, celui de Bernstein, a pour origine la phase de prospérité capitaliste qui va des dernières années du XIXe siècle à la première guerre.

Après la prise du pouvoir, le dialogue devient tout à la fois plus complexe, plus intéressant, plus confus. Les économistes occidentaux, inégalement optimistes sur le destin du capitalisme, avaient tous, même ceux qui étaient pessimistes en ce qui concerne l'avenir de l'économie de marché, pris conscience de la problématique centrale d'un régime de planification: comment l'État peut-il assurer une distribution rationnelle des ressources s'il ne dispose pas de l'indicateur des prix (non pas des prix de revient seulement, que l'on peut à la rigueur calculer en termes de matières premières et de salaires, mais des prix de marché, c'est-à-dire tenant compte de la rareté relative des marchandises)? D'où, à partir de 1917 et surtout de 1930, un véritable dialogue, non plus la seule mise en accusation du capitalisme par les marxistes, mais aussi une mise en accusation du régime soviétique par les Occidentaux.

Le dialogue s'est déroulé sur deux plans: quelle est l'efficacité relative, dans l'ordre économique, du régime soviétique et du régime occidental? Quelles sont les conséquences, politiques, sociales, intellectuelles, de l'un et de l'autre? Une des formules longtemps à la mode a été la supériorité économique de la planification soviétique, dont le coût humain (sacrifice de toutes les libertés personnelles) serait en contrepartie énorme. Au cours des années 30, le contraste était éclatant entre la grande dépression et les premiers plans quinquennaux, mais durant la même période des koulaks furent déportés par millions et la grande purge exerça ses ravages de 1936 à 1938. Ces horreurs étaient, à vrai dire, à moitié camouflées par l'entreprise de propagande la plus étonnante de l'histoire et, simultanément, fascisme et national-socialisme apparaissaient, aux yeux des intellectuels de gauche, comme le péril le plus proche, et l'Union

soviétique profitait de l'exécration que lui vouait Hitler et que les progressistes vouaient à Hitler.

Après 1945, le défi soviétique prit ses actuelles proportions. L'Union soviétique était sortie victorieuse de la guerre contre le III^e Reich; elle avait en quelques années relevé ses ruines, elle dominait la moitié de l'Europe, elle fabriquait à son tour bombes atomiques et bombes thermonucléaires, elle se vantait d'un taux de croissance encore jamais observé. Les Occidentaux, qui, pour la plupart, avaient envisagé avec scepticisme l'expérience de la planification, ne pouvaient guère, sans se trahir et s'exposer à l'ironie, recourir à une justification idéaliste. Si les Soviétiques avaient trouvé le secret de produire plus et mieux, même l'argument que ce secret avait pour contrepartie l'asservissement des personnes et des esprits n'aurait pas suffi à convaincre tous ceux qui hésitaient. Les Occidentaux devaient affronter l'épreuve sur le terrain choisi par l'adversaire, d'autant plus que la production était en train de redevenir l'évangile de notre époque, par un retour au Saint-simonisme après la longue parenthèse marxiste.

Le terrain était-il effectivement choisi par les marxistes-léninistes? Ceux-ci fondaient-ils leur prétention à la supériorité sur un taux de croissance plus élevé? La réponse n'est pas évidente. Ce sont les économistes occidentaux, au moins autant sinon plus que les économistes marxistes, qui ont réduit la rivalité historique entre les deux univers à une compétition des taux de croissance. Certes, il est admis en général qu'au cours des années 50 le taux de croissance de l'économie soviétique, même selon les calculs des spécialistes occidentaux, a été considérable, plus élevé que celui de l'économie américaine en particulier et que celui des économies capitalistes en général (le Japon constitue à cet égard une exception notable). Mais la sacralisation du taux de croissance n'est en dernière analyse acceptable ni aux marxistes ni aux démocrates libéraux. Les premiers veulent édifier le socialisme, dont l'abondance par la production n'est encore qu'un moyen. Les démocrates libéraux n'ont aucun motif de sacrifier les générations actuelles aux générations futures, dès lors que les phases initiales de l'industrialisation ont été dépassées et que la phase de la croissance par elle-même entretenue (*self-sustained growth*) a été atteinte.

Aussi bien, la compétition des taux de croissance est-elle moins à la mode depuis qu'elle ne tourne plus à la gloire des régimes soviétiques. L'échec de l'agriculture soviétique, la stagnation ou même le recul de la production industrielle dans certains pays d'Europe orientale (Tchécoslovaquie), la faillite

chinoise du *grand bond en avant* ont incité les commentateurs, des deux côtés, à la prudence. Il est illégitime d'extrapoler des taux de croissance qui sont liés (ou peuvent l'être) à des circonstances temporaires. Pourquoi les Occidentaux se donneraient-ils pour objectif la maximisation des taux de croissance s'ils visent au bien-être des peuples et non à la puissance de l'État? Si le taux de croissance est obtenu par un pourcentage élevé d'investissements, il ne prouve pas l'efficacité supérieure du régime, puisque le taux retombera de lui-même le jour où l'on cessera de produire pour se donner les moyens de produire davantage et où l'on utilisera les moyens de production pour satisfaire les besoins des vivants. Peut-être la qualité inférieure, la moindre diversité des biens de consommation sont-elles des conditions de la croissance rapide.

En vérité, la signification donnée au développement n'était pas la même ici et là. À partir de la théorie objective de la valeur, les Soviétiques se donnaient pour but presque exclusif la production, et ils voulaient ignorer les désirs des consommateurs, au-delà des besoins tenus pour incompressibles. Aussi, jusqu'en 1953, les taux de croissance impressionnaient l'économiste presque autant que le bas niveau de vie frappait les visiteurs. Obsédés par la résolution de produire à tout prix et à n'importe quel prix, de produire les plus grandes quantités possibles de biens, les planificateurs soviétiques continuaient d'apercevoir, au-delà de la production, le socialisme rêvé par Marx, l'homme nouveau purifié des tares du capitalisme. La production était devenue en fait un absolu, l'utopie socialiste une justification complaisante. Entre le productivisme quantitatif d'aujourd'hui et le but lointain du socialisme, l'intermédiaire normal faisait défaut: l'élévation du niveau de vie.

L'inverse était vrai en Occident. Partant d'une théorie subjective de la valeur, imprégnée par les doctrines du *Welfare*, les Occidentaux ne séparaient pas croissance de la production et bien-être du plus grand nombre. Les gouvernants n'avaient pas la puissance nécessaire pour ignorer, même transitoirement, les revendications des masses et sacrifier la consommation à l'investissement. Ils n'avaient pas non plus le moyen de transfigurer, à l'aide d'une idéologie, la coulée d'acier en instrument du salut de l'humanité. Ils s'efforçaient de produire en vue de permettre aux hommes de consommer, mais la production ne promettait pas de faire surgir un homme nouveau.

La situation, nous l'avons vu, est en train de se renverser, puisque le révisionnisme khrouchtchévien est en passe de découvrir les vertus du *Welfare* et d'affaiblir simultanément l'utopie traditionnelle. La satisfaction des besoins

rejoint désormais le volume de la production parmi les objectifs de la planification. Souci de la consommation et souci d'une répartition rationnelle des ressources se renforcent l'un l'autre puisque la rationalité exige le calcul économique, celui-ci à son tour des prix, et ces derniers enfin la référence aux choix des consommateurs. L'abondance soviétique différera-t-elle de l'abondance capitaliste? La croissance est par définition un moyen en vue d'un but. Le but est-il le même des deux côtés? L'aboutissement sera-t-il semblable? Les Soviétiques n'abandonnent pas le but socialiste du seul fait qu'ils ont reconnu que l'on produit pour consommer et non pour produire toujours plus de moyens de production. Mais la consommation n'est pas non plus un but absolu. Et les Occidentaux à leur tour s'interrogent: croissance en vue de quoi? Il était déraisonnable d'ériger la maximisation du taux de croissance en critère inconditionnel, comme si le développement était une course de vitesse dans laquelle les générations actuelles devaient s'épuiser pour que les générations futures (lesquelles?) puissent, elles, atteindre le but (quel but?). Les Occidentaux s'interrogent maintenant sur l'objectif qu'ils s'étaient donné, plus ou moins consciemment, à savoir le bien-être: la maximisation de n'importe quelle consommation vaut-elle mieux comme critère que la maximisation des taux de croissance?

Le dialogue des régimes a été, au moins pour une part, un dialogue historique. Chaque régime a influé sur le devenir de l'autre. Si M. Khrouchtchev accorde plus à la consommation, ni l'opulence occidentale ni la pauvreté chinoise n'en sont les seules causes: la raison, la logique de l'industrialisation l'inclinent en ce sens. Malgré tout, la controverse des deux Europes, en fait de niveau de vie, n'en était pas moins à la longue difficilement supportable pour l'Europe du socialisme, contrainte d'imposer des privations en se réclamant d'une philosophie de l'abondance. De leur côté, peut-être les Occidentaux n'auraient-ils pas pris la même conscience du phénomène fondamental de la croissance, peut-être n'auraient-ils pas adopté aussi volontiers les techniques de programmation à moyen terme et de planification indicative si ces techniques n'avaient pris la signification d'une réplique créatrice au défi soviétique.

Est-ce à dire que le dialogue débouche sur un accord et que la dialectique de l'emprunt et de la réponse, de l'hostilité et de l'imitation, trouve une conclusion irénique? Nous venons de voir, dans les pages précédentes, qu'il n'en était rien dans la conjoncture présente. Il n'est ni démontré ni probable qu'il en soit ainsi dans le proche avenir. Le parti ne consent au dépérissement de son pouvoir ni en fait d'idéologie (c'est lui, et lui seul, qui détermine par décret d'État ce que

contient le marxisme-léninisme), ni en fait d'économie (c'est lui, et lui seul, qui fixe la part des investissements et celle de la consommation, lui et lui seul qui décide de favoriser telles productions ou tels groupes sociaux aux dépens de tels autres), ni donc finalement en fait de politique: c'est par son intermédiaire que s'opère le recrutement des dirigeants de l'État. Le personnel politique se confond avec le parti ou, plus probablement, avec la couche supérieure du parti.

À l'heure présente, le dialogue entre Soviétiques et Occidentaux se déroule simultanément sur quatre plans différents. Les controverses traditionnelles se poursuivent sur les mérites ou démérites respectifs des économies de marché et des économies de planification centralisée. Au niveau de la propagande, les porte-parole soviétiques continuent rituellement de dénoncer le capitalisme des monopoles ou l'impérialisme, mais aucun fait actuel ne confirme la thèse de l'autodestruction du capitalisme: les fluctuations des régimes occidentaux s'atténuent, les taux de croissance sont plus élevés depuis 1945 qu'ils ne l'ont été au siècle précédent. La diminution des taux de croissance en Europe de l'Est renforce encore la cause occidentale. S'il ne s'agit que de produire et de consommer, on se demande pourquoi les Occidentaux sacrifieraient leurs libertés sous le prétexte d'une accélération pour le moins douteuse de la croissance.

À un niveau quelque peu plus élevé, Occidentaux et Soviétiques discutent des conséquences politico-sociales, voire humaines, propres à chacun des régimes. On compare le degré de mobilité qui caractérise l'un et l'autre, On se demande lequel des deux favorise la communauté ou encore la participation des travailleurs à l'entreprise, des citoyens à la collectivité. Déjà sur ce deuxième plan, nous n'en sommes plus à mesurer l'efficacité relative des moyens en vue de buts unanimement acceptés, mais à comparer des préférences morales, à opposer des idées autres de la bonne société. Supposons que la mobilité sociale soit plus grande dans un régime soviétique que dans un régime de type occidental: il n'est pas évident que plus une société comporte de mobilité, plus elle est proche de l'idéal. Certes, si l'on pose en principe que tous les enfants devraient prendre le départ sur la même ligne, sans que les fils des privilégiés bénéficient d'aucun avantage, un coefficient élevé de mobilité serait au moins un symptôme favorable. Mais l'élimination radicale de la continuité des conditions sociales à travers les générations contredit l'idéal des conservateurs et, aux yeux des sociologues sans dogmatisme, elle présenterait probablement des inconvénients. Une telle élimination est d'ailleurs, dans l'avenir prévisible, impossible: tant que les modes de vie des familles seront substantiellement différents, les résultats scolaires, première étape de la sélection sociale,

reflèteront autant le milieu de l'enfant que les aptitudes héréditaires. Toute société a intérêt à ne pas laisser perdre les sujets exceptionnellement doués; il n'importe guère, si l'on se réfère à la seule utilité collective, que parmi les sujets moyennement doués les enfants des classes privilégiées soient plus ou moins favorisés (ils le seront inévitablement, en tout état de cause).

Sur un troisième plan s'opposent deux schèmes, que l'on pourrait dire l'un et l'autre marxistes, du devenir historique: le schème marxiste rectifié de la succession des régimes, le schème Colin Clark-Rostow des étapes de la croissance économique, voire la version, encore plus primitive, de la convergence vers le «socialisme démocratique» d'un Maurice Duverger. Les marxistes-léninistes, en France⁽⁹⁾, dénoncent à juste titre, la théorie selon laquelle les forces de production ou, si l'on préfère, l'appareil technique suffiraient à déterminer le régime économique ou politique. Faut-il parler de «révolution» chaque fois que l'on introduit une source nouvelle d'énergie (il y aurait alors un âge de la vapeur, un autre de l'électricité, un troisième de l'atome)? Suffit-il de l'automation pour introduire une ère nouvelle? Deux sociétés qui emploient les mêmes centrales atomiques et les mêmes ordinateurs ne sont pas nécessairement organisées selon les mêmes principes. Ni l'œuvre de Marx, mises à part quelques phrases isolées, ni celle des marxistes ne suggèrent une explication causale aussi simpliste. Même si l'on substitue à la technique de production l'état de développement des forces productives, tel qu'il se mesure d'après la valeur créée par travailleur, la détermination du régime par le produit national ou par le niveau de vie demeure tout au plus une hypothèse ou, mieux, une interrogation.

La critique d'une certaine philosophie évolutionniste que les Occidentaux ont opposée à la philosophie évolutionniste du marxisme est facile, la tâche des théoriciens soviétiques, soucieux d'interpréter l'histoire contemporaine conformément à l'orthodoxie, n'en reste pas moins autrement difficile que celle de leurs interlocuteurs, en Europe ou aux États-Unis. Ce que les marxistes-léninistes réfutent aisément, c'est la version déterministe de l'évolutionnisme occidental, selon laquelle à chaque étape de développement économique-social correspondrait *nécessairement* un régime économique-politique déterminé, ou encore selon laquelle socialisme soviétique et capitalisme occidental convergeraient *nécessairement* en un socialisme démocratique. Mais W.W. Rostow lui-même se garde, dans son *manifeste*, d'aller jusqu'à l'affirmation catégorique d'une détermination des régimes par la phase de la croissance. En tout cas, rien n'oblige le théoricien occidental à dépasser ce que j'appellerai

l'évolutionnisme probabiliste. Chaque étape de la croissance favorise une certaine sorte de régime; le soviétisme a plus de chances de s'instaurer au cours de la phase de «décollage» que dans une société déjà industrialisée (à moins d'accident – crise ou guerre – ou d'influence extérieure); l'élévation du niveau technique et du niveau de vie de la population réduit les risques des formes extrêmes du stalinisme et répand le désir de libertés. De telles propositions, une fois admise la méthode «objectivante» et les relations aléatoires de causalité, ne tombent pas sous le coup de critiques qui frappent justement l'évolutionnisme déterministe. Mais elles n'ont aussi qu'une portée modeste: si valables que soient ces relations analytiques, une société ne peut être comprise que synthétiquement, en son unité globale. Les Occidentaux ont même la ressource de relâcher encore davantage le lien de causalité aléatoire. Tout en prenant le même point de départ – le processus universel d'industrialisation – ils peuvent nier qu'en aucune phase historique les pays soient voués à un régime et à un seul. Que l'on compare l'industrialisation de la Grande-Bretagne au XIXe siècle, celle du Japon, à partir du dernier tiers du XIXe siècle, celle des États-Unis et celle de l'Union soviétique, les différences des régimes politiques et intellectuels – à certains égards même des régimes proprement économiques – sont au moins aussi frappantes que les similitudes qu'il est possible de relever. Dans cette perspective, la société dite industrielle serait définie comme telle par les moyens de production qu'elle accumule: elle ne serait pas pour autant orientée vers une fin intrinsèque ou immanente.

Les doctrinaires soviétiques, en revanche, doivent combiner trois propositions: l'Union soviétique doit «rattraper» les États-Unis en fait de production et de productivité (donc ceux-ci sont, à cet égard, en avance, bien qu'ils soient soumis à un capitalisme monopolistique); l'Union soviétique est socialiste et a le régime le plus démocratique du monde, donc il n'y a pas de parallélisme entre les phases de la croissance économique et la succession des régimes; les pays sous-développés ont intérêt à suivre la voie non capitaliste de développement et, si possible, à prendre l'Union soviétique pour modèle, bien qu'ils puissent se développer même s'ils ne se convertissent pas au marxisme-léninisme.

Quand ils discutent avec les Occidentaux, les marxistes-léninistes, qu'ils soient de France ou d'Union soviétique, accordent la primauté aux *rapports de production*, incluant les classes et leurs conflits, aux dépens des *forces de production* sur lesquelles insistent les Occidentaux en les baptisant étapes de la croissance et en les mesurant par le produit national. Ils doivent donc, d'abord, réfuter la thèse occidentale selon laquelle les pratiques soviétiques ont à la

rigueur quelque justification au cours de la phase de décollage, mais aucune dans une économie pleinement développée; ensuite, démontrer qu'un régime socialiste, réduit à son essence, purifié de toute trace du culte de la personnalité, est en soi supérieur aux régimes capitalistes de l'Occident, soit au point de vue de l'efficacité économique, soit au point de vue des valeurs humaines.

Cette double tâche est celle que Maurice Duverger s'efforce, tant bien que mal, d'accomplir: il décrète d'abord la supériorité intrinsèque de la «planification globale» sur le «marché contrôlé» alors que les réformateurs soviétiques eux-mêmes reconnaissent les faiblesses de la planification autoritaire centralisée (formule plus précise que celle de «planification globale» qui, économiquement, ne signifie rien de précis); il décrète ensuite qu'une économie fondée sur la recherche du profit interdit la formation d'une authentique communauté, comme si les hommes étaient inévitablement plus égoïstes et plus ambitieux sous un régime de marché que dans un régime de planification, comme si le désir d'arriver ou la volonté de puissance ne s'exprimaient pas avec autant de force dans une société entièrement étatisée.

À ce point, nous passons au quatrième plan sur lequel se déroule le dialogue. Les deux espèces de sociétés industrielles veulent l'une et l'autre produire le plus possible: l'une en vue d'édifier le socialisme, l'autre en vue de répandre le bien-être ou d'élever le niveau de vie. L'une a redécouvert que l'on n'édifie pas le socialisme sans satisfaire les besoins des hommes. L'autre commence à revenir de l'obsession productiviste et à s'interroger sur l'idéal qu'elle vise, au-delà de la production et de l'opulence. L'une et l'autre en arrivent non au même point, mais à la même interrogation: quelle est la fin – dans la double acception d'objectif et de valeur ultime – des sociétés de type industriel? Ou, plus exactement, quelle fin les hommes veulent-ils leur donner?

Le débat entre Soviétiques et Occidentaux se poursuit, mais l'affaiblissement du dogmatisme stalinien, les transformations sociales à l'Est et à l'Ouest renouvellent ce débat. À l'époque de Staline, les Occidentaux opposaient à la foi nouvelle, pour reprendre l'expression de Milosz, la contradiction entre la doctrine et la réalité. Je discutais avec les progressistes, non avec les marxistes-léninistes, faute de trouver parmi ces derniers des interlocuteurs valables. Depuis 1953, les marxistes-léninistes recommencent de discuter entre eux et avec nous. Du même coup, au lieu d'entrechoquer vainement des systèmes globaux, imperméables à l'expérience et à la raison, nous retrouvons, au-delà des controverses sur l'efficacité comparée des régimes, les problèmes éternels de la

pensée politique.

Le dogmatisme idéologique devait disparaître pour que les idées reprissent vie.

La fin de cette étude paraîtra dans notre prochain numéro.

(1) Le début de cette étude a paru dans notre précédent numéro.

(2) Il y en a une quatrième: les revenus des directeurs ou des propriétaires, que nous examinerons sous la rubrique suivante, celle de la distribution des revenus.

(3) Maurice Duverger, *Introduction à la politique*, pp.377-378

(4) Les termes *autoritarisme*, *démocratisation*, *intégration* sont, je ne l'ignore pas, équivoques. Par style autoritaire, j'entends le fait incontestable que la masse des travailleurs est soumise à une organisation et à une hiérarchie qu'elle ne discute pas et qu'elle ne comprend pas toujours. Les représentants ouvriers discutent des problèmes sociaux et sont informés des problèmes économiques de l'entreprise. Les décisions ou, du moins, les grandes décisions continuent d'être prises par le directeur, entouré de son état-major. Je doute qu'il puisse en être autrement; je ne suis même pas sûr qu'il doive en être autrement. Du reste, ce sont les cadres et les intellectuels qui, en France, mettent en question l'autorité, plutôt que les ouvriers et leurs représentants. Par intégration, j'entends seulement la conscience d'appartenir à l'entreprise et d'en accepter la finalité.

(5) Maurice Duverger, *Ibid.*, p.368. Je m'excuse à l'égard de mon collègue de le citer aussi souvent, mais quand il s'abandonne à la facilité de sa plume, il est un écho incomparable des demi-vérités à la mode.

(6) Ces lignes étaient écrites avant la chute de M. Khrouchtchev. Je les laisse telles quelles. M. K. était un symbole. Ce qu'il représentait n'a pas nécessairement disparu avec lui.

(7) La remarque a été faite par Zbigniew Brzezinski et Samuel P. Huntington, dans un livre: *Political Power: USA/USSR*.

(8) Cf. Brzezinski et Huntington, *op. cit.*

(9) En particulier, dans la séance consacrée au thème de la société industrialisée.

Société industrielle, idéologies, philosophie.

III

Preuves
mars 1965

À la mode depuis dix ans(*), le thème de *la fin des idéologies*(1) est aujourd'hui, et je m'en félicite, critiqué non pas seulement comme il l'a toujours été, par les marxistes-léninistes, mais aussi par des *radicaux* (au sens américain du terme) ou des ex ou demi-marxistes, je n'en veux pour preuves que deux articles, parus dans *Commentary*, l'un en avril 1964, de H.D. Aiken, intitulé *The Revolt against Ideology*, l'autre de George Lichtheim, intitulé *The Cold War in Perspective* (juin 1964).

H.D. Aiken attaque simultanément, et dans l'ordre, Camus, moi-même, Daniel Bell et d'autres professeurs américains. Aussi découvre-t-il à la fin, ce qui n'est pas surprenant, qu'«il est en fait impossible de discuter avec eux sans courir le risque de leur faire subir une affreuse injustice». Il aurait été préférable, pour éviter ce risque, de ne pas créer une école fictive des «anti-idéologues», par un amalgame entre Camus et moi-même, entre les adversaires européens des marxistes et les sociologues ou pragmatistes américains. Nous avons tous en commun de nous opposer au marxisme-léninisme et au type d'idéologie dont celui-ci est l'expression achevée. Mais cette opposition ne part pas nécessairement de la même inspiration. Kantiens ou pragmatistes sont également anti-idéologues. Le sens de leur «révolte contre l'idéologie» n'est évidemment pas le même.

De plus, un débat digne de ce nom exige que l'on ne joue pas sur les mots, en particulier sur un mot aussi équivoque que celui d'«idéologie». Le marxisme, on le sait, a été, à l'origine, lui aussi une révolte contre l'idéologie, le concept désignant tantôt la fausse conscience ou les déformations intéressées du réel, tantôt l'ensemble des édifices intellectuels et moraux. Mais que l'acception étroite ou large du concept fût retenue, les marxistes-léninistes «démasquaient» à bon compte les idées des autres comme si leurs idées ne pouvaient pas être soumises aussi facilement au même traitement. Leur propre système avait la dignité d'une science de l'histoire par opposition aux illusions idéalistes, ou d'une vision totale par opposition aux vues particulières, ou encore d'une pensée orientée vers l'avenir par l'espérance contre les pensées cristallisées dans le

conservatisme par peur de l'inconnu.

Le stalinisme était, à mes yeux, la forme extrême, caricaturale, de ce que j'appelais une idéologie, à savoir *la mise en forme pseudo-systématique d'une vision globale du monde historique*, vision qui donne un sens à la fois au passé et au présent, et qui fait sortir le devoir-être de l'être, l'avenir prévu ou souhaité de la réalité actuelle. Je visais, sous le nom d'idéologie, ce que j'ai appelé ailleurs une *religion séculière*⁽²⁾. Il n'y a pas trace d'idéologie (au sens précis que je donnais à ce mot) dans les dernières lignes de *L'Opium des intellectuels*: «Si la tolérance naît du doute, qu'on enseigne à douter des modèles et des utopies, à récuser les prophètes de salut, les annonceurs de catastrophes. Appelons de nos vœux la venue des sceptiques s'ils doivent éteindre le fanatisme.» Sur quoi notre critique commente: «Séduisante rhétorique. Mais elle sent l'idéologie, au sens où l'entend Aron lui-même. Car la tolérance est, elle aussi, un principe et une méthode. Et elle présente, elle aussi, de réels dangers.» Cette sorte de polémique, utilisée par un professeur de philosophie à l'université de Harvard, m'aurait surpris si rien, en ces matières, pouvait encore me surprendre. Si mon scepticisme s'étendait à tous les «principes» et à toutes les «méthodes», il ne laisserait évidemment subsister aucune possibilité de décision raisonnable ou d'action. Pour qui consentait à lire *L'Opium des intellectuels* avec un minimum de bonne foi, il était évident que le scepticisme portait sur les «modèles et les utopies», le marché idéal des libéraux et la planification totale des socialistes. J'attaquais «les prophètes de salut et les annonceurs de catastrophes», tous ceux pour lesquels l'extermination de millions d'hommes est la première étape de la rédemption.

L'Opium des intellectuels, livre essentiellement négatif, visait avant tout les marxistes-léninistes et plus encore les progressistes. Contre une intelligentsia qui m'excommunait parce que je dénonçais le stalinisme et adhérais à l'Alliance atlantique, je n'éprouvais pas le besoin de chercher les fondements des valeurs auxquelles je souscrivais comme les progressistes, je ne discutais ni avec les fascistes ni même avec les réactionnaires, mais avec la gauche – avec la famille spirituelle dont j'étais originaire et que j'accusais de trahison. Ni Camus ni moi nous n'avions le sentiment de changer de camp; nous dénoncions les usurpateurs – le stalinisme se présentant comme l'héritier de la tradition des Lumières. À une politique dérivée d'une philosophie de l'histoire, nous opposions une politique éclairée par la connaissance empirique et inspirée par une volonté morale.

Si nous écartons les malentendus, volontaires ou involontaires, la critique de

la «révolte contre l'idéologie» n'en pose pas moins quelques problèmes qui méritent l'examen. Les problèmes réduits à l'essentiel seraient les suivants:

1) La thèse de la fin de l'âge idéologique est d'abord et avant tout un diagnostic de la conjoncture historique. À ce titre, considérée comme une affirmation de fait, elle appelle une confirmation ou une réfutation sur le plan même où elle se situe. En bref, la première question porte sur la vérité ou l'erreur de diagnostic ou, si l'on préfère, sur la part de vérité ou d'erreur qu'elle comporte.

2) La fin de l'âge idéologique, à supposer que le diagnostic soit exact, est-elle un phénomène heureux ou déplorable? Faut-il se réjouir de l'épuisement des idéologies ou le déplorer? Plus généralement, quelles sont les conséquences actuelles ou probables de la politique qui est ou qui se veut non idéologique?

3) Quelle est la philosophie, quelle est la vision du monde de ceux qui se déclarent hostiles aux idéologies? La fin des idéologies signifie-t-elle le déclin ou, tout au contraire, la renaissance de la philosophie politique?

Le diagnostic de la conjoncture historique, en Occident, était à peu près le suivant: la dernière guerre mondiale a déconsidéré les idéologies du type fasciste ou national-socialiste, celles qui exaltaient une nation ou une race, qui combinaient la nostalgie des hiérarchies pré-industrielles avec des techniques de propagande et d'action empruntées aux partis socialiste et surtout communiste. Même les conservateurs ou les modérés(3) sont désormais, pour la plupart, acquis à l'expansion économique, à l'industrialisation et à la rationalisation. Il ne subsiste donc plus, pour l'essentiel, de dialogue qu'entre deux versions de la pensée rationaliste, la version occidentale et la version soviétique. Or, la démocratie libérale, de type occidental, à partir du moment où elle assure le développement des forces productives et la diffusion du bien-être, a une évidente supériorité (sauf aux yeux de certains intellectuels) sur la démocratie dite populaire de type soviétique. À quoi bon le parti unique et l'État totalitaire si, en fait, dans le désordre et les querelles de la liberté, les démocraties libérales obtiennent des résultats économiques au moins équivalents? En 1954-1955, je voyais se dissiper la brume qui dissimulait la réalité soviétique, je pensais que la foi dans le marxisme-léninisme serait tout au moins ébranlée par la découverte de cette réalité; je ne voyais pas d'idéologie de remplacement.

Pourquoi l'élaboration d'une idéologie (entendue comme système global d'interprétation et d'action) est-elle difficile? Le progrès de la science et de la technique est devenu, pour les sociétés de notre temps, une sorte de fatalité, un

mouvement presque irrésistible qu'aucun gouvernement ne veut arrêter ou ralentir (la course au savoir est une course à la puissance), qu'aucun peut-être ne parvient même à canaliser (les gouvernants souhaitent-ils qu'un jour les biologistes donnent aux hommes la capacité de «manipuler» leur propre hérédité?). La course à la croissance s'ajoute à la course au savoir, dont elle est partiellement une résultante. L'une et l'autre, ensemble, créent un avenir à la fois prévisible dans ses grands traits à dix ou vingt ans d'échéance, et imprévisible à plus long terme et dans ses caractéristiques humaines.

Ni la science ni la croissance économique, à partir d'un certain seuil(4), ne sont sensiblement affectées par les préférences déclarées du parti au pouvoir. Le problème millénaire de l'inégalité n'est pas «résolu» (à supposer qu'il puisse jamais l'être) par le seul avènement d'une société opulente (ou à demi opulente), mais il ne se pose pas dans les mêmes termes à partir du moment où, d'année en année, les ressources collectives augmentent et où la masse de la population profite de cette augmentation. Pas plus que le règne des libéraux (aux États-Unis) et celui de la gauche (en Europe) n'accélèrent ou ne ralentissent nécessairement la croissance, ils n'influencent régulièrement, dans un sens ou dans un autre, sur l'inégalité de la répartition.

Comment reconstruire une nouvelle idéologie alors que font défaut le coupable (la propriété privée, ou le capitalisme, responsable de l'exploitation et de la misère), le sauveur (le prolétariat, témoin de la société inhumaine et voué à la rédemption), l'image d'un avenir radieux (on croit savoir à quoi ressemblera une société opulente si l'actuel progrès de l'économie se poursuit à la même allure pendant un demi-siècle et si aucune catastrophe ne se produit). Les institutions et les mécanismes sociaux se prêtent mal à la transfiguration, parce que les régimes sont de moins en moins purs et empruntent à des types idéaux, dans l'abstrait incompatibles. Enfin et surtout, le cours actuel de l'histoire illustre à la fois la puissance de la technique appliquée au milieu et la résistance que la nature humaine et sociale oppose à ceux qui ont l'ambition de «reconstruire» l'ordre des sociétés, Bien plus, tout se passe comme si les hommes subissaient d'autant plus leur histoire qu'ils ont davantage l'illusion prométhéenne de la faire, et qu'en revanche les gouvernants qui abordent les problèmes l'un après l'autre, modestement, tels qu'ils se présentent en chaque cas, ont plus de chance d'obtenir des résultats conformes à leurs intentions. C'est le pragmatisme de l'ingénieur social, et non les vastes ambitions de l'idéologue, qui s'accorde le mieux avec l'esprit du rationalisme et qui donne la meilleure chance aux hommes non de devenir «maîtres et possesseurs de la nature

sociale», mais de l'améliorer en lui obéissant.

En Europe, personne ne nie plus l'affaiblissement des «synthèses idéologiques». Bien plutôt des observateurs auraient-ils tendance à baptiser *dépolitisation* ce qui n'est qu'indifférence aux idéologies traditionnelles. Le paysan français qui a pris conscience du lien entre le revenu de son travail et le Marché commun est, en un sens, plus «politisé», plus intégré à l'ensemble national et européen, que son père, même si ce dernier donnait toujours son vote au radical et que lui-même, selon les circonstances et les programmes des candidats, vote tantôt à droite, tantôt à gauche. Que la politique ne se confonde plus avec la compétition entre familles spirituelles, que les enjeux des débats soient désormais sociaux et économiques, le fait ne signifie pas encore que le Français ait cessé d'être un citoyen: il est citoyen d'abord d'une communauté de travail. Au reste, H.D. Aiken lui-même reconnaît qu'«il ne fait aucun doute que les vieilles idéologies de droite et de gauche ont perdu de leur pouvoir de persuasion; il ne fait aucun doute, non plus, que le radicalisme et l'intellectualisme doivent, à l'heure actuelle, dans le monde entier, prendre des formes nouvelles». En Allemagne, en Angleterre, dans les pays scandinaves, des «socialistes pragmatiques» s'opposent à des «conservateurs éclairés». En Italie et en France, les partis communistes ont conservé leurs électeurs, leurs cadres et leurs militants, mais, moins rigides idéologiquement, ils n'ont plus le même pouvoir de séduire ou de fasciner les intellectuels.

La conjoncture, aux États-Unis, diffère-t-elle aujourd'hui de celle que j'analysais il y a dix ans? La «nomination» de Barry Goldwater par le parti républicain, les livres ou pamphlets contre les «libéraux» (celui de Burnham par exemple) témoignent d'un regain de la querelle entre «libéraux» (l'équivalent américain de la gauche) et «conservateurs». Le «libéralisme modéré» qui domine aussi bien dans les universités qu'à Washington est attaqué sur sa gauche par des «radicaux» ou «paramarxistes», sur sa droite par les conservateurs.

L'anti-idéologie des auteurs américains avait, dès l'origine, un caractère différent de l'anti-idéologie d'un Camus, communiste dans sa jeunesse, ou de moi-même qui n'avais jamais cessé de dialoguer avec la pensée hégéliano-marxiste. Aux États-Unis, le «libéralisme» (c'est-à-dire la pensée de gauche) n'a guère été influencé par le marxisme, il a rarement été mis en forme systématique, élaboré en une philosophie de l'histoire. Les «libéraux», après 1945, ont été, à peu d'exceptions près, fermement anticommunistes. Les Américains n'ont eu l'équivalent ni d'un conservatisme à la Burke, ni d'un

marxisme à la Kautsky ou à la Lénine, ni même d'un progressisme à la Sartre. Leur doctrine de la libre entreprise s'est rarement exprimée en une théorie dans le style de Mises ou de Hayek. En revenant de l'idéologie, les anti-idéologues américains ne revenaient pas de loin; certains revenaient seulement de l'Europe. Et leur retour avait le plus souvent une autre signification. En Europe, des anti-idéologues dénonçaient une philosophie de l'histoire, durcie en un dogmatisme inhumain, et ils se réclamaient de la morale ou de la sagesse. Aux États-Unis, le dialogue traditionnel est plutôt entre le moralisme et le pragmatisme, entre une politique fondée sur les principes et une politique dictée par des considérations utilitaires ou le savoir empirique(5).

Peut-être les polémiques des intellectuels de droite ou de gauche, de H.D. Aiken, G. Lichtheim, H. Marcuse ou J. Burnham, annoncent-elles une ère nouvelle de débats. Les résultats électoraux de 1964 confirment, s'il en était besoin, que le «libéralisme modéré» au pouvoir n'est menacé ni sur sa droite ni sur sa gauche. Ce que je viens d'appeler «libéralisme modéré», selon le vocabulaire américain, équivaut à ce que, en français, on appellera plus volontiers l'orthodoxie démocratico-libérale. En effet, les régimes des pays développés de l'Occident réalisent aujourd'hui un compromis acceptable entre les valeurs propres aux trois écoles du libéralisme, de la démocratie et du socialisme. L'atténuation des querelles idéologiques en Occident (que tous les observateurs, y compris les plus hostiles à la formule de la fin des idéologies, constatent) a précisément pour cause la réussite, au moins provisoire, du compromis. Les libertés personnelles sont préservées, en dépit de l'intervention croissante de l'État dans la vie économique, en dépit des lois sociales et des subventions à l'agriculture. Le parlementarisme et les élections libres n'empêchent pas une croissance rapide de l'économie; la demi-planification n'est pas contradictoire avec les institutions représentatives. Réactionnaires et révolutionnaires, whigs et marxistes, attaquent vainement la forteresse de la «gauche modérée» (ou du «conservatisme éclairé»). Les détenteurs actuels du pouvoir, aux États-Unis, que les uns accusent de frayer la voie au socialisme et les autres de trahir la tradition radicale de la gauche, expriment fidèlement les sentiments de la majorité. Certes, le «credo libéral», tel qu'il s'exprime aujourd'hui des deux côtés de l'Atlantique, emprunte davantage au socialisme du XIXe siècle qu'au libéralisme du XVIIIe. Il craint moins le renforcement de l'État que la persistance des inégalités ou la puissance des capitalistes ou des corporations. En termes abstraits, il est plus soucieux d'égalité que de liberté au sens où les penseurs du XVIIIe siècle entendaient celle-ci, c'est-à-dire des

libertés individuelles. Parmi ceux qui se réclament du même credo, les uns sont prêts à sacrifier les libertés individuelles à la démocratie (gouvernement issu du peuple), et les autres, inversement, mettent les libertés individuelles au-dessus du mode de désignation des gouvernants. En fait, la plupart des intellectuels de gauche, en Europe, sont plus socialistes que libéraux (au sens européen du terme) et, de ce fait même, ils demeurent critiques de la réalité: la répartition des revenus est fort éloignée de l'idéal égalitaire, et la demi-planification s'opère avec le concours des grandes corporations, moins menacées aujourd'hui qu'il y a trente ans.

Je ne prétends certes pas que la situation actuelle de l'Occident soit caractéristique de la condition politique de l'homme ou simplement caractéristique des temps modernes: je tendrais plutôt à croire le contraire. Les situations extrêmes sont, à maints égards, plus typiques, au moins durant les périodes où, selon la formule de Toynbee, l'histoire est «en mouvement». La conjoncture actuelle n'exige en Occident de sacrifices graves ou immédiats ni en fait de libertés, ni en fait de démocratie, ni en fait de croissance. On discute du plus ou du moins, chaque parti ou chaque individu a sa hiérarchie propre des valeurs, c'est-à-dire il est plus ou moins conscient de l'ordre dans lequel il sacrifierait les diverses valeurs le jour où des sacrifices deviendraient nécessaires.

Faute de grandes querelles, à l'intérieur des sociétés auxquelles ils appartiennent, les intellectuels occidentaux(6) cherchent au loin la patrie de leurs rêves ou de leurs indignations: «Il est exact, écrit M. George Lichtheim, que les passions révolutionnaires, en Occident, se sont refroidies [...] et qu'il se produit, dans les pays les plus avancés, quelque chose comme un consensus, un assentiment général. Il est exact aussi que les conservateurs occidentaux ont échoué dans leur tentative d'imposer leur vision constipée des choses (*sic*) à des peuples qui étaient toujours aux prises avec le dramatique problème de la survie. Mais il est tout à fait douteux que les pays sous-développés puissent faire mieux en adoptant nos méthodes fragmentaires. Les techniques de l'«ingénieur social» ne répondent en aucune façon à leur problème. Une «interprétation globale de l'histoire du monde» constitue pour eux une nécessité pratique urgente, s'ils veulent briser avec le passé et remodeler leurs cultures: leur progrès matériel est à ce prix.» Ces phrases, qui comportent une part de vérité, illustrent un des derniers recours du marxiste à demi repent. Elles recommandent aux pays sous-développés la voie révolutionnaire, donc un régime autoritaire et vraisemblablement totalitaire (car un gouvernement «animé par une vision totale

de l'histoire» se réserve le monopole de la vérité). Les porte-parole de la plupart des pays sous-développés mettent la croissance au-dessus des valeurs démocratico-libérales ou, tout au moins, justifient leur pouvoir par la nécessité de développement. Mais, en fait, l'Indonésie de Soekarno s'intéresse plus à l'extension de son territoire, à la Nouvelle-Guinée et à la Malaysia, qu'au progrès économique et au niveau de vie de la population. Algérie et Maroc se querellent à propos de leurs frontières, et l'Algérie de M. Ben Bella, pour se déclarer socialiste, paraît aspirer à la puissance autant qu'au bien-être. Tout se passe, dans une grande partie du tiers monde, comme si les peuples qui, selon le langage de M. Lichtheim, se battent pour survivre, préféreraient la gloire ou les idées à la vie. La priorité absolue donnée au développement est le fait de l'intellectuel européen bien plutôt que des élites d'Asie ou d'Afrique. Peut-être l'Inde, qui ignore les religions séculières et la «vision totale du monde historique», qui respecte les croyances traditionnelles tout en aspirant à la modernité, a-t-elle eu, depuis l'indépendance, un des gouvernements qui se souciait le plus de développement.

On objectera, à coup sûr, que les résultats obtenus sont médiocres et que le respect des vaches sacrées ou des singes élève sur la voie de la modernisation un obstacle que la démocratie parlementaire ne parviendra pas de longtemps à surmonter. Je l'avoue sans peine, mais si le refus du despotisme et de la violence se paye, despotisme et violence aussi sont parfois coûteux: ils coûtent de la sueur, de la souffrance et des larmes sans apporter toujours la contrepartie du développement. Fidel Castro a une vision globale de l'histoire, et il a réussi effectivement, en quelques années, à réduire la production de sucre, à ne pas industrialiser l'île, à se mettre en conflit avec l'ensemble de l'hémisphère occidental. Il ne voulait pas dépendre des États-Unis: il dépend aujourd'hui de l'aide soviétique plus qu'il ne dépendait hier des échanges avec le continent voisin. Il a provoqué l'émigration d'une fraction importante des classes moyennes, professeurs, médecins, techniciens, indispensables à la modernisation. En vérité, il faut être un conservateur «avec une vision constipée des choses» pour ne pas admirer une œuvre aussi admirable.

Faut-il dire que l'Indonésie, l'Algérie de M. Ben Bella, ou le Cuba de Fidel Castro manquent d'une «interprétation totale de l'histoire mondiale», et que là est la cause principale de leurs échecs? Un sens plus éveillé du «*social engineering*» ne leur aurait-il pas évité des fautes que les «visions globales» encouragent si elles ne les provoquent pas? Ou enfin faut-il dire que seule l'interprétation marxiste-léniniste est à la fois globale et efficace?

Qu'on nous entende bien. Je n'ai pas la prétention de dicter aux gouvernants des pays dits sous-développés la hiérarchie qu'ils devraient établir entre les valeurs, difficilement compatibles durant les phases initiales de l'industrialisation. Je ne nie pas que des régimes autoritaires puissent être soit inévitables historiquement, soit indispensables à l'accomplissement des réformes. Mais je me refuse au conformisme révolutionnaire à l'usage des pays dits sous-développés, conformisme auquel se rallient volontiers tant d'intellectuels d'Occident, faute de perspective révolutionnaire dans leur patrie. Certes, la modernisation ne va jamais sans souffrances, elle exige une conversion spirituelle; je consens qu'une vision globale de l'histoire puisse animer l'effort de rupture avec le passé, mais je me garderai de prêcher ou de condamner les méthodes violentes de rupture, le despotisme idéologique, le mépris de croyances séculaires (même de celles qui, éventuellement, freinent la modernisation). Il y a plus de diversités parmi les pays que l'on baptise sous-développés que parmi ceux qui passent pour développés: certains ont peut-être besoin d'une «interprétation globale de l'histoire», tous ont besoin d'être éclairés par la compétence de l'ingénieur social. Ce sont les circonstances nationales qui permettent de déterminer la technique souhaitable, sans que, pour autant, celle-ci ait les meilleures chances de s'imposer. Le fidélisme résultait logiquement des passions de Castro et d'une partie des intellectuels cubains: il n'était pas la technique de développement la mieux adaptée à la conjoncture. Au reste, quand M. Lichtheim proclame la nécessité d'une interprétation totale de l'histoire pour les pays sous-développés, il revient à Georges Sorel, non à Marx. Ce dernier croyait à la vérité de sa doctrine; c'est l'auteur des *Réflexions sur la violence* qui justifiait les mythes par l'utilité sociale. M. George Lichtheim ne suggère même pas qu'il soit en possession, lui, d'une interprétation globale de l'histoire. Il ne s'interroge pas sur la vérité de cette interprétation. Confortablement installé en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, il craint que des gouvernements du tiers monde ne soient à leur tour gagnés par «la vision constipée des choses», par la vision étroite et médiocre de la réalité, dont les Occidentaux ont tendance à se satisfaire. Là-bas au moins, dans les pays où ne vit pas l'intellectuel d'Occident, les visions glorieuses qui animent de belles tueries ont gardé leur prestige. L'histoire de l'Occident ne permet guère d'espérer ou de craindre que les peuples soient capables de faire l'économie des révolutions. Mais si l'on compare l'évolution de la Grande-Bretagne vers la démocratie politique à celle de la France au siècle dernier, il faut une bonne dose de romantisme pour préférer celle-ci à celle-là. Si la révolution bolchevik est considérée essentiellement

comme un mode d'industrialisation, il faut une bonne dose de pessimisme ou d'aveuglement pour n'en pas apercevoir un autre qui aurait été moins coûteux.

Avec ou sans notre approbation, les pays en voie de développement feront des révolutions. Laissons aux élites nouvelles la responsabilité de l'indépendance qu'ils ont conquise, sans nous ériger en juge, sans jouer au professeur soit de démocratie soit de révolution. En vérité, les gouvernants des jeunes États ont, pour la plupart, appris rapidement l'art du pouvoir absolu et la nécessité des potences. À quoi bon les aider à se convaincre eux-mêmes qu'ils sont les exécuteurs des hautes œuvres de la raison historique, à seule fin qu'ils ignorent le doute et les scrupules?

Revenons aux pays développés, les seuls auxquels s'applique la thèse de la fin de l'âge idéologique. Faut-il déplorer l'épuisement des passions idéologiques? Les anti-idéologues sont-ils des professeurs de scepticisme, de conservatisme? Incitent-ils à méconnaître les réformes nécessaires? À ignorer les médiocrités ou les injustices des sociétés dans lesquelles nous vivons?

Voici la condamnation des membres de l'école baptisée, pour les besoins de la polémique, celle de la révolte contre l'idéologie, par H.D. Aiken: «Si leurs conceptions politiques et sociales venaient à prévaloir en Occident – et c'est essentiellement de l'Occident qu'il est question lorsqu'ils parlent de la fin de l'idéologie – le résultat serait une philosophie pessimiste du *carpe diem* qui nous laisserait démunis dans la lutte mondiale menée contre l'idéologie communiste. À l'intérieur, au sein des partis politiques et du Congrès, dans les tribunaux, elle ne cesse d'affaiblir ce qui subsiste de notre adhésion aux principes idéologiques qui animent notre système constitutionnel; au niveau des instances présidentielles, elle ne fait que servir d'excuse à ce flot de mesures fragmentaires, désordonnées, lesquelles, aussi admirables soient-elles d'un point de vue tactique et aussi habiles quant à leur efficacité pratique, aboutissent à une perte sans cesse croissante du contrôle politique fondamental et de la direction de la société.»

L'acte d'accusation comporte deux attendus: 1) Les anti-idéologues professent une philosophie pessimiste et, de ce fait, ils découragent l'action et désarment l'Occident face au communisme. 2) La politique américaine, faute de fidélité aux principes, se réduit à une juxtaposition de mesures particulières; ainsi se perd le contrôle politique fondamental⁽⁷⁾.

Considérons d'abord le reproche de pessimisme et l'effet d'un éventuel pessimisme. À en croire H.D. Aiken, «à l'instar de Camus et de Popper, Aron ne

peut se décider franchement à renoncer aux valeurs du siècle des Lumières; mais, dans la pratique, il n'est pas plus qu'eux en mesure de considérer avec un sérieux parfait ces valeurs comme des idéaux susceptibles de présider à la reconstruction de la société au XXe siècle. Suivant ses propres déclarations, il ne croit plus pleinement en un avenir qui serait en harmonie avec les «aspirations humaines». Mais c'est peut-être bien cela qui explique le relent de pessimisme et la contradiction (*self-division*) qui courent à travers son œuvre».

Je ne sais à quelle génération appartient H.D. Aiken, mais un homme qui, vivant au siècle d'Hitler et de Staline, n'aurait pas éprouvé parfois quelque doute sur le destin temporel de l'humanité, celui-là, dans l'hypothèse la plus favorable, aurait une foi de charbonnier. Les millions de Juifs exterminés au nom d'une doctrine raciale, les millions de koulaks déportés en vue de la collectivisation agraire, les millions d'innocents emprisonnés par un despote qu'acclamaient des dizaines de milliers d'intellectuels à travers le monde, si ces morts et ces absurdités n'ont pas ébranlé mon système de valeurs, ils m'ont mis en garde une fois pour toutes contre ceux qui parlent de «reconstruire la société» (étranges bâtisseurs qui commencent toujours par détruire), ils m'ont réveillé à tout jamais du sommeil dogmatique des philosophies de l'histoire. Je ne sais ce que sera l'avenir de l'humanité, mais je sais que nous ne le savons pas. Et ceux qui prétendent le savoir sont des faussaires. Il nous est loisible d'espérer un avenir conforme aux aspirations humaines, mais non de présenter notre espoir comme une certitude, et moins encore de faire confiance aux lois de l'histoire ou à l'action d'un parti (ou d'une classe) pour l'accomplir.

Au-delà de cette prudence, j'avouerai volontiers que, comparé à beaucoup des «libéraux américains» et peut-être plus encore à la gauche française, je passe, à juste titre, pour pessimiste. Je ne crois pas que l'on puisse modeler aisément la nature humaine et sociale. J'admire que les mêmes hommes qui jugent sans indulgence leurs semblables exigent de la société une perfection à laquelle n'atteint aucune existence individuelle; j'admire que les mêmes hommes invoquent la raison et méconnaissent les limites des certitudes qu'elle nous apporte, et plus encore de l'influence qu'elle exerce sur la conduite des individus et des peuples.

Dans son dernier livre, *Suicide of the West*, James Burnham prétend résumer en dix-neuf propositions le credo des libéraux américains. Certaines d'entre elles expriment un optimisme auquel à coup sûr je ne souscrirais pas. Par exemple, la première de ces propositions est la suivante: «La nature humaine est changeante

et plastique, elle possède un potentiel indéfini de développement progressif et aucun obstacle inné à la réalisation de la bonne société de paix, de justice, de liberté et de bien-être.» Ou encore: «Les obstacles au progrès et à la réalisation de la bonne société sont l'ignorance et les institutions sociales mauvaises.» Ou encore: «En raison du caractère extrinsèque des obstacles, il en résulte qu'il y a des solutions à chaque problème social et que le progrès et la bonne société peuvent être réalisés: l'optimisme historique est justifié.»

Je ne suis pas sûr que la plupart des libéraux américains ou des hommes de gauche français prendraient à leur compte ces affirmations dogmatiques. Personnellement, je m'exprimerais en un style différent. Je ne crois pas qu'il y ait des solutions immédiates à tous les problèmes sociaux, ni que tous les obstacles au progrès et à la bonne société soient extrinsèques à la nature de l'homme. Mais je ne crois pas non plus que nous puissions fixer à l'avance des limites au développement des individus ou des collectivités. Ni l'ignorance ni les institutions sociales ne sont la cause unique des maux qui affligent les hommes, mais ceux-ci n'ont aucune chance de réaliser le meilleur de ce qu'ils portent en eux s'ils sont élevés dans des taudis et ne reçoivent pas une instruction décente.

Au reste, il n'importe guère de savoir si tel ou tel est plus ou moins optimiste ou pessimiste sur l'avenir de l'humanité (probablement chacun de nous, selon les moments, penche d'un côté ou de l'autre). La question est de savoir les conséquences que chacun tire de son attitude. Car il y a des optimistes portés à l'inaction ou à la violence, il y a des pessimistes portés à l'action et à la modération. Depuis vingt ans, je combats les fanatiques qui se prétendent optimistes mais qui sont prêts à accepter, voire à justifier, tous les crimes, pourvu qu'ils soient commis au nom des bonnes idées et par le parti auquel ils ont donné leur âme. Je n'ai jamais tiré de mon pessimisme (ou prétendu tel) une leçon d'indifférence ou de passivité. Bien loin de désarmer l'Occident face au communisme, l'anti-idéologie plus ou moins optimiste, peu importe) lui assure les meilleures armes.

Jamais les non-communistes ne parviendront à élaborer un système verbal aussi cohérent en sa fausseté que celui du marxisme-léninisme, à la fois scientifique et philosophique, impitoyable et humanitaire, qui connaît les «criminels» et annonce la réconciliation finale. Les communistes sont les héritiers des Lumières (ou de la gauche européenne) que la dialectique hégélienne et les péripéties de l'histoire ont fait délirer (en un délire logique). Les conservateurs n'ont pas tort de souligner la parenté d'inspiration entre

«libéraux» et communistes, gauche extérieure et gauche intérieure, extrême-gauche et gauche modérée, marxistes-léninistes et social-démocrates. Les uns et les autres se réclament du rationalisme, font confiance à la science et à la raison, refusent d'accepter passivement l'ordre séculaire des sociétés. La gauche modérée a repris à son compte une part des revendications socialistes; elle s'est éloignée de l'individualisme des Lumières et du laisser-faire du XIX^e siècle. Les deux gauches n'en sont pas moins devenues, sur le plan politique, ennemis mortels (quand le bolchevisme est au pouvoir, la place des mencheviks est en prison), et aussi, sur le plan intellectuel, des rivaux entre lesquels la réconciliation n'est possible que par la conversion de l'un ou le reniement de l'autre: conversion du communisme à la coexistence idéologique, reniement par la gauche modérée des valeurs libérales (au sens que le XVIII^e siècle donnait à ce terme).

En un tel dialogue, la gauche modérée ne peut ni ne doit invoquer une idéologie de même type que l'idéologie marxiste-léniniste, d'abord parce qu'elle n'en possède pas, ensuite parce qu'elle diviserait ceux qu'unit une seule menace ou un même refus. La gauche modérée est, en fait, dans la conjoncture présente, anti-idéologique en un sens précis et limité; elle s'efforce de concilier le mieux possible, ou le moins mal possible, en chaque conjoncture particulière, libertés personnelles, légitimité démocratique, progrès économique, atténuation des inégalités sociales. C'est précisément parce que la réconciliation intégrale est impossible, sinon en tant que lointaine idée de la raison, qu'elle se dit «anti-idéologique» et met l'accent sur la diversité des situations et sur la fragilité des vastes synthèses. C'est parce que les sociétés développées réussissent, au moins partiellement, cette conciliation, qu'elles ne peuvent ni ne veulent concevoir une synthèse idéologique.

Il y a plus. L'approximative conciliation que réalisent les sociétés développées est le plus souvent exclue dans les sociétés au cours des premières phases de la modernisation. Quels commandements nous donneront les «principes»? Faut-il sacrifier les libertés personnelles à l'accélération de la croissance ou inversement? Accepter le despotisme dans l'intérêt de la modernisation? Il n'y a pas de réponse valable une fois pour toutes à de telles interrogations. Enracinée dans l'histoire, l'action politique appelle la réflexion philosophique mais ne se déduit pas de principes.

Les sociétés actuelles ne présentent pas un problème, mais des problèmes, et j'avoue être incapable de donner un sens raisonnable à la formule de H.D.

Aiken: «L'un des avantages fondamentaux d'une déclaration des droits de l'homme (qui n'est pas autre chose qu'une somme de convictions idéologiques mises en application) est de réduire, de la façon la plus rigoureuse, le nombre des problèmes à propos desquels les hommes en société continuent de se disputer.» D'abord la traduction en actes de chacun des droits de l'homme prête à d'innombrables controverses. Les différents droits ne sont pas tous compatibles. Il est peut être bon d'imposer la non-discrimination par la loi, mais on enlève du même coup à certains individus des droits qu'ils tenaient pour inscrits dans le préambule de la Constitution. Enfin et surtout, pourquoi la tâche des philosophes serait-elle d'imiter les hommes politiques et de substituer à la complexité de problèmes sociaux quelques formules simples, comme s'il suffisait d'invoquer la déclaration des droits de l'homme pour trouver réponse à toutes les questions que pose une société à maints égards radicalement originale par rapport à toutes les sociétés historiques?

Ceux qui se disent ou que l'on juge hostiles aux «idéologies» sont-ils davantage portés aux compromis? Moins sévères qu'ils ne le devraient à l'égard des injustices de la société occidentale? Je ne sais, mais il n'y aurait là, en tout cas, qu'une liaison psychologique. Refuser une synthèse totale, en nos sociétés occidentales, ce n'est pas faire profession de conservatisme, ce n'est pas se résigner aux discriminations raciales, ce n'est pas mettre en doute la nécessité d'une critique, à la fois morale et sociologique, de la réalité; c'est tout simplement constater que personne, en dehors des marxistes-léninistes, ne se représente un ordre social radicalement différent de l'ordre établi. Notre tâche n'est ni de le conserver tel quel ni de l'abattre, mais de l'améliorer⁽⁸⁾.

Certes, le mot idéologie, j'en suis plus convaincu que jamais, est chargé d'équivoques. Un sociologue français a énuméré treize significations différentes. Pour m'en tenir à l'essentiel, j'aperçois une oscillation, dans l'usage courant, entre *l'acception péjorative, critique ou polémique* – l'idéologie est l'idée fausse, ou la justification d'intérêts, de passions – et *l'acception neutre*, la mise en forme plus ou moins rigoureuse d'une attitude à l'égard de la réalité sociale ou politique, l'interprétation, plus ou moins systématique de ce qui est et de ce qui est souhaitable. À la limite, n'importe quel discours philosophique est baptisé idéologie. À ce moment, l'idéologie devient un terme laudatif et non plus péjoratif. Il est revendiqué fièrement contre les analystes, les positivistes, les pragmatistes, les conservateurs, soit comme l'expression permanente de la pensée digne du nom de philosophie, soit comme une inspiration nécessaire à l'action efficace.

Il y a dix ans, je voulais mettre l'accent sur des phénomènes historiques que reconnaissent d'eux-mêmes ceux qui critiquent le plus les anti-idéologues, à savoir l'apaisement des passions révolutionnaires, une sorte de consensus dans les pays développés (ce que j'ai appelé le conformisme démocratico-libéral). J'ai désigné ce phénomène par l'expression «fin de l'âge idéologique», parce que je définissais explicitement l'idéologie comme *un système global d'interprétation du monde historico-politique*. Il reste vrai, me semble-t-il, que les systèmes globaux, qu'ils soient ceux des libéraux à la Hayek ou des marxistes, sont en déclin, mais il est malaisé de tracer la ligne de séparation entre les idéologies, *mise en forme d'une attitude historique ou d'une hiérarchie des valeurs*, inséparables de toute politique et, en tout cas, de toute politique démocratique, et les *systèmes globaux d'interprétation* auxquels je réservais le terme d'idéologie. Inévitablement, l'équivoque du concept d'idéologie se communique à l'idée de la fin de l'âge idéologique.

De plus, l'analyse de la fin de l'âge idéologique impliquait une sorte d'éloge du pragmatisme et une dévalorisation de la pensée totalisante. Je liais à l'analyse d'une conjoncture un jugement de valeur sans préciser exactement la portée que je donnais moi-même à ce jugement. Est-ce en fonction de la conjoncture de l'époque ou en toutes circonstances que je souhaitais le scepticisme en fait de «schèmes ou de modèles»? À ces questions, les pages précédentes ont tenté de donner une réponse.

La critique des idéologies était, à mes yeux, en 1954, une réaction nécessaire au délire existencialo-hégélien-marxiste des années qui suivirent la Libération. Mais, en même temps, la société industrielle, à partir d'un certain stade de développement, me paraît élargir la zone des problèmes qui relèvent de l'étude scientifique et qui appellent l'art de l'ingénieur social. Même les statuts de propriété et les modes de régulation – objet des conflits de doctrines ou d'idéologies au siècle dernier – me semblaient et me semblent encore ressortir surtout à la controverse technique. La sacralisation, la transfiguration des types idéaux d'ordre économique ou social sont contraires au bon usage de la raison et à l'honnêteté intellectuelle elle-même. Non que l'examen objectif se substitue jamais au choix et que la science impose une vérité pratique; les effets des divers statuts de propriétés et des divers modes de régulation sont trop multiples et trop incertains pour que l'on puisse affirmer que l'un est, *à tous égards*, préférable à l'autre. Mais il est dérisoire de substituer à cette enquête méthodique un décret qui sera idéologique (au sens péjoratif) s'il ne se fonde sur l'expérience.

Je suis plus sensible aujourd'hui qu'il y a dix ans aux risques de conformisme et d'indifférence que crée incontestablement l'épuisement des synthèses totales. Peut-être des hommes, beaucoup d'hommes ont-ils besoin de croire à un absolu, à une transformation radicale pour que s'accomplissent des réformes même partielles. Peut-être l'éloquence idéologique, les illusions utopiques sont-elles, précisément en notre société technique, une contrepartie indispensable de la rationalisation, un antidote à l'objectivité desséchante des experts. Mieux vaut pourtant ne pas dénoncer le pragmatisme des «ingénieurs sociaux», tout en proclamant la «nécessité pratique» d'une «interprétation globale du monde»; je ne connais pas de pragmatisme plus méprisable que celui des privilégiés qui veulent répandre une foi qu'ils ne partagent pas: bourgeois qui souhaitent une religion pour le peuple, intellectuels qui craignent de désespérer Billancourt en révélant la vérité sur l'Union soviétique, Occidentaux qui prêchent les «interprétations globales» aux pays sous-développés, c'est-à-dire à ceux qu'un retard technico-scientifique condamne au provincialisme.

Cela dit, je laisse volontiers à d'autres la tâche, peut-être nécessaire, de passionner les débats sociaux même ceux qui relèvent surtout de l'étude scientifique; je consens que l'on mette l'accent désormais moins sur la dimension technique que sur la dimension morale ou politique des controverses. J'y consens même d'autant plus volontiers que la réaction contre les formes extrêmes du pragmatisme aboutit à une découverte méritoire mais banale: le lien entre une vision et une volonté, entre les faits et les valeurs, est typique de toute pensée politique engagée dans la lutte, peut-être de toute pensée politique, même au niveau philosophique.

La critique des synthèses idéologiques nous laisse-t-elle désarmés, sans espoir et sans boussole, dans une histoire dénuée de signification? Équivaut-elle à une démission de la philosophie politique? Je voudrais montrer qu'il n'en est rien.

Le scepticisme idéologique, qui n'est ni scepticisme moral ni scepticisme philosophique, comporte, il est vrai, un élément emprunté à ce que l'on appelle, surtout dans les pays anglo-saxons, conservatisme. Aussi les critiques se plaisent-ils à ramener la révolte contre l'idéologie à une version nouvelle de conservatisme. Mais ce que les anti-idéologues empruntent au conservatisme⁽⁹⁾ appartient aussi à la sagesse des nations: les sociétés sont complexes, les hommes ne sont pas des êtres de pure raison, les principes (égalité, liberté) ou bien sont définis en termes abstraits et prêtent à controverses dès que l'on

prétend les traduire en institutions, ou bien sont définis avec précision et n'ont qu'une portée historique. L'avenir ne nous est pas connu et, si nous sommes en droit d'imaginer soit la société de nos rêves soit celle de nos angoisses, comment ignorer que «les hommes font leur histoire mais ne savent pas l'histoire qu'ils font»?

Sommes-nous pour autant condamnés à ce que la mode actuelle appelle «aliénation»? L'intellectuel sans système total d'interprétation du monde historique est-il résigné à l'aliénation, prisonnier lui aussi d'une idée, mais d'une idée qui le voue à l'inaction?

Le mot «aliénation» a traversé l'Atlantique, et les Américains en mal d'idéologie se jettent avidement sur les scories de la tradition hégéliano-marxiste. Il finit par prendre une signification si vaste et si vague que n'importe quelle insatisfaction, n'importe quel écart entre les aspirations de l'individu et les conditions de vie que le milieu lui impose, passent pour aliénation. Il va de soi que nous sommes tous «aliénés», non pas que nous soyons dépouillés de notre essence ou de notre humanité, mais intégrés à des organisations complexes, vivant dans un ordre social qui est le nôtre et qui pourtant résiste à nos désirs, nous avons d'innombrables occasions de ne pas nous reconnaître dans notre condition, dans l'existence dont nous ne savons plus nous-mêmes si elle est destin ou volonté. Que nous soyons en plus intellectuels, et nous ressentirons la fragmentation de la culture, l'ésotérisme des sciences et de l'art comme une nouvelle forme d'«aliénation». Nous sommes confinés en un secteur étroit d'un univers dont l'ensemble n'est plus saisi en son intégrité par personne. Mais par quel miracle une «idéologie» unirait-elle en un tout les fragments d'un savoir que le travail de milliers ou de millions de chercheurs étend tous les jours? La synthèse par le marxisme-léninisme est une dérision. Quant aux «immortels principes», ils peuvent servir de guide à l'action, non pas recréer le paradis de l'unité perdue.

J'ai distingué, plus haut, quatre plans sur lesquels se déroule désormais le débat entre Soviétiques et Occidentaux: mérites respectifs des économies de marché et de la planification centralisée, conséquences politiques, sociales et humaines de l'un et l'autre régime, opposition de deux schèmes du devenir historique, recherche de la finalité des sociétés industrielles. Aussi longtemps que se heurtaient affirmation et négation, également dogmatiques, d'idéologies globales, la distinction de ces divers plans était impossible et le dialogue également.

Sur le plan que j'ai mentionné en deuxième lieu, celui des conséquences politico-sociales du régime économique adopté, les oppositions ont un caractère essentiellement philosophique. En effet, deux débats touchent à l'essence même de la bonne société: l'un relatif à l'antinomie entre le pluralisme des partis et des philosophies, et le monopole d'un parti et d'une orthodoxie; l'autre relatif à l'individualisme de la consommation et de l'existence, tel que le conçoit l'Occident, et la prédominance de la communauté que semble proclamer la doctrine soviétique de l'autre. L'un et l'autre régimes se réclament de la démocratie; le pouvoir émane du prolétariat; l'homme de la rue, le *common man*, le travailleur, sont les souverains théoriques, c'est à eux que s'adressent les gouvernants, c'est de leur sort que ces derniers prétendent se soucier par-dessus tout. Mais le mode de sélection de la classe politique, le mode de fonctionnement du régime sont et risquent de demeurer profondément autres. Ils ne sauraient être jugés par référence à la seule efficacité (elle-même mesurée par la croissance de la production ou de la productivité). Le régime politique de l'Union soviétique, celui du parti monopolistique, se rattache à une philosophie autoritaire du pouvoir, à une philosophie communiste de l'existence humaine. L'utopie de l'anarchie finale survit peut-être dans quelques esprits. Elle n'est même plus un mythe animateur, elle est camouflage du réel ou alibi.

Ainsi nous retrouvons un des thèmes traditionnels de la philosophie politique: le rapport de l'individu et de la collectivité, le rapport de la société et de l'État. Dire qu'une économie de marché accroît le sentiment de solitude et que la planification est seule capable de rendre aux individus la conscience de participation est une présentation grossière d'un problème authentique. Quel régime favorise l'intégration sociale? Et quelle intégration sociale nous paraît souhaitable? Le travailleur peut-il, doit-il s'accomplir essentiellement dans l'exercice de son métier? Peut-il, veut-il être membre de la communauté que représente l'entreprise? Ou bien le progrès technique et économique a-t-il pour fonction de libérer les hommes de la nécessité à laquelle le travail est, par essence, soumis?

La dissociation des synthèses idéologiques ne débouche pas sur un pragmatisme plat, elle ne dévalorise pas les conflits d'idées. Tout au contraire, d'une part elle renvoie à la discussion raisonnable les questions qui, en effet, doivent être réglées pragmatiquement, d'autre part elle découvre la permanence des aspirations aux prises dans le cœur des hommes et le tumulte de l'histoire. Nous ne savons plus si l'histoire obéit à des lois et si l'avenir est déjà écrit, mais nous nous demandons quelle société devrait sortir du développement scientifique

et industriel pour que l'humanité accomplisse sa vocation. Grâce à la mort des idéologies qui justifiaient une volonté par un avenir prétendument inévitable, l'interrogation philosophique sur le sens de notre civilisation et de notre existence renaît.

Pourquoi le refus des idéologies totales est-il souvent confondu avec le rejet de toute philosophie politique? La raison est simple: ce refus lui-même est l'expression d'une certaine philosophie, et les représentants d'autres écoles ne reconnaissent pas en cette dernière ce qu'eux-mêmes conçoivent sous le nom de philosophie.

Nous pensons et agissons dans l'histoire, c'est-à-dire dans des conjonctures singulières, en fonction de valeurs changeantes en leurs expressions concrètes, même si, à un certain degré de formalisation, celles-ci peuvent être baptisées éternelles ou universelles. Ce qu'une société revendique sous le nom de liberté, la sorte d'égalité qui passe pour indispensable à l'humanisation des rapports entre les personnes, en d'autres termes le contenu de ces concepts, est historique. Peut-être ces contenus se prêtent-ils à une mise en ordre, mais celle-ci ne sera pas nécessairement une évolution, comme si, d'époque en époque, ces concepts s'enrichissaient sans rien perdre de leurs richesses antérieures, comme si la série des sociétés devait aboutir à une réconciliation finale. Il n'y a pas de choix qui n'implique sacrifices, il n'y a pas de régime qui ne comporte certains traits que l'on souhaiterait effacer. Même si un régime réalisait pleinement son idée, il exclurait encore des œuvres que l'on aimerait conserver. Sans invoquer les contradictions entre les valeurs spécifiques de chaque univers (une chose peut être belle parce qu'elle est immorale), à savoir l'argument wébérien du conflit entre les dieux, un régime politique ou économique ou social – comme une langue – combine certains possibles et en exclut d'autres. Celui qui croit embrasser l'histoire totale ignore ces contradictions qui définissent la condition historique de l'homme. Qu'il prétende obéir aux lois objectives de l'histoire ou qu'il fasse confiance à la capacité prométhéenne de la science et de la raison, il méconnaît les limites du savoir et du pouvoir accordés aux hommes, individuellement ou collectivement, il refuse ce que d'aucuns appellent le caractère tragique de notre destin collectif. Une société entièrement rationalisée serait la manipulation des masses par un petit nombre d'hommes sans illusion. Le jour où les liens tissés par la tradition ou la foi achèveraient de se dissoudre ne marquerait pas le triomphe de la raison, mais de la technique.

Peut-être une brève confrontation avec quelques idées d'Herbert Marcuse

rendra-t-elle plus claire ma propre pensée, celle d'une philosophie qui se veut critique dans l'histoire sans que cette critique soit totale et suggère une réalité radicalement autre que celle dans laquelle nous vivons.

Herbert Marcuse reconnaît – mieux, il proclame – que la raison tend à ne plus exercer sa fonction de négation totale. Il admet que cet affaiblissement de la critique radicale est l'expression même de la réalité actuelle. «Dans ces conditions, le déclin de la liberté et de l'opposition n'est pas le fait d'une dégradation ou corruption morale ou intellectuelle. C'est plutôt un procès social objectif dans la mesure où la production et la distribution d'une quantité croissante de biens et de services font de la soumission (*compliance*) l'attitude technologique rationnelle(10).» La critique radicale, la raison négative n'ont plus d'incarnation historique puisque le prolétariat, dans les pays industriellement avancés, a cessé d'être révolutionnaire, Et pourtant, la réalité n'est pas devenue rationnelle, l'extrême irrationalité a pris l'apparence de la rationalité technique (ou encore, si l'on préfère, la rationalité technique, abandonnée à elle-même, a débouché sur l'irrationalité). L'aliénation semble avoir disparu puisque les individus s'identifient à leur existence telle qu'elle se déroule objectivement. Mais cette identification, réelle et non illusoire, n'en est pas moins une étape ultérieure de l'aliénation. L'homme a perdu conscience de sa propre aliénation et se laisse absorber dans son existence aliénée.

Peut-être les lignes suivantes, à la fin du livre, sont-elles l'expression la plus nette du diagnostic historique de M. Marcuse (pp.254-255): «La théorie critique de la société a été, à l'époque de ses origines, confrontée à des forces réelles (objectives et subjectives) dont le mouvement, à l'intérieur de la société établie, pouvait être orienté vers des institutions plus rationnelles et plus libres en détruisant les institutions existantes qui étaient devenues des obstacles au progrès. Tels étaient les fondements empiriques sur lesquels la théorie était élaborée, et de ces fondements empiriques dérivait l'idée de la libération de possibilités *inhérentes* du développement, autrement bloqué et faussé, de la productivité, des facultés et besoins matériels et intellectuels.» En l'absence de telles forces, la critique de la société serait encore valable et rationnelle, mais elle serait incapable de traduire sa rationalité en termes de pratique historique. La conclusion? «Libération de possibilités inhérentes: la formule n'exprime plus adéquatement l'alternative historique.» L'arme de la critique et la critique des armes, le refus philosophique de la réalité et la volonté révolutionnaire du prolétariat, la tête et le cœur de la révolution ne sont plus liés. Ainsi, d'un côté la société semble rationnelle parce qu'elle est acceptée, et le refus semble vide

puisque'il est incapable de définir son propre contenu. Et pourtant, les deux sociétés, occidentale aussi bien que soviétique, sont irrationnelles jusqu'en leur profondeur.

En quoi consiste cette irrationalité, et comment est-elle démontrée en l'absence d'une opposition historique? Sans prétendre résumer en quelques pages un acte d'accusation complexe et souvent obscur, il est possible de résumer quelques-uns des attendus. Soviétisme et capitalisme ne sont pas mieux traités l'un que l'autre, celui-là ouvrant peut-être une meilleure perspective sur l'avenir (pp.44-45), celui-ci offrant provisoirement de meilleures garanties(11). Les deux régimes sont irrationnels. L'irrationalité interne de chacun est aggravée par le conflit dans lequel il est engagé avec l'autre.

La préparation d'une guerre nucléaire, dans laquelle périraient des centaines de millions d'hommes, le calcul des victimes éventuelles d'une telle guerre illustrent la combinaison de technique et de démesure qui caractérise notre époque. Des dizaines de milliards de dollars sont consacrés chaque année à la préparation d'un conflit armé, alors que les deux tiers de l'humanité vivent dans la misère et que, dans les pays les plus avancés, subsistent, pour beaucoup sinon pour le plus grand nombre, la peine du travail et la pauvreté.

Irrationnelles parce qu'elles utilisent leur capacité de production à préparer les plus monstrueuses destructions de l'histoire, les sociétés industrielles d'aujourd'hui sont irrationnelles encore parce qu'elles créent des faux besoins (du moins à l'Ouest), ne satisfont pas, comme elles en auraient les moyens, les vrais besoins de tous, restreignent le temps libre dont chacun pourrait jouir, enfin et surtout manipulent les intelligences au point de leur interdire de comprendre et de réaliser ce qui serait une authentique autodétermination.

Pour une bonne part, ce réquisitoire, mis à part le vocabulaire, n'est pas original. Ce n'est pas un hasard si, dans sa préface, H. Marcuse cite les livres d'ordinaire considérés comme des livres de vulgarisation, dans lesquels sont dénoncées les irrationalités de la civilisation américaine: ceux de Vance Packard (*The Hidden Persuaders*, *The Status Seekers*, *The Waste Makers*), de William H. Whyte (*The Organization Man*), de Fred J. Cooks (*The Warfare State*). Ces livres(12), en effet, présentent l'image d'une société dans laquelle les masses sont manipulées par les moyens de communication, eux-mêmes soumis aux ordres des grands intérêts privés. Parce qu'elles sont manipulées, les masses désirent les biens qui leur sont offerts, votent pour les politiques ou les représentants qui leur sont imposés, aiment et détestent ce que la publicité et la

propagande leur apprennent à aimer ou à détester, et finissent par ne plus savoir ce que serait la liberté. «La productivité croissante du travail crée toujours davantage de production supplémentaire; celle-ci, que quelques-uns se l'approprient et la distribuent ou qu'un organe central remplisse cette fonction, permet une consommation accrue, en dépit du détournement accru de la productivité. Aussi longtemps que cette constellation dure, elle réduit la valeur d'usage de la liberté; il n'y a pas de raison d'insister sur l'autodétermination si la vie soumise à une administration d'en haut est la vie confortable ou même la vie bonne (p.49).»

Cette critique radicale est en fait multiple et hétérogène. Elle combine *une critique de l'organisation économique-sociale* (les travailleurs ne décident pas eux-mêmes de leur sort mais sont dominés soit par les corporations soit par le parti unique de l'État totalitaire), *une critique de la société de masses* manipulées par les techniques de communication, *une critique du gaspillage des ressources* fournies par le progrès de la productivité en vue de satisfaire des faux besoins, *une critique de la violence* qui continue à marquer la lutte pour l'existence des deux côtés du rideau de fer, *une critique enfin de la rivalité entre les régimes ennemis*, rivalité qui ou bien provoquera quelque jour la catastrophe thermonucléaire ou bien se prolongera à seule fin de justifier la mobilisation permanente des peuples et le maintien des pouvoirs auxquels ils sont soumis.

Ce que Herbert Marcuse appelle le *Grand Refus* se décompose donc, à mes yeux, en une série de critiques dont chacune peut être soumise à discussion. Il n'est pas sans ironie qu'une théorie critique de la société qui manifestement se réclame de Marx ait pour suprême objet *la pacification des relations humaines* et avoue sa propre impuissance: «La théorie critique de la société ne possède pas de concepts susceptibles de contribuer à franchir la distance qui sépare le présent de l'avenir; comme elle ne promet rien et comme elle ne fait état d'aucun succès, elle demeure négative. Ainsi, elle veut rester fidèle à ceux qui, sans espoir, ont donné et donnent leur vie au Grand Refus (p.257).» Je ne suis pas sûr qu'entre ce *Grand Refus* sans espoir et sans incarnation et la grande résignation, il y ait une telle différence.

L'histoire, telle qu'elle s'est déroulée effectivement, non telle que les marxistes ou les idéalistes l'avaient rêvée, a guéri une partie des maux que dénonçaient les contemporains de la révolution industrielle au siècle dernier. Elle a aussi déçu certaines des espérances qu'ils nourrissaient. Que le régime comporte propriété privée ou propriété publique des instruments de production,

la production et la productivité augmentent et, en même temps, le niveau de vie des masses s'élève. En ce sens, la réalité a dépassé la fiction. Ceux qui, il y a cinquante ans, dénonçaient le capitalisme comme ceux qui le défendaient seraient également surpris des résultats matériels qu'il a obtenus. Ces résultats sont peut-être inférieurs à ceux que la technique rend possibles, mais jamais aucune société n'a pleinement accompli ses propres possibilités. Même le théoricien du *Grand Refus* ne doute guère que les sociétés industrielles ne soient capables d'éliminer progressivement les îlots de pauvreté et de malheurs immérités qui subsistent au milieu d'une relative opulence.

Le développement de la production n'a pas pour autant supprimé l'exploitation de l'homme par l'homme ou, si l'on écarte le terme équivoque d'exploitation, la domination de l'homme par l'homme. Une société rationalisée est une société hiérarchisée dans laquelle le plus grand nombre subit son sort. Si l'on part de l'utopie que les hommes devraient, chacun pour soi et ensemble, choisir leur destin, la société moderne paraît de plus en plus oppressive, autoritaire, totalitaire, au fur et à mesure qu'elle s'industrialise. À l'intérieur de l'entreprise, la discipline ne peut se relâcher, le travailleur remplit une fonction sans le plus souvent connaître ou comprendre l'ensemble auquel il appartient, mais il ne peut pas en être autrement aussi longtemps qu'il importe de produire le plus possible, le mieux possible. Le *Grand Refus* ne veut pas être le refus de la productivité puisqu'il vise à libérer l'homme de l'esclavage du travail. S'il est sans prise sur l'histoire, c'est qu'il invoque une notion, celle d'autodétermination, qui est riche en équivoque à force d'abstraction.

La liberté dans le travail sera toujours limitée par la nécessité, les exigences de l'efficacité, l'inévitable autorité des experts ou directeurs. La liberté d'auto-accomplissement dans le temps libre dépend de ce que les individus portent en eux. Ils seront soumis aux manipulations des industries de loisirs ou ils échapperont à la persuasion collective, selon qu'ils seront intérieurement riches ou pauvres, armés par l'instruction reçue ou désarmés faute d'avoir acquis dans leur jeunesse la formation nécessaire à la liberté individuelle. Qu'il s'agisse de travail ou de temps libre, l'autodétermination n'est qu'un idéal (au sens péjoratif que Marx aurait donné à ce terme), puisque celui-là même qui l'invoque est incapable d'indiquer les institutions qui la traduiraient en actes. De multiples manières, par des mesures partielles, réforme de l'entreprise ou élargissement du système d'enseignement, nous pouvons humaniser le pouvoir des gestionnaires du travail collectif, donner aux individus une meilleure chance de choisir leur carrière. Nous ne pouvons pas faire qu'une société industrielle, c'est-à-dire

administrée rationnellement, réponde aux vœux de l'individualisme anarchique. Pour que l'administration des choses cesse d'être le gouvernement des personnes – ce qui semble être une des utopies d'Herbert Marcuse(13) – il faudrait que l'existence vraie des personnes fût oisive et solitaire. Je ne dis pas que le choix se réduise à l'alternative des corporations américaines et du parti unique. De multiples formules intermédiaires sont concevables et même à demi réelles: elles n'échapperont pas à la condamnation que prononce «la théorie critique de la société».

Si l'on substituait à la notion d'irrationnel la notion de déraisonnable, je souscrirais volontiers à certains jugements que porte H. Marcuse sur notre époque, encore que ces jugements semblent portés du point de vue de Sirius. Il y a une part de vérité (difficile à mesurer) dans la dénonciation (banale) des besoins artificiels, des abus de la publicité; il n'est pas faux que les moyens de communication contribuent à éveiller les désirs, faute desquels la machine de production serait menacée de paralysie. On imagine une société industrielle qui s'efforcerait de satisfaire les besoins vitaux de tous avant de satisfaire les besoins artificiels de quelques-uns. Mais aucune société historiquement conçue n'a évité l'injustice, le luxe des privilégiés et la pauvreté de la plupart. Ce qui est nouveau, c'est que désormais le luxe de ceux-là n'empêche pas l'amélioration du sort de ceux-ci(14). On peut souhaiter davantage et, par des réformes progressives, obtenir davantage, mais, pour l'instant, aucun régime économique ou politique n'est parvenu à une maîtrise des mécanismes sociaux suffisante pour que la distribution des ressources entre les divers membres de la collectivité soit conforme aux priorités qui sembleraient raisonnables.

De même, il est facile de concevoir une société qui ne se laisserait pas entraîner par le dynamisme de la science, de la production et de la productivité. La rivalité des taux de croissance, la course aux armements ou l'ambition d'envoyer des cosmonautes dans la lune ont un caractère excessif, forcené et, si l'on veut, déraisonnable. La vie des hommes pourrait être moins amère si les États s'accordaient pour limiter la population, contrôler les armements, mieux répartir les richesses. Henri Bergson, lui aussi, pensait que la pacification était incompatible avec la fureur de consommer et de jouir. Il est même loisible de prétendre que la simple quantité des biens, des services, du travail, des divertissements refoule la liberté dans les pays sur-développés et qu'une transformation qualitative suppose «une réduction du développement excessif» (p.242).

Mais le type industriel de société n'en est encore qu'à sa phase initiale. Pas plus qu'il n'a éliminé injustices et inégalités, il n'a mis fin à la division de l'humanité en États souverains. Tant que cette division subsistera, la course à la science et à la puissance continuera elle aussi. Le refus global de ce monde déchiré est stérile et il dégénère en une sorte d'obscurantisme. Il est facile de commenter ironiquement les travaux de la *Rand Corporation* et l'application de la théorie des jeux aux incertitudes de la diplomatie, mais il dépend des hommes d'État que la menace de recours aux armes atomiques ne soit jamais mise à exécution. Il ne dépend pas d'eux que, dans le monde tel qu'il est, cette menace soit éliminée miraculeusement des relations internationales. Pourquoi la réflexion sur la puissance des armes et les subtilités de la dissuasion n'éclairerait-elle pas les gouvernants et ne les aiderait-elle pas à découvrir le moyen de réduire au minimum les dangers auxquels, par ses conquêtes mêmes, l'humanité s'est exposée?

La théorie critique de la société souffre d'une contradiction interne. Elle déplore l'absence d'une négation radicale et simultanément elle se donne pour suprême idéal la pacification des relations humaines. Le *Grand Refus* n'a jamais passé pour un appel à la paix. Si, dans les circonstances actuelles, le *Grand Refus* n'a pas de caractère belliqueux, c'est qu'en fait il se situe non dans l'histoire mais hors de l'histoire.

La critique radicale ne vise plus ni à penser le monde ni à le changer: elle se borne à le dénoncer. Indirectement, H. Marcuse confirme que la pensée politique ne peut être aujourd'hui que réformiste si elle veut être actuelle.

Ce qui paralyse la pensée utopique, ce qui étouffe les rêves millénaristes, en Occident, ce n'est pas tant l'ignorance de l'avenir que la connaissance du présent. Marx, écrivant au cours d'une phase initiale de l'industrialisation, pouvait à la fois critiquer impitoyablement un régime cruel pour le grand nombre et confier au développement des forces productives, à la propriété publique des instruments de production et à la révolution prolétarienne le soin de réconcilier l'homme avec son destin (ou, si l'on préfère, de surmonter les «aliénations»). Le développement des forces productives a dépassé les espoirs marxistes, il n'a pas, même dans les pays les plus avancés sur la voie de la modernisation, mis fin à la dialectique des hommes et de leurs œuvres – dialectique qui est constitutive de l'histoire elle-même. L'anti-idéologie, telle que je la concevais il y a dix ans, telle que je la conçois encore aujourd'hui, c'est l'acceptation de cette dialectique, non pas la résignation aux formes actuelles de «l'aliénation», mais la résignation

à ne pas apercevoir la fin des aliénations.

Nous avons la chance, que n'avaient pas les générations précédentes, de n'être pas pour autant acculés au choix entre conservatisme et fanatisme, l'un replié sur l'acquis, l'autre aveugle et, de ce fait, tour à tour humanitaire et sanglant. Les objectifs que libéraux et socialistes des siècles précédents rêvaient d'atteindre, nous savons que la modernité le progrès scientifique et technique, l'organisation rationnelle du travail permettent de les atteindre. Nous savons dans l'abstrait comment les atteindre. Les pays développés d'Occident ont ou auront les ressources nécessaires pour assurer à tous un niveau de vie décent et ils ne seront pas contraints de sacrifier les libertés personnelles à seule fin de répandre le bien-être.

Il est entendu que cette opulence déçoit. En laissant même de côté les deux tiers de l'humanité pour lesquels cette opulence paraît encore hors d'atteinte, en ignorant les zones d'ombre des nations les plus fortunées, la société rationalisée demeure hiérarchique, elle est déchirée par les passions tantôt nationales, tantôt raciales. Quand ces passions s'apaisent, elle risque de s'assoupir en un confort bourgeois. Les intellectuels portés à la critique, c'est-à-dire presque tous les intellectuels, dénonceront tour à tour la menace d'une guerre atomique et la passivité du téléspectateur manipulé par les industries du loisir ou l'État totalitaire. Ils se refuseront à reconnaître le socialisme de leur jeunesse soit dans le stalinisme monstrueux, soit dans le despotisme plus normal de ses successeurs, soit dans les États-Unis livrés aux grandes corporations et à la culture de masse. Ils ont raison de ne pas être satisfaits d'une réalité imparfaite et de critiquer l'injustice de certaines institutions et la médiocrité de la plupart des existences. Mais, qu'ils le veuillent ou non, ils sont incapables d'opposer à la société existante l'image d'une société radicalement autre. Le progrès scientifique, le renouvellement de la technique, l'augmentation de la productivité appartiennent à l'essence de la société de type industriel entraînée dans un devenir dont l'aboutissement nous échappe. Mais le philosophe n'est pas un prophète. La prospective ou la prévision sont aujourd'hui à la mode; elles répondent aux besoins d'une civilisation en mouvement. Le progrès scientifique et technique est en ce siècle notre destin, nous cherchons à deviner ce qu'il fera de nous et nous avons tendance parfois à ne pas nous demander ce que nous voulons faire de lui. Il n'est pas moins important de nous interroger sur nous-mêmes que d'interroger l'avenir.

Là est probablement le nœud du débat. Il est loisible de concevoir de deux

manières la renaissance du débat idéologique. Les idéologies d'hier sacralisaient des méthodes ou des institutions que nous sommes enclins aujourd'hui à juger surtout d'après leur efficacité. Il n'est pas impossible de ranimer de telles idéologies en les projetant sur les pays qui en sont à un stade homologue de celui où se trouvait l'Occident à l'époque de la formation ou du succès de ces idéologies. Je doute que ces tentatives soient fécondes.

Aucune société du passé n'a jamais eu d'elle-même une connaissance quantitative comparable à celle que possèdent les sociétés actuelles. Les statistiques nous apprennent le volume actuel d'une population, le volume probable de cette même population à dix ans ou vingt ans d'échéance, le produit national par tête aux diverses dates selon le taux de croissance du produit national. Quelle influence le discours cohérent du philosophe peut-il exercer dans un pays où la comparaison des taux de croissance démographique et économique permet de prévoir la persistance de la pauvreté séculaire? À une époque où un niveau de vie décent pour tous passe pour condition indispensable de la bonne société, c'est par rapport aux exigences premières du développement que l'on appréciera les mérites des institutions et des régimes. Le jugement sera inévitablement plus pragmatique que moral ou philosophique.

Allons plus loin. Pour qui réfléchit à l'avenir de l'humanité, d'ici la fin du siècle, deux faits dominant tous les autres: la *bombe* et le *nombre*. Non que la terre ne puisse nourrir six ou sept milliards d'hommes au début du siècle prochain, sans même que s'accélère l'allure à laquelle augmente la nourriture disponible. Non qu'une guerre thermonucléaire doive nécessairement mettre fin à l'aventure humaine. Non qu'une humanité trop nombreuse soit condamnée à s'entre-détruire. Mais les désastres, matériels et moraux, soit d'une guerre thermonucléaire, soit d'une prolifération trop rapide de l'espèce, sont tels que l'esprit risque d'en être comme obsédé. Il n'y a plus de commune mesure entre les conséquences d'une guerre thermonucléaire ou d'un triplement de la population mondiale et la portée des querelles entre partis politiques. Il est une manière pourtant de rendre vie aux idées en Occident et peut-être même d'aider ainsi indirectement les pays sous-développés: c'est de chercher le sens de l'histoire que nous sommes en train de vivre. La croissance économique est pour certains pays, à notre époque, un impératif catégorique parce qu'elle est la condition de la survie. Elle est, pour tous les pays, même développés, un moyen nécessaire en vue de n'importe quel but. Elle n'est pas un but dernier. Or, il semble parfois que nos sociétés occidentales ne sachent plus elles-mêmes à quoi elles destinent leurs richesses ou leur puissance.

La confrontation entre le communisme et l'Occident, qui incite certains esprits légers à prophétiser le rapprochement et la réconciliation des régimes en un socialisme démocratique, nous enseigne, au contraire, qu'un même volume de ressources peut être autrement réparti, consacré à la puissance ou au bien-être, plus encore que l'organisation peut avoir pour objectif l'absorption de l'individu dans une société tout entière étatisée ou, au contraire, l'élargissement de la marge d'initiative laissée à chaque personne. À n'importe quelle phase du développement, l'alternative collectivisme-individualisme garde sa signification parce que l'industrialisation peut être orientée soit vers l'un soit vers l'autre. De même, dans l'ordre politique, les libertés ne seront jamais garanties par la prospérité: le parti unique, la manipulation des masses sont et seront des menaces ou des tentations.

Le discours philosophique, à la différence des mythologies historiques, n'enseigne pas le secret du salut collectif, le moyen d'éliminer miraculeusement ce que la critique juge irrationnel: passions raciales, préjugés nationaux, médiocrité petite-bourgeoise, vulgarité de la culture de masse, course aux armements, dangers atomiques. Il ne donne pas davantage une leçon décourageante, car si les hommes n'ont jamais eu tous ensemble la satisfaction de s'accomplir dans leur œuvre commune, si rien ne garantit que cet accomplissement total et unanime soit possible, l'humanité possède désormais une capacité *matérielle*, hier encore inconcevable, de forger son destin. Mais cette capacité n'est pas moindre pour le mal que pour le bien.

La tâche du philosophe qui veut être un professeur de sagesse est aujourd'hui plus exaltante que jamais. Mais serait-il bon de dire aux hommes qu'ils sont déjà sages ou que l'histoire prendra en charge, à leur place, les obligations de la sagesse?

(*) Les deux premières parties de cette étude ont paru dans nos précédents numéros.

(1) Personnellement j'avais écrit «Fin de l'âge idéologique?», et ajouté: «Nous n'avons pas la naïveté d'attendre une paix prochaine: les conquérants déçus ou liquidés, les bureaucrates continuent de régner. Peut-être les Occidentaux rêvent-ils de tolérance politique, comme ils se lassèrent, il y a trois siècles, de vaines tueries au nom du même dieu, pour le choix de la véritable Église. Mais ils ont communiqué aux autres peuples la foi en un avenir radieux. Nulle part, en Asie ou en Afrique, l'État-providence n'a répandu assez de bienfaits pour étouffer les élans de la déraisonnable espérance.» Mon ami E. Shils reprit la formule «Fin des idéologies» comme titre d'un article rendant compte d'un congrès organisé à Milan en 1955 par le Congrès pour la Liberté de la Culture. Daniel Bell donna à un recueil d'articles ce même titre. Récemment, Seymour Martin Lipset a publié une biographie des livres et articles traitant du sujet (Daedalus, 1964).

(2) J'ai consacré pendant la guerre, en 1944, une étude aux *religions séculières*, dont le national-socialisme était à l'époque l'exemple le plus éclatant et le plus monstrueux.

(3) Dans les pays développés.

(4) Encore une fois, dans les sociétés développées de l'Occident.

(5) Faute de distinction entre le dialogue européen (philosophie de l'histoire ou volonté morale) et le dialogue américain (principes ou pragmatisme), l'étude de H.D. Aiken est riche d'innombrables confusions.

(6) Marxistes-léninistes exclus.

(7) Je n'arrive pas à donner un sens précis à des expressions telles que *basic political control* ou *social direction*.

(8) Dans sa réponse à la réponse de Daniel Bell (*Commentary*, octobre 1964), H. D. Aiken donne comme exemple des réformes qu'il souhaite, le désarmement nucléaire et la reconnaissance de la Chine communiste. Je ne vois pas que les anti-idéologues doivent être, en tant que tels, favorables ou hostiles à ces deux propositions, la première provisoirement irréalisable, la seconde qui sera probablement réalisée d'ici peu. À l'intérieur, il réclame des mesures radicales en faveur de la minorité noire, et il continue: «Il y a l'immense problème esthétique, et même religieux: celui de sauver les États-Unis et le monde d'une défiguration totale, permanente. La campagne est en ruine. L'air pue.» Les mesures en faveur de la minorité noire apparaissent dans tous les programmes du *liberal Establishment*. Pour sauver la nature et les paysages, l'ingénieur me paraît plus utile que l'idéologue.

(9) Est-il besoin de dire que le terme ne me paraît pas péjoratif?

(10) *One Dimensional Man*, p. 48.

(11) «Cependant, pour l'administré, une administration pluraliste est de loin préférable à une administration totalitaire. Telle institution le protège contre telle autre; telle organisation atténue les coups portés par telle autre; on peut compter sur des possibilités d'évasion et de réparation. L'autorité de la loi, aussi limitée soit-elle, apporte infiniment plus de sécurité qu'une autorité qui se situerait au-dessus ou en dehors de la loi.»

(12) Certains ont été traduits en français. Vance Packard: *La Persuasion clandestine*, *Les Obsédés du standing*, Éditions Calmann-Lévy; William H. Whyte: *L'Homme de l'organisation*, Éditions Plon; Fred J. Cooks: *Les Vautours de la guerre froide*, Dossiers des «Lettres nouvelles», Éditions Julliard.

(13) Une autre utopie semble celle de l'autogestion du travail par les travailleurs.

(14) Encore une fois, dans les sociétés développées.

20 ans après la fin de la deuxième guerre, la fin de l'après-guerre, le début d'une nouvelle ère historique

Entreprise
12 juin 1965

Raymond Aron: «La défaite politique des Russes en Europe est certaine». Au cours d'un entretien, Raymond Aron a examiné pour les lecteurs d'Entreprise l'évolution de la situation mondiale vingt ans après la fin de la deuxième guerre mondiale. Un bilan lucide et prospectif que vous devez lire. (page 19)

Les chefs d'entreprise ont besoin, quelles que soient leurs préoccupations quotidiennes, de connaître les «grands courants» internationaux.

Raymond Aron est un de ceux qui, non seulement en France mais encore dans le monde, les suit avec le plus de lucidité.

Au cours d'un entretien avec Michel Drancourt, il a cherché à répondre à la question suivante:

La période qui s'est écoulée depuis la capitulation inconditionnelle du IIIe Reich représente-t-elle une période historique et sommes-nous à l'aube d'une autre période historique? Nous avons regroupé sous quatre thèmes principaux les observations de Raymond Aron.

«Il n'y a aucune raison que le vingtième anniversaire de la fin de la guerre marque la première année d'une nouvelle période historique. Cependant, en prenant un peu de recul, on est amené à se demander si le système international n'est pas en voie de transformation fondamentale.

La fin du monde bipolaire?

Le système international n'a jamais été bipolaire que dans une zone limitée; disons, en gros, dans l'hémisphère nord (de Vladivostok à San Francisco en passant par Moscou, Paris, New York). Le reste, ce qu'on appelle le Tiers Monde, n'a jamais été ni d'un côté, ni de l'autre et il n'a jamais été uni, sinon dans la protestation contre tel ou tel pays.

Revenons aux deux blocs: je voudrais insister sur deux transformations: celles qui affectent le monde soviétique, celles qui intéressent l'Europe.

1. Le monde soviétique comporte aujourd'hui deux centres: le conflit sino-

russe représente la désagrégation d'un bloc qui se voulait idéologique, qui avait une doctrine selon laquelle des conflits internes étaient exclus. Entre pays socialistes, d'après la doctrine, il ne pouvait pas y avoir de conflits réels. Le conflit sino-russe n'est donc pas seulement un conflit diplomatique de type classique; c'est la mise en question d'une doctrine commune par des partenaires qui sont maintenant des adversaires.

À la faveur de ce conflit sino-russe, et pour d'autres raisons aussi, les états de l'Est européen sont devenus plus autonomes, et cela vaut aussi la peine d'être souligné. La supériorité de l'Union soviétique, du fait de sa puissance militaire, sur les états de l'Europe orientale est restée tout aussi grande qu'elle était il y a dix ou vingt ans, son empire sur eux se réduit. Pour régner, il faut soit la résolution d'employer la force, soit l'habileté de convaincre. Or le fait est que les Russes ne semblent plus avoir la résolution d'employer la force, sinon dans les circonstances extrêmes. Si évidemment tel ou tel pays d'Europe orientale voulait changer de camp, les Russes ne le toléreraient pas, mais pour les questions «quotidiennes», ils n'imposent plus leur volonté. Cela ne veut pas dire qu'ils soient plus capables aujourd'hui qu'il y a vingt ans de persuader; ils le sont même moins du fait que leur système économique se révèle de plus en plus difficile à maintenir au fur et à mesure que l'Union soviétique progresse.

En Occident nous connaissons des phénomènes qui ne sont pas comparables mais qui traduisent aussi quelques changements, par exemple la politique extérieure de la France et la volonté systématique du gouvernement français de se différencier du monde occidental, et en particulier des États-Unis.

2. Personne ne croit plus guère que l'Union soviétique envisage une marche militaire jusqu'à l'Atlantique.

Il y a à cela plusieurs raisons, outre la division du «camp socialiste». L'Union soviétique n'est pas d'humeur agressive, les ressources militaires du bloc occidental sont considérables, tout le monde, y compris les Russes, est terrifié par les armes thermo-nucléaires, enfin la supériorité en armes classiques de l'Union soviétique est pour le moins douteuse.

Il est utile de développer un peu cette dernière constatation, parce qu'elle est rarement faite.

La seule armée soviétique d'Allemagne orientale comportant vingt à vingt-cinq divisions – qui sont des divisions légères – ne représente certainement pas une force suffisante pour permettre une attaque massive contre les douze divisions allemandes et les cinq grosses divisions américaines, sans parler du

supplément de divisions anglaises ou de divisions françaises. À cela certains experts américains ajoutent que si l'on tient compte de l'attitude incertaine des divisions des états d'Europe orientale en cas de conflit, la situation militaire de l'Union soviétique au centre de l'Europe, même dans le domaine «classique», n'est pas telle qu'elle puisse envisager de mener une action offensive non nucléaire. En réalité, la force militaire principale de l'Union soviétique en Europe, ce sont les six cents à sept cents engins balistiques à moyenne portée qui continuent à faire de l'Europe occidentale une sorte d'otage, mais la fonction de cette menace est surtout de dissuasion.

Dans ces conditions, une agression soviétique contre l'Europe occidentale n'est plus guère à craindre.

3. *Le problème de la réunification de l'Europe prend le pas sur celui de sa sécurité.* Ayant constaté que l'U.R.S.S. n'envisage plus de s'attaquer à l'Europe occidentale, que l'Europe orientale évolue, on en vient à réfléchir à l'avenir de l'Europe dans son ensemble

Quand les Allemands, aujourd'hui, parlent de leur unification, quand le général de Gaulle fait une conférence sur l'unification, il ne s'agit plus du tout, comme il y a quelques années, de propos rituels. Je ne sais absolument pas si l'on dira plus tard que la réunification de l'Europe a commencé en 1956, au moment de la révolte polonaise ou hongroise, ou en 1962, au moment de la crise cubaine, ou en 1963, au moment du traité russo-américain sur la suspension des expériences nucléaires, ou en 1965, avec les conférences de presse du général de Gaulle et les actions du gouvernement allemand, peu importe; nous entrons dans une nouvelle phase, au cours de laquelle on se préoccupera davantage de trouver une solution au partage de l'Europe que de maintenir le statu quo.

En 1950, au cours d'une conférence aux étudiants allemands de Francfort, je disais: *«Le partage de l'Allemagne est l'expression et le symbole du partage de l'Europe, et il n'y aura pas de réunification de l'Allemagne sans réunification de l'Europe.* On ne peut pas concevoir une Allemagne unifiée dans une Europe divisée, parce que l'Allemagne est trop puissante pour que, unifiée, elle ne fasse pas pencher la balance, en Europe, d'un côté ou de l'autre.» Je maintiens ce point de vue.

Ce qui est en question, c'est de surmonter le partage qui est l'héritage de la deuxième guerre mondiale. Les données sont les suivantes:

- Militairement, rien n'a changé, c'est-à-dire qu'il y a une ligne de démarcation, il y a des armées des deux côtés; il y a un équilibre militaire plus stable, en ce

sens qu'il n'y a plus la supériorité écrasante de l'Union soviétique, et il y a tant d'armes atomiques de toute espèce partout que personne ne songe à jouer au feu en Europe.

- Ce qui a changé, c'est que, économiquement, et surtout intellectuellement et moralement, les relations ont été rétablies entre les pays d'Europe orientale et ceux de l'Europe occidentale. Nous sommes dans une situation paradoxale, où le statu quo militaire persiste, où le statut territorial subsiste mais où se renouent les liens entre les deux Europes.

Cette Europe qui se cherche est en fait une Europe qui n'a jamais existé.

Historiquement en effet, l'Europe a existé avec une certaine conscience culturelle, mais elle a existé en tant que système d'états rivaux. Or, nous n'avons pas envie de reconstituer le système qui a débouché sur les deux guerres du XXe siècle. Pour l'Europe qui se cherche, toute une série de problèmes surgissent. Le général de Gaulle pose celui de savoir si l'unité de l'Europe suppose le desserrement, sinon la rupture, des liens avec les États-Unis d'Amérique. Il y a également celui de savoir si dans l'Europe reconstituée, l'Union soviétique serait présente et les États-Unis exclus.

Personnellement, il me paraît très déraisonnable de concevoir une Europe unifiée de la sorte. Elle serait déséquilibrée au profit de l'Union soviétique.

Voilà au contraire ce qui me paraît concevable, à terme.

Les troupes russes rentrent en Russie; il y a un accord russo-américain pour une double évacuation et pour une réunification de l'Allemagne dans un cadre européen, avec un statut accepté par tous les pays voisins, sous la double garantie russo-américaine.

Le général de Gaulle semble croire que la France ou les Européens pourraient négocier l'unité de l'Allemagne avec l'Union soviétique sans les États-Unis; cela me semble déraisonnable étant donné le rapport des forces, et jamais l'Allemagne de l'Ouest n'acceptera de rompre des liens avec les États-Unis qui sont, encore aujourd'hui, indispensables à sa sécurité. J'ai dit que cette sécurité existait parce que j'ai supposé par hypothèse le maintien d'un minimum d'Alliance atlantique et d'un minimum de forces américaines en Europe. S'il n'y avait plus de forces américaines en Europe, je me demande qui assurerait la sécurité de Berlin-Ouest.

Ces perspectives sont inévitablement vagues, mais un fait paraît certain: la défaite politique de l'Union soviétique en Europe est acquise.

Victoire du système occidental

La défaite de l'Union soviétique est le résultat:

1. De la réussite des économies capitalistes rénovées.
2. De l'incapacité de l'Union soviétique de se faire accepter comme suzerain de l'Europe orientale même par les états socialistes.
3. De la démonstration non seulement de la supériorité humaine mais de la supériorité d'efficacité du régime d'économie «semi-libérale» sur le système de planification grossière appliqué jusqu'à présent par l'Union soviétique.

L'opinion n'est pas suffisamment consciente du fait que, politiquement et moralement, ce sont les Occidentaux qui sont, dans les pays développés, les vainqueurs de la guerre froide. Dans les pays sous-développés, la question est infiniment plus difficile, parce que les problèmes sont autres dans l'hémisphère nord, l'expérience de ces vingt années ne fournit à personne – si l'on met à part quelques intellectuels – un argument en faveur d'une planification à la russe. Elle donne au contraire un grand nombre d'arguments en faveur des régimes du type occidental (qui comprennent aussi bien la Soziale Marktwirtschaft des Allemands que la planification indicative à la française).

Selon les modes de calcul, le produit national russe se situe entre 40 et 60%, probablement aux alentours de 50%, du produit national américain, avec une moindre infériorité soviétique pour certaines industries auxquelles les Russes tiennent particulièrement, et avec une immense infériorité pour tout ce qui touche aux conditions d'existence. En plus de cela, si nous mettons à part les réussites soviétiques dans l'espace, la plupart des développements technico-économiques se font encore en Occident. L'Union soviétique a découvert avec retard la nécessité de développer l'industrie chimique; Khrouchtchev a découvert il y a deux ans que l'Union soviétique avait pris un formidable retard au point de vue de l'industrie chimique. Et l'agriculture soviétique n'est pas sortie de son marasme.

À l'intérieur du système occidental, vers une redéfinition des rapports Europe-États-Unis

L'Europe, en mouvement, a surmonté avec succès des difficultés coloniales qui, en d'autres temps, l'auraient secouée profondément; elle est plus prospère que jamais; elle cherche à définir sa position par rapport à l'influence américaine.

1. *La fin de l'époque coloniale est aussi l'ère de la grande prospérité.*

Si l'on compare la situation vingt années après la première guerre et la situation vingt années après la deuxième, on peut dire que, pour l'Occident au

moins, le bilan est extraordinairement positif. Vingt ans après la première guerre, nous étions à la veille de la deuxième, et sans même être doué d'une lucidité extraordinaire on la voyait venir. Vingt ans après la deuxième, on ne connaît sans doute pas encore ce que l'on appelait traditionnellement «la paix», mais au cours de ces vingt années, pour l'Europe, l'essentiel a été sauvegardé. Des transformations qui auraient pu, en d'autres temps, coûter cher en richesses gaspillées ou en sang versé se sont accomplies non pas sans larmes et sans souffrances, mais à un coût mesuré et tolérable rapporté aux habitudes historiques. J'entends par là que les empires européens se sont soit désintégré, soit libérés, mais que les Européens ayant abandonné leurs empires constatent, après coup, la vérité de ce que les économistes leur disaient depuis longtemps, à savoir que les possessions coloniales ne sont pas, dans la majorité des cas, des sources de richesse. À notre époque, à partir du moment où la puissance coloniale ne se borne pas à exploiter les richesses et les populations, mais se sent responsable du développement économique, la possession impériale est une charge. La Hollande, la France, l'Angleterre ont été ou sont en passe d'être réduites à leur territoire – dans le cas de la France on dit «réduite à l'hexagone» - mais, simultanément, jamais le taux de développement et le niveau de vie n'ont été aussi élevés que depuis vingt ans.

C'est un fait surprenant que le taux de croissance de l'économie anglaise, considéré comme insatisfaisant depuis vingt ans, est malgré tout plus élevé que le taux de croissance à long terme de l'économie anglaise au XIXe siècle.

Pendant les années cinquante, disons entre 1952 ou 53 et 1960 ou 61, le pôle le plus actif de développement économique, au point de vue de la rapidité de la croissance, a été l'Europe occidentale.

Depuis quelques années un renversement s'est en partie produit au profit des États-Unis et surtout les Européens, une fois en concurrence directe avec les États-Unis, ont découvert – ce que tout le monde répète aujourd'hui – la prodigieuse inégalité des dimensions qui existe entre les entreprises américaines et les entreprises européennes. Ils ont découvert aussi que, à mesure que la recherche et le développement jouent un plus grand rôle, le potentiel américain est incomparablement supérieur à celui de l'Europe. Il est certain que, même si dans vingt-cinq ans le niveau de vie européen est plus proche du niveau de vie américain qu'aujourd'hui, l'économie de pointe et de puissance risque d'être tout autant, voire plus qu'aujourd'hui, celle des États-Unis.

2. La «personnalité européenne».

Les rapports entre les États-Unis et l'Europe se situent sur trois plans différents qui ne doivent pas être confondus :

- Le plan diplomatico-militaire, lui-même subdivisé en deux, c'est-à-dire d'une part la partie qui intéresse directement l'Europe, et d'autre part la partie qui intéresse le reste du monde.
- Le plan économique.
- Le plan culturel.

Parce que j'attache une importance particulière à ce dernier et qu'on dit à son propos passablement de bêtises, c'est par lui que je commencerai.

Il est bien entendu qu'au sens où les ethnologues prennent le mot «culture», il y a de considérables différences entre le style de vie américain et le style de vie européen, et ces différences subsisteront même à égalité de niveau de vie. L'Amérique est sortie de l'Europe, mais elle est autre chose que l'Europe, ne serait-ce que par les dimensions, la jeunesse historique, le système de valeurs et d'éducation. Tocqueville et beaucoup d'autres observateurs ont toujours constaté ces différences.

Les Américains, les Russes, les autres et le Tiers Monde

L'américanisation de l'Europe est beaucoup plus une technisation ou une modernisation qu'une américanisation. Bien entendu, à l'occasion de cette évolution, nous absorbons simultanément un certain nombre de produits ou d'habitudes que nous préfererions ne pas absorber, mais ce n'est pas la faute des Américains si nous leur prenons parfois ce qu'ils ont de pire. Certains excès ou jugés tels ne doivent tout de même pas faire oublier qu'il n'existe pas en Europe d'université d'une qualité comparable aux grandes universités américaines. Il y a toujours quelque chose de comique à lire sous la plume de tant d'Européens des propos supérieurs sur la «culture américaine». En fait, dans un grand nombre de disciplines, la formation supérieure s'acquiert maintenant de plus en plus aux États-Unis. Dans la majorité des disciplines il y a au moins une demi-douzaine de départements universitaires aux États-Unis, qui sont égaux ou supérieurs à ce que les meilleures universités européennes peuvent offrir.

Cela ne veut pas dire du tout que l'Europe n'ait rien à apporter aux États-Unis. Il y aura des échanges, comme il y en a toujours eu. Tout ce qui est publié de bien aux États-Unis sera publié en Europe, et inversement. Quant à certains aspects de l'évolution technique, certains abus, les pays d'Europe doivent essayer de les corriger, à leur manière (comme les États-Unis à la leur) et c'est une

mauvaise façon de procéder que de nourrir à leur propos un anti-américanisme primaire. Avec ou sans les États-Unis, il y a un problème de la publicité, un problème de la télévision, un problème de la radio, un problème de la presse à scandale, et au bout du compte, si nous comparions les journaux à scandale français et les journaux à scandale des États-Unis, je me demande à qui irait la palme...

Les anti-américains donnent toujours l'impression d'être terrifiés à l'idée que l'Europe va perdre sa personnalité à cause des États-Unis. Je suis plus optimiste que cela; je ne crains pas que les bandes dessinées, les hebdomadaires américains, la publicité à grand débit fassent perdre à l'Europe sa personnalité, si elle en a une. De deux choses l'une: ou vraiment il existe une personnalité européenne d'ordre spirituel, consciente d'elle-même, qui veut s'affirmer, et dans ce cas-là, elle doit survivre à une technique que nous appelons américanisation, mais qui est, dans une large mesure, le résultat de la société dans laquelle nous vivons. Ou bien, nous ne pouvons pas résister à ce genre de pression que l'on appelle américanisation, mais c'est que nous n'avons pas de personnalité et il est inutile de vouloir nous barricader pour nous protéger contre «l'Amérique».

J'aurais horreur de l'uniformisation, je crois que la richesse de l'humanité est dans sa diversité, mais je suis optimiste pour l'Europe. Quand je suis à Bâle, ou à Francfort, ou à Florence, ou à Bruxelles, ou à Londres, je me sens très profondément en Europe, dans une zone de culture que je serais bien incapable de définir rigoureusement, mais que je sens. Lorsque je suis à Harvard, ou à New York, ou à San-Francisco, ou à Chicago, je me sens dans une autre zone de culture avec ses qualités et ses défauts, mais suffisamment parente pour que le dialogue soit facile.

Cela dit, il serait puéril de croire que l'Europe ne maintiendra son autonomie qu'à condition de se définir culturellement contre les États-Unis. En effet, tout ce qui relève aujourd'hui du domaine de la science est réellement et nécessairement international. Et la littérature? Elle s'échange perpétuellement.

Le problème économique est plus compliqué. La rupture des relations économiques entre l'Europe et les États-Unis est inconcevable et serait une catastrophe pour l'Europe. L'imbrication des économies européenne et américaine est réalisée, beaucoup plus qu'on ne l'imagine communément. Un nombre très important de grandes sociétés sont européo-américaines. Le vrai problème me paraît être de transformer le plus possible des sociétés à direction exclusivement américaine en de véritables sociétés supranationales. Il m'est

arrivé de discuter de ces problèmes avec des responsables américains. Ils commencent à être conscients du fait que la grande corporation de l'avenir ne pourra pas être étroitement nationale, sinon les réactions contre les filiales deviendront un danger pour ces sociétés elles-mêmes.

Les solutions doivent être cherchées en deux directions. L'une est la direction de grandes sociétés européennes; malheureusement, on n'a rien fait dans cet ordre d'idées. Pourquoi? Quand une société européenne est en difficulté, elle veut traiter avec une société américaine pour se tirer d'affaires, parce que d'autres sociétés européennes sœurs ne lui donneraient pas ce dont elle a besoin, la vraie sécurité, la dimension, la technique et les moyens financiers.

L'autre direction est l'internationalisation des corporations américaines. Vœu pieux pour l'instant, mais je l'ai dit, les esprits commencent à s'y rallier.

Venons-en au *plan diplomatico-militaire*. En ce qui concerne l'Europe, le problème est assez simple. Le but n'est pas d'assurer la présence permanente d'une armée américaine en Europe, et les Américains n'ont nullement pour objectif d'avoir indéfiniment une armée en Europe. Le but commun aux Européens et aux Américains est de créer en Europe des conditions telles que l'armée américaine puisse s'en aller, ce qui ne signifierait pas la fin de l'Alliance atlantique; un équilibre suffisant serait reconstitué en Europe pour que la présence militaire américaine ne soit pas nécessaire comme elle l'est aujourd'hui. Cette situation supposerait évidemment la fin du problème de Berlin et l'unité de l'Europe.

Nous avons besoin des U.S.A.

Je ne crois pas, je l'ai dit et le répète, que l'on puisse négocier cette unité après avoir fait partir les Américains d'Europe. Procédant ainsi, nous perdrons notre carte principale, la seule qui nous donne une chance de convaincre les Russes. Toute idée d'une négociation européenne, l'Europe incluant l'Union soviétique et n'incluant pas les États-Unis, me paraît simplement stupide. Pour que nous obtenions des concessions de l'Union soviétique, il faut que nous ayons une monnaie d'échange. La seule possible est le départ des troupes américaines, avec en contrepartie le départ des troupes russes et une garantie russo-américaine prévoyant que tout franchissement des frontières équivaldrait à un casus belli.

Pour ce qui est de l'attitude des Européens à l'égard du reste du monde, les données sont différentes. De la même façon que les Américains n'ont pas voulu être solidaires de la politique française en Algérie, de même nous n'avons aucune envie de nous déclarer solidaires soit de la politique américaine au Vietnam, soit

de la politique américaine à Saint-Domingue. Une solidarité ne serait possible que s'il y avait des consultations et des concessions réciproques, mais l'inégalité de forces et de moyens est telle, entre les États-Unis et les autres, que finalement la politique mondiale hors l'Europe serait surtout américaine. Par conséquent, je ne crois pas à la possibilité d'une solidarité intégrale de l'Occident à l'égard du Tiers Monde. Et j'ajoute que je ne suis même pas sûr que ce soit dans l'intérêt de l'Occident.

Je n'ai jamais cru à l'unité du Tiers Monde sinon dans la protestation, dans l'indignation.

Quant à savoir quand et comment les pays sous-développés sortiront de leur état... Les observations que l'on peut faire conduisent plutôt au pessimisme. Les résultats enregistrés jusqu'ici sont souvent médiocres. Et même, dans beaucoup de cas, tout se passe comme si les nouveaux états faisaient une crise de nationalisme, étaient plus préoccupés de puissance et de gloire que de développement. Après tout, la primauté absolue du développement est une idée d'intellectuels occidentaux. Il n'est pas démontré que tous les gouvernants des pays sous-développés aient réellement comme objectif absolument prioritaire le développement.

De plus, il y a beaucoup de régions du monde, comme l'Afrique, où les états nouveaux sont tels qu'il n'est pas si facile de savoir en quoi pourrait consister pour eux un développement économique rapide ou harmonieux.

Cette situation peut aboutir à renforcer la division en deux du monde soviétique, la tendance chinoise, plus poche des pays sous-développés et ayant à leur montrer l'exemple du premier stade de la révolution économique, pouvant étendre son emprise au détriment de la tendance russe.

Conclusion: le grand paradoxe

Jamais la puissance de destruction, la puissance militaire des deux grands n'a été aussi écrasante, et jamais il n'est apparu aussi évident que l'on ne peut pas organiser le monde en menaçant de le détruire. La menace de détruire ne joue pas d'autre rôle que de limiter la violence, elle n'est pas un facteur positif d'organisation du monde.

On a appelé les armes atomiques des «armes de dissuasion». Dissuader, c'est empêcher d'agir, ce n'est pas persuader. On a deviné que ces armes servaient à empêcher, mais ne servaient pas à faire, qu'elles étaient spontanément conçues comme défensives, et non pas comme offensives. Elles prévenaient, elles ne

produisaient pas. Ce dont on aurait besoin aujourd'hui pour développer les pays qui ne le sont pas et assurer une paix stable, ce serait d'armes de persuasion. Nous n'en avons pas.

Il vrai que l'on peut aider les peuples sous-développés, mais non prendre en charge le développement. Celui-ci est une transformation économique, sociale, humaine, d'une population. Il faut que cette population se transforme, elle-même. La contribution des autres ne sera jamais qu'un appoint.»

À l'ombre de l'apocalypse

Le Figaro littéraire
29 septembre 1966

Au printemps 1962, sous le titre: Paix et Guerre entre les nations, Raymond Aron faisait paraître un ouvrage présentant une théorie et une sociologie des relations internationales, puis analysant la situation politique mondiale et les conditions de la diplomatie telles qu'elles se présentaient alors.

Une nouvelle édition de ce livre va paraître prochainement. La révision générale du texte d'origine n'était ni possible ni nécessaire. Une nouvelle préface pouvait cependant préciser certaines évolutions internationales enregistrées depuis quatre ans et mieux situer l'œuvre et la pensée de l'auteur par rapport à elles. C'est cette préface que nous publions aujourd'hui.

Au moment où le président Kennedy arriva à la Maison Blanche, l'idée directrice à partir de laquelle je tâchais de penser la conjoncture internationale était celle de la *solidarité des deux Grands contre la guerre totale* dont ils seraient les premières victimes. Inévitablement ennemis par position, à cause de l'incompatibilité de leurs idéologies, États-Unis et Union soviétique ont un intérêt suprême en commun. Ils ne sont ni désireux ni capables de régner ensemble, mais ils sont résolus, dans la mesure où chacun est désormais exposé aux coups de l'autre, à ne pas s'entredétruire. Cette doctrine politico-stratégique était ouvertement professée dans les universités et les instituts spécialisés des États-Unis; elle fut adoptée officiellement par le président Kennedy, convaincu par les arguments de ses conseillers venus de *Harvard* ou de la *Rand Corporation*.

À cette date, cependant, l'accord logique, implicite et limité des Grands tel que nous l'observons en 1966 était paralysé par trois faits: l'incertitude sur la relation des forces nucléaires, le langage de M. Khrouchtchev, la crise de Berlin. L'opinion mondiale avait fini par être ébranlée moins par les vantardises des Soviétiques que par les polémiques électorales aux États-Unis. L'infériorité américaine en fait d'engins balistiques (le fameux *missile gap*) était-elle pour 1963 ou 1965? À supposer que cette infériorité partielle n'affectât pas *réellement* l'équilibre global de la terreur, les dirigeants soviétiques ne seraient-ils poussés par une conscience, même illusoire, de supériorité à prendre des risques et à méconnaître la résolution américaine?

Ces interrogations étaient d'autant plus légitimes qu'il y a cinq ans les

dirigeants soviétiques, M. Khrouchtchev aussi bien que les écrivains militaires, s'exprimaient le plus souvent comme s'ils ne voulaient pas entrer dans la façon de penser américaine. Le Premier soviétique menaçait, en termes d'ailleurs vagues, soit de réduire en cendres les aérodromes utilisés par les avions-espions des États-Unis (U2), soit de répondre à une agression des impérialistes en n'importe quel point du monde par le recours aux engins balistiques et aux armes nucléaires. La notion de représailles massives, celle de J.F. Dulles, abandonnée par J.F. Kennedy, était devenue russe. Les auteurs américains lançaient la doctrine de la réplique souple (*flexible response*), les auteurs soviétiques décrivaient l'escalade inévitable dès lors que les Grands seraient aux prises. Aussi je me demandais si l'asymétrie des doctrines stratégiques, le refus soviétique de signer un traité de suspension des expériences nucléaires (le moratorium de fait, qui durait depuis 1958, prit fin en automne 1961, alors que la première édition de ce livre était à l'impression) n'étaient pas imputables à une erreur de calcul: M. Khrouchtchev croyait tirer profit de la peur qu'inspirait alors la guerre atomique – peur qu'il éprouvait tout autant que son ennemi mais qu'il affectait d'ignorer.

La crise cubaine d'octobre-novembre 1962 a dissipé cette illusion. Lorsque M. Khrouchtchev commit l'imprudence de construire à Cuba une base d'engins balistiques à moyenne portée, un quasi-ultimatum américain l'accula au choix entre une réplique en une autre zone de la planète (où il aurait bénéficié d'une supériorité en armes classiques, comparable à celle dont disposaient les États-Unis au large des côtes de Floride), le recours aux armes suprêmes ou la retraite. Il semble que les hommes du Kremlin n'aient guère hésité et qu'ils aient préféré la retraite et les accusations chinoises de «capitulationnisme» aux risques imprévisibles d'une crise prolongée.

Aucun coup de feu n'avait été tiré, sauf par les Cubains, qui avaient abattu un appareil américain d'observation, et pourtant des notes diplomatiques, soutenues par des préparatifs militaires, avaient transmis à Moscou un message dont la signification était claire. La dissuasion cessait d'être une abstraction. Les dirigeants soviétiques découvraient, peut-être avec surprise, qu'en certaines circonstances le président des États-Unis ne reculerait pas devant les périls d'une confrontation directe, même avec un État possesseur des armes thermonucléaires. M. Khrouchtchev tira la leçon de la crise et de la défaite. Il renonça à modifier le *statu quo* dans l'ancienne capitale du Reich et il tint désormais, sur le sujet de la guerre atomique, le même langage que J.F. Kennedy. Rien n'est changé à cet égard depuis que M. Khrouchtchev a quitté la scène

politique et que L.B. Johnson est entré à la Maison Blanche.

Bien plus, dans la mesure où les stratèges soviétiques continuent de manifester un certain scepticisme à l'égard des subtilités auxquelles se plaisent les analystes américains et suggèrent que les guerres locales provoqueront une ascension aux extrêmes si des puissances nucléaires y sont impliquées, les hommes du Kremlin devraient être plus enclins à la prudence que les conseillers du président américain, sans même tenir compte de la supériorité que tous les observateurs attribuent désormais aux États-Unis en ce qui concerne le nombre des armes nucléaires et des véhicules porteurs.

En tout cas, à la phase d'accélération de la course aux armements de 1961-1962 que je constatais en achevant la rédaction de ce livre (reprise des expériences dans l'atmosphère par l'Union soviétique d'abord, par les États-Unis ensuite) a succédé une phase de ralentissement, péripéties l'une et l'autre conformes à la logique de cette hostilité singulière que limite la commune volonté de ne pas périr ensemble. La signature, en juillet 1963, du traité de Moscou sur l'arrêt partiel des expériences nucléaires et l'établissement d'une ligne directe entre le Kremlin et la Maison Blanche sont les symboles de cette alliance entre ennemis contre la guerre totale – guerre qui serait pour chacun d'eux autrement catastrophique qu'une défaite locale en n'importe quel point de la planète.

Le rapprochement russo-américain, bien qu'il ait essentiellement pour objet de réduire le danger nucléaire, se situe dans un contexte politique qui l'a pour une part provoqué et sur lequel il agit en retour. Nous connaissons mieux aujourd'hui les divers épisodes du conflit sino-soviétique. En 1957, un accord avait été conclu entre Moscou et Pékin qui prévoyait une aide soviétique au programme atomique chinois. Deux ans plus tard, après les opérations menées par les troupes de la Chine populaire dans le détroit de Formose en 1958, cet accord avait été dénoncé par l'Union soviétique. Celle-ci voulait garder le monopole des armes nucléaires dans le camp socialiste et cette volonté a été une des causes de la rupture entre les deux grandes puissances qui se réclament également du marxisme-léninisme. Conflit conforme à l'expérience séculaire des relations entre États souverains: l'un voulait assumer seul les responsabilités suprêmes dans la stratégie de l'alliance, l'autre nourrissait l'ambition, traditionnelle et légitime, de ne dépendre de personne. Ces exigences contradictoires ne datent pas de l'âge atomique, mais comment les concilier dès lors que les décisions à prendre concernent l'emploi éventuel des armes nucléaires, c'est-à-dire la vie ou

la mort de millions d'hommes?

Le cynisme des «monstres froids»

Peut-être M. Khrouchtchev ne s'est-il décidé à signer l'accord de Moscou, en 1963, qu'après avoir perdu l'espoir de rétablir l'unité du camp socialiste. Car, signant avec son ennemi un traité dont l'objectif évident est de rendre plus difficile à son allié l'acquisition des armes nucléaires, il dévoilait à tous les yeux un schisme que la publicité des polémiques devait aggraver encore. Certes, le gouvernement de Paris n'interprétait pas le traité de Moscou autrement que celui de Pékin: les trois membres du club atomique tentaient d'empêcher les autres États de faire ce, qu'eux-mêmes avaient fait. Les relations entre Paris et Washington souffrirent d'un traité que les dirigeants de Washington jugeaient conforme aux intérêts de la paix, donc de l'humanité elle-même, et que le Général de Gaulle regardait comme une manifestation de l'égoïsme, voire du cynisme des États, «ces monstres froids».

Si mauvaises que soient aujourd'hui les relations entre Washington et Paris, si comparables que soient les refus, français et chinois, de se soumettre à l'autorité du «chef» de leurs camps respectifs, les différences sont plus marquées que les similitudes parce que la diplomatie des États démocratiques obéit à d'autres règles que celle des États totalitaires. Une idéologie commune ne suffit pas à cimenter une alliance, mais la scission entre Moscou et Pékin, à supposer qu'elle ait eu pour origine l'opposition d'intérêts nationaux, n'aurait pas eu le même caractère si chacun des deux rivaux n'avait immédiatement traduit en un langage idéologique sa conception propre de ses objectifs ou de la stratégie opportune et ne s'était efforcé de gagner à sa cause les autres partis marxistes-léninistes à travers le monde. En leurs alliances comme en leurs querelles, les États communistes ne sont ni exclusivement déterminés par leurs idéologies ni indifférents à la philosophie historique à laquelle ils font profession de croire. États-Unis et France demeurent plus aisément alliés alors même qu'ils ne parviennent pas à s'entendre, parce que les controverses stratégiques, les grands débats politiques, les divergences d'opinion appartiennent au train normal de la démocratie.

La détente entre Union soviétique et États-Unis, le conflit sino-soviétique, les efforts de la France et de la Chine pour se donner des forces atomiques nationales, la diplomatie gaulliste, indépendante de celle des États-Unis en Europe, opposée à l'action américaine en Asie du Sud, marquent-ils la fin du système bipolaire et le début d'une phase nouvelle des relations internationales?

Rappelons d'abord que la bipolarité n'a jamais été effective que sur le plan militaire et dans une région limitée de la planète (on pourrait dire, en simplifiant, dans l'hémisphère Nord). Or, militairement, la bipolarité subsiste en ce sens que les armes que possèdent Union soviétique et États-Unis sont incomparablement supérieures à celles dont dispose aucun autre État. Le Vieux Continent, comme l'Allemagne, comme Berlin, demeurent divisés. Mais la manière dont les hommes vivent ces faits matériels – la bipolarité thermonucléaire, le partage du Vieux Continent – a changé.

Les symptômes de désagrégation se multiplient

À la capacité de destruction que détiennent les géants ne répond pas une capacité proportionnelle de régner sur leurs amis ou sur leurs ennemis. Les armes les plus terrifiantes n'inspirent pas la terreur à ceux qui en sont dépourvus. L'Albanie défie l'Union soviétique et Cuba les États-Unis. Tout se passe comme si la force nucléaire se transmuait d'autant plus difficilement en puissance diplomatique que les armes sont plus monstrueuses, plus inhumaines, armes de suprême recours dont l'usage, contre un État qui n'en a pas, est pour ainsi dire inconcevable. Ou encore, pour user d'une autre formule, tout se passe comme si les appareils thermonucléaires, russes et américains, se paralysaient réciproquement, servaient à prévenir l'amplification des conflits locaux, mais n'exerçaient qu'une influence limitée sur les relations entre Grands et Petits, en particulier dans l'hémisphère Sud.

Certes, on aurait tort de méconnaître l'action constante, bien que le plus souvent invisible, des armes nucléaires, partiellement comparable à l'action de la flotte britannique au siècle dernier. Vers le Nord sibérien comme vers le Sud-Est asiatique, la Chine populaire harcèle en paroles l'allié «révisionniste» ou «l'ennemi impérialiste». Elle ne se lance pas dans une agression ouverte, elle ne prend même pas le risque d'une intervention au Vietnam. Si les États-Unis peuvent impunément maintenir une garnison à Berlin-Ouest, envoyer au Sud-Vietnam une armée de 300.000 hommes, bombarder le Nord-Vietnam, c'est parce qu'ils sont militairement la première puissance du monde. Mais capables de détruire le Nord Vietnam, ils ne sont pas assurés pour autant de forcer à la capitulation les gouvernants de Hanoi ou, moins encore, les combattants du Vietcong. La force militaire demeure le fondement de l'ordre international: elle n'est ni partout ni en toutes circonstances décisive.

À l'intérieur des deux blocs européens, les symptômes de désagrégation se sont multipliés au cours de ces dernières années. À la faveur du conflit sino-

soviétique, les États d'Europe orientale ont affirmé, chacun à sa manière, leur volonté d'autonomie, ils ont tous renoué avec l'Occident, tous rejeté la domination exclusive de la culture russe ou de l'idéologie marxiste-léniniste. Les marchandises, les hommes, les idées passent de plus en plus au travers de ce qui fut le rideau de fer. Les accords bilatéraux entre tel pays d'Europe orientale et tel pays d'Europe occidentale, qu'il s'agisse de commerce, de technique ou de culture, se multiplient. Depuis 1956, les dirigeants de Moscou s'accommodent de la transformation progressive d'un bloc monocéphale en une alliance que dirige l'État le plus fort mais qui n'enlève aux autres États ni une certaine liberté dans la gestion de leurs affaires ni même une participation à la stratégie commune. Depuis la crise cubaine, ces mêmes dirigeants acceptent, au moins provisoirement, l'actuel statut de Berlin et ne brandissent plus leurs armes pour en obtenir la modification.

Dans cette atmosphère apaisée, en l'absence de crainte véritable de guerre, les membres de l'alliance atlantique se sentent moins tenus à la solidarité avec les États-Unis, dont la protection leur est encore indispensable mais leur paraît en tout état de cause acquise. En particulier, la diplomatie française qui, depuis 1958, avait, de multiples manières, affirmé son indépendance (retrait de divers contingents de l'organisation atlantique, veto à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, reconnaissance de la Chine populaire, critique de l'action américaine au Sud-Vietnam) a franchi une étape supplémentaire en se retirant de l'O.T.A.N. Au cours de son voyage en Union soviétique, le général de Gaulle a même évoqué une alliance entre la France et la Russie (ou l'Union soviétique), alliance en fait de science et de culture il est vrai, et non alliance militaire ou politique. Il n'en reste pas moins que toutes ces péripéties donnent du Vieux Continent une image assez différente de celle qui s'offrait à l'observateur il y a cinq ans. Dans la ligne des événements actuels, il n'est pas impossible d'imaginer à l'horizon de l'histoire, la réunification de l'Europe, «de l'Atlantique à l'Oural».

Mais il ne s'agit pour l'instant que d'éventualités plus ou moins lointaines. Tant que l'Allemagne restera divisée, l'enjeu fondamental de la guerre froide en Europe subsistera et les conséquences de la Deuxième Guerre mondiale ne seront pas liquidées. C'est sur le territoire de la D.D.R. (*Deutsche Demokratische Republik*) que sont stationnées les vingt divisions soviétiques qui font peser une menace sur l'Europe occidentale et qui contraignent les États d'Europe orientale à un minimum de discipline. Un règlement territorial différent de celui qui a permis le relèvement de l'Europe occidentale d'abord, la détente ensuite, ne peut

être que l'aboutissement d'une lente évolution. Les négociations, si elles doivent demain intervenir, exigeront la participation de tous, des gouvernants de Bonn et de Washington autant que de ceux de Paris ou de Moscou.

En dehors des deux blocs européens, les États dits non engagés, avec les versions multiples et nuancées de la neutralité et du neutralisme, sont, en 1966, plus nombreux et encore moins unis qu'ils ne l'étaient en 1961. Il ne subsiste presque rien du mythe afro-asiatique. Les États d'Afrique intéressent moins les deux Grands, en raison de leur instabilité, de leur faiblesse et de la résistance qu'ils ont passivement opposée aux «infiltrations» russes ou chinoises. Peut-être le système international tend-il à se fragmenter en sous-systèmes, quelques-uns avec un équilibre propre des forces, avec des rivalités locales (Proche-Orient, Sous-Continent indien), tous rattachés de quelque manière au système planétaire mais sans en être le reflet.

Et la guerre du Vietnam?

À l'heure présente, en juillet 1966, un événement domine les relations internationales, la guerre du Vietnam. Celle-ci, comme en 1950, la guerre de Corée, est probablement due pour une large part à des circonstances accidentelles. Il y a seize ans, les hommes du Kremlin avaient fait une erreur de calcul et s'étaient mépris sur les intentions américaines. Au Vietnam, les États-Unis se sont progressivement engagés sans en avoir pris jamais, en toute conscience, la décision. Désormais ils ont pour objectif principal, non de sauvegarder la démocratie au Sud-Vietnam, mais d'apporter la démonstration qu'ils ont la capacité, matérielle et morale, de faire échec à la subversion comme à l'agression ouverte.

Si tragique soit-elle, la guerre du Vietnam plus encore que celle de Corée (celle-ci avait répandu une grande peur à travers le monde) devait n'être qu'une péripétie à la seule condition que le cours de l'histoire n'échappe pas à la maîtrise des hommes. La Chine n'a pas les moyens d'une intervention efficace, l'Union soviétique, en raison de l'éloignement, non plus. Ni celle-ci ni celle-là n'ont intérêt à une confrontation directe avec la puissance militaire des États-Unis. Le Nord-Vietnam peut atteindre progressivement ses objectifs en se résignant à changer de méthode, à passer des jungles et des rizières à la table de négociations.

Quel que soit le mélange d'optimisme ou d'inquiétude avec lequel on envisage les perspectives prochaines, les problèmes fondamentaux des relations interétatiques demeurent les mêmes. Demain, la Chine possédera à son tour un

arsenal nucléaire. Comme les États-Unis, comme l'Union soviétique, comme la Grande-Bretagne, comme la France, elle devra apprendre l'art d'user diplomatiquement des armes nucléaires de manière telle qu'elle n'ait jamais à les employer militairement. Mais combien de temps peut-on menacer sans avoir à mettre la menace à exécution? Le jeu diplomatico-stratégique à l'ombre de l'apocalypse peut-il se prolonger indéfiniment? Est-il possible de sortir de ce jeu?

Les grands États, à condition d'être raisonnables, ne se livreront pas une guerre à mort. Mais si les philosophes ont souvent appelé l'Homme un être raisonnable, ils ont rarement appliqué avec la même assurance ce qualificatif à l'histoire des hommes.

La planète vue par un des cerveaux les plus lucides de notre temps, Raymond Aron

Réalités
février 1967

On peut dire que Raymond Aron est le penseur de l'année. Il fait paraître chez Gallimard un nouveau livre sur les Étapes de la pensée sociologique. Son gros ouvrage Paix et guerre entre les nations vient d'être édité chez Calmann-Lévy, nanti d'une nouvelle préface. Aron par ailleurs a consacré une étude à l'Impact du marxisme au XXe siècle dans un livre collectif consacré au marxisme. Son cours sur l'action historique est l'un des plus suivis cette année à la Sorbonne. À la fois, philosophe de l'histoire, professeur de sociologie, chroniqueur attitré du Figaro, président de la commission de sociologie et de démographie du C.N.R.S., Raymond Aron est le type même du penseur polyvalent, d'un esprit très indépendant que l'on ne saurait où classer.

Parmi les intellectuels de gauche? Mais il les a fustigés dans un livre polémique qui connut un grand succès: L'Opium des intellectuels. Parmi les penseurs de la droite? Mais il s'est toujours fait le champion de la décolonisation et, dès 1957, dans la Tragédie algérienne, il demandait l'indépendance totale pour l'Algérie. Est-ce un intellectuel en chambre, un homme de cabinet ou de laboratoire? Nullement: il a été le rédacteur en chef de la France libre, à Londres, pendant la guerre, puis il a collaboré à Combat et au Figaro; il a été directeur de cabinet de Malraux au ministère de l'Information en 1945-1946, membre du comité du R.P.F. entre 1948 et 1952. Alors c'est un gaulliste? Il l'a été à ses heures, «du temps où le R.P.F. était le plus parlementaire et atlantique», mais il ne l'est plus aujourd'hui. Il est donc dans l'opposition au régime? Non plus. Il ne souhaite pas la mort de la Ve République.

Raymond Aron est l'homme qui aime remettre en question nos chères certitudes, et il joue ce rôle avec une certaine délectation. Penseur libéral et débater véhément, esprit tolérant et homme passionné, il représente un phénomène déconcertant et finalement bénéfique. Il est l'homme qui oblige à réfléchir sans décourager d'agir.

Le but de cet entretien était de demander à cet homme subtil – au besoin de l'y contraindre – de nous livrer le fond de sa pensée sur les grands problèmes

actuels qui préoccupent l'humanité, les Européens, les Français. Il a joué le jeu à fond, ne s'est dérobé à aucune de mes questions.

Tanneguy de Quénétain

Si, de toute votre œuvre, une seule idée essentielle, un seul message devait être transmis à la postérité, lequel choisiriez-vous?

Ce qui me tient le plus à cœur, dans mes recherches sur l'histoire, c'est la mise en œuvre simultanée d'une méthode et d'une attitude, et qui consiste en ceci: prendre autant de distance que possible par rapport à l'histoire que l'on vit, tout en sachant s'engager dans les batailles du siècle; écrire, par exemple, une théorie des relations internationales – comme je l'ai fait dans *Paix et guerre entre les nations* – et prendre à chaque instant le risque de se tromper en suggérant aux hommes d'État la décision à prendre. Cette année, à la Sorbonne, je fais un cours sur l'action historique. Et je constate qu'il y a deux modes typiques de relations entre l'action et la pensée: 1°) le rôle de conseiller du prince, que symbolise Machiavel; 2°) le rôle de confident de la Providence, que symbolise Karl Marx. Aujourd'hui le premier rôle incombe à l'expert stratégique et à l'ingénieur social; le deuxième est tenu par le spécialiste de la prospective. Et le livre que j'écris en ce moment montre qu'on peut modestement jouer les deux rôles à la fois, sans oublier que le prospectiviste et l'ingénieur s'engagent tous deux dans une action aventureuse. Quand j'étais jeune je rêvais d'une action qui aurait pu se prévaloir de la vérité. Et puis j'ai découvert que toute action était une aventure, ce qui est d'ailleurs banal, évident. Mais toute mon œuvre a eu pour but que cette action aventureuse devînt consciente de son caractère, de ce qu'elle pouvait contenir de vérité, de vraisemblance et de choix.

C'est une attitude d'ascétisme intellectuel. Je me rends compte évidemment, que mon message – si message il y a – est moins exaltant pour l'imagination que les grandes synthèses historiques d'un Toynbee, d'un Spengler ou d'un Marx. Je sais que les hommes préfèrent leurs rêves à la réalité parce que comme l'a dit Renan, "la vérité est triste".

Je voudrais dire un mot à propos de l'attitude qui doit être, à mon avis, celle du critique politique. Au temps où j'écrivais à *Combat* j'ai eu une discussion avec un collègue qui critiquait une décision du gouvernement. Je lui dis: «Que feriez-vous à la place du gouvernement?» Il me répond: «Ce n'est pas mon rôle de me mettre à sa place.» À quoi j'ai rétorqué: «Tout critique politique qui ne se met pas à la place du gouvernant et ne dit pas ce qu'il faudrait faire, est un démagogue ou un moraliste... et en politique cela revient au même.» Cela ne

vaut pas évidemment si l'on est irréductiblement opposé au régime, comme je pouvais l'être, par exemple, au régime nazi ou stalinien. Si l'on excepte ces cas limites, mon originalité, je crois, consiste à ne pas me mettre dans la position de l'opposant qui se borne à dire qu'il n'aime pas ce que l'on fait.

Dans toute votre œuvre on sent un effort constant et systématique pour dépassionner la discussion des problèmes politiques et économiques. On a même dit que vous étiez un des précurseurs d'une nouvelle phase de la vie politique: celle qui marque la fin des idéologies. Dans quelle mesure cela est-il vrai? Et dans quelle mesure est-il vrai, également, que nous vivions la fin des idéologies?

En fait, je suis un homme très passionné qui fait un effort constant pour dissimuler ses passions sous des arguments et en faisant appel à la réflexion. Par ailleurs il est vrai que depuis dix ans on associe volontiers mon nom à la thèse sur la fin des idéologies. Cela vient de ce que dans *l'Opium des intellectuels*, le dernier chapitre s'intitulait: «La fin de l'âge idéologique», (mais avec un point d'interrogation). En outre mes *Dix-huit leçons sur la société industrielle* ont pu faire croire que toutes les sociétés industrielles sont semblables à mes yeux. Or j'ai dit:

1) Qu'effectivement toutes les sociétés industrielles ont en commun certains traits structurels et certains problèmes quant aux caractéristiques sociales, à la répartition dans les différents emplois, aux possibilités d'allongement de la vie humaine, possibilités d'éducation, possibilités de satisfaire les revendications des masses en augmentant globalement le volume des ressources qui sont à la disposition de la collectivité;

2) Qu'on ne peut plus aujourd'hui penser les problèmes de la société industrielle à partir de quelques idées de Marx basées sur l'expérience de la première phase du capitalisme. La représentation marxiste d'un capitalisme progressivement paralysé par ses contradictions est sans rapport avec notre expérience historique. Les affrontements globaux entre systèmes idéologiques sont aujourd'hui dépassés par la connaissance que nous avons de la nature des sociétés industrielles.

Mais au-delà de ces banalités il y a deux idées essentielles que je tiens à mettre en avant:

1) Il n'y a pas incompatibilité absolue entre une société industrielle développée et la tyrannie. Certes, le développement industriel, à partir d'un certain stade, peut favoriser la libéralisation d'un régime totalitaire en élevant le niveau de vie des citoyens. C'est une condition favorable mais il n'y a pas de déterminisme

rigoureux. Les libertés politiques ou intellectuelles ne sont pas garanties à tout jamais dans une société industrielle hautement développée;

2) Le progrès économique à lui tout seul ne résout pas tous les problèmes sociaux, il ne supprime pas les inégalités, les frustrations dans le travail, etc. Nous ne nous acheminons pas vers la fin des conflits d'idées et d'intérêts. Cependant je pense qu'en Europe, du moins, ces conflits perdent leur caractère de guerre de religion. Nous assistons à la fin du transfert du religieux en politique dont la doctrine marxiste a marqué l'apogée. Nous savons, par exemple, ce qu'exige le développement du tiers monde, et qu'on ne peut pas le transformer par un coup de baguette magique révolutionnaire. Je ne nie pas la nécessité, dans certains cas, de la révolution. La révolution peut être la condition nécessaire mais jamais suffisante du développement économique.

Cela marque la fin du romantisme politique, tout au moins en Europe. Mais ne craignez-vous pas, selon le mot de Lamartine, que la France devienne «une nation qui s'ennuie»?

Quand je pense aux épreuves terribles que le romantisme politique a infligées à l'Europe et au monde, j'ai envie de crier «vive l'ennui!». Ceux qui veulent rêver n'ont qu'à écrire des poèmes. Certes, je sais que l'homme, par définition, est un être insatisfait. Mais si l'on veut améliorer nos sociétés non satisfaisantes, il est plus utile de les connaître pour les réformer que de les dénoncer sans les connaître.

N'y a-t-il pas cependant une idéologie que l'on aurait trop vite enterrée: le nationalisme? En Europe de l'Est, en Chine et dans le tiers monde, dans la France gaulliste enfin, le nationalisme connaît un regain de vigueur. Que pensez-vous de ce phénomène?

Il est certain que l'on constate actuellement un regain des volontés de puissance nationale. Mais ce regain a trois significations différentes selon les pays:

1) Il y a d'abord la volonté d'indépendance des pays qui sortent du régime colonial. Je trouve que ces pays, eux aussi, ont le droit à leur phase de nationalisme;

2) Il y a les pays d'Europe orientale qui ont été soumis pendant dix ans à l'oppression stalinienne. Il est normal qu'après avoir subi un régime imposé par la présence des troupes russes jusqu'au cœur de l'Europe, ils s'efforcent maintenant de retrouver l'autonomie dans la gestion de leurs affaires et d'affirmer leur être national;

3) Il y a enfin le cas de la France gaulliste. Son nationalisme exprime la volonté d'une ex-grande puissance de retrouver un statut comparable à celui du passé. Cette volonté prend la forme d'une hostilité au supranationalisme européen et aux États-Unis qui sont la première puissance du monde. De Gaulle ici renoue avec la vieille tradition diplomatique qui veut que l'on défie l'État le plus puissant, même si c'est un allié. La France ne peut pas être une grande puissance avec cinquante millions d'habitants. Mais de Gaulle imagine pour l'Europe une espèce d'équilibre entre l'Est et l'Ouest qui permettrait à la France de tenir une place considérable. Il prévoit une Union soviétique convertie, une Europe orientale libérée, une Allemagne progressivement unifiée et à demi désarmée, et la France seule puissance atomique du continent européen avec la Russie. L'Angleterre est tenue à l'écart comme satellite de l'Amérique. Je crois que la politique étrangère gaulliste s'inscrit dans une vision historique dépassée. Je suis, certes, pour le rapprochement des deux Europes et la conversion de l'U.R.S.S., mais pas en dénouant les liens entre pays occidentaux. Je suis pour que l'on offre la paix aux Russes, mais pas en ordre dispersé et encore moins dans le conflit entre Occidentaux. Sinon nous faisons de l'U.R.S.S. l'arbitre de notre avenir et nous risquons de perdre la paix après avoir gagné la guerre froide.

Et puis, par une telle politique, nous poussons les Allemands à traiter directement avec les Russes. Pourquoi ne feraient-ils pas un jour comme nous? Or l'Allemagne est virtuellement la plus grande puissance du continent européen après l'U.R.S.S. J'aurais préféré que nous ayons d'abord resserré nos liens avec les Allemands plutôt que de jouer, tout seuls, à l'alliance franco-russe.

Cela n'est-ce pas ce que de Gaulle a d'abord tenté de faire?

Oui, mais il était déraisonnable de dire aux Allemands: «Jouons ensemble, mais soyez aussi anti-américains que nous.» Qui donc peut défendre Berlin-Ouest? Nous, nous pouvons nous livrer à ce jeu-là parce que nous sommes protégés des Russes par les Américains et les Allemands.

Vous critiquez la volonté de puissance gaulliste, mais par ailleurs vous vous êtes rallié récemment à la politique atomique française. Comment expliquez-vous cela?

Je ne m'y suis pas rallié récemment, je n'ai jamais été contre la bombe française. J'ai toujours trouvé exorbitante la prétention des deux Grands de se réserver le monopole des armes nucléaires. Il faut avoir ces armes pour être en mesure de discuter avec les Grands les moyens d'en réduire les périls.

Sur le plan technique et culturel nous marchons vers l'unification progressive

de la planète. Mais qu'en sera-t-il sur le plan politique? Allons-nous vers la domination d'un État universel, comme jadis l'Empire romain, ou bien vers quelque chose qui ressemblerait, à l'échelon planétaire, à l'Europe du XVIIIe-XIXe siècle?

Je ne crois pas à l'empire universel. Je crois que nous allons, au contraire, vers une complication croissante du système international, à une fragmentation en dépit de l'unification technique. Voyez comme nous autres, Européens, nous nous sentons moins concernés aujourd'hui par la guerre du Vietnam que nous ne l'étions en 1950 par la guerre de Corée. En 1950 nous craignions la guerre générale. Aujourd'hui ce péril s'estompe du fait des armes atomiques qui terrifient ceux qui les possèdent, du fait aussi du conflit sino-soviétique qui crée des rapprochements partiels d'intérêts entre l'Union soviétique et les États-Unis. Aujourd'hui, la nature du régime politique intérieur n'implique plus aussi directement des orientations diplomatiques correspondantes. Nous assistons à une recomplexification des relations internationales.

Et cependant la domination totale du monde par les États-Unis, non du fait d'une guerre, mais d'une écrasante supériorité économique, serait-elle inconcevable?

Certes la domination américaine dans l'ordre économique est aussi grande qu'il y a dix ans. Mais les États-Unis ne vont pas, pour autant, contrôler le monde. De Gaulle fait la politique qu'il veut, et la Suisse aussi. En ce qui concerne les États-Unis, la prédominance sur le plan économique n'entraîne pas nécessairement un contrôle sur la politique des autres pays. Prenons un exemple: les Américains détiennent aujourd'hui 80% du marché des ordinateurs. Or il y a eu un cas où le gouvernement américain a interdit à IBM de vendre un ordinateur à la France. C'était parce qu'il devait être acquis par notre commissariat à l'Énergie atomique. Mais IBM a fait pression sur le State Department qui a finalement cédé. Une économie fondée sur la compétition ne refuse pas de vendre. De plus les Américains n'investissent en Europe que dans des entreprises de haute technicité dont le personnel est à 90% national. Et ils souhaitent que leurs filiales soient à beaucoup d'égards le plus françaises ou allemandes possibles. Et puis, enfin, les Européens, face à l'industrie américaine, n'ont qu'à s'organiser. Ils ont les techniciens, les ingénieurs. C'est pourquoi ce péril d'une hégémonie américaine appartient, selon moi, à une mythologie défaitiste.

Peut-on entrevoir la possibilité d'une fin de la croissance industrielle, soit

parce que le progrès se bloquerait de lui-même pour des raisons économico-sociales, soit parce que l'engouement fiévreux pour le progrès technique, qui ne date que du XVIIIe siècle retomberait un jour comme il est monté?

L'arrêt de la croissance industrielle est une hypothèse parfaitement concevable, je dirai même évidente, à condition de la situer au-delà de ce siècle. Il faut supposer, en effet, que la plus grande partie de la population ait quitté l'agriculture et l'industrie pour le secteur tertiaire (distribution, administration, organisation des loisirs, etc.). Alors la croissance industrielle pourrait s'arrêter dans la mesure où l'on mettrait un terme à la croissance démographique, ce qui stopperait l'afflux de la main-d'œuvre. Et je suis persuadé qu'une mutation démographique s'imposera, car, au rythme actuel, la population du globe doublerait tous les trente ans, ce qui ne peut provoquer que des catastrophes. On en viendra à déterminer, de façon réfléchie, le volume de la population. Cette mutation démographique peut très bien s'accompagner d'une mutation psychologique, d'un changement d'intérêt qui mettrait fin à l'exaltation du progrès technique.

Pensez-vous que l'écart entre pays développés et pays sous-développés va continuer à s'accroître? Ou bien peut-il se passer ici ce qui s'est passé en Occident et que Marx n'avait pas prévu: l'écart diminuerait du fait de l'action revendicative des pauvres; du fait aussi que les riches ont intérêt à élever le niveau de vie des pauvres pour en faire des clients?

Je ne crois guère à l'efficacité des revendications des pays pauvres, je ne vois pas de quelles armes ils disposeraient pour contraindre les riches à les aider. Le jeu de bascule entre le monde soviétique et le monde occidental perd lui-même de son efficacité avec l'apaisement de la guerre froide. Et cet apaisement tend plutôt à ralentir l'aide aux pays sous-développés car elle fut, pour une large part, un sous-produit de la guerre froide. On faisait le bien pour de mauvais motifs.

Quant à l'argument de Ford que vous opposez à celui de Marx (enrichir les pays pauvres pour en faire des clients), il n'est pas tout à fait vrai pour l'instant. Ce que les pays développés recherchent dans le tiers monde, ce sont les matières premières; ils n'éprouvent pas encore le besoin d'élever le niveau de vie des populations. À long terme, peut-être, mais pas dans un avenir prévisible.

De sorte que vous êtes pessimiste quant à l'avenir des pays sous-développés?

Tout dépend desquels. Nous ne pouvons pas les considérer comme une unité. J'en vois qui sont en train de rater leur décollage, certains petits pays d'Afrique dont les chances me paraissent faibles avant vingt ou trente ans. En revanche, les

pays d'Europe orientale se développent très vite. La Chine, dans vingt ans, sera pauvre par rapport à nous, mais elle aura des secteurs d'économie moderne et pourra donner un niveau de vie tolérable à sa population. L'Inde aura aussi des secteurs modernes.

Le grand phénomène à signaler aujourd'hui est celui-ci: les pays développés vont nourrir une partie du tiers-monde en y écoulant le surplus de leur production agricole. Au XIXe siècle le schéma impérial des Anglais consistait à acheter de la nourriture au tiers-monde pour lui vendre des produits manufacturés. Ce schéma est devenu un mythe. C'est le blé américain qui fait vivre l'Algérie, l'Inde et même la Chine ou la Russie.

Étant donné la faillite des régimes socialistes dans le domaine de l'agriculture, comment expliquez-vous leur prestige auprès des pays qui ont à résoudre le dramatique problème de la faim? N'y a-t-il pas là un paradoxe?

En effet, c'est un paradoxe, mais il s'explique facilement. Il y a d'abord l'image d'une Russie sous-développée il y a cinquante ans et qui est devenue la deuxième puissance du monde. On attribue cette réussite à la révolution communiste. Personnellement, je pense que l'essor industriel de la Russie aurait eu lieu sans les bolcheviks. Tous les experts du début du siècle le prévoyaient. Mais cela n'est pas démontrable puisque les choses se sont passées autrement, et les communistes bénéficient de la situation de fait.

Ensuite – et cela est le point capital – l'industrie est devenue un symbole de statut. Pour être un pays qui se respecte il faut une industrie. Au début du siècle les jeunes Turcs, pour mettre leur pays à la page, réclamaient un Parlement. Aujourd'hui on réclame des hauts fourneaux, des machines-outils, des laboratoires. On établit l'ordre de priorité des tâches non en fonction de la rationalité économique – résoudre le problème alimentaire – mais de la hiérarchie des prestiges.

Et puis, il est beaucoup plus facile de créer des usines qu'une agriculture moderne. Avec quelques ingénieurs et des machines relativement simples, on peut faire démarrer une industrie. Mais pour créer une agriculture moderne il faut une transformation psychologique et sociale de la masse de la population. C'est bien plus dur.

Cela dit, il semble que les Chinois, aujourd'hui, soient revenus de l'idée d'une priorité absolue de l'industrie. Ils s'efforcent d'assurer un développement agricole suffisant pour nourrir la population.

Après avoir survolé le monde, revenons à notre petite Europe. À son sujet trois

questions se posent, qui peuvent être groupées: 1) l'Europe du Marché commun est-elle remise en cause par la nouvelle formule gaulliste: «de l'Atlantique à l'Oural»? 2) Peut-on construire une entité économique plus grande que l'Europe des Six ou des Sept? 3) Si l'on inclut la Russie, est-il raisonnable d'exclure les États-Unis?

L'Europe des Six est un grand succès économique, mais limité en deux sens:

1) Le Marché commun a accéléré les investissements américains au lieu de renforcer l'autonomie européenne, comme on l'espérait. Et cela parce qu'il ne s'est pas créé de solidarité intra-européenne des entreprises. Les relations bilatérales des entreprises nationales avec les entreprises américaines sont beaucoup plus intenses que les relations entre entreprises allemandes, françaises ou italiennes.

2) On n'est pas passé du Marché commun à une politique commune. Ici c'est l'échec complet et irrémédiable tant que la France ne change pas de politique. Maintenant passons à l'élargissement du Marché commun.

Celui-ci peut se concevoir:

- Avec la Grande-Bretagne et les pays qui lui sont liés dans la petite zone de libre-échange. Je crois que si les Anglais se décidaient à devenir Européens, ils seraient, contrairement à ce que trop de Français croient, non pas le cheval de Troie de l'Amérique, mais des Européens intransigeants. Les Anglais, quand ils se lancent dans une entreprise, savent vouloir ce qu'ils veulent.

- Avec l'Europe de l'Est. Ici, ou bien il s'agit d'un projet à long terme, ou bien c'est une mystification. Les régimes économiques des pays d'Europe orientale sont encore tellement différents des nôtres qu'il est parfaitement impossible de faire un Marché commun avec eux. Les Russes n'arrivent même pas à organiser leur propre Marché commun avec les pays de l'Europe de l'Est. En fait, ce que de Gaulle a dans l'esprit, c'est autre chose: un retour à une sorte d'équilibre politique entre Gaulois, Germains et Slaves. C'est l'Europe d'avant 1914, celle des nations. Mais bien entendu il ne peut y avoir de vrai équilibre que si les Américains restent présents; sinon ce sont les Russes qui dominent.

Quels sont, à votre avis, le principal atout et la principale faiblesse de la France: 1) sur le plan politique? 2) sur le plan économique?

Sur le plan politique, le principal atout de la France, c'est la géographie qui nous permet de jouir de la protection américaine sans avoir à rien payer en contrepartie. On a trop besoin de nous pour nous ennuyer trop. Comme les

Américains se sont engagés à protéger l'Allemagne, ils protègent automatiquement la France. De Gaulle l'a très bien compris.

Notre principale faiblesse, c'est de ne pas savoir quel genre d'Europe et de monde nous voulons. La IV^e République le savait, mais c'était un si mauvais régime qu'elle était incapable d'atteindre les fins qu'elle se proposait. La Ve est un régime capable d'agir, mais une grande partie de son action est purement négative. Vouloir, avec nos ressources, être à la fois la première puissance d'Europe occidentale, la puissance garante avec l'U.R.S.S. de l'équilibre européen, et en même temps s'opposer aux États-Unis, tout en prétendant être leur allié, cela me rappelle l'histoire de la grenouille qui voulait se faire aussi grosse que le bœuf. Il est dommage que de Gaulle ne puisse croire qu'à la France et non à l'Europe. Sinon il aurait pu être le premier président de la République européenne.

Sur le plan économique, notre principal atout est la réserve de main d'œuvre agricole qu'on peut transférer dans l'industrie. Notre principale faiblesse, c'est l'insuffisante capacité d'épargne des entreprises et du public. Les marges bénéficiaires sont trop faibles par rapport aux investissements nécessaires.

Pour finir, je voudrais vous demander: quelle signification a pour vous le succès du général de Gaulle en France? Cela signifie-t-il que les Français soient finalement mieux adaptés à un système ressemblant à ce que les encyclopédistes appelaient le «despotisme éclairé», qu'au régime parlementaire? Et croyez-vous que cette Ve République puisse survivre à de Gaulle?

Julien Benda disait que les Français voulaient un gouvernement vigoureux à condition que celui-ci se réclamât de la souveraineté populaire. Et Renan pensait que le II^e Empire aurait pu durer indéfiniment sans la catastrophe de 1870. Or la désignation exacte de l'Empire, sur les pièces de monnaie par exemple, c'était: République Française, Napoléon empereur. Cependant, le régime qui plaît aux Français n'est pas vraiment un despotisme, car il doit être une émanation du peuple et respecter la liberté. Le régime actuel correspond assez à cette définition et il plaît d'autant plus qu'il fait contraste avec la IV^e République et qu'il a mis fin au cauchemar des guerres ininterrompues (de 1939 à 1962).

Imaginez que des hommes en complet veston aient accordé l'indépendance à l'Algérie et provoqué le départ, en quelques semaines, d'un million de pieds-noirs. On aurait écharpé les parlementaires responsables et mis au compte du mauvais régime ce qu'on aurait appelé «la catastrophe algérienne». De Gaulle a

transfiguré la catastrophe en victoire. Cela est à la fois typique de de Gaulle lui-même – il sait transfigurer l'événement par le verbe – et typique des Français: c'est le style, à leurs yeux, qui donne sa signification à l'événement.

Quant à l'avenir de la Ve République, je crois qu'après de Gaulle le régime actuel continuera, mais sous une forme atténuée. Le successeur de de Gaulle à l'Élysée n'aura pas la même position et le Premier ministre prendra plus d'importance. Mais je ne vois pas poindre une VIe République à l'horizon.

En direct avec Raymond Aron: «Les postes périphériques remplissent une fonction constitutionnelle»

Le Figaro
6 février 1969

Une enquête Figaro sur la télévision et notre temps

Je suis plutôt, *nous dit Raymond Aron*, un mauvais téléspectateur. Je suis un pratiquant occasionnel, comme l'on dit en matière de religion.

Il y a quelques années, je prenais parfois sur mon temps pour voir des films ou des émissions qui m'intéressaient: «*Cinq Colonnes à la Une*»; des énigmes historiques, «*En votre âme et conscience*»; les «médicales» de Lalou...

Je ne suis donc pas rebelle à la Télévision. Mais, aujourd'hui, trop souvent, les émissions découragent.

L'information politique proprement est de plus en plus mal faite. «*Télé-soir*» n'a jamais été bon, mais il se détériore sans cesse. Et, indépendamment des intentions et des perspectives partisans, la qualité de la présentation est déplorable.

Cela dit, «*Télé-soir*» n'est qu'un élément de l'information. Il y a tous les magazines qui comportent de temps à autre des séquences valables.

- *Qu'il s'agisse de l'information ou de l'ensemble des programmes de la Télévision, dans son ensemble, est aujourd'hui très vivement critiquée. Quelle vous paraît être la solution qui lui permettrait de reconquérir l'audience du public?*

- Je pense qu'elle réside dans un souci de qualité appliqué au sens le plus large, à tous les genres. Mais il ne faudrait pas tomber dans le snobisme d'une petite coterie. Je ne voudrais surtout pas que la Télévision ne diffuse que du Godard ou – pire encore – soit faite par Godard.

La qualité pour moi doit être un éventail. Les variétés m'ennuient ainsi que les chansons; mais le cirque ne m'ennuie pas.

En ce qui concerne l'information, le problème est plus complexe. La seule supériorité de la Télévision est de montrer des images illustrant les événements et permettant de les mieux comprendre; or, en raison des problèmes techniques,

l'illustration est généralement très en retard sur l'information.

Si l'on voulait faire de la bonne information à la Télévision, rien n'empêcherait de présenter un bulletin parlé – comme sur une chaîne Radio.

- *Néanmoins, ne pensez-vous pas que la Télévision manque de souplesse?*

- Certes. Et ce n'est pas l'un des moindres paradoxes de notre époque de constater que les ministres ne dialoguent pas avec le Parlement, ne dialoguent pas avec les téléspectateurs, mais, en revanche, le font très volontiers avec les auditeurs des postes périphériques. Ces derniers remplissent une fonction constitutionnelle.

- *Une certaine catégorie de personnes aimait à dire – et dit encore parfois – que la Télévision abêtit et contrarie la lecture.*

- Je ne pense pas que la Télévision dans son principe soit abêtissante. Mais, si elle l'était – et pour que la démonstration soit concluante – il faudrait comparer les activités des gens aujourd'hui à celles qu'ils avaient auparavant.

D'autre part, il ne paraît pas démontré que ceux qui lisaient auparavant ne lisent plus aujourd'hui – d'ailleurs, que lisaient-ils?

Et Raymond Aron de nous rappeler que la Télévision n'empêche pas les livres sérieux d'avoir une diffusion beaucoup plus grande qu'à aucune autre époque.

Pierre Dupont.

Les désillusions du progrès

Le Figaro
mardi 10 juin 1969

I. Technique et histoire

Notre ami Raymond Aron publie, cette semaine, aux Éditions Calmann-Levy, dans la collection "Liberté de l'esprit", un ouvrage intitulé "Les désillusions du progrès, essai sur la dialectique de la modernité" (375 pp.). Écrit pour l'*Encyclopædia Britannica* et déjà paru aux États-Unis et en Grande-Bretagne, cet essai analyse les contradictions de l'ordre social propre aux civilisations de type industriel.

Nous en offrons, à nos lecteurs, deux extraits en exclusivité empruntés l'un à la conclusion du livre, intitulé Technique et Histoire, l'autre à la préface, écrite en 1953, pour l'édition française.

Pourquoi, en dépit d'une augmentation de la productivité qui a dépassé les espoirs les plus optimistes, le problème de la production, même dans les pays les plus riches, n'est-il pas résolu? Une première raison s'offre avec évidence: les besoins ou désirs ont augmenté en même temps que progressait le rendement du travail. Si les hommes avaient gardé le même mode de vie qu'il y a cent ans, la croissance de la productivité aurait effectivement résolu le problème de la production et, du même coup, celui de l'égalité économique. Mais l'hypothèse souffre d'une contradiction interne: si le mode de vie n'avait pas changé, la productivité du travail n'aurait pas augmenté à la même allure, car cette allure exige la concentration de l'effort sur des biens à coût décroissant.

Dans l'abstrait, rien n'interdit de concevoir une société humaine moins soucieuse d'accroître le potentiel de ses machines ou de ses forces productives que d'assurer à tous le minimum nécessaire pour une existence décente. L'histoire économique a pris un autre cours. La volonté de puissance et de richesse l'a emporté. La revendication d'égalité n'a dépassé la formalisme des droits égaux ou de l'accès de tous à tous les emplois qu'au fur et à mesure que les ressources collectives se multipliaient. Aujourd'hui encore, la critique de la société dite opulente part de la même inspiration. Le devenir de ces sociétés n'est pas soumis à une volonté consciente. Il se déroule selon les imprévisibles péripéties de l'histoire et il continue de paraître à maints égards immoral et irrationnel.

Aucune des sociétés développées n'utilise ses ressources comme en déciderait un sage, détenteur de la toute-puissance, aucune ne respecte les priorités qui s'imposent aux hommes de bonne volonté. Scandale que subsiste tant de misère en une société qui dispose d'une telle capacité de production et qui aurait les moyens nécessaires pour assurer à tous le minimum indispensable. Scandale que l'Union Soviétique dépense des milliards pour photographier la face cachée de la Lune et doive acheter au-dehors des céréales. Scandale que les États-Unis et l'Union Soviétique, suivis par la Grande-Bretagne, la France et la Chine, s'engagent dans une course aux armements qui absorbe des dizaines de milliards de dollars alors que des centaines de millions d'hommes manquent du nécessaire. Un philosophe de formation hégélienne dénonce la rationalité scientifique mise au service de la déraison. Un ironiste de notre temps écrirait un conte qui prendrait pour thème "la rationalité moderne", comme Voltaire a pris pour thème, dans *Candide*, la notion du meilleur des mondes. Rationnel le monde de Hitler et de Staline, celui des génocides et de la guerre froide, du gaspillage organisé et de la misère des deux tiers de l'humanité? Rationnel le monde dans lequel deux grands États accumulent des bombes toujours plus puissantes, des véhicules porteurs toujours plus rapides à seule fin de se paralyser réciproquement, sans éviter par la même les insultes, l'un de l'Albanie, l'autre de Cuba?

Mise en accusation, selon l'humeur de chacun, indignée ou ironique, qui n'a d'autre vertu que de nous révéler la cause dernière de ce que j'appellerai les *désillusions du progrès*. Les trois valeurs qui m'ont paru immanentes à la civilisation moderne, *égalité, personnalité, universalité*, dont chacune comporte des interprétations divergentes, expriment peut-être toutes trois, l'âme même de la modernité, l'*ambition prométhéenne*: l'ambition, pour reprendre la formule cartésienne, de devenir *maître et possesseur de la nature* grâce à la science et à la technique. Les satellites artificiels, les exploits des cosmonautes, le projet Apollo (envoi des hommes dans la Lune) en constituent aujourd'hui les symboles. Mais n'est-il pas exaspérant pour l'esprit que, dans la même société soviétique, les physiciens puissent calculer exactement le point d'impact d'un engin sur la Lune mais non le volume de la récolte de blé un an ou cinq ans à l'avance? Intolérable que les satellites obéissent à la volonté des planificateurs mais non les paysans? Et, si l'on répond que l'on ne commande à la nature qu'en lui obéissant, la question surgit d'elle-même: existe-il une nature sociale ou humaine à laquelle les planificateurs devraient obéir?

La question ne comporte pas de réponse puisque hommes et sociétés

humaines ont une histoire, non une nature, une fois pour toutes fixée. Mais, pour n'être pas immuable, la nature humaine et sociale présente des traits permanents qui limitent non l'imagination des auteurs de romans scientifiques, mais la toute-puissance des hommes d'État.

Qu'il s'agisse d'égalité ou d'universalité, l'échec partiellement inévitable suscite la déception. L'homme n'est pas devenu, il ne peut devenir maître et possesseur de la nature sociale. Celle-ci ne se prête pas à la manipulation comme s'y prête la nature inorganique ou organique, elle se transforme autrement, libre création à partir de données psychosomatiques permanentes ou en lente transformation.

Il ne peut pas exister de planificateur tout-puissant parce qu'il n'y a pas d'État universel. La suppression de la pluralité des *États* représenterait, sur le plan politique, la fin d'une certaine sorte d'histoire, une solution technique. Mais cette solution, imposée par un seul État, donc à la limite par un seul homme, ressemblerait aux empires du passé, précaire et peut-être haïssable. Tant que subsiste la pluralité des acteurs étatiques aux intérêts partiellement contradictoires, partiellement compatibles, l'ensemble du devenir demeure historique et les techniques forgent un avenir, œuvre de tous, voulu par personne, imprévisible et peut-être déraisonnable.

Les obstacles auxquels se heurte l'ambition prométhéenne quand elle se donne pour objectif la formation d'un homme nouveau ou l'épanouissement de la personnalité de chacun ne sont pas seulement plus grands encore, ils ont une autre essence. La volonté d'un ordre égalitaire ou de la proportionnalité des statuts aux mérites se heurte à la pesanteur ou à la complexité de la vie collective, on pourrait dire au hasard social. Le sort de chacun, dans la vie comme dans les jeux, résulte à la fois de la capacité et de la chance. L'idéal de l'épanouissement personnel comporte en lui-même une tension entre libération et adaptation. À un pôle se dresse le spectre de l'anomie, à l'autre celui du conformisme. Les critiques de la société moderne ne dénoncent pas moins passionnément celui-ci que celle-là.

Le technicien lave les cerveaux

La dialectique de la personnalité, plus encore que celle de l'égalité et tout autant que celle de l'universalité, échappe à la technique et demeure essentiellement historique. Aucun technicien, en dernière analyse, ne peut "fabriquer" la personnalité à la fois intégrée et autonome. Le technicien lave les cerveaux, il séduit les acheteurs, à la rigueur il communique un savoir. Il crée les

conditions dans lesquelles des individus auront de meilleures chances de se réaliser eux-mêmes; il ne peut délivrer l'individu de la charge et de la liberté de s'accomplir, même le psychanalyste ne se substitue pas au patient, il poursuit un dialogue avec lui.

À la différence du technicien qui recourt aux drogues, aux produits chimiques, à la différence de l'éleveur qui "sélectionne" les espèces animales, sociologues et psychologues aident seulement les hommes à prendre conscience d'eux-mêmes. Cette prise de conscience transforme la conduite des individus et des peuples. Elle n'a pas encore changé l'essence du devenir vécu par les uns et par les autres. L'existence de chacun comme celle d'une société demeure une histoire, au sens fort que nous avons donné à ce terme, dialectique de la nature donnée et des circonstances, de la tradition et du jugement moral et, à notre époque, dialectique d'un progrès scientifique et technique, comparable à une fatalité, et d'une humanité qui ne sait avec certitude ni ce qu'elle est ni ce qu'elle veut.

Peut-être le goût actuel de la prévision ou, comme on dit en France, de la prospective, traduit-il l'antithèse non résolue entre la technique et l'histoire, entre l'ambition prométhéenne et l'incertitude de l'avenir. Le spécialiste de l'avenir élimine par la pensée les événements, il extrapole les taux de croissance économique, il observe les modes de production et de consommation des sociétés économiquement les plus avancées, pour imaginer le sort des sociétés encore à un stade antérieur, il interroge les savants sur les prochaines découvertes et il tâche de se représenter l'industrie du XXI^e siècle, de même que la répartition d'un produit national d'un volume donné. Il se demande enfin ce que deviendront nos institutions politiques ou économiques à l'âge des ordinateurs. Spéculations légitimes, parfois instructives, souvent excitantes, mais non sans danger intellectuel et moral.

Les hommes n'ont jamais su l'histoire qu'ils faisaient, mais ils ne le savent pas davantage aujourd'hui. Il est bon de penser à l'avenir, non de le regarder comme à l'avance écrit. La prospective éclaire les limites de notre savoir autant que notre savoir lui-même. Il n'y a pas de techniciens capables de fabriquer les sociétés de demain; l'humanité tout entière les créera dans une imprévisible diversité. La part de responsabilité de chacun semble dérisoire, mais si quelques-uns assumaient une responsabilité majeure, combien d'autres se sentiraient réduits à l'état d'objet, condamnés à l'amertume de la passivité?

L'Histoire demeure humaine, dramatique, donc à certains égards irrationnelle. Les idéologies aujourd'hui à la mode dénoncent tantôt l'irrationalité des guerres,

des aventures spatiales, de la croissance à tout prix ou de la concurrence frénétique, tantôt la rationalisation inhumaine d'une existence désormais sans projet, sans utopie, sans transcendance. Par quel miracle la science et la technique, maudites par J.-J. Rousseau, auraient-elles ramené les hommes à l'innocence, à la paix, à la chaleur des communautés étroites et closes dont les ethnologues croient percevoir la présence fugitive, à l'aube du néolithique?

II. Révolte et non révolution

Dépressions, chômage, guerre mondiale ou guerre froide appartiennent au passé lointain: la génération, née entre 1944 et 1950, n'a pas vécu les drames historiques, elle ne voit plus le monde sous le même éclairage, à travers les mêmes cadres, intellectuels et moraux, que la génération née à la vie politique au cours des années 30. Dénuee en apparence de conscience historique, elle ne parvient pas à convaincre ses aînés que le trust Springer mérite la même détestation que Hitler ou Staline. Les aînés se heurtent, à leur tour, au scepticisme ou à l'indignation quand ils comparent la violence de certains contestataires à celle des fascistes d'avant-hier, en dépit de l'opposition des vocabulaires et des objectifs explicites.

Peut-être l'expérience actuelle nous aide-t-elle à comprendre le caractère dialectique du devenir, même quand celui-ci se déroule à l'intérieur du même ordre fondamental. Chaque génération apporte avec elle sa propre perception du monde historique - ce qui signifie que le passage d'une génération à une autre ne s'inscrit pas sur les calendriers. La génération contestataire se définit par l'ignorance des problèmes résolus (au moins en apparence) par la révolte contre les maux, acceptés par les hommes en place, donc par la dénonciation de l'*establishment*: aux États-Unis, révolte contre la guerre du Vietnam et le malheur des Noirs, dénonciation des libéraux et des démocrates au pouvoir qui ont mené celle-là et qui tolèrent celui-ci. En France, faute d'un *establishment* de gauche modérée, c'est contre les deux pouvoirs établis, celui du parti communiste et celui du gaullisme, que se sont déchaînés, en 1968, les enragés, faible minorité de la classe d'âge mais à maints égards minorité représentative.

Les troubles étudiants, si spectaculaires soient-ils, n'obligent pas à remettre en cause les idées communément admises sur la nature de la société industrielle; les fils de privilégiés se sont maintes fois révoltés par idéalisme, par intransigeance, par désespoir, par ignorance ou par désœuvrement, contre leurs parents ou contre les institutions. Les révoltes actuelles témoignent d'une certaine originalité du fait qu'elles visent à la fois l'université et la société. Mais,

redoutables pour celle-là, elles n'ébranlent pas encore celle-ci, aux États-Unis ou en République fédérale. La nouvelle gauche recrute ses troupes, plus actives que nombreuses, surtout parmi les intellectuels: nulle part, elle ne mobilise encore les masses.

Pas davantage, les révoltés n'ouvrent un chapitre inédit de la pensée idéologique. Bien plutôt ont-ils démontré, contre leurs désirs, que personne ne conçoit ou n' imagine de régime foncièrement différent des régimes de type soviétique ou occidental.

Les libertés que réclamaient les Tchèques, étudiants, intellectuels, militants du parti, appartenaient à l'espèce des libertés dites par les marxistes *formelles*, depuis la sécurité ou la sûreté chères à Montesquieu, garanties par la subordination de la police à la loi, jusqu'à la discussion sans entraves sur tous les sujets, jusqu'au droit de désaccord, c'est-à-dire finalement d'opposition. Les plus hardis ou les plus clairvoyants des révisionnistes, durant les mois du printemps de Prague, envisageaient, au-delà d'une opposition à l'intérieur du parti, la création ou, si l'on ose dire, la *réanimation* de partis, respectueux de la légalité mais éventuellement critiques des hommes en place. Les Tchèques, en fait, réclamaient le droit à la vérité et, afin de consacrer ce droit et d'en assurer la permanence, par-delà les péripéties des luttes entre les individus et les groupes, des institutions empruntées à la tradition de la démocratie dite bourgeoise. Ils ne mettaient pas en question la propriété collective des instruments de production, même s'ils voulaient rendre aux chefs d'entreprise une certaine autonomie et remplacer partiellement la contrainte administrative par la contrainte du marché.

Les rebelles de l'Occident rêvent d'un autre monde

Les revendications des étudiants tchèques, dressés contre le régime et non contre l'Université elle-même, sortaient de l'expérience vécue, elles exprimaient de manière directe le refus d'une "aliénation" subie, d'injustices connues et dissimulées, d'une servitude personnelle en même temps que nationale. Les rebelles ne rêvaient pas d'un autre monde, ils niaient leur monde, non en son idéal mais en sa réalisation présente.

Les rebelles de l'Occident, en Europe plus encore qu'aux États-Unis, rêvent d'un autre monde. Comme l'Union soviétique, puissante et apparemment stabilisée, n'enflamme plus les imaginations, ils aiment à se projeter dans la Chine de Mao avec la révolution culturelle, dans le Cuba de Castro, avec son style débraillé et ses dignitaires coupant la canne à sucre, voire dans la Russie de 1917 et "les soviets partout". Cette identification, plus fictive qu'authentique, ne

présente qu'une fausse symétrie avec l'attitude des rebelles de l'Europe orientale. Ces derniers savaient ce qu'ils voulaient et surtout ce qu'ils ne voulaient pas. Les contestataires de Paris ou de Berlin, en majorité issus de la bourgeoisie, détesteraient, pour la plupart, les conditions d'existence dans l'une ou l'autre des patries de leur foi. Rien ne prouve qu'ils se passeraient aisément de ce qu'ils maudissent sous le nom de société de consommation.

Les deux révoltes n'en présentent pas moins l'une et l'autre une sorte de logique, chacune d'elles exprime en la niant la société dont elle émane en même temps que le jeu de miroir entre les sociétés de notre époque. Dans l'Europe soviétisée, la révolte s'affirme humaniste et libérale, dans l'Occident libéral elle devient inévitablement libertaire et parfois antihumaniste. Comment les hommes estimerait-ils à sa juste valeur un bien dont ils jouissent sans en avoir conscience mal dont la perte les étouffe? Il n'en reste pas moins que les libéraux de l'Est connaissent et que les libertaires de l'Ouest ne connaissent pas les institutions qui combleraient leurs vœux.

La révolte libertaire, à l'intérieur des sociétés libérales, ne semble pas moins conforme à la dialectique de la modernité.

En effet, la contradiction me paraît inscrite au cœur même de l'ordre social, caractéristique de l'Occident industriel, entre l'idée démocratique et la structure semi autoritaire de maintes institutions. L'égalité des citoyens doit se composer non pas seulement avec l'inégalité des revenus mais avec la hiérarchie des pouvoirs et du prestige. Le producteur - ouvrier ou employé - n'est pas devenu un sociétaire de l'entreprise. Les travailleurs, en raison de l'extraordinaire diversité des fonctions qu'ils remplissent, s'intègrent en un ensemble hétérogène qui se subdivise de lui-même en couches superposées les une aux autres. À l'intérieur des unités administratives ou techniques, le travail d'équipe requiert l'autorité de chefs ou de dirigeants, il se soumet à la rationalité globale et abstraite dont chacun se sent prisonnier.

Les modes d'organisation varient d'une entreprise à une autre, d'un pays à un autre. Rien n'empêche de donner à nombres de producteurs une marge d'initiative. Le style autoritaire, la concentration des pouvoirs de décision, la transfiguration de la hiérarchie fonctionnelle en une hiérarchie de statuts, tous ces traits communément attribués aux organisations françaises dérivent peut-être de la tradition plus qu'ils ne répondent à d'authentiques exigences. Il n'en reste pas moins que l'idée démocratique - égalité ou autogouvernement - ne s'accomplit pas, ou ne s'accomplit pas encore, dans ce que Hegel ou Marx

appelaient la société bourgeoise (*bürgerliche Gesellschaft*), le monde du travail, la vie professionnelle.

Le thème de l'autogestion (ou, en langage marxiste, de la gestion par les producteurs associés) a survécu aux vicissitudes de l'histoire, mais il n'a jamais tenu une place centrale ni dans les programmes de réformes ni dans les visions prophétiques des mouvements socialistes. Il s'incarne dans les soviets ou les conseils ouvriers quand les masses en mouvement retrouvent spontanément ce mode d'action. Les conseils ouvriers ont surgi en Pologne au cours de la quasi-révolution de 1956, en Hongrie au cours des quelques jours d'illusion lyrique qui suivirent la chute du régime Rakosi et précédèrent l'arrivée des chars d'assaut soviétiques. Parmi les partis marxistes-léninistes au pouvoir, seul le parti yougoslave tolère des conseils ouvriers et consent à payer d'une certaine perte d'efficacité l'effort pour donner une structure démocratique à l'unité collective de travail.

Depuis plusieurs années, l'interrogation: "croissance en vue de quoi?" refoule progressivement l'obsession et la confrontation des taux de croissance. Les auteurs d'inspiration aristocratique s'en prennent à la "massification", les disciples de Marx à l'aliénation, ceux de Durkheim à l'anomie. Dans la mesure où ils demeurent par vocation insatisfaits, les intellectuels se détournent des problèmes résolus, à demi indifférents désormais à la quantité de biens puisqu'elle ne garantit pas la qualité de l'existence; les uns incriminant l'essence même de la modernité, la production à tout prix, la maîtrise de la nature en vue de la puissance, les autres cherchant, par delà les régimes, capitaliste et socialiste, également insoucieux de l'homme et de l'harmonie du cosmos, le secret de la réconciliation entre l'efficacité industrielle et l'aménité.

Nulle part les gauchistes ne jouiraient de leur victoire

La nouvelle gauche, à travers l'Occident, tend à se diviser en trois groupes: l'un qui se dresse contre la culture de la société de consommation, un autre qui reprend les mots d'ordre de l'extrémisme révolutionnaire et pense à travers les concepts du marxisme-léninisme, un troisième qui, aux États-Unis du moins, ne diffère des *libéraux* de la génération précédente que par la jeunesse et l'intransigeance. Beaucoup de révoltés hésitent entre ces trois attitudes, logiquement incompatibles mais psychologiquement proches. Les *hippies*, au fond d'eux-mêmes radicalement apolitiques, agissent souvent en coopération avec les S.D.S. obsédés par la politique: l'opposition inconditionnelle à l'ordre établi - société et culture - les rapproche. Ceux qui affirment une volonté de

réformes se laisseront demain peut-être "récupérer" par un président qui rendra quelque fraîcheur au rêve américain.

Désordres sociaux, crise morale, certes. Nul ne peut, dès maintenant, déterminer le sens de la phase historique que nous sommes en train de vivre. Les événements nous ont déjà appris - à supposer que nous l'ayons oublié ou ignoré - que la croissance de la production ne résout pas miraculeusement les problèmes humains et ne donne pas une raison de vivre. Nul ne sait à quoi les hommes utiliseront leur puissance de créer et de détruire. Les études sur l'avenir nous en apprennent davantage sur nous-mêmes que sur ceux qui viendront après nous.

Il n'en suit pas que les désordres sociaux ou la crise morale portent en eux les prémices d'une grande révolution, d'un de ces bouleversements mystérieux qui transfigurent une nation et rayonne à travers l'humanité. Rien de pareil ne s'annonce en Occident. Les Américains risquent de répéter, sous une autre forme, la guerre de sécession; les foules parisiennes ont répété les journées épiques du siècle passé; maoïstes et castristes d'Occident imitent, dans l'imaginaire, les révolutions du tiers monde.

Nulle part les gauchistes ne jouiraient de leur victoire. Il reste à savoir qui en recueillerait les fruits - les communistes, les colonels ou la gauche modérée. Frayer la voie au communisme, susciter un fascisme de peur ou réveiller l'ardeur du réformisme, telles me paraissent les trois voies entre lesquelles chaque pays choisira. Conjoncture politique et économique plus incertaine qu'originale.

En revanche, la mise en question des valeurs au nom desquelles l'homme d'Occident est devenu "maître et possesseur de la nature" laisse l'esprit incertain. Les Occidentaux éprouvent-ils une sourde mauvaise conscience pour s'être réservé la meilleure part des profits de la science et de la technique ou tendent-ils à se renier eux-mêmes, faute de trouver un sens à leurs exploits? Relisons Spengler, Toynbee et Sorokine et ne cherchons pas à prévoir l'imprévisible, le destin d'une civilisation, révoltée contre ses œuvres et rêvant d'un paradis perdu ou à conquérir.

Les défis de l'an 2000. Vers quelle civilisation allons-nous?

Le Figaro
29 juillet 1970

Raymond Aron répond à Jean Creiser

** Nous entrons dans une ère «transnationale»: ce ne sera ni angélique ni diabolique... * Le pouvoir économique va-t-il déboucher sur le pouvoir politique? * Le «niveau de vie» restera longtemps aussi important que la «qualité de la vie» * Seule la technique permettra de guérir une partie des maux qu'elle a créés*

Jean Creiser. – Commençons, si vous le voulez bien, par l'économique. La concentration du pouvoir économique me semble être l'un des défis les plus importants auxquels nous sommes affrontés. Vous savez qu'on a calculé que, sur leur lancée actuelle et par le jeu des concentrations successives, une soixantaine de sociétés multinationales seulement vont dominer le monde avant la fin du siècle. Ces sociétés ne vont-elles pas déboucher en fait sur la puissance et la domination politique?

Raymond Aron. – Je voudrais répondre d'abord par une remarque d'ordre général. En lisant l'enquête du Figaro sur «Les défis de l'an 2000» j'étais tenté de remplacer ce titre par un autre qui aurait été «La grande peur de l'an 2000». La même enquête, si elle avait été faite il y a dix ou quinze ans, aurait respiré l'optimisme. Il y a une dizaine d'années, la plupart des auteurs prolongeaient vers l'avenir les courbes de la croissance économique et ils imaginaient sinon le règne de l'abondance, du moins une amélioration considérable des conditions de vie de la population.

Aujourd'hui, la mode ayant changé et un certain nombre de maux, de crises, que crée cette croissance économique étant apparus en pleine lumière, on arrive par la même extrapolation à des résultats terrifiants. Et chacun se met à rêver de l'an 2000 comme d'une époque où le pullulement de la population achèverait la pollution de l'atmosphère, il n'y aurait plus d'air à respirer, plus d'eau à boire; les villes seraient invivables. Tout cela n'est, au fond, que la projection dans un avenir inconnu des problèmes dont nous avons l'expérience actuelle, ce qui est une manière indirecte de répondre à votre question sur la concentration du pouvoir économique.

Il est parfaitement exact qu'au cours des dix dernières années on a assisté à une accélération impressionnante de la concentration du pouvoir économique, de l'extension des grandes sociétés qui ont pris souvent la forme de conglomérats. Ni la concentration horizontale ni la concentration verticale, comme on disait jadis, mais la jonction d'entreprises dont les productions n'ont souvent aucune relation les unes avec les autres. Les dirigeants veulent jouer sur un grand nombre de secteurs d'activité de telle sorte que si l'un est plus ou moins atteint, la prospérité continue dans les autres. L'état-major établit une stratégie d'ensemble, répartit les risques, fixe les objectifs.

Un cauchemar à la mode

J'éprouve un scepticisme invétéré à l'égard des extrapolations indéfinies. Je doute que l'on ait le droit de prolonger durant des dizaines d'années une évolution que l'on a observée au cours de quelques années. Ce qui reste vrai, c'est qu'il y aura de grandes concentrations sous la forme de ce que l'on appelle fort mal des sociétés multinationales. Ces sociétés ne sont pas multinationales, elles sont nationales avec des filiales réparties dans le monde entier.

Première question: est-ce que le mouvement de concentration continuera indéfiniment? Personnellement, je ne le pense pas. Il y aura ou des contre-mesures des États ou la découverte des inconvénients des conglomérats lorsqu'ils dépassent une certaine dimension; peut-être sera-t-il difficile de maintenir une stratégie rationnelle lorsque la concentration sera trop forte. Tout tissu économique comporte normalement une diversité d'entreprises, ce qui signifie que, quelle que soit la puissance des grands, il y aura des moyens, il y aura des petits. Je ne vois pas à l'horizon, disons, le cauchemar actuellement à la mode de soixante sociétés «multinationales» américaines régnant sur l'économie de l'ensemble du monde.

Il n'en reste pas moins un double problème: les grandes sociétés nationales par rapport à l'État: les grandes sociétés avec centre à l'étranger par rapport aux États nationaux.

Dans le cas de la France, les grandes sociétés nationales ne me paraissent pas mettre en question la capacité de décision ou l'autorité de l'État; la plupart d'entre elles ont besoin de lui et elles n'ont pas une puissance telle qu'elles puissent refuser d'écouter les avis des ministres ou des gouvernements.

Il n'en reste pas moins, et le gouvernement français le sait, qu'en cas de restructuration d'une entreprise, les propriétaires ont des droits contre lesquels le gouvernement ne peut pas toujours intervenir. Les gouvernements ne disposent

que d'une autorité partielle.

Vient enfin la question: Que peut le gouvernement français vis-à-vis, prenons l'exemple, d'I.B.M.? Eh bien! Je dirai que la plupart de ces grandes sociétés ont un intérêt évident à conserver des relations tolérables avec les gouvernements.

Si une filiale d'I.B.M. licenciait un grand nombre de Français, ou fermait des laboratoires, ou cessait d'exporter et de rapporter des devises, il y aurait nécessairement une réaction plus ou moins vive du gouvernement. Ces sociétés multinationales ont intérêt à demeurer en bons termes avec les États étrangers.

En d'autres termes, la nature même de ces sociétés tend à leur imposer un comportement semi-politique: en dehors des décisions prises selon le calcul strict de l'intérêt elles font aussi de la diplomatie. Même sur le plan économique les gouvernements nationaux ne sont pas réduits en esclavage par les sociétés multinationales. Il s'agit d'un rapport de forces, du type pouvoir et contre-pouvoir. Enfin, un gouvernement national a toujours le droit de nationaliser une filiale d'une entreprise dite multinationale en payant une indemnité.

J. C. – Et la pression des sociétés mères sur leurs pays d'origine?

R. A. – La pression d'I.B.M. sur le gouvernement américain, par exemple? Là, nous entrons sur un terrain difficile. Est-ce que les dirigeants d'I.B.M. ont des objectifs politiques ou essentiellement économiques? Est-ce que les dirigeants d'I.B.M. veulent prospérer, gagner de l'argent, étendre leurs réseaux de filiales? Ou bien ont-ils une conception particulière de la politique? Dans la majorité des cas, à mon sens, ces grandes sociétés ont des objectifs essentiellement économiques. Elles deviennent politiques parce qu'elles sont obligées de négocier avec les gouvernements nationaux. En même temps elles s'efforcent de rester apolitiques, c'est-à-dire de ne pas intervenir dans les conflits des partis lorsqu'il s'agit d'un pays développé dont les institutions sont stables et où elles ne risquent rien. Lorsqu'il s'agit de l'*United Fruit* et des pays de l'Amérique, centrale, le problème est tout autre.

Cela dit, il n'en reste pas moins que si un certain nombre de secteurs économiques sont dominés par les filiales des sociétés américaines, le gouvernement français perd une part de son autonomie (sans parler des rapatriements de bénéfices, des brevets, etc.). Incontestablement, il vaudrait mieux que les secteurs de pointe fussent possédés nationalement, Je ne regarde nullement avec indifférence le transfert à des propriétaires étrangers d'un grand nombre d'entreprises françaises au cours des dix dernières années. Je dis simplement que ce jeu entre les gouvernements nationaux et les grandes sociétés

est destiné à se poursuivre. Je ne vois pas l'aboutissement sous la forme d'un despotisme de cinquante conglomérats à échéance de la fin du siècle. Je vois au contraire un jeu très subtil entre des gouvernements nationaux et une économie de plus en plus transnationale. L'économie occidentale est en train de devenir transnationale comme elle le devenait avant la guerre de 1914, évolution que les deux guerres avaient interrompue.

Il y aura une dialectique complexe entre des gouvernements nationaux qui ne tiennent qu'une partie des instruments du pouvoir économique et les grandes sociétés, les unes nationales et les autres transnationales. Situation ni angélique, ni diabolique.

Je crois que ce vers quoi nous allons, sauf catastrophe toujours possible, grande guerre, dépression économique, retour de flamme d'un nationalisme extrême, éventualités non exclues mais improbables, c'est vers l'accentuation du caractère transnational de l'économie: sociétés à filiales multiples, Eurodollars, monnaies convertibles, peut-être monnaie européenne qui feront que la vie économique sera de moins en moins encadrée dans les États nationaux, mais simultanément, la souveraineté des États nationaux ne disparaîtra pas. Les États resteront le principe du pouvoir légitime, l'expression des volontés nationales. Il y aura une espèce de dialectique entre ces deux forces et selon les circonstances l'une ou l'autre l'emportera,

J. C. – Récemment, je remarquais au cours d'un face à face qui vous a opposé à Ota Sik, que vous constatiez tous les deux que le capital était un outil au service du progrès, que tout le monde y était intéressé, mais que ce capital était quand même en définitive aux mains d'une poignée d'hommes. Que faut-il faire pour améliorer les choses?

R. A. – Entendons-nous. Le capital de Rhône Poulenc n'est pas juridiquement aux mains d'une poignée d'hommes. Les actions sont dispersées entre un grand nombre de personnes. Aux États-Unis, les actions sont dispersées entre des millions d'actionnaires. En revanche, le pouvoir à l'intérieur de ces grandes sociétés appartient à un petit nombre de personnes. Cela dit, si vous prenez une économie planifiée, telle que nous la connaissons, elle comporte encore plus de concentration du pouvoir économique aussi bien au niveau de l'entreprise qu'au niveau du ministère ou du bureau de la planification. Il semble qu'une des caractéristiques d'une économie complexe, c'est qu'il y ait un petit nombre d'hommes qui prennent les grandes décisions.

J. C. – Les «technostructures» définies par Galbraith...

R. A. – Pas tout à fait. Galbraith pense que les décisions ne sont pas prises par les quelques directeurs que l'on voit au premier plan. Il pense que ces soi-disant présidents-directeurs généraux sont destinés à «inaugurer les expositions de chrysanthèmes», et que les décisions sont prises par des comités.

Personnellement je pense que, comme toujours dans les théories de Galbraith, il y a une part de vérité et une exagération. Il est vrai que les décisions dans les entreprises comportent aujourd'hui souvent un tel caractère de rationalité et de technique, que les chefs officiels ne sont pas en mesure de faire les calculs ou les études qui conduisent aux décisions. La décision peut être imposée par des comités d'experts qui, dans ce cas, détiennent le pouvoir, bien qu'il ne leur appartienne pas officiellement. Il reste que les organisations complexes ne sont pas démocratiques, au sens où la démocratie suppose la diffusion du pouvoir.

On peut rêver d'une démocratisation sous forme de l'une ou l'autre des modalités de réforme des entreprises, comme celle que Bloch-Lainé a suggérée. Il est difficile de trancher en quelques mots. Ce qui me paraît plus important que les réformes de l'entreprise, en ce qui concerne le choix des directeurs, c'est à l'intérieur des entreprises, une circulation telle de l'information et une déconcentration telle des décisions que le nombre de ceux qui ont un sentiment de participation augmente et que le plus grand nombre possible ait un sentiment de responsabilité.

En ce qui concerne le choix des directeurs, le problème essentiel me paraît de déterminer la méthode la plus efficace. Le danger de la cooptation française c'est qu'elle permet souvent le maintien de directeurs incapables. Je ne veux pas citer de cas récents parce qu'ils sont dans l'esprit de tous mais le système français de cooptation présente un défaut immédiatement visible. Défaut moins visible aux États-Unis parce que la sanction de l'inefficacité y est immédiate. Lorsque quelqu'un ne réussit pas, quel que soit le niveau de son emploi, il connaît les conséquences de son échec. La tendance de la France, non pas seulement dans l'administration, non pas seulement dans l'université, mais dans l'entreprise, c'est que l'échec ne soit pas sanctionné.

Les «mutations radicales»

J. C. – On parle beaucoup aujourd'hui de «mutation». Il est certain quand même que la civilisation industrielle est en train de déterminer une transformation radicale de l'univers dans lequel l'homme est appelé à vivre. Quel est, selon vous, l'avenir de la société industrielle? N'avez-vous pas une dix-neuvième leçon à écrire à ce sujet?

R. A. – Je me méfie toujours des «mutations radicales» et je ne vois pas personnellement entre 1960 et 1970 une mutation radicale des conditions de vie; ce qui me paraît peut-être tout aussi intéressant, c'est que la jeunesse, une partie de la population, vit la société ou la civilisation dans laquelle nous sommes en 1970 tout autrement qu'il y a cinq ou dix ans. Ce qui est très frappant c'est que les conditions matérielles changent peu et que la réaction des hommes à ces conditions change brusquement. Le passage d'une génération à une autre peut créer un climat nouveau. Cela dit, ce n'est pas une dix-neuvième leçon que j'aurais envie d'écrire, c'est un tout autre livre. Celui auquel vous faites allusion, *«Les dix-huit leçons sur la société industrielle»* est maintenant un très vieux livre (il date de 1955). Il faudrait reprendre le problème de manière plus rigoureuse et plus systématique. Il n'y a pas *une* société industrielle, il y a *des* sociétés de type industriel.

J. C. – *Quand on évoque aujourd'hui la ou les sociétés industrielles on parle beaucoup d'aliénation. La civilisation du développement peut-elle, selon vous, répondre à toutes les aspirations des hommes?*

R. A. – Si l'on parle de civilisation industrielle, il faut faire la discrimination entre ce qui semble promis à une diffusion universelle, les formes que prend l'organisation socio-économique selon les régimes, enfin les systèmes de valeur qui ne sont pas intégralement déterminés par l'organisation scientifique de la production. Après tout, entre le système américain des valeurs et le système français, il subsiste des différences substantielles.

Je ne crois pas du tout qu'il suffise d'utiliser des machines, des automobiles ou des ordinateurs pour que l'humanité devienne homogène et d'ailleurs je ne le souhaite pas. L'objectif, ce sont des conditions de vie honorables pour tous en maintenant la diversité de culture qui est une richesse et aussi une condition de fécondité.

Vous me posez la question que les révoltes de jeunes ont mise à la mode, c'est-à-dire: est-ce que la civilisation de croissance ou de développement ne porte pas en elle sa propre condamnation du fait que ceux qui vivent dans les grandes villes, qui travaillent dans des usines perdent pour ainsi dire le sens de leur identité et ont un sentiment d'aliénation. Le mot d'aliénation est tellement à la mode que je l'ai pris en horreur. Au cours de mon existence déjà longue, je l'ai rencontré une première fois dans l'Allemagne pré-hitlérienne, puis une deuxième fois à Paris dans les années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale. C'était la grande époque de l'existentialisme marxiste. Il revient à la mode une

troisième fois à la fois aux États-Unis et en Europe.

Premier point, il me paraît malheureusement inévitable que des hommes qui vivent dans des organisations complexes ou des grandes villes, aient souvent un sentiment d'impuissance. Ils sont livrés à des organisations toutes-puissantes et, pour ainsi dire, ils ne s'appartiennent pas à eux-mêmes parce qu'ils ne sont que des éléments, les rouages d'un mécanisme. Ils sont pour ainsi dire «chosifiés», condamnés à une activité parcellaire et dépouillés de l'autonomie ou de la force créatrice à quoi chacun aspire. En ce sens, je crains que toute société rationalisée, industrialisée ne comporte, pour un nombre plus ou moins grand de personnes, ce sentiment d'aliénation. Je ne suis pas sûr qu'il y ait un remède miraculeux.

Vous me demandez si le développement ou la croissance donnent aux hommes des raisons de vivre? Je n'ai jamais pensé que les hommes vivent pour produire et il me paraît évident que le simple fait de produire ne constitue pas pour les sociétés un but ultime.

J. C. – Je peux peut-être vous interrompre pour vous poser une question plus précise, Vous avez constaté que le régime capitaliste réussissait en général à améliorer le niveau de vie de 70 à 80% de la population et que la révolution avec un grand R devenait improbable, Mais actuellement, on demande peut-être autre chose qu'un «niveau de vie» et cela a été, je crois, une des grandes conclusions de notre enquête. On s'est aperçu qu'un peu partout, cette notion de «niveau de vie» était dépassée par une notion de «qualité de vie». Production et bien-être paraissent s'opposer de plus en plus. C'est le sens de la révolution culturelle américaine.

R. A. – J'étais sur le point de vous répondre. Premièrement, quand je disais que le capitalisme améliore la condition de vie de 70 à 80% de la population, je disais. Implicitement qu'il y avait 20 à 30% de laissés pour compte du progrès. Or, à une certaine époque, par rapport à l'idée fausse de la paupérisation générale, l'amélioration des conditions de vie de 80% de la population semblait un résultat substantiel. Mais, il est parfaitement normal et légitime qu'après une phase de croissance on s'inquiète des 20% attardés ou des victimes. Par conséquent sur le plan même des conditions de vie, il reste beaucoup à faire et je ne suis pas sûr que pour la masse de la population, au moins en France, le problème du niveau de vie ne reste pas au moins aussi important que celui de la qualité de vie.

J. C. – Il est vrai que le problème est surtout posé actuellement aux États-

Unis...

R. A. – Il s'agit de savoir qui pose cette question. Personnellement, je la poserais, mais je suis du bon côté de la barricade. Je suis de ceux pour lesquels le problème du niveau de vie devient sans intérêt et il en est de même aujourd'hui pour la majorité des intellectuels.

La révolution culturelle américaine

Aux États-Unis, est-ce le cas d'une partie importante de la population, encore qu'il ne faille pas oublier que les syndicats ouvriers restent extraordinairement soucieux du niveau de vie? Les protestations contre le système des valeurs de la société américaine viennent de certaines catégories de la population. Je les considère comme d'une extrême importance parce qu'elles viennent des étudiants, des intellectuels ou des milieux dirigeants, c'est-à-dire de ceux qui font l'opinion. Même si ces protestations touchent beaucoup moins le petit bourgeois ou l'ouvrier syndiqué, elles gardent toute leur signification. Essayons de différencier. Parmi les sujets, sur lesquels votre enquête a porté, figurent les conséquences matériellement détestables de la croissance économique elle-même ou de la production accrue, disons en gros pollution et destruction de l'environnement. Sur ce point, il y a, me semble-t-il, une seule réponse à faire: seule la technique permet de guérir une partie des maux créés par la technique. Cela dit, il faut la technique plus la volonté politique, il faut une organisation administrative ou fiscale, telle que les responsables de la pollution trouvent intérêt à combattre cette pollution, un système de sanctions ou un système d'incitations. Si la technique a souillé la nature il faut que la technique la purifie.

Il y a un autre thème de votre enquête, la dénonciation du culte de la production. Ce culte est un phénomène relativement récent, il ne faut pas oublier que l'idolâtrie du taux de croissance a été, en Occident, une réplique à l'idolâtrie des taux de croissance en Union soviétique. C'était un sous-produit de la guerre froide et je trouve normal qu'il disparaisse en même temps que la guerre froide. Il n'est pas vrai que le système des valeurs de l'Occident ait été essentiellement productiviste. Il y a eu une idéologie productiviste en Occident, l'idéologie saint-simonienne, mais l'idéologie libérale n'était que subsidiairement productiviste, elle était une idéologie de la liberté et de la création individuelles. Certes, j'aperçois des nouveautés, surtout aux États-Unis! Le refus du culte du succès, de l'obsession de son niveau de vie comparé à celui du voisin, peut-être la mise en question des valeurs traditionnelles du travail, de l'effort. Il y a, dans une partie de la jeune génération, l'idée que bien vivre vaut mieux que réussir. Tout

cela me paraît beaucoup plus visible dans la révolution culturelle américaine qu'en Europe. Ici les jeunes les plus représentatifs me paraissent politisés, trotskystes, castristes et autres, ce qui n'est pas la même chose que la révolte en vue d'une existence apaisée: faire l'amour et non pas faire la guerre.

Au risque de passer pour béotien, j'ajouterai qu'il est plus facile de sacrifier le niveau de vie à la qualité de l'existence quand soi-même on est déjà du bon côté de la barricade. Je me méfie de ceux qui vont trop loin dans ce sens. Je le répète, en France, pour la majorité des Français, le problème de la fin de mois se pose encore. Bien entendu, on pourrait reprendre les arguments de Jean-Jacques Rousseau, ancêtre méconnu de bien des contestataires d'aujourd'hui. Il aurait mieux valu, pense-t-on, que les sociétés au lieu d'utiliser leur capacité technique à se compliquer l'existence, à produire toujours plus de machines, de marchandises, de gadgets, eussent donné aux hommes le bénéfice simultané de l'aisance, de l'égalité et de la vie simple.

Les défis de l'an 2000. II. Vers quelle civilisation allons-nous?

Le Figaro
30 juillet 1970

** L'homme ne crée jamais que lorsqu'il est mis au défi * Nous sommes embarqués: revenir en arrière serait condamner à mort des centaines de millions d'hommes * On a découvert l'art de continuer à se battre sans s'entredétruire * Le racisme: plus subtil, il est devenu d'autant plus grave.*

JEAN CREISER. - C'est une notion récente mais elle semble profonde: on demande aujourd'hui autre chose qu'un "niveau de vie", on demande une certaine "qualité de vie". Et cette idée de "qualité de vie" n'est pas forcément la vie simple...

RAYMOND ARON. - J'ai bien peur tout de même que les deux idées se rejoignent... Les critiques condamnent la pollution. Ils ont raison. Mais la pollution résulte pour une part du nombre des hommes et du principe démocratique. Les villes seraient plus agréables s'il n'y avait d'automobiles que pour 5% de la population, mais nous voulons une société démocratique, le nombre des automobiles, comme celui des hommes, ne contribue pas au charme de la vie. La qualité de l'existence! Donner à tous le sens des choses que ceux qui s'érigent en arbitres de la beauté jugent belles, c'est-à-dire essentiellement les intellectuels. Soit! mais l'ouvrier n'ira pas dire: plutôt la qualité de l'existence que le niveau de vie. Il dira éventuellement: plutôt la justice et l'égalité dans la médiocrité que la richesse dans l'inégalité. La masse des travailleurs va à l'usine cinq jours ou cinq jours et demi par semaine, elle a une heure ou deux de temps de déplacement entre le lieu de travail et la maison. Comment remplir ce temps vide pour enrichir toute l'existence? Quand on parle de qualité de l'existence, comment n'être pas d'accord mais c'est un thème un peu facile, souvent à la limite du pharisaïsme.

J. C. - Il est certain que cette notion vient d'abord de gens et de pays riches.

R. A. - Elle vient d'abord de gens et de pays riches, de ceux qui forgent l'opinion, de ceux qui parlent et qui écrivent, en gros, des intellectuels. Or, dans nos sociétés qui ont été justement soucieuses pendant un quart de siècle de produire, je trouve absurde de présenter comme neuve l'idée que la production ou le productivisme en tant que tels ne donnent pas une raison de vivre. Quand

des hommes ont-ils cru à une telle idéologie? Dans le tiers monde, les hommes ont voulu l'indépendance nationale avant de vouloir la prospérité. S'il ne s'était agi que de production, plusieurs pays qui ont acquis leur indépendance n'auraient pas cherché à la gagner parce que cette indépendance ne les a pas enrichis. Toutes les nations ont des valeurs au-delà de la production. La France gaulliste s'est donnée pour objectifs l'indépendance ou la grandeur, jamais la production en tant que telle.

L'abondance pour tous

Ce qui est vrai, c'est qu'après un quart de siècle d'une histoire économique extraordinairement brillante - la période la plus brillante à ce point de vue de l'histoire de l'humanité - on a le sentiment que l'on a presque résolu les problèmes des années 30, du coup, on devient insatisfait des résultats obtenus. Tout ce qui est acquis est inintéressant. On brûle les étapes, on se figure que le problème de l'abondance est déjà résolu pour tous. Il subsiste d'énormes inégalités et, même pour beaucoup de ceux qui ne sont pas des victimes, les conditions deviennent médiocres. On oublie toujours que si, en termes absolus, le niveau de vie augmente de manière relativement rapide dans notre société, les besoins ou les désirs augmentent peut-être encore plus vite. Ce qui constitue la dialectique presque diabolique des sociétés dans lesquelles nous sommes, c'est que chacun situe toujours son objectif au-dessus du point auquel il est parvenu. Quel que soit le niveau atteint, si l'on demande aux différentes catégories de Français ce qui leur serait nécessaire pour avoir l'existence ou le train de vie qu'ils jugent normal, ils répondent en demandant toujours trente ou quarante pour cent de plus qu'ils n'ont.

J. C. - C'est vrai pour les entreprises aussi. C'est même la loi numéro un de la société de développement.

R. A. - C'est la loi de la société de développement. Cette loi, on peut la juger admirablement en ce sens que l'homme ne crée jamais que lorsqu'il est mis au défi. Or, l'homme de nos sociétés est perpétuellement mis au défi. On peut juger aussi que le développement a quelque chose de diabolique: la société de Jean-Jacques Rousseau était une société de gens satisfaits dans la simplicité, voire dans la médiocrité et nous sommes une société de gens insatisfaits dans la croissance permanente.

Libre à chacun de penser que l'homme s'est engagé depuis quelques siècles, surtout depuis un siècle et demi, dans une voie sans issue. Nous vivons une mutation technique dont personne ne peut savoir à quoi elle aboutira. Nous

sommes embarqués. Il n'est pas question de s'arrêter, moins encore de revenir en arrière.

Revenir en arrière, ce serait condamner à mort des centaines de millions d'hommes. Déjà on s'inquiète à juste titre de la disproportion éventuelle entre les ressources alimentaires et les besoins des six ou sept milliards d'êtres humains qui vivront sur la planète en l'an 2000. Il n'est pas question d'arrêter le développement de l'agriculture ou de l'industrie.

S'il y avait un Voltaire...

J. C. - Il s'agit de le maîtriser.

R. A. - C'est un mot facile. Je l'ai employé moi aussi dans la conclusion des *"Désillusions du progrès"* mais maîtriser signifie quoi? Les hommes devraient faire un choix entre les innovations techniques souhaitables et celles qui ne le sont pas. On devrait arrêter la course à l'automobile individuelle qui a pour résultat qu'il y en a de plus en plus, qu'elles rendent de moins en moins de services et deviennent de plus en plus dangereuses. Nos sociétés ont quelque chose de monstrueux. Les hécatombes de fin de semaine sont monstrueuses. S'il y avait un Voltaire aujourd'hui, il écrirait un conte qui ferait pâlir *"Candide"*. J'imagine une satire de la société moderne à laquelle personne n'aurait rien à répondre. Exercice littéraire, exercice gratuit. Maîtriser, ce n'est pas maîtriser la technique, c'est maîtriser la dialectique conjugée de la technique et des désirs humains. C'est maîtriser, dirai-je en simplifiant, la dialectique conjugée de l'industrialisme et de la démocratie. L'industrialisme sans démocratie, soit, mais c'est là une hypothèse contradictoire. Pour produire en grande série, il faut qu'il y ait une demande en grande série. Par conséquent, il faut la démocratie. Et, quand on a la dialectique de l'industrie et de la démocratie on a les problèmes dont le plus symbolique est celui de l'automobile mais qui est d'une certaine manière, celui d'autres secteurs.

J. C. - Il y a quelques années, vous terminiez votre livre "Paix et Guerre entre les nations" par une note qui n'était guère optimiste. Je ne suis pas sûr, disiez-vous, que les hommes veuillent la paix sur cette terre. Et vous ajoutiez: D'ici peu d'années il sera donné à l'espèce humaine de se détruire elle-même. L'homme n'aura surmonté les antinomies de l'action que le jour où il en aura fini avec la violence ou avec l'espoir. Pensez-vous que les pas nouveaux de la stratégie de la dissuasion ont été faits sur le chemin de la violence ou sur celui de l'espoir?

R. A. - Si j'avais à choisir entre les deux termes de votre alternative, je dirais qu'en ce qui concerne la dissuasion par la menace nucléaire, je choisirais l'espoir.

Bien entendu, nous n'en sommes après tout qu'à la fin du premier quart de siècle de l'ère nucléaire. Les deux bombes atomiques utilisées l'ont été en 1945. Nous sommes en 1970 et l'humanité continue à vivre, me semble-t-il, sous la peur qu'entretient le souvenir de ces deux bombes. Il y a une espèce de tabou atomique. L'humanité a peur de ses armes. Les grandes puissances ont acquis jusqu'à présent l'art d'en user diplomatiquement afin de ne pas les utiliser militairement.

Vous savez que c'est là une des expressions que j'ai employées maintes fois. On ne peut pas dire que ces armes ne jouent pas de rôle, car elles jouent un rôle en ce sens qu'elles préviennent leur propre emploi militaire. Naturellement, il faut ajouter que l'on n'est jamais sûr du rôle que jouent ces armes dans la dissuasion. On peut savoir quand la dissuasion a échoué, on n'est jamais sûr de savoir quand elle a réussi. Quant elle a apparemment réussi, il se peut que l'adversaire n'ait pas eu l'intention de faire ce qu'il n'a pas fait et dont on attribue à la dissuasion le mérite de l'avoir détourné.

La dissuasion réussie ne donne jamais de preuve d'elle-même. Pour avoir une preuve, il faudrait savoir que l'autre a voulu faire ce dont on voulait le dissuader.

J. C. - Votre théorie était basée surtout sur le duopole des deux grands, les frères ennemis, comme vous les avez appelés.

R. A. - Je les avais appelés ainsi à une époque où une telle interprétation n'était pas encore à la mode. J'avais été très frappé, en étudiant la période d'après-guerre, de voir que progressivement les deux grands avaient découvert leur solidarité contre la guerre.

J. C. - Mais la bombe chinoise ne remet-elle pas tout en question?

R. A. - Un mot encore avant d'en venir à la Chine. En ce qui concerne les deux grands, la solidarité contre la guerre subsiste avec un risque marginal. Il y a confrontation dans certaines parties du monde soit directement entre les deux, soit beaucoup plus fréquemment entre les protégés des deux et il y a toujours quelque danger que les protégés n'entraînent les protecteurs. Mais en ce qui concerne les États-Unis et l'Union soviétique, la volonté d'éviter cet entraînement semble à la fois consciente et forte.

Chantage nucléaire

Quant à la Chine, je ne suis pas de ceux qui pensent que la diplomatie chinoise, une fois que celle-ci disposera des armes atomiques, sera fondamentalement transformée. Je ne crois pas du tout que les Chinois

envisagent d'utiliser leur force nucléaire de manière offensive. Je crois qu'ils l'utiliseront de la même façon que les deux grands, c'est-à-dire comme arme de recours suprême, autant que possible pour limiter les interventions des autres. Je ne les vois pas se livrant à ce que l'on appelle un chantage nucléaire. Il y a dix ans, l'opinion américaine était obsédée par le danger nucléaire. Lorsque j'ai passé un semestre à Harvard, j'ai participé à un séminaire où se rencontraient les futurs conseillers du président Kennedy, ils étaient tous obsédés par le problème de la stratégie nucléaire et soucieux des négociations avec l'Union soviétique. Or, aujourd'hui, ils s'y intéressent fort peu.

J. C. - Il semble, en effet, suivant les enquêtes faites par les collaborateurs du "Figaro" notamment aux États-Unis, que la crainte d'un conflit généralisé soit moins grande aujourd'hui que dans un passé récent.

R. A. - Un homme comme Hermann Kahn que je connais bien ne s'occupe presque plus des problèmes de stratégie nucléaire dans son institut. Je me souviens l'avoir entendu dire il y a deux ou trois ans: "Il y a dix ans, nous pensions que toutes les méthodes échoueraient; aujourd'hui, nous pensions que toutes réussiraient". Les États-Unis, selon leur coutume, sont passés d'une angoisse obsessive à une sorte de sérénité.

J. C. - Mais à quoi attribuez-vous ce recul de la peur? Il est certain que la hantise de la guerre thermo-nucléaire semble avoir un peu disparu de l'esprit des gens.

R. A. - Pourquoi l'humanité il y a dix ans paraissait-elle obsédée par ces dangers et pourquoi aujourd'hui semble-t-elle respirer en paix dans la sérénité? Pourquoi il y a dix ans les étudiants américains étaient-ils en majorité calmes, conformistes et presque apolitiques? Pourquoi la génération actuelle est-elle à ce point agitée, révoltée? Nous arrivons à un de ces phénomènes que l'on observe dans l'histoire et que l'on explique mal, le changement du climat psychologique, de l'humeur. Les hommes vivent une situation qui n'est pas fondamentalement autre. Ce sont des cycles sentimentaux. Il n'y a pas de cause évidente à cette alternance d'angoisse et de sérénité.

En ce qui concerne l'Europe, la raison essentielle c'est que l'on a cessé de croire que l'Union soviétique ait des intentions militairement agressives à l'égard de l'Europe occidentale.

J. C. - Ne pensez-vous pas que le rapprochement stratégique entre les Américains et les Russes ne se fasse un peu sur le dos des Chinois et ne crée un nouveau racisme?

R. A. - Pour l'instant, il n'y en a pas encore de trace. Le conflit entre la Chine et l'Union soviétique est à la fois un conflit national conventionnel et un conflit idéologique. D'autre part, l'Union soviétique continue à soutenir le Vietnam du Nord contre les États-Unis et établit des positions militaires sur le canal de Suez. Par conséquent, l'alliance contre la guerre nucléaire des États-Unis et de l'Union soviétique existe, mais il existe aussi les conflits d'intérêt dans un certain nombre de régions du monde. Le jeu n'est pas fondamentalement différent de ce qu'il a été depuis vingt-cinq ans; tout se passe simplement comme si les hommes avaient fini par comprendre ce jeu. L'humanité commence seulement à découvrir une civilisation où les moyens de destruction sont presque illimités et où les conséquences du progrès sont dans certains cas dramatiques. Actuellement, je crois qu'il y a une nouvelle prise de conscience.

Le danger nucléaire paraît plus lointain et les dangers que l'on ressent le plus sont ceux que crée le progrès industriel lui-même. Ce que ressentent le plus les hommes adultes, c'est leur mise en accusation par les jeunes. Quelle découverte diplomatique ont fait les hommes depuis vingt-cinq ans? Ils ont découvert l'art de continuer à se battre sans s'entredétruire. Ils n'ont pas trouvé le secret de la paix. Ils ont retrouvé le secret des guerres limitées. Si l'on est optimiste - ce qui est mon cas - on dira que l'avenir probable, celui que l'on peut à la rigueur essayer de prévoir, quelques dizaines d'années, c'est en effet le genre de monde international dans lequel nous sommes. Monde qui ne comporte ni une véritable unité par coopération sincère entre les grands ni une autodestruction par guerre poussée jusqu'au bout. Ce qui est à la fois décevant et tout de même meilleur que nos cauchemars d'hier. Les relations internationales m'intéressent moins qu'il y a dix ans. En revanche, ce qui aujourd'hui me fascine - mais je n'aurai probablement pas le temps d'aller jusqu'au bout - c'est la société économique transnationale. L'unité planétaire subsiste grâce à la menace suspendue sur tous. Cette menace, pour l'instant, n'a pas fondamentalement changé en dépit des bombes chinoises ou françaises. Je ne pense pas que le jeu de la dissuasion soit transformé par les M.I.R.V.(1) ni par les A.B.M.(2). Le jeu de la dissuasion tient essentiellement à la conception des dirigeants. Aussi longtemps que les Russes et les Américains auront la même doctrine, la même prudence, une guerre nucléaire n'éclatera que par accident ou de manière catalytique. Ces différentes éventualités, qui ne sont jamais totalement exclues, sont beaucoup plus improbables qu'on ne le dit ou qu'on ne le disait, pour une raison simple, c'est que même si une bombe nucléaire explosait quelque part, pourquoi imaginer que le pays frappé répliquerait en projetant sur l'autre toutes les armes qu'il possède.

Il y a le téléphone rouge, l'instrument contre ce qu'on appelle la guerre catalytique ou la guerre par accident. Système curieux et logique d'entente entre ennemis destiné à les protéger l'un comme l'autre contre l'éventualité d'une guerre totale. C'est la première fois dans l'histoire.

J. C. - Mais il n'y a pas de téléphone rouge avec les Chinois?

R. A. - Pas encore. Il y en aura peut-être.

J.C. - On dit qu'Israël a la bombe.

R. A. - J'ai eu des conversations là-bas avec des dirigeants, ils ne m'ont rien dit, bien entendu. Les savants israéliens n'en sont pas loin. Mettons les choses au pire. Supposons que les Israéliens, menacés de destruction totale, utilisent une bombe. Il n'en résulterait pas encore la destruction de l'humanité entière. Si horrible que soit l'éventualité de l'utilisation d'une bombe, ce n'est pas la même chose que la catastrophe totale que les pessimistes se plaisaient à décrire il y a quelques années. D'autre part, à supposer que l'Égypte et Israël possèdent chacun quelques bombes atomiques, les États-Unis et l'Union soviétique ne se laisseraient pas pour autant entraîner dans le conflit. L'usage éventuel d'une bombe par un petit État signifierait une tragédie, cela ne signifierait pas encore l'autodestruction de l'humanité.

Mais, d'un autre côté, la violence n'a pas disparu, et il est possible que la violence à l'intérieur des nations se déchaîne d'autant plus que les grands conflits paraissent exclus. Car après tout, l'un des ciments des collectivités nationales, c'était la menace extérieure. Il y a les formes de guerre que désormais nous connaissons bien, les guerres classiques limitées d'Israël et des pays arabes, les guerres révolutionnaires: les hommes montrent encore beaucoup d'ingéniosité pour se battre.

J. C. - L'absence de grande guerre n'a-t-elle pas entraîné toutes les maladies de la civilisation que nous observons aujourd'hui? Je pense à la sexualité, à la drogue, aux dépressions nerveuses, à la violence, au racisme...

R. A. - Le racisme est aussi vieux que l'humanité malheureusement. Les tribus archaïques se sont souvent réservé le nom d'homme, elles avaient un terme différent pour les autres qu'elles: les "non-hommes". Le racisme n'est pas une découverte de la civilisation du XXe siècle.

J. C. - Vous ne croyez pas que le racisme soit cependant beaucoup plus latent dans les grandes cités? Je pense à New York, je pense même à Londres d'une certaine façon...

R. A. - En ce qui concerne les États-Unis, le racisme en déclin par rapport à la ségrégation d'il y a cinquante ans est d'un autre côté plus visible; la nature même de la civilisation urbaine, c'est l'intégration de tous. La séparation était plus facile dans le sud non industriel que dans le nord industrialisé. Mais les sentiments racistes aujourd'hui sont, en dépit des apparences, moins forts qu'ils n'étaient il y a vingt ou cinquante ans. Vous arrivez aujourd'hui à l'aérodrome de New York, vous voyez parmi les fonctionnaires de l'immigration un certain nombre de Noirs que vous n'auriez jamais vus il y a vingt-cinq ans. Vous allez dans un grand hôtel de Washington, vous voyez au desk des jeunes filles ou des garçons noirs, ce que vous n'auriez pas vu il y a vingt-cinq ans. Du même coup, d'ailleurs, le problème devient peut-être plus grave.

L'intolérable oppression

J. C. - Il est plus subtil...

R. A. - Il est plus visible et il est plus subtil. À mesure que le niveau intellectuel des Noirs s'élève, ils sont plus sensibles à ce qui reste de discrimination. C'est la vieille idée de Tocqueville: pour des opprimés en voie d'améliorer leur condition, l'oppression devient plus intolérable, ils voient le but et la distance à franchir. La transformation des mœurs sexuelles n'a rien à voir avec l'absence de guerre. N'oubliez pas que les États-Unis, les plus agités, ont une guerre. Si les États-Unis connaissent ces troubles, peut-être est-ce en fonction d'une mutation qui tient à la progression même de la civilisation industrielle. Il se peut qu'une fois un certain niveau atteint, il y ait un refus des valeurs de travail, de succès, d'effort qui ont été nécessaires à la création. Il est possible que les enfants de ceux qui se sont donné tant de peine pour monter s'intéressent, eux à la qualité de l'existence, qu'ils n'aient plus la même volonté de réussir; la réussite leur est donnée au berceau; au lieu de la psychologie des pionniers, au lieu de l'esprit de compétition brutale, un nouvel état d'esprit se répand, lié au relâchement du contrôle social, à la facilité de gagner sa vie, aux ressources dont disposent souvent ces jeunes, même s'ils ne viennent pas de milieux très fortunés, et ainsi de suite. Des phénomènes liés à l'absence de guerre, à la rigueur on les observerait en Europe! Les jeunes Allemands ou les jeunes Français sans ambition nationale dans des nations à la fois satisfaites et insatisfaites. Satisfaites parce qu'elles connaissent une prospérité. Insatisfaites parce qu'elles ne comptent plus parmi les grands de ce monde. Là, l'esprit de révolte politique aurait quelque chose à voir avec la perte du statut sur le plan international.

Cela dit, une idée est aujourd'hui à la mode, suggérée par certains biologistes: l'homme serait naturellement violent. Personnellement, je laisse le choix entre deux formules sur lesquelles je terminerai: on peut dire que l'homme est un animal violent; on peut dire aussi que l'homme est un animal étrange qui préfère ses raisons de vivre à sa vie. Ce qui implique aussi la violence: s'il sacrifie sa propre vie à ses idées, il sacrifie plus facilement encore celle des autres.

(1) Fusées à ogives multiples et objectifs distincts.

(2) Missiles anti-missiles.

L'inceste est un sujet tabou. Pourquoi?

Réalités
Août 1971

Un entretien de Danielle Hunebelle avec Raymond Aron et Serge Lebovici

La réaction instinctive d'une partie du public de la télévision au moment de l'émission de Michel Polac sur le film de Louis Malle a rappelé qu'il existe des tabous sociaux. C'est le propre d'une société d'interdire certaines attitudes, certains comportements. Mais c'est aussi un trait caractéristique de la nôtre de voir les zones défendues s'amenuiser rapidement.

Nous avons demandé à un sociologue, Raymond Aron, et à un analyste, Serge Lebovici, de nous expliquer comment naissent, se développent et meurent les tabous, les interdits, dans une société et quel rôle ils y jouent.

Danielle Hunebelle – Pourriez-vous nous aider à éclairer cette notion si complexe de tabou social? Comment définissez-vous un tabou?

Raymond Aron - Le tabou, c'est quelque chose qui ne peut pas être transgressé sans susciter des sentiments de révolte profonde de la part de la communauté. Le tabou violé, c'est un peu le sacrilège. Mais vous dites tabou social? Tous les tabous sont sociaux, en ce sens qu'ils se produisent au sein de sociétés - même s'ils varient de société à société.

Serge Lebovici - En tant que psychanalyste, je définirai d'abord le tabou par la transgression de la prohibition d'une certaine règle inscrite dans une évolution biologique et mentale.

Si cette règle est inscrite dans l'évolution biologique et mentale, les tabous devraient être à peu près les mêmes dans toutes les sociétés à une époque donnée?

R. Aron - Votre question n'est pas objective... Vous voulez suggérer que si le tabou n'est pas universellement le même dans toutes les sociétés, il s'agit après tout d'un simple préjugé social. D'abord, il y a certains interdits qui me paraissent quasiment universels, par exemple les rapports sexuels entre la mère et le fils ou des unions entre le père et la fille. Il ne s'agit pas là de préjugés, ce sont des tabous inscrits dans l'affectivité des êtres, et on ne peut pas les violer sans des conséquences que le psychiatre ou le psychanalyste observe dans la majorité des cas.

Pouvez-vous citer un certain nombre d'autres phénomènes que vous classer

parmi les tabous?

S. Lebovici - Quand un musulman boit de l'alcool, il transgresse un tabou. Quand un juif mange du porc, il transgresse un tabou.

R. Aron - Je ne suis pas sûr qu'à l'heure présente les tabous qui touchent les aliments suscitent des réactions aussi fortes que les tabous sexuels.

S. Lebovici - À moins que la nourriture soit sexualisée, à moins que les pulsions intimes du sexe soient centrées sur la nourriture comme source d'un plaisir aussi grand que le plaisir sexuel.

Considérez-vous le drapeau, l'armée, comme des tabous?

R. Aron - Le drapeau n'est pas un tabou, ce n'est pas du même ordre. Là, nous avons un phénomène atténué. La majorité des gens reconnaîtrait immédiatement qu'il n'y a pas de conséquences autres que symboliques dans le fait de profaner la tombe du Soldat Inconnu, ou traîner le drapeau dans la boue. Évidemment, on se sentirait choqué, énervé contre l'individu qui ferait cela. Mais je suis sûr qu'à notre époque un patriote verrait une différence considérable entre ne pas saluer le drapeau et avoir des relations sexuelles avec sa mère.

S. Lebovici - Je suis tout à fait d'accord. D'un côté il s'agit de transgression d'un rite. De l'autre, d'un phénomène qui nous fait horreur, au sens sacré.

R. Aron - Disons que les interdits sociaux sont innombrables dans nos sociétés comme dans toutes les sociétés, mais certains ont une signification plus profonde par rapport aux dieux ou par rapport au sacré ou encore par rapport à l'intégrité affective et morale de l'individu.

Classez-vous les haines raciales parmi les tabous?

R. Aron - Les sentiments raciaux ne sont pas des tabous. Dans les sociétés blanches où la loi interdit non seulement les mariages, mais les relations sexuelles avec les personnes de couleur, il s'agit d'un interdit social, non pas d'un tabou.

Le mythe qui encore certaines grandes personnalités politiques, le général de Gaulle par exemple, constitue-t-il un tabou?

R. Aron - On ne peut pas dire qu'un mythe soit un tabou. Au maximum, si on allait profaner la tombe du général de Gaulle, il y aurait des réactions vives, un sentiment universel que c'est une grossièreté inqualifiable, parce qu'attenter aux sentiments forts de ses semblables est en soi agressif. Mais il n'est pas question de sacré ni de dieu dans le cas du général de Gaulle.

Cependant, il est convenu qu'à certaines époques de considérer certaines

institutions, l'armée par exemple, comme un tabou: autrement comment expliquer l'aspect passionnel de l'affaire Dreyfus, ou bien les prestiges sacro-saints des SS de Hitler?

R. Aron - Il n'est pas question de dire que l'armée est un tabou. Aragon dans sa jeunesse écrivait: «Je veux c... l'armée française dans sa totalité»; il n'a pas été arrêté. Il convient de distinguer les tabous au sens fort du terme, c'est-à-dire quelque chose qui se rapporte à la violation du sacré, et puis les objets d'un attachement ou d'un respect ou d'une affection coutumière dans une collectivité donnée, et ces sentiments sont l'objet d'une agression lorsqu'un individu fait un certain nombre d'actes destinés à exprimer le mépris qu'il éprouve pour ce que les autres respectent. Celui qui va cuire des œufs sous l'Arc de Triomphe, ou le militant des Black Panthers qui arbore à la télévision une chemise taillée dans le drapeau américain, ceux-là commettent intentionnellement une agression contre l'affectivité de leurs concitoyens. Tandis que le garçon qui dans le film de Malle couche avec sa mère, il ne veut pas commettre d'agression à l'égard des autres, D'un côté il y a dévalorisation des symboles, de l'autre profanation du sacré.

S. Lebovici - Aron a raison. Il distingue le tabou, et puis les interdictions qui sont faites au niveau de la collectivité et qui peuvent prendre la valeur d'un tabou. Quelqu'un qui connaît bien les tabous, c'est le psychiatre. Prenons comme exemple l'obsédé. L'obsédé a envie d'injurier Dieu au moment où il fait une prière. Il est constamment pris dans un conflit qui est la transgression de tabous privés. Je me rappelle un malade, qui respectait son père, et avait constamment peur d'avoir envie d'uriner sur sa tombe. Cet exemple montre qu'il y a des tabous individuels qui ne sont pas forcément de nature générale, alors, qu'il y a des tabous généraux qui sont intangibles – comme l'inceste. L'obsédé crée sa propre religion: s'il traîne un drapeau dans le ruisseau, il franchit un tabou en fonction de ses croyances propres, mais pour la plupart des gens, il s'agira d'offense à une institution, et non pas de la violation d'un tabou.

R. Aron - Un certain nombre de sociologues nous donneraient sans doute tort. Si on poussait un peu ce qu'écrivait Durkheim, ou si vous prenez Pareto, on trouverait une similitude de nature entre les différents phénomènes d'interdits. Mais même si nous allions dans ce sens, nous aurions des raisons de revenir au problème des tabous sexuels, et de distinguer deux sortes d'interdits. Car il y a ceux qui changent de société à société, et ne peuvent donc avoir de racines physiologiques, organiques, permanentes. Par exemple l'interdiction du mariage avec la fille de l'oncle maternel dans certaines sociétés n'est pas enracinée dans

la structure de l'être humain ou dans la nature des pulsions. Par contre, l'interdit des relations sexuelles entre la mère et le fils semble avoir une racine biologique, et en outre il est intériorisé au point que sa violation suscite des troubles psychologiques.

Si vous considérez comme interdits universels uniquement certains tabous sexuels, peut-on inférer que les tabous sociaux sont tels parce qu'ils sont symboliques de tabous sexuels?

S. Lebovici - Autrement dit, le psychanalyste peut-il penser que toute interdiction est un déplacement de l'interdiction primordiale de l'inceste et du parricide? (Pour avoir couché avec sa mère, il fallait qu'Œdipe tue son père.) Au niveau individuel, l'origine des tabous se situe bien là. Ce qui ne prétend pas expliquer le problème de la diversité des institutions sociales.

R. Aron - Le psychanalyste croit à une certaine structure de l'être, et remonte à la situation œdipienne fondamentale. Le sociologue, lui, constate que la structure psychique de l'être humain tolère une extraordinaire diversité. Je suis un sociologue non sociologiste, c'est-à-dire qu'un «sociologiste» dirait que l'essence des interdits, c'est la communauté elle-même.

S. Lebovici - Je connais un malade dont le père a été interné dans un asile psychiatrique. Bien que totalement étranger à la demande d'internement, ce malade a peur d'écrire des lettres, il a peur de changer de costume, de chaussures, il se comporte comme s'il était, lui, responsable de l'internement de son père. Peut-être existe-t-il des sociétés où il est recommandé d'envoyer son père dans un hôpital psychiatrique, mais comme ce n'est pas prescrit dans la nôtre, ce malade se sent coupable. Et le sentiment de culpabilité est, lui, universel, et mis en cause à propos de n'importe quoi pour un individu donné. On pourrait donc faire remonter l'origine du tabou à une espèce de structure mentale, au sentiment inconscient de culpabilité.

Comment expliquer le passage de l'individuel au collectif?

R. Aron - Le tabou collectif ne fait pas de difficulté. Il s'agit aux yeux des psychanalystes de déplacements d'interdits œdipiens fondamentaux. Tel ou tel interdit se répand dans une société, et la violation de ces interdits crée chez chaque individu un sentiment de culpabilité, qui remonte à sa conscience initiale.

N'existe-t-il pas une explication mécanique beaucoup plus simple. L'expérience a prouvé que l'union entre consanguins aboutissait à des catastrophes génétiques. L'horreur de l'inceste n'est-elle pas liée à la répulsion que nous éprouvons face à des malformations?

S. Lebovici - L'expérience n'a rien prouvé du tout. J'ai vu des enfants fruits de l'union d'un père avec sa fille. Biologiquement, ils étaient parfaitement sains et normaux. Psychologiquement, c'était une autre affaire.

R. Aron - Vous faites allusion au cas des gènes récessifs chez les enfants incestueux? Roger Martin du Gard présente lui aussi dans «Confidences africaines» un rejeton anormal né de l'inceste d'un frère avec sa sœur. Mais la règle des cousins parallèles ou croisés est fréquente dans les sociétés archaïques. On connaît le mécanisme génétique. Il n'a jamais été établi que des unions entre mère et fils produisaient des monstres biologiques. Cette hypothèse est de pure fantaisie.

Alors comment expliquez-vous l'interdit universel sur l'inceste?

S. Lebovici - Je donne une explication qui est celle de la psychanalyse. L'enfant est lié à sa mère par des liens qui sont faits de sa dépendance, c'est-à-dire qu'il est beaucoup trop jeune, qu'il a besoin de sa mère, et ce besoin de sa mère est assisté par des soins nourriciers au début de sa vie, il est dans une espèce d'unité avec sa mère le soignant, et cette unité il faut qu'elle s'ouvre, qu'elle se sépare, il faut que l'enfant prenne conscience de sa propre existence et tout cela s'inscrit dans sa biologie, sa mère se détourne peu à peu de lui, elle ne lui donne pas tous les soins dont il a besoin. Ce besoin qu'il a de sa mère se transforme en désir. C'est l'articulation entre le besoin et le désir qui est le thème essentiel de la psychanalyse... Il est de la nature de l'homme que ce désir ne puisse être jamais satisfait, que l'excitation pulsionnelle soit constante. Si on admet le désir de sa mère satisfait, c'est la mort. Autrement dit le retour à la situation initiale de fusion avec la mère, qui ne permet aucune existence.

La consommation de l'inceste est une mort psychique?

S. Lebovici - Oui. Je suis schématique, car j'ai vu beaucoup d'incestes entre filles et pères qui n'aboutissaient pas à des catastrophes, mais au sens simple du terme, entre une mère et un fils, c'est la mort psychique.

La plupart des Français qui ont écrit à Michel Polac après l'émission télévisée ne connaissaient rien à la psychanalyse.

S. Lebovici - Les gens ont une horreur naturelle de l'inceste.

R. Aron - Peut-être le dernier tabou au sens fort du terme restera-t-il le tabou de l'inceste parce que les psychanalystes ont raison, c'est le tabou originel. On peut donc concevoir la réduction du sens du sacré, on peut concevoir aussi l'atténuation du sentiment religieux, bien que je croie plutôt au transfert du

sentiment religieux, mais il y aura tout de même l'interdiction de l'inceste. D'ailleurs Louis Malle a essayé de faire passer la violation de ce tabou pour quelque chose de dénué de signification, il a pris une mère, qui ne ressemblait pas à une mère, qui était une Italienne, une étrangère. Ensuite quand ils en ont discuté, ils ont tous voulu en parler comme si c'était une chose qui n'avait pas de conséquence.

Pourquoi?

R. Aron - Peut-être parce qu'ils éprouvent encore un sentiment qu'ils veulent dissimuler par hypercompensation. Si vraiment il s'agissait d'un pseudo-tabou, il fallait aller jusqu'au bout. Ils disent qu'ils n'ont pas voulu choquer, mais ils savaient quand même que c'était quelque chose qui remonte au plus profond de la personne humaine.

Comment meurt un tabou?

S. Lebovici - Le tabou de l'inceste n'est jamais mort puisque tout le monde continue à éprouver l'horreur. D'autres tabous sont variables et éphémères.

R. Aron - Les tabous alimentaires, oui, naissent et meurent. Il y a des religions qui meurent, et dans des religions qui ne meurent pas il y a certains aspects rituels qui meurent.

Peut-on imaginer une société où il n'y aurait plus aucun respect de l'armée, de la religion?

R. Aron - Il n'y a plus en principe de respect de la religion en Union soviétique mais on essaie de créer le respect du Parti communiste, il est facile d'y retrouver les principes de ce qu'on a expulsé. On essaie de recréer l'infailibilité du Parti, ce sont des caricatures de religion, des déformations du sentiment de religion, mais toutes les sociétés que nous observons éliminent certaines formes de respect traditionnel et essaient d'en recréer d'autres. Il est difficile de concevoir une société où il n'y ait pas un fondement affectif du droit de certaines institutions au respect, ou encore à l'autorité.

Dans quelle mesure est-il souhaitable de favoriser l'affranchissement des tabous?

S. Lebovici - On a placardé sur les murs en mai 1968 «Il est interdit d'interdire», eh bien on peut toujours essayer d'interdire d'interdire...

R. Aron - D'ailleurs cette formule est une contradiction. Si vous dites qu'il est interdit d'interdire, vous interdisez, c'est une proposition qui se détruit elle-même. Et elle révèle pour ainsi dire son absurdité.

Votre position à tous deux n'est-elle pas un peu conservatrice et réactionnaire?

S. Lebovici - Pas du tout. Nous croyons à la vertu des conflits, mais nous ne croyons pas à la suppression définitive d'interdits qui remontent à la situation œdipienne.

R. Aron - Cela signifierait une société totalement anarchiste, ce qui est absurde par rapport à tout ce que nous savons de la vie en collectivité. La libération est un mot dont on se gargarise aujourd'hui, il faudrait voir ce qu'on appelle libération dans chaque cas. Si vous me demandez: «Est-il souhaitable que l'on ait libéré les jeunes filles des interdits qui pesaient sur elles dans la bourgeoisie de 1890», je vous répondrai avec enthousiasme: Oui. Ce que Léon Blum écrivait sur le mariage à l'époque, je suis tout prêt à le reprendre aujourd'hui, ce qu'il disait était vrai et cela représentait une libération. Ce qui ne signifie pas que coucher à tort et à travers soit la meilleure façon de préparer une existence équilibrée.

Parmi les interdits sexuels en voie d'être «libérés», il y a également l'homosexualité.

R. Aron - Ce qui est vrai pour l'homosexualité est faux pour l'inceste, il peut être souhaitable que l'homosexualité cesse d'être un tabou alors que l'inceste ne peut pas cesser de l'être. On voudrait, quand il y a accord des partenaires, que l'homosexualité ne soit pas punie par la loi. C'est une libération par rapport à la loi pénale.

L'avortement ne fait pas partie des tabous?

R. Aron - C'est même frappant à quel point il n'y a pas de tabou sur ce sujet. Les femmes proclament qu'elles se sont fait avorter, ce qui ne suscite aucun sentiment d'horreur et n'est pas considéré comme agressif. Il y a un million et demi d'avortements par an au Japon...

Dans certaines sociétés l'avortement est sanctionné par la loi, dans d'autres non.

R. Aron - Parce qu'il y a beaucoup de délits et de crimes qui ne constituent pas des violations de tabous. Signer un chèque sans provision n'a jamais été considéré comme violation de tabou. Mais il n'y a pas de société où l'on valorise le fait de ne pas tenir sa promesse.

Estimez-vous que la dissolution des tabous dans une société donnée amène très vite sa désagrégation?

R. Aron - Ce n'est qu'une manière de répéter qu'il n'y a pas de société sans interdits ni obligations, et je crois que les hommes qui essayent de se donner cette prétendue libération totale sont malheureux de ce vertige du vide.

S. Lebovici - Je viens de passer une journée à un séminaire, nous avons discuté de la psychanalyse de l'adolescent. Quand vous ne proposez pas un système de valeurs aux adolescents, eh bien ils en trouvent un autre. Ils ne peuvent qu'être déprimés si on leur supprime toute possibilité d'identification. Les tabous, c'est une possibilité d'identification. On ne peut pas cimenter une société sans qu'il y ait des valeurs communes.

La notion de sacré est-elle inhérente à l'homme?

S. Lebovici - La culpabilité est inscrite dans la nature humaine.

Peut-on conclure qu'aucune société n'est cohérente sans certains tabous?

R. Aron - Je dirai plus simplement: sans un système d'interdits et d'obligations fondés sur des attachements et des horreurs affectifs.

En noir ou en rose?

Le Figaro
22-23 avril 1972

Nul n'a jamais pensé, à moins d'aveuglement volontaire ou d'ignorance improbable, que l'espèce humaine continuerait de se multiplier comme elle l'a fait au cours du siècle dernier ou que le taux de croissance de la production, observé depuis 1945, se prêtait à une extrapolation indéfinie. Depuis l'aube de la civilisation moderne, la mode intellectuelle a oscillé entre la crainte du suicide de peuples peu prolifiques (France) ou de la stagnation séculaire des économies capitalistes (Hansen) et la perspective angoissée de milliards d'êtres humains, condamnés à la famine ou à la guerre, génocide différé, ou encore d'une planète transformée en désert par une exploitation anarchique des ressources.

L'aiguille du balancier idéologique vient de se déplacer d'un côté à l'autre. Au lieu de dénoncer le malthusianisme – des Français ou des capitalistes – on évoque le fantôme du docteur Malthus et l'on rappelle des vérités incontestables: la limitation de l'espace terrestre et des matières disponibles. Comme, au même moment, après la compétition des taux de croissance qui fut un aspect de la guerre froide, l'aspiration à la qualité de la vie, la prise de conscience de la pollution sous ses diverses formes, le souci de l'environnement maltraité expriment le nouveau conformisme, voilà les idoles d'hier livrées au bûcher et la catastrophe annoncée par le groupe de Rome ou l'un ou l'autre des futurologues philanthropes. La futurologie noire remplace la futurologie rose.

Je ne méconnaissais la portée d'aucun de ces avertissements et je n'ai jamais cru que la croissance apaisait les conflits sociaux, assurait l'équité ou donnait un sens à la vie. Mais je persiste à croire que, pour les deux tiers de l'humanité à travers le monde et pour une fraction importante du peuple français aujourd'hui encore, l'amélioration de la qualité de la vie passe par un pouvoir d'achat supplémentaire.

Qui jouit seul d'une plage privée mène peut-être une existence de qualité supérieure. Vitupérer l'horreur des plages encombrées de vacanciers, comme le font quelques maîtres à penser des gauchistes prête au sourire ou à l'indignation.

Trois milliards et demi d'hommes ne peuvent pas tous consommer des matières premières avec la même voracité que les Américains. L'Inde, la Chine, certains pays d'Amérique latine doivent limiter et probablement arrêter l'augmentation de leur population. Il n'en résulte pas que le charme de vivre

disparaîtrait d'une France de soixante millions ou quatre-vingts millions d'âmes. Il n'en résulte pas davantage que le manque de matières premières soit une menace prochaine ou prévisible à une date donnée. Les calculs du club de Rome négligent une variable essentielle: les progrès de la technologie.

Une économie, une société stationnaire, l'humanité parvenue à maturité: ces idées ou ces images expriment l'humeur d'aujourd'hui. Science de l'avenir ou esprit du temps? Encore une fois ces idées me paraissent plus banales que révolutionnaires. À condition que l'opinion les interprète raisonnablement, en tire une leçon de sagesse et ne substitue pas un extrémisme à un autre.

Alexis de Tocqueville prévoyait l'instabilité des modes intellectuelles dans les pays démocratiques; Bergson, en un contexte tout autre, a formulé la loi de double frénésie. Taux de croissance nul, demandent déjà quelques Américains. Ne les prenons pas pour guides, prenons-les au sérieux.

Après les rencontres internationales sur la croissance. La crainte de l'an 2000

Le Figaro
24-25 juin 1972

La grande peur de l'an 2000 se nourrit de calculs sur ordinateurs; diffère-t-elle radicalement de la grande peur de l'an 1000, en dépit du modèle sur lequel se fonde le rapport déjà fameux du club de Rome, tant de fois discuté cette semaine à la conférence organisée par le ministère des Finances?

Peut-être ce rapport fera-t-il, en dernière analyse, plus de bien que de mal. Par sa rigueur apparente, par sa fausse précision, il oblige les gouvernements et aussi le grand public à prendre au sérieux des inquiétudes justifiées, à soumettre à l'analyse les perspectives à long terme, qu'il s'agisse de la population, des ressources non renouvelables ou de la nourriture. Le rapport veut démontrer l'impossibilité d'une croissance exponentielle indéfinie du nombre des hommes et du volume matériel de la production: qui a jamais cru que, sur une planète limitée, la croissance pourrait être illimitée?

À n'en pas douter, le ralentissement et, si possible, l'arrêt de l'expansion démographique, dans certaines parties du monde, deviennent indispensables pour améliorer la condition des peuples et pour prévenir les calamités et les violences de la surpopulation. Il n'en résulte pas que la France s'appauvrirait si elle comptait 60 ou 70 millions d'âmes à la fin du siècle. Il y a des problèmes, non un problème de la population.

Personne n'a le droit d'ignorer désormais les dommages que certaines industries infligent au milieu naturel, la pollution des lacs, des rivières, la détérioration, matérielle et morale, des villes. Les savants réfléchissent sur les méthodes les plus efficaces de lutte contre certaines conséquences de la technique, issue de la science.

Les économistes s'interrogent sur les modalités de la prise en compte des «nuisances» par les entreprises qui en sont responsables. Bien que la pollution ignore la distinction des classes et atteigne le lac Baïkal aussi bien que le lac de Genève, elle lance un défi aux entreprises libres dans la mesure où d'aucuns mettent en doute la capacité d'une économie de marché d'obéir à une autre loi que celle du profit.

Ni la pollution ni l'explosion démographique n'appellent l'arrêt de la

croissance économique: tout au contraire, il faut des ressources accrues pour purifier les eaux et nourrir les hommes. Seule la menace d'une pénurie de ressources non renouvelables rendrait légitime le mot d'ordre d'une économie stationnaire, donc d'une mutation radicale de nos sociétés. Or, selon l'hypothèse sur les progrès de la technique, cette pénurie passe pour probable ou improbable, proche ou lointaine. L'énergie de fusion nucléaire, l'énergie solaire semblent inépuisables et, du même coup, le renouvellement ou la substitution de matières premières possible.

Personne n'a plus le droit de conférer au taux de croissance une signification qu'il n'a jamais eue. Il ne mesure ni le bien-être ni la qualité d'une économie. La distribution des ressources entre les divers emplois, la répartition des revenus entre les divers ayants droit importent autant ou plus que le volume absolu des ressources ou des revenus. Une autre manière de sentir sinon de penser entraînera une autre façon de gérer l'économie. En revanche, le renversement soudain de politique ne servirait ni les pays riches ni les pays pauvres; ces derniers ont besoin de vendre et leurs produits primaires et les produits de leurs premières industries. Les pays développés ne jouissent pas d'une richesse telle qu'ils puissent, par une redistribution des revenus, satisfaire les désirs de tous.

Considérations à court terme, répondra le prophète d'apocalypse: demain il sera trop tard. Le risque existe mais il y a un autre risque: celui de précipiter des catastrophes immédiates par obsession de possibles catastrophes à long terme. Je me trouve pour une fois, avec surprise, dans le camp des optimistes.

Les prophètes du grand coup de frein ont-ils raison?

Réalités
août 1972

Un entretien de Jean-Louis Clément avec Raymond Aron

À écouter les nouveaux Malthus qui se déchaînent en avertissements apocalyptiques, il faut casser l'expansion de la population et étrangler la croissance économique avant qu'il ne soit trop tard. Ont-ils raison de prêcher en faveur de mesures aussi extrêmes? Doit-on, dès maintenant, accepter leurs conclusions?

Cette fois, Malthus est bel et bien ressuscité.

Ce pasteur anglais, partisan d'un sévère contrôle des naissances afin d'éviter que la population n'excède les ressources de la planète, fait école avec deux siècles de retard.

On croyait pourtant l'affaire réglée. Malthus vivait dans un monde où l'économie agricole dominait, caractérisée par une faible capacité d'expansion de la production. Depuis, l'industrie et la technique se sont alliées pour nous faire entrer dans l'univers de la croissance. Et, notamment depuis la fin de la dernière guerre, on pouvait croire que l'on était enfin entré dans l'ère de la croissance régulière, rapide et indéfinie, c'est-à-dire la négation même des positions malthusiennes. Aujourd'hui cet optimisme semble soudain s'affadir. Jour après jour sont publiés des avertissements annonçant que, sans une limitation brutale de la population, le monde court à la catastrophe. La croissance doit être ramenée à zéro, plaide le rapport préparé par le M.I.T. pour le Club de Rome. La population anglaise devrait être réduite à 30 millions d'êtres sous peine de catastrophe, ajoute le "Blueprint for Survival" établi par un groupe de cinquante savants britanniques. Et M. Sicco Mansholt a ajouté au trouble général par une lettre à la Commission de Bruxelles, dans laquelle il demande notamment que soit donnée la priorité aux productions alimentaires, que soit réduite la consommation de matières premières, prolongée la vie des biens matériels, que soit entreprise une vigoureuse lutte contre la pollution et l'épuisement des matières premières. En un mot, que l'Europe se prépare à entrer dans une période d'austérité et de pénurie.

Que valent toutes ces attitudes typiquement malthusiennes? Faut-il, dès

maintenant, en tenir compte dans nos projets, dans nos politiques? Les pessimistes ont-ils raison de sonner l'alarme? Nous avons demandé à Raymond Aron, philosophe de l'histoire et spécialiste des sociétés industrielles, de répondre. Il le fait avec sa clarté habituelle de jugement et son optimisme "prudent".

Il y a quelques mois encore, le gouvernement, ému de l'insuffisante fécondité des Français, étudiait les moyens d'une nouvelle politique nataliste. Mais aujourd'hui les avertissements s'accumulent: il serait urgent de freiner le développement de la population – certains parlent même de recul – et d'ailleurs de stopper la croissance économique, afin d'éviter une catastrophe planétaire. Quelle voie la France doit-elle choisir? Viser à augmenter ou à réduire sa population? Tendre à maintenir ou réduire le taux de son expansion?

Je crois qu'il convient de distinguer deux problèmes, bien qu'ils soient liés de multiples manières: celui de la population et celui de la croissance.

En ce qui concerne le volume de la population, je pense, comme Alfred Sauvy, qu'il n'y a pas *un* problème mondial de la population. Il n'y a que *des* problèmes nationaux ou régionaux. Aujourd'hui encore, la France serait probablement plus riche si elle était peuplée de 70 millions d'habitants, et non de 50. Je ne vois donc pas les raisons qui motiveraient l'adoption d'une attitude malthusienne au sens rigoureux du terme. Même s'il est vrai que certains des plaisirs ou des avantages liés à une population strictement limitée disparaîtraient avec une augmentation de notre population. L'espace français, comparé à l'espace allemand, hollandais, belge ou anglais, est encore à moitié vide.

J'ajoute que le taux de croissance actuel de la population française est très limité, au-dessous de 1%. Il n'y a donc aucune raison de considérer que la France soit menacée d'un excès de population et de pratiquer une politique de restriction de la natalité. D'ailleurs, 50 millions à l'échelle de la planète représentent tellement peu que, même si on admettait les conclusions du Club de Rome, il n'y a aucune raison pour nous d'être malthusiens.

En revanche, il est incontestable qu'il y a des régions du monde où un malthusianisme au sens large, c'est-à-dire des mesures délibérées et conscientes pour régler le volume de la population, s'impose avec évidence. En Asie naturellement, en Amérique latine, mais pas forcément en Afrique. Et d'ailleurs en Asie le problème est très différencié. Il y a des pays qui sont en train de trouver des solutions. Le Japon, par exemple, qui a une tradition de régulation volontaire de la population, pratique depuis une vingtaine d'années une sorte de

malthusianisme. L'objectif est de stabiliser la population aux alentours de 120 à 125 millions. L'avortement est légal et le nombre des avortements se situerait entre 1 et 2 millions par an. C'est la preuve qu'une population de niveau d'éducation élevé, vivant dans un espace ressenti comme étroit (au Japon, on a ce sentiment très physique du nombre des hommes), et à laquelle on offre les moyens nécessaires (anticonceptionnels, avortements), parvient à régulariser sa croissance.

La Chine, elle, a hésité longuement au nom du marxisme à adopter un certain malthusianisme. Elle a plusieurs fois oscillé entre une politique nataliste et une politique restrictive. Mais, aujourd'hui, il semble que la politique du gouvernement de Pékin se soit stabilisée dans le sens du malthusianisme. Je ne crois pas qu'il y ait encore une organisation régulière de l'avortement légal, mais l'âge du mariage a été élevé considérablement; hommes et femmes sont souvent séparés et le régime essaie de convaincre les couples qu'ils ont le devoir de ne pas dépasser un certain nombre d'enfants. Il ne me paraît pas douteux que la Chine arrivera à limiter le volume de sa population. À un chiffre que je me garderai de fixer, car personne ne sait quel est le chiffre exact de la population chinoise.

Il existe, en revanche, deux ou trois régions du monde où se pose un problème dramatique de croissance de la population et où il serait souhaitable qu'il y eût une politique délibérée de régulation de la population, c'est l'Asie du Sud-Est dans son ensemble, en particulier l'Inde, le Pakistan et l'Indonésie, et certaines zones de l'Amérique latine. Mais en Afrique il n'est pas démontré qu'une certaine augmentation de la population ne serait pas favorable, au développement économique. Ce continent est, en grande partie, encore vide.

Je pense finalement que ce serait une erreur d'adopter en matière de démographie des recettes générales valables pour l'ensemble de la planète. Dans un certain nombre de régions du monde, il faut régulariser volontairement le volume de la population, mais cela n'exclut pas que dans d'autres, en particulier dans certains pays développés, il puisse y avoir aujourd'hui ou demain une menace de diminution absolue du nombre de la population, ce qui créerait un vide démographique et du même coup un appel de population. Si c'est un appel pacifique, tant mieux, mais il pourrait aussi ne pas l'être...

Que penser, dans ces conditions, du "Blueprint for survival", dans lequel des experts anglais démontrent avec force arguments qu'il n'existe pas d'autre solution que de ramener de 65 à 30 millions la population des Îles britanniques?

S'il s'agit de prouver qu'une Angleterre peuplée d'une population diminuée de moitié serait plus agréable à vivre, peut-être. Il y aurait plus de place, d'espace, le sentiment actuel de grouillement, de pullulement disparaîtrait. Mais attention, c'est une constante que les privilégiés – que ce soient les classes dirigeantes d'un pays ou les pays riches dans le monde – cherchent naturellement à conserver des modes de vie agréables.

Serait-elle plus riche? Je n'en suis pas convaincu. Je ne crois pas que, dans l'état actuel de la science économique, on puisse affirmer avec certitude que l'Angleterre à 30 millions d'habitants serait par tête plus ou moins prospère. L'optimum de population doit en effet se calculer en fonction du meilleur amortissement du coût des services collectifs, et il est évident qu'au-dessous d'un niveau minimal de peuplement, ce coût s'élève d'une manière excessive.

Serait-elle en bonne santé psychologique et sociale? Alors là, j'en doute extraordinairement. Une diminution absolue du volume de la population ne pourrait s'obtenir que, ou par une émigration tendant à l'hémorragie, ou par une natalité tellement faible que l'on aurait affaire à une nation en pleine décadence. Quelle serait la vitalité de cette population stationnaire? Serait-elle encore portée à travailler? Je me pose vraiment la question. D'ailleurs, le "Blueprint for survival" ne me semble pas avoir été établi par des démographes, mais par des spécialistes de l'écologie.

L'écologie est effectivement la pierre de touche des nouvelles attitudes malthusiennes. C'est parce qu'il leur semble urgent de protéger notre planète d'une catastrophe que les chercheurs du M.I.T., responsables du rapport présenté par le Club de Rome, plaident pour l'arrêt de l'expansion économique, pour cette fameuse "croissance zéro". Ont-ils raison de sonner l'alarme de cette manière?

Nous arrivons là à la deuxième forme de malthusianisme moderne: celle qui concerne la croissance. Je précise tout de suite que les problèmes de pollution, d'épuisement des ressources naturelles ont une dimension technologique. Or je ne suis pas technologue, à la rigueur économiste. Mais je remarquerai cependant que lorsqu'on les interroge sur ces sujets, les spécialistes sont tous catégoriques... avec des opinions radicalement contradictoires. Je vais donc essayer de démêler dans les propositions actuelles des écologues, celles qui sont évidemment vraies et d'autres qui me paraissent, selon toute probabilité, fausses. Ces deux catégories sont étroitement associées dans le rapport du Club de Rome.

Proposition incontestablement vraie: il ne peut pas y avoir de croissance

illimitée dans un milieu limité. La terre est un milieu limité, en ce sens que l'espace sur lequel peuvent vivre les hommes est fini et que, quel que soit le développement de la technologie, il y a une limite absolue au volume des matières premières disponibles. Des experts ont calculé, certes, qu'on pourrait faire vivre sur cette terre 20 ou 25 milliards d'êtres humains. C'est possible, mais même si cette proposition était vraie, il n'empêche qu'il existe une limite de la croissance qui tient à l'espace disponible. En ce sens, le Club de Rome a eu raison de rappeler une évidence qu'à mon avis personne n'a mise en doute mais que beaucoup avaient oubliée.

Nous vivons – je crois l'avoir dit très souvent – depuis vingt à vingt-cinq ans une période exceptionnelle de l'histoire de l'humanité. Une époque où la population double en vingt-cinq ou trente ans, où le produit national double en dix ou quinze ans, ne peut pas durer indéfiniment. Il suffit d'ailleurs de songer que la consommation d'essence est aujourd'hui à peu près de 2 milliards de tonnes par an, que les États-Unis là-dessus en utilisent un bon quart pour 200 millions d'habitants, faites le calcul de ce que représenterait le niveau de consommation américaine étendu à une population de 3 milliards et demi ou même de 5 ou 6 milliards selon les perspectives démographiques pour la fin de ce siècle. Fourastié a, quant à lui, calculé au bout de combien de temps le poids d'acier produit attendrait le poids de la planète en prolongeant la courbe de croissance de la production d'acier des cinquante dernières années. Je ne me souviens pas du chiffre précis, mais cela ne dépassait pas deux ou trois siècles. C'est donc une vérité évidente qu'il ne peut pas y avoir de croissance exponentielle continue, ni de la population, ni des matières premières consommées, ni de l'industrialisation.

Cela signifie-t-il, dans votre esprit, que le mode de vie à l'américaine, ou même à l'européenne, soit en fait interdit à l'ensemble de la population mondiale?

Je me garderai d'une réponse catégorique. Il se peut que la civilisation à l'américaine ne s'étende pas à l'ensemble de l'humanité. Non pas qu'une partie de l'humanité soit condamnée définitivement à la pauvreté, mais il peut exister des styles de vie et des modes de croissance différents de ceux qui ont été expérimentés par les États-Unis. Il ne faut pas oublier que ces derniers se sont développés avec une quantité d'espace par tête considérable, avec des richesses en matières premières par habitant exceptionnelles. Donc, si vous me demandez aujourd'hui: "Est-ce qu'on peut concevoir le niveau de vie américain

d'aujourd'hui pour toute l'espèce humaine?", je serai plutôt enclin à répondre: non, mais avec hésitation.

J'aborde là ce que j'appelle les propositions contestables des thèses actuelles. Celles qui traitent de la consommation de matières premières, des disponibilités de nourriture, de la pollution, du volume de la population. Lorsqu'on interroge les techniciens sur ces points, ils sont presque aussi divisés que les non-techniciens. Certains répondent: aucun de ces problèmes, considérés comme insolubles par le rapport du Club de Rome, ne le sont en réalité. La pollution? Eh bien, il y a des techniques de lutte, coûteuses il est vrai, mais il n'en résulte pas que l'augmentation de la production industrielle soit nécessairement freinée par l'impossibilité de financer ces coûts. De la même manière, la consommation des matières premières, le charbon et le pétrole notamment, ne pourra pas progresser indéfiniment, mais, disent les techniciens, l'énergie nucléaire ou thermonucléaire nous permet d'entrevoir le moment où il y aura des réserves quasiment illimitées d'énergie, et, avec des réserves illimitées d'énergie, il naîtra des capacités, non pas illimitées au sens rigoureux du terme, mais considérables de substitution, d'invention de nouvelles matières premières.

Les adversaires du rapport du Club de Rome considèrent que les techniciens ou tout au moins les calculateurs du M.I.T. ont sous-estimé de manière fondamentale et presque grotesque les possibilités de la technologie. Affirmer, comme le fait le rapport du Club de Rome, que le blocage du développement terrestre aura lieu d'ici à moins d'un siècle, me paraît à l'évidence faux. Aucun homme d'État, s'il prend connaissance de l'analyse du Club de Rome, ne peut tirer de ce rapport d'autres conclusions que la nécessité d'entamer une lutte sérieuse contre la pollution. Je ne vois pas comment un Premier ministre français, anglais ou américain, pourrait conclure qu'il faut, soit arrêter la croissance de l'industrie, soit arrêter la croissance de la population. Les difficultés sautent aux yeux: notre économie, telle qu'elle est organisée au moins depuis vingt-cinq ans, existe en vue de produire toujours davantage, toutes les entreprises tendent à améliorer leurs performances. Et lorsque le taux de croissance se réduit, il y a une menace de chômage, même un chômage effectif. Qui prendrait une telle responsabilité?

Reste le problème d'une consommation excessive d'énergie et de matières premières par les pays les plus développés. On nous dit: l'Amérique, l'Europe, le Japon utilisent proportionnellement trop de richesses naturelles et contribuent ainsi à en priver les autres. Je ne vois pas comment les gouvernants de ces

nations se donneraient pour objectif de réduire le taux de croissance de leur économie, dans le seul but de réserver des matières premières pour les pays aujourd'hui non industrialisés. D'abord, parce que cela ne contribuerait pas à faciliter l'industrialisation de ces pays en voie de développement. Ensuite, la réduction de la demande de matières premières tendrait plutôt à faire baisser les prix, et donc à pénaliser ces pays, qui d'ailleurs ne refusent absolument pas de vendre à condition de recevoir un juste prix. En conclusion, je ne crois pas que, pour l'Europe occidentale notamment, on doive, comme le fait M. Sicco Mansholt dans sa lettre à la Communauté économique européenne, conclure: "Il faut arrêter la croissance."

Cela signifie-t-il que vous êtes partisan du statu quo pur et simple?

Non, bien sûr, mais j'estime que nos réflexions devraient se concentrer sur trois problèmes précis.

1. IL FAUT ÉTUDIER L'ORIENTATION DE LA CROISSANCE DU PRODUIT NATIONAL VERS DES BIENS QUI CONSOMMERAIENT MOINS DE MATIÈRES PREMIÈRES, les services notamment. Ils en utilisent aussi: si vous construisez des hôtels pour recevoir les voyageurs, vous êtes obligés d'employer des matériaux, si vous voulez construire des stades, si vous bâtissez des hôpitaux pour soigner les malades, vous utilisez aussi des matériaux, mais je pense qu'il est possible qu'une croissance orientée dans un certain sens pourrait exiger relativement moins de matières premières et créerait moins de pollution.

2. IL FAUT LUTTER CONTRE LA POLLUTION, TOUT LE MONDE EST D'ACCORD. Mais j'ai tendance à croire que, pour la plupart des problèmes de pollution, on connaît déjà les solutions techniques. Dans vingt ou vingt-cinq ans, le problème sera dépassé. Il y a encore un certain nombre de questions non résolues, celle par exemple des engrais que l'on répand sur le sol et qui polluent les rivières et les lacs, mais la technique devrait en venir à bout. Il ne faut pas oublier que l'air de Londres est déjà beaucoup moins pollué aujourd'hui qu'il y a un siècle. On a vu réapparaître dans la Tamise des poissons qu'on croyait disparus depuis un siècle. Aujourd'hui, comme la pollution est à la mode, tout le monde la ressent comme une espèce de chancre cancéreux, en train de ronger progressivement le corps de la civilisation industrielle, mais la pire période en ce domaine appartient au passé. Symboliquement l'industrie des ordinateurs est moins sale que l'industrie charbonnière ou sidérurgique du XIXe siècle.

3. J'ABORDERAI ENFIN LE PROBLÈME D'UNE POLITIQUE À MOYEN

TERME. C'est le plus difficile. Il se résume à une question. Y a-t-il un mode de civilisation qui comporterait l'utilisation des connaissances scientifiques, mais ne présenterait pas les caractères actuellement visibles de l'urbanisation, de l'industrialisation accélérée, de la fuite en avant, d'une production sans cesse croissante, créant finalement autant d'insatisfaction, par disproportion entre désir et satisfaction, qu'à un niveau inférieur de richesse? En un mot, peut-on concevoir d'utiliser le savoir scientifique pour inventer une civilisation stable? Nous n'avons jusqu'ici obtenu les résultats que nous connaissons qu'à travers une fuite en avant, une compétition, qui touchent d'ailleurs les sociétés socialistes au même titre que les nôtres. La réduction de l'inégalité des revenus n'empêche pas qu'il y a une compétition pour le niveau de vie, doublée d'une compétition pour le statut social. Il y a un tel lien entre les biens que l'on peut acquérir et la place morale occupée dans la société, qu'on entre dans la compétition moins pour gagner de l'argent ou consommer davantage, que pour obtenir un statut social reconnu par les autres.

Il existe un lien presque impossible à rompre entre le confort dont on jouit et le prestige dont on bénéficie: effectivement, l'essence de notre société c'est que le bien est à la fois matériel et immatériel, il est quelque chose dont on jouit et il est en même temps le signe d'un statut, et c'est de cette combinaison entre le bien et le signe que résulte la volonté de croissance généralisée, que résultent à la fois les accomplissements extraordinaires de la civilisation dans laquelle nous vivons, et la réaction actuelle d'insatisfaction contre cette fuite en avant. En simplifiant, je dirai que Rousseau avait à la fois tort et raison. Il était opposé au développement des arts et des sciences parce qu'ils corrompaient les mœurs et il souhaitait des sociétés simples et vertueuses. Aujourd'hui, nous souhaitons avoir à la fois les sciences et les arts et retrouver un mode de vie plus simple, plus égalitaire, sans cette compétition qui rend d'une certaine manière les hommes malheureux.

Pareil changement dans les objectifs de la société peut-il se produire sans une cassure brutale, une révolution?

Personnellement, je ne vois pas pour le moment notre société se convertissant à un système de valeurs et un mode de fonctionnement radicalement différents. Cela exclut l'hypothèse d'une révolution. D'ailleurs, même en douceur, le passage à une société stable pose des problèmes difficiles. Il n'y a pas aujourd'hui d'unité humaine, quoi qu'on en dise, mais il existe des communications entre les différentes parties de l'humanité. Un pays qui sortirait

de la compétition, s'affaiblirait, apparaîtrait comme retardataire et décadent. Voyez par exemple la réaction anglaise devant le ralentissement de la croissance par rapport aux autres pays. Les États-Unis, peut-être, pourraient abandonner la course. Il y a ici et là des velléités de ce genre, mais je ne crois pas qu'elles déboucheront sur le concert. L'insatisfaction contre la fuite en avant prend une forme plus vive, plus explicite, plus violente et plus éloquente que dans d'autres pays, mais quand j'évoquais la question avec Hermann Kahn, il me répondait: "Si les enfants de la bourgeoisie ne veulent plus courir, ce seront les enfants de la petite bourgeoisie qui les remplaceront. Il y a d'autres classes qui sont prêts à prendre la relève, si les enfants gâtés de la haute bourgeoisie préfèrent l'existence simple des hippies à la civilisation urbaine."

En revanche, il est parfaitement possible que certains pays s'efforcent de ne plus courir aussi vite. Aux États-Unis, par exemple, l'industrie se développe beaucoup moins vite, et c'est parfaitement normal, car il y a une saturation des besoins de produits manufacturés. Les États-Unis deviennent une société où la majorité des personnes actives ne travaille plus de ses mains à fabriquer des produits manufacturés, toute la société s'oriente vers les services. Il est parfaitement possible que les sociétés les plus avancées comme la société américaine, s'efforcent, non par une conversion subite, encore moins par une révolution, mais par une transformation progressive, de limiter la population et pour cette population, qui ne s'accroît plus ou lentement, d'augmenter le moins possible la production de biens matériels en essayant, dans la mesure où c'est possible, de stabiliser les conditions de vie.

Si l'on entreprenait un véritable effort pour redistribuer les revenus de manière que les inégalités soient moins criantes, on pourrait concevoir que l'augmentation absolue du niveau de vie importe moins. La grande difficulté, c'est que, jusqu'à présent, on a rarement réussi à redistribuer les revenus, sauf en période de croissance générale de la richesse. La redistribution en période de stabilité est beaucoup plus difficile. De ce point de vue, je pense qu'un régime planifié pourrait être plus efficace. Encore faudrait-il que dans ce régime autoritaire, ceux qui le planifient veuillent aboutir à une répartition plus égale des revenus. Une des antinomies du monde actuel c'est qu'il serait souhaitable de redistribuer les revenus plutôt que de chercher à tout prix à augmenter le volume global de la production, mais qu'économiquement, il est très difficile de procéder à cette redistribution. Tout cela, c'est pour le moyen terme. À plus long terme, il faudra bien aboutir à une autre forme d'organisation.

Comment concevez-vous les contours de cette nouvelle société qu'on peut appeler, faute d'un autre vocable, stationnaire?

J'analyserai d'abord un peu cette notion de stabilité. Une société, stationnaire du point de vue économique, pourrait être définie de la manière suivante: ce serait une société où la population n'augmenterait ni ne diminuerait et où les investissements annuels se confondraient avec l'amortissement du capital dépensé dans l'année, en d'autres termes, ce serait le modèle de la reproduction simple de Marx. Une société de cet ordre est parfaitement concevable, mais j'ajoute qu'elle n'est pas nécessairement une société *techniquement* stationnaire. Ce serait absurde. Surtout à plus long terme, si l'on admet qu'il risque d'y avoir pénurie de matières premières, car la recherche de substituts, de nouveaux modes d'extraction des matières premières de la surface terrestre seront précisément un des objets de la technologie. Économie stationnaire ne signifie donc pas économie techniquement stable. Or, justement un des facteurs d'instabilité particulièrement ressenti, c'est la modification des métiers sous l'influence de la technique.

Je crois que, même si l'on admet la nécessité de réorienter la croissance en développant moins les produits manufacturés et plus les services qui consomment peu de matières premières, il faudra continuer à affronter l'instabilité créée par l'évolution de la technologie. Si l'on cherche la stabilité absolue, c'est-à-dire ni augmentation ni diminution de la production, ni augmentation ni diminution du capital et pas de variation de la technique, on échappe complètement au type de société que nous connaissons. Ce serait une marche en sens contraire de celle de l'humanité depuis quatre siècles.

L'évolution vers une société stable telle que vous l'envisagez peut-elle se faire dans le système économique que nous connaissons?

Ce n'est pas impossible. Mais à mesure que l'on approchera d'un système qui ne donne plus la priorité à la croissance, de graves problèmes surgiront. Est-ce qu'à ce moment l'économie de marché n'apparaîtra pas, comme l'avait d'ailleurs pensé Marx, comme la plus efficace pour l'accumulation du capital, mais moins bien adaptée à une économie stationnaire? La question est ouverte.

Personnellement, je serais tenté de penser que l'économie de marché est liée au phénomène de la croissance et qu'il faudra adopter un autre modèle. Mais, de toute manière, ce sera une évolution lente, en tout cas pas aussi rapide que les prévisions actuelles le laissent croire.

En conclusion, je n'aime ni les alarmistes ni ceux qui sont trop assurés de

l'avenir. Nous avons été peut-être trop satisfaits d'avoir résolu les problèmes des années 30, on nous explique qu'en résolvant les problèmes des années 30, nous avons créé les problèmes des années 70. Pour moi, c'est l'essence même de l'histoire, ce qui permet de dire au moins qu'elle n'est pas finie, en dépit de ce qu'affirment certains. Malheureusement, on ne peut frapper les esprits en ces matières que si l'on est ou très optimiste ou très pessimiste, il faut annoncer la catastrophe ou le paradis sur terre. Mais, dans la mesure où je reste un vieux professeur, je passe mon temps à lutter contre ces deux extrêmes, et je pense que l'attitude des gens qui sont dans l'action, des responsables, c'est précisément de les éviter.

Les tournants de l'Histoire

Le Figaro
30 décembre 1974

En 1965, L. B. Johnson envoyait au Sud-Vietnam un corps expéditionnaire dont les effectifs dépassèrent un demi-million d'hommes. L'Union soviétique possédait trois cents engins balistiques intercontinentaux. Le général de Gaulle venait d'être élu, au deuxième tour, président de la République après un ballottage qui symbolisait un déclin de son prestige national. Une paix précaire se maintenait au Proche-Orient et l'engagement d'une armée égyptienne au Yémen semblait promettre la persistance de la non-guerre, sinon une paix exclue par le refus arabe. La croissance des économies occidentales continuait à la même allure; elle s'accompagnait d'une inflation tenue à l'époque pour tolérable.

Dix ans après, les troupes américaines ont quitté le Vietnam, après un accord avec le gouvernement de Hanoï, mais une sorte de guerre continue - la troisième - entre le régime établi à Saigon et le Vietcong, mélange d'insurgés et de détachements venus du Nord. 1965-68: l'équipe Johnson s'efforce de l'emporter militairement sans que l'objectif lui-même soit clairement défini. Les bombardements du Nord visent tout à la fois à briser le moral des populations et à paralyser les mouvements d'hommes et de matériel vers le Sud. En 1968, l'équipe Johnson arrête l'escalade, suspend ou réduit les bombardements et entame les négociations. 1969-73: l'équipe Nixon-Kissinger adopte une stratégie plus complexe: elle combine le renforcement du régime et de l'armée du Sud-Vietnam avec des bombardements et des pourparlers. Au printemps de 1972, l'offensive du Vietcong, entre le voyage à Pékin et le voyage à Moscou de Richard Nixon, échoue après des succès initiaux. À l'automne, la percée se produit, la perspective d'un désengagement militaire des États-Unis sans règlement politique se dessine. Après une crise ultime, en décembre 1972, une sorte de paix est signée entre le Nord-Vietnam et les États-Unis, avec des promesses de réconciliation entre les hommes de Saigon et du Vietcong auxquelles personne ne croit.

Les historiens tenteront d'établir, à travers les documents conservés et les conversations, parfois enregistrées, si l'équipe Nixon-Kissinger aurait pu traiter à des conditions proches de celles de 1973 quatre ans plus tôt. La responsabilité de ces quatre années de violence et de malheur incombe-t-elle à Nixon-

Kissinger, qui auraient voulu obtenir, mais qui n'ont pas obtenu, le retrait des Nord-Vietnamiens du Sud? Incombe-t-elle aux Nord-Vietnamiens qui exigeaient un gouvernement de coalition, autrement dit la liquidation, par les Américains eux-mêmes, du président Thieu, leur allié? Plus que ce débat nous importent aujourd'hui les suites de l'engagement américain au Vietnam.

Suites à certains égards paradoxales, Nixon et Kissinger ont cherché le chemin de Moscou par l'intermédiaire de la reprise des relations avec Pékin, pour une part au moins afin de se retirer du Vietnam sans perdre la face. La détente a été sinon provoquée, du moins favorisée par le besoin que les dirigeants américains croyaient avoir d'une aide soviétique. Brejnev et les siens, de leur côté; souhaitaient des relations économiques avec l'Occident, en particulier l'accès à ce que la technique occidentale offre de meilleur. L'accord de limitation des armements stratégiques, dit SALT 1, de 1972 résulta de la volonté commune de donner à la détente un caractère spectaculaire et de réduire le coût d'une compétition, finalement vaine: aucun des deux Grands n'ayant une chance sérieuse d'acquérir sur l'autre une supériorité significative.

Au début de 1973, après l'accord de Paris, après la réélection de Richard Nixon, les États-Unis et son président semblaient avoir liquidé l'épisode tragique du Vietnam et retrouvé leur prédominance. La roche tarpéienne demeure proche du Capitole: l'affaire du Watergate précipita la ruine de Nixon; la guerre du Kippour révéla, sous une lumière crue, les limites de la détente; l'embargo temporaire et la hausse brutale du prix du pétrole ébranlèrent l'ensemble de l'économie occidentale, déjà affaiblie par une inflation qui s'était emballée et avait, en 1973, atteint une moyenne de 15% pour l'ensemble du pays d'Occident.

La guerre des Six Jours, ou plutôt la bataille de 1967, puisque la guerre israélo-arabe n'a jamais cessé, résulta d'un échange de défis et de répliques et créa une conjoncture plus explosive encore que la précédente. Incapables de s'entendre sur un programme défini, les différents partis, à l'intérieur d'Israël, décidèrent de garder provisoirement tous les territoires occupés en 1967, Golan, Cisjordanie, Sinaï, et ils attendirent les offres arabes de paix qui ne pouvaient pas venir. Après une bataille d'usure en 1970 et un nouveau cessez-le-feu, toutes les tentatives de médiation échouèrent et, un jour, surgit l'événement, à la fois inévitable, prévisible et imprévu: les Israéliens, à leur tour, se laissèrent surprendre, et si, après des échecs initiaux, ils prirent le dessus face à la Syrie et même à l'Égypte, ils ne remportèrent pas de victoire décisive, ils subirent de

lourdes pertes en proportion de celles de 1967 et de leur population, et ils se retrouvèrent seuls, aux Nations-Unies, dominés par les États du tiers monde, abandonnés par les Européens qu'obsède le souci de leur ravitaillement pétrolier.

La création de l'État d'Israël, les batailles de 1967 et de 1971 apparaissent, d'une certaine manière, comme des «accidents historiques». Ni le mouvement des idées ni celui des techniques n'impliquaient ces événements. Ceux-ci n'en méritent pas moins une place de premier ordre à titre de «révélateur» ou de «détonateur». Détonateurs de la crise de l'énergie, révélateurs de la dépendance où se trouve l'Occident par rapport à des pays qui possèdent les réserves indispensables d'énergie. D'un coup, les pays riches devinrent pour ainsi dire insolubles par rapport à des pays, à beaucoup d'égards en voie de développement. Si l'Iran et l'Algérie ont les moyens de dépenser leurs revenus pétroliers, il n'en va pas de même de l'Arabie saoudite et des émirats du golfe Persique. Et chacun de s'interroger sur la signification des milliards de dollars accumulés sur le papier par les bénéficiaires d'une rente du sol sans précédent.

Détonateurs et révélateurs, eux aussi, les événements de mai 1968 en France. Révélateurs du malaise moral, des tensions sociales que crée la croissance économique baptisée aujourd'hui sauvage. Les «insaisissables» événements de mai hâtèrent la fin du règne du général de Gaulle. Ils assurèrent l'ascension de Georges Pompidou à la magistrature suprême. Le successeur du général appartenait encore à la première génération des gaullistes, celle de 1944, sinon de 1940. Le successeur de Georges Pompidou n'a jamais appartenu à la troupe des compagnons, bien qu'il ait participé à la campagne d'Allemagne de 1944-45. Avec M. Giscard d'Estaing et M. Chirac accède aux responsabilités suprêmes la génération d'après-guerre, celle qui a vécu la guerre d'Algérie, non la grande guerre, qui connaît les années 30 par les livres ou par les récits de leurs parents, non par expérience directe.

Curieux paradoxe: les hommes qui désormais géreront les affaires de la France découvrent soudain des vérités anciennes que les «miracles économiques» d'après-guerre avaient dissimulées: l'histoire ne se déroule pas en ligne droite; il ne suffit pas d'extrapoler les taux de croissance du produit national ou de la consommation d'hydrocarbures pour connaître l'avenir; régression temporaire, tournants soudains, changements d'humeur ou de valeurs, catastrophes salvatrices font de l'histoire humaine un drame dont la scène est l'univers et le dénouement inconnu.

Au seuil de l'année 1975, les peuples dits riches regardent devant eux avec

anxiété; hier, ils condamnaient la pollution, le culte de la croissance, le maintien des inégalités en dépit de la richesse accrue. Aujourd'hui, ils craignent de nouveau les maux d'avant-hier: la crise, le chômage, l'inflation.

En 1973, a commencé une phase historique qui ne ressemblera ni au quart de siècle qui suivit le Plan Marshall ni aux péripéties de l'entre-deux-guerres. On prête à Henry Kissinger la formule: «Il nous faut un nouveau Keynes qui soit à la grande inflation ce que Keynes fut à la grande dépression» Ce deuxième Keynes devra-t-il réparer les conséquences du premier? Être économiste ou politiste ou sociologue? Tout cela à la fois ou, comme disaient les anciens, philosophe-roi.

1975-1976. À la recherche du temps qui vient. Le retour de la peur atomique

Le Figaro
26 décembre 1975

La destruction d'Hiroshima et de Nagasaki avait frappé le monde de stupeur; la fabrication des bombes thermonucléaires, dont la puissance explosive ne se compte plus en milliers mais en millions de tonnes de T.N.T., exerça une influence ambiguë: la capacité de destruction atteignait un ordre de grandeur tel que l'esprit ne parvenait plus à imaginer les conséquences, physiques ou morales, d'un emploi effectif de ces armes monstrueuses. À mesure que le temps passait, que le champignon atomique au-dessus des villes japonaises s'enfonçait dans le passé et sortait de la mémoire des vivants, que les guerres se multipliaient sans que les armes nucléaires fussent employées, l'humanité s'accoutumait pour ainsi dire à ce que l'on continuait à d'appeler l'épée de Damoclès. Il semble que la relative quiétude de ces dernières années tende à faire place, une nouvelle fois, à l'inquiétude.

La réflexion stratégique

Par une sorte de réaction instinctive, la pensée stratégique adopta immédiatement, l'égard des armes nucléaires, une doctrine dont le mot clé, *deterrent, dissuasion, Abschreckung*, symbolise le caractère défensif. Dans le passé, on prêtait aux armes une fonction militaire, éventuellement une valeur décisive.

Qu'il s'agisse d'un combat, d'une bataille, d'une campagne ou d'une guerre, les parties aux prises cherchent normalement la *décision*. Or la dissuasion suggère non pas la décision, mais le refus de l'épreuve de force, l'emploi diplomatique et défensif de ces armes et non l'emploi effectif, en vue de modifier le *statu quo*.

Toutes les spéculations partaient de cette hypothèse qui semblait à ce point évidente qu'elle ne faisait pas l'objet du débat. Sur les milliers de titres, livres et articles, parus depuis un quart de siècle sur la stratégie des armes nucléaires, on n'en compte pas une douzaine qui traitent de l'usage offensif de ces armes. J'entends par usage offensif la menace nucléaire non pour interdire l'agression ou le changement, mais pour arracher à l'autre une concession ou une capitulation. Tous les auteurs admettaient pour ainsi dire à l'avance que les États

n'emploieraient ces armes que pour se défendre.

De cette position du problème découlèrent les discussions, plus entre alliés qu'entre ennemis, sur les exigences et l'efficacité de la dissuasion. À quelles conditions un État parviendrait-il à convaincre un autre qu'il répliquerait à certains actes par des représailles nucléaires sachant que l'agresseur riposterait lui aussi à ces représailles? Que les États-Unis répliquent à une attaque nucléaire sur leur propre territoire en frappant le territoire d'où serait partie l'attaque, le scénario, le plus simple de tous, ne fait pas de problème. Mais qu'en serait-il dans l'hypothèse de l'occupation des secteurs occidentaux de Berlin par les troupes de la R.D.A.? Dans l'hypothèse de l'entrée des troupes du pacte de Varsovie en Yougoslavie à l'occasion de troubles survenant après la mort de Tito?

Les civils se mêlent à ces débats pour la simple raison que les militaires ne peuvent plus revendiquer, sur ce sujet, un monopole d'expertise: la réponse à ces interrogations relève de la politique ou de la psychologie et non de la technique propre aux états-majors. Aussi bien les décisions appartiennent-elles, en cas de crise, aux hommes d'État qui, eux non plus, ne possèdent pas de formation proprement militaire.

Les débats stratégiques – que vaut la dissuasion américaine dès lors que le territoire des États-Unis est devenu vulnérable? – n'affectèrent pas sensiblement l'opinion publique, en France ou en Europe. Avec un bon sens dont ne témoignèrent pas toujours les soi-disant experts, les Européens, en particulier les Berlinoises en première ligne, ne perdirent pas confiance dans la dissuasion américaine. Ils continuèrent de croire que les Soviétiques ne prendraient pas le risque d'une agression, aux conséquences imprévisibles. Bien plus, ils parièrent sur la durée de cette conjoncture étrange: chacun fourbit ses armes avec l'espoir et la volonté de ne pas les employer.

Le progrès continue

Pourquoi cette confiance semble-t-elle aujourd'hui quelque peu ébranlée? Les États-Unis et l'Union soviétique maintiennent des communications régulières et le président américain sait de quoi les hommes du Kremlin seraient capables, en cas de conflit armé, de même que ces derniers savent quel châiment ils risqueraient de subir s'ils employaient leurs armes contre le territoire américain.

On pourrait imaginer que l'inquiétude provient de la disparition progressive, au cours des dix dernières années, de la supériorité américaine. Au moment de la crise de Cuba, à l'automne de 1962, les États-Unis possédaient trois ou quatre

fois plus de fusées intercontinentales que l'Union soviétique. À l'heure présente, d'après S.A.L.T. 1, celle-ci a droit à un nombre de vecteurs de plus de 40% supérieur à celui de son rival, bien que, grâce à la technique des M.I.R.V., les États-Unis disposent d'un nombre supérieur de têtes nucléaires. En théorie, l'égalité des capacités de destruction devrait favoriser la stabilité, mais on pourrait plaider que chacun des Grands prendrait éventuellement des risques plus grands, convaincu que l'autre n'oserait pas recourir aux armes nucléaires, de crainte de représailles. L'égalité au niveau supérieur des armes nucléaires créerait la tentation d'aventures et le danger de malentendus; la confrontation résulterait d'une erreur de l'un sur la résolution de l'autre.

Je ne crois pas que de tels raisonnements influent beaucoup sur l'opinion. Ce qui frappe celle-ci, c'est la combinaison et, pour ainsi dire, la contradiction entre la stabilité que les deux Grands se donnent officiellement pour but et le renouvellement des systèmes d'armes. Faut-il ou non parler de course aux armements? C'est là une affaire de définition. À n'en pas douter, les États-Unis ne se donnent pas pour but l'accumulation de la quantité d'armes la plus élevée compatible avec les ressources de leur économie. Au début des années 60, ils établirent un programme de 1.000 fusées intercontinentales *Minuteman*; ils n'ont pas dépassé le nombre plafond, mais 450 *Minuteman 2* 550 *Minuteman 3* ont remplacé les *Minuteman 1* d'il y a quinze ans. De même, le nombre des fusées, des sous-marins nucléaires est resté constant; mais, sur les 41 sous-marins, 25 sont désormais armés de fusées Poséidon C3 et 16 de Polaris A3 en attendant la réalisation du futur programme *Trident*.

De leur côté, les Russes ont d'abord porté leur stock d'I.C.B.M. à 1.618, puis ils ont, eux aussi, mis au point la technique des têtes multiples (M.I.R.V.). Chacun des Grands s'efforce donc d'acquérir des techniques d'armes que l'autre possède. La course qualitative, sinon quantitative, se poursuit sans que les négociations, jusqu'à présent, parviennent à l'arrêter. Si les Soviétiques et les Américains ont pratiquement renoncé à la défense contre engins (A.B.M.), c'est plus par scepticisme sur l'efficacité de ce système coûteux que par volonté de réduire les armements.

À supposer que S.A.L.T. 2 soit finalement signé, le plafond fixé pour le nombre des vecteurs (2.400) et des vecteurs dotés de têtes multiples (1.320) ne restreint guère le programme d'armements des uns et des autres. L'accord consiste surtout à publier des programmes, à s'accorder non sur l'égalité (la structure des systèmes d'armes est trop différente), mais sur une sorte

d'équivalence. La maîtrise des armements se fonde sur le soupçon réciproque et ne conduit pas au désarmement, au moins jusqu'à présent.

Le principal obstacle à la signature de S.A.L.T. 2, les missiles de croisière, illustre, lui aussi, les merveilles et les périls du progrès technique. Les missiles de croisière, s'ils répondent aux espoirs que l'on fonde sur eux, atteindraient leur cible, même située à 3.000 kilomètres de distance, avec une précision extraordinaire (un écart de quelques dizaines de mètres tout au plus), en volant à une vitesse subsonique, très près du sol, au-dessous des radars de détection. Ces missiles, comparés aux engins intercontinentaux, seraient bon marché; le prix se compterait en milliers et non en millions de dollars.

En un sens, les missiles de croisière, pourvus d'explosifs chimiques, renforcent les armements dits classiques et, de ce fait, diminuent encore la probabilité du recours aux armes nucléaires. Telle est du moins une des interprétations possibles. Mais il en est un autre, plus immédiatement saisissable: comment fixer le plafond des vecteurs à long rayon d'action porteurs d'armes nucléaires, si les mêmes missiles sont dotés, selon les cas, d'explosifs chimiques ou nucléaires, si des missiles de même type portent les uns à quelques centaines de kilomètres, les autres à 2.000 ou 3.000 kilomètres? À supposer qu'un accord russo-américain soit signé qui limite le nombre et surtout la portée des missiles de croisière, ceux-ci demeurent symboliques d'un progrès que les dirigeants, à Washington et à Moscou, ne peuvent ni ne veulent arrêter. Chacun redoute que l'autre s'assure un avantage important par une innovation. Les Américains comptent sur la «sophistication» pour équilibrer le nombre et la puissance des vecteurs soviétiques. À Moscou, on rattrape aussi vite que possible l'avance qualitative que les Américains cherchent constamment à maintenir ou à renouveler.

Prolifération et terrorisme

Peut-être l'opinion continuerait-elle d'accepter, avec une sorte d'indifférence, ce duel russo-américain si la vieille angoisse de la «prolifération» remontait à la surface. Les Américains, experts et homme d'État, ont toujours dénoncé comme le plus grave péril l'acquisition d'armes nucléaires par de nouveaux États. Ils ont tenu ce péril pour à ce point évident qu'ils n'ont avancé que des arguments primitifs: plus il existe d'armes nucléaires à travers le monde, plus la probabilité de l'usage effectif augmente. Les États qui entrent à leur tour dans le club atomique prendront moins de précautions, ou techniques ou politiques. Les risques d'explosion accidentelle ou d'emploi militaire augmenteront.

Pour l'instant, c'est l'Inde qui, ayant procédé à une expérience à des fins dites pacifiques, paraît résolue à devenir le sixième membre du club atomique – à moins qu'Israël qui se réserve explicitement l'option nucléaire n'ait déjà franchi le seuil. Un professeur américain, dans le dernier numéro de *Commentary*, a poussé l'anticonformisme jusqu'à recommander, en vue de stabiliser la situation au Proche-Orient, l'introduction officielle d'armes nucléaires. Si Israël possédait des armes nucléaires et proclamait bien haut qu'elle en possède, l'équilibre de la terreur remplacerait l'équilibre des forces classiques. Je doute que beaucoup de diplomates préfèrent celui-là à celui-ci et souscrivent à cette thèse hérétique. Il reste que, dans l'hypothèse où une nouvelle bataille éclaterait au Proche-Orient, chacun s'attend à une montée vers un barreau supérieur de l'échelle de la violence. À l'horizon de tout conflit armé, les hommes aperçoivent l'image du champignon atomique.

Plus encore que l'explosion atomique dans l'Inde d'Indira Gandhi et les bruits d'armes au Proche-Orient, ce qui modifie subtilement le climat psychologique, c'est la «banalisation» de la technique nucléaire. Il y a trente ans, les Américains pensaient garder le monopole de l'arme pendant de nombreuses années; à la fin des années 40, Oppenheimer doutait que la fabrication d'une bombe H fût possible. Aujourd'hui, certains physiciens jugent qu'un étudiant bien doué peut dessiner le modèle d'une bombe atomique au plutonium et que la fabrication artisanale d'une telle bombe ne dépasse pas les moyens d'une bande de terroristes utilisant les services de quelques ingénieurs.

La «banalisation» de la technique s'accompagne de la multiplication des centrales nucléaires et, par suite, de la présence, dans de multiples États, de la matière première nécessaire à la fabrication de bombes. L'accord signé entre la République fédérale allemande et le Brésil a suscité de vives objections aux États-Unis. Aux yeux des experts américains, il ne prévoyait pas les précautions nécessaires contre l'usage militaire des installations créées. En particulier, tout projet d'une usine de traitement des matières irradiées semble gros de menaces.

À partir de là, les spécialistes de physique nucléaire rejoignent les écrivains de science-fiction. Que l'on songe à tel président d'une république africaine qui défraye la chronique! Pourquoi ne pas l'imaginer brandissant une arme nucléaire contre un de ses collègues qui lui a manqué de respect ou contre un État occidental qui n'a pas encore expié tous les péchés du colonialisme? Pourquoi la pratique des otages, une des plus vieilles de l'histoire, qui, à notre époque, retrouve une nouvelle jeunesse ne prendrait-elle pas une dimension

supplémentaire grâce aux moyens de la science? Depuis trente ans, nous avons tous spéculé sur l'opposition et aussi sur la complémentarité entre l'équilibre de la terreur et le terrorisme de la guérilla. Les partisans utilisant à leur tour l'arme de destruction massive, tenue pour le fondement de la paix par la peur: est-ce là science-fiction ou toute proche anticipation?

Les États parviendront-ils à s'unir contre le terrorisme et les prises d'otages avant ou après l'ascension aux extrêmes?

1975-1976. À la recherche du temps qui vient.

La détente après Helsinki

Le Figaro
2-3 janvier 1976

Au moment où commence l'année 1976, la détente entre Est et Ouest passe pour remise en question. Six mois après la signature des accords d'Helsinki, Soviétiques et Occidentaux s'accusent mutuellement d'en méconnaître la lettre ou l'esprit – ce qui, d'ailleurs, ne saurait surprendre puisque les signataires, des deux côtés, visaient des objectifs opposés et nourrissaient des ambitions contradictoires. En simplifiant, on dira que les Soviétiques voyaient avant tout dans la conclusion de la conférence européenne la consécration des conséquences de la dernière guerre cependant que les Occidentaux espéraient, en contrepartie d'une signature, l'ouverture progressive du monde clos de l'Est à la communication des idées et au mouvement des personnes.

Ce que nous appelons détente les Soviétiques l'appellent «réduction des tensions», phase historique qui diffère de celle que l'on appelle guerre froide mais qui n'exclut ni la compétition idéologique ni le soutien aux mouvements de libération nationale. À Valéry Giscard d'Estaing qui appelait de ses vœux une moindre âpreté dans la compétition idéologique, Leonid Brejnev répondait brutalement qu'il n'en était pas question. À Henry Kissinger qui jugeait l'envoi en Angola de canons de 122 millimètres et de volontaires cubains incompatible avec l'esprit de la détente, Leonid Brejnev répondait à Varsovie que l'Union soviétique continuerait de porter aide et secours aux adversaires de m'impérialisme. Bien plus, il reproche à l'Occident des tentatives d'infiltrations idéologiques – reproche logique dans le système de pensée soviétique mais extravagant à l'intérieur du nôtre. L'Occident laisse à la pensée soviétique toute liberté de s'exprimer et ce sont les hommes du Kremlin, qui, en dépit de la censure à laquelle ils soumettent toute parole et toute publication, se plaignent des autres. L'idéologie soviétique étant par définition scientifiquement vraie, toute critique de cette idéologie devient, par définition, mensongère.

La rivalité planétaire

Faut-il en conclure que la détente est menacée? Je n'en crois rien, à vrai dire la question même n'a guère de sens. À aucun moment, au beau temps de la détente et de Nixon, les dirigeants du Kremlin n'ont changé de langage à l'égard

des peuples de l'Union. Ils n'ont jamais suggéré que la détente impliquât une réconciliation entre les idéologies ou conduisit à une paix définitive entre la communauté dite socialiste et l'univers capitaliste. Les déclarations de Moscou (1972) et de Washington (1973) comportaient le terme de modération ou de *restraint*. Chacun garde le droit de juger si l'appui donné au M.P.L.A. se conforme ou non à l'obligation de *restraint*. Henry Kissinger, de son côté, ne dissimule jamais que les intérêts des deux Grands, sur divers points, continueraient de s'opposer.

Richard Nixon arriva au Kremlin quelques jours après avoir ordonné le minage du port d'Haïphong. L'événement prouve que L.B. Johnson aurait pu prendre, dès 1965, une pareille décision, il ne témoigne pas d'une concession soviétique. L'offensive nord-vietnamienne du printemps 1972, entre la visite de Nixon à Pékin et la visite à Moscou, ne répondait probablement pas aux désirs des hommes du Kremlin. Ils reçurent le président américain et signèrent le premier accord de limitation des armements stratégiques. Ils fournirent ensuite à Hanoï les armes lourdes avec lesquelles l'armée nord-vietnamienne porta le coup de grâce au régime du Sud.

De même, au Proche-Orient, en automne 1973, la détente n'empêcha pas les deux Grands d'organiser, chacun pour ses protégés, un pont aérien. L'Union soviétique prit les devants et ravitailla immédiatement la Syrie et l'Égypte. Les États-Unis ne répliquèrent qu'avec quelques jours de retard. Probablement Henry Kissinger souhaitait-il empêcher une victoire des Israéliens qui, à ses yeux, aurait supprimé toute chance de paix. Quand la fortune changea de camp, il se trouva Leonid Brejnev pour sauver la IIIe armée égyptienne tout en «contrant» une velléité soviétique d'intervention directe.

Nul ne peut dire avec certitude comment les Soviétiques se seraient comportés en l'absence de ce que l'on appelle détente. Les dirigeants du Kremlin aussi bien que ceux de Washington agissent en fonction des circonstances autant que d'une doctrine. L'engagement au Proche-Orient dépend de l'évaluation des risques, des moyens militaires disponibles d'un côté et de l'autre. Il se peut que demain, à la prochaine crise, les Soviétiques aillent plus loin, non parce que la détente est passée de mode mais parce qu'ils se sentent plus forts ou parce qu'ils jugent les États-Unis moins résolus.

Ce que l'on peut dire, c'est que la détente telle que l'interprètent les Soviétiques (et d'ailleurs aussi les Américains) n'interdit ni la diplomatie de grande puissance ni l'établissement des bases navales en Somalie et au Yémen,

ni le soutien au parti angolais acquis au langage et aux intérêts soviétiques. À cet égard, on voit mal les conséquences pratiques d'une prétendue remise en question de la détente.

La thèse chinoise

Pour la première fois dans l'histoire du monde, l'Europe occidentale perçoit la Chine comme un allié de revers face à l'*imperium* soviétique. Depuis que les deux Empires qui se réclament du marxisme-léninisme expriment leur fraternité en une hostilité apparemment inexpiable, ils ont cherché tour à tour à mobiliser les Européens, à l'ouest de la ligne de démarcation, en faveur de leur cause respective. Au moment des combats sino-soviétiques sur le fleuve Oussouri, en mars 1969, les ambassadeurs d'Union soviétique s'étaient rendus dans les ministères des Affaires étrangères des principaux pays d'Europe, comme pour présenter les soldats russes en défenseurs de l'Europe face au péril jaune. De même, inversement, les Chinois ne cessent d'adjurer les Européens de s'unir contre le danger soviétique. C'est l'Europe, répètent-ils, que vise l'impérialisme des révisionnistes de Moscou.

Les Européens écoutent l'un et l'autre discours sans, à dire vrai, les entendre. Faute de force militaire et de volonté de puissance, ils préfèrent ne pas croire les discours des Chinois d'autant plus que ces derniers trouveraient évidemment avantage à la tension entre l'Union soviétique et l'Occident. Quant à G. Ford et à Henry Kissinger, ils ont écouté Mao Tsé-Toung et Deng Tsiao-Ping mais n'ont pas souscrit aux thèses chinoises. Tout au plus Kissinger a-t-il une fois ou deux employé les mots - volonté hégémonique - qui faisaient écho au vocabulaire chinois.

Il y a quelques années à Pékin et aussi à Washington, on exprimait ouvertement la crainte d'une agression soviétique visant à détruire les installations nucléaires de la Chine. Aujourd'hui, cette crainte s'est, me semble-t-il, atténuée ou dissipée et la répartition des forces militaires de l'Union soviétique entre l'Asie et l'Europe suffit à démontrer que, pour l'instant, le front principal ne se situe pas sur l'Oussouri.

D'après les services français de renseignements, d'après les informations américaines aussi, c'est en Europe que se trouve concentré le gros des forces aériennes et blindées, capables d'action immédiate, de l'Union soviétique.

Il n'en résulte pas que les Chinois aient raison d'annoncer une grande guerre en Europe. Il en résulte cependant que les Européens ont tort de croire que l'hostilité de la Chine suffit à paralyser la stratégie soviétique face à l'Europe.

L'U.R.S.S. possède désormais une telle puissance militaire, elle exerce à l'égard de la Chine, par ses armes nucléaires, une telle action dissuasive que la représentation d'une Union soviétique encerclée par l'alliance «objective» de l'Europe et de la Chine relève plutôt du mythe ou des images historiques que de l'analyse politique.

Maintien des échanges Est-Ouest

Précisément parce qu'elle n'impose pas de contrainte aux Soviétiques, la détente n'exige pas de concessions de la part des Occidentaux. En 1972, et de nouveau en 1975, le déficit de la récolte obligea les gouvernants de l'U.R.S.S. à l'achat outre-Atlantique de millions de tonnes de céréales (entre 20 et 30 cette année). Certes, les dirigeants américains auraient peine à refuser de vendre; ils font profession de croire aux vertus du marché libre et les fermiers se réjouissent de la hausse des prix que provoque l'échec de l'agriculture soviétique. De même, on peut dire que les Européens, en période de récession, ne souhaitent pas moins vendre leurs produits ou leur technologie que les Soviétiques ne souhaitent les acheter. La formule de Lénine selon laquelle les capitalistes tisseront eux-mêmes la corde avec laquelle ils seront pendus, garde sa valeur d'actualité

Il n'en reste pas moins qu'à l'heure présente les comptes extérieurs des pays de l'Europe orientale connaissent un déficit considérable (une quinzaine de milliards) que comblent les crédits consentis à des taux d'intérêt favorables par les Occidentaux. L'économie dite socialiste subit, elle aussi, une crise, à la fois pour des causes qui lui sont propres (pénurie alimentaire) et par suite des répercussions de l'inflation mondiale. Rien ne permet de supposer que Léonide Brejnev et ses compagnons envisagent de renoncer au concours de l'Occident. C'est même à lui, on le sait, qu'ils confient la tâche de construire les grands hôtels prévus pour les Jeux olympiques de 1980.

Si les échanges commerciaux n'apparaissent pas menacés et si la compétition des idées et la rivalité planétaire de puissance se poursuit, pourquoi s'interroger, comme on le fait de tous côtés, sur l'avenir de la détente? J'aperçois deux raisons: la première, la mieux connue, concerne l'accord sur la limitation des armements stratégiques, dont les principes avaient été posés à Vladivostok et dont la mise au point se heurte à deux obstacles, les bombardiers *Backfire* soviétiques et les missiles de croisière. Probablement les Américains et les Soviétiques souhaitent-ils, les uns et les autres, signer cet accord; les Américains parce que le président en escompte un supplément de popularité, les Soviétiques parce qu'il marque une étape sur la voie d'une égalité reconnue qu'il peut se

transformer en supériorité (dans la mesure où, en ce domaine, la notion de supériorité conserve un sens). Après le départ de J. Schlesinger, il subsiste une chance sérieuse d'un compromis pour le printemps de 1976, avant les grandes semaines de la campagne présidentielle. Les Américains consentiraient à limiter le nombre et la portée des missiles de croisière en contrepartie de la limitation du nombre des bombardiers soviétiques.

Ajoutons que la conclusion de *S.A.L.T. II*, jugée souhaitable par la majorité des commentateurs, ne modifierait guère la situation de fait. Elle n'entraînerait une diminution ni des budgets militaires ni des armements disponibles, d'un côté ou de l'autre. Elle aurait surtout, dit-on, une valeur symbolique. Elle entretiendrait le dialogue d'où résulterait éventuellement un jour la confiance réciproque, condition nécessaire du désarmement.

Le deuxième motif des questions que l'Occident se pose sur la détente tient à la nature du régime soviétique; peut-être vaudrait-il mieux dire à la difficulté du dialogue entre des régimes politiquement tout autres. Léonide Brejnev subit-il l'assaut des «durs», d'un parti hostile à la détente? La succession du Numéro un soviétique est-elle déjà ouverte et le secrétaire général a-t-il perdu, pour une part, sa capacité de décision? Je me refuse, pour mon compte, à des spéculations sur les mystères du Kremlin. Qu'il y ait, dans le bureau politique du parti communiste d'U.R.S.S., des «durs» et des «mous», la proposition, sous cette forme, est trop vague ou triviale pour appeler la discussion. Mais L. Brejnev n'a jamais détenu, au cours de ces dernières années, un pouvoir personnel comparable à celui de Staline ou même de Khrouchtchev. La politique suivie appartenait à la majorité de l'oligarchie, non au secrétaire général personnellement.

Quelle déception expliquerait un changement de cours?

La peur des infiltrations

On voit mal, si l'on s'en tient aux relations entre États, pourquoi les dirigeants soviétiques éprouveraient une déception. Au Vietnam, les États-Unis ont finalement encaissé la défaite majeure qu'ils avaient désespérément voulu éviter. En sens contraire, au Proche-Orient, ils ont, depuis 1973, réussi une rentrée en force et l'Union soviétique a perdu certains points d'appui. Mais il s'agit là d'épisodes inévitables. Rien n'est encore joué. Henry Kissinger s'est assuré un succès, mais, à moins d'une négociation entre Israël et les Palestiniens, les événements conduisent, en 1977 ou en 1978, vers une nouvelle bataille.

Militairement, l'Union soviétique n'a jamais été aussi forte, face aux États

européens plus soucieux de lutter contre la récession qui de préparer leur défense. Elle obtient de l'Occident la technologie et les crédits dont elle pourrait à la rigueur se passer, mais qui, à coup sûr, lui facilitent l'existence. Même l'agressivité du Parti communiste portugais et le pont aérien vers l'Angola n'ont pas suscité de réaction vive à Washington. Pourquoi les dirigeants soviétiques adopteraient-ils un autre langage puisque, après tout, la détente consiste surtout à employer un certain langage à l'égard des États capitalistes?

La seule hypothèse plausible, c'est la crainte des infiltrations idéologiques. On peut discuter sans terme sur la part de l'idéologie et celle de la volonté de puissance dans la diplomatie soviétique, sur le conservatisme des hommes de l'appareil et sur la persistance des ambitions révolutionnaires ou expansionnistes. Il reste un fait, en lui-même peu contestable: ceux qui gouvernent l'Union soviétique pensent le monde et justifient leur pouvoir par le marxisme-léninisme. La communication des idées que les Occidentaux réclament au nom de leur philosophie. Les Soviétiques la refusent au nom de la leur. L'équipe Brejnev ou l'équipe, qui lui succédera n'a aucune raison, d'ordre diplomatique, de renoncer aux avantages de la détente. Elle peut juger, un jour ou l'autre, nécessaires le durcissement, la discipline idéologique à l'intérieur de la communauté dite socialiste, l'agressivité verbale ou militaire en quelque point chaud du globe.

Ce sont les hommes du Kremlin qui choisissent le style des relations Est-Ouest. Pour l'instant, ils veulent nous faire craindre un changement de style: le ciel ne tomberait pas pour autant sur nos têtes.

Annexes

Table chronologique

Année 1944

Les conditions de la grandeur française

Année 1945

Les chances de la France

Avant la nouvelle alliance : "Nos deux nations se retrouvent plus proches que jamais"

La philosophie de Léon Brunschvicg

Pour une République de la parole

La vraie victoire

Paix sans illusion

Au temps de l'étalon beurre

Nouvelle carte du monde

La fin du démon

En quête d'espérance

Impératif de la reconstruction

Appelons les choses par leur nom

Sortir du marasme

Limiter ses ambitions

L'art d'oublier

Pour une Constituante

Deux Allemagnes ?

Rite ou ferveur ?

Jean Cavaillès

Du compromis à la confiance

Le partage de l'Europe

L'Allemagne paiera ?

L'irrésistible poussée

Méfiance et confusion

De Potsdam à Tokio

Amica America

La fin de l'économie de guerre

Démocraties balkaniques

Pour l'unité de l'Europe

Enjeu traditionnel, technique nouvelle

Après l'élément, avant l'histoire
Les désillusions de la liberté
La rénovation de l'armée
L'abaissement de l'Europe
Plaisirs et jeux de la politique française ?
Y a-t-il encore un danger allemand ?
Oui
La paix difficile
Ni division, ni annexion
Naissance de la IV^e République
La chance du socialisme
Internationalisation de la Ruhr et de la Rhénanie ?
Réflexions impopulaires
Dévaluation à froid
Comédie ou réalité ?
La nécessaire équivoque
Jean Cavaillès

Année 1946

La scène politique [I]
La scène politique. II - Le parti communiste français
La scène politique. III - Le MRP
La scène politique. IV - Le parti socialiste
La scène politique. V - Le rassemblement des gauches
La scène politique. VI - Le PRL
La scène politique. VII - En quête d'une majorité
Oui ou non ?
Les Libertés en péril
Le moindre mal
Signification du scrutin
Le socialisme sauvé par sa défaite ?
Anniversaire
Révision constitutionnelle [I]
Révision constitutionnelle [II]
Révision constitutionnelle
Les syndicats et l'État
Une Constitution provisoire

Du jeu électoral aux réalités politiques
Le christianisme social au pouvoir
On demande un président du Conseil
Deux fois sur le métier...
L'État et les partis
De Bayeux au Palais-Bourbon
Fixation des salaires. Direction de l'économie
Les Cent Jours
Comment sortir du tripartisme
Pour la résurrection d'une internationale
Problèmes des nationalisations
Sécurité sociale et insécurité monétaire
Le Pouvoir exécutif et le droit de dissolution
Les compromis constitutionnels
Chacun sa vérité
Responsabilité de l'État
Industrialisation de l'Empire
Guerre ou paix atomique
Renversement des fronts ?
Bénéfice de l'isolement
L'État et ses serviteurs
Les limites de la théorie économique classique
Lutte avec les fantômes
Intervention d'un personnage oublié
Règles constitutionnelles et pratique politique
Obscure clarté
Jouer le jeu ?
Destin du socialisme
Stérilité du compromis
Que faire ?
La Grande Illusion
À propos de l'Union française
Une bonne nouvelle
De l'Histoire à la politique
Le mal et ses symptômes
Pouvoir personnel ?
Du pouvoir personnel au régime parlementaire

Le Cercle vicieux
Le MRP en péril ?
Une deuxième Constitution provisoire
Le discours d'Épinal
Victoire de la justice
Conjonction des extrêmes
La vérité non le scandale
Le Statut de la fonction publique
Le "Non" du général de Gaulle
Pour une administration à "ciel ouvert"
Le révisionnisme
Aménagement du tripartisme
Au pays du bon sens
Le spectre de l'inflation
Élections et gouvernement
Une campagne paisible
La paix belliqueuse
L'Unique problème
L'Illusion du progrès
Bayeux et Washington
Programme socialiste
Tactique socialiste
Comédie ou réalité ?
Réflexion ou reflet ?
La fin de l'alibi
Le chat et la souris
Union des gauches ?
Les détours du sérail
Exercice et prise du pouvoir
Esquives et alibis
Autorité personnelle
Du jeu électoral au jeu parlementaire
À propos de la mort d'un ministère
Maintenir
Le Conseil de la République
Le silence des Églises
Refus prévisible

Année 1947

1947

Transition ou solution ?

Politique de la confiance

Naissance de la IV^e République

La crise

Nos paroles et leurs actes

Le ministère

La France peut-elle avoir une politique étrangère ?

Y a-t-il encore un danger allemand ?

Le ministre-fantôme

L'inévitable reconstruction de l'industrie allemande

La tragédie d'Indochine

Unité allemande. Désindustrialisation. Réparations

Les Alliés et l'Allemagne

Sortira-t-on du cercle infernal ?

Une autre Allemagne

Le pluralisme syndical

Déception

Le spectacle et la réalité

En pleine confusion

Partie remise

L'étalon bifteck

Dilemme français

Le courage d'innover

Le Père Ubu au travail

En quête d'une majorité

Stabilité politique de la France ?

L'occasion de la rupture

Crise permanente

Les vigilants

L'exemple anglais

L'accord sur le charbon

La Sécurité sociale

Un regroupement politique est-il possible ?

La crainte de l'impopularité

La rentrée parlementaire

Méditation sur la défaite
L'éternel problème
Crise
L'heure de la décision
À pied d'œuvre
La Conférence de Genève
Les ciseaux
Embarras dialectique
Dollars et indépendance
L'Union Française
Le Gouvernement et l'opinion
Pseudo dirigisme
Appel au bon sens
Pour un compromis viable
Les grèves et l'État
Les salariés, les employeurs et l'État
De l'expérience Blum aux projets Schuman
Peut-on gouverner sans les communistes?
Qui gouverne la France ?
France-Angleterre dans la reconstruction européenne
Une deuxième expérience Blum est-elle possible ?
La pratique constitutionnelle. I - Le déclin du Parlement
La pratique constitutionnelle. II - Les forces véritables
Retour à la liberté ou décomposition de l'État ?
Problèmes du syndicalisme. I - Le conflit des tendances
Problèmes du syndicalisme. II - Les syndicats et l'État
Problèmes du syndicalisme. III - Revendications et responsabilités
Le dirigisme conservateur
L'heure de la réflexion
Le citoyen aux abois
Veillée d'armes
L'éternel référendum
En quête d'une politique économique
Du gaullisme au RPF
Portée d'une victoire électorale
Questions du communisme
Maurice Thorez bat sa coulpe

*Destin de la IVe République
De la panique à la réflexion
Les nouveaux projets financiers*

Année 1948

*Discours à des étudiants allemands sur l'avenir de l'Europe
Dépenses et crédit de l'État
La déflation en URSS
Gouvernement et Assemblée
En causant avec James Burnham
Des partis aux rassemblements
Problèmes de la dévaluation. II - Répercussions intérieures
Patience et longueur de temps...
L'école de l'illégalité
Du gaullisme au R.P.F.
Paix impossible, guerre improbable
1848-1948
Les salaires et les prix. I
Les salaires et les prix. II.
La crise économique anglaise. I - Dirigisme de l'austérité
Les contradictions de l'anticommunisme
Les incertitudes du socialisme
Pour la réforme du secteur nationalisé. I - Inventaire indispensable
Pour la réforme du secteur nationalisé. II - Bilan indispensable
Pour la réforme du secteur nationalisé. III - Réformes
indispensables
L'échéance de juin
Il ne suffit pas de négocier pour s'entendre
Problèmes de la Sécurité sociale. I
Problèmes de la Sécurité sociale. II
La guerre des écoles aura-t-elle lieu ?
Le tournant dangereux
De la stabilité à la confiance
Caillaux ou Poincaré ?
L'O.N.U. vivra-t-elle ?
Contradiction fondamentale
Prendre le travaillisme en exemple*

L'exemple belge
Les contradictions françaises
Malade imaginaire ?
Puissance de la monnaie
La paix belliqueuse
Lettre de Raymond Aron
La mystification communiste
Nostalgie de la IIIe République
Inimitable Angleterre. I - Le système des deux partis
Le schisme français
Inimitable Angleterre. Puissance des partis
Inimitable Angleterre. Cabinet et Parlement
Stabilisation ou Inflation
Batailles autour du plan d'équipement
Le mode de scrutin déterminera-t-il l'avenir de la Quatrième République

Année 1949

Impôt ou emprunt ? I - Les mécanismes de l'épargne
Impôt ou emprunt ? Compromis nécessaires
Impôt ou emprunt ? II - Compromis nécessaires
Perspectives de la guerre froide
Mises au point. Lettre aux Temps modernes
Mystique de l'emprunt
La baisse
Le pacte Atlantique
Les deux cents fonctionnaires
L'austérité britannique
Réponse à Jean-Paul Sartre
Réponse à Jean-Paul Sartre, suite et fin
La grande épreuve du travaillisme
Le travaillisme a-t-il fait faillite ?
La dévaluation et les salaires
La Grande-Bretagne et l'Europe
La libération des salaires
Le désarroi travailliste
La paille et la poutre

Ingrates réalités

Transformations du monde de 1900 à 1950. Déplacement du centre de gravité international

Messianisme ou sagesse ?

Conventions collectives et arbitrages

Combat de nègres dans un tunnel

Année 1950

Entre inflation et déflation

Mérites et problèmes du Plan

Budget et trésorerie

Les salaires

L'Angleterre unie et divisée

À propos du plein emploi

Les grèves et les salaires

Déclin du socialisme ?

La politique du crédit

Pour une économie en expansion

Le mythe léniniste de l'impérialisme

La paix, c'est peut-être la guerre froide

Les moyens et la fin

Menaces d'inflation ou de déflation ?

Le mythe léniniste de l'impérialisme, suite et fin

Fidélité des apostats

Les difficultés de l'abondance

Stabilisation du franc ?

Le réarmement est-il économiquement possible ?

En quête d'une stratégie

Économie de réarmement

Les Trusts. Légendes et Réalités

Le problème du réarmement

La troisième phase de l'après-guerre

Les salaires : l'inévitable compromis

Impostures de la neutralité

L'Angleterre unie et divisée. I - La nationalisation de l'acier

L'Angleterre unie et divisée. II - Le travaillisme, empirique ou doctrinaire ?

L'Angleterre unie et divisée. III. - De l'État-providence au réarmement
L'Angleterre unie et divisée. IV - Le programme militaire
L'Angleterre unie et divisée. V - L'Ile et le Continent
Quadrature du cercle ?
Le réarmement de l'Allemagne. II – La défense européenne
Inflation et stagnation industrielle
Les élections américaines. I - La victoire des républicains
Les élections américaines. II - La continuité de la politique américaine
Politique et économie du plan Schuman
Le mérite et les circonstances

Année 1951

La mythologie de l'emprunt
La lutte contre la hausse
Le blocage des prix et des salaires
La cogestion en Allemagne
La querelle des subventions
Carrefour de l'histoire
Le dilemme américain
Le commerce international d'État
Problèmes économiques des grèves
La guerre et l'État total
Les contradictions de la démocratie
Où en sommes-nous ?
M. Bevan et le capitalisme américain
Comment l'État doit choisir ses grands commis
Foi sans illusions
En quête d'une politique économique
Expansion et inflation
Crise en Grande-Bretagne
Un grand effort de salut public
Au retour d'Ottawa
Du préjugé favorable à l'égard de l'Union Soviétique
Conditions d'une détente
L'inflation et ses victimes

Incertitude au Kremlin
De la trahison
Les prix et l'inflation
Propagande et diplomatie
Après un discours. I - La situation
Après un discours. II - Esquisse d'un programme
Peut-on rétablir la convertibilité monétaire ?
À propos de l'inflation
À propos d'une polémique avec Le Monde. Réflexions sur la guerre possible
Les emprunts indexés

Année 1952

L'inflation
Réflexions sur la guerre possible (suite et fin)
Considérations actuelles
La querelle de l'échelle mobile
Les échéances
Attendre n'est pas une solution
Pour éviter l'inflation. Comment financer les dépenses d'équipement
À propos de la "Société Européenne de Culture"
En quête d'une stratégie. I - Le Partage du monde
Quelle est la gravité de la crise financière ?
Le budget britannique
Remarques sur l'impôt direct
En quête d'une stratégie. II - Les Fausses alternatives
L'expérience Pinay
Séduction du totalitarisme et justification de la liberté
Perspectives économiques dans le monde
Les baisses de prix en Union soviétique
Les deux tentations de l'Européen
La fonction de l'emprunt
Discours aux étudiants allemands
Épargne et convertibilité
Alain et la politique
Les slogans et la réalité
Jean-Paul Sartre et le prolétariat ou la grande peur du mal-pensant

Science et politique chez Max Weber et aujourd'hui
Réflexions de rentrée
Contradiction économique
Science et politique chez Max Weber et aujourd'hui (suite et fin)
La querelle du crédit
Les républicains sont-ils une menace pour la prospérité ?
La Conférence du Commonwealth ne peut aboutir qu'à des projets
L'Angleterre s'interroge sur son avenir. I - Le retour des conservateurs
L'Angleterre s'interroge sur son avenir. II - La Révolution est finie, l'Angleterre continue
L'Angleterre s'interroge sur son avenir. III - Ce n'était donc que cela... ou la crise du travaillisme
L'Angleterre s'interroge sur son avenir. IV - Le Commonwealth est-il devenu un luxe ?
L'Angleterre s'interroge sur son avenir. V - La livre et le dollar

Année 1953

La politique américaine des visas
L'économie française sur la corde raide
Superstition de l'Histoire
Le franc et la livre
Le marasme de l'économie française [I]
Le marasme de l'économie française. II - Inflation budgétaire et récession économique
La vérité sur les procès derrière le rideau de fer. Pourquoi les accusés avouent des crimes qu'ils n'ont pas commis
Le marasme de l'économie française. II - Des économies budgétaires?
Le marasme de l'économie française. VI - Impôts ou économies ?
Le Pouvoir et le sphinx
James Burnham et la politique de libération
Le marasme de l'économie française. V - L'action nécessaire
La dévaluation de la piastre
Après Staline
Les contradictions internes de la société soviétique
La menace de décadence

Interrogations sur les États-Unis. Risques et chances d'une économie dominante
Comment financer les investissements
Épargne spontanée et épargne forcée
Le problème français des investissements
La mort du sénateur Taft
À propos de la crise sociale
Le marasme économique. I - Économie individualiste. État collectiviste
Le marasme économique. La monnaie et l'expansion de l'économie
La Russie après Staline
Les investissements et le budget
Remarques sur l'injustice sociale
Les hommes et les machines
Quand finira l'hibernation de l'économie française

Année 1954

L'essence du totalitarisme
L'avenir du Japon
Les conditions de la paix en Indochine
Les concepts de vérité de classe et de vérité nationale dans le domaine des sciences sociales
La révolte asiatique connaît-elle ses limites ?
La prospérité américaine est-elle menacée ?
L'expansion économique et les prix
Les prix et la libération des échanges
Ce que signifie le développement des échanges avec l'Est
Le second plan de modernisation
Un croisé de l'anti-anticommunisme
L'Asie entre Marx et Malthus. Le mirage de la méthode soviétique d'industrialisation
Qui gouverne l'U.R.S.S. ?
Note sur la conjoncture américaine
Les États-Unis d'aujourd'hui de 1927 à 1954
Jean-Paul Sartre, le prolétariat et les communistes
La rencontre de l'Asie et de l'Occident. La revanche militaire de l'Asie

Retour à la convertibilité
La France et les problèmes de la convertibilité
Le programme économique du gouvernement
Salaires, expansion, balance des comptes
« Gouverner, c'est choisir »
Perspectives nord-africaines
Remarques sur la crise qui n'a pas eu lieu
L'économie française hier et aujourd'hui
De quoi disputent les nations ?
Le "rendez-vous d'octobre"
Prospérité et réformes
Ombres au tableau

Année 1955

Sur le budget de 1955
Retour à l'économie de paix
Y a-t-il danger d'inflation ?
Naissance d'une légende
La Quatrième République doit se réformer pour survivre. I - Le jeu parlementaire
La Quatrième République doit se réformer pour survivre. II - L'instabilité ministérielle
La Quatrième République doit se réformer pour survivre. III - Trois objectifs immédiats : loi électorale, organisation du travail parlementaire, droit de dissolution
La lutte contre l'inflation en Grande-Bretagne
La Quatrième République doit se réformer pour survivre. IV – L'échec des rassemblements
La Quatrième République doit se réformer pour survivre. V - Pour mobiliser l'opinion
Endettement public et pression inflationniste
La Quatrième République doit se réformer pour survivre. Analyse d'un courrier
La France, pays sous-développé
Ouvriers, prolétaires et intellectuels
Les intellectuels français et l'utopie
L'impératif de l'industrialisation

Droque-miracle et attrape-nigauds
Idéologie communiste et Religion
L'opium des intellectuels ou le mythe du prolétariat
Un ami de la France disparaît, William Tomlinson
À propos de l'industrialisation
La Bourse et l'économie
Visage du Communisme en France et en Italie
En passant par Aix...
L'inflation préface à des élections Front populaire
Les comptes de la Nation et la crise sociale
Fin de la crise britannique ?
Dix ans après la guerre : Situation et tâches de la France. Le freinage du progrès
Le budget d'automne de M. R. A. Butler
Dix ans après la guerre : Situation et tâches de la France. Les conditions politiques du progrès économique
Mort de Dominique Parodi
Bilan économique d'une législature
La haine, ses origines religieuses et sociales
À l'âge atomique peut-on limiter la guerre ?
À propos des comptes de la Nation
Bilan économique d'une législature. Le déficit du Trésor compromet-il la stabilité ?
La dissolution est conforme à l'esprit de la Constitution
Bilan économique d'une législature. Les finances extérieures
L'ethnologue entre les primitifs et la civilisation

Année 1956

Aventures et mésaventures de la dialectique
Quel sera le programme économique d'un gouvernement socialiste ?
Mme de Beauvoir et la pensée de droite
Contre la tentation du désespoir. Ainsi raisonnaient les Allemands en 1932...
Le progrès économique et les électeurs
Les débuts du gouvernement socialiste
Un million et demi d'ouvriers de plus dans l'industrie
Fascinés par l'Union soviétique

Marx est-il un philosophe ou un savant ?
Les soucis de M. Ramadier
Prudence sans alarmisme
On ne trouve pas d'impôts parfaits
Équivoque des mots et des chiffres
Le fanatisme, la prudence et la foi
Problèmes de la construction
La menace d'inflation
Le blocage des prix
Dix ans d'avance
« Plus capable d'héroïsme que de vertu, de génie que de bon sens...
» Le Français de 1956 est-il toujours celui qu'a décrit Tocqueville ?
Misère de l'historicisme
La carte du courage
Croire à la sagesse mais non au miracle
Les illusions créatrices
Taux des salaires et taux d'intérêt
L'art de créer et de tourner les règlements
L'autocritique française hier et aujourd'hui
Après Suez
Démonstration concluante
Pour une politique de rigueur
Tous les effets de la crise ne seront pas fâcheux
La priorité des comptes extérieurs

Année 1957

Suez et Budapest
Problème n° 1 : les comptes extérieurs
Croissance et équilibre
L'homme n'est pas maître des éléments
De l'inégalité
Entre l'inflation et la stagnation
À propos du pseudo-plan d'austérité
Croire au Père Noël ?
Pierre Mendès France répond à Raymond Aron qui l'interroge sur le
marché commun
Les Comptes de la Nation et les perspectives économiques

Le prix de l'équilibre
Avant le plan de redressement
Comptes extérieurs et stabilité des prix
La crise au milieu de la prospérité [I]
La crise au milieu de la prospérité. Les nécessités du redressement
Les alchimistes
La crise des devises
Crise ministérielle et crise économique
La crise économique et les partis
Les intérêts du commerce
Raymond Aron psychanalyse la droite...
L'épargne intérieure et l'équilibre des comptes
Les salaires et la productivité
Conformément aux prévisions
Mesures d'urgence
Après les mesures d'urgence. Un plan de redressement s'impose
La première étape
De M. Ramadier à M. Gaillard
Les Français sont-ils rebelles à la raison économique ?
La crise économique et morale de l'agriculture
Le problème des comptes extérieurs. I - Les données numériques
La société soviétique et l'avenir de la liberté
Le problème des comptes extérieurs. II - La controverse technique
Le problème des comptes extérieurs. III - Les perspectives
La crise française
Les projets financiers : rétablir l'équilibre intérieur
À propos du double équilibre
Contre les expédients administratifs
Déficit budgétaire et impasse
Une révolution antitotalitaire
Des économistes qui croient au Père Noël
Crise économique et causes politiques
Considérations rétrospectives sur l'opération 20%
Contre la psychose de hausse

Année 1958

Déficit budgétaire en impasse

Les Français ont des devises, l'État n'en a pas
La France peut-elle récupérer les devises des Français ?
Le dynamisme de l'économie française
En économie, les États-Unis n'ont pas surmonté l'isolationnisme
La France et les devises des Français
Malaise en Grande-Bretagne ?
La liberté de mouvement des capitaux est-elle possible ?
La liberté de mouvement des capitaux est-elle possible ?
Hoover aussi avait confiance
Les économistes américains à l'heure du choix. Deux méthodes pour
lutter contre la récession
Où en est l'économie française ?
La récession américaine et les controverses économiques
Qui est sage ? Qui est fou
Des prétendues vertus de la récession
La crise de devises : que faire ?
Les comptes de la nation
Le rétablissement de l'équilibre des comptes extérieurs
Connaissance de l'industrie française
La responsabilité sociale du philosophe
La tâche économique
Au seuil d'une deuxième expérience Pinay
La conjoncture américaine
Après le succès de l'emprunt
Discours à Harvard
L'Algérie et la République. Un nouvel essai de M. Raymond Aron
Le coût d'une monnaie faible
Propos d'un conservateur
Il n'y a pas de miracle économique
En un combat douteux
La reprise de l'économie américaine
Réflexions sur le bilan colonial
De l'exploitation à la Communauté
Les incertitudes de la conjoncture
Relance de l'économie ?
La Ve République ou l'Empire parlementaire
De la corruption des régimes politiques

La victoire des démocrates aux États-Unis
L'ombre de Malthus
Le choix d'une politique économique
La fausse opposition Chalandon-Pinay
De la vraie et de la fausse audace
Le budget 59

Année 1959

Charles de Gaulle et la Chambre introuvable
Exigences et risques de la restauration monétaire
Les paris et les nécessités
Le plan d'assainissement et ses critiques
Regards en arrière
L'esprit de la nouvelle politique
Démission des Français ou rénovation de la France
Le savant et le politique selon Max Weber
La "Standard Oil" au Sahara ou les leçons du pouvoir
Entreprises à long terme
La querelle du Budget aux États-Unis
Après la première étape
Comment Raymond Aron voit l'avenir du monde
Max Weber
Relance de l'économie ?
Faux rapprochement
Hausse des salaires ou baisse des prix ?
Le budget anglais
André Siegfried et les trois républiques
André Siegfried et les trois Républiques. II - Le problème du régime
André Siegfried et les trois Républiques. III - Au seuil du nouveau régime
La Ve République choisit la rigueur monétaire
Les mouvements des capitaux
De la IVe à la Ve République
Les implications de la liberté des relations internationales
Révolution de conscience économique. Du défaitisme 29 à l'optimisme 59
La politique des salaires

Révolution de conscience économique. Du progrès à l'insatisfaction
La durée et l'erreur
Faut-il prendre des mesures de relance ?
Un an après. Charles de Gaulle entre les libéraux et les ultras
La nouvelle politique économique, les régimes et les partis
La grande misère de la Sorbonne
Ce qui a été fait. Ce qui reste à faire
Salaires et pouvoir d'achat
Bilan et perspectives
La démocratie a-t-elle un avenir en France ?
À propos de la réforme fiscale
André Siegfried et la Ve République
À propos de la réforme fiscale. Le projet gouvernemental et le rapport Brasart
Pas de vraie réforme fiscale sans élimination de la fraude
Les experts et la fortune
L'avenir du gaullisme
Pour un budget rigoureux
Le mythe américain de la société sans classes
Le mythe soviétique de la société sans classes
Le mythe français de la société de classes
Problèmes de la rentrée
Le succès n'est pas toujours populaire
Retour à la "folie Ramadier" ?
De la politique de grandeur
Encore la politique des prix. Attention aux expédients !
Du franc Poincaré au nouveau franc
L'Occident avant la Conférence au Sommet
Le financement de la construction
Démocraties 1960

Année 1960

En 1960, l'expansion doit s'accélérer
Crise permanente de la démocratie française
D'Hassi-Messaoud à la Rue de Rivoli
La République gaulliste
L'imbroglia pétrolier

Les mêmes impératifs
Mettre fin au malaise paysan
Les difficultés agricoles en période d'industrialisation
Expansion sans "emballement"
Les salaires de 1956 à 1960
Un seul homme, un homme seul
Paradoxes sur l'indexation
La querelle des nationalisations en Angleterre. Jupiter est-il conservateur ?
Les échanges à l'intérieur de la zone franc
Pas de crise constitutionnelle
Le budget anglais
La pente
Coordonner les politiques de conjoncture
Hommage à Gabriel Marcel
Le Plan intérimaire : objectifs souhaitables et prévisions aléatoires
Équilibre intérieur et devoirs du créancier
Les erreurs de la "Troisième" : il est diabolique de persévérer
L'économie française à la veille des vacances
Crise de la démocratie ?
Où en est l'économie française ?
Le Conseil constitutionnel n'est pas une Cour suprême
Les Juifs
L'Université en crise
L'Université en crise
L'Université en crise
Le prix de l'essence
De la trahison
Le deuxième rapport des experts
La présomption
Servitudes de la grande industrie
Promesses et périls du progrès agricole
L'Université en crise
Pas de New Deal pour M. Kennedy
États-Unis : deux milliards de dollars à récupérer

Année 1961

L'heure de vérité
La stabilisation payée trop cher ?
Au seuil de l'ère Kennedy : Récession, dollar et croissance
L'économie américaine : paresseuse, fatiguée ou dynamique ?
Une histoire édifiante
Prospérité des Six. Difficultés anglaises
Le gouvernement et les salaires
Les équivoques de la productivité
Productivité moyenne et rémunération
Maurice Merleau-Ponty, maître à penser, maître de vertu
Les comptes de la nation
Après le coup d'État, avant la négociation
Le miracle gaulliste
La France est-elle planifiée ?
Dévaluation de la livre ?
La Grande-Bretagne et l'expansion
La crise agricole
Problèmes de la rentrée
Du coût de l'Empire au coût du dégagement
Dégagement et Communauté
Adieu au gaullisme
Perspectives démographiques
Réponse à un questionnaire de l'agence Tass
Le IVe Plan
Où est le danger ?
L'explosion démographique
Les intérêts du commerce
Le gouvernement, le patronat et les salaires
Remous sur les marchés des changes
La politique de crédit
L'expansion peut-elle se poursuivre ?
Le drame des mineurs de Decazeville. L'enracinement

Année 1962

La richesse par les dépenses publiques
Toute solution algérienne sera coûteuse
La vie des autres

Conjoncture américaine
Vers l'organisation des marchés agricoles
Politique des revenus
Les Juifs et l'État d'Israël
« Arms Control » et stratégie nucléaire. Quelques questions
Pourquoi on ne peut pas exclure la guerre
Problèmes agricoles
L'économie de la paix algérienne
La guerre atomique est-elle possible ?
De la planification démocratique
La conscience déchirée du citoyen
De l'inégalité devant l'instruction
La peur du gouvernement ?
La 3ème Guerre mondiale aurait lieu pour rien
Jean qui pleure et Jean qui rit
Dollar : Urgence d'attendre
La Bourse et l'économie. L'équipe Kennedy devant une double incertitude
Dénouement provisoire
Incertitudes monétaires
Le referendum dans la République
Les États-Unis en proie aux idéologies ?
L'histoire économique ne se répète pas
Économie française 1962. La huitième merveille
La moins nécessaire des crises
Les paradoxes du S.M.I.G.
Comparaison des deux républiques
Stabilité ou dégradation monétaire ?
La conjoncture mondiale : pas d'inquiétude immédiate
Le paradoxe de la conjoncture mondiale
Le comportement politique des Français a-t-il changé ?
Sous quel régime vivons-nous ?

Année 1963

La république gaulliste continue
Vers quel régime allons-nous ?
Liberté et organisation

Les opinions politiques des Français
Durée du travail
Le Budget américain
Pour ou contre les investissements américains
Le danger d'inflation
Vers une conférence monétaire internationale ?
En quête d'un diagnostic
La théorie du développement et les problèmes idéologiques de notre temps
Contre l'obsession inflationniste
La politique en sursis
Inflation et croissance
Institutions et succession
La recherche des causes
En quel sens reformer les institutions
Le paradoxe du déficit américain
Le grand débat nucléaire de l'Occident
Liquidités internationales
Le grand débat nucléaire de l'Occident. Anglais et Allemands face à la « doctrine McNamara »
Problème de l'agriculture américaine
Développement, rationalité et raison
Un débat qui concerne chaque Français. Pour ou contre la force de dissuasion française
Où en est le IVe Plan ?
À propos des réformes de l'enseignement supérieur. I - La triple mission de l'Université
A propos des réformes de l'enseignement supérieur. II - La distinction des trois cycles
À propos des réformes de l'enseignement supérieur. Gigantisme parisien et uniformité nationale
Faut-il craindre une déflation mondiale ?
À propos du Plan. I - Diagnostic et remèdes
À propos du Plan. II - Les deux étapes
Dépenses improductives et inflation
Définitions
Marx et les marxismes

Triomphe ou fin d'une tradition ?
Une mystique dangereuse : l'expansion à tout prix
Politique des revenus
Prix et productivité
Le grand débat. Initiation à la stratégie atomique
L'opposition n'a pas gagné tout ce que le Pouvoir a perdu
Renversement de la conjoncture monétaire ?
La révolte de l'Université
L'aide soviétique au tiers monde
L'opinion politique des Français. Le souhaitable n'est pas toujours possible

Année 1964

Faut-il supprimer le service militaire? Atome et contingent s'excluent financièrement
Réflexions sur l'idée socialiste. En hommage à Ernst Reuter
Encore la politique des revenus
Autorité indivisible et entière
Une œuvre d'éducation
Limites de la politique des revenus
Migrations humaines
Savoir compter
Savoir compter. II - Afrique noire et Algérie
Savoir compter. L'aide compromet-elle le développement français ?
À propos de la crise de l'Université
La crise de l'Université. II - Combien d'étudiants ?
La crise de l'Université. III - Le nombre et l'élite
Révision des dogmes
Quelques problèmes des universités françaises
L'expansion la plus longue de l'après-guerre
Contraste économique franco-allemand
Le Plan de stabilisation doit-il être permanent ?
La crise italienne
Diagnostic réservé
Comment on fait un candidat à la présidence des États-Unis
Le souhaitable et le possible
Politique mondiale de la science. I - Les dépenses comparées

Politique mondiale de la science. II - Spécialistes gouvernés par des amateurs
Politique mondiale de la science. Les sciences humaines
La puissance et la gloire
Le Plan de stabilisation. Un an après
Le pari de l'équilibre
Les projets Fouchet. I - Les débats sur la réforme
Les projets Fouchet. II - L'enseignement supérieur
Le Plan, les conjonctures et les structures
Jean-Paul Sartre et le marxisme
Treize ans après
La fin de l'impasse
Max Weber et la politique de puissance
Max Weber et la politique de puissance
La puissance scientifique des États-Unis et l'Europe. "Les pionniers et les suiveurs"
Maurrassisme et gaullisme

Année 1965

Société industrielle, idéologies, philosophie [I]
Relance ou récession ?
L'économie française à l'épreuve
Société industrielle, idéologies, philosophie. II
Société industrielle, idéologies, philosophie. III
Les conservateurs britanniques se démocratisent...
Les règles de la bataille triangulaire
Les leçons de la crise italienne
Le système international des paiements. Le dogmatisme américain de l'argent bon marché
Stagnation ou assainissement ?
Le Plan Fouchet et l'enseignement du second degré
20 ans après la fin de la deuxième guerre, la fin de l'après-guerre, le début d'une nouvelle ère historique
Avant la réforme de l'enseignement supérieur
Avant la réforme de l'enseignement supérieur. Sélection et démocratisation
La grande épreuve de la livre

Entre la Rue de Rivoli et le château de La Muette
Deux ans de plan de stabilisation
Fin de la planification ?
L'opposition désarmée
La Constitution et les partis
La bataille des statistiques
Constitution provisoire
Que s'est-il passé ?
Les électeurs et les enjeux
Expérience constitutionnelle

Année 1966

Toutes les voix se valent
Changement de cap ou changement de pilote ?
En quête d'un programme. [I] Relance économique ou année sociale ?
En quête d'un programme. [II] La marge de manœuvre est étroite
Autre ministre, même politique ?
Le miracle économique américain interprété par les Américains
Remarques sur le polycentrisme
La crise de l'Université. Victoire des conservateurs
La crise de l'Université. II - Pourquoi les réformateurs ont échoué
La crise de l'Université. Démocratisation ou démagogie ?
La crise de l'Université. IV - Les choix nécessaires
Plaidoyer pour MM. Kossyguine et Brejnev
L'article 33
L'article 33. II - De l'idée à la mise en pratique
La hantise de 1929
La conjoncture économique. Mesure des périls
Un acte de courage
L'escalade des taux d'intérêt
Conjoncture américaine
À l'ombre de l'apocalypse
Budapest 1956 : destin d'une révolution
Une affaire d'État. [I] Le Baccalauréat
Une affaire d'État. L'accès aux facultés
Que valent les études françaises

Il y a plus urgent que les projets grandioses

Année 1967

La planète vue par un des cerveaux les plus lucides de notre temps,

Raymond Aron

La gauche meurt-elle d'avoir gagné ?... Propos recueillis par

François Furet

Le jeu des coalitions

Vers le bipartisme ?

« Nos sociétés sont plus insatisfaites parce que plus ambitieuses... »

La Constitution et les partis. I - La France n'a plus de grands problèmes

La Constitution et les partis. II - L'art de créer des crises de régime

Des années difficiles

De la Bastille à la Cité interdite : destin de la révolution

Vrais et faux problèmes

Destin de l'Allemagne

Israël face à la tragédie

Un contre vingt-cinq

Le marasme économique européen [I]

Le marasme économique européen. II - Le cas français

Bombe H chinoise

Les incertitudes de la conjoncture

Par la volonté d'un seul

Du rêve à la réalité

Abdication européenne ?

Remarques sur les ordonnances

Entre Lénine et Mao

Suez déclassé ?

Puissance soviétique, échec du rêve

Convertie

Année 1968

Pourquoi la ruée vers l'or

Johnson face au dollar

L'interpellation de M. Giscard d'Estaing

L'interpellation de M. Giscard d'Estaing. La relance par la consommation

Guerre du Pacifique : acte 1
Les travaillistes jouent leur dernière chance
De Gaulle, Israël et les Juifs
Commonwealth: la fin d'une grande idée
Un monde violent, violent, violent
Réflexions d'un universitaire [I]
Réflexions d'un universitaire. II - La transformation de
l'enseignement supérieur
Immuable et changeante
Les dangers du snobisme intellectuel
Après la tempête [I]
Après la tempête. II - De Nanterre à l'Élysée
La grande illusion
Propos pour adultes
Une mise en garde et un appel de R. Aron. La crise de l'Université
La crise de l'Université. I - Au nom des silencieux
La crise de l'Université. II - La Révolution culturelle à la Sorbonne
La crise de l'Université. III - Contre l'institution du terrorisme
La crise de l'Université. IV - Le sort de l'Université dépend des
étudiants
La crise de l'Université. V - Conclusions et propositions
L'Université libérale en péril
Sagesse de Machiavel
Le retour éternel
Le pari de M. Edgar Faure
Le Parti communiste a-t-il trahi la Révolution ?
La "Révolution" de 1968. Victoire dans la défaite ?
La révolution introuvable
La Révolution introuvable. Les trois séquences d'un film de Godard
Sédition et séduction
De la peur à la confiance
Plus sinistre que Budapest
L'Université : De la révolution aux réformes. Les mains libres ?
L'Université : de la révolution aux réformes. II - L'héritage de mai :
la politisation
L'Université : de la révolution aux réformes. La vérité d'un faux
problème : la sélection

L'Université : de la révolution aux réformes. IV - Pouvoir étudiant et cogestion

L'Université : de l'apaisement à la rénovation

Les conséquences morales de la résistance tchécoslovaque

L'illusionniste

La victoire du perdant

L'accord secret Johnson-Ho chi minh

Comment réagiront les sceptiques

L'Opium 1968 des intellectuels

Année 1969

Quand Russes et Américains se rencontreront...

Réveillés en sursaut

Une mise au point de Raymond Aron

Un président tranquilisant

En direct avec Raymond Aron: « Les postes périphériques remplissent une fonction constitutionnelle »

L'Université en suspens. I - Le ministre et la nouvelle gauche

L'Université en suspens. II - Recherche d'une nouvelle légitimité

L'Université en suspens. Révolution et restauration

L'Université en suspens. IV - Instrument politique ?

L'Université en suspens. V - Des problèmes subsistent

Moyen Orient: Et si les Quatre échouent

Regards sur l'économie française

Démographie, industrie et inflation

Comptabilités indéchiffrables

L'héritage de mai. I - D'un printemps à l'autre

L'héritage de mai. II - La France insaisissable

“Already De Gaulle has largely disappeared”. Interview With Raymond Aron, A Leading French Analyst

Le choix. Un homme, une Constitution ou une politique ?

Le choix. II - Constances et inconstances des Républiques

Le choix

Student Rebellion: Vision of the Future or Echo from the Past?

La quadrature du cercle

Au-delà de la conjoncture

Les désillusions du progrès

Avant le deuxième tour. Électeurs et candidats

Force du débiteur

L'Université un an après. I - Le monopole

L'Université un an après. II - Les fruits de la révolution

L'Université un an après. III - Démocratisation, orientation, sélection

L'Université un an après. IV - Universités, facultés, unités

La dévaluation était-elle nécessaire ?

Querelle de responsabilités

Démocratisation de l'enseignement [I]

Démocratisation de l'enseignement. II - La sélection initiale

Réponse à un lecteur déçu [I]

Réponse à un lecteur déçu. II - La répartition des dépenses budgétaires

Année 1970

Le totalitarisme sous la fiction d'une société sans classes

Le dogmatisme social engendre l'esclavage

Les sociétés industrielles ont-elles un idéal ?

Le dollar victorieux et fondant

De l'étalon de change or à l'étalon-dollar

La politique bloquée [I]

La politique bloquée. II - Le Parti communiste a-t-il changé ?

Controverse transatlantique

Étatisme et efficacité

Il ne savait pas l'histoire qu'il faisait

Après le débat parlementaire sur l'enseignement supérieur. I -

Continuité inévitable

Après le débat parlementaire. II - En quête d'universités

L'Amérique en fièvre [I]

L'Amérique en fièvre. II - Le Vietnam et le mal de la jeunesse

Pourquoi les Français descendent dans la rue

Les électeurs ont la parole [I]

Les électeurs ont la parole. II - Le Parti libéral allemand condamné ?

Les électeurs ont la parole. III - Le miracle Heath

Les défis de l'an 2000. Vers quelle civilisation allons-nous?

II - Les défis de l'an 2000 : vers quelle civilisation allons-nous ?

Retour au calme

Y a-t-il une épargne indésirable ?

L'incarnation de la France

De la condition historique du sociologue

Année 1971

L'affrontement des deux Grands

L'héritage économique de l'après-guerre

L'héritage économique de l'après-guerre. À la recherche d'un nouveau Keynes

L'entente fait la force

L'anarchie des prix

L'art de la micro-décision

Pierre Brisson et le référendum de 1962

Marchandage ou vision d'avenir

Fixes ou flexibles

La crise de l'enseignement. Rue d'Ulm

La Crise de l'enseignement. II - Lycées et Universités

Césars fous

Paradoxes

L'agrégation

La sélection par les concours

Université. Vivre avec les contradictions

Machiavel et Marx

L'inceste est un sujet tabou. Pourquoi ?

L'or, valeur spéculative

Le franc et le dollar

"Thank you, Mr. Nixon"?

Le serment et le contrat

Le contrôle des changes ou les beautés du règlement

Après les Açores

Vers un nouveau système international pluripolaire et planétaire

Année 1972

La formation des maîtres du second degré

À propos des « fuites » américaines. La presse et le secret d'État

Diplomatie secrète

Régime présidentiel et diplomatie
D'un extrême à l'autre
Armes de paix ou de guerre
Puissance de l'opinion
Le projet pour la formation des maîtres. Intransigeants ou conservateurs ?
Nouvelle chance pour l'Europe
En noir ou en rose?
Après les rencontres internationales sur la croissance. La crainte de l'an 2000
Incident ou symbole ?
Du référendum aux élections [I]
Du référendum aux élections. II - L'Europe paralysée
Les prophètes du grand coup de frein ont-ils raison ?
Sentiments et entendement dans la pensée de Clausewitz
La Constitution et les partis. I - Inévitable majorité ?
La Constitution et les partis. II - Majorité de rechange ou crise de régime ?
La paix ne changera pas l'Amérique
L'inflation : maudite ou désirée
Pitié pour les grands hommes
La lutte contre l'inflation. Le diagnostic gouvernemental
La lutte contre l'inflation. II - Thérapeutique

Année 1973

Remarques sur le nouvel âge idéologique
Le pouvoir et la représentation. [I]
Le pouvoir et la représentation. II - Le scrutin proportionnel
Une analyse de Raymond Aron. I - Le Programme commun de la gauche ou le cercle carré
La majorité en question : la carte forcée
Les enjeux. Conclusion des analyses de R. Aron
Le débat constitutionnel
Les fantaisies du découpage
Sursis, conscription, sélection. L'amalgame
Raymond Aron aux Américains : « Ne vous trompez pas d'amis ! »
Lycéens et étudiants en révolte [I]

Lycéens et étudiants en révolte. II - La réforme du premier cycle
Lycéens et étudiants en révolte. III - De la sélection
L'Amérique et nous
La crise de l'enseignement du second degré. I - Le diagnostic
La crise de l'enseignement du second degré. II - Les
recommandations
La crise de l'enseignement du second degré. III - M. Fontanet
condamné à l'action
Libérer le dollar de ses privilèges
Le géant sans tête
Du bon usage des maladies
Quand les capitalistes subventionnent l'Union soviétique
À propos de la force de dissuasion. Des passions excessives
Affaire Lip : la science sordide
La revanche du poujadisme
Regards sur les dix dernières années
Il y a dix ans Dallas...
Élie Halévy, historien du peuple anglais
Mon ami Kissinger

Année 1974

Quel avenir pour l'enseignement supérieur ?
« Lectures » de Pareto
La crise de l'énergie. I - Salubrité publique ou chasse aux sorcières ?
La crise de l'énergie. II - La bataille des prix
La crise de l'énergie. III - Se passer des compagnies ?
La chance de M. Wilson
L'interrègne
Candidats, témoins et farfelus
Entre les trois candidats, les enjeux
La Constitution, les partis, les candidats
La Constitution, les partis, les candidats. II - Fin de la République
gaulliste ?
La campagne électorale. I - Les hommes et les idées
La campagne électorale. II - Explication de vote
Les jeux ne sont pas faits
L'étrange alliance

Programme commun et projet de société
Les deux hommes
Le choix
Le président des Français
Le choix d'une équipe
Nouveau visage de la Ve République
Les plaisirs et les jeux de la Ve République
Inflation, salariés et électeurs
Triomphe et tragédie
Les soixante jours
Les soixante jours. II - Le présidentielisme
L'optimisme de M. Fourcade
« La guerre est un caméléon »
Les silences du président
Le monde change aussi
Rentrée scolaire sans surprise
Les lampions s'éteignent
Du noir au rouge
La montée des périls
Par-delà le bruit et la fureur
Divine surprise
L'homme des tempêtes ?
Les tournants de l'Histoire

Année 1975

Henri De Man : Au delà du marxisme
De la démonétisation à la revalorisation. Le calcul de Washington : la spéculation enlèvera à l'or son prestige d'un autre âge
Le discours de Mario Soares et le silence de François Mitterrand
La crise des blocs ou la fausse symétrie
Modernisation ?
La réforme du système éducatif. I - L'idéologie de la modernisation
La modernisation du système éducatif. II - Les mots et les choses
La modernisation du système éducatif. III - Du lycée à l'université
Gestes symboliques ou actes manqués ?
Les intermittences du cœur
Du défi au déclin

L'illusion lyrique ne dure pas
Historien et philosophe
Le message
Portugal : la victoire socialiste
Le sterling et le référendum
Au Portugal : militaires et militants
Le blanc et le noir
Il n'y a pas de quoi rire
Les embarras de la liberté
La France n'est pas le Portugal
L'heure de vérité ou la dernière chance
Deux communistes : Alvaro Cunhal et Santiago Carillo
La Maison-Blanche et le veau
Paradoxe portugais. Le sabre et le goupillon
La pierre et la balle
Contraintes
Les deux Allemagnes et nous. Le droit aux opinions inopportunes
La crise et le projet socialiste
Go home, Frenchie
Portugal. Retour des partis
Illusion d'optique
Les otages, la presse et le pouvoir
Des suicides
Alexandre Soljenitsyne et Andrei Sakharov. I - De la bombe H aux
Droits de l'homme
L'Europe et l'Espagne. Giscard avait raison
Alexandre Soljenitsyne et Andrei Sakharov. II -La nation et
l'idéologie
Entre l'espoir et l'inquiétude. Gérer la récession
À propos de la crise de l'armée
1975-1976. À la recherche du temps qui vient. Le retour de la peur
atomique

Année 1976

1975-1976. À la recherche du temps qui vient. La détente après
Helsinki
Après six cents jours. Des hommes et des réformes

De la défense européenne
Année électorale aux États-Unis. On cherche un président
Raymond Aron et nous
La fièvre printanière des universités
Pourquoi la démission de Harold Wilson ? L'idolâtrie d'une
institution éphémère
Le Monde tel qu'il est
Le Président et sa majorité. I - Les désillusions du réformisme
Le Président et sa majorité. II - L'Europe paralysée
Les troubles dans l'Université. L'explosion sans cause
Le Pouvoir et les étudiants. De 1968 à 1976
Lénine et la dictature du prolétariat
Et si, en 1978...
Le silence de l'U.R.S.S. et les paroles du P.C.F.
L'affaire des "Dossiers de l'écran" consacrés à Pétain
La grande misère des Universités
Le Président et sa majorité
Post-scriptum sur les plus-values
La reprise et l'inflation
La Ve République continue [I]
La Ve République continue. II - Vers une démocratie sage ou vers
l'affrontement ?
La Ve République continue. III - Il n'y a pas de mystère
Le plan Barre. Contre l'inflation, pour l'expansion
Fin d'un mythe
Le choc psychologique
Le public et les économistes
Les Français face aux sacrifices du Plan Barre. La haine
inextinguible de l'inégalité
Démocratie française. I - Un libéral à l'Élysée
Démocratie française. II - Du libéralisme à la social-démocratie
L'humour noir des libéraux américains
La chute de la livre sterling. Crise de régime
La majorité à l'épreuve. Un seul rassemblement suffit
Giscard d'Estaing et Chirac adversaires-alliés. Du bon usage des
maladies
L'Aveu et le mensonge [ajouter en note de bas de page la précision

donnée par le Figaro le 18.12.76]
Le risque de rupture ou la querelle des investitures
Le Président et les partis.
Post-scriptum à propos de "L'Aveu"

Année 1977

L'événement de l'année
Retour au bon sens
Stratégie économique. Les limites du possible
L'heure de vérité
Les jeux ne sont pas faits
Horizon 1978
Cette Europe qui vacille
Le suicide de la majorité ?
Réponse à des lecteurs
L'affrontement inévitable
Une année pour convaincre
L'erreur cardinale de la Ve République
L'heure de la décision
Face à face : la France d'Aron, la France de Peyrefitte
La discorde dans les deux camps. I - La République V bis
La discorde dans les deux camps. II – Les passions à ne pas réveiller
*La discorde dans les deux camps. III - Communistes et socialistes :
qui a converti l'autre ?*
La discorde dans les deux camps. IV - La bataille idéologique
La crise au « Figaro »
Les illusions perdues ou... le drame du président
Le cauchemar de Mitterrand
Fausse symétrie

Année 1982

L'inertie de l'opposition étonne

Année 1983

*La gauche organise l'université de la médiocrité. Propos recueillis
par S. Dreyfus*

Table des périodiques

Arts

La 3ème Guerre mondiale aurait lieu pour rien

Combat

Les conditions de la grandeur française

La scène politique [I]

La scène politique. II - Le parti communiste français

La scène politique. III - Le MRP

La scène politique. IV - Le parti socialiste

La scène politique. V - Le rassemblement des gauches

La scène politique. VI - Le PRL

La scène politique. VII - En quête d'une majorité

Oui ou non ?

Les Libertés en péril

Le moindre mal

Signification du scrutin

Le socialisme sauvé par sa défaite ?

Anniversaire

Révision constitutionnelle [I]

Révision constitutionnelle [II]

Révision constitutionnelle

Les syndicats et l'État

Du jeu électoral aux réalités politiques

Le christianisme social au pouvoir

On demande un président du Conseil

Deux fois sur le métier...

L'État et les partis

De Bayeux au Palais-Bourbon

Fixation des salaires. Direction de l'économie

Les Cent Jours

Comment sortir du tripartisme

Pour la résurrection d'une internationale

Problèmes des nationalisations

Sécurité sociale et insécurité monétaire

Le Pouvoir exécutif et le droit de dissolution

Les compromis constitutionnels
Chacun sa vérité
Responsabilité de l'État
Industrialisation de l'Empire
Guerre ou paix atomique
Renversement des fronts ?
Bénéfice de l'isolement
L'État et ses serviteurs
Lutte avec les fantômes
Intervention d'un personnage oublié
Règles constitutionnelles et pratique politique
Obscure clarté
Jouer le jeu ?
Destin du socialisme
Stérilité du compromis
Que faire ?
La Grande Illusion
À propos de l'Union française
Une bonne nouvelle
De l'Histoire à la politique
Le mal et ses symptômes
Pouvoir personnel ?
Du pouvoir personnel au régime parlementaire
Le Cercle vicieux
Le MRP en péril ?
Une deuxième Constitution provisoire
Le discours d'Épinal
Victoire de la justice
Conjonction des extrêmes
La vérité non le scandale
Le Statut de la fonction publique
Le "Non" du général de Gaulle
Pour une administration à "ciel ouvert"
Le révisionnisme
Aménagement du tripartisme
Au pays du bon sens
Le spectre de l'inflation

Élections et gouvernement
Une campagne paisible
L'Unique problème
L'Illusion du progrès
Bayeux et Washington
Programme socialiste
Tactique socialiste
Comédie ou réalité ?
Réflexion ou reflet ?
La fin de l'alibi
Le chat et la souris
Union des gauches ?
Les détours du sérail
Exercice et prise du pouvoir
Esquives et alibis
Autorité personnelle
Du jeu électoral au jeu parlementaire
À propos de la mort d'un ministère
Maintenir
Le Conseil de la République
Le silence des Églises
Refus prévisible
1947
Transition ou solution ?
Politique de la confiance
Naissance de la IV^e République
La crise
Nos paroles et leurs actes
Le ministère
La France peut-elle avoir une politique étrangère ?
Y a-t-il encore un danger allemand ?
Le ministre-fantôme
L'inévitable reconstruction de l'industrie allemande
La tragédie d'Indochine
Unité allemande. Désindustrialisation. Réparations
Les Alliés et l'Allemagne
Sortira-t-on du cercle infernal ?

Une autre Allemagne
Le pluralisme syndical
Déception
Le spectacle et la réalité
En pleine confusion
Partie remise
L'étalon bifteck
Dilemme français
Le courage d'innover
Le Père Ubu au travail
En quête d'une majorité
Stabilité politique de la France ?
L'occasion de la rupture
Crise permanente
Les vigilants
L'exemple anglais
L'accord sur le charbon
La Sécurité sociale
Un regroupement politique est-il possible ?
La crainte de l'impopularité
La rentrée parlementaire
L'éternel problème
Crise
L'heure de la décision
À pied d'œuvre
La Conférence de Genève
Les ciseaux
Embarras dialectique
Dollars et indépendance
L'Union Française
Le Gouvernement et l'opinion
Pseudo dirigisme
Appel au bon sens
Pour un compromis viable
Les grèves et l'État
Les salariés, les employeurs et l'État

Confluences

Questions du communisme

Contrepoint

Machiavel et Marx

Le serment et le contrat

Sentiments et entendement dans la pensée de Clausewitz

Remarques sur le nouvel âge idéologique

« Lectures » de Pareto

« La guerre est un caméléon »

Henri De Man : Au delà du marxisme

Historien et philosophe

Des suicides

De la défense européenne

Critique

Les limites de la théorie économique classique

Méditation sur la défaite

L'essence du totalitarisme

Demain

Démonstration concluante

Diogène

Ouvriers, prolétaires et intellectuels

Entreprise

Pierre Mendès France répond à Raymond Aron qui l'interroge sur le marché commun

Raymond Aron psychanalyse la droite...

20 ans après la fin de la deuxième guerre, la fin de l'après-guerre, le début d'une nouvelle ère historique

Évidences

Perspectives nord-africaines

La haine, ses origines religieuses et sociales

France Illustration

De la stabilité à la confiance

Le mode de scrutin déterminera-t-il l'avenir de la Quatrième

République

Mystique de l'emprunt

france Observateur

La guerre atomique est-elle possible ?

La France catholique

Le totalitarisme sous la fiction d'une société sans classes

Le dogmatisme social engendre l'esclavage

Les sociétés industrielles ont-elles un idéal ?

La Nef

Les contradictions de la démocratie

Fascinés par l'Union soviétique

La nouvelle politique économique, les régimes et les partis

La Nouvelle NRF

De quoi disputent les nations ?

L'opium des intellectuels ou le mythe du prolétariat

La Nouvelle Revue Française

Alain et la politique

La Revue de Paris

Idéologie communiste et Religion

La Table Ronde

Discours à des étudiants allemands sur l'avenir de l'Europe

Paix impossible, guerre improbable

Fidélité des apostats

De la trahison

Le savant et le politique selon Max Weber

Hommage à Gabriel Marcel

Le Contrat Social

De l'inégalité

De la corruption des régimes politiques

Max Weber

Le Figaro

De l'expérience Blum aux projets Schuman

Peut-on gouverner sans les communistes?
Une deuxième expérience Blum est-elle possible ?
La pratique constitutionnelle. I - Le déclin du Parlement
La pratique constitutionnelle. II - Les forces véritables
Retour à la liberté ou décomposition de l'État ?
Problèmes du syndicalisme. I - Le conflit des tendances
Problèmes du syndicalisme. II - Les syndicats et l'État
Problèmes du syndicalisme. III - Revendications et responsabilités
Le dirigisme conservateur
L'heure de la réflexion
Le citoyen aux abois
Veillée d'armes
L'éternel référendum
En quête d'une politique économique
Du gaullisme au RPF
Portée d'une victoire électorale
Maurice Thorez bat sa coulpe
Destin de la IVe République
De la panique à la réflexion
Les nouveaux projets financiers
Dépenses et crédit de l'État
La déflation en URSS
Gouvernement et Assemblée
Des partis aux rassemblements
Problèmes de la dévaluation. II - Répercussions intérieures
Patience et longueur de temps...
L'école de l'illégalité
1848-1948
Les salaires et les prix. I
Les salaires et les prix. II.
La crise économique anglaise. I - Dirigisme de l'austérité
Les contradictions de l'anticommunisme
Les incertitudes du socialisme
Pour la réforme du secteur nationalisé. I - Inventaire indispensable
Pour la réforme du secteur nationalisé. II - Bilan indispensable
Pour la réforme du secteur nationalisé. III - Réformes indispensables

L'échéance de juin
Problèmes de la Sécurité sociale. I
Problèmes de la Sécurité sociale. II
La guerre des écoles aura-t-elle lieu ?
Le tournant dangereux
Caillaux ou Poincaré ?
Contradiction fondamentale
Prendre le travaillisme en exemple
L'exemple belge
Les contradictions françaises
Malade imaginaire ?
Puissance de la monnaie
Nostalgie de la IIIe République
Inimitable Angleterre. I - Le système des deux partis
Inimitable Angleterre. Puissance des partis
Inimitable Angleterre. Cabinet et Parlement
Stabilisation ou Inflation
Batailles autour du plan d'équipement
Impôt ou emprunt ? I - Les mécanismes de l'épargne
Impôt ou emprunt ? Compromis nécessaires
Impôt ou emprunt ? II - Compromis nécessaires
La baisse
Les deux cents fonctionnaires
L'austérité britannique
La grande épreuve du travaillisme
Le travaillisme a-t-il fait faillite ?
La dévaluation et les salaires
La libération des salaires
Le désarroi travailliste
La paille et la poutre
Ingrates réalités
Conventions collectives et arbitrages
Combat de nègres dans un tunnel
Entre inflation et déflation
Mérites et problèmes du Plan
Budget et trésorerie
Les salaires

L'Angleterre unie et divisée
À propos du plein emploi
Les grèves et les salaires
Déclin du socialisme ?
La politique du crédit
Pour une économie en expansion
Les moyens et la fin
Menaces d'inflation ou de déflation ?
Les difficultés de l'abondance
Stabilisation du franc ?
Le réarmement est-il économiquement possible ?
En quête d'une stratégie
Économie de réarmement
Le problème du réarmement
La troisième phase de l'après-guerre
Les salaires : l'inévitable compromis
L'Angleterre unie et divisée. I - La nationalisation de l'acier
L'Angleterre unie et divisée. II - Le travaillisme, empirique ou doctrinaire ?
L'Angleterre unie et divisée. III. - De l'État-providence au réarmement
L'Angleterre unie et divisée. IV - Le programme militaire
L'Angleterre unie et divisée. V - L'Ile et le Continent
Quadrature du cercle ?
Le réarmement de l'Allemagne. II – La défense européenne
Inflation et stagnation industrielle
Les élections américaines. I - La victoire des républicains
Les élections américaines. II - La continuité de la politique américaine
Politique et économie du plan Schuman
Le mérite et les circonstances
La mythologie de l'emprunt
La lutte contre la hausse
Le blocage des prix et des salaires
La cogestion en Allemagne
La querelle des subventions
Le commerce international d'État

Problèmes économiques des grèves
Où en sommes-nous ?
M. Bevan et le capitalisme américain
En quête d'une politique économique
Expansion et inflation
Crise en Grande-Bretagne
Au retour d'Ottawa
L'inflation et ses victimes
Les prix et l'inflation
Propagande et diplomatie
Après un discours. I - La situation
Après un discours. II - Esquisse d'un programme
Peut-on rétablir la convertibilité monétaire ?
À propos de l'inflation
Les emprunts indexés
Considérations actuelles
La querelle de l'échelle mobile
Les échéances
Attendre n'est pas une solution
Quelle est la gravité de la crise financière ?
Le budget britannique
Remarques sur l'impôt direct
L'expérience Pinay
Perspectives économiques dans le monde
Les baisses de prix en Union soviétique
La fonction de l'emprunt
Épargne et convertibilité
Les slogans et la réalité
Réflexions de rentrée
Contradiction économique
La querelle du crédit
Les républicains sont-ils une menace pour la prospérité ?
La Conférence du Commonwealth ne peut aboutir qu'à des projets
L'Angleterre s'interroge sur son avenir. I - Le retour des conservateurs
L'Angleterre s'interroge sur son avenir. II - La Révolution est finie, l'Angleterre continue

L'Angleterre s'interroge sur son avenir. III - Ce n'était donc que cela... ou la crise du travaillisme
L'Angleterre s'interroge sur son avenir. IV - Le Commonwealth est-il devenu un luxe ?
L'Angleterre s'interroge sur son avenir. V - La livre et le dollar
L'économie française sur la corde raide
Le franc et la livre
Le marasme de l'économie française [I]
Le marasme de l'économie française. II - Inflation budgétaire et récession économique
Le marasme de l'économie française. II - Des économies budgétaires?
Le marasme de l'économie française. VI - Impôts ou économies ?
Le Pouvoir et le sphinx
Le marasme de l'économie française. V - L'action nécessaire
La dévaluation de la piastre
Comment financer les investissements
Épargne spontanée et épargne forcée
Le problème français des investissements
La mort du sénateur Taft
À propos de la crise sociale
Le marasme économique. I - Économie individualiste. État collectiviste
Le marasme économique. La monnaie et l'expansion de l'économie
Les investissements et le budget
Remarques sur l'injustice sociale
Les hommes et les machines
Quand finira l'hibernation de l'économie française
La prospérité américaine est-elle menacée ?
L'expansion économique et les prix
Les prix et la libération des échanges
Le second plan de modernisation
Note sur la conjoncture américaine
Les États-Unis d'aujourd'hui de 1927 à 1954
Retour à la convertibilité
La France et les problèmes de la convertibilité
Le programme économique du gouvernement

Salaires, expansion, balance des comptes
« Gouverner, c'est choisir »
Remarques sur la crise qui n'a pas eu lieu
L'économie française hier et aujourd'hui
Le "rendez-vous d'octobre"
Prospérité et réformes
Ombres au tableau
Sur le budget de 1955
Retour à l'économie de paix
Y a-t-il danger d'inflation ?
Naissance d'une légende
La Quatrième République doit se réformer pour survivre. I - Le jeu parlementaire
La Quatrième République doit se réformer pour survivre. II - L'instabilité ministérielle
La Quatrième République doit se réformer pour survivre. III - Trois objectifs immédiats : loi électorale, organisation du travail parlementaire, droit de dissolution
La lutte contre l'inflation en Grande-Bretagne
La Quatrième République doit se réformer pour survivre. IV – L'échec des rassemblements
La Quatrième République doit se réformer pour survivre. V - Pour mobiliser l'opinion
Endettement public et pression inflationniste
La Quatrième République doit se réformer pour survivre. Analyse d'un courrier
La France, pays sous-développé
L'impératif de l'industrialisation
Droque-miracle et attrape-nigauds
Un ami de la France disparaît, William Tomlinson
À propos de l'industrialisation
La Bourse et l'économie
En passant par Aix...
L'inflation préface à des élections Front populaire
Les comptes de la Nation et la crise sociale
Fin de la crise britannique ?
Dix ans après la guerre : Situation et tâches de la France. Le

freinage du progrès

Le budget d'automne de M. R. A. Butler

Dix ans après la guerre : Situation et tâches de la France. Les conditions politiques du progrès économique

Mort de Dominique Parodi

Bilan économique d'une législature

À propos des comptes de la Nation

Bilan économique d'une législature. Le déficit du Trésor compromet-il la stabilité ?

La dissolution est conforme à l'esprit de la Constitution

Bilan économique d'une législature. Les finances extérieures

Quel sera le programme économique d'un gouvernement socialiste ?

Contre la tentation du désespoir. Ainsi raisonnaient les Allemands en 1932...

Le progrès économique et les électeurs

Les débuts du gouvernement socialiste

Un million et demi d'ouvriers de plus dans l'industrie

Les soucis de M. Ramadier

Prudence sans alarmisme

On ne trouve pas d'impôts parfaits

Équivoque des mots et des chiffres

Problèmes de la construction

La menace d'inflation

Le blocage des prix

Dix ans d'avance

La carte du courage

Croire à la sagesse mais non au miracle

Les illusions créatrices

Taux des salaires et taux d'intérêt

L'art de créer et de tourner les règlements

Après Suez

Pour une politique de rigueur

Tous les effets de la crise ne seront pas fâcheux

La priorité des comptes extérieurs

Problème n° 1 : les comptes extérieurs

Croissance et équilibre

L'homme n'est pas maître des éléments

Entre l'inflation et la stagnation
À propos du pseudo-plan d'austérité
Croire au Père Noël ?
Les Comptes de la Nation et les perspectives économiques
Le prix de l'équilibre
Avant le plan de redressement
Comptes extérieurs et stabilité des prix
La crise au milieu de la prospérité [I]
La crise au milieu de la prospérité. Les nécessités du redressement
Les alchimistes
La crise des devises
Crise ministérielle et crise économique
La crise économique et les partis
Les intérêts du commerce
L'épargne intérieure et l'équilibre des comptes
Les salaires et la productivité
Conformément aux prévisions
Mesures d'urgence
Après les mesures d'urgence. Un plan de redressement s'impose
La première étape
De M. Ramadier à M. Gaillard
Les Français sont-ils rebelles à la raison économique ?
La crise économique et morale de l'agriculture
Le problème des comptes extérieurs. I - Les données numériques
Le problème des comptes extérieurs. II - La controverse technique
Le problème des comptes extérieurs. III - Les perspectives
La crise française
Les projets financiers : rétablir l'équilibre intérieur
À propos du double équilibre
Contre les expédients administratifs
Déficit budgétaire et impasse
Des économistes qui croient au Père Noël
Crise économique et causes politiques
Considérations rétrospectives sur l'opération 20%
Contre la psychose de hausse
Déficit budgétaire en impasse
Les Français ont des devises, l'État n'en a pas

La France peut-elle récupérer les devises des Français ?
Le dynamisme de l'économie française
En économie, les États-Unis n'ont pas surmonté l'isolationnisme
La France et les devises des Français
Malaise en Grande-Bretagne ?
La liberté de mouvement des capitaux est-elle possible ?
La liberté de mouvement des capitaux est-elle possible ?
Hoover aussi avait confiance
Les économistes américains à l'heure du choix. Deux méthodes pour
lutter contre la récession
Où en est l'économie française ?
La récession américaine et les controverses économiques
Qui est sage ? Qui est fou
Des prétendues vertus de la récession
La crise de devises : que faire ?
Les comptes de la nation
Le rétablissement de l'équilibre des comptes extérieurs
Connaissance de l'industrie française
La tâche économique
Au seuil d'une deuxième expérience Pinay
La conjoncture américaine
Après le succès de l'emprunt
Le coût d'une monnaie faible
Il n'y a pas de miracle économique
La reprise de l'économie américaine
Réflexions sur le bilan colonial
De l'exploitation à la Communauté
Les incertitudes de la conjoncture
Relance de l'économie ?
La victoire des démocrates aux États-Unis
L'ombre de Malthus
Le choix d'une politique économique
La fausse opposition Chalandon-Pinay
De la vraie et de la fausse audace
Le budget 59
Exigences et risques de la restauration monétaire
Les paris et les nécessités

Le plan d'assainissement et ses critiques
Regards en arrière
L'esprit de la nouvelle politique
La "Standard Oil" au Sahara ou les leçons du pouvoir
Entreprises à long terme
La querelle du Budget aux États-Unis
Après la première étape
Relance de l'économie ?
Faux rapprochement
Hausse des salaires ou baisse des prix ?
Le budget anglais
André Siegfried et les trois républiques
André Siegfried et les trois Républiques. II - Le problème du régime
André Siegfried et les trois Républiques. III - Au seuil du nouveau régime
Les mouvements des capitaux
Les implications de la liberté des relations internationales
Révolution de conscience économique. Du défaitisme 29 à l'optimisme 59
La politique des salaires
Révolution de conscience économique. Du progrès à l'insatisfaction
La durée et l'erreur
Faut-il prendre des mesures de relance ?
La grande misère de la Sorbonne
Ce qui a été fait. Ce qui reste à faire
Salaires et pouvoir d'achat
Bilan et perspectives
À propos de la réforme fiscale
André Siegfried et la Ve République
À propos de la réforme fiscale. Le projet gouvernemental et le rapport Brasart
Pas de vraie réforme fiscale sans élimination de la fraude
Les experts et la fortune
Pour un budget rigoureux
Le mythe américain de la société sans classes
Le mythe soviétique de la société sans classes
Le mythe français de la société de classes

Problèmes de la rentrée
Le succès n'est pas toujours populaire
Retour à la "folie Ramadier" ?
Encore la politique des prix. Attention aux expédients !
Du franc Poincaré au nouveau franc
Le financement de la construction
Démocraties 1960
En 1960, l'expansion doit s'accélérer
Crise permanente de la démocratie française
D'Hassi-Messaoud à la Rue de Rivoli
La République gaulliste
L'imbroglia pétrolier
Les mêmes impératifs
Mettre fin au malaise paysan
Les difficultés agricoles en période d'industrialisation
Expansion sans "emballement"
Les salaires de 1956 à 1960
Paradoxes sur l'indexation
La querelle des nationalisations en Angleterre. Jupiter est-il conservateur ?
Les échanges à l'intérieur de la zone franc
Pas de crise constitutionnelle
Le budget anglais
Coordonner les politiques de conjoncture
Le Plan intérimaire : objectifs souhaitables et prévisions aléatoires
Équilibre intérieur et devoirs du créancier
Les erreurs de la "Troisième" : il est diabolique de persévérer
L'économie française à la veille des vacances
Crise de la démocratie ?
Où en est l'économie française ?
Le Conseil constitutionnel n'est pas une Cour suprême
L'Université en crise
L'Université en crise
L'Université en crise
Le prix de l'essence
Le deuxième rapport des experts
Servitudes de la grande industrie

Promesses et périls du progrès agricole
L'Université en crise
Pas de New Deal pour M. Kennedy
États-Unis : deux milliards de dollars à récupérer
La stabilisation payée trop cher ?
Au seuil de l'ère Kennedy : Récession, dollar et croissance
L'économie américaine : paresseuse, fatiguée ou dynamique ?
Une histoire édifiante
Prospérité des Six. Difficultés anglaises
Le gouvernement et les salaires
Les équivoques de la productivité
Productivité moyenne et rémunération
Maurice Merleau-Ponty, maître à penser, maître de vertu
Les comptes de la nation
Le miracle gaulliste
La France est-elle planifiée ?
Dévaluation de la livre ?
La Grande-Bretagne et l'expansion
La crise agricole
Problèmes de la rentrée
Du coût de l'Empire au coût du dégagement
Dégagement et Communauté
Perspectives démographiques
Réponse à un questionnaire de l'agence Tass
Le IVe Plan
Où est le danger ?
L'explosion démographique
Les intérêts du commerce
Le gouvernement, le patronat et les salaires
Remous sur les marchés des changes
La politique de crédit
L'expansion peut-elle se poursuivre ?
Le drame des mineurs de Decazeville. L'enracinement
La richesse par les dépenses publiques
Toute solution algérienne sera coûteuse
La vie des autres
Conjoncture américaine

Vers l'organisation des marchés agricoles
Politique des revenus
Problèmes agricoles
L'économie de la paix algérienne
De la planification démocratique
De l'inégalité devant l'instruction
La peur du gouvernement ?
Jean qui pleure et Jean qui rit
Dollar : Urgence d'attendre
La Bourse et l'économie. L'équipe Kennedy devant une double incertitude
Incertitudes monétaires
Le referendum dans la République
Les États-Unis en proie aux idéologies ?
L'histoire économique ne se répète pas
Économie française 1962. La huitième merveille
La moins nécessaire des crises
Les paradoxes du S.M.I.G.
Comparaison des deux républiques
Stabilité ou dégradation monétaire ?
La conjoncture mondiale : pas d'inquiétude immédiate
Le paradoxe de la conjoncture mondiale
Le comportement politique des Français a-t-il changé ?
Sous quel régime vivons-nous ?
Vers quel régime allons-nous ?
Liberté et organisation
Les opinions politiques des Français
Durée du travail
Le Budget américain
Pour ou contre les investissements américains
Le danger d'inflation
Vers une conférence monétaire internationale ?
En quête d'un diagnostic
Contre l'obsession inflationniste
La politique en sursis
Inflation et croissance
Institutions et succession

La recherche des causes
En quel sens reformer les institutions
Le paradoxe du déficit américain
Liquidités internationales
Problème de l'agriculture américaine
Où en est le IVe Plan ?
À propos des réformes de l'enseignement supérieur. I - La triple mission de l'Université
À propos des réformes de l'enseignement supérieur. II - La distinction des trois cycles
À propos des réformes de l'enseignement supérieur. Gigantisme parisien et uniformité nationale
Faut-il craindre une déflation mondiale ?
À propos du Plan. I - Diagnostic et remèdes
À propos du Plan. II - Les deux étapes
Dépenses improductives et inflation
Définitions
Triomphe ou fin d'une tradition ?
Une mystique dangereuse : l'expansion à tout prix
Politique des revenus
Prix et productivité
L'opposition n'a pas gagné tout ce que le Pouvoir a perdu
Renversement de la conjoncture monétaire ?
La révolte de l'Université
L'aide soviétique au tiers monde
L'opinion politique des Français. Le souhaitable n'est pas toujours possible
Encore la politique des revenus
Autorité indivisible et entière
Une œuvre d'éducation
Limites de la politique des revenus
Migrations humaines
Savoir compter
Savoir compter. II - Afrique noire et Algérie
Savoir compter. L'aide compromet-elle le développement français ?
À propos de la crise de l'Université
La crise de l'Université. II - Combien d'étudiants ?

La crise de l'Université. III - Le nombre et l'élite
Révision des dogmes
L'expansion la plus longue de l'après-guerre
Contraste économique franco-allemand
Le Plan de stabilisation doit-il être permanent ?
La crise italienne
Diagnostic réservé
Comment on fait un candidat à la présidence des États-Unis
Le souhaitable et le possible
Politique mondiale de la science. I - Les dépenses comparées
Politique mondiale de la science. II - Spécialistes gouvernés par des amateurs
Politique mondiale de la science. Les sciences humaines
La puissance et la gloire
Le Plan de stabilisation. Un an après
Le pari de l'équilibre
Les projets Fouchet. I - Les débats sur la réforme
Les projets Fouchet. II - L'enseignement supérieur
Le Plan, les conjonctures et les structures
Treize ans après
La fin de l'impasse
La puissance scientifique des États-Unis et l'Europe. "Les pionniers et les suiveurs"
Maurrassisme et gaullisme
Relance ou récession ?
L'économie française à l'épreuve
Les conservateurs britanniques se démocratisent...
Les règles de la bataille triangulaire
Les leçons de la crise italienne
Le système international des paiements. Le dogmatisme américain de l'argent bon marché
Stagnation ou assainissement ?
Le Plan Fouchet et l'enseignement du second degré
Avant la réforme de l'enseignement supérieur
Avant la réforme de l'enseignement supérieur. Sélection et démocratisation
La grande épreuve de la livre

Entre la Rue de Rivoli et le château de La Muette
Deux ans de plan de stabilisation
Fin de la planification ?
L'opposition désarmée
La Constitution et les partis
La bataille des statistiques
Constitution provisoire
Que s'est-il passé ?
Les électeurs et les enjeux
Expérience constitutionnelle
Toutes les voix se valent
Changement de cap ou changement de pilote ?
En quête d'un programme. [I] Relance économique ou année sociale ?
En quête d'un programme. [II] La marge de manœuvre est étroite
Autre ministre, même politique ?
Le miracle économique américain interprété par les Américains
La crise de l'Université. Victoire des conservateurs
La crise de l'Université. II - Pourquoi les réformateurs ont échoué
La crise de l'Université. Démocratisation ou démagogie ?
La crise de l'Université. IV - Les choix nécessaires
L'article 33
L'article 33. II - De l'idée à la mise en pratique
La hantise de 1929
La conjoncture économique. Mesure des périls
Un acte de courage
L'escalade des taux d'intérêt
Conjoncture américaine
Une affaire d'État. [I] Le Baccalauréat
Une affaire d'État. L'accès aux facultés
Le jeu des coalitions
Vers le bipartisme ?
La Constitution et les partis. I - La France n'a plus de grands problèmes
La Constitution et les partis. II - L'art de créer des crises de régime
Des années difficiles
Vrais et faux problèmes

Le marasme économique européen [I]
Le marasme économique européen. II - Le cas français
Les incertitudes de la conjoncture
Par la volonté d'un seul
Du rêve à la réalité
Remarques sur les ordonnances
L'interpellation de M. Giscard d'Estaing
L'interpellation de M. Giscard d'Estaing. La relance par la
consommation
Les travaillistes jouent leur dernière chance
Réflexions d'un universitaire [I]
Réflexions d'un universitaire. II - La transformation de
l'enseignement supérieur
Immuable et changeante
Après la tempête [I]
Après la tempête. II - De Nanterre à l'Élysée
La grande illusion
Propos pour adultes
Une mise en garde et un appel de R. Aron. La crise de l'Université
La crise de l'Université. I - Au nom des silencieux
La crise de l'Université. II - La Révolution culturelle à la Sorbonne
La crise de l'Université. III - Contre l'institution du terrorisme
La crise de l'Université. IV - Le sort de l'Université dépend des
étudiants
La crise de l'Université. V - Conclusions et propositions
L'Université libérale en péril
Sagesse de Machiavel
Le retour éternel
Le pari de M. Edgar Faure
Le Parti communiste a-t-il trahi la Révolution ?
La "Révolution" de 1968. Victoire dans la défaite ?
La Révolution introuvable. Les trois séquences d'un film de Godard
Sédition et séduction
De la peur à la confiance
L'Université : De la révolution aux réformes. Les mains libres ?
L'Université : de la révolution aux réformes. II - L'héritage de mai :
la politisation

L'Université : de la révolution aux réformes. La vérité d'un faux problème : la sélection

L'Université : de la révolution aux réformes. IV - Pouvoir étudiant et cogestion

L'Université : de l'apaisement à la rénovation

L'illusionniste

La victoire du perdant

Comment réagiront les sceptiques

Réveillés en sursaut

Une mise au point de Raymond Aron

En direct avec Raymond Aron: « Les postes périphériques remplissent une fonction constitutionnelle »

L'Université en suspens. I - Le ministre et la nouvelle gauche

L'Université en suspens. II - Recherche d'une nouvelle légitimité

L'Université en suspens. Révolution et restauration

L'Université en suspens. IV - Instrument politique ?

L'Université en suspens. V - Des problèmes subsistent

Regards sur l'économie française

Démographie, industrie et inflation

Comptabilités indéchiffrables

L'héritage de mai. I - D'un printemps à l'autre

L'héritage de mai. II - La France insaisissable

Le choix. Un homme, une Constitution ou une politique ?

Le choix. II - Constances et inconstances des Républiques

Le choix

La quadrature du cercle

Au-delà de la conjoncture

Les désillusions du progrès

Avant le deuxième tour. Électeurs et candidats

Force du débiteur

L'Université un an après. I - Le monopole

L'Université un an après. II - Les fruits de la révolution

L'Université un an après. III - Démocratisation, orientation, sélection

L'Université un an après. IV - Universités, facultés, unités

La dévaluation était-elle nécessaire ?

Querelle de responsabilités

Démocratisation de l'enseignement [I]
Démocratisation de l'enseignement. II - La sélection initiale
Réponse à un lecteur déçu [I]
Réponse à un lecteur déçu. II - La répartition des dépenses budgétaires
Le dollar victorieux et fondant
De l'étalon de change or à l'étalon-dollar
La politique bloquée [I]
La politique bloquée. II - Le Parti communiste a-t-il changé ?
Controverse transatlantique
Étatisme et efficacité
Il ne savait pas l'histoire qu'il faisait
Après le débat parlementaire sur l'enseignement supérieur. I -
Continuité inévitable
Après le débat parlementaire. II - En quête d'universités
L'Amérique en fièvre [I]
L'Amérique en fièvre. II - Le Vietnam et le mal de la jeunesse
Les électeurs ont la parole [I]
Les électeurs ont la parole. II - Le Parti libéral allemand condamné ?
Les électeurs ont la parole. III - Le miracle Heath
Les défis de l'an 2000. Vers quelle civilisation allons-nous?
II - Les défis de l'an 2000 : vers quelle civilisation allons-nous ?
Retour au calme
Y a-t-il une épargne indésirable ?
L'incarnation de la France
L'affrontement des deux Grands
L'héritage économique de l'après-guerre
L'héritage économique de l'après-guerre. À la recherche d'un nouveau Keynes
L'entente fait la force
L'anarchie des prix
L'art de la micro-décision
Pierre Brisson et le référendum de 1962
Marchandage ou vision d'avenir
Fixes ou flexibles
La crise de l'enseignement. Rue d'Ulm

La Crise de l'enseignement. II - Lycées et Universités
Césars fous
Paradoxes
L'agrégation
La sélection par les concours
Université. Vivre avec les contradictions
L'or, valeur spéculative
Le franc et le dollar
"Thank you, Mr. Nixon"?
Le contrôle des changes ou les beautés du règlement
Après les Açores
Vers un nouveau système international pluripolaire et planétaire
La formation des maîtres du second degré
À propos des « fuites » américaines. La presse et le secret d'État
Diplomatie secrète
Régime présidentiel et diplomatie
D'un extrême à l'autre
Armes de paix ou de guerre
Puissance de l'opinion
Le projet pour la formation des maîtres. Intransigeants ou conservateurs ?
Nouvelle chance pour l'Europe
En noir ou en rose?
Après les rencontres internationales sur la croissance. La crainte de l'an 2000
Incident ou symbole ?
Du référendum aux élections [I]
Du référendum aux élections. II - L'Europe paralysée
La Constitution et les partis. I - Inévitable majorité ?
La Constitution et les partis. II - Majorité de rechange ou crise de régime ?
L'inflation : maudite ou désirée
La lutte contre l'inflation. Le diagnostic gouvernemental
La lutte contre l'inflation. II - Thérapeutique
Le pouvoir et la représentation. [I]
Le pouvoir et la représentation. II - Le scrutin proportionnel
Une analyse de Raymond Aron. I - Le Programme commun de la

gauche ou le cercle carré
La majorité en question : la carte forcée
Les enjeux. Conclusion des analyses de R. Aron
Le débat constitutionnel
Les fantaisies du découpage
Sursis, conscription, sélection. L'amalgame
Lycéens et étudiants en révolte [I]
Lycéens et étudiants en révolte. II - La réforme du premier cycle
Lycéens et étudiants en révolte. III - De la sélection
La crise de l'enseignement du second degré. I - Le diagnostic
La crise de l'enseignement du second degré. II - Les
recommandations
La crise de l'enseignement du second degré. III - M. Fontanet
condamné à l'action
Libérer le dollar de ses privilèges
Le géant sans tête
Du bon usage des maladies
Quand les capitalistes subventionnent l'Union soviétique
À propos de la force de dissuasion. Des passions excessives
Affaire Lip : la science sordide
La revanche du poujadisme
Regards sur les dix dernières années
Il y a dix ans Dallas...
Quel avenir pour l'enseignement supérieur ?
La crise de l'énergie. I - Salubrité publique ou chasse aux sorcières ?
La crise de l'énergie. II - La bataille des prix
La crise de l'énergie. III - Se passer des compagnies ?
La chance de M. Wilson
L'interrègne
Candidats, témoins et farfelus
Entre les trois candidats, les enjeux
La Constitution, les partis, les candidats
La Constitution, les partis, les candidats. II - Fin de la République
gaulliste ?
La campagne électorale. I - Les hommes et les idées
La campagne électorale. II - Explication de vote
Les jeux ne sont pas faits

L'étrange alliance
Programme commun et projet de société
Les deux hommes
Le choix
Le président des Français
Le choix d'une équipe
Nouveau visage de la Ve République
Les plaisirs et les jeux de la Ve République
Inflation, salariés et électeurs
Triomphe et tragédie
Les soixante jours
Les soixante jours. II - Le présidentielisme
L'optimisme de M. Fourcade
Les silences du président
Le monde change aussi
Rentrée scolaire sans surprise
Les lampions s'éteignent
Du noir au rouge
La montée des périls
Par-delà le bruit et la fureur
Divine surprise
L'homme des tempêtes ?
Les tournants de l'Histoire
*De la démonétisation à la revalorisation. Le calcul de Washington :
la spéculation enlèvera à l'or son prestige d'un autre âge*
Le discours de Mario Soares et le silence de François Mitterrand
La crise des blocs ou la fausse symétrie
Modernisation ?
La réforme du système éducatif. I - L'idéologie de la modernisation
La modernisation du système éducatif. II - Les mots et les choses
La modernisation du système éducatif. III - Du lycée à l'université
Gestes symboliques ou actes manqués ?
Les intermittences du cœur
Du défi au déclin
L'illusion lyrique ne dure pas
Le message
Portugal : la victoire socialiste

Le sterling et le référendum
Au Portugal : militaires et militants
Le blanc et le noir
Il n'y a pas de quoi rire
Les embarras de la liberté
La France n'est pas le Portugal
L'heure de vérité ou la dernière chance
Deux communistes : Alvaro Cunhal et Santiago Carillo
La Maison-Blanche et le veau
Paradoxe portugais. Le sabre et le goupillon
La pierre et la balle
Contraintes
Les deux Allemagnes et nous. Le droit aux opinions inopportunes
La crise et le projet socialiste
Go home, Frenchie
Portugal. Retour des partis
Illusion d'optique
Les otages, la presse et le pouvoir
Alexandre Soljenitsyne et Andrei Sakharov. I - De la bombe H aux
Droits de l'homme
L'Europe et l'Espagne. Giscard avait raison
Alexandre Soljenitsyne et Andrei Sakharov. II -La nation et
l'idéologie
Entre l'espoir et l'inquiétude. Gérer la récession
À propos de la crise de l'armée
1975-1976. À la recherche du temps qui vient. Le retour de la peur
atomique
1975-1976. À la recherche du temps qui vient. La détente après
Helsinki
Après six cents jours. Des hommes et des réformes
Année électorale aux États-Unis. On cherche un président
La fièvre printanière des universités
Pourquoi la démission de Harold Wilson ? L'idolâtrie d'une
institution éphémère
Le Monde tel qu'il est
Le Président et sa majorité. I - Les désillusions du réformisme
Le Président et sa majorité. II - L'Europe paralysée

Les troubles dans l'Université. L'explosion sans cause
Le Pouvoir et les étudiants. De 1968 à 1976
Lénine et la dictature du prolétariat
Et si, en 1978...
Le silence de l'U.R.S.S. et les paroles du P.C.F.
L'affaire des "Dossiers de l'écran" consacrés à Pétain
La grande misère des Universités
Le Président et sa majorité
Post-scriptum sur les plus-values
La reprise et l'inflation
La Ve République continue [I]
La Ve République continue. II - Vers une démocratie sage ou vers l'affrontement ?
La Ve République continue. III - Il n'y a pas de mystère
Le plan Barre. Contre l'inflation, pour l'expansion
Fin d'un mythe
Le choc psychologique
Le public et les économistes
Les Français face aux sacrifices du Plan Barre. La haine inextinguible de l'inégalité
Démocratie française. I - Un libéral à l'Élysée
Démocratie française. II - Du libéralisme à la social-démocratie
L'humour noir des libéraux américains
La chute de la livre sterling. Crise de régime
La majorité à l'épreuve. Un seul rassemblement suffit
Giscard d'Estaing et Chirac adversaires-alliés. Du bon usage des maladies
L'Aveu et le mensonge [ajouter en note de bas de page la précision donnée par le Figaro le 18.12.76]
Le risque de rupture ou la querelle des investitures
Le Président et les partis.
Post-scriptum à propos de "L'Aveu"
L'événement de l'année
Retour au bon sens
Stratégie économique. Les limites du possible
L'heure de vérité
Les jeux ne sont pas faits

Horizon 1978

Le suicide de la majorité ?

Réponse à des lecteurs

L'affrontement inévitable

Une année pour convaincre

L'erreur cardinale de la Ve République

L'heure de la décision

La discorde dans les deux camps. I - La République V bis

La discorde dans les deux camps. II – Les passions à ne pas réveiller

*La discorde dans les deux camps. III - Communistes et socialistes :
qui a converti l'autre ?*

La discorde dans les deux camps. IV - La bataille idéologique

L'inertie de l'opposition étonne

*La gauche organise l'université de la médiocrité. Propos recueillis
par S. Dreyfus*

Le Figaro littéraire

En causant avec James Burnham

Jean-Paul Sartre et le prolétariat ou la grande peur du mal-pensant

L'ethnologue entre les primitifs et la civilisation

Mme de Beauvoir et la pensée de droite

Marx est-il un philosophe ou un savant ?

« Plus capable d'héroïsme que de vertu, de génie que de bon sens...

» Le Français de 1956 est-il toujours celui qu'a décrit Tocqueville ?

Misère de l'historicisme

Les Juifs et l'État d'Israël

La conscience déchirée du citoyen

Le grand débat nucléaire de l'Occident

*Le grand débat nucléaire de l'Occident. Anglais et Allemands face à
la « doctrine McNamara »*

*Un débat qui concerne chaque Français. Pour ou contre la force de
dissuasion française*

Marx et les marxismes

Jean-Paul Sartre et le marxisme

Plaidoyer pour MM. Kossyguine et Brejnev

À l'ombre de l'apocalypse

De la Bastille à la Cité interdite : destin de la révolution

Israël face à la tragédie
Puissance soviétique, échec du rêve
L'Opium 1968 des intellectuels
De la condition historique du sociologue
Élie Halévy, historien du peuple anglais

Le Monde

Jean Cavaillès
Discours à Harvard
L'Algérie et la République. Un nouvel essai de M. Raymond Aron
Propos d'un conservateur
En un combat douteux
De la IVe à la Ve République
Le grand débat. Initiation à la stratégie atomique
« Nos sociétés sont plus insatisfaites parce que plus ambitieuses... »
La crise au « Figaro »

Le Nouvel Observateur

Il y a plus urgent que les projets grandioses
La gauche meurt-elle d'avoir gagné ?... Propos recueillis par
François Furet
Raymond Aron et nous

Le Point

La paix ne changera pas l'Amérique
Pitié pour les grands hommes
Raymond Aron aux Américains : « Ne vous trompez pas d'amis ! »
Mon ami Kissinger
Cette Europe qui vacille
Face à face : la France d'Aron, la France de Peyrefitte

Le Rassemblement

Il ne suffit pas de négocier pour s'entendre
La paix belliqueuse
La mystification communiste
Le schisme français
La Grande-Bretagne et l'Europe
Un grand effort de salut public
La menace de décadence

Les Cahiers de la République

« Arms Control » et stratégie nucléaire. Quelques questions

Les Cahiers du Monde nouveau

France-Angleterre dans la reconstruction européenne

Du gaullisme au R.P.F.

Les Temps modernes

Après l'élément, avant l'histoire

Les désillusions de la liberté

La chance du socialisme

Une Constitution provisoire

Lettre de Raymond Aron

Liberté de l'esprit

Mises au point. Lettre aux Temps modernes

Le pacte Atlantique

Réponse à Jean-Paul Sartre

Réponse à Jean-Paul Sartre, suite et fin

Messianisme ou sagesse ?

Impostures de la neutralité

Foi sans illusions

Du préjugé favorable à l'égard de l'Union Soviétique

À propos d'une polémique avec Le Monde. Réflexions sur la guerre possible

Réflexions sur la guerre possible (suite et fin)

En quête d'une stratégie. I - Le Partage du monde

En quête d'une stratégie. II - Les Fausses alternatives

Séduction du totalitarisme et justification de la liberté

Superstition de l'Histoire

Après Staline

Liberté de l'esprit

Le mythe léniniste de l'impérialisme

Le mythe léniniste de l'impérialisme, suite et fin

Carrefour de l'histoire

La guerre et l'État total

Science et politique chez Max Weber et aujourd'hui

Science et politique chez Max Weber et aujourd'hui (suite et fin)

L'Express

*L'avenir du gaullisme
Que valent les études françaises
De Gaulle, Israël et les Juifs
La révolution introuvable
L'Amérique et nous*

Midi libre

*Les illusions perdues ou... le drame du président
Le cauchemar de Mitterrand
Fausse symétrie*

Point de vue

*Les chances de la France
Avant la nouvelle alliance : "Nos deux nations se retrouvent plus
proches que jamais"
Pour une République de la parole
La vraie victoire
Paix sans illusion
Au temps de l'étalon beurre
Nouvelle carte du monde
La fin du démon
En quête d'espérance
Impératif de la reconstruction
Appelons les choses par leur nom
Sortir du marasme
Limiter ses ambitions
L'art d'oublier
Pour une Constituante
Deux Allemagnes ?
Rite ou ferveur ?
Du compromis à la confiance
Le partage de l'Europe
L'Allemagne paiera ?
L'irrésistible poussée
Méfiance et confusion*

De Potsdam à Tokio
Amica America
La fin de l'économie de guerre
Démocraties balkaniques
Pour l'unité de l'Europe
Enjeu traditionnel, technique nouvelle
La rénovation de l'armée
Plaisirs et jeux de la politique française ?
Oui
La paix difficile
Naissance de la IVe République
Réflexions impopulaires
Dévaluation à froid
Comédie ou réalité ?
La nécessaire équivoque

Political Science Quarterly

Student Rebellion: Vision of the Future or Echo from the Past?

Preuves

Conditions d'une détente
À propos de la "Société Européenne de Culture"
Les deux tentations de l'Européen
Discours aux étudiants allemands
La politique américaine des visas
James Burnham et la politique de libération
Interrogations sur les États-Unis. Risques et chances d'une économie dominante
La Russie après Staline
L'avenir du Japon
Les concepts de vérité de classe et de vérité nationale dans le domaine des sciences sociales
La révolte asiatique connaît-elle ses limites ?
Un croisé de l'anti-anticommunisme
L'Asie entre Marx et Malthus. Le mirage de la méthode soviétique d'industrialisation
La rencontre de l'Asie et de l'Occident. La revanche militaire de l'Asie

Les intellectuels français et l'utopie
Visage du Communisme en France et en Italie
À l'âge atomique peut-on limiter la guerre ?
Aventures et mésaventures de la dialectique
Le fanatisme, la prudence et la foi
L'autocritique française hier et aujourd'hui
Suez et Budapest
La société soviétique et l'avenir de la liberté
Une révolution antitotalitaire
La responsabilité sociale du philosophe
La Ve République ou l'Empire parlementaire
Charles de Gaulle et la Chambre introuvable
Démission des Français ou rénovation de la France
La Ve République choisit la rigueur monétaire
Un an après. Charles de Gaulle entre les libéraux et les ultras
La démocratie a-t-elle un avenir en France ?
De la politique de grandeur
L'Occident avant la Conférence au Sommet
Un seul homme, un homme seul
La pente
De la trahison
La présomption
L'heure de vérité
Après le coup d'État, avant la négociation
Adieu au gaullisme
Dénouement provisoire
La république gaulliste continue
La théorie du développement et les problèmes idéologiques de notre temps
Développement, rationalité et raison
Réflexions sur l'idée socialiste. En hommage à Ernst Reuter
Quelques problèmes des universités françaises
Max Weber et la politique de puissance
Max Weber et la politique de puissance
Société industrielle, idéologies, philosophie [I]
Société industrielle, idéologies, philosophie. II
Société industrielle, idéologies, philosophie. III

Remarques sur le polycentrisme
Budapest 1956 : destin d'une révolution

Promotions

La paix belliqueuse

Réalités

Qui gouverne la France ?

L'O.N.U. vivra-t-elle ?

Perspectives de la guerre froide

Transformations du monde de 1900 à 1950. Déplacement du centre de gravité international

La paix, c'est peut-être la guerre froide

Les Trusts. Légendes et Réalités

Le dilemme américain

Comment l'État doit choisir ses grands commis

Incertitude au Kremlin

L'inflation

Pour éviter l'inflation. Comment financer les dépenses d'équipement

La vérité sur les procès derrière le rideau de fer. Pourquoi les accusés avouent des crimes qu'ils n'ont pas commis

Les contradictions internes de la société soviétique

Les conditions de la paix en Indochine

Ce que signifie le développement des échanges avec l'Est

Qui gouverne l'U.R.S.S. ?

Comment Raymond Aron voit l'avenir du monde

Les Juifs

Pourquoi on ne peut pas exclure la guerre

Faut-il supprimer le service militaire? Atome et contingent s'excluent financièrement

La planète vue par un des cerveaux les plus lucides de notre temps,

Raymond Aron

Destin de l'Allemagne

Un contre vingt-cinq

Bombe H chinoise

Abdication européenne ?

Entre Lénine et Mao

Suez déclassé ?

Convertie
Pourquoi la ruée vers l'or
Johnson face au dollar
Guerre du Pacifique : acte 1
Commonwealth: la fin d'une grande idée
Un monde violent, violent, violent
Les dangers du snobisme intellectuel
Plus sinistre que Budapest
Les conséquences morales de la résistance tchécoslovaque
L'accord secret Johnson-Ho chi minh
Quand Russes et Américains se rencontreront...
Un président tranquillisant
Moyen Orient: Et si les Quatre échouent
Pourquoi les Français descendent dans la rue
L'inceste est un sujet tabou. Pourquoi ?
Les prophètes du grand coup de frein ont-ils raison ?

Revue de Métaphysique et de Morale

La philosophie de Léon Brunschvicg

Revue de Paris

Jean-Paul Sartre, le prolétariat et les communistes

Terre des hommes

L'abaissement de l'Europe
Y a-t-il encore un danger allemand ?
Ni division, ni annexion
Internationalisation de la Ruhr et de la Rhénanie ?
Jean Cavaillès

U. S. News & World Report

*"Already De Gaulle has largely disappeared". Interview With
Raymond Aron, A Leading French Analyst*